RAA 362
SEPTEMBRE 2016
ISSN 0762-6096

Recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France

Prix de vente : 0.50 € - Abonnement annuel : 5 €

Les demandes d'abonnement peuvent être adressées au Bureau du Cabinet et des Interventions de la Région d'Île-de-France, 33, rue Barbet de Jouy, 75700 Paris.

Les paiements sont effectués par chèque bancaire ou postal au nom du Régisseur des dépenses et des recettes de la Région d'Île-de-France.

Commission paritaire n° 1716 ADEP

La loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, version consolidée au 22 avril 2006, définit notamment les règles d'organisation et de fonctionnement des régions.

Le présent recueil publie mensuellement :

- les délibérations du Conseil régional d'Île-de-France,
- les délibérations de la Commission Permanente du Conseil régional d'Île-de-France,
- les vœux du Conseil régional d'Île-de-France,
- les arrêtés du Président du Conseil régional d'Île-de-France et décisions,
- les questions écrites au Président du Conseil régional d'Île-de-France,
- les circulaires de la Région d'Île-de-France,
- les avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de la Région d'Île-de-France,
- les délibérations de l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Île-de-France.

SOMMAIRE

DELIBERATIONS DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL REGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

- N° CR 190-16 du 22 septembre 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes – septembre 2016……12

- N° CR 190-16 BIS du 22 septembre 2016 relative au remplacement de représentants du Conseil régional dans divers organismes……..16

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET INNOVATION

- N° CR 162-16 du 23 septembre 2016 relative à un nouvel engagement pour l'emploi : création du Fonds de transition ESS et accord-cadre régional IAE……18

ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- N° CR 103-16 du 22 septembre 2016 relative à la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et milieux humides……..56

- N° CR 169-16 du 22 septembre 2016 relative à l'évolution de la collaboration avec l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR)……61

- N° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la Région pour un objectif « zéro déchet » en Île-de-France : vers une nouvelle planification et élaboration d'un plan d'actions en faveur de l'économie circulaire ; exemplarité de l'institution régionale et des grands projets soutenus par la Région……..62

- N° CR 192-16 du 23 septembre 2016 relative aux voies sur berges : « Pour que toute la Région respire mieux »……..67

RURALITE ET AGRICULTURE

- N° CR 189-16 du 23 septembre 2016 relative au soutien exceptionnel à l'achat de semence pour la récolte 2017……69

TRANSPORTS

- N° CR 133-16 du 22 septembre 2016 relative à la création d'un diffuseur sur l'A86 à Vélizy – protocole cadre de partenariat – programme 2016……73

- N° CR 134-16 du 22 septembre 2016 relative au lancement de l'élaboration du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route……121

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CR 100-16 du 22 septembre 2016 relative au soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes……..125

- N° CR 163-16 du 22 septembre 2016 relative à la prolongation du mandat des membres du Conseil régional des jeunes (CRJ) d'Île-de-France……137

LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

- N° CR 191-16 du 23 septembre 2016 relative à l'entrée au capital de la SAHLM de Charentonneau……..138

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° CR 187-16 du 22 septembre 2016 relative à l'adoption d'une carte unique des bassins d'emploi en Île-de-France……..139

- N° CR 194-16 du 23 septembre 2016 relative à la convention constitutive du Campus de l'économie touristique Paris-Val d'Europe……..142

ACTION INTERNATIONALE ET TOURISME

- N° CR 166-16 du 23 septembre 2016 relative à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer un accord cadre de coopération décentralisée avec le Conseil de Région de Casablanca-Settat (Maroc)……..154

- N° CR 168-16 du 23 septembre 2016 relative à l'habilitation de la Présidente du Conseil régional à signer un accord cadre de coopération avec le Gouvernement de la Généralité de Catalogne……159

- N° CR 193-16 du 23 septembre 2016 relative à l'habilitation de la Présidente du Conseil régional à signer une déclaration d'intention avec la province de Gyeonggi (Corée du Sud)……..167

DELIBERATIONS DE LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

FINANCES

- N° CP 16-413 du 21 septembre 2016 relative aux remises gracieuses et admissions en non-valeur en matière de taxes d'urbanisme : opérations comptables en matière d'amortissement……..171

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, EMPLOI ET INNOVATION

- N° CP 16-268 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage : aide à l'entrée en apprentissage (avances et soldes), ateliers d'animation éducative, mobilité internationale des apprentis (désaffectation de subventions)……..176

- N° CP 16-374 du 21 septembre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de développement de l'apprentissage (5ème affectation pour 2016)……230

- N° CP 16-375 du 21 septembre 2016 relative au soutien régional aux dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) franciliens : prime aux employeurs d'apprentis pour 2016 (2ème affectation pour l'Agence de Services et de Paiement (ASP)) et avenant à la convention ASP……..278

- N° CP 16-382 du 21 septembre 2016 relative à : « La Région s'engage pour la formation et l'emploi » : 4ème affectation de subventions passerelles entreprises 2016……388

- N° CP 16-387 du 21 septembre 2016 relative à la connaissance des marchés de l'emploi : achat de prestations de traitement de méga données……..426

- N° CP 16-423 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution d'une subvention dans le cadre du programme régional « appui à l'orientation professionnelle des actifs 2016 » : affectation 2016 pour CREATIVE CAMERA ALTEMEDIA……427

- N° CP 16-453 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien à des projets portés par des structures locales dans le cadre du programme qualifiant territorialisé 2016 : soutien à l'Association CIMAP pour la mise en œuvre de parcours de formation « services et aide à la personne » ; soutien à l'Association INITIATIVES 77 pour la mise en œuvre d'un parcours de formation dans les métiers du numérique et désaffectation partielle de crédits sur le marché « groupement de commande entre la Région et Pôle Emploi »……437

- N° CP 16-456 du 21 septembre 2016 relative à la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat : soutien au dispositif CREARIF et soutien aux points d'accueil à la création d'entreprise……458

- N° CP 16-457 du 21 septembre 2016 relative au cofinancement de pôles d'innovation dédiés aux créateurs d'entreprises : pôle de l'innovation et de l'entrepreneuriat à Guyancourt par la communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines (78) et pôle de développement entrepreneurial à Montfermeil par l'Etablissement public territorial de Grand Paris Grand Est (93)…….488

- N° CP 16-458 du 21 septembre 2016 relative aux aides au développement des TPE et des métiers d'art.…510

- N° CP 16-460 du 21 septembre 2016 relative à la politique régionale en faveur du développement numérique : réalisation d'une maquette numérique de l'Île-de-France, réattribution d'une subvention à Cap Digital Paris Région ; attribution de complément de subvention à Paris Europlace et avenant à la convention relative au soutien au projet « Plateforme numérique d'information et d'éducation aux sciences »……529

- N° CP 16-461 du 21 septembre 2016 relative au « soutien aux forums sur l'emploi » (affectation 2016)……574

- N° CP 16-462 du 21 septembre 2016 relative au financement de l'entrepreneuriat : abondement des fonds de prêts d'honneur et de garantie……..619

ENVIRONNEMENT ET AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

- N° CP 16-404 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Jardins solidaires en Île-de-France » (1ère affectation – septembre 2016) ; à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux structures du secteur de l'environnement (1ère affectation - septembre 2016) et à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « emplois d'insertion environnement » (2nde affectation - septembre 2016)…….695

- N° CP 16-406 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de la prévention et de la valorisation des déchets (3ème affectation pour 2016)……803

- N° CP 16-452 du 21 septembre 2016 relative au volet territorial du contrat de plan 2015-2020 : convention et affectation en faveur des EPA ORSA, Seine Aval et Plaine de France au titre de l'ingénierie stratégique et territoriale 2016……..890

- N° CP 16-455 du 21 septembre 2016 relative à l'affectation d'une autorisation d'engagement pour préfigurer l'organisation de la biennale francilienne d'architecture et d'urbanisme……914

TRANSPORTS

- N° CP 16-205 du 21 septembre 2016 relative au versement de cotisations à divers organismes dans le domaine des transports…….915

- N° CP 16-334 du 21 septembre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : opérations du contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ; opérations du contrat de Plan Interrégional Etat-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 et opérations Fret fluvial et Logistique urbaine (1ère affectation 2016)……935

- N° CP 16-339 du 21 septembre 2016 relative aux interconnexions ferrées du Grand Paris Express – Ligne 15 sud…….993

- N° CP 16-384 du 21 septembre 2016 relative au recensement de 1994 et 2008 des reversements des aides régionales au titre de l'amélioration des services de transports en commun routiers……..1117

- N° CP 16-389 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : Contrat de Plan Etat-Région ; aménagement des infrastructures de voirie nationale (2ème affectation pour 2016)……1118

- N° CP 16-397 du 21 septembre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : Contrat de Projets 2007-2013 et Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ; électrification de la ligne ferroviaire Paris-Bâle, sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins - Liaison ferroviaire Massy-Valenton……1175

- N° CP 16-399 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : opérations du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 - « Grands pôles intermodaux »……1187

- N° CP 16-400 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » : opération du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 - Schéma de secteur de la ligne L du réseau Transilien (études)……1309

- N° CP 16-402 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de « Transport » - Schéma directeur d'accessibilité (2ème affectation pour 2016)……1358

- N° CP 16-444 du 21 septembre 2016 relative à la transmission de fichiers issus de l'Enquête Transport de Marchandises en Ville……..1370

RURALITE ET AGRICULTURE

- N° CP 16-432 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre de la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité : programme de développement rural (FEADER) ; agriculture et environnement ; agriculture périurbaine ; agriculture et filières (3ème affectation pour 2016)……1378

- N° CP 16-447 du 21 septembre 2016 relative au Fonds d'urgence à destination des communes franciliennes et de leurs groupements touchés par les inondations de fin mai - début juin 2016 (1ère affectation pour 2016)……..1503

- N° CP 16-468 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre opérationnelle du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité et contribution des Parcs Naturels Régionaux à la revitalisation commerciale en milieu rural……1588

ADMINISTRATION GENERALE

- N° CP 16-372 du 21 septembre 2016 relative à la cotisation en faveur du CESER de France, de l'Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux et subventions en faveur de l'Association des Maires d'Île-de-France (AMIF) et de l'amicale des anciens conseillers régionaux d'Île-de-France……1673

- N° CP 16-376 du 21 septembre 2016 relative aux affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement sur le chapitre 930 et d'autorisations de programme sur le chapitre 900 relatives à la communication institutionnelle (2ème rapport pour 2016)……1687

- N° CP 16-379 du 21 septembre 2016 relative au rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux…1689

- N° CP 16-380 du 21 septembre 2016 relative à l'ajustement et aux affectations provisionnelles et spécifiques d'une autorisation d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 900 et 930 « Services généraux » et 903 « Culture, sports et loisirs » (3ème rapport pour 2016)……..1693

- N° CP 16-381 du 21 septembre 2016 relative aux quatrièmes affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement et de programme sur les chapitres 900 et 930 « Services généraux » - crédits de la direction des systèmes d'information……1695

- N° CP 16-411 du 21 septembre 2016 relative à la protection sociale complémentaire des agents de la Région : mandat au Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne d'Île-de-France pour la procédure de passation d'une éventuelle convention de participation……1696

- N° CP 16-430 du 21 septembre 2016 relative aux cotisations en faveur de l'Association des Médiateurs des Collectivités territoriales (AMCT) et du Club des Médiateurs de services au Public (CMSP)……1697

- N° CP 16-438 du 21 septembre 2016 relative aux affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations d'engagement relatives à la gestion des ressources humaines (3ème rapport pour 2016)……1701

FAMILLE, ACTION SOCIALE ET SANTE

- N° CP 16-419 du 21 septembre 2016 relative aux formations sanitaires et sociales : projets relatifs à la sécurité des locaux et des personnes ; fusion des Centres Hospitaliers de Fontainebleau et Montereau (conventions d'objectifs et de moyens 2017) ; Fondation hospitalière Sainte Marie (changement de bénéficiaire suite au transfert d'activité) ; subvention globale de fonctionnement 2016 des Ecoles et Instituts de formation du social (agrément de places de moniteur éducateur et éducateur spécialisé de l'Association Initiatives et versement d'une indemnité) ; subvention d'investissement 2016 en faveur de l'association Initiatives ; remises gracieuses……1703

- N° CP 16-420 du 21 septembre 2016 portant sur : action sociale, handicap et familles (4ème affectation pour 2016)……..1786

- N° CP 16-424 du 21 septembre 2016 relative à la politique régionale de santé : attributions de subventions dans le cadre de l'action régionale dans le domaine de la santé (4ème affectation pour 2016) et approbation de la convention relative aux modalités de mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice des étudiants franciliens boursiers des échelons 0 à 4 avec les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP……..1865

SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE

- N° CP 16-393 du 21 septembre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien aux « Clubs formateurs » (2ème affectation 2016)……..1935

- N° 16-439 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution d'autorisations de programme dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France : dispositifs « terrains synthétiques de grands jeux » et « plan piscines régional » ; approbation d'un avenant portant transfert de maitrise d'ouvrage du syndicat des départements 75 et 92 pour la gestion des parcs des sports de Puteaux et Antony au département des Hauts-de-Seine……1981

- N° CP 16-445 du 21 septembre 2016 relative à la jeunesse, la citoyenneté et la vie associative (2èmes affectation pour 2016)……..2006

- N° CP 16-466 du 21 septembre 2016 relative aux Iles de loisirs : affectation d'autorisations de programme au profit des SMEAG des îles de loisirs des Boucles de Seine (78), Buthiers (77), Cergy-Pontoise (95), Etampes (91), Jablines-Annet (77), Port aux Cerises (91), Saint-Quentin-en-Yvelines (78) et Val-de-Seine (78) ; sécurisation des propriétés régionales - île de loisirs de Vaires-Torcy (77) et affectation d'autorisation de programme……2030

- N° 16-469 du 21 septembre 2016 aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du sport en Île-de-France et affectations d'autorisations d'engagement : aide aux déplacements des équipes jeunes des clubs (dispositif chèque transport) ; soutien aux évènements sportifs et promotion du sport…….2094

EDUCATION

- N° CP 16-391 du 21 septembre 2016 relative aux lycées : avances pour travaux et remises gracieuses….2141

- N° CP 16-394 du 21 septembre 2016 relative aux aides régionales aux élèves de second cycle et aux élèves des BTS, CPGE, formations post bac et assimilées : aide régionale à l'acquisition des manuels scolaires - aide régionale à la demi-pension - aide régionale à l'équipement ; aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE ; subventions d'équilibre et à l'ajustement des dotations au titre des années scolaires 2016/2017 et 2015/2016……2144

- N° CP 16-398 du 21 septembre 2016 relative au lycée Émilie de Breteuil à Montigny-le-Bretonneux (78) : restructuration de la demi-pension ; habilitation de la Présidente à signer un protocole transactionnel avec le groupement de maitrise d'œuvre Hélène Fricout-Cassignol / TPF Ingénierie France……..2169

- N° CP 16-407 du 21 septembre 2016 relative au lycée Turgot à Montmorency (95) : opération de restructuration, rénovation et extension partielle ; protocoles transactionnels avec la société BATIPLUS titulaire du marché de contrôle technique n°04.00.004.95.75 et avec la société OMNI DECORS titulaire du marché de travaux n°08.00.001.00.466.95.75 - mandataire : SAERP……2177

- N° CP 16-408 du 21 septembre 2016 relative à l'EREA Léopold Bellan à Chamigny (77) : opération de rénovation des installations thermiques ainsi que du réseau d'eau potable et de gaz ; protocole transactionnel avec la société TFN BATIMENT - mandataire : SAERP……..2197

- N° CP 16-409 du 21 septembre 2016 relative à l'habilitation de la Présidente pour la mise en conformité et sécurité des installations électriques, la mise aux normes de sécurité incendie et le renouvellement du SSI et le câblage informatique pour l'environnement numérique de travail de la cité mixte régionale Janson de Sailly à Paris 16ème ; à affecter l'autorisation de programme pour la part études budget 2016 ; à signer la convention spécifique avec Paris et à signer la convention de mandat n°16MANPPM CMR7501 mandataire : SAERP..2212

- N° CP 16-415 du 21 septembre 2016 relative au lancement de l'expérimentation des 8 lycées publics franciliens 100% numérique……2263

- N° CP 16-417 du 21 septembre 2016 relative aux travaux dans les EPLE de la Région Île-de-France – (6ème rapport de l'année 2016)…….2265

- N° CP 16-418 du 21 septembre 2016 relative aux travaux dans les cités mixtes régionales et départementales de la Région Île-de-France (5ème rapport de l'année 2016)…….....2283

- N° CP 16-421 du 21 septembre 2016 relative à la sécurisation des lycées (7ème affectation pour 2016)…..2298

- N° CP 16-429 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE du Val-de-Marne et des Yvelines et mise à jour de la grille tarifaire pour les EPLE de la Seine-et-Marne……2308

- N° CP 16-431 du 21 septembre 2016 relative aux diverses politiques régionales : équipements pédagogiques dans les EPLE (6ème rapport pour 2016)……..2401

- N° CP 16-435 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre du programme d'actions mémorielles pour l'année scolaire 2016-2017 : attribution d'une subvention au Musée de la Grande Guerre de Meaux……..2436

- N° CP 16-440 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du programme « ALYCCE » et du programme « Actions lycéennes »……..2449

- N° CP 16-441 du 21 septembre 2016 relative à : « développer le lien entre les lycées et les entreprises » : attribution de subventions à des associations pour le développement de partenariats lycées-entreprises ; attribution d'une subvention au Comité Local Ecole Entreprise d'Évry (91) et attribution d'une subvention au lycée Théodore Monod d'Antony pour les 30 ans du bac pro……...2603

- N° CP 16-448 du 21 septembre 2016 relative à : « Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence » (année scolaire 2016-2017) : soutien à l'orientation des lycéennes vers les métiers scientifiques et technologiques et accompagnement des lycéennes dans des parcours d'excellence…….2656

- N° CP 16-449 du 21 septembre 2016 relative aux modalités de suivi des installations spécifiques liées à la qualité environnementale du patrimoine lycées dotations pour l'année 2016 aux EPLE - dotations pour les contrats techniques obligatoires et contrats d'entretien obligatoires (CTO/CEO) pour les lycées de la Région d'Île-de-France - dotations pour la maintenance immobilière (4ème rapport de l'année 2016) - poursuite du marché 1300511 relatif à la surveillance et à la protection humaine contre les risques d'incendie et de panique dans les EPLE - marché relatif à la surveillance anti-intrusion dans les EPLE - règlement de la cotisation pour le syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication concernant les EPLE d'Île-de-France (SIPPEREC) - poursuite du marché 1500170 relatif au déménagement et au stockage en garde meubles de mobiliers et matériels lourds des EPLE…….2683

- N° CP 16-464 du 21 septembre 2016 relative à la mise en œuvre de l'expérimentation du budget d'autonomie dans 12 lycées publics franciliens…….2716

- N° CP 16-465 du 21 septembre 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire - année scolaire 2016-2017 – (1ère affectation pour 2016) – « Projets – PHENIX » - année scolaire 2016-2017 (1ère affectation pour 2016)……..2732

CULTURE

- N° CP 16-377 du 21 septembre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du spectacle vivant pour les dispositifs : soutien aux musiques actuelles et amplifiées en Île-de-France ; soutien à diverses manifestations culturelles dans le domaine du spectacle vivant et adhésion à des organismes de promotion de la culture (4ème affectation pour 2016)……..2823

- N° 16-383 du 21 septembre 2016 relative à la dernière affectation des soldes des subventions 2016 en faveur de quatre organismes associés à l'action régionale dans le domaine de la culture……..2909

- N° 16-385 du 21 septembre 2016 relative à l'aménagement culturel en Île-de-France (3ème affectation pour 2016)……..2914

- N° 16-386 du 21 septembre 2016 relative au soutien aux arts plastiques (troisième affectation pour 2016) et aux arts numériques (troisième affectation pour 2016)……..3008

- N° 16-412 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions en faveur des arts de la rue et de la piste (1ère affectation pour 2016)……3044

- N° 16-414 du 21 septembre 2016 relative à l'évaluation des conventions triennales de permanence artistique et culturelle conclues en juillet 2013 - affectations au titre d'une convention annuelle (3ème affectation pour l'année 2016)……3159

- N° 16-426 du 21 septembre 2016 relative aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel - soutien à des manifestations et réseaux cinématographiques (3ème affectation pour 2016) - fonds de soutien cinéma et audiovisuel (3ème affectation pour 2016) - changements de bénéficiaires - dispositif d'aide à l'écriture de scénario (1ère affectation pour 2016) – AGESSA - aide après réalisation (3ème affectation pour 2016)……3811

- N° 16-436 du 21 septembre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale du livre (3ème affectation pour 2016)……3940

LOGEMENT ET POLITIQUE DE LA VILLE

- N° CP 16-388 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du logement : aide au parc privé (3ème affectation pour 2016)……3984

- N° CP 16-396 du 21 septembre 2016 relative à l'aide en faveur du logement des jeunes et apprentis (3ème affectation pour 2016)……..4029

- N° CP 16-410 du 21 septembre 2016 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants (3ème affectation pour 2016)……4041

- N° CP 16-427 du 21 septembre 2016 relative à la mobilisation du contingent régional de logements sociaux pour lutter contre la pénurie d'enseignants dans certains lycées ……4059

- N° CP 16-428 du 21 septembre 2016 relative à l'affectation d'une subvention en faveur de la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) pour 2016……4066

- N° CP 16-434 du 21 septembre 2016 relative aux attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux (3ème affectation pour 2016)……..4076

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

- N° CP 16-286 du 21 septembre 2016 relative au CPER 2007-2014 : campus Jourdan - affectation d'une autorisation de programme pour le premier équipement du bâtiment Ecole Normale Supérieure - Ecole d'Economie de Paris……4500

- N° CP 16-390 du 21 septembre 2016 relative au soutien régional au projet QSEC² et avenant à la convention n°13020604……..4517

- N° CP 16-416 du 21 septembre 2016 relative aux aides à la mobilité internationale des étudiants (année universitaire 2016-2017) ; AMIE universités, grands établissements et écoles, AMIE BTS, AMI doctorants...4556

- N° CP 16-437 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien à l'emploi scientifique : allocations doctorales sur domaines cibles (ARDOC) et soutien aux actions en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes chercheurs……..4613

- N° CP 16-450 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de soutien à la recherche : soutien transitoire aux programmes de fonctionnement 2016 des 16 domaines d'intérêt majeur (DIM) et avenants à deux conventions DIM antérieures……4678

GRAND PARIS

- N° CP 16-239 du 21 septembre 2016 relative au financement d'actions du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020.....4725

ACTION INTERNATIONALE ET TOURISME

- N° CP 16-181 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution d'une subvention dans le cadre de l'accord de coopération décentralisée conclu avec la province du Québec……4774

- N° CP 16-442 du 21 septembre 2016 relative à la coopération décentralisée avec Hanoï et Antananarivo (Octobre 2016 à Janvier 2017)……..4787

- N° CP 16-451 du 21 septembre 2016 relative à l'affectation d'autorisations d'engagement dans le cadre de la politique régionale du tourisme : attribution et affectation du solde de subventions 2016 en faveur des organismes associés à l'action régionale dans le domaine du tourisme, les Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CART) ; attribution d'une subvention en faveur de l'Union Nationale des Associations de Tourisme Île-de-France (UNAT- IDF) et à l'affectation d'autorisations d'engagement pour la cotisation à l'Association du Cluster tourisme du Val d'Europe……..4813

- N° CP 16-459 du 21 septembre 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif « Aide Régionale aux Associations pour les Microprojets Internationaux de Solidarité (ARAMIS) » 2016 et à attribution de subventions dans le cadre du dispositif Méditerranée 2016……4820

QUESTION ECRITE

– **N° QE** du 31 mai 2016 de Madame Magali ALEXANDRE et Messieurs Jonathan KIENZLEN et Carlos DA SILVA, Conseillers régionaux d'Île-de-France du groupe Socialiste et Républicain, concernant l'Association en charge du dispositif « Jeunes violences écoute »……..4883

Réponse à cette question écrite……4884

– **N° QE** du 7 juillet 2016 de Monsieur Jean-Michel RUIZ, Conseiller régional du Front de Gauche, Parti communiste français, Parti de gauche, Ensemble et République & socialisme, concernant l'enveloppe allouée par la Région à la politique des contrats de ville……4885

Réponse à cette question écrite……4886

DELIBERATIONS ET MOTIONS DE L'AGENCE DES ESPACES VERTS

- N° 16-079 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts……4887

- N° 16-080 du 20 septembre 2016 relative à la mise en place d'actions sociales envers le personnel de l'Agence des espaces verts de la Région d'Île-de-France et de leurs enfants……..4891

- N° 16-081 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n°1 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région Île-de-France – Lot n°2 et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant……..4892

- N° 16-082 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n°1 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région Île-de-France – Lot n°4 et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant……..4898

- N° 16-083 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n°4 au marché de travaux de réhabilitation de la ferme des Huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n°1 : Démolition – Gros œuvre – Ravalement et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant……4904

- N° 16-084 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n°4 au marché de travaux de réhabilitation de la Ferme des Huit routes à Rosny-sur Seine (78) – Lot n°3 : Couverture et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant……..4933

- N° 16-085 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n°2 au marché de travaux de réhabilitation de la ferme des Huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n°7 : Plomberie-sanitaire et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant……..4940

- N° 16-086 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n°1 au marché pour la construction de la Maison de la Réserve Naturelle Régionale du Grand Voyeux (Congis-sur-Thérouanne, 77400) – Lot n°3 : Etanchéité-couverture et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant……..4949

- N° 16-087 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la conclusion d'une convention de prêt de véhicules appartenant à la Région Île-de-France à l'Agence des espaces verts et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention……..4955

- N° 16-088 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat relative à la participation de la ville d'Argenteuil (95) aux frais d'entretien des espaces naturels et forestiers régionaux des buttes du Parisis (95) 2016-2018…….4960

- N° 16-089 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la convention-type « AEV-Education Nationale » relative aux modalités d'intervention des éco-animateurs de l'Agence des espaces verts dans les établissements scolaires et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions à conclure…….4981

- N° 16-090 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la convention-type relative aux programmes forestiers agriculteurs juniors de l'Agence et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes……..4987

- N° 16-091 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la convention-type relative à la mise en œuvre du programme pédagogique « De jour comme deux nuits » et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes……4993

- N° 16-092 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la convention-type à titre onéreux (4,6 et 8 €) pour la mise en œuvre d'animations ponctuelles de sensibilisation à l'environnement et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes……4999

- N° 16-093 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la convention-type à titre onéreux pour la réalisation d'actions de sensibilisation à l'environnement lors d'un évènementiel et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes……5005

- N° 16-094 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation de la convention-type à titre gratuit pour la réalisation d'actions de sensibilisation à l'environnement lors d'un évènementiel et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes……..5010

- N° 16-095 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation d'une contribution financière aux agriculteurs participant au programme Agriculteurs Juniors (accueil d'écoliers dans les exploitations agricoles) de l'Agence des espaces verts……5014

- N° 16-096 du 20 septembre 2016 relative à l'approbation d'acquisitions foncières et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes y afférents……5016

- N° 16-097 du 20 septembre 2016 relative à l'habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels et Sensibles……5023

- N° 16-098 du 20 septembre 2016 relative à l'habilitation donnée à la Présidente pour solliciter des subventions relatives à des sites classés « Natura 2000 » gérés par l'Agence des espaces verts……..5025

AVIS DU CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL REGIONAL

- N° 2016-09 du 15 septembre 2016 : Les formations sanitaires et sociales en Île-de-France : enjeux et perspectives.....5026

ARRETES DU PRESIDENT
DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

- N° 16-293 du 9 août 2016 portant délégations de signature de l'unité « Lycées »…….5035

- N° 16-294 du 31 août 2016 portant nomination des membres professionnels du cinéma et de l'audiovisuel au sein du comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Île-de-France……..5048

- N° 16-296 du 8 septembre 2016 portant délégation de signature de la Directrice générale adjointe, adjointe au Directeur général des services……....5050

- N° 16-297 du 27 septembre 2016 portant désignation des membres du jury « 100 quartiers innovants et écologiques » pour la première session (octobre 2016)……..5051

- N° 16-300 du 14 septembre 2016 portant délégation de signature de l'unité « Affaires Internationales et Européennes»……..5053

- N° 16-303 du 22 septembre 2016 portant délégations de signature de l'unité « Patrimoine et Moyens Généraux »……5056

- N° 16-304 du 22 septembre 2016 portant délégations de signature de l'unité « Société »……...5064

- N° 16-305 du 22 septembre 2016 portant délégations de signature de l'unité « Personnel et Ressources Humaines »……5068

- N° 16-306 du 23 septembre 2016 portant délégation de signature de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France pour signer le protocole d'accord cadre Etat/Pôle Emploi/Région/Fédérations de l'IAE……..5076

- N° 16-307 du 22 septembre 2016 portant décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le Conseil régional pour l'équipement des EPLE : cessions de biens mobiliers anciens et hors d'usage……5077

- N° 16-308 du 30 septembre 2016 portant désignation des membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour la première session - (octobre 2016)…….5138

- N° 16-309 du 29 septembre 2016 portant décision de la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le Conseil régional pour l'équipement en véhicules des EPLE : cessions de biens mobiliers anciens et hors d'usage…….5140

- N° 16-310 du 3 octobre 2016 portant désignation des représentants du Conseil Régional d'Île-de-France au sein du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM).……5142

Les annexes ne figurant pas au recueil des actes administratifs peuvent être consultées au Conseil régional d'Île-de-France.

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CR 190-16

DU 22 SEPTEMBRE 2016

DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL REGIONAL
DANS DIVERS ORGANISMES – SEPTEMBRE 2016

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 4132-22

VU Le Code du travail

VU Le Code rural et de la pêche maritime

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 dite « Loi NOTRe »

VU Le décret n° 2012-286 du 28 février 2012 portant création de Campus Condorcet

VU L'arrêté ministériel du 23 avril 2004 portant création de la Commission Locale d'Information (CLI) auprès de l'installation nucléaire du Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) du site de Bruyères-le-Châtel

VU L'arrêté préfectoral n° IDF-2016-06-03-001 du 3 juin 2016 fixant la composition de la Commission Consultative de l'Environnement (CCE) de l'aérodrome du Bourget

VU La délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes

VU La délibération n° CR 31-16 TER du 18 février 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil régional dans divers organismes

VU La délibération n° CR 139-16 du 16 juin 2016 portant approbation de la fusion des SEM 92, Yvelines Aménagement et SEMERCLI pour créer la SEM CITALLIOS

VU La délibération n° 2016-27 du 28 juin 2006 portant composition du jury de concours restreint de maîtrise d'œuvre pour le Campus Condorcet – Porte de la Chapelle

VU La délibération n° CR 162-16 du 22 septembre 2016 relative à la création du fonds de transition ESS

VU Le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la SEM 92 du 13 juillet 2016

VU Les statuts de l'Ecole des Neurosciences de Paris Ile-de-France (ENP)

VU Les statuts de la fondation de coopération scientifique « Voir et Entendre »

VU Les statuts de l'Université paris XIII

VU Les statuts du Comité d'Etudes, d'Education et de Soins Auprès des Personnes Polyhandicapées (CESAP)

VU Le rapport n° CR 190-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

1. SECTEUR ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET RECHERCHE

1.1. Ecole des Neurosciences de Paris Ile-de-France (ENP)

- Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

  M. Gaël BARBOTIN

1.2. Fondation de coopération scientifique « Voir et Entendre »

- Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

  Mme Marie-Christine DIRRINGER

1.3. Conseil d'administration de l'Université Paris XIII

- **Rapporte la désignation de M. Thierry MEIGNEN en qualité de suppléant**, approuvée par délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016.

1.4. Jury de concours restreint de maîtrise d'œuvre pour le Campus Condorcet – Porte de la Chapelle

- Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

  Mme Faten HIDRI

2. SECTEUR ECONOMIE ET EMPLOI

2.1. Jury du fonds de transition Economie Sociale et Solidaire (ESS)

- Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

  M. Arnaud RICHARD

3. SECTEUR ECOLOGIE ET DEVELOPPEMENT DURABLE

3.1. Commission Consultative de l'Environnement (CCE) de l'aérodrome du Bourget

- **Abroge la désignation,** approuvée par délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016, **de M. Bruno BESCHIZZA et de Mme Mélissa YOUSSOUF en qualité de titulaires, et de M. Thierry MEIGNEN en qualité de suppléant,** ainsi que la désignation, approuvée par délibération n° CR 31-16 TER du 18 février 2016, **de Mme Corinne BORD en qualité de suppléante.**

- Désigne 1 représentant titulaire au scrutin majoritaire à deux tours :

  M. Bruno BESCHIZZA

- Désigne 1 représentant suppléant au scrutin majoritaire à deux tours :

  M. Thierry MEIGNEN

3.2. Commission Locale d'Information (CLI) auprès de l'installation nucléaire du Commissariat à l'Energie Atomique et aux Energies Alternatives (CEA) du site de Bruyères-le-Châtel

- **Abroge la désignation de M. Gérard HEBERT**, approuvée par délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016.

- Désigne 2 représentants au scrutin de liste avec répartition proportionnelle des sièges à la plus forte moyenne :

  M. Gérard HEBERT
  Mme Annie LAHMER

3.3. Société d'Economie Mixte (SEM) CITALLIOS

- **Abroge l'article 4.5. de la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016.**

- Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

  M. Denis GABRIEL

4. SECTEUR RURALITE ET AGRICULTURE

4.1. Comité Régional des Céréales (CRC)

- Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

  M. Benoît CHEVRON

5. SECTEUR ACTION SOCIALE, SANTE, FAMILLE

5.1. Comité d'Etudes, d'Education et de Soins Auprès des Personnes Polyhandicapées (CESAP)

- Désigne 1 représentant au scrutin majoritaire à deux tours :

  M. Pierre DENIZIOT

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CR 190-16 BIS
DU 22 SEPTEMBRE 2016

REMPLACEMENT DE REPRESENTANTS DU CONSEIL REGIONAL DANS DIVERS ORGANISMES

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Les démissions communiquées au secrétariat général du conseil régional

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4132-22 et L.4132-14

VU La délibération n° CR 55-16 du 21 janvier 2016 portant approbation du règlement intérieur du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Désigne pour le représenter :

DEMISSIONS		CANDIDATURES

Lycée public (LPO) René Descartes à Champs-sur-Marne

Mme Thi Hong Chau VAN (CD)	Titulaire	Mme Claudine THOMAS (LR)
Mme Claudine THOMAS (LR)	Suppléante	Mme Thi Hong Chau VAN (CD)

Lycée public (LGT) Emilie Brontë à Lognes

Mme Thi Hong Chau VAN (CD)	Titulaire	Mme Claudine THOMAS (LR)
Mme Claudine THOMAS (LR)	Suppléante	Mme Thi Hong Chau VAN (CD)

Lycée public (LPO) Gérard de Nerval à Noisiel

Mme Thi Hong Chau VAN (CD)	Titulaire	Mme Claudine THOMAS (LR)
Mme Claudine THOMAS (LR)	Suppléante	Mme Thi Hong Chau VAN (CD)

Lycée public (LPO) René Cassin à Noisiel

Mme Thi Hong Chau VAN (CD)	Titulaire	Mme Claudine THOMAS (LR)
Mme Claudine THOMAS (LR)	Suppléante	Mme Thi Hong Chau VAN (CD)

Lycée public (LPO) de la Tour des Dames à Rozay-en-Brie

Mme Thi Hong Chau VAN (CD)	Titulaire	M. Benoît CHEVRON (LR)
M. Benoît CHEVRON (LR)	Suppléant	Mme Thi Hong Chau VAN (CD)

Lycée privé (LGT) Saint-Laurent La Paix Notre-Dame à Lagny-sur-Marne

Mme Thi Hong Chau VAN (CD)	Titulaire	M. Julien PROFFIT (LR)

Conseil d'Administration (CA) de l'Université Paris V Descartes

M. Jean-Pierre LECOQ (LR)	Titulaire	Mme Emmanuelle DAUVERGNE (LR)
M. Vincent ROGER (LR)	Suppléant	Mme Frédérique DUMAS (UDI)

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 162-16 DU 23 SEPTEMBRE 2016

Un nouvel engagement pour l'emploi :
Création du Fonds de transition ESS
Accord cadre régional IAE

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et au règlement relatif aux aides *de minimis* publié au JOUE du 24 décembre 2013 n° L352/1 ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du travail ;

VU La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La loi n° 2014-856 du 31 Juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU La délibération n° CR 48-15 du 10 juillet 2015 relative à la mise en œuvre de la décentralisation et partenariats pour l'emploi et la formation professionnelle ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le rapport CR 162-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Adopte le dispositif du Fonds de transition ESS figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Adopte l'accord cadre régional IAE tel que figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise Mme la Présidente du conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

15/09/16 09:09:00

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : CADRE D'INTERVENTION DE L'APPEL A PROJET FONDS DE TRANSITION

LE FONDS DE TRANSITION ESS

LE CADRE D'INTERVENTION DU FONDS DE TRANSITION

1. OBJECTIFS ET ENJEUX DU DISPOSITIF.

La Région finance par le dispositif « Fonds de transition ESS » les projets qui répondent aux conditions définies ci-dessous, portés par les structures de l'insertion par l'Activité Economique (S.I.A.E) telles que définies à l'article L.5132-4 du Code du travail.

Le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE) offre une passerelle vers le marché du travail ou la formation à des personnes qui connaissent des difficultés particulières d'accès à la vie professionnelle.

La Région Ile-de-France poursuit son engagement en faveur de l'IAE de manière complémentaire à l'intervention de l'Etat.

Le secteur de l'IAE francilien est composé de nombreuses structures distinctes - 407 SIAE, avec des modèles économiques différents. Il salarie plus de 28 000 personnes. Face à la multiplicité des SIAE, l'objectif de la Région Ile-de-France est à la fois de favoriser le rapprochement des structures par la mutualisation de moyens et de renforcer l'efficacité des projets d'insertion.

Dans ce contexte, la Région propose de soutenir des projets relevant de deux axes visant à :

- développer des actions pour améliorer l'employabilité des salariés et augmenter la proportion de sorties positives ;
- encourager l'accroissement d'activité par le lancement de projets mutualisés entre plusieurs structures.

De manière exceptionnelle, et lorsque la Région y voit un intérêt particulier pour la structuration du réseau des SIAE, les SIAE ayant déjà bénéficié sur l'année en cours d'une subvention au titre de l'axe 1 peuvent être subventionnées au titre de l'axe 2.

Ce dispositif d'aide s'inscrit tant dans le cadre des articles L.1511-1 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales, qui encadre les compétences de la Région en matière de développement économique, que sur la possibilité qui lui est offerte par le code du travail de financer des actions d'insertion et de formation professionnelle (cf. L.6121-1-2 Code du travail). Par ailleurs, l'article L 263-2 du code de l'action sociale et des familles prévoit que la Région « en particulier » est associée au pacte territorial pour l'insertion, à ce titre elle peut intervenir dans le soutien des structures d'insertion par l'activité économique.

2. AXE 1 : AMELIORER L'EMPLOYABILITE DES SALARIES ET ACCROITRE LE TAUX DE PLACEMENT EN ENTREPRISE.

2.1 Les structures éligibles :

La Région peut financer le fonctionnement annuel des SIAE conventionnées par l'Etat. Pour bénéficier de ce financement, la SIAE doit proposer un projet visant à accroitre significativement les chances d'accéder durablement au marché du travail pour les personnes prises en charge.

2.2 Les critères :

Les critères de sélection des projets sont :

1 **Le public :** il est constitué de tout salarié en insertion non bénéficiaire du RSA socle en parcours dans une SIAE notamment DELD (demandeur d'emploi longue durée), travailleur handicapé, personne placée sous main de justice,

Le calcul de la subvention se fait sur la base du nombre d'heures pour un Equivalent Temps Plein pris en compte par l'Etat.

2 **Un parcours d'insertion** renforcé. Il peut comporter notamment les éléments suivants :

- une information sur le marché du travail, sur les marchés du Grand Paris, sur les filières en tension, orientation vers ces filières, etc… ;
- la coordination des acteurs pour lever les freins à l'emploi (partenariat avec les services ou opérateurs spécialisés, accès à des actions de techniques de recherche d'emploi),
- la mise en place d'actions spécifiques pour accéder au marché du travail (la mobilisation de périodes de mise en situation en milieu professionnel (PMSMP), la mobilisation des passerelles entreprises régionales, le partenariat avec les entreprises),
- la formation (mobilisation du programme régional Cap Compétences, la remise à la fin du contrat de travail d'insertion d'une attestation de compétences sur laquelle le salarié pourra s'appuyer pour une embauche future, le positionnement sur des actions de formation qualifiantes, certifiantes ou pré-qualifiantes…). Une attention particulière sera portée aux actions accueillant des publics en situation d'illettrisme et d'alphabétisation.

3 **Le nombre de sorties positives des publics en année n-1 en distinguant :** le nombre de contrats à durée déterminée de 6 mois et plus et de CDI, le nombre de contrats à durée déterminée de moins de 6 mois, le nombre de sorties en intérim et le nombre de sorties en formation qualifiante des publics entrant dans ce programme.

2.3 Le calcul de la subvention annuelle :

Les projets financés par le fonds de transition régional concernent toutes les SIAE.

Le seuil minimal de financement est de 20 000 euros.

Grille de subventionnement des projets				
	ACI	AI	EI	ETTI
Forfait par ETP	2 000 €	1 000 €	1 000 €	1 000€

2.4 Les modalités de versement :

Les modalités de versement sont les suivantes :

- Avance de 50 % de la subvention à la signature de la convention (sans demande de plan de trésorerie),
- Deuxième versement de 25 % de la subvention au deuxième semestre de l'année N+1 sur présentation de l'annexe (cumulable avec l'avance),

- Solde de 25 % de la subvention subordonné aux résultats, les sorties positives de l'année N devant être supérieures de 10 points aux résultats constatés en moyenne par la structure l'année N-1.

3. AXE 2 : ENCOURAGER L'ACCROISSEMENT D'ACTIVITE PAR LE LANCEMENT DE PROJETS MUTUALISES ENTRE PLUSIEURS STRUCTURES.

Les structures d'insertion par l'activité économique s'inscrivent dans la vie économique des territoires. La faible taille de ces structures est souvent une entrave à leur développement. La mutualisation des moyens et, par exemple, des forces de vente, doit pouvoir les aider à accroître leur chiffre d'affaires.

3.1 Les structures éligibles :
Les SIAE doivent présenter un projet de développement de leur chiffre d'affaires par des actions mutualisées entre plusieurs structures.

3.2 Les critères :

Il s'agit de prendre en compte plusieurs éléments liés aux efforts déployés par la structure pour asseoir sa force de vente et augmenter ses recettes commerciales :

- la mise en œuvre d'une action mutualisée entre plusieurs SIAE, ou des SIAE et des entreprises classiques pour accéder à un meilleur volume d'affaires,
- la formalisation de regroupement de SIAE (Groupe d'Entreprises Solidaires, Groupement Momentané d'Entreprises…),
- les contrats ou les notifications de marchés obtenus dans le cadre du projet,
- la consolidation de leur chiffre d'affaires sur les trois derniers exercices.

Le nombre de salariés concernés par le projet sera un critère d'appréciation important.

3.3 Le montant forfaitaire :

La prime régionale est attribuée par projet et une seule structure porte le dossier de demande de subvention pour le projet mutualisé. Le forfait s'élève à 20 000€ par projet.

3. 4 Modalités de versement :

Les modalités de versement sont les suivantes :

- Avance de 50 % de la subvention à la signature de la convention (sans demande de plan de trésorerie),
- Solde de 50 % de la subvention en année N+1 sur présentation par la structure porteuse du bilan de l'opération.

4. RESPECT DE LA REGLEMENTATION COMMUNAUTAIRE.

L'aide attribuée au titre de ce dispositif est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions au sens des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, elle est attribuée dans le cadre du règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

5. MODALITE DE SELECTION DES PROJETS.

5.1 L'appel à projet :

Le Fonds de transition projet prend la forme d'appels à projets - AAP. Les demandes sont déposées sur un extranet, la PAR - Plateforme des Aides Régionales.

5.2 Le jury :

L'ensemble des demandes sera examiné par un Jury de sélection. Les propositions de ce Jury seront reprises dans les projets de délibérations soumis à la Commission permanente du Conseil régional. Le jury sera présidé par un élu régional. Il est composé des représentants des services du Conseil régional et de personnalités qualifiées invitées en tant que de besoin.

5.3 L'attribution de l'aide :

L'aide et son montant sont décidés par la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France

ANNEXE 2 : ACCORD CADRE REGIONAL IAE

ACCORD CADRE REGIONAL IDF

ENTRE POLE EMPLOI, LA DIRECCTE,

LE CONSEIL REGIONAL IDF

LES RESEAUX DE L'IAE

2016

ACCORD CADRE ENTRE L'ETAT, POLE EMPLOI, la REGION IDF et les RESEAUX de l'IAE en ILE DE FRANCE

Vu la loi n°98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, et le décret en Conseil d'Etat du 7 juin 2006 pris en application de l'ordonnance n°2004-637 ;

Vu la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi ;

Vu la loi n°2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le Décret n°99-106 du 18 février 1999 relatif à l'agrément par l'Agence nationale pour l'emploi des personnes embauchées dans les organismes d'insertion par l'activité économique ;

Vu la circulaire DGEFP/DGAS du 3 octobre 2003 relative à l'aménagement de la procédure d'agrément par l'ANPE et au suivi des personnes embauchées dans une structure d'insertion par l'activité économique et ses 3 fiches techniques ;

Vu la circulaire DGEFP n°2008-21 du 10 décembre 2008 relative aux nouvelles modalités de conventionnement des structures de l'insertion par l'activité économique ;

Vu l'instruction DGEFP n° 2014-02 du 5 février 2014 relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique ;

Vu les délibérations du conseil d'administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008, relatif à la création de Pôle emploi ;

Vu la convention pluriannuelle entre l'Etat, l'Unedic et Pôle emploi du 18 décembre 2014.

Vu la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 sur la formation professionnelle, l'emploi et la démocratie sociale

Vu l'Accord Cadre National IAE entre l'Etat, Pôle Emploi et les réseaux IAE du 10 septembre 2015

LE PRÉSENT ACCORD EST CONCLU ENTRE :

Entre L'ETAT,
Représenté par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE IDF)
dont le siège est situé 19 rue Madeleine Vionnet, 93300 Aubervilliers
Représenté par Monsieur Laurent VILBOEUF, en qualité de Directeur régional
Ci-après dénommée « la Direccte IDF »,

Pôle emploi,
représenté par la Direction Régionale de Pôle emploi IDF,
dont le siège est situé 3 rue Galilée, Immeuble Pluton, 93884 Noisy le Grand cedex,
Représenté par Monsieur Philippe BEL, en qualité de Directeur régional,
ci-après dénommé « Pôle emploi IDF»,

Le Conseil Régional IDF,
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
Dont le siège est situé 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris
Ci-après dénommée la Région

Le Comité National des Régies de Quartier (CNLRQ),
dont le siège est situé 54, Avenue Philippe Auguste, 75011 Paris
représenté par Clotilde BREAUD, en qualité de Présidente
ci-après dénommé CNLRQ

Le COORACE Ile de France,
dont le siège est situé 17, rue Froment, 75011 Paris
représenté par Monsieur Patrick RADJEF en qualité de Président
ci-après dénommé COORACE

L'association régionale de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS) Ile de France,
dont le siège est situé 26 Bis rue de St Pétersbourg 75008 Paris
Représenté par Madame Martine THEAUDIERE, en qualité de Présidente
ci-après dénommé FNARS

L'association Chantier Ecole Ile de France,
dont le siège est situé 6 rue Arnold Géraux 93450 L'ile st Denis
représenté par Monsieur Franck WITE, son président
ci-après dénommé « CHANTIER école »

La Fédération des Entreprises d'insertion Ile de France,
dont le siège est situé 12 rue de la Lune 75002 Paris
représenté par Monsieur Sébastien MORICEAU, son président
ci-après dénommé « fédération des entreprises d'insertion »

L'association Régionale pour le Développement de l'Insertion par l'Economique (ARDIE)
dont le siège est situé 5 Boulevard Barbès 75018 Paris
représenté par Monsieur Eric MASSE Le GOANVIC en qualité de Président
ci-après dénommé « ARDIE ».

CNLRQ, COORACE, FNARS, CHANTIER ECOLE, La Fédération des Entreprises d'insertion, l' ARDIE sont conjointement dénommés « les réseaux de l'IAE (insertion par l'activité économique) ». Tous les signataires sont dénommés conjointement « les parties ».

PREAMBULE

L'Insertion par l'activité économique est née dans les années 1970, il y a près de 50 ans de la nécessité de redonner un emploi aux personnes qui étaient les plus éloignées du marché du travail, en se fondant sur le principe selon lequel le fait d'occuper un emploi et de travailler est un facteur essentiel d'insertion sociale. Dans le contexte d'aggravation des déséquilibres économiques, sociaux et environnementaux, les structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) ont plus que jamais un rôle prépondérant pour influer sur les mutations en cours et offrir des possibilités de retour à l'emploi durable aux personnes les plus en difficulté sur le marché du travail, en s'associant sur les territoires avec tous-te-s les acteurs-trices qui luttent contre le chômage et l'exclusion. Les SIAE travaillent de manière étroite avec le service public de l'emploi et les entreprises sur les territoires. L'insertion par l'activité économique est ainsi au cœur des politiques d'accès et de retour à l'emploi. Ce sont plus de 28.000 franciliens qui sont accompagnés chaque année par 405 structures.

La signature, en janvier 2011, du premier accord-cadre national entre l'Etat, Pôle Emploi et les réseaux nationaux de l'insertion par l'activité économique (IAE) a été une première étape décisive dans la structuration de la coopération entre les signataires.
Cet accord a permis de redynamiser les relations et de mettre en œuvre de réelles avancées sur les pratiques opérationnelles dans le champ de l'IAE et permettre une amélioration de la connaissance mutuelle de chaque signataire. Ces avancées ont été soulignées dans le rapport d'évaluation du cabinet Geste/Pluricité publié en avril 2014.

Suite à la réforme du financement de l'IAE et avec la mise en œuvre de la loi relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale du 5 mars 2014, le nouvel accord-cadre national signé le 10 septembre 2015 doit être un levier pour améliorer les processus opérationnels, sécuriser et enrichir les parcours des salariés en insertion au sein des SIAE sur les territoires.

En Ile de France, l'accord régional signé le 8 novembre 2011 s'est inscrit dans cette volonté d'accompagner et de placer dans l'emploi, les publics les plus en difficulté. Cet accord a permis d'organiser la collaboration et de préciser les dispositions prises pour l'animation du dispositif régional.

Dès 2014, la préparation de l'accord cadre régional est porté par le COPIL IAE (Comité de Pilotage régional) et les travaux complémentaires du COR IAE (Comité Régional d'Orientation et d'animation de l'IAE composé :

- De l'Etat, de Pôle Emploi, des Représentants des Réseaux de l'IAE, du Conseil Régional.

Il a permis d'assurer l'accompagnement de la Réforme et de partager les grandes orientations stratégiques définies par l'Accord National :

- Valoriser les efforts d'insertion des structures grâce à la généralisation du financement par l'aide au poste ;
- Progresser sur la gouvernance, la coordination et la nécessité des différents financeurs pour clarifier ce qu'ils attendent du secteur de l'IAE ;
- Développer la collaboration avec d'autres partenaires publics notamment le Conseil Régional et les Conseils Départementaux.

Les groupes de travail mis en place pour la rédaction de l'accord ont souligné la volonté des partenaires de renforcer leur coopération en matière de suivi des parcours des salariés en insertion et de leur sortie afin de faciliter l'accès à l'emploi durable.

La mise en œuvre de la loi relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale impacte l'action des différents signataires du présent accord cadre. Les nouveaux dispositifs qu'instaure la loi (cadre unifié pour les périodes de mise en situation en milieu professionnel ; mobilisation des périodes de professionnalisation et des préparations opérationnelles à l'embauche pour les salariés en parcours d'insertion dans les SIAE, compte personnel de formation) permettent d'enrichir les outils du parcours et de préparation à la sortie. En lien avec les travaux des CDIAE et du CNIAE ainsi que les orientations du comité national de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CNEFOP) et des comités régionaux de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP), les signataires s'attacheront à faciliter l'accès à la formation professionnelle des salariés de l'IAE.

Dans le cadre de leurs missions respectives, les têtes de réseaux de l'IAE, la DGEFP et Pôle emploi s'accordent pour renforcer leur coopération et améliorer la gouvernance du secteur en vue de faciliter le retour à l'emploi des salariés en parcours d'insertion. Le présent accord cadre et ses déclinaisons régionales sont, à ce titre, des leviers importants pour un pilotage opérationnel partagé au niveau national et régional. Les SIAE, Pôle emploi et l'Etat s'articulent ainsi pour sécuriser les parcours et identifier des solutions sur le champ de l'emploi et de la formation.
En IDF, l'importance du parcours professionnel en IAE et sa sécurisation est souligné.
Il repose sur un renforcement des liens entre les prescripteurs et les SIAE au niveau local pour l'accès à l'offre d'insertion IAE, auprès des publics pour lesquels il constitue un levier vers l'emploi. Une meilleure connaissance de l'offre de service de chaque partenaire mobilisée pendant l'accompagnement, ainsi qu'une consolidation des acquis professionnels valorisée à l'issue de la période d'insertion complètent le dispositif.
L'attention particulière sur la sortie d'IAE s'inscrit dans le projet Pôle Emploi 2015-2020 visant le renforcement de la personnalisation des services et des modalités d'accompagnement adaptées.

Le travail sur le parcours professionnel et plus particulièrement l'accès à la formation pour les salariés en IAE permettront sur la région, l'émergence de dispositifs nouveaux, conduits avec le Conseil Régional IDF.
Enfin, les liens avec le monde économique et la valorisation du secteur de l'IAE auprès des entreprises, des autres employeurs et des partenaires institutionnels au plus près des territoires constituent un axe essentiel de développement.

Ces priorités seront reprises lors du Comité Technique d'Animation (CTA), piloté et animé par Pôle emploi. Il est l'instance opérationnelle qui assure un suivi global des parcours des personnes en insertion, coordonne et garantit la mise en œuvre opérationnelle de l'IAE, et dans le cadre de son action, remédie aux éventuels dysfonctionnements, porte les ajustements et identifie des bonnes pratiques. L'activité des CTA s'inscrit en articulation avec celle des CDIAE, chargés d'assurer le pilotage stratégique de l'IAE et la déclinaison au niveau local des orientations IAE régionales.

Dans le cadre de leur action au bénéfice de l'insertion par l'activité économique, les partenaires s'engagent également à éviter toute forme de discrimination et favoriser la mixité des publics (égalité socioprofessionnelle homme/femme, etc.).

Au sens du présent accord cadre, est dénommé par :

- « IAE » : le dispositif d'insertion par l'activité économique, tel que défini par la loi du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre l'exclusion.
- « SIAE »: l'ensemble des structures de l'insertion par l'activité économique (associations intermédiaires (AI), entreprises d'insertion (EI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), ateliers et chantiers d'insertion (ACI).

Il est convenu et arrêté entre les parties ce qui suit :

LES PARTENAIRES

I.I Présentation de la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE IDF)

La Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) composée de l'Unité Régionale et des 8 Unités Départementales en Ile de France, est le service déconcentré commun du Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social et du Ministère de l'Economie des Finances et du Commerce extérieur. Il met en œuvre les politiques du gouvernement dans le domaine de l'emploi sous le pilotage de la Délégation Générale à l'Emploi, la Formation Professionnelle (DGEFP).
Ses services sont articulés autour de 3 Pôles :
Le Pole 3 E (Entreprises, emploi, économie) soutien les entreprises dans leur compétitivité, leur développement et les mutations économiques (DECI) et pilote régionalement les politiques de l'emploi et de lutte contre le chômage (DPE). Il déploie également le programme FSE (DFSE).
Le Pole T (Politique du Travail) assure l'application du code du travail et promeut la qualité de vie au travail et le dialogue social.
Le Pole C (Concurrence, Consommation, Métrologie) veille au respect des règles de concurrence et à la loyauté des relations commerciales.
Au sein du Pôle 3 E, le Département des Politiques de l'Emploi (DPE), a la responsabilité du pilotage de la politique IAE (Insertion par l'Activité Economique), déployée en 2014 en mettant en place avec l'ensemble des partenaires le Comité d'Orientation Régional –IAE, qui a élaboré la « Stratégie Régionale IAE 2015-2017 ». Il s'appuie sur les Unités Départementales pour le déploiement de cette politique au niveau départementale, en finançant environ 400 structures en Ile de France. Plus largement, le secteur de l'IAE est accompagné dans son développement au sein de l'Economie sociale et Solidaire, notamment avec l'appui des DLA (Dispositif Local d'Accompagnement).
La DIRECCTE s'appuie également sur le Service Etudes Statistiques et Evaluation (SESE) qui, par sa capacité d'expertise, contribue à la réflexion stratégique régionale et à l'évaluation des politiques publiques mises en œuvre**.**

2. Présentation de Pôle Emploi IDF

Pôle emploi, né de la fusion entre l'Assurance chômage (ASSEDIC) et l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), a été créé par la loi du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi. Il constitue désormais l'opérateur public de référence du marché de l'emploi.

Pôle emploi a pour mission d'accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes, qu'elles disposent ou non d'un emploi, à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, de prescrire toute action utile pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, de favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, de faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et de participer aux parcours d'insertion sociale et professionnelle.
Pôle emploi s'est engagé dans son plan stratégique à faire plus pour ceux qui en ont le plus besoin, à prendre en compte les besoins et spécificités des populations et des territoires, à agir en proximité avec ses partenaires sur les territoires. Son action s'inscrit en complémentarité de celle des acteurs économiques et ceux en charge de l'insertion dans le but de renforcer le retour à l'emploi durable.

L'IAE constitue pour Pôle-emploi un outil à privilégier pour favoriser le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi éloignés du marché du travail.
Pôle emploi IDF doté de 8 Directions territoriales participe à la définition de la stratégie départementale pour l'IAE au sein du CDIAE, à la négociation des conventions avec les structures d'insertion par l'activité économique, conventions dont il est d'ailleurs signataire.
Au niveau local, les agences locales de Pole emploi travaille en collaboration avec les SIAE et peuvent mettre en œuvre des conventions de coopération locale bilatérale afin d'organiser les modalités opérationnelles de mise en œuvre.

Pôle-emploi est également garant de l'accès des publics au dispositif. A ce titre, il est en charge de la délivrance des agréments pour les publics embauchés par les SIAE.
Enfin, pour assurer une bonne coordination opérationnelle entre les acteurs et optimiser le suivi effectué par les structures auprès des salariés en insertion, Pôle emploi est chargé d'organiser et d'animer les CTA (comités techniques d'animation).

1.3 Présentation de la Région IDF

La Région Ile-de-France représente 6,1 millions d'emploi et près de 31% du PIB national. Elle concentre sur son territoire 887 750 entreprises. Le Conseil régional Ile-de-France intervient dans de nombreux domaines : transports, lycées, formation, développement économique…
La loi NOTRe du 7 août 2015 consacre la place de la Région en tant que chef de file en matière de développement économique. Elle devient la collectivité responsable de la définition des orientations en matière de développement économique. Elle participe, par ailleurs, à l'articulation des politiques de l'emploi sur son territoire. La Région copilote ainsi avec l'Etat, le Comité Régional de l'Emploi, de la Formation et de l'Orientation Professionnelles (CREFOP). En outre, la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale renforce les compétences de la région en matière de formation professionnelle.
En outre, la Région Ile-de-France et Pôle Emploi ont renouvelé leur collaboration dans la convention-cadre approuvée en CR n°149-16 du 8 juillet 2016. Le renforcement de cette coopération vise deux objectifs majeurs : accélérer le retour à l'emploi des Franciliens en recherche d'emploi et satisfaire les besoins en recrutement des entreprises de la région.
D'autre part, la Région Ile-de-France et l'Etat ont signé le 14 avril 2016 un engagement commun, intitulé feuille de route partagée Etat-Région, chacun dans le cadre de ses compétences, pour :

- accélérer le développement économique et favoriser les secteurs et les entreprises créatrices d'emploi,
- faciliter l'accès à la formation,
- développer l'emploi.

La Région affirme sa volonté de renforcer les partenariats autour de l'IAE et d'intensifier la coopération entre les partenaires en s'appuyant sur leur complémentarité et leur savoir-faire. Par son investissement dans le COR IAE, la Région participe à la définition de la stratégie régionale pour l'IAE. En outre, elle s'est tout particulièrement impliquée dans le groupe de travail relatif à la formation des salariés en insertion. Les actions de la Région notamment celles en matière de formation professionnelle tendent à améliorer la qualification et l'employabilité du public IAE.

I.4 Présentation du Comité National de liaison des Régies de quartier (CNLRQ)

Tournées, sur leur territoire, vers la mise en activité des habitants les plus éloignés de l'emploi, les Régies de Quartier se reconnaissent partie prenante du mouvement de l'Insertion par l'Activité Economique tout en affirmant ne pas vouloir se réduire à cela.

Véritables opérateurs du développement local, leur action sur un territoire – défini à partir du sentiment d'appartenance à un espace géographique et social – constitue un des fondements de leurs missions. Leur intervention se situe dans la proximité de ceux qui y vivent et des acteurs institutionnels et sociaux qui y assurent des responsabilités. Les Régies de Quartier contractualisent avec des donneurs d'ordre public et privé pour assurer ces services et, grâce à leur ancrage territorial et leur proximité, sont susceptibles de contribuer à l'émergence de nouvelles activités.

Pour effectuer leur mission, les Régies de Quartier embauchent prioritairement les habitants de leur territoire avec une attention aux groupes sociaux les plus vulnérables en matière d'insertion sociale et professionnelle.

Dans le cadre de conventionnement des structures d'insertion par l'activité économique, elles peuvent mobiliser des postes d'insertion en utilisant le contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI), ce qui est confirmé depuis la Loi de lutte contre les exclusions de 1998 (article 18), par le Plan de Cohésion Sociale de 2005 et la Loi instaurant le RSA (2008).

Sur le champ de l'IAE, la Régie de Quartier relève du secteur mixte et visée à l'article L5132-2 du code du Travail.

Le CNLRQ a la volonté de soutenir un partenariat entre les Régies de Quartier et Pôle emploi, dans le respect de valeurs partagées, pouvant servir le projet d'insertion de ces habitants en tant qu'acteurs de leur devenir

Une Régie de Quartier salarie en moyenne 54 salariés (42 ETP), dont 50 % de contrats de droit commun et 50 % répartis entre contrats aidés secteur marchand (CDDI) et contrats aidés secteur non marchand. Son Conseil d'administration réunit en moyenne 15 bénévoles impliqués dans la vie de l'association. En Ile-de-France, 35 Régies en activité, 90% interviennent dans les quartiers prioritaires (80 quartiers couverts représentant plus de 800.000 habitants).

I.5 Présentation du COORACE

Créé en 1994, COORACE Île-de-France rassemble 48 entreprises qui entreprennent au service de l'emploi pour tous. Elles partagent une même vision : celle d'une société intégrante dans laquelle chacun peut construire sa place en tant que citoyen et acteur des échanges économiques et sociaux. A son service, elles participent à l'émergence d'un nouveau modèle de développement économique, solidaire et durable, ancré dans les territoires, créateur de richesses, de services et d'emplois de qualité accessibles à tous. Ces entreprises participent ainsi, sur l'ensemble du territoire francilien, à l'intégration par l'emploi des personnes en situation de précarité et au développement économique local.

COORACE Île-de-France et ses adhérents ont pour ambition de réfléchir à une logique globale de parcours d'insertion, à la mutualisation et à la coopération économique, à travers notamment le développement de groupes économiques solidaires (GES) ou de pôles territoriaux de coopération économique (PTCE). En s'appuyant sur l'ensemble des outils d'insertion (AI, ACI, EI, ETTI) et sur des entreprises de l'économie sociale et solidaire (ESS), l'ambition des adhérents COORACE est créer des emplois et d'agir pour le développement de territoires solidaires.

COORACE Île-de-France accompagne ses adhérents sur les territoires dans le développement de leurs projets et activité. Il favorise les synergies locales avec les acteurs de l'emploi et représente ses adhérents et l'IAE auprès des acteurs institutionnels.

Dans la perspective d'amélioration permanente des pratiques et dans le souci d'une meilleure visibilité de l'action des SIAE, COORACE a développé la démarche qualité CEDRE-ISO qui s'inscrit dans la volonté de développement des compétences et de structuration des SIAE. CEDRE-ISO propose un cadre de référence

permettant l'amélioration de l'accompagnement et de l'insertion des salariés en parcours. COORACE Île-de-France accompagne et soutien ses adhérents dans la mise en œuvre de cette démarche qualité. Aujourd'hui 12 adhérents de Coorace Île-de-France sont certifiés CEDRE et 13 ont entamé la démarche.

I.6 Présentation de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS)

La Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale est une fédération regroupant des organismes et associations autonomes qui ont en commun la volonté d'aider les plus démunis et de faire bouger la société pour faire reculer l'exclusion.
La Fnars fédère au plan national près de 870 associations et organismes publics qui, ensemble, gèrent près de 2 800 établissements et services.

Au niveau régional, la FNARS Ile-de-France rassemble 170 associations qui gèrent 396 établissements agissant pour l'inclusion sociale :

- services d'accueil et d'orientation, centres de jour, services d'urgence, d'écoute téléphonique (n° d'urgence 115),
- centres d'hébergement, centres maternels, lieux de vie, foyers, hôtels sociaux, résidences sociales, pensions de familles et maisons relais, services d'instruction du RSA, centres de soins ou de cure, halte-garderie, crèches, médiation familiale….
- services de relogement, d'accompagnement social lié au logement, dispositifs de baux glissants,...
- structures de l'insertion par l'activité économique, Espaces Emploi, Ateliers d'Adaptation à la Vie Active, organismes de formation, jardin d'insertion,

Sur le champ de l'Insertion par l'Activité Economique, ses adhérentes portent plus de 80 actions conventionnées Ateliers et Chantier d'Insertion, 10 Associations Intermédiaires et 9 Entreprises d'Insertion.
La FNARS :

• lutte contre les exclusions, en favorisant notamment l'accès à l'emploi et au logement des personnes qui en sont les plus éloignées,

• dénonce les décisions et les actions qui tendent à accroître l'exclusion et les inégalités sociales,

• sensibilise l'opinion publique et les décideurs aux situations d'exclusion,

• fait progresser l'accompagnement des personnes en difficulté,

• facilite les échanges, la réflexion et la co-construction de propositions politiques avec les associations adhérentes, les personnes accompagnées, et les partenaires,

• observe et analyse grâce à des études, des enquêtes et des sondages sur les personnes accompagnées, sur l'évolution des métiers de l'insertion sociale et sur la vie associative. La FNARS analyse et évalue les actions et les dispositifs mis en place,

• soutient l'expérimentation de réponses innovantes pour lutter contre les exclusions et accompagne leur essaimage, appuie les porteurs de projets,

• participe au renforcement des capacités d'accompagnement des intervenants sociaux par des outils et des programmes de formation.

I.7 Présentation de CHANTIER ECOLE

CHANTIER école Île-de-France, créé en 2001, est un réseau d'acteurs de l'insertion et de la formation qui regroupe des structures adhérentes au réseau national autour de la charte. Au niveau national, c'est plus de 30 000 salariés en parcours d'insertion qui sont employés dans près de 650 structures. La délégation francilienne rassemble 95 adhérents, représentant 78 structures franciliennes gérant 186 chantiers école ou chantiers d'insertion avec plus de 2 000 postes conventionnés pour des parcours d'insertion et 820 permanents.

CHANTIER école Île-de-France et ses adhérents travaillent ensemble autour de valeurs communes dans le but d'améliorer la qualité des parcours d'insertion des personnes, en favorisant les échanges de pratiques, les réflexions collectives et les partenariats.

Les adhérents à CHANTIER école sont aussi des acteurs du développement durable du territoire, qui axent leur mission principale sur la progression des personnes en favorisant la démarche pédagogique liée à la situation de production, le développement, l'évaluation et la certification des acquis professionnels.

Les missions de CHANTIER école Île-de-France sont de :

- Communiquer, représenter et animer le réseau d'adhérents auprès de ses partenaires institutionnels
- Analyse et réflexion sur les politiques publiques et leurs effets
- Réflexion sur l'évolution du modèle des ACI et l'innovation du secteur
- Contribuer à la professionnalisation des acteurs de l'IAE, par la mise en œuvre de la formation ETAIE (encadrant technique d'activité d'insertion par l'économique) et par les actions de professionnalisation et la diffusion d'outils du réseau
- Réaliser un recueil de données régional des ACI grâce à la collecte de données sur les ACI
- Coordonner la mise en place des chantiers d'insertion en partenariat avec SNCF et SNCF Réseau et développer ses actions
- Développer de nouveaux partenariats avec les entreprises, les acteurs de l'ESS et du monde associatif, au bénéfice des adhérents et pour l'émergence de nouveaux ACI
- Accompagner des porteurs de projet
- Accompagner les ACI aux changements de politiques publiques

I.8 Présentation de la Fédération des entreprises d'insertion IDF

La fédération des entreprises d'insertion Ile de France représente les EI (entreprises d'insertion) et ETTI (entreprise de travail temporaire d'insertion) auprès des acteurs publics, sociaux, économiques et professionnels de la région.

Elle défend leurs intérêts et vise à promouvoir leur modèle économique qui permet à des personnes en difficultés sociales et professionnelles de retrouver un emploi durable ou une solution positive grâce à un accompagnement et l'acquisition de compétences dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée d'insertion (CDDI).

L'Ile de France compte 150 entreprises d'insertion qui emploient 6 800 salariés en insertion, essentiellement dans les secteurs de la propreté, du BTP, de la collecte, tri et recyclage, de l'hôtellerie restauration et des espaces verts. Elles génèrent un chiffre d'affaires annuel de plus de 150 millions d'euros.

La fédération des entreprises d'insertion Ile de France accompagne les porteurs de projets dans leur réflexion et leurs démarches. Elle favorise le développement des entreprises d'insertion existantes sur son territoire. Son équipe de permanents œuvre pour le rapprochement avec le monde économique (clauses d'insertion dans les marchés publics, achats responsables, conventions d'affaires, partenariats économiques).

Elle concourt à leur professionnalisation en proposant des formations pour l'ensemble des salariés permanents (encadrants techniques, chargés d'insertion, dirigeants, etc..). Elle est opératrice du microcrédit pour les salariés en

insertion de ses entreprises adhérentes. Elle met en œuvre une démarche de certification (Afaq-EI/ETTI) avec l'AFNOR.

Grâce à son rôle de veille permanente, elle anime et informe le réseau au sein duquel elle développe la mutualisation des expériences et des bonnes pratiques et l'innovation sociale tout en gardant comme fondement la lutte contre les exclusions.

I.9 Présentation de l'ARDIE

Depuis sa création 1997, l'ARDIE Île-de-France représente, auprès des pouvoirs publics et organismes constitués régionaux, les Associations Intermédiaires (AI) franciliennes qui accueillent, accompagnent et remettent à l'emploi des demandeurs d'emploi longue durée et des personnes en grande difficulté, personnelle et professionnelle. Les AI sont des acteurs essentiels de la lutte contre le chômage par la mise en œuvre de parcours d'insertion pour les personnes les plus éloignées de l'emploi. Par leur enracinement territorial fort, elles constituent une force d'action et de proposition originale, pertinente et efficace.

Par connaissance du terrain et son travail de réflexion, l'ARDIE, Fédération Francilienne des Associations Intermédiaires, éclaire les pouvoirs publics sur la spécificité de ces structures d'insertion par l'activité économique. La fédération défend des propositions élaborées et validées collectivement, soumises au principe de transparence et clairement articulées sur sa connaissance de l'action quotidienne des AI, des problèmes qu'elles rencontrent et des défis auxquels elles sont confrontées. La fédération s'applique à défendre les AI franciliennes, leur modèle économique appuyé sur un projet associatif structurant, qu'elles soient fédérées ou non.

Les Associations Intermédiaires, membres du réseau, s'attachent à leur double mission, économique et sociale, et, en application de la charte de la fédération, veillent à valoriser chaque salarié en parcours d'insertion, dans le respect de toutes les dimensions de la personne humaine, afin qu'il trouve, ou retrouve, une place dans notre société et puisse s'insérer durablement socialement tout autant que professionnellement.

L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN ILE DE FRANCE (sources : SESE Direccte IDF)

En 2014, **405 structures** sont conventionnées en Ile de France, soit une augmentation de 6,5 % par rapport à 2010 (380 structures).
Les ateliers et chantiers d'insertion (ACI) et les entreprises d'insertion (EI) restent prépondérants, représentant respectivement 38 % et 37 % des structures (correspondant à 150 et 155 structures).
Cependant on constate une augmentation importante des porteurs d'ACI en 4 ans, qui sont passés de 120 à 155 [1] (+29 %), et un mouvement inverse mais moins important pour les entreprises d'insertion, qui passent de 162 à 151 structures (-6,8 %).
Le nombre d'associations intermédiaires (AI) décroit légèrement depuis 2010 (passant de 83 à 76 structures, soit une proportion de 19 % des SIAE en 2014) au profit des entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI) qui se sont nettement développées sur la période, passant de 15 à 23 structures (6 % des SIAE en 2014).

Les activités des SIAE restent dans les **secteurs** traditionnels. Le nombre d'heures travaillées dans le bâtiment- travaux publics (BTP) est en hausse de 17 % à 24 % entre 2010 et 2014 (notamment en raison de l'augmentation des ETTI), celui des services à la personne (SAP) diminue de 16 % à 11 % (en partie lié au fait que l'activité des AI diminue au profit des particuliers). Le secteur des espaces verts-agriculture et celui du nettoyage (hors SAP) sont les deux autres secteurs d'importance. Enfin, le transport-logistique ou la collecte-tri-recyclage représentent respectivement 6 et 8 % des heures travaillées. Toutes SIAE confondues, on compte 44 structures centrées sur des activités liées à la transition écologique en 2014, mais seulement 4 sur le secteur du numérique.

[1] Il faut dissocier le nombre de porteurs d'ACI, et le nombre d'opérations portées par les structures, qui sont beaucoup plus importants. Ici il a été retenu le nombre de porteurs.

Au cours de l'année 2014, l'ensemble des SIAE franciliennes font travailler **27 582 salariés** soit 2 % de moins qu'en 2010. Les AI concentrent les plus gros effectifs, avec 53 % des salariés. Les ACI représentent ensuite 22 % des effectifs. Les ETTI et les EI représentent respectivement 14 % et 11 % des salariés.
Les EI et ACI font appel à moins de salariés, respectivement 22 et 37 en moyenne par structure (contre 175 et 202 pour les ETTI et AI).

Les 7 349 emplois en **équivalent temps plein** (ETP) sont majoritairement réalisés dans les AI (31 %) et les ACI (30 %), puis les EI (22 %) et les ETTI (17 %). Les AI ont beaucoup de salariés travaillant à temps très partiel : 6 salariés pour un ETP. Pour les ACI et les ETTI le ratio est de 3 pour 1 ; de 2 pour 1 pour les EI.

On constate une baisse importante (-35 %) des **effectifs de salariés permanents** entre 2010 (2 105 ETP) et 2014 (1 364 ETP), qui touche principalement les EI (- 54 %) et les AI (- 38 %). En revanche, ces effectifs sont stables dans les ACI et même en augmentation dans les ETTI (+ 34 %). En 2014, les permanents sont mobilisés à 54 % par de l'encadrement et 39 % par de l'accompagnement socio-professionnel.

Parmi les **salariés en insertion**, la part des seniors (19 %), celle des jeunes (20 %) et celle des travailleurs handicapés (4 %) n'évoluent pas. En revanche, le déséquilibre hommes/femmes s'accentue (59 % de salariés masculins en 2014, contre 52 % en 2010). Il est particulièrement marqué dans les ETTI (88 % d'hommes) à la différence des AI comptant une majorité de femmes (54 %). La part des bénéficiaires du RSA et des personnes en recherche d'emploi depuis plus de deux ans augmentent chacune de 3 % entre 2010 et 2014, pour atteindre respectivement 32 % et 41 %. Ces publics prioritaires sont particulièrement nombreux dans les ACI. Les publics de niveau infra V se renforcent (passant de 58 % à 61 %). La proportion de salariés en ZUS-CUCS augmente de 32 % à 36%.

On constate que 20 % des salariés en insertion sont venus par candidatures spontanées en 2014 comme en 2010. Parallèlement, sur cette période, il y a eu un renforcement du poids de Pôle Emploi (de 19 % à 24 %) et de celui des services sociaux (de 9 à 13 %) parmi les orienteurs.

Les taux **d'accompagnement social et professionnel** augmentent de 10 points entre 2010 et 2014 (de 81 % à 91 %). Les modalités d'accompagnement professionnel identifiées en 2014 sont les Techniques de Recherche d'Emploi (TRE pour 63 % des salariés) et l'Aide au projet professionnel (pour 67 %) généralement réalisées en interne. Une minorité de salariés (6 %) a accès aux prestations de Pôle Emploi. Dans les ACI, la période d'immersion a été progressivement mise en place pour atteindre 12 % des salariés en 2014.

Les SIAE déclarent mettre en place des **actions de formation** pour au moins 80 % de leurs salariés, exception faite des AI qui n'en dispensent qu'à 43 % en moyenne.

Il s'agit cependant pour 35 % des heures de formation, d'actions d'adaptation au poste réalisées en interne, courtes (30 h en moyenne) qui peuvent représenter la part majoritaire des heures de formation réalisées dans les EI. Les formations qualifiantes, estimées à 25 % des heures effectuées se situent en majorité dans les AI, les ETTI et les ACI, tout en représentant des réalités très différentes. Elles permettent en moyenne des parcours de 200 heures. Enfin, une part importante des heures de formation (17 %) est consacrée aux actions de remise à niveau dans les EI, les ACI et les AI.

On compte en 2014, toutes SIAE confondues, 28 % de **sorties** en emploi durable. Le taux est plus élevé dans les AI (34 %), à l'opposé des ACI (22 %). Le taux moyen de sorties dynamiques s'élève à 67 % en ile de France en 2014. Les sorties positives (21 %) représentent une part importante des sorties. Les sorties dynamiques ont progressé de 6 points pour les ACI et les EI (respectivement 59 % et 62 % entre 2010 et 2014).

La circulaire de janvier 2012 ayant modifié les modalités de décompte des sorties vers l'emploi pour les AI et les ETTI, la comparaison globale entre 2014 et 2010 est impossible pour ces deux catégories de SIAE.

ARTICLE 1
OBJET DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord cadre a pour objectif de faciliter l'accès à l'emploi durable des salariés de l'IAE en améliorant la qualité des parcours des personnes en insertion.
Il vise à optimiser la mise en œuvre opérationnelle de l'IAE et à intensifier la coopération entre les partenaires en s'appuyant sur leur complémentarité et leur savoir-faire.

Il précise les actes d'engagements réciproques des signataires tout au long des étapes du parcours et prévoit une mobilisation continue de chacun pour améliorer les coopérations sur la base des pratiques, des initiatives territoriales et des enseignements dégagés.
Il vise également à donner plus de visibilité et de pérennité aux actions communes développées pour le public relevant de l'IAE.

Les signataires s'engagent sur trois axes :

- **Axe 1 : Partager la connaissance territoriale de l'IAE pour engager des actions communes**

- **Axe 2 : Sécuriser et améliorer la qualité des parcours du public en insertion pour faciliter le retour à l'emploi**

- **Axe 3 : Préciser et améliorer le pilotage opérationnel et les complémentarités entre les différentes instances**

Pour chacun des axes, les partenaires s'engagent sur des objectifs opérationnels et des actions à mener. Leur mise en œuvre s'appuie sur les pratiques identifiées sur l'Ile de France pour apporter de manière continue des améliorations au dispositif et pour engager des réflexions ou actions innovantes.

Ces actions à mener seront développées et priorisées dans une feuille de route annuelle, définie par le comité de pilotage.
Ces travaux donneront lieu à une évaluation permettant de mesurer les effets sur le retour à l'emploi et l'amélioration qualitative des parcours d'insertion.

ARTICLE 2

LES AXES D'ENGAGEMENT

AXE 1 : PARTAGER LA CONNAISSANCE TERRITORIALE DE L'IAE POUR ENGAGER DES ACTIONS COMMUNES

Les échanges sur la connaissance territoriale de l'IAE, sur les offres de services de chacun des partenaires, sur les opportunités d'emploi sur le territoire, sur les actions menées sur les champs économique et social sont des atouts indispensables pour mener ensemble des actions innovantes à destination des publics les plus éloignés de l'emploi et pérenniser les bonnes pratiques identifiées.

Pour cela, l'engagement des partenaires se traduit par :

- a) Un partage des analyses des besoins des territoires dans les domaines de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle pour conduire des actions communes :

Pour cela, l'étude sur le marché du travail local portera à la fois :

- sur un examen des **propositions d'offres d'emploi et de postes de travail** avec une attention particulière sur les postes « bas niveau de qualification » mais aussi sur **une analyse de la demande d'emploi enregistrée et de données sociales locales.**

Par département, La Direccte et Pôle emploi pourront présenter et alimenter la réflexion à partir de leurs outils d'analyse.

Pour Pôle emploi : utilisation des fiches « météo de l'emploi », des dialogues territoriaux, de l'outil IMT (informations marché du travail).

Pour la Direccte : utilisation des chiffres clés et analyses départementales des SPEL, des éléments de contexte produits pour les dialogues de gestion.

Les conseils départementaux contribueront à la réflexion à partir de leurs données sociales et analyses locales.

Pour les SIAE : utilisation des analyses réalisées par les têtes de réseau et le site "entreprenons – ensemble".

A partir de ces éléments des actions pourront s'engager pour améliorer les parcours des publics en insertion. Ce travail partagé lors d'un CTA annuel et en CDIAE permettra de définir les stratégies départementales.

Dans le cadre de la Feuille de route partagée Etat/Région en date du 14 avril 2016, cette analyse pourra s'appuyer sur l'établissement d'une carte unique des bassins d'emploi franciliens, des métiers en tension sur ces bassins et des formations nécessaires pour l'accès à ces métiers. La délimitation des territoires s'effectuant sur proposition du CREFOP.

-b) L' échange régulier autour des opportunités de recrutement des SIAE et de leur offre d'insertion renforce la qualité de la prescription, fluidifie les processus de recrutement et facilite le parcours d'une structure à l'autre (extension d'agrément).

Cet échange est initié lors des dialogues de gestion, poursuivi lors des CTA et complété de manière plus opérationnelle dans les conventions de coopérations locales signées entre les SIAE et Pôle emploi.

-c) Développer les liens avec les acteurs du monde économique

Les signataires du présent accord-cadre s'engagent à promouvoir autant que possible l'IAE dans les différents partenariats qu'ils construisent avec les entreprises et les représentants du monde économique, institutionnel ou associatif.

AXE 2 : SECURISER ET AMELIORER LA QUALITE DES PARCOURS DU PUBLIC EN INSERTION POUR FACILITER LE RETOUR A L'EMPLOI

Selon l'étude Geste/Pluricité, la mise en œuvre du précédent accord-cadre a permis de faire connaître, d'outiller et de faciliter la mise en œuvre des processus d'orientation et de prescription des publics, ce qui est reconnu par les signataires comme une réelle avancée.

Cependant, l'orientation et la prescription restent encore trop souvent liées à des critères administratifs au détriment du diagnostic des besoins du public et aux possibilités d'accueil et d'emploi des SIAE sur le territoire. De ce fait, les prescripteurs sont parfois davantage dans une position de validation des profils des personnes repérées par les SIAE et pressenties pour être embauchées que dans une posture de positionnement d'un besoin au regard d'une offre d'insertion.

L'étude Geste/Pluricité a également souligné que l'action conjointe des partenaires en termes d'accompagnement et de suivi des salariés en insertion reste à clarifier et conforter.

En s'engageant sur la sécurisation et l'amélioration de la qualité des parcours du public en insertion, les partenaires réaffirment leur volonté commune de favoriser l'insertion dans l'emploi durable des personnes les plus éloignées du marché du travail. C'est par l'emploi que se réalise l'insertion.

Cet engagement doit être concrétisé à travers la préparation du conventionnement des SIAE, lors des dialogues de gestion au cours desquels est reconnu : le projet d'insertion de la structure, son activité, son rôle d'employeur, ses perspectives d'embauche, ainsi que lors de la rédaction de convention de coopération locale et la tenue des CTA.

Il se matérialise dans des objectifs opérationnels partagés et des actions à mener tout au long des étapes du parcours : repérage des publics éligibles, embauche et accompagnement par la SIAE, coopération sur la sortie et la poursuite du parcours.

ETAPE 1- Du repérage des publics jusqu'à l'embauche par une SIAE

Les SIAE embauchent des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, afin de favoriser leur retour à l'emploi durable. Elles recrutent des publics spécifiques pour lesquels un accompagnement social (levée des freins à l'emploi, etc.) et professionnel (acquisition de compétences professionnelles, etc.) est un véritable levier pour accéder à un emploi durable, une formation, etc.

Afin de concrétiser le ciblage des dispositifs de l'IAE sur les publics qui en ont besoin, les processus d'orientation et d'agrément revêtent une importance particulière. Ils doivent permettre d'initier une relation de partenariat entre les SIAE, les orienteurs et les prescripteurs et de mettre en place un suivi commun des personnes agréées dans le cadre de leur parcours d'accès à l'emploi durable.

Objectifs partagés *:*

Cette étape vise à améliorer la qualité de l'orientation vers les structures de l'insertion par l'activité économique. Pour cela, trois objectifs ont été repérés :

- Faciliter l'accès à l'IAE pour les personnes sans emploi, rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières, en s'assurant que les profils des personnes orientées coïncident avec les prérequis demandés par les SIAE,

- Renforcer la lisibilité des organisations locales en matière d'orientation/de prescription/d'agrément, afin d'améliorer la lisibilité des parcours et leur pertinence,

- Positionner les prescripteurs sur une fonction d'intermédiation au regard des opportunités de recrutement des SIAE.

Afin de garantir des orientations et des prescriptions de parcours adaptées aux besoins des personnes et aux solutions proposées par les SIAE, il est nécessaire d'anticiper les recrutements des structures le plus en amont possible. Pour cela, le dépôt et/ou la diffusion des offres des SIAE de manière systématique auprès de Pôle emploi, des missions locales, de Cap emploi et des prescripteurs habilités, la participation de Pôle emploi aux dialogues de gestion et une bonne connaissance mutuelle des offres de service de Pôle emploi, des autres prescripteurs et des SIAE doivent être recherchés.

Les offres d'emploi devront être déposées à Pôle emploi. Le mode de diffusion des offres d'emploi, les modalités de recrutement seront définies entre la SIAE et le conseiller référent IAE. Ces offres pourront faire l'objet d'offres permanentes qui pourront être suspendues et réactualisées à la demande des SIAE.

Selon les besoins des SIAE, le dépôt des offres d'emploi permettra leur diffusion, à tous les prescripteurs de droit (Mission locale et Cap Emploi) via OPUS. Les offres d'emploi des SIAE pourront également être déposées sur "pole-emploi.fr".

Engagements :

- **Faciliter le repérage des publics et la validation des profils par Pôle-emploi en amont des processus de recrutement par les SIAE, afin de fluidifier la délivrance de l'agrément et de mieux répondre aux contraintes et à la réalité économique des SIAE.** Un renforcement des collaborations entre Pôle Emploi et les SIAE, ainsi que l'utilisation de supports doivent permettre de mieux faire connaitre les métiers et les postes de travail offerts par les SIAE (fiche de poste, fiche du dialogue de gestion présentée en CDIAE, fiches SIAE dans le répertoire du site « entreprenons-ensemble »….). L'envoi vers la SIAE doit donner lieu à un entretien diagnostic préalable, réalisé par les prescripteurs habilités.

- **Mener une réflexion autour des orienteurs, des prescripteurs habilités et de leur collaboration avec Pôle emploi et les SIAE** afin de renforcer le maillage avec les acteurs sociaux sur le territoire pour fluidifier les processus de recrutement, améliorer la qualité des diagnostics socioprofessionnels et des orientations proposées aux personnes. Cette réflexion locale doit

également permettre de mieux partager les besoins des personnes et faciliter ainsi l'intégration des publics cibles dans le dispositif IAE.

Ce travail devra donner lieu à des approches communes et partagées entre les acteurs y compris territoriaux et pourra conduire à l'actualisation de la liste des prescripteurs habilités par le Préfet après avis du CDIAE. Ces échanges pour l'actualisation de la liste préfectorale, pourront se dérouler dans le cadre des CTA et devront faire l'objet d'une validation en CDIAE.

Le cahier des charges des prescripteurs sera réexaminé en comité de pilotage de l'accord-cadre, à l'occasion de l'échéance des premiers arrêtés pris.

Les modalités de collaboration SIAE/Pôle Emploi seront renforcées par la signature de conventions de coopération.

En annexe 1 au présent accord cadre :

- Les fiches "Orientation-Prescription" IAE ;
- La fiche de délivrance de l'agrément IAE ;

- **Optimiser les procédures liées à l'agrément délivré par Pôle-emploi et l'embauche par la SIAE**.

  Une attention particulière est portée à l'agrément, élément charnière pour la mise en place d'une réelle dynamique d'insertion. Cette action doit permettre de s'assurer que les personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières sont bien celles qui sont orientées vers les structures de l'insertion par l'activité économique. Les partenaires du présent accord cadre travailleront à l'optimisation de la procédure d'agrément existante afin d'alimenter les travaux de la DGEFP sur le sujet.

  En IDF, les délais de délivrance de l'agrément ont été adaptés afin de faciliter l'embauche des salariés en IAE. Le processus d'agrément délivré par Pôle emploi est décrit en **annexe 2**

Veiller au dépôt et/ou à la diffusion des offres des SIAE auprès du référent IAE de Pôle emploi, des missions locales, de Cap emploi et des prescripteurs habilités afin que chacun puisse orienter en fonction des besoins et des opportunités de postes

- La SIAE reste seule juge de sa décision de recruter ou pas une personne déclarée éligible à l'IAE, notamment au regard de la capacité du candidat à répondre aux conditions d'exercice de l'activité professionnelle et des obligations contractuelles de la SIAE négociées au dialogue de gestion (diversités de publics, financements…)

ETAPE 2- LE SUIVI DES PARCOURS ET L'ACCOMPAGNEMENT DES PUBLICS EN INSERTION

La mission de suivi et d'accompagnement des personnes par les SIAE et les services publics de l'emploi (notamment Pôle emploi) s'appuie sur la capacité à proposer aux personnes concernées des conseils personnalisés, des solutions et des « outils » pour un retour à l'emploi durable : consolidation du projet professionnel, formations, périodes de mise en situation en milieu professionnel, ainsi que des actions pour lever les freins à l'emploi.

Objectifs partagés :

- **Améliorer le suivi et la qualité des parcours des salariés en insertion**
- **Améliorer la coordination des interventions des acteurs**
- **Améliorer l'accès à la formation**

Engagements :

- **Renforcer le développement des compétences et des qualifications et consolider le projet professionnel des salariés de l'IAE**

  Ces objectifs seront entre autres recherchés en effectuant des échanges réguliers entre les référents IAE et les chargés d'insertion des SIAE. Ces échanges pouvant s'effectuer en bilatéral ou selon les dispositions locales au sein des comités de suivi.

  - Favoriser les possibilités de parcours combinant plusieurs expériences dans des SIAE différentes, en s'appuyant sur l'extension d'agrément,
  - Le recours à la PMSMP, en fonction de leurs parcours et de leurs besoins, doit permettre aux salariés en insertion de qualifier leurs acquis et selon les cas, susciter une relation contractuelle avec les entreprises. Les évaluations des PMSMP mises en œuvre sont systématiquement partagées avec les salariés (capitalisation des compétences acquises, structuration du projet professionnel) et constituent un élément du bilan pour le salarié qui sera partagé avec le conseiller Pôle emploi en fin de parcours.

- **Faciliter l'accès à l'offre de service Pôle-emploi au bénéfice des salariés en insertion en cours de parcours**

Pour les demandeurs d'emploi, la période d'insertion par l'activité économique doit s'accompagner d'un maintien de l'inscription à Pôle Emploi afin de garantir l'accès aux aides, mesures et autres actions partenariales de Pôle emploi et permettre l'actualisation du diagnostic du demandeur d'emploi.

- Pour faciliter le maintien de l'inscription ou la réinscription, une communication sera développée en direction des SIAE sur l'utilisation de Pôle emploi.fr.
- Ce maintien d'inscription permet l'accès à l'offre de service de droit commun de Pôle emploi, en fonction de la catégorie d'inscription.

Au niveau local, une coordination entre les SIAE et Pôle emploi permet d'identifier les prestations Pôle-emploi mobilisables sur le territoire pour les salariés en insertion et partager les conditions de leur mobilisation, en fonction des besoins identifiés.

Cette offre de service définie dans la convention de coopération locale, peut prévoir la transmission régulière des calendriers d'ateliers organisés par l'agence locale ou celle du bassin d'emploi, la communication des offres de recrutement par MRS, des informations sur la politique évènementielle locale, des questions d'ordre administratif en s'appuyant sur des échanges réguliers entre le conseiller référent IAE Pôle emploi et les conseillers d'insertion des structures SIAE.

Des informations collectives spécifiques pour le public en insertion par l'activité économique peuvent se développer (Pour présenter notamment l'IAE auprès de nouveaux inscrits à Pôle Emploi ou pour les salariés sortant du dispositif) selon les besoins identifiés localement.

- **Mettre en œuvre les possibilités d'accès à la formation pour les salariés de l'IAE :** Le renforcement et le développement de compétences des salariés en IAE constituent des leviers pour favoriser le retour à l'emploi. La loi n°2014-288 du 5 mars 2014 apporte un certain nombre de modifications qui vont faire évoluer les moyens d'accéder à la formation.

- **La mobilisation des dispositifs d'accès à la formation** :

  - Le CPF (compte personnel formation) : Les salariés en IAE bénéficient du compte personnel formation (CPF) et du conseil en évolution professionnelle. A ce titre, la période d'accompagnement en IAE doit favoriser pour chacun d'entre eux, avec l'appui de leur chargé d'insertion: l'ouverture du compte CPF, le repérage des formations éligibles et leur mise en œuvre.
  - La POE : la mise en œuvre de POE individuelle ou collective peut être réalisée au cas par cas en fonction des besoins identifiés des salariés, en particulier en fin de parcours.

    La mise en œuvre de POE en amont d'un parcours d'insertion reste exceptionnelle, les SIAE devront justifier de la nécessité d'acquérir des compétences avant l'entrée dans la structure et garantiront la possibilité de développer de nouvelles compétences dans le cadre du parcours en contrat de travail IAE.

  - L'accès à « Cap compétences* » : Depuis 2016, la Région a mis en place une procédure simplifiée d'orientation et de recrutement des publics relevant du secteur de l'IAE vers l'accès au dispositif « Cap compétences »* du Conseil régional. Ces formations sont également accessibles dans le cadre du Compte personnel de formation.

  Dans le cadre du plan d'urgence pour l'emploi fixant à 500 000 le nombre de places supplémentaires en formation pour 2016, la Région renforce son offre de formation et notamment Cap Compétences qui bénéficie de 7 000 places supplémentaires sur le territoire francilien .Il est prévu en tout 64 212 places supplémentaires en Ile de France. Les salariés de l'IAE relèvent pleinement du dispositif et peuvent y participer en articulation avec leur temps de travail.

  Dès septembre 2016, de nouvelles formations seront proposées concernant l'anglais à visée professionnelle et la bureautique.

  Par ailleurs, un nouveau dispositif « Compétences de base professionnelles » viendra compléter le programme Cap compétences, avec notamment des parcours visant l'apprentissage de la langue française dans un contexte professionnel, pour les personnes de niveau inférieur ou égal à A1.1.

  ** Cap compétences vise à faciliter l'insertion socio-professionnelle via le développement des compétences du socle de connaissances et de compétences CléA*

  - CLEA : La certification CLEA a été créée par le COPANEF (Comité Paritaire Interprofessionnel National pour l'emploi et la formation), elle a pour objectif : de favoriser l'élévation du niveau de qualification de la population, de sécuriser les parcours professionnels, de développer la compétitivité des entreprises. La certification porte sur 7 domaines de compétences.

    Une prestation d'évaluation préalable à la certification CLEA est mise en place en IDF; Tous les salariés et demandeurs d'emploi inscrits ou non peuvent en bénéficier.

- **Pour favoriser l'accès à la formation,** le COR-IAE (comité d'orientation régional IDF de l'IAE) a mis en place un groupe projet réunissant le Conseil Régional, les OPCA, l'Etat, les réseaux de l'IAE, le Grafie (groupement régional des acteurs franciliens de l'IAE) et Pôle Emploi pour :

- Organiser les offres de formation et leur financement ;
- Améliorer l'accès à une offre de formation diversifiée et répondant aux besoins des personnes, salariés en parcours SIAE en IDF ;
- Développer les leviers financiers complémentaires afin de maintenir l'effort de formation.

Cette dynamique pourrait s'adosser aux montages d'opérations de formation, avec les différents leviers financiers possibles (OPCA, FSE, FPSPP, fonds de la Région, Pôle emploi, DIRECCTE…) permettant l'accès aux formations pour les salariés en IAE.

L'examen des besoins de formation des salariés en insertion sera partagé régulièrement avec les CDIAE et le groupe projet régional, pour la sensibilisation sur le sujet des instances régionales concernant la formation telles que le CREFOP.

Face aux réformes de la formation professionnelle et des modalités de financement de l'IAE, les travaux du COR IAE ont mis en lumière la nécessité de travailler sur de nouveaux modes d'organisation et de financement de la formation à la fois des salariés en insertion et des permanents du secteur de l'IAE. Une expérimentation portée par le GRAFIE doit synthétiser les problématiques repérées et les solutions existantes afin de parvenir à développer et essaimer des outils pertinents, de préférence territoriaux et mutualisés .

La source principale d'information relative à l'offre de formation régionale est disponible sur le site de Défi Métiers www.defi-metiers.fr

- **Assurer la coordination des interventions des différents acteurs**

  - Développer et sécuriser les échanges d'informations entre les partenaires.
  - Dans le cadre de l'accompagnement global mis en œuvre par Pôle Emploi et les Conseils départementaux, un accord commun pour l'accès à la base de ressources sociales sera recherché ;
  - Nécessité d'optimiser les 24 mois d'agrément afin qu'ils correspondent à une durée effective de travail pour le bénéficiaire, notamment par :

    - le partage d'informations relatives au renouvellement de contrat de travail durant la période d'agrément,

    - l'examen de motifs de suspension d'agrément (hors cas déjà prévus) en CTA.

  - L'extension d'agrément qui favorise la continuité et la progressivité des parcours d'insertion doit être aussi un levier à proposer ;
  - Enfin, les demandes de prolongation d'agrément devront faire l'objet, d'un bilan professionnel entre la SIAE et le Pôle emploi local, avant toute poursuite de parcours dans les cas prévus par les textes règlementaires.

Etape 3 - La sortie de la SIAE et la poursuite du parcours

Les sorties de SIAE se préparent le plus en amont possible. Afin de mieux les anticiper, la coopération des acteurs au sein des CTA, la mobilisation de l'offre de services de Pôle emploi, la valorisation des compétences acquises par les salariés en insertion ainsi que le développement des relations entre les SIAE et les autres acteurs du monde économique sont des actions à privilégier.

Objectifs partagés *:*

- **Préparer les sorties des salariés de l'IAE en s'appuyant sur les savoir-faire et ressources des différents acteurs**
- **Développer les partenariats avec le monde économique pour renforcer le taux d'accès à l'emploi**

Engagements :

- **S'appuyer sur le CTA,** dont une des missions est de travailler à l'anticipation des fins de parcours et des sorties du dispositif au regard des potentialités du marché du travail.
  - Il permettra de partager des outils communs et des pratiques (bilans de fin de parcours, mobilisation de prestations et actions…)
  - Des analyses économiques par bassin d'emploi pourront également être partagées.
- **Développer les collaborations avec le monde économique et informer les SIAE des recrutements.**
  - Pôle emploi donnera aux SIAE l'accès à **l'applicatif Opus** selon le cadre défini par la signature de convention de coopération locale pour l'accès aux informations sur le marché du travail, l'accès aux offres d'emploi et faciliter les mises en relation. Pôle emploi informera également les SIAE des offres d'emploi susceptibles d'être proposées aux salariés de l'IAE, notamment des recrutements des entreprises « grands comptes » ou, avec le concours de l'Etat, ceux envisagés dans le cadre de la déclinaison locale d'accords conclus avec les fédérations et les branches professionnelles. Les SIAE pourront être accompagnées par Pôle Emploi dans l'usage de pole emploi.fr pour les salariés en insertion et sur l'ensemble des outils digitaux.

    L'ensemble des partenaires signataires de l'accord se coordonnent et mobilisent leurs réseaux, notamment au sein des CTA, pour définir les actions de prospection en direction des entreprises pouvant être menées et ce, selon les territoires, en lien avec les conseillers à dominante entreprise de Pôle emploi.

  - L'organisation de **manifestions/forums/rencontres (job dating..)** consacrées à l'insertion ou la participation des signataires de l'accord à de telles actions est un moyen pour les candidats et pour les entreprises hors IAE de découvrir les métiers de ce secteur. L'Etat et Pôle emploi apportent, en tant que de besoin, leur concours et leurs compétences en termes d'organisation et de coordination des acteurs. Ils intègrent également l'IAE, quand cela est possible, aux manifestations qu'ils organisent et promeuvent ce secteur dans les différents partenariats qu'ils développent.
  - Les **chantiers du Grand Paris**, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre des clauses sociales dans les marchés publics, seront des opportunités à saisir pour les SIAE. Elles pourront valoriser leur offre de service, sur le site régional dédié entreprenons-ensemble.fr, ou au sein de partenariats locaux.

- **Améliorer l'échange d'informations sur la situation du salarié en fin de parcours.**

  Les SIAE formalisent les acquis du parcours d'insertion et les projets professionnels des salariés qu'ils accompagnent par l'utilisation de leurs outils de bilan. Ces outils complètent l'entretien réalisé entre la SIAE et le salarié en insertion en amont de la fin de contrat dans la SIAE.

  Pour favoriser la continuité de parcours, éviter les ruptures professionnelles et la poursuite de la dynamique d'insertion, il est nécessaire lors de l'inscription à Pôle Emploi, d'inciter les demandeurs d'emploi à transmettre ces éléments à leur conseiller Pôle emploi s'ils se réinscrivent, ainsi que

vers leur accompagnateur (prescripteur de droit commun) : Mission locale ou Cap emploi, ou vers les prescripteurs habilités qui les ont orientés vers l'IAE.

La négociation et la signature des conventions de coopération locales entre SIAE et POLE EMPLOI doit permettre :

- L'utilisation et le partage des outils de bilans ;
- de mettre en place des échanges entre le chargé d'insertion de l'IAE et le conseiller référent de Pole Emploi ou lors de comités de suivi, pour examiner les suites de parcours.

Un retour sur ces suites de parcours en direction des prescripteurs de droit (Mission locale, Cap Emploi, Pôle emploi) et les prescripteurs habilités (par le Préfet) sera à envisager.

- **Favoriser les périodes de mise en situation en milieu professionnel** de nature à favoriser les suites de parcours et les placements en emploi et/ou les positionnements en formation.
- **Favoriser le recours aux suspensions d'agrément** IAE notamment pour permettre aux personnes en insertion d'être recrutées pour des CDD de courtes durées ou des missions d'intérim auprès d'employeurs tiers, tout en pouvant reprendre leur parcours d'insertion si ces expériences n'ont pas débouché sur un recrutement
- **Favoriser le recours à la PSDE** (prestation de suivi dans l'emploi) afin de consolider l'entrée sur le marché du travail marchand des salariés de l'IAE tout en continuant à être accompagné par leur conseiller d'insertion;
- **Développer des extensions d'agréments au sein d'autres SIAE pour une consolidation du parcours**

- **Utiliser les possibilités de l'offre de service de Pôle emploi mobilisables en fin de parcours en fonction du bilan professionnel.**
  - La situation du demandeur d'emploi et ses acquis à l'issue de la période d'insertion doivent permettre à Pôle Emploi d'envisager des suites dynamiques de parcours et des modalités de suivi et d'accompagnement les plus appropriées ;

  Pourront être proposé :

  - L'utilisation de la MRS [recrutement par simulation],
  - Les préparations opérationnelles à l'embauche [POE] individuelles et collectives,
  - Des actions de formations préalables au recrutement [AFPR],
  - Après un diagnostic validé par le conseiller référent de Pôle Emploi, des actions de formation,
  - L'offre de service « Ateliers Pôle Emploi » pourra être utilisée, notamment pour préparer la sortie de parcours.

- **Développer des projets communs entre SIAE pour une consolidation du parcours et une réponse au besoin de recrutement des acteurs économiques par la mise en œuvre de la mesure régionale « Passerelles Entreprises ».**

AXE 3 : PRÉCISER ET AMÉLIORER LE PILOTAGE OPÉRATIONNEL ET LES COMPLÉMENTARITÉS ENTRE LES DIFFÉRENTES INSTANCES

La coopération opérationnelle entre l'Etat, Pôle-emploi et les SIAE doit être plus lisible sur les territoires.

.

Objectifs partagés :

- Renforcer le pilotage opérationnel local de l'IAE et sa qualité sur les territoires pour assurer un suivi efficace et pertinent des parcours d'insertion dans le cadre des CTA.

- Développer la complémentarité entre CTA et CDIAE, par la remontée des éléments qualitatifs vers les CDIAE, les travaux des CTA nourrissant ceux du CDIAE, permettre la formalisation et la régularité des échanges en cohérence avec l'instruction DGEFP n° 2014-02 du 5 février 2014 relative au pilotage des dispositifs de l'insertion par l'activité économique.

Engagements :

- **Partager la connaissance des outils, des instances et contribuer à leur fluidité et à leur complémentarité.** Pour cela, la participation et le niveau de représentation des partenaires dans les instances doit correspondre aux enjeux.
- **Définir un cadre pour l'animation des CTA sur les territoires afin d'améliorer l'articulation des interventions des différents acteurs, et en particulier la complémentarité entre CTA et CDIAE.**

Les axes de travail du CTA doivent alimenter le CDIAE, instance assurant le pilotage stratégique du secteur de l'IAE, notamment en vue de l'identification des publics cibles et en vue de l'élaboration d'un plan d'action partagé par l'ensemble des acteurs du territoire.
Outre les avis qu'il rend concernant les demandes de conventionnement des structures et les demandes de concours du fonds départemental pour l'insertion, le CDIAE s'assure en effet de la bonne adéquation entre l'offre et la demande d'insertion portée par les structures sur les territoires. Pour cela, un travail d'homogénéisation des remontées des CTA vers les CDIAE doit être favorisé.

- **Accroître l'implication de chaque acteur dans les CTA, instances pivot de la mise en œuvre opérationnelle de l'IAE sur le territoire, pour leur permettre d'assurer leur mission de suivi des parcours des salariés en insertion.**
- **Faciliter la communication et la généralisation des bonnes pratiques identifiées sur le territoire.**

En annexe 3 au présent accord cadre :
- le Rôle du CTA (comité technique d'animation)

ARTICLE 3
LE PILOTAGE DE L'ACCORD CADRE REGIONAL

Le comité de pilotage régional assure le suivi et l'animation de l'accord. Il fixe les priorités parmi les actions à conduire et établit une feuille de route annuelle des travaux à mener. Chaque partie est impliquée dans le déploiement de l'accord et sa mise en œuvre.
Une feuille de route régionale des actions à mener sera établie annuellement.
Le comité de pilotage établit le cahier des charges des travaux prévus dans la feuille de route et définit les livrables attendus. Il supervise le calendrier annuel des réunions de groupes de travail. Il prendra des décisions par rapport aux propositions et livrables qui en résulteront.

Le pilotage du présent accord se fera au niveau régional au sein d'un comité de pilotage opérationnel :
- Le secrétariat et l'animation sont assurés par Pôle emploi.
- Participants et contributeurs :
• Représentants Pôle emploi
• Représentants Etat
• Représentants des réseaux de l'IAE
• Représentants du Conseil Régional

- Périodicité des réunions : trimestrielle
Dans le cadre de ses travaux, le comité de pilotage sollicitera la participation de partenaires en tant que de besoin, notamment les représentants des conseils départementaux.
Les réunions du comité de pilotage ont pour objet :
- Le suivi et l'organisation des travaux ainsi que la détermination de suites à donner,
- Le suivi des indicateurs de pilotage de l'accord,
- La prise en compte des bonnes pratiques et des difficultés identifiées, lors des CTA et des CDIAE.
Elles donnent lieu à un compte-rendu qui sera diffusé aux signataires de l'accord.

ARTICLE 4
MODALITÉS DE DÉCLINAISON DE L'ACCORD

Cet accord régional devra faciliter les négociations des conventions de coopération locales entre Pôle emploi et les SIAE. La convention de coopération locale joue un rôle central dans la bonne articulation entre la SIAE et l'agence Pôle Emploi. Négociée en bilatérale, elle permet de cadrer au mieux les relations entre la SIAE et l'agence locale, de l'orientation du DE à sa sortie de la SIAE.
La convention de coopération permet ainsi :

- De se donner les outils communs pour suivre au mieux la progression du parcours de la personne,
- De sécuriser le recrutement par la SIAE,
- De répondre aux enjeux d'emploi de chaque territoire,

De sécuriser la sortie et de capitaliser sur le parcours de la personne pendant son activité dans la SIAE.

En annexe 4 au présent accord cadre :
- les points incontournables de la Convention de coopération locale

Chaque partenaire est engagé dans la mise en œuvre du présent accord :
- au niveau régional : Direccte IDF, Pôle emploi IDF et les Têtes de réseau représentantes des SIAE, *le Conseil régional* ;
- au niveau départemental : lors des CDIAE et des dialogues de gestion organisés par les Unités départementales de la Direccte, avec la participation des Directions territoriales Pôle Emploi, Les SIAE.

ARTICLE 5
DURÉE DU PRÉSENT ACCORD

Le présent accord prend effet à compter de sa signature et jusqu'au 31 décembre 2018.

ARTICLE 6.1
MODIFICATION DU PRÉSENT ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est examiné annuellement et révisé, si nécessaire, sur proposition de l'une ou l'autre des parties. Il peut être modifié par voie d'avenant préparé par le comité de pilotage.

ARTICLE 6.2

Le présent accord-cadre peut-être ouvert à d'autres signataires par voie d'avenant, après accord de tous les partenaires lors d'un comité de pilotage. La feuille de signature sera complétée du nouveau signataire.

ARTICLE 7
RÉSILIATION DU PRÉSENT ACCORD CADRE

Il pourra être mis fin au présent accord-cadre en cas de manquement(s) de l'une ou l'autre des parties à tout ou partie de ses engagements contractuels.
En cas de non respect de l'une ou l'autre des parties des obligations contractuelles nées du présent accord-cadre, la partie lésée, après avoir constaté le(s) manquement(s), met en demeure, par lettre recommandée avec accusé de réception, la partie auteur des manquements d'exécuter correctement ses engagements contractuels et ce dans un délai d'un mois à compter de la réception du courrier.
En cas de mise en demeure restée sans effet dans ce délai, la partie lésée pourra mettre fin au présent accord-cadre moyennant un préavis de 3 mois à compter de la date de réception de la décision par la partie auteur du ou des manquement(s). Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

Conséquences de la résiliation :
Que la résiliation soit demandée par l'une ou l'autre des parties, soit qu'elle résulte des manquements d'une partie à ses engagements contractuels, les conséquences de la résiliation ne peuvent conduire à l'annulation de tout ou partie des conventions locales de coopération signées entre Pôle emploi et les SIAE en vertu de l'article 13 de la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions (voir supra 6.3.2), ni des conventions signées par l'Etat, Pôle emploi, la SIAE et les autres financeurs éventuels.

Fait à Paris
Le

Pour la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE IDF) **Monsieur Laurent VILBOEUF** Directeur régional	***Pour la Direction Régionale de Pôle emploi Ile-de-France,*** **Monsieur Philippe BEL** Directeur Régional	***Pour le Conseil Régional IDF*** ***Madame Valérie PECRESSE*** Présidente de la Région Ile-de-France
Pour la Délégation régionale IDF du Comité National de Liaison des Régies de Quartier **Madame Clothilde BREAUD** Présidente	***Pour CHANTIER école Ile-de-France,*** **Monsieur Franck WITE** Président	***Pour le COORACE Ile-de-France*** **Monsieur Patrick RADJEF** Président
Pour l'Association Régionale de la Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale (FNARS) Ile-de-France **Madame Martine THEAUDIERE** Présidente	***Pour la Fédération des Entreprises d'insertion Ile de France*** **Monsieur Sébastien MORICEAU** **Président**	***Pour l'Association Régionale pour le Développement de l'Insertion par l'Economique (ARDIE)*** **Monsieur Eric de MASSE Le GOANVIC** Président

LISTE DES ANNEXES ACCORD REGIONAL IAE IDF

ANNEXE 1

FICHES d'orientation/prescription et de délivrance de l'agrément

1 Fiche d'orientation et de prescription

fiche régionale IAE demande candidat et

2 Fiche de délivrance de l'agrément

Fiche régionale n°3 - demande d'agrément

ANNEXE 2 AGREMENT IAE délivré par POLE EMPLOI

Délivrance de l'agrément.docx

ANNEXE 3 ROLE du CTA

Role du CTA.doc

ANNEXE 4 CONVENTION de COOPERATION LOCALE

Points incontournables

Fiche CCL 2016.doc

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 103-16

Du 22 septembre 2016

NOUVELLE STRATEGIE REGIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET MILIEUX HUMIDES

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'environnement et notamment ses articles L.110-3, L.131-8 et 210-1 et suivants ;
VU Le décret d'approbation du SDRIF n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du SDRIF ;
VU La délibération n° CR 40-12 du 29 juin 2012 relative à la politique régionale de l'eau 2013 – 2018 ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du contrat de plan Etat Région 2015-2020 – approbation du contrat de plan interrégional Etat Régions 2015-2020 Vallée de la Seine – approbation du projet de contrat de plan interrégional Etat Régions plan seine 2015-2020 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du Règlement Budgétaire et Financier ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à la mise en œuvre de la mesure « 100 000 stages pour les jeunes franciliens » ;
VU La délibération n° CP 12-816 du 21 novembre 2012 approuvant le contrat de partenariat entre l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et la Région ;
VU Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) 2016-2021 du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands, adopté le 5 novembre 2015 par le Comité de bassin et Arrêté le 1er décembre 2015 par le Préfet coordonnateur de bassin ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport n° CR 103-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;
VU L'avis de la Commission des finances ;
VU L'avis de la Commission ruralité et agriculture ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

L'exécutif régional s'engage sur de nouvelles orientations stratégiques selon les axes d'intervention listés en annexe à la présente délibération.

Article 2 :

Confirme l'ambition du Conseil régional pour promouvoir une stratégie de préservation et de restauration des milieux aquatiques et humides, en appui aux communes et intercommunalités, sans préjudice des responsabilités qu'elles exercent au titre de leur compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Article 3 :

Confirme l'importance et le rôle majeur des milieux aquatiques et humides ainsi que les espaces boisés, prairies, espaces naturels ou semi-naturels et parcelles agricoles dans la résilience des territoires aux inondations.

Mandate la Présidente pour demander à l'Etat de prendre toutes les dispositions afin d'organiser une juste reconnaissance du rôle protecteur que jouent les espaces boisés, prairies, espaces naturels ou semi-naturels et parcelles agricoles contre les inondations dans les périmètres exposés.

Article 4 :

Délègue à la Commission permanente l'approbation du règlement d'intervention pour la mise en œuvre de la nouvelle stratégie régionale dans le domaine de l'eau, des milieux aquatiques et humides, intégrant les nouveaux contrats trame verte et bleue, pour une mise en œuvre au 1er janvier 2017.

Article 5 :

Abroge, au 31 décembre 2016, la délibération n° CR 40-12 du 29 juin 2012 relative à la politique régionale de l'eau.

Précise qu'au titre de l'année budgétaire 2016 dans le domaine de l'assainissement, seuls les projets correspondant à des éco stations d'épuration, répondant à des critères économiques et environnementaux vertueux, et bénéficiant d'une première affectation au plus tard à la Commission permanente d'octobre pourront être pris en compte.

Article 6 :

Mandate la Présidente pour intervenir auprès du Préfet de Région afin d'obtenir pour les élus du Conseil régional une information sur les révisions des Plans de prévention des risques d'inondation dans tous les départements d'Ile-de-France.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION : SYNTHESE DE LA NOUVELLE STRATEGIE REGIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES

SYNTHESE DE LA NOUVELLE STRATEGIE REGIONALE DANS LE DOMAINE DE L'EAU, DES MILIEUX AQUATIQUES ET HUMIDES

Le contexte juridique a considérablement évolué avec les lois de réformes territoriales votées récemment (loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, loi portant nouvelle organisation territoriale de la République. Chacune comporte un volet environnemental affectant la répartition des compétences du domaine de l'eau dans l'ensemble de ses composantes : l'eau en tant que ressource en vue de son usage domestique, l'eau en tant que risque pour les populations et le territoire, lié aux épisodes de crues et de ruissellements intenses provoquant des inondations, l'eau en tant que milieu naturel vivant, à la fois support et gisement d'une grande richesse de biodiversité.
La Région entend redéfinir sa stratégie pour contribuer plus efficacement à la préservation de l'eau et des milieux aquatiques et humides dans les domaines où elle est pleinement compétente.

L'évolution du contexte juridique impose à la Région de cibler ses actions au regard de la ressource en eau (gérée par le bloc communal) :

- Arrêt à terme des dispositifs relatifs au mode de gestion des services de l'eau et à l'assainissement (réseaux, assainissement individuel, stations d'épuration) ;
- Arrêt à terme de l'engagement régional dans la protection et la gestion des nappes souterraines et des captages associés ;
- Contribution régionale à la réflexion et mise en œuvre de dispositifs d'aide permettant d'associer les exploitations agricoles à l'amélioration de la qualité des captages.

La Région renforce son action au regard du risque inondation :

- Au titre de la compétence Aménagement du territoire (cf. SDRIF) et dans le cadre du Contrat de plan interrégional (CPIER) Plan Seine : aide financière régionale pour la connaissance et la culture du risque inondation et la réduction de la vulnérabilité des biens et des personnes ;
- Au titre de la compétence Biodiversité : aide financière régionale pour des solutions naturelles qui limitent le ruissellement, recréent des zones de stockages et d'absorption des eaux, contribuent à des aménagements urbains favorables à la biodiversité, concourent à la mise en œuvre de la trame verte et bleue ;
- Dans le cadre de la stratégie agricole : participation à un groupe de travail associant l'Etat, les collectivités territoriales et les représentants professionnels agricoles, pour une juste reconnaissance du rôle protecteur des terres agricoles contre les inondations.

Une nouvelle ambition régionale pour la préservation, la restauration et la valorisation des milieux aquatiques et humides :
Les solutions fondées sur la nature étant favorables à la préservation et au développement de la biodiversité en Ile-de-France, l'amélioration de la qualité de l'air et la maîtrise à la source des ruissellements, la réduction et l'adaptation au changement climatique, l'amélioration du bien-être et du cadre de vie des habitants, la prévention des inondations :

- Accompagnement technique et financier des stratégies et des actions concourant à la préservation des milieux aquatiques et humides ;
- Regroupement de ces actions dans un contrat Trame Verte et Bleue, favorisant la mise en œuvre du Schéma régional de cohérence écologique (SRCE) ; Dispositif transitoire sur les contrats de bassin.

Ces dispositions s'intègrent dans des compétences renforcées dans le domaine de la biodiversité, des continuités écologiques et de la nature.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 169-16

DU 22 SEPTEMBRE 2016

Evolution de la collaboration avec l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR)

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU La délibération n° CR 68-07 du 27 septembre 2007 relative aux financements des agences d'urbanisme locales ;

VU Le budget 2016 de la Région Ile de France ;

VU Le rapport CR 169-16 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission environnement et aménagement du territoire ;

VU L'avis de la commission finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de se retirer de l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR).

Article 2 :

Décide d'engager une réflexion sur la définition de nouveaux partenariats entre la Région, l'IAU et l'APUR.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 11/10/2016
- Date de réception en préfecture: 11/10/2016

DÉLIBÉRATION N° CR 174-16

DU 22 SEPTEMBRE 2016

ENGAGEMENTS VERS UN OBJECTIF « ZERO DECHET » EN ILE-DE-FRANCE

VERS UNE NOUVELLE PLANIFICATION POUR L'ILE DE FRANCE, ELABORATION D'UN PLAN D'ACTIONS EN FAVEUR DE L'ECONOMIE CIRCULAIRE, EXEMPLARITE DE L'INSTITUTION REGIONALE ET DES GRANDS PROJETS SOUTENUS PAR LA REGION

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU Le Code de l'Environnement ;
VU La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, et notamment ses articles 8 et 9 ;
VU La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte, et notamment son article 80 ;
VU Le décret n° 2016-811 du 17 juin 2016 relatif au plan régional de prévention et de gestion des déchets ;
VU La délibération n° CR 82-08 du 25 septembre 2008 relative à l'adoption du projet de Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF) ;
VU La délibération n° CR 117-09 des 26 et 27 novembre 2009 portant approbation du PREDMA (*Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés*) et de son rapport environnemental associé ;
VU La délibération n° CR 114-09 des 26 et 27 novembre 2009 portant approbation du PREDD (*Plan Régional d'Elimination des Déchets Dangereux*) et du PREDAS (*Plan Régional d'Elimination des Déchets d'Activités de Soins*) et de leurs rapports environnementaux associés ;
VU La délibération n° CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;
VU La délibération n° CR 98-12 du 23 novembre 2012 portant approbation du projet de Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;
VU La délibération n° CR 34-13 du 26 avril 2013 relative au plan régional de lutte contre le gaspillage alimentaire ;
VU La délibération n° CR 16-14 du 13 février 2014 relative à la stratégie de développement de la méthanisation en Île-de-France ;
VU La délibération n° CR 19-15 du 13 février 2015 pour libérer le potentiel de l'économie circulaire en Île-de-France ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du PREDEC et de son rapport environnemental associé ;
VU La délibération n° CR 42-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative à la délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 « changeons d'air en Île-de-France : plan régional pour la qualité de l'air 2016-2021 », et notamment son article 14 ;

VU La délibération n° CR 127-16 du 8 juillet 2016 relative à la dynamique régionale pour lutter contre les dépôts sauvages et la mise en œuvre d'un fonds propreté ;
VU Le pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire signé en 2013 ;
VU Le programme national de prévention des déchets 2014-2020 du 18 août 2014 ;
VU Le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2016 ;
VU Le rapport n° CR 174-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France ;
VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU L'avis de la commission ruralité et agriculture ;
VU L'avis de la commission du développement économique ;
VU L'avis de la commission logement et politique de la ville ;

Considérant, les évaluations du PREDMA, du PREDD et du PREDAS présentées lors des commissions consultatives 2015 de suivi des plans, ayant émis un avis favorable à la révision de ces plans.

Considérant, la création des plans régionaux de prévention et de gestion des déchets dont l'élaboration a été confiée aux conseils régionaux par la loi NOTRe du 7 août 2015.

Considérant, l'évolution de la réglementation et les nouveaux objectifs introduits par la loi Transition Energétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015.

Considérant, la nécessité de dépasser les simples constats de non atteinte des objectifs fixés dans les différents plans actuellement en vigueur.

Considérant, l'importance d'impliquer les collectivités à compétence « collecte et traitement » ainsi que d'associer les Franciliens dans l'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets.

Considérant, la dépendance de l'Île-de-France en matière de ressources, notamment, dans le secteur de la construction, de l'alimentation et de l'énergie.

Considérant, le souhait de faire de la Région Île-de-France, en partenariat notamment avec les collectivités franciliennes, une région tendant vers le zéro déchet.

Considérant, l'enjeu de faire de l'économie circulaire un mode de développement, source de compétitivité et d'innovation sociétale, créateur d'emploi pour l'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1 : Lancement de la planification « déchets » et de son plan d'actions en faveur de l'économie circulaire

Décide, en sa qualité d'autorité compétente pour la planification de la prévention et de la gestion des déchets prévue par la loi NOTRe du 7 août 2015, d'engager les travaux d'élaboration du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

S'engage à présenter une aide spécifique aux collectivités territoriales franciliennes qui souhaitent s'engager dans une démarche « zéro déchet ».

Article 2 : Modalités de gouvernance et engagement des acteurs

Délibérera, en commission permanente, sur les modalités de gouvernance, la composition de la Commission Consultative d'Elaboration et de de Suivi du plan (CCES) et les modalités d'association des acteurs locaux et des Franciliens, conformément aux dispositions du décret n° 2016-811 du 17 juin 2016, après avis de la Commission Environnement et Aménagement du Territoire.

Approuve le principe de constituer, en prenant en compte le principe de diversité politique, un ou plusieurs groupes d'élus régionaux et locaux, représentant la diversité des territoires franciliens, en charge de donner leur avis ou de faire des propositions tout au long du processus d'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets.

Met en place une animation et une concertation large au travers de forums dédiés à la co-construction du plan d'actions en faveur de l'économie circulaire.

Sollicite la signature de conventions d'engagement avec les acteurs associés, pour qu'ils contribuent de façon efficiente et régulière, à la rédaction de l'avant-projet du plan de prévention et de gestion des déchets, et qu'ils mettent ensuite en œuvre l'ensemble des actions nécessaires à l'atteinte des objectifs ainsi fixés.

Souhaite être informé sur le contenu des plans d'actions et des mesures prises par les collectivités territoriales à compétence « déchets », dans le cadre de leurs Programme Locaux de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA), rendus obligatoires depuis le 1er janvier 2012, ainsi que des politiques déchets et économie circulaire qu'elles mènent. Les objectifs des programmes locaux de prévention des déchets ménagers et assimilés devront être compatibles avec les objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Île-de-France.

Article 3 : Stratégie régionale économie circulaire

Décide qu'une stratégie régionale d'économie circulaire figurera clairement au sein du futur plan régional de prévention et de gestion des déchets d'Ile-de-France. Cette stratégie sera intégrée dans les autres schémas et plans concernés au fur et à mesure de leur établissement ou renouvellement.

Décide que cette stratégie devra être précédée par un diagnostic de la situation francilienne au regard de l'économie circulaire, qui devra notamment comprendre :

- l'analyse des flux de matières, qu'il s'agisse de ressources ou de déchets, sur le territoire francilien ; les matières critiques comme l'alimentaire, les déchets des ménages, des activités économiques ou de chantier, liées par exemple au renouvellement urbain, au Grand Paris ou aux chantiers auxquels participe directement la Région, devront faire l'objet d'une attention particulière ;
- un état des lieux des initiatives engagées tant par les acteurs publics que privés, notamment dans le domaine de l'écologie industrielle et de la prévention et valorisation des déchets industriels et de chantier, du réemploi et de l'éco-conception ;
- une identification des grands acteurs franciliens de l'économie circulaire et des filières économiques existantes et à fort potentiel ;
- un panorama des actions engagées par le Conseil Régional à la fois dans son fonctionnement interne et ses politiques ;
- une étude sur la manière dont le Conseil Régional pourrait encourager le plus efficacement possible la mise en œuvre des principes de l'économie circulaire au

sein des structures qu'elle contribue à financer (formations, accompagnement au changement des pratiques et de comportements).

Ce diagnostic fera l'objet d'une communication en Conseil Régional d'ici le premier semestre 2017.

Article 4 : Prise en compte de l'économie circulaire et de l'objectif « zéro déchet » dans les schémas et politiques régionales

Décide d'agir de manière globale et transversale, au travers des compétences qui sont les siennes en matière d'aménagement, de transports, d'énergie, de logement, de formation, de développement économique et d'innovation, pour contribuer à l'atteinte des objectifs du plan régional de prévention et de gestion des déchets, en cohérence avec les autres exercices de planification et notamment le SDRIF (Schéma Directeur de la Région Île-de-France), le SRCAE (Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie) et le SRDEII (Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation).

S'engage à participer au lancement d'un véritable plan filière déchets dans le cadre de la politique économique francilienne.

Article 5 : Exemplarité régionale

Décide d'engager pour son futur Hôtel de Région, ses lycées et CFA, ainsi que ses Îles de loisirs, les principes des politiques « zéro déchet », notamment au travers des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Article 6 : Demande de soutiens financiers et CODREC

Sollicite toutes les aides financières prévues pour la réalisation du plan de prévention et de gestion des déchets, et notamment le dispositif CODREC (Contrat d'Objectif pour une Dynamique Régionale déchets et Economie Circulaire) et les aides à la réalisation des plans et à leur mise en œuvre proposées par l'ADEME.

Demande à la Direction Régionale Île-de-France de l'ADEME, en lien avec l'ADEME nationale selon les sujets qui seront traités, de prendre part de façon active et continue à la démarche d'élaboration du plan de prévention et de gestion des déchets de la Région Île-de-France.

Ce partenariat contractuel, qui va au-delà d'une simple aide financière, sera l'occasion pour l'ADEME Île-de-France de transmettre toute son expertise concernant la situation francilienne et les solutions particulières qui doivent y être développées pour contribuer à l'atteinte des différents objectifs nationaux, et notamment ceux de la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte.

Article 7 : Implication de l'Etat et articulation avec le schéma des carrières régional

Demande à l'Etat de mobiliser ses services pour la fourniture de données et la formulation de propositions pour contribuer concrètement à l'élaboration de ce nouvel exercice de planification.

Demande que la Région soit associée aux travaux préparatoires et à la révision à l'échelle régionale du schéma des carrières, telle que prévue par la loi NOTRe.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 192-16

DU 23 SEPTEMBRE 2016

VOIES SUR BERGES : POUR QUE TOUTE LA REGION RESPIRE MIEUX

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code des transports ;

VU Le code de la voirie routière ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU le rapport CR 134-16 relatif au lancement de l'élaboration du plan régional « L'Avenir en route » ;

VU Les délibérations n° 2015 SG 14 et SG 42 du Conseil de Paris ;

VU L'avis de la Commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU L'avis de la Commission des transports ;

VU L'avis de la Commission de la santé ;

VU Le rapport CR 192-16 présenté par le groupe Les Républicains du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Déclare les voies sur berges rive droite comme relevant des voies routières d'intérêt régional.

Article 2 :

Approuve la création d'un comité d'évaluation régional indépendant chargé de mesurer l'ensemble des effets induits par le projet envisagé de piétonisation des voies sur berges rive droite à Paris, sur le plan de la pollution de l'air, du bruit, du trafic et de la santé sur un périmètre élargi à tous les territoires susceptibles d'être impactés par ce projet.

Article 3 :

Propose que ce comité d'évaluation comprenne des représentants de :
- Airparif
- Bruitparif
- l'Observatoire Régional de Santé (ORS)
- l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme (IAU) d'Île-de-France
- du Syndicat des Transports d'Île-de-France (STIF)
- des associations d'usagers de transports en commun
- des associations de défense de l'environnement
- des associations d'automobilistes
- des représentants du monde économique

Article 4 :

Propose que ce comité remette son rapport d'évaluation à l'issue d'une période de 12 mois.

Article 5 :

Demande que la réversibilité des mesures de piétonisation prises en vue de leur expérimentation soit respectée pendant toute la durée des travaux d'évaluation du comité, soit une période d'un an.

Article 6 :

Demande qu'un examen détaillé des mesures compensatoires au projet envisagé de piétonisation des voies sur berges rive droite, soit engagé dans les meilleurs délais afin d'en assurer ensuite une présentation à l'ensemble des acteurs concernés.

Article 7 :

Demande que l'étude de projets de piétonisation alternatifs au projet actuel soit d'ores et déjà lancée.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



Valérie PÉCRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 07/10/2016
- Date de réception en préfecture: 07/10/2016

DELIBERATION N° CR 189-16 DU 23 SEPTEMBRE 2016

SOUTIEN EXCEPTIONNEL A L'ACHAT DE SEMENCES POUR LA RECOLTE 2017

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Les lignes directrices de la communauté concernant les aides d'Etat dans le secteur agricole (JOUE DU 27/12/2006 – 2006/C 319/01)
VU Le Code Général des collectivités territoriales ;
VU Le Code Rural ;
VU Le Code de l'environnement ;
VU La délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 10-15 du 12 février 2015 relative à la convention cadre triennale avec les chambres d'agriculture ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement
VU budgétaire et financier ;
VU Le budget de la région Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CR 189-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission de l'agriculture et de la ruralité ;
VU L'avis de la commission des finances

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de créer un dispositif d'urgence en faveur des agriculteurs de la filière céréalière francilienne, durement frappés par les rendements très insuffisants de la moisson 2016, et d'y consacrer un montant total de 6,5 M€ qui feront l'objet d'une affectation une fois voté le budget supplémentaire pour 2016.

Article 2 :

Approuve le règlement d'intervention relatif au dispositif de soutien exceptionnel à l'achat de semences certifiées, tel que présenté en annexe à la présente délibération.

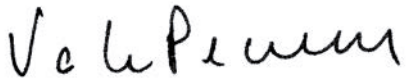
Dans le cadre des groupes de travail lancés par la présidente pour élaborer le Pacte Agricole Régional d'ici 1 mois, les élus de la commission ruralité et agriculture seront associés au bilan de cette mesure.

Sur cette base, la possibilité d'un accompagnement ad hoc sera examinée pour le triage à façon des céréales de printemps pour les producteurs de céréales d'hiver qui n'auraient pas du tout eu recours au dispositif présenté aujourd'hui en urgence, dans la limite de 20% des crédits accordés.

Article 3 :

Afin de permettre le financement de l'instruction de ce dispositif, affecte une autorisation d'engagement de 30 000 €, disponible au chapitre budgétaire 939, code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie », action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION : REGLEMENT DU DISPOSITIF

SOUTIEN EXCEPTIONNEL A l'ACHAT de SEMENCES CERTIFIEES

R E G L E M E N T D ' I N T E R V E N T I O N

- *Bases réglementaires*

Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Article L 1511-2 du code général des collectivités territoriales.

- *Objectifs du dispositif*

Ce dispositif a pour objet d'apporter une aide à l'achat de semences certifiées pour les exploitations franciliennes ayant des surfaces en grandes cultures.

- *Champ de la mesure*

Ce dispositif est mobilisé de manière exceptionnelle suite à la moisson 2016. Par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, les dépenses sont éligibles à compter du 22 août 2016.

- *Définition des bénéficiaires et conditions d'éligibilité*

Sont éligibles les exploitations agricoles, quel que soit leur statut juridique, ayant leur siège en Ile-de-France.

Les exploitations doivent respecter le plafond d'aide prévu dans le régime du *de minimis* agricole.

- *Investissements éligibles*

Achat de semences certifiées en céréales à paille d'hiver.

- *Calcul de l'aide*

Un montant forfaitaire de 25€ est appliqué à chaque quintal de semences certifiées acheté et ensemencé par le bénéficiaire. Lors de la demande, l'agriculteur indique la quantité de semences achetées et les hectares correspondants.

L'enveloppe maximale allouée au dispositif s'élève à 6,5 M€. Un coefficient stabilisateur pourra donc être appliqué à l'aide, si le volume des demandes dépasse le budget prévu, pour arrêter le montant total alloué à chaque bénéficiaire.

- *Instruction et versement des aides*

Les dossiers seront déposés auprès des Chambres départementale et interdépartementale d'agriculture, qui les pré-instruiront dans le cadre de conventions d'instruction.

L'affectation globale des crédits alloués à ce dispositif fera l'objet d'un vote en assemblée délibérante, sous réserve de l'approbation du budget supplémentaire pour 2016. L'attribution des aides sera effectuée par la Présidente qui adressera une notification individuelle à chaque bénéficiaire, ces décisions feront l'objet d'une validation par la commission permanente.

Le versement des aides sera effectué par la Région.
Les services pré-instructeurs transmettront à la Région, selon un format qu'elle leur communiquera, la liste des exploitants éligibles indiquant notamment les volumes de semences certifiées concernés, les montants d'aides correspondants, les factures correspondantes et les RIB des exploitants. Par dérogation au règlement budgétaire et financier de la Région, les bénéficiaires de la subvention pourront présenter leurs factures comptabilisées.

- *Engagements du bénéficiaire*

Respect des conditions d'éligibilité
Respect de l'organisation administrative de la Région

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 133-16

DU 22 SEPTEMBRE 2016

CREATION D'UN DIFFUSEUR SUR L'A86 A VELIZY- PROTOCOLE CADRE DE PARTENARIAT PROGRAMME 2016

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports;
VU Le décret en Conseil d'Etat n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan Régional pour une Mobilité Durable (PRMD) ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le CPER 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016;
VU Le rapport CR 133-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n°1 :

Approuve le protocole cadre de partenariat relatif à la création d'un diffuseur entre la RD57 et l'autoroute A86 à Vélizy-Villacoublay, joint en annexe 1 à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

Article n°2 : PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale »

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **230 000 €**.

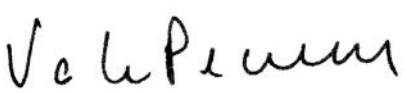
Subordonne le versement de cette subvention à la signature du protocole joint en annexe 1 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **230 000 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 821 « Voirie nationale », programme PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale », action 482001031 « Traitement des points de congestion », du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 3.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 13 « Opérations sur le réseau routier »
- Action 132 « Opérations de traitement des point de congestion et d'amélioration du fonctionnement »

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : PROTOCOLE CADRE DE PARTENARIAT

CREATION D'UN DIFFUSEUR ENTRE LA RD57 ET L'AUTOROUTE A 86 A VELIZY-VILLACOUBLAY

_____

PROTOCOLE CADRE DE PARTENARIAT

ENTRE :

1. **L'État**, représenté par le préfet de la Région Île-de-France, préfet de Paris

ci-après « « **l'État** »,

2. **La Région Île-de-France**, représentée par sa Présidente Mme Valérie Pécresse, agissant en vertu d'une délibération du Conseil régional en date du 22 septembre 2016,

ci-après « **la Région**»,

3. **Le Département des Yvelines**, représenté par son Président M. Pierre Bédier, agissant en vertu d'une délibération du Conseil départemental du 20 juin 2016,

ci-après « **le Département**»,

4. **La Communauté d'agglomération Versailles Grand Parc,** représentée par son Président M. François de Mazières, agissant en vertu d'une délibération du Conseil communautaire en date du 8 mars 2016

ci-après « CAVGP »

5. **L'Établissement Public Territorial Grand Paris Seine Ouest**, représenté par son Président M. Pierre-Christophe Baguet, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de territoire en date du 23 juin 2016

ci-après « **GPSO** »,

6. **La Commune de Vélizy-Villacoublay**, représentée par son Député-Maire M. Pascal Thévenot, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 30 mars 2016

ci-après « **la Commune**»,

7. **La Commune de Meudon**, représentée par son Sénateur-Maire M. Hervé Marseille, agissant en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 30 juin 2016

ci-après « **la Commune de Meudon**»,

Entendus ensemble les « **Partenaires Publics** »,

8. **Le Syndicat des copropriétaires du centre commercial régional Vélizy II,** représenté par son syndic, la société ESPACE EXPANSION, société par actions simplifiée au capital de 464 910 Euros, dont le siège social est 7, place du Chancelier Adenauer 75016 Paris immatriculée sous le numéro 323 998 690 RCS Paris, elle-même représentée par M. Thomas Guyader, Directeur du Centre Commercial Régional Vélizy II, dûment habilité aux fins des présentes

ci-après « **le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II**»,

9. **La société FONCIERE DES REGIONS,** société anonyme, dont le siège est 18, avenue François Mitterrand, 57000 Metz, immatriculée sous le numéro 364 800 060 RCS Metz, représentée par M. Olivier Estève, Directeur Général Délégué, agissant en vertu d'une délibération du Conseil d'Administration en date du 5 décembre 2014

ci-après « **Foncière des régions** »,

10. **La société EFI**, société par actions simplifiée au capital de 53 316 660 Euros, dont le siège est 11, place de l'Europe 78140 Vélizy-Villacoublay, immatriculée sous le numéro 622 650 109 RCS Versailles, représentée par M. Hervé-Patrick Stella, Directeur, dûment habilité aux fins des présentes,

ci-après « **EFI**»,

11. **La société BOUYGUES IMMOBILIER,** société anonyme, dont le siège est 3, boulevard Gallieni, 92130 Issy-les-Moulineaux, immatriculée sous le numéro 562 091 546 RCS Nanterre, représentée par M. Eric Mazoyer, Directeur Général Délégué, agissant en vertu d'une délégation de pouvoirs du 27 avril 2012

ci-après « **Bouygues Immobilier**»,

Entendus ensemble les « **Partenaires Privés** »

12. La société **ESPACE EXPANSION**, société par actions simplifiée au capital de 464 910 Euros, dont le siège social est 7, place du Chancelier Adenauer 75016 Paris immatriculée sous le numéro 323 998 690 RCS Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie Britay, dûment habilitée aux fins des présentes,

ci-après « **Espace Expansion** »,

Il a préalablement été exposé ce qui suit :

1. Situé à proximité de Paris et dans l'aire d'influence de l'Opération d'Intérêt National de Paris-Saclay, le territoire de la Commune de Vélizy-Villacoublay jouit d'un emplacement stratégique pour le développement économique des entreprises. Le développement du site est constant et la progression de son attractivité s'agissant de commerces, d'activités économiques ou encore de bureaux a été constatée par tous les acteurs, publics comme privés, inscrits sur le territoire. Alors que son potentiel de développement est remarquable, il est constant que ce territoire connaît de réelles contraintes d'accessibilité qu'il convient de pallier. C'est pourquoi, depuis près de dix ans, l'État, le Département, la Commune de Vélizy-Villacoublay et le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II mènent une réflexion urbaine autour de la création d'un nouveau franchissement de l'autoroute A 86 (« L'A 86 ») qui a donné lieu à une concertation et fait aujourd'hui l'objet d'un consensus dont les éléments essentiels sont rapportés dans le dossier de Déclaration d'Utilité Publique ci-après annexé (annexe n° 1). Une étude de trafic justifie le dimensionnement de ce DIFFUSEUR par la prise en compte des projets d'aménagements de bureaux et d'extensions commerciales portés par les Partenaires Privés du présent protocole.
   Dans ce contexte, le PROJET d'un nouveau franchissement de l'autoroute A86 a été étudié de concert par les acteurs publics et privés du territoire.

   Le nouveau DIFFUSEUR sur l'A86 situé au sud du Centre commercial régional Vélizy II et à l'ouest de l'échangeur du Petit Clamart qui relie l'A86 et la RN118 a pour objectif principal de limiter la saturation du secteur à moyen terme et de fluidifier les conditions de desserte de la zone commerciale et d'activités de Vélizy-Villacoublay et de Meudon. Il est un élément déterminant de la politique de développement territorial et du développement durable mené par les acteurs publics, y compris l'État, sur le territoire concerné.

   L'opportunité de ce PROJET de DIFFUSEUR a été validée par l'État (décision ministérielle du 20 Décembre 2010) et il a été inscrit sur la liste des opérations prioritaires de l'État constituant le Programme de Modernisation des Itinéraires (PDMI 2009-2014) du réseau routier national en Île-de-France, mais sans engagement financier de l'État. L'État et la Région l'ont inscrit au Contrat de Plan État-Région (CPER) 2015-2020.

2. Sous l'égide de l'Etat en tant que Maître d'Ouvrage du PROJET, le Département, la Commune de Vélizy-Villacoublay et le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II, par une convention du 16 juillet 2010, ont convenu des modalités de financement et de réalisation d'ETUDES PREALABLES (techniques et réglementaires) du PROJET. Ces études comprenaient :

   - une étude de circulation,
   - les ETUDES PREALABLES à une enquête publique relative au nouveau DIFFUSEUR,

- une Étude Préliminaire d'Ouvrage d'Art (EPOA) telle que définie par la circulaire du 5 mai 1994,
- les études d'impact réclamées par la réalisation du PROJET,
- des prestations de communication (études, supports, panneaux, dépliants…) ayant permis de réaliser et mettre en œuvre les procédures de concertation et d'enquête publiques nécessitées par la législation en vigueur, notamment par le Code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

Cette même convention a défini les modalités de réalisation de ces études ainsi que leur suivi par un Comité de Pilotage associant les parties à la convention d'études et divers services de l'État (DRIEA-DIRIF).

Ces études ont abouti à la définition d'un PROJET qui comprend :

- un ouvrage franchissant l'A86 en passage inférieur (ouvrage souterrain dimensionné pour une chaussée 2x1 voie, un trottoir et une piste cyclable bidirectionnelle, d'une portée de 56 m et d'une largeur de 13,50m) ;
- une bretelle s'insérant au niveau de la collectrice nord sur l'A86 intérieure accompagnée du passage de la collectrice nord de une à deux voies,
- la fermeture à la circulation publique des deux bretelles situées au droit du giratoire du Val de Grâce et leur remplacement par deux bretelles au droit du nouveau franchissement,
- des points d'échange sur le réseau viaire hors A 86 (création d'un carrefour à feux au nord et d'un giratoire au sud) ;
- l'aménagement du giratoire du Val de Grâce ;
- la modification de la voirie locale autour du franchissement ;
- la reconstruction du CEPC situé au sud de l'A86, sur son site actuel mais avec des emprises réduites.

Les études fondées sur la convention du 16 juillet 2010 complétées par des études complémentaires, ont été menées sous la maîtrise d'ouvrage de l'État (DRIEA IF) et financées à hauteur de 750 000 € (sept cent cinquante mille euros) par le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II (Annexe 4).

3. Une enquête publique conjointe, portant sur l'Utilité Publique du PROJET, la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Vélizy-Villacoublay et le classement-déclassement des voies concernées par le PROJET (existantes et futures), s'est déroulée du 16 Décembre 2013 au 31 janvier 2014. A son terme, suite à un avis favorable du commissaire enquêteur assorti d'une réserve et quatre recommandations, les acquisitions foncières et les travaux nécessaires à la réalisation du PROJET ont été déclarés d'utilité publique par un arrêté de Monsieur le Préfet des Yvelines en date du 24 septembre 2014, emportant par ailleurs mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la Commune (annexe 2).

   Trois recours ont été présentés en vue de l'annulation de cette décision :

- une requête enregistrée le 15 octobre 2014 devant le Tribunal administratif de Versailles, sous le n° 1407417-3, par laquelle l'Association Villacoublay Cyclable demande l'annulation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique ;

- une requête enregistrée le 27 février 2015 devant le Tribunal administratif de Versailles, sous le n° 1501207-3, par laquelle la Commune de Bièvres demande l'annulation de l'arrêté de déclaration d'utilité publique, ensemble la décision du 22 décembre 2014 rejetant son recours gracieux du 21 novembre précédant ;

- une requête enregistrée le 4 mars 2015 devant le Tribunal administratif de Versailles, sous le n° 1501380-3, par laquelle la Société Générale de Restauration – SOGEREST demande l'annulation de la déclaration d'utilité publique ;

Ces trois requêtes sont en cours d'instruction.

Au jour des présentes, les Parties n'ont pas eu connaissance de l'existence d'autre recours.

4. Par délibérations respectives du Conseil municipal de Vélizy-Villacoublay et du Conseil départemental des Yvelines du 19 novembre 2014 et du 13 février 2015, la route communale du Général Valérie André – ex route militaire- a été classée dans le domaine public routier départemental tandis que les avenues Bréguet, Europe Morane Saulnier (ex RD57) ont été classées dans le domaine communal. Le Département des Yvelines est ainsi légitime à porter la maîtrise d'ouvrage du projet routier.

5. Dans le but de faciliter la réalisation du DIFFUSEUR, les Partenaires Privés, y trouvant un intérêt, ont souhaité s'associer au PROJET et participer à son financement.
   En effet, les Partenaires Privés sont respectivement propriétaires des parcelles situées sur les communes de Vélizy-Villacoublay (78140) et/ou Meudon (92360) :
   - Les membres du Syndicat des Copropriétaires de Vélizy 2 sont propriétaires du centre commercial régional Vélizy 2 dont ils projettent la restructuration et extension (17 000 m² de surface de vente), après mise en œuvre du transfert et de l'extension du cinéma UGC et du développement d'une zone de restauration représentant environ 21 500 m² de surface de plancher (SDP) supplémentaire vis-à-vis de l'existant au jour des présentes, objets de la CNACi du 23 janvier 2014 et du permis de construire déposé le 10 novembre 2015 ;
   - Foncière des Régions est propriétaire :
     - Directement de la parcelle AS 61, située à Meudon
     - En qualité d'associée de la SCI Meudon Saulnier des parcelles AS 68 et AS 106, situées à Meudon
     - En qualité d'associée de la SCI Latécoère 2 de la parcelle AE 451 située à Vélizy-Villacoublay
     - En qualité d'associée de la SCI Lenovilla des parcelles AE 449, AE 456 et AE 457 situées à Vélizy-Villacoublay

     sur lesquelles elle envisage de réaliser 120 000 m² de surface de plancher (SDP) à usage de bureaux ;

- Bouygues Immobilier est bénéficiaire d'une promesse synallagmatique de vente portant sur les parcelles AS 71 et AS 85, situées à Meudon, sur lesquelles elle envisage de réaliser 60 000 m² de SDP à usage de bureau ;
- EFI est locataire des parcelles AE 236, AE 434, AE 440, AE 441, AE 452, AE 453, AE 454, AE 455 sur la commune de Vélizy-Villacoublay sur lesquelles elle a réalisé un immeuble de bureaux destiné au siège social d'Eiffage.

6. Des discussions entre les parties à la convention du 16 juillet 2010 auxquelles a été associé l'ensemble des autres parties signataires des présentes ont permis de dégager les principes et les modalités de la réalisation et du financement du PROJET. Le principe d'un financement à parité entre les Partenaires Publics et les Partenaires Privés a été l'objectif initial. Cependant la somme des participations publiques n'atteignant pas les 50% du PROJET, le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II a pris en charge la part manquante s'élevant à 600 000 €. De ce fait la participation des Partenaires Privés excède les 50% du coût du PROJET.

   De la même manière, au sein des Partenaires Privés, un montant de 4 650 000 €, initialement manquant pour assurer une part privée de 50%, a conduit lesdits Partenaires à augmenter leurs participations à hauteur globale de ce montant.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

Titre I : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : DEFINITIONS

Dans le corps du présent Protocole, les termes en majuscules et dont la liste suit, ont la signification suivante :

- *CEPC* : centre d'examen du permis de conduire ;
- *COÛT GLOBAL : coût du PROJET arrêté par les PARTENAIRES à la date de signature du Protocole à 43 000 000 € non actualisable non révisable (études préalables non comprises);*
- *COÛT D'OBJECTIF : coût du PROJET constaté à la date du résultat de l'appel d'offres (études préalables non comprises);*
- *COÛT FINAL : sommes de toutes les dépenses réglées par les PARTENAIRES au titre du PROJET (études préalables non comprises);*
- *CONSTRUCTION DU DIFFUSEUR* : construction du DIFFUSEUR proprement dit (y compris l'ensemble des prestations intellectuelles en phase exécution : maîtrise d'œuvre, coordination SPS …, y compris éventuels aléas tels qu'exposés à l'article 8.1 ci-après) ;
- *DCE* : il s'agit du dossier de consultation des entreprises au sens de l'article 38 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- *DIFFUSEUR*: ensemble des ouvrages et aménagements constituant le PROJET sans la reconstruction du CPEC.
- *ETUDES PREALABLES* : études fondées sur la convention du 16 juillet 2010 complétées par des études complémentaires, financées à hauteur de 750 000 € par le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II.
- *ETUDES DU CEPC* : ensemble des études et prestations conduisant à la notification des marchés de travaux du CEPC *(études préalables non comprises);*
- *ETUDES DU DIFFUSEUR* : ensemble des études et prestations conduisant à la notification des marchés de travaux du DIFFUSEUR *(études préalables non comprises);*
- *FONCIER :* emprises nécessaires à la réalisation du PROJET ;
- *MISE EN SERVICE DU DIFFUSEUR :* Arrêté préfectoral portant mise en service des aménagements réalisés sur le réseau routier national.
- *PARTENAIRES* : ensemble des parties signataires des présentes ou devenus signataires dans les conditions de l'article 4 des présentes ;
- *PROJET* : ensemble des ouvrages, aménagements et travaux (DIFFUSEUR + CEPC) correspondant au projet déclaré d'utilité publique et défini à l'article 3 des présentes ;

ARTICLE 2 : OBJET

Le présent Protocole a pour objet de déterminer les conditions financières et juridiques dans lesquelles les PARTENAIRES entendent réaliser le PROJET et de lancer la réalisation des ETUDES du DIFFUSEUR et du CEPC.

ARTICLE 3 : CARACTERISTIQUES DU PROJET

Le PROJET consiste en la réalisation d'un nouveau DIFFUSEUR permettant de franchir l'A86 situé au sud du Centre commercial régional Vélizy II et à l'ouest de l'échangeur du Petit Clamart qui relie l'A86 et la RN118.

Ce PROJET comprend :

- un ouvrage franchissant l'A86 en passage inférieur (ouvrage souterrain dimensionné pour une chaussée 2x1 voie, un trottoir et une piste cyclable bidirectionnelle, d'une portée de 56 m et d'une largeur de 13,50m) ;
- une bretelle s'insérant au niveau de la collectrice nord sur l'A86 intérieure accompagnée du passage de la collectrice nord de une à deux voies,
- la fermeture à la circulation publique des deux bretelles situées au droit du giratoire du Val de Grâce et leur remplacement par deux bretelles au droit du nouveau franchissement,
- des points d'échange sur le réseau viaire hors A 86 (création d'un carrefour à feux au nord et d'un giratoire au sud) ;
- l'aménagement du giratoire du Val de Grâce ;
- la modification de la voirie locale autour du franchissement ;
- la reconstruction du CEPC situé au sud de l'A86, sur son site actuel mais avec des emprises réduites.

Ce PROJET a reçu l'accord des PARTENAIRES et correspond au dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) ci-annexé (annexe 1)

ARTICLE 4 : PARTENARIAT

4.1. Objet et composition du partenariat

a) Les PARTENAIRES conviennent de se répartir entre le groupe des Partenaires Privés et celui des Partenaires Publics le COÛT GLOBAL du PROJET fixé à 43 000 000€ (quarante-trois millions d'euros). La répartition de ce COÛT GLOBAL est visée aux points b) et c) ci-après et le régime fiscal applicable au regard de la TVA est précisé à l'article 8.1.

b) La part prise en charge par les partenaires publics s'élève à 20 900 000 € et se répartit, à la date de signature des présentes, ainsi qu'il suit :

i. ***État :*** 4 300 000 € (quatre millions trois cent mille euros) soit 10,00 %

ii. ***Région :*** 4 300 000 € (quatre millions trois cent mille euros) soit 10,00 %

iii. ***Département*** : 4 600 000 € (quatre millions six cent mille euros) soit 10,70 %

iv. ***CAVGP :*** 600 000 € (six cent mille euros) soit 1,40 %

v. ***GPSO :*** 500 000 € (cinq cent mille euros) soit 1,16 %

vi. ***Commune de Vélizy-Villacoublay*** : 4 300 000 € (quatre millions trois cent mille euros) soit 10,00 %

vii. ***Commune de Meudon :*** 2 300 000 € (deux millions trois cent mille euros) soit 5,35 %

c) La part prise en charge par les Partenaires Privés s'élève à 22 100 000 € et se répartit, à la date de signature des présentes, ainsi qu'il suit :

i. ***Le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II*** : 13 571 790€ (treize millions cinq cent soixante et onze sept cent quatre-vingt-dix euros), soit 31,56%, comprenant :
- une part initiale de base de 10 250 000 € (dix millions deux cent cinquante mille euros) soit 23,84%
- une part additionnelle de 600 000 € (six cent mille euros) correspondant au financement de 100% de la part publique manquante
- une part additionnelle de 2 721 790 € (deux millions sept cent vingt et un mille sept cent quatre-vingt-dix euros) correspondant au financement de 58,53% de la part privée manquante

ii. ***Foncière des Régions*** : 3 884 426 € (trois millions huit cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent vingt-six euros), soit 9,03%, comprenant :
- une part initiale de base de 3 000 000 € (trois millions d'euros) soit 6,98%
- une part additionnelle de 884 426 € (huit cent quatre-vingt-quatre mille quatre cent vingt-six euros) correspondant au financement de 19,02 % de la part privée manquante

iii. ***EFI*** : 1 924 685 € (un million neuf cent vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-cinq euros) , soit 4,48%, comprenant :
- une part initiale de base de 1 500 000 € (un million cinq cents mille euros) soit 3,49%
- une part additionnelle de 424 685 € (quatre cent vingt-quatre mille six cent quatre-vingt-cinq euros) correspondant au financement de 9,13 % de la part privée manquante

iv. ***Bouygues Immobilier*** : 2 719 099 € (deux millions sept cent dix-neuf mille quatre-vingt-dix-huit euros), soit 6,32%, comprenant :

- une part initiale de base de 2 100 000 € (deux millions cent mille euros) soit 4,88%
- une part additionnelle de 619 099 € (six cent dix-neuf mille quatre-vingt-dix-huit euros) correspondant au financement de 13,32 % de la part privée manquante.

4.2. Extension du partenariat

a) Il est convenu entre les PARTENAIRES que d'autres Partenaires Privés pourront venir s'associer au PROJET sous réserve des conditions suivantes et ce jusqu'à un an après la décision de MISE EN SERVICE du DIFFUSEUR :

- l'adhésion au PROJET, tel que défini à l'article 3 ci-dessus,

- l'acceptation de toutes les conditions et engagements financiers contenus au présent Protocole actualisés pour tenir compte de l'arrivée de nouveaux PARTENAIRES.

b) Le financement complémentaire apporté par un ou plusieurs nouveaux PARTENAIRES privés viendra diminuer la participation des PARTENAIRES initiaux comme suit :

- b1) en premier lieu et dans la limite de 600 000 € (six cent mille euros), la diminution bénéficiera au Syndicat des copropriétaires de Vélizy II, au titre de son financement additionnel de la part publique manquante,

- b2) en deuxième lieu et dans la limite de 4 650 000 € (quatre millions six cent cinquante mille euros), la diminution bénéficiera aux Partenaires Privés selon la répartition suivante :

  - 58,53% pour le Syndicat des Copropriétaires de Vélizy 2,

  - 19,02% pour Foncière des Régions,

  - 13,31% pour Bouygues Immobilier,

  - 9,13% pour EFI.

- b3) en troisième lieu, la diminution bénéficiera au Syndicat des Copropriétaires de Vélizy 2 à hauteur de 750 000 euros au titre de la prise en charge des études préliminaires ;

- b4) en quatrième et dernier lieu, la diminution bénéficiera à tous les PARTENAIRES, selon la clé de répartition de la part initiale de base arrêtée à l'article 4.1 (éventuellement modifiée dans les conditions de l'article 4.5) et sans tenir compte de la participation additionnelle de 600.000€ du Syndicat des Copropriétaires de Vélizy II, dans l'hypothèse où le financement complémentaire excéderait 6.000.000€.

c) L'ensemble de ces adhésions et acceptations se manifesteront par la signature d'un avenant aux présentes qui viendra actualiser les engagements financiers de chacun des PARTENAIRES et les conditions financières, administratives et juridiques de réalisation du PROJET.

4.3. Coût final de l'opération

Après signature de l'ensemble des décomptes généraux définitifs avec chaque titulaire de marché, les parties conviennent d'établir le COÛT FINAL du PROJET, comprenant l'ensemble des dépenses visées à l'annexe 3.

Dans l'hypothèse où ce COÛT FINAL serait inférieur au COÛT GLOBAL, arrêté dans les conditions de l'article 8.1 ci-après, à 43 000 000 € (quarante-trois millions d'euros), les parties conviennent que les économies réalisées viendront diminuer la participation des Partenaires initiaux comme suit :

a) En premier lieu et dans la limite de 750 000 € (sept cent cinquante mille euros), les économies bénéficieront au Syndicat des copropriétaires de Vélizy II (cette somme correspond aux ETUDES PREALABLES prises en charge par le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II) ;

b) En second lieu et dans la limite de 600 000 € (six cent mille euros), les économies bénéficieront au Syndicat des copropriétaires de Vélizy II au titre de son financement additionnel (correspondant à la part publique manquante), dans le cas où ces économies excéderaient 750 000 € ;

c) En troisième lieu, et dans la limite de 600 000 € (six cent mille euros), les économies bénéficieront à l'ensemble des Partenaires Privés, permettant une parité des participations publiques et privées, et seront réparties au prorata de la clé de répartition arrêtée à l'article 4.1 basée sur la part totale des Partenaires Privés (éventuellement modifiée dans les conditions de l'article 4.5), sans tenir compte de la participation additionnelle de 600 000 € du Syndicat des copropriétaires de Vélizy II :
   - 60.33 % au Syndicat des copropriétaires de Vélizy II,
   - 18.07 % à Foncière des Régions,
   - 12.65 % à Bouygues Immobilier,
   - 8.95 % à EFI ;

   dans le cas où les économies excéderaient 1 350 000 €.

d) En quatrième et dernier lieu, si le COÛT FINAL était inférieur à 41 050 000 €, la différence entre le coût final et 41 050 000 € sera répartie entre tous les PARTENAIRES selon la clé suivante, calculée sur la base d'un équilibre des participations publiques et privées à hauteur de 20 900 000 € chacune - étant entendu que les économies de générées au b) auront permis le remboursement des ETUDES PREALABLES - les montants des participations publiques étant inchangés et ceux des participations privées étant diminués au prorata de la clé de répartition

arrêtée à l'article 4.3.c), sans tenir compte de la participation additionnelle de 600 000 € du Syndicat des copropriétaires de Vélizy II :

- 10,29 % à l'État,
- 10,29 % à la Région,
- 11,00 % au Département,
- 1,44 % à CAVGP,
- 1,19 % à GPSO,
- 10,29 % à la commune de Vélizy-Villacoublay,
- 5,50 % à la commune de Meudon,
- 30,17 % au Syndicat des copropriétaires de Vélizy II,
- 9,03 % à Foncière des Régions,
- 6,32 % à Bouygues Immobilier
- 4,48 % à EFI.

Cette clé de répartition devra être revue en cas d'extension de partenariat ou de modification des parts pour chaque partenaire privé dans les conditions de l'article 4.5.

Il est précisé que la diminution de la participation du Syndicat des copropriétaires de Vélizy II à concurrence de 600 000 € puis 750 000 €, correspondant à son financement additionnel et à la prise en charge des ETUDES PREALABLES, ne pourra en aucun cas intervenir au double titre d'une extension de partenariat et d'économies réalisées sur le COÛT FINAL.

4.4. Défaillance d'un PARTENAIRE

Dans l'hypothèse où un Partenaire viendrait à être défaillant dans l'exécution de ses engagements financiers pris conformément à l'article 7 du présent protocole les PARTENAIRES conviennent de réunir le Comité de pilotage afin que celui-ci décide des suites à donner.

4.5. Actualisation des quotes-parts des Partenaires Privés

Au maximum une fois par semestre à compter de la signature des présentes, les Parties auront la possibilité de modifier, sans qu'il soit besoin de procéder par voie d'avenant, les parts de base et les parts additionnelles mentionnées pour chaque Partenaire Privé à l'article 4.1 ci-dessus, sous réserve que cette modification ne modifie pas la part totale des Partenaires Privés.

Une telle modification sera actée lors des réunions du comité de pilotage, après information des Partenaires Publics, après avoir recueilli l'accord de l'ensemble des Partenaires Privés, et sera inscrite dans le compte rendu rédigé par le Département.

Les quotes-parts des Partenaires Privés fixées aux articles 4.2 et 4.3 des présentes seront corrélativement actualisées à la suite de chaque modification des parts de base et des parts additionnelles des Partenaires Privés.

Toute modification des parts de base et des parts additionnelles mentionnées pour chaque Partenaire Privé à l'article 4.1 ci-dessus, qui modifie la part totale des Partenaires Privés, fera l'objet d'un avenant

ARTICLE 5 : MAITRISES D'OUVRAGE DU PROJET

5.1. Maîtrise d'ouvrage foncière

a) Pour le foncier de l'État au sud de l'A86, la Direction des routes Île-de-France (DiRIF) se chargera des négociations avec le Ministère de la Défense pour le transfert de gestion au dit Ministère.

b) La société Espace Expansion est en charge des négociations amiables en vue de l'acquisition du foncier au nord de l'A86 nécessaire à la réalisation du PROJET.
En cas d'échec de la procédure d'acquisition à l'amiable, l'État mettra en œuvre la procédure d'expropriation pour le foncier au nord de l'A86.

c) Une fois les travaux achevés, les terrains d'assiette des voies seront répartis en propriété à l'État, au Département et à la commune de Vélizy-Villacoublay en fonction de leurs compétences.

5.2. Maîtrise d'ouvrage des travaux du DIFFUSEUR

Une convention de maîtrise d'ouvrage unique sera conclue entre l'État, le Département des Yvelines et la Commune de Vélizy-Villacoublay. Cette convention sera conclue sur le fondement des dispositions de l'article 2.II. de la loi MOP. Elle aura pour objet de confier la maîtrise d'ouvrage au Département pour la réalisation du DIFFUSEUR.

Cette convention permettra au Département de pouvoir bénéficier du FCTVA en application des dispositions de l'article L. 1615-2 du code général des collectivités territoriales.

5.3. Maîtrise d'ouvrage des travaux du CEPC

L'État assurera la maîtrise d'ouvrage de la reconstruction du CEPC.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENT DU PROJET

6.1. Engagement des ETUDES DU DIFFUSEUR ET DU CEPC

Par la signature du présent Protocole, les Parties prennent acte des conditions de financement des études par les différents PARTENAIRES à leurs risques.

Il est convenu entre les Parties que les ETUDES DU DIFFUSEUR ainsi que les ETUDES DU CEPC seront engagées dès la signature du présent Protocole.

6.2. Engagement des procédures d'acquisition foncières

Les emprises foncières nécessaires à la réalisation du PROJET sont définies dans le dossier de Déclaration d'Utilité Publique et seront précisées lors de l'enquête parcellaire.

Il convient de distinguer :

- les emprises foncières localisées au Nord de l'A86 ;
- les emprises foncières localisées au Sud de l'A86 sur les terrains militaires de l'aérodrome de Vélizy-Villacoublay et appartenant au Ministère de la Défense.

Ces emprises foncières sont visées en annexe 5.

Le coût du FONCIER de l'opération est estimé, à la date du présent protocole, à un coût global de 6 250 000 € (six millions deux cent cinquante mille euros).

6.2.1. Acquisition des emprises foncières au Sud de l'A86

Les emprises foncières appartenant déjà à l'État feront l'objet d'un transfert de gestion entre services de l'État. La DiRIF se charge des négociations avec le Ministère de la Défense.

6.2.2. Acquisition des emprises foncières au Nord de l'A86

6.2.2.1. Acquisition par voie amiable

Les procédures d'acquisition amiable des emprises foncières au Nord de l'A86 nécessaires à la réalisation du PROJET seront lancées dès la signature du présent Protocole**.**

Espace Expansion accepte d'engager des négociations en vue de l'acquisition foncière de ces emprises dans la limite de l'estimation des Domaines qui sera fournie à cet effet, au nom et pour le compte du Département. Ce mandat intervient à titre gratuit.

Si ces négociations aboutissent, l'accord qui sera conclu entre le propriétaire de l'emprise considérée d'une part, et le Département d'autre part, comprendra outre les conditions suspensives habituelles en pareille matière, une condition suspensive liée à la notification des marchés de travaux.

Le coût de cette acquisition et tous les frais afférents (frais d'acte, etc.) seront pris en charge par les PARTENAIRES selon la clé de répartition basée sur la part totale des PARTENAIRES et visée à l'article 4.1 du présent protocole, éventuellement modifiée dans les conditions de l'article 4.5.

Dans l'hypothèse où l'opération ne serait pas engagée, les conditions suspensives incluses dans les documents négociés par Espace Expansion, en particulier une condition relative à la non-caducité du protocole, permettront de ne pas procéder à ladite acquisition.

6.2.2.2.. Acquisition par voie d'expropriation

L'État s'engage à diligenter la procédure d'expropriation, en particulier l'enquête parcellaire, conformément au planning visé en annexe 6 et, en cas d'échec des négociations amiables concernant les emprises foncières au nord de l'A86, la phase judiciaire de l'expropriation et de la mener jusque son terme.
L'arrêté de cessibilité et l'ordonnance d'expropriation seront sollicités auprès des services compétents après accord du Comité de Pilotage.

Le coût d'acquisition des emprises foncières privées par voie d'expropriation comprend non seulement le coût du foncier mais également les indemnités d'éviction ainsi que tous les frais y afférant et notamment les frais d'avocat, d'huissier, de notification, de commissaire-enquêteur, de géomètre ou d'origine de propriété etc.

Ce coût sera pris en charge par les PARTENAIRES selon la clé de répartition basée sur la part totale des PARTENAIRES et définie à l'article 4.1, éventuellement modifiée dans les conditions de l'article 4.5.

En cas de non-accomplissement des conditions d'engagement de l'opération visées à l'article 13 ci-après, l'État s'engage à proposer en priorité au Syndicat des copropriétaires de Vélizy II d'acquérir les emprises correspondantes, dans les conditions financières définies par la décision de fixation des indemnités devenue définitive, et ce dans l'hypothèse où l'exproprié aurait renoncé à son droit à rétrocession.

L'État s'engage par ailleurs, en cas de non-accomplissement des conditions d'engagement de l'opération visées à l'article 13 ci-après, en cas de revente des terrains expropriés y compris au Syndicat des copropriétaires de Vélizy II dans les conditions définies à l'alinéa précédent, à rembourser les PARTENAIRES, sur la base du prix de vente ainsi perçu (prix net vendeur) selon la clé de répartition basée sur la part totale des PARTENAIRES définie à l'article 4.1.

6.2.3. Engagement du CEPC

L'État s'engage à libérer dans des délais compatibles avec le planning global du PROJET visé en annexe 6, l'emprise foncière correspondant au CEPC.

La libération de l'emprise par l'État implique le départ de l'activité d'examen du permis de conduire et des activités de la base aérienne : libération des locaux (moyens humains et mobiliers), résiliation de l'ensemble des abonnements (notamment eau, gaz, électricité, téléphone etc.).
Les travaux de dépollution y compris pyrotechnique et de démolition sur l'emprise du CEPC actuel seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Département, dans le cadre du présent Protocole.

ARTICLE 7 : ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

7.1. Engagement des partenaires publics

a) Engagements de l'État
i. Engager la procédure d'expropriation si nécessaire ;
ii. Signer une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec le Département et la commune de Vélizy-Villacoublay ;
iii. Libérer l'emprise correspondant au CEPC actuel dans les conditions prévues à l'article 6.2.3 et dans des conditions compatibles avec le planning global du PROJET visé à l'annexe 6 ci-après ;
iv. Participer au financement dans les conditions du Protocole ;
v. Faire son affaire de la reconstruction du CEPC dans les conditions financières et de planning du présent protocole.

b) Engagements de la Région
i. Participer au financement dans les conditions des présentes.
L'engagement financier de la Région à hauteur du montant rappelé à l'article 4.1 b) donnera lieu à plusieurs affectations d'autorisations de programme : la première d'un montant de 230 000 € afin de financer les études (estimées à 2 300 000 €) dans le cadre de la délibération CR 133-16 du 22 septembre 2016, puis, quand la répartition des coûts aura été arrêtée et présentée en comité de pilotage conformément à l'article 12 du présent protocole, à une ou plusieurs affectation(s) ultérieure(s) relative(s) aux travaux de construction du diffuseur, qui donneront lieu à des conventions de financement spécifiques.

c) Engagements du Département
i. Signer une convention de maîtrise d'ouvrage unique avec l'État et la commune de Vélizy-Villacoublay ;
ii. Réaliser les travaux de dépollution y compris pyrotechniques de l'ensemble des terrains nécessaires à l'opération (Diffuseur + CPEC) ;
iii. Donner mandat à titre gratuit à Espace Expansion afin qu'il négocie en son nom et pour son compte, l'acquisition amiable des emprises foncières situées au Nord de l'A86 ;
iv. Participer au financement dans les conditions du Protocole.

d) Engagement de CAVGP
i. Participer au financement dans les conditions des présentes.

e) Engagements de GPSO
i. Participer au financement dans les conditions des présentes.

f) Engagements de la commune de Vélizy-Villacoublay
i. Participer au financement dans les conditions des présentes ;
ii. Déléguer la maîtrise d'ouvrage des ouvrages municipaux de voirie et réseaux divers concernés par le PROJET destinés à revenir à la commune, et conclure, pour ce faire, toutes conventions utiles.

g) Engagements de la Commune de Meudon
i. Participer au financement dans les conditions des présentes.

7.2. Engagement des Partenaires Privés

a) Le Syndicat des copropriétaires de Vélizy II
i. Participer au financement dans les conditions des présentes.

b) Foncière des Régions
i. Participer au financement dans les conditions des présentes.

c) EFI
i. Participer au financement dans les conditions des présentes.

d) Bouygues Immobilier
i. Participer au financement dans les conditions des présentes.

e) Espace Expansion
i. Négocier au nom et pour le compte du Département dans le cadre d'un mandat à titre gratuit l'acquisition des emprises foncières privées nécessaires à la réalisation du PROJET dans les conditions de l'article 6.2.2.1 ci-avant.

Titre II : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 8 : COÛT DU PROJET

8.1. COÛT GLOBAL

Les PARTENAIRES conviennent d'arrêter le COÛT GLOBAL du PROJET à la somme maximale de 43 000 000 € (quarante-trois millions d'euros) non révisable non actualisable. Ce montant est un plafond qui intègre les révisions et les actualisations.

Il fait apparaître, notamment :

- Le coût des ETUDES DU DIFFUSEUR à financer avant les appels d'offres s'élevant à 2 300 000 € HT ;
- Les coûts d'acquisition du FONCIER s'élevant à 6 250 000 € ;
- Le coût de la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR s'élevant à 28 250 000 € HT (détail en annexe 3) ;
- Le coût du CEPC s'élevant à 2 160 000 € TTC (Ce montant comprend le financement de l'ensemble de l'ouvrage et notamment les études et la réalisation des travaux) ;
- Un montant correspondant à des aléas et imprévus relatif aux postes précédents s'élevant à 3 040 000 € ;
- Les charges diverses (frais de maîtrise d'ouvrage – part de TVA non récupérable par le Département) s'élevant à 1 000 000 euros.

S'agissant des coûts d'acquisition du FONCIER, il est rappelé que les mutations réalisées par les collectivités territoriales sont effectuées en franchise de taxes et de droits de mutation.

S'agissant du coût des ETUDES DU DIFFUSEUR et de la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR, il est exprimé sur la base d'un montant hors taxes en considération des dispositions propres aux collectivités territoriales, qui leur permettent de se faire rembourser une partie de la taxe à la valeur ajoutée dans le cadre des dispositions du Fonds de compensation à la TVA (FCTVA) (article L. 1615-2 du code général des collectivités territoriales).

8.2. Evolution du coût

Le COÛT D'OBJECTIF du PROJET sera arrêté par le Comité de pilotage dans les conditions prévues ci-après à l'article 13.1.

Dans l'hypothèse où, pour des raisons indépendantes de la volonté des PARTENAIRES (force majeure, imprévision, sujétions imprévues, réglementation nouvelle…), le COÛT D'OBJECTIF du PROJET dépasserait le COÛT GLOBAL, les PARTENAIRES conviennent de réunir le Comité de pilotage afin que celui-ci décide des suites à donner au PROJET.

Il en est de même en cas de risque de dépassement du COUT GLOBAL une fois les travaux engagés.

A cette occasion, dans le but de poursuivre sans délai l'opération, les PARTENAIRES pourront proposer d'augmenter leur participation telle qu'indiquée à l'article 4.1 des présentes, afin d'assurer la prise en charge de la part dépassant les 43 000 000 € (quarante-trois millions d'euros). Cette modification sera formalisée par la signature d'un avenant aux présentes qui viendra actualiser les engagements financiers initiaux de chacun des PARTENAIRES.

8.3. Coût des ETUDES DU DIFFUSEUR

Le coût des ETUDES DU DIFFUSEUR est fixé à un maximum de 2 300 000 € HT (Deux millions trois cent mille euros hors taxes).
Le tableau ci-dessous fixe la part exigible maximale du coût desdites études de chacun des PARTENAIRES du présent protocole jusqu'au résultat de l'appel d'offres entreprise (calculée en fonction de la clé de répartition basée sur la part totale des PARTENAIRES et définie à l'article 4.1).

La répartition entre partenaires privés pourra être adaptée sur proposition du comité de pilotage en cas d'application des dispositions prévues à l'article 4.5.

Répartition du financement des ETUDES DU DIFFUSEUR (2,3M€)	Clé de répartition (article 4.1 selon part totale)	Ventilation financière pour les ETUDES (2.3M€*clé de répartition)
État	10,00%	230 000 €
Région	10,00%	230 000 €
Département	10,70%	246 100 €
CAVGP	1,40%	32 200 €
GPSO	1,16%	26 680 €
Commune de Vélizy-Villacoublay	10,00%	230 000 €
Commune de Meudon	5,35%	123 050 €
SOUS-TOTAL PUBLIC	**48,61%**	**1 118 030 €**
Syndicat des copropriétaires de Vélizy II	31,56%	725 880 €
Foncière des Régions	9,03%	207 690 €
EFI	4,48%	103 040 €
Bouygues Immobilier	6,32%	145 360 €
SOUS-TOTAL PRIVE	**51,39%**	**1 181 970 €**
	TOTAL	**2 300 000 €**

Dans le cas où l'intégralité de ces montants ne serait pas nécessaire pour les études, la part restante sera affectée au montant alloué pour la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR. Dans l'hypothèse où l'opération serait finalement abandonnée, la part restante sera remboursée à

chaque partenaire suivant la clé de répartition basée sur la part totale des PARTENAIRES et identifiée à l'article 4.1, éventuellement modifiée dans les conditions de l'article 4.5.

ARTICLE 9 : REPARTITION ET PLAN DE FINANCEMENT

9.1. Principes

Ainsi qu'il est convenu à l'article 4.1 des présentes, les PARTENAIRES conviennent de se répartir entre le groupe des Partenaires Privés et celui des Partenaires Publics le coût du PROJET : 22 100 000 € pour le groupe des Partenaires Privés et 20 900 000 € pour celui des Partenaires Publics.

9.2. Origine des fonds

a) Les fonds publics dont la charge appartient aux Partenaires Publics seront issus des budgets de l'État et des collectivités concernées qui s'engagent à inscrire en temps utile à leur budget les dotations nécessaires au financement de leur participation au PROJET.

b) Les fonds privés seront issus d'offres de concours versés aux maîtres d'ouvrage de l'opération par les Partenaires Privés. Le versement s'effectuera selon les modalités définies à l'article 10.

ARTICLE 10 : VERSEMENT ET VENTILATION DES FONDS

Préambule

L'État s'engage à financer seul le montant de 2 160 000 € TTC (deux millions cent soixante mille euros toutes taxes comprises) nécessaire à la réalisation du CEPC, dont il est maître d'ouvrage, sur sa participation au COÛT GLOBAL du PROJET (4 300 000 € - quatre millions trois cent mille euros).

L'État prendra à sa charge le financement de l'acquisition du foncier, au sud de l'A86, auprès de l'État - Ministère de la Défense.

Ces montants seront déduits des sommes à payer par l'État pour la réalisation du DIFFUSEUR (article 10.3). L'État ne percevra donc aucun versement de la part des PARTENAIRES pour la réalisation du CEPC et pour l'acquisition du foncier au sud de l'A86.

10.1. Versement des fonds relatifs aux Études du DIFFUSEUR

10.1.1. Versement des fonds privés pour les Études du Diffuseur

Chaque partenaire privé s'engage à payer les sommes nécessaires au financement des Études du Diffuseur dans la limite de 1 181 970 € (un million cent quatre-vingt-un mille neuf cent soixante-dix euros) au total selon répartition visée à l'article 8.3 du présent protocole.

La participation des Partenaires Privés sera versée au Département selon l'échéancier suivant :

- 50% du montant après signature et notification du protocole, sur appel de fonds du Département,

- 30 % du montant à l'approbation du dossier PROJET par les maîtres d'ouvrage

- le solde à concurrence de 20% du montant au lancement de l'appel d'offre du marché principal de travaux.

Les fonds seront versés au vu du titre de recettes émis par le Département à chacun des Partenaires Privés.

10.1.2. Versement des fonds publics pour les Études du Diffuseur

Chaque Partenaire Public s'engage à payer les sommes nécessaires au financement des Études du Diffuseur dans la limite de 1 118 030 € (un million cent dix-huit mille trente euros) au total selon répartition visée à l'article 8.3 du présent protocole.

La participation des Partenaires Publics sera versée au Département selon l'échéancier suivant :

- 50% du montant après signature et notification du protocole ;

- 30% du montant à l'approbation du dossier PROJET par les maîtres d'ouvrage ;

- le solde à concurrence de 20% du montant au lancement de l'appel d'offre du marché principal de travaux.

Les fonds seront versés au vu du titre de recettes émis par le Département à chacun des Partenaires Publics.

10.2. Ventilation des fonds pour l'acquisition des emprises foncières au Nord de l'A86

En cas d'acquisition par voie amiable, le coût de cette acquisition et tous les frais afférents (frais d'acte, etc.) seront pris en charge par les PARTENAIRES selon la clé de répartition basée

sur la part totale des PARTENAIRES et visée à l'article 4.1 du présent protocole dans la limite maximale du coût foncier confirmé et arrêté conformément à l'article 12. Les fonds seront versés au vu des titres de recettes émis par le Département à chacun des PARTENAIRES.

En cas de mise en œuvre de la procédure d'expropriation, les fonds nécessaires seront versés au vu des titres de recettes émis par l'État à chacun des PARTENAIRES. Ce coût sera pris en charge par les PARTENAIRES selon la clé de répartition basée sur la part totale des PARTENAIRES et visée à l'article 4.1 du présent protocole.

10.3. Ventilation et versement des fonds relatifs à la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR (y compris éventuels aléas).

Les montants incombant à chaque partenaire pour la réalisation du DIFFUSEUR **(y compris éventuels aléas)** seront calculés au prorata du montant effectif total de participation de chaque partenaire indiqué à l'article 4.1 dont seront déduites les sommes déjà payées au titre des études et des acquisitions foncières exposées ci-dessus et selon le cas approprié. Ils seront éventuellement modifiés dans les conditions de l'article 4.5.

Cette répartition des sommes à payer pour la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR sera présentée au Comité de Pilotage.

10.3.1 Versement des fonds privés pour la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR (y compris éventuels aléas)

Chaque partenaire privé s'engage à payer les sommes lui incombant et nécessaires au financement de la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR (y compris éventuels aléas).

La participation des Partenaires Privés sera versée au Département selon l'échéancier suivant :

-20% du montant à la notification de l'ordre de service de démarrage du marché principal de travaux ;

-60% du montant, versés par versements périodiques au maximum trimestriels selon l'avancement des travaux jusqu'à hauteur de 80% du montant total des travaux ;

- 10 % du montant, versés à la mise en service du DIFFUSEUR constatée par arrêté préfectoral ;

- le solde à concurrence de 10% du montant, versé à l'arrêt des comptes de l'opération. Ce montant du solde est établi sur la base du montant total des dépenses réellement acquittées.

Les fonds seront versés au vu du titre de recettes émis par le Département à chacun des partenaires privés.

***10.3.2 Versement des fonds publics pour la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR* (y compris éventuels aléas)**

Chaque partenaire public s'engage à payer les sommes lui incombant et nécessaires au financement de la CONSTRUCTION du DIFFUSEUR (y compris éventuels aléas).

La participation des Partenaires Publics sera versée au Département selon l'échéancier suivant :

-20% du montant à la notification de l'ordre de service de démarrage du marché principal de travaux ;

-60% du montant, versés par versements périodiques au maximum trimestriels selon l'avancement des travaux jusqu'à hauteur de 80% du montant total des travaux ;

- 10 % du montant, versés à la mise en service du DIFFUSEUR constatée par arrêté préfectoral;

- le solde à concurrence de 10% du montant, versé à l'arrêt des comptes de l'opération. Ce montant du solde est établi sur la base du montant total des dépenses réellement acquittées.

Les fonds seront versés au vu du titre de recettes émis par le Département à chacun des Partenaires Publics.

Comme il est indiqué dans l'article 9.2 du présent protocole, les Partenaires Publics sont chargés d'inscrire en temps utile à leur budget, les dotations nécessaires au financement du PROJET.

ARTICLE 11 : IMPUTATION DES FONDS

11.1. Suivi des comptes

a) Il sera tenu dans le cadre du Comité de pilotage, un compte des versements effectués par chacun des PARTENAIRES selon les conditions propres à chacun. Les sommes versées par les PARTENAIRES au bénéfice du Département et de l'État, maîtres d'ouvrage, viendront s'imputer sur le financement dû par chacun d'entre eux dans les conditions définies ci-dessous jusqu'à apurement du compte de chacun.

b) Pour ce qui concerne les fonds issus des Partenaires Privés, ils seront imputés au compte ouvert au nom de chaque Partenaire au fur et à mesure des versements de chacun d'entre eux.

11.2. Délais de paiement

Les versements de fonds seront exigibles dans les quarante-cinq (45) jours calendaires de la réception par le PARTENAIRE du titre de recettes.

TITRE III : REALISATION DE L'OPERATION

ARTICLE 12 : VALIDATION DES ETUDES DU DIFFUSEUR ET DU CEPC

Dès la signature du présent protocole, le Département lancera les ETUDES DU DIFFUSEUR et l'Etat les ETUDES DU CEPC nécessaires à leur réalisation. Ces études permettront d'aboutir à la constitution du dossier de consultation des entreprises (DCE) pour les travaux principaux du DIFFUSEUR.

A l'issue de la réalisation des ETUDES DU DIFFUSEUR ET DU CEPC, le Département réunira le Comité de Pilotage et l'informera du coût prévisionnel de la réalisation du DIFFUSEUR. L'Etat informera le Comité de Pilotage du coût prévisionnel de la réalisation du CEPC.

Ce coût prévisionnel sera comparé au COÛT GLOBAL tel que figurant dans l'annexe 3 et arrêté au montant de 43 000 000 € (quarante-trois millions euros). En l'absence de dépassement dudit COÛT GLOBAL, le Comité de Pilotage actera de la poursuite du financement de l'opération et donc de l'engagement de la phase judiciaire de la procédure d'expropriation pour le foncier au nord de l'A86 en cas d'échec des négociations amiables.

ARTICLE 13 : ENGAGEMENT DES TRAVAUX

Le Comité de Pilotage constatera la levée des conditions cumulatives, ci-après énoncées.
Une fois ces conditions levées, le Comité de Pilotage pourra acter de l'engagement des travaux.

13.1. Condition 1 : Validation du COÛT D'OBJECTIF du PROJET :

a) Dans les 30 jours suivant l'analyse de l'appel d'offres portant sur l'ouvrage franchissant l'A86 en passage inférieur, partie essentielle du PROJET, le Comité de pilotage se réunira pour valider le COÛT D'OBJECTIF du PROJET qui sera composé :

- du coût des ETUDES DU DIFFUSEUR ;
- des coûts d'acquisition du FONCIER ;
- du coût des travaux de réalisation du DIFFUSEUR qui sera égal à la somme du résultat du premier appel d'offres engagé par le Département auquel seront ajoutées les estimations prévisionnelles des autres ouvrages dont la réalisation sera postérieure et telles que ces estimations résultent des études du DIFFUSEUR ;
- du coût des ETUDES DU CEPC
- du coût des travaux de réalisation du CEPC tel qu'il résulte des ETUDES DU CEPC ;
- des charges diverses.

b) Le COÛT D'OBJECTIF ainsi obtenu sera comparé au COÛT GLOBAL tel que figurant dans l'annexe 3 et arrêté au montant de 43 000 000 € (quarante-trois millions d'euros), auquel il devra être inférieur ou égal.

13.2. Condition 2 : Purge de tous recours

Les trois recours en vue de l'annulation de l'arrêté de DUP devront être purgés (décision de justice devenue définitive ou désistement des requérants devenu définitif…).

Les délibérations ou tout acte des Partenaires Publics à intervenir dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent Protocole devront être purgées de tout recours.

13.3. Condition 3 : Libération des terrains

Les terrains nécessaires à la réalisation du PROJET (emprises au Sud de l'A86 et au Nord de l'A86) devront être libérés de manière effective.

Pour les emprises foncières au nord de l'A86, l'ordonnance prononçant l'expropriation au bénéfice de L'État, et ce faisant le transfert de propriété, devra avoir été rendue et être définitive, à moins qu'un accord amiable n'ait été conclu avec les expropriés. A l'issue de la procédure d'indemnisation devant le Juge de l'expropriation de 1ère instance, les indemnités d'expropriation devront avoir été payées ou le cas échéant, les fonds devront avoir été consignés.

Pour les emprises foncières au sud de l'A86, la procédure de transfert de gestion entre les services de l'État devra être terminée.

13.4. Conséquences du non accomplissement des conditions générales d'engagement de l'opération.

Dans le cas où l'une au moins des conditions ci-dessus ne serait pas réunie, les Parties se réuniront dans le cadre du Comité de pilotage, dans un délai de 30 jours à compter de l'arrêt du COÛT D'OBJECTIF du PROJET, pour décider par accord unanime des suites à donner au PROJET.
Le Comité de Pilotage décidera à l'unanimité : soit de poursuivre le financement de l'opération nonobstant la non-réalisation d'une ou plusieurs conditions, soit d'abandonner le financement l'opération, soit de décider de sa poursuite dans des conditions qui seront fixées par un avenant aux présentes.

Dans l'hypothèse où les conditions définies aux articles 12 et 13 relatives aux modalités de poursuite de l'opération ne sont pas réunies, et si le Comité de Pilotage n'a pas décidé de la poursuite du financement de l'opération, la présente convention sera résiliée de plein droit et le financement du PROJET abandonné dans les conditions suivantes :

- chacun des PARTENAIRES fera son affaire des frais et charges de toutes natures engagées pour le PROJET et renonce par avance à toute demande indemnitaire vis-à-vis de ses PARTENAIRES à ce titre ;

- les sommes éventuellement encore dues par un Partenaire devront être réglées dans les quarante-cinq (45) jours de la réception d'une facture ou du mémoire afférent émanant du Partenaire créancier. A défaut des intérêts moratoires seront dus de plein droit et calculés comme en matière de créance des collectivités publiques.

13.5. Délai de réalisation des conditions

L'ensemble des conditions devra être réalisé au plus tard le 31 décembre 2019 ou à la date d'échéance de la DUP si elle est postérieure. Dans l'hypothèse où les conditions ne seraient pas levées à cette date, la prorogation du délai de réalisation se fera par un avenant au présent protocole.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 14 : COMITE DE PILOTAGE

14.1. Composition du Comité de Pilotage

Un Comité de Pilotage sera créé et composé d'un représentant dûment mandaté pour chaque PARTENAIRE du Protocole.

Le Comité de Pilotage est présidé par le Président du Conseil Départemental des Yvelines ou le représentant qu'il aura désigné.

14.2. Missions

Le Comité de Pilotage est chargé de veiller au bon déroulement des procédures de toutes natures nécessaires à la réalisation du PROJET.

Les réunions du comité de pilotage sont à l'initiative du maître d'ouvrage (et de l'État, maître d'ouvrage pour le CPEC) dans les cas expressément prévus par le présent Protocole et lorsqu'il estime nécessaire de faire valider des options pour le bon déroulement du PROJET.

Le Comité de pilotage a notamment pour mission :

- d'examiner les procédures de toutes natures (administratives, financières, …),
- d'acter la poursuite du financement de l'opération en l'absence de dépassement du COÛT GLOBAL (art. 12) et donc de l'engagement de la phase judiciaire d'expropriation en cas d'échec des négociations amiables pour le foncier au nord de l'A86,
- de proposer les suites à donner au PROJET si l'une des conditions d'engagement de l'opération (article 13) n'est pas réunie se traduisant par la poursuite ou l'abandon du financement du PROJET ou bien la réalisation d'un avenant au présent protocole.
- d'envisager l'extension du Protocole à un nouveau partenaire public ou privé,
- de proposer la prise en charge d'un éventuel surcoût du PROJET cité à l'article 8.2,
- de valider l'engagement des travaux eu égard au COÛT D'OBJECTIF des travaux,
- d'arrêter le COUT FINAL des travaux suite à la réception des ouvrages composant le DIFFUSEUR et arrêter les coûts de l'opération au plus tôt à l'issue d'un délai d'un an à compter de la MISE EN SERVICE du DIFFUSEUR, et au plus tard à l'extinction des contentieux éventuels nés de l'exécution des marchés nécessaires à la réalisation du DIFFUSEUR.

Le Comité de Pilotage sera tenu informé des versements effectués par chacun des PARTENAIRES selon les conditions propres à chacun.

14.3. Réunion du Comité de pilotage

Ce Comité de Pilotage se réunira selon une périodicité adaptée à l'avancement du PROJET et au minimum une fois par semestre sur convocation de son Président.

Des réunions extraordinaires du Comité de Pilotage peuvent être organisées par son Président, en cas d'urgence notamment, sur demande écrite et motivée d'un ou plusieurs PARTENAIRES.

Sauf urgence, le Président adresse la convocation et l'ordre du jour aux membres du Comité de Pilotage au moins 15 jours (quinze jours) avant la réunion.
En cas d'urgence, le Président adresse ledit ordre du jour 24 heures (vingt-quatre heures) avant la réunion.

Chaque réunion du comité de pilotage fera l'objet d'un compte rendu rédigé et adressé à chacun des membres, par le Département.

14.4. Règles de décision au sein du Comité de Pilotage

Le Comité de Pilotage est valablement réuni si l'intégralité de ses membres est présente ou représentée.
Si lors d'une réunion le quorum n'est pas atteint, le Comité de Pilotage est convoqué une seconde fois dans un délai ne pouvant être inférieur à 15 jours ouvrés. A la suite de cette seconde convocation, le Comité de Pilotage est valablement réuni, même si le quorum n'est pas atteint.

Chaque membre du Comité de Pilotage peut recevoir, pour une réunion donnée, un mandat de représentation d'un autre membre, dans la limite d'un mandat par réunion.

Chaque membre du Comité de Pilotage détient une voix.

Le Comité de Pilotage prend ses décisions à l'unanimité.

ARTICLE 15 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

La communication relative au projet est assurée par son maître d'ouvrage qui en rend compte devant le comité de pilotage. Cela n'interdit pas toutefois à chaque partenaire de communiquer autour de sa participation financière à l'opération.

15.1. Le maître d'ouvrage et les financeurs s'engagent à faire apparaître les contributions des PARTENAIRES pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « *action financée par* (liste de tous les financeurs) » et de l'apposition des logos respectifs conformément aux chartes graphiques de chaque partenaire.

Le maître d'ouvrage autorise à titre gracieux les PARTENAIRES à utiliser les résultats du PROJET (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relatives à leurs actions. Les PARTENAIRES ne revendiquent aucun droit de propriété intellectuelle sur le PROJET. Toute utilisation ou exploitation commerciale du PROJET par les PARTENAIRES est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, les maîtres d'ouvrages doivent apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de (liste de tous les financeurs) à hauteur de (liste des pourcentages par financeur) ».

15.2. Des logotypes seront apposés en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Concernant les sites web, les mentions et les logotypes sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec les sites institutionnels des PARTENAIRES.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication des PARTENAIRES selon les règles définies ci-dessus.

De même, les maîtres d'ouvrages s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par les PARTENAIRES.

ARTICLE 16 : DUREE DU PROTOCOLE

Les PARTENAIRES conviennent que le terme du présent Protocole est fixé à la date de clôture des comptes.

ARTICLE 17 : ELECTION DE DOMICILE

Chacun des PARTENAIRES fait élection de domicile à son siège social.

ARTICLE 18 : LITIGES

Les PARTENAIRES s'engagent à rechercher les solutions amiables à tout litige survenant à l'occasion de l'application de la présente convention avant de soumettre son règlement à la juridiction compétente.

Fait à
Le

En 12 exemplaires originaux

L'ETAT
Représenté par le préfet de la Région Île-de-France, préfet de Paris

LA REGION ILE-DE-FRANCE
Représentée par la Présidente du Conseil régional

LE DEPARTEMENT DES YVELINES
Représenté par le Président du Conseil départemental,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VERSAILLES GRAND PARC
Représentée par le Président du Conseil communautaire

L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND PARIS SEINE OUEST
Représenté par le Président du Conseil de territoire

LA COMMUNE DE VELIZY-VILLACOUBLAY
Représentée par le Député-Maire

LA COMMUNE DE MEUDON
Représentée par le Sénateur-Maire

LE SYNDICAT DES COPROPRIETAIRES DU CENTRE COMMERCIAL REGIONAL VELIZY II
Représenté par le Directeur du Centre Commercial Régional Vélizy II

LA SOCIETE FONCIERE DES REGIONS
Représentée par son Directeur Général Délégué

LA SOCIETE BOUYGUES IMMOBILIER
Représentée par son Directeur Général Délégué

LA SOCIETE EFI
Représentée par son Directeur

LA SOCIETE ESPACE EXPANSION
Représentée par sa Présidente

LISTE DES ANNEXES :

- **Annexe 1** : dossier de Déclaration d'Utilité Publique,

- **Annexe 2** : arrêté préfectoral n°2014267-0002 du 24 septembre 2014 déclarant d'Utilité Publique le PROJET de réalisation d'un DIFFUSEUR sur l'A86 à Vélizy-Villacoublay,

- **Annexe 3** : coût détaillé du DIFFUSEUR,

- **Annexe 4** : liste des études financées par le Syndicat de Copropriétaires du Centre commercial de Vélizy 2,

- **Annexe 5** : plan parcellaire des emprises foncières du PROJET,

- **Annexe 6** : planning des procédures, des études et de la réalisation du PROJET,

- **Annexe 7** : échéancier prévisionnel d'appels de fond.

-

ANNEXE 3

Coût estimatif détaillé du DIFFUSEUR

Le coût de la CONSTRUCTION DU DIFFUSEUR est estimé à **28 250 000 € HT**.

Il comprend tous les travaux de voirie, assainissement, ouvrages d'art, aménagements paysagers et équipements, les déplacements de réseaux, contrôles extérieurs topographiques et de laboratoire, les prestations intellectuelles (Maitrise d'œuvre, SPS, contrôles).

Il ne comprend pas les aléas et imprévus, les acquisitions foncières, les diagnostics (et traitement ou fouilles le cas échéant) pyrotechniques, géotechniques et archéologiques.

La décomposition envisagée est la suivante :

	COUT ARRONDI (€ HT)
Prestations Intellectuelles (Moe, SPS, contrôles)	1 000 000
PHASE TRAVAUX	
I. Installations de chantier, études d'exécution et méthodes	3 085 000
II. Terrassements et Travaux Préliminaires	6 097 000
III. Ouvrages d'art et Génie civil	3 266 000
IV. Chaussées	8 480 000
V. Assainissement	755 000
VI. Equipements (éclairage, dispositifs de retenue, clôtures)	1 036 000
VII. Exploitation sous chantier	2 988 000
VIII. Signalisation	307 000
IX. Aménagements connexes dont paysagers	1 236 000
TOTAL ARRONDI HT	**28 250 000 € HT**

Annexe 4

Liste des études financées par le Syndicat de Copropriétaires du Centre Commercial Régional Vélizy II

Prestataire	Mission		Montant € HT
AM Environnement	Pilotage des études franchissement A86		45 662 €
	Réalisation de l'EPOA Tranche Ferme		15 414 €
	Réalisation de l'EPOA Tranche Conditionnelle		1 292 €
	Mission impact du franchissement de l'A86 sur le fonctionnement des pk		24 152 €
	Suivi dossier préalable + AMO		48 110 €
		Sous Total	**134 629 €**
Cabinet GEXPERTISE	Etude topographique		64 150 €
	Etude topographique complémentaire		1 272 €
		Sous Total	**65 422 €**
CDVIA	Etude trafic		19 550 €
	Etude trafic pour étude acoustique et air		4 444 €
	Avenant études trafic (janvier 2012)		5 635 €
	Avenant études répartitions des flux de la zone d'emploi		1 102 €
	Avenant étude trafic pour étude d'impact		2 538 €
	Note flux empruntant nouveau diffuseur		878 €
		Sous Total	**34 147 €**
Médiateur - Roland Julienne 2013	Financement / mediateur		37 800 €
	Financement / hébergement		1 202 €
		Sous Total	**39 002 €**
Médiateur - Roland Julienne 2014	Financement / mediateur		26 400 €
	Financement/hébergement		327 €
		Sous Total	**26 727 €**
DS Avocats 2015	Mise au point & négo protocole restitué en décembre 2014		34 000 €
		Sous Total	**34 000 €**
SETEC	Réalisation de l'EPOA Tranche Ferme		76 930 €
	Réalisation de l'EPOA Tranche Conditionnelle		59 500 €
	Avenant Tranche Ferme		45 000 €
	Impressions 2012 (1/2)		8 910 €
	Impressions 2012 (2/2)		6 860 €
	Impressions fin 2013		3 016 €
	Etudes complémentaires dossier loi sur l'eau		4 460 €
	Etudes 2012-2013 hors tranche ferme		80 000 €
	Analyse complémentaire		5 810 €
		Sous Total	**290 486 €**
Traitclair	Maquette 3D PI et PS		1 800 €
	Mise à jour des maquette 3D PI et PS		500 €
	Coupe et perspective		1 200 €
	Réalisation plaquette		449 €
	Réalisation d'une vue aérienne et impression de 40 plaquettes		314 €
		Sous Total	**4 263 €**
Conseil départemental des Yvelines	Etudes pilotées par le CD78		121 633 €
		Sous Total	**121 633 €**
		TOTAL HT	**750 309 €**
		Arrondi à	**750 000 €**

Diffuseur A86 à Vélizy-Villacoublay

Annexe 6 : Planning prévisionnel

	2016				2017				2018				2019				2020				2021			
	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T	1T	2T	3T	4T
Signature du Protocole		*																						
Etudes du DIFFUSEUR et du CEPC				MOE	MOE	PRO	PRO	PRO	PRO	PRO	ACT	ACT	ACT	ACT										
Enquête parcellaire																								
Acquisitions foncières																								
Validation des études du DIFFUSEUR et du CEPC										*														
Engagement des Travaux (comité de Pilotage)														*										
Construction du DIFFUSEUR (Travaux dont préparation)																								
Mise en service du DIFFUSEUR																						*		
Travaux CEPC (durée approximative)																								

Par voie amiable
Par voie d'expropriation (phase judiciaire)

MOE : Désignation Maitre d'œuvre (Marché de Maitrise d'œuvre)
PRO : Elaboration, instruction et validation du PROJET (CD78 pour le DIFFUSEUR et Etat pour le CEPC)
ACT : Elaboration des DCE travaux et DESC + Consultation, attribution et notification des marchés de Travaux

ANNEXE 7 - ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND PAR LE DEPARTEMENT (CAS ACQUISITIONS AMIABLES)

			Echéancier prévisionnel des appels de fonds					
Partenaires financeurs	**Clé de répartition**	**Montant effectif de participation**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Etat	10,00%	4 300 000,00	115 000,00	69 000,00	559 000,00	277 000,00	0,00	
Région Ile-de-France	10,00%	4 300 000,00	115 000,00	69 000,00	559 000,00	1 778 500,00	1 422 800,00	355 700,00
Département des Yvelines	10,70%	4 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GPSO	1,16%	500 000,00	13 340,00	8 004,00	64 844,00	206 906,00	165 524,80	41 381,20
CAVGP	1,40%	600 000,00	16 100,00	9 660,00	78 260,00	247 990,00	198 392,00	49 598,00
Commune de Meudon	5,35%	2 300 000,00	61 525,00	36 915,00	299 065,00	951 247,50	760 998,00	190 249,50
Commune de Vélizy-Villacoublay	10,00%	4 300 000,00	115 000,00	69 000,00	559 000,00	1 778 500,00	1 422 800,00	355 700,00
SOUS-TOTAL PARTENAIRES PUBLICS	**48,61%**	**20 900 000,00**	**435 965,00**	**261 579,00**	**2 119 169,00**	**5 240 143,50**	**3 970 514,80**	**992 628,70**
Syndicat des copropriétaires de Vélizy2	31,56%	13 571 790,00	362 940,00	217 764,00	1 764 204,00	5 613 441,00	4 490 752,80	1 122 688,20
La Foncière des Régions	9,03%	3 884 426,00	103 845,00	62 307,00	504 777,00	1 606 748,50	1 285 398,80	321 349,70
EFI	4,48%	1 924 685,00	51 520,00	30 912,00	250 432,00	795 910,50	636 728,40	159 182,10
Bouygues Immobilier	6,32%	2 719 099,00	72 680,00	43 608,00	353 288,00	1 124 761,50	899 809,20	224 952,30
SOUS-TOTAL PARTENAIRES PRIVES	**51,39%**	**22 100 000,00**	**590 985,00**	**354 591,00**	**2 872 701,00**	**9 140 861,50**	**7 312 689,20**	**1 828 172,30**
	TOTAL	**43 000 000,00**	**1 026 950,00**	**616 170,00**	**4 991 870,00**	**14 381 005,00**	**11 283 204,00**	**2 820 801,00**

Hypothèses :
- Le Département effectue l'ensemble des appels de fonds
- L'Etat paye sur sa participation 2 160 000 € pour les études et les travaux du CEPC et 1 120 000 € d'acquisition du foncier au sud de l'A86

ANNEXE 7 - ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND PAR L'ETAT ET LE DEPARTEMENT (CAS EXPROPRIATION)

			Echéancier prévisionnel des appels de fonds					
Partenaires financeurs	**Clé de répartition**	**Montant effectif de participation**	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**
Etat	10,00%	4 300 000,00	115 000,00	69 000,00	46 000,00	277 000,00	0,00	
Région Ile-de-France	10,00%	4 300 000,00	115 000,00	69 000,00	559 000,00	1 778 500,00	1 422 800,00	355 700,00
Département des Yvelines	10,70%	4 600 000,00	0,00	0,00	548 910,00	0,00	0,00	0,00
GPSO	1,16%	500 000,00	13 340,00	8 004,00	64 844,00	206 906,00	165 524,80	41 381,20
CAVGP	1,40%	600 000,00	16 100,00	9 660,00	78 260,00	247 990,00	198 392,00	49 598,00
Commune de Meudon	5,35%	2 300 000,00	61 525,00	36 915,00	299 065,00	951 247,50	760 998,00	190 249,50
Commune de Vélizy-Villacoublay	10,00%	4 300 000,00	115 000,00	69 000,00	559 000,00	1 778 500,00	1 422 800,00	355 700,00
SOUS-TOTAL PARTENAIRES PUBLICS	**48,61%**	**20 900 000,00**	**435 965,00**	**261 579,00**	**2 155 079,00**	**5 240 143,50**	**3 970 514,80**	**992 628,70**
Syndicat des copropriétaires de Vélizy2	31,56%	13 571 790,00	362 940,00	217 764,00	1 764 204,00	5 613 441,00	4 490 752,80	1 122 688,20
La Foncière des Régions	9,03%	3 884 426,00	103 845,00	62 307,00	504 777,00	1 606 748,50	1 285 398,80	321 349,70
EFI	4,48%	1 924 685,00	51 520,00	30 912,00	250 432,00	795 910,50	636 728,40	159 182,10
Bouygues Immobilier	6,32%	2 719 099,00	72 680,00	43 608,00	353 288,00	1 124 761,50	899 809,20	224 952,30
SOUS-TOTAL PARTENAIRES PRIVES	**51,39%**	**22 100 000,00**	**590 985,00**	**354 591,00**	**2 872 701,00**	**9 140 861,50**	**7 312 689,20**	**1 828 172,30**
	TOTAL	**43 000 000,00**	**1 026 950,00**	**616 170,00**	**5 027 780,00**	**14 381 005,00**	**11 283 204,00**	**2 820 801,00**

Hypothèses :

- l'Etat paye sur sa participation 2 160 000 € pour les études et les travaux du CEPC et 1 120 000 € d'acquisition du foncier au sud de l'A86. Il paye l'acquisition du foncier au nord de l'A86 et appelle les fonds correspondants auprès de l'ensemble des participants.
- Le Département effectue l'ensemble des autres appels de fonds

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION: FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005291

Conseil régional du 22 septembre 2016

Objet : CREATION D'UN DIFFUSEUR SUR L'A86 A VELIZY-VILLACOUBLAY - PROTOCOLE CADRE DE PARTENARIAT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aménagements de voirie nationale	2 300 000,00 €	10,00 %	230 000,00 €
	Montant Total de la subvention		230 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-821-204133-482001-200
482001031- Traitement des points de congestion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEPARTEMENT DES YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE ANDRE MIGNOT
78012 VERSAILLES
Statut Juridique : Département
Représentant : Monsieur Pierre BEDIER, Président

N° SIRET : 22780646000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aménagements de voirie nationale
Rapport Cadre : CR37-14 du 19/06/2014

Objet du projet : approbation du protocole cadre de partenariat pour la réalisation d'un nouveau diffuseur sur l'A86 à Vélizy-Villacoublay (78) et première affectation de crédits pour les études du diffuseur.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce nouveau diffuseur sur l'A86 situé au sud du centre commercial régional Vélizy II et à l'ouest de l'échangeur du Petit Clamart qui relie l'A86 à la RN118 a pour objectif principal de limiter la saturation du secteur à moyen terme et de fluidifier les conditions de desserte de la zone commerciale et d'activités de Vélizy-Villacoublay et de Meudon. Il est un élément déterminant de la politique de développement territorial et du développement durable mené par les acteurs publics sur le territoire concerné.
Ce projet vise à contribuer, par une meilleure répartition des flux, à l'amélioration des circulations sur le réseau local et magistral, en soulageant notamment l'échangeur RN118/A86 des trafics locaux. Il permet également d'améliorer l'accessibilité vers l'Ouest en direction de Versailles sur l'A86.

Description :
Le projet comprend :
- Un ouvrage franchissant l'A86 en passage inférieur (ouvrage souterrain dimensionné pour une chaussée 2X1 voie, un trottoir et une piste cyclable bidirectionnelle, d'une portée de 56 m et d'une largeur de 13.5m),
- Une bretelle s'insérant au niveau de la collectrice nord sur l'A86 intérieure accompagnée du passage de la collectrice nord de une à deux voies,
- La fermeture à la circulation publique de deux bretelles situées au droit du nouveau giratoire du Val de Grace et leur remplacement par deux bretelles au droit du nouveau franchissement,
- Des ponts d'échange sur le réseau viaire hors A86 (création d'un carrefour à feux eu nord et d'un giratoire au sud,
- L'aménagement du giratoire du Val de Grace,
- La modification de la voirie locale autour du franchissement,
- La reconstruction du CECP (Centre d'Examen du Permis de Conduire) situé au sud de l'A86, sur son site actuel mais avec des emprises réduites.

Le planning prévisionnel prévoit :
- Etudes du diffuseur et du CECP : de 2016 à 2018
- Acquisitions foncières : 3ème trimestre 2016 à 3ème trimestre 2018
- Travaux de construction du diffuseur ; du 1er trimestre 2019 au 4ème trimestre 2020 avec une mise en service prévue fin 2020.

Intérêt régional :
La Région et l'Etat ont inscrit ce projet au Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015-2020
La création de ce nouveau diffuseur fait partie des opérations de traitement des points de congestion et d'amélioration du fonctionnement du réseau structurant.
Il s'agit pour la Région de participer au développement économique d'un pôle économique et d'emplois stratégique.

Cette opération permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les visiteurs et employés du centre commercial régional Vélizy II, les personnes travaillant dans les zones d'activités de Vélizy-Villacoublay (Inovel Parc) et Meudon existantes et à venir, les riverains du secteur, les automobilistes empruntant l'A86 et la RN118.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des études du diffuseur est estimé à 2 300 00 € HT. La répartition du financement des études fixe la part régionale à 10% soit 230 000 €.

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/A86/RN118 - Diffuseur de Vélizy

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes	2 300 000,00	100,00%
Total	2 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	230 000,00	10,00%
CD78	246 100,00	10,70%
Etat	230 000,00	10,00%
CAVPG	32 200,00	1,40%
GPSO	26 680,00	1,16%
Meudon	123 050,00	5,35%
Vélizy	230 000,00	10,00%
Partenaires privés	1 181 970,00	51,39%
Total	2 300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	115 000,00 €
2017	69 000,00 €
2018	46 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	607 282,15 €
2013	Environnement des infrastructures routières départementales	1 479 064,00 €
2013	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	641 370,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	57 464,86 €
2013	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	3 141 500,00 €
2013	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2014	Aménagement des infrastructures routières départementales	2 528 349,70 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	29 155,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	2 939 221,78 €
2014	Environnement des infrastructures routières départementales	3 410 546,40 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	623 600,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	399 980,09 €
2014	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	2 484 500,00 €
2014	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 400 000,00 €
2015	Aménagement des infrastructures routières départementales	5 000 000,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	4 200 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	511 328,20 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales	621 600,00 €

	décentralisés	
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 390 000,00 €
2015	Sécurité routière - Actions portant sur l'infrastructure	1 197 000,00 €
2015	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	1 146 000,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	435 120,00 €
2016	Transports spécialisés en faveur des personnes à mobilité réduite	700 000,00 €
	Montant total	39 343 082,18 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/09/2016	N° de rapport	CR133-16	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**821 - Voirie nationale**
Programme	**482001 - Aménagement des infrastructures de voirie nationale**
Action	**482001031 - Traitement des points de congestion**

Dispositif : N° 00000334 - Aménagements de voirie nationale

Dossier	16005291 - Création d'un diffuseur sur l'A86 à Vélizy-Villacoublay - Protocole cadre de partenariat			
Bénéficiaire	R2301 - DEPARTEMENT DES YVELINES			
Localisation	VELIZY-VILLACOUBLAY			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/A86/RN118 - Diffuseur de Vélizy - Hors CPRD			
Montant total	230 000,00 €		Code nature	204133
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 300 000,00 €	HT	10 %	230 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000334 - Aménagements de voirie nationale	230 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 821 - 482001 - 482001031	230 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 30/09/2016
- Date de réception en préfecture: 30/09/2016

DELIBERATION N° CR 134-16
DU 22 SEPTEMBRE 2016

RELATIF AU

LANCEMENT DE L'ÉLABORATION DU PLAN RÉGIONAL « ANTI-BOUCHON » ET POUR CHANGER LA ROUTE

LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le Code de la route ;
VU Le Code de la voirie routière ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au plan d'action régional en faveur de la mobilité durable et particulièrement son annexe 2 – dispositif « Politique en faveur d'un aménagement et d'une gestion durable de la route» ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016 ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;
VU Le rapport n° CR 134-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France ;

APRÈS EN AVOIR DELIBÉRÉ

Article n°1 :

Décide d'élaborer le Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route.

Article n°2 :

Soumet à l'assemblée régionale, début 2017, ce Plan régional « anti-bouchon » une fois élaboré, avant sa mise en œuvre.

Article n°3 :

Adopte l'annexe n°1 fixant les objectifs du Plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route et sa démarche d'élaboration en vue de son approbation par le Conseil régional d'ici le début de l'année 2017.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

VALERIE PÉCRESSE

ANNEXE N°1 A LA DÉLIBERATION : OBJECTIFS ET MODALITÉS D'ÉLABORATION DU PLAN REGIONAL « ANTI-BOUCHON » ET POUR CHANGER LA ROUTE

1- Les objectifs du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route sont les suivants :

Soutien aux actions de lutte contre la congestion

- Développement de l'exploitation dynamique harmonisée des routes (régulation des vitesses et des accès)
- Traitements ponctuels des zones de congestion récurrente
- Mise à niveau de la capacité des rocades (A104 et A86)
- Amélioration des rabattements, accès aux gares et de la complémentarité des modes
- Soutien aux nouveaux usages de la route : covoiturage, voies réservées, voies auxiliaires en particulier sur le tronc commun A4-A86
- Mise en œuvre des aménagements routiers du SDRIF et du PDUIF
- Soutien à l'ouverture aux véhicules transportant au moins trois passagers des voies de bus et taxis

Amélioration de la sécurité et de l'intégration environnementale des infrastructures routières

Tous les projets destinés à faire l'objet d'un financement régional dans le cadre de ce plan devront être précédés d'une étude d'impact sur l'environnement à moyen terme, tenant compte du trafic induit par le projet, qui sera jointe au dossier de demande de financement.

Développement de la « smart région » dans les transports

- Accroissement du niveau de service, prioritairement sur les axes principaux et les dessertes essentielles
- Développement de l'information routière multimodale notamment pour les véhicules connectés
- Fourniture des informations routières à la plate-forme multimodale développée par le STIF dans le cadre de sa nouvelle politique numérique
- Soutien à la modernisation des motorisations des véhicules
- Soutien aux innovations et aux expérimentations dans le domaine des véhicules décarbonés, des véhicules connectés, des véhicules autonomes, de la route intelligente, des nouvelles technologies de gestion et d'aménagement des routes
- Soutien à la mise en place d'une gestion dynamique des feux implantés sur le réseau routier d'intérêt régional

Renforcement de la vocation régionale du réseau structurant

- Amélioration des continuités interdépartementales en complémentarité du réseau magistral
- Amélioration de la desserte des zones d'activité et des zones d'emplois, en cohérence avec la stratégie de développement économique de la Région

2- Les modalités d'élaboration du plan régional « anti-bouchon » et pour changer la route sont les suivantes :

2.1 Poursuite des échanges avec l'État et les départements en vue d'identifier le réseau routier d'intérêt régional et de le prendre en considération par des délibérations et décisions convergentes.

2.2 Établissement d'une liste d'interventions communes qui concilie les demandes prioritaires des maîtres d'ouvrage et les objectifs du plan route régional

2.3 Adoption début 2017 d'un rapport par le Conseil régional présentant la synthèse de la démarche et la stratégie régionale d'intervention concrète.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 100-16
DU 22 SEPTEMBRE 2016

SOUTIEN REGIONAL A LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET POUR L'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le règlement UE n°360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général ;

VU La loi n° 83-635 du 13 juillet 1983 portant modification du code du travail et du code pénal en ce qui concerne l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

VU La loi n° 90-615 du 13 juillet 1990 tendant à réprimer tout acte raciste, antisémite ou xénophobe ;

VU La loi n° 2001-397 du 9 mai 2001 relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;

VU La loi n° 2001-1066 du 16 novembre 2001 relative à la lutte contre les discriminations ;

VU La loi n° 2004-1486 du 30 décembre 2004 portant création de la Haute Autorité de Lutte contre les Discriminations et pour l'Égalité ;

VU La loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;

VU La loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations ;

VU La loi n° 2011-333 du 29 mars 2011 relative au Défenseur des droits ;

VU La loi n° 2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes ;

VU La loi n° 2016-832 du 24 juin 2016 visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU Le budget de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la Commission des Sports, de la Jeunesse, et de la Vie Associative ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport CR 100-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve les nouvelles orientations de l'action régionale en matière de lutte contre les discriminations et d'égalité femmes-hommes privilégiant le soutien concret de projets en lien direct avec les actes de discrimination, leur prévention et leur sanction, en s'appuyant sur le testing et le soutien juridique.
Adopte le règlement d'intervention du dispositif « Soutien régional à la lutte contre les discriminations et pour l'égalité entre les femmes et les hommes : appel à projets et partenariats spécifiques » figurant en annexe 1 à la délibération.

Article 2 :

Approuve le principe de la création d'une agence régionale pour l'égalité femmes-hommes et de lutte contre les discriminations, ayant pour objectif de promouvoir l'égalité réelle et la lutte contre les discriminations, en contribuant à la définition des politiques publiques et à leur évaluation, à la mise en réseau des acteurs et au développement de l'accès à l'information et aux droits, en lien avec l'action du défenseur des droits.

Article 3 :

Délègue à la Commission permanente toute modification du règlement d'intervention précité, notamment la définition de thématiques prioritaires de l'appel à projets déjà fixées en 2016 par la présente délibération, ainsi que l'adoption des conventions types (annuelle et pluriannuelle) relatives au soutien régional en fonctionnement au titre de la lutte contre les discriminations et de l'égalité entre les femmes et les hommes, et de la convention type relative aux interventions en faveur de la protection des jeunes en situation de précarité à raison de leur identité ou orientation sexuelle en investissement, et prévues par le règlement d'intervention ci-annexé.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 À LA DÉLIBÉRATION : RÈGLEMENT D'INTERVENTION DU SOUTIEN RÉGIONAL

REGLEMENT D'INTERVENTION

SOUTIEN REGIONAL A LA LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET POUR L'EGALITE ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES : APPEL A PROJETS ET PARTENARIATS SPECIFIQUES

1. INTRODUCTION

Une discrimination est **une inégalité de traitement fondée sur un critère interdit par la loi** (sexe, âge, état de santé, handicap, nationalité…) et **dans un domaine cité par la loi** (accès à un service, embauche…). A ce jour, 21 critères de discrimination (« critères prohibés ») sont fixés par la loi.

Il existe plusieurs formes de discrimination :
- *La discrimination « directe »* se produit, lorsqu'une personne est traitée de manière moins favorable qu'une autre ne l'est, ne l'a été ou ne le serait dans une situation comparable en raison d'un motif illégal.
- *La discrimination « indirecte »* se produit lorsqu'une disposition, un critère ou une pratique apparemment neutre est susceptible d'entraîner un désavantage particulier pour des personnes en raison d'un motif interdit.

RAPPEL :

Références législatives

- Loi n°2014-173 du 21 février 2014 - art. 15.
- Loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations.
- Article L. 1132-1 du Code du travail.
- Article 225-1 du Code pénal.
- Article 225-1, modifié par la loi n°2016-832 du 24 juin 2016 - art. unique.

Les critères de discrimination : constitue une discrimination toute distinction opérée **entre les personnes physiques** à raison :
- de leur **origine,**
- de leur **sexe,**
- de leur **situation de famille**,
- de leur **grossesse**,
- de leur **apparence physique**,
- de leur **patronyme**,
- de leur **lieu de résidence,**
- de leur **état de santé**,

- de leur **handicap**,
- de leurs **caractéristiques génétiques**,
- de leurs **mœurs**,
- de leur **orientation ou identité sexuelle**,
- de leur **âge**,
- de leurs **opinions politiques**,
- de leurs **activités ou opinions syndicales**, et/ou mutualistes (code du travail)
- de leur **appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée,**
    - **à une ethnie,**
    - **une nation,**
    - **une race**
    - **ou une religion déterminée** (**20ème critère)**,
- de la particulière vulnérabilité résultant de leur **situation économique, apparente ou connue** de son auteur, visant à lutter contre la discrimination à raison de la précarité sociale (**21ème critère,** publié au Journal Officiel du 25 juin 2016).

Constitue également une discrimination toute distinction opérée **entre les personnes morales** à raison de l'origine, du sexe, de la situation de famille, de l'apparence physique, de la particulière vulnérabilité résultant de la situation économique, apparente ou connue de son auteur, du patronyme, du lieu de résidence, de l'état de santé, du handicap, des caractéristiques génétiques, des mœurs, de l'orientation ou identité sexuelle, de l'âge, des opinions politiques, des activités syndicales, de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée des membres ou de certains membres de ces personnes morales.

Le rapport du Défenseur des droits fait état de 4 846 réclamations reçues en 2015, soit une augmentation de plus de 7% par rapport à 2014. Le premier motif de saisine du Défenseur des droits reste celui de l'origine (22,6% des réclamations), viennent ensuite le handicap (21%), l'état de santé (13%), l'âge (6,9%), la grossesse (4,8%), le sexe (4,5%) et les convictions religieuses (3,4%). Ces réclamations concernent essentiellement l'accès au logement et à l'emploi.

2. LE SOUTIEN REGIONAL VIA UN APPEL A PROJETS NOVATEUR

2.1. Les priorités régionales de l'appel à projets

a) La lutte contre les discriminations et l'égalité femmes / hommes dans le domaine de l'emploi

Un certain nombre de personnes font l'objet de discriminations à l'embauche et au cours du déroulement de leur carrière en raison de leur âge, leur origine et/ou leur religion, réelles ou supposées, leur adresse, leur sexe ou leur handicap. D'après les chiffres de l'OIT (Observatoire International du Travail), c'est le cas de 3 actifs sur 10, dont près de 4 sur 10 disent ne pas avoir réagi.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre les discriminations dans le domaine de l'accès à l'emploi et de l'évolution de carrière, à travers notamment :

- la mise en place d'actions de « testing », le suivi judiciaire (plainte) et la production de rapports en lien avec le Conseil régional afin de rendre visibles et de dissuader les pratiques de discrimination dans l'accès à l'emploi et dans l'évolution de carrière ;
- l'accès aux droits, le soutien juridique et l'accompagnement judiciaire des personnes victimes de discrimination dans l'accès à l'emploi et dans leur évolution professionnelle ;
- la formation et l'encadrement, notamment auprès des jeunes ;

- l'accompagnement de l'accès à l'emploi de jeunes, aussi bien dans les territoires urbains que ruraux : préparation de candidature, d'entretien… ;
- les bonnes pratiques (développement de l'entrepreneuriat féminin, de l'entrepreneuriat dans les quartiers populaires…).

b) La lutte contre les discriminations et l'égalité femmes / hommes dans l'accès au logement

L'accès au logement est une des préoccupations prioritaires des Français. Se loger est problématique pour 9 franciliens sur 10.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre les discriminations dans le domaine de l'accès au logement, avec une attention particulière pour les personnes âgées de plus de 70 ans, les personnes discriminées en raison de leur handicap ou de leur état de santé (personnes souffrant de maladies chroniques ou de longues maladies), les familles monoparentales, les jeunes et les résidents en Ile-de-France à qui est refusé un logement car leur caution est en outre-mer (ce qui est interdit par la loi), à travers notamment :

- les actions d'accès aux droits et de soutien juridique des personnes victimes de discrimination dans l'accès au logement ;
- la mise en place d'actions de « testing » ;
- la production de rapports en lien avec le Conseil Régional afin de rendre visibles et de dissuader les pratiques de discrimination dans l'accès au logement.

c) Les atteintes aux biens et aux personnes en raison des critères discriminatoires

Dans leur vie quotidienne, nombreux sont les Français qui subissent des atteintes de toutes sortes en raison de leur appartenance religieuse. Ainsi, en 2015, les actes et menaces anti-religieux sont en fortes hausses. Les actes anti-chrétiens ont bondi de 20% en 2015 avec 810 atteintes aux lieux de culte et aux cimetières chrétiens. Les actes anti-musulmans ont triplé en 2015, avec 429 actes et menaces contre 133 en 2014. Les actes antisémites se sont maintenus à un niveau très élevé (806 actes et menaces).[2]

Par ailleurs, l'apparence physique, l'origine, la couleur de peau, l'identité sexuelle sont des motifs prédominants des agressions verbales ou physiques. Le racisme sous toutes ses formes et l'homophobie se banalisent.

Dans le cadre de son bouclier de sécurité et de sa volonté de lutter contre les discriminations, la Région entend ne pas laisser sans réponse ces atteintes intolérables à la dignité des personnes.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre toutes les formes de violences, verbales et physiques, aux personnes et d'atteintes aux biens réalisées pour des raisons religieuses, liées à l'identité sexuelle, l'origine ou l'apparence physique, et notamment la couleur de la peau (quelle que soit cette couleur), à travers notamment :

- des actions d'accès aux droits, de soutien juridique et d'accompagnement judiciaire pour les personnes victimes de tels actes ;
- le soutien au dépôt de plainte et l'accompagnement judiciaire des organismes concernés par les atteintes aux lieux de culte et des cimetières.

[2] Source : Rapport 2015 de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra)

d) La lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes / hommes dans le sport

Le sport est un espace de construction de la citoyenneté, il est porteur de valeurs essentielles au « vivre-ensemble » : la récompense de l'effort, le respect de soi et des autres, le travail en équipe. Il est lié aux questions de santé publique, de cohésion sociale, d'éducation, d'économie. Promouvoir l'égalité dans le sport, c'est favoriser la pratique sportive pour le plus grand nombre, et donc faciliter la transmission de ces valeurs républicaines.

Pourtant des phénomènes peuvent salir l'image du sport en portant atteinte à ses valeurs. C'est le cas pour le racisme et le sexisme. C'est aussi le cas pour une discrimination occultée, l'homophobie, qui constitue la dernière zone grise dans le sport comme l'indiquent différents rapports administratifs. Cette discrimination est d'autant plus grave que le plus souvent, les victimes gardent le silence, abandonnent la pratique sportive, s'isolent…

La lutte contre les stéréotypes, le racisme, le sexisme et les actes homophobes dans le sport est donc une nouvelle priorité régionale.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre toutes formes de discriminations, et notamment l'homophobie, le racisme sous toutes ses formes et le sexisme, et de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine du sport, à travers notamment :

- la prévention et la lutte contre tous les stéréotypes et notamment ceux liés à l'identité sexuelle, aux inégalités entre les femmes et les hommes, aux origines et à l'apparence physique, à l'état de santé, au handicap ;
- les actions d'accès aux droits, le soutien juridique et l'accompagnement judiciaire pour les personnes victimes d'actes de discrimination ;
- les bonnes pratiques (par exemple : les projets favorisant la mixité, la création d'équipes féminines dans tous les sports).

e) La lutte contre les discriminations et pour l'égalité femmes / hommes dans le domaine de la formation

L'accès à la formation et aux stages ou leur déroulement peuvent être sources de discriminations, touchant prioritairement les jeunes et les femmes.

Cet appel à projets a pour objectif de lutter contre toutes formes de discriminations, et de favoriser l'égalité entre les femmes et les hommes dans le domaine de la formation, à travers notamment :

- la prévention et la lutte contre tous les stéréotypes dans le champ de la formation et notamment ceux liés aux origines, à l'identité sexuelle, aux inégalités entre les femmes et les hommes, à l'apparence physique, à l'état de santé, au handicap et à l'âge ;
- les actions d'accès aux droits, le soutien juridique pour les personnes victimes d'actes de discrimination ;
- les bonnes pratiques (mixité des métiers, sensibilisation-formation des professionnels de l'orientation-insertion, etc.).

2.2. Descriptif des actions éligibles à l'appel à projets

Les projets pourront porter sur un ou plusieurs motifs de discriminations telles que définies par la loi (articles 225-1 et 225-1-1 du code pénal) et par le Défenseur des Droits, et complété par la loi n°2012-954 du 6 août 2012 relative au harcèlement sexuel (cf. liste des critères plus haut) et devront porter sur les domaines identifiés dans la partie « les priorités régionales » du présent appel à projets (emploi, logement, atteintes aux biens ou aux personnes en raison de leur appartenance religieuse, de leur apparence physique et de leur identité sexuelle, sport, formation).

Outre les projets ponctuels liés à la formation, l'accompagnement, les bonnes pratiques, la sensibilisation, la Région peut soutenir et accompagner des projets qui favorisent l'égalité réelle et la lutte contre les discriminations, pouvant prendre les formes suivantes :

- L'**accès aux droits des personnes discriminées** par : la mise en place ou le développement de permanences ou de consultations pour le conseil et l'accompagnement dans le suivi juridique des victimes de discriminations et/ou de violences, et l'accompagnement vers le dépôt de plainte en particulier dans le cadre des Maisons du droit.
- Les **testings** : les projets de testing devront intégrer un descriptif de la méthodologie, un objectif quantifié et un descriptif des situations concernées. Ils devront donner lieu à des dépôts de plainte systématiques. Les rapports circonstanciés d'action et les constats d'infraction à la loi seront communiqués à la Région.

L'examen de l'éligibilité du projet portera sur la démarche mise en place par le porteur de projet suivant des critères principalement méthodologiques :
- l'ingénierie développée,
- la construction de la démarche avec les participants,
- le mode d'évaluation envisagé et critères permettant de mesurer les effets du projet.

Les projets présentant une dimension régionale et non seulement locale seront privilégiés.

2.3. Bénéficiaires éligibles à l'appel à projets

Les organismes bénéficiaires de l'aide régionale, au titre de l'appel à projets sont de façon prioritaire des personnes morales de droit privé à but non lucratif (associations, partenaires sociaux, fondations…). Celles-ci devront avoir plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et justifier d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

Sont également éligibles :
- des personnes morales de droit public d'Île-de-France (collectivités territoriales, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et établissement public à caractère administratif (EPA)).
- des entreprises TPE et PME fournissant des services d'intérêt économique général, sous réserve des dispositions du Règlement (UE) n° 360/2012 de la commission du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de *minimis*, de plus d'un an d'existence lors de la demande de subvention et justifiant d'un bilan d'exercice comptable de l'année écoulée.

2.4. Modalités de financement de l'appel à projets : dépenses éligibles et taux d'intervention

Les dépenses éligibles se composent de dépenses de fonctionnement exclusivement imputables à la mise en œuvre des projets retenus dans le cadre de ce dispositif.

Les dépenses prises en compte sont les dépenses hors taxes, sauf si les bénéficiaires justifient qu'ils ne récupèrent pas, d'une façon ou d'une autre, en tout ou en partie, directement ou indirectement, la TVA.

Concernant les syndicats, le principe d'égalité de traitement de la Région vis-à-vis de ces structures doit être respecté. Ainsi, il convient que le budget de l'action ne comprenne que des dépenses affectées spécialement à la réalisation du projet, à l'exclusion de dépenses relatives au fonctionnement courant du syndicat.

La subvention régionale est fixée à 50 % maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 50 000 € maximum, pour toute la durée du projet. Les dépenses pourront inclure notamment des frais administratifs, de communication, d'organisation, de personnel, uniquement dédiés au projet.

Dans le cadre de subventions biennales ou triennales, l'aide régionale sera dégressive d'une année à l'autre. Pour la deuxième année, elle ne pourra pas être supérieure à 50% du montant accordé la première année, et pour la troisième année, elle ne pourra pas être supérieure à 50% du montant accordé la deuxième année.

2.5. Plan de financement des projets et cofinancements

Des cofinancements, peuvent provenir de sources diverses : Etat, autres collectivités, fondations, fonds privés. Ils doivent être anticipés et détaillés dans le dossier de demande de subvention. L'apport en fonds propres de l'organisme doit également apparaître dans le plan de financement.

3. LES PARTENARIATS SPECIFIQUES

3.1. en matière de lutte contre les discriminations en fonctionnement, en lien avec le Défenseur des droits

Le soutien financier aux projets de lutte contre les discriminations en fonctionnement pourra également s'inscrire dans le cadre d'un partenariat avec une association. Hors appel à projets, la Région souhaite en effet mettre en place des partenariats, dans le cadre d'un financement spécifique de projets initiés par des acteurs de la lutte contre les discriminations et/ou de l'égalité femmes-hommes :

- particulièrement innovants et efficaces,
- d'un fort impact sur le territoire francilien,
- en contact direct avec les publics discriminés.

Une convention annuelle voire pluriannuelle avec ces partenaires sera alors mise en place permettant de décrire les engagements de chacune des parties et de suivre la mise en œuvre du dispositif qui contribuera à donner une plus grande visibilité aux actions entreprises.

Ces partenariats spécifiques ont pour objet de compléter l'action régionale mise en place pour la lutte contre les discriminations et l'égalité femmes-hommes, de globaliser un accord avec un même acteur sur plusieurs actions pouvant relever de différentes politiques sectorielles régionales,

de cibler d'autres publics ou d'autres formes de discriminations et/ou de rendre plus visible l'action régionale.

Les bénéficiaires éligibles, les modalités de financement et les critères de cofinancements, sont les mêmes que ceux décrits aux points 2.3, 2.4 et 2.5 de ce règlement d'intervention.

Ces conventions étant spécifiques à chaque projet/partenariat, elles seront soumises au vote et adoptées en Commission permanente.

3.2. en matière d'intervention en faveur de la protection des jeunes en situation de précarité à raison de leur identité ou orientation sexuelle en investissement

Le public jeune peut se trouver dans une situation de grande précarité lorsqu'il est en situation de rupture familiale, avec de graves conséquences en matière de santé et de sécurité. Le dispositif d'aide aux jeunes en rupture sociale et familiale propose de soutenir les actions des organismes engagés dans l'hébergement temporaire des jeunes en rupture familiale, notamment en raison de leur identité ou orientation sexuelle, pour leur permettre d'acquérir stabilité, autonomie et indépendance.

Les **bénéficiaires éligibles** au dispositif d'aide à l'hébergement des jeunes en rupture sociale et familiale sont:

- les associations relevant de la loi de 1901 et les fondations, dont l'objet concerne l'hébergement temporaire de jeunes en rupture familiale, notamment du fait de leur orientation sexuelle,
- les collectivités territoriales.

L'examen de l'**éligibilité du projet** portera sur la démarche mise en place par le porteur de la proposition suivant des critères principalement méthodologiques. La candidature devra obligatoirement inscrire dans la démarche :

- un état des lieux des besoins identifiés en matière d'offre d'hébergement temporaire réservée aux jeunes en rupture sociale et familiale,
- la présentation d'un projet d'hébergement en Ile-de-France à destination des personnes en rupture sociale et familiale,
- la caractérisation du besoin, la définition précise du public concerné ainsi que la démarche innovante du projet seront des critères pris en compte dans la sélection des projets.

La Région intervient en **co-financement** des engagements financiers apportés par la collectivité, commune, département, ou établissement d'hébergement ou d'accueil, au projet.

L'intervention régionale portera exclusivement sur une aide en investissement.
Le Conseil régional finance la réhabilitation, la construction ou l'acquisition de lieux d'accueil et d'hébergement temporaire dédiés aux jeunes en rupture sociale et familiale. La subvention portera sur les gros œuvres nécessaires au fonctionnement du lieu d'accueil. Les travaux devront nécessairement veiller à la mise en accessibilité pour les personnes en situation de handicap.

Le montant de la subvention régionale est plafonné à 150 000 €, et ne pourra dépasser 50% de la dépense subventionnable.

4. ENGAGEMENTS DES CANDIDATS

Tout participant remettant un dossier de candidature s'engage à :

- autoriser le Conseil régional et ses organismes associés à communiquer sur le projet, son bilan et ses résultats, dès lors qu'il a été voté par la Commission permanente du Conseil régional,
- permettre toute visite des locaux par les agents de la Région, ainsi que l'observation du déroulement des services mis en place, dans le cadre du projet financé,
- participer aux rencontres régionales sur la thématique.

Les bénéficiaires du soutien régional s'engagent également à **associer étroitement la Région aux actions menées, en particulier, concernant la communication des informations** sous forme d'un rapport annuel circonstancié et quantifié des actions menées, de la communication en cours d'action des cas particuliers et des écueils rencontrés. La communication sur les résultats des opérations menées devra être commune, partenaire – Région.

La première communication publique ne pourra se faire qu'en accord et en présence de la Région. Toute communication par la suite, en dehors de la Région, devra mettre en valeur le rôle d'accompagnement et de partenariat de la Région.

Par ailleurs, et conformément à l'article 1 de la délibération **CR 08-16 du 18 février 2016**[3] **« 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »** qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail, tout bénéficiaire d'une subvention régionale s'engage à recruter au moins un stagiaire pour une période minimale de deux mois.

5. DUREE DES PROJETS

Les projets devront démarrer à partir du vote en commission permanente, sauf autorisation exceptionnelle de démarrage anticipé, conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier en vigueur.
Ils pourront être annuels, soit couvrir une année de date à date.
Ils pourront également, pour les projets en fonctionnement, s'inscrire dans la durée, dans le cadre de conventions pluriannuelles, notamment lorsqu'ils comprennent des actions allant du testing à l'accompagnement des victimes dans le cadre de poursuites juridiques par exemple. Ces projets ne pourront toutefois pas dépasser trois années, et chaque année devra faire l'objet d'une évaluation.

Les aides apportées dans ce cadre sont distinctes et non cumulables avec des subventions régionales issues des autres dispositifs régionaux.

Aucun nouveau soutien financier ne sera apporté à un organisme qui n'aurait pas produit un rapport intermédiaire (bilan financier et qualitatif) à un projet en cours.

[3] « ***Article 1 :***
Décide que l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale sera subordonnée, sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois. La convention, prévue par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques, fixera, en tant que de besoin, les modalités d'application détaillées de cette décision. »

6. PROCEDURE DE SELECTION

Les dossiers **complets** et adressés dans les délais sur la plateforme des aides régionales seront pré-instruits par les services régionaux.

Les projets sélectionnés seront soumis pour approbation à la Commission Permanente, seule compétente à décider du soutien régional et dans la limite de la disponibilité des crédits.

Les opérations pourront débuter dès attribution de la subvention par la commission permanente.
Une fois la subvention attribuée aux organismes pour mener à bien leur(s) projet(s), une convention sera signée entre l'organisme bénéficiaire du projet, attributaire de la subvention, et la Région.

7. CONTROLE ET EVALUATION DES AIDES

Le contrôle d'exécution des projets et programmes sera effectué sur le fondement des règles régionales en vigueur, et notamment, le respect des règles prévues par le Règlement Budgétaire et Financier (délibération n° CR 33-10 prorogée par la délibération n° CR 01-16) :

- signature d'une convention type entre la Région et la structure bénéficiaire ;
- remise de compte-rendu d'étape et de compte-rendu définitifs, sur la base des critères et indicateurs définis entre le bénéficiaire et la Région, et accompagnés des pièces justificatives qui conditionnent le mandatement des crédits.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

DELIBERATION N° CR 163-16

DU 22 SEPTEMBRE 2016

PROLONGATION DU MANDAT DES MEMBRES DU CONSEIL REGIONAL DES JEUNES

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 43-04 du 18 novembre 2004 relative à « une démocratie de participation en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CR 66-07 du 28 juin 2007 relative à des propositions d'amélioration du dispositif du CRJ Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 28-09 du 26 mars 2009 relatif aux nouvelles dispositions d'amélioration du dispositif « Conseil régional des Jeunes » ;

VU La délibération n° CR 70-12 du 21 septembre 2012 relative à un conseil régional des jeunes relancé et réaffirmé ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 45-16 du 08 avril 2016 portant budget primitif de la Région pour l'année 2016 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la Commission des Sports, de la Jeunesse, et de la Vie Associative ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport n° CR 163-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :
Décide de prolonger la durée du mandat des membres du Conseil régional des jeunes jusqu'au 15 juillet 2017.

A l'issue du travail engagé par le Conseil Régional des Jeunes (CRJ), le vice- président «Sport, jeunesse et vie associative » soumettra les nouvelles orientations de l'exercice du mandat du CRJ au vote de l'Assemblée Régionale.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie Pécresse

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 191-16

DU 23 SEPTEMBRE 2016

ENTREE AU CAPITAL DE LA SAHLM DE CHARENTONNEAU

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de la construction et de l'habitation ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation du conseil régional à sa commission permanente ;

VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CR 191-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er :

Décide de donner une réponse de principe favorable à l'entrée au capital de la société anonyme d'habitation à loyer modéré de Charentonneau.

Article 2 :

Délègue à la commission permanente du conseil régional la mise en œuvre de cet engagement, dès lors que la création de la société visée aura été autorisée par l'Etat.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 187-16

DU 22 SEPTEMBRE 2016

ADOPTION D'UNE CARTE UNIQUE DES BASSINS D'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code du travail ;
VU La loi n° 2014/288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;
VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007, relative au schéma régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie 2007-2013,
VU La délibération n° CR 54-09 du 18 juin 2009 relative au rapport cadre « Service public régional de l'insertion et de la formation professionnelle »
VU Le rapport CR 187-16 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;
VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

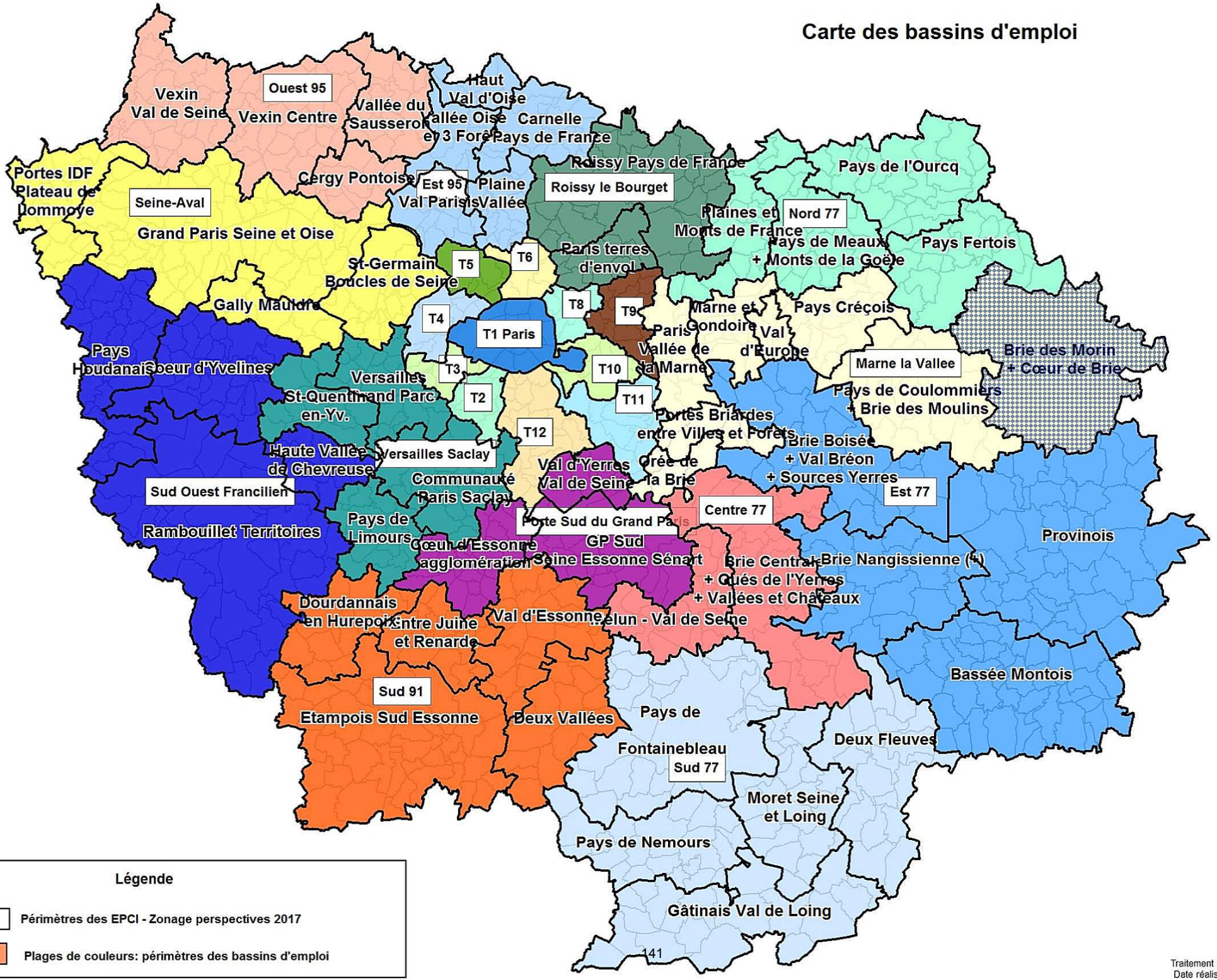
Adopte la carte unique des bassins d'emploi jointe en annexe de la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION : CARTE UNIQUE DES BASSINS D'EMPLOI EN ILE-DE-FRANCE

Carte des bassins d'emploi



Légende

Périmètres des EPCI - Zonage perspectives 2017

Plages de couleurs: périmètres des bassins d'emploi

île de France

Traitement : UDEV - DST - PREV
Date réalisation : 14 septembre 2016

CR 187-16

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 194-16

DU 23 SEPTEMBRE 2016

Convention constitutive du campus de l'économie touristique Paris Val d'Europe

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement

VU budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le rapport CR 92-15 portant délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission

VU permanente ;

VU L'arrêté du 12 avril 2016 fixant la liste des campus des métiers et des qualifications établie

VU au titre de l'appel à projets du 25 février 2016 ;

VU Le budget 2016 de la Région Ile-de-France ;
L'avis de la commission Finances ;

VU Le rapport CR 194-16 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'autoriser la Présidente à signer la convention constitutive du Campus de l'économie touristique Paris-Val d'Europe.

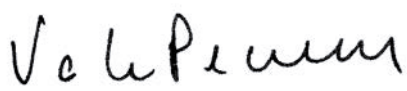
Article 2 :

Décide de participer financièrement au Campus de l'économie touristique Paris-Val d'Europe,

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 15 000 €, disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-002 (191002) « Appui au développement économique des territoires », Action 19100203 « Soutien aux projets de développement économique locaux » du budget 2016, conformément au récapitulatif joint en annexe 1,

Subordonne le versement de la subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 de cette délibération et autorise la Présidente à la signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

Fiche projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015667

Conseil régional du 22 septembre 2016

Objet : CONVENTION CONSTITUTIVE DU CAMPUS DE L'ECONOMIE TOURISTIQUE PARIS-VAL D'EUROPE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €	100,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65738-191002-400
19100203- Soutien aux projets de développement économique locaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS-EST
Adresse administrative : 6-8 AV BLAISE PASCAL
77455 CHAMPS-SUR-MARNE
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant :

N° SIRET : 13000373400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés
Rapport Cadre : CR86-07 du 27/09/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Adoption de la convention constitutive du campus des métiers de l'économie touristique Paris Val d'Europe et contribution de la Région.

Description :
Le campus de l'économie touristique Paris-Val d'Europe a pour objectif de fédérer autour des enjeux de la formation aux métiers du tourisme, des entreprises, des opérateurs de formation initiale ou continue et des laboratoires de recherche en Île-de-France. Labellisé en avril 2016 au titre du 3ème appel à projets, il propose de repenser l'articulation entre les parties prenantes de la formation professionnelle et de valoriser un secteur économique majeur pour la région

Cette participation de nombreux acteurs institutionnels et économiques au campus exprime la volonté

collective de faire du tourisme une force vive pour la compétitivité des entreprises et des territoires en Ile-de-France, et un levier stratégique dans la lutte contre le chômage.

Moyens mis en œuvre :
Adoption d'une convention réunissant les deux autres membres fondateurs : l'Académie du Rectorat de Créteil et la COMUE Université Paris Est.

Intérêt régional :
- Développer une approche partagée des formations aux métiers du tourisme,
- Favoriser la logique de filière touristique,
- Développer une plateforme numérique expérimentale d'orientation,
- Promouvoir la recherche,
- S'ouvrir au niveau national et européen

Détail du calcul de la subvention :
Cotisation forfaitaire.

Localisation géographique :
- VAL D'EUROPE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2013	Insertion professionnelle des doctorants	26 710,00 €
2014	Insertion professionnelle des doctorants	19 000,00 €
2014	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 500 000,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	16 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 100 000,00 €
	Montant total	2 866 110,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	22/09/2016	N° de rapport	R0008902	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191002 - Appui au développement économique des territoires**
Action	**19100203 - Soutien aux projets de développement économique locaux**

Dispositif : N° 00000262 - Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés

Dossier	16015667 - CONVENTION CONSTITUTIVE DU CAMPUS DE L'ECONOMIE TOURISTIQUE PARIS-VAL D'EUROPE			
Bénéficiaire	R36875 - UNIVERSITE PARIS-EST			
Localisation	VAL D'EUROPE AGGLOMERATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	100 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000262 - Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191002 - 19100203	15 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

Convention constitutive du campus de l'économie touristique Paris-Val d'Europe

Campus des métiers et des qualifications de l'économie touristique Paris Val d'Europe

CONVENTION CADRE

La présente convention définit les conditions générales d'organisation et de fonctionnement du campus des métiers et des qualifications de l'économie touristique.

Sont parties à cette convention :

L'**ETAT**, représenté par la rectrice de l'Académie de Créteil, Chancelière des universités

La **REGION ILE-DE-FRANCE**, représentée par sa présidente

La **COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET D'ETABLISSEMENTS – UNIVERSITE PARIS EST**, représentée par son président

PREAMBULE

La création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit dans le cadre de la loi de refondation de l'école du 8 juillet 2013. Elle participe du côté de l'Etat d'un processus interministériel qui s'est renforcé au fil des appels à projets, coordonné par le ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Elle témoigne, de part et d'autre, de la volonté de rationaliser l'offre de formation, tout particulièrement autour des filières économiquement les plus stratégiques pour le territoire francilien.

Le processus de création des campus des métiers et des qualifications s'inscrit également dans le cadre de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Il apparaît à ce titre comme un vecteur de réorganisation de l'action publique répondant aux « besoins de formation et aux enjeux économiques des territoires ».

Le dossier de campus des métiers et des qualifications de l'économie touristique Paris Val d'Europe (ci-après dénommé le campus) a été déposé au titre du troisième appel à projets lancé le 25 février 2015. Il a été présenté successivement au CREFOP et au CIAEN, puis au CNEE et au Comité national d'experts. Les avis favorables et convergents de ces différentes instances ont permis la labellisation du projet aux termes d'un arrêté du 12 avril 2016.

Le campus ainsi labellisé porte une approche nouvelle de la formation professionnelle. Il structure un partenariat public-privé mobilisant opérateurs de formation, entreprises ou organisations professionnelles les regroupant et collectivités territoriales. Il constitue un espace de dialogue permettant d'harmoniser les choix des différents opérateurs de formation concernés en fonction de priorités communes, cohérentes avec les besoins en compétence, actuelles et prévisibles, des acteurs économiques de la filière. Il doit organiser leur mise en réseau, faciliter le dialogue avec les représentants de la filière considérée, encourager et organiser le regroupement géographique des lieux de formation partout où cela sera possible. De leur côté, l'Etat et la Région s'engagent à faire évoluer leurs politiques et leurs financements pour faciliter l'atteinte de ces objectifs.

Le campus ainsi labellisé constitue un cadre territorialisé de concertation dans un domaine dont les enjeux stratégiques sont avérés pour l'économie et l'emploi tant au plan national que francilien. A ce titre, il porte une approche nouvelle de la formation professionnelle et structure un partenariat public-privé mobilisant opérateurs de formation, entreprises ou organisations professionnelles les regroupant et collectivités territoriales. Il constitue un espace de dialogue outillant des choix stratégiques et n'a à ce titre nullement vocation à devenir une nouvelle strate administrative ni à se substituer aux opérateurs de formation.

Article 1 - OBJECTIFS DU CAMPUS

Dans le périmètre des familles de métiers visées par la labellisation, le campus structure les décisions relatives à l'offre de formation par :

- l'identification de parcours de formation lisibles du niveau V au niveau I construits selon une architecture modulaire identifiant des paliers d'orientation ou de réorientation de nature à en assurer la sécurité et la fluidité et à prévenir les sorties sans qualification ;
- la co-construction des contenus de formation avec les représentants des professions assurant leur adéquation à la demande et leur adaptabilité à ses évolutions ;
- la complémentarité entre les voies de formation et l'équilibre entre les territoires, le développement et la valorisation de toutes les voies de formation, notamment celle de l'apprentissage ;
- le soutien aux pratiques pédagogiques innovantes et, à cet effet, l'utilisation plus systématique des marges d'autonomie données aux établissements en lien avec les entreprises ;
- la formation tout au long de la vie et la validation des acquis de l'expérience pour fidéliser l'expertise et assurer la montée en gamme des compétences dans un environnement marqué par la concurrence.

Dans la même logique, le campus favorise le développement des contacts avec la recherche universitaire pour structurer :

- une analyse prospective du secteur contribuant à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences ;
- une recherche de filière et le transfert de ses résultats, notamment par l'identification concertée de sujets de mémoires ou de thèses et la mobilisation de financements appropriés.

Le campus accompagnera ces actions par la mise en place de dispositifs visant :

- la formation initiale et continue des professeurs et des formateurs en favorisant les contacts école - entreprise;
- le développement d'une culture de l'entreprenariat pour accompagner les initiatives de création ou de reprise d'entreprises ;
- l'évaluation des actions engagées à partir notamment des taux d'insertion des diplômés et des indices de satisfaction observés.

Article 2 – GOUVERNANCE DU CAMPUS

- *Le Comité de direction (CD)*

Il comprend les personnalités suivantes ou leurs représentants :

- la présidente de la région Ile de France ;
- la rectrice de l'académie de Créteil ;
- le président de la COMUE Université Paris-Est ;

- le président du SNELAC ;
- le président du SYNHORCAT ;
- le président du SNAV ;
- le président de l'UMIH Ile de France ;
- le directeur du cluster Tourisme Paris-Val d'Europe,
- le coordonnateur du campus, chef de projet.

Le comité de direction définit et met en œuvre la politique du campus. Il choisit les actions à conduire et les priorités à donner. Il en suit l'exécution et en évalue l'avancée. Trois réunions annuelles sont préparées et animées par le coordonnateur qui a aussi en charge la formalisation et la diffusion des conclusions des réunions aux partenaires du campus. Ces réunions peuvent être organisées à distance.

Le comité de direction valide le projet annuel de budget présenté par le coordonnateur et en suit l'exécution ; il décide de l'affectation des ressources humaines ou matérielles du campus.
Sur proposition du coordonnateur, le comité de direction peut associer à sa réflexion toute personne dont l'expertise est jugée pertinente pour l'exécution du projet.
Le consensus sera systématiquement recherché. A défaut, les décisions seront prises à la majorité de ses membres.

- *L'Assemblée générale des partenaires (AG)*

Elle comprend l'ensemble des signataires de la convention de partenariat du campus. Elle délibère sur les activités du campus et formule des propositions au comité de direction. Elle approuve l'élargissement du campus à de nouveaux partenaires et se prononce sur tout changement de son périmètre d'intervention. Le consensus sera systématiquement recherché ; à défaut les décisions seront prises à la majorité des membres. Elle peut être consultée par voie électronique.

- *Le Conseil d'orientation stratégique (COS)*

Il est composé de personnalités extérieures choisies par le comité de direction en raison de leur expertise dans le champ d'action du campus. Le conseil d'orientation stratégique concourt par son analyse et ses débats à la définition des priorités du campus et à l'évaluation de ses résultats. Il est réuni au moins une fois par an.

- *Le Coordonnateur – Chef de projet*

Il conduit la politique du campus. Il prépare, anime et rend compte des travaux et réflexions conduits dans le cadre de groupes de travail ouverts à tous les partenaires du campus et, en tant que de besoin, à des intervenants extérieurs. Il est responsable du bon fonctionnement du campus et à ce titre de la bonne affectation des moyens et ressources mis à sa disposition à cet effet en concertation avec le président et l'appui des services de l'établissement support.

Article 3 – ORGANISATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

- *Contributions*

Les membres fondateurs du campus signataires de la présente convention s'engagent aux contributions suivantes :

- l'académie de Créteil, la mise à disposition de 1 ETP au titre de l'expertise pédagogique et de la coordination de l'action du campus ;

- la COMUE Université Paris-Est, Etablissement support, la mise à disposition de locaux à titre gratuit et la gestion financière et comptable du projet selon le principe des recettes fléchées ;.

- la Région Ile de France, le versement d'une contribution de 15.000 € à la COMUE Université Paris-Est selon des modalités fixées dans un document signé par les parties à la présente convention et qui lui sera annexé.

➢ *Gestion financière et comptable*

Elle est assurée par l'établissement support en relation étroite avec le coordonnateur. Un bilan annuel est établi par le coordonnateur et présenté au comité de direction et à l'assemblée générale des partenaires.

➢ *Siège*

Le campus est hébergé à la **COMUE Université Paris-Est**, 6-8 avenue Blaise Pascal - 77420 Champs-sur-Marne

Article 4 – DUREE DE LA CONVENTION

➢ *Durée*

La présente convention est conclue pour une durée de quatre ans renouvelable. Elle donne lieu à une évaluation à mi-parcours.

➢ *Avenants*

Des avenants pourront être signés en cas de modifications substantielles dans l'organisation du campus telles que définies dans le document labellisé.

➢ *Résiliation*

En cas d'inobservation des clauses de la présente convention, une résiliation pourra être effectuée par l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au coordonnateur du campus, deux mois avant la fin de l'année scolaire.

Fait en trois exemplaire à …….. le

Signataires

L'**ETAT**, représenté par la rectrice de l'Académie de Créteil, Chancelière des universités

La **REGION ILE-DE-FRANCE**, représentée par sa présidente

La **COMMUNAUTE D'UNIVERSITES ET D'ETABLISSEMENTS – UNIVERSITE PARIS EST**, représentée par son président

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 166-16

DU 23 SEPTEMBRE 2016

Habilitation de la présidente à signer un accord de coopération décentralisée avec le Conseil de Région de Casablanca-Settat (Maroc)

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique internationale de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 24-12 du 17 février 2012 relative à la politique méditerranéenne de la Région Île-de-France ;

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

VU Le budget 2016 de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU Le rapport CR 166-16 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention-cadre de partenariat avec le Conseil de Région de Casablanca-Settat (Maroc) figurant en annexe à la présente délibération et habilite la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à la signer.

Article 2 :

Donne délégation à la commission permanente pour attribuer les aides, affecter les autorisations de programme et les autorisations d'engagement et approuver les conventions spécifiques prises en application des dispositions de l'accord de coopération.

La présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

ACCORD DE COOPÉRATION
ENTRE
LE CONSEIL DE RÉGION DE CASABLANCA-SETTAT
ET
LE CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

Le CONSEIL DE REGION DE CASABLANCA-SETTAT, représenté par son Président,
Monsieur Mustafa BAKKOURY,

et

Le CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE, représenté par sa Présidente,
Madame Valérie PECRESSE, habilitée par la délibération CR 166-16 du 22 septembre 2016,

CONSIDÉRANT les liens d'amitié et les relations de coopération exceptionnels qui unissent le Maroc et la France ;

CONSIDÉRANT l'article L 1115-1 du Code général des collectivités territoriales français qui autorise les collectivités territoriales à conclure des conventions avec des autorités locales étrangères, dans le respect des engagements internationaux de la France,

CONSIDÉRANT la déclaration d'intention signée le 4 juillet 2002 par leurs prédécesseurs de la Région du Grand Casablanca et de la Région Île-de-France ;

CONSIDÉRANT la volonté commune de promouvoir entre la Région de Casablanca-Settat et la Région Île-de-France une politique de coopération fondée sur des liens d'intérêts réciproques et de développement conjoint ;

CONSIDÉRANT la volonté des deux parties de promouvoir les échanges et de mener conjointement des actions pour un rapprochement des territoires, des populations, des organisations de la société civile et des institutions ;

DÉCIDENT de conclure le présent accord de coopération dans le respect de leurs domaines de compétence respectifs, et adoptent pour cela les dispositions du présent Accord, dans les termes des articles suivants :

ARTICLE PREMIER - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'Accord poursuit comme objectif la réalisation d'activités communes afin de développer et de fortifier les relations entre les deux parties, en approfondissant les liens existants, au service des populations, des organisations de la société civile et des institutions des deux territoires. Une attention particulière est portée à l'implication des jeunes et des entreprises des deux Régions.

Les deux parties décident de favoriser, dans le cadre d'un partenariat, le développement de leurs relations de coopération dans les domaines d'intervention qui relèvent de leurs compétences et/ou de leurs priorités politiques.

Ce développement se concrétise par l'organisation d'échanges d'informations, d'expériences et d'expertise, ainsi que par la mise en œuvre de projets communs et la consultation réciproque.

ARTICLE DEUXIÈME – CONTENU THÉMATIQUE

Dans le cadre de l'Accord, les parties décident conjointement de promouvoir des actions mutuellement utiles, en privilégiant les domaines suivants :

- développement économique et emploi ;
- recherche et innovation ;
- éducation et formation ;
- développement durable, énergies renouvelables et transition énergétique ;
- aménagement du territoire, urbanisme et transports publics ;
- tourisme et patrimoine ;
- francophonie ;
- appui institutionnel.

Les parties se réservent la possibilité de mettre en place, à terme, des actions dans d'autres domaines d'intervention d'intérêt mutuel sur lesquels elles ont mutuellement compétence.

ARTICLE TROISIÈME - MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

Les deux parties décident de la création d'un Comité mixte de coopération, chargé de l'élaboration du programme pluriannuel de travail ainsi que du suivi et de l'évaluation de la coopération.

Cette instance commune est co-présidée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France (ou son représentant) et par le Président du Conseil de la Région de Casablanca-Settat (ou son représentant). Elle est composée de représentants politiques et administratifs de chacune des parties signataires du présent Accord, et se réunit au moins une fois tous les trois ans.

Elle identifie et évalue les moyens nécessaires pour financer les projets s'inscrivant dans le programme pluriannuel de travail, en s'assurant que les conditions nécessaires à la réalisation des actions projetées (compétence juridique à agir, consensus et mobilisation des parties prenantes) sont bien réunies.

Les deux parties veillent à ce que la montée en puissance du programme pluriannuel de travail s'effectue de façon graduelle et raisonnée.

Les deux parties conviennent que toute aide, subvention, étude ou action relevant du présent Accord, doit être avalisée par elles, afin d'en garantir la cohérence et la bonne exécution.

Les deux parties peuvent s'appuyer sur l'expertise de leurs organismes rattachés pour la réalisation d'opérations spécifiques.

Les subventions de la Région Île-de-France font l'objet d'une attribution par sa Commission permanente, celle-ci approuvant en outre une convention définissant notamment l'objet des actions soutenues, leur montant prévisionnel et encadrant les modalités de versement de la subvention régionale.

Les subventions de la Région de Casablanca-Settat font l'objet d'une attribution par ses élus réunis en Conseil.

Dans la mesure du possible, les projets menés dans le cadre de la coopération sont financés à parts égales par chacune des deux régions et un effort conjoint est déployé pour rechercher des cofinancements tiers.

ARTICLE QUATRIÈME - ÉVALUATION

Le programme d'actions prévu par le Comité mixte permanent de coopération doit faire l'objet d'une évaluation par cette instance. Cette évaluation est fondée sur des critères de performance élaborés conjointement et validés dans le cadre du Comité mixte.

ARTICLE CINQUIÈME - RELATIONS AVEC LES TIERS

Les parties signataires associent à leurs efforts de coopération les réseaux institutionnels, éducatifs, économiques, sociaux, professionnels et associatifs intéressés. Elles s'attachent à promouvoir leurs projets auprès des institutions européennes et internationales.

Elles conviennent de leur volonté de travailler de concert au sein des réseaux nationaux, européens ou internationaux de collectivités territoriales auxquels elles adhèrent, tels l'ARF et l'ARM ou METROPOLIS et CGLU (Cités et Gouvernements Locaux Unis).

Elles agissent en concertation avec leurs autorités nationales respectives, et dans le respect des engagements internationaux de la France, du Maroc et du droit international.

Elles peuvent faire appel à des prestataires de services extérieurs.

ARTICLE SIXIÈME – DÉPLACEMENTS

Dans le cadre de missions techniques ou institutionnelles, les frais de transport internationaux et d'hébergement sont à la charge de la partie qui se déplace.

ARTICLE SEPTIEME - DURÉE

Le présent Accord entre en vigueur dès sa signature. Il a une durée de 10 ans et peut être reconduit.

Fait à Casablanca, le
En deux exemplaires originaux en langue française et arabe.

Pour le **Conseil de Région de Casablanca-Settat, le Président**	Pour le **Conseil régional d'Île-de-France, la Présidente,**
Mustapha BAKKOURY	**Valérie PECRESSE**

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 168-16

DU 23 SEPTEMBRE 2016

HABILITATION DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL A SIGNER UN ACCORD DE COOPERATION AVEC LE GOUVERNEMENT DE LA GENERALITE DE CATALOGNE

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 relative à la définition de la Stratégie européenne de la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique internationale de la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 24-12 du 17 février 2012 relative à la politique méditerranéenne de la Région Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission des affaires européennes ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU Le rapport n° CR 168-16 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve l'accord de coopération avec le Gouvernement de la Généralité de Catalogne figurant en annexe à la présente délibération et habilite la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à le signer.

Article 2 :

Donne délégation à la commission permanente pour attribuer les aides, affecter les autorisations de programme et les autorisations d'engagement et approuver les conventions spécifiques prises en application des dispositions de l'accord de coopération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

Generalitat de Catalunya

îledeFrance
Demain s'invente ici

ACORD DE COOPERACIÓ ENTRE EL GOVERN DE LA GENERALITAT DE CATALUNYA I EL CONSELL REGIONAL ILLA DE FRANÇA

ACCORD DE COOPÉRATION ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA GENERALITE DE CATALOGNE ET LE CONSEIL RÉGIONAL ÎLE-DE-FRANCE

EL CONSELL REGIONAL ILLA DE FRANÇA, representat per la seva presidenta, M. Hble. Sra. Valérie Pécresse,

i

El GOVERN DE LA GENERALITAT DE CATALUNYA, representat pel seu president, M. Hble. Sr. Carles Puigdemont i Casamajó,

d'ara endavant denominats "els signants",

MANIFESTEN QUE:

La Generalitat de Catalunya i el Consell Regional Illa de França desitgen enfortir els lligams d'amistat, polítics, econòmics i institucionals entre ambdós territoris.

Conscients dels efectes positius de la cooperació regional i transfronterera i de la seva contribució efectiva al procés d'integració europea.

Decidits a reforçar la cooperació bilateral en àrees d'interessos comuns per a

Le GOUVERNEMENT DE LA GENERALITE DE CATALOGNE, représenté par son Président, M. Carles Puigdemont i Casamajó,

et

Le CONSEIL RÉGIONAL ÎLE-DE-FRANCE, représenté par sa Présidente, Mme Valérie Pécresse,

ci-dessous désignés « les signataires »,

DÉCLARENT QUE :

Le Gouvernement de la Généralité de Catalogne et le Conseil Régional Île-de-France souhaitent renforcer les liens d'amitié, politiques, économiques et institutionnels entre les deux territoires.

Conscients des effets positifs de la coopération régionale et transfrontalière et de sa contribution effective au processus d'intégration européenne.

Décidés à renforcer la coopération bilatérale dans certains domaines d'intérêt

ambdós signants amb l'objectiu de gestionar conjuntament accions de promoció dels seus interessos davant les instàncies comunitàries, desenvolupar projectes comuns beneficiosos per als actors d'ambdós territoris i unir les seves forces per desplegar estratègies regionals compartides.

Considerant la capacitat de la Generalitat de Catalunya de subscriure acords de cooperació en l'àmbit de les seves competències, tal com està previst per l'article 195 de l'Estatut d'autonomia de Catalunya.

Considerant l'Acord del Govern de la Generalitat de Catalunya, de data ..... de 2016, pel qual s'aprova la subscripció de la present declaració.

Considerant l'article L1115.1 del Codi general francès de les col·lectivitats territorials.

Considerant la Deliberació núm. .... del Consell Regional Illa de França del .... de 2016 que autoritza la presidenta a signar el present acord.

En virtut del que s'ha exposat, els signants aproven aquest acord i convenen el que s'estableix a continuació:

Primer:

Els signants es comprometen, en el ple respecte dels ordenaments jurídics i legislacions respectives vigents, a cooperar en àmbits d'interès comú, treballar conjuntament per identificar àmbits de cooperació prioritària i apropar

communs aux deux signataires dans l'objectif de mener conjointement des actions de promotion de leurs intérêts auprès des instances communautaires, de développer des projets communs bénéfiques aux acteurs des deux territoires et d'unir leurs forces dans la mise en œuvre de stratégies régionales partagées.

Considérant la capacité du Gouvernement de la Généralité de Catalogne de souscrire des accords de coopération dans le domaine de ses compétences, comme il est prévu par l'article 195 du Statut d'Autonomie de Catalogne.

Considérant l'accord du Gouvernement de la Généralité de Catalogne, du… 2016, par lequel la souscription de la présente déclaration est approuvée;

Considérant l'article L1115.1 du code général des collectivités territoriales françaises.

Considérant la délibération n° …. du Conseil Régional Île-de-France en date du …… 2016 autorisant la Présidente à signer le présent accord.

En vertu des éléments exposés ci-dessus, les signataires approuvent cet accord et conviennent de ce qui est présenté ci-dessous:

Premièrement :

Les signataires s'engagent, dans le plein respect des régimes juridiques et des législations respectives en vigueur, à coopérer dans les domaines d'intérêt commun, à travailler ensemble pour identifier les domaines de coopération prioritaire et à rapprocher les acteurs

els actors d'Illa de França i catalans.

Segon:

Els signants es comprometen a aprofundir els contactes existents i ampliar els intercanvis bilaterals entre Illa de França i Catalunya.

Tercer:

Els signants es comprometen a fomentar i afavorir la cooperació en els àmbits de la seva competència i a signar acords sectorials en els àmbits que, a través de negociacions conjuntes, s'identifiquin com d'interès comú.

Entre aquests àmbits sectorials, destaquen:

En l'àmbit de la innovació biomèdica i el sector farmacèutic en les *start-up*, el suport a la col·laboració entre BIOCAT i el Pôle MEDICEN.

En l'àmbit educatiu, els intercanvis de bones pràctiques sobre els sistemes de formació professional i la promoció de la mobilitat dels estudiants.

En l'àmbit de la gestió de residus urbans, el suport a l'Agència Catalana de Residus i als agents impulsors de polítiques públiques en la matèria a Illa de França, com l'*Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France* (ORDIF), en l'elaboració de projectes conjunts.

En l'àmbit de la indústria dels videojocs, promoure la participació d'empreses d'Illa

franciliens et catalans.

Deuxièmement :

Les signataires s'engagent à approfondir les contacts existants et à élargir les échanges bilatéraux entre l'Île-de-France et la Catalogne.

Troisièmement :

Les signataires s'engagent à promouvoir et à favoriser la coopération dans leurs domaines de compétences et à signer des accords sectoriels dans les domaines qui, moyennant des négociations conjointes, seront identifiés comme étant d'intérêt commun.

Parmi ces domaines sectoriels, ils portent en avant :

Dans le domaine de l'innovation biomédicale et dans le secteur pharmaceutique dans les *start-up*, l'appui à la collaboration entre BIOCAT et le Pôle MEDICEN.

Dans le domaine de l'éducation, les échanges de bonnes pratiques sur les systèmes de formation professionnelle et l'encouragement de la mobilité des étudiants.

Dans le domaine de la gestion des déchets urbains, l'appui à l'*Agència Catalana de Residus* et aux acteurs franciliens des politiques publiques en la matière, comme l'Observatoire Régional des Déchets d'Île-de-France (ORDIF), lors de l'élaboration de projets conjoints.

Dans le domaine de l'industrie des jeux vidéo, la promotion de la participation d'entreprises d'Île-de-France à la *Game*

de França a la *Game World* de Barcelona i de les de Catalunya a la *Game Connection* de París, així com el suport als intercanvis entre clústers.

En matèria d'innovació i recerca, posar en valor la transferència de tecnologia entre pimes, així com fomentar la col·laboració amb els pols de competitivitat i les universitats per a promoure projectes de cooperació tecnològica.

Quart:

Els signants es comprometen a contribuir conjuntament al desenvolupament de la funció de les autoritats regionals en el procés de construcció europea i en l'expressió de la diversitat regional.

Cinquè:

Aquest acord entrarà en vigor a partir del dia de la seva signatura pels presidents del Govern de la Generalitat de Catalunya i del Consell regional Illa de França. Tindrà una vigència de dos anys, renovable tàcitament per dos períodes d'un any addicionals excepte si hi ha denúncia explícita del present acord per algun dels signants per correu certificat amb acusament de recepció.

La denúncia de l'acord té efecte tres mesos després de la data de recepció. Els compromisos anteriors a aquesta data romandran sotmesos al present acord. Aquest és modificable amb una addenda.

Sisè:

Una comissió de seguiment redactarà els informes anuals de les activitats

World de Barcelone et de celles de la Catalogne à la *Game Connection* de Paris, mais également le soutien aux échanges entre clusters.

En matière d'innovation et de recherche, la valorisation des transferts de technologie entre PME, mais également la recherche de partenariats avec les pôles de compétitivité et les universités afin de promouvoir les projets de coopération technologique.

Quatrièmement :

Les signataires s'engagent à contribuer conjointement au développement du rôle des autorités régionales dans le processus de construction européenne et à l'expression de la diversité régionale.

Cinquièmement :

Cet accord prend effet à compter du jour de sa signature par les présidents du Gouvernement de la Généralité de Catalogne et du Conseil Régional Île-de-France. Il sera en vigueur pendant deux ans et renouvelable par tacite reconduction pour deux périodes d'un an supplémentaires sauf dénonciation expresse du présent accord par l'un ou l'autre des signataires par courrier recommandé avec accusé de réception.

La dénonciation de l'accord prend effet trois mois après la date de réception du courrier. Tous les engagements pris antérieurement à cette date resteront soumis au présent accord. Celui-ci est modifiable par avenant.

Sixièmement :

Une commission de suivi rédigera des rapports annuels d'activités réalisées dans

realitzades a l'empara d'aquest acord. Les unitats responsables de fer-ho seran: per part de la Generalitat de Catalunya, la Direcció general de Relacions Exteriors; per part del Consell regional Illa de França, la Unitat d'Afers Internacionals i europeus.

Setè:

Els signants es comprometen a resoldre mitjançant negociacions directes qualsevol desacord que pugui sorgir en el desplegament d'aquest acord. Les obligacions que en derivin seran dutes a terme per cada un dels signants en els seus respectius territoris i segons el dret propi.

En prova de conformitat, ambdós signants subscriuen aquest acord per duplicat, en llengües catalana i francesa.

Signat a ....., el dia x d'octubre de 2016 per duplicat i a un sol efecte.

El president

de la Generalitat de Catalunya

Le Président

De la Généralité de Catalogne

Carles Puigdemont i Casamajó

le cadre de cet accord. Les unités responsables sont : pour le Gouvernement de la Généralité de Catalogne, la Direction générale des Relations Extérieures ; pour le Conseil Régional Île-de-France, l'Unité des Affaires Internationales et européennes.

Septièmement :

Les signataires s'engagent à résoudre par échange direct tout différend qui pourrait apparaître dans la mise en œuvre du présent accord. Les obligations qui en découleront seront poursuivies par chacun des signataires dans leurs territoires respectifs et selon leur droit propre.

Comme preuve de leur conformité, les deux signataires signent cet accord en deux exemplaires, en catalan et en français.

Fait à…….le Octobre 2016, en deux exemplaires et à un seul effet.

La Présidente du Conseil Régional

Ile-de-France

La presidenta del Consell Regional

Illa de França

Valérie Pécresse

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CR 193-16 DU 23 SEPTEMBRE 2016

HABILITATION DE LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL A SIGNER UNE DECLARATION D'INTENTION AVEC LA PROVINCE DE GYEONGGI (COREE DU SUD)

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE,

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique internationale de la Région Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;
VU Le rapport CR 193-16 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Article 1 :

Approuve la déclaration d'intention avec la Province de Gyeonggi figurant en annexe à la présente délibération et habilite la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à la signer.

Article 2 :

Donne délégation à la commission permanente pour attribuer les aides, affecter les autorisations de programme et les autorisations d'engagement et approuver les conventions spécifiques prises en application des dispositions de la déclaration d'intention.

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

Déclaration d'intention avec la Province de Gyeonggi

DECLARATION D'INTENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'ACTIONS DE COOPERATION ENTRE LA RÉGION ÎLE-DE-FRANCE, REPUBLIQUE FRANCAISE, ET LA PROVINCE DU GYEONGGI, REPUBLIQUE DE COREE DU SUD

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Valérie Pécresse, et la Province de Gyeonggi, représentée par son gouverneur Monsieur NAM Kyung-pil, ci-après dénommées collectivement comme « les parties » et individuellement comme « partie »,

RECONNAISSANT la contribution des relations de coopération inter-régionales au développement économique et culturel de leurs territoires,

CONSIDERANT que le développement de ces relations participera à la valorisation de l'ensemble des échanges entre les deux territoires et aux relations amicales entre les deux parties et leurs nations respectives,

Ont convenu de la déclaration d'intention suivante :

Article 1

Dans un souci commun d'équité, de réciprocité et de bénéfice partagé, les deux parties s'engagent à promouvoir des échanges de coopération dans les domaines du commerce bilatéral, des investissements directs, des partenariats économiques, des sciences et de la technologie, du tourisme, de la culture et des arts. Les parties sont mobilisées pour explorer les autres champs de coopération à fort potentiel.

Article 2

Les parties encouragent conjointement le développement des opportunités commerciales, le renforcement de la coopération en matière de recherche et d'innovation, la promotion de leurs entreprises, notamment les start-ups, et enfin la création d'emploi et de nouvelles opportunités économiques. Sont notamment inclus dans ces champs de coopération :

a. de nouveaux partenariats entre start-ups, et en particulier des partages d'information et des projets de collaboration entre l'Université de Paris-Saclay et le Startup Campus situé dans le technopôle de Pangyo ;
b. des échanges culturels favorisant la compréhension mutuelle et l'amitié entre les deux territoires.

Article 3

En dehors du cadre de cette déclaration, aucune des deux parties n'est autorisée à utiliser les informations relatives à l'autre sans son consentement.

Article 4

Cette déclaration ne crée aucune obligation juridique entre les Parties. Elle ne les soustrait aucunement aux obligations issues de leurs législations et réglementations nationales.

Article 5

Toute modification de cette déclaration est soumise à l'approbation écrite et signée des représentants des deux parties.

Article 6

La présente déclaration ne contrevient pas à la conclusion de partenariats similaires avec des tiers.

Article 7

Les parties expriment à travers cette déclaration leur engagement et leur volonté de développer et d'approfondir leurs échanges.

Signée en double exemplaire à Paris, le ……., en version française, coréenne et anglaise.
En cas de divergence d'interprétation du présent accord, la version anglaise fait foi.

Pour la Région Île-de-France, **La Présidente**	**Pour la Province de Gyeonggi,** **Le Gouverneur**
Valérie PÉCRESSE	**NAM Kyung-pil**

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-413

DU 21 SEPTEMBRE 2016

REMISES GRACIEUSES ET ADMISSIONS EN NON VALEUR EN MATIERE DE TAXES D'URBANISME OPERATIONS COMPTABLES EN MATIERE D'AMORTISSEMENT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU Le livre des procédures fiscales et notamment les articles L 251 A et L 255 A ;

VU Le Code de l'Urbanisme ;

VU La circulaire n° NOR/MDIB 0400 12A du 1er août 2014 relatif à l'instruction comptable M71 (modifié),

VU L'arrêté NOR/COTB1132564A du 26 décembre 2011 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M71 applicable aux Régions,

VU Le décret n° 96-628 du 15 juillet 1996 relatif à la remise des pénalités de retard assorties aux prélèvements en matière d'urbanisme ;

VU Le décret n° 98-1239 du 29 décembre 1998 relatif à l'admission en non valeur des taxes d'urbanisme ;

VU La délibération CR n° 90-14 du 19 décembre 2014 portant budget primitif de la Région pour l'année 2015 ;

VU La délibération CR n° 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations du conseil régional à sa commission permanente ;

VU L'avis de la Commission des Finances,

VU Le rapport n° CP 16-413 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile- de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Les demandes de remises gracieuses de pénalités sur taxes d'urbanisme, dont le détail figure à l'état A ci-annexé, sont rejetées.

Article 2 :

Un avis conforme est donné à la proposition d'admission en non-valeur en matière de taxes d'urbanisme faite par l'administrateur payeur général du Département des Yvelines conformément à l'état B ci-annexé.

Article 3 :

Autorise l'opération d'ordre non budgétaire visant à effectuer une régularisation comptable relative à l'amortissement d'un montant de 21 120 euros.

Mouvemente pour ce faire les comptes 28031(débit) et 1068 (crédit), conformément à la M71.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

DEMANDES EN REMISES GRACIEUSES DE PENALITES SUR TAXE D'URBANISME

Poste comptable charge de recouvrement	Numéro du permis de construire	Taxe d'urbanisme perçue par la Région	Montant de la pénalité appliquée	Montant de la remise accordée	Pénalité déjà payée	Avis favorable	Motif de la demande*
93 - Seine-Saint-Denis							
Le Raincy	PC03111A0057	5 804,00	481,00	-	O	N	6
Le Raincy	PC07708B0012	946,00	167,00	-	O	N	6
Le Raincy	PC04911C0049	821,00	22,07	-	N	N	6
Le Raincy	PC07708B0012C01	60,00	7,00	-	O	N	6
TOTAL		7 631,00 €	677,07 €	-			

* Motifs :

1) Réclamation contentieuse
2) Retard lié au transfert de permis de construire
3) Importantes difficultés financières (Perte d'emploi, surendettement, etc.)
4) Autres (Erreur d'adresse, mauvaise interprétation de la règlementation, retard de construction, débiteur public etc.)
5) Mauvaise foi, retard non justifié envers le Trésor ou absence de motif du Trésor
6) Demande régionale de poursuite de la procédure de recouvrement par le Trésor

ETAT B

TAXES D'URBANISME IRRECOUVRABLES

PROPOSITIONS D'ADMISSION EN NON-VALEUR

Poste comptable	Numéro du permis de construire	Montant dû à la Région	Admission en non -valeur	Motif de la demande*
78 - Yvelines				
Maurepas	PC68608G1015	1 547,00	1 547,00	1
TOTAL :		1 547,00	1 547,00	

* Motifs :
1) Liquidation judiciaire, clôture pour insuffisance d'actif
2) Procès verbal de carence, insolvabilité, irrecouvrabilité
3) Disparition / Décès
4) Autres (Prescription, faible montant, annulation du permis, etc.)

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-268

DU 21 Septembre 2016

MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE REGIONALE D'APPRENTISSAGE : AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE (AVANCES ET SOLDES), ATELIERS D'ANIMATION EDUCATIVE, MOBILITE INTERNATIONALE DES APPRENTIS (DESAFFECTATION DE SUBVENTIONS)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Travail et notamment le livre 2 de la 6ème partie ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013, prorogé par la délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU La délibération n° CR du 26-09 du 26 mars 2009 relative notamment au règlement d'attribution du dispositif des ateliers d'animation éducative ;

VU La délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012 relative notamment au règlement d'intervention du dispositif de l'aide régionale à l'entrée en apprentissage ;

VU La délibération n° CR 34-15 du 10 juillet 2015 relative la mise en œuvre de la loi du 5 mars 2014 dans le domaine de l'apprentissage (mesures financières transitoires liées à la réforme de la taxe d'apprentissage, actualisation de la convention portant création de CFA) ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 28-16 du 18 février 2016 relative à un nouvel engagement pour l'apprentissage : plan d'action ;

VU La délibération n° CR 112-16 du 16 juin 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : un contrat de performance entre la Région et chaque CFA ;

VU La délibération n° CP 14-144 du 30 janvier 2014 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage, soutien aux projets des CFA : Mobilité des apprentis, qualité de l'alternance, ateliers d'animation ;

VU La délibération n° CP 14-353 du 18 juin 2014 relative à l'affectation de l'aide régionale à l'entrée en apprentissage pour l'année scolaire 2014-2015 ;

VU La délibération n° CP 15-295 du 17 juin 2015 relative à l'affectation de l'aide régionale à l'entrée en apprentissage pour l'année scolaire 2015-2016 ;

VU La délibération n° CP 16-052 du 10 février 2016 relative à la mise en œuvre de la politique régionale d'apprentissage (Mobilité internationale des apprentis) ;

VU La délibération n° CP 16-364 du 12 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

Le rapport CP 16-268 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article 1 : Dispositif d'aide à l'entrée en apprentissage

Décide, au titre du dispositif d'aide à l'entrée en apprentissage, de verser aux organismes gestionnaires de CFA mentionnés dans l'annexe n° **2** ci-jointe, une avance de 80% correspondant à l'année scolaire 2016/2017.

Décide, au titre du dispositif d'aide à l'entrée en apprentissage, de verser, aux organismes gestionnaires de CFA mentionnés dans l'annexe n° **3** ci-jointe, les soldes correspondant à l'année scolaire précisée dans l'annexe précitée.

Affecte une autorisation d'engagement de **5 322 824 €** disponible sur le chapitre 931 «Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 12 « Apprentissage», programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 «Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 « subventions » du budget régional 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, en fonction de l'année scolaire visée à l'annexe n° **3**, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier », prorogé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 2 : Réaffectation des Ateliers d'Animation éducative

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **3 972,85 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage » : Code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003) (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action 11200302 « Accompagnement de la politique d'apprentissage », nature 657 du budget régional 2016, correspondant au solde de la subvention attribuée à l'ARFA par la délibération n° CP 14-144 dans le cadre du dispositif régional « des Ateliers d'Animation Educative.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération N° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Code Dossier	Bénéficiaire	CFA	Date de demande de subvention	Date de démarrage prévisionnelle	Démarrage anticipé	Motivation démarrage anticipé
14008415	ARFA	Métiers de l'animation et du sport	30/07/2013	02/09/2013	Oui	Le CFA a présenté dans les délais impartis sa demande de versement de subvention, attribuée par la délibération n° 14-144 du 30/01/2014. Suite à une erreur matérielle le versement n'a pas été effectué. Les actions prévues ont été réalisées. Il est proposé de réaffecter le montant de la subvention de 3 972,85 €

Article 3 : Désaffectation – Dispositif d'aide à la mobilité internationale des apprentis

Décide de retirer les subventions détaillées ci-dessous, attribuées par la délibération n° CP 16-052 du 10 février 2016, pour un montant total 205 950 €, aux bénéficiaires : ACE (CFA ACE), AFFIDA (CFA AFFIDA), A.U.U.E (CFA UNION), CAMAS (CFA CAMAS), CCI Seine et Marne (CFA CCI Seine et Marne – UTEC Avon Fontainebleau et UTEC Meaux), CIFCA (CFA de l'Alimentation), CERFAL (CFA CERFAL – UFA Sainte Thérèse et UFA Theilard de Chardin), FORMASUP Paris (CFA FORMASUP PARIS – Paris 3).

Désaffecte une autorisation d'engagement d'un montant total de **205 950 €** affecté par la CP n° 16-052 du 10 février 2016 au bénéfice des organismes gestionnaires tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous, prévu au chapitre 931 «Formation professionnelle et apprentissage», code fonctionnel 12 «Apprentissage», Programme HP 12-003 (112003) «Qualification par

l'apprentissage», Action 11200302 «accompagnement de la politique de l'apprentissage», Nature 657 «Subventions» du budget 2016.

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Type de décision	Montant proposé de la décision
16000325	ACE	INCITATION MOBILITE APPRENTIS – CFA ACE	Désaffectation	-7 200,00
16000332	AFFIDA	INCITATION MOBILITE APPRENTIS – CFA AFFIDA	Désaffectation	-18 550,00
16000351	A.U.U.E.	INCITATION MOBILITE APPRENTIS - CFA UNION	Désaffectation	-80 400,00
16000354	CAMAS	INCITATION MOBILITE APPRENTIS - CFA CAMAS	Désaffectation	-18 800,00
16000368	CCI Seine et Marne	INCITATION MOBILITE APPRENTIS - CFA CCI Seine et Marne – UTEC Avon Fontainebleau	Désaffectation	-13 600,00
16000367	CCI Seine et Marne	INCITATION MOBILITE APPRENTIS - CFA CCI Seine et Marne – UTEC Meaux	Désaffectation	-20 650,00
16000381	CIFCA	INCITATION MOBILITE APPRENTIS - CFA de l'Alimentation CIFCA	Désaffection	-12 000,00
16000378	CERFAL	INCITATION MOBILITE APPRENTIS - CFA CERFAL – UFA Sainte Thérèse	Désaffectation	-12 000,00
16000379	CERFAL	INCITATION MOBILITE APPRENTIS - CFA CERFAL – UFA Theilhard de Chardin	Désaffectation	-9 000,00
16000394	FORMASUP Paris	INCITATION MOBILITE APPRENTIS - CFA FORMASUP Paris – Paris 3	Désaffectation	-13 750,00

La Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112003 - Qualification par l'apprentissage**
Action	**11200302 - Accompagnement de la politique d'apprentissage**

Dispositif : N° 00000216 - Ateliers d'animation éducative

Dossier	14008415 - CFA DES METIERS DU SPORT ET DE L''ANIMATION - ASSOCIATION REGIONALE POUR LA FORMATION DE L''ANIMATION - ATELIER D''ANIMATION EDUCATIVE 2014			
Bénéficiaire	R10741 - ARFA ASS REG FORM ANIMAT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 972,85 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 700,00 €	TTC	70 %	7 490,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000216 - Ateliers d'animation éducative	3 972,85 €

Dispositif : N° 00000804 - Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage

Dossier	14010943 - CFA Equipement Electrique - AIDE ENTREE APPRENTI 2014-15		
Bénéficiaire	R1623 - CFAEE CHAMBRE APPRENTISSAGE ELECTRICITE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	612,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		45 488,00 €	

Dossier	15009550 - CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1612 - CSFIF CHAMBRE SYNDICALE FLEURISTES IDF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 144,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		65 536,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009553 - CFA AFI 24 Ile de France - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R13007 - AFI 24 ASS FORM INDUST CHIMIQUES PARACHIMIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 328,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 032,00 €	

Dossier	15009556 - CFA Ecole de Travail ORT - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1667 - ECOLE DE TRAVAIL ORT CTRE DE FORMATION D APPRENTIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 464,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		25 376,00 €	

Dossier	15009557 - CFA SUP 2000 - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R18387 - AFUNA CFA SUP 2000		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 100,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		41 200,00 €	

Dossier	15009558 - CFA du BTP de Nangis - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	676,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 304,00 €	

Dossier	15009562 - CFA GPPF formation - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1625 - CHAMBRE APPRENTISSAGE PEINTURE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 600,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 360,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009565 - CFA du Bâtiment - Brétigny - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 776,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		53 504,00 €	

Dossier	15009567 - CFA Equipement Electrique - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1623 - CFAEE CHAMBRE APPRENTISSAGE ELECTRICITE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 944,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 576,00 €	

Dossier	15009577 - CFA Boulangerie et Pâtisserie - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R18894 - EBP ECOLE BOULANGERIE & PATISSERIE DE PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	704,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 256,00 €	

Dossier	15009580 - CFA la Bretonnière - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R3667 - LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 460,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		39 840,00 €	

Dossier	15009583 - CFA du Marché International de Rungis - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R29945 - ASS CFA DE LA POISSONNERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	448,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 752,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009585 - CFA des Compagnons du Devoir - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R5301 - AOCDTF ASS OUVRIERE COMPAGNON DEVOIR TOUR FRANC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 104,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		46 336,00 €	

Dossier	15009590 - CFA EVE - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R12303 - AGESUP ASS PROMO GES TION CTRE ENS SUP A EVRY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 220,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 080,00 €	

Dossier	15009591 - CFA CCIV - ITESCIA - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 600,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 400,00 €	

Dossier	15009593 - CFA CCIV - GESCIA - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	120,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009594 - CFA CCIV - UPMC - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	880,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 120,00 €	

Dossier	15009595 - CFA CCIV - Centre R. DELOROZOY - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 328,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 392,00 €	

Dossier	15009596 - CFA CCIV - ESSYM - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 160,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 040,00 €	

Dossier	15009597 - CFA CCIV - ISIPCA - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 452,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 608,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009599 - CFA Eugène DUCRETET - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R19152 - FODIPEG ASS FORMAT DISTRI PRODUIT ELECTRO GD PUB		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 892,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		24 528,00 €	

Dossier	15009601 - CFA CEZ - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R3857 - CEZ CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 332,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 488,00 €	

Dossier	15009604 - CFA CCI Paris IdF - GOBELINS, l'école de l'image - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 776,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 224,00 €	

Dossier	15009605 - CFA des Métiers de l'Aérien - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R5959 - AFMAE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		82 400,00 €	

Dossier	15009609 - CFA CMA du 94 - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R5782 - CHAM METIERS VAL DE MARN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	26 556,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		118 784,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009613 - CFA Couverture & Plomberie - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R36737 - CFA COUVERTURE PLOMBERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 544,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		39 936,00 €	

Dossier	15009616 - CFA pour l'expertise comptable - ACE - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R17933 - ACE ASS DES COMPTABLES ENSEIGNEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 820,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 120,00 €	

Dossier	15009621 - CFAI Mécavenir - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R10346 - SUPII MECAVENIR ASSOCIATION DE FORMATION ET D'INNOVATION POUR LES METIERS DE L INDUSTRIE ET DE LA MECANIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	500,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 600,00 €	

Dossier	15009622 - Ecole d'ameublement de PARIS - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1616 - CAIA APPRENTIS INDUSTRIE AMEUBLEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 920,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 560,00 €	

Dossier	15009624 - CFA CODIS - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R18332 - AFGD ASS FORM GRD DIST		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 108,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		19 872,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009625 - CFA de l'ARFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R10741 - ARFA ASS REG FORM ANIMAT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 368,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		93 392,00 €	

Dossier	15009626 - CFA Ingénieurs 2000 - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R17725 - ASSOCIATION INGENIEURS 2000		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	160,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 240,00 €	

Dossier	15009635 - CFA de la Carrosserie - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1602 - FEDERATION FRANCAISE CARROSSERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 368,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 032,00 €	

Dossier	15009640 - CFA Descartes - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R19156 - ADEFSA CTRE FORMATION APPRENTIS DESCARTES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 840,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 360,00 €	

Dossier	15009641 - CFA ADAFORSS - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0030788 - ADAFORSS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	21 624,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		58 656,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009646 - CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R13916 - ADAFA ASS DEVELOP APPRENTIS FRANCILIEN AGRICOL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 664,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 896,00 €	

Dossier	15009647 - CFA PAE - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R7755 - PARIS ACADEMIE ENTREPRIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	21 232,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 048,00 €	

Dossier	15009651 - CFA CESFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R29523 - CESFA BTP CTRE SUPERIEUR FORMAT APPRENTISSAGE BTP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	740,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 360,00 €	

Dossier	15009652 - CFA CCI Paris IdF - LA FABRIQUE - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 220,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009654 - CFA CCI Paris IdF - Centre des Formations Ind. - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 496,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		58 784,00 €	

Dossier	15009655 - CFA CCI Paris IdF - FERRANDI Paris - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	39 980,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		78 240,00 €	

Dossier	15009657 - CFA des Métiers du BTP - CFM BTP - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R22164 - CPO APPRENTISSAGE BTP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 124,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 256,00 €	

Dossier	15009658 - CFA Logistique et transport - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R24404 - AGALT SAVIGNY LE TEMPLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 380,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 560,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009660 - CFA Université et Sports - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R26146 - PARIS SPORT DEVELOPPEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 200,00 €	

Dossier	15009665 - CFA C3 CFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R32884 - C3 CFA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	940,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 960,00 €	

Dossier	15009668 - CFA de l'Académie de Créteil - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R26516 - FCIP FORM CONT INSERT PROFESSIONNELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	43 340,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		112 320,00 €	

Dossier	15009669 - CFA CCIV - UVSQ - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	80,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 720,00 €	

Dossier	15009670 - CFA FDME - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R27047 - FACULTE DES METIERS ESSONNE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 356,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		205 744,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009675 - CFA CCIV - ITEDEC - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 040,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 640,00 €	

Dossier	15009678 - CFA V3A - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R25568 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	24 620,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		24 720,00 €	

Dossier	15009680 - CFAI AFORP - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R1600 - CFAI AFORP FORMATION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 720,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		63 200,00 €	

Dossier	15009681 - CFA TL - Tremblay S/ Mauldre - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	R21703 - AFT IFTIM FC AFTRAL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 756,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		63 664,00 €	

Dossier	15009684 - CFA CMA de la Seine et Marne - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0014765 - CMA CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DE LA SEINE ET MARNE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	32 852,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		205 728,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	15009685 - CFA Navigation Intérieure - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0021067 - ASS NAT FORMAT PROMOT PROFESS BATELLERIE - FORMAPROF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	960,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 240,00 €	

Dossier	15009687 - CFA CCI Paris IdF - INHAC - AIDE ENTREE APPRENTI 2015-16		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	860,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		46 080,00 €	

Dossier	16009857 - CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1612 - CSFIF CHAMBRE SYNDICALE FLEURISTES IDF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	64 512,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		64 512,00 €	

Dossier	16009858 - CFA du Bâtiment - Saint-Denis - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	33 792,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		33 792,00 €	

Dossier	16009859 - CFA AFI 24 Ile de France - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R13007 - AFI 24 ASS FORM INDUST CHIMIQUES PARACHIMIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 168,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 168,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009860 - CFA Stephenson - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1300 - ADFC VENTE DISTRIBUTION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	48 864,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 864,00 €	

Dossier	16009861 - CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1631 - ACPPAV ASS COURS PROF PHARMACIE ACADEMIE VERSAIL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	88 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		88 000,00 €	

Dossier	16009862 - CFA Ecole de Travail ORT - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1667 - ECOLE DE TRAVAIL ORT CTRE DE FORMATION D APPRENTIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	29 984,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		29 984,00 €	

Dossier	16009863 - CFA SUP 2000 - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R18387 - AFUNA CFA SUP 2000		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	41 360,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		41 360,00 €	

Dossier	16009864 - CFA du BTP de Nangis - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 288,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 288,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009865 - CFA du BTP d'Ocquerre - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	55 040,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		55 040,00 €	

Dossier	16009866 - CFA de l'Assurance - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R13005 - IFPASS INSTITUT DE FORMATION DE LA PROFESSION DE L ASSURANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 600,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 600,00 €	

Dossier	16009867 - CFA UNION - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R13011 - UNION UNIV ECONOMIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 440,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 440,00 €	

Dossier	16009868 - CFA GPPF formation - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1625 - CHAMBRE APPRENTISSAGE PEINTURE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 536,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 536,00 €	

Dossier	16009869 - CFA GARAC - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7752 - GARAC GROUPEMENT APPREN REPARAT AUTO CYCLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	43 840,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		43 840,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009870 - CFA Commerce, Gestion, Bureautique (Isifa) - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R12963 - AFASOP ASS FORM & APPREN DU SUD-OUEST PARISIEN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	16009871 - CFA du Bâtiment - Brétigny - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 432,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 432,00 €	

Dossier	16009872 - CFA du Bâtiment - Ermont - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	55 296,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		55 296,00 €	

Dossier	16009873 - CFA Equipement Electrique - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1623 - CFAEE CHAMBRE APPRENTISSAGE ELECTRICITE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 192,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		36 192,00 €	

Dossier	16009874 - CFA des Métiers de la Gastronomie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1471 - CEPROC CTRE FORM APPREN TIS CHARCUTERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	106 496,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		106 496,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009875 - CFA Banque et Finance - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R36735 - ASSOC FORMATION APPRENTI S BANQUE IDF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 000,00 €	

Dossier	16009876 - CFA Cycles et Motocycles - INCM - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R16105 - INCM INSTITUT NATIONAL DU CYCLE ET MOTOCYCLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 448,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 448,00 €	

Dossier	16009877 - CFA de l'optique - AEPO - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1303 - AEPO ASS ENSEIGNEMT PRI VE OPTIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 680,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 680,00 €	

Dossier	16009878 - CFA des Métiers de la Viande - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1474 - EPB ECOLE PROF BOUCHERIE CFA BOUCHERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	58 112,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		58 112,00 €	

Dossier	16009879 - CFA de la Miroiterie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7950 - FORMAP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 936,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 936,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009880 - CFA CERFAL - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1552 - CERFAL CENTRE REGIONAL DE FORMATION MULTIPROFESSIONNEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	133 488,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		133 488,00 €	

Dossier	16009881 - CFA St Lambert Formation - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1671 - CHAM APPRENT MACONNERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 576,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 576,00 €	

Dossier	16009882 - CFA des Métiers de la Table - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R8449 - ADMT ASS DEVELOP METIER TABLE/ECOLE PARIS MET TABL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	117 152,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		117 152,00 €	

Dossier	16009883 - CFA Boulangerie et Pâtisserie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R18894 - EBP ECOLE BOULANGERIE & PATISSERIE DE PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	26 880,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		26 880,00 €	

Dossier	16009884 - CFA de la Librairie et de la Papéterie de Détail - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1608 - INFL INST NAL FORM LI BRAIRIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 176,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 176,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009885 - CFA la Bretonnière - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R3667 - LEGTPA LA BRETONNIERE CHAILLY EN BRIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	34 864,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 864,00 €	

Dossier	16009886 - CFA du Bâtiment - Noisy le Grand - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	48 640,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 640,00 €	

Dossier	16009887 - CFA Environnement et Hygiène des Locaux - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1611 - INHNI PARIS INST NAL HY GIENE & NETTOYAGE INDUS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 320,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 320,00 €	

Dossier	16009888 - CFA du Marché International de Rungis - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R29945 - ASS CFA DE LA POISSONNERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 216,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 216,00 €	

Dossier	16009889 - CFA de la Couture - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1333 - CHAM SYND COUTURE PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 544,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 544,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009890 - CFA des Compagnons du Devoir - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R5301 - AOCDTF ASS OUVRIERE COMPAGNON DEVOIR TOUR FRANC		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	49 664,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		49 664,00 €	

Dossier	16009891 - CFA AFORPA - Métiers de l'automobile - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1645 - AFORPA ASSOC REGIONALE POUR FORMATION PROF AUTO		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	87 296,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		87 296,00 €	

Dossier	16009892 - CFA IGS - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1601 - IGS INST GESTION SOCIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	26 128,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		26 128,00 €	

Dossier	16009893 - CFA AGEFA PME Ile de France - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7112 - AGEFA PME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 848,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 848,00 €	

Dossier	16009894 - CFA du Bâtiment - Rueil Malmaison - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	47 872,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		47 872,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009895 - CFA EVE - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R12303 - AGESUP ASS PROMO GES TION CTRE ENS SUP A EVRY		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 560,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 560,00 €	

Dossier	16009896 - CFA CCI Paris IdF - ITESCIA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 160,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 160,00 €	

Dossier	16009897 - CFA CCI Paris IdF - Adolphe CHAUVIN - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 296,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 296,00 €	

Dossier	16009898 - CFA CCI Paris IdF - GESCIA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 952,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 952,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009899 - CFA CCI Paris IdF - UPMC - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 760,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 760,00 €	

Dossier	16009900 - CFA CCI Paris IdF - Centre R. DELOROZOY - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 416,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 416,00 €	

Dossier	16009901 - CFA CCI Paris IdF - ESSYM - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 520,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 520,00 €	

Dossier	16009902 - CFA CCI Paris IdF - ISIPCA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	15 824,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		15 824,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009903 - CFA CCI Paris IdF - SUP de V - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 080,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 080,00 €	

Dossier	16009904 - CFA Eugène DUCRETET - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R19152 - FODIPEG ASS FORMAT DISTRI PRODUIT ELECTRO GD PUB		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	31 504,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		31 504,00 €	

Dossier	16009905 - CFA IFPM - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R18648 - IFPM INST FORM PERF ME TIERS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	72 992,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		72 992,00 €	

Dossier	16009906 - CFA CEZ - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R3857 - CEZ CENTRE D'ENSEIGNEMENT ZOOTECHIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 024,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 024,00 €	

Dossier	16009907 - CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R3665 - LEGTPA AGRICOLE SAINT GERMAIN EN LAYE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	43 120,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		43 120,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009908 - CFA CCI Paris IdF - TECOMAH - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 592,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 592,00 €	

Dossier	16009909 - CFA CCI Paris IdF - GOBELINS, l'école de l'image - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 104,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 104,00 €	

Dossier	16009910 - CFA des Métiers de l'Aérien - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R5959 - AFMAE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	76 480,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		76 480,00 €	

Dossier	16009911 - CFA de la Pharmacie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1604 - ACPPP ASS COURS PROF & PERFECT EMP & PREPA PHARMA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	63 744,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		63 744,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009912 - CFA de l'Edition - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R17925 - ASFORED ASS NALE FORM PERFECT PROF EDITION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 200,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 200,00 €	

Dossier	16009913 - CFA Méderic - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7387 - APHRL ASS PROF HOTELIER RESTAURAT LIMONADIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	81 680,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		81 680,00 €	

Dossier	16009914 - CFA CMA du 94 - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R5782 - CHAM METIERS VAL DE MARN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	115 200,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		115 200,00 €	

Dossier	16009915 - CFA Omnisports - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R11427 - AFJS IDF ASS JEUNES SPOR TIFS REG IDF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 432,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 432,00 €	

Dossier	16009916 - CFAI 77 - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R14929 - ASFO JEUNES 77		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 136,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 136,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009917 - CFA Audiovisuel - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1674 - AFOMAV ASSOCIATION FORMATION METIERS AUDIO VISUEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 864,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 864,00 €	

Dossier	16009918 - CFA Couverture & Plomberie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R36737 - CFA COUVERTURE PLOMBERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	38 656,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		38 656,00 €	

Dossier	16009919 - CFA Communication et Création Numérique - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R16521 - CAMPUS FONDERIE DE L'IMAGE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 488,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 488,00 €	

Dossier	16009920 - CFA IFRIA Ile de France - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R6830 - IFRIA INST FORM REG IN DUS AGRO ALIMENTAIRES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 760,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 760,00 €	

Dossier	16009921 - CFA ACE - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R17933 - ACE ASS DES COMPTABLES ENSEIGNEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 640,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 640,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009922 - CFA de la ACMP - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R36734 - ASSO COMPTABLES METIERS ET PROFESSIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 160,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 160,00 €	

Dossier	16009923 - CFA Public Dorian - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R3433 - LPO LYC METIER DORIAN PARIS 11EME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 320,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 320,00 €	

Dossier	16009924 - CFA CMA 95 - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7279 - CHAM METIERS VAL D'OISE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	177 744,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		177 744,00 €	

Dossier	16009925 - CFA CMA du 78 - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R5780 - CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT YVELINES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	136 448,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		136 448,00 €	

Dossier	16009926 - CFAI Mécavenir - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R10346 - SUPII MECAVENIR ASSOCIATION DE FORMATION ET D'INNOVATION POUR LES METIERS DE L INDUSTRIE ET DE LA MECANIQUE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 280,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 280,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009927 - CFA des Métiers d'Art et Décor Intérieur - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1616 - CAIA APPRENTIS INDUSTRIE AMEUBLEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 464,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 464,00 €	

Dossier	16009928 - CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1463 - CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	249 936,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		249 936,00 €	

Dossier	16009929 - CFA CODIS - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R18332 - AFGD ASS FORM GRD DIST		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	19 168,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		19 168,00 €	

Dossier	16009930 - CFA de l'ARFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R10741 - ARFA ASS REG FORM ANIMAT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	87 728,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		87 728,00 €	

Dossier	16009931 - CFA Ingénieurs 2000 - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R17725 - ASSOCIATION INGENIEURS 2000		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 520,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 520,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009932 - CFA Public Belliard - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R3349 - LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	32 816,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 816,00 €	

Dossier	16009933 - CFA CEFAA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R18654 - CEFAA CTRE FORM ALTERN APPREN INDUS HOTELTOURI		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	48 896,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		48 896,00 €	

Dossier	16009934 - CFA Vente et Commerce - AFIPE - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R19239 - AFIPE ASS FORM INTERPROF PE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	34 944,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		34 944,00 €	

Dossier	16009935 - CFA Saint-Jean - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R18233 - ASS GESTION CTRE FORMA APPRENTIS ST JEAN CFA ST JEAN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	21 504,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		21 504,00 €	

Dossier	16009936 - CFA AFIA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R19154 - CTRE FORMAT APPRENTIS ASS INFORMATICIENS CFA DE L AFIA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009937 - CFA de l'Alimentation - CIFCA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1606 - CIFCA CTRE INTERPROF FORM COMMERCE ALIMENTATION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 832,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 832,00 €	

Dossier	16009938 - CFA Institut de l'Environnement Urbain - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R17893 - VECTEUR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 784,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 784,00 €	

Dossier	16009939 - CFA PROMOTRANS - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1439 - PROMOTRANS ASS PROMOT SOCIAL FORMAT PROF TRANS ROUT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 544,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 544,00 €	

Dossier	16009940 - CFA de la Carrosserie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1602 - FEDERATION FRANCAISE CARROSSERIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 544,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 544,00 €	

Dossier	16009941 - CFA de Grosbois - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R19761 - AFASEC ASS FORM ACTION SOCIALE ECURIE COURSES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 056,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 056,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009942 - CFA de la MFR de la Grange Colombe - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R6769 - MAISON FAMILIALE GRANGE COLOMBES CFA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 728,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 728,00 €	

Dossier	16009943 - CFA Maison Familiale du Moulin de la Planche - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R6808 - MFR MAISON FAMILIALE RUR DU MOULIN DE LA PLANCHE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 240,00 €	

Dossier	16009944 - CFA TRAJECTOIRE - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R17935 - TRAJECTOIRE FORMATION CFA LYCEE HOTELIER		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	35 712,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		35 712,00 €	

Dossier	16009945 - CFA Descartes - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R19156 - ADEFSA CTRE FORMATION APPRENTIS DESCARTES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 240,00 €	

Dossier	16009946 - CFA ADAFORSS - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0030788 - ADAFORSS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	57 360,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		57 360,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009947 - CFA AFFIDA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7281 - AFFIDA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	20 240,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		20 240,00 €	

Dossier	16009948 - CFA DIFCAM - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R17565 - DIFCAM		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 920,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 920,00 €	

Dossier	16009949 - CFA de la Bijouterie Joaillerie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0022467 - ADABJOP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 816,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 816,00 €	

Dossier	16009950 - CFA Gustave Eiffel - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7757 - CTRE GUSTAVE EIFFEL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 632,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 632,00 €	

Dossier	16009951 - CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R13916 - ADAFA ASS DEVELOP APPRENTIS FRANCILIEN AGRICOL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 576,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 576,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009952 - CFA PAE - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7755 - PARIS ACADEMIE ENTREPRIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	54 224,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		54 224,00 €	

Dossier	16009953 - CFA Danse Chant Comédie - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R25655 - ASS FORMATION METIERS DANSE CHANT COMEDIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 568,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 568,00 €	

Dossier	16009954 - CFA en Mouvement - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R7759 - CFA EN MOUVEMENT ASSOCIATION EN MOUVEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	32 560,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		32 560,00 €	

Dossier	16009955 - CFA SACEF - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R21321 - ADESA ASS DEVELOP ENTRE SECTION APPRENTISSAGE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 080,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 080,00 €	

Dossier	16009956 - CFA CESFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R29523 - CESFA BTP CTRE SUPERIEUR FORMAT APPRENTISSAGE BTP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 680,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 680,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009957 - CFA CCI Paris IdF - LA FABRIQUE - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 416,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 416,00 €	

Dossier	16009958 - CFA des Compagnons du Tour de France / Agefa PME - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0033748 - COMPAGNON DU TOUR DE FRANCE AGEFA ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	37 888,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		37 888,00 €	

Dossier	16009959 - CFA CCI Paris - Centre Formations Industrielles - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	55 760,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		55 760,00 €	

Dossier	16009960 - CFA CCI Paris IdF - FERRANDI Paris - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	96 960,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		96 960,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009961 - CFA FORMASUP Paris - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R9478 - FORMASUP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 800,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 800,00 €	

Dossier	16009962 - CFA des Métiers du BTP - CFM BTP - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R22164 - CPO APPRENTISSAGE BTP		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	21 408,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		21 408,00 €	

Dossier	16009963 - CFA Logistique et transport - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R24404 - AGALT SAVIGNY LE TEMPLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 512,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 512,00 €	

Dossier	16009964 - CFA CAMAS - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R36907 - CAMAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	27 648,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		27 648,00 €	

Dossier	16009965 - CFA Université et Sports - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R26146 - PARIS SPORT DEVELOPPEMENT		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 440,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 440,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009966 - CFA du Spectacle Vivant et de l'Audiovisuel - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R26672 - AFASAM ASS FORM ALTERN SECTEUR AUDIO MULTIMEDIA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 216,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 216,00 €	

Dossier	16009967 - CFA Bessières - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R3370 - LT ECOLE NATIONALE DE COMMERCE PARIS 17EME		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 920,00 €	Code nature	65735
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 920,00 €	

Dossier	16009968 - CFA Santé Animale - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0017000 - ANIMAL PRO FORMATION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 432,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 432,00 €	

Dossier	16009969 - CFA IMC - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R36738 - ASS GESTION CFA INTER ENTREPRISES		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 576,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 576,00 €	

Dossier	16009970 - CFA C3 CFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R32884 - C3 CFA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 880,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 880,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009971 - CFA AFANEM - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R36745 - AFANEM ASS FORMA ALTERN NEGOCE MAINTENANCE FNAS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 256,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		4 256,00 €	

Dossier	16009972 - CFA de l'Académie de Créteil - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R26516 - FCIP FORM CONT INSERT PROFESSIONNELLE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	136 512,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		136 512,00 €	

Dossier	16009973 - CFA CCI Paris IdF - UVSQ - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 400,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 400,00 €	

Dossier	16009974 - CFA FDME - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R27047 - FACULTE DES METIERS ESSONNE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	200 768,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		200 768,00 €	

Dossier	16009975 - CFA des métiers territoriaux du CNFPT - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R5563 - CNFPT CENTRE NATIONAL DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 848,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		14 848,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009976 - CFA INFA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R12207 - INFA INST NAL FORM APPL CTRE CULTURE OUVR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	24 944,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		24 944,00 €	

Dossier	16009977 - CFA Formaposte IDF - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R40166 - FORMAPOSTE ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	87 120,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		87 120,00 €	

Dossier	16009978 - CFA CCI Paris IdF - ITEDEC - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	42 320,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		42 320,00 €	

Dossier	16009979 - CFA INSTA - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0007766 - INSTA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 760,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 760,00 €	

Dossier	16009980 - CFA Conservatoire National des Arts & Métiers - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1472 - CNAM CONSERVATOIRE NAL ARTS & METIERS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	880,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		880,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009981 - CFA V3A - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R25568 - GIP FCIP FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	47 904,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		47 904,00 €	

Dossier	16009982 - CFA Ferroviaire - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0016635 - AIJF ASS POUR INSERTION DES JEUNES DANS SECTEUR FERROVIAIRE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 544,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 544,00 €	

Dossier	16009983 - CFAI AFORP - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1600 - CFAI AFORP FORMATION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	63 296,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		63 296,00 €	

Dossier	16009984 - CFA TL - Tremblay S/ Mauldre - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R21703 - AFT IFTIM FC AFTRAL		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	62 432,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		62 432,00 €	

Dossier	16009985 - CFA UTEC CCI de Seine et Marne - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R1967 - CCI 77 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	77 520,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		77 520,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009986 - CFA du CHEP - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	R3763 - CHEP CENT HORTICOLE PRIVE ENSEIGNEMENT PROMOT LYCEE PRIVE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 424,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		7 424,00 €	

Dossier	16009987 - CFA CMA de la Seine et Marne - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0014765 - CMA CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DE LA SEINE ET MARNE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	199 040,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		199 040,00 €	

Dossier	16009988 - CFA Navigation Intérieure - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0021067 - ASS NAT FORMAT PROMOT PROFESS BATELLERIE - FORMAPROF		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 960,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 960,00 €	

Dossier	16009989 - CFA EDF - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0021094 - AFMEE ILE DE FRANCE ASS FORMATION AUX METIERS DES ENERGIES ELECTRIQUES ILE DE FRANCE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 288,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 288,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-268	Budget	2016

Dossier	16009990 - CFA CCI Paris IdF - INHAC - AIDE ENTREE APPRENTI 2016-17		
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	43 936,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		43 936,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000804 - Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	5 322 824,00 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112003 - 11200302	5 326 796,85 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : TABLEAU RELATIF A L'AVANCE DE 80% POUR LES CFA AU TITRE DE L'AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE POUR L'ANNEE 2016-2017

Le tableau est décliné comme suit :

- le nom court de l'organisme gestionnaire et le nom court du CFA Conventionnel ;
- les effectifs d'apprentis de première année des niveaux concernés (3, 4, 5) sur une base n-1 et la subvention globale correspondante ;
- le montant global de la subvention prévisionnelle suivie du calcul de l'avance de 80%.

Les données utilisées pour le calcul de ce tableau ont été extraites de Glori@, base de données de l'apprentissage en Île-de-France

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE (AVANCE - 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	idtiers	Nom court CFA	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 3)	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 4)	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 5)	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Effectif total jeunes 1ère année (niveaux 3, 4, 5)	Montant prévisionnel Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montant subventions d'avance - Aides entrée apprentissage(en €) 80 %
AIJF	P0016635	CFA Ferroviaire	30	3 000,00 €	149	47 680,00 €			179	50 680,00 €	40 544,00 €
A.D.A.F.A.	R13916	CFA des Métiers de l'Agriculture - ADAFA	42	4 200,00 €	67	21 440,00 €	94	30 080,00 €	203	55 720,00 €	44 576,00 €
A.D.F.C.	R1300	CFA Stephenson	182	18 200,00 €	110	35 200,00 €	24	7 680,00 €	316	61 080,00 €	48 864,00 €
A.D.M.T.	R8449	CFA des Métiers de la Table	82	8 200,00 €	151	48 320,00 €	281	89 920,00 €	514	146 440,00 €	117 152,00 €
A.F.A.M.B.F. de la Région Ile de France	R36735	CFA Banque et Finance	25	2 500,00 €					25	2 500,00 €	2 000,00 €
A.F.A.S.E.C.	R19761	CFA de Grosbois	12	1 200,00 €	16	5 120,00 €			28	6 320,00 €	5 056,00 €
A.F.A.S.O.P.	R12963	CFA Commerce, Gestion, Bureautique (Isifa)	125	12 500,00 €					125	12 500,00 €	10 000,00 €
A.F.F.I.D.A.	R7281	CFA AFFIDA	109	10 900,00 €	20	6 400,00 €	25	8 000,00 €	154	25 300,00 €	20 240,00 €
A.F.G.D.	R18332	CFA CODIS	150	15 000,00 €	28	8 960,00 €			178	23 960,00 €	19 168,00 €
A.F.I. 24 Ile de France	R13007	CFA AFI 24 Ile de France	91	9 100,00 €	23	7 360,00 €			114	16 460,00 €	13 168,00 €
A.F.I.A.	R19154	CFA AFIA	50	5 000,00 €					50	5 000,00 €	4 000,00 €
A.F.O.M.A.V.	R1674	CFA Audiovisuel					19	6 080,00 €	19	6 080,00 €	4 864,00 €
A.F.U.N.A	R18387	CFA SUP 2000	517	51 700,00 €					517	51 700,00 €	41 360,00 €
A.G.C.F.A. Saint-Jean	R18233	CFA Saint-Jean			34	10 880,00 €	50	16 000,00 €	84	26 880,00 €	21 504,00 €
A.M.F.R. de la Grange Colombe	R6769	CFA de la MFR de la Grange Colombe			13	4 160,00 €	25	8 000,00 €	38	12 160,00 €	9 728,00 €
A.M.F.R. du Moulin de la Planche	R6808	CFA de la Maison Familiale du Moulin de la Planche			8	2 560,00 €	32	10 240,00 €	40	12 800,00 €	10 240,00 €
A.O.C.D.T.F.	R5301	CFA des Compagnons du Devoir			21	6 720,00 €	173	55 360,00 €	194	62 080,00 €	49 664,00 €
A.R.F.A.	R10741	CFA de l'ARFA	15	1 500,00 €	280	89 600,00 €	58	18 560,00 €	353	109 660,00 €	87 728,00 €
A.U.U.E.	R13011	CFA UNION	43	4 300,00 €					43	4 300,00 €	3 440,00 €
ACE	R17933	CFA ACE	151	15 100,00 €	10	3 200,00 €			161	18 300,00 €	14 640,00 €
ACMP	R36734	CFA de la ACMP	27	2 700,00 €					27	2 700,00 €	2 160,00 €
ACPPAV	R1631	CFA Pharmacie, Santé, Sanitaire et Social	12	1 200,00 €	209	66 880,00 €	131	41 920,00 €	352	110 000,00 €	88 000,00 €
ACPPP	R1604	CFA de la Pharmacie			249	79 680,00 €			249	79 680,00 €	63 744,00 €
ADABJOP	P0022467	CFA de la Bijouterie Joaillerie	4	400,00 €	14	4 480,00 €	27	8 640,00 €	45	13 520,00 €	10 816,00 €
ADAFORSS	P0030788	CFA ADAFORSS	221	22 100,00 €	26	8 320,00 €	129	41 280,00 €	376	71 700,00 €	57 360,00 €
ADEFSA	R19156	CFA Descartes	103	10 300,00 €					103	10 300,00 €	8 240,00 €
ADESA	R21321	CFA SACEF	151	15 100,00 €					151	15 100,00 €	12 080,00 €
AFANEM	R36745	CFA AFANEM	18	1 800,00 €	11	3 520,00 €			29	5 320,00 €	4 256,00 €
AFASAM	R26672	CFA du Spectacle Vivant et de l'Audiovisuel	55	5 500,00 €	11	3 520,00 €			66	9 020,00 €	7 216,00 €
AFIPE	R19239	CFA Vente et Commerce - AFIPE	56	5 600,00 €	59	18 880,00 €	60	19 200,00 €	175	43 680,00 €	34 944,00 €

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE (AVANCE - 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	idtiers	Nom court CFA	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 3)	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 4)	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 5)	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Effectif total jeunes 1ère année (niveaux 3, 4, 5)	Montant prévisionnel Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montant subventions d'avance - Aides entrée apprentissage(en €) 80 %
AFJS IDF - Omnisport	R11427	CFA Omnisports			53	16 960,00 €	19	6 080,00 €	72	23 040,00 €	18 432,00 €
AFMAE	R5959	CFA des Métiers de l'Aérien	28	2 800,00 €	290	92 800,00 €			318	95 600,00 €	76 480,00 €
AFMDCC - Association Danse Chant Comédie	R25655	CFA Danse Chant Comédie			53	16 960,00 €			53	16 960,00 €	13 568,00 €
AFMEE Ile-de-France	P0021094	CFA EDF	55	5 500,00 €	23	7 360,00 €			78	12 860,00 €	10 288,00 €
AFORP	R1600	CFAI AFORP	308	30 800,00 €	139	44 480,00 €	12	3 840,00 €	459	79 120,00 €	63 296,00 €
AFORPA	R1645	CFA AFORPA - Métiers de l'automobile	64	6 400,00 €	136	43 520,00 €	185	59 200,00 €	385	109 120,00 €	87 296,00 €
AFTRAL	R21703	CFA TL - Tremblay S/ Mauldre	102	10 200,00 €	80	25 600,00 €	132	42 240,00 €	314	78 040,00 €	62 432,00 €
AGALT	R24404	CFA Logistique et transport	8	800,00 €	4	1 280,00 €	58	18 560,00 €	70	20 640,00 €	16 512,00 €
AGEFA PME	R7112	CFA AGEFA PME Ile de France	151	15 100,00 €	3	960,00 €			154	16 060,00 €	12 848,00 €
AGESUP	R12303	CFA EVE	207	20 700,00 €					207	20 700,00 €	16 560,00 €
ANFPPB	P0021067	CFA Navigation Intérieure			6	1 920,00 €	29	9 280,00 €	35	11 200,00 €	8 960,00 €
Animal Pro Formation	P0017000	CFA Santé Animale			72	23 040,00 €			72	23 040,00 €	18 432,00 €
APHRL	R7387	CFA Méderic	45	4 500,00 €	60	19 200,00 €	245	78 400,00 €	350	102 100,00 €	81 680,00 €
AS.FOR.ED.	R17925	CFA de l'Edition	15	1 500,00 €					15	1 500,00 €	1 200,00 €
ASFO JEUNES 77	R14929	CFAI 77	38	3 800,00 €	16	5 120,00 €			54	8 920,00 €	7 136,00 €
Association IMC Alternance	R36738	CFA IMC	97	9 700,00 €	11	3 520,00 €			108	13 220,00 €	10 576,00 €
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Saint-Denis			26	8 320,00 €	106	33 920,00 €	132	42 240,00 €	33 792,00 €
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du BTP de Nangis	7	700,00 €	64	20 480,00 €	99	31 680,00 €	170	52 860,00 €	42 288,00 €
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du BTP d'Ocquerre			83	26 560,00 €	132	42 240,00 €	215	68 800,00 €	55 040,00 €
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Brétigny			23	7 360,00 €	174	55 680,00 €	197	63 040,00 €	50 432,00 €
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Ermont			41	13 120,00 €	175	56 000,00 €	216	69 120,00 €	55 296,00 €
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Noisy le Grand			10	3 200,00 €	180	57 600,00 €	190	60 800,00 €	48 640,00 €
Association BTP CFA Ile de France	R1620	CFA du Bâtiment - Rueil Malmaison			55	17 600,00 €	132	42 240,00 €	187	59 840,00 €	47 872,00 €
Association Couverture & Plomberie	R36737	CFA Couverture & Plomberie			36	11 520,00 €	115	36 800,00 €	151	48 320,00 €	38 656,00 €
Association du CFA de la Poissonnerie	R29945	CFA du Marché International de Rungis			16	5 120,00 €	20	6 400,00 €	36	11 520,00 €	9 216,00 €
Association Faculté des Métiers de l'Essonne	R27047	CFA FDME	420	42 000,00 €	210	67 200,00 €	443	141 760,00 €	1 073	250 960,00 €	200 768,00 €
Association INGENIEURS 2000	R17725	CFA Ingénieurs 2000	44	4 400,00 €					44	4 400,00 €	3 520,00 €
Association pour l'Enseignement Privé de	R1303	CFA de l'optique - AEPO	73	7 300,00 €	15	4 800,00 €			88	12 100,00 €	9 680,00 €
Association Vecteur	R17893	CFA Institut de l'Environnement Urbain	16	1 600,00 €	24	7 680,00 €	60	19 200,00 €	100	28 480,00 €	22 784,00 €
C.A.E.	R1623	CFA Equipement Electrique	14	1 400,00 €	77	24 640,00 €	60	19 200,00 €	151	45 240,00 €	36 192,00 €

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE (AVANCE - 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	idtiers	Nom court CFA	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 3)	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 4)	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 5)	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Effectif total jeunes 1ère année (niveaux 3, 4, 5)	Montant prévisionnel Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montant subventions d'avance - Aides entrée apprentissage(en €) 80 %
C.A.M.B.A.	R1671	CFA St Lambert Formation	56	5 600,00 €	16	5 120,00 €			72	10 720,00 €	8 576,00 €
C.E.F.A.A	R18654	CFA CEFAA	16	1 600,00 €	55	17 600,00 €	131	41 920,00 €	202	61 120,00 €	48 896,00 €
C.E.Z.	R3857	CFA CEZ	13	1 300,00 €	39	12 480,00 €			52	13 780,00 €	11 024,00 €
C.S.F.	R1612	CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris			78	24 960,00 €	174	55 680,00 €	252	80 640,00 €	64 512,00 €
C3 CFA	R32884	CFA C3 CFA	111	11 100,00 €					111	11 100,00 €	8 880,00 €
CAIA	R1616	CFA des Métiers d'Art et Décor Intérieur			22	7 040,00 €	97	31 040,00 €	119	38 080,00 €	30 464,00 €
CAMAS	R36907	CFA CAMAS			52	16 640,00 €	56	17 920,00 €	108	34 560,00 €	27 648,00 €
Campus Fonderie de l'Image	R16521	CFA Communication et Création Numérique	113	11 300,00 €	33	10 560,00 €			146	21 860,00 €	17 488,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - ITESCIA	102	10 200,00 €					102	10 200,00 €	8 160,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - Adolphe CHAUVIN	101	10 100,00 €	10	3 200,00 €	26	8 320,00 €	137	21 620,00 €	17 296,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - GESCIA	136	13 600,00 €	12	3 840,00 €			148	17 440,00 €	13 952,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - UPMC	22	2 200,00 €					22	2 200,00 €	1 760,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - Centre R. DELOROZOY	129	12 900,00 €	16	5 120,00 €			145	18 020,00 €	14 416,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - ESSYM	44	4 400,00 €					44	4 400,00 €	3 520,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - ISIPCA	73	7 300,00 €	39	12 480,00 €			112	19 780,00 €	15 824,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - SUP de V	126	12 600,00 €					126	12 600,00 €	10 080,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - TECOMAH			23	7 360,00 €	34	10 880,00 €	57	18 240,00 €	14 592,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - GOBELINS, l'école de l'image	37	3 700,00 €	24	7 680,00 €			61	11 380,00 €	9 104,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - LA FABRIQUE	31	3 100,00 €	13	4 160,00 €	18	5 760,00 €	62	13 020,00 €	10 416,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - Centre des Formations Industrielles	89	8 900,00 €	117	37 440,00 €	73	23 360,00 €	279	69 700,00 €	55 760,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - FERRANDI Paris	76	7 600,00 €	107	34 240,00 €	248	79 360,00 €	431	121 200,00 €	96 960,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - UVSQ	30	3 000,00 €					30	3 000,00 €	2 400,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - ITEDEC	65	6 500,00 €	40	12 800,00 €	105	33 600,00 €	210	52 900,00 €	42 320,00 €
CCI Paris Ile-de-France	P0023520	CFA CCI Paris IdF - INHAC	18	1 800,00 €	66	21 120,00 €	100	32 000,00 €	184	54 920,00 €	43 936,00 €
CCI Seine et Marne	R1967	CFA UTEC CCI de Seine et Marne	329	32 900,00 €	97	31 040,00 €	103	32 960,00 €	529	96 900,00 €	77 520,00 €
CEPROC	R1471	CFA des Métiers de la Gastronomie			66	21 120,00 €	350	112 000,00 €	416	133 120,00 €	106 496,00 €
CERFAL	R1552	CFA CERFAL	891	89 100,00 €	95	30 400,00 €	148	47 360,00 €	1 134	166 860,00 €	133 488,00 €
CESFA	R29523	CFA CESFA	21	2 100,00 €					21	2 100,00 €	1 680,00 €
CFA Peinture	R1625	CFA GPPF formation	8	800,00 €	28	8 960,00 €	38	12 160,00 €	74	21 920,00 €	17 536,00 €
Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Val d'Oise	R7279	CFA CMA 95	17	1 700,00 €	123	39 360,00 €	566	181 120,00 €	706	222 180,00 €	177 744,00 €

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE (AVANCE - 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	idtiers	Nom court CFA	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 3)	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 4)	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 5)	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Effectif total jeunes 1ère année (niveaux 3, 4, 5)	Montant prévisionnel Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montant subventions d'avance - Aides entrée apprentissage(en €) 80 %
CHEP	R3763	CFA du CHEP			10	3 200,00 €	19	6 080,00 €	29	9 280,00 €	7 424,00 €
CIFCA	R1606	CFA de l'Alimentation - CIFCA	30	3 000,00 €	36	11 520,00 €	36	11 520,00 €	102	26 040,00 €	20 832,00 €
CMA Seine et Marne	P0014765	CFA CMA de la Seine et Marne	88	8 800,00 €	124	39 680,00 €	626	200 320,00 €	838	248 800,00 €	199 040,00 €
CMA de la Seine St Denis	R1463	CFA Campus des Métiers et de l'Entreprise	17	1 700,00 €	232	74 240,00 €	739	236 480,00 €	988	312 420,00 €	249 936,00 €
CMA des Yvelines	R5780	CFA CMA du 78			122	39 040,00 €	411	131 520,00 €	533	170 560,00 €	136 448,00 €
CMA du Val de Marne	R5782	CFA CMA du 94			191	61 120,00 €	259	82 880,00 €	450	144 000,00 €	115 200,00 €
CNFPT	R5563	CFA des métiers territoriaux du CNFPT					58	18 560,00 €	58	18 560,00 €	14 848,00 €
Compagnons du Tour de France / Agefa PME	P0033748	CFA des Compagnons du Tour de France / Agefa PME			30	9 600,00 €	118	37 760,00 €	148	47 360,00 €	37 888,00 €
Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	R1472	CFA du Conservatoire National des Arts et Métiers - CNAM	11	1 100,00 €					11	1 100,00 €	880,00 €
CPO.A	R22164	CFA des Métiers du BTP - CFM BTP	34	3 400,00 €	14	4 480,00 €	59	18 880,00 €	107	26 760,00 €	21 408,00 €
DIFCAM	R17565	CFA DIFCAM	74	7 400,00 €					74	7 400,00 €	5 920,00 €
E.B.P.	R18894	CFA Boulangerie et Pâtisserie			41	13 120,00 €	64	20 480,00 €	105	33 600,00 €	26 880,00 €
E.N.C BESSIERES	R3370	CFA Bessières	24	2 400,00 €					24	2 400,00 €	1 920,00 €
E.P.B. PARIS	R1474	CFA des Métiers de la Viande			49	15 680,00 €	178	56 960,00 €	227	72 640,00 €	58 112,00 €
Ecole de Travail ORT	R1667	CFA Ecole de Travail ORT	42	4 200,00 €	10	3 200,00 €	94	30 080,00 €	146	37 480,00 €	29 984,00 €
ECSCP	R1333	CFA de la Couture			14	4 480,00 €	35	11 200,00 €	49	15 680,00 €	12 544,00 €
En Mouvement	R7759	CFA en Mouvement	135	13 500,00 €	28	8 960,00 €	57	18 240,00 €	220	40 700,00 €	32 560,00 €
EPLEA St Germain en Laye - Chambourcy	R3665	CFA des Métiers de l'Horticulture et du Cheval	43	4 300,00 €	44	14 080,00 €	111	35 520,00 €	198	53 900,00 €	43 120,00 €
EPLEFPA la Bretonnière	R3667	CFA la Bretonnière	23	2 300,00 €	51	16 320,00 €	78	24 960,00 €	152	43 580,00 €	34 864,00 €
FCIP - GIP	R26516	CFA de l'Académie de Créteil	308	30 800,00 €	128	40 960,00 €	309	98 880,00 €	745	170 640,00 €	136 512,00 €
FFC	R1602	CFA de la Carrosserie			15	4 800,00 €	34	10 880,00 €	49	15 680,00 €	12 544,00 €
FODIPEG	R19152	CFA Eugène DUCRETET	13	1 300,00 €	88	28 160,00 €	31	9 920,00 €	132	39 380,00 €	31 504,00 €
FORMAP	R7950	CFA de la Miroiterie			14	4 480,00 €	17	5 440,00 €	31	9 920,00 €	7 936,00 €
FORMAPOSTE Ile de France	R40166	CFA Formaposte IDF	113	11 300,00 €	145	46 400,00 €	160	51 200,00 €	418	108 900,00 €	87 120,00 €
FORMASUP Paris	R9478	CFA FORMASUP Paris	35	3 500,00 €					35	3 500,00 €	2 800,00 €
G.A.R.A.C.	R7752	CFA GARAC	84	8 400,00 €	77	24 640,00 €	68	21 760,00 €	229	54 800,00 €	43 840,00 €
GIP-FCIP	R25568	CFA V3A	106	10 600,00 €	120	38 400,00 €	34	10 880,00 €	260	59 880,00 €	47 904,00 €
I.G.S.	R1601	CFA IGS	221	22 100,00 €	33	10 560,00 €			254	32 660,00 €	26 128,00 €
IFPASS	R13005	CFA de l'Assurance	120	12 000,00 €					120	12 000,00 €	9 600,00 €
IFPM	R18648	CFA IFPM	26	2 600,00 €	103	32 960,00 €	174	55 680,00 €	303	91 240,00 €	72 992,00 €

AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE (AVANCE - 80% du montant prévisionnel)

Nom court OG	idtiers	Nom court CFA	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 3)	Montant forfaitaire niveau 3 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 4)	Montant forfaitaire niveau 4 (100%) €	Effectif de jeunes entrants(Effectifs année 1-niveau 5)	Montant forfaitaire niveau 5 (100%) €	Effectif total jeunes 1ère année (niveaux 3, 4, 5)	Montant prévisionnel Aide entrée apprentissage (en €) 100 %	Montant subventions d'avance - Aides entrée apprentissage(en €) 80 %
IFRIA	R6830	CFA IFRIA Ile de France	22	2 200,00 €					22	2 200,00 €	1 760,00 €
INCM	R16105	CFA Cycles et Motocycles - INCM	15	1 500,00 €	42	13 440,00 €	41	13 120,00 €	98	28 060,00 €	22 448,00 €
INFA	R12207	CFA INFA	91	9 100,00 €	39	12 480,00 €	30	9 600,00 €	160	31 180,00 €	24 944,00 €
INFL	R1608	CFA de la Librairie et de la Papéterie de Détail			64	20 480,00 €	7	2 240,00 €	71	22 720,00 €	18 176,00 €
INHNI	R1611	CFA Environnement et Hygiène des Locaux	27	2 700,00 €	40	12 800,00 €	70	22 400,00 €	137	37 900,00 €	30 320,00 €
INSTA	P0007766	CFA INSTA	47	4 700,00 €					47	4 700,00 €	3 760,00 €
L.P.H. Régional Belliard	R3349	CFA Public Belliard	23	2 300,00 €	39	12 480,00 €	82	26 240,00 €	144	41 020,00 €	32 816,00 €
Lycée Public Dorian	R3433	CFA Public Dorian	104	10 400,00 €					104	10 400,00 €	8 320,00 €
OG du Centre Gustave Eiffel	R7757	CFA Gustave Eiffel	50	5 000,00 €	11	3 520,00 €	11	3 520,00 €	72	12 040,00 €	9 632,00 €
Paris Sports Développement	R26146	CFA Université et Sports	18	1 800,00 €					18	1 800,00 €	1 440,00 €
PARIS-ACADEMIE-ENTREPRISES	R7755	CFA PAE	233	23 300,00 €	58	18 560,00 €	81	25 920,00 €	372	67 780,00 €	54 224,00 €
PROMOTRANS	R1439	CFA PROMOTRANS	34	3 400,00 €	26	8 320,00 €	28	8 960,00 €	88	20 680,00 €	16 544,00 €
SUP II MECAVENIR	R10346	CFAI Mécavenir	41	4 100,00 €					41	4 100,00 €	3 280,00 €
TRAJECTOIRE	R17935	CFA TRAJECTOIRE	56	5 600,00 €	50	16 000,00 €	72	23 040,00 €	178	44 640,00 €	35 712,00 €
			8 925	892 500,00 €	6 394	2 046 080,00 €	9 962	3 187 840,00 €	25 281	6 126 420,00 €	4 901 136,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SOLDES DU DISPOSITIF DE L'AIDE A L'ENTREE EN APPRENTISSAGE

Tableau par CFA des soldes à verser aux organismes gestionnaires pour l'aide à l'entrée en apprentissage

- en 2014-2015 (avances votées par la CP 14-353 du 18 juin 2014)

- en 2015-2016 (avances votées par la CP 15-295 du mai 2015)

Aide à l'entrée en apprentissage

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2014-2015

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	Avance versée	montant réel de la subvention	montant du solde	N dossier Iris
CAE	CFA de l'Equipement Electrique (Delepine)	R1623	56 860,00	45 488,00	46 100,00	612,00	14010943
			56 860,00	**45 488,00**	**46 100,00**	**612,00**	
		1 dossier					

SOLDES DE L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016

Organismes gestionnaires	Etablissements	N° de tiers IRIS	montant estimé de la subvention	avance versée	montant réel de la subvention	montant du solde	N dossier Iris
ACE	CFA pour l'Expertise Comptable - ACE	R17933	18 900,00	15 120,00	17 940,00	2 820,00	15009616
ADAFA	CFA des Metiers de l'Agriculture - ADAFA	R13916	61 120,00	48 896,00	54 560,00	5 664,00	15009646
ADAFORSS	CFA Adaforss	P0030788	73 320,00	58 656,00	80 280,00	21624,00	15009641
ADEFSA	CFA Descartes de Marne la Vallee	R19156	9 200,00	7 360,00	10 200,00	2 840,00	15009640
AFGD	CFA Commerce, distribution, services - CODIS	R18332	24 840,00	19 872,00	23 980,00	4 108,00	15009624
AFI 24 Ile de France	CFA AFI 24 Ile de France	R13007	15 040,00	12 032,00	14 360,00	2 328,00	15009553
AFMAE	CFA des Metiers de l'Aerien	R5959	103 000,00	82 400,00	95 600,00	13 200,00	15009605
AFORP	CFA de l'AFORP	R1600	79 000,00	63 200,00	78 920,00	15 720,00	15009680
AFTRAL	CFA des métiers de la logistique et du transport	R21703	79 580,00	63 664,00	70 420,00	6 756,00	15009681
AFUNA	CFA SUP 2000	R18387	51500,00	41200,00	48 300,00	7 100,00	15009557
AGALT	CFA des Metiers de la Logistique et du Transport	R24404	20 700,00	16 560,00	18 940,00	2 380,00	15009658
AGESUP	CFA d'Evry Val d'Essonne - EVE	R12303	20 100,00	16 080,00	18 300,00	2 220,00	15009590
AOCDTF	CFA regional des Compagnons du Devoir Ile de France	R5301	57 920,00	46 336,00	61440,00	15 104,00	15009585
ARFA	CFA des Metiers du Sport et de l'Animation - ARFA	R10741	116 740,00	93 392,00	103 760,00	10 368,00	15009625
Association CFA Couverture Plomberie	CFA de la Couverture et de la Plomberie	R36737	49 920,00	39 936,00	44 480,00	4 544,00	15009613
Association du CFA de la Poissonnerie	CFA du marché international de Rungis	R29945	13 440,00	10 752,00	11 200,00	448,00	15009583
Association Faculte des Metiers de l'Essonne	CFA de la Faculte des Metiers de l'Essonne	R27047	257 180,00	205 744,00	231 100,00	25 356,00	15009670
Association Ingénieurs 2000	CFA Ingenieurs 2000	R17725	5 300,00	4 240,00	4 400,00	160,00	15009626
Association Nationale pour la Formation et la Promotion Professionnelle dans la Batellerie	CFA de la Navigation Interieure	P0021067	12 800,00	10 240,00	11 200,00	960,00	15009685
BTP CFA Ile-de-France	CFA du bâtiment Brétigny-sur-Orge	R1620	66 880,00	53 504,00	57 280,00	3 776,00	15009565
BTP CFA Ile-de-France	CFA du bâtiment Nangis	R1620	55 380,00	44 304,00	44 980,00	676,00	15009558
C3 CFA	CFA C3 - Institut superieur des metiers du commerce et de la gestion des entreprises	R32884	11 200,00	8 960,00	9 900,00	940,00	15009665
CAE	CFA de l'Equipement Electrique (Delepine)	R1623	48 220,00	38 576,00	46 520,00	7 944,00	15009567
CAIA	CFA des Métiers d'Art et Décor Intérieur	R1616	43 200,00	34 560,00	36 480,00	1920,00	15009622
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - Centre des Formations Industrielles - CFI	P0023520	73 480,00	58 784,00	61280,00	2 496,00	15009654
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - Ecole Gregoire Ferrandi	P0023520	97 800,00	78 240,00	118 220,00	39 980,00	15009655
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - Gobelins, Ecole de l'Image	P0023520	15 280,00	12 224,00	14 000,00	1776,00	15009604
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - La Fabrique à la rentrée 2014 (fusion ESIV + qq GREGOIRE)	P0023520	14 500,00	11600,00	12 820,00	1220,00	15009652
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - Centre R. Delorozoy (Montigny le Bretonneux - Paris - Vélizy)	P0023520	16 740,00	13 392,00	15 720,00	2 328,00	15009595
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - ESSYM (Rambouillet - Guyancourt)	P0023520	3 800,00	3 040,00	4 200,00	1 160,00	15009596
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - GESCIA (Enghien les bains - Gonesse - Donont)	P0023520	20 500,00	16 400,00	16 520,00	120,00	15009593
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - INHAC (ex St Gratien - restauration)	P0023520	57 600,00	46 080,00	46 940,00	860,00	15009687
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - ISIPCA (Versailles)	P0023520	18 260,00	14 608,00	19 060,00	4 452,00	15009597
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - ITEDEC (Aubergenville - Mantes la Jolie - Maurepas)	P0023520	50 800,00	40 640,00	56 680,00	16 040,00	15009675
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - ITESCIA (Cergy Pontoise - Versailles - Paris)	P0023520	10 500,00	8 400,00	10 000,00	1600,00	15009591
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - UPMC - Université Pierre et Marie Curie (Paris)	P0023520	1400,00	1 120,00	2 000,00	880,00	15009594
CCIR Paris Ile-de-France	CFA CCI Paris IDF - UVSQ - Université Versailles-Saint Quentin - D'Alembert (Guyancourt - Mantes - Versailles)	P0023520	3 400,00	2 720,00	2 800,00	80,00	15009669
CESFA	CFA Centre superieur de formation par l'apprentissage	R29523	1700,00	1360,00	2 100,00	740,00	15009651
CEZ	CFA centre d'enseignement zootechnique	R3857	14 360,00	11488,00	12 820,00	1332,00	15009601
Chambre d'apprentissage de la peinture	CFA GPPF Formation (Peinture, vitrerie et du revêtement)	R1625	21700,00	17 360,00	20 960,00	3 600,00	15009562
CMA du Val de Marne 94	CFA de la chambre de metiers et de l'artisanat du Val de Marne	R5782	148 480,00	118 784,00	145 340,00	26 556,00	15009609
CMA Seine et Marne 77 Château Gruber	CFA de la chambre des metiers et de l'artisanat de la Seine et Marne	P0014765	257 160,00	205 728,00	238 580,00	32 852,00	15009684
CPOA	CFA des Metiers du BTP - CFM BTP	R22164	25 320,00	20 256,00	27 380,00	7 124,00	15009657
CSF	CFA de l'Ecole des Fleuristes de Paris	R1612	81920,00	65 536,00	71680,00	6 144,00	15009550
EBP	CFA de la Boulangerie et de la Patisserie	R18894	40 320,00	32 256,00	32 960,00	704,00	15009577
Ecole de Travail ORT	CFA Ecole de Travail ORT	R1667	31720,00	25 376,00	31840,00	6 464,00	15009556
EPLEA St germain en Laye - Chambourcy - la bretonniere	CFA de l'EPLEFPA agricole - la Bretonniere	R3667	49 800,00	39 840,00	42 300,00	2 460,00	15009580
FFC	CFA Carrosserie	R1602	15 040,00	12 032,00	14 400,00	2 368,00	15009635
FODIPEG	CFA Eugene DUCRETET	R19152	30 660,00	24 528,00	33 420,00	8 892,00	15009599
GIP - FCIP + Rabelais + Cormier + Tingaud à la rentrée 2015-2016	CFA Academique de Creteil	R26516	140 400,00	112 320,00	155 660,00	43 340,00	15009668
GIP - FCIP + ville de mantes + au 31/08/2015 Municipalité d'Enghien (avance revotée pour le GIP CP 15-999)	CFA Versailles Academie Avenir Apprentissage - V3A	R25568	34 100,00	27 280,00	51900,00	24 620,00	15009678
MECAVENIR	CFAI Mecavenir	R10346	4 500,00	3 600,00	4 100,00	500,00	15009621
PARIS ACADEMIE ENTREPRISES	CFA Paris academie entreprises	R7755	52 560,00	42 048,00	63 280,00	21232,00	15009647
Paris Sports Developpement	CFA Universite et Sports	R26146	1500,00	1200,00	1400,00	200,00	15009660
			2 629 780,00	**2 103 824,00**	**2 524 900,00**	**421 076,00**	
		54 dossiers					
		55 dossiers			**Total des soldes à verser**	**421 688,00**	

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-374

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE DEVELOPPEMENT DE L'APPRENTISSAGE
CINQUIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Livre II de la 6ème partie du Code du travail ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 72-07 du 27 juillet 2007 relative au Schéma régional des formations 2007-2013 en Ile-de-France :

VU La délibération n° CR 07-11 du 7 avril 2011 définissant la politique régionale de développement de l'apprentissage et plus particulièrement son annexe 3 relative aux dispositifs d'attribution de subventions d'investissement aux CFA accompagnés des conventions-types correspondantes ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 16-364 relative à la mise en œuvre du plan d'action régional en faveur de l'apprentissage : une nouvelle convention régionale pour les CFA d'Ile-de-France ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-374 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Construction et travaux dans les centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 760 724 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement travaux » adoptée par la délibération du 7 avril 2011, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 760 724 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-001 (112001) « constructions et travaux CFA », action 11200101 « constructions et travaux CFA », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention régionale pour les travaux de mise en conformité du CFA UTEC à compter du 1er juillet 2016, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 2 : Equipements des centres de formation d'apprentis

Décide de participer, au titre du dispositif « Aide régionale aux investissements dans les centres de formation d'apprentis » au financement des projets, détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 414 623 €.

Subordonne le versement de chacune de ces subventions à la conclusion, avec son bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type « investissement équipements » adoptée par la délibération du 7 avril 2011, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 1 414 623 € disponible sur le chapitre 901 « formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 12 « apprentissage », programme HP 12-002 (112002) « équipement des centres de formation d'apprentis », action 11200201 « équipement des centres de formation d'apprentis », nature 204 « subvention d'investissement » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-374	Budget	2016

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112001 - Construction et travaux dans les CFA**
Action	**11200101 - Construction et travaux dans les CFA**

Dispositif : N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage

Dossier	15010814 - CFA DE L'ITESCIA - TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BATIMENT SUR LE SITE DU CFA A PÖNTOISE (95) - PHASE ETUDES			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	PONTOISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	640 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000 000,00 €	TTC	32 %	640 000,00 €	

Dossier	16011276 - CFA DE L'INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS (IFPM) - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA CHAUDIERE (PHASE ETUDE)			
Bénéficiaire	R18648 - IFPM INST FORM PERF ME TIERS			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 608,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 510,00 €	TTC	80 %	19 608,00 €	

Dossier	16011278 - CFA DE LA PHARMACIE PARIS/ILE-DE-FRANCE - TRAVAUX DE SECURITE ET DE MISE EN CONFORMITE POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE			
Bénéficiaire	R1604 - ACPPP ASS COURS PROF & PERFECT EMP & PREPA PHARMA			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	86 338,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
123 340,00 €	TTC	70 %	86 338,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-374	Budget	2016

Dossier	16011569 - CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS D'ERMONT (95) - TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CFA (PHASE ETUDES)			
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE			
Localisation	ERMONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	656 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
820 000,00 €	TTC	80 %	656 000,00 €	

Dossier	16011784 - CFA UTEC - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE DES SITES D'EMERAINVILLE ET D'AVON (77)			
Bénéficiaire	R1967 - CCI 77 CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	358 778,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
448 472,00 €	TTC	80 %	358 778,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000442 - Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	1 760 724,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112001 - 11200101	1 760 724,00 €

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112002 - Equipement des centres de formation d'apprenti(e)s**
Action	**11200201 - Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s**

Dispositif : N° 00000441 - Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA

Dossier	16011229 - CFA DE LA LIBRAIRIE ET DE LA PAPETERIE DE DETAIL - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DE MOBILIER			
Bénéficiaire	R1608 - INFL INST NAL FORM LI BRAIRIE			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 904,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 840,00 €	TTC	60 %	26 904,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-374	Budget	2016

Dossier	16011243 - CFA DE LA COUVERTURE ET DE LA PLOMBERIE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES			
Bénéficiaire	R36737 - CFA COUVERTURE PLOMBERIE			
Localisation	ALFORTVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 017,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 940,00 €	TTC	55 %	6 017,00 €	

Dossier	16011279 - CFA DE LA PHARMACIE PARIS/ILE-DE-FRANCE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET INFORMATIQUES			
Bénéficiaire	R1604 - ACPPP ASS COURS PROF & PERFECT EMP & PREPA PHARMA			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	83 146,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
118 780,00 €	TTC	70 %	83 146,00 €	

Dossier	16011342 - CFA DE L'AFORP - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER POUR LES SITES DE MANTES-LA-VILLE (78), ASNIERES-SUR-SEINE (92), ISSY-LES-MOULINEAUX (92) ET DRANCY (93)			
Bénéficiaire	R1600 - CFAI AFORP FORMATION			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	755 107,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 510 214,00 €	HT	50 %	755 107,00 €	

Dossier	16011347 - IMA DES DEUX-FLEUVES, IMA DU PAYS DE MEAUX ET IMA DU VAL-DE-SEINE (77) - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES			
Bénéficiaire	P0014765 - CMA CHAMBRE DE METIERS ET DE L ARTISANAT DE LA SEINE ET MARNE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 819,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
171 024,00 €	TTC	80 %	136 819,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-374	Budget	2016

Dossier	16013018 - CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE RUEIL-MALMAISON - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER				
Bénéficiaire	R1620 - BTP CFA ILE DE FRANCE				
Localisation	RUEIL-MALMAISON				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	406 630,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
508 288,00 €	TTC		80 %	406 630,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000441 - Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 414 623,00 €

Total sur l'imputation 901 - 12 - 112002 - 11200201	1 414 623,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS TRAVAUX DE RENOVATION, DE MISE EN CONFORMITE ET D'EXTENSION DANS LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15010814

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DE L'ITESCIA - TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BATIMENT SUR LE SITE DU CFA A PONTOISE (95) - PHASE ETUDES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 000 000,00 €	32,00 %	640 000,00 €
	Montant Total de la subvention		640 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE REGION PARIS ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 27 AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 13001727000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux de construction d'un bâtiment sur le site du CFA à Pontoise (95) - Phase études

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

ITESCIA est une école d'enseignement supérieur qui propose des diplômes post Bac en gestion, management et numérique. Elle permet de former des managers pluri-expertises maîtrisant les différents flux d'information dans une dynamique d'innovation.

ITESCIA est née en 2013 de la fusion de l'ITIN, créée en 1998, école supérieure d'informatique, réseaux et systèmes d'information et de l'ESCIA, créée en 1991, école supérieur préparant aux métiers de la comptabilité, de la finance, du management et de la gestion.

Description :

Les locaux de l'ITESCIA sont implantés sur deux sites :

- un site en pleine propriété à Pontoise (3 000 m²)
- un site en location à Cergy Saint-Christophe (2 000 m²)

Un programme réalisé en juin 2012 portant sur la restructuration et l'extension du site de Pontoise de l'ITESCIA a établi un besoin de 3 900 m² (3 000 m² de restructuration de l'existant et 900 m² d'extension). le budget prévisionnel de l'opération était de 17,2 M€.

Un concours de maîtrise d'œuvre a été lancé sur la base de ce programme en 2012 et un avant-projet a été remis en 2013.

Une subvention couvrant les études de programmation et d'avant-projet d'un montant de 250 000 € a été voté à la CP 11-707 du 20 octobre 2011.
Deux subventions travaux ont été votées d'un montant de 550 000 € et 500 000 € aux CP 11-050 du 27 janvier 2011 et CP 12-094 du 26 janvier 2012 pour des travaux de mise en sécurité du bâtiment de Pontoise.

Suite à la fusion de la CCIV et de la CCIP en 2013, les projets de développement des établissements d'enseignement ont été examinés dans une perspective d'optimisation et de synergie des formations dispensées.

Le nouveau projet pédagogique de l'ITESCIA (besoin de 6 000 m²) ne correspondant plus au programme initial de l'opération et au vu de l'état de vétusté et de la présence d'amiante sur le bâtiment de Pontoise, la CCI Paris Ile-de-France a décidé de construire un nouveau bâtiment sur le site de Pontoise dont l'assiette foncière est de 13 000 m², ce qui permet de répondre de manière rapide et fonctionnelle aux besoins de l'établissement.

Le projet immobilier consiste en une reconstruction complète d'un bâtiment neuf qui sera en adéquation avec les besoins de l'établissement. Il sera ainsi parfaitement fonctionnel et performants en matière de qualité environnementale et prendra en compte les cibles haute qualité environnementale (HQE) et labellisé bâtiment basse consommation (BBC).

La surface construite du projet est de 6 000 m². Le budget prévisionnel de l'opération de construction est de 23,5 M€. Il se décompose comme suit :

- Travaux :	18 000 000 €
- Honoraires maîtrise d'œuvre :	2 200 000 €
- Honoraires contrôle technique, SPS :	450 000 €
- Concours, études préalables :	410 000 €
- Frais divers :	500 000 €
- Révisions et aléas :	1 400 000 €
- Actualisation :	540 000 €

Coût d'opération toutes dépenses comprises : 23 500 000 € TTC
(hors équipements)

La présente demande de subvention représente les études d'avant-projet d'un montant d'investissement de 2 000 000 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 1 à 3 : comptabilité, gestion, informatique, traitement de l'information, ressources humaines, gestion du personnel, finances, banque, assurances. 995 apprentis.

Localisation géographique :

- PONTOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	2 000 000,00	100,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	640 000,00	32,00%
Grand Emprunt (PIA)	640 000,00	32,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	560 000,00	28,00%
Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP)	160 000,00	8,00%
Total	2 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	340 000,00 €
2017	300 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	54 000,00 €
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	688 799,74 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	279 070,00 €

2013	Appui aux actions de formation entrepreneuriale et d'accompagnement des porteurs de projets à fort potentiel économique et social	30 000,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	204 375,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	466 016,00 €
2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	255 383,20 €
2013	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	107 503,00 €
2013	Formation de formateurs en CFA	15 225,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	306 700,00 €
2013	PM'up - Fonctionnement	455 380,00 €
2013	PM'up - Investissement	487 709,00 €
2013	Programme LEONARDO	318 286,00 €
2013	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	656 840,00 €
2013	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	80 000,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 290 896,00 €
2013	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	12 614 049,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	30 222 677,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	385 100,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	24 750,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	40 404,20 €
2014	Ateliers d'animation éducative	11 121,60 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	163 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	465 360,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	232 773,00 €
2014	Ecole Régionale des Projets - ERP	30 000,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	6 720,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 500,00 €
2014	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2014	PM'up - Investissement	45 500,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	22 809,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 360,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	18 032,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	2 423 619,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 531 696,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	27 260 691,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	325 700,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 900,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	29 164,16 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	473 176,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	527 162,55 €
2015	Ecole Régionale des Projets - ERP	45 000,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	14 675,00 €
2015	Olympiades des métiers	5 600,00 €
2015	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	4 851 000,87 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation	60 070,00 €

	Professionnelle	
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	787 670,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	12 600,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	150 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 039 602,60 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	130 810,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	25 962 605,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	171 200,00 €
2016	Organismes intermédiaires POR 2014-2020 Fonctionnement	2 477 181,27 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	490 626,23 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	45 600,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	282 694,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	9 235,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	18 419 000,00 €
	Montant total	114 087 197,42 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011278

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DE LA PHARMACIE PARIS/ILE-DE-FRANCE - TRAVAUX DE SECURITE ET DE MISE EN CONFORMITE POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	123 340,00 €	70,00 %	86 338,00 €
	Montant Total de la subvention		86 338,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES COURS PROFESSIONNELS ET DE PERFECTIONNEMENT POUR LES EMPLOYES ET LES PREPARATEURS EN PHARMACIE (ACPPP)
Adresse administrative : 59 RUE PLANCHAT 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77567831100041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux de sécurité et de mise en conformité pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Travaux de mise en conformité et de sécurité comprenant :

* mise en conformité des conditions d'accessibilité de l'établissement aux personnes handicapées : 79 934 €

- mise en conformité des circulations centrales et escaliers
- création d'un WC pour les personnes à mobilité réduite
- mise en conformité de l'accès aux salles 101, 302-304
- mise en conformité de l'escalier A au rez-de-chaussée et de l'accès à l'accueil et salles
- mise en conformité de l'accès au foyer, sortie de secours et ascenseur
- mise en conformité de l'accès au CDI
- création d'un WC pour personnes à mobilité réduite (escalier D)
- mise en conformité électrique et de sécurité rez-de-chaussée et salles de cours

* bureau de contrôle : 9 600 €

* mise en place d'une centrale incendie : 21 806 €

* coordination et installation d'un système de sécurité incendie : 12 000 €

Soit un montant total investissement de 123 340 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveau 4 : commerce, vente, santé. 545 apprentis.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	123 340,00	100,00%
Total	123 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	86 338,00	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	37 002,00	30,00%
Total	123 340,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

2017	30 000,00 €
2018	26 338,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	12 117,32 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	18 430,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	67 840,00 €
2013	Formation de formateurs en CFA	1 975,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	21 000,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 163 837,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	62 336,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	1 725,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 103 668,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	67 904,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	1 700,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 117 362,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	19 520,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	893 000,00 €
	Montant total	3 612 009,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011569

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS D'ERMONT (95) - TRAVAUX D'EXTENSION ET DE REHABILITATION DU CFA (PHASE ETUDES)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	820 000,00 €	80,00 %	656 000,00 €
	Montant Total de la subvention		656 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BTP CFA ILE-DE-FRANCE
Adresse administrative : 10 RUE DU DEBARCADERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77566214100081

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux d'extension et de réhabilitation du CFA

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

L'association BTP CFA Ile-de-France est gestionnaire de sept centres de formation d'apprentis - Nangis et Ocquerre (77), Brétigny-sur-Orge (91), Rueil-Malmaison (92), Noisy-le-Grand et Saint-Denis (93) et Ermont (95) - spécialisés dans les formations du bâtiment.

Elle souhaite réaliser des travaux d'extension et de réhabilitation du CFA du bâtiment et des travaux publics d'Ermont (95). Ce CFA n'a jamais bénéficié d'actions de réhabilitation depuis plus de 30 ans d'existence.

Ce projet concerne la réhabilitation des bâtiments existants, la restructuration de l'espace administratif et la construction de nouveaux locaux sur une parcelle mitoyenne à acquérir avec conservation du pavillon existant. Il comprendra :

- restructuration des bâtiments pour rationnaliser/optimiser les secteurs professionnels notamment les pôles fluides, électricité, salles de sciences et centre de ressources ;
- réfection complète de la toiture (charpente et couverture avec retrait des élements comprenant de l'amiante ;
- réfection complète des équipements électriques et de chauffage des ateliers et salles pédagogiques ;
- réhabilitation du pavillon existant et création d'un pôle pédagogique sur le parcelle à acquérir ;
- construction d'un pôle "Education physique et sportive" avec salle de sport, salle de musculation et locaux annexes ;
- restructuration de l'ensemble du pôle administratif, accueil, développement et orientation ;
- mise aux normes accessibilité de l'ensemble de l'établissement.

Coût prévisionnel de l'opération :

- Travaux et frais divers : 5 240 000 €

- Honoraires : 820 000 €

- Acquisition de terrain : 750 000 €

Soit un coût total prévisionnel de 6 810 000 €.

Les travaux sont prévus d'être réalisés de 2018 à 2020 en fonction des autorisations de programme qui pourront être affectées sur cette opération et de la participation financière d'autres partenaires (Comité de Concertation et de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et des Travaux Publics).

La présente demande de subvention représente des honoraires pour un montant d'investissement de 820 000 €.

Description :

Travaux d'extension et de réhabilitation des locaux du CFA (phase études) comprenant :

Honoraires : 820 000 €

- Assistant maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre
- Architecte et BET
- Bureau de contrôle
- OPC, SPS et SSI
- géomètres, études de sol
- diagnostic
- révision de prix

Soit un montant total investissement de 820 000 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : énergie, génie climatique, bâtiment, électricité, électronique, structures métalliques, travail du bois et de l'ameublement. 445 apprentis.

Localisation géographique :

- ERMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	820 000,00	100,00%
Total	820 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	656 000,00	80,00%
CCCA-BTP	164 000,00	20,00%
Total	820 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200 000,00 €
2017	300 000,00 €
2018	156 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	1 077,55 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	114 475,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	469 888,00 €
2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	123 509,60 €
2013	Formation de formateurs en CFA	17 800,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	50 400,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	32 680,00 €
2013	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	7 713 000,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 512 712,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	35 900,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	95 375,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	420 544,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	133 246,00 €

2014	Formation de formateurs en CFA	6 400,00 €
2014	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	39 605,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	23 917,50 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	356 626,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	59 439,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 363 645,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	34 350,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	2 356,90 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	442 752,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	310 627,82 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	29 796,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 353 079,57 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 485 118,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 407 859,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	13 000,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	499 489,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 928 000,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	6 508 000,00 €
	Montant total	44 621 487,94 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011276

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DE L'INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS (IFPM) - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA CHAUDIERE (PHASE ETUDE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	24 510,00 €	80,00 %	19 608,00 €
	Montant Total de la subvention		19 608,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20422-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	:	INSTITUT DE FORMATION ET DE PERFECTIONNEMENT AUX METIERS (IFPM)
Adresse administrative	:	4 BOULEVARD DU LEVANT 92000 NANTERRE
Statut Juridique	:	Association
N° SIRET	:	38426598900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux de mise en conformité de la chaudière (phase étude)

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Suite à un audit énergétique réalisé le 22 janvier 2016, le projet consiste à mettre en œuvre le programme de travaux de mise en conformité d'installations de chauffage de bâtiments du CFA.

Description :

Maîtrise d'œuvre pour le suivi des travaux concernant le changement de chaudière à fioul comprenant :

- études avant-projet sommaire
- études avant-projet définitif
- assistance pour la passation des contrats de travaux

- direction de l'exécution des contrats de travaux
- assistance opérations de réception

Soit un montant total investissement de 24 510 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : coiffure, esthétique et autres spécialités des services à la personne. 540 apprentis.

Localisation géographique :

- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	24 510,00	100,00%
Total	24 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	19 608,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	4 902,00	20,00%
Total	24 510,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	19 608,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	32 818,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	78 336,00 €
2013	Formation de formateurs en CFA	3 825,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	15 600,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	266 568,00 €

2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 396 500,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	31 200,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	77 392,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	1 850,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 598 989,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	46 800,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	7 350,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	87 636,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	58 752,00 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	14 692,80 €
2015	Formation de formateurs en CFA	2 850,00 €
2015	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 842 077,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	15 600,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	11 468,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	11 832,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 263 000,00 €
	Montant total	5 804 867,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011784

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA UTEC - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE POUR L'ACCESSIBILITE DES PERSONNES A MOBILITE REDUITE DES SITES D'EMERAINVILLE ET D'AVON (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	448 472,00 €	80,00 %	358 778,00 €
	Montant Total de la subvention		358 778,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204182-112001-400
11200101- Construction et travaux dans les CFA

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : RUE JOHANNES GUTENBERG 77700 SERRIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 18770918300235

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux de mise en conformité pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite des sites d'Emerainville et d'Avon (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux par anticipation est justifié par l'urgence à réaliser les travaux au début de l'été 2016.

Description :

Travaux de mise en conformité pour l'accessibilité des personnes à mobilité réduite comprenant :

* travaux sur le Campus UTEC à Emerainville (bâtiments A, B, D, E et G) : 304 387 €

* travaux sur le site d'Avon : 144 085 €

Soit un montant total investissement de 448 472 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 1 à 5 : accueil, hôtellerie, tourisme, commerce, vente, comptabilité, gestion, informatique, traitement de l'information, agroalimentaire, alimentation, cuisine, électricité, électronique. 1600 apprentis.

Localisation géographique :

- AVON
- EMERAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	448 472,00	100,00%
Total	448 472,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	358 778,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	89 694,00	20,00%
Total	448 472,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200 000,00 €
2017	100 000,00 €
2018	58 778,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	11 201,95 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	17 937,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	101 584,00 €

2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	98 413,60 €
2013	Formation de formateurs en CFA	2 900,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	86 200,00 €
2013	PM'up - Fonctionnement	73 327,00 €
2013	PM'up - Investissement	158 285,00 €
2013	Programme LEONARDO	97 350,00 €
2013	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	440 875,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 443 357,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	129 590,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	1 280,00 €
2014	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	5 325,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	103 920,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	64 594,00 €
2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	12 000,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	2 400,00 €
2014	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2014	Soutien à l'immobilier d'entreprises	480 000,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	182 300,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 267 893,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	76 830,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	88 592,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	119 259,46 €
2015	Formation de formateurs en CFA	2 700,00 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2015	Participation de la Région au programme ERASMUS+, volet Formation Professionnelle	60 136,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	183 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	3 050,00 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	72 664,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 279 071,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	41 750,00 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	193 000,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 157 000,00 €
	Montant total	18 849 473,01 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES DANS LES CENTRES DE FORMATION D'APPRENTIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011347

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : IMA DES DEUX-FLEUVES, IMA DU PAYS DE MEAUX ET IMA DU VAL-DE-SEINE (77) - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	171 024,00 €	80,00 %	136 819,00 €
	Montant Total de la subvention		136 819,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-204181-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE DE METIERS ET DE L'ARTISANAT DE SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 4 AVENUE DU GENERAL-LECLERC 77000 MELUN
Statut Juridique : Organisme Consulaire
N° SIRET : 13001301400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques pour les Instituts des Métiers et de l'Artisanat des Deux-Fleuves, du Pays de Meaux et du Val-de-Seine (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Dans le prolongement de la mise en œuvre d'un parcours de découverte des métiers et des formations de l'artisanat, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne a engagé depuis 3 ans une réflexion en partenariat avec l'ONISEP pour renforcer sa mission de découverte des métiers et des formations de l'artisanat et leurs innovations technologiques afin d'accompagner le public dans le domaine de l'orientation et de la validation de projet.

L'Institut des Métiers et de l'Artisanat du Pays de Meaux constitue l'établissement "initiateur" de la démarche et représente un modèle pour les deux Instituts des Métiers et de l'Artisanat situés à Melun et Saint-Germain-Laval.

Soucieuse d'apporter de la cohérence entre ces 3 établissements et d'envisager la possibilité pour le public intéressé de réaliser une visite réelle ou virtuelle des IMA afin d'apporter un service complet, la CMA 77 doit s'appuyer sur des compétences extérieures permettant l'aboutissement de ce projet.

La conceptualisation scénographique de l'offre de formation et des métiers proposée par le CFA de la CMA 77 permettra une totale information sur tous les métiers et les formations proposés par le réseau de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat.

L'ONISEP souhaite mettre son expertise en ingénierie éducative pour l'orientation et son expérience en conception et développement de services numériques au service du projet de création d'un parcours de découverte des métiers de l'artisanat innovant et modélisant au niveau national, qui sera déployé sur des bornes interactives et accessible via le site internet de la CMA 77.

Description :

Conceptualisation scénographique du parcours de découverte des métiers de l'artisanat comprenant :

* maîtrise d'ouvrage à la charge de l'ONISEP :

- conventionnement, cahier des charges, coordination générale, suivi et contrôle de la réalisation du projet

* réalisation du projet - activités pédagogiques (7 bornes) et site internet d'accompagnement :

- éditorial
- développement web
- maquette/habillage

* réalisation de deux vidéos

Soit un montant total investissement de 171 024 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 3 à 5 : coiffure, esthétique, électricité, électronique, moteurs et mécanique automobile, agroalimentaire, alimentation, cuisine, commerce, vente, comptabilité, gestion, accueil, hôtellerie, tourisme. 1630 apprentis.

Localisation géographique :

- MELUN
- SAINT-GERMAIN-LAVAL
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	171 024,00	100,00%
Total	171 024,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	136 819,00	80,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	34 205,00	20,00%
Total	171 024,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €
2017	36 819,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	1 670,22 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	56 106,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	219 184,00 €
2013	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	27 993,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	577 096,00 €
2013	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	655 408,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 793 935,40 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	244 384,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	24 384,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	11 375,00 €
2014	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	34 530,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	21 892,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	748 216,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	221 600,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 429 750,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	81 750,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	228 720,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	61 944,00 €

2015	Formation de formateurs en CFA	8 000,00 €
2015	PSP - Diplômes des chambres de métiers et de l'artisanat	37 454,17 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	24 492,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 012 168,68 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	992 904,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	5 782 372,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	108 840,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	4 287 000,00 €
	Montant total	20 701 144,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011229

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DE LA LIBRAIRIE ET DE LA PAPETERIE DE DETAIL - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS INFORMATIQUES ET DE MOBILIER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	44 840,00 €	60,00 %	26 904,00 €
	Montant Total de la subvention		26 904,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT NATIONAL DE FORMATION DE LA LIBRAIRIE
Adresse administrative : 12 RUE DE VINCENNES
93100 MONTREUIL-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 34878623700050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements informatiques et de mobilier

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Renouvellement d'équipements informatiques et de mobilier comprenant :

* Equipements informatiques : 33 632 €

- ordinateurs
- licences
- onduleur
- disque dur

* Equipements en mobilier : 11 208 €

- tables scolaires
- chaises

Soit un montant total investissement de 44 840 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Niveaux 2, 4 et 5 : techniques de l'imprimerie et de l'édition, commerce, vente. 150 apprentis.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	44 840,00	100,00%
Total	44 840,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	26 904,00	60,00%
Taxe d'apprentissage	17 936,00	40,00%
Total	44 840,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €
2017	11 904,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	2 322,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	27 250,00 €

2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	22 016,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	4 500,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	28 840,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	502 541,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	6 500,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	20 437,50 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	22 464,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	297 165,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	18 240,00 €
2015	EVOA (Evolution et Optimisation de l'Apprentissage)	5 760,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	486 780,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	229 000,00 €
	Montant total	1 388 493,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011243

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DE LA COUVERTURE ET DE LA PLOMBERIE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	10 940,00 €	55,00 %	6 017,00 €
	Montant Total de la subvention		6 017,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DU CFA DE LA COUVERTURE ET DE LA PLOMBERIE
Adresse administrative : 10 RUE DU DEBARCADERE 75017 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 48840184500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques comprenant :

- poste soudure
- tablier de soudeur
- perceuses-visseuses
- rabot électrique
- cisailles
- compas à charnière
- pinces à border et pinces à bec
- fers de couvreur
- cordeaux traceur

- scies égoïnes
- bidons poudre
- grilles à zinc
- portes lame
- brosses métalliques
- coffret cliquet douille et jeu de tournevis
- marteaux agrafeur

Soit un montant total investissement de 10 940 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : bâtiment, énergie, génie climatique. 255 apprentis.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	10 940,00	100,00%
Total	10 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	6 017,00	55,00%
Taxe d'apprentissage	4 923,00	45,00%
Total	10 940,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 000,00 €
2017	2 017,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	28 244,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	6 812,50 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	42 496,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	576 687,20 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	13 625,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	47 104,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	3 200,00 €
2014	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	458 745,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	20 437,50 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	41 920,00 €
2015	Olympiades des métiers	1 400,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	100 067,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	904 040,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	358 000,00 €
	Montant total	2 349 934,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011279

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DE LA PHARMACIE PARIS/ILE-DE-FRANCE - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES ET INFORMATIQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	118 780,00 €	70,00 %	83 146,00 €
	Montant Total de la subvention		83 146,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION DES COURS PROFESSIONNELS ET DE PERFECTIONNEMENT POUR LES EMPLOYES ET LES PREPARATEURS EN PHARMACIE (ACPPP)
Adresse administrative : 59 RUE PLANCHAT 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77567831100041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques et informatiques

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques et informatiques comprenant :

* Equipements pédagogiques : 18 000 €

- balances de précision
- imprimantes thermiques

* Equipements informatiques : 100 780 €

- ordinateurs
- serveurs
- claviers
- souris
- écrans
- licences
- solution pare-feu

Soit un montant total investissement de 118 780 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Niveau 4 : commerce, vente, santé. 545 apprentis.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	118 780,00	100,00%
Total	118 780,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	83 146,00	70,00%
Organisme gestionnaire : fonds propres	35 634,00	30,00%
Total	118 780,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	60 000,00 €
2017	23 146,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	12 117,32 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	18 430,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	67 840,00 €
2013	Formation de formateurs en CFA	1 975,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	21 000,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 163 837,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	62 336,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	1 725,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 103 668,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	67 904,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	1 700,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 117 362,00 €
2016	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	19 520,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	893 000,00 €
	Montant total	3 612 009,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011342

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DE L'AFORP - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER POUR LES SITES DE MANTES-LA-VILLE (78), ASNIERES-SUR-SEINE (92), ISSY-LES-MOULINEAUX (92) ET DRANCY (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 510 214,00 €	50,00 %	755 107,00 €
	Montant Total de la subvention		755 107,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION POUR LA FORMATION ET LE PERFECTIONNEMENT DU PERSONNEL DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES (AFORP)
Adresse administrative : 34 AVENUE CHARLES-DE-GAULLE 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77572845400189

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier pour les sites de Mantes-la-Ville (78), Asnières-sur-Seine (92), Issy-les-Moulineaux (92) et Drancy (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

Les équipements concernent l'acquisition de systèmes complémentaires ainsi que le remplacement de matériels et de logiciels obsolètes.

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier pour les sites de Mantes-la-Ville (78), Asnières-sur-Seine (92), Issy-les-Moulineaux (92) et Drancy (93) comprenant :

* Equipements informatiques pour tous les sites : 386 217 €

- logiciel mise en œuvre recrutement
- logiciel d'immobilisation
- ordinateurs et ordinateurs portables
- serveurs
- vidéoprojecteurs
- solution VDI pour 60 postes
- solution de sécurité réseau

* Equipements pour le site de Mantes-la-Ville (78) : 386 957 €

- logiciels
- appareil pour la mesure d'état de surface
- postes à souder
- concept pour l'étude de la programmation d'appareillages domotiques
- projet d'amélioration de systèmes infra centre
- systèmes et nomenclature
- équipements domotiques
- équipements pour régularisation niveau d'eau
- équipements sélectivité des protections
- banc hydraulique
- gerbeur à came
- équipements pour automatismes opératifs
- oscilloscopes
- matériels équipement ligne de production
- divers équipements de sport
- tables et chaises pour 4 salles de cours
- aspirateur
- divers équipements pour salle travaux pratiques mesures
- divers équipements pour le local apprenants et le local annexe apprenants
- vestiaires multicasiers soudés

* Equipements pour le site d'Asnières-sur-Seine (92) : 248 155 €

- machine à cintrer
- postes à souder
- traceur
- ligne de production
- caméra thermique
- matériels pour la réalisation de maquettes
- tables et chaises pour 4 salles de cours
- divers équipements pour le réfectoire
- sièges pour salle de réunion
- four micro-ondes
- massicot et destructeur
- divers mobilier pour le secrétariat

* Equipements pour le site d'Issy-les-Moulineaux (92) : 199 234 €

- baies orientation
- équipement système "maison connectée"
- pack "traitement du signal"
- pack "étude d'une régulation de niveau d'eau"

- pack de base d'étude de la diffusion TV TNT et satellite
- pack complet d'étude de la diffusion TV TNT et satellite
- matériels pour la réalisation de maquettes
- convoyeur à palettes
- pompe à chaleur
- divers équipements d'une salle en laboratoires de langues
- tables et chaises pour 3 salles de cours
- écran de projection
- chariots de gestion pour classe mobile

* Equipements pour le site de Drancy (93) : 289 651 €

- positionneur de tubes
- cintreuse de tubes
- rouleuse de tôles
- postes à souder
- maquettes didactiques
- banc sélectivité
- matériels pour la réalisation de maquettes
- systèmes d'alignement laser
- système de production eau chaude
- système de simulation pannes
- système fibre optique
- équipement pédagogique pour l'espace expérimentation
- tables informatiques et chaises
- divers équipements pour le réaménagement des bureaux accueil
- tables et chaises pour 4 salles de cours
- vitrine réfrigérée
- divers mobilier pour le réfectoire

Soit un montant total investissement de 1 510 214 €.

Le versement de la subvention régionale est conditionné au respect du plan de financement prévisionnel proposé ci-dessous.
Exceptionnellement, et au titre de l'exercice considéré (dénommé "année N"), la Région autorise l'affectation de l'excédent constaté en année N-1 au financement des investissements proposés et approuvés pour l'année N, sous réserve que la taxe d'apprentissage soit suffisante, et une fois assuré le financement du fonctionnement du CFA conformément au code du Travail pour l'année N-1.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 2 à 5 : technologies industrielles fondamentales, électricité, électronique, structures métalliques, énergie, génie climatique, mécanique générale et de précision, comptabilité, gestion. 1 140 apprentis.

Localisation géographique :

- MANTES-LA-VILLE
- ISSY-LES-MOULINEAUX
- ASNIERES-SUR-SEINE
- DRANCY
-

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	1 510 214,00	100,00%
Total	1 510 214,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	755 107,00	50,00%
Taxe d'apprentissage	755 107,00	50,00%
Total	1 510 214,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	400 000,00 €
2017	355 107,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	9 377,78 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	2 049,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	85 456,00 €
2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	43 408,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	139 450,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	773 299,00 €
2013	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	28 000,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 452 622,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	180 200,00 €
2014	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	1 125,93 €
2014	Ateliers d'animation éducative	15 680,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	67 536,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	72 396,00 €

2014	EVOA (Evolution et Optimisation de l’Apprentissage)	15 000,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	20 550,00 €
2014	Olympiades des métiers	2 800,00 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	185 104,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	60 620,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 313 926,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	167 250,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	15 960,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	73 824,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	203 724,00 €
2015	Formation de formateurs en CFA	13 825,00 €
2015	Olympiades des métiers	4 200,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	491 787,03 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	74 910,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	2 825 998,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	142 750,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	1 689 000,00 €
	Montant total	10 010 478,74 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013018

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CFA DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE RUEIL-MALMAISON - ACQUISITION D'EQUIPEMENTS PEDAGOGIQUES, INFORMATIQUES ET DE MOBILIER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	508 288,00 €	80,00 %	406 630,00 €
	Montant Total de la subvention		406 630,00 €

Imputation budgétaire : 901-12-20421-112002-400
11200201- Équipement des centres de formation d'apprenti(e)s

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BTP CFA ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 RUE DU DEBARCADERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 77566214100081

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA
Rapport Cadre : CR 07-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier

Date prévisionnelle de début de projet : 26 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Acquisition d'équipements pédagogiques, informatiques et de mobilier :

- divers matériels destinés à l'atelier secteur gros œuvre : 44 197 €
- divers matériels destinés à l'atelier secteur menuiserie : 93 615 €
- divers matériels destinés à l'atelier secteur métallerie : 188 329 €
- divers matériels destinés à l'atelier secteur fluides : 21 682 €
- divers matériels destinés à la salle de sciences secteur sciences : 28 498 €

- divers matériels tous secteurs : 131 967 €

- rayonnage et armoires
- mobilier (tables, cadres, vestiaire métallique, casier)
- matériel informatique
- mobilier de restauration

Soit un montant total d'investissement de 508 288 €.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Niveaux 4 et 5 : bâtiment, énergie, génie climatique, structures métalliques, électricité, électronique, travail du bois et de l'ameublement. 405 apprentis.

Localisation géographique :
- RUEIL-MALMAISON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant de l'investissement	508 288,00	100,00%
Total	508 288,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	406 630,00	80,00%
CCCA-BTP	101 658,00	20,00%
Total	508 288,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	250 000,00 €
2017	156 630,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux employeurs du secteur public non industriel et commercial, et aux associations à but non lucratif, non assujettis à la taxe d'apprentissage	1 077,55 €
2013	Aides régionales aux apprentis des CFA franciliens	114 475,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	54 500,00 €
2013	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	469 888,00 €
2013	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	123 509,60 €
2013	Formation de formateurs en CFA	17 800,00 €
2013	Incitation à la mobilité des apprentis	50 400,00 €
2013	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	32 680,00 €
2013	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	7 713 000,00 €
2013	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 512 712,00 €
2014	Aide à la mobilité des apprentis	35 900,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	95 375,00 €
2014	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	420 544,00 €
2014	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	133 246,00 €
2014	Formation de formateurs en CFA	6 400,00 €
2014	Soutien aux expérimentations régionales en apprentissage	39 605,00 €
2014	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	23 917,50 €
2014	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	356 626,00 €
2014	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	59 439,00 €
2014	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	8 363 645,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des apprentis (CR46-14)	34 350,00 €
2015	Ateliers d'animation éducative	2 356,90 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	149 875,00 €
2015	Dispositif d'aide régionale à l'entrée en apprentissage	442 752,00 €
2015	Dispositif Qualité en direction des CFA Franciliens	310 627,82 €
2015	Subvention des CFA ayant un internat en gestion propre	29 796,00 €
2015	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	1 353 079,57 €
2015	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 485 118,00 €
2015	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	9 407 859,00 €
2016	Aide à la mobilité internationale des apprentis	13 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	190 750,00 €
2016	Subvention d'investissement pour l'équipement des CFA	607 365,00 €
2016	Subvention d'investissement pour les travaux dans les centres de formation d'apprentissage	2 928 000,00 €
2016	Subventions régionales de fonctionnement aux CFA	6 508 000,00 €
	Montant total	44 920 113,94 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-375

Du 21 septembre 2016

Soutien régional aux dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) franciliens

Prime aux employeurs d'apprentis pour 2016 : 2ème affectation pour l'Agence de Services et de Paiement (ASP)

Avenant à la convention ASP

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le livre II de la 6ème partie du Code du Travail ;

VU La loi n° 2002-276 modifiée du 27 février 2002 sur la démocratie de proximité et notamment son article 107 ;

VU La loi de finances n° 2002-1575 du 30 décembre 2002 et notamment son article 134 ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales et notamment ses articles 8 et 10 ;

VU La délibération n° CR 87-11 du 7 avril 1987 relative à la politique régionale de formation professionnelle et d'apprentissage ;

VU La délibération n° CR 31-06 du 17 mars 2006 relative au dispositif cadre de la prime régionale aux employeurs d'apprentis ;

VU La délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 « la région s'engage pour l'emploi » ;

VU La délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 relative à la réforme de la prime régionale aux employeurs d'apprentis ;

VU La délibération n° CR 05-15 du 13 Février 2015 « La Région s'engage pour l'apprentissage et l'Emploi » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de compétences du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 14-386 du 18 juin 2014 relative au « soutien régional aux dispositifs locaux d'accompagnement » ;

VU La délibération n° CP 15-549 du 8 octobre 2015 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des Missions Locales, les Emplois-tremplin ; les dispositifs d'accès à l'apprentissage et de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis et le règlement des subventions PM'UP ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-375 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;

VU L'avis de la Commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Attribution de subventions aux huit Dispositifs Locaux d'Accompagnement franciliens

Décide de participer, au titre du dispositif « soutien régional en faveur des dispositifs locaux d'accompagnement (DLA) » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 158.000 € .

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type présentée à l'article 3 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **158.000 €** prélevée sur le chapitre 939 « Action économique », sous fonction 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-012 « Soutien à l'Emploi », action 191 012 03 « Emplois-tremplin », nature 657 du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Prise en compte anticipée des dépenses

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux Dispositifs Locaux d'Accompagnement au titre des dispositifs « soutien régional en faveur des Dispositifs Locaux d'Accompagnement », mentionnées à l'article 1, du 1er janvier 2016 au 30 juin 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 : Adoption de la convention type

Adopte la conventions-type de subvention aux Dispositifs Locaux d'Accompagnement pour le soutien aux structures employeuses d'Emplois-tremplin prenant en compte l'obligation 100.000 stages, telle que présentée en annexe 3.

Article 4 : Prime aux employeurs d'apprentis

Approuve le versement des primes régionales aux employeurs d'apprentis correspondant aux campagnes d'apprentissage 2013, 2014 et 2015 par l'intermédiaire de l'Agence de Services et de Paiement (ASP).

Affecte un montant de **22 000 000 €** pour les campagnes 2013, 2014 et 2015. Ce montant sera prélevé sur le chapitre 931 « formation professionnelle et apprentissage », sous-fonction 12 « apprentissage », programme HP 12-004 (112004) « Indemnité Compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis», Action 11200401 « Indemnité Compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis » code nature 6552 « indemnité compensatrice forfaitaire versée aux employeurs d'apprentis » du budget 2016.

Article 5 : Avenant à la convention ASP

Approuve l'avenant à la convention ASP présenté en annexe 4 de la présente délibération.

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-375	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112004 - Indemnité Compensatrice versée aux employeurs d'apprenti-e-s**
Action	**11200401 - Indemnité Compensatrice Forfaitaire versée aux employeurs d'apprenti-e-s**

Dispositif : N° 00000596 - Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis

Dossier	16011426 - PRIME REGIONALE VERSEE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 000 000,00 €		Code nature	6552
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 000 000,00 €	TTC	100 %	22 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000596 - Primes régionales versées aux employeurs d'apprentis	22 000 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112004 - 11200401	22 000 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191012 - Soutien à l'emploi**
Action	**19101203 - Emplois tremplin**

Dispositif : N° 00000848 - Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA

Dossier	16010466 - Soutien régional en faveur du DLA 77 pour l'accompagnement des structures porteuses d'emplois tremplin - 2016 - fonctionnement			
Bénéficiaire	R29690 - ASSOCIATION AFILE 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 731,00 €	TTC	42,04 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-375	Budget	2016

Dossier	16010468 - Soutien régional en faveur du DLA 77 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - ingenierie			
Bénéficiaire	R29690 - ASSOCIATION AFILE 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	TTC	100 %	5 000,00 €	

Dossier	16011135 - Soutien régional en faveur du DLA 91 pour l'accompagnement des stuctures porteuses de postes Emplois-tremplin- 2016- fonctionnement			
Bénéficiaire	R32391 - ESSONNE ACTIVE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 163,00 €	TTC	77,34 %	12 500,00 €	

Dossier	16011154 - Soutien régional en faveur du DLA 91 pour l'accompagnement des structures porteuses de postes Emplois-tremplin - 2016 – ingenierie			
Bénéficiaire	R32391 - ESSONNE ACTIVE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %	4 000,00 €	

Dossier	16011253 - Soutien régional en faveur du DLA 93 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - fonctionnement			
Bénéficiaire	P0027698 - FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 823,00 €	TTC	60,03 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-375	Budget	2016

Dossier	16011256 - Soutien régional en faveur du DLA 93 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - ingenierie			
Bénéficiaire	P0027698 - FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	TTC	100 %	12 000,00 €	

Dossier	16011267 - Soutien régional en faveur du DLA 75 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - fonctionnement			
Bénéficiaire	P0001103 - ADDEL			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 350,00 €	TTC	76,46 %	12 500,00 €	

Dossier	16011268 - Soutien régional en faveur du DLA 75 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - ingenierie			
Bénéficiaire	P0001103 - ADDEL			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	TTC	100 %	12 000,00 €	

Dossier	16011282 - Soutien régional en faveur du DLA 95 pour l'accompagnement des structures porteuses de postes Emplois-tremplin - 2016 - Fonctionnement			
Bénéficiaire	R13309 - INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 925,00 €	TTC	73,86 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-375	Budget	2016

Dossier	16011288 - Soutien régional en faveur du DLA 95 pour l'accompagnement des structures porteuses de postes Emplois-tremplin - 2016 – ingenierie			
Bénéficiaire	R13309 - INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC	100 %	6 000,00 €	

Dossier	16011312 - Soutien régional en faveur du DLA 94 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - fonctionnement			
Bénéficiaire	R12469 - AGENCE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE LOCALE ADIL			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 625,00 €	TTC	80 %	12 500,00 €	

Dossier	16011313 - Soutien régional en faveur du DLA 94 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - ingenierie			
Bénéficiaire	R12469 - AGENCE LOCALE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE LOCALE ADIL			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	TTC	100 %	8 000,00 €	

Dossier	16011343 - Soutien régional en faveur du DLA 78 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - ingenierie			
Bénéficiaire	R29280 - ATHENA			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	TTC	100 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-375	Budget	2016

Dossier	16011344 - Soutien régional en faveur du DLA 78 pour l'accompagnement des structures porteuses d'emplois tremplin - 2016 - fonctionnement			
Bénéficiaire	R29280 - ATHENA			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 088,00 €	TTC	73,15 %	12 500,00 €	

Dossier	16011348 - Soutien régional en faveur du DLA 92 pour l'accompagnement des structures porteuses de postes Emplois-tremplin - 2016 - fonctionnement			
Bénéficiaire	R29693 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 300,00 €	TTC	37,54 %	12 500,00 €	

Dossier	16011350 - Soutien régional en faveur du DLA 92 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2016 - ingenierie			
Bénéficiaire	R29693 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 000,00 €	TTC	100 %	6 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000848 - Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	158 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191012 - 19101203	158 000,00 €

ANNEXE 2 : ELEMENTS FINANCIERS ET FICHES PROJET « SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA »

Les éléments financiers

L'octroi de ces subventions nécessite l'affectation d'une autorisation d'engagement d'un montant global de 158.000 € pour la partie « Soutien aux associations employeuses d'Emplois-tremplin ».

Je vous propose en conséquence d'affecter **158.000 €** d'autorisations d'engagement prélevées sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-012 : « Soutien à l'emploi », action 191 012 03 « Emplois-tremplin » du budget régional 2016.

	BENEFICIAIRE	Base subventionnable fonctionnement DLA	Taux d'intervention	Montant maximal de la subvention de fonctionnement	Montant maximal d'aide au fonds d'ingénierie	Total subvention
75	ADDEL - Association pour le Développement d'une Dynamique de l'Emploi Local	16.350 €	76,46 %	12.500 €	12.000 €	24.500 €
77	AFILE 77 - Association pour le Financement d'Initiatives Locales pour l'Emploi	29.731 €	42,04 %	12.500 €	5.000 €	17.500 €
78	ATHENA (BGE)	17.088 €	73,15 %	12.500 €	5.000 €	17.500 €
91	ESSONNE ACTIVE	16.163 €	77,34 %	12.500 €	4.000€	16.500 €
92	HDSI - Hauts-de-Seine Initiatives	33.300 €	37,54 %	12.500 €	6 000 €	18 500 €
93	FOL 93 - Ligue de l'enseignement - Fédération des Œuvres Laïques	20.823 €	60,03 %	12.500 €	12.000 €	24.500 €
94	ADIL (BGE) - Agence pour le Développement de l'Initiative Locale	15.625 €	80 %	12.500 €	8.000 €	20.500 €
95	INITIACTIVE 95	16.923 €	73,86 %	12.500 €	6.000 €	18.500 €
	TOTAL	166.005 €	60,24 %	100.000 €	58.000 €	**158.000 €**

La répartition de consommation des crédits est estimée de la manière suivante :
- 94.800 € au titre de 2016,
- 63.200 € au titre de 2017.

Rapport DLA sept 2016 V6ter

DLA DE PARIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011267 (fonctionnement)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011268 (ingénierie)

Commission Permanente du 21/09/2016

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DE PARIS- FONCTIONNEMENT

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES EMPLOYEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DE PARIS - INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonctionnement DLA	16.350 €	76.46%	12.500 €
	Nombre d'ingénierie	**Forfait**	
Fonds d'ingénierie	12	1 000€	12.000 €
	Montant Total de la subvention		24.500 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-1600
19101203- Emplois-tremplin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADDEL
Adresse administrative : 19, rue Béranger 75 003 Paris

Statut Juridique : Association Loi 1901
Représentant : Pierre Patrel, Président

N° SIRET : 420 089 799 000 27

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
Rapport Cadre : CR 08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de s'articuler avec l'appel à projet pour la mise en place d'un DLA départemental 2014-2016, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2016.

Objectifs :

Aide au fonctionnement		
Actions	Contenu	Objectifs et indicateurs
Accueil/Information	La phase d'accueil se fera en contactant l'ensemble des structures individuellement ou collectivement afin d'échanger sur leurs besoins et voir quelles sont les modalités d'accompagnement adaptées (accompagnement DLA ou orientation vers d'autres acteurs de l'accompagnement si besoin).	75 structures accueillies
Diagnostic	Pour les structures volontaires souhaitant bénéficier du DLA, un diagnostic sera réalisé. En effet, la réalisation d'un diagnostic partagé permet de préciser la problématique de la structure et de définir un plan d'accompagnement permettant de répondre au mieux à ses besoins. Ce diagnostic a pour objectif d'apporter une analyse extérieure, neutre et approfondie de la structure et de son environnement afin de mettre en évidence les problématiques qu'elle rencontre et qui pourront faire l'objet d'un accompagnement dans le cadre du DLA et/ou d'autres dispositifs complémentaires existants sur le territoire.	12 diagnostics
Mobilisation des partenaires, animation territoriale et coordination	Une part importante dans la mise en œuvre du DLA correspond également à la gestion du dispositif au quotidien et à sa mission d'animation territoriale afin de permettre un fonctionnement optimal du dispositif et un positionnement de son action en cohérence avec les besoins du territoire et des acteurs présents. La mission de coordination correspond à l'administration et à la gestion du dispositif : - préparation des conventionnements et des demandes de financement ; - programmation de l'activité et des actions propres au ciblage défini avec les pilotes ; - pilotage du dispositif : organisation et animation des Comités de pilotage, rédaction des PV, préparation et animation des CTA, rédaction des PV et transmission du relevé de décision aux structures ; - suivi des missions d'ingénierie : appel d'offres, sélection des prestataires, conventionnement et suivi budgétaire ; - suivi de l'activité : outils internes au DLA: base process, base statistiques, évaluation des prestataires, reporting Enee ; - suivi des financements, et réalisation des bilans ; Pour finir, le DLA s'attachera également à ancrer son intervention sur son territoire en intervenant en cohérence avec les autres acteurs présents. Il s'agit d'inscrire le DLA comme un dispositif complémentaire aux dispositifs existants afin de garantir aux structures de véritables parcours d'accompagnement.	1 comité de pilotage, 1 bilan de l'action, 10 CTA
Ateliers	Il s'agira d'organiser des sessions collectives permettant aux structures employeuses d'Emplois Tremplin de se retrouver autour de la question de la pérennisation de leur emploi. Ces ateliers permettront aux structures d'être sensibilisées le plus	1 atelier

	tôt possible sur cette question de pérennisation.	
Aide soumise à barème		
Missions d'accompagnement spécifique centré sur la pérennisation des Emplois-tremplin	Les accompagnements mis en place auprès des structures employeuses d'Emplois Tremplin pourront être de trois types : 1)Accompagnement individuel : un prestataire est missionné auprès d'une seule structure car son besoin est propre à son fonctionnement interne et à sa stratégie, et qu'il doit être traité de façon individuelle avec un prestataire de par l'implication que cela nécessite de la part de la structure, mais aussi des conséquences que cela va avoir pour elle. Ces accompagnements feront l'objet d'une validation par le Comité Technique d'Appui du DLA. 2)Accompagnement collectif : un prestataire est missionné auprès de plusieurs structures car leur besoin est partagé par d'autres et que le fait de le traiter de façon collective apporte une plus-value à l'accompagnement. En effet, il peut arriver que certaines problématiques soient récurrentes au sein des structures rencontrées dans le cadre du DLA et il peut donc être pertinent de les traiter collectivement afin que les structures puissent bénéficier de leur expérience réciproque et échanger entre elles. 3)Accompagnement semi-collectif : un prestataire est missionné auprès de plusieurs associations confrontées à la même problématique mais son temps de travail est découpé en temps de travail collectifs et temps de travail individuels afin de pouvoir traiter de leurs spécificités.	12 accompagnements collectifs ou individuels en fonction des besoins des structures

Description :

1. ACCUEIL - INFORMATION - SENSIBILISATION DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le DLA travaille à la question de la pérennisation des emplois-tremplin le plus en amont possible. L'ensemble des structures est contacté individuellement afin d'échanger sur leurs besoins et de voir quelles sont les modalités d'accompagnement adaptées (accompagnement DLA ou orientation vers d'autres acteurs de l'accompagnement si besoin). Les structures sont également contactées collectivement et invitées à un atelier.	25 structures accueillies La phase d'accueil est très importante. En effet, elle permet de clarifier les besoins de la structure avant d'initier la procédure d'accompagnement du DLA. Il s'agit de s'assurer que le dispositif sera adapté à ses besoins et qu'il n'existe pas d'autres dispositifs pouvant intervenir auprès d'elle. Si le DLA n'est pas adapté aux besoins de la structure ou si celle-ci a des besoins complémentaires à ceux pouvant être traités par le DLA, le chargé de mission doit l'orienter au mieux vers des dispositifs plus adaptés et/ou complémentaires.

2. DIAGNOSTIC :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
La réalisation du diagnostic partagé repose sur plusieurs étapes : Lorsque la structure confirme sa volonté de bénéficier du DLA, le chargé de mission prend rendez-vous avec elle pour un entretien. Pour préparer au mieux cet entretien, le chargé de mission DLA peut envoyer au préalable un questionnaire qui va permettre à la structure : -de connaître les documents qu'il va falloir fournir (statuts, composition du conseil d'administration et du bureau, règlement intérieur, comptes de résultat et bilans des deux derniers exercices, rapport d'activité, organigramme) -de se familiariser avec les questions qui vont être posées lors de l'entretien et de pouvoir préparer les réponses en sollicitant des personnes ressources complémentaires si nécessaires (ex : comptable, trésorier, partenaires, autres salariés de la structure). Au cours de l'entretien, le chargé de mission a pour objectif de collecter un maximum d'informations sur la structure. La méthode d'entretien repose sur une approche globale de la structure, afin d'en saisir toutes les facettes et de comprendre au mieux son fonctionnement et ses projets. Aussi, les points suivants seront abordés : • l'historique du projet associatif et ses grandes étapes de développement jusqu'au jour du diagnostic • l'organisation des ressources humaines salariées • des éléments de la vie associative tels que la composition et le rôle du conseil d'administration, la mobilisation de bénévoles, les agréments obtenus, l'appartenance à des réseaux et le type de soutien qu'elle peut en recevoir • des éléments juridiques liés à l'association et aux réglementations spécifiques pouvant exister pour l'exercice de certaines activités • les activités de la structure, en détaillant le public ciblé, les financeurs mobilisés, la manière dont la structure communique sur ces dernières et les moyens dont elle dispose pour les mettre en œuvre • des informations concernant l'environnement dans lequel elle évolue • sa santé économique et financière (analyse des documents comptables de synthèse – compte de résultat et bilan) et des éléments prévisionnels Après ces questions descriptives, des questions portant davantage sur de l'analyse seront posées à la structure : ses points forts, les limites auxquelles elle est actuellement confrontées et la stratégie qu'elle envisage de mettre en œuvre. Le chargé de mission la questionnera aussi sur les attentes vis-à-vis du DLA et sur les besoins d'accompagnement identifiés. Ces éléments lui permettent ainsi de cerner comment l'association analyse sa propre situation et ses problématiques. Une fois l'ensemble de ces éléments collectés, le chargé de mission doit procéder à un travail de traitement, d'analyse et de synthèse des documents et informations. Ce travail permet de clarifier la situation de la	12 structures bénéficiaires d'Emplois Tremplin diagnostiquées. Pour les structures volontaires souhaitant bénéficier du DLA, un diagnostic sera réalisé. En effet, la réalisation d'un diagnostic partagé permet de préciser la problématique de la structure et de définir un plan d'accompagnement permettant de répondre au mieux à ses besoins. Ce diagnostic a pour objectifs d'apporter une analyse extérieure, neutre et approfondie de la structure et de son environnement afin de mettre en évidence les problématiques qu'elle rencontre et qui pourront faire l'objet d'un accompagnement dans le cadre du DLA et/ou d'autres dispositifs complémentaires existants sur le territoire.

structure, de prendre le recul nécessaire à son analyse et surtout de préciser les difficultés qu'elle rencontre, les raisons de cette situation et les perspectives d'amélioration qu'elle peut avoir. Il permet ainsi de définir la problématique sur laquelle le DLA devra intervenir. Sur cette base, il définit et préconise un plan d'accompagnement adapté aux besoins et problématiques de la structure. Un document synthétique reprenant l'analyse ainsi que les préconisations d'accompagnement est rédigé par le chargé de mission DLA. Lorsque la rédaction du diagnostic est achevée, le bénéficiaire valide le plan d'accompagnement.	

3. MOBILISATION DES PARTENAIRES – ANIMATION TERRITORIALE - COORDINATION :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
La mission correspond à l'administration et à la gestion du dispositif : - préparation des conventionnements et des demandes de financement ; - programmation de l'activité et des actions propres au ciblage défini avec les pilotes ; - pilotage du dispositif : organisation et animation des Comités de pilotage, rédaction des PV, préparation et animation des CTA, rédaction des PV et transmission du relevé de décision aux structures ; - suivi des missions d'ingénierie : appel d'offres, sélection des prestataires, conventionnement et suivi budgétaire ; - suivi de l'activité : outils internes au DLA: base process, base statistiques, évaluation des prestataires, reporting Enee ; - suivi des financements, et réalisation des bilans ; Par ailleurs, le DLA s'attachera également à ancrer son intervention sur son territoire en intervenant en cohérence avec les autres acteurs présents. Il s'agit d'inscrire le DLA comme un dispositif complémentaire aux dispositifs existants afin de garantir aux structures de véritables parcours d'accompagnement. Cela passe par une très bonne connaissance des différents acteurs et dispositifs par le DLA afin de pouvoir orienter au mieux les structures. Cela passe également par le Comité Technique d'Appui, maillon important dans la chaine d'accompagnement puisqu'il permet de réunir les acteurs du territoire autour de l'accompagnement d'une structure. En effet, le CTA permet le renforcement de l'analyse de la situation d'une structure grâce à la diversité des acteurs mobilisés, l'orientation plus efficace vers d'autres acteurs de l'accompagnement, l'optimisation du plan d'accompagnement préconisé, etc. Il se compose des acteurs suivants : UD 75 de la DIRECCTE Ile de France, DDEEES du Département de Paris, Conseil Régional Ile de France, Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), Direction des Affaires Culturelles (DAC), Délégation à la Politique de la Ville et à l'Intégration (DPVI), Préfecture de Paris-Mission Egalité des chances, Mission Locale de Paris, URSCOP, Paris Initiatives Entreprises, Pépinière Mathis, Crédit Coopératif, Atelier, réseaux du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (COORACE, ARDIE, FNARS), Equipes de Développement Local, Uniformation.	Une part importante dans la mise en œuvre du DLA correspond également à la gestion du dispositif au quotidien et à sa mission d'animation territoriale afin de permettre un fonctionnement optimal du dispositif et un positionnement de son action en cohérence avec les besoins du territoire et des acteurs présents.

4. ATELIER :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Il s'agira d'organiser des sessions collectives permettant aux structures employeuses d'Emplois Tremplin de se retrouver autour de la question de la pérennisation de leur emploi. Ces ateliers permettront aux structures d'être sensibilisées le plus tôt possible sur cette question de pérennisation et de leur présenter le DLA comme un des outils existants leur permettant de travailler cette question de la pérennisation. D'autres dispositifs et/ou outils pourront leur être présentés à cette occasion afin que les structures puissent avoir le plus d'informations possibles pour anticiper la pérennisation de leurs emplois.	3 sessions collectives

5. ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE DE PERENNISATION :

Une fois les besoins d'accompagnement précisés dans le diagnostic partagé, le chargé de mission DLA construit pour l'association un plan d'accompagnement reprenant des missions d'ingénieries individuelles ou collectives. Les missions concernent des points précis et vitaux pour chaque structure en faisant appel à des cabinets-conseils spécialisés.

L'intervention se fait à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ingénierie individuelle : L'ingénierie individuelle consiste en l'intervention d'un prestataire auprès d'une seule structure. Pour ce faire, un cahier des charges est rajouté au diagnostic partagé initial.

Ingénierie collective : L'ingénierie collective apporte simultanément à plusieurs structures les réponses correspondant aux besoins identifiés et confirmés par les chargés de mission DLA et, le cas échéant, leurs partenaires. Cet accompagnement présente une double utilité pour les associations qui en bénéficient :

- Une information thématique et/ou sectorielle qu'elles s'approprient et déclinent de manière concrète et opérationnelle.
- L'animation d'échanges de bonnes pratiques, d'outils, d'expériences, de compétences permet de favoriser la collaboration entre les structures.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Les accompagnements mis en place auprès des structures employeuses d'Emplois Tremplin pourront être de trois types : • Accompagnement individuel : un prestataire est missionné auprès d'une seule structure car son besoin est propre à son fonctionnement interne et à sa stratégie, et qu'il doit être traité de façon individuelle avec un prestataire de par l'implication que cela nécessite de la part de la structure, mais aussi des conséquences que cela va avoir pour elle. Ces accompagnements feront l'objet d'une validation par le Comité Technique d'Appui du DLA. • Accompagnement collectif : un prestataire est missionné auprès de plusieurs structures car leur besoin est partagé par d'autres structures et que le fait de le traiter de façon collective apporte une plus-value à l'accompagnement. En effet, il peut arriver que certaines problématiques soient récurrentes au sein des structures rencontrées dans le cadre du DLA et il peut donc être pertinent de les traiter collectivement afin que les structures puissent bénéficier de leur expérience réciproque et échanger entre elles. • Accompagnement semi-collectif : un prestataire est missionné auprès de	12 accompagnements

plusieurs associations confrontées à la même problématique mais son temps de travail est découpé en temps de travail collectifs et temps de travail individuels afin de pouvoir traiter de leurs spécificités.

Le type d'accompagnement préconisé se fera en fonction des besoins identifiés auprès des structures et de leurs problématiques. Une structure peut bénéficier de plusieurs types d'accompagnement si besoin.

Pour chaque accompagnement, le DLA de Paris devra sélectionner un prestataire qui sera missionné pour le mettre en place. Pour cela, il réalisera un cahier des charges qui reprend les éléments du diagnostic avec les informations sur la structure et la proposition d'accompagnement détaillée. De cette façon, les prestataires peuvent se positionner sur l'accompagnement en aillant le maximum d'informations leur permettant d'évaluer leur capacité à répondre aux besoins de la structure. De plus, ils peuvent ainsi réaliser des propositions d'intervention les plus adaptées possibles.
Les modalités pratiques sont également ajoutées au cahier des charges : durée de la mission, exigences du DLA quant au suivi et à la restitution de la mission, date limite pour envoyer une proposition, modalités d'intervention,.
Un appel d'offre permettant de solliciter au minimum trois prestataires est ensuite réalisé. Ces prestataires figurent dans la base de données des prestataires constitués au niveau régional.

Le DLA sélectionne ensuite le prestataire sur la base des propositions qui lui sont envoyées. Il utilise pour cela une grille d'évaluation prenant en compte différents indicateurs (compréhension de la problématique, expériences sur le secteur d'activité et de la thématique d'intervention, pédagogie/méthodologie d'intervention, coût).

Il organise ensuite le lancement des accompagnements. Dans le cas des accompagnements individuels, le chargé de mission organise une réunion de cadrage, faite en présence du chargé de mission, de la structure bénéficiaire et du prestataire. Cette rencontre a pour objectif de présenter le prestataire à la structure et de rappeler les obligations de chacun tout au long de la mission. Grâce à ce moment d'échanges, les bénéficiaires ont l'occasion de poser toutes les questions de clarification qu'ils peuvent avoir sur le contenu de la mission, sur l'approche pédagogique du prestataire et la méthodologie d'intervention. C'est un moment qui permet aux bénéficiaires de se lancer dans l'accompagnement en confiance. Une convention tripartite est signée à cette occasion entre le DLA, le prestataire et la structure.

Dans le cas des accompagnements collectifs ou semi-collectifs, le chargé de mission doit fixer une date de lancement et programmer les autres dates de l'ingénierie tenant compte des disponibilités de l'ensemble des structures concernées par cet accompagnement. Une salle dédiée à l'ADDEL sera utilisée pour la mise en place de ces accompagnements.
Des conventions bipartites prestataires / DLA sont signées en début de mission. Elles formalisent les engagements de chacun et précise la liste des structures inscrites à la session collective.
Des feuilles d'émargement sont ensuite signées par les structures participantes à chacune des séances collectives.

PARTENAIRES :

Le DLA de Paris participe à l'animation nationale et régionale du dispositif. Ainsi, il travaille en lien avec les différents acteurs du réseau « DLA », à savoir le DLA régional, les autres DLA départementaux, les Centres de Ressources DLA et l'AVISE.

Le pilotage du dispositif se fait en partenariat avec ses financeurs : la DIRECCTE (UD 75), la Caisse des Dépôts et des Consignations, le Département de Paris et la Région Ile de France.

Par ailleurs le DLA de Paris travaille en lien étroit avec les acteurs suivants : Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS), Direction des Affaires Culturelles (DAC), Délégation à la Politique de la Ville et à l'Intégration (DPVI), Préfecture de Paris-Mission Egalité des chances, Mission Locale de Paris, URSCOP, Paris Initiatives Entreprises, Pépinière Mathis, Crédit Coopératif, Atelier, réseaux du secteur de l'Insertion par l'Activité Economique (COORACE, ARDIE, FNARS), Equipes de Développement Local, Uniformation, Plateforme RH de la MEP, le CDIAE.

Pour finir, l'ADDEL a fondé en 2005 le Club Asso Emploi en partenariat avec Paris Profession Sport et Jeunesse avec l'appui de la DRJSCS, de la DIRECCTE Ile de France et de la DDCS Paris. Ce dispositif a été créé dans une logique de complémentarité avec le DLA et permet ainsi de proposer un appui aux dirigeants dans le fonctionnement quotidien de leurs structures : réunions d'informations et d'échanges, outils fiables et actualisés en ligne, informations quotidiennes pour la gestion des associations, annuaire des associations membres, entretiens de conseils personnalisés.

COMMUNICATION :

Le DLA dispose d'une plaquette de communication qui sera diffusée afin de présenter le dispositif aux bénéficiaires potentiels. Afin d'apporter des éléments de clarification supplémentaires, l'ADDEL donnera une fiche pédagogique qui reprendra les différentes étapes de la procédure aux associations qui appelleront pour avoir des informations sur le dispositif.

L'ADDEL a également créé un site Internet spécifique pour présenter le dispositif. La plaquette et la fiche pédagogique seront téléchargeables à partir de ce site. Par ailleurs, celui-ci mettra en avant des témoignages de structures, de prestataires et de partenaires sur le dispositif afin de valoriser son impact.

Le logo du Conseil Régional d'Ile de France est ajouté sur l'ensemble de ces supports de communication.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

MOYENS HUMAINS (ETP) : 0,65 ETP

L'ADDEL mobilisera les moyens humains suivants :

Intitulé du poste	% d'ETP affecté à l'action DLA	% d'ETP affecté à l'action soutien à l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin
Chargé de projets associatifs	**100%**	**60%, soit 0.6 ETP**
Directrice adjointe	**20%**	**2.5% soit 0.025 ETP**
Directeur	**20%**	**2.5% soit 0.025 ETP**

MOYENS MATERIELS :

Les RDV de diagnostic et les ingénieries individuelles se dérouleront dans les locaux des structures bénéficiaires. Cependant, dans le cas où une structure ne disposerait pas de salle, l'ADDEL pourra lui en mettre une à disposition. L'ADDEL dispose d'une salle de réunion qui sera allouée spécifiquement à l'activité du DLA, au rez-de-chaussée du 19 rue Béranger afin de garantir un accès pour les personnes à mobilité réduite (quittances de loyer spécifiques pour cette salle). Cette salle, d'une capacité d'accueil d'une quinzaine de personnes, sera utilisée systématiquement pour les accompagnements collectifs, les Comités Techniques d'Appui et les Comités de Pilotage.

L'ADDEL pourra mettre à disposition du matériel pour les accompagnements collectifs : des paperboards, un vidéoprojecteur et une dizaine d'ordinateurs portables (en cas d'accompagnements collectifs nécessitant l'utilisation de logiciels tels que Excel, Word ou autres).

La clé de répartition permettant de connaître la part des moyens matériels affectée à l'action est de **12.5%**

INTERET REGIONAL :

Grace à ce financement, les structures employeuses d'Emplois-tremplin pourront plus facilement pérenniser leur(s) postes Emploi(s)-tremplin et elles bénéficieront également d'un appui sur leur fonction d'employeur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s).

Nombre de stagiaire(s) ou alternant(s)	2

PUBLIC(S) CIBLE(S) : Associations bénéficiant d'emploi tremplin Ile de France

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
CHARGES DE PERSONNEL	15.675 €	100%
MOYENS MATERIEL	675 €	
Total	16.350 €	100%
FONDS D'INGENIERIE		
PRESTATIONS	25.000 €	100%
Total	25.000 €	100%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
ETAT	3.100 €	18,96%
CDC	750 €	4,59%
REGION	12.500 €	76,45%
Total	16.350 €	100,00%
FONDS D'INGENIERIE		
ETAT	10 000 €	35,71%
CDC	3 000 €	10,71%
REGION	12.000 €	53,57%
Total	25.000 €	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10.000 €
2017	14.500 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement – DLA (emplois tremplin)	40 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement – DLA (emplois tremplin)	40 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

îledeFrance

Structure porteuse de l'opération : ADDEL

plan prévisionnel 2016 de l'action « Accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin par les DLA »

Année d'exécution de l'opération : 2016

Cocher la bonne case : X TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €	% d'intervention / budget global
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**		
I.I FONCTIONNEMENT DLA		**I.I FONCTIONNEMENT DLA**		
CHARGES DE PERSONNEL	15 675	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	16 350	
Rémunération des personnels	**11 075**	Etat :	3 100	
Charges sociales	**4 600**	CDC :	750	
		Région :	**12 500**	
		Département :		
FONCTIONNEMENT	675	Communauté d'Agglomération		
Achats et fournitures		Commune(s) :		
Publications, communication		Autofinancement :		
Locaux : locations, entretien	**675**			
Déplacements, missions				
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA	16 350	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA**	16 350	
I.II FONDS D'INGENIERIE	25 000	**I.II FONDS D'INGENIERIE**	25 000	
PRESTATIONS EXTERNES	**25 000**	Etat :	10 000	
		CDC :	3 000	
		Région :	**12 000**	
		Département :		
		Communauté d'Agglomération		
		Commune(s) :		
		Autofinancement :		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE	41 350	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE**	41 350	
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**		
Charges fixes de fonctionnement	**15 175**	**Etat**	**13 675**	
		CDC	**1 500**	
Frais financiers				
Autres *(à préciser)*				
Total des charges	**56 525**	**Total des ressources**	**56 525**	
Emplois des contributions volontaires en nature (2)	0	**Contributions volontaires en nature (3)**	-	0,00%
Secours en nature		Bénévolat		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature		
Personnel bénévole		Dons en nature		
Côut total du projet	56 525	**Total des ressources affectés au projet**	56 525	**100,00%**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles. Une dépense sera considérée comme directe si elle contribue principalement à sa réalisation et si elle est clairement identifiable, mesurable et justifiable individuellement (factures, bulletins de salaires, quittances, agendas,...)

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(3) : préciser la provenance des valorisations.

TAUX D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DLA

Montant des dépenses éligibles Fonctionnement DLA	**16 350**
Montant de la subvention sollicitée Fonctionnement DLA (Région)	**12 500**
Taux d'intervention	**76,45**

Postes en Emplois-tremplin :	Non	Si oui, merci de préciser sur quelles fonctions, et si le poste est mobilisé dans le cadre du projet.

DLA DE SEINE ET MARNE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010466 (fonctionnement)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010468 (ingénierie)

Commission Permanente du 21/09/2016

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DE SEINE ET MARNE- FONCTIONNEMENT

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DE SEINE ET MARNE - INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonctionnement DLA	29 731 €	42,04%	12 500 €
	Nombre d'ingénierie	**Forfait**	
Fonds d'ingénierie	5	1 000 €	5 000 €
	Montant Total de la subvention		17 500 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-1600
19101203- Emplois-tremplin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Afile 77
Adresse administrative : 10, rue Carnot, 77000 Melun

Statut Juridique : Association Loi 1901
Représentant : Christian Mesnier, Président

N° SIRET : 384 706 412 00036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif Local d'Accompagnement de Seine et Marne
Rapport Cadre : CR 08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de s'articuler avec l'appel à projet pour la mise en place d'une DLA départemental 2014-2016, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2016.

Objectifs :

Aide au fonctionnement		
Actions	Contenu	Objectifs et indicateurs
Accueil/Information	• Diffusion des plaquettes de communication du DLA aux EPCI, réseaux, associations, autres partenaires publics. • Evènements de communication organisés par AFILE 77 : au moins un par an concerne la thématique de l'emploi. • Information des structures accueillies/accompagnées	1 événement emploi intégrant les Emplois-tremplin
Diagnostic	Analyse globale et systémique de la situation de la structure concernée. Mise en évidence des problématiques que la structure rencontre et apport d'une méthodologie d'action cohérente pour y faire face, dans le cadre d'un plan d'accompagnement.	5 diagnostics pré ou post accompagnement
Mobilisation des partenaires, animation territoriale et coordination	Participer à l'animation du DLA (inter DLA, mobilisations par l'AVISE ou le DLA régional). Travail avec les réseaux et partenaires associatifs du territoire pour déployer nos actions en complémentarité avec les autres acteurs : plateformes RH, missions locales, maisons de l'emploi, Fabrique à Initiatives, CRIB... Veille sectorielle et conjoncturelle afin d'assurer la compétence des équipes DLA et la cohérence des accompagnements.	Organisation d'1 comité de pilotage et de 6 CTA (comité technique d'appui)
Ateliers	Organisés par l'équipe d'AFILE 77, avec l'intervention de partenaires extérieurs (OPCA, Plateforme RH…) ou non. Ils porteront précisément sur la fonction employeur ou aborderont des thématiques en lien avec la gestion et le développement des structures de l'ESS.	4 ateliers
Aide soumise à barème		
Missions d'accompagnement spécifique centré sur la pérennisation des Emplois-tremplin	L'objectif est de permettre aux structures de l'ESS : • D'avoir un plan d'action permettant la pérennisation du poste • Ou d'anticiper la non-pérennisation de manière à adapter l'organisation à ce changement et concentrer les efforts de la structure sur l'augmentation de l'employabilité du salarié	5 accompagnements

Description :

1. ACCUEIL - INFORMATION - SENSIBILISATION DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Lettre d'information électronique ESS mensuelle, publiée depuis 2010 et adressée aujourd'hui à plus de 600 contacts ESS qualifiés en Seine-et-Marne. • Diffusion des plaquettes de communication du DLA aux EPCI, réseaux, associations, autres partenaires publics. • Evènements de communication organisés par AFILE 77. • Un par an concerne la thématique de l'emploi. • Organisation avec l'agence de développement économique du Conseil Général. Plus de 40 structures de l'ESS participantes en 2014. • Information directe des structures accueillies/accompagnées. • Cette information peut-être transmise : o par téléphone lors des conseils donnés ponctuellement par l'équipe ESS sur demande des structures de l'ESS, dans le cadre de nos missions DLA et Club Asso Emploi (Appui sur la fonction employeur des petites structures de l'ESS). O Lors du contact physique entre le chargé de mission DLA et les dirigeants des structures de l'ESS, durant les phases de diagnostics DLA O Lors de l'accompagnement individuel ou collectif réalisé par les consultants missionnés par le DLA	Objectifs quantitatifs : pérennisation des Emplois-tremplin au sein des structures de Seine-et-Marne, communication régulière sur le dispositif. Objectifs qualitatifs : associer le Conseil Régional au(x) événement(s) à destination d'une cible ESS organisés par AFILE 77 et dont le thème permet d'associer un focus sur les Emplois Tremplin. Participer avec les associations porteuses à la pérennisation des Emplois-tremplin

2. DIAGNOSTIC :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils : intervention du chargé de mission DLA, utilisation de la trame de diagnostic pré ou post accompagnement validée. Modalités d'intervention : Sur demande des structures de l'ESS bénéficiaires d'Emplois-tremplin.	Objectif quantitatif : En 2016, nous pouvons projeter la réalisation de 5 diagnostics de structures de l'ESS bénéficiaires de la nouvelle version du dispositif Emploi Tremplin. Objectifs qualitatifs : Réaliser une analyse globale et systémique de la situation de la structure concernée. Cette analyse approfondie met en évidence les problématiques que la structure rencontre et apporte une méthodologie d'action cohérente pour y faire face, dans le cadre du plan d'accompagnement. Ce diagnostic pré-accompagnement est

	présenté en comité. Dans le cas d'un diagnostic post-accompagnement, l'analyse permet à la fois d'actualiser la situation globale, d'évaluer l'accompagnement ayant eu lieu et si besoin de réaliser un nouveau plan d'accompagnement.

3. MOBILISATION DES PARTENAIRES – ANIMATION TERRITORIALE - COORDINATION :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils : temps passé par les équipes	Objectif qualitatif : Participer à l'animation régionale voire nationale du DLA (inter DLA, autres mobilisations régionales ou nationales organisées par l'AVISE ou le DLA régional). Continuer à rencontrer les réseaux et partenaires associatifs du territoire pour déployer les actions en complémentarité avec les autres acteurs. Veille sectorielle et conjoncturelle (ex : réforme du financement de l'IAE, modification de la politique de la ville…) afin d'assurer la compétence des équipes DLA et la cohérence des accompagnements.

4. ATELIER :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Des ateliers seront organisés par l'équipe d'AFILE 77, avec l'intervention de partenaires extérieurs ou non. Certains ateliers porteront précisément sur la fonction employeur, d'autres aborderont des thématiques en lien avec la gestion et le développement des structures de l'ESS. Tous visent à développer la professionnalisation des acteurs et le renforcement des organisations. Ces actions vont donc dans le sens d'une pérennisation des emplois.	4 ateliers sur 2016

5. ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE DE PERENNISATION :

Une fois les besoins d'accompagnement précisés dans le diagnostic partagé, le chargé de mission DLA construit pour l'association un plan d'accompagnement reprenant des missions d'ingénieries individuelles ou collectives.
Les missions concernent des points précis et vitaux pour chaque structure en faisant appel à des cabinets-conseils spécialisés.

L'intervention se fait donc à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ingénierie individuelle : L'ingénierie individuelle consiste en l'intervention d'un prestataire auprès d'une seule structure. Pour ce faire, un cahier des charges est rajouté au diagnostic partagé initial.

Ingénierie collective : L'ingénierie collective apporte simultanément à plusieurs structures les réponses correspondant aux besoins identifiés et confirmés par les chargés de mission DLA et, le cas échéant, leurs partenaires.
Cet accompagnement présente une double utilité pour les associations qui en bénéficient :

- Une information thématique et/ou sectorielle qu'elles s'approprient et déclinent de manière concrète et opérationnelle.
- L'animation d'échanges de bonnes pratiques, d'outils, d'expériences, de compétences permet de favoriser la collaboration entre les structures.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils : les outils du DLA, à savoir la rédaction d'un cahier des charges, la recherche et la mobilisation d'au moins trois prestataires qui sont mis en concurrence, la sélection du prestataire et le conventionnement avec ce dernier, le lancement et le suivi de la mission dans le temps, la restitution de la mission d'accompagnement. Modalités d'intervention : à la demande des structures de l'ESS bénéficiant d'Emplois Tremplin.	Objectif quantitatif : dans le cadre du « nouveau » dispositif Emploi Tremplin (postes tremplin attribués en 2013 et après), cet accompagnement aura principalement lieu durant l'année 3, voir l'année 2 d'aide Emploi Tremplin si la structure concernée anticipe suffisamment. En 2014, la montée en charge du dispositif étant en cours, il est estimé à maximum 5 le nombre d'accompagnements individuels de pérennisation. Objectif qualitatif : permettre aux structures de l'ESS d'avoir un plan d'action permettant la pérennisation du poste ou d'anticiper la non-pérennisation de manière à adapter l'organisation à ce changement et concentrer les efforts de la structure sur l'augmentation de l'employabilité du salarié

PARTENAIRES :

Le plan d'accompagnement des structures mobilise les compétences des différents acteurs du territoire (prestataires, réseaux, partenaires,…).
Il est présenté à un « comité technique d'appui » composé de partenaires d'AFILE 77 qui apportent des éléments de contexte éclairants permettant d'assurer la pertinence de l'action d'accompagnement.

Lors des évènements de communication, nous associons en fonction des thématiques abordées les partenaires adéquats du territoire : partenaires de l'emploi (Missions locales, Plate-forme RH, Direccte, Conseil Général) ou de dispositifs d'appui aux structures de l'ESS.

COMMUNICATION :

Moyens de communication détaillés dans la partie 1, à savoir Lettre d'information et évènements de communication (au moins un par an sur la thématique de l'emploi et des contrats aidés).

Moyens mis en œuvre :

MOYENS HUMAINS (ETP) :

Intitulé du poste	% d'ETP affecté à l'action DLA	% d'ETP affecté à l'action soutien à l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin
Chargé de mission DLA	**100%**	**100%**
Chargé de mission DLA ou assistant administratif	**44%**	**0%**
Responsable pôle ESS ou direction	**60%**	**30%**

MOYENS MATERIELS :

Locaux à Melun, Noisiel et Meaux. Salles de réunion à Melun et Noisiel. Nous disposons de matériel informatique, d'outils de communication, de systèmes d'information. Un véhicule permet de se déplacer à la rencontre des bénéficiaires.

INTERET REGIONAL :

Grace à ce financement, les structures employeuses d'Emplois-tremplin pourront plus facilement pérenniser leur(s) postes Emploi(s)-tremplin et elles bénéficieront également d'un appui sur leur fonction d'employeur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Nombre de stagiaire(s) ou alternant(s)	1

Le nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) a été négocié compte tenu des capacités d'accueil et d'encadrement de la structure, et du fait qu'elle s'engage en faveur de la mesure 100.000 stages concomitamment sur un autre dispositif Région

Public(s) cible(s) : Associations parisiennes employeuses d'Emplois Tremplin

Localisation géographique : Seine et Marne
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
CHARGES DE PERSONNEL	29 731 €	100%
Total	**29 731 €**	100%
FONDS D'INGENIERIE		
PRESTATIONS	20 000 €	100%
Total	**20 000 €**	100%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
ETAT	17 231 €	57,96 %
REGION	12 500 €	42,04 %
Total	**29 731 €**	100,00%
FONDS D'INGENIERIE		
ETAT	10 768 €	53,84 %
CDC	3 714 €	18,57 %
REGION	5 000 €	25 %
CONSEIL GENERAL	518 €	02,59 %
Total	**20 000 €**	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500 €

Antériorité du soutien régional

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	107 000,00 €
2014	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	39 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	7 200,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	100 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	105 364,65 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	94 200,00 €
2015	Soutien au fonctionnement de l'ADIE pour son activité d'accompagnement et de financement des créateurs d'entreprises franciliens	35 880,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	30 000,00 €
2016	Couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	46 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	46 800,00 €
	Montant total	741 444,65 €

îledeFrance

Structure porteuse de l'opération :

plan prévisionnel 2016 de l'action « Accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin par les DLA »

Année d'exécution de l'opération : 2016

Cocher la bonne case : x TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €	% d'intervention / budget global
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**		
I.I FONCTIONNEMENT DLA		**I.I FONCTIONNEMENT DLA**		
CHARGES DE PERSONNEL	29731,00	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	29731,00	
Rémunération des personnels	19325,00	Etat :	17231,00	
Charges sociales	10406,00	CDC :		
		Région :	12500,00	42,04%
		Département :		
FONCTIONNEMENT	0,00	Communauté d'Agglomération		
Achats et fournitures		Commune(s) :		
Publications, communication		Autofinancement :		
Locaux : locations, entretien				
Déplacements, missions				
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA	29731,00	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA**	29731,00	
I.II FONDS D'INGENIERIE	20000,00	**I.II FONDS D'INGENIERIE**	20000,00	
PRESTATIONS EXTERNES	20000,00	Etat :	10768,00	
		CDC :	3714,00	
		Région :	5000,00	
		Département :	518,00	
		Communauté d'Agglomération		
		Commune(s) :		
		Autofinancement :		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE	20000,00	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE**	20000,00	
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**		
Charges fixes de fonctionnement	17369,00	Etat	12376,00	
		CG	11471,00	
		CDC	15183,00	
Frais financiers				
Autres : autres charges de personnel	21661,00			
Total des charges indirectes	**39030,00**	**Total des ressources indirectes**	**39030,00**	
Emplois des contributions volontaires en nature (2)	0,00	**Contributions volontaires en nature (3)**	0,00	0,00%
Secours en nature		Bénévolat		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature		
Personnel bénévole		Dons en nature		
Côut total du projet	88761,00	**Total des ressources affectés au projet**	88761,00	**100,00%**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles. Une dépense sera considérée comme directe si elle contribue principalement à sa réalisation et si elle est clairement identifiable, mesurable et justifiable individuellement (factures, bulletins de salaires, quittances, agendas,...)

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(3) : préciser la provenance des valorisations.

TAUX D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DLA

Montant des dépenses éligibles Fonctionnement DLA	**29731,00**
Montant de la subvention sollicitée Fonctionnement DLA (Région)	**12500,00**
Taux d'intervention	**42,04%**

Postes en Emplois-tremplin :	Oui, mais n'intervient pas sur ce projet	Si oui, merci de préciser sur quelles fonctions, et si le poste est mobilisé dans le cadre du projet.

DLA DES YVELINES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011344 (fonctionnement)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011343 (ingénierie)

Commission Permanente du 21/09/2016

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DES YVELINES- FONCTIONNEMENT

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES EMPLOYEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DES YVELINES - INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonctionnement DLA	17.088 €	73,15 %	12.500 €
	Nombre d'ingénierie	**Forfait**	
Fonds d'ingénierie	5	1 000 €	5.000 €
	Montant Total de la subvention		17.500 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-1600
19101203- Emplois-tremplin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BGE Yvelines

Adresse administrative : 6, avenue de la Mauldre – ZA couronne des Prés – 78 680 Epône

Statut Juridique : Association loi 1901
Représentant : Président : Pascal Quijoux

N° SIRET : 394 222 541 00036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
Rapport Cadre : CR 08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de s'articuler avec l'appel à projet pour la mise en place d'un DLA départemental 2014-2016, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2016.

Objectifs :

Aide au fonctionnement		
Actions	Contenu	Objectifs et indicateurs
Accueil/Information	Le DLA présente aux associations les missions du DLA et son fonctionnement par prise de contact téléphonique avec les associations inconnues de la liste fournie par la Région. Le DLA détecte les besoins des associations (information, formation, accompagnement à la pérennisation, développement)	Accueil de l'ensemble des structures bénéficiaires de postes Emplois-tremplin (ET) de la liste fournie par la Région IDF
Diagnostic	Elaboration du diagnostic : un état des lieux, analyse de situation partagée entre le chargé de mission DLA et le représentant de la structure (missions, activités, économie, ressources humaines, relation au territoire, vie associative,…), issu d'un ou plusieurs entretiens et d'une analyse documentaire.	5 diagnostics
Mobilisation des partenaires, animation territoriale et coordination	Rencontres en amont de collectifs ou d'ateliers, avec les plates formes RH du territoire, les Uniformation et d'autres OPCA, autres partenaires. Invitation de ces partenaires aux CTA dans lesquels sont traités les dossiers des associations ET pour qu'ils participent aux plans d'accompagnement. Répondre aux invitations du CRIF concernant les réunions d'informations sur la politique ESS mise en œuvre.	3 rencontres avec les partenaires concernés. Organisation des CTA (7 à 8 dans l'année). Participer aux réunions organisées par la Région.
Ateliers	Le DLA souhaite mettre en place des ateliers sur la fonction employeur pour les associations bénéficiaires de postes ET, permettant de faciliter les échanges et d'illustrer la pertinence de l'intervention du DLA pour la pérennisation des emplois. La structure dispose des salles mises à disposition par les partenaires pour l'organisation des réunions ou accompagnements collectifs : à la Maison de l'Entreprise de Montigny-le-Bretonneux, à l'Agora service Vie Associative de Mantes la Jolie, à la Pépinière d'entreprise de Versailles. Tous les locaux sont équipés de toute la bureautique nécessaire pour réaliser cette mission (serveur informatique, ordinateurs fixes et portables, connexion haut débit, photocopieur, imprimantes, vidéoprojecteur). Le DLA co-organisera avec un partenaire local (dont Profession Sport) des ateliers d'information sur les ressources humaines.	1 ateliers consacrés aux associations bénéficiaires de postes ET : Au premier semestre sur le thème des RH pour les structures jeunes employeuses. Co-organiser 1 atelier d'information.

Aide soumise à barème		
Missions d'accompagnement spécifique centré sur la pérennisation des Emplois-tremplin	Réaliser pour les associations bénéficiaires de poste Emploi Tremplin des ingénieries avec un lien sur la pérennisation en priorité : modèle économique, stratégie de consolidation, projet associatif, mécénat, etc. Réaliser une ingénierie collective sur le thème de la stratégie de pérennisation d'un emploi tremplin et inviter les associations bénéficiaires de poste Emploi Tremplin. Inviter toutes les associations bénéficiaires de poste Emploi Tremplin aux ingénieries collectives du DLA	Entre 3 et 4 ingénieries individuelles 1 à 2 ingénierie(s) collective(s) 5 employeurs bénéficiaires de postes Emploi-tremplin participant aux ingénieries collectives

Description :

1. ACCUEIL - INFORMATION - SENSIBILISATION DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN :

Le Dispositif Local d'Accompagnement des Yvelines, porté par BGE Yvelines, souhaite mener une action auprès des associations de son territoire bénéficiaire de poste emplois tremplin sur les Yvelines.

Dans la mise en place d'un poste Emploi-tremplin, trois cas de figure se présentent :
- le cas des associations qui devraient pérenniser les postes a priori sans difficultés ;
- les associations qui auront besoin d'un accompagnement pour trouver des solutions de pérennisation au terme de la période d'aide au poste ;
- les associations qui n'arriveront finalement pas à pérenniser.

Sur la base de ce constat, on peut considérer que le besoin est double :

1. SENSIBILISER le plus en amont et le plus efficacement possible les associations à la nécessité d'envisager les perspectives de la pérennisation du poste ;

2. PROPOSER UNE OFFRE COMPLETE de soutien et d'accompagnement au cours de la période d'aide au poste et au-delà : d'une part dans le cadre des fonctions de DLA, d'autre part en développant une offre spécifique et adaptée.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le DLA présente aux associations les missions du DLA et son fonctionnement. Il l'informe et répond à ses questions. Cette première phase du processus est importante pour favoriser la reconnaissance mutuelle entre le DLA (sa posture, sa valeur ajoutée) et la structure (son projet, ses activités).	Accueil systématique de toute association portant un Emploi Tremplin et sollicitant le DLA.

2. DIAGNOSTIC :

Le diagnostic partagé s'inscrit dans le référentiel d'activités DLA actualisé en 2013, il figure dans la mission d'orientation et d'accompagnement du DLA des Yvelines.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le diagnostic est un état des lieux, une analyse de situation partagée entre le chargé de mission DLA et le représentant de la structure (missions, activités, économie, ressources humaines, relation au territoire, vie associative,…), issu d'un ou plusieurs entretiens et d'une analyse documentaire. Il doit mettre en évidence les atouts de l'activité et/ou de la structure, les difficultés éventuelles, les orientations prioritaires de la structure, les perspectives de consolidation et/ou de développement, les problématiques et les besoins d'appui concernés, ainsi que les préconisations qui en découlent. La rédaction d'une problématique concise permet d'identifier avec précision les questions auxquelles il faut répondre et d'y apporter ainsi par la suite des réponses adéquates. Partagé et validé par la structure, le diagnostic partagé est le support permettant de dégager ses forces et faiblesses et d'élaborer un plan d'accompagnement.	5 diagnostics

3. MOBILISATION DES PARTENAIRES – ANIMATION TERRITORIALE - COORDINATION :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le DLA agit en interaction avec les structures associatives complémentaires à son activité (Profession Sport et Vie associative par exemple) et les représentants des institutions locales. Il mobilise les ressources du territoire pour répondre au mieux aux besoins d'accompagnement des structures de l'ESS : Rencontres en amont de collectifs ou d'ateliers, avec les plates formes RH du territoire, Uniformation et d'autres OPCA, autres partenaires… Invitation de ces partenaires aux CTA dans lesquels sont traités les dossiers des associations ET pour qu'ils participent aux plans d'accompagnement. Répondre aux invitations de la Région Ile de France concernant politique ESS du territoire.	3 rencontres avec les partenaires concernés. Organisation des CTA (7 à 8 dans l'année en fonction du volume d'activité).

4. ATELIER :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le DLA souhaite mettre en place des ateliers sur la fonction employeur pour les associations avec emplois tremplin, permettant de faciliter les échanges et de mieux leur faire comprendre la pertinence de l'intervention du DLA pour la pérennisation des emplois. Le DLA co-organisera avec nos partenaires (DDCS, Yvelines Active, CDOS et Profession Sport) un atelier d'information sur la fonction ressource humaine.	1 atelier consacré aux associations bénéficiaires de poste Emplois Tremplin. 1 atelier d'information sur la fonction RH.

5. ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE DE PERENNISATION :

Une fois les besoins d'accompagnement précisés dans le diagnostic partagé, le chargé de mission DLA construit pour l'association un plan d'accompagnement reprenant des missions d'ingénieries individuelles ou collectives.
Les missions concernent des points précis et vitaux pour chaque structure en faisant appel à des cabinets-conseils spécialisés.

L'intervention se fait donc à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ingénierie individuelle : L'ingénierie individuelle consiste en l'intervention d'un prestataire auprès d'une seule structure. Pour ce faire, un cahier des charges est rajouté au diagnostic partagé initial.

Ingénierie collective : L'ingénierie collective apporte simultanément à plusieurs structures les réponses correspondant aux besoins identifiés et confirmés par les chargés de mission DLA et, le cas échéant, leurs partenaires.
Cet accompagnement présente une double utilité pour les associations qui en bénéficient :

- Une information thématique et/ou sectorielle qu'elles s'approprient et déclinent de manière concrète et opérationnelle.
- L'animation d'échanges de bonnes pratiques, d'outils, d'expériences, de compétences permet de favoriser la collaboration entre les structures.

PARTENAIRES :

Avec près de 23 ans d'activités sur le territoire des Yvelines, dont près de 13 en tant que porteur du DLA, BGE Yvelines a développé un réseau de partenaires diversifié et complémentaire intégré au quotidien dans le déroulement de ses missions.

Localement le DLA inscrit comme membres réguliers les principaux acteurs de l'ESS du département (Yvelines Active, la Maison de la Citoyenneté et de la Solidarité Associative de Poissy, le service Vie Associative de la Ville de Versailles etc).

Le DLA participe régulièrement à des instances de coordination départementale : Pôle Yvelinois de la Vie Associative impulsé par la DDCS, co-construction de Avenir78, CDIAE porté par l'UD DIRECCTE 78, les missions d'informations de la Préfecture des Yvelines etc.

COMMUNICATION :

Articles d'actualité sur le site internet de BGE Yvelines, lettres d'informations, plaquette de présentation de l'action DLA, rapport d'activités, mails, téléphone, site Internet, informations collectives, présence dans les rencontres des partenaires.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

MOYENS HUMAINS (ETP) : 0,65 ETP

BGE Yvelines est administré par une équipe de bénévoles soucieuse de mettre en œuvre un fonctionnement de qualité au sein de l'association.

Les chargées de mission (coordinatrice et responsable) du DLA sont des généralistes du secteur de l'Economie Sociale et Solidaire. Elles ont une formation de base de niveau BAC + 5 en sciences politiques, développement du territoire, gestion, comptabilité, complétée par une formation permanente dynamique sur des aspects plus techniques. Elles ont une pratique avérée des outils de gestion de base (tableaux de bord, plan de financement, plan de trésorerie...) et de la mise en place d'indicateurs de

« santé » adaptés.

Le directeur est en charge de la veille des compétences techniques des chargés de mission, permettant une formation permanente de par les conseils qu'il peut dispenser ad hoc, et permettant le repérage des besoins en rapport avec le plan de formation.

Au-delà des-pré requis à l'intégration (définis ci-dessus), BGE a mis en place une politique volontariste en matière de formation professionnelle. Dans le cadre de notre plan de formation, chaque salarié bénéficie en effet à minima d'une formation personnelle chaque année, dont le thème est déterminé selon les besoins techniques exprimés et repérés notamment lors des entretiens annuels d'évaluation.

Le DLA nécessite l'équivalent de 2.3 ETP en direct pour son fonctionnement dont 0.65 ETP affecté à l'action visée par la Région Ile de France, réparti comme suit :

Intitulé du poste	% d'ETP affecté à l'action DLA	% d'ETP affecté à l'action soutien à l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin
Responsable DLA	**50 %**	**20 %**
Chargé de mission DLA	**100 %**	**45 %**

MOYENS MATERIELS :

Le siège social de BGE Yvelines est situé à Epône, centre nord des Yvelines dans des bureaux certifiés BBC (« Bâtiment Basse Consommation »), au sein d'un projet global d'éco-activités. Il est accessible en transport en commun et en voiture (parking ad hoc).

La clé de répartition choisie pour le calcul des moyens matériels est la suivante : l'action Région nécessite un bureau de 12 m², les locaux de BGE Yvelines sont sur un plateau de 160 m².

La clé de répartition est de 12/160 = 7.5%

INTERET REGIONAL :
Grace à ce financement, les structures employeuses d'Emplois-tremplin pourront plus facilement pérenniser leur(s) postes Emploi(s)-tremplin et elles bénéficieront également d'un appui sur leur fonction d'employeur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Nombre de stagiaire(s) ou alternant(s)	1

Le nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) a été négocié compte tenu des capacités d'accueil et d'encadrement de la structure, et du fait qu'elle s'engage en faveur de la mesure 100.000 stages concomitamment sur un autre dispositif Région

PUBLIC(S) CIBLE(S) : Associations bénéficiant d'emploi tremplin Ile de France

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE : YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
CHARGES DE PERSONNEL	16.050 €	94 %
MOYEN MATERIEL	1.038 €	6 %
Total	17.088 €	100%
FONDS D'INGENIERIE		
PRESTATIONS	14 000 €	100%
Total	14.000 €	100%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
ETAT	4.088 €	23,92 %
CDC	500 €	2,93 %
REGION	12.500 €	73,15 %
Total	17.088 €	100 %
FONDS D'INGENIERIE		
ETAT	9 000 €	60 %
REGION	5 000 €	40 %
Total	14 000€	100 %

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000 €
2017	9.500 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

2014	Soutien régional en faveur du DLA 78 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2015- Fonds d'ingénierie et Fonctionnement	31 000,00 €
2014	Couveuse BG Athena - antenne sud Yvelines - 6e année de fonctionnement	45 000,00 €
2014	Couveuse BG Athena - antenne nord-ouest Yvelines - 7e année de fonctionnement	42 000,00 €
2014	Couveuse BG Athena - antenne nord est Yvelines - 3e année de fonctionnement	42 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur du DLA 78 pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin - 2015- Fonds d'ingénierie et Fonctionnement	31 000,00 €
2015	Couveuse BG Athena -appui aux nouveaux entrepreneurs a l'essai de 3 antennes de couveuse	129 000,00 €
2016	Couveuse BG Athena --Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 3 antennes de couveuse	60 000,00 €
2016	Couveuse BG Athena --Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 3 antennes de couveuse	69 000,00 €
total		449 000,00 €

îledeFrance

Structure porteuse de l'opération : BGE Yvelines

plan prévisionnel 2016 de l'action « Accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin par les DLA »

Année d'exécution de l'opération :

Cocher la bonne case : ☒ TTC (la structure ne récupère pas la TVA) ☐ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €	% d'intervention / budget global
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**		
I.I FONCTIONNEMENT DLA		**I.I FONCTIONNEMENT DLA**		
CHARGES DE PERSONNEL	16 050	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	17 088	
Rémunération des personnels	11 000	Etat :	4 088	23,92%
Charges sociales	5 050	CDC :	500	2,93%
		Région :	12 500	73,15%
		Département :		
FONCTIONNEMENT	1 038	Communauté d'Agglomération		
Achats et fournitures		Commune(s) :		
Publications, communication		Autofinancement :		
Locaux : locations, entretien	1 038			
Déplacements, missions				
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA	17 088	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA**	17 088	100,00%
I.II FONDS D'INGENIERIE	14 000	**I.II FONDS D'INGENIERIE**	14 000	
PRESTATIONS EXTERNES	14 000	Etat :	9 000	
		CDC :		
		Région :	5 000	
		Département :		
		Communauté d'Agglomération		
		Commune(s) :		
		Autofinancement :		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE	31 088	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE**	31 088	
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**		
Charges fixes de fonctionnement	6 835	Etat :	6 000	
		CDC	835	
Frais financiers				
Autres *(à préciser)*				
Total des charges	**37 923**	**Total des ressources**	**37 923**	
Emplois des contributions volontaires en nature (2)	900	**Contributions volontaires en nature (3)**	900	2,32%
Secours en nature		Bénévolat		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	900	Prestations en nature	900	
Personnel bénévole		Dons en nature		
Côut total du projet	38 823	**Total des ressources affectés au projet**	38 823	**100,00%**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles. Une dépense sera considérée comme directe si elle contribue principalement à sa réalisation et si elle est clairement identifiable, mesurable et justifiable individuellement (factures, bulletins de salaires, quittances, agendas,...)

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(3) : préciser la provenance des valorisations.
Mise à disposition de locaux par nos partenaires dans le cadre des accompagnements collectifs.

TAUX D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DLA

Montant des dépenses éligibles Fonctionnement DLA	**17 088**
Montant de la subvention sollicitée Fonctionnement DLA (Région)	**12 500**
Taux d'intervention	**73,15**

Postes en Emplois-tremplin :	Non	Si oui, merci de préciser sur quelles fonctions, et si le poste est mobilisé dans le cadre du projet.

DLA DE L'ESSONNE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011135 (fonctionnement)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011154 (ingénierie)

Commission Permanente du 21/09/2016

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DE L'ESSONNE- FONCTIONNEMENT

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES EMPLOYEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DE L'ESSONNE - INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonctionnement DLA	16.163 €	77.34 %	12.500 €
	Nombre d'ingénierie	**Forfait**	
Fonds d'ingénierie	4	1000 €	4 000 €
	Montant Total de la subvention		16.500 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-1600
19101203- Emplois-tremplin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE ACTIVE
Adresse administrative : 2 Cours Monseigneur Roméro – BP 135 – 91 004 EVRY Cedex
Statut Juridique : Association
Représentant : M. Gérard LEJEUNE, Président
N° SIRET : 491 530 275 000 16

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
Rapport Cadre : CR 08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de s'articuler avec l'appel à projet pour la mise en place d'un DLA départemental 2014-2016, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2016.

Objectifs :

Aide au fonctionnement		
Actions	Contenu	Objectifs et indicateurs
Accueil/Information	Informer et sensibiliser les associations de l'Essonne sur les modalités de pérennisation des emplois tremplin de la Région Ile de France et le partenariat mis en œuvre entre la Région Ile de France et le DLA 91 pour accompagner les structures bénéficiaires d'un emploi tremplin.	Accueil des structures porteuses d'Emplois Tremplin dans le 91 : entre 5 et 10.
Diagnostic	Diagnostiquer le projet des structures bénéficiaires d'un Emploi-tremplin et proposer si nécessaire un plan d'accompagnement pour faciliter la pérennisation du poste. Suivre la mise en œuvre du projet de la structure bénéficiaire d'une ingénierie spécifique.	5 « diagnostics partagés – Plans d'accompagnement » et/ou suivis post accompagnement réalisés pour des structures bénéficiaires d'un Emploi-tremplin
Mobilisation des partenaires, animation territoriale et coordination	Animer le Comité Technique d'Appui du DLA 91; Promouvoir le rôle du DLA en matière de pérennité des emplois dans le secteur associatif dans le cadre des actions partenariales mises en œuvre à l'échelle du territoire essonnien.	10 réunions du CTA par an 1 campagne de communication auprès des partenaires locaux d'Essonne Active
Ateliers	Organiser des ateliers d'information et de sensibilisation afin d'appuyer les dirigeants associatifs au quotidien sur les questions liées à la pérennisation des emplois et au développement économique de leur structure : 1 Rdv pro de l'emploi associatif 2 ateliers associations et banques mode d'emploi 1 atelier lire son bilan	2 ateliers organisés en Essonne
Aide soumise à barème		
Missions d'accompagnement spécifique centré sur la pérennisation des Emplois-tremplin	Mettre en œuvre une ingénierie dite d'« Accompagnement spécifique de pérennisation » pour permettre le transfert de savoir-faire et de compétences nécessaires à la structure pour pérenniser le poste créé grâce au dispositif Emplois – tremplin de la Région Ile de France.	4 ingénieries dont: (répartition à titre prévisionnelle) 2 ingénieries individuelles ; 2 ingénieries collectives.

Description :

1. ACCUEIL - INFORMATION - SENSIBILISATION DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils : • Plaquette DLA 91 Modalités d'intervention : Sur la base d'actions de communication et de promotion diverses à destination de partenaires prescripteurs, ou directement auprès des structures ESS employeuses du département, Essonne Active suscite la remontée de demandes d'accompagnement DLA. L'accueil de ces demandes ce fait soit dans le cadre d'un rendez-vous individuel, soit dans le cadre d'un entretien téléphonique avec la structure. Ce premier entretien vise à : • présenter le dispositif DLA ; • connaître les motivations de la structure ; • compiler les données « de base » concernant la structure ; • informer des pièces nécessaires à la réalisation d'un diagnostic ; • informer des modalités et étapes de réalisation de ce diagnostic ; • rappeler la finalité du diagnostic et du plan d'accompagnement qui sera préconisé ; • vérifier l'éligibilité des structures au dispositif et/ou la pertinence de la mobilisation d'un DLA et orienter ou réorienter les structures le cas échéant vers les autres ressources mobilisables sur le territoire ; • arrêter des échéances en matière de remise des pièces demandées, de rencontres de la structure, de date de présentation en comité technique d'appui. Un courriel résumant tous les points abordés lors de ce premier entretien est envoyé à la structure. Pour les structures venant de bénéficier d'un Emploi-tremplin et sur la base du listing communiqué et mis à jour par les services de la Région, Essonne Active prend l'initiative de réaliser ce premier entretien d'accueil auprès des structures qui n'ont pas encore eu recours à ses services.	Objectifs quantitatifs : Accueil des structures porteuses d'emplois-tremplin dans le 91 : entre 5 et 10. Objectifs qualitatifs : Informer les structures bénéficiant d'un emploi tremplin de la possibilité de recourir au DLA pour consolider leur projet de pérennisation de l'emploi au terme de l'aide apportée par la Région.

2. DIAGNOSTIC :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Diagnostic partagé – Plan d'accompagnement : Après validation de l'éligibilité de la structure au DLA et réception des pièces demandées, Essonne Active convient d'un rendez-vous à minima avec le directeur et un membre du bureau, de préférence le Président. Les pièces reçues sont analysées à la lumière des premières indications	Objectif quantitatif : Réalisation d'un « diagnostic partagé – Plan d'accompagnement » et ou d'un suivi post accompagnement pour 5 structures bénéficiaires d'un

échangées avec la structure, afin de préparer le rendez-vous et d'orienter les échanges vers les éventuelles faiblesses détectées. A l'issue de cette rencontre et sur la base de compléments d'échanges avec la structure et les partenaires (réseaux, financeurs…), le chargé de mission élabore le diagnostic partagé et le plan d'accompagnement. Le diagnostic partagé balaye l'ensemble de ce qui a trait à l'association : le projet associatif, les activités, le modèle économique, l'environnement institutionnel et partenarial, la gouvernance, la situation économique et financière. L'idée est d'établir une situation de l'association à un moment donné, de définir ses atouts, ses contraintes et les moyens d'action permettant de lever ces contraintes. Le plan d'accompagnement définit une ou plusieurs problématiques repérées et les actions à mettre en œuvre et par qui (par la structure et/ou la mobilisation de ses partenaires, par le DLA en direct, par l'intermédiaire d'une mission d'ingénierie), les échéances fixées pour les mettre en œuvre et les objectifs à atteindre. Le chargé de mission veille à ce que les préconisations individuelles soient ciblées pour être efficaces. Un minimum de jours d'intervention est proposé, il est défini au cas par cas, en fonction du plan d'accompagnement. Les informations sont synthétisées dans le document « diagnostic partagé - plan d'accompagnement ». **Suivi post accompagnement :** Au terme de la réalisation du plan d'accompagnement, soit entre 12 et 18 mois après l'élaboration du pré-diagnostic, le chargé de mission reprend contact avec la structure afin d'évaluer le niveau de réalisation des actions préconisées. A cet occasion il est demandé à la structure de transmettre notamment, ses comptes ainsi que son dernier rapport d'activité et les éléments relatifs à l'évolution de ses effectifs. Que ce soit à l'occasion de la réalisation d'un « diagnostic partagé - plan d'accompagnement » ou d'un « suivi post accompagnement », Essonne Active accordera un attention particulière à la situation de l'emploi au sein de la structure, aux problématiques qu'elle peut rencontrer en matière de ressources humaines et à sa capacité à mobiliser les soutiens et dispositifs dont elle pourrait bénéficier.	emploi tremplin. Objectifs qualitatifs : Accorder une vigilance particulière sur la capacité de la structure bénéficiaire d'un diagnostic DLA à mobiliser les dispositifs en faveur de l'emploi dans le secteur associatif

3. MOBILISATION DES PARTENAIRES – ANIMATION TERRITORIALE - COORDINATION :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils : • Charte de fonctionnement du Comité Technique d'Appui ; • Tableau de suivi de l'activité DLA ; • Base de données contacts d'Essonne Active ; • Courrier type. Modalités d'intervention : **Le Comité Technique d'Appui (CTA)** a pour mission : • Le suivi et l'enrichissement des plans d'accompagnements proposés	Objectif quantitatif : 10 réunions du CTA par an ; 1 campagne de communication auprès des acteurs du secteur associatif essonnien. Objectif qualitatif : Veiller à maintenir la pluridisciplinarité au sein du

par la proposition de ressources complémentaires à une éventuelle ingénierie ; • La remontée et l'analyse des besoins des associations essonniennes en matière d'accompagnement dans la mise en œuvre de leurs projets ; • L'animation territoriale du dispositif et sa promotion auprès des acteurs du monde associatif essonnien. **Campagne de communication auprès des acteurs du secteur associatif essonnien** Essonne Active a tissé des liens étroits avec l'ensemble des partenaires du secteur associatif local. Une fois par an, Essonne Active contacte ses partenaires pour l'informer de son activité DLA et réactiver ses réseaux de prescripteurs. Essonne Active dispose également d'une base de données des associations essonniennes de près de 250 contacts auprès desquelles elle communique régulièrement. Dans le cadre du partenariat entre Essonne Active et la Région Ile de France pour le suivi des emplois tremplins, cette base permet de promouvoir les ateliers Emploi organisés sur l'Essonne.	Comité Technique d'Appui du DLA 91 pour garantir la qualité des plans d'accompagnement proposés aux structures et validés par le CTA ; Promouvoir le rôle du DLA en matière de pérennité des emplois dans le secteur associatifs dans le cadre des actions partenariales mises en œuvre à l'échelle du territoire essonnien.

4. ATELIER :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils : • Programme des ateliers • Présentation et dossier du participant type. Modalités d'intervention : Essonne Active se propose d'organiser des ateliers de sensibilisation et d'information afin d'appuyer les dirigeants associatifs au quotidien sur les questions liées à la pérennisation des emplois et au développement économique de leur structure : 1 Rdv pro de l'emploi associatif 2 ateliers associations et banques mode d'emploi 1 atelier lire son bilan Les ateliers sont d'une demi-journée. Il est proposé aux services de la Région Ile de France de pouvoir intervenir lors de ces ateliers.	Objectif quantitatif : 2 ateliers au cours de l'année 2016. Objectif qualitatif : Informer et sensibiliser le secteur associatif essonnien en matière de consolidation d'emplois aidés pour favoriser le renforcement du projet associatif et optimiser l'impact des politiques de soutien à l'emploi dans le secteur associatif.

5. ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE DE PERENNISATION :

Une fois les besoins d'accompagnement précisés dans le diagnostic partagé, le chargé de mission DLA construit pour l'association un plan d'accompagnement reprenant des missions d'ingénieries individuelles ou collectives. Les missions concernent des points précis et vitaux pour chaque structure en faisant appel à des cabinets-conseils spécialisés.

L'intervention se fait donc à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ingénierie individuelle : L'ingénierie individuelle consiste en l'intervention d'un prestataire auprès d'une seule structure. Pour ce faire, un cahier des charges est rajouté au diagnostic partagé initial.

Ingénierie collective : L'ingénierie collective apporte simultanément à plusieurs structures les réponses correspondant aux besoins identifiés et confirmés par les chargés de mission DLA et, le cas échéant, leurs partenaires.

Cet accompagnement présente une double utilité pour les associations qui en bénéficient :

- Une information thématique et/ou sectorielle qu'elles s'approprient et déclinent de manière concrète et opérationnelle.
- L'animation d'échanges de bonnes pratiques, d'outils, d'expériences, de compétences permet de favoriser la collaboration entre les structures.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs
Outils : • cahier des charges à destination des prestataires d'« Accompagnement spécifique de pérennisation » ; • fiche d'évaluation des offres de prestataires reçues ; • questionnaire de satisfaction de la mission d'ingénierie dite d'« Accompagnement spécifique à la pérennisation ». Modalités d'intervention : Les « diagnostics partagés – Plans d'accompagnement » réalisés par les Chargés de mission DLA sont présentés en CTA. Dans ce cadre, il peut être proposé de réaliser une ingénierie dite « Accompagnement spécifique de pérennisation » pour permettre à la structure bénéficiaire d'un Emploi-tremplin de travailler sur certains axes de son projet en vue de pérenniser l'emploi aidé. Cette ingénierie est réalisée par un prestataire externe sur la base d'un cahier des charges établi par le chargé de mission DLA, reprenant : • les objectifs de la mission demandée en rapport avec les préconisations du plan d'accompagnement ; • les productions attendues (rapport de fin de mission, outils,…) ; • les modalités d'intervention, intégrant le nombre de jours estimé de la mission et le budget affecté. Le chargé de mission organise alors la recherche du prestataire adéquat par mise en concurrence d'au moins deux prestataires. Essonne Active reçoit les devis, les étudie et négocie le cas échéant si la proposition ne semble pas adaptée. Les propositions sont ensuite soumises à la structure par courriel, indiquant les forces et faiblesses de chaque proposition mais c'est le chargé de mission qui après échange choisit le prestataire. Essonne Active prépare le conventionnement avec le prestataire retenu. La convention est signée par les trois parties (structure, prestataire et Essonne Active). A l'issue de la réalisation de la mission, un rendez-vous de restitution est organisé en présence du chargé de mission DLA.	Objectif quantitatif : 4 ingénieries répartition à titre prévisionnel : 2 ingénieries individuelles 2 ingénieries collectives dites d'accompagnement spécifique de pérennisation, destinées à des associations bénéficiant d'un emploi tremplin de la Région Ile de France. Objectif qualitatif : Permettre le transfert de savoir-faire et de compétences nécessaires à la structure pour anticiper la pérennisation des recrutements effectués dans le cadre d'un Emploi – tremplin.

PARTENAIRES :

- DIRECCTE – UD 91
- DDCS
- CDC
- Conseil Général de l'Essonne
- CA Les Lacs de l'Essonne
- ACEPP 91
- Air France
- ARS IDF
- CRPVE
- UNIFORMATION
- UNIFAF
- Ligue de l'Enseignement
- L'Atelier (DLA Régional IDF)
- UNA Essonne
- CCI Essonne
- Crédit Coopératif
- Caisse d'Epargne Ile de France
- UREI
- COORACE,
- Chantier Ecole
- Fédération des ADMR
- Familles Rurales
- FASSAD 91

COMMUNICATION :

- Essonne Active dispose d'un site internet et de documents de présentation de ses activités régulièrement actualisés : plaquettes par pôle de compétence (ESS et TPE), catalogue de fiches outils, rapport d'activité transmis annuellement à l'ensemble des partenaires, etc ;
- L'association est partenaire de l'ensemble des événements locaux ayant attraits à l'économie solidaire et à l'entrepreneuriat ;
- Essonne Active bénéficie des actions de communication d'envergure nationale initiées par sa tête de réseau France Active et par l'AVISE au titre du réseau des DLA.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

MOYENS HUMAINS (ETP) : 0,6 ETP

Intitulé du poste	% d'ETP affecté à l'action DLA	% d'ETP affecté à l'action soutien à l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin
Chargé de mission ESS	**70 %**	**60 %**

MOYENS MATERIELS :

- Poste informatique pour chaque salarié et accès à un serveur de données et de sauvegarde (sauvegardes externalisées) permettant de sécuriser les informations ;
- Accès à internet haut débit et possibilité d'envoi et de réception de courriels sur chaque poste ;
- Télécopieur, photocopieur, standard téléphonique ;
- Documentation professionnelle de base, abonnements divers, formations spécialisées ;
- Véhicule de service mis à disposition pour les déplacements sur le territoire.

La clé de répartition choisie pour le calcul des moyens matériels est la suivante :

1 poste de travail affecté à l'action / 10 postes de travail au total soit un 10ème.

INTERET REGIONAL :

Grace à ce financement, les structures employeuses d'Emplois-tremplin pourront plus facilement pérenniser leur(s) postes Emploi(s)-tremplin et elles bénéficieront également d'un appui sur leur fonction d'employeur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Nombre de stagiaire(s) ou alternant(s)	1

Le nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) a été négocié compte tenu des capacités d'accueil et d'encadrement de la structure, et du fait qu'elle s'engage en faveur de la mesure 100.000 stages concomitamment sur un autre dispositif Région

PUBLIC(S) CIBLE(S) : Associations bénéficiant d'emploi tremplin Ile de France

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE : ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
CHARGES DE PERSONNEL	14.163 €	87,63 %
MOYENS MATERIELS	2 000 €	12,37 %
Total	16.163 €	100,00%
FONDS D'INGENIERIE		
PRESTATIONS	20 700 €	100%
Total	20 700 €	100%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
ETAT	1.832 €	11,33 %
CDC	1.831 €	11,33%
REGION	12.500 €	77.34%
Total	16.163 €	100,00%
FONDS D'INGENIERIE		
ETAT	8 350 €	38,5 %
CDC	8 350 €	38,5 %
REGION	4 000 €	23,00 %
CONSEIL GENERAL		
AUTRE		
Total	20 700 €	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8.000 €
2017	8.500 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement – DLA (emplois tremplin)	28 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	85 200,00 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	13 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement – DLA (emplois tremplin)	35 000,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	75 400,00 €
2015	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	31 500,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	36 000,00 €
total		304 100,00 €

îledeFrance

Structure porteuse de l'opération : ESSONNE ACTIVE

plan prévisionnel 2016 de l'action « Accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin par les DLA »

Année d'exécution de l'opération :

Cocher la bonne case : x TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €	% d'intervention / budget global
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**		
I.I FONCTIONNEMENT DLA		**I.I FONCTIONNEMENT DLA**		
CHARGES DE PERSONNEL	14 163	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	16 163	
Rémunération des personnels	9 442	Etat :	1 832	
Charges sociales	4 721	CDC :	1 831	
		Région :	12 500	
		Département :		
FONCTIONNEMENT	2 000	Communauté d'Agglomération		
Achats et fournitures		Commune(s) :		
Publications, communication		Autofinancement :		
Locaux : locations, entretien	2 000			
Déplacements, missions				
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA	16 163	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA**	16 163	
I.II FONDS D'INGENIERIE	20 700	**I.II FONDS D'INGENIERIE**	20 700	
PRESTATIONS EXTERNES	20 700	Etat :	8 350	
		CDC :	8 350	
		Région :	4 000	
		Département :		
		Communauté d'Agglomération		
		Commune(s) :		
		Autofinancement :		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE	36 863	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE**	36 863	
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**		
Charges fixes de fonctionnement				
Frais financiers				
Autres *(à préciser)*				
Total des charges	**36 863**	**Total des ressources**	**36 863**	
Emplois des contributions volontaires en nature (2)	-	**Contributions volontaires en nature (3)**	-	0,00%
Secours en nature		Bénévolat		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature		
Personnel bénévole		Dons en nature		
Côut total du projet	36 863	**Total des ressources affectés au projet**	36 863	**100,00%**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles. Une dépense sera considérée comme directe si elle contribue principalement à sa réalisation et si elle est clairement identifiable, mesurable et justifiable individuellement (factures, bulletins de salaires, quittances, agendas,...)

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(3) : préciser la provenance des valorisations.

TAUX D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DLA

Montant des dépenses éligibles Fonctionnement DLA	**16 163**
Montant de la subvention sollicitée Fonctionnement DLA (Région)	**12 500**
Taux d'intervention	**77,34**

Postes en Emplois-tremplin :	Oui / Non	Si oui, merci de préciser sur quelles fonctions, et si le poste est mobilisé dans le cadre du projet.

DLA DES HAUTS DE SEINE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011348 (fonctionnement)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011350 (ingénierie)

Commission Permanente du 21/09/2016

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN DLA DES HAUTS-DE-SEINE- FONCTIONNEMENT

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES EMPLOYEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN DLA DES HAUTS-DE-SEINE - INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonctionnement DLA	33.300 €	37,54%	12.500 €
	Nombre d'ingénierie	**Forfait**	
Fonds d'ingénierie	6	1 000 €	6 000 €
	Montant Total de la subvention		18.500 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-1600
19101203- Emplois-tremplin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Hauts-de-Seine Initiative
Adresse administrative : 40 rue Savador Allende 92 000 NANTERRE

Statut Juridique : Association Loi 1901
Représentant : Lionnel Rainfray

N° SIRET : 423 257 302 00038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
Rapport Cadre : CR 08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de s'articuler avec l'appel à projet pour la mise en place d'un DLA départemental 2014-2016, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2016.

Hauts-de-Seine Initiative (HDSI) est une structure à but non lucratif qui a pour vocation de favoriser les initiatives créatrices d'emplois dans le département des Hauts-de-Seine. En soutenant des porteurs de projets, HDSI promeut la création d'emplois durables, non délocalisables et participe ainsi au développement de notre territoire.
Membre des réseaux Initiative France et France Active, HDSI a développé des outils d'expertise, d'accompagnement et de financement destinés aux créateurs d'entreprises et aux structures s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire. Le soutien de ses partenaires financeurs publics et privés permet la gratuité de ses services.
La mission d'HDSI est de soutenir les créations et les reprises de nouvelles entreprises ainsi que les structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans le département des Hauts-de-Seine.

Objectifs :

OBJECTIFS QUALITATIFS :
Dans le cadre du soutien aux structures porteuses d'Emplois-tremplin, les objectifs visés sont :

Professionnaliser la fonction employeur
Les structures de l'ESS, comme tout autre employeur, sont soumises à des obligations (convention collective, gestion du personnel, droit du travail, etc.) qui varient en fonction de leur taille. Le DLA peut les accompagner dans cette professionnalisation en construisant avec elles des accompagnements sur ces problématiques.
Pour celles qui ne seraient pas en capacité de pérenniser l'Emploi-tremplin qu'elles ont créé, le DLA peut orienter la structure vers son OPCA et faciliter la mise en relation pour la mobilisation d'actions de formation.

Encourager l'hybridation des ressources
Afin de pérenniser les Emplois-tremplins créés avec le soutien de la Région Ile-de-France, les structures doivent diversifier leurs ressources en développant des ressources propres, rechercher un équilibre entre ressources privées et publiques et construire un nouveau type de relation avec les financeurs publics.
Par ailleurs, l'hybridation de leurs ressources ne doit pas leur faire perdre la cohérence de leur projet associatif. Les structures de l'ESS ont besoin d'être accompagnées pour mener à bien ces évolutions.

Aide au fonctionnement		
Actions	Contenu	Objectifs et indicateurs
Accueil/Information	Diffusion d'information aux bénéficiaires d'emplois tremplins.	
Diagnostic	Réalisation des diagnostics d'associations bénéficiaires d'emplois tremplins	4
Mobilisation des partenaires, animation territoriale et coordination	Comités techniques d'appui Mise en œuvre de plans d'accompagnement Comités de pilotage du DLA	4 3 2
Ateliers	Invitation des structures bénéficiaires d'emplois tremplins aux ateliers organisés et animés par HDSI	2
Aide soumise à barème		
Missions d'accompagnement spécifique centré sur la pérennisation des Emplois-tremplin	Financement de prestations de conseil pour des ingénieries individuelles ou collectives	6

Description :
Cette action s'adresse aux structures employeuses d'au moins un Emploi-tremplin signé à partir de 2013.

1. ACCUEIL - INFORMATION - SENSIBILISATION DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils: Construction d'un mailing de présentation et d'une plateforme de discours type pour la relance téléphonique. Modalités d'intervention: Envoi d'un mailing et relance téléphonique.	Objectifs quantitatifs: Toutes les structures bénéficiaires d'Emplois-tremplin font l'objet de la diffusion par mail d'une présentation du DLA. Objectifs qualitatifs: Présentation sur-mesure du DLA, sensibilisation à l'anticipation de la fin de l'aide emploi-tremplins.

2. DIAGNOSTIC :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils: trame de diagnostic, manuel d'intervention du DLA 92. Modalités d'intervention: Rendez-vous sur place au sein des structures. Rédaction du diagnostic et du plan d'accompagnement au bureau. Envoi à la structure pour validation et correction. Echange avec la structure, sur place ou à distance, sur les corrections souhaitées et sur le plan d'accompagnement.	Objectif quantitatif: 4 diagnostics Objectifs qualitatifs: Chaque diagnostic consiste à se déplacer au sein de la structure pour rencontrer ses dirigeants salariés et bénévoles. L'entretien permet de réaliser une photographie de la structure mais aussi d'identifier les enjeux de la pérennisation des emplois notamment les emplois tremplins. Un focus sera systématiquement fait sur les emplois tremplins au moment du diagnostic de la fonction employeur. Le plan d'accompagnement est inclus dans le diagnostic. Il prévoir le thème de l'accompagnement qui peut être mobilisé par le DLA. C'est sur la base de ce plan d'accompagnement que le chargé de mission DLA mettre en œuvre la mission du consultant.

3. MOBILISATION DES PARTENAIRES – ANIMATION TERRITORIALE - COORDINATION :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils : charte de déontologie des bénévoles du comité d'appui et manuel d'intervention du DLA 92. Modalités d'intervention : Les comités d'appui ont lieu une fois par mois. Le chargé de mission DLA missionne des prestataires pour intervenir auprès des structures. Cela consiste à rédiger un cahier des charges, sélectionner des prestataires qualifiés (au moins	Objectif quantitatif 4 comités techniques d'appui 3 mises en œuvre de plan d'accompagnement 2 comités de pilotage (en présence des services techniques de la Région) Objectifs qualitatifs Chaque diagnostic de structure bénéficiaire d'emplois tremplins est présenté au comité d'appui technique d'appui du DLA (CTA). Ce comité est mobilisé dans le but d'enrichir le diagnostic, de vérifier le besoin, la pertinence des préconisations et de l'accompagnement proposé. Dans les Hauts-de-Seine, il réunit des membres de divers organismes : institutions publiques, réseaux, institutions financières, acteurs de

3) pour y répondre, prendre connaissance de leurs réponses et sélectionner la meilleure puis se rendre au RDV de lancement de la mission avec le prestataire et à la restitution de fin de mission en présence de la structure et du prestataire.	l'accompagnement, villes et communautés d'agglomérations. La diversité des membres présents et la création d'un espace de dialogue libre permettent de mieux comprendre les problématiques des structures. Le CTA favorise la complémentarité des actions d'accompagnement sur le département en vérifiant si le DLA est la solution la plus adaptée au besoin ou en orientant la structure vers les autres acteurs. Le travail en partenariat avec les autres acteurs de l'accompagnement est fondamental pour mettre en œuvre les principes de complémentarité et de subsidiarité qui fondent le DLA. L'orientation vers d'autres acteurs de l'accompagnement peut avoir lieu en particulier si elles ont des besoins complémentaires à l'accompagnement que nous proposons : Le comité technique d'appui présenté ci-dessus est un espace privilégié pour favoriser la complémentarité des actions.

4. ATELIER :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Hauts-de-Seine Initiative propose des ateliers collectifs sur le thème de la consolidation économique et financière, sur la gestion des RH et sur la communication : «établir une offre de service et calculer son coût », « faire évoluer les compétences en fonction de l'évolution de son projet associatif », « Aide à la construction d'outils numériques et participatifs à destination des associations ».	Objectif quantitatif : 2 ateliers collectifs Objectifs qualitatifs Outiller les structures, les professionnaliser, leur donner les moyens de réussir, leur permettre d'échanger sur leurs problématiques.

5. ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE DE PERENNISATION :

Une fois les besoins d'accompagnement précisés dans le diagnostic partagé, le chargé de mission DLA construit pour l'association un plan d'accompagnement reprenant des missions d'ingénieries individuelles ou collectives.
Les missions concernent des points précis et vitaux pour chaque structure en faisant appel à des cabinets-conseils spécialisés.

L'intervention se fait donc à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ingénierie individuelle : L'ingénierie individuelle consiste en l'intervention d'un prestataire auprès d'une seule structure. Pour ce faire, un cahier des charges est rajouté au diagnostic partagé initial.

Ingénierie collective : L'ingénierie collective apporte simultanément à plusieurs structures les réponses correspondant aux besoins identifiés et confirmés par les chargés de mission DLA et, le cas échéant, leurs partenaires.
Cet accompagnement présente une double utilité pour les associations qui en bénéficient :

- Une information thématique et/ou sectorielle qu'elles s'approprient et déclinent de manière concrète et opérationnelle.
- L'animation d'échanges de bonnes pratiques, d'outils, d'expériences, de compétences permet de favoriser la collaboration entre les structures.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Outils: Grille de sélection des prestataires, cahier des charges type, convention d'accompagnement Modalités d'intervention: Constitution d'un portefeuille de prestataires recensés selon leurs compétences et leurs domaines d'intervention, sélection du prestataire via une mise en concurrence, suivi de l'accompagnement sur la durée (lancement à restitution)	Objectif quantitatif: 6 accompagnements au total (à répartir entre accompagnements dits « ingénieries » individuelles et accompagnements dit « ingénieries » collective) Objectif qualitatif: Il s'agit de faire accompagner les dirigeants associatifs par un professionnel sur un aspect particulier mis en lumière par le diagnostic. L'accompagnement dont bénéficiera la structure est mis en œuvre par un consultant spécialiste dans ce domaine au regard de son expérience et de ses compétences. Il doit conduire à un changement dans les structures visant à la consolidation et au développement de l'emploi et/ou à l'amélioration de sa qualité au service du projet associatif. Un temps sera systématiquement consacré à la réflexion sur la pérennisation du poste Emploi Tremplin ou le parcours de qualification salarié.

PARTENAIRES :

Autres financeurs : DIRECCTE UD 92, Conseil Départemental 92, CDC, CAF 92
Partenaires techniques : villes du département, réseaux, acteurs de l'accompagnement

COMMUNICATION :

Hauts-de-Seine Initiative communique via une Newsletter envoyée à tous ses contacts, son site internet, les réseaux sociaux, des invitations mails. Les actions de communication dédiée à l'action sont énoncées ci-dessus.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

MOYENS HUMAINS (ETP) : 1,5 ETP

Intitulé du poste	% d'ETP affecté à l'action DLA	% d'ETP affecté à l'action soutien à l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin
Chargée de mission DLA	**80%**	**65%**
Chargée de mission ESS	**80%**	**65%**
Chargée de mission ESS (apprentie)	**35%**	**20%**
Délégué général adjoint en charge de l'ESS	15%	0%
Déléguée générale	10%	0%
Stagiaire en charge du suivi	25%	0%

INTERET REGIONAL :

Grace à ce financement, les structures employeuses d'Emplois-tremplin pourront plus facilement pérenniser leur(s) postes Emploi(s)-tremplin et elles bénéficieront également d'un appui sur leur fonction d'employeur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Nombre de stagiaire(s) ou alternant(s)	1

Le nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) a été négocié compte tenu des capacités d'accueil et d'encadrement de la structure, et du fait qu'elle s'engage en faveur de la mesure 100.000 stages concomitamment sur un autre dispositif Région

PUBLIC(S) CIBLE(S) : Associations bénéficiant d'emploi tremplin Ile de France

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE : HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
CHARGES DE PERSONNEL	33.300 €	100%
Total	33.300 €	100%
FONDS D'INGENIERIE		
PRESTATIONS	18.000 €	100%
Total	18 000 €	100%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
ETAT	8.300 €	24,93%
CDC	12.500 €	37,54%
REGION	12.500 €	37,54%
Total	33.300 €	100,00%
FONDS D'INGENIERIE		
ETAT	7 410 €	39,00%
CDC	2 185 €	11,50%
REGION	6.000 €	36,84%
CONSEIL DEPARTEMENTAL	1 710 €	9,00%
CAF	695€	3,66%
Total	18.000 €	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9.250 €
2017	9.250 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	soutien DLA en faveur des associations du secteur de l'environnement	5 000,00 €
2014	soutien régional en faveur du DLA 92 pour l'accompagnement des structures porteuses d'emplois-tremplin - 2014 - fonds d'ingénierie-	5 000,00 €
2014	soutien régional en faveur du DLA 92 pour l'accompagnement des structures porteuses d'emplois-tremplin - 2014 - fonctionnement -	25 000,00 €
2014	subvention de fonctionnement France Active	78 000,00 €
2014	subvention représentative des charges d'instruction des associations de prêts d'honneur 2014-	72 000,00 €
2014	dotations aux fonds de prêts des associations de prêt d'honneur 2014	200 000,00 €
2015	dotations aux fonds de prêts des associations de prêt d'honneur 2015	80 000,00 €
2015	soutien régional en faveur du DLA 92 pour l'accompagnement des structures porteuses d'emplois-tremplin - 2015 - fonds d'ingénierie-	7 000,00 €
2015	soutien régional en faveur du DLA 92 pour l'accompagnement des structures porteuses d'emplois-tremplin - 2015 - fonctionnement -	25 000,00 €
2015	subvention représentative des charges d'instruction des associations de prêts d'honneur 2015-	72 000,00 €
2015	subvention de fonctionnement France Active	68 800,00 €
2016	subvention de fonctionnement France Active	34 400,00 €
2016	subvention représentative des charges d'instruction des associations de prêts d'honneur 2016 - tranche 1	36 000,00 €
total		2 508 200, 00€

îledeFrance

Structure porteuse de l'opération : HAUTS DE SEINE INITIATIVE

plan prévisionnel 2016 de l'action « Accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin par les DLA »

Année d'exécution de l'opération :

Cocher la bonne case : x TTC (la structure ne récupère pas la TVA) ~~HT (la structure récupère la TVA)~~

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €	% d'intervention / budget global
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**		
I.I FONCTIONNEMENT DLA		**I.I FONCTIONNEMENT DLA**		
CHARGES DE PERSONNEL	33 300	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	33 300	
Rémunération des personnels	23 276	Etat :	8 300	24,92%
Charges sociales	10 024	CDC :	12 500	37,54%
		Région :	12 500	37,54%
		Département :		
FONCTIONNEMENT	-	Communauté d'Agglomération		
Achats et fournitures		Commune(s) :		
Publications, communication		Autofinancement :		
Locaux : locations, entretien				
Déplacements, missions				
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA	33 300	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA**	18 000	
I.II FONDS D'INGENIERIE	18 000	**I.II FONDS D'INGENIERIE**		
PRESTATIONS EXTERNES	18 000	Etat :	7 410	39,00%
		CDC :	2 185	11,50%
		Région :	6 000	33,33%
		Département :	1 710	9,00%
		CAF	695	3,66%
		Commune(s) :		
		Autofinancement :		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE	51 300	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE**	51 300	
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**		
Charges fixes de fonctionnement	80 199			
		Etat	121 240	
		CDC	24 815	
		Département	38 290	
Frais financiers		CAF 92	31 804	
Autres : *prestataires externes ingénierie*	135 950			
Total des charges	**267 449**	**Total des ressources**	**267 449**	
Emplois des contributions volontaires en nature (2)	25 000	**Contributions volontaires en nature (3)**	25 000	8,55%
Secours en nature		Bénévolat	20 000	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	5 000	Prestations en nature	5 000	
Personnel bénévole	20 000	Dons en nature		
Côut total du projet	292 449	**Total des ressources affectés au projet**	292 449	**100,00%**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles. Une dépense sera considérée comme directe si elle contribue principalement à sa réalisation et si elle est clairement identifiable, mesurable et justifiable individuellement (factures, bulletins de salaires, quittances, agendas,...)

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(3) : préciser la provenance des valorisations.

TAUX D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DLA

Montant des dépenses éligibles Fonctionnement DLA	**33 300**
Montant de la subvention sollicitée Fonctionnement DLA (Région)	**12 500**
Taux d'intervention	**37,54**

Postes en Emplois-tremplin :	Non	Si oui, merci de préciser sur quelles fonctions, et si le poste est mobilisé dans le cadre du projet.

DLA DE SEINE SAINT-DENIS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011253 (fonctionnement)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011256 (ingénierie)

Commission Permanente du 21 septembre 2016

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN DLA DE SEINE-SAINT-DENIS- FONCTIONNEMENT

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES EMPLOYEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN DLA DE SEINE-SAINT-DENIS- INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonctionnement DLA	20.823 €	60,03 %	12.500 €
	Nombre d'ingénierie	**Forfait**	
Fonds d'ingénierie	12	1 000 €	12 000 €
	Montant Total de la subvention		24.500 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-1600
19101203- Emplois-tremplin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES
Adresse administrative : 119 rue Pierre Sémard 93 000 BOBIGNY
Statut Juridique : Association Loi 1901
Représentant : Claire PESSIN-GARRIC, Présidente
N° SIRET : 78550612200049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
Rapport Cadre : CR 08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de s'articuler avec l'appel à projet pour la mise en place d'un DLA départemental 2014-2016, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2016.

Objectifs :

Aide au fonctionnement		
Actions	Contenu	
Accueil/Information	Entendre les besoins exprimés par les structures qui sollicitent le DLA et vérifier l'adéquation de ces besoins avec le Dispositif. Présenter le DLA : la démarche, les modalités et le calendrier de mise en œuvre. Envoi de plaquettes de présentation du dispositif à toute association bénéficiant d'un Emploi-Tremplin 3 ans qui nous sollicitent. Une campagne de communication spécifique ayant eu lieu en 2015 vers environ 150 de ces associations, les objectifs 2016 sont adaptés en conséquence. Envoi des programmes des accompagnements collectifs, Blog de la Ligue de l'Enseignement – FOL 93.	
Diagnostic	Mettre à plat le fonctionnement de la structure Élaborer un plan d'accompagnement	
Mobilisation des partenaires, animation territoriale et coordination	Le DLA 93 mobilise autour des structures accompagnées un réseau d'acteurs ressources afin de : - renforcer l'expertise de l'accompagnement - mieux articuler les différentes ressources du territoire - faciliter l'ancrage territorial des projets - permettre une meilleure appropriation du dispositif par les structures bénéficiaires et les acteurs ressources	
Ateliers	Les ateliers Fonction employeurs à destination des structures nouvellement employeuses et très petites associations sont mises en place hors cadre DLA (Formation des Acteurs Associatifs). Un atelier spécifique pourra être proposé à l'automne 2016 dans le cadre du DLA.	
Aide soumise à barème		
Missions d'accompagnement spécifique centré sur la pérennisation des Emplois-tremplin	Apporter une expertise et un accompagnement ciblé sur la problématique identifiée, menés par un consultant spécialisé.	8 à 9 individuels 3 à 4 collectifs

OBJECTIFS QUALITATIFS :

Le DLA a pour but d'accompagner les structures (associations, coopératives, structures d'insertion) développant des activités et services d'utilité sociale créateurs d'emplois, dans leur démarche de consolidation et de développement. Le dispositif répond aux objectifs suivants :
→Asseoir le modèle économique des structures accompagnées :
- en consolidant la situation économique et la structure financière des bénéficiaires
- en contribuant à la mobilisation des outils financiers et à la consolidation et/ou la diversification de leurs ressources financières
→Accompagner les structures dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs stratégies de développement, structuration, coopération ou mutualisation
→Favoriser la création et la pérennisation d'emplois de qualité au service des structures
→Aider les structures à renforcer leurs compétences et leurs outils, pour leur permettre d'adapter leurs activités à l'évolution de leur environnement et de renforcer leur fonction employeur
→Faciliter l'ancrage des activités et des structures accompagnées dans leur territoire.

OBJECTIFS QUANTITATIFS :

ACTIONS		Objectifs globaux DLA (nb de structures)	Objectifs structures bénéficiaires ET (indicatif)
FONCTIONNEMENT DLA	Accueils	100	30 à 40
	Structures accompagnées	80	15 à 25
	Diagnostics partagés	34	12
FOND D'INGENIERIE	Structures bénéficiaires d'accompagnements spécifiques individuels	26	8 à 9
	Nb d'accompagnements spécifiques individuels	26	8 à 9
	Structures bénéficiaires d'accompagnements spécifiques collectifs	55 structures pour 75 participations	9 structures pour 11 participations
	Nb d'accompagnements spécifiques collectifs	12	3 à 4

Description :

1. ACCUEIL - INFORMATION - SENSIBILISATION DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Accueil / Information : Le premier accueil se fait au téléphone suivi d'un récapitulatif par mail précisant la démarche, les délais de mise en œuvre, les documents à transmettre permettant de préparer un rendez-vous avec la structure. Sensibilisation : Pour compléter l'accueil individuel des structures, une campagne d'information spécifique sur le DLA sera organisée, et touchera notamment les structures bénéficiaires d'Emplois Tremplins afin de sensibiliser à la démarche d'accompagnement permettant de répondre à l'enjeu d'anticiper la fin des aides. Il est envisagé d'accueillir individuellement et collectivement entre 80 et 100 structures par an, dont 30 à 40 bénéficiaires d'Emplois Tremplins (votés entre 2013 et 2015) étant donné qu'une campagne de communication vers environs 150 de ces associations a déjà eu lieu en 2015. Outils : Plaquettes de présentation du dispositif,	Objectifs quantitatifs : Environ 100 accueils pour 2016 et 30 à 40 accueils de structures bénéficiaires Emplois-tremplin. Objectifs qualitatifs : Accueil / Information : Il s'agit d'entendre les besoins exprimés par les structures qui sollicitent le DLA de vérifier l'adéquation de ces besoins avec le Dispositif, puis de présenter le DLA : la démarche, les modalités et le calendrier de mise en œuvre. Une campagne spécifique a été organisée en 2015 à partir des informations transmises par la Région Île-de-France sur les délibérations 2013, 2014 et 2015. Des relances ponctuelles pourront être organisées en 2016. Sensibilisation : Les actions de sensibilisation destinées spécifiquement aux structures porteuses d'Emplois Tremplins portent notamment sur la nécessité d'anticiper la pérennisation des financements du poste à l'issue des 3 ans, et ce le plus en amont possible de la fin des aides. Il

programme des accompagnements collectifs, Blog de la Ligue de l'Enseignement – FOL 93.	s'agit également de sensibiliser et informer les structures sur les responsabilités employeur, notamment pour les structures primo-employeuses.

2. DIAGNOSTIC :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le diagnostic s'appuie sur un ou deux rendez-vous avec les responsables de la structure (direction salariée et administrateurs élus quand c'est possible), une analyse des documents transmis ou si besoin complémentaires (comptes analytiques, projet associatif, demandes de subvention...) ainsi que sur des échanges téléphoniques ou par e-mail au fil de la rédaction du document. Les structures peuvent avoir des réticences légitimes à transmettre l'ensemble des documents demandés. Un courrier-type du DLA présentant les garanties de confidentialité et listant les structures (membres du comité d'appui ainsi que la recherche d'intervenants potentiels si proposition d'une ingénierie individuelle) qui auront à respecter ces règles de confidentialité, est transmis aux dirigeants pour signature avant d'engager la démarche. Le courrier rappelle en outre qu'il leur est demandé de valider le document final avant transmission au comité d'appui. Avant d'être présenté au comité d'appui, le diagnostic est nourri par des échanges réguliers avec la structure et par le regard des autres chargé-e-s de mission. La mise en partage des diagnostics entre les chargé-e-s de mission permet d'améliorer l'analyse de la structure, notamment par des questionnements sur des points particuliers ou par l'apport de connaissances par rapport au territoire, au secteur. Si proposition d'ingénierie individuelle, ce diagnostic partagé sera transmis à l'issue du Comité d'appui aux intervenants extérieurs qui s'appuieront sur celui-ci pour répondre au cahier des charges de l'ingénierie proposée. <u>L'identification des leviers d'action et définition du plan d'accompagnement</u> : A partir de ces points d'analyse, les atouts et faiblesses de la structure sont mis en relief, ainsi que les opportunités et contraintes de leur environnement. Ils serviront à définir les leviers d'accompagnement adaptés. Une attention particulière sera portée aux associations portant un Emploi-Tremplin sur le modèle économique et les stratégies de consolidation financière et des pistes de développement de la structure permettant d'envisager une pérennisation du (ou des) poste(s). <u>Rédaction du plan d'accompagnement, incluant en fonction de la pertinence</u> : • Des actions à réaliser par la structure elle-même quand elle possède les capacités à le faire sans appui particulier : mise en place d'outils (de gestion simple, de suivi de l'activité, de profil de poste), mobilisation d'acteurs (adhérents, recherche d'administrateurs, …), rédaction de projets spécifiques, réponses à des appels à projets. Ces actions peuvent faire l'objet d'un accompagnement régulier des chargés de mission dans le cadre du Centre-Ressources de la fédération (hors DLA). • Des orientations vers d'autres acteurs pouvant enrichir le projet de la structure : partenaires locaux potentiels, réseaux associatifs. Il peut s'agir de formations professionnelle ou non (Ligue de l'enseignement-FOL 93, CRIB, réseaux associatifs, OPCA), de mises en relation avec d'autres	Objectif quantitatif: 34 diagnostics partagés dont 12 structures bénéficiaires d'Emplois-tremplin Objectifs qualitatifs : <u>Mettre à plat le fonctionnement de la structure</u> à partir de plusieurs grandes entrées : l'objet et l'historique du projet, les activités, les ressources humaines et la gouvernance, l'économie de la structure, les projets de consolidation et/ou de développement, l'implantation locale et les partenariats ; et ainsi dégager les éléments de force et les facteurs de fragilité de la structure, <u>Élaborer un plan d'accompagnement</u> de la structure comprenant : • des actions à réaliser par la structure elle-même • des orientations vers d'autres acteurs pouvant enrichir le projet de la structure : financeurs, partenaires locaux potentiels,

structures (pour des échanges de pratiques ou des mises en commun d'action), de nouveaux financeurs à rencontrer (institutionnels, fondations, fonds territorial). • Des ingénieries individuelles et/ou collectives d'accompagnement par des experts financées par le DLA. Outils: En plus d'une lettre de sollicitation du DLA et de deux fiches d'identification à remplir (fiche « Structure » et fiche « Emplois ») la structure est invitée nous transmettre les documents suivants : dernier Rapport d'Activité présenté en AG, bilans financiers des 3 dernières années, rapport du CAC (si concerné), budget prévisionnel de l'année en cours, DADS, statuts, composition du Conseil d'Administration, bilan d'Assemblée Générale, compte-rendus de réunions CA et Bureau, outils de suivi et de pilotage mis en place par la structure, et tout autre document (organigramme, communication, plan de trésorerie...) pouvant servir à l'analyse de son fonctionnement.	réseaux associatifs, OPCA, syndicats d'employeurs... • des ingénieries individuelles et/ou collectives d'accompagnement par des intervenants spécialisés financées par le DLA

3. MOBILISATION DES PARTENAIRES – ANIMATION TERRITORIALE - COORDINATION :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le comité d'appui, déjà présenté pour son apport sur les diagnostics et les plans d'accompagnement des structures, est également un moyen de mobiliser les acteurs du territoire autour des projets développés, et plus généralement autour de l'accompagnement des structures de l'ESS. Du fait de sa composition, voulue comme la plus large possible, il constitue un espace de rencontre pour les acteurs et les financeurs et permet également des échanges d'informations sur l'ESS et le territoire. La fédération souhaite également organiser un événement annuel d'envergure locale dans le cadre du mois de l'ESS portant sur la sensibilisation aux problématiques d'accompagnement des structures relevant de ce secteur. La fédération poursuivra par ailleurs sa participation aux différents groupes de travail et instances auxquelles elle est associée : CDIAE, groupes de travail de la DDCS et du Conseil Général, Groupes de travail des Communautés d'Agglomération, collectifs et réseaux, inter-DLA. Le DLA a également prévu de se rapprocher de la Plateforme RH et de Uniformation pour un renforcement de ses plans d'action et de l'articulation de la chaîne de l'accompagnement. Outils : Listing des partenaires. Réponses aux invitations des partenaires.	Afin de renforcer l'efficacité de l'accompagnement des structures cibles, le DLA mobilise autour des structures accompagnées un réseau d'acteurs ressources. La mobilisation de ce réseau s'inscrit dans une mission d'animation territoriale du dispositif qui vise à ancrer le DLA dans son environnement local afin de : – renforcer l'expertise de l'accompagnement – mieux articuler les différentes ressources du territoire – faciliter l'ancrage territorial des projets – permettre une meilleure appropriation du dispositif par les structures bénéficiaires et les acteurs ressources.

4. ATELIER :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Modalités d'intervention : Les ateliers Fonction employeurs à destination des structures nouvellement employeuses et très petites associations sont mises en place hors cadre DLA (Formation des Acteurs Associatifs). Un atelier spécifique pourra être proposé à l'automne 2016 dans le cadre du DLA. Une articulation-complémentarité avec Plateforme-RH sera également à trouver. Outils : Outils de gestions, plan de trésorerie, fiches de postes, organigramme.	Objectif quantitatif : 1 atelier Fonction employeur à destination des structures nouvellement employeuses et très petites associations, en fonctions des réponses des structures à cette proposition. Objectif qualitatif : Les Emplois-Tremplins facilitent la création d'emplois mais ils peuvent aussi entraîner des changements qui doivent être anticipés et accompagnés, particulièrement pour les associations primo-employeuses et les très petites associations : - Besoin d'outillage pour gérer et piloter la structure (passage d'une comptabilité de trésorerie à une comptabilité d'engagement, problématiques d'externalisation, prévisionnel de trésorerie...). - Encadrement et organisation d'équipe à renforcer pour des structures nouvellement employeuses : redéfinition du partage des rôles entre administrateurs et salariés, appropriation des responsabilités de l'employeur, anticiper sur les besoins, se familiariser avec les procédures de recrutement, penser ou organiser la gestion des ressources humaines (formation, évolution des postes). L'accompagnement à la fonction employeur peut répondre à ces constats de même que la réflexion sur les projets associatifs pour en partager les finalités et valeurs qui président à la mise en place de modes d'organisation spécifiques. D'autres dispositifs que le DLA peuvent répondre à ces besoins : Formations Acteurs Associatifs de la FOL 93, Plateforme RH. Il faudra trouver la juste articulation – complémentarité. Les besoins exprimés ne se confortent pas toujours au regard des mobilisations effectives rencontrées. Il sera nécessaire de s'en assuré avant de décider de programmer (ou non) un atelier de ce type.

5. ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE DE PERENNISATION :

Une fois les besoins d'accompagnement précisés dans le diagnostic partagé, le chargé de mission DLA construit pour l'association un plan d'accompagnement reprenant des missions d'ingénieries individuelles ou collectives. Les missions concernent des points précis et vitaux pour chaque structure en faisant appel à des cabinets-conseils spécialisés.

L'intervention se fait donc à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ingénierie individuelle : L'ingénierie individuelle consiste en l'intervention d'un prestataire auprès d'une seule structure. Pour ce faire, un cahier des charges est rajouté au diagnostic partagé initial.

Ingénierie collective : L'ingénierie collective apporte simultanément à plusieurs structures les réponses correspondant aux besoins identifiés et confirmés par les chargés de mission DLA et, le cas échéant, leurs partenaires.
Cet accompagnement présente une double utilité pour les associations qui en bénéficient :

- Une information thématique et/ou sectorielle qu'elles s'approprient et déclinent de manière concrète et opérationnelle.
- L'animation d'échanges de bonnes pratiques, d'outils, d'expériences, de compétences

permet de favoriser la collaboration entre les structures.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Il appartient au DLA de décider, sur la base du diagnostic qu'il a conduit et des retours du comité d'appui, de la ou des action(s) d'accompagnement et des financements à mobiliser pour répondre aux enjeux identifiés. Le DLA rédige un cahier des charges et sollicite plusieurs intervenants potentiels dont les compétences et les champs d'intervention correspondent aux problématiques identifiées. Le choix de l'intervenant est réalisé par le DLA en accord avec la structure bénéficiaire. Le DLA rédige et propose une convention tripartite DLA – structure accompagnée – intervenants extérieurs qui précise les objectifs de l'accompagnement et ses principales actions. Il fixe la durée et le montant de la mission. Une réunion de cadrage est organisée par le DLA avec l'intervenant et la structure pour vérifier que chacun partage bien les objectifs. Cette réunion définit également un calendrier d'intervention. Au cours de la mission, le DLA reste en contact avec la structure d'une part et le consultant d'autre part pour en vérifier le bon déroulement. Ce suivi doit permettre au DLA d'évaluer l'impact des actions d'accompagnement réalisées au profit des structures accompagnées. En fin d'accompagnement, une réunion bilan est organisée pour rendre compte de la mission réalisée, évaluer si les objectifs sont atteints et définir si nécessaire des pistes d'accompagnement à poursuivre. Un rapport écrit est demandé à l'intervenant extérieur sur sa mission. Ce rapport conditionne le versement du solde par le DLA. Enfin, une enquête peut être réalisée a posteriori auprès de la structure pour mesurer leur satisfaction sur le DLA. <u>Les accompagnements spécifiques collectifs</u> : Les accompagnements spécifiques collectifs sont élaborés pour répondre à des besoins partagés par plusieurs structures. Ils peuvent être imaginés en partenariat avec les réseaux sectoriels ainsi que les acteurs d'un même territoire. Il peut être envisagé de mettre en place un ou plusieurs accompagnements collectifs propres à la question de la consolidation économique, notamment sur les pistes de mutualisation. <u>Outils</u> : Plan d'accompagnement, cahier des charges, convention tripartite (DLA-structure-intervenant), feuilles d'émergement, bilan de l'accompagnement.	<u>Objectif quantitatif :</u> 28 ingénieries individuelles sont envisagées pour 28 structures 9 à 10 ingénieries collectives sont envisagées pour nous permettre de toucher 70 structures. Ainsi 8 à 9 accompagnements individuels devraient permettre de toucher 8 à 9 structures bénéficiaires d'Emplois-tremplin et 10 à 12 structures bénéficiant d'un Emploi-Tremplin devraient être concernées par les accompagnements collectifs mis en œuvre. <u>Objectif qualitatif</u>: Apporter une expertise et un accompagnement ciblé sur la problématique identifiée, menés par un intervenant spécialisé.

<u>PARTENAIRES</u> :

Le DLA est inscrit dans le réseau de partenaires de l'ESS du territoire de Seine-Saint-Denis qu'ils soient institutionnels : Direccte - UT93, CDC, DDCS, Conseil Général 93, délégués du préfet, Pôle Emploi, CAF, Communautés d'agglomération, villes ou associatifs : Fond Territorial France Active, Réseaux IAE, réseaux culturels, Profession Banlieue, fédération des centres sociaux, CDOS 93. Le DLA a également prévu de se rapprocher de la Plateforme RH et de Uniformation pour un renforcement de ses plans d'action et de l'articulation de la chaîne de l'accompagnement.

La ligue de l'enseignement FOL 93 a développé une connaissance fine du tissu associatif du département, de ses acteurs, et participe aux réseaux départementaux et régionaux dont la CRAJEP IDF ou le Mouvement Associatif, les groupes de travail associatifs et institutionnels tels que : groupe d'accompagnement de projets ESS coordonné par Plaine Commune, Commission

FRDVA de la Région, commission FDVA de la DRJSCS, professionnalisation des Emplois d'Avenir dans le champs périscolaire, comité technique régional Emploi d'Avenir.

COMMUNICATION :

En direction des structures bénéficiaires :

- Envoi de la présentation du dispositif aux structures cibles identifiées
- Diffusion du programme d'accompagnements collectifs
- Appels téléphoniques des structures potentiellement concernées
- Présentation du dispositif lors des Formations des acteurs associatifs de la Ligue de l'enseignement – FOL 93 (environ 120 à 150 associations touchées par an dont environ ¼ employeuse et agissant en majorité dans les quartiers prioritaires de la Politique de la ville) ou lors de temps associatifs particuliers tels les forums des associations
- Participation en coordination avec les autres DLA franciliens, aux temps de signature des conventions Emploi-Tremplins.

En direction des structures relais, la fédération privilégiera deux modes de contacts :

- Interventions dans les groupes de travail internes aux différents partenaires
- Invitation de ces partenaires à participer aux comités d'appui.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

MOYENS HUMAINS (ETP) : 0,88 ETP

Intitulé du poste	% d'ETP affecté à l'action DLA	% d'ETP affecté à l'action soutien à l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin
Directeur	**19%**	**10%**
Chargé de projet DLA	**64%**	**38%**
Chargée de mission DLA	**67%**	**40%**
Chargée de mission DLA	52%	0%
Assistante administrative	5%	0%

INTERET REGIONAL :

Grace à ce financement, les structures employeuses d'Emplois-tremplin pourront plus facilement pérenniser leur(s) postes Emploi(s)-tremplin et elles bénéficieront également d'un appui sur leur fonction d'employeur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s).

Nombre de stagiaire(s) ou alternant(s)	2

PUBLIC(S) CIBLE(S) : Associations bénéficiant d'emploi tremplin Ile de France

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
Rémunération de personnel	13.571€	65,17 %
Charges sociales	7.252€	34,83%
Total	20.823€	100%
FONDS D'INGENIERIE		
PRESTATIONS	49.605 €	100%
Total	49.605 €	100%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
ETAT	8 460 €	20,31%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	8 186€	19,66%
REGION	25 000€	60,03%
Total	41 646 €	100%
FONDS D'INGENIERIE		
ETAT	25 000€	47,52%
CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	12 605	23,96%
REGION	12 000€	28,51%
Total	49 605€	100%

ÉCHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 000 €
2017	17.500 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3 700 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	40 000 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	40 000 €
total		83 700 €

îledeFrance

Structure porteuse de l'opération : FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES DE SEINE-SAINT-DENIS

plan prévisionnel 2016 de l'action « Accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin par les DLA »

Année d'exécution de l'opération : 2016

Cocher la bonne case : X TTC (la structure ne récupère pas la TVA) ~~HT (la structure récupère la TVA)~~

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €	% d'intervention / budget global
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**		
I.I FONCTIONNEMENT DLA		**I.I FONCTIONNEMENT DLA**		
CHARGES DE PERSONNEL	20 823	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	**20 823**	**100,00%**
Rémunération des personnels	13 571	Etat :	4 230	20,31%
Charges sociales	7 252	CDC :	4 093	19,66%
		Région :	12 500	60,03%
FONCTIONNEMENT	-	Département :		
Achats et fournitures		Communauté d'Agglomération		
Publications, communication		Commune(s) :		
Locaux : locations, entretien		Autofinancement :		
Déplacements, missions				
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA	**20 823**	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA**	**20 823**	
I.II FONDS D'INGENIERIE	49 605	**I.II FONDS D'INGENIERIE**	**49 605**	**51,78%**
PRESTATIONS EXTERNES	49 605	Etat :	25 000	26,10%
		CDC :	12 605	13,16%
		Région :	12 000	12,53%
		Département :		
		Communauté d'Agglomération		
		Commune(s) :		
		Autofinancement :		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE	**70 428**	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE**	**70 428**	
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**		
Charges fixes de fonctionnement				
Frais financiers				
Autres *(à préciser)*				
Total des charges	**70 428**	**Total des ressources**	**70 428**	
Emplois des contributions volontaires en nature (2)	-	**Contributions volontaires en nature (3)**	-	0,00%
Secours en nature		Bénévolat		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature		
Personnel bénévole		Dons en nature		
Côut total du projet	70 428	**Total des ressources affectés au projet**	70 428	**100,00%**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles.

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(3) : préciser la provenance des valorisations.

TAUX D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DLA

Montant des dépenses éligibles Fonctionnement DLA	**20 823**
Montant de la subvention sollicitée Fonctionnement DLA (Région)	**12 500**
Taux d'intervention	**60,03**

Postes en Emplois-tremplin :	Oui

Précision : : Chargée de mission Vie Associative – DLA
→ NON-MOBILISEE SUR CETTE ACTION

DLA DU VAL DE MARNE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011312 (fonctionnement)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011313 (ingénierie)

Commission Permanente du 21/09/2016

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DU VAL DE MARNE – FONCTIONNEMENT

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES EMPLOYEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
DLA DU VAL DE MARNE - INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonctionnement DLA	15.625 €	80%	12.500 €
	Nombre d'ingénierie	**Forfait**	
Fonds d'ingénierie	8	1 000 €	8.000 €
	Montant Total de la subvention		20.500 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-1600
19101203- Emplois-tremplin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BGE ADIL
Adresse administrative : 23 rue Dareau 75014 Paris
Statut Juridique : Association loi 1901
Représentant : Président : Joel Saingré, Directeur Général : Jean-Marie Agnesetta
N° SIRET : 326 8508 72000 28

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
Rapport Cadre : CR 08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de s'articuler avec l'appel à projet pour la mise en place d'un DLA départemental 2014-2016, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2016.

Objectifs :

Aide au fonctionnement		
Actions	Contenu	Objectifs et indicateurs
Accueil/Information	Le DLA donne une information aux associations bénéficiant des Emplois-tremplin (ET) sur son fonctionnement et ses possibilités d'accompagnement afin qu'elles s'en saisissent dans la perspective de préparer la fin des aides à 3 ans.	Contacter toutes les associations bénéficiant des Emplois-tremplin (ET)
Diagnostic	Les associations avec ET qui le souhaitent bénéficieront d'un diagnostic sur la situation de leur association. Partagé et validé par la structure, le diagnostic est le support permettant d'élaborer le plan d'accompagnement et la pérennisation de l'association à moyen/long terme.	5 diagnostics
Mobilisation des partenaires, animation territoriale et coordination	Le DLA ne travaille pas de manière isolée sur la question de la pérennisation des emplois tremplin. Il mobilise le réseau des acteurs et outils qui peuvent apporter leur concours, et participer au plan d'accompagnement global des associations. En ce sens, il organise des rencontres en amont de collectifs ou d'ateliers, avec par exemple les plateformes RH, CBE Sud VDM, Uniformation et autres OPCA, d'autres partenaires.	3 rencontres avec les partenaires concernés par la fonction employeur sur le volet emplois tremplin (Plateformes RH, OPCA).
Ateliers	Le DLA souhaite mettre en place des ateliers sur la fonction employeur pour les associations avec ET, permettant de faciliter les échanges et de leur faire mieux comprendre la pertinence de l'intervention du DLA pour la pérennisation des emplois.	1 atelier spécifique aux ET
Aide soumise à barème		
Missions d'accompagnement spécifique centré sur la pérennisation des Emplois-tremplin	Monter pour les associations ET un plan d'accompagnement contenant des ingénieries avec un lien sur la pérennisation, en priorité : modèle économique, stratégie de consolidation, projet associatif, mécénat, etc.	4 ingénieries individuelles 4 ingénieries collectives où au moins 2 associations avec ET sont présentes

Description :

1. ACCUEIL - INFORMATION - SENSIBILISATION DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le DLA présente aux associations qui ne le connaissent pas les missions du DLA et son fonctionnement. Il informe et répond aux questions. Cette première phase du processus est importante pour favoriser la reconnaissance mutuelle entre le DLA (sa posture, sa valeur ajoutée) et la structure (son projet, ses activités). Cette phase peut, par exemple, prendre la forme : -D'une réunion d'information collective, suivie d'un échange individuel, -D'un entretien téléphonique d'information sensibilisation, de recueil de premiers éléments, -D'une rencontre physique avec les représentants de la structure.	Contacts à faire : -Pour les associations inconnues de la liste fournie par la Région : mails et lettres à envoyer pour présenter le DLA et le partenariat avec la Région et les inviter aux informations collectives. -Accueil systématique pour toute association sollicitant le DLA pour la première fois. -Dans les newsletters édités par nos partenaires locaux (Projaide, Chambre Des Associations…), proposer un article sur les ET.

2. DIAGNOSTIC :

Suite à l'accueil et à l'accord de la structure, puisqu'il s'agit d'une démarche volontaire de celle-ci, le DLA réalise son diagnostic.Le diagnostic partagé s'inscrit dans le référentiel d'activités DLA élaboré en 2008 et actualisé en 2013, il figure dans la mission d'orientation et d'accompagnement du DLA départemental.

Réaliser un diagnostic approfondi et partagé pour la structure permet de dégager ses forces et faiblesses et d'élaborer un plan d'accompagnement :

- Ce diagnostic est réalisé à l'issue d'un entretien approfondi avec les responsables des structures et après analyse de leurs documents propres (statuts, rapports d'activités, bilans et comptes de résultat, etc.) ;
- Le diagnostic et ses préconisations sont ensuite validés par la structure.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le diagnostic est un état des lieux, une analyse de situation partagée entre le chargé de mission DLA et les représentants de la structure (missions, activités, économie, ressources humaines, relation au territoire, vie associative), issu d'un ou plusieurs entretiens et d'une analyse documentaire. Il doit mettre en évidence les atouts de l'activité et/ou de la structure, les difficultés éventuelles, les orientations prioritaires de la structure, les perspectives de consolidation et/ou de développement, les problématiques et les besoins d'appui concernés, ainsi que les préconisations qui en découlent. La rédaction d'une problématique concise permet d'identifier avec précision les questions auxquelles il faut répondre et d'y apporter ainsi par la suite des réponses adéquates. Partagé et validé par la structure, le diagnostic partagé est le support permettant d'élaborer le plan d'accompagnement et la pérennisation de l'association à moyen/long terme.	5 diagnostics

3. MOBILISATION DES PARTENAIRES – ANIMATION TERRITORIALE - COORDINATION :

Le Dispositif Local d'Accompagnement s'inscrit dans une logique prospective pour mieux accompagner les évolutions du territoire et des structures d'utilité sociale et de l'économie sociale et solidaire qui le composent. Parmi les objectifs stratégiques du DLA, figurent ceux-ci :

- « Rechercher la complémentarité et l'articulation des interventions du dispositif avec les autres ressources et compétences transversales et thématiques présentes sur le territoire ;
- Permettre l'inscription des activités accompagnées dans les dynamiques et stratégies de développement locales et sectorielles. ».

Conformément à la mission qui lui a été assignée, le DLA a donc mis en œuvre ce travail partenarial depuis son origine. La BGE ADIL compte continuer dans ce sens, notamment par sa participation aux actions liées aux politiques locales menées par les décideurs.

Le DLA compte renforcer ses partenariats avec les acteurs locaux, dans le cadre d'un plan d'accompagnement global et cohérent, en vue de favoriser la pérennisation des emplois tremplin.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Rencontres en amont de collectifs ou d'ateliers, avec les plateformes RH, CBE Sud VDM, Uniformation et d'autres OPCA, autres partenaires… Invitation de ces partenaires aux CTA dans lesquels sont traités les dossiers des associations ET pour qu'ils participent aux plans d'accompagnement.	3 rencontres avec les partenaires concernés. Organisation des CTA.

4. ATELIER :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le DLA souhaite mettre en place des ateliers sur la fonction employeur pour les associations avec emplois tremplin, permettant de faciliter les échanges et de leur faire mieux comprendre la pertinence de l'intervention du DLA pour la pérennisation des emplois. Ces ateliers seront montés en lien avec les partenaires locaux (Plateformes RH, OPCA, VMAPI, CRIB, Proj'aide…) et permet aux dirigeants associatifs ciblés d'anticiper le plan d'accompagnement du DLA.	Organiser 1 atelier consacré aux associations porteuses d'ET.

5. ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE DE PERENNISATION :

Une fois les besoins d'accompagnement précisés dans le diagnostic partagé, le chargé de mission DLA construit pour l'association un plan d'accompagnement reprenant des missions d'ingénieries individuelles ou collectives. Les missions concernent des points précis et vitaux pour chaque structure en faisant appel à des cabinets-conseils spécialisés.

L'intervention se fait donc à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ingénierie individuelle : L'ingénierie individuelle consiste en l'intervention d'un prestataire auprès d'une seule structure. Pour ce faire, un cahier des charges est rajouté au diagnostic partagé initial.

Ingénierie collective : L'ingénierie collective apporte simultanément à plusieurs structures les réponses correspondant aux besoins identifiés et confirmés par les chargés de mission DLA et, le cas échéant, leurs partenaires.

Cet accompagnement présente une double utilité pour les associations qui en bénéficient :

- Une information thématique et/ou sectorielle qu'elles s'approprient et déclinent de manière concrète et opérationnelle.
- L'animation d'échanges de bonnes pratiques, d'outils, d'expériences, de compétences permet de favoriser la collaboration entre les structures.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Monter pour les associations porteuses d'ET des ingénieries avec un lien sur la pérennisation en priorité : modèle économique, stratégie de consolidation, projet associatif, mécénat. Monter une ingénierie collective sur le thème de la stratégie de pérennisation d'un ET et inviter les associations ET. Inviter toutes les associations porteuses d'ET aux ingénieries collectives qui abordent la pérennisation.	4 ingénieries individuelles 4 participations aux ingénieries collectives où au moins 2 associations porteuses d'ET sont présentes

PARTENAIRES :

Le DLA du Val de Marne collabore pleinement avec l'ensemble des institutions et structures du territoire qui travaillent sur la question de l'emploi : la DIRECCTE UD 94, le CD 94, les communautés d'agglomération, la Mission d'Accueil et d'Information des Associations, Val de Marne Actif Pour l'Initiative (VMAPI), Uniformation, le CRIB, les plateformes et relais RH, le Comité de Bassin d'Emploi du Sud Val-de-Marnais (CBE), les PLIE, etc.
Ainsi, dans le cadre de son action, le DLA mène un partenariat avec Uniformation. Le partenariat initié par le DLA permet de mobiliser les ressources techniques et financières des OPCA, et plus précisément Uniformation. Ce partenariat permet d'associer un accompagnement des dirigeants bénévoles et employeurs de la structure, et de moyens d'intervention spécifiques auprès des salariés.
C'est aussi un moyen supplémentaire pour les OPCA souhaitant amener leurs adhérents à optimiser l'utilisation de leur fonds de formation.

COMMUNICATION :

Lettres, mails, téléphone, site Internet, informations collectives, présence dans les rencontres des partenaires.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

MOYENS HUMAINS (ETP) : 0,48 ETP

Intitulé du poste	% d'ETP affecté à l'action DLA	% d'ETP affecté à l'action soutien à l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin
Chef de projet DLA	**100 %**	**16 %**
Chargé de mission DLA	**100 %**	**16 %**
Chargée de mission DLA	**50 %**	**16 %**

MOYENS MATERIELS :

L'équipe DLA 94 dispose d'un établissement de BGE ADIL localisé au 1 rue Charles Fourier à Champigny sur marne, situé en ZUS. Entièrement réaménagé en 2012, ce local offre 4 bureaux individuels cloisonnés et une salle de regroupement pouvant accueillir 15 personnes. Ce local est situé à 300 m de la gare RER les Boullereaux, et à 500 m d'un échangeur de l'A4.

L'équipe DLA peut aussi au besoin s'appuyer sur des locaux additionnels de BGE ADIL sur le Val de Marne (Créteil et Cachan) et même Paris sud au besoin avec son siège situé à proximité du RER B Denfert-Rochereau. Ces locaux additionnels disposent tous d'une salle de regroupement (15 à 30 personnes) et de bureaux individuels.
Tous les locaux sont équipés de toute la bureautique nécessaire pour réaliser cette mission (serveur informatique, ordinateurs fixes et portables, connexion haut débit, photocopieur, imprimantes, vidéoprojecteur…).
Des supports de communication dédiés ont été réalisés

La clé de répartition de des moyens matériels affectés à l'action, sera de 16 %

INTERET REGIONAL :

Accompagner les structures porteuses d'ET dans la pérennisation des postes et appui sur la fonction employeur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Nombre de stagiaire ou alternant	1

Le nombre de stagiaire ou alternant a été négocié compte tenu des capacités d'accueil et d'encadrement de la structure et du fait qu'elle s'engage en faveur de la mesure 100.000 stages concomitamment sur un autre dispositif Région.

Public(s) cible(s) : Structures porteuses d'ET

Localisation géographique : VAL DE MARNE

Contrat Particulier : hors CPRD
CPER : hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
CHARGES DE PERSONNEL	14.300 €	91 %
MOYENS MATERIEL	1.325 €	9 %
total	15.625 €	100%
FONDS D'INGENIERIE		
PRESTATIONS	10.475 €	100%
total	10.475 €	100%
TOTAL	**26.100 €**	**100%**

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
ETAT	1.719 €	11 %
CDC	468 €	3 %
REGION	12.500 €	80 %
DEPARTEMENT	937 €	6 %
total	15.625€	100,00%
FONDS D'INGENIERIE		
ETAT	1.650 €	13 %
CDC	825 €	7 %
REGION	8.000 €	80 %
total	10.475 €	100,00%
TOTAL	**26.100 €**	**100 %**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8.500 €
2017	12.000 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	224.000 €
2014	soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3.700 €
2014	soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	45.000 €
2015	couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	224.000 €
2015	soutien aux contrats de ville	8.900 €
2015	soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	35.000 €
2016	couveuses et CAE: financement de l'accompagnement des nouveaux entrants	106.000 €
2016	Appui aux nouveaux entrepreneurs à l'essai de 5 antennes de couveuse	114 000 €
total		760 600 €

ileDeFrance

Structure porteuse de l'opération : BGE ADIL

Budget prévisionnel 2016 de l'action « Accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin par les DLA »

Année d'exécution de l'opération :

Cocher la bonne case : **X** TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €	% d'intervention / budget global
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**		
I.I FONCTIONNEMENT DLA		**I.I FONCTIONNEMENT DLA**		
CHARGES DE PERSONNEL	**14 300**	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**		
Rémunération des personnels	9 800	Etat :	1 719	**11%**
Charges sociales	4 500	CDC :	468	**3%**
		Région :	**12 500**	**80%**
		Département :	938	**6%**
FONCTIONNEMENT	**1 325**	**Communauté d'Agglomération**		**0%**
Achats et fournitures		**Commune(s) :**		
Publications, communication		**Autofinancement :**		
Locaux : locations, entretien	1 325			
Déplacements, missions				
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA	**15 625**	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA**	**15 625**	
I.II FONDS D'INGENIERIE		**I.II FONDS D'INGENIERIE**		
PRESTATIONS EXTERNES	10 475	**Etat :**	1 650	**16%**
		CDC :	825	**8%**
		Région :	**8 000**	**76%**
		Département :		
		Communauté d'Agglomération		
		Commune(s) :		
		Autofinancement :		
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE	**10 475**	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE**	**10 475**	
II. Charges indirectes affectées à l'action		II. Ressources indirectes affectées l'action		
Charges fixes de fonctionnement				
forfait 20% , ou si > à 20%, alors charges indirectes * coefficient (heures directe DLA / total des heures organisme)		**Etat**		
		CDC IDF		
		CG 94		
Frais financiers				
Autres *(à préciser)*				
III. Charges non affectées à l'action		**III. Ressources non affectées l'action**		
Emploi-tremplin		Emploi-tremplin		
Rémunération		Région		
Charges		Fonds propres		
Total des charges	**26 100**	**Total des ressources**	**26 100**	
Emplois des contributions volontaires en nature (2)		**Contributions volontaires en nature (3)**		0,00%
Secours en nature		Bénévolat		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature		
Personnel bénévole		Dons en nature		
Côut total du projet	**26 100**	**Total des ressources affectées au projet**	**26 100**	**100,00%**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles. Une dépense sera considérée comme directe si elle contribue principalement à sa réalisation et si elle est clairement identifiable, mesurable et justifiable individuellement (factures, bulletins de salaires, quittances, agendas,...)

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(3) : préciser la provenance des valorisations.

TAUX D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DLA

Montant des dépenses éligibles Fonctionnement DLA	**15 625**
Montant de la subvention sollicitée Fonctionnement DLA (Région)	**12 500**
Taux d'intervention	**80**

Postes en Emplois-tremplin :

Si oui, préciser sur quelles fonctions, et si le poste est mobilisé dans le cadre du projet.Si le poste est mobilisé pour l'action il convient de l'indiquer dans les rubriques "charges non affectées à l'action" et "ressources non affectées à l'action"

DLA DU VAL D'OISE

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011282 (fonctionnement)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011288 (ingénierie)

Commission Permanente du 21/09/2016

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN DLA DU VAL D'OISE - FONCTIONNEMENT

Objet : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES EMPLOYEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN DLA DU VAL D'OISE - INGENIERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonctionnement DLA	16.925 €	73,86 %	12.500 €
	Nombre d'ingénierie	**Forfait**	
Fonds d'ingénierie	6	1 000 €	6.000 €
	Montant Total de la subvention		18.500 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191012-1600
19101203- Emplois-tremplin

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE 95
Adresse administrative : 3 Avenue des Béguines 95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Michel LEFEVRE
N° SIRET : 40156625200060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : SOUTIEN REGIONAL EN FAVEUR DES DLA POUR L'ACCOMPAGNEMENT DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN
Rapport Cadre : CR 08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de s'articuler avec l'appel à projet pour la mise en place d'un DLA départemental 2014-2016, il est proposé de prendre en compte les dépenses éligibles à la mise en œuvre du projet à compter du 1er janvier 2016.

Objectifs :

Aide au fonctionnement		
Actions	Contenu	Objectifs et indicateurs
Accueil/ Information	L'accueil, le repérage, l'information et l'orientation des structures développant des activités d'utilité sociale et créatrices d'emplois engagées dans une démarche de consolidation. Actions réalisées : - Sensibiliser les structures à la nécessaire prise en compte de la pérennisation des postes à l'issue des 3 ans d'aide. - Appréhender les besoins exprimés par les structures au-delà de la problématique de la pérennisation. - Adapter au plus juste les modalités d'accompagnement futures qui pourront être mise en place. - Cerner les questionnements des primo employeurs et de les orienter utilement vers les structures adéquates.	10 structures employeuses d'ET accueillies
Diagnostic	Le diagnostic partagé sur la capacité de consolidation stratégique, économique et organisationnelle des structures (identification de ses points de force et de faiblesse et projection à moyen terme), et l'élaboration, en commun, d'un plan de consolidation de leur(s) activité(s), comprenant la prescription des différentes mesures d'accompagnement, en réponse aux besoins diagnostiqués. Actions réalisées : Dans le cas où la structure correspond aux critères d'accompagnement, un entretien est proposé pour entamer la phase de diagnostic. Elle permet d'établir la relation entre le chargé de mission et la structure, de détecter les besoins. La réalisation des entretiens et la rédaction du diagnostic par le chargé de mission, puis sa lecture par la structure est utile aux deux parties. En effet, elle permet au chargé de mission d'identifier les points forts sur lesquels s'appuyer et les points faibles sur lesquels les besoins d'accompagnement se font sentir. Pour la structure, ce processus lui permet de bénéficier d'un regard extérieur neutre et critique lui permettant bien souvent d'identifier rapidement des points sur lesquels elle peut d'ores et déjà et de façon individuelle mettre en place des évolutions. Diagnostic de la stratégie Diagnostic des marchés ciblés/Domaines d'intervention Diagnostic des clients/Publics visés Diagnostic des partenariats développés Stratégie de communication Organisation et Gouvernance Diagnostic du pilotage de la structure Diagnostic de l'organisation RH	15 diagnostics réalisés sur des structures employeuses d'ET

	<u>Diagnostic de la situation économique et financière</u> Diagnostic du compte de résultat Diagnostic du bilan Le plan d'accompagnement proposé à l'issu du diagnostic comprend : - Les enjeux identifiés - Des préconisations - Le plan d'action	
Mobilisation des partenaires, animation territoriale et coordination	Le DLA 95 est ancré territorialement sur le département du Val d'Oise. Il mobilise un Comité Technique d'Appui (CTA) mensuel dans le but d'apporter une valeur ajoutée aux plans d'accompagnement proposés. Parmi les membres du Comité d'Appui sont présents des représentants : -Des collectivités territoriales (Mairies, Communautés d'Agglomération, Conseil Général du Val d'Oise), -Des services déconcentrés de l'Etat (UT 95 de la Direccte, Préfecture du Val D'Oise, …), -Des Fédérations et têtes de réseaux associatives, -D'autres opérateurs du territoire tels que les Banques, les pôles ressources, acteurs associatifs, etc… Les membres du Comité d'Appui sont bien évidemment prescripteurs auprès des structures pour leur faire connaître l'action du DLA et les possibilités d'accompagnement dont elles peuvent bénéficier. Concernant la mobilisation des partenaires et l'animation territoriale au niveau des emplois-tremplins, nous mettons en place les actions suivantes : -Composition du Comité d'appui du DLA en faisant appel à une personne « ressource » Emploi-Tremplin -Réunions partenariales sur le DLA et les emplois-tremplin -Participations aux réunions de coordination avec la Région IDF -Participation aux réunions inter-DLA sur le dispositif Emplois-tremplin -Participations aux forums et tables rondes dédiés	8 CTA 4 Réunions partenariales
Ateliers	Le DLA anime ou co-anime des réunions thématiques dédiés aux Emplois-Tremplin avec les partenaires institutionnels, notamment autour de la thématique RH en intégrant la dimension pérennisation des Emplois Tremplin. Le DLA proposera des temps d'échanges d'informations auprès des structures bénéficiaires d'Emplois-Tremplins qui viseront à sensibiliser les structures sur l'enjeu de la pérennisation et des possibilités d'accompagnement vers une consolidation économique de la structure. Pour ce faire, le DLA met en place sur son territoire des tables rondes permettant de faciliter les échanges de bonnes pratiques entre les associations et un dialogue constructif sur les enjeux d'un même secteur. Participation au mois de l'ESS en novembre 2016, avec la mise en place des ateliers mutualisés avec les partenaires et les acteurs des territoires cibles.	2 ingénieries collectives avec participation d'au minimum deux structures avec des Emplois-Tremplin

Aide soumise à barème		
Missions d'accompagnement spécifique centré sur la pérennisation des Emplois-tremplin	En fonction du besoin identifié lors du diagnostic, un cahier des charges est élaboré afin de sélectionner un prestataire qui réalisera la mission d'accompagnement de la structure employeuse d'Emploi-tremplin. Cet accompagnement peut revêtir deux formes : 1)Ingénierie individuelle mise en place avec le consultant retenu suite à l'appel d'offre. Le prestataire est missionné auprès d'une seule structure car son besoin est propre à son fonctionnement interne et à sa stratégie. 2)Ingénierie collective : le prestataire est missionné auprès de plusieurs structures car leur besoin est partagé par d'autres structures et que le fait de le traiter de façon collective apporte une plus-value à l'accompagnement : échanges réciproques d'expériences, en complémentarité de l'apport plus technique de l'expert. Modalités d'intervention/outils : Choix des consultants répertoriés dans la base des experts rencontrés, un minimum de 3 consultants pour organiser l'appel d'offre. Une grille d'analyse pertinente des propositions des consultants pour identifier la proposition la plus adaptée à la problématique emploi identifiée. Le Dispositif local d'accompagnement souhaite contribuer à l'accompagnement individuel de la structure par un prestataire externe, autour des axes suivants : ✔ Thématique prioritaire / type de diagnostic ou de formation, secteurs d'activité, … ✔ Durée et modalités de l'accompagnement : nombre de jours, période de réalisation, échéances, … ✔ Budget limité à <montant> ou <nombre de jours> si forfait jour fixe ✔ Frais de mission et de déplacement inclus ou indications de forfaits pour les frais de mission.	8 ingénieries individuelles d'accompagnement

Description :

1. ACCUEIL - INFORMATION - SENSIBILISATION DES STRUCTURES PORTEUSES D'EMPLOIS-TREMPLIN :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Modalités d'intervention : Le DLA participe à des forums dédiés aux associations (par exemple lors des salons des associations en septembre, le mois de l'ESS en novembre …) pour présenter les missions du DLA et capter les structures employeuses d'Emplois-Tremplin. Il co-anime des réunions thématiques dédiés aux Emplois-Tremplin avec les institutionnels. Il développe des réunions autour de la thématique RH en intégrant la dimension de la pérennisation des Emplois Tremplin. Il propose un temps d'accueil collectif d'information des structures	Objectifs quantitatifs : Accueil/information/sensibilisation : nombres de structures captées : 10 Objectifs qualitatifs : - Sensibiliser les structures à la pérennisation des postes à l'issue des 3 ans d'aides. - Appréhender les besoins exprimés par les structures au-delà

bénéficiaires de postes Emplois-Tremplins qui visera à sensibiliser les structures sur l'enjeu de la pérennisation et des possibilités d'accompagnement vers une consolidation économique de la structure. Pour ce faire, le D.L.A. met en place sur son territoire des tables rondes permettant de faciliter les échanges de bonnes pratiques entre les associations. Outils : - Site internet d'INITIACTIVE 95, avec une partie spécifique sur le DLA et les Emplois Tremplin, - Distribution des supports de communication auprès des associations, - Participation à des forums, des salons dédiés aux associations, par exemple : le mois de l'ESS, - Organisation des réunions à thèmes avec les institutionnels (Agglomérations, Services des mairies …), - Lieu d'accueil sur nos 3 antennes : Cergy, Argenteuil, Sarcelles, - Témoignage de structures ayant pérennisé un Emploi Tremplin.	de la problématique de la pérennisation. - Adapter au plus juste les modalités d'accompagnement futures qui pourront être mise en place.

2. DIAGNOSTIC :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Réalisation du diagnostic par le chargé de mission DLA, rédaction d'un diagnostic partagé, clair et pertinent. Constitution du Comité d'Appui du DLA : lorsque se présente un diagnostic DLA avec une question liée au dispositif Emploi-Tremplin, faire appel à une ressource « compétente » lors du CTA.	Réalisation de 15 diagnostics intégrant l'analyse de la pérennisation de l'Emploi-Tremplin et présentation du diagnostic au Comité Technique d'Appui (CTA).

3. MOBILISATION DES PARTENAIRES – ANIMATION TERRITORIALE - COORDINATION :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Communication auprès des partenaires d'appui aux associations, Orientation si nécessaire vers d'autres « organismes ressources » sur leur territoire, Participation aux réunions d'équipe des chargés de missions des Plates-Formes Ressources, Participation aux groupes de travail thématique AVISE, ATELIER, Région ile de France, Composition du Comité d'appui du DLA en faisant appel à une personne « ressource » Emploi-Tremplin, Participations aux réunions de coordination avec la Région IDF, Participation aux réunions inter-DLA sur le dispositif Emplois-Tremplin, Mobilisation partenariale et mise en réseau (orientation et mutualisation).	Objectif quantitatif : - Réunions partenariales sur le DLA et les emplois-tremplin : 4 - Organisation de CTA : 8 Objectif qualitatif : - Démontrer que le DLA est un dispositif fédérateur - Ancrer le DLA sur le territoire - Avoir un impact sur les acteurs du territoire - Orienter de façon pertinente en fonction de la problématique et des besoins identifiés.

4. ATELIER :

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Mise en place d'un programme d'atelier collectif avec le thème de la gestion des Ressources Humaines, notamment à travers la consolidation des postes Emplois-Tremplin Diffuser le programme de ces ateliers auprès des structures concernées et au-delà.	Objectif quantitatif : - 2 ingénieries collectives autour de la question des Ressources Humaines en intégrant la dimension des Emplois-Tremplin Objectif qualitatif : - Favoriser les échanges en collectif, - Mutualiser les expériences, - Apporter un complément collectif à l'ingénierie individuelle, - Permettre de traiter la question Ressources Humaines, à travers la pérennisation des postes, - Permettre un effet « miroir du groupe ».

5. ACCOMPAGNEMENT SPECIFIQUE DE PERENNISATION :

Une fois les besoins d'accompagnement précisés dans le diagnostic partagé, le chargé de mission DLA construit pour l'association un plan d'accompagnement reprenant des missions d'ingénieries individuelles ou collectives.
Les missions concernent des points précis et vitaux pour chaque structure en faisant appel à des cabinets-conseils spécialisés.

L'intervention se fait donc à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ingénierie individuelle : L'ingénierie individuelle consiste en l'intervention d'un prestataire auprès d'une seule structure. Pour ce faire, un cahier des charges est rajouté au diagnostic partagé initial.

Ingénierie collective : L'ingénierie collective apporte simultanément à plusieurs structures les réponses correspondant aux besoins identifiés et confirmés par les chargés de mission DLA et, le cas échéant, leurs partenaires.
Cet accompagnement présente une double utilité pour les associations qui en bénéficient :

- Une information thématique et/ou sectorielle qu'elles s'approprient et déclinent de manière concrète et opérationnelle.
- L'animation d'échanges de bonnes pratiques, d'outils, d'expériences, de compétences permet de favoriser la collaboration entre les structures.

Méthode d'intervention / Outils	Objectifs qualitatifs et quantitatifs
Le DLA effectue un diagnostic spécifique, auprès des associations employeuses d'Emploi-Tremplin. Plus ciblé, il se focalise davantage sur les aspects liés au poste créé et a pour objectifs d'apporter les préconisations nécessaires à leur pérennisation au sein de la structure. Dans le cas où la perspective de pérennisation de l'emploi en 3 ans peut être retenue, il s'agira d'accompagner l'association et consolider son projet de développement en coordination avec les autres acteurs du territoire.	Objectif quantitatif : 6 mises en place d'un accompagnement en ingénierie individuel auprès d'un consultant, avec la mention spécifique dans le cahier des charges, lorsqu'il est question de Ressources Humaines (mention « pérennisation de postes Emplois-Tremplin ») Objectif qualitatif : Appui aux structures associatives à pérenniser les postes en prenant en comptes toutes les dimensions (humaines, économiques, financières, organisationnelles)

Dans le cas où l'hypothèse de pérennisation de l'emploi en 3 ans ne peut être retenue, le DLA accompagnera l'association dans la mise en place d'un parcours de professionnalisation du salarié en Emplois Tremplin, en lien avec les acteurs concernés (OPCA notamment).	Permettre aux associations d'anticiper et d'avoir une « veille » dans ses actions et ses missions.

PARTENAIRES :

Les acteurs locaux (GEANS, CRIB, SEVO, ADESS 95, PLATEFORMES RH …)
Les institutionnels : agglomérations, mairies, …
Les services de la Région Ile de France

COMMUNICATION :

Site internet d'INITIACTIVE 95,
Plaquette DLA dédiée,
Témoignages de structures ayant recruté un emploi-tremplin et retour d'expérience.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

MOYENS HUMAINS (ETP) : 0,65 ETP

Intitulé du poste	% d'ETP affecté à l'action DLA	% d'ETP affecté à l'action soutien à l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin
Cheffe de projet ESS	**80%**	**30%**
Conseillère ESS	**20%**	**10%**
Directeur des Opérations	**25%**	**5%**
Assistante administrative	**50%**	**10%**
Contrôleur de gestion	**15%**	**5%**
Directeur Général	**10%**	**5%**

MOYENS MATERIELS :

Dépenses	Clé de répartition	Valeur
Achats fournitures	Nb ETP affectés à l'action / NB ETP INI95	0.65/20
Locaux : location, entretien	Nb ETP affectés à l'action / NB ETP INI95	0.65/20
Frais de déplacement	A 100% des déplacements affectés à l'action	1
Prestations Téléphonie, informatique, frais de télécommunication	Nb ETP affectés à l'action / NB ETP INI95	0.65/20

Ces dépenses concourent directement à la réalisation de l'action et leur clé de répartition permet de les flécher directement sur l'action à hauteur des moyens en personnel affectés à l'action.

INITIACTIVE 95 compte 3 antennes dans le VAL D'OISE, à Cergy, Sarcelles et Argenteuil. Les 3 antennes disposent de la logistique et du matériel nécessaires à l'activité. En fonction de la situation géographique de l'association qui sollicite le DLA, le Chargé de mission DLA se déplace dans l'une des antennes pour recevoir la structure, en entretien individuel.

INITIACTIVE 95 met également à la disposition des ordinateurs portables et un véhicule de fonction en cas de déplacements extérieurs.

INTERET REGIONAL :

Grace à ce financement, les structures employeuses d'Emplois-tremplin pourront plus facilement pérenniser leur(s) postes Emploi(s)-tremplin et elles bénéficieront également d'un appui sur leur fonction d'employeur.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s).

Nombre de stagiaire(s) ou alternant(s)	1

Le nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) a été négocié compte tenu des capacités d'accueil et d'encadrement de la structure, et du fait qu'elle s'engage en faveur de la mesure 100.000 stages concomitamment sur un autre dispositif Région

PUBLIC(S) CIBLE(S) : Associations bénéficiant d'emploi tremplin Ile de France

LOCALISATION GEOGRAPHIQUE : VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Le budget détaillé des postes de dépenses et des ressources est présenté en annexe à cette fiche projet.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
CHARGES DE PERSONNEL	15.000€	88,63%
MOYENS MATERIEL	1.925€	11,37%
Total	16.925 €	100%
FONDS D'INGENIERIE		
PRESTATIONS	199.955€	
Total	199.955 €	

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONCTIONNEMENT DLA		
ETAT	3.512€	20,75%
CDC	913€	5,39%
REGION	12.500 €	73,86%
Total	16.925 €	100,00%
FONDS D'INGENIERIE		
ETAT	117 955€	58,41%
CDC	26 000€	12,88%
REGION	6 000 €	3,96%
FSE	50 000€	24,76%
Total	199.955€	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8.500 €
2017	10 000 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	8 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	25 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	102 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	300 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	7 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	25 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	270 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	45 200,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	33 000,00 €
total		1 112 600€

îledeFrance

Structure porteuse de l'opération : INITIACTIVE 95

plan prévisionnel 2016 de l'action « Accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin par les DLA »

Année d'exécution de l'opération : 2016

Cocher la bonne case : X TTC (la structure ne récupère pas la TVA) □ HT (la structure récupère la TVA)

CHARGES	Montants en €	RESSOURCES	Montants en €	% d'intervention / budget global
I. Charges directes affectées à l'action (1)		**I. Ressources directes affectées à l'action**		
I.I FONCTIONNEMENT DLA		**I.I FONCTIONNEMENT DLA**		
CHARGES DE PERSONNEL	15 000	**SUBVENTIONS D'EXPLOITATION**	16 925	
Rémunération des personnels	9 850	Etat :	3 512	
Charges sociales	5 150	CDC :	913	
		Région :	12 500	
		Département :		
FONCTIONNEMENT	1 925	Communauté d'Agglomération		
Achats et fournitures	150	Commune(s) :		
Publications, communication		Autofinancement :		
Locaux : locations, entretien	1 500			
Déplacements, missions	75			
Frais télécommunication	200			
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA	16 925	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONCTIONNEMENT DLA**	16 925	
I.II FONDS D'INGENIERIE	199 955	**I.II FONDS D'INGENIERIE**	199 955	
PRESTATIONS EXTERNES		Etat :	117 955	
Ingénieries	199 955	CDC :	26 000	
dont Ingénieries Emplois-Tremplin	6 000	Région :	6 000	
		Département :		
		Communauté d'Agglomération		
		Commune(s) :		
		Autofinancement :		
		FSE	50 000	
TOTAL DES DEPENSES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE	199 955	**TOTAL DES RESSOURCES ELIGIBLES FONDS D'INGENIERIE**	199 955	
II. Charges indirectes affectées à l'action		**II. Ressources indirectes affectées l'action**		
Charges fixes de fonctionnement				
Frais financiers				
Autres *(à préciser)*				
Total des charges	**216 880**	**Total des ressources**	**216 880**	
Emplois des contributions volontaires en nature (2)	-	**Contributions volontaires en nature (3)**	-	0,00%
Secours en nature		Bénévolat		
Mise à disposition gratuite de biens et prestations		Prestations en nature		
Personnel bénévole		Dons en nature		
Côut total du projet	216 880	**Total des ressources affectés au projet**	216 880	**100,00%**

(1) : Attention : seules les charges directes affectées à l'action sont éligibles. Une dépense sera considérée comme directe si elle contribue principalement à sa réalisation et si elle est clairement identifiable, mesurable et justifiable individuellement (factures, bulletins de salaires, quittances, agendas,...)

(2) les "contributions volontaires" correspondent au bénévolat, aux mises à disposition gratuites ainsi que des biens meubles (matériels) ou immeubles.

(3) : préciser la provenance des valorisations.

TAUX D'INTERVENTION FONCTIONNEMENT DLA

Montant des dépenses éligibles Fonctionnement DLA	**16 925**
Montant de la subvention sollicitée Fonctionnement DLA (Région)	**12 500**
Taux d'intervention	**73,86**

Postes en Emplois-tremplin :	Non	Si oui, merci de préciser sur quelles fonctions, et si le poste est mobilisé dans le cadre du projet.

A Cergy, le 08/06/2016
Cyril BARABAN - Directeur

ANNEXE 3 : CONVENTION TYPE DLA AVEC L'OBLIGATION 100.000 STAGES

CONVENTION DE PARTENARIAT entre la Région Ile-de-France et les Dispositifs Locaux d'Accompagnement
ANNEE 2016

La Région Ile-de-France,
Sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris
Représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE,
Habilitée à signer la convention par délibération n° CP ……..
Ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

Et,

L'organisme dénommé …….
dont le statut juridique est : ……
dont le N°SIRET et code APE sont : ……..
dont le siège social est situé au……..,
représenté par son dirigeant ……..,
habilité par ……..

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE

La Région Ile-de-France a décidé d'accompagner les structures qui souhaitent consolider leurs activités et pérenniser leurs emplois et qui ont identifié des difficultés nécessitant un appui professionnel externe. A cet effet, le Conseil régional s'est engagé sur 2014-2015-2016 par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 à soutenir les Dispositifs Locaux d'Accompagnement (DLA) départementaux. Cette convention met en œuvre le volet 2016 de cet engagement.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1- Objet de la convention

Par délibération N°CP ……..du ……, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir ……(*nom du bénéficiaire*) pour la réalisation du projet suivant dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet Soutien régional en faveur des DLA pour l'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire :

- une subvention de fonctionnement du DLA correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX XXX €, soit un montant maximum de subvention de 12.500 €.
- une aide selon un barème de 1 000€ par accompagnement de la structure employeuse d'Emplois-tremplin projet, d'un montant maximum de XXX €. L'intervention peut se faire à travers 2 axes : l'ingénierie individuelle et l'ingénierie collective.

Ainsi le montant global de la subvention se monte à XX XXX€.

Pour l'ingénierie collective, il est précisé que les accompagnements collectifs doivent comporter au moins deux structures porteuses d'Emplois-tremplin.

Le plan de financement prévisionnel du projet, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet Soutien aux structures employeuses d'Emplois-tremplin» de la présente convention.

ARTICLE 2- Obligations du ou des bénéficiaire(s)

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet Soutien régional en faveur des DLA pour l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin ».

Au titre de la présente convention, le bénéficiaire met en place, sur l'intégralité de son territoire de compétence, et assure, au profit des structures concernées, une intervention du Dispositif Local d'Accompagnement.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptibles de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien se concrétise, en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication, par la mention « action financée par la Région Ile-de-France », par l'apposition du logotype régional conformément à sa charte graphique.

Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région Ile-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région Ile-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région Ile-de-France dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région Ile-de-France aux actions publiques concernées. En cas de non respect de ces obligations, la Région Ile-de-France se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 7.

La présence du logotype de la Région Ile-de-France est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Pour obtenir ce logo, l'employeur adresse sa demande par mail à : mip@iledefrance.fr.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région Ile-de-France selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de l'Unité Développement sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3- Organisation et fonctionnement du DLA

ARTICLE 3.1 : MOYENS HUMAINS ET LOGISTIQUES

Le DLA bénéficiaire s'engage à mettre à contribution les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne conduite des actions faisant l'objet de cette convention.

ARTICLE 3.2 : PILOTAGE DU DLA

Le Comité de pilotage défini par les textes de mise en œuvre du DLA est élargi aux représentants de la Région. II se réunit selon son calendrier et fonctionne selon ses règles habituelles, y compris pour les activités relevant de la présente convention.

ARTICLE 3.3 : COMITE TECHNIQUE D'APPUI

Le Comité technique d'appui défini par les textes de mise en œuvre du DLA est élargi aux représentants de la Région. II se réunit selon son calendrier habituel. A ce titre, les membres du CTA alimentent et enrichissent les diagnostics élaborés par les DLA et les schémas d'ingénierie qui leur sont proposés, y compris dans le cadre de la convention avec la Région. Les séances tenues par le Comité technique d'appui sont formalisées par l'établissement d'un compte-rendu.

ARTICLE 3.4 : ACCES AUX DONNEES

En tant que financeur, la Région a accès aux données du logiciel extranet ENEE.

ARTICLE 4 Dispositions financières

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

- La demande de versement de solde devra être présentée dans un délai maximum de 15 mois après la fin de l'exécution de l'opération, soit avant le 30 septembre de l'année n+1.

- Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire sur le formulaire « demande de versement de subvention » joint à la notification. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 4.2.1 : Versement d'acompte

Le bénéficiaire peut demander le versement d'un acompte à valoir sur les paiements déjà effectués :

- pour la subvention spécifique de fonctionnement, en proportion du taux d'intervention et dans la limite de 80%,
- pour les missions d'accompagnement des structures porteuses d'Emplois-tremplin, soutenues par un barème de 1 000 € par mission, dans la limite de 80% du volume prévisionnel des missions d'accompagnement.

L'acompte fait l'objet d'une demande de versement, signée par le représentant habilité qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée, et sur présentation d'un état récapitulatif précisant :

- les références, dates, montant HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération
- le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Pour percevoir l'acompte, le bénéficiaire doit avoir respecté ses engagements de recrutement d'un ou plusieurs stagiaires (article 2.2) et fournir l'accusé de réception prouvant qu'il a bien mis en ligne le(s) offre(s) de stage sur le site dédié de la Région.

L'acompte ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention globale.

ARTICLE 4.2.2 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour la Région et le comptable assignataire :

Le versement du solde est subordonné à la production :

- d'une demande de versement de subvention du bénéficiaire selon le modèle joint,

- du compte-rendu spécifique financier. Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire et de l'expert comptable ou du commissaire aux comptes, à défaut du trésorier de la structure,

- d'un état récapitulatif des paiements effectués selon le modèle joint à la demande de versement de la subvention.

Pour la Région uniquement :

Le versement du solde sera en outre assorti des documents suivants :

- un compte rendu d'exécution qualitatif et quantitatif signé par le représentant légal, selon le modèle fournie par la Région, complété par le bénéficiaire,
- la liste des structures ayant bénéficié d'un diagnostic et celle ayant bénéficié d'un accompagnement à la pérennisation de l'emploi tremplin,
- le nombre de sessions collectives relatives à la « fonction employeurs »,
- la liste des structures ayant bénéficié du soutien d'un diagnostic ou d'un accompagnement au titre du secteur de l'environnement,
- la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

La demande de versement de solde devra être présentée dans un délai maximum de 15 mois après la fin de l'exécution de l'opération, soit avant le 30 septembre de l'année n+1.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 4.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux et du barème indiqués à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Avant toute demande de révision du montant de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

ARTICLE 4.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses sont éligibles à compter du 1er janvier de l'année 2016 et jusqu'au 30 juin de l'année 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le …….. (date de la CP d'attribution).

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite, l'annexe dénommée « fiche projet Soutien régional en faveur des DLA pour l'accompagnement des structures employeuses d'Emplois-tremplin » adoptée par délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX].

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

Pour le DLA
(nom, qualité du signataire
et cachet du bénéficiaire)

Le.....

Pour la Région Ile de France
La Présidente du Conseil régional

Valérie PECRESSE

ANNEXE 4 : AVENANT A LA CONVENTION ASP 2016

AVENANT N° 1

Á LA CONVENTION 2016 POUR LA GESTION ET LE REGLEMENT DES AIDES AUX STAGIAIRES, DES PRESTATIONS ET SUBVENTIONS POUR LA FORMATION CONTINUE, LE RESEAU D'ACCUEIL DES MISSIONS LOCALES, LES EMPLOIS TREMPLIN, LES DISPOSITIFS D'ACCES A L'APPPRENTISSAGE, DE MOBILITE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE, LE VERSEMENT DE LA PRIME REGIONALE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS, LE REGLEMENT DES SUBVENTIONS PM'UP

ENTRE :

La Région Ile-de-France,
Sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris
Représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,
Habilitée à signer l'avenant n°1 à la convention par délibération n° CP 16-XXX
Ci-après dénommée « la Région »,
d'une part,

Et, **l'Agence de Services et de Paiement (ASP)**, établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING
ci-après dénommée « l'ASP ».
d'autre part,

Vu le code rural et notamment ses articles L.313-1 à L313-7 et R.313-13 et suivants relatifs à l'ASP ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L1611-7 Alinéa II ;

Vu la loi de finances pour 2014, n° 2013-1278, du 29 décembre 2013, notamment son article 140 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la convention entre la Région et l'ASP approuvée par la délibération n° CP 15-549 du 8 octobre 2015 pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation continue, le réseau d'accueil des missions locales, les Emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP, et signée le 30 octobre 2015.

Est convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention signée le 30 octobre 2015 précitée afin de mettre en œuvre les nouvelles modalités de versement de la prime aux employeurs d'apprentis votées au CR 28-16 du 18 février 2016.

ARTICLE 2 :

L'article 7-5 et l'annexe IV à la convention sont modifiés comme indiqué en annexe au présent avenant. Les modifications apparaissent en gras et en italique.

ARTICLE 3 :

L'article 10 « coût des missions confiées à l'ASP » est complété ainsi :
Pour la mise en œuvre des nouvelles modalités de versement de la prime régionale versée aux employeurs d'apprentis à compter de la campagne 2016, le coût des adaptations de l'outil de gestion CLEACRIF est fixé à 20 660,51 € TTC.

ARTICLE 4 :

Les nouvelles dispositions, objet du présent avenant, prennent effet à compter de sa signature.
Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Le	**Le**
Pour l'ASP,	**Pour la Région Ile-de-France,**
Le Président-Directeur Général	**La Présidente du Conseil régional**
Stéphane LE MOING	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE 1

Article 7-5 : Règlement des primes versées aux employeurs d'apprentis

L'ASP transmet numériquement aux services de la Région un lot de dépenses exigibles : contrats donnant lieu à versement de primes référencées à l'année N, N+1, N+2 du contrat dont les conditions de liquidation ont été réunies et validées par l'ASP (production des pièces justificatives : RIB de l'entreprise, attestation de l'employeur signée et assiduité de l'apprenti(e) renseignée par le Centre de Formation d' Apprentis).

Ces lots sont présentés sous forme de tableaux numériques, par campagne et par année du contrat, et comportent les éléments indiqués dans le tableau A1 joint à l'annexe IV.

Les services de la Direction de l'Apprentissage et de l'Emploi (DAE) valident sur la base CLEA les lots et transmettent à l'ASP, par courriel, un accord sur l'exigibilité des primes à verser correspondant aux dits lots.

L'ASP transmet à la Direction de l'Apprentissage et de l'Emploi, par courrier, les pièces justificatives suivantes, par campagne et, à partir de la campagne 2011 par secteur (privé ou public) :

- un appel de fonds correspondant au montant validé par la Région et comportant le n° de dossier IRIS ;
- le tableau de situation (Recettes/Dépenses) ;
- le tableau A1 ;
- le compte d'emploi du comptable public de l'ASP.

La DAE certifie le service fait et au regard des documents transmis, procède au versement des fonds par virement bancaire sur le compte du comptable public de l'ASP.

L'ASP effectue ***les versements*** sur le compte de l'employeur d'apprentis, bénéficiaire de la prime, et lui adresse un avis de paiement ***pour chaque versement***.

En cas exceptionnel de paiement indu, le Comptable Public de l'ASP est chargé de l'émission des ordres de reversement et du recouvrement en application des dispositions de l'article 14.

A la fin de l'exercice, et avant le 31 janvier 2017, un décompte général et définitif est présenté à la Région afin de pouvoir procéder à la reddition des comptes.

Cette reddition comprend le document suivant : l'état de situation des fonds confiés dûment signé par le Comptable Public de l'ASP (tableau X7 par campagne joint à l'annexe VII), adressé en 3 exemplaires.

ANNEXE 2

ANNEXE IV : DISPOSITIONS RELATIVES A LA GESTION ET AU PAIEMENT DE LA PRIME REGIONALE VERSEE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS

La présente annexe a pour objet de déterminer les modalités des missions confiées à l'ASP à l'article 1 de la convention.

1. OBJECTIF ET DESCRIPTIF DU DISPOSITIF

Ce dispositif s'appuie sur les délibérations n° CR 31-06 du 17 mars 2006, CR 07-11 du 7 avril 2011, CR 05-14 du 13 février 2014 ***et du CR 28-16 du 18 février 2016.***

Toute nouvelle délibération sera communiquée à l'ASP qui mettra en œuvre les décisions prises par l'exécutif régional.

2. PRINCIPE

Cette prime est destinée aux employeurs du secteur privé et du secteur public (pour ces derniers, à compter de la campagne d'apprentissage 2011 et à l'exception des apprentis employés au Conseil régional d'Ile de France) ayant conclu un contrat d'apprentissage de 6 à 36 mois avec un(e) jeune d'au moins 16 ans à la date de début du contrat ou 15 ans avec une dérogation des services instructeurs.

Le règlement d'attribution transitoire adopté par délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014 s'applique en principe à tous les contrats d'apprentissage signés avant le 1er janvier 2014. Cependant, conformément à ce texte :

- les contrats relevant des campagnes 2009 et 2010 sont soumis au règlement d'attribution adopté par délibération n° CR 31-06 du 17 mars 2006 ;
- s'agissant des contrats de la campagne 2011, les primes dues au titre de la deuxième année de formation sont soumises au règlement d'attribution adopté par délibération n° 07-11 du 7 avril 2011 lorsque le dossier était complet au 31 décembre 2013.

Le règlement d'attribution définitif de la prime à l'apprentissage, également adopté par délibération n° CR 05-14 du 13 février 2014, s'applique à tous les contrats d'apprentissage signés à partir du 1er janvier 2014.

La prime régionale est d'un montant de 1000 € pour une durée de contrat de 12 mois. Elle est proratisée selon la durée du contrat ainsi qu'en cas de rupture de contrat selon les modalités indiquées dans le règlement d'attribution applicable au contrat considéré.

La prime régionale est versée à l'employeur à condition que la période d'essai soit effectuée, que l'employeur ait retourné son attestation dûment complétée et son RIB et que le CFA ait validé l'assiduité de l'apprenti sur l'outil informatique de l'ASP.

« Á compter de la campagne d'apprentissage 2016, la prime régionale est versée en 2 fois pour chaque année du cycle de formation (12 mois).

Pour un contrat inférieur ou égal à 12 mois

- 500 € après confirmation de la période d'essai par l'employeur (celle-ci est de 4 mois minimum à compter du 1er juillet 2015), du retour par l'employeur de l'attestation complétée et de son RIB

- 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin d'année du cycle de formation.

Pour un contrat supérieur à 12 et inférieur ou égal à 24 mois

- 1ère année :

- 500 € après confirmation de la période d'essai par l'employeur (celle-ci est de 4 mois minimum à compter du 1er juillet 2015), du retour par l'employeur de l'attestation complétée et de son RIB

- 500 € après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin d'année du cycle de formation

- 2ème année :

- 500 € automatiquement, 18 mois après la date de début du contrat, si l'assiduité de l'année 1 a été validée par le CFA

- 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin de la 2ème d'année du cycle de formation.

Pour un contrat supérieur à 24 et inférieur ou égal à 36 mois
Pour les 2 premières années, idem que pour un contrat de 24 mois

- 3ème année :

- 500 €, automatiquement, 30 mois après la date de début du contrat, si l'assiduité de l'année 2 a été validée par le CFA

- 500 € ou montant proratisé, après validation de l'assiduité de l'apprenti par le CFA à la fin de la 3ème d'année du cycle de formation.

Si le CFA indique que l'apprenti n'a pas été assidu durant son année de formation, l'employeur conserve la somme de 500 € qui lui a été versée au titre des 6 premiers mois, mais perd son droit au solde de la prime de l'année de formation concernée. »

L'ASP devra prendre en compte toute modification susceptible d'intervenir dans la composition et les modalités de versement de cette prime.

3. <u>MODALITES DE GESTION</u>

La Région confie à l'ASP la gestion et le paiement des primes versées aux employeurs d'apprentis pour tous les contrats d'apprentissage conclus entre le 1er juin 2009 et le 31 mai 2016.

A ce titre, l'ASP est chargée de :

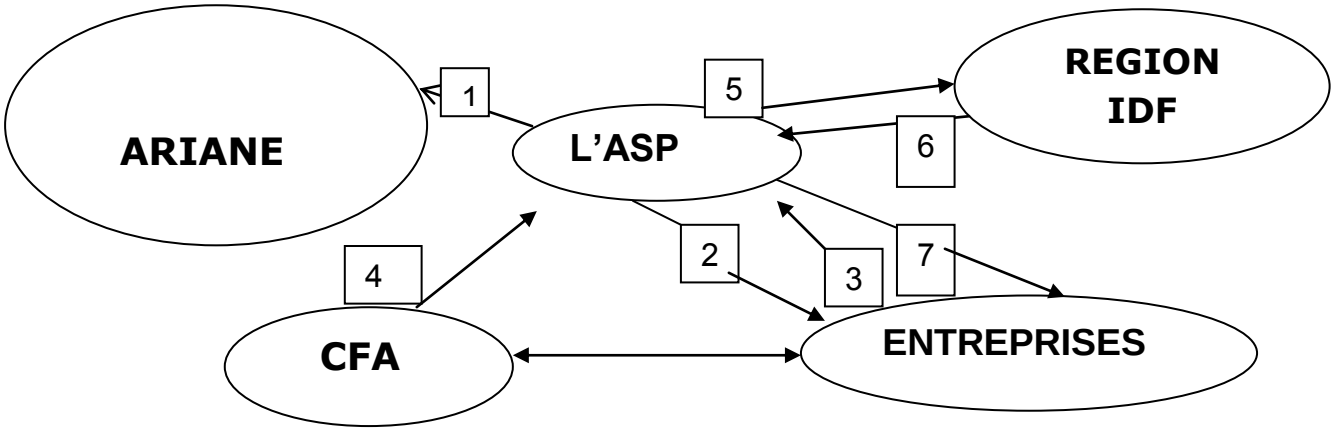
- la récupération informatique de l'ensemble des données des contrats d'apprentissage conclus à compter du 1er juin 2009 sur la base nationale ARIANE ou auprès des chambres consulaires (chambres de commerce, chambres de métiers et chambres d'agriculture), y compris celles qui concernent des contrats signés après le 1er janvier 2014 par des entreprises de plus de 11 salariés ***tous les 15 jours à compter du 1er octobre*** ;
- l'envoi des attestations aux employeurs et des relances (jusqu'à trois) ;
- la saisie du RIB de l'employeur et de la date de réception de l'attestation de l'employeur ;
- l'assistance téléphonique technique pour les CFA ;
- effectuer les opérations conduisant au calcul de la prime régionale à partir des critères d'attribution définis par la Région et des informations complémentaires transmises par le Centre de Formation d'Apprenti-e-s ;
- du virement de la prime sur le compte bancaire de l'entreprise ;
- de l'envoi à l'employeur, ***pour chaque versement***, d'un avis de paiement où figurent les nom et prénom de l'apprenti-e ainsi que l'année de formation visée et le montant de la prime versée ;
- de l'envoi à l'employeur d'un courrier lui indiquant qu'il ne peut prétendre au versement de la prime dans le cas de la non-assiduité de l'apprenti au CFA (cf. règlement d'attribution) ;
- produire des éléments statistiques actualisés consultables à partir de son outil (nombre de contrats enregistrés par campagne, nombre de contrats en attente de l'attestation et du RIB de l'employeur, nombre de contrats en attente de la validation de l'assiduité du CFA, nombre de primes à devoir au titre de chaque campagne, et par campagne le nombre de primes versées en 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015 et 2016).

L'ASP met à la disposition de la Région l'ensemble des éléments des contrats enregistrés dans sa base de données, permettant à la Région d'effectuer les requêtes qu'elle souhaite.

Pour ces missions, l'ASP utilisera son outil informatique extranet dont l'accès devra être possible pour chaque intervenant (Région, services d'enregistrement, CFA, employeurs) repéré grâce à une habilitation qui définira les droits de l'utilisateur : consultation, saisie ou mise à jour, requêtes.

Cet outil informatique devra s'adapter au règlement d'attribution voté par la Région et à toute disposition réglementaire.

Schéma du circuit



1- L'ASP récupère sur ARIANE les données des contrats d'apprentissage enregistrés par les Chambres de commerce, de métiers, d'agriculture et les unités territoriales.

Afin d'assurer la qualité de ces données, l'outil informatique de l'ASP devra prévoir des contrôles pour garantir la cohérence, l'intégrité des données et l'absence de doublons ainsi que des mises à jour régulières liées à la vie du contrat.

Concernant les modifications des contrats ayant une incidence sur le versement de la prime (avenant au contrat initial, rupture, changement de coordonnées bancaires ou de CFA…), l'outil de l'ASP devra permettre l'intégration automatique ou la saisie manuelle de ces données avec la date de la mise à jour par les services d'enregistrement.

À partir de la campagne 2011, chaque campagne devra comporter 2 comptes de suivi :

- un pour les contrats privés ;
- un pour les contrats publics avec une reddition des comptes pour le comptable public.

2- L'ASP adresse aux employeurs une attestation à compléter, une demande de RIB, le règlement d'attribution, ainsi qu'un courrier d'accompagnement.

L'ASP a la responsabilité de relancer l'employeur à compter de 60 jours après la date d'envoi de l'attestation. Les relances sont effectuées tous les 60 jours. En cas de non réponse dans le délai de 20 jours suivant la 3ème relance, l'ASP en informe la Région et le CFA.

Le CFA et la Région auront la possibilité de télécharger une attestation pour l'adresser à l'employeur qui ne l'aurait pas reçue.

3- L'employeur retourne son attestation complétée et son RIB à l'ASP qui les enregistre dans son outil avec la date de réception.

4- Á chaque fin d'année du cycle de formation, le CFA valide sur l'outil de l'ASP l'assiduité de l'apprenti et éventuellement renseigne **le motif et la date de rupture du contrat**.

L'outil doit permettre une requête pour identifier les CFA qui n'ont pas renseigné l'assiduité de leurs apprentis.

L'ASP devra relancer les CFA concernés *au mois de novembre*.

5- L'ASP transmet à la Région les lots de primes à verser pour validation selon les modalités fixées à l'article 8-5 de la présente convention.

6- La Région valide les lots et met à la disposition de l'ASP les fonds nécessaires au versement des primes.

7- L'ASP effectue le paiement des primes et adresse aux employeurs un avis de paiement selon le modèle fourni par la Région.

4. ELEMENTS STATISTIQUES ATTENDUS

L'ASP met à la disposition de la Région des éditions statistiques multicritères et notamment dans sa base CLEA les tableaux A2 et A3 :

Tableau A1 : « Extraction vue d'ensemble des primes par campagne» par secteur (privé ou public)», transmis numériquement à chaque livraison de lots pour validation, selon les modalités prévues à l'article 8-5.

Tableau A2 : « Tableau de bord par campagne » par secteur (privé ou public) sur le nombre de contrats intégrés en distinguant les contrats rompus en période d'essai, les contrats rompus hors période d'essai, les contrats pour lesquels l'employeur a retourné l'attestation et son RIB, les contrats pour lesquels l'assiduité a été validée par le CFA.

Tableau A3 : « Suivi de la réalisation par campagne » par secteur (privé ou public) permettant le suivi des primes à verser pour chaque année d'une campagne avec le nombre de primes versées effectivement et les montants associés, en précisant le nombre de primes versées avec une rupture de contrat au cours de l'année.

Tableau A4 : « Etat de situation cumulée des fonds confiés à l'ASP » faisant apparaître les versements de la Région, les paiements effectués par l'ASP par campagne et le solde de trésorerie pour une année civile (Compte d'emploi signé par le comptable de l'ASP selon les modalités prévues à l'article 8-5.).

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-382

Du 21 septembre 2016

LA REGION S'ENGAGE POUR LA FORMATION ET L'EMPLOI

QUATRIEME AFFECTATION DE SUBVENTIONS PASSERELLES ENTREPRISES 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code du travail ;
VU La délibération cadre n° CR 41-13 du 20 juin 2013 « la Région s'engage pour l'emploi, refonte des dispositifs d'accès à l'emploi et à l'apprentissage » ;
VU La délibération-cadre n° CR 23-15 du 12 février 2015, « Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale ;
VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération CP n° 15-549 du 8 octobre 2015 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis et le règlement des subventions PM'UP ;
VU La délibération n° CP 16-002 du 22 janvier 2016 relative à l'« aide régionale a la rémunération des emplois d'avenir pour 2016 : 1ère affectation pour l'agence de services et de paiement (ASP) »
VU La délibération n° CP 16-064 du 10 février 2016 relative au «programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle 2016 » ;
VU La délibération n° CP 16-149 du 18 mai 2016 « Attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale de l'emploi - Passerelles entreprises première affectation 2015 » ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-382 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;
VU L'avis de la Commission de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage ;

APRES EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

Article Unique : Passerelles entreprises – Attribution de subventions

Décide de participer au titre du dispositif Passerelles entreprises, au financement de 10 projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 401 810 **€**.

05/09/2016

Subordonne le versement de chaque subvention à la conclusion avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-149 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **401 810 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage » - code fonctionnel 11 « Formation professionnelle » - Programme HP 11-005 « Mesures d'insertion professionnelle » - Action 11100502 « Mesure d'accompagnement et d'insertion territorialisées » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

VALERIE PECRESSE

05/09/2016

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF PASSERELLES ENTREPRISES

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008707	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111005 - Mesures d'insertion professionnelle**
Action	**11100502 - Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées**

Dispositif : N° 00000839 - Passerelles entreprises

Dossier	EX011343 - INITIATIVES 77 01/12/2015 Billetterie – Disneyland Paris			
Bénéficiaire	R10989 - INITIATIVES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 400,00 €	TTC	100 %	33 400,00 €	

Dossier	EX011346 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - ACCUEIL			
Bénéficiaire	R10989 - INITIATIVES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 400,00 €	TTC	100 %	33 400,00 €	

Dossier	EX011409 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - AGENTS DE PROPRETE POLYVALENTS			
Bénéficiaire	R10989 - INITIATIVES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 950,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 950,00 €	TTC	100 %	24 950,00 €	

Dossier	EX011410 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - EMPLOYES POLYVALENTS DE RESTAURATION			
Bénéficiaire	R10989 - INITIATIVES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 400,00 €	TTC	100 %	33 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008707	Budget	2016

Dossier	EX011411 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - COMMIS DE CUISINE			
Bénéficiaire	R10989 - INITIATIVES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 500,00 €	TTC	100 %	42 500,00 €	

Dossier	EX011414 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - AGENTS DE PREVENTION ET DE SECURITE			
Bénéficiaire	EXM00496 - GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC D'IVRY VITRY			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 320,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 320,00 €	TTC	100 %	37 320,00 €	

Dossier	EX011426 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - EMPLOYES POLYVALENTS DE RESTAURATION COLLECTIVE			
Bénéficiaire	R1019 - COMMUNE DE CLICHY			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	53 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 000,00 €	TTC	96,36 %	53 000,00 €	

Dossier	EX011989 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - CONDUCTEURS INDUSTRIELS DE PRODUCTION			
Bénéficiaire	R16361 - MISSION LOCALE DU MANTOIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 920,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 920,00 €	TTC	100 %	46 920,00 €	

Dossier	EX013048 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - CONDUCTEURS INDUSTRIELS DE PRODUCTION			
Bénéficiaire	R16367 - MISSION LOC LES MUREAUX			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 920,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 920,00 €	TTC	100 %	46 920,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008707	Budget	2016

Dossier	EX013100 - PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - CONDUCTEURS DU TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE VOYAGEURS				
Bénéficiaire	EXM00496 - GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC D'IVRY VITRY				
Localisation	T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	50 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC		100 %	50 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000839 - Passerelles entreprises	401 810,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111005 - 11100502	401 810,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS PASSERELLES ENTREPRISES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011343

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 BILLETTERIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	33 400,00 €	100,00 %	33 400,00 €
	Montant Total de la subvention		33 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77
Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

Date de publication au JO : 29 mai 1991

N° SIRET : 38321328700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 13 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif de cette action est de permettre à 12 personnes en recherche d'emploi d'obtenir le Titre professionnel de niveau IV de Technicien d'Accueil Touristique dans le cadre des contrats de professionnalisation et d'être recrutées en tant qu'hôte de billetterie au sein de Disneyland Paris.

L'entreprise Disney est le premier employeur de la Seine-et-Marne. Afin de promouvoir, de manière concertée, l'emploi et la valorisation touristique du département, le Conseil départemental de Seine-et-Marne a signé en 2005 avec l'entreprise Disney un accord de coopération pour une durée de 9 ans, avec un objectif de 80 emplois par an « réservés » à des actions de préparation pour un public en insertion professionnelle. Cet objectif, renouvelé en 2014, cible les publics les plus éloignés de l'emploi dont les compétences et la motivation sont avérées. Cette démarche implique un partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'emploi de Seine-et-Marne.

Description :
Cette action, d'une durée prévisionnelle de 553 heures prévoit le passage du Titre professionnel de Technicien d'Accueil Touristique de niveau IV, comprenant 231 heures d'immersion en entreprise et une formation technique de 322 heures, ainsi qu'un accompagnement socioprofessionnel tout au long du

parcours.

La formation technique se déroulera avec une alternance entre les temps individuels et collectifs autant au niveau de l'échange que de la réflexion. Des évaluations formatives sous forme de mise en pratique, tests de connaissance et QCM seront effectuées.

Au terme de la passerelle, les stagiaires passeront une évaluation en anglais pour vérifier leur niveau de maîtrise via le TOEIC.

Moyens mis en œuvre :
Le centre de formation sera sélectionné sur sa capacité à mobiliser des intervenants ayant une double expertise : expertise métier et expertise pédagogique. L'organisme de formation mobilisera un responsable et une équipe de formateurs.
Par ailleurs, le prestataire formation et Initiatives 77 auront un contact hebdomadaire avec les stagiaires lors de leur période de stage en entreprise ainsi que des entretiens pour chaque période en entreprise avec chaque tuteur, au travers de visites de stage, afin de connaître la progression des stagiaires et de récupérer les feuilles d'émargements signées et remplies.

En termes de moyens matériels, le prestataire de formation devra mettre à disposition des stagiaires :
-Une salle de formation avec un espace de convivialité pour la prise de repas,
-Un support de formation en adéquation avec le contenu de formation, sous la forme d'un livret de suivi du stagiaire qui sera utilisé également pour les périodes de stage en entreprise.

Evaluation :
Indicateurs de résultats :

L'accès ou le retour à l'emploi durable des publics, à l'issue de l'action, se mesure par :
- le nombre de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- le nombre de contrats de travail à durée déterminée (CDD) d'une durée égale ou supérieure à 6 mois ;
- la densité mensuelle par type de contrat ;
- le nombre de contrats d'alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) ;
- le nombre d'orientations vers une formation certifiante/qualifiante ;
- le nombre et la nature des emplois occupés, à mettre en perspective avec le type de métiers préparés.

Intérêt régional :
Cette action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action vise en priorité des demandeurs d'emploi du 77, inscrits ou non-inscrits à Pôle Emploi disposant a priori d'un niveau V/V BIS avec une forte motivation pour les métiers de service et de réelles qualités d'adaptation, sans expérience professionnelle notable mais ayant besoin d'être mis en confiance et d'être revalorisés quant à leurs capacités à accéder ou reprendre le travail. Aucun critère d'âge, hormis la nécessité d'être majeur, n'est requis. Les personnes RQTH font l'objet d'une attention particulière de la part des services de recrutement de Disneyland Paris qui œuvrent également au sein de la Mission Handicap.

Quelques pré-requis sont toutefois nécessaires pour pouvoir entrer en formation et intégrer l'entreprise :

- une bonne résistance physique et une bonne présentation/dynamisme,
- la capacité à s'organiser pour gérer au mieux la pression du service,

- des aptitudes à travailler en équipe,
- l'acceptation des horaires décalés (jusqu'à 00h30,)
- la capacité de se déplacer pour se rendre sur son lieu de travail,
- une forte motivation pour les métiers de service et de réelles qualités d'adaptation.

La vérification de ces pré-requis est assurée par les prescripteurs de l'action.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	33 400,00	72,67%
Charges de personnel (non éligible)	12 000,00	26,11%
Locations personnel (non éligible)	250,00	0,54%
Frais postaux et frais de télécommunications (non éligible)	30,00	0,07%
Communication (non éligible)	50,00	0,11%
Frais de déplacement (non éligible)	140,00	0,30%
Assurance (non éligible)	90,00	0,20%
Total	45 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	12 560,00	27,33%
Région Ile-de-France	33 400,00	72,67%
Total	45 960,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	33 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	341 000,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	10 927,50 €
2014	Passerelles entreprises	268 473,75 €
2015	Passerelles entreprises	230 750,00 €
2016	Passerelles entreprises	66 800,00 €
	Montant total	917 951,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011346

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 ACCUEIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	33 400,00 €	100,00 %	33 400,00 €
	Montant Total de la subvention		33 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77
Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

Date de publication au JO : 29 mai 1991

N° SIRET : 38321328700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif de cette action est de former 12 personnes en recherche d'emploi aux métiers d'hôte d'accueil, d'hôte de vente et d'hôte d'attraction, afin qu'elles soient recrutées au sein de l'entreprise Disneyland Paris.

L'entreprise Disney est le premier employeur de la Seine-et-Marne. Afin de promouvoir, de manière concertée, l'emploi et la valorisation touristique du département, le Conseil Départemental de Seine-et-Marne a signé en 2005 avec l'entreprise Disney un accord de coopération pour une durée de 9 ans, avec un objectif de 80 emplois par an « réservés » à des actions de préparation pour un public en insertion professionnelle. Cet objectif, renouvelé en 2014, cible les publics les plus éloignés de l'emploi, dont les compétences et la motivation sont avérées. Cette démarche implique un partenariat avec l'ensemble des acteurs de l'emploi de Seine-et-Marne.

Description :
Chaque passerelle entreprise est établie sous forme de plan de communication visant à mobiliser les prescripteurs (Missions locales, Pôle emploi, Cap emploi...) qui assurent la mobilisation et la pré-sélection des personnes dont ils assurent le suivi. Cette étape intervient deux mois avant le démarrage de l'action

par la diffusion des fiches de poste, les échanges téléphoniques et les interventions dans les diverses réunions du service public de l'Emploi et permet :

- La mise en place de réunions d'informations collectives
- La mise en place de deux à trois journées de sélection au cours desquelles sont attendues près de 100 personnes au total, en présence de l'entreprise.

Cette action, d'une durée prévisionnelle de 553 heures prévoit 231 heures d'immersion en entreprise, 322 heures de formation technique ainsi qu'un accompagnement socioprofessionnel tout au long du parcours.

La formation technique comprend un module communication et comportement professionnels et communication par le théâtre, avec de l'anglais à usage professionnel, un module de techniques de vente, une initiation en espagnol (notions d'accueil et de politesse). L'immersion en entreprise prévoit de découvrir l'entreprise et les tâches à réaliser, et de confirmer les compétences acquises sur le terrain.

Moyens mis en œuvre :
Le centre de formation sera sélectionné sur sa capacité à mobiliser des intervenants ayant une double expertise : expertise métier et expertise pédagogique. L'organisme de formation mobilisera un responsable et une équipe de formateurs.
Par ailleurs, le prestataire formation et Initiatives 77 auront un contact hebdomadaire avec les stagiaires lors de leur période de stage en entreprise ainsi que des entretiens une fois par période en entreprise avec chaque tuteur, au travers de visites de stage, afin de connaître la progression des stagiaires et récupérer les feuilles d'émargements signées et remplies.

En termes de moyens matériels, le prestataire de formation devra mettre à disposition des stagiaires :

- Une salle de formation avec un espace de convivialité pour la prise de repas,
- Un support de formation en adéquation avec le contenu de formation, sous la forme d'un livret de suivi du stagiaire qui sera utilisé également pour les périodes de stage en entreprise.

Evaluation :
Indicateurs de résultats :

L'accès ou le retour à l'emploi durable des publics, à l'issue de l'action, se mesure par :

- le nombre de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- le nombre de contrats de travail à durée déterminée (CDD) d'une durée égale ou supérieure à 6 mois ;
- la densité mensuelle par type de contrat ;
- le nombre de contrats d'alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) ;
- le nombre d'orientations vers une formation certifiante/qualifiante ;
- le nombre et la nature des emplois occupés, à mettre en perspective avec le type de métiers préparés.

Intérêt régional :
Cette action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action vise en priorité des demandeurs d'emploi du 77, inscrits ou non-inscrits à Pôle Emploi d'un niveau V/V BIS avec une forte motivation pour les métiers de service et de réelles qualités d'adaptation.
Les candidats n'auront pas nécessairement une expérience professionnelle mais la volonté de s'investir dans un nouveau projet et de prendre confiance en eux.
Les personnes reconnues travailleurs handicapés feront l'objet d'une attention particulière de la part des services de recrutement, dans le cadre des accords passés avec Agefiph.

Quelques pré-requis sont toutefois nécessaires pour pouvoir entrer en formation et intégrer l'entreprise :
-Connaissances en anglais (A2 souhaité),
-Bonne résistance physique, bonne présentation/dynamisme,
-Capacité à s'organiser pour gérer au mieux la pression du service,
-Aptitudes à travailler en équipe,
-Accepter les horaires décalés et être en capacité de se déplacer.

La vérification de ces pré-requis est assurée par les prescripteurs de l'action.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	33 400,00	72,67%
Charges de personnel (non éligible)	12 000,00	26,11%
Locations (non éligible)	250,00	0,54%
Frais postaux et frais de télécommunications (non éligible)	80,00	0,17%
Frais de missions (non éligible)	140,00	0,30%
Assurance (non éligible)	90,00	0,20%
Total	45 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Autofinancement	12 560,00	27,33%
Région Ile-de-France	33 400,00	72,67%
Total	45 960,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	33 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	341 000,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	10 927,50 €
2014	Passerelles entreprises	268 473,75 €
2015	Passerelles entreprises	230 750,00 €
2016	Passerelles entreprises	66 800,00 €
	Montant total	917 951,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011409

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - AGENTS DE PROPRETE POLYVALENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	24 950,00 €	100,00 %	24 950,00 €
	Montant Total de la subvention		24 950,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77
Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

Date de publication au JO : 29 mai 1991

N° SIRET : 38321328700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet s'inscrit dans le cadre de la convention de partenariat pour l'accès à l'emploi et le développement des qualifications signée entre l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département de Seine-et-Marne, Pôle emploi et la Société Villages Nature. L'implantation de Villages Nature, dont l'ouverture est prévue au printemps 2017, va ainsi générer près de 1 600 emplois directs. Initiatives 77 est mandatée pour mener certaines opérations de préparation au recrutement.

L'objectif de cette Passerelle entreprise est de former 12 personnes en recherche d'emploi au métier d'Agent de propreté polyvalent afin qu'elles soient recrutées au sein de la société Villages Natures.

Description :
L'ensemble des prescripteurs locaux (Pôle Emploi, Missions locales et Cap Emploi ,services départementaux en charge de bénéficiaires du RSA, services Emploi des collectivités …) sont informés et mobilisés pour orienter les candidats les plus appropriés.

Différentes étapes de recrutement seront mises en place :

- La mise en place de réunions d'informations collectives,
- La mise en place de deux à trois journées de sélection au cours desquelles sont attendues près de 100 personnes au total (taux de présence de 50 à 60% en moyenne, c'est-à-dire 50 à 65 candidats reçus).

La formation, d'une durée prévisionnelle totale de 441 heures, dont 210 heures d'immersion en entreprise, prévoit les modules suivants :

- Communication et Comportement Professionnel,
- Anglais débutant,
- Gestes et Postures,
- Développement Durable,
- HACCP et techniques de nettoyage.

L'objectif est de valider le Certificat de Compétence Professionnelle Agent de Service niveau 2.

Moyens mis en œuvre :
Le centre de formation sera sélectionné sur sa capacité à mobiliser des intervenants ayant une double expertise : expertise métier et expertise pédagogique. L'organisme de formation mobilisera un responsable et une équipe de formateurs.
Par ailleurs, le prestataire formation et Initiatives 77 auront un contact hebdomadaire avec les stagiaires lors de leur période de stage en entreprise ainsi que des entretiens pour chaque période en entreprise avec chaque tuteur, au travers de visites de stage, afin de connaître la progression des stagiaires et récupérer les feuilles d'émargements signées et remplies.

En termes de moyens matériels, le prestataire de formation devra mettre à disposition des stagiaires :

•Une salle de formation avec un espace de convivialité pour la prise de repas,
•Un plateau pédagogique adapté aux contenus de la fiche de poste : entretien des parties communes, intérieures et extérieures et des hébergements,
•Un support de formation en adéquation avec le contenu de formation, sous la forme d'un livret de suivi du stagiaire qui sera utilisé également pour les périodes de stage en entreprise,
•Un caméscope pour le travail de communication,
•Internet.

Intérêt régional :
Cette action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action vise en priorité des demandeurs d'emploi du 77, inscrits ou non- inscrits à Pôle Emploi disposant d'un niveau V/V BIS avec une forte motivation pour les métiers de service et de réelles qualités d'adaptation. Les candidats n'auront pas nécessairement une expérience professionnelle mais la volonté de s'investir dans un nouveau projet et de prendre confiance en eux.
Les personnes reconnues travailleurs handicapés faisant l'objet d'une attention particulière de la part des services de recrutement, dans le cadre des accords passés avec Agefiph.
A noter qu'une attention particulière sera portée aux personnels CUI-CAE dont la fin de contrat est imminente et qui occupent des fonctions d'agents de propreté comme ATTEE au sein des collèges du Département. Il s'agira, les concernant, de travailler sur la valorisation de leur parcours professionnel et sur un complément de formation en termes de savoir-faire relationnel, la question de la confiance en soi étant un dénominateur commun important par rapport aux demandeurs d'emploi.
Quelques pré-requis toutefois pour pouvoir entrer en formation et intégrer l'entreprise :

- Bonne résistance physique,
- Bonne présentation / dynamisme,

- Capacité à s'organiser pour gérer au mieux la pression du service,
- Aptitudes à travailler en équipe,
- Accepter les horaires décalés et être en capacité de se déplacer ; disponibles le soir (jusqu'à 00h30),

La vérification de ces pré-requis est assurée par les prescripteurs de l'action.

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	24 950,00	71,20%
Charges de personnel (non éligible)	9 600,00	27,40%
Locations (non éligible)	200,00	0,57%
Frais postaux et de télécom (non éligible)	30,00	0,09%
Communication, publicité (non éligible)	50,00	0,14%
Frais de déplacement, missions (non éligible)	140,00	0,40%
Assurance (non éligible)	72,00	0,21%
Total	35 042,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	24 950,00	71,20%
Autofinancement	10 092,00	28,80%
Total	35 042,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	24 950,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	341 000,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	10 927,50 €
2014	Passerelles entreprises	268 473,75 €
2015	Passerelles entreprises	230 750,00 €
2016	Passerelles entreprises	66 800,00 €
	Montant total	917 951,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011410

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - EMPLOYES POLYVALENTS DE RESTAURATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	33 400,00 €	100,00 %	33 400,00 €
	Montant Total de la subvention		33 400,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77
Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

Date de publication au JO : 29 mai 1991

N° SIRET : 38321328700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet s'inscrit dans le cadre de la convention de partenariat pour l'accès à l'emploi et le développement des qualifications signée entre l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département de Seine-et-Marne, Pôle emploi et la Société Villages Nature. L'implantation de Villages Nature, dont l'ouverture est prévue au printemps 2017, va ainsi générer près de 1 600 emplois directs. Initiatives 77 est mandatée pour mener certaines opérations de préparation au recrutement.

L'objectif de cette Passerelle entreprise est de former 12 personnes en recherche d'emploi au métier d'Employés polyvalents de restauration, afin qu'elles soient recrutées au sein de la société Villages Natures.

Description :
L'ensemble des acteurs locaux pour l'emploi recense les profils susceptibles de correspondre à la Passerelle puis les potentiels candidats sont invités à une information de présentation de l'action.
Différentes étapes de recrutement seront mises en place :
- La mise en place de réunions d'informations collectives,
- La mise en place de deux à trois journées de sélection avec un représentant de l'entreprise.

La formation, d'une durée prévisionnelle totale de 553 heures dont 231 heures d'immersion en entreprise, prévoit les modules suivants :
- Assembler les plats à partir d'éléments préexistants simples en respectant fiches techniques et règles d'hygiène (HACCP),
- Préparer les plateaux pour les clients,
- Assurer la mise en place de la salle,
- Accueillir, conseiller les clients, y compris en anglais,
- Assurer les encaissements et réaliser des ventes additionnelles,
- Effectuer l'entretien du point de vente (nettoyage salle et comptoir) et participer à la plonge.

Moyens mis en œuvre :
Le centre de formation sera sélectionné sur sa capacité à mobiliser des intervenants ayant une double expertise : expertise métier et expertise pédagogique. L'organisme de formation mobilisera un responsable et une équipe de formateurs.
Par ailleurs, le prestataire formation et Initiatives 77 auront un contact hebdomadaire avec les stagiaires lors de leur période de stage en entreprise ainsi que des entretiens pour chaque période en entreprise avec chaque tuteur, au travers de visites de stage, afin de connaître la progression des stagiaires et récupérer les feuilles d'émargements signées et remplies.
En termes de moyens matériels, le prestataire de formation devra mettre à disposition des stagiaires :
-Une salle de formation avec un espace de convivialité pour la prise de repas,
-Un support de formation en adéquation avec le contenu de formation, sous la forme d'un livret de suivi du stagiaire qui sera utilisé également pour les périodes de stage en entreprise,
-Un caméscope pour le travail de communication,
-Internet.

Evaluation :
Indicateurs de résultats :

L'accès ou le retour à l'emploi durable des publics, à l'issue de l'action, se mesure par :
- le nombre de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- le nombre de contrats de travail à durée déterminée (CDD) d'une durée égale ou supérieure à 6 mois ;
- la densité mensuelle par type de contrat ;
- le nombre de contrats d'alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) ;
- le nombre d'orientations vers une formation certifiante/qualifiante ;
- le nombre et la nature des emplois occupés, à mettre en perspective avec le type de métiers préparés;

Intérêt régional :
Cette action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action vise en priorité des demandeurs d'emploi de Seine et Marne, inscrits ou non-inscrits à Pôle Emploi, d'un niveau V / V BIS avec une forte motivation pour les métiers de service et de réelles qualités d'adaptation. L'expérience professionnelle dans le secteur n'est pas requise.
Les personnes reconnues travailleurs handicapés feront l'objet d'une attention particulière de la part des services de recrutement dans le cadre des accords passés avec Agefiph.
Quelques pré-requis sont toutefois indispensables pour pouvoir entrer en formation et intégrer l'entreprise :
-Connaissances de base en anglais,
-Bonne résistance physique,

-Bonne présentation/dynamisme,
-Capacité à s'organiser pour gérer au mieux la pression du service,
-Aptitudes à travailler en équipe,
-Accepter les horaires décalés et être en capacité de se déplacer ; disponibles le soir (jusqu'à 00h30).
La vérification de ces pré-requis est assurée par les prescripteurs de l'action et par INITIATIVES 77 lors de la sélection.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	33 400,00	72,67%
Charges de personnel (non éligible)	12 000,00	26,11%
Locations (non éligible)	250,00	0,54%
Frais postaux et de télécom (non éligible)	30,00	0,07%
Communication, publicité (non éligible)	50,00	0,11%
Frais de déplacement, missions (non éligible)	140,00	0,30%
Assurance (non éligible)	90,00	0,20%
Total	45 960,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	33 400,00	72,67%
Autofinancement	12 560,00	27,33%
Total	45 960,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	33 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	341 000,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	10 927,50 €
2014	Passerelles entreprises	268 473,75 €
2015	Passerelles entreprises	230 750,00 €
2016	Passerelles entreprises	105 800,00 €
	Montant total	956 951,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011411

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - COMMIS DE CUISINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	42 500,00 €	100,00 %	42 500,00 €
	Montant Total de la subvention		42 500,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77
Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

Date de publication au JO : 29 mai 1991

N° SIRET : 38321328700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet s'inscrit dans le cadre de la convention de partenariat pour l'accès à l'emploi et le développement des qualifications signée entre l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département de Seine-et-Marne, Pôle emploi et la Société Villages Nature. L'implantation de Villages Nature, dont l'ouverture est prévue au printemps 2017, va ainsi générer près de 1 600 emplois directs. Initiatives 77 est mandatée pour mener certaines opérations de préparation au recrutement.

L'objectif de cette Passerelle entreprise est de former 15 personnes en recherche d'emploi au métier de Commis de cuisine, afin qu'elles soient recrutées au sein des pôles de restauration de la société Villages Natures en contrats de professionnalisation.

Description :
Les acteurs locaux de l'emploi repèrent le public susceptible de correspondre à l'action puis des informations collectives de présentation sont proposées. Ensuite sont mises en place des journées de sélection.
Différentes étapes de recrutement seront mises en place : la tenue de réunions d'informations collectives et l'organisation de deux à trois journées de sélection.

La formation, d'une durée prévisionnelle de 525 heures dont 238 heures d'immersion en entreprise prévoit les modules suivants :
- Comportement professionnel (cohésion de groupe et travail d'équipe) : renforcer sa confiance et sa communication, adopter une présentation personnelle conforme à la norme de l'entreprise, développer et maintenir des bonnes relations de travail d'équipe avec ses collègues,
- Savoir de base : revoir les bases des mathématiques et réussir une conversion,
- Gestes et postures (Proposer les améliorations susceptibles de réduire les risques et participer à leur mise en œuvre, appliquer les principes de sécurité physique et d'économie d'effort pertinents),
- Techniques de nettoyage et HACCP (Maîtriser les règles de principe pour acquérir les réflexes de base dans le contexte professionnel de l'hôtellerie restauration pour ainsi prévenir les risques infectieux et maintenir une hygiène irréprochable),
- Développement durable (Connaître la philosophie développée autour de ce thème par Villages Nature, identifier les modalités de respect de ces engagements dans le cadre de son métier),
- Techniques de production culinaire (Organiser son travail en tenant compte des impératifs de production, réaliser les préparations préliminaires des denrées et des cuissons simples ou complexes, dresser et mettre en valeur des préparations culinaires, participer à la distribution)

Moyens mis en œuvre :
Le centre de formation sera sélectionné sur sa capacité à mobiliser des intervenants ayant une double expertise : expertise métier et expertise pédagogique. L'organisme de formation mobilisera un responsable et une équipe de formateurs.
Par ailleurs, le prestataire formation et Initiatives 77 auront un contact hebdomadaire avec les stagiaires lors de leur période de stage en entreprise ainsi que des entretiens pour chaque période en entreprise avec chaque tuteur, au travers de visites de stage, afin de connaître la progression des stagiaires et récupérer les feuilles d'émargements signées et remplies.
En termes de moyens matériels, le prestataire de formation devra mettre à disposition des stagiaires :
-Une salle de formation avec un espace de convivialité pour la prise de repas,
-Un support de formation en adéquation avec le contenu de formation, sous la forme d'un livret de suivi du stagiaire qui sera utilisé également pour les périodes de stage en entreprise,
-Un caméscope pour le travail de communication.

Evaluation :
Indicateurs de résultats :
L'accès ou le retour à l'emploi durable des publics, à l'issue de l'action, se mesure par :
- le nombre de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- le nombre de contrats de travail à durée déterminée (CDD) d'une durée égale ou supérieure à 6 mois ;
- la densité mensuelle par type de contrat ;
- le nombre de contrats d'alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) ;
- le nombre d'orientations vers une formation certifiante/qualifiante ;
- le nombre et la nature des emplois occupés, à mettre en perspective avec le type de métiers préparés;

Intérêt régional :
L'action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action vise en priorité 15 demandeurs d'emploi du 77, inscrits ou non-inscrits à Pôle Emploi V/V BIS avec une forte motivation pour le métier de commis de cuisine et de réelles qualités d'adaptation.
Les candidats n'auront pas nécessairement une expérience professionnelle mais la volonté de s'investir.
Les personnes reconnues travailleurs handicapés feront l'objet d'une attention particulière.

Quelques pré-requis sont toutefois nécessaires pour pouvoir entrer en formation et intégrer l'entreprise :
- Capacité à suivre une formation diplômante de niveau V avec une remise à niveau si nécessaire,
-Bonne résistance physique,
-Bonne présentation/dynamisme,
-Capacité à s'organiser pour gérer au mieux la pression du service,
-Aptitudes à travailler en équipe et acceptation des horaires décalés

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	42 500,00	72,70%
Charges de personnel (non éligible)	14 270,00	24,41%
Locations (non éligible)	1 250,00	2,14%
Frais postaux et de télécoms (non éligible)	160,00	0,27%
Communication, publicité (non éligible)	50,00	0,09%
Frais de déplacement, missions (non éligible)	140,00	0,24%
Assurance (non éligible)	90,00	0,15%
Total	58 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	42 500,00	72,70%
Autofinancement	15 960,00	27,30%
Total	58 460,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	42 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	341 000,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	10 927,50 €
2014	Passerelles entreprises	268 473,75 €
2015	Passerelles entreprises	230 750,00 €
2016	Passerelles entreprises	105 800,00 €
	Montant total	956 951,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011414

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - AGENTS DE PREVENTION ET DE SECURITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	37 320,00 €	100,00 %	37 320,00 €
	Montant Total de la subvention		37 320,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC D'IVRY VITRY
Adresse administrative : 39 RUE HENRI BARBUSSE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Groupement d'intérêt Public
Représentant : Monsieur HOCINE TMIMI, Président

N° SIRET : 18940906300063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cette action s'inscrit dans la poursuite d'autres actions menées précédemment dans le domaine de la Sécurité, où le taux moyen d'accès à l'emploi était de 87,5% en CDI à l'issue des formations. De plus, le domaine de la sécurité recrute en permanence dans différents secteurs (évènementiel, grandes surfaces, entreprises, secteur hospitalier, vidéo surveillance ou en itinérance dans les transports en commun etc.)

Les objectifs de cette action sont de permettre à 12 participants du PLIE d'acquérir les compétences, la posture et les qualifications nécessaires à l'exercice du métier d'agent de prévention et de sécurité et d'agent de sécurité incendie,.

L'objectif final est de permettre aux stagiaires d'obtenir le Certificat de qualification professionnelle d'Agent de Prévention et de Sécurité (CQP APS) afin qu'ils soient recrutés au sein de l'entreprise partenaires Byblos Sécurité qui s'est engagée à recruter en CDI temps plein l'ensemble des stagiaires

Description :

Dans un premier temps, le PLIE informe ses partenaires et prescripteurs potentiels de la mise en place d'informations collectives/présélections, dédiées au métier d'agent de prévention et de sécurité.

A l'issue de la procédure de sélection, les personnes retenues sont convoquées à un entretien et à un test de sélection.

Ensuite, le PLIE et son prestataire organisent une rencontre candidats/entreprises signataires des engagements.

L'action, d'une durée prévisionnelle de 444 heures, prévoit le passage du CQP Agent de Prévention et de Sécurité, du SSIAP 1, de l'habilitation électrique HoBo, et du certificat de Sauveteur Secouriste du Travail.

140 heures d'immersion en entreprise sont prévues ainsi qu'un accompagnement professionnel, et des modules relatifs à la posture professionnelle. Des ateliers de remise à niveau sont également proposés en amont de l'entrée en formation.

Moyens mis en œuvre :
Le PLIE met à disposition l'ensemble de son équipe : le directeur, le chargé de relations entreprises, et les 4 référents.

L'organisme de formation met à disposition un responsable de formation (interlocuteur privilégié du PLIE), une personne en charge des dossiers de rémunération, un accompagnant socioprofessionnel, des formateurs CQP et SSIAP.
Il mettra également à disposition des salles de cours avec les équipements : vidéo projecteur, ordinateurs, supports de cours, PC de sécurité, plateaux techniques, aires de feu avec extincteurs, bac à feu écologique, main courante électronique, émetteurs-récepteurs, SSI (système de sécurité incendie), mannequins, défibrillateurs…

Intérêt régional :
L'action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternants.

Public(s) cible(s) :
L'action vise 12 participants du PLIE ayant les pré-requis suivants :

- Posséder un casier judiciaire exempt de toute mention contradictoire,
- Avoir l'autorisation préalable d'entrée en formation du CNAPS,
- Avoir un certificat médical n'indiquant pas de contre-indication,
- Etre en bon équilibre psychique,
- Etre en capacité de rédiger un texte qui rend compte d'une situation,
- Posséder un bon relationnel et une bonne qualité d'expression et de compréhension,
- Avoir des capacités de médiation,
- Faire preuve de recul, de calme et de pondération,
- Avoir une bonne présentation,
- Vouloir travailler en équipe.

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de formation	37 320,00	80,00%
Charges de personnel (non éligbile)	9 330,00	20,00%
Total	46 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	37 320,00	80,00%
Fonds européens	9 330,00	20,00%
Total	46 650,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	37 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Passerelles entreprises	45 570,00 €
	Montant total	45 570,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011426

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - EMPLOYES POLYVALENTS DE RESTAURATION COLLECTIVE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	55 000,00 €	96,36 %	53 000,00 €
	Montant Total de la subvention		53 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLICHY
Adresse administrative : 80 BOULEVARD JEAN-JAURES
92112 CLICHY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur REMI MUZEAU, Maire

N° SIRET : 21920024300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif principal de ce projet est de former 15 participants du PLIE par le biais d'une prestation de formation professionnalisante au métier d'employé polyvalent de restauration collective afin de leur permettre, à l'issue de cette formation, d'être recrutés au sein de l'entreprise partenaire de la passerelle.

L'objectif opérationnel est d'acquérir les compétences nécessaires (savoir, savoir-faire, savoir-être) au métier d'employé(e) polyvalent(e) de restauration collective.

Description :
La procédure de recrutement se déroule en deux étapes afin de s'assurer, suffisamment en amont, du niveau, de la motivation et de la disponibilité des futurs participants.

Une information est régulièrement transmise aux prescripteurs lors des réunions de travail, et une communication en propre leur est faite, par mail, une fois le projet validé sur la base d'une fiche d'information du dispositif (description, objectif, finalité de la formation), avec mention particulière du financement de la Région. Cette information est relayée aux personnes suivies par les différentes structures d'emploi et d'insertion clichoises.

1/ Une première étape d'identification des candidats potentiels.
Les prescripteurs procèdent à l'identification des personnes qui répondent ou sont susceptibles de correspondre au profil recherché.
Celles-ci sont conviées à une réunion d'information collective (il peut s'en organiser de 3 à 5 et plus), animée par la chargée de mission affectée à l'opération, qui a pour objet de présenter le dispositif, le déroulement de la formation et sa finalité. A l'issue de cette réunion, qui se veut interactive (pour un aperçu de l'expression orale des personnes), un test est soumis à chaque participant afin d'apprécier son niveau en français, mathématiques et logique. Il permet d'une part de détecter les candidats qui ont besoin d'une remise à niveau au préalable, ils sont ainsi orientés vers le prestataire de la Ville en charge de cette prestation; et d'autre part, et d'écarter ceux qui n'ont pas les pré-requis de base.
Les freins éventuels à l'entrée en formation (garde d'enfant, par exemple) sont identifiés à cette étape et travaillés en lien avec le référent afin de lever toute problématique d'ordre personnel.
Toujours en lien avec les référents, un atelier de préparation à l'entretien d'embauche est proposé à toutes les personnes qui seront présentées à la sélection pour mieux leur faire appréhender cet "exercice' et maximiser leur chance de réussite à l'entretien. De plus, un atelier CV est monté pour retravailler et mieux valoriser, s'il en est de besoin, les compétences des candidats.

2/ Une deuxième étape de sélection des futurs participants.
Les candidats intéressés et motivés sont présentés aux sessions de recrutement organisées en lien avec l'organisme de formation, retenu par la Ville à l'issue de la procédure de marché, et l'entreprise partenaire de l'action.
Tout d'abord, les informations pratiques relatives à la formation sont présentées aux participants par les représentants du centre de formation (directeur et formateur référent) : le calendrier, lieu et contenu de la formation, les attendus et exigences du métier visé, les modalités de rémunération... Ensuite, une évaluation des connaissances des candidats est faite pour vérifier leur niveau au travers d'un test écrit d'une demi-heure. Enfin, chaque candidat est reçu en entretien de recrutement individuel pour mesurer les motivations et le niveau d'engagement, la connaissance du métier, l'adéquation du projet professionnel avec les contraintes personnelles, la mobilité, en particulier. L'entreprise partenaire est impliquée dans cette étape de recrutement en validant ou non l'entrée en formation des futurs stagiaires, vus collectivement ou individuellement (selon les modalités propres à chaque entreprise).

La décision d'acceptation ou de refus motivée est prise collégialement par les partenaires du projet (Ville, organisme de formation, entreprise partenaire), au regard des exigences du métier. Cette décision est également communiquée, argumentée, aux différents prescripteurs.

Cette action d'une durée prévisionnelle de 600 heures, dont 300 heures en entreprise s'articulera autour d'enseignements théoriques et d'apports techniques professionnalisants comprenant des mises en pratique et des immersions en entreprise. Un accompagnement socio-professionnel sera assuré en amont et tout au long du parcours de formation des participants afin de sécuriser celui-ci.

L'objectif est de permettre aux participants d'acquérir les compétences indispensables (savoirs, savoir-faire et savoir-être) pour accéder au poste visé.

La formation s'articulera autour de ces items :

- l'environnement et la posture professionnelle : avec des modules sur la relation clients, la connaissance de l'entreprise, le droit du travail, la gestion du stress et des conflits… ;
- les techniques de base : avec des apprentissages sur les techniques de production culinaire appliquée à la restauration, les règles d'hygiène, de sécurité alimentaire et HACCP, l'approvisionnement et la gestion des stocks, la prévention des risques professionnels liés à l'activité...

Moyens mis en œuvre :

Une chargée de mission du PLIE, structure pilote du projet, sera dédiée à la mise en œuvre et à la coordination de l'action en lien avec l'organisme de formation retenu à la suite d'un appel d'offres. Les

prescripteurs, partenaires privilégiés car ils assurent l'identification et l'orientation des candidats, sont les structures d'emploi et d'insertion installées sur le territoire de la commune : Clichy Emploi, Mission Locale, Espace Insertion, Pôle Emploi, SIAE.

Le prestataire externe retenu par le biais d'un marché public devra désigner un formateur référent et un correspondant administratif pour cette action. L'organisme devra être équipé de moyens matériels et techniques indispensables au bon déroulement de la formation : plateau technique pour les mises en situation, salle de formation, postes informatiques.

Intérêt régional :

L'action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques de régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

Cette action cible 15 participants du PLIE. Les candidats doivent avoir validé, avec le prescripteur en charge de leur parcours, un projet professionnel dans le métier d'employé(e) polyvalent(e) de restauration collective.

Les pré-requis demandés à l'entrée en formation sont les suivants :
- être en recherche active d'emploi ;
-justifier d'une expérience dans le métier cible ou démontrer une réelle motivation et une capacité à en appréhender la réalité ;
- avoir levé les freins socioprofessionnels pour assurer la meilleure adéquation entre projet professionnel et vie personnelle ;
- maîtriser le français, niveau vérifié par un test au cours de la procédure de sélection.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	55 000,00	81,72%
Charges de personnel (non éligible)	8 000,00	11,89%
Frais de déplacement, missions (non éligible)	300,00	0,45%
Frais de transport, de repas et équipement des stagiaires (non éligible)	4 000,00	5,94%
Total	67 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	53 000,00	78,75%
Commune de Clichy la Garenne	14 300,00	21,25%
Total	67 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	26 500,00 €
2017	26 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	88 000,00 €
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	39 859,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	17 000,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	29 180,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	292 897,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	30 000,00 €
2013	Politique énergie climat	600 000,00 €
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	21 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	29 180,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	232 408,00 €
2014	Passerelles entreprises	106 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	1 605 632,00 €
2015	Passerelles entreprises	159 000,00 €
2016	Aide à la restauration du patrimoine protégé	523 647,00 €
2016	Passerelles entreprises	106 000,00 €
	Montant total	3 879 803,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011989

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - CONDUCTEURS INDUSTRIELS DE PRODUCTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	46 920,00 €	100,00 %	46 920,00 €
	Montant Total de la subvention		46 920,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DU MANTOIS
Adresse administrative : ALL DES MEDECINS
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean LEMAIRE, Président délégué

Date de publication au JO : 16 novembre 1982

N° SIRET : 32659357100044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis plus de 20 ans, un partenariat a été développé entre les Missions Locales du Mantois et des Mureaux, l'usine Renault de Flins, l'entreprise de travail temporaire Randstad, ainsi que d'autres partenaires (Direccte, Pôle emploi, Conseil régional), dans le but de préparer des jeunes à une entrée en Contrat de professionnalisation pour préparer le CAP Conducteur Industriel de Production, visant les métiers d'opérateur de montage. Les jeunes réalisent leurs périodes en entreprises au sein de l'Usine Renault, bien que leur employeur soit Randstad.

La Passerelle entreprise financée en 2015 a permis à 13 jeunes sur les 16 présents d'être embauchés en contrat de professionnalisation à l'issue de l'action.

L'objectif de la Passerelle 2016 est d'apporter une pré-qualification à 16 jeunes afin qu'ils soient embauchés en contrat de professionnalisation au sein de l'entreprise Randstad.

Description :
Le recrutement des stagiaires se fera en lien direct avec l'employeur, le pôle emploi et les différents partenaires sur le territoire du Mantois. L'orientation des candidats sur l'action doit être réalisée

impérativement par les prescripteurs, via une fiche de liaison. Pour cela, la Mission Locale informera tous les acteurs du territoire de la nature de l'action, le contenu de la formation dispensée et les objectifs de l'action en termes d'insertion professionnelle.

Tous les candidats positionnés seront invités à une réunion d'information collective. Trois réunions d'information seront organisées.

A l'issue de ces réunions, les candidats intéressés suivront la procédure de recrutement suivante :
- Passation des tests de positionnement et d'évaluation en maths et français par le référent Mission Locale ;
- Transmission des éléments à l'entreprise d'accueil (Renault) et convocation du jeune en entretien individuel ;
- Entretien de motivation de pré recrutement en présence du référent Mission Locale, représentants de l'entreprise Renault (futurs tuteurs), l'organisme de formation et l'agence intérim Randstad ;
- Passage d'une visite médicale ;
- Validation de l'entrée du jeune sur l'action.

L'action, d'une durée prévisionnelle totale de 590 heures, dont 245 heures d'immersion en entreprise, prévoit les modules suivants :
- Modules technologie,
- Modules de raisonnement logique,
- Modules de communication,
- Français,
- Développement durable,
- Préparation à l'emploi.

L'accompagnement socioprofessionnel sera assuré par le référent de l'action à la Mission Locale. Chaque stagiaire bénéficie, tout au long de l'action d'un suivi individualisé, en fonction de ses besoins et de sa progression ; que ce soit dans l'évaluation de ses acquis techniques sur la formation ou si les difficultés rencontrées nécessitent une orientation spécifique.

Moyens mis en œuvre :
La Mission Locale du Mantois, porteur du projet assurera le suivi, la coordination, l'animation et l'ingénierie du projet. L'organisme de formation sera sélectionné sur sa capacité à mobiliser des intervenants ayant une double expertise : expertise métier et expertise pédagogique. L'organisme de formation mobilisera un responsable et une équipe de formateurs.

Moyens matériels :
- Plateau technique et salle de formation adaptée avec capacité d'accueil de 16 personnes,
- Espace ressource : PC, accès internet, outils multimédia, documentation TRE ... etc,
- Possibilité de réaliser des modules en formation à distance.

Evaluation :
Indicateurs de résultats :
L'accès ou le retour à l'emploi durable des publics, à l'issue de l'action, se mesure par :
- le nombre de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- le nombre de contrats de travail à durée déterminée (CDD) d'une durée égale ou supérieure à 6 mois ;
- la densité mensuelle par type de contrat ;
- le nombre de contrats d'alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) ;
- le nombre d'orientations vers une formation certifiante/qualifiante ;
- le nombre et la nature des emplois occupés, à mettre en perspective avec le type de métiers préparés.

Intérêt régional :
L'action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action vise 16 jeunes ayant validé leur projet professionnel et ne rencontrant pas de contre-indication physique.

Localisation géographique : Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	46 920,00	79,69%
Charges de personnel (non éligible)	11 707,00	19,88%
Frais de déplacement, missions (non éligible)	250,00	0,42%
Total	58 877,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	46 920,00	79,69%
Autofinancement	11 957,00	20,31%
Total	58 877,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	23 460,00 €
2018	23 460,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Passerelles entreprises	46 250,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 386,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	25 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	91 553,10 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	72 635,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
	Montant total	286 824,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013048

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - CONDUCTEURS INDUSTRIELS DE PRODUCTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	46 920,00 €	100,00 %	46 920,00 €
	Montant Total de la subvention		46 920,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOC LES MUREAUX
Adresse administrative : 38 RUE PAUL RAOULT
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marianne CANTAU, Présidente

Date de publication au JO : 27 juin 1990

N° SIRET : 38065998700024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis plus de 20 ans, un partenariat a été développé entre les Missions Locales du Mantois et des Mureaux, l'usine Renault de Flins, l'entreprise de travail temporaire Randstad, ainsi que d'autres partenaires (Direccte, Pôle emploi, Conseil régional), dans le but de préparer des jeunes à une entrée en Contrat de professionnalisation pour préparer le CAP Conducteur Industriel de Production, visant les métiers d'opérateur de montage. Les jeunes réalisent leurs périodes en entreprises au sein de l'Usine Renault, bien que leur employeur soit Randstad.

La Passerelle entreprise financée en 2015 a permis à 13 jeunes sur les 16 présents d'être embauchés en contrat de professionnalisation à l'issue de l'action.

L'objectif de la Passerelle 2016 est d'apporter une pré-qualification à 16 jeunes afin qu'ils soient embauchés en contrat de professionnalisation au sein de l'entreprise Randstad.

Description :
Le recrutement des stagiaires se fera en lien direct avec l'employeur, le pôle emploi et les différents partenaires sur le territoire du Mantois. L'orientation des candidats sur l'action doit être réalisée impérativement par les prescripteurs, via une fiche de liaison. Pour cela, la Mission Locale informera tous

les acteurs du territoire de la nature de l'action, le contenu de la formation dispensée et les objectifs de l'action en termes d'insertion professionnelle.

Tous les candidats positionnés seront invités à une réunion d'information collective. Trois réunions d'information seront organisées.

A l'issue de ces réunions, les candidats intéressés suivront la procédure de recrutement suivante :
- Passation des tests de positionnement et d'évaluation en maths et français par le référent Mission Locale ;
- Transmission des éléments à l'entreprise d'accueil (Renault) et convocation du jeune en entretien individuel ;
- Entretien de motivation de pré recrutement en présence du référent Mission Locale, représentants de l'entreprise Renault (futurs tuteurs), l'organisme de formation et l'agence intérim Randstad.
- Passage d'une visite médicale ;
- Validation de l'entrée du jeune sur l'action.

L'action, d'une durée prévisionnelle totale de 590 heures, dont 245 heures d'immersion en entreprise, prévoit les modules suivants :
- Modules technologie,
- Modules de raisonnement logique,
- Modules de communication,
- Français,
- Développement durable,
- Préparation à l'emploi.

L'accompagnement socioprofessionnel sera assuré par le référent de l'action à la Mission Locale. Chaque stagiaire bénéficie, tout au long de l'action d'un suivi individualisé, en fonction de ses besoins et de sa progression ; que ce soit dans l'évaluation de ses acquis techniques sur la formation ou si les difficultés rencontrées nécessitent une orientation spécifique.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens humains et matériels mobilisés au sein de la structure porteuse pour mettre en œuvre l'action sont :
- Un responsable secteur chargé du pilotage de l'action,
- Une conseillère chargée de la préparation et du suivi des jeunes,
- Une assistante administrative en charge du suivi administratif,
- Une salle informatique équipée de PC

Les moyens humains et matériels qu'il est envisagé de mobiliser au sein de l'organisme de formation pour mettre en œuvre l'action sont : un référent ou coordonnateur pédagogique, un référent ou coordonnateur administratif, une personne chargée de l'information au public et 5 formateurs : mathématiques, Français, communication/socialisation/gestion des conflits, technologie et automatisme.

Evaluation :

Indicateurs de résultats :
L'accès ou le retour à l'emploi durable des publics, à l'issue de l'action, se mesure par :
- le nombre de contrats de travail à durée indéterminée (CDI) ;
- le nombre de contrats de travail à durée déterminée (CDD) d'une durée égale ou supérieure à 6 mois ;
- la densité mensuelle par type de contrat ;
- le nombre de contrats d'alternance (contrats d'apprentissage, contrats de professionnalisation) ;
- le nombre d'orientations vers une formation certifiante/qualifiante ;
- le nombre et la nature des emplois occupés, à mettre en perspective avec le type de métiers préparés.

Intérêt régional :
L'action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'action vise 16 jeunes ayant validé leur projet professionnel et ne rencontrant pas de contre-indication physique.

Localisation géographique : Yvelines

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de formation	46 920,00	79,99%
Charges de personnel (non éligible)	10 450,00	17,82%
Frais postaux et frais de télécommunications (non éligible)	334,00	0,57%
Frais de déplacement (non éligible)	950,00	1,62%
Total	58 654,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	46 920,00	79,99%
Autofinancement	11 734,00	20,01%
Total	58 654,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	46 920,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	94 148,80 €
2015	Passerelles entreprises	101 936,00 €
	Montant total	196 084,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013100

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASSERELLE ENTREPRISE 2016 - CONDUCTEURS DU TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN DE VOYAGEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Passerelles entreprises	50 000,00 €	100,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111005-400
11100502- Mesures d'accompagnement et d'insertion territorialisées

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC D'IVRY VITRY
Adresse administrative : 39 RUE HENRI BARBUSSE 94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur HOCINE TMIMI, Président

N° SIRET : 18940906300063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Passerelles entreprises
Rapport Cadre : CR41-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 5 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cette action s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de nouvelles lignes de transports, et plus particulièrement, au sein des entreprises Canary's car, Keolys et Nedroma.

L'objectif est de permettre à 8 participants du PLIE d'Ivry-Vitry d'acquérir le titre professionnel de "Conducteur(trice) du transport routier interurbain de voyageurs" afin qu'ils soient recrutés au sein des entreprises partenaires à la fin de l'action.

Description :
L'action de formation, d'une durée prévisionnelle de 525 heures dont 70 heures en entreprise, prévoit la préparation et la passage du titre professionnel conducteur du transports interurbain de voyageurs (TP CTRIV) et au transport de Personnes à Mobilité Réduite (TPMR) ainsi qu'un accompagnement socio-professionnel tout au long de la formation.

Le PLIE, au moyen d'informations collectives présélectionne des candidats qui ensuite passent un test

d'évaluation. Ils seront ensuite reçus en entretien individuel de « pré-validation », à l'issue de ces différentes étapes, le PLIE et son prestataire finalise une liste de candidats et organisent la rencontre avec les entreprises engagées dans l'action.

Moyens mis en œuvre :
Le PLIE mobilisera pour ce projet son directeur, le chargé de relations entreprises et projets et les référents PLIE pour coordonner l'action.

Le prestataire mettra à disposition :
- son directeur ainsi que la directrice de centre,
- des formateurs techniques dédiés à l'AIT,
- un intervenant pour l'accompagnement socioprofessionnel,
- un responsable de formation (interlocuteur privilégié du PLIE pour l'AIT),
- un référent « dossier de rémunération »,
- des salles de cours pour la formation dont une salle informatique, téléphone, accès Internet… et des véhicules de conduite.

Intérêt régional :
L'action vise l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et participe aux politiques régionales de lutte contre les inégalités sociales et territoriales.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternants.

Public(s) cible(s) :
L'action s'adresse prioritairement aux « participants » du PLIE d'Ivry-Vitry.
Localisation géographique :
- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de formatioin	50 000,00	80,00%
Charges de personnel (non éligible)	12 500,00	20,00%
Total	62 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	50 000,00	80,00%
Territoire 12 MGP	12 500,00	20,00%
Total	62 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Passerelles entreprises	45 570,00 €
	Montant total	45 570,00 €

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DÉLIBÉRATION N° CP 16-387

DU 21 septembre 2016

CONNAISSANCE DES MARCHÉS DE L'EMPLOI - ACHAT DE PRESTATIONS DE TRAITEMENT DE MÉGA DONNÉES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au Schéma Régional de la Formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au rapport cadre « vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles» ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-387 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Affecte pour l'achat d'un outil centré sur la gestion de données hétérogènes via le big data, doté d'une solution technique intégrée :

- Une autorisation d'engagement de 50 000 € prélevés sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 91 "interventions économiques transversales", programme HP91-012 (191012) "Soutien à l'emploi", action 19101201 "Accompagnement dans l'emploi", code nature 618 du budget 2016
- Une autorisation d'engagement de 50 000 € prélevés sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 10 « services communs », programme 1 10 002 « mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage », action 1 10 002 07 « service public de l'orientation », code nature 618 du budget 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-423

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DU PROGRAMME REGIONAL : « APPUI A L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DES ACTIFS 2016 » :

AFFECTATION 2016 POUR CREATIVE CAMERA ALTERMEDIA

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La partie VI du Code du Travail ;

VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative au Schéma Régional de la Formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au rapport cadre « vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles**»** et notamment de son annexe 1 ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par CR 01-16 du 06 avril 2016 ;

VU La délibération CP n°15-076 du 9 avril 2015 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Appui à l'orientation professionnelle des actifs 2015 » pour le GRETA TPC, le GIP-FCIP PARIS, ARIS, le CREPI et CREATIVE CAMERA ALTERMEDIA ;

VU La délibération CP n°16-315 du 12 juillet 2016 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale « Appui à l'orientation professionnelle des actifs 2016 » pour le GRETA TPC, le GIP-FCIP de PARIS, ARIS et le CREPI ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport N°CP 16-423 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage ;

VU L'avis de la commission des Finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : « Appui à l'orientation professionnelle des actifs 2016 »

Décide de participer au titre du dispositif *« Appui à l'orientation professionnelle des actifs 2016* », au financement du projet ci-dessous, par l'attribution d'une subvention pour un montant maximum prévisionnel de **30 000 € :**

- Soutenir le centre de ressources emploi-formation spécialisé en audiovisuel et multimédia de l'association Créative Caméra-Altermédia. Ce centre accueille, informe, oriente et accompagne dans le développement de leurs projets professionnels et de leurs réseaux, les auteurs, réalisateurs et techniciens du cinéma et de l'audiovisuel.

Autorise la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France à signer avec CREATIVE CAMERA ALTERMEDIA une convention conforme à la convention-type approuvée par la délibération n° CP 16-315 du 12 juillet 2016 et subordonne le versement de la subvention susmentionnée à cette signature.

Affecte une autorisation d'engagement de **30 000 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 11 « Formation professionnelle », programme HP 11-004 (111004) « Accès à l'information et à l'orientation », Action 11100401 « Soutien aux missions locales », nature 657 du budget régional 2016.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er janvier 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 susvisée.

Dossier pour lequel il est prévu un démarrage anticipé :

Code dossier	Bénéficiaire	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
16000634	ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT	APPUI A L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DES ACTIFS 2016 - **CREATIVE CAMERA ALTERMEDIA**	01/01/2016

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008681	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111004 - Accès à l'information et à l'orientation**
Action	**11100401 - Soutien aux missions locales**

Dispositif : N° 00000410 - Appui à l'orientation professionnelle des actifs

Dossier	16000634 - APPUI A L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DES ACTIFS 2016 - CREATIVE CAMERA ALTERMEDIA			
Bénéficiaire	R35833 - ALTERMEDIA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 744,00 €	HT	19,26 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000410 - Appui à l'orientation professionnelle des actifs	30 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111004 - 11100401	30 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000634

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : APPUI A L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE DES ACTIFS 2016 - CREATIVE CAMERA ALTERMEDIA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Appui à l'orientation professionnelle des actifs	155 744,00 €	19,26 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111004-400
11100401- Soutien aux missions locales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTERMEDIA
Adresse administrative : 44 RUE DE MONTMORENCY
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Gérard MORDILLAT, Président

Date de publication au JO : 27 juin 2009

N° SIRET : 40133787800029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Appui à l'orientation professionnelle des actifs
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Objet du projet : La structure est un centre de ressource emploi-formation spécialisé audiovisuel et multimédia qui assure un service quotidien d'accueil, d'information et d'orientation sur les opportunités d'emploi et de formations sectorielles.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : dans le cadre de cette action en entrée et sortie permanente, la nécessité d'une offre sur l'ensemble de l'année renvoi au principe de sécurisation de parcours dans lequel la Région s'est engagée. Il est donc nécessaire de maintenir cette offre tout au long de l'année.

Objectifs :
- Accueil, information et orientation sur les emplois et les formations dans le secteur de l'audiovisuel et du cinéma
- Accompagnement de projets d'auteurs, réalisateurs et techniciens

Le nombre de bénéficiaires envisagés pour l'année 2016 : 5000 contacts et 400 en suivi individuel dans le cadre de l'atelier d'accompagnement vers l'emploi.

Description :
Créative Caméra Altermédia est un centre de ressources emploi-formation spécialisé dans le cinéma-audiovisuel et le multimédia.
Activités assurées par la structure :

1/ Un service d'information et d'orientation emploi – formation dans le secteur du cinéma-audiovisuel et multimédia.
Ce service est assuré soit sur place (sur rendez-vous), soit par téléphone. 5 000 demandeurs par an, professionnels du cinéma, de l'audiovisuel et des nouveaux médias, sont ainsi renseignés et orientés. Ils sont souvent en quête :
- d'informations sur les sociétés de production,
- d'annuaires spécialisés,
- de conseils en termes d'orientation, d'un emploi, d'une formation,
- d'actualité sur les films en préparation ou en tournage,
- ou encore d'une subvention pour faire aboutir leurs projets.

2/ Un atelier d'accompagnement de projets professionnels d'auteurs, réalisateurs et techniciens.
Altermédia soutient le développement des projets à travers un atelier. Cet atelier permet aux demandeurs, à travers des rendez-vous réguliers avec des chefs de postes et producteurs expérimentés, de bénéficier de conseils et d'un réseau de professionnels dans les métiers du cinéma.

3/ Des entretiens-conseils sont également proposés afin de suivre les demandeurs de manière individuelle et en groupe.
Des ateliers hebdomadaires de développement de projets et d'accompagnement vers l'emploi réalisés en groupe : techniques individuelles et collectives de recherche d'emploi, évaluation des besoins individuels, attentes, échanges de pratiques, conseils individualisés en fonction des besoins et attentes exprimés…

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
-Déléguée Générale (1 CDI, Fonjep)
-Coordinatrice emploi ateliers (temps plein, CDI emploi tremplin)
-Coordinateur ateliers et rencontres professionnelles (temps plein, CA)
-Coordinateur d'actions culturelles : (temps plein, 1 CDI, emploi tremplin)
-Chargé d'orientation (temps plein, CDD, CAE passerelle)
-Chef de projet multimédia, indépendant
-Régisseur, indépendant

Moyens matériels :
1 espace de documentation (annuaires, revues et documentation spécialisés)
3 salles pour ateliers collectifs
1 salle de projection
6 bureaux administratifs
6 salles de montage
1 poste informatique équipé haut débit mis à disposition

Intérêt régional :
Accompagnement du développement d'outils d'aide à l'orientation professionnelle ou d'information sur les métiers. Ces outils peuvent bénéficier largement à l'ensemble des publics actifs (salariés, demandeurs

d'emploi, indépendants), qui peinent souvent à accéder aux informations et aux conseils nécessaires. Il s'agit de concourir pleinement à rendre les franciliens et les franciliennes acteurs de leur projet personnel et de formation, 3ème principe stratégique du schéma régional des formations.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s).

Public(s) cible(s) :
Intermittents du spectacle
Jeunes diplômés
Primo demandeurs d'emploi
Demandeurs d'emploi longue durée
Bénéficiaires du RSA

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ileDeFrance

PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL AU 13/06/2016

RECETTES EFFECTUEES SUR LA PERIODE : du 1 janvier au 31 décembre 2016

NOM DE L'ORGANISME : **ALTERMEDIA ILE DE France**		N° de la convention	**15-15001227-001-AOPA**
		Le cas échéant avenant n°	
INTITULE DE L'ACTION : **APPUI À L'ORIENTATION PROFESSIONNELS DES ACTIFS - Programme 2016**		Actions concertées pour la sécurisation des parcours professionnels et la consolidation de l'emploi	

RECETTES		*MONTANT*	*DÉPENSES*		*DÉPENSES*	
Nature			*Nature*		*MONTANT TOTAL*	*TAUX D'I NTERVENTION RÉGIONALE 19,262379%*
Contribution des participants aux stages	**1.1**		**Personnel enseignant**	**2.1**		
stagiaires Région	1.11	3 912,00	Personnel permanent de l'organisme de formation	2.11		
	1.12		*- Rémunérations chargées*	2.111	40 800,00	7 859,05
Subvention de la Région totale (prévisionnelle) = (a)	**1.2**	**30 000,00**				
			Autres personnels enseignants	2.12		
part FSE = %	1.21		*- Rémunérations chargées*	2.121	27 247,00	5 248,42
des dépenses éligibles =						
part réelle Région = %	1.22					
Autres financements publics	**1.3**		**Personnels non-enseignants**	**2.2**		
FSE	1.31	77 872,00	*- Rémunérations chargées*	2.21		
État	1.32					
Jeunesse et sports - poste FONJEP	1.321	2 800,00	**Fonctionnement**	**2.3**		
Pole Emploi CUI CAE	1.322		Frais pédagogiques	2.31	3 600,00	693,45
Pole Emploi		12 000,00	*matériel d'enseignement et matière d'œuvre*	2.311		
Collectivités	1.33		*Déplacements et missions pour les besoins de la formation*	2.312		
"						
"						
Conseil Général 93	1.332	20 000,00	*- Enseignants*	2.3121	4 800,00	924,59
Départements 75 et 93 au titre de la formation professionnelle	1.333					
Autres financements:			*Autres frais pédagogiques:*	2.313		
-mise à disposition de locaux	1.34	9 160,00	*Achat d'études et prestation de services*	2.3131	1 700,00	327,46
			Intervention et materiel pédagogique	2.3132	2 000,00	385,25
			Communication, publication		1 100,00	211,89
			Frais administratifs (gestion, social...)	2.32	12 000,00	2 311,49
Participation des employeurs	**1.4**		Locaux et materiel pedagogique de location	2.33		
Conventions-entreprises	1.41		*Loyer, locations*	2.331	50 000,00	9 631,19
OPCA (AFDAS)	1.42		*travaux d'entretien*	2.332	1 000,00	192,62
FONGECIF	1.43		*eau, gaz, électricité, chauffage*	2.333	3 200,00	616,40
Au titre LEPC23 (demandeur d'emploi)	1.44		Autres frais de fonctionnement	2.34		
			poste, téléphone		4 250,00	818,65
Autres types de versement des entreprises	1.45		*assurances civile + matériel audiovisuel*		3 247,00	625,45
			autre frais		800,00	154,10
TOTAL RECETTES	b	**155 744,00**	***TOTAL DÉPENSES***		**155 744,00**	**30 000,00**
Le cas échéant EXCEDENT (+)			Le cas échéant DEFICIT (-)		0,00	

"Certifie sincères et exactes les informations portées dans le plan de financement prévisionnel"
Le représentant légal de l'organisme (cachet, signature, nom et qualité)
Gérard Mordillat, Président

Altermédia Ile de France
13 rue Fontaine - 93200 Saint-Denis
Tél. 01 48 20 38 01
Siret 510 698 012 00026 - APE 5911C

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 000 €
2017	12 000 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Appui à l'orientation professionnelle des actifs	85 037,61 €
2013	Egalité femmes-hommes	28 500,00 €
2013	Lutte contre les discriminations	24 605,00 €
2014	Appui à l'orientation professionnelle des actifs	95 000,00 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	27 364,00 €
2014	Lutte contre les discriminations	25 000,00 €
2015	Appui à l'orientation professionnelle des actifs	95 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	25 000,00 €
	Montant total	405 506,61 €

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-453

DU 21 SEPTEMBRE 2016

PROGRAMME QUALIFIANT TERRITORIALISE 2016
ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SOUTIEN A DES PROJETS PORTES PAR DES STRUCTURES LOCALES :

- **SOUTIEN A L'ASSOCIATION CIMAP POUR LA MISE EN ŒUVRE DE PARCOURS DE FORMATION « SERVICES ET AIDE A LA PERSONNE »**

- **SOUTIEN A L'ASSOCIATION INITIATIVES 77 POUR LA MISE EN ŒUVRE D'UN PARCOURS DE FORMATION DANS LES METIERS DU NUMERIQUE**

DESAFFECTATION PARTIELLE DE CREDITS SUR LE MARCHE GROUPEMENT DE COMMANDE ENTRE LA REGION ET POLE EMPLOI

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code du travail ;
VU La loi 2014-288 du 5 mars 2014 relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale;
VU La délibération CR 58-08 du 26 juin 2008 relative au « service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles» en son annexe 4 « Soutien à des projets portés par des structures locales dans le cadre du programme qualifiant territorialisé » ;
VU La délibération CR 06-12 du 17 février 2012 relative à la politique régionale en faveur des Pactes : adaptation du dispositif ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 56-16 du 6 avril 2016 relative au plan 500 000 formations supplémentaires pour les demandeurs d'emploi ;
VU La délibération n° CP 15-549 du 8 octobre 2015 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, et le règlement des subventions PM'UP ;
VU La délibération n° CP 16-118 du 18 mai 2016, relative au programme de rémunération des stagiaires en formation professionnelle-troisième affectation ;
VU La délibération n° CP 16-143 du 18 mai 2016 relative au groupement de commande Région-Pôle Emploi. La Région s'engage pour l'emploi : mobilisation dans le cadre du plan 500 000 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-453 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif *« Soutien à des projets portés par des structures locales dans la cadre du Programme Qualifiant Territorialisé »,* au financement des projets détaillés en annexe 1 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de :

- **168 000 €** à l'association CIMAP pour la mise en œuvre de parcours de formation dans les métiers des Services et aide à la personne,
- **196 560 €** à l'association INITIATIVES 77 pour la mise en œuvre du parcours de formation dans les métiers du numérique,

Adopte la convention type présentée en annexe 3 à la présente délibération

Subordonne le versement de chacune des subventions à la signature par chaque bénéficiaire de conventions conformes à la convention- type et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **364 560 €** disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », Code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », Programme HP 11 006 (111006) « Qualification par la formation continue », Action 11100607 « Programme Qualifiant Territorialisé»», nature 657 « Subvention » du budget 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions de l'association CIMAP et de l'association INITIATIVES 77 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-dessous, par dérogation à l'article 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Démarrage anticipé
16010451	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	CIMAP CTRE INITIATIVE METIERS AIDE A LA PERSONNE	01/02/2016	OUI
16010486	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	INITIATIVES 77	01/09/2016	OUI

Article 2 :

Désaffecte partiellement une autorisation d'engagement de **1 698 000 €** de l'affectation initiale de 13.698.000 € votée par délibération CP 16-143 du 18 mai 2016 au bénéfice du marché « groupement de commande entre la Région et Pôle emploi » prévu au chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », programme HP 11-006 (111006) « Qualification par la formation continue », action 11100603 « Programmes qualifiants et FOAD », nature 611 « contrats de prestations de services avec des entreprises » du budget régional 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-453	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**11 - Formation professionnelle**
Programme	**111006 - Qualification par la formation continue**
Action	**11100607 - Programme qualifiant territorialisé**

Dispositif : N° 00000458 - Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)

Dossier	16010451 - PQT - CIMAP - SERVICE AIDE A LA PERSONNE 2016			
Bénéficiaire	P0020204 - CIMAP CTRE INITIATIVE METIERS AIDE A LA PERSONNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
798 819,00 €	TTC	21,03 %	168 000,00 €	

Dossier	16010486 - PQT - INITIATIVE 77 - 2016			
Bénéficiaire	R10989 - INITIATIVES 77			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	196 560,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
245 700,00 €	TTC	80 %	196 560,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000458 - Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	364 560,00 €

Total sur l'imputation 931 - 11 - 111006 - 11100607	364 560,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010451

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PQT - CIMAP - SERVICE AIDE A LA PERSONNE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	798 819,00 €	21,03 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-65738-111006-400
11100607- Programme qualifiant territorialisé

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIMAP CTRE INITIATIVE METIERS AIDE A LA PERSONNE
Adresse administrative : 1 RUE BAPTISTE MARCET
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 23 février 2012

N° SIRET : 75002676700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure propose des parcours sécurisés et complets pour des demandeurs d'emploi de bas niveau de qualification (V et infra V en majorité). Au regard de la durée de ces parcours qui est de 1400H en moyenne et du calendrier des certifications, ces formations nécessitent un démarrage en début d'année.

Objectifs :
Ce Programme Qualifiant Territorialisé vise à assurer la formation des demandeurs d'emploi résidents du territoire en vue d'acquérir un diplôme dans le domaine du sanitaire et social.
Le CIMAP contribue activement à la structuration de la filière des services d'aide à la personne autant auprès des employeurs dans le cadre d'une plate-forme de modernisation à l'attention des organismes de formation qu'auprès des demandeurs d'emploi en vue de leur insertion dans le monde du travail.

Description :
L'association CIMAP a mis en place un dispositif de formation qui comprend 3 types d'intervention :

- l'orientation et la validation du projet professionnel :
Elle se traduit par une présentation des métiers de l'aide à la personne, des contraintes, des cadres d'emplois, des employeurs du secteur, des formations existantes et des aides mobilisables. La durée prévisionnelle est de 35 heures par session (33 sessions prévues) pour un nombre prévisionnel de 528 places.

- la pré qualification :
Elle est constituée d'actions préparatoires relatives, notamment, à la découverte de l'environnement professionnel, des publics et des institutions pour faciliter l'entrée en formation qualifiante. Les durées sont comprises entre 100 heures et 448 heures en fonction de la qualification visée et des besoins du stagiaire. (4 parcours prévus) pour un nombre prévisionnel de 44 places.

- la qualification:
Le financement régional intervient sur la partie qualification qui propose 3 parcours dans les métiers des services et aide à la personne :
1/ DEAMP : 12 places
2/ ADVF : 12 places
3/ DEAES : 12 places

Moyens mis en œuvre :
Le partenariat mobilisé pour l'action
Les partenaires mobilisés sont les intermédiaires de l'emploi et du social (pôle emploi, missions locales, maisons de l'emploi, Plie, Territoires d'action sociale..) en tant que prescripteurs, en lien avec les entreprises adhérentes à l'association. Le Conseil Départemental 78 est partenaire et financeur de cette action dans le cadre de sa politique d'insertion.

Les mesures d'accompagnement des stagiaires
Le CIMAP travaille en amont et pendant l'action avec les prescripteurs pour le suivi des stagiaires. Il mobilise des actions transversales destinées à lever les freins d'accès à la formation (bourse permis, bourse parcours pour le remboursement de frais comme les transports).

Les modalités de pilotage
Le pilotage est assuré par le porteur de la subvention. Il associe les financeurs, les prescripteurs, les employeurs, les organismes de formation à l'occasion d'un comité de pilotage pour tirer le bilan intermédiaire de l'action et les axes de progrès.

Les outils de suivi
Pour chaque action de formation, le CIMAP organise des bilans intermédiaires et un bilan final associant l'organisme de formation et le référent qui a prescrit au stagiaire l'orientation vers le parcours qualifiant.

Intérêt régional :
Action mise en place Territoire Pacte Seine-Aval.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
Le nombre total de places prévisionnelles sur le financement régional au titre du PQT est de 36.
Sont visés les demandeurs d'emploi de niveau VI à IV, en priorité de niveau V et infra V, résidant dans une des communes du nord des Yvelines.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	243 178,00	30,88%
Frais liés à la formation - phase orientation	132 000,00	16,76%
Frais liés à la formation - phase préqualification	177 080,00	22,49%
Frais liés à la formation - phase qualification	235 270,00	29,87%
Total	787 528,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation Région	168 000,00	21,33%
Conseil Départemental des Yvelines	178 773,00	22,70%
Fonds propres	11 800,00	1,50%
CNSA	304 000,00	38,60%
FSE(ITI)	60 000,00	7,62%
APRE	14 955,00	1,90%
participation Etat CPE	50 000,00	6,35%
Total	787 528,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	84 000,00 €
2017	84 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	200 000,00 €
2014	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	200 000,00 €
2015	Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	180 000,00 €
	Montant total	580 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010486

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PQT - INITIATIVE 77 - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)	245 700,00 €	80,00 %	196 560,00 €
	Montant Total de la subvention		196 560,00 €

Imputation budgétaire : 931-11-6574-111006-400
11100607- Programme qualifiant territorialisé

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES 77
Adresse administrative : 49 AV THIERS
77000 MELUN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne-Laure FONTBONNE, Présidente

Date de publication au JO : 29 mai 1991

N° SIRET : 38321328700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme Qualifiant Territorialisé (PQT)
Rapport Cadre : CR58-08 du 26/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La structure propose des parcours sécurisés et complets pour des demandeurs d'emploi de bas niveau de qualification. Au regard de la durée de ces parcours et du calendrier des certifications, ces formations nécessitent un démarrage en début du mois de septembre.

Objectifs :

1°) Répondre à une offre d'emploi importante de Technicien Intervention Télécom (TIT), titre de niveau IV, liée au déploiement de la fibre en Ile de France et plus particulièrement sur le Département de Seine et Marne dans un métier en tension et non couvert par une offre de formation suffisante sur ce territoire.

2°) Contribuer à renforcer l'attractivité économique du sud Seine et Marne avec la création et le développement d'une filière numérique regroupant un pôle de formation, un cluster et des services adaptés aux besoins des entreprises.

Description :
Les collectivités territoriales et les acteurs locaux de l'emploi et de l'économie se sont engagés dans l'élaboration d'une démarche de développement stratégique et partenariale dans le cadre d'un Pacte pour le développement des territoires dénommé Pacte Sud 77. Tout l'enjeu consiste à pouvoir passer du palliatif à une réponse plus stratégique pour le développement économique de ce territoire de frange à être en capacité de porter une véritable identité territoriale.

Le projet de PQT Technicien Intervention Télécom porté par Initiative 77 vient renforcer la dynamique de développement partenarial sur ce territoire.

L'action pré-qualification suivie de la qualification proposée permet l'accès à cette certification et à l'emploi durable pour des publics plus éloignés de l'emploi. Un travail important est fait sur la reprise des codes du travail et sur le savoir être et la reprise de confiance en soi et en ses compétences.

Moyens mis en œuvre :
L'implication des partenaires s'articule comme suit :
Initiatives 77 :
- Mobilise les prescripteurs, communique sur le projet, participe aux informations collectives et au recrutement.
- Aide au montage du dossier pour l'ASP.
- Suit les stagiaires ; accompagne et relaye auprès des prescripteurs pour la levée des freins.
- Est en relation avec les entreprises du secteur.

Prescripteurs
- Mobilisent les demandeurs d'emploi.

Campus Numérique :
- Met à disposition son plateau technique et ses salles de cours.
- Coordonne les formateurs.
- Participe aux informations collectives et au recrutement.
- Suit au quotidien les stagiaires et accompagne sur la recherche de stage.
- est en relation avec les entreprises du secteur.

Académie Des Télécoms
- Accompagne les stagiaires sur le savoir-faire au plus près de la réalité et sur les codes de savoir être.

Centre de formation
- Accompagne les stagiaires au savoir être, à la reprise de confiance en soi au travail, accompagne à la communication écrite et à l'utilisation de l'outil informatique.

Entreprises
Prennent des stagiaires en stage, les évaluent, participent aux soutenances, recrutent.

Intérêt régional :
Démarche partenariale dans le cadre d'un Pacte pour le développement des territoires dénommé Pacte Sud 77.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaires ou alternants

Public(s) cible(s) :

Homme / Femme, public éloigné de l'emploi (bénéficiaires des minima sociaux, DELD, jeunes Mission locale, jeunes issus de l'ASE, TH…)

Localisation géographique :

- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires et charges	12 250,00	4,99%
Frais administartifs	1 574,00	0,64%
Loyer et charges	53 724,00	21,87%
Prestataires	133 812,00	54,46%
Fournitures, consomables et équipement de protection	34 740,00	14,14%
Location materiel technique	9 600,00	3,91%
Total	245 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation Pôle Emploi (obtenue)	37 800,00	15,38%
Participation de la Région Ile-de-France	196 560,00	80,00%
Fonds propres	11 340,00	4,62%
Total	245 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	98 280,00 €
2017	98 280,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	341 000,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	10 927,50 €
2014	Passerelles entreprises	268 473,75 €
2015	Passerelles entreprises	230 750,00 €
2016	Passerelles entreprises	105 800,00 €
	Montant total	956 951,25 €

ANNEXE 3
CONVENTION TYPE

REGION ILE-DE- FRANCE

CONVENTION N° :
N° action SAFIR :

CONVENTION RELATIVE AU PROGRAMME QUALIFIANT TERRITORIALISE

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° **CP XX-XXX du XX septembre 2016**,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

La structure dénommée : ……..
dont le statut juridique est : .....
dont le n°SIRET de l'établissement exécutant l'action est :…….
dont le siège social est situé au : .....
ayant pour représentant : .....
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE

Après avoir rappelé que la subvention est attribuée dans le cadre du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, approuvé par délibération CR 33-10 du 17 juin 2010.

Après avoir rappelé l'adoption du rapport cadre « vers un service public régional de la formation et de l'insertion professionnelles - politique régionale en faveur de l'accès et du retour à l'emploi qualifié, dans le cadre du schéma régional des formations » approuvé par la délibération CR 58-08 du 26 juin 2008.

Après avoir rappelé l'adoption du rapport cadre « service public régional de formation et d'insertion professionnelles : refonte des dispositifs régionaux de formation des personnes privées d'emploi » approuvé par la délibération CR 54-09 du 19 juin 2009.

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les obligations respectives des cosignataires dans le cadre du soutien régional à la réalisation du projet décrit en annexe à la présente convention au titre du dispositif régional « Programme Qualifiant Territorialisé ».

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Le bénéficiaire s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs définis dans l'annexe à la convention et à respecter les procédures définies par la Région.

Pour information :
- Pour le parcours X l'effectif prévisionnel visé s'élève à **XX stagiaires pour une durée moyenne prévisionnelle de XX heures par stagiaire**
- Pour le parcours X l'effectif prévisionnel visé s'élève à **XX stagiaires pour une durée moyenne prévisionnelle de XX heures par stagiaire**

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS LIEES A LA REALISATION DE L'ACTION

Concernant la rémunération, le bénéficiaire s'engage à :
- Se conformer au règlement d'intervention adopté en CR 58-08 du 26 juin 2008,
- Transmettre les éléments nécessaires à la formalisation des demandes d'agrément de rémunération établies par la Région Ile-de-France. Les montants de rémunération seront calculés suivant les dispositions de la sixième partie, livre III, titre IV du code du travail.
- S'assurer que l'organisme de formation retenu veille à la mixité des régimes de rémunération lors du recrutement.

Concernant le suivi des stagiaires, le bénéficiaire s'engage à :
- Effectuer le suivi des stagiaires, en lien avec l'organisme de formation retenu, tout au long de leur parcours de formation et mettre en œuvre les mesures d'accompagnement les concernant.
- Renseigner et valider les données relatives aux stagiaires et leurs réalisations à la fin de chaque période effectuée dans le système d'information régional et mettre à disposition les documents permettant la vérification de ces données et de la bonne réalisation de l'action.

Concernant les partenariats et le pilotage, le bénéficiaire s'engage à :
- Mobiliser les partenariats locaux de nature à contribuer à la sécurisation du parcours de formation,
- Mettre en place les modalités de pilotage qui relève de la responsabilité du bénéficiaire, en lien avec la Région Ile-de-France,
- Se mettre à la disposition des partenaires avec qui la Région Ile-de-France collabore dans l'objectif notamment de conduire l'évaluation de ce dispositif.

Concernant le bilan de situation au terme de la formation, le bénéficiaire s'engage à saisir le bilan de situation à 3 mois des stagiaires sur le système d'information SAFIR (Suivi des actions de formation et d'insertion en Région), au plus tard dans les 5 mois suivant la fin de la formation.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat de d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire s'engage à prendre toutes les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations relatives à la réalisation de son projet (nom des stagiaires, parcours suivi, nombre d'heures réalisée etc.) et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le bénéficiaire s'engage donc à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel, c'est-à-dire notamment à :
- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de son action subventionnée ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans la fiche projet annexée ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du projet ;
- et en fin de contrat à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

Le bénéficiaire s'engage également à :
- respecter les obligations de mise en concurrence prescrites par le décret 2015-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics et par l'ordonnance 2015-899 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, concernant les marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics, si la structure bénéficiaire entre dans le champ d'application,
- informer la Région sans délai, par écrit, documents à l'appui, de toute modification relative à ses statuts (remplacement ou démission des membres dirigeants, adhésion de nouveau membre, modification du fonctionnement des instances dirigeantes…) de toute difficulté liée à sa situation juridique ou financière (cessation d'activité, cessation de paiement, mise en redressement ou liquidation judiciaire…) susceptible de perturber ou d'interrompre la mission confiée par la Région à le bénéficiaire. Le non-respect par le bénéficiaire de cette obligation d'information est sanctionné par la résiliation anticipée de la convention par la Région, conformément aux dispositions de l'article 9 de la présente convention,
- informer la Région de tout retard dans l'exécution de la convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toute difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 2. 4 : OBLIGATIONS COMPTABLES

La structure bénéficiaire s'engage à :
- fournir le bilan financier et comptable annuel de la structure, approuvé et certifié par son dirigeant ou par un commissaire aux comptes, si la structure en est dotée,
- tenir un compte d'emploi de la participation financière allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures la comptabilité propre à chaque opération,
- informer la Région des autres participations financières demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention, en cas de renouvellement de la participation financière régionale, il sera vérifié que lesdites informations ont bien été communiquées à la Région.

Les organismes, pour lesquels la subvention mentionnée à l'article 1 excède 75 000 € ou représente plus de 50% du produit figurant au compte de résultat de l'organisme, doivent produire, en fin d'exercice, leurs

comptes certifiés dans les conditions mentionnées à l'article R2313-5 du code général des collectivités territoriales.

En outre, le bénéficiaire s'engage à saisir l'ensemble des informations relatives à l'exécution de la subvention (informations nominatives des candidats, résultats des candidats) et à générer la facturation par le biais du système d'information régional SAFIR (Suivi des actions de formation et d'insertion en Région) permettant son suivi dématérialisé.

ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Tous les évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront être aussi librement utilisées par la Région.

Les services concernés de l'Unité Développement sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DE LA REGION

Par délibération n° CP XX-XXX du XX septembre 2016, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir **.....** pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans la fiche projet annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à **XX %** de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à **XXXX €** TTC, soit un montant maximum de subvention de **XXXX €**.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé dans la fiche projet.

L'intervention régionale relative au soutien à des projets portés par des structures locales dans le cadre du programme qualifiant territorialisé est disponible sur le chapitre 931 « Formation Professionnelle et Apprentissage », code fonctionnel 11 « Formation Professionnelle », Programme HP 11-006 « Qualification par la formation continue », Action 111 006 07 « Programmes Qualifiants » du budget **2016**.

Le comptable assignataire de la dépense est l'agent comptable de l'ASP.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 4.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 4.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. Il s'engage à saisir l'ensemble des informations relatives à l'exécution des activités (informations nominatives des stagiaires…) et à générer la facturation par le biais du système d'information régional permettant le suivi dématérialisé des prestations par la Région.

La demande de versement de la subvention est éditée à partir de l'outil SAFIR. Elle est renseignée, datée et signée par le représentant habilité du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Le règlement de la subvention peut faire l'objet de **plusieurs versements.**

Documents à produire par la structure bénéficiaire	**Part des versements**
Première demande d'acompte : - demande d'acompte - compte-rendu financier intermédiaire - liste des stagiaires par parcours précisant pour chacun le nombre d'heures réellement effectuées - état démographique synthétisant les données personnelles des stagiaires ainsi que le nombre d'heures et le parcours prescrits pour chacun d'eux.	Jusqu'à 80% du montant prévisionnel total de la subvention
Demandes d'acompte suivantes : - demande d'acompte - compte-rendu financier intermédiaire - liste des stagiaires par parcours précisant pour chacun le nombre d'heures réellement effectuées - état démographique actualisé le cas échéant.	
Demande de solde - compte rendu financier final de l'action - bilan Final de l'action - bilan de satisfaction des stagiaires - liste des stagiaires par parcours précisant pour	Le solde est calculé à partir des dépenses réalisées déduction faite du ou des acompte(s) déjà versé(s)

chacun le nombre d'heures réellement effectuées de la convention de stage ou du contrat de travail dument signé(e) téléchargé(e) sur la PAR ou joint à la demande de solde - état démographique actualisé le cas échéant.	

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est conditionné à la production du compte rendu financier final de l'action par le représentant légal du bénéficiaire ainsi que le comptable public ou le commissaire aux comptes, si la structure en est dotée, qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Si les dépenses justifiées par le bénéficiaire sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté par application du taux d'intervention de la Région.

Le versement du solde est également subordonné à la production de XX justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

ARTICLE 4.3 : DELAIS D'ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution de la subvention par la commission permanente, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4 de la présente convention.

Cependant, l'article 29 du Règlement Budgétaire et Financier prévoit de déroger à ce principe si l'action débute avant la date du passage en commission permanente. De fait les dépenses éligibles à la subvention peuvent être prises en charge dès le début de l'action conformément à la date mentionnée dans la fiche projet annexée à la présente convention.

La Région se libère des sommes dues par virement au compte dont le RIB est joint.

ARTICLE 5 : CONTROLE DU BENEFICIAIRE

La Région se réserve la possibilité de tout contrôle, au titre de la présente convention avec l'appui des services mandatés par ses soins.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et sur place afin de vérifier l'efficacité et les conditions dans lesquelles elles se déroulent, ainsi que de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ou toutes autres pièces justificatives.
S'il perçoit une aide du Fonds Social Européen, le bénéficiaire est tenu de se soumettre aux contrôles de toute autorité nationale ou communautaire habilitée auxquelles il sera tenu de produire, sur simple demande, tout document justificatif des coûts réels encourus et effectivement payés ainsi que tout document nécessaire au suivi et à l'évaluation des actions éligibles au FSE. Toutes les pièces justificatives devront être conservées pendant 10 ans à compter de la date d'expiration de la convention.

ARTICLE 6 : RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION REGIONALE

La Région se réserve le droit d'exiger :

- **la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement des stagiaires ou alternants,**
- de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées, et notamment en cas de sous-réalisation significative des heures prévisionnelles.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou de l'état récapitulatif des paiements effectués.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours. Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale et couvre l'exécution du programme décrit dans la fiche projet annexée à la présente convention. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 9 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 10 : PIECES CONTRACTUELLES

Ont valeur contractuelle les pièces suivantes :

- la présente convention
- l'annexe « fiche projet ».

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....	Le.....
Le bénéficiaire	**La Région Ile-de-France**
Son représentant légal (nom et qualité du signataire et cachet du bénéficiaire)	**La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-456

DU 21 SEPTEMBRE 2016

POLITIQUE REGIONALE EN FAVEUR DE L'ENTREPRENEURIAT :

- **SOUTIEN AU DISPOSITIF CREARIF**

- **SOUTIEN AUX POINTS D'ACCUEIL A LA CREATION D'ENTREPRISE**

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (CE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du traité CE aux aides « de minimis » ;

VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives au Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents ;

VU Le règlement (CE) n°1304/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fonds social européen ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Travail ;

VU Le Code du commerce ;

VU La délibération n° CR 87-13 du 21 novembre 2013 « Mise en œuvre de la SRDEI : la politique régionale en faveur de l'entrepreneuriat » ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la « Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale »

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 14-272 du 10 avril 2014 relative à l'adoption des conventions types d'appui aux actions de formation et d'accompagnement des porteurs de projets ERP et de CREARIF ;

VU La délibération n° CP 14-750 du 20 novembre 2014 relative à l'adoption de la convention type des Point d'accès à la création d'entreprise PACE et à l'adoption de la convention pluriannuelle des PACE des communautés d'agglomérations de 2 Rives de Seine et de Val de Bièvre ;

VU La délibération n° CP 16-292 du 12 juillet 2016 relative à l'adoption des avenants des conventions ERP et CREARIF mentionnant les obligations relatives aux recrutements de stagiaires ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU Le rapport CP 16-456 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Soutien aux PACE labélisés

Décide de reconduire le soutien des PACE et PACE+, tels que décrits dans les fiches projets en annexe 2 à la présente délibération, dans le cadre du dispositif « Points d'Accueil Création d'entreprise », par l'attribution de subventions dont les montants sont déterminés par un barème forfaitaire dégressif.

Bénéficiaires	Montant de la subvention
EPT 12- GRAND ORLY – VAL DE BIEVRE- SEINE AMONT	30 000€
CU GRAND PARIS SEINE ET OISE	30 000€
TOTAL	60 000€

Adopte les avenants annexés à la présente délibération (annexe 3) et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions à la signature des avenants.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant global de 60 000 € disponible sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91, programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « incitation à la première élaboration des projets et fonctionnement de la gamme des aides au financement », nature 657, du budget 2016.

Article 2 : Convention d'affaires Créarif Les Entrepreneuriales Île-de-France

Décide de soutenir, au titre de 2016, l'organisation et la réalisation de la convention d'affaires Créarif en faveur de l'entrepreneuriat des étudiants portée par l'association Les Entrepreneuriales Île-de-France et attribue une subvention de 17 000 € maximum.

Adopte la convention type Créarif annexée à la présente délibération (annexe 4).

Subordonne le versement de cette subvention à la signature avec l'association Les Entrepreneuriales Île-de-France d'une convention conforme à la présente délibération en respect des dispositions du Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n°33-10 du 17 juin 2010, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 17 000 €, prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 91, programme HP 91-001 « soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « incitation à la première élaboration des projets, appui aux porteurs de projets et fonctionnement de la gamme des aides au financement », nature 657, du budget 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2016, par dérogation à l'article 29 du règlement budgétaire et financier.

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

Valérie PECRESSE

Entrepreneuriat *08/08/2016*

ANNEXES A LA DELIBERATION :

1. Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-456	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100102 - Incitation à la 1ère élaboration des projets, appui aux porteurs de projets et fonctionnement de la gamme des aides au financement**

Dispositif : N° 00000314 - Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE

Dossier	16012971 - LABELLISATION PACE CU GRAND PARIS SEINE ET OISE (3ème ANNEE DE FONCTIONNEMENT))			
Bénéficiaire	P0034120 - GRAND PARIS SEINE ET OISE			
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 665,00 €	TTC	29,8 %	30 000,00 €	

Dossier	16012976 - LABELLISATION PACE EPT 12 2016-2017 (3ème ANNEE)			
Bénéficiaire	P0034103 - T 12: EPT GRAND ORLY - VAL DE BIEVRE - SEINE AMONT			
Localisation	T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 080,00 €	TTC	44,72 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000314 - Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	60 000,00 €

Dispositif : N° 00000349 - CréaRif

Dossier	16013025 - Labellisation CREARIF - Les entrepreneuriales IDF			
Bénéficiaire	P0035094 - LES ENTREPRENEURIALES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 000,00 €	TTC	24,64 %	17 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000349 - CréaRif	17 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-456	Budget	2016

Total sur l'imputation 939 - 91 - 191001 - 19100102	77 000,00 €

2. Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012971

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LABELLISATION PACE DU GRAND PARIS SEINE ET OISE (3EME ANNEE DE FONCTIONNEMENT)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	100 665,00 €	29,80 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191001-400
19100102- Incitation à la 1ère élaboration des projets, appui aux porteurs de projets et fonctionnement de la gamme des aides au financement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS SEINE ET OISE
Adresse administrative : RUE DES CHEVRIES
78410 AUBERGENVILLE
Statut Juridique : Communauté Urbaine
Représentant : Madame VERONIQUE BRONDEAU

N° SIRET : 20005988900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 21 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La création et la labellisation du Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE), localisé dans les quartiers prioritaires de Carrières-sous-Poissy, Chanteloup-les-Vignes, Vernouillet, vise à créer et conforter l'offre de services en matière d'aide à la création d'entreprise sur le territoire de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise. Les publics cibles sont les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, porteurs d'idée ou de projet de création d'entreprise.

Missions du PACE:

- Accueillir et orienter les porteurs de projet vers les experts, membres du réseau
Un accueil permanent est assuré (permanences libres et sur RV, en alternance dans la semaine) par l'animateur. Depuis le montage technique du dossier de création jusqu'au lancement de l'activité, le PACE propose une orientation personnalisée, en fonction du profil, de la situation sociale et professionnelle et de la nature du projet. Cette approche sur-mesure constitue la garantie d'un accompagnement efficace,

condition d'une création réussie.

- Etre un centre de ressources dédié à la création d'entreprises
Un accès internet et de la documentation sont mis à disposition des créateurs pour travailler sur leur projet. Des postes de travail sont mis à disposition des créateurs pour travailler sur place (2 postes informatiques dédiés).

- Assurer des permanences, des sessions de formations et d'informations collectives en collaboration avec les membres du réseau

Le PACE a ainsi vocation à recevoir tout public ayant un projet de création d'entreprises, avec une priorité donnée aux demandeurs d'emploi et les habitants issus des quartiers relevant de la géographie prioritaire (Chanteloup-les-Vignes, Carrières-sous-Poissy et Vernouillet ; cf. objectifs de résultats).

Le PACE dispose de sa propre identité visuelle (logo, charte graphique sous les couleurs de la CA2RS), sous laquelle la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise et les partenaires pourront communiquer.

Le PACE a également pour mission d'indiquer aux porteurs de projet les possibilités d'implantation sur la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise. L'objectif est de maximiser le « retour sur investissement » : l'aide portée aux créateurs doit favoriser leur implantation, et générer des recettes fiscales pour la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise.

Description :

Le PACE sera rattaché à la direction du développement économique de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise, mais implanté au sein de l'Espace Emploi Entreprise - EEE- qui garantira le renforcement du lien entre les problématiques d'insertion et de développement économique.

Au regard de la configuration du territoire de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise, le PACE sera « multi-sites » : avec un siège social au sein de l'Espace Emploi Entreprise – EEE- (rive droite) et un point d'accueil sur la rive gauche (Vernouillet, en réflexion) pour un accès facilité à l'ensemble des habitants.

De nombreuses actions y sont menées, toutes en lien avec l'emploi, la formation ou l'insertion professionnelle ; le PACE pourra ainsi bénéficier du flux de visiteurs et de la visibilité de l'EEE.

L'espace consacré au PACE nécessite peu d'aménagements intérieurs, le scénario d'implantation prévoit un espace distinct et d'un seul tenant. La Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise prévoit la disposition suivante :

Espaces mutualisés :
- une entrée commune, avec la présence d'un agent d'accueil qui peut orienter les personnes vers le PACE (déjà présent à l'EEE)
- une salle de réunion de l'ordre de 90 m² maximum pour réaliser des sessions d'informations collectives et formations/pour 25 personnes maximum ; mutualisable (non dédiée au PACE)

Espaces dédiés :
- un centre de ressources d'environ 30 m² (pour documentation) + 2 postes informatiques dédiés => type co-working, pour permettre aux porteurs de projet de travailler
- bureau pour recevoir les porteurs de projet, dédié à l'animateur du PACE (30 m²)
- bureau pour recevoir permanences de partenaires de la création d'entreprises (30 m²)

Au total, 90 m² sont dédiés au PACE au sein de l'EEE répartis en 3 salles de 30 m², avec la possibilité de partager la salle de réunion avec l'ensemble des partenaires présents sur le site.

Moyens mis en œuvre :
La communauté urbaine prévoit le recrutement d'un animateur PACE, profil justifiant d'une 1ère expérience dans la création d'entreprises (cat. A) et l'animation de réseau.
L'animateur PACE gèrera l'espace, accueillera le public, coordonnera les interventions et les ateliers des structures accompagnatrices. Il aura à rendre compte de l'évolution du PACE aux membres du réseau de la création d'entreprises.

Evaluation de la répartition du temps de travail :
- ½ ETP sur l'accueil et l'animation du PACE
- ¼ ETP sur l'animation du réseau d'acteurs
- ¼ ETP consacré à :
    - o Gestion administrative des dossiers de financement + Marché Public prestataires
    - o Organisation du salon de la création d'entreprises
    - o Représentation de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise auprès des partenaires et institutionnels

Les objectifs et indicateurs de mesure de l'efficacité du PACE :

Objectifs	Indicateurs
Priorité aux créateurs issus des QPV	50 % du public accueilli
Doubler le nombre de porteurs de projets accueillis	400 porteurs/an à partir de 2016 (contre 200 en 2015)
Assurer des permanences avec les partenaires de la création	3 par semaine
Animer des ateliers collectifs d'information/orientation	2 par mois
Faciliter la mise en relation avec un partenaire de l'accompagnement	60 % des porteurs doivent obtenir un RV avec un partenaire
Favoriser la création effective d'une entreprise	20 % de création dans les 12 mois post parcours d'accompagnement

Devront être également précisés les éléments suivants :
- typologie des projets de création
- nature des besoins des créateurs (phase émergence, manque d'informations en phase de création imminente, financement, implantation, post-création…)
- nombre d'entreprises créées
- nombre d'emplois créés

Intérêt régional :
Le PACE participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire d'accueillir 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Le public cible du PACE est tout porteur de projet quel que ce soit son état d'avancement ; cependant, une priorité est portée en direction des habitants vivant sur les communes relevant de la géographie prioritaire, soit 38% de la population totale de la Communauté Urbaine Grand Paris Seine et Oise.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	56 300,00	55,93%
Charges de structure	13 800,00	13,71%
Frais administratifs/prestations externes	5 990,00	5,95%
Communication	24 575,00	24,41%
Total	100 665,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	29,80%
CDC	15 000,00	14,90%
EPCI	35 165,00	34,93%
FSE	20 500,00	20,36%
Total	100 665,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	30 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012976

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LABELLISATION PACE EPT 12 2016-2017 (3EME ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	60 000,00 €	50,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-65734-191001-400
19100102- Incitation à la 1ère élaboration des projets, appui aux porteurs de projets et fonctionnement de la gamme des aides au financement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : T 12
Adresse administrative : 2 AV YOURI GAGARINE
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel LEPRETRE, Président

N° SIRET : 20005801400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 22 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'établissement Public Territorial 12 (Grand Orly, Val de Bièvre, Seine-Amont) souhaite structurer et renforcer son dispositif d'accompagnement des porteurs de projet au travers la labellisation de la Fabrique comme Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE) en permettant notamment de toucher un plus grand nombre de porteurs de projet de création d'activité issus des quartiers prioritaires du territoire.

A travers la mise à disposition d'un animateur dédié permettant la création d'un centre ressource et la montée en puissance des actions d'information, d'orientation et d'accompagnement à la création d'activité sur l'EPT 12, le PACE doit permettre au territoire de renforcer quantitativement et qualitativement son appui aux porteurs de projets.

Cette montée en puissance poursuit les enjeux suivants :

• La structuration du parcours du créateur : dans un objectif de structurer le chaînage du parcours du créateur, ce PACE bénéficiera en amont de la mise en place d'un agent de sensibilisation permettant la sensibilisation et l'information à la création dans les quartiers, et en aval de la préfiguration d'un PACE+ proposant un accompagnement global des jeunes entreprises immatriculés associant diagnostic, formation, conseil et suivi. Cette montée en puissance de l'accompagnement à la création d'entreprise doit donc permettre au territoire EPT 12 de conforter le parcours résidentiel et de pérennisation du créateur.

• La structuration du réseau des acteurs de la création : le PACE doit permettre à l'EPT 12 de travailler plus en amont avec les prescripteurs et capter plus de porteurs de projet sur les 7 villes du territoire afin de leur faire bénéficier d'un environnement entrepreneurial de proximité, complet et gratuit, propice à la réalisation de leur projet.

• Le renforcement d'un environnement entrepreneurial favorable : les services et prestations déployés doivent permettre d'offrir aux habitants l'opportunité d'accéder facilement et rapidement à une information qualifiée, à des conseils et services d'accompagnement pour la concrétisation de leurs projets de création d'entreprise. Des zooms sur les activités prioritaires pour l'EPT 12 comme l'ESS ou les projets portés par les jeunes pourront aussi être encouragés.

• L'accès facilité aux publics en difficulté : Le PACE doit permettre de capter davantage les publics des quartiers en difficulté et de sécuriser le parcours de développement de ces créateurs qui enregistrent un taux de pérennité peu élevé. Il en va de même pour les inactifs et les chômeurs de longue durée représentant une partie importante des créateurs sur l'EPT 12. Le travail de fond amorcé avec les prescripteurs tel que Pôle Emploi ou les acteurs du Réseau emploi du territoire doit être renforcé.

Description :

Suite à l'arrivée de l'animatrice début novembre, un premier travail de préfiguration du PACE a été engagé avant une ouverture au public en janvier 2015.

Ce temps de préfiguration a permis de rencontrer un grand nombre de partenaires locaux et départementaux intervenant sur le champ de la création d'entreprise : structures d'accompagnement au montage de projet (institutionnelles ou associatives), financeurs, acteurs publics et privés proposant certains domaines d'expertise, prescripteurs notamment acteurs de l'emploi…

Cette nouvelle coordination avec les partenaires a notamment pu être facilitée par l'adhésion du PACE au Réseau « J'entreprends en Val de Marne », qui rassemble près de 50 structures implantées sur le territoire val-de-marnais et qui sont susceptibles d'intervenir à différentes étapes du parcours du créateur.
Le démarrage du PACE a également été facilité par les partenariats déjà mis en œuvre par la communauté d'agglomération pour l'accompagnement à la création d'entreprise avec plusieurs structures : c'est notamment le cas de la BGE ADIL, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat 94, de VMAPI ou plus récemment du Réseau Entreprendre 94.

Le PACE a officiellement ouvert ses portes aux porteurs de projet le 19/01/15.
312 personnes ont ainsi été accueillies au sein du PACE durant l'année 2015.

Moyens mis en œuvre :
Une animatrice recrutée fin 2014 a pour mission :
• l'accueil, l'information et l'orientation des porteurs de projet
• le suivi des prestations des partenaires intervenant dans le cadre du PACE et l'animation de ce réseau
• la mise en réseau des acteurs du réseau de la création d'entreprise et du monde associatif présent notamment dans les quartiers politique de la ville
• la planification et la coordination des permanences thématiques de partenaires et d'experts
• la participation aux réseaux locaux des acteurs de la création d'entreprise, et notamment du réseau

départemental « J'entreprends en Val de Marne »
• la gestion et l'animation du centre de ressources et veille sur l'actualité de la création d'activité
• la communication auprès des villes, des prescripteurs, des partenaires, du public pour mieux faire connaître le PACE
Les objectifs et indicateurs de mesure de l'efficacité du PACE :

Objectifs	Indicateurs
Priorité aux créateurs issus des QPV	50 % du public accueilli
Augmenter le nombre de porteurs de projets accueillis	500 porteurs/an (contre 300 en 2015)
Assurer des permanences avec les partenaires de la création	3 par semaine
Animer des ateliers collectifs d'information/orientation	2 par mois
Faciliter la mise en relation avec un partenaire de l'accompagnement	60 % des porteurs doivent obtenir un RV avec un partenaire
Favoriser la création effective d'une entreprise	20 % de création dans les 12 mois post parcours d'accompagnement

Devront être également précisés les éléments suivants :
- Typologie des projets de création
- Nature des besoins des créateurs (phase émergence, manque d'informations en phase de création imminente, financement, implantation, post-création…)
- Nombre d'entreprises créées
- Nombre d'emplois créés

Intérêt régional :
Le PACE participe à la politique régionale en faveur du développement économique des quartiers en difficulté. Ce territoire bénéficie d'un PACTE pour le développement du territoire.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Les publics cibles sont les habitants de l'EPT 12 dont les demandeurs d'emploi et bénéficiaires de minima sociaux, et les habitants des quartiers, porteurs d'idée ou de projet de création d'entreprise.

Détail du calcul de la subvention :
L'ensemble des dépenses est éligible au calcul de la base subventionnable.

Localisation géographique :

- T12 (EPT12 / 94-VAL DE MARNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	39 000,00	58,14%
Charges de structure	12 310,00	18,35%
Frais administratifs/prestations externes	12 770,00	19,04%
Communicatin	3 000,00	4,47%
Total	67 080,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	30 000,00	44,72%
EPT 12	22 080,00	32,92%
CDC	15 000,00	22,36%
Total	67 080,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	55 000,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	50 000,00 €

2015	Politique de l'eau-Investissement	67 130,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	50 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	51 920,00 €
	Montant total	299 050,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013025

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LABELLISATION CREARIF - LES ENTREPRENEURIALES IDF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CréaRif	69 000,00 €	24,64 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-91-6574-191001-400
19100102- Incitation à la 1ère élaboration des projets, appui aux porteurs de projets et fonctionnement de la gamme des aides au financement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES ENTREPRENEURIALES
Adresse administrative : 48 RUE MONTMARTRE
75002 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN BERTIER, Président

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CréaRif
Rapport Cadre : CR87-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : le projet est calé en fonction des dates de rentrée scolaire universitaire et nécessite d'engager des dépenses dès le 1er septembre 2016.

Objectifs :
L'objectif de la structure est d'accompagner 100 étudiants du Bac+2 au doctorant – formation initiale – alternance CFA/ Ecoles/ Universités/ BTS/ IUT, sur la période de septembre 2016 à septembre 2017.

Description :
L'Association Nationale Les Entrepreneuriales (ANLE) a été créée en juillet 2009 à l'initiative des entrepreneurs des associations Réseau Entreprendre, du Centre des Jeunes Dirigeants, des experts de KPMG, de CCI France, de l'AFE, de l'APEC et de la Fondation Entreprendre. A l'issue d'un état des lieux partagé sur les dispositifs existants de promotion de la culture entrepreneuriale et du métier d'entrepreneur réalisé auprès des étudiants, notamment de l'université, les membres fondateurs de l'ANLE ont validé la cohérence et la complémentarité de l'action de sensibilisation à l'acte d'entreprendre avec des actions menées par l'enseignement supérieur en infra établissements (Master, Licence, DU etc.) ou en transverse avec d'autres associations (Enactus, Entreprendre pour Apprendre supérieur).

L'action de l'ANLE repose sur deux piliers professionnalisant pour l'étudiant:
- découvrir le métier d'entrepreneur par la conduite d'un projet de création d'entreprise encadré par un chef d'entreprise et des professionnels,
- acquérir des compétences entrepreneuriales utiles pour l'insertion professionnelle.

L'ANLE et le Ministère de l'Education nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ont co-construit une convention en septembre 2015 qui a été diffusée auprès du réseau des PEPITEs et des antennes de programme en région, favorisant des rapprochements et des collaborations au bénéfice de l'étudiant.
Depuis sa création, l'ANLE poursuit l'objectif de diffuser largement la culture entrepreneuriale et le métier d'entrepreneur auprès des jeunes en France et dans les DOM.
En 6 ans, elle a ainsi ouvert 13 antennes régionales pilotées par une communauté locale d'entrepreneurs, de professionnels en entrepreneuriat et de PEPITEs.

Le projet « Les Entrepreneuriales » sera intégré à l'offre d'actions proposées par le réseau PEPITEs à leurs étudiants. Outre les universités, d'autres établissements supérieurs s'ajouteront, notamment les lycées (BTS), IUT et CFA.
Pour la région Ile-de-France, le programme de promotion de la culture entrepreneuriale sera porté par l'Association Les Entrepreneuriales Ile-de-France (ALEIDF).

Le programme se décline comme suit :
- pédagogie par l'action : guidés par l'action de terrain, les étudiants confrontent leur concept à la réalité économique. C'est par le « learning by doing » que l'étudiant trouve des réponses concrètes pour le projet,
- accompagnement par des entrepreneurs et des experts : un entrepreneur et un coach par équipe sur 5 mois,
- management de projet en équipes pluridisciplinaires obligatoires : issues de formations et d'établissements différents, les équipes sont pluridisciplinaires voire interculturelles. La fertilisation croisée des savoirs permet de décloisonner l'enseignement supérieur et de favoriser l'apprentissage des méthodes les plus modernes de construction de projets,
- co-création, créativité, innovation : la pluridisciplinarité est source de créativité et d'innovation : pour leur projet de création d'entreprise les étudiants travaillent en mode projet, hors les murs académiques, en méthodes « lean startup et design thinking »,
- e-learning et SPOC (Small Private Online Courses) : pour favoriser la pédagogie « tester et apprendre », l'étudiant bénéficie d'apports de connaissances en ligne associés à des soirées « tools » en face à face avec des professionnels qui guident les étudiants pas à pas,
- au total, chaque équipe s'investit entre 100 et 150 heures dans l'action terrain selon son niveau d'application,
- programme offert à tout établissement supérieur : Lycées-BTS, CFA, IUT (à partir de la 2ème année post-bac), Grandes Ecoles, Universités privées ou publiques.

Les objectifs pour l'étudiant(e) :
- démystifier l'acte de créer son entreprise,
- intégrer la création d'entreprise comme une voie professionnelle réelle au même titre que le salariat,
- appréhender par l'action terrain les éléments de réflexion et de comportement pour monter son entreprise,
- acquérir des connaissances pratiques en management de projet et création d'entreprise,
- se découvrir ou conforter ses capacités entrepreneuriales,
- obtenir un certificat professionnel en entrepreneuriat pour son CV,
- se créer un premier réseau professionnel,
- apprendre à entreprendre par l'acte de faire,
- intégrer l'éco système entrepreneurial francilien pour poursuivre le projet.

Moyens mis en œuvre :
Un coordinateur pédagogique du programme est missionné pour piloter la partie pédagogique du programme. Il est la cheville ouvrière pour diffuser le programme auprès des établissements d'enseignement supérieur, mettre en place l'ensemble du contenu pédagogique du programme, suivre la totalité du processus sur l'année universitaire et réaliser des évaluations finales. Il représente l'interface entre les équipes d'étudiants/coachs/parrains et les responsables du programme.

Intérêt régional :
L'opération a pour objet de promouvoir l'entrepreneuriat auprès des étudiants franciliens.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les Entrepreneuriales s'adressent à tout étudiant-e-s de niveau Bac+2 en cours au doctorant (formation initiale) ou en alternance CFA/ Ecoles/ Universités/ BTS/ IUT.

Détail du calcul de la subvention :
La dépense "Valorisation du temps passé des experts, entrepreneurs et coachs" (80 000€) n'est pas prise en compte dans le calcul de l'assiette éligible.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	49 000,00	32,89%
Prestations externes (communication, outils pédagogiques, vidéos, évenementiel)	20 000,00	13,42%
Charge non éligible (valorisation du temps passé des experts, entrepreneurs et coachs)	80 000,00	53,69%
Total	149 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	17 000,00	11,41%
CDC	16 000,00	10,74%
ANLE	5 000,00	3,36%
Ville de Paris	5 000,00	3,36%
Sponsors (Crédit Agricole IDF, In Extenso, Soregor...)	26 000,00	17,45%
Valorisation du temps passé des experts, entrepreneurs et coachs	80 000,00	53,69%
Total	149 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 500,00 €
2017	8 500,00 €

3. Avenants aux conventions PACE

1) Avenant n°2 à la convention de partenariat n° 14018129, PACE porté par l'EPT Grand Orly – Val de Bièvre – Seine Amont (T12)

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération XXX.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

L'Etablissement Public Territorial Grand Orly – Val de Bièvre – Seine Amont (T12), sis 2 avenue Youri Gagarine 94400 Vitry-sur-Seine, représenté par son Président, Mr Michel LEPRETRE.
Ci-après dénommé «le bénéficiaire»,

***APRES AVOIR RAPPELE* :**

La convention n°14018129 porte sur la période 2014-2018. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2014, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article relatif aux modalités de versement des avances, en conformité avec le Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :
Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région a décidé de soutenir la labellisation d'un Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE) dont les objectifs et le contenu de l'action sont décrits dans la fiche projet jointe à la présente convention. Chaque année, sur la période conventionnée, la poursuite du soutien régional est conditionnée à la réalisation des indicateurs de mesure de l'action du PACE indiqués dans la fiche projet en annexe de la convention.

La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par l'EPT Grand Orly – Val de Bièvre – Seine Amont (T12) et décrite dans la fiche projet annexée, pour la période du 22 novembre 2016 au 21 novembre 2017, à hauteur de 44,72% des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 30 000 € au maximum en fonctionnement.

Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 67 080 € pour la période 2016-2017 ».

ARTICLE 2 :
Après le dernier alinéa de l'article 2.2, est inséré l'alinéa suivant :
« Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Après l'article 2.4, il est inséré un article 2.5 ainsi rédigé :
« ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS
Le bénéficiaire s'engage à recruter deux stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

ARTICLE 3 :

L'article 3.2 est rédigé comme suit
A l'article 3.2, le mot «dates» est supprimé.
Après les mots «action subventionnée», il est ajouté les mots suivants « Le bloc signature du bénéficiaire comprend les termes suivants : « le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du … ». ».

Le troisième alinéa de l'article 3.2.3 est ainsi rédigé : « Le compte rendu financier comporte la signature du représentant du bénéficiaire. »

Après l'alinéa 3 de l'article 3.2.3 il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :
« Le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.5 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, il convient de rajouter en fin d'alinéa : « Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ».

ARTICLE 4 :

Au deuxième alinéa de l'article 6 « Restitution de la subvention », après les mots « l'action subventionnée », sont insérés les mots : « ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants ».

ARTICLE 5 :
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte la fiche projet relative au plan d'actions pour 2016-2017.

Fait en 3 exemplaires originaux,
À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Le Président de l'EPT Grand Orly – Val de Bièvre – Seine Amont (T12)**
Mme Valérie PECRESSE	**M. Michel LEPRETRE**

2) Avenant n°2 à la convention de partenariat n° 14018122, PACE porté par la Communauté urbaine Grand Paris Seine Oise

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération XXX.
Ci-après dénommée « la Région »,

Et,

La Communauté urbaine Grand Paris Seine Oise, sise, rue des Chevries 78410 Aubergenville, représentée par son Président, Mr Philippe TAUTOU.
Ci-après dénommé «le bénéficiaire»,

***APRES AVOIR RAPPELE* :**
La convention n°14018122 porte sur la période 2014-2018. Toutefois seul le montant de la subvention régionale pour l'année 2014, correspondant au cofinancement du plan d'actions de la première année d'exécution de la convention a été fixé initialement. Par ailleurs, cet avenant modifie également l'article relatif aux modalités de versement des avances, en conformité avec le Règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010.

***SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT* :**

ARTICLE 1 :
Après le dernier alinéa de l'article 1, sont insérés les alinéas suivants :

« La Région a décidé de soutenir la labellisation d'un Point d'Accueil à la Création d'Entreprise (PACE) dont les objectifs et le contenu de l'action sont décrits dans la fiche projet jointe à la présente convention. Chaque année, sur la période conventionnée, la poursuite du soutien régional est conditionnée à la réalisation des indicateurs de mesure de l'action du PACE indiqués dans la fiche projet en annexe de la convention.

La Région apporte son soutien financier à l'action, menée par la Communauté urbaine Grand Paris Seine Oise et décrite dans la fiche projet annexée, pour la période du 21 novembre 2016 au 21 novembre 2017, à hauteur de 29,80% des dépenses éligibles, soit une aide régionale d'un montant de 30 000 € au maximum en fonctionnement.

Le montant global des dépenses éligibles du projet s'élève à 100 665 € pour la période 2016-2017 ».

ARTICLE 2 :
Après le dernier alinéa de l'article 2.2, est inséré l'alinéa suivant :
« Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Après l'article 2.4, il est inséré un article 2.5 ainsi rédigé :
« ARTICLE 2.5 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS
Le bénéficiaire s'engage à recruter deux stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

ARTICLE 3 :

L'article 3.2 est rédigé comme suit
A l'article 3.2, le mot «dates» est supprimé.
Après les mots «action subventionnée», il est ajouté les mots suivants « Le bloc signature du bénéficiaire comprend les termes suivants : « le bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses ci-dessus listées sont réputées acquittées à la date du … ». ».

Le troisième alinéa de l'article 3.2.3 est ainsi rédigé : « Le compte rendu financier comporte la signature du représentant du bénéficiaire. »

Après l'alinéa 3 de l'article 3.2.3 il est inséré deux alinéas ainsi rédigés :
« Le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.5 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit public, il convient de rajouter en fin d'alinéa : « Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé) ».

ARTICLE 4 :

Au deuxième alinéa de l'article 6 « Restitution de la subvention », après les mots « l'action subventionnée », sont insérés les mots : « ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants ».

ARTICLE 5 :
Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

Le présent avenant comporte la fiche projet relative au plan d'actions pour 2016-2017.

Fait en 3 exemplaires originaux,
À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Le Président de la Communauté urbaine Grand Paris Seine Oise**
Mme Valérie PECRESSE	**Mr Philippe TAUTOU**

4. Convention type Créarif

La Région Ile-de-France, sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris, représentée par sa Présidente, Mme Valérie PECRESSE, habilitée à signer la convention par délibération n° XXX.

Ci-après dénommée « la Région »,

Et, l'organisme dénommé :

dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET sont :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « la structure d'accompagnement »

Ci-après dénommée «le bénéficiaire»,

Après avoir rappelé,

Le désir d'entreprendre et le besoin de créations d'activités sont particulièrement élevés en Île-de-France. Toutefois, la concrétisation des projets entrepreneuriaux est insuffisante au regard du potentiel francilien. Dans le même temps, le parcours entrepreneurial s'avère complexe et contraint pour les jeunes, les femmes et les migrants qui peuvent manquer tour à tour de capital économique et social.

Par délibération n°CR 87-13 du 21 novembre 2013, la Région a donc décidé de soutenir les projets Créarif permettant de proposer aux publics ciblés un dispositif de qualification et d'accompagnement des projets entrepreneuriaux et de développer une culture de l'initiative, de la responsabilité et de l'efficacité économique.

Le modèle de convention d'affaires permet, en tant qu'événement inscrit dans une durée limitée, de faciliter l'insertion des entrepreneurs dans des cheminements structurants, et leur permet également d'accéder dans de bonnes conditions aux ressources utiles en termes d'information et d'appuis techniques et matériels (formation, conseil, financement, accompagnement…).

La subvention est attribuée et versée selon les règles du règlement budgétaire et financier de la Région adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010.

Lorsque le bénéficiaire de la subvention est une entreprise au sens communautaire du terme, le régime de la subvention est celui du règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis (JOUE L 352/1 du 24/12/2013).

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION
Par délibération n° CP XX du XX, la Région a décidé de soutenir l'organisation et la mise en œuvre d'une convention d'affaires pour la création d'activités, telle que décrite dans la « fiche projet » annexée à la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à xxx % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à xxxxx € soit un montant maximum de subvention de xxxxx €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans la « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Art 2.1 Obligations concernant l'opération subventionnée
Par la présente convention, ….., en tant que bénéficiaire du soutien régional, s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Art 2.2 Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants
Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

Art 2.3 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire,
- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives,
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Art 2.4 Obligations en matière de communication :

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 7.
La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.
Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.
Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Art 3.1 : Caducité

- Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables,
- à compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

Art 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates de paiement et montants des factures, autres pièces justificatives, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Art 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie. Le cumul des avances ne peut excéder 60% du montant de la subvention.
Le plan de trésorerie est celui de la structure établi sur une durée d'un an à compter de la date de la demande d'avance. Ce plan est signé par le représentant légal du bénéficiaire.

Art 3.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Art 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production du compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée où bénéficiaire certifie que l'ensemble des dépenses sont réputées acquittées à la date du ……. .

Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle du trésorier de la structure subventionnée.
Pour les personnes morales de droit public : Le versement du solde est conditionné à la production d'un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable qui certifie la prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

De plus, le bénéficiaire s'engage à présenter un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

Art 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le taux plafond de xxxx%.

ARTICLE 4 : COMITE DE PILOTAGE REGIONAL

Le comité de pilotage, animé par ……..., regroupe des partenaires et financeurs du projet. Le comité de pilotage est chargé du suivi de la convention et de l'évaluation des actions et résultats obtenus. Il se réunit à l'issue de chacune des phases de l'opération, telles que décrites dans la fiche projet.

Les principaux critères d'évaluation du dispositif Créarif :
- nombre de bénéficiaires accompagnés,
- typologies et localisations des bénéficiaires et des activités,
- prescripteurs et partenaires mobilisés,
- nombre d'entreprises créées à l'issue du projet,
- nombre d'emplois créés à l'issue du projet
- taux de survie des entreprises accompagnées au bout de 1 an à 3 ans,

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le xxxxxx.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION
La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION
Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES
Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n°…… du xxxxxxxx.

Fait en 2 exemplaires originaux,

À Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France	**Le/La Président(e) de XXXX**
Mme Valérie PECRESSE	**XXX**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-457

DU 21 SEPTEMBRE 2016

COFINANCEMENT DE POLES D'INNOVATION DEDIES AUX CREATEURS D'ENTREPRISES :

POLE DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT A GUYANCOURT PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAINT QUENTIN EN YVELINES (78)

POLE DE DEVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL A MONTFERMEIL PAR L'ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL GRAND PARIS GRAND EST (93)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Traité de Fonctionnement de l'Union Européenne et notamment ses articles 107 et 108 ;

VU Le règlement (UE) N° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU le régime cadre exempté de notification N° SA.40391 relatif aux aides à la recherche, au développement et à l'innovation (RDI) pour la période 2014-2020 ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite NOTRe) ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 61-11 du 23 juin 2011 relative à l'adoption de la Stratégie Régionale de Développement Economique et d'Innovation ;

VU La délibération n° CR 37-12 du 28 juin 2012 relative à la refonte des dispositifs relatifs à l'immobilier d'entreprises et aux ZAE/écopôles ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° BT2016/11-17 du 11 avril 2016 de l'Etablissement public territorial de Grand Paris Grand Est autorisant la signature d'une convention de cofinancement du pôle de développement entrepreneurial ;

VU La délibération n°2016-172 du 13 avril 2016 de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin en Yvelines autorisant la signature d'une convention de cofinancement pour le projet de pôle de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat ;

VU Le Comité Régional de Programmation du POR FEDER-FSE-IEJ de l'Ile-de-France et du bassin de Seine du 21 juillet 2016 relatif notamment au conventionnement des territoires ITI (Investissements Territoriaux Intégrés) et des projets afférents ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-457 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission Développement économique, Emploi et Innovation ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide, au titre du dispositif dédié au parcours résidentiel du créateur d'entreprises innovantes, de participer au financement des projets tels que détaillés en annexe 2 à la présente délibération à hauteur de :

- 114 690 € en faveur de la Communauté d'Agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines en vue de la création d'un pôle de l'innovation et de l'entrepreneuriat à Guyancourt (78), code nature 204142 « communes et EPCI – bâtiments et installations »,
- 272 896 € en faveur de l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est en vue de la création d'un pôle de développement entrepreneurial à Montfermeil (93) code nature 204142 « communes et EPCI – bâtiments et installations »,

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type jointe en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de 387 586 € disponible sur le Chapitre budgétaire 909 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme HP 91-002 « Appui au développement économique des territoires », Action 19100201 « Immobilier d'entreprises », du budget 2016.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions aux bénéficiaires à compter des dates de démarrage des projets par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date de la demande de subvention	Date prévisionnelle de démarrage	Démarrage anticipé
16013296	REHABILITATION D'UN BATIMENT POUR L'ACCUEIL DU POLE DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT DE SAINT QUENTIN EN YVELINES	SAINT QUENTIN EN YVELINES	19/07/2016	01/06/2016	OUI

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-457	Budget	2016

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191002 - Appui au développement économique des territoires**
Action	**19100201 - Immobilier d'entreprises**

Dispositif : N° 00000254 - Soutien à l'immobilier d'entreprises

Dossier	16013296 - REHABILITATION D'UN BATIMENT POUR L'ACCUEIL DU POLE DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT DE SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Bénéficiaire	P0034555 - SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Localisation	CA SAINT QUENTIN EN YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	114 690,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
458 759,00 €	HT	25 %	114 690,00 €	

Dossier	16014138 - CREATION D'UN POLE DE DEVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL A MONTFERMEIL (93)			
Bénéficiaire	P0033989 - GRAND PARIS GRAND EST			
Localisation	GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	272 896,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 091 584,00 €	HT	25 %	272 896,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000254 - Soutien à l'immobilier d'entreprises	387 586,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191002 - 19100201	387 586,00 €

ANNEXE 2 : FICHES-PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013296

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REHABILITATION D'UN BATIMENT POUR L'ACCUEIL DU POLE DE L'INNOVATION ET DE L'ENTREPRENEURIAT DE SAINT QUENTIN EN YVELINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'immobilier d'entreprises	458 759,00 €	25,00 %	114 690,00 €
	Montant Total de la subvention		114 690,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-204142-191002-400
19100201- Immobilier d'entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENAFF
78192 TRAPPES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel LAUGIER, Président

N° SIRET : 20005878200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'immobilier d'entreprises
Rapport Cadre : CR37-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Travaux prévus sur une courte durée afin de permettre une ouverture en fin d'année.

Objectifs :
Saint-Quentin-en-Yvelines conduit depuis plusieurs années une réflexion approfondie sur son offre territoriale de services et de parcours résidentiel des entreprises, notamment à destination des entreprises innovantes.

Dans l'environnement de projets liés notamment au Grand Paris et à l'OIN Paris-Saclay, ces travaux ont mis en évidence la nécessité de créer un espace dédié et une gamme de services innovants répondant aux objectifs suivants :
- Construire une offre de services aux entrepreneurs et porteurs de projets innovants,
- Créer un point d'échanges entre tous les acteurs économiques du territoire : créateurs, créatifs, étudiants, chercheurs…,
- Capitaliser les talents présents sur le territoire,

- Attirer et ancrer les entreprises à potentiel,
- Mettre à disposition des ressources et des services à l'attention des projets et des entreprises en création et en développement.

Description :
La communauté d'agglomération Saint-Quentin-en-Yvelines a fait l'acquisition d'un bâtiment situé à proximité de la gare de Saint-Quentin-en-Yvelines. Des travaux réhabilitation ont été engagés afin d'y proposer à compter du dernier trimestre 2016 une nouvelle offre de services complémentaires au sein d'un Pôle de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat « SQY CUB » qui s'articulera autour de trois pôles :

- La Maison de l'Entreprise : outil opérationnel et partenarial de l'agglomération au service des porteurs de projets et des entreprises. Elle a pour missions d'accompagner, conseiller et former, financer, animer et favoriser les rencontres entre acteurs économiques

- Un tiers-lieu : espace dédié l'animation, l'évènementiel, aux échanges, à la valorisation des entreprises, des projets, des initiatives.

- Un incubateur : de nature généraliste, pour des start-ups portant un projet d'innovation technologique ou de services, en adéquation avec les filières clés du territoire.

Moyens mis en œuvre :
Le Pôle se développera sur une surface utile de 898,74 m², répartis de la manière suivante :
- Maison de l'Entreprise : 133,21 m²

- Incubateur : 333,48 m²
o un espace convivial de 25 m²
o bureaux de 25 à 35 m²
o openspace de 103 m²

- Tiers-lieu : 124,32 m²

- Espaces communs : 307,73 m²

L'ensemble des postes (gros oeuvre, cloisons/doubage/faux plafonds, menuiserie extérieure/serrurerie, électricité, plomberie et peinture/revêtement de sol) est éligible. Il est proposé de définir l'assiette des dépenses éligibles du projet en appliquant un taux de 68,4% représentant les travaux relatifs à l'incubateur, au tiers-lieux et au prorata des espaces communs (50,9%), soit une base subventionnnable de 458 759 € sur le montant total des travaux s'élevant à 670 700 €.

Une forte démarche partenariale est envisagée pour participer à l'animation du lieu. Outre les services de la communauté d'agglomération et de la Maison des Entreprises, seront associés :
- Entreprises dont grands groupes pour des opérations de mécénat de compétence (Airbus, EDF, Crédit Agricole…)
- Institutionnels tels de CCI, Pôle Emploi, INPI, PRE.
- Université de Versailles Saint-Quentin

Concernant l'animation de l'incubateur, Saint-Quentin-en-Yvelines fera appel à un opérateur externe pour conduire la mission d'incubation, permettant ainsi de bénéficier d'une structure éprouvée, dotée d'une équipe expérimentée et d'un réseau d'experts qualifiés.

Les incubés pourront ainsi bénéficier d'un accompagnement, des animations, des conseils des experts, des financements de la MDE et entrer dans une logique de parcours résidentiel territoriale avec la pépinière Promopole.

L'incubateur comprend un total de 40 postes de travail répartis en openspaces et en bureaux fermés modulables. Une vingtaine d'entreprises pourront être ainsi accompagnées au cours de l'année, générant un potentiel d'emplois estimé de 150 à 300 à l'horizon 5 ans.

Différents espaces services et espaces seront accessibles aux incubés tels que les salles de réunions, l'espace Tiers-Lieu, un espace reprographie, un centre de documentation, des espaces de convivialité, une kitchenette, un casier, un mur d'image.

Intérêt régional :
Le Pôle de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat est un projet structurant à l'échelle de l'agglomération répondant à un besoin du territoire en lien avec le Grand Paris et l'OIN Paris-Saclay.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Par sa nature, l'incubateur s'oriente vers les entreprises d'innovation technologique ou de service, en privilégiant les projets en lien avec les filières du territoire, telles que aéronautique, automobile, santé, numérique, énergie, environnement, BTP, banque, assurance.

Le projet a également ciblé un certain nombre de thématiques phares telles que l'usine du futur, l'éducation numérique, la sécurité du futur, la smart city et la transition énergétique, la santé numérique et publique.

De par la présence de nombreuses grandes entreprises et de centres de R&D publics et privés sur le territoire, l'incubateur vise notamment à accompagner les projets d'essaimage et de valorisation de la recherche.

Localisation géographique :
- CA SAINT QUENTIN EN YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre (68.4% éligibles)	80 000,00	11,93%
Cloisonnage et menuiserie intérieure (68.4% éligibles)	105 000,00	15,66%
Menuiserie extérieure et serrurerie (68.4% éligibles)	35 000,00	5,22%
Electricité (68.4% éligibles)	270 700,00	40,36%
CVC plomberie (68.4% éligibles)	130 000,00	19,38%
Peinture et revêtement de sols (68.4% éligibles)	50 000,00	7,45%
Total	670 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	556 010,00	82,90%
Région Ile-de-France	114 690,00	17,10%
Total	670 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	114 690,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	80 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014138

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CREATION D'UN POLE DE DEVELOPPEMENT ENTREPRENEURIAL A MONTFERMEIL (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 091 584,00 €	25,00 %	272 896,00 €
	Montant Total de la subvention		272 896,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-204142-191002-400
19100201- Immobilier d'entreprises

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS GRAND EST
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION
93160 NOISY-LE-GRAND
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Michel TEULET, Président

N° SIRET : 20005879000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à l'immobilier d'entreprises
Rapport Cadre : CR37-12 du 28/06/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Porté par l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Grand Est, le Pôle de développement entrepreneurial vise à proposer une offre globale et cohérente à destination des porteurs de projet, créateurs d'entreprises et jeunes créateurs.

Il regroupera, sur 743 m2, les services d'aide à la création actuellement existants et visera la mise en place d'une offre de services en développement de l'entreprise, notamment innovante, ainsi qu'une pépinière. Le Pôle permettra un fonctionnement en synergie de l'ensemble des acteurs économiques du territoire et des partenaires associés.

Description :
Implanté en périmètre "ZFU territoire entrepreneur" et situé à proximité immédiate du secteur central de Clichy-sous-Bois et Montfermeil regroupant la Villa Médicis et le pôle multimodal de la gare de métro du

Grand Paris Express et du tramway T4, le Pôle bénéficiera d'une implantation stratégique, au cœur des mutations du territoire auxquelles il contribue par sa dimension économique et innovante.

Il participera ainsi au développement de la filière de la culture en lien avec la Villa Medicis, et rayonnera à l'échelle d'un périmètre élargi au nord de l'EPT Grand Paris Grand Est, favorisant un développement équilibré du territoire.

Une offre de conseils individuels et collectifs en développement de l'entreprise sera mise en place dans le prolongement des dispositifs déjà en œuvre en phase ante-création. Cette offre sera directement accessible aux entreprises hébergées en pépinière, mais également ouverte aux entreprises extérieures.

La pépinière proposera une offre globale de services intégrant :
- Un hébergement comprenant la mise à disposition de postes de travail et des petites surfaces de bureaux en open space.
- L'accès à une salle de réunion mutualisée de 50m² et à un espace de convivialité.
- Des services de base facilitant la gestion et l'organisation quotidiennes des entreprises (accueil téléphonique, gestion courrier, reprographie…)
- Un coaching individuel en gestion et en développement de l'entreprise.
- Un accès privilégié aux services individuels et collectifs de conseil en gestion e développement.

Moyens mis en œuvre :
Les surfaces sont ainsi réparties :
- 230 m² pour l'accueil des entreprises
- 400m² pour le centre d'affaire et l'espace de coworking
- 113m² d'espaces communs (circualtion et salles de réunions)

La pépinière / centre d'affaires se développera sur une surface de 400 m² sur deux niveaux, et comprendra une vingtaine des petites surfaces de bureaux et un openspace.

L'assiette des dépenses éligibles comprend les coûts d'acquisition et les travaux d'aménagement de la pépinière dont un prorata des espaces communs (53,84%), soit 62,05% des dépenses éligibles.

Le portage de la pépinière sera réalisé par un opérateur externe qui assurera la gestion locative et la commercialisation de la pépinière, et qui sera chargé de mettre en place de l'offre de services de conseils individuels et collectifs en gestion et développement.
Il adoptera un mode de fonctionnement intégré au réseau d'acteurs du développement économique du territoire, favorisant les synergies et s'inscrivant comme une composante essentielle du parcours résidentiel des entreprises.

Grâce aux partenariats envisagés, le Pôle proposera une offre de service spécifique de soutien aux projets innovants :

- Soutien des porteurs de projet et jeunes entreprises dans la conception et l'élaboration de solutions de prototypage nécessitant l'utilisation d'outils de fabrication numérique, par l'accès au fablab du Collège Louise Michel de Clichy-sous-Bois.

- Mise en place d'actions partenariales avec la Villa Medicis autour de la promotion et du soutien aux projets de la filière culturelle et des industries créatives. La Villa Medicis mettre ainsi en œuvre des actions pour le développement de projets et d'activités économiques en lien avec l'art et la culture. Le PDE créera ainsi les conditions favorables à l'émergence de ce type de projet par une offre de service adaptée et par la mobilisation d'un réseau d'acteurs de la création.

Intérêt régional :

Par sa localisation, le projet de Pôle de développement entrepreneurial répond à un fort enjeu de rééquilibrage territorial et de maillage de l'offre de service à l'échelle de l'EPT.

Dans ce cadre, ce projet fait également partie des projets déposés et retenus par l'EPT au titre de l'appel à projets de juin 2015 "Investissements Territoriaux Intégrés" du PO FEDER 2014-2020. Le Comité Régional de Programmation (CRP) du 21 juillet 2016 a confirmé le conventionnement de l'ITI Grand Paris Grand Est.

En outre le programme immobilier auquel il est rattaché répond à des hautes exigences environnementales. Il s'agit d'un bâtiment passif lauréat ADEME « projet référence Ile-de-France »

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Le Pôle s'adresse aux porteurs de projet et jeunes entreprises du territoire qui recherchent une solution intégrée d'hébergement et d'accompagnement au développement, issus des services d'accompagnement ante création de l'EPT ou des structures de maturation du territoire élargi.

Une offre spécifique vise les entreprises innovantes de l'économie culturelle et créative et celles qui ont à réaliser des prototypes.

Localisation géographique :
- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition VEFA (éligible au prorata de 62.05%)	1 395 781,00	78,55%
Aménagements (éligible au prorata de 62.05%)	363 419,00	20,45%
Dépenses de personnel (non éligible)	17 816,00	1,00%
Total	1 777 016,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	272 896,00	15,36%
FEDER (ITI 2014-2020)	533 105,00	30,00%
EPT Grand Paris Grand Est	971 015,00	54,64%
Total	1 777 016,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	200 000,00 €
2018	72 896,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

ANNEXE 3 : CONVENTION TYPE DE SOUTIEN AU PARCOURS RESIDENTIEL

CONVENTION TYPE

de soutien au parcours résidentiel

XXXX……,
Statut juridique :
Dont le numéro SIRET est : …….
Dont le siège social est situé au ……
Ayant pour représentant …….. , (qualité)……..
En vertu de la délibération de la [collectivité ……..] du ……
Ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

Et

La Région Ile-de-France,
Dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
Représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE
En vertu de la délibération CP n° …… du ……
Ci-après dénommée « La Région »,

VU, Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et notamment son article 56 ;

VU, la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République et notamment ses articles L 1511-2 et L 1511-7 et L 1111-8 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

VU, le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération de la collectivité……..du……..autorisant la signature de la présente convention de cofinancement avec la Région et tous les financeurs concernés,

PREAMBULE :

Le Bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier en vue de la création d'un lieu d'innovation et de ses services associés dédié à la création d'entreprises.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° CP …… du …….., la Région Ile-de-France a décidé de soutenir le Bénéficiaire pour la réalisation du projet …… dont le descriptif complet figure dans la fiche projet de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au Bénéficiaire une subvention correspondant à :

- ……% de la dépense éligible,
- dont le montant prévisionnel s'élève à …… € HT,
- soit un montant maximum de subvention de …….. €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT est détaillé dans l'annexe technique et la fiche projet annexées à la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ART. 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- **maintenir pendant une durée de …….. ans** l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité.
- conserver pendant cette même durée la propriété desdits biens à l'accueil d'entreprises dont les caractéristiques sont précisées dans l'annexe technique jointe à la présente convention. Toute modification de la vocation de ce bâtiment ou de la nature de ses occupants doit être préalablement portée à la connaissance de la Région. Ce changement doit donner lieu à délibération et à la passation d'un avenant.
- constituer et à présider un Comité de Pilotage qui assurera, sous sa seule responsabilité finale, la sélection des entreprises. Il sera composé des financeurs de l'opération dont la Région et de personnalités qualifiées. Le Bénéficiaire remet aux membres de ce comité le compte rendu annuel d'activités de l'incubateur, la pépinière et/ou de l'hôtel d'entreprises (nombre d'entreprises accueillies, types d'activités des entreprises et nombre d'emplois créés ou maintenus). Ce comité précisera également annuellement les niveaux de tarifs et de loyers applicables aux baux et locations à signer avec les entreprises qui entreront dans les lieux (ou qui seront en renouvellement de baux ou de contrats), au cours de l'année à venir.
- réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans la fiche projet.

ART. 2.2 : UTILISATION DES EQUIPEMENTS

Le Bénéficiaire propose des tarifs (redevance pour l'hébergement des entreprises en incubation ou en pépinière dans le cadre d'une convention d'occupation précaire) et des loyers ou contrats de prestations (en hôtel d'entreprises) compatibles avec les capacités financières des entreprises ciblées, **exprimés par rapport à un prix de référence, correspondant au prix de marché constaté sur des locaux équivalents dans un secteur géographique proche**.

Le prix de référence est fixé chaque année par le Comité de Pilotage présidé par le Bénéficiaire, prenant en compte les évolutions du marché de l'immobilier d'entreprises.

Pour l'incubateur ou la pépinière, le Bénéficiaire proposera la mise à disposition temporaire de locaux privatifs et d'espaces communs ainsi que des prestations de service liées à la gestion et à l'exploitation du bâtiment.

Le montant des tarifs d'hébergement des entreprises sera calculé en fonction du prix de référence pendant la première année (de 20% à 50% inférieur au prix de référence en fonction des années d'hébergement).

Afin de respecter la règlementation sur les aides d'Etat (Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE), le bénéficiaire notifie aux entreprises le montant de l'équivalent subvention des remises ainsi octroyées et un reporting annuel à la Région est exigé avec le nom des entreprises ayant perçu les subventions ainsi que leurs montants.

La pépinière d'entreprises accompagne les porteurs de projet, les créateurs d'entreprises dans leur démarche de création, de développement de leurs activités et de mise en relation avec les réseaux d'experts et de financeurs. L'animation de la pépinière et l'accompagnement des entreprises seront conformes à la Norme NF X50-770 et au règlement de certification NF 278.

Au sein de l'incubateur et de la pépinière, le Bénéficiaire assure les prestations matérielles correspondant à :

- l'accueil et l'hébergement,
- des services généraux partagés,
- l'accès aux équipements mutualisés,
- l'entretien des locaux, etc.

Les prestations immatérielles (évaluation des projets, accompagnement pendant la phase de création et de suivi des entreprises, et préparation à la sortie de la pépinière et à l'insertion dans l'environnement économique) pourront être assurées par un ou plusieurs organismes compétents en matière d'accompagnement des entreprises selon les modalités à définir avec le Bénéficiaire et les entreprises.

ART. 2.3 : OBLIGATIONS DIVERSES DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois. Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région,
- à tenir la Région immédiatement informée :
    - dans les deux mois de la survenance des difficultés ou des événements sérieux et imprévus susceptibles de retarder, voire d'interrompre, l'exécution du projet,
    - des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement,
    - des changements dans la répartition par grandes catégories de dépenses du coût global du programme, ou encore dans les équipements mentionnés dans les annexes techniques et financières,
    - de toute modification survenue : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire…
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
- Fournir sur demande de la Région :
    - le bilan HQE de l'opération selon la nature du projet,
    - le bilan d'activités de la gestion du projet,
    - la preuve de l'engagement du maître d'ouvrage dans une démarche de certification environnementale (norme ISO 140001, règlement EMAS ou équivalent) ou AFNOR NF X50-770 activités pépinières d'entreprises ou ISO 9001 pour les opérations immobilières.

ART. 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le Bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le Bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Afin de signaler la participation financière de la Région sur cette opération, une plaque spécifique devra être installée dans l'entrée du bâtiment. Cette plaque sera réalisée et financée par les services de la région.

Pendant toute la durée des travaux, le Bénéficiaire doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de **.....** % du montant global ».

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le Bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le Bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ART. 3.1 : CADUCITE

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le Bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

  Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le Bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.
- A compter de la date de première demande de versement, le Bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

  Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

- Chaque versement de subvention est effectué sur demande du Bénéficiaire. La demande de versement de subvention (DVS) précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du Bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

ART. 3.2.1 : VERSEMENTS D'ACOMPTES

Le Bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention. Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ART. 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le Bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné :

- à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit

comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement,
- D'un bilan de l'utilisation de l'espace (nombre et description des personnes accueillies dans l'espace) ;
- à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- d'un bilan de l'utilisation de l'espace (nombre et description des personnes accueillies dans l'espace)
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la dépense est la Direction Régionale des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et de la Ville de Paris (DRFIP).

ART.3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ART. 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du …… et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au Bénéficiaire.

Elle prend fin une fois expirée la période d'affectation des biens subventionnés indiquée à l'article 2, ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le Bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au Bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au Bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du Bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger :

- la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
- la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le Bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.
- Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

- Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le Bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
- Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le Bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
- Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
- Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes techniques (par ex. notice HQE, fiche projet…).

Fait à Paris en 4 exemplaires originaux

Le ……	Le ……..
Pour la Région Ile-de-France, La Présidente du Conseil Régional	Pour la Collectivité …….. Le Président

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-458

du 21 septembre 2016

AIDES AU DEVELOPPEMENT DES TPE ET DES METIERS D'ART

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment ses articles 107 et 108 ;

VU Le régime d'aides exempté n° SA.40453, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le règlement UE n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 concernant l'application des articles 107 et 108 du Traité aux aides de minimis ;

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services ;

VU La loi n° 2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;

VU Le décret modifié n°2004-1165 du 2 novembre 2004 relatif aux chambres régionales de métiers et de l'artisanat ;

VU La délibération n°CR 61-11 du 23 juin 2011 approuvant la Stratégie Régionale de Développement Economique et de l'Innovation ;

VU La délibération n°CR 01-13 du 14 février 2013 relatif au cadre d'intervention régionale en faveur de l'artisanat, des métiers d'art et de création ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens.

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier,

VU La délibération n° CR 105-16 des 16 et 17 juin 2016 relative aux aides régionales aux entreprises PM'up - INNOV'up – TP'up – BACK'up

VU Les délibérations n° CP 16-041 du 22 janvier 2016 et n° CP 16-242 du 15 juin 2016 affectant les crédits relatifs au dispositif d'Aide Régionale à la Commercialisation Artisanale Francilienne pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-458 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la commission du développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la commission des finances

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Soutien aux 24 lauréats de l'aide régionale TP'up volet international

Décide de soutenir au titre du dispositif d'aide régionale TP'up volet international, les projets des entreprises dont la liste figure en annexe 1 à la délibération.

Autorise, par dérogation prévue à l'article 29 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, la prise en charge des dépenses éligibles à partir du 14 juin 2016, afin de permettre une continuité dans le soutien des dépenses afférentes aux salons commerciaux auxquels les TPE ont déjà participé.

Article 2 : Affectation de crédits destinés à financer les projets instruits dans le cadre de l'aide régionale à la promotion des métiers d'art, de création et du design en Ile-de-France

Décide de participer, au titre du dispositif d'aide régionale à la promotion des métiers d'art, de création et du design, au financement des opérations décrites en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de 4 000 € prélevée le chapitre 939 « action économique » Code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services » Programme 194002 « Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art » Action 19400202 « Soutien à l'artisanat, au commerce et métiers d'art » du budget 2016, afin de financer les projets éligibles décrits en annexe 2 à la délibération.

Autorise, par dérogation prévue à l'article 29 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région, la prise en compte des dépenses éligibles à partir du 1er juin 2016.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'une convention type conforme à celle figurant en annexe 3 à la présente délibération par le bénéficiaire et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

1. Liste des bénéficiaires éligibles au dispositif d'aide régionale TP'up volet international

Les dossiers présentés au vote de la Commission permanente respectent tous les critères d'éligibilité du règlement régional d'intervention.

Pour financer les nouveaux projets présentés dans le cadre de ce rapport, il est proposé d'attribuer un montant total de 40 232,20 €.

Rappel des autorisations d'engagement votées et des aides attribuées lors des Commissions permanentes dans le cadre du marché actuel :

Année	Commission Permanente	Montant aides attribuées en €	Montant des AE votées en €
2013	17-oct	33 741,30	140 000
	20-nov	30 392,10	-
2014	30-janv	82 629,25	200 000
	10-avr	31 119,48	-
	18-juin	39 546,17	-
	24-sept	29 644,30	200 000
	17-oct	55 345,32	-
	20-nov	73 227,21	-
2015	29-janv	35 574,65	-
	09-avr	87 366,99	200 000
	17-juin	21 845,90	-
	9-juil	150 166,86	**-**
	8-oct	44 629,98	**-**
2016	22-janv	47 710,92	150 000
	18 mai	119 557,91	-
	15 juin	82 855,68	250 000
	12 juillet	81 654,35	-
	21 sept	40 232, 20	-
Total	**-**	**1 087 240,57**	**1 140 000**

TP UP

Comité de gestion du 27 juin 2016

							Avis du comité de gestion du 27/06/16											
Nom ou raison sociale	**Nom du Dirigeant**	**Adresse**	**Statut Juridique**	**Date de création**	**Salon ou Mission**	**Secteur d'activité**	**Coût total**	*Inscription*	*Location de l'emplacement*	*Aménagement du stand*	*Documentation commerciale*	*Frais transitaire*	*Interprétariat*	*Voyage et hébergement*	**Montant des dépenses éligibles**	**Montant éligible**	**Taux proposé %**	**Subvention proposée**
COMPAGNIE PARISIENNE GESMAN	Samuel GASSMANN	19, rue Monge 75005 PARIS	SARL	15/09/2009	PITTI UOMO- FLORENCE - Italie du 14 au 17 juin 2016	Bijouterie fantaisie	**4 014,27 €**	*3000,00*	*200,00*	*100,00*	*0,00*	*0,00 €*	*0,00 €*	*714,27*	**4 014,27 €**	**4 014,27 €**	35%	**1 405,00 €**
KOBJA	Monica JAROSZ	84, Avenue de la République 75011 PARIS	EURL	01/03/2012 (en EI)	PITTI UOMO- FLORENCE - Italie du 14 au 17 juin 2016	Maroquinerie	**11 200,00 €**	*3500,00*	*0,00*	*1500,00*	*5000,00*	*0,00 €*	*600,00 €*	*600,00*	**11 200,00 €**	**10 000,00 €**	40%	**4 000,00 €**
ATELIER MAURY	Patrick MAURY	47, rue Saint Sabin 75011 PARIS	SARL	13/04/1987	DECOREX INTERNATIONAL - LONDRES - Royaume-Uni du 18 au 21 septembre 2016	Décoration d'intérieur	**13 026,48 €**	*4415,04*	*2611,44*	*500,00*	*500,00*	*2 000,00 €*	*1 400,00 €*	*1600,00*	**13 026,48 €**	**10 000,00 €**	50%	**5 000,00 €**
LEÇON DE CHOSES (LUMA SARL)	Magali SELLEM	26, Avenue des Platanes 91800 BRUNOY	SARL	29/01/2013	SHOW UP - AMSTERDAM - PAYS-BAS les 21 et 22 août 2016	Mobilier	**4 450,00 €**	*1400,00*	*0,00*	*1500,00*	*350,00*	*0,00 €*	*0,00 €*	*1200,00*	**4 450,00 €**	**4 450,00 €**	45%	**2 002,50 €**
LES JOUETS LIBRES	Julien GUICHARD	81, rue Molière 93100 MONTREUIL	SAS	10/02/2012	SHOW UP - AMSTERDAM - PAYS-BAS les 21 et 22 août 2016	Jeux et Jouets	**3 900,00 €**	*0,00*	*1400,00*	*0,00*	*1500,00*	*0,00 €*	*0,00 €*	*1000,00*	**3 900,00 €**	**3 900,00 €**	50%	**1 950,00 €**
							Montant avis Comité											**14 357,50 €**

							Avis du comité de gestion TP up du 27 06 2016								
Nom ou raison sociale	**Nom du Dirigeant**	**Adresse**	**Statut Juridique**	**Date de création**	**Salon ou Mission**	**Secteur d'activité**	**Coût total**	*Inscription*	*Location de l'emplacement*	*Aménagement du stand*	*Documentation commerciale*	**Montant des dépenses éligibles**	**Montant éligible**	**Taux proposé %**	**Subvention proposée**
MERCAT SARL	Catriona MERRY	38, Avenue Ledru-Rollin 75012 PARIS	SARL	01/04/2013	M&O PARIS Nord Villepinte du 2 au 6 septembre 2016	Mode et accessoires	**3 227,00 €**	*0,00*	*2727,00*	*500,00*	*0,00*	**3 227,00 €**	**3 227,00 €**	40%	**1 290,80 €**
NOYOCO STUDIO	Louis-Maxime GOULET	17, rue Rousselet 75007 PARIS	SAS	17/03/2016	MAN PARIS - 25, rue Yves Toudic - PARIS 10ème du 25 au 27 juin 2016	Mode et accessoires	**5 300,00 €**	*0,00*	*4000,00*	*50,00*	*1250,00*	**5 300,00 €**	**3 400,00 €**	45%	**1 530,00 €**
VESNA GARIC	Vesna GARIC	5, rue Hippolyte LEBAS 75009 PARIS	EI	25/08/2014	M&O PARIS Nord Villepinte du 2 au 6 septembre 2016	Bijouterie fantaisie	**2 411,00 €**	*0,00*	*2061,00*	*150,00*	*200,00*	**2 411,00 €**	**2 411,00 €**	40%	**964,40 €**
PALOMA CASILE	Paloma CASILE	10, rue du Jour 75001 PARIS	SARL	01/12/2013	MODE CITY LYON du 9 au 11 juillet 2016	Lingerie	**3 724,71 €**	*178,00*	*2051,00*	*661,20*	*834,51*	**3 724,71 €**	**3 400,00 €**	45%	**1 530,00 €**
MT DEVELOPPEMENT	Frédéric JASTRZEBSKI	20, rue Saint Nicolas 75012 PARIS	SAS	24/07/2014	SALON DU LUXE PARIS les 6 et 7 juillet 2016	Cycles	**5 000,00 €**	*500,00*	*2000,00*	*0,00*	*2500,00*	**5 000,00 €**	**3 400,00 €**	45%	**1 530,00 €**
ENFANCE PARIS	Jean-Charles FORIN	19, rue Bouchardon 75010 PARIS	SARL	01/07/2014	M&O PARIS Nord Villepinte du 2 au 6 septembre 2016	Cosmétiques	**4 816,00 €**	*535,00*	*2481,00*	*1800,00*	*0,00*	**4 816,00 €**	**3 400,00 €**	50%	**1 700,00 €**
FABIEN MERILLON	Fabien MERILLON	5, rue Hippolyte LEBAS 75009 PARIS	EI	23/04/2010	M&O PARIS Nord Villepinte du 2 au 6 septembre 2016	Art de la table	**2 635,00 €**	*200,00*	*1335,00*	*400,00*	*700,00*	**2 635,00 €**	**2 635,00 €**	35%	**922,25 €**
PERRINE HÉTIER	Perrine HÉTIER	43, Résidence Les Nouveaux Horizons 78990 ELANCOURT	EI	29/01/2015	Salon du Mariage - Paris Porte de Versailles les 17 et 18 septembre 2016	Mode et accessoires	**3 488,00 €**	*0,00*	*2888,00*	*400,00*	*200,00*	**3 488,00 €**	**3 400,00 €**	40%	**1 360,00 €**
DOAMA	Sylvie DOAGIO FENET	18, rue Raymond Patenotre 78120 RAMBOUILLET	EI	26/01/2015	BIJORHCA - PARIS Porte de Versailles du 2 au 5 septembre 2016	Bijouterie fantaisie	**3 180,00 €**	*115,00*	*2460,00*	*400,00*	*205,00*	**3 180,00 €**	**3 180,00 €**	50%	**1 590,00 €**
IRISATIONS	Tatiana PIESYK	24, rue du Docteur Bourdon 78470 SAINT REMY LES CHEVREUSE	SASU	22/10/2014	SIPC - Carrousel du Louvre - PARIS du 3 au 6 novembre 2016	Métiers d'art	**5 204,00 €**	*286,00*	*2718,00*	*1600,00*	*600,00*	**5 204,00 €**	**3 400,00 €**	40%	**1 360,00 €**

LA TETE DANS LE BOCAL	Valérie LARRIEU	1, rue de Verdun 78590 NOISY LE ROI	SAS	15/10/2015	M&O PARIS Nord Villepinte du 2 au 6 septembre 2016	Luminaires	**5 326,80 €**	*535,00*	*2791,80*	*1100,00*	*900,00*	**5 326,80 €**	**3 400,00 €**	50%	**1 700,00 €**
LA TETE DANS LE BOCAL	Valérie LARRIEU	1, rue de Verdun 78590 NOISY LE ROI	SAS	15/10/2015	M&O PARIS Nord Villepinte du 22 au 24 janvier 2016	Luminaires	**5 326,80 €**	*535,00*	*2791,80*	*1100,00*	*900,00*	**5 326,80 €**	**3 400,00 €**	50%	**1 700,00 €**
ZARALOBO	Edwige BREGAINT	2, rue Danton 78800 HOUILLES	EI	19/05/2011	M&O PARIS Nord Villepinte du 2 au 6 septembre 2016	Luminaires	**3 427,00 €**	*0,00*	*2727,00*	*300,00*	*400,00*	**3 427,00 €**	**3 400,00 €**	45%	**1 530,00 €**
LAETI TREMA	Laetitia BEDIAN	150, Avenue Jean Jaurès 92800 PUTEAUX	EURL	19/04/2013	BIJORHCA - PARIS Porte de Versailles du 2 au 5 septembre 2016	Bijouterie fantaisie	**2 800,00 €**	*320,00*	*2130,00*	*150,00*	*200,00*	**2 800,00 €**	**2 800,00 €**	30%	**840,00 €**
LAURENCE M CREATIONS	Laurence MARTIN	71, rue de Paris 94160 SAINT MANDE	SAS	15/03/2015	MADE IN France - PARIS du 18 au 20 novembre 2016	Bijouterie fantaisie	**2 915,00 €**	*190,00*	*1825,00*	*0,00*	*900,00*	**2 915,00 €**	**2 915,00 €**	35%	**1 020,25 €**
PROD'EMBOUT	Didier DEFEZ	10, rue Saddy 94000 CRETEIL	SARL	24/05/2002	EXPO PROTECTION - PARIS du 7 au 9 novembre 2016	Embouts auriculaires	**4 990,00 €**	*0,00*	*4990,00*	*0,00*	*0,00*	**4 990,00 €**	**3 400,00 €**	40%	**1 360,00 €**
CRYO MANUFACTURING	David ANGER	10, route de Brie Comte Robert 94520 PERIGNY SUR YERRES	SARL	01/10/2015	REEDUCA - PARIS du 16 au 18 septembre 2016	Médical	**9 525,56 €**	*999,00*	*4106,56*	*4120,00*	*300,00*	**9 525,56 €**	**3 400,00 €**	50%	**1 700,00 €**
VICTORIAN REHAB	Laëtitia KONIG	29, Avenue de la Tourelle 94100 SAINT MAUR DES FOSSES	EI	09/07/2012	BIJORHCA - PARIS Porte de Versailles du 2 au 5 septembre 2016	Bijouterie fantaisie	**2 390,00 €**	*115,00*	*2175,00*	*0,00*	*100,00*	**2 390,00 €**	**2 390,00 €**	30%	**717,00 €**
ALCANTE	Jorge BEJA	2, rue Darwin 94800 VILLEJUIF	SARL	01/01/1998	ARCHITECTS AT WORK - PARIS EVENT CENTER les 22 et 23 septembre 2016	Domotique	**5 990,00 €**	*0,00*	*5990,00*	*0,00*	*0,00*	**5 990,00 €**	**3 400,00 €**	45%	**1 530,00 €**
											Montant avis Comité				**25 874,70 €**

Dossiers présentés	32
Dossiers acceptés	24
Dossiers refusés	7
Dossiers ajournés	1

2. Liste des bénéficiaires éligibles au dispositif d'Aide à la promotion des métiers d'art, de création et du design – fiche projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014214

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROMOUVOIR LES METIERS D'ART ET DE CREATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Promouvoir les métiers d'art, de création et du design en IDF	38 400,00 €	10,41 %	4 000,00 €
	Montant Total de la subvention		4 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-94-65734-194002-400
19400202- Soutien à l'artisanat, au commerce et métiers d'art

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL 11 PLAINE CENTRALE HAUT VAL DE MARNE PLATEAU BRIARD
Adresse administrative : PL SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Laurent Cathala, Président

N° SIRET : 20005800600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Promouvoir les métiers d'art, de création et du design en IDF
Rapport Cadre : CR01-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : obligation pour la structure de préparer la manifestation plusieurs mois avant son démarrage

Objectifs :
Récemment créé, l'Etablissement Public Territorial Grand Paris Sud Est Avenir fédère deux communautés d'agglomération et la communauté de communes du Plateau Briard (Territoire 11). Cette dernière organise depuis près de 20 ans une manifestation annuelle dédiée à la promotion de l'artisanat, des métiers d'arts et de la création sur le territoire du Plateau Briard. L'évènement se déroulera cette année dans la commune de Marolle-en-Brie.

Description :
Ce salon a pour objectif de valoriser les savoir-faire d'une soixantaine d'artisans et maîtres artisans d'art, en lien avec des organismes de formation spécialisés et des organisations professionnelles.

Il vise à promouvoir l'artisanat et à susciter des vocations notamment auprès des jeunes :
- permettre la découverte de nouvelles œuvres et nouvelles techniques,
- valoriser l'excellence et les spécificités de certains métiers,
- poursuivre un objectif pédagogique en accueillant des scolaires du Plateau Briard autour, notamment, d'un atelier pédagogique sur la découverte des métiers d'art,
- organiser la rencontre avec de nouveaux talents.
Les exposants sont sélectionnés par un Comité d'organisation, avec la participation active :
- d'élu(e)s et d'administratifs de l'EPT,
- de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat du Val-de-Marne,
- des Ateliers d'Art de France,
- Tourisme&Loisirs en Val-de-Marne,
- les Meilleurs Ouvriers de France,
- l'Institut National des Métiers d'Art.

Ces partenaires contribuent également à assurer la communication de l'évènement.

Les visiteurs ciblés sont principalement le grand public et les publics scolaires, en situation d'orientation professionnelle.
Le nombre de visiteurs attendus est de l'ordre de 3 000 (visitorat dénombré lors de la session 2015), dont 2/3 résident sur le Plateau Briard et 1/3 résident hors de ce périmètre.

Moyens mis en œuvre :
Ce salon se déroulera les 14,15 et 16 octobre 2016 et accueillera 70 exposants, autour d'un invité d'honneur.
Un atelier pédagogique permettra de sensibiliser une centaine de jeunes collégiens et lycéens.
L'aménagement des stands ainsi que les animations permettent de valoriser l'excellence des savoir-faire.

Les principales dépenses sont la location des espaces et l'aménagement des stands, la scénographie, les actions de communication et d'animation.

Intérêt régional :
Promotion, développement et rayonnement des métiers d'art et de création en Ile-de France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location des stands	15 000,00	39,06%
Aménagement des stands	15 300,00	39,84%
Impression feuillets catalogues, actions de communication	7 100,00	18,49%
Animation atelier pédagogique	1 000,00	2,60%
Total	38 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participations exposants	9 000,00	23,44%
Crédit Agricole	1 000,00	2,60%
Conseil départemental Val de Marne	3 500,00	9,11%
Chambre de métiers et de l'Artisanat	900,00	2,34%
Région Ile-de-France	4 000,00	10,42%
EPT	20 000,00	52,08%
Total	38 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	45 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	155 513,71 €
	Montant total	200 513,71 €

3. Convention type

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Promouvoir les métiers d'art, de création et du design en IDF » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 01-13 du 14 février 2013.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XX du XX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention type.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XXX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXX €, soit un montant maximum de subvention de XXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement

d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.
Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 50 % du montant de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'avance, un état récapitulatif des dépenses n'a pas à être produit

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, l'état récapitulatif des dépenses doit être signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement. Le versement du solde est également subordonné à la production du bilan de l'action signé par le bénéficiaire.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou, en tout état de cause, par application des règles de caducité figurant à l'article 3 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
(ou pour la Présidente du Conseil régional
Et par délégation)

Le bénéficiaire

XXXX

XXX

4. Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008774	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**94 - Industrie, artisanat, commerce et autres services**
Programme	**194002 - Soutien à l'artisanat, au commerce et aux métiers d'art**
Action	**19400202 - Soutien à l'artisanat, au commerce et métiers d'art**

Dispositif : N° 00000383 - Promouvoir les métiers d'art, de création et du design en IDF

Dossier	16014214 - Promouvoir les métiers d'art et de création			
Bénéficiaire	P0034123 - ETABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL 11 PLAINE CENTRALE HAUT VAL DE MARNE PLATEAU BRIARD			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
38 400,00 €	TTC	10,41 %	4 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000383 - Promouvoir les métiers d'art, de création et du design en IDF	4 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 94 - 194002 - 19400202	4 000,00 €

DELIBERATION N° CP 16-460

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DU 21 SEPTEMBRE 2016

POLITIQUE REGIONALE EN FAVEUR DU DEVELOPPEMENT NUMERIQUE

REALISATION D'UNE MAQUETTE NUMERIQUE DE L'ILE-DE-FRANCE
REATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A CAP DIGITAL PARIS REGION
ATTRIBUTION DE COMPLEMENT DE SUBVENTION A PARIS EUROPLACE
AVENANT A LA CONVENTION RELATIVE AU SOUTIEN AU PROJET « PLATEFORME NUMERIQUE D'INFORMATION ET D'EDUCATION AUX SCIENCES »

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 61-11 du 23 juin 2011 relative à l'adoption de la stratégie régionale de développement économique et d'innovation ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CP n° 15-080 du 29 janvier 2015 relative à la politique régionale en faveur du développement numérique et notamment des Petits Débrouillards ;

VU La délibération n° CP 14-146 du 30 janvier 2014 relative au soutien à la gouvernance des pôles de compétitivité et notamment de CAP DIGITAL ;

VU La délibération n° CP 16-243 du 15 juin 2016 relative au soutien à la structure de gouvernance du pôle de compétitivité Finance Innovation

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-460 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission Développement économique, emploi et innovation ;

VU L'avis de la Commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : « Réalisation d'une maquette numérique de l'Île de France »

Affecte une autorisation de programme de 18 000 € disponible sur le chapitre 905, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 56, Technologies de l'information et de la communication, Programme HP 56-001 (156001), Aide au développement du territoire numérique, Action 15600102, Soutien à la diffusion des usages, contenus et services numériques du budget 2016.

Décide d'adopter la convention de groupement de commandes jointe en annexe 3 à la présente délibération et visant à régir les relations entre la Région, coordonnateur du groupement, et les autres membres du groupement : Paris Region Entreprises, l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France et le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France et autorise la Présidente à la signer.

Décide d'adopter la convention d'échanges de données avec la Société du Grand Paris jointe en annexe 4 à la présente délibération et autorise la Présidente à la signer.

Article 2 : « Réattribution d'une subvention à Cap Digital Paris Region »

Décide d'attribuer 148 419,58 € à l'association Cap Digital Paris Region, correspondant au solde de la subvention accordé par délibération n° CP 14-146 du 30 janvier 2014 pour un montant de 313 829 € (convention n°14003179).

Affecte une autorisation d'engagement de 148 419,58 € disponible sur le chapitre 939, Action économique, Code fonctionnel 92, Recherche et innovation, Programme PJ 92005 (392005) Soutien aux pôles de compétitivité, Action 392005014 Gouvernance des pôles de compétitivité, nature 657 du budget 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles au projet à compter du 1er janvier 2014 par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Décide d'adopter la convention jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 : Attribution d'un complément de subvention à l'association Paris Europlace

Décide d'attribuer 20 000 € à l'association Paris Europlace correspondant à un complément de subvention accordée par délibération n° CP 16-243 du 15 juin 2016 relative au financement de la gouvernance 2016 des pôles de compétitivité.

Affecte une autorisation d'engagement de 20 000 € disponible sur le Chapitre 939 Action économique, Code fonctionnel 92 Recherche et Innovation, Programme HP 92005 (192005) Soutien aux pôles de compétitivité, Action 19200501 Gouvernance des pôles de compétitivité, nature 657 du budget 2016.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant n°1 à la convention n°16007687 joint en annexe 6 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Article 4 : « Avenant à la convention relative au soutien au projet de Plateforme numérique d'information et d'education aux sciences »

Décide d'adopter l'avenant n°1 à la convention n° 15001738 votée par délibération CP n° 15-080 relative au soutien au projet « Plateforme numérique d'information et d'éducation aux sciences » par l'association Française Les Petits Débrouillards, joint en annexe 7 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-460	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192005 - Soutien aux pôles de compétitivité**
Action	**19200501 - Gouvernance des pôles de compétitivité**

Dispositif : N° 00000304 - Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité

Dossier	16007687 - SOUTIEN 2016-GOUVERNANCE FINANCE INNOVATION			
Bénéficiaire	R4473 - PARIS EUROPLACE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 363 710,00 €	HT	4,84 %	66 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000304 - Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	20 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192005 - 19200501	20 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**392005 - Soutien aux pôles de compétitivité**
Action	**392005014 - Gouvernance des pôles de compétitivité**

Dispositif : N° 00000304 - Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité

Dossier	16007671 - SOLDE GOUVERNANCE 2014 - POLE CAP DIGITAL (Convention 14003179)			
Bénéficiaire	R31090 - CAP DIGITAL IMVN			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPRD			
Montant total	148 419,58 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 590 961,00 €	HT	9,33 %	148 419,58 €	

Total sur le dispositif N° 00000304 - Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	148 419,58 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 392005 - 392005014	148 419,58 €

ANNEXES 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007671

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SOLDE GOUVERNANCE 2014 - POLE CAP DIGITAL (CONVENTION 14003179)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 590 961,00 €	9,33 %	148 419,58 €
	Montant Total de la subvention		148 419,58 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-392005-400
392005014- Gouvernance des pôles de compétitivité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAP DIGITAL IMVN
Adresse administrative : 14 RUE ALEXANDRE PARODI
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri VERDIER, Président

Date de publication au JO : 25 février 2006

N° SIRET : 48974929100030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité
Rapport Cadre : CR56-08 du 16/10/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2014
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (148 419,58 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 14-146 du 30 janvier 2014 dont le solde de cette subvention n'a pas pu être traité avant l'échéance de caducité

Objectifs :
Solde gouvernance 2014 du pôle de compétitivité Cap Digital

Description :
Action n°1 : Gestion de la gouvernance et du secrétariat

Objectif : Cette action consiste à organiser et administrer la gouvernance du pôle. Les structures et les principales règles de gouvernance sont définies dans les statuts de l'association. Ces règles sont

complétées dans un règlement intérieur.La gouvernance du pôle CAP DIGITAL s'organise autour des composantes suivantes :des membres organisés en cinq collèges se réunissant au moins une fois par an en Assemblée Générale (AG) ;un Conseil d'Administration (CA) ;un Bureau Exécutif (BE) ;une Délégation Générale (DG) ;trois Commissions Thématiques (CT) travaillant en liaison avec l'activité Projets R&D (action 3) ;neuf Communautés de Domaine (CD) travaillant en liaison avec l'activité Animation Stratégique (action 2).

Descriptif : Les principales activités menées dans le cadre de cette action sont: l'organisation de la délégation générale, le secrétariat, les travaux administratifs, financiers et juridiques ;la facturation des adhésions et des services et leurs recouvrements ;la gestion et l'animation des structures de gouvernance : AG, CA, BE ;l'organisation des locaux et des salles de réunion ainsi que la mise en œuvre des moyens techniques et informatiques ;la gestion des relations contractuelles avec les services de l'état et des collectivités, ainsi qu'avec les agences de financement (ANR, OSEO) ; la gestion des relations inter-pôles : club des pôles mondiaux, club des pôles franciliens, club des pôles STIC… ;la réception de délégations françaises et étrangères afin de présenter le pôle de compétitivité suite aux demandes des agences de l'état,de la Région ou de collectivités membres ; les relations avec les collectivités non-francilenne souhaitant collaborer avec cap Digital..

Action 2 – Animation stratégique et Prospective

Cette fiche action regroupe trois grands groupes d'objectifs stratégiques complémentaires :
1. Animer la relation du pôle avec les membres et faciliter la mise en relation entre les membres
2. Animer le débat stratégique et production de contenus de veille
3. Evolution de la stratégie du pôle/Observatoire des marchés

Organisation et animation de la communauté de Cap Digital (AB201)
Ce premier thème regroupe l'ensemble des actions qui visent à fluidifier la relation du pôle avec ses membres, à mettre en place un dialogue constant et pertinent avec eux. Six objectifs ont été définis :
•Objectif 1 : refonte du processus d'adhésion.
•Objectif 2 : connaissance et qualification des membres
•Objectif 3 : recrutement proactif
•Objectif 4 : Refonte de l'annuaire public des adhérents sur le site web
•Objectif 5 : mise en place d'un espace membres
•Objectif 6 : Gestion de la relation Grand Compte avec les PME et les laboratoires

Animer le débat stratégique et prospectif (AB202)
Le pôle, dans le cadre de son Think Tank, met en place des groupes de travail de différents formats, pour permettre aux adhérents de réfléchir aux ruptures technologiques ou de marché, d'anticiper l'impact de ces évolutions sur leur activité, et de s'y préparer.Trois objectifs ont été définis :
•Objectif 1 : Accompagner les demandes spécifiques des communautés
•Objectif 2 : structurer une offre de groupes de travail au sein d'un Think tank Cap Digital
•Objectif 3 : Insérer la réflexion stratégique dans les actions inter-filières et inter-pôles

Produire des contenus de veille (AB203)
La réflexion des communautés et des groupes de travail repose sur un fond de connaissances partagées. Elle se traduit par des livrables concrets (documents de synthèse, notes de réunion). Deux objectifs ont été définis :
•Objectif 1 : Editorialiser le site web
•Objectif 2 : Produire dix lettres de veille par an

Action 3 – Projets de R&D et d'innovation

Cette action vise à organiser les réponses de Cap Digital aux défis scientifiques et technologiques qui

adressent le secteur des contenus et des services numériques, mais aussi aux défis d'innovation en termes d'usages ou de modèles économiques. Cette fiche action est structurée en quatre activités:
1.Information et aide au montage de projet (AB301).Le pôle apporte aux entreprises et laboratoires les services suivants :information sur les financements publics à la R&D et l'Innovation ;information sur les appels à projets (calendriers et contenus);aide à l'émergence de projets, au travers en particulier d'ateliers ;aide au montage de projets, sans jamais se soustraire aux porteurs qui sont seuls responsable de l'organisation et de la structuration des projets
2.Labellisation (AB302).Le processus de labellisation traite des appels à projets Oséo, FEDER, ANR, FUI, Eurêka, Eurostars, de la DGCIS et de la DUI.
3.Développement de thématiques inter-pôles (AB303).Il s'agit en particulier de poursuivre les initiatives :TIC et Santé (avec les pôles Medicen et Systematic) ;TIC et Ville Durable (avec les pôles Advancity et Systematic).
4.Formation-sensibilisation à la gestion de projets collaboratifs (AB304).Le pôle a mis en place une formation-sensibilisation à la gestion de projets collaboratifs ouvert aux divers responsables d'un projet labellisé et financé. L'objectif est de rendre plus efficient le lancement des projets en sensibilisant les responsables sur les méthodes de gestion de projets collaboratifs.
5.Assurer le suivi technique et la valorisation des projets (AB305).Il s'agit ici de développer un meilleur suivi des résultats des projets en particulier FUI et FEDER.

Action 4 - Europe et international

L'ambition de Cap Digital est d'une part d'amener une part significative de ses membres à se situer dans l'environnement international et, d'autre part, d'arriver à dynamiser l'écosystème francilien. Pour ce faire Cap Digital a structuré ses activités suivant deux axes :
1.l'Europe avec le développement de projets de R&D et de réseaux de clusters partenaires au travers de plusieurs initiatives : projets européens, European Digital Think Tank, KIC ICT Lab.
2.le reste du monde en adressant en priorité, mais non exclusivement, quatre régions : la siliconValley (USA), Rio (Brésil), Tokyo (Japon) et Israël.
L'objectif est, dans chacun des cas, d'établir des relations pérennes permettant de développer des partenariats technologiques et de business.

Cette fiche action est structurée en deux activités:
1.Communiquer sur les projets européens en ciblant les PME (AB401).Afin d'augmenter le degré d'efficacité des actions européennes, Cap Digital a mis en place une action structurée visant à faciliter l'accès des PME aux projets européens. Le plan Europe de Cap Digital couvre trois types d'actions : les relais d'informations, les actions collectives ciblées, les actions individuelles.
2.Structurer les relations européennes et internationales (AB402).Cap Digital a mis en place ou participe à plusieurs réseaux de partenaires européens, dans l'objectif de développer la construction de projets de R&D européens.

Action n°5 - Liens avec les territoires

Cette action regroupe les activités en lien avec les Territoires impliqués dans le pôle de compétitivité.Elle regroupe les activités suivantes (AB501 et AB502) :
1.Organiser les liens avec les collectivités territoriales. Cap Digital apporte ses compétences et sa connaissance de la filière des contenus et services numériques aux projets qui adressent l'industrie numérique.
2.Participer au développement du Grand Paris numérique. Cap Digital porte la voix des entrepreneurs du numérique en Ile de France, afin d'aider à la mise en place des actions de développement et de communication et à la définition des équipements adaptés à ces secteurs.
3.Organiser les liens avec les pépinières et incubateurs. Le souhait de Cap Digital est pour 2014 de mieux organiser le travail entre les équipes des incubateurs et pépinières franciliennes et le pôle de compétitivité.
4.Co-construire une cartographie des acteurs économiques franciliens. En relation avec les acteurs

économiques régionaux et les associations d'entreprises du numérique, Cap Digital travaille à une meilleure identification des acteurs du territoire francilien. L'objectif étant de mieux qualifier l'écosystème et de mieux quantifier les données économiques

Action n°6 - Marketing, Communication, Evénements

Cette action a pour objet le développement des actions de marketing, de communication et d'organisation des événements nationaux et internationaux produits, co-produits ou impliquant directement des ressources du pôle.

Cette action est constituée des activités suivantes :
1.Actions marketing du pôle (AB600).Plusieurs objectifs sont recherchés : Faire connaître auprès des institutionnels et des partenaires du numérique les différentes actions du pôle ;S'appuyer sur leur pouvoir de prescription pour relayer les actions du pôle ;Développer les outils permettant de faire adhérer en particulier de nouveaux grands comptes et des ETI ;Développer des outils pour mieux adresser les organismes et entreprises concernées par les services et actions du pôle (meilleur ciblage) ;
2.La communication du pôle (AB601). Les objectifs suivants ont été définis : :mettre à jour les outils de la communication Print& audiovisuels, assurer et développer la présence de Cap Digital sur le web et les réseaux sociaux, assurer la relation avec la presse
3.L'organisation des événements nationaux (AB602).Cap Digital a structuré plusieurs types d'événements qui s'inscrivent régulièrement dans le calendrier. Cap Digital est également partie prenante dans de nombreux événements de l'écosystème du numérique que ce soit en tant qu'organisateur, co-organisateur ou partenaire.
4.L'organisation des événements internationaux (AB603). En 2014 Cap Digital poursuivra la promotion des acteurs franciliens et français à l'international en étant présent dans de grands salons sur un pavillon dédié (ex : Siggraph)

Lors de la CP 14-146 du 30 janvier 2014, une subvention avait été allouée de 313 829 € sur la base d'une dépense subventionnable de 1 590 961 € pour un taux de participation régional de 19,73 %. Le solde cette subvention n'ayant pu être traitée par les services régionaux avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 148 419,58€.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	148 419,58 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	422 742,00 €
2013	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2013	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2014	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	423 913,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Fonctionnement	470 000,00 €
2014	Soutien aux structures d'aide à la maturation de projets innovants - Investissement	322 000,00 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	313 829,00 €
2014	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
2015	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2015	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	605 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Actions d'accompagnement individuelles et collectives en faveur des PME/PMI de la SRI-SI	631 369,41 €
2016	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	500 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	315 000,00 €
2016	Soutien relatif aux évènements et manifestations dans le domaine des contenus numériques de l'Internet et du multimédia (Unité Développement)	570 000,00 €
	Montant total	6 843 853,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007687

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SOUTIEN 2016-GOUVERNANCE FINANCE INNOVATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	1 363 710,00 €	4,84 %	66 000,00 €
		Montant Total de la subvention	20 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192005-400
19200501- Gouvernance des pôles de compétitivité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS EUROPLACE
Adresse administrative : 39 RUE CAMBON
75039 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN LAURENT, Président

Date de publication au JO : 23 février 2008

N° SIRET : 39376925200023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité
Rapport Cadre : CR56-08 du 16/10/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : continuité des actions sur l'année civile du 1 er janvier 2016 au 31 décembre 2016

Objectifs :
Soutenir la compétitivité, la croissance et l'emploi . Concevoir, proposer et mettre en oeuvre un ensemble d'actions visant au développement de la place financière de Paris et à sa promotion internationale.

Description :

Axe stratégique 1 – Développer une usine à projets innovants et à haute valeur ajoutée dans le secteur financier, projets portés par des start-up, des PME/PMI/ETI, des grandes entreprises et des chercheurs.

Stratégie 2016 : Favoriser la croissance des projets et l'emploi dans le secteur financier en France et notamment dans les 6 filières stratégiques du pôle.

Plan d'action synthétique

1.Accélérer le développement de l'usine à projets en lançant deux appels à projets (AAP) par an :

a.en s'appuyant sur les sujets porteurs et innovants des livres blancs
b.en s'appuyant davantage sur l'écosystème du pôle pour les relais de l'AAP sur tout le territoire
c.en constituant grâce à des outils innovants Big data des membres du pôle une base de données exhaustive des Fintechs en France
d.pour accélérer aussi l'émergence et le montage de projets R&D ayant vocation à être financés par le FUI

2.S'engager sur 3 promesses claires vis-à-vis des chefs d'entreprises dont les projets ont bénéficié d'un LABEL du pôle et suivre les résultats de ces promesses

a.Recherche du 1er business en France via des mises en relation ciblées, ou à l'international
b.Faciliter l'accès à des fonds publics ou privés
c.Développer la visibilité des entreprises et de leurs projets innovants via deux Cérémonies officielles de remise des LABELS par an

3.Suivre le développement des projets sur cinq ans grâce à la mise en place en 2016 d'un « Comité de suivi des projets labellisés » et le suivi d''indicateurs quantitatifs et qualitatifs clés

4.Faciliter la levée de fonds par la mise en place d'un Comité Investisseurs en 2016

5.Faciliter les relations et « travailler ensemble » entre Grands groupes financiers et Fintech : organisation d' « Ateliers Passerelles Fintech/Grands groupes financiers » au sein du pôle en petits comités avec les Présidents ou Directeurs généraux

6.Faciliter le développement à l'international

Axe stratégique 2 – Expérimenter, diffuser vers les PME/PMI des territoires des outils de financement innovants ou méconnus pour faciliter l'accès à ces financements et proposer des solutions de diversification.

Cet Axe stratégique passe par un travail renforcé avec les territoires afin d'atteindre les TPE/PME/PMI qu'ils connaissent bien. C'est notamment dans le cadre d'actions collectives que le Pôle peut mettre à profit son expertise et son réseau, au bénéfice des réseaux d'entreprises locaux.

Axe stratégique 3 – Animer des réflexions associant chercheurs, acteurs financiers et industriels, issus de TPE/PME Fintech comme de grands groupes, autour des grands enjeux économiques et sociétaux pour de nouveaux relais de croissance pour l'économie

Moyens mis en œuvre :

I.Gouvernance :
La gouvernance s'articule autour de 4 instances : Le Comité exécutif (COMEX), le Conseil d'administration (CA), qui remplace nominativement dans un souci de meilleure lisibilité l'ancien Comité de direction (CODIR) et l'Assemblée annuelle (AG) qui remplace l'ex Conseil supérieur, le Bureau dirigé par la Directrice générale.

1. Le Comité exécutif (COMEX) : 10 personnes
Fréquence : 10 Comités exécutif par an d'une durée d'une heure
Composition
Le Président : Jean-Hervé Lorenzi
8 vice-présidents

Le COMEX, par délégation du Conseil d'administration (CODIR), assure :
Le suivi des missions (Sélection et aide au financement des projets, groupes thématiques, communication, international, …), à travers les six filières et les cinq défis transversaux identifiés dans le cadre du nouveau contrat de performance 3.0.
Le suivi des Comptes prévisionnels/Budget

2.Le Conseil d'administration (CODIR)

Fréquence : 3 Conseils d'administration par an d'une durée de deux heures
Composition : au maximum 24 administrateurs sans possibilité de se faire représenter à l'exception du Préfet de Paris et de la Région d'Ile-de-France.

Les 10 membres du Comité exécutif
Les 5 membres fondateurs du pôle sans compter les membres du Comex
2 représentants du monde académique
4 représentants du monde institutionnel
Un représentant des PME
2 personnalités qualifiées
Rôle
•validation du budget et des comptes, validation des projets labellisés à présenter au FUI
•Définition des orientations stratégiques du Pôle, du programme d'actions et des actions par filière

3.L'Assemblée générale (Conseil supérieur)

Fréquence : Annuelle (Début du 2ème trimestre)
Composition
Les membres du Conseil d'administration
Les adhérents du Pôle
Rôle :
Approbation des comptes et du rapport annuel
Validation des orientations stratégiques
•Validation de la nomination des membres du Conseil d'administration

4.Le Bureau

Fréquence : Hebdomadaire
Composition :

•La Directrice générale
•L'équipe du pôle (11 permanents + 2 pers dédiées aux Actions CO + 2 stagiaires, soit 15 collaborateurs en 2015 et 2016)

Rôle :
•Mise en œuvre de la stratégie et des plans d'action associés
•Animation et suivi opérationnel des filières, de l'usine à projets et des Comités de labellisation
•Accompagnement et Suivi des projets labellisés, mise en œuvre de l'offre de services du pôle vis-à-vis des chefs d'entreprise
•Prospection et fidélisation des membres
•Suivi des comptes et du Budget
•Reporting hebdomadaire auprès du Président du pôle

Animation opérationnelle du pôle

La Directrice générale rend compte directement au Président exécutif du pôle, Jean-Hervé Lorenzi de la mise en œuvre de la stratégie et des plans d'actions, de l'élaboration des comptes et des budgets. Elle prépare et suit les reporting pour la gouvernance du pôle et les financeurs.
L'équipe du pôle est composée de 15 collaborateurs ETP en 2015 et 2016 :
•11 permanents (dont 2 CDD)
• 2 pers dédiées aux Actions CO (2 CDD)
• 2 stagiaires

Intérêt régional :
Cette subvention donne leiu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Ecosystème de Finance Innovation : PME, Start -up, académiques, laboratoires de recherche, universités, grandes entreprises, investisseurs.

Détail du calcul de la subvention :
Le budget 2016 a été décrit avec les differents volets des missions A-B-C

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	46 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Cotisations Unité Développement	69 162,28 €
2013	Soutien aux programmes de développement des filières prioritaires	473 500,00 €
2013	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	66 000,00 €
2014	Cotisations Unité Développement	69 162,28 €
2014	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	66 000,00 €
2015	Cotisations Unité Développement	69 162,28 €
2015	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	66 000,00 €
2016	Soutien aux structures de gouvernance des pôles de compétitivité	46 000,00 €
	Montant total	924 986,84 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA REALISATION D'UNE MAQUETTE NUMERIQUE 3D DE L'ILE DE FRANCE

Convention de groupement de commandes pour la réalisation d'une maquette numérique de l'Île-de-France

Entre

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse

Et

Paris Region Entreprises (PRE), représenté par son Président, Monsieur Franck Margain

Et

L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Île-de-France (IAU), représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse

Et

Le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France (CRT), représenté par son Président, Monsieur Frédéric Valletoux

- Vu l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015
- Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics
- Vu la délibération n°16- XX de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 21 septembre 2016

Préambule

L'attractivité de l'Île-de-France est au cœur des priorités de la Région et de ses partenaires, Paris Region Entreprises, l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Île-de-France, et le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France.

Des outils ont déjà été développés par les partenaires pour promouvoir l'économie francilienne à l'international.

PRE et l'IAU ont ainsi déjà engagé un important travail sur le sujet, aboutissant au lancement en 2014 de Paris Region Map, la carte interactive de promotion économique de l'Île-de-France (http://map.paris-region.com). Cet outil numérique va continuer à être enrichi et développé par l'IAU et PRE.

En complément de ces outils, les partenaires souhaitent développer un outil s'appuyant sur les dernières avancées technologiques en matière de représentation 3D pour présenter de manière efficace les projets d'aménagement et les dynamiques territoriales qui concourent à l'attractivité de la région dans son ensemble.

Cet outil devra également valoriser le potentiel touristique de l'Île-de-France en mettant en valeur les atouts de la région dans ce domaine.

Cette brique applicative 3D étant relativement onéreuse à développer, la Région et ses partenaires ont souhaité unir leurs moyens dans le cadre d'un groupement de commandes, afin de se doter ensemble de cet outil numérique innovant, qui interviendra en complémentarité des outils cartographiques 2D existants.

CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Objet du groupement de commandes

Il est constitué entre les membres signataires de la présente convention portant groupement de commandes, conformément à l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015. Le présent groupement a pour objet la passation, le suivi et l'exécution d'un marché relatif à la « réalisation d'une maquette numérique de l'Île-de-France».

ARTICLE 2 : Membres du groupement

Le groupement de commandes visé à l'article 1er de la présente convention constitutive comprend les membres énumérés ci-après :

- la Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, ou son représentant,
- Paris Region Entreprises, représenté par son Président, Monsieur Franck Margain, ou son représentant,
- L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Île-de-France, représenté par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse, ou son représentant,
- Le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France, représenté par son Président, Monsieur Frédéric Valletoux, ou son représentant.

ARTICLE 3 : Durée du groupement et de la convention

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin au terme du marché à procédure adaptée et éventuellement pendant toute période nécessaire pour purger les contentieux ayant pu intervenir lors de la passation ou de l'exécution du marché.

ARTICLE 4 : Coordonnateur du groupement

En vertu de l'article 28-II de l'ordonnance n°2015-899, les parties conviennent de désigner la Région Île-de-France, dont le siège est 35 Boulevard des Invalides à Paris (75007), comme coordonnateur du groupement de commandes prévu à l'article 1 de la présente convention.

La Région Île-de-France est désignée dans la présente convention comme « le Coordonnateur ». Elle est chargée d'exercer les missions prévues par l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 5 : Missions du coordonnateur

Pour la réalisation de l'objet du groupement, le Coordonnateur est chargé des missions suivantes :

5.1 Organisation des opérations de sélection du cocontractant

Le Coordonnateur est chargé, conformément à l'article 28-II de l'ordonnance n°2015-899, de procéder, dans le respect des dispositions légales et règlementaires applicables, et en particulier de la législation relative aux marchés publics (ordonnance n°2015-899 et décret n°2016-360), à l'organisation de l'ensemble des opérations de sélection du cocontractant, nécessaires à la réalisation de l'objet du groupement défini à l'article 1 de la présente convention.

Cette mission implique notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive :

- que le Coordonnateur définit le type de marché applicable,
- que le Coordonnateur définit, dans le respect des règles du code des marchés publics, les procédures de publicité et de mise en concurrence éventuellement applicables à la passation du marché,
- qu'il procède à la mise en œuvre de ces procédures, ce qui inclut notamment la rédaction du dossier de consultation, l'analyse des candidatures et des offres, la rédaction des documents constitutifs de marché, l'information des candidats évincés, etc.

Le Coordonnateur tient les membres du groupement informés du déroulement des procédures et les associe en tant que de besoin.

5.2 Comité de pilotage

Un comité de pilotage est constitué, regroupant un représentant de chacune des 4 entités membres du groupement de commandes. En complément de l'action du Coordonnateur – qui assure le pilotage du marché pour le compte du groupement – le comité de pilotage a un rôle de validation des livrables qui marquent les étapes clés du projet, à savoir (liste non exhaustive) :

- le cahier des charges ou « cahier des clauses techniques particulières », qui recense l'ensemble des besoins techniques et spécifications, en amont de la publication du marché,
- le rapport d'analyse des offres, qui éclaire sur le choix du candidat retenu au terme de la procédure adaptée,
- tout livrable fourni par le prestataire en fonction de l'avancée des développements.

La validation des livrables par le Comité de pilotage se fait à l'unanimité de ses membres.

5.3 Signature et notification des marchés publics

Le Coordonnateur est chargé de signer et notifier au cocontractant retenu le marché au nom de l'ensemble des membres du groupement. Il en informe les membres du groupement de commandes.

5.4 Exécution des marchés publics

Le Coordonnateur est chargé d'exécuter le marché au nom de l'ensemble des membres du groupement exception faite du paiement du titulaire du marché (article 7).

A ce titre, il assure notamment le contrôle de l'exécution, la constatation du service fait et la passation des avenants. Après établissement du service fait, le Coordonnateur transmettra aux autres membres du groupement des factures ayant trait aux dépenses qui leur sont rattachées.

Les missions du Coordonnateur ne donnent pas lieu à rémunération.

Mandat est également donné au Coordonnateur pour ester en justice pour le compte des différents membres du groupement aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action sera précédée d'une demande d'accord des parties à la convention.

ARTICLE 6 : Engagement des membres du groupement

Les membres désignés à l'article 2 de la présente convention sont chargés de définir leurs besoins et de les communiquer au Coordonnateur, dans des conditions de délais fixés par le Coordonnateur et permettant l'accomplissement des formalités nécessaires à la conclusion du marché. Le coordonnateur peut solliciter des membres toute précision utile dans ce cadre.

Le montant total et maximal des prestations est estimé à 60 000€ HT, répartis de la façon suivante entre les membres :

- 25% pour la Région Île-de-France,
- 25% pour Paris Région Entreprises,
- 25% pour l'Institut de l'Aménagement et de l'Urbanisme de la région d'Île-de-France,
- 25% pour le Comité Régional du Tourisme de Paris Île-de-France,

ARTICLE 7 : Rémunération du titulaire du marché

Chaque membre du groupement est chargé d'assurer le paiement du titulaire à hauteur de son engagement financier.

Le marché donnera lieu au versement d'acomptes, selon les modalités définies dans le marché du titulaire.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant, approuvé par l'ensemble des membres du groupement selon les règles qui leur sont propres.

ARTICLE 9 : Recours

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, fait appel à une mission de conciliation du tribunal Administratif de Paris dans le cadre des dispositions de l'article L.211-4 du Code de Justice Administrative.

Pour le Conseil Régional d'Île-de-France

La Présidente

Mme Valérie PECRESSE

Pour l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Île-de-France

La Présidente

Mme Valérie PECRESSE

Pour Paris Region Entreprises

Le Président

M. Franck MARGAIN

Pour le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France

Le Président

M. Frédéric VALLETOUX

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : CONVENTION DE COOPERATION ET D'ECHANGES DE DONNEES AVEC LA SOCIETE DU GRAND PARIS

Convention de coopération et d'échanges de données

La présente convention s'établit entre :

D'une part

La Société du Grand Paris, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est Immeuble Le Cézanne, 30, avenue des Fruitiers, à 93200 Saint-Denis et dont le numéro de SIRET est 525 046 017 00030,

Représentée par Monsieur Philippe YVIN, Président du directoire,

Ci-après dénommée « Société du Grand Paris » ;

Et d'autre part

La Région Ile-de-France, domiciliée 35 Boulevard des Invalides, 75007 Paris sous le numéro de SIREN 237 500 079,

Représentée par Madame Valérie PECRESSE, agissant en sa qualité de présidente.

Ci-après dénommée « Région Île-de-France ».

Préambule

En vertu de l'article 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 relative au Grand Paris, la Société du Grand Paris a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructure composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation, qui comprend la construction des lignes, ouvrages et installations fixes, la construction et l'aménagement des gares.

La mission principale de la Société du Grand Paris est, ainsi, de concevoir le nouveau réseau de métro automatique de grande capacité, le Grand Paris Express, qui relie Paris aux grands pôles stratégiques de la région Île-de-France par des liaisons desservant le territoire de l'agglomération. Cette mission inclut la responsabilité de concevoir, en sa qualité de maître d'ouvrage et avec les acteurs du territoire, les nouvelles gares du Grand Paris, dont une très large majorité est en correspondance avec des gares des réseaux de transport existants et futurs.

La Société du Grand Paris se dote d'une maquette numérique 3D du Grand Paris Express, dont la réalisation a été confiée au groupement « Prométhée » dont le mandataire est la société Vectuel. Selon les termes du marché public conclu avec ce groupement, la Société du Grand Paris est titulaire des droits de propriété intellectuelle attachés à cette maquette numérique 3D, au fur et à mesure de sa création.

D'une très grande qualité esthétique, de réalisme, d'ergonomie et de fluidité dans la navigation, cette maquette numérique 3D évolutive représente l'ensemble des territoires concernés par le projet du Grand Paris Express, à différents niveaux de définition. Sont notamment représentés en haute résolution les territoires en l'état actuel et l'ensemble des réalisations futures liées au réseau (voies, tunnels, gares, sites industriels et ouvrages annexes, projets immobiliers connexes, équipements et mobiliers, matériels roulants, etc.).

La maquette numérique 3D constitue un outil de pilotage du projet et d'aide à la décision. Elle intègre les propositions d'architectes et/ou les maquettes BIM des réalisations sous maîtrise d'ouvrage de la Société du Grand Paris à leurs différentes phases (AVP, PRO, EXE), et permet ainsi de visualiser les projets architecturaux dans leur environnent urbain immédiat, tout en permettant de mieux maitriser leur imbrication dans le territoire. Elle permet de visualiser et de comparer différentes variantes d'un projet pour appuyer l'aide à la décision. Elle permet aussi de mieux maitriser l'impact des chantiers sur l'environnement urbain.

La maquette numérique 3D est également un outil de communication sur le projet du Grand Paris Express, avec l'objectif de faire connaître le projet, de le valoriser et de sensibiliser riverains et acteurs locaux sur son ampleur et son impact sur les territoires. Ainsi, la maquette numérique 3D sera déployée sur plusieurs supports : site Internet, applications mobiles, bornes multimédias, tables tactiles, salles immersives, etc.

Compte tenu de la couverture de la maquette numérique 3D – qui représente exhaustivement l'Île-de-France à différentes échelles – et de l'action structurante sans précédent du projet du Grand Paris Express, il a été décidé que la Société du Grand Paris ferait bénéficier les acteurs locaux publics et privés de la maquette numérique 3D, pour leur propre usage de gestion de projet et communication.

La Région Île-de-France, première Région d'Europe, s'est fixée comme priorité de développer son attractivité à l'international et de valoriser ses atouts, parmi lesquels le Grand Paris Express. Pour cela, la Région souhaite se doter d'un outil numérique destiné à présenter l'Île-de-France en France ou à l'étranger lors de salons, de missions et déplacements ou encore sur les sites de ses organismes associés comme l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la région d'Île-de-France, Paris Region Entreprise et le Comité Régional du Tourisme Paris-Île-de-France.

Cela exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'une coopération et d'échanges de données numériques entre la Société du Grand Paris et la Région Île-de-France.

Les modalités de cette coopération reposent sur :

- une concession au profit de la Société du Grand Paris des droits de propriété intellectuelle, dont les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique, afférents à l'utilisation des données devant servir à la réalisation de la maquette 3D quand elle en dispose ou, le cas

échéant, des droits d'utilisation des données concédées, en contrepartie de la concession au profit de la Région Île-de-France des droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistiques afférents à l'utilisation des données et applications relatives à cette même maquette 3D.

Article 2 – Engagement des parties

La Région Île-de-France s'engage à fournir à la Société du Grand Paris les données numériques (fiches projets 2D, modélisations 3D) des projets dont elle dispose des droits. En fonction des besoins de la Société du Grand Paris, ces données seront intégrées à la maquette numérique 3D du Grand Paris Express.

La Société du Grand Paris s'engage à fournir à la Région Ile-de-France :

- Les données numériques 3D des gares dont elle a la maîtrise d'ouvrage.
- Une maquette numérique 3D du Grand Paris Express, comprenant :
    - une version exécutable pour PC de la maquette centrée sur la zone d'intérêt convenue entre la Région Ile-de-France et la Société du Grand Paris ;
    - un flux web HTML 3D, identique à celui disponible sur le site de la Société du Grand Paris, et intégrable sur le site Internet de la Région Ile-de-France via une iFrame.

Chaque partie fait son affaire des adaptations ou demandes spécifiques propres à ses besoins (design spécifique, intégration système spécifique, animations, etc.).

Article 3 – Définitions des données remises par la Région Île-de-France

La Région Île-de-France s'engage à fournir à la Société du Grand Paris les modélisations 2D et 3D des projets dont elle dispose des droits et à un format en permettant l'intégration par la SGP dans sa maquette.

Les modèles remis peuvent être librement intégrés par la Société du Grand Paris dans le cadre de la modélisation 3D du Grand Paris Express.

Afin de rendre possible l'intégration dans la maquette 3D de la Société du Grand Paris des données 3D fournies par la Région Île-de-France, celle-ci s'assure du respect des pré-requis suivants :

Eléments techniques :

Format et nomenclature des fichiers 3D remis :

• La Région Île-de-France fournit ses modèles géométriques en un unique fichier au format .3ds(autodesk). Les textures sont remises au format .jpg (jpeg), tga 32 bits avec couche alpha ou .png (avec ou sans transparence), dans un dossier unique ;

• Les noms des fichiers sont limités à 7 caractères et ne doivent pas contenir de caractères spéciaux ;

• En cas de concours, les fichiers échangés ne doivent en aucun cas contenir une marque permettant de connaître sa provenance. Le concourant s'assure de l'anonymat de ses fichiers avant envoi ;

• Les architectes sont habilités à rendre un projet 3D texturé sans pré-calcul d'ombres sur les textures. La maîtrise d'ouvrage ne fait aucun retraitement sur le rendu des textures ;

• Les espaces verts peuvent être représentés ainsi que les intérieurs des bâtiments lorsqu'ils sont visibles de l'extérieur.

Données vectorielles :

•Les modèles géométriques 3D de la Région Île-de-France sont hiérarchisés suivant le type d'éléments structurels qu'ils contiennent. Exemple : éléments de façade, toiture, vitre, etc. ;

•Tous les éléments ayant la même matière sont fusionnés en un seul objet (exemple : toutes les menuiseries d'un bâtiment ayant la même texture) ;

•Concernant les surfaces vitrées, elles sont remises avec une matière spécifique appliquée et constituée d'une seule face orientée vers l'extérieur du bâtiment ;

•Toutes les surfaces vectorielles remises sont triangulées ;

•Toutes les normales doivent être orientées vers l'extérieur du bâtiment (attention aux surfaces inversées qui ne seront pas visibles lors de l'export) ;

•Le modèle ne peut contenir plus de 500 000 triangles ;

•Chaque objet 3D ne peut excéder 20 000 triangles ;

•La distance minimale entre deux faces modélisées est de 3 cm, ceci afin d'éviter les problèmes de clipping lorsque deux faces sont trop proches ;

•Chaque face modélisée doit comporter des coordonnées de texture type uv/uw et une texture appliquée. Les objets avec couleur unie devront avoir une texture de cette couleur d'une taille de 32px X 32px ;

•Format d'échange des données géométriques : .3ds ;

•En cas de phasage de la 3D, bien hiérarchiser les différentes phases par des calques spécifiques.

Données images :

•L'intégralité des images utilisées aura une résolution cubique ne pouvant excéder 4096 * 4096 pixels (ex : 512*512,256*1024,2048*512) ;

•Le poids total des textures n'excède pas 128Mo en jpg compression niveau 8 ;

•Format d'échange des données images : .jpg, .tga, .png.

Recommandations :

Les modélisations réputées définitives (géométrie et textures) remises par les architectes ne subiront aucune modification de la part de la Société du Grand Paris. Il convient donc d'y apporter un soin tout particulier. Le recours à du personnel qualifié en infographie 3D est recommandé.

Article 4 – Désignation des données et applications remises par la Société du Grand Paris

La Société du Grand Paris met à disposition de la Région Île-de-France la maquette numérique 3D du Grand Paris Express.

Celle-ci se compose d'un système d'information important et d'un ensemble de données.

Le système comprend un ensemble de logiciels et de services associés permettant une diffusion offline et online (Full html 5), différencié suivant les usages : usages métiers (Société du Grand Paris, partenaires techniques et institutionnels) et usages grands publics.

Nom du logiciel	***Licence***	***Fonction***
Agency9 Runtime 2015	oui	Editeur de l'interface
Dynmap	oui	Interface de géolocalisation des données stockées
Solution d'import/Export Vectuel (RCP Manager) Maquette vectuel VSTORY2	oui	Outil d'administration des données
FME desktop 2015	oui	Outil de conversion des données 2D

Cette maquette est remise sous deux formes à la Région Île-de-France ;

- Une version exécutable sur PC et centrée sur la zone d'intérêt convenue entre la Région Ile-de-France et la Société du Grand Paris.
- Un flux web 3D full HTML 5 hébergé, que la Région Île-de-France peut intégrer sur son site Internet via une IFrame ou consulter sur une adresse web. Les mises à jour des données fournies par la Région Île-de-France et intégrées par la Société du Grand Paris sont publiées uniquement sur le flux web 3D.

La maquette numérique 3D contient de manière non exhaustive les données suivantes qui sont livrées et produites au rythme du planning global de l'accord contractuel entre la Société du Grand Paris et la société Vectuel :

1) Des données de petite échelle sur l'ensemble de l'Île de France et en « continuum » d'information:

La donnée petite échelle a pour objectif de représenter l'ensemble du territoire concerné par le Grand Paris Express. La petite échelle est réalisée à partir d'un MNT, d'un orthophotoplan et de données géographiques issues du système d'information géographique de la Société du Grand Paris. La couche bâtie de la BD Topo (IGN) est extrudé sous formes de 3D simples (type LOD 1), avec texturation des toits à partir de l'orthophoto.

2) Des données de moyenne échelle dans un périmètre (buffer) de 800 mètres au droit du projet :

La donnée moyenne échelle a pour objectif de représenter l'existant sur la zone d'intérêt ; soit un buffer de 800 mètres de part et d'autre des tracés de lignes du Grand Paris Express. Celle-ci est destinée à une visualisation rapprochée des bâtiments, et doit permettre aux utilisateurs d'identifier des habitations, d'apprécier les volumes des bâtiments ou de comprendre le tissu urbain. La réalisation de la moyenne échelle s'appuie sur une production par photogrammétrie, orientée vers une approche SIG. En effet la chaîne de production décrit ci-après permet la modélisation par bâtiment (1 objet = 1 bâti), compatible avec les systèmes d'information géographique et favorisant au maximum l'interopératbilité

Ces données de moyenne échelles sont complétées par :

- Une orthophotographie de cru 2015 ;
- Un modèle numérique de résolution 50 cm de cru 2015.

L'enrichissement de la base de données 3D moyenne échelle par des textures haute définition est un excellent moyen d'augmenter le niveau de rendu et permet une navigation piétonne. Ainsi, les bâtiments sont texturés en géo-spécifique « vue piéton » pour un rendu fidèle à la réalité.

3) Des données de grande échelle dans un périmètre à proximité des projets de gare :

La grande échelle concerne la modélisation 3D autour des gares, sites industriels et ouvrages annexes ou aménagements le long des lignes du Grand Paris Express, avec une emprise comprise entre 400 m à 800 m, à partir des limites extérieures des bâtiments sous maîtrise d'ouvrage de la Société du Grand Paris. Elle est réalisée à partir de l'acquisition de données spécifiques, pour obtenir une modélisation hyperréaliste.

Les projets 3D du Grand Paris Express (gares, édicules, locaux techniques, aménagements, etc.) sont compris dans le périmètre de la grande échelle.

Article 5 – Concession mutuelle des droits d'utilisation des données numériques remises par les parties

5.1 - la Région Île-de-France concède à la Société du Grand Paris, à titre non exclusif, tous les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents à l'utilisation des données définies à l'article 3 de la présente convention.

Les droits concédés comprennent, dans le respect des droits moraux, les droits patrimoniaux suivants:

- Le droit d'utilisation des données, en tout ou partie, en l'état ou modifiées ;

- Le droit de représentation et de distribution par tous procédés, notamment : exposition, publication d'ouvrage, publication sur site Intranet ou Internet, à des fins d'information et de promotion ;

- Le droit de reproduction sur tout support connu ou inconnu, actuel ou futur. Ce droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire les données, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état, par tous procédés et sur tout support ;

- Le droit d'adaptation par un art ou un procédé quelconque.

Cette concession ne vaut que pour les besoins liés au projet de réalisation du Grand Paris Express et ne couvre pas l'exploitation commerciale des données. L'ensemble de ces droits est concédé pour la durée légale du droit d'auteur et pour la France entière ou, dans l'hypothèse d'une publication sur Internet, pour le monde entier.

Aucune modification autre que celle prévue à l'article 2 ne pourra être apportée par la Société du Grand Paris aux données fournies par la Région Île-de-France sans accord préalable et écrit de la Région Île-de-France ;

La Société du Grand Paris pourra utiliser l'information tirée des fichiers pour la fabrication de publications dans le respect des droits et des obligations de la Région Île-de-France. La mention «source : Région Île-de-France » devra figurer sur tous les documents, internes ou externes, uniques ou reproduits en exemplaires multiples et sur les vues géographiques des écrans informatiques, utilisant tout ou partie des données définies dans la présente convention. Toute autre utilisation non expressément autorisée par la Région Île-de-France est illicite, conformément à l'article L.122-4 du code de la propriété intellectuelle.

La Société du Grand Paris ne peut sous-concéder ces droits d'utilisation, que ce soit à titre onéreux ou gracieux, sans l'accord préalable et écrit de la Région Île-de-France.

5.2 - De manière réciproque, la Société du Grand Paris concède à la Région Île-de-France, à titre non exclusif, tous les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents à l'utilisation des données et applications définies à l'article 4 de la présente convention.

Les droits concédés comprennent, dans le respect des droits moraux, les droits patrimoniaux suivants:

- Le droit d'utilisation des données, en tout ou partie, en l'état ;

- Le droit de représentation et de distribution par tous procédés, notamment : exposition, publication d'ouvrage, publication sur site Intranet ou Internet, à des fins d'information et de promotion ;

- Le droit de reproduction sur tout support connu ou inconnu, actuel ou futur. Ce droit de reproduction comporte notamment le droit de reproduire les données, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état, par tous procédés et sur tout support ;

- Le droit d'adaptation par un art ou un procédé quelconque.

Cette concession ne vaut que pour les besoins liés à ses missions statutaires et ne couvre pas l'exploitation commerciale des données et applications. L'ensemble de ces droits est concédé pour la durée légale du droit d'auteur et pour la France entière ou, dans l'hypothèse d'une publication sur Internet, pour le monde entier.

Aucune modification, autre que celle mentionnée à l'article 2, ne pourra être apportée par la Région Île-de-France aux données fournies par la Société du Grand Paris sans accord préalable et écrit de la Société du Grand Paris.

La Région Île-de-France pourra utiliser l'information tirée des fichiers pour la fabrication de publications dans le respect des droits et des obligations de la Société du Grand Paris. La mention «source : Société du Grand Paris – Vectuel » devra figurer sur tous les documents, internes ou externes, uniques ou reproduits en exemplaires multiples et sur les vues géographiques des écrans informatiques, utilisant tout ou partie des données et applications définies dans la présente convention. Toute autre utilisation non expressément autorisée par la Société du Grand Paris est illicite, conformément à l'article L.122-4 du code de la propriété intellectuelle.

La Région Île-de-France ne peut sous-concéder ces droits d'utilisation, que ce soit à titre onéreux ou gracieux, sans l'accord préalable écrit de la Société du Grand Paris.

Article 6 – Conditions financières

Les concessions faisant l'objet de la présente convention sont consenties à titre gratuit.

Article 7 – Garanties

La Région Île-de-France et la Société du Grand Paris déclarent disposer des droits cédés par la présente convention.

Article 8 – Résiliation de la convention

En cas de manquement grave d'une des parties à ses obligations contractuelles, en particulier en ce qui concerne l'utilisation externe des fichiers et la mention de la source des fichiers utilisés et, s'il n'est remédié à ce manquement dans un délai de 30 jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant le manquement en cause, l'autre partie pourra, à tout moment, résilier la présente convention et demander l'indemnisation du préjudice subi du fait de ce manquement.

Article 9 - Règlement des litiges

Si des difficultés surviennent entre les parties à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, une solution amiable sera d'abord recherchée. A défaut d'accord, le litige sera porté, par la partie la plus diligente, au tribunal de grande instance de Paris.

Fait à Saint-Denis, en deux exemplaires originaux,

Le

Société du Grand Paris	Région-Île-de-France
Philippe YVIN,	Valérie PECRESSE,
Président du directoire	Présidente de la Région-Île-de-France

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE A LA GOUVERNANCE DU POLE DE COMPETITIVITE CAP DIGITAL

Convention n°
entre la Région Ile-de-France
et le pôle de compétitivité CAP DIGITAL

La Région d'Ile-de-France,

Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS

Représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE,**

En vertu de la délibération N°CP xxxxx en date du xxxxxxx,

Ci-après dénommée **la Région,**

D'une part,

Et

L'association CAP DIGITAL

Association régie par la loi de 1901

N° SIRET : x

Sis()e : x

Représentée par son Président, **Monsieur Stéphane DISTINGUIN,** dûment habilité

Ci-après dénommée **« CAP DIGITAL »,**

D'autre part,

Après avoir rappelé,

- les objectifs de la Région en matière :
  - d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation,
  - de renforcement de l'attractivité et de la compétitivité de l'Ile-de-France,
  - de lisibilité et rayonnement international de la région,
  - de soutien à l'innovation et à la formation par la recherche,
- les principes d'intervention du soutien régional s'attachant à une approche thématique et fédératrice,
- l'intérêt et l'implication de la Région dans la constitution de pôles de compétitivité regroupant chercheurs, industriels, universitaires, créateurs d'entreprises innovantes,
- que le soutien aux associations - support des pôles de compétitivité labellisés par l'Etat - relève du dispositif régional de « soutien aux structures d'appui à l'innovation »,
- que les modalités générales des missions de l'association **« CAP DIGITAL » pour l'année 2014** ont été définies par la convention n°14003179,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Par délibération n° CP 14-146 du 30 janvier 2014, la Région a accordé 313 829 € au pôle de compétitivité Cap Digital correspondant au soutien à sa gouvernance en 2014 (convention n°14003179). L'association Cap Digital a bénéficié d'un premier versement de 156 914,50 € en 2014.

Suite à une erreur matérielle lors du traitement administratif de la demande de versement du solde d'un montant de 148 419,58€, le reliquat de la subvention a été désengagé.

Les actions de la gouvernance ayant été effectivement réalisées, il a été proposé par délibération n° 16-640 du 21 septembre 2016 de réattribuer **148 419,58 €** pour le versement du solde de la subvention (dossier n°16007671 associé à la convention 14003179).

Dans la mesure où ladite convention prenait effet à la date de la délibération du 30 janvier 2014 pour une durée de 24 mois, il est nécessaire de signer une nouvelle convention entre la Région et CAP DIGITAL en vue du versement du solde mentionné.

VU, la convention n° 14003179 relative au soutien régional à la gouvernance du pôle de compétitivité pour l'année 2014.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet d'octroyer une subvention globale de **148 419,58 €** soit **9,33 %** du montant éligible à l'aide régionale du budget prévisionnel de l'association (1 590 961€) tel que présenté en annexe technique de la convention n°14003179 et repris ci-après.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement **CAP DIGITAL** pour la réalisation des actions définies en annexe technique à la convention n°14003179, par le versement d'une subvention maximale de **148 419,58 €**, soit **9,33 %** des dépenses éligibles à l'aide régionale établies entre le **1er janvier 2014 et le 31 décembre 2014.**

Le montant de la subvention constitue un plafond. Si les dépenses justifiées par l'organisme sont inférieures au montant prévisionnel, le montant de la subvention pourra être révisé en proportion du niveau d'exécution constaté.

La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

ARTICLE 5 – LES MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement des sommes dues par la Région, au titre de la présente convention, sera effectué sur appel de fond que lui aura adressé l'association.

L'association dispose d'un délai maximum de 12 mois à compter de la délibération, pour présenter un premier appel de fonds. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.

La demande de versement du solde doit être présentée avant la date limite de fin de la convention. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc et le bénéfice de la subvention est perdu.

le solde sera versé après la production :

- d'un rapport d'activité,
- des comptes annuels de l'association certifiés par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes (si l'association en est dotée)
- d'une présentation du budget annuel réalisé signé par le représentant de l'association (par nature de dépense – ex. modèle proposé en annexe).
- d'un relevé analytique des dépenses par action subventionnée (conformément au programme annuel) précisant l'objet et le montant des dépenses au titre de l'action subventionnée. Il est signé et certifié sincère par le représentant de l'association (selon le modèle proposé en annexe).

Il est rappelé que la subvention régionale demeure globale, par application du taux d'intervention régional au regard du budget annuel réalisé conformément au programme subventionné.

Les versements seront effectués sur le compte établi au nom de :

L'association **xxxx**

Code banque :

Code guichet :

N° de compte :

Clé RIB :

N° SIRET :

Code Naf :

Pour la Région, le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris - Trésorier Payeur Général de la Région Ile-de-France.

ARTICLE 7 – RESTITUTION EVENTUELLE

Seront restituées à la Région tout ou partie des sommes qui n'auront pas été utilisées, ou auront été utilisées à d'autres fins que celles prévues dans la présente convention.

Dans ce cas, il est procédé à la résiliation de la convention, dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie des sommes versées au regard de l'évaluation des actions effectuées quant aux objectifs poursuivis, en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant soumis pour approbation à la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 9 – DUREE

La présente convention prend effet à la date de la délibération pour une durée de 12 mois.

Les dépenses seront prises en compte du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2014.

ARTICLE 10 – RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis, ni indemnité, en cas de dissolution, de faillite ou d'insolvabilité notoire de l'association.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution de ses obligations par l'une des parties.

La résiliation est effective à l'issue d'un délai de préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf si dans ce délai :

- les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- l'inexécution des obligations est consécutive à un cas de force majeure.

Il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à un remboursement de la part non amortie de la subvention.

Jusqu'à l'expiration du délai de préavis, les parties à la présente convention sont tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

La résiliation de la présente convention ne donne lieu à aucune indemnité sous réserve des dispositions de l'article 6.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

- La convention proprement dite,
- L'annexe technique technique et financière,

Fait à Paris, en quatre exemplaires originaux, le

Le Président de	La Présidente du
CAP DIGITAL	**Conseil régional d'Ile-de-France**
ou son représentant	ou son représentant

Axe co-perf	Miss	Code Analytique	Libéllé	Charges externes 2014	Salaires 2014	Affectation Administration charges externes	Affectation Administration salaires	Total Budget action	Charges externes 2014	Salaires 2014	Affectation Administration charges	Affectation Administration salaires	Total Budget action
1	A	AB0203	Evolution de la stratégie du pôle/Observatoire des marchés/Gestion des	43 300,00	120 750,24	37 085,73	29 470,94	230 606,90	43 300,00	120 750,24	37 085,73	29 470,94	230 606,90
2	A	AB0302	Labellisation	2 000,00	111 534,60	34 255,35	27 221,72	175 011,67	2 000,00	111 534,60	34 255,35	27 221,72	175 011,67
6	A	AB0501	Lien avec les territoires	0,00	144 854,01	44 488,66	35 353,83	224 696,50	0,00	144 854,01	44 488,66	35 353,83	224 696,50
6	A	AB0502	Participation groupes de travail/Etat/Région IdF	5 000,00	87 861,30	26 984,63	21 443,89	141 289,82	5 000,00	87 861,30	26 984,63	21 443,89	141 289,82
			Valorisation des experts labellisation	400 000,00				400 000,00					
			Total Actions A:	**450 300,00**	**465 000,14**	**142 814,36**	**113 490,39**	**1 171 604,89**	**50 300,00**	**465 000,14**	**142 814,36**	**113 490,39**	**771 604,89**
1	B	AB0201	Organiser et animation de la Communauté Cap Digital	10 000,00	212 787,39	65 352,87	51 934,02	340 074,28		212 787,39		51 934,02	264 721,41
2	B	AB0301	Information et aide au montage de consortium	15 000,00	42 624,97	13 091,30	10 403,28	81 119,55		42 624,97		10 403,28	53 028,25
2	B	AB0303	Développement de thématiques inter-pôles	15 000,00	25 879,33	7 948,26	6 316,25	55 143,84		25 879,33		6 316,25	32 195,58
2	B	AB0304	Formation initiale à la gestion de projets	16 200,00	13 009,11	3 995,46	3 175,07	36 379,64		13 009,11		3 175,07	16 184,19
2	B	AB0305	Assurer l'accompagnement du projet et sa valorisation	0,00	68 994,86	21 190,22	16 839,25	107 024,33		68 994,86		16 839,25	85 834,10
2	B	AB0401	Développer les projets européens en ciblant les PME	5 000,00	29 361,91	9 017,85	7 166,22	50 545,98		29 361,91		7 166,22	36 528,13
2	B	AB0402	Structurer les relations européennes et internationales	30 000,00	24 313,74	7 467,42	5 934,14	67 715,30		24 313,74		5 934,14	30 247,88
6	B	AB0600	La communication du pôle	196 700,00	147 021,86	45 154,46	35 882,93	424 759,25		147 021,86		35 882,93	182 904,79
6	B	AB0602	Organisation des évènements nationaux	61 500,00	65 025,80	19 971,22	15 870,54	162 367,55		65 025,80		15 870,54	80 896,34
4	B	AB0603	Participation à des salons internationaux	86 500,00	29 592,77	9 088,76	7 222,57	132 404,10		29 592,77		7 222,57	36 815,34
			Sous-Total Actions B	**435 900,00**	**658 611,74**	**202 277,82**	**160 744,26**	**1 457 533,82**		**658 611,74**		**160 744,26**	**819 356,01**
		TOTAL A+B		**886 200,00**	**1 123 611,88**	**345 092,17**	**274 234,66**	**2 629 138,71**	**50 300,00**	**1 123 611,88**	**142 814,36**	**274 234,66**	**1 590 961,00**

ANNEXE 6 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 A LA CONVENTION RELATIVE A LA GOUVERNANCE DU POLE DE COMPETITIVITE FINANCE INNOVATION

Avenant n°1 à la CONVENTION n°16007687 entre la Région Ile-de-France et PARIS EUROPLACE relative à la gouvernance du pôle de compétitivité FINANCE INNOVATION

Entre :

La Région d'Ile-de-France,

Sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS

Représentée par sa Présidente, **Madame Valérie PECRESSE**,

En vertu des délibérations n° CP 16-243 du 15 juin 2016,

ci-après dénommée **la Région**,

d'une part,

Et :

L'association Paris EUROPLACE

Association régie par la loi de 1901

N° SIRET : 393 769 252 000 23

Sise : 39-41, rue Cambon – 75039 Paris Cedex 01

Représentée par son Président, **Monsieur Gérard MESTRALLET**, dûment habilité

Ci-après dénommée **Paris EUROPLACE,**

d'autre part,

Après avoir rappelé,

La Région a attribué, par délibération n° CP 16-243 du 15 juin 2016 une première subvention au bénéficie de Paris Europlace pour la gouvernance du pôle Finance Innovation en 2016.

Par ailleurs, la délibération n° CP16-460 du 21 septembre 2016 la Région a attribué une nouvelle subvention venant compléter le soutien régional à la gouvernance du pôle Finance Innovation pour 2016.

En conséquence, les articles suivants de la convention n °16007687 sont modifiés ou complétés comme suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir le partenariat à mettre en œuvre entre la Région Ile-de-France et l'association **Paris Europlace** destinée à promouvoir le développement du pôle de compétitivité **Finance Innovation** à l'échelle de la région francilienne par la réalisation d'un programme d'action annuel,
- d'octroyer une subvention globale de **66 000 €** soit **4,84 %** du montant éligible à l'aide régionale du budget prévisionnel de l'association présenté en annexe technique.

ARTICLE 4 – LES ENGAGEMENTS DE LA REGION

L'article 4 est rédigé comme suit :

La Région s'engage à soutenir financièrement **Finance Innovation** pour la réalisation des actions définies en annexe technique à la présente convention, par le versement d'une subvention maximale de **66 000 €**, soit **4,84 %** du montant éligible à l'aide régionale à compter **du 1er janvier 2016 et jusqu'au 31 décembre 2016.**

Le montant de la subvention constitue un plafond. Si les dépenses justifiées par l'organisme sont inférieures au montant prévisionnel, le montant de la subvention pourra être révisé en proportion du niveau d'exécution constaté.

La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

ARTICLE 11 – PIECES CONTRACTUELLES

Les annexes techniques et financières jointes à la convention sont remplacées par les annexes techniques et financières jointes au présent avenant.

Toutes les autres dispositions de la convention n ° 16007687 demeurent inchangées

Fait à Paris, en quatre exemplaires originaux, le

Le Président de

La Présidente du
Conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant

Budget prévisionnel 2016 de FINANCE INNOVATION

BUDGET PREVISIONNEL DU POLE FINANCE INNOVATION
Période : 1er Janvier 2016 - 31 Décembre 2016

DEPENSES		BP 2016 HT	en %
Salaires et charges		***1 370 140 €***	***69,9%***
Contribution des membres et bénévoles*		***0 €***	***0,0%***
Achats de prestations		***379 000 €***	***19,3%***
Etudes / Amorçage de projets		90 000 €	
Marketing / Offre / Prospection		90 000 €	
Animations Membres / Editions		130 000 €	
Services juridiques et comptables		39 000 €	
Cotisations-Déplacements		30 000 €	
Frais de fonctionnement (locaux, téléphone, équipement, frais)		***210 000 €***	***10,7%***
Loyers et charges		180 000 €	
Frais bancaires + Amortissements		20 000 €	
Télécom		10 000 €	
TOTAL DEPENSES		1 959 140 €	100%
TOTAL ASSIETTE ELIGIBLE		1 363 710 €	

*** Hors assiette éligible**

RECETTES		Montant en €	en %
Financements privés		***1 280 000 €***	***65,3%***
Fondateurs		160 000 €	
Cotisations privées		1 010 000 €	
Sponsorship		90 000 €	
Divers		20 000 €	
Financements publics		***679 140 €***	***34,7%***
	Collectivités Territoriales	*203 140 €*	
	Région Ile de France	66 000 €	
	Ville de Paris	15 000 €	
	Conseils régionaux	122 140 €	
	Etat		
	DIRECCTE	*476 000 €*	
	TOTAL RECETTES	1 959 140 €	100%

DEPENSES PAR ACTIONS 2016	Achat de prestations	Salaires et charges	Temps homme	TOTAL
		Montant en €		
Action 1 (missions de type A)	100 379 €	246 496 €	1,95	346 875 €
Action 2 (missions de type C)	179 286	416 144	2,45	595 430
Action 3 (missions de type B)	309 335	707 500	8,85	1 016 835
TOTAL	589 000 €	1 370 140 €	13,25	1 959 140 €

Total dépenses	1 959 140 €
Filière (non repris dans le budget présenté)	
Total dépenses éligibles à l'aide régionale	1 363 710 €
Subvention régionale	66 000 €
% subvention régionale / total éligible	4,84%

ANNEXE 7 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 A LA CONVENTION N° 15001738 RELATIVE AU SOUTIEN AU PROJET DE PLATEFORME NUMERIQUE D'INFORMATION ET D'EDUCATION AUX SCIENCES

Avenant n° 1 à la convention n° 15001738
Relative au soutien au projet « Plateforme numérique d'information et d'éducation aux sciences »

Règlement d'intervention : «Soutien à la diffusion des usages, services et contenus pédagogiques et patrimoniaux»

Entre

La Région Île-de-France
représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
agissant en exécution de la délibération N° CP 16-XXX du 21 septembre 2016
ci-après dénommée «la Région»
d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : ASSOCIATION FRANCAISE DES PETITS DEBROUILLARDS
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : 37958175400023
dont le siège social est situé au 2 rue de la Clôture, 75019 PARIS
représenté par Madame Ghislaine HIERSO, Présidente, dûment habilitée,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

Après avoir rappelé :

Le bénéficiaire a obtenu le soutien financier de la Région par délibération CP n° 15-080 du 29 janvier 2015 pour son projet de plateforme numérique d'information et d'éducation aux sciences, dans le cadre du dispositif de « soutien à la diffusion des usages, services et contenus pédagogiques et patrimoniaux ».

Il résulte de la convention une incohérence entre la date de fin de projet indiquée dans la fiche-projet (31 décembre 2019) et l'article 3.4 de la convention relatif à l'éligibilité des dépenses subventionnables (dépenses éligibles jusque 12 mois à compter de la première dépense).

En conséquence et afin de modifier cette incohérence,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Modification de l'article 3.4 «ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES»

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 29 janvier 2015 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention. »

ARTICLE 2 : Les autres articles de la convention demeurent inchangés.

Fait en 3 exemplaires originaux à Paris, le

La Présidente de l'Association française des Petits Débrouillards	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Ghislaine HIERSO	**Valérie PECRESSE**

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-461

DU 21 SEPTEMBRE 2016

SOUTIEN AUX FORUMS SUR L'EMPLOI

AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du travail et notamment son article L.6111-3 ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération cadre n° CR 08-13 du 14 février 2013 approuvant le dispositif cadre relatif aux projets d'information sur l'emploi et au développement économique ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 13-763 du 17 octobre 2013 approuvant la convention-type de partenariat ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-461 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;

VU L'avis de la Commission des finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : « Soutien aux forums pour l'emploi »

Décide de participer au titre du dispositif relatif aux forums pour l'emploi au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total maximum prévisionnel de 162 062,00 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 13-763 de la Commission permanente du 17 octobre 2013 et modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 162 062,00 € disponible sur le chapitre 931 « *Formation* professionnelle et apprentissage » - Code fonctionnel 10 « *Services communs* » - Programme HP 10-002 (110002) « *Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage*» - Action 11000202 « *Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi* » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de 35 000 € disponible sur le chapitre 931 « *Formation* professionnelle et apprentissage » - Code fonctionnel 10 « *Services communs* » - Programme HP 10-002 (110002) « *Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage*» - Action 11000202 « *Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi* » du budget 2016, pour couvrir des dépenses de logistique engendrées par la participation de la Région à des manifestations et événements dans le domaine de la formation professionnelle et de l'emploi.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage	Date éligibilité	Motivation démarrage anticipé
16014098	PARIS POUR L'EMPLOI	CARREFOURS EMPLOI ARMEES COLLECTIVITES ENTREP	01/01/2016	01/01/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014099	QUALIFIER POUR MIEUX INTEGRER	CAPEB REG IDF	01/01/2016	01/01/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014101	FORUM PARISIEN POUR L'EMPLOI NUMERIQUE	MISSION LOCALE PARIS	01/06/2016	01/06/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014104	FORUM DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART	MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)	01/06/2016	01/06/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014106	UNE JOURNEE POUR UN EMPLOI	MEP ASSOCIATION DYNAMIQUE EMPLOI	01/06/2016	01/06/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du

					projet.
16014107	SALON DE L'EMPLOI ET DES METIERS 2016	GENNEVILLIERS INSERTION	01/06/2016	01/06/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014109	LES RV DE L'EMPLOI D'ORLY PARIS	ORLY INTERNATIONAL	28/04/2016	28/04/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014122	8EME FORUM DE L'EMPLOI	COMMUNE DE BOISSY SAINT LEGER	01/06/2016	01/06/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014123	ANIMATION TERRITORIALE AUTOUR DE L'EMPLOI	MISSION LOC BIEVRE 94	01/06/2016	01/06/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014124	LES RENCONTRES DE L'EMPLOI	COMMUNE DE BONNEUIL-SUR-MARNE	01/06/2016	01/06/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.
16014125	FORUM INTERCOMMUNAL DE L'EMPLOI LA FORMATION CONTINUE ET LA CREATION D'ENTREPRISE	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE	01/04/2016	01/04/2016	Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008776	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**10 - Services communs**
Programme	**110002 - Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage**
Action	**11000202 - Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi**

Dispositif : N° 00000233 - Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi

Dossier	16014098 - PARIS POUR L'EMPLOI			
Bénéficiaire	R26198 - CARREFOURS EMPLOI ARMEES COLLECTIVITES ENTREP			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
564 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Dossier	16014099 - QUALIFIER POUR MIEUX INTEGRER			
Bénéficiaire	R10771 - CAPEB REG IDF			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 350,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 400,00 €	TTC	25 %	3 350,00 €	

Dossier	16014101 - FORUM PARISIEN POUR L'EMPLOI NUMERIQUE			
Bénéficiaire	P0017943 - MISSION LOCALE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 250,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 000,00 €	TTC	25 %	4 250,00 €	

Dossier	16014104 - FORUM DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART			
Bénéficiaire	R19891 - MAISON DE L' EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 075,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 300,00 €	TTC	25 %	4 075,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008776	Budget	2016

Dossier	16014106 - UNE JOURNEE POUR UN EMPLOI				
Bénéficiaire	R16353 - MEP ASSOCIATION DYNAMIQUE EMPLOI				
Localisation	ESSONNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 125,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 500,00 €	TTC		25 %	2 125,00 €	

Dossier	16014107 - SALON DE L'EMPLOI ET DES METIERS 2016				
Bénéficiaire	R39185 - GENNEVILLIERS INSERTION				
Localisation	HAUTS DE SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	9 197,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 790,00 €	TTC		25 %	9 197,00 €	

Dossier	16014109 - LES RV DE L'EMPLOI D'ORLY PARIS				
Bénéficiaire	R32759 - ORLY INTERNATIONAL				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
91 000,00 €	TTC		10,99 %	10 000,00 €	

Dossier	16014122 - 8EME FORUM DE L'EMPLOI				
Bénéficiaire	R1281 - COMMUNE DE BOISSY SAINT LEGER				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 100,00 €	TTC		21,65 %	5 000,00 €	

Dossier	16014123 - ANIMATION TERRITORIALE AUTOUR DE L'EMPLOI				
Bénéficiaire	R19883 - MISSION LOC BIEVRE 94				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC		25 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008776	Budget	2016

Dossier	16014124 - LES RENCONTRES DE L'EMPLOI			
Bénéficiaire	R18 - COMMUNE DE BONNEUIL-SUR-MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 202,00 €	TTC	20,55 %	6 000,00 €	

Dossier	16014125 - FORUM INTERCOMMUNAL DE L'EMPLOI LA FORMATION CONTINUE ET LA CREATION D'ENTREPRISE			
Bénéficiaire	R7478 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 065,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
52 275,08 €	TTC	24,99 %	13 065,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000233 - Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	162 062,00 €

Total sur l'imputation 931 - 10 - 110002 - 11000202	162 062,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014122

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 8EME FORUM DE L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	23 100,00 €	21,65 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BOISSY SAINT LEGER
Adresse administrative : 7 BOULEVARD LEON REVILLON
94477 BOISSY ST LEGER
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Régis CHARBONNIER, Maire

N° SIRET : 21940004100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Les objectifs du forum de l'emploi sont de mettre en lien les entreprises et les demandeurs d'emploi, de permettre le repérage des candidatures correspondant aux postes proposés et de favoriser l'emploi des publics qui en sont éloignés.

Description :
Le 8ème forum de l'emploi se tiendra le jeudi 6 octobre 2016 de 9h30 à 18h au Centre Commercial Boissy 2.

Il s'agit d'organiser un temps de rencontre qui associe, sur un même lieu, trois espaces distincts : un pôle d'accompagnement et création, un pôle formation et un pôle recrutement.
Une soixantaine d'entreprises et organismes professionnels proposent emploi et accompagnement des

publics en situation de chômage, de recherche d'emploi, de contrats d'apprentissage ou de formation.
Des conférences, des séances de job-dating et d'entraînement à l'entretien sont également proposées en matinée et en après-midi.

Le forum répond aux besoins du territoire :
Sur le quartier de la Haie Griselle, 38% des 16-25 ans sont au chômage et 27% des 15-64 ans sont inactifs.
13% de la population active est demandeur d'emploi, les allocataires du RSA représentent 6.5% de la population.

Partenaires sur l'action :
- Les services communaux : service de l'emploi, services techniques, médiathèque, communication, politique de la ville, CCAS… ;
- La Mission locale, Pôle Emploi, Direecte, Ept, Conseil départemental.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
1200 à 1500 personnes issues du quartier prioritaire de la Haie Griselle et des communes avoisinantes.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Standiste	17 000,00	73,59%
Wifi	1 500,00	6,49%
Décoration	500,00	2,16%
Communication	2 600,00	11,26%
Stagiaire pour mission ponctuelle	1 500,00	6,49%
Total	23 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	6 600,00	28,57%
CRIF	5 000,00	21,65%
CG94	4 500,00	19,48%
DDCS	7 000,00	30,30%
Total	23 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	900,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	190 000,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	700,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	10 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	4 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	120 050,00 €
	Montant total	329 650,00 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2013	4 000,00 €
2014	4 000,00 €
2016	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014124

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LES RENCONTRES DE L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	29 202,00 €	20,55 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BONNEUIL-SUR-MARNE
Adresse administrative : 7 RUE D'ESTIENNE D'ORVES
94381 BONNEUIL-SUR-MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Patrick DOUET, Maire

N° SIRET : 21940011600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Objet du projet : Forum

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Le forum vise à favoriser l'insertion professionnelle des publics les plus en difficulté et des jeunes diplômés, ainsi qu'à promouvoir l'apprentissage et l'alternance.
Cette manifestation s'inscrit dans la volonté de faciliter le retour à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée en les mettant en relation avec les structures d'accompagnement, l'orientation ou la formation et la création d'entreprise

Description :
La ville de Bonneuil-sur-Marne lance la 8ème édition des « Rencontres de l'emploi » le jeudi 13 octobre 2016 au Gymnase A. et E. Cotton, de 9h00 à 17h30.

1 000 à 1 200 visiteurs seront accueillis par 70 exposants.

Les visiteurs pourront en amont préparer activement leur visite grâce aux ateliers ouverts et ainsi renforcer l'efficacité des rencontres qu'ils auront avec les employeurs présents.
Ils trouveront également sur place l'information utile sur l'offre de formation régionale et auront l'occasion de rencontrer des experts de la création d'activité et des professionnels de l'accompagnement social et professionnel.

Des kiosques sont aménagés où les visiteurs pourront trouver un panel d'offres d'emploi.
Des tables rondes seront organisées sur les métiers en tension.

Le forum organise trois temps forts avec des rencontres thématiques animées par des exposants experts en leur domaine :

A 10h00 et 15h30 :
- Internet au service de la recherche d'emploi (Pôle Emploi)
- Les astuces d'un entretien d'embauche (l'Atelier coaching 94)
- Réussir sa période d'essai dans l'entreprise (Référentiels projets)

De 14h30 à 15h30 :
Je créé, développe et finance mon entreprise (Espace pour Entreprendre)

Rappel des espaces :
- Espace recrutement
- Espace formation (présence d'organismes de formation, dont des CFA et la médiathèque de Bonneuil)
- Espace création
- Espace conseils et accompagnement
- Animations

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le forum cible les demandeurs d'emploi de longue durée et bénéficiaires des minima sociaux, les jeunes diplômés, les créateurs d'activité et les personnes en recherche d'information sur les formations, la VAE, les structures d'accompagnement...

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement forum	17 202,00	58,91%
Assistance organisation	6 000,00	20,55%
sécurité	1 320,00	4,52%
Communication	3 360,00	11,51%
Frais postaux	1 320,00	4,52%
Total	29 202,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	15 702,00	53,77%
CRIF	6 000,00	20,55%
CG94	5 500,00	18,83%
Etat (contrat de ville)	2 000,00	6,85%
Total	29 202,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	7 907,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	20 730,00 €
2013	Soutien à la création et à la diffusion numérique	11 520,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	5 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	20 730,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	6 600,00 €
2015	Politique énergie climat	6 984,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	82 971,00 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	6 600,00 €
2015	3 000,00 €
2016	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014125

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FORUM INTERCOMMUNAL DE L'EMPLOI LA FORMATION CONTINUE ET LA CREATION D'ENTREPRISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	52 275,08 €	24,99 %	13 065,00 €
	Montant Total de la subvention		13 065,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-65734-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CERGY PONTOISE
Adresse administrative : H0TEL D'AGGLOMERATION 95027 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Dominique LEFEBVRE, Président

N° SIRET : 24950010900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
La Communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise organise son forum intercommunal en intégrant les dimensions suivantes :
- Emploi/recrutement/apprentissage
- Formation continue/reconversion
- Création/reprise d'entreprise

L'opportunité d'un forum à l'échelle intercommunale a été identifiée en réponse à plusieurs enjeux :
- Structurer un projet fédérateur favorisant le rapprochement entre l'offre et la demande d'emploi à l'échelle du bassin d'emploi ;

- Offrir au public la possibilité d'échanger avec des recruteurs et proposer une offre de service homogène à l'ensemble des habitants de l'agglomération ;
- Mobiliser de façon coordonnée les employeurs du territoire en évitant leur sur-sollicitation sur des événements locaux ;
- Permettre aux entreprises de connaître le vivier de ressources disponibles sur le territoire et de recruter des collaborateurs localement ;
- Présenter l'offre de formation continue ou en alternance disponible sur le territoire pour permettre la montée en compétence des habitants.

Description :
Le « Forum intercommunal de l'emploi, de la formation continue et la création d'entreprise » se tiendra le jeudi 13 octobre 2016, de 9h30 à 17h, au complexe des Maradas à Pontoise.

2 500 à 3 000 visiteurs sont attendus en présence de 80 exposants.

Une action de sensibilisation en amont du forum se déroulera dans les quartiers prioritaires, deux semaines avant le forum, afin de laisser le temps aux publics de préparer leurs candidatures avec l'appui des acteurs de l'emploi.
Cette action se concrétise sous la forme du « Bus de l'initiative » qui a pour objectif principal de faciliter l'accès et l'intégration des publics aux dispositifs d'accompagnement. Ce bus sera animé par les partenaires locaux de l'emploi (Pôle Emploi, Mission locale, E2C95, villes, acteurs en QPV) et les acteurs de l'entreprenariat (Initiative95, Port Parallèle, ADIE, Chambres consulaires).

Marqué par un partenariat fort, le forum traduit la volonté des acteurs locaux d'accueillir un public large venant de l'ensemble de l'agglomération, voire au niveau départemental.

Il est demandé aux employeurs qui réservent un stand de transmettre, en amont du forum, les offres à pourvoir (CDD, CDI, alternance, contrats aidés…) de manière à ce qu'elles apparaissent en ligne sur la page créée à cet effet : http://forum.emploi.cergypontoise.fr (accessible depuis le site institutionnel de la CACP www.cergypontoise.fr).
Les offres seront ensuite affichées le jour J sur un espace dédié.

Le lieu sera composé en plusieurs espaces :
- Espace multimédia : dédié à l'accompagnement des personnes dans la formalisation de leur CV et lettre de motivation. Cet espace sera animé par la Bibliothèque d'études et d'information (BEI) de la CACP et ses partenaires. Une bibliothèque nomade sera mise à disposition avec une sélection d'ouvrages récents sur la recherche d'emploi, la formation professionnelle et la création d'entreprise.
- Espace de conseil individualisé et de coaching : simulation d'entretiens de recrutement, animation favorisant l'interaction, l'émulation d'idées avec un focus sur la confiance en soi, la posture et le savoir être.
- Espace conférence :
De 11h00 à 12h00 : conférence sur les méthodes innovantes de recherche d'emploi.
De 14h30 à 15h30 : conférence thématique sur la formation continue.
Les partenaires locaux de l'emploi vont structurer leurs stands par villages d'accompagnement au public :
- Un village « Pôle jeunesse » : Mission locale (présence de la développeuse de l'apprentissage), l'E2C95, le CIJ, l'EPIDE ;
- Un stand collectif « entreprenariat » : Initiative95, VOT ACCET (incubateur, pépinière), Réseau Entreprendre, ADIE, Coopérative d'activité et d'emploi « Port parallèle », CCI/CMA, ALICE ;
- Un village accompagnement à l'emploi : Pôle Emploi, Cap Emploi95, APEC ;
- Un stand collectif « contrats aidés » : CD95 pour la partie mission insertion (publics RSA), DIREECTE UT95 pour la partie mesures pour l'emploi/contrats aidés ;
- Un stand collectif sur la connaissance du bassin d'emploi, des filières présentes sur le territoire et des métiers qui recrutent : la direction économique de la CACP, Défi Métier pour la partie formation continue, l'enquête besoins en main d'œuvre de Pôle Emploi (BMO), projection de petits films métier, borne

interactive des métiers.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le forum cible les demandeurs d'emploi de tous âges, les séniors, les jeunes en recherche d'alternance, les jeunes diplômés, les salariés en reconversion, les demandeurs d'emploi en situation de handicap.

Localisation géographique :
- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Standiste	22 898,20	43,80%
Sécurité	1 830,00	3,50%
Personnel pour le nettoyage	1 390,00	2,66%
Protection civile	500,00	0,96%
Accès WiFi	5 000,00	9,56%
Intervenant conférence	400,00	0,77%
Intervenant animation	200,00	0,38%
Animateur en journée	2 280,00	4,36%
Communication	15 000,00	28,69%
Enveloppes	402,00	0,77%
Mise sous pli par un ESAT	674,88	1,29%
Frais postaux et frais de télécommunications	1 700,00	3,25%
Total	52 275,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	39 210,08	75,01%
CRIF	13 065,00	24,99%
Total	52 275,08	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	13 065,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	371 416,50 €
2013	Réseau vert et déplacements à vélo en Ile de France	441 394,50 €
2013	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	40 000,00 €
2013	Soutien à la création et à la diffusion numérique	21 600,00 €
2013	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	109 000,00 €
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	7 262 944,52 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	1 800 000,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	13 340,00 €
2014	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Fct)	33 000,00 €
2014	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	126 160,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	44 000,00 €
2014	Terrains Synthétiques de grands Jeux	437 500,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	365 970,70 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 937 055,48 €
2015	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	2 127 075,00 €
2015	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	434 100,00 €
2015	Politique énergie climat	10 400,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	400 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	30 500,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	19 430,00 €
2016	Etude territoriale du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	20 000,00 €
	Montant total	19 710 786,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014098

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PARIS POUR L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	564 000,00 €	17,73 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CARREFOURS EMPLOI ARMEES COLLECTIVITES ENTREP
Adresse administrative : 1 PL JOFFRE 75007 PARIS 07
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Etienne SEGRETAN, Président

Date de publication au JO : 16 janvier 1991

N° SIRET : 43294548300035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Ce forum a pour but d'optimiser la mise en relation des recruteurs et des chercheurs d'emploi diplômés ou non, avec un focus particulier sur les apprentis, afin de permettre aux entreprises de trouver les compétences dont elles ont besoin et aux visiteurs de faire valoir les leurs par :
- La mise à disposition d'un lieu de rencontre
- La diffusion d'une information claire sur les filières d'emploi et les métiers
- La préparation en amont des visiteurs sur les postes proposés

Description :
Carrefours pour l'emploi lance, avec l'appui des pouvoirs publics, la 14ème édition du forum de recrutement et de l'apprentissage « Paris pour l'emploi », les 6 et 7 octobre 2016 sur la place de la Concorde Paris 8ème.

A cette occasion, plus de 400 structures proposeront près de 10 000 offres d'emploi, de formation et de contrats d'apprentissage touchant la plupart des secteurs d'activité.

Bien plus qu'un enjeu économique, l'emploi est devenu le principal moteur de l'insertion sociale en France. C'est pourquoi, ce forum professionnel se veut réellement accessible à tous.

Le job-apprentissage dating :
Carrefours pour l'emploi propose, lors de cette édition, des sessions de recrutement « éclairs ». En effet, des rendez-vous « job-apprentissage dating » seront proposés aux candidats sélectionnés qui pourront rencontrer et avoir un entretien avec les employeurs pendant les 2 jours du forum.

Sélection et préparation des candidats :
- Constitution d'une base de candidats ayant un projet professionnel validé par le service public de l'emploi et étant prêts à l'emploi
- Préparation aux entretiens (reprise du CV, connaissance de l'entreprise, présentation, motivation, objectifs, attitude, conclusion, réponse aux objections…)

Prospection et suivi des exposants :
- Constitution de fichiers de prospection d'entreprises recrutant les profils retenus
- Identification et mise à jour dans l'outil de prospection
- Réception, validation et suivi des inscriptions
- Collecte et saisie des informations exposants fournies
- Qualification des offres proposées

Mise en place d'un outil web de gestion des RDV à destination des conseillers du service public de l'emploi

En amont du forum, une mise à jour systématique des fichiers de prospection est réalisée dans la base de données en vue de rechercher les entreprises et collecter les postes proposés.
Un site internet dédié au salon est à disposition des candidats pour les aider dans la préparation de leur visite : information pratique, index des offres, coordonnées des exposants, conseils…
Un plan de visite en ligne est proposé aux candidats pour leurs permettre de rechercher les offres correspondant à leur profil à partir de mots-clés.
Sur place, le guide du candidat est distribué à l'entrée du forum ; il contient la liste des différents postes proposés, les coordonnées des structures présentes ainsi que leur localisation. Ce guide est également mis en ligne 10 jours avant la manifestation en version interactive sur parisemploi.org.

De nombreux médias partenaires relaient l'événement sur leurs supports.

Le forum est constitué en différents villages, dont le « village handi-accueillant » avec une entrée spécifique et la présence d'interprètes LSF ainsi que d'accompagnateurs pour les non-voyants.

Les villages :
- Paris de l'emploi public et de la mobilité
- Paris de l'alternance et de la formation
- Paris des métiers
- Paris de l'expérience et des autres alternatives vers l'emploi
- Paris de l'engagement et de la solidarité

L'organisation du forum :
- Mise en place du carrefour des métiers et de l'artisanat
- Mise en place de conférences
- Mise en place d'espaces ressources (détente) recruteurs
- Mise en place d'espace de reprographie gratuite, impression de CV
- Distribution de questionnaires candidats et recruteurs

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi diplômés ou non, jeunes, séniors. Jeunes en alternance en recherche de contrat d'apprentissage.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chapiteaux, cloisons, électricité, moquette, mobilier, sanitaires...	420 000,00	40,78%
Sécurité	35 000,00	3,40%
Publicité, achat supports...	45 000,00	4,37%
Impressions (guides, affiches...)	38 000,00	3,69%
Vidéo (capture d'image du forum)	5 000,00	0,49%
Organisation (prestation service, sous-traitance)	5 000,00	0,49%
petites locations	2 000,00	0,19%
Fluides (branchement électrique et consommation)	7 000,00	0,68%
Fournitures forum (plantes, badges...)	3 500,00	0,34%
Déplacements missions bénévoles	3 000,00	0,29%
Frais postaux	500,00	0,05%
NE- restauration exposants et bénévoles	45 000,00	4,37%
NE- Charges de personnel	336 800,00	32,70%
NE- Charges de structure	84 200,00	8,17%
Total	1 030 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de stands	730 000,00	70,87%
Département de Paris	170 000,00	16,50%
CRIF	100 000,00	9,71%
Ministère du Travail et de l'Emploi	30 000,00	2,91%
Total	1 030 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	94 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	5 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	90 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	50 000,00 €
	Montant total	239 000,00 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	90 000,00 €
2015	50 000,00 €
2016	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014099

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : QUALIFIER POUR MIEUX INTEGRER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	13 400,00 €	25,00 %	3 350,00 €
	Montant Total de la subvention		3 350,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPEB REG IDF
Adresse administrative : 4 RUE GALVANI
75838 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur Dominique METAYER, Président

Date de publication au JO : 19 avril 2005

N° SIRET : 40409938400038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Objet du projet : Forum

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Ce forum a pour objectif de promouvoir la filière apprentissage en travaillant en partenariat avec un CFA.

La CAPEB utilisera le chantier école de Barbizon pour valoriser le travail des apprentis auprès des professionnels du bâtiment et inciter ces derniers à prendre des contrats d'apprentissage. Une bourse à l'apprentissage est envisagée pour mettre en rapprochement des jeunes souhaitant s'inscrire en CFA et des entreprises cherchant des apprentis.

La CAPEB souhaite également promouvoir la filière de formation auprès des orienteurs et des jeunes en recherche d'orientation. Des ateliers de démonstration tenus par des CFA et lycées professionnels seront proposés sur le thème de la rénovation énergétique. L'idée est de favoriser les contrats d'apprentissage sur les filières professionnelles créatrices d'emploi.

Description :
La CAPEB lance en octobre 2016 son forum dédié à l'apprentissage « Qualifier pour mieux intégrer », à la Maison associative de Barbizon (77).

A l'occasion de la réhabilitation d'une maison datant du 19ème siècle (devenue la Maison associative), la CAPEB a souhaité contribuer à la formation in situ des apprentis en organisant un chantier école. Mais elle a également profité de ce chantier de qualification pour faire bénéficier les apprentis d'une formation sur deux jours dédiée aux règles fondamentales de la sécurité des installations intérieures gaz pour devenir « responsable gaz ».

En fin de parcours, et pour mettre en avant la filière de l'Artisanat du Bâtiment, la CAPEB a souhaité organiser sur une journée son forum apprentissage pour favoriser la mise en relation entre apprentis et entreprises et inciter ainsi la signature de contrats d'apprentissage.
La thématique de la transition énergétique dans le bâtiment sera utilisée de façon transversale tout au long de cette journée.

Ce projet est pour la CAPEB l'occasion de mettre en avant le travail de partenariat possible entre CFA, apprentis et artisans. La rencontre sur un chantier commun, sans enjeu économique pour l'entreprise est également le moyen pour les artisans de prendre le temps de transmettre un peu de leur savoir-faire, de dialoguer avec les responsables du CFA et de favoriser les échanges avec les apprentis.

Afin de promouvoir l'événement, la communication sera réalisée auprès des CIO et des comités de Lutte contre le Décrochage Scolaire, des établissements scolaires collèges et lycées, mais aussi des différentes missions locales.
L'objectif étant d'inciter ces jeunes à rentrer en apprentissage dès l'automne 2016.

Cette journée sera organisée en partenariat avec les CFA et lycées professionnels proches du site de Barbizon.
Des stands de démonstration seront animés par des apprentis, des lycéens et des professionnels.
Un atelier sera organisé pour recenser les motivations, prendre les CV et orienter au mieux le public.
Des entreprises seront présentes et pourront faire leur recrutement directement.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Ce projet s'adresse à deux publics distincts:
- aux apprentis en "Bac professionnel Technicien en installation des systèmes énergétiques et climatiques" du CFA de Nangis. Ils bénéficieront d'une formation chantier et d'une spécialisation professionnelle afin de pouvoir rentrer facilement sur le marché du travail à la fin de leur formation;
- aux jeunes en recherche d'orientation et qui se verront proposer une formation en apprentissage dans un centre de formation avec une entreprise prête à les prendre.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location mobilier	1 000,00	7,46%
Intervenants entreprises	2 000,00	14,93%
Intervenants formateurs	3 600,00	26,87%
Communication	800,00	5,97%
Frais déplacements ponctuels	3 500,00	26,12%
Stagiaire pour mission ponctuelle	2 500,00	18,66%
Total	13 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 250,00	31,72%
Qualigaz	5 800,00	43,28%
CRIF	3 350,00	25,00%
Total	13 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 350,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	10 000,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	20 000,00 €
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	30 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	65 000,00 €
	Montant total	155 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014101

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FORUM PARISIEN POUR L'EMPLOI NUMERIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	17 000,00 €	25,00 %	4 250,00 €
	Montant Total de la subvention		4 250,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE PARIS
Adresse administrative : 34 QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MAITE ERRECART, Présidente

Date de publication au JO : 10 mars 2011

N° SIRET : 53132862300073

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
En matière d'aide à l'accès à l'emploi des publics décrocheurs dans le secteur du numérique, la Mission locale de Paris organise un forum avec trois principaux objectifs :
- Promotion des formations (notamment en apprentissage) proposées dans le cadre de la Grande Ecole du Numérique sur le territoire parisien et francilien
- Information et conseils sur les métiers et les formations à destination des publics décrocheurs
- Insertion professionnelle et recrutements directs

Au-delà de ces objectifs, l'enjeu est de favoriser, d'accélérer la mise en synergie des initiatives des acteurs privés, associatifs et des opérateurs du service public.

Description :
Le « Forum parisien pour l'emploi dans le numérique » se tiendra le 7 octobre 2016, dans les locaux du 104, Paris 19ème.

Découverte des formations :
Le jour de l'événement, une dizaine de stands seront tenus et animés par les organismes de formation labellisés « Grande Ecole du Numérique » en Île-de-France, notamment Simplon, R2K, Ecole 42, CNAM, CEMEA…
Plusieurs modalités d'animation des stands sont envisagées :
- Témoignages d'anciens apprenants en vue de susciter des vocations chez les jeunes
- Animation de sessions de sensibilisation ou découverte du code (Paris Code : a pour but de former et mettre en emploi sur les métiers du développement et du codage information en ciblant en priorité les décrocheurs et les personnes en reconversion), des objets connectés, du monde des « makers »…
- Information collective sur les sessions de formation ouvertes dans le cadre de la GEN

Découverte des métiers et des débouchés professionnels :
Il sera proposé à une dizaine de grandes entreprises du secteur de l'économie numérique de tenir un stand : IBM, Samsung, Google, Orange, Microsoft, AXA, Voyages-SNCF, Blablacar….
En parallèle, seront organisées de manière séquentielle tout au long de la journée :
- Des sessions « pitch your job » par des praticiens/professionnels (y compris bénévoles) du numérique issus de ces entreprises
- Des visites guidées et commentées des ateliers et salles techniques du 104

Sur le même calendrier, un « Hackathon Emploi » est organisé par la Ville de Paris les 7 et 8 octobre avec 4 ateliers de travail permettant de trouver des solutions innovantes via le levier du numérique sur les sujets suivants : « un emploi près de chez moi », « il n'y a pas d'âge pour s'orienter ou se réorienter », « du temps partiel au temps complet », « je m'engage pour l'emploi ».
Un échantillon de jeunes repérés et préparés en amont du forum seront associés à ce hackathon sous la forme de groupes d'usagers.

Partenaires associés :
Les partenaires institutionnels associés seront la Ville de Paris, l'Association régionale des ML d'Île-de-France (ARML), Pôle Emploi (DT Paris), le FAFIEC et le Syntec-Numérique.
Les partenaires privés seront IBM, Samsung, Orange, Microsoft, AXA, Voyages-SNCF, Blablacar…
La Fondation Orange, dans le cadre du programme « Insertion des jeunes » développé avec Samsung, co-organisera une session de formation/sensibilisation auprès des conseillers de la ML de Paris en amont du forum, afin de conseiller au mieux les jeunes qui s'adresseront à eux le jour du forum.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le projet cible les demandeurs d'emploi de tous âges, les jeunes diplômés ou non, les apprentis en recherche de contrats.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location salle	3 000,00	17,65%
Logistique (aménagement, location véhicules)	1 500,00	8,82%
Organisation (location matériel, décoration)	2 500,00	14,71%
Intervenants	2 000,00	11,76%
Communication	8 000,00	47,06%
Total	17 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	3 500,00	20,59%
CRIF	4 250,00	25,00%
Fonds privés	9 250,00	54,41%
Total	17 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	55 000,00 €
2013	Chantier école	54 965,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	90 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	94 394,90 €
2015	Campagne d'informatisation	14 000,00 €
2015	Chantier école	42 600,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	100 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2016	Chantier école	42 600,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	23 298,85 €
	Montant total	588 358,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014104

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FORUM DES METIERS ET DE L'EMPLOI GRAND PARIS SUD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	16 300,00 €	25,00 %	4 075,00 €
		Montant Total de la subvention	4 075,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION DE SENART (MDEF)
Adresse administrative : 462 RUE BENJAMIN DELESSERT 77550 MOISSY-CRAMAYEL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel BISSON, Président

Date de publication au JO : 12 février 1992

N° SIRET : 38830264800026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
L'objectif de ce forum est de maintenir sur le site de Sénart la réalisation d'un événement sur l'emploi et l'apprentissage en rapprochant les entreprises des demandeurs d'emplois, jeunes diplômés ou en orientation.
Il sera aussi l'occasion de présenter les métiers de Sénart.
L'intérêt de ce forum est d'offrir au public des réponses personnalisées, de proposer une approche concrète et interactive des métiers présents sur le territoire et de mettre en relation sur les offres d'emploi ou de contrats d'apprentissage du territoire.

Description :
Le « Forum des métiers et de l'emploi Grand Paris Sud » se déroulera le samedi 8 octobre 2016 au Théâtre de Sénart à Lieusaint, de 10h à 17h.

L'objectif est d'accueillir 800 visiteurs et 60 exposants (partenaires, entreprises, organismes de formation…).

La surface d'exposition est divisée en « espaces thématiques », dans lesquels l'ensemble des acteurs concernés (formation, entreprises, services public de l'emploi, chambres consulaires…) construisent ensemble une présentation lisible et cohérente de la thématique, en utilisant les outils adaptés : échanges, supports plaquettes, entretiens individuels…
- L'espace « formation et découverte des métiers » rassemble l'ensemble des acteurs du territoire.
- L'espace « méthodologie de recherche d'emploi et apprentissage » sous forme d'ateliers animés par des professionnels dans le but d'apporter une aide à la réalisation de CV et se préparer à l'entretien d'embauche.
- L'espace « acteurs du monde de l'entreprise » sera composé d'entreprises du territoire en démarche de recrutement emploi et apprentissage ou d'information sur le secteur d'activité et leur métier. Il y aura également un stand consacré à la création d'entreprise.

Ce forum permettra d'avoir une meilleure connaissance des attentes du public sénartais, de favoriser la relation directe avec les demandeurs d'emplois et les jeunes en alternance et de privilégier une étroite relation avec des entreprises dans le cadre d'une réorientation professionnelle.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi, salariés, jeunes en contrat en alternance.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de salle	3 600,00	22,09%
Fournitures	1 700,00	10,43%
Intervenant (simulation entretien)	500,00	3,07%
Agent de sécurité	500,00	3,07%
directeur technique	750,00	4,60%
Ménage	150,00	0,92%
Location meubles	6 000,00	36,81%
Communication	3 100,00	19,02%
Total	16 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Communauté d'Agglomération	2 225,00	13,65%
CRIF	4 075,00	25,00%
CFDT	7 000,00	42,94%
Sponsor	3 000,00	18,40%
Total	16 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 075,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	13 820,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	22 500,00 €
2013	Egalité femmes-hommes	17 700,00 €
2013	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2013	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	6 500,00 €
2013	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	47 013,00 €
2013	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	73 828,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	47 197,45 €
2014	Egalité professionnel entre les femmes et les hommes	15 460,00 €
2014	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2014	Sensibilisation à l'ESS et à l'Innovation Sociale	50 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	30 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	7 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	65 435,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	52 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	52 500,00 €

2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	23 233,50 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	104 495,48 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	12 475,00 €
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	55 600,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	32 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur des Groupements de Créateurs Franciliens et de l'ANGC	60 000,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	50 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	60 000,00 €
2016	Soutien aux points d'accueil création et développement d'entreprise – labellisation PACE+	25 000,00 €
	Montant total	1 276 757,43 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	7 000,00 €
2015	7 000,00 €
2016	4 075,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014106

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : UNE JOURNEE POUR UN EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	8 500,00 €	25,00 %	2 125,00 €
	Montant Total de la subvention		2 125,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEP ASSOCIATION DYNAMIQUE EMPLOI
Adresse administrative : 9 CRS BLAISE PASCAL
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence BELLAMY, Proviseur

Date de publication au JO : 2 octobre 1996

N° SIRET : 30977069100033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Objet du projet : Forum

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Le forum a pour objectif d'organiser une journée de job-dating sur l'emploi et l'apprentissage en favorisant la rencontre entre demandeurs d'emploi et jeunes en alternance.
Le forum est plus particulièrement destiné aux jeunes issus des Quartiers Politiques de la Ville (QPV).

Description :
Le 4 octobre 2016 à la CCI de l'Essonne (ou Hôtel Ibis d'Evry), Dynamique Emploi organisera son forum «

Une journée pour un emploi ».

Ce forum permettra de confronter le public considéré comme éloigné de l'emploi à la demande d'emploi territoriale, de les mettre en lien avec des entreprises du territoire, des organismes de formation.
Le forum permettra également de sensibiliser le public au contrat d'apprentissage et d'organiser des échanges avec des professionnels sur la thématique de l'alternance et de l'insertion professionnelle.

La journée se compose en 2 temps forts :
Le matin, différents ateliers seront proposés pour préparer les candidats au job-dating de l'après-midi :
- Atelier sur la définition du projet professionnel (validation du projet + recherche de formations)
- Atelier sur la recherche d'emploi
- Atelier de préparation aux entretiens d'embauche avec coaching
- Atelier sur la mobilité
- Atelier de sensibilisation au contrat d'apprentissage

Une table ronde sera organisée autour de la thématique de la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi. Cela nécessitera la présence d'entreprises, d'acteurs de l'insertion et de l'emploi sur le territoire et de professionnels de la thématique.
Un diagnostic sur les difficultés rencontrées sera posé, suivit d'une réflexion sur les solutions à apporter pour faciliter la rencontre entre l'offre et la demande d'emploi.

L'après-midi, un job-dating sera organisé avec les entreprises et les centres de formation du territoire (une dizaine de structure est pressentie).
Chaque entreprise ou organisme recevra une quinzaine de candidats sur 2h30 avec un timing d'un entretien toutes les 10 minutes.
Les personnes positionnées sur le job-dating bénéficieront d'un travail préparatoire en amont. Ce travail sera assuré par Dynamique Emploi de manière à assurer les attentes des entreprises avec celles des candidats.

Partenariats : Entreprises du territoire, agences d'intérim, centres de formation, acteurs de l'insertion et de l'emploi, professionnels et institutionnels du champ de l'insertion et de l'emploi.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
100 personnes sont visées par cette action.
Il s'agira de convier en priorité des demandeurs d'emploi habitant les QPV du territoire de Dynamique Emploi ainsi que les travailleurs handicapés.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de salle	1 500,00	17,65%
Fournitures, matériels	500,00	5,88%
Intervenants	4 000,00	47,06%
Communication	2 000,00	23,53%
Frais postaux.....	500,00	5,88%
Total	8 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 875,00	57,35%
CRIF	2 125,00	25,00%
Politique de la Ville	1 500,00	17,65%
Total	8 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 125,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	30 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 000,00 €
2016	Passerelles entreprises	110 000,00 €
	Montant total	142 000,00 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	2 000,00 €
2016	2 125,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014107

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SALON DE L'EMPLOI ET DES METIERS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	36 790,00 €	25,00 %	9 197,00 €
		Montant Total de la subvention	9 197,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENNEVILLIERS INSERTION
Adresse administrative : 177 AVENUE GABRIEL PERI
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Chaouki ABSSI, Président

Date de publication au JO : 18 décembre 1996

N° SIRET : 41126409600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
L'objet du forum est de promouvoir l'emploi local et de favoriser le recrutement de compétence de proximité.
La découverte des métiers et des secteurs d'activités porteurs d'emploi fait également partie de l'objectif du forum.

L'organisation de ce forum permettra de communiquer plus largement sur l'emploi afin de permettre au public non reçu dans les structures de Gennevilliers de créer, voire recréer le lien avec les structures d'accompagnement vers l'emploi.
Les chercheurs d'emploi pourront ainsi prendre contact avec l'ensemble des prestataires et partenaires de

la ville et bénéficier de conseils divers (conseils juridiques, conseils sur la tenue professionnelle, le parcours vers l'emploi, la création d'activité…).
Ce forum propose un cadre professionnel facilitant les partenariats sur mesure.

Description :
Le « Salon de l'emploi et des métiers 2016 » se déroulera les 12 et 13 octobre 2016 à la Salle des Fêtes de Gennevilliers.

Ce projet est monté en transversalité avec la Ville et l'ensemble des acteurs de l'accompagnement vers l'emploi.

L'édition 2016 se déroule sur deux journées :

- Jour 1

Une première journée autour de la thématique de l'information, de la préparation des publics et de la formation : l'objectif est de permettre aux visiteurs de se préparer à la rencontre avec les employeurs, de rencontrer des organismes de formation et des structures de l'insertion par l'activité économique.
L'ensemble des conseillers intervenants emplois du territoire se mobilisent autour du public pour assurer une préparation à la rencontre le lendemain avec les employeurs.
Des ateliers de préparation sont organisés : aide à la réalisation du CV, préparation aux entretiens d'embauche par des exercices de simulation.
Des professionnels, sélectionnés après une mise en concurrence, interviendront également sur des thématiques liées à l'image de soi, à la présentation devant un employeur.

- Jour 2

La deuxième journée se déroule sous le format classique d'un salon de l'emploi dans un objectif de recrutement.
60 stands seront réservés aux entreprises, sectorisés par domaines d'activité.
Pour garantir un accompagnement du public, un « espace coaching » et un « espace multimédia » seront maintenus. Cet espace sera doté de 6 ordinateurs et imprimantes animé par les professionnels de l'emploi. Ils mettront à disposition des fiches métiers, des livrets conseils, le plan du salon, l'aide aux questions et les offres d'emploi. A disposition, les recherches sur Internet et l'impression des documents de recherche d'emploi.
Cet espace sera co-animé par Pôle Emploi, le PLIE, la Boutique Club emploi, la Mission locale et l'Espace insertion.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi de tous âges et jeunes en alternance.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de stands	30 000,00	81,54%
Prestation intervenant	1 730,00	4,70%
Communication (impressions, affiches...)	4 910,00	13,35%
Fournitures	150,00	0,41%
Total	36 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Gennevilliers	27 593,00	75,00%
CRIF	9 197,00	25,00%
Total	36 790,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 197,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	141 812,13 €
2013	Lutte contre les discriminations	14 000,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	4 000,00 €
2014	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	58 899,40 €
2014	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes	16 208,00 €
2014	Passerelles entreprises	132 497,60 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	10 499,82 €
2015	Lutte contre les discriminations dans la formation et l'emploi (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	79 673,60 €
2016	Passerelles entreprises	37 128,00 €
	Montant total	512 718,55 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2013	4 000,00 €
2014	8 000,00 €
2016	9 197,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014109

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LES RV DE L'EMPLOI D'ORLY PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	91 000,00 €	10,99 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORLY INTERNATIONAL
Adresse administrative : AEROGARE ORLY SUD
94543 ORLY AEROGARE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal PICARD, Président

Date de publication au JO : 22 juillet 2006

N° SIRET : 49165198000022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 28 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
L'objectif du forum est de fédérer les acteurs économiques et de l'emploi à l'échelle du territoire d'Orly Paris afin de favoriser l'intermédiation entre demandeurs d'emploi, jeunes en alternance et recruteurs.
A une échelle plus large, le forum a pour objectif de favoriser la coopération entre les acteurs de l'emploi à l'échelle des deux départements de l'Essonne et du Val-de-Marne.

Description :
Orly Paris organise la 5ème édition des "Rendez-vous pour l'emploi d'Orly Paris" le 4 octobre 2016 à l'Aérogare Orly Sud.

Ce forum se décline en trois événements concomitants :
1. Un espace grand public de recrutements et de conseils ;
2. Un espace job meeting ;
3. Des temps d'échange et de réflexion stratégiques autour de l'emploi et de la formation pour les habitants d'Orly.

1. Les demandeurs d'emploi en activité professionnelle ou non auront la possibilité de suivre des parcours personnalisés adaptés à leur demande (découverte d'entreprises, accompagnement vers l'emploi, création/reprise d'entreprise, emplois pour les cadres, reconversion professionnelle, formation, alternance…).
L'espace international sera à nouveau présent lors de cette édition 2016.
Plus de 50 partenaires seront présents pour apporter conseils et répondre aux questions des participants.
Une quarantaine d'entreprises du tissu local seront présentes et reflèteront les principaux secteurs d'activités du Pôle :
- Aéroportuaire
- Agroalimentaire
- Logistique
- Tertiaire
- Commerce
- Grands recruteurs publics ou semi-publics : corps militaires, la Poste…

Ces entreprises auront été prospectées en amont et mettront à disposition des offres d'emplois dans l'espace Panneaux d'offres. Les candidats pourront déposer leur CV auprès de ces entreprises.

2. L'espace Job-meeting permettra à des entreprises de recevoir en direct des candidats présélectionnés pour des offres précises. La programmation reposera sur 8 entretiens au maximum le matin et 10 l'après-midi.

Les Rendez-Vous pour l'emploi sont l'occasion de mutualiser les compétences et les moyens afin de rendre le processus d'ajustement entre l'offre et la demande d'emploi plus fluide ; la qualité des profils des candidats correspond davantage aux attentes des entreprises et les chercheurs d'emploi peuvent accéder à un panel d'offres d'emploi résultant d'une collecte commune.

L'organisation de l'espace job-meeting repose sur un dispositif d'optimisation des rencontres employeurs/candidats :
- Les personnes ayant un RV programmé sont accueillies pour garantir l'orientation vers les recruteurs et repérer les désistements éventuels ;
- Un espace présentant les offres d'emploi permet de repérer des candidats potentiels à positionner sur des créneaux de RV libérés, en vérifiant la cohérence entre l'offre et le profil du demandeur ;
- Enfin, un sas d'accueil et de préparation à l'entretien pour les personnes retenues permet de sécuriser la réussite de l'entretien.

3. De nombreuses conférences-débat seront proposées tout le temps du forum.
Elles permettent de répondre aux questions sur les techniques de recherche d'emploi, la découverte des métiers (aéroportuaires, agroalimentaires…), les secteurs porteurs d'emploi, les formations disponibles, les contrats d'apprentissage possibles.
Un temps fort à destination des DRH et des responsables politiques est à l'étude.

Des ateliers pratiques en petits groupes seront proposés (travailler son CV, innover avec un CV vidéo, l'image personnelle, construire son projet…).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les publics prioritaires de l'événement sont en premier lieu les demandeurs d'emploi cadres et non-cadres, jeunes en recherche d'alternance, salariés de la plate-forme aéroportuaire, salariés en reconversion ou en évolution professionnelle et jeunes diplômés.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de salle	8 700,00	9,56%
Standiste	29 000,00	31,87%
Organisation	8 000,00	8,79%
Décoration	1 300,00	1,43%
Intervenants	15 000,00	16,48%
Communication	20 000,00	21,98%
Frais postaux	1 000,00	1,10%
Missions ponctuelles dédiées au forum	8 000,00	8,79%
Total	91 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	61 000,00	67,03%
CRIF	10 000,00	10,99%
CG91	10 000,00	10,99%
CG94	10 000,00	10,99%
Total	91 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2013	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	5 000,00 €
2013	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	38 600,00 €
2013	Subvention annuelle en faveur de l'association Orly International	61 400,00 €
2014	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €

2014	Passerelles entreprises	55 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	10 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	38 600,00 €
2014	Subvention annuelle en faveur de l'association Orly International	61 400,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	38 600,00 €
2015	Subvention annuelle en faveur de l'association Orly International	61 400,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Animation et coordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2016	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	38 600,00 €
2016	Subvention annuelle en faveur de l'association Orly International	61 400,00 €
	Montant total	675 000,00 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	10 000,00 €
2015	5 000,00 €
2016	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014123

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ANIMATION TERRITORIALE AUTOUR DE L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	20 000,00 €	25,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE BIEVRE 94
Adresse administrative : 28 RUE MAURICE TENINE
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BRIDEY, Maire

Date de publication au JO : 25 novembre 1992

N° SIRET : 39255554600028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi
Rapport Cadre : CR08-13 du 14/02/2013

Objet du projet : forum

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte en amont et en aval la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Le forum « Animation territoriale autour de l'emploi » a pour finalité la mise en relation des demandeurs d'emploi avec les recruteurs du territoire. Ce forum est généraliste avec une dominance alternance.

La Mission locale Bièvre Val de Marne se mobilise dans ce projet avec le soutien du Conseil départemental du Val de Marne, de la Communauté d'agglomération Val de Bièvre et de Pôle Emploi.

Description :
Le forum « Animation territoriale autour de l'emploi » se tiendra le 11 octobre 2016 au Moulin de la Bièvre à l'Hay-les-Roses, de 9h à 17h30.

La Mission locale Bièvre Val de Marne est située sur un bassin d'emploi important, comportant de nombreuses zones denses d'activité.
La mise en œuvre de forums permet de :
- Entretenir l'animation territoriale en matière d'emploi
- Aider les entreprises à recruter
- Promouvoir l'alternance par une forte présence des CFA

L'organisation d'un forum représente un outil complémentaire à la candidature spontanée et un lieu d'information sur la voie professionnelle en alternance. Le forum permet de faciliter la mise en relation des jeunes qui ne seraient pas venus spontanément à la Mission locale, ou des adultes vers Pôle Emploi.
Concrètement, il vise une forte présence des entreprises qui recrutent et qui proposent des contrats d'apprentissage et de professionnalisation.

Le forum est organisé en quatre pôles :
- Emploi
- Formation
- Ateliers : CV, relooking, photomaton, relaxation
- Conseils et information

L'objectif, l'espace d'une journée, est de proposer toute la gamme de réponses susceptibles de favoriser le retour à l'emploi, l'accès à une formation.
Les acteurs de l'emploi se mobilisent pour afficher des offres d'emploi : Pôle Emploi, agences d'intérim, entreprises du secteur marchand et non marchand.

Des conseils à propos de la validation des acquis de l'expérience (VAE), du bilan de compétences et de la création d'activités, de la mobilité internationale sont apportés.

Avec la présence de nombreux organismes de formation de secteurs différents (transport, Hygiène, BTP, tertiaire…) des informations sur l'accès à la qualification sont transmises.

Les moins de 26 ans représentent 51% des visiteurs, les plus de 50 ans représentent 12% des visiteurs.
Pour l'édition de 2016, entre 600 et 700 bénéficiaires sont attendus.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Ce forum cible l'ensemble du public des demandeurs d'emploi du territoire, jeunes et adultes, issus des 10 communes avoisinantes.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Communication	7 000,00	35,00%
Défraiement pour missions ponctuelles	1 800,00	9,00%
Organisation (fournitures...)	2 000,00	10,00%
Intervenant IMT maquillage	200,00	1,00%
Frais postaux	2 000,00	10,00%
Spud photos (atelier photomaton)	1 400,00	7,00%
Ohé services (fléchage, installation et désinstallation stands)	5 600,00	28,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CG94	5 000,00	25,00%
CRIF	5 000,00	25,00%
CAVB (Direction du dvp économique)	6 000,00	30,00%
Fonds propres Mission locale	4 000,00	20,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Campagne d'informatisation	4 126,20 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	3 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	6 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 377,60 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	17 503,80 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2014	3 000,00 €
2015	6 000,00 €
2016	5 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-462

DU 21 septembre 2016

FINANCEMENT DE L'ENTREPRENEURIAT : ABONDEMENT DES FONDS DE PRETS D'HONNEUR ET DE GARANTIE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité publié au JOUE le 26 juin 2014 au numéro L 187 ;
VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;
VU Le régime cadre exempté de notification n° SA.40390 relatif aux aides en faveur de l'accès des PME au financement pour la période 2014-2020 ;
VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de commerce ;
VU La délibération cadre n° CR n° CR 95-08 du 20 novembre 2008 relative au parcours régional de la création d'entreprise ;
VU La délibération-cadre n° CR 23-15 du 13 février 2015 « Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale » ;
VU La délibération n° CR 23-13 des 24 et 25 avril 2013 relative au financement des plateformes de prêt d'honneur ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier ;
VU La délibération n° CR 56-00 des 13 et 14 décembre 2000 relative à la création d'un fonds régional de garantie ;
VU La délibération n° CR 40-10 portant Plan Priorité PME du 30 septembre 2010 ;
VU La délibération n° CR 61-11 du 23 juin 2011 portant adoption de la stratégie régionale de développement économique et de l'innovation ;
VU La délibération n° CR 93-12 du 22 novembre 2012 relative à la politique régionale en faveur de l'économie sociale et solidaire, et notamment son article 4, adoptant les règlements d'intervention pour le financement de l'ESS ;
VU La délibération n° CP 05-1020 du 16 décembre 2005 relative à la gamme régionale des aides à la création-reprise d'entreprise ;
VU La délibération n° CP 06-267 du 6 avril 2006 relative au développement de la gamme régionale des aides au financement des entreprises ;
VU La délibération n° CP 09-601 du 9 juillet 2009 relative au soutien régional aux associations de prêts d'honneur ;
VU La convention triennale 2012-2014 relative au partenariat avec l'URSCOP Ile-de-France approuvée par délibération n° CP 12-512 du 12 juillet 2012 ;
VU La convention triennale 2014-2016 relative au partenariat avec l'ADIE et AFILE 77 approuvée par délibération n° CP 14-126 du 30 janvier 2014 ;
VU La convention triennale 2014-2016 relative au partenariat avec le Réseau France Active approuvée par délibération n° CP 14-475 du 18 juin 2014 ;
VU Les 26 conventions adoptées avec l'ensemble des structures de prêts d'honneur suite à la Commission Permanente du 30 mai 2013, qui vont des n°00001277 à n°00001303 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France voté en CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;
VU Le rapport CP 16-462 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission du Développement économique, de l'emploi et de l'innovation ;

VU L'avis de la Commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : « Soutien aux associations de prêts d'honneur» - Dotations des fonds de prêts des associations de prêts d'honneur

Décide de participer au titre du dispositif « Dotations aux fonds de prêts des associations de prêts d'honneur », au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 3 160 000 €.

	Plateformes TPE classiques	**Dotations aux fonds de prêts**
16011281	Paris Initiatives Entreprises	350 000 €
16011286	Seine Yvelines Initiatives	150 000 €
16011292	Initiative Melun Val de Seine et Sud Seine-et-Marne	50 000 €
16011302	Saint Quentin en Yvelines Initiatives	50 000 €
16011306	Essonne Initiative	150 000 €
16011307	Hauts-de-Seine Initiatives	200 000 €
16011310	Initiatives Plaine Commune	100 000 €
16011315	INITIACTIVE 95	250 000 €
16011317	Ile de France Transmission	200 000 €
	Total	1 500 000€

	Plateformes TPE à potentiel	**Dotations aux fonds de prêts**
16011318	AFACE 78	150 000 €
16011319	Réseau Entreprendre Yvelines	150 000 €
16011321	Réseau Entreprendre Sud Ile-de-France	100 000 €
16011322	Réseau Entreprendre 92	50 000 €
16011334	Réseau Entreprendre 93	80 000 €
16011336	Réseau Entreprendre Val de Marne	200 000 €
16011337	Réseau Entreprendre Val d'Oise	100 000 €
	Total	830 000 €

	Plateforme technologique	**Dotations aux fonds de prêts**
16011567	Scientipôle Initiative - Dotation du fonds de PH généraliste - Affectation 2016 - Tranche 2	670 000 €
16011315	Scientipôle Initiative (fonds éco-filières)	160 000 €
	Total	830 000 €

Affecte une autorisation de programme de 3 160 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 (191001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « Aides à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Pour les associations membres du réseau Initiative, ces subventions sont attribuées dans le cadre des conventions triennales (2013-2015) signées avec chacune de ces associations dans le courant de l'année 2013.

Pour les associations membres du réseau Entreprendre, ces subventions sont conditionnées à la signature d'un avenant présenté à l'annexe 3 à la délibération.

Autorise la Présidente à signer ces 7 avenants.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets, à savoir le 1er janvier 2016, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Article 2 : Dotation du fonds de prêts d'honneur ADIE

Décide, dans le cadre de la convention triennale adoptée par délibération n° CP n°14-126 du 30 janvier 2014, d'attribuer une dotation de 300 000 € à l'ADIE pour le développement des activités de son fonds de prêt d'honneur au titre de l'année 2016.

Affecte une autorisation de programme de 300 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique » - code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2016, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Article 3 : Retraits et désaffectation « Fonds de Primes ADIE 2016»

Décide de retirer du bénéficiaire ADIE la subvention d'investissement lui ayant été attribuée par délibération n° CP 16-043 du 22 janvier 2016 au titre des « primes régionales à la création d'entreprises pour les créateurs d'emplois accompagnés et financés par l'ADIE » (n° Iris 16000563) d'un montant de 600 000 €.

Désaffecte une autorisation de programme de 600 000 € engagée sur le chapitre 909 « Action économique », Code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », Programme 91001 « Soutien à la création et au développement des entreprises », Action 19100101 « Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital » du budget 2016.

Article 4 : Dotation du fonds de garantie France Active

Décide, dans le cadre de la convention triennale par délibération n° CP n°14-475 du 18 juin 2014, d'attribuer une dotation de 400 000 € à France Active Garantie pour le développement des activités du fonds de garantie au titre de l'année 2016.

Affecte une autorisation de programme de 400 000 € disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-003 (191003) « Economie Sociale et Solidaire », action 19100301 « Soutien à l'Economie Sociale et Solidaire » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er janvier 2016, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier.

Article 5 : Dotation d'un fonds de prêts d'honneur pour les TPE/PME innovantes et sélection de l'intermédiaire financier

Décide d'augmenter le montant moyen des prêts d'honneur accordés aux entreprises innovantes technologiquement en Ile-de-France en mobilisant des ressources FEDER.

Affecte une autorisation d'engagement de 90 000 € pour couvrir les frais de gestion pour la première année du marché prélevée sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 (191001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100102 « Incitation à la première élaboration des projets, appui aux porteurs de projets et fonctionnement de la gamme des aides au financement » du budget 2016.

Affecte une autorisation de programme de 3 000 000 €, représentant la contrepartie régionale aux ressources FEDER, prélevée sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », code fonctionnel 91 « Interventions économiques transversales », programme HP 91-001 (191001) « Soutien à la création et au développement des entreprises », action 19100101 « Aides à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital » du budget 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-462	Budget	2016

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191001 - Soutien à la création et au développement des entreprises**
Action	**19100101 - Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital**

Dispositif : N° 00000359 - Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)

Dossier	16000586 - Scientipole Initiative - Dotation du fonds de PH généraliste - Affectation 2016 - Tranche 1 - tranche 2			
Bénéficiaire	R26801 - SCIENTIPOLE INITIATIVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	670 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 268 520,00 €	TTC	10,69 %	670 000,00 €	

Dossier	16011281 - PARIS INITIATIVES ENTREPRISES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R29675 - PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 559 802,00 €	HT	9,83 %	350 000,00 €	

Dossier	16011286 - INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D''HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R30913 - INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 591 714,00 €	TTC	3,14 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-462	Budget	2016

Dossier	16011289 - INITIATIVE SEINE YVELINES - DOTATION AUX FONDS DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEURS 2016			
Bénéficiaire	R30999 - ISY INITIATIVE SEINE YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 328 438,00 €	TTC	11,29 %	150 000,00 €	

Dossier	16011292 - SAINT QUENTIN EN YVELINES INITIATIVE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D"HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	P0001090 - INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 547 485,00 €	TTC	3,23 %	50 000,00 €	

Dossier	16011302 - ESSONNE INITIATIVE- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R30950 - INITIATIVE ESSONNE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 382 694,00 €	TTC	10,85 %	150 000,00 €	

Dossier	16011306 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R29693 - HAUTS DE SEINE INITIATIVES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 972 911,00 €	TTC	10,14 %	200 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-462	Budget	2016

Dossier	16011307 - INITIATIVE PLAINE COMMUNE- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R31004 - INITIATIVE PLAINE COMMUNE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 019 297,00 €	TTC	9,81 %	100 000,00 €	

Dossier	16011310 - INITIACTIVE 95 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R13309 - INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	250 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 857 859,00 €	TTC	13,46 %	250 000,00 €	

Dossier	16011315 - Scientipole Initiative - Dotation du fonds de prêt éco-filière - Affectation 2016			
Bénéficiaire	R26801 - SCIENTIPOLE INITIATIVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	160 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 410 884,00 €	TTC	4,69 %	160 000,00 €	

Dossier	16011318 - AFACE 78- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R22046 - INITIATIVE AFACE YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 075 000,00 €	TTC	13,95 %	150 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-462	Budget	2016

Dossier	16011319 - RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	P0001087 - RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 084 000,00 €	TTC	13,84 %	150 000,00 €	

Dossier	16011321 - RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R22036 - RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE CARRE HAUSSMANN			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 241 000,00 €	TTC	8,06 %	100 000,00 €	

Dossier	16011322 - RESEAU ENTREPRENDRE 92 - DOTATION AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R22037 - 92 ENTREPRENDRE			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 249 538,00 €	TTC	4 %	50 000,00 €	

Dossier	16011334 - RESEAU ENTREPRENDRE 93 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	R26302 - RESEAU ENTREPRENDRE 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
880 658,00 €	TTC	9,08 %	80 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-462	Budget	2016

Dossier	16011336 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	P0021789 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 109 983,00 €	TTC	18,02 %	200 000,00 €	

Dossier	16011337 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016			
Bénéficiaire	P0013136 - RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 225 000,00 €	TTC	8,16 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000359 - Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	2 960 000,00 €

Dispositif : N° 00000369 - Fonds régional de prêts d'honneur pour les reprises d'entreprises

Dossier	16011317 - ILE DE FRANCE INITIATIVE - DOTATION AU FONDS DE PRET ILE-DE-FRANCE TRANSMISSION 2016			
Bénéficiaire	R13380 - INITIATIVE ILE DE FRANCE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 314 390,00 €	TTC	8,64 %	200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000369 - Fonds régional de prêts d'honneur pour les reprises d'entreprises	200 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191001 - 19100101	3 160 000,00 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**91 - Interventions économiques transversales**
Programme	**191003 - Economie sociale et solidaire**
Action	**19100301 - Soutien à l'économie sociale et solidaire**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-462	Budget	2016

Dispositif : N° 00000309 - Fonds de prêts d'honneur - ADIE

Dossier	16013046 - ADIE-DOTATION DU FONDS DE PRETS D'HONNEURS-2016			
Bénéficiaire	R10512 - ADIE ASS POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	TTC	00 %	300 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000309 - Fonds de prêts d'honneur - ADIE	300 000,00 €

Dispositif : N° 00000376 - Dotation des fonds de garantie France Active

Dossier	16013049 - FRANCE ACTIVE 2016 - DOTATION DU FONDS			
Bénéficiaire	R20978 - FAG FRANCE ACTIVE GARANT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
400 000,00 €	HT	00 %	400 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000376 - Dotation des fonds de garantie France Active	400 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 91 - 191003 - 19100301	700 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000586

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SCIENTIPOLE INITIATIVE - DOTATION DU FONDS DE PH GENERALISTE - AFFECTATION 2016 - TRANCHE 1 - TRANCHE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	6 268 520,00 €	10,69 %	670 000,00 €
	Montant Total de la subvention		670 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE INITIATIVE
Adresse administrative : CAMPUS UNIVERSITAIRE D'ORSAY
91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44120234800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : l'adoption par la Commission Permanente au bénéfice de Scientipole Initiative de la dotation pour 2016 au fonds de prêts dédié aux entreprises présentant une innovation technologique.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : SUIVANT LA CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-France ET LES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR, LA DOTATION REGIONALE PEUT ETRE APPELEE ET VERSEE LORSQUE LE SOLDE DE TRESORERIE DU FONDS DE PRETS DEVIENT INFERIEUR A LA MOITIE (SIX MOIS) DU BUDGET ANNUEL PREVISIONNEL DU FONDS DE PRETS.
DE FAIT, CETTE SITUATION PEUT SE PRESENTER A TOUT MOMENT AU COURS DE L'EXERCICE.

Objectifs :
La dotation de la Région Ile-de-France vise à abonder un fonds de prêts à partir duquel sont servis, sur

avis d'un comité d'agrément, des prêts d'honneur à des créateurs d'entreprises présentant une innovation technologique.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires et/ou 3 alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Cette dotation correspond à la tranche 1 versée à scientipole pour son fond de prêt.
Le montant affecté à la deuxième tranche (indiqué dans le plan de financement) dépendra du Budget prévisionnel de la Région Ile de France pour 2016 .

Dotation revalorisée et correspondant à la tranche 2 explicitée ci-dessus

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prêt d'honneur engagé	5 955 000,00	95,00%
Solde sur engagement ménagé	313 520,00	5,00%
Total	6 268 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Tranche 1	670 000,00	10,69%
Région TRanche 2	670 000,00	10,69%
Remboursement des prêts d'honneur	3 634 000,00	57,97%
Report sur engagement	623 020,00	9,94%
Autres dotations	671 500,00	10,71%
Total	6 268 520,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	670 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 900 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €

2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 900 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	291 761,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 700 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	296 974,10 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	450 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	670 000,00 €
	Montant total	9 908 735,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011281

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PARIS INITIATIVES ENTREPRISES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	3 559 802,00 €	9,83 %	350 000,00 €
	Montant Total de la subvention		350 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS INITIATIVES ENTRE PRISES
Adresse administrative : 68 BD MALESHERBES
75008 PARIS 08
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34802705300043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Public(s) cible(s) :
TPE

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total des prêts d'honneur engagés (hors nacre)	3 450 000,00	96,92%
Frais liés à la gestion du compte de prêt	50 000,00	1,40%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	59 802,00	1,68%
Total	3 559 802,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursement	2 200 000,00	61,80%
Reports solde antérieur	9 802,00	0,28%
Dotation Région	350 000,00	9,83%
Autres Dotations	1 000 000,00	28,09%
Total	3 559 802,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	350 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	141 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	400 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	138 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	480 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	123 600,00 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	122 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	90 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	400 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	59 200,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	45 000,00 €
	Montant total	2 179 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011286

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D''HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 591 714,00 €	3,14 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE MELUN VAL DE SEINE ET SUD SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 297 RUE ROUSSEAU VAUDRAN 77191 DAMMARIE LES LYS CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 1 janvier 1999

N° SIRET : 44510690900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : SUIVANT LA CONVENTION A VENIR ENTRE LA REGION ILE-DE-France ET LES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR, LA DOTATION REGIONALE PEUT ETRE APPELEE ET VERSEE LORSQUE LE SOLDE DE TRESORERIE DU FONDS DE PRETS DEVIENT INFERIEUR A UN QUART (TROIS MOIS) DU BUDGET ANNUEL PREVISIONNEL DU FONDS DE PRETS.
DE FAIT, CETTE SITUATION PEUT SE PRESENTER A TOUT MOMENT AU COURS DE L'EXERCICE.

Objectifs :

LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant des prêts d'honneur engagés	1 140 000,00	71,62%
Frais de tenue de comptes des fonds de prêt d'honneur	14 500,00	0,91%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	437 214,00	27,47%
Total	1 591 714,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotation de la Région Ile de France	50 000,00	3,14%
Remboursement des prêts d'honneur	640 000,00	40,21%
Report du solde de trésorerie antérieur	633 336,00	39,79%
Autres dotations	268 378,00	16,86%
Total	1 591 714,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	30 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 000,00 €
	Montant total	135 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011289

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INITIATIVE SEINE YVELINES - DOTATION AUX FONDS DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEURS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 328 438,00 €	11,29 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISY INITIATIVE SEINE YVELINES
Adresse administrative : 38 AV PAUL RAOULT
78130 LES MUREAUX
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 14 septembre 2012

N° SIRET : 43926549700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	1 100 000,00	82,80%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	1 500,00	0,11%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	226 938,00	17,08%
Total	1 328 438,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursement de prêt d'honneur	665 500,00	50,10%
Report de solde sur engagement antérieur	292 938,00	22,05%
Dotation de la Région Ile de France	150 000,00	11,29%
Autres Dotations	220 000,00	16,56%
Total	1 328 438,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	42 000,00 €

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	135 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	42 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	215 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	42 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	21 000,00 €
	Montant total	677 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011292

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SAINT QUENTIN EN YVELINES INITIATIVE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D''HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 547 485,00 €	3,23 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : QUAI FRANCOIS TRUFFAUT
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50995308900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	715 000,00	46,20%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	20 000,00	1,29%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	812 485,00	52,50%
Total	1 547 485,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	480 000,00	31,02%
Report de solde sur engagement antérieur	707 485,00	45,72%
Dotation de la Région Ile de France	50 000,00	3,23%
Autres dotations	310 000,00	20,03%
Total	1 547 485,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	75 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	9 000,00 €
	Montant total	235 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011302

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ESSONNE INITIATIVE- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 382 694,00 €	10,85 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE ESSONNE CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE
Adresse administrative : 2 CRS MONSEIGNEUR ROMERO
91004 EVRY CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 20 juillet 2013

N° SIRET : 41877378400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	1 155 000,00	83,53%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	50 000,00	3,62%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	177 694,00	12,85%
Total	1 382 694,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	700 000,00	50,63%
Report de solde sur engagement antérieur	282 694,00	20,45%
Dotation de la Région Ile de France	150 000,00	10,85%
Autres dotations	250 000,00	18,08%
Total	1 382 694,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	54 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	270 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	55 200,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	190 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	60 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
	Montant total	859 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011306

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : HAUTS DE SEINE INITIATIVES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 972 911,00 €	10,14 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAUTS DE SEINE INITIATIVES
Adresse administrative : 40 RUE SALVADORE ALLENDE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 21 octobre 2010

N° SIRET : 42325730200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	1 932 000,00	97,93%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	27 000,00	1,37%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	13 911,00	0,71%
Total	1 972 911,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	1 300 000,00	65,89%
Report de solde sur engagement antérieur	162 911,00	8,26%
Dotation de la Région Ile de France	200 000,00	10,14%
Autres Dotations	310 000,00	15,71%
Total	1 972 911,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures	71 600,00 €

	de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	78 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	5 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	160 063,43 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	68 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	72 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	80 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d’accompagnement - DLA	32 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l’économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	34 400,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	36 000,00 €
	Montant total	1 111 863,43 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011307

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INITIATIVE PLAINE COMMUNE- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 019 297,00 €	9,81 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 9 AVENUE MICHELET
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 18 novembre 2000

N° SIRET : 43379236300031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2015.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	800 000,00	78,49%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	219 297,00	21,51%
Total	1 019 297,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	400 000,00	39,24%
Report de solde sur engagement antérieur	307 297,00	30,15%
Dotation de la Région Ile de France	100 000,00	9,81%
Autres dotations	212 000,00	20,80%
Total	1 019 297,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	70 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	85 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	80 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 000,00 €
	Montant total	428 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011310

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INITIACTIVE 95 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 857 859,00 €	13,46 %	250 000,00 €
	Montant Total de la subvention		250 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIACTIVE 95 ESPACE SAINT CHRISTOPHE
Adresse administrative : 3 AV DES BEGUINES
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 25 février 2012

N° SIRET : 40156625200060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	1 600 000,00	86,12%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	257 859,00	13,88%
Total	1 857 859,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	850 000,00	45,75%
Report de solde sur engagement antérieur	307 859,00	16,57%
Dotation de la Région Ile de France	250 000,00	13,46%
Autres dotations	450 000,00	24,22%
Total	1 857 859,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	250 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la création et à la labellisation de points d'accueil création	34 720,00 €

	d'entreprise Fonctionnement	
2013	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	99 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2014	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux	102 000,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	3 700,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	300 000,00 €
2014	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	33 000,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	30 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	259 737,71 €
2015	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	90 400,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	66 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	270 000,00 €
2015	Soutien aux dispositifs locaux d'accompagnement - DLA	32 000,00 €
2015	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	15 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	370 000,00 €
2016	Soutien à l'activité d'accompagnement et de financement des structures de l'économie sociale et solidaire et des TPE par les fonds territoriaux France Active	45 200,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	33 000,00 €
	Montant total	1 915 757,71 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011315

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SCIENTIPOLE INITIATIVE - DOTATION DU FONDS DE PRET ECO-FILIERE - AFFECTATION 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	3 410 884,00 €	4,69 %	160 000,00 €
	Montant Total de la subvention		160 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCIENTIPOLE INITIATIVE
Adresse administrative : CAMPUS UNIVERSITAIRE D'ORSAY
91400 ORSAY
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44120234800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : adoption par la Commision Permanente de la dotation de la région Ile-de-France au fonds de prêts dédié aux "éco-filières" pour 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : SUIVANT LA CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-France ET LES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR, LA DOTATION REGIONALE PEUT ETRE APPELEE ET VERSEE LORSQUE LE SOLDE DE TRESORERIE DU FONDS DE PRETS DEVIENT INFERIEUR A LA MOITIE (SIX MOIS) DU BUDGET ANNUEL PREVISIONNEL DU FONDS DE PRETS.
DE FAIT, CETTE SITUATION PEUT SE PRESENTER A TOUT MOMENT AU COURS DE L'EXERCICE.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX

ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	815 000,00	23,89%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	2 595 884,00	76,11%
Total	3 410 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dotation de la Région Ile-de-France	160 000,00	4,69%
Remboursements de prêts d'honneur	966 000,00	28,32%
Reports du solde sur engagement antérieur	2 106 384,00	61,75%
Autres subventions	178 500,00	5,23%
Total	3 410 884,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	160 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 900 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 900 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	291 761,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	900 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 700 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	296 974,10 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	450 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	670 000,00 €
	Montant total	9 908 735,10 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011318

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AFACE 78- DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 075 000,00 €	13,95 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE AFACE YVELINES
Adresse administrative : 21 AV DE PARIS
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 18 janvier 2014

N° SIRET : 43322995200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	990 000,00	92,09%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	85 000,00	7,91%
Total	1 075 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	650 000,00	60,47%
Report de solde sur engagement antérieur	65 000,00	6,05%
Dotation de la Région Ile-De-France	150 000,00	13,95%
Autres Dotations	210 000,00	19,53%
Total	1 075 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	120 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2016	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	8 400,00 €
	Montant total	512 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011319

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 084 000,00 €	13,84 %	150 000,00 €
	Montant Total de la subvention		150 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE YVELINES
Adresse administrative : 2 PLACE TOURAINE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 51281922800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	750 000,00	69,19%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	14 000,00	1,29%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	320 000,00	29,52%
Total	1 084 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	296 000,00	27,31%
Report de solde sur engagement antérieur	338 000,00	31,18%
Dotation de la Région Ile de France	150 000,00	13,84%
Autres Dotations	300 000,00	27,68%
Total	1 084 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	12 000,00 €

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	160 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	14 400,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	250 000,00 €
	Montant total	710 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011321

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 241 000,00 €	8,06 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE SUD ILE DE FRANCE CARRE HAUSSMANN
Adresse administrative : 4 ALL DU TRAIT D'UNION
77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 30 octobre 1999

N° SIRET : 42479210900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation au fonds de prêts d'honneur de l'association au titre de 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	880 000,00	70,91%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	12 000,00	0,97%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	349 000,00	28,12%
Total	1 241 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	510 000,00	41,10%
Report de solde sur engagement antérieur	345 000,00	27,80%
Dotation de la Région Ile de France	100 000,00	8,06%
Autres Dotations	286 000,00	23,05%
Total	1 241 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d’aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur	24 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	40 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	150 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	30 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	50 000,00 €
	Montant total	318 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011322

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE 92 - DOTATION AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 249 538,00 €	4,00 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 92 ENTREPRENDRE
Adresse administrative : 14 RUE VICTOR HUGO
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 27 janvier 1998

N° SIRET : 42147333100062

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : SUIVANT LA CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-France ET LES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR, LA DOTATION REGIONALE PEUT ETRE APPELEE ET VERSEE LORSQUE LE SOLDE DE TRESORERIE DU FONDS DE PRETS DEVIENT INFERIEUR A LA MOITIE (SIX MOIS) DU BUDGET ANNUEL PREVISIONNEL DU FONDS DE PRETS.
DE FAIT, CETTE SITUATION PEUT SE PRESENTER A TOUT MOMENT AU COURS DE L'EXERCICE.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total du prêt d'honneur engagés (hors nacre)	1 050 000,00	84,03%
frais liés à la gestion du fonds de prêts d'honneur (Garantie BPI, Frais bancaires), déduits des intérêts produits de trésorerie	30 000,00	2,40%
Solde sur engagement	169 538,00	13,57%
Total	1 249 538,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursement des prêts d'honneur	540 000,00	43,22%
Report du solde sur engagement antérieur	359 538,00	28,77%
Dotation de la Région Ile de France	50 000,00	4,00%
Autres Dotations	300 000,00	24,01%
Total	1 249 538,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	24 000,00 €
	Montant total	257 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011334

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE 93 - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	880 658,00 €	9,08 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE 93
Adresse administrative : 35 RUE VICTOR HUGO
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : RESEAU ENTREPRENDRE 93

Date de publication au JO : 29 mars 2003

N° SIRET : 44759111600036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	600 000,00	68,13%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	4 560,00	0,52%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	276 098,00	31,35%
Total	880 658,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	308 000,00	34,97%
Report de solde sur engagement antérieur	269 028,00	30,55%
Dotation de la Région Ile de France	80 000,00	9,08%
Autres Dotations	223 630,00	25,39%
Total	880 658,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €

2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 600,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	16 800,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	100 000,00 €
	Montant total	149 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011336

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 109 983,00 €	18,02 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE VAL DE MARNE
Adresse administrative : 33 AV PIERRE BROSSOLETTE
94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 13 octobre 2012

N° SIRET : 78882961200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	660 000,00	59,46%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	18 500,00	1,67%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	431 483,00	38,87%
Total	1 109 983,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	105 800,00	9,53%
Report de solde sur engagement antérieur	209 183,00	18,85%
Dotation de la Région Ile de France	200 000,00	18,02%
Autres dotations	595 000,00	53,60%
Total	1 109 983,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	12 000,00 €
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	140 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	15 600,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	200 000,00 €
	Montant total	585 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011337

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE - DOTATIONS AUX FONDS DE PRETS DES ASSOCIATIONS DE PRET D'HONNEUR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	1 225 000,00 €	8,16 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU ENTREPRENDRE VAL D'OISE
Adresse administrative : 1 MAIL GAY-LUSSAC
95000 NEUVILLE-SUR-OISE
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 12 juin 2010

N° SIRET : 52297709900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)
Rapport Cadre : CR37-13 du 20/06/2013

Objet du projet : versement de la dotation de la Région Ile-de-France au fonds de prêts pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LES ASSOCIATIONS DE PRETS D'HONNEUR ONT VOCATION A OCTROYER DES PRETS A TAUX ZERO A DES CREATEURS D'ENTREPRISES.

Description :
CES PRETS D'HONNEUR SONT PRELEVES SUR UN FONDS DE PRETS CONSTITUE DES APPORTS DE PLUSIEURS PARTENAIRES AU PREMIER RANG DESQUELS LA REGION ILE-DE-FRANCE.
LES REMBOURSEMENTS PERMETTENT AUX FONDS DE PRETS DE SE RECONSTITUER ; DE NOUVEAUX APPORTS SONT NEANMOINS NECESSAIRES POUR ACOMPAGNER LA CROISSANCE DU NOMBRE DE PROJETS ANNUELLEMENT SOUTENUS.

LA REGION ILE-DE-FRANCE S'ENGAGE SOUS FORME DE DOTATION AUX FONDS DE PRETS D'HONNEUR DANS LA LIMITE DE 50% DU TOTAL DES APPORTS.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	990 000,00	80,82%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	8 000,00	0,65%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	227 000,00	18,53%
Total	1 225 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	237 000,00	19,35%
Report de solde sur engagement antérieur	288 000,00	23,51%
Dotation Région Ile de France	100 000,00	8,16%
Autres dotations	600 000,00	48,98%
Total	1 225 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	13 200,00 €

2013	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	210 000,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	14 400,00 €
2014	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (fonctionnement)	18 000,00 €
2015	Soutien aux associations de prêt d'honneur (investissement)	180 000,00 €
	Montant total	615 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011317

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ILE DE FRANCE INITIATIVE - DOTATION AU FONDS DE PRET ILE-DE-FRANCE TRANSMISSION 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds régional de prêts d'honneur pour les reprises d'entreprises	2 314 390,00 €	8,64 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 909-91-20421-191001-400
19100101- Aide à la création, à la transmission et à la reprise d'entreprises innovantes et des TPE et dotation des outils en capital

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 25 RUE DU GENERAL FOY
75008 PARIS 8
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Edouard De PENGUILLY, Président

Date de publication au JO : 13 novembre 2012

N° SIRET : 48013516900054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de prêts d'honneur pour les reprises d'entreprises
Rapport Cadre : CR23-13 du 25/04/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suivant la convention entre la Région Ile-de-France et les associations de prêt d'honneur, la dotation régionale peut être appelée et versée lorsque le solde de trésorerie du fonds de prêt devient inférieur à la moitié (six mois) du budget annuel prévisionnel du fonds de prêt.
De fait, cette situation d'urgence peut se présenter à tout moment au cours de l'exercice.

Objectifs :
LE FONDS ILE-DE-FRANCE TRANSMISSION A VOCATION A COMPLETER DES PRETS D'HONNEUR ATTRIBUES PAR DES PLATES-FORMES FRANCILIENNES.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou 1 alternant.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Montant total de Prêts d'honneur engagés (hors nacre)	1 600 000,00	69,13%
Frais liés à la gestion du compte de fonds de prêts	3 000,00	0,13%
Solde sur engagement ménagé en prévisionnel pour l'exercice suivant	711 390,00	30,74%
Total	2 314 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Remboursements de prêts d'honneur	1 000 000,00	43,21%
Report de solde sur engagement antérieur	389 390,00	16,82%
Dotation de la Région Ile-De-France	200 000,00	8,64%
Autres Dotations	725 000,00	31,33%
Total	2 314 390,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds régional de prêts d'honneur pour les reprises d'entreprises	200 000,00 €
2013	Ile-de-France initiative	70 000,00 €
2014	Ile-de-France initiative	70 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	137 728,78 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Fonds régional de prêts d'honneur pour les reprises d'entreprises	200 000,00 €
2015	Ile-de-France initiative	70 000,00 €
2016	Ile-de-France initiative	35 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Actions en faveur de l'entreprenariat	343 755,00 €
	Montant total	1 151 483,78 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : AVENANT AUX CONVENTIONS DES PLATEFORMES DE PRETS D'HONNEUR

Avenant n°1 à la convention triennale n° relative au partenariat entre les associations de prêt d'honneur et la Région Ile-de-France pour la période 2013-2015

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération N° CP du
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'association de prêt d'honneur francilienne,
régulièrement affiliée au réseau France Initiative, ou Réseau Entreprendre depuis le.....
sise, ...
n° de SIRET :.....
et représentée par son Président, ...
ci-après dénommée l'Association,

d'autre part,

ARTICLE 1: OBJET

Le présent avenant a pour objet de prolonger d'un an la durée de la convention triennale adoptée par délibération CP 13-367 du 30 mai 2013 entre la plateforme de prêt d'honneur et la Région Ile-de-France, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES

L'article 6 de la convention est modifié comme suit :
« La convention prend fin lors du versement du solde de la subvention ou dotation régionales accordées pour l'année 2016 ou, à défaut, lors de la caducité de la dernière autorisation d'engagement ou de programme affectée au titre de cette convention. »

ARTICLE 3 :

Un nouvel article est ajouté aux 7 articles existants :
« Article 8 :

Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stage ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

ARTICLE 4 :

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux,
Le _____ Le _____

Pour l'Association
Le Président

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie Pécresse

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : BILAN DES PARTENARIATS ESS - 2015

1. Bilan 2015 du partenariat Région - ADIE/Afile 77

1.1. Rappels sur le métier de l'ADIE et d'Afile 77

L'ADIE a pour objet de proposer à des créateurs d'entreprises (personnes physiques) ayant des difficultés d'accès au crédit bancaire, un microcrédit leur permettant de démarrer leur activité. Le public accompagné par l'ADIE se compose essentiellement de demandeurs d'emplois et de bénéficiaires des minima sociaux.

Au-delà de son activité de financement, l'ADIE effectue un travail d'accompagnement, de conseil et de formation auprès des créateurs d'entreprise. Pour ce faire, elle s'appuie notamment sur des partenariats avec des organismes d'aide à la création d'entreprises et sur un réseau de bénévoles.

Compte tenu de la nature de son activité, l'ADIE bénéficie du soutien de partenaires publics (collectivités territoriales, Europe) et de dons privés (entreprises et particuliers). Ces financements couvrent le budget de fonctionnement : les coûts d'instruction de prêts, de formation et d'accompagnement des créateurs.

L'ADIE effectue en direct l'ensemble de ces activités dans sept des huit départements d'Ile-de-France (hors Seine-et-Marne). L'association Afile 77 propose et développe l'offre de microcrédit ADIE en Seine-et-Marne.

1.2. Bilan de l'activité de l'ADIE/Afile 77 en 2015

Une activité dynamique

Globalement le nombre de microcrédits octroyés en Ile-de-France augmente depuis 2012 même si en 2015 on observe une légère diminution de l'activité de l'ADIE et de l'Afile 77 (baisse de 2 %).

L'activité en 2015 reste dynamique : **1 274 entreprises ont bénéficié d'un microcrédit création auprès de l'ADIE et Afile 77**, soit une légère baisse de 2 % de l'activité par rapport à 2014 (contre1 297 en 2014) :

- 1 187 microcrédits accordés par l'ADIE (vs. 1222 en 2014), seulement 3 % en dessous de l'objectif de 1200 microcrédits création fixé pour 2015 ;
- 87 microcrédits accordés par Afile 77 (vs.75 en 2014, soit +16 %) qui dépasse ainsi l'objectif de 75 financements fixés pour 2015.

Le nombre de primes régionales versées et de prêts d'honneur accordés ont atteint respectivement 866 primes (augmentation en volume de 1 % par rapport à 2014 avec un montant total stable de 1,2 M€) et 950 prêts d'honneur (légère baisse de 5 % avec un montant de 1,37 M€) en 2015 par rapport à l'objectif de 1000 prêts d'honneurs fixés pour 2015.

Par ailleurs, l'activité de « microcrédits développement » reste dynamique puisque l'ADIE en a accordé à 383 projets et l'Afile 77 en a octroyé à 22 projets (activité non soutenue par la Région).

En 2015, **plus de 6 665 personnes ont été accueillies par l'ADIE** par la plateforme téléphonique, les antennes locales ou le site web ADIE Connect. Parmi elles, plus de 3 580 se sont vu proposer un rendez-vous d'instruction et près de 1807 ont été financées (microcrédit professionnel en création, développement ou microcrédit personnel pour l'emploi).

Des actions de communication et de partenariats ciblés

L'ADIE a porté ses efforts sur le renforcement de ses partenariats avec les acteurs locaux de l'accompagnement à la création d'entreprise, de l'emploi et de l'insertion, si bien que 42 % des prescriptions sont issues de ces partenariats.

Une communication régulière a été assurée tout au long de l'année à travers d'événements tels que la Semaine du Microcrédit (février 2015), la campagne « Créer sa boîte près de chez vous » (juin 2015), la campagne « Il n'y a pas d'âge pour créer sa boite » (octobre 2015), la campagne nationale dédiée aux femmes (novembre 2015) et la participation aux forums et salons de la création d'entreprise.

Une offre d'accompagnement complète

L'ADIE a également poursuivi et renforcé son travail d'accueil et d'accompagnement des porteurs de projets et des micro-entrepreneurs par :

- la mise en place de réunions collectives d'information « Bien démarrer » chaque semaine dans les zones où la demande est forte, permettant de réduire le délai entre la prise de contact et le premier rendez-vous d'instruction ;
- une offre d'accompagnement dans la durée et à la carte pour les créateurs afin de pérenniser leurs projets : permanences administratives et juridiques, mobilisation d'experts (experts comptables, avocats…), accompagnement à la gestion de budget, etc. 1 800 rendez-vous d'accompagnement ont à nouveau été réalisés en 2015 ;
- l'accès au crowdfunding en partenariat avec Babyloan afin de collecter des fonds permettant de financer des microcrédits ;
- des outils sur-mesure pour les publics prioritaires que sont les seniors éloignés de l'emploi et les jeunes (programme de formation/coaching CréaJeunes, prêt d'honneur jeunes) ;
- deux opérations « Restons liés » (avril et septembre 2015), à travers lesquelles l'ADIE recontacte les micro-entrepreneurs financés pour leur proposer des services complémentaires d'accompagnement ;
- un évènement de mise en réseau de micro-entrepreneurs afin d'organiser des rencontres et d'engager un échange de bonnes pratiques ;
- le développement d'une offre de micro-assurance adaptée et économique, obligatoire dans le cadre de la création d'entreprise avec le soutien d'Axa-MACIF 5 (217 nouveaux contrats souscrits).

En 2015 ont également été lancés :

- un annuaire en ligne pour soutenir l'activité les micro- entrepreneurs ;
- un Meet-up à destination des 4 promotions Créajeunes sur le canal de l'Ourcq afin de les mettre en réseau ;
- un concours régional avec 4 catégories (accomplissement personnel, jeunes, développement économique local et coup de cœur des réseaux sociaux) pour mettre en valeur des micro-entrepreneurs (prix CréAdie) ;
- un « Quai des créateurs » réunissant l'ADIE et la Fondation du groupe RATP qui est un espace pour « apprendre à créer sa boite ».

Poursuivre le travail mené sur la maîtrise du risque

L'ADIE a également poursuivi ses efforts sur l'amélioration du recouvrement : le taux de remboursement a été renforcé et s'établit à 95,52 % en 2015 (contre 91,2 % en 2013 et 2014). Le taux de pertes reste inférieur à 4 %.

Présence sur le territoire régional

L'ADIE est présente à travers 14 antennes et 27 permanences.
La Seine-Saint-Denis et Paris concentrent toujours une large part de l'activité de l'ADIE et représentent respectivement 33 % et 18 % des créateurs accompagnés.

Typologie des bénéficiaires ADIE en Ile-de-France en 2015

- 42 % des micro-entrepreneurs financés par l'association sont allocataires d'un minimum social ;
- Une personne sur deux n'a pas le Bac. Elles trouvent par le microcrédit une possibilité d'insertion professionnelle, difficilement réalisable par le salariat ;
- 42 % des créateurs font partie des tranches d'âge les plus éloignées de l'emploi (moins de 30 ans ou plus de 50 ans) ;
- Les femmes sont bien représentées parmi les micro-entrepreneurs aidés par l'association. En Ile-de-France, elles représentent 39 % des chefs d'entreprises financés ;
- Le travail de l'ADIE est centré sur les quartiers d'Ile-de-France. Les créateurs d'entreprises qui en sont issus représentent 37 % des nouveaux micro-entrepreneurs financés. Les itinérants (gens du voyage non sédentarisés) représentent 7 % des clients ;
- La répartition sectorielle des nouvelles entreprises financées par l'ADIE est globalement stable : avec 39 % des créations, le commerce est majoritaire. Ce secteur, souvent peu exigeant en formation initiale et en capital de départ, convient bien aux micro-entrepreneurs financés par l'association. Viennent ensuite les services (plus d'un quart des entreprises créées) et le transport (16 %) ;
- Les bénéficiaires de microcrédits choisissent majoritairement le régime auto-entrepreneur pour lancer leur activité (à 57 %).

2. Bilan 2015 du partenariat Région – France Active

2.1. Les outils de financement développés par France Active :

2.1.1. Les outils de financement des entreprises solidaires :

- La garantie (FAG) :
  - Cible : entreprises solidaires, associations
  - Montant : intervention dans la limite de 45 000 € garantis
  - Modalités : garantie d'emprunt jusqu'à 65 % du montant, pour une durée de 5 ans
  - Ressources : fonds de cohésion sociale et collectivités territoriales

- Le Fonds d'Amorçage Associatif (FAA)
  - Cible : petites associations en phase de premier développement
  - Montant : besoin financier inférieur à 10 000 €
  - Modalités : apport associatif à taux 0 d'une durée de 12 à 18 mois
  - Ressources : Collectivités territoriales et Caisse des Dépôts

- Le Contrat d'Apport Associatif (CAA)
  - Cible : associations en développement ou restructuration
  - Montant : besoin supérieur à 5 000 € et inférieur à 30 000€
  - Modalités : apport associatif à taux 0 d'une durée de 2 et 5 ans
  - Ressources : Collectivités territoriales et Caisse des Dépôts

- Le Fonds Régional d'Investissement Solidaire (FRIS)
  - Cible : entreprises solidaires, quelques soit leur statut, en création ou développement
  - Montant : jusqu'à 100 000 €
  - Modalités : prêt participatif sur 5 ans à 2 % par an
  - Ressource de SIFA (Société d'Investissement de France Active), garantie par un fonds doté par la Région Ile-de-France et la Caisse des Dépôts

En complément de ces outils soutenus par la Région Ile-de-France, France Active a également développé d'autres outils financiers :

- de garantie (pour les besoins spécifiques des structures de l'ESS notamment) ;
- de financements sous forme de prêts participatifs et fonds propres dédiés aux structures de l'ESS et à l'innovation sociale ;
- de subventions (le fonds de confiance, dédié à l'émergence et l'essaimage de projets d'entrepreneuriat social et solidaire).

2.1.2. Les outils de financement de la création/reprise d'entreprise :

La Région s'est aussi positionnée pour encourager le financement de la création et reprise d'entreprises par les créateurs éloignés du monde du travail. Elle dote à ce titre le fonds de garantie FAG (France Active Garantie) dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Cible : très petites entreprises en création ou reprise ;
- Modalités : garantie jusqu'à 65 % du prêt dans la limite de 45 000 € garantis ;
- Ressources : Collectivités territoriales et Fonds de cohésion sociale.

2.2. Bilan d'activité du réseau France Active en 2015

2.2.1. Soutien régional à l'activité FINES (financement des entreprises solidaires)

Le réseau France Active dispose d'une compétence reconnue et d'une gamme d'outils dédiée au financement des entreprises solidaires. Afin d'accroître le soutien apporté aux structures de l'économie sociale et solidaire particulièrement créatrices d'emplois, la Région entend poursuivre son partenariat avec France Active sur ce champ en dotant les outils financiers afin d'accompagner le développement de l'activité et en finançant l'activité d'accompagnement, de financement et de suivi des structures relevant de l'économie sociale et solidaire.

Le soutien régional à ce programme de financement des entreprises solidaires, dit FINES, se traduit par :

- la dotation des outils de financement Contrat d'apport associatif et Fonds d'amorçage associatif, ainsi que la dotation du fonds de garantie du Fonds régional d'investissement solidaire (FRIS) dans la limite de 50 % de la dotation globale ;
- le soutien en fonctionnement aux fonds territoriaux du réseau France Active ;
- le soutien en fonctionnement à Ile-de-France Active permettant d'assurer la coordination, l'animation du programme « financement des entreprises solidaires », le développement des partenariats avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire et les banques partenaires et la conduite d'une campagne de communication sur les outils de financement existants.

2.2.2.Historique de l'activité FINES France Active et du soutien Régional

Année	Nombre structures financées	Emplois créés ou consolidés	Soutien régional (en fonctionnement)	Nb financements pris en compte pour le calcul du soutien régional
2005	37	740	146 500	
2006	50	1000	270 500	
2007	78	1560	397 500	
2008	92	1840	368 000	
2009	107	2427	444 000	111
2010	114	2927	442 000	110
2011	130	3880	468 000	117
2012	128	3527	484 000	121
2013	127	6948	484 000	121
2014	146	3226	492 000	123
2015	**239**	**4192**	**500 000**	**125**
Total	**1 009**	**32 267**	**3 520 500**	

2.2.3.Analyse de l'activité FINES 2015 de France Active

L'activité de financement de l'ESS progresse depuis 2015 pour atteindre **239 structures financées** (vs. 146 en 2014).
L'impact emploi global progresse de 28 % (4129 emplois créés ou consolidés en 2015 contre 3226 emplois en 2014). En revanche, la création nette d'emplois diminue de 22 % et s'établit à 530 emplois en 2015 (vs. 682 en 2014).

Caractéristiques des opérations FINES 2015 :

- 239 prêts et garanties ont été engagés en 2015 pour un volume de 9.3 M€, soit +4% par rapport à 2014.
  Les structures solidaires ont davantage mobilisé le prêt participatif FRIS (51 accordés) et le fonds de confiance (10).
- Corrélativement à une plus forte mobilisation des outils de garantie, les prêts bancaires associés représentent un volume de 3,7 M€. Le montant moyen du prêt garanti s'élève à 45 K€.
  Le Crédit Coopératif reste le premier partenaire bancaire et intervient dans 38% des dossiers. Puis viennent le Crédit mutuel (13 %) et la Caisse d'épargne (13 %).
- Paris concentre toujours une forte proportion de l'activité ESS (46 structures financées, soit 31 % des financements) ; les Hauts-de-Seine, l'Essonne et la Seine-Saint-Denis progressent (19 à 18 structures financées chacune). L'objectif d'atteindre au moins 12 financements par département n'est cependant pas atteint dans les Yvelines et en Seine-et-Marne.
- La répartition sectorielle est relativement diversifiée, avec une part importante de structures opérant dans les secteurs des services aux entreprises (17 %), de la culture (14 %), de l'environnement (10 %).

2.2.4.Soutien régional à l'activité TPE

Dans le champ de la création, du développement ou de la reprise de TPE, la mission de France Active est de permettre l'accès au crédit bancaire pour les demandeurs d'emploi souhaitant créer leur entreprise.
Le cœur de métier des fonds territoriaux consiste en une ingénierie financière, une expertise et une intermédiation bancaire par la mobilisation des garanties FAG (Loi Galland et FGIF), facilitant

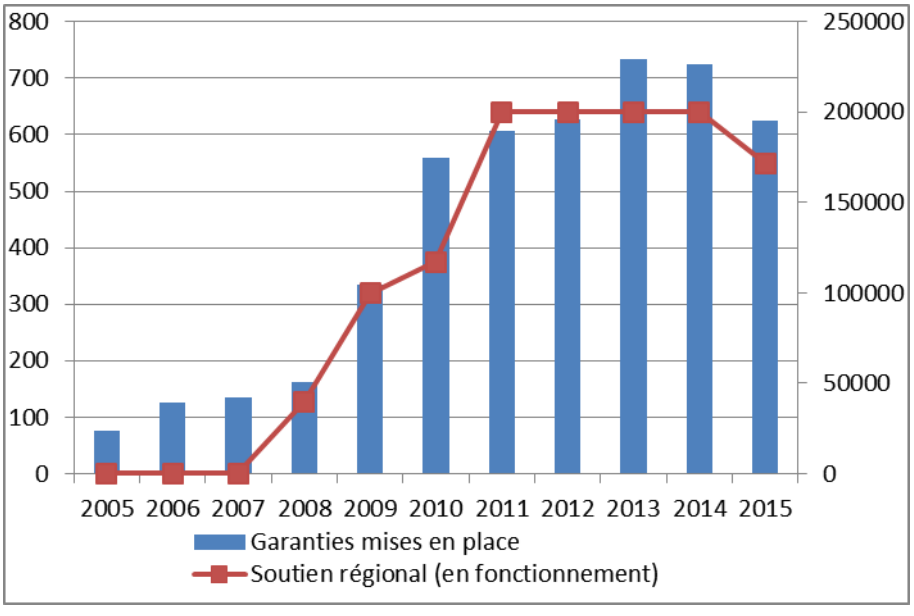
l'accès des créateurs au financement bancaire dans de bonnes conditions, à un taux d'intérêt normal et en limitant les cautions personnelles.
Outre leur activité de garantie bancaire, les Fonds territoriaux sont délégataires du prêt Nacre (prêt personnel à taux 0 et jusqu'à 10 000 € pour les demandeurs d'emplois.)

Le soutien régional au programme de financement des TPE se traduit par :
- la dotation des fonds de garantie France Active ;
- le soutien en fonctionnement aux fonds territoriaux du réseau France Active à hauteur de 600 € par TPE garantie ;
- le soutien en fonctionnement à la coordination régionale Ile-de-France Active permettant d'assurer l'animation, la coordination et le développement de l'activité sur le volet financement des TPE.

2.2.5. Evolution de l'activité TPE France Active et soutien régional

Année	Garanties mises en place	Montants garantis	Emplois créés ou consolidés	Soutien régional (en fonctionnement)
2005	77	1 091 000	154	0
2006	125	1 822 000	250	0
2007	134	1 751 000	268	0
2008	162	2 464 000	324	40 000
2009	335	4 679 000	670	99 600
2010	560	8 565 000	1120	117 000
2011	607	9 105 000	1214	200 000
2012	626	9 760 000	1540	200 000
2013	733	12 690 000	1853	200 000
2014	725	13 226 000	1177	200 000
2015	**581**	**10 716 281**	**2 322**	**171 600**
Total	**4 665**	**75 869 281**	**10 892**	**1 228 200**

Nombre de garanties TPE de France Active et soutien régional en fonctionnement (2005-2015)



2.2.6.Indicateurs globaux de l'activité TPE France Active 2015

Caractéristiques des opérations :

En 2015, l'activité est légèrement en baisse puisque le nombre de projets garantis a diminué de 21 % (passant de 737 en 2014 à 581 en 2015) alors qu'elle avait atteint une forte croissance en 2013 (+17 %) et une stabilité en 2014.

L'année 2015 a été une année difficile pour les 8 fonds territoriaux. Le mauvais climat économique explique cette baisse d'activité.

L'impact en termes d'emploi s'est traduit pas la création de 1858 emplois et la consolidation de 464 emplois.

Les principales caractéristiques des porteurs de projet destinataires de ces garanties sont les suivantes :

- garanties très majoritairement à destination des demandeurs d'emploi (87%), public ayant plus de difficultés à mobiliser du financement bancaire ;
- 25 % sont des personnes en recherche d'emploi longue durée ;
- 20 % des bénéficiaires ont un niveau d'étude inférieur au bac ;
- 15 % sont des bénéficiaires de minimas sociaux ;
- 38 % sont des activités de commerce ;
- 23 % sont des activités de commerce et réparation ;
- 12 % hébergement et restauration.

En 2015 le montant garanti a été de 10 716 281 € et a donné lieu à 21 434 444 € de prêts bancaires.

France Active poursuit donc sa mission de faciliter l'accès au crédit bancaire pour des demandeurs d'emploi créant leur entreprise en Ile-de-France. L'activité de garantie s'accompagne d'un besoin important en investissement (dotation des fonds de garantie) pour lequel la Région est fortement sollicitée.

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N°CP 16-404
DU 21 Septembre 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE
« JARDINS SOLIDAIRES EN ILE-DE-FRANCE »
(PREMIERE AFFECTATION - SEPTEMBRE 2016)

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE
DU SOUTIEN AUX STRUCTURES DU SECTEUR DE L'ENVIRONNEMENT
(1ère AFFECTATION - SEPTEMBRE 2016)

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE
« EMPLOIS D'INSERTION ENVIRONNEMENT »
(SECONDE AFFECTATION - SEPTEMBRE 2016)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Environnement ;

VU La délibération n° CR 41-09 du 6 mai 2009 relative à une nouvelle politique régionale de soutien à l'insertion par l'activité économique ;

VU La délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 relative au cadre régional d'intervention relatif au « Soutien des structures dans le secteur de l'environnement », à l'ajustement du dispositif « Education à l'Environnement vers un Développement Durable », à l'adaptation du dispositif « Jardins Solidaires en Île-de-France », prorogation des programmes agricoles ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 09-860 du 24 septembre 2009 relative aux Emplois d'insertion environnement;

VU La délibération CP 14-423 du 10 avril 2014 portant approbation des conventions type ;

VU La délibération n° CP 16-044 du 22 janvier 2016 relative aux affectations dans le cadre de la gestion provisoire 2016 ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-404 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

VU L'avis de la commission de l'Environnement et de l'Aménagement ;

VU L'avis de la commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Jardins Solidaires en Île-de-France» au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **18 499 €.**

Affecte une autorisation de programme de **18 499 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement » Code fonctionnel 71 « Actions transversales » Programme HP 71-007 « Soutien aux démarches de développement durable » - Action 17100701 « Soutien aux démarches de développement durable », du budget régional 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien aux structures dans le secteur de l'environnement» au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum de **110 000 €.**

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée à l'article 6 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **110 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71-008 (171008) « Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable» action 17100803 « Soutien aux associations et organismes œuvrant pour l'environnement », du budget régional 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Autorise, par dérogation à l'article 29 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la prise en compte des dépenses relatives aux projets visés à l'article 2 de la présente délibération, à partir des dates indiquées dans les fiches projets reprises en annexe 2.

Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif « Emplois d'insertion environnement » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **390 556 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 09-860 de la Commission permanente du 24 septembre 2009 modifiée conformément à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **390 556 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement, code fonctionnel 71 « Actions transversales » programme HP 71-008 (171008)

« Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable» action 17100802 « Emplois d'insertion en environnement» du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 :

Autorise, par dérogation à l'article 29 du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la prise en compte des dépenses relatives aux projets visés à l'article 4 de la présente délibération, à partir des dates indiquées dans les fiches projets reprises en annexe 2.

Article 6 :

Approuve la convention type présentée en annexe 3 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-404	Budget	2016

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171007 - Soutien aux démarches de développement durable**
Action	**17100701 - Soutien aux démarches de développement durable**

Dispositif : N° 00000729 - Jardins solidaires en Ile de France

Dossier	16002606 - JS - CREATION D'UN POTAGER SOLIDAIRE - JARDINS DE WILMA			
Bénéficiaire	P0022527 - LES JARDINS DE WILMA			
Localisation	PERIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 972,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 944,00 €	TTC	50 %	9 972,00 €	

Dossier	16002718 - JS - JARDIN "VERT TETU" - REGIE DE QUARTIER DU 19EME			
Bénéficiaire	EX002439 - REGIE DE QUARTIER DU 19E			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 252,00 €	TTC	46,13 %	1 500,00 €	

Dossier	16003870 - JS - JARDIN COLLECTIF DE COTTBUS - REGIE DE QUARTIER DE MONTREUIL			
Bénéficiaire	P0017906 - REGIE DE QUARTIERS A MONTREUIL			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 818,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 636,00 €	TTC	50 %	3 818,00 €	

Dossier	16007512 - JS - UN PETIT COIN DE PARADIS - COMMUNE DE COURCOURONNES			
Bénéficiaire	R1099 - COMMUNE DE COURCOURONNES			
Localisation	COURCOURONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 209,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 761,00 €	TTC	41,35 %	3 209,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-404	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000729 - Jardins solidaires en Ile de France	18 499,00 €

Total sur l'imputation 907 - 71 - 171007 - 17100701	18 499,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100802 - Emplois d'insertions en environnement**

Dispositif : N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)

Dossier	EX010922 - EIE - AIDE DE BASE- AGOIE - Chantier Espaces Verts- ANNEE 3			
Bénéficiaire	P0007272 - AGOIE ASSOCIATION POUR LA GESTION D'OUTILS D'INSERT ECONOMIQUE			
Localisation	MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
198 055,00 €	TTC	11,36 %	22 500,00 €	

Dossier	EX010941 - EIE - AIDE DE BASE- AGOIE - Maintenance et reconditionnement de matériel informatique pour 18/25 ans. ANNEE 2			
Bénéficiaire	P0007272 - AGOIE ASSOCIATION POUR LA GESTION D'OUTILS D'INSERT ECONOMIQUE			
Localisation	MONTIGNY-LES-CORMEILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
177 320,00 €	TTC	11,56 %	20 500,00 €	

Dossier	EX011712 - EIE - AIDE DE BASE - SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE - Liaisons douces et accessibilité- ANNEE 2			
Bénéficiaire	R31029 - SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
312 882,00 €	TTC	9,04 %	28 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-404	Budget	2016

Dossier	EX011746 - EIE -AIDE DE BASE- ASS. PLAINE DE VIE - Chantier Environnement Patrimoine (CEP) - ANNEE 2			
Bénéficiaire	P0002694 - ASSOCIATION PLAINE DE VIE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
212 292,00 €	TTC	9,19 %	19 500,00 €	

Dossier	EX011747 - EIE - AIDE DE BASE- PLAINE DE VIE - Chantier Vert Avenir - ANNEE 2			
Bénéficiaire	P0002694 - ASSOCIATION PLAINE DE VIE			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
213 432,00 €	TTC	9,14 %	19 500,00 €	

Dossier	EX011748 - EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - Maraîchage biologique de Verrières-le-Buisson- ANNEE 3			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	VERRIERES-LE-BUISSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 110,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
318 520,00 €	TTC	7,26 %	23 110,00 €	

Dossier	EX011749 - EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - Chantier d'insertion sur le recyclage, la vente et la location de Vélos aux Ulis - ANNEE 2			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	LES ULIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 414,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
319 665,00 €	TTC	7,01 %	22 414,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-404	Budget	2016

Dossier	EX011752 - EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - Chantier d'insertion du Plateau de Saclay - ANNEE 2			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 415,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
335 983,00 €	TTC	6,97 %	23 415,00 €	

Dossier	EX011755 - EIE - AIDE DE BASE - ETUDES ET CHANTIERS IDF - Jardins Solidaires Maraîchage de Grigny - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	GRIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 291,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
288 748,00 €	TTC	6,68 %	19 291,00 €	

Dossier	EX011758 - EIE -AIDE DE BASE- HALAGE - Espaces verts ligne J SNCF - ANNEE 2			
Bénéficiaire	R10910 - HALAGE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 331,00 €	TTC	10,33 %	20 700,00 €	

Dossier	EX011883 - EIE - AIDE DE BASE - ETUDES ET CHANTIERS IDF - Espaces verts du Gros Buisson à Vigneux-sur-Seine - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	VIGNEUX-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 221,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350 275,00 €	TTC	6,63 %	23 221,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-404	Budget	2016

Dossier	EX011902 - EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS - Atelier vélo de Clichy - ANNEE 2			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 172,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
322 454,00 €	TTC	6,88 %	22 172,00 €	

Dossier	EX011986 - EIE - AIDE DE BASE - ESPACE SOCIAL EDUCATION REINSERTION REFLEXION ESPERER 95 - Espaces semi-naturels et humides - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R10658 - ESPACE SOCIAL EDUCATION REINSERTION REFLEXION ESPERER 95			
Localisation	CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 333,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
332 482,00 €	TTC	8,52 %	28 333,00 €	

Dossier	EX013114 - EIE - AIDE DE BASE- HALAGE - Petite Ceinture Ferroviaire Paris - ANNEE 2			
Bénéficiaire	R10910 - HALAGE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
243 696,00 €	TTC	9,23 %	22 500,00 €	

Dossier	EX013160 - EIE -AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - Entretien des espaces verts des centres sportifs des XIIème et XXème arr. de Paris - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R34363 - ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
343 000,00 €	TTC	6,59 %	22 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-404	Budget	2016

Dossier	EX013246 - EIE - AIDE DE BASE- APPROCHE - Chantier d'insertion Ressourcerie - ANNEE 3			
Bénéficiaire	R40362 - APPROCHE			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
870 450,00 €	TTC	2,01 %	17 500,00 €	

Dossier	EX013924 - EIE - AIDE DE BASE - PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE - Des fleurs bio, locales et solidaires au service de l'insertion professionnelle - ANNEE 2			
Bénéficiaire	EX004910 - PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE AVRAINVILLE			
Localisation	CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
541 132,00 €	TTC	3,23 %	17 500,00 €	

Dossier	EX013936 - EIE - AIDE DE BASE - PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON - Jardin de Cocagne de Limon - ANNEE 2			
Bénéficiaire	EX005722 - PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON			
Localisation	CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
957 471,00 €	TTC	1,83 %	17 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000449 - Emploi Insertion Environnement (EIE)	390 556,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100802	390 556,00 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**71 - Actions transversales**
Programme	**171008 - Soutien aux associations et organismes du domaine de l'environnement et du développement durable**
Action	**17100803 - Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement**

Dispositif : N° 00000446 - Soutien des structures dans le secteur de l'environnement

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-404	Budget	2016

Dossier	16007518 - ASS TÊTE DE RESEAU - FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT - Animation Réseau Associatif			
Bénéficiaire	R20847 - FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 100,00 €	TTC	41,63 %	50 000,00 €	

Dossier	16008075 - ASS TÊTE DE RESEAU - CLER - COMITE DE LIAISON POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES			
Bénéficiaire	R8573 - CLER COMI LIAISON ENERGIES RENOUVELABLES			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	50 %	20 000,00 €	

Dossier	16011744 - ASS TÊTE DE RESEAU - ENERGIE PARTAGEE			
Bénéficiaire	P0022371 - ASSOCIATION ENERGIE PARTAGEE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 500,00 €	TTC	46,78 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000446 - Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	110 000,00 €

Total sur l'imputation 937 - 71 - 171008 - 17100803	110 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007512

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JS - UN PETIT COIN DE PARADIS - COMMUNE DE COURCOURONNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Jardins solidaires en Ile de France	7 761,00 €	41,35 %	3 209,00 €
	Montant Total de la subvention		3 209,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-204141-171007-200
17100701- Soutien aux démarches de développement durable

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE COURCOURONNES
Adresse administrative : 02 RUE PAUL PUECH
91080 COURCOURONNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Stéphane BEAUDET, Maire

N° SIRET : 21910182100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Jardins solidaires en Ile de France
Rapport Cadre : CR66-11 modifié du 24/06/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Ville de Courcouronnes a lancé en 2015 un projet d'encouragement au fleurissement sur son quartier en politique de la Ville, Le Canal. L'idée était de fédérer les habitants autour d'un projet d'embellissement de leur quartier.
Certaines résidences ont ainsi bénéficié d'animations de plantation en pieds d'immeubles, visant à créer du lien social.
En 2016, la Commune à la demande de plusieurs habitants, a souhaité, développer ce projet différemment en ouvrant un jardin partagé au cœur du quartier du Canal.
Cependant, devant les craintes que les cultures ne soient dégradées, le Lycée G.Brassens a proposé d'utiliser ses parcelles d'espaces verts, situées en son cœur. En effet le Lycée G.brassens dispose d'une étiquette E3D et son proviseur encourage les initiatives environnementales d'une part au sein de son établissement et les manifestations visant à créer du lien entre les habitants et les lycéens d'autre part.
Aussi, le jardin partagé se situera au cœur du lycée et pourra s'étendre jusqu'à 400m².

Description :
Dans un souci de lien social, les modalités d'association des habitants à la création de ce jardin sont déjà en place.
Une première réunion publique d'information s'est déroulée le 18 décembre 2015 afin de présenter la démarche. A cette occasion, l'avis des enfants a été recueilli ; ils ont ainsi pu dessiner et échanger avec les animateurs présents, pour faire valoir ce qu'ils attendent de ce jardin.
Le 29 janvier s'est déroulé le premier atelier de réflexion sur les modalités d'ouverture du jardin. Dans la mesure où ce dernier se trouve dans le Lycée, des mesures de sécurité doivent être prises et des règles respectées.
Enfin le 12 février, a été organisé un deuxième atelier de réflexion afin de définir avec les habitants les plantations et cultures souhaitées dans ce jardin.
Ce sont les habitants qui ont rédigé le règlement intérieur en se basant sur des exemples existant sur les communes avoisinantes.
Le jardin sera préparé dans le cadre d'un chantier d'insertion réalisé par les habitants du quartier, en particulier des jeunes suivis par des éducateurs spécialisés, en partenariat avec une entreprise d'insertion "Etudes et Chantiers".
Le jardin a été inauguré en mars 2016 avec les habitants et les élus.
Les centres de loisirs ont arrêté un programme d'intervention dans le jardin pour les deux derniers trimestres de l'année scolaire 2015-2016 (à compter de Mars).
La Ville proposera des ateliers et des animations tout au long de l'année, afin que tous les habitants puissent trouver dans ce jardin les informations leur permettant de reproduire ces actions chez eux.
Des parcelles au sol et des jardinières ont été imaginées pour de la production hors sol afin que les personnes âgées et en fauteuil roulant puissent aussi participer.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 350 salariés, 8 bénévoles, 2 services civiques volontaires.
Communication : la communication de la première réunion s'est faite par voie d'affichage et de distribution de flyers à la sortie des écoles et aux accueils des équipements recevant du public (mairie annexe, centre social, accueils de loisirs).
Les réseaux sociaux et la quinzaine de la Ville (Journal municipal) relaient l'avancée du projet (comptes rendus de réunions notamment). Les panneaux lumineux rappellent les rencontres prévues. Les bailleurs sociaux relaient l'information dans leurs résidences.

Intérêt régional :
Volonté de créer des ateliers intergénérationnels.
Création du jardin par des jeunes du quartier dans le cadre d'un chantier éducatif.
Mise en place de jardinières et de cultures hors sol pour les personnes à mobilité réduite et les seniors.
Ce jardin se veut « centre de ressources » pour les amateurs de jardins souhaitant se perfectionner.
Des panneaux d'informations sur le type de culture seront installés dans chaque parcelle et des recettes de cuisine seront réalisées avec les habitants lors d'ateliers thématiques.
La volonté du lycée est de développer une ferme pédagogique miniature avec des poules et des chèvres en complément de ce jardin.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Tous publics et accès gratuit.

Localisation géographique :
- COURCOURONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
étude préalable de la qualité et la pollution des sols	373,00	4,81%
aménagement de terrain	4 128,00	53,19%
réalisation de cheminements et clôtures	636,00	8,19%
achat de petit matériel	1 255,00	16,17%
plantations d'alignement	116,00	1,49%
bénévolat valorisé	954,00	12,29%
abris de jardin	299,00	3,85%
Total	7 761,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	1 100,00	14,17%
Subvention Région IDF (sollicitée)	3 209,00	41,35%
Autofinancement	1 200,00	15,46%
Subvention FIPD (Fonds Interministériel de Prévention de la Délinquance) (sollicitée)	1 298,00	16,72%
Bénévolat	954,00	12,29%
Total	7 761,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 209,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	6 500,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 560,00 €
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	7 750,00 €
2013	Politique énergie climat	61 419,60 €
2013	Soutien à la médiation	1 500,00 €
2013	Soutien à la prévention	4 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	3 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	16 560,00 €
2014	Contrat régional territorial	838 056,17 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	425 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	200 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	10 000,00 €
	Montant total	1 590 845,77 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002606

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JS - CREATION D'UN POTAGER SOLIDAIRE - JARDINS DE WILMA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Jardins solidaires en Ile de France	19 944,00 €	50,00 %	9 972,00 €
	Montant Total de la subvention		9 972,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-200
17100701- Soutien aux démarches de développement durable

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES JARDINS DE WILMA
Adresse administrative : 48 RUE HONORE DE BALZAC
91860 EPINAY-SOUS-SENART
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Wilhelmina VAN DEN BROEK, Présidente

Date de publication au JO : 23 juin 2012

N° SIRET : 75306706500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Jardins solidaires en Ile de France
Rapport Cadre : CR66-11 modifié du 24/06/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Agrandir un jardin pédagogique pour créer un grand potager solidaire avec et pour des personnes en situation de précarité dans des cités et en particulier pour des bénéficiaires de l'épicerie sociale d'Epinay sous Sénart. Ils s'initieront au maraîchage biologique et deviendront « personnes ressources » pour des habitants du quartier. Ils récolteront des légumes biologiques et les distribueront le lendemain lors de l'ouverture de l'épicerie sociale.

Description :
L'opportunité de l'aggrandissement du terrain déjà occupé par l'association, va permettre de créer un grand potager avec des bénéficiaires de l'épicerie sociale qui pendant l'hiver seront accompagnés par un professionnel du maraîchage biologique pour réfléchir sur l'aménagement des potagers et le plan des cultures.
Ces nouveaux maraîchers deviendront « experts » des potagers pour les habitants de la cité. Ce sont eux

qui vont favoriser la création des liens entre les habitants en proposant des rendez-vous culinaires avec quelques légumes du jardin, parfumés avec les plantes aromatiques fraîchement cueillies.

Il s'agit ici de permettre aux bénéficiaires de l'épicerie sociale :
- d'acquérir de nouvelles compétences dans les domaines de gestion de projet, du jardinage biologique et l'animation d'ateliers de cuisine.
- partager la récolte des légumes bio.
- d'organiser et animer des rendez-vous culinaires avec des habitants dans la cité, au moins trois fois dans l'année.

Ces activités sont parfaitement accessibles à tous, quel que soit l'âge et l'origine des personnes.

Les légumes cultivés "alimenteront" des ateliers de cuisine et des repas partagés.
Une quantité importante de plantes aromatiques sera plantée pour des ateliers de dégustation de tisanes et autres astuces de cuisine. Le maraîchage est une activité physique qui invite les personnes à sortir et à se dépenser.

Moyens mis en œuvre :
1 intervenante.

Intérêt régional :
La création d'un jardin solidaire reste un évènement très local. La satisfaction des habitants, le bonheur de créer des nouveaux liens et de voir ainsi leur cadre de vie quotidienne s'enjoliver sont de nature à améliorer le bien-être des Franciliens.
C'est là, dans le bien-vivre en Ile-de-France, que réside tout l'intérêt régional d'un jardin solidaire.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Un groupe de bénéficiaires de l'épicerie est déjà constitué dans le cadre d'ateliers « bien-être ». Le centre d'action sociale sélectionne 10 candidats pour suivre les ateliers de maraichage sur le potager solidaire. Les jardins partagés sont planifiés lors du réaménagement de la cité. Il existe une bonne cohérence dans la commune avec d'autres jardins partagés, déjà animés par l'association.

Localisation géographique :
- PERIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement de terrain	3 559,00	17,84%
Achats de petit matériel	10 441,00	52,35%
Installation récupérateur d'eau	728,00	3,65%
Plantations d'alignement	1 416,00	7,10%
Bénévolat	3 800,00	19,05%
Total	19 944,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (sollicitée)	1 000,00	5,01%
Subvention Politique de la ville (sollicitée)	2 000,00	10,03%
Subvention Région IDF (sollicitée)	9 972,00	50,00%
Subvention Département Essonne (sollicitée)	1 200,00	6,02%
Vente légumes	1 972,00	9,89%
Valorisation du bénévolat	3 800,00	19,05%
Total	19 944,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 972,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 983,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	4 920,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	4 387,00 €
	Montant total	14 290,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002718

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JS - JARDIN "VERT TETU" - REGIE DE QUARTIER DU 19EME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Jardins solidaires en Ile de France	3 252,00 €	46,13 %	1 500,00 €
	Montant Total de la subvention		1 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-200
17100701- Soutien aux démarches de développement durable

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE DE QUARTIER DU 19E
Adresse administrative : 9 RUE COLETTE MAGNY
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE MISTRAL, Directrice

Date de publication au JO : 6 avril 2002

N° SIRET : 44168171500047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Jardins solidaires en Ile de France
Rapport Cadre : CR66-11 modifié du 24/06/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Ville de Paris ainsi que la Mairie du 19ème arrondissement ont créé un jardin pour les habitants du quartier « Flandre ». Ce jardin de 5000 m² a été mis à disposition et est entré sous la gestion de la Régie de quartier du 19ème en juillet 2013.

Ce jardin est vu comme un formidable outil pour travailler au développement du mieux vivre ensemble et au développement de nouvelles solidarités dans le quartier, puisque les projets sont menés de manière collective et qu'ils permettent de mobiliser les habitants autour des questions du cadre de vie et de l'environnement. L'expérience passionnante et instructive qui est menée depuis 2011 sur le jardin partagé « Couleurs et senteurs » ne fait que renforcer la conviction que les pratiques de jardinage dans l'espace urbain, sont positives.

Description :

Gestion écologique du jardin :
Toutes les activités de jardinage sont menées avec une attention maximum portée à la gestion écologique des espaces, en cohérence avec la Charte « Main Verte » de la Ville de Paris. Des formations à la gestion écologique sont proposées à l'équipe chargée du jardin, pour compléter et parfaire leurs connaissances. Par ailleurs, des temps de sensibilisation et d'information sur ce thème sont destinés aux usagers du jardin.

Le jardin est composé de plusieurs parcelles :
- le jardin solidaire composé de deux parcelles, l'une de 115 m² et l'autre de 120 m². Ce jardin vise avant tout un public en difficulté et éloigné de l'emploi. La participation aux activités du jardin solidaire est gratuite.
- le jardin partagé et le jardin pédagogique couvrent une parcelle de 615 m², organisée en plusieurs parcelles collectives. Les jardiniers sont adhérents au jardin et de ce fait à la Régie.
- l'espace de convivialité représente 150 m².

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : 72 salariés, 60 bénévoles.

Moyens matériels : locaux de 340 m2. L'entrée de la Régie de quartier se situe exactement en face d'une des entrées du jardin le « Ver Têtu ». La Régie dispose de véhicules qui lui servent aux diverses activités. La Régie bénéficie également de plusieurs locaux de stockage de matériel à proximité.

Intérêt régional :
La création d'un jardin solidaire reste un évènement très local. La satisfaction des habitants, le bonheur de créer des nouveaux liens et de voir ainsi leur cadre de vie quotidien s'enjoliver sont de nature à améliorer le bien-être des Franciliens. C'est là, dans le bien-vivre en Ile-de-France, que réside tout l'intérêt régional d'un jardin solidaire.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le jardin accueillait en octobre 2015 une douzaine d'adultes ainsi que 90 enfants des écoles et centres de loisirs dans le cadre des ateliers complémentaires.

Les actions prennent plusieurs formes :
1 - Les ateliers de jardinage et de découverte de l'agriculture urbaine.
Le jardin est ouvert dès qu'un de ses membres est présent les mardis et vendredis.
Des ateliers sont proposés chaque semaine par l'animatrice du jardin :
- le mercredi de 14h à 16h : atelier de jardinage,
- le jeudi de 14h à 16h : atelier de jardinage,
- le vendredi de 10h à 12h : atelier Bricol'o jardin,
- le samedi de 14h à 17h : atelier de jardinage ou d'animation,

2 - Les animations mensuelles,
3 - Les grands rendez-vous,
4 - Les temps de convivialité.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement de terrain	1 538,00	47,29%
Réalisation de cheminements et clôtures	226,00	6,95%
Réalisation d'espaces communs	1 230,50	37,84%
Plantations d'alignement	257,50	7,92%
Total	3 252,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région JS (sollicitée)	1 500,00	46,13%
Subvention Commune de Paris (sollicitée)	1 500,00	46,13%
Fonds propres	252,00	7,75%
Total	3 252,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux projets socialement innovants	25 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	4 000,00 €
	Montant total	34 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003870

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JS - JARDIN COLLECTIF DE COTTBUS - REGIE DE QUARTIER DE MONTREUIL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Jardins solidaires en Ile de France	7 636,00 €	50,00 %	3 818,00 €
	Montant Total de la subvention		3 818,00 €

Imputation budgétaire : 907-71-20421-171007-200
17100701- Soutien aux démarches de développement durable

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REGIE DE QUARTIERS A MONTREUIL
Adresse administrative : 16 T RUE DES GRANDS PECHERS
93100 MONTREUIL SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER DUBOIS, Président

Date de publication au JO : 16 février 2002

N° SIRET : 44104460900044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Jardins solidaires en Ile de France
Rapport Cadre : CR66-11 modifié du 24/06/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre d'un Programme de Rénovation Urbaine et Sociale (PRUS) mené sur le quartier « Bel Air Grands Pêchers » à Montreuil, un terrain a été réservé pour la création d'un jardin partagé/collectif. Ce terrain jouxte un espace de jeux pour les enfants et est situé devant une maison de retraite. Il est au cœur d'une zone d'habitation assez dense.

Suite à la demande d'habitants et adhérents de la Régie de Quartiers, le projet de mise en place d'un jardin collectif a vu le jour.
Ces habitants ont participé durant deux ans à l'aménagement du jardin collectif des Grands Pêchers, situé à un autre endroit du quartier, et souhaitent s'investir dans un projet de jardin géré de façon plus autonome.
Pour l'instant ce terrain est nu et le projet part donc de zéro.
Une convention a été signée avec la ville de Montreuil afin de formaliser l'occupation de ce terrain par ses

habitants et de mettre en route ce projet.
Ce jardin s'insère dans un projet plus global intitulé « Si t'es jardin » porté par le CNLRQ (comité national de liaison des régies de quartiers) auquel la Régie est adhérente. Cette association met à la disposition des habitants des formations gratuites pour les aider à structurer leur projet et à le pérenniser.

Description :
Le projet sera concrètement mené par les habitants du quartier. Il concernera également les enfants pour une éducation à l'environnement via l'école Anatole France située à proximité.

Des animations seront organisées tous les 15 jours par le jardinier de la Régie de Quartiers. Les thèmes abordés seront : jardinage écologique, économie d'eau grâce aux techniques de la permaculture (paillage...), associer des espèces végétales pour éviter les problèmes phytosanitaires, différentes techniques de multiplication végétale...

Des fêtes de quartiers y seront organisées régulièrement pour interpeller les habitants au sujet du jardinage en ville et créer du lien social. La première, intitulée « Le Grand Air de Printemps», a eu lieu le 21 mai.

Moyens mis en œuvre :
Un coordinateur de projet, une chargée de relations avec les habitants, un jardinier et un conseiller du groupe "habitants".

Intérêt régional :
La création d'un jardin solidaire reste un évènement très local. La satisfaction des habitants, le bonheur de créer des nouveaux liens et de voir ainsi leur cadre de vie quotidien s'enjoliver sont de nature à améliorer le bien-être des Franciliens.
C'est là, dans le bien-vivre en Ile-de-France, que réside tout l'intérêt régional d'un jardin solidaire.

Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Tous publics (quartiers et écoles des alentours) - Accueil gratuit.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude qualité des sols	310,00	4,06%
Aménagement de terrain	548,00	7,18%
Achat matériel	521,00	6,82%
Travaux	4 562,00	59,74%
Compostage	495,00	6,48%
Bénévolat	1 200,00	15,72%
Total	7 636,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Régie de quartiers (sollicitée)	718,00	9,40%
Subvention Ville Montreuil (sollicitée)	900,00	11,79%
Subvention Région IDF (sollicitée)	3 818,00	50,00%
Subvention CNLRQ (sollicitée)	1 000,00	13,10%
Valorisation bénévolat	1 200,00	15,72%
Total	7 636,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 818,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007518

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASS TÊTE DE RESEAU - FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT - ANIMATION RESEAU ASSOCIATIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	120 100,00 €	41,63 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FRANCE NATURE ENVIRONNEMENT IDF
Adresse administrative : 2 RUE DU DESSOUS DES BERGES
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Dominique DUVAL, Présidente

Date de publication au JO : 13 décembre 1995

N° SIRET : 32464467300067

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un soutien au programme d'actions annuel de l'organisme, les dépenses sont à considérer sur l'ensemble de l'année civile.

Objectifs :
Œuvrer pour améliorer le bien-être des Franciliens en mobilisant le réseau associatif pour des actions dans les domaines de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de la protection de la nature, de la lutte contre les pollutions (air, eau, sols..) et les nuisances (bruit, déchets, nuisances aériennes...).
Accompagner la réussite des transitions écologiques et énergétiques en pleine évolution institutionnelle face à des enjeux environnementaux cruciaux.
Mobiliser le mouvement pour une bonne application des accords de Paris 2015.

Description :
Les axes d'action s'inscrivent dans un plan d'action sur 3 ans. Seule l'année 2016 sera décrite ici:
- Développer une veille active sur la pollution de l'air et promouvoir la sensibilisation du public, en particulier des jeunes - En 2016, diffusion d'une BD et participation active au PPA avec animation d'un atelier.
- Prévenir les pollutions de l'eau et favoriser la gestion raisonnée de cette ressources: ce programme "Les sentinelles de l'eau", initié en 2012, allie une coordination des associations focalisées sur ce thème à un cycle de formations et des articles de fond. En 2016, trois formations et un document de synthèse soulignant le positionnement de FNE Ile-de-France sont prévus.
- Promouvoir une réflexion sur les modes de consommation, la collecte de déchets etc...
En 2016 : audit du réseau sur son implication en terme d'actions préventives, et réflexion sur les modes de consommation, la collecte et la gestion des déchets. Le FNE Ile-de-France se trouve sous la direction d'un expert, en partenariat avec des acteurs privés, pour structurer cette thématique. Cette démarche a pour but de participer efficacement à l'élaboration future du Plan régional de gestion des déchets.
- Assurer une présence active des associations dans les évolutions du territoire institutionnel francilien (information, formations et aménagement territoire...)
- Défendre et favoriser la reconquête de la biodiversité en Ile de France (démarrage en 2016, mais déploiement à partir de 2017).
- Engager une réflexion sur les transports (routiers, aériens...) et promouvoir la mobilité durable - En 2016, colloque sur la place et les usages de la voiture en Ile-de-France, en partenariat avec des entreprises privées.
- Stabiliser la fonction de Tête de réseau de FNE Ile-de-France (diversification des sources de financement, travail sur une reconnaissance d'utilité publique) et développer des outils et services pour les associations adhérentes (structuration de l'appui juridique aux associations - réalisation d'un site internet enrichi avec des outils d'information collaboratifs - Parution de Liaison 6 fois par an, distribué entre autre gratuitement à tous les élus franciliens).

Moyens mis en œuvre :
- Moyens humains bénévoles: un Bureau de 9 membres, un conseil d'administration de 33 membres, une quinzaine de chargés de mission, un réseau d'une quinzaine de jeunes bénévoles pour les animations d'évènements et 4-5 bénévoles impliqués dans l'administration de FNE Ile-de-France
- Moyens humains non bénévoles: un salarié à temps plein en charge de la communication et de l'animation du réseau associatif (réflexion en cours sur le service civique et sur les autres emplois aidés);
- Moyens matériels: local en location, informatique;
- Moyens organisationnels: réunions statutaires (bureau, CA, AG), réunion des présidents et chargés de mission, groupes de travail...
- Moyens de communication: bimestriel « Liaison » selon une charte graphique rénovée, site internet, newsletters, réseaux sociaux (twitter, Facebook).

Intérêt régional :
FNE Île-de-France constate une montée en puissance, année après année, de la demande à participer à des groupes de travail, des instances de concertation, des organismes régionaux....
La disponibilité de ses bénévoles est limitée, mais surtout elle doit être encouragée par une structuration de l'union régionale avec l'embauche de chargés de mission qui peuvent les épauler sur telle ou telle thématique. Cet appui offert aux bénévoles doit aussi permettre de faire face à toujours plus de technicités sur les divers domaines environnementaux.

En outre, FNE Île-de-France a souhaité construire un programme pluriannuel 2016/2018 en cohérence avec l'évolution des compétences des territoires (MGP, loi NOTRE) et avec les priorités de la Région Île-de-France.
Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Tout public. En effet, l'ensemble des Franciliens peut bénéficier à un moment ou à un autre de l'action de FNE Île-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	3 900,00	3,25%
Services extérieurs	17 700,00	14,74%
Autres services extérieurs	42 500,00	35,39%
Charges de personnel	33 000,00	27,48%
Emplois des contributions volontaires en nature	23 000,00	19,15%
Total	120 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	3 000,00	2,50%
Subvention État (sollicitée)	10 000,00	8,33%
Subvention Région IDF (sollicitée)	50 000,00	41,63%
Subvention Commune Paris (sollicitée)	8 000,00	6,66%
Subvention Aides privées (sollicitée)	6 000,00	5,00%
Subvention Agence de services et paiement (sollicitée)	5 000,00	4,16%
Subvention Autres établissements publics (sollicitée)	5 000,00	4,16%
Autres produits de gestion courante	10 000,00	8,33%
Produits financiers	100,00	0,08%
Contributions volontaires en nature (Bénévolat)	23 000,00	19,15%
Total	120 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	40 000,00 €
2014	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	45 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	21 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	55 000,00 €
	Montant total	161 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16008075

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASS TÊTE DE RESEAU - CLER - COMITE DE LIAISON POUR LES ENERGIES RENOUVELABLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	40 000,00 €	50,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLER COMI LIAISON ENERGIES RENOUVELABLES
Adresse administrative : 2B RUE JULES FERRY
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL MAYA, Président

Date de publication au JO : 10 mai 1985

N° SIRET : 35240043600049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un soutien au programme d'actions annuel de l'organisme, les dépenses sont à considérer sur l'ensemble de l'année civile.

Objectifs :
Le CLER est un réseau national qui rassemble des associations dans le domaine des énergies renouvelables. C'est aussi un organisme de formation dans ce domaine.
Au-delà de sa dimension nationale, l'association s'est particulièrement investit pour la COP21 auprès des collectivités pour proposer la démarche 100% renouvelable. Il s'agit de s'engager dans une production et une consommation d'énergie qui autant que possible soit renouvelable. L'objectif du projet est de promouvoir cette démarche en Ile-de-France.

Description :
La démarche 100% renouvelable vise à accroître progressivement la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique que les communes et leurs groupements mobilisent. La démarche se structure en plusieurs temps :
- Un engagement dans la démarche 100% énergie renouvelable;
- l'élaboration d'un schéma directeur visant à, d'une part accroître la part d'énergie renouvelables dans les consommations finales et d'autre part, à réduire ces dernières par des mesures d'efficacité énergétique;
- à ce schéma directeur succède une phase de mise en œuvre au cours de laquelle la part des ENR doit logiquement croître, l'idéal étant d'atteindre 100%. Toutefois, les expériences actuelles montrent que cet objectif ne peut être atteint qu'après un laps de temps relativement important de l'ordre de la dizaine d'années;
- Un réseau de villes est progressivement en train de se développer parmi lesquelles on trouve Francfort, Stockholm, San Francisco.

Le CLER propose pour 2016 de diffuser cette approche auprès des communes franciliennes, notamment en :
- Concevant une boîte à outil pour les communes franciliennes qui se matérialisera par une publication pour septembre 2016;
- Accompagnant des villes pionnières qui souhaitent d'ores et déjà s'engager dans cette démarche. A la suite de la COP21, le CLER a déjà identifié plusieurs communes franciliennes;
- Valorisant les engagements de ces communes et de la région lors de colloques et rencontres auxquels participe le CLER.

Moyens mis en œuvre :
L'association CLER mettra à disposition durant 56 jours un chargé de mission dont elle assure la couverture de l'ensemble des frais notamment les frais de déplacement.
L'association met à disposition ses locaux pour héberger les activités du chargé de projet.

Intérêt régional :
L'approche proposée incite les collectivités et leurs groupements à développer une approche prenant en compte les ENR. Dès lors, c'est le lien entre les producteurs d'ENR, généralement situés en grande couronne, et les zones consommatrices, localisées dans les zones urbaines denses, que ce projet propose de renforcer. C'est ainsi le lien entre les territoires urbains et ruraux que le projet matérialise de manière positive. Le bénéfice global en revient à la collectivité régionale qui contribuera à réduire ses émissions de CO2, améliorer la qualité de l'air et son environnement.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le public visé par ce projet est constitué par les collectivités franciliennes (au premier chef les communes et leurs groupements).

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 000,00	5,00%
Autres services extérieurs	300,00	0,75%
Charges de personnel	37 700,00	94,25%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de produits finis	1 000,00	2,50%
Subvention État (sollicitée)	7 000,00	17,50%
Subvention Région IDF (sollicitée)	20 000,00	50,00%
Aides privées	10 000,00	25,00%
Autres produits de gestion courante	2 000,00	5,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	37 000,00 €
	Montant total	37 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011744

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASS TÊTE DE RESEAU - ENERGIE PARTAGEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	85 500,00 €	46,78 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION ENERGIE PARTAGEE
Adresse administrative : 9-11 AVENUE DE VILLARS
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christel SAUVAGE, Présidente

Date de publication au JO : 20 août 2010

N° SIRET : 52940240600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement
Rapport Cadre : CR108-13 du 21/11/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : S'agissant d'un soutien au programme d'actions annuel de l'organisme, les dépenses sont à considérer sur l'ensemble de l'année civile.

Objectifs :
Energie Partagée est une association qui promeut l'énergie citoyenne, c'est-à-dire des projets d'énergie renouvelable locaux portés par un groupe de citoyens. L'association d'essence nationale dispose depuis 2014 d'une animation régionale. Les objectifs poursuivis visent à contribuer activement à :
- la consolidation de l'accompagnement des projets citoyens actuellement en cours et en émergence.
- le renforcement du réseau d'acteurs du territoire francilien intéressés par le développement des projets citoyens d'ENR.
- la continuité des actions de sensibilisation du grand public, des collectivités et autres acteurs.

Les projets franciliens sont essentiellement du photovoltaïque et de la biomasse.

Description :
Actuellement, l'animation régionale a conduit à :
- la constitution de cinq groupes projets actifs et visant au développement de projets locaux d'EnR ;
- l'identification d'une dizaine d'autres groupes qui sont en réflexion (phase émergence) ;
- la participation active d'une cinquantaine de personnes qui sont devenues des « Relais », c'est-à-dire des personnes engagées bénévolement dans des actions de sensibilisation grand public aux côtés d'Energie Partagée. Ils ont suivi, pour ce faire, une formation ;

Pour l'année 2016, l'animation régionale vise à :
- Poursuivre et consolider le réseau de citoyens qui est en train de se constituer.
- Développer ce réseau afin que d'autres projets émergent et d'autres groupes de citoyens puissent se mobiliser.
- Diffuser les outils pratiques qui sont en cours d'élaboration à l'échelle nationale de l'association
- Mettre en place des modules de formation pour les citoyens ainsi que pour les collectivités via le Centre National de Fonction Publique Territoriale.

Les premiers projets devraient être inaugurés en 2017.

Moyens mis en œuvre :
L'association Energie Partagée a recruté un animateur régional dont elle assure la couverture de l'ensemble des frais notamment les frais de déplacement.
L'association met à disposition ses locaux parisiens pour héberger les activités de l'animateur francilien.

Intérêt régional :
Les projets ENR citoyens présentent un intérêt pour l'Ile-de-France car ils contribuent à la production d'énergie localement tout en laissant la possibilité de revendre l'énergie inutilisée sur le territoire immédiat. La valeur ajoutée créée par la production d'énergie locale est de plus conservée et investie sur le territoire car ce sont les habitants du territoire qui sont à la fois actionnaires et bénéficiaires des projets. C'est donc bien un outil de développement territorial, principalement en zone rurale qui est ici proposé.
Par ailleurs, ce type de projet permet de créer des emplois dans des zones le plus souvent rurales, emplois qui ne sont pas délocalisables.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Le public visé par ce projet est constitué par l'ensemble des franciliens. En effet, chacun peut participer à des groupements de citoyens.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaire et cotisations	57 000,00	66,67%
Frais structure et fonctionnement	12 000,00	14,04%
Frais de déplacement	3 000,00	3,51%
Sous traitance générale et impression	2 500,00	2,92%
Frais de mise en oeuvre journées et soirées techniques	5 000,00	5,85%
Frais de gestion de poste	6 000,00	7,02%
Total	85 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État IDF (sollicitée)	40 000,00	46,78%
ADEME	16 000,00	18,71%
Fondation de France	10 000,00	11,70%
Emploi Tremplin	10 000,00	11,70%
Fonds Energie Partagée	9 500,00	11,11%
Total	85 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	15 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	10 500,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	50 000,00 €
	Montant total	75 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX010922

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- AGOIE - CHANTIER ESPACES VERTS- ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	198 055,00 €	11,36 %	22 500,00 €
		Montant Total de la subvention	22 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGOIE ASSOCIATION POUR LA GESTION D'OUTILS D'INSERT ECONOMIQUE
Adresse administrative : 170 RUE DU GENERAL DE GAULLE 95370 MONTIGNY-LES-CORMEILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL DUBOIS, Président

Date de publication au JO : 14 décembre 1994

N° SIRET : 40064434000020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Chantier d'insertion Espaces Verts année 3

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
Le chantier Espaces verts d'AGOIE a pour objectif la remobilisation et l'insertion d'un public jeune (18 à 25 ans) sur les métiers des espaces verts (entretien et création) avec un engagement au quotidien sur le développement durable et le respect de l'environnement.

Description :
Il s'agit de créer et d'entretenir des espaces verts dans le respect de l'environnement :

- Tri des déchets ramassés sur les sites et évacués dans les filières de recyclage adaptées ;
- Déchets verts : compostage des déchets de tonte et de débroussaillage, broyage des déchets de coupe pour resservir en paillage;
- Travail manuel mis en avant, et si besoin de matériel thermique, utilisation de machines récentes respectueuses des dernières normes en terme d'émission de nuisances sonores et de gaz d'échappement ;
- Pas d'application de produits phytosanitaires ;
- Priorité au réemploi des matériaux: utilisation de rondins de bois suite à la coupe des arbres pour faire des bancs sur le site d'ATD Quart Monde.
- Expérimentation de techniques respectueuses de l'environnement : application expérimentale du vinaigre blanc pour le désherbage de plates-bandes, utilisation du désherbeur thermique (acquis grâce au soutien de la Région Ile-de-France), utilisation de plantes pour freiner l'expansion d'autres espèces dites invasives.
- Gestion différenciée des espaces confiés : fauchage annuel des parcelles, taille différenciée des arbustes, conservation de certaines espèces par rapport à d'autres.
- Ce chantier est en charge de l'entretien du Parc Schlumberger à Cormeilles-en-Parisis dans le cadre d'un appel d'offre "conservation et entretien des espaces naturels". Grâce à cette expérience, L'association a pu entamer un travail de mise en œuvre d'une gestion différenciée des espaces verts du Lycée Gustave Monod à Enghien-les-Bains.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- 1 encadrant technique,
- 1 chargé d'accompagnement professionnel,
- 1 directrice impliquée notamment dans l'apprentissage des droits et devoirs des salariés en insertion, le savoir-être,
- les partenaires extérieurs, notamment les Missions Locales et les associations de prévention spécialisées.
- Formateurs en interne et en externe.
Moyens matériels :
- Locaux (800m²) ;
- Camion benne double cabine (acquisition en 2012 avec le soutien de la Région Ile-de-France dans le cadre de l'ARSIE) ;
- Outils et machines : broyeur de branches (acquisition grâce au soutien de la Région Ile-de-France dans le cadre de l'EIE année 1), désherbeur thermique (idem), débroussailleuses, tondeuses, souffleurs à dos, outils à main.

Intérêt régional :
- Concernant la gestion des ressources naturelles : l'économie est faite dans l'utilisation des matériaux, notamment par le biais du réemploi, et des énergies. Dans une approche des sites en considérant le cycle de vie. Elle s'accentue dans le tri des déchets (la gestion des déchets verts entre autre) avec la mise en place d'une plateforme de compostage. Récupération des eaux de pluie pour l'arrosage des plantations.
- Concernant la biodiversité : le chantier n'utilise pas de produits phytosanitaires. Il est pratiqué des modes de cultures conformes aux cahiers des charges de l'agriculture biologique, et sont utilisées des espèces et des variétés locales, peu consommatrices d'eau.
- Concernant les paysages, le patrimoine bâti et les espaces verts : gestion des déchets issus des chantiers, gestion différenciée des espaces, pré-verdissement.
- Concernant les pollutions et les nuisances: respect des réglementations sur le bruit, stockage des fluides (notamment essences), conformément aux réglementations en vigueur, utilisation de machines à faible niveau de bruit et d'émission de CO^2.
- Concernant l'éco-citoyenneté : respect des règles de sécurité sur le chantier, utilisation des équipements de protections individuelles et collectives, préventions des pollutions, tri des déchets, informations sur le chantier, mise en avant de la mobilité douce, réduction de l'utilisation des véhicules particuliers à moteur pour les déplacements.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
- Les huit salariés en insertion au sein l'association : acquisition de bonnes pratiques en terme de développement durable et plus spécifiquement d'environnement ;
- les partenaires qui font appel au savoir-faire de l'association : entretiens des espaces de manière raisonnée, implication dans la démarche de l'association.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	19 710,00	9,95%
Charges extérieures	10 475,00	5,29%
Autres charges de gestion courante	2 591,00	1,31%
Impôts et taxes	2 640,00	1,33%
Salaires	138 671,00	70,02%
Autres charges	17 368,00	8,77%
Dotations aux amortissements et aux provisions	6 600,00	3,33%
Total	198 055,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	64 000,00	32,31%
Fond départemental d'insertion	2 313,00	1,17%
Subvention Région IDF (sollicitée)	22 500,00	11,36%
Subvention Commune (sollicitée)	3 868,00	1,95%
SNCF Convention de partenariat	29 002,00	14,64%
Autofinancement	39 574,00	19,98%
Véolia Eau	30 000,00	15,15%
Autres prestations	198,00	0,10%
OPCA - Uniformation	6 600,00	3,33%
Total	198 055,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	33 209,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	22 500,00 €

2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	63 000,00 €
	Montant total	118 709,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX010941

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- AGOIE - MAINTENANCE ET RECONDITIONNEMENT DE MATERIEL INFORMATIQUE POUR 18/25 ANS. ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	177 320,00 €	11,56 %	20 500,00 €
	Montant Total de la subvention		20 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGOIE ASSOCIATION POUR LA GESTION D'OUTILS D'INSERT ECONOMIQUE
Adresse administrative : 170 RUE DU GENERAL DE GAULLE 95370 MONTIGNY-LES-CORMEILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL DUBOIS, Président

Date de publication au JO : 14 décembre 1994

N° SIRET : 40064434000020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Chantier d'insertion "Maintenance et reconditionnement de matériel informatique" pour des jeunes de 18 à 25 ans - Année 2

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
L'objectif du projet "chantier d'insertion Maintenance et reconditionnement de matériel informatique" est d'allier à la fois l'insertion professionnelle d'un public jeune (18 à 25 ans), peu ou pas qualifié, orienté par les associations de prévention spécialisées et/ ou les Missions Locales, et les problématiques environnementales et économiques liées au matériel informatique.

Description :
Le chantier d'insertion est composé de 5 salariés en insertion et d'un encadrant technique. L'activité repose sur le reconditionnement de matériel informatique :
- collecte auprès d'entreprises et de particuliers de matériels obsolètes ou qu'ils n'utilisent plus ;
- Test et tri des machines et composants qui peuvent être réemployés et qui permettront de fabriquer des machines reconditionnées, et démontage du matériel qui ne peut être valorisé autrement que par le recyclage. Le travail est réalisé avec un organisme agréé DEEE (Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques), ainsi qu'en partenariat avec le syndicat de traitement de déchets, EMERAUDE ;
- les ordinateurs reconditionnés sont ensuite soit remis en circulation au travers d'un partenariat avec le Conseil Départemental du Val d'Oise pour lutter contre la fracture numérique des bénéficiaires du RSA, soit utilisés dans le cadre des maintenances.
C'est ainsi que l'activité de maintenance se décline au travers de la maintenance du parc informatique de 8 associations partenaires. L'équipe est amenée à se déplacer régulièrement au sein de ces associations afin d'effectuer le nettoyage des softs, l'actualisation des logiciels, remplacements de pièces cassées, voire de la machine complète, qui est récupérée dans les ateliers de l'association pour y être reconditionnée. Cette activité participe à la prolongation de la durée de vie du matériel, et favorise la mise en situation réelle d'intervention de maintenance pour les salariés en insertion.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- Encadrant technique à plein temps,
- Salariés en insertion à temps partiel (0.68 ETP par salarié),
- Chargée d'accompagnement professionnelle (à temps partiel),
- Directrice,
- Comptable.
Moyens matériels:
- Locaux de 800 m² permettant l'installation d'un atelier informatique pouvant accueillir du public, le stockage des pièces et du matériel collecté, démantelé, ou reconditionné ;
- Outillages : petits outils, compresseur ;
- Véhicules : camion pour la collecte, véhicule personnel de l'encadrant pour les déplacements dans le cadre de la maintenance ;
- Connexion Internet pour les téléchargements de logiciels autorisés, libres, et pour les recherches sur les pannes.
- Formateurs : en interne et en externe.

Intérêt régional :
Public : le chantier d'insertion est destiné aux jeunes de 18 à 25 ans n'ayant pas ou peu de qualifications et d'expériences professionnelles. Ils sont orientés par les associations de prévention spécialisées ou les Missions Locales du territoire. De plus, une partie du matériel reconditionné est destinée à lutter contre la fracture numérique des personnes bénéficiaires des minima sociaux (notamment du RSA).
Insertion : Les salariés sont des personnes exclues du monde du travail, a qui il est offert l'opportunité de se former au quotidien dans le cadre de l'activité du chantier. Ils bénéficient de formations diverses qui permettent d'augmenter leurs compétences et leurs connaissances. Ils élaborent leur projet professionnel afin d'assurer une insertion durable sur le marché du travail.
Concernant la gestion des ressources naturelles : le réemploi et la prolongation de la durée de vie du matériel informatique étant une priorité sur le chantier informatique, tout est fait pour limiter la production de déchets d'équipement électronique et électrique.
L'éco-citoyenneté : le démantèlement du matériel non réemployable s'effectue dans le respect des consignes de tri et de la protection de l'environnement. Les pratiques de tri concernent aussi l'ensemble des déchets pouvant être générés dans le cadre de l'activité (tri des déchets recyclables type cartons, bouteilles, canettes, réutilisation des papiers imprimés pour brouillon, limitation des impressions, etc.).
Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Au sein du chantier d'insertion : jeunes de 18 à 25 ans, d'un faible niveau de qualification (Vbis, VI), sans expérience professionnelle probante, et connaissant des freins importants à une insertion professionnelle durable.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LES-CORMEILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 380,00	3,60%
charges extérieures	4 131,00	2,33%
Autres charges	2 689,00	1,52%
Impôts et taxes	2 720,00	1,53%
Salaires	135 560,00	76,45%
Autres charges	25 840,00	14,57%
Total	177 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	64 000,00	36,09%
Subvention Commune Montigny-les-Cormeilles (sollicitée)	3 475,00	1,96%
Subvention Département Val d'Oise(sollicitée)	10 000,00	5,64%
Subvention Région EIE (sollicitée)	20 500,00	11,56%
Fond Social Européen	42 341,00	23,88%
Ventes	30 000,00	16,92%
Autres prestations	204,00	0,12%
OPCA	6 800,00	3,83%
Total	177 320,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	33 209,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	22 500,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	63 000,00 €
	Montant total	118 709,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011712

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE - SAUVEGARDE DE L'ENFANCE ET DE L'ADOLESCENCE DU VAL D'OISE - LIAISONS DOUCES ET ACCESSIBILITE- ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	312 882,00 €	9,04 %	28 300,00 €
	Montant Total de la subvention		28 300,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAUVEGARDE DE L ENFANCE ET DE L ADOLESCENCE DU VAL D OISE
Adresse administrative : 20 RUE LECHARPENTIER 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Brigitte WERA, Présidente

Date de publication au JO : 4 novembre 1967

N° SIRET : 78411526300039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Participer par tous les moyens à la protection, à l'éducation de l'enfance et de l'adolescence du Val d'Oise, ainsi qu'à la formation de tout personnel dans ce but.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Le chantier d'insertion "Liaisons Douces et Accessibilité" a pour objectif principal d'insérer des personnes éloignées de l'emploi par une activité économique proposée sur l'agglomération de Cergy-Pontoise. Il vise à encourager une dynamique positive personnelle, sociale et professionnelle à partir d'une mise en situation de travail sur une période de 6 mois, éventuellement renouvelable.

Description :
Mise en place des formations (tonte, abattage, débroussaillage, consignes de sécurité, entretien du matériel).
Afin de former davantage les salariés, des partenariats ont été instaurés pour le permis de conduire, la formation de Sauvetage Secourisme au Travail (SST), ainsi que la remise à niveau en mathématiques et en français.

Moyens mis en œuvre :
moyen humains :
- 2 permanents à temps plein pour encadrer 12 salariés en insertion ;
- Une chargée d'insertion professionnelle à mi temps ;
- pour l'aspect administratif, une chargée de gestion est affectée à 30 %.

moyen matériel :
- véhicules : 1 camion jumper, 2 camion bennes, une remorque, un Partner ;
- 7 tronçonneuses, 7 débroussailleuses, 2 tondeuses thermiques, 4 tailles haies, 4 souffleurs et outils à main.

Intérêt régional :
Sur l'ensemble des chantiers, l'association effectue de la gestion différenciée des bois afin de faire évoluer favorablement la biodiversité tout en offrant aux promeneurs et riverains un cadre agréable.
Non utilisation d'appareils thermiques sur certains chantiers.
Non utilisation de produits phytosanitaires.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les salariés en contrat d'insertion sont principalement :
- des jeunes en difficulté d'insertion sociale et professionnelle, non qualifiés, issus des quartiers prioritaires ;
- des bénéficiaires de minima sociaux ;
- demandeurs d'emploi de longue durée.

Localisation géographique :
- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	11 758,00	3,76%
Services extérieurs	14 777,00	4,72%
Autres services extérieurs	3 764,00	1,20%
Impôts et taxes	15 785,00	5,05%
Salaires et charges de personnel	266 798,00	85,27%
Total	312 882,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	140 576,00	44,93%
Subvention Communes (sollicitée)	53 091,00	16,97%
Subvention Intercommunalité Cergy-Pontoise (sollicitée)	60 000,00	19,18%
Subvention Région EIE (sollicitée)	28 300,00	9,04%
Subvention Département 95 (sollicitée)	30 915,00	9,88%
Total	312 882,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 300,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 000,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	54 600,00 €
2013	Soutien à la médiation	7 000,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	22 000,00 €
2014	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	35 000,00 €
2014	Soutien à la médiation	7 000,00 €
2015	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	230 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 400,00 €
2015	Jardins solidaires en Ile de France	5 483,00 €
2015	Soutien à la médiation	5 040,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	35 000,00 €
2016	AVENIR Jeunes - Espaces de dynamique d'insertion	299 000,00 €
	Montant total	1 208 523,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011746

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE -AIDE DE BASE- ASS. PLAINE DE VIE - CHANTIER ENVIRONNEMENT PATRIMOINE (CEP) - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	212 292,00 €	9,19 %	19 500,00 €
	Montant Total de la subvention		19 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PLAINE DE VIE
Adresse administrative : 42 RUE DU CHEMIN VERT
95460 EZANVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Simone PLANA, Présidente

Date de publication au JO : 2 avril 1998

N° SIRET : 42079681500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Nom du Chantier: Chantier Environnement Patrimoine (CEP) de l'association Plaine de Vie (Année 2)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile de France.

Objectifs :
Depuis sa création, l'association Plaine de Vie a engagé un ensemble d'actions réunissant solidarité, valorisation du patrimoine paysager et création de lien social dans la cité.
C'est en 1998, dans le cadre de la lutte contre les exclusions, que Plaine de Vie (PDV) a été créée pour réaliser, à Ezanville, un jardin d'insertion en maraîchage bio « Cultivons la solidarité » sur le modèle des jardins du Réseau Cocagne. Au fil des ans, un second chantier de remobilisation par le maraîchage a vu

le jour en 2005, le Potager Edith Wharton, puis un troisième en 2008, le Chantier Environnement Patrimoine (CEP) sur l'entretien du petit patrimoine paysager qui s'est spécialisé sur les espaces ruraux en novembre 2014.
(Pour info : compte tenu de l'évolution de demandes de ses partenaires, PDV a choisi d'ouvrir un autre chantier (CVA) en novembre 2014 spécialisé sur l'entretien des espaces verts).
Première étape d'un parcours d'insertion vers un emploi durable, les activités liées à l'entretien des espaces ruraux vont servir à l'insertion socioprofessionnelle de personnes connaissant des difficultés importantes. Le travail par prestation offre un support de travail pédagogique très proche de l'emploi ordinaire et permet de former des salariés sur des activités nouvelles pour lesquelles il existe un gros potentiel de sortie vers l'emploi.
Le respect du cahier des charges transmis par le donneur d'ordre implique une méticulosité, une rigueur propre à la pratique des travaux du paysage.
Le Val-d'Oise bénéficie d'une diversité d'espaces naturels, milieux auxquels il faut associer les nombreuses espèces animales et végétales s'y rapportant, parfois de valeur remarquable. Il garantit une richesse écologique locale, une qualité paysagère, ainsi qu'un atout social pour ses habitants.

Description :
La conservation et la remise en état de ce patrimoine permet d'avoir un support d'activité pour la réinsertion professionnelle. Ce chantier offre des perspectives cohérentes dans le projet associatif pour 1 encadrant et 6 jardiniers. PDV accueillera l'équipe dans ses locaux. Les salariés en insertion signeront un CDDI de 22h sur 4 mois renouvelable. L'encadrant technique accompagne les salariés sur les différents lieux de chantiers. Les salariés suivent les formations organisées chaque semaine en interne : résolution des problématiques sociales et économiques (démarches administratives, lutte contre les addictions, gestion de budget, formations aux éco-gestes..), animées par l'association ou ses partenaires (entretien des espaces ruraux sur des thèmes tels que l'Equipement de Protection Individuel(EPI), geste et posture, entretien de massifs). L'articulation formation–chantier-accompagnement permet de professionnaliser les salariés en leur proposant des leviers pour résoudre leurs difficultés sociales. Les salariés seront amenés à réaliser : la mise en place de végétation et leur entretien ; la remise à niveaux de sentiers, de promenades, de voies d'eau, d'espaces naturels. L'aménagement d'espaces naturels et une réflexion pour la mise en place de parcours de sensibilisation, d'éducation à l'environnement et de sentiers d'interprétation.
Partenaires emploi : projet Vers l'Intégration en Entreprise de la FNARS (fédération importante et nationale qui regroupe les associations ayant des CHRS) pour recherche de stages. PDV adhère à VOIE 95 et travaille avec d'autres Ateliers et Chantiers d'Insertion (ACI = AGOIE) pour répondre aux appels d'offre.
Partenaires formation : OPCA (Organisme Paritaire Collecteur Agréé), FAFSEA (l'OPCA agricole) pour CACES (formation de 5 jours, certifiante : (certificat d'aptitude à la conduite en sécurité) pour conduire des fenwicks, des Nacelles de chantiers, des mini pelles, etc...), SST (formation de Sauveteur Santé au Travail), 2 CFPPA (Centre de Formation Pour la Promotion Agricole) type CAP Agricole. PDV est accompagné par le réseau Cocagne et Chantier Ecole.

Moyens mis en œuvre :
Encadrement : l'association mobilise ses ressources existantes humaines (direction (0,25 ETP), accompagnement (0,25 ETP), un encadrant technique (1 ETP)...). L'association sollicite la Région pour l'aider à financer la mission d'encadrement (1 poste) qui sera portée par H.DEMARRE, en poste depuis 2012. Elle encadre, accompagne et forme une équipe de salariés en insertion (SI). Nécessité de pérenniser le poste d'encadrant technique pour permettre de répondre aux impératifs d'entretien des espaces naturels sensibles et offrir un support de travail qui permet de former des personnes éloignées de l'emploi en vue de les positionner sur de l'emploi durable. Fort de ses missions qui sont identiques à celles des entreprises du secteur, ce chantier offre des conditions de travail qui tendent vers une pré-qualification aux métiers d'entretien des espaces ruraux. Les différents supports proposés permettent une diversification des tâches propices à l'apprentissage. Les salariés en insertion peuvent postuler à des postes d'ouvrier en espaces verts en valorisant les nombreuses capacités acquises sur le terrain.

Formation : l'association est soucieuse de favoriser la formation de l'encadrement et des Salariés en Insertion. Elle propose des formations hebdo en interne de 4h pour les SI, le lundi (2h) et le vendredi sur leur métier d'ouvrier en espaces ruraux (2h) avec une approche théorique et pratique. PDV est de plus en plus sollicitée pour cofinancer les formations proposées le lundi par des intervenants extérieurs. Des formations sont proposées en externe telles que le permis de conduire, des CACES, des formations alpha, de SST. La Région est sollicitée pour cofinancer les reliquats restant dus à charge. PDV encourage aussi les formations pour l'encadrement par le biais des financements de la Région.

Intérêt régional :
Gestion des Ressources Naturelles : concernant l'activité « entretien des espaces ruraux », l'association a choisi d'utiliser des méthodes douces respectueuses de l'environnement c'est-à-dire ne pas utiliser de pesticides chimiques, de gros engins, etc. Elle opte davantage pour du travail respectant les lieux et la nature, garantissant l'usage d'espaces naturels sains et préservant la qualité de l'eau, des sols et des écosystèmes. De ce fait, elle est soutenue par l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.
Paysage, patrimoine bâti : la sensibilisation et l'éducation à l'environnement fait partie du projet de PDV qui a une animatrice Nature en interne. Elle s'adresse aux jeunes mais aussi régulièrement aux salariés en insertion.
Eco-citoyenneté : cette démarche s'inscrit dans le cadre du développement d'actions de sensibilisation en interne sur les gestes éco-citoyens auprès des salariés, auprès d'autres SIAE et auprès des enfants des écoles.
Economique : le chantier Environnement Patrimoine contribue à créer de l'activité salariée pour des personnes fragiles très éloignées de l'emploi sur des métiers de la filière verte. L'activité support proposée permet de former ces personnes en insertion aux métiers des espaces ruraux.
Plaine de Vie contribue à favoriser un emploi non délocalisable. Plaine de Vie est reconnue Entreprise Solidaire et fait pleinement partie de l'Economie Sociale et Solidaire.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'emploi est accessible à 6 personnes relevant des minimas sociaux ou des jeunes de moins de 26 ans. Les salariés en insertion signeront un CDDI de 22h hebdomadaire sur 4 mois et renouvelable sur 8 mois à 26h, puis 6 mois et encore 6 mois soit un total de 24 mois. Leur travail est réparti sur cinq à six demi-journées par semaine. Ces personnes doivent être domiciliées sur le territoire du Val d'Oise (95). Le Chantier Environnement Patrimoine est un support d'insertion avec flux permanent d'entrées et de sorties. L'accompagnatrice Socioprofessionnelle de Plaine de Vie a notamment en charge ces 6 personnes et sera secondée par un agent administratif (Emploi d'Avenir), pour la gestion administrative des dossiers.
Il est aussi prévu d'accueillir des stagiaires dans le cadre des Evaluations en Milieu de Travail, proposées par les services instructeurs et après conventionnement avec l'Agence Locale pour l'Emploi.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 513,00	4,01%
Charges exterieures	11 774,00	5,55%
Autres charges de gestion courante	6 050,00	2,85%
Impôts et taxes	25,00	0,01%
Salaires et charges de personnel	172 930,00	81,46%
Dotations aux amortissements et aux provisions	13 000,00	6,12%
Total	212 292,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	67 000,00	31,56%
Subvention Département (sollicitée)	12 500,00	5,89%
Subvention État CDDI CAE EA (sollicitée)	99 262,00	46,76%
Subvention Région EIE (sollicitée)	19 500,00	9,19%
Subvention État politique de la ville (sollicitée)	6 750,00	3,18%
Divers	7 280,00	3,43%
Total	212 292,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	61 029,00 €
2014	Aide à la certification biologique	284,80 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	68 529,00 €
2015	Aide à la certification biologique	284,80 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	41 174,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	18 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	18 700,00 €
	Montant total	208 001,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011747

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- PLAINE DE VIE - CHANTIER VERT AVENIR - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	213 432,00 €	9,14 %	19 500,00 €
	Montant Total de la subvention		19 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION PLAINE DE VIE
Adresse administrative : 42 RUE DU CHEMIN VERT
95460 EZANVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Simone PLANA, Présidente

Date de publication au JO : 2 avril 1998

N° SIRET : 42079681500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Nom du Chantier Chantier Vert Avenir.
Nom de la structure: PLAINE DE VIE - Année 2 (2016)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
L'expérience acquise depuis 1998 dans la conduite d'Ateliers et Chantiers d'Insertion par l'activité économique, l'accompagnement socioprofessionnel des personnes connaissant des difficultés importantes d'insertion et le savoir-faire reconnu dans les travaux de nature, a conduit Plaine De Vie (PDV) à dédoubler les activités du Chantier Environnement Patrimoine (CEP) dont le support de travail était les actions d'entretien en espaces ruraux ou urbains, créé en 2008, pour proposer un nouvel axe

d'intervention plus centré sur la valorisation des espaces verts.
Le projet consistait à spécialiser les activités, avec un volet entretien des espaces ruraux (pour le chantier CEP) et un volet entretien des espaces verts, réservé au nouveau Chantier Vert Avenir. Ce dernier volet s'est développé durant l'année 2015, pour professionnaliser les salariés sur l'entretien, la valorisation et la création d'espaces verts. Le Chantier Vert Avenir trouve toute sa place dans ce contexte en proposant des postes aux demandeurs d'emploi éloignés du monde du travail, et en les accompagnant pour répondre aux nombreuses propositions de travail des entreprises d'Espaces Verts du territoire. Plaine de Vie (PDV) va jouer son rôle d'acteur de l'IAE (Insertion par l'Activité Economique) en formant des salariés en insertion répondant aux profils recherchés des entreprises.
Le département du Val d'Oise bénéficie d'une large diversité d'espaces verts à entretenir. Le maintien et l'entretien de ce riche patrimoine paysager devient une priorité avec de nouvelles normes qui limitent les produits phytosanitaires et garantissent un cadre de vie plus respectueux de l'environnement du département. Des salariés sont formés à ces nouvelles techniques d'entretien et des actions d'éducation à l'environnement des usagers sont proposées.

Description :
PDV accueille cette nouvelle équipe dans ses locaux. L'encadrant est soutenu par celui du chantier CEP, qui organise les chantiers en fonction de la nature des travaux. Les salariés en insertion signent un CDDI de 22h sur 4 mois renouvelable. Ils utilisent les terrains de l'association comme terrain d'apprentissage pour la taille, la tonte, l'entretien d'une haie... Les salariés suivent deux types de formations organisées chaque semaine en interne : résolution des problématiques sociales et économiques (démarche administratives, lutte contre les addictions, gestion de budget, formations aux éco-gestes..), animées soit par l'association, soit par les partenaires (EDF, RATP, CNAV, MSA); entretien des espaces verts sur des thèmes tels que Equipements de Protection Individuels, geste et posture, entretien de massifs. L'articulation formation permet aux salariés d'acquérir des leviers pour résoudre leurs difficultés sociales.
Nature des travaux : entretien de lieux ouverts aux publics, gestion douce et sans produit phytosanitaire, apprentissage et reconnaissance des végétaux, capacité à entretenir le petit matériel, respect des règles de sécurité.
Partenaires insertion : problématiques administratives (MSA, CAF, CGSS, assistantes sociales mais aussi Police…), psychologiques (Accueil Psy avec des consultations gratuites), de santé (dispensaire, MSA, médecin d'Ezanville - consultations gratuites, ANPAA…), de logement (contacts avec CHRS, SIAO, hôtels, le CPCV et des foyers Adoma). Partenaires emploi : projet VIE (Vers l'Intégration en Entreprise) de la FNARS pour recherche de stages. PDV adhère à VOIE 95 et travaille avec d'autres ACI (AGOIE) pour répondre aux appels d'offre. Partenaires formation : OPCA, FAFSEA pour CACES, SST, celles liées aux espaces verts, 2 CFPPA pour formations type CAPA.

Moyens mis en œuvre :
Pour poursuivre l'information sur les partenaires, l'association est accompagnée par le réseau Cocagne et Chantier Ecole sur cette thématique.
Au regard de la fonction économique, ses partenaires se situent dans le secteur agricole (en lien avec le GAB Ile de France), les Espaces Verts de la distribution (les magasins de grandes distributions proches des lieux d'habitation des salariés), du nettoyage (Tremplin 95 et ses partenaires), de la petite Enfance (les communes), et permettent de proposer des stages, des évaluations, de répondre à des offres d'emploi, d'acheter du matériel pour l'activité. Les autres valorisent la fonction d'utilité sociale des activités développées ou l'ancrage territorial.
Moyen mis en œuvre :
- Un encadrante technique Espaces Verts ;
- Un agent administratif en Emploi d'Avenir ;
- Développement des actions de formation : l'association est soucieuse de favoriser la formation de ses salariés… C'est un volet important de l'activité, puisqu'elle réalise des formations hebdomadaires en interne pour les salariés en insertion le lundi matin et sur leur métier d'ouvrier en espaces verts avec des aspects théoriques et pratiques. Il y a aussi des formations en externe pour le permis de conduire, de Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité (CACES), de formations linguistiques et du SST. PDV

encourage aussi les formations pour l'encadrement par le biais des cofinancements de la Région.

Intérêt régional :
Gestion des ressources naturelles : les pratiques d'entretien des espaces verts transmises aux salariés en insertion sont respectueuses de l'environnement (sans pesticide et herbicide) et en corrélation avec l'action du maraîchage bio pratiquée par un autre chantier de l'association. Elles garantissent l'usage d'espace naturels sains, préserve la qualité de l'eau, des sols et des écosystèmes. De ce fait, l'association est soutenue par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.
Paysage, patrimoine bâti : La sensibilisation et l'éducation à l'environnement fait partie du projet de PDV.
Eco-citoyenneté : Développement d'actions de sensibilisation en interne sur les gestes éco-citoyens auprès des salariés, auprès d'autres SIAE (Structures d'Insertion par l'Activité Economique) et auprès des enfants des écoles.
Economique : Création de l'activité salariée pour des personnes fragiles très éloignées de l'emploi. L'activité support proposée permettra de former ces personnes en insertion aux métiers des espaces verts, en adéquation avec les besoins du marché du travail, particulièrement dans le département du Val d'Oise. Cet emploi solidaire est non délocalisable. Plaine de Vie est reconnue Entreprise Solidaire et fait pleinement partie de l'Economie Sociale et Solidaire.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'emploi est accessible à 6 personnes, relevant des minimas sociaux ou des jeunes de moins de 26 ans. Les salariés en insertion signeront un CDDI de 22h hebdomadaire sur 4 mois et renouvelable sur 8 mois à 26h, puis 6 mois et encore 6 mois soit un total de 24 mois. Leur travail est réparti sur cinq demi-journées par semaine. Ces personnes doivent être domiciliées sur le territoire du Val d'Oise. Le chantier Vert Avenir est un support d'insertion envisagé avec des flux permanents d'entrées et de sorties.
L'accompagnatrice Socioprofessionnelle de Plaine de Vie a en charge ces 6 personnes (ainsi que les 22 autres CDDI de la structure) et sera secondée par un agent administratif (nouvelle embauche en contrat d'Avenir), pour la gestion administrative des dossiers.
Il est aussi prévu d'accueillir des stagiaires dans le cadre des Évaluations en Milieu de Travail proposées par les services instructeurs et après conventionnement avec l'Agence Locale pour l'Emploi.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 513,00	3,99%
Charges exterieures	10 274,00	4,81%
Autres charges de gestion courante	6 050,00	2,83%
Impôts et taxes	25,00	0,01%
Salaires et Charges de personnels	172 930,00	81,02%
Dotations aux amortissements et aux provisions	15 640,00	7,33%
Total	213 432,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	67 000,00	31,39%
Subvention Département (sollicitée)	12 500,00	5,86%
Subvention État CDDI CAE EA(sollicitée)	99 262,00	46,51%
Subvention État politique de la ville (sollicitée)	6 750,00	3,16%
Subvention Région EIE (sollicitée)	19 500,00	9,14%
Divers	8 420,00	3,95%
Total	213 432,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	61 029,00 €
2014	Aide à la certification biologique	284,80 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	68 529,00 €
2015	Aide à la certification biologique	284,80 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	41 174,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	18 000,00 €
2016	Emploi Insertion Environnement (EIE)	18 700,00 €
	Montant total	208 001,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011748

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - MARAICHAGE BIOLOGIQUE DE VERRIERES-LE-BUISSON- ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	318 520,00 €	7,26 %	23 110,00 €
	Montant Total de la subvention		23 110,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Soutien au Chantier d'Insertion de maraîchage biologique de Verrières le Buisson : Les Champs Bleus

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Les cinq grands objectifs de ce type de chantier d'insertion sont :
1/ Une mise en activité progressive et un accompagnement renforcé pour une insertion socioprofessionnelle réussie ;
2/ Développer l'autonomie des personnes en les rendant responsables de leurs activités, de leurs parcours ;

3/ Mettre en place une action solidaire, une action d'insertion socioprofessionnelle, qui encourage une implication active des jeunes et des adultes à la valorisation du patrimoine agricole de la commune ;
4/ Participer au développement de production maraîchère biologique respectueuse de l'environnement et inscrit dans un circuit local donc court ;
5/ Fournir des aliments de qualité à une population qui n'a habituellement pas accès à ceux-ci.

Description :
Les salariés en insertion réalisent les tâches classiques du maraîchage, de la préparation des sols à la récolte, l'entretien du matériel et des équipements ainsi que les aménagements nécessaires au bon fonctionnement des jardins. Le maraîchage est envisagé dans ce jardin comme faisant parti d'un écosystème (parcelles sauvages pour laisser la faune auxiliaire se développer, réalisation d'hôtels à insectes, compostage, apiculture).

Encadrement : subvention sollicitée 17 500€. Un encadrant technique à plein temps aidé par un assistant chargé de :
- la préparation et l'encadrement technique du chantier ;
- le recrutement, l'accueil, l'accompagnement socioprofessionnel des salariés en insertion en binôme avec l'accompagnateur socio-professionnel ;
- la participation au suivi et au bilan de l'action en binôme avec le CIP (Conseiller en Insertion Professionnelle) qui fait de l'accompagnement individualisé afin de résoudre les freins au retour à l'emploi et des formations collectives (gestion, santé)
- la formation pré-qualifiante : En travaux paysager : « Approche de l'agriculture et accueil de public dans le cadre de la vente dès sa production » ;
Objectifs : Etre capable, de mobiliser des connaissances techniques pour l'accueil de public, de conseiller et de vendre des plantes légumières et condimentaires, y compris les fleurs comestibles issues du jardin.
Formation sécurité: PRAP (gestes et postures) et SST.

Moyens mis en œuvre :
Nombre de postes: 12
Nombre encadrants: 1,5

Encadrement :
Un encadrant technique à plein temps aidé par un assistant sera chargé de la préparation technique du chantier.
Formation pré qualifiante :1 - UC. 8 du CAPA Travaux Paysager : « Approche de l'agriculture et accueil de public dans le cadre de la vente, dès sa production.

Moyens humains :
- 1 Encadrant technique ;
- 1 Emploi à Temps Plein (ETP) ;
- 1 assistant technique : 0,5 ETP ;
- 1 accompagnateur socio professionnel : 0,5 ETP ;
- 1 coordinateur insertion : 0,2 ETP ;
- 1 coordinateur technique 0,1 ETP ;
- 1 coordinateur sécurité : 0,1 ETP ;
- Fonctions support : secrétariats, compta : 0,2 ETP et direction : 0,2 ETP.

Moyens techniques :
L'association loue des bureaux: 140m², 20 place Jules Vallès à Evry et des locaux d'archivage et de stockage 10, place Jules Vallès à Evry et des d'autres bureaux au PHARES à L'Ile Saint Denis.
Une base de vie pour l'équipe sur le site avec vestiaires et sanitaires, salle de réunion et bureau.
Matériel chantier : Une camionnette 9 places pour le transport des personnes et du matériel, matériel de maraîchage et forestier : motoculteur, tailles-haies, pulvérisateur, matériel d'irrigation, semoir mécanique,

tronçonneuses, débroussailleuses, outillage manuel (pelles, bêches, râteaux, plantoirs, système d'arrosage, tunnels plastiques....)

Intérêt régional :
- Apports d'engrais naturels de manière raisonnée, utilisation des vertus protectrices de certaines plantes en les associant les unes aux autres, rotation des cultures pour lutter contre les maladies cryptogamiques et ne pas épuiser le sol.
- Associations partenaires (de femmes isolées pour une sensibilisation à une meilleure alimentation, de familles pour des ateliers de cuisine : découverte d'un maraîchage de proximité et de la richesse de la nature en ville).
Pour les salariés en insertion, la distribution et l'animation du jardin sont des moments importants qui permettent le tissage de liens sociaux, et la mise en valeur de leurs apprentissages et savoirs faires.
Gestion des ressources naturelles :
• Usage parcimonieux de l'eau d'arrosage par utilisation de paillage et de BRF (Bois Raméal Fragmenté). La plupart des travaux sont réalisés à la main, peu d'usage d'engins thermiques consommateurs d'énergie ;
• Mise en place de récupérateurs d'eau afin d'en limiter la consommation ;
• Utilisation de techniques maraîchères qui permettent de diminuer les arrosages : plantations serrées, étagement de la végétation.
Biodiversité : l'association utilise des variétés anciennes, installation de nichoirs à insectes.
L'ensemble des sept subventions EIE, votées lors de cette commission, donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants (plafond maximal de recrutement).

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi ayant des difficultés sociales d'accès à l'emploi, orientés par des partenaires emploi du territoire : Pôle Emploi, Missions locales, PLIE. Souvent de niveau 5, 5 bis et 6 cumulant des problématiques sociales importantes et de grosses lacunes en formation.

Localisation géographique :
- VERRIERES-LE-BUISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 550,00	2,68%
Assurances, télécoms, entretien et réparations	5 400,00	1,70%
Formations des salariés en insertion	31 145,00	9,78%
Taxes	4 600,00	1,44%
Salaires et charges de personnel	220 121,00	69,11%
Frais liés aux salaires	8 550,00	2,68%
Charges indirectes	40 154,00	12,61%
Total	318 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État CDDI (sollicitée)	138 022,00	43,33%
Subvention Commune Verrières-le-Buisson (sollicitée)	35 000,00	10,99%
Subvention Département 91 (sollicitée)	91 399,00	28,69%
Subvention Région EIE (sollicitée)	23 110,00	7,26%
Agence de l'Eau	11 000,00	3,45%
OPCA	19 989,00	6,28%
Total	318 520,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	23 110,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	E-inclusion - Fonctionnement	7 880,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	22 120,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	167 412,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	11 737,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
	Montant total	713 792,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011749

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - CHANTIER D'INSERTION SUR LE RECYCLAGE, LA VENTE ET LA LOCATION DE VELOS AUX ULIS - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	319 665,00 €	7,01 %	22 414,00 €
	Montant Total de la subvention		22 414,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Ce projet a pour but la mise en œuvre d'un chantier d'insertion accueillant 12 personnes en parcours d'insertion vers l'emploi au travers du recyclage, de la vente, de la location de vélos aux Ulis

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Cet atelier d'insertion a pour objectifs de permettre à des personnes exclues du marché du travail une mise en activités progressive, de développer l'autonomie et l'employabilité des salariés en insertion, d'accompagner des personnes éloignées de l'emploi, de mettre en place une action solidaire qui encourage une implication active des personnes, de promouvoir la responsabilisation de chacun autour du développement durable. Il s'inscrit dans l'agenda 21 de la Ville des Ulis (département de l'Essonne).

L'objectif technique poursuivi est la récupération, le recyclage, la réparation, la location et la revente des vélos d'occasion. Les salariés en insertion réalisent donc des tâches liées à la mécanique cycle et à la vente de ces biens et services.
Peu d'actions de ce type sont offertes aux publics en difficultés, éloignés de l'emploi : Atout PLIE, UT91, CD91, Mission Locale, Pôle Emploi, Services d'accompagnement des bénéficiaires du RSA, etc.

Description :
Ce chantier d'insertion est ouvert à 12 personnes en difficultés sociales et/ou professionnelles bénéficiant d'un contrat unique d'insertion (CUI-CAE).
Le chantier se déroule en trois temps bien distincts sachant que le temps de travail est de 24 heures / semaine (du lundi au vendredi) :
- Un temps de production, mené par l'encadrant technique ;
- Un temps d'accompagnement professionnel et social, dont la durée varie en fonction des problématiques des salariés ;
- Un temps de formation pré-qualifiante, destiné à compléter l'application pratique sur le terrain.

PRODUCTION :
L'atelier fonctionne donc autour de 5 services :
1 - Récupération/Recyclage
2 - Réparation : le service de réparation est désormais exclusivement orienté vers l'autoréparation. Les salariés accompagnent les adhérents dans la réparation ou restauration de leur vélo.
3 - Vente occasion
4 - Location
5 - Accueil des adhérents et gestion informatique des adhérents

FORMATION:
Depuis 2012 l'association met en place une formation technique (mécanicien cycle) avec l'Institut National du Cycle et Motocycle sur la base de 100 heures, complétant ainsi la formation dispensée par l'encadrant technique du chantier.
Chaque salarié est également formé au Sauveteur Secouriste au Travail /Prévention des Risques liés à une Activité Physique par le formateur interne labellisé INRS/chantier école.

ACCOMPAGNEMENT SOCIO PROFESSIONNEL:
L'accompagnement socio-professionnel est organisé autour d'entretiens individuels, d'ateliers collectifs, de bilans avec les référents sociaux de parcours, afin de définir le plus précisément les freins vers un emploi durable et ainsi élaborer un plan d'accompagnement à la résolution de ces freins : santé physique et mentale, logement, linguistique, formation, projet professionnel, budget, justice, etc.

Moyens mis en œuvre :
RESSOURCES HUMAINES :
Pour encadrer l'atelier, l'association s'appuie sur une équipe d'encadrement composée de :
- 1 encadrant technique - 1 ETP (Emploi à Temps Plein) ;
- 1 assistant encadrant technique - 0.74 ETP ;
- 1 accompagnatrice socioprofessionnelle - 0.5 ETP ;
Cette équipe est soutenue par l'équipe administrative de l'association : direction, coordination, comptabilité, administration, communication, logistique.

MOYENS TECHNIQUES : LOCAUX (140m²) : mise à disposition par la ville de l'atelier, stockage, bureaux, salle de formation, vestiaires, sanitaires

TRANSPORT : 1 véhicule utilitaire

MATERIEL : pieds porte-vélos, outillage électroportatif et à main, vêture, matériel sécurité, matériel

bureautique et informatique
L'association rencontre cependant des problèmes de manutention et de travail dans les locaux actuels, trop exigus. De plus, la Ville des Ulis veut récupérer les locaux mis à disposition. Un travail est mené avec le service patrimoine de la ville des Ulis dans ce sens.

Intérêt régional :
Ce projet s'inscrit dans une politique globale de développement durable s'appuyant sur les 3 piliers de ce concept :
- socialement équitable par l'accompagnement des personnes éloignées de l'emploi et l'accès à la mobilité douce à faible coût ;
- écologiquement vivable par le réemploi de produits destinés au rebut et connaissant une nouvelle vie ;
- économiquement viable par la vente de produits et de prestations, le soutien financier institutionnel.

Il s'inscrit dans la politique régionale de réduction des déchets, de formation professionnelle des personnes de faible niveau, et de l'emploi par le développement d'actions d'insertion par l'activité économique.
Cette action est labellisée dans le cadre de l'agenda 21 du Conseil Départemental de l'Essonne et de celui de la ville des Ulis.
L'ensemble des sept subventions EIE, votées lors de cette commission, donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants (plafond maximal de recrutement).

Public(s) cible(s) :
2 typologies de publics sont visées par ce chantier :
1 - Les personnes en parcours d'insertion. Il s'agit de personnes en remobilisation vers l'emploi ayant des freins à l'accès à une situation professionnelle stable. Les personnes intégrant ce chantier sont suivies et orientées par des partenaires sociaux en charge de leur parcours social et professionnel (Missions locales, MDS, Atout PLIE, etc.)
Les bénéficiaires de chantier sont des personnes éloignées de l'emploi, répondant aux critères des CDDI, s'inscrivant déjà dans une démarche d'insertion et pour qui un chantier se révèlera un véritable outil dans son parcours.
2 - Les citoyens du territoire. Il s'agit des habitants du territoire adhérents intéressés par l'entretien, l'achat ou la location de vélos d'occasion.

Localisation géographique :
- LES ULIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	10 900,00	3,41%
Charges locatives et de copropriété	6 500,00	2,03%
Prestations de formations	15 480,00	4,84%
Taxes	7 300,00	2,28%
Salaires et charges de personnel	222 831,00	69,71%
Charges indirectes	40 154,00	12,56%
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 500,00	1,41%
Emploi des contributions volontaires	12 000,00	3,75%
Total	319 665,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	28 615,00	8,95%
Subvention État (sollicitée)	144 923,00	45,34%
Subvention Département 91 (sollicitée)	75 029,00	23,47%
Subvention Commune Les Ulis (sollicitée)	12 000,00	3,75%
Subvention Région EIE (sollicitée)	22 414,00	7,01%
Transfert de charges	9 684,00	3,03%
FSE	15 000,00	4,69%
Contributions volontaires en nature ville des Uils	12 000,00	3,75%
Total	319 665,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 414,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	E-inclusion - Fonctionnement	7 880,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	22 120,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	167 412,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	11 737,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
	Montant total	713 792,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011752

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - CHANTIER D'INSERTION DU PLATEAU DE SACLAY - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	335 983,00 €	6,97 %	23 415,00 €
	Montant Total de la subvention		23 415,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Mise en œuvre d'un chantier d'insertion pour 12 salariés en parcours afin de réaliser l'entretien des rigoles du plateau de Saclay en partenariat avec le Syndicat de l'Yvette et de la Bièvre.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Les objectifs généraux des chantiers sont les suivants :
1/ Mettre en activité progressive et assurer un accompagnement renforcé pour une insertion socioprofessionnelle réussie ;
2/ Développer l'autonomie des personnes en les rendant responsables de leurs activités, de leurs parcours ;

3/ Mettre en place une action solidaire, une action d'insertion socioprofessionnelle, qui encourage une implication active des jeunes et des adultes à la valorisation du patrimoine de leur territoire.

Spécifiquement, le chantier a pour objectif :
1 - L'entretien des rigoles du plateau de Saclay :
Au XVIIème siècle, la construction du château de Versailles, de son Parc et de ses fontaines, a induit la création d'un réseau hydraulique unique au monde, comprenant 200 kms de rigoles et de nombreux étangs, pour partie situés sur le plateau de Saclay et donc sur le territoire de la CAPS (Communauté d'Agglomération du Plateau de Saclay)
Le Syndicat intercommunal de l'Yvette et de la Bièvre (SYB) a émis la volonté d'accueillir sur son territoire un chantier d'insertion par l'activité économique, afin de faire partager son action dans le programme de restauration des fonctions hydrauliques, écologiques et récréatives des étangs et rigoles du Plateau de Saclay (35 kilomètres) ;
2 - L'appui aux communes membres du SYB pour leurs travaux d'entretien des espaces verts et des espaces naturels.

Description :
Ce chantier est ouvert à 12 personnes en difficultés sociales et/ou professionnelles bénéficiant d'un contrat à durée déterminée d'insertion (CDDI).
Il se déroule en trois temps bien distincts sachant que le temps de travail est de 26 heures / semaine (du lundi au vendredi) :
• Un temps de production, mené par l'encadrant technique ;
• Un temps d'accompagnement professionnel et social, dont la durée varie en fonction des problématiques des salariés ;
• Un temps de formation pré-qualifiante, destiné à favoriser l'obtention de l'UC 12 et l'UC7 du CAPA travaux paysagers.

Le syndicat a trois objectifs principaux pour valoriser le patrimoine :
• La restauration des fonctions hydrauliques, écologiques et récréatives des rigoles et étangs (assainissement, suppression des rejets d'eaux usées, amélioration de la qualité des eaux, préservation de la biodiversité, mise en valeur du patrimoine historique…) ;
• La maîtrise des ruissellements du plateau pour protéger les vallées de l'Yvette et de la Bièvre contre les crues (drainages) ;
• L'alimentation en eau du domaine de Versailles (remise en service du système d'adduction des étangs).

Description des travaux réalisés : Le SYB a donc en charge l'entretien et la restauration des Rigoles du plateau de Saclay avec notamment comme objectif, de réalimenter les fontaines du château de Versailles d'ici quelques années.
Afin de garantir le bon écoulement des eaux, les opérations principales à effectuer sont : le fauchage, le faucardage, la lutte contre l'installation de la végétation ligneuse ainsi que l'évacuation des embâcles.
Il s'agit concrètement d'entretenir les rigoles (Granges, Châteaufort, St Aubin, Favreuse) : fauchage annuel des berges, faucardage et ramassage des produits de la coupe, maintenir les milieux naturels ouverts et préserver les bornes royales.

Moyens mis en œuvre :
EQUIPEMENT INFORMATIQUE
Logiciels de base de données pour le suivi des salariés (nom)
Logiciel de suivi des actions d'accompagnement et des heures réalisées / MING
Ordinateurs, photocopieurs, fax, matériels audiovisuels et sonores : 4 ordinateurs portables (2 encadrement, 2 SI), 1 imprimante, 1 connexion internet haut débit 3G, 3 téléphones mobiles (1 pour l'encadrant, 1 pour l'Accompagnateur, 1 pour l'aide encadrant).

MATERIELS ET OUTILLAGES

Equipements et machines utilisés pour production ou la réalisation de prestations de services.
- 1 broyeur tracté ;
- 1 tondeuse autoportée ;
- 1 aspirateur à feuille tracté ;
- 2 tondeuses ;
- 2 tronçonneuses ;
- 5 débroussailleuses, renouvelées régulièrement ;
- 2 souffleurs ;
- 2 tailles haies.

A noter que 80% du matériel a été volé en mai 2015.
- Matériel espaces verts : râteaux, binettes, pelles, pinces à déchets, brouettes, perches et scies d'élagage ;
- Matériel de bricolage et maintenance ;
- Matériel de maçonnerie paysagère.

VEHICULES DE TRANSPORT
Véhicules utilitaires véhicules particuliers destinés au transport de marchandises ou au transport de voyageurs:
- 1 véhicule 9 places ;
- 1 véhicule 7 places benne double cabine ;
- 2 remorques. Celles-ci ont été volées en mai 2015.

AUTRES : VETURE ET MATERIEL DE SECURITE
Outre l'équipement individuel obligatoire lors des activités de terrain (chaussures de sécurité, pantalon de travail, vestes réfléchissantes…), chaque agent est équipé de protections individuelles lors des actions spécifiques le nécessitant (par exemple le pantalon anti-coupures lors des travaux de bûcheronnage, les cuissardes pour l'entretien des rigoles, casque anti bruit, lunettes, gants, etc…).

Intérêt régional :
Ce chantier intervient sur les Rigoles du plateau de Saclay, servant à alimenter autrefois le Château de Versailles et permettant aujourd'hui de drainer les eaux du plateau vers la vallée.
L'association procède à des plantations de haies le long des rigoles qui retiennent les berges et permettent l'installation d'une faune aquatique dans l'entrelac des racines, une avifaune et entomofaune dans les parties feuillues.
Il s'inscrit également dans une gestion différentiée des espaces naturels logeant les rigoles.
L'ensemble des actions s'appuie sur la charte de la biodiversité régionale signée par Etudes et Chantiers Ile-de-France.
L'ensemble des sept subventions EIE, votées lors de cette commission, donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants (plafond maximal de recrutement).

Public(s) cible(s) :
Il s'agit de personnes en remobilisation vers l'emploi ayant des freins à l'accès à une situation professionnelle stable. Les personnes intégrant ce chantier sont suivies et orientée par des partenaires sociaux en charge de leur parcours social et professionnel (Missions locales, PLIEs, etc.).
Plus de 50 % proviennent des quartiers Politique de la Ville.
Etudes et Chantiers Ile-de-France embauche toute personne rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi, les allocataires et ayant droit du R.S.A, les allocataires de l'A.S.S. et les travailleurs handicapés.
Les bénéficiaires de chantier sont des personnes éloignées de l'emploi, répondant aux critères des CDDI, s'inscrivant déjà dans une démarche d'insertion et pour qui un chantier se révèlera un véritable outil dans son parcours.

Localisation géographique :
- SANS EPCI A FP (Essonne)
- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	16 250,00	4,84%
Charges locatives et de copropriété	8 660,00	2,58%
Prestations de formations	17 000,00	5,06%
Taxes	6 500,00	1,93%
Salaires et charges de personnel	243 223,00	72,39%
Charges de fonctionnement	38 750,00	11,53%
Dotations aux amortissements et aux provisions	5 600,00	1,67%
Total	335 983,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	18 380,00	5,47%
Subvention État CDDI (sollicitée)	154 940,00	46,12%
Subvention Commune (sollicitée)	55 000,00	16,37%
Subvention Département 91 (sollicitée)	59 248,00	17,63%
Subvention Région EIE (sollicitée)	23 415,00	6,97%
Agence de l'Eau	8 000,00	2,38%
Transfert de charges	17 000,00	5,06%
Total	335 983,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	23 415,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	E-inclusion - Fonctionnement	7 880,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	22 120,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	167 412,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	11 737,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
	Montant total	713 792,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011755

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE - ETUDES ET CHANTIERS IDF - JARDINS SOLIDAIRES MARAICHAGE DE GRIGNY - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	288 748,00 €	6,68 %	19 291,00 €
	Montant Total de la subvention		19 291,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Chantier d'insertion Jardins Solidaires Maraîchage de Grigny

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Mettre en place un chantier d'insertion permettant le développement de productions maraîchères biologiques respectueuses de l'environnement et inscrites dans un circuit local.

Description :
Les salariés en insertion réalisent les tâches classiques du maraîchage, de la préparation des sols à la récolte, l'entretien du matériel et des équipements ainsi que les aménagements nécessaires au bon

fonctionnement des jardins.
Les salariés en insertion réalisent les tâches classiques du maraîchage, de la préparation des sols à la récolte, l'entretien du matériel et des équipements ainsi que les aménagements nécessaires au bon fonctionnement des jardins. Le maraîchage est envisagé dans ce jardin comme faisant partie d'un écosystème (parcelles sauvages pour laisser la faune auxiliaire se développer, réalisation d'hôtels à insectes, compostage, apiculture).

ENCADREMENT : Un encadrant technique à plein temps aidé par un assistant est chargé de :
- la préparation et l'encadrement technique du chantier ;
- le recrutement, l'accueil, l'encadrement, l'accompagnement socioprofessionnel des salariés en insertion en binôme avec l'accompagnateur socio-professionnel ;
- la participation au suivi et au bilan de l'action en binôme avec le CIP qui fait de l'accompagnement individualisé afin de résoudre les freins au retour à l'emploi et des formations collectives (gestion, santé);
- la formation pré-qualifiante :1 - UC. 8 du CAPA Travaux Paysager : « Approche de l'agriculture et accueil de public dans le cadre de la vente dès sa production ».
Objectifs : Etre capable, de mobiliser des connaissances techniques pour l'accueil de public, de conseiller et de vendre des plantes légumières et condimentaires, y compris les fleurs comestibles, issues du jardin.
Formation sécurité: PRAP (gestes et postures) et SST.

Moyens mis en œuvre :
Nombre de postes: 8,90
Encadrement 1,75
Moyens humains :
- 1 Encadrant technique : 1 ETP ;
- 1 assistant technique : 1 ETP ;
- 1 accompagnateur socio professionnel : 0,5 ETP ;
- 1 coordinateur insertion : 0,2 ETP ;
- 1 coordinateur technique 0,1 ETP ;
- 1 coordinateur sécurité : 0,1 ETP.

Fonctions support :
- secrétariats, compta : 0,2 ETP ;
- Direction : 0,2 ETP.

Moyens matériels :
- 1 base de vie de 100 m² ;
- 3500 m² de jardins ;
- 3 serres avec système d'arrosage ;
- Matériel / outillage de maraîchage ;
- Débroussailleuses, Motoculteur ;
- Camion 9 places et remorque.

Intérêt régional :
Gestion des ressources naturelles : usage parcimonieux de l'eau d'arrosage par utilisation de paillage et de bois raméaux fragmentés (BRF), mise en place de récupérateurs d'eau afin d'en limiter la consommation et utilisation de techniques maraîchères qui permettent de diminuer les arrosages : plantation serrées, étagement de la végétation, apports d'engrais naturels de manière raisonnée, utilisation des vertus protectrices de certaines plantes en les associant les unes aux autres.
Biodiversité : L'association utilise des variétés anciennes, installation de nichoirs à insectes.
L'ensemble des sept subventions EIE, votées lors de cette commission, donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants (plafond maximal de recrutement).

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi ayant des difficultés sociales d'accès à l'emploi, orientés par des partenaires

emploi du territoire : Pôle Emploi, Missions locales, PLIE. 13 personnes très éloignées de l'emploi dont 60% de bénéficiaires de RSA socle et l'autre partie – de 26 ans.

Localisation géographique :

- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	9 525,00	3,30%
Charges locatives et de copropriété	7 250,00	2,51%
Prestations de formations	17 000,00	5,89%
Taxes	5 600,00	1,94%
Salaires et charges de personnel	230 624,00	79,87%
Charges indirectes	18 749,00	6,49%
Total	288 748,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	18 503,00	6,41%
Subvention État CDDI(sollicitée)	149 523,00	51,78%
Subvention Commune (sollicitée)	17 000,00	5,89%
Subvention Département 91 (sollicitée)	70 431,00	24,39%
Subvention Région EIE (sollicitée)	19 291,00	6,68%
PLIE	7 000,00	2,42%
ACSE	7 000,00	2,42%
Total	288 748,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	19 291,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	E-inclusion - Fonctionnement	7 880,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	22 120,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	167 412,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	11 737,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €

	Montant total	713 792,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011758

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE -AIDE DE BASE- HALAGE - ESPACES VERTS LIGNE J SNCF - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	200 331,00 €	10,33 %	20 700,00 €
		Montant Total de la subvention	20 700,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALAGE
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elisabeth MASSE-BOURGAIN, Présidente

Date de publication au JO : 26 octobre 1994

N° SIRET : 40116107000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : EIE Chantier insertion de valorisation des espaces verts le long de la ligne J SNCF, Aide de base année 2/HALAGE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 mars 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Les objectifs du chantier pour ces personnes sont les suivants:
- Les accompagner dans la résolution de leurs problématiques sociales, afin qu'ils puissent se concentrer sur leur projet professionnel ;
- Les remettre en confiance dans une situation de travail ;
- Leur permettre d'acquérir des gestes, compétences professionnelles, savoir-être en milieu professionnel;
- Leur permettre de valider leurs acquis techniques des chantiers ;

- Les accompagner dans la construction ou la confirmation d'un projet professionnel afin de les orienter sans interruption vers les prochaines étapes de l'emploi.
Ce chantier d'insertion a également comme objectif l'amélioration du cadre de vie des habitants, et la promotion de la biodiversité.

Description :
Pour ce chantier, la gestion des ressources naturelles est mise en avant grâce à:
- l'utilisation des matériaux et l'utilisation de matériaux recyclés: valorisation des déchets et matériaux trouvés sur place, notamment dans le cadre de la réalisation d'aménagements paysagers ;
- la gestion des déchets: les déchets seront gérés conformément aux préconisations du Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés (PREDMA) ;
- l'économie de la ressource en eau: choix de végétaux demandant peu d'arrosage, en privilégiant des essences locales, adaptées à la configuration de chaque terrain ;
- l'installation des bacs de récupérations d'eau de pluie dans les jardins et systématisation du paillage sur les plantations réalisées pour limiter l'arrosage ;
- le choix d'urinoir sans eau lors du réaménagement d'une partie du bâtiment du siège de l'association.

Concernant la Biodiversité, l'association est signataire de la Charte Régionale de la Biodiversité depuis 2006. L'association s'attache donc à adopter dans le cadre de l'ensemble de ses chantiers une approche permettant de valoriser le patrimoine naturel local, tout en limitant ses impacts environnementaux.

Sur la partie paysage et patrimoine, l'association Halage insiste sur la mise en valeur paysagère de sites en zone urbaine au profit des habitants et de ses usagers (pieds d'immeubles en cités, talus ferroviaires laissés à l'abandon, berges de Seine le long des routes...) et sur l'aménagement respectant l'environnement naturel de ses sites en milieu semi naturel (promenade sur les berges de Seine: aménagement en utilisant la végétation existante).

Enfin, concernant la pollution et les nuisances, l'utilisation de machines à faible niveau de bruit et à faible émission de CO^2 est privilégiée ainsi que l'acquisition de matériel électrique à batterie (débroussailles, taille, hale, souffleur) permet tant de réduire la pollution liée à l'essence, et sonore.

Moyens mis en œuvre :
Dans le cadre de ce projet, une équipe de 8 ouvriers d'entretien du paysage en contrats d'insertion est constituée. Ces personnes sont recrutées en partenariat avec les acteurs locaux du territoire, et notamment la mission insertion Rives de Seine, le Pôle Emploi d'Argenteuil-bezons, le PLIE d'Asnières Villeneuve, au sein de l'association en contrat unique d'insertion pour une durée d'un an.

- Encadrement: les ouvriers sont encadrés par un encadrant technique, professionnel en travaux paysagers, qui les forme sur le terrain au travail en équipe et aux métiers d'ouvriers en espaces verts. Deux conseillers en insertion professionnelle, dédiés entre autre à cette équipe, sont en charge du suivi social et professionnel des salariés.
Les aménagements et entretiens réalisés sur les sites ont pour but d'améliorer le cadre de vie des habitants et usagers, tout en favorisant la biodiversité.

-Formation: tous les salariés en insertion bénéficient d'une formation au poste de travail par l'encadrant technique au cours des 3 premiers mois suivant leur arrivée sur le chantier, ainsi que d'une formation qualifiante à la sécurité au travail.
L'association propose en outre aux salariés volontaires de suivre en cours de chantier, une formation technique complémentaire et professionnalisante, les préparant à la validation d'un ou de plusieurs modules du CAPA travaux paysagers ou Entretien de l'Espace Rural, dispensé par le Centre de formation professionnelle continue d'Halage.

Intérêt régional :
Préservation de la biodiversité à Paris et ses environs. Les voies ont été conservées et une importante végétation s'est développée, faisant de ce lieu un incroyable écrin de verdure en plein cœur de Paris. Il constitue par ailleurs une véritable continuité écologique en milieu urbain. Depuis 2012, un suivi de la biodiversité a été mis en place.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Public éloigné de l'emploi: bénéficiaires des minimas sociaux, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification...

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	6 628,00	3,31%
Charges indirectes	8 184,00	4,09%
Salaires et charges de personnel	170 069,00	84,89%
Formations	15 450,00	7,71%
Total	200 331,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État (sollicitée)	114 731,00	57,27%
Subvention Département 92 (sollicitée)	8 400,00	4,19%
Subvention Département 95 (sollicitée)	4 500,00	2,25%
Subvention Région EIE (sollicitée)	20 700,00	10,33%
SNCF Ligne J	52 000,00	25,96%
Total	200 331,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ARSIE- Aide à l'investissement	30 000,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	40 806,00 €
2013	Soutien aux Pôles territoriaux de coopération économique	50 000,00 €

2014	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 200,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	84 450,00 €
2015	Soutien aux projets socialement innovants	40 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	20 000,00 €
	Montant total	318 456,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011883

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE - ETUDES ET CHANTIERS IDF - ESPACES VERTS DU GROS BUISSON A VIGNEUX-SUR-SEINE - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	350 275,00 €	6,63 %	23 221,00 €
	Montant Total de la subvention		23 221,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Soutien au Chantier d'Insertion d'Espaces verts du Gros Buisson à Vigneux-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Le premier objectif de ce projet est de permettre à des personnes exclues du marché du travail une mise en activité progressive et un accompagnement renforcé pour une insertion socioprofessionnelle réussie. Pour cela l'association travaille à développer l'employabilité de chacun. Cela repose notamment sur la pédagogie de groupe qui s'insère dans un schéma de progression individuelle.
Le second objectif est de mettre en place une action solidaire, une action d'insertion socioprofessionnelle, qui encourage une implication active des jeunes et des adultes à la valorisation du patrimoine par la

participation à des travaux d'aménagement et d'entretien du Parc du Gros Buisson et des espaces verts de la ville.

Description :
Les salariés en insertion sont embauchés en CDDI de 12 mois. Ils sont suivis par un encadrant technique à plein temps et un accompagnateur socio-professionnel à mi-temps et un aide-encadrant à 75%
NATURE DES TRAVAUX :
Espaces verts (création et entretien : tonte de pelouses ; création et préparation de massifs floraux ; bêchage, dressage, plantation de fleurs y compris bornage ; scarification de pelouse, épandages d'engrais et de désherbant sélectif, semi de gazon de « rattrapage » ; taille de haie et arbuste ; fauchage et débroussaillage ; tronçonnage)
FORMATION : pré qualifiante : CAPA TRAVAUX PAYSAGES : Etre capable d'effectuer, en toute sécurité, les tâches et les travaux liés à l'aménagement et à l'entretien des jardins et espaces verts, et former les salariés à la Prévention des Risques liés à l'Activité Physique.
ENCADREMENT :Un encadrant technique à plein temps aidé par un assistant est chargé de :
- la préparation et l'encadrement technique du chantier;
- le recrutement, l'accueil.
ACCOMPAGNEMENT SOCIO-PROFESSIONNEL : Participation au suivi et au bilan de l'action en binôme avec le CIP qui fait de l'accompagnement individualisé afin de résoudre les freins au retour à l'emploi et des formations collectives (gestion, santé, droit et devoirs du salariés, techniques de recherche d'emploi).

Moyens mis en œuvre :
Nombre de postes : 12 soit 8,91 ETP
Moyens humains :
- 1 Encadrant technique : 1 ETP;
- 1 assistant technique : 0,75 ETP;
- 1 accompagnateur socio professionnel : 0,5 ETP;
- 1 coordinateur insertion : 0,2 ETP;
- 1 coordinateur technique 0,1 ETP;
- 1 coordinateur sécurité : 0,1 ETP;
- Fonctions support : secrétariat, comptabilité : 0,2 ETP;
- Direction : 0,2 ETP.

Moyens techniques : L'association loue des bureaux: 140m², 20 place Jules Vallès à Evry, des locaux d'archivage et de stockage 10, place Jules Vallès à Evry et des d'autres bureaux au PHARES à L'Ile Saint Denis. Elle dispose d'une salle administrative (bureaux des permanents), d'une salle de formation collective, de deux salles d'eau, et de deux vestiaires et d'un espace de détente. La base de vie est équipée de chaises, tables, casiers et de point d'eau avec sanitaire et douche. Le site possède un ordinateur avec imprimante et box internet.
LE MATÉRIEL DU CHANTIER : 3 bicyclettes issues de l'atelier vélos de l'association pour les déplacements d'un site à l'autre ainsi qu'un camion benne et un 9 places. Le matériel thermique en usage pour l'espace vert, du matériel d'outillage et d'entretien pour l'atelier mécanique destiné à la réparation des machines.

Intérêt régional :
Sur le chantier, utilisation de BRF (Bois Raméal fragmenté) et de paillage qui limitent l'évaporation et la pousse des adventices elles-mêmes consommatrices d'eau.
Lorsque l'association replante, elle utilise le plus possible des espèces et essences peu consommatrices d'eau.
Elle a systématisé l'utilisation des ampoules basse consommation depuis deux ans et banni les halogènes des bureaux des bases de vie du chantier et des bureaux du siège.
Le travail est essentiellement manuel. La mécanisation n'intervient que quand les actions demandent une puissance importante et pour préserver la santé des salariés.
- Biodiversité: Lors des replantations demandées par le bailleur d'ouvrage, l'association favorise les essences arbustives à baies qui sont autant de lieux de nidification pour l'avifaune et de lieux

d'alimentation notamment pour les passereaux mais aussi pour l'entomofaune.
- Pollutions et nuisances: l'association organise le transport des salariés sur les sites par bicyclettes ou par les transports en commun. Les risques environnementaux que peuvent générer leurs activités concernent les pollutions de l'eau : pas de produits phytosanitaires et de l'air par l'utilisation de véhicules. Aucun intrant ni de pesticides de synthèse, choix de variétés adaptées au sol, aux saisons et au climat. Peu de mécanisation et donc d'apport de gaz à effet de serre (CO^2), choix de variétés favorisant l'installation d'insectes et d'oiseaux.
L'ensemble des sept subventions EIE, votées lors de cette commission, donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants (plafond maximal de recrutement).

Public(s) cible(s) :
Les publics ciblés par les emplois d'insertion sont:
- des personnes de faible niveau de qualification (niveau V, V bis et VI) ayant des difficultés d'accès à l'emploi depuis plusieurs mois ou années;
- des moins de 26 ans;
- des personnes de plus de 45 ans;
- des demandeurs d'emploi de longue durée;
- des travailleurs handicapés;
- des bénéficiaires des minimas sociaux.
Ils sont orientés par des partenaires emploi du territoire: Pôle Emploi, Missions locales, PLIE.
50 % sont bénéficiaires du RSA et 90% en zone politique de la ville.

Localisation géographique :
- VIGNEUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	8 495,00	2,43%
Charges locatives et de copropriété	7 050,00	2,01%
Prestations de formations	15 845,00	4,52%
Taxes	5 500,00	1,57%
Salaires et charges de personnel	277 923,00	79,34%
Charges indirectes	35 462,00	10,12%
Total	350 275,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État CDDI (sollicitée)	158 340,00	45,20%
Subvention Commune Vigneux-sur-Seine (sollicitée)	74 533,00	21,28%
Subvention Département 91 (sollicitée)	56 910,00	16,25%
Subvention Région EIE (sollicitée)	23 221,00	6,63%
OPCA	11 255,00	3,21%
Agence de l'Eau	11 000,00	3,14%
Produits sur exercices antérieurs	15 016,00	4,29%
Total	350 275,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	23 221,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	E-inclusion - Fonctionnement	7 880,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	22 120,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	167 412,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	11 737,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
	Montant total	713 792,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011902

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS - ATELIER VELO DE CLICHY - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	322 454,00 €	6,88 %	22 172,00 €
		Montant Total de la subvention	22 172,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : ACI Atelier vélo de Clichy recyclage de vélos et promotion de la mobilité douce

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
L'Atelier Vélo de Clichy emploie, depuis avril 2011, des personnes en insertion sociale et professionnelle dans le cadre d'un chantier d'insertion. Ce lieu de travail accueillant et convivial bénéficie de la participation de bénévoles et d'habitants du quartier.
Ses objectifs sont multiples. Il s'agit de :
- Promouvoir la mobilité à vélo et le recyclage;
- Accompagner des personnes en difficultés dans leur parcours d'insertion;
- Créer du lien social, de la mixité et de la participation bénévole en proposant une activité de nature

participative (l'auto-réparation de vélos).
La réussite de ce projet repose sur le professionnalisme de l'outil d'insertion, l'implication bénévole, la convivialité du lieu, l'accompagnement personnalisé, la valorisation du travail par les citoyens du quartier ou d'ailleurs qui s'intéressent à l'action sous ses différentes facettes : recyclage, promotion du vélo, solidarité, lien social.

Description :
Depuis janvier 2014, l'Atelier Vélo de Clichy est porté par l'association Etudes et Chantiers IDF qui s'en est vu confier la gestion par l'association BicyclAide afin que cette dernière puisse se consacrer à l'animation de la vie associative locale et au développement de nouveaux projets.
"Etudes et chantiers" assure la continuité de l'opération menée durant les années précédentes par BicyclAide, qui consiste à :
- Récupérer des vélos initialement destinés au rebut par le biais de partenariats divers (vélos réformés de la Poste, déchetteries, bailleurs sociaux, Police Municipale, dons de particuliers...);
- Remettre en état ces vélos et les proposer à la vente aux adhérents;
- Assurer des séances d'auto-réparation visant à former les adhérents à entretenir et à réparer leur vélo, dans le but qu'ils et elles circulent à vélo plus souvent et plus longtemps;
- Réaliser des animations hors des murs à destination d'entreprises et de collectivités soucieuses de promouvoir la pratique du vélo auprès de leurs usagers;
- Embaucher, former et accompagner 10 personnes en parcours d'insertion qui assureront elles-mêmes les missions d'accueil et de vente ainsi que de formation à la mécanique cycle des adhérents.
- Evaluer l'impact environnemental de l'action (croissance de l'activité de recyclage et d'animation) ainsi que son impact social (amélioration des procédures d'accompagnement, augmentation du nombre de stages d'immersion, renforcement du plan de formation...).

Moyens mis en œuvre :
Les moyens humains mobilisés au service de ce projet sont nombreux :
- 1 encadrant technique et pédagogique (1 ETP);
- 1 accompagnatrice socioprofessionnelle (0,5 ETP);
- 1 animateur en emploi d'avenir (1 ETP);
- 1 cadre senior via la fondation Orange en charge du développement technique et des partenariats (0,6 ETP);
- 1 volontaire en service civique en charge de l'animation de la vie associative (0,8 ETP).
La mobilisation d'une vingtaine de bénévoles actifs assurant notamment les permanences du dimanche et participant aux animations ayant lieu à Clichy.
La mobilisation de l'équipe d'études et chantiers en appui (direction, coordination insertion et technique, pôle administratif et financier, communication…)
L'atelier est situé rue Martre à Clichy au Centre Léon Blum, Pôle dédié à l'économie sociale et solidaire à Clichy. Il dispose actuellement d'un local de 200 m2 composé de 2 espaces d'atelier, 2 espaces de stockage, 1 bureau, des vestiaires/sanitaires H/F, ainsi que d'1 espace d'accueil et de vente. Il est actuellement équipé pour 8 postes de mécanique en simultané et possède également un vélo triporteur à assistance électrique.

Intérêt régional :
L'Atelier vélo de Clichy s'inscrit pleinement dans les orientations régionales par une prise en compte exhaustives des dimensions environnementales et d'utilité sociale à travers son action. Il s'agit d'une action d 'économie circulaire.
Environnement : recyclage et réemploi de déchets, promotion du vélo et des mobilités douces, déplacements en véhicule mécanique ou électrique.
Utilité sociale : mobilisation des habitants par le choix de l'autoréparation (do it yourself), participation bénévole, mixité sociale et de genre. Création d'emplois de transition et d'emplois pérennes.
L'ensemble des sept subventions EIE, votées lors de cette commission, donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants (plafond maximal de recrutement).

Public(s) cible(s) :

Les publics ciblés par les emplois d'insertion sont les jeunes de moins de 26 ans de faible niveau de qualification, les personnes de plus de 45 ans, les demandeurs d'emploi de longue durée, les travailleurs handicapés, les bénéficiaires des minimas sociaux (RSA, ASS, AHH...)..
Les publics ciblés par le poste d'animateur en emploi d'avenir sont les jeunes de faible niveau de qualification.
Les publics cibles de l'offre de service vélos sont les habitants des zones CUCS des quartiers situés sur un rayon de 2 km de l'atelier et le grand public.

Localisation géographique :

- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	33 040,00	10,25%
Charges locatives et de copropriété	4 100,00	1,27%
Prestations de formations	4 672,00	1,45%
Taxes	4 500,00	1,40%
Salaires et charges de personnel	242 988,00	75,36%
Charges indirectes	33 154,00	10,28%
Total	322 454,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services et ventes	87 226,00	27,05%
Subvention État CDDI (sollicitée)	143 940,00	44,64%
Subvention Département 92 (sollicitée)	21 000,00	6,51%
Subvention Commune (sollicitée)	20 000,00	6,20%
Subvention Région EIE (sollicitée)	22 172,00	6,88%
OPCA	1 116,00	0,35%
Assurances suite à l'incendie	27 000,00	8,37%
Total	322 454,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 172,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	E-inclusion - Fonctionnement	7 880,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	22 120,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	167 412,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	11 737,00 €

2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
	Montant total	713 792,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011986

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE - ESPACE SOCIAL EDUCATION REINSERTION REFLEXION ESPERER 95 - ESPACES SEMI-NATURELS ET HUMIDES - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	332 482,00 €	8,52 %	28 333,00 €
	Montant Total de la subvention		28 333,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE SOCIAL EDUCATION REINSERTION REFLEXION ESPERER 95
Adresse administrative : 1 ANCIENNE ROUTE DE ROUEN 95300 PONTOISE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe HATCHUEL, Président

Date de publication au JO : 16 février 1979

N° SIRET : 32345027000091

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : 3ème année de fonctionnement du Chantier d'Insertion "Gestion des espaces semi-naturels et humides" au Mont-Griffard à Villiers-le-Bel et sur la Communauté d'Agglomération de Roissy-Pays de France

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Un projet partagé ayant comme principaux objectifs de poursuivre et développer le travail de partenariat engagé (ex-Communauté d'Agglomération de Val de France, Roissy-Pays de France) et l'association ESPERER 95.

Celui-ci garde comme thème d'intervention la « Gestion des espaces semi-naturels de la Communauté d'Agglomération de Roissy-Pays de France », porté par l'association ESPERER 95, et mis en place pour la gestion écologique de bassins et zones humides en partenariat avec la Communauté d'Agglomération de Roissy-Pays de France, les villes de Villiers-le-Bel, soutenu par le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de Roissy-Pays de France.
Durant l'année 2016 un partenariat sera aussi recherché auprès des autres villes adhérentes au PLIE de Roissy-Pays de France, notamment Garges-lès-Gonesse et Gonesse.
Il s'agit de répondre à une volonté commune de consolider un outil favorisant l'insertion professionnelle en direction des ressortissants de l'Agglomération de Roissy-Pays de France les plus éloignés de l'emploi, à partir d'une action pré-qualifiante visant à la fois, la mise en valeur du patrimoine naturel, l'accès aux métiers de l'environnement et la sensibilisation à la thématique du développement durable.
L'enjeu est de permettre à 16 personnes, relevant du PLIE de Roissy-Pays de France, femmes et hommes, (CDDI de 7,5 mois) sans emploi de renouer avec le monde du travail et d'acquérir une expérience professionnelle, ainsi qu'une formation pré-qualifiante qui devrait favoriser leur insertion professionnelle, dans les espaces verts ou les espaces naturels (parc du Vexin).
L'association s'engage à atteindre les 60% de sorties dynamiques conformément à l'agrément de l'Etat.

Description :
L'année 2016 verra se succéder deux équipes, l'une composée de 6 salariés en insertion, l'autre devrait bénéficier de 4 postes supplémentaires, soit 10 salariés en insertion.
Durant leur période contractuelle, les salariés en insertion suivront un cursus de formation pré-qualifiant au métier "d'Agent d'entretien des espaces naturels" : 5 Unités Capitalisables sur les 7 nécessaires à la certification.
L'objectif demeure de permettre au plus grand nombre de renouer avec une dynamique de travail propice à favoriser leur insertion professionnelle.
Ils auront comme supports de travail, le site du Mont-Griffard et des terrains en contre-bas du château d'Ecouen, dont deux zones humides. Pour l'ensemble des terrains, l'enjeu demeure de reconquérir ces espaces publics et semi-naturels.
Dans le même esprit, d'autres sites sont actuellement pré-sentis, tels le Bois Jaurès à Garges-lès-Gonesse ou le Parc de la Patte d'Oie à Gonesse.

Moyens mis en œuvre :
Locaux :
Depuis janvier 2014, ESPERER 95 bénéficie de la mise à disposition gracieuse d'une base de vie par la ville de Villiers-le-Bel, située au 7bis boulevard Carnot.
Ces locaux permettent d'avoir un espace adapté au nombre de salariés (vestiaire et sanitaires séparés entre les hommes et les femmes) et stockage des matériels pour le Chantier d'Insertion.
Les cours théoriques et l'accompagnement professionnel sont, soit réalisés sur places, soit au 4 rue des Carrières à Pontoise, où une salle informatique est mise à disposition, ainsi qu'une salle de cours équipée de matériels de diffusion de supports vidéos.
Moyens humains :
- Un Chef de Service des Ateliers Chantiers d'Insertion, qualifié Technicien Environnement, spécialisé "Eau et Milieux aquatiques" ayant plus 15 ans d'expériences;
- Un encadrant technique, en charge de l'entretien des espaces verts et des zones naturelles. L'effectif est passé de 6 à 10 CDDI, courant mai 2016.
- Un service d'accompagnement/formation en charge de l'insertion professionnelle des publics (ce service regroupe, un Chef de Service, une animatrice de formation, ayant un Master 2 "Environnement et Biodiversité" assure les cours théoriques de pré-qualification au métier d'agent d'entretien des espaces naturels et deux Conseillers en Insertion Professionnelle).
Investissements:
L'aménagement de la base de vie a nécessité des investissements : alarme, mobilier et matériels bureautiques.

Un camion benne 7 places, des machines thermiques, des outils à mains et les Equipements de Protection Individuels. Soit un total de 58 526 € d'investissements pour ce Chantier d'Insertion. Une nouvelle vague d'investissement sera engagée pour un montant de 42 000 €.

Intérêt régional :
Le soutien sollicité auprès du Conseil Régional, via le dispositif EIE, se décompose en deux parties :
- l'aide au financement du poste d'encadrant technique pour un montant de 17 500 €, car durant les 3 années suivant l'ouverture d'un Atelier Chantier d'Insertion, il n'est pas facile de garantir que tous les financements seront au rendez-vous;
- l'aide au coût afférent à la mise en œuvre d'une formation pré-qualifiante au CAPA "Agent d'entretien des espaces naturels".

Le projet reste inscrit, à l'échelle de la ville de Villiers-le-Bel et de la Communauté d'Agglomération de Roissy-Pays de France, dans une perspective de revalorisation de l'environnement, du cadre de vie et des espaces semi-naturels. Par ailleurs, il garde pour enjeu de permettre aux habitants de se réapproprier le Mont-Griffard comme lieu de promenades. Parallèlement, l'occupation et l'entretien régulier du site a pour objet de limiter l'implantation "sauvage" des personnes appartement à la communauté des gens du voyage.
Plus largement, ce projet s'inscrit dans la continuité de la Coulée Verte : Château d'Ecouen vers Marne la Vallée. Ainsi, il fait partie intégrante du Périmètre Régional d'Investissements Fonciers (PRIF), signé par le Conseil Régional d'Ile-de-France et les collectivités locales.
Tout en concourant à la pré-qualification et à la réinsertion de personnes les plus éloignées de l'emploi, cette action participe à la préservation d'écosystèmes et à la diversité de la faune et de la flore.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Personnes sans emploi relevant du PLIE de Roissy-Pays de France : jeunes, TH, bénéficiaires de minima sociaux, chômeurs de longue durée, + 50 ans, habitants des quartiers en Politique de la Ville.

Localisation géographique :
- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	10 744,00	3,23%
Charges exterieures	7 973,00	2,40%
Autres charges de gestion courante	9 067,00	2,73%
Impôts et taxes	17 307,00	5,21%
Salaires et charges de personnel	248 244,00	74,66%
Autres charges de gestion courante	21 751,00	6,54%
Dotations aux amortissements et aux provisions	17 396,00	5,23%
Total	332 482,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de marchandises	4 392,00	1,32%
Subvention Commune Villiers-le-Bel (sollicitée)	60 000,00	18,05%
Subvention État (sollicitée)	113 789,00	34,22%
Subvention Communauté d'agglomération Roissy-Pays de France (sollicitée)	20 000,00	6,02%
Subvention Région EIE (sollicitée)	28 333,00	8,52%
Subvention Fonds européens (sollicitée)	90 387,00	27,19%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	15 581,00	4,69%
Total	332 482,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 333,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	10 000,00 €
2013	ARSIE- Aide à l'investissement	30 000,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	28 333,00 €
2013	Soutien à la prévention	40 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	56 666,00 €
2014	Soutien à la prévention	36 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	28 333,00 €
2015	Soutien à la prévention	27 000,00 €
	Montant total	227 999,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013114

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- HALAGE - PETITE CEINTURE FERROVIAIRE PARIS - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	243 696,00 €	9,23 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HALAGE
Adresse administrative : 6 RUE ARNOLD GERAUX
93450 L'ILE-SAINT-DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Elisabeth MASSE-BOURGAIN, Présidente

Date de publication au JO : 26 octobre 1994

N° SIRET : 40116107000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : EIE HALAGE CHANTIER D'INSERTION PETITE CEINTURE FERROVIAIRE DE PARIS AIDE DE BASE ANNÉE 2

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France

Objectifs :
Assurer un entretien permanent de la végétation sur plusieurs tronçons de la petite ceinture ferroviaire de Paris (17ème, 18ème, 19ème, 20ème), en partenariat avec RFF (Réseaux Ferrés de France) et la SNCF notamment.

Description :
Les travaux sont réalisés par une équipe de 8 salariés en parcours d'insertion. Les salariés sont recrutés

en contrats aidés au sein de l'association pour une durée d'un an en moyenne, année pendant laquelle ils bénéficient d'un encadrement technique, d'une formation qualifiante, et d'un accompagnement socio-professionnel.
L'accompagnement socio-professionnel a lieu tout au long du chantier, et jusqu'à 6 mois au minimum après la sortie des salariés. Il prend la forme d'entretiens individuels planifiés au minimum une fois par mois par salarié, et d'ateliers collectifs mensuels, qui permettent de travailler en groupe sur divers thèmes liés à la vie sociale et professionnelle, et aux techniques de recherche d'emploi.

Moyens mis en œuvre :
Nombre de postes : 8
Nombre encadrant: 1
L'aide à l'investissement permettra de financer en partie le poste d'encadrant technique dédié à temps plein sur cette action, former aux travaux paysagers et à la gestion différenciée, et d'encadrer à l'année une équipe de 8 salariés en insertion. L'aide à la formation permettra de soutenir en partie le financement de la formation technique qualifiante complémentaire proposée à l'ensemble des salariés en insertion du chantier.

Intérêt régional :
Préservation de la biodiversité à Paris. Les voies ont été conservées et une importante végétation s'est développée, faisant de ce lieu un incroyable écrin de verdure en plein cœur de Paris. Il constitue par ailleurs, une véritable continuité écologique en milieu urbain. Depuis 2012, un suivi de la biodiversité a été mis en place.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Public parisien adulte ayant d'importantes difficultés d'accès à l'emploi (demandeurs d'emploi longue durée, bénéficiaires des minimas sociaux, jeunes sans qualification...).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	9 834,00	4,04%
Charges exterieures	2 249,00	0,92%
Autres charges de gestion courante	1 492,00	0,61%
Impôts et taxes	24 299,00	9,97%
Salaires et charges de personnel	182 215,00	74,77%
Charges de fonctionnement	23 607,00	9,69%
Total	243 696,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État ASP (sollicitée)	97 519,00	40,02%
Subvention Direccte UT 75 (sollicitée)	10 000,00	4,10%
Subvention Région IDF (sollicitée)	22 500,00	9,23%
Subvention Département de Paris (sollicitée)	33 000,00	13,54%
Uniformation (OPCA)	18 440,00	7,57%
Réseaux Ferrés de france	28 785,00	11,81%
SNCF	28 785,00	11,81%
Autres produits	4 667,00	1,92%
Total	243 696,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ARSIE- Aide à l'investissement	30 000,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	40 806,00 €
2013	Soutien aux Pôles territoriaux de coopération économique	50 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	43 200,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	84 450,00 €
2015	Soutien aux projets socialement innovants	40 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	20 000,00 €
	Montant total	318 456,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013160

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE -AIDE DE BASE- ETUDES ET CHANTIERS IDF - ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DES CENTRES SPORTIFS DES XIIEME ET XXEME ARR. DE PARIS - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	343 000,00 €	6,59 %	22 600,00 €
	Montant Total de la subvention		22 600,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETUDES ET CHANTIERS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PLACE JULES VALLES
91000 EVRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice NICOLAS, Président

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 44066204700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Chantier d'insertion Entretien des espaces verts des centres sportifs des XIIème et XXème arrondissements de Paris

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
1 - Mise en activité progressive et un accompagnement renforcé pour une insertion socioprofessionnelle réussie;
2 - Développer l'autonomie des personnes en les rendant responsables de leurs activités, de leur parcours;
3 - Mettre en place une action solidaire, une action d'insertion socioprofessionnelle, qui encourage une

implication active des jeunes et des adultes à la valorisation du patrimoine de la ville;
4 - Participer à la mise en œuvre de la gestion différenciée de la ville de Paris sur ses équipements sportifs.

Description :
L'association collabore avec la ville de Paris afin de poursuivre trois objectifs principaux dont l'échéance est à plus ou moins long terme :
- application des principes de la gestion différenciée ;
- augmentation de la biodiversité ;
- accueil de salariés afin d'améliorer leur bien-être.
Le chantier aura lieu sur les équipements sportifs des 12ème et 20ème arrondissements. Il s'agit d'entretenir les espaces autour des aires sportives : la superficie d'entretien est de 5,5 ha.
L'association suit le cahier des charges de la Direction des Espaces Verts de Paris : la gestion différenciée des espaces est au cœur de cette activité:
- Gazons : tonte, découpe, désherbage manuel, fumure, aération, scarification, semis, réfection ;
- Taille : haies, plantes vivaces, plantes grimpantes et massifs arbustifs ;
- Arrachage des rejets ;
- Décoration florale saisonnière ;
- Arrachage végétaux morts ;
- Plantations arbustes et fleurs ;
- Ramassage des déchets et mise en compost.
Afin d'avoir un meilleur accompagnement professionnel par l'encadrant technique, il est prévu que l'équipe soit en demi-groupe deux demi-journée par semaine.

ENCADREMENT :
Un encadrant technique à plein temps aidé par un assistant est chargé de :
- Préparation et encadrement technique du chantier ;
- Recrutement, accueil, encadrement, accompagnement socioprofessionnel des salariés en insertion en binôme avec l'accompagnateur socio-professionnel ;
- Participation au suivi et au bilan de l'action en binôme avec l'accompagnateur socio-professionnel ;
- Un Contrat d'Insertion Professionnel (CIP) à mi-temps chargé des formations collectives et de l'accompagnement individuel.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
1 Encadrant technique : 1 ETP;
1 assistant technique : 1 ETP;
1 accompagnateur socio professionnel : 0,5 ETP;
1 coordinateur insertion : 0,2 ETP;
1 coordinateur technique 0,1 ETP;
1 coordinateur sécurité : 0,1 ETP;
Fonctions support : secrétariats, compta : 0,2 ETP;
Direction : 0,2 ETP.

Moyens techniques :
L'association possède des bureaux de 140m2, 20 place Jules Vallès à Evry et des locaux d'archivage et de stockage plus des bureaux au 10, place Jules Vallès à Evry.
LES LOCAUX : 2 algécos de 75 m2 situés sur le site du stade Léo Lagrange dans le 12ème arrondissement dont la fonction sera : bureau accompagnement socio-professionnel, salle de formation / réunion, vestiaires et sanitaires.
Le "local jardinier" de 30 m2 qui accueille le coin cuisine, les sanitaires et vestiaires femmes et un local de rangement du matériel.
LE MATERIEL : 10 bicyclettes issues de l'atelier d'insertion vélos pour les déplacements d'un site à

l'autre, un camion-benne, une remorque, un échafaudage, 1 compresseur, 1 poste à souder, 4 débroussailleuses, 2 tronçonneuses, 1 tronçonneuse d'élagage, 4 tailles-haies, 2 tondeuses, 2 souffleurs, outillage de travaux d'espaces verts (bêches, fourches, sécateurs, haches, binettes, pelles, pioches, râteaux, cisailles.) outillage d'atelier mécanique pour réparation de machines (tournevis, peines, établi, marteaux), 1 tondeuse auto-portée, 2 tondeuses auto-tractées, 3 brouettes, 2 ordinateurs, 1 imprimantes, consommables (encres, papiers...)

Outre l'équipement individuel obligatoire lors des activités de terrain (chaussures de sécurité, pantalon de travail…), chaque agent sera équipé de protections individuelles lors des actions spécifiques le nécessitant (par exemple le pantalon anti-coupures lors des travaux de bûcheronnage).

Intérêt régional :
-Gestion des ressources naturelles : eau et énergie essentiellement pour ce qui concerne ce chantier.
Sur les chantiers espaces verts, utilisation de BRF (Bois Raméal fragmenté) et de paillage qui limitent l'évaporation et la pousse des adventices elles-mêmes consommatrices d'eau.
Lorsque l'association replante, elle utilise le plus possible des espèces et essences peu consommatrices d'eau.
Elle a systématisé l'utilisation des ampoules basse consommation depuis deux ans et banni les halogènes des bureaux des bases de vie du chantier et des bureaux du siège.
Le travail est essentiellement manuel. La mécanisation n'intervient que quand les actions demandent une puissance importante et pour préserver la santé des salariés.

- Biodiversité
La Direction des Espaces Verts et de l'environnement de la ville de Paris a une politique de préservation de la biodiversité dans les parcs et jardins : lors des replantations demandées par le bailleur d'ouvrage, l'association favorise les essences arbustives à baies qui sont autant de lieux de nidification pour l'avifaune et de lieux d'alimentation notamment pour les passereaux mais aussi pour l'entomofaune.
- Pollutions et nuisances
Elle organise le transport des salariés sur les sites par bicyclettes (issues de l'atelier d'insertion vélos des Ulis) ou par les transports en commun. Les risques environnementaux que peuvent générer leurs activités concernent les pollutions de l'eau : pas de produits phytosanitaires et de l'air par l'utilisation de véhicules. Aucun intrant ni pesticides de synthèse, choix de variétés adaptées au sol, aux saisons et au climat. Peu de mécanisation et donc d'apport de gaz à effet de serre, choix de variétés favorisant l'installation d'insectes et d'oiseaux.
- Animations nature
- Signataires charte biodiversité de la région.
L'ensemble des sept subventions EIE, votées lors de cette commission, donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants (plafond maximal de recrutement).

Public(s) cible(s) :
Demandeurs d'emploi ayant des difficultés sociales d'accès à l'emploi, orientés par des partenaires emploi du territoire: Pôle Emploi, Missions locales, PLIE.
12 personnes très éloignées de l'emploi dont 60 % de bénéficiaires de RSA socle et l'autre partie – de 26 ans.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	11 500,00	3,35%
Charges exterieures	4 800,00	1,40%
Autres charges de gestion courante	15 845,00	4,62%
Impôts et taxes	5 600,00	1,63%
Salaires et charges	268 851,00	78,38%
Charges salariés en insertion	6 250,00	1,82%
Charges indirectes	30 154,00	8,79%
Total	343 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention État CDDI (sollicitée)	167 555,00	48,85%
Subvention Commune de Paris (sollicitée)	80 000,00	23,32%
Subvention Département de Paris (sollicitée)	46 000,00	13,41%
Subvention Région EIE (sollicitée)	22 600,00	6,59%
OPCA + FLES	15 845,00	4,62%
Agence de l'Eau	11 000,00	3,21%
Total	343 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	E-inclusion - Fonctionnement	7 880,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	22 120,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	167 412,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	11 737,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	23 000,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	210 195,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	260 218,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	11 230,00 €
	Montant total	713 792,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013246

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE- APPROCHE - CHANTIER D'INSERTION RESSOURCERIE - ANNEE 3

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	870 450,00 €	2,01 %	17 500,00 €
		Montant Total de la subvention	17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APPROCHE
Adresse administrative : 90 BIS AVENUE BARBES
94100 SAINT MAUR DES FOSSES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ANNE CHRISTINE BANDIN, Présidente

Date de publication au JO : 11 novembre 1992

N° SIRET : 41214151700026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : APPROCHE est un Chantier d'insertion basé sur une activité de Ressourcerie. La demande concerne une aide de base année 3 pour cofinancer l'encadrement nécessaire à l'acquisition de compétences.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Depuis 1992, l'association APPROCHE agit contre l'exclusion.
Dès 1998, APPROCHE oriente son action sur un projet de réinsertion par le travail. Depuis cette date, l'association assure la conduite d'un Chantier d'Insertion sur une activité de Ressourcerie (collecte de matériel, valorisation, revente à petits prix et sensibilisation au réemploi).
Le Chantier d'Insertion/Ressourcerie répond à des préoccupations sociales, économiques et

environnementales. Il s'inscrit comme un acteur du développement durable sur son territoire.
Ses objectifs sont multiples et répondent à des besoins concrets :
- Accompagner, encadrer et former les salariés en parcours professionnel en vue de faciliter leur insertion sociale et professionnelle. Plus de 180 salariés en insertion ont travaillé à APPROCHE depuis la création du chantier;
- Détourner le maximum de tonnages de la mise en décharge ou de l'incinération par la valorisation du matériel collecté et la sensibilisation au réemploi. 285 tonnes de matériel ont été collectées en 2015 et 89 % du matériel a été valorisé par la Ressourcerie;
- Poursuivre son rôle d'utilité sociale en proposant des biens d'équipements à prix solidaires et en créant des liens sociaux de proximité. 150 personnes viennent dans le local de vente chaque après-midi.

Description :
APPROCHE constitue une première marche du retour à l'emploi pour les personnes rencontrant des difficultés sociales et professionnelles.
La recherche des conditions pour une insertion durable repose sur la mise en situation de travail conjuguée à un accompagnement social et professionnel individualisé ainsi qu'au suivi de formations.

L'activité de Ressourcerie, support de la resocialisation, joue un rôle pédagogique essentiel.
La mise en situation de travail se fait à partir de matériels divers récupérés (meubles, vêtements, vaisselle, etc.) avec des activités d'enlèvement et livraison, tri, revalorisation et vente. Elle s'organise autour de différents pôles : Accueil et Commerce (développe les compétences de vente) ; Valorisation (métiers de techniques de tri) ; Enlèvement et livraison (métiers du transport et déménagement). Les salariés sont recrutés en contrat CDDI 26h/semaine. Cette expérience dans un environnement qui se rapproche de l'entreprise, lui permet de se mettre dans une dynamique de travail et d'apprentissage.

L'accompagnement a pour objectif principal de permettre aux personnes d'accéder, de retrouver ou de consolider une autonomie dans leur vie quotidienne et professionnelle. Il s'agit de poursuivre le parcours d'insertion de la personne, devenue salariée, en utilisant ce statut comme moteur et en le structurant par des objectifs définis avec elle et les partenaires repérés.
L'encadrement professionnel a pour objectifs de : permettre aux personnes de se mettre dans une dynamique de travail et d'apprentissage des règles de l'entreprise ; favoriser l'acquisition de compétences ; développer des capacités de réflexion, d'analyse.

Les formations ou les ateliers proposés sont réalisés sur le temps de travail, en individuel et/ou groupe. Ils permettent une reprise de confiance individuelle et un développement des compétences pour favoriser l'insertion.

Moyens mis en œuvre :
Nombre d'ETP : Le chantier d'insertion est conventionné pour 15 ETP en 2016
Nombre d'ETP d'encadrants : 3 ETP (1 coordinatrice ; 2 encadrantes techniques). Ils ont pour objectif d'inscrire les salariés en insertion dans une dynamique d'emploi afin qu'ils acquièrent l'autonomie nécessaire à l'exercice d'une activité professionnelle. Ils forment et accompagnent les salariés sur les postes de travail en développant leurs savoirs, en évaluant leurs compétences et en travaillant en étroite collaboration avec l'équipe chargée du suivi social et professionnel. Les encadrants participent également aux réunions de coordination de l'équipe permanente. Celles-ci ont pour objectifs de veiller à la cohérence des actions engagées, de vérifier l'adéquation des projets professionnels des salariés par rapport aux évaluations sur poste réalisées par les encadrants et d'identifier les besoins de formations
complémentaires. Ils élaborent les attestations de compétences données à la fin de contrat des salariés en parcours. Les encadrants organisent le travail de leur équipe afin de réaliser à la fois leur mission pédagogique et leurs objectifs de production.
Nombre d'ETP d'accompagnement social et professionnel : 1,3 ETP (0,8 Chargée d'accompagnement ; 0,5 prestataire psychologue du travail sur une mission d'accompagnement à l'emploi)

Intérêt régional :
Le Chantier d'Insertion APPROCHE est basé sur une activité de Ressourcerie.

La Ressourcerie est ancrée dans le développement local par les partenariats qu'elle est amenée à développer avec les collectivités, entreprises, et associations. Cette activité permet de détourner des déchets de la mise en décharge ou de l'incinération pour les réemployer ou les recycler par les filières adéquates en préservant ainsi les ressources naturelles.
Le chantier a aussi un rôle d'éducation à l'environnement et de promotion de l'écocitoyenneté. L'association développe du lien social et de la solidarité sur son territoire.
En 2015, APPROCHE a collecté 285 tonnes de matériel et en a valorisé 89 %. Cette valorisation est réalisée par le tri, la revente à prix solidaire dans le magasin de la structure mais aussi par les partenariats avec d'autres structures du réemploi ou du recyclage.
L'association a noué un partenariat avec la ville de Saint-Maur-des-Fossés pour la mise en place de conteneurs de récupération textile sur la voie publique et l'installation d'un conteneur de réemploi dans la déchetterie municipale.
Le sensibilisation à l'environnement et la promotion de l'écocitoyenneté sont aussi des actions réalisées chaque jour. L'association intervient auprès de groupes scolaires du territoire pour présenter ce qu'est une Ressourcerie et le réemploi des déchets.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le public embauché par APPROCHE est un public :
-jeune de moins de 26 ans en grande difficulté;
-allocataire du RSA;
-demandeur d'emploi de longue durée;
-pris en charge au titre de l'aide sociale;
-personnes de bas niveaux de qualification (niveau V et infra).
Le recrutement des salariés est réalisé en lien avec le pôle-emploi ainsi que dans la continuité du travail partenarial.

Localisation géographique :
- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	23 883,00	2,74%
Charges exterieures	81 301,00	9,34%
Autres charges de gestion courante	52 144,00	5,99%
Impôts et taxes	11 485,00	1,32%
Salaires et charges de personnel	623 827,00	71,67%
Charges diverses de gestion courante	2 572,00	0,30%
Dotations aux amortissements et aux provisions	75 238,00	8,64%
Total	870 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Produits d'exploitation	307 258,00	35,30%
Subvention Commune Saint Maur-des-Fossés(sollicitée)	22 140,00	2,54%
Subvention Département 94 (sollicitée)	45 000,00	5,17%
Subvention Région EIE (sollicitée)	17 500,00	2,01%
Subvention État (sollicitée)	344 114,00	39,53%
Dons et adhésions	48 000,00	5,51%
Produits financiers	4 500,00	0,52%
Divers	26 961,00	3,10%
Reprises sur amortissements et provisions	54 977,00	6,32%
Total	870 450,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	45 680,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
	Montant total	80 680,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013924

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE - PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE - DES FLEURS BIO, LOCALES ET SOLIDAIRES AU SERVICE DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	541 132,00 €	3,23 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS COCAGNE FLEURS DE COCAGNE AVRAINVILLE
Adresse administrative : 22 RUE DE LA MARE 91630 AVRAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Sébastien PROT, Directeur

Date de publication au JO : 7 août 2004

N° SIRET : 50045854200049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Fleurs de Cocagne : des fleurs bio, locales et solidaires au service de l'insertion professionnelle en Ile-de-France.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multipartenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Ile-de-France.

Objectifs :
Permettre aux femmes d'avoir accès à une structure d'insertion, dont l'objectif est de créer un marché de fleurs biologiques utilisant un support pédagogique valorisant et esthétique. Par ailleurs, il protège l'environnement et crée de l'emploi en Ile-de-France.

Description :
Les Fleurs de Cocagne d'Avrainville a débuté son activité au 1er trimestre 2014. Dans le cadre de la mise en place de ce chantier d'insertion particulièrement innovant et relevant d'une véritable recherche de développement social, le projet a besoin d'une aide pour le démarrage de l'activité. Le site d'implantation retenu est celui d'une ancienne exploitation horticole datant des années 70 et sur laquelle, l'établissement Fleurs de Cocagne va commencer l'exploitation sur une location. Un bâtiment d'exploitation de 1000 m2 répartis sur deux étages, une surface de terres de près 8ha et près de 8000m2 de serres constituent l'outil de travail.

Moyens mis en œuvre :
Nombre de postes : 4
Nombre encadrant : 2

Subvention sollicitée: L'association sollicite une aide à l'encadrement pour le fleuriste, qui était salarié au sein de l'association Paris Cocagne, à Magny-les-Hameau et qui est devenu au courant du mois de mai 2014, l'encadrant fleuriste de Fleurs de Cocagne à Avrainville.

Intérêt régional :
Le projet s'inscrit dans la démarche de Circuit courts et de développement des surfaces agricole en bio. L'association contribue à revitaliser un secteur d'activité en perte de vitesse en Ile-de-France avec l'arrêt d'exploitations horticoles.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Des femmes, rencontrant des difficultés d'ordre professionnel, social ou personnel.

Localisation géographique :
- CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	51 298,00	9,48%
Charges externes	40 645,00	7,51%
Autres charges externes	8 535,00	1,58%
Impôts et taxes	3 577,00	0,66%
Salaires et charges de personnel	424 735,00	78,49%
Charges de gestion courante	525,00	0,10%
Dotations aux amortissements et aux provisions	11 817,00	2,18%
Total	541 132,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Vente de marchandises, produits finis, prestations de services	70 340,00	13,00%
Subvention Intercommunalité Coeur d'Essonne (sollicitée)	40 000,00	7,39%
Subvention Département 91 (sollicitée)	99 000,00	18,29%
Subvention Région EIE (sollicitée)	17 500,00	3,23%
Subvention Région autres (sollicitée)	14 285,00	2,64%
Subvention État (sollicitée)	223 539,00	41,31%
Fondations privées	35 000,00	6,47%
PAC	10 000,00	1,85%
Autres produits	31 468,00	5,82%
Total	541 132,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	29 000,00 €
2015	Aide à la certification biologique	583,20 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	49 500,00 €
	Montant total	79 083,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013936

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EIE - AIDE DE BASE - PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON - JARDIN DE COCAGNE DE LIMON - ANNEE 2

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Emploi Insertion Environnement (EIE)	957 471,00 €	1,83 %	17 500,00 €
	Montant Total de la subvention		17 500,00 €

Imputation budgétaire : 937-71-6574-171008-200
17100802- Emplois d'insertions en environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS COCAGNE JARDIN COCAGNE DU LIMON
Adresse administrative : 4 RUE DES ARPENTIS
91430 VAUHALLAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-GUY HENCKEL, Président

Date de publication au JO : 20 juillet 2004

N° SIRET : 50045854200031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Emploi Insertion Environnement (EIE)
Rapport Cadre : CR41-09 du 06/05/2009

Objet du projet : Atelier et Chantier d'Insertion "Jardin de Cocagne de Limon" (agriculture biologique) - Vauhallan (91) Structure Paris Cocagne Année 2 : 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Etant donné qu'il s'agit d'un projet multi partenarial, l'association a dû démarrer sans attendre les accords du financement de la Région Île-de-France.

Objectifs :
- Objectifs généraux du Jardin de Cocagne du Limon :
Accompagné par des consultants et des experts, le Réseau Cocagne a défini une nouvelle stratégie de développement et d'essaimage dont le Jardin de Cocagne de Limon est le projet pilote. A la fois laboratoire de recherche-développement, modèle pour l'essaimage de nouveaux Jardins et lieu

d'application du futur centre de formation, il représente une opportunité pour poursuivre la mission de lutte contre les exclusions que mène les Jardins de Cocagne.

- Objectifs d'insertion professionnelle :
Concernant les bénéficiaires en insertion, le Jardin accueille des personnes de tous âges en situation précaire et rencontrant des difficultés d'ordre professionnel, social ou personnel. A travers la production de légumes biologiques, distribués sous forme de paniers hebdomadaires à des adhérents-consommateurs, le Jardin permet à ces personnes de retrouver un emploi et de (re)construire un projet professionnel et personnel.
Quelques chiffres clefs du bilan social 2015 : 41 personnes accompagnées, 49% de femmes, 73% de18-26 ans, 61% en recherche d'emploi depuis plus de deux an, 66% des personnes sont sans diplôme à leur arrivée, 58% de taux de sortie dynamique avec 4 sorties en CDI et 2 en CDD.

- Objectifs environnementaux :
Le Jardin de Cocagne de Limon est installé à Vauhallan en Essonne (91) dans l'ancienne ferme de l'Abbaye Bénédictine St Louis du Temple.
Il se situe au cœur des 2300 hectares agricoles sanctuarisés du Plateau de Saclay dans le cadre de l'OIN du Grand Paris. L'exploitation a obtenu le label agriculture biologique en 2013. L'ensemble de l'aménagement du site (bâtiment, exploitation, aménagement paysager...), ainsi que les activités quotidiennes de l'association s'inscrivent dans une démarche proactive de sensibilisation au développement durable.

Description :
Le Jardin de Cocagne de Limon est un jardin biologique et solidaire à vocation d'insertion sociale et professionnelle.

En développant une action sociale, économique, environnementale et en recréant du lien social, le Jardin de Limon se situe résolument au cœur de l'économie solidaire et du développement durable.

Le Jardin de Cocagne de Limon s'inscrit dans le projet global de la Maison Cocagne qui regroupe :
- Le Jardin de Cocagne de Limon, Jardin d'insertion, de formation et d'innovation;
- Table de Cocagne, restaurant biologique d'insertion;
- Le siège National du Réseau Cocagne et son Centre de formation National.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe du Jardin de Limon est composée :
- d'une coordinatrice/responsable d'exploitation
- de 4 ETP encadrants maraîchers, dont un contrat de professionnalisation « Conduite en maraîchage biologique et commercialisation », formation créée par le Réseau Cocagne et le CFPPA-UFA de Brie-Comte-Robert
- d'une accompagnatrice socio-professionnelle
- d'une secrétaire animatrice du réseau d'adhérents
- d'un chargé de mission sur la recherche de fonds et l'appui administratif en contrat d'alternance.

Le Jardin de Limon doit continuer à s'équiper pour assurer la montée en charge et atteindre ses objectifs de développement tout en améliorant les conditions de travail pour l'ensemble des salariés. La prochaine étape est la finalisation du système d'irrigation plein champs alimenté par un forage et deux bassins, indispensable pour la production en haute saison.

Le financement de la Région Ile-de-France permet le bon développement du Jardin sur les volets suivants :
- Investissements : en 2015, l'aide de la Région a permis l'acquisition de véhicules pour le transports de salariés et les livraisons de paniers de légumes, et d'outils agricoles mécaniques qui rendent possible la montée en charge des activités tout en diminuant la pénibilité du travail notamment pour les femmes.
- Encadrement technique : Le soutien de la Région permet de participer au financement des postes

d'encadrement technique sur les années 2015, 2016 et 2017. En effet, avec l'augmentation du nombre de salariés en insertion accueillis chaque année, il est proposé de consolider l'équipe d'encadrement de l'association avec des encadrants maraîchers expérimentés tout en formant des jeunes à ce métier.

Intérêt régional :
Le projet du Jardin de Cocagne de Limon, exploitation maraichère en agriculture biologique, inscrit dans un site doublement classé, avec un bâtiment en éco-construction et un aménagement paysager adapté au site, répond aux enjeux régionaux sur les thématique suivantes :
- solidarité et emploi;
- développement perenne du territoire;
- préservation et éducation à l'environnement;
- agriculture biologique;
- production et consommation locale;
- Eco-citoyenneté.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les ouvriers-maraîchers en contrat CDDI dans le cadre de l'activité d'insertion sont les premiers bénéficiaires du Jardin de Limon avec 19,9 ETP conventionnés pour 2015 et 2016.
Conformément aux critères d'éligibilité des contrats d'insertion, et dans un souci de lutter contre toute forme de discrimination, le Jardin de Cocagne de Limon est ouvert à des personnes de tous âges, femmes et hommes, qui se trouvent en situation précaire : bénéficiaires des minima sociaux, personnes accueillies en Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale (CHRS), personnes sans revenus, chômeurs de longue durée, personnes sous main de justice, travailleurs handicapés...

De plus, le Jardin du Limon, de par sa spécificité, touche un public beaucoup plus large :
- Les adhérents-consommateurs reçoivent chaque semaine un panier de légumes frais, biologiques, de saison;
- Les étudiants stagiaires du certificat de professionnalisation : 15 par promotion/an;
- Les porteurs d'un projet « Jardin de Cocagne » : 8 à 10 nouveaux projets par an;
- Les porteurs d'autres projets d'innovation sociale et environnementale (Cocagne Innovation, Restaurants, etc.);
- Les salariés du Réseau et des Jardins de Cocagne (encadrants techniques, directeurs…) lors des formations dispensées;
- Le public extérieur concerné par les séminaires (décideurs de l'entrepreneuriat social, militants et sympathisants des thématiques Développement Durable, etc.).

Localisation géographique :
- CA COMMUNAUTE PARIS-SACLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	163 699,00	17,10%
Charges extérieures	45 635,00	4,77%
Impôts et taxes	6 204,00	0,65%
Salaires et charges de personnel	620 394,00	64,80%
Dotations aux amortissements et aux provisions	69 457,00	7,25%
Autres charges de gestion courante	52 082,00	5,44%
Total	957 471,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes et prestations	249 870,00	26,10%
Subvention État (sollicitée)	427 942,00	44,70%
Subvention Département 91 (sollicitée)	139 350,00	14,55%
Subvention Région EIE(sollicitée)	17 500,00	1,83%
CAPS Insertion	20 000,00	2,09%
FSE	15 000,00	1,57%
Aides spécifiques agricoles	4 921,00	0,51%
Autres fonds publics	20 000,00	2,09%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	44 758,00	4,67%
Transfert de charges	18 130,00	1,89%
Total	957 471,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la certification biologique	420,80 €
2015	Aide à la certification biologique	420,80 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	50 000,00 €
	Montant total	50 841,60 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

CONVENTION TYPE

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX DATE DE VOTE DE LA SUBV,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS(signataire de la convention)
dont le statut juridique est :
N° SIRET : XXXXXXXX XXXX
Code APE : XX.XXX SI RENSEIGN2 SUR LE TIERS
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE DU TIERS
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM,FONCTION (représentant signataire conventions
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien des structures dans le secteur de l'environnement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR108-13 du 21 novembre 2013.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER SINON LIBELLE (référence dossier n°XXXXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX DE SUBVENTION % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE €, soit un montant maximum de subvention MONTANT SUBVENTIONNE €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aide Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part, des instances de décision et d'autre part, de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Informer la région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat etc.) dans leur déroulement.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

A l'exception des subventions inférieures à cinq mille euros et ayant fait l'objet d'un versement automatique lors de leur notification, le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Dans le cas d'une demande de solde, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit.

Pour les personnes morales de droit public, l'état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal du bénéficiaire doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre des stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes de droit privé, le versement du solde est également subordonné à la production du compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire. Ainsi que d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 22 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Dans le cas d'avances, les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DU VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou le cas échéant par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Si le tiers est une personne morale de Droit privé : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
Si le tiers est une personne morale de Droit public : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE DE LA SUBV.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
LIBELLE DU TIERS
CIVILITE PRENOM NOM,FONCTION(représentant, signataire convention)

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-406

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE LA PREVENTION ET DE LA VALORISATION DES DECHETS
TROISIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'union européenne aux aides des minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général

VU Le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

VU Le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité

VU Le régime cadre exempté de notification N° SA.40405 relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'environnement et notamment ses articles L 541-13 et suivants ;

VU La délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011 relative à la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets ;

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 portant approbation du CPER 2015-2020

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CR 22-16 du 17 mars 2016 relative à la simplification des dispositifs d'aide régionale par la suppression de la modulation ;

VU La délibération CR 127-16 du 7 juillet 2016 relatif au dispositif région Ile-de-France propre et à la mise en œuvre du fonds propreté ;

VU La délibération CP n°15-295 du 17 juin 2015 relative à la signature d'une convention de partenariat global avec la chambre de commerce et d'industrie paris Ile-de-France ;

VU La délibération CP 16-158 du 18 mai 2016 relative à l'adoption de nouvelles conventions types ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2016 ;

VU Le rapport CP 16-406 présenté par madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

VU L'avis de la commission de l'environnement et de l'aménagement ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien régional à la prévention et à la valorisation des déchets, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 242 613,40 €** et subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types approuvées par délibération CP n°16-158 du 18 mai 2016 et autorise la présidente du Conseil Régional à les signer.

Article 2:

Affecte un montant d'autorisations de programme de **966 749,52 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière de Déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action « Optimisation de la gestion des déchets » (472001063) du budget 2016. Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020 :

- Volet 3 « Transition écologique et énergétique »
- Sous volet 32 « Economie circulaire et économie des ressources »
- Code projet 322 « recyclage et valorisation des déchets »

Pour un montant de **966 749,52 €,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **234 463,88 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière de Déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action « Prévention des déchets (472001053) du budget 2016. Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020 :

- Volet 3 « Transition écologique et énergétique »
- Sous-volet 32 « Economie circulaire et économie des ressources »,
- Code projet 321« stratégie prévention des déchets »

Pour un montant de **234 463,88 €,** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **41 400,00 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », sous-fonction 72 « Actions en matière de Déchets », programme PR 72-001 (472001) « Prévention et gestion des déchets », action « Prévention des déchets » » (472001053) du budget 2016,
Ces affectations relèvent du CPER 2015-2020

-Volet 3 « Transition écologique et énergétique »
-Sous-volet 32 « Economie circulaire et économie des ressources »
- Code projet 321 « Stratégie prévention déchets »,

Pour un montant de **41 400,00 €** conformément à l'état récapitulatif joint en annexe

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES OPERATIONS SUBVENTIONNEES

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-406	Budget	2016

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**472001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**472001053 - Prévention des déchets**

Dispositif : N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)

Dossier	16009636 - CREATION D'UNE RESSOURCERIE			
Bénéficiaire	P0029297 - LA MINE			
Localisation	ARCUEIL			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	148 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
495 000,00 €	HT	30 %	148 500,00 €	

Dossier	16012829 - LA COLLECTERIE : DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE PRODUCTION			
Bénéficiaire	P0023497 - LA COLLECTERIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	21 005,10 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 017,00 €	TTC	30 %	21 005,10 €	

Dossier	16012873 - ELABORATION DU PROGRAMME LOCAL PREVENTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DU SIEED (78)			
Bénéficiaire	P0035022 - SYNDICAT INTERCOMMUNAL D EVACUATION ET D ELIMINATION DES DECHETS DE L OUEST YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	5 792,50 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 550,00 €	HT	35 %	5 792,50 €	

Dossier	16012877 - DEVELOPPEMENT DE LA RESSOURCERIE 2MAINS A AULNAY-SOUS-BOIS (93)			
Bénéficiaire	P0015115 - 2MAINS			
Localisation	AULNAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 000,00 €	TTC	30 %	22 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-406	Budget	2016

Dossier	16012894 - CREATION D'UN ATELIER VELO PAR L'ASSOCIATION LA PETITE ROCKETTE (75)			
Bénéficiaire	P0007781 - LA PETITE ROCKETTE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	30 %	12 000,00 €	

Dossier	16012896 - ACTIONS DE PREVENTION DES BIODECHETS DU SIREDOM			
Bénéficiaire	R12746 - SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	24 666,28 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 475,08 €	HT	35 %	24 666,28 €	

Total sur le dispositif N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	234 463,88 €

Total sur l'imputation 907 - 72 - 472001 - 472001053	234 463,88 €

Chapitre	**937 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**472001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**472001053 - Prévention des déchets**

Dispositif : N° 00000356 - Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)

Dossier	16009660 - ACTION EXPERIMENTALE DE COMPOSTAGE COLLECTIF DE BIODECHETS DE RESTAURATION			
Bénéficiaire	P0023453 - CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION			
Localisation	FRESNES			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	HT	40 %	14 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-406	Budget	2016

Dossier	16011805 - REALISATION ET DIFFUSION DU GUIDE « ACHETER DES BIENS REPARABLES ET FAIRE REPARER SES BIENS EN ILE DE FRANCE				
Bénéficiaire	R29590 - LES AMIS DE LA TERRE MUNDO M 3EME ETAGE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD				
Montant total	5 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 256,00 €	TTC		11,05 %	5 000,00 €	

Dossier	16012823 - : ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN PLACE D'ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE EN RESTAURATION COLLECTIVE PAR LE SYNDICAT EMERAUDE				
Bénéficiaire	R4956 - SYNDICAT EMERAUDE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets - Hors CPRD				
Montant total	22 400,00 €			Code nature	65734
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 000,00 €	TTC		40 %	22 400,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000356 - Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	41 400,00 €

Total sur l'imputation 937 - 72 - 472001 - 472001053	41 400,00 €

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**72 - Actions en matière des déchets**
Programme	**472001 - Prévention et gestion des déchets**
Action	**472001063 - Optimisation de la gestion des déchets**

Dispositif : N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)

Dossier	16008078 - MISE EN ŒUVRE D'ATELIERS REGIONAUX POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE ET LE RECYCLAGE DES DECHETS PAR L'ASSOCIATION AAA				
Bénéficiaire	R36427 - AAA - ATELIER D'ARCHITECTURE AUTOGEREE				
Localisation	HAUTS DE SEINE				
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD				
Montant total	40 000,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
163 000,00 €	TTC		24,54 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-406	Budget	2016

Dossier	16009678 - CREATION D'UN CENTRE DE TRI			
Bénéficiaire	R12746 - SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES			
Localisation	ETAMPES			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	27 991,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 975,00 €	HT	35 %	27 991,00 €	

Dossier	16012821 - ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA DEFINITION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DES UNITES DE GESTION DES DECHETS DU SMITOM NORD SEINE ET MARNE			
Bénéficiaire	R10488 - SMITOM SYNDICAT MIXTE TRAIT ORDURES NORD SEINE ET MARNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	78 960,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
225 600,00 €	TTC	35 %	78 960,00 €	

Dossier	16012825 - CONSTRUCTION D 'UNE DECHETERIE A ETRECHY PAR LE SIREDOM			
Bénéficiaire	R12746 - SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES			
Localisation	ETRECHY			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 195 800,00 €	HT	29,27 %	350 000,00 €	

Dossier	16012826 - CONSTRUCTION D'UNE DECHETERIE A SAINT-GERMAIN LES ARPAJON PAR LE SIREDOM			
Bénéficiaire	R12746 - SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES			
Localisation	SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	350 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 793 553,00 €	HT	19,51 %	350 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-406	Budget	2016

Dossier	16012827 - MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES EN HABITAT COLLECTIF SUR LA VILLE DE TRAPPES (78)			
Bénéficiaire	R7382 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN EN YVELINES			
Localisation	TRAPPES			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	20 %	24 000,00 €	

Dossier	16012830 - MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES POUR LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES, DES EMBALLAGES ET DU VERRE A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78)			
Bénéficiaire	R31789 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA BOUCLE-DE-LA-SEINE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	50 700,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
253 500,00 €	HT	20 %	50 700,00 €	

Dossier	16012867 - MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR LE SYNDICAT TRI-OR			
Bénéficiaire	P0010132 - SYNDICAT TRI-OR			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	24 825,12 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
124 125,60 €	TTC	20 %	24 825,12 €	

Dossier	16012870 - MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR LA S.A D'HLM BATIGERE			
Bénéficiaire	R18884 - BATIGERE SAREL			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets - Hors CPRD			
Montant total	20 273,40 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 367,00 €	HT	20 %	20 273,40 €	

Total sur le dispositif N° 00000353 - Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	966 749,52 €

Total sur l'imputation 907 - 72 - 472001 - 472001063	966 749,52 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011805

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REALISATION ET DIFFUSION DU GUIDE « ACHETER DES BIENS REPARABLES ET FAIRE REPARER SES BIENS EN ILE DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	45 256,00 €	11,05 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-6574-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DE LA TERRE
Adresse administrative : 47 AVENUE PASTEUR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FLORENT COMPAIN, PRESIDENT

Date de publication au JO : 4 juillet 1970

N° SIRET : 30926677300097

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de la loi relative à la consommation du 17 mars 2014 et à la loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (TECV) du 17 août 2015, de nouvelles informations sur la disponibilité des pièces détachées et sur les conditions de garantie doivent être délivrées aux consommateurs pour les aider à faire le choix de biens réparables.

Une première enquête réalisée fin 2015 par les Amis de la Terre a montré que l'information sur la disponibilité des pièces détachées n'était pas toujours disponible.

Pour aider les consommateurs franciliens à se repérer et comprendre les affichages lors de l'acte d'achat, les Amis de la Terre souhaitent réaliser et diffuser un guide d'autant plus que la région Île-de-France enregistre les chiffres de collecte des Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques (DEEE) les plus bas de France, avec 3,6 kg de déchets collectés par an et par habitant en 2014 alors que chaque Français produit 20 kg de DEEE par an. De plus, d'après une enquête réalisée par l'ADEME, 66% des

objets tombés en panne sont jetés, alors qu'ils pourraient être facilement réparés.

Description :
Le guide sera composé de différentes parties :

- Rappel sur la prévention des déchets, sur la nécessité de bien évaluer ses besoins au moment de l'achat, et sur la nécessité de privilégier les biens de seconde main

- Informations dont le consommateur doit disposer sur la réparabilité et la durabilité des biens avec mise en avant d'exemples de fabricants et de distributeurs respectant les obligations d'informations sur la réparabilité et sur la mise à disposition de pièces détachées dans la durée (mise à jour d'un classement des distributeurs et fabricants)

- Présentation des différentes possibilités qui s'offrent aux consommateurs en cas de panne (hors ou sous garantie) avec des exemples d'adresses franciliennes et renvoi vers les annuaires type Recup-ID développés par le Conseil Régional Île-de-France, la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat et le SYCTOM.

Moyens mis en œuvre :
Le guide sera accessible en version dématérialisée et fera l'objet d'une impression à 5 000 exemplaires pour diffusion par les bénévoles de l'association lors des événements organisés sur le réemploi en Île-de-France. Il sera également adressé aux principaux acteurs de la vente, de la réparation et de la prévention des déchets d'Île-de-France, comme les repairs cafés ou dans les maisons de l'environnement.

Le service prévention et gestion des déchets du Conseil Régional Île-de-France sera associé au comité de relecture du guide.

Intérêt régional :
L'allongement de la durée de vie des produits contribue au développement de l'emploi local (emplois directs de réparateurs et emplois indirects liés à l'écoconception, à la formation des réparateurs ou à la logistique pour acheminer les pièces détachées).

La diffusion de ce guide contribuera à l'atteinte des objectifs de réduction des quantités de déchets du PREDMA et à la promotion du réemploi sur le territoire francilien.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
Le guide s'adresse au grand public, et notamment aux consommateurs qui s'apprêtent à acheter un appareil et qui recherchent des informations sur la qualité, la réparabilité et la durabilité d'un bien.

Les jeunes qui sont réputés être d'importants consommateurs d'équipements électriques et électroniques seront particulièrement visés par cette publication avec une charte graphique adaptée.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 2 de l'axe 1 de la politique d'aide.

Le montant de la subvention représente 11,05 % du montant total de l'opération estimé à 45 256 euros TTC, soit 5 000 euros.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	28 456,00	62,88%
Prestations extérieures dont communication et documentation	12 100,00	26,74%
Charges de structures	4 700,00	10,39%
Total	45 256,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	28 256,00	62,44%
Subvention Région prévisionnelle	5 000,00	11,05%
Subvention ADEME prévisionnelle	7 000,00	15,47%
Subvention ministère de l'écologie prévisionnelle	5 000,00	11,05%
Total	45 256,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €
2017	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	27 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	25 000,00 €
	Montant total	52 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012821

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE POUR LA DEFINITION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DES UNITES DE GESTION DES DECHETS DU SMITOM NORD SEINE ET MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	225 600,00 €	35,00 %	78 960,00 €
	Montant Total de la subvention		78 960,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001063- Optimisation de la gestion des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMITOM SYNDICAT MIXTE TRAIT ORDURES NORD SEINE ET MARNE
Adresse administrative : CHE DE LA CROIX GILLET 77122 MONTHYON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : JEAN-FRANCOIS PARIGI, Président

N° SIRET : 25770491600028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SMITOM Nord Seine et Marne est le syndicat intercommunal en charge du traitement et de la valorisation des déchets ménagers et assimilés des 184 communes du nord du département, représentant près de 404 191 habitants.
Le SMITOM Nord comprend à ce jour 10 intercommunalités :

- CC Plaines et Monts de France
- CC du Pays Fertois
- CC du Pays de l'Ourcq
- CC des Monts de la Goêle
- CA Val Agglomération
- CC du Pays Créçois
- CA du Pays de Meaux
- CC de la Brie des Morins
- SMICTOM de Coulommiers

- CA Roissy Pays de France

La réforme territoriale et la loi NOTRe ont engendré des changements dans l'organisation du SMITOM. En effet, au 1er janvier 2016, la CC Plaines et Monts de France a vu 17 de ses adhérents (sur 37) rejoindre la CA Roissy Pays de France (CARPF) située dans le Val d'Oise.
Pour l'instant, le SMITOM Nord assure le traitement des 17 communes pour le compte de la CARPF sans que celle-ci soit adhérente au SMITOM. Une convention transitoire de gestion des déchets a été signée entre le SMITOM et la CARPF.

Le contrat actuel de délégation de service public du SMITOM prend fin au 1er mars 2018 et comprend :
- Un centre de valorisation énergétique
- Un centre de tri des collectes sélectives
- Une plateforme de stockage du verre
- Une plateforme de pré-tri
- Une plateforme de compostage des déchets verts
- 4 centres de transfert
- 12 déchèteries.

L'objectif du SMITOM est de préparer au mieux son schéma de gestion des déchets ménagers, pour l'exploitation de ces équipements, et pour ce faire a décidé d'être assisté par un prestataire pour :
- la préparation et la passation de la procédure de délégation de service public,
- l'analyse des offres et de la négociation,
- le démarrage de la nouvelle DSP ou tout autre mode de gestion retenu le cas échéant.

Le prestataire retenu devra prendre en compte la nouvelle situation du SMITOM, des réflexions seront à mener sur la définition de ses besoins, ainsi que dans la planification du renouvellement du contrat d'exploitation des installations. Il devra étudier avec précision l'impact de cette nouvelle situation sur les collectivités adhérentes ainsi que sur les tonnages.

Le prestataire devra aussi prendre en compte les évolutions de la réglementation et de la législation ; le SMITOM doit réflechir aux différentes filières de traitement et à leur évolution dans les années futures (prise en compte des objectifs de la loi TECV).

Description :
Le SMITOM va lancer un marché d'étude pour la définition et le passage à la prochaine délégation de service public ou tout autre mode de gestion des unités de gestion des déchets.
Le marché sera décomposé en 3 tranches :
-une tranche ferme
-deux tranches conditionnelles.

La tranche ferme est composée par 2 phases.

Phase 1 :
Cette phase a pour principal objectif la réalisation d'un inventaire des équipements et d'un audit portant sur le volet juridique, technique et financier de l'actuelle DSP. Elle a pour but d'avoir une connaissance précise du contrat actuel et de prévoir la ou les procédures à venir.
Il s'agira notamment de réaliser:
- Un audit technique
- Un inventaire précis des équipements, qui reprendra l'inventaire initial inclus dans le contrat de DSP, précisera l'historique des travaux réalisés. Il sera complété d'un diagnostic de l'état des équipements. Les biens de reprises et de retour, seront précisés. Par ailleurs, un point sur les performances techniques des équipements sera réalisé, il tiendra compte de la durée de vie estimé, des dysfonctionnements constatés, des maintenances à réaliser ...

- Un inventaire de la fréquence des arrêts techniques (programmés ou non), des maintenances réalisées, de la durée d'intervention pour réparation, de la politique de renouvellement, de la qualité des rejets, des consommations, des moyens humains mis à disposition, de l'usage de la sous-traitance, du devenir des sous-produits, et analyse de tous ces éléments
- Une analyse de la véracité et de la conformité des comptes rendus annuels,
- Un point sur les aspects environnementaux.
- Un bilan énergétique sur la base de l'ISO 50 001.

- de réaliser un audit financier

L'audit financier devra être réalisé par un contrôleur de gestion au vu des bilans. Il permettra de contrôler les aspects financiers de la gestion de l'ensemble des équipements du point de vue du SMITOM Nord et d'appréhender l'économie du contrat. Cet audit comprendra notamment l'analyse des comptes et du plan d'amortissement.
Le titulaire du marché devra accompagner le SMITOM dans sa réflexion quant à ses modalités de facturation.

- de réaliser un audit juridique

Cet audit aura pour objectif :
- d'analyser le contrat actuel, de vérifier que les obligations contractuelles ont bien été respectées.
- de recenser l'ensemble des obligations contractuelles, réglementaires, fiscales, à auditer et à chiffrer pour permettre une sortie de contrat sereine.
- de procéder à un bilan du personnel nécessaire au fonctionnement du service, de déterminer les obligations de reprise du personnel, et d'examiner les conditions et modalités de cette reprise
- d'analyser la gestion de fin de délégation pour assurer la continuité de service ; gestion des contrats de sous-traitance en cours, états des biens
- d'analyser le renouvellement du contrat de rachat électrique et de ses modalités
- De définir des objectifs d'amélioration.

Le titulaire du marché devra évaluer la nécessité ou pas de proposer un avenant de prolongation d'un an de la DSP en cours.

Phase 2 :
Il s'agira dans cette phase d'aboutir à une définition stratégique à mettre en œuvre par le SMITOM.
- Définition des besoins du syndicat et connaissance des besoins à l'horizon de 20 ans .

Le titulaire devra au regard de la réglementation actuelle et à venir, et des orientations proposées par l'ADEME, la Région et les éco-organisme (, loi de transition énergétique pour la croissance verte, extension des consignes de tri, plan régional de réduction et de prévention des déchets, …) mesurer l'impact de ces réformes sur le schéma organisationel actuel du SMITOM (évaluation population, prévention, évolution des tonnages, réflexion sur les filières, réflexion sur la réforme territoriale) et proposer un schéma directeur de traitement des déchets sur le territoire du SMITOM à l'horizon 20 ans.

- Analyse de l'adaptabilité de l'outil et définition des travaux à réaliser

En s'appuyant sur le diagnostic technique, financier et juridique et sur les besoins du SMITOM à l'horizon 20 ans, le titulaire vérifiera l'adaptibilité de l'équipement actuel par rapport aux besoins et définira les travaux à réaliser.

- Choix du mode de passation

Les conclusions de l'audit (phase 1) ainsi que les réflexions sur les besoins du syndicat et son devenir devront permettre au titulaire de proposer le ou les modes de gestion envisageables en rappelant leurs caractéristiques, les risques et les opportunités. Le titulaire explicitera les points forts et faiblesses de chaque mode de gestion (responsabilité, souplesse, procédure, gouvernance, prise en compte de l'aspect social et obligation de reprise…). Il présentera le ou les types de contrat qui conviennent le mieux à la situation en s'appuyant sur des critères pondérés et fixés en accord avec le comité de pilotage.

A l'issue des phases 1 et 2, un rapport intermédiaire sera présenté au SMITOM.

Après validation, ce rapport sera :
- présenté à la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL),
- au Comité Syndical de lancement de la procédure, qui délibérera sur le principe de la délégation et du ou des choix des modes de gestion.

Tranche conditionnelle 1
La tranche conditionnelle 1 consistera à l'aide à la mise en concurrence. Les missions confiées seraient les suivantes :
- Rédaction de la consultation
- Analyse des offres
- Négociation
- Rédaction définitive du contrat de délégation

Tranche conditionnelle 2
Cette tranche conditionnelle comprendra la mission d'assistance à la sortie de contrat et la mission d'assistance pour la mise en œuvre du nouveau contrat.

La durée de la prestation envisagée est estimée à 27 mois (tranches fermes et tranches conditionnelles comprises).

Moyens mis en œuvre :
Le SMITOM NORD 77 est maître d'ouvrage.

Intérêt régional :
Le projet contribue à atteindre les objectifs du PREDMA, ainsi que ceux de la loi TECV tout en optimisant le service public de gestion des déchets et en maîtrisant les coûts de ce dernier.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Public(s) cible(s) :
Les habitants du territoire du SMITOM Mord 77

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 5 de la politique d'aide, le montant de l'assiette éligible est égal à 225 600 €TTC.
Soit un montant total de subvention égal à 78 960 € (taux de 35%)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations d'études	225 600,00	100,00%
Total	225 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	146 640,00	65,00%
Subvention Région prévisionnelle	78 960,00	35,00%
Total	225 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	26 320,00 €
2017	26 320,00 €
2018	26 320,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	39 436,80 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	431 430,20 €
	Montant total	470 867,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012823

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : : ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN PLACE D'ACTIONS DE LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE EN RESTAURATION COLLECTIVE PAR LE SYNDICAT EMERAUDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	56 000,00 €	40,00 %	22 400,00 €
	Montant Total de la subvention		22 400,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-65734-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT EMERAUDE
Adresse administrative : 12 RUE MARCEL DASSAULT
95130 LE PLESSIS BOUCHARD
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GERARD LAMBERT-MOTTE, Président

N° SIRET : 25950236700024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Emeraude souhaite, en sa qualité de lauréat 2015 de la démarche territoriale « zéro déchet zéro gaspillage » du Ministère de l'Environnement, accompagner les établissements de restauration collective de son territoire dans des démarches de réduction du gaspillage alimentaire.

Un objectif d'accompagnement de 10 établissements de santé et restaurants d'entreprises, et de 15 à 20 restaurants scolaires répartis dans 4 à 6 communes a été fixé d'ici à 2019.

Description :
La mise en œuvre de la démarche d'accompagnement se déroule en trois phases :

- sollicitation des restaurants scolaires communaux et d'entreprises du territoire afin d'identifier et faire émerger des initiatives de prévention du gaspillage alimentaire

- accompagnement méthodologique à la réalisation d'un diagnostic complet des déchets générés par l'activité de restauration dans les établissements qui se portent volontaires

- réalisation d'un plan d'actions, de manière collaborative avec l'ensemble des acteurs du projet, sur la base des résultats du diagnostic avec pour objectif d'atteindre une réduction du gaspillage alimentaire, mais aussi des autres déchets type emballages et consommables. Le plan d'actions inclut une dimension pédagogique et éducative, tant vis-à-vis des convives (enfants et adultes) que du personnel de restauration

La phase d'état des lieux a pour objectifs de :

- mesurer le gaspillage alimentaire avec une campagne de pesée des biodéchets d'une durée minimale d'une semaine, avec un tri par composantes (a minima retours plateaux, pain, pluches, excédents de service et de production)
- évaluer la quantité de déchets « banals » (emballages, consommables, etc.)
- analyser le fonctionnement de la restauration (achats, logistique, préparation, etc.)
- analyser le comportement des convives (enquête de comportement)
- seconde campagne de mesure pour vérifier l'efficacité des actions engagées

Les collèges et les lycées du territoire seront au fur et à mesure destinataires des résultats des travaux pour contribuer aux actions que le Département du Val d'Oise et le Conseil Régional d'Île-de-France pourraient déployer dans leurs établissements.

Moyens mis en œuvre :
Un prestataire spécialisé sera chargé d'accompagner les différents établissements volontaires dans la mise en œuvre de leurs actions de lutte contre le gaspillage alimentaire.
L'accompagnement du prestataire sera adapté aux besoins de chaque structure, et pourra prendre la forme de sessions de formation et de sensibilisation, d'ateliers d'échanges et de groupes de travail ou encore d'animations.

Les chargés de mission prévention des déchets du syndicat Emeraude assureront le suivi des conventions de partenariat qui auront été signées par les différents établissements engagés.

Intérêt régional :
Le développement d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire contribue à l'atteinte de l'objectif de diminution de 10 % des quantités de déchets ménagers et assimilés d'ici à 2020 (loi Transition Energétique pour la Croissance Verte) et de réduction du gaspillage alimentaire de moitié d'ici à 2025 (Pacte national de lutte contre le gaspillage alimentaire) qui doivent être déclinés au niveau régional dans le cadre du plan de prévention et de gestion des déchets.

Les diagnostics établis permettront d'alimenter les données de référence du gaspillage alimentaire par catégorie d'établissement et orienter au mieux les actions à mener au niveau régional.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
- Maisons de retraite / EHPAD (convives, gérants et personnels, têtes de réseau)
- Entreprises disposant d'une salle de restauration collective
- Services communaux (scolaire et périscolaire, prévention santé, restauration)
- Prestataires de restauration collective

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 de l'axe 1 de la politique d'aide

Le montant de la subvention représente 40 % du montant total de l'opération estimé à 56 000 euros TTC, soit 22 400 euros.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations accompagnement structures médicalisées	36 000,00	64,29%
Prestations accompagnement communes	20 000,00	35,71%
Total	56 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 200,00	20,00%
Subvention Région prévisionnelle	22 400,00	40,00%
Subvnetion ADEME prévisionnelle	22 400,00	40,00%
Total	56 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 600,00 €
2017	5 600,00 €
2018	5 600,00 €
2019	5 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	12 810,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	40 358,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	250 193,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
	Montant total	503 361,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012825

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONSTRUCTION D 'UNE DECHETERIE A ETRECHY PAR LE SIREDOM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 195 800,00 €	29,27 %	350 000,00 €
	Montant Total de la subvention		350 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001063- Optimisation de la gestion des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

N° SIRET : 25910155800049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'apport volontaire sur le territoire du SIREDOM s'est principalement structuré autour du renforcement progressif du maillage d'éco-centres (ou déchèteries : 16 à ce jour) appelé à se développer de manière significative durant les 5 prochaines années de la mandature. Collectant plus de 100 000 tonnes de déchets/an actuellement, ce réseau devrait générer un gisement issu de l'apport volontaire des particuliers et des artisans et commerçants de l'ordre de 150 000 tonnes à l'horizon 2018.
Le Programme Prévisionnel d'Investissement prévoit la construction de huit nouvelles déchèteries dont la réalisation permettra de couvrir les « zones grises » du territoire, c'est-à-dire celles aujourd'hui non dotées de tels équipements, et ainsi, d'améliorer le service à l'usager en réduisant les temps de transport domicile/déchèterie, dont l'objectif est de le réduire à une moyenne de 15 mn.
Conformément à ses engagements, le Syndicat a établi un Plan Prévisionnel d'Investissements (PPI), dans lequel sont intégrées des extensions de sites existants et des constructions neuves de collecte et

traitement des déchets ménagers et professionnels.

Description :
L'opération consiste en la création d'un nouvel écocentre à Etrechy (91), conformément à l'arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique N° 2710 « collecte de déchets apportés par le producteur initial ».
La surface prévisionnelle d'aménagement prise en compte pour l'écocentre est de 6 662 m2 en prenant la surface totale des parcelles mises à disposition par la Commune. Cet écocentre étant placé sur un terrain actuellement non bâti, son alimentation en eau potable, électricité et téléphone est à prévoir.
Le projet prévisionnel comprend :
- Un bâtiment gardien d'une surface de 90 m^2 et un local DDS/DEEE d'une surface de 60 m2
- Une plate-forme d'accès, permettant l'apport dans des bennes différentiées, en voirie légère représentant 900 m^2
- 8 quais pour des bennes de 10 à 30 m^3 chacune,
- Une voirie lourde pour l'évacuation des bennes pour une surface de 2 500 m²,
- Des espaces verts pour une surface totale de 2 300 m²
- Un bassin de rétention de 311 m^2 (dont 120 m^3 pour la réserve d'eau défense incendie), raccordé au réseau d'eaux pluviales et intégré par un aménagement paysager respectant le maintien des relations écologiques avec la zone humide située en limite Nord des parcelles mises à disposition.

Les espaces verts seront aménagés afin de permettre une harmonieuse intégration de l'écocentre dans son environnement, notamment vis-à-vis de la zone N en limite Nord, jouxtant les parcelles mises à disposition avec la mise en œuvre d'une zone « naturelle » de bois humides.
Le principe de circulation des véhicules sera celui d'une voie en sens unique. Les voiries Véhicules légers et Poids Lours seront distinctes à l'intérieur du périmètre de l'écocentre.
L'accès se fera depuis la rue des Aunettes. Une voie d'attente a été prévue en cas de forte affluence, afin de ne pas perturber la circulation sur la rue.
Les Eaux Usées (EU) et les Eaux Vannes (EV) seront raccordées au réseau des eaux usées de la Commune située à proximité de la parcelle.
Les Eaux de Ruissellement (ER) en provenance de l'écocentre seront récupérées, conduites vers un système débourbeur-déshuileur, puis acheminées vers un bassin étanche de contrôle (bassin de rétention). Une vanne d'arrêt, située entre le bassin de contrôle et le réseau Eau Potable permettra la retenue des eaux pluviales en cas de pollutions accidentelles. Aucun rejet vers le milieu naturel n'aura lieu en cas de pollution des eaux.
L'ensemble des eaux pluviales seront acheminées, après le bassin de rétention vers le réseau d'eaux pluviales de la ville, l'infiltration étant impossible sur site, de par l'étroitesse du terrain.

Fonctionnement de l'éco-centre :
L'éco-centre sera ouvert tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.
La surveillance des ouvrages, la maintenance et le gardiennage de la totalité du Réseau Écocentres sont confiées à une entreprise privée : Ecocentres Sud Franciliens (ECSF), société dédiée pour l'exploitation du réseau d'écocentres du SIREDOM dans le cadre d'une délégation de service public qui a débuté le 2 mai 2016 pour une durée de 8 ans.

Les tonnages annuels estimatifs des différents types de déchets collectés sont détaillés ci-après :

Flux	Tonnages estimés (t/an)
Cartons	30
Déchets verts	800
Ferrailles	130
Tout venant valorisable	820
Gravats / Inertes	2000
Tout venant	1300
Déchets d'équipement électrique et électronique	130
Déchets diffus spécifiques	40
TOTAL	**5 250**

Pendant les heures d'ouverture, l'entrée et la sortie seront réglementées par une barrière.
L'écocentre sera mis en sécurité en dehors des heures d'ouverture au public grâce à une clôture sur tout le périmètre clôturé, tandis que l'entrée et la sortie du site seront fermées par deux portails coulissants.

Moyens mis en œuvre :
Le SIREDOM est maitre d'ouvrage du projet. Ces travaux sont inscrits dans le PPI (plan pluriannuel d'investissement) voté le 23 septembre 2015. La maitrise d'œuvre est assurée par un prestataire du SIREDOM.
La Commune d'Etrechy a la maitrise foncière de ces parcelles, parcelles qu'elle met à disposition du SIREDOM par l'intermédiaire d'une convention de mise à disposition à titre gratuit.
La maitrise d'œuvre a été lancée fin novembre 2015 et la demande de permis de construire a été déposée en mairie dans le courant du mois de juillet 2016, pour un démarrage des travaux prévu pour le mois de novembre 2016 (temps d'instruction ICPE).
Pour la construction de ce nouvel écocentre, un dossier de demande d'enregistrement ICPE(installation classée pour l'environnement) a été déposé fin juin auprès de la préfecture.

Intérêt régional :
Ce projet répond à un intérêt régional car il correspond à plusieurs objectifs du PREDMA :
- Augmenter le réseau et améliorer le parc de déchèteries (objectif 300 équipements en 2019)
- Augmenter le taux de captage et de recyclage des déchets encombrants, des DEEE, des déchets dangereux, des déchets végétaux, etc. en déchèteries

Il répond également à l'objectif régional de lutter contre les dépôts sauvages, puisque qu'il permet de renforcer le maillage des points de collecte des déchets des artisans et des ménages.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
L'écocentre d'Etrechy, comme tout le réseau des écocentres du SIREDOM, sera accessible par tous les habitants des collectivités adhérentes et clientes (129 communes adhérentes et 1 commune cliente) et

professionnels du territoire du SIREDOM reconnus par les chambres consulaires.
Les communes fréquentant généralement les écocentres du secteur et donc le futur écocentre sont indiquées ci-après :

Communes	Nombre d'habitants
Etrechy	6 436
Chauffour les Etrechy	142
Chamarande	1 146
Auvers st Georges	1 299
Boissy le Cutté	1 322
TOTAL BASSIN DE VIE	**10 255**

On peut estimer que la fréquentation de l'écocentre d'Eterchy sera à long terme égale à la fréquentation de Corbeil-Essonnes, soit près de 28 000 visites par an.
L'équipement sera accessible aux entreprises artisanales, commerciales et agricoles de 10 salariés au plus.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet se place :
- dans le cadre du Contrat d'Objectif Territorial (mesure 6 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets en Ile-de-France, cf. délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011) conclu entre le Conseil Régional Ile-de-France et le SIREDOM (délibération du SIREDOM du 8 juin 2016 / approbation lors de la Commission Permanente du Conseil Régional du 15 juin 2016), qui permet une bonification des taux et des plafonds d'aides de la Région,
- dans le cadre du dispositif « Région Ile-de-France propre » (cf. délibération CR 127-16 du 7 juillet 2016, axe 2 point 2.3 : « renforcement du soutien financier de la Région pour le déploiement des points de collecte des artisans »), qui relève les plafonds d'aides à la création ou travaux sur les déchèteries accueillant les déchets professionnels :
- Mesure 3 de la politique d'aide: investissement : taux d'aides maximal de 35% des dépenses éligibles / aide régionale plafonnée à 350 000 € (300 000 € hors Contrat d'objectif territorial)

Localisation géographique :
- ETRECHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préalables (sol et environnement)	20 000,00	1,67%
Missions de maîtrise d'œuvre	84 000,00	7,02%
CSPS	12 000,00	1,00%
Système de pesée/vidéo	84 500,00	7,07%
Bennes / PAV	62 000,00	5,18%
VRD (voirie, réseaux, quais)	534 250,00	44,68%
Serrurerie (bâtiment, bavettes, garde-corps et signalétique déchets)	97 050,00	8,12%
Espaces verts	24 000,00	2,01%
Local gardien	190 000,00	15,89%
Local DDS	88 000,00	7,36%
Total	1 195 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	765 800,00	64,04%
Subvention Région prévisionnelle	350 000,00	29,27%
Subvention AESN prévisionnelle	80 000,00	6,69%
Total	1 195 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	175 000,00 €
2017	175 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 913,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	988 067,30 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
	Montant total	1 439 980,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012826

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONSTRUCTION D'UNE DECHETERIE A SAINT-GERMAIN LES ARPAJON PAR LE SIREDOM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	1 793 553,00 €	19,51 %	350 000,00 €
	Montant Total de la subvention		350 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001063- Optimisation de la gestion des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

N° SIRET : 25910155800049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'apport volontaire sur le territoire du SIREDOM s'est principalement structuré autour du renforcement progressif du maillage d'éco-centres (ou déchèteries : 16 à ce jour) appelé à se développer de manière significative durant les 5 prochaines années de la mandature. Collectant plus de 100 000 tonnes de déchets/an actuellement, ce réseau devrait générer un gisement issu de l'apport volontaire des particuliers et des artisans et commerçants de l'ordre de 150 000 tonnes à l'horizon 2018.
Le Programme Prévisionnel d'Investissement prévoit la construction de huit nouvelles déchèteries dont la réalisation permettra de couvrir les « zones grises » du territoire, c'est-à-dire celles aujourd'hui non dotées de tels équipements, et ainsi, d'améliorer le service à l'usager en réduisant les temps de transport domicile/déchèterie, dont l'objectif est de le réduire à une moyenne de 15 mn.
Conformément à ses engagements, le Syndicat a établi un Plan Prévisionnel d'Investissements (PPI),

dans lequel sont intégréés des extensions de sites existants et des constructions neuves de collecte et traitement des déchets ménagers et professionnels.

Description :
L'opération consiste en la création d'un nouvel écocentre à Saint-Germain-lès-Arpajon (91), conformément à l'arrêté du 26/03/2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classés pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique N° 2710 « collecte de déchets apportés par le producteur initial ». Il viendra compléter le réseau des éco-centres actuellement en fonctionnement et répondre aux besoins croissants des habitants du SIREDOM, et notamment de la nouvelle Communauté de Communes du Cœur d'Essonne avec le territoire de l'arpajonnais actuellement pourvu d'une seule déchèterie à Egly.
La surface prévisionnelle d'aménagement prise en compte pour l'écocentre est de 7 302 m2 en prenant la surface totale de la parcelle mise à disposition par la commune. Cet écocentre étant placé sur un terrain actuellement non bâti, son alimentation en eau potable, électricité et téléphone est à prévoir.
Le projet prévisionnel comprend :
- Un bâtiment gardien d'une surface de 69 m^2 et un local DDS/DEEE d'une surface de 94 m^2
- Une plate-forme d'accès, permettant l'apport dans des bennes différentiées, en voirie légère représentant 1 765 m^2
- 8 quais pour des bennes de 10 à 30 m^3 chacune,
- Une voirie lourde pour l'évacuation des bennes pour une surface de 1 183 m²,
- Des espaces verts pour une surface totale de 2 500 m²
- Un bassin de rétention de 266 m2 (dont 120 m^3 pour la réserve d'eau défense incendie), raccordé au réseau d'eaux pluviales et intégré par un aménagement paysager.

Pendant les heures d'ouverture, l'entrée et la sortie seront réglementées par une barrière.
L'écocentre sera mis en sécurité en dehors des heures d'ouverture au public grâce une clôture sur tout le périmètre clôturé, tandis que l'entrée et la sortie du site seront fermées par deux portails coulissants.

Les espaces verts seront aménagés afin de permettre une harmonieuse intégration de l'écocentre dans son environnement, notamment vis-à-vis de la zone forestière en limite ouest, jouxtant la parcelle mise à disposition.
Le principe de circulation des véhicules sera celui d'une voie en sens unique. Les voiries VL et PL seront distinctes à l'intérieur du périmètre de l'écocentre.
L'accès se fera depuis le chemin des 50 arpents. Une voie d'attente a été prévue en cas de forte affluence, afin de ne pas perturber la circulation sur la route.
Les Eaux Usées (EU) et les Eaux Vannes (EV) seront raccordées au réseau des eaux usées de la Commune situé à proximité de la parcelle.
Les Eaux de Ruissellement (ER) en provenance de l'écocentre seront récupérées, conduites vers un système débourbeur-déshuileur, puis acheminées vers un bassin étanche de contrôle.(bassin de rétention). Une vanne d'arrêt, située entre le bassin de contrôle et le réseau Eau Potable permettra la retenue des eaux pluviales en cas de pollutions accidentelles. Aucun rejet vers le milieu naturel n'aura lieu en cas de pollution des eaux.
L'ensemble des eaux pluviales seront acheminées, après le bassin de rétention vers le réseau d'eaux pluviales de la ville, l'infiltration étant impossible sur site, de par l'étroitesse du terrain.

Fonctionnement de l'éco-centre :
L'éco-centre sera ouvert tous les jours, y compris les dimanches et jours fériés.
La surveillance des ouvrages, la maintenance et le gardiennage de la totalité du Réseau Écocentres sont confiées à une entreprise privée : Ecocentres Sud Franciliens (ECSF), société dédiée pour l'exploitation du réseau d'écocentres du SIREDOM dans le cadre d'une délégation de service public qui a débuté le 2 mai 2016 pour une durée de 8 ans.

Les tonnages annuels estimatifs des différents types de déchets collectés sont détaillés ci-après :

Flux	Tonnages estimés (t/an)
Cartons	30
Déchets verts	800
Ferrailles	130
Tout venant valorisable	820
Gravats / Inertes	2000
Tout venant	1300
Déchets d'équipement electrique et electronique	130
Déchets diffus spécifique	40
TOTAL	**5 250**

Moyens mis en œuvre :
Le SIREDOM est maitre d'ouvrage du projet. Ces travaux sont inscrits dans le PPI (plan pluriannuel d'investissement) voté le 23 septembre 2015. La maitrise d'œuvre est assurée par un prestataire du SIREDOM.
La Commune de Saint-Germain-lès-Arpajon a la maitrise foncière de ces parcelles, parcelles qu'elle met à disposition du SIREDOM par l'intermédiaire d'une convention de mise à disposition à titre gratuit.
La maitrise d'œuvre a été lancée fin novembre 2015 et la demande de permis de construire sera déposée en mairie dans le courant du mois de juillet 2016, pour un démarrage des travaux prévu pour le mois de novembre 2016 (temps d'instruction ICPE).
Pour la construction de ce nouvel écocentre, un dossier de demande d'enregistrement ICPE a été déposé fin juin auprès de la préfecture.

Intérêt régional :
Ce projet répond à un intérêt régional car il correspond à plusieurs objectifs du PREDMA :
- Augmenter le réseau et améliorer le parc de déchèteries (objectif 300 équipements en 2019)
- Augmenter le taux de captage et de recyclage des déchets encombrants, des DEEE, des déchets dangereux, des déchets végétaux, etc. en déchèteries

Il répond également à l'objectif régional de lutter contre les dépôts sauvages, puisque qu'il permet de renforcer le maillage des points de collecte des déchets des artisans et des ménages.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
L'écocentre de Saint-Germain-lès-Arpajon, comme tout le réseau des écocentres du SIREDOM, sera accessible par tous les habitants des collectivités adhérentes et clientes (129 communes adhérentes et 1 commune cliente) et professionnels du territoire du SIREDOM reconnus par les chambres consulaires.
Les communes fréquentant généralement les écocentres du secteur et donc le futur écocentre sont indiquées ci-après :

Communes	Nombre d'habitants
Saint-Germain-lès-Arpajon	9 624
Arpajon	10 832
Brétigny-sur-Orge	25 624
Leuville-sur-Orge	4 176
TOTAL BASSIN DE VIE	**50 256**

On peut estimer que la fréquentation de l'écocentre de Saint-Germain-lès-Arpajon sera à long terme égale à la fréquentation de Corbeil-Essonnes, soit près de 28 000 visites par an.
L'équipement sera accessible aux entreprises artisanales, commerciales et agricoles de 10 salariés au plus.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet se place :
- dans le cadre du Contrat d'Objectif Territorial (mesure 6 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets en Ile-de-France, cf. délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011) conclu entre le Conseil Régional Ile-de-France et le SIREDOM (délibération du SIREDOM du 8 juin 2016 / approbation lors de la Commission Permanente du Conseil Régional du 15 juin 2016), qui permet une bonification des taux et des plafonds d'aides de la Région,
- dans le cadre du dispositif « Région Ile-de-France propre » (cf. délibération CR 127-16 du 7 juillet 2016, axe 2 point 2.3 : « renforcement du soutien financier de la Région pour le déploiement des points de collecte des artisans »), qui relève les plafonds d'aides à la création ou travaux sur les déchèteries accueillant les déchets professionnels :
- Mesure 3 de la politique d'aide : investissement : taux d'aides maximal de 35% des dépenses éligibles / aide régionale plafonnée à 350 000 € (300 000 € hors COT)

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préalables (sol et environnement)	20 000,00	1,12%
Missions de maîtrise d'œuvre	84 000,00	4,68%
CSPS	12 000,00	0,67%
Système de pesée/vidéo	84 500,00	4,71%
Bennes / PAV	62 000,00	3,46%
Terrassement et VRD	796 500,00	44,41%
Génie civil et mur de soutènement	125 100,00	6,97%
Génie civile déchèterie	178 200,00	9,94%
Bâtiment	189 000,00	10,54%
Serrureries	148 500,00	8,28%
Espaces verts, clôtures et portails	93 753,00	5,23%
Total	1 793 553,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 363 553,00	76,03%
Subvention Région prévisionnelle	350 000,00	19,51%
Subvention AESN prévisionnelle	80 000,00	4,46%
Total	1 793 553,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	175 000,00 €
2017	175 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 913,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	988 067,30 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
	Montant total	1 439 980,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012827

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES EN HABITAT COLLECTIF SUR LA VILLE DE TRAPPES (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	120 000,00 €	20,00 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001063- Optimisation de la gestion des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT QUENTIN EN YVELINES
Adresse administrative : 1 RUE EUGENE HENNAFF
78192 TRAPPES CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Michel LAUGIER, Président

N° SIRET : 24780045100087

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 31 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Trappes se caractérise par un fort taux d'habitat collectif (68 % des logements) dont une part qui peut être qualifiée de collectif dense. Ces dernières années au niveau de la plupart des zones d'habitat collectif, les chantiers de rénovation ANRU ont permis de mettre à disposition des habitants des équipements de tri des déchets. De larges zones de logements collectifs restent toutefois à équiper. Le principal bailleur, Valophis Sarepa, très moteur sur la question du tri sélectif des déchets, collabore avec la collectivité pour une solution permettant de doter ces larges zones d'équipements adéquats. Par ailleurs, les performances globales de tri sélectif sur la ville de Trappes sont très faibles et bien inférieures à la moyenne régionale :

	Ville de Trappes - 2014	Moyenne région Ile-de-France - 2013
Collecte sélective hors verre	19 kg/hab/an	34 kg/hab/an
Verre	5 kg/hab/an	20 kg/hab/an
TOTAL	**24 kg/hab/an**	**54 kg/hab/an**

Ces derniers éléments ont amené la ville de Trappes à porter ce projet de mise en place de conteneurs semi-enterrés dédiés aux différents flux de déchets. Celui-ci a par ailleurs été retenu dans le cadre du Plan d'Amélioration de la Collecte d'Eco-Emballages, sur deux zones de regroupement de logements collectifs : square de la Commune de Paris et square Maurice Thorez. La mise en place de ce type de dispositif, spécialement adapté à des zones urbaines denses, permettra à tous les habitants d'accéder au tri sélectif des déchets dans de bonnes conditions, et ainsi d'améliorer les performances et la qualité du tri. L'installation de conteneurs semi-enterrés a également pour objectif d'améliorer le cadre de vie des habitants, de faciliter la collecte tout en réduisant les coûts et en diminuant les nuisances liées à la circulation des véhicules de collecte.
Les choix de reconversion des anciens locaux poubelles pourraient être envisagés avec le bailleur, par exemple pour y accueillir les encombrants, évitant ainsi d'avoir à faire à des dépôts sur les espaces verts ou sur le domaine public de manière générale.
L'ensemble des actions menées dans le cadre de ce projet pourront servir de référence lors des futurs chantiers concernant l'habitat collectif.

Description :
Le projet consiste à équiper deux squares de logements de la ville de Trappes en conteneurs semi-enterrés, permettant de collecter l'ensemble des flux actuellement collectés en porte-à-porte (emballages ménagers et ordures ménagères). Le verre fait déjà l'objet d'une collecte en apport volontaire avec un projet de la ville de Trappes de renforcement du maillage actuel des bornes de collecte du verre.
Le nombre de conteneurs semi-enterrés et leur répartition dépendent de la typologie des bâtiments (hauteur, quantités, dessertes) sur chaque site.

- Le square Maurice Thorez, avec des bâtiments hauts et concentrés, serait desservi par un point de collecte unique en sortie de square : 4 conteneurs ordures ménagères, 2 conteneurs emballages ménagers.
- Le square de la Commune de Paris, avec des bâtiments moins hauts et plus étalés sur le site, pourrait i être desservi par trois points de collecte desservant des groupes de bâtiments : 1 conteneurs ordures ménagères et 1 conteneur emballages, soit 3 points différents et 3 conteneurs de chaque.

Les deux squares concernés par le projet sont situés dans le quartier des Merisiers, quartier particulièrement dense en termes d'habitat collectif et peu performant en matière de tri sélectif. Ils représentent au total 6 bâtiments, 502 logements et 1 732 habitants.

	Square Commune de Paris	Square Maurice Thorez	Total	Budget (génie civil, fourniture et pose)
Conteneurs ordures ménagères	3	4	7	70 000 € HT
Conteneurs emballages	3	2	5	50 000 € HT
TOTAL	**6**	**6**	**12**	**120 000 € HT**

Une démarche globale de communication est prévue pour accompagner la mise en œuvre de ces bornes semi-enterrées. Au dernier trimestre 2016, des ambassadeurs du tri équipés de différents outils destinés à aider le geste de tri, sillonneront le territoire de la ville de Trappes. Munis de sacs de précollecte, de flyers mémos et d'affiches, ils accentueront leurs démarches sur ces secteurs en modification.

Moyens mis en œuvre :
La mise en œuvre du projet nécessite la signature d'une convention de partenariat entre la collectivité en charge de la collecte et le bailleur. En effet, les seuls emplacements avec une emprise suffisante, des caractéristiques techniques compatibles et à la fois opportuns pour l'habitant, se trouvent sur le domaine privé du bailleur. Ce dernier prendra ainsi en charge les travaux de génie civil sur son domaine, alors que la collectivité, en charge de la compétence collecte des déchets ménagers et assimilés, assurera la fourniture, la pose et la maintenance des conteneurs semi-enterrés.

Intérêt régional :
Le projet est en cohérence avec les objectifs du PREDMA (Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés) pour l'amélioration des performances de la collecte sélective des emballages et du verre, en habitat collectif.
Le projet vise également à améliorer le cadre de vie et la propreté du domaine public.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Public(s) cible(s) :
Habitants des quartiers concernés de Trappes

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 – Axe 2 du dispositif régional de soutien à la prévention et la valorisation des déchets en Île-de-France :
20% du montant HT pour les travaux de génie civil, la fourniture et la pose des conteneurs semi-enterrés (120 000 € HT), soit 24 000 € HT.

Localisation géographique :
- TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose des conteneurs enterrés	60 000,00	50,00%
travaux de génie civil	60 000,00	50,00%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	58 500,00	48,75%
Subvention Région prévisionnelle	24 000,00	20,00%
Subvention Eco emballage prévisionnelle	37 500,00	31,25%
Total	120 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	420 000,00 €
2013	Equipements sportifs d'intérêt régional	2 672 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	243 100,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	20 226,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	17 756,29 €
2013	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	35 000,00 €
2013	Valorisation du patrimoine régional	73 400,00 €
2014	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	62 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 432 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	88 500,80 €
2014	Politique énergie climat	5 000,00 €
2014	Réalisation d'analyses fonctionnelles des espaces agricoles par les collectivités	23 077,00 €
2014	Réseau vert et déplacements à vélo en Ile de France	316 200,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	350 530,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	56 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	209 442,81 €
2015	Innovation et actions pilotes - Inv	500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	2 400 000,00 €
2016	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	36 156,00 €
	Montant total	9 015 388,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012829

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA COLLECTERIE : DEVELOPPEMENT DES CAPACITES DE PRODUCTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	70 017,00 €	30,00 %	21 005,10 €
	Montant Total de la subvention		21 005,10 €

Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COLLECTERIE
Adresse administrative : 18 RUE DE SAINT ANTOINE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Léon WISZNIA, Président

Date de publication au JO : 3 mars 2012

N° SIRET : 75187049400026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Collecterie, ressourcerie généraliste, souhaite renforcer son modèle économique en développant le détournement et l'upcycling des déchets qu'elle collecte, et notamment les déchets d'éléments d'ameublement des particuliers (DEA).

Pour doubler à partir de 2017 ses revenus issus de la revente et de la revalorisation, la Collecterie a identifié, la nécessité :
- d'augmenter ses flux de collecte et de vente
- de développer ses capacités internes de réparation et de customisation des DEA

Parallèlement, la Collecterie souhaite accroître la capacité d'accueil de ses ateliers de sensibilisation à la réparation et à la rénovation.

Description :

L'ouverture à l'automne 2016 d'une boutique en centre-ville de Montreuil et la diversification des ateliers de sensibilisation aux techniques de revalorisation ont pour objectif :
- d'augmenter et de diversifier la clientèle
- d'accroître les capacités d'upcycling de la Collecterie

En raison d'un espace de stockage restreint, la Collecterie a en effet besoin d'augmenter ses ventes et les types de valorisation afin de traiter davantage de déchets et augmenter son auto financement.
Pour cela :

- les collectes seront multipliées
- des partenariats avec des boutiques de meubles et de décoration parisiennes seront développés
- les modalités de livraison des objets seront clairement affichées
- les supports de communication seront mis à jour
- de nouveaux ateliers de sensibilisation tout public seront développés les samedis après-midi (40 séances supplémentaires) après agrandissement de la salle de réunion où ils se déroulent : crochet, cartes pop-up, guirlandes, boîtes à truc, couture, bijoux…
- 3 personnes supplémentaires seront recrutées (service livraison, vendeur, animateur atelier)

Moyens mis en œuvre :
L'atteinte des objectifs fixés par la Collecterie nécessite différents investissements :
- achat de matériel de menuiserie et construction d'une cabine de sablage - peinture au pistolet, avec extracteur d'air, afin de réduire les temps de préparation (ponçage, découpe) et de finition (vernis, peinture)
- achat de matériel de soudure afin de réparer les éléments métalliques des éléments de mobilier
- achat de matériel et d'outils de tapisserie pour la rénovation des assises
- achat d'un utilitaire afin de développer les collectes, les livraisons aux particuliers et assurer l'approvisionnement de la nouvelle boutique
- achat de matériel et d'outils de couture et de confection de bijoux pour les ateliers

L'agrandissement de la salle de réunion permettra d'adapter le circuit électrique aux nouvelles machines qui seront installées

Intérêt régional :
Le PREDMA fixe un objectif de 30 ressourceries - recycleries en Île-de-France d'ici à 2019 dont la commission consultative d'élaboration et de suivi a identifié la nécessité d'accompagner les structures existantes pour qu'elles se professionnalisent.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
Vente d'objets de réemploi : petits budgets et chineurs
Vente d'objets revalorisés : clientèle plus aisée
Ateliers de sensibilisation : tous publics

Détail du calcul de la subvention :
Cette subvention est attribuée sur le fondement du règlement des minimis.
Dans le cadre de la mesure 2 – Axe 1 de la politique régionale de soutien financier en matière de prévention et de gestion des déchets, la subvention a été calculée selon les modalités suivantes :

30 % des dépenses d'investissement TTC évaluées à 70 017 €, soit 21 005,10 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cabine de peinture dont système d'aération	10 500,00	15,00%
Achat véhicule utilitaire	15 000,00	21,42%
Outillage et matériel	12 100,00	17,28%
Travaux salle de réunion et électricité	32 417,00	46,30%
Total	70 017,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	39 012,00	55,72%
Subventionn Région prévisionnelle	21 005,10	30,00%
Subvention CD 93 prévisionnelle	10 000,00	14,28%
Total	70 017,10	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €
2017	11 005,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2014	Aide au démarrage des ressourceries	10 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	25 442,28 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	28 057,79 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	9 500,00 €
	Montant total	83 000,07 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012830

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES POUR LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES, DES EMBALLAGES ET DU VERRE A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	253 500,00 €	20,00 %	50 700,00 €
		Montant Total de la subvention	50 700,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001063- Optimisation de la gestion des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA BOUCLE-DE-LA-SEINE
Adresse administrative : 51-57 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE 78403 CHATOU
Statut Juridique : Communauté de Communes
Représentant : Monsieur Pierre FOND, Président

N° SIRET : 24780065900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 2 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La pose des colonnes enterrées s'inscrit dans le projet d'aménagement du futur éco-quartier de la Lisière Pereire à Saint-Germain-en-Laye.
La démarche environnementale d'aménagement de ce quartier est globale, et comprend des actions sur les domaines suivants : la dépollution du site, la gestion écologique des eaux pluviales, la gestion des déchets, le réseau de chaleur alimenté par une chaufferie bois biomasse, l'éclairage public en LED, la maîtrise de l'imperméabilisation, les circulations douces, le stationnement.

En ce qui concerne la mise en place de bornes enterrées, l'objectif est d'améliorer les performances de collecte sélective en habitat collectif tout en réduisant la fréquence de collecte et donc les coûts et les nuisances liées à la circulation de camions (limitation des émissions de gaz à effet de serre notamment). La mise en place de bornes enterrées permettra également d'améliorer le cadre de vie des habitants du quartier concerné.

Description :
Le projet d'implantation des colonnes enterrées se déroulera en 2 phases.
La première phase, en fin d'année 2016, permettra d'implanter 12 colonnes dans le cadre du projet de résidentialisation des deux immeubles d'habitations de la Sablière (200 logements concernés) :
- 5 colonnes pour les ordures ménagères ;
- 5 colonnes pour le tri sélectif ;
- 2 colonnes pour le verre.

Les emplacements ont été définis en concertation avec le bailleur et la Ville de Saint-Germain en charge de l'aménagement de l'éco-quartier. Le bailleur travaille aussi en concertation avec les habitants (le projet comporte notamment la suppression des vides ordures).
Dès la mise en service, les colonnes enterrées se substitueront aux bacs de collecte. Lors de cette transition, un dispositif de communication sera mis en place par la communauté d'agglomération (affichage des consignes de tri sur le point d'apport volontaire, guide de tri, affiche dans les halls d'immeuble, …). Des réunions d'information seront prévues pour les habitants, dans la maison des projets située à proximité immédiate des habitations.

La communauté d'agglomération souhaite former des « relais du tri » parmi les habitants volontaires. Ces derniers bénéficieraient d'une formation dispensée par l'ambassadeur du tri et pourront effectuer des visites du centre de tri. Les habitants « relais du tri » seront les référents pour répondre aux questions de leurs voisins et diffuser les bonnes pratiques.

La deuxième phase du projet sera réalisée au cours du 1er semestre 2017 et permettra d'équiper les différents lots de 350 logements neufs. 27 conteneurs seront installés pour les flux suivants :
- 10 pour les ordures ménagères ;
- 12 pour le tri sélectif ;
- 5 pour le verre.

Au total, 39 colonnes enterrées seront donc installées :
- 15 colonnes de $5m^3$ pour les ordures ménagères ;
- 17 colonnes de $5m^3$ pour le tri sélectif ;
- 7 colonnes de $3m^3$ pour le verre.

Moyens mis en œuvre :
La communauté d'agglomération va lancer un marché de fourniture et pose de colonnes enterrées.
Ce projet est réalisé en étroite collaboration avec la Ville de Saint-Germain-en-Laye ainsi qu'avec les entreprises intervenant dans la construction de l'éco-quartier (l'équipe de maîtrise d'œuvre, l'aménageur…). En effet, les travaux réalisés seront coordonnés : les travaux de génie civil seront réalisés dans le cadre de l'aménagement des espaces publics.
En lien avec la mise en place de ces bornes, la collectivité déploiera un dispositif de communication afin d'accompagner les habitants à l'utilisation de ces nouveaux équipements.

Intérêt régional :
Le projet est en cohérence avec les objectifs du PREDMA (Plan Régional d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés) pour l'amélioration des performances de la collecte sélective des emballages et du verre, en habitat collectif.
Le projet vise également à améliorer le cadre de vie et la propreté du domaine public.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Public(s) cible(s) :
Habitants des quartiers concernés de Saint-Germain-en-Laye

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 3 – Axe 2 du dispositif régional de soutien à la prévention et la valorisation des déchets en Île-de-France :
20% du montant HT pour la fourniture et la pose des conteneurs enterrés (253 500 ,00 € HT), soit 50 700,00 € HT

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fourniture et pose des conteneurs enterrés	300 300,00	100,00%
Total	300 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	240 240,00	80,00%
Subvention région prévisionnelle	60 060,00	20,00%
Total	300 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 350,00 €
2017	25 350,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	2 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	2 500,00 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	7 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012867

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR LE SYNDICAT TRI-OR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	124 125,60 €	20,00 %	24 825,12 €
	Montant Total de la subvention		24 825,12 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001063- Optimisation de la gestion des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT TRI-OR
Adresse administrative : RUE PASTEUR PROLONGEE
95660 CHAMPAGNE SUR OISE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Madame Joelle HARNET, Présidente

N° SIRET : 25950028800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le syndicat Tri Or poursuit l'implantation de bornes enterrées sur son territoire afin d'améliorer ses performances de collecte sélective. Ce dispositif ayant fait ses preuves d'efficacité et d'intérêt, le syndicat répond favorablement aux nouvelles demandes d'implantation et prévoit l'installation de 18 nouvelles bornes enterrées d'ici à la fin de l'année 2016.

Description :
L'installation de bornes enterrées permet au syndicat Tri Or :
- d'avoir un service aux habitants équivalent à la collecte en porte à porte
- de proposer aux particuliers des contenants pour effectuer la collecte sélective de leurs déchets et ainsi augmenter ses tonnages valorisés
- de limiter la présence de verre dans les Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) qui pénalise le fonctionnement de son unité de traitement (usine de compostage)

Un projet d'implantation de 6 points d'apports volontaires supplémentaires composés de bornes enterrées des trois flux (collecte sélective, verre et ordures ménagères résiduelles) est envisagé par le syndicat Tri Or qui privilégie les implantations :

- en habitat collectif
- en centre-ville
- dans les rues étroites
- dans les résidences neuves

Moyens mis en œuvre :
Le demandeur (promoteur ou commune) s'occupe de faire l'étude des sous-sols et se charge du génie civil sachant que ce dernier peut être financé par le syndicat sur demande exceptionnelle des communes.

Le syndicat Tri Or finance le coût des bornes pour la collecte sélective et le verre. Les bornes Ordures Ménagères Résiduelles (OMR) sont prises en charge par le syndicat lorsqu'elles sont installées sur le domaine public ou par le promoteur si elles sont installées sur le domaine privé.

La communication aux habitants est assurée par le syndicat (formation des gardiens, affichage, porte à porte, courriers, animations dans les écoles, animation lors de l'inauguration)

Intérêt régional :
L'implantation de bornes enterrées couplée à une communication renforcée dans le temps permet d'améliorer les performances de collecte sélective et contribue ainsi à l'atteinte des objectifs du PREDMA et de la loi Transition Energétique pour la Croissance Verte.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
Les habitants des quartiers concernés

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 axe 2 de la politique d'aide.

Le montant de la subvention représente 20 % du montant total de l'opération estimé à 124 125,60 euros TTC, soit 24 825,12 euros.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et installation des bornes	112 125,60	90,33%
Génie civil	12 000,00	9,67%
Total	124 125,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	99 300,48	80,00%
Subvention Région prévisionnelle	24 825,12	20,00%
Total	124 125,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 412,56 €
2017	12 412,56 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	26 977,26 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	8 788,50 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	81 502,08 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	32 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	109 277,21 €
	Montant total	258 690,05 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012870

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISE EN PLACE DE BORNES ENTERREES PAR LA S.A D'HLM BATIGERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	101 367,00 €	20,00 %	20 273,40 €
	Montant Total de la subvention		20 273,40 €

Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-200
472001063- Optimisation de la gestion des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE SAREL
Adresse administrative : 47 RUE HAUTE SEILLE BP 5119
57073 METZ CEDEX 3
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Nicolas ZITOLI, Président

N° SIRET : 35680120900053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La mise en place de ce nouveau dispositif de collecte sur le quartier vise à:
- l'amélioration du cadre de vie et de la propreté dans le quartier
- la diminution des risques de détérioration, de vandalisme et surtout d'incendie qui se posent régulièrement dans les locaux Vide Ordures et ce pour une plus grande sécurité des habitants
- la limitation des nuisances sonores et olfactives car non intégrées dans les bâtiments
- des gestes du tri facilité pour les locataires
- une meilleure accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ou les enfants
- la réduction de la pénibilité au travail des gardiens et des accidents de travail générés par la sortie des containeurs
- la diminution des fréquences de collecte grâce à des capacités de stockage plus importantes que les containeurs et donc baisse des couts. L'EPT12 collectera les déchets ménagers, les journaux et les emballages et le verre, en fonction du remplissage.

Les locaux vide ordures libérés seront par ailleurs transformés en locaux poussettes et vélos améliorant

ainsi le confort et les services offerts aux locataires.
Les locaux encombrants situés exclusivement en sous sol seront majoritairement supprimés et réinstallés dans des locaux crées en RDC dans les passages traversants existants ou dans les anciens locaux Vide-ordures situés en RDC. Ce déplacement devrait permettre ainsi, une meilleure gestion des encombrants et un meilleur usage.

Une campagne de sensibilisation avant et après ces aménagements accompagneront cette évolution afin de renforcer la collecte sélective, participant ainsi à la réduction à la source des déchets à incinérer et contribuant à l'atteinte des objectifs de la Région.

Description :
La définition du nombre de cuves et leur implantation a fait l'objet d'une étude préalable de l'EPT12 intégrant le nombre d'habitants par cage d'escalier, la typologie des logements, les objectifs de tri par flux et la distance entre les entrées des bâtiments et les différents Points d'Apport Volontaires en tenant compte des flux de passage.
Ainsi 11 points de collecte seront créés pour les habitations et deux pour l'établissement scolaire composés selon les adresses et besoins identifiés :
- d'une ou deux bornes pour les OM (capacité 5m^3 par borne)
- d'une ou deux bornes pour la collecte sélective (capacité 5m^3 par borne)
- d'une borne pour le verre (capacité 3 m^3) sur 7 Points d'Apport Volontaire, l'ensemble des adresses concernées figurant dans une aire d'influence d'un point de collecte verre.

La fourniture et pose des containeurs revient à l'EPT12 tandis que Batigere SAREL réalisera les travaux de génie civil permettant l'accueil des différentes colonnes enterrées.

La consistance des travaux pour chaque ensemble de conteneurs enterrés est la suivante :
- réalisation des terrassements
- ouverture et fermeture des fosses
- évacuation des produits aux décharges
- dévoiement des réseaux d'assainissement et éclairage si besoin
- travaux de finition et remise en état des abords
- De manière générale, coordination entre les travaux susvisés et la livraison des conteneurs

Moyens mis en œuvre :
Le bailleur assure la maîtrise d'ouvrage des travaux de génie civil liés à l'implantation des colonnes enterrées et la coordination entre l'entreprise mandatée en charge du génie civil et l'entreprise qui fournit les colonnes mandatée par l'EPT.

L'EPT 12 assure le financement et la dotation des conteneurs enterrés. Il se charge en outre, de la réalisation des supports de communication (signalétique sur les bornes notamment, installation de totems, publication de flyers…)
La réalisation de ce projet nécessite la mobilisation de moyens humains et financiers importants chez le bailleur.
Moyens humains :
- Compétences Techniques. En amont : rédaction du cahier des charges, lancement de l'appel d'offres, dépouillement et choix final et contractualisation avec l'entreprise retenue. Pendant le chantier : suivi de chantier, coordination et réception des ouvrages.
- Compétences juridiques : définition des modalités et condition d'exercice des servitudes, participation à la rédaction des conventions aves les différents partenaires dont l'EPT 12 définissant les obligations de chacun. (cf. infra)
- Compétences d'ingénierie sociale urbaine : montage d'animations de quartier (ateliers pédagogiques) et d'actions de sensibilisation en partenariat avec l'EPT 12 autour du thème du tri sélectif

et des écogestes ; mobilisation et formation du personnel de proximité, mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation du projet..

Moyens financiers :
- En terme d'investissement : se référer au budget et plan de financement (infra)
- En terme d'accompagement de la démarche (dont dépenses de fonctionnement figurant au budget (infra) Le succès de l'opération dépend de l'importance de la communication en direction des habitants. Ceux-ci doivent être associés en amont et accompagnés après la mise en place du nouveau dispositif. Une communication de proximité adaptée sera mise en place en partenariat avec l'EPT.

Phase d'exploitation : définition des rôles et obligations de chacune des parties prenantes

L'EPT12 assurera le ramassage des déchets, la maintenance et le nettoyage intérieur des colonnes (désinfection au moins une fois par an) et le renouvellement des bornes.
Le Bailleur par l'intervention de son personnel de proximité ou d'une société de nettoyage, veillera à l'utilisation correcte de l'ensemble des bornes par les habitants et à l'absence de dépôt de sacs poubelles ou tout autre déchet à l'extérieur de celles-ci. Il effectuera quand nécessaire, le nettoyage régulier des bornes (extérieur) ainsi que des abords immédiats de celles-ci. Il assurera une collaboration avec l'EPT12, en l'alertant en cas de remplissage anormal ou tout autre dysfonctionnement.
Le bailleur informera la Commune des éventuels problèmes rencontrés dans l'utilisation du système par les habitants (propreté, vandalisme, consignes de tri …). Des mesures correctrices seront alors mises en place par l'EPT12 en concertation avec l'ensemble des parties prenantes..
La Ville de Villejuif assurera le nettoyage des voies publiques (concédées)

Intérêt régional :
L'équipement de ce site en bornes enterrées participe à la réalisation et à l'atteinte des objectifs de valorisation matière fixés dans le Plan Régional.
L'installation des bornes enterrées couplée à une communication adaptée et un rappel des bons éco gestes incitera les habitants à mieux trier et donc génèrera une augmentation des volumes de collecte des emballages et verres, contribuant ainsi au renforcement des performances de recyclage et à la réduction des tonnages d'ordures ménagères résiduels destinées à être incinérées.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Ce projet concerne l'ensemble des locataires des 605 logements du site des Lozaits sud ainsi que les élèves du Groupe scolaire maternel et élémentaire Paul Langevin soit potentiellement près de 2 300 « habitants ».

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 3 axe 2 de la politique d'aide.

Le montant de la subvention représente 20 % du montant total de l'opération estimé à 20 273,40 €.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de genie civil	101 367,00	100,00%
Total	101 367,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	81 093,60	80,00%
Subvention Région prévisionnelle	20 273,40	20,00%
Total	101 367,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 273,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012873

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ELABORATION DU PROGRAMME LOCAL PREVENTION DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES DU SIEED (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	16 550,00 €	35,00 %	5 792,50 €
	Montant Total de la subvention		5 792,50 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT INTERCOMMUNAL D EVACUATION ET D ELIMINATION DES DECHETS DE L OUEST YVELINES
Adresse administrative : 29 BIS RUE DE LA GARE
78890 GARANCIERES
Statut Juridique : Syndicat intercommunal
Représentant : Monsieur Jean-Paul BAUDOT, Président

N° SIRET : 25780030000036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SIEED est un syndicat intercommunal qui gère les déchets de 68 communes de l'Ouest des Yvelines, dont 5 communes situées hors Île-de-France (Eure-et-Loir). Ces communes sont essentiellement rurales. Le SIEED a pour objet l'étude, la collecte, l'évacuation et l'élimination des déchets ménagers et assimilés, des objets encombrants, des déchets végétaux et de tous autres types de déchets pour lesquels une délibération serait prise par le comité syndical. En 2015, le SIEED a assuré le service de gestion des déchets pour 67 854 habitants, dont 4 239 habitants d'Eure et Loir.
Le SIEDD gère quatre déchetteries sur son territoire (Houdan, Méré et Garancières dans les Yvelines, Boutigny dans l'Eure et Loir), et a mis en place des conventions avec d'autres déchetteries pour les habitants éloignés des déchetteries du SIEED.
Le SIEED a délégué au SIDOMPE (syndicat mixte pour la destruction des ordures ménagères) le

traitement des déchets collectés sur son territoire.

A l'heure actuelle, le SIEED ne mène pas d'actions spécifiques sur la réduction des déchets et ne dispose pas d'un plan de prévention des déchets. L'objectif du présent projet est donc de définir le contenu du futur Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) du SIEED.

Description :
Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés du SIEED devra être conforme aux attentes du décret 2015-662 du 10 juin 2015.

Ainsi, une première étape consistera en la réalisation d'un diagnostic du territoire portant sur les caractéristiques des déchets produits et sur le profil socio-économique du SIEED. Les acteurs à associer à la démarche seront identifiés, et un état des lieux des actions de prévention existantes sur le territoire sera réalisé.

Sur la base du diagnostic et des caractéristiques du territoire, un plan d'actions sera proposé et des objectifs de réduction des différents flux de déchets seront fixés. Le plan d'actions sera couplé à la définition d'un planning de mise en œuvre et d'indicateurs de suivi des actions.

La Région Ile-de-France sera associée aux différentes étapes d'élaboration du PLPDMA du SIEED, et sera notamment invitée aux réunions du comité de suivi.

Moyens mis en œuvre :
Pour réaliser ce projet, le SIEED sera appuyé par un bureau d'études qui aura pour mission de l'accompagner pour la réalisation d'un état des lieux puis la définition de son Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA).
Deux agents du SIEED (un agent technique et un agent administratif) assureront le suivi des missions du prestataire et la validation des différentes étapes du projet. Le comité syndical du SIEED validera les objectifs fixés et le contenu final du PLPDMA.

Intérêt régional :
Le projet participe au renforcement des actions d'économie circulaire sur le territoire francilien et aux objectifs régionaux de réduction de la production de déchets ménagers et assimilés (objectifs inscrits dans le PREDMA).
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
Habitants, acteurs économiques et associatifs du SIEED

Détail du calcul de la subvention :
Au titre de la mesure 1 – Axe 1 du dispositif régional de soutien à la prévention et la valorisation des déchets en Île-de-France :
35% du montant HT pour l'élaboration du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés du SIEED (16 550 € HT), soit 5 792,50 € HT.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Elaboration du programme local de prévention	16 550,00	100,00%
Total	16 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	10 757,50	65,00%
Subvention Région prévisionnelle	5 792,50	35,00%
Total	16 550,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 792,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012877

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DEVELOPPEMENT DE LA RESSOURCERIE 2MAINS A AULNAY-SOUS-BOIS (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	75 000,00 €	30,00 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2MAINS
Adresse administrative : 1 RUE EDOUARD BRANLY
93600 AULNAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ERIC BLOTIN, Président

Date de publication au JO : 22 septembre 2010

N° SIRET : 52804131200059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ressourcerie 2mains, première structure de ce type à avoir vu le jour en Seine-Saint-Denis, est une association à but non lucratif qui collecte, valorise puis vend des objets destinés au rebut. Elle mène également des actions de sensibilisation à la prévention des déchets.
Structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) dotée d'un agrément Atelier et Chantier d'Insertion (ACI), elle crée de l'emploi pour les personnes les plus éloignées du monde du travail et les accompagne dans le but de favoriser leur insertion professionnelle durable. Ainsi, elle participe pleinement à proposer de nouvelles solutions économiques et sociales en lien avec des objectifs environnementaux locaux et globaux importants.
Pour l'année 2015, 46 salariés en insertion ont été accompagnés par la structure, 225 tonnes d'objets ont été collectées dont 84% ont été valorisées, et 210 personnes ont été sensibilisées lors d'ateliers organisés par la ressourcerie.

Depuis 2011, la Ressourcerie est titulaire du marché de prestation de collecte des encombrants ménagers sur appel pour les villes du Blanc-Mesnil, de Villepinte, de Sevran et de Tremblay-en-France, soit 170 000 habitants. Sur ces villes ainsi que sur Aulnay-sous-Bois, la Ressourcerie collecte quotidiennement les objets réemployables en déchèteries via des caissons maritimes mis à disposition des habitants. Cela est possible grâce au travail en commun mené en collaboration avec les collectivités locales en charge de la prévention des déchets (le SEAPFA et la ville d'Aulnay-sous-Bois) qui ont inclus dès 2009 des actions de promotion du réemploi au sein de leurs Programmes locaux de Prévention de déchets.

Description :
La ressourcerie 2mains a déménagé le 12 octobre 2015 dans de nouveaux locaux situés à Aulnay-sous-Bois. Des travaux importants sont en cours depuis cette date avec en premier lieu la mise en sécurité des espaces devant recevoir du public, ainsi que la création d'une zone de magasin, une zone d'ateliers et une zone de stockage (auparavant, la structure ne disposait pas d'espaces séparés pour ces différentes activités).

L'objectif de ce déménagement est d'améliorer les conditions de travail et d'accueil du public tout en renforçant le modèle économique de la structure, permettant de pérenniser la création d'emplois locaux, non délocalisables afin d'aider les personnes les plus éloignées de l'emploi à trouver une solution professionnelle adaptée. Grâce à ce projet, le conseil d'administration prévoit un retour à l'équilibre des comptes dès 2017.

Le projet consiste en l'aménagement des nouveaux locaux et du magasin attenant de 250 m², ce qui permettra à la fois d'améliorer les conditions de travail des salariés et d'accueil du public.
Dans ce cadre, la ressourcerie souhaite réaliser des investissements concernant les différentes zones de son nouveau site d'implantation :
- Pour la zone magasin : création de meubles et aménagements ;
- Pour la zone ateliers : acquisition de matériel de rangement et de stockage, renouvellement d'outillages ;
- Pour la zone de stockage : achat d'un chariot élévateur.

La ressourcerie prévoit également de développer des espaces d'échanges de savoir-faire et de nouveaux ateliers, notamment un « Repair-informatique » et un « Fab-Lab du réemploi ». Ces projets bénéficieront également à la professionnalisation des salariés en insertion, et permettront d'atteindre de meilleurs résultats sur la revalorisation des objets. L'acquisition d'une imprimante 3D permettra la réalisation de pièces de rechange pour certains matériels qui pourront ensuite être réparés au sein de l'atelier de réparation informatique, et ainsi prolonger la vie de ces objets.

Enfin, la ressourcerie souhaite acquérir un nouveau véhicule, en remplacement d'un véhicule ayant été incendié.

Moyens mis en œuvre :
La ressourcerie dispose d'un local de 1 174 m² au total. Elle dispose de 4 véhicules, de 6 ETP en encadrement et de 30 postes en insertion professionnelle.

Intérêt régional :
Le PREDMA fixe un objectif de développement du nombre de ressourceries / recycleries, en Île-de-France à 30 en 2019.
La ressourcerie 2mains participe à la dynamique régionale de promotion du réemploi, notamment via son implication dans le REFER (Réseau Francilien du Réemploi).

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des habitants du territoire d'intervention de la ressourcerie 2mains (Blanc-Mesnil, Aulnay-sous-Bois, Sevran, Villepinte, Tremblay-en-France, …)

Détail du calcul de la subvention :
Cette subvention est attribuée sur le fondement du règlement des minimis.
Dans le cadre de la mesure 2 – Axe 1 de la politique régionale de soutien financier en matière de prévention et gestion des déchets, la subvention a été calculée selon les modalités suivantes :
- 30 % des dépenses d'investissement TTC (75 000 €), soit 22.500 € TTC.

Localisation géographique :
- AULNAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création de meubles et d'aménagements pour la zone de magasin	15 000,00	20,00%
Matériel (rolls, bacs, …) de rangement et stockage pour la zone ateliers	20 000,00	26,67%
Renouvellement d'outillage pour les ateliers	5 000,00	6,67%
Chariot élévateur	10 000,00	13,33%
Imprimante 3D	10 000,00	13,33%
Véhicule type VP	15 000,00	20,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	42 500,00	56,67%
Subvention Région (Déchets) prévisionnelle	22 500,00	30,00%
Subvention Région (ARSIE) prévisionnelle	10 000,00	13,33%
Total	75 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 500,00 €
2017	7 500,00 €
2018	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide au démarrage des ressourceries	10 000,00 €

2014	Emploi Insertion Environnement (EIE)	17 500,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	14 800,00 €
2016	ARSIE- Aide à l'investissement	25 000,00 €
	Montant total	67 300,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16008078

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROJET ARTED - MISE EN ŒUVRE D'ATELIERS REGIONAUX POUR L'ECONOMIE CIRCULAIRE ET LE RECYCLAGE DES DECHETS PAR L'ASSOCIATION AAA (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	163 000,00 €	24,54 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AAA - ATELIER D'ARCHITECTURE AUTOGEREE
Adresse administrative : 15 RUE MARC SEGUIN 75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Constantin PETCOU, Directeur
Date de publication au JO : 18 août 2001
N° SIRET : 48101103900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association AAA a pour objet :

- l'accompagnement de transformations urbaines de quartiers défavorisés en ouvrant aux habitants des espaces d'investissement de proximité
- le développement d'axes de recherche et d'outils méthodologiques de soutien des pratiques quotidiennes des habitants dans une perspective de développement durable social et d'écologie urbaine
- le développement d'espaces urbains accessibles aux habitants susceptibles de devenir des lieux de rencontres, de débats et de partage.

En 2011, AAA a créé deux unités de transition écologique et d'économie circulaire sur la commune de Colombes : l'Agrocité et le Recyclab.

- Agrocité : unité d'agriculture urbaine, micro-ferme à usage collectif avec un site de compostage de quartier.
- Recyclab : unité de recyclage et d'écoconstruction, permettant de promouvoir les techniques d'écoconstruction à partir de déchets (objets et matériaux récupérés).

Ces unités de transition écologique ont suscité un vif intérêt de la part d'un grand nombre de porteurs de projets, municipalités, professionnels, étudiants, chercheurs, etc.
Certaines municipalités envisagent la création d'unités similaires sur leur territoire, et notamment les communes de Bagneux et Gennevilliers.

Le projet ARTERD (ateliers régionaux pour la transition écologique et le recyclage des déchets) consiste à développer en partenariat avec la Mairie de Bagneux (3 sites pressentis), et avec la Mairie de Gennevilliers (1 site pressenti), des ateliers à différentes échelles territoriales (communale, régionale), en s'inspirant de l'expérience réalisée sur la ville de Colombes, et notamment en s'appuyant sur les acquis, les savoirs et les savoirs faire assimilés au cours de cette expérience.

L'objectif est de diffuser de nouveaux modes de production, de construction et de consommation, basés sur les principes de l'économie circulaire, en développant le réemploi, la réutilisation et la valorisation des déchets.

Description :
Le projet est constitué de plusieurs actions.

Organisation d'ateliers de sensibilisation aux pratiques de l'économie circulaire, et notamment de réutilisation, de réemploi et de recyclage des déchets et de divers matériaux assimilés à des déchets (fins de série, restes de chantiers, emballages en matériaux de qualité, invendus, etc.).

- Ateliers de réparation de vélos ou autres objets, de type Repair Café, permettant de sensibiliser au réemploi et d'activer les réseaux de bricoleurs en mettant à disposition des habitants, leur savoir-faire dans le but de réparer leurs objets ou appareils
- Ateliers de création de micro-unités agricoles afin développer l'agriculture urbaine
- Ateliers d'information à la réduction de déchets et à la collecte séparative de matériaux pour le réemploi et la réutilisation
- Ateliers de fabrication d'espaces collectifs de réunion et de concertation utilisant un pourcentage important de matériaux/déchets réemployés et réutilisés, ce qui permet l'apprentissage, l'amélioration et l'expérimentation des techniques et méthodes d'éco-design et d'éco-construction.

Les types d'aménagements et de prototypes prévus sont :

- des aménagements écologiques légers : toilettes sèches, système de récupération et de gestion des eaux pluviales, plateforme de compostage
- des unités d'économie circulaire : une unité d'agriculture urbaine, une unité de recyclage, une unité pédagogique
- des prototypes : de phyto-épuration, de bio méthanisation, d'aquaponie verticale (aquaculture intégrée qui associe une culture de végétaux en symbiose avec l'élevage de poissons), et de jardins sensor électroniques (système intelligent d'irrigation goutte à goutte, basé sur la réception d'informations provenant de récepteurs placés dans la terre, ce qui permet un arrosage limité et une gestion relativement autonome du jardin vertical).

Autres activités

- L'organisation d'activités régulières de repérage de gisements de déchets de bois et de métal, qu'il est possible de réemployer et/ou de recycler à une échelle locale.
- La mise en place d'une base de données pour constituer une ressourcerie virtuelle à échelle locale et, à moyen terme, à échelle régionale. Cette base de données sera utilisée par les porteurs du projet ainsi que par l'ensemble des partenaires économiques intéressés et sensibilisés aux problématiques de réduction des déchets.
- La valorisation de déchets organiques par la mise en place d'un site de compostage de proximité.
- Le développement d'un réseau d'acteurs et de porteurs de projets locaux et régionaux promouvant des activités d'économie circulaire (réduction de déchets, mutualisation de ressources, transports non polluants, préservation de la biodiversité, agriculture urbaine,…)
- La mise en œuvre d'un plan de communication à l'échelle régionale et la réalisation d'un site web

spécifique dédié à promouvoir l'ensemble des objectifs du projet ARTERD.

Le projet ARTERD s'adresse à une diversité d'acteurs locaux (économiques, associatifs, pédagogiques, collectivités) afin de favoriser l'émergence d'un réseau d'ateliers dédiés à l'initiation et au développement de l'économie circulaire par l'implication des citoyens. Ainsi les parties prenantes du projet sont :

- des acteurs associatifs locaux et régionaux engagés dans les actions de développement durable et d'économie circulaire (Extramuros, Bagneux Environnement, Régie de Quartier, Potagers de Bagneux, Habiter la porte d'en bas, Atmosphères de rue…)
- des acteurs institutionnels (Mairies, ADEME, Agro Paris Tech, Région Ile de France).

AAA souhaite multiplier les sites d'actions sur d'autres communes, et ainsi développer un réseau régional d'ateliers pour la promotion de l'économie circulaire.

Moyens mis en œuvre :
L'association AAA mobilisera ses adhérents, les habitants et les acteurs des territoires pour la fabrication d'aménagements écologiques légers, de 3 unités d'économie circulaire et de prototypes (lombricompost, réemploi matériaux, …).

Intérêt régional :
La mise en œuvre du projet permet de répondre aux objectifs du PREDMA. Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Public(s) cible(s) :
Les habitants, les acteurs locaux associatifs et économiques des quartiers concernés des 2 communes partenaires à savoir Bagneux et Gennevilliers.
Les habitants, les acteurs locaux associatifs et économiques des communes voisines.
Les acteurs régionaux qui pourraient être impliqués dans le projet.

Détail du calcul de la subvention :
C'est la mesure 1 de la politique d'aide qui s'applique.
24,54 % du montant de l'opération soit 40 000,00 €

Localisation géographique :

- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fabrication d'aménagements écologiques légers	31 000,00	19,02%
Fabrication de 3 unités d'économie circulaire	86 500,00	53,07%
Fabrication de prototypes	45 500,00	27,91%
Total	163 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	123 000,00	75,46%
Subvention Région prévisionnelle	40 000,00	24,54%
Total	163 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	75 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009636

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CREATION D'UNE RESSOURCERIE (INVESTISSEMENT) A ARCUEIL-ASSOCIATION « LA MINE »

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	495 000,00 €	30,00 %	148 500,00 €
	Montant Total de la subvention		148 500,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MINE
Adresse administrative : 12 RUE PAUL LANGEVIN
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMELINE RENAUDIN, Présidente
N° SIRET : 80163389200014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mettre en place une Ressourcerie sur le territoire T12 qui couvrira les communes d'Arcueil, Cachan, et Gentilly pour la collecte et l'ensemble du territoire pour la sensibilisation.

Description :
Ce projet de Ressourcerie a fait l'objet d'une étude de faisabilité co-financée par : le Conseil Régional d'Île de France (13 000 €), le Conseil départemental du Val de Marne (10 000 €) et la ville de Fontenay-sous-Bois également (10 000 €). (L'association RIP a porté cette étude sur le territoire de Fontenay-sous-Bois. Elle a ensuite été reprise et adaptée au nouveau territoire). L'étude de faisabilité a donné lieu à deux documents de synthèse dont les principales conclusions sont :

- La pertinence du projet parce qu'il n'existe aucune structure comparable sur la zone d'intervention (T12).
- La capacité de la future Ressourcerie à favoriser des changements de comportements des usagers.
- La capacité de la future Ressourcerie à créer de l'emploi non délocalisable sur la zone d'intervention (l'étude a démontré que cette structure est en capacité de créer jusqu'à 19 emplois en 5 ans).

L'association a été créée le 19 Novembre 2013 pour porter les activités de la future Ressourcerie et un travail est mené pour :

- Déterminer la gouvernance du projet par la constitution d'un conseil d'administration pluridisciplinaire et professionnel
- Choisir le lieu d'implantation de la future Ressourcerie.
- Déposer des demandes pour obtenir les différents agréments pour porter l'atelier chantier d'insertion accompagné par la DIRECCTE.

Acteur complémentaire aux déchèteries mobiles des villes d'Arcueil et de Cachan, lieu d'apport volontaire et lieu de conditionnement des matières à recycler ou à traiter, la ressourcerie "la mine" met en place les services suivants:

- Collecte séparative des déchets d'origine « encombrants ménagers », c'est à dire le petit et le gros mobilier, le textile, les Déchets d'équipement électrique et electronique, la vaisselle, les équipements de loisirs, sports, puériculture, les biens culturels, bibelots et les objets de bricolage en préservant leur état, afin de pouvoir envisager une valorisation par le réemploi. S'ajoutent à ceux-ci, les « déchets industriels banals» qui seront développés dans un second temps afin de consolider le modèle économique. Dans le cadre de la rédaction de l'étude de faisabilité, il a été émis la possibilité de travailler sur deux filières supplémentaires : la collecte d'invendus de matériel de bricolage et de décoration d'intérieur et le papier. L'étude démontre qu'il est tout à fait envisageable de travailler avec des entreprises du territoire, notamment dans la cité des artistes à Gentilly pour la collecte. Par la suite, un partenariat se fera pour « la vente » avec l'éco organisme Ecofolio, pour le papier et un réseau d'artistes et d'artisans, pour les produits déconditionnés de bricolage et de décoration. Conformément à l'étude de faisabilité, les collectes s'effectueront par le biais des déchèteries en partenariat avec le Syctom et le SIEVD ; ainsi que par des collectes complémentaires sur rendez-vous et en apport volontaire directement sur le site.
- Tri, contrôle, nettoyage voire réparation et revalorisation design de certains encombrants pour les revendre (dans le local de l'avenue de la convention mais aussi dans des boutiques éphémères qu'il est envisagé d'implanter dans les centres villes du territoire).
- Démontage des objets non réutilisables afin de les traiter ou les recycler dans les filières adéquates. (travailler avec des éco-organismes pour le retraitement des déchets non réutilisables : Ecosystème pour le D3E, Gebetex, pour le textile, eco- mobilier pour le mobilier). Souhait également de bénéficier du gisement d'une partie des filières de retraitement des déchets de la déchetterie du Syctom et du SIEVD dans le cadre d'une convention.
- Education à l'environnement et au développement durable, auprès des usagers des services de collecte, des clients des lieux de vente de produits réemployés, des jeunes générations mais aussi auprès de tous les habitants, concernés en tant que citoyens et consommateurs aux problèmes d'environnement et de gestion des déchets via la mise en place d'atelier de revalorisation des objets encadrés par des artisans locaux, des repair cafés voire un fab lab.
- Conventionner les prestations avec les partenaires institutionnels et privés (bailleurs HLM) pour assurer la pérennité des postes de travail
- Déménagement express et ameublement à partir d'encombrants collectés pour les femmes victimes de violences. Un partenariat sera signé avec les CCAS des villes de la zone d'intervention et les associations des droits des femmes du territoire.
- Broyage de déchets verts à domicile (service réservé aux particuliers des villes de la zone d'intervention). Sont considérés comme déchets verts les fleurs fanées, la pelouse, les feuilles, les branchages attachés en fagots et qui seront laissés in situ.
- Café associatif pour créer un lieu de vie sociale.
- Fablab anti obsolescence programmée en partenariat avec l'IUT de Cachan
- Prestations B2B (débarras d'entreprises notamment)

Au terme d'une recherche de locaux sur le territoire de la zone de collecte, une opportunité s'est offerte sur la commune d'Arcueil, à savoir, un ancien garage à réhabiliter d'une surface totale de 430 m2.

Des travaux sont nécessaires pour adapter ce local à l'activité de ressourcerie. Une étude de réhabilitation du garage a été réalisée auprès d'un architecte. Les prestations de remise en état suivantes sont indispensables :
- Installation d'un nouveau système de chauffage.
- Réfection complète de l'installation électrique.
- Remplacement des menuiseries.
- peinture.
- Réfection des sols.
- Création d'un sas pour l'entrée principale.
- Création d'une mezzanine avec monte-charge pour augmenter la capacité de stockage.
- Création de locaux sanitaires pour le personnel en insertion.

Moyens mis en œuvre :
- La réalisation d'un diagnostic du territoire d'implantation.
- Une étude de faisabilité complète.
- Une étude de réhabilitation des locaux.
- La création d'un réseau de partenaires institutionnels, associatifs, technique et financier autour du projet.

Intérêt régional :
Le PREDMA fixe un objectif de 30 ressourceries/recycleries en Ile-de-France d'ici 2019.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter à minima 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'ensemble des habitants de trois communes d'Arcueil, Cachan et Gentilly pour la partie collecte et l'ensemble du nouveau territoire T12 pour la partie sensibilisation à la réduction des déchets.
Concernant l'atelier chantier d'insertion, le public prioritaire définis par les partenaires la DIRECCTE et le Conseil départemental du Val de Marne : les jeunes de moins de 26 ans en grande difficulté, les bénéficiaires de minima sociaux (RSA) et les demandeurs d'emploi de longue durée, les femmes.

Détail du calcul de la subvention :
Cette subvention est attribuée sur le fondement du reglement des minimis.
Il s'agit de la mesure 1 de la politique d'aide: 30 % du montant total de l'opération soit 148 500,00 €

Localisation géographique :
- ARCUEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	350 000,00	70,71%
Materiel	145 000,00	29,29%
Total	495 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	99 000,00	20,00%
Subvention Région prévisionnelle	148 500,00	30,00%
Subvention ADEME prévisionnelle	99 000,00	20,00%
Subvention SYCTOM prévisionnelle	148 500,00	30,00%
Total	495 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	74 250,00 €
2017	74 250,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009660

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACTION EXPERIMENTALE DE COMPOSTAGE COLLECTIF DE BIODECHETS DE RESTAURATION-ASSOCIATION CONFLUENCE (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	35 000,00 €	40,00 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 937-72-6574-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONFLUENCES CHANTIERS D'INSERTION
Adresse administrative : 54 BOULEVARD DE STALINGRAD
94500 CHAMPIGNY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FRANÇOIS HUBERT, Directeur.

Date de publication au JO : 14 janvier 2012

N° SIRET : 75175905100012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Confluences CI est une association qui porte deux chantiers d'insertion dans le Val de Marne. Elle réalise, depuis le 27 mars 2015, en partenariat avec l'EPT 12 (ex CAVB) et la ville de Fresnes, une action expérimentale de compostage collectif de restes de repas pour un ensemble scolaire situé sur la ville de Fresnes.

Le compostage collectif auprès des cantines scolaires représente aujourd'hui un des moyens permettant de répondre à une double priorité environnementale : prévention des déchets sur le plan local et récupération d'un amendement organique de qualité.
Après une première phase d'expérimentation qui a démarré le 27 mars 2015, Confluences CI a aujourd'hui plusieurs objectifs:

- répondre à la réglementation sanitaire
- valider le processus permettant d'obtenir un compost conforme à la norme environnementale NFU - -44-051

Le compost obtenu sera ainsi redistribué au service des espaces verts de la ville de Fresnes afin qu'il soit utilisé comme engrais et servira aux écoles de support pédagogique autour du thème de la prévention des déchets et de la lutte contre le gaspillage alimentaire.

Cette opération permet d'associer dans ce projet l'utilité environnementale et la dimension d'utilité sociale en faisant porter par un chantier d'insertion la réalisation de ce compostage collectif.

Description :
La première phase du projet a démarré le 27 mars 2015 auprès d'un ensemble scolaire situé à Fresnes par le biais d'une convention signée entre la CAVB, la Ville de Fresnes et Confluences CI. Elle a permis de mettre en place une organisation de réalisation de l'action au sein d'un chantier d'insertion ainsi que d'élaborer un processus de compostage répondant à la norme NFU 44-051.

Cette action est pilote dans le sens où elle permet de revaloriser l'ensemble des restes de repas, viande et laitage inclus en utilisant une technique entièrement manuelle. L'integration de déchets de viande rend le processus complexe d'un point de vue technique et nécessite, dans un premier temps, de consacrer une période de mise en œuvre et d'ingénierie à l'échelle d'une école avant d'envisager un développement plus large.

Description du processus actuel :
Les restes de repas sont collectés les lundis, mardis, jeudis et vendredis, hors vacances scolaires. Le site de compostage est installé au sein du Centre Technique Municipal Annexe de la Ville de Fresnes, dont la principale fonction est celle de déchèterie des services municipaux.
Les broyats, tontes et feuilles mortes sont collectés par les services des espaces verts de la Ville de Fresnes ou lors des autres travaux de l'équipe de Confluences CI.
Les restes de repas sont transportés immédiatement à la fin du service de cantine vers le site de compostage. Le trajet est effectué avec un vélo triporteur de charge utile et prend un quart d'heure. Leur traitement est immédiat.
Les installations de compostage comportent :

- Une série de trois bacs « Emeraude Création » de 1,7 m3 chacun destinés respectivement au stockage de broyat, aux apports et au refroidissement,
- Deux bacs de maturation de 2m^3 et 1,5 m^3.

Le traitement du compost est poursuivi tout au long de l'année, que ce soit en période scolaire ou non, il comprend :

- Apport de broyat
- Brassage hebdomadaire
- Transferts mensuels dans le bac de refroidissement
- Transfert au bout de 8 semaines dans le bac de maturation
- Tamisage et mise en sacs du compost

Pour la première année, les données quantitatives sont les suivantes :

- 4.9 tonnes de déchets fermentescibles ont été traités auxquels il faut rajouter son équivalent en broyat. Cela représente un total avoisinant les 10 tonnes de déchets revalorisés.
- Le poids moyen collecté est de 50 kilos/jour
- Le nombre de repas moyen est de 450/jour
- Les déchets de viande représentent moins de 10% des restes de repas.
- Température moyenne dans le bac d'apport : 60°C en période d'apports (hors vacances scolaires).

Des premières analyses ont été réalisées au mois de septembre 2015, afin de vérifier la conformité à la norme NFU 44-051. Si la plupart des données étaient satisfaisantes, elles ont révélé en revanche la présence d'œufs d'helminthes. De ce fait, le processus a été modifié en prolongeant la phase de maturation permettant ainsi aux champignons de digérer les œufs d'helminthe. Après cet ajustement, une deuxième analyse concentrée sur la présence d'agents pathogènes (œufs d'helminthe, listéria, salmonelle) a été effectuée au mois de février 2016. Les résultats ont montré l'absence de ces trois germes et polluants et permis ainsi de valider le nouveau processus.
Au total, les déchets séjournent 24 semaines (quasiment 6 mois) minimum dans le dispositif.

Projet 2016-2017 :
La première année d'expérimentation a permis la mise en œuvre d'un tel projet au sein d'un chantier d'insertion et a permis d'introduire les bases de l'élaboration d'un processus fiable de compostage permettant de répondre à la norme environnementale.
Cependant, il est maintenant nécessaire que l'installation réponde à la norme sanitaire applicable aux sous-produits animaux mais aussi de valider le processus de compostage en prenant en compte les changements qu'introduit le respect de la norme sanitaire.

Une rencontre avec la personne en charge de l'inspection des sous-produits animaux de la DRIAAF a été organisée au mois d'avril 2016. Afin de se conformer à la norme, trois points ont été demandés :
- dépôt du dossier de demande d'agrément auprès de la DRIAAF (plan de maitrise sanitaire,…)
- obligation de broyer les déchets à moins de 12 mm avant leur incorporation dans le bac d'apport
- acquisition d'un thermomètre enregistreur afin de mesurer l'évolution de la température et notamment d'être en capacité de prouver, lors de la phase thermophile, que la température est maintenue à 70° pendant une heure.

L'application de ces nouveaux éléments entrainera, de fait, un besoin d'adaptation du processus de compostage et donc d'étude. La coordinatrice de la structure, ainsi que le directeur, consacreront la moitié d'un équivalent temps plein pour l'ingénierie de ce projet. En effet, le broyage des aliments à moins de douze mm devrait encourager la phase thermophile, mais amènera aussi des changements dans le processus. De plus, il faudra s'assurer que celui-ci permet d'atteindre, pendant une heure, les 70° durant la phase thermophile. Pour cela, des analyses quotidiennes effectuées à partir des enregistrements retranscrits par le thermomètre permettront d'étudier les évolutions du processus en fonction des différents paramètres.

Cette deuxième phase d'expérimentation aura pour objectif de finaliser l'action pilote initiée en mars 2015 en validant chaque étape du projet tant d'un point de vue sanitaire qu'environnemental, afin de produire un amendement de qualité. Confluences CI souhaite, par la suite, proposer aux deux partenaires, l'Etablissement Public Territorial 12 (ex CAVB) et la ville de Fresnes, un développement à plus grande échelle sur l'ensemble de leur territoire.

Moyens mis en œuvre :
- Achat d'un broyeur pour déchets alimentaires, d'un thermomètre enregistreur de température et d'humidité et de divers petits matériels de compostage
- Temps d'étude consacré à la deuxième phase d'expérimentation réalisé par la coordinatrice et le directeur correspondant à la moitié d'un équivalent temps plein
- Montage du dossier de demande de l'agrément sanitaire

Intérêt régional :
Cette action s'inscrit pleinement dans la politique régionale de soutien à la prévention et à la gestion des déchets du PREDIF et plus précisément, dans le cadre des actions de gestion autonome des bios déchets produits par la restauration collective.
Il s'agit également d'une opération pilote qui permettra de valider ou non la possibilité de gestion des biodéchets de restauration scolaire par compostage manuel en dehors du cadre réglementaire du compostage de proximité. Le retour d'expérience de cette opération sera particulièrement intéressant pour les lycées, collèges et écoles du territoire francilien.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le premier public cible est l'EPT 12 (dans son objectif de prévention et de valorisation des déchets organiques) et la ville de Fresnes (par la réutilisation de l'amendement au sein de ses jardins et espaces verts). Les salariés en insertion sont aussi directement un public cible dans la mesure où ils mettent en œuvre le projet et y sont sensibilisés.

Les établissements scolaires sont aussi une cible (dans le sens où l'action mise en œuvre, permet d'élaborer auprès des enfants des projets autour de la prévention de déchets, et la lutte contre le gaspillage scolaire). Le porteur de projet envisage d'effectuer, une fois obtenue l'autorisation d'utilisation du compost, des interventions en milieu scolaire afin de sensibiliser les enfants au compostage.
Enfin, Confluences CI envisage de céder du compost, en accord avec la ville de Fresnes et l'EPT12, aux jardins familiaux, partagés aux associations œuvrant pour le maraichage biologique situé sur le territoire de l'EPT 12.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 de la politique d'aide 40 % du montant total de l'opération soit 14 000,00 €

Localisation géographique :
- FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat du broyeur et du thermomètre	9 000,00	25,71%
Achat petits matériels de compostage	1 000,00	2,86%
Salaire dédié à l'ingénierie de projet et au montage du dossier de demande d'agrément sanitaire	25 000,00	71,43%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	7 920,00	22,63%
Subvention Région prévisionnelle	14 000,00	40,00%
Subvention SYCTOM prévisionnelle	4 500,00	12,86%
Subvention EPT 12 prévisionnelle	8 580,00	24,51%
Total	35 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 000,00 €
2017	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ARSIE- Aide à l'investissement	27 000,00 €
2013	Emploi Insertion Environnement (EIE)	54 696,00 €
2014	ARSIE- Aide à l'investissement	19 506,00 €
2014	Soutien aux associations dans le domaine de l'environnement.	5 000,00 €
2015	Emploi Insertion Environnement (EIE)	44 358,00 €
	Montant total	150 560,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009668

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : OPERATION DE COMPOSTAGE DOMESTIQUE ET LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE-SIREDOM (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	41 875,08 €	35,00 %	14 656,28 €
	Montant Total de la subvention		14 656,28 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

N° SIRET : 25910155800049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les déchets organiques représentent un tiers de notre poubelle d'ordures ménagères et sont, sur le territoire du SIREDOM, incinérés. Le syndicat souhaite donc détourner ces déchets composés, en moyenne de 80 % d'eau, de l'incinération.
Les résultats de la caractérisation des OMR (ordures ménagères résiduelles) menée en 2013 sur le territoire du SIREDOM met en avant que 105 kg/habitant/an de résidus fermentescibles et putrescibles sont potentiellement évitables.
La politique du SIREDOM intègre l'amélioration de la gestion des biodéchets. En ce sens, le syndicat développe de façon concomitante deux axes :
- la réduction de la production de biodéchets via le développement du compostage domestique, du compostage collectif et les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire.
- Le développement de la collecte et du traitement des biodéchets sur son territoire : étude menée

sur la collecte des bio déchets des gros producteurs, développement des plateformes de compostage partagé, collecte des déchets vert dans les éco-centres, projet de construction d'un méthaniseur sur la commune d'Itteville.
Une opération de compostage domestique est menée sur le territoire depuis 2006, et concerne, depuis 2012, l'ensemble des collectivités adhérentes au SIREDOM. Fort de son expérience auprès des habitants de logements pavillonnaires, le Syndicat a souhaité étendre son action aux habitants de logements collectifs. En effet, le compostage collectif permet de répondre aux besoins de foyers résidants en appartement et ne disposant pas de l'espace nécessaire pour composter chez eux.
Parallèlement, des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire sont en œuvre depuis 2013 (formation sur la réduction du gaspillage alimentaire en restauration collective, édition d'un guide à destination du grand public, accompagnement de lycées éco-responsables). Le SIREDOM souhaite poursuivre et approfondir ces actions.
Par ces actions, le SIREDOM vise plusieurs objectifs :
- La mise en relation d'acteurs publics (communes, EPCI) et privés (bailleurs sociaux, prestataires, associations) et l'échange sur les actions de communication sur la prévention des déchets
- Le traitement sur place de la fraction organique des poubelles des ménages (déchets de cuisine),
- L'évitement à la source des quantités de déchets jetés et pris en charge par le service public (coûts réduits et diminution des transports),
- La dimension sociale par la création d'un lien entre les particuliers, le bailleur social, les relais locaux et la collectivité concernée
- La responsabilisation des habitants sur les déchets jetés et la sensibilisation à la prévention des déchets.

Description :
Volet compostage domestique :
Dans un premier temps destiné aux habitations individuelles, le syndicat souhaite désormais étendre son opération de promotion du compostage à l'habitat collectif. Le compostage collectif, outre la réduction des bio-déchets, permet également de favoriser le lien social et d'animer la vie des habitats collectifs.
2 sites pilotes de plateformes de compostage collectif, concernant 4 résidences, ont été mis en place en 2015, avec le bailleur SA l'Athégienne. Ce dispositif a été présenté aux autres principaux bailleurs sociaux présents sur le territoire.
L'objectif est de mettre en place 6 plateformes en 2016 et de fédérer de nouveaux bailleurs sociaux autour de cette opération.
Méthodologie :
- sélection du site (rencontre avec les bailleurs, identification des résidences correspondant aux critères)
- définition des rôles des différents acteurs (bailleurs et SIREDOM) : communication, apport de matière sèche, achat et distribution des bioseaux, organisation d'évènements, supports de communication, suivi…
- information des habitants
- mise en place de la plate-forme et organisation de l'inauguration / distribution des bioseaux
- suivi de la plate-forme par les agents référents du SIREDOM

Communication : l'une des clés du succès d'une telle opération étant la sensibilisation et la communication auprès des habitants, le SIREDOM a souhaité en faire un volet essentiel de son opération. Des outils de communication ont été spécialement créés pour cette opération et viennent compléter ceux déjà existant sur le compostage domestique.
- Un flyer a été réalisé par le service communication du SIREDOM. Les premières impressions ont été réalisées en interne mais le développement de l'opération nécessitera l'impression par un prestataire.
- Un masque d'affiche est en cours de réalisation par le service communication du SIREDOM. Il reprendra les visuels utilisés sur le flyer et les panneaux. Le masque de l'affiche sera utilisé pour communiquer sur tous les évènements organisés sur les plates-formes.
- 2 panneaux permettant d'identifier les composteurs ont été conçus par le service (« composteur d'apport » et « matière sèche »), le troisième est en cours (« compost en cours de maturation »).

- Les logos des partenaires sont apposés sur les panneaux ainsi que les affiches.
- Le SIREDOM veille à créer une identité pour cette opération, en reprenant les mêmes visuels afin que les habitants puissent facilement identifier les informations relatives à la plateforme de compostage.

Formation : afin d'assurer la pérennité des plateformes de compostage, des sessions de formations seront organisées. La formation des personnes impliquées dans l'action sera assurée par le SIREDOM ou les agents des collectivités partenaires.
Suivi : un tableau de suivi des interventions et réclamation permet d'avoir un suivi régulier des plateformes et ainsi établir des bilans. Après un an de mise en route, un bilan sera effectué via un questionnaire envoyé par courriers aux participants à l'opération pour évaluer le fonctionnement de l'opération, la satisfaction des participants. Les conclusions de ce bilan seront transmises au bailleur social, à la collectivité ainsi qu'à l'ensemble des participants.

Volet lutte contre le gaspillage alimentaire :
Actions prévues :
- Poursuivre le partenariat avec la Région Ile de France et l'accompagnement des lycées éco responsable : Edition numéro 2 du concours « bien manger au lycée » en 2017 avec le Lycée Jean Monnet, accompagnement d'autres lycées dans la thématique
- Réaliser des outils de communication en direction des établissements scolaires : exposition sur le gaspillage en restauration collective
- Réaliser des outils pédagogiques en vue d'animer des séances de sensibilisation au gaspillage alimentaire dans les classes mais également lors des manifestations grands public animées par les conseillers prévention et tri des déchets : jeu en cours de conception.
- Accompagner les lieux de restauration collective qui souhaitent s'engager dans un projet sur le long terme de réduction du gaspillage alimentaire. Mettre en place à leur demande, des tables de tri permettant de faciliter le diagnostic et le suivi de la réduction de leurs déchets. Les établissements sélectionnés pour la mise en place d'une table de tri au sein de leur établissement s'engageront à ce que les biodéchets triés soient valorisés soit par compostage in situ, soit par traitement avec valorisation après collecte.
- Intervenir dans les établissements scolaires pour sensibiliser les élèves au tri, au recyclage et à la prévention des déchets
- Réaliser des outils de communication en direction du grand public : expo en cours de conception. Cette exposition a pour vocation d'être utilisée par les conseillers prévention et tri des déchets du SIREDOM lors des manifestations grand public et d'être mis à disposition des collectivités qui le souhaitent lors de leurs manifestations.

Suivi : les indicateurs pour suivre et évaluer cette action sont les suivants :

Type d'indicateur		Indicateurs de suivi des actions
Activité	Moyen	Temps mobilisé
	Réalisation	Nombre d'actions engagées
	Réalisation	Nombre de partenariats
Impact	Participation	Nombre de personnes participants aux manifestations
	Participation	Nombre d'établissements scolaires menant un projet
	Flux évité	Diminution des déchets alimentaires

Moyens mis en œuvre :
Les équipements sont achetés par le SIREDOM et mis à disposition des habitants, des bailleurs (composteurs) et des établissements scolaires (tables de tri). Le SIREDOM assure également l'animation du dispositif global, le suivi des plates-formes et des établissements (moyens humains internes), les formations, ainsi que la conception et l'impression des supports de communication (prestataire externe).
Afin de parvenir à une réussite globale et locale de l'opération, le SIREDOM souhaite développer le partenariat autour de cette action avec les bailleurs sociaux, les EPCI à compétence collecte adhérentes

au SIREDOM et les collectivités ayant en charge les établissements scolaires ; Département, Région, communes.
Ces actions prennent place dans le cadre du Programme Local de Prévention de deuxième génération réalisé en commun avec les collectivités volontaires du territoire, pour lesquelles le SIREDOM a un rôle d'animateur du territoire.

Intérêt régional :
Ce projet répond à un intérêt régional car il correspond aux objectifs du PREDMA et du PREDIF :
- Réduction des tonnages des déchets de cuisine collecté et réduction des OMR.
- Prévention des déchets ménagers et assimilés

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'opération de compostage domestique concerne l'ensemble des communes du territoire. Cet axe vient compléter l'opération de compostage domestique mis en place par le SIREDOM depuis 2006, permettant ainsi de toucher aussi bien les habitants en logement pavillonnaire que ceux en habitat collectif.
L'action de réduction du gaspillage alimentaire concerne l'ensemble des communes du territoire.
Elle vise à accompagner les acteurs de la restauration collective ainsi que le grand public dans la réduction du gaspillage alimentaire.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 de la politique d'aide
35 % du montant total soit 14 656,28 €

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Composteurs et autres équipements de compostage (brass-compost, pelle, bioseaux, tamis…)	3 475,08	8,30%
Tables de tri et petits équipements associés aux tables de tri	14 000,00	33,43%
Petits équipements associés aux tables de tri	6 400,00	15,28%
Conception d'outils pédagogiques pour le tri en établissements	8 000,00	19,10%
Actions et documents de communication associés au tri en établissements	10 000,00	23,88%
Total	41 875,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	24 676,56	58,93%
Subvention Région prévisionnelle	14 656,28	35,00%
Subvention CD 91 prévisionnelle	2 542,24	6,07%
Total	41 875,08	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 328,14 €
2017	7 328,14 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 913,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	988 067,30 €
	Montant total	1 239 980,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009678

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ETUDE POUR LA CREATION D'UN CENTRE DE SUR-TRI DES EMBALLAGES 0 ETAMPES-SIREDOM (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	79 975,00 €	35,00 %	27 991,00 €
	Montant Total de la subvention		27 991,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001063- Optimisation de la gestion des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

N° SIRET : 25910155800049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le SIREDOM entend réaliser, dans le cadre du plan de relance du tri et du recyclage d'Eco-emballages, un centre de sur-tri sur l'Ecosite Sud Essonne (Etampes) afin de favoriser le recyclage des emballages ménagers en plastique dans le cadre des objectifs définis par la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte. Ce centre de sur-tri aura vocation à recevoir les déchets plastiques du territoire du SIREDOM et ceux des agglomérations avoisinantes, ceci dans le strict respect de la loi n° 2014-58 du 17 janvier 2014 relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite loi « MAPTAM ») et la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la nouvelle organisation du territoire de la République (dite loi « NOTRe ») en matière d'optimisation des équipements publics et de rationalisation de la dépense publique.
Il permettra, dans le cadre des travaux de modernisation des centres de tri nécessaires à l'extension des consignes de tri à l'ensemble des emballages en plastique, de minimiser les investissements à réaliser ou d'apporter une solution à des centres de tri ayant des contraintes techniques ne permettant pas de

réaliser les travaux pour cette extension de consignes.
La capacité de traitement du centre de sur-tri est évaluée à 15 000 t/an (en 1 poste).
Il s'agira du premier centre de sur-tri des plastiques de la Région Ile-de-France et de l'un des premiers à l'échelle nationale.
Au regard des investissements et de la complexité technique des installations à réaliser et à exploiter, le mode de construction et d'exploitation du site se fera sous la forme d'un contrat de délégation de service public. Pour ce faire, le SIREDOM sera accompagné d'un assistant à maitrise d'ouvrage qui interviendra lors du choix du délégataire jusqu'à la réception des ouvrages.
La présente demande porte sur les dépenses relatives à l'assistance à maitrise d'ouvrage.

Description :
L'Ecosite Sud Essonne, situé dans la zone industrielle d'ETAMPES, dans le département de l'Essonne, a été construit en 2001 pour une mise en service en 2002. Il comprenait à sa construction un quai de transfert des ordures ménagères et de verre ainsi qu'un centre de tri des collectes sélectives, d'une capacité de 3 500 t/an. Suite à une reprise en régie du site en 2010 et au regard de l'obsolescence des équipements du centre de tri, celui-ci a été remplacé par un quai de transfert. Il assure donc actuellement le transfert des ordures ménagères résiduelles et collectes sélectives des collectivités du sud du territoire du SIREDOM à l'exutoire de traitement à VERT LE GRAND.
Cette installation étant actuellement sous-exploitée et les équipements vieillissants, une étude a été réalisée portant sur les potentialités du site en termes de nouveaux gisements à capter ou de nouvelles installations à implanter/modifications à apporter.
La nouvelle configuration de l'Ecosite Sud Essonne serait la suivante :
• Quais de transfert des ordures ménagères et de la collecte sélective. Les encombrants pourraient également transiter par le site au regard des tonnages considérés ;
• Le bâtiment actuel accueillerait la capacité de sur-tri des plastiques.
Le mode d'exploitation du site retenu est la délégation de service public (comprenant la phase de conception et de réalisation des travaux).
Pour ce faire, le SIREDOM a choisi un assistant à maitrise d'ouvrage dont les missions seront les suivantes :
• Assistance à la validation des scénarios de réalisation du projet établis par le cabinet ayant conduit l'étude de faisabilité ;
• Assistance et conseil juridique pour la procédure de délégation de service public ;
• Assistance sur les études préalables (études de définition et études d'avant-projet) réalisées par le futur délégataire dans le cadre de la réalisation des ouvrages et contrôle des performances.
A travers ces différentes missions, l'assistant à maitrise d'ouvrage accompagnera le SIREDOM, lors de la procédure de délégation de service public ainsi, qu'après le démarrage du contrat, à la définition de la capacité de sur-tri qui sera construite à l'Ecosite Sud Essonne. Il participera ainsi à la validation des études préalables à la réalisation des ouvrages pour vérifier que les documents d'exécution établis respectent les dispositions du projet retenu et du contrat signé. Il assistera le SIREDOM lors de la mise en service industrielle de la capacité de sur-tri, lors des essais de performance et à la réception des ouvrages afin de valider que les garanties et performances soient conformes aux exigences du marché et aux engagements du titulaire.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est piloté par le SIREDOM, assisté de l'assistant au maitre d'ouvrage. Celui-ci est constitué d'un bureau d'études ayant une expérience reconnue dans des missions de diagnostic, contrôle, dévolution de l'exploitation des services publics des collectivités locales (régies, marchés de prestations de service, délégation de service public), et dans des missions d'AMO et maitrise d'œuvre pour la conception et le suivi de construction de centres de tri, dont certains en lien avec l'extension des consignes de tri. Il est également engagé dans la mise en conformité des cabines de tri à travers différentes missions et participe aux groupes de travail des instances nationales sur les normes en matière de tri. Il est accompagné d'un cabinet d'avocats qui a des références dans les procédures de délégation de service public,(notamment en lien avec les déchets.)

Un comité de pilotage, composé d'élus du SIREDOM, sera constitué afin de suivre les différentes phases du projet.

Intérêt régional :
Le SIREDOM s'inscrit, au travers de ce projet, dans les objectifs du PREDMA :
- d'amélioration de la collecte des emballages,
- d'augmentation du recyclage des emballages,
- d'amélioration des performances des centres de tri par la diminution des déchets recyclables encore présents dans les refus.

Le centre de sur-tri d'Etampes sera ainsi un site régional qui répondra à la problématique de l'extension des consignes de tri sur le territoire du SIREDOM et au-delà pour les collectivités d'Ile-de-France qui recherchent une solution pour mettre en œuvre cette extension.
Il s'agit également de soutenir un projet innovant, le premier de la région et un des premiers au niveau national à mettre en œuvre ce type de process.
Le SIREDOM s'inscrit, au travers de ce projet, dans une démarche globale de mise en place d'une stratégie d'économie circulaire à l'échelle de l'Ile-de-France pour le traitement des déchets.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le centre a vocation à traiter les plastiques provenant des collectes sélectives de son territoire et au-delà, auprès des collectivités avoisinantes.
Le SIREDOM a, en ce sens, signé un protocole d'accord d'intention avec le SYCTOM de l'Agglomération Parisienne afin de développer une nouvelle stratégie visant notamment à disposer de capacités de traitement à la périphérie de leurs territoires et faire ainsi jouer pleinement la carte métropolitaine de la mutualisation des équipements de traitement au bénéfice de l'intérêt général de la mission de service public exercée par les deux syndicats. Le SYCTOM envisage d'approvisionner cet équipement à hauteur de 5 550 t/an environ après l'extension de consigne de tri.

Détail du calcul de la subvention :
Ce projet se place dans le cadre du Contrat d'Objectif Territorial (mesure 6 de la politique régionale pour la prévention et la valorisation des déchets en Ile-de-France, cf. délibération CR 105-11 du 17 novembre 2011) conclu entre le Conseil Régional Ile-de-France et le SIREDOM (délibération du SIREDOM du 15 juin 2016 / approbation lors de la Commission Permanente du Conseil Régional du 8 juillet 2016), qui permet une bonification des taux et des plafonds d'aides de la Région :
- Mesure 3 de la politique d'aide : investissement : taux d'aides maximal de 35% des dépenses éligibles / aide régionale plafonnée à 300 000 €

Soit une subvention de 27 991,00 €

Localisation géographique :
- ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Recyclage et valorisation des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	79 975,00	100,00%
Total	79 975,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	51 984,00	65,00%
Subvention Région prévisionnelle	27 991,00	35,00%
Total	79 975,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 330,00 €
2017	9 330,00 €
2018	9 331,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 913,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	988 067,30 €
	Montant total	1 239 980,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012894

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CREATION D'UN ATELIER VELO PAR L'ASSOCIATION LA PETITE ROCKETTE (75)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	40 000,00 €	30,00 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-72-20421-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA PETITE ROCKETTE
Adresse administrative : 125 RUE DU CHEMIN VERT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROBERT BIANCO-LEVIN, Président

Date de publication au JO : 20 mai 2006

N° SIRET : 50882247500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ressourcerie la Petite Rockette souhaite diversifier ses activités et créer un atelier vélo participatif et collaboratif permettant :
- d'associer réemploi et mobilité, en collectant et réemployant des vélos usagés
- sensibiliser à une mobilité plus douce, respectueuse notamment de la qualité de l'air
- de renforcer le modèle économique de la structure en diversifiant ses activités

Description :
Des collectes de vélos seront organisées par la Petite Rockette auprès des particuliers, des bailleurs sociaux, dans les déchèteries, à la fourrière…. afin de disposer d'un stock de pièces détachées pour reconditionner des vélos prêts à l'utilisation, à la vente ou à la location.

Chaque vélo collecté fera l'objet d'une évaluation pour qualifier la réparabilité du cycle et la qualité des pièces exploitables avant démantèlement, référencement et stockage de chacune des pièces.

Afin de favoriser le développement de la pratique du vélo :
- des animations seront régulièrement proposées comme support de sensibilisation : atelier d'autoréparation, atelier récup, foires et bourses aux vélos….
- une action de formation et de sensibilisation aux usages et pratiques du cycle dans le contexte urbain sera développée afin de transmettre les bons réflexes pour circuler en ville de manière sécurisée et autonome, quel que soit le modèle de cycle (vélos, avec carrioles et chariots, tandems...)

Moyens mis en œuvre :
Deux postes de réparateurs - formateurs seront créés pour faire fonctionner cet atelier. Il seront aidés par des bénévoles chargés également de l'accueil.

Les tâches administratives (comptabilité, démarchage, communication gestion du planning…) seront assûrées par les actuels salariés de la ressourcerie.

La Petite Rockette s'appuiera sur des structures parisiennes spécialisées dans les ateliers vélos pour développer son expertise sur cette nouvelle activité.

Intérêt régional :
Le développement d'ateliers vélos :
- contribue à l'atteinte des objectifs du PREDMA (et de la loi Transition Energétique pour la Croissance Verte) de réduction des quantités de déchets d'une part, et de réemploi d'autre part.
- concours au développement de la pratique du vélo identifié dans la préparation du plan vélo du Conseil Régional Île-de-France

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
Voisins et habitants du quartier, touristes, passants occasionnels, adhérents, bénévoles et salariés de l'association, associations désireuses de passer à la mobilité douce et soutenable pour leurs diverses activités.
Les animations et la location de vélo seront également proposées aux structures locales de la jeunesse : MJC, auberges de jeunesse…

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 2 de l'axe 1de la politique d'aide.
Le montant de la subvention représente 30 % du montant total de l'opération estimé à euros 40 000 euros TTC, soit 12 000 euros.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat outillage	9 000,00	22,50%
Achat mobilier	10 000,00	25,00%
Achat matériel animation	2 000,00	5,00%
Travaux local	19 000,00	47,50%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 000,00	20,00%
Subvention Région prévisionnelle	12 000,00	30,00%
Subvention ville de Paris prévisionnelle	20 000,00	50,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide au démarrage des ressourceries	10 000,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	11 961,60 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	7 000,00 €
2015	Education à l'environnement vers un développement durable	10 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
	Montant total	46 461,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012896

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACTIONS DE PREVENTION DES BIODECHETS DU SIREDOM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	70 475,08 €	35,00 %	24 666,28 €
	Montant Total de la subvention		24 666,28 €

Imputation budgétaire : 907-72-204141-472001-200
472001053- Prévention des déchets

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SIREDOM SM INTERCOMMUNAL POUR LE RECYCLAGE ET L ENERGIE PAR LES DECHETS ET ORDURES MENAGERES
Adresse administrative : 63 RUE DU BOIS CHALAND
91090 LISSES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Xavier DUGOIN, Président

N° SIRET : 25910155800049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)
Rapport Cadre : CR105-11 du 17/11/2011

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les déchets organiques représentent un tiers de notre poubelle d'ordures ménagères et sont, sur le territoire du SIREDOM, incinérés. Le syndicat souhaite donc détourner ces déchets composés, en moyenne de 80 % d'eau, de l'incinération.
Les résultats de la caractérisation des OMR menée en 2013 sur le territoire du SIREDOM met en avant que 105 kg/habitant/an de résidus fermentescibles et putrescibles sont potentiellement évitables.
La politique du SIREDOM intègre l'amélioration de la gestion des biodéchets. En ce sens, le syndicat développe de façon concomitante deux axes :
- la réduction de la production de biodéchets via le développement du compostage domestique, du compostage collectif, les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire et l'opération expérimentale de distribution de poules.
- Le développement de la collecte et du traitement des biodéchets sur son territoire : étude menée

sur la collecte des biodéchets des gros producteurs, développement des plateformes de compostage partagé, collecte des déchets verts dans les éco-centres, projet de construction d'un méthaniseur sur la commune d'Itteville.
Une opération de compostage domestique est menée sur le territoire depuis 2006 et concerne, depuis 2012, l'ensemble des collectivités adhérentes du SIREDOM. Fort de son expérience auprès des habitants de logements pavillonnaires, le Syndicat a souhaité étendre son action aux habitants de logements collectifs. En effet, le compostage collectif permet de répondre aux besoins de foyers résidents en appartement et ne disposant pas de l'espace nécessaire pour composter chez eux.
Parallèlement, des actions de lutte contre le gaspillage alimentaire sont en œuvre depuis 2013 (formation sur la réduction du gaspillage alimentaire en restauration collective, édition d'un guide à destination du grand public, accompagnement de lycées éco-responsables). Le SIREDOM souhaite poursuivre et approfondir ces actions
Par ces actions, le SIREDOM vise plusieurs objectifs :
- La mise en relation d'acteurs publics (communes, EPCI) et privés (bailleurs sociaux, prestataires, associations) et l'échange sur les actions de communication sur la prévention des déchets
- Le traitement sur place de la fraction organique des poubelles des ménages (déchets de cuisine),
- L'évitement à la source des quantités de déchets jetés et pris en charge par le service public (coûts réduits et diminution des transports),
- La dimension sociale par la création d'un lien entre les particuliers, le bailleur social, les relais locaux et la collectivité concernée
- La responsabilisation des habitants sur les déchets jetés et la sensibilisation à la prévention des déchets.

Enfin, l'objectif de l'opération « poules pour moins de déchets » est la réduction des déchets alimentaires jetés à la poubelle et la sensibilisation des foyers à la prévention des déchets et au gaspillage alimentaire.
A terme, l'opération a vocation à être étendue à l'ensemble du territoire.

Description :
Volet compostage domestique :
Dans un premier temps destiné aux habitations individuelles, le syndicat souhaite désormais étendre son opération de promotion du compostage à l'habitat collectif. Le compostage collectif, outre la réduction des bio-déchets, permet également de favoriser le lien social et d'animer la vie des habitats collectifs.
2 sites pilotes de plateformes de compostage collectif, concernant 4 résidences, ont été mis en place en 2015, avec le bailleur SA l'Athégienne. Ce dispositif a été présenté aux autres principaux bailleurs sociaux présents sur le territoire.
L'objectif est de mettre en place 6 plateformes en 2016 et de fédérer de nouveaux bailleurs sociaux autour de cette opération.
Méthodologie :
- sélection du site (rencontre avec les bailleurs, identification des résidences correspondant aux critères)
- définition des rôles des différents acteurs (bailleurs et SIREDOM) : communication, apport de matière sèche, achat et distribution des bioseaux, organisation des évènements, supports de communication, suivi…
- information des habitants
- mise en place de la plate-forme et organisation de l'inauguration / distribution des bioseaux
- suivi de la plate-forme par les agents référents du SIREDOM

Communication : l'une des clés du succès d'une telle opération étant la sensibilisation et la communication auprès des habitants, le SIREDOM a souhaité en faire un volet essentiel de son opération. Des outils de communication ont été spécialement créés pour cette opération et viennent compléter ceux déjà existant sur le compostage domestique.
- Un flyer a été réalisé par le service communication du SIREDOM. Les premières impressions ont été réalisées en interne mais le développement de l'opération nécessitera l'impression par un prestataire.
- Un masque d'affiche est en cours de réalisation par le service communication du SIREDOM. Il reprendra les visuels utilisés sur le flyer et les panneaux. Le masque de l'affiche sera utilisé pour

communiquer sur tous les évènements organisé sur les plates-formes.
- 2 panneaux permettant d'identifier les composteurs ont été conçus par le service (« composteur d'apport » et « matière sèche »), le troisième est en cours (« compost en cours de maturation »).
- Les logos des partenaires sont apposés sur les panneaux ainsi que les affiches.
- Le SIREDOM veille à créer une identité à cette opération en reprenant les mêmes visuels afin que les habitants puissent facilement identifier les informations relatives à la plateforme de compostage.

Formation : afin d'assurer la pérennité des plateformes de compostage, des sessions de formation seront organisées. La formation des personnes impliquées dans l'action sera assurée par le SIREDOM ou les agents des collectivités partenaires.
Suivi : un tableau de suivi des interventions et réclamation permet d'avoir un suivi régulier des plateformes et ainsi établir des bilans. Après un an de mise en route, un bilan sera effectué via un questionnaire envoyé par courriers aux participants à l'opération pour évaluer le fonctionnement de l'opération, la satisfaction des participants. Les conclusions de ce bilan seront transmises au bailleur social, à la collectivité ainsi qu'à l'ensemble des participants.

Volet lutte contre le gaspillage alimentaire :
Actions prévues :
- Poursuivre le partenariat avec la Région Ile de France et l'accompagnement des lycées éco responsable : Edition numéro 2 du concours « bien manger au lycée » en 2017 avec le Lycée Jean Monnet, accompagnement d'autres lycées dans la thématique
- Réaliser des outils de communication en direction des établissements scolaires : exposition sur le gaspillage en restauration collective
- Réaliser des outils pédagogiques en vue d'animer des séances de sensibilisation au gaspillage alimentaires dans les classes mais également lors des manifestations grands public animées par les conseillers prévention et tri des déchets : jeu en cours de conception.
- Accompagner les lieux de restauration collective qui souhaitent s'engager dans un projet sur le long terme de réduction du gaspillage alimentaire. Mettre en place à leur demande, des tables de tri permettant de faciliter le diagnostic et le suivi de la réduction de leurs déchets. Les établissements sélectionnés pour la mise en place d'une table de tri au sein de leur établissement s'engageront à ce que les biodéchets triés soient valorisés soit par compostage in situ soit par traitement avec valorisation après collecte.
- Intervenir dans les établissements scolaires pour sensibiliser les élèves au tri, au recyclage et à la prévention des déchets
- Réaliser des outils de communication en direction du grand public : expo en cours de conception. Cette exposition a pour vocation d'être utilisée par les conseillers prévention et tri des déchets du SIREDOM lors des manifestations grand public et d'être mis à disposition des collectivités qui le souhaite lors de leurs manifestations.

Suivi : les indicateurs pour suivre et évaluer cette action sont les suivants :

Type d'indicateur		Indicateurs de suivi des actions
Activité	Moyen	Temps mobilisé
	Réalisation	Nombre d'actions engagées
	Réalisation	Nombre de partenariats
Impact	Participation	Nombre de personnes participants aux manifestations
	Participation	Nombre d'établissements scolaires menant un projet
	Flux évité	Diminution des déchets alimentaires

Volet poules pour moins de déchets :
1. Appel à candidature auprès de l'ensemble du territoire : les foyers reçoivent un dossier de candidature en ligne et un règlement précisant les obligations à respecter (habiter sur le territoire du SIREDOM, disposer d'un jardin de surface suffisante, ne pas posséder de poules).
2. Un comité de sélection choisit les candidats qui seront invités à venir récupérer les poules et signer la charte d'engagement (contrat d'adoption). Une séance d'information sera réalisée et un guide pratique leur sera fourni.
La livraison du poulailler se fera au préalable au domicile du foyer adoptant.
3. Un suivi sera réalisé auprès des foyers pour mesurer l'impact sur leur production de déchets et s'assurer du bon déroulement de l'opération. Des visites inopinées pourront avoir lieu (précision apportée dans le règlement de l'opération).

Moyens mis en œuvre :
Les équipements sont achetés par le SIREDOM et mis à disposition des habitants (poules et poulaillers), des bailleurs (composteurs) et des établissements scolaires (tables de tri). Le SIREDOM assure également l'animation du dispositif global, le suivi des plates-formes et des établissements (moyens humains internes), les formations, ainsi que la conception et l'impression des supports de communication (prestataire externe).
Le projet « poules » est piloté par le SIREDOM. Les services prévention et communication sont chargés de la mise en œuvre : déroulé de l'opération, document d'appel à candidature, conception graphique du guide pratique, recherche des prestataires (éleveur, fabricant/distributeur de poulaillers, prestataire chargé de la livraison et du montage chez le particulier).
Afin de parvenir à une réussite globale et locale de l'opération, le SIREDOM souhaite développer le partenariat autour de cette action avec les bailleurs sociaux, les EPCI à compétence collecte adhérentes au SIREDOM et les collectivités ayant en charge les établissements scolaires ; Département, Région, communes.
Ces actions prennent place dans le cadre du Programme Local de Prévention de deuxième génération réalisé en commun avec les collectivités volontaires du territoire, le SIREDOM a un rôle d'animateur du territoire.

Intérêt régional :
Ce projet répond à un intérêt régional car il correspond aux objectifs du PREDMA et du PREDIF :
- Réduction des tonnages des déchets de cuisine collecté et ainsi réduction des OMR.
- Prévention des déchets ménagers et assimilés

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Public(s) cible(s) :
L'opération de compostage domestique concerne l'ensemble des communes du territoire. Cet axe vient compléter l'opération de compostage domestique mis en place par le SIREDOM depuis 2006 permettant ainsi de toucher aussi bien les habitants en logement pavillonnaire que ceux en habitat collectif.
L'action de réduction du gaspillage alimentaire concerne l'ensemble des communes du territoire.
Elle vise à accompagner les acteurs de la restauration collective ainsi que le grand public dans la réduction du gaspillage alimentaire.
L'opération « poules » vise tout foyer résidant sur le territoire du SIREDOM disposant d'un jardin permettant l'accueil de 2 poules et d'un poulailler.

Détail du calcul de la subvention :
Il s'agit de la mesure 1 de la politique d'aide
35% du montant total de l'opération soit 24 666,28 €

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : TRANSITION ECOLOGIQUE ET ENERGETIQUE/Stratégie de prévention des déchets

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Composteurs	1 592,08	2,26%
Autres équipements de compostage (brass-compost, pelle, bioseaux, tamis…)	1 883,00	2,67%
Tables de tri	14 000,00	19,87%
Petits équipements associés aux tables de tri	1 400,00	1,99%
Actions et documents de communication relatifs à l'opération de promotion du compostage domestique	5 000,00	7,09%
Conception d'outils pédagogiques pour le tri en établissements	8 000,00	11,35%
Actions et documents de communication associés au tri en établissements	10 000,00	14,19%
Acquisition poules	4 600,00	6,53%
Fourniture et livraison des poulaillers	20 000,00	28,38%
Fourniture petits équipements (abreuvoirs, mangeoires)	4 000,00	5,68%
Total	70 475,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	43 266,56	61,39%
Subvention Région prévisionnelle	24 666,28	35,00%
Subvention CD 91 prévisionnelle	2 542,24	3,61%
Total	70 475,08	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 333,14 €
2017	12 333,14 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	251 913,50 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	988 067,30 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	200 000,00 €
	Montant total	1 439 980,80 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-452

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Volet territorial du contrat de plan 2015-2020
Convention et affectation en faveur des EPA ORSA, Seine Aval et Plaine de France au titre de l'ingénierie stratégique et territoriale 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU L'avis de la Commission de l'Aménagement et de l'Environnement,

VU Le rapport CP 16-452 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant global de 978 138 € en faveur de l'EPA Plaine de France, l'EPA Orly Rungis Seine Amont (EPA ORSA), et de l'EPA Mantois Seine Aval (EPAMSA), pour un montant respectif de 326 046 €

Cette autorisation d'engagement de 978 138 € est prélevée sur le chapitre 935 « aménagement des territoires » code fonctionnel 52 « Agglomérations et villes moyennes » programme PR 52-001 « Territoires stratégiques », action 452001076 « Ingénierie territoriale » du budget 2016.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, respectivement avec chacun des bénéficiaires ci-dessus nommés, d'une convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

Article 2 :

Autorise la Présidente du Conseil régional à signer les conventions jointes en annexes à la présente délibération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 – FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014368

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE AU PROGRAMME D'ETUDES DE L'EPA ORSA - INGENIERIE STRATEGIQUE ET TERRITORIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	652 092,00 €	50,00 %	326 046,00 €
	Montant Total de la subvention		326 046,00 €

Imputation budgétaire : 935-52-65735-452001-200
452001076- Ingénierie territoriale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT
Adresse administrative : 2 AV JEAN JAURES 94600 CHOISY LE ROI
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant :

N° SIRET : 49908428300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA
Rapport Cadre : CR58-15 du 18/06/2015

Objectifs :
Dans ces secteurs stratégiques où les opérations d'aménagement sont particulièrement complexes, la présence d'outils de dialogue et d'impulsion que sont les EPA a été essentielle. Elle a permis de construire des stratégies de développement économique et social de long terme fédérant les collectivités et les acteurs locaux et de concevoir des opérations d'aménagement ambitieuses dont le coût et les difficultés opérationnelles rendent indispensables la mobilisation d'outils d'Etat.

L'Etat et la Région ont inscrit la poursuite de leur soutien aux EPA dans le volet territorial du CPER 2015-2020, avec cependant une necessaire adaptation :
- aux perspectives d'évolution des outils d'aménagement de l'Etat avec la création de Grand Paris aménagement qui absorbe 2 EPA exixtants au 1er janvier 2017 (Plaine de France et Orsa) ;
- à l'évolution du paysage des SEM et EPL locaux, adossés à des collectivités dont la compétence en aménagement se trouve renforcée ;
- en tenant compte de la necessité pour ces EPA de privilégier une intervention de plus en plus opérationnelle, nécéssitant moins d'actions amont en ingéniérie territoriale.

Dans ce cadre en pleine évolution, la Région entend assurer pour l'année 2016 le soutien à l'EPA Orsa.

Une fois les nouvelles configurations institutionnelles précisées, le partenariat régional sera réexaminé pour 2017.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Ingénierie territoriale

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie stratégique territoriale (études)	652 092,00	100,00%
Total	652 092,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	326 046,00	50,00%
Subvention Etat	108 682,00	16,67%
Subvention CD94	108 682,00	16,67%
Subvention Communes	108 682,00	16,67%
Total	652 092,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	326 046,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 465 000,00 €
2013	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	1 000 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	5 436 425,00 €
2014	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	700 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	6 570 473,00 €
2015	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	550 000,00 €
	Montant total	14 721 898,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014371

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE AU PROGRAMME D'ETUDES DE L'EPA PLAINE DE FRANCE - INGENIERIE STRATEGIQUE ET TERRITORIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	652 092,00 €	50,00 %	326 046,00 €
	Montant Total de la subvention		326 046,00 €

Imputation budgétaire : 935-52-65735-452001-200
452001076- Ingénierie territoriale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPA LA PLAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 1 PL AUX ETOILES
93212 LA PLAINE SAINT DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 44267690400026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA
Rapport Cadre : CR58-15 du 18/06/2015

Objectifs :
Dans ces secteurs stratégiques où les opérations d'aménagement sont particulièrement complexes, la présence d'outils de dialogue et d'impulsion que sont les EPA a été essentielle. Elle a permis de construire des stratégies de développement économique et social de long terme fédérant les collectivités et les acteurs locaux et de concevoir des opérations d'aménagement ambitieuses dont le coût et les difficultés opérationnelles rendent indispensables la mobilisation d'outils d'Etat.

L'Etat et la Région ont inscrit la poursuite de leur soutien aux EPA dans le volet territorial du CPER 2015-2020, avec cependant une necessaire adaptation :
- aux perspectives d'évolution des outils d'aménagement de l'Etat avec la création de Grand Paris aménagement qui absorbe 2 EPA exixtants au 1er janvier 2017 (Plaine de France et Orsa) ;
- à l'évolution du paysage des SEM et EPL locaux, adossés à des collectivités dont la compétence en aménagement se trouve renforcée ;
- en tenant compte de la necessité pour ces EPA de privilégier une intervention de plus en plus opérationnelle, nécéssitant moins d'actions amont en ingéniérie territoriale.

Dans ce cadre en pleine évolution, la Région entend assurer pour l'année 2016 le soutien à l'EPA Plaine de France. Une fois les nouvelles configurations institutionnelles précisées, le partenariat régional sera réexaminé pour 2017.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Ingénierie territoriale

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie stratégique (études)	652 092,00	100,00%
Total	652 092,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	326 046,00	50,00%
Subvention Etat	108 682,00	16,67%
Subvention CD93	108 682,00	16,67%
Subvention CD95	108 682,00	16,67%
Total	652 092,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	326 046,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	1 963 648,00 €
2013	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	1 000 000,00 €
2013	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	996 809,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 539 820,00 €
2014	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	700 000,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	6 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	465 688,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	200 000,00 €
2015	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	550 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	31 257,00 €
2015	Soutien au développement du conseil en mobilité en Ile-de-France (Inv)	20 000,00 €
	Montant total	10 473 222,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014372

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE AU PROGRAMME D'ETUDES DE L'EPAMSA - INGENIERIE STRATEGIQUE ET TERRITORIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	652 092,00 €	50,00 %	326 046,00 €
	Montant Total de la subvention		326 046,00 €

Imputation budgétaire : 935-52-65735-452001-200
452001076- Ingénierie territoriale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPAMSA
Adresse administrative : 1 RUE DE CHAMPAGNE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Madame Frédérique DIELAINE, Directrice

N° SIRET : 41063810000033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA
Rapport Cadre : CR58-15 du 18/06/2015

Objectifs :
Dans ces secteurs stratégiques où les opérations d'aménagement sont particulièrement complexes, la présence d'outils de dialogue et d'impulsion que sont les EPA a été essentielle. Elle a permis de construire des stratégies de développement économique et social de long terme fédérant les collectivités et les acteurs locaux et de concevoir des opérations d'aménagement ambitieuses dont le coût et les difficultés opérationnelles rendent indispensables la mobilisation d'outils d'Etat.

L'Etat et la Région ont inscrit la poursuite de leur soutien aux EPA dans le volet territorial du CPER 2015-2020, avec cependant une necessaire adaptation :
- aux perspectives d'évolution des outils d'aménagement de l'Etat avec la création de Grand Paris aménagement qui absorbe 2 EPA exixtants au 1er janvier 2017 (Plaine de France et Orsa) ;
- à l'évolution du paysage des SEM et EPL locaux, adossés à des collectivités dont la compétence en aménagement se trouve renforcée ;
- en tenant compte de la necessité pour ces EPA de privilégier une intervention de plus en plus opérationnelle, nécéssitant moins d'actions amont en ingéniérie territoriale.

Dans ce cadre en pleine évolution, la Région entend assurer pour l'année 2016 le soutien à l'EPAMSA. Une fois les nouvelles configurations institutionnelles précisées, le partenariat régional sera réexaminé

pour 2017.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : VOLET TERRITORIAL/Ingénierie territoriale

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie stratégique (études)	652 092,00	100,00%
Total	652 092,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	326 046,00	50,00%
Subvention Etat	163 023,00	25,00%
Subvention CD78	163 023,00	25,00%
Total	652 092,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	326 046,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 450 000,00 €
2013	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	946 420,00 €
2014	Aide au développement de bornes de recharges électriques	16 000,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	2 345 000,00 €
2014	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	662 494,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	1 300 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	18 750,00 €
2015	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2015	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	285 000,00 €
2015	GP3 Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	550 000,00 €
	Montant total	9 652 244,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS 2016 AVEC LES 3 EPA (EPA PLAINE DE FRANCE, EPAMSA, EPA ORSA)

CONVENTION 2016
EPA Plaine de France

La Région Ile-de-France représentée par a Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
ci-après dénommé « la Région »

d'une part,

Et

L'EPA Plaine de France Etablissement Public à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé au 1 Place aux Etoiles 93 212 La Plaine Saint-Denis ayant pour représentant Monsieur Laurent FISCUS,

d'autre part.

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

D'une part :
- Le Contrat de Projets Etat-Région 2015-2020 adopté le 18 juin 2015 ;
-

D'autre part :
- La lettre de mission de la Madame la Ministre du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité au PDG de Grand Paris Aménagement (GPA), en date du 19 novembre 2015, visant à faire aboutir le regroupement de GPA et des EPA Plaine de France et ORSA au 1er janvier 2017 ;

Il est établi par les différents partenaires financiers des EPA que l'année 2016 est une année de transition dans la contractualisation entre la Région et les EPA.

Conformément à la délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020, la Région et l'Etat ont prévu de soutenir les trois établissements publics d'aménagement (EPA) ORSA, Seine Aval et Plaine de France pour la mise en œuvre de leur programme d'ingénierie territoriale.

Le cadre de structuration des EPA franciliens étant en pleine mutation et n'étant pas encore stabilisé, et la Région souhaitant donner aux établissements les moyens de fonctionner pendant cette année de transition, ce document contractuel porte sur un engagement régional spécifique de 326 046€.

Il est donc convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'attribution et de versement à l'EPA Plaine de France d'une subvention d'un montant maximum de 326 046€ relative aux financements consacrés à l'ingénierie stratégique et territoriale et au fonctionnement s'y rapportant.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la « fiche projet » en annexe.

Article 2.2 : obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.4 **:** obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme.

La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Article 3.2.2. : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème, et dans la limite de 80 % de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué dans la fiche projet annexée à la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées à l'article 3.2 de la présente convention (versement du solde) dans le délai de trois années indiqué à l'article 3.1 de la présente donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Délais d'éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2016 et jusqu'à la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le (**date de la CP d'attribution**).

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptées par la délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX].

Fait à Paris en deux exemplaires originaux

Le.....

Le Président de l'EPA Plaine de France,
Monsieur XXX

(cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

CONVENTION 2016
EPA ORSA

La Région Ile-de-France représentée par a Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
ci-après dénommé « la Région »

d'une part,

Et

L'EPA ORSA ORLY RUNGIS SEINE AMONT, Etablissement Public à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé au 2 AV JEAN JAURES 94600 CHOISY LE ROI ayant pour représentant Monsieur Jacques TOUCHEFEU,

d'autre part.

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

D'une part :
- Le Contrat de Projets Etat-Région 2015-2020 adopté le 18 juin 2015 ;

D'autre part :
- La lettre de mission de la Madame la Ministre du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité au PDG de Grand Paris Aménagement (GPA), en date du 19 novembre 2015, visant à faire aboutir le regroupement de GPA et des EPA Plaine de France et ORSA au 1er janvier 2017 ;

Il est établi par les différents partenaires financiers des EPA que l'année 2016 est une année de transition dans la contractualisation entre la Région et les EPA.

Conformément à la délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020, la Région et l'Etat ont prévu de soutenir les trois établissements publics d'aménagement (EPA) ORSA, Seine Aval et Plaine de France pour la mise en œuvre de leur programme d'ingénierie territoriale.

Le cadre de structuration des EPA franciliens étant en pleine mutation et n'étant pas encore stabilisé, et la Région souhaitant donner aux établissements les moyens de fonctionner pendant cette année de transition, ce document contractuel porte sur un engagement régional spécifique de 326 046€.

Il est donc convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'attribution et de versement à l'EPA ORSA d'une subvention d'un montant maximum de 326 046€, relative aux financements consacrés à l'ingénierie stratégique et territoriale et au fonctionnement s'y rapportant.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la « fiche projet » en annexe.

Article 2.2 : obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.4 **:** obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme.

La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Article 3.2.2. : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème, et dans la limite de 80 % de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué **dans la fiche projet annexée à** la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées à l'article 3.2 de la présente convention (versement du solde) dans le délai de trois années indiqué à l'article 3.1 de la présente donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Délais d'éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2016 et jusqu'à la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le (**date de la CP d'attribution**).

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptées par la délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX].

Fait à Paris en deux exemplaires originaux

Le.....

Le Président de l'EPA ORSA,
Monsieur XXX

(cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

CONVENTION 2016
EPAMSA

La Région Ile-de-France représentée par a Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
ci-après dénommé « la Région »

d'une part,

Et

L'EPAMSA, Etablissement Public à caractère industriel et commercial dont le siège social est situé au 1 RUE DE CHAMPAGNE 78200 MANTES LA JOLIE ayant pour représentant Madame Frédérique DIELAINE, directrice

d'autre part.

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

D'une part :
- Le Contrat de Projets Etat-Région 2015-2020 adopté le 18 juin 2015 ;

D'autre part :
- La lettre de mission de la Madame la Ministre du Logement, de l'Egalité des Territoires et de la Ruralité au PDG de Grand Paris Aménagement (GPA), en date du 19 novembre 2015, visant à faire aboutir le regroupement de GPA et des EPA Plaine de France et ORSA au 1er janvier 2017 ;

Il est établi par les différents partenaires financiers des EPA que l'année 2016 est une année de transition dans la contractualisation entre la Région et les EPA.

Conformément à la délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020, la Région et l'Etat ont prévu de soutenir les trois établissements publics d'aménagement (EPA) ORSA, Seine Aval et Plaine de France pour la mise en œuvre de leur programme d'ingénierie territoriale.

Le cadre de structuration des EPA franciliens étant en pleine mutation et n'étant pas encore stabilisé, et la Région souhaitant donner aux établissements les moyens de fonctionner pendant cette année de transition, ce document contractuel porte sur un engagement régional spécifique de 326 046€.

Il est donc convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions d'attribution et de versement à l'EPAMSA d'une subvention d'un montant maximum de 326 046 €, relative aux financements consacrés à l'ingénierie stratégique et territoriale et au fonctionnement s'y rapportant.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 : obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans la « fiche projet » en annexe.

Article 2.2 : obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 : obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Article 2.4 **:** obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 3.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Article 3.2 : Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme.

La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Article 3.2.1 : Versement d'avances

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus dans les trois mois, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Article 3.2.2. : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux ou du barème, et dans la limite de 80 % de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Article 3.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques de la Région Ile-de-France et du Département de Paris.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 3.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué **dans la fiche projet annexée à**la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées à l'article 3.2 de la présente convention (versement du solde) dans le délai de trois années indiqué à l'article 3.1 de la présente donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 3.4 : Délais d'éligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 1er janvier 2016 et jusqu'à la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le (**date de la CP d'attribution**).

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptées par la délibération N° [CP d'attribution XXXXX] du [date CP d'attribution XXXXX].

Fait à Paris en deux exemplaires originaux

Le.....

Le Directeur de l'EPAMSA,
Monsieur XXX

(cachet du bénéficiaire)

Le.....

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile de France

ANNEXE 3
ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-452	Budget	2016

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**52 - Agglomérations et villes moyennes**
Programme	**452001 - Territoires stratégiques**
Action	**452001076 - Ingénierie territoriale**

Dispositif : N° 00000972 - Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA

Dossier	16014368 - AIDE AU PROGRAMME D'ETUDES DE L'EPA ORSA - Ingénierie stratégique et territoriale			
Bénéficiaire	R36319 - EPA ORSA ETS PUBLIC AMEN ORLY RUNGIS SEINE AMONT			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Ingénierie territoriale - Hors CPRD			
Montant total	326 046,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
652 092,00 €	HT	50 %	326 046,00 €	

Dossier	16014371 - AIDE AU PROGRAMME D'ETUDES DE L'EPA PLAINE DE FRANCE - Ingénierie stratégique et territoriale			
Bénéficiaire	R24979 - EPA LA PLAINE DE FRANCE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Ingénierie territoriale - Hors CPRD			
Montant total	326 046,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
652 092,00 €	HT	50 %	326 046,00 €	

Dossier	16014372 - AIDE AU PROGRAMME D'ETUDES DE L'EPAMSA - Ingénierie stratégique et territoriale			
Bénéficiaire	R9821 - EPAMSA			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	VOLET TERRITORIAL/Ingénierie territoriale - Hors CPRD			
Montant total	326 046,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
652 092,00 €	HT	50 %	326 046,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000972 - Ingénierie stratégique territoriale dotation aux EPA	978 138,00 €

Total sur l'imputation 935 - 52 - 452001 - 452001076	978 138,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-455 DU 21 SEPTEMBRE 2016

DE LA COMMISSION PERMANENTE DU 21 SEPTEMBRE 2016

Affectation d'une autorisation d'engagement pour préfigurer l'organisation de la biennale francilienne d'architecture et d'urbanisme

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU Vu le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU La délibération n° CR 50-16 du 17 mars 2016 portant création d'une biennale de l'architecture et de l'urbanisme en Ile-de-France

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation de compétences du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'environnement et de l'aménagement du territoire ;

VU Le rapport CP 16-455 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 100 000 € disponible sur le chapitre 935 Aménagement des territoires, code fonctionnel 50 « Services communs », programme HP 50-002 « Soutien à la connaissance stratégique des territoires et à leur aménagement », Action 15000206 « Biennale de l'architecture et de l'urbanisme » du budget 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie Pécresse

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 21/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-205

DU 21 SEPTEMBRE 2016

VERSEMENT DE COTISATIONS A DIVERS ORGANISMES
DANS LE DOMAINE DES TRANSPORTS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 57-06 du 30 juin 2006 relative à l'adhésion à l'association « Ville et Transports en Ile-de-France» ;
VU La délibération n° CR 54-11 du 23 juin 2011 relative à la Politique régionale en faveur des déplacements à vélo en Ile-de-France et à l'adhésion de la Région à diverses associations ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CP 01-371 du 5 juillet 2001 relative à l'adhésion de la Région à l'association « Club des Villes et Territoires Cyclables » ;
VU La délibération n° CP 03-252 du 03 avril 2003 relative à l'adhésion à l'association «Groupement des Autorités Responsables de Transports (GART)» ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-205 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : « Versement de cotisations aux organismes dans le domaine des transports »

Décide de verser les cotisations aux organismes auxquels la Région est adhérente au titre de l'année 2016, dont les montants sont détaillés dans les fiches figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **83 250 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » programme HP 810-021 « Soutien au développement des transports en commun» - action 18102102 « Soutien aux organismes de transports » du Budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : « Adhésion à un nouvel organisme : Aslog »

Décide de verser les cotisations aux organismes auxquels la Région est adhérente au titre de l'année 2016, dont les montants sont détaillés dans les fiches figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **1 200 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » programme HP 810-021 « Soutien au développement des transports en commun» - action 18102102

« Soutien aux organismes de transports » du Budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : « Liquidation de l'association VTIF »

Décide de répondre à l'appel de fonds provisionnel constitué par le mandataire de l'association de VTIF pour recouvrer le passif provisoire dans la perspective de la liquidation de l'association.

Affecte une autorisation d'engagement de **28 000 €** disponible sur le chapitre 938 « Transports » - code fonctionnel 810 « Services communs » programme HP 810-021 « Soutien au développement des transports en commun» - action 18102102 « Soutien aux organismes de transports » du Budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-205	Budget	2016

Chapitre	**938 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181021 - Soutien au développement des transports en commun**
Action	**18102102 - Soutien aux organismes de transports**

Dispositif : N° 00000471 - Cotisations aux organismes dans le domaine des transports

Dossier	16006937 - COTISATION POUR ANNEE 2016 GART			
Bénéficiaire	R15793 - GART GROUP AUTORITE RESP TRANSPORT			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 250,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 250,00 €	TTC	100 %	25 250,00 €	

Dossier	16007008 - COTISATION POUR ANNEE 2016 VTIF			
Bénéficiaire	R32352 - VTI VILLE & TRANSPORTS EN ILE DE FRANCE			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	100 %	30 000,00 €	

Dossier	16007010 - cotisation pour l'année 2016 au Club des villes et des territoires cyclables			
Bénéficiaire	R21978 - CLUB DES VILLES ET DES TERRITOIRES CYCLABLES			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 000,00 €	HT	100 %	17 000,00 €	

Dossier	16007011 - cotisation pour l'année 2016 à l'association des départements et régions cyclables			
Bénéficiaire	R22351 - DRC DEPTS ET REGIONS CYCLABLES ADC			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	100 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-205	Budget	2016

Dossier	16007012 - cotisation pour l'année 2016 a avenue verte London-Paris			
Bénéficiaire	P0017094 - ASS FRANC DEVPT PROMO AV VERTE LONDON/PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000,00 €	HT	100 %	1 000,00 €	

Dossier	16007439 - COTISATION POUR L'ANNEE 2016 A ASLOG			
Bénéficiaire	P0034443 - ASLOG ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SUPPLY CHAIN ET DE LA LOGISTIQUE			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200,00 €	TTC	100 %	1 200,00 €	

Dossier	16015403 - reglement du passif de VTIF			
Bénéficiaire	R32352 - VTI VILLE & TRANSPORTS EN ILE DE FRANCE			
Localisation	FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 000,00 €	TTC	100 %	28 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000471 - Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	112 450,00 €

Total sur l'imputation 938 - 810 - 181021 - 18102102	112 450,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006937

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COTISATION POUR ANNEE 2016 GART

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	25 250,00 €	100,00 %	25 250,00 €
	Montant Total de la subvention		25 250,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6574-181021-200
18102102- Soutien aux organismes de transports

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GART GROUP AUTORITE RESP TRANSPORT
Adresse administrative : 22 RUE JOUBERT
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32244181700051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Cotisations aux organismes dans le domaine des transports

Objet du projet : versement de la cotisation 2016 au GART

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Localisation géographique :

- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	23 500,00 €
2014	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	23 000,00 €
2015	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	23 000,00 €
	Montant total	69 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007008

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COTISATION POUR ANNEE 2016 VTIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	30 000,00 €	100,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6574-181021-200
18102102- Soutien aux organismes de transports

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VTI VILLE & TRANSPORTS EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 28 RUE PASCAL - BP 106
75005 PARIS 05
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49189153700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Cotisations aux organismes dans le domaine des transports

Objet du projet : versement de la cotisation 2016 au VTIF

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Localisation géographique :

- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	50 000,00 €
2014	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	42 000,00 €
2015	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	42 000,00 €
	Montant total	134 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007010

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COTISATION POUR L'ANNEE 2016 AU CLUB DES VILLES ET DES TERRITOIRES CYCLABLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	17 000,00 €	100,00 %	17 000,00 €
	Montant Total de la subvention		17 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6574-181021-200
18102102- Soutien aux organismes de transports

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CLUB DES VILLES ET DES TERRITOIRES CYCLABLES
Adresse administrative : 33 RUE DU FAUBOURG MONTMARTRE 75009 PARIS 09
Statut Juridique : Association
Représentant : J-Marie DARMIAN

Date de publication au JO : 5 septembre 2005

N° SIRET : 38849096300039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Cotisations aux organismes dans le domaine des transports

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Localisation géographique :

- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 372,00 €
2014	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	15 000,00 €
2015	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	15 000,00 €
	Montant total	40 372,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007011

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COTISATION POUR L'ANNEE 2016 A L'ASSOCIATION DES DEPARTEMENTS ET REGIONS CYCLABLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 000,00 €	100,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6574-181021-200
18102102- Soutien aux organismes de transports

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DRC DEPTS ET REGIONS CYCLABLES ADC
Adresse administrative : 29 CRS DE LA LIBERTE 69003 LYON
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43121433700047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Cotisations aux organismes dans le domaine des transports

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Localisation géographique :

- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 000,00 €
2014	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 000,00 €
2015	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007012

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COTISATION POUR L'ANNEE 2016 A AVENUE VERTE LONDON-PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	1 000,00 €	100,00 %	1 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6574-181021-200
18102102- Soutien aux organismes de transports

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS FRANC DEVPT PROMO AV VERTE LONDON/PARIS
Adresse administrative : QUAI JEAN MOULIN
76100 ROUEN
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 52249544900012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Cotisations aux organismes dans le domaine des transports

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	1 000,00 €
2014	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	1 000,00 €
2015	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	1 000,00 €
	Montant total	3 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007439

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COTISATION POUR L'ANNEE 2016 A ASLOG

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	1 200,00 €	100,00 %	1 200,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6574-181021-200
18102102- Soutien aux organismes de transports

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASLOG ASSOCIATION FRANCAISE DE LA SUPPLY CHAIN ET DE LA LOGISTIQUE
Adresse administrative : 140 RUE DE RENNES
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 38478732100049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Cotisations aux organismes dans le domaine des transports

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Localisation géographique :

- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16015403

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REGLEMENT DU PASSIF DE VTIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	28 000,00 €	100,00 %	28 000,00 €
	Montant Total de la subvention		28 000,00 €

Imputation budgétaire : 938-810-6574-181021-200
18102102- Soutien aux organismes de transports

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VTI VILLE & TRANSPORTS EN ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 28 RUE PASCAL - BP 106
75005 PARIS 05
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49189153700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Cotisations aux organismes dans le domaine des transports

Objet du projet : règlement du passif de VTIF 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Localisation géographique :

- FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	50 000,00 €
2014	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	42 000,00 €
2015	Cotisations aux organismes dans le domaine des transports	42 000,00 €
	Montant total	134 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 21/09/2016
- Date de réception en préfecture: 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-334

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE «TRANSPORT»
OPERATIONS DU CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2015 – 2020
OPERATIONS DU CONTRAT DE PLAN INTERREGIONAL ETAT-REGIONS VALLEE DE LA SEINE 2015 – 2020
OPERATIONS FRET FLUVIAL ET LOGISTIQUE URBAINE
PREMIERE AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales;
VU Le Code des transports;
VU La loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et notamment les articles 14,18 et 28-3;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 approuvant le Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable (PRMD) ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 09 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions Vallée de la Seine 2015-2020 signé le 25 juin 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CP 09-432 du 28 mai 2009 relative à l'opération fiabilisation et modernisation de la petite écluse du Coudray portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1 ;
VU La délibération n° CP 09-620 du 9 juillet 2009 relative à l'opération travaux de réfection de la digue de Croissy sur Seine portant affectation d'une autorisation de programme en son article 2 ;
VU La délibération n° CP 13-556 du 17 octobre 2013 approuvant la convention de partenariat entre VNF et la région Ile-de-France relative à la gestion du plan d'aides au report modal 2013 -2017 ;
VU La délibération n° CP15-414 du 9 juillet 2015 relative à l'opération Plan d'aides au report modal 2013 -2017 portant affectation d'une autorisation de programme dans son article 1 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-334 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n°1 : PR 883-001 «Aménagement et modernisation des voies navigables»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiche projet)* à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel total de **1 800 000 €.**

Bénéficiaires	Opération	Localisation	action (488001011) 488001011
VNF	Ecluse secondaire du Coudray	Région Ile-de France	**1 800 000 €**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **1 800 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 883 «Transports fluviaux», programme PR 883-001 «Aménagement et modernisation des voies navigables», action 488001011 «Aménagement et modernisation des voies navigables», du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 12 «Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris»
- Action 123 «projets fluviaux»

Article n°2 : PR 883-001 «Aménagement et modernisation des voies navigables»

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel total de **407 300 €.**

Bénéficiaires	Opération	Localisation	action (48800101S)
VNF	Travaux du pont barrage de Bougival	Région Ile-de-France	**365 633,40 €**
VNF	Etudes de confortement de la digue de Croissy	Région Ile-de-France	**41 666,60 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **407 300 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 883 «Transports fluviaux», programme PR 883-001 «Aménagement et modernisation des voies navigables», action 48800101S «Aménagement et modernisation des voies navigables», du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 12 «Opérations multimodales hors Nouveau Grand Paris»
- Action 123 «projets fluviaux»

Article n°3 : HP 884-006 «Logistique urbaine»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **62 040,71 €.**

Bénéficiaires	Opération	Localisation	action (18800601)
Voies Navigables de France	Plan d'Aides au Report Modal (PARM)	Ile de France	**62 040,71 €**

Affecte une autorisation de programme de **62 040,71 €** disponible sur le chapitre 908 «transports», code fonctionnel 884 «Transports ferroviaires de marchandises», programme HP 884-006 « Logistique urbaine », action 18800601 « Logistique urbaine», du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article n°4 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16013158	Plan d'Aides au Report Modal (PARM)	VNF	09/07/2015

Article n°5 :

Autorise, suite à une erreur matérielle pour l'opération «Plan d'aides au report modal PARM 2013-2017» dans la délibération CP 15-414 du 9 juillet 2015, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention pour ladite opération, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
15010574	Plan d'Aides au Report Modal (PARM)	VNF	18/06/2014

Adopte la fiche projet (15010574) annexée à la présente délibération qui annule et remplace la fiche projet initialement votée en annexe à la délibération n° CP 15-414 du 9 juillet 2015.

Le montant de la subvention n'est pas modifié et s'élève à 51 929.53 €.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-334	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**884 - Transports ferroviaires de marchandises**
Programme	**188006 - Logistique urbaine**
Action	**18800601 - Logistique urbaine**

Dispositif : N° 00000772 - Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques

Dossier	16013158 - Plan d'Aide au Report Modal (PARM) 3ème affectation			
Bénéficiaire	R19611 - VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 040,71 €		Code nature	2041781
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
124 081,42 €	HT	50 %	62 040,71 €	

Total sur le dispositif N° 00000772 - Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	62 040,71 €

Total sur l'imputation 908 - 884 - 188006 - 18800601	62 040,71 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**883 - Transports fluviaux**
Programme	**488001 - Aménagement et modernisation des voies navigables**
Action	**48800101S - Aménagement et modernisation des voies navigables**

Dispositif : N° 00000297 - Fret - Aménagements d'infrastructures et études

Dossier	15010550 - TRAVAUX DU PONT BARRAGE DE BOUGIVAL			
Bénéficiaire	R19611 - VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Seine Aval - Régénération d'ouvrages - Hors CPRD			
Montant total	365 633,40 €		Code nature	204163
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
914 083,50 €	HT	40 %	365 633,40 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-334	Budget	2016

Dossier	15016553 - ETUDES DE CONFORTEMENT DE LA DIGUE DE CROISSY			
Bénéficiaire	R19611 - VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Seine Aval - Régénération d'ouvrages - Hors CPRD			
Montant total	41 666,60 €		Code nature	204163
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
104 166,50 €	HT	40 %	41 666,60 €	

Total sur le dispositif N° 00000297 - Fret - Aménagements d'infrastructures et études	407 300,00 €

Total sur l'imputation 908 - 883 - 488001 - 48800101S	407 300,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**883 - Transports fluviaux**
Programme	**488001 - Aménagement et modernisation des voies navigables**
Action	**488001011 - Aménagement et modernisation des voies navigables**

Dispositif : N° 00000297 - Fret - Aménagements d'infrastructures et études

Dossier	16013023 - ECLUSE SECONDAIRE DU COUDRAY			
Bénéficiaire	R19611 - VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Seine Amont - Régénération ouvrages - Hors CPRD			
Montant total	1 800 000,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500 000,00 €	HT	40 %	1 800 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000297 - Fret - Aménagements d'infrastructures et études	1 800 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 883 - 488001 - 488001011	1 800 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15010550

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DU PONT BARRAGE DE BOUGIVAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Aménagements d'infrastructures et études	914 083,50 €	40,00 %	365 633,40 €
	Montant Total de la subvention		365 633,40 €

Imputation budgétaire : 908-883-204163-488001-200
48800101S- Aménagement et modernisation des voies navigables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Adresse administrative : 175 RUE LUDOVIC BOUTLEUX
62408 BETHUNE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Marc PAPINUTTI, Directeur

N° SIRET : 13001779100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fret - Aménagements d'infrastructures et études
Rapport Cadre : CR 53-15 du 18 juin 2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 6 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

I - CONTEXTE ET OBJECTIF

Ouvrage de la Seine Aval, axe majeur essentiel de la chaîne de transports de marchandises permettant de connecter le bassin parisien à l'espace économique national et européen, le pont barrage de Bougival présente des désordres importants ayant conduit VNF à prendre la décision de mener sa rénovation et son confortement.

Le pont de Bougival est situé sur la Seine, dans le département des Yvelines à une vingtaine de kilomètres de Paris. Il surplombe un barrage qui, avec celui de Chatou, régule le bief de Bougival. Il se trouve dans le bras dit « de Marly », au Point Kilométrique fluvial 48,700.

Le pont de Bougival relie la commune de Bougival, sur la rive gauche de la Seine, à l'île de la Loge dont il

est l'unique point d'accès, pour le complexe sportif et le centre départementale des Yvelines des Affaires sanitaires et sociales de la communauté Emmaüs de Port-Marly - Bougival - Nanterre.

Le pont de Bougival a été construit en 1965-1967. Courant 2009, une inspection détaillée menée par l'entreprise Egis JMI a fait état d'un certain nombre de désordres structurels qui mettent en cause la pérennité de l'ouvrage et la sécurité des usagers (fissuration transversale du tablier, appareils d'appui dégradés, exfiltration d'eau de la paroi extérieure aval, fissuration du béton et cisaillement des armatures de la culée rive gauche…) et qui ont mené VNF à prendre la décision de mener la rénovation de l'ouvrage.

Il s'agit de procéder aux travaux de rénovation du Pont barrage de Bougival.

Description :

II - DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

L'étude menée en 2009 par EGIS JMI met en évidence des désordres sur le tablier et les appareils d'appuis du barrage.

Les constatations, causes et remèdes des désordres sont listés ci-dessous :

• Fissuration transversale du tablier :
• Appareils d'appui dégradés
• Exfiltration d'eau de la paroi extérieure aval
• Fissuration du béton et cisaillement des armatures de la culée rive gauche

III - Consistance de l'opération - LES TRAVAUX

Les travaux débuteront en 2016. Ils concernent :

- L'évacuation d'eau

- Le remplacement des appareils d'appui

- Le dégagement de la dilatation du tablier et réparation des culées

- Le remplacement des garde-corps

Le coût total de l'opération couvert par la présente convention s'élève à 931 167 € HT

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève à 931 167€ HT et se décompose selon les postes suivants :

- Suivi des travaux et contrôle : 34 167 €
- Prix généraux et préparation de chantier : 175 000 €
- Remplacement des appareils d'appuis : 85 000 €
- Dilatation du tablier et joints de chaussée : 45 000 €
- Réparation des culées : 60 000 €
- Réfection de l'étanchéité et des descentes d'eau : 170 000 €
- Réparations des parements béton du tablier : 110 000 €

- Remplacement des rampes d'accès et trottoirs hors ouvrages : 40 000 €
- Remplacements des garde-corps : 95 000 €
- Aléas (hors suivi des travaux) : 117 000 €

Total : 931 167,00 €

Intérêt régional :
Le projet s'inscrit bien dans les objectifs de report modal et développement du transport de marchandises par voie fluviale que la Région Ile-de-France soutient dans le cadre de sa politique de transports de marchandises et du CPER 2015-2020.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s)

Détail du calcul de la subvention :
IV - DETAIL DE CALCUL DE LA SUBVENTION

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des travaux de rénovation du Pont de Bougival s'élève à 931 167,00 € HT.

L'Union Européènne participe à hauteur de 17 083,50€ aux études et au suivi des travaux.

La base subventionnable retenue par la Région Ile-de-France pour l'opération s'élève donc à 914 083,50 € HT.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit donc ainsi :

- La Région Ile-de-France : 365 633,40 € (40% de la base subventionnable)

- Voies navigables de France : 548 450,10 € (60% de la base subventionnable)

- Union Européenne : 17 083.50 €

La participation financière de la Région Ile-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Voies navigables de France qui vient s'appliquer à hauteur de 40% sur le montant hors taxe de l'opération.
La participation financière de la Région Ile-de-France s'élève à 372 466,80 €.

Les participations de la Région Ile-de-France et de l'Etat sont réalisées au titre du Contrat de Projet Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 et du contrat de plan interrégional Vallée de la Seine 2015-2020.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Seine Aval - Régénération d'ouvrages

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivi de travaux	34 167,00	3,67%
Prix généraux et préparation de chantier	175 000,00	18,79%
Remplacement des appareils d'appuis	85 000,00	9,13%
Dilatation du tablier et joints de chaussée	45 000,00	4,83%
Réparation des culées	60 000,00	6,44%
Réfection de l'étanchéité et des descentes d'eau	170 000,00	18,26%
Réparations des parements béton du tablier	110 000,00	11,81%
Remplacement des rampes d'accès et trottoirs hors ouvrages	40 000,00	4,30%
Remplacements des garde-corps	95 000,00	10,20%
Aléas (15%) Hors suivi travaux	117 000,00	12,56%
Total	931 167,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	365 633,40	39,27%
Voies Navigables de France	548 450,10	58,90%
Union Européenne	17 083,50	1,83%
Total	931 167,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	531 167,00 €
2018	400 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	815 381,00 €
2013	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	7 510 000,00 €
2014	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	10 020 000,00 €
2014	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 149,31 €
2015	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	4 120 666,99 €
2015	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 929,53 €
	Montant total	25 069 126,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15016553

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ETUDES DE CONFORTEMENT DE LA DIGUE DE CROISSY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Aménagements d'infrastructures et études	104 166,50 €	40,00 %	41 666,60 €
	Montant Total de la subvention		41 666,60 €

Imputation budgétaire : 908-883-204163-488001-200
48800101S- Aménagement et modernisation des voies navigables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Adresse administrative : 175 RUE LUDOVIC BOUTLEUX
62408 BETHUNE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Marc PAPINUTTI, Directeur

N° SIRET : 13001779100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fret - Aménagements d'infrastructures et études
Rapport Cadre : CR 53-15 du 18 juin 2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

I - CONTEXTE ET OBJECTIF

La digue de Croissy est située dans le département des Yvelines. S'intégrant dans l'axe longitudinal de la Seine, elle relie deux îles naturelles: l'île de Chiard et l'île de la Chaussée. Historiquement, cet ouvrage a été conçu à la fin du XVIIIème siècle afin de renforcer l'efficacité de la machine de Marly située en aval, sur la commune de Bougival.

En termes de volumes de marchandises transportées, cet itinéraire fluvial représente un enjeu important, où près de 12 millions de tonnes en 2013 (données VNF) ont transités soit 20 % du volume du trafic national (60 M Tonnes en 2013).

La digue de Croissy présente une instabilité due à son positionnement ne correspondant plus aux

contraintes actuelles ainsi qu'une forte érosion externe et interne de l'ouvrage qui ont mené VNF à prendre la décision de mener la rénovation de l'ouvrage.

Il s'agit de procéder aux études pour le confortement de la digue de Croissy dans les Yvelines, en Seine Aval.

Description :

II - DESCRIPTION DE L'OUVRAGE

Les études et inspections réalisées montrent :

- Une instabilité de la digue

- Une érosion interne

- et une érosion externe

III - CONSISTANCE DE L'OPERATION - ETUDES

Le programme a été approuvé le 4 mars 2015 et détaille l'opération de la digue.
Une mission d'Assistance à Maitrise d'Ouvrage a été notifié le 24 mars 2015 pour la rédaction du DCE MOE.
les missions de maitrise d'oeuvre débuteront en 2016 et se poursuivront jusqu'en 2019 avec les phases de suivis de travaux. les missions de MOE regrouperont le DIA, l'AVP, le PRO, VISA, ACT, DET, AOR, OPC et les missions et diagnostics complémentaires.

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève à 208 333,00 € HT et comprend les études de conception, les études annexes et de maîtrise d'œuvre (MOE).

Les travaux ne sont pas concernés par la présente demande de subvention.

Intérêt régional :

Interet regional

Le projet s'inscrit bien dans les objectifs de report modal et développement du transport de marchandises par voie fluviale que la Région Ile-de-France soutient dans le cadre de sa politique de transports de marchandises et du CPER 2015-2020.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins 1 stagiaire(s) ou alternant(s)

Détail du calcul de la subvention :

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des études de conception du confortement de la digue de Croissy s'élève à 208 333,00 € HT.

La base subventionnable retenue par la Région Ile-de-France pour l'opération s'élève à 104 166,50 € HT.

Dans le cadre du dossier déposé pour l'appel à projets européen (MIE), l'Etat Français a reçu une participation des fonds européens au financement des études de la présente opération, à hauteur de 50% du montant HT du coût des études de l'opération.

Le montant de la participation de l'UE s'élève à 104 166,50 €.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit donc ainsi :

- La Région Ile-de-France : 41 666,60 € (40% de la base subventionnable HT)

- Voies navigables de France : 62 499,90 € (60% de la base subventionnable HT)

- Union Européenne : 104 166,50 € (50% de la base subventionnable HT

VNF supporte l'intégralité de la TVA pour cette opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Voies navigables de France qui vient s'appliquer à hauteur de 40% sur le montant hors taxe de l'opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France s'élève à 41 666,60 € soit 40% de la base subventionnable HT et constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.

Les participations de la Région Ile-de-France et de l'Etat sont réalisées au titre du Contrat de Projet Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 et du contrat de plan interrégional Etat-Régions Vallée de Seine 2015-2020.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Seine Aval - Régénération d'ouvrages

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude de Maitrise d'Oeuvre	91 579,50	87,92%
Levées Topographiques	12 587,00	12,08%
Total	104 166,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	41 666,60	40,00%
Voies Navigables de France	62 499,90	60,00%
Total	104 166,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	39 541,00 €
2017	43 792,00 €
2018	125 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	815 381,00 €
2013	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	7 510 000,00 €
2014	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	10 020 000,00 €
2014	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 149,31 €
2015	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	4 120 666,99 €
2015	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 929,53 €
	Montant total	25 069 126,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013023

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECLUSE SECONDAIRE DU COUDRAY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Aménagements d'infrastructures et études	4 500 000,00 €	40,00 %	1 800 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 800 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-883-2041783-488001-200
488001011- Aménagement et modernisation des voies navigables

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Adresse administrative : 175 RUE LUDOVIC BOUTLEUX
62408 BETHUNE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Marc PAPINUTTI, Directeur

N° SIRET : 13001779100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fret - Aménagements d'infrastructures et études
Rapport Cadre : CR 53- 15 du 18 juin 2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

I. CONTEXTE DE L'OPERATION

La Seine Amont (de Port-à-l'Anglais à Nogent-sur-Seine) est un itinéraire stratégique pour VNF, puisqu'il permet la desserte de la région parisienne depuis le bassin d'activité sud de la Seine-et-Marne et assure la connexion à grand gabarit avec les réseaux des régions Centre, Bourgogne et Champagne-Ardenne.

La Direction territoriale bassin de la Seine a réalisé une étude d'itinéraire sur l'axe Seine Amont (EISA) dont l'objectif était la définition d'un plan d'action à dix ans visant à atteindre un certain niveau d'offre de service : disponibilité des écluses à 99,9%. L'atteinte d'un tel objectif nécessitait un investissement sur les infrastructures existantes.

Ainsi, la stratégie d'action mise en œuvre depuis 2011 est la suivante :

•rénovation des écluses principales de Coudray, Vives-Eaux, La Cave et Varennes ;
•remise en service de l'écluse principale d'Évry ;
•rénovation et approfondissement des écluses secondaires de Coudray, Vives-Eaux, La Cave et Champagne.

À ce jour, les écluses principales ont bien été fiabilisées (travaux réalisés en septembre-octobre 2013) et l'écluse d'Évry sera remise en service en juillet 2015 (travaux en cours depuis septembre 2014). En revanche, la stratégie a été revue sur le dernier point pour des raisons budgétaires afin de garantir une remise en service dans les meilleurs délais des écluses secondaires, sans approfondissement à court terme.

II. OBJECTIFS

L'objectif est de fiabiliser et moderniser les ouvrages de la Seine Amont dont le fonctionnement est essentiel au bon déroulement du traffic entre Port à l'Anglais (Alfortville) et Nogent sur Seine.

Même si, à dimension constante, les écluses secondaires ne permettent pas le passage de l'ensemble des unités fluviales autorisées sur l'itinéraire, elles garantissent la disponibilité de l'itinéraire en cas d'avarie sur l'un des ouvrages principaux.

En effet, à ce jour, les écluses principales passent de 30 à 40 bateaux par jour dont certains ne nécessitent pas un enfoncement supérieur à 1,8 m : petites unités, grosses unités non chargées.

L'exploitation simultanée des deux écluses permettrait d'améliorer la vitesse commerciale des unités sur la Haute Seine.

Description :
III. PRESENTATION DE L'OPERATION

3.1 Situation de l'ouvrage

L'opération vise la rénovation des écluses secondaires de Coudray (PK 129,74)

3.2 Description de l'ouvrage existant

L'écluse secondaire de Coudray n'est plus fonctionnelle pour l'exploitation depuis 1999. Elle a été remise en service en mode manuel et de manière très dégradée pendant le chantier de l'écluse principale en septembre-octobre 2013.

En dehors de la réalisation d'un bajoyer neuf en palplanches (rive droite) pendant les travaux du barrage en 2012 et de la remise en service sommaire en 2013, aucun travaux n'a été réalisé depuis 1992. La vantellerie est très vieillissante mais fonctionnelle (un remplacement serait souhaitable pour améliorer l'étanchéité) et les organes de manœuvre à remplacer.

Le génie civil des chambres de portes est à rénover et celui du sas à adapter en rive gauche pour sécuriser la navigation (bajoyer incliné). L'ensemble de l'électricité, de l'hydraulique, des automatismes est également à traiter. La vidéo-surveillance, l'éclairage et la sonorisation sont à installer intégralement.

3.3 Les Etudes et calendrier des travaux

La consultation pour le recrutement de la maîtrise d'œuvre a été publiée. La date limite des offres a été fixée au 23 avril 2015.

Les travaux du Coudray seront engagés en 2016 et finalisés en 2017 (objet de la présente demande de financement). Ils permettront :

•le nettoyage et confortement du bajoyer incliné rive gauche pour sécurisation de la navigation ;
•la finalisation du bajoyer droit rive droit, déjà reconstruit en grande partie en 2012 ;
•la rénovation du génie civil des têtes de portes (nettoyage, rejointoiement) ;
•la rénovation des puits de vannes d'aqueduc (dépose des rails, réfection maçonnerie) ;
•la mise en place des équipements de navigation bajoyer rive gauche (bollards, échelles, croix d'amarrage) ;
•la dépose et mise en œuvre de nouvelles centrales hydrauliques (y/c fourniture vérins de manœuvre vantaux, vannes, vantelles) ;
•la reprise de l'électricité et automatisation de l'écluse ;
•la mise en œuvre de l'éclairage, de la vidéo, surveillance et de la sonorisation ;
•options : fourniture de nouveaux vantaux et vannes, articulations et tirants d'ancrage neufs, création de zones d'attente/stationnement à l'amont et à l'aval.

Intérêt régional :
IV. INTERET REGIONAL

La voie fluviale présente d'importantes réserves de capacité que la Région Ile-de-France souhaite fortement valoriser comme mode alternatif au transport routier. Les opérations de fiabilisation et de modernisation des voies navigables constituent des actions concrètes pour assurer la navigation sur les fleuves et ainsi la desserte et la traversée de l'Ile-de-France pour les marchandises.

La Région Ile-de-France est engagée dans le programme de rénovation, modernisation et fiabilisation de la voie d'eau depuis plusieurs contractualisations Etat-Région.

La Région Ile-de-France poursuit cet engagement pour la période 2015-2020 dans le cadre du CPER.

Le projet s'inscrit bien dans les objectifs de report modal et développement du transport de marchandises par voie fluviale que la Région Ile-de-France soutient dans le cadre de sa politique de transports de marchandises et du CPER 2015-2020.

Détail du calcul de la subvention :
V. DETAILS DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des études de conception nécessaires à la réalisation du projet s'élève à 4 500 000 € HT.

La base subventionnable de l'opération retenue par la Région Ile-de-France s'élève à 4 500 000 € HT et comprend l'ensemble des études de la phase conception.

Le cofinancement de l'opération s'établit donc ainsi :

- La Région Ile-de-France : 1 800 000,00 € (40% de la base subventionnable HT)

- Voies navigables de France : 2 700 000,00 € (60% de la base subventionnable HT)

VNF supporte l'intégralité de la TVA pour cette opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Voies navigables de France qui vient s'appliquer à hauteur de 40% sur le montant hors taxe de l'opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France s'élève à 1 800 000,00 €.

La participation de la Région Ile-de-France est réalisée au titre du contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Seine Amont - Régénération ouvrages

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Suivi des travaux et contrôles	70 000,00	1,56%
Installation de Chantier et travaux préparatoires	500 000,00	11,11%
Batardage	400 000,00	8,89%
Têtes d'écluses	1 600 000,00	35,56%
Radier	400 000,00	8,89%
Bajoyer rive gauche	700 000,00	15,56%
Bajoyer rive droite	200 000,00	4,44%
Electricité/Automatisme	500 000,00	11,11%
Equipements	30 000,00	0,67%
Mise en service (formation agents, astreinte GPA)	100 000,00	2,22%
Total	4 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 800 000,00	40,00%
VNF	2 700 000,00	60,00%
Total	4 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 000 000,00 €
2017	3 500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	815 381,00 €
2013	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	7 510 000,00 €
2014	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	10 020 000,00 €
2014	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 149,31 €
2015	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	4 120 666,99 €
2015	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 929,53 €
	Montant total	25 069 126,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013158

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PLAN D'AIDE AU REPORT MODAL (PARM) 3EME AFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	124 081,42 €	50,00 %	62 040,71 €
	Montant Total de la subvention		62 040,71 €

Imputation budgétaire : 908-884-2041781-188006-200
18800601- Logistique urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Adresse administrative : 175 RUE LUDOVIC BOUTLEUX
62408 BETHUNE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Marc PAPINUTTI, Directeur

N° SIRET : 13001779100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques
Rapport Cadre : CR 37-14 du 19 juin 2014

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La subvention régionale est proposée chaque année pour attribution à la commission permanente.

A chaque date anniversaire de la convention 2013, la direction territoriale du bassin de la Seine (DTBS) fournit les aides versées par VNF sur l'année écoulée, cértifié par l'Agent Comptable Secondaire à la Région Ile-de-France.

L'aide est proposée à l'affectation en commission permanente sur la base de cet état récapitulatif détaillé.

La participation financière de la Région est versée sur le compte de VNF.

Objectifs :
Le dispositif Plan d'Aides au Report Modal (PARM), initié par VNF, consiste à verser aux entreprises (chargeurs) une aide financière à la réalisation d'équipements (infrastructure et ou outillage) qui permettra la création ou l'augmentation du trafic mis sur la voie d'eau.

Description :
Cette démarche relève du Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable (PRMD), et plus particulièrement de son dispositif « Favoriser le report modal et développer les bonnes pratiques », article 1.2 « Aide aux embranchements fluviaux » par la création ou réactivation d'installations terminales embranchées fluvial, réalisation de quais de déchargement, nouveaux équipements de manutention permettant la mise en œuvre d'une approche multimodale .

Moyens mis en œuvre :
La Région s'appuie sur ce dispositif mis en œuvre par VNF et l'abonde à parité avec l'opérateur afin de traiter un plus grand nombre de demandes », conformément à la convention n° CP 13-556 annexé à ce présent rapport.

Intérêt régional :
La Région Ile de France met en place depuis plusieurs années une politique régionale de soutien au développement du fret et de la logistique urbaine en participant à l'organisation et au financement des actions à mener dans le cadre du PDU.

La Région Ile de France souhaite s'appuyer sur le dispositif existant de VNF et mettre en place les conditions d'un abondement financier de celui-ci afin de pouvoir favoriser le report modal.

Public(s) cible(s) :
les Franciliens

Détail du calcul de la subvention :
La subvention correspond à la troisième affectation de la Région concernant le PARM 2013-2017. Sont concernés par la Subvention les dossiers PARM localisés en Ile de France et payés depuis avril 2015. Sept entreprises sont concernées, il s'agit de:

1) Terminaux de Seine Limay pour un montant de 3 965,51€

2) GSM La Grande Paroisse pour un montant de 25 579,32€

3) TDS Céréalière d'Avrainville, Corbeil Essonne pour un montant de 26 092,97€

4) TDS La Bourdonnais, Bonneuil pour un montant de 3 434,97€

5) Paris Terminal pour un montant de 47 362,86€

6) Terminaux de Seine Evry pour un montant de 2332,01€

7) GSM La Grande Paroisse pour un montant de 15 313,78€

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terminaux de Seine Limay	3 965,51	3,20%
GSM La Grande Paroisse	25 579,32	20,61%
SCI Céréalière d'Avrainville, Corbeil	26 092,97	21,03%
TDS La Bourdonnais, Bonneuil, Bruyères	3 434,97	2,77%
Paris Terminal	47 362,86	38,17%
Terminaux de Seine-Evry	2 332,01	1,88%
GSM La Grande Paroisse	15 313,78	12,34%
Total	124 081,42	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
VNF	62 040,71	50,00%
Région Ile de France	62 040,71	50,00%
Total	124 081,42	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	62 040,71 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	815 381,00 €
2013	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	7 510 000,00 €
2014	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	10 020 000,00 €
2014	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 149,31 €
2015	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	4 120 666,99 €
2015	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 929,53 €
	Montant total	25 069 126,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15010574

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PLAN D AIDES AU REPORT MODAL PARM 2013-2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	103 859,06 €	50,00 %	51 929,53 €
	Montant Total de la subvention		51 929,53 €

Imputation budgétaire : 908-884-2041781-188006-200
18800601- Logistique urbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VNF VOIES NAVIGABLES DE FRANCE
Adresse administrative : 175 RUE LUDOVIC BOUTLEUX
62408 BETHUNE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Marc PAPINUTTI, Directeur

N° SIRET : 13001779100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques
Rapport Cadre : CR19-12 du 16/02/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2015
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le dispositif Plan d'Aides au Report Modal (PARM), initié par VNF, consiste à verser aux entreprises (chargeurs) une aide financière à la réalisation d'équipements (infrastructure et ou outillage) qui permettra la création ou l'augmentation du trafic mis sur la voie d'eau.

Description :
Cette démarche relève du Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable (PRMD), et plus particulièrement de son dispositif « Favoriser le report modal et développer les bonnes pratiques », article 1.2 « Aide aux embranchements fluviaux » par la création ou réactivation d'installations terminales embranchées fluvial, réalisation de quais de déchargement,nouveaux équipements de manutention permettant la mise en œuvre d'une approche multimodale .

Moyens mis en œuvre :
La Région s'appuie sur ce dispositif mis en œuvre par VNF et l'abonde à parité avec l'opérateur afin de

traiter un plus grand nombre de demandes ».

Intérêt régional :
La Région Ile de France met en place depuis plusieurs années une politique régionale de soutien au développement du fret et de la logistique urbaine en participant à l'organisation et au financement des actions à mener dans le cadre du PDU.

La Région Ile de France a souhaité s'appuyer sur le dispositif existant de VNF et mettre en place les conditions d'un abondement financier de celui-ci afin de pouvoir favoriser le report modal.

Public(s) cible(s) :
les Franciliens

Détail du calcul de la subvention :
La subvention correspond à la deuxième affectation de la Région concernant le PARM 2013-2017. Sont concernés par la Subvention les dossiers PARM localisés en Ile de France et payés depuis avril 2014. Six entreprises sont concernées, il s'agit de:

1) Limay TERMINAL: achat d'un reach-stacker pour les chargements et déchargements de conteneurs au port de Limay. Montant de la subvention Région: 11 529,43 € HT
2)Soufflet Mouy Agiculture: amélioration des cadences de chargement et création d'un poste de chargement de céréales en rivière au port de Mouy Sur Seine. Montant de la subvention Région : 20 935,45 € HT
3) SCA Valfrance Ussy: réalisation d'un embranchement fluvial sur le port d'Ussy sur Marne. Montant de la subvention Région: 366,03 € HT
4) TDS Terminaux de Seine Evry: achat d'un reach-stacker pour les chargements et les déchargements de conteneurs au port d'Evry. Montant de la subvention Région: 7473,90 € HT
5)UCAYC: installation de chargement de céréales en conteneurs dans la continuité du silo existant sur le port de Limay. Montant subvention Région: 6404,09 €HT.
6) GSM Italcementi Group: aménagement d'un poste de déchargement sur le port de La Grande Paroisse. Montant subvention Région: 5220,44 € HT

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	103 859,06	100,00%
Total	103 859,06	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Part Région IDF	51 929,53	50,00%
Part VNF	51 929,53	50,00%
Total	103 859,06	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	51 929,53 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	815 381,00 €
2013	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	7 510 000,00 €
2014	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	10 020 000,00 €
2014	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 149,31 €
2015	Fret - Aménagements d'infrastructures et études	4 120 666,99 €
2015	Fret - Soutenir les entreprises et optimiser les bonnes pratiques	51 929,53 €
	Montant total	25 069 126,83 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS

Convention entre la Région Ile-de-France, Voies Navigables de France et l'Etat pour la régénération des ouvrages en service en Seine Amont – Travaux de modernisation de l'Ecluse secondaire de Coudray

Entre :

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération n° 15-692 du 8 octobre 2015
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (VNF), Etablissement public administratif,

dont le siège est 175 rue Ludovic Boutleux - BP 820 - 62408 BETHUNE CEDEX, représenté par son Directeur Général, Monsieur Marc PAPINUTTI,

Et :

L'Etat

Représenté par Monsieur Jean-François CARENCO, Préfet de la région Ile-de-France

d'autre part,

Vu le code des transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France, et notamment ses articles 13, 14, 16 et 17 (dans leur partie non codifiée au code des transports),

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France n°01/2009 portant délégation de pouvoir au directeur général, en date du 25 février 2009,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le contrat de plan État-Région Ile-de-France 2015-2020,

Vu le contrat de plan interrégional Vallée de Seine 2015-2020,

Après avoir rappelé que :

Ouvrage contribuant à la navigation en Seine Amont, axe majeur essentiel de la chaîne de transports de marchandises permettant de connecter le bassin parisien à l'espace économique national, l'écluse de Coudray présente des désordres importants ayant conduit VNF à prendre la décision de mener sa rénovation.

L'écluse secondaire de Coudray n'est plus fonctionnelle pour l'exploitation depuis 1999. Elle a été remise en service en mode manuel et de manière très dégradée pendant le chantier de l'écluse principale en septembre-octobre 2013. En dehors de la réalisation d'un bajoyer neuf en palplanches (rive droite) pendant les travaux du barrage en 2012 et de la remise en service sommaire en 2013, aucun travaux n'a été réalisé depuis 1992.

Il s'agit de procéder aux travaux de modernisation de l'écluse secondaire de Coudray, localisée sur la commune de Coudray-Montceaux, dans le département de l'Essonne.

PREAMBULE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° **XXXXXXX** du 21 Septembre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir VNF pour l'opération de « **régénération des ouvrages en service en Seine Amont – Travaux de modernisation de l'Ecluse secondaire de Coudray** ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération intitulée « **régénération des ouvrages en service en Seine Amont – Travaux de modernisation de l'Ecluse secondaire de Coudray** ».

Les co-financeurs sont : la Région Ile-de-France et Voies navigables de France.

Voies navigables de France est maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

L'opération consiste à mener des travaux de modernisation de l'écluse secondaire de Coudray.

Article 2.2 Description du programme de l'opération

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève à **4 500 000,00 € HT** et se décompose selon les postes suivants :

Postes	Coût HT estimatif
Suivi des travaux et contrôle	70 000,00 €
Installation de chantier et travaux préparatoires	500 000,00 €
Batardage	400 000,00 €
Têtes d'Ecluse	1 600 000,00 €
Radier	400 000,00 €
Bajoyer rive gauche	700 000,00 €
Bajoyer rive droite	200 000,00 €
Electricité/Automatisme	500 000,00 €
Equipements	30 000,00 €
Mise en Service (Formation agents, astreinte GPA)	100 000,00 €
Total	**4 500 000,00 €**

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région et l'Etat dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région et l'Etat des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région et l'Etat par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région et l'Etat ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 3.3 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région Ile-de-France sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 Principe de financement

Le coût global de l'opération correspondant aux travaux de modernisation de l'écluse secondaire de Coudray s'élève à 4 500 000,00 € HT.

La base subventionnable retenue par la Région Ile-de-France pour l'opération s'élève à 4 500 000,00 € HT.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit donc ainsi :

- La Région Ile-de-France : **1 800 000,00 €** (40% de la base subventionnable HT)

- Voies navigables de France : **2 700 000,00 €** (60% de la base subventionnable HT)

VNF supporte l'intégralité de la TVA pour cette opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Voies navigables de France qui vient s'appliquer à hauteur de 40% sur le montant hors taxe de l'opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France s'élève **1 800 000,00 €** soit 40% de la base subventionnable HT et **constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable**.

Les participations de la Région Ile-de-France et de l'Etat sont réalisées au titre du Contrat de Projet Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 et du contrat de plan interrégional Etat-Régions Vallée de Seine 2015-2020.

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage (VNF).

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

La demande de versement auprès de la Région Ile-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention.

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment les références, les dates et montants des factures acquittées, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les subventions sont versées à VNF, sur le compte 00001005259 - Code banque : 10071 - Code guichet : 75000 - Clé RIB : 17 - ouvert au nom de VNF à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur - 75002 Paris. »

Conformément à la délibération CR140-07 du 20 décembre 2007, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la Région d'Ile de France pour les opérations relevant du Contrat de Plan Etat / Région 2015-2020 est plafonné à 95 % avant versement du solde.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article premier de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- d'une note relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Ile-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 4.1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération régionale citée à l'article 1 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Article 4.2.7 Suivi financier de l'opération

- La Direction des transports de l'Unité Aménagement Durable est le service instructeur de la Région Ile-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de- France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Si l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

L'opération faisant l'objet de la présente convention s'inscrit dans le cadre d'une autorisation de programme de projet.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, Voies Navigables de France s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition des logos conformément à la charte graphique.

Voies navigables de France autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété

intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. ».

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention sera organisé par Voies navigables de France et assuré au minimum par un **comité technique des financeurs** et un **comité de suivi** élargi de l'ensemble des opérations de la Seine Aval.

Le **comité technique des financeurs** de la Seine Aval est composé des services techniques des instances co-financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.

Le comité technique des financeurs aborde pour l'ensemble des opérations de la Seine Aval, et en particuliers pour les opérations objets de la présente convention l'état d'avancement de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :

- suivi technique et opérationnel,
- suivi financier et administratif.

Il se réunit à minima préalablement à chaque réunion du comité de suivi.

Un **comité de suivi** pour l'ensemble des opérations de la Seine Aval, et en particuliers pour les opérations objets de la présente convention vient compléter le système de gouvernance de l'opération.

Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'ensemble des opérations de la Seine Aval. Les co-financeurs, signataires de la présente convention, l'État (DRIEA et DIDVS) et le maître d'ouvrage sont également associés au comité de pilotage.
Le comité de suivi permettra de faire un point sur l'état d'avancement du projet et préparer les étapes suivantes ainsi que la concertation.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération de la commission permanente, à savoir le **21 Septembre 2016**.

Elle prend fin lors du versement du solde du par la région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Le bénéficiaire de la subvention
Pour Voies navigables de France

Valérie PECRESSE

Marc PAPINUTTI

Le Préfet de la région Ile-de-France

Jean-François CARENCO

Convention entre la Région Ile-de-France, Voies Navigables de France et l'Etat pour la régénération des ouvrages en service en Seine Aval – Travaux de conception de la rénovation du pont de Bougival

Entre :

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération n° 15-692 du 8 octobre 2015
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (VNF), Etablissement public administratif,

dont le siège est 175 rue Ludovic Boutleux - BP 820 - 62408 BETHUNE CEDEX, représenté par son Directeur Général, Monsieur Marc PAPINUTTI,

Et :

L'Etat

Représenté par Monsieur Jean-François CARENCO, Préfet de la région Ile-de-France

d'autre part,

Vu le code des transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France, et notamment ses articles 13, 14, 16 et 17 (dans leur partie non codifiée au code des transports),

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France n°01/2009 portant délégation de pouvoir au directeur général, en date du 25 février 2009,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le contrat de plan État-Région Ile-de-France 2015-2020,

Vu le contrat de plan interrégional Vallée de Seine 2015-2020,

Après avoir rappelé que :

Ouvrage contribuant à la navigation en Seine Aval, axe majeur essentiel de la chaîne de transports de marchandises permettant de connecter le bassin parisien à l'espace économique national et européen, le pont barrage de Bougival présente des désordres importants ayant conduit VNF à prendre la décision de mener sa rénovation.

Le pont de Bougival est situé sur la Seine, dans le département des Yvelines à une vingtaine de kilomètres de Paris. Il surplombe un barrage qui, avec celui de Chatou, régule le bief de Bougival. Il se trouve dans le bras dit « de Marly », au Point Kilométrique fluvial 48,700.

Le pont de Bougival relie la commune de Bougival, sur la rive gauche de la Seine, à l'île de la Loge dont il est l'unique point d'accès, pour le complexe sportif et le centre départementale des Yvelines des Affaires sanitaires et sociales de la communauté Emmaüs de Port-Marly - Bougival - Nanterre.

Le pont de Bougival a été construit en 1965-1967. Courant 2009, une inspection détaillée menée par l'entreprise Egis JMI a fait état d'un certain nombre de désordres structurels qui mettent en cause la pérennité de l'ouvrage et la sécurité des usagers (fissuration transversale du tablier, appareils d'appui dégradés, exfiltration d'eau de la paroi extérieure aval, fissuration du béton et cisaillement des armatures de la culée rive gauche…) et qui ont mené VNF à prendre la décision de mener la rénovation de l'ouvrage.

Il s'agit de procéder aux travaux de rénovation du Pont barrage de Bougival.

PREAMBULE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° **XXXXXXX** du 21 Septembre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir VNF pour l'opération de « **régénération des ouvrages en service en Seine Aval – travaux de rénovation du pont de Bougival** ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération intitulée « **régénération des ouvrages en service en Seine Aval – travaux de rénovation du pont de Bougival** ».

Les co-financeurs sont : la Région Ile-de-France et Voies navigables de France.

Voies navigables de France est maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

L'opération consiste à mener des travaux de rénovation du Pont barrage de Bougival.

Article 2.2 Description du programme de l'opération

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève à **931 167€ HT** et se décompose selon les postes suivants :

Postes	Coût HT estimatif
Suivi des travaux et contrôle	34 167 €
Prix généraux et préparation de chantier	175 000 €
Remplacement des appareils d'appuis	85 000 €
Dilatation du tablier et joints de chaussée	45 000 €
Réparation des culées	60 000 €€
Réfection de l'étanchéité et des descentes d'eau	170 000 €
Réparation des parements béton du tablier	110 000 €
Reprise des rampes d'accès et trottoirs hors ouvrages	40 000 €
Remplacement des gardes corps	95 000 €
Aléas (hors suivi des travaux)	117 000€
Total	**931 167,00 €**

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région et l'Etat dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région et l'Etat des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région et l'Etat par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région et l'Etat ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 3.3 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région Ile-de-France sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 Principe de financement

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des études et des travaux de rénovation du Pont de Bougival s'élève à 931 167,00 € HT.

La base subventionnable retenue par la Région Ile-de-France pour l'opération s'élève à 914 083,50 € HT et comprend l'ensemble des travaux de conception.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit donc ainsi :

- La Région Ile-de-France : **365 633,40 €** (40% de la base subventionnable HT)

- Voies navigables de France : **548 450,10 €** (60% de la base subventionnable HT)

VNF supporte l'intégralité de la TVA pour cette opération.

- Union Européenne : **17 083.50 €** en Etudes et Suivi de Chantier.

La participation financière de la Région Ile-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Voies navigables de France qui vient s'appliquer à hauteur de 40% sur le montant hors taxe de l'opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France s'élève **365 633,40€,** soit 40% de base subventionnable HT et **constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable.**

Les participations de la Région Ile-de-France et de l'Etat sont réalisées au titre du Contrat de Projet Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 et du contrat de plan interrégional Vallée de la Seine 2015-2020.

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage (VNF).

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

La demande de versement auprès de la Région Ile-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention.

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment les références, les dates et montants des factures acquittées, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les subventions sont versées à VNF, sur le compte 00001005259 - Code banque : 10071 - Code guichet : 75000 - Clé RIB : 17 - ouvert au nom de VNF à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur - 75002 Paris. »

Conformément à la délibération du CR 09-15 du 12 février 2015, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la Région d'Ile de France pour les opérations relevant du Contrat de Plan Etat / Région 2015-2020 est plafonné à 95 % avant versement du solde.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article premier de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- d'une note relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Ile-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 4.1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération régionale citée à l'article 1 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Article 4.2.7 Suivi financier de l'opération

- La Direction des transports de l'Unité Aménagement Durable est le service instructeur de la Région Ile-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de- France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Si l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, Voies Navigables de France s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition des logos conformément à la charte graphique.

Voies navigables de France autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de

communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. ».

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention sera organisé par Voies navigables de France et assuré au minimum par un **comité technique des financeurs** et un **comité de suivi** élargi de l'ensemble des opérations de la Seine Aval.

Le **comité technique des financeurs** de la Seine Aval est composé des services techniques des instances co-financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.

Le comité technique des financeurs aborde pour l'ensemble des opérations de la Seine Aval, et en particuliers pour les opérations objets de la présente convention l'état d'avancement de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :

- suivi technique et opérationnel,
- suivi financier et administratif.

Il se réunit à minima préalablement à chaque réunion du comité de suivi.

Un **comité de suivi** pour l'ensemble des opérations de la Seine Aval, et en particuliers pour les opérations objets de la présente convention vient compléter le système de gouvernance de l'opération.

Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'ensemble des opérations de la Seine Aval. Les co-financeurs, signataires de la présente convention, l'État (DRIEA et DIDVS) et le maître d'ouvrage sont également associés au comité de pilotage.
Le comité de suivi permettra de faire un point sur l'état d'avancement du projet et préparer les étapes suivantes ainsi que la concertation.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération de la commission permanente, à savoir le **21 Septembre 2016**.

Elle prend fin lors du versement du solde du par la région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Le bénéficiaire de la subvention
Pour Voies navigables de France

Valérie PECRESSE

Marc PAPINUTTI

Le Préfet de la région Ile-de-France

Jean-François CARENCO

Convention entre la Région Ile-de-France, Voies Navigables de France et l'Etat pour la régénération des ouvrages en service en Seine Aval – études de conception du confortement de la digue de Croissy

Entre :

La Région Ile de France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

En vertu de la délibération n° 15-692 du 8 octobre 2015
Ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

Et :

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE (VNF), Etablissement public administratif,

dont le siège est 175 rue Ludovic Boutleux - BP 820 - 62408 BETHUNE CEDEX, représenté par son Directeur Général, Monsieur Marc PAPINUTTI,

Et :

L'Etat

Représenté par Monsieur Jean-François CARENCO, Préfet de la région Ile-de-France

d'autre part,

Vu le code des transports, notamment les articles L. 4311-1 et suivants,

Vu le décret n° 60-1441 du 26 décembre 1960, modifié, portant statut de Voies navigables de France, et notamment ses articles 13, 14, 16 et 17 (dans leur partie non codifiée au code des transports),

Vu la délibération du conseil d'administration de Voies navigables de France n°01/2009 portant délégation de pouvoir au directeur général, en date du 25 février 2009,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le contrat de plan État-Région Ile-de-France 2015-2020,

Vu le contrat de plan interrégional Vallée de Seine 2015-2020,

Après avoir rappelé que :

Ouvrage contribuant à la navigation en Seine Aval, axe majeur essentiel de la chaîne de transports de marchandises permettant de connecter le bassin parisien à l'espace économique national et européen, la digue de Croissy présente des désordres importants ayant conduit VNF à prendre la décision de mener sa rénovation.

La digue de Croissy est située dans le département des Yvelines et rattachée à la commune de Neuilly-sur-Seine. S'intégrant dans l'axe longitudinal de la Seine, elle relie deux îles naturelles : l'île du Chiard et de la Chaussée. Historiquement, cet ouvrage a été conçu à la fin du XVIII ème siècle afin de renforcer l'efficacité de la machine de Marly située en aval, sur la commune de Bougival..

La digue de Croissy est située sur la section navigable 307 qui s'étend sur 43 kilomètres de Saint Denis (93) jusqu'à Conflans-Sainte-Honorine (78). En termes de volumes de marchandises transportées, cet itinéraire fluvial représente un enjeu important, où près de 12 millions de tonnes en 2013 (données VNF) ont transités soit 20 % du volume du trafic national (60 M Tonnes en 2013).

La digue de Croissy présente une instabilité due à son positionnement ne correspondant plus aux contraintes actuelles ainsi qu'une forte érosion externe et interne de l'ouvrage qui ont mené VNF à prendre la décision de mener au confortement de l'ouvrage.

Il s'agit de procéder aux études de conception pour le confortement de la digue de Croissy dans les Yvelines, en Seine Aval.

PREAMBULE :

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, correspondant aux règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional N° CR 33-10 du 17 juin 2010.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° **XXXXXXX** du 21 Septembre 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir VNF pour l'opération de « **régénération des ouvrages en service en Seine Aval – études de conception du confortement de la digue de Croissy** ».

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs de chacune des parties en ce qui concerne les modalités de réalisation et de financement de cette opération intitulée « **régénération des ouvrages en service en Seine Aval – études de conception du confortement de la digue de Croissy** ».

Les co-financeurs sont : la Région Ile-de-France et Voies navigables de France.

Voies navigables de France est maître d'ouvrage du projet.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES ACTIONS COUVERTES PAR LA CONVENTION

Article 2.1 Description du projet

L'opération consiste à mener les études de conception du confortement de la digue de Croissy.

Article 2.2 Description du programme de l'opération

Le montant total de l'opération couvert par la présente convention s'élève à **208 333,00 € HT** et se décompose selon les postes suivants :

Postes	Coût HT estimatif
Etudes de maitrise d'œuvre	183 159,00 €
Levées topographiques	25 174,00 €
Total	**208 333,00 €**

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 3.1 Obligations relatives au projet subventionné

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'article 2 de la présente convention.

Le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération dans le respect des règles de l'art et conformément à toutes les lois et règlements en vigueur applicables.

Article 3.2 Obligations administratives et comptables

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région et l'Etat dans les deux mois de la survenance de l'événement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

- Informer la Région et l'Etat des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

- Informer la Région et l'Etat par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

- Faciliter tout contrôle par la Région et l'Etat ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Article 3.3 Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition des logos conformément à leur charte graphique.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région Ile-de-France sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 Principe de financement

Le coût global de l'opération comprenant l'ensemble des études de conception du confortement de la digue de Croissy s'élève à 208 333,00 € HT.

La base subventionnable retenue par la Région Ile-de-France pour l'opération s'élève à 104 166,50 € HT.

Le cofinancement de l'opération globale s'établit donc ainsi :

- La Région Ile-de-France : **41 666,60 €** (40% de la base subventionnable HT)

- Voies navigables de France : **55 555.47 €** (60% de la base subventionnable HT)

- Union Européenne : **104 166,50 €** (50% du montant total HT)

Dans le cadre du dossier déposé pour l'appel à projets européen, l'Etat Français compte sur une participation des fonds européens au financement des études de conception de la présente convention à hauteur de **50%** du montant HT de l'opération, soit 33,33 % sur le montant TTC, confirmé par l'Union Européenne le 2015.

Le montant prévisionnel attendu de l'Union Européenne (MIE) s'élève **104 166,50 €**, soit 50% du montant total HT.

VNF supporte l'intégralité de la TVA pour cette opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France prend la forme d'une subvention apportée à Voies navigables de France qui vient s'appliquer à hauteur de 40% sur le montant hors taxe de l'opération.

La participation financière de la Région Ile-de-France s'élève **41 666,60 €** soit 40% de la base subventionnable HT et **constitue un montant plafond, non actualisable et non révisable**.

Les participations de la Région Ile-de-France et de l'Etat sont réalisées au titre du Contrat de Projet Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 et du contrat de plan interrégional Etat-Régions Vallée de Seine 2015-2020.

Article 4.2 Versement de la subvention

Article 4.2.1 Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire.

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le maître d'ouvrage (VNF).

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Article 4.2.2 Versement d'acomptes

La demande de versement auprès de la Région Ile-de-France comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention.

- l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment les références, les dates et montants des factures acquittées, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.

La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.1.

Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Les subventions sont versées à VNF, sur le compte 00001005259 - Code banque : 10071 - Code guichet : 75000 - Clé RIB : 17 - ouvert au nom de VNF à la Recette Générale des Finances, 94 rue Réaumur - 75002 Paris. »

Conformément à la délibération CR140-07 du 20 décembre 2007, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé par la Région d'Ile de France pour les opérations relevant du Contrat de Plan Etat / Région 2015-2020 est plafonné à 95 % avant versement du solde.

Article 4.2.3 Versement du solde

Le montant final de la subvention sera calculé par application du taux de subvention aux dépenses réelles et plafonnées aux dépenses subventionnables prévisionnelles indiquées à l'article premier de la présente convention.

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche ainsi que la production de la déclaration d'achèvement des travaux conforme au plan d'ouvrage exécuté et annexé.

Le solde sera versé sur justification. Le versement du solde sera subordonné à la production :

- d'une note relative à la réalisation de l'opération précisant la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la présente convention

- d'un compte rendu financier de l'opération ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche. Ce compte rendu financier comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

En cas de surcoût, l'intégralité de ce surcoût est à la charge du bénéficiaire.

Article 4.2.4 Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Ile-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance du bénéficiaire.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence de la facture (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région Ile-de-France.

Article 4.2.5 Révision du montant subventionné

Le montant de la subvention constitue un plafond. Tout dépassement du montant visé à l'article 4.1 est pris en charge par le bénéficiaire.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire de la subvention s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux ou du barème unitaire indiqués à l'article 4.1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4.2.6 Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la délibération régionale citée à l'article 1 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention, sauf dispositions contraires prévues dans ladite délibération.

Article 4.2.7 Suivi financier de l'opération

- La Direction des transports de l'Unité Aménagement Durable est le service instructeur de la Région Ile-de-France.

Article 4.2.8 Caducité

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de- France, si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ladite subvention devient caduque et elle est annulée.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

Si l'opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projets, celle-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, Voies Navigables de France s'engage à mentionner le soutien financier de l'ensemble des financeurs et à faire apparaître leur contribution pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention sur ses documents et publications officiels de communication relatifs à cette opération, notamment en faisant figurer les logos des partenaires.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition des logos conformément à la charte graphique.

Voies navigables de France autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication autour du projet.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France à hauteur de …. ».

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 6 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE L'OPERATION

Le suivi de l'opération désignée dans la présente convention sera organisé par Voies navigables de France et assuré au minimum par un **comité technique des financeurs** et un **comité de suivi** élargi de l'ensemble des opérations de la Seine Aval.

Le **comité technique des financeurs** de la Seine Aval est composé des services techniques des instances co-financeurs, signataires de la présente convention et du maître d'ouvrage.

Le comité technique des financeurs aborde pour l'ensemble des opérations de la Seine Aval, et en particuliers pour les opérations objets de la présente convention l'état d'avancement de l'opération relevant de la présente convention autour des thématiques suivantes :

- suivi technique et opérationnel,
- suivi financier et administratif.

Il se réunit à minima préalablement à chaque réunion du comité de suivi.

Un **comité de suivi** pour l'ensemble des opérations de la Seine Aval, et en particuliers pour les opérations objets de la présente convention vient compléter le système de gouvernance de l'opération.

Il est composé des élus ou des directeurs techniques concernés par l'ensemble des opérations de la Seine Aval. Les co-financeurs, signataires de la présente convention, l'État (DRIEA et DIDVS) et le maître d'ouvrage sont également associés au comité de pilotage.
Le comité de suivi permettra de faire un point sur l'état d'avancement du projet et préparer les étapes suivantes ainsi que la concertation.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date de délibération de la commission permanente, à savoir le **21 Septembre 2016**.

Elle prend fin lors du versement du solde du par la région au titre de l'opération concernée par la présente convention, ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.2.8 de la présente convention.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

En cas d'inexécution par le maître d'ouvrage de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation de la subvention non conforme à leur objet, la subvention sera restituée.
Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de tout ou partie de la somme versée, au regard de la qualité des prestations effectuées.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant.

ARTICLE 11 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le.....

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

Le bénéficiaire de la subvention
Pour Voies navigables de France

Valérie PECRESSE

Marc PAPINUTTI

Le Préfet de la région Ile-de-France

Jean-François CARENCO

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 21/09/2016
- Date de réception en préfecture: 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-339

du 21 septembre 2016

INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS
LIGNE 15 SUD

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret en Conseil d'Etat n°2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma directeur de la Région Ile-de-France ;
VU L'ordonnance n°2014-690 du 26 juin 2014 relative à la participation de la Société du Grand Paris à certains projets du réseau des transports en Ile-de-France ;
VU Le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014 modifiant le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris ;
VU Le décret n° 2015-308 du 18 mars 2015 relatif à l'association du Syndicat des Transports d'Ile-de-France aux missions de la Société du Grand Paris de conception et de réalisation du réseau de transport public du Grand Paris ;
VU La délibération n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le CPER 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-339 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : PR 811-006 « Métro »

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **15 213 854** €.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481006011)
SNCF Réseau	Interconnexions ferrées du GPE – Ligne 15 Sud – Adaptation de la gare du Vert de Maisons	Alfortville et Maisons-Alfort	403 443 €
SNCF Mobilité	Interconnexions ferrées du GPE – Ligne 15 Sud –	Alfortville et Maisons-Alfort	2 782 840 €

	Adaptation de la gare du Vert de Maisons		
SNCF Réseau	Interconnexions ferrées du GPE – Ligne 15 Sud – Adaptation de la gare des Ardoines	Vitry-sur-Seine	6 683 689 €
SNCF Mobilité	Interconnexions ferrées du GPE – Ligne 15 Sud – Adaptation de la gare des Ardoines	Vitry-sur-Seine	571 882 €
RATP	Interconnexions ferrées du GPE – Ligne 15 Sud – Adaptation de la station Châtillon-Montrouge	Châtillon et Montrouge	2 818 000 €
RATP	Interconnexions ferrées du GPE – Ligne 15 Sud – Adaptation de la station Créteil l'Echat	Créteil	1 567 000 €
RATP	Interconnexions ferrées du GPE – Ligne 15 Sud – Adaptation de la station Villejuif Louis Aragon	Villejuif	387 000 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de projet de **12 431 014 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-006 « Métro » - action 481006011 « Métro », du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de **2 782 840 €** disponible sur le chapitre 908 « Transports » - code fonctionnel 811 « Transport ferroviaire régional de voyageurs » - programme PR 811-006 « Métro » - action 481006011 « Métro », du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 113 « Interconnexions Grand Paris »

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-339	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481006 - Métro**
Action	**481006011 - Métro**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16006733 - INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DU VERT DE MAISONS			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud - Hors CPRD			
Montant total	403 443,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 082 573,00 €	HT	37,27 %	403 443,00 €	

Dossier	16006756 - INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DU VERT DE MAISONS			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud - Hors CPRD			
Montant total	2 782 840,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 607 592,00 €	HT	49,63 %	2 782 840,00 €	

Dossier	16006763 - INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DES ARDOINES			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud - Hors CPRD			
Montant total	6 683 689,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 757 173,00 €	HT	37,64 %	6 683 689,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-339	Budget	2016

Dossier	16006990 - INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DES ARDOINES			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud - Hors CPRD			
Montant total	571 882,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 412 395,00 €	HT	40,49 %	571 882,00 €	

Dossier	16007044 - INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION CHATILLON MONTROUGE			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud - Hors CPRD			
Montant total	2 818 000,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 549 000,00 €	HT	37,31 %	2 818 000,00 €	

Dossier	16007087 - INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION CRETEIL L'ECHAT			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud - Hors CPRD			
Montant total	1 567 000,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 137 000,00 €	HT	37,86 %	1 567 000,00 €	

Dossier	16007092 - INTERCONNEXIONS FERRES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION VILLEJUIF LOUIS ARAGON			
Bénéficiaire	R6930 - RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS			
Localisation	VILLEJUIF			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud - Hors CPRD			
Montant total	387 000,00 €		Code nature	2041783
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 034 000,00 €	HT	37,3 %	387 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	15 213 854,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481006 - 481006011	15 213 854,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006733

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DU VERT DE MAISONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 082 573,00 €	37,27 %	403 443,00 €
	Montant Total de la subvention		403 443,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'adaptation de la gare RER D de Vert de Maisons suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante porte sur:
- la création d'un nouvel accès au quai RER
- la relocalisation du bâtiment voyageur SNCF
- le réaménagement du passage souterrain SNCF existant et de l'accès Alforville.

- la mise en place des équipements du transporteur dans les ouvrages précités

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€.

Intérêt régional :
Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la gare de Vert de Maisons

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la SNCF Réseau: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour cette opération de travaux le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 37,27%
- la Société du Grand Paris : 25,47%
- l'Etat : 18,63%
- la SNCF Réseau : 18,63%

La participation de la Région porte sur 345 570€ HT (CE 2014) soit 403 443€ HT courants conventionnels pour la réalisation de travaux d'adaptation.
Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux et d'études pour un montant de 403 443 €, au bénéfice de SNCF Réseau.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE
- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	788 000,00	72,79%
Provisions pour risque	170 688,00	15,77%
Maîtrise d'oeuvre	85 374,00	7,89%
Dépenses de maîtrise d'ouvrage	24 748,00	2,29%
Maîtrise d'ouvrage	13 763,00	1,27%
Total	1 082 573,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	201 722,00	18,63%
Région Ile-de-France	403 443,00	37,27%
Société du Grand Paris	275 685,00	25,47%
SNCF Réseau	201 723,00	18,63%
Total	1 082 573,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	38 894,00 €
2018	200 304,00 €
2019	97 919,00 €
2020	21 246,00 €
2021	0,00 €
2022	45 089,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €

2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 511 875,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €
	Montant total	366 052 389,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006756

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DU VERT DE MAISONS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	5 607 592,00 €	49,63 %	2 782 840,00 €
	Montant Total de la subvention		2 782 840,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la gare RER D du Vert de Maisons suite à la mise en service de la gare du Grand paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante porte sur :
- la création d'un nouvel accès au quai RER
- la relocalisation du bâtiment voyageur SNCF
- le réaménagement du passage souterrain SNCF existant et de l'accès Alforville.

- la mise en place des équipements du transporteur dans les ouvrages précités

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€.

Intérêt régional :
Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la gare du Vert de Maisons

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la SNCF Mobilités: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour cette opération de travaux le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 49,63%
- la Société du Grand Paris : 0,75%
- l'Etat : 24,81%
- la SNCF Mobilité : 24,81%

La participation de la Région porte sur 2 400 503€ HT (CE 2014) soit 2 782 840 HT courants conventionnels pour la réalisation détudes et de travaux d'adaptation.
Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 2 782 840 €, au bénéfice de SNCF Mobilité

Localisation géographique :

- ALFORTVILLE
- MAISONS-ALFORT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	3 919 835,00	69,90%
Provisions pour risque	852 827,00	15,21%
Maîtrise d'oeuvre	361 040,00	6,44%
Dépenses de maîtrise d'ouvrage	234 029,00	4,17%
Maîtrise d'ouvrage	239 861,00	4,28%
Total	5 607 592,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	1 391 420,00	24,81%
Région Ile-de-France	2 782 840,00	49,63%
Société du Grand Paris	41 911,00	0,75%
SNCF	1 391 421,00	24,81%
Total	5 607 592,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	554 092,00 €
2017	1 266 192,00 €
2018	0,00 €
2019	0,00 €
2020	962 556,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	5 330 000,00 €
2013	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	5 850 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	127 124,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 584 953,00 €
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	5 000 000,00 €

2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 685 417,65 €
	Montant total	135 325 425,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006763

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DES ARDOINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	17 757 173,00 €	37,64 %	6 683 689,00 €
	Montant Total de la subvention		6 683 689,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la gare RER C des Ardoines suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante porte sur :
- l'élargissement des 2 quais RER et les mesures conservatoires associées
- la mise en place des équipements sur les quais et dans le passage souterrain

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€

Intérêt régional :
Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la gare des Ardoines

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la SNCF Réseau: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour cette opération de travaux le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 37,64%
- la Société du Grand Paris : 24,72%
- l'Etat : 18,82%
- la SNCF Réseau : 18,82%

La participation de la Région porte sur 5 747 908€ HT (CE 2014) soit 6 683 688 HT courants conventionnels pour la réalisation d'études et de travaux d'adaptation.
Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 6 683 688 €, au bénéfice de SNCF Réseau

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	14 011 785,00	78,91%
Provisions pour risque	1 954 673,00	11,01%
Maîtrise d'oeuvre	1 254 780,00	7,07%
Dépenses de maîtrise d'ouvrage	279 014,00	1,57%
Maîtrise d'ouvrage	256 921,00	1,45%
Total	17 757 173,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	3 341 844,00	18,82%
Région Ile-de-France	6 683 689,00	37,64%
Société du Grand Paris	4 389 796,00	24,72%
SNCF Réseau	3 341 844,00	18,82%
Total	17 757 173,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	1 940 806,00 €
2018	2 931 898,00 €
2019	1 360 981,00 €
2020	0,00 €
2021	0,00 €
2022	450 004,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €

2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 511 875,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €
	Montant total	366 052 389,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006990

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA GARE DES ARDOINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 412 395,00 €	40,49 %	571 882,00 €
	Montant Total de la subvention		571 882,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la gare RER D des Ardoines suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2022
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante sur le périmètre SNCF Réseau et Mobilités porte sur:
- l'élargissement des 2 quais RER et les mesures conservatoires associées.
- la mise en place des équipements sur les quais et dans le passage souterrain

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€.

Intérêt régional :
Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la gare des Ardoines

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la SNCF: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour cette opération de travaux le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 40,49%
- la Société du Grand Paris : 19,02%
- l'Etat : 20,25%
- la SNCF : 20,25%

La participation de la Région porte sur 491 813€ HT (CE 2014) soit 571 882 HT courants conventionnels pour la réalisation d'études et de travaux d'adaptation.
Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 571 882 €, au bénéfice de SNCF Mobilités

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	1 287 851,00	91,18%
Provisions pour risque	53 527,00	3,79%
Maîtrise d'oeuvre	38 524,00	2,73%
Dépenses de maîtrise d'ouvrage	16 246,00	1,15%
Maîtrise d'ouvrage	16 247,00	1,15%
Total	1 412 395,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	285 941,00	20,25%
Région Ile-de-France	571 882,00	40,49%
Société du Grand Paris	268 631,00	19,02%
SNCF Mobilités	285 941,00	20,25%
Total	1 412 395,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	0,00 €
2018	0,00 €
2019	102 939,00 €
2020	183 003,00 €
2021	251 628,00 €
2022	34 312,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	5 330 000,00 €
2013	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	5 850 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	127 124,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 584 953,00 €
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	5 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 685 417,65 €
	Montant total	135 325 425,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007044

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION CHATILLON MONTROUGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	7 549 000,00 €	37,31 %	2 818 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 818 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la station Châtillon Montrouge suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations.

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante porte sur :
- la création d'un quai supplémentaire.
- la création d'une issue de secours supplémentaire

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€

Intérêt régional :
Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la station Châtillon Montrouge

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la RATP: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour cette opération de travaux le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 37,31%
- la Société du Grand Paris : 25,39%
- l'Etat : 18,65%
- la RATP : 18,65%

La participation de la Région porte sur 2,81M€ HT (CE 2014) soit 2,818 M€ HT courants conventionnels pour la réalisation d'études et de travaux d'adaptation.

Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 2,818 M€, au bénéfice de la RATP

Localisation géographique :
- CHATILLON
- MONTROUGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et second oeuvre	2 596 212,00	34,39%
Electro-mécanique	274 751,00	3,64%
Alimentation/énergie	848 851,00	11,24%
Telecom	72 865,00	0,97%
Système de transport ferroviaire	1 322 704,00	17,52%
Caténaire traction	137 376,00	1,82%
Voie	109 529,00	1,45%
Désenfumage sécurité incendie	13 923,00	0,18%
Signalétique	120 668,00	1,60%
Travaux complémentaires	656 711,00	8,70%
Aléas, frais d'étude et de surveillance	1 395 410,00	18,48%
Total	7 549 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	1 408 000,00	18,65%
Région Ile-de-France	2 818 000,00	37,33%
Société du Grand Paris	1 915 000,00	25,37%
RATP	1 408 000,00	18,65%
Total	7 549 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	550 000,00 €
2018	981 000,00 €
2019	886 000,00 €
2020	321 000,00 €
2021	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	196 500,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	207 937 075,00 €
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €

2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	114 062 972,78 €
	Montant total	622 109 461,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007087

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INTERCONNEXIONS FERREES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION CRETEIL L'ECHAT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	4 137 000,00 €	37,86 %	1 567 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 567 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la station Créteil l'Echat suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante porte sur la création d'un quai supplémentaire

Moyens mis en œuvre :

Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€

Intérêt régional :
Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la station Créteil l'Echat

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la RATP: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour cette opération de travaux le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 37,86%
- la Société du Grand Paris : 24,28%
- l'Etat : 18,93%
- la RATP : 18,93%

La participation de la Région porte sur 1,563 M€ HT (CE 2014) soit 1,567 M€ HT courants conventionnels pour la réalisation d'études et de travaux d'adaptation.

Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 1,567 M€, au bénéfice de la RATP

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et second oeuvre	1 318 631,00	31,87%
Electro-mécanique	102 000,00	2,47%
Alimentation/énergie	801 000,00	19,36%
Telecom	78 132,00	1,89%
Système de transport ferroviaire	237 402,00	5,74%
Traction	41 771,00	1,01%
Voie	201 942,00	4,88%
Désenfumage et sécurité incendie	153 259,00	3,70%
Signalétique	50 786,00	1,23%
Travaux complémentaire	371 128,00	8,97%
Aléas, frais d'études et de surveillance	780 949,00	18,88%
Total	4 137 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	783 000,00	18,93%
Région Ile-de-France	1 567 000,00	37,88%
Société du Grand Paris	1 004 000,00	24,27%
RATP	783 000,00	18,93%
Total	4 137 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	306 000,00 €
2018	546 000,00 €
2019	493 000,00 €
2020	178 000,00 €
2021	44 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	196 500,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	207 937 075,00 €
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	114 062 972,78 €
	Montant total	622 109 461,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007092

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INTERCONNEXIONS FERRES DU GRAND PARIS EXPRESS - LIGNE 15 SUD - ADAPTATION DE LA STATION VILLEJUIF LOUIS ARAGON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 034 000,00 €	37,30 %	387 000,00 €
	Montant Total de la subvention		387 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041783-481006-200
481006011- Métro

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RATP REGIE AUTONOME DES TRANSPORTS PARISIENS
Adresse administrative : 54 QUAI DE LA RAPEE
75599 PARIS CEDEX 12
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Madame Elisabeth BORNE, Présidente

N° SIRET : 77566343801906

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : adaptation de la station Villejuif Louis Aragon suite à la mise en service de la gare du Grand Paris Express

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 juillet 2021
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'adaptation des stations existantes en correspondance avec la future ligne 15 du Grand Paris Express consiste à pouvoir accueillir de manière sécurisée les usagers supplémentaires qui utiliseront ces stations

Description :
Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante porte sur la création d'une sortie secondaire supplémentaire dans le cadre de la création de l'ouvrage de correspondance entre le Grand Paris Express et la ligne 7 du métro

Moyens mis en œuvre :
Les financements sont issus du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 qui prévoit une dotation financière de 176M€

Intérêt régional :
Ces adaptations répondent aux priorités régionales en matière d'utilisation des transports en commun en permettant un meilleur accès et un plus grand confort.
Cette convention permettra le recrutement d'au moins un stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers de la station Villejuif Louis Aragon

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement de la globalité de l'opération (études préalables + travaux) est assurée par :
- la Région Ile-de-France : 35%
- la Société du Grand Paris : 30%
- l'Etat : 17,5%
- la RATP: 17,5%

Comme prévu dans le CPER, la Région Ile-de-France ne participe qu'au financement de l'adaptation des gares ou stations existantes rendue nécessaire suite à l'arrivée du Grand Paris Express avec lequel elles sont en correspondance. Elle ne finance donc qu'une partie des Interconnexions ferrées (ces dernières englobant également les correspondances entre les gares existantes et le futur métro du Grand Paris Express). La base subventionnable correspond donc bien aux travaux d'adaptation.

La Société du Grand Paris et la RATP d'une part et la Société du Grand Paris et la SNCF d'autre part ont conclu des conventions pour le financement de ces études Projet.
Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

Les autres financeurs prennent ensuite en charge une part supérieure à ce qui est prévu sur la réalisation de l'adaptation afin de retrouver sur la totalité de l'opération (études + réalisation) les clés inscrites dans le CPER en remboursement des avances consenties par la Société du Grand Paris. En conséquence, les clés de répartition proposées dans ce rapport sont des clés résultantes du reste à charge à financer pour chacun des acteurs pour la réalisation des travaux.

Ainsi, pour cette opération de travaux le plan de financement est assuré par:
- la Région Ile-de-France : 37,30%
- la Société du Grand Paris : 25,40%
- l'Etat : 18,65%
- la RATP : 18,65%

La participation de la Région porte sur 0,38M€ HT (CE 2014) soit 0,387 M€ HT courants conventionnels pour la réalisation de travaux d'adaptation.

Il s'agit de mettre en place une autorisation de programme de financement de travaux pour un montant de 0,387 M€, au bénéfice de la RATP

Localisation géographique :
- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Ligne 15 sud

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Gros oeuvre et second oeuvre	474 003,00	45,84%
Electro-mécanique	59 383,00	5,74%
Alimentation/énergie	129 812,00	12,55%
Telecom	8 748,00	0,85%
Caténaire traction	24 743,00	2,39%
Désenfumage sécurité incendie	4 418,00	0,43%
Signalétique	8 837,00	0,85%
Travaux complémentaires	104 097,00	10,07%
Aléas, frais d'études et de surveillance	219 959,00	21,27%
Total	1 034 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	192 000,00	18,57%
Région Ile-de-France	387 000,00	37,43%
Société du Grand Paris	263 000,00	25,44%
RATP	192 000,00	18,57%
Total	1 034 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	31 000,00 €
2018	57 000,00 €
2019	137 000,00 €
2020	125 000,00 €
2021	37 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	196 500,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	207 937 075,00 €
2014	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	200 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	182 318 316,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	3 020 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	86 112 887,59 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	2 610 700,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	114 062 972,78 €
	Montant total	622 109 461,67 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS

Ligne 15 sud – Pont-de-Sèvres /Noisy-Champs

Convention de financement relative à la réalisation des travaux d'adaptation des gares du Vert de Maisons et des Ardoines

2016CONVXXX

2016DPI0000

Convention de financement régissant les rapports entre
la Région, l'Etat, la SGP, le STIF, SNCF Réseau et SNCF Mobilités,
relative à la réalisation des travaux d'adaptation des gares du Vert de Maisons et des Ardoines
du réseau ferré national en correspondance avec la ligne 15 Sud

VERSION V0. STABILISEE DU 15/04/16

Avertissement
Les évolutions de versions sont consignées dans ce présent cartouche. Le mode correction est utilisé pour suivre les nouvelles propositions. Les évolutions antérieures, qui ont été validées en séance sont supprimées au fur et à mesure.

N°	date	auteur	consistance	articles modifiés
1	15/04/16	STIF	Ajustement sur la base du retour SNCF du 13/04/16	

TABLE DES MATIERES

Article 1 – Contexte général de l'opération p.6

Article 2 – Objet de la convention p.9

Article 3 – Travaux d'adaptation des stations existantes p.9

Article 4 – Coordonnateurs p.10

Article 5 – Maîtrise d'ouvrage du projet p.11

Article 6 – Modalités de financement p.11

Article 7 – Modalités de versement p.19

Article 8 – Modalités de contrôle et d'audit p.24

Article 9 – Définition et gestion des écarts p.24

Article 10 – Modification de l'AVP p.25

Article 11 – Pilotage et suivi de l'opération p.26

Article 12 – Bilan physique et financier de la convention p.28

Article 13 – Evaluation économique, sociale et environnementale p.29

Article 14 – Diffusion des données et propriété intellectuelle p.29

Article 15 – Confidentialité p.29

Article 16 – Dispositions générales p.30

Annexes p.33

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP XXXXXX de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du JJ/MM/AAAA,

- La **Société du Grand Paris**, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est 30, avenue des Fruitiers, à 93200 Saint-Denis et dont le numéro de SIRET est 525 046 017 00030, représentée par Monsieur Philippe YVIN, Président du Directoire, dûment mandaté par délibération n° XXXXXX du JJ/MM/AAAA en date du JJ/MM/AAAA

Ci-après désignés par « les financeurs ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, établissement public national à caractère industriel et commercial, immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le N° B. 412.280.737, dont le siège est situé 92, avenue de France, 75013 Paris, représenté par Monsieur Yves Ramette, en sa qualité de Directeur Général Ile de France dument habilité à cet effet,

- **SNCF Mobilités**, établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé au registre du commerce de Bobigny sous le numéro RCS Bobigny B 552 049 447, dont le siège est situé 9 rue Jean Philippe Rameau 93210 Saint Denis, représenté par Monsieur Patrick Ropert, en sa qualité de Directeur des Gares, en sa qualité de **Directeur Général de Gares & Connexions** 16 avenue d'Ivry, 75013 Paris,

Ci-après désignés par « les maîtres d'ouvrages », « les MOA », ou « les bénéficiaires ».

En troisième lieu,

- Le **STIF**, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège est situé à Paris 9e, 41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Laurent Probst en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité par délibération n° 20160217, article 1.10.2 du Conseil du STIF en date du 15 mars 2006.

Ci-après désigné comme « le STIF » ou « l'Autorité Organisatrice des Transports ».

Ci-après désignés ensemble comme « les Parties » ou individuellement « une Partie »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu la loi n°2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 modifiée relative au Grand Paris ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du RTPGP ;

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

Vu le Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé le 18 juin 2015 par le conseil régional ;

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la convention de financement des études PRO des stations de la ligne 15 SUD régissant les rapports entre la SGP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités, notifiée le 28/12/2015 pour la gare des Ardoines et le 10/02/2016 pour la gare du Vert-de-Maisons ci-après désignée « convention PRO » ;

Vu les protocoles d'organisation des maîtrises d'ouvrage conclus entre la Société du Grand Paris, SNCF réseau et SNCF Mobilités en date du JJ/MM/AAAA pour la gare du Vert-de-Maisons, en date du JJ/MM/AAAA pour la gare des Ardoines ;

Vu la délibération n°2013-XXXX du Conseil de surveillance de la SGP du 15 juillet 2013 approuvant le dossier d'opération d'investissement de la ligne 15 modifiée par la délibération n°2015-XXXX du JJ/MM/AAAA ;

Vu la délibération n°2016-XXXX du Conseil de surveillance de la SGP du XXX approuvant la présente convention de financement ;

Vu la décision de la séance du 11/06/2015 du Comité des Engagements de SNCF Réseau approuvant l'AVP administratif des interconnexions entre le Grand Paris Express et les gares du réseau ferré national, pour les Ardoines et le Vert-de-Maisons ;

Vu la délibération n°2015-256 du Conseil du STIF approuvant l'AVP 15 Sud de la RATP et de la SNCF ;

Vu la délibération n°2015-257 du Conseil du STIF approuvant l'AVP 15 Sud de la SGP ;

Vu la délibération n°2016-XXX du Conseil du STIF approuvant la présente convention ;

Vu la délibération de la commission permanente de la Région n° XXXX du JJ/MM/AAAA approuvant la présente convention de financement ;

Il est convenu ce qui suit :

1. CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes et opérations permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs et à laquelle la présente convention fait référence, ici la ligne 15 sud.

« **Opération** » : désigne un sous-ensemble du Projet ; en particulier, la partie du Projet objet de la présente convention de financement constitue une opération.

« Maîtrise d'ouvrage du Grand Paris Express » : désigne l'entité en charge de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation, y compris les interconnexions avec les stations/gare existantes. Dans cette convention, il s'agit de la Société du Grand Paris.

« Maitrise d'ouvrage des travaux d'adaptation des stations/gares existantes » : désigne les entités en charge de déterminer et réaliser les adaptations des gares existantes en vue de la mise en service du Grand Paris Express.

Dans cette convention, il s'agit de la SNCF-RESEAU et SNCF-MOBILITES.

Les périmètres de chaque maître d'ouvrage sont décrits dans les protocoles de maîtrise d'ouvrage associés à chaque gare.

Historique

Le projet de Ligne 15 Sud est inscrit au Schéma directeur de la région Île-de-France, dans le cadre de la réalisation du projet de métro automatique du Grand Paris Express ayant pour objectifs d'améliorer les conditions de transport par la désaturation du réseau existant par le développement des liaisons de banlieue à banlieue.

Les annonces gouvernementales du 6 mars 2013 sur le plan de transports collectifs en Île-de-France, désormais appelé Nouveau Grand Paris, ainsi que celles du 9 juillet 2014, ont arrêté un phasage de la réalisation du métro automatique de 2020 à 2030. Dans ce cadre, il a été assigné à la Société du Grand Paris l'objectif de réaliser les opérations d'interconnexion dans le respect des coûts et des délais impartis.

Les objectifs de réalisation de la ligne 15 sud ont été précisés dans le cadre de l'opération d'investissement [1]approuvée par le Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris, le 15 juillet 2013 modifiée le 10 juillet 2015.

[1] Les opérations d'investissement sont conduites par la Société du Grand Paris dans le cadre de sa mission principale de réalisation des projets d'infrastructures composant le réseau du Grand Paris Express, qui comprend la construction des lignes, ouvrages et installations fixes, la construction et l'aménagement des gares, y compris d'interconnexion.

Enfin, le comité de pilotage du Nouveau Grand Paris du 28 août 2013 a confié au STIF la coordination des études conduites par les différents opérateurs, en lien avec les services de l'Etat.

L'objectif est d'évaluer les adaptations et remises à niveau nécessaires à réaliser sur le réseau existant afin d'une part, de répondre aux nouveaux besoins de déplacements et de pouvoir accueillir dans des conditions de sécurité et de confort ces nouveaux flux de voyageurs générés par la mise en service du Grand Paris Express, d'autre part, de garantir l'évolution de l'offre et de l'infrastructure ferroviaire existante à horizon GPE et au-delà.

Le périmètre d'étude a donc porté sur les 11 gares et stations existantes et sur les 2 nouvelles gare/station interconnectées à la future ligne 15 Sud (la station de Bagneux au titre du projet de prolongement de métro ligne 4 et la gare de Bry-Villiers-Champigny au titre de l'interconnexion à créer à l'arrivée du GPE). Les études d'avant-projet menées par les opérateurs (RATP et SNCF) sous leur maîtrise d'ouvrage (MOA) au titre de l'adaptation des gares et des stations existantes interconnectées avec la future ligne 15 Sud du Grand Paris Express portent sur l'infrastructure et les équipements en gare existants, ainsi que sur le raccordement à créer sur leur périmètre pour réaliser l'interconnexion avec le nouvel ouvrage du Grand Paris Express (GPE).

Les interconnexions ferroviaires comprennent 2 composantes programmatiques :

- **La composante « correspondance »** : la SGP, en tant que maître d'ouvrage de la ligne 15 Sud, intègre au programme et au financement les ouvrages qui permettent de relier physiquement les gares de la SGP avec les gares/stations existantes. Il est à noter que le périmètre de cette opération est pour partie sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage des opérateurs (RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités) et ils seront donc en grande partie réalisés par ces derniers.
  Le financement de cette opération est assuré par la SGP dans le cadre de conventions de financement multipartites avec la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.
- **La composante «adaptation »** : les aménagements à réaliser sur les gares et stations existantes pour tenir compte des impacts des gares de la SGP sur le fonctionnement des gares existantes sont réalisés par la maîtrise d'ouvrage de la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités et le financement est assuré dans le cadre du CPER.

A l'issue des études d'avant-projet de la ligne 15 Sud *(hors Bry-Villiers-Champigny en cours d'études préliminaires)* sous maîtrise d'ouvrage de la RATP, de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités, 6 gares/stations existantes sur les 13 sont concernées par la réalisation d'«adaptation ». Il s'agit de :

- **3 stations RATP** : Châtillon-Montrouge (M13), Villejuif Louis Aragon (M7) et Créteil-l'Échat (M8).
- **3 gares SNCF** : Issy (RER C), Les Ardoines (RER C) et Le Vert de Maisons (RER D).

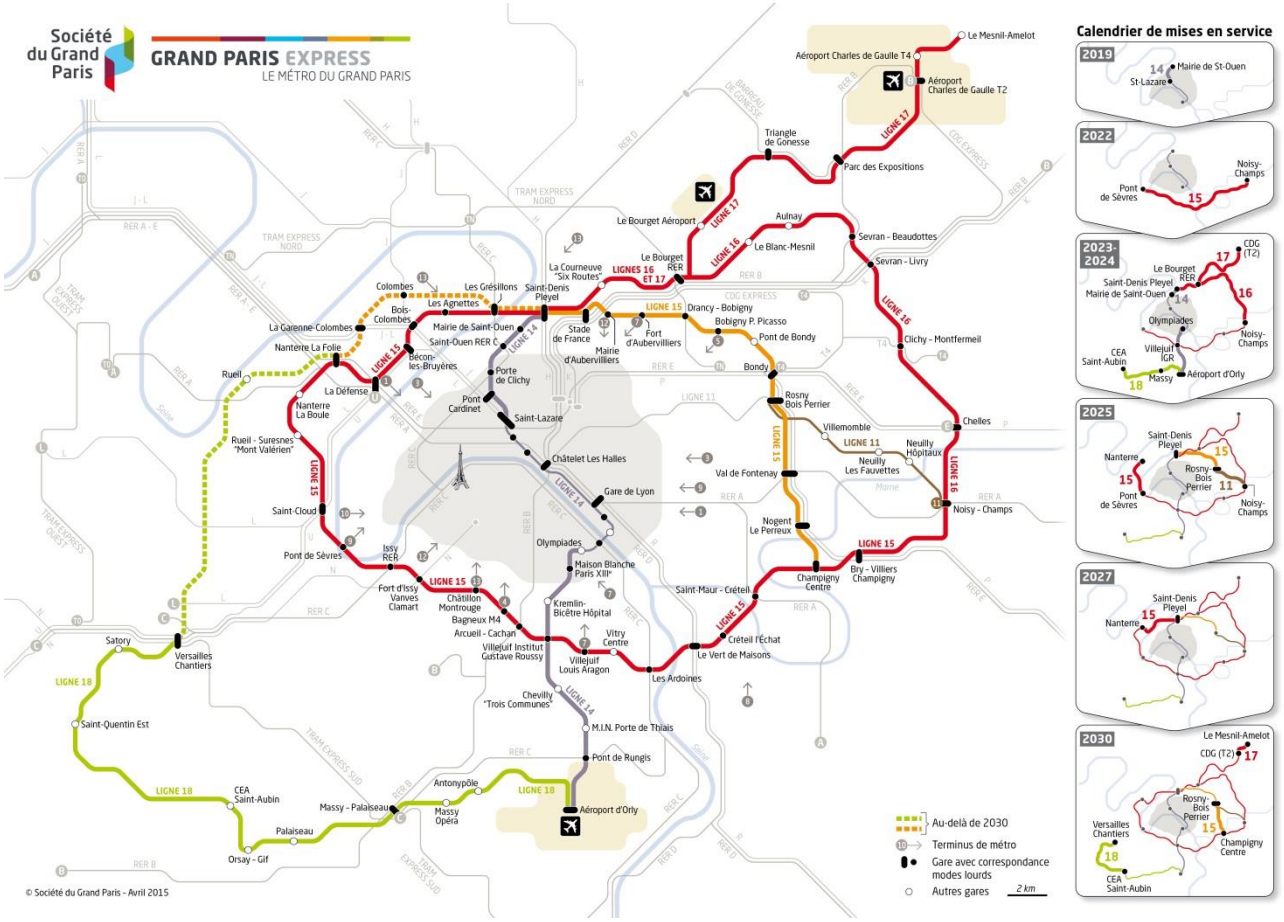
Les études PROjet sur les correspondances et les adaptations des trois gares précitées ont été engagées par SNCF Réseau et SNCF Mobilités en janvier 2015. Il est prévu qu'elles soient remises à la Société du Grand Paris en mars 2016, pour les parties en interface SNCF/SGP.

Par convention en date du 28 décembre 2015 pour la gare des Ardoines, et du 10 février 2016 pour la gare du Vert-de-Maisons, la Société du Grand Paris et la SNCF ont conclu une convention pour le financement de ces études PROjet. Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

L'AVP de la ligne 15 sud réalisé par la SGP a été approuvé par le Conseil du STIF en date du 8 juillet 2015.

Les AVP réalisés par SNCF Réseau ont été approuvés :

- par le Comité des Engagements SNCF Réseau le 11 juin 2015,
- par le Comité des Engagements de Branche SNCF Mobilités le 23 janvier 2016,
- par le Conseil du STIF le 8 juillet 2015.



La présente convention fait donc suite aux précédentes phases d'études et notamment aux études PROjet. Elle vise à préciser le programme, ainsi que les modalités de suivi et de financement des travaux et procédures pour les deux gares en interconnexions avec le réseau du Grand Paris entrant dans son périmètre. Les opérations d'adaptation de la gare d'Issy RER n'entrent pas dans le champ de la présente convention. L'interconnexion a nécessité une phase supplémentaire d'optimisation conjointe entre la SGP et SNCF sur les éléments de programme fonctionnel. L'AVP est en cours et doit être achevé à l'été 2016. Il n'a donc pas été approuvé par le STIF et a fait l'objet d'une réserve à l'occasion du Conseil du STIF du 8 juillet 2015. Ces opérations feront l'objet d'une convention ultérieurement.

2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties pour la conduite et le financement des travaux d'adaptations des gares du Vert-de-Maisons et des Ardoines du réseau ferré national avec les futures gares de la ligne 15 Sud du Grand Paris Express et le rééquilibrage du financement de leurs études PROjet, DCE, ACT et autres opérations réalisées par avance, conformément à l'avant-projet approuvé par le Conseil du STIF du 8 juillet 2015.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la **dénomination unique** suivante :

« Ligne 15 sud – Convention de financement relative à la réalisation des travaux d'adaptation des gares du Vert de Maisons et des Ardoines ».

3. TRAVAUX D'ADAPTATION DES GARES EXISTANTES

Le périmètre et les caractéristiques techniques du programme sont décrits pour chacune des gares dans l'avant-projet du maître d'ouvrage visé par la présente convention.

3.1. Périmètre des adaptations de la gare de Vert de Maisons (RER D)

Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante est le suivant :

- la création d'un nouvel accès au quai RER
- la relocalisation du bâtiment voyageur SNCF
- le réaménagement du passage souterrain SNCF existant et de l'accès Alforville.
- Mise en place des équipements du transporteur dans les ouvrages précités

Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 78 mois (date d'ouverture de la gare GPE) à compter de la notification de la convention par le STIF.

Le planning est celui des opérations d'interconnexion de la ligne 15 Sud globale, tel que présenté en annexe 1 à la présente convention.

3.2. Périmètre des adaptations de la gare des Ardoines (RER C)

Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la gare existante sur le périmètre SNCF Réseau et Mobilités est le suivant :

- l'élargissement des 2 quais RER et les mesures conservatoires associées.
- mise en place des équipements sur les quais et dans le passage souterrain (pris en charge à 60%, les 40% restant étant à la charge de l'enveloppe « Correspondance »)

Délais de réalisation

Pour le périmètre SNCF Réseau et SNCF Mobilités, le délai de réalisation des travaux est fixé à 78 mois à compter de la notification de la convention par le STIF.

Le planning prévisionnel est celui des opérations d'interconnexion de la ligne 15 Sud globale, tel que présenté en annexe 1 à la présente convention.

4. LES COORDONNATEURS

4.1. L'Autorité Organisatrice des Transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Dans le cadre du pilotage du Nouveau Grand Paris, le STIF, en sa qualité d'Autorité Organisatrice des Transports et de la Mobilité, a été mandaté par le comité de pilotage interministériel du 28 Août 2013, pour coordonner les études menées par les opérateurs SNCF et RATP sous leur périmètre de maîtrise d'ouvrage (MOA) en cohérence avec le projet 15 Sud sous MOA SGP. Il a mis en place une instance de pilotage partenarial associant la SGP, la RATP, la SNCF, la Région et l'Etat et une méthode de travail partagée afin d'assurer le suivi des Etudes préliminaires (EP) et d'Avant-Projet (AVP).

4.2. La Société du Grand Paris

Conformément à l'article 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 : «II. L'établissement public Société du Grand Paris a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation, qui comprend la construction des lignes, ouvrages et installations fixes, la construction et l'aménagement des gares, y compris d'interconnexion, ainsi que l'acquisition des matériels roulants conçus pour parcourir ces infrastructures».

A ce titre, les missions de la Société du Grand Paris sont d'une part financeur des travaux désignés par la présente convention et d'autre part pilote de l'élaboration et de la mise en œuvre du GPE.

Concernant ce deuxième point, par l'intermédiaire de protocoles[2] d'organisation des maitrises d'ouvrage relatifs à la gare des Ardoines et à la gare du Vert-de-Maisons, la Société du Grand Paris assure une coordination d'ensemble de l'opération globale entre les travaux sous sa maitrise d'ouvrage et ceux sous maitrise d'ouvrage opérateurs, y compris pour les éventuels projets urbains en interface ainsi que pour les relations avec le STIF (intermodalité, interconnexions, comité sécurité). La mission de la SGP consiste, dans le cadre de la réalisation de l'opération, en particulier à :

[2] Le protocole d'organisation des maitrises d'ouvrage est conclu à titre gracieux pour chaque gare. Il définit les obligations et engagements entre la SNCF et la SGP jusqu'à la fin de l'opération.

- Vérifier la cohérence entre les études menées par la SGP et celles menées par la SNCF et mesurer les impacts que peuvent avoir les travaux et/ou études de l'un sur les autres.
- Assurer le suivi budgétaire de l'opération globale sur les différentes gares.
- Assurer le pilotage du planning de l'opération globale sur les différentes gares.

5. LA MAITRISE D'OUVRAGE DU PROJET

5.1. Identification et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Sont désigné(s) maître(s) d'ouvrage de la réalisation de l'opération décrite à l'article 3 de la convention :

- SNCF Réseau
- SNCF Mobilités

5.2. Engagements des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage s'engagent sur le respect du coût d'objectif des travaux d'interconnexion en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2014 tel qu'il est défini à l'article 6 et dans l'avant-projet « Ligne 15 sud » de la Société du Grand Paris approuvé par le Conseil du STIF en date de 8 juillet 2015.

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par chaque maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel de la convention fixé en euros constants.

Chaque maître d'ouvrage s'engage sur la réalisation telle que définie dans l'article 3 et sur le respect des délais de réalisation précisés à l'article 3 sous réserve de la notification de la présente convention aux maîtres d'ouvrage.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à prévenir le STIF, en qualité d'AOT, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le STIF informera alors les financeurs de la situation, en relation avec les maitres d'ouvrages, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

6. MODALITES DE FINANCEMENT

6.1. Coût d'objectif

6.1.1. Coût d'objectif des interconnexions et quote-part des travaux d'adaptation

Les travaux visés à l'article 3 de la présente convention sont indissociables des travaux de correspondance réalisés sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau et SNCF Mobilités prévus dans le cadre de l'opération d'investissement L15 Sud Pont de Sèvres-Noisy Champs du Grand Paris Express.

Ces opérations feront l'objet, dans la plupart des cas des mêmes marchés de travaux sans qu'il soit possible de distinguer physiquement les dépenses relatives aux adaptations des dépenses de correspondances.

Par conséquent, les parties conviennent que :

- la notion de coût d'objectif s'applique au coût des travaux d'interconnexion ;
- le coût des adaptations visé par la présente convention est déterminé comme une quote-part du coût global des opérations d'interconnexions (correspondances + adaptations).

Conformément à l'avant-projet SNCF relatif aux interconnexions ferroviaires « Ligne 15 sud » approuvé par le Conseil du STIF en date du 8 juillet 2015, le coût d'objectif global des interconnexions (PRO+REA et REA) s'établit à 87 239 370 € CE 01/2014 pour PRO+REA et 82 453 599 € CE 01/2014 pour la REA et est réparti de la manière suivante :

	Coût d'objectif interconnexion PRO+REA € CE 01/2014		**Coût d'objectif interconnexion REA (+DCE-ACT) € CE 01/2014**	
	SNCF Réseau	**SNCF Mobilités**	**SNCF Réseau**	**SNCF Mobilités**
Vert-de-Maisons	29 155 408	7 876 010	27 667 417	7 184 480
Les Ardoines	43 658 653	6 549 299	41 397 106	6 204 596
Total	72 814 061	14 425 309	69 064 523	13 389 076

Nota : ces montants sont issus des coûts d'objectif présentés en annexe 2, par gare et par périmètre (Réseau et Mobilités). Ils n'intègrent pas les coûts des AVP, inclus aux coûts d'objectif mais pris en charge à 100% par la SGP dans le cadre de convention ad hoc.

Pour chaque station, les quotes-parts des composantes «correspondances» et « adaptations », sur la base des montants de REA en € constants, sont les suivantes :

	SNCF Réseau		SNCF Mobilités	
	Quote-part correspondance	**Quote-part adaptations**	**Quote-part correspondance**	**Quote-part adaptations**
Vert-de-Maisons	96,61%	3,39%	12,92%	87,08%
Les Ardoines	62,38%	37,62%	78,54%	21,46%

Le financement de la part correspondance est assuré par la SGP dans le cadre de conventions de financement tripartites avec SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Pour chaque gare, le financement appelé pour les phases PRO et Réa de l'adaptation des interconnexions est donc le suivant :

	Financement au titre de la présente convention € CE 01/2014	
	SNCF Réseau	SNCF Mobilités
Vert-de-maisons	987 344	6 858 579
Les Ardoines	16 422 595	1 405 180
Total	**17 409 939**	**8 263 759**

Le financement total prévu au titre de la présente convention est donc de 25 673 698 M€ CE 01/2014 (incluant la part des études PRO relatives aux travaux d'adaptations).

6.1.2. Coût d'objectif détaillé par gare

Les coûts des travaux complets d'interconnexion par postes de dépenses sont donnés en annexe 2, tels qu'extraits de l'AVP de la SNCF-RESEAU et SNCF-MOBILITES « Interconnexions SNCF – Grand Paris Express Ligne 15 Sud ».

Les coûts globaux des travaux d'adaptation s'en déduisent par application des pourcentages du 6.1.1.

6.2.Clés de financement par financeurs

6.2.1. Rappel des clés de financement CPER

Le financement apporté au titre de la présente Convention, est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020 selon les clés de répartition suivantes :

- l'Etat (17,5 %)
- la Région Ile-de-France (35%)
- La SGP (30 %)
- SNCF Réseau et SNCF Mobilités (17,5 %) chacun sur leur périmètre de MOA.
-

L'application des clés de financement définies au CPER au coût des travaux d'adaptation +PRO visé au 6.1.1 se traduit par les participations suivantes :

SNCF Réseau

Plan de financement selon les clefs CPER, en euros constants, des études PRO et de la phase réalisation des travaux d'adaptation Montant € HT (€ constants 01/2014)					
MOA SNCF Réseau	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF Réseau**	**Total**
	17,5 %	**35 %**	**30 %**	**17,5 %**	**100 %**
Vert-de-Maisons	172 785	345 570	296 203	172 786	987 344
Les Ardoines	2 873 954	5 747 908	4 926 779	2 873 954	16 422 595
Total SNCF Réseau	**3 046 739**	**6 093 478**	**5 222 982**	**3 046 740**	**17 409 939**

SNCF Mobilités

Plan de financement selon les clefs CPER, en euros constants, des études PRO et de la phase réalisation des travaux d'adaptation Montant € HT (€ constants 01/2014)					
MOA SNCF Mobilités	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF Mobilités**	**Total**
	17,5 %	**35 %**	**30 %**	**17,5%**	**100 %**
Vert-de-Maisons	1 200 251	2 400 503	2 057 574	1 200 251	6 858 579
Les Ardoines	245 907	491 813	421 554	245 907	1 405 181
Total SNCF Mobilités	**1 446 158**	**2 892 316**	**2 479 128**	**1 446 158**	**8 263 759**

6.2.2. Clefs de financement intégrant la régularisation des études PRO

Le financement du volet adaptation des études PRO, phases DCE et ACT et certaines dépenses anticipées sur la phase REA est avancé à 100% par la Société du Grand Paris dans le cadre de des conventions visée par la présente convention. Ce financement s'inscrit dans le cadre de la participation de la SGP au titre du CPER 2015-2020.

Le coût d'objectif des études PRO, phases DCE et ACT et certaines dépenses anticipées sur la phase REA du volet adaptions des interconnexions avec le réseau existant est de 3,423 M€ en euros constants aux CE de 01/2014, répartis de la façon suivante :

- 1,342 M€ pour la gare des Ardoines ;
  - SNCF Mobilités : 0,190M€ CE01/2014
  - SNCF Réseau : 1,152M€ CE01/2014 (PRO-ACT-fourniture des shelters)
- 2,081 M€ pour la gare du Vert de Maisons ;
  - SNCF Mobilités : 2,021 M€ CE 01/2014 (PRO ACT – Travaux mur de soutènement du Bâtiment voyageurs
  - SNCF Réseau : 0,060 M€ CE01/2014 (PRO – ACT – Fournitures et Travaux déviation artère 110)

Par conséquent, la présente convention organise le financement des travaux de façon à ce que la contribution globale de la SGP sur l'ensemble des phases (PRO+REA) soit de 30%, conformément au CPER 2015-2020, ce qui se traduit par le plan de financement suivant pour la phase réalisation :

SNCF Réseau

Plan de financement, en euros constants de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO) Montant € HT (€ constants 01/2014)					
MOA SNCF Réseau	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Total**
Vert-de-maisons	172 785	345 570	236 138	172 785	927 278
Les Ardoines	2 873 954	5 747 908	3 775 182	2 873 954	15 270 998
Total SNCF Réseau	**3 046 739**	**6 093 478**	**4 011 320**	**3 046 739**	**16 198 276**

SNCF Mobilités

Plan de financement en euros constants, de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO) Montant € HT (€ constants 01/2014)					
MOA SNCF Mobilités	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF Mobilités**	**Total**
Vert-de-maisons	1 200 251	2 400 503	36 153	1 200 251	4 837 158
Les Ardoines	245 907	491 813	231 020	245 907	1 214 647
Total SNCF Mobilités	**1 446 158**	**2 892 316**	**267 173**	**1 446 158**	**6 051 805**

En conséquence, les clefs de financement des travaux d'adaptation pour la phase réalisation sont revues comme suit :

Clefs de financement de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO)					
MOA SNCF Réseau	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Total**
Vert-de-maisons	18,63%	37,27%	25,47%	18,63%	100%
Les Ardoines	18,82%	37,64%	24,72%	18,82%	100%
MOA SNCF Mobilités	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Total**
Vert-de-maisons	24,81%	49,63%	0,75%	24,81%	100%
Les Ardoines	20,25%	40,49%	19,01%	20,25%	100%

6.2.3. Clefs de financement résultantes

Compte tenu de l'imbrication de la réalisation opérationnelle des travaux d'adaptation et de correspondance décrite au 6.1.1, les parties conviennent que des clés résultantes seront utilisées pour les appels de fonds effectués pour chaque station dans le cadre de la présente convention. Elles représentent la quote-part du financement apporté par chaque financeur rapporté au coût total d'interconnexion. Elles sont obtenues, pour chaque financeur et pour chaque station, par le produit :

→ des clés de financement des travaux d'adaptation données en 6.2.2 ;
→ des quotes-parts des travaux d'adaptation par rapport aux coûts globaux d'interconnexion, données en 6.1.1.

Le tableau ci-dessous détaille ce calcul :

	SNCF Réseau				SNCF Mobilités			
Vert-de-Maisons	**Quote-part adaptations (A) : 3,39 %**				**Quote-part adaptations (A) : 87,08 %**			
Financeurs	**Etat**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Etat**	**Région**	**SGP**	**SNCF**
Clé de financement des travaux d'adaptations (B)	18,63%	37,27%	25,47%	18,63%	24,81%	49,63%	0,75%	24,81%
Clé de financement résultante (A x B)	0,63%	1,26%	0,86%	0,63%	21,61%	43,22%	0,65%	21,61%

	SNCF Réseau				SNCF Mobilités			
Les Ardoines	**Quote-part adaptations (A) : 37,62%**				**Quote-part adaptations (A) : 21,46%**			
Financeurs	**Etat**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Etat**	**Région**	**SGP**	**SNCF**
Clé de financement des travaux d'adaptations (B)	18,82%	37,64%	24,72%	18,82%	20,25%	40,49%	19,01%	20,25%
Clé de financement résultante (A x B)	7,08%	14,16%	9,30%	7,08%	4,34%	8,69%	4,09%	4,34%

En synthèse, les clés de financement résultantes utilisées pour les appels de fonds sont les suivantes :

	Clefs de financement résultantes pour appels de fonds							
	SNCF Réseau				SNCF Mobilités			
Financeurs	**Etat**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Etat**	**Région**	**SGP**	**SNCF**
Vert-de-maisons	0,63%	1,26%	0,86%	0,63%	21,61%	43,22%	0,65%	21,61%
Les Ardoines	7,08%	14,16%	9,30%	7,08%	4,34%	8,69%	4,09%	4,34%

6.3.Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de 01/2014.

Pour être comparables aux coûts d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir du dernier indice connu TP 01 de 01/2014;
- puis de 1,8% par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis à partir des derniers indices connus et pertinents. L'état de solde sera établi par application des indices définitifs.

6.4.Plan de financement

SNCF Réseau

Plan de financement, en euros constants de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO) Montant € HT (€ constants 01/2014)					
MOA SNCF Réseau	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Total**
Vert-de-maisons	172 785	345 570	236 138	172 785	927 278
Les Ardoines	2 873 954	5 747 908	3 775 182	2 873 954	15 270 998
Total SNCF Réseau	**3 046 739**	**6 093 478**	**4 011 320**	**3 046 739**	**16 198 276**

En euros courants conventionnels, le plan prévisionnel de financement de la présente convention est défini comme suit, sur la base du plan de financement ci-dessus et suivant les modalités d'actualisation de l'article 6.3 de la convention :

Plan de financement, en euros courants conventionnels de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO) Montant € HT					
MOA SNCF Réseau	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Total**
Vert-de-maisons	201 722	403 443	275 685	201 723	1 082 573
Les Ardoines	3 341 844	6 683 689	4 389 796	3 341 844	17 757 173
Total SNCF Réseau	**3 543 566**	**7 087 132**	**4 665 481**	**3 543 567**	**18 839 746**

SNCF Mobilités

Plan de financement en euros constants, de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO) Montant € HT					
MOA SNCF Mobilités	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Total**
Vert-de-maisons	1 200 251	2 400 503	36 153	1 200 251	4 837 158
Les Ardoines	245 907	491 813	231 020	245 907	1 214 647
Total SNCF Mobilités	**1 446 158**	**2 892 316**	**267 173**	**1 446 158**	**6 051 805**

En euros courants conventionnels, le plan prévisionnel de financement de la présente convention est défini comme suit, sur la base du plan de financement ci-dessus et suivant les modalités d'actualisation de l'article 6.3 de la convention :

Pour SNCF-Mobilités :

Plan de financement en euros courants conventionnels, de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO)					
MOA SNCF Mobilités	**État**	**Région**	**SGP**	**SNCF**	**Total**
Vert-de-maisons	1 391 420	2 782 840	41 911	1 391 421	5 607 592
Les Ardoines	285 941	571 882	268 631	285 941	1 412 395
Total SNCF Mobilités	**1 677 361**	**3 354 722**	**310 542**	**1 677 362**	**7 019 987**

6.5. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation des travaux visés à l'article 3, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 6.4 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à **l'annexe 3**, à la réalisation par le maître d'ouvrage des deux sous-opérations visées à l'article 3.

7. MODALITES DE VERSEMENT

7.1. Régime de TVA

Le financement des travaux effectués sur le réseau ferré national correspond à une subvention. Cette dernière ne constitue pas la contrepartie d'un service rendu, ni un complément de prix au sens de la doctrine fiscale et de la jurisprudence.

Elle est donc hors champ d'application de la TVA.

7.2. Modalités de versement des crédits de paiements

- **Versement d'acomptes**

Les demandes de versements d'acomptes des maîtres d'ouvrage aux financeurs sont établies en fonction de l'avancement de l'opération. Ces demandes s'effectuent au fur et à mesure de l'avancement des études et travaux conformément à la présente convention.

A cette fin, chaque maître d'ouvrage transmettra aux financeurs, et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 2 de la convention afin de permettre une identification sans ambigüité de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte seront établis en euros courants.

a – Versement des acomptes par la Région :

La demande de versement des acomptes formulée par chaque maître d'ouvrage comprendra :

1. l'état récapitulatif des montants en euros courants déjà demandés au titre de la présente convention ;
2. l'état détaillé **des dépenses réalisées** par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des factures comptabilisées. Ce montant global portant sur la part adaptation et la part Correspondance sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'annexe 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.
3. La demande d'acompte résulte des documents précédents **(par application, pour chaque financeur, de la clé de financement résultante par gare définie en 6.2.3).**
4. Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

b –versement des acomptes par l'Etat :

La demande de versement des acomptes formulée par chaque maître d'ouvrage comprendra :

1. un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'annexe 2, daté et signé par le Directeur d'opérations ou le représentant légal du maître d'ouvrage ;
2. l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
3. la demande d'acompte résulte des documents précédents **et de l'application, pour chaque financeur, de la clé résultante de financement définie à l'article 6.2.3.**

c – versement des acomptes par la SGP:

A la date de prise d'effet de la présente convention, un premier appel de fonds sera émis sous forme de facture d'acompte correspondant à 15 % du besoin de financement du montant de la participation, soit la somme de 699 822 € courants pour SNCF-Réseau et 46 581 € courants pour SNCF-Mobilités.

Pour les acomptes suivants, la demande de versement des acomptes formulée par chaque maître d'ouvrage comprendra :

1. l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
2. l'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des factures comptabilisées, auquel sera appliqué, pour chaque financeur, la clé de financement résultante définie à l'article 6.2.3, constituant ainsi le montant de l'acompte.

   Le montant global des factures présentées portant sur la part adaptation et la part Correspondance sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'annexe 2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement. Les montants comptabilisés seront désactualisés en Euros Constants aux Conditions Economiques 01/2014 selon les modalités prévues à l'annexe 4 de la présente convention.
3. un tableau de justification de l'état d'avancement des travaux, daté et signé par le Directeur d'opérations ou le représentant légal du maître d'ouvrage ;
4. Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

La demande d'acompte résulte des documents précédents.

La référence (n° de convention) SGP indiquée sur les factures d'acompte

d – Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région aux bénéficiaires est plafonné à 95% de la participation de la Région du plan de financement indiqué à l'article 6.4 avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat aux bénéficiaires est plafonné à 90% de la participation de l'Etat du plan de financement indiqué à l'article 6.4 avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes en euros constants pouvant être versés par la SGP aux bénéficiaires est plafonné à 95% de la participation de la SGP en Euros constants avant le versement du solde.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

- **Versement du solde**

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, chaque maître d'ouvrage présente pour chaque gare :

- un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage, le cas échéant ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués aux articles ci-dessus signés par le représentant légal ou le directeur financier de ce maître d'ouvrage ;
- Le bilan physique et financier de l'opération adaptation.

Sur la base de ces documents, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour les maîtres d'ouvrages, le versement du solde se fera sur présentation des dépenses acquittées.

L'état du solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs, selon la périodicité de calcul de l'indice.

- **Paiement**

Pour les financeurs, le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai de 40 jours à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini dans le présent article.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 2.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

En cas de trop-perçu, les sommes dues à la SGP sont réglées dans un délai de 60 jours à compter de la date de réception du relevé des dépenses effectivement réalisées.

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro SGP de référence de la convention (numéro porté dans le libellé du virement) à :

Titulaire : Société du Grand Paris à l'établissement Trésor Public

IBAN (International Bank Account Number)

FR76 1007 1750 0000 0010 0084 373

BIC (Bank Indentifier Code)

TRPUFRP1

7.3.Bénéficiaires et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- Pour SNCF Réseau sur le compte ouvert Société Générale, dont le RIB est le suivant :

Code IBAN							Code BIC
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPPHPO

- Pour SNCF Mobilités sur le compte ouvert Agence CENTRALE DE LA BANQUE DE FRANCE, dont le RIB est le suivant :

Bénéficiaire	Etablissement Agence	Titulaire du Compte	Code Etablissement	Code Guichet	N° de compte	Clé RIB
SNCF	Agence Centrale de la Banque de France à Paris	SNCF MOBILITES	30001	00064	00000062417	31
IBAN						
FR76 3000 1000 6400 0000 6247 131						

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	N° téléphone/ adresse électronique
Etat	21/23 rue Miollis 75015 PARIS	DRIEA– SPOT – CBSF	Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat général	
SGP	30, avenue des Fruitiers 93200 Saint Denis	Agence comptable Service de centralisation des factures	agence.comptable@societedugrandparis.fr

STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissement	Arnaud Zimmermann 01 53 59 14 02 arnaud.zimmermann@stif.info
SNCF Réseau	Direction Finances et achats 92 avenue de France 75648 Paris cedex 13	Unité Crédit management	Patricia LANGELEZ – Tel. : 01.53.94.98.75 Fax : 01.53.94.99.05 patricia.langelez@reseau.sncf.fr
SNCF Mobilités	Gares & Connexions Département Comptabilité 16 avenue d'Ivry 75634 PARIS CEDEX 13	SNCF Gares & Connexions – Département comptabilité et achats	M Fouad Hadjaj fouad.hadjaj@sncf.fr Tél : 01 80 50 94 38

7.4.Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si, à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projets, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

7.5.Comptabilité de l'Opération

Chaque maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à l'Opération faisant l'objet de la présente convention.

Les maîtres d'ouvrage s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la convention et relatives à l'objet de cette dernière.

8. MODALITES DE CONTROLE ET D'AUDIT

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, les maitres d'ouvrage s'engagent à permettre ,directement ou par l'intermédiaire d'experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice ou les financeurs, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. Les maitres d'ouvrage sont chargés de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

Les bénéficiaires de la subvention conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Société du Grand Paris se réserve la possibilité de suspendre ses paiements ou de demander le reversement des sommes correspondant aux dépenses insuffisamment justifiées.

9. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS

9.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif

- **En cas d'économies**

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par les maîtres d'ouvrage s'avèrent inférieures au coût prévisionnel des dépenses, défini à l'article 6, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 6.2.3 Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

- **En cas de dépassement**

Les opérations du Grand Paris associent le STIF, de multiples maîtrises d'ouvrage, des financeurs, ainsi que divers partenaires. La responsabilité d'un maître d'ouvrage en cas de dépassement de son coût d'objectif peut être difficile à identifier. En conséquence, chaque situation de dépassement doit être instruite par tous les financeurs (de la convention), afin de déterminer les modalités de son financement.

Au cours de l'opération, s'il apparaît que l'un des coûts d'objectif décrit à l'article 6.1.1 ne peut être respecté malgré toutes les mesures correctives proposées, le maître d'ouvrage fournit aux financeurs et au STIF un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage et propose le cas échéant la réalisation d'un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par le STIF, les financeurs préciseront alors, lors du Comité de suivi visé à l'article 11, le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 6.1.1 au titre du coût prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, le STIF et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dépassements incombe au maître d'ouvrage.

9.2. Dispositions en cas de modification des délais de la présente convention

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai de réalisation de l'opération prévu à l'article 3 de la présente convention ne peut être assuré, le STIF et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé auprès des maitres d'ouvrage, sur l'origine et l'importance du dépassement du délai et ses conséquences y compris financières.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs, qui s'appuieront notamment sur les éléments transmis par les maîtres d'ouvrage, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning, le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération et les coûts de l'opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, et de l'avis éventuel formulé par les maîtres d'ouvrage, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, le STIF et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

10. MODIFICATION DE L'AVP

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais globaux de l'opération ou des coûts d'objectif précisés en annexe 1 et à l'article 6.2 de la présente convention, peut conduire, à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du STIF.

En conséquence, dès que les maîtres d'ouvrage envisagent des modifications de son programme dans les opérations stipulées à l'article 3, elle transmet au STIF et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Elle doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières notamment pour la partie de l'interconnexion relevant des correspondances. Au vu de l'ensemble de ces éléments, le STIF et la SGP, en qualité de maître d'ouvrage du Grand Paris Express valideront les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécieront l'opportunité d'une saisine du comité des financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Par ailleurs, dès que la SGP envisage des modifications de son propre programme de travaux impactant le programme de l'opération stipulée à l'article 3, elle transmet au STIF et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Au vu de ces éléments, le STIF validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du comité des financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du STIF. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.
L'application des dispositions de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par les maîtres d'ouvrage de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable des maîtres d'ouvrage. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

11.PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

11.1. Gouvernance du Grand Paris Express

La gouvernance du Projet se poursuit dans le cadre de la mission de coordination sous le pilotage du STIF sur les interconnexions ferroviaires. Pour rappel, ce groupe de travail partenarial (DRIEA, Région, STIF, SGP, RATP, SNCF) est composé d'un comité technique et d'un comité de pilotage.

Ces comités abordent la communication institutionnelle et de chantier autour du Projet, à ce titre :

- Est assuré le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- Sont définis les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

11.2. Comité de Suivi de la convention de financement

Les parties conviennent d'assurer un suivi spécifique de la mise en œuvre de la présente convention jusqu'à la clôture administrative de l'ensemble des financements liés à cette convention.
Ce dispositif de suivi du programme est mis en place pour assurer le suivi de la mise en place des financements du programme et de leur consommation, le suivi de l'émission et des paiements des appels de fonds.

A l'initiative du STIF, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant l'ensemble des signataires de la présente convention.

Ce Comité de Suivi se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par le STIF avec un préavis minimum d'un mois.

Ce Comité de Suivi est inséré dans la gouvernance décrite au 11.1 et il peut se tenir lors d'un comité technique de la mission de coordination.

Les maîtres d'ouvrage établissent un compte-rendu de l'exécution de leurs missions et des différentes analyses, en coordination avec la SGP en tant que coordinateur de l'ensemble des projets en interface (interconnexions et projet urbains). Ce compte-rendu est analysé par le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, et la SGP en appui. Il fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par les maîtres d'ouvrage devront être transmis aux membres du Comité de Suivi, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des études et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions
- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de leurs dépenses et de leurs engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros aux conditions économiques de référence de janvier 2014 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés des maîtres d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

11.3. Comité des Financeurs de l'opération

Il réunit, sous la présidence du STIF, les financeurs et les maîtres d'ouvrage.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable.

Ce Comité des financeurs est inséré dans la gouvernance décrite au 11.1 et il peut se tenir lors d'un comité de pilotage de la mission de coordination.

Chaque maître d'ouvrage établit un compte-rendu à l'intention du STIF et des financeurs de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. Ce compte rendu est analysé par le STIF et fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs. A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par les maîtres d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 11.2. Chaque maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

12.BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA CONVENTION

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service commerciale de l'interconnexion, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini à l'annexe 2, ramenée aux conditions économiques du coût d'objectif (niveau AVP) (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment:

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des travaux réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,

- la nature et l'estimation des dépenses prévisionnelles totales restant à payer (contentieux, réclamations d'entreprise, finitions, garanties des aménagements paysagers, un état de la valeur des excédents de terrains ou bâtiments acquis et non nécessaires au strict fonctionnement de l'opération et pouvant donner lieu à un éventuel remboursement dans la limite des produits de cession effectivement constatés et des pourcentages des participations des parties au financement de l'opération),
- un état des éventuelles suggestions de compléments de travaux le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

13.ÉVALUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par la SGP et figurant dans les avant-projets approuvés par le STIF.

Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans les avant-projets que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale des opérations.

Sous le pilotage la Société du Grand Paris, les maîtres d'ouvrage organisent conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service. La SGP transmettra ce bilan au STIF ainsi qu'à l'Etat et la Région.

14.DIFFUSION DES DONNEES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Une convention de partenariat concernant la mise à disposition réciproque de données a été conclue entre le STIF, et la SGP, cette convention a été notifiée le 12 janvier 2015. Elle permet ainsi au STIF d'exercer ses missions d'autorité organisatrice.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au contrat de plan Etat-Région Ile de France, tout document présentera les traitements suivants au niveau des partenaires :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, RIF, SGP, MOA
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique

Chaque maître d'ouvrage demeure seul titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les études qu'il réalise.

Les études s'entendent des plans, schémas et notes techniques réalisés au cours de l'exécution des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau et SNCF Mobilités.

Chaque partie s'engage à obtenir les droits de PI nécessaires et suffisants pour permettre, le cas échéant, à l'autre partie d'utiliser les études dans le cadre de ses missions telles que décrites ci-dessous.

15.CONFIDENTIALITE

Au sens du présent article, l'expression *« Informations ou données confidentielles»* recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelque en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, disquette, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles

susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par une Partie à l'autre partie pour les besoins de l'exécution de la présente convention, ou dont une Partie aura connaissance à l'occasion de la présente convention.

Tous les documents et informations répondant à cette définition sont considérés comme confidentiels, l'absence de mention « confidentiel » portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle.

Chaque Partie s'engage à respecter la confidentialité des informations ou données confidentielles dont elle serait destinataire à l'occasion de la présente convention. Elle s'engage à ne pas les divulguer à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la Partie émettrice de l'information.

Seules échapperont à cette obligation les informations tombées officiellement dans le domaine public, diffusées dans le public antérieurement à cette communication, signalées comme non confidentielles par la Partie émettrice ou déjà détenues ou connues par la Partie destinataire, à condition qu'elle puisse en apporter la preuve.

Enfin, chaque maître d'ouvrage ne sera pas soumis à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou décision de justice de fournir les Informations ou données confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, la Partie concernée devra informer la Partie émettrice de la requête ou de l'injonction qui lui a été faite de communiquer.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à ce que, pendant toute la durée de la présente convention et les cinq (5) années suivant son expiration, les informations ou données confidentielles dont elle est destinataire :

- → soient traitées avec la même précaution qu'elle porte à la préservation de ses propres informations confidentielles, et à faire respecter cette disposition à ses collaborateurs, employés et sous-traitants éventuels ;
- → ne soient pas utilisées dans un cadre autre que celui du Projet ;

Pour permettre aux Parties signataires d'assurer leurs missions respectives dans le cadre du Projet, elles pourront faire appel à des prestataires dans le cadre strict des missions qui leur ont été confiées et communiquer à cet effet des informations confidentielles. Les Parties signataires s'assureront que leurs prestataires s'engagent à signer un accord de confidentialité ou prévoir un article de confidentialité dans ses contrats.

Chaque maître d'ouvrage assume, dès la signature de la présente convention, la pleine et entière responsabilité de la bonne exécution des obligations mentionnées au présent article.

En cas de non-respect de la présente clause de confidentialité, chaque Partie se réserve la possibilité d'engager la responsabilité de l'autre.

16.DISPOSITIONS GENERALES

16.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 7 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

16.2. Cession

Les Parties ne pourront céder tout ou partie de la convention de financement sans l'accord préalable et écrit de chacune des Parties.

16.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

16.4. Règlement des litiges

Aucune des Parties ne peut soumettre aux tribunaux un différend, né à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la convention de financement, avant l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant la date à laquelle le différend a fait l'objet d'une notification écrite à l'autre partie, sauf si l'application de ce délai faisait obstacle à l'exercice par l'une ou l'autre partie de ses droits à recours.

Ce délai peut être mis à profit en vue de la recherche d'un règlement par voie de conciliation. Dans ce cas, les Parties se mettent d'accord sur le choix d'un conciliateur unique.

Si le litige n'est pas réglé par voie de conciliation, il sera porté devant le tribunal administratif de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures en référé.

16.5. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de la CP de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice de la durée de conservation des pièces indiquée à l'article 9, la présente convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 16, soit après la réalisation de l'étape suivante :

- solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 6 et 7.

Et au plus tard le 31/12/2032 (10 ans après la mise en service de la ligne).

Pour la Région Ile-de-France, la convention prend fin au versement du solde tel que prévu à l'article 7.2.

16.6. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 6 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour la SGP **Philippe YVIN** Président du Directoire
Pour SNCF Réseau, **Yves RAMETTE** Directeur général Ile-de-France	Pour SNCF Mobilités, **Patrick ROPERT** Directeur des gares	Pour le STIF, **Laurent Probst** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier

Annexe 2 : Coûts d'objectif détaillé par gare

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

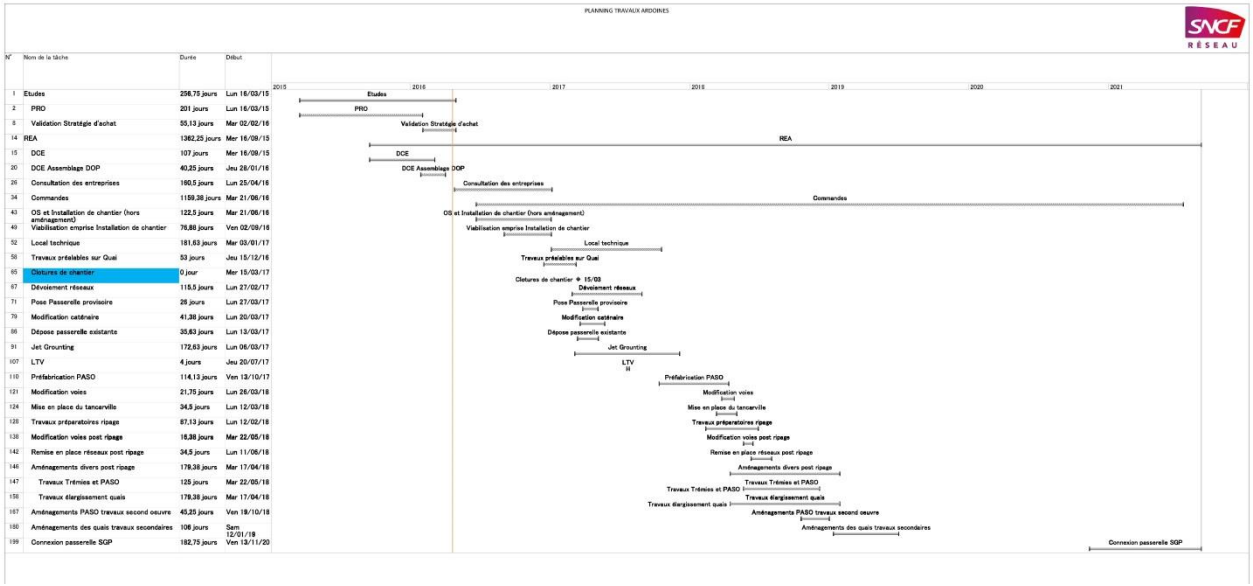
Annexe 4 : Modalités de désactualisation des appels de fonds

Annexe 5 : Organigramme détaillé de l'opération

ANNEXE 1 :

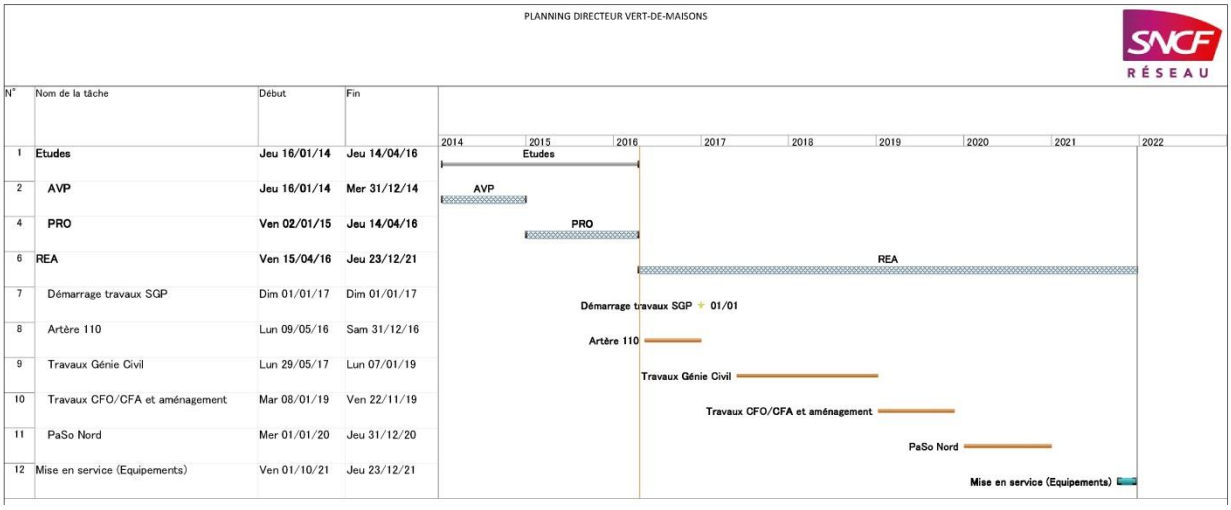
Calendrier de réalisation de l'objet de la convention

Planning directeur des ARDOINES – opération SNCF Réseau



N°	Nom de la tâche	Durée	Début
1	Etudes	256,75 jours	Lun 16/03/15
2	PRO	201 jours	Lun 16/03/15
8	Validation Stratégie d'achat	55,13 jours	Mar 02/02/16
14	REA	1362,25 jours	Mer 16/09/15
15	DCE	107 jours	Mer 16/09/15
20	DCE Assemblage DOP	40,25 jours	Jeu 28/01/16
26	Consultation des entreprises	160,5 jours	Lun 25/04/16
34	Commandes	1159,38 jours	Mar 21/06/16
43	OS et Installation de chantier (hors aménagement)	122,5 jours	Mar 21/06/16
49	Viabilisation emprise Installation de chantier	76,88 jours	Ven 02/09/16
52	Local technique	181,63 jours	Mar 03/01/17
58	Travaux préalables sur Quai	53 jours	Jeu 15/12/16
65	Clotures de chantier	0 jour	Mer 15/03/17
67	Dévoiement réseaux	115,5 jours	Lun 27/02/17
71	Pose Passerelle provisoire	25 jours	Lun 27/03/17
79	Modification caténaire	41,38 jours	Lun 20/03/17
86	Dépose passerelle existante	30,63 jours	Lun 13/03/17
91	Jet Grounting	172,63 jours	Lun 06/03/17
107	LTV	4 jours	Jeu 20/07/17
110	Préfabrication PASO	114,13 jours	Ven 13/10/17
121	Modification voies	21,75 jours	Lun 26/03/18
124	Mise en place du tancarville	34,5 jours	Lun 12/03/18
128	Travaux préparatoires ripage	87,13 jours	Lun 12/02/18
138	Modification voies post ripage	18,38 jours	Mar 22/05/18
142	Remise en place réseaux post ripage	34,5 jours	Lun 11/06/18
146	Aménagements divers post ripage	178,38 jours	Mar 17/04/18
147	Travaux Trémies et PASO	125 jours	Mar 22/05/18
158	Travaux élargissement quais	178,38 jours	Mar 17/04/18
167	Aménagements PASO travaux second oeuvre	43,25 jours	Ven 19/10/18
180	Aménagements des quais travaux secondaires	106 jours	Sam 12/01/19
199	Connexion passerelle SGP	182,75 jours	Ven 13/11/20

Planning directeur de Vert de Maisons – opération SNCF Réseau



N°	Nom de la tâche	Début	Fin
1	**Etudes**	**Jeu 16/01/14**	**Jeu 14/04/16**
2	**AVP**	**Jeu 16/01/14**	**Mer 31/12/14**
4	**PRO**	**Ven 02/01/15**	**Jeu 14/04/16**
6	**REA**	**Ven 15/04/16**	**Jeu 23/12/21**
7	Démarrage travaux SGP	Dim 01/01/17	Dim 01/01/17
8	Artère 110	Lun 09/05/16	Sam 31/12/16
9	Travaux Génie Civil	Lun 29/05/17	Lun 07/01/19
10	Travaux CFO/CFA et aménagement	Mar 08/01/19	Ven 22/11/19
11	PaSo Nord	Mer 01/01/20	Jeu 31/12/20
12	Mise en service (Equipements)	Ven 01/10/21	Jeu 23/12/21

ANNEXE 2 :

Coûts d'objectif détaillé par gare

Vert-de-Maisons

Vert-de-Maisons (SNCF R)				
C.E. <01 2014> k€ hors taxes	**AVP Montants définitifs**	**PRO**	**REA**	**Total CPPR**
Foncier				
Substitutions			**0**	**0**
Travaux	**0**	**0**	**19 931**	**19 931**
Entreprises extérieures			*16 320*	*16 320*
SNCF Entrepreneur			*3 088*	*3 088*
"Convention fournitures" SNCF			*523*	*523*
Rémunération MOE	**665**	**989**	**2 473**	**4 128**
MOA	**514**	**499**	**946**	**1 959**
Rémunération SNCF Réseau	*106*	*210*	*524*	*840*
Autres prestations MOA	*408*	*289*	*421*	*1 118*
Coût brut	**1 179**	**1 488**	**23 350**	**26 017**
Dont SAV				*0*
Provision pour risques	**0**	**0**	**4 317**	**4 317**
PRI			*3 520*	*3 520*
PRNI			*797*	*797*
Coût net	**1 179**	**1 488**	**27 667**	**30 334**
Budget k€ courants par phase	**1 234**	**1 579**	**32 301**	**35 113**

Périmètre SNCF Réseau CE 01/2014	Ouvrages de correspondance (100 % SGP)	Enveloppe adaptation réseau (30 % SGP + 70 % CPER)	Total sur périmètre SNCF Réseau
Acquisitions foncières			0
Substitutions routières	**0**		**0**
Travaux	**19 256 046**	**674 961**	**19 931 007**
Nouveau souterrain et couloir d'interconnexion	*15 338 835*		15 338 835
Reconstitution marquise	*3 561 974*		3 561 974
Nouvel accès nord depuis souterrain existant, et adaptation du souterrain		*674 961*	674 961
Equipements, éclairage, signalétique, infoV…	*355 237*		355 237
Nouveau BV SNCF côté Maisons-Alfort			0
Mur de soutènement et sujétions techniques pour locaux SNCF			0
Accès Alfortville souterrain existant (pour mémoire)			0
Provision pour risque (PR)	**4 171 037**	**146 203**	**4 317 240**
MOE	**3 987 867**	**139 782**	**4 127 650**
Dépenses de MOA	**1 080 139**	**37 861**	**1 118 000**
MOA	**811 740**	**28 453**	**840 193**
Total sur périmètre SNCF Réseau	**29 306 830**	**1 027 260**	**30 334 090**

Montant hors coûts de substitutions évalués en fin de phase PRO à 0,37M€ HT CE 01/2014, pris en charge dans le cadre de la convention de financement « correspondance ». Ce montant n'entre donc pas dans les clefs de financement définies à l'article 6.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Budget opération k€ constants par année	573	2 094	4 150	2 767	13 834	2 767	1 383	0	2 767	30 334
Budget opération k€ courants par année	573	2 222	4 535	3 114	16 037	3 304	1 701	0	3 610	35 095
Budget REA k€ constants par année			4 150	2 767	13 834	2 767	1 383	0	2 767	27 667
Budget REA k€ courants par année			4 535	3 114	16 037	3 304	1 701	0	3 610	32 301

Périmètre SNCF MOBILITES CE 01/2014	Ouvrages de correspondance	Enveloppe adaptation Réseau
Acquisitions foncières		
Substitutions	0 €	0 €
Travaux	**865 278 €**	**4 885 138 €**
Nouveau souterrain et couloir d'interconnexion	158 757 €	0 €
Reconstitution marquise	**489 951 €**	**0 €**
Nouvel accès nord depuis souterrain existant, et adaptation du souterrain	0 €	149 146 €
Equipements, éclairage, signalétique, infoV…	216 570 €	0 €
Relogement locaux SNCF côté Maisons-Alfort	0 €	2 737 000 €
Mur de soutènement et sujétions techniques pour locaux SNCF	0 €	685 000 €
Accès Alfortville souterrain existant	0 €	1 313 992 €
Provision pour risque (PR)	**15 320 €**	**735 656 €**
MOE	**122 105 €**	**1 063 363 €**
Dépenses de MOA	**6 643 €**	**201 876 €**
MOA	**25 725 €**	**206 906 €**
Total par enveloppe	**1 035 071 €**	**7 092 939 €**
Total sur périmètre Mobilités	**8 128 010 €**	

Synthèse Mobilités/Réseau

CE 01/2014	Ouvrages de correspondance (100 % SGP)		Enveloppe adaptation réseau (30 % SGP)	
	Réseau	Mobilités	Réseau	Mobilités
Acquisitions foncières				
Substitutions	0 €	0 €	0 €	0 €
Travaux	19 256 046 €	865 278 €	674 961 €	4 885 138 €
Nouveau souterrain et couloir d'interconnexion	15 338 835 €	158 757 €	0 €	0 €
Reconstitution marquise	3 561 974 €	489 951 €	0 €	0 €
Nouvel accès nord depuis souterrain existant, et adaptation du souterrain	0 €	0 €	674 961 €	149 146 €
Equipements, éclairage, signalétique, infoV…	355 237 €	216 570 €	0 €	0
Relogement locaux SNCF côté Maisons-Alfort	0 €	0 €	0 €	2 737 000 €
Mur de soutènement et sujétions techniques pour locaux SNCF	0 €	0 €	0 €	685 000 €
Accès Alfortville souterrain existant (pour mémoire)	0 €	0 €	0 €	1 313 992 €
Provision pour risque (PR)	4 171 037 €	15 320 €	146 203 €	735 656 €
MOE	3 987 867 €	122 105 €	139 782 €	1 063 363 €
Dépenses de MOA	1 080 139 €	6 643 €	37 861 €	201 876 €
MOA	811 740 €	25 725 €	28 453 €	206 906 €
Total par enveloppe	29 306 830 €	1 035 071 €	1 027 260 €	7 092 939 €
Total	38 462 100 €			

Les Ardoines

Ardoines (SNCF R)				
C.E. <01 2014> k€ hors taxes	**AVP Montants définitifs**	**PRO**	**REA**	**Total CPPR**
Foncier				
Substitutions				**0**
Travaux	**0**	**0**	**32 029**	**32 029**
Entreprises extérieures			*26 619*	*26 619*
SNCF Entrepreneur			*4 836*	*4 836*
"Convention fournitures" SNCF			*573*	*573*
Rémunération MOE	**807**	**1 489**	**3 722**	**6 018**
MOA	**616**	**773**	**1 180**	**2 568**
Rémunération SNCF Réseau	*159*	*316*	*789*	*1 263*
Autres prestations MOA	*457*	*457*	*391*	*1 305*
Coût brut	**1 423**	**2 262**	**36 931**	**40 616**
Dont SAV				*0*
Provision pour risques	**0**	**0**	**4 466**	**4 466**
PRI			*3 185*	*3 185*
PRNI			*1 281*	*1 281*
Coût net	**1 423**	**2 262**	**41 397**	**45 082**
Budget k€ courants par phase	**1 480**	**2 399**	**48 137**	**52 016**

Périmètre SNCF Réseau CE 01/2014	Ouvrages de correspondance (100 % SGP)	Enveloppe adaptation réseau (30 % SGP + 70 % CPER)
Acquisitions foncières		
Substitutions routières		-
Travaux	**19 979 000**	**12 050 000**
Nouveau souterrain de correspondance, y compris démolition passerelle existante	*18 345 000*	
Passerelle provisoire et appuis pour la nouvelle passerelle	*1 184 000*	
Reconstitution marquises de quai	*450 000*	
Elargissement des quais		*12 050 000*
Equipements, éclairage, signalétique, infoV, etc.		
Aménagement des espaces SNCF dans le BV imbriqué		
Provision pour risque (PR)	**2 785 000**	**1 681 000**
MOE	**3 759 000**	**2 260 000**
Dépenses de MOA	**812 000**	**493 000**
MOA	**789 000**	**474 000**
Total par enveloppe	**28 124 000**	**16 958 000**
Total sur périmètre SNCF Réseau	**45 082 000**	

Montant hors coûts de substitutions évalués en fin de phase PRO à 3,72 M€ HT CE 01/2014, pris en charge dans le cadre de la convention de financement « correspondance ». Ce montant n'entre donc pas dans les clefs de financement définies à l'article 6.

Tableau des montants en € constants/courants de l'opération des Ardoines (AVP – PRO – REA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Budget opération k€ constants par année	490	3 195	828	12 419	18 215	7 451	0	0	2 484
Budget opération k€ courants par année	490	3 389	905	13 978	21 116	8 897	0	0	3 241
Budget REA k€ constants par année			828	12 419	18 215	7 451	0	0	2 484
Budget REA k€ courants par année			905	13 978	21 116	8 897	0	0	3 241

Ardoines (SNCF Mobilités)

C.E. <01 2014> k€ hors taxes	AVP Montants définitifs	PRO	REA (DCE ACT)	Total CPPR
Foncier				
Substitutions				
Travaux	**0**	**0**	**4 820 000**	**4 820 000**
hall sncrf			*2 975 000*	*2 975 000*
equipements			*1 845 000*	*1 845 000*
"Convention fournitures" SNCF				
Rémunération MOE	**160 766**	**241 149**	**602 873**	**1 004 789**
MOA	**69 036**	**103 554**	**258 886**	**431 476**
Rémunération SNCF Mobilités	*57 310*	*85 966*	*214 914*	*358 190*
Autres prestations MOA	*11 726*	*17 589*	*43 972*	*73 286*
Coût brut	**229 802**	**344 704**	**5 681 759**	**6 256 265**
Dont SAV				
Provision pour risques	**0**	**0**	**522 837**	**522 837**
PRI			446 115 €	
PRNI			76722	
Coût net	**229 802**	**344 704**	**6 204 596**	**6 779 102**
		6 549 299		
Budget k€ courants par phase	**243 760**	**365 696**	**7 214 726**	**7 824 183**

Périmètre SNCF Mobilités CE 01/2014	Ouvrages de correspondance (100 % SGP)	Enveloppe adaptation réseau (30 % SGP + 70 % CPER)
Acquisitions foncières		
Substitutions routières		-
Travaux	**3 712 460**	**1 107 540**
Nouveau souterrain de correspondance, y compris démolition passerelle existante		
Passerelle provisoire et appuis pour la nouvelle passerelle		
Reconstitution marquises de quai		
Elargissement des quais		
Equipements, éclairage, signalétique, infoV, etc.	*738 360*	*1 107 540*
Aménagement des espaces SNCF dans le BV imbriqué	*2 974 100*	
Provision pour risque (PR)	**476 804**	**46 033**
MOE	**791 820**	**212 969**
Dépenses de MOA	**29 315**	**43 972**
MOA	**314 218**	**43 972**
Total par enveloppe	**5 324 617**	**1 454 486**
Total sur périmètre SNCF Réseau	**6 779 103**	

Tableau des montants en € constants/courants de l'opération des Ardoines (AVP – PRO – REA)

SNCF Mobilités	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Total
Budget opération k€ constants par année	606	573 900	124 092	0	0	1 116 827	1 861 379	2 730 022	372 276	6 779 102
Budget opération k€ courants par année	606	608 850	135 599	0	0	1 333 550	2 094 998	3 164 844	485 735	7 824 183
Budget REA k€ constants par année			124 092	0	0	1 116 827	1 861 379	2 730 022	372 276	6 204 596
Budget REA k€ courants par année			135 599	0	0	1 333 550	2 094 998	3 164 844	485 735	7 214 726

Synthèse Mobilités/Réseau

Réseau+Mobilités CE 01/2014	Ouvrages de correspondance (100 % SGP)	Enveloppe adaptation réseau (30 % SGP + 70 % CPER)
Acquisitions foncières		
Substitutions routières		-
Travaux	**23 691 460**	**13 157 540**
Nouveau souterrain de correspondance, y compris démolition passerelle existante	*18 345 000*	
Passerelle provisoire et appuis pour la nouvelle passerelle	*1 184 000*	
Reconstitution marquises de quai	*450 000*	
Elargissement des quais		*12 050 000*
Equipements, éclairage, signalétique, infoV, etc.	*738 360*	*1 107 540*
Aménagement des espaces SNCF dans le BV imbriqué	*2 974 100*	
Provision pour risque (PR)	**3 261 804**	**1 727 033**
MOE	**4 550 820**	**2 472 969**
Dépenses de MOA	**841 315**	**536 972**
MOA	**1 103 218**	**517 972**
Total par enveloppe	**33 448 617**	**18 412 486**
Total sur périmètre SNCF Réseau	**51 861 103**	

ANNEXE 3 :

Echéancier prévisionnel des autorisations de programme

et des dépenses

32.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS PAR MOA

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF RESEAU

€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	3 543 566	0	0	3 543 566
Région	7 087 132	0	0	7 087 132
SGP	4 665 481	0	0	4 665 481
Total	**15 296 179**	**0**	**0**	**15 296 179**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF MOBILITES

€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	1677361	0	0	1677361
Région	3354722	0	0	3354722
SGP	310 542	0	0	310542
Total	**5342625**	**0**	**0**	**5342625**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS DES MAITRES D'OUVRAGE (SYNTHESE)

€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	TOTAL
SNCF RESEAU	15 296 179	0	0	15 296 179
SNCF MOBILITES	5342625	0	0	5342625
Total	**20 638 804**	**0**	**0**	**20 638 804**

32.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU

Vert-de-Maisons

€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	28 321	19 447	100 152	20 634	10 623		22 545	201 722
Région	56 643	38 894	200 304	41 267	21 246		45 089	403 443
SGP	41 352	23 932	136 874	28 199	14 518		30 811	275 686
Total	126 316	82 273	437 330	90 100	46 387		98 445	880 851

Ardoines

€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	62 828	970 403	1 465 949	617 662			225 002	3 341 844
Région	125 657	1 940 806	2 931 898	1 235 324			450 004	6 683 689
SGP	658 469	698 768	1 925 648	811 351			295 559	4 389 795
Total	846 954	3 609 977	6 323 495	2 664 337			970 565	14 415 328

Total SNCF Réseau

€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
Etat	91 149	989 850	1 566 101	638 296	10 623	0	247 547	3 543 566
Région	182 380	1 979 700	3 132 202	1 276 591	21 246	0	495 093	7 087 132
SGP	699 821	722 700	2 062 522	839 550	14 518	0	326 370	4 665 481
Total	973 270	3 692 250	6 760 825	2 754 437	46 387	0	1 069 010	15 296 179

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF MOBILITES

GARE DE VERT DE MAISONS

€ HT Courants	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL

conventionnels								
Etat	277 046	633 096	0	0	481278	0	0	1 391 420
Région	554 092	1266192	0	0	962556	0	0	2 782 840
SGP	5372	0	0	0	36 539	0	0	41 911
Total	836 510	1 899 288	0	0	1480373	0	0	4 216 171

GARE DES ARDOINES

€ HT Courants conventionnels	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**TOTAL**
Etat	0	0	0	51469	91501	125 814	17157	285 941
Région	0	0	0	102939	183003	251 628	34312	571 882
SGP	0	0	0	48354	85961	118 198	16118	268 631
Total	0	0	0	202762	360465	495 640	67 587	1 126 453

TOTAL SNCF MOBILITES

€ HT Courants conventionnels	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**TOTAL**
Etat	277 046	633 096	0	51469	572 779	125814	17157	1 677 361
Région	554 092	1266192	0	102939	1145559	251628	34312	3 354 722
SGP	5372	0	0	48354	122500	118198	16118	310 542
Total	836 510	1 899 288	0	202 762	1 840 838	495640	67 587	5 342 625

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DES MAITRES D'OUVRAGE (SYNTHESE)

€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	TOTAL
SNCF RESEAU	973 270	3 692 250	6 760 825	2 754 437	46 387	0	1 069 010	15 296 179
SNCF MOBILITES	836 510	1 899 288	0	202 762	1 840 838	495 640	67 587	5 342 625
Total	1 809 780	5 591 538	6 760 825	2 957 199	1 887 225	495 640	1 136 597	20 638 804

ANNEXE 4 :

Modalités de désactualisation des appels de fonds

1) Définitions

Montant appelé au cumul de la présente situation en Euros Constants : $MC_{SCE2014}$

Montant appelé au cumul de la situation s-1 en Euros Constants : $MC_{S\text{-}1CE2014}$

Montant appelé au titre de la présente situation en Euros Constants : $M_{SCE2014}$

Montant d'une dépense comptabilisée entre la précédente et l'actuelle situation en Euros Courants : M_{PCC}

Dernier indice TP01 connu au moment de la comptabilisation de la dépense : $TP01_P$

Indice TP01 de janvier 2014 : $TP01_{2014}$

2) Modalités de calcul

Afin d'effectuer un suivi des montants versés par rapport à l'enveloppe prévisionnelle des dépenses financées par la Société du Grand Paris et appréciée en Euros aux conditions économiques de janvier 2014, les montants comptabilisés par la SNCF et au titre desquels sont appelés les fonds de la situation en cours fera l'objet d'une désactualisation selon les modalités suivantes.

$\sum(M_{PCC} \times TP01_{2014} / TP01_P) = M_{SCE2014}$

$MC_{S\text{-}1CE2014} + M_{SCE2014} = MC_{SCE2014}$

L'appel de fonds de la présente situation ne pourra causer $MC_{SCE2014}$ d'être supérieur à 95% du montant du financement prévu au titre de cette convention en Euros aux conditions économiques de janvier 2014 avant le solde de celle-ci. Si les dépenses réelles engagées après désactualisation des montants selon ces modalités s'avèrent supérieures au coût prévisionnel, un ajustement du montant financé devra être mobilisé selon les modalités de l'article 6.3.

ANNEXE 5 :

Organigramme nominatif détaillé

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Maître d'ouvrage :

Thierry DEFREL

Directeur Opérationnel de Projet - Interconnexions Grand Paris

SNCF RÉSEAU

DIRECTION DES PROJETS FRANCILIENS

1-7 place aux Etoiles - 93212 LA PLAINE SAINT-DENIS Cedex

TÉL. : +33 (0)1 71 29 93 81 - MOBILE : +33 (0)6 24 63 82 81

thierry.defrel@reseau.sncf.fr

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF MOBILITES POUR VDM

Sylvain MICHELON

Directeur des Projets des Lignes D & R

SNCF - Direction des Gares Ile-de-France

sylvain.michelon@sncf.fr / Tél : 01-85-56-12-54 (38-12-54)

34 rue du Commandant Mouchotte - 75699 PARIS CEDEX

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF MOBILITES POUR LES ARDOINES

Jean-Claude DURAND

Direction de Projets Lignes C, N & U

SNCF - Direction des Gares Ile-de-France

jean-claude.durand@sncf.fr / Tel : 01 83 92 37 30 (SNCF 324 730)

34 rue du Commandant Mouchotte - 75699 PARIS CEDEX

STIF

Direction des Projets d'Investissements
Division Appui aux Projets d'Investissement
Arnaud Zimmermann
Chef de division API
01 53 59 14 02
arnaud.zimmermann@stif.info

Ligne 15 sud – Pont-de-Sèvres /Noisy-Champs

Convention de financement relative à la réalisation des travaux d'adaptation des stations Châtillon Montrouge, Créteil l'Échat et Villejuif Louis Aragon

2016CONVXXX

2016DPI0000

Convention de financement régissant les rapports entre
la Région, l'Etat, la SGP, le STIF, et la RATP,
relative à la réalisation des travaux d'adaptation des stations Châtillon Montrouge, Créteil l'Échat et Villejuif Louis Aragon du réseau RATP en correspondance avec la ligne 15 Sud

VERSION V0. STABILISEE DU 14/04/2016

Avertissement
Les évolutions de versions sont consignées dans ce présent cartouche. Le mode correction est utilisé pour suivre les nouvelles propositions. Les évolutions antérieures, qui ont été validées en séance sont supprimées au fur et à mesure.

N°	date	auteur	consistance	articles modifiés
1	14/04/16	STIF	Ajustement sur la base du retour RATP du 13/04/16	

TABLE DES MATIERES

Article 1 – Contexte général de l'opération p. 6

Article 2 – Objet de la convention p. 9

Article 3 – Travaux d'adaptation des stations existantes p. 9

Article 4 – Coordonnateurs p.10

Article 5 – Maîtrise d'ouvrage du projet p.11

Article 6 – Modalités de financement p.11

Article 7 – Modalités de versement p.17

Article 8 – Modalités de contrôle et d'audit p.21

Article 9 – Définition et gestion des écarts p.22

Article 10 – Modification de l'AVP p.23

Article 11 – Pilotage et suivi de l'opération p.24

Article 12 – Bilan physique et financier de la convention p.26

Article 13 – Evaluation économique, sociale et environnementale p.26

Article 14 – Diffusion des données et propriété intellectuelle p.26

Article 15 – Confidentialité p.28

Article 16 – Dispositions générales p.29

Annexes p.32

Entre,

En premier lieu,

- L'**État**, représenté par le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,

- La **Région Île-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional, dûment mandatée par délibération n° CP XXXXXX de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du JJ/MM/AAAA

- La **Société du Grand Paris**, établissement public de l'Etat à caractère industriel et commercial, dont le siège social est 30, avenue des Fruitiers, à 93200 Saint-Denis et dont le numéro de SIRET est 525 046 017 00030, représentée par Monsieur Philippe YVIN, Président du Directoire, dûment mandaté par délibération n° XXXXXXXXXXX du JJ/MM/AAAA en date du JJ/MM/AAAA

Ci-après désignés par « les financeurs ».

En deuxième lieu,

- La **RATP**, Régie Autonome des Transports Parisien, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 13ème, 54 quai de la Rapée, 75012 Paris, représentée par Madame Elisabeth BORNE, Présidente Directrice Générale,

  Désignée ci-après « la RATP »,

Ci-après désignée par « le maître d'ouvrage », « le MOA » ou « le bénéficiaire ».

En troisième lieu,

- Le **STIF**, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège est situé à Paris 9^{e}, 41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Laurent Probst en sa qualité de Directeur Général, dûment habilité par délibération n° 20160217, article 1.10.2 du Conseil du STIF en date du 15 mars 2006.

Ci-après désigné comme « le STIF » ou « l'Autorité Organisatrice des Transports ».

Ci-après désignés ensemble comme « les Parties » ou individuellement « une Partie »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n°2010-597 du 3 juin 2010 modifiée relative au Grand Paris ;

Vu le décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002 ;

Vu le décret n° 2011-1011 du 24 août 2011 portant approbation du RTPGP ;

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

Vu le Contrat de plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé le 18 juin 2015 par le conseil régional ;

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

Vu la convention de financement 2015CONV062 des études PRO des stations de la ligne 15 sud régissant les rapports entre la SGP et RATP, notifiée le 28 juillet 2015, ci-après désignée « convention PRO » ;

Vu la délibération n°2013-XXXX du Conseil de surveillance de la SGP du 15 juillet 2013 approuvant le dossier d'opération d'investissement de la ligne 15 modifiée par la délibération n°2015-XXXX du XXXX ;

Vu la délibération n°2016-XXXX du Conseil de surveillance de la SGP du XXX approuvant la présente convention de financement ;

Vu la délibération du Conseil d'administration de la RATP du 29 mai 2015 approuvant l'AVP administratif « Interconnexions RATP – Grand Paris Express Ligne 15 Sud »;

Vu la délibération n°2015-256 du Conseil du STIF approuvant l'AVP 15 Sud de la RATP et de la SNCF ;

Vu la délibération n°2015-257 du Conseil du STIF approuvant l'AVP 15 Sud de la SGP ;

Vu la délibération n°2016-XXX du Conseil du STIF approuvant la présente convention ;

Vu la délibération de la commission permanente de la Région n° XXXXXX du XXXXX approuvant la présente convention de financement ;

Il est convenu ce qui suit :

1. CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

1.1. Définitions

Les Parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes et opérations permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs et à laquelle la présente convention fait référence, ici la ligne 15 sud.

« **Opération** » : désigne un sous-ensemble du Projet ; en particulier, la partie du Projet objet de la présente convention de financement constitue une opération.

« Maîtrise d'ouvrage du Grand Paris Express » : désigne l'entité en charge de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation, y compris les interconnexions avec les stations/gare existantes. Dans cette convention, il s'agit de la Société du Grand Paris.

« Maitrise d'ouvrage des travaux d'adaptation des stations/gares existantes » : désigne l'entité en charge de déterminer et réaliser les adaptations des gares existantes en vue de la mise en service du Grand Paris Express. Dans cette convention, il s'agit de la RATP.

1.2. Historique

Le projet de Ligne 15 Sud est inscrit au Schéma directeur de la région Île-de-France, dans le cadre de la réalisation du projet de métro automatique du Grand Paris Express ayant pour objectifs d'améliorer les conditions de transport par la désaturation du réseau existant par le développement des liaisons de banlieue à banlieue.

Les annonces gouvernementales du 6 mars 2013 sur le plan de transports collectifs en Île-de-France, désormais appelé Nouveau Grand Paris, ainsi que celles du 9 juillet 2014, ont arrêté un phasage de la réalisation du métro automatique de 2020 à 2030. Dans ce cadre, il a été assigné à la Société du Grand Paris l'objectif de réaliser les opérations d'interconnexion dans le respect des coûts et des délais impartis.

Les objectifs de réalisation de la ligne 15 sud ont été précisés dans le cadre de l'opération d'investissement[1] approuvée par le Conseil de surveillance de la Société du Grand Paris, le 15 juillet 2013 modifiée le 10 juillet 2015.

Enfin, le comité de pilotage du Nouveau Grand Paris du 28 août 2013 a confié au STIF la coordination des études conduites par les différents opérateurs, en lien avec les services de l'Etat.

L'objectif est d'évaluer les adaptations et remises à niveau nécessaires à réaliser sur le réseau existant afin d'une part, de répondre aux nouveaux besoins de déplacements et de pouvoir accueillir dans des conditions de sécurité et de confort ces nouveaux flux de voyageurs générés

[1] Les opérations d'investissement sont conduites par la Société du Grand Paris dans le cadre de sa mission principale de réalisation des projets d'infrastructures composant le réseau du Grand Paris Express, qui comprend la construction des lignes, ouvrages et installations fixes, la construction et l'aménagement des gares, y compris d'interconnexion.

par la mise en service du Grand Paris Express, d'autre part, de garantir l'évolution de l'offre et de l'infrastructure ferroviaire existante à horizon GPE et au-delà.

Le périmètre d'étude a donc porté sur les 11 gares et stations existantes et sur les 2 nouvelles gare/station interconnectées à la future ligne 15 Sud (la station de Bagneux au titre du projet de prolongement de métro ligne 4 et la gare de Bry-Villiers-Champigny au titre de l'interconnexion à créer à l'arrivée du GPE). Les études d'avant-projet menées par les opérateurs (RATP et SNCF) sous leur maîtrise d'ouvrage (MOA) au titre de l'adaptation des gares et des stations existantes interconnectées avec la future ligne 15 Sud du Grand Paris Express portent sur l'infrastructure et les équipements en gare existants, ainsi que sur le raccordement à créer sur leur périmètre pour réaliser l'interconnexion avec le nouvel ouvrage du Grand Paris Express (GPE).

Les interconnexions ferroviaires comprennent 2 composantes programmatiques :

- **La composante « correspondance »** : la SGP, en tant que maître d'ouvrage de la ligne 15 Sud, intègre au programme et au financement les ouvrages qui permettent de relier physiquement les gares de la SGP avec les gares/stations existantes. Il est à noter que le périmètre de cette opération est pour partie sur le périmètre de maîtrise d'ouvrage des opérateurs (RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités) et ils seront donc en grande partie réalisés par ces derniers.
  Le financement de cette opération est assuré par la SGP dans le cadre de conventions de financement bipartites avec la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités.
- **La composante «adaptation »** : les aménagements à réaliser sur les gares et stations existantes pour tenir compte des impacts des gares de la SGP sur le fonctionnement des gares existantes sont réalisés par la maîtrise d'ouvrage de la RATP, SNCF Réseau et SNCF Mobilités et le financement est assuré dans le cadre du CPER.

A l'issue des études d'avant-projet de la ligne 15 Sud *(hors Bry-Villiers-Champigny en cours d'études préliminaires)* sous maîtrise d'ouvrage de la RATP, de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités, 6 gares/stations existantes sur les 13 sont concernées par la réalisation d'«adaptation ». Il s'agit de :

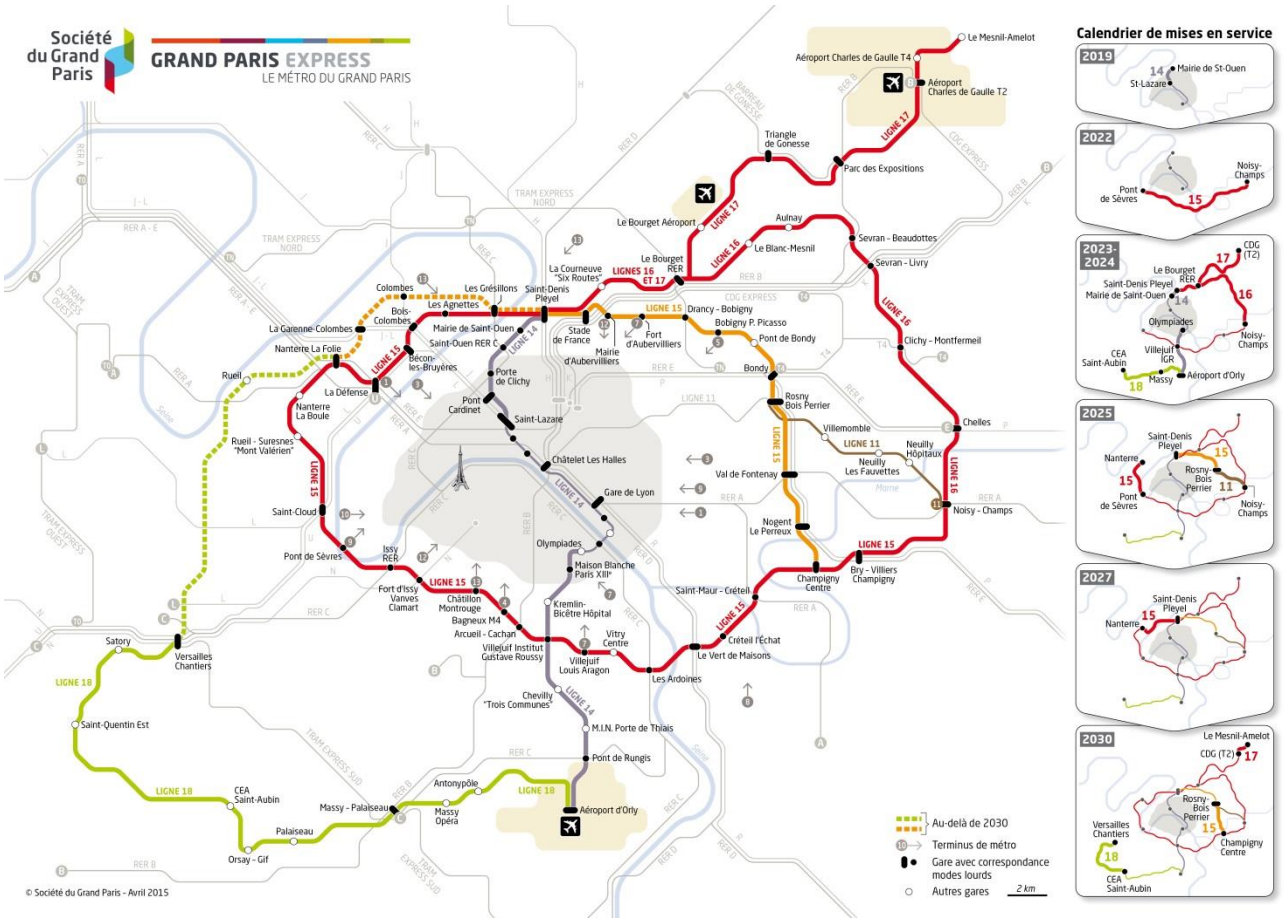
- **3 stations RATP** : Châtillon-Montrouge (M13), Villejuif Louis Aragon (M7) et Créteil-l'Échat (M8).
- **3 gares SNCF** : Issy (RER C), Les Ardoines (RER C) et Le Vert de Maisons (RER D).

Les études Projet sur les correspondances et les adaptations des trois stations précitées ont été engagées par la RATP en janvier 2015. Il est prévu qu'elles soient remises à la Société du Grand Paris en novembre 2016 pour les parties en interface RATP/SGP.

Par une convention en date du 28 juillet 2015, la Société du Grand Paris et la RATP ont conclu une convention pour le financement de ces études Projet. Afin de permettre la tenue des délais du projet de ligne 15 Sud dans son ensemble, la Société du Grand Paris a décidé de financer par anticipation ces études à 100% y compris pour ce qui relève des adaptations des réseaux existants.

L'AVP de la ligne 15 sud réalisé par la SGP a été approuvé par le Conseil du STIF en date du 8 juillet 2015.

L'AVP réalisé par la RATP a été approuvé par son Conseil d'administration le 29 mai 2015 et le Conseil du STIF le 8 juillet 2015.



La présente convention fait donc suite aux précédentes phases d'études et notamment aux études projet. Elle vise à préciser le programme, ainsi que les modalités de suivi et de financement des travaux et procédures pour les trois stations en interconnexions avec le réseau du Grand Paris entrant dans son périmètre.

2. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des parties pour la conduite et le financement des travaux d'adaptations des stations existantes du réseau de métro RATP avec les futures gares de la ligne 15 Sud du GPE, conformément à l'avant-projet approuvé par le Conseil du STIF du 8 juillet 2015. Dans ce cadre, elle prend en compte le financement apporté par anticipation par la SGP pour la réalisation des études PRO, et assure le rééquilibrage des contributions des parties en fonction.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet de la présente convention la **dénomination unique** suivante :

« Ligne 15 sud – Convention de financement relative à la réalisation des travaux d'adaptation des stations Châtillon Montrouge, Créteil l'Echat et Villejuif Aragon ».

3. TRAVAUX D'ADAPTATION DES STATIONS EXISTANTES

Le périmètre et les caractéristiques techniques du programme sont décrits pour chacune des stations dans l'avant-projet du maître d'ouvrage visé par la présente convention.

3.1. Périmètre des adaptations de la station de Châtillon-Montrouge (M13)

Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante est le suivant :

- la création d'un quai supplémentaire.
- La création d'une issue de secours supplémentaire.

Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 72 mois à compter de la notification de la convention par le STIF.

Le planning prévisionnel est celui des opérations d'interconnexion globale, tel que présenté dans l'AVP de la RATP. Il est joint en annexe 1 à la présente convention.

3.2. Périmètre des adaptations de la station de Créteil-L'Echat (M8)

Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante est le suivant :

- la création d'un quai supplémentaire.

Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 72 mois à compter de la notification de la convention par le STIF.

Le planning prévisionnel est celui des opérations d'interconnexion globale, tel que présenté dans l'AVP de la RATP. Il est joint en annexe 1 à la présente convention.

3.3. Périmètre des adaptations de la station de Villejuif Louis Aragon (M7)

Le programme des travaux d'adaptation à réaliser sur l'infrastructure et les équipements de la station existante est le suivant :

- La création d'une sortie secondaire supplémentaire dans le cadre de la création de l'ouvrage de correspondance GPE/M7.

Délais de réalisation

Le délai de réalisation des travaux est fixé à 72 mois à compter de la notification de la convention par le STIF.

Le planning prévisionnel est celui des opérations d'interconnexion globale, tel que présenté dans l'AVP de la RATP. Il est joint en annexe 1 à la présente convention.

4. COORDONNATEURS

4.1. L'Autorité Organisatrice des Transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Dans le cadre du pilotage du Nouveau Grand Paris, le STIF, en sa qualité d'Autorité Organisatrice des Transports et de la Mobilité, a été mandaté par le comité de pilotage interministériel du 28 Août 2013, pour coordonner les études menées par les opérateurs SNCF et RATP sous leur périmètre de maîtrise d'ouvrage (MOA) en cohérence avec le projet 15 Sud sous MOA SGP. Il a mis en place une instance de pilotage partenarial associant la SGP, la RATP, la SNCF, la Région et l'Etat et une méthode de travail partagée afin d'assurer le suivi des Etudes préliminaires (EP) et d'Avant-Projet (AVP).

4.2. La Société du Grand Paris

Conformément à l'article 7 de la loi n° 2010-597 du 3 juin 2010 : «II. L'établissement public Société du Grand Paris a pour mission principale de concevoir et d'élaborer le schéma d'ensemble et les projets d'infrastructures composant le réseau de transport public du Grand Paris et d'en assurer la réalisation, qui comprend la construction des lignes, ouvrages et installations fixes, la construction et l'aménagement des gares, y compris d'interconnexion, ainsi que l'acquisition des matériels roulants conçus pour parcourir ces infrastructures».

A ce titre, les missions de la Société du Grand Paris sont d'une part financeur des travaux désignés par la présente convention et d'autre part pilote de l'élaboration et de la mise en œuvre du GPE.

Concernant ce deuxième point, la Société du Grand Paris assure une coordination d'ensemble de l'opération globale entre les travaux sous sa maitrise d'ouvrage et ceux sous maitrise d'ouvrage opérateurs, y compris pour les éventuels projets urbains en interface ainsi que pour les relations avec le STIF (intermodalité, interconnexions, comité sécurité). La mission de la SGP consiste, dans le cadre de la réalisation de l'opération, en particulier à :

Vérifier la cohérence entre les études menées par la SGP et celles menées par la RATP et mesurer les impacts que peuvent avoir les travaux et/ou études de l'un sur les autres

- Assurer le suivi budgétaire de l'opération globale sur les différentes stations.
- Assurer le pilotage du planning de l'opération globale sur les différentes stations.

Des protocoles d'organisation des maitrises d'ouvrage seront conclus à titre gracieux pour chaque gare, définissant les obligations et engagements entre la RATP et la SGP jusqu'à la fin de l'opération.

5. MAITRISE D'OUVRAGE DU PROJET

5.1. Identification et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

La RATP est désignée maître d'ouvrage de la réalisation de l'opération décrite à l'article 3 de la convention.

5.2. Engagements du maître d'ouvrage

La RATP s'engage sur le respect du coût d'objectif des travaux d'interconnexion en euros constants aux conditions économiques de référence de 01/2014 tel qu'il est défini à l'article 6, dans l'avant-projet « Interconnexions RATP – Grand Paris Express Ligne 15 Sud » de la RATP et dans l'avant-projet « Ligne 15 sud » de la Société du Grand Paris (avant-projets approuvés par le Conseil du STIF en date du 8 juillet 2015).

Ce respect sera examiné par comparaison entre le coût final justifié par le maître d'ouvrage ramené en euros constants sur la base de l'indice TP01 et le coût d'objectif prévisionnel fixé en euros constants.

La RATP s'engage sur la réalisation et sur le respect des délais de réalisation tels que définis dans l'article 3 sous réserve de la notification de la présente convention.

La RATP s'engage à prévenir le STIF, en qualité d'AOT, des risques de dérive du planning et/ou des coûts dans les meilleurs délais. Le STIF informera alors les financeurs de la situation, en relation avec le maitre d'ouvrage, sur la base des éléments qui lui auront été transmis.

6. MODALITES DE FINANCEMENT

6.1. Coût d'objectif

6.1.1. Coût d'objectif des interconnexions et quote-part des travaux d'adaptation

Les travaux visés à l'article 3 de la présente convention sont indissociables des travaux de correspondance réalisés sous maîtrise d'ouvrage RATP prévus dans le cadre de l'opération d'investissement L15 Sud Pont de Sèvres-Noisy Champs du Grand Paris Express.

Ces opérations feront l'objet des mêmes marchés de travaux sans qu'il soit possible de distinguer physiquement les dépenses relatives aux adaptations des dépenses de correspondances.

Par conséquent, les parties conviennent que :

- la notion de coût d'objectif s'applique au coût des travaux d'interconnexion ;
- le coût des adaptations visé par la présente convention est déterminé comme une quote-part du coût global des opérations d'interconnexions (correspondances + adaptations).

Conformément à l'avant-projet RATP relatif aux interconnexions ferroviaires « Ligne 15 sud » approuvé par le Conseil du STIF en date du 8 juillet 2015, le coût d'objectif global des interconnexions (AVP+PRO+REA) s'établit à 46,3 M€ CE 01/2014. Ce coût, et le seul coût PRO+REA, sont répartis de la manière suivante :

	Coût d'objectif global des interconnexions M€ CE 01/2014	Coût PRO+REA des interconnexions M€ CE 01/2014
Châtillon Montrouge	18,30	17,34
Créteil l'Echat	15,28	14,89
Villejuif Louis Aragon	12,71	12,47
Total	46,29	44,70

Pour chaque station, les quotes-parts des composantes « correspondance » et « adaptations » sont les suivantes :

	Quote-part adaptations	**Quote-part correspondance**
Châtillon Montrouge	46,3%	53,7%
Créteil l'Echat	30%	70%
Villejuif Louis Aragon	8,7%	91,3%

Le financement de la part correspondance est assuré par la SGP dans le cadre de conventions de financement bipartites avec la RATP.

Pour chaque station, le financement appelé au titre de la présente convention (études PRO relatives aux travaux d'adaptation et travaux d'adaptation) est donc le suivant :

	Financement au titre de la présente convention M€ CE 01/2014	*Pour information* *Financement à apporter par la SGP par conventions bipartites avec la RATP*
Châtillon Montrouge	8,03	*9,31*
Créteil l'Echat	4,47	*10,42*
Villejuif Louis Aragon	1,08	*11,38*
Total	**13,58**	***31,12***

Le financement total prévu au titre de la présente convention est donc de 13,58 M€ CE 01/2014 (incluant la part des études PRO relatives aux travaux d'adaptations et les travaux d'adaptations).

6.1.2. Coût d'objectif détaillé par gare

Les coûts des travaux complets d'interconnexion par postes de dépenses sont donnés en annexe 2, tels qu'extraits de l'AVP de la RATP « Interconnexions RATP – Grand Paris Express Ligne 15 Sud ».

Les coûts globaux des travaux d'adaptation s'en déduisent par application des pourcentages du 6.1.1.

6.2.Clés de financement par financeurs

6.2.1. Rappel des clés de financement CPER

Le financement apporté au titre de la présente Convention est assuré dans le cadre du CPER 2015-2020 selon les clés de répartition suivantes :

- l'Etat (17,5 %)
- la Région Ile-de-France (35%)
- La SGP (30 %)
- Le MOA RATP (17,5 %)

L'application des clés de financement définies au CPER au coût des travaux d'adaptation visé au 6.1.1 se traduit par les participations suivantes :

Plan de financement selon les clefs CPER, en euros constants, des études PRO et de la phase réalisation des travaux d'adaptation Montant M€ HT (€ constants 01/2014)					
MOA RATP	**État**	**Région**	**SGP**	**RATP**	**Total**
	17,5 %	**35 %**	**30 %**	**17,5 %**	**100 %**
Station de Châtillon Montrouge	1,405	2,81	2,409	1,405	**8,029**
Station de Créteil l'Echat	0,782	1,563	1,34	0,782	**4,467**
Station de Villejuif Louis Aragon	0,19	0,38	0,325	0,19	**1,085**
Total	**2,377**	**4,753**	**4,074**	**2,377**	**13,581**

6.2.2. Clés de financement intégrant la régularisation des études PRO

Le financement du volet adaptation des études PRO a été avancé à 100% par la Société du Grand Paris dans le cadre de la convention 2015CONV062 visée par la présente convention. Ce financement s'inscrit dans la participation de la SGP au titre du CPER 2015-2020.

Le coût d'objectif des études PRO du volet adaptions des interconnexions avec le réseau existant, auquel s'ajoute celui des recueils de données géotechniques complémentaires et relevés de l'existant inclus dans la convention précitée, est de 902 k€ en euros constants aux CE de 01/2014, répartis de la façon suivante :

- **423k€ pour la station de Châtillon Montrouge**
- **277k€ pour la station de Créteil l'Echat**
- **62k€ pour la station de Villejuif Louis Aragon.**
- **140k€ pour les recueils de données dont 75k€ pour Châtillon Montrouge, 60k€ pour Créteil l'Echat et 5k€ pour Villejuif Louis Aragon**

Par conséquent, la présente convention organise le financement des travaux de façon à ce que la contribution globale de la SGP sur l'ensemble des phases (PRO+REA) soit de 30%, conformément au CPER, ce qui se traduit par le plan de financement suivant pour la phase réalisation :

Plan de financement, en euros constants, de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO) Montant M€ HT (€ constants 01/2014)					
MOA RATP	**État**	**Région**	**SGP**	**RATP**	**Total**
Châtillon Montrouge	1,405	2,81	1,911	1,405	**7,531**
Créteil l'Echat	0,782	1,563	1,003	0,782	**4,13**
Villejuif Louis Aragon	0,19	0,38	0,258	0,19	**1,018**
Total	**2,377**	**4,753**	**3,172**	**2,377**	**12,679**

En conséquence, les clefs de financement des travaux d'adaptation pour la phase réalisation sont revues comme suit :

Clés de financement de la phase réalisation des travaux d'adaptation (hors PRO)					
MOA RATP	**État**	**Région**	**SGP**	**RATP**	**Total**
Station de Châtillon Montrouge	18,657%	37,314%	25,372%	18,657%	100,00%
Station de Créteil l'Echat	18,928%	37,857%	24,287%	18,928%	100,00%
Station de Villejuif Louis Aragon	18,652%	37,304%	25,392%	18,652%	100,00%

6.2.3. Clés de financement résultantes

Compte tenu de l'imbrication de la réalisation opérationnelle des travaux d'adaptation et de correspondance décrite au 6.1.1, les parties conviennent que des clés résultantes seront utilisées pour les appels de fonds effectués pour chaque station dans le cadre de la présente convention. Elles représentent la quote-part du financement apporté par chaque financeur rapporté au coût total d'interconnexion. Elles sont obtenues, pour chaque financeur et pour chaque station, par le produit :

- des clés de financement des travaux d'adaptation données en 6.2.2 ;
- des quotes-parts des travaux d'adaptation par rapport aux coûts globaux d'interconnexion, données en 6.1.1.

Le tableau ci-dessous détaille ce calcul :

Châtillon Montrouge	**Quote-part adaptations (A) : 46,3%**			
Financeurs	**Etat**	**Région**	**SGP**	**RATP**
Clé de financement des travaux d'adaptations (B)	18,657%	37,314%	25,372%	18,657%
Clé de financement résultante (A x B)	8,64%	17,28%	11,75%	8,64%

Créteil L'Echat	**Quote-part adaptations (A) : 30%**			
Financeurs	**Etat**	**Région**	**SGP**	**RATP**
Clé de financement des travaux d'adaptations (B)	18,928%	37,857%	24,287%	18,928%
Clé de financement résultante (A x B)	5,68%	11,36%	7,29%	5,68%

Villejuif Louis Aragon	**Quote-part adaptations (A) : 8,7%**			
Financeurs	**Etat**	**Région**	**SGP**	**RATP**
Clé de financement des travaux d'adaptations (B)	18,652%	37,304%	25,392%	18,652%
Clé de financement résultante (A x B)	1,62%	3,25%	2,21%	1,62%

En synthèse, les clés de financement résultantes utilisées pour les appels de fonds sont les suivantes :

Clés de financement résultantes pour appels de fonds				
MOA RATP	**État**	**Région**	**SGP**	**RATP**
Châtillon Montrouge	8,64%	17,28%	11,75%	8,64%
Créteil l'Echat	5,68%	11,36%	7,29%	5,68%
Villejuif Louis Aragon	1,62%	3,25%	2,21%	1,62%

6.3. Modalités d'actualisation

Les conditions économiques de référence de la présente convention sont celles de 01/2014.

Pour être comparables aux coûts d'objectif, tous les coûts sont calculés aux conditions économiques de référence de la présente convention par application de l'indice professionnel TP 01. Les coûts sont exprimés en euros constants.

Cet indice est également utilisé pour l'établissement des coûts prévisionnels en euros courants conventionnels :

- à partir du dernier indice connu à la date du calcul (dernier indice connu TP 01 de 01/2015) ;
- puis de 1,8% par an au-delà jusqu'à la date de fin de chantier.

Ceci définit les coûts exprimés en euros courants conventionnels.

Les états d'acompte seront établis à partir des derniers indices connus et pertinents. L'état de solde sera établi par application des indices définitifs.

6.4. Plan de financement

Plan de financement, en euros constants, de la phase réalisation des travaux d'adaptation Montant M€ HT (€ constants 01/2014)					
MOA RATP	**État**	**Région**	**SGP**	**RATP**	**Total**
Châtillon Montrouge	1,405	2,81	1,911	1,405	**7,531**
Créteil l'Echat	0,782	1,563	1,003	0,782	**4,13**
Villejuif Louis Aragon	0,19	0,38	0,258	0,19	**1,018**
Total	**2,377**	**4,753**	**3,172**	**2,377**	**12,679**

En euros courants conventionnels, le plan prévisionnel de financement de la présente convention est défini comme suit, sur la base du plan de financement en euros constants ci-dessus et suivant les modalités d'actualisation de l'article 6.3:

Plan de financement, en euros courants conventionnels de la phase réalisation des travaux d'adaptation Montant M€ HT					
MOA RATP	**État**	**Région**	**SGP**	**RATP**	**Total**
Châtillon Montrouge	1,408	2,818	1,915	1,408	**7,549**
Créteil l'Echat	0,783	1,567	1,004	0,783	**4,137**
Villejuif Louis Aragon	0,192	0,387	0,263	0,192	**1,034**
Total	**2,383**	**4,772**	**3,182**	**2,383**	**12,72**

6.5. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation des travaux visés à l'article 3, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 6.4 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des appels de fond visé à **l'annexe 3**.

7. MODALITES DE VERSEMENT

7.1. Modalités de versement des crédits de paiements

- **Versement d'acomptes**

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement des travaux sur présentation d'appels de fonds formulés par la RATP.

A cette fin, la RATP transmettra aux financeurs, et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes trois fois par an, en avril, en octobre et une dernière fois entre novembre et décembre reprenant la dénomination indiquée à l'article 2 de la convention afin de permettre une identification sans ambigüité de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Les états d'acompte sont établis en euros courants et précise le montant en euros constants par application des derniers indices connus.

a – Versement des acomptes par la Région :

La demande de versement des acomptes formulée par la RATP comprendra :

1. l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
2. l'état détaillé des dépenses réalisées par la RATP indiquant notamment la référence des **factures comptabilisées**, leur **date de comptabilisation** et le montant des **factures comptabilisées**. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 6.1.2. de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement.
3. La demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 6.2.3.

4. Chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant dûment habilité de la RATP.

b – par l'Etat :

La demande de versement des acomptes par la RATP comprendra :

1. un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en pourcentage) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 6.1.2, daté et signé par le représentant dûment habilité de la RATP;
2. l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
3. la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 6.2.3.

c – par la SGP:

La demande de versement des acomptes formulée par la RATP comprend:

1. l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
2. un tableau de justification de l'état d'avancement des travaux, daté et signé par le représentant dûment habilité de la RATP;
3. l'état détaillé des dépenses par gare réalisées par la RATP indiquant notamment la référence des factures comptabilisées, leur date de comptabilisation et le montant des factures comptabilisées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 6.1.2. de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement. Les montants comptabilisés seront désactualisés en Euros Constants aux Conditions Economiques 01/2014 selon les modalités prévues à l'annexe 4.
4. la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 6.2.3 par gare.

La référence (n° de convention) SGP sera indiquée sur les factures.

d – Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par la Région au bénéficiaire est plafonné à 95% avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par l'Etat au bénéficiaire est plafonné à 90% avant le versement du solde.

Le montant cumulé des acomptes en euros constants pouvant être versés par la SGP au bénéficiaire est plafonné à 95% de la participation de la SGP en euros constants avant le versement du solde.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du bénéficiaire.

- **Versement du solde**

Après achèvement des travaux couverts par la présente convention, la RATP présente pour chaque station :

- un relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage, le cas échéant ;
- les documents demandés pour le versement des acomptes indiqués ci-dessus signés par le représentant dûment habilité de la RATP ;
- Le bilan physique et financier de l'opération adaptation.

Sur la base de ces documents, la RATP procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde, soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour la RATP, le versement du solde se fera sur présentation d'un état des factures acquittées.

L'état du solde sera établi en euros courants et en euros constants par application des indices définitifs, selon la périodicité de calcul de l'indice.

- **Paiement**

Pour les financeurs, le versement des montants de subvention appelés par la RATP doit être effectué dans un délai de 40 jours à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini dans le présent article.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 2.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

En cas de trop-perçu, les sommes dues à la SGP sont réglées dans un délai de 40 jours à compter de la date de réception du relevé des dépenses effectivement réalisées.

Les paiements sont effectués par virement bancaire, portant numéro SGP de référence de la convention (numéro porté dans le libellé du virement) à :

Titulaire : Société du Grand Paris à l'établissement Trésor Public

IBAN (International Bank Account Number)

FR76 1007 1750 0000 0010 0084 373

BIC (Bank Indentifier Code)

TRPUFRP1

7.2. Bénéficiaires et domiciliation

Pour la RATP, les paiements sont effectués conformément aux modalités de versement et par virement bancaire sur le compte ouvert CALYON, dont le RIB est le suivant :

Code banque : 31489

Code guichet : 00010

N° compte : 00198757753

Clé : 47

IBAN : FR76 3148 9000 1000 1987 5775 347

BIC : BSUIFRPP

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service
Etat	21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr	DRIEA– SPOT – CBSF
Région Île-de-France	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat général
SGP	30, avenue des Fruitiers 93200 Saint Denis	Agence comptable Service de centralisation des factures
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction des projets d'investissement
RATP	Maison de la RATP LAC C42 54, quai de la Râpée 75599 PARIS Cedex 12	Contrôle de Gestion et Finances / Contrôle de Gestion Investissements

7.3.Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si, à l'expiration d'un délai de trois (3) ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un (1) an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois (3) ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

L'Opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de Projets, celle-ci demeure donc valable jusqu'à l'achèvement de l'opération si elle a fait l'objet d'un premier appel de fonds émis dans les délais.

7.4.Comptabilité de l'Opération

La RATP s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres à l'Opération d'interconnexion.

La RATP s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la convention et relatives à l'objet de cette dernière.

8. MODALITES DE CONTROLE ET D'AUDIT

Sur proposition de l'autorité organisatrice ou à la demande de l'un des financeurs après information préalable des autres financeurs et de l'autorité organisatrice, la RATP s'engage à permettre ,directement ou par l'intermédiaire d'experts désignés ou missionnés par l'autorité organisatrice ou les financeurs, d'effectuer des visites des lieux, des installations et travaux relevant du Projet, et à faciliter le contrôle de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives. Les frais relatifs à ces interventions sont à la charge du ou des demandeurs. La RATP est chargée de l'organisation des visites et du respect des règles de sécurité.

Les bénéficiaires de la subvention conservent l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

En cas de non-respect de ces dispositions, la Société du Grand Paris se réserve la possibilité de suspendre ses paiements ou de demander le reversement des sommes correspondant aux dépenses insuffisamment justifiées.

9. DEFINITION ET GESTION DES ECARTS

9.1. Dispositions en cas de modification du coût d'objectif

- **En cas d'économies**

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par la RATP s'avèrent inférieures au coût prévisionnel des dépenses, défini à l'article 6, les subventions attribuées sont révisées en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des clés indiquées à l'article 6.2.3. Elles font l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement au financeur en cas de trop perçu.

- **En cas de dépassement**

Les opérations du Grand Paris associent le STIF, de multiples maîtrises d'ouvrage, des financeurs, ainsi que divers partenaires. La responsabilité d'un maître d'ouvrage en cas de dépassement de son coût d'objectif peut être difficile à identifier. En conséquence, chaque situation de dépassement doit être instruite par tous les financeurs (de la convention), afin de déterminer les modalités de son financement.

Au cours de l'Opération, s'il apparaît que l'un des coûts d'objectif décrit à l'article 6.1.1. ne peut être respecté malgré toutes les mesures correctives proposées, le maître d'ouvrage fournit aux financeurs et au STIF un rapport détaillé sur l'origine des surcoûts, l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs qui s'appuie notamment sur les éléments transmis par le maître d'ouvrage et propose le cas échéant la réalisation d'un AVP modificatif.

Au vu de l'avis rendu par le STIF, les financeurs préciseront alors, lors du Comité de suivi visé à l'article 11, le montant du dépassement et la nature des surcoûts qu'ils entendent financer ou les adaptations, notamment de phasage, qu'ils souhaiteraient voir apporter à l'opération pour porter leur financement au-delà de celui prévu par l'article 6.4 au titre du coût prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage.

Le plan de financement des surcoûts est alors arrêté en concertation entre les financeurs, le STIF et la RATP.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dépassements incombe au maître d'ouvrage.

9.2. Dispositions en cas de modification des délais de la présente convention

S'il apparaît que, malgré toutes les mesures proposées, le respect du délai de réalisation de l'opération prévu à l'article 3 de la présente convention ne peut être assuré, le STIF et les financeurs peuvent solliciter un rapport détaillé auprès des maitres d'ouvrage, sur l'origine et l'importance du dépassement prévisionnel et ses conséquences.

Ce rapport fait l'objet d'un avis rendu par le STIF aux financeurs, qui s'appuieront notamment sur les éléments transmis par la RATP, et précisera la nécessité éventuelle de réaliser un avant-projet modificatif.

Il indiquera notamment les incidences sur le planning et le phasage initial de l'ensemble des travaux de l'opération. Par ailleurs cet avis précisera l'impact sur l'offre de transport.

Au vu de ce rapport, et de l'avis éventuel formulé par les maîtres d'ouvrage, les financeurs émettent un avis. Le délai modifié est alors retenu en concertation entre les financeurs, le STIF et les maîtres d'ouvrage et est acté dans le cadre d'un avenant.

10.MODIFICATION DE L'AVP

Toute modification du programme fonctionnel, toute modification technique significative par rapport aux dispositions approuvées de l'avant-projet ou toute modification pouvant conduire à un dépassement significatif des délais globaux de l'opération ou des coûts d'objectif précisés aux articles 3 et 6 de la présente convention, peut conduire à la réalisation d'un avant-projet modificatif, présenté au Conseil du STIF.

En conséquence, dès que la RATP envisage des modifications de son programme dans les opérations stipulées à l'article 3, elle transmet au STIF et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Elle doit veiller en particulier à indiquer si les modifications proposées sont susceptibles d'engendrer des incidences techniques ou financières notamment pour la partie de l'interconnexion relevant des correspondances. Au vu de l'ensemble de ces éléments, le STIF et la SGP, en qualité de maître d'ouvrage du Grand Paris Express valideront les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou apprécieront l'opportunité d'une saisine du comité des financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Par ailleurs, dès que la SGP envisage des modifications de son propre programme de travaux impactant le programme de l'opération stipulée à l'article 3, elle transmet au STIF et aux financeurs, l'ensemble des éléments d'appréciation des modifications projetées. Au vu de ces éléments, le STIF validera les propositions mineures sans incidence sur le coût, ou appréciera l'opportunité d'une saisine du comité des financeurs ainsi que la nécessité de réaliser un avant-projet modificatif formalisant les évolutions apportées à l'opération.

Cet avant-projet modificatif sera présenté au Conseil du STIF. Il donnera lieu ensuite à la conclusion d'un avenant à la présente convention, indiquant toutes les conséquences notamment en matière de caractéristiques techniques, de coût de réalisation, de répartition des financements et de délai de réalisation de l'opération. Les travaux concernés ne pourront avoir un début d'exécution qu'après la signature de l'avenant et l'attribution des financements correspondants.
L'application des dispositions de cet article ne doit pas faire obstacle à la poursuite des travaux sur la partie non touchée par les modifications.

Ces dispositions ne font pas obstacle à la prise en compte par la RATP de demandes, d'un des financeurs ou de tiers, d'adaptations localisées de l'opération, ne modifiant pas son aptitude à répondre aux besoins exprimés dans le dossier d'avant-projet. La prise en compte de ces modifications sera soumise à l'accord préalable de la RATP. Les éventuels surcoûts engendrés sont à la charge exclusive des demandeurs.

11.PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

11.1. Gouvernance du Grand Paris Express

La gouvernance du Projet se poursuit dans le cadre de la mission de coordination sous le pilotage du STIF sur les interconnexions ferroviaires. Pour rappel, ce groupe de travail

partenarial (DRIEA, Région, STIF, SGP, RATP, SNCF) est composé d'un comité technique et d'un comité de pilotage.

Ces comités abordent la communication institutionnelle et de chantier autour du Projet, à ce titre :

- Est assuré le suivi du plan de communication mis en place pour le Projet,
- Sont définis les points spécifiques sur lesquels communiquer éventuellement auprès des usagers.

11.2. Comité de Suivi de la convention de financement

Les parties conviennent d'assurer un suivi spécifique de la mise en œuvre de la présente convention jusqu'à la clôture administrative de l'ensemble des financements liés à cette convention.
Ce dispositif de suivi du programme est mis en place pour assurer le suivi de la mise en place des financements du programme et de leur consommation, le suivi de l'émission et des paiements des appels de fonds.

A l'initiative du STIF, il est constitué un comité de suivi de la convention de financement, ci-après désigné « le Comité de Suivi ou CSCF » comprenant l'ensemble des signataires de la présente convention.

Ce Comité de Suivi se réunit au moins deux fois par an en séance ordinaire, les membres étant convoqués par le STIF avec un préavis minimum d'un mois.

Ce Comité de Suivi est inséré dans la gouvernance décrite au 11.1 et il peut se tenir lors d'un comité technique de la mission de coordination.

Le maître d'ouvrage établit un compte-rendu de l'exécution de ses missions et des différentes analyses, en coordination avec la SGP en tant que coordinateur de l'ensemble des projets en interface (interconnexions et projet urbains). Ce compte-rendu est analysé par le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, et la SGP en appui. Il fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs.

A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par la RATP devront être transmis aux membres du Comité de Suivi, deux semaines avant la réunion du Comité de Suivi.

Le suivi de l'opération s'organise principalement autour des trois thématiques suivantes :

1/ Le suivi technique et opérationnel, soit :

- l'organisation mise en place pour la réalisation de l'opération (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre),
- le point sur l'avancement des études et des travaux,
- une appréciation sur le déroulement des opérations et leur nature,
- la liste des principaux marchés signés avec leur montant d'engagement,
- la liste des principaux marchés à venir,
- le suivi du calendrier des travaux.

2/ Le suivi financier et administratif, soit :

- le point sur le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il peut être estimé à la date du compte-rendu,
- un état comparatif entre d'une part le coût final prévisionnel des travaux du Projet tel qu'il est estimé à la date du comité de suivi au regard des travaux déjà exécutés et de ceux restant à réaliser, et d'autre part le coût de réalisation fixé pour les maîtres d'ouvrage,
- un état des lieux sur la consommation des provisions

- le point sur le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et délais,
- le montant des dépenses comptabilisées,
- le montant des subventions appelées et versées,
- le point sur les recours contentieux introduits (troubles de voisinage, sinistres, nuisances de chantier, réclamations diverses).

Au titre de la présente convention, et le cas échéant pour les autres conventions de financement en vigueur concernant le même Projet, le maître d'ouvrage effectue une mise à jour des prévisions pluriannuelles de leurs dépenses et de leurs engagements. Ces tableaux couvrent la totalité de la période du Projet. Ils sont établis en euros courants prévisionnels et en euros aux conditions économiques de référence de janvier 2014 pour toute la période de réalisation.

Lors de sa première séance, le Comité de Suivi acte le tableau présentant les délais et les coûts détaillés des maîtres d'ouvrage et leur décomposition, celui-ci servant de base au suivi, en termes financier et d'avancement, du Projet.

11.3. Comité des Financeurs de l'opération

Il réunit, sous la présidence du STIF, les financeurs et les maîtres d'ouvrage.

Les membres sont convoqués avec un préavis minimum d'un mois, les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable.

Ce Comité des financeurs est inséré dans la gouvernance décrite au 11.1 et il peut se tenir lors d'un comité de pilotage de la mission de coordination.

Chaque maître d'ouvrage établit un compte-rendu à l'intention du STIF et des financeurs de l'exécution de ses missions et des différentes analyses réalisées sur la base des documents transmis. Ce compte rendu est analysé par le STIF et fait l'objet d'un avis du STIF aux financeurs. A cette fin, l'ensemble des documents centralisés par les maîtres d'ouvrage devra être transmis aux membres du Comité sous forme de minute, deux semaines avant la réunion du Comité des financeurs.

Ce Comité des financeurs a pour rôle d'arbitrer les dispositions à mettre en œuvre pour permettre un avancement de l'Opération dans le respect des délais et du coût prévisionnel.

Il se réunit en tant que de besoin concernant des questions ayant des incidences majeures sur l'opération, notamment les ajustements de programmation techniques, administratifs et financiers, qui n'auraient pu être validés par le CSCF décrit à l'article 11.2. Chaque maître d'ouvrage présente alors au Comité des financeurs les éléments de compréhension de ces modifications, leurs impacts et leurs incidences sur le projet, et ce, en vue de permettre au Comité de définir les modalités de prise en compte de ces modifications et de poursuite de l'opération. Le cas échéant, les dispositions prévues à l'article 10 de la présente convention seront mises en œuvre.

12.BILAN PHYSIQUE ET FINANCIER DE LA CONVENTION

Le maître d'ouvrage établit sous sa responsabilité, au plus tard cinq ans après la mise en service, un bilan financier et physique des aménagements relevant de son périmètre dans le cadre de la présente convention.

Ce bilan présentera notamment une décomposition selon les postes constitutifs de son coût d'objectif, défini aux articles 6, ramenée aux conditions économiques du coût d'objectif (niveau

AVP) (avec mise en évidence du montant de l'actualisation réglée par le maître d'ouvrage) afin de permettre une comparaison.

Ce bilan comportera notamment:

- un rapport de présentation indiquant le descriptif des travaux réalisés et retraçant l'évolution éventuelle du coût de réalisation et des principales décisions concernant les travaux dont il assure la maîtrise d'ouvrage,
- le récapitulatif des subventions attribuées,
- le récapitulatif des versements effectués par les financeurs (y compris fonds propres),
- le récapitulatif des dépenses comptabilisées à la date de réalisation du bilan (établi sur la base des décomptes généraux définitifs des marchés lorsqu'ils existent),
- le calcul et la justification de l'état du solde, à savoir la différence entre les dépenses comptabilisées par le maître d'ouvrage à la date de réalisation du bilan et les versements effectués par les financeurs,
- la nature et l'estimation des dépenses prévisionnelles totales restant à payer (contentieux, réclamations d'entreprise, finitions, garanties des aménagements paysagers, un état de la valeur des excédents de terrains ou bâtiments acquis et non nécessaires au strict fonctionnement de l'opération et pouvant donner lieu à un éventuel remboursement dans la limite des produits de cession effectivement constatés et des pourcentages des participations des parties au financement de l'opération),
- un état des éventuelles suggestions de compléments de travaux le concernant consécutives à la mise en service de l'opération.

13.ÉVALUATION ECONOMIQUE, SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

Les signataires de la présente convention ont décidé la réalisation des opérations en tenant compte de l'évaluation économique et sociale effectuée par le maître d'ouvrage et figurant dans les avant-projets approuvés par le STIF.

Cette évaluation préalable comporte un bilan prévisionnel des avantages et inconvénients entraînés par la mise en service des opérations. C'est au vu des prévisions et objectifs explicités dans les avant-projets que les signataires ont pu reconnaître ensemble la validité économique et sociale des opérations.

Sous le pilotage la Société du Grand Paris, les maîtres d'ouvrage organisent conjointement la collecte des informations nécessaires au bilan a posteriori, à établir au plus tard dans les cinq années qui suivent la mise en service. La SGP et la RATP transmettront ce bilan au STIF ainsi qu'à l'Etat et la Région.

14.DIFFUSION DES DONNEES ET PROPRIETE INTELLECTUELLE

Une convention de partenariat concernant la mise à disposition réciproque de données a été conclue entre le STIF, et la SGP, cette convention a été notifiée le 12 janvier 2015. Elle permet ainsi au STIF d'exercer ses missions d'autorité organisatrice.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au contrat de plan Etat-Région Ile de France, tout document présentera les traitements suivants au niveau des partenaires :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, RIF, SGP, MOA
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique

Chaque maître d'ouvrage demeure seul titulaire des droits de propriété intellectuelle sur les études qu'il réalise.

Les études s'entendent des plans, schémas et notes techniques réalisés au cours de l'exécution des travaux sous la maîtrise d'ouvrage de la RATP.

Chaque maître d'ouvrage (SGP et RATP) s'engage à obtenir les droits de PI nécessaires et suffisants pour permettre, le cas échéant, à l'autre maître d'ouvrage d'utiliser les études dans le cadre de ses missions telles que décrites ci-dessous.

Ainsi, chaque maitre d'ouvrage titulaire desdits droits de propriété intellectuelle concède, à titre gratuit, à l'autre maitre d'ouvrage les droits patrimoniaux afférents aux études et aux résultats des études réalisés dans le cadre de la présente convention, dans les conditions suivantes :

- La SGP pourra utiliser les études RATP dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage pour la réalisation des interconnexions des gares de la ligne 15 Sud avec les stations et gares existantes de la RATP.

  Dans ce cadre, la RATP autorise donc la SGP à procéder à toute fixation, adaptation, modification et reproduction des études sur tout type de support existant dans le cadre de sa mission de maître d'ouvrage.

- La RATP pourra utiliser les études de la SGP dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage pour la réalisation des interconnexions des stations existantes de la RATP avec les gares de la ligne 15 Sud.

  Dans ce cadre, la SGP autorise donc la RATP à procéder à toute fixation, adaptation, modification et reproduction des études sur tout type de support existant dans le cadre de ses missions de maître d'ouvrage.

- Chaque maître d'ouvrage s'engage à n'exploiter les études de l'autre Partie que pour ses missions telles que définies ci-dessus et à ne les communiquer qu'à ceux de ses prestataires qui devront nécessairement en avoir connaissance pour l'exécution desdites missions. Chaque maître d'ouvrage devra alors faire signer au préalable aux prestataires concernés un accord de confidentialité préalablement agréé par l'autre partie.

- Chaque maître d'ouvrage est autorisée à intégrer les résultats des études de l'autre maître d'ouvrage, sans l'accord écrit du propriétaire concerné, dans l'ensemble des documents administratifs qui lui seraient demandés par une autorité (ministères, autorité environnementale, STIF,…).

- Ces autorisations sont consenties pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée de 10 ans.

15.CONFIDENTIALITE

Au sens du présent article, l'expression « Informations Confidentielles» recouvre toutes les informations ou données de nature commerciale, financière ou technique, quelle qu'en soit la nature ou la forme (écrite ou orale et notamment tous documents écrits ou imprimés, modèles, disques, DVD, cédéroms et plus généralement toutes formes et modèles susceptibles d'être adoptés), qui seront transmises par la maitrise d'ouvrage au STIF et aux financeurs et dont le STIF et les financeurs auront connaissance dans le cadre de la présente convention.

L'absence de mention confidentielle portée sur les documents ne vaudra en aucun cas dérogation à cette règle.

Seront notamment considérées comme des Informations Confidentielles les informations communiquées par une partie à l'autre sous forme verbale ou visuelle, par exemple lors de comités de suivi ou de réunions de toutes natures, dans le cadre des éventuelles études remises ainsi que lors des contrôles et audits effectués.

Toutefois, ne sera pas considéré comme des Informations Confidentielles, l'avant-projet administratif de la RATP approuvé par le Conseil du STIF.

Les parties s'engagent à ce que, pendant la durée de la présente convention et à l'issue de dix (10) années qui s'ensuivront, les Informations Confidentielles reçues de la maitrise d'ouvrage :

1.- soient traitées avec la même précaution que le STIF et les co-financeurs portent à la préservation de leurs propres Informations Confidentielles ;

2.- ne soient pas utilisées par le STIF dans un cadre autre que ses missions d'Autorité organisatrice sur les projets objets de la présente convention;

3.- Ne soient pas divulguées à des tiers, de quelque manière que ce soit, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la RATP.

4.- Toutefois, par exception, le STIF et les financeurs pourront, dans le cadre de la présente convention, être appelés à solliciter des prestataires et leur communiquer des Informations Confidentielles. La RATP les autorise donc à faire appel à des prestataires dans le cadre strict des missions qui leurs ont été confiées et communiquer à cet effet des Informations Confidentielles, sous réserve d'en avoir préalablement informé la RATP par écrit. Ils s'assureront que ces prestataires s'engagent à signer un accord de confidentialité dont une copie sera envoyée à la RATP.

5.- Conformément à l'article 1120 du code civil, le STIF et les financeurs se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux Informations Confidentielles pour lesquelles le STIF et les financeurs apporteraient la preuve écrite :

1.- qu'elles étaient en leur possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leur soient communiquées par la RATP ;

2.- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la Convention ;

3.- qu'elles ont licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, le STIF et les financeurs ne seront pas soumis à l'obligation de confidentialité prévue au présent article en cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la RATP de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

16.DISPOSITIONS GENERALES

16.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnées à l'article 7 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre la partie à l'initiative de ce changement et les autres Parties et de l'annexe 5.

16.2. Cession

Les Parties ne pourront céder tout ou partie de la convention de financement sans l'accord préalable et écrit de chacune des Parties.

16.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent chacun prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un (1) mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un (1) mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

16.4. Règlement des litiges

Aucune des Parties ne peut soumettre aux tribunaux un différend, né à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la convention de financement, avant l'expiration d'un délai de trois (3) mois suivant la date à laquelle le différend a fait l'objet d'une notification écrite à l'autre partie, sauf si l'application de ce délai faisait obstacle à l'exercice par l'une ou l'autre partie de ses droits à recours.

Ce délai peut être mis à profit en vue de la recherche d'un règlement par voie de conciliation. Dans ce cas, les Parties se mettent d'accord sur le choix d'un conciliateur unique.

Si le litige n'est pas réglé par voie de conciliation, il sera porté devant le tribunal administratif de Paris, nonobstant pluralité de défendeurs ou appel en garantie, même pour les procédures d'urgence ou les procédures en référé.

16.5. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

Elle tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de la CP de la Région approuvant la présente convention et attribuant les subventions afférentes.

Sans préjudice de la durée de conservation des pièces indiquée à l'article 8, la présente convention expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 16, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités des articles 6 et 7.

Et au plus tard 31/12/2027.

16.6. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Elle est signée par toutes les parties et notifiée le / /

Pour l'Etat,	Pour la Région Ile-de-France,	Pour la SGP
Jean-François CARENCO Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	**Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	**Philippe YVIN** Président du Directoire
Pour la RATP,		Pour le STIF,
Elisabeth BORNE Présidente Directrice Générale		**Laurent PROBST** Directeur Général

ANNEXES

Annexe 1 : Calendrier prévisionnel

Annexe 2 : Détail des programmes et coûts complets

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

Annexe 4 : Modalités de désactualisation

Annexe 5 : Organigramme détaillé de l'opération

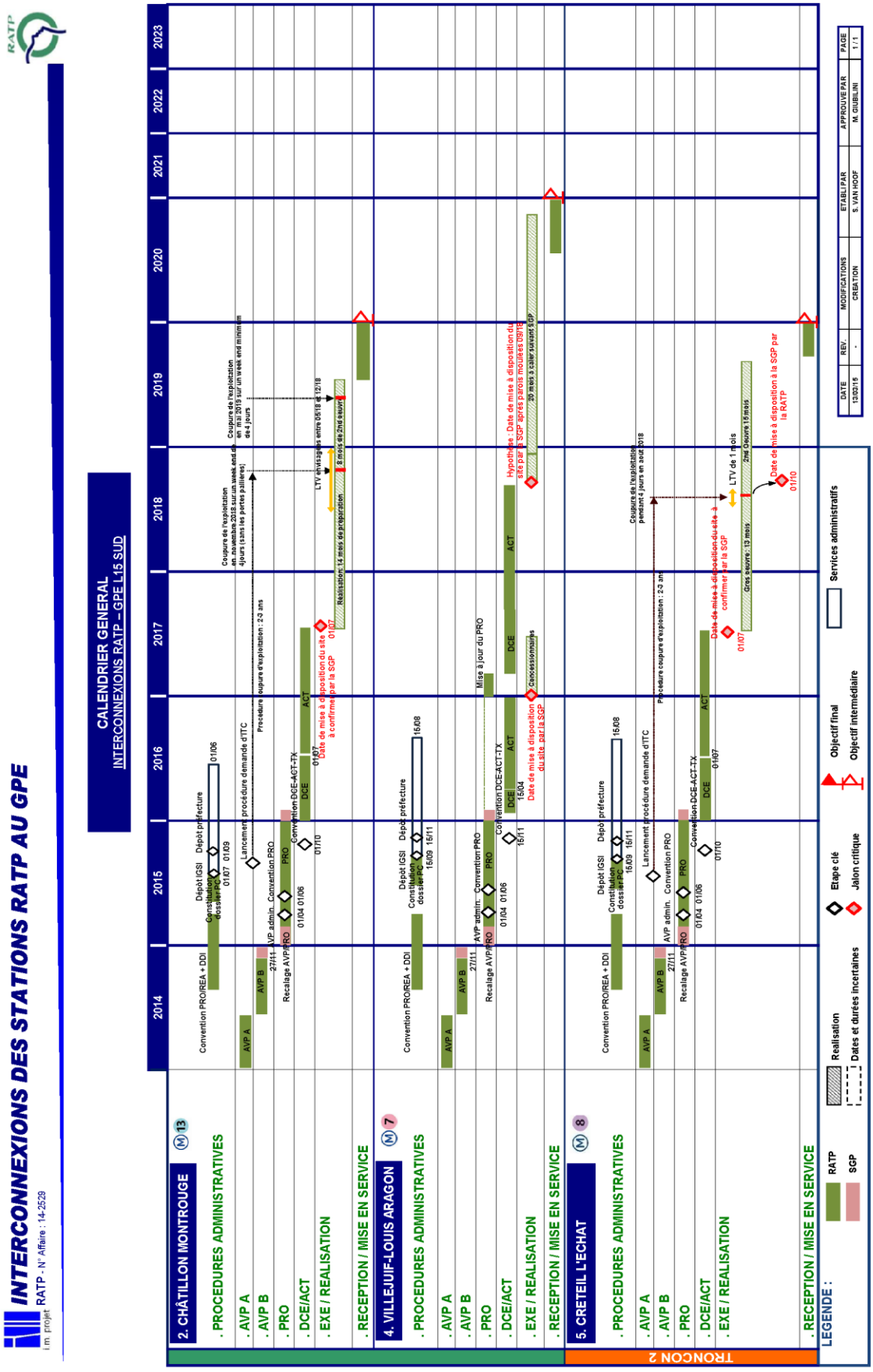
ANNEXE 1 :

Calendrier prévisionnel de réalisation de l'objet de la convention

Le planning figurant ci-dessous, issu de l'AVP de la RATP, est une hypothèse de travail RATP, établi dans l'attente du planning complet de la SGP et sous réserve :

- que les scénarii d'études retenus soient ceux étudiés en AVPb par la RATP,
- de l'obtention de la convention de financement dite « Travaux »
- des délais des procédures administratives et foncières préalables,
- de la libération des emprises par la SGP aux dates prévues par la SGP et d'autres acteurs,
- d'adéquation des plannings de procédures administratives SGP / RATP,
- de validation des Interruptions Temporaires de Circulation (ITC) et des ralentissements par les instances décisionnaires,
- des travaux préalables externes (concessionnaires),
- de la compatibilité des travaux et phasages entre la RATP et la SGP,
- de la mise en place des financements complets,
- des nouvelles exigences environnementales et / ou réglementaires.
- de l'acceptation par les acteurs externes (notamment élus) des conditions et nuisances induites par les chantiers.

Par ailleurs, les engagements réciproques entre la RATP et la SGP seront fixés dans le protocole d'organisation des maitrises d'ouvrage par gare.


INTERCONNEXIONS DES STATIONS RATP AU GPE
i.m. projet
RATP - N° Affaire : 14-2529
CALENDRIER GENERAL
INTERCONNEXIONS RATP – GPE L15 SUD
2014
2015
2016
2017
2018
2019
2020
2021
2022
2023
2. CHÂTILLON MONTROUGE
. PROCEDURES ADMINISTRATIVES
. AVP A
. AVP B
. PRO
. DCE/ACT
. EXE / REALISATION
. RECEPTION / MISE EN SERVICE
4. VILLEJUIF-LOUIS ARAGON
. PROCEDURES ADMINISTRATIVES
. AVP A
. AVP B
. PRO
. DCE/ACT
. EXE / REALISATION
. RECEPTION / MISE EN SERVICE
5. CRETEIL L'ECHAT
. PROCEDURES ADMINISTRATIVES
. AVP A
. AVP B
. PRO
. DCE/ACT
. EXE / REALISATION
. RECEPTION / MISE EN SERVICE
TRONCON 2
LEGENDE :
RATP
SGP
Realisation
Dates et durées incertaines
Etape clé
Jalon critique
Objectif final
Objectif intermédiaire
Services administratifs
DATE
REV.
MODIFICATIONS
ETABLI PAR
APPROUVE PAR
PAGE
13/03/18
.
CREATION
S. VAN HOOF
M. GIUBILINI
1 / 1

ANNEXE 2 :

Détail des programmes et coûts

Le détail des programmes des travaux d'interconnexion est donné dans l'avant-projet administratif RATP « Interconnexions RATP – Grand Paris Express Ligne 15 Sud ». Les tableaux ci-dessous en constituent un extrait qui ne peut être apprécié indépendamment des hypothèses données dans l'avant-projet.

Châtillon Montrouge (M13)

Disciplines	Libellés succincts	PU (k€)
GROS ŒUVRE et SECOND ŒUVRE	Gros œuvre et second œuvre	5 594
ELECTRO-MECANIQUE	2 escaliers mécaniques + 2 grilles de fermeture	592
BASSE TENSION	Travaux d'alimentation électrique, Eclairage de sécurité, coffrets de chantier, modification du Poste d'éclairage forcé	766
COURANTS FAIBLES	Dévoiement des câbles, passerelle, 3ème quai, sonorisation, études, relevé de câbles complémentaires	1 063
TELECOM	Infrastructure réseau, téléphonie, vidéo, dévoiements	157
SYSTEME DE TRANSPORT FERROVIAIRE	Façades de quais, dévoiement de câble, signalization	2 850
CATENAIRE/ TRACTION	Travaux tranchées, remblaiements, dépose et transport des câbles, Matériel et divers	296
VOIE	Voies: préparation de la voie et surveillance quotidienne	236
DESENFUMAGE ET SECURITE INCENDIE	Sécurité Incendie	30
SIGNALETIQUE	Mise à niveau de toute la station y compris signalétique dynamique	260
TRAVAUX COMPLEMENTAIRES	Provision pour coupure d'exploitation et pour évolution du programme d'exploitation ferroviaire Concessionnaires, topographie, compléments géotechniques, Contrôle technique, Contrôle du système de sécurité et incendie, Coordination de la sécurité et protection de la santé, Expert ou organisme qualifié agréé	1 415
SOUS-TOTAL TRAVAUX		13 259
ALEAS et FES	Aléas (15%), Frais d'étude et de surveillance	5 038
TOTAL		18 297

Créteil l'Echat (M8)

Disciplines	Libellés succincts	PU (k€)
GROS ŒUVRE et SECOND ŒUVRE	Gros œuvre et second œuvre	4 388
ELECTRO-MECANIQUE	1 Escalier Mécanique 1 grille de fermeture avec habillage	338
BT	Alimentations nouveaux équipements et ouvrages Adaptation du PEF	833
COURANTS FAIBLES	Travaux sur quais phases préparatoire et définitive Aménagement quai, salle des billets Prestations intellectuelles, Reconnaissance complémentaire câbles	1 834
TELECOM	Extension des Réseaux, téléphonie, vidéo, fibre optique, etc	260
SYSTEME DE TRANSPORT FERROVIAIRE	Signalisation Pilotage automatique + Système d'aide à l'exploitation du Poste de commande et de contrôle centralisé	790
TRACTION	Caniveau, dépose câbles, réactualisation marché, Traction et Matériel divers	139
VOIE	Travaux de voies pendant la coupure et surveillance pour travaux de quais	672
DESENFUMAGE ET SECURITE INCENDIE	Désenfumage	280
	Sécurité Incendie	230
SIGNALETIQUE	Mise à niveau de la station et nouveaux espaces	169
TRAVAUX COMPLEMENTAIRES	Provision pour coupure d'exploitation, provisions traction, Topographie et géotechnique Contrôle technique, contrôle du système de sécurité et incendie, Coordination de la sécurité et protection de la santé, Expert ou organisme qualifié agréé	1 235
SOUS-TOTAL		11 168
ALEAS et FES	Aléas (15%), Frais d'étude et de surveillance	4 116
TOTAL		15 284

Villejuif Louis Aragon (M7)

Disciplines	Libellés succincts	PU (k€)
GROS ŒUVRE et SECOND ŒUVRE	Gros œuvre et second œuvre	5 364
ELECTRO-MECANIQUE	2 escaliers mécaniques + 3 grilles	672
BASSE TENSION	Travaux d'alimentation électrique, distribution	477
COURANTS FAIBLES	Travaux sur quais, Reprise supervision phase provisoire Repose équipements des quais phase définitive, nouvel accès	992
TELECOM	Extension des Réseaux, téléphonie, vidéo, etc.	99
CATENAIRE/ TRACTION	Mesure de mise en sécurité Déviation Sous RD7	280
DESENFUMAGE ET SECURITE INCENDIE	Sécurité incendie	50
SIGNALETIQUE	Mise à niveau de toute la station	100
TRAVAUX COMPLEMENTAIRES	Provisions Impacts sur l'exploitation (gare routière, voirie bus) Concessionnaires, Topographie, compléments géotechniques, ... Contrôle technique, contrôle du système de sécurité et incendie, Coordination de la sécurité et protection de la santé	1 178
SOUS-TOTAL TRAVAUX		9212
ALEAS et FES	Aléas (15%), Frais d'étude et de surveillance	3 501
TOTAL		12 713

ANNEXE 3

- **Echéancier prévisionnel des autorisations de programme**
- **et des dépenses**

- **2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS**

- **ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE**

M€ HT Courants conventionnels	2016	Total
Etat	2,383	2,383
Région	4,772	4,772
SGP	3,182	3,182
Total	**12,72***	**12,72***

- *dont financement RATP
-
-

- **2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES**

- **ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND**

Station Châtillon Montrouge

k€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat	90	275	490	353	160	40	1408
Région	180	550	981	706	321	80	2818
SGP	122	374	667	480	218	54	1915
RATP	90	275	490	353	160	40	1408
Total	**482**	**1474**	**2628**	**1892**	**859**	**214**	**7549**

Station Créteil l'Echat

k€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat	50	153	273	196	89	22	783
Région	100	306	546	393	178	44	1567
SGP	64	196	350	252	114	28	1004
RATP	50	153	273	196	89	22	783
Total	**264**	**808**	**1442**	**1037**	**470**	**116**	**4137**

Station Villejuif Louis Aragon

k€ HT Courants conventionnels	2016	2017	2018	2019	2020	2021	TOTAL
Etat	6	15	28	63	62	18	192
Région	12	31	57	125	125	37	387
SGP	8	21	39	85	85	25	263
RATP	6	15	28	63	62	18	192
Total	**32**	**82**	**152**	**336**	**334**	**98**	**1034**

ANNEXE 4

Modalités de desactualisation des appels de fonds

1) Définitions

Montant appelé au cumul de la présente situation en Euros Constants : MCSCE2014

Montant appelé au cumul de la situation s-1 en Euros Constants : MCS-1CE2014

Montant appelé au titre de la présente situation en Euros Constants : MSCE2014

Montant d'une dépense comptabilisée entre la précédente et l'actuelle situation en Euros Courants : MPCC

Dernier indice TP01 connu au moment de la comptabilisation de la dépense : TP01P

Indice TP01 de janvier 2014 : TP012014

2) Modalités de calcul

Afin d'effectuer un suivi des montants versés par rapport à l'enveloppe prévisionnelle des dépenses financées par la Société du Grand Paris et appréciée en Euros aux conditions économiques de janvier 2014, les montants comptabilisés par la RATP et au titre desquels sont appelés les fonds de la situation en cours fera l'objet d'une désactualisation selon les modalités suivantes.

$\sum$(MPCC x TP01P / TP012014) = MSCE2014

MCS-1CE2014 + MSCE2014 = MCSCE2014

L'appel de fonds de la présente situation ne pourra faire que MCSCE2014 soit supérieur à 95% du montant du financement prévu au titre de cette convention en Euros aux conditions économiques de janvier 2014 avant le solde de celle-ci. Si les dépenses réelles engagées après désactualisation des montants selon ces modalités s'avèrent supérieures au coût prévisionnel, un ajustement du montant financé devra être mobilisé selon les modalités de l'article 9.

ANNEXE 5

Organigramme nominatif détaillé

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE RATP

Maître d'ouvrage :
Vincent Geffroy
Responsable unité maîtrise d'ouvrage
Infrastructures de transport et espaces voyageurs

STIF

Direction des Projets d'Investissements
Division Appui aux Projets d'Investissement
Arnaud Zimmermann
Chef de division API
01 53 59 14 02
arnaud.zimmermann@stif.info

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-384

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Recensement de 1994 à 2008 des reversements des aides régionales au titre de l'amélioration des services de transports en commun routiers

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des marchés publics ;
VU L'arrêt n°13PA03172 de la Cour Administrative d'appel de Paris du 27 novembre 2015
VU La décision de la Commission Européenne n° SA.6763 du 11 mars 2014
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU L'avis de la Commission des Transports ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;
VU Le rapport CP 16-384 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide d'affecter une autorisation d'engagement d'un montant de 120 000 € TTC prélevé sur le chapitre 938 « transport », code fonctionnel 80 « Services communs », programme HP 80-001 « Etudes générales », action 18000101 « Etudes générales, expérimentation et innovations » du budget 2016 à l'opération suivante :

- Expertise économique et juridique pour la restitution des aides régionales au transport routier de voyageurs.

Localisation : Région Ile-de-France

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 21/09/2016
- Date de réception en préfecture: 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-389

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LA CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE « TRANSPORTS »
CONTRAT DE PLAN ETAT- REGION
AMENAGEMENT DES INFRASTRUCTURES DE VOIRIE NATIONALE
DEUXIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret en Conseil d'Etat n° 2013-1241 du 27 décembre 2013 portant approbation du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) ;
VU La délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 relative au Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan Régional pour une Mobilité Durable (PRMD) ;
VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le CPER 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CP 12-902 du 21 novembre 2012 approuvant le protocole Etat-Région portant sur l'aménagement des infrastructures routières nationales ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-389 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n° 1: PR 818-015 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus »

Décide de participer au financement des projets « réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'A12 » et « A3 création d'une voie dédiée aux bus et aux taxis » détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat de deux fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de 4 850 000 €.

Bénéficiaire	Opérations	Localisation	Action (481015011)
SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL	Réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'A12	Entre les communes de Saint-Cyr-l'Ecole et Bailly	3 600 000 €
STIF SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL	Réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'A12	Entre Romainville et Paris	1 250 000 €

Affecte une autorisation de programme de 4 850 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 818 « autres transports en commun » - programme PR 818-015 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus » - Action 481015011 « Développement et amélioration des sites propres pour autobus » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ces fonds de concours à la signature des conventions de financement, jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente à les signer.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 11 « Nouveau Grand Paris »
- Action 112 « Développement du réseau »

Article n°2 : PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale »

Décide de participer au financement du projet relatif à la RN6 réaménagement de la tête de pont de Villeneuve-Saint-Georges détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de 1 650 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 1 650 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - programme PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale» - Action 482001031 « Traitement des points de congestion » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention de financement, jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 13 « Opérations sur le réseau routier »
- Action 132 « Opérations de traitement des points de congestion et d'amélioration du fonctionnement du réseau structurant »

Article n°3 : PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale »

Décide de participer au financement du projet relatif au contournement de Roissy détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de 1 200 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 1 200 000 € disponible sur le chapitre 908 « Transport » - code fonctionnel 821 « voirie nationale » - programme PR 821-001 « Aménagement des infrastructures de voirie nationale» - Action 482001021 « Rocades » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention de financement, jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »

- Sous-volet 13 « Opérations sur le réseau routier »
- Action 131 « Opérations d'optimisation des caractéristiques du réseau routier structurant »

Article n°4 : PR 77-001 « Réseau routier »

Décide de participer au financement du projet « A6 qualité des protections phoniques entre Wissous et Evry » détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution à l'Etat d'un fonds de concours d'un montant maximum prévisionnel de 265 000 €.

Affecte une autorisation de programme de 265 000 € disponible sur le chapitre 907 « Environnement » - code fonctionnel 77 « environnement des infrastructures de transport » - programme PR 77-001 « Réseau routier » - action 477001011 « Protection contre le bruit » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de ce fonds de concours à la signature de la convention de financement, jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la présidente à la signer.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 « Mobilité multimodale »
- Sous-volet 12 « Opérations multimodales hors nouveau Grand Paris »
- Action 121 « Etudes et interventions générales »

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008722	Budget	2016

Chapitre	**907 - Environnement**
Code fonctionnel	**77 - Environnement des infrastructures de transport**
Programme	**477001 - Réseau routier**
Action	**477001011 - Protection contre le bruit**

Dispositif : N° 00000336 - Environnement des infrastructures routières nationales

Dossier	16007373 - A6 QUALITE PROTECTIONS PHONIQUES ENTRE WISSOUS ET EVRY DANS L'ESSONNE			
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/A6 Qualité - Protections phoniques - Hors CPRD			
Montant total	265 000,00 €		Code nature	204112
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
345 052,08 €	TTC	76,8 %	265 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000336 - Environnement des infrastructures routières nationales	265 000,00 €

Total sur l'imputation 907 - 77 - 477001 - 477001011	265 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**818 - Autres transports en commun**
Programme	**481015 - Développement et amélioration des sites propres pour autobus**
Action	**481015011 - Développement et amélioration des sites propres pour autobus**

Dispositif : N° 00000742 - Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre

Dossier	16011559 - REALISATION D'UNE VOIE DEDIEE AUX BUS SUR L'A12			
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Voies de bus sur réseau structurant - Hors CPRD			
Montant total	3 600 000,00 €		Code nature	204112
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 200 000,00 €	TTC	50 %	3 600 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008722	Budget	2016

Dossier	16011750 - A3 CREATION D'UNE VOIE DEDIEE AUX BUS ET AUX TAXIS(93)			
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Voies de bus sur réseau structurant - Hors CPRD			
Montant total	1 250 000,00 €		Code nature	204112
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500 000,00 €	TTC	50 %	1 250 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000742 - Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	4 850 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 818 - 481015 - 481015011	4 850 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**821 - Voirie nationale**
Programme	**482001 - Aménagement des infrastructures de voirie nationale**
Action	**482001021 - Rocades (A86, Francilienne)**

Dispositif : N° 00000334 - Aménagements de voirie nationale

Dossier	16012816 - CONTOURNEMENT EST DE ROISSY			
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL			
Localisation	EPIAIS-LES-LOUVRES			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/A104 - Contournement Est de Roissy - Hors CPRD			
Montant total	1 200 000,00 €		Code nature	204113
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 400 000,00 €	TTC	50 %	1 200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000334 - Aménagements de voirie nationale	1 200 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 821 - 482001 - 482001021	1 200 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**821 - Voirie nationale**
Programme	**482001 - Aménagement des infrastructures de voirie nationale**
Action	**482001031 - Traitement des points de congestion**

Dispositif : N° 00000334 - Aménagements de voirie nationale

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008722	Budget	2016

Dossier	16011467 - RN6 REAMENAGEMENT DE LA TETE DE PONT DE VILLENEUVE SAINT GEORGES (94)				
Bénéficiaire	P0020134 - SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL				
Localisation	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES				
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/RN6 - Réaménagement du pôle gare et de la tête de pont de Villeneuve-Saint-Georges - Hors CPRD				
Montant total	1 650 000,00 €			Code nature	204113
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 450 000,00 €	TTC		47,83 %	1 650 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000334 - Aménagements de voirie nationale	1 650 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 821 - 482001 - 482001031	1 650 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011559

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REALISATION D'UNE VOIE DEDIEE AUX BUS SUR L'A12

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	7 200 000,00 €	50,00 %	3 600 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 600 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-818-204112-481015-200
481015011- Développement et amélioration des sites propres pour autobus

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre

Objet du projet : réalisation d'une voie dédiée aux bus et aux taxis sur l'autoroute A12 entre les communes de Saint- Cyr-l'Ecole et Bailly

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La présente opération consiste à créer une voie dédiée aux bus et aux taxis sur l'autoroute A12 dans le sens Province-Paris et à installer les équipements nécessaires au bon fonctionnement de cette voie afin de répondre aux fortes demandes en déplacement et favoriser le transport multimodal.

Cette voie dédiée aux bus permettra d'éviter les zones congestionnées, et ainsi d'obtenir un gain de temps moyen d'environ 3 minutes pour les usagers des transports en commun à comparer au temps de trajet moyen actuel de 8 minutes (16 minutes maximum), et de gagner en régularité.

Description :
La zone d'étude pour ce projet de création d'une voie bus sur l'autoroute A12 dans le sens Province-Paris

s'étend depuis l'insertion de la RN12 jusqu'au divergent vers A13.
L'aménagement projeté sera donc constitué d'une voie dédiée aux bus sur la bande d'arrêt d'urgence d'une longueur de 3 575 m suivie d'une voie d'entrecroisement de 300 m.
La vitesse d'exploitation de cette voie sera limitée à 70 km/h. Les autres de voies de circulation auront une vitesse limite de 110 km/h au droit de l'aménagement, pour répondre à la demande d'harmonisation des vitesses en Île-de-France.
La création de cette voie sur l'espace de la bande d'arrêt d'urgence nécessite l'ouverture de la 4ème voie à gauche actuellement neutralisée en amont des bretelles vers l'A13, ainsi qu'un élargissement de la plateforme par le terre plein central pour permettre la création d'une voie dédiée d'une largeur de 3,50 m sur la totalité du linéaire. Des travaux de chaussée, associés à la création de la voie, sont nécessaires dans le cadre de cet aménagement.
La signalisation de l'autoroute A12 sur la section de cet aménagement sera reprise, tout comme le réseau d'assainissement, et les dispositifs de sécurité seront remis aux normes.
Afin d'assurer un contrôle vidéo de cette voie sur l'ensemble de l'axe, l'installation d'un système de vidéo est inscrite au projet.
En fin de voie dédiée, les bus empruntent les bretelles de sortie vers l'autoroute A13, direction Rouen ou direction Paris. La bretelle permettant de rejoindre Paris est située sur un talus fragilisé.
L'aménagement envisagé sur cette bretelle nécessite le confortement de ce talus. Des travaux de géotechnique ont été inclus à cette opération et seront à réaliser préalablement à la création de la voie dédiée proprement dite.

Intérêt régional :
Cette opération est inscrite au volet mobilité multimodale du CPER 2015-2020. L'aménagement d'une voie dédiée aux bus sur l'A12 est identifiée conjoitement par l'Etat, la Région et le Stif comme corridor prioritaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des lignes de bus et les automobilistes empruntant l'A12 sur ce tronçon

Localisation géographique :
- SAINT-CYR-L'ECOLE
- BAILLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Voies de bus sur réseau structurant

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation d'une voie bus sur l'A12	7 200 000,00	100,00%
Total	7 200 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	3 600 000,00	50,00%
Etat	3 600 000,00	50,00%
Total	7 200 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 880 000,00 €
2018	720 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aménagements de voirie nationale	30 000 000,00 €
2013	Environnement des infrastructures routières nationales	4 640 805,25 €
2013	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	2 500 000,00 €
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
2016	Aménagements de voirie nationale	21 200 000,00 €
	Montant total	115 990 805,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011750

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : A3 CREATION D'UNE VOIE DEDIEE AUX BUS ET AUX TAXIS(93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	2 500 000,00 €	50,00 %	1 250 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 250 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-818-204112-481015-200
481015011- Développement et amélioration des sites propres pour autobus

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre

Objet du projet : réalisation d'une voie dédiée aux bus et aux taxis sur l'autoroute A3 entre Romainville et Paris

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'opération consiste en la réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'A3 entre Romainville et Paris, Porte de Bagnolet. Elle s'inscrit dans le cadre du développement de l'usage multimodal des voiries autoroutières afin de diminuer la part des véhicules particuliers dans les déplacements en Île-de-France.
A ce titre, elle est inscrite au CPER 2015-2020.

Description :
L'opération de « Réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'autoroute A3 » sera réalisée en deux phases. La présente affectation ne porte que sur la phase 1. La phase 2 fera l'objet d'études et d'affectations

ultérieures.
La phase 1 de l'opération porte sur la section des deux derniers kilomètres de l'autoroute A3 dans le sens province-Paris .

Les travaux à réaliser sont les suivants :
- la création d'une voie dédiée aux bus sur les deux derniers kilomètres de l'autoroute A3 ;
- la mise en place d'une signalisation verticale statique pour signaler avertir les usagers ;
- la mise en place du réseau SIRIUS (comptages des bus et vidéosurveillance) nécessaire au fonctionnement de la voie ;

Le début des travaux est prévu début 2017. La mise en service de la voie bus est prévue au 3ème trimestre 2017.

Intérêt régional :
Cette opération est inscrite au volet mobilité multimodale du CPER 2015-2020. L'aménagement d'une voie dédiée aux bus sur l'A3 est identifié conjointement par l'Etat, la Région et le Stif comme corridor prioritaire.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des lignes de bus empruntant l'A3 dans le sens province-Paris.

Localisation géographique :
- BAGNOLET
- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Voies de bus sur réseau structurant

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagement de la voie bus sur l'A3	2 500 000,00	100,00%
Total	2 500 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 250 000,00	50,00%
Etat	1 250 000,00	50,00%
Total	2 500 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000 000,00 €
2018	250 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aménagements de voirie nationale	30 000 000,00 €
2013	Environnement des infrastructures routières nationales	4 640 805,25 €
2013	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	2 500 000,00 €
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
	Montant total	94 790 805,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011467

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RN6 REAMENAGEMENT DE LA TETE DE PONT DE VILLENEUVE SAINT GEORGES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aménagements de voirie nationale	3 450 000,00 €	47,83 %	1 650 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 650 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-821-204113-482001-200
482001031- Traitement des points de congestion

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aménagements de voirie nationale

Objet du projet : réaménagement de la tête de pont de Villeneuve- Saint-Georges (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La RN6, dans le secteur du pont de Villeneuve-Saint-Georges, connaît des niveaux de trafic extrêmement importants, provoquant une forte congestion du réseau routier, jusqu'à saturation en heures de pointe.
Le pont de Villeneuve-Saint-Georges est le seul qui permette de franchir la Seine sur près de 12 km. Il est également un point de passage important pour les usagers de la gare située à moins de 300 mètres au nord de la tête de pont, le long de la RN6.
La situation fait apparaître que :
- Le réseau est saturé, tout particulièrement au niveau du "tourne à gauche" des usagers de la RN6 en provenance du sud;
- La cohabitation des différents modes de transport (voitures, bus, poids lourds) est difficile;
- Les remontées de file très importantes gênent la circulation sur la RN6 et dans tout Villeneuve-Saint-Georges
- Les traversées piétonnes sont dangereuses et désordonnées, surtout au niveau de la gare.

Les objectifs de l'aménagement sont les suivants :
- Réorganiser et fluidifier la circulation dans cette zone contrainte
- Améliorer l'intégration de la RN6 dans le contexte urbain
- Renforcer la sécurité des usagers du pôle multimodal
- Faciliter la desserte de la gare SNCF par les bus

Description :
Les aménagements proposés sont localisés :
- Au niveau de la tête de pont, entre la RN6 et la RD136
- Sur la place Sémard
- Au carrefour RN6 / Avenue de Melun

Place Pierre Sémard :
-Aménagement d'un giratoire pour faciliter les demi-tours des bus et les accès des usagers au pont dès lors que le "tourne à gauche" actuel sera supprimé;
- Création de traversées piétonnes sécurisées face à la gare de Villeneuve-Saint-Georges;
-Dans le sens nord-sud : création d'une troisième voie pour tourner à droite, accéder au pont vers Villeneuve-le-Roi.

Au niveau de la tête de pont : fermeture réversible du tourne-à-gauche dans le sens sud-nord en direction de Villeneuve-le-Roi. Cette configuration sera définitive si le retour d'expérience est positif et que les gains de temps attendus (15 minutes et plus gagnées pour les déplacements en provenance du sud vers Villeneuve-le-Roi).

Carrefour RN6 / Avenue de Melun : allongement de la voie de stockage
pour tourner à gauche

Le Stif participe au financement de la sécurisation des traversées piétonnes et de la pacification de la voirie au titre du Pôle Gare de Villeneuve- Saint- Georges à hauteur de 150 000 €.

Intérêt régional :
Le réaménagement de la tête de pont de Villeneuve- Saint- Georges est inscrit dans les opérations de traitement des points de congestion et d'amélioration du fonctionnement du réseau structurant du CPER 2015-2020 (financement à parité Etat/Région).

Public(s) cible(s) :
Tous les usagers empruntant la RN6 à Villeneuve- Saint-Georges. Les riverains du fait de la diminution de la congestion.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/RN6 - Réaménagement du pôle gare et de la tête de pont de Villeneuve-Saint-Georges

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement RN6 Villeneuve- St- Georges	3 450 000,00	100,00%
Total	3 450 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 650 000,00	47,83%
Etat	1 650 000,00	47,83%
Stif	150 000,00	4,35%
Total	3 450 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 150 000,00 €
2018	500 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aménagements de voirie nationale	30 000 000,00 €
2013	Environnement des infrastructures routières nationales	4 640 805,25 €
2013	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	2 500 000,00 €
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
2016	Aménagements de voirie nationale	21 200 000,00 €
	Montant total	115 990 805,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012816

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONTOURNEMENT EST DE ROISSY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aménagements de voirie nationale	2 400 000,00 €	50,00 %	1 200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-821-204113-482001-200
482001021- Rocades (A86, Francilienne)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aménagements de voirie nationale

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'opération de contournement Est de Roissy par la Francilienne a deux objectifs :
- assurer le bouclage de la Francilienne (A104) entre la RN2 dans le département de Seine et Marne et la RN104 dans le département du Val d'Oise, au niveau de l'échangeur avec l'A1
- créer un accès Est à la plateforme aéroportuaire de Roissy afin de décharger l'accès principal par l'A1 et d'améliorer la desserte des nouveaux aérogares situés à l'est de l'aéroport.

Description :
L'opération, déclarée d'utilité publique en 2003, consiste à créer une liaison à 2x2 voies entre l'autoroute A1 et l'échangeur RN2/RD212. Elle s'accompagne de l'aménagement d'un échangeur d'accès à l'Est de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, d'un diffuseur au Sud de la commune du Mesnil-Amelot et de l'échangeur A1/RN104 au Nord de l'aéroport.
Dans le cadre de cette opération, la RD212 est recréée, parallèlement à la liaison nouvelle, afin de favoriser les fonctions de desserte secondaire.

La présente fiche projet porte sur la réalisation de travaux préliminaires correspondant à la Phase « Dévoiement du réseau SMCA » qui consiste à dévoyer la canalisation assurant l'alimentation en carburant de l'aéroport de Roissy-CDG .
Elle couvre les études, les procédures réglementaires à mettre en œuvre et les travaux nécessaires à ce dévoiement.

Les réseaux de la Société SMCA alimentent la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaule en carburéacteur depuis 1974. Ils sont constitués de deux canalisations posées en 1972 depuis le dépôt jusqu'au Terminal 1 de CDG. Elles cheminent en parallèle et croisent la future francilienne perpendiculairement.
Ce dévoiement est un préalable à la réalisation du Contournement Est de Roissy.

Pour permettre la construction du contournement Est de Roissy, et de ses aménagements annexes (rétablissements routiers, giratoires, bassin de rétention, etc.), la SMCA, à la demande de l'Etat, est amenée à dévier en un point, sur la commune d'EPIAIS-LES-LOUVRES, ses deux canalisations et leurs accessoires.
L'intervention à réaliser consiste notamment à :

- dévier les 2 canalisations sur 240 m environ, les raccorder et les mettre en produit après avoir reconfiguré les installations ;
- protéger les canalisations déviées et renforcer la protection cathodique des ouvrages ;
- réaliser d'un puits d'accès ;
- déposer les tronçons des canalisations mis hors service ;
- en cas de présence d'amiante dans les revêtements extérieurs, faire traiter les canalisations par des entreprises agréées selon les procédures ad hoc,...

Intérêt régional :
Le contournement Est de Roissy par l'aménagement de la Francilienne entre la RN2 et l'A1 l'une des deux opérations de rocade essentielles pour les déplacements en grande couronne et pour écouler le trafic de transit provenant de l'est particulièrement dense en Ile de France, vers la plateforme aéroportuaire de Roissy. Il figure à ce titre au SDRIF et au PDUIF.

L'opération est inscrite au CPER 2015-2020 pour un montant total de 89.6 M€ avec un cofinancement global à parité Etat-Région de 36.5 M€ et de 16.6 M€ par d'autres financeurs qui interviendont sur les phases suivantes du projet.

Localisation géographique :

- EPIAIS-LES-LOUVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/A104 - Contournement Est de Roissy

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dévoiement du réseau SMCA	2 400 000,00	100,00%
Total	2 400 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	1 200 000,00	50,00%
Etat	1 200 000,00	50,00%
Total	2 400 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	250 000,00 €
2018	800 000,00 €
2019	150 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aménagements de voirie nationale	30 000 000,00 €
2013	Environnement des infrastructures routières nationales	4 640 805,25 €
2013	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	2 500 000,00 €
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
2016	Aménagements de voirie nationale	21 200 000,00 €
	Montant total	115 990 805,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007373

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : A6 QUALITE PROTECTIONS PHONIQUES ENTRE WISSOUS ET EVRY DANS L'ESSONNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Environnement des infrastructures routières nationales	345 052,08 €	76,80 %	265 000,00 €
	Montant Total de la subvention		265 000,00 €

Imputation budgétaire : 907-77-204112-477001-200
477001011- Protection contre le bruit

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECRETARIAT GENERAL DU MEDDTL
Adresse administrative : GRANDE ARCHE
92055 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Service Central D'un Ministère
Représentant :

N° SIRET : 12006602200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Environnement des infrastructures routières nationales

Objet du projet : l'opération A6 qualité : Protections phoniques en Essonne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'opération A6 Qualité a pour objectif de réaliser des écrans anti-bruit et des isolations de façades à Chilly-Mazarin, Epinay- sur- Orge, Savigny -sur- Orge, Longjumeau, Morangis, Morsang sur Orge, Viry Châtillon et Wissous.

La Région participe ainsi au financement du traitement des points noirs du bruit existants et liés aux infrastructures routières franciliennes dans le cadre du CPER 2015-2020.

Description :
Pour des questions de financement, l'opération a été scindée en deux groupes.

Le premier groupe d'écrans a déjà été financé et réalisé. Il concernait les communes de Chilly-Mazarin (Parc de Chilly, la Fontaine Augère), Savigny-sur-Orge (clair village) et Epinay sur Orge

(Sillery/Charaintru).

Le second groupe concerne l'implantation d'écrans complétée par des isolations de façades sur les communes de Wissous (La voie de Beuze, les Glaises, et Bas de Fresnes), Savigny-sur-Orge (zone pavillonaire), Epinay sur Orge (Petit Vaux), Longjumeau (Les Hauts de Gravigny). Le projet intègre aussi des aménagements paysagers visant à l'intégration paysagère de ces murs et à la meilleure intégration de l'A6 dans son environnement.

Les protections prévues dans le cadre de ce second groupe d'aménagements permettront de protéger 773 logements et environ 2 100 habitants.

Les travaux des sites suivants sont terminés : Les Hauts de Gravigny (commune de Longjumeau), La Voie de Beuze (commune de Wissous), Les Glaises et Bas de Fresnes (commune de Wissous). Seul l'entretien des aménagements paysagers relatifs à ces sites doit se poursuivre jusque fin 2018.
Les travaux de la Zone Pavillonnaire sont en cours et devraient se terminer d'ici fin 2016. Seul l'entretien des aménagements paysagers relatifs à ce site se poursuivra jusque fin 2019.
Outre la réalisation des travaux d'isolations de façades à faire en 2018 et 2019, il reste à réaliser pour ce second groupe les travaux du site de Petit Vaux (commune d'Epinay-sur-Orge) courant 2017.

La nouvelle affectation de la Région, présentée dans le cadre de ce rapport, permettra d'engager les travaux suivants :
- achèvement des écrans et des aménagements paysagers en cours
- réalisation des écrans de Petit Vaux
- réalisation des isolations de façade

Intérêt régional :
Améliorer le cadre de vie des Franciliens vivant dans les zones de bruit critique prioritaires, telles que définies dans la délibération cadre CR82-11, en accompagnant les opérations de rattrapage des PNB.

Cette opération est inscrite au CPER 2015-2020 dans le volet Etudes et interventions générales pour un montant total de 5.6M€ avec une répartition de 1.3M€ pour l'Etat et 4.3 M€ pour la Région.

La présente fiche concerne une première affectation de 265 000 € et donnera lieu à des affectations ultérieures en fonction de l'état d'avancement du projet.

Public(s) cible(s) :
Les riverains de l'A6 entre Wissous et Evry

Localisation géographique :
- EPINAY-SUR-ORGE
- LONGJUMEAU
- WISSOUS
- SAVIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/A6 Qualité - Protections phoniques

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation de protections phoniques de l'A6	345 052,08	100,00%
Total	345 052,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	265 000,00	76,80%
Etat	80 052,08	23,20%
Total	345 052,08	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	265 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aménagements de voirie nationale	30 000 000,00 €
2013	Environnement des infrastructures routières nationales	4 640 805,25 €
2013	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	2 500 000,00 €
2014	Aménagements de voirie nationale	5 000 000,00 €
2014	Soutien aux réalisations de voies réservées sur autoroutes & voies rapides	1 600 000,00 €
2015	Aménagements de voirie nationale	38 800 000,00 €
2015	Environnement des infrastructures routières nationales	4 500 000,00 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	5 750 000,00 €
	Montant total	94 790 805,25 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS

Convention de financement relative à la réalisation d'une voie bus sur l'autoroute A12 sur les communes de Saint-Cyr-l'Ecole et Bailly

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

ET

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et agissant en application de la délibération n° CP …….. du …….. 2016.

Vu la délibération n° CR 33-10 du Conseil Régional Île-de-France en date du 17 juin 2010 approuvant son règlement budgétaire et financier,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'opération consiste en la réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'A12 entre la RN12 et l'autoroute A13, sur les communes de Saint-Cyr-l'Ecole et Bailly.

Elle s'inscrit dans le cadre du développement de l'usage multimodal des voiries autoroutières afin de diminuer la part des véhicules particuliers dans les déplacements en Île-de-France et figure au CPER 2015-2020.

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'autoroute A12 sur une distance de 3875 m, qui débutera après les protections phoniques présentes sur l'A12 et se terminera par une voie d'entrecroisement sur la bretelle d'accès à l'autoroute A13, direction Paris.

ARTICLE 2 : Description générale des travaux

L'aménagement de cette infrastructure porte sur l'implantation dans le sens Province-Paris d'une voie dédiée aux bus à droite des voies de circulation sur l'espace BAU actuel (Bande d'Arrêt d'Urgence) selon le profil en travers de la plate-forme suivant :

➢ 4 voies de circulation + une voie dédiée sur la première partie du linéaire, du PR 4+115 au PR 2+090 ;

➢ 3 voies de circulation + 1 voie dédiée sur la seconde partie du linéaire, soit après le rabattement de 4 à 3 voies (actuellement situé entre les PR 4+550 et 4+240) qui sera déplacé de 2 500 m en aval (entre les PR 2+090 et 1+780).

L'aménagement projeté sera donc constitué d'une voie dédiée aux bus sur l'espace BAU d'une longueur de 3 575 m suivie d'une voie d'entrecroisement de 300 m.

La vitesse d'exploitation de cette voie sera limitée à 70 km/h. Les autres de voies de circulation auront une vitesse limite de 110 km/h au droit de l'aménagement, pour répondre à la demande d'harmonisation des vitesses en Île-de-France.

La création de cette voie sur l'espace BAU nécessite l'ouverture de la 4ème voie à gauche actuellement neutralisée en amont des bretelles vers l'A13, ainsi qu'un élargissement de la plateforme par le Terre-Plein Central (TPC) pour permettre la création d'une voie dédiée d'une largeur de 3,50 m sur la totalité du linéaire. Des travaux de chaussée, associés à la création de la voie, sont nécessaires dans le cadre de cet aménagement.

La signalisation de l'autoroute A12 sur la section de cet aménagement sera reprise, tout comme le réseau d'assainissement, et les dispositifs de sécurité seront remis aux normes.

Afin d'assurer un contrôle vidéo de cette voie sur l'ensemble de l'axe, l'installation d'un système de vidéo est inscrite au projet.

En fin de voie dédiée, les bus empruntent les bretelles de sortie vers l'autoroute A13, direction Rouen ou direction Paris. La bretelle permettant de rejoindre Paris est située sur un talus fragilisé. L'aménagement envisagé sur cette bretelle nécessite le confortement de ce talus. Des travaux de géotechnique ont été inclus à cette opération et seront à réaliser préalablement à la création de la voie dédiée proprement dite.

Les travaux à réaliser dans le cadre du projet concernent :
- les élargissements de la plateforme et les travaux de chaussée devant permettre de créer un profil à 4 voies + une voie dédiée aux bus dans le sens Province → Paris ;
- une refonte de la signalisation ;
- la remise aux normes des dispositifs de sécurité ;
- les adaptations à apporter au réseau d'assainissement ;
- l'installation d'un système de vidéo permettant de visualiser l'ensemble de l'axe.

ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est maître d'ouvrage de ladite opération. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et/ou travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La Région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses

Le coût de l'opération décrite à l'article 2 est estimé à un montant de 7 200 000 € TTC.

ARTICLE 5 : Foncier

Sans objet

ARTICLE 6 : Dispositions financières

6.1 : Principe de financement

Le montant de l'opération prise en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) s'élève à 7 200 000 € TTC.

La Région Île-de-France s'engage à financer ce projet à un taux de 50 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 3 600 000 €

6.2 : Versement du fonds de concours

6.2.1 : Fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception prévoyant un échéancier prévisionnel de versement, défini ainsi comme suit :

40 % au premier trimestre 2017
40 % à la notification de l'OS de démarrage des travaux principaux
20% en 2018

Cet échéancier est révisé en fonction de l'avancement réel de l'opération. Les acomptes sont payés au vu des titres de perception, éventuellement révisés.

Le versement du solde de l'opération est conditionné à la production d'un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux, qui ne pourra être remis plus de 3 ans après la mise en place des aménagements.

6.2.2 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution du fonds de concours, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ledit fonds de concours devient caduc et il est annulé.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

6.2.3 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région d'Île-de-France.

6.2.4 : Révision du montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement régional indiqué à l'article 6.1 constitue un plafond. En l'absence d'avenant, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage de l'opération.

Cependant, afin d'actualiser le coût définitif de l'opération validé à l'issue des études, un avenant à la présente convention pourra être signé au moment de la décision ministérielle, avec l'accord des parties.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 6.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 7 : Délai et calendrier de réalisation

La notification des premiers marchés de travaux est prévue au premier trimestre 2017.

Le démarrage des travaux est prévu au 2ème trimestre 2017 pour une durée de 4 mois.

ARTICLE 8 : Obligations administratives et comptables

La Région Île-de-France s'engage à informer l'État des opérations qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- Tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 9 : Réception des ouvrages

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la Région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

ARTICLE 10 : Date d'effet – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification au bénéficiaire par la Région Île-de-France. Elle prend fin lors du versement du solde du fonds de concours ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.2.2 de la présente convention.

ARTICLE 11 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action co-financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région Île-de-France à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, …), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Île-de-France est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la Région Île-de-France à hauteur de 50 %* ».

ARTICLE 12 : Restitution du fonds de concours

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à leur objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées,
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la Région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 14 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Les avenants de la convention doivent être approuvés par la commission permanente de la Région Île-de-France

ARTICLE 15 : Règlement des litiges

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, le

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie PECRESSE	Le Préfet de la Région Île-de-France Préfet de Paris Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Jean-François CARENCO

Convention de financement relative à la réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'autoroute A3

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

ET

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et agissant en application de la délibération n° CP …….. du …….. 2016.

Vu la délibération n° CR 33-10 du Conseil Régional Île-de-France en date du 17 juin 2010 approuvant son règlement budgétaire et financier,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Rappel du contexte de l'opération

L'opération consiste en la réalisation d'une voie dédiée aux bus entre Romainville et Paris, Porte de Bagnolet. Elle s'inscrit dans le cadre du développement de l'usage multimodal des voiries autoroutières afin de diminuer la part des véhicules particuliers dans les déplacements en Île-de-France.

Sur la base du diagnostic de la première étude d'opportunité menée en mai 2014, l'étude de faisabilité technique a été confiée à la DRIEA/DiRIF. Elle porte exclusivement sur le sens province-Paris, en raison des conditions de trafic observées dans ce sens.
La faisabilité d'un itinéraire dédié aux transports en commun a ainsi été examinée à partir de Romainville en direction de Paris. 4 variantes ont été étudiées et détaillées.

L'expertise des contraintes du site conduit à écarter les hypothèses de création d'une voie supplémentaire et de prise de voie existante, pour conforter le scénario d'aménagement sur la bande d'arrêt d'urgence.
L'optimisation de l'aménagement a conduit à préconiser l'aménagement d'une voie réservée aux bus permanente et pourvue d'une signalisation statique.

L'opération s'inscrit dans le cadre du développement de l'usage multimodal des voiries autoroutières afin de diminuer la part des véhicules particuliers dans les déplacements en Île-de-France et figure au CPER 2015-2020.

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation d'une voie dédiée aux bus sur les deux derniers kilomètres de l'autoroute A3 entre l'A86 et la sortie vers la gare routière internationale Galliéni.

ARTICLE 2 : Description générale des travaux

L'opération de « Réalisation d'une voie dédiée aux bus sur l'autoroute A3 » comporte deux phases :

- La phase 1, objet de la présente convention, porte sur la section des 2 derniers kilomètres de l'autoroute A3 dans le sens province-Paris . Les travaux à réaliser dans le cadre de la phase 1 sont les suivants :
  - la réalisation d'une voie dédiée aux bus sur les deux derniers kilomètres de l'autoroute A3 ;
  - la mise en place de signalisation verticale statique pour signaler l'aménagement aux usagers ;
  - la mise en place du réseau SIRIUS (comptages des bus et vidéosurveillance) nécessaire au fonctionnement de la voie ;
  - Le début des travaux est prévu début 2017 ;
  - La mise en service de la voie bus est prévue au 3ème trimestre 2017 ;

- La phase 2 consiste à prolonger la section réalisée en phase 1. Des études devront être menées. Cette phase 2 n'est pas intégrée dans la présente convention.

ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est maître d'ouvrage de ladite opération. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La Région Ile-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

L'État, maître d'ouvrage de l'opération, est représenté par le Préfet de Région Île-de-France, en la personne de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France.

ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses

La phase 1 concernant la section prioritaire est estimée à 2,5M€ TTC. Le financement mis en place dans le cadre de la présente convention a pour objet la réalisation des études et des travaux sur cette section.

Pour information, à ce stade des études la phase 2 est estimée à 2,5M€, portant le coût global à 5M€.

ARTICLE 5 : Foncier

Sans objet.

ARTICLE 6 : Dispositions financières

6.1 : Principe de financement

Le financement de l'opération est réparti comme suit :

- Région Île-de-France : 1,25 M€ ;
- État : 1,25 M€ ;

La Région Île-de-France s'engage à financer ce projet à un taux de 50 % du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 1 250 000 €

6.2 : Versement du fonds de concours

6.2.1 : Fonds de concours

Les versements des participations par la Région Ile-de-France seront versées à l'État sous forme de fonds de concours au vu des titres de perception émis par l'État selon l'échéancier prévisionnel annuel suivant :

Année / Financement	2016	2017	2018	Total des crédits de paiement
État	0	1 000 000 €	250 000€	1 250 000€
Région IDF	0	1 000 000 €	250 000€	1 250 000€
Total annuel	0	2 000 000€	500 000€	**2 500 000**€

Cet échéancier est révisé en fonction de l'avancement réel de l'opération. Les acomptes sont payés au vu des titres de perception, éventuellement révisés.

Un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux doit être produit et remis dans les 3 ans suivant la fin des travaux. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant perçu, les co-financeurs font l'objet d'un reversement de la part de l'État.

6.2.2 : Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de versement.
Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la participation de la Région non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

6.2.3 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Ile-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région d'Île-de-France.

6.2.4 : Révision du montant global pris en compte pour calculer le fonds de concours

En cas de dépassement du montant visé à l'article 6.1, la poursuite de la mission est conditionnée à un nouvel accord financier. A défaut, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'Etat , maître d'ouvrage de l'opération.

Cependant, afin d'actualiser le coût définitif de l'opération validé à l'issue des études, un avenant à la présente convention pourra être signé au moment de la décision ministérielle, avec l'accord des parties.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 6.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

6.2.5 : Bilan financier de l'opération

Un bilan financier provisoire de l'opération devra être présenté chaque année.

Un bilan financier sera réalisé en fin d'opération, à l'issue de la réception des travaux, il détaillera le montant des différentes participations. Ce bilan respectera impérativement la clé de financement globale du projet.

ARTICLE 7 : Calendrier de réalisation

La passation des premiers contrats de travaux est prévue pour fin 2016. Au moment de la signature de la convention, le démarrage des travaux est prévu au 1er trimestre 2017 avec un délai d'exécution des travaux de 6 mois.

ARTICLE 8 : Obligations administratives et comptables

La Région Île-de-France s'engage à informer l'État des opérations qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- Informer la région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- Faciliter tout contrôle par la, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 9 : Réception des ouvrages

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la Région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

ARTICLE 10 : Date d'effet – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification au bénéficiaire par la Région Île-de-France. Elle prend fin lors du versement du solde des fonds de concours ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.2.2 de la présente convention.

ARTICLE 11 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de la Région Ile-de-France, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action co-financée par la Région Ile-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la région à utiliser les résultats du projet (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, …), notamment à des fins de communication relatives à son action. La Région Ile-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Île-de-France est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la Région Île-de-France à hauteur de 50 %* ».

ARTICLE 12 : Restitution des fonds de concours

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à leur objet, le fonds de concours est restitué. Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région Ile-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées ;
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure ;

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 14 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 15 : Règlement des litiges

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 16 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, le

La Présidente de la Région Île-de-France Valérie PECRESSE	Le Préfet de la Région Ile-de-France Préfet de Paris Jean-François CARENCO

CONVENTION DE FINANCEMENT RELATIVE À L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE LA RN6 DANS LE SECTEUR DU PONT ET DE LA GARE DE VILLENEUVE-SAINT GEORGES

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris, Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci -après « le maître d'ouvrage »

ET

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional Île-de-France et agissant en application de la délibération n° CP XX du XX 20XX

Vu la délibération n° CR33-10 du Conseil Régional Île-de-France en date du 17 juin 2010 approuvant son règlement budgétaire et financier,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE :

La présente convention est relative à l'opération de réaménagement de la tête de pont à Villeneuve-Saint-Georges.

Le pont de Villeneuve-Saint-Georges est la seule traversée de Seine sur près de 12 km. Cette situation induit de fortes congestions. Elles impactent l'ensemble des voiries du secteur.

Le projet consiste à aménager la RN6 au niveau du pont et de la gare de Villeneuve-Saint-Georges. Dans cette zone 44 000 véhicules/jour empruntent la RN6, deux sens confondus. Il a pour objectifs de :

- réorganiser et fluidifier la circulation dans cette zone contrainte,
- améliorer l'intégration de la RN6 dans le contexte urbain,
- renforcer la sécurité des usagers du pôle intermodal,
- faciliter la desserte de la gare SNCF par bus.

Dans ce cadre, un giratoire sera aménagé place Pierre Sémard, face à la gare de Villeneuve-Saint-Georges, pour rendre plus lisibles les mouvements et faciliter les demi-tours des bus. Devant la gare seront positionnées des traversées piétonnes sécurisées, ainsi qu'une zone d'arrêt pour les bus. Au carrefour de l'avenue de Melun, la voie de stockage sera allongée. Au niveau du carrefour du pont, une troisième voie dans le sens Nord-Sud sera dédiée aux mouvements de tourne-à-droite vers Villeneuve-le-Roi. Dans le sens Sud-Nord, le tourne-à-gauche sera fermé. Ce dernier aménagement est réversible.

Cette opération est inscrite au CPER 2015-2020 dans les opérations de traitement des points de congestion et d'amélioration du fonctionnement du réseau structurant pour un montant de 3,3 millions d'euros, financée à parité par l'Etat et la Région.

Le Stif participe au financement de la sécurisation des traversées piétonnes et de la pacification de la voirie au titre du Pôle Gare de Villeneuve- Saint- Georges à hauteur de 150 000 €.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA PRÉSENTE CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation du projet d'aménagement de la RN6 dans le secteur du pont et de la gare de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne).

ARTICLE 2 : DESCRIPTION GÉNÉRALE DES ETUDES ET DES TRAVAUX

Les études et travaux à réaliser dans le cadre du projet concernent :

- la construction d'un carrefour giratoire devant la gare RER de Villeneuve-Saint-Georges ;
- la création d'une troisième voie affectée au tourne-à-droite sur la RN6 dans le sens nord-sud en amont du pont ;
- la fermeture réversible, puis la mise en configuration définitive suite au retour d'expérience, du tourne-à-gauche sur la RN6 dans le sens sud-nord en direction de Villeneuve-le-Roi ;
- l'allongement de la voie de tourne-à-gauche au carrefour entre la RN6 et l'Avenue de Melun.

ARTICLE 3 : MAÎTRISE D'OUVRAGE DE L'OPÉRATION

L'État est maître d'ouvrage de ladite opération. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La Région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

L'État est représenté par le Préfet de Région Île-de-France en la personne de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France.

ARTICLE 4 : ESTIMATION DU COÛT DES DÉPENSES

Le coût des études et travaux décrits à l'article 2 de la présente convention est estimé à 3 450 000 € TTC.

ARTICLE 5 : FONCIER

L'opération d'aménagement de la RN6 dans le secteur du pont et de la gare de Villeneuve-Saint-Georges ne nécessite pas d'acquisition d'emprise.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

6.1 : Principe de financement

Le coût total de l'opération est fixé à 3 450 000 € TTC, dont 150 000€ font l'objet d'un financement, par le STIF au titre du pôle gare de Villeneuve-Saint-Georges, en dehors de la présente convention.

Le montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours versé par la Région (montant co-financé) est fixé à 3 300 000 € TTC.

La Région Île-de-France s'engage à financer ce projet à un taux de 50% du montant pris en compte pour calculer le fonds de concours soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 1 650 000 €.

La Région Île-de-France s'engage à inscrire en temps utile dans son budget les sommes nécessaires au règlement des dépenses qui lui incombent.

L'engagement financier de la Région à hauteur du montant rappelé ci-dessus donnera lieu à une affectation d'autorisation de programme d'un montant de 1 650 000 € dans le cadre de la délibération régionale n°CP 16-XXX du 21 septembre 2016

6.2 : Versement du fonds de concours

6.2.1 : Fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception selon l'échéancier prévisionnel défini à l'article 7 de la présente convention.

Des ajustements de cet échéancier prévisionnel devront être opérés en fonction de l'avancement réel de réalisation et des dépenses prévisibles de l'opération. Ces ajustements doivent alors faire l'objet d'un accord préalable et formalisé de la part des partenaires avant d'être appliqué, sans que cela ne puisse conduire à des situations de retard de financement global de la part des co-financeurs.

Un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux doit être produit et remis dans les 3 ans suivant la fin des travaux. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant perçu, la Région Île-de-France fera l'objet d'un reversement de la part de l'État.

6.2.2 : Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de versement.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente de la Région Île-de-France, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente de la Région.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

6.2.3 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région d'Île-de-France.

6.2.4 : Révision du montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement régional indiqué à l'article 6.1 de la présente convention constitue un plafond. En l'absence d'avenant, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage de l'opération.

Cependant, afin d'actualiser le coût définitif de l'opération validé à l'issue des études détaillées, un avenant à la présente convention pourra être signé au moment de l'approbation du dossier de projet par le maître d'ouvrage, avec l'accord des parties.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 6.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région Île-de-France en cas de trop perçu.

ARTICLE 7 : CALENDRIER DE RÉALISATION ET DE VERSEMENT DES FONDS DE CONCOURS

La notification du principal marché de travaux est prévue au premier semestre 2017.

Le démarrage des travaux est prévu en 2017 pour une durée de 1 an, période d'expérimentation comprise.

En conséquence, le calendrier prévisionnel de titres de perception envers la Région Île-de-France et de mise en place des crédits de paiement de l'État est le suivant : versement des fonds de concours à hauteur de 1 150 000 € en 2017 et 500 000 € en 2018.

ARTICLE 8 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

La Région Île-de-France s'engage à informer l'État des opérations qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :

- informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière ;
- informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toute pièce justificative ;
- tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 9 : RÉCEPTION DES OUVRAGES

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la Région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

ARTICLE 10 : DATE D'EFFET – DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de sa notification au bénéficiaire par la Région Île-de-France. Elle prend fin lors du versement du solde du fonds de concours ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.2.2 de la présente convention.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale dans toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action cofinancée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région Île-de-France à utiliser les résultats du projet cofinancé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, …), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Île-de-France est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible et faisant apparaître la mention « *Travaux réalisés avec le concours financier de la Région Île-de-France à hauteur de 50%* ».

ARTICLE 12 : RESTITUTION DU FONDS DE CONCOURS

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ses obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non conforme à son objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet.

Tous les frais engagés par la Région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées ;

- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la Région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 14 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Tout avenant à la présente convention doit être approuvé par la commission permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 15 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 16 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et, le cas échéant, les annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, le

Le Préfet de la Région Île-de-France Préfet de Paris Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Jean-François CARENCO	La Présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie PECRESSE

Convention de financement relative à l'opération contournement Est de Roissy

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci après « le maître d'ouvrage »

ET

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional d' Île-de-France et agissant en application de la délibération n° CP …….. du ……..

Vu la délibération n° CR 33-10 du Conseil Régional Île-de-France en date du 17 juin 2010 approuvant son règlement budgétaire et financier,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Dans les départements du Val d'Oise et de Seine-et-Marne, l'opération de contournement de Roissy entre la RN2 et la RN104, au niveau de l'échangeur A1, doit permettre d'assurer le bouclage de la Francilienne.

Ce tronçon fait actuellement défaut entre la liaison Cergy-Roissy qui prend fin au niveau de A1 au Nord-Ouest, et la Francilienne Est (A104) qui débouche actuellement sur la RN2 au Sud-Est.

Le trafic correspondant emprunte la RN2 direction Paris pour rejoindre l'A1. Une part significative se reporte sur le réseau départemental.

L'opération intègre le réaménagement de l'accès à l'Est de la plate-forme aéroportuaire pour décharger l'accès principal par l'autoroute A1 et améliorer la desserte des nouvelles aérogares de la zone orientale de la plate-forme aéroportuaire.

A terme, ce sont 40 000 véhicules par jour qui y accéderont, un tiers provenant de l'Est de la plate-forme et deux tiers de l'Ouest.

L'opération, déclarée d'utilité publique en 2003, consiste à créer une liaison à 2x2 voies entre l'autoroute A1 et l'échangeur RN2/RD212. Elle s'accompagne de l'aménagement d'un échangeur d'accès à l'Est de l'aéroport Paris-Charles-de-Gaulle, d'un diffuseur au Sud de la commune du Mesnil-Amelot et de l'échangeur A1/RN104 au Nord de l'aéroport.

Dans le cadre de cette opération, la RD212 est recréée, parallèlement à la liaison nouvelle, afin de favoriser les fonctions de desserte secondaire.

Les crédits précédemment affectés à l'opération (PDMI) ont permis la mise en service de la section entre l'échangeur de Compans jusqu'à l'accès Est inclus en 2014, le dévoiement du

réseau de l'oléoduc TRAPIL (achevé mi 2015) et le lancement de travaux de modification de l'échangeur A1/A104 (en cours).

Bien que cette opération soit indispensable au développement de la Région Île-de-France, le plan de financement tel qu'il est prévu au CPER 2015-2020 n'est pas encore bouclé.

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation d'une partie de l'opération du contournement Est de Roissy (CER) correspondant à la Phase « Dévoiement du réseau SMCA » qui consiste à dévoyer la canalisation servant à l'alimentation en carburant de l'aéroport de Roissy-CDG .

Elle couvre les études, les procédures réglementaires à mettre en œuvre et les travaux nécessaires à ce dévoiement.

A titre tout à fait exceptionnel compte tenu du caractère prioritaire de cette opération, l'État et la Région décident d'engager les travaux nécessaires à l'opération sur l'année 2016 en ne mobilisant que leur financement respectif.

Une nouvelle convention sera à mettre en place pour la suite de l'opération dont une partie se déroulera au CPER 2015-2020.

ARTICLE 2 : Description générale du dévoiement de l'oléoduc SMCA nécessaire à la réalisation du contournement Est de Roissy

La phase « Dévoiement du réseau SMCA » (études, procédures et travaux) consiste à dévoyer les canalisations servant à l'alimentation en carburant de l'aéroport de Roissy Charles de Gaule.

Les réseaux de la Société SMCA alimentent la plate-forme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaule en carburéacteur depuis 1974. Ils sont constitués de deux canalisations posées en 1972 depuis le dépôt jusqu'au Terminal 1 de CDG. Elles cheminent en parallèle et croisent la future francilienne perpendiculairement.

Ce dévoiement est un préalable à la réalisation du Contournement Est de Roissy.

<u>Définition de l'intervention</u>

Pour permettre la construction du contournement Est de Roissy, et de ses aménagements annexes (rétablissements routiers, giratoires, bassin de rétention, etc.), la *SMCA*, à la demande de l'ETAT, est amenée à dévier en un point, sur la commune d'EPIAIS-LES-LOUVRES, ses deux canalisations et leurs accessoires.

L'intervention à réaliser consiste notamment à :

- dévier les 2 canalisations sur 240 m environ, les raccorder et les mettre en produit après avoir reconfiguré les installations ;
- protéger les canalisations déviées et renforcer la protection cathodique des ouvrages ;
- réaliser un puits d'accès ;
- déposer les tronçons des canalisations mis hors service ;
- en cas de présence d'amiante dans les revêtements extérieurs, traiter les canalisations par des entreprises agréées selon les procédures ad hoc...

Les nouvelles canalisations seront construites conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, et notamment aux articles L et R.555-1 et suivants du code de l'environnement, et L210 et suivants au titre de la loi sur l'eau et aux dispositions de l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, ainsi qu'aux guides professionnels reconnus par l'administration auxquels il renvoie.

ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est maître d'ouvrage du Contournement Est de Roissy dans sa globalité. A ce titre il mettra en place une convention technique et financière spécifique avec SMCA qui assurera la maîtrise d'ouvrage du dévoiement de son réseau pour des raisons de responsabilité sur les particularités techniques qui lui sont propres. A ce titre, SMCA s'engagera à réaliser sous sa responsabilité les études et travaux visés à l'article 2 de la présente convention. L'État et la SMCA ne sauraient se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui aurait été confiée la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels l'Etat a souscrit au titre de la présente convention et auxquels SMCA souscrira au titre de la convention qui la liera à l'État.

La Région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

L'État est représenté par le Préfet de Région Île-de-France, en la personne de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France.

ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses

La Phase « Dévoiement du réseau SMCA » (études, procédures et travaux) est estimée à environ 5,3 M€ TTC (valeur 2016) :

- 2,9 M€ à imputer sur les crédits précédemment affectés au projet du Contournement Est de Roissy (PDMI) ;
- 2,4 M€ qui font l'objet de la présente convention.

ARTICLE 5 : Foncier

Les acquisitions foncières restant à opérer concernent le rachat de parcelles auprès du département du Val d'Oise et auprès d'Aéroports de Paris. Cette régularisation aura lieu une fois les ouvrages exécutés.

ARTICLE 6 : Dispositions financières

6.1 : Principe de financement

Le financement de 2,4 M€ objet de la présente convention se répartit comme suit :

- 1,2 M€ État ;
- 1,2 M€ Région.

L'État et la Région Île-de-France s'engagent à inscrire en temps utile dans leurs budgets les sommes nécessaires au règlement des dépenses qui leurs incombent.

6.2 : Versement du fonds de concours

6.2.1 : Fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception selon l'échéancier suivant :

	2017	2018	2019	Total par financeurs
Etat	250 000 €	800 000 €	150 000 €	1 200 000 €
Région	250 000 €	800 000 €	150 000 €	1 200 000 €
Total annuel	500 000 €	1 600 000 €	300 000 €	2 400 000 €

Des ajustements de cet échéancier prévisionnel pourront être opérés en fonction de l'avancement réel de réalisation et des dépenses prévisibles de l'opération, et de l'identification de cofinanceurs. Ces modifications feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux doit être produit et remis dans les 3 ans suivant la fin des travaux. Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant perçu, les co-financeurs font l'objet d'un reversement de la part de l'État.

6.2.2 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques.

6.2.3 : Caducité

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, chaque fonds de concours attribué dans le cadre de la présente convention devient caduc et est annulé si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une première demande de versement.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention participation de la Région non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier versement constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier versement.

6.2.4 : Révision du montant global pris en compte pour calculer le fonds de concours

En cas de dépassement du montant visé à l'article 6.1, la poursuite de la mission est conditionnée à un nouvel accord financier. A défaut, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'Etat , maître d'ouvrage de l'opération.

Cependant, afin d'actualiser le coût définitif de l'opération validé à l'issue des études, un avenant à la présente convention pourra être signé.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 6.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

6.3 : Bilan financier de l'opération

Un bilan financier provisoire relatif aux études, procédures et travaux de SMCA devra être présenté chaque année.

Un bilan financier sera réalisé à la fin de la présente convention. Ce bilan détaillera le montant des différentes participations. Ce bilan respectera impérativement la clé de financement globale du projet.

ARTICLE 7 : Délai et calendrier prévisionnel de réalisation

Les études et procédures réglementaires seront menées entre fin 2016 et fin 2017.

Les travaux seront réalisés entre début 2018 et mi-2019.

ARTICLE 8 : Obligations administratives et comptables

La Région Île-de-France s'engage à :

- informer l'État des subventions reliées à cette convention qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :

- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- Informer les partenaires par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives ;
- Faciliter tout contrôle par les futurs cofinanceurs, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;
- Tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 9 : Réception des ouvrages

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la région une copie du procès-verbal de réception.

ARTICLE 10 : Date d'effet – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin lors du versement du solde du fonds de concours ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.2.3 de la présente convention.

ARTICLE 11 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de la région Ile-de-France, l'État s'engage à faire apparaître les contributions pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action co-financée par la Région Ile-de-France » et l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région Île-de-France à utiliser les résultats du projet cofinancé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, …), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Île-de-France est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la Région Île-de-France à hauteur de 50%* ».

ARTICLE 12 : Restitution du fonds de concours

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à leur objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées,
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la Région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 14 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Les avenants de la convention doivent être approuvés par la commission permanente de la Région Île-de-France.

ARTICLE 15 : Règlement des litiges

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 16 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, en deux exemplaires, le

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie PECRESSE	Le Préfet de la Région Île-de-France Préfet de Paris Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Jean-François CARENCO

Convention de financement relative à la réalisation de protections phoniques et d'aménagements paysagers de l'autoroute A6 en Essonne, entre les communes de Wissous et d'Evry

ENTRE :

L'État, représenté par Monsieur le Préfet de la Région Île-de-France, Préfet de Paris,
Préfet coordonnateur des itinéraires routiers, 5 rue Leblanc 75911 Paris Cedex 15, dénommé ci-après « le maître d'ouvrage »

ET

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Île-de-France et agissant en application de la délibération n° CP …….. du ……..

Vu la délibération n° CR 33-10 du Conseil Régional Île-de-France en date du 17 juin 2010 approuvant son règlement budgétaire et financier,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'opération consiste en la réalisation de protections acoustiques et d'aménagements paysagers sur l'autoroute A6 entre les communes de Wissous et d'Evry.

Elle s'inscrit dans le cadre du projet A6 qualité prévoyant notamment la réduction des nuisances sonores subies par les quartiers résidentiels riverains et figure au CPER 2015-2020.

La mise en œuvre des écrans acoustiques sera complétée par des isolations de façades pour les riverains qui en auraient besoin.

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de fixer les engagements réciproques des deux parties pour le financement et la réalisation des écrans restant à réaliser entre les communes de Wissous et d'Evry ainsi que les aménagements paysagers et isolations de façade qui l'accompagnent.

ARTICLE 2 : Description générale des travaux

Les travaux à réaliser dans le cadre du projet concernent :

- la pose de protection phoniques sur les 5 sites suivants : Les Hauts de Gravigny (commune de Longjumeau), La Voie de Beuze (commune de Wissous), Les Glaises et Bas de Fresnes (commune de Wissous), Petit Vaux (commune d'Epinay-sur-Orge), Zone Pavillonnaire (commune de Savigny-sur-Orge);
- la réalisation des isolations de façade en complément des écrans ;
- le traitement paysager visant à l'intégration paysagère des écrans ainsi qu'à la meilleure intégration de l'A6 dans son environnement entre les communes de Wissous et d'Evry.

<u>Nota</u> : Il est précisé que
- les travaux des sites suivants sont à ce jour terminés : Les Hauts de Gravigny (commune de Longjumeau), La Voie de Beuze (commune de Wissous), Les Glaises et Bas de Fresnes (commune de Wissous). Seul l'entretien des aménagements paysagers relatifs à ces sites doit se poursuivre jusque fin 2018.

- les travaux de la Zone Pavillonnaire sont en cours et devrait se terminer à l'automne 2016. Seul l'entretien des aménagements paysagers relatifs à ce site se poursuivra jusque fin 2019.

ARTICLE 3 : Maîtrise d'ouvrage de l'opération

L'État est maître d'ouvrage de ladite opération. A ce titre, il s'engage à réaliser sous sa responsabilité les études et/ou travaux visés à l'article 2 de la présente convention. Il ne saurait se prévaloir de la défaillance d'un tiers à qui il aurait confié la réalisation des travaux pour s'exonérer des engagements auxquels il a souscrit au titre de la présente convention.

L'État assume par ailleurs la responsabilité de l'exploitation et de l'entretien des équipements réalisés dont il est propriétaire.

La Région Île-de-France ne peut, en aucun cas, ni pendant la durée de la présente convention, ni après son expiration, être mise en cause dans les litiges qui résulteraient de ladite opération.

L'État est représenté par le Préfet de Région Île-de-France, en la personne de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Équipement et de l'Aménagement d'Île-de-France.

ARTICLE 4 : Estimation du coût des dépenses

Le coût des dépenses restant à réaliser dans le cadre des opérations décrites à l'article 2 est estimé à 5 600 000 € TTC.

ARTICLE 5 : Foncier

Sans objet

ARTICLE 6 : Dispositions financières

6.1 : Principe de financement

La Région Île-de-France s'engage à financer ce projet à un taux de 76,8% du coût estimatif des travaux visé à l'article 2, soit une participation financière régionale d'un montant maximum de 4 300 000 €.

Cet engagement financier donnera lieu à plusieurs affectations de programme ; la première d'un montant de 265.000 € dans le cadre de la délibération n° CP 16-xxx du 21 septembre 2016 puis à plusieurs affectations ultérieures, sous réserve du vote des crédits correspondants par l'assemblée délibérante.

6.2 : Versement du fonds de concours

6.2.1 : Fonds de concours

Les versements du fonds de concours par la Région Île-de-France au bénéfice de l'État s'effectueront au vu de titres de perception selon l'échéancier prévisionnel annuel suivant :

	2016	2017	2018	2019	Total par financeur
Etat	60 000 €	305 000 €	500 000 €	435 000 €	1 300 000 €
Région	205 000 €	995 000 €	1 600 000 €	1 500 000 €	4 300 000 €
Total annuel	265 000 €	1 300 000 €	2 100 000 €	1 935 000 €	5 600 000 €

Cet échéancier est révisé en fonction de l'avancement réel de l'opération. Les acomptes sont payés au vu des titres de perception, éventuellement révisés.

Le versement du solde de l'opération est conditionné à la production d'un bilan financier de l'opération et de l'attestation de l'achèvement des travaux, qui ne pourra être remis plus de 3 ans après l'achèvement de ces derniers.

6.2.2 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution du fonds de concours, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte, ledit fonds de concours devient caduc et il est annulé.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président.

À compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

6.2.3 : Modalités de mandatement

Le mandatement de la Région Île-de-France est libellé de telle façon qu'il apparaisse explicitement s'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention.

La date et les références de mandatement sont portées par tous moyens écrits à la connaissance de l'État.

Le paiement est effectué par virement bancaire portant le numéro de référence du titre de perception (numéro porté dans le libellé du virement).

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris de la Direction Régionale des Finances Publiques, Trésorier-Payeur Général pour la Région d'Île-de-France.

6.2.4 : Révision du montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours

Le montant du financement régional indiqué à l'article 6.1 constitue un plafond. En l'absence d'avenant, tout dépassement de ce montant est pris en charge par l'État, maître d'ouvrage de l'opération.

Cependant, afin d'actualiser le coût définitif de l'opération validé à l'issue des études, un avenant à la présente convention pourra être signé au moment de la décision ministérielle, avec l'accord des parties.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'État s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la participation régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par rapport au montant de l'opération pris en compte pour calculer le fonds de concours indiqué à l'article 6.1. Elle fait l'objet d'un versement au maître d'ouvrage au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 7 : Délais et calendrier de réalisation

Le calendrier prévisionnel des travaux en cours et à venir s'établit comme suit.

a) Travaux en cours :

Les marchés ont été notifiés en janvier 2014. Les travaux de la zone Pavillonnaire à Savigny-sur-Orge ont démarré en août 2015 et s'achèveront en octobre 2016.

b) Travaux à venir :

Pour les écrans du site de Petit Vaux à Epinay-sur-Orge, la consultation pour les marchés de travaux sera lancé en octobre 2016, afin de notifier les marchés en janvier 2017 et de démarrer les travaux correspondants fin mars 2017 pour une durée de 5 mois.

Les travaux d'isolations de façade sont prévus en 2018 et 2019.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des titres de perception est le suivant :
- Une 1ere échéance de 205 000 € en 2016.
- Une 2ème échéance de 995 000 € en 2017.
- Une 3ème échéance de 1 600 000 € en 2018.
- Une 4ème échéance de 1 500 000 € en 2019.

ARTICLE 8 : Obligations administratives et comptables

La Région Île-de-France s'engage à informer l'État des opérations qui seront présentées en commission permanente.

L'État s'engage à :
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière,
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toute difficulté susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention,
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives,
- Tenir une comptabilité spécifique relative au projet.

ARTICLE 9 : Réception des ouvrages

Après réception des ouvrages et levées d'éventuelles réserves, le maître d'ouvrage adressera à la Région Île-de-France une attestation certifiant que tous les marchés ont été réceptionnés sans réserve.

ARTICLE 10 : Date d'effet – Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification au bénéficiaire par la Région Île-de-France. Elle prend fin lors du versement du solde du fonds de concours ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.2.2 de la présente convention.

ARTICLE 11 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, l'État s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action co-financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

L'État, maître d'ouvrage, autorise la Région Île-de-France à utiliser les résultats du projet co-financé (publications, y compris photographiques, communication à des tiers, …), notamment à des fins de communication relatives à son action institutionnelle. La Région Île-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région Île-de-France est interdite.

Pendant la durée des travaux, l'État doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « *travaux réalisés avec le concours financier de la Région Île-de-France à hauteur de 76,8%* ».

ARTICLE 12 : Restitution du fonds de concours

En cas d'inexécution par l'État, maître d'ouvrage, de ces obligations contractuelles ou d'une utilisation du fonds de concours non-conforme à leur objet, le fonds de concours est restitué.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues à l'article 13 ci-dessous.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie du fonds de concours, l'État est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné.

Tous les frais engagés par la Région Île-de-France pour recouvrer les sommes dues par l'État sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 13 : Résiliation de la convention

La présente convention peut être résiliée pour motif d'intérêt général par les parties. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai décidé d'un commun accord entre les parties, indiqué par

la décision notifiée par l'autorité qui en a pris la décision par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Elle peut également être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation prend alors effet à l'issue d'un délai d'un mois calculé à compter de la notification de la mise en demeure d'accomplir la ou les obligations, adressées par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, sauf :

- si dans ce délai la ou les obligations auxquelles il est manqué sont exécutées,
- si l'inexécution de la ou des obligations résultent d'un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à restitution, totale ou partielle, des participations versées par la Région Île-de-France. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation au bénéfice de l'État.

ARTICLE 14 : Modification de la convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant.

Les avenants de la convention doivent être approuvés par la commission permanente de la Région Île-de-France

ARTICLE 15 : Règlement des litiges

Il est expressément convenu entre les parties que tout litige susceptible de survenir dans l'application de la présente convention devra, préalablement à toute action devant la juridiction compétente, faire l'objet d'une concertation entre les parties en vue d'une solution amiable.

ARTICLE 16 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et le cas échéant les annexes.

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

Fait à Paris, le

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France Valérie PÉCRESSE	Le Préfet de la Région Ile-de-France Préfet de Paris Préfet coordonnateur des itinéraires routiers Jean-François CARENCO

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 21/09/2016
- Date de réception en préfecture: 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-397

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE «TRANSPORT»
CONTRAT DE PROJETS 2007-2013
CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015-2020
ELECTRIFICATION DE LA LIGNE FERROVIAIRE PARIS-BALE, SECTIONS GRETZ-TROYES ET LONGUEVILLE-PROVINS
LIAISON FERROVIAIRE MASSY-VALENTON

LE CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales;
VU Le Code des transports;
VU La loi n° 82.1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et notamment les articles 14, 18 et 28-3;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 04-00 du 3 mars 2000 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2000-2006;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 31-07 du 16 février 2007 approuvant le Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013 ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens;
VU La délibération n° CR 50-11 du 23 juin 2011 approuvant le protocole relatif au financement complémentaire des travaux d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Bâle, sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 130-16 du 7 juillet 2016 approuvant le protocole de financement des travaux d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Bâle, sections Gretz-Troyes et Longueville-Provins ;
VU La délibération n° CP 09-329 du 28 mai 2009 approuvant la convention de financement relative à l'opération Massy Valenton ;
VU La délibération n° CP 09-1244 du 17 novembre 2009 approuvant la convention de financement relatives aux études préalables à l'ensemble des procédures administratives et des études de projet afférentes à l'opération d'électrification de la ligne ferroviaire Paris-Troyes (section Gretz-Troyes) et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 3 ;
VU La délibération n° CP 12-443 du 12 juillet 2012 relative à l'opération Massy Valenton portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1 ;
VU La délibération n° CP 12-863 du 21 novembre 2012 approuvant l'avenant à la convention de financement relatif à l'opération électrification de la ligne Paris Troyes et portant affectation d'une autorisation de programme en son article 1
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-397 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n°1 : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **9 000 000 €.**

Bénéficiaire	Opération	Localisation	Action (481013021)
SNCF Réseau	Liaison ferroviaire Massy-Valenton	Ile-de-France	**9 000 000 €**

Affecte une autorisation de programme de **9 000 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 812 «Gares et autres infrastructures ferroviaires», programme PR 812-013 «lignes à grande vitesse», action 481013021 «lignes à grande vitesse», du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :
- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 12 «opérations multimodales hors NGP»
- Action 122 «projets ferroviaires»

Article n°2 : PJ 811-004 «liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **3 030 000 €.**

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (381004015)
SNCF Réseau	Travaux d'électrification ligne Paris-Troyes	Ile-de-France	**3 030 000 €**

Affecte une autorisation de programme de **3 030 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PJ 811-004 «Liaisons ferroviaires», action 381004015 «liaisons ferroviaires», du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Cette affectation relève du Contrat de Projets 2007-2013 :
- grand projet n°5 «contribuer à l'accessibilité»
- volet «Opérations interrégionales»
- projet «Electrification liaison Paris-Troyes travaux 1ère phase»

Article n°3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16013047	Liaison ferroviaire Massy-Valenton	SNCF Réseau	01/01/2003
16011824	Travaux d'électrification ligne Paris-Troyes	SNCF Réseau	01/08/2010

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION: ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-397	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**381004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**381004015 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16011824 - ELECTRIFICATION DE LA LIGNE PARIS-TROYES			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 030 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 088 552,97 €	HT	23,15 %	3 030 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	3 030 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 381004 - 381004015	3 030 000,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires**
Programme	**481013 - Lignes à grande vitesse**
Action	**481013021 - Lignes à grande vitesse**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16013047 - LIAISON MASSY-VALENTON			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Massy Valenton - Hors CPRD			
Montant total	9 000 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 622 367,00 €	HT	18,51 %	9 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 000 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 812 - 481013 - 481013021	9 000 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011824

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ELECTRIFICATION DE LA LIGNE PARIS-TROYES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	13 088 552,97 €	23,15 %	3 030 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 030 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-381004-200
381004015- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : REALISATION D'ETUDES DE PROJET POUR L'ELECTRIFICATION DE LA LIGNE PARIS-TROYES

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2010
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à l'annonce dès l'arrivée du nouvel Exécutif de la reprise du projet d'électrification de la ligne Paris-Troyes en arrêt depuis quelques années, les équipes de SNCF-Réseau ont relancé le travail de préparation des travaux en cours.

Objectifs :
L'électrification de la ligne permettra d'améliorer sensiblement les conditions de transport des usagers sur l'ensemble des branches de la ligne P notamment grâce une plus grande fiabilité du matériel roulant. En outre, l'électrification conduira à une réduction significative de la pollution de l'air et des gaz à effet de serre. Ce projet permettra par ailleurs un redéploiement du matériel roulant récent de la branche Sud vers la branche Meaux-La Ferté Milon.

Description :
Le projet d'électrification de la ligne Paris – Troyes consiste à réaliser principalement les travaux suivants

:
- dégagement du gabarit nécessaire sur les ouvrages d'art entre Gretz-Armainvilliers, Longueville, Provins, Nogent-sur-Seine, Romilly-sur-Seine et Troyes,
- mise en œuvre des installations fixes de traction électrique (IFTE) : poteaux, caténaires et équipements attenants,
- raccordement à la sous-station d'alimentation électrique de Coubert,
- installation d'une sous-station d'alimentation électrique et son raccordement au réseau de RTE dans le secteur de St-Mesmin ainsi que des postes de sectionnement intermédiaires.

Intérêt régional :
Amélioration des conditions de transport des usagers de la ligne P

Public(s) cible(s) :
usagers des transports en commun, en particulier ceux de la ligne Paris-Troyes et de la ligne P du Transilien.

Détail du calcul de la subvention :
engagement régional pour études de projet: 4,63 M€
AP déjà affectées: 1,6 M€
AP affectées et caduques: 1 M€
=> total à affecter: 3,03 M€

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
études (convention de financement 2009 avenantée en 2012)	20 000 000,00	100,00%
Total	20 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat-Dreal ACAL (Alsace Lorraine Champagne Ardennes)	3 333 000,00	16,67%
DRIEA	4 630 000,00	23,15%
Région ACAL	3 333 000,00	16,67%
Région IDF	4 630 000,00	23,15%
Conseil départemental de l'Aube	1 297 000,00	6,49%
CA Grand Troyes	1 297 000,00	6,49%
SNCF Réseau	1 480 000,00	7,40%
Total	20 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	1 000 000,00 €
2018	1 000 000,00 €
2019	1 030 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 511 875,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €
	Montant total	366 052 389,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013047

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LIAISON MASSY-VALENTON

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	48 622 367,00 €	18,51 %	9 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041723-481013-200
481013021- Lignes à grande vitesse

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2003
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2021
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les subventions de la Région couvrent des dépenses engagées par SNCF Réseau depuis 2003 conformément à la convention de financement approuvée par délibération de la Commission Permanente n° CP 03-901 du 11 décembre 2003. La dernière affectation CP 12-443 couvre la période 2003-2011.

Objectifs :
Diminuer les conflits de circulation entre trafic TGV, RER C et fret, faire face à l'augmentation du trafic TGV intersecteur (nouvelle ligne Est de la LGV Rhin-Rhône et futurs prolongements vers Rennes et Bordeaux) et permettre le passage du RER C au quart d'heure.

Description :
Le projet comporte deux phases : une phase Est (d'Orly à Valenton) et une phase Ouest (de Massy à Antony). L'opération consiste à dédoubler la voie TGV reliant Massy à Valenton.

Intérêt régional :
L'amélioration de la fréquence et de la ponctualité des Trains, en particulier du RER C, améliorera les

conditions de transports des usagers et la qualité du service.

Public(s) cible(s) :
Les Franciliens usagers des transports collectifs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Massy Valenton

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux liaison ferroviaire Massy-Valenton	30,74	100,00%
Total	30,74	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RATP	0,40	1,30%
Région Centre	0,20	0,65%
Région Pays de Loire	0,30	0,98%
Région Bretagne	0,30	0,98%
Région Poitou-Charentes	0,50	1,63%
Région Aquitaine	0,04	0,13%
SNCF Réseau (fonds propres)	18,00	58,56%
RIF	9,00	29,28%
DRIEA	2,00	6,51%
Total	30,74	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	9 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €

2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 511 875,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €
	Montant total	366 052 389,61 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 21/09/2016
- Date de réception en préfecture: 21/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-399

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE « TRANSPORT»
OPERATIONS DU CONTRAT DE PLAN ETAT - REGION 2015 – 2020
GRANDS POLES INTERMODAUX

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU Le décret n° 2010-756 du 7 juillet 2010 relatif à la Société du Grand Paris, modifié par le décret n° 2014-1168 du 10 octobre 2014, notamment l'alinéa *o)* de l'article 9, étendant les missions de la Société du Grand Paris (SGP) et définissant les conditions dans lesquelles elle peut participer à des projets d'infrastructures de réseaux de transport public de voyageurs, autres que ceux dont elle s'est vu confier la maîtrise d'ouvrage en 2010 ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au Plan d'action Régional en faveur de la Mobilité Durable ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération CP 11-991 du 16 novembre 2011 approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement relatif à l'opération pôle d'échanges multimodale de Versailles Chantiers et portant affectation d'autorisations de programme, en ses articles 24, 25, 26, 27 ;
VU La délibération CP 12-444 du 12 juillet 2012 approuvant la convention de financement relative aux études pour le pôle de Saint Denis et portant affectation d'une autorisation de programme, en son article 4 ;
VU La délibération CP 13-704 du 17 octobre 2013 approuvant la convention de financement pour l'opération Bipôle gare du Nord gare de l'Est et portant affectation d'une autorisation de programme, en son article 4
VU La délibération CP 15-709 du 8 octobre 2015 relative à l'opération pôle de Versailles Chantiers portant affectation d'une autorisation de programme en son article 7 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-399 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports;
VU L'avis de la Commission des finances;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n°1 : PR 812-010 «Grands pôles intermodaux»

Décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **854 700** €.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481010011)
STIF	Bipôle gare de l'Est-gare du Nord – Financement de la concertation, du schéma de principe et de l'enquête publique	Paris	**399 700 €**
STIF	Pôle d'échanges multimodal de Melun – Financement du DOCP, de la concertation, du Schéma de principe et de l'enquête publique	Seine et Marne	**455 000 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des deux conventions jointes en annexe 3 à la présente délibération et autorise le président du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **854 700** € disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 812 « Gares et autres infrastructures ferroviaires », programme PR 812-010 « Grands pôles intermodaux », action 481010011 « Grands pôles intermodaux », du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau»

Article n°2 :

Approuve l'avenant n° 1 à la convention de financement relative aux études d'initialisation pour l'opération Pôle de Saint-Denis et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer

Article n°3 : PJ 812-010 «Grands pôles intermodaux»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération, au titre de l'avenant n°1, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **7 601 500 €.**

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (381010015)
SNCF Mobilités	Pôle d'échanges multimodal de Versailles Chantiers - financement des travaux	Yvelines	**6 804 000 €**
Ville de Versailles	Pôle d'échanges multimodal de Versailles Chantiers - financement des travaux	Yvelines	**797 500 €**

Affecte une autorisation de programme de **7 601 500 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 812 «Gares et autres infrastructures ferroviaires», programme PJ 812-010 «Grands pôles intermodaux», action 381010015 «Grands pôles intermodaux», du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de projets Etat-Région 2007-2013:

- grand projet n°5 «contribuer à l'accessibilité»
- volet «Engagement des travaux de 16 opérations»
- projet «Pôle de Versailles-Chantiers 1ère phase»

Article n°4 :

Approuve l'avenant n° 2 à la convention de financement relative aux phases d'AVP modificatif, de PRO et de réalisation des aménagements du Pôle d'Échanges multimodal de Versailles-Chantiers – phase 1 et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article n°5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Code IRIS du dossier	Libellé IRIS du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16013032	Pôle d'échanges multimodal de Versailles Chantiers - financement des travaux	SNCF mobilités	16/11/2011
16012951	Pôle d'échanges multimodal de Versailles Chantiers - financement des travaux	Ville de Versailles	16/11/2011

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-399	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires**
Programme	**381010 - Grands pôles intermodaux**
Action	**381010015 - Grands pôles intermodaux**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16012951 - POLE MULTIMODAL VERSAILLES-CHANTIERS – REA – SOLDE			
Bénéficiaire	R741 - COMMUNE DE VERSAILLES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	797 500,00 €		Code nature	204143
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 595 000,00 €	HT	50 %	797 500,00 €	

Dossier	16013032 - POLE MULTIMODAL VERSAILLES-CHANTIERS – REA – SOLDE			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 804 000,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 567 417,00 €	HT	54,14 %	6 804 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	7 601 500,00 €

Total sur l'imputation 908 - 812 - 381010 - 381010015	7 601 500,00 €

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**812 - Gares et autres infrastructures ferroviaires**
Programme	**481010 - Grands pôles intermodaux**
Action	**481010011 - Grands pôles intermodaux**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-399	Budget	2016

Dossier	16011628 - BIPÔLE GARE DE L'EST-GARE DU NORD - CONCERTATION, SCHEMA DE PRINCIPE, DEUP				
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Bipole gare du Nord / gare de l'Est - Hors CPRD				
Montant total	399 700,00 €			Code nature	2041733
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 142 000,00 €	HT		35 %	399 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	399 700,00 €

Dispositif : N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)

Dossier	16011631 - POLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE MELUN - ETUDES DOCP - EUP				
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE				
Localisation	MELUN				
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Pôle de Melun - Hors CPRD				
Montant total	455 000,00 €			Code nature	2041733
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 300 000,00 €	HT		35 %	455 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000744 - Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	455 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 812 - 481010 - 481010011	854 700,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012951

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : POLE MULTIMODAL VERSAILLES-CHANTIERS – REA – SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 595 000,00 €	50,00 %	797 500,00 €
	Montant Total de la subvention		797 500,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-204143-381010-200
381010015- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VERSAILLES
Adresse administrative : 4 AVENUE DE PARIS
78011 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François DE MAZIERES, Député-maire

N° SIRET : 21780646200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation de la phase travaux du pôle d'échange multimodal de Versailles-Chantiers.

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente autorisation de programme correspond au solde de la participation de la Région sur le périmètre de la Ville de Versailles, pour la réalisation des travaux de réaménagement du PEM de Versailles-Chantiers. Elle s'inscrit donc dans l'avenant initial, voté à la CP du 16/11/2011 (n°CP 11-991) et tient compte des dépenses réalisées dans ce cadre.

Objectifs :
Ce pôle d'échanges fait l'objet d'un projet de réaménagement afin de remédier à l'engorgement observé aux abords et dans les espaces de la gare, d'anticiper les flux à horizon 2030, et d'améliorer significativement les échanges entre modes de transport.

Description :
Le pôle d'échanges multimodal (PEM) de Versailles-Chantiers est une gare majeure (construite en 1932) du réseau ferroviaire francilien par la desserte offerte et le nombre de voyageurs recensés

quotidiennement :
• Desserte ferroviaire : environ 560 trains/jour de multiples natures (RER C, Transilien, TER, Intercités et TGV) et rabattement de 29 lignes de bus,
• 64 000 voyageurs/ jour (données 2010) dont 40% en correspondance,
• Desserte routière : 29 lignes de bus régulières en passage ou en terminus et lignes de bus privés mis en place par les entreprises (desserte des secteurs d'activité de Satory, Saclay, Guyancourt, Buc, Arpajon,…).

La rénovation du pôle multimodal de Versailles-Chantiers prévoit :
- l'extension et la restructuration de la gare ferroviaire Versailles-Chantiers (maîtrise d'ouvrage SNCF Mobilités et SNCF Réseau)
o réaménagement du bâtiment voyageur et de la passerelle existante, pour améliorer l'accueil, l'information et l'attente des voyageurs ;
o rénovation des abris de quais ;
o création d'une nouvelle passerelle, d'un hall 2 et d'une nouvelle galerie de liaison entre les deux halls (extension ouest du bâtiment au contact de la nouvelle gare routière) ;
o création d'un nouvel accès Porte de Buc (mis en service en 2011), au sud-est.

- La création des équipements intermodaux et du pôle d'échange (maîtrise d'ouvrage Ville de Versailles)
o création d'une gare routière et de deux voies en site propre (voie de franchissement des réservoirs Gobert et voie sous le parvis de la gare) ;
o réorganisation des accès au pôle et des voiries (place Poincaré, réorganisation du parvis, réaménagement de la place des Francine).

Moyens mis en œuvre :
Le projet est sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, SNCF Réseau et la Ville de Versailles.

Intérêt régional :
Cette opération qui s'inscrit dans le cadre du Contrat de projets 2000-2006, du CPRD 78 et de la CPT 2011-2013 vise à l'amélioration de l'offre de service, du développement du maillage des réseaux et de l'insertion urbaine du pôle gare.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Les usagers du pôle de Versailles-Chantiers.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est inscrite et financée au Contrat de plan Etat/Région 2000-2006, au Contrat de projets Etat/Région 2007-2013, à la Convention Particulière Transports et au titre du Plan de Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France.

Cette affectation est proposée dans le cadre de l'avenant n° 1 (n° CP 11-991).
Par conséquent, au regard de l'article 6.2.2 et du tableau n°4, le plan de financement est le suivant:
Région : 50%
STIF: 50%

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux création gare routière	1 595 000,00	100,00%
Total	1 595 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
STIF (attribué)	797 500,00	50,00%
Région Ile-de-France (en cours)	797 500,00	50,00%
Total	1 595 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	397 500,00 €
2017	0,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	37 500,00 €
2014	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	134 225,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	68 720,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	95 760,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	112 500,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	108 712,50 €
	Montant total	757 417,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013032

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : POLE MULTIMODAL VERSAILLES-CHANTIERS – REA – SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 567 417,00 €	54,14 %	6 804 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 804 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041713-381010-200
381010015- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : attribution d'une subvention pour la réalisation de la phase travaux du pôle d'échange multimodal de Versailles-Chantiers.

Date prévisionnelle de début de projet : 16 novembre 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente autorisation de programme correspond au solde de la participation de la Région sur le périmètre de la Ville de Versailles, pour la réalisation des travaux de réaménagement du PEM de Versailles-Chantiers. Elle s'inscrit donc dans l'avenant initial, voté à la CP du 16/11/2011 (n°CP 11-991) et tient compte des dépenses réalisées dans ce cadre.

Objectifs :
Ce pôle d'échanges fait l'objet d'un projet de réaménagement afin de remédier à l'engorgement observé aux abords et dans les espaces de la gare, d'anticiper les flux à horizon 2030, et d'améliorer significativement les échanges entre modes de transport.

Description :
Le pôle d'échanges multimodal (PEM) de Versailles-Chantiers est une gare majeure (construite en 1932) du réseau ferroviaire francilien par la desserte offerte et le nombre de voyageurs recensés

quotidiennement :
• Desserte ferroviaire : environ 560 trains/jour de multiples natures (RER C, Transilien, TER, Intercités et TGV) et rabattement de 29 lignes de bus,
• 64 000 voyageurs/ jour (données 2010) dont 40% en correspondance,
• Desserte routière : 29 lignes de bus régulières en passage ou en terminus et lignes de bus privés mis en place par les entreprises (desserte des secteurs d'activité de Satory, Saclay, Guyancourt, Buc, Arpajon,…).

La rénovation du pôle multimodal de Versailles-Chantiers prévoit :
- l'extension et la restructuration de la gare ferroviaire Versailles-Chantiers (maîtrise d'ouvrage SNCF Mobilités et SNCF Réseau)
o réaménagement du bâtiment voyageur et de la passerelle existante, pour améliorer l'accueil, l'information et l'attente des voyageurs ;
o rénovation des abris de quais ;
o création d'une nouvelle passerelle, d'un hall 2 et d'une nouvelle galerie de liaison entre les deux halls (extension ouest du bâtiment au contact de la nouvelle gare routière) ;
o création d'un nouvel accès Porte de Buc (mis en service en 2011), au sud-est.

- La création des équipements intermodaux et du pôle d'échange (maîtrise d'ouvrage Ville de Versailles)
o création d'une gare routière et de deux voies en site propre (voie de franchissement des réservoirs Gobert et voie sous le parvis de la gare) ;
o réorganisation des accès au pôle et des voiries (place Poincaré, réorganisation du parvis, réaménagement de la place des Francine).

Moyens mis en œuvre :
Le projet est sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, SNCF Réseau et la Ville de Versailles.

Intérêt régional :
Cette opération qui s'inscrit dans le cadre du Contrat de projets 2000-2006, du CPRD 78 et de la CPT 2011-2013 vise à l'amélioration de l'offre de service, du développement du maillage des réseaux et de l'insertion urbaine du pôle gare.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Les usagers du pôle de Versailles-Chantiers.

Détail du calcul de la subvention :
L'opération est inscrite et financée au Contrat de plan Etat/Région 2000-2006, au Contrat de projets Etat/Région 2007-2013, à la Convention Particulière Transports et au titre du Plan de Déplacements Urbains de la Région Ile-de-France.

Cette affectation est proposée dans le cadre de l'avenant n° 1 (n° CP 11-991).
Par conséquent, au regard de l'article 6.2.1, le plan de financement est le suivant:
Etat: 18,57%
Région : 54,14%
Département des Yvelines: 19,31%
SNCF Mobilités: 7,98%.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	12 567 417,00	100,00%
Total	12 567 417,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRIEA (déjà attribué)	2 333 769,00	18,57%
Région Ile-de-France (en cours)	6 804 000,00	54,14%
Département des Yvelines (déjà attribué)	2 426 768,00	19,31%
SNCF Mobilités (déjà attribué)	1 002 880,00	7,98%
Total	12 567 417,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	4 536 000,00 €
2018	2 268 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	5 330 000,00 €
2013	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	5 850 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	127 124,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 584 953,00 €
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	5 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 685 417,65 €
	Montant total	135 325 425,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011628

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BIPÔLE GARE DE L'EST-GARE DU NORD - CONCERTATION, SCHEMA DE PRINCIPE, DEUP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 142 000,00 €	35,00 %	399 700,00 €
	Montant Total de la subvention		399 700,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041733-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : Attribution d'une subvention relative au bipôle gare de l'Est-gare du Nord pour le financement de la concertation, du schéma de principe et de l'enquête publique.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
De par les réseaux de transports qu'elles abritent et leurs niveaux de fréquentation respectifs, les deux gares constituent individuellement des pôles d'échanges multimodaux majeurs pour Paris et son agglomération.

En effet, les cheminements piétonniers entre les gares du Nord et de l'Est s'effectuent en surface par la voirie, avec des traversées de carrefours, via la rue d'Alsace puis la traversée des rues La Fayette et de l'Aqueduc. Ce cheminement de 500 m environ, empruntant un escalier en extrémité de trajet côté gare de l'Est, n'est pas accessible aux PMR, qui rallient donc les deux pôles par un cheminement moins direct. Une correspondance a été aménagée entre la gare Magenta et la salle des échanges de la gare du Nord

lors de la mise en service d'Eole (en 1999).

Il s'agit désormais d'améliorer les liaisons entre les gares afin de développer une véritable synergie multimodale entre les pôles gares du Nord et de l'Est, d'une part, et d'avoir une vision intégrée de l'ensemble des projets urbains ("balcon vert" porté par la Ville de Paris, "gare du Nord 2023" porté par SNCF).

Description :
Le DOCP a été approuvé en Conseil du STIF du 17 octobre 2015. Celui-ci porte plusieurs scénarios d'aménagement en termes de liaisons (de surface et souterraine) ou d'identité urbaine.

Moyens mis en œuvre :
Le bipôle gare de l'Est-gare du Nord est inscrit au CPER 2015-2020.

Le STIF est maître d'ouvrage.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'amélioration des liaisons, de l'intermodalité, de lisibilité du pôle vise principalement les usagers des gares de l'Est, du Nord et de Magenta mais également les habitants riverains de ces pôles.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la concertation, des études de schéma de principe et de l'enquête publique s'élève à 1 142 000 € courants conventionnels et HT, non révisables et non actualisables, répartis de la façon suivante :

- Etat (15%) : 171 300 €
- Région (35%) : 399 700 €
- Département de Paris (25%) : 285 500 €
- STIF (25%) : 285 500 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Bipole gare du Nord / gare de l'Est

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Concertation préalable	150 000,00	13,13%
Schéma de principe (études diagnostic, sondages, études techniques, mission de coordination)	642 000,00	56,22%
Dossier d'enquête publique	250 000,00	21,89%
Accompagnement enquête publique	100 000,00	8,76%
Total	1 142 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	399 700,00	35,00%
Etat (EC)	171 300,00	15,00%
Département de Paris (EC)	285 500,00	25,00%
STIF (MOA)	285 500,00	25,00%
Total	1 142 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	137 200,00 €
2018	147 000,00 €
2019	63 000,00 €
2020	52 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €
2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €

2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 833 530,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 397 362 453,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011631

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : POLE D'ECHANGE MULTIMODAL DE MELUN - ETUDES DOCP - EUP

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	1 300 000,00 €	35,00 %	455 000,00 €
	Montant Total de la subvention		455 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-812-2041733-481010-200
481010011- Grands pôles intermodaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)
Rapport Cadre : CR 37-14 du 19 juin 2014

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Pôle structurant du sud-est francilien avec 47 400 voyageurs par jour, il est identifié comme "grand pôle de correspondance" (niveau 1) au PDUIF.

Le pôle dispose de nombreux atouts venant conforter son attractivité au sein d'un territoire en pleine mutation :

- d'un point de vue urbain, la communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine porte le projet de réaménagement urbain du quartier "centre - gare".

- d'un point de vue transport, le pôle de Melun bénéficie :

> d'une desserte ferroviaire assurée par le RER D (200 trains/jour) en terminus gare, la ligne R du Transilien (105 trains/jour) en ligne directe depuis Paris, le TER Bourgogne (20 trains/jour), et un pôle fret (6 trains/mois uniquement de Colas-Rail - granulats) ;

> d'un bâtiment-voyageurs (BV) rénové en 2010 ;

> de deux gares routières regroupant plusieurs réseaux de bus ("Mélibus", "Seine-et-Marne express" et des lignes privées) avec un total de 25 lignes desservant le pôle en passage ou en terminus ;

> une desserte viaire concentrée sur la RD 606 (avenue Thiers) avec un trafic de 50.400 véhicules/jour (étude Transitec, 2011).

Le pôle d'échanges multimodal de Melun accueillera, par ailleurs, le futur bus à haut niveau de service (TZen 2) qui reliera la gare de Melun à Sénart.

Une réorganisation du pôle est indispensable pour accompagner l'accroissement progressif de la fréquentation du pôle de Melun lié à l'augmentation de l'offre de transport et à la densificitation du secteur.

L'ensemble des aménagements devra faire émerger, à terme, un pôle d'échanges multimodal plus fonctionnel, redimensionné pour répondre à la croissance du trafic, entièrement accessible aux PMR, et mieux sécurisé pour les flux qui s'y croisent actuellement sur des voiries très étroites.

Les principaux objectifs du pôle sont :

- faciliter l'intermodalité et notamment améliorer les correspondances entre la gare routière et la gare ferroviaire ;

- améliorer le fonctionnement des réseaux de bus urbains et interurbains, sur la base d'une gare routière restructurée ;

- y intégrer les éléments nécessaires au TZen 2;

- optimiser l'insertion urbaine du pôle gare ;

- améliorer la lisibilité, la gestion et la sécurité des flux piétons et cyclistes ;

- adapter et optimiser l'offre de stationnement pour chacun des usages : parc-relais, dépose-minute, taxis, vélos... ;

- améliorer la sécurité du site.

Le projet de réaménagement du quartier de la gare de Melun se compose ainsi de deux ensembles programmatiques distincts dans leur nature – projet de transport et projet urbain – mais néanmoins très imbriqués dans leur conception et nécessitant la libération d'emprises ferroviaires importantes.

Au-delà des aménagements esquissés dans le cadre du projet porté par la Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine, d'autres investissements importants ont aussi été programmés pour l'évolution de cette gare : la mise en accessibilité PMR de l'accès aux trains (opération en cours d'études préliminaires par SNCF Réseau et Mobilités au titre du SDA) et l'insertion du TZen 2.

Description :
La convention de financement prévoit :
- d'élaborer le DOCP ;
- de financer la concertation préalable ;

- de réaliser le schéma de principe ;
- de financer l'enquête publique.

Moyens mis en œuvre :
La maîtrise d'ouvrage pour l'ensemble des étapes du DOCP jusqu'à l'enquête publique sera assurée par le STIF.

Intérêt régional :
Ce projet est inscrit :
- au SDRIF adopté par la délibération du Conseil régional n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et approuvé par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 ;
- au CPER 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015 ;
- au PDUIF approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 36-14 du 19 juin 2014 ;
- au Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 37-14 du 19 juin 2014.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un/une stagiaire ou alternant, conformément à la délibération n° CR 08-16.

Public(s) cible(s) :
Les usagers des transports collectifs franciliens.

Détail du calcul de la subvention :
Le plan de financement prévoit la répartition suivante (montants en euros courants et HT) :

Part Etat + Région (CPER 2015-2020) = 50 %
- soit pour l'Etat : 195 000 €
- soit pour la Région : 455 000 €

Part "collectivités locales" = 25%
- soit pour le Département de Seine-et-Marne : 195 000 €
- soit pour la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine : 130 000€

Part "MOA" = 25 %
- soit pour le STIF : 325 000 €

MONTANT TOTAL : 1 300 000€ HT

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Pôle de Melun

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DOCP	300 000,00	23,08%
CONCERTATION PREALABLE	150 000,00	11,54%
SCHEMA DE PRINCIPE	500 000,00	38,46%
DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE	250 000,00	19,23%
AMO ENQUETE PUBLIQUE	100 000,00	7,69%
Total	1 300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ETAT (en cours)	195 000,00	15,00%
REGION ILE-DE-FRANCE	455 000,00	35,00%
DEPARTEMENT SEINE-ET-MARNE (en cours)	195 000,00	15,00%
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL-DE-SEINE	130 000,00	10,00%
STIF (MOA) (en cours)	325 000,00	25,00%
Total	1 300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	105 000,00 €
2018	105 000,00 €
2019	154 000,00 €
2020	91 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €
2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €

2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 833 530,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 397 362 453,51 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS ET AVENANTS

2016

BIPOLE
GARE DE L'EST – GARE DU NORD

Convention de financement relative à la concertation préalable, au Schéma de Principe et à l'Enquête Publique

CONVENTION N° 16DPI011

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6
Définitions 6
Préambule 6
Objectifs du projet 7
Inscription dans les documents de planification et de programmation 7
1 - OBJET DE LA CONVENTION 8
1.1. Rappel des études 8
1.2. Définition et contenu de l'opération 9
1.2.1. La concertation préalable 9
1.2.2. Le Schéma de Principe 10
1.2.3. L'enquête publique 10
1.2.4. Prestations complémentaires 11
1.3. Calendrier prévisionnel de réalisation des études 11
2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11
2.1. L'autorité organisatrice des transports 11
2.2. La maîtrise d'ouvrage 11
2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 12
2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes 12
2.3. Les financeurs 12
2.3.1. Identification 12
2.3.2. Engagements 13
ARTICLE 3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 13
3.1. Estimation du coût des études 13
3.2. Coûts détaillés 13
3.3. Plan de financement 14
3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région et le Département de Paris 15
3.4.1. Versement d'acomptes 15
3.4.2. Versement du solde 16
3.4.3. Modalités de paiement 16
3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 16
3.5. Caducité des subventions 17
3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 17
3.5.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement 17

3.5.3. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire et financier du Département de Paris 18
3.6. Comptabilité de l'opération 18
4 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 18
5 – GESTION DES ECARTS 18
6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION 19
6.1. Comité technique (COTECH) 19
6.2. Commission de Suivi (COSU) 19
6.3. Suivi de la communication institutionnelle 20
6.4. Réunions de travail 20
7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES 20
8 – DISPOSITIONS GENERALES 21
8.1. Modification 21
8.2. Règlement des litiges 21
8.3. Résiliation de la convention 21
8.4. Date d'effet de la convention 22
8.5. Mesures d'ordre 22
ANNEXES 24
ANNEXE 1 25
ANNEXE 2 26
ANNEXE 3 27
ANNEXE 4 28
ANNEXE 5 29

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission Permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

- le **Département de Paris**, représenté par la Présidente du Conseil départemental, dûment mandaté par délibération n°……en date du……,

Ci-après désignés « **les financeurs** » (hors financement par le maître d'ouvrage).

En deuxième lieu,

- **le STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2006-0217 en date du 15 mars 2006,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire »**

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation,

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015,

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013,

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n°2015/538 et ses annexes du Conseil du STIF en date du 7 octobre 2015 approuvant le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP),

Vu la délibération n° CR …… du Conseil régional d'Ile-de-France du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du …… du Conseil régional,

Vu la délibération n°…… du Département de Paris du ……,

Vu la délibération n°……. du Conseil du STIF du ……,

Il est précisé et convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1 et en Annexe 5.

« **Résultats des études** » : désigne le les Schéma de principe réalisé par le maître d'ouvrage, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexe 5 et qui seront présentés au conseil d'administration du STIF.

Préambule

Se distinguant par une identité forte, la Gare du Nord et la Gare de l'Est s'inscrivent cependant dans une même typologie de gares terminus, dont le quai transversal polarise la relation à la ville, au moyen d'un parvis ouvert Gare du Nord et fermé Gare de l'Est. Au-delà du rôle historique joué par les deux gares, le développement du réseau de transport urbain et métropolitain a renforcé ce rôle structurant.

Les deux gares sont physiquement isolées l'une de l'autre alors qu'elles se situent à moins de 500 mètres de distance. La croissance importante de leur poids dans les déplacements franciliens à toutes les échelles permet de considérer aujourd'hui que ces deux gares forment ensemble un Bipôle multimodal Nord parisien très structurant.

La mise en service du RER E en 1999 et la création de la station Magenta ont conduit à la naissance d'un nouveau pôle entre les gares du Nord et de l'Est. Si le cheminement entre Magenta et la Gare du Nord est satisfaisant (via un souterrain), il reste difficile entre Magenta et la Gare de l'Est. Les cheminements piétons de surface entre le Pôle Magenta et les gares du Nord et de l'Est sont eux difficilement lisibles et accidentogènes.

Le projet d'amélioration du lien piétonnier au sein du Bipôle Gare du Nord/Magenta-Gare de l'Est répond à la volonté de mettre en relation directe tous les modes de transport et ainsi créer le maillon manquant qui permettra le lien entre Gare du Nord et Gare de l'Est.

Ce projet doit trouver sa place dans l'articulation avec des projets en émergence tels que le projet immobilier Balcon Vert ou l'étude Gare du Nord 2023, portés par SNCF Gares et Connexions.

Facteur de performance et dans la perspective de l'amélioration de la fonction intermodale des gares, ce projet doit désormais entrer en phase d'élaboration du Schéma de Principe afin d'en assurer la pérennité au travers d'un programme d'investissement articulé avec les autres projets du secteur.

Le Bipôle « Gare de l'Est – Gare du Nord » :

- regroupe 3 gares majeures : Gare du Nord (plus grande gare d'Europe), Gare de l'Est et Magenta (RER E) ;
- voit passer près de 800 000 voyageurs (trains + RER + métros) sur un Jour Ouvrable de Base ;
- est constitué de deux pôles physiquement distincts : « Pôle Paris Nord » (Gare du Nord/ Magenta/La Chapelle) et « Pôle Paris Est » (Gare de l'Est/Château-Landon) géographiquement très proches, situés à environ 500 m de distance ;
- est desservi par 4 lignes de métro (2, 4, 5, 7), 3 lignes RER (B, D, E), 3 lignes Transilien (H, K, P) et 17 lignes de bus. La Gare du Nord et la Gare de l'Est sont deux figures emblématiques des grandes gares parisiennes. Avec une valeur patrimoniale remarquable, elles ont rayonné et structuré le développement urbain, créant leur propre quartier de gare.

Objectifs du projet

Les études, objet de la présente convention de financement, portent sur le Bipôle gare de l'Est-gare du Nord.

Compte tenu du manque de visibilité, d'efficacité et d'accessibilité des différentes correspondances, il est indispensable d'offrir une image lisible et globale du Bipôle.

Il s'agit ainsi de construire une véritable correspondance optimisée et accessible à tous entre les deux gares, s'inscrivant dans le plan guide Paris Nord Est Elargi (PNEE) imaginé par les urbanistes et porté par la Ville de Paris.

L'objectif est de proposer un projet, non seulement de liaison physique entre les pôles, mais aussi d'identification de l'ensemble du Bipôle.

Les études, objet de la présente convention de financement, portent sur le Bipôle gare de l'Est-gare du Nord.

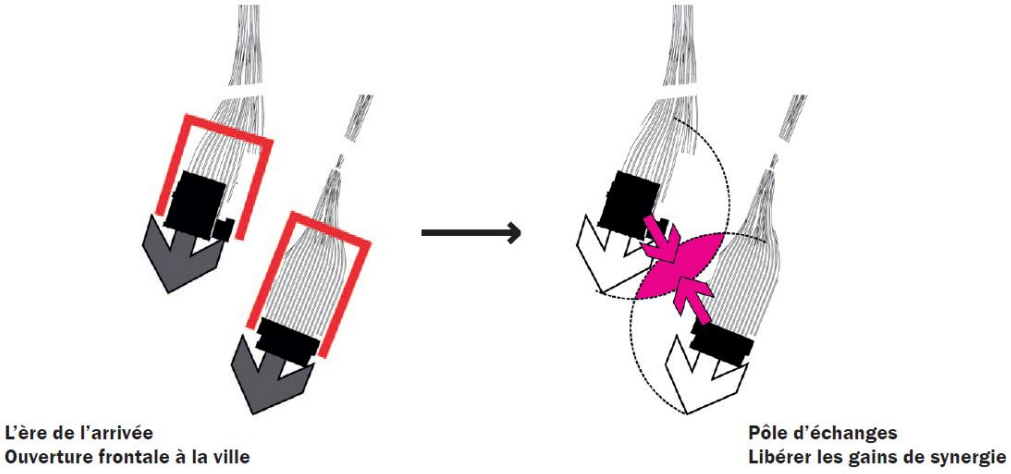


Figure 1 : Le défi du Bipôle selon PNEE (PNEE, 2014)

Inscription dans les documents de planification et de programmation

Le projet de Bipôle est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan Régional en faveur de la Mobilité Durable voté par la Région n° CR 37-14 du 19 juin 2014,
- au Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 voté par l'assemblée régionale le 18 juin 2015 (CR 53-15) et signé le 9 juillet 2015.

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les **modalités de la participation** de l'État, de la Région Ile-de-France, du Département de Paris et du STIF au financement de la concertation préalable, des études du Schéma de principe et de l'Enquête publique du Bipôle.
- de préciser le **contenu des études** nécessaires à la constitution :
  - de la Concertation Préalable ;
  - du Schéma de Principe et du Dossier de Définition de Sécurité (DDS) ;
  - de l'Enquête Publique ;
- de préciser les **livrables** remis aux financeurs à chacune des étapes ;
- de préciser la **gouvernance du projet** à chaque étape dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Bipôle gare de l'Est - gare du Nord : Concertation, schéma de principe et Enquête publique »

1.1. Rappel des études

Le conseil du STIF a approuvé, le 7 octobre 2015, le Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales du projet de constitution et d'affirmation du Bipôle Gare de l'Est – Gare du Nord, dont les objectifs sont les suivants :

- Améliorer la correspondance entre Gare du Nord, Gare de l'Est et Magenta ;
- Améliorer la lisibilité globale du Bipôle, et créer une réelle identité ;
- Améliorer le cadre de vie des riverains.

Le conseil du STIF a également demandé à la SNCF qu'elle s'assure de la compatibilité du projet Balcon Vert avec le projet Bipôle et qu'elle prenne en compte tous les enjeux de l'intermodalité dans le cadre du projet de réaménagement de la Gare du Nord.

Eléments de programme prévisionnels

Les échanges entre les différentes parties prenantes au cours de l'année 2014 et du premier semestre 2015 ont permis, sur la base du diagnostic, des contraintes des projets connexes et des fonctionnalités attendues par le projet, d'identifier les **trois scénarios d'aménagement du lien Bipôle** :

Un scénario A - **Une liaison structurante de surface** améliorant la lisibilité et l'accessibilité des correspondances.

Caractérisé par une intervention simple sur des aménagements urbains au niveau des rues d'Alsace et de Dunkerque, le scénario A affirme ainsi une liaison structurante de surface.

Un scénario B - Un lien de surface, complété d'un lien souterrain.

Le scénario B reprend la solution du scénario A et intègre la mise en œuvre d'un souterrain reliant le pôle Magenta et le tunnel Château-Landon. Ce scénario impacte le sous-sol du bâtiment du « 50, rue d'Alsace ».

Cette solution crée un cheminement souterrain et un cheminement de surface dissociés.

Un scénario C - Un système de liaison de surface et souterraine interconnectées intégré au projet urbain

Le scénario C reprend le lien de surface et le lien souterrain du scénario B et y ajoute la fonctionnalité de liaison verticale entre les cheminements souterrains et les cheminements de surface.

Cette solution prend en compte le niveau quais du bâtiment du « 50, rue d'Alsace » et s'articule avec le projet Balcon Vert créant ainsi un système complet répondant aux objectifs globaux d'amélioration des liaisons et du confort des voyageurs.

Le scénario C permet d'ouvrir la Gare de l'Est vers le pôle Magenta et la Gare du Nord et de répondre ainsi aux fonctions transports et urbaines tout en développant une identité forte du concept Bipôle.

1.2. Définition et contenu de l'opération

L'opération porte sur :

- l'organisation, la conduite et la formulation du bilan de la concertation préalable ;
- l'élaboration du Schéma de Principe ;
- l'élaboration du dossier d'enquête d'utilité publique du Bipôle ;
- la préparation et l'accompagnement de l'enquête publique du pôle jusqu'à la DUP ;
- des prestations complémentaires éventuelles à chacune de ces étapes.

L'annexe 5 de la présente convention détaille les éléments constitutifs.

1.2.1. La concertation préalable

La concertation porte sur les objectifs du DOCP approuvé par le Conseil du STIF ainsi que sur les variantes retenues. Les objectifs et les modalités de la concertation sont validés par le Conseil du STIF à l'issue du DOCP.

La concertation pourra comporter :

- une **publicité préalable** dans les médias (presse, web,...) ou via des supports imprimés (affiches, flyers...) pour informer le public de l'objet de la concertation et des modalités de son déroulement,
- une ou plusieurs **exposition(s) d'informations générales** sur le projet, présentant des panneaux d'information,
- la présence, sur les lieux d'exposition, **de registres** à disposition du public,
- la mise en ligne d'un **site web** informant sur le projet et les modalités de la concertation, avec la possibilité pour les internautes de laisser leurs avis et/ou de poser leurs questions via un formulaire ou une adresse de contact,
- l'envoi et/ou la mise à disposition de **supports imprimés (dépliants) d'information**, avec un "coupon T" permettant aux publics d'envoyer leurs remarques gratuitement par courrier,
- la tenue de **réunions publiques, de rencontres (avec les voyageurs, les acteurs locaux...), d'ateliers...**
- tout autre dispositif adapté au contexte local et permettant de nourrir la concertation.

Ces modalités sont établies en lien étroit avec la Ville de Paris (mairie centrale et mairie du Xème arrondissement) par le STIF et soumises aux financeurs avant le lancement de la concertation.

A l'issue de la concertation préalable, le STIF tire le bilan de la concertation. Les variantes de scenarii d'aménagement du pôle d'échanges multimodal seront précisées puis une variante sera retenue pour être étudiée dans le cadre du schéma de principe.

1.2.2. Le Schéma de Principe

Le Schéma de Principe permet de confirmer l'opportunité du projet, de formaliser le programme et les modalités d'insertion du projet.

Il est élaboré sur la base du DOCP approuvé par le Conseil du STIF, et il tient compte des enseignements de la concertation préalable.

Le contenu du Schéma de Principe devra être compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il doit contenir les éléments suivants :

- **l'historique du projet** ;
- la description du **secteur concerné par les études** ;
- la définition des **objectifs et du programme** ;
- la **description du projet** : mise en compatibilité avec le SDRIF, insertion du projet et de ses variantes dans l'environnement urbain, en précisant le positionnement des différentes fonctionnalités, les caractéristiques des projets de développement économique et urbain en interface et l'incidence du projet sur l'environnement.
- la justification du choix du réaménagement du pôle existant et de la définition des solutions techniques,
- **les impacts** du projet au regard de la situation initiale ;
- **le management et calendrier du projet** ;
- **l'économie du projet** : estimation des coûts de l'infrastructure, du matériel roulant et de l'exploitation ;
- **l'intérêt socio-économique** du projet : prévision de trafic et report modal.

Par ailleurs, le Dossier de Définition de Sécurité (DDS) est élaboré au stade du schéma de principe, permettant de définir les grands enjeux de sécurité liés au projet.

Le contenu du Schéma de Principe est précisé dans l'article R1241-31 du code des transports et par la délibération n°2011/631 du Conseil du STIF, prise dans sa séance du 6 juillet 2011. La partie relative au contenu du schéma de principe est jointe en annexe 5.

1.2.3. L'enquête publique

L'enquête publique porte sur le projet du Schéma de Principe approuvé par le Conseil du STIF ainsi que sur les éventuelles variantes qui pourraient être retenues à ce stade. Elle se déroule conformément aux dispositions des articles L123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants du code de l'environnement.

Elle a pour objectif principal d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement.

L'enquête publique comprend les pièces prévues à l'article R123-8 du code de l'environnement, et notamment l'étude d'impact de l'opération.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées et définies en lien avec la commission d'enquête (ou le commissaire enquêteur) en charge de la procédure. Elles seront également présentées aux financeurs du projet et aux collectivités concernées par l'opération.

Pour mener à bien cette procédure d'enquête publique, le maître d'ouvrage pourra, sur demande de la Commission d'enquête ou de sa propre initiative, engager des études complémentaires, après accord des financeurs signataires de la présente convention, afin d'éclairer certains volets du projet.

Le type d'enquête sera précisé en fonction du contenu du projet à l'issue des études de schéma de principe.

1.2.4. Prestations complémentaires

Dans le cadre de la production des études techniques nécessaires à l'établissement du schéma de principe ou de l'enquête publique, le STIF pourra faire appel si nécessaire à des prestations portant sur :

- l'acceptabilité des solutions proposées pour le projet du pôle sur les ouvrages existants propriété de SNCF Réseau, de SNCF Mobilités, de la RATP, de la Ville de Paris, notamment au regard de leur impact temporaire et/ou définitif sur leur exploitation ;
- l'estimation des coûts du projet proposée par le bureau d'étude mandaté par le STIF ;
- certaines propositions techniques du bureau d'études mandaté par le STIF
- des variantes ou options de programme ou d'aménagement.

Ces éléments seront soumis à l'accord de la collectivité et des financeurs.

1.3. Calendrier prévisionnel de réalisation des études

Le délai de réalisation des études est fixé à 36 mois. Il convient en outre d'ajouter un délai de précaution supplémentaire de 12 mois soit un délai de réalisation de **48 mois** à compter du passage de la convention de financement au Conseil du STIF.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel de la concertation préalable, du schéma de principe et de l'enquête publique est le suivant (détail en annexe 4) :

Concertation et bilan	2016-2017
Elaboration du Schéma de Principe	2016-2017
Enquête publique	2018

2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des Projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

2.2. La maîtrise d'ouvrage

Le pilotage des études nécessaires à la préparation de la concertation préalable, à l'élaboration du Schéma de Principe, du dossier d'enquête et à la préparation de l'enquête publique sera assuré par le STIF.

La concertation préalable ainsi que l'enquête publique du projet transport en lien avec le projet urbain selon des modalités à définir seront pilotées par le STIF.

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Le STIF est maître d'ouvrage du programme d'études décrit à l'article 1.2 de la présente convention.

Le STIF est notamment responsable de la conduite des études qui font l'objet de la présente convention, dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

L'Etat, la Région, le Département de Paris en seront tenus informés par transmission de la convention dès sa signature.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes

Le maître d'ouvrage réalisera les études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets connexes au Bipôle : SNCF Mobilités, SNCF Réseau, Ville de Paris.

En tant que pilote des études du Bipôle, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, le STIF doit :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le STIF se charge de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets connexes au Bipôle ;
- formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 6 de la présente convention).

La ville de Paris sera étroitement associée à l'ensemble des études et procédures jusqu'à la DUP.

L'organisation et la répartition des maîtrises d'ouvrage devront être définies à l'issue des études de Schéma de Principe préalablement à l'engagement des Avant-Projets dans le cadre d'une autre convention.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement de la concertation préalable, des études du Schéma de principe et de l'enquête publique du Bipôle, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat
- La Région Ile-de-France
- Le Département de Paris
- Le maître d'ouvrage, le STIF

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'Opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 3.

ARTICLE 3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **1 142 000 € HT en euros courants**, non actualisables et non révisables.

3.2. Coûts détaillés

Les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Bipôle gare de l'Est-gare du Nord	
Maîtrise d'ouvrage STIF	**Coûts € HT**
1. Concertation préalable	**150 000**
2. Schéma de principe	**642 000**
Dont (à titre indicatif)	
Etudes de diagnostic et sondages	*250 000*
Etudes techniques	*250 000*
Dossier de synthèse	*100 000*
Mission de coordination	*42 000*
3. Dossier d'enquête	**250 000**
4. Accompagnement enquête publique	**100 000**
TOTAL en € courants	**1 142 000€**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express des financeurs.

3.3. Plan de financement

Le financement des études de Bipôle s'inscrit dans le cadre du Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) voté par l'Assemblée régionale en juin 2014 et dont **la participation financière de la Région est conditionnée à 2 éléments** :

- **le pôle doit être un pôle de niveau 1**[1] pour bénéficier d'un financement régional ;
- le **pôle doit être inscrit dans un document de programmation financière.**

Le Bipôle gare du Nord – gare de l'Est remplit ces deux conditions.

Il est inscrit dans le Contrat de plan Etat – Région 2015- 2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région dans le cadre des études selon la répartition suivante :

- une participation de **25% minimum** des **maîtres d'ouvrage et/ou les bénéficiaires du projet**, tous périmètres confondus.
- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, Département, collectivités et établissements publics).
- un plafonnement de la participation de la Région Ile-de-France au projet à hauteur de 50%.

Le plan de financement des études de la présente convention est établi en euros courants et HT, non révisables et non actualisables.

<table>
<tr><td></td><td colspan="4">Bipôle gare de l'Est-gare du Nord – plan de financement des études de concertation préalable, schéma de principe et enquête publique</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Financeurs [2]</td><td colspan="2">CPER 2015-2020</td><td rowspan="2">Département de Paris</td><td rowspan="2">STIF (MOA)</td><td rowspan="2">Total</td></tr>
<tr><td>Etat</td><td>Région</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Maitre d'ouvrage des études : STIF</td><td colspan="2">50%</td><td rowspan="2">25%</td><td rowspan="2">25%</td><td rowspan="2">100%</td></tr>
<tr><td>30%</td><td>70%</td></tr>
<tr><td>171 300 €
(15%)</td><td>399 700 €
(35%)</td><td>285 500 €
(25%)</td><td>285 500 €
(25%)</td><td>1 142 000 €
(100%)</td></tr>
</table>

[2] *Clés de financement du CPER 2015-2020 pour les "pôles", dont 50% "tiers" incluant 25% pour le maître d'ouvrage*

[1] Les pôles de niveau 1 sont définis dans le Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France et ils correspondent :

- ✓ **aux gares dont le trafic est supérieur à 15.000 voyageurs / jour**, avec des correspondances entre lignes de RER, trains ou métro, et avec une ligne de tramway ou une gare routière importante (plus de cinq postes à quais),
- ✓ **aux stations de métro avec gare routière,**
- ✓ **aux grandes gares parisiennes terminus.**

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région et le Département de Paris

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le STIF, maître d'ouvrage.

L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 4 indique l'échéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité technique est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

Demande de versement des acomptes auprès de la Région et du Département de Paris

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Le plafonnement des acomptes

Pour la Région Ile-de-France et le Département de Paris, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020. L'opération du Bipôle gare de l'Est – gare du Nord est inscrite dans le CPER 2015-2020.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés au STIF, maître d'ouvrage des études de la présente convention, est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant

global de l'opération indiqué à l'article 3.1, et conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le maître d'ouvrage présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses effectivement réalisées (acquittées).

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- L'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention.

3.4.3. Modalités de paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1. de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du :

Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	TRPUFRP1

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du STIF, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

Parties	Coordonnées
ETAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
REGION ILE-DE-FRANCE	Unité Aménagement Durable Secrétariat Général Direction des transports 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS marie-dominique.campourcy@iledefrance.fr
DEPARTEMENT DE PARIS	Mairie de Paris Direction de la voirie et des déplacements Agence de la Mobilité 121 avenue de France CS 51388 75639 Paris Cedex 13
SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE (STIF)	Syndicat des Transports d'Ile-de-France Direction des projets d'investissement (DPI) 39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS gilles.fourt@stif.info

3.5. Caducité des subventions

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

3.5.3. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire et financier du Département de Paris

Le financement du Département de Paris devient caduc et est annulé si, à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration parisienne une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prolongé d'un an, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme sera considérée caduque.

À compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de la convention de financement. À l'issue de ce délai, si l'acompte de la subvention versé au bénéficiaire n'est pas totalement utilisé et justifié, le solde de cet acompte devra être remboursé au Département de Paris.

3.6. Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 1.4, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement.

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

A compter de la mise en service du projet de Bipôle d'échanges, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

5 – GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions de travail entre les maîtres d'ouvrages des projets connexes au pôle multimodal.

6.1. Comité technique (COTECH)

Ce comité, convoqué par le STIF, comprend l'ensemble des signataires de la présente convention.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués par le maître d'ouvrage avec un préavis minimum de deux semaines, et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments d'études techniques du Schéma de principe et du DEUP, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- valider les choix techniques si nécessaire,
- suivre le déroulement technique de la démarche, y compris en ce qui concerne la coordination avec les projets connexes à l'opération,
- préparer les différents comités sur les aspects techniques de la démarche,
- préparer les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le projet.

6.2. Commission de Suivi (COSU)

Placé sous la présidence du STIF, en sa qualité d'autorité organisatrice des transports, la Commission de suivi comprend les signataires de la présente convention et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet. Elle assure le rôle de comité de pilotage des études de l'opération.

Elle se réunit avant chaque passage en Conseil du STIF, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La commission de suivi a pour rôle de :

- veiller au bon déroulement et à la qualité des études, présenter les résultats des études et contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire ;
- favoriser le bon déroulement du projet notamment dans son articulation avec les partenaires locaux.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager,
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante,
- les modalités de l'enquête publique,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le secrétariat permanent de la commission de suivi est assuré par le STIF. Les comptes-rendus des réunions de la commission de suivi sont établis par le STIF.

6.3. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du MOA et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, le Département de Paris et le STIF
- en dernier : le logo du STIF.
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

6.4. Réunions de travail

Des réunions seront dédiées à la coordination entre les différentes études entrant dans le périmètre du pôle multimodal.
Elles réunissent le maître d'ouvrage des études de pôle (STIF) ainsi que les maîtres d'ouvrages des projets connexes ainsi que leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins.
Chaque maître d'ouvrage s'engage à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage est propriétaire des études et résultats des études qu'il réalise dans le cadre de la présente convention de financement.

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente opération, après validation par l'ensemble des financeurs.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

8 – DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 3 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser

au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4. Date d'effet de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.3 et au plus tard 18 mois après la validation du bilan de l'enquête publique par le STIF.

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 4 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

SIGNATAIRES

Convention établie en 4 exemplaires originaux, signée par toutes les parties et notifiée le

Pour l'Etat, Date et signature	**Pour la Région,** Date et signature
Pour le Département de Paris, Date et signature	**Pour le STIF,** Date et signature

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 4 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour la durée de la convention

Annexe 5 : Contenu des dossiers de Schéma de Principe

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME NOMINATIF DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Gilles FOURT

Chef de la division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

gilles.fourt@stif.info

Knut PINTO DELAS

Chargée de Projets

Division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

knut.pinto-delas@stif.info

ANNEXE 2

CALENDRIER PREVISIONNEL DE REALISATION DE L'OPERATION

	2016		2017		2018	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2
CFI Etudes						
Concertation						
Bilan de la concertation						
Réalisation SdP						
Validation SdP et DEUP - STIF						
EUP						

ANNEXE 3

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DU STIF

En € HT	2016	2017	2018	2019	Total
Concertation		150 000			150 000
Schéma de Principe		542 000	100 000		642 000
Dossier d'enquête		100 000	150 000		250 000
Accompagnement enquête publique			70 000	30 000	100 000
Total		**792 000**	**320 000**	**30 000**	**1 142 000**

ANNEXE 4

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEMANDES D'APPELS DE FONDS

	Clé	Montant	2016	2017	2018	2019	2020
Etat	15%	171 300 €	0 €	58 800 €	63 000 €	27 000 €	22 500 €
Région Ile-de-France	35%	399 700 €	0 €	137 200 €	147 000 €	63 000 €	52 500 €
Département de Paris	25%	285 500 €	0 €	98 000 €	105 000 €	45 000 €	37 500 €
STIF	25%	285 500 €	0 €	98 000 €	105 000 €	45 000 €	37 500 €
Total	100%	1 142 000 €	0 €	392 000 €	420 000 €	180 000 €	150 000 €

ANNEXE 5

CONTENU TYPE DES SCHEMAS DE PRINCIPE (SDP)

(Conseil du STIF du 6 juillet 2011)

Objectif

L'objectif du Schéma de Principe est d'arrêter le programme fonctionnel de l'opération suite aux préconisations issues de la phase de concertation. Il permet d'engager l'enquête publique.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional

Le contenu des schémas de principe est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des résultats de la concertation ou du débat public tels que prévus par les articles L121-1 et suivants et R121-1 et suivants du code de l'environnement. Le Schéma de principe devra préfigurer le dossier d'enquête publique (défini à l'article R123-6).

- Articulation avec la loi MOP

Le schéma de principe permet d'arrêter le programme tel que défini par l'article 2 de la loi MOP :
« Le maître de l'ouvrage définit dans le programme les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage. »

- Niveau de précision du Schéma de Principe

Le contenu du Schéma de Principe devra être conforme aux attendus des études préliminaires telles que décrites à l'article 18 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation d'un ouvrage existant, la précision attendue est celle des études de diagnostic (article 19 ou, dans le cas d'un bâtiment, article 12 du décret). Enfin, dans le cas d'une opération de construction neuve de bâtiment, la précision attendue est celle des études d'esquisse (article 3 du décret).

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'étape Schéma de Principe.

Contenu

Le Schéma de Principe contient un volet transport détaillé présentant notamment les points suivants :

Partie I – Volet transport

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du schéma de principe pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. Historique

a. Rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,
b. Analyse rétrospective des dysfonctionnements éventuels et besoins de desserte du secteur concerné,

II. Diagnostics « transport » des territoires concernés

a. Présentation du secteur d'étude : analyse de la situation actuelle en termes d'occupation du sol, population, emplois, grands équipements,

b. Perspectives d'évolution de l'urbanisation : description des grandes opérations cadrages quantitatifs de développement des populations et des emplois, analyse de la cohérence avec les cadrages SDRIF,
c. Description des réseaux et de l'offre de transport (situation actuelle),
d. Présentation et analyse des déplacements actuels et de leur évolution future,
e. Analyse des dysfonctionnements éventuels et définition des besoins du secteur,

III. Objectifs du Projet / Programme

a. Objectifs de l'opération,
b. Nature et étendue des besoins,
c. Contraintes et exigences : de qualité sociale, urbanistiques, architecturales, fonctionnelles, techniques, économiques, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.

IV. Description du Projet

a. Caractéristiques principales,
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
    i. fonctionnelle des installations,
    ii. périmètre du projet,
    iii. consistance des dessertes envisagées,
    iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),
    v. dimensionnement justifié des installations,
d. Confirmation du choix du mode
e. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
    i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,
    ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,
f. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages / inconvénients techniques,
g. Compatibilité :
    i. avec SDRIF, PDUIF, PLU,
    ii. avec le bilan de la concertation préalable ou du débat public,
    iii. avec les objectifs du projet,
h. Pour les projets en souterrain : sondages avancés permettant de vérifier la faisabilité,

V. Impacts du projet

a. Principes d'insertion paysagère et architecturale du projet dans son environnement naturel et urbain,
b. Impact sur les réseaux concessionnaires,
c. Etude d'impact selon le Code de l'Environnement,

VI. Management et calendrier du Projet

a. Organisation :
    i. identification des différentes parties : STIF, MOA(s) futurs, MOE(s) études, collectivités, …
    ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),
    iii. méthodes : Plan Directeur Qualité.
b. Planification :
    i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du trimestre,
    ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructures ferroviaire et de voirie,
    iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. Economie du Projet

a. Coûts de réalisation :
    i. présentation synthétique des coûts :
        - coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assorti d'un taux de tolérance de + ou – 10%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA
        - présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, concertation,...)

    ii. présentation détaillée des coûts :
        - coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers - dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, ...), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, ...), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières...
        - pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,

    iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Analyse détaillée des risques spécifiques de l'opération : identification complète des réserves et des risques et méthodes envisagées pour les réduire, impact économique potentiel identifié sur le projet,
c. Coûts d'exploitation :
    i. Estimation sommaire des coûts d'exploitation,
    ii. Prévisions de restructuration éventuelle d'autres réseaux de transports collectifs liés au projet,

VIII.Financement

a. plan de financement
b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Service rendu par le projet : populations et emplois desservis par le projet, prévisions de trafic (pointe, jour, année), en distinguant les diverses composantes nécessaires au calcul de l'évaluation du projet,
b. Bilan socio-économique pour la collectivité établi selon les principes méthodologiques préconisés par le STIF avec justification du calcul des gains pour la collectivité,
c. Bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part, selon phase, éléments chiffrés permettant de préparer le contrat d'exploitation (ou avenant)
d. Evaluation des conséquences du projet sur chacun des modes de déplacement, et pour le mode ferroviaire, incidence sur les autres circulations ferrées (grandes lignes, fret).

X. Annexes graphiques : tracé en plan pour les projets de liaison, vue en plan et élévation pour les projets de pôles

XI. Annexes de constitution du dossier

a. Décision de lancement du schéma de principe,
b. Demandes spécifiques Etat/Collectivités,
c. Bilan de la concertation préalable ou du débat public,

XII. Annexes complémentaires au dossier

a. Principaux éléments du bilan socio-économique (hypothèses utilisées pour la modélisation et le calcul du bilan),
b. Si nécessaire, Dossier de Définition de Sécurité et avis.

Dans le cas où le STIF mène, en tant que maître d'ouvrage, l'enquête publique, le Schéma de Principe devra être complété par une seconde partie contenant les éléments attendus dans un dossier d'enquête d'utilité publique (ils peuvent être regroupés en tant que de besoin) afin de constituer le support de l'enquête publique.

Partie II – Complément au schéma de principe en vue de l'enquête publique portée par le STIF

I. Une notice explicative indiquant :

a. L'objet de l'enquête
b. Les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête (Présentation de l'opération, caractéristiques principales, étude des variantes, amélioration de l'offre de service, …)
c. Lorsque l'étude d'impact n'est pas requise : les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître de l'ouvrage, le projet soumis à enquête a été retenu.

II. L'étude d'impact ou la notice d'impact lorsque l'une ou l'autre est requise, comprenant :

a. L'analyse de l'état initial de l'environnement
b. L'analyse des effets du projet sur l'environnement, sur la protection des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité de voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique,
c. Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu,
d. Les mesures envisagées pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes,
e. L'analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation.

III. Le plan de situation

IV. Le plan général des travaux (Insertion : tracés, stations et points spécifiques)

V. Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (Ouvrages d'art, infrastructures et équipements, stations, locaux d'exploitation en ligne, site de maintenance)

VI. L'appréciation sommaire des dépenses, y compris le coût des acquisitions immobilières

VII. La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

2016

POLE D'ECHANGES MULTIMODAL DE MELUN

Convention de financement des études relative au Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP), à la concertation préalable, au Schéma de Principe et à l'Enquête Publique

CONVENTION N° 16DPI003

SOMMAIRE

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION 6

Définitions 6

Préambule 6

Objectifs du projet 7

Inscription dans les documents de planification et de programmation 8

1 - OBJET DE LA CONVENTION 8

1.1. Rappel des études 8

1.2. Eléments de programme prévisionnels 9

1.3. Définition et contenu de l'opération 10

1.3.1. Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) 10

1.3.2. La concertation préalable 10

1.3.3. Le Schéma de Principe 11

1.3.4. L'enquête publique 12

1.3.5. Prestations complémentaires 12

1.4. Calendrier de réalisation de l'opération 12

2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 13

2.1. L'autorité organisatrice des transports 13

2.2. La maîtrise d'ouvrage 13

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage 13

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes 13

2.3. Les financeurs 14

2.3.1. Identification 14

2.3.2. Engagements 14

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 14

3.1. Estimation du coût des études 14

3.2. Coûts détaillés 15

3.3. Plan de financement 15

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région, le Département de Seine-et-Marne et la Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine 16

3.4.1. Versement d'acomptes 16

3.4.2. Versement du solde 17

3.4.3. Modalités de paiement 18
3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation 18
3.5. Caducité des subventions 19
3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région 19
3.5.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement 19
3.5.3. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire et financier du Département de Seine-et-Marne 19
3.5.4. Caducité des subventions versées par la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine 19
3.6. Comptabilité de l'opération 20
4 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 20
5 – GESTION DES ECARTS 20
6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION 21
6.1. Comité technique (COTECH) 21
6.2. Commission de Suivi (COSU) 21
6.3. Suivi de la communication institutionnelle 22
6.4. Réunions de travail 22
7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES 22
8 – DISPOSITIONS GENERALES 23
8.1. Modification 23
8.2. Règlement des litiges 23
8.3. Résiliation de la convention 23
8.4. Date d'effet et durée de la convention 24
8.5. Mesures d'ordre 24
ANNEXES 26
ANNEXE 1 27
ANNEXE 2 28
ANNEXE 3 29
ANNEXE 4 30
ANNEXE 5 31
ANNEXE 6 33

Entre,

En premier lieu,

- l'**Etat**, représenté par le Préfet de la région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,

- la **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région » dûment mandatée par délibération n°…….. de la Commission Permanente en date du …….. du Conseil régional d'Ile-de-France,

- le **Département de Seine-et-Marne**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département » dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil départemental en date du …….. ,

- la **Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine**, représentée par le Président de la Communauté d'agglomération de Melun Val-de-Seine, dûment mandaté par délibération n°…….. du Conseil Communautaire en date du……..,

Ci-après désignés « **les financeurs** » (hors financement par le maître d'ouvrage).

En deuxième lieu,

- **Le STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2006-0217 en date du 15 mars 2006,

Ci-après désigné « **le STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** » ou **« le bénéficiaire »**

Ci-après collectivement désignés « **les parties** »,

Visas

Vu le code des transports,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation ;

Vu la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu le décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et son décret d'application 2002-428 du 25 mars 2002,

Vu le décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013 approuvant le Schéma directeur de la région Ile-de-France,

Vu le Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 et signé le 9 juillet 2015,

Vu le protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;

Vu la délibération n° CR 37-14 du 19 juin 2014 relative au rapport cadre pour l'actualisation du Plan d'action régional en faveur de la mobilité durable,

Vu la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

Vu la délibération n°2011-631 et ses annexes du Conseil du STIF en date du 6 juillet 2011 approuvant le contenu type des Dossiers d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et des Schémas de principe (SDP) ;

Vu la délibération n° CR …… du Conseil régional d'Ile-de-France du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… de la Commission permanente du …… du Conseil régional,

Vu la délibération n°…… du Département de Seine-et-Marne du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu la délibération n°…… du Département de Seine-et-Marne du ……,

Vu la délibération n°…… de la Communauté d'agglomération Melun Val de Seine du ……,

Vu la délibération n°…… du Conseil du STIF du ……..,

Il est précisé et convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL DE L'OPERATION

Définitions

Les parties conviennent de donner aux mots et expressions, ci-après désignés dans la présente convention, le sens suivant :

« **Projet** » : désigne l'ensemble des étapes (DOCP, concertation préalable, schéma de principe, enquête publique, études d'Avant-projet, travaux) permettant d'aboutir à la mise en service de l'infrastructure nouvelle destinée au transport public de voyageurs, et à laquelle la présente convention fait référence.

« **Opération** » : désigne les étapes du projet et leur financement définis dans le cadre de la présente convention.

« **Etudes** » : désigne tous les éléments, quels en soient la forme, la nature et le support, qui ont permis de réaliser les résultats des études, tels que notamment les rapports, les documents, les plans, au sens du code de propriété intellectuelle dont l'objet et le contenu sont décrits dans la présente convention à l'article 1.1 et en Annexe2.

« **Résultats des études** » : désigne le Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) et le les Schéma de principe réalisés par le maître d'ouvrage, comme définis dans les annexes de la délibération n°2011/0631 jointes en annexes 5 et 6 et qui seront présentés au conseil d'administration du STIF.

Préambule

Pôle structurant du sud francilien avec 47 400 voyageurs par jour, identifié comme « grand pôle de correspondance » (niveau 1) au PDUIF, le pôle de Melun bénéficie :

- d'une desserte ferroviaire assurée par le RER D (200 trains/jour) en terminus gare, la ligne R du Transilien (105 trains/jour) en ligne directe depuis Paris, le TER Bourgogne (20 trains/jour), et un pôle fret (6 trains/mois uniquement de Colas-Rail - granulats) ;
- d'un bâtiment-voyageurs (BV) rénové en 2010 ;
- de deux gares routières regroupant plusieurs réseaux de bus (« Mélibus », « Seine-et-Marne express » et des lignes privées) avec un total de 25 lignes desservant le pôle en passage ou en terminus ;
- d'une desserte viaire concentrée sur la RD 606 (avenue Thiers) avec un trafic de 50 400 véhicules/jour (étude Transitec, 2011).

Le pôle de Melun accueillera, par ailleurs, le futur bus à haut niveau de service (TZen2) qui reliera la gare de Melun à Sénart.

L'arrivée de ce mode de transports dans la prolongation du TZen1 depuis Corbeil-Essonnes réaffirme la nécessité d'une réorganisation du site de la gare aujourd'hui totalement saturé et souffrant de nombreux dysfonctionnements.

La Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine a étudié entre 2011 et 2013 un ambitieux projet de réaménagement du pôle de Melun en lien avec la requalification du quartier gare.

Ce projet a associé, à différents stades des réflexions, la ville de Melun, le Conseil départemental de Seine-et-Marne, l'Etat, la SNCF, RFF, puis la Région Ile-de-France et le STIF.

Deux grands objectifs étaient poursuivis :

- l'amélioration et la modernisation de l'accès aux transports ferroviaires et au réseau de transport en commun urbain et interurbain ;
- la valorisation et la densification urbaine du quartier gare.

La Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine a engagé, par ailleurs, dès 2009, des négociations avec la SNCF et RFF (devenu SNCF Réseau) pour l'acquisition d'emprises ferroviaires (6,5 ha).

Cela a donné lieu à un schéma directeur du patrimoine ferroviaire en 2009 permettant de préciser le périmètre d'intervention (deux secteurs avec des options), recenser les besoins liés à l'activité ferroviaire et d'identifier les conditions de mutabilité du foncier (SNCF Mobilités et SNCF Réseau). Ce schéma a été complété, entre 2011 et 2016, par des études de libération des emprises ferroviaires et de reconstitution des activités du site, donnant lieu au rendu d'un avant-projet (pour le secteur 1) et d'un dossier d'initialisation (pour le secteur 2). Les conclusions des études confiées à la SNCF (coût des travaux de libération et de reconstitution, réduction des emprises libérables) nécessitent de faire évoluer le projet urbain du quartier gare. A ce titre, une étude a été confiée en 2016 à la SPL Melun Val-de-Seine Aménagement pour adapter le projet urbain d'aménagement du quartier Centre-Gare.

Le projet se compose ainsi de deux ensembles programmatiques distincts dans leur nature – projet de transport et projet urbain – mais néanmoins très imbriqués dans leur conception et nécessitant la libération d'emprises ferroviaires importantes.

Au-delà des aménagements esquissés dans le cadre du projet de la Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine, d'autres investissements importants ont aussi été programmés pour l'évolution de cette gare : la mise en accessibilité PMR de l'accès aux trains, opération en cours d'études préliminaires par SNCF Réseau et Mobilités, et l'insertion d'un TZen, opération en cours d'études par le Département de Seine-et-Marne, maître d'ouvrage de la future ligne pour le compte du STIF.

Objectifs du projet

Les études, objet de la présente convention de financement, portent sur le pôle multimodal de Melun et viseront à établir le programme du réaménagement du pôle et proposeront pour chaque élément du programme un maître d'ouvrage et des modalités de financement, conformément aux documents de planification (PDUIF) et de programmation en vigueur (Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) / CPER 2015-2020, subventions STIF, etc.).

Ces éléments de programme qui seront étudiés dans ce cadre correspondent aux éléments de programme des grands pôles de correspondance, tels que définis dans le PDUIF et repris dans le PRMD. Il s'agit des gares routières, des parcs relais, des parcs véligos, de l'accessibilité PMR, des aménagements cyclables, de l'information voyageurs, des aménagements extérieurs de voirie (parvis, carrefours et cheminements piétons d'accès directs au pôle) ainsi que les espaces ferroviaires (refonte ou rénovation de bâtiments voyageurs, accès aux quais, etc.).

Le projet de pôle est à distinguer dans sa programmation et son financement du projet urbain porté par la Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine.

A cet égard, le projet de réaménagement urbain du quartier « centre – gare » porté par la Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine, qui articule de manière très étroite l'aménagement du pôle d'échanges et les aménagements urbains, pose la question des périmètres de chacun des projets (définition du phasage des opérations et répartition des coûts entre le périmètre d'aménagement du pôle et le périmètre urbain).

Du point de vue des transports, l'ensemble des aménagements devra faire émerger, à terme, un pôle d'échanges multimodal plus fonctionnel, redimensionné pour répondre à la croissance du trafic, entièrement accessible aux PMR, et mieux sécurisé pour les flux qui s'y croisent actuellement sur des voiries très étroites.

Les principaux objectifs du pôle sont :

- faciliter l'intermodalité et notamment améliorer les correspondances entre la gare routière et la gare ferroviaire ;
- améliorer le fonctionnement des réseaux de bus urbains et interurbains, sur la base d'une gare routière restructurée ;
- y intégrer les éléments nécessaires à la mise en service du TZen 2 ;
- optimiser l'insertion urbaine du pôle gare ;
- améliorer la lisibilité, la gestion et la sécurité des flux piétons et cyclistes ;
- adapter et optimiser l'offre de stationnement pour chacun des usages : parc-relais, dépose-minute, taxis, vélos... ;
- améliorer la sécurité du site.

Inscription dans les documents de planification et de programmation

Le projet de pôle de Melun est inscrit :

- au SDRIF approuvé par la Région délibération n° CR 97-13 du 18 octobre 2013 et par l'État par décret n°2013-1241 du 27 décembre 2013, publié le 28 décembre 2013 au Journal officiel ;
- au PDUIF approuvé par la Région délibération n° CR 36-14 du 19 juin 2014 (pôle de niveau 1) ;
- au Plan Régional en faveur de la Mobilité Durable voté par la Région n° CR 37-14 du 19 juin 2014,
- au Contrat de plan Etat – Région 2015-2020 voté par l'assemblée régionale le 18 juin 2015 (CR 53-15) et signé le 9 juillet 2015.

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les **modalités de la participation** de l'État, de la Région Ile-de-France, du Département de Seine-et-Marne, de la Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine et du STIF au financement des études du Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP), de la concertation préalable, du Schéma de principe et de l'Enquête publique du pôle d'échanges multimodal de Melun.
- de préciser le **contenu des études** nécessaires à la constitution :
  - du Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales ;
  - de la Concertation préalable ;
  - du Schéma de principe et du Dossier de définition de sécurité (DDS) ;
  - de l'Enquête publique ;
- de préciser les **livrables** remis aux financeurs à chacune des étapes ;
- de préciser la **gouvernance du projet** à chaque étape dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention, la dénomination unique suivante :

« Pôle d'échanges multimodal de Melun : études de DOCP - EUP »

1.1. Rappel des études

La Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine a mené des études préliminaires afin d'établir une esquisse d'aménagement rendu en juin 2013 :

- Etude de programmation urbaine, Groupe-6 & Urban'
- Etude de trafic, déplacements et stationnements, Charré-Conseil
- Etudes Voiries Réseaux Divers, Verdi
- Etudes environnementales, Cap Terre
- Etude d'impacts, Somival
- Etudes pollution, Antea
- Etude de marché, Sofred
- Relevé de géomètre, Cabinet Lagoutte
- Etudes de sol, Burgeap
- Etudes juridiques, De Castelnau

A ces études menées par la CAMVS s'ajoutent :

- Etudes préliminaires SDA Gare de Melun (SNCF Réseau et Mobilités, 2012 – actualisation 2016) ;
- Projet AVP TZen 2.

Ces études préliminaires constituent un socle pour l'élaboration des études du DOCP puis du Schéma de Principe, objet de la présente convention.

1.2. Eléments de programme prévisionnels

Le périmètre du projet transport du pôle de Melun se compose de plusieurs éléments programmatiques :

1. **Gare SNCF :**
   - Mise en accessibilité de la gare par un nouveau franchissement accessible PMR et UFR ;
   - Mise en accessibilité des quais par un réhaussement compatible avec le matériel roulant utilisé ;
   - Mise en place d'abris de quais supplémentaires ;
2. **Gares routières :**
   - Création d'une gare routière urbaine au Nord du pôle, avec local commercial et local conducteurs ;
   - Restructuration de la gare routière au Sud du pôle ;
3. **T Zen :**
   - Intégration du terminus du T Zen 2 sur le parvis de la gare ;
4. **Stationnement :**
   - Problématique du stationnement des utilisateurs du réseau de transport sur l'ensemble du quartier gare (périmètre d'étude de 500m autour de la gare) ;
   - Intégration du parking de stationnement de la gare au pôle transport ;
   - Prise en compte des besoins supplémentaires en stationnement pour les utilisateurs du réseau de transport ;
   - Intégration de la problématique des livraisons et du co-voiturage.
5. **Dépose et taxis :**
   - Création de places de dépose-minute ;
   - Création d'une aire de stationnement taxi ;
6. **Intermodalité :**
   - Restructuration des cheminements doux (piétons et vélos) ;
   - Réaménagement du parvis nord de la gare ;
   - Mise en place de stationnement vélos (consignes, abris) ;
   - Réaménagement de l'accès sud de la gare ;
   - Analyse du fonctionnement du dispositif d'accès routier au pôle (carrefours et voiries d'accès directs) pour l'ensemble des modes, en tenant compte des aménagements prévus dans le périmètre de l'opération du TZen2.

Une attention particulière sera portée au découpage programmatique et financier entre les deux périmètres des projets de transport et urbain. Cette réflexion sera menée en parallèle à la première mission d'étude de la présente convention (DOCP, article 1.3.1).

1.3. Définition et contenu de l'opération

L'opération porte sur :

- la constitution du Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales (DOCP) du pôle d'échanges multimodal de Melun ;
- l'organisation, la conduite et la formulation du bilan de la concertation préalable ;
- l'élaboration du Schéma de Principe ;
- l'élaboration du dossier d'enquête d'utilité publique du pôle transport ;
- la préparation et l'accompagnement de l'enquête publique du pôle jusqu'à la DUP ;
- des prestations complémentaires éventuelles à chacune de ces étapes.

Les annexes 5 et 6 de la présente convention détaillent les éléments constitutifs.

1.3.1. Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP)

Le DOCP porte sur :

- l'**opportunité** du projet ;
- les **caractéristiques principales du projet** : principes guidant le choix du réaménagement du pôle existant et la définition des solutions techniques. Le projet comprend notamment les points particuliers suivants :
    - l'aménagement du pôle d'échanges multimodal de Melun, en cohérence avec l'arrivée du TZen2, avec la réalisation d'un parvis piéton, la réorganisation et le redimensionnement de la gare routière intégrant les lignes Seine-et-Marne Express et l'arrivée du TZen2, la création d'un centre de régulation des lignes de bus et la gestion du stationnement (véhicules, vélos, taxi,…) ;
    - le réaménagement du secteur sud de la gare (accès et gare routière) ;
    - le franchissement des voies ferrées avec l'étude pour la création d'un second ouvrage de franchissement, sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau, en vue de la mise en accessibilité de la gare (accès aux quais et aux trains) pour les PMR.
- une évaluation sommaire du **coût**, du **calendrier** de réalisation avec phasage éventuel, des **impacts** et de l'**intérêt socio-économique** ;
- l'identification des **solutions les plus pertinentes** sur la base d'une **analyse comparative multicritères** ;
- la définition des **périmètres de maitrise d'ouvrage** pour la poursuite des études et les travaux (périmètre TZen2) ;
- les **modalités de financement des éléments de programme** du pôle en distinguant notamment ceux qui relèvent d'un financement PRMD par la Région de ceux qui seront financés hors cadre PRMD.

Les modalités de réalisation du DOCP seront présentées aux financeurs dans le cadre des instances de gouvernance de l'opération.

Le contenu du DOCP est précisé par la délibération n°2011/631 du Conseil du STIF, prise dans sa séance du 6 juillet 2011. La partie relative au DOCP est jointe en annexe 5.

1.3.2. La concertation préalable

La concertation porte sur les objectifs du DOCP approuvé par le Conseil du STIF ainsi que sur les variantes retenues. Les objectifs et les modalités de la concertation sont validés par le Conseil du STIF à l'issue du DOCP.

La concertation pourra comporter :

- une **publicité préalable** dans les médias (presse, web,...) ou via des supports imprimés (affiches, flyers...) pour informer le public de l'objet de la concertation et des modalités de son déroulement,

- une ou plusieurs **exposition(s) d'informations générales** sur le projet, présentant des panneaux d'information,
- la présence, sur les lieux d'exposition, **de registres** à disposition du public,
- la mise en ligne d'un **site web** informant sur le projet et les modalités de la concertation, avec la possibilité pour les internautes de laisser leurs avis et/ou de poser leurs questions via un formulaire ou une adresse de contact,
- l'envoi et/ou la mise à disposition de **supports imprimés (dépliants) d'information**, avec un "coupon T" permettant aux publics d'envoyer leurs remarques gratuitement par courrier,
- la tenue de **réunions publiques, de rencontres (avec les voyageurs, les acteurs locaux...), d'ateliers...**
- tout autre dispositif adapté au contexte local et permettant de nourrir la concertation.

Ces modalités sont précisées par le STIF puis soumises aux collectivités locales et aux financeurs avant le lancement de la concertation.

A l'issue de la concertation préalable, le STIF tire le bilan de la concertation. Les variantes de scenarii d'aménagement du pôle d'échanges multimodal seront précisées puis une variante sera retenue pour être étudiée dans le cadre du schéma de principe.

1.3.3. Le Schéma de Principe

Le Schéma de Principe permet de confirmer l'opportunité du projet, de formaliser le programme et les modalités d'insertion du projet.

Il est élaboré sur la base du DOCP approuvé par le Conseil du STIF, et il tient compte des enseignements de la concertation préalable.

Le contenu du Schéma de Principe devra être compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il doit contenir les éléments suivants :

- **l'historique du projet** ;
- la description du **secteur concerné par les études** ;
- la définition des **objectifs et du programme** ;
- la **description du projet** : mise en compatibilité avec le SDRIF, insertion du projet et de ses variantes dans l'environnement urbain, en précisant le positionnement des différentes fonctionnalités, caractéristiques des projets de développement économique et urbain en interface et incidence du projet sur l'environnement. Une attention particulière sera portée à la réorganisation de la gare routière intégrant l'arrivée du T Zen 2 ;
- la justification du choix du réaménagement du pôle existant et de la définition des solutions techniques ;
- **les impacts** du projet au regard de la situation initiale ;
- **le management et calendrier du projet** ;
- **l'économie du projet** : estimation des coûts de l'infrastructure, du matériel roulant et de l'exploitation ;
- **l'intérêt socio-économique** du projet : prévision de trafic et report modal.

Par ailleurs, le Dossier de Définition de Sécurité (DDS) est élaboré au stade du schéma de principe, permettant de définir les grands enjeux de sécurité liés au projet.

Le contenu du Schéma de Principe est précisé dans l'article R1241-31 du code des transports et par la délibération n°2011/631 du Conseil du STIF, prise dans sa séance du 6 juillet 2011. La partie relative au schéma de principe est jointe en annexe 6.

1.3.4. L'enquête publique

L'enquête publique porte sur le projet du Schéma de Principe approuvé par le Conseil du STIF ainsi que sur les éventuelles variantes qui pourraient être retenues à ce stade. Elle se déroule conformément aux dispositions des articles L123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants du code de l'environnement.

Elle a pour objectif principal d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement.

L'enquête publique comprend les pièces prévues à l'article R123-8 du code de l'environnement, et notamment l'étude d'impact de l'opération.

Les modalités d'organisation de l'enquête publique seront précisées et définies en lien avec la commission d'enquête (ou le commissaire enquêteur) en charge de la procédure. Elles seront également présentées aux financeurs du projet et aux collectivités concernées par l'opération.

Pour mener à bien cette procédure d'enquête publique, le maître d'ouvrage pourra, sur demande de la Commission d'enquête ou de sa propre initiative, engager des études complémentaires, après accord des financeurs signataires de la présente convention, afin d'éclairer certains volets du projet.

A ce stade du Projet, il est trop tôt pour déterminer le type d'enquête qui sera menée.

1.3.5. Prestations complémentaires

Dans le cadre de la production des études techniques nécessaires à l'établissement du dossier de DOCP, puis du Schéma de principe ou de l'enquête publique, le STIF pourra faire appel si nécessaire à des prestations portant sur :

- l'acceptabilité des solutions proposées pour le projet du pôle sur les ouvrages existants propriété de SNCF Réseau, de SNCF Mobilités, du Département de Seine-et-Marne, de la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine ou de la ville de Melun, notamment au regard de leur impact temporaire et/ou définitif sur leur exploitation ;
- l'estimation des coûts du projet proposée par le bureau d'étude mandaté par le STIF ;
- certaines propositions techniques du bureau d'études mandaté par le STIF
- des variantes ou options de programme ou d'aménagement.

Ces éléments seront soumis à l'accord de la collectivité et des financeurs.

1.4. Calendrier de réalisation de l'opération

Le délai prévisionnel de réalisation de l'opération est fixé à 42 mois. Il convient en outre d'ajouter un délai de précaution supplémentaire de 12 mois soit un délai de réalisation de **54 mois** à compter de la notification de la présente convention par le STIF. Cette durée prévisionnelle est conforme aux dispositions de l'article 8.4.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des études DOCP, concertation préalable, Schéma de Principe et enquête publique, sur la base d'une notification fin-2016, est le suivant (détail en annexe 4) :

Elaboration du DOCP	2nd semestre 2016 – 1er semestre 2017
Concertation et bilan	2nd semestre 2017
Elaboration du Schéma de Principe	1er semestre 2018 – 1er semestre 2019
Enquête publique	2nd semestre 2019

2 – ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

2.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage. Le STIF désigne le ou les maîtres d'ouvrage des projets d'infrastructures nouvelles destinés au transport public de voyageurs.

2.2. La maîtrise d'ouvrage

Le pilotage des études nécessaires à l'élaboration du dossier DOCP, à la préparation de la concertation préalable, à l'élaboration du Schéma de Principe, du dossier d'enquête et à la préparation de l'enquête publique sera assuré par le STIF.

La concertation préalable ainsi que l'enquête publique du projet transport en lien avec le projet urbain selon des modalités à définir seront pilotées par le STIF.

2.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention du maître d'ouvrage

Le STIF est maître d'ouvrage du programme d'études décrit à l'article 1.2 de la présente convention.

Le STIF est notamment responsable de la conduite des études qui font l'objet de la présente convention, dans la limite de son périmètre de maîtrise d'ouvrage.

L'Etat, la Région, le Département de Seine-et-Marne, la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine en seront tenus informés par transmission de la convention dès sa signature.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

2.2.2. Coordination du projet de pôle et des projets connexes

Le maître d'ouvrage réalisera les études en étroite collaboration avec les maîtres d'ouvrage des projets connexes au pôle de Melun : SNCF Mobilités, SNCF Réseau, Département de Seine-et-Marne, Communauté d'Agglomération Melun – Val-de-Seine, ville de Melun et les communes de Dammarie-les-Lys et La Rochette le cas échéant.

Il est indispensable d'articuler les futurs projets de transport programmés sur ce secteur avec les projets urbains en cours ou à venir. Il s'agit de garantir une cohérence d'ensemble pour l'aménagement de ce territoire, d'esquisser les périmètres de ces projets et leurs interactions ainsi que les modalités d'intervention de chaque maitre d'ouvrage. L'objectif est d'aboutir à un projet d'ensemble partagé et maîtrisé et à une vision globale des enjeux intermodaux et urbains autour du pôle d'échanges multimodal de Melun.

Le STIF invitera les financeurs ou experts, missionnés sur l'un de ces projets, à assister, sur sa demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

En tant que pilote des études du pôle de Melun, en interface avec des projets sous d'autres maîtrises d'ouvrage, le STIF doit :

- établir le planning d'ensemble faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- agréger et synthétiser les éléments relatifs à l'exécution de l'opération, notamment les éléments techniques et financiers ;

- identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.

A cette fin, le STIF se charge de :

- rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des projets connexes au pôle de Melun ;
- formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 6 de la présente convention).

La ville de Melun, la CAMVS et la SPL Melun Val-de-Seine Aménagement seront étroitement associées à l'ensemble des études et procédures jusqu'à la DUP.

L'organisation et la répartition des maîtrises d'ouvrage devront être définies à l'issue des études de Schéma de Principe préalablement à l'engagement des Avant-Projets dans le cadre d'une autre convention.

2.3. Les financeurs

2.3.1. Identification

Le financement des études DOCP, de la concertation préalable, du Schéma de Principe et de l'enquête publique du pôle d'échanges multimodal de Melun, objet de la présente convention, est assuré par :

- L'Etat
- La Région Ile-de-France
- Le Département de Seine-et-Marne
- La Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine
- Le maître d'ouvrage, le STIF

2.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les autorisations de programme (AP) / autorisations d'engagement (AE) nécessaires pour la réalisation de l'opération par le maître d'ouvrage visé à l'article 2.2, conformément à la durée de validité de la convention indiquée à l'article 8.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 3.3 de la présente convention et dans le respect du calendrier prévisionnel des dépenses visé à l'annexe 2.

3 – MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

3.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives à la présente convention est évalué à **1 300 000€ HT en euros courants**, non actualisables et non révisables.

3.2. Coûts détaillés

Les coûts pris en charge par le maître d'ouvrage sont établis en euros courants HT des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Maîtrise d'ouvrage STIF	**Coûts HT en euros CE 01/2016**
1. DOCP	300 000
Dont (à titre indicatif)	
Études techniques	*200 000*
Rédaction du DOCP	*60 000*
Prestations complémentaires	*40 000*
2. Concertation préalable	150 000
3. Schéma de principe	500 000
Dont (à titre indicatif)	
Études techniques	*300 000*
Rédaction du SdP	*100 000*
Prestations complémentaires	*100 000*
4. Dossier d'enquête	250 000
5. AMO Enquête publique	100 000
Total	**1 300 000**

Cette répartition indicative pourra évoluer en fonction des dépenses réelles, dans le respect du principe de fongibilité entre postes de dépenses du maître d'ouvrage, et dans le respect de l'enveloppe globale par le maître d'ouvrage, après information et accord express des financeurs.

3.3. Plan de financement

Le financement des études du pôle de Melun s'inscrit dans le cadre du Plan régional en faveur de la mobilité durable (PRMD) voté par l'Assemblée régionale en juin 2014 et dont **la participation financière de la Région est conditionnée à 2 éléments** :

- **le pôle doit être un pôle de niveau 1**[1] pour bénéficier d'un financement régional ;
- le **pôle doit être inscrit dans un document de programmation financière.**

Le pôle de Melun remplit ces deux conditions.

Il est inscrit dans le Contrat de plan Etat – Région 2015- 2020 et bénéficie ainsi de financement de l'Etat et de la Région dans le cadre des études selon la répartition suivante :

- une participation de **25% minimum** des **maîtres d'ouvrage et/ou les bénéficiaires du projet**, tous périmètres confondus.
- Une participation de **75 % maximum** des **collectivités** (Etat, Région, Département, collectivités et établissements publics).
- un plafonnement de la participation de la Région Ile-de-France au projet à hauteur de 50%.

[1] Les pôles de niveau 1 sont définis dans le Plan de déplacements urbains d'Ile-de-France et ils correspondent :

- ✓ **aux gares dont le trafic est supérieur à 15.000 voyageurs / jour**, avec des correspondances entre lignes de RER, trains ou métro, et avec une ligne de tramway ou une gare routière importante (plus de cinq postes à quais),
- ✓ **aux stations de métro** avec gare routière,
- ✓ **aux grandes gares parisiennes** terminus.

Le plan de financement est établi en euros courants et HT, non révisables et non actualisables.

	Pôle d'échanges multimodal de Melun Montant HT en euros courants et %					
Financeurs [2]	**CPER 2015-2020**		**Département de Seine-et-Marne**	**CAMVS**	**STIF (MOA)**	**TOTAL**
	Etat	**Région**				
Maître d'ouvrage des études : STIF	50%		15%	10%	25%	100%
	30%	70%				
	195 000,00	455 000,00	195 000,00	130 000,00	325 000,00	1 300 000,00

[2] *Clés de financement du CPER 2015-2020 pour les "pôles", dont 50% "tiers" incluant 25% pour la maître d'ouvrage*

3.4. Modalités de versement des crédits de paiement par l'État, la Région, le Département de Seine-et-Marne et la Communauté d'agglomération Melun – Val-de-Seine

3.4.1. Versement d'acomptes

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par le STIF, maître d'ouvrage.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses du maître d'ouvrage. L'annexe 3 indique l'échéancier prévisionnel des demandes d'appels de fonds, pour chaque financeur.

Le comité technique est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, le maître d'ouvrage transmettra, à l'ensemble des financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagement auxquelles l'appel de fonds se rattache.

Demande de versement des acomptes auprès de l'Etat

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 3.2, daté et signé par le représentant légal du maître d'ouvrage ;
- un état récapitulatif des factures comptabilisées, daté et signé par le responsable du projet du maître d'ouvrage ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, des clés de financement définies à l'article 3.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.
- un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF (ou de la collectivité territoriale).

Demande de versement des acomptes auprès de la Région, du Département de Seine-et-Marne et de la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine

La demande de versement d'acomptes comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le maître d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date de d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 3.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signé par le représentant légal du maître d'ouvrage.

Le plafonnement des acomptes :

Pour la Région Ile-de-France, le montant cumulé des acomptes pouvant être versé aux maîtres d'ouvrage est plafonné à 95% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1, avant le versement du solde. Ce taux de 95 % est applicable pour la Région uniquement pour les opérations inscrites au CPER 2015-2020. L'opération du pôle d'échanges multimodal de Melun est inscrite dans le CPER 2015-2020.

Pour l'Etat, le montant cumulé des acomptes versés au STIF, maître d'ouvrage des études de la présente convention, est plafonné à 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3, conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1 et conformément au décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement.

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés par le Département de Seine-et-Marne au maître d'ouvrage est plafonné à 80% du montant total des subventions dues par le Département tel que prévu à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3, avant le versement du solde.

Pour la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine, le montant cumulé des acomptes versés au STIF, maître d'ouvrage des études de la présente convention, au fur et à mesure de l'avancement des travaux ne peut excéder 80% de sa participation totale prévue à l'article 3.3 et conformément au montant global de l'opération indiqué à l'article 3.1.

3.4.2. Versement du solde

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, le maître d'ouvrage présente le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses effectivement réalisées (acquittées).

Le versement du solde est subordonné à la production des études financées ainsi que des documents signés par le représentant légal de l'organisme et par le comptable public. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, le maître d'ouvrage procède, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

La demande de solde comprendra :

- L'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- L'état détaillé des dépenses réalisées par les maîtres d'ouvrage indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 3.2 de la présente convention.

Pour le Département de Seine-et-Marne et conformément à son Règlement Budgétaire et Financier, le versement du solde interviendra après justification par le bénéficiaire de l'achèvement de l'opération sur présentation d'un état récapitulatif certifié exact des factures acquittées par le comptable public en charge de la comptabilité du STIF.

3.4.3. Modalités de paiement

Le versement des montants de subvention appelés par le maître d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme aux règlements budgétaires des financeurs, à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 3.4.1 de la présente convention.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination unique indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance du maître d'ouvrage.

3.4.4. Bénéficiaire et domiciliation

Les paiements sont effectués par virement bancaire auprès du :

Syndicat des transports d'Ile-de-France (STIF)

Sur le compte ouvert au nom du Trésor Public, dont le RIB est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN							Code BIC
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972	BDFEFRPP

Le versement est effectué auprès de l'Agent comptable du STIF, établissement public à caractère administratif ayant son siège au 39bis – 41 rue de Châteaudun 75 009 Paris.

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

Parties	Coordonnées
ETAT	DRIEA – SPOT – CBSF 21/23 rue Miollis 75015 PARIS Tél : 01 40 61 86 60 spot.driea-if@developpement-durable.gouv.fr
REGION ILE-DE-FRANCE	Unité Aménagement Durable Secrétariat Général Direction des transports 35 Boulevard des Invalides 75007 PARIS marie-dominique.campourcy@iledefrance.fr
DEPARTEMENT DE SEINE-ET-MARNE	Département de Seine-et-Marne Direction des Transports Hôtel du département CS 50337 77010 MELUN CEDEX sophie.thiollier@departement77.fr
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MELUN VAL DE SEINE	Communauté d'Agglomération Melun Val de Seine Direction Aménagement du Territoire – Service Mobilité 297, rue Rousseau Vaudran CS 30187 77198 Dammarie-lès-Lys Cedex frederic.baillergeau@camvs.com
SYNDICAT DES TRANSPORTS D'ILE-DE-FRANCE (STIF)	Syndicat des Transports d'Ile-de-France Direction des projets d'investissement (DPI) 39-41 rue de Châteaudun75009 PARIS gilles.fourt@stif.info

3.5. Caducité des subventions

3.5.1. Caducité au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un **délai de trois ans** à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables. Passé ce délai, l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision du Président. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

3.5.2. Caducité au titre du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement

Si, à l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la notification de la subvention de l'Etat, l'opération subventionnée n'a connu aucun commencement d'exécution, l'Etat peut constater la caducité de sa décision d'attribution de subvention. Une demande de prorogation peut être présentée par le bénéficiaire ; une telle prorogation ne peut excéder un an.

Le début de l'opération est réputé constitué par l'acte juridique (marché, bon de commande, etc.) créant une obligation entre le MOA et le premier prestataire.

3.5.3. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire et financier du Département de Seine-et-Marne

Toute subvention d'investissement est soumise à deux règles de caducité :

- **En matière de demande de versement d'un premier acompte**

La demande de versement relative à un premier acompte doit intervenir dans un délai maximum de 3 ans à compter de la date de la délibération attributive de la subvention.

Sauf dérogation expresse de l'assemblée compétente, les opérations n'ayant pas fait l'objet d'une première demande de versement par le bénéficiaire dans le délai imparti sont frappées de caducité.

- **En matière de demande de versement du solde**

Le bénéficiaire d'une subvention d'investissement dispose d'un délai maximum de 4 ans, à compter de la date d'émission du mandat relatif au premier acompte, pour solliciter le solde de cette subvention.

À l'expiration du délai, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, l'Assemblée départementale peut décider de le proroger sur demande argumentée du bénéficiaire.

3.5.4. Caducité des subventions versées par la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine une demande de versement d'un premier acompte, la subvention devient caduque et est annulée.

Le bénéficiaire dispose d'un délai de quatre ans, à compter de la date de première demande d'acompte, pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le versement du solde est considéré caduc et est annulé.

Toutefois, avant expiration de ce délai, l'Assemblée compétente peut décider de le proroger sur demande argumentée du bénéficiaire.

3.6. Comptabilité de l'opération

Le maître d'ouvrage s'engage à faire ressortir dans sa comptabilité les dépenses propres de ces études, objet de la présente convention.

Le maître d'ouvrage s'engage à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

4 – MODALITES D'AUDIT ET DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs se réservent le droit de solliciter auprès du maître d'ouvrage, à tout moment et jusqu'à expiration du délai prévu dans l'article 8.4, toutes informations, tous documents et pièces comptables justificatives relatifs à la comptabilité propre à l'investissement, particulièrement en cas de dépassement des délais des phases prévues dans l'article 1.4.

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de la date d'émission desdites pièces pour tout contrôle effectué a postériori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF veille, en tant qu'autorité organisatrice des transports, à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

Pour répondre à ce suivi, le maître d'ouvrage fournit et actualise la fiche de programmation financière présentée à l'occasion de chacun des comités tels que décrits ci-dessous à l'article 6.

A compter de la mise en service du projet de pôle d'échanges multimodal de Melun, la Région Ile-de-France pourra engager un audit financier du projet.

5 – GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 3.1 de la présente convention constitue un plafond.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un maître d'ouvrage s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 3.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement du montant visé à l'article 3.1, les financeurs sont informés lors du comité technique. Le maître d'ouvrage doit obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des financeurs n'a pas été sollicité, ou en cas de désaccord des financeurs, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage dans le périmètre duquel ces dépassements sont intervenus.

6 – PILOTAGE ET SUIVI DE L'OPERATION

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs, et de réunions de travail entre les maîtres d'ouvrages des projets connexes au pôle multimodal.

6.1. Comité technique (COTECH)

Ce comité, convoqué par le STIF, comprend l'ensemble des signataires de la présente convention. Dans un souci de meilleure coordination entre les différents projets programmés sur le secteur de Melun, le comité technique est élargi :

- à la commune de Melun, aux communes de La Rochette et de Dammarie-les-Lys en tant que de besoin, ainsi que toute autre commune concernée par le projet de pôle de Melun ;
- à la SPL Melun Val de Seine Aménagement, en charge du projet d'aménagement urbain Quartier Centre Gare ;
- à SNCF-Mobilités, SNCF-Réseau et aux opérateurs d'autobus.

Le comité technique se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués par le maître d'ouvrage avec un préavis minimum de deux semaines, et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage.

Le comité technique est le cadre privilégié permettant de :

- partager les éléments d'études techniques du DOCP, du Schéma de principe et du DEUP, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération,
- développer un point technique lors d'une séance spécifique,
- valider les choix techniques si nécessaire,
- suivre le déroulement technique de la démarche,
- préparer les différents comités sur les aspects techniques de la démarche,
- préparer les commissions de suivi sur les aspects techniques,
- assurer le suivi financier de la convention et les éventuels écarts constatés, les besoins d'études complémentaires, le versement du solde correspondant à la présente convention ;
- préparer le contenu des projets de conventions de financement pour les étapes ultérieures du projet.

A cette fin, les membres du comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans le projet.

6.2. Commission de Suivi (COSU)

Placé sous la présidence du STIF, en sa qualité d'autorité organisatrice des transports, la Commission de suivi comprend les signataires de la présente convention et les élus des collectivités territoriales concernées par le projet. Elle assure le rôle de comité de pilotage des études de l'opération.

Elle se réunit avant chaque passage en Conseil du STIF, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La commission de suivi a pour rôle de :

- veiller au bon déroulement et à la qualité des études, présenter les résultats des études et contribuer à la réorientation de leur contenu si nécessaire ;
- favoriser le bon déroulement du projet notamment dans son articulation avec les partenaires locaux.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager,

- les conclusions de la démarche à chaque étape importante,
- les modalités de l'enquête publique,
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le secrétariat permanent de la commission de suivi est assuré par le STIF. Les comptes-rendus des réunions de la commission de suivi sont établis par le STIF.

6.3. Suivi de la communication institutionnelle

La communication institutionnelle de l'opération est suivie par un comité de communication composé du MOA et des financeurs.

Le comité de communication est coordonné par le maître d'ouvrage. En fonction des besoins, et au minimum une fois par an, il réunit l'ensemble des maîtres d'ouvrage et des financeurs du projet ainsi que les prestataires de communication (stratégie et mise en œuvre). Le compte-rendu sera assuré par le maître d'ouvrage.

Ce comité échange sur la communication relative au projet : la stratégie et le plan de communication, les principes à intégrer dans les marchés de communication, la mise en œuvre des actions de concertation et de communication. Cette communication est partagée et validée par les MOA et les financeurs dans le cadre du comité.

Le maître d'ouvrage s'engage à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elles visent, notamment par une indication portée sur les documents finaux. Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de plan Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires (taille identique des logos) :

- l'ordre suivant entre partenaires : financeurs, maîtres d'ouvrage, autorité organisatrice ;
- l'ordre des financeurs en fonction de l'ordre protocolaire : Etat, Région, le Département de Seine-et-Marne, la Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine, le maître d'ouvrage et le STIF
- en dernier : le logo du STIF.
- la surface allouée à chaque partenaire sera identique.

6.4. Réunions de travail

Des réunions seront dédiées à la coordination entre les différentes études entrant dans le périmètre du pôle multimodal.

Elles réunissent le maître d'ouvrage des études de pôle (STIF) ainsi que les maîtres d'ouvrages des projets connexes (Département de Seine-et-Marne pour le TZen2, SNCF pour les projets en gare, CAMVS pour le projet d'aménagement urbain Quartier Centre Gare, la commune de Melun) ainsi que leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à inviter les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

7 – PROPRIÉTÉ, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ÉTUDES

Le maître d'ouvrage transmettra aux financeurs l'intégralité des résultats d'études, ainsi qu'aux collectivités territoriales concernées par la présente opération, après validation par l'ensemble des financeurs.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier,
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Le maître d'ouvrage reste titulaire des droits de propriété intellectuelle sur ses études et ses résultats, réalisés dans le cadre de la présente convention.

Toute autre diffusion est subordonnée à l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les financeurs s'interdisent toutes diffusions des résultats des études en dehors des signataires de la présente convention, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles.

8 – DISPOSITIONS GENERALES

8.1. Modification

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception de l'annexe 4 (échéancier des dépenses) et des changements de références bancaires et / ou de domiciliation mentionnées à l'article 3.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

8.2. Règlement des litiges

Les Parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Elles se réunissent dans un délai de deux (2) semaines à compter de la réception d'un courrier adressé par la Partie la plus diligente, par lettre recommandée avec accusé de réception (ce délai est porté à quatre (4) semaines si le courrier est adressé pendant la période estivale comprise entre le 15 juillet et le 31 août).

Les litiges éventuels entre les Parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif territorialement compétent.

8.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par les autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation de l'opération. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution,
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les co-financeurs s'engagent à rembourser au maître d'ouvrage, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de

résiliation. Sur cette base, le maître d'ouvrage procède à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des co-financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire des subventions.

8.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention entre en vigueur à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de délibération de la Commission permanente de la Région Ile-de-France approuvant la présente convention.

Elle expire soit en cas de résiliation tel que prévu à l'article 8.3, soit après le solde de la totalité des subventions dues au maître d'ouvrage selon les modalités de l'article 3.4.3 et au plus tard 18 mois après la validation du bilan de l'enquête publique par le STIF.

8.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux, un pour chacun des signataires.

SIGNATAIRES

Convention établie en 5 exemplaires originaux.

Date de notification de la présente convention :

Pour l'Etat, Date et signature	**Pour la Région,** Date et signature	**Pour le Département de Seine-et-Marne,** Date et signature
Pour la Communauté d'Agglomération Melun Val-de-Seine, Date et signature	**Pour le STIF,** Date et signature	

ANNEXES

Annexe 1 : Organigramme nominatif de la maîtrise d'ouvrage

Annexe 2 : Echéancier prévisionnel des dépenses

Annexe 3 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds pour la durée de la convention

Annexe 4 : Calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération

Annexe 5 : Contenu des dossiers de DOCP

Annexe 6 : Contenu des dossiers de Schéma de Principe

ANNEXE 1

ORGANIGRAMME NOMINATIF DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Gilles FOURT

Chef de la division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

gilles.fourt@stif.info

Emilie CHARRUAU

Chargée de Projets

Division Projets Ferroviaires et Pôles

Direction des Projets d'Investissement (DPI)

STIF

emilie.charruau@stif.info

ANNEXE 2

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEPENSES DU STIF

En €$_{2015}$ HT	**2016**	**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Total**
DOCP	50 000	250 000				300 000
Concertation		100 000	50 000			150 000
Schéma de Principe			200 000	300 000		500 000
Dossier d'enquête			100 000	150 000		250 000
Accompagnement enquête publique				70 000	30 000	100 000
Total	**50 000**	**350 000**	**350 000**	**520 000**	**30 000**	**1 300 000**

ANNEXE 3

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES DEMANDES D'APPELS DE FONDS

Financeurs	Clé	Montant	2016	2017	2018	2019	2020
Etat	15,00%	195 000	0	45 000	45 000	66 000	39 000
Région Ile-de-France	35,00%	455 000	0	105 000	105 000	154 000	91 000
Département de Seine-et-Marne	15,00%	195 000	0	45 000	45 000	66 000	39 000
Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine	10,00%	130 000	0	30 000	30 000	44 000	26 000
STIF	25,00%	325 000	0	75 000	75 000	110 000	65 000
Total	**100,00%**	**1 300 000**	**0**	**300 000**	**300 000**	**440 000**	**260 000**

ANNEXE 4

PLANNING PREVISIONNEL

	2016		2017		2018		2019	
	S1	S2	S1	S2	S1	S2	S1	S2
CFI Etudes								
Réalisation DOCP								
Validation DOCP - STIF								
Concertation								
Bilan de la concertation								
Réalisation SdP								
Validation SdP et DEUP - STIF								
EUP								

ANNEXE 5

CONTENU TYPE DES DOSSIERS D'OBJECTIFS ET DE CARACTERISTIQUES PRINCIPALES (DOCP)

(conseil du STIF du 6 juillet 2011)

Objectif

L'objectif du DOCP est d'engager le projet, d'en présenter les caractéristiques générales et les principaux impacts. Il présente des éléments d'opportunité et de faisabilité du projet. Il définit le pré-programme. Il permet d'engager la concertation ou le débat public, le cas échéant.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement

L'enjeu du DOCP est de répondre à l'impératif tel qu'exposé dans le code de l'environnement (extrait de l'article L121-8) :
«Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable du projet adresse à la commission un dossier présentant les objectifs et les principales caractéristiques du projet, ainsi que les enjeux socio-économiques, le coût estimatif et l'identification des impacts significatifs du projet sur l'environnement ou l'aménagement du territoire.»

- Respect du cadre régional

Le DOCP permet de s'assurer de la compatibilité du projet avec le SDRIF et le PDUIF.

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'opération.

Contenu

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du dossier d'objectifs et de caractéristiques principales pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. Présentation du projet

a. Contexte général : problématiques posées, enjeux, acteurs du projet, inscription CPER ou CPRD,
b. Historique du projet : état d'avancement du projet, listes des données et études antérieures disponibles,
c. Compatibilité SDRIF, PDU IdF, PLU, Grenelles de l'environnement 1 et 2,
d. Synthèse des étapes d'informations et de concertation, avec points abordés et apports éventuels,

II. Diagnostic transport des territoires concernés : opportunité du projet

a. Présentation du secteur : géographie, topographie, population et emplois, urbanisation actuelle, offre de transport et réseaux,
b. Présentation et analyse des déplacements, et de l'offre de transport
c. Perspectives d'évolutions de l'urbanisation,
d. Synthèse des dysfonctionnements éventuels et définition des enjeux et besoins du secteur,

III. Description du projet : faisabilité des différents scénarios

a. Caractéristiques techniques principales : hypothèse du mode, tracé, lien avec le réseau,
b. Insertion : section courante et points difficiles, principes d'aménagements urbains, restructurations réseaux éventuelles, identification des impacts sur l'environnement,
c. Principes d'exploitation,
d. Scénario(s) préconisé(s) et justification,
e. Méthodes et estimation sommaire des coûts

i. d'investissement :
   - coûts travaux détaillés par grands postes de dépenses, assortis d'un taux de tolérance de + ou – 20%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA,
   - pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,

ii. d'exploitation.

f. Calendrier prévisionnel : études, procédures administratives et travaux, détail au semestre,
g. Analyse sommaire des risques et des opportunités,
h. Pour les projets en souterrain : premières campagnes de sondages,

IV. Identification des impacts significatifs du Projet

a. Sur l'environnement (au sens Etude d'Impact de l'Enquête Publique),
b. Sur l'aménagement du territoire,

V. Evaluation et comparaison des différents scénarios

a. Evaluation sommaire de l'intérêt socio-économique du projet (le cas échéant de ses variantes) dans le cadre d'une analyse multicritère : a minima prévisions de trafic à l'heure de pointe et à l'année, analyse des gains de temps, populations et emplois desservis à comparer avec le coût, le niveau de faisabilité des différentes variantes de projet,
b. Classement des variantes,

VI. Annexes graphiques

a. Plan de situation et plans des tracés,
b. Coupes de principes et plans de détail selon le besoin (échelles en fonction du mode et de la problématique exposée).

Lorsque la saisine de la CNDP est nécessaire, le dossier de saisine est composé du DOCP, dont le contenu est décrit précédemment, et d'une étude de contexte dans laquelle est établi un état des lieux de la position de l'ensemble des partenaires concernés du projet (collectivités, associations...)

ANNEXE 6

CONTENU TYPE DES SCHEMAS DE PRINCIPE (SDP)

(conseil du STIF du 6 juillet 2011)

Objectif

L'objectif du Schéma de Principe est d'arrêter le programme fonctionnel de l'opération suite aux préconisations issues de la phase de concertation. Il permet d'engager l'enquête publique.

Enjeux

- Respect du code de l'environnement et compatibilité avec le cadre règlementaire régional

Le contenu des schémas de principe est compatible avec le SDRIF et le PDU Ile-de-France. Il tient compte des résultats de la concertation ou du débat public tels que prévus par les articles L121-1 et suivants et R121-1 et suivants du code de l'environnement. Le Schéma de principe devra préfigurer le dossier d'enquête publique (défini à l'article R123-6).

- Articulation avec la loi MOP

Le schéma de principe permet d'arrêter le programme tel que défini par l'article 2 de la loi MOP :
« Le maître de l'ouvrage définit dans le programme les objectifs de l'opération et les besoins qu'elle doit satisfaire ainsi que les contraintes et exigences de qualité sociale, urbanistique, architecturale, fonctionnelle, technique et économique, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement, relatives à la réalisation et à l'utilisation de l'ouvrage. »

- Niveau de précision du Schéma de Principe

Le contenu du Schéma de Principe devra être conforme aux attendus des études préliminaires telles que décrites à l'article 18 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993 relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé. Dans le cas d'une opération de réutilisation ou de réhabilitation d'un ouvrage existant, la précision attendue est celle des études de diagnostic (article 19 ou, dans le cas d'un bâtiment, article 12 du décret). Enfin, dans le cas d'une opération de construction neuve de bâtiment, la précision attendue est celle des études d'esquisse (article 3 du décret).

Adaptation

Les éléments présentés ici constituent un cadre. Chaque opération pourra nécessiter une approche différenciée, le contenu devant être adapté au cas par cas, au démarrage de l'étape Schéma de Principe.

Contenu

Le Schéma de Principe contient un volet transport détaillé présentant notamment les points suivants :

Partie I – Volet transport

L'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du schéma de principe pourra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

I. Historique

a. Rappel de l'historique de l'opération et des procédures administratives,
b. Analyse rétrospective des dysfonctionnements éventuels et besoins de desserte du secteur concerné,

II. Diagnostics « transport » des territoires concernés

a. Présentation du secteur d'étude : analyse de la situation actuelle en termes d'occupation du sol, population, emplois, grands équipements,
b. Perspectives d'évolution de l'urbanisation : description des grandes opérations cadrages quantitatifs de développement des populations et des emplois, analyse de la cohérence avec les cadrages SDRIF,
c. Description des réseaux et de l'offre de transport (situation actuelle),

d. Présentation et analyse des déplacements actuels et de leur évolution future,
e. Analyse des dysfonctionnements éventuels et définition des besoins du secteur,

III. Objectifs du Projet / Programme

a. Objectifs de l'opération,
b. Nature et étendue des besoins,
c. Contraintes et exigences : de qualité sociale, urbanistiques, architecturales, fonctionnelles, techniques, économiques, d'insertion dans le paysage et de protection de l'environnement.

IV. Description du Projet

a. Caractéristiques principales,
b. Insertion : tracés, pôles et stations,
c. Définition :
    i. fonctionnelle des installations,
    ii. périmètre du projet,
    iii. consistance des dessertes envisagées,
    iv. dispositions techniques retenues (options principales, modalités),
    v. dimensionnement justifié des installations,
d. Confirmation du choix du mode
e. Aménagements urbains et interfaces avec le projet :
    i. solution de référence : abords, aménagements ponctuels, opérations connexes,
    ii. variantes d'aménagements spécifiques sur demande,
f. Phasages fonctionnels éventuels, avec avantages / inconvénients techniques,
g. Compatibilité :
    i. avec SDRIF, PDUIF, PLU,
    ii. avec le bilan de la concertation préalable ou du débat public,
    iii. avec les objectifs du projet,
h. Pour les projets en souterrain : sondages avancés permettant de vérifier la faisabilité,

V. Impacts du projet

a. Principes d'insertion paysagère et architecturale du projet dans son environnement naturel et urbain,
b. Impact sur les réseaux concessionnaires,
c. Etude d'impact selon le Code de l'Environnement,

VI. Management et calendrier du Projet

a. Organisation :
    i. identification des différentes parties : STIF, MOA(s) futurs, MOE(s) études, collectivités, …
    ii. périmètres d'intervention des parties arrêtés : périmètres de maîtrises d'ouvrage, d'exploitation et de maintenance (plans),
    iii. méthodes : Plan Directeur Qualité.
b. Planification :
    i. calendrier d'ensemble de l'opération, avec le déroulement des procédures et des travaux à l'échelle du trimestre,
    ii. état et calendrier des procédures particulières aux autres autorités susceptibles d'être concernées par le projet, notamment en matière d'infrastructures ferroviaire et de voirie,
    iii. plannings de l'opération (Gantt et chemin de fer), niveau synthèse et sous-ensembles, en cohérence avec décomposition des coûts (maîtrise d'ouvrage, composantes fonctionnelles telles que : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers-dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, …).

VII. Economie du Projet

a. Coûts de réalisation :
    i. présentation synthétique des coûts :

- coûts travaux ventilés par grands postes de dépenses, assorti d'un taux de tolérance de + ou – 10%, Provisions pour Aléas et Incertitudes, frais de MOE, acquisitions foncières, frais de MOA
- présentation et justification des évolutions de coûts au regard de l'étape précédente (technique, concertation,...)

ii. présentation détaillée des coûts :
- coûts travaux organisés selon les 19 postes de dépenses identifiés par le CERTU : infrastructure/ouvrages d'art, stations/gares/pôles d'échange, ateliers - dépôts, système de transport (voie, énergie, signalisation/aide à l'exploitation), matériel roulant, aménagements urbains, ...), opérations connexes (accès, gares routières, parkings relais, ...), frais d'études, de MOE, de MOA, provisions diverses, acquisitions foncières...
- pour chaque poste de coût : présentation et justification des hypothèses prises,

iii. identification des coûts d'aménagements urbains spécifiques (par demandeur),

b. Analyse détaillée des risques spécifiques de l'opération : identification complète des réserves et des risques et méthodes envisagées pour les réduire, impact économique potentiel identifié sur le projet,
c. Coûts d'exploitation :
   i. Estimation sommaire des coûts d'exploitation,
   ii. Prévisions de restructuration éventuelle d'autres réseaux de transports collectifs liés au projet,

VIII. Financement

a. plan de financement
b. pour les aménagements urbains spécifiques, montage financier permettant au demandeur de financer son quota de surcoût

IX. Evaluation de l'intérêt socio-économique

a. Service rendu par le projet : populations et emplois desservis par le projet, prévisions de trafic (pointe, jour, année), en distinguant les diverses composantes nécessaires au calcul de l'évaluation du projet,
b. Bilan socio-économique pour la collectivité établi selon les principes méthodologiques préconisés par le STIF avec justification du calcul des gains pour la collectivité,
c. Bilan financier pour l'exploitant d'une part, pour les collectivités publiques d'autre part, selon phase, éléments chiffrés permettant de préparer le contrat d'exploitation (ou avenant)
d. Evaluation des conséquences du projet sur chacun des modes de déplacement, et pour le mode ferroviaire, incidence sur les autres circulations ferrées (grandes lignes, fret).

X. Annexes graphiques : tracé en plan pour les projets de liaison, vue en plan et élévation pour les projets de pôles

XI. Annexes de constitution du dossier

a. Décision de lancement du schéma de principe,
b. Demandes spécifiques Etat/Collectivités,
c. Bilan de la concertation préalable ou du débat public,

XII. Annexes complémentaires au dossier

a. Principaux éléments du bilan socio-économique (hypothèses utilisées pour la modélisation et le calcul du bilan),
b. Si nécessaire, Dossier de Définition de Sécurité et avis.

Dans le cas où le STIF mène, en tant que maître d'ouvrage, l'enquête publique, le Schéma de Principe devra être complété par une seconde partie contenant les éléments attendus dans un dossier d'enquête d'utilité publique (ils peuvent être regroupés en tant que de besoin) afin de constituer le support de l'enquête publique.

Partie II – Complément au schéma de principe en vue de l'enquête publique portée par le STIF

I. Une notice explicative indiquant :

a. L'objet de l'enquête
b. Les caractéristiques les plus importantes de l'opération soumise à enquête (Présentation de l'opération, caractéristiques principales, étude des variantes, amélioration de l'offre de service, …)
c. Lorsque l'étude d'impact n'est pas requise : les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, parmi les partis envisagés par le maître de l'ouvrage, le projet soumis à enquête a été retenu.

II. L'étude d'impact ou la notice d'impact lorsque l'une ou l'autre est requise, comprenant :

a. L'analyse de l'état initial de l'environnement
b. L'analyse des effets du projet sur l'environnement, sur la protection des biens et du patrimoine culturel et, le cas échéant, sur la commodité de voisinage (bruits, vibrations, odeurs, émissions lumineuses) ou sur l'hygiène, la santé, la sécurité et la salubrité publique,
c. Les raisons pour lesquelles, notamment du point de vue des préoccupations d'environnement, parmi les partis envisagés qui font l'objet d'une description, le projet présenté a été retenu,
d. Les mesures envisagées pour supprimer, réduire et si possible, compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement et la santé, ainsi que l'estimation des dépenses correspondantes,
e. L'analyse des méthodes utilisées pour évaluer les effets du projet sur l'environnement mentionnant les difficultés éventuelles de nature technique ou scientifique rencontrées pour établir cette évaluation.

III. Le plan de situation

IV. Le plan général des travaux (Insertion : tracés, stations et points spécifiques)

V. Les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants (Ouvrages d'art, infrastructures et équipements, stations, locaux d'exploitation en ligne, site de maintenance)

VI. L'appréciation sommaire des dépenses, y compris le coût des acquisitions immobilières

VII. La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative à l'opération considérée.

Pôle de Saint-Denis

Avenant n°1 à la convention de financement relative aux études d'initialisation

Avenant n°1 à la convention de financement des études d'initialisation

Régissant les rapports entre

l'Etat, la Région Ile-de-France et le STIF

Relative à la réalisation de l'opération d'investissement

« Pôle de Saint-Denis »

--*-*-*-*-*-*-*-*

SOMMAIRE

Article 1. OBJET DE L'AVENANT..... 7
Article 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 « OBJET DE LA CONVENTION »..... 7
Article 3. MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2 « COUTS DETAILLES DU MAITRE D'OUVRAGE »..... 8
Article 4. MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 « ECHEANCIER PREVISIONNEL »..... 9
Article 5. MODIFICATION DE L'ANNEXE 3 « DETAIL DES ETUDES »..... 10
Article 6. DISPOSITIONS DIVERSES..... 11

Entre,

L'Etat, représenté par le Préfet de la Région Ile-de-France, Préfet de Paris
Ci-après désigné par « l'Etat », en tant que financeur,

La Région Île-de-France, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France, dûment mandatée par la délibération n° _____ de la commission permanente du Conseil régional en date du _____
Ci-après désigné par « la Région », en tant que financeur,

Le Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public administratif, n° SIRET_____, dont le siège social est 39 bis – 41 rue de Châteaudun à Paris (IXème), représenté par son Directeur Général, Monsieur Laurent PROBST, en vertu de la délibération n°_____ du Conseil du_____
Ci-après désigné par « le STIF », en tant que maître d'ouvrage des études et autorité organisatrice des transports en Ile-de-France,

Visas

Vu le code des transports,

Vu la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 modifiée relative à la maitrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maitrise d'œuvre privée, dite loi MOP,

Vu la loi n° 2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires (ORTF),

Vu le décret n°2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'Île-de-France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France,

Vu l'ordonnance n°59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Île-de-France modifiée,

Vu le protocole d'intention relatif à la mise en œuvre et au financement du Plan de mobilisation pour les transports en Île-de-France, voté par le Conseil régional le 18 juin 2009 et par le Conseil de Paris dans sa séance des 6 et 7 juillet 2009,

Vu la Convention Particulière Transports 2011 – 2013 entre l'Etat et la Région Île-de-France, signée le 26 septembre 2011,

Vu la revoyure de la Convention Particulière Transport 2011-2013 entre l'Etat et la Région Île-de-France du 6 novembre 2012,

Vu le Protocole Etat-région relatif à la mise en œuvre du Plan de mobilisation pour les transports sur la période 2013/2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013,

Vu la délibération n°CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015,

Vu la délibération n° CR …… du Conseil régional d'Ile-de-France du …… approuvant son Règlement budgétaire et financier,

Vu le Schéma directeur d'accessibilité,

Vu la délibération CP 12-444 de la commission permanente du 12 juillet 2012 du Conseil régional,

Vu la délibération n° CP _____ de la commission permanente du _____ du Conseil régional ;

Vu la délibération n° _____ du Conseil d'administration du STIF _____;

Il est précisé et convenu ce qui suit :

Préambule

La gare de Saint-Denis, située à la confluence de la Seine et du canal Saint-Denis, est l'une des plus importantes gares d'Ile-de-France avec près de 60 000 voyageurs par jour, desservant les lignes H et RER D.

Egalement point de départ du prolongement du tramway T1 vers le département des Hauts-de-Seine et point de passage du tramway T8, ce pôle viendra accueillir dans son périmètre un nombre croissant d'usagers dans les prochaines années au regard de l'offre de transports accrue, de l'augmentation annoncée des trafics et de la densification urbaine projetée par Plaine Commune.

La gare de Saint-Denis fait l'objet de nombreux dysfonctionnements. En effet, aussi bien les espaces voyageurs, que les ouvrages de circulation et de franchissement des voies ferrées sont très largement sous-dimensionnés.

Les correspondances sont devenues difficiles et la qualité des échanges intermodaux est fortement compromise sur l'ensemble du pôle gare.

Dès lors, il apparaît essentiel de mener plusieurs études portant sur l'opportunité :

1/ de réaliser un nouvel ouvrage de franchissement des voies ferrées pour accéder aux quais et désaturer les espaces de correspondance permettant d'améliorer l'intermodalité à l'intérieur de la gare. Cette étude permettra de déterminer le type de franchissement le plus adapté au contexte ferroviaire et urbain au regard des aménagements projetés par la collectivité et de la topographie des lieux ;

2/ du type d'accès qu'il conviendra de retenir (accès simple ou nouveau bâtiment voyageurs) sur la partie ouest du pôle ;

3/ de déplacer ou dédoubler la station du T1 à l'ouest des voies ferrées (intermodalité, exploitation, sécurité, etc.), les scénarios étudiés faisant l'objet d'une analyse multi-critères.

La coordination de l'ensemble de ces périmètres d'étude est assurée par le STIF dans le cadre de la convention de financement des études d'initialisation du pôle de Saint-Denis.

La convention de financement des études prévoyait que celles-ci soient menées en deux étapes:

- Première étape :
    - étude de flux et analyse de site ;
    - étude sur la station du T1 ;
    - AMO planning.
- Seconde étape :
    - étude pour un nouveau bâtiment voyageur.

La mission AMO planning a permis d'apporter un éclairage sur les opérations en cours et à venir sur le secteur concerné par les études d'initialisation.

Dans le cadre du Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA), la SNCF a engagé les études techniques en vue de la réalisation de 2019 à 2021 des travaux de mise en accessibilité de la gare de Saint-Denis. Ces travaux porteront notamment sur l'aménagement d'un nouveau franchissement souterrain et son débouché de part et d'autre du faisceau des voies. Le projet du SDA et son coût constituent une des composantes majeure du programme du pôle.

L'AVP SNCF de la gare ferroviaire a été finalisé en juin 2016. L'objectif étant de commencer les travaux préparatoires en 2018 pour une mise en service en 2021. Pour l'étude de faisabilité d'un nouveau bâtiment voyageurs ou accès ouest, il est apparu que le rendu de l'AVP du SDA était nécessaire à cette étude.

En ce qui concerne la mise à niveau de la station du T1 située sur le pont de franchissement du canal Saint-Denis à l'est des voies ferrées, ses quais sont saturés. Or, les prévisions de trafic à l'horizon 2030 prévoient une augmentation significative des échanges entre la station T1 et la gare. Les difficultés observées aujourd'hui devraient s'accroître et nécessiteront le déplacement de la station à l'ouest du faisceau ferroviaire. Suite au travail réalisé par les équipes du STIF sur les temporalités de réalisation des projets, il a été acté lors de la COSU PACT T1 de juillet 2015, que la station de tramway de la gare de Saint-Denis devait désormais intégrer le périmètre du PACT T1.

L'enveloppe financière dévolue aux études d'initialisation n'ayant pas été entièrement consommée et afin de poursuivre la démarche partenariale en cours, d'instruire et d'intégrer les éléments des AVP PACT T1 et AVP SDA dans un projet de pôle global, il est proposé d'ajouter à la liste des études réalisées au titre de la convention de financement celle du Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP).

Article 1. OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet d'ajouter un nouvel objet à la convention et de modifier le calendrier de réalisation des études ainsi que les coûts détaillés du maître d'ouvrage.

Par conséquent, le présent avenant modifie les articles 1 (Objet de la convention) et 3.2 (Coûts détaillés du maître d'ouvrage) de la convention de financement ainsi que les annexes 1 (Echéancier prévisionnel) et 3 (Détail des études).

Article 2. MODIFICATION DE L'ARTICLE 1 « OBJET DE LA CONVENTION »

L'article 1 « Objet de la convention » est modifié comme suit :

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études d'initialisation et du dossier d'objectif et de caractéristiques principales (DOCP) du projet de pôle de Saint-Denis ;
- de définir l'organisation de la maîtrise d'ouvrage des études (STIF) ;
- les documents à remettre aux signataires de la convention, sur leur demande.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés au projet, objet de la présente convention la dénomination unique suivante :

« Pôle de Saint-Denis »

Le projet d'aménagement du pôle d'échanges de la gare de Saint-Denis s'inscrit dans une politique régionale d'amélioration des déplacements quotidiens et de renforcement de l'offre de transports en commun organisée par le Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) de 2012.

Avec plus de 45 000 voyageurs par jour, le pôle de Saint-Denis est identifié au PDUIF 2012 comme « Grand Pôle multimodal de correspondance ». Compte tenu des mutations urbaines du territoire et de l'extension des modes de transport lourds, il connaîtra une croissance significative de sa fréquentation qui devrait se situer autour de 100 000 voyageurs par jour à l'horizon 2030 (projections STIF – 2012).

L'offre ferroviaire importante explique la forte fréquentation de la gare avec plus de 8050 voyageurs à l'heure de pointe du matin (entrants+sortants, STIF 2012). Le fonctionnement actuel du pôle d'échanges de Saint-Denis est problématique :

- Le bâtiment-voyageurs historique est fréquemment saturé aux heures de pointes ;
- Les passages souterrains existants sont également saturés aux heures de pointes ;
- La gare ferroviaire, la station « Gare de Saint-Denis » du tramway T1 et le terminus du bus 170 ne sont pas accessibles aux Personnes à Mobilité Réduite ;
- Les conditions d'échanges entre les différents modes sont difficiles ;
- Les conditions d'accès au pôle d'échanges par l'ouest ne sont pas idéales : il n'existe pour l'instant qu'un seul passage souterrain traversant situé au sud des quais. Débouchant directement dans la rue, il ne propose pas de services particuliers.

1.2 Définitions et contenu de l'étude

Le contenu porte sur la réalisation d'études d'initialisation et sur la constitution du DOCP.

1.3 Le Dossier d'Objectifs et des Caractéristiques Principales (DOCP)

Le DOCP porte sur :

- l'opportunité du projet ;
- les caractéristiques principales du projet ;
- une évaluation sommaire des coûts (une fourchette de coûts d'investissement et une fourchette de coûts d'exploitation), du calendrier de réalisation avec phasage éventuel, des impacts et de l'intérêt socio-économique ;
- l'identification des solutions les plus pertinentes sur la base d'une analyse comparative multicritère ;
- les modalités de financement des éléments de programme du pôle en distinguant notamment ceux qui relèvent d'un financement du Schéma directeur d'accessibilité, ceux relevant du financement du PRMD de la Région de ceux qui seront financés hors cadre du PRMD.

Les périmètres du projet de DOCP sont :

- le « périmètre opérationnel ferroviaire » (POF), comprenant le bâtiment voyageurs de la gare, et l'ensemble des espaces jusqu'aux quais, franchissement des voies ;
- le « périmètre opérationnel intermodal » (POI) du pôle, comprenant le parvis et les espaces publics alentours ;
- le « périmètre d'étude du pôle (PE) », dans un rayon d'environ 2 km autour du pôle.

1.4 Calendrier de réalisation des études

Le délai de réalisation des études est fixé à **16 mois**, à compter de la notification de la présente convention par le STIF. La notification intervient lorsque l'ensemble des financements a été mis en place par chacun des financeurs. Le planning prévisionnel est joint en annexe à la présente convention.

Article 3. MODIFICATION DE L'ARTICLE 3.2 « COUTS DETAILLES DU MAITRE D'OUVRAGE »

L'article 3.2 « Coûts détaillés du maître d'ouvrage » suivant

« Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Postes de prestations	STIF
Étude sur le doublement ou le déplacement de la station du T1	90 000
Étude de faisabilité d'un nouveau bâtiment voyageurs ou accès ouest	100 000
AMO planning	90 000
TOTAL en € courants HT	**280 000**

»

est modifié comme suit :

Le maître d'ouvrage fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien cette étape du projet :

Postes de prestations	Coût HT
Etude sur le doublement ou le déplacement de la station du T1	50 000 €
Etude de faisabilité d'un nouveau bâtiment voyageurs ou accès ouest	90 000 €
AMO planning	90 000 €
Constitution du DOCP	50 000 €
TOTAL en € courants HT	**280 000€**

Article 4. MODIFICATION DE L'ANNEXE 1 « ECHEANCIER PREVISIONNEL »

L'annexe 1 « Echéancier prévisionnel » est modifiée comme suit :

ANNEXE 1.1 : Echéancier prévisionnel des dépenses :

MOA	Année					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
STIF	0	100 000	30 000	10 000	30 000	110 000
Total	**0**	**100 000**	**30 000**	**10 000**	**30 000**	**110 000**

ANNEXE 1.2 : Echéancier prévisionnel des appels de fonds :

MOA STIF	Année					
	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Région (70%)	0	72 013	0	14 761	9 025	100 200
Etat (30%)	0	30 863		6 326	3 867	42 942
Total		**102 876**	**0**	**21 087**	**12 892**	**143 142**

Article 5. MODIFICATION DE L'ANNEXE 3 « DETAIL DES ETUDES »

L'annexe 3 « Détail des études » est modifiée comme suit :

Les études menées dans le cadre de cette convention sont, une étude pour le déplacement ou le dédoublement de la station du T1 sur le pôle de Saint-Denis, une étude pour un nouveau bâtiment voyageurs ouest au regard des solutions retenues pour l'insertion urbaine du nouveau franchissement des voies ferrées et du type de franchissement retenu et la constitution d'un Dossier d'objectifs et de caractéristiques principales.

Le contenu du DOCP devra être conforme aux attendus des études préliminaires telles que définies dans l'article 18 du décret n°93-1268 du 29 novembre 1993, relatif aux missions de maîtrise d'œuvre confiées par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé :

- « préciser les contraintes physiques, économiques et d'environnement conditionnant le projet ;
- présenter une ou plusieurs solutions techniques, architecturales, d'implantation et d'insertion dans le paysage pour les ouvrages concernés ainsi qu'une comparaison des différents éléments composant ces solutions, assorties de délais de réalisation et examiner leur compatibilité avec la partie affectée aux travaux de l'enveloppe financière prévisionnelle retenue par le maître de l'ouvrage ;
- vérifier la faisabilité de l'opération. »

Comme précisé dans la délibération n°2011/0631 du STIF du 6 Juillet 2011, l'ensemble des résultats des études réalisées dans le cadre du Dossier d'Objectifs et de Caractéristiques Principales devra être regroupé dans un document final présentant notamment les points suivants :

- « **1 Présentation du projet**
  - Contexte général : problématiques posées, enjeux, acteurs du projet, inscription CPER,
  - Historique du projet : état d'avancement du projet, listes des données et études antérieures disponibles,
  - Compatibilité SDRIF, PDU IdF, PLU, Grenelles de l'environnement 1 et 2,
  - Synthèse des étapes d'informations et de concertation, avec points abordés et apports éventuels,
- « **2 Diagnostic transport des territoires concernés : opportunité du projet**
  - Présentation du secteur : géographie, topographie, population et emplois, urbanisation actuelle, offre de transport et réseaux,
  - Présentation et analyse des déplacements, et de l'offre de transport
  - Perspectives d'évolutions de l'urbanisation,
  - Récapitulatif des dysfonctionnements et définitions des enjeux et besoins du secteur,
- « **3 Description du projet : faisabilité des différents scénarios**
  - Caractéristiques techniques principales : hypothèse du mode, tracé, lien avec le réseau,
  - Insertion : section courante et points difficiles, principes d'aménagements urbains, restructurations réseaux éventuelles, identification des impacts sur l'environnement,
  - Principes d'exploitation,

- Scénario(s) préconisé(s) et justification,
- Méthodes et estimation sommaire des coûts de l'ensemble des postes du périmètre du projet :
  - D'investissement : présentation synthétique des coûts : coûts travaux (détaillés par postes de dépenses), assorti d'un taux de tolérance de + ou – 20%, Provisions pour Aléas et Incertitudes (X% des coûts travaux), frais de MOE (X% du montant des coûts travaux et des PAI), acquisitions foncières, frais de MOA (X% des coûts travaux, des PAI, des frais de MOE et des acquisitions foncières),
  - D'exploitation.
- Calendrier prévisionnel : étapes administratives et étapes clés, études et construction – synthèse en quelques dizaines de tâches, détail au semestre,
- Pour les projets en souterrain : premières campagnes de sondage,

- « **4 Identification des impacts significatifs du Projet**
  - Sur l'environnement (au sens Etude d'Impact de l'Enquête Publique),
  - Sur l'aménagement du territoire,
- « **5 Evaluation et comparaison des différents scénarios**
  - Description qualitative des intérêts socio-économiques (quantitative sur certaines variantes ou certains sujets si l'on dispose des données suffisantes) par une analyse multicritère,
  - Mise en évidence de la zone d'influence géographique et fonctionnelle du projet (emplois directs et indirects, retombées locales et nationales),
  - Classement des variantes,
- « **6 Annexes graphiques**
  - Plan de situation et plans des tracés,
  - Coupes de principes et plans de détail selon le besoin (échelles en fonction du mode et de la problématique exposée).

Article 6. DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la convention initiale, non modifiées par le présent avenant n°1 et non contraires aux stipulations de ce dernier, demeurent inchangées et applicables de plein droit.

SIGNATAIRES

Avenant établi en trois exemplaires originaux.

Date de notification du présent avenant n°1 :

Le Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris Date et signature **Jean-François CARENCO**	La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France Date et signature **Valérie PECRESSE**	Le Directeur Général du Syndicat des transports d'Ile de France Date et signature **Laurent PROBST**

2016

Pôle d'échanges multimodal de Versailles-Chantiers

Avenant n°2 à la convention de financement relative aux phases d'AVP modificatif, de PRO et de réalisation des aménagements du Pôle d'Échanges multimodal de Versailles-Chantiers – phase 1

Avenant n°2 à la convention de financement AVP-PRO-REA (n° CP 06-876)

régissant les rapports entre l'Etat, la Région Ile-de-France,
le Département des Yvelines, la Ville de Versailles,
SNCF Mobilités, SNCF Réseau et le STIF
relatif à aux phases d'AVP, de PRO et de réalisation de l'opération

« PEM de Versailles-Chantiers »

--*-*-*-*-*-*-*-*

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT N°2 9
ARTICLE 2 – MODIFICATION DES VISAS 9
ARTICLE 3 – MODIFICATION DE LA DESIGNATION DES MAÎTRES D'OUVRAGE 9
ARTICLE 4 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 « RESPONSABILITE DES MAÎTRES D'OUVRAGE ET DU MAÎTRES D'OUVRAGE COORDINATEUR » 9
ARTICLE 5 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « DELAI ET CALENDRIER DE REALISATION »9
ARTICLE 6 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 « COUT DE L'OPERATION, COUT D'OBJECTIF PAR MAITRE D'OUVRAGE » 11
ARTICLE 7 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 « FINANCEMENT DE L'OPERATION » 12
ARTICLE 8 – MODIFICATION DES ANNEXES 13
ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES 13
SIGNATAIRES 14

Entre,

En premier lieu,

- L'**Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,
- Le **Département des Yvelines**, représenté par le Président du Conseil départemental, ci-après désigné par « le Département », dûment mandaté par délibération n°_____ de l'Assemblée départementale du _____ du Conseil départemental,

Ci-après désignés par « les financeurs ».

En deuxième lieu,

- La **Ville de Versailles**, collectivité locale dont le siège est à Versailles (78011), 4 avenue de Paris, représentée par le Maire, dûment mandaté par délibération n° _____du Conseil municipal en date du 29 septembre 2016,
-
- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est à Paris 13ème, 92 avenue de France, représenté par son Directeur Général Délégué, dûment mandaté par délibération du Conseil d'administration de RFF en date du 12 juin 2014,
- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est à Saint-Denis (92300), 2 place aux Etoiles, représentée le Directeur Général SNCF Transilien, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désignés par « **les maîtres d'ouvrages »**.

En troisième lieu,

- **Le STIF**, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé au 39 bis / 41 rue de Châteaudun 75009 PARIS, SIRET n° 287 500 078 00020, représenté par Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du conseil n°2006-0217 en date du 15 mars 2006,

Ci-après désigné comme « **le STIF » ou « l'autorité organisatrice »**.

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau,

Vu le Contrat de projets 2007-2013 État – Région Île-de-France signé le 23 mars 2007,

Vu le cadre du Contrat de plan État – Région Île-de-France (CPER) 2015-2020, adopté par délibération du Conseil Régional n° CR 53-15 en date du 18 juin 2015,

Vu l'avant-projet et la convention de financement, approuvés par la Commission Permanente de la Région le 19 octobre 2006, par le Conseil du STIF dans sa séance du 20 septembre 2006, et notifiée le 29 mai 2007,

Vu le rapport de la commission d'enquête en date du 4 juillet 2011, faisant suite aux enquêtes publiques conjointes qui se sont tenues du 3 mars au 4 avril 2011,

Vu l'avant-projet modificatif de l'opération « Pôle d'échanges multimodal de Versailles-Chantiers » approuvé par le Conseil du STIF dans sa séance du 7 décembre 2011,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile-de-France du 19 octobre 2006 (n° CP 06-876) approuvant la convention de financement entre l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département des Yvelines, la Ville de Versailles, SNCF Mobilités, SNCF Réseau, et le STIF aux phases d'AVP, de PRO et de réalisation du pôle d'échange multimodal de Versailles-Chantiers, et la délibération n°_____ en date du _____, par laquelle le Conseil départemental des Yvelines a voté la convention de financement relative aux phases d'AVP, de PRO et de réalisation,

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile-de-France du 16 novembre 2011 (n° CP 11-991) approuvant l'avenant n° 1 à la convention de financement entre l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département des Yvelines, la Ville de Versailles, SNCF Mobilités, SNCF Réseau, et le STIF aux phases d'AVP, de PRO et de réalisation du pôle d'échange multimodal de Versailles-Chantiers, et la délibération n° _____ en date du _____, par laquelle le Conseil départemental des Yvelines a voté l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux phases d'AVP, de PRO et de réalisation,

Vu la délibération n°2011/0909 du Conseil du STIF prise dans sa séance du 7 décembre 2011, approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement et autorisant la Directrice Générale du STIF à le signer,

Vu la délibération n° _____ du Conseil du STIF prise dans sa séance du __ décembre 2016, approuvant le présent avenant n°2 à la convention de financement et autorisant la Directeur général du STIF à le signer.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Rappel de l'opération : définition du programme et financements

La gare de Versailles-Chantiers est un des pôles majeurs de desserte et de correspondance du réseau ferroviaire francilien, desservi quotidiennement par 560 trains de voyageurs (RER, Transilien, TER, Intercités et TGV) et par 29 lignes de bus. Construite en 1932 et comprenant une unique passerelle desservant les 4 quais, elle ne répond plus aux exigences de qualité de service, de confort et de sécurité. Fréquentée par 64 000 voyageurs par jour, dont 40 % en correspondance, la gare connaît de nombreux dysfonctionnements : espaces voyageurs et accès aux quais saturés, arrêts de bus dispersés, site enclavé, accès routiers difficiles.

C'est pourquoi en 2005, un projet de réaménagement du pôle d'échanges multimodal (PEM) a été élaboré conjointement à un projet urbain contigu porté par la Ville de Versailles, et avec lequel il présentait de nombreuses interfaces. Le schéma de principe du PEM a été approuvé par le Conseil du STIF dans sa séance du 19 juin 2001 et le projet a alors recueilli un avis favorable lors de la procédure d'enquête publique menée en 2005. L'avant projet et la convention de financement de l'opération ont ensuite été approuvés par le Conseil du STIF dans sa séance du 20 septembre 2006 et par la Commission Permanente de la Région du 19 octobre 2006 (CP n° 06-876).

Au printemps 2008, à l'initiative de la Ville de Versailles, de nouvelles réflexions ont été engagées sur le projet urbain, à l'interface avec le projet de transport. Le projet urbain s'inscrivant à long terme et présentant des évolutions fonctionnelles importantes, l'idée directrice des partenaires consistait à « désimbriquer » le projet transport du projet urbain.

Les caractéristiques du projet de PEM ayant ainsi évolué de manière substantielle, il est apparu nécessaire de conduire une nouvelle procédure d'enquête publique incluant une mise en compatibilité du Plan local d'urbanisme, qui s'est tenue du 3 mars au 4 avril 2011. Cette procédure d'enquêtes publiques conjointes s'est conclue par la remise du rapport de la commission d'enquête en charge de la procédure, laquelle a émis un avis favorable au projet.

La réalisation du projet se décompose en :

- phase 1 : accès au pôle, première tranche du bâtiment gare, intermodalité, dont la mise en service est prévue en 2016.
- Phase 1 bis : parc relais, local vélos
- Phase 2 : deuxième tranche du bâtiment gare.

Les phases 1bis et 2 sont rappelées pour mémoire mais ne sont ni financées et ni programmées à ce jour.

Une partie des travaux a été réalisée dans le cadre de la convention initiale : il s'agit des travaux de la Porte de Buc repartis comme suit :

- la création d'une entrée à la gare depuis la rue Porte de Buc, sous maîtrise d'ouvrage de la SNCF et de RFF, mise en service en février 2011,
- le réaménagement de la rue de Porte de Buc avec la réalisation de travaux de voirie et le réaménagement de 6 postes à quai, sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Versailles, mis en service en septembre 2010.

L'avenant n°1 à la convention de financement approuvé par le Conseil du STIF dans sa séance du 7 décembre 2011, notifiée le 10 avril 2012, et désignée par la suite « convention de 2006 », a permis de :

- préciser les nouveaux périmètres et coûts des travaux,
- préciser les modes de financement permettant de concrétiser ce nouveau projet de pôle,
- amender le contrat de pôle d'avril 2005 relatif au pôle d'échanges de Versailles-Chantiers.

Les détails techniques du projet et leurs évolutions sont décrits dans le document d'avant-projet modificatif, approuvé par le Conseil du STIF dans sa séance du 7 décembre 2011, dont certains éléments sont joints en annexes (périmètre des 3 MOA, tableaux de financement, calendrier prévisionnel).

Le volet ferroviaire PEM de Versailles-Chantier sera mis en service en décembre 2016.

2016 : anticipation de la phase 2 et décalage de la mise en service de la gare routière

- Evolution de programme – périmètre de maîtrise d'ouvrage SNCF Mobilités

En 2013, SNCF Mobilités a sollicité les financeurs du projet pour anticiper la prise en charge des quatre ascenseurs d'accès à la nouvelle passerelle, ascenseurs initialement financés en phase 2 de l'opération. En effet, alors que l'intégration en phase 2 des ascenseurs n'avait pas fait l'objet d'observations particulières lors des échanges en phases AVP et PRO, la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité a émis un avis défavorable sur le permis de construire de la nouvelle passerelle le 8 octobre 2013 au motif que ces quatre ascenseurs n'étaient pas prévus. **Après accord du Comité de Suivi de la Convention de Financement (CSCF) du 28 novembre 2013**, la SNCF a donc intégré ces quatre ascenseurs dans le permis de construire de la nouvelle passerelle, ce qui a permis in fine la notification de ce dernier. Les travaux de pose par grutage de la nouvelle passerelle, réalisés en février 2015 ont, d'un point de vue opérationnel, constitué une opportunité pour mutualiser des travaux conséquents et, de fait, poser également les pylônes des futurs ascenseurs. Cette anticipation a présenté des avantages parmi lesquels une optimisation des coûts évaluée à 11% (par rapport à une opération isolée) et une diminution des nuisances pour les voyageurs et les riverains. Le coût des quatre ascenseurs était alors estimé après optimisation des coûts à 1 480 k€ aux CE décembre 2015, soit 1 159 k€ aux CE de la convention de financement (janvier 2005, indice TP01).

En 2015, SNCF Mobilités a démontré qu'il était opportun d'anticiper certains travaux, pour un montant de 184 k€ constants (CE 01/2005), qui avaient été différés en phase 2. Cette demande d'anticipation en Phase 1 des travaux de traitement de façade et de remplacement de certaines menuiseries se justifie par la volonté de donner un aspect homogène et plus complet aux ouvrages. La réalisation simultanée avec les travaux en cours a engendré une économie en termes de moyens logistiques, notamment les échafaudages et sujétions ferroviaires. **Cette demande a fait l'objet d'une présentation en Comité de Suivi de la Convention de Financement (CSCF) et d'un accord de la part des financeurs le 27 mai 2015**.

SNCF Mobilités a par ailleurs présenté des économies d'un montant de 255 000€ (CE 01/2005), sur la phase 1 ce qui a permis de financer ces éléments de programmes.

Par conséquent, compte tenu de ces évolutions de programme actées en CSCF par les financeurs et le STIF, le coût du périmètre de SNCF Mobilités augmente de 1,343 M€ constants (CE 01/2005). Le programme sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau reste inchangé.

En référence à l'article 7.2 de la convention de financement il est convenu entre les parties d'utiliser l'indice TP01 pour l'ensemble des dépenses du PEM, les décomptes d'appels de fonds en tiendront compte.

- Décalage de la mise en service de la gare routière – périmètre de maîtrise d'ouvrage Ville de Versailles

Afin de sortir d'un contentieux avec Unibail et Nexity sur le projet urbain, la Ville de Versailles a signé un protocole d'accord avec les promoteurs en Juillet 2014, modifié par voie d'avenants en mars 2015 et juillet 2016. Cet accord qui modifie l'emplacement du futur parc de stationnement en le plaçant sous la gare routière a été rendu nécessaire car les promoteurs refusaient la réalisation de cet ouvrage sous l'îlot Est destiné à leur être cédé en totalité. Cet accord permet d'avoir une visibilité sur le calendrier de réalisation du parking et de la gare routière qui sera située au-dessus. Les permis de construire du projet immobilier ont été délivrés et purgés en 2016 et la démolition du parking silo s'est achevée en janvier 2016. La durée des travaux est estimée à environ 3 ans.

Cette solution **ne remet pas en cause le programme de la gare routière mais retarde sa livraison et génère un décalage de calendrier par rapport à la livraison du hall 2 de la gare ferroviaire. Elle est également sans impact sur l'enveloppe allouée à la Ville dans le cadre du PEM de Versailles-Chantiers. Ce retard est estimé à trois ans** (mars 2019 au lieu de mars 2016 comme prévu dans l'AVP modificatif).

Si la réalisation du parking public et du local vélo relève de la phase 1 bis et ne figure donc pas au nombre des ouvrages financés dans le cadre de la convention de financement (CFI) de 2006, ni de l'avenant notifié le 10 avril 2012, la gare routière figure en revanche au financement de l'avenant.

Consciente des difficultés que la modification développée ci-dessus entraîne, la Ville de Versailles a décidé de porter l'intégralité de la maîtrise d'ouvrage du parking et recherchera toute possibilité de financement (hors la présente convention). Elle s'est également rapprochée de la SNCF pour étudier des adaptations du projet afin d'optimiser la fréquentation du Hall 2 de la gare pendant la phase travaux du parking et de la gare routière situés à ses abords immédiats.

La convention de financement des phases d'AVP, PRO et de réalisation du PEM de Versailles (n° CP 06-876), modifiée par ses avenants n°1 et n°2, est ci-après désignée « **la convention de financement initiale modifiée** ».

Dans le cadre du présent avenant n°2 à la convention initiale modifiée, il s'agit de :

- Acter l'augmentation du coût d'objectif initial de l'opération placée sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, sur le périmètre du CPER, conformément aux décisions prises par les financeurs et le STIF en comité de suivi de la convention de financement du 28 novembre 2013 et du 27 mai 2015. Initialement estimé à 35,598 M€ constants (CE 2005) dans l'avenant n°1, le coût d'objectif est porté à 36,941 M€ constants (CE 2005), soit une augmentation de 1,343 M€ constants (CE 2005), pour cause d'anticipation de travaux de la phase 2 ;
- Modifier le délai de réalisation de la gare routière et des aménagements périphériques sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Versailles et intégrer les dispositions prises pour le respect de la nouvelle date de mise en service ;
- Modifier la désignation des maitres d'ouvrage SNCF Mobilités et SNCF Réseau qui remplacent SNCF et RFF suite à la réforme ferroviaire mise en œuvre à partir de janvier 2015

Les montants du présent avenant sont exprimés en hors taxes (HT).

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AVENANT N°2

Le présent avenant a pour objet de modifier le coût d'objectif en € constant (CE 2005) du périmètre de maîtrise d'ouvrage de SNCF Mobilités, et par conséquent le plan de financement, de fixer le nouveau délai de réalisation de la gare routière et des aménagements périphériques suite à la modification de l'emplacement du futur parc de stationnement décidé par la Ville de Versailles dans le cadre de son projet immobilier, et de modifier la désignation des maitres d'ouvrage SNCF Mobilités et SNCF Réseau qui remplacent SNCF et RFF suite à la réforme ferroviaire adoptée le 1er janvier 2015.

Par conséquent, le présent avenant modifie, d'une part les visas, les articles 3, 4, 5, 6 et d'autre part les annexes 1, 2, 3 et 4, de la convention initiale.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES VISAS

- *Les visas de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n°2 sont complétés par :*

Vu la délibération de la Commission Permanente de la Région Ile-de-France du 16 novembre 2011 (n° CP 11-991) approuvant l'avenant n° 1 à la convention de financement entre l'Etat, la Région Ile-de-France, le Département des Yvelines, la Ville de Versailles, SNCF Mobilités, SNCF Réseau, et le STIF aux phases d'AVP, de PRO et de réalisation du pôle d'échange multimodal de Versailles-Chantiers, et la délibération n° _____ en date du _____, par laquelle le Conseil départemental des Yvelines a voté l'avenant n°1 à la convention de financement relative aux phases d'AVP, de PRO et de réalisation,

Vu la délibération n°2011/0909 du Conseil du STIF prise dans sa séance du 7 décembre 2011, approuvant l'avenant n°1 à la convention de financement et autorisant le Directeur général du STIF à le signer.

ARTICLE 3 – MODIFICATION DE LA DESIGNATION DES MAÎTRES D'OUVRAGE

Les termes SNCF et RFF sont respectivement remplacés par SNCF Mobilités et SNCF Réseau dans l'ensemble de la convention de financement initiale modifiée par ses avenants n°1 et 2.

ARTICLE 4 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 3 « RESPONSABILITE DES MAÎTRES D'OUVRAGE ET DU MAÎTRES D'OUVRAGE COORDINATEUR »

- *L'article 3 « responsabilité des maîtres d'ouvrage et du maître d'ouvrage coordinateur » de la convention initiale modifiée par son avenant n°2, est complété par l'article suivant :*

3.3 Qualité de service en phase travaux – interface projet urbain et gare routière

La Ville de Versailles s'engage à permettre une gestion efficace et qualitative du réseau de bus et de cheminements piétons pendant toute la durée de la phase chantier du projet urbain intégrant la construction d'un parking en sous œuvre de la gare routière. Elle opère un reporting régulier auprès du STIF sur les modalités de mise en œuvre, en lien avec Versailles Grand Parc.

ARTICLE 5 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 4 « DELAI ET CALENDRIER DE REALISATION »

- *L'article 4 « délai et calendrier de réalisation » de la convention initiale modifiée par son avenant n°2, modifié par l'article 6 de l'avenant n°1, est remplacé par le texte suivant :*

La durée prévisionnelle de réalisation globale des travaux et des procédures préalables à la mise en service sous maîtrise d'ouvrage SNCF est fixée à 51 mois, à compter de la date de la notification de l'avenant n°1, sous réserve du respect par les financeurs de la mise en place des financements correspondants.

Le calendrier prévisionnel de réalisation des travaux de l'avant-projet modificatif, joint en annexe 2, est laissé à titre indicatif. Il indique, pour l'ensemble de l'opération, les jalons se rapportant à chaque ouvrage particulier, qui apparaissent - au jour de l'élaboration du présent avenant – déterminants pour assurer le respect du délai global. Ce planning n'a pas de valeur contractuelle.

Pour les travaux sous maîtrise d'ouvrage de la Ville, le délai prévisionnel de réalisation est prolongé à mars 2019. Un calendrier prévisionnel de réalisation des travaux, joint en annexe 2, traduit les évolutions liées à son nouveau phasage. La Ville de Versailles s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des dispositions nécessaires pour tenir ce délai sous réserve du respect par les financeurs de la mise en place des financements correspondants.

MOA Ville	Montant des travaux en CE 2005	PDU (montants forfaitaires)			Droit Commun (montants forfaitaires)		Convention Particulière Transports (CE 2005)		CDEY (CE 2005)	Fonds propres (CE 2005) hors part PDU	Total par poste des apports actualisables (CPT + CDEY + fonds propres ville)	
		RIF	STIF	Ville	STIF	RIF	RIF	Etat	CG78	Ville		
			3 050 000			1 842 788						
Halle fret	260 000	0	0	0	0	0	82 174	82 174	82 174	13 478	260 000	Reste à financer
Ascenseur entre PSR et galerie de liaison	405 000	103 875	103 875	69 250	0	0	40 455	40 455	40 455	6 635	128 000	
Création d'une gare routière à 14 postes à quai	3 750 000	321 750	321 750	214 500	797 500	797 500	409 922	409 922	409 922	67 235	1 297 000	
dont 14 postes à quais	*2 180 785*	*0*	*0*	*0*	*797 500*	*797 500*						
dont accès à la gare routière	*1 569 215*	*321 750*	*321 750*	*214 500*	*0*	*0*						
Parc stationnement relais provisoire	348 600	0	0	0	0	0	110 176	110 176	110 176	18 071	348 600	
Création de 6 postes à quai (déjà financée et réalisée)	247 788	0	0	0	123 894	123 894	0	0	0	0	0	
Réaménagement Carrefour Poincaré et rue Abbé Rousseaux	1 640 000	114 375	114 375	76 250	0	0	421 932	421 932	421 932	69 205	1 335 000	
Parvis gare	570 000	200 250	200 250	133 500	0	0	11 378	11 378	11 378	1 866	36 000	
Prolongement avenue de Sceaux	5 142 000	277 284	277 284	195 433	0	0	1 388 108	1 388 108	1 388 108	227 677	4 392 000	
Réaménagement carrefour des Francine	1 542 000	126 209	126 209	73 583	0	0	384 321	384 321	384 321	63 036	1 216 000	
SOUS-TOTAL 1 CE 2005	13 905 388	1 143 742	1 143 742	762 516	921 394	921 394	2 848 465	2 848 465	2 848 465	467 205	9 012 600	
							31,61%	*31,61%*	*31,61%*	*5,18%*		
Aménagement promenade gare des Chantiers	507 000	0	0	0	0	0	0	0	0	507 000	507 000	montants inchangés car dépenses déjà réalisées
Etude de faisabilité 2009	77 250	0	0	0	0	0	0	0	0	77 250	77 250	
Etude PEM selon AVP 2006	1 467 755	0	0	0	0	0	0	0	0	1 467 755	1 467 755	
SOUS-TOTAL 2 CE 2005	2 052 005	0	0	0	0	0	0	0	0	2 052 005	2 052 005	
TOTAL CE 2005	15 957 393	1 143 742	1 143 742	762 516	921 394	921 394	2 848 465	2 848 465	2 848 465	2 519 210	11 064 605	
							25,74%	*25,74%*	*25,74%*	*22,77%*		

Tableau 3 de référence en CE janvier 2005

MOA Ville	Montant des travaux en CE 2015	PDU (montants forfaitaires)			Droit Commun (montant forfaitaire)		Convention Particulière Transports (CE 2015)		CDEY (CE 2015)	Fonds propres (CE 2015) hors part PDU	Total par poste des apports actualisables (CPT + CDEY + fonds propres ville)	
		RIF	STIF	Ville	STIF	RIF	RIF	Etat	CG78	Ville		
			3 050 000			1 842 788						
Halle fret	380 322	0	0	0	0	0	103 345	103 345	103 345	70 287	380 322	Reste à financer
Ascenseur entre PSR et galerie de liaison	592 424	103 875	103 875	69 250	0	0	85 710	85 710	85 710	58 293	315 424	
Création d'une gare routière à 14 postes à quai	5 485 411	321 750	321 750	214 500	797 500	797 500	823 999	823 999	823 999	560 415	3 032 411	
dont 14 postes à quais	*3 190 000*	*0*	*0*	*0*	*797 500*	*797 500*						
dont accès à la gare routière	*2 295 411*	*321 750*	*321 750*	*214 500*	*0*	*0*						
Parc stationnement relais provisoire	509 924	0	0	0	0	0	138 562	138 562	138 562	94 238	509 924	
Création de 6 postes à quai (déjà financée et réalisée)	247 788	0	0	0	123 894	123 894	0	0	0	0	0	
Réaménagement Carrefour Poincaré et rue Abbé Rousseaux	2 398 953	114 375	114 375	76 250	0	0	568 991	568 991	568 991	386 980	2 093 953	
Parvis gare	833 782	200 250	200 250	133 500	0	0	81 460	81 460	81 460	55 402	299 782	
Prolongement avenue de Sceaux	7 521 596	277 284	277 284	195 433	0	0	1 840 049	1 840 049	1 840 049	1 251 448	6 771 596	
Réaménagement carrefour des Francine	2 255 601	126 209	126 209	73 583	0	0	524 331	524 331	524 331	356 607	1 929 601	
SOUS-TOTAL 1 CE 2015	20 225 801	1 143 742	1 143 742	762 516	921 394	921 394	4 166 447	4 166 447	4 166 447	2 833 670	15 333 013	
							27,17%	*27,17%*	*27,17%*	*18,48%*		
Aménagement promenade gare des Chantiers (déjà financé et réalisé)	507 000	0	0	0	0	0	0	0	0	507 000	507 000	montants inchangés car dépenses déjà réalisées
Etude de faisabilité 2009 (déjà financée et réalisé)	77 250	0	0	0	0	0	0	0	0	77 250	77 250	
Etude PEM selon AVP 2006 (déjà financée et réalisée)	1 467 755	0	0	0	0	0	0	0	0	1 467 755	1 467 755	
SOUS-TOTAL 2 CE 2015	2 052 005	0	0	0	0	0	0	0	0	2 052 005	2 052 005	
TOTAL CE 2015	22 277 806	1 143 742	1 143 742	762 516	921 394	921 394	4 166 447	4 166 447	4 166 447	4 885 675	17 385 018	
							23,97%	*23,97%*	*23,97%*	*28,10%*		

Tableau 4 aux CE janvier 2015 avec un taux réel d'actualisation jusqu'en mai 2011 puis 3% jusqu'en janvier 2015

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 5 « COUT DE L'OPERATION, COUT D'OBJECTIF PAR MAITRE D'OUVRAGE »

- *L'article 5.1 « coût de l'opération » de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n° 2, modifié par l'article 7 de l'avenant n°1, est remplacé par le texte suivant :*

- **Au titre du CPER**

Le coût prévisionnel de la 1ère phase de l'opération sur le périmètre CPER tel que défini à l'Avant-projet modificatif approuvé par le Conseil du STIF dans sa séance du 7 décembre 2011, et établi aux conditions économiques de janvier 2005, est fixé à 46 733 000 €, frais de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage inclus. Il porte sur les phases Schéma de principe, Avant-projet, Avant-projet modificatif, Projet et Réalisation.

Suite aux comités de suivi de la convention de financement du 28 novembre 2013 et du 27 mai 2015, au cours desquels les financeurs et le STIF ont accepté la réalisation anticipée d'éléments de programme de la phase 2 (réalisation de quatre ascenseurs et travaux de traitement de façade et de remplacement de certaines menuiseries du bâtiment voyageur) pour un montant global de 1 343 200 € constants (CE 2005), le coût prévisionnel de la 1ère phase de l'opération sur le périmètre CPER est porté de 46 733 017 € à **48 076 217 € constants (CE 2005).**

Cette estimation globale des dépenses résulte de la somme des estimations niveau Avant-projet pour chaque élément du programme de la première phase comme détaillé dans le tableau présenté ci-après :

En M€ conditions économiques de janvier 2005	**Coût total de la 1ère phase relevant du périmètre CPER**	Dont part du CPER	Dont financements complémentaires RFF, SNCF Mobilités, SNCF Réseau et Ville de Versailles
Réaménagement de la rue Porte de Buc	**0,453**	0,401	0,052
Création d'un cheminement piétonnier entre l'actuel bâtiment voyageurs SNCF et la rue Porte de Buc	**4,825**	4,825	0
Rénovation et aménagement de la gare ferroviaire	**13,975**	13,381	0,594
Création d'une passerelle d'accès et aménagement d'un nouveau hall, y compris démolition du mur de soutènement	**17,422**	17,152	0,270
Reconstitution des bâtiments impactés par le projet, y compris phases provisoires de relogement	**8,498**	6,513	1,985
Coordination des maîtres d'ouvrage	**0,358**	0,263	0,095
Reprise d'études (maîtrise d'œuvre, assistance à maîtrise d'ouvrage, procédures administratives)	**1,202**	1,041	0,161
Création 4 ascenseurs passerelle 2, complément de traitement de façades et de menuiseries	**1,343**	1,343	
TOTAL	**48,076**	44,919	3,157

- *L'article 5.3 « coût d'objectif de la SNCF» de la convention de financement initiale modifiée par son avenant n° 2, modifié par l'article 7 de l'avenant n°1, est remplacé par le texte suivant :*

a) Définition du coût d'objectif

Le coût d'objectif de l'opération phase 1 de SNCF Mobilités, sur le périmètre CPER, est le montant de ses travaux inscrit à l'Avant-projet modificatif approuvé par le Conseil du STIF dans sa séance du 7 décembre 2011, complété des éléments de programme actés en comités de suivi de la convention de financement du 28 novembre 2013 et du 27 mai 2015, et établi aux conditions économiques de janvier 2005. Il est porté de 35,598 M€ à **36,941 M€ constants (CE 2005).**

b) Décomposition du coût d'objectif

L'ensemble des dépenses du coût d'objectif se décompose comme suit aux CE de janvier 2005 (Cf. annexe 3) :

- Reprise d'études : 1,034 M€
- Travaux : 27,534 M€
- Provision pour aléas et imprévus : 550 M€
- Dépenses de maîtrise d'œuvre : 5,150 M€
- Dépenses de maîtrise d'ouvrage : 2,100 M€
- Coordination des maîtrises d'ouvrage : 0,306 M€
- Communication PEM : 0,267 M€

La décomposition ci-dessus, en postes homogènes, n'est présentée qu'à titre indicatif, pour les seuls besoins de la compréhension de l'opération, et de l'analyse ultérieure de ses évolutions en cours de réalisation. Cette décomposition ne peut avoir pour objet ou pour effet de limiter l'autorité exclusive des maîtres d'ouvrage sur la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

ARTICLE 7 – MODIFICATION DE L'ARTICLE 6 « FINANCEMENT DE L'OPERATION »

- *Le paragraphe de l'article 6.2 « plan de financement » de la convention initiale modifiée par son avenant n°2, modifié par l'article 8 de l'avenant n°1, est remplacé par le texte suivant :*

6.2 Plan de financement

Le financement de l'opération « A2e bis – Pôle d'échanges multimodal de Versailles-Chantiers – phase 1 » d'un montant de **64,033 M€ constants, aux conditions économiques de janvier 2005**, est assuré comme suit :

- *Les trois premiers paragraphe de l'article 6.2.1 « au titre du contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2000-2006 » de la convention initiale modifiée par son avenant n°2, et le tableau n°1, modifiés par l'article 8 de l'avenant n°1, sont remplacés par le texte et le tableau suivants :*

6.2.1 Au titre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER)

Sur le périmètre CPER, par un montant de **48 076 000 € CE janvier 2005,** au titre du contrat de plan Etat-Région 2000-2006 pour un montant de 44 919 000 € CE janvier 2005, et de financements complémentaires pour un montant de 3 157 000 € CE janvier 2005 hors périmètre du coût d'objectif de cette convention.

Pour rappel les financements complémentaires sont assurés par :

- SNCF : 0,482 M€
- SNCF Réseau : 0,786 M€
- Ville de Versailles : 1,889 M€

Soit un montant total de 3,157 M€ (CE 01/2005).

La répartition des financements par maître d'ouvrage au titre du CPER est la suivante :

Tableau n°1

En M€ (CE janvier 2005)	**Total MOA**	dont participation CD 78	dont participation Etat	dont participation RIF	dont participation SNCF Mobilités	dont participation SNCF Réseau
SNCF Mobilités	**36,941**	6,980	6,934	20,162	2,865	0
SNCF Réseau	**7,577**	1,473	1,439	4,037	0	0,628

Ville	**0,401**	0,109	0	0,292	0	0
TOTAL	**44,919**	8,562	8,373	24,491	2,865	0,628

Les estimations en € courants prévues dans l'avenant n°1 de la convention sont suffisantes pour couvrir l'ensemble du périmètre de SNCF Mobilités, y compris avec les anticipations de la phase 2. Par conséquent la suite de l'article, modifié par l'article 8 de l'avenant n°1, reste inchangée.

ARTICLE 8 – MODIFICATION DES ANNEXES

Les annexes 1, 2 et 3 de la convention de financement initiale modifiée par ses avenants n°1 et 2 sont remplacées respectivement par les annexes 1, et 3 du présent avenant.

ARTICLE 9 – DISPOSITIONS DIVERSES

Toutes les clauses de la convention initiale, non modifiées par avenant n°1 et le présent avenant n°2 et non contraires aux stipulations de ces derniers, demeurent inchangées et applicables de plein droit à l'ensemble des phases AVP, PRO et REA.

SIGNATAIRES

Convention établie en sept exemplaires originaux.

Date d'effet de la convention à compter de la notification des originaux par le STIF.
Date de notification du présent avenant n°2 :

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France	Pour le Département des Yvelines, **Pierre BEDIER** Président du Conseil Départemental des Yvelines
Pour la Ville de Versailles, **François de MAZIERES** Maire de Versailles	Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général	Pour SNCF Mobilités, **Alain KRAKOVITCH** Directeur Général SNCF Transilien
Pour SNCF Réseau, **Michel ETCHEGARAY** Directeur des Projets Franciliens		

ANNEXES :

- ANNEXE 1 : TABLEAU DE REFERENCE DONNANT LA REPARTITION DES COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT
- ANNEXE 2 : CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX
- ANNEXE 3 : DECOMPOSITION DETAILLEE DES POSTES CONSTITUTIFS DU COUT D'OBJECTIF PAR MAITRE D'OUVRAGE (AU TITRE DU CPER)

ANNEXE 1

Annule et remplace l'annexe 1 de la convention de 2006

TABLEAU DE REFERENCE DONNANT LA REPARTITION DES COUTS PAR SOURCE DE FINANCEMENT

G&C - Indice C du 19 Octobre 2011

PEM VERSAILLES CHANTIERS - Avenant n° 1 - Tableau de financement PHASE 1 Montants Projet en Euros, Hors Taxes, établis aux Conditions Economiques de Janvier 2005 : incluant	Maître d'ouvrage	AVP Modificatif 2011 + AVP M 2016 Coût projet Euros CE 01/2005	Au titre du CPER 2000/2006	Autres apports	Sources de financement CPER	AC	CPT & CDEY	PDU	DC	AA	Financeurs STIF PDU	DC	REGION IDF CPER	CPT	PDU	DC	ETAT CPER	CPT	CG 78 CPER	CDEY	SNCF CPER	AC	RFF CPER	AC	AA	VILLE de VERSAILLES PDU	AC	AA
Bâtiment gare ferroviaire : rénovation, réaménagement et extension Ouest																												
REAMENAGEMENT GARE EXISTANTE																												
Réaménagement des espaces de circulation publics : hall 1, vestibule 1, passerelle 1 ; liaison hall 1 / coursive nord ; reconstruction de la coursive ouest (clos & couvert)				-		-																						
Réaménagement locaux d'exploitation : RdC aile Est (hors cabinet médical) ; R+1 aile Est (réaffectation bureaux) ; RdC aile Ouest (cps Agence TN, hors guichets TN) ; R+1 aile Ouest (totalité, cps ascenseur)	SNCF	9 009 885	8 843 132	-	8 843 132	-	-	-	-	-	-	-	4 811 055	-	-	-	1 654 714	-	1 665 645	-	711 718	166 753	-	-	-	-	-	-
Réaménagement locaux sous rampe, création locaux techniques niveau -2, cours de service sous parvis				-		-																						
(Re)Aménagement de coque(s) commerciale(s) dans bâtiment voyageurs existant				166 753		166 753																						
Equipements & Mobiliers de gare Tranche 1 ; CFO & Cfa Tranche 1 ; Sécurité incendie																												
RENOVATION & REAMENAGEMENT DES QUAIS & ABRIS DE QUAIS																												
Pathologie des 4 abris de quais : traitement des bétons, étanchéité, ravalement, sécurité.	RFF	1 848 690	1 848 690	-	1 848 690	-	-	-	-	-	-	-	984 942	-	-	-	351 111	-	359 407	-	-	-	153 230	-	-	-	-	-
Réaménagement et rénovation du local chefs de quais sur quai DE																												
Réaménagement et rénovation des salles d'attente des quais BC, FG et HJ	SNCF	333 838	333 838	-	333 838	-	-	-	-	-	-	-	181 623	-	-	-	62 467	-	62 880	-	26 868	-	-	-	-	-	-	-
RENOVATION DU BATIMENT VOYAGEURS																												
Pathologie du bâtiment voyageurs : réparation bétons, réfection étanchéité, ravalement des façades "ferroviaires", remplacement de 50% des menuiseries extérieures	SNCF	1 562 228	1 562 228	-	1 562 228	-	-	-	-	-	-	-	849 921	-	-	-	292 322	-	294 253	-	125 732	-	-	-	-	-	-	-
Remplacement des 4 escaliers mécaniques existants desservant les quais																												
Reprise de structure du parvis (traitement bétons, joints, ravalement), compris parvis ouest		793 344	793 344	-	793 344	-	-	-	-	-	-	-	431 614	-	-	-	148 449	-	149 430	-	63 850	-	-	-	-	-	-	-
Réfection de l'étanchéité du parvis et de la rampe d'accès, compris parvis ouest		427 196	-	427 196	-	427 196	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	41 378	-	-	-	-	385 818	-
CREATION DE LA PASSERELLE 2, DU HALL 2 ET DE LA COURSIVE NORD																												
Dévoiement des réseaux dans les 4 quais,compris génie civil et réfection du revêtement	RFF	1 450 633	1 450 633	-	1 450 633	-	-	-	-	-	-	-	772 866	-	-	-	275 510	-	282 020	-	-	-	120 237	-	-	-	-	-
Travaux préalables : démolitions bâtiments, travaux ferroviaires, dévoiement réseaux		*inclus dans passerelle 2, hall 2 et reconstitution des services SNCF & RFF*																										
Passerelle 2 : création nouvelle passerelle de correspondance avec structures, clos & couvert ; signalétique, information dynamique et sonorisation, cps escaliers fixes et mécaniques (couverts)	SNCF	10 862 404	10 833 302	-	10 833 302	-	-	-	-	-	-	-	5 893 795	-	-	-	2 027 112	-	2 040 502	-	871 892	29 102	-	-	-	-	-	-
Passerelle 2 : aménagement d'automates commerciaux sur passerelle 2				29 102		29 102																						
Hall 2 : création hall d'accès à la nouvelle passerelle avec structures, clos & couvert ; CFO & Cfa ; bulle accueil ; signalétique, information dynamique et sonorisation ; local gare routière		3 026 092	2 946 631	-	2 946 631	-	-	-	-	-	-	-	1 603 098	-	-	-	551 369	-	555 012	-	237 153	79 461	-	-	-	-	-	-
Hall 2 : aménagement de coque(s) commerciale(s) sur hall et coursive				79 461		79 461																						
Hall 2 : création escalier fixe, 3 escaliers mécaniques et 1 ascenseur PMR		1 233 745	1 233 745	-	1 233 745	-	-	-	-	-	-	-	671 212	-	-	-	230 857	-	232 382	-	99 295	-	-	-	-	-	-	-
Création couverture publique nord (couverte, non close) entre hall 1 et nouveau Hall 2		498 773	498 773	-	498 773	-	-	-	-	-	-	-	271 355	-	-	-	93 330	-	93 946	-	40 143	-	-	-	-	-	-	-
RELOGEMENT PROVISOIRE ET RECONSTITUTION DES SERVICES IMPACTES																												
Etudes relogement provisoire siège EEX : projet initial "Av. de Sceaux" (AVP, DPC, PRO, ACT)	SNCF	41 000	41 000	-	41 000	-	-	-	-	-	-	-	172 478	-	-	-	59 322	-	59 714	-	25 515	-	-	-	-	-	-	-
Etude relogement définitif services exploitation SNCF : projet initial "BMP" (APD, DPC, PRO)		276 029	276 029	-	276 029	-	-	-	-	-	-	-	477 562	-	-	-	164 253	-	165 338	-	70 648	-	-	-	-	-	-	-
Relogement provisoire services exploitation SNCF : résidences Traction & Trains, SUGE		877 800	877 800	-	877 800	-	-	-	-	-	-	-	179 589	-	-	-	61 768	-	62 176	-	26 567	-	-	-	-	-	-	-
Relogement provisoire services exploitation SNCF : locaux du BV existant		330 100	330 100	-	330 100	-	-	-	-	-	-	-	1 603 098	-	-	-	551 369	-	555 012	-	237 153	79 461	-	-	-	-	-	-
Relogement définitif services exploitation SNCF : dans bloc tertiaire en extension Ouest du BV		4 888 087	4 888 087	-	4 888 087	-	-	-	-	-	-	-	2 713 740	-	-	-	933 364	-	939 526	-	401 454	-	-	-	-	-	-	-
Etude du relogement définitif EVEN GET : projet initial "BMP" (APD, DPC, PRO)	RFF	83 000	-	83 000	-	83 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	16 622	-	-	66 378	-
Relogement provisoire EVEN GET : réaménagement du bâtiment E de la DDT 78		300 000	-	300 000	-	300 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	300 000	-	-	-	-
Relogement définitif EVEN GET : dans bloc tertiaire en extension Ouest du BV		1 602 137	-	1 602 137	-	1 602 137	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	480 641	-	-	1 121 496	-
COMPLEMENTS DE PROGRAMME / AVP N° 2 - 2016																												
Ravalement pignons Est et Ouest, façade Sud, façade Nord sur Parvis, remplacement menuiseries niveau 0 et 1 aile Ouest et réparation vitrages du PAP	SNCF	184 200	184 200		184 200								108 980				37 478		37 726									
Création de 4 ascenseurs 630 kg passerelle 2	SNCF	1 159 000	1 159 000		1 159 000								685 710				235 816		237 373									
CIRCULATIONS VERTICALES (entre le PSR et gare ferroviaire)																												
Création d'ascenseur entre parc de stationnement relais & I parvis de la gare ferroviaire	VILLE	405 000	-	405 000	-	-	121 365	277 000	-	6 635	103 875	-	-	40 455	103 875	-	-	40 455	-	40 455	-	-	-	-	-	-	69 250	-	6 635
Intermodalité entrée principale																												
CREATION D'UN PARC DE STATIONNEMENT RELAIS																												
Démolition partielle de la halle marchandises, avec consenation d'une partie sur 90 m environ	VILLE	260 000	-	260 000	-	-	246 522	-	-	13 478	-	-	-	82 174	-	-	-	82 174	-	82 174	-	-	-	-	-	-	-	-	13 478
CREATION D'UN PARC DE STATIONNEMENT RELAIS																												
Parc Stationnement Relais transitoire : réaménagement du parc aérien existant, maintien du parc silo (exit au total 335 places)	VILLE	348 600	-	348 600	-	-	330 528	-	-	18 072	-	-	-	110 176	-	-	-	110 176	-	110 176	-	-	-	-	-	-	-	-	18 072
CREATION D'UNE GARE ROUTIERE DE 14 POSTES A QUAI																												
Création des voies d'accès, dont voie est depuis la rue A. Rousseaux	VILLE	1 569 215	-	1 569 215	-	-	1 229 766	858 000	-	67 234	321 750	-	-	409 922	321 750	-	-	409 922	-	409 922	-	-	-	-	-	-	214 500	-	67 234
Aménagements gare routière avec 14 postes à quai (10 pour bus standards + 4 pour articulés)		2 180 785	-	2 180 785	-	-	-	-	1 595 000	-	-	797 500	-	-	-	797 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Accès au pôle																												
ACCES EST AU PÔLE ET A L'EXTENSION OUEST DE LA GARE FERROVIAIRE																												
Démolition du mur de soutènement entre parking silo et Hall 2	SNCF	350 756	188 968	161 788	188 968	161 788	-	-	-	-	-	-	102 807	-	-	-	35 359	-	35 593	-	15 209	161 788	-	-	-	-	-	-
AMENAGEMENTS DU PÔLE COTE COUR DE BUC																												
Création de l'accès Porte de Buc (avec accessibilité PMR, hors sas PMR)	RFF	4 174 880	4 174 880	-	4 174 880	-	-	-	-	-	-	-	2 224 285	-	-	-	792 911	-	811 646	-	-	-	346 038	-	-	-	-	-
Aménagement de l'accès, avec ligne CAB (compris sas PMR) et bulle d'accueil	SNCF	650 000	650 000	-	650 000	-	-	-	-	-	-	-	353 629	-	-	-	121 627	-	122 430	-	52 314	-	-	-	-	-	-	-
Travaux de voirie, dont réaménagement de la rue de la Porte de Buc		453 000	401 465	51 535	401 465	51 535	-	-	-	-	-	-	292 465	-	-	-	-	-	109 000	-	-	-	-	-	-	-	51 535	-
Création de 6 postes bus à quai rue de la Porte de Buc		247 788	-	247 788	-	-	-	247 788	-	-	-	123 894	-	-	-	123 894	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ACCES AU PÔLE / PHASE 1																												
Local vélos : maintien en place du local vélos existant dans le parc silo	VILLE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prolongement de l'Avenue de Sceaux : création du franchissement en tranchée des Etangs Gobert, aménagement voie TCSP & piste cyclable, compris accès provisoire chantier		5 142 000	-	5 142 000	-	-	4 164 324	200 000	-	227 676	277 284	-	-	1 388 108	277 284	-	-	1 388 108	-	1 388 108	-	-	-	-	-	-	166 428	-	227 676
Réaménagement du carrefour des Francine (Avenue de Sceaux/ rue Charton/ rue de Noailles)		1 542 000	-	1 542 000	-	-	1 152 963	-	-	63 037	126 209	-	-	384 321	126 209	-	-	384 321	-	384 321	-	-	-	-	-	-	73 583	-	63 037
							-	326 000																					
Réaménagement du parvis de la gare ferroviaire et de sa rampe d'accès (dépose minute, station taxis, signalétique)		570 000	-	570 000	-	-	34 134	-	-	1 866	200 250	-	-	11 378	200 250	-	-	11 378	-	11 378	-	-	-	-	-	-	133 500	-	1 866
							-	534 000																					
Réaménagement du carrefour Poincaré et de la rue de l'Abbé Rousseaux, compris réaménagement gare routière avec 6 postes à quai rue de l'Abbé Rousseaux		1 640 000	-	1 640 000	-	-	1 265 796	-	-	69 204	114 375	-	-	421 932	114 375	-	-	421 932	-	421 932	-	-	-	-	-	-	76 250	-	69 204
							-	305 000																					
Aménagement de la promenade place Poincaré / rue Edouard Charton (piétons et 2 roues)		507 000	-	507 000	-	-	-	-	-	507 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	507 000
Information et signalisation en phase travaux		*compris dans les projets Ville ci-avant*																										
DEPOSE & RECONSTITUTION INSTALLATIONS FERROVIAIRES DE VERSAILLES PLAINE																												
QUOTE PART DU POLE (voir ci-dessous la part "projet urbain / hors PEM")	RFF	893 033	-	893 033	-	-	-	-	-	893 033	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	535 820	-	-	357 213
Frais Divers																												
COORDINATION DES MOA																												
Coordination des maîtres d'ouvrage	SNCF	357 500	262 619	94 881	262 619	94 881	-	-	-	-	-	-	142 876	-	-	-	49 141	-	49 466	-	21 136	3 549	-	5 070	-	-	86 262	-
REPRISES D'ETUDES ET DE DEMARCHES ADMINISTRATIVES																												
Etudes de Faisabilité du PEM 2008 / 2009	SNCF	139 300	139 300	-	139 300	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etudes Avant Projet Modificatif du U Ferroviaire 2009 / 2010 / 2011		315 000	315 000	-	315 000	-	-	-	-	-	-	-	504 220	-	-	-	173 421	-	174 567	-	74 591	-	-	-	-	-	-	-
Reprises d'études des dossiers PRO/ DCE du U Ferroviaire + impact mission OPC		472 500	472 500	-	472 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Missions AMO complémentaires pour Enquête Publique 2010/ 2011 et AVP Modificatif du PEM		172 600	11 353	161 247	11 353	161 247	-	-	-	-	-	-	6 177	-	-	-	2 124	-	2 138	-	914	-	-	-	-	-	161 247	-
Etudes Avant Projet Modificatif du U Ferroviaire 2010 / 2011	RFF	35 000	35 000	-	35 000	-	-	-	-	-	-	-	54 610	-	-	-	19 467	-	19 927	-	-	-	8 496	-	-	-	-	-
Reprises d'études des dossiers PRO/ DCE du U Ferroviaire & impact mission OPC		67 500	67 500	-	67 500	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Etudes de Faisabilité 2009 du PEM / ouvrages sous MOA Ville	VILLE	77 250	-	77 250	-	-	-	-	-	77 250	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	77 250
Etude PEM selon AVP 2006 (MOE, BCT, SPS,...) jusqu'en 2008 / ouvrages sous MOA Ville		1 467 755	-	1 467 755	-	-	-	-	-	1 467 755	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 467 755
TOTAUX		64 926 643	44 919 117	20 007 526	44 919 117	3 157 100	8 545 398	3 050 000	1 842 788	3 412 240	1 143 742	921 394	24 490 607	2 848 466	1 143 742	921 394	8 373 294	2 848 466	8 562 099	2 848 466	2 865 000	482 031	628 000	802 333	535 820	762 516	1 872 736	2 876 420
Dépose & reconstitution installations ferroviaires : quote part hors PEM	RFF	*2 044 967*	-	*2 044 967*				RECAPITULATIF PAR FINANCEUR à			2 065 136		28 609 519				10 948 466		11 135 466		3 347 031		1 966 153			5 511 672		
RECAPITULATIF PAR MAITRE D'OUVRAGE à	SNCF	38 061 377	36 940 949	1 120 428	36 940 949	1 120 428	-	-	-	-	-	-	20 161 439	-	-	-	6 934 294	-	6 980 099	-	2 865 000	482 031	-	-	-	-	633 327	-
	RFF	10 454 873	7 576 703	2 878 170	7 576 703	1 985 137	-	-	1 842 788	893 033	1 143 742	921 394	4 036 703	-	-	-	1 439 000	-	1 473 000	-	-	-	628 000	802 333	535 820	-	1 187 874	-
	VILLE	16 410 393	401 465	16 008 928	401 465	51 535	8 855 622	3 050 000	1 842 788	2 132 717	1 143 742	921 394	292 465	2 848 466	1 143 742	921 394	-	2 848 466	109 000	2 848 466	-	-	-	-	-	-	762 516	51 535	2 876 420

G&C - Indice C du 19 Octobre 2011	Maître d'ouvrage	Coût projet Euros CE 01/2005	Au titre du CPER 2000/2006	Autres apports	CPER	AC	CPT & CDEY	PDU	FDC	Autres apports	PDU	DC	CPER	CPT	PDU	DC	CPER	CPT	CPER	CDEY	CPER	AC	CPER	AC	AA	PDU	AC	AA
											STIF		REGION IDF				ETAT		CG 78		SNCF		RFF			VILLE de VERSAILLES		

Annule et remplace l'annexe 2 de la convention de 2006

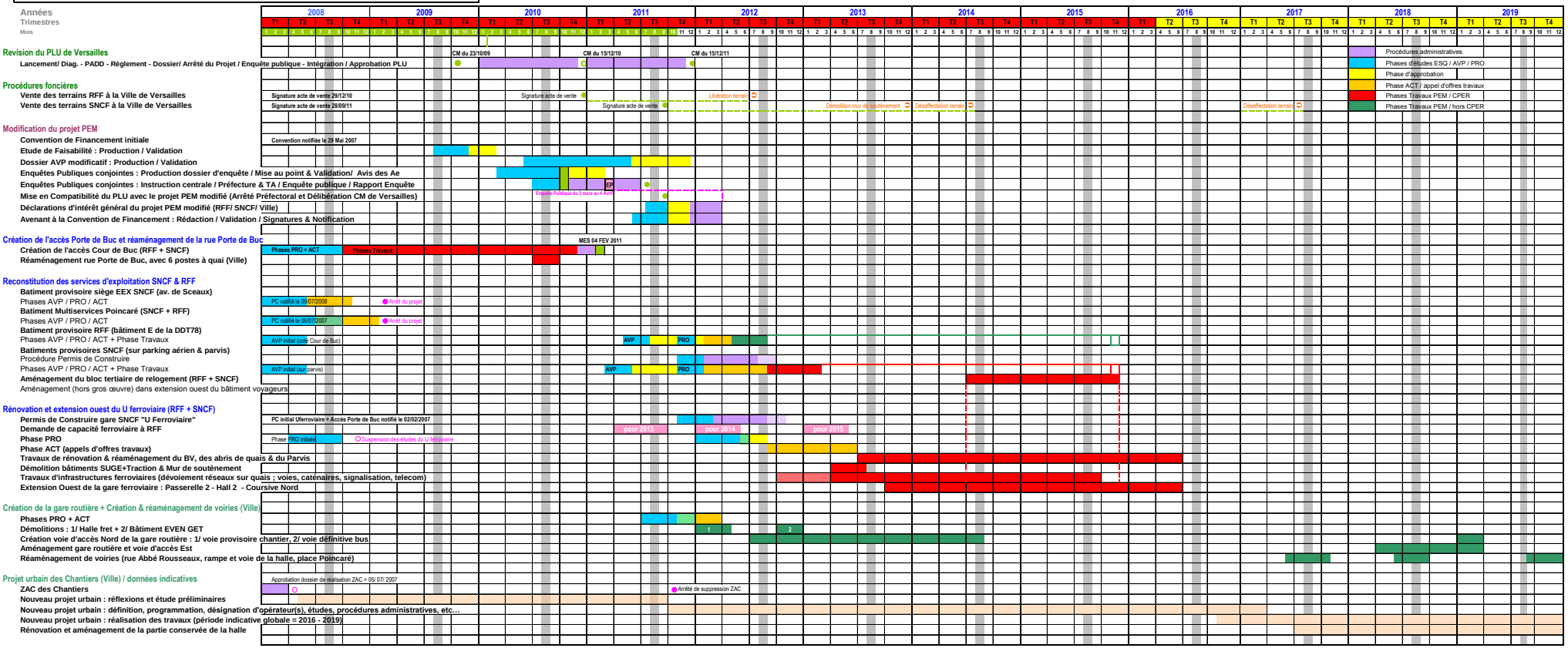
CALENDRIER PREVISIONNEL DES TRAVAUX

G&C - Indice C du 19 Octobre 2011

PEM VERSAILLES CHANTIERS - Avenant n° 1 - ANNEXE N° 3

Calendrier prévisionnel de réalisation

Indice A du 11 Avril 2016



ANNEXE 3

Annule et remplace l'annexe 3 de la convention de 2006

DECOMPOSITION DETAILLEE DES POSTES CONSTITUTIFS DU COUT D'OBJECTIF PAR MAITRE D'OUVRAGE (AU TITRE DU CPER)

G&C - Indice C du 19 Octobre 2011

PEM VERSAILLES CHANTIERS - Avenant n° 2 - Annexe n° 3 **Décomposition des postes constitutifs du coût d'objectif** **Montants Projet Hors Taxes en Euros établis aux C.E. de Janvier 2005** **Périmètre CPER - Phase 1 - Coûts incluant Travaux, MOE, MOA et PAI ; n'incluant pas le Foncier.**	AVP Modificatif 2011 + AVP M 2016 TOTAL	Au titre du CPER	Apports Complémentaires en périmètre CPER
Maitrise d'ouvrage SNCF	**38 061 377**	**36 940 949**	**1 120 428**
Equipement de l'accès piétonnier entre le bâtiment voyageurs et la rue de la Porte de Buc	650 000	650 000	-
Réaménagement du bâtiment voyageurs de la gare ferroviaire	9 343 723	9 176 970	166 753
Rénovation du bâtiment voyageurs et du parvis de la gare ferroviaire	2 782 768	2 355 572	427 196
Démolition du mur de soutènement entre le parvis existant et le nouveau hall	350 756	188 968	161 788
Création d'une passerelle d'accès aux quais	10 862 404	10 833 302	29 102
Création d'un nouveau hall de gare et d'une coursive de liaison vers le hall existant	4 758 610	4 679 149	79 461
Reconstitution des bâtiments de service SNCF impactés par le projet, compris phases provisoires de relogement	6 513 016	6 513 016	-
Reprises d'études d'avant projet et de projet et démarches admistratives complémentaires	1 099 400	938 153	161 247
Coordination des maîtres d'ouvrage	357 500	262 619	94 881
COMPLEMENTS DE PROGRAMME / AVP N° 2 - 2016			
Ravalement pigons Est et Ouest, façade Sud, façade Nord sur Parvis, remplacement menuiseries niveau 0 et 1 aile Ouest et réparation vitrages du PAP	184 200	184 200	
Création de 4 ascenseurs 630 kg passerelle 2	1 159 000	1 159 000	
Maitrise d'ouvrage RFF	**9 561 840**	**7 576 703**	**1 985 137**
Création d'un accès piétonnier entre le bâtiment voyageurs et la rue de la Porte de Buc	4 174 880	4 174 880	-
Rénovation des abris de quais et du local chefs de quais	1 848 690	1 848 690	-
Travaux sur les quais générés par la création de la nouvelle passerelle	1 450 633	1 450 633	-
Reconstitution du bâtiment de service RFF "EVEN GET", compris phase provisoire de relogement	1 985 137	-	1 985 137
Reprises d'études d'avant projet et de projet	102 500	102 500	-
Maitrise d'ouvrage Ville de Versailles	**453 000**	**401 465**	**51 535**
Réaménagement de la rue de la Porte de Buc	453 000	401 465	51 535
TOTAL	**48 076 217**	**44 919 117**	**3 157 100**

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-400

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE «TRANSPORT»
OPERATION DU CONTRAT DE PLAN ETAT-REGION 2015 – 2020
SCHEMA DE SECTEUR DE LA LIGNE L DU RESEAU TRANSILIEN – ETUDES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales;
VU Le Code des transports;
VU La délibération du Conseil régional n° CR 55-13 du 11 juin 2013 relative à la mise en œuvre et au financement du Plan de Mobilisation pour les transports en Ile-de-France sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris, signé le 19 juillet 2013 ;
VU La délibération cadre n° CR 36-14 du 19 juin 2014 approuvant le nouveau Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF) ;
VU La délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 approuvant le versement des subventions régionales accordées pour les opérations de transports du Contrat de Plan 2015-2020 sous forme d'acomptes dans la limite de 95% de la participation régionale, dans son article 3 ;
VU La délibération cadre n° CR 53-15 du 18 juin 2015 approuvant le Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-400 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports;
VU L'avis de la Commission des finances;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : PR 811-004 «Liaisons ferroviaires»

Décide de participer au financement du projet détaillé en annexe 2 *(fiches projet)* à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1 141 000 €**.

Bénéficiaires	Opérations	Localisation	Action (481004011)
SNCF Réseau	SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES	Ile de France	861 000 €
SNCF Mobilités	SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES	Ile de France	210 000 €
STIF	SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES	Ile de France	70 000 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de la convention jointe en annexe 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 141 000 €** disponible sur le chapitre 908 «Transports», code fonctionnel 811 «Transport ferroviaire régional de voyageurs», programme PR 811-004 « Liaisons ferroviaires », action 481004011 « Liaisons ferroviaires » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Ces affectations relèvent du contrat de plan Etat-Région 2015-2020 :

- Volet 1 «Mobilité multimodale»
- Sous-volet 11 «Nouveau Grand Paris»
- Action 111 «Modernisation du réseau existant – schémas directeurs du Réseau Express Régional et schémas de secteurs»

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-400	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**811 - Transport ferroviaire régional de voyageurs**
Programme	**481004 - Liaisons ferroviaires**
Action	**481004011 - Liaisons ferroviaires**

Dispositif : N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun

Dossier	16011501 - SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne L - Hors CPRD			
Montant total	210 000,00 €		Code nature	2041713
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
300 000,00 €	HT	70 %	210 000,00 €	

Dossier	16012897 - SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne L - Hors CPRD			
Montant total	861 000,00 €		Code nature	2041723
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 230 000,00 €	HT	70 %	861 000,00 €	

Dossier	16012898 - SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L - ETUDES DE SCHEMA DIRECTEUR			
Bénéficiaire	R1989 - STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne L - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	2041733
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	70 %	70 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000423 - Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 141 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 811 - 481004 - 481004011	1 141 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011501

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	300 000,00 €	70,00 %	210 000,00 €
	Montant Total de la subvention		210 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041713-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

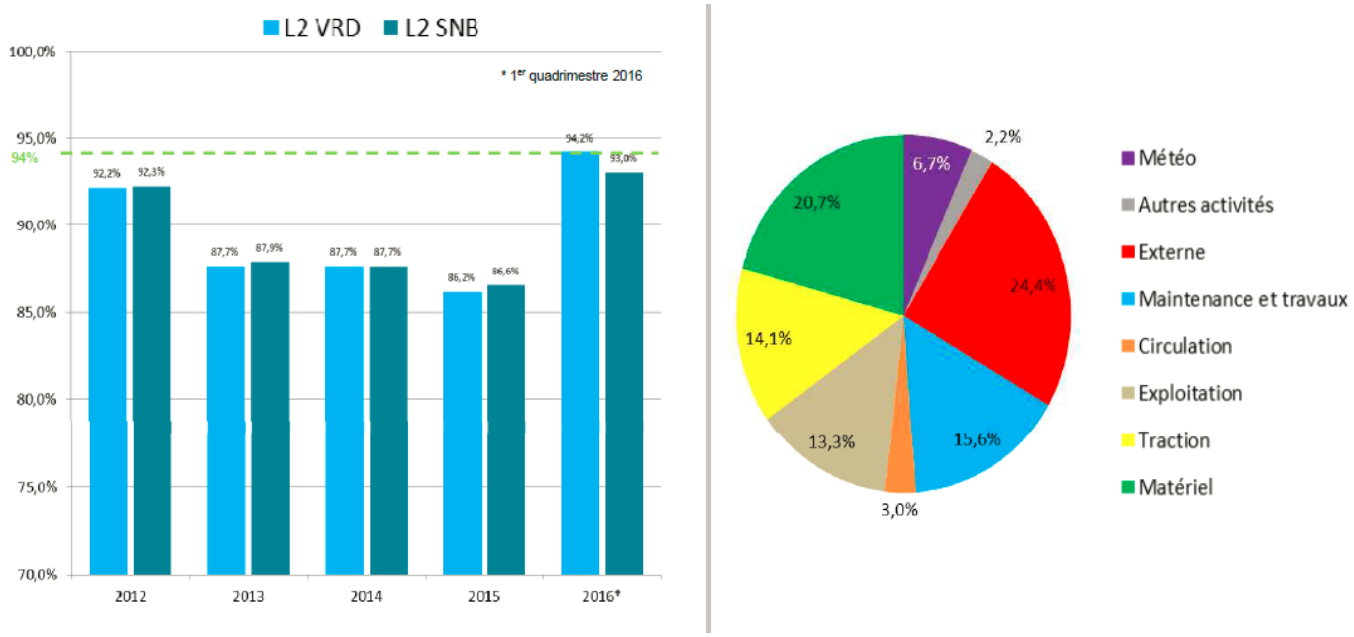
PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention correspondant aux études de Schéma Directeur de la ligne L du réseau Transilien sur le périmètre SNCF Mobilités.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
De premières études de secteur ont été réalisées en 2013. Elles ont permis de mettre en évidence le besoin d'approfondir certains sujets directement liés à l'amélioration de la robustesse et de la gestion des situations perturbées, aux court et moyen termes. Les études complémentaires, objet de la présente convention, auront dès lors pour objectif de caractériser l'opportunité, la faisabilité de ces actions et d'en estimer le coût. Par ailleurs, en vertu des possibles évolutions des déplacements et des trafics induits par la nouvelle offre de la ligne L, les études complémentaires pour l'élaboration du Schéma Directeur s'appuieront sur une actualisation du diagnostic et des prévisions de fréquentation de la ligne L.



Taux de ponctualité sur la ligne L Sud (branches Saint-Germain-en-Laye et Saint-Nom-la-Bretèche) et causes de non ponctualité (2015). *Source: STIF, Comité de ligne du 6 juin 2016*

Description :
Les orientations principales qui structurent le Schéma Directeur se déclinent en trois principaux points :

- améliorer les performances de la ligne (robustesse, gestion des situations perturbées) ;
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs ;
- améliorer la qualité de service.

Ce rapport propose de subventionner des études complémentaires nécessaires à la rédaction d'un schéma directeur sur cette ligne, organisant les améliorations de court, moyen et long termes, tant en exploitation qu'en investissement.

Moyens mis en œuvre :
Le contenu de la présente convention de financement concerne notamment des études en relation à deux points:

1/ La robustesse et les développements futurs :

- Aménagement du terminus de Nanterre Université : création d'un tiroir
- Améliorer la performance du système Parc / Maintenance / Garages du réseau PSL
- Définir les conditions techniques d'augmentation de la capacité : augmentation de la capacité du tronçon La Défense – St Cloud

2/ La gestion des situations perturbées:

- Aménagement du secteur La Défense : permettre les retournements à La Défense sur les 4 voies côté province
- Aménagement du secteur Bécon-les-Bruyères - La Défense : permettre les retournements à La Défense côté Paris et circulation sur voie banalisée entre ces deux gares
- Aménagement du secteur de Saint-Cloud : permettre les retournements à St Cloud
- Réflexion globale sur la banalisation et les Installations permanente de contre-sens(IPCS) : réduction du pas d'IPCS Garches – Marly
- Banalisation de la section Viroflay – Versailles Raccordement de la voie centrale à la voie 2 en gare de Marly

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Usagers de la ligne L sud

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des études du schéma directeur de la ligne L est inscrit au Contrat de Plan 2015-2020 voté au Conseil régional du 18 juin 2015.

Les financeurs sont la Région à hauteur de 70% et l'Etat prenant à sa charge les 30% restants. Les maîtres d'ouvrage de l'opération sont SNCF Réseau et Sncf Mobilités, le STIF assure une mission de coordination.

Le montant total s'élève à 1 630 000 € HT courants et le plan de financement se répartit comme suit:

Périmètre SNCF Réseau: 1 230 000 €
- dont part Région à 861 000 € (70%)
- dont part Etat à 369 000 € (30%)

Périmètre SNCF Mobilités: 300 000 €
- dont part Région à 210 000 € (70%)
- dont part Etat à 90 000 € (30%)

Périmètre STIF: 100 000 €
- dont part Région à 70 000 € (70%)
- dont part Etat à 30 000 € (30%)

Soit une part Région totale de 1 141 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne L

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes complémentaires SD - SNCF Mobilités	300 000,00	100,00%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	90 000,00	30,00%
Région	210 000,00	70,00%
Total	300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	100 000,00 €
2018	110 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	5 330 000,00 €
2013	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	5 850 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	127 124,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 584 953,00 €
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	5 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 685 417,65 €
	Montant total	135 325 425,93 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012897

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L DU RESEAU TRANSILIEN - ETUDES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	1 230 000,00 €	70,00 %	861 000,00 €
	Montant Total de la subvention		861 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041723-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant :

N° SIRET : 41228073720375

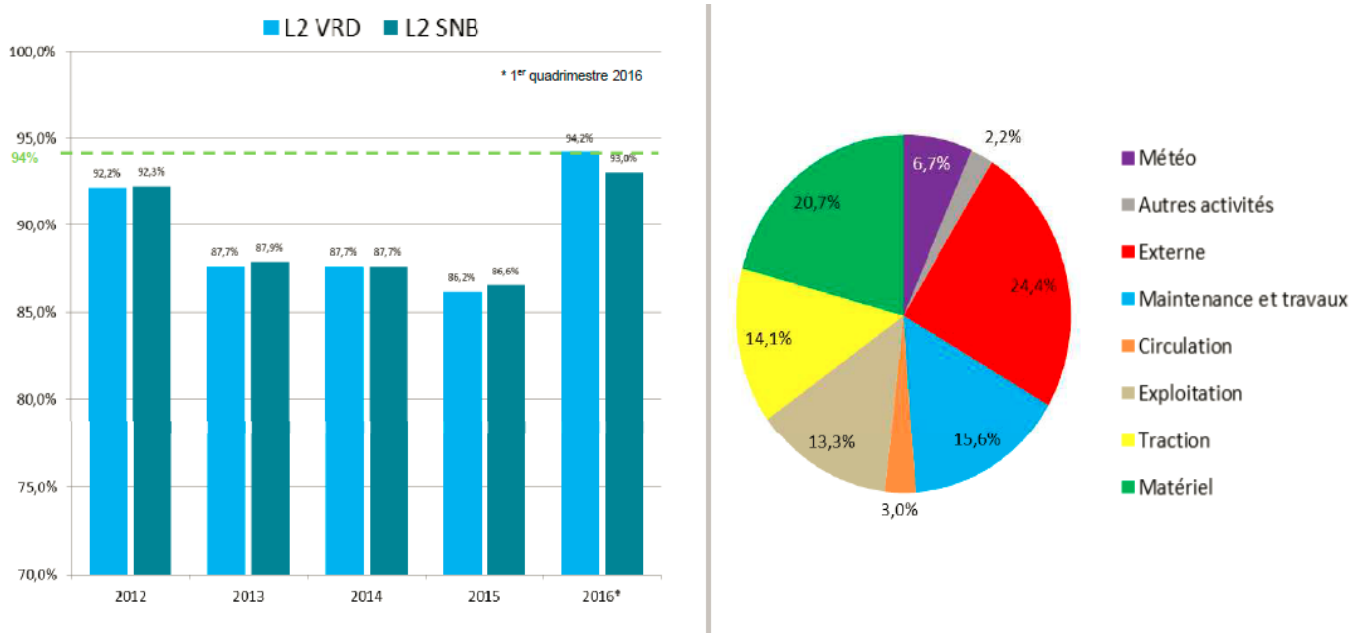
PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention correspondant aux études de Schéma Directeur de la ligne L du réseau Transilien sur le périmètre SNCF Réseau.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
De premières études de secteur ont été réalisées en 2013. Elles ont permis de mettre en évidence le besoin d'approfondir certains sujets directement liés à l'amélioration de la robustesse et de la gestion des situations perturbées, aux court et moyen termes. Les études complémentaires, objet de la présente convention, auront dès lors pour objectif de caractériser l'opportunité, la faisabilité de ces actions et d'en estimer le coût. Par ailleurs, en vertu des possibles évolutions des déplacements et des trafics induits par la nouvelle offre de la ligne L, les études complémentaires pour l'élaboration du Schéma Directeur s'appuieront sur une actualisation du diagnostic et des prévisions de fréquentation de la ligne L.



Taux de ponctualité sur la ligne L Sud (branches Saint-Germain-en-Laye et Saint-Nom-la-Bretèche) et causes de non ponctualité (2015). *Source: STIF, Comité de ligne du 6 juin 2016*

Description :
Les orientations principales qui structurent le Schéma Directeur se déclinent en trois principaux points :

- améliorer les performances de la ligne (robustesse, gestion des situations perturbées) ;
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs ;
- améliorer la qualité de service.

Ce rapport propose de subventionner des études complémentaires nécessaires à la rédaction d'un schéma directeur sur cette ligne, organisant les améliorations de court, moyen et long termes, tant en exploitation qu'en investissement.

Moyens mis en œuvre :
Le contenu de la présente convention de financement concerne notamment des études en relation à deux points:

1/ La robustesse et les développements futurs :
- Aménagement du terminus de Nanterre Université : création d'un tiroir
- Améliorer la performance du système Parc / Maintenance / Garages du réseau PSL
- Définir les conditions techniques d'augmentation de la capacité : augmentation de la capacité du tronçon La Défense – St Cloud

2/ La gestion des situations perturbées:
- Aménagement du secteur La Défense : permettre les retournements à La Défense sur les 4 voies côté province
- Aménagement du secteur Bécon-les-Bruyères - La Défense : permettre les retournements à La Défense côté Paris et circulation sur voie banalisée entre ces deux gares
- Aménagement du secteur de Saint-Cloud : permettre les retournements à St Cloud
- Réflexion globale sur la banalisation et les Installations permanentes de contre-sens (IPCS) : réduction du pas d'IPCS Garches – Marly
- Banalisation de la section Viroflay – Versailles Raccordement de la voie centrale à la voie 2 en gare de Marly

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Usagers de la ligne L sud

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des études du schéma directeur de la ligne L est inscrit au Contrat de Plan 2015-2020 voté au Conseil régional du 18 juin 2015.

Les financeurs sont la Région à hauteur de 70% et l'Etat prenant à sa charge les 30% restants. Les maîtres d'ouvrage de l'opération sont SNCF Réseau et Sncf Mobilités, le STIF assure une mission de coordination.

Le montant total s'élève à 1 630 000 € HT courants et le plan de financement se répartit comme suit:

Périmètre SNCF Réseau: 1 230 000 €
- dont part Région à 861 000 € (70%)
- dont part Etat à 369 000 € (30%)

Périmètre SNCF Mobilités: 300 000 €
- dont part Région à 210 000 € (70%)
- dont part Etat à 90 000 € (30%)

Périmètre STIF: 100 000 €
- dont part Région à 70 000 € (70%)
- dont part Etat à 30 000 € (30%)

Soit une part Région totale de 1 141 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne L

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes complémentaires SD - SNCF Réseau	1 230 000,00	100,00%
Total	1 230 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	369 000,00	30,00%
Région	861 000,00	70,00%
Total	1 230 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	400 000,00 €
2018	461 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €
2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 511 875,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €
	Montant total	366 052 389,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012898

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SCHEMA DE SECTEUR LIGNE L - ETUDES DE SCHEMA DIRECTEUR

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Opérations d'infrastructure de transports en commun	100 000,00 €	70,00 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-811-2041733-481004-200
481004011- Liaisons ferroviaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : STIF SYNDICAT TRANSPORT ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 41 RUE DE CHATEAUDUN
75009 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Administratif Local
Représentant :

N° SIRET : 28750007800020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Opérations d'infrastructure de transports en commun

Objet du projet : l'attribution d'une subvention correspondant aux études de Schéma Directeur de la ligne L du réseau Transilien sur le périmètre du STIF.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du Plan de Déplacements Urbains d'Ile-de-France (PDUIF), le STIF a demandé à la SNCF d'élaborer un Schéma Directeur du réseau Saint-Lazare Sud (ligne L) permettant d'étudier et de comparer des investissements d'amélioration de cette ligne très fragilisée par un flux voyageur croissant et une infrastructure vétuste.

Les études de schéma de secteur ont permis de mettre en évidence le besoin d'approfondir certains sujets directement liés à l'amélioration de la robustesse et de la gestion des situations perturbées, aux court et moyen termes. Les études complémentaires, objet de la présente convention, auront dès lors pour objectif de caractériser l'opportunité, la faisabilité de ces actions et d'en estimer le coût. Par ailleurs, en vertu des possibles évolutions des déplacements et des trafics induits par la nouvelle offre de la ligne

L, les études complémentaires pour l'élaboration du Schéma Directeur s'appuieront sur une actualisation du diagnostic et des prévisions de fréquentation de la ligne L.

Description :
Les orientations principales qui structurent le Schéma Directeur se déclinent en trois principaux points :

- améliorer les performances de la ligne (robustesse, gestion des situations perturbées) ;
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs ;
- améliorer la qualité de service.

Ce rapport propose de subventionner des études complémentaires nécessaires à la rédaction d'un véritable schéma directeur sur cette ligne, organisant les améliorations de court, moyen et long termes, tant en exploitation qu'en investissement.

Moyens mis en œuvre :
Le contenu de la présente convention de financement concerne notamment des études en relation à deux points:

1/ La robustesse et les développements futurs :

- Aménagement du terminus de Nanterre Université : création d'un tiroir
- Améliorer la performance du système Parc / Maintenance / Garages du réseau PSL
- Définir les conditions techniques d'augmentation de la capacité : augmentation de la capacité du tronçon La Défense – St Cloud

2/ La gestion des situations perturbées:

- Aménagement du secteur La Défense : permettre les retournements à La Défense sur les 4 voies côté province
- Aménagement du secteur Bécon-les-Bruyères - La Défense : permettre les retournements à La Défense côté Paris et circulation sur voie banalisée entre ces deux gares
- Aménagement du secteur de Saint-Cloud : permettre les retournements à St Cloud
-Réflexion globale sur la banalisation et les Installations permanentes de contre-sens (IPCS) : réduction du pas d'IPCS Garches – Marly
- Banalisation de la section Viroflay – Versailles Raccordement de la voie centrale à la voie 2 en gare de Marly

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Usagers de la ligne L sud

Détail du calcul de la subvention :
Le financement des études du schéma directeur de la ligne L est inscrit au Contrat de Plan 2015-2020 voté au Conseil régional du 18 juin 2015.

Les financeurs sont la Région à hauteur de 70% et l'Etat prenant à sa charge les 30% restants. Les maîtres d'ouvrage de l'opération sont SNCF Réseau et Sncf Mobilités, le STIF assure une mission de coordination.

Le montant total s'élève à 1 630 000 € HT courants et le plan de financement se répartit comme suit:

Périmètre SNCF Réseau: 1 230 000 €
- dont part Région à 861 000 € (70%)
- dont part Etat à 369 000 € (30%)

Périmètre SNCF Mobilités: 300 000 €
- dont part Région à 210 000 € (70%)
- dont part Etat à 90 000 € (30%)

Périmètre STIF: 100 000 €
- dont part Région à 70 000 € (70%)
- dont part Etat à 30 000 € (30%)

Soit une part Région totale de 1 141 000 €

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : MOBILITE MULTIMODALE/Schéma de secteurs Transilien - ligne L

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes complémentaires SD	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	30 000,00	30,00%
Région	70 000,00	70,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	70 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 846 320,00 €
2013	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	3 204 250,00 €

2013	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	615 565 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	53 590 000,00 €
2013	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	80 325 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	20 714 103,00 €
2014	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	4 345 000,00 €
2014	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	2 058 000,00 €
2014	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	627 875 946,00 €
2014	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	55 197 000,00 €
2014	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	82 334 000,00 €
2014	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	37 143 309,00 €
2015	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	6 100 939,00 €
2015	Amgt de partage voirie en faveur des transports en commun et des modes actifs	-1 330 000,00 €
2015	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	664 154 752,00 €
2015	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	77 365 000,00 €
2015	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	83 981 000,00 €
2015	Etudes générales dans le domaine des transports - fonctionnement	50 000,00 €
2015	Les grands pôles de correspondance (pôles PDUIF de niveau 1)	495 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 411 949,14 €
2015	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	13 110 000,00 €
2016	Action spécifique en matière de tarification - jeunes en insertion	5 428 856,00 €
2016	Contribution régionale à l'exploitation des transports publics franciliens	640 496 300,00 €
2016	Contribution régionale au financement de la carte Imagin'R	58 474 000,00 €
2016	Contribution régionale au financement des déplacements des personnes les plus modestes	75 500 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 833 530,00 €
2016	Projets de partage de voirie intégrant un transport en commun en site propre	980 000,00 €
	Montant total	3 397 362 453,51 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION

2016

Convention de financement des études complémentaires pour l'achèvement du Schéma directeur du Réseau Transilien de Paris Saint-Lazare Sud Groupes 2 et 3

Table des matières

CONTEXTE GENERAL 6

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION 7

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT 8

2.1. LE PERIMETRE DE LA CONVENTION 8
2.2. CALENDRIER DE REALISATION DU SCHEMA DIRECTEUR 10

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES 11

3.1. L'AUTORITE ORGANISATRICE DES TRANSPORTS 11
3.2. LA MAITRISE D'OUVRAGE DES ETUDES 11
3.3. LES FINANCEURS 13
3.4 LES BENEFICIAIRES 13

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT 13

4.1. ESTIMATION DU COUT DES ETUDES 13
4.2. COUT GLOBAL DES ETUDES A LA CHARGE DES MAITRES D'OUVRAGE ET DU STIF . 13
4.3. PLAN DE FINANCEMENT 15
4.4. MODALITES DE VERSEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT POUR L'ETAT ET LA REGION15
4.5. CADUCITE DES SUBVENTIONS AU TITRE DU REGLEMENT BUDGETAIRE DE LA REGION18
4.6. COMPTABILITE DES BENEFICIAIRES 19

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS 19

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS 19

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION 20

7.1. COMITE TECHNIQUE 20
7.2. COMITE DES FINANCEURS 21
7.3. COMMISSION DE SUIVI 22
7.4. INFORMATION HORS COMITE ET COMMISSION DE SUIVI 22

ARTICLE 8. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES 23

8.1. PROPRIETE INTELLECTUELLE..... 23
8.2. COMMUNICATION DES FINANCEURS 23
8.3. CONFIDENTIALITE..... 24

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GENERALES 25

9.1. MODIFICATION DE LA CONVENTION 25
9.2. REGLEMENT DES LITIGES 25
9.3. RESILIATION DE LA CONVENTION..... 25
9.4. DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION 26
9.5. MESURES D'ORDRE 26

ANNEXES..... 28

ANNEXE 1 ORGANIGRAMME NOMINATIF..... 29

ANNEXE 2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET DES DEPENSES 30

Entre,

En premier lieu,

- **L'Etat**, représenté par le Préfet de la Région d'Ile-de-France, Préfet de Paris,
- **La Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil régional, ci-après désignée par « la Région », dûment mandatée par délibération n°_____ de la Commission Permanente du _____ du Conseil régional d'Ile-de-France,

Ci-après désignés par « **les financeurs** ».

En deuxième lieu,

- **SNCF Réseau**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC), inscrit au registre du commerce de Paris sous le numéro RCS Paris-B-412 280 737 N°APE 632 A, dont le siège est 15/17 rue Jean-Philippe Rameau 936418 La Plaine St Denis, représenté par Jean FAUSSURIER, Directeur Accès Réseau IDF, dûment habilité à signer la présente convention.
- **SNCF Mobilités**, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial (EPIC) inscrit au registre du commerce de Bobigny sous le numéro 552 049 447, dont le siège est situé 9 rue Jean-Philippe Rameau 93200 St Denis, représenté par Monsieur Alain KRAKOVITCH, Directeur Général de l'Activité TRANSILIEN de SNCF Mobilités, dûment habilité à signer la présente convention.

Ci-après désignés par « **les maîtres d'ouvrages** ».

En troisième lieu,

- Le **STIF**, Syndicat des Transports d'Île-de-France, établissement public à caractère administratif, dont le siège social est situé à Paris 9ème, 39 bis/41 rue de Châteaudun, numéro de SIRET 287 500 078 00020, représenté par Monsieur Laurent PROBST en sa qualité de Directeur Général dûment habilité aux fins des présentes par délibération du Conseil n°_____ en date du_____.

Ci-après désigné comme le « **STIF** » ou « **l'autorité organisatrice** ».

Ci-après collectivement désignés « **les Parties** »,

Visas

Vu le code des transports ;

Vu la loi n°85-704 modifiée du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

Vu la loi n° 2014-872 du 4 août 2014 portant réforme ferroviaire et relative à la création de l'Epic SNCF et de ses deux filiales SNCF Mobilités et SNCF Réseau ;

Vu le décret n° 2015-138 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Mobilités ;

Vu le décret n° 2015-140 du 10 février 2015 relatif aux missions et aux statuts de SNCF Réseau ;

Vu les articles L 2101 et suivants du code des transports ;

Vu la loi n°2009-1503 du 8 décembre 2009 relative à l'organisation et à la régulation des transports ferroviaires (ORTF) ;

Vu le règlement budgétaire et financier de la Région Île-de-France, adopté par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 ;

Vu la délibération n° 55-13 du Conseil Régional du 20 juin 2013 relative au protocole Etat-Région correspondant à la mise en œuvre du Plan de Mobilisation pour les transports sur la période 2013-2017 dans le cadre du Nouveau Grand Paris et signé le 19 juillet 2013 ;

Vu le Contrat de Plan Etat-Région Ile-de-France 2015-2020 approuvé au Conseil Régional n° CR 53-15 du 18 juin 2015 ;

Vu les orientations du Schéma de secteur de la ligne L, adoptées au conseil d'administration du STIF du 13/07/2016 ;

Il est convenu ce qui suit :

CONTEXTE GENERAL

Le Schéma directeur du réseau Paris Saint Lazare Sud porte sur les lignes L2 branches Saint-Nom-la-Bretèche et Versailles Rive Droite et L3 jusqu'à Nanterre-Université.

Les études du Schéma de secteur de la ligne L ont été engagées en 2013 après le comité de ligne du 2 juillet 2013. Les mécontentements exprimés lors de ce comité de ligne et lors de celui de décembre 2013 ont conduit le STIF à demander à la SNCF d'engager une démarche pour refondre la desserte de la ligne L et par imbrication celle de la ligne U.

Cette refonte de l'offre des lignes L et U a fait l'objet d'une concertation au cours de laquelle les élus des territoires et les associations d'usagers ont exprimé leurs attentes et ont participé à la construction de la nouvelle offre (desserte, robustesse, amplitude des heures de pointe).

Financée par le STIF à hauteur de 3,7 M€, la nouvelle grille des lignes L et U a été mise en place le 13 décembre 2015. A l'issue des 1er mois d'exploitation, le suivi des indicateurs de production et de ponctualité sont encourageants : la ponctualité a progressé de 7 points par rapport à 2015 et le nombre de trains supprimés sur une journée a diminué de 40%. La refonte des grilles des lignes L et U constitue dès lors une anticipation de l'élaboration du Schéma directeur du réseau Paris-Saint-Lazare Sud.

Les études de Schéma de secteur se sont cependant poursuivies en parallèle de manière à disposer d'une photographie complète des besoins d'évolution sur les lignes du réseau Saint Lazare Sud. Le Schéma de secteur qui en résulte a ainsi permis de mettre en évidence le besoin d'approfondir les réflexions pour proposer des actions qui répondent notamment à l'amélioration de la robustesse et de la gestion des situations perturbées, aux court et moyen termes.

Ces études complémentaires pour l'élaboration du Schéma directeur auront dès lors pour objectif de caractériser l'opportunité, la faisabilité de ces actions et d'en estimer le coût, ceci dans la perspective de les inscrire ou non dans la trajectoire d'évolution des lignes du réseau Paris Saint Lazare Sud.

Par ailleurs, en vertu des possibles évolutions des déplacements et des trafics induits par la nouvelle offre de la ligne L, les études complémentaires pour l'élaboration du Schéma directeur s'appuieront sur une actualisation du diagnostic et des prévisions de fréquentation de la ligne L. Cette actualisation pourra conduire à proposer des évolutions de l'offre à court, moyen et long termes.

Ainsi, l'objectif général de la démarche est de disposer d'un Schéma directeur sur cette ligne, organisant les améliorations de court, moyen et long termes, portant sur les volets suivants :

- améliorer les performances de la ligne (robustesse, gestion des situations perturbées) ;
- adapter l'offre de transport aux besoins des voyageurs ;

- améliorer la qualité de service.

Ces orientations, comme le programme d'études complémentaires pour finaliser le Schéma directeur du réseau Saint Lazare Sud, ont été approuvés par le Conseil du STIF du 13/07/2016.

La présente convention s'inscrit dans le cadre de la formalisation du financement de ces études complémentaires.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet :

- de définir les modalités de financement des études du Schéma directeur de la ligne L du réseau Transilien ;
- de définir l'organisation du pilotage des études ;
- de préciser le contenu des études nécessaires à la constitution des dossiers de Schéma directeur ;
- de définir les documents à remettre aux signataires de la convention ;
- de préciser les conditions de suivi de ces études dans le respect du calendrier général du projet.

Les parties utiliseront pour l'ensemble des actes administratifs et financiers liés à l'opération objet du présent avenant la dénomination suivante :

« Etudes du Schéma directeur du réseau Paris Saint Lazare Sud ».

ARTICLE 2. CONTENU DE LA PRESENTE CONVENTION DE FINANCEMENT

2.1. Le périmètre de la convention

Le périmètre de la présente convention est composé comme suit :

Opérations	Caractéristiques	Enjeu	MOA
Aménagement du terminus de Nanterre Université	Création d'un tiroir	Robustesse de ligne	SNCF RESEAU
Améliorer la performance du système Parc / Maintenance / Garages du réseau PSL	Mettre en œuvre dans le cadre du SD les recommandations de l'étude système qui permettra d'identifier et objectiver les besoins d'aménagement, y compris l'amélioration du fonctionnement du site de Levallois/GZ/RAC	Robustesse de ligne Développements futurs	SNCF Transilien + interfaces SNCF RESEAU
Aménagement du secteur La Défense	Permettre les retournements à La Défense sur les 4 voies côté province	Gestion des situations perturbées	SNCF RESEAU
Aménagement du secteur Bécon-les-Bruyères - La Défense	Permettre les retournements à La Défense côté Paris et circulation sur voie banalisée entre ces deux gares	Gestion des situations perturbées	SNCF RESEAU
Aménagement du secteur de Saint-Cloud	Permettre les retournements à St Cloud	Gestion des situations perturbées	SNCF RESEAU
Réflexion globale sur la banalisation et les IPCS	Réduction du pas d'IPCS Garches – Marly Banalisation de la section Viroflay – Versailles Raccordement de la voie centrale à la voie 2 en gare de Marly	Gestion des situations perturbées	SNCF RESEAU
Définir les conditions techniques d'augmentation de la capacité	Augmentation de la capacité du tronçon La Défense – St Cloud	Robustesse de ligne Développements futurs	SNCF RESEAU
BILAN COUT/AVANTAGE	Éclairage socio-économique des opérations de la ligne L, en s'appuyant sur les prévisions de trafic du STIF		SNCF RESEAU

L'éclairage socio-économique portera sur l'actualisation du diagnostic territorial du secteur traversé par la ligne, sur la base de prévisions de trafic au fil de l'eau réalisées par le STIF et en considérant les projets de transports connexes.

En fonction des résultats, SNCF Réseau pourra le cas échéant être amené à éclairer l'opportunité socio-économique d'une évolution de l'offre de la ligne L, eu égard notamment au possible besoin d'augmentation de la capacité sur le tronçon Saint-Cloud – La Défense.

Par ailleurs, compte-tenu de l'imbrication de la ligne L dans le réseau Paris Rive Gauche (lignes N, U et RER C), l'évolution à long terme de l'offre de la ligne L pourra faire l'objet d'études spécifiques intégrant les scénarios d'évolution de l'offre du Sud-Ouest Parisien (Nœud de Porchefontaine). L'articulation dans l'évolution respective de ces lignes est en cours de définition (Schéma directeur RER C et Montparnasse N+U en cours).

Les études du Schéma directeur portent sur les adaptations d'organisation, d'offre, de service, d'infrastructures ou d'équipements divers permettant d'améliorer l'exploitation de la ligne L, en situation normale et/ou dégradée.

Les études comprendront :

- la confirmation de l'opportunité ;
- la confirmation de la faisabilité (ou les propositions de solutions alternatives dans le cas contraire) ;
- les conditions techniques et financières de réalisation (au niveau de précision d'une étude préliminaire) ;
- l'esquisse d'un calendrier de réalisation ;
- l'appréciation des gains procurés pour les usagers.

Les investissements consacrés à la ligne L feront l'objet d'une évaluation par les opérateurs et d'une priorisation des investissements suivant les besoins.

Outre son rôle de pilotage du processus de réalisation du Schéma directeur, le STIF assurera la rédaction du dossier de Schéma directeur, en association avec les maîtres d'ouvrage et les financeurs.

Le résultat des études, objet de la présente convention, permettra l'élaboration du Schéma directeur.

Le STIF se dotera d'un prestataire dans le cadre de l'élaboration du Schéma directeur. Son rôle sera notamment :

- d'analyser le schéma de secteur élaboré par SNCF Réseau, le but étant d'apprécier techniquement les propositions faites par SNCF Réseau et les affiner autant que nécessaire à l'égard des possibles évolutions entre la date de réalisation du diagnostic et le début des études du Schéma directeur ;
- de suivre les études réalisées par SNCF Réseau et SNCF Mobilités, avec pour objectif de s'assurer de la bonne exécution du programme d'études, et de veiller à la justesse et à la complétude des résultats communiqués par les opérateurs ;
- de proposer et analyser des scénarios d'évolution de la ligne, entre les court, moyen et long termes ;
- de rédiger en propre le Schéma directeur.

A la demande des financeurs, et lorsque la totalité des prestations ci-dessus n'aura pas pu être mise en œuvre, cette prestation pourra permettre de financer des études complémentaires non détaillées dans le cadre de la présente convention.

9

Nota spécifique au secteur de La Défense : L'aménagement des retournements en gare de La Défense a été identifié comme prioritaire, pouvant améliorer la gestion des situations perturbées, sans attendre l'arrivée de la Ligne 15 du Grand Paris Express. Aussi, afin d'optimiser les délais d'études, cet aménagement, inscrit dans la présente CFI, fera quant à lui l'objet d'études de niveau Schéma de principe, en vue d'un lancement, au plus tôt, et après vérification de sa faisabilité technique et de son gain pour les Voyageurs, d'études de niveau Avant-projet (AVP). Ces études ne sont pas incluses dans la présente convention de financement.

La présente convention **intègre notamment dans son périmètre** :

- la compensation des frais de maîtrise d'ouvrage (notamment pilotage, encadrement, contrôle qualité, contrôle de gestion, frais de structure, la participation des entités des maîtres d'ouvrage en charge de l'exploitation, de la maintenance, de la sûreté et de la sécurité des lieux et des services de transport) ;
- les prestations des bureaux d'études nécessaires à la définition technique adéquate des ouvrages et équipements ;
- les activités et prestations nécessaires au compte rendu de l'avancement des études qui sont à la charge des maîtres d'ouvrage dans le cadre de la présente convention ;
- la mise à jour et la présentation d'un planning détaillé de réalisation de l'opération des études

Les études et les résultats d'études seront transmis en deux exemplaires :

- un exemplaire papier ;
- un exemplaire sous format CD-Rom (Word ou Excel).

Les maîtres d'ouvrage restent titulaires des droits de propriété intellectuelle sur leurs études et leurs résultats, réalisées dans le cadre de la présente convention.

Les signataires s'engagent à préserver la confidentialité des résultats intermédiaires, et de toutes informations considérées comme confidentielles, conformément à l'article 8.3.

2.2. Calendrier de réalisation du Schéma directeur

Le délai de réalisation prévisionnel de l'ensemble des études est fixé à 18 mois à compter de la notification de la convention par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

A titre indicatif, le calendrier prévisionnel des études Schéma directeur, sur la base d'une notification fin-2016, est le suivant :

	2016	2017				2018	
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2
Phase de préparation aux études							
Réalisation des études de Schéma Directeur							
Présentation des études au STIF							

ARTICLE 3. ROLE ET ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1. L'autorité organisatrice des transports

Conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports, le STIF veille à la cohérence et assure la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France.

A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, le STIF est uniquement Autorité organisatrice. Il n'exerce donc aucune responsabilité en termes de maîtrise d'ouvrage.

3.2. La maîtrise d'ouvrage des études

3.2.1. Identification, engagements et périmètre d'intervention des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage de l'opération sont SNCF Réseau et Transilien.

La responsabilité des maîtres d'ouvrage est définie conformément à la loi 85-704 du 12 juillet 1985 dite loi MOP.

Conformément aux dispositions des articles L 2101-1 et suivants du code des transports, SNCF Réseau est maître d'ouvrage pour les éléments de l'infrastructure du réseau ferré national et SNCF Transilien sur son périmètre. Les maîtres d'ouvrages mettront en évidence les éventuelles interfaces entre leur périmètre respectif, au droit notamment de l'accès aux installations de garage, remisage et maintenance de l'exploitant. SNCF Réseau en qualité de maître d'ouvrage coordinateur (cf. article 3.2.2) s'assure de la cohérence des études et des éventuelles réserves qu'elles appellent au niveau des interfaces entre maîtres d'ouvrage.

Les cahiers des charges des études sous maîtrise d'ouvrage SNCF Réseau intègrent la quantification des besoins du transporteur (parc de matériel roulant, positions de garage…) dans le périmètre des études demandées.

3.2.2. Rôle du maître d'ouvrage coordinateur vis-à-vis des maîtres d'ouvrage

Les maîtres d'ouvrage sont convenus de désigner **un maître d'ouvrage coordinateur**, SNCF Réseau.

Le maître d'ouvrage coordinateur est chargé :

- d'établir un planning d'ensemble des opérations dès la réunion de lancement des études (fixée deux mois au plus tard après la notification de la convention) faisant apparaître l'état d'avancement général des études des différents maîtres d'ouvrage, et d'en assurer une mise à jour et un suivi régulier ;
- d'agréger et de synthétiser les éléments relatifs au suivi général des actions couvertes par la présente convention, notamment les éléments techniques et financiers ;
- d'identifier le plus en amont possible les questions posées par l'articulation des périmètres et par les conditions d'intervention des différents maîtres d'ouvrage.
- de mettre en évidence et gérer la cohérence aux interfaces entre maîtres d'ouvrages.

A cette fin, le maître d'ouvrage coordinateur se charge :

- de rassembler les informations obtenues auprès des maîtres d'ouvrage des opérations ;
- de formaliser et de susciter les échanges réguliers entre les maîtres d'ouvrage pour résoudre les problèmes d'interfaces entre les maîtres d'ouvrage et/ou les présenter lors des comités et des commissions prévues à cet effet (cf. article 7 de la présente convention).

Afin de permettre au maître d'ouvrage coordinateur d'exercer sa mission, les maîtres d'ouvrage s'engagent à lui fournir les informations dans un délai de 3 semaines maximum à compter de la demande du maître d'ouvrage coordinateur.

Une fois intégrées, le maître d'ouvrage coordinateur retransmet aux maîtres d'ouvrage les éléments précités pour vérification de leurs données avant envoi officiel des documents au STIF.

Le maître d'ouvrage coordinateur ne se substitue en aucun cas aux différents maîtres d'ouvrage dans les responsabilités propres qui leur incombent et ne peut leur imposer des choix ou des solutions qui relèvent de leurs prérogatives.

Chaque maître d'ouvrage s'engage à apporter, conformément au calendrier défini à l'article 2.2 de la présente convention, les éléments d'information qui le concernent au maître d'ouvrage coordinateur afin que celui-ci puisse exercer la mission qui lui est dévolue.

12

3.3. Les financeurs

3.3.1. Identification

Le financement des études, objet de la présente convention, est inscrit dans la liste des études à lancer identifiée dans le cadre Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 par :

- L'Etat ;
- La Région Ile-de-France.

3.3.2. Engagements

La signature de la présente convention vaut engagement des financeurs à mettre en place les AP/AE nécessaires pour la réalisation de l'opération par les bénéficiaires visés à l'article 3.4, dans la limite des montants inscrits dans le plan de financement détaillé à l'article 4.3 de la présente convention, dans la limite de la durée prévue à l'article 9.4. et dans le respect du calendrier visé à l'article 2.2.

3.4 Les bénéficiaires

SNCF Réseau, SNCF Transilien et le STIF sont bénéficiaires des financements versés par l'Etat et la Région Ile-de-France et ci-après désignés individuellement « le bénéficiaire » et conjointement **« les bénéficiaires ».**

ARTICLE 4. MODALITES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT

4.1. Estimation du coût des études

Le coût prévisionnel des dépenses relatives aux études de la présente convention est évalué à :

1,630 M€ HT courants, non actualisables et non révisables.

4.2. Coût global des études à la charge des maîtres d'ouvrage et du STIF

4.2.1. Tableau de synthèse de répartition des coûts par bénéficiaire

Les coûts pris en charge par les bénéficiaires, rattachés aux périmètres définis à l'article 3.2.1, sont établis comme suit :

Bénéficiaires	Coûts M€ courants HT
SNCF Réseau	1,230
SNCF Transilien	0,300
STIF	0,100
TOTAL	**1,630**

4.2.2. Coûts détaillés par bénéficiaire

Chacun des maîtres d'ouvrages fournit une estimation en euros courants des postes nécessaires pour mener à bien les études de Schéma de principe :

MOA	Opération	Coût en M€ courants 2016
SNCF RÉSEAU	**Etudes Performance/Robustesse**	1,100
	Etude pour l'adaptation de l'offre de transport et la nature des infrastructures associées en regard de l'évolution prévisionnelle de la mobilité sur la ligne L	
	Etude de la nature, du dimensionnement et du coût des installations de retournement en gare de Nanterre Université, en regard des gains attendus en matière de régularité et robustesse de l'offre	
	Etude de la nature, du dimensionnement et du coût des aménagements d'infrastructure en gare de Saint Cloud, en regard de leurs gains en matière de gestion des situations perturbées et robustesse de l'offre	
	Etude de la nature, du dimensionnement et du coût des aménagements d'infrastructure en gare de La Défense, en regard de leurs gains en matière de gestion des situations perturbées et robustesse de l'offre	
	Etude de la nature, du dimensionnement et du coût des aménagements d'infrastructure en gare de Bécon-les-Bruyères, en regard de leurs gains en matière de gestion des situations perturbées et robustesse de l'offre	
	L'opportunité des aménagements ferroviaires en gares de Saint-Cloud, La Défense et Bécon-les-Bruyères sera également appréciée en regard de leur cohérence en cas de situations perturbées	
	Etude de la nature, du dimensionnement et du coût des aménagements d'infrastructure sur la section de ligne entre Versailles Rive Droite et Viroflay, en regard de leurs gains en matière de gestion des situations perturbées et robustesse de l'offre	
	Etude de la nature, du dimensionnement et du coût des aménagements d'infrastructure sur la section de ligne entre Marly-le-Roi et La Celle-Saint-Cloud, en regard de leurs gains en matière de gestion des situations perturbées et robustesse de l'offre	
	Etudes de vision prospective MR, garages	0,050
	Identifier et objectiver les besoins d'aménagement des sites de garages et de maintenance	
	Etudes socio-économiques	0,080
	Eclairage sur les bénéfices pour les voyageurs apportés par les différents projets en s'appuyant sur le modèle de prévisions de trafic du STIF	
	Total MOA SNCF RÉSEAU	**1,230**
SNCF MOBILITÉS	Vision prospective Matériel Roulant et garages : études de dimensionnement et d'exploitation des sites de garage et de maintenance du réseau TN de Saint Lazare	0,300
	Total MOA SNCF MOBILITÉS	**0,300**
STIF	**Expertise des études Schéma directeur**	**0,100**
	Analyse du Schéma de secteur élaboré par les MOA : appréciation technique des propositions, les affiner si nécessaire à l'égard des possibles évolutions entre la date de réalisation du diagnostic et le début des études du Schéma directeur	
	Suivi des études réalisées par les MOA : assurer la bonne exécution du programme d'études ; veiller à la justesse et à la complétude des résultats	
	Propositions et analyses des scénarios d'évolution de la ligne (court, moyen et long termes)	
	Rédaction du Schéma directeur	
TOTAL		**1,630**

4.3. Plan de financement

Le plan de financement est établi en euros courants, non actualisables, non révisables.

Schéma directeur ligne L Montant M€ courants HT et %			
	État 30%	**Région 70%**	**Total**
SNCF Réseau	0,369	0,861	**1,230**
SNCF Transilien	0,090	0,210	**0,300**
STIF	0,030	0,070	**0,100**
Total	**0,489**	**1,141**	**1,630**

4.4. Modalités de versement des crédits de paiement pour l'Etat et la Région

4.4.1. ***Versement d'acomptes***

Les acomptes sont versés par les financeurs au fur et à mesure de l'avancement de l'opération sur présentation d'appels de fonds par les bénéficiaires.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses de chaque bénéficiaire, par financeur.

Le Comité des Financeurs est avisé des évolutions de cet échéancier prévisionnel.

A cette fin, chaque bénéficiaire transmettra aux financeurs et sur son périmètre, une demande de versement des acomptes reprenant la dénomination indiquée à l'article 1 afin de permettre une identification sans ambiguïté de la convention de rattachement et indiquant les autorisations de programme/engagements auxquels l'appel de fonds se rattache.

Le dossier de demande de versement d'acomptes comprendra les pièces suivantes :

A) Pour la Région :

La demande de versements d'acomptes par SNCF Réseau et SNCF Transilien :

- l'état récapitulatif des montants des acomptes déjà perçus au titre de la présente convention ;
- le montant des factures réalisées, et, le cas échéant, les frais de maîtrise d'ouvrage. Ce montant global sera ventilé entre les différents postes indiqués à l'article 4.2.2 de la présente convention, au prorata de leur état d'avancement ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3. ;

- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire.

Demande de versements d'acomptes pour le STIF :

- l'état récapitulatif des montants déjà appelés au titre de la présente convention ;
- l'état détaillé des dépenses réalisées par le STIF indiquant notamment la référence des factures acquittées, leur date d'acquittement et le montant des factures acquittées ;
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- chacun des documents constituant la demande d'acompte est signée par le représentant dûment habilité du bénéficiaire.

B) pour l'Etat :

La demande de versements d'acomptes par chaque bénéficiaire comprendra :

- l'état récapitulatif des montants déjà demandés au titre de la présente convention ;
- un tableau de justification de l'état d'avancement (exprimé en euros courants et en pourcentage par rapport au coût d'objectif) de chacun des postes de dépenses tels que définis à l'article 4.2.2 signé par le responsable de projet ;
- un état récapitulatif :
  - pour SNCF Réseau et Mobilités : des factures comptabilisées, signé par le responsable du projet ;
  - pour le STIF : des factures acquittées, visé par le comptable public
- la demande d'acompte résulte des documents précédents et de l'application, pour chaque financeur, de la clé de financement définie à l'article 4.3 ;
- la demande d'acompte est signée par le représentant légal du bénéficiaire ou le directeur financier.

C) Plafonnement des acomptes

Le montant cumulé des acomptes pouvant être versés aux bénéficiaires est plafonné à 95% conformément à la délibération n° CR 09-15 du 12 février 2015 – article 3 pour la Région et à 90% pour l'Etat avant le versement du solde.

L'annexe 2 indique l'échéancier prévisionnel des dépenses des bénéficiaires.

4.4.2. ***Versement du solde***

Après achèvement des études couvertes par la présente convention, les bénéficiaires présentent le relevé final des dépenses et des recettes sur la base des dépenses réalisées incluant notamment les frais de maîtrise d'ouvrage.

Le versement du solde est subordonné à la production des documents prévus dans l'article 2.1 et signés par le représentant légal des organismes indiqués à l'article 3.4. Sur la base du relevé final des dépenses et des recettes, les bénéficiaires procèdent, selon le cas, soit à la présentation du dernier appel de fonds pour règlement du solde soit le cas échéant au remboursement du trop-perçu.

Pour le STIF, le versement du solde est conditionné par un état récapitulatif des dépenses signé par le représentant légal et certifié par le comptable public.

Le versement du solde pour SNCF Réseau et SNCF Transilien se fera sur présentation des factures acquittées.

*4.4.3. **Paiement***

Le versement des montants de subvention appelés par les maîtres d'ouvrage doit être effectué dans un délai conforme au règlement budgétaire et financier de chaque financeur à compter de la date de réception par les financeurs d'un dossier complet, tel que défini à l'article 4.4.1. Dans la mesure du possible, les financeurs feront leurs meilleurs efforts pour payer dans un délai de 40 jours.

Le mandatement des financeurs est libellé de telle sorte qu'il apparaisse explicitement qu'il s'agit d'un versement effectué au titre de la présente convention, en reprenant la dénomination indiquée à l'article 1.

Les dates et les références de mandatement sont portées par écrit, éventuellement sous forme électronique, à la connaissance des bénéficiaires.

*4.4.4. **Bénéficiaires et domiciliation***

Les paiements sont effectués par virement bancaire à :

- SNCF Réseau sur le compte ouvert à la Société générale, dont les références sont les suivantes :

Code IBAN							**Code BIC**
FR76	3000	3036	2000	0200	6214	594	SOGEFRPP

- SNCF Mobilités sur le compte ouvert de l'Agence Centrale de la Banque de France à Paris, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Titulaire du compte	**Etablissement/ Agence**	**Code banque**	**Code Guichet**	**N° de compte**	**Clé RIB**
SNCF TRESO INVEST PROXI TN	SIEGE CENTRAL – (2310) SEGPS	30001	00064	00000034753	56
Identification Internationale (IBAN) **IBAN FR76 3000 1000 6400 0000 3475 356**					
Identification internationale de la Banque (BIC) **BDFEFRPPCCT**					

- Le STIF sur le compte ouvert au Trésor Public, dont le relevé d'identité bancaire est le suivant :

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé
10071	75000	00001005079	72

Code IBAN						
FR76	1007	1750	0000	0010	0507	972

La domiciliation des parties pour la gestion des flux financiers est :

	Adresse de facturation	Nom du service	Téléphone / courriel
Etat	DRIEA 21/23 rue Miollis 75015 PARIS	SpoT / CBSF	01.40.61.86.08
Région	35, boulevard des Invalides 75007 PARIS	Unité Aménagement Durable Transports en Commun Secrétariat général	01.53.85.56.21 annabelle.acharrok@iledefrance.fr
STIF	39-41 rue de Châteaudun 75009 PARIS	Direction de l'exploitation	01.47.53.29.14 vincent.viard@stif.info
SNCF Réseau	SNCF CAMPUS RESEAU 15/17 rue Jean-Philippe RAMEAU CS80001 93418 LA PLAINE ST DENIS CEDEX	Service Trésorerie Groupe – Unité Crédit Management	01.85.57.96.70 patricia.langelez@reseau.sncf.fr
SNCF Transilien	Direction Transilien Département Gestion Finances 34 rue du cdt René Mouchotte - 75014 PARIS	Division des Investissements	01.85.56.59.76 sophie.leman@sncf.fr

4.5. Caducité des subventions au titre du règlement budgétaire de la Région

Conformément aux dispositions du Règlement Budgétaire et Financier de la Région Ile-de-France, la subvention devient caduque et elle est annulée si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de délibération de son attribution, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte.

Ce délai peut être prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit avant l'expiration du délai de trois ans mentionnés ci-avant que les retards dans le démarrage des études ne lui sont pas imputables. Passé ce délai,

l'autorisation de programme rendue disponible est désengagée et désaffectée par décision de la Présidente. Elle n'est pas utilisable pour une autre affectation.

A compter de la date de demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération ; à défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'étude, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

4.6. Comptabilité des bénéficiaires

Les bénéficiaires s'engagent à faire ressortir dans leur comptabilité les dépenses propres à cette étude.

Les bénéficiaires s'engagent à informer préalablement les financeurs de toutes autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

ARTICLE 5. MODALITES DE CONTROLE PAR LES FINANCEURS

Les financeurs peuvent faire procéder, par toute personne habilitée, au contrôle sur place de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Le bénéficiaire de la subvention conserve l'ensemble des pièces justificatives de dépenses pendant dix ans à compter de l'émission des dites pièces pour tout contrôle effectué a posteriori.

Les financeurs peuvent demander, le cas échéant, toute explication ou toute pièce complémentaire qu'ils jugent utile quant à l'exécution de l'opération, activité ou action subventionnée.

Dans le cadre de l'article R1241-30 du code des transports, le STIF, en tant qu'autorité organisatrice des transports, veille à la cohérence des plans d'investissement concernant les services de transports publics de voyageurs en Ile-de-France.

ARTICLE 6. GESTION DES ECARTS

Le montant total des subventions, tel qu'indiqué à l'article 4.3 de la présente convention, constitue un plafond global et par bénéficiaire.

Dans le cas où les dépenses réelles engagées par un bénéficiaire s'avèrent inférieures au montant initialement prévu, la subvention attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application des taux indiqués à l'article 4.3. Elle fait l'objet d'un versement au prorata des dépenses réalisées effectivement justifiées, voire d'un reversement aux financeurs en cas de trop perçu.

En cas de perspective de dépassement d'un des montants visé à l'article 4.3, les financeurs sont informés lors du Comité Technique et du Comité des Financeurs. Les bénéficiaires doivent obtenir l'accord préalable des financeurs pour la mobilisation d'un financement complémentaire. Un avenant à la présente convention formalise cet accord.

Dans le cas où l'accord préalable des co-financeurs n'a pas été sollicité, la prise en charge des dits dépassements incombe au maître d'ouvrage désigné dans la présente convention.

En cas de désaccord entre les parties, celles-ci se rencontrent afin d'envisager les différents scénarii dans lesquels l'opération peut être réalisée sans financement complémentaire.

ARTICLE 7. ORGANISATION ET SUIVI DE LA PRESENTE CONVENTION

Conformément au Contrat de projets État Région Ile-de-France, les financeurs chargent conjointement le STIF d'assurer pour leur compte le contrôle des maîtrises d'ouvrage. Le STIF, en tant qu'autorité organisatrice, s'assure notamment du respect, par les maîtres d'ouvrage, des délais indiqués, de la remise des documents et des estimations à cette étape du projet indiqués aux articles 2.2 et 4.1 de la présente convention.

Dans ce cadre, chaque maître d'ouvrage s'engage à remettre au maître d'ouvrage coordinateur, en l'occurrence SNCF Réseau, l'ensemble des documents relatif à l'exercice de sa mission.

A la demande expresse du STIF, chaque maître d'ouvrage s'engage également à lui fournir directement tous les documents relatifs à l'opération, nécessaires au suivi de la maîtrise d'ouvrage, qu'ils soient à caractère organisationnel (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre) ou technique (dossier projet, etc.).

La gouvernance du projet s'articule comme suit autour de comités, réunissant les techniciens en charge des études et les financeurs, de commissions de suivi composées des élus et des financeurs et des MOA, et de réunions entre maîtres d'ouvrage auxquelles peuvent être conviés les financeurs.

7.1. Comité technique

Il est constitué un Comité technique de suivi de l'opération. Ce comité, convoqué par le maître d'ouvrage coordinateur, comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la présente convention et des maîtres d'ouvrages concernés par ces études.

Le Comité technique se réunit en tant que besoin et au moins une fois par an, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de deux semaines et les éléments étant envoyés au moins sept jours au préalable par le maître d'ouvrage coordinateur.

Le Comité technique est le cadre privilégié permettant :

- de partager les éléments d'études techniques, les éventuels points durs et leurs impacts financiers et administratifs le cas échéant, en impliquant en amont les acteurs de l'opération ;

- de développer un point technique lors d'une séance spécifique ;
- de valider les choix techniques si nécessaire ;
- de suivre le déroulement technique de la démarche ;
- de préparer les différents comités et les commissions de suivi sur les aspects techniques.

A cette fin, les membres du Comité technique peuvent se faire assister de leurs prestataires et inviter, si besoin, les partenaires impliqués dans les études.

Le Comité des financeurs se réunit également autant que de besoin sur les questions spécifiques relevant du pilotage des études, notamment leur financement, les ajustements de programmation technique et financière, et les points spécifiques qui n'auraient pu être validés par ailleurs.

7.2. Comité des financeurs

Il est constitué un Comité des financeurs comprenant les représentants de l'ensemble des signataires de la convention, sous la présidence du STIF.

Le Comité des financeurs se réunit au moins une fois par an, et autant que de besoins, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le maître d'ouvrage coordonnateur.

Dans le cadre du suivi financier, le Comité technique se prononce et valide :

- l'avancement des études au regard des éléments demandés dans la convention de financement et du calendrier ;
- le traitement de problèmes éventuellement rencontrés qui engendreraient une modification des coûts et des délais ;
- le montant des dépenses réalisées ;
- le montant des subventions appelées et versées ;
- un prévisionnel des appels de fond réactualisé ;
- les éventuels écarts constatés, dans le respect de l'article 6 ;
- les besoins d'études complémentaires possibles à ce stade ;
- le suivi des estimations des études (confirmation des postes prévus au regard du périmètre du projet) ;
- le projet de contenu des conventions de financement des étapes ultérieures des études ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

Le compte rendu de chaque Comité technique est transmis pour avis avant envoi officiel.

7.3. Commission de suivi

Placé sous la présidence du Directeur Général du STIF, la Commission de suivi comprend les représentants de l'ensemble des signataires de la convention et les élus des collectivités territoriales concernées par les études.

Elle se réunit si nécessaire, les membres étant convoqués avec un préavis minimum de un mois et les éléments étant envoyés au moins quinze jours au préalable par le STIF.

La Commission de suivi informe ses membres de l'avancement des études.

Elle recueille les avis et observations de ses membres sur :

- les orientations et la démarche à engager ;
- les conclusions de la démarche à chaque étape importante ;
- le projet de dossier préparé en vue de son approbation en Conseil du STIF.

7.4. Information hors comité et commission de suivi

Les maîtres d'ouvrage s'engagent pendant toute la durée de validité de la convention :

- à présenter un compte-rendu d'avancement des études devant le Conseil du Syndicat des Transports d'Ile-de-France à la demande de ce dernier ;
- à informer le STIF et les financeurs sans délai en cas de difficultés ayant une incidence financière, ou sur le respect du calendrier, ou sur le programme.

Chaque maître d'ouvrage s'engage également à inviter le STIF et les financeurs ou les experts missionnés par celui-ci à assister, sur leur demande, à toute réunion permettant essentiellement d'apporter un éclairage sur les évolutions techniques ou financières du projet.

Un Comité des maîtres d'ouvrage est constitué des maîtres d'ouvrage ainsi que de leurs assistants et prestataires techniques suivant les besoins. Ce comité piloté par le maître d'ouvrage coordinateur, se réunira mensuellement. Les réunions sont dédiées à la coordination entre les différentes études. Les financeurs et le STIF en seront informés, pourront y assister. Les comptes rendus de réunions seront adressés à l'ensemble des financeurs.

Par défaut, les documents présentés dans le cadre des différents comités et commissions sont adressés au moins sept jours avant la réunion.

ARTICLE 8. PROPRIETE, COMMUNICATION ET DIFFUSION DES ETUDES

8.1. Propriété intellectuelle

Les Etudes et les résultats d'Etudes réalisées dans le cadre de la présente convention restent la propriété du maître d'ouvrage qui les a réalisés.

Ces études et résultats seront communiqués, sur première demande, aux financeurs et au STIF. Les financeurs et le STIF s'engagent à respecter les obligations de confidentialité prévues à l'article 8.3.

Pour que le STIF puisse assumer pleinement son rôle d'AOT, les maîtres d'ouvrage concèdent au STIF une licence sur les droits patrimoniaux afférents aux Etudes et Résultats des Etudes réalisés dans le cadre de la présente convention, et ce pour permettre au STIF de remplir ses fonctions d'Autorité Organisatrice de Transport dans le cadre du Projet.

Le STIF pourra utiliser ces études et résultats pour pouvoir notamment, sans que cela ne soit limitatif, réaliser des expertises et contre-expertises, veiller à la cohérence et assurer la coordination des plans d'investissements concernant les services de transports publics de voyageurs en Île-de-France. A cet effet, il suit la mise en œuvre et veille au respect des programmes, des objectifs et des coûts des projets d'infrastructures nouvelles, d'extension et d'aménagement de lignes existantes, quel qu'en soit le maître d'ouvrage (conformément aux dispositions prévues aux articles L1241-2 et R1241-30 et suivants du code des transports).

Dans ce cadre, les maîtres d'ouvrage autorisent le STIF à procéder à toute fixation et reproduction des études et des résultats sur tout type de support existant.

Le STIF s'engage à ne diffuser les études et résultats qu'en interne, ainsi qu'à ses prestataires dans le cadre strict de leurs missions confiées par le STIF. Le STIF s'assurera que ses prestataires s'engagent à respecter la confidentialité conformément à l'article 8.3.

Cette concession est consentie pour l'Ile-de-France, à titre gratuit et pour la durée du Projet.

8.2. Communication des financeurs

Les présents signataires s'engagent à faire mention des financements accordés par la présente convention dans toute publication ou communication des études qu'elle vise, notamment par une indication portée sur les documents finaux.

L'ensemble des dossiers d'études, documents et supports d'information mentionnera de manière explicite les logos des financeurs.

Dans un souci d'identification des projets inscrits au Contrat de projets Etat-Région, les opérations financées dans ce cadre présenteront les traitements suivants au niveau des logos des partenaires :

- l'ordre entre partenaires : l'Etat, la Région, SNCF Réseau, SNCF Mobilités ;
- l'ordre des financeurs : l'Etat, la Région ;

- en dernier : le logo du STIF.

8.3. Confidentialité

Pendant toute la durée de la convention et pendant cinq années civiles suivant son terme les parties s'engagent à traiter les informations liées au secret commercial des maîtres d'ouvrage, abordées dans le cadre de cette convention, comme strictement confidentielles et non divulgables.

Les parties s'engagent à ce que les informations confidentielles telles que définies ci-avant :

- soient traitées avec la même précaution que les parties portent à la préservation de leurs propres informations confidentielles ;
- ne soient pas utilisées dans un cadre autre que leurs missions respectives telles que définies à l'article 2 sur le projet d'études complémentaires pour l'achèvement du Schéma directeur du Réseau Paris Saint-Lazare Sud du Transilien ;
- ne soient pas divulguées à des tiers, sans avoir obtenu l'accord préalable écrit de la partie propriétaire des informations, sauf exceptions prévues à l'article 8.1. ;
- conformément à l'article 1120 du code civil, les parties se portent fort pour tout leur personnel (salariés et collaborateurs, intervenants), du respect de cette obligation de confidentialité.

La présente convention ne s'applique pas aux informations confidentielles pour lesquelles les parties apporteraient la preuve écrite :

- qu'elles étaient en leurs possession ou qu'elles étaient tombées dans le domaine public avant qu'elles ne leurs soient communiquées par l'autre partie ;
- qu'elles sont, postérieurement à la date de la signature de la présente convention, tombées dans le domaine public et ce, sans violation des termes de la convention ;
- qu'elle les a licitement acquises d'un tiers qui était en droit de les divulguer.

Enfin, les parties ne seront pas soumises à l'obligation de confidentialité prévue au présent article :

- en cas d'injonction d'un tribunal ou de toute autre autorité de contrôle de fournir des informations confidentielles à l'autre partie ;
- en application d'une obligation légale ou réglementaire qui imposerait à la partie destinataire de communiquer des informations confidentielles de l'autre partie.

En cas d'obligation légale ou de décision de justice de fournir des informations confidentielles à une autorité publique. Dans cette hypothèse, ils devront informer la partie propriétaire des informations de la requête ou de l'injonction qui leur a été faite de communiquer.

ARTICLE 9. DISPOSITIONS GENERALES

9.1. Modification de la convention

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant, à l'exception des changements de références bancaires et/ou de domiciliation mentionnée à l'article 4.4.4 ci-avant qui font l'objet d'un échange de lettre entre le signataire de la partie à l'initiative de ce changement et les autres signataires.

9.2. Règlement des litiges

Les parties s'engagent à rechercher une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés au Tribunal Administratif de Paris.

9.3. Résiliation de la convention

Les signataires de la présente convention peuvent prononcer sa résiliation pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à un mois, indiqué par la décision notifiée par la personne publique par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal. Les signataires sont informés immédiatement de la mise en demeure qui est adressée au bénéficiaire de l'aide, et de la décision de résiliation qui lui fait suite ou qui est prononcée pour motif d'intérêt général.

A la demande expresse et motivée de l'une des parties, la présente convention peut être résiliée de plein droit en cas d'inexécution par l'une au moins des autres parties d'une ou plusieurs des obligations essentielles à la réalisation des études. La résiliation est effective à l'issue d'un préavis d'un mois commençant à courir à compter de la notification de la mise en demeure, expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception, sauf :

- si dans ce délai les obligations citées dans la mise en demeure ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- si l'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé à un arrêt définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement partiel de la subvention. Dans tous les cas, les financeurs s'engagent à rembourser aux bénéficiaires, sur la base d'un relevé de dépenses final, les dépenses engagées jusqu'à la date de résiliation ainsi que les remboursements que les maitres d'ouvrages seraient amener à faire à leurs prestataires en application des marchés ou contrats passés avec eux. Sur cette base, les maîtres d'ouvrage procèdent à la présentation d'une facture pour règlement du solde ou au reversement du trop-perçu auprès des financeurs au prorata de leur participation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation des bénéficiaires des subventions.

9.4. Date d'effet et durée de la convention

La convention prend effet à compter de sa notification par le STIF à l'ensemble des autres parties par lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention tient compte des dépenses réalisées à compter de la date de son passage en commission permanente de la Région.

Elle expire soit dans le cadre de l'article 4.5. relatif à la caducité, soit en cas de résiliation dans les conditions prévues à l'article 9.3, soit après la réalisation des étapes suivantes :

- réception des documents indiqués à l'article 2.1 de la présente convention ;
- solde de la totalité des subventions dues aux maîtres d'ouvrage selon les modalités de l'article 4.4.2. ;
- et au plus tard 24 mois après la validation du Schéma directeur par le CA du STIF. Cette validation doit être notifiée dans les meilleurs délais aux financeurs.

9.5. Mesures d'ordre

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à la charge de celle des parties qui entendrait soumettre la présente convention à cette formalité.

Les signataires font élection de domicile en leur siège pour l'exécution de la présente convention.

La présente convention est établie en 5 exemplaires originaux.

Fait en cinq exemplaires originaux

Pour l'Etat, **Jean-François CARENCO** Préfet de la région Ile-de-France, Préfet de Paris	Pour la Région Ile-de-France, **Valérie PECRESSE** Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Pour SNCF Réseau, **Jean FAUSSURIER** Directeur Accès Réseau IDF	Pour SNCF Mobilités, **Alain KRAKOVITCH** Directeur Général SNCF Transilien
Pour le STIF, **Laurent PROBST** Directeur Général	

ANNEXES

- **Annexe 1** : Organigramme de l'opération
- **Annexe 2** : Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des appels de fonds

ANNEXE 1
Organigramme nominatif

Cet organigramme est remis à jour lors de chaque changement de titulaire d'une fonction.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF RESEAU

Rachid ELMOUNZIL, Laurent PETIT pour Réseau, Direction du Design du Réseau.

MAITRISE D'OUVRAGE SNCF MOBILITES

Gilles GAUTRIN, Nancy HISLEUR pour Transilien, Direction Stratégie, Innovation et Développement, Département Investissements et Développement (TN-IDEV).

ANNEXE 2
Echéancier prévisionnel des autorisations de programme et des dépenses

2.1 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS PAR MOA

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF RESEAU EN M€

M€ HT Courants	2016	2017	TOTAL
Etat	0,369	0	**0,369**
Région	0,861	0	**0,861**
Total	1,230	0	**1,230**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE SNCF MOBILITES EN M€

M€ HT Courants	2016	2017	TOTAL
Etat	0,090	0	**0,090**
Région	0,210	0	**0,210**
Total	**0,300**	**0**	**0,300**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES BESOINS EN AP/AE STIF EN M€

M€ HT Courants	2016	2017	TOTAL
Etat	0,030	0	**0,030**
Région	0,070	0	**0,070**
Total	**0,100**	**0**	**0,100**

2.2 ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FONDS

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF RESEAU EN M€

M€ HT courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	0	0,220	0,150	**0,370**
Région	0	0,520	0,340	**0,860**
Total	**0**	0,740	0,490	**1,230**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND SNCF MOBILITES EN M€

M€ HT courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	0	0,036	0,054	**0,090**
Région	0	0,084	0,126	**0,210**
Total	**0**	**0,120**	**0,180**	**0,300**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DES APPELS DE FOND STIF EN M€

M€ HT courants	2016	2017	2018	TOTAL
Etat	0	0	0,030	**0,030**
Région	0	0	0,070	**0,070**
Total	**0**	**0**	**0,100**	**0,100**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-402

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE « TRANSPORT »
SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE
DEUXIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-France

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code des transports ;
VU La délibération cadre n°CR 51-11 du 23 juin 2011 relative au Schéma directeur d'accessibilité
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CP 11-512 du 07 juillet 2011 approuvant la convention de financement pour l'opération schéma directeur d'accessibilité ;
VU La délibération n° CP 12-424 du 12 juillet 2012 approuvant l'avenant à la convention de financement pour l'opération schéma directeur d'accessibilité ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-402 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des transports ;
VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : « Accessibilité du réseau » HP 810-001

Affecte une autorisation de programme de **35 000 000 €**, répartie comme dans le tableau ci-dessous, disponible sur le chapitre 908 « Transports », code fonctionnel 810 « Services communs », programme HP 810-001 « accessibilité du réseau », action 18100101 « accessibilité du réseau », du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Bénéficiaires	Opération	Localisation	Action (18100101)
SNCF Réseau	Schéma directeur d'accessibilité	Région Ile-de-France	27 000 000 €
SNCF Mobilités	Schéma directeur d'accessibilité	Région Ile-de-France	8 000 000 €

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008719	Budget	2016

Chapitre	**908 - Transports**
Code fonctionnel	**810 - Services communs**
Programme	**181001 - Accessibilité du réseau**
Action	**18100101 - Accessibilité du réseau**

Dispositif : N° 00000563 - Accessibilité des transports

Dossier	16012952 - SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE DU RESEAU FERRE D'ILE DE FRANCE - 2ème affectation			
Bénéficiaire	R14154 - RFF SNCF RESEAU			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000 000,00 €		Code nature	2041722
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
108 000 000,00 €	HT	25 %	27 000 000,00 €	

Dossier	16012954 - SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE DU RESEAU FERRE D'ILE DE FRANCE - 2ème affectation			
Bénéficiaire	R22844 - SNCF SNCF MOBILITES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000 000,00 €		Code nature	2041712
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 000 000,00 €	HT	25 %	8 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000563 - Accessibilité des transports	35 000 000,00 €

Total sur l'imputation 908 - 810 - 181001 - 18100101	35 000 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012952

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE DU RESEAU FERRE D'ILE DE FRANCE - 2EME AFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accessibilité des transports	108 000 000,00 €	25,00 %	27 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-810-2041722-181001-200
18100101- Accessibilité du réseau

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RFF SNCF RESEAU
Adresse administrative : 15 RUE JEAN PHILIPPE RAMEAU
93418 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : Monsieur Patrick JEANTET, Président

N° SIRET : 41228073720375

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accessibilité des transports
Rapport Cadre : CR51-11 du 23/06/2011

Objet du projet : attribution d'une subvention études et travaux relative au projet de mise en accessibilité, sur le périmètre SNCF Réseau, du réseau ferré d'Ile de France au titre de l'année 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La loi 2005-102 du 11 février 2005 concernant "l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" fixe dans son article 45 un délai de 10 ans pour la mise en accessibilité des réseaux de transport collectif à l'ensemble des personnes à mobilité réduite.

Les PMR sont définies par la directive 2001/85/CE comme les personnes "ayant des difficultés pour utiliser les transports publics, telles que par exemple les personnes souffrant de handicaps sensoriels et intellectuels, les personnes en fauteuil roulant, les personnes handicapées des membres, les personnes de petite taille, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes transportant des bagages lourds et les personnes avec enfants y compris enfants en poussette ».

Le STIF a été désigné, par la directive d'application de la loi du 11 février 2005 du 13 avril 2006, autorité compétente en Ile de France pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA) des services de transport. L'objet du SDA est d'assurer l'accessibilité des services et réseaux de transports collectifs aux PMR par une mise en œuvre progressive de mesures appropriées.

Les études préalables ont permis de définir en 2009, en concertation avec les associations ayant participé à l'élaboration du SDA, un réseau de référence régional de 266 gares RATP et SNCF proposées pour être rendues accessibles, dont 207 sous maîtrises d'ouvrage de la SNCF Mobilités et Réseau, et parmi lesquelles 143 gares doivent être rendues accessibles et font partie du SDA.

Le coût d'objectif du programme de mise en accessibilité PMR des 143 gares du SDA est de 1,454Md€ (CE2009).

Pour réaliser ce programme, une convention-cadre a été approuvée par le Conseil Régional d'Ile de France, le Conseil du STIF ainsi que les conseils d'administration respectifs de RFF et SNCF en 2011.

Elle permet de définir les taux de participation suivants :
- STIF : 0,727M€ (50%)
- RIF : 0,363M€ (25%)
- SNCF Réseau : 0,273M€ (18,8%)
- SNCF Mobilités : 0,090M€ (6,2%)

Sur la base de cette convention-cadre, la convention de financement relative à la première tranche « études et travaux » a été votée en 2011 par l'ensemble des assemblées délibérantes. Elle définit le programme d'intervention sur chaque gare et détermine les obligations réciproques des parties.

Intérêt régional :
La Région impulse depuis de nombreuses années une véritable politique de déplacements à l'échelle régionale, alliant la maîtrise de la croissance urbaine à l'utilisation rationnelle de l'espace, tout en garantissant le rayonnement international de l'Ile de France.

C'est pourquoi, la Région a depuis 2000 consacré plus de 450 M€ pour améliorer l'accessibilité du réseau de transport francilien.

En 2011, la Région Ile de France a donc décidé de participer au financement du SDA au titre de sa politique des transports publics, dans la continuité de son engagement financier depuis 2000.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes à mobilité réduite et personnes handicapées, notamment.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention cadre votée en CR de juin 2011, il a été convenu que les subventions de la Région feraient l'objet d'une délibération annuelle des instances régionales pour financer les projets disposant des financements du STIF, de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités.

Au titre du budget 2016, il est proposé d'affecter une autorisation de programme de 35 000 000 € prélevée sur l'action budgétaire « Accessibilité du réseau ».

Concernant le périmètre de SNCF Réseau, le montant total s'élève à 108 000 000 € HT, soit une part RIF à hauteur de 27 000 000 € (25%).

Concernant le périmètre SNCF Mobilités, le montant total s'élève à 32 000 000 € HT, soit une part RIF à

hauteur de 8 000 000 € (25%).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accessibilité des transports	108 000 000,00	100,00%
Total	108 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	27 000 000,00	25,00%
STIF	54 000 000,00	50,00%
SNCF	27 000 000,00	25,00%
Total	108 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	14 000 000,00 €
2018	10 000 000,00 €
2019	3 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	10 670 000,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	102 644 693,23 €
2013	Protections phoniques le long du réseau ferré	3 016 000,06 €
2013	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 359 000,00 €
2013	Voirie des TIRN	2 000 000,00 €
2014	Accessibilité des transports	8 973 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	155 892 260,00 €
2014	Protections phoniques le long du réseau ferré	735 589,04 €
2014	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	1 901 000,00 €
2014	Voirie des TIRN	800 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	14 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	26 562 398,40 €
2015	Protections phoniques le long du réseau ferré	4 012 404,41 €

2015	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	5 370 000,00 €
2016	Accessibilité des transports	15 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	8 511 875,50 €
2016	Sécurité routière - Soutien à la sécurisation des passages à niveau	2 081 000,00 €
	Montant total	366 052 389,61 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012954

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SCHEMA DIRECTEUR D'ACCESSIBILITE DU RESEAU FERRE D'ILE DE FRANCE - 2EME AFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Accessibilité des transports	32 000 000,00 €	25,00 %	8 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 908-810-2041712-181001-200
18100101- Accessibilité du réseau

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNCF SNCF MOBILITES
Adresse administrative : 2 PLACE AUX ETOILES
93210 SAINT DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial
Représentant : PHILIPPE MASSIN, DIRECTEUR D'EXPLOITATION TRANSILIEN

N° SIRET : 55204944791146

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Accessibilité des transports
Rapport Cadre : CR51-11 du 23/06/2011

Objet du projet : attribution d'une subvention études et travaux relative au projet de mise en accessibilité, sur le périmètre SNCF Mobilités, du réseau ferré d'Ile de France au titre de l'année 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La loi 2005-102 du 11 février 2005 concernant "l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées" fixe dans son article 45 un délai de 10 ans pour la mise en accessibilité des réseaux de transport collectif à l'ensemble des personnes à mobilité réduite (PMR).

Les PMR sont définies par la directive 2001/85/CE comme les personnes "ayant des difficultés pour utiliser les transports publics, telles que par exemple les personnes souffrant de handicaps sensoriels et intellectuels, les personnes en fauteuil roulant, les personnes handicapées des membres, les personnes de petite taille, les personnes âgées, les femmes enceintes, les personnes transportant des bagages lourds et les personnes avec enfants y compris enfants en poussette ».

Le STIF a été désigné, par la directive d'application de la loi du 11 février 2005 du 13 avril 2006, autorité compétente en Ile de France pour l'élaboration du Schéma Directeur d'Accessibilité (SDA) des services de transport. L'objet du SDA est d'assurer l'accessibilité des services et réseaux de transports collectifs aux PMR par une mise en œuvre progressive de mesures appropriées.

Les études préalables ont permis de définir en 2009, en concertation avec les associations ayant participé à l'élaboration du SDA, un réseau de référence régional de 266 gares RATP et SNCF proposées pour être rendues accessibles, dont 207 sous maîtrises d'ouvrage de la SNCF Mobilités et Réseau, et parmi lesquelles 143 gares doivent être rendues accessibles et font partie du SDA.

Le coût d'objectif du programme de mise en accessibilité PMR des 143 gares du SDA est de 1,454Md€ (CE2009).

Pour réaliser ce programme, une convention-cadre a été approuvée par le Conseil Régional d'Ile de France, le Conseil du STIF ainsi que les conseils d'administration respectifs de RFF et SNCF en 2011.

Elle permet de définir les taux de participation suivants :
- STIF : 0,727M€ (50%)
- RIF : 0,363M€ (25%)
- SNCF Réseau : 0,273M€ (18,8%)
- SNCF Mobilités : 0,090M€ (6,2%)

Sur la base de cette convention-cadre, la convention de financement relative à la première tranche « études et travaux » a été votée en 2011 par l'ensemble des assemblées délibérantes. Elle définit le programme d'intervention sur chaque gare et détermine les obligations réciproques des parties.

Intérêt régional :
La Région impulse depuis de nombreuses années une véritable politique de déplacements à l'échelle régionale, alliant la maîtrise de la croissance urbaine à l'utilisation rationnelle de l'espace, tout en garantissant le rayonnement international de l'Ile de France.

C'est pourquoi, la Région a depuis 2000 consacré plus de 450 M€ pour améliorer l'accessibilité du réseau de transport francilien.

En 2011, la Région Ile de France a donc décidé de participer au financement du SDA au titre de sa politique des transports publics, dans la continuité de son engagement financier depuis 2000.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention cadre votée en CR de juin 2011, il a été convenu que les subventions de la Région feraient l'objet d'une délibération annuelle des instances régionales pour financer les projets disposant des financements du STIF, de SNCF Réseau et de SNCF Mobilités.

Au titre du budget 2016, il est proposé d'affecter une autorisation de programme de 35 000 000 € prélevée sur l'action budgétaire « Accessibilité du réseau ».

Concernant le périmètre de SNCF Réseau, le montant total s'élève à 108 000 000 € HT, soit une part RIF à hauteur de 27 000 000 € (25%).

Concernant le périmètre SNCF Mobilités, le montant total s'élève à 32 000 000 € HT, soit une part RIF à hauteur de 8 000 000 € (25%).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accessibilité dans les transports	32 000 000,00	100,00%
Total	32 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	8 000 000,00	25,00%
STIF	16 000 000,00	50,00%
SNCF	8 000 000,00	25,00%
Total	32 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	3 000 000,00 €
2018	3 000 000,00 €
2019	2 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accessibilité des transports	5 330 000,00 €
2013	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	5 850 000,00 €
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	127 124,00 €
2013	Opérations d'infrastructure de transports en commun	24 584 953,00 €
2014	Accessibilité des transports	2 000 000,00 €
2014	Amélioration de la sécurité dans les transports en commun	6 741 000,00 €
2014	Matériel roulant	17 100 000,00 €
2014	Opérations d'infrastructure de transports en commun	12 400 398,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	126 000,00 €
2015	Accessibilité des transports	6 000 000,00 €
2015	Opérations d'infrastructure de transports en commun	40 380 533,28 €
2016	Accessibilité des transports	5 000 000,00 €
2016	Opérations d'infrastructure de transports en commun	9 685 417,65 €
	Montant total	135 325 425,93 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-444

DU 21 SEPTEMBRE 2016

TRANSMISSION DE FICHIERS ISSUS DE L'ENQUETE TRANSPORT DE MARCHANDISES EN VILLE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE,

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des transports ;

Vu La loi n° 82-1153 modifiée du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs et notamment les articles 14 et 28-3 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 09-800 du 24 septembre 2009 approuvant la convention de groupement de commandes pour la réalisation de l'enquête transport de marchandises en ville ;

VU La délibération n° CP 10-502 du 8 juillet 2010 relative à l'enquête transport de marchandises en ville portant affectation d'une autorisation de programme, notamment son article 3 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-444 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la Commission des transports ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Subordonne la transmission de fichiers issus de l'enquête transport de marchandises en ville à Mines Paris-Tech**,** à la signature de la convention de partenariat jointe en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION : CONVENTION

CONVENTION DE PARTENARIAT
CONCERNANT LA TRANSMISSION DE FICHIERS ISSUS DE L'ENQUETE TRANSPORT DE MARCHANDISES EN VILLE

ENTRE :

LE CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE, dont le siège social est situé 33 rue Barbet de Jouy 75007 Paris, représenté(e) par Valérie Pécresse, Présidente du Conseil Régional,

ci-après désigné(e) « la RIF »,

d'une part,

ET :

L'ECOLE DES MINES – PARIS TECH, dont le siège social est situé 60, Boulevard Saint-Miche Paris 6e, représenté par Monsieur Eric BALLOT, Professeur au CGS, ParisTECH

ci-après désigné(e) « le Partenaire »,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE EN PREAMBULE CE QUI SUIT

Objectifs de l'Enquête Transport de Marchandises en Ville

Sur le modèle des enquêtes transport de marchandises en ville menées à Bordeaux, Dijon et Marseille au milieu des années 90, une vaste enquête sur l'approvisionnement des établissements économiques d'Ile-de-France a été réalisée en 2011 – 2012. Cette enquête devait répondre aux objectifs suivants :

- La connaissance du nombre de mouvements de livraisons et enlèvements de marchandises occasionnés par l'activité économique de la métropole parisienne, et de leurs caractéristiques en termes de types de véhicules utilisés, organisation logistique déployée (importance des tournées de véhicules, poids respectifs du transport professionnel et du transport en compte propre), rythme (quotidien, hebdomadaire et annuel), types de marchandises, conditionnement, poids ;

- La description fine des pratiques de livraisons/enlèvements afin de comprendre l'occupation de la voirie par les véhicules de transport de marchandises, qu'il s'agisse des types de stationnement utilisés, des moyens de manutention employés, de l'organisation des arrêts au sein des tournées, des distances

parcourues par les véhicules ;

- Des indicateurs sur l'organisation du secteur des transports sur ce segment particulier des livraisons urbaines : importance du recours à la sous-traitance, poids du transport dédié, implantation des plates-formes…

L'enquête livre à présent ses premiers résultats, qui s'enrichiront au fur et à mesure de la progression de l'exploitation des données.

L'organisation de la réalisation de l'ETMV

L'enquête sur les transports de marchandises en ville réalisée en Île-de-France s'est inscrite dans la continuité des enquêtes réalisées sur les villes de Bordeaux (1994-1995), à Marseille et Dijon (1996-1997).

Ces enquêtes avaient été réalisées sur la base d'une méthodologie novatrice. Elles avaient alors permis de déterminer les facteurs explicatifs des mouvements de véhicules de transports de marchandises en milieu urbain, tant sur l'aspect quantitatif que qualitatif, notamment grâce à un modèle développé par le Laboratoire d'Economie des Transports (LET).

Ces enquêtes devaient être renouvelées et élargies à des agglomérations de tailles variables. C'est pourquoi la Région Île-de-France, l'Etat et l'ADEME ont souhaité mener conjointement une enquête en Île-de-France. Elle a été réalisée en 2011-2012.

Le LET, du fait de sa connaissance tant scientifique que technique de la méthodologie d'enquêtes TMV, a été chargé d'adapter son modèle à l'Ile de France à partir des résultats de l'enquête afin de corriger, ajuster et apurer la base de données dont il a assuré une première exploitation.

Nature des fichiers mis à disposition

Les questionnaires remplis originaux ainsi que leur codage informatique comportent toutes les données brutes de l'enquête. Les données permettant l'identification directe des personnes interrogées (noms et adresse) en ont été supprimées. Les documents ainsi expurgés de leurs mentions directement identifiables sont contenus dans des fichiers appelés ci-après «Fichiers apurés», que la RIF se propose de mettre à disposition du Partenaire dans les conditions ci-après.

Contenu des Fichiers apurés

L'enquête a abouti à la constitution de fichiers informatiques qui se divisent en 3 grandes parties : les fichiers établissements, les fichiers transporteurs, les fichiers chauffeurs.

Afin de réaliser ou de faire réaliser des études complémentaires à ces analyses de mouvements de marchandises, le partenaire souhaite pouvoir utiliser les Fichiers apurés.

Compte tenu de ces différents éléments, les parties ont souhaité se rapprocher afin de déterminer les modalités de transmission de ces fichiers.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles la RIF met à disposition du Partenaire, à titre non exclusif, les fichiers informatiques dits « Fichiers apurés » élaborés dans le cadre de la réalisation de l'Enquête Transports de Marchandises en Ville, et permet son utilisation par le Partenaire.

ARTICLE 2 : Désignation des correspondants des organismes intervenants

Pour l'exécution de la présente convention, chaque partie désigne un correspondant attitré :

- pour la Région Ile de France, AUBOUIN Cédric, Chef de service Etudes et stratégies de la Direction des Transports (cédric.aubouin@iledefrance.fr - 01 53 85 60 76)
- pour l'Ecole des Mines-ParisTech, BALLOT Eric, Professeur au CGS, Paris TECH

Tout changement du correspondant d'un organisme signataire devra faire l'objet d'un courrier officiel au correspondant de l'autre organisme signataire de la convention.

ARTICLE 3 : Modalités de transmission

Une copie de l'ensemble des Fichiers Détails sous format informatique est remise par la Région au Partenaire après signature de la convention par les deux parties.

Ces fichiers seront livrés sur CD-Rom ou support équivalent.

ARTICLE 4 : Protection des données

4.1. Propriété des Fichiers Détails

La RIF reste propriétaire des Fichiers apurés et des données transmises dans le cadre de la présente convention. En aucun cas, la présente convention n'entraine un quelconque transfert de droit de propriété, quel qu'il soit, sur les Fichiers apurés et les données transmises au profit du Partenaire.

Le LET reste quant à lui propriétaire de la méthode utilisée. Avec la RIF, il est garant de l'utilisation des données dans le respect de la présente convention.

Le Partenaire s'engage à informer la RIF de toute atteinte aux droits de propriété de ce dernier dont il pourrait avoir connaissance.

ARTICLE 5 : Conditions d'utilisation des données transmises

5.1. Droits de réutilisation

Le Partenaire est autorisé pendant la durée de la présente convention à utiliser les Fichiers appurés pour ses besoins propres, uniquement à des fins statistiques ou des études rigoureusement anonymes, pour les besoins de la connaissance des mouvements de marchandises selon les différents modes de transport et les motifs.

Le secret statistique sera respecté dans toute publication.

Le Partenaire s'interdit donc d'utiliser les données des Fichiers apurés issus de l'ETMV, même sous une forme modifiée ou altérée, à des fins autres que celles mentionnées au premier alinéa de l'article 5.1.

Ainsi, toute autre utilisation des données des Fichiers apurés issus de l'ETMV, en particulier leur utilisation à des fins commerciales, pour l'élaboration de logiciels de consultation cartographiques ou encore d'outils de requettage des données, pour des besoins autres que internes, est interdite dans le cadre de cette convention (mais pourra le cas échéant faire l'objet d'une convention spécifique).

5.2. Mention de l'origine des données issues de l'ETMV

La publication par le Partenaire de documents, articles, rapports ou présentations ayant pour objet principal des analyses faites à partir des Fichiers apurés de l'ETMV ou réalisés en tout ou partie à partir des données issues des Fichiers apurés de l'ETMV devra intégrer la mention suivante : « L'enquête transport de marchandises en ville a été pilotée par le Laboratoire d'Economie des Transports et financée par la Région, la DRIEA et l'ADEME.» La publication par le Partenaire de documents, articles, cartes, rapports ou présentations citant des résultats de l'ETMV initiale devra porter la mention obligatoire de la source : « ETMV 2011-2012 – RIF-DRIEA/DGITM-ADEME».

De même, ces documents, articles, rapports, présentations devront être transmis pour information au LET, à la Région, à la DRIEA et à l'ADEME sur support papier ou support informatique avant leur publication.

5.3. Communication à des tiers

Le Partenaire s'interdit de communiquer les Fichiers apurés ou tout ou partie de leur contenu à des tiers. Il n'est pas autorisé à céder ou transmettre la présente convention, ni à consentir des conventions de réutilisation des données transmises, à quelques tiers que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même à titre temporaire et/ou gratuit, à moins d'avoir obtenu l'autorisation préalable et écrite de la RIF.
Toutefois, le Partenaire pourra mettre à disposition des prestataires sous-traitants tels que sociétés d'études auxquelles il confierait par contrat la réalisation de travaux statistiques ou d'études. Ces contrats, qui préciseront que ces prestataires ne pourront agir que sur instruction du Partenaire, devront alors imposer aux sociétés d'études les engagements pris par le Partenaire, notamment :

- l'interdiction d'utiliser les données transmises, même sous une forme modifiée ou altérée, pour d'autres usages que ceux nécessaires à la mission qui lui est confié par le Partenaire, laquelle ne peut excéder ses propres droits d'utilisation décrits à l'article 5.1. ;

- le respect de la confidentialité des données et du secret statistique,

- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la sécurité et la confidentialité des Fichiers Détails et de leur contenu ;

- l'interdiction de toute communication à des tiers, sous quelque forme que ce soit,

- la restitution, au terme de ces contrats, de l'intégralité des données communiquées, la destruction et/ou la non conservation de toute copie, sous quelque forme que ce soit.

ARTICLE 6 : Conditions financières

La présente convention ne donne lieu à aucun flux financier, les parties consentant à respecter leurs engagements réciproques gratuitement.

ARTICLE 7 : Responsabilité

Le Partenaire utilise les données transmises, conformément à la présente convention, sous sa seule et exclusive responsabilité et à ses risques et périls, sans que d'aucune manière, la RIF ne soit responsable vis-à-vis des tiers de cette utilisation.
La RIF s'engage à mettre en œuvre les moyens adaptés pour transmettre les données selon les modalités convenues. En aucun cas, la responsabilité du RIF ne pourra être engagée au titre d'un dommage indirect ou imprévisible pouvant résulter de l'utilisation des données par le Partenaire. De convention expresse entre les parties, sont considérés notamment comme préjudices indirects, la perte de chiffre d'affaires ou de bénéfices, la perte d'image, de données, le manque à gagner, ou tout préjudice commercial.

ARTICLE 8 : Confidentialité

Chaque partie reconnaît que l'exécution de la présente convention peut l'amener à prendre connaissance d'informations propres à l'autre partie. Chaque partie prend donc l'engagement et se porte fort pour son personnel du respect de l'obligation de ne communiquer à quiconque, soit directement, soit indirectement, les renseignements, informations ou documents, identifiés comme confidentiels, recueillis à l'occasion de l'exécution de la convention ou à l'occasion d'échanges ou de visites précédant la conclusion de la présente convention.
La présente obligation de confidentialité survivra pendant une durée de cinq (5) ans à compter de l'expiration de la présente convention. En outre, dès l'échéance ou la résiliation de la présente convention, chaque partie devra soit restituer à l'autre partie l'ensemble des documents communiqués, soit assurer l'autre partie de la destruction de ces informations.

ARTICLE 9 : Entrée en vigueur et durée

La présente convention entre en vigueur à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée par la RIF au Partenaire, et se termine à la date de parution d'une nouvelle ETMV, ou au plus tard le 31 décembre 2024.

A l'expiration de la convention pour quelque cause que ce soit (arrivée du terme ou résiliation), le Partenaire devra cesser d'utiliser les Fichiers apurés transmis et leur contenu dès la date d'expiration.

ARTICLE 10 : Résiliation en cas d'inexécution des obligations contractuelles

Tout manquement de l'une ou de l'autre des parties aux obligations qu'elle a en charge, aux termes de la présente convention, entraînera la résiliation de plein droit de celle-ci, 15 jours après mise en demeure d'exécuter par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet ou immédiatement en cas de manquement non réparable, sans préjudice de tous dommages et intérêts.

D'un commun accord, les parties peuvent en outre résilier la présente convention par avenant.

ARTICLE 11 : Règlement amiable des différends – Litiges

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différends pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention.

Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, sont déférés devant la juridiction territorialement et matériellement compétente.

Fait à Paris, en 2 exemplaires :

Le

Pour la Région Ile de France

Pour l'Ecole des Mines - ParisTech

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-432

DU 21 SEPTEMBRE 2016

MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE REGIONALE POUR UNE AGRICULTURE DURABLE ET DE PROXIMITE :
PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL (FEADER)
AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT
AGRICULTURE PERIURBAINE
AGRICULTURE ET FILIERES

3ème AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Programme de développement rural FEADER de la Région Ile-de-France pour la période de programmation 2014-2020 ;

VU Le règlement (UE) n° 1305/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 relatif au soutien au développement rural par le FEADER et abrogeant le règlement (CE) n° 1698/2005 du Conseil ;

VU Les lignes directrices de l'Union Européenne concernant les aides d'état dans les secteurs agricole et forestier et dans les zones rurales 2014-2020 (2014/C/204/01) ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative à la Stratégie Régionale pour une agriculture durable et de proximité ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'adoption du CPER 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 153-16 du 16 juin 2016 relative à l'Aide d'urgence en faveur de l'agriculture francilienne suite aux inondations de mai-juin 2016 ;

VU La délibération n° CP 14-802 du 20 novembre 2014 relative à la mise en œuvre du dispositif Pass'Filières pour les IAA et l'horticulture-pépinière ;

VU La délibération n° CP 15-117 du 29 janvier 2015 approuvant la convention relative à la mise en œuvre des dispositions du règlement (UE) n° 1305/2013 du 17 décembre 2013 concernant la politique de développement rural de la Région Ile-de-France et la convention relative à la délégation d'instruction de certaines tâches de l'autorité de gestion du Programme de Développement Rural de la Région Ile-de-France à la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie pour la période de programmation 2014-2020 ;

VU La délibération n° CP 15-701 du 8 octobre 2015 approuvant la convention relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020

VU La délibération n° CP 16-302 du 12 juillet 2016 approuvant la convention entre la Région et la Chambre Régionale d'Agriculture relative au soutien régional à l'accompagnement des filières pour le redémarrage de l'activité et aux opérations collectives de transport de fourrages en faveur des exploitations agricoles victimes de calamités ;

VU La convention relative à la gestion en paiement associé par l'ASP des aides de la Région Île-de-France et de leur cofinancement par le FEADER hors SIGC pour la programmation 2014-2020 signée le 11 décembre 2015 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-432 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de l'agriculture et de la ruralité.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION « CHAMBRES »

- Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention CHAMBRES - AXE 1 Programme Installation »,** au financement du projet de la Chambre Régionale d'Agriculture figurant en annexe n° 2 (fiche projet) à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **100 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300102 « Appui à la Transmission Reprise des Exploitations » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

- Décide de participer au titre du dispositif **« Mise en œuvre de la Convention CHAMBRES »** - **Axe 1**, au financement des projets résumés ci-dessous et figurant en annexe n° 2 (fiches projets) au projet de délibération

Bénéficiaires	assiette subventionnable	% aide régionale	aide régionale
Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne	102 600 €	50%	51 300,00 €
Chambre Interdépartementale d'Agriculture Ile-de-France Ouest	88 920 €	50%	44 460,00 €
TOTAL			**95 760,00 €**

Affecte une autorisation d'engagement de **95 760,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-003 « Actions agri-environnementales » ; Action 19300303 « Agriculture périurbaine « du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

- Décide de participer au titre du dispositif **« Mise en œuvre de la Convention CHAMBRES - AXE 2 »**, au financement des projets résumés ci-dessous et figurant en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération.

Bénéficiaire	Assiette subventionnable	Taux de subvention	Aide Régionale
ERE	153 250 €	50%	76 625,00 €
Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne	308 400 €	50%	154 280,00 €
Chambre Interdépartementale d'Agriculture Ile-de-France Ouest	155 040 €	50%	76 760,00 €
Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne – DAEG	177 500 €	80%	121 600,00 €
Chambre Interdépartementale d'Agriculture Ile-de-France Ouest – DAEG	53 750 €	80%	36 480,00 €
TOTAL			**465 745,00 €**

Affecte une autorisation d'engagement de **465 745,00 €** disponible sur le Chapitre 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie » ; Programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales » ; Action 19300302 « Agriculture et Environnement » ; du budget 2016, selon la répartition suivante et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération :

- Décide de participer au titre du dispositif **« Mise en œuvre de la Convention CHAMBRES - AXE 2 – Volet Plan bio»**, au financement des projets résumés ci-dessous et figurant en annexe n° 2 (fiches projets) à la présente délibération.

Bénéficiaire	Assiette subventionnable	Taux de subvention	Aide Régionale
ERE	89 755 €	70%	62 828,50 €
Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne	339 726 €	70%	237 808,20 €
Chambre Interdépartementale d'Agriculture Ile-de-France Ouest	218 400 €	70%	152 880,00 €
TOTAL			**453 516,70 €**

Affecte une autorisation d'engagement de **453 516,70 €** disponible sur le Chapitre 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie » ; Programme HP 93-003 (193003) « Actions agri-environnementales » ; Action 19300304 « Agriculture biologique » ; du budget 2016, selon la répartition suivante et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération :

- Décide de participer au titre du dispositif **« Mise en œuvre de la Convention CHAMBRES - AXE 3 »** au financement des projets résumés ci-dessous et figurant en annexe 2 (fiches projets) à la présente délibération

Bénéficiaires	**assiette subventionnable**	**% aide régionale**	**aide régionale**
Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne	194 560 €	50%	97 280,00 €
Chambre Interdépartementale d'Agriculture Ile-de-France Ouest	60 800 €	50%	30 400,00 €
TOTAL			**127 680,00 €**

Affecte une autorisation d'engagement de **127 680,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de l'ensemble des subventions présentées ci-dessus à la signature des conventions conformes au modèle-type approuvé à l'Article 7 et figurant en annexe n° 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

- Décide de participer, au titre du dispositif « **Mise en œuvre de la Convention CHAMBRES** » au financement du projet de la Chambre régionale d'agriculture figurant en annexe n° 2 (fiche projet) à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **40 000,00 €** disponible sur le Chapitre budgétaire 939 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche et agro-industrie » ; Programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire » ; Action 19300103 « Soutien aux filières » ; du budget 2016 et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

Article 2 : AGRICULTURE ET ENVIRONNEMENT

- Décide de participer au titre du dispositif « **Aides aux investissements à vocation environnementale** » au financement de l'acquisition par des agriculteurs de matériel agricole à caractère productif par l'attribution d'une dotation.

Affecte en faveur de l'Agence de Services et de Paiement (ASP) une autorisation de programme de **120 000,00 €** disponible sur le Chapitre 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, Pêche, Agro-industrie » ; Programme HP 93-004 (193004) « Agriculture et environnement » ; Action 19300402 « Agriculture et environnement » du budget 2016 ¨ et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

- Dispositif **Aides aux investissements à vocation environnementale**
- Bénéficiaire : Agence de Services et de Paiements (ASP), organisme payeur
- Localisation : région Ile-de-France

Article 3 : DISPOSITIF « DIVAIR »

Décide de participer, au titre du soutien à la modernisation et à la diversification des exploitations agricoles, au financement de la mise en œuvre du dispositif DIVAIR en 2016, par l'attribution d'une dotation.

Affecte une autorisation de programme de **1 000 000,00 €**, disponible sur le Chapitre budgétaire 909 « Action économique » ; Code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie » ; Programme HP93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agroalimentaire »; Action 19300104 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2016 à l'opération suivante et conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération :

- Dispositif **DIVAIR**
- Bénéficiaire : Agence de Services et de Paiements (ASP), organisme payeur
- Localisation : Région Ile-de-France

Article 4 : DISPOSITIF « ALIMENTAIR »

Décide de participer au titre du dispositif « **ALIMENTAIR** » au financement des projets figurant en annexe n° 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution de deux subventions telles que présentées ci-après :

Bénéficiaires	Objet	Taux d'aide	Montant
MOULINS BOURGEOIS	Augmentation des capacités de réception et stockage des farines biologiques	**10,22 %**	**48 898,00 €**
LA GATINERIE	Création d'une activité traiteur à base de produits franciliens	**35 %**	**24 059,00 €**
	TOTAL		**72 957,00 €**

Affecte une autorisation de programme de **72 957,00 €** disponible sur le chapitre budgétaire 909 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et l'agro-alimentaire», action 19300104 « Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes au modèle-type qu'il est proposé d'approuver à l'Article 7 et joint en annexe n° 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 : PASS'Filière Forêt Bois

Décide de soutenir la mise en œuvre de la déclinaison 2016 du plan d'action 2014-2016 du PASS'Filière Forêt Bois par l'attribution de 5 subventions pour un montant total de 193 475,50 €, se répartissant de la manière suivante :

- 40 000,00 € : Francilbois (animation globale du programme)
- 64 735,50 € : Francilbois (actions B2, C1 et D1)
- 22 500,00 € : Centre Régional de la Propriété Forestière (action B1)
- 17 700,00 € : Centre National pour le Développement du Bois (action C3)
- 48 540,00 € : Institut technique FCBA (action D3)

conformément aux fiches projets présentées en annexe 2 à la délibération.

A ce titre, affecte une autorisation d'engagement de **193 475,50 €**, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des conventions conformes au modèle-type qu'il est proposé d'approuver à l'Article 7 et joint en annexe n° 5 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 6 : Filières agricoles de proximité

- Décide de participer au titre du dispositif « **Filières agricoles de proximité** » au financement du projet figurant en annexe n° 2 (fiche projet) à la présente délibération par l'attribution d'une subvention telle que présentée ci-après :

Bénéficiaires	Objet	Taux d'aide	Montant
Fédération Nationale des Chasseurs d'Ile de France	Valorisation de la viande de gibier des chasseurs d'Ile de France	**50 %**	**87 000 €**
	TOTAL		**87 000 €**

Affecte une autorisation d'engagement de **87 000,00 €** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire », action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention conforme au modèle-type qu'il est proposé d'approuver à l'Article 7 et joint en annexe n° 6 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 7 : Modèles types de convention (adaptation mesure 100 000 stagiaires)

Approuve les nouvelles conventions type modifiées suite à la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, présentées en annexes n° 3-4-5-6 à la présente délibération.

Article 8 : Frais de gestion relatif au dispositif QUALITAIR

Affecte à l'ASP, dans le cadre du dispositif QUALITAIR, une autorisation d'engagement d'un montant de **2 596,24 €**, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et l'agro-alimentaire», action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016.

Article 9 : Mise en place du dispositif QUALITAIR

Affecte à l'ASP, dans le cadre du dispositif QUALITAIR, une autorisation d'engagement d'un montant de **1 980,00 €,** disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et l'agro-alimentaire», action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016.

Article 10 : Suivi et pilotage du dispositif QUALITAIR

Affecte à l'ASP, dans le cadre du dispositif QUALITAIR, une autorisation d'engagement d'un montant de **600,00 €**, disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 (193001) « Soutien aux secteurs de l'agriculture et l'agro-alimentaire», action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016.

Article 11 : Marché d'accompagnement au montage et de pré-instruction des dispositifs PRIMVAIR et DIVAIR

Afin de permettre le lancement du marché d'accompagnement au montage et à la pré-instruction des dispositifs PRIMVAIR et DIVAIR sur la période 2017-2020, affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **250 000,00 €** disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », code fonctionnel 93 « Agriculture, pêche, agro-industrie », programme HP 93-001 « Soutien aux secteurs de l'agriculture et l'agro-alimentaire», action 19300103 « Soutien aux filières » du budget 2016.

Article 12 : Démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe à la délibération n° CR33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération CR n° 01-16 du 21 janvier 2016 :

Dossier code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16011821	Convention « Axe 1 – Programme installation »	CRA	1er janvier 2016
16013204	Convention « Axe 1 »	CA 77	1er janvier 2016
16013206	Convention « Axe 1 »	CA IDF OUEST	1er janvier 2016
16009751	Convention « Axe 2 »	ERE	1er janvier 2016
16009823	Convention « Axe 2»	CA 77	1er janvier 2016
16009830	Convention « Axe 2»	CA IDF OUEST	1er janvier 2016
16013214	Convention « Axe 2 – Volet Plan Bio »	ERE	1er janvier 2016
16013212	Convention « Axe 2 – Volet Plan Bio »	CA 77	1er janvier 2016
16013213	Convention « Axe 2 – Volet Plan Bio »	CA IDF OUEST	1er janvier 2016
16013205	Convention « Axe 3 »	CA 77	1er janvier 2016
16013207	Convention « Axe 3 »	CA IDF OUEST	1er janvier 2016

16005143	Dispositif « DIVAIR »	ASP	1er janvier 2016
16014328	Aide d'Urgence – Complément	CRA	1er juin 2016
16013000	Dispositif « ALIMENTAIR »	SAS BOURGEOIS FRERES	15 juillet 2016
16014226	Dispositif « ALIMENTAIR »	SAS LA GATINERIE	26 juillet 2016
16013150	Pass'Filières « Forêt-Bois »	CNPF	1er janvier 2016
16013152	Pass'Filières « Forêt-Bois »	FRANCILBOIS	1er janvier 2016
16013155	Pass'Filières « Forêt-Bois »	CNDB	1er janvier 2016
16013157	Pass'Filières « Forêt-Bois »	IRBF	1er janvier 2016
16013159	Pass'Filières « Forêt-Bois »	IRBF	1er janvier 2016
16011820	Filières agricoles de proximité	FEDERATION NATIONALE DES CHASSEURS ILE-DE-FRANCE	1er septembre 2016

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-432	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire**
Action	**19300102 - Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles**

Dispositif : N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)

Dossier	16013229 - MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME REGIONAL INSTALLATION TRANSMISSION - 2016			
Bénéficiaire	R15962 - CHAM REG D AGRICULTURE CRA SEINE ET MARNE ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 228,00 €	HT	79,85 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	100 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193001 - 19300102	100 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire**
Action	**19300103 - Soutien aux filières**

Dispositif : N° 00000206 - PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action

Dossier	16013150 - PASS'FILIERE FORET BOIS - ACTIONS 2016			
Bénéficiaire	P0017412 - CNPF CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE FORESTIERE - CRPF D'ILE DE FRANCE CENTRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 000,00 €	HT	26,47 %	22 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-432	Budget	2016

Dossier	16013152 - PASS'FILIERE FORET BOIS - ACTIONS 2016			
Bénéficiaire	R17666 - FCBA INSTITUT TECHNOLOGIQUE (FORET CELLULOSE BOIS)			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 540,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
161 800,00 €	HT	30 %	48 540,00 €	

Dossier	16013155 - PASS'FILIERE FORET BOIS - ACTIONS 2016			
Bénéficiaire	R26266 - CNDB COMITE NATIONAL POUR DEVELOPPENT DU BOIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 000,00 €	HT	30 %	17 700,00 €	

Dossier	16013159 - PASS'FILIERE FORET BOIS - ACTIONS 2016			
Bénéficiaire	R35059 - IRBF IDF INTERPROF BOIS FORET ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 735,50 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
292 785,00 €	HT	22,11 %	64 735,50 €	

Total sur le dispositif N° 00000206 - PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	153 475,50 €

Dispositif : N° 00000220 - PASS Filière - Animation du plan d'action

Dossier	16013157 - PASS'FILIERE FORET BOIS - ANIMATION 2016			
Bénéficiaire	R35059 - IRBF IDF INTERPROF BOIS FORET ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 215,00 €	HT	78,1 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000220 - PASS Filière - Animation du plan d'action	40 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-432	Budget	2016

Dispositif : N° 00000830 - Filières agricoles de proximité

Dossier	16011820 - Valorisation de la viande de gibier des chasseurs d'Ile-de-France			
Bénéficiaire	R30503 - FED NALE CHASSEURS IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	87 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
174 000,00 €	HT	50 %	87 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000830 - Filières agricoles de proximité	87 000,00 €

Dispositif : N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)

Dossier	16013205 - CONVENTION AXE 3 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SEINE ET MARNE			
Bénéficiaire	R12672 - CHAMBRE AGRICULTURE 77			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	97 280,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
194 560,00 €	HT	50 %	97 280,00 €	

Dossier	16013207 - CONVENTION AXE 3 - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST			
Bénéficiaire	R151257 - CHAM INTERD AGRICULT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 800,00 €	HT	50 %	30 400,00 €	

Dossier	16014328 - AIDE D'URGENCE AUX AGRICULTEURS - COMPLEMENT			
Bénéficiaire	R15962 - CHAM REG D AGRICULTURE CRA SEINE ET MARNE ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	HT	100 %	40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-432	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	167 680,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193001 - 19300103	448 155,50 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193001 - Soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'agro-alimentaire**
Action	**19300104 - Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits**

Dispositif : N° 00000890 - DIVAIR

Dossier	16005143 - DIVAIR - Dotation 2016			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	HT	100 %	1 000 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000890 - DIVAIR	1 000 000,00 €

Dispositif : N° 00000891 - ALIMENTAIR

Dossier	16013000 - OUTIL DE RECEPTION ET STOCKAGE DES CEREALES BIO			
Bénéficiaire	P0035082 - SOCIETE BOURGEOIS FRERES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 898,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
478 565,00 €	HT	10,22 %	48 898,00 €	

Dossier	16014226 - Création d'une activité traiteur à base de produits franciliens			
Bénéficiaire	P0035207 - LA GATINERIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 059,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
68 741,00 €	HT	35 %	24 059,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-432	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000891 - ALIMENTAIR	72 957,00 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193001 - 19300104	1 072 957,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193003 - Actions agri-environnementales**
Action	**19300302 - Agriculture et environnement**

Dispositif : N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)

Dossier	16009751 - CONVENTION AXE 2- VOLET ELEVAGE - ETABLISSEMENT REGIONAL DE L'ELEVAGE			
Bénéficiaire	R22666 - ETS REG ELEVAGE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	76 625,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
153 250,00 €	HT	50 %	76 625,00 €	

Dossier	16009823 - CONVENTION "AXE 2" CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SEINE-ET-MARNE			
Bénéficiaire	R12672 - CHAMBRE AGRICULTURE 77			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	154 280,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
308 560,00 €	HT	50 %	154 280,00 €	

Dossier	16009830 - CONVENTION "AXE 2" - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST			
Bénéficiaire	R151257 - CHAM INTERD AGRICULT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	76 760,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
153 520,00 €	HT	50 %	76 760,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-432	Budget	2016

Dossier	16009832 - CONVENTION "DIAGNOSTIC AGRO-ENVIRONNEMENTAUX" - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SEINE-ET-MARNE			
Bénéficiaire	R12672 - CHAMBRE AGRICULTURE 77			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	121 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
152 000,00 €	HT	80 %	121 600,00 €	

Dossier	16009834 - CONVENTION "DIAGNOSTICS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX" - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST			
Bénéficiaire	R151257 - CHAM INTERD AGRICULT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 480,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 600,00 €	HT	80 %	36 480,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	465 745,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193003 - 19300302	465 745,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193003 - Actions agri-environnementales**
Action	**19300303 - Agriculture périurbaine**

Dispositif : N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)

Dossier	16013204 - CONVENTION AXE 1 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SEINE ET MARNE			
Bénéficiaire	R12672 - CHAMBRE AGRICULTURE 77			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 600,00 €	HT	50 %	51 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-432	Budget	2016

Dossier	16013206 - CONVENTION AXE 1 - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST			
Bénéficiaire	R151257 - CHAM INTERD AGRICULT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 460,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
88 920,00 €	HT	50 %	44 460,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	95 760,00 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193003 - 19300303	95 760,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193003 - Actions agri-environnementales**
Action	**19300304 - Agriculture biologique**

Dispositif : N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)

Dossier	16013212 - CONVENTION "AXE 2" VOLET PLAN BIO - PROGRAMME D'ACTIONS 2016 - CA77			
Bénéficiaire	R12672 - CHAMBRE AGRICULTURE 77			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	237 808,20 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
339 726,00 €	HT	70 %	237 808,20 €	

Dossier	16013213 - CONVENTION "AXE 2" VOLET PLAN BIO - PROGRAMME D'ACTIONS 2016 - CAIDF			
Bénéficiaire	R151257 - CHAM INTERD AGRICULT IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	152 880,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
218 400,00 €	HT	70 %	152 880,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-432	Budget	2016

Dossier	16013214 - CONVENTION "AXE 2 VOLET PLAN BIO " PROGRAMME D'ACTIONS 2016 - ERE			
Bénéficiaire	R22666 - ETS REG ELEVAGE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 828,50 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
89 755,00 €	HT	70 %	62 828,50 €	

Total sur le dispositif N° 00000898 - Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	453 516,70 €

Total sur l'imputation 939 - 93 - 193003 - 19300304	453 516,70 €

Chapitre	**909 - Action économique**
Code fonctionnel	**93 - Agriculture, pêche, agro-industrie**
Programme	**193004 - Agriculture et Environnement**
Action	**19300402 - Agriculture et environnement**

Dispositif : N° 00000467 - Investissements productifs à vocation environnementale

Dossier	16012966 - MISE EN OEUVRE DES INVESTISSEMENTS PRODUCTIFS A VOCATION ENVIRONNEMENTALE			
Bénéficiaire	R40958 - ASP AGENCE DE SERVICES ET DE PAIEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	HT	100 %	120 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000467 - Investissements productifs à vocation environnementale	120 000,00 €

Total sur l'imputation 909 - 93 - 193004 - 19300402	120 000,00 €

ANNEXE N° 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013229

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME REGIONAL INSTALLATION TRANSMISSION - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	125 228,00 €	79,85 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300102- Appui à la transmission reprise des exploitations agricoles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM REG D'AGRICULTURE CRA SEINE ET MARNE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D'ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Hervé BILLET, Président

N° SIRET : 18750013700042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur une année civile.

Objectifs :
L'action porte sur l'animation et la mise en œuvre opérationnelle, au titre de l'année 2016, du programme d'action régional en faveur de l'installation transmission, en partenariat avec les Chambres départementales et les Jeunes agriculteurs, ainsi que l'ensemble des opérateurs de l'installation en Ile de France (SAFER, pôle Abiosol, acteurs des filières et des territoires et plus largement l'ensemble des membres du CRIT).

Description :
Le programme d'action se découpe en 6 grands piliers :
1/ Piloter, animer et communiquer sur le programme
Il s'agira notamment de coordonner le programme et de mettre en place un Observatoire de l'installation et de la transmission

2/ Accompagner les transmissions
Information et sensibilisation des cédants, accompagnement des démarches individuelles
3/ Accompagner les reprises et l'installation en agriculture
Informer des démarches en format individuel ou collectif, accompagner et suivre les projets
4/ Promouvoir le métier d'agriculteur et l'installation
Redéfinir une nouvelle stratégie de communication et la mettre en œuvre
5/ Mettre en relation des acteurs de l'installation autour du foncier
Développer et animer une veille foncière citoyenne, mobiliser le foncier disponible et favoriser l'accès au foncier des porteurs de projet
6/ Mettre en œuvre des actions ciblées sur des territoires et des filières fragilisées
Contribuer à la sensibilisation dans le cadre d'animation territoriale et renforcer les actions de transmission reprise dans les filières fragilisées (élevage et agriculture spécialisée)

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coûts internes (chargés)	119 228,00	95,21%
Coûts externes (prestation)	3 000,00	2,40%
Dépenses de communication	3 000,00	2,40%
Total	125 228,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile de France	100 000,00	79,85%
Autofinancement	25 228,00	20,15%
Total	125 228,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	50 000,00 €
2017	50 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ATREA (volet 1) - Appui à la transmission et à la reprise des exploitations agricoles (programme d'information et d'accompagnement)	93 382,03 €
2013	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	3 900,00 €
2013	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la	30 360,00 €

	problématique foncière	
2013	PASS Filière - Aide à l'émergence et au montage	110 000,00 €
2014	ATREA (volet 1) - Appui à la transmission et à la reprise des exploitations agricoles (programme d'information et d'accompagnement)	75 051,80 €
2014	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	6 900,00 €
2014	PASS Filière - Animation du plan d'action	60 000,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	179 268,00 €
2016	Mise en œuvre de la convention « Chambres » (investissement)	800 000,00 €
	Montant total	1 358 861,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013204

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION AXE 1 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SEINE ET MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	102 600,00 €	50,00 %	51 300,00 €
	Montant Total de la subvention		51 300,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300303- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE AGRICULTURE 77
Adresse administrative : 418 RUE ARISTIDE BRIAND
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Thierry BONTOUR, Président

N° SIRET : 18770003400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Objet du projet : un complément au programme d'actions 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Dans l'élaboration des documents d'urbanisme, prise en compte par les collectivités des enjeux de densification et de diminution de la consommation des espaces ouverts (action 1.1)
Préservation de la fonctionnalité des espaces agricoles (action 1.2)
Animer les territoires périurbains pour l'émergence de dynamiques de développement agricole (action 1.3)

Description :
1.1 Promouvoir l'économie de la consommation des espaces agricoles et naturels inscrite dans les enjeux stratégiques du SDRIF

-Sensibiliser et accompagner les collectivités et agriculteurs autour de la préservation des espaces agricoles : suivi des procédures d'élaboration des documents d'urbanisme, formation des agriculteurs, accompagnement sur les autres outils réglementaires (Périmètre de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (PPEANP), Zones Agricoles Protégées (ZAP), collecte des dates d'enquête publique (pour tout projet impactant le foncier agricole)…
- Apporter un éclairage technique sur les dossiers passant en Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPNAF)
- Participation à la refonte du dispositif OCEAN
- Veille réglementaire sur les règlements d'urbanisme et vulgarisation
- Accompagner les maîtres d'ouvrage dans la réalisation de leur projet (route, réseaux, carrières…) pour une meilleure préservation de la fonctionnalité des espaces agricoles et une réduction des impacts sur les espaces agricoles
- Accompagnement/veille sur les actions issues du PREDEC

1.2 Préserver la fonctionnalité des espaces agricoles pour pérenniser les activités agricoles et répondre à la demande sociétale en matière de circuits courts et de cadre de vie

- Accompagner/suivre les diagnostics agricoles de territoire et les projets de développement des collectivités
- Promouvoir l'outil de l'analyse fonctionnelle
- Accompagnement des territoires Leader 2014-2017 (Terres de Brie, PNR du Gâtinais Français et Pacte Sud 77)
- Favoriser l'appropriation du programme LEADER sur les Groupements d'Actions Locales (GAL) (2014-2020) et notamment réaliser des actions inscrites dans les programmes LEADER. Les financements du conseil régional dans le cadre de la convention pourront appeler des cofinancements Feader pour les projets retenus.
- Articulation avec les actions menées dans les PNR

1.3 Soutenir l'agriculture périurbaine et l'adaptation d'un outil agricole bien intégré dans son environnement

-Participer aux réseaux fédérateurs sur la question périurbaine : réseau agriurbain, réseau rural et périurbain…
- Animer les territoires périurbains dans une démarche co-construite et accompagner les agriculteurs

Moyens mis en œuvre :
Chargé de mission urbanisme au pôle espace et aménagement
Chargé de mission foncier au pôle espace et aménagement
Responsable de pôle Espace et Aménagement
Responsable du Pôle Economie et Développement

Intérêt régional :
La préservation des espaces agricoles est un axe majeur de la politique d'aménagement du Conseil Régional. Les Chambres d'Agriculture sont les interlocuteurs privilégiés des acteurs locaux autour de cette problématique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
1.1 - Toutes les collectivités ayant la compétence aménagement et comprenant des espaces agricoles, agriculteurs, RTE, RFF, GRTgaz, Conseils Départementaux, Etat…
1.2 - Collectivités en démarche autour de la question agricole,
1.3 - Collectivités en territoire périurbain – Seine-et-Marne : Sénart, secteur Roissy, Marne-et-Gondoire, Chelles, Marne-et-Chantereine

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	102 600,00	100,00%
Total	102 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	51 300,00	50,00%
Autofinancement	51 300,00	50,00%
Total	102 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 650,00 €
2017	25 650,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Filières agricoles de proximité	37 000,00 €
2013	PARC BIO	169 862,50 €
2013	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	39 300,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	54 000,00 €
2014	PARC BIO	169 862,50 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	446 425,20 €
	Montant total	916 450,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013206

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION AXE 1 - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	88 920,00 €	50,00 %	44 460,00 €
	Montant Total de la subvention		44 460,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300303- Agriculture périurbaine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM INTERD AGRICULT IDF
Adresse administrative : 2 AV JEANNE D'ARC BP 111
78153 LE CHESNAY CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

N° SIRET : 18780005700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Programme d'actions 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Les objectifs du partenariat avec les chambres d'agriculture sont de contribuer à la lutte contre la disparition des espaces agricoles et naturels, en particulier en secteur périurbain, et de favoriser l'installation et la transmission en agriculture.

Cet axe se décline au travers d'actions visant à :
- Sensibiliser les décideurs locaux aux enjeux de préservation des terres agricoles et collecter des données dans ce sens
- former les professionnels aux enjeux de préservation des terres agricoles et mettre à leur disposition des outils
- Préserver les terres agricoles
- Favoriser le renouvellement des actifs agricoles par l'installation et la transmission en agriculture.

Description :

Objectif 1: Promouvoir l'économie de la consommation des espaces agricoles et naturels inscrite dans les enjeux stratégiques du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France

- Faire connaître aux acteurs de l'aménagement les orientations du nouveau SDRIF et la législation en faveur d'une gestion économe des espaces agricoles et naturels et contribuer à leur mise en œuvre (Périmètre Régional d'Intervention Foncière (PRIF), zones agricoles protégées (ZAP), Les Périmètres de Protection des Espaces Agricoles et Naturels Périurbains (PPEANP)

L'Action consiste à sensibiliser les élus, bureaux d'études et APEN aux dispositifs de protection des espaces agricoles (documents d'urbanisme, périmètres de protection, intervention foncière).

- Echanger avec les services de la Région sur les outils d'aménagement du territoire, en particulier sur l'application des orientations du SDRIF dans les documents d'urbanisme locaux

L'Action consiste à organiser avec la région (direction de l'Aménagement, AEV, IAU) des temps d'échange sur la mise en œuvre du SDRIF dans les SCOT et les PLU et faire remonter les difficultés rencontrées sur le terrain.

- Développer le partenariat avec les acteurs publics impliqués dans la gestion des espaces agricoles

L'Action consiste à construire une concertation avec les acteurs publics qui interviennent sur le marché foncier (les Départements, l'AEV et la SAFER) et à accompagner la réflexion sur la refonte du dispositif OCEAN.

- Mobiliser les délégués locaux et les élus de la Chambre d'Agriculture pour suivre l'élaboration des PLU et des SCOT. Renforcer la collaboration des représentants agricoles et associatifs

L'Action consiste à donner aux représentants professionnels des connaissances et des outils pour accomplir leur mission et à coordonner leur action (animation d'un groupe de travail, préparation des Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF), échanges d'informations avec les représentants des associations, actions de formation, rédaction et diffusion de documents de référence, création et animation d'un forum Internet, collecte et diffusion d'une information juridique et documentaire sur les documents d'urbanisme).

Objectif 2 : Préserver les fonctionnalités des espaces agricoles pour pérenniser les activités agricoles

- Contribuer à la préservation de la fonctionnalité « déplacements » dans les documents d'urbanismes et projets d'aménagement

L'Action cible une des dimensions de l'analyse fonctionnelle et consiste à élaborer des schémas de circulation du matériel agricole et à créer une couche SIG dédiée aux sites de collecte et d'approvisionnement des exploitations agricoles franciliennes, générateur d'important flux de circulations agricoles.

- Impliquer les agriculteurs dans l'élaboration des PLU et des SCOT

L'Action consiste à présenter et analyser avec les agriculteurs les projets de PLU et de SCOT arrêtés par les collectivités et à leur mettre à disposition sur Internet un calendrier actualisé en continu des procédures et enquêtes publiques relatives aux documents d'urbanisme.

- Participer aux études et concertations préalables concernant les infrastructures routières ou ferroviaires, ainsi que les différents projets d'aménagement impactant les espaces agricoles

L'Action consiste à accompagner les projets d'infrastructures en cours et à organiser la concertation avec les maîtres d'ouvrage pour que les activités agricoles soient prises en considération.

- Soutenir la lutte contre le mitage et les friches agricoles

L'Action consiste à appuyer la SAFER, les élus locaux, les associations ou les agriculteurs qui se mobilisent pour maintenir l'intégrité des espaces agricoles face à des tentatives de mitages du territoire ou pour reconquérir des espaces agricoles délaissés.

- Surveiller les projets d'installations de stockages de déchets inertes

L'Action consiste à mener une veille sur les projets d'installations de stockage de déchets inertes (ISDI) et, le cas échéant à soutenir des préconisations en lien avec les recommandations du PREDEC.

Objectif 3 : Soutenir l'agriculture périurbaine

- Accompagner le développement agricole des territoires péri-urbains et la mise en œuvre des programmes agri-urbains, en particulier les programmes LEADER
L'Action consiste à accompagner le développement de territoires à enjeux spécifiques, en particulier ceux qui mettent en œuvre un programme de soutien à l'agriculture : plaine de France, plaine de Montesson, vallée de la Seine, plaine de Versailles, plateau de Saclay, PNR, etc.
Elle consiste aussi à organiser des échanges d'expérience avec des porteurs de projets (méthanisation, compostage, pellets, reconversion de friches, de bâtiments…) valorisant la présence de l'agriculture sur le territoire.
- Appuyer et conseiller les agriculteurs porteurs de projets individuels ou collectifs pour favoriser la diversification de l'agriculture francilienne et son adaptation au contexte péri-urbain
L'Action consiste à conseiller des agriculteurs sur l'insertion de leur projet dans un environnement péri-urbain sensible (aspect architectural, insertion paysagère, règles d'urbanisme).

Intérêt régional :
La préservation des espaces agricoles est un axe majeur de la politique d'aménagement du Conseil Régional. Les Chambres d'Agriculture sont les interlocuteurs privilégiés des acteurs locaux autour de cette problématique.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Agriculteurs et responsables professionnels agricoles
Elus et administrations locales
Agences et établissements publics (EPA Plaine de France, EPPS, AEV, SAFER, etc.)
Maîtres d'ouvrage (RTE, SNCF Réseau, GRTgaz, SANEF, etc.)
Associations patrimoniales (APPVPA, Terre et Cité, ADADSA)
Associations de protection de l'environnement

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	88 920,00	100,00%
Total	88 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Île-de-France	44 460,00	50,00%
Autofinancement	44 460,00	50,00%
Total	88 920,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 230,00 €
2017	22 230,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PARC BIO	109 200,00 €
2014	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	80 000,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	32 384,00 €
2014	PARC BIO	109 200,00 €
2014	PASS Filière - Mise en œuvre du plan d'action	29 621,00 €
2015	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	40 038,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	218 860,00 €
2016	PASS Filière - Mise en œuvre du plan d'action	32 166,00 €
	Montant total	651 469,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009751

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION AXE 2- VOLET ELEVAGE - ETABLISSEMENT REGIONAL DE L'ELEVAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	153 250,00 €	50,00 %	76 625,00 €
	Montant Total de la subvention		76 625,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300302- Agriculture et environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS REG ELEVAGE IDF
Adresse administrative : 418 RUE ARISTIDE BRIAND
77350 LE MEE S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC LESTY, Président

Date de publication au JO : 29 septembre 1971

N° SIRET : 30430635000022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Objet du projet : mise en œuvre du volet "Elevage" de la convention avec les Chambres

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile.

Description :

Action 1 : Engagement dans les systèmes de certification HVE (Haute Valeur Environnementale) :
Il s'agit d'une action nouvelle et pionnière. La Maison de l'Elevage souhaite être force de propositions et accompagner les éleveurs qui veulent s'engager dans ce type de démarche.
La Maison de l'Elevage souhaite :

- informer les éleveurs des nouveaux dispositifs agro environnementaux et notamment des 3 niveaux de certification des démarches Hautes Valeurs Environnementales, utiliser ses compétences pour organiser, accompagner l'éleveur dans cette démarche, avant de participer à la certification finale. Cette action sera réalisée en partenariat avec les chambres d'agriculture.

L'objectif pour cette première année est l'accompagnement d'1 à 2 exploitations.

Action 2 : Engagement dans le plan ECOANTIBIO

Cette action est une action en cours. En effet, le plan ECOANTIBIO s'étale sur une période de 6 ans (2012–2017), c'est un plan national visant à réduire l'utilisation des antibiotiques de 25%.

La Maison de l'Elevage s'est depuis le début de ce plan engagée par le biais de ses deux vétérinaires. La lutte contre la surconsommation d'antibiotique fait partie de son éthique et de ses objectifs techniques et économiques. Dans ce cadre, elle :
- s'efforce par des conseils d'adapter au plus juste les prescriptions 'antibiotiques, - propose selon les situations des moyens palliatifs (phytothérapie, vaccination..), la prévention et le suivi sanitaire en amont.
- formera, par une session collective d'une journée, ses "conseillers terrains" à une sensibilisation, afin d'orienter leurs conseils
- organisera une ou deux sessions de formations à l'intention des éleveurs
- diffusera des information à l'ensemble des éleveurs professionnels et des détenteurs particuliers.
L'ensemble des éleveurs de la région est potentiellement concerné par les interventions des vétérinaires.

Action 3 : Développement et maintien des prairies naturelles

Le développement et la préservation des prairies naturelles, tant permanentes que temporaires, fait partie des missions phares de la Maison de l'Elevage, qui souhaite développer cette action en constituant des groupes thématiques.

La cible est l'ensemble des éleveurs bovins, ovins et caprins, ainsi que les professionnels du monde du cheval.
- Les conseils sont réalisés majoritairement par du conseil individualisé. Il s'agit d'aider les éleveurs à conduire leurs pâtures, à choisir les espèces et variétés adaptées à leurs parcelles, à optimiser les rendements fourragers, à préserver le capital prairies, à optimiser les entretiens mécaniques.

Un groupe thématique "herbe" va être constitué, dans le cadre d'une action collective, dans l'objectif :
- d'échanger entre éleveurs,
- d'organiser des formations et des visites.

Les partenaires principaux de cette action sont les parcs régionaux (PNR Vexin, Chevreuse, Gâtinais), les chambres d'agricultures, l'agence de l'eau.

Action 4 : Autonomie alimentaire, préservation du bilan carbone et économie d'énergie

Cette action fait partie des missions de la Maison de l'Elevage, qui s 'attelle depuis plusieurs années, à travailler sur la préservation de l'énergie.
Le rôle de la Maison de l'Elevage est de sensibiliser les éleveurs à utiliser de plus en plus les aliments produits sur l'exploitation (herbe, fourrages et co produits), et de moins en moins d'aliments et de matières premières importés, qui sont à la fois coûteux, consommateurs d'énergie (eau, transport, déforestation) et qui participent à la détérioration du climat. Cette sensibilisation se fait au travers du conseil individuel, par l'étude de rations adaptées, par une analyse technico-économique et par des échanges et du dialogue.
Les principaux éleveurs cibles sont ceux engagés dans les contrôles de performances avec conseil, mais également ceux qui demandent une prestation à la carte dans le cadre d'un conseil en alimentation.

Action 5 : Animation et certification des exploitations dans le dispositif « Chartes des Bonnes Pratiques d'Elevage en élevage Bovin» et « Code Mutuel Caprin".
Ces certifications sont importantes pour les éleveurs. En effet, certains industriels exigent de la part de leur producteur, une certification dans la charte des bonnes pratiques, pour acheter leur production (surtout vrai dans le lait), ou dispense une prime (viande). D'autre part, cet engagement dans cette démarche qualité est exigé pour les demandes régionales d'aides à l'investissement.

Près de 150 exploitations bovines sont engagées dans la certification des chartes des bonnes pratiques et 11 élevages caprins sont au niveau du "code mutuel caprin" (qui est une certification proche de la charte des bonnes pratiques).
6 organismes certificateurs interviennent en Ile de France. La Maison de l'Elevage certifie plus de cent exploitations bovines et 11 exploitations caprines. Elle assure également l'animation globale du dispositif, et joue un rôle de relais avec la coordination nationale. La Maison de l'Elevage assume 50 visites par an, et consacre entre dix et quinze jours de coordination.

Action 6 : Collecte et recyclage des déchets

La collecte des déchets est un enjeu national majeur. La Maison de l'Elevage participe à cet effort collectif, en organisant une grande collecte annuelle, sur l'ensemble de la région des déchets vétérinaires, (déchets coupants et déchets souillés). Il est important de sensibiliser et d'inciter les éleveurs à respecter le stockage des déchets. Près de 90 éleveurs sont ainsi concernés par cette collecte et ont manifesté leur intention d'y participer.
Cette collecte se déroule en mai, en quatre points de collecte sur l'ensemble de la région. D'autre part, la Maison de l'Elevage propose à l'ensemble des éleveurs tout au long de l'année, des containers spécifiques pour le dépôt des différents déchets.
En parallèle de l'organisation de cette collecte, est proposée une collecte des Emballages Vides d'Hygiène de Produits Laitiers (EVHPL).

Action 7 : Amélioration du bien-être animal
.
Les conditions d'hébergement des animaux font partie intégrante des missions de conseil des conseillers de la Maison de l'Elevage. Elles comprennent à la fois l'ambiance des bâtiments d'élevage (conception, ventilation), les systèmes de contention des animaux, la situation sanitaire des cheptels, la santé animale, la conduite alimentaire, l'optimisation des actes réalisés sur les animaux.
L'objectif principal est de limiter l'apparition des phénomènes de stress, et de privilégier une ambiance sanitaire saine.
Ces conseils peuvent être réalisés dans le cadre des contrôles de performances pour l'ensemble des éleveurs ayant souscrit un forfait annuel, et à la carte pour des prestations ponctuelles pour le reste des éleveurs.

Action 8 : Préservation et amélioration de la qualité sanitaire des cheptels

La gestion sanitaire régionale des cheptels de ruminants a été confiée depuis près d'une vingtaine d'année au Groupement de Défense Sanitaire Ile de France (GRDS).
Les exigences des consommateurs, l'orientation à la protection du public, la mondialisation avec les échanges internationaux d'animaux, l'Europe et l'Etat, incitent à davantage de respect sanitaire.
Le GRDS, en dehors des missions déléguées par l'Etat, développe des actions sanitaires auprès des éleveurs par l'incitation à la réalisation d'analyses, par le développement de certification de cheptel afin de garantir auprès des éleveurs et des acheteurs internationaux une qualité d'animaux, ainsi que des garanties sur les produits issus des activités d'élevage.
Face à des exigences de plus en plus importantes, le GRDS développe des actions liées au respect des nouvelles réglementations sanitaires, s'engage dans les différentes certifications qualifiant les cheptels et accompagne les éleveurs tout au long de l'année. Le GRDS a été reconnu, par décret, comme le seul organisme agréé pour l'organisation du sanitaire animal sur la région Ile de France (Organisme à Vocation Sanitaire animal)

Action 9 ; Appui sanitaire à la filière apicole

Avec un enjeu biodiversité important, elle va devoir s'adapter aux évolutions de la demande sanitaire toujours croissante. Historiquement indépendante, ces nouvelles exigences vont entraîner un rapprochement de cette filière vers la Maison de l'Elevage et le GRDS. Ainsi, la Maison de l'Elevage va dans un avenir proche collaborer avec cette filière en mettant à sa disposition un certain nombre de moyens.

Action 10 : Appui à la filière équine
Les actions "conseil et animation" à la filière sont historiques au sein de la Maison de l'Elevage. En effet, cette filière animale présente la caractéristique d'être constamment en développement et occupe une certaine part de l'espace agricole régional. Les professionnels de la filière, que ce soit en élevage, ou dans des activités de pension sont amenés à exprimer des besoins de conseil, tant techniques que juridiques. Cette mission correspond au temps de travail d'un conseiller à temps partiel, qui peut également aservir de référence aux différentes instances régionales.

Moyens mis en œuvre :
Les moyens dédiés aux différentes actions présentées ci dessus englobent les moyens de l'ensemble des structures juridiques dépendantes de la Maison de l'Elevage : l'Etablissement Régional de l'Elevage, le Syndicat Interdépartememental de l'Elevage et le Groupement Régional de Défense Sanitaire.

Ces moyens sont essentiellement des moyens humains, matérialisés par des jours d'actions. En parallèle, les moyens matériels indispensables à l'exercice des missions du personnel de ces structures sont mis en œuvre pour la réalisation de ces actions. Des intervenants extérieurs pourront être sollicités dans le cadre de journées thématiques.

Intérêt régional :
Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France. Mise en oeuvre de la convention-cadre avec les chambres d'agriculture et l'établissement régional de l'élevage.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
70 éleveurs bovins laitiers, 34 éleveurs bovins viande, 11 éleveurs caprins et 11 éleveurs ovins viande sont engagés dans un contrat « forfait annuel », dans le cadre du contrôle de performances avec prestations de conseil.
Les prestations à la carte concernent l'ensemble des producteurs de l'Ile de France, soit 90 éleveurs bovins lait, près de 140 éleveurs bovins viande, 25 éleveurs caprins, 50 éleveurs ovins, ainsi que l'ensemble des professionnels de la filière équine, et les détenteurs de ruche adhérents de l'association régionale sanitaire apicole, la FROSAIF.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges salariales	153 250,00	100,00%
Total	153 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	76 625,00	50,00%
Chambres d'agriculture	13 800,00	9,00%
Conseils départementaux	4 600,00	3,00%
Prestations éleveurs et adhésions	58 225,00	37,99%
Total	153 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	38 312,50 €
2017	38 312,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PARC BIO	58 832,50 €
2014	PARC BIO	46 112,50 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	95 070,00 €
2015	PASS Filière - Animation du plan d'action	120 000,00 €
2015	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	190 800,00 €
	Montant total	498 095,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009823

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION "AXE 2" CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SEINE-ET-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	308 560,00 €	50,00 %	154 280,00 €
	Montant Total de la subvention		154 280,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300302- Agriculture et environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE AGRICULTURE 77
Adresse administrative : 418 RUE ARISTIDE BRIAND
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Thierry BONTOUR, Président

N° SIRET : 18770003400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Convention "Axe 2" chambre d'agriculture de Seine-et-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Mise en œuvre de l'axe 2 de la convention-cadre triennale avec les chambres d'agriculture

Description :
Objectifs à atteindre :
- Diminuer l'impact environnemental de l'agriculture et renforcer la robustesse technico-économique des exploitations agricoles grâce à :
- l'acquisition de références locales, par des expérimentations localisées adaptées au contexte territorial des agriculteurs permettant un conseil technico-économique adapté et de proximité,
- la mutualisation d'expertises,
- la régionalisation de certaines expérimentations afin d'accentuer l'amélioration des connaissances et améliorer le transfert.

- Préserver les ressources naturelles, notamment relatives à l'eau et à la biodiversité
- Mettre en place un plan agricole climat-air-énergie
- Développer des unités de production d'énergie renouvelables

Description du programme :
Le projet intitulé « Accentuer la transition agro-écologique et préserver les ressources naturelles » s'articule autour de trois thématiques :
- La préservation de la ressource en eau
- La préservation de la biodiversité
- La mise en place d'un plan agricole climat-air-énergie

A l'intérieur de ces trois thématiques, différentes actions d'expérimentations, de conseils, d'animations et de formations seront réalisées.

1- La préservation de la ressource en eau

Dans la continuité du précédent programme axé sur la production intégrée des cultures et la mise en place de techniques alternatives aux intrants chimiques ; une capitalisation et une diffusion de ces techniques mais aussi, l'accompagnement de pratiques et de techniques locales innovantes sont prévues. Parmi elles :

1.1 Conseils et acquisition de références sur les systèmes de culture à bas niveaux d'intrants, acquisition de références et communication, mise en place d'expérimentations dédiées - essais avec des itinéraires techniques « Production Intégrée », mise en comparaison de produits de biocontrôle, en partenariat avec notamment les instituts techniques et l'INRA.
- Visite d'essais, tours de plaine, communication des résultats d'expérimentations
- Animation de groupes techniques sur la Production Intégrée
- Evaluation technico-économique et environnementale des systèmes en Production Intégrée

Au-delà des approches à la parcelle, la CA77 et la CAI-Ouest engageront des actions nouvelles, systémiques, permettant de renforcer la transition vers les démarches d'agro-écologie. Elles engageront dans la mesure du possible des démarches territoriales expérimentales en lien avec des collectifs d'agriculteurs. Ces travaux seront réalisés en lien avec les acteurs de la recherche et les instituts techniques et de transfert mais également les PNR, les territoires d'expérimentations en articulation avec les objectifs des chartes de PNR et les GAL (Groupes d'actions locaux) retenus dans le cadre du programme LEADER.

1.2 Accompagnement de pratiques et de techniques locales innovantes, notamment l'expérimentation et le développement des techniques de l'agriculture de conservation.
L'agriculture de conservation est centrée sur le maintien de la qualité des sols selon une démarche qui repose sur trois grands principes : réduction voire abandon du travail du sol, couverture permanente du sol, rotations allongées et diversifiées.
- Acquisition des connaissances et des références sur l'agriculture de conservation, rencontre d'experts, voyages d'études à l'attention des agriculteurs, échanges entre différents systèmes de production présentant des points de convergence avec l'agriculture de conservation, formations
- Expérimentations relatives à l'agriculture de conservation, sur la gestion des adventices et des ravageurs, essais et démonstrations de matériels de semis (semis direct, strip-till, semis à la volée…)
- Analyses technico-économiques et évaluation environnementale

1.3 Accompagnement technique du développement de nouvelles cultures, comme les légumes de plein champ, suivi d'un réseau de parcelles, communication
- Mise en place et suivi d'expérimentations spécifiques en vue d'optimiser les intrants (protection phytosanitaire, fertilisation…)
- Edition d'un conseil sur les besoins en eau spécifique aux cultures légumières

1.4 Développement d'outils d'aide à la décision pour optimiser les intrants, notamment les fertilisants
- Test et évaluation des outils d'aide à la décision pour la gestion des apports azotés en cours de végétation par l'imagerie des drones, formation à l'utilisation des matériels

- Organisation de réunions d'information et de démonstration
- Expérimentations relatives aux outils d'aide à la décision (OAD), à la modulation des doses
- Evaluation technique et économique et évaluation environnementale
- Développement d'un conseil individuel sur la gestion de la fertilisation azotée

1.5 Etude sur les nitrates
Une étude sur les nitrates sera réalisée dans le but d'améliorer la connaissance de la cinétique de l'azote dans les parcelles cultivées, afin de mieux appréhender les risques de transfert dans le milieu, notamment vers les eaux souterraines, et d'adapter au mieux les pratiques de fertilisation azotée.

2- La préservation de la biodiversité
Les actions pourront être conduites en lien avec des acteurs locaux, notamment des associations de protection de la nature, les PNR ou Natureparif.
Ces actions concerneront en particulier, mais sans exclusivité, les territoires où seront développés des programmes agro-environnementaux et climatiques (PAEC), dans le cadre du PDR 2014-2020, ainsi que dans les zones prioritaires du SRCE, notamment sur le territoire du Petit Morin (enjeu Sonneur à ventre jaune) et sur le territoire de Marne et Gondoire.
L'objectif des actions proposées est d'accompagner les agriculteurs à intégrer la biodiversité dans la gestion de leur exploitation afin de la préserver ou de la valoriser.
Réalisation de Diagnostics Biodiversité
Organisation de réunions techniques thématiques dans les exploitations agricoles (témoignage, échanges d'expériences…)
Organisation de formations en lien avec la thématique de la biodiversité dans les exploitations agricoles
Communication, édition de plaquettes ou de notes sur les techniques, d'entretien, de plantation, d'aménagements, diffusion d'information sur les espèces remarquables de la Région
Animation et expérimentation sur des sites ou thématiques spécifiques pour tester et évaluer les aménagements et leur impact sur la production

3- La mise en place d'un plan agricole climat-air-énergie
- Etude sur la consommation énergétique des engins agricoles
- Etude sur l'effet du changement climatique sur les productions agricoles franciliennes
- Etude sur la pollution atmosphérique et l'émission des gaz à effet de serre
- Synthèse bibliographique et échanges avec la communauté scientifique, en partenariat avec AIRPARIF
- Analyse de la réglementation complexe qui intègre différents niveaux (de l'Européen jusqu'au niveau régional) pour une simplification donnant davantage de lisibilité et permettre une meilleure appropriation de ces données par le monde agricole.
- Communication aux agriculteurs des résultats et conclusions relatives aux connaissances et aux éléments de réglementations
- Expérimentations et conseils sur des itinéraires techniques et équipements favorisant le stockage du carbone ou la réduction des émissions de GES

4- Développer des unités de production d'énergie renouvelables :
Méthanisation :
- Veille technologique, sensibilisation, information et promotion,
- visite de sites départementaux (et hors département) pour les agriculteurs et/ou les collectivités du département,
- Accompagnement technique : études d'opportunités des projets, appui à la recherche de financements, études de gisements, plan d'épandages…
Photovoltaïque :
- Accompagnement technique des projets avec visite du site et analyse du projet notamment en lien avec la rénovation du bâti ou la construction, …
- Réalisation d'une étude - point d'étape sur les projets en fonctionnement sur le photovoltaïque
- Elaboration de documents d'aide à la décision pour l'installation de panneaux photovoltaïque, …
- Veille sur les autres projets de développement d'unité d'énergies renouvelables

Objectifs visés ;

La préservation de la ressource en eau
Conseil et acquisition de références sur les systèmes de culture à bas niveau d'intrants : 12 à 15 bulletins par an ; 1100 destinataires des bulletins Info.
Accompagnement de pratiques et de techniques locales innovantes, notamment l'expérimentation et le développement des techniques de l'agriculture de conservation : 1 expérimentation / an ; 2 notes techniques / an ; 30 agriculteurs
Accompagnement technique du développement de nouvelles cultures comme les légumes de plein champ : 10 bulletins techniques édités, 5 tours de plaine
Développement d'outils d'aide à la décision pour optimiser les intrants, notamment les fertilisants : 3 réunions
Etude sur les nitrates : 1 rapport d'étude (sur les 3 ans)

La préservation de la Biodiversité
Réalisation de Diagnostics Biodiversité : 20 diagnostics/an
Organisation de réunions techniques thématiques dans les exploitations agricoles (témoignage, échanges d'expériences…) : 3 réunions/an
Organisation de formations en lien avec la thématique de la biodiversité dans les exploitations agricoles : 3 sessions de formation/an
Communication, édition de plaquettes ou de notes sur les techniques d'entretien, de plantation, d'aménagements : 1 à 2 plaquettes thématiques /an
Diffusion de notes d'information sur les espèces remarquables de la région : 1 à 3 diffusions /an

La mise en place d'un plan agricole climat-air-énergie
Etude sur la consommation énergétique des engins agricoles : 1 rapport d'étude (sur les 3 ans)
Etude sur l'effet du changement climatique sur les productions agricoles franciliennes : 1 rapport d'étude (sur les 3 ans)
Etude sur la pollution atmosphérique et l'émission des gaz à effet de serre : 1 rapport d'étude (sur les 3 ans)
Expérimentations et conseils sur des itinéraires techniques et équipements favorisant le stockage du carbone ou la réduction des émissions de GES (en lien avec l'action 1.2) : 1 expérimentation menée

Développement des énergies renouvelables
5 Unités de méthanisations agricoles en fonctionnement
1 vadémécum du photovoltaïque en Seine-et-Marne

Moyens mis en œuvre :
Thématique 1 : La préservation de la ressource en eau : 241 jours
Thématique 2 : La préservation de la biodiversité : 100 jours
Thématique 3 : La mise en place d'un plan agricole climat-air-énergie : 30 jours
Thématique 4 : Développement des unités de productions d'énergie renouvelables : 35 jours

Intérêt régional :
Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France, SRCE, SRCAE

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Agriculteurs, acteurs territoriaux et techniques, collectivités territoriales

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	308 560,00	100,00%
Total	308 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	154 280,00	50,00%
Autofinancement	154 280,00	50,00%
Total	308 560,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	77 140,00 €
2017	77 140,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Filières agricoles de proximité	37 000,00 €
2013	PARC BIO	169 862,50 €
2013	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	39 300,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	54 000,00 €
2014	PARC BIO	169 862,50 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	446 425,20 €
	Montant total	916 450,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009830

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION "AXE 2" - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	153 520,00 €	50,00 %	76 760,00 €
	Montant Total de la subvention		76 760,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300302- Agriculture et environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM INTERD AGRICULT IDF
Adresse administrative : 2 AV JEANNE D'ARC BP 111
78153 LE CHESNAY CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

N° SIRET : 18780005700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015

Objet du projet : Convention "AXE 2"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile.

Objectifs :
Mise en œuvre de l'axe 2 de la convention-cadre triennale avec les chambres d'agriculture

Description :
Programme "cultures spécialisées"
Les objectifs de développer des produits respectueux de l'environnement sont importants pour les maraîchers.
- Remplacement de techniques de lutte phytosanitaire par des solutions alternatives
Identifier et mettre en place des solutions alternatives dans le but de diminuer les interventions phytosanitaires contre les bio-agresseurs.

- Mettre en place les techniques appropriées de désherbage mécanique dans le but de diminuer l'utilisation des herbicides.

Expérimentations
Essai de microorganismes et biofongicides visant à remplacer ou diminuer les interventions phytosanitaires
Développement du désherbage mécanique grâce à des outils innovants
Etude de solutions nouvelles contre les mouches des légumes

Programme "grandes cultures"
Réduire l'impact de l'activité agricole sur le milieu en diminuant l'emploi des intrants tout en augmentant la performance économique des exploitations agricoles.
Réduction de l'emploi des engrais chimiques tout en préservant le potentiel de rendement.
Réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires.

Objectifs opérationnels
Développer, dans les rotations, des systèmes de culture à fonction agro-écologique : fixation de l'azote atmosphérique ou des nitrates, biodiversité, structure du sol…
Etablir et vulgariser des références systémiques en grandes cultures pour agir sur la réduction d'usage des produits phytosanitaires

Expérimentations
Introduction de système de culture agro-écologique,
établir et vulgariser des références systémiques en grandes cultures pour agir sur la réduction d'usage des produits phytosanitaires et des fertilisants
Assurer le suivi de co-construction et co-décision (agriculteur individuel-conseiller agricole) des stratégies agronomiques dans un objectif de réduction de 50 % de l'usage des produits phytosanitaires (10 exploitations visées, 2 jours par exploitation au total)
Diagnostic des pratiques, puis élaboration d'une stratégie avec l'agriculteur.
Réaliser une évaluation pluri-critères sur les 3 piliers de l'agriculture durable (économique, social, environnemental)

• Développement de l'agriculture de conservation :
- Il est prévu pour la campagne 2015 -2016 une mise en commun partielle et complémentaire de ces essais "agriculture de conservation" avec la chambre d'agriculture de Seine et Marne.
- groupe d'échange avec les agriculteurs : rallye chez des exploitants pratiquant l'agriculture de conservation.
- formation par des intervenants spécialisés.

• Mise en place d'inter-culture agro-écologique :
- réalisation d'essais pluriannuels de couverts végétaux les plus profitables à la production de matières fertilisantes et au développement de la vie microbienne des sols. Présentation des résultats à l'occasion de plates-formes d'essais, une fois par an, en juin pour les 1000 agriculteurs d'Ile de France.
- test de l'introduction de légumineuses dans des rotations qui en sont dépourvues par le biais d'essais. Rédaction de bulletins envoyés à l'ensemble des adhérents

• Poursuite de l'évaluation variétale en blé et orge d'hiver en "itinéraire technique bas intrants", indispensables pour l'élaboration d'un conseil en céréales d'hiver intégré. Tous les ans, la Chambre d'Agriculture d'Ile-de-France teste entre 5 et 10 variétés nouvelles.

• Pulvérisation localisée en herbicides, test et promotion des produits de bio-contrôles, alternatifs aux produits phytosanitaires.

• Innovation Bio controle
- Un produit de substitution fongicide sera testé sur 3 sites d'essais en comparaison de solutions conventionnelles. Plusieurs doses seront testées afin de déterminer l'optimum économique.

Partenaires associés : Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne, Chambre Régionale d'Agriculture, Instituts techniques, etc.

Qualité de l'Air et agriculture
L'agriculture est un secteur à la fois contributeur, mais aussi impacté par la pollution atmosphérique.
- Etude sur la contribution de l'agriculture aux émissions polluantes, communication aux agriculteurs des résultats et conclusions.
- Etude sur l'impact de la qualité de l'air sur les productions agricoles
Partenaires associés : AIRPARIF, Chambre d'agriculture de Seine-et-Marne, INRA, universités, ADEME, etc...

Guide de gestion des effluents d'élevages équins
Rédaction d'un guide de gestion des effluents d'élevage équins : Synthèse réglementaire, aides disponibles, rédaction d'une plaquette de communication, page internet
Diffusion de l'information

Partenaires associés : ERE, section syndicale équine, point info installation, etc.

Objectifs visés :

Programme "cultures spécialisées"

Diminution de l'utilisation des intrants phytopharmaceutiques
- Conseil et acquisition de références sur les systèmes de culture utilisant la protection biologique intégrée : Bulletin d'essai diffusé à 150 maraîchers
- Accompagnement pour le développement des techniques alternatives en production maraîchère : conseils en exploitation, nombre de bulletins de conseils délivrés ; nombre de tours de plaine réalisés, expérimentation mises en place, nombre d'agriculteurs accompagnés.
- Etude sur les activateurs de sols : TEST mis en place chez les producteurs

Diminution de l'utilisation des herbicides par la pratique du binage
- Nombre de matériels achetés (subvention dispositif DIVAIR PRIMVAIR)
- Estimation des surfaces intégrant le binage

Programme "grandes cultures"
Diminution des Intrants et performances économiques
- Introduction de systèmes agro-écologiques : 10 agriculteurs concernés avec diagnostic et évaluation multicritère.
- Développement de l'agriculture de conservation : 5 messageries spécifiques, 1 site d'expérimentation 70 agriculteurs
- Mise en place d'inter-culture agro-écologique : 1 bulletin technique
- Evaluation variétale en agriculture intégrée : 3 essais annuels, 5 messageries "protection intégrée", 1 bulletin d'essai, 3 réunions, 150 agriculteurs
- Pulvérisation localisée des herbicides : 1 essai avec bandes test
- Innovation bio contrôle : 3 essais annuel, 1 bulletin technique, 6 messageries, 10 réunions, 980 agriculteurs.

Guide de gestion des effluents d'élevages équins
Réalisation d'un guide et communication

Moyens mis en œuvre :
Equipe des conseillers du Pôle maraîcher de la Chambre d'Agriculture Ile de France :
2 conseillers et un stagiaire (6 mois Agroparitech)
Equipe des conseillers du Pôle grande culture de la Chambre d'Agriculture Ile de France : 13 conseillers

Les agents du Bureau agronomie-environnement de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture seront chargés des travaux énoncés dans le descriptif des actions.
Le service communication et un géomaticien seront mis à contribution dans le cadre de la communication des réalisations aux agriculteurs ainsi qu'aux partenaires.

Programme « cultures spécialisées » : 60 jours
Programme « grandes cultures » : 120 jours
Qualité de l'air et agriculture : 12 jours
Guide de gestion des effluents d'élevages équins : 10 jours

Intérêt régional :
Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Île-de-France, SRCE, SRCAE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût jours	153 520,00	100,00%
Total	153 520,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	76 760,00	50,00%
Autofinancement	76 760,00	50,00%
Total	153 520,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	38 380,00 €
2017	38 380,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PARC BIO	109 200,00 €
2014	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	80 000,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	32 384,00 €
2014	PARC BIO	109 200,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	29 621,00 €
2015	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	40 038,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	218 860,00 €
2016	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	32 166,00 €
	Montant total	651 469,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009832

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION "DIAGNOSTIC AGRO-ENVIRONNEMENTAUX" - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SEINE-ET-MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	152 000,00 €	80,00 %	121 600,00 €
	Montant Total de la subvention		121 600,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300302- Agriculture et environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE AGRICULTURE 77
Adresse administrative : 418 RUE ARISTIDE BRIAND
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Thierry BONTOUR, Président

N° SIRET : 18770003400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Convention "Diagnostics Agro-Environnementaux"

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mise en oeuvre de l'axe 2 de la convention-cadre triennale avec les Chambres d'Agriculture.

Description :
Réalisation de 100 diagnostics individuels/an auprès des exploitants agricoles :
1. Réalisation sur l'exploitation avec la présence d'un conseiller agricole de la prise d'informations en vue de la réalisation du diagnostic
2. Saisie informatique de l'ensemble des données et production du diagnostic
3. Remise du diagnostic et des pistes d'évolution des pratiques sur l'exploitation par le conseiller expert de la CA77 – échanges techniques

Moyens mis en œuvre :
Conseillers agricoles, chargé de missions de la CA77 ; les moyens sont adaptés en fonction du nombre de diagnostics à réaliser par période d'activité.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel coût jours	152 000,00	100,00%
Total	152 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	121 600,00	80,00%
Autofinancement	30 400,00	20,00%
Total	152 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	60 800,00 €
2017	60 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Filières agricoles de proximité	37 000,00 €
2013	PARC BIO	169 862,50 €
2013	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	39 300,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	54 000,00 €
2014	PARC BIO	169 862,50 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	446 425,20 €
	Montant total	916 450,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009834

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION "DIAGNOSTICS AGRO-ENVIRONNEMENTAUX" - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	45 600,00 €	80,00 %	36 480,00 €
	Montant Total de la subvention		36 480,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300302- Agriculture et environnement

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM INTERD AGRICULT IDF
Adresse administrative : 2 AV JEANNE D'ARC BP 111
78153 LE CHESNAY CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

N° SIRET : 18780005700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Convention "Diagnostics Agro-Environnementaux"

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mise en œuvre de l'axe 2 de la convention-cadre triennale avec les chambres d'agriculture

Description :
Le diagnostic agro-environnemental (DAE)
Le diagnostic agro-environnemental de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture d'Ile de France est un diagnostic proposé aux agriculteurs spécialisés ou des grandes cultures/élevage, dont l'objectif est de faire un état des lieux des différents postes existants sur l'exploitation (le site et le parcellaire) et qui peuvent avoir un impact sur l'environnement.
Le compte-rendu du diagnostic identifie les points faibles à améliorer sur l'exploitation. L'exploitant est ainsi sensibilisé pour une démarche de progrès dans un objectif environnemental.

Ce diagnostic est proposé à tout agriculteur souhaitant prendre connaissance des activités de son exploitation qui ont un impact, positif ou négatif sur l'environnement.
Le diagnostic est également demandé à l'exploitant lorsqu'il fait une demande de subvention (dans le cadre de la mesure 4 du PDR IDF/PCAE).

La mise en œuvre
- Une 1ère phase est dédiée à l'enquête des pratiques de l'exploitant, des installations et matériels existants sur l'exploitation, de même qu'à la typologie globale de l'exploitation (situation de l'exploitation dans le contexte agricole francilien). Les contraintes que peut connaître l'exploitant sont également identifiées (elles peuvent par exemple être inhérentes à la situation géographique de l'exploitation : péri-urbanité). Elles permettent de mieux comprendre les choix pris par l'exploitant et d'envisager les améliorations les plus réalistes possibles.
- La deuxième phase se constitue par la saisie des informations recueillies et leur analyse. Elle débouche sur la rédaction d'un compte-rendu de diagnostic qui met en avant les points forts et ceux à améliorer.
La dernière phase est le rendu à l'exploitant. Cette phase permet la concertation entre le diagnostiqueur et l'exploitant, afin d'échanger sur les constats observés et les améliorations proposées dans le compte-rendu. L'intérêt de cette étape est bien l'échange. Des ajustements peuvent ainsi être réalisés à l'issue de cette phase si l'exploitant juge des améliorations comme étant infaisables. D'autres solutions mieux adaptées sont alors proposées.

Moyens mis en œuvre :
Les conseillers spécialisés de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture d'Ile de France, pour les exploitations spécialisées (pépiniéristes, horticulteurs, arboriculteurs et maraîchers).
Deux chargées d'études en agro-environnement pour les DAE (Diagnostics agro environnementaux) grandes cultures.
Un cartographe pour l'édition de cartes.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Coût jours	45 600,00	100,00%
Total	45 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional Ile-de-France	36 480,00	80,00%
Autofinancement	9 120,00	20,00%
Total	45 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 240,00 €
2017	18 240,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PARC BIO	109 200,00 €
2014	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	80 000,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	32 384,00 €
2014	PARC BIO	109 200,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	29 621,00 €
2015	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	40 038,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	218 860,00 €
2016	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	32 166,00 €
	Montant total	651 469,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013214

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION "AXE 2 VOLET PLAN BIO " PROGRAMME D'ACTIONS 2016 - ERE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	89 755,00 €	70,00 %	62 828,50 €
	Montant Total de la subvention		62 828,50 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300304- Agriculture biologique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS REG ELEVAGE IDF
Adresse administrative : 418 RUE ARISTIDE BRIAND
77350 LE MEE S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MARC LESTY, Président

Date de publication au JO : 29 septembre 1971

N° SIRET : 30430635000022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Programme d'actions 2016 "Axe 2 - Volet Plan Bio"

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Être l'interlocuteur principal des éleveurs convertis et en cours de conversion à l'élevage biologique.
Assurer le maintien de l'élevage en Ile de France en incitant les élevages à une conversion à l'agriculture biologique.
Accompagner les éleveurs à la conversion.
Apporter un encadrement technique aux éleveurs déjà convertis à l'agriculture biologique.
Intégrer de façon systématique un segment « élevage biologique » sur les projets collectifs "élevage" de la région

Description :

Groupe thématique 1 : Territoire et accès au foncier (animation SAFER)

L'ERE n'est pas directement impliquée dans ce groupe. Elle travaille en étroite relation avec les Chambres d'Agriculture qui sont des acteurs essentiels. Elle pourra répondre aux demandes d'information ou de participation émanant de la part des uns ou des autres.

Groupe thématique 2 : Appui technique, expérimentation et recherche (animation Chambres d'agriculture)

L'ERE est l'interlocuteur principal sur les aspects techniques et réglementaires, des éleveurs bio et intervient dans les domaines suivants :

- Technique

Mise en œuvre de diagnostics "prairies". Amélioration de la gestion des prairies

Appui technique pour les éleveurs en conversion à l'agriculture biologique

Appui sanitaire et vétérinaire (phytothérapie)

Développement de conseil spécifique pour les éleveurs bio notamment en matière d'alimentation des animaux

- Développement d'outils d'analyse

Elaboration de fiches technico économiques afin de suivre l'impact de la conversion bio sur le revenu des éleveurs

- Animation des filières de productions

Organisation de visites

Rédaction de documents techniques

- Conseils à l'installation spécifique pour les éleveurs bio
- Formation

Formations spécifiques bio, ou conventionnelles ouvertes au bio, avec des spécificités prévues pour les éleveurs biologiques

- Réglementaire

Conseils et accompagnement dans la mise en place d'ateliers d'élevage, et de transformation.

Groupe thématique 3 : Filières et marchés

Actuellement, il n'existe pas une filière bio élevage indépendante et structurée en Ile de France. Les éleveurs bio sont aujourd'hui intégrés aux circuits et filières de l'élevage classique et bénéficient par conséquent du travail de structuration engagé sur les filières. L'ERE intègre dans ses travaux l'identification et la mise en valeur du segment bio. L'ERE accompagne les éleveurs sur l'ensemble des filières.

- Filière laitière

Veille sur les projets collectifs d'éleveurs ayant pour objectif la transformation et la commercialisation des produits laitiers.

Structuration du segment bio dans la commercialisation des produits.

Accompagnement des éleveurs bios qui travaillent en vente directe et qui transforment à la ferme

Appui vétérinaire renforcé

- Filière viande

Suivi de la mise en place de journées d'abattage traditionnel à l'abattoir de Meaux (77).

Accompagnement des éleveurs bio qui travaillent en vente directe et qui transforment à la ferme.

Accompagnement des éleveurs bio sur les autres formes de commercialisation.

Appui vétérinaire renforcé

- Toutes filières

Accompagnement des éleveurs dans la mise aux normes sanitaires de leurs installations de conditionnement et de transformation.

Conseil techniques et technologiques pour la transformation des produits

Groupe thématique 4 : Accompagnement et formation

L'ERE propose différentes formations à destination des éleveurs de l'ensemble des filières qui, pour la plupart intéressent les éleveurs bio, un volet sur l'agriculture biologique y étant développé.

Certaines formations spécifiques bios sont également mises en place.

Animation "réseau du territoire francilien", assurée par un coordinateur global qui encadre l'ensemble des techniciens assurant l'accompagnement des éleveurs bio, chacun dans leur branche de production
L'ERE a rejoint le pôle régional de compétitivité bio, dont le pilote est la Chambre d'Agriculture de Seine et Marne. Ainsi, il participe au réseau régional, et optimise l'accompagnement de tout porteur de projet

Moyens mis en œuvre :

Groupe thématique 2		
	Lait (bovins, caprins)	0,1 ETP
	Viande (bovins, ovins)	0,05 ETP
	Autres productions (aviculture)	0,1 ETP
Groupe thématique 3		
	Travail sur les filières lait et viande	0,1 ETP
Groupe thématique 4		
	Formation sanitaire, suivi qualité	0,10 ETP
	Accompagnement conversion	0,05 ETP
	Accompagnement sanitaire et vétérinaire	0,15 ETP
	Animation, coordination, réunion et foires	0,10 ETP

Intérêt régional :
La population francilienne (12 millions d'habitants) génère une forte demande en produits issus de l'agriculture biologique. La production et les filières en place, ne permettent pas de répondre à cette demande. Le travail des techniciens et des ingénieurs permet un accompagnement du développement de l'élevage biologique en Ile de France. Il n'est pour l'instant pas réaliste d'évoquer l'existence d'une filière d'élevage biologique en Ile de France à proprement parler, de par le faible nombre d'exploitations engagées. A ce jour, ces dernières doivent pouvoir profiter de la structuration des filières dites "classiques", avec l'aménagement de segments de marchés spécifiques, en attendant de pouvoir réellement mettre en place une future filière régionale d'élevage biologique dans le futur

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Candidats à la conversion : 10 à 15 éleveurs en conversion ou en installation
Suivis techniques divers : 20 à 30 éleveurs
Suivis technico économiques : 5 à 10 éleveurs
Accompagnement filières : 30 éleveurs

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jour)	89 755,00	100,00%
Total	89 755,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	62 828,50	70,00%
Autofinancement	26 926,50	30,00%
Total	89 755,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	31 414,25 €
2017	31 414,25 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PARC BIO	58 832,50 €
2014	PARC BIO	46 112,50 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	95 070,00 €
2015	PASS Filière - Animation du plan d'action	120 000,00 €
2015	PASS Filière - Mise en œuvre du plan d'action	190 800,00 €
	Montant total	498 095,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013212

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION "AXE 2" VOLET PLAN BIO - PROGRAMME D'ACTIONS 2016 - CA77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	339 726,00 €	70,00 %	237 808,20 €
	Montant Total de la subvention		237 808,20 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300304- Agriculture biologique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE AGRICULTURE 77
Adresse administrative : 418 RUE ARISTIDE BRIAND
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Thierry BONTOUR, Président

N° SIRET : 18770003400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
La Chambre départementale d'agriculture du 77 a pour objectifs :
- de permettre une évolution de l'Agriculture Biologique (AB) pour toutes les productions au sein de l'Ile-de-France en atteignant – dans un premier temps – les objectifs régionaux,
- d'informer, promouvoir et accompagner le développement de l'AB et l'appropriation par les agriculteurs de ce mode de production,
- de renforcer l'acquisition de références technico-économiques pour donner des éléments probants pour promouvoir des conversions, notamment en grandes cultures et maraîchage,
- de poursuivre le développement technico-économique et l'accompagnement des agriculteurs en conversion ou déjà installés en AB,
- de coordonner et animer pour les territoires à enjeux comme les AAC (Aires d'alimentation de captages) les actions de promotion, sensibilisation, technico-économiques et débouchés pour le développement de l'AB,
- d'être un acteur majeur du Plan bio et des politiques publiques liées à l'AB, notamment des collectivités régionales et locales.

Description :
Les actions 2016 sont menées en lien avec la mise en œuvre du Plan bio 2014-2020 et s'articulent avec les actions des partenaires mobilisés sur le développement de l'agriculture biologique en Île-de-France discutées au sein de groupes thématiques.

La Chambre départementale d'agriculture du 77 intervient sur les thématiques ci-dessous :

Thématique Territoire et accès au foncier
- expertise pour répondre aux différentes actions du Plan Bio sur ce thème (notamment régionales),
- élaboration des actions pour un accompagnement méthodologique, technique et juridique des collectivités,
- incitation des acteurs de territoires stratégiques sur des zones définies à favoriser le développement de l'AB (notamment aires d'alimentation de captage) ;

Thématique Appui technique, expérimentation et recherche
- organisation des réunions, comptes rendus, coordination des partenaires et développement de partenariats,
- mise en place d'un groupe d'agriculteurs référents "grandes cultures et maraîchage" pour co-conception de programmes techniques,
- état des lieux des expérimentations et des thématiques développées par les partenaires,
- Mise en place d'indicateurs de suivis par rapport aux actions liées au Plan Bio.

Actions spécifiques de la Chambre d'Agriculture 77 sur cette thématique :

Production de références techniques et technico-économiques / expérimentations
- Références techniques :
o fertilisation (outils d'aide à la décision, engrais verts légumineuses)
o cultures (essais variétés, essais en bandes de comportement)
o travail du sol : essais non labour
- Références technico-économiques :
o poursuite de l'observatoire "grandes cultures" et diffusion (à tous les agriculteurs AB, aux agriculteurs ainsi qu'aux partenaires suite à l'extension du nombre d'exploitations suivies)
o poursuite du réseau de fermes de référence (marges brutes, charges de mécanisation, de main d'œuvre, organisation du travail)
- Participation au développement de l'outil PERSYST-AB (outil d'estimation des performances agro économiques de systèmes de cultures, adapté pour l'AB en Île-de-France)

Conseils :
- appui technique et technico-économique aux producteurs en AB et en conversion (conseils individuels et collectifs),
- accompagnement des conversions : prises de contact, simulations technico-économiques, rendus de dossiers individuels à l'agriculteur et accompagnement sur les aides accessibles et disponibles, suivi de la conversion,
- informations et formations sur l'AB.

Animations territoriales :
- animation départementale pour sensibiliser à l'AB,
- animation territoriale sur les territoires prioritaires (AAC, captages SDAGE, zones Natura 2000…),
- organisation de réunions d'information sur l'AB (productions, résultats technico-économiques, filières…) et accompagnement à la conversion,
- développement d'un programme légumes de plein champ,
- accompagnement à la contractualisation des mesures agro-environnementales et PVE.

Transfert techniques entre agriculture conventionnelle et AB :
- appui technique et technico-économique aux producteurs en conventionnel (conseils individuels et collectifs) pour une conversion à l'AB (agriculture biologique),
- conseils matériels alternatifs et références technico-économiques.

Plateforme technique et expérimentale
- Animation d'un groupe de travail
- Etude de zones spécifiques régionales dédiées à l'expérimentation

Thématique Filières et marchés

- Expertise de la Chambre d'Agriculture pour répondre aux différentes actions du Plan Bio sur ce thème,
- Réalisation d'études locales afin d'accompagner les orientations,
- Rencontre et sensibilisation des organismes agricoles des filières en lien avec la production afin de permettre le développement de filières de commercialisation viables et pérennes, notamment pour les grandes cultures, le maraîchage et les cultures peu consommatrices d'intrants,
- Développement de la production au regard des filières existantes ou en cours de création,
- Animation des groupes de producteurs afin de développer la production de légumes de plein champ.

Thématique Accompagnement et formation

- Organisation de réunions, comptes rendus, coordination des partenaires et développement de partenariats,
- Mise en place d'indicateurs de suivis par rapport aux actions liées au Plan Bio,
- Développement d'actions spécifiques liées à la formation, à l'installation, l'enseignement.

Communication transversale aux 4 thématiques :

- Elaboration de documentations technico-économiques relatives à la thématique "Appui technique, expérimentation et recherche" destinées à informer les acteurs intervenant sur les autres thématiques,
- Développement d'une communication régionale suivant un plan validé,
- Mise à disposition des informations sur le site internet de la Chambre d'Agriculture.

Animation transversale du plan bio :
- Coordination, animation, préparation de la communication, réalisation de synthèses (COTECH et COPIL),
- Développement et coordination des actions permettant l'implication des partenaires bénéficiant du plan bio.

Moyens mis en œuvre :
9 agents équipés (informatique, téléphonie, communication, déplacement, support Chambre d'Agriculture 77) :
- 1 coordinateur pour les chambres d'agriculture d'Ile-de-France du pôle agronomie et environnement
- 3 ingénieurs en AB
- 1 conseiller maraîchage
- 1 responsable pôle économie et territoire (filière, circuits courts, produits du terroir, nouvelles filières)
- 1 responsable urbanisme et foncier
- 1 animatrice dossier installation
- 1 animatrice dossier enseignement et formation

Intérêt régional :
Dans un contexte francilien où les demandes, notamment environnementales et alimentaires, apparaissent comme primordiales, la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne développe de nombreuses actions et investit afin :
- de promouvoir le Plan Bio et ses objectifs,
- de réduire l'impact environnemental de l'agriculture,
- de développer l'AB pour toutes les productions,
- de développer des partenariats afin de construire des actions efficientes sur l'Ile-de-France,
- d'accompagner et de créer les références technico-économiques nécessaires aux agriculteurs,
- d'engager des actions territoriales sur des zones à enjeux environnementaux (notamment Eau),
- de développer des circuits de commercialisation courts afin de répondre à la demande régionale et redonnant de la valeur ajoutée aux exploitations engagées

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
- 190 agriculteurs bio ou ayant engagé une conversion
- 15 - 20 agriculteurs candidats à la conversion
- 5 000 agriculteurs conventionnels, GDA, CETA… (information, communication, réunions, observatoires et références technico-économiques)
- Conseil Environnemental 77 (15 organismes)
- Organismes techniques (5) et de recherche (2) pour échanges de données, résultats, méthodologies…
- Porteurs de projets territoriaux, SAGE…
- Collectivités locales, conseils départementaux

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	325 726,00	95,88%
autres frais	14 000,00	4,12%
Total	339 726,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Île-de-France	237 807,20	70,00%
Autofinancement	101 918,80	30,00%
Total	339 726,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	118 904,10 €
2017	118 904,10 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Filières agricoles de proximité	37 000,00 €
2013	PARC BIO	169 862,50 €
2013	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	39 300,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	54 000,00 €
2014	PARC BIO	169 862,50 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	446 425,20 €
	Montant total	916 450,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013213

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION "AXE 2" VOLET PLAN BIO - PROGRAMME D'ACTIONS 2016 - CAIDF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	218 400,00 €	70,00 %	152 880,00 €
	Montant Total de la subvention		152 880,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193003-200
19300304- Agriculture biologique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM INTERD AGRICULT IDF
Adresse administrative : 2 AV JEANNE D'ARC BP 111
78153 LE CHESNAY CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Christophe HILLARET, Président

N° SIRET : 18780005700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Un complément au programme d'actions 2015.

La Chambre interdépartementale d'agriculture Ile-de-France intervient pour :
- informer les agriculteurs sur les opportunités qu'offre l'Agriculture Biologique (AB) en terme de développement économique,
- informer les agriculteurs sur les pratiques de l'AB,
- renforcer les actions d'accompagnement et de suivi à la conversion à l'AB,
- améliorer la technicité des agriculteurs biologiques.

Description :
Les actions 2016 sont menées en lien avec la mise en œuvre du Plan bio 2014-2020 et s'articulent avec les actions des partenaires mobilisés sur le développement de l'agriculture biologique en Île-de-France discutées au sein de groupes thématiques.

La Chambre d'Agriculture Interdépartementale intervient sur les thématiques ci-dessous :

Thématique Territoire et accès au foncier

Intervention au niveau de l'accompagnement méthodologique, technique et juridique des collectivités en apportant les éléments nécessaires à la compréhension de l'intérêt pour les collectivités de mobiliser du foncier au profit de l'AB en particulier.

Concernant Brétigny, pôle maraichage biologique leader en Ile-de-France : la libération de la base de Brétigny par l'armée entraine la disponibilité de 92 ha dont 72ha de surface agricole utile (SAU) qui seront consacrés à la mise en place d'un lotissement agricole en maraichage biologique. L'expérience des lotissements maraicher et horticole de Périgny et Mandres-les-Roses qui datent des années 1970, montre qu'aujourd'hui ce type d'aménagement collectif est un véritable succès grâce à la mutualisation du matériel, des bâtiments et des installations diverses nécessaires à la production, à la transformation et à la commercialisation.

Thématique Appui technique, expérimentation et recherche

• Développement de l'acquisition de références techniques :
- mise en place et suivi des essais variétés (blés, protéagineux) et techniques culturales (fertilisation, …) en grandes cultures,
- mise en place et suivi d'essais variétés (carottes et courges, aubergines et poivrons …), mise en place d'essais d'association de plantes, fertilisation (amendements organiques) et de protection des cultures (produits alternatifs) en production maraîchère,
- réunion du groupe technique maraichage Bio pour définir les expérimentations,
- suivi technique du chanvre sur le PNR du Gâtinais et perspectives en Bio.

• Renforcer les actions de conseil technique
- visites individuelles auprès des producteurs grandes cultures et maraîchage,
- tours de plaine collectifs en grandes cultures,
- messagerie technique (environ 30 messages/an),
- Bulletin d'information technique (guide variétal en maraîchage, "maraîcher bio" …),
- suivi technique de la production de haricots verts bio en légume de plein champ (78),
- réunions, formations.

• Favoriser l'échange et le transfert technique entre producteurs bio et producteurs conventionnels :
- animation de démonstrations de désherbage mécanique,
- réunions et visites d'exploitations communes entre producteurs maraîchers bio et conventionnels.

Thématique Accompagnement et formation :

• Accompagner les projets de conversion et d'installation :
- suivi des projets d'installation en production maraîchère,
- suivi d'un projet de conversion en production fruitière,
- participation au Plan de Professionnalisation Personnalisée (PPP).

Moyens mis en œuvre :
4 agents affectés pour partie de leur temps à l'AB :
- 2 en grandes cultures (appui technique de proximité, expérimentation …) à temps partiel (15 %),
- 1 en cultures maraîchères à temps plein,
- 1 en arboriculture fruitière a temps partiel 5 %.

Participation du bureau expérimentation grandes cultures à la recherche de références (semis, notations, récolte des essais).

Mise à disposition du matériel d'expérimentation par la Chambre d'Agriculture pour le semis et la récolte des essais en grande culture.

Intérêt régional :
L'ensemble de la région Ile-de-France, compte de plus en plus de consommateurs qui souhaitent disposer d'une offre en aliments biologiques frais (légumes, fruits, produits laitiers et carnés, …) plus importante, est concernée.
Les actions de la Chambre interdépartementale sont destinées à répondre à cette demande.
De plus, l'augmentation des surfaces en bio contribuera à atteindre les objectifs d'Ecophyto, de réduction d'utilisation des produits phytosanitaires en Ile-de-France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
10 à 15 candidats à l'installation en maraîchage sur Brétigny, 1 en arboriculture, 1 en élevage dans les Yvelines,
55 producteurs maraîchers à suivre, 3 en arboriculture, 25 producteurs grandes cultures en appui technique (Ile-de-France Ouest).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	218 400,00	100,00%
Total	218 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Île-de-France	152 880,00	70,00%
Autofinancement	65 520,00	30,00%
Total	218 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	76 440,00 €
2017	76 440,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PARC BIO	109 200,00 €
2014	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	80 000,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	32 384,00 €
2014	PARC BIO	109 200,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	29 621,00 €
2015	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	40 038,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	218 860,00 €
2016	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	32 166,00 €
	Montant total	651 469,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013205

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION AXE 3 - CHAMBRE D'AGRICULTURE DE SEINE ET MARNE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	194 560,00 €	50,00 %	97 280,00 €
	Montant Total de la subvention		97 280,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAMBRE AGRICULTURE 77
Adresse administrative : 418 RUE ARISTIDE BRIAND
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Thierry BONTOUR, Président

N° SIRET : 18770003400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015

Objet du projet : Promouvoir le développement et la diversification des filières économiques locales et de l'agriculture durable ».

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Développer des filières agricoles et alimentaires structurées pour ramener de la valeur ajoutée aux exploitations agricoles et afin de répondre à la demande des consommateurs, des Industrie Agroalimentaires (IAA) et des entreprises alimentaires en produits locaux de qualité.
Développer des modes et points de vente de produits à la ferme afin de faciliter l'approvisionnement des franciliens en produits locaux et développer le chiffre d'affaires des exploitations.

Description :

- Incitation au développement de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée sur les exploitations agricoles (diversification vers la transformation fermière, la vente directe, l'accueil …, lien avec les projets d'installation)

Actions de sensibilisation, réunions d'information, communication, production de références technico-économiques

- Etudes complémentaires au projet de plateforme d'approvisionnement de la restauration collective et/ou commerciale en produits agricoles de proximité

Les études complémentaires font suite à la première étude menée de janvier à mai 2016 « Etude de préfiguration d'une plateforme seine-et-marnaise de regroupement, de transformation et de conditionnement des produits agricoles de proximité pour l'approvisionnement de la restauration collective (collège et lycées seine et marnais) ».

Les études complémentaires présentées visent à évaluer le dimensionnement de la plateforme et à préciser les modalités de sa mise en œuvre.

. Etude approfondie de la production agricole de Seine-et-Marne : Les objectifs sont de : définir l'offre agricole actuellement disponible pour fournir le projet de plateforme d'approvisionnement local de la restauration collective et commerciale ; d'évaluer le développement agricole nécessaire pour fournir la plateforme ; de définir le positionnement à adopter pour se positionner par rapport aux autres circuits de commercialisation pratiqués par les agriculteurs et de consolider les données d'entrée sur l'amont agricole à intégrer dans le modèle économique élaboré lors de l'étude de préfiguration.

. Analyse territoriale des Industries Agroalimentaires (IAA) et des outils fermiers de Seine-et-Marne : l'objectif est d'identifier les outils de transformation du territoire francilien pouvant intégrer la plateforme ou effectuer de la prestation de transformation de produits.

. Etude de marché de la restauration commerciale : L'objectif est d'évaluer le marché de la restauration commerciale en vue d'une diversification des débouchés de la plateforme

- Accompagnement de producteurs dans leurs projets de création et développement d'activité de production, de transformation et de commercialisation de produits fermiers.

Actions de conseil, formation, réunions d'information, veille…

- Accompagnement des agriculteurs dans leur projet de création de sites internet de vente en ligne.

Depuis octobre 2012, un modèle de site de e.commerce, Mes produits en ligne® » est développé par l'Assemblée des Chambres d'Agriculture. Cette boutique virtuelle permet au client de passer sa commande en ligne et de venir la chercher chez le producteur à une date et un horaire définis. 5 sites ont été mis en ligne en Seine-et-Marne par des exploitants pionniers dans cette démarche et il s'agira de déployer ce mode de vente.

Actions de promotion, d'animation, de conseil et de formation

- Accompagnement d'un collectif d'exploitants dans le développement d'un Drive Fermier® et la création d'autres Drive Fermier en Seine-et-Marne.

Suite au lancement du premier Drive fermier® qui propose au consommateur un site internet de vente en ligne avec la possibilité de venir retirer ses produits sur un lieu et à un horaire déterminés,, il s'agit à présent de consolider le fonctionnement du Drive et d'en assurer sa pérennité en fidélisant les clients et en captant de nouveaux usagers.

Par la suite, il est envisagé de créer un réseau de Drive Fermier® sur le département afin d'optimiser les circuits de commercialisation et développer l'offre agricole,

Action d'animation des producteurs pour la consolidation économique du drive et le développement des autres projets, communication (relations presse, plaquettes, newsletter…), développement du site internet…

- Suivi des projets d'évolution du carreau des producteurs au MIN de Rungis. La nécessité de redynamiser le carreau des producteurs peut présenter des opportunités en matière de création de sites logistiques pour les projets des producteurs fermiers (base arrière pour le Drive Fermier notamment…)

Actions : participation au comité technique de l'étude sur la définition de la stratégie de valorisation et de

développement du Carreau des producteurs d'Ile de France à Rungis, élaboration de stratégies avec les producteurs…

- Animation du réseau de producteurs Bienvenue à la Ferme®. La mise en place des initiatives collectives présentées plus haut, s'appuie sur des producteurs fédérés au sein d'un réseau. Le réseau, animé par les chambres d'agricultures permet aux producteurs de se connaitre, de partager des valeurs et objectifs communs, éléments indispensables au montage d'un projet collectif.
Développement de l'accueil pédagogique à la ferme (relation avec les académies).
Action de recrutement de nouveaux producteurs, de formation, de professionnalisation du réseau, de promotion des activités des adhérents (foires, salon, guide des adhérents…)

Moyens mis en œuvre :
Agents de la chambre d'Agriculture mobilisés sur ces actions :
- Fatna Khenafou en charge du développement des filières
- Isabelle Chanclud, sur l'accompagnement des projets de diversification des exploitants
- Claire Masson, Animatrice Bienvenue à la ferme, sur l'animation du réseau de producteurs
- Léa Chirac chargée d'étude produits fermiers
- Véronique Vansteene, Responsable du pôle Economie et Développement de la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Exploitants agricoles
Consommateurs
Artisans alimentaires
IAA
Restaurants
Entreprises de la restauration hors domicile (RHD)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	194 560,00	100,00%
Total	194 560,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	97 280,00	50,00%
Autofinancement	97 280,00	50,00%
Total	194 560,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	48 640,00 €
2017	48 640,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Filières agricoles de proximité	37 000,00 €
2013	PARC BIO	169 862,50 €
2013	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	39 300,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	54 000,00 €
2014	PARC BIO	169 862,50 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	446 425,20 €
	Montant total	916 450,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013207

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION AXE 3 - CHAMBRE INTERDEPARTEMENTALE D'AGRICULTURE ILE-DE-FRANCE OUEST

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	60 800,00 €	50,00 %	30 400,00 €
	Montant Total de la subvention		30 400,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM INTERD AGRICULT IDF
Adresse administrative : 2 AV JEANNE D'ARC BP 111
78153 LE CHESNAY CEDEX
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur CHRISTOPHE HILLAIRET, Président

N° SIRET : 18780005700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 du 13/02/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme d'action se déroule sur l'année civile

Objectifs :
Développer des modes et points de vente de produits à la ferme afin de faciliter l'approvisionnement des franciliens en produits locaux et développer le chiffre d'affaires des exploitations

Description :

- Incitation au développement de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutées sur les exploitations agricoles (diversification vers la transformation fermière, la vente directe, l'accueil …, lien avec les projets d'installation)

Actions de sensibilisation, réunions d'information, communication, production de références technico-économiques

- Accompagnement de producteurs dans leurs projets de création et développement d'activité de production, de transformation et de commercialisation de produits fermiers.
Points de ventes collectifs de produits fermiers : Ce débouché très développé en région Rhône Alpes est un atout pour les producteurs franciliens, car il propose une gamme variée de produits. Il est tenu par des agriculteurs, et la marge pratiquée est en moyenne inférieure à d'autres types de magasins.

Actions de conseil, formation, réunions d'informations, d'accompagnements, veille pour d'autres thématiques.
- Accompagnement des agriculteurs dans leur projet de création de sites internet de vente en ligne. Depuis octobre 2012, un modèle de site de e.commerce, Mes produits en ligne® » est développé par l'Assemblée des Chambres d'Agriculture. Cette boutique virtuelle permet au client de passer sa commande en ligne et de venir chercher ses produits chez le producteur à une date et un horaire définis. Trois sites ont été mis en ligne en Seine-et-Marne et deux en Ile de France Ouest par des exploitants pionniers dans cette démarche et il s'agira de déployer ce mode de vente.
Actions de promotion, d'animation, de conseil et de formation

- Accompagnement d'un collectif d'exploitants dans la création d'un Drive Fermier®. Le Drive fermier est un concept développé par les Chambres d'agriculture qui propose au consommateur un site internet de vente en ligne avec la possibilité de venir retirer ses produits sur un lieu et à un horaire déterminés. La charte du Drive Fermier prévoit que le drive propose une gamme complète de produits (fruits/ légumes, produits laitiers, viande, épicerie…). Ces produits sont en majorité des productions fermières locales, mais des produits artisanaux locaux peuvent aussi être acceptés pour compléter la gamme. Un approvisionnement hebdomadaire est organisé dans un ou des lieux fixes. Au moins un producteur, à tour de rôle, est présent le jour de la livraison des commandes afin de garder le lien direct producteur / consommateur. Pour les producteurs, c'est un mode de commercialisation sécurisé et qui permet une gestion du temps optimale.
L'ouverture d'un 1er Drive fermier en Seine-et-Marne et en Ile de France Ouest est un projet phare des Chambres d'Agriculture qui a démarré en 2015. Une trentaine de producteurs sont mobilisés sur ce projet.
Action d'animation des producteurs pour le montage du projet, communication (relations presse, plaquettes, newsletter…), développement du site internet…

- Suivi des projets d'évolution du carreau des producteurs au MIN de Rungis. La nécessité de redynamiser le carreau des producteurs peut présenter des opportunités en matière de création de sites logistiques pour les projets des producteurs fermiers (base arrière pour le Drive Fermier notamment…)
Actions : participation au comité technique de l'étude sur la définition de la stratégie de valorisation et de développement du Carreau des producteurs d'Ile de France à Rungis, élaboration de stratégies avec les producteurs…

- Accompagnement des collectivités territoriales et des producteurs dans l'organisation de Marchés de Producteurs de Pays®. Ces marchés festifs ou liés à des événements regroupent des producteurs fermiers du territoire. Là encore, ceux-ci doivent respecter une charte mise en place par les Chambres d'agricultures qui mettent en avant la relation directe producteurs/consommateur et la production locale. Des artisans alimentaires peuvent également compléter la gamme.
Action de mobilisation des producteurs, d'organisation des marchés, de communication (relations presses, plaquettes…)

- Animation du réseau de producteurs Bienvenue à la Ferme®. La mise en place des initiatives collectives présentées plus haut, s'appuie sur des producteurs fédérés au sein d'un réseau. Le réseau, animé par les chambres d'agriculture permet aux producteurs de se connaitre, de partager des valeurs et objectifs communs, éléments indispensables au montage d'un projet collectif.
Action de recrutement de nouveaux producteurs, de formation, de professionnalisation du réseau, de promotion des activités des adhérents (foires, salon, guide des adhérents…)

Moyens mis en œuvre :
Agents de la chambre d'Agriculture de Seine et Marne mobilisés sur ces actions :
- Isabelle Chanclud, sur l'accompagnement des projets de diversification des exploitants
- François Devilliers, sur la commercialisation des produits fermiers (Drive Fermier, Marchés des producteurs de pays).
- Claire Masson, Animatrice Bienvenue à la ferme, sur l'animation du réseau de producteurs
- Véronique Vansteene, Responsable du pôle Economie et Développement de la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne

Agents de la Chambre Interdépartementale d'Agriculture d'Ile de France mobilisés sur ces actions :
- Françoise Chancel, sur l'accompagnement des projets de diversification, sur la commercialisation des produits fermiers, et sur le développement et l'animation du réseau Bienvenue à la ferme
- Brigitte Poilleux sur le développement du réseau Bienvenue à la Ferme
- Nicolas Lieutenant pour le développement des sites de e-commerce

Intérêt régional :
Cohérence avec la déclinaison régionale du programme alimentaire national, notamment dans le cadre du développement d'une offre alimentaire de qualité et du renforcement du lien entre l'alimentation et le territoire

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Exploitants agricoles
Consommateurs
Artisans alimentaires

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel (coût jours)	60 800,00	100,00%
Total	60 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Île-de-France	30 400,00	50,00%
Autofinancement	30 400,00	50,00%
Total	60 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 200,00 €
2017	15 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PARC BIO	109 200,00 €
2014	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	80 000,00 €
2014	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	32 384,00 €
2014	PARC BIO	109 200,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	29 621,00 €
2015	Expérimentations et montages de projets avec les organismes de développement agricole	40 038,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	218 860,00 €
2016	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	32 166,00 €
	Montant total	651 469,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014328

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE D'URGENCE AUX AGRICULTEURS - COMPLEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	40 000,00 €	100,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHAM REG D AGRICULTURE CRA SEINE ET MARNE ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE D ANJOU 75008 PARIS
Statut Juridique : Organisme Consulaire
Représentant : Monsieur Hervé BILLET, Président

N° SIRET : 18750013700042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)
Rapport Cadre : CR10-15 modifiée du 13/02/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Aide d'urgence suite aux inondations

Objectifs :
Cette action correspond à la mise en oeuvre du plan d'aide d'urgence en faveur de l'agriculture francilienne suite aux inondations de mai et juin 2016.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses relatives à la mise en oeuvre du fonds d'aide d'urgence	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ATREA (volet 1) - Appui à la transmission et à la reprise des exploitations agricoles (programme d'information et d'accompagnement)	93 382,03 €
2013	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	3 900,00 €
2013	Formation et sensibilisation des élus et des associations à la problématique foncière	30 360,00 €
2013	PASS Filière - Aide à l'émergence et au montage	110 000,00 €
2014	ATREA (volet 1) - Appui à la transmission et à la reprise des exploitations agricoles (programme d'information et d'accompagnement)	75 051,80 €
2014	ATREA volet 2 - Appui à la Transmission Reprise des Exploitations Agricoles	6 900,00 €
2014	PASS Filière - Animation du plan d'action	60 000,00 €
2015	Mise en œuvre de la convention "Chambres"	179 268,00 €
2016	Mise en œuvre de la convention « Chambres » (fonctionnement)	200 000,00 €
2016	Mise en œuvre de la convention « Chambres » (investissement)	800 000,00 €
2016	PASS Filière - Animation du plan d'action	50 000,00 €
	Montant total	1 608 861,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013000

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : OUTIL DE RECEPTION ET STOCKAGE DES CEREALES BIO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	478 565,00 €	10,22 %	48 898,00 €
	Montant Total de la subvention		48 898,00 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-200
19300104- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOCIETE BOURGEOIS FRERES
Adresse administrative : IMPASSE DU MOULIN
77510 VERDELOT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Julien BOURGEOIS, Directeur

N° SIRET : 74605008700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date de démarrage est celle de l'accusé/réception du dossier complet.

Objectifs :
La SAS Moulins Bourgeois est une entreprise familiale qui écrase 60 000 tonnes de céréales par an, destinées exclusivement aux artisans boulangers dans un rayon de 300 km autour du moulin et à l'export.
L'entreprise est certifiée ISO 22000 et dispose d'une filière Label rouge.
La mise en place de la filière biologique date de 2007, elle progresse de 20% par an et représente aujourd'hui 3 000 T soit 6,6% du chiffre d'affaire total.
L'objectif du projet est de réaliser des investissements pour accompagner le développement de cette filière.

Description :
Le projet a pour objectif d'augmenter la quantité et la qualité des farines biologiques produites, en améliorant la capacité de réception et de stockage des céréales biologiques, en isolant les farines ayant des caractéristiques différentes, en réalisant des mélanges homogènes, en améliorant les capacités et les vitesses d'ensachage.
L'objectif quantitatif est d'arriver à écraser 6000T de céréales biologiques à l'horizon 2020 et de proposer aux clients des farines biologiques plus spécifiques.

Intérêt régional :
Développement des entreprises de première transformation de produits agricoles en Île-de-France. Mise en oeuvre du Plan Bio Etat-Région 2014-2020.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'une ligne automatique d'ensachage, de pesée et de palettisation	478 565,00	100,00%
Total	478 565,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Conseil Régional	48 898,00	10,22%
Emprunt bancaire	429 667,00	89,78%
Total	478 565,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	48 898,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014226

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CREATION D'UNE ACTIVITE TRAITEUR A BASE DE PRODUITS FRANCILIENS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
ALIMENTAIR	68 741,00 €	35,00 %	24 059,00 €
	Montant Total de la subvention		24 059,00 €

Imputation budgétaire : 909-93-20422-193001-200
19300104- Aide au développement, à la diversification et à la qualité des produits

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA GATINERIE
Adresse administrative : 38 ROUTE DE FONTAINBLEAU
77930 CELY-EN-BIERE
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GUILLAUME GAUTIER, Président

N° SIRET : 82151429600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : ALIMENTAIR
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : De minimis entreprise 1407/2013 (publié au JOUE du 24 décembre 2013)
Relatif à : Aide de minimis général

Date prévisionnelle de début de projet : 26 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 juillet 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date d'éligibilité des dépenses est celle de l'accusé/réception du dossier complet.

Objectifs :
L'entreprise souhaite créer une activité de préparation de repas, livrés à domicile (notamment pour les personnes âgées ou isolées) ou sur les lieux de travail. La particularité consiste en un apprvisionnement local, directement auprès des producteurs de fruits et légumes, produits laitiers et carnés. Le laboratoire disposera d'une légumerie pour nettoyer, désinfecter et éplucher les fruits et légumes. Dans un 2ème temps une activité de conserverie sera mise en place.

Description :
Réalisation de travaux d'aménagement et de rénovation d'un local pour permettre le développement de l'activité traiteur à base de produits franciliens.

Intérêt régional :
Developpement des entreprises de première transformation de produits agricoles en Île-de-France.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement , installation de gros et petits matériels	68 741,00	100,00%
Total	68 741,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention Conseil Régional	24 059,00	35,00%
subvention LEADER GAL Sud 77	6 874,00	10,00%
emprunt/autofinancement	37 808,00	55,00%
Total	68 741,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 059,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013150

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASS'FILIERE FORET BOIS - ACTIONS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	85 000,00 €	26,47 %	22 500,00 €
	Montant Total de la subvention		22 500,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-65738-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNPF CENTRE NATIONAL DE LA PROPRIETE FORESTIERE - CRPF D'ILE DE FRANCE CENTRE
Adresse administrative : 43 RUE DU BOEUF SAINT PATERNE
45000 ORLEANS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Xavier PESME, Directeur

N° SIRET : 18009235500189

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur une année civile.

Objectifs :
Cette action corrspond à la mise en oeuvre, au titre de l'année 2016, de la fiche B1 du PASS'Filière Forêt Bois 2014-2017.

Description :
L'année 2016 correspond à la poursuite de l'animation du programme mis en place en Seine et Marne (territoire Est Fertois) ainsi qu'au lancement d'une deuxième Stratégie Locale de Développement Forestier dans le Val d'Oise.

Intérêt régional :
Accompagnement à la structuration de la filière bois en Île-de-France.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	80 000,00	94,12%
Autre coûts interne (équipement, communication, secrétariat)	5 000,00	5,88%
Total	85 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Conseil Régional	22 500,00	26,47%
Autofinancement	19 500,00	22,94%
FEADER	25 500,00	30,00%
Conseil Départementaux	17 500,00	20,59%
Total	85 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €
2017	12 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Politique énergie climat	14 700,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	2 500,00 €
2014	Politique énergie climat	14 700,00 €
2015	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	22 500,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	9 000,00 €
	Montant total	63 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013157

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASS'FILIERE FORET BOIS - ANIMATION 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Animation du plan d'action	51 215,00 €	78,10 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IRBF IDF INTERPROF BOIS FORET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE DES CHAMPS CORBILLY
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Sébastien MEHA, Président

Date de publication au JO : 20 mai 2012

N° SIRET : 49797619100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PASS Filière - Animation du plan d'action
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur une année civile.

Objectifs :
Cette action correspond à la mise en oeuvre des actions A1 et A2 du PASS'Filières Forêt Bois pour l'année 2016.

Description :
Action A1 - Gouvernance

.Pilotage et suivi du plan d'action
Le pilotage se fait par l'animation du comité de filière réunissant l'ensemble des acteurs de la filière.
.Ateliers thématiques

4 ateliers seront mis en place au cours de l'année 2016 : « Gouvernance», «Mobilisation de la RESSOURCE», «Actions en faveur de la demande», « Compétitivité des entreprises : Innovation – Formation »
Ces ateliers sont un lieu de discussions et d'échanges entre partenaires qui maintiennent leur besoin de préserver les liens établis lors des premiers ateliers réunis lors de la phase de diagnostic. Les ateliers seront également force de proposition, pour reconduire et faire évoluer le programme de chaque action, année après année.
.Coordination Territoriale
Compte-tenu de la nécessité de portage de certaines actions (bois-énergie, bois-construction notamment) au niveau territorial, l'intégration prévue en 2015 au niveau local de la conduite de projets sur l'ensemble des thématiques par des relais territoriaux organisés demeure à engager au regard de la charge que représentent les actions prévues.

Action A2 - structuration de l'interprofession

La structuration et le développement de l'Interprofession se poursuivent depuis l'engagement de cette démarche à la fin de l'année 2013 : nouveau Conseil d'administration désigné ; nouveau président élu. Une réforme des statuts permet désormais l'adhésion directe des acteurs de la filière (et non plus seulement au travers des élus de leurs fédérations professionnelles). Les instances se réunissent désormais en fonction des enjeux, questions et dossiers à traiter au sein de l'interprofessionnelle bois d'Ile-de-France.
Après une première campagne d'adhésions, qui devait assurer l'autofinancement nécessaire à FRANCîLBOIS, une campagne très significativement élargie a été mise en œuvre à compter de la mi-2016.

Les priorités relatives à la structuration et aux missions de l'interprofession bois demeurent :
. Conforter la structuration interne de l'interprofession :
- Assurer conformément aux statuts de l'Interprofession, les réunions de l'Assemblée générale, du Conseil d'Administration, du Bureau ;
- Réalisation et diffusion des documents : rapport moral, rapport d'activité, rapport financier ;
- Mener une campagne d'adhésion auprès des différents acteurs ;
- Se doter de nouveaux outils :
Des moyens humains (et donc financiers) lui permettent d'assurer ses missions de pilotage et de mettre en œuvre des projets. Pour compléter la structure permanente initiale (délégué général), l'embauche d'un ingénieur "construction bois" est réalisée en 2016. Celui-ci est principalement chargé de l'action C1 « Prescription Bois ». L'ingénieure thermicienne (chargée principalement de l'action B2 en faveur de la filière Bois Energie réalisant les missions relatives à l'action B2). Les outils de communication prévus font l'objet d'une refonte en 2016.

.Lui permettre de réaliser ses missions d'Interprofession par :
- la poursuite de l'organisation et du développement des rencontres professionnelles,
- le développement du réseau des maitres d'ouvrage, des maitres d'œuvre et des prescripteurs du Bois dans la Construction bois, en prenant en compte la montée en puissance des projets d'envergure et des réflexions et projets relatifs au Grand Paris.
- le renforcement de la collaboration avec l'ADEME, l'ARENE et l'ensemble des acteurs de la filière Bois Energie.

Intérêt régional :
Accompagnement à la structuration de la filière bois en Île-de-France.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	38 250,00	74,69%
Coûts externes	12 965,00	25,31%
Total	51 215,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Conseil Régional Année 3	40 000,00	78,10%
Autofinancement	11 215,00	21,90%
Total	51 215,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PASS Filière - Aide à l'émergence et au montage	96 000,00 €
2014	PASS Filière - Animation du plan d'action	60 000,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	42 094,00 €
2015	PASS Filière - Animation du plan d'action	110 000,00 €
2015	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	88 967,00 €
	Montant total	397 061,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013159

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASS'FILIERE FORET BOIS - ACTIONS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	292 785,00 €	22,11 %	64 735,50 €
	Montant Total de la subvention		64 735,50 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IRBF IDF INTERPROF BOIS FORET ILE DE FRANCE
Adresse administrative : 19 RUE DES CHAMPS CORBILLY
94700 MAISONS ALFORT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Sébastien MEHA, Président

Date de publication au JO : 20 mai 2012

N° SIRET : 49797619100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur une année civile.

Objectifs :
Cette action correspond à la mise en oeuvre des fiches B2, C1 et D1 du PASS'Filière Forêt Bois au titre de l'année 2016.

Description :
Action B2 (conforter et développer une filière Bois Energie en cohérence avec les enjeux régionaux de développement durable)
- Reconduction de la convention de portage de l'action de la charte entre Francîlbois et le groupement syndical Ile-de-France Bois Bûches
- Mise en ligne et actualisation de l'observatoire de la biomasse

Action C1 (Promouvoir la construction bois en Ile de France)
L'exécution du Pass'Filières en 2016 comprend le renforcement des actions engagées en 2015, notamment :
- l'accompagnement d'un nombre croissant de projets rendus possibles par la finalisation et la signature de la Charte Bois Construction Publique Exemplaire
- la poursuite des animations territoriales (réunions d'information, visites de chantiers, formations, …)
- la co-organisation avec le Comité National pour le Développement du Bois (CNDB) d'un évènement d'une journée autour des Trophées Bois Ile-de-France en septembre 2016
- l'identification et la qualification des projets (une centaine déjà répertoriés)
- Qualifier les ouvrages
- Elaboration d'un document bois local (acteurs, essences, etc.), la préparation d'un catalogue de l'offre avec le CNDB sur les acteurs couvrant l'ensemble de la filière notamment en ce qui concerne la construction et les produits bois
- le référentiel sera intégralement mis en ligne sur le site internet de Francîlbois en fin d'année 2016
- La poursuite de l'animation de la Charte Bois Construction Publique Exemplaire (rédaction, campagne d'adhésion, évènement en lien avec les premières signatures, animation et communication, etc.)
- la création d'une « Cellule Grands Projets/Grand Paris » qui consiste à réunir les différents organismes de la filière bois (CNDB, FCBA, FBR, ADIVBOIS) pour intervenir en prescription sur les grands projets de la région IDF

Action D1 (Redéployer des actions de formation adaptées aux professionnels du bois construction)

Deux nouvelles actions de formation répondant aux enjeux stratégiques identifiés de la filière, sont engagées en 2016 :
•la première dans le cadre du programme PACTE (Programme d'Action pour la qualité de la Construction et la Transition Energétique), qui consiste, pour le FCBA (Institut Technologique Forêt Cellulose Bois-construction Ameublement) et la Fabrique 21, à développer de nouveaux plateaux pédagogiques dédiés à la construction bois et des formations techniques combinant "présentiel" et supports numériques à destination des intervenants sur les chantiers de construction bois.
•la seconde consiste à mettre en place une action de formation à destination de l'encadrement des chantiers (conducteur de travaux, chef d'équipe…) en accord avec la DIRECCTE et Constructys (OPCA des entreprises de construction bois). Cette formation est essentielle au développement et à la montée en compétences des entreprises de la filière et a pour vocation à être intégrée dans un titre professionnel éligible au Compte Personnel de Formation.

Intérêt régional :
Accompagnement à la structuration de la filière bois en Île-de-France.
Cette subvention ne donne pas lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter des stagiaires et alternants. (L'obligation de recruter 3 stagiaires porte sur le volet animation de la convention).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	212 250,00	72,49%
Coûts externes	80 535,00	27,51%
Total	292 785,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Conseil Régional	64 735,50	22,11%
Autofinancement	153 054,23	52,28%
ADEME	49 995,27	17,08%
DRIEA	25 000,00	8,54%
Total	292 785,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	64 735,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	PASS Filière - Aide à l'émergence et au montage	96 000,00 €
2014	PASS Filière - Animation du plan d'action	60 000,00 €
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	42 094,00 €
2015	PASS Filière - Animation du plan d'action	110 000,00 €
2015	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	88 967,00 €
	Montant total	397 061,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013152

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASS'FILIERE FORET BOIS - ACTIONS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	161 800,00 €	30,00 %	48 540,00 €
	Montant Total de la subvention		48 540,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FCBA INSTITUT TECHNOLOGIQUE (FORET CELLULOSE BOIS)
Adresse administrative : 10 RUE GALILEE
77420 CHAMPS SUR MARNE
Statut Juridique : Centre Technique Industriel
Représentant : Monsieur ANDRE RICHTER, MONSIEUR

Objet : Promouvoir le progrès technique, participer à l'amélioration du rendement et à la garantie de la qualité dans l'industrie. Le champ d'action couvre l'ensemble des industries de la forêt, de la pâte à papier, du bois et de l'ameublement : sylviculture, pâte à papier, exploitation forestière, scierie, menuiserie, structure, panneaux dérivés du bois, ameublement, emballage et produits divers.

N° SIRET : 77568090300132

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet se déroule sur une année civile.

Objectifs :
Cette action correspond à la mise en œuvre de la fiche D3 du PASS'Filière Forêt Bois au titre de l'année 2016.

L'objectif du projet est de mettre en place des actions pour faire connaitre et diffuser les résultats :
- des projets de R&D réalisés dans le domaine du bois, notamment par les acteurs régionaux (Ecoles, Universités, Centres Techniques,…),

- des innovations en matière de process et de produits,
- des bonnes pratiques identifiées sur le terrain (projets exemplaires).

Description :
- Réalisation d'une veille sur le thème : « Potentialité de réhabilitation sur la Région ile de France » et poursuite de la préparation et de la diffusion des revues Scoop it.
- Conception et réalisation d'une troisième journée technique sur le Numérique en ameublement et agencement en novembre 2016.
- Accompagnement des projets de démonstrateurs et de l'animation construction bois : Immeubles de grande hauteur, ABER (valorisation du bois dans la réhabilitation) , Epamarne , Charte bois construction publique exemplaire, cellule grands projets grand Paris.
- Living Lab : organisation de visites pour les entreprises, participation au cluster Descartes et promotion du Fab Lab auprès des entreprises.

Intérêt régional :
Accompagnement à la structuration de la filière bois en Île-de-France.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	136 400,00	84,30%
Autres coûts internes (locations de salle, sous traitance, ...)	25 400,00	15,70%
Total	161 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
subvention Conseil Régional	48 540,00	30,00%
autofinancement	35 400,00	21,88%
autres partenaires	77 860,00	48,12%
Total	161 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	48 540,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	12 000,00 €
2015	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	39 240,00 €
	Montant total	51 240,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013155

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PASS'FILIERE FORET BOIS - ACTIONS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	59 000,00 €	30,00 %	17 700,00 €
	Montant Total de la subvention		17 700,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNDB COMITE NATIONAL POUR DEVELOPPENT DU BOIS
Adresse administrative : 10 RUE MERCOEUR
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Christine LE NOUY, Directrice

Date de publication au JO : 22 mars 2014

N° SIRET : 39263205500027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le programme se déroule sur une année civile.

Objectifs :
Cette action s'inscrit dans le cadre de la fiche C3 du PASS'Filière Forêt Bois (Valorisation des projets d'avenir exemplaires en construction bois en Ile de France) au titre de l'année 2016.
Objectifs : Valoriser et faire connaître les opérations en construction et réhabilitation avec le matériau bois, en Île-de-France. Faire savoir le potentiel qu'offre la région pour recevoir des bâtiments bois.

Description :
Clôture des dossiers d'inscription : 25 mars 2016
Réunion sélection jury : mardi 6 avril 2016
– une journée / deux jury : Aménagement Intérieur + le reste

– catégorie et vote spécifique d'une école d'architecture et Lycée technique
Communication des Lauréats / Cérémonie de remise des Trophées Bois : septembre 2016, évènement couplé avec Pass'filière Forêt-Bois IDF.
Journée de visites des opérations lauréates.
Réalisation d'une exposition des lauréats et nominés (un mois entre septembre et octobre à la Maison d'architecture IDF (sous réserve)
Concours d'idées à préparer pour 2017 : écoles d'architecture et écoles d'ingénieur – Lycée technique.

Moyens mis en œuvre :
Organisation et animation par toute l'équipe du Comité National de Développement du Bois (CNDB) sur toute l'année : analyse des dossiers de candidature, composition et mobilisation du jury, cérémonie de remise des Trophées, visites des opérations lauréates et implication des écoles.
Mobilisation des services centre de ressource, service expertise et de communication du CNDB, et de toutes ses relations avec la presse du bâtiment et filière forêt-bois.
Mise au service des mailings et la base de données complète du CNDB.

Intérêt régional :
Accompagnement à la structuration de la filière bois en Île-de-France.
Cette subventon donne lieu à l'engagement du bénéficiare de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	39 000,00	66,10%
Achats externes	20 000,00	33,90%
Total	59 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Conseil Régional	17 700,00	30,00%
Participation France Bois Forêt	15 000,00	25,42%
ADEME	17 700,00	30,00%
Autofinancement	8 600,00	14,58%
Total	59 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	15 000,00 €
2015	PASS Filière - Mise en oeuvre du plan d'action	17 700,00 €
	Montant total	32 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011820

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VALORISATION DE LA VIANDE DE GIBIER DES CHASSEURS D'ILE-DE-FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Filières agricoles de proximité	174 000,00 €	50,00 %	87 000,00 €
	Montant Total de la subvention		87 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-93-6574-193001-200
19300103- Soutien aux filières

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FED NALE CHASSEURS IDF
Adresse administrative : 58 AV DU GENERAL LECLERC
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44011157300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Filières agricoles de proximité
Rapport Cadre : CR77-14 du 21/11/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet doit démarrer au 1er septembre 2016.

Objectifs :
Le projet consiste à mettre en place, en Île-de-France, une filière de valorisation de la venaison des chasseurs franciliens. Avant de collecter, transformer et distribuer de la venaison de petit et grand gibier, une étude de filière est nécessaire.

La viande de gibier est une source de protéine de grande qualité et recherchée, dont la majeure partie provient de pays lointains, alors que la France est le premier pays de chasse en Europe et l'Île-de-France une grande région de chasse. Par ailleurs, de moins en moins de chasseurs traitent eux-mêmes leur venaison, Il y a donc un vrai enjeu à rapprocher l'offre de gibier local à la demande locale.

Actuellement, au plan national et particulièrement en Île-de-France il n'existe pas de service de collecte, de traitement et de valorisation en circuit court de la viande de gibier. Malgré quelques tentatives régionales, la filière traitement et valorisation du gibier de chasse n'est pas organisée ce qui est lourd de conséquences en terme d'image et d'un point de vue économique. Cela va du comportement qui pousse certains chasseurs embarrassés à ne pas accepter de pièce de gibier à celui de l'importation de venaison de l'autre bout du monde pour couvrir une grande partie de la demande intérieure.
Ce projet est porté par la Fédération Régionale des Chasseurs d'Île-de-France et doit servir de modèle pour le reste de la France.
Par ailleurs, ce projet aura pour effet de promouvoir une chasse responsable, de contribuer à une utilisation durable de la nature ordinaire et d'améliorer l'image de la chasse et des chasseurs.

Ce projet revêt deux objectifs complémentaires:
- il met concrètement en œuvre à l'échelle d'une région une démarche de filière venaison de la collecte à la distribution
- il permet de finaliser l'acte de chasse, c'est à dire transformer et valoriser la venaison des chasseurs.

Description :
Phase d'étude de filière de septembre 2016 à février 2017 (6 mois)
Il est attendu de la phase d'étude :
Une étude de la filière venaison en Île-de-France prenant en compte aussi le niveau national
- Flux de gibier entrant par les chasseurs et par les circuits professionnels (volumes et acteurs)
- Identification des acteurs nationaux et régionaux
Identification des points de collectes, d'approvisionnement et de traitement
- Réglementation et aspects sanitaires
Point sur les marques de gibier (préparés, transformés), et leur distribution
Etat de la demande, qualification et quantification des attentes des chasseurs et des consommateurs d'Île-de-France.

Recommandations et préfiguration pour la mise en œuvre d'une filière de valorisation de la venaison en Île-de-Franc

Phase de mise en œuvre opérationnelle de mars 2017 à décembre 2017 (10 mois)
Sur la base des recommandations, il est attendu :
- Le choix d'une ou plusieurs unités de traitement et de transformation
- Le choix du système de distribution et les premières implantations
- L'Etablissement du plan de communication
- Une mise en place de la collecte du gibier.

Moyens mis en œuvre :
Phase d'étude de filière (6 mois)
Cette phase sera conduite par un partenaire spécialisé (cabinet d'étude). Ce travail sera encadré par une cellule de suivie composée du directeur de la FRC Île-de-France, du directeur de la FDC 77, d'un technicien venaison de la Fédération Interdépartementales des Chasseurs d'Île-de-France (FICIF).

Le ou les chargés d'étude bénéficieront du soutien de la FRC Île-de-France (contacts des interlocuteurs chasse, un bureau au siège de la FRC, véhicule…)

Phase de mise en œuvre opérationnelle (10 mois)
Cette phase sera conduite par un chef de projet recruté par la FRC Île-de-France. Ce travail sera encadré par une cellule de suivi.
Le chef de projet bénéficiera du soutient de la FRC Île-de-France (contacts des interlocuteurs chasse, un bureau au siège de la FRC, véhicule…)

Intérêt régional :
Developpement de filières de proximité.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le projet s'attache à développer la filière venaison, gibier d'île-de-France.

Pour la collecte, le territoire concerné est principalement celui de la Région Île-de-France (mais le bassin d'approvisionnement pourra être étendu en fonction des résultats de l'étude)

Pour la transformation et la distribution, le territoire cible est celui de l'Île-de-France.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (coordination phases 1 et 2 et chef de projet phase 2)	76 000,00	43,68%
Frais administratifs	8 000,00	4,60%
Dépenses externes (prestation étude de faisabilité)	75 000,00	43,10%
Frais de communication (phase 2)	15 000,00	8,62%
Total	174 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil Régional	87 000,00	50,00%
Autofinanement	87 000,00	50,00%
Total	174 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €
2017	57 000,00 €

ANNEXE N° 3 A LA DELIBERATION : MODELE-TYPE DE CONVENTION POUR LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION CADRE AVEC LES CHAMBRES D'AGRICULTURE

CONVENTION-TYPE
relative à la mise en œuvre de la convention cadre triennale 2015-2017 avec les Chambres d'agriculture et l'ERE

La REGION ILE DE FRANCE, sise au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n°CP xxx du xxx
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le bénéficiaire
domicilié au « adresse »
représenté par « nom du représentant »
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative au rapport « Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France » ;

La délibération CR 10-15 du 12 février 2015 « Convention cadre triennale avec les Chambres d'agriculture » ;

La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

La volonté de la Région de renforcer le partenariat avec les Chambres d'agriculture et l'Etablissement Régional de l'Elevage afin de soutenir les actions de développement conduites par ces structures dans les 3 domaines suivants :

- Axe 1 : protéger les terres agricoles, mettre en œuvre le schéma directeur de la Région Ile de France et renforcer l'installation

- Axe 2 : Accentuer la transition agro écologique et développer l'agriculture biologique
- Axe 3 : Promouvoir le développement et la diversification des filières économiques locales et l'agriculture durable

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de définir les engagements respectifs de la Région d'Ile-de-France et du *bénéficiaire* pour la mise en œuvre des actions des axes 1, 2 et 3 de la convention cadre triennale.

Par délibération n° XX, la Région d'Ile-de-France décide d'accorder XX subventions au *bénéficiaire*, pour les XX opérations décrites dans les annexes dénommées « fiches projet » correspondant à :

- pour la mise en œuvre de l'Axe 1 :

pour l'opération décrite dans l'annexe dénommée « fiche projet », XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX € dans la limite de XX € ; soit un montant maximum de subvention de **XX €.**

- pour la mise en œuvre de l'Axe 2 (Hors diagnostics agro-environnementaux) :

pour l'opération décrite dans l'annexe dénommée « fiche projet », XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX € dans la limite de XX € ; soit un montant maximum de subvention de **XX €.**

- pour la réalisation des diagnostics agro-environnementaux :

80 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, au titre de la première année de mise en œuvre ; soit un montant maximum de subvention de **XX €.**

- pour la mise en œuvre de l'Axe 3 :

pour l'opération décrite dans l'annexe dénommée « fiche projet », XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX € dans la limite de XX € ; soit un montant maximum de subvention de **XX €.**

Les plans de financement prévisionnels des opérations, précisant les montants HT et TTC, sont détaillés dans les annexes de la présente convention.

Des subventions complémentaires peuvent être attribuées jusqu'en 2017, sous réserve d'une part, du vote des crédits correspondants dans le cadre du budget régional de l'année considérée et d'autre part, de l'attribution des subventions par l'assemblée régionale. L'objet et le montant de ces subventions font l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 - Obligations concernant l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans les annexes dénommées « fiche projet » et dont elle assurera l'animation, la gestion, l'encadrement et le suivi ;
- Fournir un rapport d'activité ainsi qu'au moins un livrable par grand type d'action. La liste des livrables est celle renseignée dans le formulaire de demande d'aide et relative aux indicateurs et modalités de suivi et d'évaluation ;
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ;
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'Alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 – Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur ;
- Appliquer, dans le cas où il y serait soumis, le code des marchés publics ou l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ;
- Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes ;
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées, compte-rendu financier de l'opération…) mentionnés dans l'article 6 de la présente convention ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

- Porter à la connaissance de la Région dans les 3 mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration ;
- Conserver les pièces justificatives de dépenses et les documents comptables pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori ;
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert comptable ;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées ;
  - un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

Dans les cas où l'aide attribuée est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions (hors entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles) au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union Européenne, elle est attribuée dans le cadre du Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides *de minimis*.

Dans les cas où l'aide attribuée susceptible d'affecter les échanges ou de fausser la concurrence, vient bénéficier à des entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles, au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union Européenne, elle est attribuée dans le cadre des Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides *de minimis* et Règlement (UE) n°1408/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture.

Article 2.4– Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien se concrétise, en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication, par la mention « action financée par la Région Ile-de-France », par l'apposition du logotype régional conformément à sa charte graphique et par la référence à la plate-forme téléphonique n° AZUR 0810.18.18.18.

Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région Ile-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région Ile-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région Ile-de-France dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région Ile-de-France aux actions publiques concernées.

En cas de non respect de ces obligations, la Région Ile-de-France se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

Toutes les correspondances adressées aux destinataires de l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région Ile-de-France selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de l'Unité Développement Durable sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3- ENGAGEMENT DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire, tel que précisé à l'article 1er de la présente convention, pour permettre la réalisation du projet intitulé « mise en œuvre de la convention cadre triennale » dont les opérations sont décrites en annexes techniques à la présente convention, sous réserve de l'affectation annuelle des crédits par la Commission permanente du Conseil régional.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié, par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 - Caducité

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 1 an, à compter de l'attribution de la subvention pour présenter une première demande de versement. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

La demande de versement du solde doit être présentée dans un délai maximum de 3 ans, à compter de la date du premier appel de fonds. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc et le bénéfice de la subvention est perdu.
Dans le cas où la demande du premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte

Article 4.2 – Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Art 4.2.1 : Versement d'avances

Le versement d'une avance : si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'une avance sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 40% du montant de subvention. Le versement de cette avance est réalisé sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire,
- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur 1 an à compter de la date de l'appel de fond,
- d'un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

Art 4.2.2 : Versement d'acomptes

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux de la subvention, interviennent sur appel de fonds et au vu d'un document récapitulatif précisant :

- les références, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération,
- le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque appel de fonds est signé par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention, qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le montant total de l'avance et des acomptes sont plafonnés à 80% du montant de la subvention.

Art 4.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4.3 – Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX (date de la CP) ou autre s'il s'agit d'un démarrage anticipé, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.
La période d'éligibilité figure dans la fiche projet (dates prévisionnelles de début et de fin de projet). Ces dates peuvent être modifiées après accord des services instructeurs de la Région.

ARTICLE 5- DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale, ou le cas échéant, des subventions complémentaires. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 – CONTROLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE ET RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de toute ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour un motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir ses obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges qui n'auront pas reçu de résolution amiable seront portés devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 10 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que les annexes dénommées « fiche projet » adoptée en délibération n° CP xxx du xxx.

Fait à Paris
En 2 exemplaires originaux

Le _____

Pour *le bénéficiaire*,
le Président,

Identité

Le _____

Pour la Région d´Ile de France,
la Présidente,

Valérie PECRESSE

ANNEXE N° 4 A LA DELIBERATION : MODELE-TYPE DE CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU DISPOSITIF ALIMENTAIR

CONVENTION-TYPE
relative au financement par la Région Ile de France du projet « intitulé » dans le cadre du dispositif ALIMENTAIR

La REGION D'ILE-DE-FRANCE, sise au 33, rue Barbet de Jouy, 75 007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n°CP xxx du xxx et ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

et

Le bénéficiaire
domicilié au « adresse »
représenté par « nom du représentant »
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional ALIMENTAIR adopté par l'Assemblée Délibérante n° CR 77-14 du 21 novembre 2014. Sa demande a été pré-instruite par le CERVIA Paris Ile de France en vertu de la convention cadre triennale 2015-2017 et retenue par le comité de sélection composé de représentants de la Région et du CERVIA.

VU :

Le Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Le Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis.

La délibération CR 77-14 du 21 novembre 2014 relative au rapport « Stratégie régionale pour une agriculture durable et de proximité en Ile-de-France » et son annexe relative au règlement d'intervention du dispositif ALIMENTAIR ;

La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La Région a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation du projet dont le descriptif figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention d'investissement correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant le montant des postes de dépenses et de recettes est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 - Obligations concernant l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » ;
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ;
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet ;
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

ARTICLE 2.2 : Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 - Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur ;
- Appliquer, dans le cas où il y serait soumis, le code des marchés publics ou l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ;
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (factures acquittées, …);

- Porter à la connaissance de la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement
- Conserver les pièces justificatives de dépenses et les documents comptables pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori ;
- Faciliter tout contrôle par la Région, le CERVIA Paris Ile de France, ou toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds.

Dans les cas où l'aide attribuée est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions (hors entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles) au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union Européenne, elle est attribuée dans le cadre du Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides *de minimis*.

Dans les cas où l'aide attribuée susceptible d'affecter les échanges ou de fausser la concurrence, vient bénéficier à des entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles, au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union Européenne, elle est attribuée dans le cadre des Règlement (UE) n° 1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides *de minimis* et Règlement (UE) n°1408/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture.

Article 2.4 – Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de- France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relatives à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet.

Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Pendant toute la durée des travaux, le maître d'ouvrage doit apposer à la vue du public, un panneau d'information (ou plusieurs suivant la disposition des lieux) facilement lisible, faisant apparaître la mention « travaux réalisés avec le concours financier de la Région Ile-de-France ». Les services concernés de l'Unité Aménagement Durable sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3- ENGAGEMENT DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire, tel que précisé à l'article 1er de la présente convention, pour permettre la réalisation du projet dont les opérations sont décrites en annexe technique à la présente convention, sous réserve de l'affectation annuelle des crédits par la Commission permanente du Conseil régional.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié, par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 - Caducité

- Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

- A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. Si une opération a donné lieu à l'engagement d'une autorisation de programme de projet, celui-ci demeure valable jusqu'à l'achèvement de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 4.2 – Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Art 4.2.1 : Versement d'avances

Le versement d'une avance : si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'une avance sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, dans la limite de 30% du montant de subvention. Le versement de cette avance est réalisé sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire,

- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur 1 an à compter de la date de l'appel de fond,
- d'un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

Art 4.2.2 : Versement d'acomptes

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux de la subvention, interviennent sur appel de fonds et au vu d'un document récapitulatif précisant :

- les références, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération,
- le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque appel de fonds est signé par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention, qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le montant total de l'avance et des acomptes est plafonné à 80% du montant de la subvention.

Art 4.2.3 : Versement du solde

« La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,

- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4.3 – Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX (date de l'accusé réception du dossier complet) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 5- DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 – CONTROLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE ET RESTITUTION DE LA SUBVENTION

« La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour un motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze

jours. Cette décision notifiée par courrier envoyé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal par la Région.
La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir ses obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en toute ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges qui n'auront pas reçu de résolution amiable seront portés devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 10 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée en délibération n° CP XX.

Fait à Paris
En 2 exemplaires originaux

Le _____	Le _____
Pour le bénéficiaire, (nom, qualité du signataire et cachet de l'organisme)	Pour la Région d´Ile de France, La Présidente,
identité	Valérie PECRESSE

ANNEXE N° 5 A LA DELIBERATION : MODELE-TYPE DE CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS DU DISPOSITIF PASS'FILIERE

CONVENTION-TYPE relative à l'action « Intitulé de l'action »
Mise en œuvre dans le cadre du PASS'Filière Intitulé du PASS 2015-2017

La REGION ILE DE FRANCE, sise au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP xxx du xxx
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le bénéficiaire
domicilié au « adresse »
représenté par « nom du représentant »
ci-après dénommé « le bénéficiaire

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La délibération CR 07-13 du 14 février 2013 relative au rapport « Agir en faveur de la structuration des filières agricoles et favoriser une alimentation de qualité et de proximité en Ile-de-France » et son annexe relative au règlement d'intervention du dispositif PASS'Filières;

La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération CP n° xxx du xxx, la Région Ile de France décide d'accorder une subvention à la structure « bénéficiaire », pour l'opération décrite dans l'annexe dénommée « fiche projet », correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, dans la limite de € ; soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 - Obligations concernant l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » et dont elle assurera l'animation, la gestion, l'encadrement et le suivi ;
- Fournir un rapport d'activité
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ;
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet ;
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Article 2.2 - Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

Article 2.3 - Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur ;
- Appliquer, dans le cas où il y serait soumis, le code des marchés publics ou l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics
- Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes ;
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées, compte-rendu financier de l'opération…) mentionnés dans l'article 6 de la présente convention ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement ;
- Porter à la connaissance de la Région dans les 3 mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration ;
- Conserver les pièces justificatives de dépenses et les documents comptables pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori ;
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert comptable ;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées ;

• un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

Dans les cas où l'aide attribuée est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions (hors entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles) au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union Européenne, elle est attribuée dans le cadre du règlement CE n°1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006, concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides minimis.
Dans les cas où l'aide attribuée susceptible d'affecter les échanges ou de fausser la concurrence, vient bénéficier à des entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles, au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union Européenne, elle est attribuée dans le cadre du règlement (CE) n° 1535/2007 de la Commission du 20 décembre 2007 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité CE aux aides *de minimis* dans le secteur de la production de produits agricoles

Article 2.4 – Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien se concrétise, en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication, par la mention « action financée par la Région Ile-de-France », par l'apposition du logotype régional conformément à sa charte graphique et par la référence à la plate-forme téléphonique n° AZUR 0810.18.18.18.
Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région Ile-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région Ile-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région Ile-de-France dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région Ile-de-France aux actions publiques concernées.

En cas de non respect de ces obligations, la Région Ile-de-France se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

Toutes les correspondances adressées aux destinataires de l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région Ile-de-France selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

ARTICLE 3- ENGAGEMENT DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire, tel que précisé à l'article 1er de la présente convention, pour permettre la réalisation du projet dont les opérations sont décrites en annexe technique à la présente convention, sous réserve de l'affectation annuelle des crédits par la Commission permanente du Conseil régional.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié, par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 - Caducité

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 1 an, à compter de l'attribution de la subvention pour présenter une première demande de versement. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

La demande de versement du solde doit être présentée dans un délai maximum de 3 ans, à compter de la date du premier appel de fonds. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc et le bénéfice de la subvention est perdu.
Dans le cas où la demande du premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte

Article 4.2 – Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :
Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Art 4.2.1 : Versement d'avances

Si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'une avance, calculée sur la base des dépenses prévisionnelles, à valoir sur les paiements prévus dans les douze mois, en proportion du taux de la subvention, et à partir de l'attribution de la subvention, d'un montant maximum de 40 % du montant de la subvention et sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire,
- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur 1 an à compter de la date de l'appel de fond,
- d'un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

Art 4.2.2 : Versement d'acomptes

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux de la subvention et dans la limite de 80% du montant de la subvention prévue, interviennent sur appel de fonds et au vu d'un document récapitulatif précisant :

- les références, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération,
- le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque appel de fonds est signé par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention, qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le montant total de l'avance et des acomptes est plafonné à 80% du montant de la subvention.

Art 4.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.
Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Article 4.3 – Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX (date de la CP) ou autre en cas de démarrage anticipé, et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.
La période d'éligibilité figure dans la fiche projet (dates prévisionnelles de début et de fin de projet). Ces dates peuvent être modifiées après accord des services instructeurs de la Région.

ARTICLE 5- DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention régionale, ou le cas échéant, des subventions complémentaires. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 – CONTROLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE ET RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de toute ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.
En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de toute ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions effectuées

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour un motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir ses obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en toute ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges qui n'auront pas reçu de résolution amiable seront portés devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 10 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée en délibération n° CP xxx du xxx.

Fait à Paris

En deux exemplaires originaux

Le _____

Pour le bénéficiaire,
le Président

Identité

Le _____

Pour la Région d´Ile de France,
la Présidente,

Valérie PECRESSE

ANNEXE N° 6 A LA DELIBERATION : MODELE-TYPE DE CONVENTION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DES PROJETS DU DISPOSITIF « FILIERES AGRICOLES DE PROXIMITE »

CONVENTION - TYPE
« SOUTIEN A L'EMERGENCE ET AU DEVELOPPEMENT DES FILIERES AGRICOLES DE PROXIMITE EN ILE DE FRANCE »
relative à la mise en œuvre du projet « Intitulé du projet »

La REGION ILE DE FRANCE, sise au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n° CP xxx du xxx
ci-après dénommée « *la Région* »

d'une part,

Le bénéficiaire
domicilié au « adresse »
représenté par « nom du représentant »
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

La délibération n° CR 07-13 du 14 février 2013 relative au rapport « Agir en faveur de la structuration des filières agricoles et favoriser une alimentation de qualité et de proximité en Ile-de-France » ;

La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

La volonté de la Région d'accompagner le développement des circuits de proximité, notamment par le soutien à des projets répondant aux objectifs et critères du dispositif « Appel à projets pour l'émergence et le développement des filières de proximité dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentaire » rappelés ci-après :
- s'inscrire dans une stratégie d'émergence ou de relocalisation d'une filière agricole francilienne
- être le fruit d'une démarche collective
- avoir une dimension partenariale, associant l'ensemble des acteurs de la filière
- apporter une réponse aux difficultés rencontrées par les filières courtes en lien avec la réduction du nombre d'intermédiaires.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération CP n° xxx du xxx, la Région Ile de France décide d'accorder une subvention à la structure « bénéficiaire », pour l'opération décrite dans l'annexe dénommée « fiche projet », correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, dans la limite de € ; soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

Article 2.1 - Obligations concernant l'opération subventionnée

Le bénéficiaire s'engage à :

- Mettre en œuvre les moyens nécessaires pour permettre la réalisation du projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet » et dont elle assurera l'animation, la gestion, l'encadrement et le suivi ;
- Fournir un rapport d'activité
- Informer la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention ;
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet ;
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires :
  - au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale,
  - au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Article 2.2 - Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

Article 2.3- Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur ;
- Appliquer, dans le cas où il y serait soumis, le code des marchés publics ou l'ordonnance du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics.

- Communiquer à la Région, dans les trois mois, suivant la notification de la présente convention, le nom et les coordonnées de l'expert comptable ou du commissaire au compte chargés de certifier les comptes ;
- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements (rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées, compte-rendu financier de l'opération…) mentionnés dans l'article 6 de la présente convention ;
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement ;
- Porter à la connaissance de la Région dans les 3 mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration ;
- Conserver les pièces justificatives de dépenses et les documents comptables pendant dix ans pour tout contrôle effectué a posteriori ;
- Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention :
  - les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce ou un expert comptable ;
  - le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées ;
  - un compte d'emploi de la subvention allouée par la Région et distinguer, pour ce faire, dans ses écritures, la comptabilité propre à l'opération faisant l'objet de la présente convention.

Dans les cas où l'aide attribuée est susceptible d'affecter les échanges communautaires ou menace de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions (hors entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles) au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union Européenne, elle est attribuée dans le cadre du Règlement (UE) n°1407/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis.

Dans les cas où l'aide attribuée susceptible d'affecter les échanges ou de fausser la concurrence, vient bénéficier à des entreprises actives dans la production primaire de produits agricoles, au sens de l'article 87.1 du traité sur l'Union Européenne, elle est attribuée dans le cadre des Règlements : UE n° 1407/2013 du 18 décembre 2013, relatif aux aides de minimis et Règlement : UE n°1408/2013 du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis dans le secteur de l'agriculture.

Article 2.4 – Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien se concrétise, en première de couverture ou en page de garde de tout support de communication, par la mention « action financée par la Région Ile-de-France », par l'apposition du logotype régional conformément à sa charte graphique et par la référence à la plate-forme téléphonique n° AZUR 0810.18.18.18.

Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région Ile-de-France à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région Ile-de-France ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région Ile-de-France dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région Ile-de-France conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région Ile-de-France aux actions publiques concernées.

En cas de non respect de ces obligations, la Région Ile-de-France se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

Toutes les correspondances adressées aux destinataires de l'opération mentionnent explicitement le soutien de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région Ile-de-France selon les règles définies ci-dessus.

De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de l'Unité Aménagement Durable sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3- ENGAGEMENT DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le bénéficiaire, tel que précisé à l'article 1er de la présente convention, pour permettre la réalisation du projet dont l'opération est décrite en annexe technique à la présente convention, sous réserve de l'affectation annuelle des crédits par la Commission permanente du Conseil régional.

La subvention constitue un plafond. Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution effectivement justifié, par application du taux de subvention indiqué ci-dessus.

ARTICLE 4 – DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 - Caducité

Le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 1 an, à compter de l'attribution de la subvention pour présenter une première demande d'acompte. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu en application du règlement budgétaire et financier de la Région.

La demande de versement du solde doit être présentée dans un délai maximum de 3 ans, à compter de la date du premier appel de fonds. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc et le bénéfice de la subvention est perdu.
Dans le cas où la demande du premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 4.2 – Modalités de versement

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Art 4.2.1 : Versement d'avances

Le versement d'une avance : si le bénéficiaire justifie ne pas disposer de trésorerie, il peut bénéficier d'une avance, calculée sur la base des dépenses prévisionnelles, à valoir sur les paiements prévus dans les douze mois, en proportion du taux de la subvention, et à partir de l'attribution de la subvention, d'un montant maximum de 40 % du montant de la subvention et sur présentation :

- d'un appel de fonds signé par le représentant habilité du bénéficiaire,
- d'un plan de trésorerie de la structure porteuse démontrant son besoin d'avance, sur 1 an à compter de la date de l'appel de fond,
- d'un plan de dépenses prévisionnelles, spécifiquement sur le projet financé.

Ces plans sont signés par le représentant habilité de la structure porteuse.

Art 4.2.2 : Versement d'acomptes

Les versements d'acomptes, à valoir sur les paiements déjà effectués par le bénéficiaire, calculés en fonction du taux de la subvention et dans la limite de 80% du montant de la subvention prévue, interviennent sur appel de fonds et au vu d'un document récapitulatif précisant :

- les références, montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération,
- le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque appel de fonds est signé par le représentant habilité de l'organisme bénéficiaire de la subvention, qui certifiera la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Le montant total de l'avance et des acomptes est plafonné à 80% du montant de la subvention.

Art 4.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.
Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de

la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Article 4.3 – Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX (date de la CP) (ou autre en cas de démarrage anticipé) et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

La période d'éligibilité figure dans la fiche projet (dates prévisionnelles de début et de fin de projet). Ces dates peuvent être modifiées après accord des services instructeurs de la Région.

ARTICLE 5- DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention. Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut, par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4.1 de la présente convention.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

ARTICLE 7 – CONTROLE DE L'UTILISATION DE L'AIDE ET RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de toute ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de toute ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

En outre, la Région se réserve le droit d'exiger le remboursement de toute ou partie des sommes versées au regard de la qualité des actions effectuées

ARTICLE 8 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour un motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre, prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir ses obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en toute ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges qui n'auront pas reçu de résolution amiable seront déférés au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 10 – PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite ainsi que l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée en délibération n° CP xx du xx.

Fait à Paris

En deux exemplaires originaux

Le _____

Pour le Bénéficiaire,
le Président

identité

Le _____

Pour la Région d'Ile de France,
la Présidente,

Valérie PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-447

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Fonds d'urgence à destination des communes franciliennes et de leurs groupements touchés par les inondations de fin mai début juin 2016
Première affectation 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier;

VU La délibération n°CR153-16 du 16 juin 2016 relative au fonds d'urgence à destination des communes franciliennes et de leurs groupements touchés par les inondations de fin mai début juin 2016

VU La délibération n°CP16-184 du 18 mai 2016 relative aux affectations pour la mise en œuvre de la politique contractuelle en faveur des territoires ruraux – Première affectation 2016

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016

VU Le rapport CP 16-447 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission finances

VU L'avis de la commission environnement et aménagement du territoire

VU L'avis de la commission ruralité et agriculture

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016 » au financement des opérations, telles que détaillées en annexe 2 à la présente délibération, et dont le montant maximum prévisionnel est déterminé par application du pourcentage de participation régionale à la base subventionnable des projets.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de **376 087,20 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », programme HP53-001 (153001) « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action 15300103 « Fonds d'Intervention, aménagement et équipement rural », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la délibération.

Total			376 087,20
Seine-et-Marne (77)			59 145,28
	COMMUNE DE CELY		2 569,00
		REFECTION DE LA ROUTE DE PERTHES - CELY-EN-BRIE 04/07/2016	2 569,00

	COMMUNE DE NEMOURS		49 000,00
		MISE EN SECURITE ELECTRIQUE DE L'HOTEL DE VILLE - NEMOURS 18/07/2016	4 495,40
		REFECTION DE VOIRIE - NEMOURS 19/07/2016	44 504,60
	COMMUNE DE VAUX LE PENIL		4 006,28
		ACQUISITION DE MATERIEL INONDATIONS - VAUX LE PENIL 04/07/2016	4 006,28
	COMMUNE DE VOULANGIS		3 570,00
		REMISE EN ETAT CHEMIN VERT - TRAVAUX DE VOIRIE A VOULANGIS	3 570,00
Yvelines (78)			243 930,47
	COMMUNE DE BEYNES		13 758,50
		MISE EN SECURITE ELECTRIQUE MAIRIE ET BATIMENTS COMMUNAUX - BEYNES 26/07/2016	927,50
		REMPLACEMENT D'UNE ARMOIRE ELECTRIQUE - BEYNES 26/07/2016	5 432,00
		MISE EN SECURITE DU MATERIEL CINEMATOGRAPHIQUE - BEYNES 26/07/2016	4 249,00
		ACHAT DE BARRIERES SECURISATION DU CHATEAU - BEYNES 26/07/2016	3 150,00
	COMMUNE DE CHEVREUSE		48 750,37
		REPRISE DES BERGES SUR L'YVETTE- CHEVREUSE 30/06/2016	14 377,36
		REPOSE DE LA PASSERELLE SUR L'YVETTE - CHEVREUSE 30/06/2016	16 250,08
		REPRISE ALLEE DU PARC DES SPORTS- CHEVREUSE 30/06/2016	18 122,93
	COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM		19 466,92
		REPRISE DU TALUS ROUTE DE L'YVETTE SUITE AUX RUISSELLEMENTS EXCEPTIONNELS - LEVIS SAINT NOM 29/06/2016	3 713,46
		TRAVAUX SUITE AU DEBORDEMENT DE L'ETANG- LEVIS SAINT NOM 29/06/2016	11 004,49
		CURAGE ET INSPECTION RESEAU EP SUITE AUX INONDATIONS - LEVIS SAINT NOM 29/06/2016	4 748,97
	COMMUNE DE MESNIL LE ROI		2 396,09
		ACHAT DE MOTOPOMPE ET ACCESSOIRES - LE MESNIL LE ROI	1 235,62
		ACHAT DE MATERIAUX - LE MESNIL LE ROI	1 160,47
	COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE		49 000,00
		CURAGE DE CANALISATION - RAIZEUX 01/07/2016	11 200,00
		RENFORCEMENT DE LA BERGE - RAIZEUX 01/07/2016	12 057,04
		REFECTION DE VOIRIE - RAIZEUX 01/07/2016	25 742,96
	COMMUNE DE SAINT FORGET		7 090,02
		REPRISES D'ACCOTEMENT ET DE PARKING - SAINT FORGET 08/07/2016	7 090,02
	COMMUNE DE SAINT HILARION		17 004,70
		RESTAURATION DE LA ROUTE DE L'ETANG - SAINT HILARION 21/07/2016	1 409,72
		RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DE FOSSEUIL- SAINT HILARION 21/07/2016	2 376,39
		RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DES ROCHES TOURNANTES - SAINT HILARION 21/07/2016	13 218,59
	COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS		49 000,00
		TRAVAUX DE REHABILITATION DE CLASSES PRIMAIRE - SAINT LAMBERT DES BOIS 12/07/2016	41 912,85
		RECONSTRUCTION DES PONTS DU RHODON ET DU HAMEAU DE VAUMURIER - SAINT LAMBERT DES BOIS 12/07/2016	7 087,15
	COMMUNE DE VILLIERS SAINT FREDERIC		31 218,34
		ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE HONDA- VILLIERS SAINT FREDERIC 19/07/2016	316,84
		RECONSTRUCTION DU PONT DE CRESSAY - VILLIERS SAINT FREDERIC 19/07/2016	30 901,50

	COMMUNE D'ORGEVAL		2 226,83
		ACHAT MULTIPOMPE POUR VIDE CAVE - ORGEVAL	119,42
		TRAVAUX DE DEPLACEMENT BAIE INFORMATIQUE - ORGEVAL	2 107,41
	MAIRIE DE VAUX SUR SEINE		4 018,70
		POSE DE CANIVEAUX GRILLE ET RACCORDEMENT SUR RESEAUX - CHEMIN DES PLATRIERES A VAUX SUR SEINE	4 018,70
Essonne (91)			24 011,45
	COMMUNE DE CHAMPLAN		21 315,99
		CURAGE DE LA MARE DU PARC GRAVELIN - CHAMPLAN 25/07/2016	6 286,32
		RENOVATION DU MUR DU PARC GRAVELIN - CHAMPLAN 25/07/2016	15 029,67
	COMMUNE DE PALAISEAU		2 695,46
		ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DES INONDATIONS - PALAISEAU 26/07/2016	2 695,46
Val-de-Marne (94)			49 000,00
	COMMUNE DE SUCY EN BRIE		49 000,00
		REMISE EN ETAT DU SOL DU GYMNASE MONTALEAU- SUCY EN BRIE 13/07/2016	49 000,00

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe à la délibération n°CR33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

dpt	Bénéficiaire	Dossier - Code	Dossier	Date prévisionnelle de démarrage
77	COMMUNE DE CELY	EX013773	REFECTION DE LA ROUTE DE PERTHES - CELY-EN-BRIE 04/07/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE NEMOURS	EX013949	MISE EN SECURITE ELECTRIQUE DE L'HOTEL DE VILLE - NEMOURS 18/07/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE NEMOURS	EX013959	REFECTION DE VOIRIE - NEMOURS 19/07/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE VAUX LE PENIL	EX013783	ACQUISITION DE MATERIEL INONDATIONS - VAUX LE PENIL 04/07/2016	26/05/2016
77	COMMUNE DE VOULANGIS	EX013919	REMISE EN ETAT CHEMIN VERT - TRAVAUX DE VOIRIE A VOULANGIS	26/05/2016
78	COMMUNE DE BEYNES	EX014083	ACHAT DE BARRIERES SECURISATION DU CHATEAU - BEYNES 26/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE BEYNES	16014290	MISE EN SECURITE ELECTRIQUE MAIRIE ET BATIMENTS COMMUNAUX - BEYNES 26/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE BEYNES	16014291	REMPLACEMENT D'UNE ARMOIRE ELECTRIQUE - BEYNES 26/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE BEYNES	16014301	MISE EN SECURITE DU MATERIEL CINEMATOGRAPHIQUE - BEYNES 26/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE CHEVREUSE	EX013736	REPRISE ALLEE DU PARC DES SPORTS-CHEVREUSE 30/06/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE CHEVREUSE	16014260	REPRISE DES BERGES SUR L'YVETTE-CHEVREUSE 30/06/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE CHEVREUSE	16014261	REPOSE DE LA PASSERELLE SUR L'YVETTE - CHEVREUSE 30/06/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM	EX013686	CURAGE ET INSPECTION RESEAU EP SUITE AUX INONDATIONS - LEVIS SAINT NOM 29/06/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM	16014230	REPRISE DU TALUS ROUTE DE L'YVETTE SUITE AUX RUISSELLEMENTS EXCEPTIONNELS - LEVIS SAINT NOM 29/06/2016	26/05/2016

78	COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM	16014231	TRAVAUX SUITE AU DEBORDEMENT DE L'ETANG- LEVIS SAINT NOM 29/06/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE MESNIL LE ROI	EX013893	ACHAT DE MATERIAUX - LE MESNIL LE ROI	26/05/2016
78	COMMUNE DE MESNIL LE ROI	16014244	ACHAT DE MOTOPOMPE ET ACCESSOIRES - LE MESNIL LE ROI	26/05/2016
78	COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE	EX013759	REFECTION DE VOIRIE - RAIZEUX 01/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE	16014274	CURAGE DE CANALISATION - RAIZEUX 01/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE	16014275	RENFORCEMENT DE LA BERGE - RAIZEUX 01/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE SAINT FORGET	EX013856	REPRISES D'ACCOTEMENT ET DE PARKING - SAINT FORGET 08/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE SAINT HILARION	EX014017	RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DES ROCHES TOURNANTES - SAINT HILARION 21/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE SAINT HILARION	16014227	RESTAURATION DE LA ROUTE DE L'ETANG - SAINT HILARION 21/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE SAINT HILARION	16014228	RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DE FOSSEUIL- SAINT HILARION 21/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS	EX013902	TRAVAUX DE REHABILITATION DE CLASSES PRIMAIRE - SAINT LAMBERT DES BOIS 12/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS	EX013904	RECONSTRUCTION DES PONTS DU RHODON ET DU HAMEAU DE VAUMURIER - SAINT LAMBERT DES BOIS 12/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE VILLIERS SAINT FREDERIC	EX013957	RECONSTRUCTION DU PONT DE CRESSAY - VILLIERS SAINT FREDERIC 19/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE DE VILLIERS SAINT FREDERIC	16013285	ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE HONDA- VILLIERS SAINT FREDERIC 19/07/2016	26/05/2016
78	COMMUNE D'ORGEVAL	EX013788	TRAVAUX DE DEPLACEMENT BAIE INFORMATIQUE - ORGEVAL	26/05/2016
78	COMMUNE D'ORGEVAL	16014225	ACHAT MULTIPOMPE POUR VIDE CAVE - ORGEVAL)	26/05/2016
78	MAIRIE DE VAUX SUR SEINE	EX013908	POSE DE CANIVEAUX GRILLE ET RACCORDEMENT SUR RESEAUX - CHEMIN DES PLATRIERES A VAUX SUR SEINE	26/05/2016
91	COMMUNE DE CHAMPLAN	EX014065	RENOVATION DU MUR DU PARC GRAVELIN - CHAMPLAN 25/07/2016	26/05/2016
91	COMMUNE DE CHAMPLAN	16014281	CURAGE DE LA MARE DU PARC GRAVELIN - CHAMPLAN 25/07/2016	26/05/2016
91	COMMUNE DE PALAISEAU	EX014093	ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DES INONDATIONS - PALAISEAU 26/07/2016	26/05/2016
94	COMMUNE DE SUCY EN BRIE	EX013917	REMISE EN ETAT DU SOL DU GYMNASE MONTALEAU- SUCY EN BRIE 13/07/2016	26/05/2016

Article 4 :

Suite à l'article 14 de la délibération n°CP 16-184 du 18 mai 2016, affecte une autorisation de programme d'un montant de 51.943,05 € pour l'opération « Construction d'un city-stade » à DOUE (77) affecté sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 53 « espace rural et autres espaces de développement », Programme HP 53-002 (153002) « politiques contractuelles en milieu rural », action 15300201 « Contrats ruraux » du budget 2016

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-447	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300103 - Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural**

Dispositif : N° 00000960 - Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016

Dossier	EX013686 - CURAGE ET INSPECTION RESEAU EP SUITE AUX INONDATIONS - LEVIS SAINT NOM 29/06/2016			
Bénéficiaire	R618 - COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM			
Localisation	LEVIS-SAINT-NOM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 748,97 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 784,24 €	HT	70 %	4 748,97 €	

Dossier	EX013736 - REPRISE ALLEE DU PARC DES SPORTS- CHEVREUSE 30/06/2016			
Bénéficiaire	R548 - COMMUNE DE CHEVREUSE			
Localisation	CHEVREUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 122,93 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 889,90 €	HT	70 %	18 122,93 €	

Dossier	EX013759 - REFECTION DE VOIRIE - RAIZEUX 01/07/2016			
Bénéficiaire	R692 - COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE			
Localisation	RAIZEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 742,96 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 775,65 €	HT	70 %	25 742,96 €	

Dossier	EX013773 - REFECTION DE LA ROUTE DE PERTHES - CELY-EN-BRIE 04/07/2016			
Bénéficiaire	R293 - COMMUNE DE CELY			
Localisation	CELY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 569,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 670,00 €	HT	70 %	2 569,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-447	Budget	2016

Dossier	EX013783 - ACQUISITION DE MATERIEL INONDATIONS - VAUX LE PENIL 04/07/2016			
Bénéficiaire	R966 - COMMUNE DE VAUX LE PENIL			
Localisation	VAUX-LE-PENIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 006,28 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 723,25 €	HT	70 %	4 006,28 €	

Dossier	EX013788 - TRAVAUX DE DEPLACEMENT BAIE INFORMATIQUE - ORGEVAL			
Bénéficiaire	R673 - COMMUNE D'ORGEVAL			
Localisation	ORGEVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 107,41 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 010,59 €	HT	70 %	2 107,41 €	

Dossier	EX013856 - REPRISES D'ACCOTEMENT ET DE PARKING - SAINT FORGET 08/07/2016			
Bénéficiaire	R704 - COMMUNE DE SAINT FORGET			
Localisation	SAINT-FORGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 090,02 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 128,60 €	HT	70 %	7 090,02 €	

Dossier	EX013893 - ACHAT DE MATERIAUX - LE MESNIL LE ROI			
Bénéficiaire	R644 - COMMUNE DE MESNIL LE ROI			
Localisation	LE MESNIL-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 160,47 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 657,81 €	HT	70 %	1 160,47 €	

Dossier	EX013902 - TRAVAUX DE REHABILITATION DE CLASSES PRIMAIRE - SAINT LAMBERT DES BOIS 12/07/2016			
Bénéficiaire	R710 - COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS			
Localisation	SAINT-LAMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 912,85 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 875,50 €	HT	70 %	41 912,85 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-447	Budget	2016

Dossier	EX013904 - RECONSTRUCTION DES PONTS DU RHODON ET DU HAMEAU DE VAUMURIER - SAINT LAMBERT DES BOIS 12/07/2016			
Bénéficiaire	R710 - COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS			
Localisation	SAINT-LAMBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 087,15 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 124,50 €	HT	70 %	7 087,15 €	

Dossier	EX013908 - POSE DE CANIVEAUX GRILLE ET RACCORDEMENT SUR RESEAUX - CHEMIN DES PLATRIERES A VAUX SUR SEINE			
Bénéficiaire	EXM00615 - MAIRIE DE VAUX SUR SEINE			
Localisation	VAUX-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 018,70 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 741,00 €	HT	70 %	4 018,70 €	

Dossier	EX013917 - REMISE EN ETAT DU SOL DU GYMNASE MONTALEAU- SUCY EN BRIE 13/07/2016			
Bénéficiaire	R8 - COMMUNE DE SUCY EN BRIE			
Localisation	SUCY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 000,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
139 625,59 €	HT	70 %	49 000,00 €	

Dossier	EX013919 - REMISE EN ETAT CHEMIN VERT - TRAVAUX DE VOIRIE A VOULANGIS			
Bénéficiaire	R1003 - COMMUNE DE VOULANGIS			
Localisation	VOULANGIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 570,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 100,00 €	HT	70 %	3 570,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-447	Budget	2016

Dossier	EX013949 - MISE EN SECURITE ELECTRIQUE DE L'HOTEL DE VILLE - NEMOURS 18/07/2016			
Bénéficiaire	R828 - COMMUNE DE NEMOURS			
Localisation	NEMOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 495,40 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 422,00 €	HT	70 %	4 495,40 €	

Dossier	EX013957 - RECONSTRUCTION DU PONT DE CRESSAY - VILLIERS SAINT FREDERIC 19/07/2016			
Bénéficiaire	R751 - COMMUNE DE VILLIERS SAINT FREDERIC			
Localisation	VILLIERS-SAINT-FREDERIC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 901,50 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 145,00 €	HT	70 %	30 901,50 €	

Dossier	EX013959 - REFECTION DE VOIRIE - NEMOURS 19/07/2016			
Bénéficiaire	R828 - COMMUNE DE NEMOURS			
Localisation	NEMOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 504,60 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 578,00 €	HT	70 %	44 504,60 €	

Dossier	EX014017 - RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DES ROCHES TOURNANTES - SAINT HILARION 21/07/2016			
Bénéficiaire	R707 - COMMUNE DE SAINT HILARION			
Localisation	SAINT-HILARION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 218,59 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 883,70 €	HT	70 %	13 218,59 €	

Dossier	EX014065 - RENOVATION DU MUR DU PARC GRAVELIN - CHAMPLAN 25/07/2016			
Bénéficiaire	R1088 - COMMUNE DE CHAMPLAN			
Localisation	CHAMPLAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 029,67 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 470,95 €	HT	70 %	15 029,67 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-447	Budget	2016

Dossier	EX014083 - ACHAT DE BARRIERES SECURISATION DU CHATEAU - BEYNES 26/07/2016			
Bénéficiaire	R513 - COMMUNE DE BEYNES			
Localisation	BEYNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 150,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	HT	70 %	3 150,00 €	

Dossier	EX014093 - ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DES INONDATIONS - PALAISEAU 26/07/2016			
Bénéficiaire	R1180 - COMMUNE DE PALAISEAU			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 695,46 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 850,66 €	HT	70 %	2 695,46 €	

Dossier	16013285 - ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE HONDA- VILLIERS SAINT FREDERIC 19/07/2016			
Bénéficiaire	R751 - COMMUNE DE VILLIERS SAINT FREDERIC			
Localisation	VILLIERS-SAINT-FREDERIC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	316,84 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
452,63 €	HT	70 %	316,84 €	

Dossier	16014225 - ACHAT MULTIPOMPE POUR VIDE CAVE - ORGEVAL			
Bénéficiaire	R673 - COMMUNE D'ORGEVAL			
Localisation	ORGEVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	119,42 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
170,60 €	HT	70 %	119,42 €	

Dossier	16014227 - RESTAURATION DE LA ROUTE DE L'ETANG - SAINT HILARION 21/07/2016			
Bénéficiaire	R707 - COMMUNE DE SAINT HILARION			
Localisation	SAINT-HILARION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 409,72 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 013,89 €	HT	70 %	1 409,72 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-447	Budget	2016

Dossier	16014228 - RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DE FOSSEUIL- SAINT HILARION 21/07/2016			
Bénéficiaire	R707 - COMMUNE DE SAINT HILARION			
Localisation	SAINT-HILARION			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 376,39 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 394,84 €	HT	70 %	2 376,39 €	

Dossier	16014230 - REPRISE DU TALUS ROUTE DE L'YVETTE SUITE AUX RUISSELLEMENTS EXCEPTIONNELS - LEVIS SAINT NOM 29/06/2016			
Bénéficiaire	R618 - COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM			
Localisation	LEVIS-SAINT-NOM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 713,46 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 304,94 €	HT	70 %	3 713,46 €	

Dossier	16014231 - TRAVAUX SUITE AU DEBORDEMENT DE L'ETANG- LEVIS SAINT NOM 29/06/2016			
Bénéficiaire	R618 - COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM			
Localisation	LEVIS-SAINT-NOM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 004,49 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 720,70 €	HT	70 %	11 004,49 €	

Dossier	16014244 - ACHAT DE MOTOPOMPE ET ACCESSOIRES - LE MESNIL LE ROI			
Bénéficiaire	R644 - COMMUNE DE MESNIL LE ROI			
Localisation	LE MESNIL-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 235,62 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 765,17 €	HT	70 %	1 235,62 €	

Dossier	16014260 - REPRISE DES BERGES SUR L'YVETTE- CHEVREUSE 30/06/2016			
Bénéficiaire	R548 - COMMUNE DE CHEVREUSE			
Localisation	CHEVREUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 377,36 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 539,08 €	HT	70 %	14 377,36 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-447	Budget	2016

Dossier	16014261 - REPOSE DE LA PASSERELLE SUR L'YVETTE - CHEVREUSE 30/06/2016			
Bénéficiaire	R548 - COMMUNE DE CHEVREUSE			
Localisation	CHEVREUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 250,08 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 214,40 €	HT	70 %	16 250,08 €	

Dossier	16014274 - CURAGE DE CANALISATION - RAIZEUX 01/07/2016			
Bénéficiaire	R692 - COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE			
Localisation	RAIZEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 200,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 000,00 €	HT	70 %	11 200,00 €	

Dossier	16014275 - RENFORCEMENT DE LA BERGE - RAIZEUX 01/07/2016			
Bénéficiaire	R692 - COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE			
Localisation	RAIZEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 057,04 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 224,34 €	HT	70 %	12 057,04 €	

Dossier	16014281 - CURAGE DE LA MARE DU PARC GRAVELIN - CHAMPLAN 25/07/2016			
Bénéficiaire	R1088 - COMMUNE DE CHAMPLAN			
Localisation	CHAMPLAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 286,32 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 980,45 €	HT	70 %	6 286,32 €	

Dossier	16014290 - MISE EN SECURITE ELECTRIQUE MAIRIE ET BATIMENTS COMMUNAUX - BEYNES 26/07/2016			
Bénéficiaire	R513 - COMMUNE DE BEYNES			
Localisation	BEYNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	927,50 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 325,00 €	HT	70 %	927,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-447	Budget	2016

Dossier	16014291 - REMPLACEMENT D'UNE ARMOIRE ELECTRIQUE - BEYNES 26/07/2016			
Bénéficiaire	R513 - COMMUNE DE BEYNES			
Localisation	BEYNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 432,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 760,00 €	HT	70 %	5 432,00 €	

Dossier	16014301 - MISE EN SECURITE DU MATERIEL CINEMATOGRAPHIQUE - BEYNES 26/07/2016			
Bénéficiaire	R513 - COMMUNE DE BEYNES			
Localisation	BEYNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 249,00 €		Code nature	204141
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 070,00 €	HT	70 %	4 249,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000960 - Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	376 087,20 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300103	376 087,20 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153002 - Politiques contractuelles en milieu rural**
Action	**15300201 - Contrats ruraux**

Dispositif : N° 00000207 - Contrats ruraux

Dossier	11013623 - CONSTRUCTION D'UN CITY STADE - DOUE			
Bénéficiaire	R378 - COMMUNE DE DOUE			
Localisation	DOUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 943,05 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 429,00 €	HT	45 %	51 943,05 €	

Total sur le dispositif N° 00000207 - Contrats ruraux	51 943,05 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153002 - 15300201	51 943,05 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013773

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REFECTION DE LA ROUTE DE PERTHES - CELY-EN-BRIE 04/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 670,00 €	70,00 %	2 569,00 €
	Montant Total de la subvention		2 569,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CELY
Adresse administrative : MAIRIE
77930 CELY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Maryse GALMARD PETERS, Maire

N° SIRET : 21770065700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Réfection d'une voirie communale reliant Cély à Perthes fortement dégradée par ravinement des eaux lors des inondations.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Le ravinement des eaux de ruissellement lors des inondations a fortement dégradé les bas-côtés de la route à forte pente.

Description :

mise en œuvre de grave 0/31,5 pour rebouchage du ravinement, finition en enrobés noirs sur 5 cm, sur 50 à 60 cm de largeur.

Localisation géographique :

- CELY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REFECTION DE LA ROUTE DE PERTHES	3 670,00	100,00%
Total	3 670,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	2 569,00	70,00%
COMMUNE	1 101,00	30,00%
Total	3 670,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 569,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Contrats ruraux	166 500,00 €
	Montant total	166 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013949

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISE EN SECURITE ELECTRIQUE DE L'HOTEL DE VILLE - NEMOURS 18/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	6 422,00 €	70,00 %	4 495,40 €
	Montant Total de la subvention		4 495,40 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS
Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Valérie LACROUTE, Députée-maire

N° SIRET : 21770333900135

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Mise en sécurité de l'Hôtel de Ville - électricité

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux inondations de mai / juin 2016, il est nécessaire de remplacer l'installation électrique du rez-de-chaussée de l'Hôtel de Ville qui a pris l'eau.

Description :
Les travaux envisagés dans le cadre de la présente opération consistent en le remplacement de

l'installation électrique des services de l'état civil, des manifestations et associations, de la police municipale, de l'affranchissement et du scolaire, ainsi que les salles du conseil et des mariages de la mairie.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MISE EN SECURITE DU SERVICE ETAT CIVIL	3 055,65	46,37%
MISE EN SECURITE DU SERVICE MANIFESTATION ET ASSOCIATION	3 534,30	53,63%
Total	6 589,95	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	4 495,40	68,22%
COMMUNE	2 094,55	31,78%
Total	6 589,95	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 495,40 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	10 640,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	55 524,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	10 640,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	900 483,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	393 455,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	78 185,00 €
	Montant total	1 448 927,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013959

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REFECTION DE VOIRIE - NEMOURS 19/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	63 578,00 €	70,00 %	44 504,60 €
	Montant Total de la subvention		44 504,60 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEMOURS
Adresse administrative : 39 RUE DU DOCTEUR CHOPY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Valérie LACROUTE, Députée-maire

N° SIRET : 21770333900135

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Dépenses liées aux voiries : affaissements et arrachage du revêtement surfacique.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux inondations de mai / juin 2016, la voirie de la commune de Nemours a subi d'importants dégâts tel que des affaissements et l'arrachage du revêtements surfaciques.

Description :
Les travaux envisagés dans le cadre de la présente opération consistent en :

- la démolition manuelle des enrobés, le reprofilage en grave et les purges, la fourniture et la mise en œuvre d'enrobés Place de la République,
- la reprise de trottoirs Rue Berthier : au droit du n°3 (regard avaloir) et devant le n°19,
- la réfection de la voirie et des accotements Rue de l'Ecluse,
- des travaux de reprise du parking et des boites d'éclairage de la Halte Fluviale,
- la reprise des trottoirs et des accotements Rue Thiers.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REFECTION DE VOIRIE	63 578,00	100,00%
Total	63 578,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	44 504,60	70,00%
COMMUNE	19 073,40	30,00%
Total	63 578,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	44 504,60 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	10 640,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	55 524,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	10 640,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	900 483,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	393 455,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	78 185,00 €
	Montant total	1 448 927,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013783

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION DE MATERIEL INONDATIONS - VAUX LE PENIL 04/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	5 723,25 €	70,00 %	4 006,28 €
	Montant Total de la subvention		4 006,28 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VAUX LE PENIL
Adresse administrative : RUE DES CAROUGES
77000 VAUX LE PENIL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Pierre HERRERO, Maire

N° SIRET : 21770487300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande d'aide financière pour l'acquisition de matériel dans le cadre de la gestion de crise due aux inondations

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite à l'inondation du 1er juin 2016, la commune de Vaux-le-Pénil a connu de nombreux dommages, en particulier dans le secteur de la Route de Chartrettes, complètement inondée. La commune avait décidé de fermer cette voie la veille entre la Côte Sainte Gemme et le rond-point à l'entrée de ville. Les services municipaux, élus et le SDIS ont procédé à l'évacuation de 57 maisons situées en bordure de route (soit 80

adultes et 30 enfants). La décrue amorcée le 6 juin 2016 a permis à plusieurs riverains de regagné leur domicile. Les services municipaux et bénévoles ont apporté leur soutien afin d'évacuer les objets hors d'usage et nettoyer les habitations.

Ainsi, la chaussée et les trottoirs de la Route de Chartrettes ont subi d'importants dégâts : l'armoire de commande de l'éclairage public, le mobilier urbain situé en bord de Seine sont hors d'usage. Plusieurs autres voiries ont subi des détériorations en raison des parcelles agricoles inondées.

Description :
Suite à la lente décrue, et afin de soutenir les sinistrés, l'acquisition de matériel a été nécessaire par la commune afin d'évacuer l'eau, palier au manque d'électricité et aider à nettoyer les habitations. Aussi, la présente opération concerne l'achat de pompes thermiques, d'un groupe électrogène et d'un aspirateur eau et poussière.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- VAUX-LE-PENIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
POMPES THERMIQUES	1 660,00	29,00%
GROUPE ELECTROGENE	835,00	14,59%
NETTOYEUR HAUTE PRESSION THERMIQUE	2 818,75	49,25%
ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE	409,50	7,16%
Total	5 723,25	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	4 006,28	70,00%
COMMUNE	1 716,97	30,00%
Total	5 723,25	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 006,28 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Sécurité routière - Actions visant à renforcer la sécurité des piétons	51 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	188 754,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	16 800,00 €
	Montant total	205 554,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013919

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REMISE EN ETAT CHEMIN VERT - TRAVAUX DE VOIRIE A VOULANGIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	5 100,00 €	70,00 %	3 570,00 €
	Montant Total de la subvention		3 570,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VOULANGIS
Adresse administrative : MAIRIE
77580 VOULANGIS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck MOLET, Maire

N° SIRET : 21770529200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : REMISE EN ETAT CHEMIN VERT

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :
Remise en état de la voirie du Chemin vert :

Les travaux à réaliser sont :
- la livraison de matériaux fraisat et semi fraisat
- remise de matériaux et compactage
- rebouchage des trous et compactage

Localisation géographique :
- VOULANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériaux fraisat et semi fraisat (entreprise WIAME)	2 100,00	41,18%
compactage, rabotage (entreprise SCEA BERTIN)	3 000,00	58,82%
Total	5 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	3 570,00	70,00%
Part communale	1 530,00	30,00%
Total	5 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 570,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014083

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACHAT DE BARRIERES SECURISATION DU CHATEAU - BEYNES 26/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	4 500,00 €	70,00 %	3 150,00 €
	Montant Total de la subvention		3 150,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEYNES
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
78650 BEYNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain BRICAULT, Maire

N° SIRET : 21780062200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : la commune de Beynes durement touchée par les inondations du 31 mai et 1er juin figure sur l'arrêté de catastrophe naturelles ; d' importants dégâts sur son patrimoine sont à déplorés.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Il s'agit de réparer les dégâts causés par le phénomène de pluie durant 2 jours qui a provoqué des ruissellements et une montée progressive de la Mauldre.

Description :
Achat de barrières Vauban pour sécurisation des douves du château devenues impraticables Sté JCB : 4500 € HT, 5400 € TTC

Localisation géographique :
- BEYNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT DE BARRIERES SECURISATION DU CHATEAU	4 500,00	100,00%
Total	4 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	3 150,00	70,00%
COMMUNE	1 350,00	30,00%
Total	4 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 150,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Valorisation du patrimoine régional	140 000,00 €
	Montant total	140 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014290

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISE EN SECURITE ELECTRIQUE MAIRIE ET BATIMENTS COMMUNAUX - BEYNES 26/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 325,00 €	70,00 %	927,50 €
	Montant Total de la subvention		927,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEYNES
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
78650 BEYNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain BRICAULT, Maire

N° SIRET : 21780062200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : la commune de Beynes durement touchée par les inondations du 31 mai et 1er juin figure sur l'arrêté de catastrophe naturelles ; d' importants dégâts sur son patrimoine sont à déplorés.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Il s'agit de réparer les dégâts causés par le phénomène de pluie durant 2 jours qui a provoqué des ruissellements et une montée progressive de la Mauldre.

Description :
Mise en sécurité électrique de la mairie et bâtiments communaux Sté PATELEC : 1325 € HT, 1590 € TTC

Localisation géographique :
- BEYNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
MISE EN SECURITE ELECTRIQUE MAIRIE ET BATIMENTS COMMUNAUX	1 325,00	100,00%
Total	1 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	927,50	70,00%
COMMUNE	397,50	30,00%
Total	1 325,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	927,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Valorisation du patrimoine régional	140 000,00 €
	Montant total	140 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014291

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REMPLACEMENT D'UNE ARMOIRE ELECTRIQUE - BEYNES 26/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	7 760,00 €	70,00 %	5 432,00 €
	Montant Total de la subvention		5 432,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEYNES
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
78650 BEYNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain BRICAULT, Maire

N° SIRET : 21780062200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : la commune de Beynes durement touchée par les inondations du 31 mai et 1er juin figure sur l'arrêté de catastrophe naturelles ; d' importants dégâts sur son patrimoine sont à déplorés.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Il s'agit de réparer les dégâts causés par le phénomène de pluie durant 2 jours qui a provoqué des ruissellements et une montée progressive de la Mauldre.

Description :
Remplacement de l'armoire électrique poste de refoulement du bassin tampon SAUR : 7760 € HT, 9312 € TTC

Localisation géographique :
- BEYNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REMPLACEMENT D'UNE ARMOIRE ELECTRIQUE	7 760,00	100,00%
Total	7 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	5 432,00	70,00%
COMMUNE	2 328,00	30,00%
Total	7 760,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 432,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Valorisation du patrimoine régional	140 000,00 €
	Montant total	140 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014301

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISE EN SECURITE DU MATERIEL CINEMATOGRAPHIQUE - BEYNES 26/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	6 070,00 €	70,00 %	4 249,00 €
	Montant Total de la subvention		4 249,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BEYNES
Adresse administrative : PLACE DU 8 MAI 1945
78650 BEYNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Alain BRICAULT, Maire

N° SIRET : 21780062200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : la commune de Beynes durement touchée par les inondations du 31 mai et 1er juin figure sur l'arrêté de catastrophe naturelles ; d' importants dégâts sur son patrimoine sont à déplorés.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Il s'agit de réparer les dégâts causés par le phénomène de pluie durant 2 jours qui a provoqué des ruissellements et une montée progressive de la Mauldre.

Description :
Sécurisation et maintenance projecteur cinéma numérique La Barbacane Société TACC : 2330 €HT
2 796 € TTC
Mise en sécurité et transports du matériel scénique Centre culturel la Barbacane vers le lieu de stockage pour vérification et maintenance pendant la période de travaux Sté KING DEMENAGEMENT : 3740 € HT, 4 488 € TTC.

Localisation géographique :
- BEYNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SECURISATION ET MAINTENANCE PROJECTEUR CINEMA	2 330,00	38,39%
MIse MISE EN SECURITE DU MATERIEL SCENIQUE	3 740,00	61,61%
Total	6 070,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	4 249,00	70,00%
COMMUNE	1 821,00	30,00%
Total	6 070,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 249,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Valorisation du patrimoine régional	140 000,00 €
	Montant total	140 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013736

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REPRISE ALLEE DU PARC DES SPORTS- CHEVREUSE 30/06/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	25 889,90 €	70,00 %	18 122,93 €
	Montant Total de la subvention		18 122,93 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA DIVISION LECLERC
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude GENOT, Maire

N° SIRET : 21780160400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Repose d'une passerelle
Reprise allées en grave
Mise à disposition d'une pelle à chenille
Reprise des berges tombées dans l'Yvette
Nettoyage parking ...

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :

Suite aux pluies exceptionnelles et aux inondations (crue de l'Yvette) survenues fin mai / début juin 2016, la commune de Chevreuse a connu de nombreux dommages sur des voiries et espaces publics communaux (berges de l'Yvette, passerelle, parking du Séchoir à peaux, parc des sports, terrains de boules et de rugby, local vélos etc.).

Description :
Les travaux et dépenses envisagés dans le cadre du Fonds d'urgence inondation sont les suivants :
- repose de la passerelle sur l'Yvette,
- reprise des berges de l'Yvette,
- reprise de l'allée du parc des sports (objet de la présente opération).

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REPRISE ALLEE DU PARC DES SPORTS	25 889,90	100,00%
Total	25 889,90	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	18 122,93	70,00%
COMMUNE	7 766,97	30,00%
Total	25 889,90	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 122,93 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	3 706,00 €
	Montant total	3 706,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014260

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REPRISE DES BERGES SUR L'YVETTE- CHEVREUSE 30/06/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	20 539,08 €	70,00 %	14 377,36 €
	Montant Total de la subvention		14 377,36 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA DIVISION LECLERC
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude GENOT, Maire

N° SIRET : 21780160400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Repose d'une passerelle
Reprise allées en grave
Mise à disposition d'une pelle à chenille
Reprise des berges tombées dans l'Yvette
Nettoyage parking ...

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :

Suite aux pluies exceptionnelles et aux inondations (crue de l'Yvette) survenues fin mai / début juin 2016, la commune de Chevreuse a connu de nombreux dommages sur des voiries et espaces publics communaux (berges de l'Yvette, passerelle, parking du Séchoir à peaux, parc des sports, terrains de boules et de rugby, local vélos etc.).

Description :
Les travaux et dépenses envisagés dans le cadre du Fonds d'urgence inondation sont les suivants :
- repose de la passerelle sur l'Yvette,
- reprise des berges de l'Yvette (objet de la présente opération),
- reprise de l'allée du parc des sports.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REPRISE DES BERGES SUR L'YVETTE	20 539,08	100,00%
Total	20 539,08	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	14 377,36	70,00%
COMMUNE	6 161,72	30,00%
Total	20 539,08	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 377,36 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	3 706,00 €
	Montant total	3 706,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014261

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REPOSE DE LA PASSERELLE SUR L'YVETTE - CHEVREUSE 30/06/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	23 214,40 €	70,00 %	16 250,08 €
	Montant Total de la subvention		16 250,08 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHEVREUSE
Adresse administrative : 5 RUE DE LA DIVISION LECLERC
78460 CHEVREUSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Claude GENOT, Maire

N° SIRET : 21780160400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Repose d'une passerelle
Reprise allées en grave
Mise à disposition d'une pelle à chenille
Reprise des berges tombées dans l'Yvette
Nettoyage parking ...

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :

Suite aux pluies exceptionnelles et aux inondations (crue de l'Yvette) survenues fin mai / début juin 2016, la commune de Chevreuse a connu de nombreux dommages sur des voiries et espaces publics communaux (berges de l'Yvette, passerelle, parking du Séchoir à peaux, parc des sports, terrains de boules et de rugby, local vélos etc.).

Description :
Les travaux et dépenses envisagés dans le cadre du Fonds d'urgence inondation sont les suivants :
- repose de la passerelle sur l'Yvette (objet de la présente opération),
- reprise des berges de l'Yvette,
- reprise de l'allée du parc des sports.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- CHEVREUSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REPOSE DE LA PASSERELLE SUR L'YVETTE	23 214,40	100,00%
Total	23 214,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	16 250,08	70,00%
COMMUNE	6 964,32	30,00%
Total	23 214,40	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 250,08 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	3 706,00 €
	Montant total	3 706,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013686

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CURAGE ET INSPECTION RESEAU EP SUITE AUX INONDATIONS - LEVIS SAINT NOM 29/06/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	6 784,24 €	70,00 %	4 748,97 €
	Montant Total de la subvention		4 748,97 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM
Adresse administrative : MAIRIE
78320 LEVIS-SAINT-NOM
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne GRIGNON, Maire

N° SIRET : 21780334500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention au titre du fonds d'urgence régional suite aux inondations de mai juin 2016 pour la remise en état de la voirie communale et des réseaux d'eaux pluviales et usées

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Les pluies exceptionnelles et les inondations du 30 au 31 mai 2016 ont engendré un certain nombre de dégâts sur les biens (non assurables) de la commune de Lévis-Saint-Nom :
- l'effondrement de talus et la dégradation de chaussées,

- la dégradation et l'ensablement de réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées.

Description :
Suite à la dégradation et l'ensablement des réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées les 30 et 31 mai 2016, des épisodes pluvieux de moyenne intensité ont permis de constater que plusieurs sections du réseau d'évacuation des eaux pluviales, en fond de vallée, ne remplissaient plus leur fonction (l'eau part sur la route).

Ainsi, des travaux urgents de contrôle et de curage sont à réaliser.
Procéder à des contrôles visuels et télévisuels permettraient de constater l'encrassement et/ou la dégradation des réseaux en fibro ciment, sensibles aux mouvements de terrains (casse). Le montant des réparations s'élève à 6 784,24 € HT.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- LEVIS-SAINT-NOM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CURAGE ET INSPECTION RESEAU EP SUITE AUX INONDATIONS	6 784,24	100,00%
Total	6 784,24	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	4 748,97	70,00%
COMMUNE	2 035,27	30,00%
Total	6 784,24	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 748,97 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	166 500,00 €
	Montant total	166 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014230

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REPRISE DU TALUS ROUTE DE L'YVETTE SUITE AUX RUISSELLEMENTS EXCEPTIONNELS - LEVIS SAINT NOM 29/06/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	5 304,94 €	70,00 %	3 713,46 €
	Montant Total de la subvention		3 713,46 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM
Adresse administrative : MAIRIE
78320 LEVIS-SAINT-NOM
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne GRIGNON, Maire

N° SIRET : 21780334500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention au titre du fonds d'urgence régional suite aux inondations de mai juin 2016 pour la remise en état de la voirie communale et des réseaux d'eaux pluviales et usées

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Les pluies exceptionnelles et les inondations du 30 au 31 mai 2016 ont engendré un certain nombre de dégâts sur les biens (non assurables) de la commune de Lévis-Saint-Nom :
- l'effondrement de talus et la dégradation de chaussées,

- la dégradation et l'ensablement de réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées.

Description :
Les travaux urgents à réaliser consistent en :
- la reprise d'un talus suite à son effondrement sur la chaussée ; montant des réparations : 5 304,94 € HT

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- LEVIS-SAINT-NOM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REPRISE DU TALUS ROUTE DE L'YVETTE SUITE AUX RUISSELLEMENTS EXCEPTIONNELS	5 304,94	100,00%
Total	5 304,94	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	3 713,46	70,00%
COMMUNE	1 591,48	30,00%
Total	5 304,94	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 713,46 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	166 500,00 €
	Montant total	166 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014231

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX SUITE AU DEBORDEMENT DE L'ETANG- LEVIS SAINT NOM 29/06/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	15 720,70 €	70,00 %	11 004,49 €
	Montant Total de la subvention		11 004,49 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LEVIS SAINT NOM
Adresse administrative : MAIRIE
78320 LEVIS-SAINT-NOM
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Anne GRIGNON, Maire

N° SIRET : 21780334500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande de subvention au titre du fonds d'urgence régional suite aux inondations de mai juin 2016 pour la remise en état de la voirie communale et des réseaux d'eaux pluviales et usées

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Les pluies exceptionnelles et les inondations du 30 au 31 mai 2016 ont engendré un certain nombre de dégâts sur les biens (non assurables) de la commune de Lévis-Saint-Nom :
- l'effondrement de talus et la dégradation de chaussées,
- la dégradation et l'ensablement de réseaux d'eaux pluviales et d'eaux usées.

Description :
Dans la nuit du 30 au 31 mai, malgré l'ouverture des vannes, l'étang est monté jusqu'au niveau de la route. L'eau a partiellement recouvert la route, chassé la terre se situant en bord de route, rendant le sol sous chaussée meuble, provoquant ainsi des débuts d'affaissements en direction de l'étang.

Afin de stopper l'affaissement constaté, les travaux à réaliser consistent en :
- la réparation et la consolidation de la chaussée Route de l'Yvette au droit de l'étang via la pose d'une poutre (le sol doit d'autant plus être stabilisé qu'une canalisation d'eau usée passe sous la chaussée au droit de l'étang et ne doit pas subir trop de mouvements pour ne pas casser) ; montant des réparations : 15 720,70 € HT.

Localisation géographique :
- LEVIS-SAINT-NOM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX SUITE AU DEBORDEMENT DE L'ETANG	15 720,70	100,00%
Total	15 720,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	11 004,49	70,00%
COMMUNE	4 716,21	30,00%
Total	15 720,70	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 004,49 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	166 500,00 €
	Montant total	166 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013893

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACHAT DE MATERIAUX - LE MESNIL LE ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 657,81 €	70,00 %	1 160,47 €
	Montant Total de la subvention		1 160,47 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MESNIL LE ROI
Adresse administrative : 1 RUE DU GENERAL LECLERC
78600 LE MESNIL-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Serge CASERIS, Maire

N° SIRET : 21780396400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : achat de matériels de crise pour la commune, située en bord de seine

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016

Description :
Suite aux inondations d'une partie du territoire communal. Le plan de sauvegarde mis en place a montré

que la commune ne possédait pas ou peu de matériels d'urgence.

Pour s'assurer d'un minimum de moyens pour les sinistrés (évacuation, sauvetage, hébergement,...) la commune s'est équipée de planches, parpaings pour travaux de consolidation, mousqueton, anneau tubulaire...

Localisation géographique :

- LE MESNIL-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de parpaings, planches (GEDIMAT)	827,58	49,92%
Achat de mousquetons, anneau tubulaire (DECATHLON)	830,23	50,08%
Total	1 657,81	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	1 160,47	70,00%
Part communale	497,34	30,00%
Total	1 657,81	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 160,47 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	150 000,00 €
2015	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	1 250,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	640,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	154 842,80 €
	Montant total	306 732,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014244

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACHAT DE MOTOPOMPE ET ACCESSOIRES - LE MESNIL LE ROI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	1 765,17 €	70,00 %	1 235,62 €
	Montant Total de la subvention		1 235,62 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MESNIL LE ROI
Adresse administrative : 1 RUE DU GENERAL LECLERC
78600 LE MESNIL-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Serge CASERIS, Maire

N° SIRET : 21780396400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : achat de motopompe et accessoires suite aux inondations de la commune, située en bord de seine

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016

Description :

Suite aux inondations d'une partie du territoire communal. Le plan de sauvegarde mis en place a montré que la commune ne possédait pas ou peu de matériels d'urgence.

Pour s'assurer d'un minimum de moyens pour les sinistrés (évacuation, sauvetage, hébergement,...) la commune s'est équipée de motopompe et accessoirs pour aspiration et refoulement des eaux très chargées

Localisation géographique :

- LE MESNIL-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat motopompe et accessoires (GLOBAL TOOLS SARL)	1 765,17	100,00%
Total	1 765,17	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	1 235,62	70,00%
Part communale	529,55	30,00%
Total	1 765,17	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 235,62 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	150 000,00 €
2015	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	1 250,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	640,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	154 842,80 €
	Montant total	306 732,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013759

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REFECTION DE VOIRIE - RAIZEUX 01/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	36 775,65 €	70,00 %	25 742,96 €
	Montant Total de la subvention		25 742,96 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE
Adresse administrative : RTE DES PONTS
78125 RAIZEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ZANNIER, Maire

N° SIRET : 21780516700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : demande de subvention au titre du fonds d'urgence suite à l'état de catastrophe naturelle pour la remise en état des infrastructures de la commune.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux fortes précipitations de la fin mai et de début juin 2016, les sols de la commune de Raizeux, déjà gorgés d'eau, n'ont pu absorber ces quantités trop importantes. Un débordement de la Guesle a entrainé de nombreux dégâts au niveau des voiries, des fossés permettant l'écoulement des eaux des champs ont débordés, entrainant dans leur sillage beaucoup de terre, détruisant plusieurs voies

communales ainsi que les trottoirs adjacents. Les canalisations d'eaux pluviales sont aujourd'hui totalement ensablées. Le terrain de tennis communal, recouvert par 25 cm d'eau, nécessite une réfection quasi complète. Le long de l'étang de la commune, un arbre est tombé et doit être retiré en raison de son caractère dangereux pour les passants.
Enfin, la mairie a également souffert de ces intempéries, le local d'archives situé en sous-sol, ayant subi la remontée des eaux par capilarité, a été inondé par 25 cm d'eau.

Description :
Les travaux de réfection de voirie envisagés dans le cadre de cette opération concernent les portions de voirie communale suivantes : chemin de la Belle Croix, chemin des Sapins, route de Cady (trottoirs), chemin de la voie creuse, l'entrée de 2 chemins sur le CV2 après le plateau des Roches, route des Sapins et chemin de Paris.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- RAIZEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REFECTION DE VOIRIE	36 775,65	100,00%
Total	36 775,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	25 742,96	70,00%
COMMUNE	11 032,69	30,00%
Total	36 775,65	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 742,96 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	13 494,15 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	152 000,00 €
	Montant total	165 494,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014274

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CURAGE DE CANALISATION - RAIZEUX 01/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	16 000,00 €	70,00 %	11 200,00 €
	Montant Total de la subvention		11 200,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE
Adresse administrative : RTE DES PONTS
78125 RAIZEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ZANNIER, Maire

N° SIRET : 21780516700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : demande de subvention au titre du fonds d'urgence suite à l'état de catastrophe naturelle pour la remise en état des infrastructures de la commune.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux fortes précipitations de la fin mai et de début juin 2016, les sols de la commune de Raizeux, déjà gorgés d'eau, n'ont pu absorber ces quantités trop importantes. Un débordement de la Guesle a entrainé de nombreux dégâts au niveau des voiries, des fossés permettant l'écoulement des eaux des champs ont débordés, entrainant dans leur sillage beaucoup de terre, détruisant plusieurs voies

communales ainsi que les trottoirs adjacents. Les canalisations d'eaux pluviales sont aujourd'hui totalement ensablées. Le terrain de tennis communal, recouvert par 25 cm d'eau, nécessite une réfection quasi complète. Le long de l'étang de la commune, un arbre est tombé et doit être retiré en raison de son caractère dangereux pour les passants.
Enfin, la mairie a également souffert de ces intempéries, le local d'archives situé en sous-sol, ayant subi la remontée des eaux par capilarité, a été inondé par 25 cm d'eau.

Description :
La présente opération consiste en la prise en charge des dépenses désensablages des canalisations d'eaux pluviales de la commune.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- RAIZEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CURAGE DE CANALISATION	16 000,00	100,00%
Total	16 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	11 200,00	70,00%
COMMUNE	4 800,00	30,00%
Total	16 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	13 494,15 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	152 000,00 €
	Montant total	165 494,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014275

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RENFORCEMENT DE LA BERGE - RAIZEUX 01/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	17 224,34 €	70,00 %	12 057,04 €
	Montant Total de la subvention		12 057,04 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE RAIZEUX MAIRIE
Adresse administrative : RTE DES PONTS
78125 RAIZEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre ZANNIER, Maire

N° SIRET : 21780516700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : demande de subvention au titre du fonds d'urgence suite à l'état de catastrophe naturelle pour la remise en état des infrastructures de la commune.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux fortes précipitations de la fin mai et de début juin 2016, les sols de la commune de Raizeux, déjà gorgés d'eau, n'ont pu absorber ces quantités trop importantes. Un débordement de la Guesle a entrainé de nombreux dégâts au niveau des voiries, des fossés permettant l'écoulement des eaux des champs ont débordés, entrainant dans leur sillage beaucoup de terre, détruisant plusieurs voies

communales ainsi que les trottoirs adjacents. Les canalisations d'eaux pluviales sont aujourd'hui totalement ensablées. Le terrain de tennis communal, recouvert par 25 cm d'eau, nécessite une réfection quasi complète. Le long de l'étang de la commune, un arbre est tombé et doit être retiré en raison de son caractère dangereux pour les passants.
Enfin, la mairie a également souffert de ces intempéries, le local d'archives situé en sous-sol, ayant subi la remontée des eaux par capilarité, a été inondé par 25 cm d'eau.

Description :
La présente opération consiste en des travaux de renforcement des berges de la Guesle, à hauteur de l'étang de la mairie et de la sente du Moulin de Cady.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- RAIZEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RENFORCEMENT DE LA BERGE	34 186,80	100,00%
Total	34 186,80	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	12 057,04	35,27%
COMMUNE	22 129,76	64,73%
Total	34 186,80	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 057,04 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	13 494,15 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	152 000,00 €
	Montant total	165 494,15 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013856

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REPRISES D'ACCOTEMENT ET DE PARKING - SAINT FORGET 08/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	10 128,60 €	70,00 %	7 090,02 €
	Montant Total de la subvention		7 090,02 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT FORGET
Adresse administrative : LA HAUTE BEAUCE
78720 SAINT-FORGET
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Luc JANNIN, Maire

N° SIRET : 21780548000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Suite aux inondations du 31 mai 2016 , sur la commune nous avons des biens affectés par les dommages : affaissement du parking rue de la Mairie et ravinement du bas coté rue des sources .

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite au débordement de l'Yvette survenu fin mai / début juin 2016, la commune de Saint-Forget déplore des dégâts en deux endroits :
- l'affaissement du parking rue de la Mairie, entrainant une dangerosité pour le stationnement
- le ravinement de la rue des Sources, dont le bas côté, très endommagé, présente des trous profonds et

une dangerosité pour le passage des véhicules, 2 roues et piétons.

Description :
Les travaux prévus consistent :

- Rue des Sources : reprise de l'accotement et travaux de voirie (grave ciment et cailloux de béton concassé) suivant le devis de l'entreprise TERE
- Parking rue de la Mairie : pose de bordures et de caniveaux (grès ou béton) et d'une couche d'imprégnation à l'émulsion de bitume suivant le devis de l'entreprise TERE

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- SAINT-FORGET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REPRISE ACCOTEMENT SUITE AU DEBORDEMENT DE L'YVETTE	3 022,50	29,84%
REPRISE PARKING SUITE AFFAISSEMENT CHAUSSEE	7 106,10	70,16%
Total	10 128,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	7 090,02	70,00%
COMMUNE	3 038,58	30,00%
Total	10 128,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 090,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014017

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DES ROCHES TOURNANTES - SAINT HILARION 21/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	18 883,70 €	70,00 %	13 218,59 €
	Montant Total de la subvention		13 218,59 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT HILARION
Adresse administrative : 40 RTE DE RAMBOUILLET
78125 SAINT-HILARION
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude BATTEUX, Maire

N° SIRET : 21780557100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : demande d'aide d'urgence suite aux intempéries

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux intempéries survenues le 28 mai 2016, la commune de Saint-Hilarion déplore la dégradation de 3 routes et voies communales :
- route des Roches tournantes,
- route de l'Etang,

- route de Fosseuil.

Description :
Les travaux à effectuer sur les 3 routes dégradées consistent en la réfection du soubassement et des enrobés par les entreprises de Travaux Publics.

Localisation géographique :
- SAINT-HILARION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DES ROCHES TOURNANTES	18 883,70	100,00%
Total	18 883,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	13 218,59	70,00%
COMMUNE	5 665,11	30,00%
Total	18 883,70	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	13 218,59 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	13 500,00 €
	Montant total	13 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014227

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DE LA ROUTE DE L'ETANG - SAINT HILARION 21/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	2 013,89 €	70,00 %	1 409,72 €
	Montant Total de la subvention		1 409,72 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT HILARION
Adresse administrative : 40 RTE DE RAMBOUILLET
78125 SAINT-HILARION
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude BATTEUX, Maire

N° SIRET : 21780557100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : demande d'aide d'urgence suite aux intempéries

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux intempéries survenues le 28 mai 2016, la commune de Saint-Hilarion déplore la dégradation de 3 routes et voies communales :
- route des Roches tournantes,
- route de l'Etang,
- route de Fosseuil.

Description :
Les travaux à effectuer sur les 3 routes dégradées consistent en la réfection du soubassement et des enrobés par les entreprises de Travaux Publics.

Localisation géographique :
- SAINT-HILARION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RESTAURATION DE LA ROUTE DE L'ETANG	2 013,89	100,00%
Total	2 013,89	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	1 409,72	70,00%
COMMUNE	604,17	30,00%
Total	2 013,89	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 409,72 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	13 500,00 €
	Montant total	13 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014228

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DE FOSSEUIL- SAINT HILARION 21/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 394,84 €	70,00 %	2 376,39 €
	Montant Total de la subvention		2 376,39 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT HILARION
Adresse administrative : 40 RTE DE RAMBOUILLET
78125 SAINT-HILARION
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Claude BATTEUX, Maire

N° SIRET : 21780557100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : demande d'aide d'urgence suite aux intempéries

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux intempéries survenues le 28 mai 2016, la commune de Saint-Hilarion déplore la dégradation de 3 routes et voies communales :
- route des Roches tournantes,
- route de l'Etang,
- route de Fosseuil.

Description :
Les travaux à effectuer sur les 3 routes dégradées consistent en la réfection du soubassement et des enrobés par les entreprises de Travaux Publics.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- SAINT-HILARION

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RESTAURATION DE LA CHAUSSEE ROUTE DE FOSSEUIL	3 394,84	100,00%
Total	3 394,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	2 376,39	70,00%
COMMUNE	1 018,45	30,00%
Total	3 394,84	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 376,39 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats ruraux	13 500,00 €
	Montant total	13 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013902

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION DE CLASSES PRIMAIRE - SAINT LAMBERT DES BOIS 12/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	59 875,50 €	70,00 %	41 912,85 €
	Montant Total de la subvention		41 912,85 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
78470 SAINT-LAMBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard GUEGUEN, Maire

N° SIRET : 21780561300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Etais
Réaffectation des élèves des classes primaires suite à effondrement du plafond de l'école, dans l'espace associatif qui sera dédoublé par cloison phonique temporaire pendant le temps des travaux

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux intempéries survenues fin mai / début juin 2016 (crue torrentielle du Rhodon), la commune de Saint-Lambert déplore la dégradation de 2 équipements communaux :

- l'effondrement des plafonds de la salle de classe élémentaire au petit matin du 10.06.2016, suite à des infiltrations par la toiture, un gonflement des murs en pierre meulière et une déstabilisation de la structure du bâtiment.
- l'inondation par débordement sur les rives en fond de vallée subie par le chemin rural n°3.

Description :
Les travaux à effectuer sur l'école sinistrée consistent en :
- l'étaiement du bâtiment,
- la réaffectation des élèves de primaire dans l'espace associatif, bâtiment jointif de l'école, par la création de 2 salles de classes temporaires pendant le temps des travaux,
- la création d'une cloison phonique avec adjonction de néons supplémentaires pour respecter le nombre de lumens réglementaires.

Localisation géographique :
- SAINT-LAMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX DE REHABILITATION DE CLASSES PRIMAIRE	589 180,00	100,00%
Total	589 180,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	41 912,85	7,11%
COMMUNE	547 267,15	92,89%
Total	589 180,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	41 912,85 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	135 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	10 135,00 €
	Montant total	145 135,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013904

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RECONSTRUCTION DES PONTS DU RHODON ET DU HAMEAU DE VAUMURIER - SAINT LAMBERT DES BOIS 12/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	10 124,50 €	70,00 %	7 087,15 €
	Montant Total de la subvention		7 087,15 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT LAMBERT DES BOIS
Adresse administrative : RUE DE LA MAIRIE
78470 SAINT-LAMBERT
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard GUEGUEN, Maire

N° SIRET : 21780561300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Restauration de la capacité d'écoulement du cours d'eau

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux intempéries survenues fin mai / début juin 2016 (crue torrentielle du Rhodon), la commune de Saint-Lambert déplore la dégradation de 2 équipements communaux :
- l'effondrement des plafonds de la salle de classe élémentaire au petit matin du 10.06.2016, suite à des infiltrations par la toiture, un gonflement des murs en pierre meulière et une déstabilisation de la structure

du bâtiment.
- l'inondation par débordement sur les rives en fond de vallée subie par le chemin rural n°3.

Description :
Les travaux à effectuer sur les rives du Rhodon consiste en un reprofilage du lit du rû et la création de fossés de drainage.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- SAINT-LAMBERT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RECONSTRUCTION DES PONTS DU RHODON ET DU HAMEAU DE VAUMURIER	10 124,50	100,00%
Total	10 124,50	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	7 087,15	70,00%
COMMUNE	3 037,35	30,00%
Total	10 124,50	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 087,15 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Contrats ruraux	135 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	10 135,00 €
	Montant total	145 135,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013957

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RECONSTRUCTION DU PONT DE CRESSAY - VILLIERS SAINT FREDERIC 19/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	44 145,00 €	70,00 %	30 901,50 €
	Montant Total de la subvention		30 901,50 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SAINT FREDERIC
Adresse administrative : 2 RUE CHARLES DE GAULLE
78640 VILLIERS-SAINT-FREDERIC
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain DURAND, Maire

N° SIRET : 21780683500054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande octroi fonds d'urgence pour la réparation du Pont de Cressay

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux inondations (crue de la Mauldre) survenues fin mai / début juin 2016 (état de catastrophe naturelle reconnu par arrêté du 8 juin 2016), la commune de Villiers-Saint-Frédéric déplore les dégradations suivantes :
- l'inondation de locaux communaux,
- l'endommagement lourd du pont de Cressey.

Description :
La présente opération consiste en la reconstruction du pont de Cressay via la reprise d'un mur en bordure de rivière. La récupération des éléments de murs et des pierres de couronnement ainsi que l'évacuation et l'apport de pierres nouvelles représentent un montant estimatif de 44 145 € HT.

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- VILLIERS-SAINT-FREDERIC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RECONSTRUCTION DU PONT DE CRESSAY	44 145,00	100,00%
Total	44 145,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	30 901,50	70,00%
COMMUNE	13 243,50	30,00%
Total	44 145,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 901,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013285

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE HONDA- VILLIERS SAINT FREDERIC 19/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	452,63 €	70,00 %	316,84 €
	Montant Total de la subvention		316,84 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLIERS SAINT FREDERIC
Adresse administrative : 2 RUE CHARLES DE GAULLE
78640 VILLIERS-SAINT-FREDERIC
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Sylvain DURAND, Maire

N° SIRET : 21780683500054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande octroi fonds d'urgence pour l'acquisition d'une motopompe Honda

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Suite aux inondations (crue de la Mauldre) survenues fin mai / début juin 2016 (état de catastrophe naturelle reconnu par arrêté du 8 juin 2016), la commune de Villiers-Saint-Frédéric déplore les dégradations suivantes :
- l'inondation de locaux communaux,
- l'endommagement lourd du pont de Cressey.

Description :
Une motopompe étant tombée en panne à l'occasion des inondations de mai/juin 2016, la présente opération consiste en l'achat d'un nouveau matériel similaire (motopompe Honda).

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :
- VILLIERS-SAINT-FREDERIC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACQUISITION D'UNE MOTOPOMPE HONDA	452,63	100,00%
Total	452,63	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	316,84	70,00%
COMMUNE	135,79	30,00%
Total	452,63	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	316,84 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013788

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE DEPLACEMENT BAIE INFORMATIQUE - ORGEVAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 010,59 €	70,00 %	2 107,41 €
	Montant Total de la subvention		2 107,41 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORGEVAL
Adresse administrative : 123 RUE DU DOCTEUR MAURER
78630 ORGEVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yannick TASSET, Maire

N° SIRET : 21780466500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Touchée par les inondations du 31 mai 2016, Orgeval a du déplacer la baie informatique de la police municipale.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle suite aux inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :
L'opération consiste à déplacer la baie informatique de la police municipale.
Les travaux à réaliser sont :
- mise en place du coffret et création de liaison informatique pour récupération câbles
- reprise de l'alimentation électrique

Localisation géographique :
- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux informatique (GB NETWORKS)	3 010,59	100,00%
Total	3 010,59	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 107,41	70,00%
Part communale	903,18	30,00%
Total	3 010,59	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 107,41 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014225

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACHAT MULTIPOMPE POUR VIDE CAVE - ORGEVAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	170,60 €	70,00 %	119,42 €
	Montant Total de la subvention		119,42 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORGEVAL
Adresse administrative : 123 RUE DU DOCTEUR MAURER
78630 ORGEVAL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yannick TASSET, Maire

N° SIRET : 21780466500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Touchée par les inondations du 31 mai 2016, Orgeval a du acheter du matériel pour venir en aide à ses administrés

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle suite aux inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :
Pour venir en aide à ses administrés, la commune a du acheter :
- 2 multipompes vide cave
- 1 kit aspiration

Localisation géographique :
- ORGEVAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
achat matériel vide cave (BRICORAMA)	170,60	100,00%
Total	170,60	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Region Ile de France	119,42	70,00%
Part communale	51,18	30,00%
Total	170,60	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	119,42 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013908

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : POSE DE CANIVEAUX GRILLE ET RACCORDEMENT SUR RESEAUX - CHEMIN DES PLATRIERES A VAUX SUR SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	5 741,00 €	70,00 %	4 018,70 €
	Montant Total de la subvention		4 018,70 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAIRIE DE VAUX SUR SEINE
Adresse administrative : 218 RUE DU GENERAL DE GAULLE
78740 VAUX-SUR-SEINE
Statut Juridique :
Représentant : Madame MARIE-CHRISTINE VANDEVILLE, Autre

N° SIRET : 21780638900060

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Suite au ruissellement excessif, des ouvrages de canalisation des eaux de pluie ont été mis en place : le puisard existant étant saturé et débordant dans les propriétés voisines

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Article 17 du RBF : Exception de démarrage anticipé des travaux justifiée par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
Commune en état de catastrophe naturelle pour les inondations et coulées de boue du 28 mai 2016 au 5 juin 2016.

Description :
Suite au ruissellement excessif du Chemin des Plâtrières, la commune doit procéder à des travaux en urgence : pose de caniveaux grille sur réseaux.
Les travaux à réaliser :
- signalisation et transfert de matériel
- terrassement mécanique sur emprise à traiter,
- fourniture et pose de caniveaux grille
- pose de tuyau pour collecte du caniveau
- réglage et compactage
- raccordement sur regard, maçonnerie
- fourniture et mise en oeuvre de grave liant
- fourniture et mise en oeuvre de béton bitumineux en réfection de chaussée.

Localisation géographique :
- VAUX-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose de caniveaux grille et raccordement sur réseau	5 741,00	100,00%
Total	5 741,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	4 018,70	70,00%
Part communale	1 722,30	30,00%
Total	5 741,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 018,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014065

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RENOVATION DU MUR DU PARC GRAVELIN - CHAMPLAN 25/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	21 470,95 €	70,00 %	15 029,67 €
	Montant Total de la subvention		15 029,67 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPLAN
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91160 CHAMPLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian LECLERC, Maire

N° SIRET : 21910136700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande d'aide pour la réalisation des travaux de rénovation du mur du parc Gravelin suite à son éboulement et de nettoyage du bassin du parc Gravelin.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
La ville a subi des dommages du fait des événements climatiques des mois de mai et juin 2016, suite aux débordements de l'Yvette et de la Morte Eau et aux pluies continuelles.

Description :
Les murs constituant l'enceinte du parc municipal Gravelin ont subi les pluies continuelles, ce qui les a fragilisé à certains endroits. Ces parties sont menaçantes et présentent des risques d'effondrement.

Localisation géographique :
- CHAMPLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
RENOVATION DU MUR DU PARC GRAVELIN	21 470,95	100,00%
Total	21 470,95	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	15 029,67	70,00%
COMMUNE	6 441,28	30,00%
Total	21 470,95	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 029,67 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014281

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CURAGE DE LA MARE DU PARC GRAVELIN - CHAMPLAN 25/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	8 980,45 €	70,00 %	6 286,32 €
	Montant Total de la subvention		6 286,32 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPLAN
Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
91160 CHAMPLAN
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian LECLERC, Maire

N° SIRET : 21910136700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : Demande d'aide pour la réalisation des travaux de rénovation du mur du parc Gravelin suite à son éboulement et de nettoyage du bassin du parc Gravelin.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
La ville a subi des dommages du fait des événements climatiques des mois de mai et juin 2016, suite aux débordements de l'Yvette et de la Morte Eau et aux pluies continuelles.

Description :
Le bassin situé dans le bas du parc Gravelin a été complètement inondé et envasé.

Localisation géographique :

- CHAMPLAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
CURAGE DE LA MARE DU PARC GRAVELIN	8 980,45	100,00%
Total	8 980,45	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	6 286,32	70,00%
COMMUNE	2 694,13	30,00%
Total	8 980,45	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 286,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX014093

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DES INONDATIONS - PALAISEAU 26/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	3 850,66 €	70,00 %	2 695,46 €
	Montant Total de la subvention		2 695,46 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE PALAISEAU
Adresse administrative : 91 RUE DE PARIS
91125 PALAISEAU CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Grégoire de LASTEYRIE, Maire

N° SIRET : 21910477500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : La Ville de Palaiseau sollicite une avance de 30% pour l'achat de groupe électrogène, aspirateur à eau, motopompe.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Il s'agit pour la Ville de s'équiper en matériel pour faire face à la situation de crise occasionnée par les inondations.

Description :

Achat de matériels de gestion des inondations.

Localisation géographique :
- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT DE MATERIEL POUR LA GESTION DES INONDATIONS	3 850,66	100,00%
Total	3 850,66	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	2 695,46	70,00%
COMMUNE	1 155,20	30,00%
Total	3 850,66	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 695,46 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	144 000,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	36 137,00 €
2014	Contrat régional territorial	650 000,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	22 651,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	27 779,00 €
	Montant total	886 773,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013917

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REMISE EN ETAT DU SOL DU GYMNASE MONTALEAU- SUCY EN BRIE 13/07/2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016	139 625,59 €	70,00 %	49 000,00 €
	Montant Total de la subvention		49 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204141-153001-200
15300103- Fonds d'intervention, aménagement et équipement rural

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SUCY EN BRIE
Adresse administrative : 2 AV GEORGES POMPIDOU
94370 SUCY-EN-BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Marie-Carole CIUNTU, Maire

N° SIRET : 21940071000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds d'urgence destiné aux communes franciliennes et groupements touchés par les inondations de fin mai et début juin 2016
Rapport Cadre : CR153-16 du 16/06/2016

Objet du projet : DEGATS OCCASIONNES PAR L'INONDATION DE FIN MAI ET DEBUT JUIN 2016 SUR LES BIENS PUBLICS DE LA VILLE DE SUCY-EN-BRIE

Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 17 du RBF, l'autorisation de démarrage anticipé est motivée par la nécessité de réaliser les travaux au plus vite suite aux inondations.

Objectifs :
Les inondations de fin mai et début juin 2016 (arrêté du 8 juin portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle), ont sinistré de nombreux Sucyciens et causé à la commune de Sucy-en-Brie de nombreux dommages sur ses équipements publics :
- salle des fêtes Espace Jean-Marie POIRIER,

- centre culturel,
- Gymnase Montaleau.

Ce dernier fait l'objet de la présente opération.

Description :
Le gymnase de Montaleau a subi une remontée des eaux par capillarité ainsi que des infiltrations par les côtés au niveau du sol.

Les travaux envisagés consistent donc en la dépose des sols existants (abimés et gondolés) et leur remplacement par un revêtement similaire (PVC de type Taraflex ou linoleum).

Public(s) cible(s) :
commune

Localisation géographique :

- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
REMISE EN ETAT DU SOL DU GYMNASE MONTALEAU	139 625,59	100,00%
Total	139 625,59	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION	49 000,00	35,09%
COMMUNE	90 625,59	64,91%
Total	139 625,59	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	49 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrat régional territorial	1 095 569,25 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	44 523,00 €
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	75 000,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	151 041,74 €
	Montant total	1 366 133,99 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-468

DU 21 SEPTEMBRE 2016

MISE EN ŒUVRE OPERATIONNELLE DU DISPOSITIF DE SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL

CONTRIBUTION DES PARCS NATURELS REGIONAUX A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L352 du 24 décembre 2013

VU Le Code général des collectivités territoriales

VU Le Code de l'environnement, et notamment ses articles L 333-1 et suivants

VU La circulaire du 14 septembre 2015 relative à l'application du règlement n°1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 du Conseil régional relative à l'approbation du CPER 2015-2020

VU La délibération n° CR 58-15 du 18 juin 2015 relative à la mise en œuvre du volet territorial du CPER 2015-2020

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens

VU La délibération n° CR 09-16 du 17 mars 2016 relative au doublement des aides aux territoires ruraux

VU La délibération n°CR 113-16 du 7 juillet 2016 relative à la sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural

VU La délibération n° CP 15-549 du 20 octobre 2015 relative à la convention entre la Région et l'ASP pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis et pour le contrôle du service fait pour les actions éligibles au fonds social européen

VU La délibération n° CP 16-240 du 15 juin 2016 relative aux conventions transitoires 2016 des programmes d'actions des PNR

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016

VU Le rapport CP 16-468 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la Commission des Finances

VU L'avis de la commission environnement et aménagement du territoire

VU L'avis de la commission du développement économique et de l'innovation

VU L'avis de la Commission de la Ruralité et de l'Agriculture

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve, dans le cadre du lancement opérationnel du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural, les documents contractuels suivants :

- les conventions type, supports contractuels avec les bénéficiaires des aides régionales : les entreprises d'une part, et les communes ou les EPCI, d'autre part, jointes respectivement en annexes 1 et 2 à la délibération ;
- l'avenant n°2 à la convention 2016 avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP) pour le versement délégué des aides aux entreprises, tel que joint à la délibération en annexe 3.

Autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 2 :

Approuve les avenants aux conventions transitoires relatives aux programmes d'actions 2016, respectivement avec les PNR de la Haute Vallée de Chevreuse, du Gâtinais français, du Vexin français, tels que joints en annexes 4, 6, 8 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Décide de participer au financement des actions de ce dispositif, telles que détaillées en annexes 5, 7 et 9 à la présente délibération.

Article 3 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant total de 435 000 €, disponible sur le chapitre budgétaire 905 « Aménagement des territoires », Code fonctionnel 53 « Espace rural et autres espaces de développement », Programme « Aménagement et équipement de l'espace rural », Action (15300105) « Sauvegarde des commerces de proximité », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 10 à la délibération, répartie entre les trois PNR, comme suit :

	Montant de l'autorisation de programme
PNR Haute Vallée de Chevreuse	180 000 €
PNR du Gâtinais français	120 000 €
PNR du Vexin français	135 000 €

Subordonne le versement de ces subventions à la signature des avenants visés à l'article 2

Article 4 :

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 18 000 € à l'ASP pour la gestion et le versement des aides aux entreprises relevant du dispositif de sauvegarde des commerces de proximité, conformément à l'avenant n°2 susvisé, disponible sur le Chapitre budgétaire 931 : « Formation professionnelle et Apprentissage », Code fonctionnel 10 « Services communs », Programme HP10-002 « Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage », Action (11000201) « Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage » nature 622 du budget 2016.

Subordonne le versement de ces crédits à l'ASP à la signature de l'avenant n°2 visé à l'article 1.

Article 5 :

Autorise par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 7 juillet 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Convention type avec les entreprises bénéficiaires

CONVENTION TYPE RELATIVE A LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE - AIDE AUX ENTREPRISES

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DENOMINATION
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural et dans le cadre du règlement d'intervention adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 113-16 du 7 juillet 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

La subvention régionale, objet de la présente convention, telle que décrite à l'annexe, est attribuée sur le fondement également des 2 textes suivants :

-du règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013

-du règlement (UE) n° 360/2012 de la Commission européenne du 25 avril 2012 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant des services d'intérêt économique général et publié au JOUE L 114 du 26 avril 2012.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LE BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Participer aux entretiens sollicités par la Région, relatifs au projet mis en œuvre au titre de la présente convention.

Communiquer à la Région toute information susceptible de lui permettre de mesurer l'impact des aides versées sur sa situation, y compris postérieurement à l'accomplissement du projet soutenu. Cette communication est limitée à 2 années après l'accomplissement du projet.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au Plan comptable général en vigueur.

Respecter le cadre législatif en vigueur.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale dans toutes les actions de communication et publications liées au projet, objet de la présente convention, ainsi que tous les événements de relations publiques, de relations presse, ou toute action de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

De plus, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées et mises en œuvre par la Région Ile-de-France.

Le bénéficiaire autorise la Région, à titre gracieux et dans le respect du secret industriel et commercial, à utiliser les résultats du projet subventionné (publications, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale.

Les photos, vidéos, reportages, ou interviews réalisés dans le cadre de la présente convention pourront aussi être librement utilisés par la Région Ile-de-France, dans le respect de la législation relative au droit individuel à l'image.

La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué, par l'Agence de Services et de Paiement (ASP), sur demande du bénéficiaire.

Pour les subventions d'un montant au moins égal à 23 k€

La subvention est versée en 2 temps :

- 50% à la signature de la convention entre la Région et l'entreprise bénéficiaire ;
- 50% sur présentation des factures d'investissements réalisés.

L'ASP procède au versement de l'avance de 50 % du montant de l'aide, sur présentation des pièces suivantes, fournies par la Région :

- Délibération CP mentionnant l'entreprise bénéficiaire (nom, adresse, nom du dirigeant, montant de l'aide) ;
- Présente convention signée entre la Région et l'entreprise bénéficiaire, accompagnée de son annexe (fiche projet IRIS) ;
- RIB au nom de l'entreprise (raison sociale), extrait Kbis.

Le versement de l'avance par l'ASP, après vérification des pièces, intervient, après leur transmission par la Région.

Concernant le solde des 50 % :
La demande de solde est envoyée à l'ASP, complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le solde est versé en une seule fois par l'ASP, sur présentation par l'entreprise bénéficiaire des factures acquittées d'investissements réalisés : ces factures sont envoyées, accompagnées d'une copie de la convention signée avec la Région, par l'entreprise à l'ASP qui procède à la vérification/conformité de la nature et du montant des investissements soutenus, à partir des documents fournis par la Région.

Le comptable assignataire est l'agent comptable de l'Agence de Service des Paiements, situé 2 rue de Maupas à LIMOGES (87000).

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (modalités de versement) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date XX D'ELIGIBILITE SINON de la date XX DU VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX DATE DE VOTE.

Elle expire au versement du solde de l'aide ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé, la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le	Le
La présidente du Conseil régional d'Île-de-France	Le bénéficiaire DENOMINATION CIVILITE PRENOM NOM, QUALITE DU SIGNATAIRE
Valérie PECRESSE	

Annexe 2 : Convention type avec les communes ou EPCI bénéficiaires

CONVENTION TYPE RELATIVE A LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE - AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE DES COMMUNES/EPCI

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : DENOMINATION
dont le statut juridique est :
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION *(représentant signataire convention)*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif régional de sauvegarde des commerces de proximité en milieu rural et dans le cadre du règlement d'intervention adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 113-16 du 7 juillet 2016.

Ce dispositif s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte rural, actée par la délibération n°CR 09-16 du 17 mars 2016, traduisant l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux.

La sauvegarde des commerces de proximité constitue une mesure phare du volet économique de ce Pacte, appelé à être conforté, pour favoriser l'attractivité des territoires ruraux.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir LE BENEFICIAIRE pour la réalisation de l'opération dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX €, soit un montant maximum de subvention de XX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à :

Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Maintenir pendant une durée de 15 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage prévu ou à défaut et sur justificatif une destination publique de l'équipement.

Conserver pendant cette même durée la propriété desdits biens.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Participer aux entretiens sollicités par la Région, relatifs au projet mis en œuvre au titre de la présente convention.

Communiquer à la Région toute information susceptible de lui permettre de mesurer l'impact des aides versées sur sa situation, y compris postérieurement à l'accomplissement du projet soutenu. Cette communication est limitée à 2 années après l'accomplissement du projet.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, la collectivité s'engage à faire apparaitre la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'opposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région est obligatoire en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le portail de la Région Ile-de-France.

Tous les évènements de relations publiques ou opérations de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région fournit à la collectivité les panneaux d'information et de communication. La collectivité s'engage à implanter dès l'ouverture des chantiers ces panneaux d'information et de communication de sorte qu'ils soient visibles de la voie publique, à en garantir le maintien dans de bonnes conditions de lisibilité pendant toute la durée des travaux et à demander ces panneaux au moins six semaines avant le démarrage effectif des travaux. Un formulaire type de demande est joint à la présente convention.

La collectivité autorise à titre gracieux, la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. Aucune utilisation ou exploitation commerciale du projet ne sera réalisée par la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (modalités de versement) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE SINON DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE.

Elle expire au versement du solde de l'aide ou à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
DENOMINATION
CIVILITE PRENOM NOM, QUALITE DU SIGNATAIRE
CACHET

Valérie PECRESSE

Annexe 3 : Avenant n°2 à la convention avec l'Agence de Services et de Paiement (ASP)

AVENANT N° 2

Á LA CONVENTION 2015 POUR LA GESTION ET LE REGLEMENT DES AIDES AUX STAGIAIRES, DES PRESTATIONS ET SUBVENTIONS POUR LA FORMATION CONTINUE, LE RESEAU D'ACCUEIL DES MISSIONS LOCALES, LES EMPLOIS TREMPLIN, LES DISPOSITIFS D'ACCES A L'APPPRENTISSAGE, DE MOBILITE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE, LE VERSEMENT DE LA PRIME REGIONALE AUX EMPLOYEURS D'APPRENTIS, LE REGLEMENT DES SUBVENTIONS PM'UP

ENTRE :

La Région Ile-de-France,
Sise 33 rue Barbet de Jouy à Paris
Représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,
Habilitée à signer l'avenant n°2 à la convention par délibération n° CP 16-XXX
Ci-après dénommée « la Région »,
d'une part,

Et, **l'Agence de Services et de Paiement (ASP)**, établissement public administratif dont le siège est situé 2, rue du Maupas à Limoges (87), représentée par son Président-Directeur Général, Monsieur Stéphane LE MOING
ci-après dénommée « l'ASP ».
d'autre part,

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.313-1 à L313-7 et R.313-13 et suivants relatifs à l'ASP ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales en son article L1611-7 Alinéa II ;

Vu la loi de finances pour 2014, n° 2013-1278, du 29 décembre 2013, notamment son article 140 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la convention entre la Région et l'ASP approuvée par la délibération n° CP 15-549 du 8 octobre 2015 pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation continue, le réseau d'accueil des missions locales, les Emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement des aides aux employeurs d'apprentis, le règlement des subventions PM'UP et signée le 30 octobre 2015.

Est convenu de ce qui suit :

ARTICLE 1 :

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention signée le 30 octobre 2015 précitée en y intégrant la création d'un nouveau dispositif (aide aux commerces de proximité en milieu rural) adopté par la délibération n° CR.113-16 du 7 juillet 2016.

ARTICLE 2 :

Un treizième alinéa est ajouté à l'article 1 de la convention et rédigé comme suit :
« la gestion et le paiement des aides régionales au titre du dispositif d'aide aux commerces de proximité en milieu rural »

ARTICLE 3 :

L'article 4 de la convention est complété d'un huitième alinéa rédigé ainsi :
« aide aux commerces de proximité en milieu rural »

ARTICLE 4 :

L'article 6 de la convention est complété d'un septième alinéa rédigé ainsi :
« aide aux commerces de proximité en milieu rural »

ARTICLE 5 :

L'article 7 est modifié ainsi :

L'article 7-9 devient l'article 7-10
L'article 7-10 devient l'article 7-11

Un nouvel article 7-9 est ainsi rédigé :
« Gestion et paiement des aides aux commerces de proximité en milieu rural »

Les modalités de gestion et de paiement sont définies au chapitre VII de l'annexe III de la convention.

ARTICLE 6 :

L'article 10 de la convention entre la Région et l'ASP est ainsi complété par l'ajout d'un alinéa après celui concernant le dispositif PM'UP :

« le coût de la prestation pour assurer la gestion et le paiement de l'aide régionale au titre du dispositif « aide aux commerces de proximité » est fixé à :
- 24,25 € HT par dossier créé
- 6,63 € HT par facture traitée
- 6,10 € HT par paiement à une entreprise bénéficiaire

Evolution du système d'information et la restitution des données : 6000 € HT pour l'année 2016.

ARTICLE 7 :

Le descriptif de l'annexe III dans l'article 26 est complété du chapitre 7 'aide aux commerces de proximité en milieu rural. »

ARTICLE 8 :

L'annexe III à la convention est modifiée comme indiqué en annexe au présent avenant par l'ajout d'un chapitre 7.

ARTICLE 9 :

Les nouvelles dispositions, objet du présent avenant, prennent effet à compter de sa signature.

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées

Le	**Le**
Pour l'ASP,	**Pour la Région Ile-de-France,**
Le Président-Directeur Général	**La Présidente du Conseil régional**
Stéphane LE MOING	**Valérie PECRESSE**

ANNEXE III : DISPOSITIONS RELATIVES AUX DISPOSITIFS SPECIFIQUES MIS EN ŒUVRE PAR LA REGION DANS LE CADRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE CONTINUE, DES EMPLOIS-TREMPLIN, DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, ET DES EMPLOIS D'AVENIR

Pour les dispositifs suivants, l'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région :

- Emplois–tremplin ;
- chèques mobilité ;
- mobilité européenne et internationale ;
- PM'UP ;
- Dispositif d'appui aux Emplois d'Avenir (A.R.R.E.A.).
- Aide aux commerces de proximité en milieu rural

I - EMPLOIS-TREMPLIN

L'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région relatives aux Emplois-tremplin dont le programme et les modalités d'intervention ont été définis par la délibération n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, modifiée par les délibérations n° CR 27-06 du 17-18 mai 2006, n° CR 92-08 du 20 novembre 2008 et n° CR 08-13 du 14 février 2013.

L'ASP prendra en charge toutes modifications et évolutions du dispositif Emplois-tremplin qui pourraient être décidées par la Région au cours de l'année 2015 par un vote en Commission permanente. L'extension et/ou la modification des missions feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

En 2015, un nouveau règlement d'intervention a été adopté par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015 qui vient ajuster les règles de fonctionnement des Emplois-tremplin, suite aux évolutions législatives et à l'évaluation des dispositifs régionaux.

1 - DESCRIPTIF DE LA MESURE

Il convient de se reporter au contenu du règlement d'intervention tel qu'il a été adopté par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et du CR 92-08 du 20 novembre 2008 concernant les postes votés par la Commission permanente de la Région entre le 1er janvier 2005 et le 31 décembre 2012.

Pour les postes votés entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2014, l'ASP devra se reporter au règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013.

Pour les postes votés à partir du 1er janvier 2015, l'ASP devra se reporter au règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015.

2 - MODALITES DE GESTION DES AIDES EMPLOIS-TREMPLIN PROJET ET EMPLOIS-TREMPLIN INSERTION-CDI

2-1 Constitution du dossier

Après accord de la Région (délibération en Commission permanente d'affectation des crédits) d'attribuer une subvention au titre des Emplois-tremplin, les documents et justificatifs nécessaires au paiement sont transmis par l'employeur à l'ASP :

- une copie de la convention conclue avec la Région et son annexe n°1 « fiche de présentation du poste » ;
- une copie du contrat de travail signé par les parties ;
- un RIB ou un RIP original ;
- l'annexe n°2 bis, preuve du dépôt de l'offre d'emploi par l'employeur auprès de Pôle Emploi ;
- l'attestation de l'Agence Pôle Emploi ou la Mission Locale déclarant le salarié éligible (annexe n°2) ;
- la déclaration originale d'embauche, de remplacement ou de départ d'un salarié (annexe n°3).

N.B. : pour les missions locales recrutant elles-mêmes un salarié dans le cadre du dispositif, c'est Pôle Emploi qui délivrera l'attestation.

L'ASP vérifie que :

- le contrat de travail de chaque bénéficiaire est à durée indéterminée et que le montant du salaire est au moins égal au SMIC ;
- en cas de contrat de travail à temps partiel, qu'une dérogation a bien été accordée à l'employeur par la Région ;
- dans le cas des Emplois-tremplin insertion-CDI (catégorie d'Emplois-tremplin qui a disparu du nouveau règlement d'intervention adopté par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013[1]), vérifie que l'annexe 2 est bien accompagnée de l'attestation sur l'honneur signée par l'employeur justifiant que le niveau de qualification du salarié ne dépasse pas le niveau V. Au moindre doute sur ce point précis, l'ASP en réfère directement à la Région ;
- le ou les postes sont pourvus dans un délai de 6 mois à compter de la validation du projet en Commission permanente du Conseil régional ;
- en cas de remplacement, le ou les postes sont pourvus dans un délai de 3 mois à compter du départ effectif de la personne initiale ;
- toute embauche est effectuée après la signature de la convention (N.B. la date de la signature de la convention correspond à la date de la Commission permanente ayant permis l'affectation du ou des postes Emplois-tremplin).

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'ASP ne procède pas au paiement et informe l'employeur du motif de non versement de la subvention en lui retournant les pièces qu'il lui a envoyées.

[1] Néanmoins, en cas de remplacement du salarié sur cette catégorie d'Emplois-tremplin, l'ASP peut être amenée à gérer encore de tels dossiers pour les employeurs dont la convention court toujours.

En cas de contrôle et sur demande expresse de la Région, l'ASP tiendra à sa disposition dans les meilleurs délais :
- une copie de chaque contrat de travail signé ;
- une copie des annexes 2 et 2 bis ;
- une copie de l'annexe 3, c'est-à-dire la déclaration d'embauche ou de remplacement.

D'autre part, l'ASP fournira tous les trimestres à la Région, la liste des conventions qu'elle gère avec la date de recrutement de la (des) personne(s) ainsi que la date de la déclaration d'embauche sur les postes Emplois-tremplin.

Enfin, l'ASP relance par courrier les structures qui ont dépassé le délai des 6 mois de recrutement et fournit la liste à la Région des structures qui renoncent au poste qui leur a été affecté par délibération

La mise en œuvre des différents règlements d'intervention nécessite de la part de l'ASP une vigilance particulière sur le contrôle de la constitution des dossiers, préalablement à tout paiement effectué par l'ASP. En effet, en fonction de l'année du vote de la création de poste, un règlement distinct s'applique avec des critères spécifiques d'éligibilité du public.

Ainsi,
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté avant le 1er janvier 2013, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission locale déclarant le salarié éligible (annexe N°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 92-08 du 20 novembre 2008 ;
- dans le cas des Emplois-tremplin insertion-CDI, vérifie que l'annexe 2 est bien accompagnée de l'attestation sur l'honneur signée par l'employeur justifiant que le niveau de qualification du salarié ne dépasse pas le niveau V ou infra. Au moindre doute sur ce point précis, l'ASP en réfère directement à la Région ;
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté entre le 1er janvier 2013 et le 31 décembre 2014, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission locale déclarant le salarié éligible (annexe N°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 ;
- si le remplacement concerne un poste Emploi-tremplin voté à partir du 1er janvier 2015, l'ASP vérifie que l'attestation de l'entité locale de Pôle Emploi ou la mission locale déclarant le salarié éligible (annexe n°2) est bien relative aux critères d'éligibilité des publics visés par la délibération n° CR 05-15 du 13 février 2015.

2-2 Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par :

- l'envoi à l'ASP par la Région, après acceptation du dossier, sous format Excel, de la liste des postes affectés avec les éléments suivants :
    - numéro de délibération, date de délibération, année d'affectation, chapitre budgétaire (libellé et code), référence à la fonction (libellé et code), référence au programme (libellé et code), référence à l'action (libellé et code) ;

- numéro de dossier IRIS associé à la délibération d'affectation des crédits concernée ;
- numéro de la convention, intitulé du poste, numéro du poste, montant de la subvention affecté ;
- nom de l'employeur, adresse complète, Code NAF, numéro SIRET.

- la transmission à l'ASP par l'employeur des documents mentionnés au 2-1.

2-3 Versement de l'aide

L'aide est versée mensuellement et par avance.

En cas de départ d'un salarié, non remplacé, l'employeur informe immédiatement l'ASP via la déclaration d'embauche, de remplacement ou de départ du salarié. Celui-ci suspendra alors les paiements.

En cas de remplacement temporaire ou définitif sur le poste, l'employeur transmettra à l'ASP une nouvelle déclaration d'embauche accompagnée de l'attestation de l'Agence Pôle Emploi ou de la mission locale justifiant l'éligibilité du salarié.

Le remplacement temporaire (C.D.D.) du titulaire du poste est autorisé s'il résulte d'un congé maternité, congé parental et maladie longue durée mais doit concerner une personne issue des publics visés.

Dans tous les cas de remplacement, l'employeur dispose d'un délai de trois mois à compter du départ de la personne pour procéder au recrutement du ou des remplaçants.

2.4. Suivi des conventions employeurs.

Chaque année à la date anniversaire du recrutement, les employeurs doivent fournir à l'ASP :

- les comptes certifiés par l'association (un bilan comptable et un compte de résultats relatifs à l'activité de la structure de l'année n-1) ;
- un budget prévisionnel pour l'année N.

Par ailleurs, pour les postes votés avant le 1er janvier 2013, *la troisième année d'aide et la dernière année d'aide,* les employeurs fournissent également :

- un accusé de réception du bilan qualitatif Emplois-tremplin qui sera généré suite au remplissage du questionnaire sur la Plate-forme des Aides Régionales.

Pour les postes votés après le 1er janvier 2013, l'accusé de réception du bilan qualitatif Emplois-tremplin, généré suite au remplissage du questionnaire sur la Plate-forme des Aides Régionales, est fourni *la deuxième année d'aide et la dernière année d'aide.*

L'ASP :

- relance par courrier les structures pour récupérer l'ensemble de ces documents ;
- suspend le versement de l'aide en cas de non réception de ces documents ;
- communique régulièrement ces données à la Région et fournit à la Région une liste des structures qui n'ont pas envoyé les documents et dont le versement de l'aide est suspendu.

L'ASP fait parvenir à la Région par voie postale (un envoi par mois) les bilans qualitatifs annuels ainsi que les bilans financiers, comptes de résultats et budgets prévisionnels récupérés auprès des employeurs.

Pour les créations de postes votées à partir du 1er janvier 2013, la Région transmettra à l'ASP les délibérations concernant :

- les postes qui font l'objet de l'octroi d'une 4ième année d'aide,
- les postes qui font l'objet de l'octroi d'un renouvellement de l'aide.

2-5 Appels de fonds

Les appels de fonds de l'ASP devront être adressés à la Région selon le modèle joint.

La Région met à disposition de l'ASP les crédits nécessaires au versement des aides à la rémunération sur appel de fonds, présenté tous les trois mois, conformément aux modèles établis en concertation et ci-joints annexés à la convention.

La Région procède au versement des crédits nécessaires.

Les appels de fonds résultent des calculs suivants :

- la différence entre le montant versé par la Région à l'ASP (intégrant l'avance constituée en fonds de roulement de 150 000 €) et les dépenses réellement effectuées au titre de ce programme ;
- un forfait de trois mois de rémunération pour les postes effectivement pourvus, en gestion par l'ASP ;
- et au vu du solde, reconstitution de l'avance de 150 000 €.

3 - DECLENCHEMENT DU PAIEMENT DE L'AIDE INDIVIDUELLE A LA FORMATION AU BENEFICIAIRE OU A L'ORGANISME DE FORMATION

Cette aide individuelle est versée par l'ASP :

- soit directement au salarié au fur et à mesure des paiements effectués par ce dernier à l'organisme de formation ;
- soit, par subrogation, à l'organisme de formation au fur et à mesure de la réalisation du stage.

Le mode de versement choisi ne pourra faire l'objet de modification en cours de formation.

Le règlement sera effectué par l'ASP sur présentation des pièces suivantes :

Versement à l'organisme de formation

- d'une facture attestation trimestrielle, adressée par l'organisme de formation, indiquant les heures effectivement réalisées par le salarié précisant la nature de la prestation octroyée (bilan de compétence ou/et accompagnement à la VAE ou/et les natures de formation dispensée) et le prix facturé par prestation ;
- de la copie de la décision d'aide individuelle précisant l'acceptation de la subrogation qui a été envoyée par le prescripteur lors de l'entrée en formation du salarié ;
- d'un RIB original.

Versement direct au salarié

- d'une facture attestation de présence acquittée, adressée par le salarié à l'ASP, indiquant les heures qu'il a effectivement réalisées, précisant la nature de la prestation octroyée (bilan de compétence ou/et accompagnement à la VAE ou/et les natures de formation dispensée) et le prix facturé par prestation ;
- de la copie de la décision d'aide individuelle ;
- d'un RIB original.

Le montant du financement régional à régler par l'ASP sera celui porté sur la décision d'aide individuelle. Un avis de paiement est adressé par l'ASP au bénéficiaire de l'aide, salarié ou organisme de formation.

4 - SUIVI ET CONTROLE DU DISPOSITIF

Un contrôle a posteriori est exercé par l'ASP au bout de douze mois à compter de la date de recrutement, sur la base d'un état récapitulatif des recettes liées au financement du poste, tous financeurs confondus et des dépenses liées au poste Emploi-tremplin (annexe n°4 originale), accompagné de la copie de la fiche de paye du dernier mois de la période concernée.

L'annexe n°4 est envoyée tous les douze mois en original par l'employeur à l'ASP, cette période étant décomptée à partir du mois de la première embauche :

- l'aide régionale devra être ajustée le cas échéant au prorata des mois au cours desquels le salarié est effectivement présent et rémunéré ;
- la subvention régionale est à recalculer si le total des aides régionales et/ou départementales Emploi-tremplin, liées au poste, dépasse 90 % de la dépense réellement supportée. Dans ce cas, la subvention est réduite en conséquence et donne lieu à ordre de reversement, au titre de l'année N.

La dépense encourue concerne le titulaire du poste Emploi-tremplin et le remplaçant éventuellement recruté pour pallier une absence.

L'ASP transmet ce document aux employeurs, l'annexe n°4 étant pré-renseignée par l'ASP du montant versé au titre de l'aide de la Région. Ce document sera envoyé une fois le 12ème mois payé. Les versements mensuels se poursuivent jusqu'au 14ème mois inclus et sont interrompus en cas de non réponse de l'employeur.

L'ASP procède aux régularisations éventuelles.

Les états de présence et les feuilles d'émargement seront tenus à disposition de la Région par l'organisme de formation, en cas de contrôle.

5 - SUIVI STATISTIQUE ET FINANCIER

La Région transmettra à l'ASP, après l'adoption de chaque délibération, les données relatives au poste, à l'employeur et à la convention, en version électronique

Suivi statistique :

L'ASP assure la production de statistiques et tableaux de bord.

Outre les tableaux de suivi prévus pour les autres dispositifs à l'annexe VI à la convention, l'ASP assure mensuellement la production de tableaux de bord et de statistiques spécifiques à ce dispositif qui sont transmis sous forme électronique et font apparaître :

- la démographie des bénéficiaires (hommes/femmes, tranches d'âge, publics éligibles visés par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et du CR 92-08 du 20 novembre 2008, et les publics éligibles visés par les délibérations n° CR 08-13 14 février 2013 et n° CR 05-15 du 13 février 2015, département et commune de résidence, niveaux d'études, et domaine de spécialité des formations suivies) ;
- le nombre de postes par secteurs d'activités visés par les délibérations n° CR 33-04 du 28 octobre 2004, n° CR 27-06 du 17 mai 2006 et n° CR 92-08 du 20 novembre 2008, et les publics éligibles visés par les délibérations n° CR 08-13 14 février 2013 et n° CR 05-15 du 13 février 2015, par type - création ou transformation -, par commune et par département, par délibération et par date d'embauche ;
- la typologie des employeurs (statut juridique, effectif salarié, code APE, commune et département) ;
- le suivi du turn-over sur les postes Emplois-tremplin (démission, CDD, CDI, licenciement ou autre).

Suivi financier :

Un compte-rendu financier mensuel, annuel et pluriannuel devra être établi par l'ASP par catégorie d'employeur et communiqué à la Région afin de lui permettre de connaître, au regard des autorisations d'engagement affectées et votées dans les délibérations, les montants engagés (à travers les conventions réellement signées), et les montants payés.

Le détail de ces données est communiqué par transmission en version électronique d'une copie de la base informatique.

L'ASP transmet également à la Région en fin d'année, la liste des postes qui n'ont pas été pourvus au-delà de 6 mois pour les recrutements initiaux et au-delà de 3 mois pour les remplacements.

6 - MODALITES DE GESTION CONCERNANT LES EMPLOIS-TREMPLIN INSERTION-I.A.E.

6-1 Constitution du dossier

Après accord de la Région (délibération en Commission permanente d'affectation des crédits) d'attribuer une subvention au titre des Emplois-tremplin insertion par l'activité économique (I.A.E.), les documents et justificatifs nécessaires au paiement sont transmis par l'employeur à l'ASP :

- une copie de la convention conclue entre la Région et la Structure d'Insertion par l'Activité Economique (S.I.A.E.) ;
- l'annexe 1 de cette convention ;
- le RIB ;
- l'annexe 2 de cette convention.

L'ASP vérifie :

- le montant de la subvention inscrit dans la convention Emplois-tremplin insertion-I.A.E. (article 2.1) et sa conformité avec le montant voté ;
- le contenu de l'annexe 1 ;
- le contenu de l'annexe 2.

Si ces conditions ne sont pas remplies (présence des documents et contenu), l'ASP ne procède pas au paiement et informe la S.I.A.E. du motif de non versement de la subvention en lui retournant les pièces qu'elle lui a envoyées. Une copie de ce courrier est transmise à la Région.

6-2 Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par :

- l'envoi à l'ASP par la Région, sous format Excel, de la liste des S.I.A.E. soutenues avec notamment les éléments suivants :
  - numéro et date de délibération, année et montant d'affectation, référence au chapitre budgétaire, code programme, code action ;
  - nom, adresse de la structure, nom du représentant de la S.I.A.E., numéro de SIRET, numéro de la convention Emplois-tremplin-insertion-I.A.E. ;
  - montant total de la subvention allouée.

- la transmission à l'ASP des documents mentionnés au paragraphe 6-1.

6-3 Versement de l'aide

- *pour les Associations Intermédiaires (A.I.)* : un premier versement représentant 60 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu des heures effectivement réalisées par des personnes non allocataires du RSA socle sur l'année N au vu de l'annexe 2 de chaque convention signée avec les structures ;

- *pour les Ateliers Chantier d'Insertion (A.C.I.)* : un premier versement représentant 70 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu du nombre réel de Contrats à Durée Déterminée d'Insertion (C.D.D.I) pour des personnes non allocataires du RSA Socle qui ont été recrutées au sein de la structure sur l'année N, au vu de l'annexe 2 et des pièces justificatives demandées aux structures ;
- *pour les Entreprises d'Insertion (E.I.) et les régies de quartier* : un premier versement représentant 60 % du montant total de la subvention allouée et votée est effectué au vu de l'annexe 1. Le solde sera réajusté au vu du bilan des pièces justificatives demandées aux structures.

6-4 Appels de fonds

Par quinzaine, l'ASP fait parvenir à la Région un état récapitulatif destiné à appeler les fonds et faisant apparaître en conséquence par type de S.I.A.E. le nom de la structure, le montant de la subvention allouée, le montant du 1er versement et le montant du solde.

6-5 Suivi financier et statistique

Un compte-rendu financier mensuel, annuel et pluriannuel devra être établi par l'ASP par catégorie de S.I.A.E. et communiqué à la Région afin de lui permettre de connaître, au regard des autorisations d'engagement affectées et votées dans les délibérations, les sommes effectivement dépensées par l'ASP par type de S.I.A.E.

Le détail de ces données est communiqué par transmission en version électronique d'une copie de la base informatique.

II – CHEQUES MOBILITE

1 - OBJET

La Région Ile-de-France a décidé de mettre en œuvre une aide au transport des jeunes en Ile-de-France de 16 à 25 ans sans emploi.

Elle est distribuée aux jeunes par les missions locales sous forme de chèques mobilité. D'une valeur nominale de 8 € et 4 €, ces chèques mobilité sont utilisés pour l'achat de titres de transport en Ile-de-France auprès de la RATP, de la SNCF-Transilien et des sociétés de l'Organisation Professionnelle du Transport en Ile-de-France (OPTILE). Ils sont donc acceptés par l'ensemble des transporteurs agréés.

Il s'agit d'une aide accordée aux jeunes sans emploi engagés dans un parcours d'insertion élaboré avec l'aide de la mission locale. Les jeunes qui suivent des stages de formation professionnelle pour lesquels des aides au transport spécifiques existent déjà n'ont pas accès au chèque mobilité.

A titre dérogatoire, la structure d'accueil délivre des chèques mobilité aux jeunes inscrits dans un des dispositifs régionaux d'insertion « Avenir Jeunes, Ecole de la 2ème chance, Action expérimentale d'Impulsion 75 » ou le programme régional qualifiant « compétences » et bénéficiant à ce titre de la gratuité des transports publics durant leur parcours de formation pour couvrir la période précédant l'activation de leur droits à la gratuité. Par ailleurs, des chèques mobilité peuvent être attribués à d'autres jeunes ne relevant pas de ces dispositifs pour le 1er mois de formation.

Cette aide au transport est plafonnée à 80 % du prix du titre de transport et pour une durée de trois mois maximum, en une ou plusieurs périodes. Son attribution et sa modulation sont effectuées par les conseillers qui suivent les jeunes en fonction des instructions fixées par la Région. Dès lors, si le parcours d'insertion du jeune le justifie, la durée de l'aide pourra être portée à six mois.

L'ASP est chargée du suivi des commandes des chèques mobilité, de la fourniture des données statistiques correspondantes, du contrôle de cette aide et du paiement des factures.

2 – MODALITES DE GESTION

Paiement des factures

Les paiements sont réalisés sur factures mensuelles. Trois transporteurs sont actuellement conventionnés.

Les factures sont transmises par la Région à l'ASP.

La Région transmet à l'ASP la convention accompagnée d'un RIB/RIP original, la délibération d'affectation des crédits avec le numéro de dossier IRIS associé.

L'ASP s'engage à payer les versements dès réception des justificatifs de paiement signés par la Région.

Chaque versement aux bénéficiaires est accompagné d'un envoi par l'ASP d'un état détaillé précisant, outre l'objet, le montant, le numéro de paiement, la date d'émission et l'année budgétaire concernée.

Suivi des commandes

L'ASP assure pour le compte de la Région les commandes des chèques mobilité des missions locales habilitées à les distribuer.

La Région transmet à l'ASP la liste de ces structures et les mises à jour nécessaires.

Réception des commandes

Les missions locales adressent leur commande (par courrier, FAX ou autre) tous les mois à l'ASP, avant le 02 de chaque mois. Toute commande reçue ultérieurement est reportée sur le mois suivant. L'ASP en informe par courrier les missions locales concernées.

Chaque commande est accompagnée d'un état récapitulatif de consommation pour la période achevée (du 01 janvier de l'année en cours à la date de la commande) et d'un exemplaire du registre détaillé tenu par les missions locales.

Validation des commandes

Un plafond maximum de commande est attribué annuellement à chaque structure. Ce plafond est arrêté pour chaque mission locale par délibération et figure à l'annexe technique et financière de la convention triennale. Le plafond inclut toutes les commandes passées entre les mois de janvier et de décembre.

Pour chaque commande, l'ASP vérifie que l'état de consommation du plafond de la structure lui permet de disposer du montant nécessaire à celle-ci.

Si une mission locale transmet une commande dépassant son plafond annuel (au regard du cumul des commandes passées en cours d'année), l'ASP rectifie la commande en fonction du montant disponible et en informe la structure.

En cas de situation litigieuse, la Région est seule décisionnaire.

Transmission des commandes

L'ASP transmet à la Région avant le 5 de chaque mois un état récapitulatif des commandes incluant pour chaque structure :

- le nom de la structure ;
- le numéro de convention triennale ;
- le code point de livraison et l'adresse de livraison. Ils sont fournis par la Région sur simple demande ;
- le nombre de chèques de 4 € commandés ;
- le nombre de chèques de 8 € commandés ;
- le montant total de la commande ;
- un rappel du plafond attribué ;
- le taux de consommation du plafond incluant la commande en cours ;
- le solde disponible pour chaque structure après la commande en cours.

Ainsi que, pour l'ensemble de la commande :

- le montant total de chèques de 4 € commandés ;
- le montant total de chèques de 8 € commandés ;
- le montant total de la commande.

Information des structures

L'ASP met à disposition des missions locales une version informatique des registres qui contient :

- les nom, prénom, sexe, date de naissance et domicile de chaque bénéficiaire ;
- la date de remise des chèques, le nombre de chèques remis, le motif d'attribution, les titres achetés, les zones du titre et le prix ;
- du numéro au numéro de chèques remis.

Ces registres sont exploités statistiquement selon les conditions prévues à l'annexe VI de la présente convention.

Contrôle de l'aide régionale au transport

A ce titre, elle veille au respect des règles relatives :

- au non-cumul des chèques mobilité avec l'aide forfaitaire prévue en matière de transport pour les jeunes bénéficiaires d'une rémunération dans le cadre de stages et formation continue. L'ASP transmet trimestriellement à la Région, pour chaque mission locale, une information sur l'ensemble des jeunes ayant bénéficié de chèques mobilité et de frais de transport. Elle effectue un rapprochement informatique du nom, prénom, sexe et date de naissance ;
- au non dépassement de la période maximum d'utilisation des chèques mobilité par jeune (trois mois renouvelables une fois). L'ASP transmet trimestriellement à la Région, pour chaque mission locale, une information sur les jeunes ayant bénéficié de chèques mobilité pendant plus de 90 jours et plus de 180 jours.

L'ASP transmet à la Région tous les éléments nécessaires (registres, statistiques, commandes, etc.) à d'éventuels contrôles sur place qui pourront être effectués par la Région.

III DISPOSITIFS DE MOBILITE EUROPEENNE ET INTERNATIONALE

1 - OBJET

Au titre de ses compétences en matière de formation professionnelle, la Région Ile-de-France met en œuvre des actions de formation professionnelle et des projets en faveur de la mobilité professionnelle internationale des publics en voie de professionnalisation.

Le rapport cadre « Développement d'une politique de mobilité internationale » voté en mai 2006 (délibération n° CR 51-06) définit les orientations régionales en matière de mobilité internationale.

Il prévoit :

- Le développement de la mobilité des publics en formation professionnelle et apprentissage ;

- La création d'un dispositif de soutien aux expérimentations et aux partenariats (DSEP) en faveur de la mobilité des étudiants, et des publics en formation professionnelle et apprentissage.

Le rapport « Développement d'une politique de mobilité européenne et internationale » voté en avril 2008 (délibération n° CR 16-08) modifie la participation régionale au DSEP.

Des modifications concernant le montant maximum de la subvention régionale pouvant être attribuée ont été apportées dans le règlement d'attribution du dispositif de soutien aux expérimentations et aux partenariats voté par délibération n° CR 43-12 du 27 septembre 2012.

La délibération CR 35-15 du 10 juillet 2015 a adopté un règlement d'intervention pour la participation de la Région Ile-de-France au programme de mobilité Erasmus+ 2015-2020, volet formation professionnelle, action clé 1, mobilité des individus à des fins d'apprentissage (cofinancement de bourses de mobilité).

Cette politique de mobilité est mise en œuvre par :

- *un programme unique de mobilité en faveur des demandeurs d'emploi et des jeunes suivis par les missions locales sous forme de marché public à 5 lots.*

Les lots n°1,2 et 3 sont consacrés à Mobil'Access pour la sélection et le suivi de projets individuels et collectifs de mobilité internationale : le lot n°1 porte l'option Partenariats avec les CFA et les établissements d'enseignement supérieur, le lot n°2 l'option Partenariats avec Pôle Emploi, les PLIE et les organismes de formation continue et le lot n°3 l'option Partenariats avec les Missions Locales.

Le lot n°4 est consacré à Eurodyssée pour l'accueil de jeunes européens et envoi de franciliens.

Le lot n°5 est consacré à Mobil'Hanoï pour l'organisation, la sélection et le suivi des projets de mobilité à Hanoi (Vietnam), ville avec laquelle la Région a un accord de coopération décentralisée.

L'objet du marché consiste à confier aux titulaires la sélection et le suivi du public concerné par un projet de mobilité internationale. Cette politique de mobilité est par ailleurs mise en œuvre par le versement d'aides individuelles aux bénéficiaires retenus dans le cadre des dispositifs ci-dessus.

- *l'attribution de subventions dans le cadre du Dispositif de Soutien aux Expérimentations et aux Partenariats (DSEP) et du programme Erasmus+.*

La Région confie à l'ASP :
- la gestion et le paiement des aides accordées dans le cadre du marché public ;
- la gestion et le paiement des prestations accordées aux organismes titulaires du marché ;

- la gestion et le paiement des subventions accordées aux structures retenues dans le cadre du dispositif de soutien aux expérimentations et aux partenariats en faveur de la mobilité internationale des étudiants et des publics en formation professionnelle et apprentissage, et des subventions accordées aux structures retenues dans le cadre du dispositif régional de participation au programme européen Erasmus+ selon les montants fixés par délibération adoptée en Commission permanente.

2 - MODALITES DE GESTION DES AIDES

2-1 Mobil'Access : Soutien aux projets individuels et collectifs de mobilité européenne et internationale (Marché public)

Ces aides seront versées par l'ASP aux bénéficiaires au fur et à mesure de la réalisation du dispositif. Le 1er versement peut être demandé deux mois avant le départ.

Le versement de l'aide individuelle sera effectué par l'ASP sur présentation par la Région des pièces suivantes :
- le formulaire de demande de versement, selon le modèle transmis par la Région aux titulaires des trois lots du marché ;
- une décision de paiement indiquant le bénéficiaire concerné par l'aide individuelle forfaitaire ;
- un RIB du bénéficiaire ;
- une photocopie de sa carte d'identité ou de son titre de séjour en cours de validité.

Un avis de paiement est adressé par l'ASP aux bénéficiaires.

Le lot n°1 - option Partenariats avec les CFA et les établissements d'enseignement supérieur, concerne le suivi de 90 bénéficiaires de Mobil'Access individuel.

Le lot n°2 - option Partenariats avec Pole Emploi, les PLIE et les organismes de formation continue, concerne le suivi de 125 bénéficiaires (90 bénéficiaires de Mobil'Access individuel et 35 bénéficiaires de Mobil'Access collectif).

Le lot n°3 - option Partenariats avec les Missions Locales, concerne le suivi de 125 bénéficiaires (90 bénéficiaires individuels et 35 bénéficiaires collectifs).

Au total sont visés :
- 270 bénéficiaires de projets individuels, avec une aide régionale forfaitaire de 500 € par bénéficiaire payée en une seule fois, pour prendre en charge les frais de transports (un aller-retour) et une partie des frais d'hébergement ;
- 70 bénéficiaires de projets collectifs sont visés, avec une aide régionale forfaitaire de 300 € par bénéficiaire par semaine, pour prendre en charge les frais de transports et d'hébergement, sur une durée de 3 semaines consécutives maximum. L'accompagnement est pris en charge par la Région dans le cadre d'un forfait de 300 € par semaine pour une durée de 3 semaines maximum pour un groupe de 6 bénéficiaires

(soit un accompagnateur) et 600 € par semaine pour une durée de 3 semaines maximum pour un groupe de 12 bénéficiaires (soit 2 accompagnateurs).

Au vu des abandons et départs anticipés et des actions réalisées, sur la base d'une décision rectificative de la Région, l'ASP transmettra un ordre de reversement aux bénéficiaires du marché.

2-2 Eurodyssée (Marché public)

Le lot n°4 concerne Eurodyssée soit la prise en charge de :
- 50 bénéficiaires à l'envoi en stage d'entreprise dans un autre pays d'Europe ;
- 50 bénéficiaires à l'accueil en stage d'entreprise en Région Ile-de-France.

Ces aides seront versées par l'ASP aux bénéficiaires au fur et à mesure de la réalisation du dispositif.

Le 1er versement peut être demandé deux mois avant le départ.

Le versement de l'aide individuelle sera effectué par l'ASP sur présentation par la Région des pièces suivantes :
- le formulaire de demande de versement, selon le modèle transmis par la Région au titulaire du marché ;
- une décision de paiement indiquant le bénéficiaire concerné par l'aide individuelle forfaitaire ;
- un RIB du bénéficiaire ;
- une photocopie de sa carte d'identité ou de son titre de séjour en cours de validité.

Les versements suivants seront effectués sur présentation d'une attestation de présence mensuelle de l'ensemble des bénéficiaires transmise par le titulaire du marché à l'ASP, précisant le nombre de jours d'absence par bénéficiaire. Un avis de paiement est adressé par l'ASP aux bénéficiaires.

L'aide régionale aux 50 bénéficiaires à l'accueil est de 850 € mensuels, sur une durée de 6 mois maximum, pour prendre en charge les frais de logement, de transports et de restauration.

En cas de stages d'une durée inférieure à 6 mois, le reliquat d'aides régionales correspondant pourra être attribué à des bénéficiaires supplémentaires.

Chaque jour d'absence fait l'objet d'une retenue de 1/30e.

Afin d'éviter les trop-perçus, l'organisme signale à l'ASP, dès qu'il en a connaissance, les abandons et départs anticipés.

Au vu des abandons et départs anticipés et des actions réalisées, sur la base d'une décision rectificative de la Région, l'ASP transmettra un ordre de reversement aux bénéficiaires.

2-3 Mobil'Hanoï (Marché public)

Le lot n°5 concerne Mobil'Hanoï soit la prise en charge de 20 franciliens à l'envoi.

Ces aides seront versées par l'ASP aux bénéficiaires au fur et à mesure de la réalisation du dispositif. Le 1er versement peut être demandé deux mois avant le départ.

Le versement de l'aide individuelle sera effectué par l'ASP sur présentation par la Région des pièces suivantes :
- le formulaire de demande de versement, selon le modèle transmis par la Région au titulaire du marché ;
- une décision de paiement indiquant le bénéficiaire concerné par l'aide individuelle forfaitaire ;
- un RIB du bénéficiaire ;
- une photocopie de sa carte d'identité ou de son titre de séjour en cours de validité.

Les versements suivants seront effectués sur présentation d'une attestation de présence mensuelle de l'ensemble des bénéficiaires transmise par le titulaire du marché à l'ASP, précisant le nombre de jours d'absence par bénéficiaire. Un avis de paiement est adressé par l'ASP aux bénéficiaires.

L'aide régionale aux bénéficiaires est forfaitaire : 600 € par mois par bénéficiaire pour une durée de 7 mois (1 mois en Ile-de-France et 6 mois sur place) pour prendre en charge les frais de transport et de restauration sur place.

Chaque jour d'absence fait l'objet d'une retenue de 1/30e.

Afin d'éviter les trop-perçus, le prestataire titulaire du marché signale à l'ASP, dès qu'il en a connaissance, les abandons et départs anticipés.

Au vu des abandons et départs anticipés et des actions réalisées, sur la base d'une décision rectificative de la Région, l'ASP transmettra un ordre de reversement aux bénéficiaires.

3 - MODALITES DE GESTION DES PRESTATIONS DUES AUX ORGANISMES TITULAIRES DU MARCHE

Ces prestations seront versées par l'ASP aux prestataires titulaires du marché au fur et à mesure de la réalisation du dispositif.

Le versement des prestations sera effectué par l'ASP sur présentation par la Région des pièces suivantes :
- une décision de paiement indiquant le montant ;
- un RIB des prestataires titulaires du marché à l'occasion du premier versement.

4 - MODALITES DE GESTION DES SUBVENTIONS

4-1 Les subventions liées au dispositif de soutien aux expérimentations et aux partenariats en faveur de la mobilité internationale des étudiants et des publics en formation professionnelle et apprentissage (DESP) seront versées par l'ASP aux structures retenues

L'ASP effectue le règlement des subventions conformément aux dispositions de la convention-type de chaque dispositif.

Le versement des subventions sera effectué par l'ASP sur présentation par la Région des pièces suivantes :
- une décision de paiement indiquant le montant, la délibération d'affectation des crédits ainsi que le numéro de dossier IRIS associé, et précisant s'il s'agit d'une avance, d'un acompte ou d'un solde ;
- un RIB des structures bénéficiaires de la subvention.

4-2 Les subventions liées au dispositif régional de participation au programme europen Erasmus+ seront versées par l'ASP aux structures retenues

L'ASP effectue le règlement des subventions conformément aux dispositions de la convention-type de chaque dispositif.

Le versement des subventions sera effectué par l'ASP sur présentation par la Région des pièces suivantes :
- une décision de paiement indiquant le montant, la délibération d'affectation des crédits ainsi que le numéro de dossier IRIS associé, et précisant s'il s'agit d'une avance, d'un acompte ou d'un solde ;
- un RIB des structures bénéficiaires de la subvention.

IV. GRATUITE DES TRANSPORTS POUR LES JEUNES DANS LE CADRE D'UN DISPOSITIF D'INSERTION DE LA REGION ILE-DE-FRANCE

1 – Objet

La gratuité des transports publics franciliens est accordée aux jeunes, âgés de 16 à 25 ans inclus, résidant en Ile-de-France, sans emploi, sortis du système scolaire, engagés avec le statut de stagiaire de la formation professionnelle dans l'un des dispositifs du Service Public Régional de Formation et d'Insertion Professionnelles de la Région Ile-de-France. Les dispositifs concernés sont les suivants :
- Avenir Jeunes ;
- Programme Régional Qualifiant « Compétences » ;
- Ecoles de la 2ème chance ;
- L'action expérimentale d'Impulsion 75.

2 – Rappel de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les jeunes dans le cadre d'un dispositif d'insertion de la Région Ile-de-France

Le principe général est l'inscription du jeune bénéficiaire, par l'Agence Solidarité Transport (AST), sur une « liste verte » à partir de la liste des stagiaires de la formation professionnelle continue bénéficiaires de la mesure, mise à disposition par l'ASP. Cette « liste verte » est constituée par l'AST, conformément à la réglementation sur les données nominatives.

Cette « liste verte » permet au bénéficiaire y figurant de charger gratuitement son passe Navigo mensuel.

La gratuité des transports est accordée au bénéficiaire sur la durée de son stage de formation. Son renouvellement est effectué par l'AST par défaut tous les mois. Elle cesse à la fin du mois de sortie de la formation.

Il revient aux stagiaires d'indiquer en ligne à l'AST leur numéro de passe Navigo, puis d'aller charger leur passe Navigo sur un automate de distribution (au guichet d'une gare ou d'une station de métro).

Il revient aux organismes de formation retenus dans le cadre des dispositifs Avenir Jeunes ; Programme Régional Qualifiant « Compétences » ; Ecoles de la 2ème chance ; Action expérimentale d'Impulsion 75 :

- d'informer les stagiaires de la marche à suivre pour obtenir la gratuité en leur remettant une plaquette d'information produite par la Région ;
- d'inscrire les stagiaires :
    - s'agissant de ceux qui sont rémunérés par la Région via l'ASP : pas de démarche particulière, l'inscription des stagiaires dans le cadre de cette rémunération suffit ;
    - s'agissant de ceux qui sont indemnisés par Pôle Emploi : saisir les données demandées sur un extranet dédié mis à disposition par l'ASP.
- d'accompagner les stagiaires :
    - pour l'obtention du passe Navigo en leur transmettant le courrier explicatif nominatif émanant de l'AST ;
    - pour l'activation du passe Navigo, en les accompagnant si nécessaire pour effectuer la demande de gratuité en ligne.
- d'assurer le lien avec l'AST : en cas d'incomplétude ou d'incohérence du dossier, le stagiaire et son organisme de formation en sont informés par l'AST.

3 – Rôle de l'ASP

Le rôle de l'ASP est de mettre à disposition de l'AST deux fichiers hebdomadaires des stagiaires ayants-droit, un pour les stagiaires indemnisés par la Région au titre de la partie 6 du code du travail et un pour les stagiaires non indemnisés par la Région.

Les étapes sont les suivantes :

1) L'ASP constitue un fichier des stagiaires rémunérés par la Région à partir de son fichier des demandes de rémunérations publiques au titre de la formation professionnelle continue relevant de la partie 6 du code du travail.

Rappel : une demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle ne peut être traitée que si toutes les pièces justifiant de l'éligibilité du demandeur sont jointes à l'appui de cette dernière.

L'ASP constitue un fichier des stagiaires non indemnisés par la Région, à partir des données saisies par les organismes de formation sur un extranet dédié que l'ASP met à leur disposition.

Il revient donc à l'ASP, quel que soit le statut des stagiaires au regard de leur rémunération ou indemnisation, de constituer puis d'actualiser la liste complète de tous les stagiaires inscrits sur les formations relevant de l'un des trois dispositifs concernés.

Le repérage des bénéficiaires au sein des dispositifs concernés est effectué comme suit :

- s'agissant d'Avenir Jeunes, de l'Ecole de la 2ème Chance et de l'action expérimentale d'Impulsion 75 : l'intégralité des stagiaires inscrits en formation sont de droit bénéficiaires ;
- s'agissant du Programme Régional Qualifiant « Compétences » : seuls les stagiaires âgés de 16 à 25 ans inclus, à la date d'entrée en stage, sont éligibles à la gratuité.

2) L'ASP met chaque semaine à disposition de l'AST, sur son serveur FTP sécurisé les deux fichiers actualisés des stagiaires ayant droit, nouvellement inscrits, ou dont la date de fin de stage a été modifiée.

Les fichiers comprennent :

- un identifiant unique par stagiaire ;
- le n° d'agrément (n° de convention ou de marché public selon le dispositif) ;
- son identité ;
- sa date de naissance ;
- son sexe ;
- ses coordonnées postales ;
- le libellé de la formation suivie ;
- le nom et l'adresse de l'organisme de formation ;
- le statut de la rémunération ;
- l'indicateur de la création de dossier (indique s'il s'agit d'une création ou modification de dossier) ;
- la date de début de stage ;
- la date de fin de stage prévisionnelle et réelle. Cette date est actualisée par l'ASP en fonction des renseignements que lui adressent les organismes de formation.

3) L'ASP met à la disposition de la Région un état mensuel du nombre de bénéficiaires par sexe et par dispositif inscrits sur le fichier transmis à l'AST.

V. PAIEMENT DES SUBVENTIONS ATTRIBUEES DANS LE CADRE DU DISPOSITIF PM'up

Sur la base du décret n°2015-909 du 23 juillet 2015 pris pour application de l'article L 1611-7 du CGCT, la présente annexe a pour objet de déterminer les modalités des missions confiées à l'ASP concernant le règlement des subventions attribuées aux bénéficiaires du dispositif PM'up.

1) Objectif et descriptif du dispositif :

Ce dispositif s'appuie sur les délibérations suivantes :

- Pour les lauréats des appels à projets de janvier 2012, juillet 2012 et janvier 2013, délibération n° CR 40-10 du 30 septembre 2010 « Plan Priorité PME» approuvant le règlement d'attribution PM'up ;
- Pour les lauréats des appels à projets de juillet 2013 et janvier 2014, délibération n° CR 23-13 du 25 avril 2013 « Pour une haute Qualité Sociale en Ile-de-France » approuvant le règlement d'attribution PM'up ;
- Pour les lauréats des appels à projets de septembre 2014 et ultérieurs, délibération n° CP 15-271 du 17 juin 2015 » approuvant le règlement d'attribution PM'up.

PM'up accompagne la création d'emplois dans les PME-PMI franciliennes à fort potentiel de croissance dans leur développement en France et à l'international. L'ambition de la Région est de leur permettre d'atteindre la taille critique nécessaire pour innover et exporter, et, in fine, créer de la valeur et des emplois sur le territoire francilien.
Les projets soutenus sont sélectionnés dans le cadre d'appels à projets organisés par la Région. L'objectif est d'organiser un appel à projet par semestre pour sélectionner environ 200 projets chaque année.

Les lauréats du dispositif PM'up bénéficient pendant trois ans :

- d'une subvention régionale pouvant atteindre 250 000 € sur trois ans ;
- d'un accompagnement par un conseiller de la Région Île-de-France ;
- d'un réseau comptant déjà plus de 1000 entreprises et partenaires institutionnels.

Les subventions allouées jusqu'en 2013 sont imputées sur les sections budgétaires d'investissement et/ou de fonctionnement en fonction de la nature des projets soutenus. L'attribution se fait sur un rythme annuel, si bien qu'un même projet pourra être concerné par un maximum de 6 attributions (1 par section budgétaire et par année). A compter de 2014, les subventions sont imputées sur la seule section d'investissement.

2) Modalités de gestion :

La Région confie le règlement des subventions aux bénéficiaires du dispositif PM'up pour toutes les subventions attribuées à compter de la Commission Permanente du 11 octobre 2012.

A ce titre l'ASP verse aux bénéficiaires du dispositif PM'up les subventions prévues par les conventions signées entre la Région et les bénéficiaires, selon les modalités de gestion suivantes :

Le service régional compétent instruit les demandes de subventions du dispositif PM'up et les propose au vote de la Commission Permanente, après consultation du Jury de sélection.

Après attribution des subventions en Commission Permanente, la Région adresse à l'ASP les délibérations d'affectation des crédits et d'attribution des subventions

Après signature des conventions entre la Région et les bénéficiaires de subventions régionales, la Région en adresse un exemplaire à l'ASP, accompagné du RIB.

Après réception et instruction des appels de fonds des bénéficiaires par la Région, celle-ci adresse à l'ASP un ordre de paiement listant les bénéficiaires et les montants de subventions que l'ASP se doit de régler.

L'ASP envoie, par voie postale, un courrier de notification du paiement aux bénéficiaires, selon le modèle fourni par la Région.

Quand la Région constate un trop-perçu, elle en informe l'ASP qui est chargée d'émettre un ordre de reversement conformément à l'article 14 de la convention.

3) Eléments statistiques attendus :

Afin de permettre le contrôle de l'utilisation des fonds régionaux, le pilotage et l'évaluation du dispositif, l'ASP tient à jour des tableaux de bord qu'elle transmettra à la Région de façon bimensuelle. Ces tableaux de bord comprennent un état financier consolidé de la convention, les données de suivi individuel des bénéficiaires et les statistiques d'activité, tels que décrits ci-dessous :

- Etat financier (tableaux P3 et P4) :
    - Une ligne par délibération par section budgétaire avec enveloppe globale allouée, fonds reçus, montant cumulé des ordres de paiement, montant des aides versées aux bénéficiaires, montant des fonds à recouvrir, montant des fonds reversés ;
    - Sous-totaux par appels à projet et par secteurs d'activité.

- Etat des versements (tableau P5) :
    - Une ligne par versement avec N°IRIS, délibération, raison sociale du bénéficiaire, date de l'ordre de paiement, montant, date du versement ;
    - Sous-totaux par appels à projet et par secteurs d'activité.

- Fiche de suivi par bénéficiaire (tableau P6) :
    - Coordonnées du bénéficiaire (bancaires, administratives), date de l'appel à projet, secteur d'activité, suivi des délibérations (N°, date, enveloppe allouée,

aides versées et enveloppe disponible), date et montant des ordres de paiement reçus, date et montant des versements réalisés.

VI. DISPOSITIF A.R.R.E.A.

Par délibération n° CR 08-13 du 14 Février 2013, la Région a adopté son dispositif d'appui aux Emplois d'Avenir (A.R.R.E.A.) et a défini ses modalités d'intervention. Par délibération n° CR 64-13 du 26 septembre 2013, la Région a apporté quelques aménagements à ce règlement d'intervention.

L'ASP a pour mission d'effectuer la gestion et le règlement des aides accordées par la Région au titre du dispositif susmentionné. Il est à noter qu'il n'y aura plus de nouveaux dossiers en 2016.

1. Descriptif de la mesure.

La Région Ile-de-France a décidé d'apporter une aide à la rémunération des Emplois d'Avenir. Elle versera une aide complémentaire à l'aide de l'Etat aux employeurs suivants :

- les associations loi 1901 ;
- les G.E.I.Q. tels que définis à l'article L.1253-1 du Code du travail ;
- les S.I.A.E. mentionnées aux articles L5132-6 et L5132-5 du Code du travail [2] ;
- les sociétés coopératives (SCIC et SCOP) ;
- les fondations (depuis la délibération n° CR 64-13 adoptée le 26 septembre 2013).

La Région participe au financement du poste Emploi d'Avenir, sous réserve de l'émission par les services de l'Etat du Cerfa et que le recrutement soit effectué :

- exclusivement en C.D.I., sur la base d'un temps de travail hebdomadaire de 35 heures ;
- dans le respect des stipulations de la convention cadre entre l'Etat et la Région relative au développement des Emplois d'Avenir adoptée par le CR n° 08-13.

En l'absence de proposition par l'employeur d'un parcours de formation qualifiant réalisé sur le temps de travail élaboré avec la personne recrutée et les structures d'accompagnement, la Région demande la restitution de ces aides.

La détermination des critères d'éligibilité à l'aide régionale est définie par la Région.

Modalités de l'aide régionale ***:***

- Pour les associations et autres employeurs mentionnés au paragraphe plus haut l'aide régionale sera de 20 % du SMIC brut non chargé**,** ce qui portera le taux de prise en charge à hauteur de 95% du SMIC brut.
- Pour les associations et autres structures mentionnées au paragraphe plus haut ayant recruté une personne handicapée, l'aide régionale permettra une

[2] Entreprise d'Insertion (E.I.) et Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion (E.T.T.I.).

prise en charge de 25% du SMIC brut non chargé ce qui portera le taux de prise en charge à hauteur de 100% du SMIC brut[3].

Règle de rétroactivité adoptée par la délibération n° CR 64-13 du 26 septembre 2013 : les contrats Emplois d'avenir ayant été signés antérieurement à la délibération n° CR 08-13 du 14 février 2013 (entre le 26 octobre 2012 et le 13 février) sont éligibles à l'A.R.R.E.A. mais le calcul de l'aide ne se fait qu'à compter du 26 septembre et la prise en charge ne se fait qu'à compter de cette date.

2. Constitution du dossier

L'employeur remplit un imprimé Cerfa Région (annexe 1) en plus du Cerfa Etat qu'il a renseigné au moment du dépôt auprès de l'agence Pôle Emploi ou de la mission locale lors de sa demande d'Emploi d'Avenir. La Région notifie auprès des prescripteurs un plafond d'aide dans la limite duquel le complément est sollicité.

Il envoie cet imprimé Cerfa Région pour signature dans un délai de 8 jours à compter de la signature du Cerfa Etat. La signature par la Région vaut validation et accord de financement concernant l'aide régionale à la rémunération. La Région fait parvenir à l'ASP cet imprimé Cerfa Région.

3. Déclenchement des paiements

Le déclenchement des paiements est conditionné par la réception par l'ASP de l'imprimé spécifique Cerfa Région signé et envoyé par la Région.

4. Versement de l'aide

L'aide financée par la Région est versée par l'A.S.P. mensuellement et à terme échu.

Le versement de la Région et celui de l'Etat seront versés conjointement dans la mesure où l'ASP aura réceptionné en même temps le Cerfa « demande d'aide » signé par l'Etat et l'employeur et la décision de prise en charge complémentaire.

Dans la mesure où la décision de prise en charge complémentaire serait adressée postérieurement au Cerfa « demande d'aide » signé par l'Etat, la contribution de la Région fera l'objet d'un versement à due concurrence de la période écoulée entre la signature du Cerfa Etat et la signature de l'annexe Région au Cerfa et dans les mêmes conditions que l'aide de l'Etat.

Le paiement a lieu avant le 30 du mois au titre duquel l'aide est due.

L'ASP s'engage à vérifier que le montant des aides financées par l'Etat et la Région soit inférieur ou égal aux plafonds indiqués à l'alinéa 1 de ce présent cahier des charges (95% ou 100% du SMIC brut non chargé).

[3] Pour les employeurs non associatifs mais éligibles, le taux de prise en charge de l'Etat étant de 47%, la subvention région représentera alors 50% du reste à charge pour un SMIC brut non chargé.

5. Suivi des conventions employeurs et modalités de reversement et remboursement d'indus.

Tous les mois pour les employeurs ayant opté pour la dématérialisation de leurs échanges avec l'ASP (utilisation de SYLAé) et tous les trois mois pour les employeurs ayant conservé leurs échanges avec l'ASP en mode 'papier' et en fin de décision d'attribution, l'ASP demande à l'employeur de renseigner un état de présence permettant de vérifier la présence du salarié en Emploi d'Avenir.

L'état de présence est retourné par l'employeur accompagné de la copie des bulletins de salaire correspondants quand les échanges sont en mode 'papier'.

Dans le cadre de la procédure dématérialisée, l'ASP sera amenée à réclamer des bulletins de salaires aux employeurs ayant fait l'objet d'une déclaration dématérialisée afin de s'assurer de la réalité de la présence du salarié. L'employeur ainsi contrôlé devra fournir les éléments demandés sous peine de voir son aide suspendue et éventuellement qu'une régularisation soit effectuée.

Cet état précise le nombre de jours d'absence non rémunérés et signale, le cas échéant, les ruptures du contrat de travail ainsi que leur motif. En cas de non réception de ce document l'ASP suspend ses versements. Elle suspend également ses versements, sans attendre de recevoir cet état de présence, sur instruction écrite de l'autorité signataire de la décision d'attribution, lorsque celle-ci a été informée par l'employeur d'une rupture avant terme du contrat de travail.

Au vu de ces documents, l'ASP procède si nécessaire à la régularisation des versements. L'ASP demande le reversement du montant des sommes perçues au titre des jours non justifiés par l'employeur ainsi que lorsque les obligations de l'employeur sur le parcours de formation n'ont pas été respectées.

6. Appels de fonds

Pour le paiement des sommes dues, les appels de fonds de l'ASP interviendront selon les modalités suivantes :

- L'ASP transmet bimestriellement à la Région un état prévisionnel des dépenses dont le montant est calculé en fonction des imprimés Cerfa « Région » enregistrés dans sa base informatique.

- L'ASP adresse un appel de fonds à la Région selon le modèle figurant en annexe (ce modèle pourra être adapté en fonction des besoins).

- L'ASP assure le versement des aides dans la limite des sommes reçues et fournit un état liquidatif des paiements à la Région suite à chaque appel de fonds.

7. Suivi financier et statistique[4]

Suivi financier :

L'ASP communique à la Région chaque mois la liste des nouveaux dossiers pris en charge au titre de l'aide régionale sous format Excel avec les informations suivantes :

- Nom de l'Employeur ;
- Numéro de SIRET ;
- Adresse postale du siège social ;
- Adresse postale administrative ;
- Nom du salarié ;
- Prénom du salarié ;
- Date du recrutement ;
- Date de signature de Cerfa Etat ;
- Date de signature de l'imprimé Cerfa Région ;
- Nom de la Mission locale ou Agence Pole Emploi ayant accompagné l'employeur ;
- Profil de la personne recrutée (H/F ; âge ; département du domicile ; ancienneté d'inscription au chômage ; bénéficiaire ou pas des minimas sociaux).

L'ASP produit trimestriellement au Conseil régional un compte rendu des dépenses réalisées, ainsi que des états rendant compte :

- De la répartition des postes cofinancés par type d'employeurs ;
- des effectifs sortants par statut employeur ;
- des effectifs présents et sorties prévisionnelles par statut employeur.

Ce compte rendu financier doit permettre à la Région de connaître, au regard des autorisations d'engagement affectées (correspondant à un plafond d'aides prévisionnel), les sommes engagées et les montants payés.

Données statistiques :

L'ASP assure mensuellement la production de tableaux de bord et de statistiques spécifiques à ce dispositif qui sont transmis sous forme électronique et font apparaître :

- la répartition départementale des employeurs ;
- la répartition par type d'employeurs ;
- la typologie des bénéficiaires (par âge, par niveau, par ancienneté d'inscription au chômage) ;
- la répartition départementale des lieux de domicile des salariés sur des postes Emplois d'Avenir ;
- les montants versés par mois.

4 Des ajustements pourront être faits sur le reporting statistique demandé dans le cadre de cet alinéa.

VII. AIDE AUX COMMERCES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL.

I. OBJECTIFS DE L'AIDE REGIONALE

L'aide régionale a pour objectif le maintien, la création, le développement ou la reprise de commerces de proximité dans les territoires ruraux.

II. CONDITIONS D'ELIGIBILITE

a. TERRITOIRES ELIGIBLES

Les commerces de proximité bénéficiaires de l'aide régionale doivent implanter ou maintenir leur activité, dans les centres villes et centres bourgs :

- des communes de moins de 10 000 habitants, hors Métropole du Grand Paris ;
- ou d'un EPCI rural, dont le siège est situé hors unité urbaine de Paris.

b. BENEFICIAIRES

Les bénéficiaires sont les commerces de proximité dont l'établissement est situé dans un territoire éligible, et remplissant les conditions suivantes :

- commerces de proximité inscrits au registre du commerce et des sociétés ou justifiant d'une double immatriculation au répertoire des métiers et au registre du commerce et des sociétés ;
- en création, reprise ou développement ;
- sédentaires et non sédentaires ;
- dont le CA est inférieur à 1 M€, et dont le projet porte sur une surface de vente n'excédant pas 300 m² ;
- exerçant une activité de commerce de « quotidienneté » telle que définie par l'INSEE : activité sédentaire ou non sédentaire, pour laquelle les achats des consommateurs sont quotidiens, ou du moins très fréquents :
  - le commerce alimentaire spécialisé (boulangeries-pâtisseries, boucheries-charcuteries, poissonneries, commerces de fruits et légumes, de boissons, de tabac et autres commerces de détail alimentaires), alimentation générale, supérettes, commerces sur éventaires et marchés, traiteurs, cafés-tabacs, librairies, marchands de journaux, papeteries, et pharmacies ;
  - auxquels s'ajoutent les cafés, de même que les restaurants lorsque leurs prestations s'adressent majoritairement à la population locale. Si tel n'est pas le cas, ces restaurants peuvent être pris en compte à condition qu'ils aient un caractère permanent (ouverture au moins 10 mois sur 12, 5 jours par semaine) et que leurs exploitants exercent, en sus, une activité commerciale complémentaire dans leur établissement (épicerie, point poste, dépôt de pain….) ;
  - et de manière générale, toute activité concourant à favoriser la revitalisation et l'animation commerciales des territoires ruraux : par exemple, les salons de coiffure, les opticiens, les activités de nettoyage (blanchisserie, teinturerie), fleuristes et jardineries, les commerces d'équipement de la personne ou de la maison.

Sont exclues du bénéfice de l'aide, les entreprises exerçant une activité relevant des secteurs suivants : distribution de carburant et stations-services, banques et assurances, agences immobilières, agences de voyage, activités touristiques, professions libérales, artisanat de production, BTP.

c. INVESTISSEMENTS ELIGIBLES

Les dépenses éligibles à l'aide régionale correspondent aux investissements liés à :

- la mise aux normes (environnementales, sanitaires) et l'accessibilité des personnes handicapées et personnes à mobilité réduite ;
- l'immobilier : aménagement, extension ou modernisation des locaux professionnels (y compris rénovation des vitrines), acquisition de fonds commerciaux et artisanaux ;
- mobiliers/équipements et matériels professionnels (neufs ou d'occasion) : acquisition d'équipements professionnels, acquisition (hors crédit-bail) de véhicules de tournée utilisés par les commerçants pour assurer une desserte itinérante de proximité dans les communes dépourvues d'activités commerciales et leur aménagement, acquisition d'équipements destinés à la sécurisation des entreprises ;
- les études et prestations d'ingénierie spécifiques à la réalisation du projet (étude sur la viabilité économique, évaluation financière de l'entreprise reprise, notamment).

Les dépenses de réparation des dégâts subis par les commerces touchés par les inondations intervenues entre fin mai et début juin 2016, et s'avérant nécessaires pour maintenir leurs activités, sont aussi éligibles. Sont exclus les investissements couverts par les assurances ou pris en charge par les fonds d'urgence régional et/ou national.

Les investissements liés à l'acquisition des murs sont exclus des dépenses éligibles.

III. MONTANT, TAUX ET PLAFOND DE L'AIDE REGIONALE

Pour les dépenses d'investissement :

La Région intervient à hauteur de 30 % maximum des dépenses d'investissement. Le montant maximum de subvention est de 50 000 €. Le montant minimum des dépenses subventionnables est de 10 000 € pour les activités sédentaires et de 7 000 € pour les non sédentaires.

Lorsque l'aide est d'un montant au moins égal à 23 000 €, son versement est subordonné à la signature d'une convention avec la Région.

Pour les aides d'un montant inférieur, le versement s'opère en une seule fois, sur production des factures d'investissements réalisés.

Pour les dépenses d'investissement liées aux études et prestations d'ingénierie spécifiques à la réalisation du projet : la subvention est d'un montant forfaitaire de 800 € par projet.

L'instruction qui consiste en l'examen de l'éligibilité des demandes de subventions est assurée par les services de la Région.

La gestion et le versement des aides sont confiés à l'ASP.

IV MODALITES DE GESTION

a. Pour les subventions d'un montant au moins égal à 23 k€

Le règlement d'intervention prévoit le versement de l'aide en 2 temps :

- 50% à la signature de la convention entre la Région et l'entreprise bénéficiaire ;
- 50% sur présentation des factures d'investissements réalisés.

L'ASP procède au versement de l'avance de 50% du montant de l'aide, sur présentation des pièces suivantes, fournies par la Région :

- Délibération CP mentionnant la liste des entreprises bénéficiaires (nom, adresse, nom du dirigeant, montant de l'aide)
- Convention signée entre la Région et l'entreprise bénéficiaire, accompagnée de son annexe (fiche projet IRIS)
- Tableau de bord extrait d'IRIS mentionnant, pour chaque bénéficiaire, le numéro de dossier IRIS, le montant de l'aide, et autres informations (adresse postale du siège social, adresse postale administrative, numéro siret, nom du dirigeant)
- RIB au nom de l'entreprise (raison sociale), extrait Kbis.

Le versement de l'avance, après vérification des pièces, intervient dans un délai de 15 jours, après leur transmission par la Région.

Concernant le solde des 50% :

- Le solde est versé en une seule fois par l'ASP, sur présentation par l'entreprise bénéficiaire des factures acquittées d'investissements réalisés : ces factures sont envoyées, accompagnées d'une copie de la convention signée avec la Région, par l'entreprise à l'ASP qui procède à la vérification/conformité de la nature et du montant des investissements soutenus, à partir des documents fournis par la Région
- L'ASP adresse à la Région un état récapitulatif des demandes de soldes, sous la forme d'un tableau de bord, et par voie électronique
- La Région atteste le service fait et valide le versement du solde ou demande à l'ASP d'émettre un ordre de reversement si les réalisations sont inférieures au montant de l'avance versée.

L'ASP procède au versement du solde de la subvention, dans un délai de 15 jours.

b. Pour les aides d'un montant inférieur à 23 k€

Le versement s'opère en une seule fois :

- Sur production des pièces suivantes transmises à l'ASP, qui procède à la vérification/conformité de la nature et du montant des investissements soutenus, à partir des documents fournis par la Région par l'entreprise: factures acquittées d'investissements réalisés, RIB au nom de l'entreprise (raison sociale), extrait Kbis
- Sur production par la Région : délibération CP mentionnant la liste des entreprises bénéficiaires (nom, adresse, nom du dirigeant, montant de l'aide), fiche projet IRIS, tableau de bord extrait d'IRIS mentionnant, pour chaque

bénéficiaire, le numéro de dossier IRIS, le montant de l'aide, et autres informations).

- L'ASP adresse à la Région un état récapitulatif des demandes de subventions, sous la forme d'un tableau de bord, et par voie électronique
- La Région atteste le service fait et valide le versement de la subvention.

FOURNIR DES DONNEES ET STATISTIQUES

Tous les semestres, l'ASP adresse à la Région, par courrier électronique un état récapitulatif (sous format excel) :

- des subventions versées aux entreprises, par commune et par secteur d'activité
- de la nature des investissements financés (reprise de fonds de commerce, mise aux normes, achat d'équipement…).

Annexe 4 : Avenant à la convention transitoire relative au programme d'actions 2016 – PNR de la Haute Vallée de Chevreuse

AVENANT A LA CONVENTION TRANSITOIRE RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2016 PNR DE LA HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE

Entre
La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE, autorisée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 21 septembre 2016,

Ci-après dénommée « la Région »

ET

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse, représenté par son Président, Yves VANDEWALLE, autorisé par la délibération du Comité syndical du ……2016.

PREAMBULE

Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, et en particulier celles liées à la sauvegarde des commerces de proximité, conformément à la délibération du Conseil régional n°CR 16-113 du 7 juillet 2016.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :
L'article 4 de la convention est complété comme suit :

« La Région Ile-de-France s'engage à soutenir financièrement le Parc dans l'animation et la mise en œuvre d'actions de sauvegarde des commerces de proximité et de revitalisation commerciale des communes et EPCI, conformément à l'objectif de favoriser l'attractivité des territoires ruraux, défini à l'article 2. Au titre de ce complément d'actions, la Région verse une subvention d'investissement dont le montant maximum s'élève à 180 000 €, sur la période septembre-décembre 2016, telles que détaillées ci-dessous :

Aides aux entreprises		Aides aux collectivités		TOTAUX	
Nombre de projets accompagnés	Montant des subventions reversées par le PNR	Nombre de projets accompagnés	Montant des subventions reversées par le PNR	Nombre de projet	Montant global de la dotation régionale
8	80 000 €	1	100 000€	9	180 000 €

Dans le cadre ces actions, le PNR est autorisé à reverser la subvention régionale aux entreprises ainsi qu'aux communes et EPCI qu'il décide d'accompagner ».

ARTICLE 2 :
L'annexe 2 à la convention est complétée comme suit :

	Montant total en € (TTC)	Part Région en € (100%)
N°883 « Aides aux commerces de proximité »	80 000 €	80 000 €
N°884 « Aides aux communes et EPCI »	100 000 €	100 000 €
Total Investissement BP 2016	1 649 526 €	1 003 995,6 €
Total Programmes d'actions 2016	2 242 871 €	1 356 222, 6 €

ARTICLE 3 :
Toutes les dispositions de la convention transitoire relative au programme d'actions 2016, y compris ses annexes, non modifiées dans le présent avenant, restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du PNR de la haute Vallée de Chevreuse,

Le Président,

Yves VANDEWALLE

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente,

Valérie PECRESSE

Annexe 5 : Fiches projet du PNR Haute Vallée de Chevreuse

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014448

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PNR HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €	100,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300105- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant :

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour ne pas obérer l'instruction par le Parc de demandes émanant de potentiels bénéficiaires, et par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,il est autorisé le démarrage anticipé de projets avant le vote de la Commission permanente.

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Public(s) cible(s) :
Communes et EPCI

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	210 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	121 344,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	1 015 326,60 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	12 000,00 €
2013	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €

2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
	Montant total	7 521 701,94 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014374

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PNR HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	80 000,00 €	100,00 %	80 000,00 €
	Montant Total de la subvention		80 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-200
15300105- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE
Adresse administrative : CHE JEAN RACINE BP 73
78472 CHEVREUSE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant :

N° SIRET : 25780204100026

PRESENTATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour ne pas obérer l'instruction par le Parc de demandes émanant de potentiels bénéficiaires, et par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,il est autorisé le démarrage anticipé de projets avant le vote de la Commission permanente.

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Public(s) cible(s) :
Entreprises commerciales ou artisanales doublement immatriculées.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR HVC - Affectation 2016 pour la sauvegarde des commerces de proximité et revitalisation commerciale en milieu rural	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	80 000,00	100,00%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	80 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	210 000,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	121 344,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	1 015 326,60 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	12 000,00 €
2013	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	102 060,00 €

2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	653 175,72 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	18 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2015	Chantier école	53 805,50 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	63 924,52 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	64 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	660 039,20 €
2015	Réserves Naturelles Régionales Investissement	5 014,80 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	17 100,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	120 689,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	798 500,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	352 227,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	823 995,60 €
	Montant total	7 521 701,94 €

Annexe 6 : Avenant à la convention transitoire relative au programme d'actions 2016 – PNR du Gâtinais français

AVENANT A LA CONVENTION TRANSITOIRE RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2016 PNR DU GATINAIS FRANCAIS

Entre
La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE, autorisée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 21 septembre 2016,

Ci-après dénommée « la Région »

ET

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional du Gâtinais français, représenté par son Président, Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, autorisé par la délibération du Comité syndical du ……2016.

PREAMBULE

Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :
L'article 4 de la convention est complété comme suit :

« La Région Ile-de-France s'engage à soutenir financièrement le Parc dans l'animation et la mise en œuvre d'actions de sauvegarde des commerces de proximité, conformément à l'objectif de favoriser l'attractivité des territoires ruraux, défini à l'article 2. Au titre de ce complément d'actions, la Région verse une subvention d'investissement dont le montant maximum s'élève à 120 000 €, sur la période septembre-décembre 2016, telles que détaillées ci-dessous :

Aides aux entreprises		Aides aux collectivités		TOTAUX	
Nombre de projets accompagnés	Montant des subventions reversées par le PNR	Nombre de projets accompagnés	Montant des subventions reversées par le PNR	Nombre de projet	Montant global de la dotation régionale
2	20 000 €	1	100 000 €	3	120 000 €

Dans le cadre ces actions, le PNR est autorisé à reverser la subvention régionale aux entreprises ainsi qu'aux communes et EPCI qu'il décide d'accompagner ».

ARTICLE 2 :
L'annexe 2 à la convention est complétée comme suit :

Priorités mandature 2015-2021	Mesure	Montant total en € (TTC)	Part Région en € (100%)
Favoriser l'attractivité des territoires	« Aides aux commerces de proximité »	20 000	20 000
	« Aides aux communes et EPCI »	100 000	100 000
Total Programmes d'actions 2016		1 022 500	842 500

ARTICLE 3 :

Toutes les dispositions de la convention transitoire relative au programme d'actions 2016, y compris ses annexes, non modifiées dans le présent avenant, restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du PNR de la haute Vallée de Chevreuse,

Le Président,

Jean-Jacques BOUSSAINGAULT

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente,

Valérie PECRESSE

Annexe 7 : Fiches projet du PNR du Gâtinais Français

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014457

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PNR GATINAIS - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALES EN MILIEU RURAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €	100,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300105- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

N° SIRET : 25910256400046

PRESENTATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour ne pas obérer l'instruction par le Parc de demandes émanant de potentiels bénéficiaires, et par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,il est autorisé le démarrage anticipé de projets avant le vote de la Commission permanente.

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Public(s) cible(s) :
Communes et EPCI

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR GATINAIS - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALES EN MILIEU RURAL	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	209 091,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	706 275,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	172 270,00 €
2013	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 251,23 €
2013	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	7 800,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 961,37 €

2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	487 038,63 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 748,61 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	7 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	244 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	356 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	107 452,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 912,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 741,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	231 250,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	491 250,00 €
	Montant total	6 261 063,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014456

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PNR GATINAIS FRANCAIS - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	20 000,00 €	100,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-200
15300105- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS
Adresse administrative : 20 BOULEVARD DU MARECHAL LYAUTEY 91490 MILLY-LA-FORET
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Jacques BOUSSAINGAULT, Président

N° SIRET : 25910256400046

PRESENTATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour ne pas obérer l'instruction par le Parc de demandes émanant de potentiels bénéficiaires, et par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, il est autorisé le démarrage anticipé de projets avant le vote de la Commission permanente.

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Public(s) cible(s) :

Entreprises commerciales inscrites au RCS
Entreprises commerciales et artisanales doublement immatriculées

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR GATINAIS FRANCAIS - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	209 091,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	706 275,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	172 270,00 €
2013	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 251,23 €
2013	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	7 800,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	362 961,37 €

2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	487 038,63 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 748,61 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	7 800,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 740,80 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	244 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	356 000,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	107 452,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	15 912,56 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	707 741,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	231 250,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	491 250,00 €
	Montant total	6 261 063,80 €

Annexe 8 : Avenant à la convention transitoire relative au programme d'actions 2016 – PNR du Vexin français

AVENANT A LA CONVENTION TRANSITOIRE RELATIVE AU PROGRAMME D'ACTIONS 2016 PNR DU VEXIN FRANCAIS

Entre
La Région d'Ile-de-France représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE, autorisée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional d'Ile-de-France en date du 21 septembre 2016,

Ci-après dénommée « la Région »

ET

Le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional du Vexin français, représenté par son Président, Marc GIROUD, autorisé par la délibération du Comité syndical du ……..2016.

PREAMBULE

Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :
L'article 4 de la convention est complété comme suit :

« La Région Ile-de-France s'engage à soutenir financièrement le Parc dans l'animation et la mise en œuvre d'actions de sauvegarde des commerces de proximité et de revitalisation commerciale des communes et EPCI, conformément à l'objectif de favoriser l'attractivité des territoires ruraux, défini à l'article 2. Au titre de ce complément d'actions, la Région verse une subvention d'investissement dont le montant maximum s'élève à 135 000 €, sur la période septembre-décembre 2016, telles que détaillées ci-dessous :

Aides aux entreprises		Aides aux collectivités		TOTAUX	
Nombre de projets accompagnés	Montant des subventions reversées par le PNR	Nombre de projets accompagnés	Montant des subventions reversées par le PNR	Nombre de projets	Montant global de la dotation régionale
5	35 000 €	2	100 000 €	7	135 000 €

Dans le cadre ces actions, le PNR est autorisé à reverser la subvention régionale aux entreprises ainsi qu'aux communes et EPCI qu'il décide d'accompagner».

ARTICLE 2 :

L'annexe 2 à la convention est complétée comme suit :

Priorités mandature 2015-2021	Projet et n° Fiche opération	Montant	InterParcs	Action structurante	Action expérimentale, démonstrateur du changement	Action « socle »
Favoriser l'attractivité des territoires ruraux *(au service des habitants : commerces et services de proximité) – Eco mobilité et circulations douces ; développement économique, hors filières*	« Aides aux commerces de proximité »	20 000				
	« Aides aux communes et EPCI »	100 000				
Total Programmes d'actions 2016		843 000				

ARTICLE 3 :

Toutes les dispositions de la convention transitoire relative au programme d'actions 2016, y compris ses annexes, non modifiées dans le présent avenant, restent inchangées.

Fait à Paris en 2 exemplaires,

Pour le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du PNR du Vexin français,

Le Président,

Marc GIROUD

Pour la Région Ile-de-France,

La Présidente,

Valérie PECRESSE

Annexe 9 : Fiches projet du PNR du Vexin Français

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014452

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PNR VEXIN FRANCAIS - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	100 000,00 €	100,00 %	100 000,00 €
	Montant Total de la subvention		100 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204142-153001-200
15300105- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

N° SIRET : 25950246600016

PRESENTATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour ne pas obérer l'instruction par le Parc de demandes émanant de potentiels bénéficiaires, et par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016,il est autorisé le démarrage anticipé de projets avant le vote de la Commission permanente.

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Public(s) cible(s) :
Communes et EPCI

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR VEXIN FRANCAIS - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	100 000,00	100,00%
Total	100 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	551 676,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	801 600,00 €
2013	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	30 000,00 €
2013	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	28 230,27 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	18 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	563 700,00 €

2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	279 000,00 €
2014	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	30 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	12 660,11 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	70 000,00 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	17 961,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	231 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	588 000,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	27 188,18 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 667,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	193 540,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	240 000,00 €
	Montant total	6 496 482,66 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014451

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PNR VEXIN FRANCAIS - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	35 000,00 €	100,00 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-53-204181-153001-200
15300105- Sauvegarde des commerces de proximité

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS
Adresse administrative : CHATEAU DE THEMERICOURT 95450 THEMERICOURT
Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal
Représentant : Monsieur MARC GIROUD, Président

N° SIRET : 25950246600016

PRESENTATION DU PROJET

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour ne pas obérer l'instruction par le Parc de demandes émanant de potentiels bénéficiaires, et par dérogation aux articles 17 et 29 de l'annexe à la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, il est autorisé le démarrage anticipé de projets avant le vote de la Commission permanente.

Objectifs :
Le Pacte rural, dont la mise en œuvre a été actée par délibération du Conseil régional n° CR 09-16 du 17 mars 2016, traduit l'ambition régionale d'agir en faveur des territoires ruraux. Acteurs privilégiés dans la déclinaison des axes du Pacte rural, les Parcs Naturels Régionaux (PNR) ont vocation à participer et contribuer pleinement à la mise en œuvre des actions en découlant.

La convention transitoire 2016 relative au programme d'actions, adoptée par délibération n° CP n°16-240 du 15 juin 2016, est le cadre privilégié pour intégrer les orientations inscrites au Pacte rural, en particulier celles concourant à développer l'attractivité économique des PNR, au travers de la revitalisation commerciale de leurs territoires.

Public(s) cible(s) :
Entreprises commerciales ou artisanales doublement immatriculées.

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PNR VEXIN FRANCAIS - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	35 000,00	100,00%
Total	35 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2013	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	551 676,00 €
2013	Parcs naturels régionaux - Investissement	801 600,00 €
2013	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	30 000,00 €
2013	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	28 230,27 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	18 000,00 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2014	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d'actions et de promotion des PNR	563 700,00 €

2014	Parcs naturels régionaux - Investissement	279 000,00 €
2014	PRAIRIE : aides aux porteurs de projet	30 000,00 €
2014	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	12 660,11 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	70 000,00 €
2015	PAEC - Aides aux porteurs de projet	17 961,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 666,70 €
2015	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	231 000,00 €
2015	Parcs naturels régionaux - Investissement	588 000,00 €
2015	Soutien aux organismes concourant aux objectifs de la politique de l'eau - spécifique	27 188,18 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien au fonctionnement des PNR	648 667,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Fonctionnement Soutien aux programmes d’actions et de promotion des PNR	193 540,00 €
2016	Parcs naturels régionaux - Investissement	240 000,00 €
	Montant total	6 496 482,66 €

Annexe 10 : Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-468	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**53 - Espace rural et autres espaces de développement**
Programme	**153001 - Aménagement et équipement de l'espace rural**
Action	**15300105 - Sauvegarde des commerces de proximité**

Dispositif : N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural

Dossier	16014448 - PNR HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Dossier	16014452 - PNR VEXIN FRANCAIS - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALE EN MILIEU RURAL			
Bénéficiaire	R12510 - SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Dossier	16014457 - PNR GATINAIS - AFFECTATION 2016 AIDE A LA REVITALISATION COMMERCIALES EN MILIEU RURAL			
Bénéficiaire	R20624 - SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	100 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 000,00 €	HT	100 %	100 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000970 - Pacte rural - Aide à la revitalisation commerciale des communes et EPCI en milieu rural	300 000,00 €

Dispositif : N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-468	Budget	2016

Dossier	16014374 - PNR HAUTE VALLEE DE CHEVREUSE - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE			
Bénéficiaire	R19624 - PNR HAUTE VAL CHEVREUSE CHATEAU DE LA MADELEINE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	80 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	HT	100 %	80 000,00 €	

Dossier	16014451 - PNR VEXIN FRANCAIS - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE			
Bénéficiaire	R12510 - SYNDICAT MIXTE AMENAGEMENT GESTION DU PARC NATUREL REGIONAL DU VEXIN FRANCAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 000,00 €	HT	100 %	35 000,00 €	

Dossier	16014456 - PNR GATINAIS FRANCAIS - AFFECTATION 2016 POUR LA SAUVEGARDE DES COMMERCES DE PROXIMITE			
Bénéficiaire	R20624 - SM AMENAG PARC NATUREL REG GATINAIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	HT	100 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000971 - Pacte rural - Aide aux commerces de proximité en milieu rural	135 000,00 €

Total sur l'imputation 905 - 53 - 153001 - 15300105	435 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-372

DU 21 Septembre 2016

COTISATION EN FAVEUR DE :
- du CESER de France, Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux de France

SUBVENTIONS EN FAVEUR :
- l'Association des maires d'Ile-de-France (AMIF)
- l'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Ile-de-France

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-France

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget 2016 de la Région Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de l'administration générale ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-372 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide le versement de la cotisation pour l'adhésion du Conseil économique, social et environnemental d'Ile-de-France à CESER de France, Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux de France au titre de l'année 2016.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 8 000€ au profit du CESER de France , l'Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux de France disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2016.

Article 2 :

Décide de soutenir le fonctionnement de l'association des maires d'Ile-de-France (AMIF) pour l'année 2016 par le versement d'une subvention de 30 000 €.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 30 000 € au profit de l'AMIF disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2016.

12/09/16 15:09:00

Approuve la convention annexée à la présente délibération fixant les conditions du partenariat entre la Région et l'AMIF et habilite la présidente à la signer.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la présente subvention à compter du 1er janvier 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3 :

Décide de soutenir le fonctionnement de l'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Ile-de-France pour l'année 2016 par le versement d'une subvention de 7 000€.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 7 000€ au profit de l'AMIF disponible sur le chapitre 930 « Services généraux » code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux » programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

12/09/16 15:09:00

ANNEXE A LA DELIBERATION

- Convention relative au soutien de la Région Ile-de-France à l'AMIF
- État récapitulatif des subventions proposées au vote
- Fiches projet

CONVENTION
relative au soutien de la Région Ile-de-France
à l'Association des Maires de l'Ile-de-France

La Région Ile-de-France représentée par sa Présidente,
Madame Valérie PECRESSE en vertu de la délibération n°……du…….
Ci-après dénommée la « Région »

d'une part

et

L'Association des Maires de l'Ile-de-France (A.M.I.F.)
Association loi de 1901 à but non lucratif
Dont le siège est situé 26 rue du Renard, 75004 Paris
Représentée par Monsieur Stéphane BEAUDET en sa qualité de Président
Ci-après dénommée l' « A.M.I.F. »
N° de Siret : 388 139 693 00021

d'autre part

PREAMBULE

Après avoir rappelé que :

L'AMIF est une association d'élus pluraliste répondant aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional. Elle assure un rôle de représentation des élus locaux et participe au dynamisme régional.

Sa représentativité et sa structure interdépartementale lui confèrent un rôle de porte-parole des Maires de l'Ile-de-France dans le débat régional.

L'A.M.I.F. intervient comme un interlocuteur privilégié sur les grandes questions qui conditionnent l'avenir de la région, voire du pays.

La Région Ile-de-France est donc le partenaire naturel de l'A.M.I.F. La marque Ile-de-France, fédératrice et porteuse de sens est valorisée à travers l'ensemble des actions de l'association.

SONT CONVENUS CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre la Région et l'AMIF pour l'organisation des Assises de l'A.M.I.F qui se tiennent tous les ans, sur trois jours.

L'action soutenue correspond à la description suivante : les Assises et autres conférences ou manifestations. Outre le moment fort des Assises, l'AMIF favorise des rencontres avec la Région sous forme de petits-déjeuners de travail, colloques, visites de terrain.

ARTICLE 2. – OBLIGATIONS DE L'A.M.I.F

L'A.M.I.F. s'engage à mettre en œuvre les moyens nécessaires et à :

- Porter à la connaissance de la Présidente de la Région toute modification concernant les statuts de l'organisme ;

- Communiquer à la Région :
  - Le nom et les coordonnées du Président et du ou des Commissaires aux Comptes,
  - La composition du Bureau et du Conseil d'Administration,
  - Le rapport annuel d'activité accompagné des pièces comptables fournies par le cabinet comptable de l'A.M.I.F.
  - Bilan financier
  - Compte rendu d'exécution

ARTICLE 3. – ENGAGEMENTS DE L'A.M.I.F. EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, l'A.M.I.F. s'engage à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées aux Assises ou autres conférences ou manifestations qui seront envisagées d'un commun accord entre la Région et l'A.M.I.F.

Cette contribution prendra la forme de la mention « en partenariat avec la Région Ile-de-France » et l'apposition du logo de la Région (conformément à la charte graphique régionale).

Elle prendra notamment les formes suivantes pour tous les évènements de relations publiques et opérations de médiatisation conjointement organisés :
- Présence physique sur les manifestations ou colloques organisés conjointement
- Diffusion de documentation à l'entrée
- Logo de la Région sur les panneaux
- Signalétique et conférences de presse qui associent la Région
- Logo de la Région sur les cartons d'invitations aux ateliers, conférences et colloques des Assises

- Insertion du logo de la Région sur les dossiers de presse, affiches et autres documents
- Invitation des conseillers régionaux aux déjeuners organisés lors des Assises régionales et mise à disposition d'invitations pour les acteurs régionaux conformément à une liste préalablement établie
- Mise à disposition pour la Région d'un stand de 20m² aménagés aux Assises lors du salon de la Nouvelle Ville

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers.
Les photos pourront aussi être utilisées librement par la Région.

ARTICLE 4. – ENGAGEMENTS DE LA RÉGION

La Région s'engage à soutenir financièrement les Assises de l'A.M.I.F. et toutes autres manifestations organisées conjointement par le versement d'une subvention dont le montant s'élève à 30 000 €.

(Montant révisable avec l'accord des 2 parties)

ARTICLE 5. – MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

Le versement de la subvention est effectué sur le compte établi au nom de l'organisme

Ouvert à :	La Banque Postale
Établissement :	20041
Code guichet :	00001
N° compte :	0108009G020
Clé RIB :	23

Cette subvention sera mandatée en un seul versement dès la notification de la convention.

ARTICLE 6. – MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la présente convention est réalisée par voie d'avenant préalablement approuvé par la commission permanente du conseil régional d'Ile-de-France.

ARTICLE 7. – DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention à l'AMIF, à savoir le xxxxxxx. Les dépenses éligibles à l'attribution de la subvention sont prises en compte à compter du 1er janvier 2016. Elle expire après agrément par la Région du compte-rendu d'exécution et du bilan financier, lesquels doivent être remis au plus tard trois mois après la fin de la réalisation du programme annuel d'actions. Sans observations de la Région dans un délai de deux mois à compter de leur réception, ces documents sont réputés tacitement agréés.

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, l'AMIF, n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

ARTICLE 8. – RÉSILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de la réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

Fait en 3 exemplaires originaux, à Paris, le

Pour l'A.M.I.F.
(signature et cachet)
Le Président,

Pour la Région Ile-de-France
(signature et cachet)
La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France,

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-372	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**0202 - Autres moyens généraux**
Programme	**102016 - Subventions à divers organismes**
Action	**10201601 - Divers organismes**

Dispositif : N° 00000616 - Subventions à divers organismes

Dossier	16011776 - SUBVENTION 2016 AMICALE DES ANCIENS CONSEILLERS REGIONAUX IDF			
Bénéficiaire	R22337 - ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS CR IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 000,00 €	HT	100 %	7 000,00 €	

Dossier	16011777 - SUBVENTION 2016 AMIF			
Bénéficiaire	R16447 - AMIF ASS DES MAIRES IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	HT	100 %	30 000,00 €	

Dossier	16011778 - COTISATION 2016 CESER DE FRANCE			
Bénéficiaire	R5659 - ACESRF ASEEM CONSE ECONO SOCIAL REGIO DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000,00 €	HT	100 %	8 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000616 - Subventions à divers organismes	45 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 0202 - 102016 - 10201601	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011778

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COTISATION 2016 CESER DE FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	8 000,00 €	100,00 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-0202-6574-102016-500
10201601- Divers organismes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACESRF ASEEM CONSE ECONO SOCIAL REGIO DE FRANCE
Adresse administrative : 1 AV D'IENA 75775 PARIS 16 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Laurent DEGROOTE, Président

Date de publication au JO : 23 juillet 2011

N° SIRET : 32951861700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions à divers organismes

Objectifs :
Le CESER de France, Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, a été créée le 28 février 2001.

Lieu d'échanges entre les présidents de Conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, elle assure la promotion de leurs travaux et pratiques respectives. Elle est le lien avec le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) et avec leurs représentants auprès des instances régionales, interrégionales et nationales, communautaires et européennes et effectue des études d'intérêt commun.
Pour la Région Ile-de-France, le relais de cette association s'avère particulièrement utile, notamment dans le cadre des travaux menés sur la contribution de l'intercommunalité à l'action régionale.

Le siège social du CESER de France, Assemblée des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux est situé à Paris, au Conseil économique, social et environnemental, 1 avenue d'Iéna dans le XVIème arrondissement.
Le budget du CESER de France provient des cotisations de ses membres.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Subventions à divers organismes	6 000,00 €
2014	Subventions à divers organismes	5 400,00 €
2015	Subventions à divers organismes	6 600,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011777

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SUBVENTION 2016 AMIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	30 000,00 €	100,00 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-0202-6574-102016-500
10201601- Divers organismes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AMIF ASS DES MAIRES IDF
Adresse administrative : 26 RUE DU RENARD
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Stéphane BEAUDET, Président

Date de publication au JO : 21 mars 1990

N° SIRET : 38813969300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions à divers organismes

Objectifs :
L'Association des maires de l'Ile-de-France (AMIF), créée en 1990, a pour but de répondre aux attentes des communes franciliennes, en quête d'une structure de concertation et d'information à l'échelon régional.

Forte de sa représentativité et de sa structure interdépartementale, qui lui confère un rôle de porte-parole des maires de l'Ile-de-France dans le débat régional, elle est l'interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et le chef de file de l'identité francilienne.

Description :
La marque Ile-de-France, fédératrice et porteuse de sens, est valorisée à travers l'ensemble des actions de l'association. Les conditions d'application sont précisées dans la convention jointe en annexe à la délibération, qui définit les modalités du partenariat entre la Région et l'AMIF.

Moyens mis en œuvre :
Le salon des Maires d'Ile-de-France 2016, dont c'était la 20ème édition, s'est tenu les 12, 13 et 14 avril au Paris Event Center à la Villette.
Trois grandes conférences ont été organisées sur :
- l'attractivité "une région capitale, 1 280 territoires"
- l'environnement "les Maires : cheville ouvrière de l'acte II de la COP 21"
- le Grand Paris "la Métropole du Grand Paris et sa relation aux territoires"

Par ailleurs, l'AMIF ne manque pas de faire participer les élus régionaux à ses différents travaux, commissions, colloques, débats, visites de terrain et d'assurer la visibilité de la Région à travers l'ensemble des documents qu'elle émet.

Intérêt régional :
Rôle de porte-parole des maires d'Ile-de-France dans le débat régional

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Subventions à divers organismes	48 000,00 €
2014	Subventions à divers organismes	43 200,00 €
2015	Subventions à divers organismes	43 200,00 €
	Montant total	134 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011776

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SUBVENTION 2016 AMICALE DES ANCIENS CONSEILLERS REGIONAUX IDF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions à divers organismes	7 000,00 €	100,00 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-0202-6574-102016-500
10201601- Divers organismes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS CR IDF
Adresse administrative : 33 RUE BARBET DE JOUY
75007 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Serge LAGAUCHE, Président

Date de publication au JO : 13 mars 1996

N° SIRET : 79394398600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subventions à divers organismes

Objectifs :
L'Amicale des anciens conseillers régionaux d'Ile-de-France créée le 13 mars 1996, a pour objet de maintenir les relations entre les anciens membres du conseil régional, d'assurer, le cas échéant, certaines actions de solidarité et d'entraide et de conserver des liens avec les conseillers en exercice.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Subventions à divers organismes	7 700,00 €
2014	Subventions à divers organismes	7 000,00 €
2015	Subventions à divers organismes	7 000,00 €
	Montant total	21 700,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-376

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Affectations provisionnelles d'autorisations d'engagement sur le chapitre 930 et d'autorisations de programme sur le chapitre 900 relatives à la communication institutionnelle 2ème rapport pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales

VU Le Code des marchés publics

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relatives aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégation du conseil régional à sa Présidente

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016

VU Le rapport CP 16-376 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France

VU L'avis de la commission des finances

VU L'avis de la commission de l'administration générale

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte une autorisation d'engagement provisionnelle de 2 729 000 €, à titre provisionnel, sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2016 pour les dépenses de fonctionnement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme provisionnelle de 100 000 €, à titre transitoire, sur le chapitre 900 « services généraux », code fonctionnel 0202 « autres moyens généraux », programme HP0202-003 (102003) « communication institutionnelle » du budget 2016 pour les dépenses d'investissement récurrentes liées à la communication institutionnelle de la Région.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALERIE PECRESSE

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

DÉLIBÉRATION N° CP 16-379

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Rapport donnant mandats spéciaux aux élus régionaux

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat ;

VU Le décret n° 2007-23 du 5 janvier 2007 modifiant le décret n° 2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant notamment dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU Les arrêtés d'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 susvisé, notamment l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 04-16 du 22 janvier 2016 relative aux conditions d'exercice du mandat régional et aux conditions de fonctionnement des groupes d'élus ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2016 ;

VU La délibération n° CP 16-014 du 22 janvier 2016 portant affectations provisionnelles et spécifiques d'autorisations d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 930 et 900 « services généraux » et 933 et 903 « culture, sports et loisirs » ;

VU Le rapport CP 16-379 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de commission de l'administration générale.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de donner mandat spécial à chaque conseiller régional, mentionné au sein du tableau annexé à la présente délibération, pour représenter la collectivité régionale dans les conditions prévues au sein de ce même tableau.

Autorise la prise en charge, par le budget régional, des dépenses afférentes à ces déplacements et détaillées au sein de ce même tableau annexé à la présente délibération.

Article 2 :

Les dates de départ et de retour indiquées dans le tableau joint en annexe sont susceptibles d'être ajustées de plus ou moins une journée pour tenir compte des impératifs de début et de fin de mission sur place ainsi que des disponibilités de transport.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

TABLEAU CP DU 21 SEPTEMBRE 2016

MANDATS SPECIAUX
PROPOSES AU VOTE DE LA COMMISSION PERMANENTE

NOM	PRENOM	PAYS	VILLE	OBJET	DATE DEPART	DATE RETOUR	DEPENSES SUPPLEMENTAIRES *					
							RELATIONS PUBLIQUES	MOYEN DE TRANSPORT	FRAIS TRANSP S/SITES	VISAS	VACCINS	DIVERS
NASROU	Othman	Belgique	Bruxelles	Conférence	27-sept	27-sept.		X	X			
BARIANI	Didier	France	Reims	congrès des régions de l'ARF	28-sept	29-sept.		X	X			X
DA SILVA	Carlos	France	Reims	congrès des régions de l'ARF	28-sept	29-sept.		X	X			X
PECRESSE	Valérie	France	Reims	congrès des régions de l'ARF	29-sept	29-sept.		X	X			X
DIDIER	Geoffroy	France	Reims	congrès des régions de l'ARF	29-sept	29-sept		X	X			X
CECCONI	Franck	France	Reims	congrès des régions de l'ARF	29-sept	29-sept		X	X			X
CHARTIER	Jérôme	France	Reims	congrès des régions de l'ARF	29-sept	29-sept		X	X			X
VON EUW	Stéphanie	France	Strasbourg	Séminaire ARF sur le cadre financier pluriannuel et la politique de cohésion post 2020	25-oct	26-oct		X	X			

* éventuellement au regard des conditions prévues à la délibération CR 04-16

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DÉLIBÉRATION N° CP 16-380

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Ajustement et Affectations provisionnelles et spécifiques d'une autorisation d'engagement et d'autorisations de programme sur les chapitres 900 et 930 « Services généraux » et 903 « Culture, sports et loisirs »

Troisième rapport 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code des marchés publics ;
VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n° CR 93-15 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU Le budget de la Région pour l'année 2016 ;
VU Les délibérations n° CP 16-014 du 22 janvier 2016 et CP 16-176 du 18 mai 2016 relatives aux affectations des autorisations de programme et d'engagement sur les chapitres 900 et 930 « Services généraux », et 903 « Culture, sports et loisirs » ;
VU L'avis de la Commission de l'Administration générale ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;
VU Le rapport CP 16-380 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile de France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 780 200 euros disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-011 « Charges liées aux immeubles » du budget 2016.

Article 2 :

Désaffecte partiellement un montant d'autorisation de programme de 545 000 euros, précédemment affecté par délibération n° CP 16-014 du 22 janvier 2016, sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-001 « Moyens des services » du budget 2016, action 10200101 « travaux », spécifiquement pour les travaux d'adaptation réglementaire des sites régionaux.

Article 3 :

Affecte une autorisation de programme de 270 000 euros disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-001 « Moyens des services » du budget 2016, se répartissant comme suit :

- Action 10200101 « travaux » : 250 000 € sont affectés spécifiquement pour la réalisation d'études sur le patrimoine régional.
- Action 10200103 « Matériel et mobilier » : 20 000 sont affectés spécifiquement sur le marché de mobilier.

Article 4 :

Affecte une autorisation de programme de 240 000 euros disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-010 « Patrimoine régional à vocation culturelle », du budget 2016, action 13101002 « Orchestre national d'Ile-de-France », spécifiquement pour les travaux de mise aux normes du bâtiment de l'ONIF.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-381

DU 21 SEPTEMBRE 2016

QUATRIEMES AFFECTATIONS PROVISIONNELLES D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET DE PROGRAMME SUR LES CHAPITRES 900 ET 930 « SERVICES GÉNÉRAUX »

CRÉDITS DE LA DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la propriété intellectuelle et notamment son article L311-8

Vu le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

Vu la Délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégation d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

Vu la Délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU le Budget de la Région Ile-de-France pour 2016

VU l'avis de la commission des finances

VU l'avis de la commission de l'administration générale

VU le rapport CP 16-381 présenté par madame la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement 390 600 euros sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-012 (102012) « Fonctionnement des services » du budget 2016, pour les dépenses de fonctionnement liées aux systèmes d'information.

Article 2 :

Affecte, à titre provisionnel, en autorisation de programme 923 667 euros sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP0202-002 (102002) « moyens informatiques des services » du budget 2016 pour les dépenses d'investissement liées aux systèmes d'information.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-411

DU 21 SEPTEMBRE 2016

PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS DE LA REGION : MANDAT AU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA GRANDE COURONNE D'ILE-DE-FRANCE POUR LA PROCEDURE DE PASSATION D'UNE EVENTUELLE CONVENTION DE PARTICIPATION

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code des assurances ;

VU La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU La loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 25, 88-1 et 88-2 ;

VU Le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociales complémentaire de leurs agents ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR n°131-09 du 27 novembre 2009 relative à la politique d'action sociale ;

VU La délibération de la commission permanente du Conseil Régional n° CP 13-604 du 11 juillet 2013 relative à la protection sociale complémentaire des agents de la Région ;

VU La délibération du Conseil Régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2017 ;

VU La délibération du Conseil d'Administration du CIG du 11 avril 2016 approuvant le lancement d'une consultation pour la passation d'une convention de participation dans le domaine de la protection sociale complémentaire ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission administration générale ;

VU Le rapport CP 16-411 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Donne mandat au Centre interdépartemental de gestion de la Grande Couronne d'Ile-de-France pour la procédure de mise en concurrence lancée en vue de conclure une convention de participation pour les risques santé et prévoyance.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

09/08/16 12:08:00

CONSEIL RÉGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DÉLIBÉRATION N° CP 16-430

DU 21 SEPTEMBRE 2016

COTISATIONS EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION DES MEDIATEURS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (AMCT) ET DU CLUB DES MEDIATEURS DE SERVICES AU PUBLIC (CMSP)

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région pour l'année 2016 ;

VU La délibération n° CP 14-491 du 24 septembre 2014 décidant l'adhésion de la Région à l'Association des Médiateurs des Collectivités Territoriales ;

VU L'avis de la Commission de l'Administration générale ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU Le rapport CP 16-430 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile de France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide, compte tenu de l'adhésion de la Région à l'Association des Médiateurs des Collectivités territoriales (AMCT), le versement de la cotisation de la Région Ile-de-France au titre de l'année 2016 de 200 € à cette association.

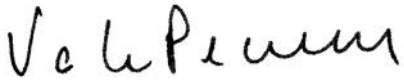
Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 200 € au profit de l'AMCT disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autre moyens généraux », programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2016.

Article 2 :

Décide d'adhérer à l'association « Club des Médiateurs de services au Public (CMSP) » et décide le versement de la cotisation de la Région Ile-de-France au titre de l'année 2016 de 1 150 € à cette association.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de 1 150 € au profit de l'association CMSP disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autre moyens généraux », programme HP 0202-016 « Subventions à divers organismes » (102016), action 10201601 « divers organismes » du budget 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-430	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**0202 - Autres moyens généraux**
Programme	**102016 - Subventions à divers organismes**
Action	**10201601 - Divers organismes**

Dispositif : N° 00000616 - Subventions à divers organismes

Dossier	16012832 - COTISATION 2016 AMCT			
Bénéficiaire	P0030220 - ASSOCIATION DES MEDIATEURS DES COLLECTIVITES TERRITORIALES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200,00 €	HT	100 %	200,00 €	

Dossier	16012923 - COTISATION 2016 CLUB DES MEDIATEURS DE SERVICES AU PUBLIC			
Bénéficiaire	P0035011 - CLUB DES MEDIATEURS DE SERVICES AU PUBLIC			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 150,00 €		Code nature	6281
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 150,00 €	HT	100 %	1 150,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000616 - Subventions à divers organismes	1 350,00 €

Total sur l'imputation 930 - 0202 - 102016 - 10201601	1 350,00 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-438

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Affectations provisionnelles et spécifiques des autorisations d'engagement relatives à la gestion des ressources humaines – 3ème rapport

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 et plus particulièrement les dispositions du chapitre 930 « Services généraux », 932 « Enseignement », et 900 « Services Généraux » ;

VU L'avis de la commission de l'administration générale ;

VU L'avais de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-438 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Dépenses associées aux frais de personnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 455.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 0202 « Autres moyens généraux », programme HP 0202-004 « Dépenses associées aux frais de personnel » (102004) du budget 2016 pour les dépenses liées aux agents des services du siège.

Article 2 : Formation, information des élus régionaux

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 220.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-021 « Formation, information des élus régionaux » (102021) du budget 2016 pour les dépenses de formation des élus du Conseil régional.

Article 3 : Indemnités et charges du CESER

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 20.000 € disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 022 « Conseil économique, social et environnemental régional», programme HP 022-022 « Indemnités et charges du CESER » (102022) du budget 2016 pour les dépenses de formation des élus du CESER.

Article 4 : Dépenses associées aux agents techniques des lycées

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de 110.000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-024 « Dépenses associées aux agents techniques des lycées » (122024) du budget 2016 pour les dépenses liées aux agents techniques des lycées.

Article 5 : Amélioration de l'environnement professionnel

Affecte à titre provisionnel une autorisation de programme de 14.000 € disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 0201 « Personnel non ventilé », programme HP 0201-026 Amélioration de l'environnement professionnel » (102026) du budget 2016 pour les dépenses liées à l'intégration professionnelle et au maintien dans l'emploi des personnes handicapées.

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PÉCRESSE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-419

DU 21 SEPTEMBRE 2016

FORMATIONS SANITAIRES ET SOCIALES :

PROJETS RELATIFS A LA SECURITE DES LOCAUX ET DES PERSONNES

FUSION DES CENTRES HOSPITALIERS DE FONTAINEBLEAU ET MONTEREAU : CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS 2017

FONDATION HOSPITALIERE SAINTE MARIE : CHANGEMENT DE BENEFICIAIRE SUITE AU TRANSFERT D'ACTIVITE

SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT 2016 DES ECOLES ET INSTITUTS DE FORMATION DU SOCIAL : AGREMENT DE PLACES DE MONITEUR EDUCATEUR ET EDUCATEUR SPECIALISE DE L'ASSOCIATION INITIATIVES ET VERSEMENT D'UNE INDEMNITE

SUBVENTION D'INVESTISSEMENT 2016 EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION INITIATIVES

REMISES GRACIEUSES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU Le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU Le Code de la Santé Publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, L 4151-7 et les articles D 4383-1 et suivants ;

VU Le Code du Travail ; et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU La délibération n° CR 72-14 du 21 novembre 2014 relative au dispositif-cadre pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social, et à l'équipement des centres de formation paramédicale et maïeutique ;

VU La délibération n° CR 73-14 du 21 novembre 2014 relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 45-16 du 08 avril 2016 portant budget primitif de la Région pour l'année 2016 ;

VU La délibération n° CP 10-962 du 17 novembre 2010 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n° CP 15-022 du 29 janvier 2015 relative aux formations sanitaires et

sociales ;

VU La délibération n° CP 16-038 du 22 janvier 2016 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n° CP 16-160 du 18 mai 2016 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n° CP 16-250 du 12 juillet 2016 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU La délibération n° CP 16-251 du 12 juillet 2016 relative aux formations sanitaires et sociales ;

VU L'avis de la commission de la santé ;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU L'avis de la commission sécurité ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-419 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : sécurisation des locaux et des personnes des écoles et instituts de formation

Décide d'attribuer une subvention complémentaire, au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations paramédicales et en travail social, dans le cadre de la subvention de l'année 2016 conformément aux montants précisés en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de l'avenant conforme à l'avenant présenté en annexe 3 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **407 805 €** disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300102 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **348 005 €** disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300202 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation social » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Décide de participer au titre du dispositif « équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant total maximum prévisionnel de **40 480 €** au titre du budget 2016.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 72-14 en date du 21 novembre 2014 relative au dispositif-cadre pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social et à l'équipement des centres de formation paramédicale et maïeutique, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **40 480 €** disponibles sur le chapitre 901 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-001 « Formations sanitaires », action 11300104 « Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de cette subvention d'équipement à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 :

N° de dossier IRIS	***Objet du dossier***	***Bénéficiaire***	***Date prévisionnelle de démarrage du projet***
16013322	Subvention d'équipement 2016 relative à la sécurité des locaux et des personnes	Assistance Publique des Hôpitaux de Paris	01/01/2016

Article 2 : Fusion des centres hospitaliers de Fontainebleau et Montereau : impact sur les conventions d'objectifs et de moyens 2015-2017

Prend acte de la fusion des centres hospitaliers de Fontainebleau et Montereau-Fault-Yonne à compter du 1er janvier 2017 et du montant de la subvention totale 2016 : annexe 1 : 2 253 000 € et annexe 1 bis : 283 000 € soit un total de 2 536 000 €.

Approuve la nouvelle convention d'objectifs et de moyens 2017 avec le centre hospitalier du Sud Seine-et-Marne, telle que présentée en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer à compter du 1er janvier 2017.

Article 3 : Changement de bénéficiaire pour cause de transfert d'activité

Approuve les avenants de transfert de la convention d'objectifs et de moyens n°15-022-008-P et des conventions d'équipement n°10-962-005-I et n°16-250-003, à conclure avec l'Union Soins et Services Ile-de-France (USSIDF), subrogée dans les droits de la Fondation Hospitalière Sainte-Marie, et présentés en annexe 5 à la présente délibération.

Autorise la Présidente du Conseil Régional à signer les avenants de transfert précités.

Article 4 : Agrément de places de moniteur éducateur et éducateur spécialisé de l'association Initiatives et versement d'une indemnité

Décide de participer, au titre du dispositif relatif aux centres de formation dispensant des formations en travail social, au financement de la subvention de l'année 2016, à compter de la rentrée de septembre/octobre 2016, conformément au montant précisé en annexe 1 à la présente délibération.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention présentée en annexe 6 à la présente délibération, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **40 000 €** disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300202 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation d'engagement de **141 122 €** disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300202 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2016.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 512 €** en dépense directe disponibles sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300202 « Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2016.

Article 5 : Subvention d'investissement 2016 en faveur de l'association Initiatives

Décide de participer, au titre du dispositif « investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social », au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant total maximum prévisionnel de **56 000 €** au titre du budget 2016.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 72-14 en date du 21 novembre 2014 relative au dispositif-cadre pour le soutien régional à l'investissement immobilier et à l'équipement dans les centres de formation en travail social et à l'équipement des centres de formation paramédicale et maïeutique, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **56 000 €** disponibles sur le chapitre 901 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 13 « Formations sanitaires et sociales », programme HP13-002 « Formations sociales », action 11300204 « Investissement des écoles et instituts de formation sociale » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 6 : Remises gracieuses formulées par les élèves et étudiants inscrits en formation de travail social, paramédicale et maïeutique

Décide d'accorder les remises gracieuses relatives aux ordres de reversements émis vis-à-vis des élèves et étudiants boursiers inscrits en formation initiale dans le secteur social, paramédical et maïeutique, dont le détail figure en annexe 7.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008807	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113001 - Formations sanitaires**
Action	**11300102 - Fonctionnement des écoles et instituts de formation sanitaire**

Dispositif : N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés

Dossier	EX010949 - CFLC CTRE FORM LOUISE COUVE 22/10/2015 SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT AU TITRE DE L 'ANNEE 2016		
Bénéficiaire	R10507 - CFLC CTRE FORM LOUISE COUVE		
Localisation	AUBERVILLIERS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	25 955,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		433 584,00 €	

Dossier	EX010973 - FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE 29/10/2015 Subvention globale de fonctionnement au titre de l'année 2016		
Bénéficiaire	R1491 - FONDATION SANTE DES ETUDIANTS DE FRANCE		
Localisation	NEUFMOUTIERS-EN-BRIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	4 175,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		49 000,00 €	

Dossier	EX010979 - HOPITAL DE MONTEREAU-FAULT-YONNE 29/10/2015 Subvention globale de fonctionnement 2016 IFSI du centre hospitalier de Montereau		
Bénéficiaire	R18098 - HOPITAL DE MONTEREAU-FAULT-YONNE		
Localisation	MONTEREAU-FAULT-YONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 145,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		709 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008807	Budget	2016

Dossier	EX010980 - FONDATION LEONIE CHAPTAL 29/10/2015 Demande de subvention de fonctionnement 2016		
Bénéficiaire	R10693 - FONDATION LEONIE CHAPTAL		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		842 898,00 €	

Dossier	EX010988 - CASH CTRE D'ACCUEIL DE SOINS HOSP NANTERRE 30/10/2015 DEMANDE DE SUBVENTION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT		
Bénéficiaire	R10366 - CASH CTRE D'ACCUEIL DE SOINS HOSP NANTERRE		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 770,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 617 992,00 €	

Dossier	EX010989 - SANTE DE VILLE EVRARD 30/10/2015 Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) et Institut de Formation des Cadres de Santé de l'EPS de VILLE-EVRARD		
Bénéficiaire	R1982 - SANTE DE VILLE EVRARD		
Localisation	SEINE SAINT DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 865,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		877 194,00 €	

Dossier	EX010990 - FONDATION OEUVRE DE LA CROIX ST SIMON 30/10/2015 Demande de Subvention pour les Formations IDE AS et AP en formation initiale pour 2016		
Bénéficiaire	R11909 - FONDATION OEUVRE DE LA CROIX ST SIMON		
Localisation	MONTREUIL		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 475,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 508 432,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008807	Budget	2016

Dossier	EX010992 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL 30/10/2015 Subvention globale de fonctionnement au titre de l'année 2016		
Bénéficiaire	R8086 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL		
Localisation	FONTAINEBLEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	830,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		864 000,00 €	

Dossier	EX010994 - GIP IFITS INSTITUT DE FORMATION INTERHOSPITALIER THEODORE SIMON 30/10/2015 Subvention de fonctionnement pour l'année 2016		
Bénéficiaire	R11921 - GIP IFITS INSTITUT DE FORMATION INTERHOSPITALIER THEODORE SIMON		
Localisation	NEUILLY-SUR-MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 650,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 585 766,00 €	

Dossier	EX010997 - CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL STELL 02/11/2015 FORMATION EN SOINS INFIRMIERS		
Bénéficiaire	R27019 - CENTRE HOSPITALIER DEPARTEMENTAL STELL		
Localisation	RUEIL-MALMAISON		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	19 170,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		802 150,00 €	

Dossier	EX011003 - CENTRE HOSPITALIER GONESSE 02/11/2015 Budget annexe IFSI 2016		
Bénéficiaire	R7484 - CENTRE HOSPITALIER GONESSE		
Localisation	GONESSE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 425,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		955 886,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008807	Budget	2016

Dossier	EX011005 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL D ORSAY 02/11/2015 Subvention globale de fonctionnement 2016		
Bénéficiaire	R27801 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL D ORSAY		
Localisation	ESSONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 485,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		448 000,00 €	

Dossier	EX011009 - ASSOCIATION HOPITAL FOCH 02/11/2015 Obtention d'une subvention de fonctionnement pour l'ecolde de Sage Femme et l'école d'infirmières de l'Hôpital Foch		
Bénéficiaire	R9794 - ASSOCIATION HOPITAL FOCH		
Localisation	SURESNES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	7 105,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 205 042,00 €	

Dossier	EX011016 - CRF CROIX ROUGE FRANCAISE 02/11/2015 Demande de subvention 2016 pour les établissements de formation de la Croix Rouge Française: IFSI PARIS DIDOT IF ROMAINVILLE IFCS IF MANTES LA JOLIE		
Bénéficiaire	R10191 - CRF CROIX ROUGE FRANCAISE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 795,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 513 574,00 €	

Dossier	EX011018 - CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN 02/11/2015 Subvention régionale pour les formations manipulateurs radiologies, infirmiers, aides soignants, auxilliaires de puericultures		
Bénéficiaire	EXM00451 - CENTRE HOSPITALIER SUD FRANCILIEN		
Localisation	CORBEIL-ESSONNES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	66 180,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 868 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008807	Budget	2016

Dossier	EX011043 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE ST DENIS CH DELAFONTAINE 09/11/2015 Subvention globale de fonctionnement 2016		
Bénéficiaire	R15916 - CENTRE HOSPITALIER GENERAL DE ST DENIS CH DELAFONTAINE		
Localisation	SAINT-DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 715,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 107 048,00 €	

Dossier	EX011046 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS 09/11/2015 Subvention globale de fonctionnement au titre de l'année 2016		
Bénéficiaire	R7592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	198 065,00 €	Code nature	65738
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		27 862 940,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	407 805,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113001 - 11300102	407 805,00 €

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113001 - Formations sanitaires**
Action	**11300104 - Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire**

Dispositif : N° 00000844 - Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique

Dossier	16013322 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS			
Bénéficiaire	R7592 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 480,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 600,00 €	TTC	80 %	40 480,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000844 - Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	40 480,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008807	Budget	2016

Total sur l'imputation 901 - 13 - 113001 - 11300104	40 480,00 €

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113002 - Formations sociales**
Action	**11300202 - Fonctionnement des écoles et instituts de formation sociale**

Dispositif : N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés

Dossier	16000137 - ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL		
Bénéficiaire	R22930 - ETSUP ECOLE SUPERIEURE DE TRAVAIL SOCIAL		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	1 500,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		893 800,00 €	

Dossier	16000138 - INSTITUT DE FORMATION CLORIVIERE		
Bénéficiaire	R29361 - INSTITUT DE FORMATION CLORIVIERE		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	690,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		68 824,00 €	

Dossier	16000141 - ASS INSTITUT PARMENTIER		
Bénéficiaire	R10021 - ASS INSTITUT PARMENTIER		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	145 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 357 560,00 €	

Dossier	16000142 - SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES		
Bénéficiaire	R19482 - SAUVEGARDE DE L'ENFANT DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES		
Localisation	BUC		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	14 590,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		916 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008807	Budget	2016

Dossier	16000145 - IRFASE INST RECHERCHE FORM ACTION SOCIALE 91		
Bénéficiaire	R21131 - IRFASE INST RECHERCHE FORM ACTION SOCIALE 91		
Localisation	EVRY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	67 725,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		1 048 000,00 €	

Dossier	16000147 - ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL RECHERCHES SOCIALES		
Bénéficiaire	R18375 - ITSRS INST TRAVAIL SOCIAL RECHERCHES SOCIALES		
Localisation	MONTROUGE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	117 735,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 332 802,00 €	

Dossier	16000155 - EPSS ECOLE PRATIQUE SER VICE SOCIAL		
Bénéficiaire	R12025 - EPSS ECOLE PRATIQUE SER VICE SOCIAL		
Localisation	CERGY		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	765,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		977 520,00 €	

Dossier	16013319 - INITIATIVES		
Bénéficiaire	R16619 - INITIATIVES		
Localisation	BOURG-LA-REINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 000,00 €	

Dossier	16014399 - INITIATIVES		
Bénéficiaire	R16619 - INITIATIVES		
Localisation	BOURG-LA-REINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	141 122,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		141 122,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008807	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000074 - Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	529 127,00 €

Total sur l'imputation 931 - 13 - 113002 - 11300202	529 127,00 €

Chapitre	**901 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**13 - Formation sanitaire et sociale**
Programme	**113002 - Formations sociales**
Action	**11300204 - Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale**

Dispositif : N° 00000845 - Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social

Dossier	16014166 - SUBVENTION D'EQUIPEMENT 2016 EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION INITIATIVES FORMATION			
Bénéficiaire	R16619 - INITIATIVES			
Localisation	BOURG-LA-REINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	56 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	TTC	80 %	56 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000845 - Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	56 000,00 €

Total sur l'imputation 901 - 13 - 113002 - 11300204	56 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

TABLEAU RECAPITULATIF DES AIDES REGIONALES
AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS SECURITE EN FONCTIONNEMENT - 2016

Centre de formation	Adresse	Commune et CP	Type de projet de sécurité	Complément à la subvention globale de fonctionnement 2016 au titre de la sécurité	Complément à la subvention globale de fonctionnement 2016 au titre de la sécurité (arrondis)	Pour mémoire Subvention globale de fonctionnement 2016 déjà attribuée (délibération n° CP 16-160 et 16-251)	Total de la subvention globale de fonctionnement 2016	Dossier Aide versée IRIS
Assistance Publique - Hôpitaux de Paris	3 avenue Victoria	75004 Paris	Petits matériels de sécurité (serrures)	198 063,19 €	198 065,00 €	44 781 400,00 €	**44 979 465,00 €**	EX011046
Croix-Rouge Française	Paris, Mantes la Jolie et Romainville	75014 Paris	Agent de surveillance - gardiennage, amortissement d'équipements de sécurité	5 794,60 €	5 795,00 €	4 024 900,00 €	**4 030 695,00 €**	EX011016
Centre Hospitalier de Fontainebleau	55 boulevard du Maréchal Joffre	77300 Fontainebleau	Agent de surveillance - gardiennage	828,60 €	830,00 €	1 388 000,00 €	**1 388 830,00 €**	EX010992
CMPA - Fondation Santé des Etudiants de France	19 rue du Docteur Lardanchet	77610 Neufmoutiers-en-Brie	Agent de surveillance - gardiennage	4 175,00 €	4 175,00 €	85 000,00 €	**89 175,00 €**	EX010973
Centre Hospitalier de Montereau	1 bis rue Victor Hugo	77875 Montereau	Agent de surveillance - gardiennage	2 145,00 €	2 145,00 €	1 148 000,00 €	**1 150 145,00 €**	EX010979
Centre Hospitalier Sud Francilien	69 boulevard Henri Dunant	91100 Corbeil-Essonnes	Agent de surveillance - gardiennage	66 178,20 €	66 180,00 €	3 046 000,00 €	**3 112 180,00 €**	EX011018
Centre Hospitalier d'Orsay	4 place du Général Leclerc	91400 Orsay	Agent de surveillance - gardiennage	7 485,00 €	7 485,00 €	740 000,00 €	**747 485,00 €**	EX011005
CASH de Nanterre	1-3 rue du 1er mai	92000 Nanterre	Amortissement d'équipements de sécurité, petits équipements	18 768,00 €	18 770,00 €	2 688 200,00 €	**2 706 970,00 €**	EX010988
Centre Hospitalier Foch-Suresnes	11 rue Guillaume Lenoir	92151 Suresnes	Agent de surveillance - gardiennage, amortissement d'équipements de sécurité	7 106,03 €	7 105,00 €	2 007 200,00 €	**2 014 305,00 €**	EX011009
Centre Hospitalier Stell - Rueil Malmaison	1 rue Charles Drot	92500 Rueil-Malmaison	Agent de surveillance - gardiennage, amortissement d'équipements de sécurité	19 168,87 €	19 170,00 €	1 378 200,00 €	**1 397 370,00 €**	EX010997
Fondation Œuvre de la Croix-Saint-Simon	81-83 rue Michelet	93100 Montreuil	Agent de surveillance - gardiennage, amortissement d'équipements de sécurité	5 473,30 €	5 475,00 €	2 359 300,00 €	**2 364 775,00 €**	EX010990
Centre Hospitalier de Saint-Denis	2 rue du Docteur Delafontaine	93205 Saint-Denis	Amortissement Badgeuse	1 713,53 €	1 715,00 €	1 831 600,00 €	**1 833 315,00 €**	EX011043
Centre de Formation Louise Couvé	44 rue de la Commune de Paris	93300 Aubervilliers	Temps de de travail supplémentaire personnel - Agent de surveillance - gardiennage, interphone	25 956,52 €	25 955,00 €	1 277 700,00 €	**1 303 655,00 €**	EX010949
IFITS Théodore Simon	3 avenue Jean Jaurès	93330 Neuilly sur Marne	Agent de surveillance - gardiennage	13 651,20 €	13 650,00 €	4 188 000,00 €	**4 201 650,00 €**	EX010994
Etablissement Public de Santé Ville-Evrard	202 avenue Jean Jaurès	93330 Neuilly sur Marne	Agent de surveillance - gardiennage	11 865,00 €	11 865,00 €	1 468 400,00 €	**1 480 265,00 €**	EX010989
Fondation Léonie Chaptal	19 rue Jean Lurçat	95200 Sarcelles	Amortissement d'équipements de sécurité	16 997,61 €	17 000,00 €	2 251 100,00 €	**2 268 100,00 €**	EX010980
Centre Hospitalier de Gonesse	25 rue Pierre de Theilley	95500 Gonesse	Amortissement d'équipements de sécurité	2 423,28 €	2 425,00 €	1 582 900,00 €	**1 585 325,00 €**	EX011003
Sous-total SANITAIRE				**407 792,93 €**	**407 805,00 €**	**76 245 900,00 €**	**76 653 705,00 €**	
Ecole Supérieure de Travail Social - ETSUP	8 Villa du Parc Montsouris	75014 Paris	Agent de surveillance - gardiennage	1 500,00 €	1 500,00 €	2 344 000,00 €	**2 345 500,00 €**	16000137
Institut Parmentier - IRTS Paris Ile-de-France	145 avenue Parmentier	75010 Paris	Agent de surveillance - gardiennage	143 816,72 €	145 000,00 €	6 051 900,00 €	**6 196 900,00 €**	16000141
Institut Privé "Clorivière"	119 boulevard Diderot	75012 Paris	Agent de surveillance - gardiennage	691,00 €	690,00 €	161 405,00 €	**162 095,00 €**	16000138
Sauvegarde de l'Enfance - Buc Ressources	1 bis rue Louis Massotte	78530 Buc	Agent de surveillance - gardiennage	14 589,09 €	14 590,00 €	2 439 250,00 €	**2 453 840,00 €**	16000142
Institut de Recherche et de Formation à l'Action Sociale de l'Essonne - IRFASE	5 terrasses de l'Agora	91034 Evry	Agent de surveillance - gardiennage	67 725,00 €	67 725,00 €	2 600 000,00 €	**2 667 725,00 €**	16000145
Institut de Travail Social et de Recherches Sociales - IRTS Montrouge	1 rue du 11 Novembre	92120 Montrouge	Agent de surveillance - gardiennage	117 733,71 €	117 735,00 €	5 895 875,00 €	**6 013 610,00 €**	16000147
Ecole Pratique de Service Social - EPSS	13 boulevard de l'Hautil	95000 Cergy-Pontoise	Amortissements boitier de commande électrique du volet métallique	763,20 €	765,00 €	2 485 000,00 €	**2 485 765,00 €**	16000155
Sous-total SOCIAL				**346 818,72 €**	**348 005,00 €**	**21 977 430,00 €**	**22 325 435,00 €**	
			TOTAL	**754 611,65 €**	**755 810,00 €**	**98 223 330,00 €**	**98 979 140,00 €**	

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013322

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	50 600,00 €	80,00 %	40 480,00 €
	Montant Total de la subvention		40 480,00 €

Imputation budgétaire : 901-13-204181-113001-300
11300104- Equipement des écoles et instituts de formation sanitaire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS
Adresse administrative : 3 AVENUE VICTORIA 75004 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Monsieur Martin HIRSCH, Directeur Général

N° SIRET : 26750045200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique
Rapport Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Objet du projet : Subvention d'équipement 2016 relative à la sécurité des locaux et des personnes

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence : équipements dédiés à la sécurité en période d'état d'urgence et d'alerte attentat

Objectifs :
Répondre aux exigences en matière de sécurité des locaux et des personnes dans le cadre de l'état d'urgence et de l'alerte attentat.

Description :
- Caméras de surveillance
- Alarmes
- Grilles de défense (protections placées à l'extérieur des fenêtres)

Moyens mis en œuvre :
Subvention de la Région Ile-de-France et fonds propres

Intérêt régional :
Sécurité des bâtiments des écoles et instituts et des personnes

Public(s) cible(s) :
Tout public présent dans les locaux des écoles et instituts

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération est estimé à 70 891,82 €.
Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 et 1 bis de la convention d'objectifs et de moyens de ce centre de formation est de 70 891,82 €.
Le pourcentage de financement régional en fonctionnement n-2 (2014) est de 71,37 %.
L'assiette éligible est de 70 891,82 € * 71,37 % = 50 595,49 € arrondis à 50 600 €.
Le calcul de la subvention régionale : 50 600 € * 80% = 40 480 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caméras de surveillance	47 614,62	67,17%
Alarmes	1 027,20	1,45%
Grilles de défense	22 250,00	31,39%
Total	70 891,82	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	40 480,00	57,10%
Fonds propres	30 411,82	42,90%
Total	70 891,82	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 480,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales	42 034 666,00 €

	décentralisés	
2013	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	55 880,00 €
2013	Investissement et équipement en faveur des organismes dispensant des formations paramédicales et de sages-femmes et en travail social	110 286,00 €
2013	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2013	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	264 566,00 €
2014	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	217 596,00 €
2014	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	42 238 150,00 €
2014	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	60 400,00 €
2015	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	145 665,61 €
2015	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	42 771 150,00 €
2015	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	89 960,00 €
2015	Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	5 226,31 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	1 444 359,50 €
2016	Equipement des centres de formation paramédicale et maïeutique	345 336,00 €
2016	Financement des organismes de formations sanitaires et sociales décentralisés	45 256 400,00 €
2016	Indemnités de stage et remboursement de frais de transport pour les étudiants en masso-kinésithérapie et en ergothérapie	105 160,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FEDER - Projets R&D&I collaborative dans les domaines de SRI-SI	247 600,00 €
	Montant total	175 219 315,92 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014166

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SUBVENTION D'EQUIPEMENT 2016 EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION INITIATIVES FORMATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	70 000,00 €	80,00 %	56 000,00 €
	Montant Total de la subvention		56 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-13-20422-113002-300
11300204- Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES
Adresse administrative : 43 BD DU MARECHAL JOFFRE
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal COLIN, Directeur Général

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 35335070500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social
Rapport Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Objet du projet : Subvention d'équipement pour l'année 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Projet 1:

- mise à jour des équipements de système d'information
- permettre une meilleure connection des étudiants sur la plateforme
- mise à disposition gratuite pour chaque étudiant d'Office 365
- mise en place de connecteur Moodle pour la FOAD
- accompagnement des formateurs

Projet 2:

- mettre à disposition un SPOC (MOOC privé)
- accompagner les formateurs

Description :
Projet 1:

- acquisition - licence connecteurs logiciel FOAD et abonnement annuel
- transfert technique et fonctionnel sur administrateur interne
- garantie corrective et support bug année scolaire 2016/2017

Projet 2:

- studio de production de modules vidéo (studio unité mobile, médiaserver, installation et formation au studio et enregistrement de modules)
- plateforme de formation en ligne de diffusions
- location classe virtuelle synchrone

Moyens mis en œuvre :
Subvention régionale et fonds propres

Intérêt régional :
Améliorer les conditions d'enseignement et la qualité des formations dispensées

Public(s) cible(s) :
Formateurs et étudiants (Educateur spécialisé et Moniteur éducateur)

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération est estimé à 88 620 €.
Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 de la convention d'objectifs et de moyens de ce centre de formation est de 70 000 €.
L'association Initiatives Formation n'ayant pas bénéficié d'une subvention régionale en n-2 (2014), la base éligible retenue s'élève à 70 000 €.
Le calcul de la subvention régionale : 70 000 € * 80% = 56 000 €.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à jour des outils de communication pour les étudiants (développement de la plateforme informatique)	39 000,00	44,01%
Mise en place d'un dispositif SPOC	49 620,00	55,99%
Total	88 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	56 000,00	63,19%
Fonds propres	32 620,00	36,81%
Total	88 620,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	56 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014166

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SUBVENTION D'EQUIPEMENT 2016 EN FAVEUR DE L'ASSOCIATION INITIATIVES FORMATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social	70 000,00 €	80,00 %	56 000,00 €
	Montant Total de la subvention		56 000,00 €

Imputation budgétaire : 901-13-20422-113002-300
11300204- Investissement dans les écoles et instituts de formation sociale

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INITIATIVES
Adresse administrative : 43 BD DU MARECHAL JOFFRE
92340 BOURG LA REINE
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 35335070500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Investissement immobilier et équipement des centres de formation en travail social
Rapport Cadre : CR72-14 du 21/11/2014

Objet du projet : Subvention d'équipement pour l'année 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Projet 1:

- mise à jour des équipements de système d'information
- permettre une meilleure connection des étudiants sur la plateforme
- mise à disposition gratuite pour chaque étudiant d'Office 365
- mise en place de connecteur Moodle pour la FOAD
- accompagnement des formateurs

Projet 2:

- mettre à disposition un SPOC (MOOC privé)
- accompagner les formateurs

Description :
Projet 1:

- acquisition - licence connecteurs logiciel FOAD et abonnement annuel
- transfert technique et fonctionnel sur administrateur interne
- garantie corrective et support bug année scolaire 2016/2017

Projet 2:

- studio de production de modules vidéo (studio unité mobile, médiaserver, installation et formation au studio et enregistrement de modules)
- plateforme de formation en ligne de diffusions
- location classe virtuelle synchrone

Moyens mis en œuvre :
Subvention régionale et fonds propres

Intérêt régional :
Améliorer les conditions d'enseignement et la qualité des formations dispensées

Public(s) cible(s) :
Formateurs et étudiants (Educateur spécialisé et Moniteur éducateur)

Détail du calcul de la subvention :
Le coût total de l'opération est estimé à 88 620 €.
Le coût du projet relatif aux activités de formation listées à l'annexe 1 de la convention d'objectifs et de moyens de ce centre de formation est de 70 000 €.
L'association Initiatives Formation n'ayant pas bénéficié d'une subvention régionale en n-2 (2014), la base éligible retenue s'élève à 70 000 €.
Le calcul de la subvention régionale : 70 000 € * 80% = 56 000 €.

Localisation géographique :

- BOURG-LA-REINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise à jour des outils de communication pour les étudiants (développement de la plateforme informatique)	39 000,00	44,01%
Mise en place d'un dispositif SPOC	49 620,00	55,99%
Total	88 620,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Ile-de-France	56 000,00	63,19%
Fonds propres	32 620,00	36,81%
Total	88 620,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	56 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION

Avenant n °
à la convention d'objectifs et de moyens n°

relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique au titre de l'année

La Région Ile de France représentée par sa Présidente

En vertu
de la délibération n° CR 73-14 du 21 novembre 2014 relative à la mise en place de conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social
de la délibération n° CP du relative aux formations sanitaires et sociales ,

Ci-après dénommée « *la Région* »,

ET

Nom du bénéficiaire :

Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :

Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Par le présent avenant, adopté par la délibération n° du , l'/les annexe(s) à la convention d'objectifs et de moyens n° relative au financement des centres de formation dispensant des formations paramédicales et maïeutiques est/sont modifié(s) comme suit :

Conformément à l'article 3 de la convention, le montant de la subvention globale accordée au bénéficiaire au titre de l'année ……..s'élève à ……€ répartis de la façon suivante :

- Annexe «1» de la convention d'objectifs et de moyens ……pour un montant de ……..€
- Annexe « 1bis » de la convention d'objectifs et de moyens ……pour un montant de ……..€.

Ce complément de subvention de ……. € s'ajoute au solde de la subvention de fonctionnement, et est versé en une seule fois, conformément à l'article 3.5 de la convention.

ARTICLE 2

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 3

Le présent avenant prend effet à compter de la date de la délibération de la Commission Permanente du Conseil régional, soit le 21 septembre 2016.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire,

Le représentant

« Prénom, Nom »
« Fonction »
(*signature et cachet*)

Le

La Présidente du Conseil régional,

Par délégation,

Avenant n °
à la convention d'objectifs et de moyens n°

relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social au titre de l'année

La Région Ile de France représentée par sa Présidente

En vertu
de la délibération n° CR 73-14 du 21 novembre 2014 relative à la mise en place de conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social
de la délibération n° CP du relative aux formations sanitaires et sociales ,

Ci-après dénommée « *la Région* »,

ET

Nom du bénéficiaire :

Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :

Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Par le présent avenant, adopté par la délibération n° du , l'/les annexe(s) à la convention d'objectifs et de moyens n° relative au financement des centres de formation dispensant des formations en travail social est modifiée comme suit :

Conformément à l'article 3 de la convention, le montant de la subvention globale accordée au bénéficiaire au titre de l'année ……..s'élève à ……€ répartis de la façon suivante :

- Annexe «1» de la convention d'objectifs et de moyens ……pour un montant de ……..€

Ce complément de subvention de ……. € s'ajoute au solde de la subvention de fonctionnement, et est versé en une seule fois, conformément à l'article 3.5 de la convention.

ARTICLE 2

Toutes les stipulations de la convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

ARTICLE 3

Le présent avenant prend effet à compter de la date de la délibération de la Commission Permanente du Conseil régional, soit le 21 septembre 2016.

Fait à Paris, en 3 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire,

Le représentant

« Prénom, Nom »
« Fonction »
(*signature et cachet*)

Le

La Présidente du Conseil régional,

Par délégation,

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION

CONVENTION SANITAIRE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération N°CP xxx du xxx

Ci-après dénommée *« la Région »*

ET

Nom du bénéficiaire : Centre Hospitalier du Sud Seine-et-Marne
Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRES AVOIR RAPPELE :

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'Education ;

VU Le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU Le code de la santé publique, et notamment ses articles L 4383-1 et suivants, et R 6145-28 et suivants, L 4151-7, D 4383-1 et suivants;

VU La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1998 fixant les taux et les montants de rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

VU Le programme régional pour le développement de la formation professionnelle 2007-2013 adopté par délibération du Conseil régional N° CR 72-07 du 27 juin 2007 prolongé par la délibération du Conseil régional N° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU Le règlement régional des bourses, adopté par délibération du Conseil régional N° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional N° CP 16-310 du 12 juillet 2016 ;

VU La délibération n° CP 12-780 du 21 novembre 2012 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis et pour le contrôle du service fait pour les actions éligibles au fonds social européen ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU Le budget de la Région Ile de France ;

VU L'avis de la commission de la santé ;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU La délibération n° CP XXX du XXX relative aux formations sanitaires et sociales.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet général de la convention

La présente convention a pour objet de permettre au bénéficiaire de mener à bien les formations paramédicales ou maïeutiques décrites dans les annexes 1 et 1 bis et ayant fait l'objet d'une autorisation d'ouverture conformément à la réglementation en vigueur.

La présente convention s'inscrit dans le cadre du schéma des formations sanitaires et sociales. Elle précise également les modalités du financement régional pour le fonctionnement des formations paramédicales et maïeutiques dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement annuelle.

Article 2 : Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 : Règles générales du partenariat

Le bénéficiaire s'engage à réaliser à son initiative et sous sa responsabilité les formations financées par la Région et l'accès à l'information ainsi que la transmission des dossiers d'aides aux étudiants.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre toutes les données statistiques demandées par la Région et notamment :

- les informations relatives au budget, aux effectifs, au personnel et aux aides aux étudiants ;
- les informations relatives au pilotage du schéma des formations sanitaires et sociales ;
- les projets d'extension ou d'ouverture de nouvelles sections de formation des centres de formation pour contrôle et validation par la Région ;
- les informations relatives à la formation continue ;
- les informations nécessaires à la réalisation des enquêtes ;
- les informations nécessaires à la communication au grand public.

Article 2.2 : Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies à l'article 1er ci-dessus et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle, notamment comptable, de l'utilisation de la subvention régionale ;
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région par écrit et dans les meilleurs délais, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- apporter toute explication ou toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution de la ou des actions subventionnées.

Afin de permettre le contrôle par la Région des obligations du bénéficiaire, ce dernier s'engage également à :

- respecter les conditions d'exécution imposées, à en faciliter et à en permettre le contrôle à tout moment par les services régionaux, assistés, le cas échéant, de personnes désignées par la Région ;
- conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l'exécution pour une durée minimale de 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention ;
- transmettre, sur simple demande de la Région, tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution des formations et la bonne gestion de l'organisme.

La Région, ou toute personne qu'elle aura désignée, se réserve la possibilité de contrôle, notamment technique et financier de l'utilisation des fonds et de la réalisation de la / des formation(s) au titre de la présente convention.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et sur place, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et à toutes autres pièces justificatives. Le bénéficiaire peut être amené à fournir, sur demande de la Région, tous les éléments lui permettant d'attester du service fait, et notamment les listes d'émargement.

Pour rappel, il appartient au centre de formation :

- de déclarer son activité de formation auprès de la DIRECCTE conformément à la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie,
- de veiller chaque année à s'inscrire sur la liste des instituts autorisés à percevoir la taxe d'apprentissage, publiée par la Préfecture de Région, si les conditions requises sont remplies.

Article 2.3 : Obligations financières et comptables

Article 2.3.1 : Respect des principes comptables

La comptabilité du bénéficiaire retrace l'intégralité des opérations réalisées pour le centre de formation, y compris les équipements et les investissements.

Le bénéficiaire doit mettre en place une comptabilité analytique permettant de répartir les coûts entre les formations. Les principes de comptabilité analytique entre les formations doivent être respectés.

Toute modification des règles comptables requiert l'accord préalable écrit de la Région lors de l'envoi des documents budgétaires.

Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires. Toute modification de comptabilisation ou de montant doit être soumise pour accord préalable écrit de la Région.

Pour les centres de formation adossés à un établissement de santé, le budget du centre de formation est un budget annexe au budget principal.

Article 2.3.2 : Respect des règles d'équilibre budgétaire et affectation du résultat

a. Les budgets prévisionnels du bénéficiaire doivent être sincères et réalistes. Si le bénéficiaire est rattaché à un établissement public de santé, ils doivent être adoptés à l'équilibre.
b. En cas de déséquilibre à l'exécution, les excédents ou déficits doivent obligatoirement faire l'objet d'un report pluriannuel sur les exécutions et sur les budgets prévisionnels. Les excédents peuvent être mis en réserve ou affectés à l'investissement, après accord écrit de la Région.

Aussi, les organismes communiquent obligatoirement pour avis à la Région les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année (en distinguant les activités subventionnées du résultat global), avant communication aux instances décisionnaires.

En cas de déficit, le bénéficiaire doit informer la Région des causes du décalage entre le prévisionnel et le réalisé et fournir un plan de retour à l'équilibre pour examen lors de la procédure contradictoire suivante.

Article 2.3.3 : Diversification des ressources propres

Le centre de formation s'engage à élargir ses activités au-delà des activités subventionnées afin de disposer de ressources diversifiées (formation continue des salariés, formations modulaires, validation des acquis de l'expérience, préparation concours, etc.).

Par conséquent, l'organisme de formation facture des tarifs égaux aux coûts de formation pour tous les publics non éligibles à la subvention régionale.

Le centre de formation doit enregistrer dans ses comptes les produits de la formation continue, de l'apprentissage ou d'autres activités.

Les ressources de taxe d'apprentissage collectées sur un exercice doivent être consommées au cours de l'exercice. Si en fin d'année, un reliquat doit être constaté, il doit être enregistré en comptabilité.

Article 2.3.4 : Transmission des documents

L'ensemble des documents listés en annexe 2 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Ces documents sont transmis d'une part au moyen de l'outil informatique fourni par la Région, d'autre part sur support papier. Cette dernière version doit être signée par le directeur du centre de formation et le directeur financier.

Si, aux dates précisées en annexe 2, la Région n'a pas reçu tous les documents permettant le calcul de la subvention, la Région peut ne pas verser les avances et le solde de la subvention pour l'exercice en cours et pour les exercices suivants jusqu'à réception et validation par la Région des dits documents.

Les documents transmis doivent être sincères et réalistes et respecter la forme définie par la Région.

Le centre de formation doit remonter aux services de la Région dans les meilleurs délais toute difficulté particulière pour fournir ces informations.

Article 2.4 : Obligations à l'égard des élèves, des étudiants et des stagiaires

Article 2.4.1 : Obligations générales

Le bénéficiaire s'engage à :

- proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Région, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant ;
- préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances ;
- préciser à tout candidat les frais qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée ;
- fournir le règlement intérieur du centre de formation conformément aux dispositions du livre III de la 6ème partie du code du travail ;
- s'assurer de la protection sociale des étudiants.

Article 2.4.2 : Obligations relatives aux aides sociales

- *Bourses destinées aux élèves et étudiants inscrits en formation initiale paramédicale et maïeutique*

Afin de faciliter l'inscription et l'instruction des demandes de bourses, l'organisme de formation s'engage à suivre les instructions de la Région pour :

- communiquer et informer les élèves et étudiants sur le calendrier des campagnes de bourse (distribution et affichage de la documentation et des informations transmises par la Région) ;
- accompagner les élèves et étudiants lors de leur inscription, et notamment, en cas de difficulté, lors de la saisie du formulaire sur Internet et dans la collecte des pièces justificatives ;
- réceptionner et valider les pièces des dossiers sur l'interface proposée par la Région dans les délais impartis fixés par la Région ;
- envoyer les pièces justificatives à la Région en respectant les délais impartis ;
- suivre les boursiers pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler l'assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation d'un étudiant ;
- prévenir la Région, en cas de rentrée tardive (après la clôture des inscriptions) sur le nombre de dossiers qui sera transmis « hors délais », et rassembler les pièces nécessaires à l'instruction de la demande d'aide auprès de l'étudiant dans des délais raisonnables (3-4 semaines maximum).

- *Fonds Régional d'Aide Sociale (FRAS)*

Afin d'assurer le bon déroulement du dispositif, l'organisme s'engage à ne délivrer les dossiers du FRAS qu'aux élèves et étudiants en grande difficulté financière, qui ne peuvent prétendre à une bourse du fait de leur statut et en respectant les critères définis par la Région.

Pour faciliter l'inscription et l'instruction des demandes du fonds régional d'aide sociale, l'organisme de formation s'engage à :

- fournir le formulaire de demande « papier » à l'élève/l'étudiant et lui créer un dossier sur le site internet de la Région
- réceptionner, vérifier et valider le dossier papier en y apportant un avis motivé sur la demande de l'élève/étudiant
- valider le dossier sur internet
- envoyer le dossier à la Région dans les meilleurs délais
- contacter impérativement la Région avant l'envoi de tout dossier transmis après les 4 premiers mois suivant la rentrée scolaire. De même, les dossiers urgents doivent également être signalés en amont par le centre de formation.

L'organisme doit veiller à ne pas présenter simultanément un dossier de demande de bourse et un dossier de demande sur le FRAS pour le même élève ou étudiant.

En cas de doute sur l'éligibilité du bénéficiaire à l'un ou l'autre des dispositifs, le centre de formation consulte la Région, via son centre d'appels 01 53 85 73 84.

Pour ces deux dispositifs, l'organisme de formation s'engage à respecter les modalités définies par la Région et communiquées aux organismes de formation.

Article 2.4.3 : Obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les formations dispensées par le centre et précisées en annexe 3 à la convention ouvrent droit sous certaines conditions à rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la procédure et les obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle telles que décrites à l'annexe 3 de la présente convention et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'instruction des demandes de prise en charge, l'organisme s'engage en priorité à :

- faire une demande d'agrément à la rémunération auprès des services de la Région (concerne les formations post bac de niveau III et les formations de niveau IV),
- vérifier auprès des services de la Région que l'agrément à la rémunération (l'arrêté de rémunération triennal) soit suffisamment abondé (concerne les formations de niveau V « Aide-soignant et Auxiliaire de puériculture »),
- dans tous les cas, à ne pas remettre à l'étudiant le dossier de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle avant la délivrance de l'agrément régional.

En cas d'agrément de rémunération pour des stagiaires de formation professionnelle, le bénéficiaire s'engage à :

- fournir les dossiers de « demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle (R S1) » complets et validés à l'ASP,
- déclarer dans les meilleurs délais les états de fréquentation mensuels à l'ASP afin que le stagiaire puisse être rémunéré rapidement,
- fournir à l'ASP ainsi qu'à la Région tout autre document demandé pour l'instruction ou la complétude des dossiers,

- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale,
- fournir toute autre pièce à la demande de la Région et suivre ses instructions pour la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'accessibilité de la formation et des locaux aux étudiant-e-s en situation de handicap

Le bénéficiaire :

- s'engage à développer l'accueil des étudiant-e-s en situation de handicap et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces étudiants en milieu ordinaire de travail,
- veille à assurer l'accessibilité physique de ses locaux aux personnes en situation de handicap conformément aux prescriptions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Article 2.7 : Obligations relatives au système d'information sur l'offre de formation

Le bénéficiaire s'engage à renseigner la base de données DOKELIO, www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation facilite l'accès à l'information des Franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et des professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 3 : Engagement de la Région

Article 3.1 : Dispositions financières

La Région s'engage à verser au bénéficiaire, sous réserve du respect par ce dernier des dispositions de la présente convention, une subvention globale de fonctionnement annuelle dont le montant est calculé en vertu de l'article 3.4 de la présente convention.

Article 3.2 : Principes généraux d'attribution de la subvention régionale de fonctionnement

La subvention régionale définie par cette convention ne finance que les dépenses de fonctionnement éligibles du bénéficiaire, listées à l'article 3.6.

La subvention de fonctionnement régionale est égale, pour les effectifs éligibles, à la différence entre les charges et les recettes d'exploitation, conformément à l'article R 6145-57 du code de la santé publique.

Article 3.3 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé devient caduc.

Dans le cas où la demande de première avance constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles de la première avance.

Article 3.4 : Principes de calcul de la subvention

Article 3.4.1 : Procédure contradictoire

Les réalisations, la proposition de budget prévisionnel et la demande de subvention complétée par les centres de formation servent de base aux échanges et discussions avec la Région. La procédure contradictoire permet de recenser et d'instruire les demandes de subvention présentées par les centres. Les demandes de subvention font l'objet d'une instruction par les services de la Région. L'arbitrage s'inscrit dans le cadre du budget régional, des évolutions structurelles du secteur et des priorités fixées par la Région.

Le montant de la subvention peut être ajusté par la Région, en fonction des critères fixés par la Région et des réalisations et des reports des exercices précédents. La Région peut revoir le montant de la subvention à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des besoins structurels de l'organisme par voie d'avenant.

Au terme de la procédure contradictoire et après vote en Commission permanente du Conseil régional, le montant de la subvention de l'année est notifié aux centres afin qu'ils puissent l'intégrer dans leurs budgets prévisionnels annuels et réajuster ces derniers pour ne pas créer de déséquilibre. Ce montant est définitif. Le bénéficiaire s'engage à adapter ses dépenses

prévisionnelles et l'exécution de son budget au montant de la subvention annuelle attribuée par la Région, et transmet à la Région le document budgétaire signé intégrant la subvention régionale ainsi notifiée.

Article 3.4.2 : Principes de calcul

Le calcul de la subvention de fonctionnement de l'année « n » est fondé sur :

- la subvention de l'année n-1,
- le coût de formation,
- les priorités régionales définies annuellement,
- la prise en compte des mesures nouvelles retenues,
- les effectifs éligibles (en fonction des statuts des étudiants),
- l'analyse des charges, des produits et des résultats.

La subvention globale de fonctionnement est calculée annuellement selon les modalités indiquées dans les annexes 1 et 1 bis. Elle est déterminée chaque année sur la base des déclarations et des documents listés en annexe 2 transmis par le centre de formation et validés par la Région.

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées selon les critères définis dans une ou plusieurs de ces annexes, en fonction des formations dispensées et des publics accueillis.

Article 3.5 : Modalités de versement

Cette subvention globale de fonctionnement annuelle est payée en trois versements :

- 1ère avance : versée au 1er trimestre de l'année n : 40% de la subvention de l'année n-1,
- 2ème avance : versée au 2ème trimestre de l'année n : 30% de la subvention de l'année n-1,
- solde de la subvention de l'année n : versé au 3ème trimestre de l'année n : 100% de la subvention de l'année n déduction faite des versements déjà effectués.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire.

Le versement du solde de la subvention de l'année n est subordonné à la production par l'organisme, prioritairement sous format numérique, et au plus tard le 15 juillet de l'année n, des comptes annuels clos et certifiés ou signés de l'exercice n-1 selon la réglementation en vigueur.

Article 3.6 : Périmètre des dépenses éligibles

Pour toute la durée de la convention, les dépenses subventionnables sont prises en compte par année civile du 1er janvier au 31 décembre.

Seules les dépenses suivantes afférentes à la formation des effectifs éligibles sont prises en compte dans la subvention régionale de fonctionnement. Elles ne peuvent pas être augmentées sans l'accord exprès de la Région :

- les dépenses de personnel affecté aux centres de formation : personnel pédagogique, documentaliste, administratifs et d'entretien, y compris les frais de personnel non permanent (vacataires sous contrats ou intervenants extérieurs facturés sur honoraires) : chargés liées aux rémunérations, frais de déplacements et de restauration ;
- les charges de location de locaux. Toute modification du périmètre de location des locaux doit être autorisée au préalable par la Région ;
- les charges de fonctionnement et d'entretien courant des locaux. Ces charges peuvent être directes (facturation distincte, individualisée) ou indirectes (calculées selon une clef de répartition). Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires ;
- les frais généraux

- les charges de blanchisserie ;
- les primes d'assurances et les dépenses d'études ;
- les impôts et taxes ;
- l'équipement pédagogique non immobilisé ;
- les charges exceptionnelles ;
- les charges financières relatives aux emprunts contractés pour les investissements ou les équipements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région au préalable ;
- les dotations aux amortissements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région, et les dotations aux provisions. Toute augmentation des dotations doit être justifiée et acceptée par la Région au préalable ;
- le cas échéant, pour les formations concernées, les indemnités de stage et de déplacement des élèves en vertu de la réglementation en vigueur ;
- les exonérations ou remboursements de frais d'inscription pour les étudiants boursiers régionaux des formations paramédicales et maïeutiques.

Les autres dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention de fonctionnement. Elles doivent être couvertes par des recettes propres correspondantes et concernent notamment :

- les dépenses de formation continue, apprentissage, validation des acquis de l'expérience (VAE), classes préparatoires, passerelles, parcours partiels, à l'exception des parcours partiels définis par l'arrêté du 21 mai 2014 relatif à la formation des personnes titulaires des baccalauréats professionnels "accompagnement, soins, services à la personne » et « services aux personnes et aux territoires » entrant en formation aide-soignant et auxiliaire de puériculture ;
- les frais de sélection et concours : ces frais doivent être couverts par les frais de dossier et d'inscription aux concours (sauf reliquats) ;
- les dépenses de vie étudiante (logement, repas et restauration, crèche, …), la recherche, les dépenses afférentes à l'organisation de colloques et de séminaires (pour les centres de formation adossés à des établissements de santé, ces dépenses ne figurent pas au budget annexe des écoles).

Le financement des immobilisations n'est pas couvert par le champ de la présente convention. En cas de projet d'équipement ou d'investissement même non financé par la Région mais néanmoins relatif aux activités de formation, le centre de formation doit en informer la Région en amont et lui soumettre un plan de financement pluriannuel pour garantir que la réalisation de l'équipement ne met pas en péril l'équilibre du fonctionnement sur les années à venir. La Région doit avoir donné son accord sur le projet pour que les charges liées au projet soient prises en compte.

Les fonds publics (subvention, taxe d'apprentissage …) utilisés pour financer des équipements et des investissements de l'organisme de formation sont amortis au bilan et au compte de résultat dans les mêmes conditions de durée que les équipements ou investissements qu'ils ont financés.

Article 3.7 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de un an à compter du 1er janvier 2017.

Article 5 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région. Elle entraîne l'interruption des recrutements et l'achèvement des formations en cours.

En outre, en cas de reprise d'activité, la Région s'assure du transfert des activités de formation dans le ou les centres de formation considérés. Le centre de formation transfert les données administratives, financières et pédagogiques à ce ou ces même(s) centre(s).

Article 6 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

Article 8 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes adoptées par délibération N°CP du .

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire
Nom, Prénom du signataire
Qualité
(*signature et cachet de l'organisme*)

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil régional

ANNEXE 1
Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement
Formations paramédicales et maïeutiques

(hors formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture)

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n s'élève à : XXX €.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties par domaine comme suit :

- formation en soins infirmiers (niveau II)
- autres formations financées par la Région

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

- ***Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux***

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes, …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

- ***Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations***

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents au 15 octobre de l'année n-1, sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi depuis 3 mois au minimum, dont le coût de formation n'est pas pris en charge ou partiellement par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,

- les démissionnaires de moins de 3 mois (sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation)
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles,
- les médecins étrangers.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux concours est plafonné en vertu de l'autorisation d'ouverture.

La liste suivante récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants :

- Infirmier

ANNEXE 1 bis
Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement
Formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n s'élève à : XXX €.

L'objet du financement régional est de réduire les frais de formation à la charge des élèves dont le statut ne permet pas d'être pris en charge par un organisme tiers (étudiants en formation initiale, demandeurs d'emploi, parents isolés, jeunes inscrits en Mission Locale…).

Toute augmentation du financement régional doit être affectée à la réduction de la facturation aux élèves et répartie équitablement entre l'ensemble des effectifs éligibles.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

a. Calcul d'un coût médian

Pour les 2 formations, un même coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

b. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

- ***Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux***

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,
- principe de gratuité des coûts pédagogiques pour les formations de niveau V (aide-soignant et auxiliaire de puériculture). Pour les demandeurs d'emploi éligibles, la subvention globale de fonctionnement régionale permet la gratuité de la formation dans le

cadre des principes du service public régional de la formation professionnelle définis dans le Code du travail,

- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

❑ ***Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations***

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents au 15 octobre de l'année n-1, sont éligibles à la subvention régionale.
Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi depuis 3 mois au minimum, dont le coût de formation n'est pas pris en charge ou partiellement par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Par exception, les étudiants issus des Baccalauréats professionnels « accompagnement, soins, services à la personne » et « services aux personnes et aux territoires », et inscrits en parcours partiel tel que défini dans l'arrêté du 21 mai 2014, sont éligibles à la subvention régionale.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,
- les démissionnaires (sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation)
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les passerelles,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les médecins étrangers.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

Le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux concours est plafonné en vertu de l'autorisation d'ouverture.

La liste suivante récapitule les formations dispensées par le bénéficiaire et financées par la Région, dans la limite des critères d'éligibilité des statuts des étudiants :

- Aide-soignant

ANNEXE 2
Documents à présenter à la Région

1. Documents à transmettre pour le calcul de la subvention régionale de l'année n

Le bénéficiaire complète les informations suivantes, demandées par la Région dans le document budgétaire transmis annuellement. Ce document reprend notamment :

- le budget prévisionnel synthétique présenté en année civile,
- le détail des frais de personnel,
- l'état des immobilisations et des amortissements du centre de formation en identifiant les immobilisations financées par la Région et/ou par la taxe d'apprentissage,
- les activités du centre de formation,
- une annexe détaillant les charges indirectes refacturées dans les comptes du bénéficiaire.

Les documents suivants doivent également être transmis :

- la demande officielle de subvention par le centre de formation à la Région pour l'année n, cette notification ouvre la procédure contradictoire régionale,
- le budget prévisionnel présenté en conseil de surveillance, en conseil d'administration ou en assemblée générale,
- les décisions ou délibérations fixant les tarifs facturés aux employeurs et aux étudiants en formation,
- une note de présentation.

Les documents budgétaires doivent être signés par le directeur du centre de formation et par le directeur financier et transmis à la Région dans les délais impartis.

Ces documents doivent parvenir à la Région avant le 31 octobre de l'année n-1.

2. Documents des réalisations à transmettre

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le centre de formation et pour la structure gestionnaire (association, établissement public de santé …) :

- le document « Réalisé n-2 » renseigné pour le centre de formation et présenté en année civile, qui détaille notamment les charges et produits par formation, avant le 31 octobre de l'année n-1,
- les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année n-1,
- les comptes annuels clos certifiés et signés selon la réglementation en vigueur avant le 15 juillet de l'année n : compte de résultat, bilan, annexes, balance des comptes, envoyés prioritairement sous format numérique,
- les documents de présentation des comptes clôturés en conseil d'administration, assemblée générale et conseil de surveillance (rapport financier, rapport moral et rapport d'activité),
- les explications complémentaires (justification des variations de postes),
- le cas échéant pour les centres de formation adossés à un établissement public de santé, l'état retraçant les dépenses et les recettes d'investissement réalisées au cours de l'exercice précédent au bénéfice des écoles et instituts de formation prévu à l'article R.6145-61 du code de la santé publique,
- le cas échéant, le rapport général et spécial du commissaire au compte,
- le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles du livre III de la 6ème partie du code du travail,

Tout au long de l'année, le bénéficiaire s'engage à envoyer les procès-verbaux des conseils de surveillance ou des conseils d'administration.

3. Rappel des règles de certification des comptes annuels

Les comptes annuels doivent être certifiés ou signés :

- par le directeur du centre hospitalier (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature régulière) si le centre de formation est adossé à une structure hospitalière (en cas de budget annexe au budget principal de l'établissement public hospitalier tel que défini par le code de la santé publique relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant des établissements publics de santé et modifiant le code la santé publique) ;
- par le président de l'organisme (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature) ou, en cas de sociétés commerciales par le mandataire social, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est inférieur à 15 245 € ;
- par un expert-comptable, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celles de la Région est comprise entre 15 245 € et 76 225 € ;
- par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est supérieur à 76 225 € et si l'organisme dispose d'un commissaire aux comptes, quel que soit le montant de la subvention ;
- par le comptable public pour les centres de formation rattachés à un établissement public de santé.

ANNEXE 3
Rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle

1. Présentation du dispositif

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue est versée par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) dès lors que la formation fait l'objet d'un agrément à la rémunération par la Région, conformément au code du travail.

Quelle que soit la formation concernée, le montant de la rémunération varie selon la situation des stagiaires, conformément aux modalités de calcul de la rémunération professionnelle, prévues par le livre III de la 6ème partie du code du travail, décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002.

Le comptable assignataire de l'ASP est son agent comptable, 2 rue du Maupas – 87040 Limoges Cedex 1.

2. Pour les formations de niveau III et supérieurs

Le dispositif consiste en une prise en charge de rémunération en relais de l'Allocation Retour à l'Emploi Formation (AREF) ou de l'Allocation Retour à l'Emploi (ARE) sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

A leur entrée en 2ème ou 3ème année de formation ou en spécialisation :

- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation de l'AREF/ARE versée par Pôle emploi,
- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation d'une allocation de substitution, telle l'allocation pour perte d'emploi dans le secteur public.

b. Public non éligible

- les stagiaires inscrits en première année de formation,
- les demandeurs d'emploi non indemnisés à l'entrée en formation,
- les étudiants sortis du système scolaire depuis moins d'un an,
- les agents publics et les salariés du secteur privé,
- les salariés bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par le Président du Conseil régional.

c. Durée de prise en charge régionale

- éligibilité à partir de la 2ème année de formation (sauf pour les spécialisations sur un an),
- démarrage à la date d'expiration complète des droits à indemnisation par Pôle emploi (ou régime de substitution),
- couverture de la totalité de la formation (reconduction automatique de la prise en charge d'un stagiaire jusqu'à la fin de sa formation ne nécessitant pas de nouvelle demande pour la deuxième année de rémunération),
- durée maximum de 21 mois, à l'exception du diplôme d'Etat sage-femme,
- durée de prise en charge calculée en mois stagiaires en vertu du tableau ci-après :

Désignation de la formation	Durée totale en année	Durée rémunérable en mois par année de formation
Diplôme d'Etat Infirmier	3	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5
Diplôme d'Etat masseur-kinésithérapeute et ergothérapeute	3	2ème année : 10,5 3ème année : 9
Diplôme d'Etat sage-femme	4	2ème année : 10,5 3ème année : 10,5 4ème année : 8,5
Diplôme d'Etat technicien d'analyses médicales	3	2ème année : 10 3ème année : 9
Diplôme d'Etat de manipulateur en électroradiologie médicale	3	2ème année : 10 3ème année : 9
Diplôme d'Etat pédicure-podologue	3	2ème année : 10 3ème année : 10
Diplôme d'Etat puéricultrice	1	Spécialisation : 10,5
Diplôme d'Etat d'infirmier bloc opératoire	1	Spécialisation : 9

d. Procédure et obligations des centres de formation

1. Le centre de formation fait une demande de prise en charge à la Région :
   - via le formulaire régional intitulé « demande de prise en charge au titre de la rémunération professionnelle pour les stagiaires demandeurs d'emploi en formation de niveaux IV, III et II dans les secteurs sanitaire et social »,
   - ce formulaire précise pour chaque stagiaire notamment :
     - les dates d'entrée et de sortie de formation,
     - la date de fin des droits à indemnisation (AREF/ARE, allocation de substitution),
     - il doit être accompagné de(s) la(es) copie(s) de notification(s) de Pôle emploi indiquant la nature de l'allocation chômage perçue, la date de fin de droits à indemnisation et la qualité de demandeur d'emploi.
2. La collecte des informations et des documents nécessaires à l'instruction de la Région auprès des stagiaires ainsi que l'envoi du formulaire complété sont assurés par le centre de formation.
3. A la réception de la demande, la Région complète le document. L'accord de la Région sur ce formulaire vaut agrément de rémunération.
4. L'agrément de rémunération est ensuite transmis par la Région au centre de formation et à l'ASP, service payeur de la rémunération professionnelle et des aides aux stagiaires (protection sociale, forfaits hébergement et transport).
5. A réception d'un accord de prise en charge, le centre de formation remet un dossier de *« Demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle »* préalablement obtenu auprès de l'ASP, aux stagiaire(s) concerné(s).
6. Le centre de formation renvoie l'ensemble des documents dûment complétés à la délégation régionale Ile-de-France de l'ASP dont il relève, dans les délais impartis. Le centre de formation

doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, etc.) par les services rémunération de l'ASP en lien notamment avec son site REMUNET.

3. Pour les formations d'aide-soignant et auxiliaire de puériculture

Le dispositif ouvre droit à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle correspondant au public éligible précisé ci-dessous, sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

Seuls les effectifs inscrits, suivant une formation à temps plein et présents un mois après la rentrée, sont éligibles à l'attribution d'une rémunération de la formation professionnelle:

- les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis 3 mois au minimum non indemnisés avant l'entrée en formation et non démissionnaires excepté pour les bénéficiaires de contrats aidés avant l'entrée en formation,
- les stagiaires bénéficiant d'une prise en charge du Pôle emploi (AREF) mais dont les droits ne couvrent pas la durée totale de la formation (rémunération prise de relais),
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les bénéficiaires du RSA.

b. Public non éligible

- les salariés des secteurs public et privé ou bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité,
- les démissionnaires (excepté pour les contrats aidés),
- les apprentis, les passerelles et les VAE,
- les demandeurs d'emploi bénéficiant d'une rémunération de Pôle emploi sur la durée totale de la formation.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par le Président du Conseil régional.

c. Procédure et obligation des centres de formation

1. La Région établit pour 3 ans (en lien avec la durée de la convention triennale), les agréments de rémunération pour les formations aide-soignant et auxiliaire de puériculture.
2. La Région adresse au centre de formation ainsi qu'à l'ASP l'agrément de rémunération triennal.
3. Le centre de formation retire les dossiers de « demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle » directement auprès de la Délégation Régionale Ile-de-France de l'ASP dont il relève :
   - site de Montreuil : pour les départements 75 – 91 – 92 – 94
   - site de Cergy-Pontoise : pour les départements 77 – 78 – 93 - 95
4. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers par les services rémunération de l'ASP (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans REMUNET, etc.).

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 15-022-008-P
relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XXX,
ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,

et

L'USSIDF (Union Service Soins et Services Ile-de-France)
143, rue Blomet
75015 - PARIS
dont le statut juridique est : Mutuelle
dont le n° SIREN est : 480 266 014
ayant pour représentant Monsieur Stéphane Junique, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Par jugement du 30 Juin 2016, le Tribunal de Grande Instance de Paris a homologué un protocole d'accord intervenu entre la Fondation Hospitalière Sainte-Marie et Harmonie Services Mutualistes aux droits de laquelle vient l'USSIDF (Union Soins et Services Ile-de-France). Ce protocole permet un apport partiel d'actifs et des passifs à l'USSIDF des établissements de soins et d'accompagnement sociaux et médico-sociaux de la Fondation Hospitalière Sainte-Marie, avec l'ensemble des droits et obligations, à l'exclusion des six établissements rattachés au Centre Robert Doisneau. C'est la mauvaise situation financière de ce dernier qui a motivé ce transfert d'activités.
L'école de puériculture qui délivre des diplômes de puéricultrice et d'auxiliaire de puériculture fait partie des activités transférées.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT

La convention approuvée par délibération n° CP 15-022 du 29 janvier 2015 de la Région Île-de-France est transférée de la Fondation Hospitalière Sainte-Marie à l'USSIDF.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT

Le présent avenant prend effet à compter de la date du jugement d'homologation du protocole d'accord de conciliation du Tribunal de Grande Instance de Paris (n°16/08041). Il prend fin le 31 décembre 2017 conformément à l'article 4 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale et ses avenants, et le présent avenant.

ARTICLE 4 :

Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,

Le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant,

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 10-962-005-I
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XXX,
ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,

et

L'USSIDF (Union Soins et Services Ile-de-France)
143, rue Blomet
75015 - PARIS
dont le statut juridique est : Mutuelle
dont le n° SIREN est : 480 266 014
ayant pour représentant Monsieur Stéphane Junique, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Par jugement du 30 Juin 2016, le Tribunal de Grande Instance de Paris a homologué un protocole d'accord intervenu entre la Fondation Hospitalière Sainte-Marie et Harmonie Services Mutualistes aux droits de laquelle vient l'USSIDF (Union Soins et Services Ile-de-France). Ce protocole permet un apport partiel d'actifs et des passifs à l'USSIDF des établissements de soins et d'accompagnement sociaux et médico-sociaux de la Fondation Hospitalière Sainte-Marie, avec l'ensemble des droits et obligations, à l'exclusion des six établissements rattachés au Centre Robert Doisneau. C'est la mauvaise situation financière de ce dernier qui a motivé ce transfert d'activités.
L'école de puériculture qui délivre des diplômes de puéricultrice et d'auxiliaire de puériculture fait partie des activités transférées.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT
La subvention approuvée par délibération n° CP 10-962 du 17 novembre 2010 de la Région Île-de-France pour l'opération n°10021868 est transférée de la Fondation Hospitalière Sainte-Marie à l'USSIDF.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT
Le présent avenant prend effet à compter de la date du jugement d'homologation du protocole d'accord de conciliation du Tribunal de Grande Instance de Paris (n°16/08041). Il prend fin le 31 décembre 2017 conformément à l'article 4 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES
Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 10-962 du 17 novembre 2010.

ARTICLE 4 :
Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,

Le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant,

AVENANT DE TRANSFERT A LA CONVENTION N° 16-250-003
relative à la participation de la Région Ile-de-France à l'équipement des établissements conventionnés dispensant des formations dans le secteur paramédical et maïeutique

Entre

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie Pécresse,
En vertu de la délibération n° CP XXX,
ci-après dénommée « la Région »"
d'une part,

et

L'USSIDF (Union Soins et Services Ile-de-France)
143, rue Blomet
75015 - PARIS
dont le statut juridique est : Mutuelle
dont le n° SIREN est : 480 266 014
ayant pour représentant Monsieur Stéphane Junique, Président
ci-après dénommé « le bénéficiaire »
d'autre part,

PREAMBULE :

Par jugement du 30 Juin 2016, le Tribunal de Grande Instance de Paris a homologué un protocole d'accord intervenu entre la Fondation Hospitalière Sainte-Marie et Harmonie Services Mutualistes aux droits de laquelle vient l'USSIDF (Union Soins et Services Ile-de-France). Ce protocole permet un apport partiel d'actifs et des passifs à l'USSIDF des établissements de soins et d'accompagnement sociaux et médico-sociaux de la Fondation Hospitalière Sainte-Marie, avec l'ensemble des droits et obligations, à l'exclusion des six établissements rattachés au Centre Robert Doisneau. C'est la mauvaise situation financière de ce dernier qui a motivé ce transfert d'activités.
L'école de puériculture qui délivre des diplômes de puéricultrice et d'auxiliaire de puériculture fait partie des activités transférées.

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AVENANT
La subvention approuvée par délibération n° CP 16-250 du 12 juillet 2016 de la Région Île-de-France pour l'opération n°EX012187 est transférée de la Fondation Hospitalière Sainte-Marie à l'USSIDF.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE L'AVENANT
Le présent avenant prend effet à compter de la date du jugement d'homologation du protocole d'accord de conciliation du Tribunal de Grande Instance de Paris (n°16/08041). Il prend fin le 31 décembre 2017 conformément à l'article 4 de la convention initiale.

ARTICLE 3 : PIECES CONTRACTUELLES
Les pièces contractuelles comprennent la convention initiale, le présent avenant et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération n° CP 16-250 du 12 juillet 2016.

ARTICLE 4 :
Toutes les autres stipulations de la convention ci-dessus visée non modifiées par le présent avenant restent inchangées.

Fait en trois exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour le bénéficiaire,

Le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
ou son représentant,

ANNEXE 6 A LA DELIBERATION

CONVENTION SOCIAL

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS

Relative au financement des centres de formation dispensant des formations du secteur social

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy - 75007 Paris, représentée par sa Présidente,
En vertu de la délibération N° CP xxx du xxx

Ci-après dénommée *« la Région »*

ET

Nom du bénéficiaire Association Initiatives

Statut juridique :
Dont les statuts ont été publiés au journal officiel du
(Concerne uniquement les associations)
Enregistré auprès de la Préfecture de :
Adresse du siège social :
Représenté par :
Titre :
En vertu de .

Ci-après dénommé « *le bénéficiaire* »

APRES AVOIR RAPPELE :

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;

VU Le code de l'action sociale et des familles, et notamment ses articles L 451-1 et suivants ;

VU La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU Le décret n° 2002-1551 du 23 décembre 2002 modifiant le décret n°88-368 du 15 avril 1998 fixant les taux et les montants de rémunération versée aux stagiaires de la formation professionnelle continue ;

VU Le décret n° 2005-426 du 4 mai 2005 pris pour application des articles L.451-2 à L.451-3 du code de l'action sociale et des familles ;

VU Le programme régional pour le développement de la formation professionnelle 2007-2013 adopté par délibération du Conseil régional N° CR 72-07 du 27 juin 2007 prolongé par la délibération du Conseil régional N° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;

VU Le règlement régional des bourses, adopté par délibération du Conseil régional N° CR 55-11 du 23 juin 2011 et modifié par délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional N° CP 16-310 du 12 juillet 2016 ;

VU La délibération n° CP 12-780 du 21 novembre 2012 relative à l'adoption de la convention entre la Région et l'Agence de Services et de Paiement pour la gestion et le règlement des aides aux stagiaires, des prestations et subventions pour la formation professionnelle continue, le réseau d'accueil des missions locales, les emplois-tremplin, les dispositifs d'accès à l'apprentissage, de mobilité européenne et internationale, le versement de la prime régionale aux employeurs d'apprentis et pour le contrôle du service fait pour les actions éligibles au fonds social européen ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU Le budget de la Région Ile de France ;

VU L'avis de la commission de la santé ;

VU L'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU La délibération n° CP XXX du XXX relative aux formations sanitaires et sociales.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet général de la convention

La présente convention a pour objet de permettre au bénéficiaire de mener à bien les formations en travail social décrites dans l'annexe 1 et ayant fait l'objet d'une déclaration préalable conformément à la réglementation en vigueur.

La présente convention tient lieu d'agrément au sens de l'article L 451-2 du code de l'action sociale et des familles.

La présente convention s'inscrit dans le cadre du schéma des formations sanitaires et sociales. Elle précise également les modalités du financement régional pour le fonctionnement des formations sociales dans le cadre d'une subvention globale de fonctionnement annuelle.

Article 2 : Obligations du bénéficiaire

Article 2.1 : Règles générales du partenariat

Le bénéficiaire s'engage à réaliser à son initiative et sous sa responsabilité les formations financées par la Région et l'accès à l'information ainsi que la transmission des dossiers d'aides aux étudiants.

Le bénéficiaire s'engage à transmettre toutes les données statistiques demandées par la Région et notamment :

- les informations relatives au budget, aux effectifs, au personnel et aux aides aux étudiants ;
- les informations relatives au pilotage du schéma des formations sanitaires et sociales ;

- les projets d'extension ou d'ouverture de nouvelles sections de formation des centres de formation pour contrôle et validation par la Région ;
- les informations relatives à la formation continue ;
- les informations nécessaires à la réalisation des enquêtes ;
- les informations nécessaires à la communication au grand public.

Article 2.2 : Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en œuvre les moyens nécessaires pour la réalisation de l'ensemble des actions définies à l'article 1er ci-dessus et à mettre en place les outils de suivi nécessaires au contrôle, notamment comptable, de l'utilisation de la subvention régionale ;
- informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire ;
- informer la Région par écrit dans les meilleurs délais, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention ;
- informer la Région des autres subventions demandées ou attribuées en cours d'exécution de la présente convention ;
- apporter toute explication ou toute pièce complémentaire que la Région juge utile quant à l'exécution de la ou des actions subventionnées.

Afin de permettre le contrôle par la Région des obligations du bénéficiaire, ce dernier s'engage également à :

- respecter les conditions d'exécution imposées, à en faciliter et à en permettre le contrôle à tout moment par les services régionaux, assistés, le cas échéant, de personnes désignées par la Région ;
- conserver l'ensemble des documents administratifs et comptables relatifs à l'exécution pour une durée minimale de 10 ans à compter de l'expiration de la présente convention ;
- transmettre, sur simple demande de la Région, tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution des formations et la bonne gestion de l'organisme.

La Région, ou toute personne qu'elle aura désignée, se réserve la possibilité de contrôle, notamment technique et financier de l'utilisation des fonds et de la réalisation de la / des formation(s) au titre de la présente convention.

Ce contrôle peut s'effectuer sur pièces et sur place, notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables et à toutes autres pièces justificatives. Le bénéficiaire peut être amené à fournir, sur demande de la Région, tous les éléments lui permettant d'attester du service fait, et notamment les listes d'émargement.

Pour rappel, il appartient au centre de formation :

- de déclarer son activité de formation auprès de la DIRECCTE conformément à la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie,
- de veiller chaque année à s'inscrire sur la liste des instituts autorisés à percevoir la taxe d'apprentissage, publiée par la Préfecture de Région, si les conditions requises sont remplies.

Article 2.3 : Obligations financières et comptables

Article 2.3.1 : Respect des principes comptables

La comptabilité du bénéficiaire retrace l'intégralité des opérations réalisées pour le centre de formation, y compris les équipements et les investissements.

Le bénéficiaire doit mettre en place une comptabilité analytique permettant de répartir les coûts entre les formations. Les principes de comptabilité analytique entre les formations doivent être respectés. Les formations initiales agréées par la Région doivent être distinctes.

Toute modification des règles comptables requiert l'accord préalable écrit de la Région lors de l'envoi des documents budgétaires.

Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires. Toute modification de comptabilisation ou de montant doit être soumise pour accord préalable écrit de la Région.

Pour les centres de formation adossés à un établissement de santé, le budget du centre de formation est un budget annexe au budget principal.

Article 2.3.2 : Respect des règles d'équilibre budgétaire et affectation du résultat

a. Les budgets prévisionnels du bénéficiaire doivent être sincères et réalistes. Si le bénéficiaire est rattaché à un établissement public de santé, ils doivent être adoptés à l'équilibre.

b. En cas de déséquilibre à l'exécution, les excédents ou déficits doivent obligatoirement faire l'objet d'un report pluriannuel sur les exécutions et sur les budgets prévisionnels. Les excédents peuvent être mis en réserve ou affectés à l'investissement, après accord écrit de la Région.

Aussi, les organismes communiquent obligatoirement pour avis à la Région les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année (en distinguant les activités subventionnées du résultat global), avant communication aux instances décisionnaires.

En cas de déficit, le bénéficiaire doit informer la Région des causes du décalage entre le prévisionnel et le réalisé et fournir un plan de retour à l'équilibre pour examen lors de la procédure contradictoire suivante.

Article 2.3.3 : Diversification des ressources propres

Le centre de formation s'engage à élargir ses activités au-delà des activités subventionnées afin de disposer de ressources diversifiées (formation continue des salariés, formations modulaires, validation des acquis de l'expérience, préparation concours, etc.).

Par conséquent, l'organisme de formation facture des tarifs égaux aux coûts de formation pour tous les publics non éligibles à la subvention régionale.

Le centre de formation doit enregistrer dans ses comptes les produits de la formation continue, de l'apprentissage ou d'autres activités.

Les ressources de taxe d'apprentissage collectées sur un exercice doivent être consommées au cours de l'exercice. Si en fin d'année, un reliquat doit être constaté, il doit être enregistré en comptabilité.

Article 2.3.4 : Transmission des documents

L'ensemble des documents listés en annexe 2 doit être transmis à la Région avant les dates fixées en annexe 2.

Ces documents sont transmis d'une part au moyen de l'outil informatique fourni par la Région, d'autre part sur support papier. Cette dernière version doit être signée par le directeur du centre de formation et le directeur financier.

Si, aux dates précisées en annexe 2, la Région n'a pas reçu tous les documents permettant le calcul de la subvention, la Région peut ne pas verser les avances et le solde de la subvention pour l'exercice en cours et pour les exercices suivants jusqu'à réception et validation par la Région des dits documents.

Les documents transmis doivent être sincères et réalistes et respecter la forme définie par la Région.

Le centre de formation doit remonter aux services de la Région dans les meilleurs délais toute difficulté particulière pour fournir ces informations.

Article 2.4 : Obligations à l'égard des élèves, des étudiants et des stagiaires

Article 2.4.1 : Obligations générales

Le bénéficiaire s'engage à :

- proposer à tout candidat, à titre d'information, avant la réalisation de toute action, un document descriptif présentant les objectifs, le contenu et le coût de cette action, la participation financière de la Région, l'échéancier de paiement ainsi que le coût éventuel restant à la charge de l'étudiant ;
- préciser à tout candidat les frais d'inscription acquis au bénéficiaire en toutes circonstances ;
- préciser à tout candidat les frais qui lui seront remboursés par la structure en cas d'un abandon à son initiative ou en cas de force majeure, au prorata de la durée effectuée ;
- fournir le règlement intérieur du centre de formation conformément aux dispositions du livre III de la 6ème partie du code du travail ;
- s'assurer de la protection sociale des étudiants.

Article 2.4.2 : Obligations relatives aux aides sociales

- *Bourses destinées aux élèves et étudiants inscrits en formation initiale en travail social*

Afin de faciliter l'inscription et l'instruction des demandes de bourses, l'organisme de formation s'engage à suivre les instructions de la Région pour :

- communiquer et informer les élèves et étudiants sur le calendrier des campagnes de bourse (distribution et affichage de la documentation et des informations transmises par la Région) ;
- accompagner les élèves et étudiants lors de leur inscription, et notamment, en cas de difficulté, lors de la saisie du télé formulaire sur Internet et dans la collecte des pièces justificatives ;
- réceptionner et valider les pièces des dossiers sur l'interface proposé par la Région dans les délais impartis fixés par la Région ;
- envoyer les pièces justificatives à la Région en respectant les délais impartis ;
- suivre les boursiers pendant toute la durée de la formation et notamment contrôler l'assiduité et signaler, dès que l'école en a connaissance, tout arrêt ou abandon de formation d'un étudiant ;

- prévenir la Région, en cas de rentrée tardive (après la clôture des inscriptions) sur le nombre de dossiers qui sera transmis « hors délais », et rassembler les pièces nécessaires à l'instruction de la demande d'aide auprès de l'étudiant dans des délais raisonnables (3-4 semaines maximum).

❑ *Fonds Régional d'Aide Sociale (FRAS) :*

Afin d'assurer le bon déroulement du dispositif, l'organisme s'engage à ne délivrer les dossiers du FRAS qu'aux élèves et étudiants en grande difficulté financière, qui ne peuvent prétendre à une bourse du fait de leur statut et en respectant les critères définis par la Région.

Pour faciliter l'inscription et l'instruction des demandes du fonds régional d'aide sociale, l'organisme de formation s'engage à :

- fournir le formulaire de demande « papier » à l'élève/l'étudiant et lui créer un dossier sur le site internet de la Région
- réceptionner, vérifier et valider le dossier papier en y apportant un avis motivé sur la demande de l'élève/étudiant
- valider le dossier sur internet
- envoyer le dossier à la Région dans les meilleurs délais
- contacter impérativement la Région avant l'envoi de tout dossier transmis après les 4 premiers mois suivant la rentrée scolaire. De même, les dossiers urgents doivent également être signalés en amont par le centre de formation.

L'organisme doit veiller à ne pas présenter simultanément un dossier de demande de bourse et un dossier de demande sur le FRAS pour le même élève ou étudiant.

En cas de doute sur l'éligibilité du bénéficiaire à l'un ou l'autre des dispositifs, le centre de formation consulte la Région, via son centre d'appels 01 53 85 73 84.

Pour ces deux dispositifs, l'organisme de formation s'engage à respecter les modalités définies par la Région et communiquées aux organismes de formation.

Article 2.4.3 : Obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

Les formations dispensées par le centre et précisées en annexe 3 à la convention ouvrent droit sous certaines conditions à rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

Le bénéficiaire s'engage à respecter la procédure et les obligations relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle telles que décrites à l'annexe 3 de la présente convention et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'assurer le bon déroulement de l'instruction des demandes de prise en charge, l'organisme s'engage en priorité à :

- faire une demande d'agrément à la rémunération auprès des services de la Région (concerne les formations post bac de niveau III et les formations de niveau IV),
- dans tous les cas, à ne pas remettre à l'étudiant le dossier de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle avant la délivrance de l'agrément régional.

En cas d'agrément de rémunération pour des stagiaires de formation professionnelle, le bénéficiaire s'engage à :

- fournir les dossiers de demande d'admission au bénéfice de la rémunération professionnelle (R S1) complets et validés à l'ASP,
- déclarer dans les meilleurs délais les états de fréquentation mensuels à l'ASP afin que le stagiaire puisse être rémunéré rapidement,

- fournir à l'ASP ainsi qu'à la Région tout autre document demandé pour l'instruction ou la complétude des dossiers,
- déclarer tous les stagiaires afin que ces derniers puissent bénéficier d'une protection sociale,
- fournir toute autre pièce à la demande de la Région et suivre ses instructions pour la diffusion, le contrôle et la remontée des dossiers.

Article 2.5 : Obligations en matière de communication

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire doit faire apparaître la participation financière de la Région dans toutes ses actions, produits et affichages induits par la subvention et apposer le logo de la Région conformément à la charte graphique régionale. Il doit également faire participer des représentants de la Région aux actions publiques concernées. En cas de non-respect de ces obligations, la Région se réserve le droit de demander le reversement de la subvention concernée selon les modalités prévues à l'article 6.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 2.6 : Obligations en matière d'accessibilité de la formation et des locaux aux étudiant-e-s en situation de handicap

Le bénéficiaire :

- s'engage à développer l'accueil des étudiant-e-s en situation de handicap et à prendre toutes dispositions afin de concourir à la formation de ces étudiant-e-s en milieu ordinaire de travail,
- veille à assurer l'accessibilité physique de ses locaux aux personnes en situation de handicap conformément aux prescriptions de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et de l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014.

Article 2.7 : Obligations relatives au système d'information sur l'offre de formation

Le bénéficiaire s'engage à renseigner la base de données DOKELIO, www.idf.dokelio.fr. Cette banque de données sur l'offre de formation facilite l'accès à l'information des Franciliens, salariés ou en recherche d'emploi, et des professionnels de la formation, de l'emploi et de l'insertion.

Article 3 : Engagement de la Région

Article 3.1 : Dispositions financières

La Région s'engage à verser au bénéficiaire, sous réserve du respect par ce dernier des dispositions de la présente convention, une subvention globale de fonctionnement annuelle dont le montant est calculé en vertu de l'article 3.4 de la présente convention.

Article 3.2 : Principes généraux d'attribution de la subvention régionale de fonctionnement

La subvention régionale définie par cette convention ne finance que les dépenses de fonctionnement éligibles du bénéficiaire, listées à l'article 3.6.

La subvention de fonctionnement régionale couvre les coûts de formation des effectifs conventionnés, conformément à l'article L 451-2-1 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3.3 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée régionale, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé devient caduc.

Dans le cas où la demande de première avance constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles de la première avance.

Article 3.4 : Principes de calcul de la subvention

Article 3.4.1 : Procédure contradictoire

Les réalisations, la proposition de budget prévisionnel et la demande de subvention complétée par les centres de formation servent de base aux échanges et discussions avec la Région. La procédure contradictoire permet de recenser et d'instruire les demandes de subvention présentées par les centres. Les demandes de subvention font l'objet d'une instruction par les services de la Région. L'arbitrage s'inscrit dans le cadre du budget régional, des évolutions structurelles du secteur et des priorités fixées par la Région.

Le montant de la subvention peut être ajusté par la Région en fonction des critères fixés par la Région et des réalisations et des reports des exercices précédents. La Région peut revoir le montant de la subvention à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution des besoins structurels de l'organisme par voie d'avenant.

Au terme de la procédure contradictoire et après vote en Commission permanente du Conseil régional, le montant de la subvention de l'année est notifié aux centres afin qu'ils puissent l'intégrer dans leurs budgets prévisionnels annuels et réajuster ces derniers pour ne pas créer de déséquilibre. Ce montant est définitif. Le bénéficiaire s'engage à adapter ses dépenses prévisionnelles et l'exécution de son budget au montant de la subvention annuelle attribuée par la

Région, et transmet à la Région le document budgétaire signé intégrant la subvention régionale ainsi notifiée.

Article 3.4.2 : Principes de calcul

Le calcul de la subvention de fonctionnement de l'année « n » est fondé sur :

- la subvention de l'année n-1 (à compter de la procédure 2017),
- le coût de formation,
- les priorités régionales définies annuellement,
- la prise en compte des mesures nouvelles retenues,
- les effectifs agréés,
- l'analyse des charges, des produits et des résultats.

La subvention globale de fonctionnement est calculée annuellement selon les modalités indiquées dans l'annexe 1. Elle est déterminée chaque année sur la base des déclarations et des documents listés en annexe 2 transmis par le centre de formation et validés par la Région.

La subvention totale du bénéficiaire est la somme des subventions calculées selon les critères définis dans une ou plusieurs de ces annexes, en fonction des formations dispensées et des publics accueillis.

Article 3.5 : Modalités de versement

Pour l'année 2016, la subvention est versée en une seule fois et ce versement est subordonné à la production par l'organisme, prioritairement sous format numérique, des comptes annuels clos et certifiés ou signés de l'exercice n-1 selon la réglementation en vigueur.

Pour l'année 2017 :

- 1ère avance : versée au 1er trimestre de l'année n : 40% de la subvention de l'année n-1,
- 2ème avance : versée au 2ème trimestre de l'année n : 30% de la subvention de l'année n-1,
- solde de la subvention de l'année n : versé au 3ème trimestre de l'année n : 100% de la subvention de l'année n déduction faite des versements déjà effectués.

La demande de versement de subvention est remplie et signée par le bénéficiaire.

Le versement du solde de la subvention de l'année n est subordonné à la production par l'organisme, prioritairement sous format numérique, et au plus tard le 15 juillet de l'année n, des comptes annuels clos et certifiés ou signés de l'exercice n-1 selon la réglementation en vigueur.

Article 3.6 : Périmètre des dépenses éligibles

Pour toute la durée de la convention, les dépenses subventionnables sont prises en compte par année civile du 1er janvier au 31 décembre.

Seules les dépenses suivantes afférentes à la formation des effectifs éligibles dans les formations financées par la Région sont prises en compte dans la subvention régionale de fonctionnement. Elles ne peuvent pas être augmentées sans l'accord exprès de la Région :

- les dépenses de personnel affecté aux centres de formation : personnel pédagogique, documentaliste, administratifs et d'entretien, y compris les frais de personnel non permanent (vacataires sous contrats ou intervenants extérieurs facturés sur honoraires) : charges liées aux rémunérations, frais de déplacements et de restauration ;
- les charges de location de locaux. Toute modification du périmètre de location des locaux doit être autorisée au préalable par la Région ;
- les charges de fonctionnement et d'entretien courant des locaux. Ces charges peuvent être directes (facturation distincte, individualisée) ou indirectes (calculées selon une clef de

répartition). Pour les charges indirectes, une notice explicative des clefs de répartition adoptées doit être fournie à la Région lors de la présentation des documents budgétaires ;
- les frais généraux ;
- les charges de blanchisserie ;
- les primes d'assurances et les dépenses d'études ;
- les impôts et taxes ;
- l'équipement pédagogique non immobilisé ;
- les charges exceptionnelles ;
- les charges financières relatives aux emprunts contractés pour les investissements ou les équipements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région au préalable ;
- les dotations aux amortissements, si les nouveaux projets d'investissement ou d'équipement ont été présentés et validés par la Région, et les dotations aux provisions. Toute augmentation des dotations doit être justifiée et acceptée par la Région au préalable;
- les exonérations ou remboursements de frais d'inscription pour les étudiants boursiers régionaux des formations en travail social.

Les autres dépenses ne sont pas prises en compte pour le calcul de la subvention de fonctionnement. Elles doivent être couvertes par des recettes propres correspondantes et concernent notamment :
- les dépenses de formation continue, apprentissage, validation des acquis de l'expérience (VAE), classes préparatoires, passerelles, parcours partiels ;
- les frais de sélection et concours : ces frais doivent être couverts par les frais de dossier et d'inscription aux concours (sauf reliquats) ;
- les dépenses de vie étudiante (logement, repas et restauration, crèche, …), la recherche, les dépenses afférentes à l'organisation de colloques et de séminaires (pour les centres de formation adossés à des établissements de santé, ces dépenses ne figurent pas au budget annexe des écoles).

Le financement des immobilisations n'est pas couvert par le champ de la présente convention. En cas de projet d'équipement ou d'investissement même non financé par la Région mais néanmoins relatif aux activités de formation, le centre de formation doit en informer la Région en amont et lui soumettre un plan de financement pluriannuel pour garantir que la réalisation de l'équipement ne met pas en péril l'équilibre du fonctionnement sur les années à venir. La Région doit avoir donné son accord sur le projet pour que les charges liées au projet soient prises en compte.

Les fonds publics (subvention, taxe d'apprentissage …) utilisés pour financer des équipements et des investissements de l'organisme de formation sont amortis au bilan et au compte de résultat dans les mêmes conditions de durée que les équipements ou investissements qu'ils ont financés.

Article 3.7 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Article 4 : Durée de la convention

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2017. Elle prend effet le jour de la délibération de la Commission Permanente qui décide de son adoption, soit le 21 septembre 2016.

Article 5 : Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région. Elle entraîne l'interruption des recrutements et l'achèvement des formations en cours.

En outre, en cas de reprise d'activité, la Région s'assure du transfert des activités de formation dans le ou les centres de formation considérés. Le centre de formation transfert les données administratives, financières et pédagogiques à ce ou ces même(s) centre(s).

Article 6 : Restitution de la subvention

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

Article 7 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la Commission permanente du Conseil régional.

Article 8 : Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et ses annexes adoptées par délibération N°CP du .

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux.

Le

Pour le bénéficiaire
Nom, Prénom du signataire
Qualité
(signature et cachet de l'organisme)

Le

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil régional

ANNEXE 1
Dispositions financières relatives aux frais de fonctionnement

1. Financement régional

En application de l'article 3 de la présente convention, le montant de la subvention globale de fonctionnement au titre de l'année n s'élève à : XXX €.

2. Détermination de la subvention globale de fonctionnement annuelle

Dans le respect de l'article 3.4 de la présente convention, les modalités de calcul proposées se fondent sur les éléments suivants.

c. Calcul d'un coût médian

Les formations sont réparties comme suit :

- formations de niveau V
- formations de niveau IV
- formations de niveau III

Pour chaque domaine, un coût médian est calculé tous les ans sur la base des coûts de formation réalisés sur l'exercice n-2 et remontés dans les documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) par les centres de formation.

Un pourcentage de 20% est appliqué au coût médian de chaque domaine pour définir la borne supérieure du cadrage régional. Le positionnement du coût de chaque formation du centre par rapport au cadrage ainsi défini conditionne l'évolution de la subvention.

d. Détermination de la subvention annuelle de fonctionnement

La subvention de l'année est déterminée à la suite de la procédure contradictoire entre le bénéficiaire et la Région sur la base des documents budgétaires fournis (réalisations et budget prévisionnel) dans lesquels est précisée la demande de subvention.

La subvention accordée au bénéficiaire pour l'année n-1 constitue la base de calcul pour déterminer la subvention de l'année n.

- ***Ajustement de la subvention en fonction de critères régionaux***

Les demandes de subvention sont instruites par les services, l'instruction porte notamment sur le financement des mesures nouvelles demandées par les centres.

L'instruction est fondée sur les critères suivants :

- analyse des résultats (déficit ou excédent) de l'exercice n-2 (certifiés ou signés), de l'exercice n-1 (prévisionnel) et de l'équilibre budgétaire prévisionnel de l'année n,
- effectivité des facturations auprès des employeurs, des autres organismes financeurs (OPCA, CFA …) et des individuels qui génèrent des produits en fonction des effectifs correspondants,
- priorités définies chaque année pour le financement des mesures nouvelles (ouverture de formation, recrutement de formateurs, financement de réformes …). Le financement des mesures nouvelles est soumis à l'analyse des coûts de formation et à leur positionnement par rapport aux coûts de formation médians définis par domaine (détaillé dans le point suivant).

- ***Financement des mesures nouvelles et des nouvelles formations***

Pour chaque formation, le coût de formation est positionné par rapport au coût médian. Le positionnement du coût de chaque formation par rapport au cadrage (coût médian +20%) conditionne l'évolution de la subvention.

Le financement de mesures nouvelles dans la subvention de l'année n est déterminé comme suit :

- si le coût de formation se situe dans le cadrage :
  les mesures nouvelles validées par la Région pourront faire l'objet d'un financement régional.
- si le coût de formation est supérieur au cadrage :
  les mesures nouvelles sont en 1er lieu financées par des redéploiements en interne. Le financement des mesures nouvelles à l'initiative du centre peut être assuré de façon exceptionnelle par la Région. Les mesures nouvelles validées par la Région et qui s'imposent au bénéficiaire au centre de formation dans le cadre d'une réforme pourront faire l'objet d'un financement.

Suite à l'instruction dans le cadre de la procédure contradictoire, les critères de financement pour les mesures nouvelles (coûts médians, mesures nouvelles retenues et financées, excédent ou déficit …) sont présentés annuellement en Commission permanente du Conseil régional. Les mesures nouvelles retenues et financées sont adoptées lors de cette même Commission Permanente.

3. Effectifs

a. Effectifs éligibles

Seuls les effectifs inscrits dans une formation financée par la Région, suivant une formation à temps plein et présents au 15 février de l'année n sont éligibles à la subvention régionale.

Le statut est considéré à l'entrée en formation et vaut pour toute la durée de la formation :

- les élèves et étudiants âgés de 25 ans ou moins, à l'exception faite des apprentis,
- les élèves et étudiants sortis du système scolaire depuis moins de deux ans, à l'exception faite des apprentis,
- les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire depuis plus d'un an, suivis par une mission locale,
- les demandeurs d'emploi, inscrits à Pôle emploi depuis 3 mois au minimum, dont le coût de formation n'est pas pris en charge ou partiellement par Pôle emploi,
- les bénéficiaires des contrats aidés (CAE, CIE, Emploi d'Avenir…) y compris en cas de démission,
- les bénéficiaires du RSA,
- les élèves et étudiants dont le service civique s'est achevé dans un délai d'un an avant l'entrée en formation.

La situation des élèves/étudiants est examinée individuellement au cas par cas.

Les effectifs d'étudiants sont considérés par année de formation.

Les reports, les transferts et les redoublements sont pris en compte dans les effectifs.

b. Effectifs non éligibles

Ne sont pas éligibles à la subvention régionale :

- les agents publics (y compris en disponibilité),
- les salariés du secteur privé,

- les démissionnaires (sauf pour les bénéficiaires d'un contrat aidé avant l'entrée en formation)
- les abandons intervenus dans le mois suivant l'entrée en formation,
- les apprentis,
- les effectifs des préparations aux concours,
- les personnes en validation des acquis de l'expérience,
- les passerelles.

Les coûts de formation des publics non éligibles doivent être pris en charge par l'employeur ou par un autre financeur et constituer des recettes pour le centre de formation.

4. Formations et effectifs

D'une part, le nombre d'étudiants ne doit pas dépasser les capacités maximum d'accueil des locaux et le nombre d'étudiants admis aux épreuves de sélection est plafonné aux effectifs accordés dans la déclaration préalable.

D'autre part, l'agrément régional qui détermine les effectifs financés par la Région à l'entrée en formation est de 20 places et concerne 2 formations. Il est réparti de la façon suivante :

- formation moniteur éducateur : 10 places
- formation éducateur spécialisé : 10 places

De façon exceptionnelle et dérogatoire, il est néanmoins possible, sur demande écrite du bénéficiaire, de transférer quelques places d'une formation à l'autre sans modification de l'agrément de base. Toutefois, ce transfert est limité à 5 % de l'agrément initial, et doit se faire entre formations de même niveau après avoir été validé par écrit par la Région en amont. Cette dérogation n'est valable que pour une rentrée.

En outre, l'ouverture de la formation initiale est soumise à l'accord préalable écrit de la Région pour le financement.

ANNEXE 2
Documents à présenter à la Région

1. Documents à transmettre pour le calcul de la subvention régionale de l'année n

Le bénéficiaire complète les informations suivantes, demandées par la Région dans le document budgétaire transmis annuellement. Ce document reprend notamment :

- le budget prévisionnel synthétique présenté en année civile,
- le détail des frais de personnel,
- l'état des immobilisations et des amortissements du centre de formation en identifiant les immobilisations financées par la Région et/ou par la taxe d'apprentissage,
- les activités du centre de formation,
- une annexe détaillant les charges indirectes refacturées dans les comptes du bénéficiaire,

Les documents suivants doivent également être transmis :

- la demande officielle de subvention par le centre de formation à la Région pour l'année n, cette notification ouvre la procédure contradictoire régionale,
- le budget prévisionnel présenté en conseil d'administration, en assemblée générale ou en conseil de surveillance,
- les délibérations ou décisions fixant les tarifs facturés aux employeurs et demandés aux étudiants en formation,
- une note de présentation, qui présente les faits marquants et le périmètre du budget : activités de formation financée par la Région, autres activités de formation, autres activités.

Les documents budgétaires doivent être signés par le directeur du centre de formation et par le directeur financier et transmis à la Région dans les délais impartis.

Ces documents doivent parvenir à la Région avant le 28 février de l'année n.

2. Documents des réalisations à transmettre

Le bénéficiaire s'engage à fournir pour le centre de formation et pour la structure gestionnaire (association, établissement public de santé …) :

- le document « Réalisé n-2 » renseigné pour le centre de formation et présenté par année civile, qui détaille notamment les charges et produits par formation, avant le 28 février de l'année n,
- les projets de délibération ou de décision relatifs à l'affectation du résultat comptable de l'année n-1,
- les comptes annuels clos certifiés et signés selon la réglementation en vigueur avant le 15 juillet de l'année n : compte de résultat, bilan, annexes, balance des comptes, envoyés prioritairement sous format numérique,
- les documents de présentation des comptes clôturés en conseil d'administration, en assemblée générale ou en conseil de surveillance (rapport financier, rapport moral et rapport d'activité),
- les explications complémentaires (justification des variations de postes),
- le cas échéant pour les centres de formation adossés à un établissement public de santé, l'état retraçant les dépenses et les recettes d'investissement réalisées au cours de l'exercice précédent au bénéfice des écoles et instituts de formation prévu à l'article R.6145-61 du code de la santé publique,
- le cas échéant, le rapport général et spécial du commissaire au compte,

- le cas échéant, le dernier bilan pédagogique et financier prévu aux articles du livre III de la 6ème partie du code du travail,

Tout au long de l'année, le bénéficiaire s'engage à envoyer les procès-verbaux des conseils d'administration.

3. Rappel des règles de certification des comptes annuels

Les comptes annuels doivent être certifiés ou signés :

- par le directeur du centre hospitalier (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature régulière) si le centre de formation est adossé à une structure hospitalière (en cas de budget annexe au budget principal de l'établissement public hospitalier tel que défini par le code de la santé publique relatif au régime budgétaire des écoles et instituts de formation de certains professionnels de santé relevant des établissements publics de santé et modifiant le code la santé publique) ;
- par le président de l'organisme (ou son directeur financier, sous réserve de fournir une délégation de signature) ou, en cas de sociétés commerciales par le mandataire social, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est inférieur à 15 245 € ;
- par un expert-comptable, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celles de la Région est comprise entre 15 245 € et 76 225 € ;
- par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L 822-1 du code de commerce, si l'ensemble des subventions publiques, y compris celle de la Région, est supérieur à 76 225 € et si l'organisme dispose d'un commissaire aux comptes, quel que soit le montant de la subvention ;
- par le comptable public pour les centres de formation rattachés à un établissement public de santé.

ANNEXE 3
Rémunération des stagiaires de la formation professionnelle

1. Présentation du dispositif

La rémunération des stagiaires de la formation professionnelle continue est versée par l'Agence de Services et de Paiement (ASP) dès lors que la formation fait l'objet d'un agrément à la rémunération par la Région, conformément au code du travail.

Quelle que soit la formation concernée, le montant de la rémunération varie selon la situation des stagiaires, conformément aux modalités de calcul de la rémunération professionnelle, prévues par le livre III de la 6ème partie du code du travail, décret n°2002-1551 du 23 décembre 2002.

Le comptable assignataire de l'ASP est son agent comptable, 2 rue du Maupas – 87040 Limoges Cedex 1.

2. Pour les formations de niveau IV et supérieurs

Le dispositif consiste en une prise en charge de rémunération en relais de l'Allocation Retour à l'Emploi Formation (AREF) ou l'Allocation Retour à l'Emploi (ARE) sous réserve du vote de l'assemblée délibérante et dans la limite des crédits disponibles.

a. Public éligible

A leur entrée en 2ème ou 3ème année de formation ou en spécialisation :

- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation de l'AREF/ARE versée par Pôle emploi,
- les demandeurs d'emploi ayant bénéficié au cours de leur 1ère année de formation d'une allocation de substitution, telle l'allocation pour perte d'emploi dans le secteur public.

b. Public non éligible

- les stagiaires inscrits en première année de formation,
- les demandeurs d'emploi non indemnisés à l'entrée en formation,
- les étudiants sortis du système scolaire depuis moins d'un an,
- les agents publics et les salariés du secteur privé,
- les salariés bénéficiant d'un congé de formation ou d'une mise en disponibilité.

Compte tenu du profil des stagiaires s'inscrivant dans ces formations, des dérogations peuvent être accordées, au cas par cas, par le Président du Conseil régional.

c. Durée de prise en charge régionale

- éligibilité à partir de la 2ème année de formation (sauf pour les spécialisations sur un an),
- démarrage à la date d'expiration complète des droits à indemnisation par Pôle emploi (ou régime de substitution),
- couverture de la totalité de la formation (reconduction automatique de la prise en charge d'un stagiaire jusqu'à la fin de sa formation ne nécessitant pas de nouvelle demande pour la deuxième année de rémunération),
- durée maximum de 21 mois,
- durée de prise en charge calculée en mois stagiaires en vertu du tableau ci-après :

Désignation de la formation	Durée totale en année	Durée rémunérable en mois par année de formation
Assistant de service social Formation post-DUT carrières sociales 1 an	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Conseiller en économie sociale et familiale	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Educateur de jeunes enfants	3	2ème année : 11 3ème année : 10,15
Educateur spécialisé	3	2ème année : 10,15 3ème année : 10,15
Educateur technique spécialisé	3	2ème année : 3ème année : 10,15
Moniteur éducateur	2	2ème année : 10,15
Technicien de l'intervention sociale et familiale	2	2ème année : 10,15

d. Procédure et obligations des centres de formation

1. Le centre de formation fait une demande de prise en charge à la Région :
   - via le formulaire régional intitulé « demande de prise en charge au titre de la rémunération professionnelle pour les stagiaires demandeurs d'emploi en formation de niveaux IV, III et II dans les secteurs sanitaire et social »,
   - ce formulaire précise pour chaque stagiaire notamment :
     - les dates d'entrée et de sortie de formation,
     - la date de fin des droits à indemnisation (AREF/ARE, allocation de substitution),
     - il doit être accompagné de(s) la(es) copie(s) de notification(s) de Pôle emploi indiquant la nature de l'allocation chômage perçue, la date de fin de droits à indemnisation et la qualité de demandeur d'emploi.
2. La collecte des informations et des documents nécessaires à l'instruction de la Région auprès des stagiaires ainsi que l'envoi du formulaire complété sont assurés par le centre de formation.
3. A la réception de la demande, la Région complète le document. L'accord de la Région sur ce formulaire vaut agrément de rémunération.
4. L'agrément de rémunération est ensuite transmis par la Région au centre de formation et à l'ASP, service payeur de la rémunération professionnelle et des aides aux stagiaires (protection sociale, forfaits hébergement et transport).
5. A réception d'un accord de prise en charge, le centre de formation remet un dossier de *« Demande d'admission au bénéfice des rémunérations des stagiaires de la formation professionnelle »* préalablement obtenu auprès de l'ASP, aux stagiaire(s) concerné(s).
6. Le centre de formation renvoie l'ensemble des documents dûment complétés à la délégation régionale Ile-de-France de l'ASP dont il relève, dans les délais impartis. Le centre de formation doit fournir toutes les informations nécessaires à l'instruction des dossiers par les services rémunération de l'ASP (certificat de démarrage de la formation, état de fréquentation des stagiaires, saisie dans REMUNET, etc.).

ANNEXE 7 A LA DELIBERATION

DEMANDES EN REMISE GRACIEUSE EMANANT DES BOURSIERS POUR LA RENTREE DE SEPTEMBRE 2015 AYANT UN TROP PERCU DU MONTANT DE LA BOURSE, OBJET D'UN ORDRE DE REVERSEMENT
(ABANDON, NON-CUMUL)

Numéro titre de recette émis	Montant de la bourse initiale	Type de formation	Montant de la bourse versé	Montant du Titre (montant à reverser)	Montant des pénalités retenues par le Trésor public (retard paiement)	Montant de la remise gracieuse partielle ou totale	Avis du service (accord/refus)
1225/2016	4768 €	Sanitaire	2431,68€	425,47 €		425,47 €	ACCORD
1211/2016	5539 €	Sanitaire	2824,89€	1826,05 €		1826,05 €	ACCORD
TOTAL						**2251,52 €**	

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-420

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ACTION SOCIALE, HANDICAP ET FAMILLES
Quatrième affectation pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.4221-1 ;
VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment les articles L114-1 & suivants ;
VU la loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;
VU le Code de l'action sociale et des familles, et notamment l'article L115-1 ;
VU l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011 relative à la politique sociale régionale ;
VU la délibération n° CP 08-457 du 22 mai 2008 relative aux aides régionales en faveur des personnes âgées dans le domaine de l'action sociale et de la santé ;
VU la délibération n° CP 09-1026 du 22 octobre 2009 relative à l'action régionale dans le domaine du développement social ;
VU la délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 Politique de la ville – orientations pour une nouvelle action régionale ;
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CP 10-139 du 28 janvier 2010 – Lutter contre les inégalités sociales et de santé et pour l'autonomie – L'action régionale dans le domaine du développement social, première affectation pour 2010 ;
VU la délibération n° CP 13-805 du 20 novembre 2013 relative à l'approbation d'une convention-type relative aux modalités de la participation régionale aux fonds départementaux de compensation du handicap des MDPH franciliennes (2014-2016) ;
VU la délibération n° CP 11-797 du 20 octobre 2011 relative à la politique régionale pour les personnes âgées ;
VU la délibération n° CP 12-101 du 26 janvier 2012 – Attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale pour les personnes âgées ;
VU la délibération n° CP 16-148 du 18 mai 2016 relative à l'approbation des avenants fixant la participation régionale maximale aux fonds départementaux de compensation du handicap pour l'année 2016 ;
VU la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013 Politiques régionales sociale et de santé – Approbation de conventions-type et annexe-type relatives à la participation régionale en investissement et en fonctionnement ;
VU la délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 relative à la politique régionale de santé – Approbation de la convention-type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;
VU la convention relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de compensation du handicap signé avec la MDPH de Paris (2014-2016) ;
VU la convention relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de compensation du handicap signé avec la MDPH de Seine-et-Marne (2014-2016) ;
VU la convention relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de compensation du handicap signé avec la MDPH des Yvelines (2014-2016) ;
VU la convention relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de

compensation du handicap signé avec la MDPH de l'Essonne (2014-2016) ;
VU la convention relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de compensation du handicap signé avec la MDPH des Hauts-de-Seine (2014-2016) ;
VU la convention relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de compensation du handicap signé avec la MDPH de Seine-Saint-Denis (2014-2016) ;
VU la convention relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de compensation du handicap signé avec la MDPH du Val-de-Marne (2014-2016) ;
VU la convention relative aux modalités de la participation régionale au fonds départemental de compensation du handicap signé avec la MDPH du Val d'Oise (2014-2016) ;
VU le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU l'avis de la commission de la famille, de l'action sociale et du handicap ;
VU l'avis de la commission des finances ;
VU le rapport CP 16-420 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Aide à l'autonomie – Investissement

Décide de participer au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **347 811 €**.

Subordonne le versement de ces subventions en investissement, avec chaque bénéficiaire, à la signature de l'avenant adopté par délibération n° CP 16-148 du 18 mai 2016, conforme à la convention adoptée par délibération n° CP 13-805 du 20 novembre 2013.

Affecte une autorisation de programme de **347 811 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour enfants et adolescents – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement du projet détaillé en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **542 118 €.**

Subordonne le versement de cette subvention en investissement à la conclusion, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **542 118 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 01 « Etablissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour adultes – Investissement

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **30 000€.**

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **10 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 03 « Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Affecte une autorisation de programme de **20 000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 02 « Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire – Investissement

Décide de participer, au titre du programme «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de 1 subvention d'un montant maximum prévisionnel de **55 100 €** au titre du budget 2016.

Affecte une autorisation de programme de **55 100 €** disponible sur le chapitre 904 «Santé et action sociale», code fonctionnel 42 «Action sociale», programme HP 42 003 (142 003) «Dispositif en faveur des personnes en situation précaire», action 142 003 01 «Etablissements et services pour femmes en difficulté», conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2016.

Subordonne le versement de ces subventions en investissement à la conclusion, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée selon les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 : Dispositif en faveur des personnes âgées – Etablissements d'hébergement médicalisés pour personnes âgées dépendantes – Investissement

Décide de participer, dans le cadre de cinq réaffectations au titre du dispositif « La politique sociale régionale en faveur des personnes âgées», au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **1.178.410,35 €.**

Subordonne le versement de ces subventions d'investissement à la conclusion, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1.178.410,35 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 002 (142 002) « Dispositif en faveur des personnes âgées », action 142 002 03 « Aides aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzheimer » du budget 2016.

Article 6 : Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap – Services et établissements pour adultes – Investissement

Décide de participer, dans le cadre de deux réaffectations au titre du dispositif « La politique sociale régionale en faveur des personnes en situation de handicap », au financement des projets détaillés en annexe 4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **200.300,45 €.**

Subordonne le versement de ces subventions d'investissement à la conclusion, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 15-320 du 17 juin 2015, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **200 300,45 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 004 (142 004) « Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap », action 142 004 02 « Aides à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap » du budget 2016.

Article 7 : Dispositif en faveur des personnes en situation précaire-Fonctionnement

Décide de participer, au titre du dispositif « La politique sociale régionale », au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **27 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions de fonctionnement, suivant le montant de la subvention, au respect par les bénéficiaires de l'annexe financière, ou à la conclusion d'une convention ou d'un avenant type conforme au modèle type prévu par la délibération n° CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Affecte une autorisation d'engagement de **27 000 €.**disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale », code fonctionnel 42 « Action sociale », programme HP 42 003 (142 003) « Dispositif en faveur des personnes en situation précaire », action 14200304 « Fonds régional de solidarité et soutien aux familles », conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1, au titre du budget 2016.

Article 8 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier-code	dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16003779	Travaux de réhabilitation et d'aménagement d'un futur accueil de jour pour Femmes en précarité, la "Maison Caritas Batignolles", 16 Villa Compoint PARIS 17e	Secours catholique	1/07/2016
16014469	Travaux au sein de la résidence pour personnes âgées Soubise, située à Saint-Ouen – Réaffectation de solde	SAINT OUEN HABITAT PUBLIC	22/10/2009
16014716	Travaux au sein de la résidence pour personnes âgées Moutier, située à Saint-Ouen – Réaffectation de solde	SAINT OUEN HABITAT PUBLIC	22/10/2009
16014719	Travaux au sein de la résidence la Cerisaie, située à Gagny – Réaffectation de solde	RPA La Cerisaie	26/01/2012
16014722	2ème tranche de la restructuration de l'EHPAD ACEP, situé à Roissy-en-Brie - Réaffectation	ACEP	20/10/2011
16014727	Restructuration, extension et humanisation de l'hôpital intercommunal de Jouarre – Réaffectation de solde	Hôpital intercommunal de Jouarre	22/05/2008
16012881	Création d'un accueil de jour de 25 places pour adultes autistes situé sur le site de la Montagne à Cormeilles-en-Parisis (95) – Réaffectation de solde	Handicap Autisme Association Réunie du Parisis	01/01/2010
16012886	Travaux de réhabilitation et d'extension d'un FAM de 28 places pour adultes autistes situé sur le site de la Montagne à Cormeilles-en-Parisis (95) – Réaffectation de solde	Handicap Autisme Association Réunie du Parisis	01/01/2010

Article 9 : Autorisation de démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier-code	dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16001255	Développement de quatre centres de distribution alimentaire à Colombes (92), Pantin (93), Créteil (94) et à Villejuif (94) au mois d'août 2016	AOUT SECOURS ALIMENTAIRE	01/06/2016

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : TABLEAU RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-420	Budget	2016

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142002 - Dispositif en faveur des personnes âgées**
Action	**14200203 - Aide aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzeimer**

Dispositif : N° 00000692 - Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes

Dossier	16014469 - Réhabilitation du foyer-logement pour personnes âgées "Soubise", situé 8 rue Saint-Denis à Saint-Ouen (93) - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	R1816 - OPH SAINT OUEN OFFICE PUBLIC HABITAT			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
937 173,00 €	TTC	3,41 %	32 000,00 €	

Dossier	16014716 - Réhabilitation du logement-foyer situé 22 rue du Moutier à Saint-Ouen (93) - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	R1816 - OPH SAINT OUEN OFFICE PUBLIC HABITAT			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	74 652,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
887 272,00 €	TTC	8,41 %	74 652,00 €	

Dossier	16014719 - Travaux d'amélioration au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes "la Cerisaie" (106 résidents), situé à Gagny (93) - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	R12576 - RESIDENCE PERSONNES AGEES LA CERISAIE			
Localisation	GAGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 105,75 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
852 016,00 €	TTC	3,3 %	28 105,75 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-420	Budget	2016

Dossier	16014722 - Deuxième tranche de l'opération de restructuration-extension de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ACEP, situé à Roissy-en-Brie (77) - REAFFECTATION DE SUBVENTION			
Bénéficiaire	R27686 - ACEP ASS CREATI EQUI PILOTES PERSONNES AGEES ACEP EHPAD			
Localisation	ROISSY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	720 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 268 378,00 €	TTC	13,67 %	720 000,00 €	

Dossier	16014727 - Extension-restructuration-humanisation de l'hôpital intercommunal de Jouarre/La Ferté-sous-Jouarre/Saint-Jean - REAFFECTATION DE SOLDE			
Bénéficiaire	R19994 - CTRE HOSP JOUARRE			
Localisation	JOUARRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	323 652,60 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 733 478,00 €	TTC	6,84 %	323 652,60 €	

Total sur le dispositif N° 00000692 - Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	1 178 410,35 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142002 - 14200203	1 178 410,35 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200301 - Établissements et services pour femmes en difficulté**

Dispositif : N° 00000711 - Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté

Dossier	16003779 - Travaux de réhabilitation et d'aménagement d'un futur accueil de jour, pour femmes en précarité, la "Maison Caritas Batignolles", 16 Villa Compoint PARIS 17e			
Bénéficiaire	EX001200 - SECOURS CATHOLIQUE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 100,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
110 200,00 €	TTC	50 %	55 100,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000711 - Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	55 100,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-420	Budget	2016

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142003 - 14200301	55 100,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142003 - Dispositif en faveur des personnes en situation précaire**
Action	**14200304 - Fonds régional de solidarité et soutien aux familles**

Dispositif : N° 00000716 - Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage

Dossier	16001255 - Extension de quatre centres de distribution alimentaire à Colombes (92), Pantin (93), Créteil (94) et à Villejuif (94) au mois d'août 2016			
Bénéficiaire	R40970 - AOUT SECOURS ALIMENTAIRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
135 000,00 €	TTC	20 %	27 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000716 - Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	27 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 42 - 142003 - 14200304	27 000,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200401 - Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap

Dossier	16007089 - Extension de l'Etablissement médico-éducatif Les Cascades (27 places dont 6 places créées) 117 rue Bobillot 75013 Paris			
Bénéficiaire	R10468 - AFASER FOYERS ET SAJ			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	542 118,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 911 615,00 €	TTC	28,36 %	542 118,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-420	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	542 118,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200401	542 118,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200402 - Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000012 - Etablissements d'accueil de jour pour personnes handicapées ou âgées (clôturé)

Dossier	16012881 - REAFFECTATION DE SOLDE - Création d'un accueil de jour de 25 places pour adultes autistes situé sur le site de La Montagne à Cormeilles-en-Parisis (95)			
Bénéficiaire	R10364 - HANDICAP AUTISME ASSOCIATION REUNIE DU PARISIS			
Localisation	CORMEILLES-EN-PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 447 609,00 €	TTC	0,45 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000012 - Etablissements d'accueil de jour pour personnes handicapées ou âgées (clôturé)	20 000,00 €

Dispositif : N° 00000014 - Etablissements d'hébergement pour enfants, adolescents et adultes handicapés (clôturé)

Dossier	16012886 - REAFFECTATION DE SOLDE - Travaux de réhabilitation et d'extension d'un FAM de 28 places pour adultes autistes situé sur le site de La Montagne à Cormeilles-en-Parisis (95)			
Bénéficiaire	R10364 - HANDICAP AUTISME ASSOCIATION REUNIE DU PARISIS			
Localisation	CORMEILLES-EN-PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	180 300,45 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 308 448,00 €	TTC	3,4 %	180 300,45 €	

Total sur le dispositif N° 00000014 - Etablissements d'hébergement pour enfants, adolescents et adultes handicapés (clôturé)	180 300,45 €

Dispositif : N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-420	Budget	2016

Dossier	16005399 - acquisition de deux véhicules adaptés pour le transport de personnes en situation de handicap - FAM COS de Villejuif (94)			
Bénéficiaire	P0028687 - COS			
Localisation	VILLEJUIF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 614,46 €	TTC	28,73 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000701 - Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	20 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200402	220 300,45 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**42 - Action sociale**
Programme	**142004 - Dispositif en faveur des personnes en situation de handicap**
Action	**14200403 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap**

Dispositif : N° 00000698 - Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap

Dossier	16009681 - Acquisition d'un véhicule pour le transport de personnes agées en situation de handicap CCAS Mitry-Mory 77290			
Bénéficiaire	P0034617 - CCAS CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE			
Localisation	MITRY-MORY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 508,48 €	HT	29,84 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000698 - Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap	10 000,00 €

Dispositif : N° 00000870 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-420	Budget	2016

Dossier	16000597 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de l'Essonne en 2016		
Bénéficiaire	P0024179 - MDPH 91 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	ESSONNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	83 959,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		239 864,00 €	

Dossier	16000598 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de PARIS en 2016		
Bénéficiaire	P0001418 - MDPH 75 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	60 647,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		354 090,00 €	

Dossier	16000599 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la mdph de Seine-Marne en 2016		
Bénéficiaire	P0000356 - MDPH 77 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE		
Localisation	SEINE ET MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 786,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		238 672,00 €	

Dossier	16000600 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de Seine-Saint-Denis en 2016		
Bénéficiaire	R39194 - MDPH GIP DEP PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	SEINE SAINT DENIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	36 563,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		405 428,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-420	Budget	2016

Dossier	16000601 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH de Yvelines en 2016		
Bénéficiaire	R39197 - MDPH 78 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES		
Localisation	YVELINES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 931,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		296 838,00 €	

Dossier	16000602 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH des Hauts-de-Seine en 2016		
Bénéficiaire	R39195 - MDPH GIP DEP PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	53 655,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		232 738,00 €	

Dossier	16000603 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH du Val-d'Oise en 2016		
Bénéficiaire	R39196 - MDPH 95 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	23 885,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		328 930,00 €	

Dossier	16000604 - Aides techniques et adaptation de logements au handicap pour la MDPH 94 en 2016		
Bénéficiaire	R39198 - MDPH 94 MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	27 385,00 €	Code nature	204182
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		303 440,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000870 - Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap	347 811,00 €

Total sur l'imputation 904 - 42 - 142004 - 14200403	357 811,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : TABLEAUX DES OPERATIONS D'AIDES TECHNIQUES ET D'ADAPTATION DE LOGEMENTS PRESENTES AU TITRE DES FONDS DEPARTEMENTAUX DE COMPENSATION DU HANDICAP

Il est proposé d'affecter un montant de **347 811 €** d'autorisations de programme aux maisons départementales des personnes handicapées au titre de la participation régionale aux fonds de compensation du handicap.

L'aide régionale est ventilée comme suit :

Bénéficiaire	Dotation maximum	Disponible après CP	Commission	Montant proposé de la décision	% de consommation
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS	354 090,00	100 157,00	Commission permanente du 21 septembre 2016	60 647,00	17,13%
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE-ET-MARNE	238 672,00	3 507,00	Commission permanente du 21 septembre 2016	30 786,00	12,90%
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES	296 838,00	109 178,00	Commission permanente du 21 septembre 2016	30 931,00	10,42%
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE L'ESSONNE	239 864,00	80 289,00	Commission permanente du 21 septembre 2016	83 959,00	35,00%
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES HAUTS DE SEINE	232 738,00	39 672,00	Commission permanente du 21 septembre 2016	53 655,00	23,05%
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE SAINT DENIS	405 428,00	274 876,00	Commission permanente du 21 septembre 2016	36 563,00	9,02%
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL DE MARNE	303 440,00	169 112,00	Commission permanente du 21 septembre 2016	27 385,00	9,02%
MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DU VAL-D'OISE	328 930,00	177 012,00	Commission permanente du 21 septembre 2016	23 885,00	7,26%

MDPH **75** N° IRIS **16000598**

- **48.209 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées de Paris (75) pour **79** projets d'acquisition d'aides techniques et appareillages ;

- **12.438 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées de Paris (75) pour l'adaptation de **6** logements.

MDPH **77** N° IRIS **16000599**

- **8.812 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées de Seine-et-Marne (77) pour **16** projets d'acquisition d'aides techniques et appareillages ;

- **21.974 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées de Seine-et-Marne (77) pour l'adaptation de **10** logements.

MDPH **78** N° IRIS **16000601**

- **16.404 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées des Yvelines (78) pour **40** projets d'acquisition d'aides techniques et appareillages ;

- **14.527 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées des Yvelines (78) pour l'adaptation de **6** logements, dont **2.100 €** au titre de la rémunération, pour le suivi de **6** dossiers d'adaptation de logements au handicap.

MDPH **91** N° IRIS **16000597**

- **21.593 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées de l'Essonne (91) pour **43** projets d'acquisition d'aides techniques et appareillages ;

- **62.366 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées de l'Essonne (91) pour l'adaptation de **21** logements.

MDPH **92** N° IRIS **16000602**

- **21.580 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées des Hauts-de-Seine (92) pour **34** projets d'acquisition d'aides techniques et appareillages ;

- **32.075 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées des Hauts-de-Seine (92) pour l'adaptation de **12** logements, dont **3.850 €** au titre de la rémunération, pour le suivi de **11** dossiers d'adaptation de logements au handicap.

MDPH **93** N° IRIS **16000600**

- **16.017 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées de Seine-Saint-Denis (93) pour **19** projets d'acquisition d'aides techniques et appareillages ;

- **20.546 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées de Seine-Saint-Denis (93) pour l'adaptation de **6** logements.

MDPH **94** N° IRIS **16000604**

- **23.395 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées du Val de Marne (94) pour **42** projets d'acquisition d'aides techniques et appareillages ;

- **3.990 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées du Val-de-Marne (94) pour l'adaptation de **3** logements, dont **350 €** au titre de la rémunération, pour le suivi d'un dossier d'adaptation de logements au handicap.

MDPH **95** N° IRIS **16000603**

- **17.647 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées du Val d'Oise (95) pour **27** projets d'acquisition d'aides techniques et appareillages ;

- **6.238 €** au profit de la maison départementale des personnes handicapées du Val-d'Oise (95) pour l'adaptation de **3** logements, dont **700 €** au titre de la rémunération, pour le suivi de **2** dossiers d'adaptation de logements au handicap.

Les tableaux ci-après détaillent les opérations pour lesquelles le Conseil régional est sollicité.

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS

							AIDES LEGALES			AIDES EXTRA LEGALES								
Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet												
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Emetteur acoustique sonnette de porte, détecteur de cri bébé, système flash secteur, système vibrant portable, coussin vibrant	*609,00 €*			*456,75 €*	- €	- €	- €	- €	*91,00 €*	14,94%				91,00 €	61,25 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite, télécommande Mini TEK	*4 119,20 €*			*998,29 €*	*239,66 €*	- €	- €	*1 600,00 €*	*617,00 €*	14,98%				617,00 €	664,25 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Téléagrandisseur Vocal Narratello, télécommande balises sonores	*4 067,00 €*			*2 054,00 €*	- €	- €	1 287,51 €	- €	*610,00 €*	15,00%				610,00 €	115,49 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Scooter à quatre roues, marche-pied	*4 101,90 €*			*2 553,93 €*	- €	- €	669,54 €	- €	*615,00 €*	14,99%				615,00 €	399,68 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive gauche, surflink mobile	*1 800,00 €*			*617,09 €*	*119,83 €*	*529,87 €*	58,14 €		*270,00 €*	15,00%				270,00 €	205,07 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite, téléphone avec amplificateur de son DEX, interface M DEX	*4 756,00 €*			*1 336,10 €*	*239,66 €*	*800,00 €*	- €	*1 600,00 €*	*713,00 €*	14,99%				713,00 €	67,24 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Monoculaire, téléagrandisseur, logiciel grossissement de caractères	*4 137,50 €*			*2 520,00 €*	- €	- €	1 216,25 €	- €	*620,00 €*	14,98%				620,00 €	30,00 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*2 100,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	*359,76 €*	- €	- €	*315,00 €*	15,00%				315,00 €	226,98 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Table de lit, siège de bureau RH400 et accessoires, siège de douche, accessoires déambulateur, maintien douchette à ventouse	*2 765,53 €*			*1 825,94 €*	- €	- €	368,71 €	- €	*414,00 €*	14,97%				414,00 €	156,88 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Téléagrandisseur/loupe électronique	*3 890,00 €*			*2 000,00 €*	- €	- €	982,73 €	- €	*583,00 €*	14,99%				583,00 €	324,27 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Réveil Radio Lisa avec récepteur, émetteur acoustique de sonnette de porte, émetteur cris bébé, lampe Flash Radio Lisa, lampe flash de table	*885,00 €*			*663,75 €*	- €	- €	- €	- €	*132,00 €*	14,92%				132,00 €	89,25 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Poste de conduite	*3 709,12 €*			*3 156,84 €*	- €	- €	- €	- €	*552,00 €*	14,88%				552,00 €	0,28 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Scooter Léo	*2 742,00 €*			*2 500,00 €*	- €	- €	- €	- €	*242,00 €*	8,83%				242,00 €	- €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Téléagrandisseur Transfomer USB/VGA	*3 190,00 €*			*2 000,00 €*	- €	- €	682,00 €	- €	*478,00 €*	14,98%				478,00 €	30,00 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Plan de préparation, ouvre-boîte électrique, ouvre bocal, enfile boutons, éponge pour le corps	*219,20 €*			*157,05 €*	- €	- €	- €	- €	*32,00 €*	14,60%				32,00 €	30,15 €

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS (SUITE)

							AIDES LEGALES			AIDES EXTRA LEGALES								
Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet												
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel Kuschall Champion, châssis carbone	*3 890,00 €*			*442,50 €*	*603,65 €*	- €	2 230,85 €	- €	*583,00 €*	14,99%				583,00 €	30,00 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Logiciel de revue d'écran JAWS, autocollants lettres agrandies, pastilles adhésives, téléagrandisseur vocalisé	*6 186,46 €*			*2 488,65 €*	- €	- €	4 480,81 €	- €	*927,00 €*	14,98%				927,00 €	30,00 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Accès fauteuil roulant	*13 900,00 €*			*5 000,00 €*	- €	- €	6 485,26 €	- €	*2 085,00 €*	15,00%				2 085,00 €	329,74 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 800,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	- €	1 949,24 €	- €	*570,00 €*	15,00%				570,00 €	82,50 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 980,00 €*			*559,18 €*	*239,66 €*	*1 559,18 €*	- €	- €	*597,00 €*	15,00%				597,00 €	1 024,98 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Robot chargeur pour FRM	*7 474,68 €*			*3 847,15 €*	- €	- €	850,77 €	- €	*1 121,00 €*	15,00%				1 121,00 €	1 655,76 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Téléagrandisseur vocalisé, loupe de poche, ZoomText 10 niv 2, clavier à caractères agrandis, logiciel de vocalisation pour téléphone portable	*5 778,59 €*			*2 721,76 €*	- €	- €	513,35 €	- €	*866,00 €*	14,99%				866,00 €	1 926,48 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*2 860,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	*299,56 €*	63,54 €		*429,00 €*	15,00%				429,00 €	869,54 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives droite et gauche, Siemens Mini Tek, lampe flash Radio Lisa	*4 537,00 €*			*1 271,35 €*	*239,66 €*	*1 081,80 €*	0,00 €	*1 600,00 €*	*344,00 €*	7,58%				344,00 €	0,19 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive gauche	*2 065,00 €*			*279,59 €*	*119,83 €*	*400,00 €*	- €	- €	*309,00 €*	14,96%				309,00 €	956,58 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT/AL	Fauteuil roulant manuel Kuschall Compact, accessoires FRM	*3 295,00 €*			*551,25 €*	*603,65 €*	*1 400,00 €*	- €	- €	*494,00 €*	14,99%				494,00 €	246,10 €
29/04/2016					estrade sous le lit pour mise à niveau avec salle de bain + plan incliné	*5 060,00 €*	*3 222,00 €*	- €	- €		- €			*1 838,00 €*	36,32%		1 838,00 €	
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*2 680,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	- €	1 160,10 €	- €	*402,00 €*	15,00%				402,00 €	30,00 €
29/04/2016	Mme-Mr	AT	Coquille de douche Swan et ses accessoires	*2 218,28 €*			*500,00 €*	- €	- €	978,73 €	- €	*332,00 €*	14,97%				332,00 €	407,55
29/04/2016	Mme-Mr	AT	FRE et accessoires	*26 696,15 €*			- €	*4 355,26 €*	*10 888,16 €*	3 092,18 €	*5 930,55 €*	*2 400,00 €*	8,99%				2 400,00 €	30,00 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*4 080,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	*359,48 €*	- €	*1 600,00 €*	*612,00 €*	15,00%				612,00 €	310,26 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 320,00 €*			*758,89 €*	*239,66 €*	*159,76 €*	1 633,69 €	- €	*498,00 €*	15,00%				498,00 €	30,00 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite, Pack TV LINK +COMPILOT	*4 799,00 €*			*1 182,85 €*	*239,66 €*	- €	967,84 €	*1 600,00 €*	*719,00 €*	14,98%				719,00 €	89,65 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*4 500,00 €*			*559,18 €*	*239,66 €*	*2 750,58 €*	- €	- €	*675,00 €*	15,00%				675,00 €	275,58 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*2 900,00 €*			*559,18 €*	*239,66 €*	*309,78 €*	- €	*1 600,00 €*	*191,00 €*	6,59%				191,00 €	0,38 €

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS (SUITE)

							AIDES LEGALES			AIDES EXTRA LEGALES								
Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet												
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Lampe basse vision, téléagrandisseur vocalisé, autocollants gros caractères, pèse-personne parlant, pastilles adhésives, lecteur Daisy, magnet parlant, thermomètre médical parlant, lecteur de glycémie vocal	*5 068,69 €*			*2 485,78 €*	- €	- €	1 775,46 €	- €	*760,00 €*	14,99%				760,00 €	47,45 €
17/05/2016													14,99%				- €	
17/05/2016	Mme-Mr	AL			Rail au plafond + motorisation porte d'entrée	*10 207,31 €*	*5 853,66 €*	- €	- €	- €	- €			*4 353,00 €*	42,65%		4 353,00 €	0,65 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel Kuschall Compact, accessoires FRM	*2 799,00 €*			*970,74 €*	*558,99 €*	*579,50 €*	92,24 €	- €	*419,00 €*	14,97%				419,00 €	178,53 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Chaise de douche avec seau	*655,70 €*			- €	*102,62 €*	- €	- €	- €	*98,00 €*	14,95%				98,00 €	455,08 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Bloc-notes Braille Esytime, mise à jour JAWS	*8 497,49 €*			*3 500,00 €*	- €	- €	3 993,49 €	- €	*1 274,00 €*	14,99%				1 274,00 €	30,00 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	tablette oculaire Tobi	*18 290,37 €*			*3 960,00 €*	- €	- €	8 000,00 €	- €	*2 400,00 €*	13,12%				2 400,00 €	4 174,49 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT/AL	5 barres d'appui, tapis de bain, siège de bain élévateur, arceau de lit, fauteuil manuel inclinable, accessoires FRM	*3 204,00 €*			*1 160,40 €*	*603,65 €*	*401,82 €*	454,99 €	- €	*480,00 €*	14,98%				480,00 €	103,57 €
17/05/2016					Pose sol antidérapant	*2 654,85 €*	*2 077,42 €*	- €	- €		*144,00 €*			*433,00 €*	16,31%		433,00 €	
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 100,00 €*			*559,18 €*	*239,66 €*	*1 559,18 €*	- €	- €	*465,00 €*	15,00%				465,00 €	276,98 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Bouton de sonnette de porte, émetteur acoustique de sonnette de porte, lampe flash Radio Lisa	*484,00 €*			*363,00 €*	- €	- €	19,00 €	- €	*72,00 €*	14,88%				72,00 €	30,00 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 198,00 €*			*399,42 €*	*399,42 €*	*1 000,58 €*	565,10 €	- €	*479,00 €*	14,98%				479,00 €	354,48 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel Kuschall Ultralight, accessoires FRM, coussin d'assise	*2 169,35 €*			*183,75 €*	*638,55 €*	- €	786,93 €	- €	*325,00 €*	14,98%				325,00 €	235,12 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Scooter DI BIASI	*3 066,00 €*			*2 500,00 €*	- €	- €	44,93 €	- €	*459,00 €*	14,97%				459,00 €	62,07 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel Yoga Progeo, accessoires FRM	*4 672,36 €*			*1 450,50 €*	*603,65 €*	- €	1 736,45 €	- €	*700,00 €*	14,98%				700,00 €	181,76 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Clavier à caractères agrandis, téléagrandisseur vocalisé, monoculaire, logiciel Zoomtext niv 2	*5 647,00 €*			*2 609,25 €*	- €	- €	4 492,75 €	- €	*847,00 €*	15,00%				847,00 €	30,00 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 620,00 €*			*798,84 €*	*399,42 €*	- €	1 699,11 €	- €	*543,00 €*	15,00%				543,00 €	179,63 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Mise à jour logiciel Jaws, téléphone vocalisé CLARIA VOX	*1 447,50 €*			*1 073,50 €*	- €	- €	1 036,48 €	- €	*217,00 €*	14,99%				217,00 €	195,27 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Guidon de transfert, siège de bain pivotant, chaise de douche, barre d'appui cannelée	*1 171,90 €*			*505,56 €*	*466,36 €*	- €	- €	- €	*175,00 €*	14,93%				175,00 €	24,98 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*2 800,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	*958,61 €*	- €	- €	*420,00 €*	15,00%				420,00 €	223,13 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 740,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	*1 059,76 €*	- €	- €	*561,00 €*	15,00%				561,00 €	920,98 €
17/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*4 270,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	*1 198,26 €*	- €	*1 600,00 €*	*273,00 €*	6,39%				273,00 €	0,48 €
30/05/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 390,00 €*			*758,89 €*	*239,66 €*	*159,77 €*	1 693,68 €	- €	*508,00 €*	14,99%				508,00 €	30,00 €
30/05/2016	Mme-Mr	AT	filtres sur-lunettes, lampes basse-vision, téléagrandisseur vocalisé, logiciel grossissement caractères	*5 273,90 €*			*2 449,50 €*	- €	- €	1 948,40 €	- €	*791,00 €*	15,00%				791,00 €	452,50 €
30/05/2016	Mme-Mr	AT	Emetteur acoustique de porte, lampe flash de table, babyphone video, coussin vibrant pour babyphone	*520,00 €*			*390,00 €*	- €	- €	- €	- €	*78,00 €*	15,00%				78,00 €	52,00 €

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS (SUITE)

30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Télagrandisseur transportable, lampadaire basse vision	*5 911,00 €*			*2 974,49 €*	- €	- €	1 696,88 €	- €	*886,00 €*	14,99%				886,00 €	353,63 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*1 400,00 €*			*758,89 €*	*239,66 €*	- €	- €	- €	*210,00 €*	15,00%				210,00 €	191,45 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Logiciel JAWS, logiciel Zoomtext	*2 188,75 €*			*1 200,00 €*	- €	- €	359,03 €	- €	*328,00 €*	14,99%				328,00 €	301,72 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*4 076,00 €*			*758,89 €*	*239,66 €*	*1 360,34 €*	- €	*1 600,00 €*	*117,00 €*	2,87%				117,00 €	0,11 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Rampes portables, sangle et appui-tête	*944,00 €*			*324,15 €*	*24,15 €*	*60,38 €*	- €	- €	*141,00 €*	14,94%				141,00 €	394,32 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Bouton d'appel de personne Radio Lisa, lampe flash standard Radio Lisa, 2 lampes flash mobile	*646,00 €*			*484,50 €*	- €	- €	- €	- €	*96,00 €*	14,86%				96,00 €	65,50 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Penfriend-lecteur d'étiquettes, Vocatex- téléagrandisseur 22" sur bras articulé	*4 693,00 €*			*2 073,50 €*	- €	- €	471,50 €	*1 500,00 €*	*703,00 €*	14,98%				703,00 €	30,00 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Emetteur acoustique de sonnette de porte, lampe flash de table Radio Lisa	*348,00 €*			*261,00 €*	- €	- €	5,00 €	- €	*52,00 €*	14,94%				52,00 €	30,00 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 990,00 €*			*559,18 €*	*239,66 €*	*1 841,86 €*	- €		*598,00 €*	14,99%				598,00 €	871,66 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Fauteuil roulant électrique Storm 4Xplore, accessoires FRE	*19 282,66 €*			*9 981,26 €*	*3 938,01 €*	*1 200,00 €*	1 733,39 €	- €	*2 400,00 €*	12,45%				2 400,00 €	30,00 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Fauteuil roulant manuel Avandgarde, accessoires FRM	*3 020,00 €*			*390,00 €*	*603,65 €*	*301,83 €*	1 241,52 €	- €	*453,00 €*	15,00%				453,00 €	30,00 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Motorisation Minotor	*4 980,00 €*			- €	*2 187,03 €*	*1 640,27 €*	264,26 €	- €	*747,00 €*	15,00%				747,00 €	141,44 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*2 180,00 €*			*758,89 €*	*239,66 €*	*459,32 €*	- €	- €	*327,00 €*	15,00%				327,00 €	395,13 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Chaise de douche Sea Horse et ses accessoires, coussin bouée	*2 507,00 €*			*397,38 €*	*143,78 €*	*249,08 €*	255,20 €	- €	*376,00 €*	15,00%				376,00 €	1 085,56 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AL			Installation portes de douche mi-hauteur+barres d'appui	*2 133,59 €*	*1 816,80 €*	- €	- €	- €	- €			*316,00 €*	14,81%		316,00 €	0,79 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Logiciel de revue d'écran JAWS pour Windows	*1 595,00 €*			*700,00 €*	- €	- €	1 497,22 €	- €	*239,00 €*	14,98%				239,00 €	142,78 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Fauteuil roulant électrique assise adaptée dossier réglable, accessoires FRE	*24 587,00 €*			*11 814,03 €*	*3 938,01 €*	*3 150,41 €*	3 301,76 €	- €	*2 400,00 €*	9,76%				2 400,00 €	65,29 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Emetteur galvanique de téléphone, 2 emetteurs acoustique de porte, 3 lampes flash Radio Lisa, lampe flash mobile	*1 065,00 €*			*798,75 €*	- €	- €	- €	- €	*159,00 €*	14,93%				159,00 €	107,25 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Logiciel Zoomtext niveau 2, clavier à caractères agrandis, filtres thérapeutiques	*813,37 €*			*664,53 €*	- €	- €	726,84 €	- €	*122,00 €*	15,00%				122,00 €	30,00 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AL/AT			Rails au plafond et lavabo PMR	*4 161,66 €*	*2 830,83 €*	- €	- €	4 122,99 €	*332,00 €*			*998,00 €*	23,98%		998,00 €	352,63 €
30/05/2016			Emplacement et fixation FRE	*9 479,18 €*			*3 583,39 €*	- €	- €		- €	*1 421,00 €*	14,99%				1 421,00 €	
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèse auditive droite	*2 250,00 €*			*479,30 €*	*119,83 €*	*79,88 €*	1 154,35 €	- €	*337,00 €*	14,98%				337,00 €	79,64 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*2 900,00 €*			*559,18 €*	*239,66 €*	*427,00 €*	1 140,57 €	- €	*435,00 €*	15,00%				435,00 €	98,59 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives gauche et droite	*3 200,00 €*			*958,60 €*	*239,66 €*	*959,48 €*	- €	*200,00 €*	*480,00 €*	15,00%				480,00 €	362,26 €
30/05/2016	**Mme-Mr**	AT	Fauteuil de douche ocean, tablette amovible, fauteuil roulant electrique assise adaptée, accessoires FRE	*15 659,88 €*			*8 139,17 €*	*3 938,01 €*	- €	6 611,17 €	- €	*1 582,00 €*					1 582,00 €	79,39 €
30/05/2016			accès FRE	*8 089,85 €*			*5 000,00 €*	- €	- €		- €	*818,00 €*					818,00 €	
30/05/2016		AL			Rails au plafond	*13 491,04 €*	*7 495,52 €*	- €	- €		- €			*4 500,00 €*	33,36%		4 500,00 €	
TOTAUX				**364 942,56 €**		**37 708,45 €**	**154 263,69 €**	**30 219,19 €**	**39 545,26 €**	**82 591,93 €**	**20 906,55 €**	**48 209,00 €**		**12 438,00 €**			**60 647,00 €**	**24 204,37 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE PARIS (FIN)

Total Participation régionale aides techniques:	**48 209,00 €**
Total participation régionales aides au logement:	**12 438,00 €**
Total Fonds de compenssation	**82 591,93 €**
Total Autres Contributeurs	**259 412,08 €**
Total	**402 651,01 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE ET MARNE

							AIDES LEGALES			AIDES EXTRA-LEGALES											
Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CG	FDC CPAM	FDC MSA	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet															
27/05/2016	Mme-Mr	AL		- €	Fournir un WC surélevé dans la SDB Fournir un siège de douche grande taille, une barre relevable, une barre d'appui 135°. FIC - Devis n° 604858 du 15/12/2014 Casser les marches formant le seuil de la porte d'entrée, créer une rampe bétonnée avec bordurette chasse roue, casser le mur de clôture existant pour faire une entrée voiture SILVA NATALINO - Facture n°F15/1100339 du 20/11/2015 Installer un portail motorisé	10 934,41 €	6 217,21 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		4 341,00 €	39,70%		**4 341,00 €**	376,20 €
27/05/2016	Mme-Mr	AL		- €	Mise en place d'une seconde main courante dans les escaliers Mise en place d'un WC Sanibroyeur dans la salle de bain Inverser le sens d'ouverture de la porte Dépose de la baignoire, création d'une douche de plain pied Pose de carrelage anti-dérapant Fourniture et pose d'un siège mural et paroi de douche SNM - Facture n° 2432014 du 13/01/2016	7 634,45 €	4 376,15 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		496,00 €	6,50%		**496,00 €**	2 762,30 €
27/05/2016	Mme-Mr	AL		- €	Fourniture et pose d'un receveur de douche à carreler Fourniture et pose d'une paroi de douche vitrée Fourniture et pose d'un mitigeur de douche Fourniture et pose d'un siège de douche mural rabattable et d'une barre de relevage Brossel - Facture n° 140802V du 07/11/2014 Aussière Construction - Facture n° 40 du 28/09/2014	3 737,58 €	2 618,79 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		373,00 €	9,98%		**373,00 €**	745,79 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Détecteur de fumée Lampe flash Radio Lisa Radio récepteur portable Station de charge De Bouche à Oreille - Facture n° 6160 du 10/12/2015	607,00 €		- €	455,25 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	29,00 €	4,78%	0,00 €			**29,00 €**	122,75 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel avec ses accessoires COMM - Facture n° 160400275 du 14/04/2016 Siège de série modulable COMM - Facture n° 160400274 du 14/04/2016	4 870,94 €		- €	780,17 €	1 786,85 €	893,43 €	591,00 €	36,41 €	37,88 €	32,30 €	0,00 €	730,00 €	14,99%	0,00 €			**730,00 €**	-17,10 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel avec ses accessoires Chelles Médical - Facture n° 32892 du 12/02/2015	2 549,90 €		- €	198,75 €	593,89 €	0,00 €	1 004,34 €	61,88 €	64,37 €	54,89 €	0,00 €	382,00 €	14,98%	0,00 €			**382,00 €**	189,77 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Emetteur acoustique de sonnette de porte Détecteur de fumée, Deux lampes flash Réveil Lisa Time, Coussin vibrant De Bouche à Oreille - Facture n°DE3493 du 06/02/2014	1 041,00 €		- €	757,50 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	96,00 €	9,22%	0,00 €			**96,00 €**	187,50 €
27/05/2016	Mme-Mr	AL		- €	Aménagement de la salle de bain: Création d'une douche à l'italienne antidérapante Mitigeur thermostatique Pare douche Pose de lavabo sur équerre Carrelage murale MSF - Facture n° 2015-0002/2 du 11/12/2015	4 410,92 €	2 955,46 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		1 192,00 €	27,02%		**1 192,00 €**	263,46 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant électrique avec ses accessoires Monteneau Medical - Facture n° 20152907 du 25/08/2015	27 255,09 €		- €	5 050,82 €	5 187,48 €	15 333,18 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 641,00 €	6,02%	0,00 €			**1 641,00 €**	42,61 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Synthèse vocale avec sacoche de transport et sacoche pour le fauteuil roulant électrique CS Médical - Facture n° 130174 du 27/07/2015	6 102,10 €		- €	3 960,00 €	0,00 €	0,00 €	1 012,23 €	62,37 €	64,88 €	55,32 €	0,00 €	915,00 €	14,99%	0,00 €			**915,00 €**	32,31 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Aquatec Orca, Disque de transfert Coquille starley, Pied télescopique, Repose pied Tablette latérale, Coussin universel Sénart Médical Services - Factures Fourniture et pose: décaissement, rampe d'accès assistée, système G'Straint, pack 3 points électrique, dossier Dreal Morice - Facture n°FV140482 du 17/11/2014	10 137,61 €		- €	5 770,00 €	766,64 €	0,00 €	1 320,67 €	81,37 €	84,65 €	72,18 €	0,00 €	1 520,00 €	14,99%	0,00 €			**1 520,00 €**	522,11 €
27/05/2016	Mme-Mr	AL		- €	Création d'un espace unique WC/SDB, douche à siphon de sol Lavabo sur équerres Paroi de douche à mi hauteur avec rideau sur la partie supérieure Pose de WC tout en maintenant une aire de rotation libre pour le fauteuil Matias Installation - Facture n° 1603723 du 18/03/2016 Revêtement de sol Dubuisson - Devis du 13/04/2015	12 243,59 €	5 750,00 €	0,00 €	0,00 €	42,36 €	2,61 €	2,72 €	2,32 €	6 146,38 €	0,00 €		276,00 €	2,25%		**276,00 €**	21,21 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Siège de bain sorrento fixe Chausse bas Matériel Médical 77 - Devis n° 11682 du 17/04/2014 Softec lombo Matériel Médical 77 - Facture n° 20137151 du 21/02/2013	956,77 €		- €	114,49 €	287,40 €	0,00 €	195,09 €	12,02 €	12,50 €	10,66 €	0,00 €	143,00 €	14,95%	0,00 €			**143,00 €**	181,61 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT/AL	Barre de maintien coudée Tabouret de douche Chaise de douche Assistance Médicale de la Brie - Devis n° 110168 du 19/03/2014	98,00 €	Aménagement de la salle de bain avec pose d'une douche à l'italienne. Modification de l'espace chambre Fourniture et coulage d'une rampe en béton avec pallier Agrandissement des portes du couloir et la salle. Zano - devis du 25/02/2016	8 102,60 €	4 678,31 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	422,85 €	0,00 €	0,00%	2 760,00 €	34,06%		**2 760,00 €**	341,44 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT/AL	Chaise de douche pliable Epluche légumes automatique Fourchette, Cuillère à soupe, Couteau pliable Facture n° TE77690 du 17/06/2015 Décaissement du plancher arrière, rampe easy flex, fixation de fauteuil K Automobilité - Devis du 30/03/2015	8 636,55 €	Douche extra plat 170*80 Barre d'appui MPDEC - Facture n° 37 du 29/06/2015 Aménagement du WC MPDEC - Devis n°2516 du 04/11/2015 Motorisations porte d'entrée, fenêtre de chambre, volets pour la chambre Domosanté Plus Suppléance - Devis n° 2015/10/5943 du 07/10/2015	13 509,41 €	12 630,67 €	0,00 €	0,00 €	1 861,93 €	114,72 €	119,34 €	101,76 €	0,00 €	1 295,00 €	14,99%	3 212,00 €	23,78%		**4 507,00 €**	2 810,54 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Boule au volant et toutes commandes électroniques Kempf - Devis n° KAW-D14-0310-02 du 10/03/2014	2 492,05 €		- €	2 244,04 €	0,00 €	0,00 €	127,08 €	7,83 €	8,15 €	6,95 €	0,00 €	85,00 €	3,41%	0,00 €			**85,00 €**	13,01 €
27/05/2016	Mme-Mr	AL		- €	Réfection de l'allée par un revêtement stable non glissant Rattrapage de la hauteur de marche Remplacement de la baignoire par une douche à siphon de sol, pose d'un siège de douche mural Porte coulissante 83 cm Patrice Rodolphe - Devis du 07/07/2015	10 526,15 €	6 013,08 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		3 898,00 €	37,03%		**3 898,00 €**	615,07 €

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE ET MARNE (FIN)

							AIDES LEGALES			AIDES EXTRA-LEGALES											
Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CG	FDC CPAM	FDC MSA	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet															
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Deux appareils auditifs Espace Audition de Champs - Devis n° DC0116 du 14/12/2015	2 550,00 €		- €	958,60 €	239,66 €	1 049,13 €	84,72 €	5,22 €	5,43 €	4,63 €	0,00 €	87,00 €	3,41%	0,00 €			**87,00 €**	115,61 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT/AL	Planche de transfert Fauteuil de douche Barre d'appui Surélévateur de pied de meubles CS Médical - Devis n° 67981 du 14/09/2015 Chaise Tango CS Médical - Devis n° 70701 du 10/11/2015	5 455,66 €	Remplacement du lavabo existant par un lavabo suspendu avec siphon déporté installé sur plan de travail Fourniture d'un robinet mitigeur avec manche ergonomique Remplacement du WC actuel par un WC avec abattant japonnais Leroy Merlin - Devis n° 942660 du 16/09/2015 Prestation pose et dépose Leroy Merlin - Devis n° 77031115C00009	3 353,41 €	6 519,99 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	311,00 €	5,70%	926,00 €	27,61%		**1 237,00 €**	1 052,08 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Deux appareils auditifs Unisson - Devis n° 75008-15089614 du 10/08/2015	2 580,00 €		- €	339,42 €	239,66 €	1 160,34 €	161,59 €	9,96 €	10,36 €	8,83 €	250,00 €	387,00 €	15,00%	0,00 €			**387,00 €**	12,85 €
27/05/2016	Mme-Mr	AL		- €	Démonter un meuble encastré pour maximiser l'espace, Adaptation de la salle de bain, surface de douche 90*90, pose de barres d'appui Mise en place d'un strapontin de douche avec pieds et accoudoirs Déplacer les WC dans la SDB, mise en place d'un WC surélevé Création d'un accès au logement, pente partant de la terrasse jusqu'au portail ETCE - Facture n° 15123252 du 10/12/2015	16 482,27 €	8 991,14 €	0,00 €	1 000,00 €	919,46 €	56,65 €	58,93 €	50,25 €	0,00 €	0,00 €		4 500,00 €	27,30%		**4 500,00 €**	905,83 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Rampe d'accès manuelle et fixations pour fauteuil roulant HAPTE - Facture n° 201505041 du 04/07/2015	7 090,00 €		- €	5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	446,81 €	27,53 €	28,64 €	24,42 €	0,00 €	1 063,00 €	14,99%	0,00 €			**1 063,00 €**	499,60 €
27/05/2016	Mme-Mr	AT	Deux audioprothèses Espace Optique Audition - Facture n° 20126020012 du 2/02/2016	2 606,00 €		- €	559,18 €	239,66 €	1 659,76 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	128,00 €	4,91%	0,00 €			**128,00 €**	19,40 €
Total				**85 028,67 €**		**90 934,79 €**	**86 937,02 €**	**9 341,24 €**	**21 095,84 €**	**7 767,29 €**	**478,58 €**	**497,83 €**	**424,49 €**	**6 819,23 €**	**8 812,00 €**		**21 974,00 €**			**30 786,00 €**	**11 815,94 €**

Total Participation régionale aides techniques:	**8 812,00 €**
Total participation régionales aides au logement:	**21 974,00 €**
Total Conseil départemental	**478,58 €**
Total Autres Contributeurs	**144 698,88 €**
Total	**175 963,46 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES

Date de passage au FDC	Noms	Projet	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CG	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Participation du foyer
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet														
17/5/16	Mme-Mr	AT	1 montre parlante, logiciel de grossissement Zoom	1 889,50 €			1 298,00 €				258,50 €			283,00 €	14,98%				**283,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 siège auto Carrot	2 242,96 €			1 661,25 €				108,76 €			336,00 €	14,98%				**336,00 €**	136,95 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses	2 980,00 €			559,18 €	239,66 €			1 483,00 €			447,00 €	15,00%				**447,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	aménagement du véhicule pour TPMR	9 427,47 €			5 000,00 €				1 036,00 €			1 414,00 €	15,00%				**1 414,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses, 1 boitier de séchage, 1	4 027,00 €			1 160,35 €	239,66 €	758,90 €		1 214,09 €			604,00 €	15,00%				**604,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 logiciel de grossissement zoom text, 1 vidéoloupe,...	6 645,00 €			3 595,00 €				0,26 €			566,00 €	8,52%				**566,00 €**	1 413,74 €
	Mme-Mr	AT	1 fauteuil wc	1 370,00 €			0,00 €	102,62 €			1 012,38 €			205,00 €	14,96%				**205,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 émetteur de sonnette de porte et acoustique, coussin	1 448,00 €			1 086,00 €				95,00 €			217,00 €	14,99%				**217,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses	2 325,60 €			559,18 €	239,66 €	1 159,76 €		0,00 €			317,00 €	13,63%				**317,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 barrde d'appui, 1 ceinture de sécurité pour fauteuil,	169,00 €			106,73 €				0,27 €			12,00 €	7,10%				**12,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 éponge à long manche, 1 barre de redressement,...	589,50 €			148,38 €	102,62 €			200,50 €			88,00 €	14,93%				**88,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 set de toilette, pince de préhension, essoureuse à	730,35 €			513,84 €				57,51 €			109,00 €	14,92%				**109,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 lecteur vocal, vidéoloupe, balance de cuisine	1 814,60 €			1 614,20 €				0,40 €			150,00 €	8,27%				**150,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses	3 951,00 €			958,60 €	239,66 €	1 158,32 €		389,26 €			592,00 €	14,98%				**592,00 €**	613,16 €
	Mme-Mr	AT	1 audioprothèse	1 750,00 €			479,30 €	119,83 €			838,87 €			262,00 €	14,97%				**262,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses et 1 chargeur de piles	3 278,10 €			533,30 €	399,42 €	150,00 €		722,19 €			491,00 €	14,98%				**491,00 €**	766,81 €
	Mme-Mr	AT	1 fauteuil roulant manuel + accessoires	8 284,17 €			1 676,97 €	1 397,46 €	1 633,77 €		688,00 €			1 242,00 €	14,99%				**1 242,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 audioprothèse	1 580,00 €			279,59 €	119,83 €	302,24 €		264,59 €			237,00 €	15,00%				**237,00 €**	376,75 €
	Mme-Mr	AT	1 chaise de douche, coussin d'assise, sangle en U	2 173,00 €			128,40 €	126,77 €	126,77 €		534,99 €			325,00 €	14,96%				**325,00 €**	931,07 €
	Mme-Mr	AT	installation d'un système accélérateur et frein volant,...	4 178,38 €			3 508,79 €				0,73 €			172,00 €	4,12%				**172,00 €**	496,86 €
	Mme-Mr	AL			adaptation de la salle de bain et des wc, pose main	7 556,59 €	4 528,30 €				0,39 €		1 009,00 €			1 104,00 €	14,61%	350,00 €	**1 454,00 €**	914,90 €
	Mme-Mr	AL			adaptation de la salle de bain et travaux d'accessibilité ext. et	15 262,89 €	8 381,45 €				0,52 €					4 374,00 €	28,66%	350,00 €	**4 724,00 €**	625,48 €
Sous Total				**60 853,63 €**		**22 819,48 €**					**8 906,21 €**			**8 069,00 €**		**5 478,00 €**		**700,00 €**	**14 247,00 €**	

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES (SUITE)

Date de passage au FDC	Noms	Projet	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CD	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Participation du foyer
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet														
14/6/16	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses	2 680,00 €			559,18 €	239,66 €	1 160,36 €		268,80 €			402,00 €	15,00%				**402,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	chaise percée	438,00 €			0,00 €	102,62 €			220,38 €			65,00 €	14,84%				**65,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 réhausseur de toilette, siège coquille moulé	602,79 €			50,00 €	307,89 €			104,90 €			90,00 €	14,93%				**90,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses	3 530,00 €			958,60 €	239,66 €	1 597,68 €		0,31 €			31,00 €	0,88%				**31,00 €**	702,75 €
	Mme-Mr	AT	1 réveil Lisa avec flash intégré	237,00 €			177,75 €				0,25 €			9,00 €	3,80%				**9,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 kit grandes roues pour fauteuil de douche, 1 fauteuil	558,00 €			134,25 €	102,62 €			188,13 €			83,00 €	14,87%				**83,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 réhausseur de toilette, 1 barre d'appui	257,90 €			69,43 €				100,47 €			38,00 €	14,73%				**38,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses	3 320,00 €			748,89 €	239,66 €	956,76 €		826,69 €			498,00 €	15,00%				**498,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 téléagrandisseur, 1 lecteur de livre parlant, loupe,...	6 333,00 €			3 294,50 €				981,00 €			949,00 €	14,98%				**949,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 fauteuil releveur	990,00 €			500,00 €				292,00 €			148,00 €	14,95%				**148,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 poussette TOM 4, capitonnage SEA HORSE	3 031,26 €			340,31 €	1 064,82 €			1 122,13 €			454,00 €	14,98%				**454,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	FRM + accessoires	3 391,90 €			1 447,45 €	997,10 €			389,35 €			508,00 €	14,98%				**508,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	coussin d'assise modulaire Vicair	998,00 €			0,00 €	838,47 €			0,53 €			109,00 €	10,92%				**109,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 vidéoloupe, logiciel d'agrandissement, caméra	3 077,00 €			2 679,25 €				0,75 €			347,00 €	11,28%				**347,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses	3 100,00 €			798,84 €	399,42 €	681,55 €		705,19 €			465,00 €	15,00%				**465,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AV	aménagement pour transport TPMR	13 020,95 €			5 000,00 €				10,67 €			1 953,00 €	15,00%				**1 953,00 €**	536,33 €
	Mme-Mr	AV	aide au chargement d'un FRE	8 599,31 €			5 000,00 €				0,84 €			1 225,00 €	14,25%				**1 225,00 €**	1 274,16 €
	Mme-Mr	AT	1 chaise de douche Océan, 1 coussin d'assise pour	2 068,90 €			604,33 €				1 104,57 €			310,00 €	14,98%				**310,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	1 audioprothèse	1 765,00 €			479,30 €	119,83 €	200,00 €		651,87 €			264,00 €	14,96%				**264,00 €**	50,00 €
	Mme-Mr	AT	2 audioprothèses	2 580,00 €			559,18 €	239,66 €			255,00 €			387,00 €	15,00%				**387,00 €**	1 139,16 €
	Mme-Mr	AL			adaptation d'une salle de douche avec wc	12 787,50 €	7 143,75 €				0,23 €					1 380,00 €	10,79%	350,00 €	**1 730,00 €**	3 619,77 €
	Mme-Mr	AL			adaptation d'une salle de bain avec wc	8 788,64 €	5 144,32 €				0,09 €					2 826,00 €	32,16%	350,00 €	**3 176,00 €**	818,23 €
	Mme-Mr	AL			adaptation de la salle de bain et pose d'une barre d'appui	4 334,91 €	2 917,46 €				0,45 €					3,00 €	0,07%	350,00 €	**353,00 €**	1 414,00 €
	Mme-Mr	AL			installation d'un lève personne plafonnier par rail,	13 409,10 €	6 704,55 €				0,92 €					2 740,00 €	20,43%	350,00 €	**3 090,00 €**	2 259,08 €
Sous-Totaux				**60 579,01 €**		**39 320,15 €**					**7 225,52 €**			**8 335,00 €**		**6 949,00 €**		**1 400,00 €**	**16 684,00 €**	

Totaux				**121 432,64 €**		**62 139,63 €**					**16 131,73 €**			**16 404,00 €**		**12 427,00 €**		**2 100,00 €**	**30 931,00 €**	

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES YVELINES (FIN)

Total Participation régionale aides techniques:	**16 404,00 €**
Total participation régionales aides au logemer	**14 527,00 €**
Total Conseil départemental	**16 131,73 €**
Total Autres Contributeurs	**136 509,54 €**
Total	**183 572,27 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE L'ESSONNE

Date de passage au PDC	Noms	Type d'aides	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat / CG / CPAM / MSA	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Participation du foyer
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet												
	Mme-Mr	AL			Motorisation des volets roulants et salle de bain adaptée	9 786,10 €	5 643,05 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €		4 113,00 €	42,03%		**4 113,00 €**	30,05 €
	Mme-Mr	AT	Aménagement du Véhicule = Rampe 3 ventaux, plaque de fixation intérieur, kit d'arrimage FRE, ceinture 3 points	2 107,75 €			1 249,11 €	0,00 €	0,00 €	**244,19 €**	0,00 €	316,00 €	14,99%				**316,00 €**	298,45 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel et ses accessoires, 2 barres à ventouses, réhausse WC, fauteuil d'accès au bain	5 314,00 €			1 763,47 €	695,51 €	2 781,67 €	**0,00 €**	0,00 €	43,00 €	0,81%				**43,00 €**	30,35 €
	Mme-Mr	AT	Aménagement du Véhicule = Boite automatique et changement de vitesse adapté (embrayage automatique), mécanisme de frein et d'accélération adapté, bras de robot de pavillon, tablette de transfert	10 900,00 €			5 000,00 €	0,00 €	1 500,00 €	**0,00 €**	0,00 €	1 635,00 €	15,00%				**1 635,00 €**	2 765,00 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil releveur, Siège élévateur de bain	1 630,47 €			1 200,00 €	0,00 €	0,00 €	**139,85 €**	0,00 €	244,00 €	14,97%				**244,00 €**	46,62 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	2 682,00 €			958,62 €	239,66 €	1 315,56 €	**0,00 €**	0,00 €	138,00 €	5,15%				**138,00 €**	30,16 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	2 830,00 €			559,20 €	239,66 €	519,28 €	**707,11 €**	0,00 €	424,00 €	14,98%				**424,00 €**	380,75 €
	Mme-Mr	AT	Bloc Notes Braille	6 891,00 €			2 800,00 €	0,00 €	0,00 €	**2 752,20 €**	0,00 €	1 033,00 €	14,99%				**1 033,00 €**	305,80 €
	Mme-Mr	AL			Cheminement extérieur portail, porte d'entrée du studio, création d'une porte communicante avec la maison, surcoût de la fourniture d'une douche à l'italienne, surcoût de la fourniture d'un lavabo suspendu à siphon décentré, surcoût de la fourniture d'un WC, fourniture du lève personne	16 016,00 €	8 758,00 €	0,00 €	0,00 €	**1 241,10 €**	0,00 €	0,00 €		4 500,00 €	28,10%		**4 500,00 €**	1 516,90 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive droite et gauche	3 187,00 €			559,20 €	399,42 €	649,42 €	**825,72 €**	0,00 €	478,00 €	15,00%				**478,00 €**	275,24 €
	Mme-Mr	AT	Siège de bain élévateur - Marche pied - Réhausseur WC - Fauteuil releveur	1 891,90 €			1 131,15 €	0,00 €	0,00 €	**310,54 €**	0,00 €	283,00 €	14,96%				**283,00 €**	167,21 €
	Mme-Mr	AT	Aménagement du Véhicule = Aménagement TPMR	8 050,00 €			5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**1 382,25 €**	0,00 €	1 207,00 €	14,99%				**1 207,00 €**	460,75 €
	Mme-Mr	AL			Douche à l'italienne, siège adapté, barre d'apui, wc surélevé	7 956,88 €	4 728,44 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €		3 198,00 €	40,19%		**3 198,00 €**	30,44 €
		AT	Aménagement du Véhicule = Embrayage manuel piloté et radar de recul	2 737,86 €			2 501,98 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	205,00 €	7,49%				**205,00 €**	30,88 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive gauche	1 520,00 €			279,60 €	119,83 €	399,42 €	**369,86 €**	0,00 €	228,00 €	15,00%				**228,00 €**	123,29 €
11/05/2016	Mme-Mr	AT	Barre d'appui, Siège de bain pivotant, Barre latérale de redressement, Réhausse WC avec barres	385,90 €			291,00 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	57,00 €	14,77%				**57,00 €**	37,90 €
	Mme-Mr	AL			aménagement SDB	3 092,34 €	2 296,17 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €		766,00 €	24,77%		**766,00 €**	30,17 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel + accessoires FRM actif	8 201,50 €			1 676,97 €	558,99 €	1 117,98 €	**2 351,41 €**	0,00 €	1 230,00 €	15,00%				**1 230,00 €**	1 266,15 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditives - Embout	1 570,00 €			484,20 €	199,11 €	534,00 €	**87,69 €**	0,00 €	235,00 €	14,97%				**235,00 €**	30,00 €
	Mme-Mr	AT	Support d'avant-bras / Galette de transfert pour siège élévateur, siège élévateur de bain, poignée porte couvert, maintien de paille	1 001,46 €			799,11 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	150,00 €	14,98%				**150,00 €**	52,35 €
	Mme-Mr	AT	FRM, accessoires FRM, barre d'appui, siège de bain pivotant, réhausse wc avec accoudoir, barre d'appui relevable	4 465,90 €			727,18 €	603,65 €	0,00 €	**2 342,77 €**	0,00 €	669,00 €	14,98%				**669,00 €**	123,30 €
	Mme-Mr	AL			Elévateur privatif	14 691,95 €	7 345,98 €	0,00 €	0,00 €	**1 565,28 €**	0,00 €	0,00 €		4 500,00 €	30,63%		**4 500,00 €**	1 280,69 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive gauche + embout	840,00 €			484,22 €	124,73 €	79,88 €	**0,00 €**	0,00 €	121,00 €	14,40%				**121,00 €**	30,17 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 610,00 €			559,20 €	239,66 €	899,13 €	**1 302,46 €**	0,00 €	541,00 €	14,99%				**541,00 €**	68,55 €
	Mme-Mr	AL			Création Salle de bain	12 444,40 €	6 972,20 €	0,00 €	0,00 €	**729,15 €**	0,00 €	0,00 €		4 500,00 €	36,16%		**4 500,00 €**	243,05 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive gauche	2 115,00 €			279,60 €	119,83 €	475,50 €	**92,30 €**	800,00 €	317,00 €	14,99%				**317,00 €**	30,77 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 980,00 €			559,20 €	239,65 €	0,00 €	**2 325,74 €**	0,00 €	597,00 €	15,00%				**597,00 €**	258,41 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives + Embouts	4 310,00 €			968,44 €	472,60 €	1 205,16 €	**763,35 €**	0,00 €	646,00 €	14,99%				**646,00 €**	254,45 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement de la Salle de bains, des WC, de la cuisine et de la chambre, sécurisation des fenêtres	4 912,75 €	3 206,38 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €		1 676,00 €	34,12%		**1 676,00 €**	30,37 €
	Mme-Mr	AT	Chaise de douche, Soulève jambe, Rampe portable, Barrière de lit, Barre d'appui relevable et console de fixation, 1 barre d'appui ventouse, 1 barre d'appui	635,40 €			511,55 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	93,00 €	14,64%				**93,00 €**	30,85 €
		AL			Adaptation WC	610,50 €	305,25 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €		275,00 €	45,05%		**275,00 €**	30,25 €
	Mme-Mr	AT	Emetteur de téléphone, Emetteur de sonnette de porte avec câble et 3 lampes flash, Réveil flash, Boucle magnétique pour MP3 et Appareils audio	857,50 €			604,12 €	0,00 €	0,00 €	**95,38 €**	0,00 €	128,00 €	14,93%				**128,00 €**	30,00 €
	Mme-Mr	AL			Cheminement extérieur PMR, Lavabo PMR	7 063,17 €	4 281,59 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €		2 751,00 €	38,95%		**2 751,00 €**	30,58 €
Sous Total				**81 714,64 €**		**76 574,09 €**				**19 628,35 €**		**11 018,00 €**		**26 279,00 €**			**37 297,00 €**	**10 349,90 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE L'ESSONNE (SUITE)

Date de passage au FDC	Noms	Type d'aides	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat / CG / CPAM / MSA	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Participation du foyer
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet												
01/06/2016	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 854,40 €			559,20 €	239,66 €	1 500,00 €	**733,16 €**	0,00 €	578,00 €	15,00%				**578,00 €**	244,38 €
	Mme-Mr	AT	Rehausse WC "Aquatec 900"	95,00 €			50,00 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	14,00 €	14,74%				**14,00 €**	31,00 €
		AL			Monte escalier	9 312,00 €	5 406,00 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €		3 876,00 €	41,62%		**3 876,00 €**	30,00 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives, embouts, télécommande, baby phone vidéo et vibrant, 2 lampes Flash	4 723,00 €			1 518,19 €	249,46 €	758,90 €	**1 116,34 €**	0,00 €	708,00 €	14,99%				**708,00 €**	372,11 €
	Mme-Mr	AL			Adaptation Salle de bain : receveur douche extra-plat, mitigeur thermostatique, barre d'appui, siège de douche	3 392,61 €	2 446,31 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €		916,00 €	27,00%		**916,00 €**	30,30 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 600,00 €			958,60 €	239,83 €	1 106,22 €	**490,98 €**	0,00 €	540,00 €	15,00%				**540,00 €**	264,37 €
	Mme-Mr	AL			Douche siphon de sol avec pompe de relevage, paroi de douche à mi-hauteur, barre d'appui et de relèvement	7 910,07 €	4 705,04 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	3 175,00 €	40,14%		**3 175,00 €**	30,03 €
	Mme-Mr	AT	FRE, accessoires FRE, cousain FRE, siege modulable	14 896,00 €			5 061,50 €	4 776,48 €	500,00 €	**2 815,02 €**	0,00 €	1 143,00 €	7,67%				**1 143,00 €**	600,00 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives droite & gauche	4 028,00 €			559,20 €	239,66 €	659,62 €	**1 768,97 €**	0,00 €	604,00 €	15,00%				**604,00 €**	196,55 €
	Mme-Mr	AT	Aménagement du Véhicule = Acquisition d'un système de fixation au plancher du véhicule et d'un coulève personne Carlift	4 254,82 €			3 566,12 €	0,00 €	0,00 €	**20,70 €**	0,00 €	638,00 €	14,99%				**638,00 €**	30,00 €
	Mme-Mr	AT	Chaise de douche et deux barres d'appui	217,00 €			148,75 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	32,00 €	14,75%				**32,00 €**	36,25 €
		AL			Matériaux remise à niveau du sol, aménagement de la salle de bain	6 759,44 €	4 129,72 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	2 599,00 €	38,45%		**2 599,00 €**	30,72 €
	Mme-Mr	AT	Détecteur de fumée - Système flash fixe 8 iodes centrale de gestion- Bouton d'appel de personne longue distance - Système sonnerie flash pour portail - PACK Travel - Installation du matériel et fournitures	2 174,00 €			1 317,00 €	0,00 €	0,00 €	**398,25 €**	0,00 €	326,00 €	15,00%				**326,00 €**	132,75 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive	1 903,00 €			279,60 €	119,86 €	679,01 €	**0,00 €**	0,00 €	285,00 €	14,98%				**285,00 €**	539,53 €
	Mme-Mr	AL			Transformation de la baignoire en douche, solution d'assise, solution d'appui, mise en place de barres d'appui dans le WC	5 337,17 €	3 418,59 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	1 888,00 €	35,37%		**1 888,00 €**	30,58 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel, motorisation du FRM	6 174,35 €			0,00 €	2 790,68 €	0,00 €	**1 597,49 €**	0,00 €	926,00 €	15,00%				**926,00 €**	860,18 €
		AL			Fadures plomberie et maçonnerie salle de bain, monte escalier, devis	10 685,92 €	6 092,96 €	0,00 €	0,00 €	**60,42 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	4 500,00 €	42,11%		**4 500,00 €**	32,54 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive gauche	1 590,00 €			479,31 €	119,83 €	420,00 €	**183,07 €**	0,00 €	238,00 €	14,97%				**238,00 €**	149,79 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil releveur, tabouret de douche, barre d'appui, barre de redressement	1 534,00 €			705,00 €	0,00 €	0,00 €	**329,45 €**	0,00 €	230,00 €	14,99%				**230,00 €**	269,55 €
		AL			WC surélevé, salle de bain adaptée et maçonnerie, motorisation de portail, motorisation porte garage	14881,76	8 190,88 €	0,00 €	0,00 €	**1 204,98 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	4 500,00 €	30,24%		**4 500,00 €**	985,90 €
	Mme-Mr	AT	Déambulateur, rehausseur WC, fauteuil de douche, pince de	1 470,18 €			559,00 €	53,81 €	80,72 €	**500,99 €**	0,00 €	220,00 €	14,96%				**220,00 €**	55,66 €
			Aménagement du Véhicule = Accélérateur et frein au volant, télécommande multifonctions, plateforme élévatrice	12 125,12 €			5 000,00 €	0,00 €	0,00 €	**4 776,41 €**		1 818,00 €	14,99%				**1 818,00 €**	530,71 €
	Mme-Mr	AT	Barre d'appui relevable - chaise	396,95 €			312,20 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	54,00 €	13,60%				**54,00 €**	30,75 €
	Mme-Mr	AL			Rampe d'accès avec rambarde de sécurité	11 495,00 €	6 497,55 €	0,00 €	0,00 €	**223,85 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	4 500,00 €	39,15%		**4 500,00 €**	273,60 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive gauche	1 600,00 €			479,31 €	199,71 €	0,00 €	**612,88 €**	0,00 €	240,00 €	15,00%				**240,00 €**	68,10 €
	Mme-Mr	AT	Dragon naturally speaking - Chaise de douche ocean VIP XL - Cousain assise - Couvre découpe - Micro et pince pour téléthèse - Téléphone à infra rouge	3 326,40 €			1 686,05 €	0,00 €	0,00 €	**1 085,23 €**	0,00 €	498,00 €	14,97%				**498,00 €**	57,12 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement SDB	7 219,00 €	4 359,50 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	2 829,00 €	39,19%		**2 829,00 €**	30,50 €
	Mme-Mr	AT	Assistance électrique sur VHP, Barres d'appui x2	4 097,90 €			3 073,35 €	0,00 €	0,00 €	**184,75 €**	0,00 €	614,00 €	14,98%				**614,00 €**	225,80 €
		AL			Aménagement logement (SDB, WC, portes coulissantes,....)	10695,8	6 097,90 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	2 000,00 €	18,70%		**2 000,00 €**	2 597,90 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement de la salle de bain, portes de placard	3 168,40 €	2 334,20 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	804,00 €	25,38%		**804,00 €**	30,20 €
		AT	Fauteuil roulant manuel pliant et toile de dossier easy max	3 947,90 €			0,00 €	593,89 €	1 117,98 €	**1 561,83 €**	0,00 €	592,00 €	15,00%				**592,00 €**	82,20 €
	Mme-Mr	AL			SDB aménagée, WC, Rampe d'accès bétonnée, Carrelage dans SDB et les WC, Modification des cloisons au RDC, Garde-corps	16582,62	9 041,31 €	0,00 €	0,00 €	**1 976,85 €**	0,00 €	0,00 €	#DIV/0!	4 500,00 €	27,14%		**4 500,00 €**	1 064,46 €
	Mme-Mr	AT	Emetteur acoustique sonnette et émetteur interphone, Emetteur de cris bébé, 3 lampes flash, Réveil digital + module flash, ordinateur portable (forfait PC 550 €)	1 847,50 €			1 536,62 €	0,00 €	0,00 €	**0,00 €**	0,00 €	277,00 €	14,99%				**277,00 €**	33,88 €
Sous Total				**77 855,52 €**		**107 439,79 €**				**21 641,62 €**		**10 575,00 €**		**36 087,00 €**			**46 662,00 €**	**9 977,41 €**
Total				**159 570,16 €**		**184 013,88 €**				**41 269,97 €**		**21 593,00 €**		**62 366,00 €**			**83 959,00 €**	**20 327,31 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE L'ESSONNE (FIN)

Total Participation régionale aides techniques:	**21 593,00 €**
Total participation régionales aides au logeme	**62 366,00 €**
Total Fonds de compenssation	**41 269,97 €**
Total Autres Contributeurs	**218 355,07 €**
Total	**343 584,04 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES HAUTS DE SEINE

							AIDES LEGALES			AIDES EXTRA LEGALES										
Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CG	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet														
11/05/2016	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	4 000,00 €			958,61 €	239,65 €	159,78 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	1 600,00 €	470,00 €	11,75%				**470,00 €**	571,96 €
	Mme-Mr	AT	Diverses aides techniques	1 108,11 €			557,22 €	156,43 €	10,94 €	45,00 €	45,00 €	50,00 €		165,00 €	14,89%				**165,00 €**	78,52 €
	Mme-Mr	AT	Aide à la communication	13 940,00 €			4 297,49 €	0,00 €	0,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	3 470,00 €		2 090,00 €	14,99%				**2 090,00 €**	82,51 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement du logement	6 926,00 €	4 213,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €				2 660,00 €	38,41%	350,00 €	**3 010,00 €**	53,00 €
	Mme-Mr	AT	Verticalisateur électrique - élévateur de bain et galette de transfert	5 126,28 €			1 217,89 €	441,40 €	2 042,70 €	150,00 €	150,00 €	150,00 €		765,00 €	14,92%				**765,00 €**	209,29 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil de douche	2 140,00 €			500,00 €	0,00 €	0,00 €	600,00 €	600,00 €	0,00 €		320,00 €	14,95%				**320,00 €**	120,00 €
	Mme-Mr	AT	Siège de douche + assise	1 635,25 €			618,69 €	102,62 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	600,00 €		245,00 €	14,98%				**245,00 €**	68,94 €
	Mme-Mr	AT + AL	Aides techniques pour déficience auditive	1 527,00 €	Aménagement du logement	4 950,00 €	3 972,75 €	0,00 €	0,00 €	145,00 €	145,00 €	150,00 €		225,00 €	14,73%	1 610,00 €	32,53%	350,00 €	**2 185,00 €**	229,25 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement du logement	6 358,00 €	3 929,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €				2 380,00 €	37,43%	350,00 €	**2 730,00 €**	49,00 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement du logement	6 105,00 €	3 802,50 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €				2 260,00 €	37,02%	350,00 €	**2 610,00 €**	42,50 €
	Mme-Mr	AT	Appareil auditif gauche	1 400,00 €			279,59 €	119,83 €	580,17 €	110,00 €	90,00 €	0,00 €		210,00 €	15,00%				**210,00 €**	10,41 €
	Mme-Mr	AT	Aide à la communication + aménagement du véhicule	29 159,04 €			10 069,25 €	0,00 €	0,00 €	4 235,00 €	4 235,00 €	7 235,00 €		2 400,00 €	8,23%				**2 400,00 €**	984,79 €
Sous-Total				**60 035,68 €**		**24 339 €**	**34 415,99 €**	**1 059,93 €**	**2 793,59 €**	**7 285,00 €**	**7 265,00 €**	**11 655,00 €**	**1 600,00 €**	**6 890,00 €**		**8 910,00 €**		**1 400,00 €**	**17 200,00 €**	2 500,17 €

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES HAUTS DE SEINE (SUITE)

Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CG	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet														
15/06/2016	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	3 672,00 €			559,19 €	239,65 €	599,14 €	475,00 €	475,00 €	475,00 €		550,00 €	14,98%				**550,00 €**	299,02 €
	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	2 790,00 €			798,84 €	399,42 €	0,00 €	380,00 €	380,00 €	380,00 €		405,00 €	14,52%				**405,00 €**	46,74 €
	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	2 790,00 €			958,61 €	239,65 €	1 159,76 €	20,00 €	0,00 €	0,00 €		400,00 €	14,34%				**400,00 €**	11,98 €
	Mme-Mr	AT	Appareil auditif droit + émetteur CROS	2 520,00 €			996,80 €	119,83 €	479,89 €	80,00 €	80,00 €	90,00 €		375,00 €	14,88%				**375,00 €**	298,48 €
	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	4 610,00 €			559,19 €	239,65 €	659,76 €	445,00 €	445,00 €	450,00 €		690,00 €	14,97%				**690,00 €**	1 121,40 €
	Mme-Mr	AT	Appareil auditif droit	2 040,00 €			479,30 €	119,83 €	160,00 €	165,00 €	165,00 €	165,00 €		305,00 €	14,95%				**305,00 €**	480,87 €
	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	2 790,00 €			559,18 €	239,65 €	0,00 €	525,00 €	525,00 €	520,00 €		415,00 €	14,87%				**415,00 €**	6,17 €
	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	3 500,00 €			758,90 €	239,65 €	119,82 €	590,00 €	590,00 €	595,00 €		525,00 €	15,00%				**525,00 €**	81,63 €
	Mme-Mr	AT	Appareil auditif droit	1 430,00 €			479,30 €	119,83 €	79,88 €	135,00 €	135,00 €	130,00 €		210,00 €	14,69%				**210,00 €**	140,99 €
	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	3 390,00 €			559,19 €	239,65 €	1 957,00 €	20,00 €	20,00 €	0,00 €		490,00 €	14,45%				**490,00 €**	104,16 €
	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	3 735,00 €			559,19 €	239,65 €	159,78 €	625,00 €	620,00 €	620,00 €		560,00 €	14,99%				**560,00 €**	351,38 €
	Mme-Mr	AT	Appareil auditif droit	1 940,00 €			479,30 €	119,83 €	379,45 €	95,00 €	95,00 €	95,00 €		290,00 €	14,95%				**290,00 €**	386,42 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel	1 357,99 €			0,00 €	987,83 €	250,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		50,00 €	3,68%				**50,00 €**	70,16 €
	Mme-Mr	AT	Aménagement du véhicule	4 850,00 €			4 012,50 €	0,00 €	0,00 €	45,00 €	0,00 €	0,00 €		725,00 €	14,95%				**725,00 €**	67,50 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel	3 075,15 €			262,50 €	638,55 €	1 500,00 €	50,00 €	50,00 €	50,00 €		460,00 €	14,96%				**460,00 €**	64,10 €
	Mme-Mr	AT+AL	Chaise de douche - commande oculaire	20 936,26 €	Aménagement du logement	7 205,00 €	9 579,73 €	0,00 €	0,00 €	4 095,00 €	4 095,00 €	5 000,00 €		2 400,00 €	11,46%	2 725,00 €	37,82%	350,00 €	**5 475,00 €**	246,53 €
	Mme-Mr	AT+AL	Rampe d'accès - chaise de douche - scalamobil	7 421,90 €	Aménagement du logement	8 537,10 €	9 779,05 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		1 110,00 €	14,96%	3 440,00 €	40,29%	350,00 €	**4 900,00 €**	1 629,95 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement du logement	8 866,00 €	5 183,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €				3 630,00 €	40,94%	350,00 €	**3 980,00 €**	53,00 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement du logement	825,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	30,00 €	30,00 €	30,00 €				490,00 €	59,39%	350,00 €	**840,00 €**	245,00 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement du logement	8 404,00 €	4 952,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €				3 280,00 €	39,03%	350,00 €	**3 630,00 €**	172,00 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement du logement	7 089,50 €	4 258,91 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €				1 700,00 €	23,98%	350,00 €	**2 050,00 €**	1 130,59 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel	4 529,90 €			896,25 €	638,55 €	671,00 €	470,00 €	470,00 €	0,00 €		675,00 €	14,90%				**675,00 €**	709,10 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel	1 614,34 €			307,10 €	651,95 €	0,00 €	205,00 €	205,00 €	0,00 €		240,00 €	14,87%				**240,00 €**	5,29 €
	Mme-Mr	AT	Siège de bain élévateur + disque pivotant + rollator	1 009,00 €			770,00 €	53,81 €	61,88 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €		80,00 €	7,93%				**80,00 €**	43,31 €
	Mme-Mr	AL			Aménagement du logement	9 926,50 €	5 713,25 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €				4 050,00 €	40,80%	350,00 €	**4 400,00 €**	163,25 €
	Mme-Mr	AT	Appareil auditif droit	1 690,00 €			479,30 €	119,83 €	0,00 €	215,00 €	215,00 €	210,00 €		250,00 €	14,79%				**250,00 €**	200,87 €
	Mme-Mr	AT	Appareils auditifs	3 500,00 €			559,19 €	239,65 €	1 160,34 €	505,00 €	505,00 €	0,00 €		525,00 €	15,00%				**525,00 €**	5,82 €
	Mme-Mr	AT	Appareil auditif droit	1 700,00 €			279,59 €	119,83 €	199,71 €	265,00 €	235,00 €	235,00 €		255,00 €	15,00%				**255,00 €**	110,87 €
	Mme-Mr	AT + AL	FRE + accessoires - contrôle de l'environnement -logiciel dragon - chaise de douche - accoudoirs manchettes	29 046,28 €	Aménagement du logement	4 840,50 €	17 059,45 €	3 590,57 €	4 011,14 €	2 975,00 €	2 975,00 €	765,00 €		2 400,00 €	8,26%				**2 400,00 €**	110,62 €
	Mme-Mr	AT	Diverses petites aides techniques	2 062,30 €			1 619,73 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	40,00 €	0,00 €		305,00 €	14,79%				**305,00 €**	97,57 €
Sous-Total				**118 000,12 €**		**55 694 €**	**73 458,54 €**	**9 596,86 €**	**13 608,55 €**	**12 410,00 €**	**12 350,00 €**	**9 810,00 €**	**0,00 €**	**14 690,00 €**		**19 315,00 €**		**2 450,00 €**	**36 455,00 €**	8 454,77 €

Total				**178 035,80 €**		**80 032,60 €**	**107 874,53 €**	**10 656,79 €**	**16 402,14 €**	**19 695,00 €**	**19 615,00 €**	**21 465,00 €**	**1 600,00 €**	**21 580,00 €**		**28 225,00 €**		**3 850,00 €**	**53 655,00 €**	**10 954,94 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DES HAUTS DE SEINE (FIN)

Total Participation régionale aides techniques:	**21 580,00 €**
Total participation régionales aides au logement:	**32 075,00 €**
Total Conseil départemental	**19 615,00 €**
Total Autres Contributeurs	**184 798,40 €**
Total	**258 068,40 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE SAINT-DENIS

							AIDES LEGALES			AIDES EXTRA LEGALES										
Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aides Techniques		Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CD	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet	Type d'aide	Coût total du projet														
19/11/2015	**Mme-Mr**	AT	Divers matériels techniques pour mal malvoyant	5 951,90 €			3 771 €			55 €	25 €		102 €	697 €	11,71%				**697,00 €**	0 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AT	Chaise de douche	463,50 €	douche plain pied et accessibilité jardin	8 329,20 €	6 558 €	103 €		88 €	23 €	88 €		69 €	14,89%	1 771,00 €	21,26%		**1 840,00 €**	94 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AT	Chaise de douche+accessoires	2 116,72 €			814,12	102,62	51,31	715 €	116 €			317 €	14,98%				**317,00 €**	0 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AT	Aménagement véhicule	12 311,85			5 000 €			2 514 €	438 €		2 514 €	1 846 €	14,99%				**1 846,00 €**	0 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AT	Divers matériels techniques pour mal malvoyant	11 737,50			3 960,00			2 768 €	481 €	2 768 €		1 760 €	14,99%				**1 760,00 €**	0 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AT	prothèses auditives + télécommande Minitek	4 479,00			858,44	239,66		813 €	218 €	1 680 €		671 €	14,98%				**671,00 €**	0 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AT	prothèses auditives	3 790,00 €			759 €	240 €	1 160 €	319 €	149 €			568 €	14,99%				**568,00 €**	595 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AL			Aménagement Salle de bain	2 661,63 €	2 081 €									580,00 €	21,79%		**580,00 €**	1 €
05/03/2015	**Mme-Mr**	AT	Ordi portable, siège de bain et siège de toilette, coussin bt pedoux	5 025,00 €			2 448 €			850 €	124 €	850 €		753 €	14,99%				**753,00 €**	0 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AL			Remplacement des sols	13 496,36 €	9 921 €									3 575,00 €	26,49%		**3 575,00 €**	1 €
11/05/2016	**Mme-Mr**	AL			Elargissement portes, douche à l'italienne, rampe d'accès	10 275,16 €	4 518 €			578 €	101 €	578 €				4 500,00 €	43,79%		**4 500,00 €**	0 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AL			Aménagement Salle de bain+circulation extérieures	26 136,00 €				6 982 €			10 000 €			4 500,00 €	17,22%		**4 500,00 €**	4 654 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives	1 760,00 €			959 €	240 €		89 €	24 €	185 €		264 €	15,00%				**264,00 €**	0 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives	3 400,00 €			559 €	240 €		962 €	167 €		962 €	510 €	15,00%				**510,00 €**	0 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives	3 790,00 €			959 €	240 €		807 €	162 €	807 €		568 €	14,99%				**568,00 €**	248 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AT	Fauteuil r oulant électrique et fauteuil douche	17 324,82 €			8 011 €	4 755 €			173 €	1 295 €		2 400 €	13,85%				**2 400,00 €**	691 €
19/11/2015	**Mme-Mr**	AT	Fauteuil roulant manuel	3 976,47 €			1 442 €	1 207 €		219 €	58 €	369 €		596 €	14,99%				**596,00 €**	84 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AT	Fauteuil roulant manuel +lit de positionnement	5 301,47 €			1 275 €	1 397 €	559 €		255 €			795 €	15,00%				**795,00 €**	1 020 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AL			Installation douche siège douche et barre d'appui	3 740,00 €	2 620 €									1 120,00 €	29,95%		**1 120,00 €**	0 €
03/03/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives	2 900,00 €			959 €	240 €			101 €	1 165 €		435 €	15,00%				**435,00 €**	0 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives	3 240,00 €			559 €	240 €		899 €	156 €	899 €		486 €	15,00%				**486,00 €**	0 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AT	Fauteuil roulant électrique	11 416,00 €			5 323 €	3 938 €		133 €	35 €	133 €		1 712 €	15,00%				**1 712,00 €**	142 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AT	Prothèses auditives	2 860,00 €			959 €	240 €	680 €	166 €	44 €	343 €		429 €	15,00%				**429,00 €**	0 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AL			Cr&ation douche à l'italienne	10 972,50 €	6 236 €			71 €	19 €	146 €				4 500,00 €	41,01%		**4 500,00 €**	0 €
14/04/2016	**Mme-Mr**	AT	Divers matériels techniques	7 607,45 €			5 243 €	103 €	1 001 €	36 €	10 €	36 €		1 141 €	15,00%				**1 141,00 €**	38 €
TOTAUX				**109 451,68 €**		**75 610,85 €**					**2 881,18 €**			**16 017,00 €**		**20 546,00 €**			**36 563,00 €**	

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE SEINE SAINT-DENIS (FIN)

Total Participation régionale aides techniques:	**16 017,00 €**
Total participation régionales aides au logement:	**20 546,00 €**
Total Conseil départemental	**2 881,18 €**
Total Autres Contributeurs	**145 618,35 €**
Total	**185 062,53 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE VAL DE MARNE

								AIDES LEGALES			AIDES EXTRA LEGALES									
Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT)	Aides Techniques		Adaptation de logement (AL)	Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CD	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques (a)	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement (b)	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet		Type d'aide	Coût total du projet														
20/05/2016	Mme-Mr	AT	Emtteur acoustique de sonnette et lampe-flash	296,00 €				222,00 €				59,00 €			15,00 €	5,07%				**15,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 600,00 €				958,60 €	239,66 €	758,92 €			1 102,82 €		540,00 €	15,00%				**540,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives et télécommande pour prothèses	4 131,00 €				851,68 €	239,66 €	1 160,34 €			1 260,32 €		619,00 €	14,98%				**619,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Coussin à cellule pneumatique - chaise de douche pliante - siège de bain	820,48 €				200,00 €				164,00 €	333,48 €		123,00 €	14,99%				**123,00 €**	
	Mme-Mr				AL	Remplacement du lavabo actuel par un lavabo ergonomique	543,40 €	271,70 €				107,70 €					164,00 €	30,18%		**164,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Décaissement du véhicule	6 539,80 €				5 000,00 €				1 307,80 €			232,00 €	3,55%				**232,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant à propulsion manuelle pliant, coussin, table de lit, chaise percée avec accoudoirs et seau, scalamobil avec scalaport en option	8 045,01 €				4 040,00 €	137,52 €	0,00 €		1 400,00 €	1 267,49 €		1 200,00 €	14,92%				**1 200,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 100,00 €				0,00 €	2 800,00 €						300,00 €	9,68%				**300,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	1 470,00 €				479,30 €	119,83 €	580,17 €			70,70 €		220,00 €	14,97%				**220,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 540,00 €				559,18 €	239,66 €	1 158,34 €	501,48 €		369,34 €		440,00 €	12,43%				**440,00 €**	272,00 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive ostéo-intégrée	4 200,00 €				0,00 €	900,00 €	945,00 €	125,00 €		627,00 €	800,00 €	630,00 €	15,00%				**630,00 €**	173,00 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 220,00 €				559,18 €	239,66 €	560,00 €			378,16 €	1 000,00 €	483,00 €	15,00%				**483,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 775,00 €				559,18 €	239,66 €	409,77 €	1 540,39 €		460,00 €		454,00 €	12,03%				**454,00 €**	112,00 €
	Mme-Mr	AT	Synthèse voacale et accessoires	6 240,73 €				4 680,55 €				799,18 €			761,00 €	12,19%				**761,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Sonnette flash, détecteur de fumées, lampe flash, réveil flash	866,00 €				649,50 €				71,75 €			44,00 €	5,08%				**44,00 €**	100,75 €
	Mme-Mr	AT	Assistance électrique à la propulsion, kit de fixation pour roue, roulette anti-bascule avec béquille	7 039,00 €				405,00 €	2 187,03 €	2 187,03 €		800,00 €	404,94 €		1 055,00 €	14,99%				**1 055,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives, chargeur pour prothèses auditives	3 620,00 €				686,68 €	239,66 €	159,77 €	390,89 €		1 600,00 €		543,00 €	15,00%				**543,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Ecran graphique permettant le contrôle d'environnement, support bras articulé, téléphone IR advanced compatible ADSL	2 893,29 €				2 169,98 €				578,31 €			145,00 €	5,01%				**145,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Détecteur de fumées et émetteur de sonnette	350,00 €				262,50 €				47,50 €			40,00 €	11,43%				**40,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	4 108,00 €				958,60 €	239,66 €	599,13 €	94,61 €		1 600,00 €		616,00 €	15,00%				**616,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive ostéo-intégrée	3 500,00 €				0,00 €	900,00 €	643,60 €	631,40 €		800,00 €		525,00 €	15,00%				**525,00 €**	
	Mme-Mr				AL	Pose lève personne sur rails	6 231,00 €	3 865,50 €				1 245,50 €					1 002,00 €	16,08%		**1 002,00 €**	118,00 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant électrique et ses accessoires	42 274,32 €				12 359,03 €	4 652,27 €	900,00 €	4 000,00 €	1 400,00 €	3 881,00 €		2 400,00 €	5,68%				**2 400,00 €**	12 682,02 €
Sous Total	**23**	**21**		**113 628,63 €**	**2**		**6 774 €**	**39 738,16 €**	**13 374,27 €**	**10 062,07 €**	**7 283,77 €**	**7 980,74 €**	**14 155,25 €**	**1 800,00 €**	**11 385,00 €**	**10,02%**	**1 166,00 €**	**17,21%**		**12 551,00 €**	**13 457,77 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE VAL DE MARNE (SUITE)

Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT)	Aides Techniques		Adaptation de logement (AL)	Adaptation Logement		Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle	FDC Etat	FDC CD	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques (a)	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement (b)	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	Part restante à la charge de la personne
			Type d'aide	Coût total du projet		Type d'aide	Coût total du projet														
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 650,00 €				958,60 €	239,66 €	1 198,26 €			546,72 €	159,76 €	547,00 €	14,99%				**547,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant électrique a verticalisation et accessoires	34 992,56 €				7 196,63 €	5 901,74 €	240,00 €	4 000,00 €	1 400,00 €			2 400,00 €	6,86%				**2 400,00 €**	13 854,19 €
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	2 800,00 €				798,84 €	399,42 €	709,76 €	471,98 €				420,00 €	15,00%				**420,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Fauteuil de douche, coussin de douche avec appui tête, dossier et assise inclinable, coussin d'assise extra-confort, ceinture pelvienne, pot de toilette, glissière pour pot	2 179,30 €				341,41 €				435,86 €	1 076,03 €		326,00 €	14,96%				**326,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Ordinateur portable, office 2013, autocollants lettres majuscules, logiciel Zoom text, vidéo loupe, machine à lire, canne blanche pliante, balance de cuisine parlante, pèse-personne parlant, Vocally3 Infinity, montre parlante, localisateur d'objet, thermomètre d'ambiance parlant, magnet parlant, lecteur d'étiquette parlant , appareur pour le linge AU-PAIR	6 011,92 €				4 443,02 €				799,90 €			769,00 €	12,79%				**769,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives, réveil flash, télécommande Siemens Easy tek	4 328,00 €				1 176,10 €	239,66 €	1 397,98 €			865,26 €		649,00 €	15,00%				**649,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	3 100,00 €				559,18 €	239,66 €	309,76 €		1 526,40 €			465,00 €	15,00%				**465,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Poussette évolutive pour enfant et accessoires	6 088,13 €					1 367,10 €				3 808,03 €		913,00 €	15,00%				**913,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Poussette évolutive pour enfant et accessoires	1 518,00 €					1 138,35 €				152,65 €		227,00 €	14,95%				**227,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive, surflink mobile, boite séchante	2 383,10 €				609,66 €	119,83 €	520,17 €			776,44 €		357,00 €	14,98%				**357,00 €**	
17/06/2016	Mme-Mr	AT	Dossier Matrix, marche pied, rampe d'accès intérieur pour seuil de porte-fenêtre, rouleau antidérapant 2m x 20cm pour la rampe d'accès, butée sacrolombaire T2 constructor avec housse et fixation dans la voiture	1 108,10 €				854,12 €				203,98 €			50,00 €	4,51%				**50,00 €**	
	Mme-Mr		Fauteuil roulant manuel et ses accessoires	9 921,00 €				415,50 €	2 825,58 €	2 684,28 €	1 911,62 €	596,02 €			1 488,00 €	15,00%				**1 488,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Embouts pour prothèses auditives	240,00 €				13,74 €	5,90 €				184,36 €		36,00 €	15,00%				**36,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèse de jambe de bain	2 987,00 €				2 240,25 €				596,75 €			150,00 €	5,02%				**150,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	4 270,00 €				559,18 €	239,66 €	619,76 €	2 053,40 €				482,00 €	11,29%				**482,00 €**	316,00 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil de douche	1 547,55 €				500,00 €				309,51 €	460,00 €		232,00 €	14,99%				**232,00 €**	46,04 €
	Mme-Mr				AL	Douche extra plate et porte coulissante	6 721,41 €	3 820,18 €				1 262,27 €					1 557,00 €	23,16%	350,00 €	**1 907,00 €**	81,96 €
	Mme-Mr					Monte escalier extérieur	4 250,00 €	2 415,53 €			917,47 €						917,00 €	21,58%		**917,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Step, planche de bain, déambulateur, tappis antidérapant, deux barres d'appui	481,70 €				146,66 €	53,81 €			96,34 €	112,89 €		72,00 €	14,95%				**72,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Prothèses auditives	1 990,00 €				279,59 €	119,83 €	299,57 €			36,01 €	800,00 €	298,00 €	14,97%				**298,00 €**	157,00 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel et ses accessoires, chaise percée avec accoudoir et seau, ouvre-boite et ouvre-bocal électrique, rampes portables	2 116,76 €				532,61 €	696,51 €			422,58 €	148,06 €		317,00 €	14,98%				**317,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Aménagement du véhicule: embarquement du fauteuil roulant électrique sur un CADDY	8 943,11 €				5 000,00 €				1 400,00 €	1 202,11 €		1 173,00 €	13,12%				**1 173,00 €**	168,00 €
	Mme-Mr	AT	Ordinateur portable, logiciel d'agrandissement Zoom text et reader 10 clavier Zoom text	1 165,00 €				775,25 €				232,75 €			157,00 €	13,48%				**157,00 €**	
	Mme-Mr	AT	Lit médicalisé et accessoires	3 214,72 €				225,84 €			2 506,88 €				482,00 €	14,99%				**482,00 €**	
Sous-Total	**24**	**21**		**105 035,95 €**	**1**		**10 971 €**	**33 861,89 €**	**13 586,71 €**	**7 979,54 €**	**11 861,35 €**	**9 282,36 €**	**9 368,56 €**	**959,76 €**	**12 010,00 €**		**2 474,00 €**		**350,00 €**	**14 834,00 €**	**14 623,19 €**

Total	**47**	**42**		**218 664,58 €**	**3**		**17 745,81 €**	**73 600,05 €**	**26 960,98 €**	**18 041,61 €**	**19 145,12 €**	**17 263,10 €**	**23 523,81 €**	**2 759,76 €**	**23 395,00 €**		**3 640,00 €**		**350,00 €**	**27 385,00 €**	**28 080,96 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE VAL DE MARNE (FIN)

Total Participation régionale aides techniques:	**16 017,00 €**
Total participation régionales aides au logement:	**20 546,00 €**
Total Conseil départemental	**2 881,18 €**
Total Autres Contributeurs	**145 618,35 €**
Total	**185 062,53 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE VAL D'OISE

Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aide technique n°1	Aide technique n°2	Coût total du projet AT/AV	Aménagement logement n°1	Coût total du projet AL	Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle (légale)	FDC Etat	FDC CD	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques (a)	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement (b)	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	RAC
27-mai-16	Mme-Mr	AT	Autre accessoire		5 317,78 €			2 402,25 €	167,44 €	509,24 €			1 166,00 €	0,00	797,00 €	14,99%				797,00 €	275,85 €
	Mme-Mr	AT	Aménagement véhicule		8 580,32 €			5 000,00 €					2 250,00 €	0,00	1 287,00 €	15,00%				1 287,00 €	43,32 €
	Mme-Mr	AT	Système de communication		2 598,00 €			1 948,50 €						0,00	389,00 €	14,97%				389,00 €	260,50 €
	Mme-Mr	AL				Plateforme élévatrice	11 953,15 €	6 726,57 €				338,00 €	338,00 €	0,00			4 500,00 €		350,00 €	4 850,00 €	50,58 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel		5 632,90 €			1 723,50 €	638,55 €	905,45 €		600,00 €	600,00 €	0,00	844,00 €	14,98%				844,00 €	321,40 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		3 800,00 €			758,89 €	239,66 €	659,76 €		760,50 €	760,50 €	0,00	570,00 €	15,00%				570,00 €	50,69 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		4 300,00 €			559,19 €	239,66 €	1 757,44 €		482,00 €	500,00 €	0,00	645,00 €	15,00%				645,00 €	116,71 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel	Autre accessoire	7 752,30 €			3 960,00 €	948,38 €			591,00 €	591,00 €	0,00	1 162,00 €	14,99%				1 162,00 €	499,92 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel	Lit médicalisé	7 496,62 €			1 074,27 €	1 810,69 €			1 718,50 €	1 718,50 €	0,00	1 124,00 €	14,99%				1 124,00 €	50,66 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		2 580,00 €			958,61 €	239,66 €			433,50 €	433,50 €	0,00	387,00 €	15,00%				387,00 €	127,73 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		2 570,00 €			958,61 €	239,66 €	998,56 €				0,00	159,00 €	6,19%				159,00 €	214,17 €
	Mme-Mr	AT	Système de communication	Plage braille	7 315,00 €			4 323,00 €				922,50 €	922,50 €	0,00	1 097,00 €	15,00%				1 097,00 €	50,00 €
	Mme-Mr	AT	Aménagement véhicule		9 400,00 €			5 000,00 €					2 760,00 €	0,00	1 410,00 €	15,00%				1 410,00 €	230,00 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		4 022,00 €			559,19 €	239,66 €	1 198,26 €				1600,00	300,00 €	7,46%				300,00 €	124,89 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		2 800,00 €			758,90 €	399,42 €			590,00 €	590,00 €	0,00	420,00 €	15,00%				420,00 €	41,68 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel		1 995,90 €			128,25 €	638,55 €			930,10 €		0,00	299,00 €	14,98%				299,00 €	0,00 €
Sous-Total		**16**	**15**		**76 160,82 €**	**1**	**11 953 €**	**36 839,73 €**	**5 801,33 €**	**6 028,71 €**		**7 366,10 €**	**12 630,00 €**	**1 600,00 €**	**10 890,00 €**		**4 500,00 €**		**350,00 €**	**15 740,00 €**	**2 458,10 €**

MAISON DEPARTEMENTALE DES PERSONNES HANDICAPEES DE VAL D'OISE (FIN)

Date de passage au FDC	Noms	Aide technique (AT) et ou Adaptation de logement (AL)	Aide technique n°1	Aide technique n°2	Coût total du projet AT/AV	Aménagement logement n°1	Coût total du projet AL	Montant PCH	Participation sécurité sociale	Participation Mutuelle (légale)	FDC Etat	FDC CD	FDC CPAM	Autres financeurs	Participation régionale Aides techniques (a)	Taux de participation régionale aides techniques	Participation régionale Aide logement (b)	Taux de participation régionale adaptation logement	Forfait pour les dossiers d'adaptation de logements (350€)	Total participation Région	RAC
24-juin-16	Mme-Mr	AT/AL	Aides techniques vie quotidienne		511,57 €			423,72 €					87,85 €								
						Accessibilité intérieure	2 084,24 €	1 792,12 €				242,12 €									50,00 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel	Fauteuil ou siège de douche	6 887,88 €			1 457,44 €	1 020,90 €			1 663,00 €	1 663,00 €		1 033,00 €	15,00%				1 033,00 €	50,54 €
	Mme-Mr	AT	Aides techniques vie quotidienne		305,05 €			203,09 €				51,96 €									50,00 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		4 290,26 €			559,19 €	239,66 €	1 659,76 €		429,57 €	700,00 €		643,00 €	14,99%				643,00 €	59,08 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		1 223,80 €			279,59 €			761,21 €				183,00 €	14,95%				183,00 €	0,00 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		3 980,00 €			958,61 €	239,65 €			2 134,74 €			597,00 €	15,00%				597,00 €	50,00 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		1 080,00 €			279,59 €	119,83 €	79,88 €		63,00 €			162,00 €	15,00%				162,00 €	375,70 €
	Mme-Mr	AT/AL	Aménagement véhicule		3 339,08 €			2 879,31 €				230,77 €			229,00 €	6,86%				229,00 €	0,00 €
						Accessibilité intérieure	5 610,00 €	3 555,00 €									1 038,00 €		350,00 €	1 388,00 €	1 038,00 €
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant électrique		21 709,30 €				3 938,01 €	3 938,01 €	3 000,00 €				2 400,00 €	11,06%				2 400,00 €	8 433,28 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		3 350,00 €			958,60 €	239,65 €		685,00 €	685,00 €			502,00 €	14,99%				502,00 €	280,95 €
	Mme-Mr	AT	Prothèse auditive		239,66 €						239,66 €										
	Mme-Mr	AT	Fauteuil roulant manuel	Assise modulaire	6 725,77 €			919,04 €	1 537,98 €			1 605,00 €	1 605,00 €		1 008,00 €	14,99%				1 008,00 €	50,75 €
Sous-Total		**12**	**12**		**53 642,37 €**	**2**	**7 694 €**	**14 265,30 €**	**7 335,68 €**	**5 677,65 €**	**4 685,87 €**	**7 105,16 €**	**4 055,85 €**		**6 757,00 €**	**12,60%**	**1 038,00 €**		**350,00 €**	**8 145,00 €**	**10 438,30 €**
Total		**28**	**27**		**129 803,19 €**	**3**	**19 647,39 €**	**51 105,03 €**	**13 137,01 €**	**11 706,36 €**	**4 685,87 €**	**14 471,26 €**	**16 685,85 €**	**1 600,00 €**	**17 647,00 €**		**5 538,00 €**		**700,00 €**	**23 885,00 €**	**12 896,40 €**

Total Participation régionale aides techniques:	**17 647,00 €**
Total participation régionales aides au logement:	**6 238,00 €**
Total Conseil départemental	**14 471,26 €**
Total Autres Contributeurs	**111 094,32 €**
Total	**149 450,58 €**

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003779

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'AMENAGEMENT D'UN FUTUR ACCUEIL DE JOUR, POUR FEMMES EN PRECARITE, LA "MAISON CARITAS BATIGNOLLES", 16 VILLA COMPOINT PARIS 17E

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté	110 200,00 €	50,00 %	55 100,00 €
	Montant Total de la subvention		55 100,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142003-300
14200301- Établissements et services pour femmes en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECOURS CATHOLIQUE
Adresse administrative : 13 RUE SAINT AMBROISE
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BOURGUE Pascal, Président Départemental

Date de publication au JO : 29 octobre 1946

N° SIRET : 77566669602672

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services et accueils de jour pour les femmes en difficulté
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : travaux de réhabilitation et d'aménagement d'un futur accueil de jour pour femmes en précarité, la "Maison Caritas Batignolles", 16 Villa Compoint PARIS 17e

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La signature du bail est intervenue le 1 er avril, d'importants travaux puis l'équipement sont necessaires pour permettre l'ouverture debut 2017 de cet accueil repondant à un besoin pressant d'un public nombreux et en grande difficulté. Le démarrage anticipé est donc justifié par l'urgence à réaliser l'opération.

Objectifs :
A Paris, dans le cadre de la réorganisation de la délégation du Secours Catholique en janvier 2014,

l'association a souhaité recentrer son action sur trois publics particulièrement en fragilité dans la capitale dont les femmes seules ou avec enfants, et les familles en difficulté en général.

La stratégie d'action est de créer sur Paris 5 grands lieux d'accueil de jour (les «Maisons» Caritas), ouverts sur toute la journée du lundi au vendredi avec la perspective d'ouvertures en soirée, le samedi, voire le dimanche à l'avenir. Lieux auxquels sont rattachés des lieux satellites.

Déclinaison du projet sur le site de la « Maison Caritas Batignolles » 16 villa Compoint Paris 17ème :
Le 17ème est un territoire contrasté avec des quartiers sensibles : quartier enclavé du Nord Est des Epinettes, La « Porte de Saint Ouen et de la porte d'Asnières ». Il comporte aussi des quartiers plus privilégiés avec des problématiques plus masquées : « Les Ternes ». On trouve aussi des quartiers mixtes en pleine évolution : « Les Epinettes » en réhabilitation et « Batignolles ».

Sur la thématique des femmes seules et des familles :
- Soutenir la parentalité
- Développer de nouveaux modes de gardes
- Aider les jeunes mamans seules avec de jeunes enfants à comprendre et mettre en œuvre une alimentation saine et équilibrée pour leurs enfants.
- Accompagner et soutenir les initiatives menées par des groupes d'ahbitantes
- Accompagner et soutenir les femmes dans le cadre de l'accés aux droits.

La première action est de réaliser les travaux de rénovation et d'aménagement d'un local sis 16 villa Compoint – 75017 PARIS, plateau de 438 m2, en un lieu d'accueil pour tous les publics accueillis par le secours catholique, en particulier les femmes et familles en situation de précarité (souvent avec un logement précaire).

Description :
En 2015, la délégation de Paris du secours catholique se compose de 37 lieux d'accueil, de 35 permanents et de 1100 bénévoles.
Les actions sont menées auprès de tout public en difficulté mais avec 3 publics prioritaires : les familles (dont les femmes seules avec enfants), les migrants et les personnes de la grande exclusion (personnes a la rue, le public roms,…).

Les domaines d'intervention sont multiples : accueil social généraliste, accompagnement vers l'emploi, accompagnement vers le logement, conseil et aide alimentaire pour les jeunes mamans avec enfants de moins de 3 ans, accompagnement scolaire, vacances familiales, tournées et accueil de rue, accueil de jour pour personnes sans domicile, alphabétisation/français langue étrangère, ateliers sociolinguistiques, accompagnement administratif des migrants, actons collectives, ateliers,…

Moyens mis en œuvre :

Réalisation des travaux de rénovation et d'aménagement pour transformer les locaux de 438 m2 en lieu d'accueil et les mettre en conformité avec la législation des établissements recevant du public : (ERP 5ème catégorie pouvant recevoir jusqu'à 99 personnes à l'instant T)

- travaux de cloisonnements intérieurs
- aménagement du coin « cuisine »
- modification des toilettes pour personnes handicapées
- Travaux d'électricité
- remplacement de la porte d'entrée pour accessibilité
- réfection des sols, plafonds et peintures

- Sécurité incendie
- réseau téléphonie/adsl
- aménagement espaces enfants

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficaire de recruter 2 stagiaires ou alternants sur l'année scolaire 2016-2017 dans un délai qui pourra dépasser la demande de solde.

Public(s) cible(s) :
femmes seules ou avec enfants

Détail du calcul de la subvention :
Pour les études, travaux, honoraires et équipement, la subvention régionale est fixée à 50% maximum de la dépense subventionnable dans une limite de 100 000€.
50% de 110 200 euros = 55 100€

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Plomberie, menuiserie, serrurerie	28 300,00	25,68%
sécurité incendie	2 600,00	2,36%
peintures, sols, plafonds et travaux afférents	29 800,00	27,04%
Electricité et travaux afférents	20 400,00	18,51%
Téléphonie et informatique	6 000,00	5,44%
Divers aménagements (coin cuisine et espace enfants)	13 100,00	11,89%
Mobilier divers	10 000,00	9,07%
Total	110 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régioan IDF	55 100,00	50,00%
Fonds du maire/ réserve Parlementaire	5 000,00	4,54%
Fondation Caritas France	40 000,00	36,30%
Fonds propres	10 100,00	9,17%
Total	110 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	55 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	8 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009681

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'UN VEHICULE POUR LE TRANSPORT DE PERSONNES AGEES EN SITUATION DE HANDICAP CCAS MITRY-MORY 77290

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépenses Véhicule 1	33 508,48 €	29,84 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-204181-142004-300
14200403- Aide à l'autonomie des personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCAS CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE
Adresse administrative : 11 RUE PAUL VAILLANT COUTURIER
77290 MITRY-MORY
Statut Juridique : Centre Communal d'Action Sociale
Représentant : Madame CHARLOTTE BLANDIOT-FARIDE, Présidente

N° SIRET : 26770874100017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition d'un véhicule pour le transport de personnes agées en situation de handicap CCAS Mitry-Mory 77290

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Centre Communal d'Action sociale de Mitry-Mory concourt au maintien à domicile des personnes âgées et handicapées demeurant sur la commune. Ainsi il propose plusieurs services d'aide à la personne :
- Aide et Accompagnement à domicile (au profit de 252 bénéficiaires)
- Un service de portage de repas (au profit de 60 personnes)
- Un service de téléassistance (au profit de 100 personnes)
- Un service de transport gratuit pour environ 50 à 60 personnes par semaine

Le service de transport permet aux habitants en situation de handicap de la commune de faire entre

autres leurs démarches administratives et leurs courses.

Description :
Aussi le CCAS de Mitry-Mory souhaite, pour faire face à l'augmentation des demandes de transports et pour améliorer le service proposé, acquérir un véhicule dédié qui sera adapté pour le transport de personnes à mobilité réduite. Le véhicule choisi est un Master de chez Renault adapté pour pouvoir transporter 3 fauteuils roulants.

Intérêt régional :
Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de 2 mois.

Public(s) cible(s) :
Personnes âgées, personnes en situation de handicap et personnes en perte d'autonomie résidant sur la commune de Mitry-Mory.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale est fixée, pour l'acquisition de véhicules, à 50 % maximum du coût d'acquisition, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 10.000 € par véhicule.

Localisation géographique :
- MITRY-MORY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Master Renault TPMR	33 508,48	100,00%
Total	33 508,48	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 000,00	29,84%
Fonds Propres	23 508,48	70,16%
Total	33 508,48	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005399

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION DE DEUX VEHICULES ADAPTES POUR LE TRANSPORT DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP - FAM COS DE VILLEJUIF (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	69 614,46 €	28,73 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COS
Adresse administrative : 88 BOULEVARD DE SEBASTOPOL
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DANIEL PARENT, DIRECTEUR GENERAL

Date de publication au JO : 22 décembre 1944

N° SIRET : 77565757000377

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : acquisition de deux véhicules adaptés pour le transport de personnes en situation de handicap - FAM COS de Villejuif (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le COS gère des établissements et services en direction de plusieurs publics :
-1.316 lits et places pour personnes âgées ;

- 904 lits et places pour personnes en situation de précarité ;
- 884 lits et places pour personnes en situation de handicap.

Aussi le COS a repris la gestion d'un Foyer d'Accueil Médicalisé de 42 places sur la commune de Villejuif (94). Cet établissement accueille des adultes en situation de handicap présentant des troubles cognitifs liés à des lésions cérébrales acquises.

Pour mener à bien son projet, l'établissement doit acquérir deux nouveaux véhicules adaptés aux transports de ses résidents. Ces véhicules serviront à favoriser les sorties des résidents pour leurs loisirs, mais aussi pour leurs divers rendez-vous médicaux qui se situent à l'extérieur de l'établissement.

Description :

Le FAM souhaite donc acquérir deux véhicules : le premier est un Grand KANGOO de 6 places de chez Renault, adapté pour le transport de personnes à mobilité réduite. Le second est un Trafic Combi de 8 places de chez Renault adapté TPMR.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

42 adultes en situation de handicap moteur et cognitif.

Localisation géographique :

- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicule KANGOO TPMR	32 630,43	46,87%
Véhicule TRAFFIC TPMR	36 984,03	53,13%
Total	69 614,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	20 000,00	28,73%
Fonds propres	49 614,46	71,27%
Total	69 614,46	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	720 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	526 304,00 €
2015	Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap	10 000,00 €
	Montant total	1 256 304,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007089

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EXTENSION DE L'ETABLISSEMENT MEDICO-EDUCATIF LES CASCADES (27 PLACES DONT 6 PLACES CREEES) 117 RUE BOBILLOT 75013 PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	1 911 615,00 €	28,36 %	542 118,00 €
	Montant Total de la subvention		542 118,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200401- Établissements et services d'éducation spéciale et de prévention pour enfants et adolescents en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFASER FOYERS ET SAJ
Adresse administrative : 1 AV MARTHE
94500 CHAMPIGNY S/MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe DELPORTE, Directeur administratif

Date de publication au JO : 26 février 1992

N° SIRET : 78555894100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : extension de l'Etablissement médico-éducatif Les Cascades (27 places dont 6 places créées) 117 rue Bobillot 75013 Paris

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Association AFASER a pour objet d'améliorer les conditions de vie des personnes handicapées mentales et de favoriser leur insertion dans la vie sociale et professionnelle par l'accueil, les soutiens,

l'éducation et la recherche. Elle gère actuellement 20 établissements en région parisienne parmi lesquels l'Etablissement Médico-Educatif (EME) Les Cascades situé au 117 rue Bobillot dans le 13ème arrondissement de Paris.
Le projet consiste en une extension de 6 places de cet EME.
Les travaux seront réalisés au rez-de-chaussée du local : il est prévu la création d'un espace permettant d'accueillir un groupe supplémentaire, des bureaux de consultation et un réfectoire adapté à la prise en charge des enfants polyhandicapés.

Intérêt régional :
L'opération comporte un volet social avec l'embauche par l'entreprise retenue d'une personne rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières pour accéder à l'emploi, et un volet environnemental avec une réduction des consommations énergétiques de plus de 50%.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
27 enfants et adolescents polyhandicapés.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la délibération n° CR 23-11 du 7 avril 2011, la subvention est fixée comme suit :
- pour la charge foncière, à 30% maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 300.000 € :
Base subventionnable : 1.104.551 €
Montant de subvention maximum : 300.000 €
Soit un taux d'intervention de 27,16%

- pour les études, travaux et honoraires, à 30% maximum de la dépense subventionnable, dans la limite d'un montant de subvention fixé à 12.000 € par place :
Base subventionnable : 743.172 €
Montant de subvention maximum : 27 places x 12.000 = 324.000 ; 30% de la dépense subventionnable = 222.951 donc 222.951 €
Soit un taux d'intervention de 29,99%

- pour l'équipement, à 30% maximum du coût des équipements, dans la limite d'un plafond de subvention fixé à 1.500 € par place :
Base subventionnable : 63.892 €
Montant de subvention maximum : 27 places x 1.500 = 40.500 ; 30% de la dépense subventionnable = 19.167 donc 19.167 €
Soit un taux d'intervention de 29,99%

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition foncière	1 104 551,00	57,78%
Coût des travaux (honoraires compris)	743 172,00	38,88%
Investissements mobiliers	63 892,00	3,34%
Total	1 911 615,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
ARS	827 937,00	43,31%
Subvention Région IDF foncier	300 000,00	15,69%
Subvention Région IDF travaux	222 951,00	11,66%
Subvention Région IDF équipement	19 167,00	1,00%
Apport association AFASER	100 000,00	5,23%
Fonds disponibles de l'établissement	441 560,00	23,10%
Total	1 911 615,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	542 118,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	10 000,00 €
2014	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	30 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	678 900,00 €
	Montant total	708 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16001255

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EXTENSION DE QUATRE CENTRES DE DISTRIBUTION ALIMENTAIRE A COLOMBES (92), PANTIN (93), CRETEIL (94) ET A VILLEJUIF (94) AU MOIS D'AOUT 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable du projet	135 000,00 €	20,00 %	27 000,00 €
	Montant Total de la subvention		27 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-42-6574-142003-300
14200304- Fonds régional de solidarité et soutien aux familles

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AOUT SECOURS ALIMENTAIRE
Adresse administrative : 57 RUE BOBILOT
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Arnaud DE LASA, Président

Date de publication au JO : 23 janvier 1999

N° SIRET : 42223954100036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage
Rapport Cadre : CR23-11 du 07/04/2011

Objet du projet : Extension de quatre centres de distribution alimentaire à Colombes (92), Pantin (93), Créteil (94) et à Villejuif (94) au mois d'août 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'association ne fonctionnant qu'au mois d'août, il est prévu de prendre en compte exceptionnellement cette année son action qui se déroulera en amont de la commission permanente de septembre.

Objectifs :
L'association a pour principal objectif de prendre en Région Ile-de-France le relais des organismes qui nourrissent les personnes les plus démunies et qui ferment en été.

Présente depuis 1994 à Paris, elle s'est développée en proche banlieue dans diverses communes ou le besoin se faisait particulièrement sentir et dans lesquelles une structure d'accueil et de distribution pouvait être mise en place.

Les projets subventionnés par la Région au cours des dernières années ont porté sur le développement de l'action en proche banlieue : développement du centre de Colombes créé en 2004, ouverture d'un nouveau centre à Pantin en 2009, ouverture de deux nouveaux centres à Créteil en 2013 et à Villejuif en 2014. La demande pour 2016 concerne l'extension de ces quatre centres qui sont d'année en année de plus en plus sollicités.

Description :
L'association accueille et nourrit des personnes dans le besoin pendant le mois d'août, à Paris et dans diverses communes d'Ile de France proches de Paris. Elle prend ainsi le relais des organismes qui distribuent des aliments et ferment en été pour cause de vacances.

Globalement, plus de 13.000 personnes ont été nourries par ASA en 2015 dont plus de 4.000 par les centres de proche banlieue.

677.000 repas ont été distribués au cours de l'été 2015 dont 223.000 en proche banlieue.

Moyens mis en œuvre :
4 centres de distribution à Paris (qui ne font pas l'objet de la demande de subvention) , 1 à Colombes, 1 à Pantin, 1 à Créteil et 1 à Villejuif ont accueilli de nombreuses personnes dans le besoin au cours de l'été 2015.

En 2016, les mêmes centres seront à nouveau ouverts et pour les centres de proche banlieue, un accroissement sensible de la fréquentation est attendue.

Ces centres ouvrent tout le mois d'août, 3 jours par semaine l'après-midi. En début d'après-midi, des bénévoles préparent des colis repas. A partir de 17h, les personnes dans le besoin envoyées par les associations qui ferment en été et par les centres d'action sociale des mairies concernées, sont accueillies chaleureusement autour d'une buvette (café et sirops). Les enfants qui accompagnent leurs parents peuvent profiter d'un atelier de dessin. Tous repartent avec un colis dont la taille est fonction de la composition de la famille.

Le projet consiste à accueillir toutes les personnes qui sont envoyées dans chacun des quatre centres. Il est prévu une augmentation de 5% de la fréquentation des centres, prévision qui est considérée comme un minimum vu le contexte social actuel.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant sur l'année scolaire 2016-2017.

Public(s) cible(s) :
Ce sont les personnes les plus démunies que nous envoient les associations fermées en été ainsi que les Centres d'Action Sociale des communes d'accueil et de communes proches de nos centres. Nous accueillons ainsi de nombreuses familles démunies mais également des personnes seules de tous âges.

- Nombre de bénéficiaires potentiel : Entre 4.500 et 5.000 personnes y compris enfants vont bénéficier de nos distributions dans les centres qui font l'objet du dossier. Globalement, ASA va accueillir plus de 13.000 personnes.

- Lieu de réalisation : rue Pierre Virol à Colombes, Avenue François Mitterand à Creteil, rue Sainte Colombe à Villejuif et dans un lieu non encore définitivement arrêté à Pantin.
Les emplacements à Paris (action non subventionnée par la Région) sont dans les 15e 18e 19e et 20e arrondissements.

- Méthode d'évaluation envisagée :
L'évaluation s'appuie sur deux valeurs chiffrées : le nombre de repas distribués et le nombre de personnes nourries (y compris enfants et bébés).
Un indice de satisfaction est établi, appuyé sur une enquête menée auprès d'une vingtaine d'accueillis.

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'intervention régionale pour ce projet est à hauteur de 20% de la base subventionnable.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Produits alimentaires et logistique	107 200,00	79,41%
Personnel détaché (prestations)	19 500,00	14,44%
Divers	8 300,00	6,15%
Total	135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	27 000,00	20,00%
Etat (DRIHL 92.93.94)	17 000,00	12,59%
Département (92.93.94)	3 000,00	2,22%
Commune	14 000,00	10,37%
Députés	7 000,00	5,19%
dons privés et fondations	67 000,00	49,63%
Total	135 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	27 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	25 000,00 €
2014	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	25 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	25 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION : REAFFECTATION DE SUBVENTIONS AU PROFIT DES PERSONNES AGEES ET DES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012881

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REAFFECTATION DE SOLDE - CREATION D'UN ACCUEIL DE JOUR DE 25 PLACES POUR ADULTES AUTISTES SITUE SUR LE SITE DE LA MONTAGNE A CORMEILLES-EN-PARISIS (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense Coût d'opération	4 447 609,00 €	0,45 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HANDICAP AUTISME ASSOCIATION REUNIE DU PARISIS
Adresse administrative : ROUTE STRATEGIQUE
95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN OBADIA, Président

Date de publication au JO : 13 mars 1996

N° SIRET : 77572855300071

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'accueil de jour pour personnes handicapées ou âgées (clôturé)

Objet du projet : Création d'un accueil de jour de 25 places pour adultes autistes situé sur le site de La Montagne à Cormeilles-en-Parisis (95) REAFFECTATION DE SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2010
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est proposé une réaffectation à caractère exceptionnel, du fait d'erreurs matérielles imputables aux services régionaux. La date de démarrage est celle fixée dans la décision initiale adoptée par délibération n° CP 10-139 en date du 28 janvier 2010, soit le 1er janvier 2010.

Objectifs :
L'association HANDICAP AUTISME ASSOCIATION REUNIE DU PARISIS (ancienne Sésame autisme) gère un foyer d'accueil médicalisé pour adultes autistes ou souffrant de psychose et troubles apparentés,

un foyer de vie de 15 places, un ESAT de 93 places et un SAVS de 36 places à Cormeilles-en-Parisis (95).

Description :
Dans le cadre du schéma départemental du Val d'Oise en faveur du handicap, l'association Sésame Autisme a souhaité entreprendre des travaux de rénovation-extension de son foyer d'accueil médicalisé de Cormeilles-en-Parisis (95). Ce projet était devenu indispensable compte tenu de l'accroissement de la dépendance d'une partie des personnes suivies au sein de l'établissement et en raison également de l'aspect non fonctionnel des locaux devenus vétustes et inadaptés à l'accueil d'adultes autistes.
A l'issue des travaux, l'établissement compte 28 places d'hébergement. L'association a souhaité également créer un accueil de jour de 25 places qui est complémentaire du foyer d'accueil médicalisé et permet d'accueillir des adultes souffrant d'autisme ou de psychoses déficitaires.

Moyens mis en œuvre :
Le site de La montagne comportait plusieurs bâtiments existants comprenant notamment l'ESAT, le foyer d'accueil médicalisé, une serre, un bâtiment horticole, un centre équestre et le bâtiment administratif. Les locaux du FAM sont situés au sein du bâtiment « le château », établissement principal du site. Le programme des travaux a prévu la réhabilitation de celui-ci et son extension par la création d'une aile supplémentaire d'hébergement en R+3 intercalée entre le bois classé et le foyer existant.
Les locaux du centre d'accueil de jour sont situés dans un bâtiment en R+1 entièrement neuf implanté à l'angle sud-ouest du site. Le rez-de-chaussée comporte deux salles à manger, une salle de sport, une salle informatique, une salle vidéo, un patio, une salle de soin du corps et 4 salles d'activités. L'étage est réservé aux bureaux administratifs et aux vestiaires du personnel.

Intérêt régional :
Le programme des travaux a intégré des procédés favorisant le respect de normes environnementales. Dans ce cadre, les cibles ont été définies comme :
- Très Performante : cible 4 « gestion de l'énergie » (consommation d'énergie primaire de niveau label BBC de la réglementation thermique 2005) ;
- Performante :cible 1 « relation harmonieuse des bâtiments avec leur environnement immédiat » (bâtiments entièrement habillés de bois au sein du site forestier dans les arbres sont classés), cible 2 « choix intégré des procédés » (les matériaux utilisés sont issus de filière éco-certifiée), cible 5 « gestion de l'eau » (installation d'économiseurs d'eau, restitution des eaux pluviales, création d'une toiture végétalisée), cible 8 « confort hygrothermique » (installation de brise-solaires sur toutes les façades exposées, ventilation et isolation sont de pair aveec les dispositions énergétiques mises en place), cible 12 « qualité sanitaires des espaces » , cible 13 « qualité sanitaire de l'air » (choix des systèmes de ventilation en fonction de l'usage de chaque pièce pour se rapprocher aux mieux des besoins de qualité de l'air, de plus l'établissement est installé en pleine forêt sur un site dominant entrainant une qualité de l'air exempte de pollution).
- Base : cible 3 « chantier à faibles nuisances », cible 6 « gestion des déchets d'activité », cible 7 « gestion de l'entretien et de la maintenance », cible 9 « confort acoustique », cible 10 « confort visuel », cible 11 « confort olfactif », cible 14 « qualité sanitaire de l'eau ».
De plus, les équipements et revêtements sont choisis en tenant compte des matériaux le constituant (revêtements sans COV ni formaldéhyde).

Lors de la CP 10-139 du 28 janvier 2010, une subvention avait été allouée de 100.000 euros sur la base d'une dépense subventionnable de 4.447.609 euros TTC pour un taux de participation régionale de 2,25%.

La DVS n'ayant pu être traitée par les services régionaux avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 20.000 euros.

Public(s) cible(s) :
Adultes autistes ou souffrant de psychoses déficitaires

Localisation géographique :
- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	4 447 609,00	100,00%
Total	4 447 609,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (subvention à verser)	20 000,00	0,45%
Région Ile-de-France (subvention déjà versée)	80 000,00	1,80%
Emprunts	4 347 609,00	97,75%
Total	4 447 609,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012886

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REAFFECTATION DE SOLDE - TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'EXTENSION D'UN FAM DE 28 PLACES POUR ADULTES AUTISTES SITUE SUR LE SITE DE LA MONTAGNE A CORMEILLES-EN-PARISIS (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable Acquisition foncière	5 308 448,00 €	3,40 %	180 300,45 €
	Montant Total de la subvention		180 300,45 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142004-300
14200402- Aide à l'équipement de structures spécialisées de proximité d'accueil de personnes en situation de handicap

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HANDICAP AUTISME ASSOCIATION REUNIE DU PARISIS
Adresse administrative : ROUTE STRATEGIQUE 95240 CORMEILLES EN PARISIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN OBADIA, Président

Date de publication au JO : 13 mars 1996

N° SIRET : 77572855300071

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement pour enfants, adolescents et adultes handicapés (clôturé)

Objet du projet : Travaux de réhabilitation et d'extension d'un FAM de 28 places pour adultes autistes situé sur le site de La Montagne à Cormeilles-en-Parisis (95) - REAFFECTATION DE SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2010
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Il est proposé une réaffectation à caractère exceptionnel, du fait d'erreurs matérielles imputables aux services régionaux. La date de démarrage est celle fixée dans la décision initiale adoptée par délibération n° CP 10-139 en date du 28 janvier 2010, soit le 1er janvier 2010.

Objectifs :
L'association HANDICAP AUTISME ASSOCIATION DU PARISIS (ancienne Sésame autisme) gère un foyer d'accueil médicalisé pour adultes autistes ou souffrant de psychose et troubles apparentés, un foyer de vie de 15 places, un ESAT de 93 places et un SAVS de 36 places à Cormeilles-en-Parisis.

Description :
Dans le cadre du schéma départemental du Val d'Oise en faveur du handicap, l'association Sésame Autisme a souhaité entreprendre des travaux de rénovation-extension de son foyer d'accueil médicalisé de Cormeilles-en-Parisis (95). Ce projet était devenu indispensable compte tenu l'accroissement de la dépendance d'une partie des personnes suivies au sein de l'établissement et en raison également de l'aspect non fonctionnel des locaux devenus vétustes et inadaptés à l'accueil d'adultes autistes.
Le programme des travaux prévoyait notamment la création d'une aile supplémentaire d'hébergement adossée à l'établissement actuel, la construction de nouveaux locaux pour un accueil de jour de 25 places et la réhabilitation des locaux du FAM.
A l'issue des travaux, l'établissement compte 28 places d'hébergement et 25 places d'accueil de jour.

Moyens mis en œuvre :
Le site de La montagne comporte plusieurs bâtiments existants comprenant notamment l'ESAT, le foyer d'accueil médicalisé, une serre, un bâtiment horticole, un centre équestre et le bâtiment administratif. Les locaux du FAM sont situés au sein du bâtiment « le château », établissement principal du site. Le programme des travaux a prévu la réhabilitation de celui-ci et son extension par la création d'une aile supplémentaire d'hébergement en R+3 intercalée entre le bois classé et le foyer existant. En rez-de-jardin, sont aménagés la balnéothérapie, 5 bureaux administratifs, le local archives et les locaux techniques. Le rez-de-chaussée accueille le hall d'accueil, la salle de restauration trois salles d'activités, l'infirmerie, les bureaux des éducateurs, un salon TV, l'office et les vestiaires du personnel. Les 1ers et 2ème étages sont aménagés à l'identiques et sont consacrés aux espaces d'hébergement des 28 personnes accueillies et disposent chacun de deux terrasses végétalisées et de deux salons d'accueil.

Intérêt régional :
Le programme des travaux intègre des procédés favorisant le respect de normes environnementales. Dans ce cadre, les cibles sont définies comme :
- Très Performante : cible 4 « gestion de l'énergie » (consommation d'énergie primaire de niveau label BBC de la réglementation thermique 2005) ;
- Performante :cible 1 « relation harmonieuse des bâtiments avec leur environnement immédiat » (bâtiments entièrement habillés de bois au sein du site forestier dans les arbres sont classés), cible 2 « choix intégré des procédés » (les matériaux utilisés sont issus de filière éco-certifiée), cible 5 « gestion de l'eau » (installation d'économiseurs d'eau, restitution des eaux pluviales, création d'une toiture végétalisée), cible 8 « confort hygrothermique » (installation de brise-solaires sur toutes les façades exposées, ventilation et isolation sont de pair avec les dispositions énergétiques mises en place), cible 12 « qualité sanitaires des espaces » , cible 13 « qualité sanitaire de l'air » (choix des systèmes de ventilation en fonction de l'usage de chaque pièce pour se rapprocher au mieux des besoins de qualité de l'air, de plus l'établissement est installé en pleine forêt sur un site dominant entrainant une qualité de l'air exempte de pollution).
- Base : cible 3 « chantier à faibles nuisances », cible 6 « gestion des déchets d'activité », cible 7 « gestion de l'entretien et de la maintenance », cible 9 « confort acoustique », cible 10 « confort visuel », cible 11 « confort olfactif », cible 14 « qualité sanitaire de l'eau ».
De plus, les équipements et revêtements sont choisis en tenant compte des matériaux le constituant (revêtements sans COV ni formaldéhyde).

Lors de la CP 10-139 du 28 janvier 2010, une subvention avait été allouée de 477.457 euros sur la base d'une dépense subventionnable de 5.308.448 euros TTC pour un taux de participation régionale de 8,99%.

La DVS n'ayant pu être traitée par les services régionaux avant l'effectivité des délais de caducité, l'objet

de la présence opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 180.300,45 euros.

Public(s) cible(s) :
Adultes autistes ou souffrant de troubles de psychose et troubles apparentés

Localisation géographique :
- CORMEILLES-EN-PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	4 981 322,00	93,84%
Equipements	275 600,00	5,19%
AMO HQE	51 526,00	0,97%
Total	5 308 448,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (Subvention à verser)	180 300,45	3,40%
Région Ile-de-France (Subvention déjà versée)	297 156,55	5,60%
Département 95	1 771 846,00	33,38%
CNSA	1 476 575,00	27,82%
Emprunts	1 582 570,00	29,81%
Total	5 308 448,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	180 300,45 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014469

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REHABILITATION DU FOYER-LOGEMENT POUR PERSONNES AGEES "SOUBISE", SITUE 8 RUE SAINT-DENIS A SAINT-OUEN (93) - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	937 173,00 €	3,41 %	32 000,00 €
	Montant Total de la subvention		32 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-204162-142002-300
14200203- Aide aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzeimer

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH SAINT OUEN OFFICE PUBLIC HABITAT
Adresse administrative : 17 RUE CLAUDE MONET
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur le Président

N° SIRET : 27930013100034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes

Objet du projet : réhabilitation du foyer-logement pour personnes âgées "Soubise", situé 8 rue Saint-Denis à Saint-Ouen (93) - REAFFECTATION DE SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 22 octobre 2009
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (32.000 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 09-1026 du 22 octobre 2009.

Objectifs :
L'office public de l'habitat de Saint-Ouen assure la gestion locative de 5.920 logements, dont 5.103 appartiennent à l'OPH et 530 à la Ville de Saint-Ouen. Il est également propriétaire de deux logements-foyer, situés rue du Moutier et rue Saint-Denis à Saint-Ouen et gérés par le CCAS. La rénovation de ces logements-foyers est actuellement indispensable pour différentes raisons : les bâtiments datent d'il y a 30

ans et se situent dans un quartier rénové depuis, ils présentent d'importantes déperdition d'énergie, leurs ascenseurs ne répondent plus à la réglementation, les équipements des appartements sont à revoir ainsi que la mise en sécurité des personnes y vivant.
L'opération présentée par l'OPH de Saint-Ouen a pour but de réhabiliter le foyer "Soubise", situé rue Saint-Denis et comprenant 32 studios, afin de pérenniser le bâtiment, d'améliorer sa performance énergétique et d'offrir confort et sécurité à ses occupants. L'opération visera en outre à élargir l'offre de logements, en créant 2 deux-pièces (pour couples).

Description :
Le programme des travaux du foyer-logement de la rue Saint-Denis comprend :
- à l'extérieur : l'isolation, le remplacement des menuiseries et la pose de garde-corps en façade et en toiture ;
- à l'intérieur : création de 2 deux-pièces, d'une laverie, d'un bureau, de locaux de tri des déchets, mais aussi rénovation d'un salon et mise aux normes des ascenseurs. L'ensemble des robinetteries et des portes palières seront remplacées, les installations électriques mises aux normes et des caméras de vidéo-surveillance installées.

Intérêt régional :
L'OPH de Saint-Ouen s'engage à répondre aux recommandations prévues en matière de restructuration par le cahier des charges HQE régional :
- Travaux de chauffage : réduction de 20% des consommations ;
-Travaux de plomberie-sanitaire : mise en place de robinetteries hydro-économes et de réducteurs de pression ;
- Travaux de chauffage : mise en place de compteurs d'eau et d'énergie ;
- Travaux de ravalement ou de changement des menuiseries : mise en place de protections solaires ;
- Travaux de réfection des sols, murs et plafonds : choix de revêtements sans COV ni formaldéhyde ;
- Equipement : l'équipement de la structure correspondra à un niveau de consommation classé A.

Public(s) cible(s) :
Les personnes âgées résidentes du logement -foyer "Soubise"

Détail du calcul de la subvention :
La CP 09-1026 du 22 octobre 2009 a attribué une subvention d'un montant de 160.000 € sur la base d'une dépense subventionnable de 937.173 € TTC pour un taux de participation régional de 17,07%.

La caducité n'ayant pas été signalée, l'organisme subventionné a perdu le bénéfice du solde de sa subvention. L'objet de la présente opération vise donc à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 32.000 €.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	937 173,00	100,00%
Total	937 173,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France (à verser)	32 000,00	3,41%
Région (déjà versé)	128 000,00	13,66%
Département 93	168 000,00	17,93%
CDC	609 173,00	65,00%
Total	937 173,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	32 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 578 242,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 160 472,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	301 988,00 €
	Montant total	1 880 230,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014716

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REHABILITATION DU LOGEMENT-FOYER SITUE 22 RUE DU MOUTIER A SAINT-OUEN (93) - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	887 272,00 €	8,41 %	74 652,00 €
	Montant Total de la subvention		74 652,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-204162-142002-300
14200203- Aide aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzeimer

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH SAINT OUEN OFFICE PUBLIC HABITAT
Adresse administrative : 17 RUE CLAUDE MONET
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur le Président

N° SIRET : 27930013100034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes

Objet du projet : réhabilitation du logement-foyer situé 22 rue du Moutier à Saint-Ouen (93) - REAFFECTATION DE SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 22 octobre 2009
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (74.652 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 09-1026 du 22 octobre 2009.

Objectifs :
L'office public de l'habitat de Saint-Ouen assure la gestion locative de 5.920 logements, dont 5.103 appartiennent à l'OPH et 530 à la Ville de Saint-Ouen. Il est également propriétaire de deux logements-foyer, situés rue du Moutier et rue Saint-Denis à Saint-Ouen et gérés par le CCAS. La rénovation de ces logements-foyers est actuellement indispensable pour différentes raisons : les bâtiments datent d'il y a 30 ans et se situent dans un quartier rénové depuis, ils présentent d'importantes déperdition d'énergie, leurs

ascenseurs ne répondent plus à la réglementation, les équipements des appartements sont à revoir ainsi que la mise en sécurité des personnes y vivant.
L'opération présentée par l'OPH de Saint-Ouen a pour but de réhabiliter le foyer situé rue du Moutier, dont la capacité sera de 29 places après travaux, afin de pérenniser le bâtiment, d'améliorer sa performance énergétique et d'offrir confort et sécurité à ses occupants. L'opération visera en outre à élargir l'offre de logements, en créant trois logements pour personnes handicapées et 3 deux-pièces (pour couples), afin de l'adapter à une demande en évolution.

Description :
Le programme des travaux du foyer-logement de la rue du Moutier comprend :
- à l'extérieur : l'isolation, le remplacement des menuiseries, la pose de garde-corps en façade et en toiture et le réaménagement du jardin ;
- à l'intérieur : création de 3 studios adaptés aux personnes handicapées, de 2 studios classiques, de 2 deux-pièces, d'une laverie, de locaux de tri sélectif des déchets, mais aussi rénovation des parties communes et d'un salon et mise aux normes des ascenseurs. L'ensemble des robinetteries et des portes palières seront remplacées, les installations électriques mises aux normes et des caméras de vidéo-surveillance installées.

Intérêt régional :
L'OPH de Saint-Ouen s'engage à répondre aux recommandations prévues en matière de restructuration par le cahier des charges HQE régional :
- Travaux de chauffage : réduction de 20% des consommations ;
-Travaux de plomberie-sanitaire : mise en place de robinetteries hydro-économes et de réducteurs de pression ;
- Travaux de chauffage : mise en place de compteurs d'eau et d'énergie ;
- Travaux de ravalement ou de changement des menuiseries : mise en place de protections solaires ;
- Travaux de réfection des sols, murs et plafonds : choix de revêtements sans COV ni formaldéhyde ;
- Equipement : l'équipement de la structure correspondra à un niveau de consommation classé A.

Public(s) cible(s) :
Les personnes âgées résidant au sein du foyer-logement.

Détail du calcul de la subvention :
La CP 09-1026 du 22 octobre 2009 a attribué une subvention d'un montant de 145.000 € sur la base d'une dépense subventionnable de 887.272 € TTC pour un taux de participation régional de 16,34%.

La caducité n'ayant pas été signalée, l'organisme subventionné a perdu le bénéfice du solde de sa subvention. L'objet de la présente opération vise donc à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 74.652 €.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	887 272,00	100,00%
Total	887 272,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (à verser)	74 652,00	8,41%
Région (déjà versé)	70 348,00	7,93%
Département 93	136 500,00	15,38%
CDC	605 772,00	68,27%
Total	887 272,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	74 652,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 578 242,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 160 472,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	301 988,00 €
	Montant total	1 880 230,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014719

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX D'AMELIORATION AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES "LA CERISAIE" (106 RESIDENTS), SITUE A GAGNY (93) - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	852 016,00 €	3,30 %	28 105,75 €
	Montant Total de la subvention		28 105,75 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142002-300
14200203- Aide aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzeimer

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESIDENCE PERSONNES AGEES LA CERISAIE
Adresse administrative : 18 AVENUE JEAN-JAURES 93220 GAGNY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CLAUDE RICCO, Directeur

Date de publication au JO : 18 janvier 1988

N° SIRET : 78553436300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes

Objet du projet : travaux d'amélioration au sein de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes "la Cerisaie" (106 résidents), situé à Gagny (93) - REAFFECTATION DE SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 26 janvier 2012
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 janvier 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (28.105,75 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 12-101 du 26 janvier 2012.

Objectifs :
Ancienne demeure bourgeoise transformée en institution privée pour jeunes gens au début du 20ème

siècle, l'établissement La Cerisaie a été reconverti et aménagé en maison de retraite en 1954. L'association gestionnaire a offert à la ville de Gagny la structure pour un franc symbolique en 1989. La commune a choisi d'en confier la gestion à l'association La Cerisaie. Reconstruit entre 1996 et 1999, cet établissement accueille désormais 106 résidents, et offre 10 places d'accueil de jour.

Description :
Le projet d'amélioration de l'établissement la Cerisaie consiste en la création d'une galerie de liaison souterraine entre deux bâtiments existants : l'EHPAD et l'ancien bâtiment de la caisse primaire d'assurance maladie, racheté par l'association. Ces travaux seront accompagnés par :
- le transfert de la buanderie existante vers le bâtiment CPAM ;
- la réalisation de sanitaires et d'un accès destiné aux personnes à mobilité réduite ;
- la création d'un portail de livraison ;
- l'aménagement d'un accueil de jour indépendant.

Ce projet sera complété par l'acquisition d'un groupe électrogène pour les deux bâtiments, en application d'une circulaire de l'Etat prévoyant l'obligation d'une continuité électrique.

Public(s) cible(s) :
Les résidents de l'EHPAD La Cerisaie.
Gestionnaire : association La Cerisaie.

Détail du calcul de la subvention :
La CP 12-101 du 26 janvier 2012 a attribué une subvention d'un montant de 255.604,80 € sur la base d'une dépense subventionnable de 852.016 € pour un taux de participation régional de 30%.
Suite à une erreur matérielle, l'organisme subventionné a perdu le bénéfice du solde de sa subvention. L'objet de la présente opération vise donc à réaffecter le solde de la subvention initiale d'un montant de 28.105,75 €.

Localisation géographique :
- GAGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	852 016,00	100,00%
Total	852 016,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (à verser)	28 105,75	3,30%
Région (déjà versé)	204 483,84	24,00%
CNSA	200 000,00	23,47%
Département	200 000,00	23,47%
Fonds propres	196 411,20	23,05%
Région (disponible actuel)	23 015,21	2,70%
Total	852 016,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	28 105,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014722

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DEUXIEME TRANCHE DE L'OPERATION DE RESTRUCTURATION-EXTENSION DE L'ETABLISSEMENT D'HEBERGEMENT POUR PERSONNES AGEES DEPENDANTES ACEP, SITUE A ROISSY-EN-BRIE (77) - REAFFECTATION DE SUBVENTION

• Libellé base subventionnable	• Montant base subventionnable	• Taux d'intervention	• Montant de subvention maximum
• Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	• 5 268 378,00 €	• 13,67 %	720 000,00 €
•	• **Montant Total de la subvention**		720 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-42-20422-142002-300
14200203- Aide aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzeimer

• PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACEP ASS CREATI EQUI PILOTES PERSONNES AGEES ACEP EHPAD
Adresse administrative : 10 AV JOSEPH BODIN BOISMORTIER 77680 ROISSY EN BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Vanessa MONOTTOLI, Directrice

Date de publication au JO : 22 juillet 1976

N° SIRET : 31565153900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes

Objet du projet : deuxième tranche de l'opération de restructuration-extension de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes ACEP, situé à Roissy-en-Brie (77) - REAFFECTATION DE SUBVENTION

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2011
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Une subvention (AV 11015829) de 720.000 € a été allouée à cette opération par délibération CP 11-797 du 20 octobre 2011. La demande de versement, arrivée

dans les délais, n'a pu être traitée. La subvention initiale n'ayant fait l'objet d'aucun versement, il est procédé à une réaffectation à laquelle est associée une dérogation.

Objectifs :
L'ACEP, association pour la création d'équipements pilotes pour personnes âgées, gère différentes structures d'accueil et de prise en charge : un EHPAD de 185 lits habilités à l'aide sociale, un centre d'accueil de jour de 10 places et un service de soins infirmiers à domicile de 55 places.

Description :
Le projet présenté par l'association ACEP concerne la restructuration et l'extension de l'EHPAD. La première tranche, présentée lors de la commission permanente du mois de juillet 2011, prévoyait la création d'un bâtiment neuf de 63 lits, investissant l'espace disponible entre les deux corps de bâtiments d'origine, "Les Fontaines" (bâtiment A) et "Les Vignes" (bâtiment B, hors demande de subvention).
L'objet de la seconde tranche présentée ici concerne la restructuration du bâtiment A comprenant 60 lits orientés Alzheimer, dont 3 lits d'hébergement temporaire, ainsi que l'ensemble de l'intendance (accueil, services administratifs et restauration). Cette structure, datant de 1979, ne répond plus aujourd'hui aux normes de confort et de fonctionnement attendues par les usagers. L'architecture n'est plus adaptée à l'évolution des pathologies nécessitant un accompagnement médico-social de qualité et à l'augmentation de la dépendance des résidents. La restructuration de ce bâtiment visera à procurer un confort d'usage des espaces de vie et des réponses à l'autonomie des personnes accueillies.
L'établissement proposera à l'issue des travaux une capacité de 193 lits (123 Alzheimer), dont 6 réservés à l'hébergement temporaire, ainsi qu'un centre d'accueil de jour de 10 places.

Moyens mis en œuvre :
Le bâtiment "Les Fontaines", après sa mise aux normes de confort, d'hygiène et de sécurité, comprendra le pôle administratif, l'accueil de jour Alzheimer, un patio, des salles d'activités et les unités de vie Alzheimer sur trois étages.

Intérêt régional :
Le programme des travaux intégrera des procédés favorisant le respect de normes environnementales, conformément au cahier des charges HQE régional.
Très performant :
- cible 4 « gestion de l'énergie »
- cible 3 "chantier à faibles nuisances"
- cible 5 "gestion de l'eau"
- cible 8 "confort hygrothermique"

Performant :
- cible 1 "relation des bâtiments avec leur environnement"
- cible 2 "choix des procédés et des moyens de construction"
- cible 6 : "gestion des déchets d'activité"
- cible 12 "qualité sanitaire des espaces"
- cible 13 "qualité sanitaire de l'air"

Les cibles 7 et 14 seront traitées en base.

Public(s) cible(s) :
Les personnes âgées résidentes de l'EHPAD.
Gestionnaire : l'association ACEP - 10 rue Joseph Bodin de Boismortier 77680 ROISSY-EN-BRIE - Directrice : Vanessa MONOTTOLI.

Détail du calcul de la subvention :
La présente opération a fait l'objet, par délibération CP 11-797 du 20 octobre 2011, d'un soutien régional à hauteur de 720.000 €. La demande de versement envoyée par le maître d'ouvrage dans les délais impartis n'ayant pu faire l'objet d'un traitement suite à une erreur matérielle régionale, la

subvention est devenue caduque. La fiche vise à réaffecter la subvention avec des modalités financières identiques à celles initiales.

Localisation géographique :

- ROISSY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	5 268 378,00	100,00%
Total	5 268 378,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	720 000,00	13,67%
Département	900 000,00	17,08%
CNSA	1 370 800,00	26,02%
Emprunt	2 277 578,00	43,23%
Total	5 268 378,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	720 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014727

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EXTENSION-RESTRUCTURATION-HUMANISATION DE L'HOPITAL INTERCOMMUNAL DE JOUARRE/LA FERTE-SOUS-JOUARRE/SAINT-JEAN - REAFFECTATION DE SOLDE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	4 733 478,00 €	6,84 %	323 652,60 €
	Montant Total de la subvention		323 652,60 €

Imputation budgétaire : 904-42-204162-142002-300
14200203- Aide aux structures spécialisées de prise en charge des malades d'Alzeimer

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE HOSP JOUARRE
Adresse administrative : 18 RUE DU PETIT HUET
77640 JOUARRE
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant :

N° SIRET : 26770009400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes

Objet du projet : extension-restructuration-humanisation de l'hôpital intercommunal de Jouarre/La Ferté-sous-Jouarre/Saint-Jean - REAFFECTATION DE SOLDE

Date prévisionnelle de début de projet : 22 mai 2008
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 mai 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La présente demande vise, à titre exceptionnel, à réaffecter le solde (323.652,60 €) d'une subvention initialement allouée par la délibération CP 08-457 du 22 mai 2008.

Objectifs :
L'objet de la présente opération vise à réaffecter le solde de la subvention initiale, demandé par le bénéficiaire, d'un montant de 323.652,60 €.

L'hôpital intercommunal de Jouarre n'offrait pas les conditions d'hébergement et de soins

répondant aux normes et aux attentes des patients et de leur famille. Il souffrait particulièrement d'une implantation sur trois sites qui occasionnait des surcoûts de fonctionnement préjudiciables à la prise en charge des personnes âgées. Le projet de restructuration globale, élaboré en 2003, a prévu un regroupement du site de Saint-Jean sur celui de Jouarre, dont l'effectif en lits sera porté à 318 afin d'optimiser les conditions de vie, de soins et de travail.
La première tranche de travaux a porté sur la construction, sur le site de Jouarre, d'un bâtiment de 220 lits, accueillant également l'administration et les locaux communs et logistiques.
La seconde tranche de travaux, destinée notamment à répondre aux obligations réglementaires concernant la superficie des chambres, a porté sur la restructuration et la mise aux normes de deux bâtiments.
Ces travaux ont été complétés par un programme d'équipement complet du site (espaces communs et chambres).

Public(s) cible(s) :
Les 318 personnes âgées accueillies au sein de l'hôpital intercommunal de Jouarre.

Détail du calcul de la subvention :
Une subvention de 1.025.243 € a été allouée à cette opération par délibération CP 08-457 du 22 mai 2008. La caducité n'ayant pas été signalée au bénéficiaire, celui-ci a perdu le bénéfice du solde de la subvention. Il est donc proposé la réaffectectation du solde demandé par le bénéficiaire, d'un montant de 323.652,60 €.

Pour mémoire, la CP 08-457 du 22 mai 2008 a attribué à cette opération une subvention d'un montant de 1.025.243 € sur la base d'une dépense subventionnable de 4.733.478 € TTC.

La subvention se décomposait ainsi :
- Base subventionnable travaux et charges afférentes : 1.827.478 €
- Taux de subvention travaux : 30%
- Subvention travaux : 548.243 €

- Base subventionnable équipements : 2.906.000 €
- Taux de subvention équipements: 16,41%
- Subvention équipements : 477.000 €

Localisation géographique :
- JOUARRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	1 827 478,00	38,61%
Equipements	2 906 000,00	61,39%
Total	4 733 478,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région (déjà versé)	490 450,40	10,36%
Région (à verser)	323 652,60	6,84%
CNSA	791 330,00	16,72%
Emprunt	2 916 905,00	61,62%
Région (non demandé)	211 140,00	4,46%
Total	4 733 478,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	323 652,60 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 27/09/2016
- Date de réception en préfecture: 27/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-424

DU 21 SEPTEMBRE 2016

LA POLITIQUE REGIONALE DE SANTE

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE L'ACTION REGIONALE DANS LE DOMAINE DE LA SANTE

APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA PARTICIPATION REGIONALE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE AU BENEFICE DES ETUDIANTS FRANCILIENS BOURSIERS DES ECHELONS 0 A 4 AVEC LES MUTUELLES ETUDIANTES LMDE ET SMEREP

QUATRIEME AFFECTATION

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales, et notamment l'article 4221-1 ;
VU le Code de la santé publique et notamment l'article 1424-1 ;
VU l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et notamment l'article 27 ;
VU le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU la délibération n°CR 23-10 du 18 juin 2010 relative à la politique régionale de santé et la création d'un parcours d'autonomie des jeunes – aide régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et étudiants boursiers ;
VU la délibération n°CR 03-12 du 27 septembre 2012 relative à la politique régionale de santé ;
VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;
VU la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à l'engagement de la Région pour l'emploi – la Région s'engage pour l'emploi : 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 relative à l'adoption des conventions-type relatives aux participations régionales aux opérations, projets et programmes triennaux ;
VU la délibération n° CP 14-275 du 10 avril 2014 portant approbation de la convention type relative au contrat régional d'exercice sanitaire – appui aux praticiens ;
VU la délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 portant approbation de la convention type relative à la participation régionale en investissement dans les domaines de l'action sociale et de la santé ;
VU la délibération n°CP 15-629 du 8 octobre 2015 portant attribution d'une subvention régionale à l'association LGBT ;
VU la délibération n°CP 16-004 du 22 janvier 2016 portant attribution d'une subvention régionale à la LMDE ;
VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;
VU l'avis de la commission des finances ;
VU l'avis de la commission de la santé ;
VU le rapport CP 16-424 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Dispositif « Fonds régional de résorption des déserts médicaux»

Décide de participer au titre du programme « *Renforcement de l'offre de soins »* au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **447.733,61 €**.

Subordonne le versement des subventions relatives aux structures d'exercice collectif à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Subordonne le versement des subventions relatives aux contrats régionaux d'exercice sanitaires à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 14-275 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **447.733,61 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-002 (141 002) « *Renforcement de l'offre de soins* » - Action 141 002 03 « Fonds régional de résorption des déserts médicaux» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Dispositif « Création et équipement d'unité fonctionnelle d'IVG»

Décide de participer au titre du programme « *Soutien aux centres d'IVG »* au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **27.424 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **27.424 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-008 (141 008) «*Soutien aux centres d'IVG* » - Action 141 008 01 «*Création et équipement d'unité fonctionnelle d'IVG*» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dispositif « Accès aux soins des publics spécifiques »

Décide de participer au titre du programme « *Accès aux soins des publics spécifiques »* au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **25.000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 15-320 du 17 juin 2015 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **25.000 €** disponible sur le chapitre 904 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) «*Accès aux soins des publics spécifiques*» - Action 141 001 01 «*Accès aux soins des publics spécifiques*» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Dispositif « Aide à la mutuelle des étudiants » - LMDE

Attribue une subvention de **10.931,84 €** au bénéficiaire LMDE pour le remboursement de l'avance opérée pour la prise en charge de la couverture santé complémentaire pour l'année universitaire 2015-2016, à hauteur de 100 € maximum par étudiant boursier (échelon 0 à 4) et par année universitaire, sur la base d'un état récapitulatif, correspondant à 150 adhésions, effectuées entre le 1er janvier et le 31 mai 2016 et affecte un montant d'autorisation d'engagement de **10.931,84 €** sur l'action 141 001 06 "Aide à la mutuelle des étudiants" du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « Santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 5 : Dispositif « Aide à la mutuelle des étudiants » - SMEREP

Attribue une subvention de **34.659,45 €** au bénéficiaire SMEREP pour le remboursement de l'avance opérée pour la prise en charge de la couverture santé complémentaire pour l' année universitaire 2015-2016, à hauteur de 100 € maximum par étudiant boursier (échelon 0 à 4) et par année universitaire, sur la base d'un état récapitulatif, correspondant à 222 adhésions, effectuées entre le 1er avril et le 31 mai 2016 et affecte un montant d'autorisation d'engagement de **34.659,45 €** sur l'action 141 001 06 "Aide à la mutuelle des étudiants" du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « Santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 6 : Dispositif « Aide à la mutuelle des étudiants » - Harmonie Mutuelle

Attribue une subvention de **1.200 €** au bénéficiaire HARMONIE MUTUELLE pour le remboursement de l'avance opérée pour la prise en charge de la couverture santé complémentaire pour l'année 2015-2016, à hauteur de 100 € maximum par jeune apprenti ou en insertion et par an, sur la base d'un état récapitulatif, correspondant à 12 adhésions, pour la période du 1er avril au 31 mai 2016 et affecte un montant d'autorisation d'engagement de **1.200 €** sur l'action 141 001 06 "Aide à la mutuelle des étudiants" du programme HP 41-001 *« Prévention et éducation à la santé »* de la sous-fonction 41 « santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 7 : Approbation de la convention avec les mutuelles LMDE et SMEREP

Approuve la convention ci-annexée (annexe 4) relative aux modalités de mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice des étudiants franciliens boursiers des échelons 0 à 4 avec les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Article 8 : Action « Projets et programmes de prévention et d'éducation à la santé

Décide de participer au titre du programme « Prévention et éducation à la santé », au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **46.000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions :

- pour les subventions inférieures ou égales à 23 000 euros, au respect, par les bénéficiaires, de l'annexe financière adoptée par la délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016.

- pour les subventions supérieures à 23 000 euros, à la signature, avec chaque bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n°CP 13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **46.000 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 41 « Santé », programme HP 41-001 (141 001) « Prévention et éducation à la santé » - Action 141 001 03 « Fonds de prévention santé jeunes » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 9 : Campagne prévention, contraception, grossesses précoces, IVG

Attribue une affectation d'un montant maximum de **99.138 €,** composée d'une subvention de fonctionnement de 80 000 € et d'une subvention exceptionnelle de 19 138 €, à l'association Fédération Régionale de la Région parisienne du mouvement français pour le planning familial pour ses actions de prévention et d'éducation à la sexualité, renforcées dans le cadre du déploiement de l'ipass contraception, sur la ligne 140 004 04 - Campagne Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG du programme HP 40-004 « Observatoires et organismes consultatifs » de la sous-fonction 40 « services communs » du chapitre 934 « Santé et action sociale », du budget 2016

Subordonne l'attribution de la subvention à la conclusion d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n°CP13-209 du 4 avril 2013 et modifiée par les dispositions de la délibération n°CR08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **99.138 €** disponible sur le chapitre 934 « Santé et action sociale » - code fonctionnel 40 « Services communs », programme HP 40-004 (140 004) «Observatoires et organismes consultatifs» - Action 140 004 04 «*Campagne Prévention – Contraception – Grossesses précoces - IVG*» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 10 : Mise en place du comité d'orientation prévention santé Jeunes

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **10.000 €** (dossier n° D1600248) disponible sur l'action 141 001 03 « Fonds de prévention santé Jeunes» du programme HP 41-001 « prévention et éducation à la santé » de la sous-fonction 41 « santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale », du budget 2016.

Article 11 : Mise en place des conférences régionales contre le Sida

Décide d'affecter une autorisation d'engagement de **25.000** € (dossier n°D1600258) disponible sur l'action 141 001 10 – « Développement régional de l'e-santé » du programme HP 41-001 « prévention et éducation à la santé » de la sous-fonction 41 « santé » du chapitre 934 « Santé et action sociale », du budget 2016.

Article 12 : Modification de la période de référence de la subvention 15018834

Modifie la période de référence de la subvention 15018834 « Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens – Année universitaire 2015/2016 – Période juillet-novembre 2015 », votée lors de la CP n°16-004 du 22 janvier 2016, par « Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens – Année universitaire 2015/2016 – Période novembre 2015 ».

Article 13 : Modification du taux d'intervention régionale et de la base subventionnable de la subvention 15014851 attribuée à l'association LGBT en octobre 2015

Modifie le taux d'intervention régionale et le montant de la base subventionnable du projet pour lequel une subvention d'un montant maximum de 15.000 € a été accordée au bénéfice de l'association LGBT par délibération n° CP 15-629 du 8 octobre 2015, conformément à la fiche projet présentée en annexe 3 à la délibération (dossier n°15014851).
Le montant de la base subventionnable est de 34.900 € et non de 44.900 €
Le taux d'intervention applicable est donc de 42,98% au lieu de 33,41%.
La subvention d'un montant maximum de 15.000 euros demeure inchangée.

Approuve le projet d'avenant à la convention n°15014851 modifiant la base subventionnable et le taux d'intervention régionale figurant en annexe 3 à la présente délibération, subordonne le versement de la subvention à la signature de cet avenant et autorise la présidente du conseil régional à le signer.

Article 14 : Tableau des dérogations pour démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par délibération n° CR01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Dossier (1)	Date prévisionnelle de démarrage	Motivation démarrage anticipé
16011225	Information et sensibilisation des élus et des patients d'Ile-de-France sur le VIH / Sida	ELCS - ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA	Information et sensibilisation des élus et des patients d'Ile-de-France sur le VIH / Sida	01/05/2016	Action démarrant en mai notamment avec les publications.
16013811	Actions de promotion de la santé psychique et de prévention de conduites à risques et addictives à l'adolescence et auprès de publics vulnérables	UDSM UNION POUR LA DEFENSE DE LA SANTE MENTALE REG EST PARIS	Actions de promotion de la santé psychique et de prévention de conduites à risques et addictives à l'adolescence et auprès de publics vulnérables	01/01/2016	Action démarrant dès le début de l'année.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-424	Budget	2016

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**40 - Services communs**
Programme	**140004 - Observatoires et organismes consultatifs**
Action	**14000404 - Campagne Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG**

Dispositif : N° 00000789 - Soutien aux structures de prévention

Dossier	16014094 - Information - Prévention - Formation : sexualités, droits des femmes et sujets convergents			
Bénéficiaire	R25076 - FEDERATION REGIONALE DE LA REGION PARISIENNE DU MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 138,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
217 885,00 €	TTC	45,5 %	99 138,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000789 - Soutien aux structures de prévention	99 138,00 €

Total sur l'imputation 934 - 40 - 140004 - 14000404	99 138,00 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Accès aux soins des publics spécifiques**
Action	**14100101 - Accès aux soins des publics spécifiques**

Dispositif : N° 00000797 - Aide aux établissements de prise en charge des addictions

Dossier	16014195 - Développement et modernisation du parc d'automates de réduction des risques			
Bénéficiaire	R32586 - ASS SAFE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	TTC	50 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000797 - Aide aux établissements de prise en charge des addictions	25 000,00 €

Total sur l'imputation 904 - 41 - 141001 - 14100101	25 000,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-424	Budget	2016

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100103 - Fonds de prévention santé jeunes**

Dispositif : N° 00000782 - Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades

Dossier	16011225 - Information et sensibilisation des élus et des patients d'Ile-de-France sur le VIH / Sida			
Bénéficiaire	R9071 - ELCS - ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 000,00 €	TTC	33,33 %	23 000,00 €	

Dossier	16013811 - Actions de promotion de la santé psychique et de prévention de conduites à risques et addictives à l'adolescence et auprès de publics vulnérables			
Bénéficiaire	R22183 - UDSM UNION POUR LA DEFENSE DE LA SANTE MENTALE REG EST PARIS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
163 500,00 €	TTC	14,07 %	23 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000782 - Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	46 000,00 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100103	46 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141001 - Prévention et éducation à la santé**
Action	**14100106 - Aide à la mutuelle des étudiants**

Dispositif : N° 00000790 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-424	Budget	2016

Dossier	16010007 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens - Année universitaire 2015-2016 - Période avril/mai 2016 et régularisation juin/août et septembre 2015			
Bénéficiaire	R38420 - SMEREP SOC MUTUALISTE ETUDIANTS REGION PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 659,45 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 659,45 €	TTC	100 %	34 659,45 €	

Dossier	16010010 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens - Année universitaire 2015-2016 - Période janvier/mai 2016			
Bénéficiaire	R32195 - LMDE LA MUTUELLE DES ETUDIANTS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 931,84 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 931,84 €	TTC	100 %	10 931,84 €	

Dossier	16010012 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des jeunes franciliens apprentis ou en insertion - Année 2015-2016 - Période avril/mai 2016			
Bénéficiaire	P0029676 - HARMONIE MUTUELLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 200,00 €	TTC	100 %	1 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000790 - Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	46 791,29 €

Total sur l'imputation 934 - 41 - 141001 - 14100106	46 791,29 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141002 - Renforcement de l'offre de soins**
Action	**14100203 - Fonds régional de resorption des déserts médicaux**

Dispositif : N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-424	Budget	2016

Dossier	16003482 - Acquisition d'équipements pour les centres de santé Pierre Rouquès et Danielle Casanova, situés à Villejuif (94)			
Bénéficiaire	R30 - COMMUNE DE VILLEJUIF			
Localisation	VILLEJUIF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 272,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 545,00 €	HT	50 %	43 272,00 €	

Dossier	16005124 - Acquisition d'un fauteuil dentaire destiné au centre médico-dentaire de Fontenay-aux-Roses (94)			
Bénéficiaire	R1022 - COMMUNE DE FONTENAY-AUX-ROSES			
Localisation	FONTENAY-AUX-ROSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 833,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 666,00 €	HT	50 %	10 833,00 €	

Dossier	16011629 - Acquisition d'équipement médical pour le centre de santé médical de santé Jean Aimé Dolidier à Pierrefitte (93)			
Bénéficiaire	R32401 - CMS J AIME DOLIDIER CMNE PIERREFITTE SEINE			
Localisation	PIERREFITTE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 619,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 239,00 €	HT	50 %	31 619,00 €	

Dossier	16011811 - Acquisition d'équipements pour quatre centres municipaux de santé à Saint-Denis (93)			
Bénéficiaire	R1266 - COMMUNE DE SAINT DENIS			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 232,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 465,00 €	HT	50 %	18 232,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-424	Budget	2016

Dossier	16013146 - Réalisation de travaux et acquisition d'équipements pour trois maisons de santé pluridisciplinaires et universitaires situées à Villeneuve-la-Garenne et Gennevilliers (92)			
Bénéficiaire	P0035109 - APLSG - ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS LIBERAUX DE SANTE DE GENNEVILLIERS ET VILLENEUVE LA GARENNE			
Localisation	VILLENEUVE-LA-GARENNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	305 243,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
814 646,00 €	TTC	37,47 %	305 243,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000783 - Aide aux structures d'exercice collectif	409 199,00 €

Dispositif : N° 00000792 - Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens

Dossier	16011770 - Acquisition d'équipements en vue d'une installation au sein d'un cabinet de médecins généralistes à Rozay-en-Brie (77)			
Bénéficiaire	P0034964 - DEMAY JONATHAN			
Localisation	ROZAY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 349,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 698,00 €	TTC	50 %	6 349,00 €	

Dossier	16011772 - Acquisition d'équipements en vue d'une installation au sein d'un cabinet de médecins généralistes à Rozay-en-Brie (77))			
Bénéficiaire	P0034965 - ORSINI DELPHINE			
Localisation	ROZAY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 840,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 681,00 €	TTC	49,99 %	4 840,00 €	

Dossier	16013279 - Acquisition d'équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Nemours (77)			
Bénéficiaire	P0035153 - BECAM FATOUMATA			
Localisation	NEMOURS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 688,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 376,00 €	TTC	50 %	4 688,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-424	Budget	2016

Dossier	16013795 - Aménagement et équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Grigny (91)				
Bénéficiaire	P0035173 - KANOUA ABDELMALEK				
Localisation	GRIGNY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	9 187,61 €			Code nature	20421
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 375,22 €	TTC		50 %	9 187,61 €	

Total sur le dispositif N° 00000792 - Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	25 064,61 €

Dispositif : N° 00000799 - Aide aux réseaux de santé

Dossier	16011633 - Acquisition de deux véhicules destinés au réseau de santé situé à Lagny-sur-Marne (77)				
Bénéficiaire	P0034914 - GOSPEL - GERONTOLIGIE, ONCOLOGIE, SOINS PALLIATIFS, EXPERTISES LIEES				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	13 470,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 940,00 €	TTC		50 %	13 470,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000799 - Aide aux réseaux de santé	13 470,00 €

Total sur l'imputation 904 - 41 - 141002 - 14100203	447 733,61 €

Chapitre	**904 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**41 - Santé**
Programme	**141008 - Soutien aux centres d'IVG**
Action	**14100801 - Création équipement d'Unité fonctionnelle d'IVG**

Dispositif : N° 00000795 - Aide aux centres de planification-contraception-IVG

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-424	Budget	2016

Dossier	16011650 - Acquisition de deux échographes pour le service de planification de l'hôpital Antoine Béclère, situé à Clamart (92)				
Bénéficiaire	R33052 - APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS - HOPITAL ANTOINE BECLERE				
Localisation	CLAMART				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	27 424,00 €			Code nature	204181
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 848,00 €	TTC		50 %	27 424,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000795 - Aide aux centres de planification-contraception-IVG	27 424,00 €

Total sur l'imputation 904 - 41 - 141008 - 14100801	27 424,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014195

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DEVELOPPEMENT ET MODERNISATION DU PARC D'AUTOMATES DE REDUCTION DES RISQUES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux établissements de prise en charge des addictions	50 000,00 €	50,00 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141001-300
14100101- Accès aux soins des publics spécifiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS SAFE
Adresse administrative : 11 AVENUE PORTE DE LA PLAINE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LOUIS BARA, PRESIDENT

Date de publication au JO : 1 novembre 1989

N° SIRET : 39506543600044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux établissements de prise en charge des addictions
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : développement et modernisation du parc d'automates de réduction des risques

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet de l'association SAFE vise à favoriser la réduction des risques de contamination par le VIH et le VHC chez les usagers de drogues par voie intraveineuse. Afin de réaliser cet objectif SAFE développe l'implantation d'automates distributeurs et récupérateurs de matériel à usage unique adaptés, facilite l'accès, 7 jours sur 7 et 24h/24, au matériel stérile adapté par la diffusion de kits et de jetons via un dispositif d'automates. En parallèle, SAFE facilite la prévention par la diffusion d'outils d'éducation à la santé et l'animation d'un réseau de professionnel travaillant en première ligne.

Description :
L'association souhaite moderniser et réapprovisionner ses automates (échange de seringues et kits d'inhalationde de crack).

Intérêt régional :
Dispositif de prévention santé et de réduction des risques. Ce soutien régional s'inscrit dans la perspective d'une diversification à l'avenir des financements de l'organisme.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires

Public(s) cible(s) :
Usagers de drogues par voie intraveineuse et fumeurs.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	50 000,00	100,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	25 000,00	50,00%
Ville de Paris	5 000,00	10,00%
ARS	20 000,00	40,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €
2017	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux établissements de prise en charge des addictions	100 000,00 €

2014	Aide aux établissements de prise en charge des addictions	100 000,00 €
	Montant total	200 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003482

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR LES CENTRES DE SANTE PIERRE ROUQUES ET DANIELLE CASANOVA, SITUES A VILLEJUIF (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	86 545,00 €	50,00 %	43 272,00 €
	Montant Total de la subvention		43 272,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLEJUIF
Adresse administrative : HOTEL DE VILLE
94800 VILLEJUIF
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Franck LE BOHELLEC, Maire

N° SIRET : 21940076900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'équipements pour les centres de santé Pierre Rouquès et Danielle Casanova, situés à Villejuif (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre municipal de santé Pierre Rouques, situé en limite du Quartier Politique de la Ville "Lozaits Nord-Grimau-Armand Goueret" assure des activités de consultations de médecine générale et spécialisée, de service infirmier et de radiologie. Il participe par ailleurs à des actions de santé publique et de prévention.
Le centre a reçu en 2014 9.850 patients pour une ou plusieurs consultations.

Le centre dentaire Danielle Casanova propose des activités de soins et de prothèses dentaires et il est également engagé dans des actions de santé publique, de prévention et d'éducation pour la santé bucco-dentaire. Il a reçu 3.165 patients (au moins une fois) entre le 1er septembre 2014 et le 31 août 2015.

Description :
La commune de Villejuif s'inscrit dans le programme départemental de dépistage du cancer du sein, pour lequel il est parfois nécessaire de compléter la lecture d'une mammographie par une échographie. Or l'échographe actuellement utilisé par le centre de santé Pierre Rouquès est âgé de plus de 10 ans : il n'offre plus les services de la technologie moderne et nécessite des réparations entraînant son immobilisation et la suspension des dépistages. Afin de rester compétitif en terme de diagnostic et offrir un service de pointe à sa population, le centre de santé souhaite s'équiper d'un échographe neuf aux dernières normes en matière de technologie et d'une imprimante dédiée.

Le centre dentaire Danielle Casanova, dans un souci de gain de temps en termes de stérilisation, et afin de permettre une présence plus importante des assistantes dentaires auprès des patients, souhaite remplacer son autoclave et acquérir un laveur-désinfecteur. Par ailleurs, un fauteuil dentaire, âgé de 17 ans, doit être remplacé car trop souvent immobilisé suite à des opérations de maintenance.

Intérêt régional :
Les actions des deux centres de santé bénéficient (notamment) aux habitants des quartiers classés en politique de la ville à Villejuif.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Les patientes participant au dépistage du cancer du sein organisé par le centre de santé municipal Pierre Rouquès à Villejuif.
Les bénéficiaires de soins dentaires et de prothèses du centre dentaire Danielle Casanova.

Localisation géographique :
- VILLEJUIF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements (échographe et imprimante, autoclave, laveur-désinfecteur, fauteuil dentaire)	86 545,00	100,00%
Total	86 545,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional	43 272,00	50,00%
Apport de la commune	43 273,00	50,00%
Total	86 545,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	43 272,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	41 225,00 €
2013	Chantiers solidarité	20 000,00 €
2013	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	113 540,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	1 290 003,00 €
2014	Chantiers solidarité	20 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	250 000,00 €
2015	E-administration	53 425,00 €
2015	Politique énergie climat	37 480,00 €
	Montant total	1 784 448,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005124

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'UN FAUTEUIL DENTAIRE DESTINE AU CENTRE MEDICO-DENTAIRE DE FONTENAY-AUX-ROSES (94)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	21 666,00 €	50,00 %	10 833,00 €
	Montant Total de la subvention		10 833,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTENAY-AUX-ROSES
Adresse administrative : 75 RUE BOUCICAUT
92260 FONTENAY-AUX-ROSES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Laurent VASTEL, Maire

N° SIRET : 21920032600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'un fauteuil dentaire destiné au Centre Médico-Dentaire de Fontenay-aux-Roses (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre de santé est composé d'un service de soins infirmiers, d'un service de consultations médicales (médecine générale, médecine spécialisée) et d'un service dentaire. Il gère par ailleurs un centre de vaccination et un Point Ecoute Jeunes.
Le centre a organisé 17.521 consultations médicales et 1.500 soins infirmiers.

Description :
L'un des fauteuils dentaires du centre, âgé de 15 ans, ne répond plus aux exigences en matière d'hygiène : cette situation nécessite son immobilisation fréquente et pénalise les patients. Le centre de santé souhaite donc acquérir un nouvel équipement aux normes.

Intérêt régional :
La commune de Fontenay-aux-Roses est signataire, avec l'Etat, d'un contrat de "veille active" : si elle ne figure pas dans la liste des communes dont les quartiers sont classés prioritaires au titre de la politique de la ville, elle est néanmoins considérée comme ayant besoin d'une attention particulière du fait de sa situation sociale, urbaine et économique.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires de soins dentaires du centre municipal de santé.

Localisation géographique :
- FONTENAY-AUX-ROSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fauteuil dentaire	21 666,00	100,00%
Total	21 666,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	10 833,00	50,00%
Fonds propres	10 833,00	50,00%
Total	21 666,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 833,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 800,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	97 620,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	6 100,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	6 000,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	4 023,00 €

	Montant total	129 543,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011629

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'EQUIPEMENT MEDICAL POUR LE CENTRE DE SANTE MEDICAL DE SANTE JEAN AIME DOLIDIER A PIERREFITTE (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	63 239,00 €	50,00 %	31 619,00 €
	Montant Total de la subvention		31 619,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CMS J AIME DOLIDIER CMNE PIERREFITTE SEINE
Adresse administrative : 18 RUE GUEROUX 93380 PIERREFITTE SUR SEINE
Statut Juridique : Centre Médico Social
Représentant : Monsieur MICHEL FOURCADE, Maire

N° SIRET : 21930059700198

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'équipement médical pour le centre de santé médical de santé Jean Aimé Dolidier à Pierrefitte (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre municipal de santé fait partie du pôle santé du centre communal d'action sociale de Pierrefitte-sur-Seine. Il se compose d'un centre médical et d'un centre dentaire :

- le centre médical propose des consultations de médecine générale et spécialisée (allergologie, ORL, pédiatrie, gynécologie, ophtalmologie, rhumatologie, phlébologie), des échographies, des soins infirmiers ainsi que de la kinésithérapie.
Il réalise également des actions de prévention : séances de vaccination gratuites et consultations dans le cadre du centre de planification et d'éducation familiale.

En 2015, 32.926 actes ont été réalisés, pour une file active de 8.043 patients.

- Le centre dentaire, doté de trois fauteuils, propose des soins dentaires et de l'orthodontie. En 2015, 10.670 actes ont été réalisés, pour une file active de 2.296 patients.

Description :
Afin de continuer à proposer une offre d'échographie de qualité et améliorer le plateau technique du centre dentaire et son circuit de stérilisation, le pôle de santé souhaite acquérir :
- un nouvel échographe pour le centre médical, destiné à une utlisation généraliste et obstétricale ;
- un équipement de radiologie portable pour le centre dentaire, permettant la continuité des soins en cas de panne de l'équipement fixe, ainsi que du matériel de stérilisation pour le centre dentaire.

Intérêt régional :
Le centre municipal de santé est situé sur un territoire déficitaire selon le zonage SROS de l'ARS de 2015 et sur un territoire politique de la ville.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Pierrefitte-sur-Seine (28.000 personnes).

Localisation géographique :
- PIERREFITTE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicals	63 239,00	100,00%
Total	63 239,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	31 619,00	50,00%
Fonds propres	31 620,00	50,00%
Total	63 239,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 619,00 €
2017	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011811

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR QUATRE CENTRES MUNICIPAUX DE SANTE A SAINT-DENIS (93)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	36 465,00 €	50,00 %	18 232,00 €
	Montant Total de la subvention		18 232,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204142-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SAINT DENIS
Adresse administrative : 2 PLACE VICTOR HUGO
93205 SAINT-DENIS CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Didier PAILLARD, Maire

N° SIRET : 21930066200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'équipements pour quatre centres municipaux de santé à Saint-Denis (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La ville de Saint-Denis est gestionnaire de quatre centres municipaux de santé (CMS), répartis sur le territoire de la ville :
- le CMS Henri Barbusse, au nord-est, comprenant 3 cabinets médicaux, 3 cabinets dentaires et une infirmerie ;
- le CMS Le Cygne, au centre ville, comprenant 6 cabinets médicaux, 3 cabinets dentaires, une infirmerie, deux salles de kinésithérapie et un service de radiologie (deux salles généralistes, une salle de mammographie, une salle de panaromaique dentaire, deux salles d'échographie) ;
- le CMS Les Moulins, au nord-ouest, comprenant : trois cabinets médicaux, deux cabinets dentaires et une infirmerie ;
- le CMS La Plaine, au sud, comprenant : trois cabinets médicaux, deux cabinets dentaires et une

infirmerie.

Les quatre centres ont reçu 25.717 patients en 2015.

Description :
Du fait de leur vétusté, et du nécessaire respect des normes d'hygiène et d'asepsie pour le patient, certains équipements dentaires et médicaux doivent être remplacés : divan d'examen, purificateur d'air, éclairages (dont scialytiques), oxymètre, autoclave, laveur désinfecteur...

Intérêt régional :
Les centres de santé sont situés sur un territoire fragilisé selon le zonage SROS de l'ARS de 2015.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de Saint-Denis.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements médicaux (hors fauteuil dentaire)	36 465,00	100,00%
Total	36 465,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	18 232,00	50,00%
Fonds propres	18 233,00	50,00%
Total	36 465,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 232,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions en faveur de la lutte contre la pollution atmosphérique	-11 300,00 €
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	20 200,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	59 184,00 €

2013	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	29 700,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	300 000,00 €
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 309 770,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	1 436 891,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	22 635,00 €
2013	Soutien aux actions en faveur de la lutte contre la pollution	21 999,90 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	73 709,50 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	16 025,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	59 184,00 €
2014	Stratégies territoriales de sécurité – Investissement	1 061,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	31 750,00 €
2015	Campagne préventive lutte contre le saturnisme	60 300,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	80 000,00 €
	Montant total	3 426 064,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013146

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REALISATION DE TRAVAUX ET ACQUISITION D'EQUIPEMENTS POUR TROIS MAISONS DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRES ET UNIVERSITAIRES SITUEES A VILLENEUVE-LA-GARENNE ET GENNEVILLIERS (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux structures d'exercice collectif	814 646,00 €	37,47 %	305 243,00 €
		Montant Total de la subvention	305 243,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APLSG - ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS LIBERAUX DE SANTE DE GENNEVILLIERS ET VILLENEUVE LA GARENNE
Adresse administrative : 33 RUE VICTOR HUGO
92230 GENNEVILLIERS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THIERRY POUYLEAU, Président

Date de publication au JO : 13 septembre 1982

N° SIRET : 33878219600020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux structures d'exercice collectif
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : réalisation de travaux et acquisition d'équipements pour trois maisons de santé pluridisciplinaires et universitaires situées à Villeneuve-la-Garenne et Gennevilliers (92)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association des professionnels libéraux de santé de Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne (APLSG) soutient le développement des maisons de santé pluridisciplinaires sur son territoire et mutualise la coordination entre elles.

A l'heure actuelle, quatre MSP sont réparties sur les deux communes :
- MSP Les Agnettes (Gennevilliers) : 2 cabinets médicaux, 7 médecins et 6 paramédicaux ;
- MSP Patrick Nochy (Gennevilliers) : 1 cabinet médical, 6 médecins et 6 paramédicaux ;
- MSP Averroès : 2 cabinets médicaux, 3 médecins et 6 paramédicaux ;
- MSP Sisley : 1 cabinet médical, 4 médecins et 8 paramédicaux.

Description :
La MSP Sisley est une maison de santé dite "hors les murs" : elle est le résultat de la collaboration de plusieurs structures regroupées dans le centre-ville de Villeneuve-la-Garenne. Elle rassemble, en cinq points différents : un cabinet de médecine générale, un cabinet mixte (une orthophoniste et deux infirmières), deux cabinets de soins infirmiers et un cabinet de groupe de kinésithérapie.
La pluri-professionnalité s'exerce par le biais de rencontres bimestrielles (médecins-infirmiers) et trimestrielles (orthophoniste, kinésithérapeutes et médecins). Par ailleurs, des protocoles, formalisés des tableaux de bord de suivi, outils partagés, sont opérants dans les domaines suivants :
- prévention systématique pour les 18-65 ans ;
- dépistage de la fragilité chez les plus de 65 ans ;
- suivi des patients en EHPAD ;
- suivi des patients diabétiques ;
- suivi des patients hypertendus.
14.941 consultations et 760 visites ont été réalisées en 2015. Les professionnels sont conventionnés secteur 1 et pratiquent le tiers-payant.

L'opération présentée ici consiste à réaménager le site accueillant les médecins généralistes afin de recruter un professionnel supplémentaire : création d'un nouveau cabinet de consultation, réaménagement de la salle d'attente et d'un espace dédié à la coordination. Ces travaux seront complétés par l'acquisition d'équipements mobiliers, médicaux et informatiques.

La MSP Patrick Nochy, comme la MSP Sisley, est une structure "hors les murs" : elle comprend, sur des sites distincts, un cabinet mixte regroupant une pédiatre, une sage-femme, deux psychologues et une psychopraticienne, un cabinet de médecine générale, un cabinet de soins infirmiers et un cabinet d'orthophonie. Les mêmes protocoles et outils partagés sont utilisés.
17.426 consultations et 1.102 visites ont été réalisés en 2015. Les professionnels sont conventionnés secteur 1 et pratiquent le tiers-payant.
L'opération présentée consiste à réaménager l'espace vétuste existant afin de : créer 6 bureaux de consultations destinés à accueillir davantage de médecins généralistes et de stagiaires, ainsi qu'une infirmière de santé publique, créer une salle de réunion destinée à la coordination et rendre accessibles les locaux aux personnes en situation de handicap. Ces travaux seront complétés par l'acquisition d'équipements mobiliers, médicaux et informatiques.

La MSP Les Agnettes, comme les deux MSP précédentes, est une structure "hors les murs". Elle comprend, sur plusieurs sites : un cabinet mixte regroupant des médecins généralistes et deux infirmières, deux cabinets infirmiers et un cabinet de podologie. Les mêmes protocoles et outils partagés sont utilisés.
19.897 consultations et 1.760 visites ont été réalisés en 2015. Les professionnels sont conventionnés secteur 1 et pratiquent le tiers-payant.

L'opération présentée consiste à regrouper les médecins généralistes et l'ensemble des infirmières dans une MSP "dans les murs". Seul le cabinet de podologie restera physiquement distinct. Les travaux consisteront à :créer 7 bureaux de consultation, une salle de réunion et rendre accessibles les locaux aux personnes en situation de handicap. Ce programme sera complété par l'acquisition d'équipements mobiliers, médicaux et informatiques.

Intérêt régional :
La MSP Sisley est située sur un territoire fragilisé selon le zonage SROS de l'ARS de 2015. Les MSP Patrik Nochy et Les Agnelles sont situées dans des quartiers classés politique de la ville.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des communes de Gennevilliers et Villeneuve-la-Garenne.

Détail du calcul de la subvention :
- MSP Sisley :
Dépense subventionnable travaux et charges afférentes : 25.324 €
Taux de subvention : 35%
Subvention : 8.863 €

Dépense subventionnable équipements : 35.971 €
Taux de subvention : 50%
Subvention : 17.985 €

SUBVENTION travaux et équipements : 26.848 €

- MSP Patrick Nochy :
Dépense subventionnable travaux et charges afférentes : 289.200 €
Taux de subvention : 35%
Subvention : 101.220 €

Dépense subventionnable équipements : 55.956 €
Taux de subvention : 50%
Subvention : 27.978 €

SUBVENTION travaux et équipements : 129.198 €

- MSP Les Agnettes :
Dépense subventionnable travaux et charges afférentes : 366.000 €
Taux de subvention : 35%
Subvention : 128.100 €

Dépense subventionnable équipements : 42.195 €
Taux de subvention : 50%
Subvention : 21.097 €

SUBVENTION travaux et équipements : 149.197 €

SUBVENTION TOTALE : 305.243 € dont 238.183 € en travaux et charges afférentes et 67.060 € en équipements.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-LA-GARENNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et charges afférentes	680 524,00	83,54%
Equipements	134 122,00	16,46%
Total	814 646,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	305 243,00	37,47%
Commune de Gennevilliers (A)	260 000,00	31,92%
ARS (A)	65 672,00	8,06%
CG92 (EC)	183 731,00	22,55%
Total	814 646,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	305 243,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011770

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS EN VUE D'UNE INSTALLATION AU SEIN D'UN CABINET DE MEDECINS GENERALISTES A ROZAY-EN-BRIE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	12 698,00 €	50,00 %	6 349,00 €
	Montant Total de la subvention		6 349,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEMAY JONATHAN
Adresse administrative : 13 RUE DU COLONNEL OUDOT
75012 PARIS
Statut Juridique : Monsieur
Représentant : Monsieur JONATHAN DEMAY, Médecin Généraliste

Objet : Médecin généraliste

N° SIRET : 80365817800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'équipements en vue d'une installation au sein d'un cabinet de médecins généralistes à Rozay-en-Brie (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du Fonds régional de résorption des déserts médicaux, la Région apporte un soutien financier à l'installation de M. Jonathan DEMAY, médecin généraliste, dans la commune de Rozay-en-Brie (77).
La commune est répertoriée comme territoire fragile au titre de la démographie médicale dans le zonage arrêté par l'Agence régionale de santé en mars 2015. L'installation de ce professionnel de santé contribuera donc à améliorer l'accès aux soins des 3.000 habitants de la commune et des 10.000 habitants du bassin.

Description :
M. Demay souhaite acquérir des équipements matériels pour son cabinet, dans un local loué à la mairie de Rozay-en-Brie, en rez-de-chaussée d'un bâtiment communal. M. Demay partagera son cabinet avec un autre médecin généraliste.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : divan d'examen, toises, pèse-personne, électrocadiogramme...

Intérêt régional :
Renforcement de l'accès aux soins dans une zone fragile du point de vue de la démographie médicale.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la commune de Rozay-en-Brie.
Les 10.000 habitants du bassin de Rozay-en-Brie.

Localisation géographique :
- ROZAY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement matériel	12 698,00	100,00%
Total	12 698,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 349,00	50,00%
Fonds propres	6 349,00	50,00%
Total	12 698,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 349,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011772

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS EN VUE D'UNE INSTALLATION AU SEIN D'UN CABINET DE MEDECINS GENERALISTES A ROZAY-EN-BRIE (77))

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	9 681,00 €	49,99 %	4 840,00 €
	Montant Total de la subvention		4 840,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORSINI DELPHINE
Adresse administrative : 13 RUE DU COLONNEL OUDOT
75012 PARIS
Statut Juridique : Madame
Représentant : Madame DELPHINE ORSINI, Médecin Généraliste

Objet : Médecin généraliste

N° SIRET : 80415612300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'équipements en vue d'une installation au sein d'un cabinet de médecins généralistes à Rozay-en-Brie (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du Fonds régional de résorption des déserts médicaux, la Région apporte un soutien financier à l'installation de Mme Delphine ORSINI, médecin généraliste, dans la commune de Rozay-en-Brie (77).
La commune est répertoriée comme territoire fragile au titre de la démographie médicale dans le zonage arrêté par l'Agence régionale de santé en mars 2015. L'installation de ce professionnel de santé contribuera donc à améliorer l'accès aux soins des 3.000 habitants de la commune et des 10.000 habitants du bassin.

Description :
M. Demay souhaite acquérir des équipements matériels pour son cabinet, dans un local loué à la mairie de Rozay-en-Brie, en rez-de-chaussée d'un bâtiment communal. Il partagera son cabinet avec un autre médecin généraliste.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : divan d'examen, toises, pèse-personne, électrocadiogramme...

Intérêt régional :
Renforcement de l'accès aux soins dans une zone fragile du point de vue de la démographie médicale.

Public(s) cible(s) :
Les habitants de la commune de Rozay-en-Brie.
Les 10.000 habitants du bassin de Rozay-en-Brie.

Localisation géographique :
- ROZAY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement matériel	9 681,00	100,00%
Total	9 681,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	4 840,00	49,99%
Fonds propres	4 841,00	50,01%
Total	9 681,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013279

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION D'EQUIPEMENTS EN VUE DE L'INSTALLATION D'UN PRATICIEN EN MEDECINE GENERALE DANS LA COMMUNE DE NEMOURS (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	9 376,00 €	50,00 %	4 688,00 €
	Montant Total de la subvention		4 688,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BECAM FATOUMATA
Adresse administrative : 34 RUE VAUGELAS
75015 PARIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Madame FATOU BECAM, Madame

Objet : Médecin généraliste

N° SIRET : 78994053300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition d'équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Nemours (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du fonds régional de résoprtion des désert médicaux la Région apporte un soutien financier à l'installation de Mme Fatoumata BECAM, médecin généraliste, dans la commune de Nemours (77).
La commune de Nemours est répertoriée comme territoire fragile au titre de la démographie médicale et paramédicale dans le zonage arrêté par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en mars 2015.

Description :
Mme BECAM souhaite acquérir le matériel nécessaire à son installation et à l'exercice de sa discipline :

- matériel bureautique : ordinateur, téléphone ;
- mobilier : bureau, rangements, chaises ;
- matériel médical : divan, stétoscope, tensiomètre oxymètre, pèse-personne...

La bénéficiaire exercera 5 jours par semaine.

L'arrivée de cette professionnelle de santé va permettre l'amélioration de l'accès aux soins des habitants de Nemours.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : achat des équipements nécessaires à la mise en place du cabinet de médecin généraliste.

Intérêt régional :
Renforcement de l'accès aux soins dans une zone fragile au titre de la démographie médicale.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui des adultes, enfants et adolescents de la commune de Nemours et de ses environs (77).

La patientèle est estimée entre 20 et 25 consultations par jour.

Détail du calcul de la subvention :
Mme BECAM sollicite la Région au titre de l'équipement :

Montant de la base subventionnable : 9.376 €
Le maître d'ouvrage est professionnel de santé : taux maximum d'intervention 50%
Montant de subvention : 4 688 €

Localisation géographique :

- NEMOURS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements	9 376,00	100,00%
Total	9 376,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	4 688,00	50,00%
Fonds propres	4 688,00	50,00%
Total	9 376,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 688,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013795

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AMENAGEMENT ET EQUIPEMENTS EN VUE DE L'INSTALLATION D'UN PRATICIEN EN MEDECINE GENERALE DANS LA COMMUNE DE GRIGNY (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens	18 375,22 €	50,00 %	9 187,61 €
	Montant Total de la subvention		9 187,61 €

Imputation budgétaire : 904-41-20421-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KANOUA ABDELMALEK
Adresse administrative : 19 BIS RUE DES PLATANES
91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS
Statut Juridique : A RENSEIGNER (SAUF PARTICULIERS)
Représentant : Monsieur ABDELMALEK KANOUA, Monsieur

Objet : Médecin généraliste

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrats régionaux d'exercice sanitaire - Appui aux praticiens
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : aménagement et équipements en vue de l'installation d'un praticien en médecine générale dans la commune de Grigny (91)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre du fonds régional de résorption des déserts médicaux la Région apporte un soutien financier à l'installation de M. Abdelmalek KANOUA, médecin généraliste, dans la commune de Grigny (91).
La commune de Grigny est répertoriée comme territoire déficitaire au titre de la démographie médicale et paramédicale dans le zonage arrêté par l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France en mars 2015.

Description :

M. KANOUA souhaite effectuer des travaux au sein d'un local identifié afin d'aménager un espace de consultation ainsi qu'un espace toilette et salle d'eau.

Il souhaite également acquérir le matériel nécessaire à son installation et à l'excercice de sa discipline :
- mobilier : bureau, fauteuil, meuble de rangement, chaises ;
- matériel bureautique : ordinateur, imprimante ;
- matériel médical : divan d'examen, tensiomètre, stethoscope, otoscope...

L'arrivée de ce professionnel de santé va permettre l'amélioration de l'accès aux soins des habitants de Grigny.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels : travaux d'aménagement et achat d'équipements nécessaires à la mise en place du cabinet de médecin généraliste.

Intérêt régional :
Renforcement de l'accès aux soins dans une zone déficitaire au titre de la démographie médicale. Le projet se situe sur un territoire politique de la ville.

Public(s) cible(s) :
Le public cible est celui de la population de la ville de Grigny (91).

La patientèle est estimée à 30 personnes par jour.

Détail du calcul de la subvention :
M. KANOUA sollicite la Région au titre de travaux et d'équipement :
Montant de la base subventionnable : 16.835 €
Le maître d'ouvrage est un professionnel de santé : taux maximum d'intervention 50%
Montant de subvention 8.417 €

Localisation géographique :
- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	11 875,22	64,63%
Equipements	6 500,00	35,37%
Total	18 375,22	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	9 187,61	50,00%
Fonds propres	9 187,61	50,00%
Total	18 375,22	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 417,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011633

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION DE DEUX VEHICULES DESTINES AU RESEAU DE SANTE SITUE A LAGNY-SUR-MARNE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux réseaux de santé	26 940,00 €	50,00 %	13 470,00 €
	Montant Total de la subvention		13 470,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-20422-141002-300
14100203- Fonds régional de resorption des déserts médicaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GOSPEL - GERONTOLIGIE, ONCOLOGIE, SOINS PALLIATIFS, EXPERTISES LIEES
Adresse administrative : 8 RUE HENRI DUNANT 77400 LAGNY SUR MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEROME NICOLET, Président

Date de publication au JO : 26 juillet 2014

N° SIRET : 80470373400025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux réseaux de santé
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition de deux véhicules destinés au réseau de santé situé à Lagny-sur-Marne (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
GOSPEL est un réseau de santé basé à Lagny-sur-Marne et dont les activités couvrent le nord de la Seine-et-Marne auprès de personnes, vivant à domicile, atteintes de cancer, en soins palliatifs ou âgées de 75 ans et plus. Ses objectifs sont :
- d'accompagner le patient dans son parcours de soins ;
- d'apporter aux professionnels de santé une coordination des différentes interventions ;
- de favoriser le maintien à domicile dans les meilleures conditions de prise en charge ;
- d'accompagner les professionnels de santé dans le développement de leurs pratiques.

L'équipe de terrain est composée de cinq infirmières, deux médecins, deux psychologues, une assistante sociale et une secrétaire.
654 patients ont été pris en charge en 2015.

Description :
L'équipe de GOSPEL a réalisé environ 50.000 kms en 2015 à titre professionnel : visites de patients à domicile et réunions de concertation avec les partenaires (EHPAD par exemple). Les véhicules utilisés sont ceux du personnel, modalité d'organisation non viable à long terme, les salariés ne souhaitant pas poursuivre dans cette voie.

Le réseau souhaite donc acquérir cinq véhicules, dont deux seront financés partiellement par la Région.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires

Public(s) cible(s) :
Sur le territoire du nord de la Seine-et-Marne : les personnes, vivant à domicile, atteintes de cancer, en soins palliatifs ou âgées de 75 ans et plus.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Véhicules	26 940,00	100,00%
Total	26 940,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	13 470,00	50,00%
ARS (EC)	13 470,00	50,00%
Total	26 940,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	13 470,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011650

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACQUISITION DE DEUX ECHOGRAPHES POUR LE SERVICE DE PLANIFICATION DE L'HOPITAL ANTOINE BECLERE, SITUE A CLAMART (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux centres de planification-contraception-IVG	54 848,00 €	50,00 %	27 424,00 €
	Montant Total de la subvention		27 424,00 €

Imputation budgétaire : 904-41-204181-141008-300
14100801- Création équipement d'Unité fonctionnelle d'IVG

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : APHP ASSISTANCE PUBLIQUE HOPITAUX DE PARIS - HOPITAL ANTOINE BECLERE
Adresse administrative : 157 RUE PORTE DE TRIVAUX 92141 CLAMART CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Hospitalier
Représentant : Madame FLORENCE FAVREL-FEUILLADE, Directrice

N° SIRET : 26750045200391

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux centres de planification-contraception-IVG
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : acquisition de deux échographes pour le service de planification de l'hôpital Antoine Béclère, situé à Clamart (92)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre de planification de l'hôpital Antoine Béclère a réalisé en 2015 3.435 consultations, dont 1.761 consultations IVG (pré et post IVG) et 1.674 consultations de suivi gynécologique et prescription de contraception. 956 patientes ont été prises en charge pour une interruption volontaire de grossesse.

Description :
Le centre de planification et d'éducation familiale de l'hôpital Antoine Béclère a emménagé le 4 juillet 2016 dans ses nouveaux locaux, financés à hauteur de 216.224 € par la Région en 2014. L'offre médicale y est davantage développée, en terme de praticiens présents et de places pour les femmes.

Afin de faire face à ce surcroît d'activité, l'hôpital souhaite procéder à l'acquisition de deux nouveaux échographes destinés au bureau des médecins et à la salle d'intervention.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires

Public(s) cible(s) :
Les patientes et les couples accueillis au sein du centre de planification et d'éducation familiale de l'hôpital Antoine Béclère de Clamart.

Localisation géographique :
- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition d'échographes	54 848,00	100,00%
Total	54 848,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	27 424,00	50,00%
Fonds propres	27 424,00	50,00%
Total	54 848,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	27 424,00 €
2017	27 424,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux centres de planification-contraception-IVG	48 000,00 €
2014	Aide aux centres de planification-contraception-IVG	216 224,00 €
	Montant total	264 224,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014094

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INFORMATION - PREVENTION - FORMATION : SEXUALITES, DROITS DES FEMMES ET SOUTIEN DE L'APPUI AU DEPLOIEMENT DE L'IPASS CONTRACEPTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux structures de prévention	217 885,00 €	45,50 %	99 138,00 €
	Montant Total de la subvention		99 138,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140004-300
14000404- Campagne Prévention - Contraception - Grossesses précoces - IVG

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION REGIONALE DE LA REGION PARISIENNE DU MOUVEMENT FRANCAIS POUR LE PLANNING FAMILIAL
Adresse administrative : 4 SQ STE IRENEE 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Isabelle LOUIS, Présidente

Date de publication au JO : 10 février 2001

N° SIRET : 43522550300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux structures de prévention
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : projet information - Prévention - Formation : sexualités, droits des femmes et soutien de l'appui au déploiement de l'Ipass contraception.

Objectifs :
Le projet 2016 de la fédération régionale MFPF RP est décliné en :
- 3 grands axes ayant pour objectif de réduire les inégalités sur le territoire francilien, tout en favorisant l'intégration de la prévention dans les parcours de santé : Informer - Prévenir - Former en sont les maîtres mots.
- 3 grandes actions : Plateforme téléphonique / Formations et analyse de la pratique / Prévention et sensibilisation des publics et professionnels.
L'ensemble de ces actions s'inscrivent dans le contexte du déploiement de l'Ipass contraception par la Région conformément à la délibération CR 16-124 du 16 juin 2016, qui devrait génèrer un surcroit d'activité. La Fédération MFPF sera un relais d'information et elle devra gérer des accueils physiques et

téléphoniques plus nombreux.
L'association oeuvre ainsi sur toutes les questions liées aux droits des femmes (contraception, avortement, IST...) et aux sexualités. Cela passe nécessairement par la lutte contre le sexisme et la promotion de l'égalité entre les filles et les garçons, les femmes et les hommes.
Prévenir et lutter contre les violences faites aux femmes est notamment une des missions transversales.
La fédération régionale MFPF RP élabore ses actions sur la base d'un diagnostic de terrain, au plus proche des partenaires / professionnel-les (pré-rencontre, bilan, formation de professionnels, analyse de la pratique) en fonction des besoins identifiés des publics bénéficiaires (accueil physique et téléphonique, temps d'échange collectif , animations, forum etc...).
La fédération régionale MFPF RP s'implique dans différentes instances intra-mouvement (commissions du MFPF) mais aussi à l'extérieur du mouvement (CADAC, Centre Hubertine Auclert, Groupes de réflexion ARS, commissions départementales sur les violences etc..) et confronte en permanence ses diagnostics avec d'autres structures professionnelles.

Description :
ACTION 1 : PLATEFORME TELEPHONIQUE
La tenue de la permanence téléphonique du MFPF RP est historiquement assurée depuis 16 années, du lundi au vendredi de 12h à 19h par cinq associations départementales du MFPF –Yvelines –Essonne – Hauts de Seine –Val de Marne et Val d'Oise.
Dans le cadre du Numéro vert national "sexualités - contraception - ivg" (0 800 08 11 11), anonyme et gratuit, la permanence s'est ouverte sur d'autres créneaux : 6 jours sur 7, de 9h à 22h le lundi et de 9h à 20 du mardi au samedi.
Elle permet aux franciliens et franciliennes une écoute et information relative à l'IVG, la contraception et toutes les questions liées à la sexualité. Une orientation vers les lieux proposant une IVG dans les meilleurs délais en tenant compte du lieu de résidence des femmes concernées et de la méthode choisie ainsi qu'une orientation vers les structures proposant un accompagnement contraceptif ou un éventuel dépistage. Une enquête régulière auprès des établissements pratiquant les IVG évalue le dispositif.
La coordination régulière au sein de la Fédération du MFPF RP, entre les différentes associations départementales permet de mutualiser et analyser les données et la transmission des informations reçues des différents acteurs. Les conseillères conjugales et familiales formées au sein du mouvement MFPF assurent les permanences.

ACTION 2 : FORMATIONS ET ANALYSES DE LA PRATIQUE DES MILITANTES DES ASSOCIATIONS DEPARTEMENTALES
Afin de permettre aux militantes (bénévoles comme salarié.e.s) de la Fédération MFPF RP de se former tout au long de leur vie, d'échanger sur leurs pratiques, de réactualiser leurs connaissances sur des thématiques santé, corps des femmes (...) un ensemble de formations, susceptibles d'évoluer au cours de l'année en fonction des besoins repérés par les associations franciliennes, est conçue autour de la "Promotion de la santé sexuelle et reproductive": Femmes et santé, masculinisme, contraception masculine, complétée par une formation "Théâtre forum" comme outil d'animation, un week-end "objectif et motivation" et des analyses de la pratique.

ACTION 3 : ACTIONS DE PREVENTION ET DE SENSIBILISATION DES PROFESSIONNELS ET DES PUBLICS
Les actions se déroulent sous diverses formes sur tout le territoire francilien, en milieu urbain comme rural. La coordination du dispositif est assurée par une coordinatrice régionale et une coordinatrice téléphonique, en concertation avec le Conseil d'administration du MFPF RP.
Le MFPF RP organise des animations pour groupes de jeunes (filles / garçons) et d'adultes (femmes / hommes) sur la santé sexuelle, l'égalité et l'impact des rapports sociaux sur les comportements à risques, les violences issues du programme national du MFPF. Des interventions ou groupes de paroles se destinent à des personnes en situation de handicap sur la prévention des risques liés à la sexualité et des sensibilisations/formations auprès de professionnel-les du secteur social, médical, de l'éducation nationale...
Les interventions se font à la demande des partenaires dans des centres sociaux, des maisons d'arrêt, des centres médicaux, hospitaliers, dans des établissements scolaires lors de projets mis en place par les

équipes pédagogiques. Des séances sont reconduites chaque année dans certaines Ecoles de la 2ème Chance ou pour les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) et Protection Judiciaire de la jeunesse (PJJ) autour de la citoyenneté et la prévention des violences.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains : salariées et bénévoles de la structure engagées sur les actions.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter deux stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
ACTION 1: Plateforme téléphonique
Cette action concerne tout public en Ile-de-France ; le nombre de bénéficiaires potentiels est de 4 000 à 4 300 franciliens.nes

ACTION 2 : Formations et analyses de la pratique des militantes des associations départementales :
Cette action concerne les militantes des 8 associations départementales, soit une soixantaine de personnes

ACTION 3 : Actions de prévention et de sensibilisation des professionnels et des publics :
Jeunes filles, jeunes garçons, femmes et hommes adultes, personnes détenues et/ou porteuses d'un handicap...

Détail du calcul de la subvention :
- Achats (achats d'études et de prestations de services, achats non stockés de matières et de Fournitures, fourniture d'entretien et de petit équipement, autres fournitures) : 10.100€
- Services extérieurs (interventions Associations Départementales du MFPF, locations, assurance, documentation, divers) : 161.511€
- Autres services extérieurs (rémunérations intermédiaires et honoraires, publicité, publication, déplacements, missions, frais postaux et de télécommunications, services bancaires, autres) : 24.981€
- Charges de personnel (rémunération des personnels, cotisations sociales) et autres charges gestion : 21.293€
TOTAL DES CHARGES PREVISIONNELLES : 217.885€

Conseil Régional IDF : 80.000€ (subvention fonctionnement MFPF)
Conseil régional IDF: 19 138€ (subvention exceptionnelle pour le soutien au déploiement de l'Ipass contraception)
Fonds propres : 10.968€
Produits des activités Annexes : 4.055€
FDVA 2016 : 4.124€
ARS IDF : 85.100€
DRJS : 9.000€
CRAMIF : 5.500€
TOTAL DES PRODUITS PREVISIONNELS : 217.885€

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	99 138,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux structures de prévention	67 090,00 €
2014	Soutien aux structures de prévention	100 000,00 €
2015	Soutien aux structures de prévention	80 000,00 €
	Montant total	247 090,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011225

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INFORMATION ET SENSIBILISATION DES ELUS ET DES PATIENTS D'ILE-DE-FRANCE SUR LE VIH / SIDA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	69 000,00 €	33,33 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELCS - ELUS LOCAUX CONTRE LE SIDA
Adresse administrative : 84 RUE QUINCAMPOIX
75003 PARIS 03
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LUC ROMERO, Président

Date de publication au JO : 6 septembre 1995

N° SIRET : 40849900200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : information et la sensibilisation des élus et des patients d'Ile-de-France sur le VIH / Sida

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action démarrant en mai notamment avec les publications.

Objectifs :
L'objectif de ce projet en direction des élus est d'informer et de mobiliser ; informer afin de remettre le VIH/sida au coeur des préoccupations de santé, et mobiliser afin de mettre en place des actions concrètes de prévention, d'information, de lutte contre la sérophobie, au niveau local.

Description :
Concernant le volet publications et information : ELCS Infos, trimestriel de l'association, a pour objectif

d'expliciter les points de débats et enjeux actuels, et de mettre en valeur les initiatives locales innovantes. Le Guide API (Action, Prévention, Information) publié annuellement, permet une information claire et actualisée.
Concernant le volet évènementiel et mobilisation : des tables rondes sont organisées tout au long de l'année rassemblant élus, professionnels de santé et associations. L'association agit également autour des grands temps de mobilisation (Sidaction, journée mondiale de lutte contre le sida ...) ; enfin les Etats Généraux sont organisés début décembre pour permettre de dresser le bilan des politiques publiques et d'imaginer les solutions futures au regard des enjeux actuels.
En France et en région Ile-de-France, ce sont environ 20 à 25 réunions régionales et locales qui sont organisées.

Moyens mis en œuvre :
2 coordinateurs suivent ce projet (0,5 ETP).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les publics cibles prioritaires sont les élus locaux. Les publics secondaires sont les professionnels de santé, les associations et les patients.
Sont visés 1200 personnes présentes lors des tables rondes locales, 400 personnes présentes aux Etats Généraux, 8000 bénéficiaires d'"ELCS Infos" par trimestre, et 3000 bénéficiaires de Guide API diffusé par an.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de publications et communication	24 000,00	34,78%
frais de personnel	45 000,00	65,22%
Total	69 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	33,33%
Direction Générale de la Santé	15 000,00	21,74%
département de la Vienne	2 000,00	2,90%
département du Val-de-Marne	1 000,00	1,45%
département des Bouches du Rhône	1 000,00	1,45%
département de Seine-et-Marne	1 000,00	1,45%
département de Paris	12 000,00	17,39%
Diverses communes en Ile-de-France et Hors Ile-de-France	5 000,00	7,25%
Adhésions villes	2 000,00	2,90%
entreprises privées	7 000,00	10,14%
Total	69 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	30 000,00 €
2014	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	30 000,00 €
2015	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013811

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACTIONS DE PROMOTION DE LA SANTE PSYCHIQUE ET DE PREVENTION DE CONDUITES A RISQUES ET ADDICTIVES A L'ADOLESCENCE ET AUPRES DE PUBLICS VULNERABLES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades	163 500,00 €	14,07 %	23 000,00 €
	Montant Total de la subvention		23 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100103- Fonds de prévention santé jeunes

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UDSM UNION POUR LA DEFENSE DE LA SANTE MENTALE REG EST PARIS
Adresse administrative : 17 BD HENRI RUEL
94120 FONTENAY /S BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : BERNARD MARTIN, Président

Date de publication au JO : 2 décembre 1959

N° SIRET : 78570592200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique des malades
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : actions de promotion de la santé psychique et de prévention de conduites à risques et addictives à l'adolescence et auprès de publics vulnérables

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Action démarrant dès le début de l'année.

Objectifs :
Les objectifs du projet visent à :
1. Offrir un espace de réflexion et de débat aux adolescents, sur site scolaire, permettant de prévenir précocement les expérimentations, les conduites à risques et les conduites addictives.

2. Limiter les risques d'exclusion des adolescents et adultes vulnérables ou signalés en difficulté par leur entourage.
3. Développer une culture et une pratique de réseau visant à soutenir les professionnels et parents dans le repérage et l'accompagnement de jeunes aux prises avec des conduites à risques.

L'idée est de réaliser en 1er lieu, des actions de prévention auprès des jeunes sur les conduites à risques et addictives (avec et sans substance), ainsi que des interventions visant à développer les compétences psychosociales, en milieu scolaire.
D'autre part, des interventions collectives sont prévues au sein de structures accueillant des publics particulièrement vulnérables (foyers d'hébergement ASE et PJJ, ESAT, unité d'hospitalisation psychiatrique) sur les ressources propres et extérieures permettant une alternative aux conduites à risques.
Ensuite, le projet prévoit d'évaluer, sur site scolaire, avec les jeunes repérés en situation de mal-être, leurs difficultés et les orienter vers une structure de soin et/ou d'accompagnement adaptée.
Un autre axe vise à organiser des réunions partenariales permettant la mise en œuvre d'interventions adaptées au regard des publics cibles et des problématiques rencontrées, ainsi que la pérennité des actions menées.
Enfin, il est envisagé d'informer les professionnels et les parents sur les conduites à risques et addictives à l'adolescence et leur offrir un espace d'échange et de discussion.

Description :
Le projet se décline en 3 axes :
Axe 1 : Prévention des conduites à risques auprès des adolescentes, sur site scolaire (actions collectives)
- Interventions ciblées au regard du public et de la problématique identifiée : « Consommation/excès : où commence le risque » ; « Abus d'écran » ; « Les réseaux sociaux, les autres et moi » ; « Relations filles-garçons »
- Interventions auprès des jeunes visant à travailler les notions d'estime de soi, de regard de l'autre, de bien-être et mal-être à l'adolescence et d'envisager des alternatives possibles aux conduites à risques.

Axe 2 : Prise en charge, collective et individuelle, d'adolescents et d'adultes vulnérables
- Interventions collectives auprès de publics vulnérables (adolescents et jeunes adultes hébergés en foyer, adultes handicapés)
- « Dispositif Ecoute Jeunes ».

Axe 3 : Sensibilisation des professionnels et des parents aux problématiques adolescentes et aux conduites à risques
- Animation du réseau partenarial (réunions partenariales, de diagnostic et de bilan)
- Information des professionnels et soutien à la parentalité : sensibilisation des professionnels aux problématiques de l'adolescence et des conduites à risques : « Mieux comprendre pour mieux accompagner » ; groupes d'échanges de pratique avec les assistants sociaux et infirmières scolaires ; conférence-débat auprès des parents : « Comment agir et réagir ? » ; atelier « Parents d'ados en crise ».

Moyens mis en œuvre :
Les postes affectés au projet sont :
• 1 psychosociologue, coordinatrice de l'activité de prévention, à temps complet en CDI (1 ETP)
• 1 psychologue à mi-temps en CDI (0,5 ETP)
• 1 psychanalyste – médiatrice familiale à mi-temps en CDI (0,5 ETP).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le projet cible les collégiens, lycéens, publics en situation de vulnérabilité (jeunes hébergés en foyer ASE ou PJJ, adultes handicapés ou ayant des troubles psychiatriques), parents, professionnels travaillant au quotidien auprès de ces publics (notamment éducateurs ou personnels médico-social).

Sont visés 2500 jeunes (dans le cadre de l'axe 1), 250 adolescents et adultes en situation de vulnérabilité (axe 2) et 250 adultes (axe 3). Les interventions se situent principalement dans Paris intra-muros mais également dans le Val-de-Marne et à Montreuil.

Localisation géographique :

- PARIS
- MONTREUIL
- SAINT-MAURICE
- CHAMPIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	1 268,00	0,78%
Services extérieurs dont locations	3 761,00	2,30%
Autres services extérieurs	1 390,00	0,85%
Impôts et taxes	12 485,00	7,64%
frais de personnel	143 806,00	87,95%
Charges fixes et de fonctionnement	790,00	0,48%
Total	163 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	23 000,00	14,07%
ARS (DT 75) acquis	40 000,00	24,46%
MILDECA (75 et 94) en cours	26 000,00	15,90%
Départements (Mission Métropolitaine de Prévention des conduites à risques) en cours	47 500,00	29,05%
participations des lycées et collèges (en cours)	27 000,00	16,51%
Total	163 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €
2017	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux établissements de prise en charge psychothérapeutique	100 000,00 €
2015	Etablissements et services d'éducation spéciale et/ou d'hébergement médicalisé des personnes en situation de handicap	800 000,00 €
	Montant total	900 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010007

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE DES ETUDIANTS FRANCILIENS - ANNEE UNIVERSITAIRE 2015-2016 - PERIODE AVRIL/MAI 2016 ET REGULARISATION JUIN/AOUT ET SEPTEMBRE 2015

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	34 659,45 €	100,00 %	34 659,45 €
	Montant Total de la subvention		34 659,45 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100106- Aide à la mutuelle des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMEREP SOC MUTUALISTE ETUDIANTS REGION PARIS
Adresse administrative : 28 RUE FORTUNY 75017 PARIS 17
Statut Juridique : Mutuelle
Représentant : Monsieur Joffrey HOUDOUX, Président

Objet : MUTUELLE

N° SIRET : 77568478000023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens - Année universitaire 2015-2016 - Période avril/mai 2016 et régularisation juin/août et septembre 2015

Objectifs :
La Région a mis en place, conformément à la délibération CR 23-10 du 17 juin 2010, un dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et les étudiants boursiers via un partenariat avec les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP.
L'objectif de la Région est de favoriser l'accès à une complémentaire santé des étudiants boursiers, et ainsi d'améliorer l'accès aux soins de ce public.

Description :
La Région soutient les étudiants boursiers au titre des échelons 0 à 3 du barème de ressources, ainsi que ceux situés à l'échelon 4 sous condition de revenu.

La contribution est de 100 € maximum par étudiant et par an, montant éventuellement proratisé en fonction de la durée d'adhésion, pour l'acquisition d'une complémentaire santé. Ce montant correspond à une complémentaire santé étudiante qui couvre 100% des soins et remboursement des médicaments et analyses.

Dans le cadre d'une convention passée avec les deux mutuelles étudiantes, la LMDE et la SMEREP, la Région procède au remboursement de ce forfait, sur la base de la transmission d'une liste des adhérents éligibles avec le montant de leur adhésion.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention encadrant ce dispositif, la subvention concerne une période antérieure à la CP sur laquelle le montant est voté, puisque le versement s'effectue sur la base du récapitulatif des adhésions souscrites sur la période.

Le présent dossier concerne le remboursement des adhésions à la SMEREP effectuées entre le 1er avril et le 31 mai 2016 pour l'année universitaire 2015-2016, représentant 222 adhésions pour un montant total de 18.573,70 €.

Par ailleurs, à la suite d'un oubli de transmission à la Région de listings relatifs aux périodes de juin, août et septembre 2015, il est proposé d'affecter les montants des trois mois précités, à savoir 16.085,75 €.

Le montant total de subvention se décompose donc ainsi :
- pour les mois de juin, août et septembre 2015 : 16.085,75
- pour les mois d'avril et mai 2016 : 18.573,70 €.
Il est donc proposé d'affecter au total un montant de subvention de 34.659,45 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	34 659,45 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	333 963,00 €
2014	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	260 384,47 €
2015	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	148 700,75 €
2016	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	221 652,00 €

	Montant total	964 700,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010010

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE DES ETUDIANTS FRANCILIENS - ANNEE UNIVERSITAIRE 2015-2016 - PERIODE JANVIER/MAI 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	10 931,84 €	100,00 %	10 931,84 €
	Montant Total de la subvention		10 931,84 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100106- Aide à la mutuelle des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LMDE LA MUTUELLE DES ETUDIANTS
Adresse administrative : 37 RUE MARCEAU
94200 IVRY SUR SEINE
Statut Juridique : Mutuelle
Représentant : Madame Vanessa FAVARO, Présidente

Objet : MUTUELLE

N° SIRET : 43179167200717

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : l'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des étudiants franciliens - Année universitaire 2015-2016 - Période janvier/mai 2016

Objectifs :
La Région a mis en place, conformément à la délibération CR 23-10 du 17 juin 2010, un dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les étudiantes et les étudiants boursiers via un partenariat avec les mutuelles étudiantes LMDE et SMEREP.
L'objectif de la Région est de favoriser l'accès à une complémentaire santé des étudiants boursiers, et ainsi d'améliorer l'accès aux soins de ce public.

Description :
La Région soutient les étudiants boursiers au titre des échelons 0 à 3 du barème de ressources, ainsi que ceux situés à l'échelon 4 sous condition de revenu.
La contribution est de 100 € maximum par étudiant et par an, montant éventuellement proratisé en

fonction de la durée d'adhésion, pour l'acquisition d'une complémentaire santé. Ce montant correspond à une complémentaire santé étudiante qui couvre 100% des soins et remboursement des médicaments et analyses.

Dans le cadre d'une convention passée avec les deux mutuelles étudiantes, la LMDE et la SMEREP, la Région procède au remboursement de ce forfait, sur la base de la transmission d'une liste des adhérents éligibles avec le montant de leur adhésion.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention encadrant ce dispositif, la subvention concerne une période antérieure à la CP sur laquelle le montant est voté, puisque le versement s'effectue sur la base du récapitulatif des adhésions souscrites sur la période.

Le présent dossier concerne le remboursement des adhésions à la LMDE effectuées entre le 1er et le 30 juin 2016 pour l'année universitaire 2015-2016, représentant 150 adhésions pour un montant total de 10.931,84 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 931,84 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	599 284,10 €
2014	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	343 427,93 €
2015	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	250 418,39 €
2016	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	199 671,56 €
	Montant total	1 234 840,33 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16010012

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE DES JEUNES FRANCILIENS APPRENTIS OU EN INSERTION - ANNEE 2015-2016 - PERIODE AVRIL/MAI 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	1 200,00 €	100,00 %	1 200,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200,00 €

Imputation budgétaire : 934-41-6574-141001-300
14100106- Aide à la mutuelle des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HARMONIE MUTUELLE
Adresse administrative : 23 BD JEAN JAURES
45025 ORLEANS CEDEX
Statut Juridique : Mutuelle
Représentant : GUY HERRY, Président

Objet : MUTUELLE

N° SIRET : 53851847302843

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire
Rapport Cadre : CR03-12 du 27/09/2012

Objet du projet : aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire des jeunes franciliens apprentis ou en insertion - Année 2015-2016 - Période avril/mai 2016

Objectifs :
La Région a mis en place, conformément à la délibération CR 03-12 du 27 septembre 2012, un dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire pour les jeunes franciliens apprentis ou en insertion. A l'issue d'un appel à manifestation d'intérêt, la Région a ainsi signé une convention avec Harmonie Mutuelle.
L'objectif est de favoriser l'accès à une complémentaire santé des jeunes apprentis ou en insertion afin d'améliorer l'accès aux soins de ce public.

Description :
La Région contribue à hauteur de 100€ par étudiant pour l'acquisition d'une complémentaire santé. Ce montant correspond au montant de l'offre de base d'Harmonie Mutuelle qui couvre 100% des soins et remboursement des médicaments.

Dans le cadre de la convention passée avec la mutuelle Harmonie Mutuelle, la Région procède au remboursement de ce forfait sur la base de la transmission d'une liste des adhérents éligibles avec le montant de leur adhésion.

Détail du calcul de la subvention :
Conformément à la convention encadrant ce dispositif, la subvention concerne une période antérieure à la CP sur laquelle le montant est voté, puisque le versement s'effectue sur la base du récapitulatif des adhésions souscrites sur la période.
Le présent dossier concerne le remboursement des adhésions auprès d'Harmonie Mutuelle effectuées entre le 1er avril et le 31 mai 2016, représentant 12 dossiers pour un montant de 1.200 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	2 400,00 €
2015	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	10 500,00 €
2016	Aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire	10 800,00 €
	Montant total	23 700,00 €

ANNEXE 3 : AVENANT MODIFICATIF SUBVENTION REGIONALE 15014851 LGBT

AVENANT MODIFICATIF N°1

à la convention de fonctionnement n°15014851 – N° CP15-629 du 8 octobre 2015

La Région Ile-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente Madame Valérie PECRESSE,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

l'association LGBT,
dont le n° SIRET est : 393943170-00034
dont le siège administratif est situé au 61-63 rue Beaubourg – 75003 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Flora BOLTER,

d'autre part,

APRES AVOIR RAPPELE :

Par délibération n°CP 15-629 du 8 octobre 2015, la Région a attribué à l'association LGBT une subvention d'un montant maximum de 15.000 € représentant 33,41 % de la dépense subventionnable prévisionnelle (44.900 €) pour la réalisation d'outils d'éducation, d'accompagnement et de prévention en direction des franciliens LGBT (n°15015612).

Suite à une erreur matérielle, le montant de la base subvention est de 34.900 € et non de 44.900 €, soit un taux d'intervention régionale de 42.98% au lieu de 33.41%

Le présent avenant a pour objet de modifier le montant de la base subventionnable et le taux d'intervention régionale pour le même projet, le même objet et les mêmes conditions de financement.

ARTICLE 1

La Région modifie le montant de la base subventionnable et le taux d'intervention régionale de la subvention n°15014851 attribuée à l'association LGBT pour la réalisation d'outils d'éducation, d'accompagnement et de prévention en direction des franciliens LGBT. Le montant corrigé de la base subventionnable s'élève à 34.900€ (au lieu de 44.900 €) et le taux d'intervention régionale à 42.98% (au lieu de 33.41%) pour un montant maximum de subvention de 15.000 € (inchangé).

ARTICLE 2

Tous les autres articles de la convention restent inchangés.

Fait à Paris le 21 septembre 2016, en deux exemplaires originaux.

Pour l'association LGBT
Madame Flora BOLTER,

le ……

Pour la Région,
Valérie PECRESSE
Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
le ……

ANNEXE 4 : APPROBATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA PARTICIPATION REGIONALE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE AU BENEFICE DES ETUDIANTS FRANCILIENS BOURSIERS DES ECHELONS 0 A 4 AVEC LES MUTUELLES ETUDIANTES LMDE ET SMEREP

CONVENTION RELATIVE AUX MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DE LA PARTICIPATION REGIONALE A L'ACQUISITION D'UNE COUVERTURE SANTE COMPLEMENTAIRE AU BENEFICE DES ETUDIANTS FRANCILIENS BOURSIERS DES ECHELONS 0 A 4

La Région Ile-de-France, dont le siège social est à Paris 7ème au 33, rue Barbet-de-Jouy, représentée par la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, agissant en vertu des délibérations n°23-10 du 18 juin 2010, n°03-12 du 27 septembre 2012 et n°16-424 du 21 septembre 2016,

Et

La Mutuelle des Etudiants Mutuelle n° 431 791 672 – 37, rue Marceau, 94200 - Ivry-sur-Seine, représentée par , la « LMDE »,

Et

La Société mutualiste des étudiants de la région parisienne - RNM : 775 684 780 – 28, rue Fortuny - 75017 Paris, représentée par , la « SMEREP »,

En application des délibérations CR 23-10 du 18 juin 2010 et CR 03-12 du 27 septembre 2012 article 18, relatives aux conditions d'application de l'aide régionale favorisant l'accès des étudiants boursiers à une couverture santé complémentaire,

Sont convenus de ce qui suit.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer les droits et obligations des parties mentionnées ci-dessus pour la mise en œuvre de la participation régionale à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire au bénéfice :

- des étudiantes et étudiants franciliens, âgés de 18 à 26 ans, inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur d'Ile-de-France ou dans un institut de formation sanitaire ou sociale d'Ile-de-France, et allocataires d'une bourse sur critères sociaux de l'enseignement supérieur ou d'une bourse régionale au titre des formations sanitaires et sociales des échelons 0, 1, 2, 3 et 4 sous conditions,

- des étudiantes et étudiants franciliens, âgés de 18 à 26 ans, inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur d'Ile-de-France ou dans un institut de formation sanitaire ou sociale d'Ile-de-France, et bénéficiaires du fonds national d'aide d'urgence annuelle (FNAU) ou du fonds régional d'aide sociale (FRAS).

Article 2 – Obligations des sociétés mutualistes contractantes

Pour la mise en œuvre du dispositif régional et l'information de l'ensemble des étudiantes et étudiants éligibles à l'aide régionale, les sociétés mutualistes s'engagent à :

- valoriser le dispositif régional, notamment par les actions suivantes :
  - promouvoir l'aide régionale par tous moyens et en tous points de présence des sociétés mutualistes : agences, chaînes d'inscription, site Internet, téléphone, courrier, etc.,
  - adresser à chaque étudiante et étudiant éligible un courrier d'information co-signé du représentant de la Région et du représentant de la mutuelle concernée,
  - faire figurer l'information sur l'aide régionale dans les courriers de décompte de remboursement de la sécurité sociale, adressés périodiquement aux étudiants,
  - adresser à chaque bénéficiaire de l'aide régionale une carte d'attestation d'adhésion à une complémentaire santé sur laquelle est apposé le logo de la Région Ile-de-France, sous réserve de l'acceptation par les élus des sociétés mutualistes, accompagnée d'un courrier co-signé de la Présidente de la Région et du représentant de la mutuelle concernée ;
- mettre en œuvre l'aide régionale aux étudiantes et étudiants éligibles, ce qui consiste à :
  - vérifier l'éligibilité à l'aide régionale des candidats qui sont allocataires d'une bourse échelon 0 à 3, voire 4 sous condition,
  - accompagner les étudiants boursiers des échelons 4 à 6 vers les dispositifs CMU-C ou ACS,
  - faire l'avance des frais d'adhésion à la complémentaire santé, dans la limite maximale de 100 € par étudiant-e éligible et par année universitaire, pour une complémentaire inférieure à 12 mois, l'aide régionale est proratisée,
  - transmettre chaque mois à la Région la liste des bénéficiaires de l'aide régionale, comprenant les noms et prénoms des bénéficiaires, leur échelon de bourse, le niveau de complémentaire santé choisie et le montant de l'aide régionale correspondante, ainsi qu'un rappel de la couverture santé éventuellement prise en n-1. Cette obligation est remplie selon le document-type défini entre les co-contractants,
  - conserver pour l'usage éventuel de la Région et tout contrôle nécessaire les dossiers des adhérents ayant bénéficié de l'aide régionale composés de :
    - photocopies des bulletins d'adhésion à la complémentaire santé,
    - photocopie de l'attestation de bourse échelon 0 à 3, ou de l'attestation de bourse de l'échelon 4 avec une pièce justifiant l'impossibilité de bénéficier de l'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé (ACS) ou de la CMU-C,
  - orienter les étudiants éligibles vers les centres de santé,
  - favoriser l'ouverture de centres de santé au sein des universités franciliennes ;
- quantifier, au cours de la mise en œuvre du dispositif d'aide régionale, les coûts directement induits par celui-ci (développements informatiques, formations, etc.) ;
- établir et transmettre à la Région des statistiques genrées relatives aux étudiants bénéficiaires de l'aide régionale.

Article 3 – Obligations de la Région

Pour la mise en œuvre de son dispositif d'aide à l'acquisition d'une couverture santé complémentaire, la Région s'engage à :

- en ce qui concerne la valorisation du dispositif régional, assurer une bonne diffusion de l'information par :
  - la transmission de la liste des centres de formation sanitaire ou sociale d'Ile-de-France aux deux sociétés mutualistes,
  - l'édition, le cas échéant, de courriers d'information à destination des étudiantes et étudiants boursiers et leur mise à disposition des deux sociétés mutualistes co-contractantes ;
  - prendre à sa charge les coûts d'impression, de mise sous pli et d'affranchissement du courrier d'information visé à l'article 2 de la présente convention que les sociétés mutualistes adressent aux étudiantes et étudiants éligibles, dans la limite d'un forfait de 1 € maximum par courrier. Les éléments constitutifs détaillés de ces coûts sont fournis à la Région par les sociétés mutualistes dans les appels de fonds correspondant à l'envoi par elles dudit courrier,
  - prendre à sa charge les éventuels coûts d'affranchissement liés à l'ajout d'un support de promotion du dispositif dans les envois habituels de courriers aux adhérents effectués par les sociétés mutualistes,
- en ce qui concerne l'avance de l'aide régionale : à réception de la liste des bénéficiaires de l'aide régionale et du montant de l'aide régionale visés à l'article 2 de la présente convention, proposer au vote de la commission permanente du Conseil régional l'affectation du montant correspondant au bénéfice des sociétés mutualistes. Ce montant ne pourra excéder celui de la garantie complémentaire santé choisie par les étudiantes et étudiants éligibles, dans la limite maximum de 100 € par an pour une offre sur 12 mois et selon un prorata pour les offres inférieures à 12 mois. Il est procédé au versement dudit montant aux sociétés mutualistes sur présentation d'un appel de fonds accompagné des pièces justificatives nécessaires. La Région verse ledit montant aux sociétés mutualistes dans un délai de quatre mois maximum à compter de la date de réception des appels de fonds.

Article 4 - Durée, validité et résiliation de la convention

La présente convention prend effet le 21 septembre 2016, date de la délibération n° 16-XX autorisant la Présidente du Conseil régional à la signer.

L'aide est allouée pour les adhésions conclues par les étudiants éligibles auprès des sociétés mutualistes co-contractantes de la Région.

Elle est conclue pour l'année universitaire 2016-2017.

Elle peut être révisée sur accord des parties par voie d'avenant.

En cas de non-respect des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Les règles de caducité des aides régionales sont fixées par le règlement budgétaire et financier de la Région dont un extrait est joint à la présente convention.

Article 5 – Comité de règlement amiable des différends et de règlement des litiges

Un comité de règlement amiable des différends et de règlement des litiges relatifs à la mise en œuvre du dispositif régional est constitué.

Il est composé de la manière suivante :

- deux représentants de la Région
- un représentant de chacune des mutuelles co-contractantes.

Le comité peut être saisi de tout différend ou litige survenu au cours de l'exécution de la présente convention en vue de définir et mettre en œuvre une solution amiable et équitable.

A défaut de règlement par le comité précité, les différends et litiges relèvent de la compétence du Tribunal administratif de Paris.

Fait en un exemplaire original à Paris, le

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

Le Président de la LMDE

Le Président de la SMEREP

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-393

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SOUTIEN AUX CLUBS FORMATEURS

DEUXIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 Février 2015 relative à la politique de la Ville, orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 Décembre 2015 de délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP11-825 du 20 Octobre 2011 approuvant la convention type relative au dispositif « Clubs formateurs » ;

VU La délibération n° CP 15-170 du 10 Avril 2015 relative au dispositif cadre « Clubs formateurs » ;

VU La délibération n° CP 16-188 du 18 Mai 2016 approuvant la convention type relative au dispositif « Clubs formateurs » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016.

VU Le rapport CP 16-393 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Décide de participer au titre du dispositif « Clubs formateurs » au financement de 13 projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum est déterminé conformément au règlement d'intervention cadre annexé à la délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-188 de la commission permanente du 18 Mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **132 000 €** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, Sport et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-002 (132002) « Développement de la pratique sportive », action 13200201 « Soutien au mouvement sportif » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à

l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Fiches projets concernant la 2ème année de conventionnement pour les clubs formateurs :

Numéro de dossier	Bénéficiaires dispositif Clubs Formateurs	Date de commencement d'exécution Saison 2016-2017
16011635	Sénart Badminton – soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011636	Ermont Badminton- soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011637	Union Sportive Créteil Badminton – soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011638	Nozay Badminton – soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011639	Olympique Club Giffois – soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011640	Issy Triathlon – soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011641	AS Poissy Triathlon Londres 2012 – soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011642	La Brie Francilienne de Triathlon – soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011646	Flash de La Courneuve – soutien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011647	Entente Sportive Caudacienne – Les Gladiateurs -souttien au mouvement sportif – Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011648	Paris Levallois Association – soutien au mouvement sportif- Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011649	JSF Nanterre – soutien au mouvement sportif- Saison 2016-2017	1er Septembre 2016
16011893	Saint Charles Charenton Saint Maurice Basket ball – soutien au mouvement sportif- Saison 2016-2017	1er Septembre 2016

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-393	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132002 - Développement de la pratique sportive**
Action	**13200201 - Soutien au mouvement sportif**

Dispositif : N° 00000717 - Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)

Dossier	16011635 - SENART BADMINTON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0024710 - SENART BADMINTON			
Localisation	COMBS-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 000,00 €	TTC	66,67 %	8 000,00 €	

Dossier	16011636 - ERMONT BADMINTON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0024712 - EBC ERMONT BADMINTON CLUB			
Localisation	ERMONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 000,00 €	TTC	42,11 %	8 000,00 €	

Dossier	16011637 - UNION SPORTIVE CRETEIL BADMINTON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0019827 - UNION SPORTIVE DE CRETEIL BADMINTON			
Localisation	CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 000,00 €	TTC	44,44 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-393	Budget	2016

Dossier	16011638 - NOZAY BADMINTON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0027778 - NBA NOZAY BADMINTON ASSOCIATION			
Localisation	NOZAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 500,00 €	HT	48,48 %	8 000,00 €	

Dossier	16011639 - OLYMPIQUE CLUB GIFFOIS - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0032174 - OLYMPIQUE CLUB GIFFOIS			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 500,00 €	TTC	59,26 %	8 000,00 €	

Dossier	16011640 - ISSY TRIATHLON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0020129 - ISSY TRIATHLON			
Localisation	ISSY-LES-MOULINEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 000,00 €	TTC	76,92 %	10 000,00 €	

Dossier	16011641 - AS POISSY TRIATHLON LONDRES 2012 - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF – 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0000615 - AS POISSY TRIATHLON LONDRES 2012			
Localisation	POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 000,00 €	TTC	66,67 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-393	Budget	2016

Dossier	16011642 - LA BRIE FRANCILIENNE TRIATHLON LONDRES 2012 - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF – 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0024771 - LA BRIE FRANCILIENNE TRIATHLON			
Localisation	PONTAULT-COMBAULT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 000,00 €	TTC	71,43 %	10 000,00 €	

Dossier	16011646 - FLASH DE LA COURNEUVE - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	EX003216 - LE FLASH DE LA COURNEUVE STADE GEO ANDRE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 000,00 €	TTC	55,56 %	10 000,00 €	

Dossier	16011647 - ENTENTE SPORTIVE CAUDACIENNE - LES GLADIATEURS - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017			
Bénéficiaire	R40435 - ESC ENTENTE SPORT CAUDACIENNE			
Localisation	LA QUEUE-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 000,00 €	TTC	76,92 %	10 000,00 €	

Dossier	16011648 - PARIS LEVALLOIS ASSOCIATION - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0019078 - LSCB PARIS LEVALLOIS ASSOCIATION			
Localisation	LEVALLOIS-PERRET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 000,00 €	TTC	73,68 %	14 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-393	Budget	2016

Dossier	16011649 - JEUNESSE SPORTIVE DES FONTENELLES DE NANTERRE - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	R36110 - JSFN JEUNESSE SPORTIVE FONTENELLE NANTERRE			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 100,00 €	TTC	66,35 %	14 000,00 €	

Dossier	16011893 - SAINT-CHARLES CHARENTON SAINT-MAURICE BASKET - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -			
Bénéficiaire	P0019083 - SAINT CHARLES DE CHARENTON SAINT MAURICE BASKETBALL			
Localisation	CHARENTON-LE-PONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC	70 %	14 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000717 - Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	132 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132002 - 13200201	132 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

Dispositif « Clubs formateurs »

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011635

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : SENART BADMINTON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs-encadrement et matériel (sport)	12 000,00 €	66,67 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SENART BADMINTON
Adresse administrative : 83 RUE LOUISE MICHEL
77380 COMBS LA VILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Christian MARTIN
Date de publication au JO : 29 décembre 2007
N° SIRET : 50174625900016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs Saison sportive 2015-2016 :

Le club a connu les résultats sportifs suivants :

Individuel

- Qualification au Championnat de France Elite (double homme ¼ de finale),
- 2 qualifications au Championnat de France jeunes avec une médaille de bronze en double homme cadet,
- Qualification tournoi Européen 6 nations juniors,
- Equipe de France jeunes - 2 médailles de bronze : Open de Slovénie et Open du Portugal,
- 3 Trophées Inter-Régional jeunes,
- 2 Trophées Ile de France jeunes,
- 2 Trophées Nationaux jeunes,
- 5 titres de Champion Départemental,
- 1 titre de Champion Départemental vétéran,
- 1 Trophée Départemental jeune.

Par équipe

- 4ème place du Championnat National 1 de l'équipe 1
- Vice-champion d'Ile de France en Régionale 1 de l'équipe 2
- 1ère place du Championnat Régional 2 pour l'équipe 4
- 3ème place du Championnat Régional 3 pour l'équipe 5
- Champion de l'interclubs jeunes 77 équipe benjamine
- Champion de l'interclubs jeunes 77 équipe minime
- 11ème titre de Champion de Seine et Marne par équipe

Actions et objectifs spécifiques du club :

Le club veut développer et structurer l'école de jeunes en s'appuyant sur les préconisations fédérales du dispositif jeunes. Après avoir obtenu le label 5 étoiles, il souhaite le garder pour les deux saisons à venir. Le club est devenu un "Club formateur ressource du Parcours de l'Excellence Sportive (PES)".

Pour cela, plusieurs actions doivent être mises en place:

- Augmenter le nombre de licenciés dans les catégories jeunes et consolider le nombre de créneaux d'entraînement hebdomadaires. La mise en place de la formation DEJEPS ouvre de nouvelles perspectives quant à l'offre de créneaux en fin d'après-midi pour les plus jeunes. Cela permet d'accueillir d'avantage de jeunes joueurs et ce dans de meilleures conditions.
- Poursuivre les formations fédérales qualifiantes et diplomantes afin de favoriser le niveau d'encadrement et ainsi la performance des joueurs par l'accueil et le suivi d'un stagiaire DEJEPS.
- Organiser des stages et des compétitions jeunes afin de rendre accessible localement l'accès aux compétitions à tous les jeunes et détecter plus facilement les jeunes talents.
- Accompagner et encadrer les jeunes compétiteurs (inscription gratuite) sur les lieux de compétition.
- Acquérir du matériel pédagogique supplémentaire pour les ateliers des jeunes minibad.
- Reconduire l'aide apportée à deux jeunes polistes pour leur 2ème année de formation au Creps de Châtenay-Malabry (pôle espoir).
- Impliquer les parents dans la réussite sportive de leur enfant.
- Mettre en place une Commission Elite Jeunes à Sénart.

Intérêt régional :
- Devenir un pôle d'excellence,
- Renforcer la détection des futurs champions,
- Permettre le rayonnement de la Région au travers de clubs hautement labellisés.

Public(s) cible(s) :
Jeunes et très jeunes (minibad 6/8 ans).

Localisation géographique :
- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel (encadrants)	8 500,00	70,83%
Achat de volants	3 000,00	25,00%
Equipement école des jeunes	500,00	4,17%
Total	12 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	8 000,00	66,67%
Participation du club	4 000,00	33,33%
Total	12 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	28 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011636

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : ERMONT BADMINTON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	19 000,00 €	42,11 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EBC ERMONT BADMINTON CLUB
Adresse administrative : 100 RUE LOUIS SAVOIE
95120 ERMONT
Statut Juridique : Association
Représentant : François DAGUERRE
Date de publication au JO : 3 octobre 1990
N° SIRET : 38959447400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs saison sportive 2015-2016 :

Le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- L'équipe 1 termine 2ème et se maintient en Nationale 3,
- L'équipe 2 termine 6 ème et descend en Régional 2,
- L'équipe 3 termine 1er et monte en Régionale 2.

Près de 80% des joueurs des équipes (dont 100% pour l'équipe 1) ont été formés par le club.

130 compétiteurs actifs, la qualité de l'encadrement et le nombre important d'entrainements pour former les joueurs permettent à Ermont d'avoir près de 90 joueurs classés dont 4 de niveau national, 40 de niveau régional et 45 de niveau départemental.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Le club propose actuellement pour les jeunes 18 créneaux encadrés par des diplômés d'Etat :
- 6 créneaux loisirs jeunes (dont une section minibad),

- 5 créneaux compétiteurs jeunes,
- 3 créneaux compétiteurs adultes auxquels les cadets/juniors compétiteurs ont accès,
- 4 créneaux spécifiques supplémentaires (joueurs identifiés).

Pour la saison 2016-2017, un joueur intègre le Pôle France et Régional. Deux joueuses sont admises dans le dispositif « élite » et 4 joueurs au Pôle départemental. Le club va participer au financement de ces structures.

Le club souhaite renouveler son matériel en achetant des volants.

Ermont Badminton prend en charge les frais des jeunes liés aux compétitions nationales et les frais de coaching des compétitions départementales, régionales et interrégionales.

Intérêt régional :
- Augmenter et structurer la pratique chez les plus jeunes.
- Créer des passerelles avec le monde scolaire.
- Augmenter le nombre et le niveau des jeunes compétiteurs.
- Continuer de former et fidéliser les jeunes sportifs de haut niveau.
- Accueillir des compétitions dans des structures adaptées.

Public(s) cible(s) :
Jeunes et compétiteurs

Localisation géographique :
- ERMONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement entraineurs	13 000,00	68,42%
Achat de volants	6 000,00	31,58%
Total	19 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	8 000,00	42,11%
Participation du club	11 000,00	57,89%
Total	19 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	28 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011637

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : UNION SPORTIVE CRETEIL BADMINTON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs-encadrement et matériel (sport)	18 000,00 €	44,44 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNION SPORTIVE DE CRETEIL BADMINTON
Adresse administrative : 5 RUE D'ESTIENNE D'ORVES 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SEBASTIEN MILLOT, Président
Date de publication au JO : 15 novembre 1989
N° SIRET : 38992294900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs saison 2015-2016 :

Le club compte 8 équipes d'interclubs : maintien de l'équipe au niveau National 1, 2 équipes au niveau Régional et 5 équipes au niveau Départemental.
Brice Leverdez est Champion de France en simple depuis huit ans et actuellement 22ème joueur mondial. Il est qualifié pour les Jeux olympiques et paralympiques de Rio.

Manon Krieger, depuis son arrivée à Créteil, est passée du classement A2 à N1. Ses bons résultats lui ont permis de se faire détecter par le pôle France : elle a été sélectionnée en équipe de France pour l'Über Cup (championnat européen par équipe féminine).

Actions et objectifs spécifiques du club :

Depuis plus de 20 ans, L'US Créteil badminton s'efforce de former en son sein les futurs joueurs des équipes du club.

À ce jour, les jeunes joueurs ont la possibilité de s'entrainer à raison de trois fois par semaine. Des entraineurs diplômés sont là pour les encadrer au moment des entraînements (qu'ils soient collectifs ou individuels) mais également sur les compétions.

Pour parfaire ce développement, l'US souhaite mettre en place un certain nombre d'actions visant à permettre la progression des jeunes athlètes d'un point de vue sportif et éducatif :

Le club organise pour les jeunes tout le processus de formation et d'évolution, les différentes étapes de leur carrière sportive commençant dès l'école primaire. Les jeunes licenciés sont répartis dans les différents établissements scolaires de la ville de Créteil.
En accord avec l'US Créteil général, l'objectif est de centraliser les jeunes joueurs dans un même collège afin de pouvoir leur proposer des classes à horaires aménagés. Pour cela, une détection pour sélectionner les meilleurs joueurs du club va être organisée afin de les orienter vers le collège référent.

Un professeur d'EPS spécialiste Badminton, en poste dans un collège, est en mesure de travailler en collaboration directe avec le club. Une meilleure corrélation du projet scolaire et du projet sportif est prévue afin d'optimiser le temps consacré à chacun d'eux. Ainsi, les jeunes joueurs pouvant bénéficier de ce projet pourront prétendre s'inscrire davantage dans une logique de haut niveau.

L'association sportive compte, dans son effectif d'encadrement, un permanent technique chargé notamment de l'entraînement des jeunes. Le but est bien évidemment de planifier l'entraînement dans toutes ses composantes : physique, technique et théorique.

De fait, un projet sportif partagé ainsi qu'un suivi individualisé sont proposés à chacun des joueurs. Un accompagnement plus important lors des vacances scolaires avec la création de stages ouverts vers les autres clubs (départementaux ou régionaux) va leur permettre d'accéder au haut niveau dès le plus jeune âge.

Intérêt régional :
- Rayonnement de la région Ile de France au niveau national à travers les jeunes du club.

Public(s) cible(s) :
Les jeunes du club.
Les jeunes des écoles et collèges partenaires.

Localisation géographique :
- CRETEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	15 000,00	83,33%
Matériel pédagogique	1 000,00	5,56%
Achat de volants	2 000,00	11,11%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	8 000,00	44,44%
Participation du club	10 000,00	55,56%
Total	18 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional:

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	11 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011638

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : NOZAY BADMINTON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	16 500,00 €	48,48 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NBA NOZAY BADMINTON ASSOCIATION
Adresse administrative : MAIRIE
91620 NOZAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROBERT THAI, Président
Date de publication au JO : 11 août 2000
N° SIRET : 43321871600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs de la saison (2015-2016):

Le club a connu les résultats sportifs suivants chez les jeunes :
- Au niveau Régional : sur 7 compétitions, 2 victoires et 2 finales,
- Au niveau Interrégional : sur 3 compétitions, 2 victoires et 3 finales,
- Au niveau National : sur 4 compétitions, 1 victoire et 2 finales,
- Au niveau International : 1 finale.

Le club de Nozay Badminton a obtenu un résultat historique avec la montée de l'équipe en Nationale 2 pour la saison 2016-2017. Des Jeunes, en catégorie cadets, issus de l'école de badminton ont intégré le circuit de compétition adultes dès cette saison (championnat départemental mixte), dans les équipes NBA4 et NBA5.

Actions et objectifs spécifiques du club

Dans la continuité des actions Clubs-Formateurs proposées en 2015-2016 (interventions dans les écoles, développement de l'école de formation pour identifier de nouveaux talents et réintégrer Nozay Badminton Association dans le dispositif 'Clubs-Avenir' fédéral, poursuite de la promotion du badminton féminin), les

principaux investissements en matériel pour la saison 2016-2017 consisteront à remplacer le matériel usagé (poteaux des terrains de badminton trop usés et irréparables) en complément des « consommables » habituels, principalement le budget « volants ».

Différentes actions sont menées avec les écoles de la ville. Depuis la mise de place de la réforme des rythmes scolaires à Nozay, les salariés effectuent des interventions dans les 2 écoles primaires. Une séance de découverte de l'activité est proposée auprès de toutes les classes.

Dans le cadre du projet mené par le club, un partenariat avec l'UNSS badminton du collège Louise Weiss va être mis en place pendant la saison sportive 2016-2017. Ce partenariat prévoit la participation des jeunes licenciés aux compétitions UNSS.

L'école de jeunes de NBA91 est labellisé 4 étoiles sur 5 et chaque année, le club poursuit ses efforts en vue d'améliorer les critères permettant de répondre aux exigences de cette labellisation.

Un nouveau projet de développement de la pratique féminine et piloté par notre stagiaire DEJEPS est mis en place pour une durée de 3 ans. Intitulé « pour donner des « elles » au badminton », il correspond à un développement et à une fidélisation du nombre des licenciées féminines.

Intérêt régional :
- Participation au dispositif avenir régional DAR et au dispositif Clubs-Avenir qui prépare les futures jeunes élites
- Créneau spécifique d'entraînement badminton féminin existant dans peu de clubs de la région et très prochainement, créneau spécifique pour les « Séniors »

Public(s) cible(s) :
Jeunes (à partir de 6 ans) et Adultes (jusqu'à 70 ans), femmes et hommes de toutes catégories socio-professionnelles

Localisation géographique :
- NOZAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais du personnel	12 000,00	72,73%
Fourniture de petits matériels (volants, filets...)	2 000,00	12,12%
Poteaux de Badminton	2 500,00	15,15%
Total	16 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	8 000,00	48,48%
Participation du club	8 500,00	51,52%
Total	16 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011639

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : OLYMPIQUE CLUB GIFFOIS - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	13 500,00 €	59,26 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OLYMPIQUE CLUB GIFFOIS
Adresse administrative : PARC DES SPORTS MICHEL PELCHAT
91193 GIF-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Alain LAFONTAINE
Date de publication au JO : 30 janvier 1970
N° SIRET : 30828768900027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs saison sportive 2015-2016

Le club a obtenu les résultats suivants par équipe :

- L'équipe masculine de Minime est 2ème de la poule,
- L'équipe masculine de Cadet est 2ème de la poule,
- L'équipe masculine 6 est 3ème de D1,
- L'équipe mixte 5 est 2ème de D4, vainqueur des barrages, elle montera en D3,
- L'équipe mixte 4 est 4ème de D1,
- L'équipe mixte 3 est 4ème de R3E,
- L'équipe mixte 2 est 4ème de R2B, vainqueur des barrages, elle se maintiendra en R2,
- L'équipe mixte 1 est 1ère de la poule R1A, vainqueur des playoffs, elle montera en N3.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Depuis sa création, la politique du club a toujours donné la priorité à la formation. Dans un premier temps, envers les jeunes puis pour les équipes interclubs adultes. Par la suite, le club s'est structuré et a diversifié ses pratiques pour répondre aux attentes de tous ses adhérents.

La montée en Nationale 3 de l'équipe 1

Le club va faire son entrée au niveau Nationale 3 la saison prochaine. Afin de respecter le règlement des interclubs nationaux, plus contraignant que celui des interclubs régionaux, le club a besoin d'investir en équipements pour les joueurs et en matériel pour l'organisation des rencontres à domicile.
Le club va encadrer l'équipe 1 tout au long de la saison : entrainements réguliers et intenses, déplacements et éventuellement logement des joueurs lors des déplacements à l'extérieur, ainsi qu'un pour l'accompagnement des joueurs. Afin d'améliorer la cohésion d'équipe et pour faciliter les déplacements à l'extérieur, le club envisage de louer un minibus.

La formation des jeunes via l'Ecole de badminton

La formation et l'évolution des jeunes au sein du club est une priorité. Ainsi, le club est labellisé 4 étoiles et souhaite devenir un club formateur ressource du Parcours d'Excellence Sportive (PES) en visant la 5ème étoile.

Le but est d'augmenter le nombre de jeunes notamment chez les moins de 10 ans. Pour cela, le club veut développer la pratique du badminton au sein du milieu scolaire. L'objectif est de mettre en place un cycle de badminton dans les écoles primaires de Gif-sur-Yvette mais aussi dans les villes voisines afin de faire découvrir ce sport et de créer une culture Badminton dès le plus jeune âge. Le but est de donner envie aux enfants de pratiquer le badminton, repérer les jeunes talents et leur faciliter l'accès au club.

La formation des jeunes joueurs ne consiste pas uniquement au suivi des entraînements et à la participation aux compétitions. L'arbitrage est un autre moyen de s'intéresser à ce sport. Une formation de jeunes arbitres est mise en place, mais aussi des formations internes à destination des parents afin de mieux accompagner leurs enfants.

Développement de la pratique Fit'minton

Dans le cadre du projet « Bad pour tous », en plus du créneau Handibad, le club souhaite continuer à se diversifier en proposant une nouvelle pratique à ses adhérents : le Fit'minton.
Cette action concernera principalement le public féminin, afin de faire découvrir le badminton autrement pour attirer de nouveaux adhérents qui recherchent une pratique de sport plus douce et accessible. Grâce au nouvel outil de promotion mise en place par la LIFB et la formation de deux personnes du club, un créneau hebdomadaire de Fit'minton va être mis en place.

Intérêt régional :
- Représenter la région au niveau national et international,
- Détecter de jeunes talents,
- Développer et promouvoir le badminton,
- Rendre accessible le sport pour tous.

Public(s) cible(s) :
Jeunes.

Localisation géographique :
- GIF-SUR-YVETTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	9 000,00	66,67%
Achats de matériels sportifs	3 500,00	25,93%
Formations fédérales, officiels, dirigeants	1 000,00	7,41%
Total	13 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	8 000,00	59,26%
Participation du club	5 500,00	40,74%
Total	13 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011640

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ISSY TRIATHLON - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF – 2EME ANNEE – SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	13 000,00 €	76,92 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ISSY TRIATHLON
Adresse administrative : 5 AVENUE JEAN BOUIN
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier SERRANO
Date de publication au JO : 9 mars 1988
N° SIRET : 41020192500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation du démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs saison sportive 2015-2016 :

Depuis 2007, le club récolte les fruits de cette politique de formation avec des titres de champion de France chez les adultes comme chez les jeunes. Comme tout club sportif, l'objectif d'ISSY TRIATHLON est d'obtenir les meilleurs résultats au plus haut niveau possible.

L'école de triathlon a notamment remporté 12 fois le Challenge Avenir IDF (champion régional d'IDF jeunes toutes catégories confondues) entre 2001 et 2013 (2ème en 2008).

Pour la saison sportive 2015-2016, le club a obtenu des résultats sportifs suivants :

- Championne de France de Duathlon D1 et 6ème au Championnat de France de Triathlon D1 pour l'équipe féminine élite,
- 15ème en Division 1 de Duathlon et 7ème en Division 2 de Triathlon pour les équipes masculines,
- Champion de France de Triathlon et Duathlon en Juniors Filles, 3ème de la Coupe de France et 2ème du challenge Ile-de-France pour les jeunes,
- Une athlète championne de France de Duathlon longue distance,
- Une athlète, 3ème au Championnat du monde Duathlon, championne d'Europe et de France de Duathlon,

- Une athlète 3ème de l'Ironman de Nice, 3ème de l'Embrunman, qualifiée au championnat du monde Ironman à Hawaï.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Après l'engagement en septembre 2013 d'un directeur sportif salarié à temps plein, le club a décidé, de continuer à se professionnaliser et à se structurer en créant un nouvel emploi temps plein pour la saison 2016-2017.

Ce nouveau salarié a été embauché avec une double fonction d'agent de développement et d'entraîneur de natation. Il a pour mission la gestion de créneaux d'entraînements de natation, l'organisation des épreuves jeunes et adultes du club, la prise en charge de certaines tâches administratives, la mise en place d'actions de développement, le suivi et développement des catégories jeunes poussins/pupilles/benjamins et la planification des entraînements des catégories jeunes.

Le club souhaite acheter des tenues de vélo, des trifonctions (tenues de compétition) et des tenues de natation pour les jeunes. L'objectif est qu'un maximum de jeunes du club dispose de tenues adaptées en toute saison à la pratique de ces trois sports.

Moyens mis en œuvre :
Pérennisation de l'emploi nouvellement créé, achat de tenues (vélo, natation, compétition).

Intérêt régional :
- Renforcement des moyens, consolidation de l'organisation et de l'attractivité de l'école de triathlon pour les Hauts de Seine et le sud de Paris,
- Création d'un pôle fort de formation limitrophe à Paris et permettant de conserver en Ile-de-France les meilleurs éléments.

Public(s) cible(s) :
Jeunes et adultes (élites et loisirs) pour la création du poste du coach de course à pied
Jeunes pour l'achat des tenues

Localisation géographique :
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	10 000,00	76,92%
Achat de tenues	3 000,00	23,08%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	76,92%
Participation du club	3 000,00	23,08%
Total	13 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	4 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011641

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : AS POISSY TRIATHLON LONDRES 2012 - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF – 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs-encadrement et matériel (sport)	15 000,00 €	66,67 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AS POISSY TRIATHLON LONDRES 2012
Adresse administrative : 42 RUE D AIGREMONT
78300 POISSY
Statut Juridique : Association
Représentant : POISSY TRIATHLON, Philippe GROS
Date de publication au JO : 27 décembre 2008
N° SIRET : 51118874000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs de la saison 2015-2016 :

L'un des plus gros effectifs français en nombre de licenciés, Poissy Triathlon est, par ailleurs, le premier club de triathlon en France à avoir obtenu la labellisation 3 étoiles d'école de triathlon. En 2015, Poissy Triathlon est encore l'un des 7 seuls clubs français à avoir obtenu un tel niveau de labellisation.
Le club a obtenu les résultats sportifs suivants :

- Maintien en 1ère division avec l'équipe masculine et féminine à majorité française,
- 1er club de France chez les jeunes en Duathlon et Triathlon,
- 1ère équipe en Elite femmes pour le triathlon,
- Un athlète champion de France Elite,
- Deux victoires en Coupe d'Europe,
- Un athlète qualifié pour les JO de Rio.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Le Groupe découverte est pour les 6/10 ans. 29 jeunes sont encadrés par 4 éducateurs. Il a été créé pour les enfants souhaitant découvrir de la manière la plus ludique la discipline. Ils vont découvrir et maitriser la pratique du vélo, recevoir un enseignement du code de la route et être sensibilisés au civisme.

L'objectif du club est de rester un des meilleurs clubs formateurs. Pour cela, l'école de triathlon prépare les jeunes aux championnats départementaux et régionaux.

Le club souhaite développer la pratique féminine et des masters (de 20 à 70 ans). Il aide les licenciés à participer à des triathlons féminins et pour les masters volontaires, aux triathlons « longue distance ».

Public(s) cible(s) :
De 10 à 60 ans.

Localisation géographique :
- POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	15 000,00	100,00%
Total	15 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	66,67%
Participation du club	5 000,00	33,33%
Total	15 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	4 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011642

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : LA BRIE FRANCILIENNE TRIATHLON LONDRES 2012 - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF – 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	14 000,00 €	71,43 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BRIE FRANCILIENNE TRIATHLON
Adresse administrative : LE NAUTIL - RD 21 -
77340 PONTAULT COMBAULT
Statut Juridique : Association
Représentant : Nicolas VOLEAU
Date de publication au JO : 24 juillet 2013
N° SIRET : 52485032800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs de la saison sportive 2015-2016 :

Le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- 1er du challenge Ile-de-France régional 1 des clubs formateurs de triathlon en 2015,
- 13 jeunes qualifiés,
- 5ème au classement club sur 150,
- 10 jeunes qualifiés en France Duathlon,
- Podiums sur toutes les courses du challenge Ile-de-France de la catégorie Mini-poussins à juniors,
- Qualification pour la phase finale en Division 3.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Le club souhaite développer un projet permettant aux jeunes de progresser de manière constante. Les objectifs à court et moyen termes sont les suivants :

- Être labellisé École 3 étoiles,
- Augmenter et pérenniser le nombre de jeunes éligibles vers le haut niveau (génération Ile-de-France, sélections régionales),

- Assumer une régularité dans la présence et les résultats aux championnats de France (Duathlon, Triathlon, Aquathlon, Coupe de France),
- Permettre aux jeunes cadets-juniors-U23 (filles et garçons) d'accéder au haut niveau.

Le club souhaite développer sa structure en augmentant le nombre d'éducateurs et en renforçant leurs compétences. Pour favoriser le travail ou les déplacements, le club va se doter de matériels sportif, pédagogique et technique. Des combinaisons, des tenues et des vélos vont être achetés et prêtés afin de pallier le manque d'équipements de certains jeunes.

Les dirigeants veulent bénéficier de créneaux de natation et étudient la possibilité d'en obtenir dans les piscines voisines. Afin de donner le maximum de possibilités aux jeunes, le club demande à la communauté de la Brie Francilienne un accès à la salle de musculation du Nautil.

Le club participe financièrement afin que chaque adhérent jeune possède des tenues. Le club va acheter un véhicule type trafic pour permettre d'emmener les jeunes sur les grandes compétitions (France jeunes, et Division 3). Une action citoyenne en faveur du développement durable va être mise en place afin de réduire le nombre de véhicules sur nos grands déplacements.

L'un des éléments clés pour progresser, perfectionner, entretenir une cohésion de groupe, est de participer à des stages. C'est pour cette raison que des stages externes et internes sont organisés. L'encadrement est composé de 2 éducateurs et de 3 bénévoles mis à disposition par la Brie Francilienne.

Afin de pouvoir atteindre ces différents objectifs, le club veut garder ses meilleurs jeunes formés et attirer des jeunes n'ayant pas les structures adéquates dans leur club. Pour cela plusieurs actions vont être mises en place:
- Une convention avec les établissements scolaires pour permettre un meilleur accès aux jeunes,
- Un accompagnement scolaire : soutien scolaire afin de permettre aux jeunes de concilier étude et sport,
- Une aide financière pour les jeunes allant dans des pôles.

Le club souhaite pérenniser les équipes de Division 3 féminine et masculine et monter en division 2 à moyen terme.

Intérêt régional :
Le club participe aux compétitions régionales et aux actions mises en œuvre par la ligue Ile-de-France de Triathlon.

Public(s) cible(s) :
Jeunes du club.

Localisation géographique :
- PONTAULT-COMBAULT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Encadrement stage	7 000,00	50,00%
Achats matériel pédagogique et vélo	5 000,00	35,71%
Achat de tenues entrainement et compétitions	2 000,00	14,29*%
Total	14 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	71,43%
Participation du club	4 000,00	28,57%
Total	14 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	7 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	6 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	4 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011646

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FLASH DE LA COURNEUVE - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	18 000,00 €	55,56 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FLASH DE LA COURNEUVE
STADE GEO ANDRE
Adresse administrative : 124 RUE ANATOLE FRANCE
93120 LA COURNEUVE
Statut Juridique : Association
Représentant : François LEROY

Date de publication au JO : 28 février 1984

N° SIRET : 42231390800028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Description :
Lors de la dernière saison sportive, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
Seniors Elite : 3éme place du championnat de France,
Seniors D3 : 1/8 de finale du championnat de France 3éme division,
Seniors Féminines: 5éme place du challenge national,
Juniors : 3e place du championnat de France,
Cadets : Champion territorial Ile-de-France,
Minimes : Participation aux rassemblements U15 Ile-de-France,
Benjamins : Entrainements interclubs et stages découvertes,
Flag adulte mixte : Finaliste du championnat de France D2.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Afin de développer le besoin d'accompagner les joueurs de gros gabarit OL et DL, le club a décidé d'engager un coach diplômé pour la saison sportive 2016-2017.

Afin de développer les capacités des athlètes formés afin d'intégrer des équipes de France, des stages de détections sont organisés.

L'Ecole Citoyenne de Football Américain (ECFA) est ouverte à l'ensemble des licenciés de la Fédération qui souhaitent évoluer dans leur pratique sportive, la pédagogie de l'apprentissage et l'ouverture citoyenne.

Le club partage ses connaissances techniques lors de l'accueil des joueurs et coaches de l'ECFA sur des séances d'entrainements spécifiques en direction des clubs.

Des entrainements spécifiques sont mis en place toute la semaine : 3 entrainements sur le terrain et 2 entrainements axés sur la musculation.

Les athlètes bénéficient en intégrant l'ECFA :
- une structure de préparation pour le haut niveau,
- une école qui accompagne le double projet (sportif et scolaire),
- une antenne médicale,
- un suivi médical pendant la semaine mais aussi après leurs matchs clubs,
- un apprentissage complet et expert des trois phases importantes du football américain (technique, tactique, physique),
- des entrainements structurés qui s'adaptent en fonction de leur évolution,
- un accès à tous les plans de pratique de la semaine avec les points de coaching,
- une préparation physique planifiée pour répondre aux dates importantes de leurs championnats,
- une initiation aux éducatifs d'athlétisme,
- un carnet de musculation,
- une formation au CA 1, 2 et 3.

Afin d'améliorer le quotidien des entraineurs, le club va acheter un système de captation vidéo et un abonnement au service Hudl en ligne pour le suivi et le partage des informations techniques.

Intérêt régional :
- Privilégier le parcours scolaire et sportif des jeunes et vise à l'épanouissement de leurs personnalités.
- Augmenter le nombre de sélectionnés en équipe de Ligue Régionale et en équipe Nationale.
- Permettre aux jeunes sportifs détectés, ayant un " potentiel reconnu ", de pouvoir bénéficier d'un encadrement de qualité et de partenaires d'entraînement de niveau similaire, dans l'optique d'accéder à l'excellence sportive.

Public(s) cible(s) :
- Les licenciés Football Américain de la région Ile-de-France.
- Les jeunes athlètes d'IDF souhaitant découvrir et performer dans la discipline.
- Les entraineurs des clubs de Football Américain d'Ile-de-France.
- Les membres des associations de Football Américain d'Ile-de-France.
- Le CDFA93 et les clubs de Football Américain du département de la Seine-Saint-Denis.

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	11 000,00	61,11%
Achat de matériel technique et pédagogique	7 000,00	38,89%
Total	18 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	10 000,00	55,56%
Participation du club	8 000,00	44,44%
Total	18 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011647

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : ENTENTE SPORTIVE CAUDACIENNE - LES GLADIATEURS - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	13 000,00 €	76,92 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESC ENTENTE SPORT CAUDACIENNE
Adresse administrative : RUE DU CHEMIN VERT
94510 LA QUEUE EN BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Patrick MAURIN, Président de l'Entente Sportive Caudacienne
Date de publication au JO : 6 avril 1968
N° SIRET : 31040510500035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs de la saison sportive 2015-2016 :

Lors de la dernière saison sportive, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- Seniors Elite : 6ème du Championnat, et maintien dans la Division du championnat de France D2,
- Seniors Réserve du Championnat Régional : ¼ de Finale,
- Equipe U19 Championnat Régional : Champion 2015-2016,
- Equipe U16 Championnat Territorial : ¼ de Finale,
- Equipe FLAG+17 Championnat de France de D2 : 4ème du Championnat, maintien dans la Division.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Le club souhaite mettre en place un entraînement spécifique, encadré par un référent diplômé spécifiquement détaché à cet effet, tous les soirs de la semaine après les horaires scolaires, afin d'amener les athlètes vers le haut niveau et notamment vers les équipes nationales.

Un suivi scolaire est instauré en partenariat avec le lycée Champlain, situé sur la commune de Chennevières-sur-Marne.

Moyens mis en œuvre :
Mise de créneaux horaires spécifiques et adaptés au jeune public visé
- Mise en place de journées « Portes Ouvertes ».
- Mise en place de stage de perfectionnement pour les pratiquants
- Mise en place de stage d'initiation en lien avec les services jeunesse et les maisons de quartier
- Educateurs diplômés
- Prêt du matériel spécifique à la pratique du football américain (ballons, équipements,….).
- Outils de Communications (Flyers, affiches, site web, réseaux sociaux…).

Intérêt régional :
Développement de nos différentes sections jeunes
- Initier aux valeurs sportives et particulièrement à celle propre à notre discipline (Discipline, dévouement, respect des arbitres….)
- Incitation à la pratique sportive

Public(s) cible(s):
Public mixte de 10 à 40 ans.

Localisation géographique :
- LA QUEUE-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement et administratif	9 000,00	69,23%
Matériel d'entrainement	4 000,00	30,77%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseuil régional Ile-de-France	10 000,00	76,92%
Participation du club	3 000,00	23,08%
Total	13 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	2 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011648

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PARIS LEVALLOIS ASSOCIATION - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2 ANNEE - SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	19 000,00 €	73,68 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LSCB PARIS LEVALLOIS ASSOCIATION
Adresse administrative : 141 RUE DANTON
92300 LEVALLOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Francis FLAMME
Date de publication au JO : 7 septembre 2009
N° SIRET : 34787569200027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs 2015-2016

Lors de la dernière saison, le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- Espoirs PRO A : 5ème du championnat de France PROA et vainqueur au Trophée du Futur à Levallois,
- Séniors NM3 : 10ème du Championnat de France Poule G et descente en Excellence Région,
- Seniors 2 : 11ème de la poule A du Championnat Promotion Excellence Région et descente en Honneur Région,
- Juniors U20: 2ème de la 1ère division Régionale,
- Juniors U20 75: 7ème de la 1ère division départementale,
- Cadets U18 France : 2ème du Championnat de France Groupe A 1ère division et participation au tournoi international de Cholet.

Actions et objectifs spécifiques du club :

L'école de mini-basket est un espace d'accueil pour les enfants de moins de 11 ans qui souhaitent pratiquer le basket-ball.
Le club intervient sur Levallois et les deux sites Paris (17ème et 8ème). Des plateaux sont prévus pour ces jeunes licenciés. Le club a constaté une augmentation des inscriptions des jeunes à la découverte et à l'initiation du basket, suite aux bons résultats des équipes de France masculine et féminine lors des

dernières compétitions internationales. Ainsi le nombre de licenciés a encore augmenté par rapport à l'année précédente, malgré la perte de deux créneaux horaires suite aux rythmes scolaires.

Le Label « Ecole Française du Mini basket » a été renouvelé jusqu'en 2017. Près de 220 enfants sont encadrés par 11 entraîneurs diplômés, répartis en quatorze groupes de travail :
- 3 groupes Baby,
- 4 groupes Mini Poussins,
- 7 groupes Poussins dont 3 groupes de compétition.

Pour la saison 2016-2017, le club cherche à concrétiser ses objectifs via notamment :
- l'achat de matériels pédagogiques et de jeu,
- l'achat des équipements de textile.

Les loisirs sont une catégorie spécifique au sein du club. Les babies, U9, U11, U13, U15, U17, U20, et les séniors peuvent évoluer en loisirs. Pour la saison sportive 2015-2016, le club achète du matériel pédagogique et de jeu.

Le club organise un tournoi régional pour les U20. Tous les Départements de la région Ile-de-France sont représentés. Une structure événementielle et logistique sera mise en place au sein du club.

Intérêt régional :
- Ecole de Basket sur Paris et Levallois,
- Pratique du basket de compétition (championnat départemental, régional, national) sur Paris et Levallois,
- Pratique du basket loisirs sur Paris et Levallois pour un grand nombre de pratiquants, des plus petits aux Séniors, encadrés par des entraîneurs.

Public(s) cible(s) :
- Ecole de basket dès 5 ans,
- Basket Loisirs pour tous.

Localisation géographique :
- LEVALLOIS-PERRET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériels pédagogiques et de jeu	3 200,00	16,84%
Achat de matériels sportifs pour le centre de formation	800,00	4,21%
Achat de matériel sportif pour l'école de mini-basket	15 000,00	78,95%
Total	19 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	14 000,00	73,68%
Participation du club	5 000,00	26,32%
Total	19 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs-encadrement et matériel (sport)	23 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs-encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	12 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs-encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	11 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	52 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011649

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : JEUNESSE SPORTIVE DES FONTENELLES DE NANTERRE - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	21 100,00 €	66,35 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JSFN JEUNESSE SPORTIVE FONTENELLE NANTERRE
Adresse administrative : 14 AVENUE DU MARECHAL JOFFRE 92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean DONNADIEU
Date de publication au JO : 29 avril 2000
N° SIRET : 35209609300021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs saison sportive 2015-2016 :

Le club a connu les résultats sportifs suivants :

Seniors 1 : 8ème du Championnat de France Pro A, ¼ Finaliste Leaders Cup, ¼ finaliste Championnat France Pro A et ¼ finaliste coupe de France
Espoirs : 9ème du championnat France Espoirs
Seniors 3 : Excellence départementale
Cadets 1 : Championnat de France - Poule Elite

Actions et objectifs spécifiques du club :

La J.S.F.N. programme pour la saison 2016-2017 des stages d'initiation et de perfectionnement aux jeunes (licenciés ou non) âgés de 11 à 17 ans.

Ces stages se déroulent durant les petites et grandes vacances scolaires. Ils sont encadrés par des éducateurs 1er et 2ème degré de la J.S.F.N.

Pour la saison 2016-2017, le club cherche à concrétiser ses objectifs via notamment :
- l'achat de ballons,
- l'achat d'équipements textiles,
- l'achat de matériel d'entraînement et de matériel vidéo,
- l'achat de matériel médical.

L'animation au sein des établissements scolaires figure parmi les priorités du projet associatif. Au fil des années, le nombre de classes scolaires touchées par les interventions du club n'a cessé d'augmenter. Cette année, ce ne sont pas moins de dix-sept classes qui prennent part aux cycles de basket organisés en collaboration avec le service des sports de la ville.

Deux éducateurs de la Jeunesse Sportive des Fontenelles de Nanterre font ainsi découvrir le basket à des jeunes nanterriens lors de séances hebdomadaires d'une heure trente. Les jeunes non licenciés des quartiers vont participer à des ateliers de découverte du basket et des tournois de street-ball avec les joueurs de l'équipe professionnelle.

En effet, la très forte implication des éducateurs et des bénévoles de la J.S.F.N. dans les quartiers, les écoles, les centres de loisirs lors des animations postscolaires ont permis à des centaines de jeunes de découvrir le basket et le monde associatif. La mise à disposition des basketteurs correspond à un emploi à mi-temps d'un éducateur sportif 1er degré.

Intérêt régional :
- Elargir un partenariat avec les clubs franciliens en établissant des relations de confiance avec les dirigeants et des cadres techniques,
- Améliorer la communication afin de valoriser et de faire connaître au plus grand nombre le centre de formation du club.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	16 600,00	78,67%
Matériel et équipement	4 500,00	21,33%
Total	21 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	14 000,00	66,35%
Participation du club	7 100,00	33,65%
Total	21 100,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport)	23 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	5 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	12 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs- encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	11 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	57 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011893

Commission permanente du 21 Septembre 2016

Objet : SAINT-CHARLES CHARENTON SAINT-MAURICE BASKET - SOUTIEN AU MOUVEMENT SPORTIF - 2EME ANNEE - SAISON 2016-2017 -

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif des clubs formateurs-encadrement et matériel (sport)	20 000,00 €	70,00 %	14 000,00 €
	Montant Total de la subvention		14 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132002-300
13200201- Soutien au mouvement sportif

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SAINT CHARLES DE CHARENTON SAINT MAURICE BASKETBALL
Adresse administrative : 16 AV JEAN JAURES
94220 CHARENTON-LE-PONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur FABRICE CANET, Président
Date de publication au JO : 22 avril 2006
N° SIRET : 34379842700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport)
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : dispositif des clubs formateurs.

Date prévisionnelle de début de projet : 1er Septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 Septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le dispositif Clubs formateurs prend en compte les actions qui se déroulent durant la saison sportive 2016-2017.

Résultats sportifs de la saison sportive 2016-2017 :

Le club a obtenu les résultats sportifs suivants :
- Nationale 3 Masculine : 2ème de leur poule en Nationale 3,
- Séniors Filles 1 : 7ème du championnat régional Excellence Régionale et descente en Promotion Excellence Régionale,
- U13 Masculins : 4ème du championnat régional IDF 1ère division,
- Renouvellement des labels FFBB « Club Formateurs Elite » et « Ecole Française de Minibasket »
- Meilleur Club jeunes et Meilleur Club de Jeunes Masculins du Val de Marne 2015/2016
- 3ème club français en nombre de licenciés.

Actions et objectifs spécifiques du club :

Le club souhaite pérenniser et développer son Académie Basket Charenton (ABC) dans le but de former des athlètes de haut niveau. Pour cela, il faut détecter et accompagner individuellement les talents repérés. Le club offre par ailleurs aux jeunes non repérés préalablement une formation apte à développer au maximum leurs capacités, en proposant du volume (600 heures/année) et de la qualité en répondant aux besoins individuels de chacun. Le club s'entoure des meilleurs entraineurs possibles en ciblant en interne les jeunes capables de suivre cette formation « futurs entraîneurs ».

Le club a pour objectif de présenter une équipe au moins dans chaque catégorie d'âge pour la section masculine et féminine et de renforcer les moyens de communication et d'attrait des joueurs et joueuses. Les dirigeants sélectionnent et recrutent des entraineurs qui seront en charge de ces équipes.

La Saint Charles souhaite proposer des entrainements de qualité aux groupes compétition et aux groupes loisirs. Lors de la saison 2016/2017, tous les entraineurs de chaque groupe compétition et loisirs, vont être tous diplômés et suivre une formation diplômante.
Une école de formation d'entraineurs va être mise en place et pilotée par une commission technique en interne dans le but d'accueillir et de former la douzaine de nouveaux entraineurs motivés et déterminés partageant les valeurs du club.

Durant les vacances scolaires, des stages de perfectionnement et de loisirs vont s'organiser avec un entraineur diplômé Brevet d'état.

Public(s) cible(s) :
- Enfants dès 4 ans
- Salariés des entreprises locales
- Adultes et jeunes à partir de 4 ans désirant une pratique régulière non-compétitive.

Localisation géographique :
- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'encadrement	8 000,00	40,00%
Indemnités entraineurs	7 000,00	35,00%
Achat de matériels sportifs	5 000,00	25,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional Ile-de-France	14 000,00	70,00%
Participation du club	6 000,00	30,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport)	23 000,00 €
2013	Dispositif des clubs formateurs (formation)	5 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	12 000,00 €
2014	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs - encadrement et matériel (sport) (CR46-14)	11 000,00 €
2015	Dispositif des clubs formateurs (formation) (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Ile-de-France, terre d'accueil des délégations étrangères	15 000,00 €
2016	Ile-de-France, terre d'accueil des délégations étrangères	15 000,00 €
	Montant total	**92 000,00 €**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-439

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPORT EN ILE-DE-FRANCE
- DISPOSITIF « TERRAINS SYNTHETIQUES DE GRANDS JEUX »
- DISPOSITIF « PLAN PISCINES REGIONAL »

APPROBATION D'UN AVENANT PORTANT TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE DU SYNDICAT DES DEPARTEMENTS 75 ET 92 POUR LA GESTION DES PARCS DES SPORTS DE PUTEAUX ET ANTONY AU DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 69-07 du 28 septembre 2007 relative au « Plan Piscines Régional » ;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 février 2011, relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France,

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 février 2015 « Politique de la ville – Orientations pour une nouvelle action régionale » ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens » ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 18 mars 2016 « Choc de simplification » ;

VU La délibération n° CP 11-593 du 7 juillet 2011 relative à la convention type « Terrains synthétiques de grands jeux » ;

VU La délibération n° CP 11-943 du 16 novembre 2011 relative à la convention type « Plan Piscines Régional » ;

VU La délibération n° CP 15-687 du 8 octobre 2015 relative à l'attribution d'autorisations de programme dans le cadre des dispositifs « Terrains synthétiques de grands jeux », « Equipements sportifs d'intérêt régional », « Plan Piscines Régional » et « Aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap »

VU La délibération n° CP 16-185 du 18 mai 2016 relative à l'approbation des conventions type modifiées « Terrains synthétiques de grands jeux », « Plan Piscines Régional » et « Aide à l'achat d'équipements spécifiques en faveur de la pratique sportive des personnes en situation de handicap » ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport n° CP 16-439 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

VU L'avis de la Commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie Associative ;

VU L'avis de la Commission des Finances.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-001 « Equipements sportifs d'intérêt régional »

1- Dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux »

Décide de participer au titre du dispositif « Terrains synthétiques de grands jeux » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant de 222.425,55 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-185 du 18 mai 2016 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **222.425,55 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200104 « Terrains synthétiques de grands jeux » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

2 -Dispositif «Plan Piscines »

Décide de participer au titre du dispositif « Plan Piscines » au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant de 2.600.000 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-185 du 18 mai 2016 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **2.600.000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-001 (132001) « Equipements sportifs d'intérêt régional », action 13200103 « Plan Piscines » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

N° d'aide versée	Bénéficiaires	Opérations	Date prévisionnelle de démarrage
EX013144	Commune de Roissy en Brie	Transformation d'un terrain de football stabilisé en gazon synthétique.	04/07/2016
EX013975	Commune de Fourqueux	Création d'un terrain synthétique mixte football/rugby	03/10/2016
16007483	SICGP de Saint Germain en Laye	Réhabilitation avec extension de la piscine intercommunale olympique	01/10/2016

16006553	Communauté d'Agglomération Rambouillet Territoires	Réhabilitation avec extension de la piscine communautaire des Fontaines	01/09/2016

Article 3 :

Approuve l'avenant n°1 à la convention signée entre la Région Ile-de-France et le Syndicat des Départements de Paris et des Hauts-de-Seine pour la Gestion des Parcs des Sports de Puteaux et Antony portant transfert de maîtrise d'ouvrage au Département des Hauts-de-Seine. L'avenant ainsi que la fiche-projet modifiée (Dossier IRIS n° EX007231) sont présentés en annexe 3 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008781	Budget	2016

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200103 - Plan piscines**

Dispositif : N° 00000085 - Plan Piscines Régional

Dossier	16006553 - COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RAMBOUILLET TERRITOIRES - Réhabilitation avec extension de la piscine communautaire des fontaines			
Bénéficiaire	R1956 - CART - CA RAMBOUILLET TERRITOIRES			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 000 000,00 €	HT	20 %	1 400 000,00 €	

Dossier	16007483 - S.I.C.G.P DE SAINT GERMAIN EN LAYE - REHABILITATION AVEC EXTENSION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE OLYMPIQUE			
Bénéficiaire	P0033419 - SI GESTION PISCINE			
Localisation	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 000 000,00 €	HT	15 %	1 200 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000085 - Plan Piscines Régional	2 600 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200103	2 600 000,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132001 - Équipements sportifs d'intérêt régional**
Action	**13200104 - Terrains synthétiques de grands jeux**

Dispositif : N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008781	Budget	2016

Dossier	EX013144 - ROISSY EN BRIE : réalisation d'un terrain de grand jeu synthétique au stade Paul BESSUARD				
Bénéficiaire	R873 - COMMUNE DE ROISSY EN BRIE				
Localisation	ROISSY-EN-BRIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	100 050,00 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
667 000,00 €	HT		15 %	100 050,00 €	

Dossier	EX013975 - FOURQUEUX : création d'un terrain mixte Football/Rugby en revêtement synthétique avec éclairage / Stade Claude Bocard				
Bénéficiaire	R583 - COMMUNE DE FOURQUEUX				
Localisation	FOURQUEUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	122 375,55 €			Code nature	204142
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
815 837,00 €	HT		15 %	122 375,55 €	

Total sur le dispositif N° 00000647 - Terrains Synthétiques de grands Jeux	222 425,55 €

Total sur l'imputation 903 - 32 - 132001 - 13200104	222 425,55 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013975

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FOURQUEUX : CREATION D'UN TERRAIN MIXTE FOOTBALL/RUGBY EN REVETEMENT SYNTHETIQUE AVEC ECLAIRAGE / STADE CLAUDE BOCARD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	815 837,00 €	15,00 %	122 375,55 €
	Montant Total de la subvention		122 375,55 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200104- Terrains synthétiques de grands jeux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FOURQUEUX
Adresse administrative : 1 PL DE LA GRILLE
78112 FOURQUEUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : M.Daniel LEVEL Maire
N° SIRET : 21780251100014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de Grands Jeux
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : création d'un terrain mixte Football/Rugby en revêtement synthétique avec éclairage au Stade Claude Bocard.

Date prévisionnelle de début de projet : 3 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le projet doit être lancé début octobre pour permettre de rétrocéder au plus tôt au lycée international les parcelles de terrain libérées.

Objectifs :
La ville de Fourqueux cède une partie de son emprise du stade Claude Bocard pour permettre la réhabilitation et l'extension du Lycée International de Saint Germain en Laye, limitrophe avec nos équipements sportif.

La partie de terrain cédée correspond à la surface actuelle de nos terrains de football à 11 et à 8. Il est donc nécessaire de créer un nouveau terrain de grands jeux.

Le lycée international utilisant nos infrastructures dans le cadre des cours de sport, il a été décidé de créer un terrain mixte Football Rugby pour répondre en plus des besoins de la ville pour son club de football, aux besoins du lycée dans le cadre de la pratique du rugby au Lycée.

Description :
Un terrain mixte de Football/Rugby en revêtement synthétique homologué catégorie 5 diurne pour le Football et Catégorie C pour le Rugby est créé. Il sera éclairé avec projecteurs sur mât. 4 projecteurs par mât sont prévus.

L'étude préalable menée a identifié les objectifs principaux suivants :

- La création d'un terrain mixte football/rugby en gazon synthétique,
- le choix du revêtement synthétique adapté au niveau de pratique sportive, pour l'amélioration des conditions de pratique,
- La réalisation des réseaux de drainage et le branchement du réseau d'assainissement du terrain,
- Le dimensionnement et le positionnement des installations d'éclairage sportif pour l'obtention d'un niveau E5 pour le terrain,
- Remplacer le terrain multisports détruit par l'implantation du terrain mixte,
- La considération des circulations internes au site,
- La gestion des circulations et des accès aux ouvrages du complexe sportif, y compris accessibilité PMR.

Les pré-requis régionaux sont définis ci-dessous :

Volet Solidaire :

La réalisation du terrain va permettre d'augmenter de manière significative les créneaux d'utilisation pour les différents publics. La mixité foot/rugby donne au terrain un usage central car il devient le cœur d'une importante pratique sportive variée. Le choix du revêtement synthétique a été fait pour permettre une utilisation intensive, avec un maximum d'heures par jour et weekend.

La possibilité de pratiquer du rugby permettra au lycée de mieux préparer les élèves qui ont une option au Baccalauréat.

Le terrain mixte peut permettre le développement du rugby sur la ville avec la possibilité de création d'un club.

Volet Durable :

Le projet va répondre aux recommandations de l'Agenda 21 local adopté en septembre 2011. Des clauses spécifiques sont incluses dans le CCTP.

De plus, le gazon synthétique va réduire fortement la consommation en eau et supprimer l'usage de produits phytosanitaires.

Volet Confort/Santé :

Le projet de réaménagement de ce parc sportif se place dans le cadre d'un projet social porté par la Ville et tourné vers le milieu scolaire avec entre autres le Lycée International situé sur la commune de Saint Germain en Laye et le milieu associatif sportif de la ville

Ce type de revêtement est aussi intéressant car il peut être praticable par tous les temps. Actuellement le terrain existant est un terrain en stabilisé ce qui procure beaucoup de désagrément et de risque de blessure pour la pratique du football, de plus il ne permet pas la pratique du rugby.

Moyens mis en œuvre :
La création du nouveau terrain de grands jeux sera réalisée sur l'emplacement d'une partie située dans l'emprise du stade au plus près des vestiaires déjà existants
Le Maître d'œuvre spécialisé en aménagement sportif a été choisi et l'étude DCE est en cours. La procédure de marché public doit être lancée pour un début des travaux en Octobre 2016. La fin des travaux est prévue fin Février 2017 pour permettre de libérer l'emprise à rétrocéder pour la rénovation et l'extension du Lycée International.

Intérêt régional :
Notre parc sportif est utilisé en période scolaire par les élèves du Lycée International de Saint Germain en Laye pour la pratique du sport en général mais aussi du football et du rugby.

L'homologation du terrain en catégorie 5 permet l'organisation de championnats régionaux et nationaux pour certaines catégories

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Le Lycée International, les écoles primaires de Fourqueux, le club de Football de Fourqueux

Localisation géographique :
- FOURQUEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maîtrise d'oeuvre	7 410,00	0,91%
Réalisation du terrain	739 877,00	90,69%
Réalisation de l'éclairage	68 550,00	8,40%
Total	815 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	88 000,00	10,79%
CD 78	160 000,00	19,61%
Région Ile-de-France	122 375,55	15,00%
Ville de Fourqueux	445 461,45	54,60%
Total	815 837,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	97 000,00 €
2017	25 375,55 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	17 850,00 €
2013	Contrat régional territorial	136 242,25 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	210 956,00 €
	Montant total	365 048,25 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013144

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ROISSY EN BRIE : REALISATION D'UN TERRAIN DE GRAND JEU SYNTHETIQUE AU STADE PAUL BESSUARD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	667 000,00 €	15,00 %	100 050,00 €
	Montant Total de la subvention		100 050,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200104- Terrains synthétiques de grands jeux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE ROISSY EN BRIE
Adresse administrative : 9 RUE PASTEUR
77680 ROISSY EN BRIE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François BOUCHART, Maire
N° SIRET : 21770390900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de Grands Jeux
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'un terrain de grand jeu synthétique au stade Paul BESSUARD

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Afin de limiter au maximum les contraintes liées au blocage du terrain pour le club de football de la ville, les travaux doivent démarrer dès le début du mois de juillet.

Objectifs :
Le terrain de football actuel a plus de 20 ans et a besoin d'être réhabilité et mis aux normes afin d'optimiser cet équipement et de donner plus de créneaux aux clubs sportifs.

Description :
Le terrain de football à 11 mesurera 108mX65m. 2 terrains de football à 7 seront aménagés dans le sens de la largeur du terrain à 11.

Deux abris de touche pour les joueurs et un abri de touche pour les officiels vont être posés. Un complexe clôture et filets pare-ballons ceinturera le terrain. Un cheminement sur les parties latérales du terrain complètera l'ouvrage.

L'éclairage sera entièrement revu avec pose de mâts avec projecteurs leds.

Etude préalable :

La ville de Roissy-en-Brie doit accompagner une des plus importantes associations sportives en termes d'adhérents l'USR Football. La ville dispose d'un terrain en gazon naturel et de 2 terrains stabilisés vieillissants. Celui en gazon naturel n'est utilisé que pour les compétitions et quelques entraînements. L'effort est donc porté sur les terrains en stabilisé déjà usés qui sont exploités au maximum de leurs possibilités.

Volet solidaire :

Ce projet s'inscrit dans une politique sociale d'accès à tous à la culture en général en passant par le volet sportif. La modernisation de nos équipements facilitera le nombre d'accès à ceux-ci et à la pratique d'activités sportives.

Volet durable :

Les clauses du marché prévoient des dispositifs de respect environnemental et des normes de développement durable.

De plus, le passage à un revêtement synthétique va permettre d'économiser des coûts liés notamment au traçage régulier des limites du terrain avant les matchs.

Volet confort/santé :

Le terrain synthétique va réduire les risques de blessures qui existaient du fait de l'état dégradé des stabilisés. Les appuis des joueurs seront plus stables. Les risques d'entorses causés par des déformations de l'ancienne surface seront très largement réduits. Enfin, la qualité et le confort du jeu vont progresser aussi fortement.

Public(s) cible(s) :
Les 500 adhérents du club de l'USR FOOTBALL de Roissy en Brie,
Les élèves du collège Eugène Delacroix, voire Anceau de Garlande,
Les élèves du lycée Charles le Chauve.

Localisation géographique :
- ROISSY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réalisation du terrain	667 000,00	100,00%
Total	667 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 77	148 000,00	22,19%
FFF	10 000,00	1,50%
Région Ile-de-France	100 050,00	15,00%
Ville de Roissy en Brie	408 950,00	61,31%
Total	667 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	79 050,00 €
2017	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	13 995,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 900,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	418 284,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 300,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	4 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	2 200,00 €
	Montant total	429 684,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007483

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : S.I.C.G.P DE SAINT GERMAIN EN LAYE - REHABILITATION AVEC EXTENSION DE LA PISCINE INTERCOMMUNALE OLYMPIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	8 000 000,00 €	15,00 %	1 200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 200 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204182-132001-300
13200103- Plan piscines

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SI GESTION PISCINE
Adresse administrative : 16 RUE DE PONTOISE
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Unique
Représentant : Monsieur Emmanuel LAMY, Président
N° SIRET : 25780134000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan Piscines Régional
Rapport Cadre : CR69-07 du 28/09/2007

Objet du projet : réhabilitation avec extension de la piscine intercommunale olympique.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La programmation des travaux, tenant compte des impératifs calendaires de la collectivité, a planifié le démarrage au 1er octobre.

Objectifs :
La réhabilitation envisagée vise à :
- Redonner du dynamisme et de l'attractivité à l'établissement,
- Renforcer la qualité d'hygiène des eaux de baignade et de l'air,
- Assurer l'accès aux personnes à mobilité réduites,
- Optimiser les fonctionnalités et les performances énergétiques pour une exploitation qui prenne en compte les exigences de développement durable.

Description :
L'opération prévoit :
- la réhabilitation complète de l'équipement existant,
- un bassin sportif de 50 mètres x 8 couloirs (1000 m²),

- un bassin d'apprentissage de 200 m²,
- la création d'un bassin nordique en inox de 25 mètres x 6 couloirs (375 m²) ouvert toute l'année.

Prise en compte des prérequis régionaux :

1- La démarche HQE :
La réhabilitation a été pensée, dès le départ pour augmenter le niveau de confort des usagers. En cela, il s'agit d'un projet exemplaire en termes d'efficacité énergétique. Les 14 cibles HQE sont prises en compte de façon performante, à très performante, permettant ainsi une parfaite maitrise des consommations énergétiques.

2- les bassins :
- Un bassin sportif de 50 mètres x 8 couloirs (1000 m²) équipé d'un aileron mobile,
- un bassin d'apprentissage de 200 m² de faible profondeur doté d'une rampe d'accès pour les personnes à mobilité réduite,
- un bassin sportif extérieur nordique accessible depuis la halle des bassins.

3- L'accessibilité :
L'ensemble du projet de réhabilitation prend bien en compte l'accès à tous les services et activités proposés pour tous. L'objectif est de redonner aux usagers un équipement de qualité en répondant aux problématiques actuelles d'accessibilité du site. Il s'agit de faciliter l'accès du sport au plus grand nombre, afin que les locaux ne soient plus un obstacle à la pratique.

Une attention particulière est apportée aux points suivants afin de favoriser une chaine de déplacement la plus directe et la plus simple possible pour les personnes en situation de handicap :
- L'entrée du centre,
- Les circulations verticales permettant d'accéder aux différents niveaux et fonctions.

Moyens mis en œuvre :
En 2012, après quarante années d'une exploitation tournée vers la satisfaction du public, le Comité Syndical a engagé une réflexion sur l'avenir de cet équipement afin de prolonger et de renforcer son attractivité.

L'étude préalable réalisée a conduit à un scénario validé par le Conseil Syndical du 21 juin 2012. Le syndicat intercommunal s'est associé les compétences d'un bureau d'études spécialisé pour préparer et lancer le marché travaux.

Intérêt régional :
Réhabilitation d'un équipement sportif et création de m² supplémentaires sur un territoire carencé.
La réhabilitation de l'équipement accompagnée de la création du bassin nordique va permettre de satisfaire les besoins sportifs, scolaires et du grand public tout au long de l'année.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
L'équipement actuel connait une fréquentation de 400 000 passages annuels dont:
- 230 000 pour le grand public
- 80 000 pour les associations (dont le Cercle des Nageurs de l'Ouest; 35ème club français et 2ème club des Yvelines)
- 90 000 pour les scolaires

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'intervention est de 15 %
Le coût estimatif des travaux de la partie piscine est de : 9.422.944,06 € HT
Le montant plafonné des travaux est de 8.000.000 € HT

Localisation géographique :

- SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Création bassin extérieur	1 423 860,00	14,95%
Réhabilitation piscine	7 999 084,06	83,99%
Espaces remise en forme et espaces verts	101 005,78	1,06%
Total	9 523 949,84	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 78	525 000,00	5,51%
Etat - CNDS	100 000,00	1,05%
Région Ile-de-France	1 200 000,00	12,60%
Syndicat Intercommunal	7 698 949,84	80,84%
Total	9 523 949,84	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	900 000,00 €
2018	300 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006553

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RAMBOUILLET TERRITOIRES - REHABILITATION AVEC EXTENSION DE LA PISCINE COMMUNAUTAIRE DES FONTAINES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	7 000 000,00 €	20,00 %	1 400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 400 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200103- Plan piscines

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CART - CA RAMBOUILLET TERRITOIRES
Adresse administrative : 1 RUE DE CUTESSON
78511 RAMBOUILLET
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-Frédéric POISSON, Président

N° SIRET : 24780060000048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Plan Piscines Régional
Rapport Cadre : CR69-07 du 28/09/2007

Objet du projet : Réhabilitation avec extension de la piscine communautaire des fontaines

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 mars 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La réhabilitation démarre dès la rentrée de septembre au vu de la complexité de l'opération puisque la piscine continue son activité pendant toute la période de travaux et donc son étalement dans le temps.

Objectifs :
La communauté d'agglomération Rambouillet Territoires gère depuis 2006, pour le compte de ses communes membres, la piscine communautaire des Fontaines sise à Rambouillet. L'équipement construit en 1964 puis rénové et agrandi en 1993, ne correspond plus aujourd'hui aux besoins des habitants et fait apparaitre des signes de vieillesse et de non-conformité.
L'assemblée communautaire a décidé sa réhabilitation avec extension en phasant l'opération de façon à permettre une continuité des activités durant les travaux.

Description :
L'opération prévoit :
- Un bassin olympique 50 mètres X 8 couloirs (1050 m²)
- Un bassin sportif de 25 mètres x 5 couloirs (312 m²)
- Un bassin loisir-apprentissage (122 m²)
- Une pataugeoire de 49 m²

La nouvelle halle olympique viendra ainsi compléter l'offre aquatique sur le territoire et permettra de restructurer l'équipement et le site dans son ensemble.

Prise en compte des pré-requis régionaux:

1- La démarche HQE :
L'opération s'inscrit dans une démarche HQE.
La notice environnementale met en évidence la qualité de la démarche:
Les cibles 3 (chantier à faible nuisance), 4 (gestion de l'énergie), 5 (gestion de l'eau), 9 (confort acoustique), 11 (confort olfactif), 13 (qualité de l'air) et 14 (qualité de l'eau) sont traitées de façon très performante;
Les cibles 1 (relation harmonieuse des bâtiments), 2 (choix intégré des matériaux de construction), 7 (gestion de l'entretien et de la maintenance), 8 (confort hygrométrique), 10 (confort visuel), 12 (qualité sanitaire des espaces) sont traitées de façon performante.

2- Les bassins :
- Un bassin olympique 50 mètres X 8 couloirs (1050 m²)
- Un bassin sportif de 25 mètres x 5 couloirs (312 m²)
- Un bassin loisir-apprentissage (122 m²)
- Une pataugeoire de 49 m²

3- L'accessibilité :
L'accessibilité à l'équipement est prise en compte dans toutes ses dimensions (dessertes par les moyens de transport, cheminement piétons, entrée du centre, cheminements verticaux, gradins, contraste visuel et signalétique, sanitaires, douches et vestiaires,...).
Une rampe est aménagée pour permettre un accès en pente douce au bassin loisirs apprentissage et l'accès au bassin sportif et au bassin olympique est possible par un système de mise à l'eau déplaçable.

Moyens mis en œuvre :
La communauté d'agglomération Rambouillet Territoires a engagé une étude de diagnostic, puis une étude de programmation avec un bureau d'études spécialisé. Un concours d'architectes a été lancé et le projet lauréat a été désigné en juillet 2013. L'avant-projet détaillé a été validé fin 2014.

Intérêt régional :
Construction d'un bassin supplémentaire et de mètres carrées supplémentaires sur un territoire fortement carencé.
La rénovation de la halle des bassins va améliorer les conditions d'apprentissage de la natation scolaire et fournir aux associations sportives un outil de développement de leur discipline.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
- Les clubs (dont le Nautic Club de Rambouillet : 650 adhérents, le Rambouillet Olympique et le Rambouillet Handisport)
- Les scolaires (primaires, collèges et lycées)
- Le Grand public

Détail du calcul de la subvention :
Le taux d'intervention est de 20,00 %
Le coût estimatif des travaux de la partie piscine est de : 11.417.559,08 € HT (l'espace Remise en forme est exclu des travaux pouvant être pris en compte dans le dispositif)
Le montant des travaux retenu est de 7.000.000 € HT

Localisation géographique :
- RAMBOUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux piscine	11 417 559,08	92,36%
Espace remise en forme et aménagements extérieurs	944 681,60	7,64%
Total	12 362 240,68	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 78	1 200 000,00	9,71%
Région Ile-de-France	1 400 000,00	11,32%
CA Rambouillet Territoires	9 762 240,68	78,97%
Total	12 362 240,68	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	600 000,00 €
2018	800 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Agendas 21 locaux - Phase 1	47 250,00 €
2013	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	15 300,00 €
2013	Soutien aux télécentres et aux espaces de travail collaboratif	70 000,00 €
2015	Aide au développement de bornes de recharges électriques	148 000,00 €
	Montant total	280 550,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 A LA CONVENTION AVEC LE SYNDICAT DES DEPARTEMENTS DE PARIS ET DES HAUTS-DE-SEINE POUR LA GESTION DES PARCS DES SPORTS DE PUTEAUX ET ANTONY PORTANT TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE + FICHE PROJET MODIFIEE

AVENANT A LA CONVENTION N° IRIS EX007231 SIGNEE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE SYNDICAT DES DEPARTEMENTS DE PARIS ET DES HAUTS-DE-SEINE POUR LA GESTION DES PARCS DES SPORTS DE PUTEAUX ET ANTONY

PORTANT TRANSFERT DE MAITRISE D'OUVRAGE AU DEPARTEMENT DES HAUTS DE SEINE

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :

Le 8 octobre 2015, la Région Ile-de-France a voté le principe d'une convention avec le Syndicat des Départements de Paris et des Hauts-de-Seine pour la Gestion des Parcs des Sports de Puteaux et Antony pour la réalisation d'un terrain synthétique de rugby sur le parc des Sports d'Antony.

IL EST EGALEMENT EXPOSE QUE :

Par délibération n° 2016/25 du 29 janvier 2016, le Conseil d'Administration a voté à l'unanimité le transfert de la maîtrise d'ouvrage ainsi que le transfert de tous les marchés relatifs à l'opération citée ci-dessus.

ARTICLE 1 :

Toutes les mentions au Syndicat des Départements de Paris et des Hauts-de-Seine pour la Gestion des Parcs des Sports de Puteaux et Antony sont remplacées par Département des Hauts-de-Seine au sein des articles 1 et 3 de la convention.

ARTICLE 2 :

L'ensemble des autres stipulations de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour le Département Hauts-de-Seine Le Président	**Pour la Présidente du Conseil Régional Ile-de-France**
Patrick DEVEDJIAN	

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX007231

Commissions permanentes du 8 octobre 2015 et du 21 septembre 2016

Objet : CONSEIL DEPARTEMENTAL DES HAUTS-DE-SEINE : AMENAGEMENT D'UN TERRAIN DE RUGBY EN GAZON SYNTHETIQUE ECLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Terrains Synthétiques de grands Jeux	875 000,00 €	10,00 %	87 500,00 €
	Montant Total de la subvention		87 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-32-204142-132001-300
13200104- Terrains synthétiques de grands jeux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CONSEIL DERTEMENTAL DES HAUTS-DE-SEINE
Adresse administrative : 2 BOULEVARD JACQUES-GERMAIN SOUFFLOT 92015 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Département
Représentant : PATRICK DEVEDJIAN, Président
N° SIRET : 22920050600157

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Terrains Synthétiques de grands Jeux
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : aménagement d'un terrain de rugby en gazon synthétique éclairé au parc interdépartemental des sports d'Antony

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Transformer deux terrains de football en stabilisé en un terrain de rugby en gazon synthétique éclairé. L'un des terrains de football actuellement en service est en mauvais état. L'autre a été fermé il y a deux ans ; il était déjà en mauvais état lors de sa fermeture. Ces deux terrains présentent des défauts de planéité, de nombreux « trous », un drainage défaillant. Il n'a pas été envisagé de les refaire car la demande en terrain de football est faible sur le parc d'Antony alors que celle pour le rugby est importante.

Description :
Créer un troisième terrain de rugby dans le sens perpendiculaire par rapport aux deux terrains de football actuels.

L'étude préalable a démontré le besoin de ce terrain. Les deux terrains de rugby existants dont un seul est éclairé ne suffisent pas à répondre à la demande des clubs tant en entrainements ou matches de jour comme de nuit. Ainsi, le Comité Ile-de-France de rugby, le comité Ile-de-France du Sport Universitaire, des clubs d'entreprise et d'autres structures associatives ont déjà fait état de leur volonté d'obtenir des créneaux si un nouveau terrain devait voir le jour. Pour cette raison et afin de répondre à une demande croissante, il est envisagé de réaliser un terrain de rugby en gazon synthétique éclairé.

Pré-requis régionaux :

Volet solidaire : Comme indiqué dans l'étude, ce troisième terrain de rugby est très attendu. Il doit répondre aux besoins de multiples utilisateurs sportifs mais également à d'autres structures associatives telles que Culture du Cœur et également à différentes écoles proches du site.

Volet durable : Le choix du synthétique permet de supprimer les tontes et la gestion de leurs déchets ainsi que l'utilisation des produits phytosanitaires. L'arrosage est très limité. L'implantation en lieu et place de deux terrains de foot en mauvais état va également permettre de préserver les zones écologiques à proximité.

Volet confort/santé : Le nouveau terrain offrira un confort de pratique et réduira les traumatismes que générait le mauvais état des anciens stabilisés.

Intérêt régional :
Réduire les carences en terrains de grands jeux et augmenter les créneaux horaires d'utilisation des terrains et la capacité d'accueil des pratiquants multisports.

Public(s) cible(s) :
Rugby universitaire
Compétitions
Accueil du sport étude
Entrainements jeunes, seniors
Journées de détection

Détail du calcul de la subvention :
Taux de base : 10 %
Potentiel financier moyen : 2.511,75 €/habitant soit aucune bonification
Taux appliqué pour le calcul : 10 %
Montant prévisionnel des travaux : 1.345.300 € HT dont 1.135.300 € HT pour le terrain plafonné à 800.000 € et 210.000 € HT pour l'éclairage plafonné à 75.000 € soit un montant subventionnable de 875.000 € HT
Montant de la subvention : 87.500 €

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transformation du terrain	1 010 000,00	75,08%
Réalisation de l'éclairage	210 000,00	15,61%
Etudes	125 300,00	9,31%
Total	1 345 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNDS	275 660,00	20,49%
Région Ile-de-France	87 500,00	6,50%
SIPS	982 140,00	73,01%
Total	1 345 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	87 500,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-445

DU 21 Septembre 2016

DEUXIEME AFFECTATION 2016

JEUNESSE, CITOYENNETE, VIE ASSOCIATIVE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 45-16 du 08 avril 2016 portant budget primitif de la Région pour l'année 2016 ;

VU La délibération CR n°12-12 du 16 février 2012 relative à la politique régionale pour l'égalité réelle et contre les discriminations ;

VU La délibération n° CR 20-13 du 21 juin 2013 relative à l'adoption de deux plans triennaux concernant la lutte contre les discriminations 2013/2016 ;

VU La délibération n° CR 39-07 du 25 octobre 2007 relative à la création d'un Fonds Régional de Développement de la Vie Associative ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 14-401 du 18 juin 2014 relative à l'adoption de conventions types au titre du dispositif de Lutte contre les discriminations ;

VU La délibération n° CP 14-456 du 18 juin 2014 relative à l'adoption de conventions types au titre du dispositif Fonds régional de développement de la vie associative ;

VU La délibération n° CP 15-684 du 8 octobre 2015 relative aux attributions de subventions au titre du Fonds régional de développement de la vie associative ;

VU L'avis de la Commission du Sport, de la Jeunesse, et de la Vie associative ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU Le présent rapport CP 16-445 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France.

PRES EN AVOIR DELIBERE

Article n°1 :

Décide **la réaffectation de 2 subventions** au titre des dispositifs « Lutte contre les discriminations » et « Fonds régional du développement de la vie associative et du bénévolat » du budget 2016, dont les programmes sont détaillés en annexes 1 et 2 à la présente délibération par l'attribution des **subventions** d'un montant maximum prévisionnel de **52 800 €.**

Subordonne le versement de ces subventions dont les projets sont détaillés en annexe 1 et 2 à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par la CP n°14-401 du 18 juin 2014 et à la convention-type adoptée par la CP n°14-456 du 18 juin 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **15 000 €**, prélevée sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 021 « Conseil régional », programme HP 021-005 « Jeunesse et vie associative », action 10200504 « Lutte contre les discriminations » du budget 2016 au profit de la **Fondation Abbé Pierre,**
et une autorisation d'engagement de **37 800 €**, prélevée sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 040 « Services Communs», programme HP 40-001 « Développement de la vie associative et du bénévolat », action 14000101 « Fonds régional du développement de la vie associative et du bénévolat » du budget 2016 au profit de l'association **CNFR**.

Article n°2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Fonds régional du développement de la vie associative et du bénévolat » du budget 2016, au financement de 3 subventions dont les programmes sont détaillés en annexes 1 et 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **55 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions dont les projets sont détaillés en annexe 3 à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par la CP n°14-456 du 18 juin 2014 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement, d'un montant de **55 000 €** prélevée sur le chapitre 934 « Développement social et santé », code fonctionnel 040 « Services Communs », programme HP 40-001 « Développement de la vie associative et du bénévolat », action 14000101 « Fonds régional du développement de la vie associative et du bénévolat » du budget 2016.

Article n°3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Numéro de dossier	Bénéficiaire	Titre du projet	Objet du dossier	Date prévisionnelle de début de projet
16011303	CNFR ASSOCIATIONS DEVELOPPEMENT ANIMATION NATIONALE DU MILIEU RURAL	Comprendre et expérimenter de nouvelles démarches de formations des bénévoles recherche-action en Ile-de-France (biennal) ANNEE 2	Réaffectation du dossier N°15017608 suite à une erreur matérielle.	01/10/2015
16011232	FONDATION ABBE PIERRE LOGEMENT DEFAVORISES	Prévention et lutte contre les discriminations dans l'accès au logement (triennal) ANNEE 1	Réaffectation du dossier N°14003539 suite à une erreur matérielle	01/10/2014

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : TABLEAU RECAPITULATIF DES PROJETS BENEFICIANT D'UN SOUTIEN REGIONAL

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-445	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**021 - Conseil Régional**
Programme	**102005 - Jeunesse et vie associative**
Action	**10200504 - Lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000173 - Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement

Dossier	16011232 - PREVENTION ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS L'ACCES AU LOGEMENT (ANNEE 1/TRIENNAL) REAFECTATION			
Bénéficiaire	R24578 - FONDATION ABBE PIERRE LOGEMENT DEFAVORISES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 710,00 €	TTC	44,5 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000173 - Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	15 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 021 - 102005 - 10200504	15 000,00 €

Chapitre	**934 - Santé et action sociale**
Code fonctionnel	**40 - Services communs**
Programme	**140001 - Développement de la vie associative**
Action	**14000101 - Fonds régional de développement de la vie associative et du bénévolat**

Dispositif : N° 00000091 - Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement

Dossier	16011303 - Comprendre et expérimenter de nouvelles démarches de formations des bénévoles ; recherche-action sur la formation des responsables associatifs en Ile-de-France /(biennal) ANNEE 2 REAFFECTATION			
Bénéficiaire	P0026864 - CNFR ASSOCIATIONS DEVELOPPEMENT ANIMATION NATIONALE DU MILIEU RURAL CNFR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 300,00 €	TTC	48,28 %	37 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-445	Budget	2016

Dossier	16013037 - AGENCE DES MICROS PROJETS 2016			
Bénéficiaire	R10619 - GUILDE EUROPEENNE DU RAID			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
135 000,00 €	TTC	14,81 %	20 000,00 €	

Dossier	16013045 - ANIMATION ET DEVELOPPEMENT DES ASSOCAITIONS FRANCILIENNES DU RESEAU CITOYEN FRANCO BERBERES- CBF-			
Bénéficiaire	R26415 - COORDINATION BERBERES DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
140 000,00 €	TTC	17,86 %	25 000,00 €	

Dossier	16014238 - SOUTIEN A L'INTERCULTURALITE / PROGRAMME TRIENNAL/ ANN 1			
Bénéficiaire	R40521 - ROC LE ROCHER OASIS DES CITES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
98 607,00 €	TTC	10,14 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000091 - Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	92 800,00 €

Total sur l'imputation 934 - 40 - 140001 - 14000101	92 800,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS REAFFECTATIONS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011232

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PREVENTION ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS L'ACCES AU LOGEMENT (ANNEE 1/TRIENNAL) REAFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	33 710,00 €	44,50 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-021-6574-102005-300
10200504- Lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION ABBE PIERRE LOGEMENT DEFAVORISES
Adresse administrative : 3/5 RUE DE ROMAINVILLE
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Fondation
Représentant : RAYMOND ETIENNE

Date de publication au JO : 15 février 1992

N° SIRET : 34528201600236

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement
Rapport Cadre : CR12-12 du 16/02/2012

Objet du projet : Réaffectation suite à une erreur matérielle.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur matérielle dans le montant, sur le dossier initial N°14003539 dont l'autorisation d'engagement est désaffectée, le projet sera partiellement engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente

Objectifs :
Lutter contre les discriminations dans l'accès au logement.

Description :
Le projet se base sur 4 axes d'intervention :
- l'accès aux droits,
- les procédures des attributions et la réforme des attributions,
- la formation,
- les pistes d'action innovantes à développer.

A travers les associations qui tiennent des permanences d'accès aux droits en Ile de France et son Espace solidarité Habitat, la Mission Ile de France de la Fondation souhaite développer des actions pour chacun des 4 axes.

1) L'accès aux droits : lutter contre les discriminations dans l'accès au logement HLM
Un des objectifs dans le travail de lutte contre les discriminations est de les mettre en lumière et de les faire reconnaitre.

2) La réforme des attributions et les procédures des attributions
Pour faire reculer les discriminations, la loi Alur, ambitionne une plus grande transparence dans la procédure d'attribution des logements sociaux

Au cours des 3 ans, il est proposé de :
-Etudier et analyser les systèmes de cotation
-Interpeller les acteurs concernés en cas de remise en cause du droit au logement.
-Accompagner des ménages dans des procédures de contestation des refus
-Mener une réflexion avec les acteurs associatifs sur la notion du reste à vivre (
-Sensibiliser et Interpeller les acteurs du logement sur cette question (lors de rencontres publiques notamment).

3) La formation
Il s'agira de retravailler sur l'outil qui a déjà été élaboré, à savoir un Power Point de présentation utilisé pour les formations précédentes.

4) Les pistes d'action innovantes à développer
-Réfléchir et mener des actions innovantes pour lutter contre les discriminations dans l'accès au logement.
-iInitier le contentieux relatif aux décisions d'attribution en cas de refus
-En matière de soutien aux associations locales :
Un travail plus étroit sera mené entre l'équipe Ile de France et l'équipe nationale de la Fondation

Méthode d'évaluation envisagée :
Rapport écrit qualitatif annuel sur les actions menées et quantitatif à partir des indicateurs définis

Modes et critères d'évaluation du projet / programme :

Nombre de contacts avec des ménages avec lesquels la discrimination a été évoquée à l'ESH
Nombre de suivis réalisés sur cette thématique,
Nombre de saisines du Défenseur des Droits sur les discriminations dans l'accès au logement pour les ménages repérés,
Nombre de rencontres ou d'interpellations sur le sujet menées par la Fondation en IDF
Nombre de formations réalisées
Nombre d'acteurs franciliens qui ont participé aux rencontres ou rejoint le réseau
Note de synthèse sur la jurisprudence obtenue en la matière
Edition du Guide actualisé sur la lutte contre les discriminations dans l'accès au logement social

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
Salariés de l'association : une chargée de mission « Lutte contre les discriminations » à 30% de son temps sur le projet.

Intérêt régional :
Meilleure appréhension de la discrimination dans l'accès au logement.
Avoir des points d'accès aux droits reconnus traitant des discriminations au logement.
S'agissant d'une réaffectation, cette structure n'est pas concernée par la mesure 100 000 stages.

Public(s) cible(s) :
Ménages en difficulté d'accès ou de maintien dans le logement, salariés et bénévoles travaillant dans les associations d'accès aux droits

Nombre de participant-e-s attendu-e-s : 50
Nombre de destinataires attendu-e-s : 80

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)

Libellé	Montant	%
Fournitures de bureau et petit matériel	358,00	1,06%
Frais postaux et télécommunications	703,00	2,09%
Entretien et maintenance	909,00	2,70%
Documentation	207,00	0,61%
Transports et déplacements	217,00	0,64%
Réceptions	1 222,00	3,63%
Frais de personnel (chargé de mission à 30%, personnel administratif et encadrant 3%)	27 095,00	80,38%
Prestations permanences juridiques	2 303,00	6,83%
Frais de fonctionnement (eau, gaz, électricité, assurances, honoraires de gestion)	696,00	2,06%
Total	33 710,00	100,00%

Recettes (€)

Libellé	Montant	%
Ressources propres	6 710,00	19,91%
ACSE	12 000,00	35,60%
Région Ile-de-France	15 000,00	44,50%
Total	33 710,00	100,00%

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)

Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement (eau, gaz, élecricité, assurance, honoraires de gestion)	704,00	2,05%
Fournitures de bureau et petit matériel	361,00	1,05%
Frais postaux et télécommunications	710,00	2,07%
Entretien et maintenance	918,00	2,67%
Documentation	209,00	0,61%
Transports et déplacements	219,00	0,64%
Réceptions	1 234,00	3,60%
Frais de personnel	27 637,00	80,53%
Prestations permanences juridiques	2 326,00	6,78%
Total	34 318,00	100,00%

Recettes (€)

Libellé	Montant	%
Ressources propres	7 318,00	21,32%
ACSE	12 000,00	34,97%
Région Ile-de-France	15 000,00	43,71%
Total	34 318,00	100,00%

Exercice de référence : 2016 **Dépenses (€)**		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement (eau, gaz, éléctricité, assurances, honoraires de gestion)	711,00	2,04%
Fournitures de bureau et petit matériel	365,00	1,04%
Frais postaux télécommunications	717,00	2,05%
Entretien et maintenance	927,00	2,65%
Documentation	211,00	0,60%
Transports et déplacements	222,00	0,64%
Réceptions	1 247,00	3,57%
Frais de personnel	28 189,00	80,68%
Prestations permanences juridiques	2 349,00	6,72%
Total	34 938,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ressources propres	7 938,00	22,72%
ACSE	12 000,00	34,35%
Région Ile-de-France	15 000,00	42,93%
Total	34 938,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programmes triennaux destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage	40 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	15 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011303

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPRENDRE ET EXPERIMENTER DE NOUVELLES DEMARCHES DE FORMATIONS DES BENEVOLES ; RECHERCHE-ACTION SUR LA FORMATION DES RESPONSABLES ASSOCIATIFS EN ILE-DE-FRANCE /(BIENNAL) ANNEE 2 REAFFECTATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	78 300,00 €	48,28 %	37 800,00 €
	Montant Total de la subvention		37 800,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Fonds régional de développement de la vie associative et du bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CNFR ASSOCIATIONS DEVELOPPEMENT ANIMATION NATIONALE DU MILIEU RURAL CNFR
Adresse administrative : 1 RUE SAINTE LUCIE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal BAILLEAU, Président

Date de publication au JO : 22 juin 2014

N° SIRET : 77568543100048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Réaffectation du dossier N°15017608 Avenant n°1 à la convention biennale n°CP 14-456-11 du 18 juin 2014 dossier initial n°14003551 suite à une erreur matérielle.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à une erreur matérielle dans le montant, sur le dossier initial N°15017608 dont l'autorisation d'engagement est désaffectée, le projet sera partiellement engagé avant l'attribution de la subvention par la commission permanente

Objectifs :
- Mutualiser les compétences complémentaires entre les réseaux et les capitaliser autour d'une méthodologie d'enquête.
- Développer une réflexion et une expertise au service d'un projet d'éducation populaire.
- Expérimenter une recherche-action et mettre cette expérience au service des réseaux.
- Favoriser la mise en place d'actions adaptées et la synergie des acteurs.
- Permettre aux associations franciliennes de disposer de connaissances actualisées sur l'état de la formation des responsables associatifs et des besoins en la matière en Ile-de-France.

Description :
Le projet est porté par les trois têtes de réseau d'éducation populaire, complémentaires par leur histoire, leur développement et leur champ d'expertise :

- Le Mouvement des Foyers ruraux, par son large réseau d'associations et de bénévoles.
- Peuple et Culture, par sa culture partagée de l'entraînement mental et de la recherche-action.
- Culture et Liberté, par son expertise dans le champ de la formation.

Elles sont toutes confrontées à la même difficulté, à savoir une méconnaissance relative de la demande de formation des responsables associatifs et des offres proposées en la matière en Ile-de-France. Elles souhaitent donc mener une recherche-action à destination de toutes les structures associatives de la région souhaitant acquérir une meilleure connaissance de l'existant en termes de formation des responsables associatifs et bénévoles. Cette connaissance devrait ensuite permettre de mieux adapter l'offre et les dispositifs de formation.

Année 1 : Etat des lieux
Un état des lieux des offres et des besoins en formation des responsables associatifs franciliens sera ainsi réalisé selon une méthodologie de recherche propre à l'éducation populaire : l'entraînement mental.
Cette méthodologie permet l'analyse d'une situation globale selon quatre phases de travail :

- « De quoi s'agit-il ? » : une photographie de l'offre en formation de bénévoles en Ile-de-France sera réalisée. Elle s'appuiera sur des données institutionnelles, les informations issues des DLA et d'un travail de veille. Des entretiens avec des responsables de formations franciliens seront également menés pour compléter les résultats.
- « Quels sont les problèmes ? » : les limites de l'offre en formation seront étudiées. Pour cela, les documents collectés lors de la première phase seront analysés et des entretiens seront menés avec des professionnels.
- « Pourquoi est-ce ainsi ? » : il s'agira de comprendre les raisons des problèmes identifiés. Une comparaison avec l'existant et les expériences d'autres régions viendra compléter une série d'entretiens avec des « experts ».
- « Que faire ? » : des préconisations et des scénarios d'actions seront formulés collectivement. Une journée d'étude sera organisée en ce sens. Elle mettra notamment à contribution divers acteurs de la formation des bénévoles en Ile-de-France.

Des journées collectives seront proposées à chacune de ces étapes, permettant d'impliquer l'ensemble des parties prenantes et de réorienter, si besoin, les actions.

Année 2 : Expérimentation d'une plateforme collaborative
De ces préconisations naitront ensuite des hypothèses d'expérimentations possibles. Sans anticiper les résultats de la recherche, les actions qui pourront être explorées sont la création d'une plateforme collaborative de mise en réseau des acteurs de la vie associative francilienne autour de la formation des bénévoles. Au-delà du catalogue commun des formations existantes sur le territoire francilien, il s'agirait de développer, renforcer et rendre accessible à tous, les « biens communs » de la formation des bénévoles par la constitution d'une « communauté » de stagiaires, bénévoles, responsables de formation, formateurs. Cette démarche, par son aspect collaboratif devra permettre à tous d'être réellement acteur de la plateforme, d'avoir des espaces spécifiques d'échanges en amont et aval de la formation et d'ouvrir des espaces de capitalisation de ressources et de discussions thématiques. Cette expérimentation sera une manière de commencer et de poursuivre la formation de manière virtuelle, en complément du moment présentiel.
Ce sera aussi une occasion de mieux penser le mouvement de la formation à distance, en pleine expansion, en travaillant notamment la complémentarité du virtuel avec le moment réel de formation. Cette complémentarité se manifesterait notamment par la possibilité de mener des évaluations à froid entre stagiaires et de maintenir des dynamiques autour des rencontres et temps de formation partagés, ce qui est actuellement difficile à réaliser.
Ce projet pourra prendre la forme d'un espace virtuel de ressources pédagogiques, une manière de mieux connaître les attentes, besoins, et profils des stagiaires, de discussions, de partage de production, etc.

La plateforme virtuelle fonctionnant sur le volontariat et la mise en réseau d'associations sur le territoire, trois formations test seront proposées (pour 10 participants chacune). Les contenus, dates et lieux seront

définis en fonction de l'état des lieux. Il s'agira, outre de former les bénévoles franciliens sur des sujets précis, de tester la plateforme et d'évaluer son fonctionnement au regard des objectifs du projet.

Un comité de pilotage sera constitué, mêlant à la fois des personnes salariées des réseaux et des bénévoles. Il sera chargé d'élaborer les orientations du projet en fonction des résultats. Les membres de ce comité seront amenés à participer aux sessions de formation en tant qu'observateurs, pour nourrir l'évaluation.
Une vingtaine de responsables associatifs, au minimum, sera interrogée dans le cadre de ce programme.

Modes de restitution :
- Organisation d'une journée de rencontres avec les acteurs
- Production et diffusion de rapports écrits
- Production de fiches synthétiques techniques et thématiques
- Communication auprès des lieux dédiés aux associations et aux bénévoles (maison des associations, CRIB, etc.) et auprès des acteurs institutionnels

Evaluation :
- Evaluation de l'expérimentation, dont les modalités seront élaborées par le comité de pilotage : conception d'une méthode d'autoévaluation des stagiaires
- Evaluation de la pertinence de l'expérimentation, par un état des lieux
- Evaluation selon des critères et indicateurs quantitatifs et quantitatifs

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- 1 responsable de formation de la CNFR : salarié de l'association (50% ETP).
- 1 secrétaire de la CNFR pour la gestion logistique du projet : salarié de l'association (15% ETP).
- 1 comptable de la CNFR : salariée de l'association (15% ETP).
- 1 responsable de formation de Culture et Liberté : prestataire extérieur.
- 1 responsable de formation de Peuple et Culture : prestataire extérieur.
- 1 agent de développement, pour son expérience sur une enquête sur la formation des bénévoles de la CPCA Midi-Pyrénées (Union régionale des Foyers ruraux Midi-Pyrénées) : mis à disposition.
- des chercheurs en sciences de l'éducation et épistémologie de la recherche : intervenants extérieurs.
- 2 administrateurs de chacun des trois réseaux pour le suivi de la recherche action, pour un travail en binôme salariés/bénévoles : bénévoles.

Moyens matériels :
- Achat de petits matériels : enregistrement, micro, logiciel.

Intérêt régional :
La Confédération nationale des Foyers ruraux dispose de 75 fédérations départementales et régionales, et de 2 500 associations locales. Le réseau représente 125 associations locales en Ile-de-France regroupées au sein de 3 fédérations départementales en Seine-et-Marne, dans le Val-d'Oise et dans les Yvelines.
Le programme sera porté par trois réseaux d'éducation populaire nationaux, afin que l'expérimentation francilienne puisse être développée sur d'autres territoires.
S'agissant d'une réaffectation, cette structure n'est pas concernée par la mesure 100 000 stages.

Public(s) cible(s) :
Une cinquantaine de participants sera mobilisée pour la réalisation de l'étude.
Si l'hypothèse 1 est retenue, environ 100 bénévoles participeront aux actions de formation, à raison de 15 participants pour une base de 6 sessions.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS MATERIEL	1 000,00	1,28%
LOCATION SALLES	2 000,00	2,55%
FRAIS MISSION ET DEPLACEMENT	20 300,00	25,93%
COORDINATIONS	22 500,00	28,74%
COMMUNICATION	3 300,00	4,21%
HONORAIRES	6 400,00	8,17%
SUIVI DES STAGIAIRES	3 300,00	4,21%
DOCUMENTATION	6 500,00	8,30%
FRAIS FORMATIONS ET EVALUATIONS	3 300,00	4,21%
FRAIS DE FONCTIONNEMENT AU PRORATA	9 700,00	12,39%
Total	78 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF FRDVA	37 800,00	48,28%
FONDS PRIVES	10 000,00	12,77%
RESSOURCES PROPRES	30 500,00	38,95%
Total	78 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	37 800,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	40 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	37 800,00 €
	Montant total	77 800,00 €

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS FRDVA

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013037

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AGENCE DES MICROS PROJETS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	135 000,00 €	14,81 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Fonds régional de développement de la vie associative et du bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GUILDE EUROPEENNE DU RAID
Adresse administrative : 11 RUE DE VAUGIRARD
75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SYLVAIN TESSON, Président

Date de publication au JO : 22/04/1967

N° SIRET : 31609959700049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Accompagner et financer les porteurs de microprojets en IDF afin de renforcer le tissu associatif.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Renforcer les compétences des porteurs de projets et associations d'Ile de France dans la conception de projet, et leurs capacités financières
- Renforcer les partenariats avec des structures d'Ile de France,
-Valoriser les microprojets auprès du Grand Public d'Ile de France

Description :
Accompagnement individuel
L'AMP reçoit en entretien individuel à titre gratuit les porteurs de projets et associations d'Ile de France. Et leur prodiguent des conseils sur la méthodologie de projet et l'aide au dépôt des demandes de financements.
Formations
L'AMP propose aux porteurs de projets et associations d'Ile de France des stages ou journées de formations

Financements
L'AMP finance la réalisation de microprojets de développement. Toutes les thématiques de l'aide au développement sont concernées.
Une fois dotés, les microprojets des associations d'Ile de France sont géo localisés dans les pays du Sud sur une carte Googlemap interactive pour favoriser la mutualisation des expériences et la transparence des activités.

Communication
L'AMP participe à des salons, forums et événements qui ont lieu en Ile de France pour accroître sa visibilité et celles des associations franciliennes.

Capitalisation
L'AMP édite des publications à destination et les met en ligne dans sa médiathèque pour un plus grand partage d'informations La revue annuelle consacrée aux microprojets fait état des initiatives franciliennes menées à l'international et des porteurs de projets qui sont derrière ces réalisations.

Méthode d'évaluation envisagée

Les critères d'évaluation sont ceux du Comité d'Aide au Développement, à savoir : pertinence, efficacité, efficience, cohérence, impacts et pérennité. Afin de garantir une transparence, les rapports de mission sont accessibles sur l'Observatoire du site Internet.

Les indicateurs retenus sont les suivants, par an :
- nombre d'entretiens individuels réalisés avec des porteurs de projets / associations d'Ile de France
- nombre de stages (2 jours) et de journées de formation organisés en Ile de France
- nombre de participants à ces stages ou journées de formation
- satisfaction des participants aux stages ou journées de formation
- nombre d'associations franciliennes financées
- montant total des dotations attribuées à des associations d'Ile de France
- nombre de participation de l'AMP à des événements, forums, conférences en Ile de France
- nombre de publications de l'AMP éditées à destination des ASI et particulièrement celles de l'Ile de France

Modes de restitution du projet / du programme

L'Agence des Micro-Projets restituera annuellement au Conseil Régional d'Ile de France sous la forme d'un rapport technique et financier. L'AMP fera mention sur son site Internet de son partenariat avec la région Ile de France.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains
- Salariés de l'association : 4 ETP + 1 mi-temps
- Intervenants ou prestataires extérieurs : 5 (animation de formations)
- Stagiaires, volontaires en service civique, etc : 1 pendant 6 mois
- Bénévoles : 50 (experts externes pour l'instruction technique des demandes de financement)

Moyens matériels et équipement informatiques :
Chaque salarié et stagiaire de l'AMP dispose d'un bureau, d'un téléphone fixe et d'un ordinateur.

Intérêt régional :
L'AMP est un acteur reconnu dans le secteur de la solidarité internationale en Ile de France. Elle s'adresse aux porteurs de projets et associations franciliennes pour les accompagner et les financer dans leurs initiatives solidaires. Ainsi, les acteurs franciliens de la solidarité internationale disposent d'un centre de ressources adapté et accessible dans leur région. De par ses liens avec le programme du Volontariat de La Guilde, l'AMP aide en outre à renforcer les ressources humaines des associations (missions courtes d'appui, service civique, volontariat de solidarité internationale) et contribue ainsi à la mobilité des

Franciliens à travers le monde. Leur retour d'expériences sur le territoire régional favorise ainsi une cohésion sociale.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Public(s) cible(s) :
- Nombre de participants potentiels dont adhérents bénévoles : 300
- Nombre de destinataires potentiels : 30 000

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
SALAIRES ET CHARGES DE PERSONNEL	60 000,00	44,44%
ACOMPAGNEMENT ET FORMATIONS	4 000,00	2,96%
GESTION DE LA PLATEFORME	50 000,00	37,04%
COMMUNICATION	10 000,00	7,41%
EDITIONS ET IMPRESSIONS	6 000,00	4,44%
FRAIS DE MISSIONS	5 000,00	3,70%
Total	135 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPMENT (ec)	85 000,00	62,96%
REGION IDF FRDVA	20 000,00	14,81%
RESSOURCES PROPRES	30 000,00	22,22%
Total	135 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €
2017	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014238

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SOUTIEN A L'INTERCULTURALITE / PROGRAMME TRIENNAL/ ANN 1

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	98 607,00 €	10,14 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Fonds régional de développement de la vie associative et du bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ROC LE ROCHER OASIS DES CITES
Adresse administrative : 91 BD AUGUSTE BLANQUI
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ALAIN FROMENT, Président

Date de publication au JO : 26/07/2008

N° SIRET : 47927175100071

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : La création d'ateliers de rencontres interculturelles et de langue pour adultes dans 3 cités d'IDF.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Favoriser la connaissance de l'autre, dans sa culture, sa religion, son histoire personnelle et familiale, faire tomber les stéréotypes ;
- Favoriser la mixité sociale et les amitiés entre personnes de communautés différentes ;
- Favoriser la découverte ou la meilleure connaissance de la France ;
- Mieux maîtriser la langue française et être plus autonome dans la ville et la société en général ;
- Favoriser la participation des habitants à la vie sociale et citoyenne.

Description :
L'action se déroule chaque année sur 3 ans dans les trois antennes du Rocher Oasis des Cités en Île-de-France : Bondy ; Paris 10ème ; Les Mureaux; selon les 3 volets suivants :

1. **Un atelier de rencontres interculturelles :**

Il s'agit d'atelier destiné à favoriser la rencontre entre habitants de la cité, d'origines culturelles différentes,

en présence de l'équipe du Rocher, en vue de susciter des liens d'amitié et d'estime réciproque entre eux et enrayer le phénomène de communautarisme.

2. Un atelier de français pour les adultes :

Il s'agit d'un atelier sociolinguistique accueillant des adultes ayant le désir de progresser en français, dans son usage courant. Ces adultes ont différents niveaux.

3. Des "Repas saveurs du monde" :

Les "Repas saveurs du monde" se déroulent en moyenne dans chaque antenne une fois par trimestre, Y sont conviés tous les habitants du quartier que Le Rocher connaît, ainsi que les bénévoles, partenaires institutionnelles et privés de l'antenne. Il rassemble environ 80 à 100 personnes à chaque fois.

Méthode d'évaluation envisagée

-Indicateurs quantitatifs :
* Nombre de participants aux actions ;
* Régularité de la fréquentation.

-Indicateurs qualitatifs :
* Implication des participants dans les actions ;
* Répercussions des actions sur la vie de famille et la vie locale ;
* Gain en mobilité et en estime de soi ;
* Création de liens entre personnes de communautés différentes et avec des personnes extérieures à la cité.

Modes de restitution du projet / du programme

Le Rocher pourra présenter à La Région Île-de-France, le bilan annuel de l'action. Le cas échéant, cette restitution pourra se faire en présence des habitants bénéficiaires, dans l'une des trois antennes franciliennes du Rocher, avec diaporama et témoignages directs.

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains:

Bondy : Salariés de l'association : 3 ; le responsable de l'antenne salarié (0,2 ETP) ; le responsable adjoint salarié moniteur éducateur salarié (0,8 ETP) ; animatrice salariée (0,9 ETP) ;
- Stagiaires, volontaires en Service civique : 4
- Bénévoles : 4

Paris :-Salariés de l'association : 2 : le responsable de l'antenne moniteur éducateur salarié (0,2 ETP) ; le responsable adjoint moniteur éducateur salarié (0,8 ETP) ;
- Stagiaires, volontaires en Service civique : 2
- Bénévoles : 5

Les Mureaux : Salariés de l'association : 2 : le responsable de l'antenne éducateur spécialisé salarié (0,2 ETP) ; le responsable adjoint éducateur spécialisé salarié (0,8 ETP) ;
- Stagiaires, volontaires en Service civique : 2
- Bénévoles : 5

Public(s) cible(s) :

Bondy : Total des différentes activités : 175 personnes, résidant dans le quartier de la Noue-Caillet et des quartiers voisins des Merisiers et terre-Saint-Blaise.
Paris : Total : 147 personnes, résidant dans le quartier Louis Blanc/Aqueduc de Paris 10ème.
Les Mureaux : Total : 132 personnes, résidant dans le quartier de la Vigne blanche-Les Musiciens.

Intérêt régional :

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHATS	20 139,00	20,42%
SERVICES EXTERIEURS	12 146,00	12,32%
HONORAIRES INTERMEDIAIRES	596,00	0,60%
PUBLICITE, PLUBCATION	5 283,00	5,36%
DEPLACEMENTS MISSIONS	2 089,00	2,12%
FRAIS POSTAUX ET DIVERS	772,00	0,78%
IMPOTS ET TAXES	2 891,00	2,93%
SALAIRES ET CHARGES	52 400,00	53,14%
AUTRE CHARGES DE GESTION COURANTE AU PRORATA	2 291,00	2,32%
Total	98 607,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	6 797,00	6,89%
COMMISSARIAT GL EGALITE DES TERRITOIRES (att)	8 689,00	8,81%
ASP EMPLOIS AIDES (att)	5 095,00	5,17%
PREFECTURE DROITS DES FEMMES (att)	3 500,00	3,55%
REGION IDF FRDVA	10 000,00	10,14%
DEPARTEMENTS YVELINES ET SEINE ST DENIS (ec)	6 000,00	6,08%
COMMUNES DE BONDY ET PARIS (ec)	5 000,00	5,07%
CAF (ec)	1 168,00	1,18%
FONDATION BETTENCOURT (att)	3 879,00	3,93%
DONS PARTICULIER	48 479,00	49,16%
Total	98 607,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux contrats de ville	8 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013045

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ANIMATION ET DEVELOPPEMENT DES ASSOCIATIONS FRANCILIENNES DU RESEAU CITOYEN FRANCO BERBERES- CBF-

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	140 000,00 €	17,86 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 934-40-6574-140001-300
14000101- Fonds régional de développement de la vie associative et du bénévolat

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COORDINATION BERBERES DE FRANCE
Adresse administrative : 5 IMP ONFROY
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yazid IKDOUMI, Président

Date de publication au JO : 26 avril 2003

N° SIRET : 44874216300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement
Rapport Cadre : CR39-07 du 25/10/2007

Objet du projet : Animation et développement des associations franciliennes du réseau CBF grâce à des formations des cadres et des bénévoles et un accompagnement des initiatives.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- Formation des cadres associatifs et des bénévoles.
- Accompagnement des initiatives associatives.

Description :
Organisation de modules de formations à destination des associations affiliées.
Accompagner en tant que tête de réseau les initiatives des associations.

1/ Organiser des temps d'échanges entre les associations du réseau :
Il s'agit de consolider le réseau des associations en proposant des espaces d'expressions et de débats et de travail visant la constitution de réflexions et de projets communs.
Pour 2016/17 :
- Séminaire d'échange collectif sur le programme de travail du réseau pour l'année

- Préparation collective de la journée européenne des langues et rôle des associations du réseau dans l'implication citoyenne pour les élections 2017
- Actions des associations dans le cadre de la journée mondiale (UNESCO) des langues maternelles / Point sur les actions de mobilisation pour la participation aux élections locales de mars /avril 2017
- Elaboration collective du programme de travail de l'année suivante (Bilan sur l'état du réseau et la progression des associations du réseau)

2 / Proposer de manière permanente une ingénierie méthodologique et de soutien :
Il s'agit d'accompagner techniquement les associations dans la mise en œuvre de leurs projets

3/ Organiser et coordonner le centre ressources à destination des associations
- Catalogue / Modèles : check-lists, feuilles de route, courriers types, procès-verbaux, dossiers de subvention, déclarations Sacem, etc
- Fiches techniques -- Contacts : ressources humaines, auteurs, écrivains artistes…

4/ Organiser et coordonner les outils de communication de la tête de réseau :
- Gestion d'un Site Internet – www.cbf.fr
- Création de blogs et de pages sur les réseaux sociaux
-Soutien technique dans les projets de communication via les canaux multimédias
- Gestion d'une base de données régionale des bénévoles, adhérents et sympathisants pour diffusion d'information

Méthode d'évaluation envisagée
Evaluation quantitative :
- Nombre d'associations accompagnées
- Nombre de cadres associatifs formés
- Nombre de moments d'échanges participatifs
- Nombre de personnes bénéficiaires
- Nombre de partenaires extérieurs mobilisés

Modes de restitution du projet / du programme
- Compte-rendu du programme présenté et évaluation de celui-ci (qualitative et quantitative)
- Production d'un bilan annuel
- Séminaire du réseau sur le bilan annuel

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
- Salariés de l'association : un agent de développement associatif et une assistante
- Intervenants ou prestataires extérieurs : 10 à 15
- Stagiaires, volontaires en service civique, etc : 3 à 5
- Bénévoles : 30

Moyens matériels et équipement informatiques :
- 2 ordinateurs (PC de bureau)
- 1 ordinateur (PC portable)
- mobilier de bureau pour centre ressources

Intérêt régional :
Couverture régionale ou départementale, impact territorial : le réseau CBF est présent dans tous les départements d'Ile-de-France.
Lien avec les politiques régionales : les actions menées par les associations relèvent de la cohésion sociale, de l'accès à la culture pour toutes et tous, de l'accès au droit, l'accès à la citoyenneté notamment des jeunes, la participation citoyenne, l'égalité femmes-hommes.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
- Nombre de participants potentiels dont adhérents bénévoles : 20 associations en Ile-de-France
Soit environ 150 responsables associatifs
-Nombre de destinataires potentiels : responsables associatifs : 150-- grand public : 2000

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
ACHAT MATERIEL	1 000,00	0,71%
HONORAIRES INTERMEDIAIRESR VIDEO	21 500,00	15,36%
LOCATIONS	1 500,00	1,07%
DEPLACEMENTS MISSIONS	1 000,00	0,71%
COMMUNICATION	5 000,00	3,57%
SALAIRES ET CHARGES DE PERSONNEL	110 000,00	78,57%
Total	140 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
RESSOURCES PROPRES	45 000,00	32,14%
MINISTERE (ec)	10 000,00	7,14%
REGION IDF FRDVA	25 000,00	17,86%
DEPARTEMENT HAUTS DE SEINE (ec)	5 000,00	3,57%
DEPARTEMENTSEINE ST DENIS (ec)	5 000,00	3,57%
VILLE DE PARIS	5 000,00	3,57%
FONDS PRIVE ASP (att)	15 000,00	10,71%
AUTRES PRODUITS	30 000,00	21,43%
Total	140 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	30 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 169-466

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ÎLES DE LOISIRS

AFFECTATION D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME AU PROFIT DES SMEAG DES ÎLES DE LOISIRS DES BOUCLES DE SEINE (78), BUTHIERS (77), CERGY-PONTOISE (95), ETAMPES (91), JABLINES-ANNET (77), PORT AUX CERISES (91), SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES (78) ET VAL DE SEINE (78)

SECURISATION DES PROPRIETES REGIONALES

ÎLE DE LOISIRS DE VAIRES-TORCY (77)
AFFECTATION D'AUTORISATION DE PROGRAMME

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code des marchés publics ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 85-01 du 22 janvier 1985 relative à la politique régionale sportive de détente et de loisirs ;

VU La délibération n° CR 28-96 du 29 novembre 1996 concernant la maîtrise foncière des bases de plein air et de loisirs par la Région Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 46-06 du 18 mai 2006 relatif au dispositif cadre concernant le départ en vacances et/ou à la mise en places d'échanges inter et intra régionaux ;

VU La délibération n° CR 55-99 du 16 décembre 1999 relative aux actions régionales en faveur de la sécurité dans les BPAL et les propriétés régionales de l'AEV modifiée par la délibération n° CR 02-03 du 27 mars 2003 ;

VU La délibération n° CP 97-503 du 18 décembre 1997 approuvant la convention type fixant les conditions de la mise à disposition des SMEAG, des biens immeubles des BPAL propriétés de la Région Ile-de-France ;

VU Les statuts des SMEAG des îles de loisirs des Boucles de Seine, Buthiers, Cergy-Pontoise, Etampes, Jablines-Annet, Port aux Cerises, Saint-Quentin-en-Yvelines et Val de Seine ;

VU Les conventions de mise à disposition des biens immeubles régionaux des îles de loisirs des Boucles de Seine, Buthiers, Cergy-Pontoise, Etampes, Jablines-Annet, Port aux Cerises, Saint-Quentin-en-Yvelines et Val de Seine ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-466 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission de la Sécurité ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs »

1. Aménagement des îles de Loisirs administrées par un Syndicat Mixte d'Etudes, d'Aménagement et de Gestion (SMEAG)

Décide de participer au financement des investissements relatifs aux aménagements ; aux travaux de gros entretien, de mise en conformité et de requalification ; ainsi qu'aux premiers équipements nécessaires au bon fonctionnement des iles de loisirs, par l'attribution aux SMEAG de dotations à 100 % du coût des investissements, comme précisé dans les annexes 1 et 2 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **5.044.933 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs », au titre de l'action 13300102 « Aménagements », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

2. Démarrage anticipé d'opérations

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier Code IRIS	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16004053	Réhabilitation d'un terrain de football	SMEAG de Draveil Port aux Cerises	1e juillet 2016
16013055	Acquisition d'un home cinéma	SMEAG de Jablines-Annet	9 mai 2016
16012909	Remise en état de la plage de l'étang du Rouillard	SMEAG de Val de Seine	1er juillet 2016
16012915	Achèvement de la construction du centre nautique	SMEAG de Val de Seine	1er janvier 2016

Article 2 : Programme HP 37-001 (137001) « Sécurité dans les propriétés régionales »

1. Sécurisation des îles de loisirs

Décide de participer au financement des investissements relatifs à la sécurisation des îles de loisirs par l'attribution aux syndicats mixtes, d'études, d'aménagement et de gestion, de dotations à 100 % du coût des investissements, comme précisé dans les annexes 1 et 4 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme de **170.000 €** pour la sécurisation de bâtiments de l'île de loisirs des Boucles de Seine (78), disponibles sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 37 « Sécurité », programme HP 37-001 (137001) « Sécurité dans les propriétés régionales », du budget 2016, action 13700103 « Sécurisation des îles de loisirs ».

Article 3 : Île de loisirs de Vaires-Torcy (77) – Affectation d'autorisation de programme

Affecte une autorisation de programme de **30.000 €** imputée sur le chapitre 903 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 33 « Loisirs » du budget 2016, programme HP 33-001 (133001) « Investissements dans les îles de loisirs », action 13300102 « Aménagements », pour la réalisation de travaux de maintenance et l'amélioration des équipements existants.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-466	Budget	2016

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**33 - Loisirs**
Programme	**133001 - Investissements dans les Iles de loisirs**
Action	**13300102 - Aménagements**

Dispositif : N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Dossier	16002795 - JABLINES-ANNET - RENOVATION DES SOLS DU CENTRE EQUESTRE			
Bénéficiaire	R19718 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET			
Localisation	JABLINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	71 340,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 340,00 €	TTC	100 %	71 340,00 €	

Dossier	16004053 - DRAVEIL PORT AUX CERISES - REHABILITATION D'UN TERRAIN DE FOOTBALL			
Bénéficiaire	R11945 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE DRAVEIL PORT AUX CERISES			
Localisation	DRAVEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	897 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
897 000,00 €	TTC	100 %	897 000,00 €	

Dossier	16004123 - BUTHIERS - DOTATION DE MATERIELS POUR UNE GESTION OPTIMISEE DES RESERVATIONS ET DES PAIEMENTS			
Bénéficiaire	R8207 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE BUTHIERS			
Localisation	BUTHIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	158 573,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
158 573,00 €	TTC	100 %	158 573,00 €	

Dossier	16005294 - ETAMPES - TRAVAUX DE REFECTION DE L'HEBERGEMENT			
Bénéficiaire	R8292 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES			
Localisation	ETAMPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	167 597,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
167 597,00 €	TTC	100 %	167 597,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-466	Budget	2016

Dossier	16005295 - ETAMPES - ACQUISITION DE CAISSES ENREGISTREUSES			
Bénéficiaire	R8292 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES			
Localisation	ETAMPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 600,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 600,00 €	TTC	100 %	20 600,00 €	

Dossier	16011105 - SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RELAIS DES CANARDIERES			
Bénéficiaire	R1293 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES			
Localisation	TRAPPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	849 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
849 000,00 €	TTC	100 %	849 000,00 €	

Dossier	16011799 - CERGY-PONTOISE - REHABILITATION DU CENTRE D'HEBERGEMENT (1ERE PHASE)			
Bénéficiaire	R19800 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000 000,00 €	TTC	100 %	1 000 000,00 €	

Dossier	16011818 - JABLINES-ANNET - CONSTRUCTION D'UN BISTROT NATURE (PHASE TRAVAUX)			
Bénéficiaire	R19718 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET			
Localisation	JABLINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	340 700,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
340 700,00 €	TTC	100 %	340 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-466	Budget	2016

Dossier	16012909 - VAL DE SEINE - REMISE EN ETAT DE LA PLAGE DE L'ETANG DU ROUILLARD			
Bénéficiaire	R1818 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78			
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 000,00 €	TTC	100 %	40 000,00 €	

Dossier	16012910 - DRAVEIL PORT AUX CERISES - RENOVATION DES ALLEES PIETONNES			
Bénéficiaire	R11945 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE DRAVEIL PORT AUX CERISES			
Localisation	DRAVEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 000,00 €	TTC	100 %	75 000,00 €	

Dossier	16012912 - JABLINES-ANNET - EXTENSION DU CAMPING ET ACQUISITION DE BUNGALOWS			
Bénéficiaire	R19718 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET			
Localisation	JABLINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	546 640,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
546 640,00 €	TTC	100 %	546 640,00 €	

Dossier	16012915 - VAL DE SEINE - ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DU CENTRE NAUTIQUE			
Bénéficiaire	R1818 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78			
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	474 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
474 000,00 €	TTC	100 %	474 000,00 €	

Dossier	16013055 - JABLINES-ANNET - ACQUISITION D'UN HOME CINEMA			
Bénéficiaire	R19718 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET			
Localisation	JABLINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 503,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 503,00 €	TTC	100 %	4 503,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-466	Budget	2016

Dossier	16013194 - ETAMPES - ACQUISITION DE DEFIBRILLATEURS			
Bénéficiaire	R8292 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES			
Localisation	ETAMPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 380,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 380,00 €	TTC	100 %	6 380,00 €	

Dossier	16013197 - ETAMPES - DOTATION DE PREMIER EQUIPEMENT POUR LE PONEY-CLUB			
Bénéficiaire	R8292 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ETAMPES			
Localisation	ETAMPES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 600,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 600,00 €	TTC	100 %	8 600,00 €	

Dossier	16013218 - BOUCLES DE SEINE - AMELIORATION DE L'ATTRACTIVITE DES STUDIOS			
Bénéficiaire	R20298 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX			
Localisation	MOISSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 000,00 €	TTC	100 %	20 000,00 €	

Dossier	16013230 - BOUCLES DE SEINE - TRAVAUX DE RENOVATION DES TOITURES DE BATIMENTS D'HEBERGEMENT (2e phase)			
Bénéficiaire	R20298 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX			
Localisation	MOISSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	250 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
250 000,00 €	TTC	100 %	250 000,00 €	

Dossier	16013234 - BOUCLES DE SEINE - REHABILITATION DE DEUX AIRES DE JEUX			
Bénéficiaire	R20298 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX			
Localisation	MOISSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	115 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
115 000,00 €	TTC	100 %	115 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-466	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000107 - Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	5 044 933,00 €

Total sur l'imputation 903 - 33 - 133001 - 13300102	5 044 933,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**37 - Sécurité**
Programme	**137001 - Sécurité dans les propriétés régionales**
Action	**13700103 - Sécurisation des Iles de loisirs**

Dispositif : N° 00000110 - Sécurité dans les îles de loisirs

Dossier	16013298 - BOUCLES DE SEINE - SECURISATION DE BATIMENTS DE L'ILE DE LOISIRS			
Bénéficiaire	R20298 - SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX			
Localisation	MOISSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	170 000,00 €		Code nature	204182
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
170 000,00 €	TTC	100 %	170 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000110 - Sécurité dans les îles de loisirs	170 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 37 - 137001 - 13700103	170 000,00 €

Iles de loisirs avec SMEAG

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16004123

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BUTHIERS - DOTATION DE MATERIELS POUR UNE GESTION OPTIMISEE DES RESERVATIONS ET DES PAIEMENTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	158 573,00 €	100,00 %	158 573,00 €
	Montant Total de la subvention		158 573,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE BUTHIERS
Adresse administrative : 73 RUE DES ROCHES
77760 BUTHIERS
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Pierre BACQUE, Président

N° SIRET : 25770296900011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : dotation de matériels visant une gestion optimisée des réservations et des paiements

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'île de loisirs de Buthiers, d'une superficie de 136 hectares au cœur de la nature, n'a cessé d'évoluer et de s'étoffer au fil des ans pour répondre à une fréquentation croissante. L'augmentation de la capacité d'accueil, la diversification des activités proposées, l'extension des bâtiments vont de pair avec la croissance du personnel et la diversification de la clientèle.

Pour faire face à cet essor, elle souhaite se doter de moyens logistiques adaptés, et mettre en particulier à disposition de son personnel des outils performants et en nombre suffisant.

La présente demande de subvention vise donc à :

- mettre en place 12 nouvelles caisses enregistreuses NF, une caisse automatique, des terminaux bancaires, et un logiciel de caisse NF répondant aux nouvelles exigences règlementaires applicables à compter de 2017,

- acquérir un logiciel de réservation permettant d'optimiser la gestion et la commercialisation.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : BUTHIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition de matériel	158 573,00	100,00%
Total	158 573,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	158 573,00	100,00%
Total	158 573,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	158 573,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	439 896,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	508 161,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	715 327,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	18 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	121 505,00 €
	Montant total	1 802 889,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011799

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CERGY-PONTOISE - REHABILITATION DU CENTRE D'HEBERGEMENT (1ERE PHASE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 000 000,00 €	100,00 %	1 000 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 000 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE CERGY-PONTOISE
Adresse administrative : 29 RUE DES ETANGS BP 1
95001 CERGY PONTOISE CEDEX
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Gérard SEIMBILLE, Président

N° SIRET : 25950062700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : réhabilitation du centre d'hébergement Hubert RENAUD (1ère phase)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réhabilitation du centre d'hébergement

Description :
Le centre d'hébergement Hubert Renaud a été construit en 1989 afin de permettre l'accueil en courts séjours de groupes fréquentant les activités nautiques de l'île de loisirs.

Il est composé de :

- 50 chambres réparties sur un bâtiment standard et un bâtiment confort comprenant 2 niveaux ;
- 2 salles collectives ;

- 2 logements de fonction ;
- un restaurant collectif ;
- un gymnase.

Les objectifs de la réhabilitation du centre d'hébergement sont :

- la sécurisation et la mise aux normes de l'équipement pour répondre à tous les usages ;
- le redimensionnement de la capacité d'hébergement pour permettre l'hébergement en longs séjours, enjeu majeur pour l'optimisation du centre ;
- l'isolation thermique et un mode de consommation énergétique adaptés ;
- des services qualitatifs et de confort (salles de vie, salles de formation, Wifi) ;
- la mise en valeur de ce patrimoine afin d'accueillir des activités tout au long de l'année dans de bonnes conditions de confort pour les usagers dans le cadre de séminaires, formation et tourisme...
- une capacité d'accueil plus modulable permettant des accueils individualisés.

Le montant total des travaux de réhabilitation a été estimé à 2.119.000 € TTC.

Le financement de cette opération s'inscrit dans le plan pluriannuel d'investissement de l'île de loisirs.

Une première phase de travaux pour 2016 concerne le bâtiment d'hébergement 1 qui comporte 29 chambres, 14 chambres au rez de chaussée dont une pour personnes à mobilités réduites et 15 chambres à l'étage.

Les principaux travaux concernent :

- l'isolation par l'extérieur du bâtiment ;
- le remplacement des menuiseries et des fenêtres de toit ;
- le remplacement de la ventilation simple flux par une double flux ;
- la mise en place de puits de lumière ;
- la mise aux normes des escaliers ;
- la reprise totale de l'ensemble des installations électriques et de l'éclairage ;
- le remplacement des convecteurs électriques ;
- la rénovation des chambres y compris le mobilier ;
- l'aménagement des sanitaires collectifs ;
- le remplacement des sols ;
- la sécurisation des accès et des chambres.

Le montant total de cette 1ère phase a été estimé à 1.000.000 € TDC.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation	1 000 000,00	100,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	1 000 000,00	100,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 000 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 334 625,28 €
2013	Sécurité dans les BPAL	230 342,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 380 937,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	97 000,00 €
2015	Plan d'urgence pour l'accueil et l'hébergement des réfugiés	27 362,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 165 360,37 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	805 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	23 100,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	274 400,00 €
	Montant total	5 263 544,28 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16004053

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DRAVEIL PORT AUX CERISES - REHABILITATION D'UN TERRAIN DE FOOTBALL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	897 000,00 €	100,00 %	897 000,00 €
	Montant Total de la subvention		897 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE DRAVEIL PORT AUX CERISES
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GEORGES TRON, Président

N° SIRET : 25910033700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : réhabilitation d'un terrain de football

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux devant être réalisés durant la période de moindre utilisation par les groupes (scolaires, clubs sportifs), à savoir la période estivale, il est proposé d'autoriser un démarrage anticipé à compter du 1er juillet 2016.

Objectifs :
L'île de loisirs du Port aux Cerises dispose de deux terrains de football synthétiques créés en 1999, et d'un espace vestiaires dédié. Ces équipements sont fréquentés, tant par des scolaires, des clubs sportifs, notamment ceux de Juvisy et Vigneux-sur-Seine, à titre payant, que par les visiteurs de l'île de loisirs à titre gratuit. Exploités toute l'année par l'UCPA dans le cadre d'une délégation de service public, ces terrains génèrent une recette annuelle d'activités de 70 K€.

Après 15 ans d'existence, il est apparu nécessaire d'engager des travaux de rénovation des terrains, au regard de l'usure normale des surfaces de jeu, des buts et des pare-ballons. La Direction Départementale de la Cohésion Sociale a d'ailleurs exigé, par courrier du 12 septembre 2014, que soient levées les anomalies constatées (revêtements synthétiques très usés, lignes décollées...).

Pour permettre une continuité d'exploitation, le calendrier de travaux prévoyait un phasage sur deux exercices, établi en accord avec les différentes parties (Région, SMEAG, UCPA) et les services de l'Etat.

Soutenu par la Région à hauteur de 897.000 € TTC (CP 15-215 du 9 avril 2015), le Syndicat mixte a procédé à la rénovation d'un premier terrain et sollicite une seconde affectation d'un même montant, afin d'affermir la tranche conditionnelle du marché de travaux.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à la poursuite de cette opération de rénovation.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation	897 000,00	100,00%
Total	897 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	897 000,00	100,00%
Total	897 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	897 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	447 604,00 €
2013	Sécurité dans les BPAL	1 097 000,00 €

2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	862 900,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	140 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 549 880,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	50 000,00 €
	Montant total	4 147 384,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012910

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DRAVEIL PORT AUX CERISES - RENOVATION DES ALLEES PIETONNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	75 000,00 €	100,00 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE DRAVEIL PORT AUX CERISES
Adresse administrative : RUE DU PORT AUX CERISES
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur GEORGES TRON, Président

N° SIRET : 25910033700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : rénovation des allées piétonnes

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Syndicat mixte de l'île de loisirs de Draveil Port aux Cerises a réalisé, en 2010, une étude complète de l'inventaire du patrimoine. Il s'agit d'un inventaire exhaustif représentant l'ensemble du patrimoine, constituant le bâti et les infrastructures. Suite aux inondations des mois de mai/juin 2016, ce document a été complété par un diagnostic de l'état des allées de l'île de loisirs.

Fort de ces états des lieux faisant apparaître des espaces ou équipements à réhabiliter, le Syndicat mixte a proposé de planifier des interventions de gros entretien sur plusieurs années.

En 2016, le Syndicat mixte souhaite notamment poursuivre la remise en état des allées piétonnes qui méritent des interventions plus ou moins lourdes.

Seront concernées :

- Allée de Laveyssière (zone N° 3) : rabotage des rives, reprofilage en grave, enduit bicouche silico calcaire, réalisation d'une noue d'évacuation,
- Allée de Laveyssière (zone N° 6/7) : scarification toute largeur, reprofilage en grave, mise en œuvre de stabilisé, réalisation d'une noue d'évacuation.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette opération.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : DRAVEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Allées piétonnes	75 000,00	100,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	75 000,00	100,00%
Total	75 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	75 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	447 604,00 €
2013	Sécurité dans les BPAL	1 097 000,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	862 900,00 €

2014	Sécurité dans les BPAL	140 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 549 880,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	50 000,00 €
	Montant total	4 147 384,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005294

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ETAMPES - TRAVAUX DE REFECTION DE L'HEBERGEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	167 597,00 €	100,00 %	167 597,00 €
	Montant Total de la subvention		167 597,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS D'ETAMPES
Adresse administrative : 5 AVENUE CHARLES DE GAULLE 91150 ETAMPES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Stéphane PRADOT, Président

N° SIRET : 25910037800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : travaux de réfection de l'hébergement

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'île de loisirs d'Etampes se situe en Essonne, à environ 55 kilomètres au sud de Paris et est desservie par la ligne C du RER. Ouverte au public dès 1977, elle accueille plus de 260.000 visiteurs par an composés notamment de familles, de scolaires, de sportifs, de jeunes en groupes constitués ou en individuels. Ses installations permettent la pratique d'activités, sportives ou ludiques, telles que l'équitation, la baignade en piscine à vagues, la pêche, une descente en luge, du patinage, un parcours dans les arbres, des jeux enfantins…

Le Syndicat mixte dispose également d'un restaurant, d'un camping pour groupes et d'un centre d'hébergement de 9 chambres (48 couchages) à caractère collectif situé au bord de la Juine.

Le centre de séjour, d'une superficie de 900 m², est contractuellement occupé, durant l'année scolaire, par la Maison Familiale Horticole de l'Essonne Verte qui a pour vocation la formation, en internat et alternance, de jeunes du sud de la Région Ile-de-France, intéressés par les métiers de l'horticulture. Pendant les congés, il accueille essentiellement des centres de loisirs fréquentant les activités de l'île de loisirs.

Au regard du vieillissement des locaux, le Syndicat mixte propose d'entreprendre des travaux de rénovation de l'équipement, et notamment : peintures, menuiseries intérieures et extérieures, revêtements de sols et plâtreries.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réfection	167 597,00	100,00%
Total	167 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	167 597,00	100,00%
Total	167 597,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	167 597,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	18 790,22 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	400 600,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	395 160,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	63 300,00 €

2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	321 818,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	54 689,00 €
	Montant total	1 000 303,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005295

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ETAMPES - ACQUISITION DE CAISSES ENREGISTREUSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	20 600,00 €	100,00 %	20 600,00 €
	Montant Total de la subvention		20 600,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS D'ETAMPES
Adresse administrative : 5 AVENUE CHARLES DE GAULLE 91150 ETAMPES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Stéphane PRADOT, Président

N° SIRET : 25910037800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : acquisition de caisses enregistreuses

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'île de loisirs d'Etampes sollicite les crédits nécessaires à l'acquisition de 8 caisses enregistreuses électroniques NF, répondant aux nouvelles exigences règlementaires applicables à compter de 2017.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Caisses enregistreuses	20 600,00	100,00%
Total	20 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 600,00	100,00%
Total	20 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	18 790,22 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	400 600,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	395 160,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	63 300,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	321 818,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	54 689,00 €
	Montant total	1 000 303,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013194

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ETAMPES - ACQUISITION DE DEFIBRILLATEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	6 380,00 €	100,00 %	6 380,00 €
	Montant Total de la subvention		6 380,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS D'ETAMPES
Adresse administrative : 5 AVENUE CHARLES DE GAULLE 91150 ETAMPES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Stéphane PRADOT, Président

N° SIRET : 25910037800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : acquisition de défibrillateurs

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'île de loisirs d'Etampes s'est dotée, il y a quelques années, d'un défibrillateur installé dans le complexe de la piscine. Au regard de l'étendue du site, le Syndicat mixte souhaiterait faire l'acquisition d'appareils supplémentaires (appareils simple d'utilisation pour « sauveteurs peu expérimentés », associant messages écrits et vocaux pour guider le secouriste tout au long de l'intervention).

Il vous est proposé d'accorder au Syndicat mixte les crédits nécessaires à la mise en place de deux défibrillateurs complémentaires, ainsi que des armoires extérieures associées.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Défibrillateurs	6 380,00	100,00%
Total	6 380,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	6 380,00	100,00%
Total	6 380,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 380,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	18 790,22 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	400 600,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	395 160,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	63 300,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	321 818,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	54 689,00 €
	Montant total	1 000 303,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013197

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ETAMPES - DOTATION DE PREMIER EQUIPEMENT POUR LE PONEY-CLUB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	8 600,00 €	100,00 %	8 600,00 €
	Montant Total de la subvention		8 600,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS D'ETAMPES
Adresse administrative : 5 AVENUE CHARLES DE GAULLE 91150 ETAMPES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Stéphane PRADOT, Président

N° SIRET : 25910037800035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : dotation de premier équipement pour le poney-club

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
L'île de loisirs d'Etampes dispose d'un poney-club, ouvert au public en 2003, qui comprend entre autres un manège, une carrière, des écuries, un club-house et des locaux techniques.

Au fil des années, ce poney-club a enrichi son offre en direction de la clientèle pour proposer aujourd'hui des baptêmes poneys, des cours individuels, des stages, des concours, ainsi qu'une offre de pensions d'équidés.

Afin d'assurer le bon déroulement de ces activités et un accueil de qualité, le Syndicat mixte sollicite les crédits nécessaires à l'acquisition de matériels et notamment :

- une citerne de 1 000 litres,
- un chariot porte barres permettant de stocker jusqu'à 108 barres d'obstacles,

- un ensemble de praticables (scènes démontables), utilisables tant en intérieur qu'en extérieur, destinés à accueillir le jury lors des manifestations équestres et mettre en place un podium pour la remise des récompenses.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : ETAMPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement du poney-club	8 600,00	100,00%
Total	8 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	8 600,00	100,00%
Total	8 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	18 790,22 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	400 600,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	395 160,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	63 300,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	321 818,00 €

2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	54 689,00 €
	Montant total	1 000 303,22 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002795

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JABLINES-ANNET - RENOVATION DES SOLS DU CENTRE EQUESTRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	71 340,00 €	100,00 %	71 340,00 €
	Montant Total de la subvention		71 340,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

N° SIRET : 25770297700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : rénovation des sols du centre équestre

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'île de loisirs de Jablines-Annet est située à 30 km à l'est de Paris, au cœur d'une boucle de la Marne. Elle s'étend sur un territoire de 450 hectares, agrémenté de 15 étangs qui permettent une pratique soutenue des activités liées à l'eau, notamment la baignade en milieu naturel. En matière terrestre, le site offre un large choix d'animations telles que l'équitation, le tennis, les parcours d'orientation, de VTT et de disc-golf, le tir à l'arc, la découverte du milieu naturel Natura 2000, la promenade… Les visiteurs bénéficient également d'un camping deux étoiles pour les groupes, d'un camping trois étoiles pour les individuels, d'un hébergement fraichement rénové et d'une cafétéria.

Le centre équestre est un équipement majeur du site, datant de 1999, qui héberge une cavalerie de 100 équidés. Il s'organise, sur un vaste secteur paysager, autour de deux entités, l'une dédiée aux chevaux, l'autre aux poneys. Ce complexe dispose entre autres d'un bâtiment mixte «accueil-restauration-vestiaire», de trois manèges (grand manège de 1 670 m², manège mixte de 760 m², manège poneys de 590 m²), de trois carrières, de trois écuries, de logements et d'ateliers techniques.

Ouvert environ 340 jours par an, son rythme de fréquentation peu sensible aux fluctuations saisonnières et climatiques, favorise un meilleur étalement des entrées sur l'île de loisirs, tout en consolidant ses recettes de fonctionnement (chiffre d'affaire centre équestre 2015 : 697.426 €).

Y sont proposées les activités suivantes : séances d'enseignement (abonnés et cartes de 10 heures), stages, équitation adaptée, animations spécifiques (trec, horse-ball, voltige…), passage d'examens, formations, pensions. Par ailleurs, plus d'une vingtaine de compétitions de dressage, de sauts d'obstacles, de parcours d'obstacles, certaines régionales, nationales, voire internationales y sont organisées.

Afin de permettre aux cavaliers de pratiquer l'activité dans de bonnes conditions, le Syndicat mixte sollicite les crédits nécessaires à la rénovation des sols équestres des trois manèges.

Description :
Les travaux consistent en l'enlèvement et l'évacuation de la couche de travail polluée (de 10 à 15 cm) et en un rechargement par apport de nouveau matériau.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	71 340,00	100,00%
Total	71 340,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	71 340,00	100,00%
Total	71 340,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	71 340,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	402 902,00 €
2013	Sécurité dans les BPAL	47 610,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 144 631,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	940 958,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	30 369,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	136 688,32 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	20 160,00 €
	Montant total	2 723 318,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011818

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JABLINES-ANNET - CONSTRUCTION D'UN BISTROT NATURE (PHASE TRAVAUX)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	340 700,00 €	100,00 %	340 700,00 €
	Montant Total de la subvention		340 700,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

N° SIRET : 25770297700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : construction d'un bistrot nature

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Syndicat mixte de l'île de loisirs de loisirs de Jablines-Annet propose de créer un « bistrot nature » (Label « Bistrot Nature » créé par Seine et Marne Tourisme) dans un espace central du site dont la vocation sera d'accueillir les visiteurs, de les renseigner et de leur proposer un point de rencontre chaleureux et convivial pour les départs et arrivées de promenades ou de sorties ornithologiques.

Fonctionnant notamment en période de basse et moyenne saison, le bistrot nature permettra aux visiteurs de trouver des sanitaires ouverts, un point restauration/cafétéria, un lieu de rencontre et d'information sur les activités de l'île de loisirs.

Ce chalet présentera des caractéristiques respectueuses de l'environnement (chauffage bois, eau chaude solaire, bonne isolation thermique…).

Sur une estimation de 1 000 à 1 500 visiteurs en période hivernale lors de WE ensoleillé pratiquant des ballades en famille, randonnées pédestres, ornithologies et sports nautiques, l'ensemble des recettes pour cet équipement est évalué à 100.000 € par an.

L'ensemble des dépenses de fonctionnement a été évalué à 76.000 €.

L'excédent d'exploitation pour la 1ère année est estimé à 24.000 €.

Le montant de l'opération a été estimé à 340.700 € TTC.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande d'autorisations de programme.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Bistrot nature	340 700,00	100,00%
Total	340 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	340 700,00	100,00%
Total	340 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	340 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	402 902,00 €

2013	Sécurité dans les BPAL	47 610,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 144 631,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	940 958,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	30 369,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	136 688,32 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	20 160,00 €
	Montant total	2 723 318,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012912

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JABLINES-ANNET - EXTENSION DU CAMPING ET ACQUISITION DE BUNGALOWS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	546 640,00 €	100,00 %	546 640,00 €
	Montant Total de la subvention		546 640,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

N° SIRET : 25770297700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : extension du camping et acquisition de bungalows

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 11 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'hôtellerie de plein air est un secteur très dynamique sur l'île de loisirs de Jablines-Annet. Le chiffre d'affaire 2015 s'est élevé à 951.989 €, contribuant largement à l'équilibre économique du site.

Cette hôtellerie est constituée :

- d'un camping trois étoiles, implanté sur environ trois hectares, doté de 154 emplacements et 9 résidences mobiles de loisirs. Sa clientèle est composée à 91 % par des touristes étrangers qui choisissent ce site pour sa proximité avec Paris et Eurodisney. Le camping accueille chaque saison environ 48.000 nuitées. En période estivale, il se trouve saturé pendant 6 semaines sur les emplacements nus et 8 semaines sur les mobil-homes.

- un camping destiné aux groupes, sur une surface de 1.5 hectares. Il accueille un maximum de 150 enfants, dans des conditions difficiles au regard de la capacité d'accueil et de l'état des installations.

Soutenu par la Région, le Syndicat mixte a réalisé une étude portant sur l'extension de l'offre. Ce projet prévoit :

- camping trois étoiles :
  - développement d'un camping de services avec une nouvelle classification en quatre étoiles,
  - extension du nombre d'emplacements, passant de 154 à 220, création d'emplacements équipés (grand confort caravane), accroissement de l'offre en mobil homes,
  - augmentation des services rendus (création d'un centre de vie « point de convivialité » qui regroupe l'ensemble des services attendus par la clientèle)

- camping groupes :
  - projet bâti sur un principe de création de marguerites de 12, 24 ou 36 enfants, pouvant être jumelés pour les groupes les plus importants,
  - réorganisation des voiries, aménagements des emplacements, implantation de bornes électriques,
  - extension du bloc sanitaires douches actuels et création d'un nouveau bloc de 70 m² environ afin de pouvoir accueillir 250 enfants simultanément. Clôture de l'espace.
  - construction et rénovation de blocs douches sanitaires

- aménagement de quelques hébergements atypiques.

Le montant total de cette opération d'extension des campings a été estimé à 4.274.500,63 € TTC et les travaux phasés sur 4 années.

Les recettes prévisionnelles supplémentaires attendues suites aux aménagements qui seront réalisés sont estimées à environ 30.000 € par an.

La demande de financement en lien avec le phasage des travaux est la suivante :

- 499.999,20 € pour 2016 ;
- 1.475.364,00 € pour 2017 ;
- 782.282,40 € pour 2018 ;
- 633.183,43 € pour 2019.

La réalisation des VRD pour 883.671,60 € sera inscrite sur le déblocage des recettes de sable de 2016.

Le Syndicat mixte souhaite engager une première phase opérationnelle de travaux en 2016 comprenant les VRD pour 883.671,60 € pris sur le déblocage des recettes de sable, et sollicite pour 2016 une autorisation de programme de 500.000 € pour l'aménagement du camping groupes.

Sans attendre, le Syndicat mixte propose de faire l'acquisition de 2 mobil-homes complémentaires, en sus de ceux accordés au mois de mai dernier, afin d'optimiser encore le fonctionnement du camping. Le retour sur investissement est d'environ deux ans, compte tenu de la recette moyenne annuelle générée par un tel équipement (10.000 € HT environ contre 3.000 € HT pour un emplacement nu).

Il vous est proposé de donner une suite favorable à ces deux demandes d'autorisations de programme.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Extension et acquisition	546 640,00	100,00%
Total	546 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	546 640,00	100,00%
Total	546 640,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	546 640,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	402 902,00 €
2013	Sécurité dans les BPAL	47 610,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 144 631,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	940 958,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	30 369,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	136 688,32 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	20 160,00 €
	Montant total	2 723 318,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013055

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JABLINES-ANNET - ACQUISITION D'UN HOME CINEMA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	4 503,00 €	100,00 %	4 503,00 €
	Montant Total de la subvention		4 503,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS DE JABLINES-ANNET 77450 JABLINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur JEAN-MICHEL BARAT, Président

N° SIRET : 25770297700014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : acquisition d'un home cinéma

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 septembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Coupe du monde de football

Objectifs :
L'île de loisirs de Jablines-Annet accueille, dans le cadre de séjours, environ 210 personnes par nuitée à la belle saison, des touristes étrangers fréquentant le camping trois étoiles d'une part, et des groupes ou individuels séjournant à la Maison du Grand Lac, d'autre part. Cette population résidentielle représente un public potentiellement intéressé par la diffusion de matchs de football, d'épreuves des Jeux olympiques…

Aussi le Syndicat mixte souhaite-t-il investir dans un home-cinéma avec un écran géant et une sonorisation de haute qualité avec une liaison satellitaire permettant l'organisation de soirées sportives. Ce matériel serait installé au cœur de l'ile de loisirs, au niveau du patio qui dispose d'une salle de 170 m² avec office, lieu idéal pour ce type de représentation.

La vente de boissons, glaces et autres collations durant la diffusion des épreuves est susceptible de générer des recettes pour le gestionnaire, qui connaît actuellement une baisse de fréquentation des touristes étrangers et des annulations de groupes, suite aux attentats survenus en France.

Il vous est proposé d'accorder au SMEAG les crédits nécessaires à cette acquisition.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : JABLINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement	4 503,00	100,00%
Total	4 503,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	4 503,00	100,00%
Total	4 503,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 503,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	402 902,00 €
2013	Sécurité dans les BPAL	47 610,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 144 631,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	940 958,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	30 369,00 €

2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	136 688,32 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	20 160,00 €
	Montant total	2 723 318,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013218

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BOUCLES DE SEINE - AMELIORATION DE L'ATTRACTIVITE DES STUDIOS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	20 000,00 €	100,00 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Michel VIALAY, Président

N° SIRET : 25780154800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : amélioration de l'attractivité des studios

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'île de loisirs des Boucles de Seine se situe dans les Yvelines, à environ 75 km à l'ouest de Paris, au seuil de la Normandie, dans une boucle de la vallée de la Seine. Couvrant 325 hectares, elle s'insère dans un environnement rural de grande qualité, pour partie classé, avec les falaises de la Roche-Guyon, la forêt de Moisson et l'église de Vétheuil.

Au regard de son éloignement du cœur de l'agglomération, la présence d'hébergements de qualité sur le site à destination d'une clientèle touristique et de groupes revêt une importance particulière.

Si la clientèle apprécie l'espace disponible dans les 9 studios proposés par l'île de loisirs, en complément des 23 chambres de 2 à 4 lits, il apparaît que leur équipement, très sommaire, et l'ambiance qui s'en dégage, froide et sans personnalité, ne répondent pas aux attentes d'une clientèle individuelle.

Aussi le Syndicat mixte sollicite-t-il les crédits nécessaires à leur réagencement (acquisition de mobiliers et d'éléments de décoration) afin d'améliorer significativement l'attractivité de ces hébergements.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Attractivité studios	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	20 000,00	100,00%
Total	20 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	175 000,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	198 462,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	569 760,00 €

2015	Sécurité dans les îles de loisirs	15 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	12 500,00 €
	Montant total	970 722,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013230

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BOUCLES DE SEINE - TRAVAUX DE RENOVATION DES TOITURES DE BATIMENTS D'HEBERGEMENT (2E PHASE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	250 000,00 €	100,00 %	250 000,00 €
	Montant Total de la subvention		250 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS 78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Michel VIALAY, Président

N° SIRET : 25780154800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : travaux de rénovation des toitures de bâtiments d'hébergement (2ème phase)

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 14 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Soutenu par la Région, le Syndicat mixte de l'île de loisirs des Boucles de Seine a réalisé, en 2015, des travaux conservatoires au niveau de la toiture d'un bâtiment d'hébergement construit en 1982. Il souhaite poursuivre ces travaux de gros entretien par la rénovation de la toiture d'un second bâtiment datant de 1992 accueillant des hébergements et le centre nautique, ainsi que celle d'un pavillon implanté sur le site depuis 1984.

Les travaux envisagés par le Syndicat mixte consistent notamment à :

- remplacer des couvertures existantes en shingle et tôles acier par des tuiles mécaniques rouges (similaires à celles des nouveaux bâtiments du village dédiés à l'accueil, l'administration et la restauration) ;
- vérifier la charpente ;
- procéder au changement et au colmatage des gouttières et des descentes pluviales.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de rénovation	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	250 000,00	100,00%
Total	250 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	250 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	175 000,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	198 462,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	569 760,00 €

2015	Sécurité dans les îles de loisirs	15 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	12 500,00 €
	Montant total	970 722,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013234

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BOUCLES DE SEINE - REHABILITATION DE DEUX AIRES DE JEUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	115 000,00 €	100,00 %	115 000,00 €
	Montant Total de la subvention		115 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS
78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Michel VIALAY, Président

N° SIRET : 25780154800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : réhabilitation de deux aires de jeux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Le Syndicat mixte de l'île de loisirs des Boucles de Seine souhaite procéder à la réhabilitation de deux aires de jeux, d'accès libre, très fréquentées par le public.

La première, située à proximité du centre nautique, s'adresse aux enfants en bas âge. Elle présente aujourd'hui un niveau de vétusté avancé (sol souple fendu, supports bois et barrières de sécurité détériorés) qui nécessite une réhabilitation complète.

La seconde aire consiste en une pyramide de cordes, très appréciée des plus grands. Implantée non loin de l'espace balnéaire, elle nécessite une intervention de rénovation suite à l'usure des câbles d'acier.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Réhabilitation	115 000,00	100,00%
Total	115 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	115 000,00	100,00%
Total	115 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	115 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	175 000,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	198 462,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	569 760,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	15 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	12 500,00 €
	Montant total	970 722,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011105

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES - TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU RELAIS DES CANARDIERES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	849 000,00 €	100,00 %	849 000,00 €
	Montant Total de la subvention		849 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE ST-QUENTIN-EN-YVELINES
Adresse administrative : ROND POINT ERIC TABARLY - RD912
78190 TRAPPES EN YVELINES
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Jean-Luc OURGAUD, Président

N° SIRET : 25780003700034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : travaux d'aménagement du Relais des Canardières

Date prévisionnelle de début de projet : 7 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mars 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Mise en conformité de la cuisine et réfection de la terrasse

Description :
Le Relais des Canardières, ouvert au public en janvier 1994, dispose de 84 couchages répartis en 24 chambres. 25 couchages permettent d'accueillir des personnes à mobilité réduite. Il est agréé par la D.D.C.S. et l'Inspection Académique des Yvelines. La dernière Commission de Sécurité date du 31 mars 2015.

Une première phase de travaux a permis la mise en conformité des installations électriques et de l'alarme incendie, ainsi que la reprise partielle de la toiture et de la charpente. Des faux plafonds démontables ont été mis en place dans les chambres, couloirs et salle de restauration.

Lors de la visite de la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) des Yvelines du 2 mars 2015, il a été acté un certain nombre de non conformité de la cuisine.

Dans son rapport du 10 décembre 2015, la DDPP rappelle au SMEAG de Saint-Quentin-en-Yvelines qu'il doit se mettre en conformité avec la législation en vigueur et que les travaux de réhabilitation doivent être réalisés dans les meilleurs délais afin de lever les non conformités concernant la marche en avant, cela concernent :

- les locaux actuels ne permettent pas la marche en avant ;
- le local « vestiaires » est exigu et ne permet pas à tout le personnel de disposer d'un casier conforme ;
- les murs des couloirs de l'espace de réception des marchandises, des réserves et des vestiaires sont difficilement nettoyables et désinfectables ;
- les murs de la cuisine et de la plonge, en carrelage sur une partie de leur hauteur, présentent des décollements ;

Les remarques portent aussi sur le mobilier non conforme (armoires en froid positif et négatif, éviers, douches, sanitaires du personnel).

La deuxième phase, qui fait l'objet de la présente demande de financement, porte sur la mise en conformité des cuisines, ainsi que la reprise des parties de toiture non réalisée lors de la 1ère phase :

- la surface de la cuisine après extension de 65 m² sera de 159 m²;

- la toiture : la phase 1 de travaux au Relais des Canardières, comprenait la reprise d'un peu moins de la moitié de la toiture ; celle qui nécessitait une intervention la plus rapide. Depuis, et malgré des interventions très localisées en phase 1 sur la surface de toiture non réhabilitée, des fuites apparaissent, visibles sur les dalles de faux plafond du 1er étage, au-dessus de l'escalier (4 zones identifiées à ce jour) et dans 2 chambres.

Ceci a pour conséquence :

- des dégradations du parquet, remettant en cause la planéité du sol,
- des risques au niveau du circuit de l'alarme incendie
- des dommages potentiels du circuit électrique courant au-dessus du faux plafond.

Ces fuites présentent donc des risques pour la sécurité des usagers.

Il est donc nécessaire lors de cette 2ème phase de travaux, de reprendre l'ensemble de la toiture n'ayant pas fait l'objet d'une réhabilitation lors de la 1ère phase.

Le montant total de cette opération qui concerne la cuisine et la réfection de la toiture a été estimé à 849.000 € TDC.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : TRAPPES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux cuisine	725 000,00	85,39%
Travaux toiture	124 000,00	14,61%
Total	849 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	849 000,00	100,00%
Total	849 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	849 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 200 400,00 €
2013	Sécurité dans les BPAL	539 269,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 617 392,00 €
2014	Sécurité dans les BPAL	1 196 641,00 €
2014	Soutien à la médiation	40 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	1 332 220,00 €
2016	Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	126 135,00 €
	Montant total	6 052 057,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012909

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VAL DE SEINE - REMISE EN ETAT DE LA PLAGE DE L'ETANG DU ROUILLARD

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	40 000,00 €	100,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78
Adresse administrative : CHEMIN DU ROUILLARD
78480 VERNEUIL S/SEINE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Président

N° SIRET : 25780199300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : remise en état de la plage de l'Etang du Rouillard

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 septembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Suite à la crue importante de mai-juin 2016, la zone de baignade de l'île de loisirs de Val de Seine (plage et pelouse) a été envahie sous plus d'un mètre d'eau. Afin de garantir l'attrait du site, le confort et la satisfaction des usagers durant la période estivale, la remise en état de la plage par l'apport de sable fin s'est avérée nécessaire début juillet.

Objectifs :
Afin de garantir l'attrait du site, le confort et la satisfaction des usagers, la remise en état de la plage par l'apport de sable fin s'est avérée nécessaire début juillet.

L'opération a consisté en la fourniture et la mise en place de près de 1 000 tonnes de sable.

Il vous est proposé de voter une autorisation de programme de 40.000 €, avec démarrage anticipé de l'opération à compter du 1er juillet.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Apport de sable	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	40 000,00	100,00%
Total	40 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	353 548,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	2 630 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	205 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	40 000,00 €
	Montant total	3 204 771,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012915

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VAL DE SEINE - ACHEVEMENT DE LA CONSTRUCTION DU CENTRE NAUTIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte	474 000,00 €	100,00 %	474 000,00 €
	Montant Total de la subvention		474 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-33-204182-133001-300
13300102- Aménagements

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE VAL DE SEINE 78
Adresse administrative : CHEMIN DU ROUILLARD
78480 VERNEUIL S/SEINE
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Pascal COLLADO, Président

N° SIRET : 25780199300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'investissement pour les îles de loisirs administrées par un syndicat mixte

Objet du projet : une dotation complémentaire pour la construction du centre nautique

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Cette subvention est destinée à permettre l'achèvement de travaux débutés en 2015. Marchés de travaux en cours d'exécution.

Objectifs :
Située dans le département des Yvelines, l'île de loisirs du Val de Seine couvre une superficie de 260 hectares. L'eau y occupe une place prépondérante du fait de la présence de 3 étangs de près de 50 hectares.

Soutenu par la Région, le Syndicat mixte a engagé, en 2015, la construction d'un centre nautique sur l'étang de la Grosse Pierre. L'équipement doit permettre :

- d'étendre les services destinés aux usagers (activités de découverte destinées au grand public comme

aux pratiquants plus chevronnés, accueil scolaire, école de voile, pratique pour les personnes en situation de handicap, régates, etc – supports nautiques diversifiés)
- proposer aux pratiquants des installations de qualité conformes aux normes et réglementations actuelles,
- rationaliser les coûts de fonctionnement et utiliser les énergies renouvelables disponibles sur le site.

La gestion du centre nautique, dont les travaux doivent s'achever au premier semestre 2017, devrait être confiée à un exploitant dans le cadre d'une délégation de service public.

Le projet comprend :

- 1 bâtiment principal regroupant l'accueil, l'administration, des salles polyvalentes, des espaces vestiaires/sanitaires,
- 1 hangar comprenant des espaces de stockage, un atelier, une voilerie et une aire de lavage extérieure,
- 1 plage avec des pontons flottants existants,
- 1 zone de stationnement existante (47 places bitumées, 3 places pour minibus et 20 places en stabilisé), 1 zone pour les stationnements PMR (5 places) et véhicules électriques (3 places) et 1 zone pour le stationnement des vélos (10 places).

L'organisation de la parcelle permet d'optimiser les flux des circulations douces et des véhicules motorisés. Une aire d'arrêt des bus est prévue à proximité de l'entrée principale.

L'accessibilité des personnes en situation de handicap est traitée par la mise en place d'une rampe d'accès PMR jusqu'aux plages et pontons flottants, et la création des stationnements PMR à proximité du bâtiment principal.

En matière de développement durable, les cibles de gestion de l'énergie et de l'eau sont visées au niveau « très performant » (isolation thermique importante, toiture-terrasse végétalisée, protections solaires, système de géothermie, systèmes économes en eau, récupération des eaux pluviales…) et la cible d'entretien et de maintenance au niveau « performant », afin de réduire les coûts de fonctionnement de l'équipement.

L'opération a nécessité la démolition des installations existantes, des travaux de dépollution et le traitement des déchets amiantés découverts dans les matériaux d'infrastructures de ces constructions. Le montant total de l'opération, incluant ces travaux supplémentaires, s'élève à 2,650 K€.

Le SMEAG ayant bénéficié d'une autorisation de programme à hauteur de 2.175.000 €, il vous est proposé de lui accorder les crédits nécessaires à l'achèvement de l'opération pour un montant de 474.000 €.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Centre nautique	474 000,00	100,00%
Total	474 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	474 000,00	100,00%
Total	474 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	474 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	353 548,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	2 630 000,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	205 000,00 €
2016	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	40 000,00 €
	Montant total	3 204 771,00 €

Sécurisation des îles de loisirs

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013298

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BOUCLES DE SEINE - SECURISATION DE BATIMENTS DE L'ILE DE LOISIRS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Sécurité dans les îles de loisirs	170 000,00 €	100,00 %	170 000,00 €
	Montant Total de la subvention		170 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-37-204182-137001-300
13700103- Sécurisation des Iles de loisirs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SYNDICAT MIXTE DE LA BASE DE PLEIN AIR ET DE LOISIRS DE MOISSON MOUSSEAUX
Adresse administrative : BASE DE LOISIRS
78840 MOISSON
Statut Juridique : Syndicat Mixte
Représentant : Monsieur Michel VIALAY, Président

N° SIRET : 25780154800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Sécurité dans les îles de loisirs
Rapport Cadre : CR02-03 du 27/03/2003

Objet du projet : sécurisation de bâtiments de l'île de loisirs

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Sécurisation de l'île de loisirs des Boucles de Seine

Description :
Le Conseil régional a affecté une autorisation de programme de 15.000 €, lors de la commission permanente du 8 octobre 2015, afin de financer un audit pour la sécurité de l'île de loisirs des Boucles de Seine.

L'audit réalisé présente un ensemble de solutions tant en termes de fonctionnement que d'investissement.

Les opérations nécessaires à la mise en sécurité de l'île de loisirs sont :

- la pose de haies défensives sur les pourtours de l'île de loisirs aux endroits où les grillages sont régulièrement volés, découpés ou arrachés, et pour intensifier la végétation à certains endroits le long de la Seine (avec pose de rochers afin de laisser le temps à cette végétation de se développer) ;
- la mise en place de barrières en bois à l'intérieur de l'île de loisirs afin d'empêcher l'intrusion des motos cross et de quads sur les espaces de loisirs du public (baignade, zone d'hébergement et de restauration) ;
- la mise en place d'une vidéosurveillance. Le dispositif actuellement en place présente non seulement de grandes défaillances (enregistreur d'image en panne, pas de vision nocturne, caméras obsolètes), mais également un manque de caméras à positionner dans des endroits stratégiques. Ainsi, c'est l'ensemble du dispositif qui est à revoir avec un repositionnement et une augmentation des caméras pour le golf, l'entrée principale et le parking accueil, le bâtiment principal, administration et accueil, la restauration et les abords des hébergements, les différents ateliers et portails d'entrée secondaires ainsi que la baignade ;
- la sécurisation des bâtiments techniques et administratifs. Le système d'alarme anti-intrusion des bâtiments, tel que positionné et programmé ne remplit pas ses objectifs (claviers positionnés à l'extérieur laissant de ce fait le temps de tester des codes de désactivation, le message d'alerte ne donne que trois zones : la base, le golf et récemment le bureau de la comptabilité). Enfin, l'architecture de ces bâtiments pose problème, notamment avec des fenêtres en retrait de la façade qu'il convient de sécuriser.

En termes de sécurisation, l'audit fait ressortir que l'entrée principale apparaît trop éloignée des bâtiments. Une refonte de cette entrée sera étudiée parallèlement au projet de réhabilitation de l'espace baignade et des nouvelles modalités d'accessibilité qui en découleraient.

Le montant total des travaux de sécurisation a été estimé à 170.000 € TTC.

Il vous est proposé de donner une suite favorable à cette demande.

Intérêt régional :
L'engagement de recrutement de stagiaire(s) fera l'objet d'une convention spécifique annuelle avec le Syndicat mixte.

Localisation géographique : MOISSON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurisation de bâtiments	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région	170 000,00	100,00%
Total	170 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	170 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	175 000,00 €
2014	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	198 462,00 €
2015	Programme d'investissement pour les bases régionales de plein air et de loisirs administrées par un syndicat mixte	569 760,00 €
2015	Sécurité dans les îles de loisirs	15 000,00 €
2016	Sécurité dans les îles de loisirs	12 500,00 €
	Montant total	970 722,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-469

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPORT EN ILE-DE-FRANCE ET AFFECTATIONS D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT :

- AIDE AUX DEPLACEMENTS DES EQUIPES JEUNES DES CLUBS (DISPOSITIF CHEQUE TRANSPORT)
- SOUTIEN AUX EVENEMENTS SPORTIFS
- PROMOTION DU SPORT

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code du Sport ;

VU La délibération n° CR 02-06 du 30 Juin 2006 relative au dispositif cadre « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France », modifiée par la délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 52-08 en date du 27 Juin 2008 relative au dispositif des ambassadeurs du sport francilien et de l'Olympisme modifiée par la délibération n° CR 74-12 du 22 Novembre 2012 relative aux ajustements des dispositifs régionaux « Ambassadeurs du sport francilien et de l'Olympisme » et « Ile-de-France, terre d'accueil » ;

VU La délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 23-15 du 12 Février 2015 relative à la politique de la Ville, orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 Décembre 2015 de délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 Janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 15-615 du 08 octobre 2015 relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 16-028 du 22 janvier 2016 relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 16-188 du 18 Mai 2016 approuvant la convention type relative au dispositif « Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » ;

VU La délibération n° CP 15-246 du 15 Juin 2016 relative au dispositif « Ile-de-France, terre d'accueil » ;

VU Le marché n° 1200391 notifié à la société REV & SENS SAS le 28 mars 2013 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-469 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Programme HP 32-002 « Développement de la pratique sportive »

Affecte une autorisation d'engagement de **557 000 €** sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », au titre du programme HP 32-002 « développement de la pratique sportive » et du code action 13200202 « aide au déplacement des jeunes sportifs » du budget 2016, dans le cadre du dispositif chèque tranSport.

Article 2 : Programme HP 32-003 « Evénements sportifs »

Décide au titre du dispositif « Soutien de la Région aux événements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France » de participer au financement des **9** projets détaillés en annexe n° 2 (fiches projet) de la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum est déterminé conformément au règlement d'intervention cadre annexé à la délibération n° CR 04-11 du 10 Février 2011.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n° CP 16-188 de la commission permanente du 18 Mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **95 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n° 1.

Décide l'acquisition de places par la Région en faveur des jeunes franciliens, lycéens, apprentis, et sportifs des clubs afin de leur permettre de vivre des évènements sportifs de haut niveau, mais également pour organiser les ateliers de la Conférence Régionale du Sport ainsi que des Clubs France dans le cadre des Grands Evènements Sportifs Internationaux (GESI).

Affecte une autorisation d'engagement de **44 840 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sports », au titre du programme HP 32-003 « Evénements sportifs », action 13200303 « Promotion du sport » du budget 2016.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Numéro d'aide versée	Opérations	Bénéficiaires dispositif de soutien aux évènements sportifs	Date d'éligibilité
EX013035	Semi-Marathon International de Saint Denis 2016 – La Voie Royale	Saint Denis Emotion	28/04/2016
16013199	Régates des Voiles de Seine 2016	Voiles de Seine Boulogne-Billancourt	30/06/2016
16013202	Internationaux de France de Badminton 2016	Fédération Française de Badminton	09/05/2016
16013982	Tournoi Open International de tennis des 10 – 12 ans 2016	Tennis Club de Boulogne-Billancourt	12/05/2016
16014059	Tournoi international militaire de Judo 2016	Ville de Dammarie-les-Lys	15/06/2016
16014062	20ème Tournoi International de Gymnastique de Combs la Ville	Association CACV	22/05/2016
16014070	La TraverSeine 2016	Comité régional Ile-de-France de Canoé Kayak	02/04/2016
16014071	Tournoi de tennis FUTURE International messieurs 2016	Tennis Club de Plaisir	02/05/2016
16014135	Opération Génération 2024 sur les Iles de Loisirs – UNSS	UNSS – Union Nationale du Sport Scolaire de Versailles	02/06/2016

Article 4 :

Corrige l'erreur matérielle de l'aide n° 16005380 (Accueil de la délégation Marocaine de Judo) votée par la délibération n° CP 16-246 du 15 juin 2016 au bénéfice de la Ligue de Judo des Hauts-de-Seine, conformément à la fiche projet modifiée figurant en annexe 3 à la présente délibération.
Cette opération s'est déroulée du 23 au 30 juillet 2016 au lieu du 03 au 10 juillet 2016.
Le montant de la subvention qui est de **11 500 €** reste inchangé.

Article 5 :

Décide une désaffectation de **20 000 €** sur le Mondial de handball 2017 pour adopter la diminution de la participation régionale, soit un total de **180 000 €** au lieu de **200 000 €**, au bénéfice du CO France 2017 (Comité d'organisation du Championnat du Monde de Handball masculin 2017).
Le nouveau taux de la participation régionale pour l'aide versée n° 15016613 votée à la CP n° 15-615 du 08 octobre 2015 (80 000 €) et à la CP n° 16-028 du 22 janvier 2016 (120 000 €), est donc de **3,60%** au lieu de **4,00%**, conformément à la fiche projet modifiée figurant en annexe n° 4 de la présente délibération.

Cette somme est prélevée sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs », code fonctionnel 32 « Sport », au titre du programme HP 32-003 (132003) « Evènements sportifs », action 13200301 « Soutien aux événements sportifs » du budget 2016.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'un avenant situé en annexe n° 5 de la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-469	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**32 - Sports**
Programme	**132003 - Événements sportifs**
Action	**13200301 - Soutien aux évènements sportifs**

Dispositif : N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France

Dossier	EX013035 - SEMI-MARATHON INTERNATIONAL DE SAINT-DENIS 2016 - LA VOIE ROYALE			
Bénéficiaire	R28427 - SDM SAINT DENIS EMOTION			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 000,00 €	TTC	6,45 %	10 000,00 €	

Dossier	16013199 - REGATE DES VOILES DE SEINE 2016			
Bénéficiaire	P0016831 - VOILE DE SEINE BOULOGNE-BILLANCOURT			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 000,00 €	TTC	17,78 %	8 000,00 €	

Dossier	16013202 - INTERNATIONAUX DE FRANCE DE BADMINTON 2016			
Bénéficiaire	R25396 - FFBA FEDERATION FRANCAISE DE BADMINTON			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800 000,00 €	HT	2,5 %	20 000,00 €	

Dossier	16013982 - TOURNOI OPEN INTERNATIONAL DE TENNIS DES 10-12 ANS 2016			
Bénéficiaire	R41051 - TENNIS CLUB DE BOULOGNE BILLANCOURT			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 000,00 €	TTC	6,67 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-469	Budget	2016

Dossier	16014059 - TOURNOI INTERNATIONAL DE JUDO MILITAIRE 2016			
Bénéficiaire	R369 - COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS			
Localisation	DAMMARIE-LES-LYS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	20 %	10 000,00 €	

Dossier	16014062 - 20EME TOURNOI INTERNATIONAL DE GYMNASTIQUE DE COMBS LA VILLE			
Bénéficiaire	R30346 - CACV GYMNASTIQUE SPORTIV			
Localisation	COMBS-LA-VILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 000,00 €	TTC	16,67 %	8 000,00 €	

Dossier	16014070 - LA TRAVERSEINE 2016 - CANOË KAYAK			
Bénéficiaire	R9875 - CTE REGIONAL ILE DE FRANCE DE CANOE CAYAK			
Localisation	SEVRES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 000,00 €	TTC	19,51 %	8 000,00 €	

Dossier	16014071 - TOURNOI DE TENNIS FUTURE INTERNATIONAL MESSIEURS 2016			
Bénéficiaire	R14605 - TENNIS CLUB PLAISIR			
Localisation	PLAISIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 500,00 €	TTC	13,79 %	6 000,00 €	

Dossier	16014135 - OPERATION GENERATION 2024 SUR LES ILES DE LOISIRS - UNSS			
Bénéficiaire	R17923 - UNSS UNION NALE SPORT SCOLAIRE			
Localisation	VELIZY-VILLACOUBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 000,00 €	TTC	29,85 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-469	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000075 - Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	95 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 32 - 132003 - 13200301	95 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

Dispositif « Soutien aux évènements et manifestations sportives
se déroulant en Ile-de-France »

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013035

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SEMI-MARATHON INTERNATIONAL DE SAINT-DENIS 2016 - LA VOIE ROYALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	155 000,00 €	6,45 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SDM SAINT DENIS EMOTION
Adresse administrative : 34 RUE DE LA BOULANGERIE
93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry VERNAY, Président

Date de publication au JO : 18 avril 2014

N° SIRET : 39955971500038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Organisation du Semi-Marathon international de Saint-Denis, La Voie Royale 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 28 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette manifestation sportive sont de :

- Promouvoir la candidature au JOP Paris 2024.
- Créer du lien entre le tissu associatif local, les habitants et la collectivité.
- Poursuivre l'action auprès des malades chroniques (diabète et surpoids).
- Développer des actions sociales auprès d'une population en grande difficulté.

Description :
Le Semi-marathon International de Saint-Denis (La Voie Royale), organisé par l'association "Saint-Denis Emotion" se déroulera le 06 novembre 2016, il verra la participation d'environ 5 000 coureurs.

Toutes les courses sont également ouvertes au public :

- le 5 km course et marche nordique : 9h00
- le 10 km national : 9h45
- le Semi-marathon international : 11h00
- les courses jeunes (poussins et benjamins) : 11h15

Le lieu de départ est l'avenue Jules Rimet, le long du Stade de France et le site d'arrivée est le stade annexe du Stade de France. Cet ensemble d'épreuves emprunte différentes artères de la commune de Saint-Denis et traverse le Stade de France. De nombreuses animations sont présentes tout au long du parcours ainsi qu'aux villages « Partenaires et Enfants ». Cet événement permet de valoriser la course sur route en Ile-de-France, il verra la participation de nombreux franciliens (65% des coureurs) qui seront mobilisés autour d'un projet vecteur de cohésion sociale.

Par ailleurs, il s'inscrit dans le cadre de « l'Agenda 21 du Sport Français en faveur du développement durable ». Un cahier des charges « durable » a en effet été rédigé par les organisateurs. Pour le plus grand nombre, les courses sont ouvertes aux marcheurs. L'objectif est de permettre à tous (familles, diabétiques, personnes en surpoids) d'engager une activité physique pour leur santé.

La Voie Royale affichera son soutien à la candidature des JOP Paris 2024. Cette édition sera une course à pied en suivant le slogan "Je cours après et pour les Jeux". Un dispositif de prêt de bâton de marche nordique permettra à 300 patients diabétiques de participer à la fête.

Moyens mis en œuvre :
Il y aura plus de 300 personnes impliquées dans l'organisation de La Voie Royale dont les membres de l'association "Saint-Denis Emotion", la direction des sports de la Ville de Saint-Denis ainsi que 120 signaleurs bénévoles, 45 personnes en charge des secours (SAMU, Croix Blanche, SMUR), 30 kinésithérapeutes, 22 motards, 15 agents de la police municipale, 17 associations locales ou extra-locales et 2 salariés.

Intérêt régional :
La Voie royale est un événement majeur de la course à pied en Ile-de-France et est reconnue comme telle par la Fédération Française d'Athlétisme. Elle a été plusieurs fois sollicitée pour organiser les Championnats de France. La Fédération Française d'Athlétisme souhaiterait que La Voie Royale accueille les Championnats de France de 10km en 2017.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Un public très important (12 000 personnes) composé de familles dyonisiennes mais également d'amateurs d'athlétisme. Des enfants (courses jeunes benjamins- minimes) aux vétérans. Des novices aux athlètes de haut niveau.
La participation des femmes est importante (43%). Accueil des publics fragilisés (malades chroniques, diabétiques, personnes atteintes de handicap, enfant atteints de cancer).

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de promotion et de communication	6 900,00	4,45%
Animations	8 200,00	5,29%
Frais de transport et d'hébergement	9 000,00	5,81%
Location de barrières et de sanitaires	13 200,00	8,52%
Frais de réception	4 000,00	2,58%
Location de sonorisation	4 400,00	2,84%
Gestion site internat	2 200,00	1,42%
Gestion du plateau international	19 200,00	12,39%
Défraiements signaleurs et véhicules de sécurité	8 300,00	5,35%
Défraiements personnels d'assistance sanitaire	5 700,00	3,68%
Défraiements officiels FFA	300,00	0,19%
Frais de personnel	70 000,00	45,16%
Label FFA, assurance et affranchissements	3 600,00	2,32%
Total	155 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	10 000,00	6,45%
Subvention Conseil Départemental	30 000,00	19,35%
Subvention Ville de Saint Denis	12 000,00	7,74%
Recettes droits d'inscription	35 000,00	22,58%
Partenariats privés	68 000,00	43,87%
Total	155 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	10 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	15 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	12 000,00 €
	Montant total	37 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013199

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REGATE DES VOILES DE SEINE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	45 000,00 €	17,78 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VOILE DE SEINE BOULOGNE-BILLANCOURT
Adresse administrative : 60 RUE BELLE FEUILLE
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur EMMANUEL COCQ HOUGARD, Président

Date de publication au JO : 3 janvier 2009

N° SIRET : 51463955800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation de la régate des Voiles de Seine 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les régates des Voiles de Seine ont pour objectifs de :

- lancer la saison de voile universitaire en Ile-de-France,
- sensibiliser le public urbain à l'activité sportive voile de proximité,
- promouvoir la Seine comme espace de pratique de la voile en Ile-de-France,
- favoriser le lien entre partenaires privés (le monde du travail) et les étudiants,
- faire connaître aux étudiants les solutions permettant de s'entraîner en Ile-de-France.

Description :
Les Régates des Voiles de Seine se dérouleront les 15 et 16 octobre 2016 au Parc Nautique de l'Île de Monsieur à Sèvres (92). C'est une manifestation sportive qui sera suivie du volet lycéen Ecoles en Seine permettant aux lycéens de naviguer durant la semaine sur les bateaux de la régate universitaire afin de s'initier à la voile.

Elle va permettre à 250 régatiers universitaires et 150 jeunes lycéens d'associer une compétition sportive universitaire et une manifestation pour le grand public en débit de saison sportive.

Dans le domaine du développement durable, l'association Voiles de Seine va favoriser les actions suivantes :

- favoriser des initiations gratuites pour les lycéens,
- mettre en place un service médical assuré par la Croix Rouge,
- constituer des équipages féminins avec un classement spécifique,
- programmer une initiation en faveur des personnes en situation de handicap.

Moyens mis en œuvre :
- 12 voiliers,
- 8 zodiacs,
- 1 bateau de transport pour 12 passagers,
- 1 club-house,
- 1 équipe de 60 bénévoles.

Intérêt régional :
- Rendre cette pratique accessible au plus grand nombre.
- Contribuer à mieux faire connaitre les plans d'eau franciliens.
- Développer l'activité voile dans les Hauts-de-Seine et en Ile-de-France.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 3000 spectateurs.

- Tous les publics, licenciés et non licenciés.
- Jeunes de 18 à 25 ans sélectionnés par école.
- Grand public pour la partie spectacles et animations

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	8 000,00	17,78%
Achats de fournitures	7 000,00	15,56%
Frais de location	10 000,00	22,22%
Entretien et réparations	2 000,00	4,44%
Assurance	1 000,00	2,22%
Documentation	1 000,00	2,22%
Honoraires	3 000,00	6,67%
Frais de transport et d'hébergement	4 000,00	8,89%
Frais de personnel	3 000,00	6,67%
Publicité, publications, relations publiques	4 000,00	8,89%
Frais divers	2 000,00	4,44%
Total	45 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	10 000,00	22,22%
Subvention Conseil Départemental	8 000,00	17,78%
Subvention Ville de Boulogne-Billancourt	12 000,00	26,67%
Partenariats privés	10 000,00	22,22%
Voiles de Seine Boulogne-Billancourt	5 000,00	11,11%
Total	45 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €
	Montant total	16 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013202

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INTERNATIONAUX DE FRANCE DE BADMINTON 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	800 000,00 €	2,50 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FFBA FEDERATION FRANCAISE DE BADMINTON
Adresse administrative : 9 AVENUE MICHELET
93400 SAINT OUEN
Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Richard REMAUD, Président

Date de publication au JO : 24 décembre 1978

N° SIRET : 33173384000044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation des Internationaux de France de Badminton 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 9 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Organiser la fête du badminton.
- Favoriser l'émergence d'une culture de haut niveau dans le badminton.
- Promouvoir le badminton de très haut niveau auprès du plus grand nombre.
- Former les bénévoles à l'organisation de grands évènements sportifs internationaux.
- Organiser l'évènement en mettant en œuvre des actions de développement durable.

Description :
Les Internationaux de France de Badminton organisés par la Fédération Française de Badminton depuis 2007, se dérouleront du 25 au 30 octobre 2016 au stade Pierre de Coubertin à Paris.

Cet événement fait partie des 12 plus grands tournois au monde, regroupés dans un circuit organisé par la Fédération Internationale de Badminton (Badminton World Fédération).
L'organisation de cette opération a été confiée à la Fédération Française de Badminton jusqu'en 2017.

Cette compétition internationale regroupera les meilleurs joueurs mondiaux sur un total de 250 joueurs et 235 rencontres répartis sur 6 jours de compétition et 5 tableaux (Simple Homme, Simple Dame, Double Homme, Double Dame, Double Mixte).

Dans le domaine du développement durable, la Fédération Française de Badminton va favoriser les actions suivantes :

- accueil et formation de bénévoles,
- réalisation d'un bilan carbone de la manifestation,
- mise en place d'un stand pour les associations partenaires,
- mise en œuvre des préconisations de l'agence mondiale anti-dopage (AMA),
- parité du nombre d'athlètes hommes et femmes engagés dans la compétition,
- ateliers de découverte à destination des enfants sur l'esprit "Bad" et les incivilités.

Moyens mis en œuvre :
Environ 170 personnes sont impliquées dans l'organisation de ces Internationaux de France de Badminton, dont 20 salariés.

Intérêt régional :
- Former de nombreux bénévoles franciliens.
- Profiter de cet évènement pour développer le badminton en Ile-de-France.
- Pérenniser un évènement international de badminton dans la Région Ile-de-France.

En termes de communication, environ 80 journalistes accrédités vont couvrir l'évènement.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
La Fédération Française de Badminton envisage 20 000 spectateurs sur l'édition 2016 ; 16 175 spectateurs ont été accueillis pour l'édition 2015 sur les 6 jours de compétition.

La Fédération Française de Badminton représente 172 000 licenciés.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat équipement pour les courts	50 000,00	6,25%
Location, aménagements et signalétique	90 000,00	11,25%
Production du signal	85 000,00	10,63%
Frais de personnel	110 000,00	13,75%
Technologie	30 000,00	3,75%
Animations et cérémonies	55 000,00	6,88%
Services médicaux	20 000,00	2,50%
Frais de restauration	90 000,00	11,25%
Frais de transport	37 000,00	4,63%
Frais d'hébergement	60 000,00	7,50%
Sécurité	65 000,00	8,13%
Communication	60 000,00	7,50%
Frais Fédération Internationale (BWF)	25 000,00	3,13%
Billetterie	13 000,00	1,63%
Développement durable	2 000,00	0,25%
Frais divers	8 000,00	1,00%
Total	800 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	50 000,00	6,25%
Subvention Ville de Paris	40 000,00	5,00%
Recettes de billetterie	185 000,00	23,13%
Recettes partenaires	400 000,00	50,00%
Fédération Française de Badminton	125 000,00	15,63%
Total	800 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	40 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	35 000,00 €
	Montant total	110 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013982

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TOURNOI OPEN INTERNATIONAL DE TENNIS DES 10-12 ANS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	75 000,00 €	6,67 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TENNIS CLUB DE BOULOGNE BILLANCOURT
Adresse administrative : 19 BOULEVARD ANATOLE FRANCE
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHANTAL ROLAND, Présidente

Date de publication au JO : 20 octobre 2001

N° SIRET : 43974907800028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation de l'Open international de tennis des 10-12 ans 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 12 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de ce tournoi sont :

- développer la vie associative du club,
- d'être le leader des tournois de moins de 12 ans,
- de proposer un évènement de masse avec 1000 participants,
- d'inviter 25 pays pour une représentation internationale de qualité,
- de développer une image dynamique du TCBB et de la ligue des Hauts-de-Seine,

Description :
L'Open international des 10-12 ans qui se déroulera du 17/12/2016 au 01/01/2017 au Tennis Club de Boulogne-Billancourt, fait partie du circuit européen des moins de 12 ans.

C'est la 28ème édition de ce tournoi qui aligne 1000 participants (dont 500 de la Région Ile-de-France) représentant 170 clubs et près de 25 pays différents, pour une participation internationale de qualité.

La particularité de ce tournoi est d'être accessible à tous les jeunes joueurs, quel que soit leur niveau, ce qui permet à tous les joueurs de Boulogne-Billancourt, des Hauts-de-Seine et de la région Ile-de-France d'y participer avant peut-être de rencontrer les meilleurs joueurs européens.

- le tournoi des 10 ans est réservé aux joueurs de la région Ile de France,
- le tournoi des 11 ans est national et tous les meilleurs français y participent,
- le tournoi des 12 ans est international, et après une 1ère semaine de qualifications ouvertes à tous, les meilleurs français et européens se confrontent pour décrocher le titre.

Le tournoi se déroule sur les 15 jours des vacances scolaires de Noël. La 1ère semaine est consacrée aux qualifications et la 2ème semaine aux phases finales avec l'entrée en lice des meilleurs joueurs français et des meilleurs européens.
Le tournoi a eu la chance de voir figurer à son palmarès des joueurs prestigieux comme Richard Gasquet, Justine Hénin, Dinara Safina, Michael Llodra, Sébastien Grosjean, Amélie Mauresmo et Nicolas Mahut.

Moyens mis en œuvre :
Environ 175 personnes vont veiller au bon déroulement de ce tournoi, soit 130 bénévoles, 10 salariés et 35 jeunes en formation.

- les 6 courts couverts du club sur le site Le Gallo du TCBB sont réquisitionnés pendant 14 jours. A noter un partenariat avec la Ligue de tennis des Hauts-de-Seine qui met aussi à disposition ses 8 courts couverts pour compléter les infrastructures.

- la Ville de Boulogne soutient le tournoi en ouvrant la cantine de l'école de la rue de Sèvres aux joueurs et à leurs accompagnateurs ainsi qu'en mettant des moyens logistiques à disposition du club (sono, éclairage, structures).

Intérêt régional :
Les 8 Ligues de la région Ile-de-France inscrivent systématiquement leurs meilleurs éléments au tournoi, plus de 120 clubs de tennis de la région parisienne ont au moins un représentant dans le tournoi. Depuis l'année dernière, l'aspect régional est renforcé puisque le tableau pour les 10 ans est uniquement accessible aux franciliens.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Le Tennis Club de Boulogne-Billancourt représente 3400 adhérents.

Le Tennis Club de Boulogne-Billancourt compte accueillir plus de 200 spectateurs par jour en semaine et près de 500 spectateurs pour les finales.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement des joueurs et des cadres	20 000,00	26,67%
Frais de restauration	5 000,00	6,67%
Frais de location des courts	4 000,00	5,33%
Animations	2 000,00	2,67%
Achat de matériels, fournitures et coupes	1 000,00	1,33%
Homologation du tournoi Tennis Europe	900,00	1,20%
Frais de personnel	24 100,00	32,13%
Frais de transport	3 000,00	4,00%
Indemnités juges et arbitres	15 000,00	20,00%
Total	75 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	10 000,00	13,33%
Subvention Conseil Départemental	5 000,00	6,67%
Subvention Ville de Boulogne-Billancourt	15 000,00	20,00%
Fédération Française de Tennis	10 000,00	13,33%
Recettes inscriptions des joueurs	8 000,00	10,67%
Recettes participations clubs et pays étrangers	15 000,00	20,00%
TCBB	12 000,00	16,00%
Total	75 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	5 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014059

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TOURNOI INTERNATIONAL DE JUDO MILITAIRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	50 000,00 €	20,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-65734-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DAMMARIE LES LYS
Adresse administrative : 26 RUE CHARLES DE GAULLE
77190 DAMMARIE LES LYS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Gilles BATTAIL, Maire

N° SIRET : 21770152300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation du Tournoi international de Judo militaire 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- présenter aux jeunes les possibilités de carrière dans les métiers de l'armée,
- mener une action avec le CNSD pour valoriser le sport sur le territoire municipal,
- valoriser la pratique du Judo à Dammarie-les-Lys et dans le département de l'Essonne.

Description :
La Ville de Dammarie-les-Lys va organiser la 1ère édition du Tournoi International de Judo Militaire les 07 et 08 octobre 2016 à l'Espace Pierre Bachelet (77).

Cette opération qui va se dérouler avec la collaboration du Centre National des Sports de la Défense (CNSD) va accueillir 12 délégations étrangères représentant environ 150 participants.

Cette manifestation sportive va également permettre d'accueillir des collégiens et des lycéens, ainsi que des pratiquants de judo des clubs locaux. Il y aura également 2 temps forts de programmés :

Programme prévisionnel :

- le tournoi des jeunes judokas des communes de l'agglomération le 07/10/2016
- le tournoi des délégations étrangères militaires le 08/10/2016

Moyens mis en œuvre :
L'équipe en charge de cette manifestation sportive représente 50 bénévoles et agents municipaux.

Intérêt régional :
L'Espace Pierre Bachelet à Dammarie les Lys est un équipement qui accueille des évènements sportifs et culturels de dimension régionale. Ce tournoi est prévu pour venir enrichir cette programmation locale et régionale avec notamment l'apparition d'athlètes de haut niveau.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Tous les publics licenciés et non licenciés ainsi que les étudiants.
Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 1200 personnes chaque jour.

Localisation géographique :
- DAMMARIE-LES-LYS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sécurité	4 300,00	8,60%
Aménagements techniques	18 500,00	37,00%
Animations	2 500,00	5,00%
Indemnités arbitres	3 500,00	7,00%
Frais de transport et hébergement	6 700,00	13,40%
Frais de communication	14 500,00	29,00%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	20 000,00	40,00%
Fédération des Clubs de la Défense	2 000,00	4,00%
Ligue de Judo de l'Essonne	2 000,00	4,00%
Ville de Dammarie les Lys	26 000,00	52,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	17 610,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	17 610,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 023 750,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	158 707,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	43 847,91 €
	Montant total	1 261 524,91 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014062

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 20EME TOURNOI INTERNATIONAL DE GYMNASTIQUE DE COMBS LA VILLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	48 000,00 €	16,67 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CACV GYMNASTIQUE SPORTIV
Adresse administrative : PL DU GENERAL DE GAULLE
77380 COMBS-LA-VILLE
Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Michel GAUTHIER, Président

Date de publication au JO : 6 novembre 1983

N° SIRET : 34255584400022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation du 20ème tournoi international de Gymnastique de Combs la Ville.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Description :
Le 20ème Tournoi International de Gymnastique de Combs la Ville se déroulera les 05 et 06 Novembre 2016 au gymnase Salvador Allende à Combs la Ville.

Inscrit au calendrier de la Fédération Internationale de Gymnastique (FIG) et avec le soutien de la Fédération Française de Gymnastique (FFG), cette manifestation sportive est l'un des rares tournois en gymnastique artistique féminine reconnus par la Fédération Internationale de Gymnastique.

Cette compétition sert de test national pour les collectifs français et étrangers en vue des échéances internationales. Par exemple en 2011, ce tournoi a accueilli les équipes canadiennes et françaises qui étaient en préparation pour le "Test Event" qualificatif pour les Jeux Olympiques de Londres 2012.
En 2012, les équipes préparaient les championnats d'Europe au mois d'avril à Moscou et les championnats du Monde à Anvers au mois de septembre.

Lors de ce tournoi, on relèvera la présence d'équipes nationales étrangères, de l'équipe de France Junior et des équipes des pôles France Espoirs et Juniors. On y trouvera également la présence de clubs étrangers et français de haut-niveau.

La compétition se déroulera sur 2 jours :

- Concours général par équipe et général individuel le samedi 05/11/2016,
- Finales Individuelles par agrès le dimanche 06/11/2016.

Dans le domaine du développement durable, le Club Athlétique de Combs la Ville va favoriser les actions suivantes :

- la valorisation des transports en commun,
- affichage et publicité pour l'accueil des personnes handicapées,
- affichage et sensibilisation des jeunes à la lutte contre le dopage,
- présence de médecins lors des entrainements et pendant la compétition,
- distribution de places gratuites pour les jeunes issus de quartiers sensibles.

Moyens mis en œuvre :
Environ 50 personnes dont 3 salariés seront impliquées dans l'organisation de cette opération.

Intérêt régional :
- Valoriser la pratique sportive féminine,
- Dynamiser l'activité économique par la venue d'équipes internationales reconnues,
- Renforcer l'image de la FFG par la tenue d'un évènement d'envergure internationale,
- Promouvoir la pratique gymnique de Haut-Niveau au sein de la Région Ile-de-France.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Les organisateurs comptent sur la présence d'environ 600 spectateurs chaque jour.

La Fédération Française de Gymnastique représente 269 000 licenciés.

Localisation géographique :
- COMBS-LA-VILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de transport	7 000,00	14,58%
Frais de restauration	10 000,00	20,83%
Frais d'hébergement	5 900,00	12,29%
Achat de matériel	7 700,00	16,04%
Publicité et redevances	2 600,00	5,42%
Charges de personnel	7 400,00	15,42%
Animations spectacles	5 200,00	10,83%
Médical et sécurité	1 400,00	2,92%
Personnel d'accueil	800,00	1,67%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	10 000,00	20,83%
Subvention Conseil Général	6 000,00	12,50%
Subvention Combs la Ville	9 000,00	18,75%
Syndicat d'agglomération Nouvelle	2 000,00	4,17%
Comité départemental de Gymnastique	1 500,00	3,13%
Comité régional de Gymnastique	1 500,00	3,13%
Partenaires privés	4 200,00	8,75%
Recettes billetterie	4 000,00	8,33%
Recettes ventes	2 300,00	4,79%
CACV Gymnastique	7 500,00	15,63%
Total	48 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €
2014	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	8 000,00 €
	Montant total	24 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014070

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA TRAVERSEINE 2016 - CANOË KAYAK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	41 000,00 €	19,51 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE REGIONAL ILE DE FRANCE DE CANOE CAYAK
Adresse administrative : 47 QUAI LOUIS FERBER
94360 BRY-SUR-MARNE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Didier VIVIEN, Président

Date de publication au JO : 16 mai 1998

N° SIRET : 41836047500028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation de La TraverSeine 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 2 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Développer le canoë-kayak en Ile-de-France.
- Permettre aux pratiquants de rencontrer et de se confronter à de meilleurs athlètes.
- Accueillir des personnes sportives ou non, atteintes de maladies ou en situation de handicap.
- Valoriser la pratique du canoë-kayak sur la Seine et sur les territoires de Paris et des Hauts de Seine.
- Accueillir les meilleurs athlètes français des disciplines olympiques et non-olympiques du canoë-kayak.
- Mobiliser le grand public pour que la Seine redevienne un espace pour les pratiques douces nautiques.

Description :
Le Comité Ile-de-France de Canoë-kayak organisera la TraverSeine les 1er et 2 Octobre 2016 sur la base nautique de l'Ile Monsieur à Sèvres dans les Hauts-de-Seine. Sur ces 2 jours seront accueillis le grand public, les pratiquants confirmés et passionnés et des athlètes de haut niveau international.

La TraverSeine est l'héritière de la « Coupe Jean Olry » et de la « Traversée de Paris », organisée pour la première fois en 1947. Elle naît en 2014 et au fil des années, devient populaire.

C'est un évènement mêlant à la fois la pratique du canoë-kayak au travers de la découverte des activités de loisirs et de compétition, des temps de formation à destination de tous les franciliens, des compétiteurs et pratiquants loisirs licenciés à la FFCK.

Intérêt régional :
- Manifestation en lien avec le projet de développement du Comité Ile-de-France de canoë-kayak.
- Animation de la Seine et de l'Ile de Monsieur par la promotion d'une discipline spectaculaire.
- Organisation d'un évènement en soutien à la candidature des JOP de 2024.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
50 clubs attendus, 550 licenciés attendus et 300 personnes non licenciées sur les animations grand public.

Localisation géographique :
- SEVRES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement	1 370,00	3,34%
Frais de transport	5 000,00	12,20%
Frais de restauration	7 300,00	17,80%
Location de matériels (sonorisation, lumières,	1 630,00	3,98%
Communication	5 500,00	13,41%
Frais de personnel	3 500,00	8,54%
Sécurité du site, Gardiennage, Assurance	6 500,00	15,85%
Lots	4 700,00	11,46%
Frais divers	5 500,00	13,41%
Total	41 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	13 000,00	31,71%
Subvention Conseil Général	3 500,00	8,54%
Subvention Commune	2 000,00	4,88%
Etat	3 000,00	7,32%
Compétiteurs	12 500,00	30,49%
Participants grand public	1 000,00	2,44%
Partenaires privées	6 000,00	14,63%
Total	41 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	45 880,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	104 544,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	6 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	43 586,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	100 044,00 €
	Montant total	300 054,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014071

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TOURNOI DE TENNIS FUTURE INTERNATIONAL MESSIEURS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	43 500,00 €	13,79 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TENNIS CLUB PLAISIR
Adresse administrative : 355 RUE DE LA BRETECHELLE
78370 PLAISIR
Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur CHARLES GIORDANO, Président

Date de publication au JO : 2 août 1972

N° SIRET : 30933056100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation du Tournoi de tennis Future international messieurs 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette opération sont de :

- promouvoir le tennis en Ile-de-France,
- valoriser la vie associative au sein de la ligue et avec les clubs,
- permettre aux joueurs franciliens de se confronter à la concurrence internationale.

Description :
Le Tennis Club de Plaisir (78) va organiser le Tournoi Future International Messieurs du 16 au 25 septembre 2016. Il permettra de voir la participation de 64 joueurs représentant plus de 15 pays et de leur distribuer des points pour le classement ATP.

Les organisateurs proposent un accès gratuit à cette opération et assurent la présence de médecins et kinésithérapeutes tout au long du tournoi.

Dans le domaine du développement durable, le Tennis Club de Plaisir va proposer les actions suivantes :

- Recyclage des balles usagées.
- Mise en place d'une journée d'animation pour les personnes handicapées.
- Accueil de jeunes pratiquants avec une sensibilisation à la lutte contre la violence.
- Prise en charge des frais de déplacement des jeunes des clubs de tennis essonniens.

Moyens mis en œuvre :
Il y aura environ 20 bénévoles mobilisés pour l'organisation de cette opération.
Il y a également 6 terrains de tennis mis à disposition.

Intérêt régional :
Promouvoir la pratique du tennis en Ile-de-France et dans le département des Yvelines.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Les organisateurs comptent sur la présence de 5000 spectateurs.

Localisation géographique :
- PLAISIR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement	9 000,00	20,69%
Frais de restauration	10 000,00	22,99%
Indemnités juge arbitre	2 000,00	4,60%
Indemnités arbitres de chaises et de lignes	4 000,00	9,20%
Achat de fournitures, balles, etc.	8 000,00	18,39%
Assurances	400,00	0,92%
Frais de personnel	9 000,00	20,69%
Frais divers	1 100,00	2,53%
Total	43 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	6 000,00	13,79%
Subvention Conseil Départemental	8 000,00	18,39%
Subvention Ville de Plaisir	20 000,00	45,98%
Fédération Française de Tennis	8 000,00	18,39%
Tennis Club de Plaisir	1 500,00	3,45%
Total	43 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014135

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : OPERATION GENERATION 2024 SUR LES ILES DE LOISIRS - UNSS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	67 000,00 €	29,85 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNSS UNION NATIONALE DU SPORT SCOLAIRE
Adresse administrative : 13 RUE SAINT-LAZARE
75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE ANGE DAFFIS, Directrice Régionale Versailles

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 77567565500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation de l'opération 2024 sur les Iles de Loisirs

Date prévisionnelle de début de projet : 2 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette opération Génération 2024 sont de :

- mettre en avant la candidature de Paris 2024,
- conforter le rôle de la Région Ile-de-France dans cette candidature,
- sensibiliser à cette candidature les jeunes lycéens des 3 académies franciliennes de l'UNSS.

Description :
Les académies de Paris, Versailles et de Créteil vont organiser l'opération Génération 2024 sur les Iles de Loisirs de la Région Ile-de-France le 05 octobre 2016.

Les Iles de loisirs concernées par cette opération d'envergure sont :

- Ile de loisirs de Cergy-Pontoise
- Ile de loisirs de Saint Quentin en Yvelines
- Ile de loisirs le Port aux Cerises de Draveil
- Ile de loisirs de Vaires-Torcy

Les activités proposées seront :

- un Cross avec 4000 participants sur les Iles de Loisirs de Port-aux-Cerises et de Draveil,
- un Raid découverte multi-activité avec 400 participants sur l'Ile de Loisirs de Cergy-Pontoise,
- une manifestation multi-activités avec une orientation forte autour des activités nautiques avec 300 participants sur l'Ile de Loisirs de Vaires Torcy,
- des activités « olympiques » dans un parcours sous forme de compétition et de découverte avec 400 participants sur l'Ile de Loisirs de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Dans le domaine du développement durable, l'UNSS va favoriser les actions suivantes :

- constitution d'équipes obligatoirement mixtes,
- mise en place de brigades vertes (groupes d'élèves) pour préserver les lieux,
- ouverture d'un module sport-partagé pour les personnes en situation de handicap.

Moyens mis en œuvre :
Environ 200 personnes vont participer à l'organisation de cette opération.

Intérêt régional :
- valorisation des Iles de Loisirs de la Région Ile-de-France,
- sensibilisation des licenciés de l'UNSS à la candidature de Paris 2024.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Le public sera composé de plus de 5000 licenciés UNSS issus de collèges et de lycées.

Localisation géographique :
- VELIZY-VILLACOUBLAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de transport	25 500,00	38,06%
Location de matériel	10 000,00	14,93%
Location des Iles de Loisirs	6 000,00	8,96%
Location de structures	4 000,00	5,97%
Frais de restauration organisateurs	1 500,00	2,24%
Collation pour les élèves	2 500,00	3,73%
Frais de communication	500,00	0,75%
Achat de textiles	15 000,00	22,39%
Frais divers d'organisation	2 000,00	2,99%
Total	67 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	20 000,00	29,85%
Subvention Conseil Départemental	2 000,00	2,99%
CROSIF	3 000,00	4,48%
UNSS	42 000,00	62,69%
Total	67 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	69 780,00 €
2015	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	254 620,00 €
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	15 000,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - Formation	62 660,00 €
2016	Dispositif cadre relatif au soutien de la région au mouvement sportif pour le développement de la pratique sportive en faveur de tous les publics - pratiques sportives	240 000,00 €
	Montant total	642 060,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION – FICHE PROJET MODIFIEE

Dispositif « Ile-de-France Terre d'accueil »

- Fiche projet n° 16005380 votée à la CP 16-246 du 15 juin 2016

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005380

Commission permanente du 15 juin 2016

Objet : ACCUEIL DE LA DELEGATION MAROCAINE DE JUDO - LIGUE DES HAUTS-DE-SEINE DE JUDO

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	11 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200305- Ile-de-France Terre d'accueil

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE HAUTS SEINE FFJDA
Adresse administrative : 3 PL DE LA RESISTANCE
92350 LE PLESSIS-ROBINSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ROGER VACHON, Président

Date de publication au JO : 6 février 1968

N° SIRET : 31160474800047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : accueil de la délégation marocaine de judo par la Ligue des Hauts-de-Seine de Judo dans le cadre de sa participation à un stage.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'accueil d'une délégation étrangère nécessite des mois de préparation, selon l'importance de cette délégation. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, l'accueil de la délégation en lui-même, est postérieur à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
- Permettre aux athlètes marocains de se sensibiliser aux nouvelles techniques, selon les nouvelles règles d'arbitrage ;
- Contribuer à l'animation du territoire en sensibilisant les jeunes issus des quartiers populaires franciliens à la pratique de cette discipline sportive, lors de journées d'initiation organisées durant le séjour de la délégation étrangère, et en favorisant des échanges amicaux et festifs ;
- Aider au développement du judo marocain.

Description :
La Ligue des Hauts-de-Seine de Judo accueille l'équipe nationale marocaine (12 athlètes et 2 encadrants) de judo, du 23 au 30 juillet 2016, dans le cadre de sa participation à un stage.

La Ligue des Hauts-de-Seine de Judo hébergera l'équipe marocaine dans un centre d'hébergement à Nanterre, proche du site du stage. Elle mettra à disposition toutes les infrastructures sportives nécessaires pour sa préparation physique et sportive.

La Ligue des Hauts-de-Seine de Judo sera également à l'initiative des événements suivants :
- Séances d'entraînements de la délégation marocaine, en partenariat avec les clubs de judo de Nanterre, Levallois, Clichy et Gennevilliers, ouvertes aux jeunes issus des quartiers populaires des communes concernées. Des échanges entre les athlètes et les jeunes, ainsi qu'un moment convivial seront prévus ;
- Journée d'initiation au judo auprès des jeunes issus des quartiers populaires concernés par le projet avec la participation des athlètes étrangers. Une réception aux couleurs du pays accueilli (musique et gastronomie marocaine) ponctuera cette animation, permettant d'instaurer des échanges conviviaux entre les athlètes, les jeunes et les bénévoles ayant participé à la manifestation ;
- Visite culturelle de Paris pour la délégation marocaine.

Par ailleurs, dans le cadre de ce partenariat, la délégation marocaine accueillera dans son pays une équipe de judo des Hauts-de-Seine.

Moyens mis en œuvre :
Les bénévoles de la Ligue des Hauts-de-Seine de Judo sont impliqués dans l'organisation de ce projet, soutenu par la commune de Nanterre, le Conseil Général des Hauts-de-Seine et les clubs de Nanterre, Levallois, Clichy et Gennevilliers.

Intérêt régional :
- Soutenir la Ligue des Hauts-de-Seine de Judo dans son projet d'accueil sur le territoire francilien de l'équipe nationale de judo du Maroc ;
- Promouvoir le judo et les dispositifs sportifs et culturels régionaux, à travers les animations qui seront organisées ;
- Soutenir l'équipe nationale marocaine de judo dans sa préparation sportive ;
- Renforcer les liens franco-marocains dans le cadre des accords régionaux de coopération décentralisée et de la Francophonie. Cette subvention donne lieu à l’engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.

Détail du calcul de la subvention :
L'aide régionale est calculée sur la base d'un budget prévisionnel détaillé comprenant :
- Hébergement et restauration : 8 000 €.
- Transferts et suivi médical : 1 200 €.
- Animations : 2 300 €.
- Total de la subvention : 8 000 € + 1 200 € + 2 300 € = 11 500 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais d'hébergement et de restauration	8 500,00	39,53%
Frais de transports internes	1 500,00	6,98%
Frais d'animations	4 600,00	21,40%
Frais d'encadrement	3 000,00	13,95%
Frais d'équipements	2 500,00	11,63%
Rémunération du personnel local	1 400,00	6,51%
Total	21 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation de la structure	4 300,00	20,00%
Subvention de la Région Île-de-France	11 500,00	53,49%
Subvention du Conseil Départemental des Hauts-de-Seine	2 500,00	11,63%
Subvention d'associations	3 200,00	14,88%
Total	21 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	9 700,00 €
2015	Ile-de-France, Terre d'accueil des délégations étrangères	7 000,00 €
	Montant total	16 700,00 €

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : FICHE PROJET MODIFIEE

Dispositif « Soutien aux évènements sportifs et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France »

- Fiche projet n° 15016613 votée à la CP 15-615 du 08 octobre 2015

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15016613

Commissions permanentes du 08 octobre 2015, du 22 janvier 2016 et du 21 septembre 2016

Objet : CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN - MONDIAL 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux (Rapport CP n° 15-615 du 08/10/2015)	5 000 000,00 €	1,60 %	80 000,00 €
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux Rapport CP n° 16-028 du 22/01/2016)	5 000 000,00 €	2,40 %	120 000,00 €
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux Rapport CP n° 16-469 du 21/09/2016	5 000 000,00 €		(-) 20 000,00 €
	Total Montant base subventionnable	**Total Taux d'intervention**	**Montant de subvention maximum**
Dépense subventionnable pour les évènements sportifs internationaux	5 000 000,00 €	3,60 %	180 000,00 €
	Montant Total de la subvention		180 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-32-6574-132003-300
13200301- Soutien aux évènements sportifs

Une affectation d'un montant total de 200 000 € n'a pas pu être présentée à la commission permanente du 08 octobre 2015 en raison du manque de crédits disponibles (AE).

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CO FRANCE 2017 COMITE D'ORGANISATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN 2017
Adresse administrative : 62 RUE GABRIEL PERI
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JOEL DELPLANQUE, Président

Date de publication au JO : 30 décembre 2013

N° SIRET : 80372060600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France
Rapport Cadre : CR04-11 du 10/02/2011

Objet du projet : organisation du championnat du Monde de Handball masculin 2017
Date prévisionnelle de début de projet : 15 juillet 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 08 octobre 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'organisation d'une manifestation sportive nécessite des mois de préparation, voire des années, selon l'importance de cette dernière. La date proposée d'éligibilité des factures est la date de la demande de subvention formulée par le bénéficiaire ; date antérieure au vote de l'aide régionale. Toutefois, la manifestation en elle-même, est postérieure à la date du vote en commission permanente.

Objectifs :
Les principaux objectifs de cette opération sont :

- de promouvoir la cohésion sociale au travers du bénévolat,
- de développer des actions d'animations sur toute la Région Ile-de-France,
- de favoriser la pratique du Handball dans chacun des territoires concernés,
- de faire rayonner la France dans l'organisation d'évènements internationaux.

Description :
La Fédération Internationale de Handball (IHF) a confié l'organisation du Championnat du Monde de Handball masculin 2017 à la Fédération Française de Handball (FFHB) le 15 décembre 2011.
Le CO France 2017 est l'association dédiée à l'organisation de cet évènement sportif.

Il se déroulera du 11 au 29 janvier 2017 à Paris, Lille, Brest, Rouen, Metz, Albertville et Montpellier.
La compétition se répartira en 1 phase préliminaire, 1 Coupe du Président, 1 phase éliminatoire et 1 phase finale.

A Paris (AccorHôtels Aréna) seront organisés 23 des 84 matchs, allant du match d'ouverture le 11 janvier 2017 jusqu'à la Finale le 29 janvier 2017. Les 24 équipes participant à cette opération représentent environ 450 joueurs.

Le Comité d'Organisation du Championnat du Monde de Handball France 2017 va privilégier 3 axes majeurs à cette occasion :

- organiser une compétition de qualité au plus haut niveau international,
- célébrer le Handball comme un spectacle et une fête populaire pour tous les publics,
- contribuer au développement du handball et établir de nouveaux partenaires durables.

Ce championnat du Monde 2017 servira également de vitrine du sport français 2 mois avant la visite de la commission d'évaluation du CIO.

Moyens mis en œuvre :
Il y aura 1500 bénévoles dont 240 à Paris impliqués dans l'organisation de cette manifestation sportive en plus des salariés du comité d'organisation.

Intérêt régional :
- Rassembler tous les acteurs du handball sur la Région Ile-de-France.
- Développer le Handball sur le plan national et international.
- Favoriser la création d'infrastructures.

Public(s) cible(s) :
Tous les publics, licenciés et non licenciés.
Les organisateurs comptent sur la présence de 600 000 spectateurs dont 180 000 à l'AccorHôtels Aréna.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location AccorHôtels Aréna	690 000,00	13,80%
Sécurité	610 000,00	12,20%
Aménagement du site	245 000,00	4,90%
Prestations techniques	235 000,00	4,70%
Nettoyage du site	220 000,00	4,40%
Restauration des bénévoles	400 000,00	8,00%
Hébergement pour les équipes et officiels	670 000,00	13,40%
Transport équipes et officiels	200 000,00	4,00%
Restauration des équipes et des officiels	280 000,00	5,60%
Frais de personnel	700 000,00	14,00%
Frais de billetterie	650 000,00	13,00%
Plan de communication	100 000,00	2,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention sollicitée à la Région IDF	500 000,00	10,00%
Subvention Ville de Paris	500 000,00	10,00%
CNDS	500 000,00	10,00%
Recettes de billetterie	3 500 000,00	70,00%
Total	5 000 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	180 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	80 000,00 €
2016	Soutien de la Région aux évènements et manifestations sportives se déroulant en Ile-de-France	120 000,00 €
	Montant total	200 000,00 €

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION

- Avenant à la convention de la fiche projet n° 15016613

CONVENTION PARTENARIALE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE COFRANCE 2017
(Comité d'Organisation du Championnat du Monde de Handball Masculin 2017)

Dispositif « Soutien aux évènements et manifestations sportives
se déroulant en Ile-de-France »

AVENANT SIGNEE ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE CO FRANCE 2017
(COMITE D'ORGANISATION DU CHAMPIONNAT DU MONDE DE HANDBALL MASCULIN 2017)

Fiche projet n° 15016613

EN PREAMBULE, IL EST RAPPELE QUE :
La Région Ile-de-France est partenaire de nombreux évènements et manifestations sportives se déroulant sur son territoire comme c'est indiqué dans la délibération n° CR 04-11 du 10 février 2011 relative à la politique régionale du sport en Ile-de-France.

Ces opérations contribuent fortement à l'animation des territoires, favorisant la vie associative, la cohésion sociale, le développement des pratiques sportives, ainsi qu'au rayonnement de la Région Ile-de-France sur le plan international.

IL EST EGALEMENT EXPOSE QUE :
Par les délibérations n° CP 15-615 du 08 octobre 2015 et n° CP 16-028 du 22 janvier 2016, la Région Ile-de-France a confirmé son soutien à l'organisation des Championnats du Monde de Handball masculin qui se dérouleront du 12 au 19 janvier 2017 à l'AccorHôtels Aréna de Paris.

ARTICLE 1 :
La Région Ile-de-France a voté une 1ère affectation de 80 000 € à la CP n° 15-615 du 08 octobre 2015 et une affectation complémentaire de 120 000 € à la CP n° 16-028 du 22 janvier 2016, pour un total de **200 000 €**.

ARTICLE 2 :
La Région Ile-de-France adopte à la CP 16-469 du 21 septembre 2016 une désaffectation partielle d'un montant de 20 000 €.

ARTICLE 3 :
En fonction de l'article 2 supra, le montant de la subvention destinée aux Championnats du Monde de Handball masculin est ramené à un total de **180 000 €** (200 000 € - 20 000 €) pour une base subventionnable de 5 000 000 €.
Le nouveau taux de la participation régionale est donc de **3,60%** au lieu de **4,00%**.

ARTICLE 4 :
L'ensemble des autres stipulations de la convention, non modifiées par le présent avenant, reste inchangé.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux,

Le

Pour le bénéficiaire	Pour la Présidente du Conseil Régional Ile-de-France

Joel DELPLANQUE
Président du CO France 2017

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-391

DU 21 SEPTEMBRE 2016

LYCÉES
AVANCES POUR TRAVAUX – REMISES GRACIEUSES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,

VU Le code de l'Education,

VU La délibération CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à la commission permanente,

VU La délibération CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération CR 33-10 du 17 juin 2010

VU L'avis de la commission de l'éducation,

VU L'avis de la commission des finances,

VU Le rapport CP 16-391 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide d'accorder les remises gracieuses, dont le détail figure en annexe 1, relatives à des avances travaux versées aux lycées, à hauteur de **120 692,09 €.**

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 - REMISE GRACIEUSE

CODE POSTAL / VILLE	NOM DU LYCEE	Année versement avance	Numéro du titre	Montants
75013 PARIS	ARTS GRAPHIQUES	2005	2120/12	38 853,59 €
75013 PARIS	ARTS GRAPHIQUES	2006	2170/12	47 077,37 €
93500 PANTIN	MARCELIN BERTHELOT	2010	1799/12	7 912,68 €
94220 CHARENTON-LE-PONT	ROBERT SCHUMAN	2010	1755/14	2 518,60 €
95600 EAUBONNE	LOUIS ARMAND	2005	2163/12	9 033,90 €
95600 EAUBONNE	LOUIS ARMAND	2009	1371/14	15 295,95 €
			6	**120 692,09 €**

NOMBRE TOTAL d'EPLE concernés		**4**
NOMBRE TOTAL des titres non recouvrés		**6**
MONTANT TOTAL des titres non recouvrés		**120 692,09 €**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-394

DU 21 SEPTEMBRE 2016

AIDES REGIONALES AUX ELEVES DE SECOND CYCLE ET AUX ELEVES DES BTS, CPGE, FORMATIONS POST BAC ET ASSIMILEES :

- AIDE REGIONALE A L'ACQUISITION DES MANUELS SCOLAIRES
- AIDE REGIONALE A LA DEMI PENSION
- AIDE REGIONALE A L'EQUIPEMENT
- AIDE REGIONALE AUX INSCRIPTIONS AUX CONCOURS DES ELEVES EN CPGE
- SUBVENTIONS D'EQUILIBRE

AJUSTEMENT DES DOTATIONS AU TITRE DES ANNEES SCOLAIRES 2016/2017 ET 2015/2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

VU La délibération du Conseil régional n° CR 16-01 du 5 avril 2001 relative à la mise en œuvre de la gratuité des manuels scolaires ; année scolaire 2001-2002 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 43-03 du 25 septembre 2003 relative à l'aide régionale à la demi-pension dans les établissements du second degré et à la mise en place du quotient familial ; année scolaire 2003-2004 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 21-04 du 24 juin 2004 relative à la poursuite du dispositif de la gratuité des manuels scolaires ; année scolaire 2004-2005 ;

VU La délibération n° CR 44-08 du 26 juin 2008 relative aux aides sociales en faveur des élèves en formation post-bac au sein des lycées franciliens ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 83-09 du 8-9 octobre 2009, relative à la tarification régionale des lycées franciliens pour 2010

VU La délibération du Conseil régional n° CR 23-14 du 13 février 2014 relative au renforcement du service public de la restauration scolaire dans les EPLE d'Ile-de-France : vers une tarification plus juste, une qualité nutritionnelle et gustative plus grande, une lutte contre le gaspillage plus efficace

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation de compétences du Conseil Régional à la Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 86-16 du 19 mai 2016 relative aux mesures d'aides sociales et de sécurisation pour assurer l'égalité de traitement des élèves du privé avec ceux du public

VU La délibération n° CP 15-274 du 17 juin 2015 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2015-2016 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens: gratuité des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide régionale a l'équipement pré et post bac, frais de concours et ajustement des dotations 2014-2015 ;

VU La délibération n°CP 16-238 du 15 juin 2016 relative à la première attribution des dotations au titre de l'année scolaire 2016-2017 dans le cadre de la politique régionale des aides sociales aux lycéens: gratuité des manuels scolaires, aide régionale à la demi- pension pré et post bac, aide régionale a l'équipement pré et post bac, frais de concours ;

VU La délibération n° CP 16-135 du 15 juin 2016 relative à l'aide à l'introduction de produits biologiques au sein des restaurants scolaires franciliens -Dotations au titre de l'année 2016 et ajustement des dotations au titre de l'année 2015

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016, et plus particulièrement les dispositions du chapitre 932 « enseignement » ;

VU L'avis de la commission des finances

VU L'avis de la commission de l'éducation

VU Le rapport CP 16-394 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale « Gratuité des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics et privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe I et qui s'élève à **908 378 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **908 378 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « Gratuité des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2016.

Article 2 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe II et qui s'élève à **134 291 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **134 291 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2016.

Article 3 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics et privés sous contrat d'association avec le ministère de l'éducation nationale telle qu'elle figure en annexe III et qui s'élève à **627 829 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **627 829 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2016.

Article 4 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe IV et qui s'élève à **57 126 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **57 126 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », Action 12800901 « aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE » du budget 2016.

Article 5 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement destinée aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2016-2017 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe V et qui s'élève à **48 985 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **48 985 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800902 « Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS» du budget 2016.

Article 6 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale « Gratuité des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» destinée aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2015-2016 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe VI et qui s'élève à **118 961 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **118 961 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » action 12800403 « Gratuité des manuels scolaires et livrets d'exercices consommables» du budget 2016.

Article 7 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves pré bac au titre de l'année scolaire 2015-2016 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe VII et qui s'élève à **77 514 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **77 514 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action (12800401) « aide régionale à la demi-pension » du budget 2016.

Article 8 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement aux élèves de second cycle au titre de l'année scolaire 2015-2016 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe VIII et qui s'élève à **12 547 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **12 547 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-004 (128004) «aides aux élèves de second cycle » action 12800402 « aide régionale à l'équipement des lycéens » du budget 2016.

Article 9 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à la demi-pension aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2015-2016 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe IX et qui s'élève à **15 185 €**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **15 185 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », Action 12800901 « aide régionale à la demi-pension aux élèves en BTS et CPGE » du budget 2016.

Article 10 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale à l'équipement destinée aux élèves post-bac au titre de l'année scolaire 2015-2016 aux établissements publics telle qu'elle figure en annexe X et qui s'élève à **4 258 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **4 258 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 009 (128009) « aides aux élèves des BTS, CPGE et formations post bac et assimilées », action 12800902 « Aide régionale à l'équipement des élèves en BTS» du budget 2016.

Article 11 :

Adopte la répartition relative à l'aide régionale « aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE» au titre de l'année 2015-2016 à un établissement public telle qu'elle figure en annexe XI qui s'élève à **305 €.**

Affecte à ce titre une autorisation d'engagement de **305 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-009 (128009) «aides aux élèves de BTS, CPGE et formations post-bac et assimilées » action 12800903 « aide régionale aux inscriptions aux concours des élèves en CPGE » du budget 2016.

Article 12 :

Affecte au profit du lycée Jean Vilar à Plaisir (78) et du lycée Racine à Paris (75) une autorisation d'engagement de **69 632,91 €**, disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », programme HP 28 – 004 (128004) « aides aux élèves de second cycle» action 12800401 « aide régionale à la demi-pension » du budget 2016, conformément à l'annexe XII à la délibération.

Article 13 :

Décide, suite à une erreur matérielle à l'annexe 3 de la délibération n° CP 16-135 du 15 juin 2016, au lieu d'un montant de 8.892,58 € proposé à la désaffectation pour le lycée Jean Zay à Aulnay-sous-Bois (93), il convient de lire 8.892,57 € , chapitre budgétaire 932 « enseignement », Code fonctionnel 28 « autres services périscolaires et annexes », Programme HP 28-004 (128004) « aides aux élèves de second cycle » Action 12800405 « aide à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires » du budget 2015.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE I
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3414	0750656F	LG	LAVOISIER	17 RUE HENRI BARBUSSE	75005	PARIS	11 605 €
R3422	0750663N	LGT	CHAPTAL	45 BOULEVARD DES BATIGNOLLES	75008	PARIS	2 870 €
R3423	0750667T	LG	CONDORCET	8 RUE DU HAVRE	75009	PARIS	1 276 €
R3429	0750668U	LG	JACQUES-DECOUR	12 AVENUE TRUDAINE	75009	PARIS	7 285 €
R3428	0750673Z	LG	COLBERT	27 RUE DE CHATEAU LANDON	75010	PARIS	275 €
R3435	0750675B	LGT	VOLTAIRE	101 AVENUE DE LA REPUBLIQUE	75011	PARIS	3 596 €
R3446	0750683K	LG	CLAUDE-MONET	1 RUE DU DOCTEUR MAGNAN	75013	PARIS	4 975 €
R3364	0750685M	LGT	PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS	545 €
R3376	0750688R	LGT LYC METIER	RABELAIS	9 RUE FRANCIS DE CROISSET	75018	PARIS	9 000 €
R3455	0750689S	LG	PAUL-BERT	7 RUE HUYGHENS	75014	PARIS	2 215 €
R3456	0750690T	LGT	FRANCOIS-VILLON	10 AVENUE MARC SANGNIER	75014	PARIS	9 000 €
R3454	0750692V	LGT	EMILE-DUBOIS	14 RUE EMILE DUBOIS	75014	PARIS	6 544 €
R3384	0750694X	LG	CAMILLE-SEE	11 RUE LEON LHERMITTE	75015	PARIS	2 162 €
R3386	0750698B	LGT	CLAUDE-BERNARD	1 AVENUE DU PARC DES PRINCES	75016	PARIS	6 585 €
R3387	0750699C	LG	JANSON-DE-SAILLY	106 RUE DE LA POMPE	75016	PARIS	1 460 €
R3389	0750702F	LG	LA-FONTAINE	1 PLACE DE LA PORTE MOLITOR	75016	PARIS	2 400 €
R3372	0750705J	LGT	BALZAC	118 BOULEVARD BESSIERES	75849	PARIS CEDEX 17	7 965 €
R3351	0750711R	LGT	HENRI-BERGSON	27 RUE EDOUARD PAILLERON	75019	PARIS	10 884 €
R3363	0750714U	LG	HELENE-BOUCHER	75 COURS DE VINCENNES	75020	PARIS	13 770 €
R3441	0750783U	LP	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	33 AVENUE LEDRU ROLLIN	75012	PARIS	6 551 €
R3442	0750784V	LP	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	9 RUE PIERRE BOURDAN	75012	PARIS	2 031 €
R3437	0750788Z	LP	MARCEL-DEPREZ	39 RUE DE LA ROQUETTE	75011	PARIS	10 542 €
R3380	0750793E	LP LYC METIER	BEAUGRENELLE	62 RUE SAINT CHARLES	75015	PARIS	7 980 €
R3698	0750828T	EREA	EDITH-PIAF	316 RUE DE BELLEVILLE	75020	PARIS	3 178 €
R3366	0752799K	EREA	CROCE-SPINELLI	1 RUE CROCE SPINELLI	75014	PARIS	2 133 €
R3210	0754684J	LG	GEORGES-BRASSENS	40 RUE MANIN	75019	PARIS	1 977 €
R18489	0770919F	LP	URUGUAY-FRANCE (PROFESSIONNEL)	1 AVENUE DES MARRONNIERS	77211	AVON CEDEX	9 295 €
R3262	0770926N	LGT	FRANCOIS-COUPERIN	ROUTE HURTAULT	77305	FONTAINEBLEAU CEDEX	22 575 €
R18495	0770931U	LGT	PIERRE-DE-COUBERTIN	CHAUSSEE DE PARIS	77100	MEAUX	13 800 €
R3699	0771171E	LP LYC METIER	LOUIS-LUMIERE	04 RUE LOUIS LUMIERE	77504	CHELLES CEDEX	19 096 €
R3667	0771357G	LEGTPA	BRETONNIERE (LA)	La Bretonniere	77120	CHAILLY EN BRIE	3 183 €
R3668	0771436T	LEGTPA	BOUGAINVILLE	DOMAINE DE SANSALLE RN 19	77257	BRIE COMTE ROBERT CEDEX	3 931 €
R3258	0771658J	LPO LYC METIER	GUE-A-TRESMES (DU)	DOMAINE DU GUE A TRESMES	77440	CONGIS SUR THEROUANNE	7 541 €
R3268	0771940R	LPO	GERARD-DE-NERVAL	89 COURS DES ROCHES-NOISIEL	77186	NOISIEL	1 112 €
R3108	0772188K	LGT	PIERRE-MENDES-FRANCE	11 AVENUE DE L'EUROPE	77176	SAVIGNY LE TEMPLE	12 638 €
R15275	0772229E	LGT	JEAN-VILAR	83 AVENUE SALVADOR ALLENDE	77100	MEAUX	10 200 €
R15059	0772230F	LPO	BLAISE-PASCAL	15 ALLEE DU COMMANDANT GUESNET	77253	BRIE COMTE ROBERT CEDEX	5 250 €
R15273	0772243V	LGT	CAMILLE-CLAUDEL	PLACE ANYAMA	77347	PONTAULT COMBAULT CEDEX	5 025 €
R18914	0772276F	LPO LYC METIER	JEHAN-DE-CHELLES	47 RUE DES CITES	77500	CHELLES	12 450 €
R3235	0772294A	LGT	EMILY-BRONTE	10 BIS MAIL LE CORBUSIER	77185	LOGNES	2 645 €
R20737	0772295B	LPO	TOUR-DES-DAMES (DE LA)	RUE DE VILPRES	77540	ROZAY EN BRIE	8 886 €
R19203	0772296C	LPO	MARE-CARREE (DE LA)	RUE DU LYCEE	77552	MOISSY CRAMAYEL CEDEX	25 263 €
P0023982	0772751X	LPO	CHARLOTTE-DELBO	2 AVENUE ROBERT BADINTER	77230	DAMMARTIN EN GOELE	2 273 €

ANNEXE I
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

R3672	0781512V	LGT	DESCARTES	6 BOULEVARD DESCARTES	78180	MONTIGNY LE BRETONNEUX	4 650 €
R18986	0781819D	LPO	EMILIE-DE-BRETEUIL	3 RUE DU CANAL	78053	ST QUENTIN EN YVELINES CED	8 619 €
R3300	0781845G	LGT	JULES-FERRY	7 RUE BOUYSSEL	78700	CONFLANS STE HONORINE	9 750 €
R3723	0781860Y	LPO	PIERRES-VIVES (LES)	1 RUE DES ALOUETTES	78420	CARRIERES SUR SEINE	7 100 €
R8267	0781861Z	LGT	LOUIS-DE-BROGLIE	1 AVENUE JEAN BERANGER	78160	MARLY LE ROI	151 €
R18229	0781898P	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	10 RUE GUSTAVE EIFFEL	78306	POISSY CEDEX	2 191 €
R3664	0781948U	LPO	LAVOISIER	40 BOULEVARD DE LA REPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	8 779 €
R3718	0781950W	LPO	LOUISE-WEISS	201 AVENUE DU GAL DE GAULLE	78260	ACHERES	7 416 €
R19646	0781952Y	LPO	SONIA-DELAUNAY	AVENUE DE ST GERMAIN	78450	VILLEPREUX	3 880 €
R3669	0782539L	LGT	SAINT-EXUPERY	8 RUE MARCEL FOUQUE	78201	MANTES LA JOLIE CEDEX	5 860 €
R3693	0782563M	LGT	LA-BRUYERE	31 AVENUE DE PARIS	78000	VERSAILLES	12 000 €
R3712	0782565P	LPO	JULES-FERRY	29 RUE DU MARECHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	112 €
R3694	0782567S	LGT	MARIE-CURIE	70 AVENUE DE PARIS	78002	VERSAILLES CEDEX	7 625 €
R3344	0910687C	LGT	FUSTEL-DE-COULANGES	11 RUE DES MIGNEAUX	91300	MASSY	1 797 €
R3714	0910975R	LPO	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY SUR ORGE	20 100 €
R15795	0911343R	LP	AUGUSTE-PERRET	1 AVENUE DE LA LIBERTE	91024	EVRY CEDEX	9 436 €
R3550	0911346U	LGT	ALBERT-EINSTEIN	AVENUE DE LA LIBERTE	91706	STE GENEVIEVE DES BOIS CED	4 800 €
R3323	0911632E	LGT	RENE-CASSIN	17 RUE JEAN MOULIN	91294	ARPAJON CEDEX	9 707 €
R3200	0911927A	LGT	MAURICE-ELIOT	RUE DE PROVENCE	91860	EPINAY SOUS SENART	8 500 €
R3724	0911937L	LPO	FRANCOIS-TRUFFAUT	RUE GEORGES POMPIDOU	91072	BONDOUFLE CEDEX	8 000 €
R15365	0911945V	LPO	MARGUERITE-YOURCENAR	62 RUE DES EDOUETS	91423	MORANGIS CEDEX	2 300 €
R15431	0911946W	LPO	LEONARD-DE-VINCI	1 PLACE LEONARD DE VINCI	91240	ST MICHEL SUR ORGE	1 290 €
R3014	0911983L	LGT	JULES-VERNE	49 RUE D'ARPAJON	91470	LIMOURS	10 500 €
R3560	0920132U	LGT	ALBERT-CAMUS	131 RUE PIERRE JOIGNEAUX	92270	BOIS COLOMBES	6 970 €
R3563	0920134W	LGT	JACQUES-PREVERT	163 RUE DE BILLANCOURT	92100	BOULOGNE BILLANCOURT	128 €
R3573	0920137Z	LGT	GUY-DE-MAUPASSANT	52 RUE ROBERT SCHUMAN	92701	COLOMBES CEDEX	14 037 €
R3592	0920141D	LGT	JOLIOT-CURIE	92 AVENUE JOLIOT CURIE	92014	NANTERRE CEDEX	5 096 €
R3558	0920150N	LP LYC METIER	PRONY (DE)	4 RUE DE BRETAGNE	92600	ASNIERES SUR SEINE	10 256 €
R3590	0920164D	LP LYC METIER	JEAN-MONNET	128 AVENUE JEAN JAURES	92120	MONTROUGE	8 884 €
R3844	0920802X	LGT	JEAN-PIERRE-VERNANT	21 RUE DU DR LEDERMANN	92310	SEVRES	13 870 €
R3575	0921229L	LP LYC METIER	ANATOLE-FRANCE	130 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	1 111 €
R3589	0921399W	LGT	MAURICE-GENEVOIX	29 AVENUE DU FORT	92120	MONTROUGE	10 500 €
R3567	0921555R	LGT	JACQUES-MONOD	46 RUE DU FORT	92140	CLAMART	8 100 €
R3562	0921595J	LP	DANIEL-BALAVOINE	7 RUE MARCEAU DELORME	92270	BOIS COLOMBES	9 492 €
R3594	0921677Y	LP	PAUL-LANGEVIN	9 RUE PAUL LANGEVIN	92000	NANTERRE	3 783 €
R3627	0930118Y	LGT	JEAN-RENOIR	11 RUE FREMIN	93141	BONDY CEDEX	6 100 €
R3630	0930119Z	LPO	EUGENE-DELACROIX	4 RUE DU DOCTEUR SCHWEITZER	93700	DRANCY	10 152 €
R18521	0930122C	LGT LYC METIER	CONDORCET	31 RUE DESIRE CHEVALIER	93105	MONTREUIL CEDEX	2 017 €
R15801	0930123D	LGT	OLYMPE-DE-GOUGES	RUE DE MONTREUIL A CLAYE	93130	NOISY LE SEC	13 425 €
R3660	0930125F	LGT	PAUL-ELUARD	15 AVENUE JEAN MOULIN	93206	ST DENIS CEDEX	4 600 €
R3543	0930126G	LPO	AUGUSTE-BLANQUI	54 RUE CHARLES SCHMIDT	93404	ST OUEN CEDEX	9 000 €
R3539	0930127H	LGT	GEORGES-CLEMENCEAU	130 RUE DE NEUILLY	93250	VILLEMOMBLE	26 445 €
R3645	0930136T	LP LYC METIER	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	1 BOULEVARD DE PARIS	93320	LES PAVILLONS SOUS BOIS	7 200 €
R3635	0931272C	LGT	GUSTAVE-EIFFEL	16 CHEMIN DE LA RENARDIERE	93220	GAGNY	5 147 €
R3652	0931565W	LGT	FLORA-TRISTAN	27 RUE DES HAUTS ROSEAUX	93166	NOISY LE GRAND CEDEX	1 033 €
R3537	0931584S	LPO	JEAN-ROSTAND	8 RUE PIERRE AUDAT	93420	VILLEPINTE	18 000 €

ANNEXE I
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

R15357	0932031C	LGT	CHARLES-DE-GAULLE	102 RUE LAVOISIER	93110	ROSNY SOUS BOIS	7 500 €
R15427	0932034F	LGT	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	10 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC MESNIL	3 975 €
R18858	0932047V	LPO LYC METIER	EVARISTE-GALOIS	32 AVENUE MONTAIGNE	93165	NOISY LE GRAND CEDEX	7 200 €
R19063	0932048W	LPO	BLAISE-CENDRARS	12 AVENUE LEON JOUHAUX	93270	SEVRAN	5 169 €
R3623	0932119Y	LPO LYC METIER	EUGENE-HENAFF	55 AVENUE RASPAIL	93170	BAGNOLET	1 970 €
R3647	0932120Z	LPO LYC METIER	HENRI-SELLIER	73 AVENUE DU COLONEL FABIEN	93190	LIVRY GARGAN	2 378 €
R3661	0932121A	LPO LYC METIER	SUGER	6 AVENUE LE ROY DES BARRES	93200	ST DENIS	11 027 €
R3642	0932222K	LPO LYC METIER	RENE-CASSIN	16 ALLEE DES BOSQUETS	93340	LE RAINCY	6 100 €
R3756	0932267J	LPO LYC METIER	LIBERTE	27 A RUE DE LA LIBERTE	93230	ROMAINVILLE	3 600 €
R3531	0940112L	LPO LYC METIER	LOUISE-MICHEL	7 RUE PIERRE MARIE DERRIEN	94507	CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX	18 679 €
R3530	0940113M	LPO	LANGEVIN-WALLON	126 AVENUE ROGER SALENGRO	94507	CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX	19 950 €
R3521	0940114N	LPO	SAINT-EXUPERY	2 RUE HENRI MATISSE	94000	CRETEIL	4 200 €
R3507	0940115P	LGT	ROMAIN-ROLLAND	17 RUE LUCIEN NADAIRE	94200	IVRY SUR SEINE	6 693 €
R3488	0940116R	LGT	EUGENE-DELACROIX	5 RUE PIERRE CURIE	94704	MAISONS ALFORT CEDEX	11 794 €
R18533	0940119U	LPO	PAUL-DOUMER	2 RUE PAUL DOUMER	94170	LE PERREUX SUR MARNE	4 664 €
R3497	0940120V	LGT	MARCELIN-BERTHELOT	6 BOULEVARD MAURICE BERTEAUX	94100	ST MAUR DES FOSSES	3 463 €
R3498	0940121W	LGT	ARSONVAL (D')	65 RUE DU PONT DE CRETEIL	94107	ST MAUR DES FOSSES CEDEX	1 312 €
R3510	0940122X	LPO	CONDORCET	1 AVENUE CONDORCET	94214	LA VARENNE ST HILAIRE CEDE	6 219 €
R3504	0940124Z	LGT	HECTOR-BERLIOZ	106 AVENUE DE PARIS	94307	VINCENNES CEDEX	5 590 €
R3505	0940143V	LP	JEAN-MOULIN	8 RUE DU DOCTEUR LEBEL	94307	VINCENNES CEDEX	13 468 €
R3494	0940319L	EREA	FRANCOIS-CAVANNA	3 AVENUE DE JOINVILLE	94130	NOGENT SUR MARNE	2 009 €
R3464	0940742W	LPO	GUILLAUME-BUDE	2 VOIE GEORGES POMPIDOU	94456	LIMEIL BREVANNES CEDEX	24 339 €
R3525	0941301D	LPO	FREDERIC-MISTRAL	7 RUE FREDERIC MISTRAL	94260	FRESNES	5 375 €
R3526	0941470M	LGT LYC METIER	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	61 RUE DES BORDES	94430	CHENNEVIERES SUR MARNE	2 603 €
R19129	0941930M	LPO	GUTENBERG	16 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	11 823 €
R3528	0941951K	LPO LYC METIER	MARX-DORMOY	500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ	94507	CHAMPIGNY SUR MARNE CEDEX	4 500 €
R3501	0941952L	LPO	FRANCOIS-ARAGO	36 AVENUE DE L'EUROPE	94190	VILLENEUVE ST GEORGES	11 850 €
R3508	0941972H	LPO LYC METIER	FERNAND-LEGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY SUR SEINE	11 811 €
R3234	0941975L	LPO	PIERRE-BROSSOLETTE	5 RUE PIERRE BROSSOLETTE	94270	LE KREMLIN BICETRE	1 298 €
R3687	0950646L	LGT	RENE-CASSIN	7 AVENUE FRANCOIS MITTERRAND	95500	GONESSE	9 404 €
R3400	0950983C	EREA	TOUR-DU-MAIL (LA)	70 ALLEE DE CORMEILLES	95110	SANNOIS	2 318 €
R3392	0951147F	LGT	FRAGONARD	3 RUE FRAGONARD	95290	L ISLE ADAM	3 506 €
R3395	0951281B	LP LYC METIER	TURGOT	3 PLACE AU PAIN	95162	MONTMORENCY CEDEX	11 424 €
					122	**Établissements**	**901 087 €**

LYCEES PRIVES

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3127	0753647G	LG PR	ALSACIENNE	109 RUE NOTRE DAME DES CHAMPS	75006	PARIS	3 675 €
R3180	0753959W	LG PR	SAINT-MICHEL-DES-BATIGNOLLES	35 AVENUE DE SAINT OUEN	75017	PARIS	3 616 €
					2	**Établissements**	**7 291 €**

124	**Total établissements**	**908 378 €**

Annexe II
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3406	0750647W	LGT	TURGOT	69 rue de Turbigo	75003	PARIS 3EME	7 379 €
R3407	0750648X	LG	VICTOR HUGO	27 rue de Sévigné	75003	PARIS 3EME	2 101 €
R3418	0750657G	LG	MONTAIGNE	17 rue Auguste Comte	75006	PARIS 6EME	10 014 €
R3425	0750669V	LG	JULES FERRY	77 boulevard Clichy	75009	PARIS 9EME	3 429 €
R3428	0750673Z	LG	COLBERT	27 rue Château Landon	75010	PARIS 10EME	9 409 €
R3430	0750674A	LT	JULES SIEGFRIED	12 rue d'Abbeville	75010	PARIS 10EME	809 €
R3440	0750677D	LPO	ELISA LEMONNIER	20 avenue Armand Rousseau	75012	PARIS 12EME	5 924 €
R3446	0750683K	LG	CLAUDE MONET	1 rue du Docteur Magnan	75013	PARIS 13EME	10 121 €
R3364	0750685M	LGT	PIERRE GILLES DE GENNES	11 rue Pirandello	75013	PARIS 13EME	5 032 €
R3376	0750688R	LGT LYC METIER	RABELAIS	9 rue Francis de Croisset	75018	PARIS 18EME	7 €
R3453	0750691U	LPO LYC METIER	RASPAIL	5/7 rue Maurice d'Ocagne	75014	PARIS 14EME	7 127 €
R3454	0750692V	LGT	EMILE DUBOIS	14 rue Emile Dubois	75014	PARIS 14EME	6 093 €
R3759	0750697A	LT	BATIMENT-ST LAMBERT	15 rue Saint-Lambert	75015	PARIS 15EME	1 130 €
R3389	0750702F	LG	JEAN DE LA FONTAINE	1 place de la Porte Molitor	75016	PARIS 16EME	1 111 €
R3371	0750704H	LG	CARNOT	145 boulevard Malesherbes	75017	PARIS 17EME	3 628 €
R3379	0750710P	LT LYC METIER	AUGUSTE RENOIR	24 rue Ganneron	75018	PARIS 18EME	1 823 €
R3358	0750715V	LGT	MAURICE RAVEL	89 Cours de Vincennes	75020	PARIS 20EME	9 614 €
R3436	0750778N	LP LYC METIER	TURQUETIL	18 passage Turquetil	75011	PARIS 11EME	11 961 €
R3441	0750783U	LP	CHENNEVIERE MALEZIEUX	33 avenue Ledru-Rollin	75012	PARIS 12EME	3 649 €
R3380	0750793E	LP LYC METIER	BEAUGRENELLE	62 rue Saint Charles	75015	PARIS 15EME	8 696 €
R3369	0750796H	LP LYC METIER	FEUILLET	9 rue Octave Feuillet	75016	PARIS 16EME	1 551 €
R3360	0750808W	LP	ETIENNE DOLET	7/9 rue d'Eupatoria	75020	PARIS 20EME	15 494 €
R3349	0752608C	LP LYC METIER	HOTELIER	135 rue Belliard	75018	PARIS 18EME	1 504 €
R3366	0752799K	EREA	(CROCE SPINELLI)	1 rue Croce Spinelli	75014	PARIS 14EME	204 €
R3459	0752846L	LP LYC METIER	ERIK SATIE	2 rue Durouchoux	75014	PARIS 14EME	3 245 €
R3460	0754475G	LPO LYC METIER	LEONARD DE VINCI	20 rue Bourseul	75015	PARIS 15EME	925 €
R3362	0754530S	LPO LYC METIER	MARTIN NADAUD	23 rue de la Bidassoa	75020	PARIS 20EME	2 311 €
					27	**Établissements**	**134 291 €**

Annexe III
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
P0031321	0750428H	LPO LYC METIER	J.MONOD	12 rue Victor Cousin	75005	PARIS 05EME	21 000 €
R3433	0750676C	LPO LYC METIER	DORIAN	74 AVENUE PHILIPPE AUGUSTE	75011	PARIS 11EME	12 757 €
R3364	0750685M	LGT	PIERRE GILLES DE GENNES	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS 13EME	8 160 €
R3759	0750697A	LT	BATIMENT-ST LAMBERT	15 RUE SAINT-LAMBERT	75015	PARIS 15EME	1 257 €
R3379	0750710P	LT LYC METIER	AUGUSTE RENOIR	24 RUE GANNERON	75018	PARIS 18EME	270 €
R3350	0750712S	LPO	DIDEROT	61 RUE DAVID D'ANGERS	75019	PARIS 19EME	8 180 €
R3431	0750776L	LP LYC METIER	MARIE LAURENCIN	114 QUAI DE JEMMAPES	75010	PARIS 10EME	2 480 €
R3441	0750783U	LP	CHENNEVIERE MALEZIEUX ARTS GRAPHIQUES	33 AVENUE LEDRU-ROLLIN	75012	PARIS 12EME	8 454 €
R3449	0750787Y	LP	CORVISART	61 RUE CORVISART	75013	PARIS 13EME	897 €
R3437	0750788Z	LP	MARCEL DEPREZ	39 RUE DE LA ROQUETTE	75011	PARIS 11EME	15 129 €
R3380	0750793E	LP LYC METIER	BEAUGRENELLE	62 rue saint charles	75015	PARIS 15EME	1 167 €
R3378	0750800M	LP	EDMOND ROSTAND	15 RUE DE L'EVANGILE	75018	PARIS 18EME	3 944 €
R3355	0750802P	LP LYC METIER	HECTOR GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS 19EME	5 129 €
R3698	0750828T	EREA	EDITH PIAF	316/322 RUE DE BELLEVILLE	75020	PARIS 20EME	8 253 €
R3383	0751708Z	LPO	LOUIS ARMAND	321 RUE LECOURBE	75015	PARIS 15EME	1 022 €
R3884	0752388N	LP	PIERRE LESCOT	35 rue des bourdonnais	75001	PARIS 01ER	15 458 €
R3366	0752799K	EREA	(CROCE SPINELLI)	1 RUE CROCE SPINELLI	75014	PARIS 14EME	4 533 €
R3420	0752961L	LP	GUSTAVE EIFFEL	1 rue du général camou	75007	PARIS 07EME	3 144 €
R3357	0754476H	LPO LYC METIER	GUILLAUME TIREL	237 BOULEVARD RASPAIL	75014	PARIS 14EME	114 €
R3362	0754530S	LPO LYC METIER	MARTIN NADAUD	23 RUE DE LA BIDASSOA	75020	PARIS 20EME	3 411 €
R3251	0770342D	EREA	LEOPOLD BELLAN	DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN RN3	77260	CHAMIGNY	930 €
R18489	0770919F	LP	URUGUAY FRANCE	1 AVENUE DES MARRONNIERS - BP 73	77211	AVON	4 523 €
R3252	0770920G	LPO LYC METIER	LA FAYETTE	PLACE DES CELESTINS	77430	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	2 749 €
R3254	0770922J	LGT	GASTON BACHELARD	32 AVENUE DE L'EUROPE	77500	CHELLES	777 €
R3290	0770945J	LP LYC METIER	GUSTAVE EIFFEL	4 AVENUE D'ORMES	77130	VARENNES-SUR-SEINE	155 €
R3699	0771171E	LP LYC METIER	LOUIS LUMIERE	4 RUE LOUIS LUMIERE BP80	77500	CHELLES	25 201 €
R3667	0771357G	LEGTPA	LA BRETONNIERE		77120	CHAILLY-EN-BRIE	6 157 €
R3258	0771658J	LPO LYC METIER	DU GUE A TRESMES	LE GUÉ À TRESMES	77440	CONGIS-SUR-THEROUAN	19 506 €
R3271	0771880A	LP	CHARLES BAUDELAIRE	BOULEVARD DU CHEVALIER BAYARD	77100	MEAUX	318 €
R3268	0771940R	LPO	GERARD DE NERVAL	89 cours des roches bp 225	77441	NOISIEL	3 930 €
R3286	0772244W	LP LYC METIER	ANTONIN CAREME	PLACE GUSTAVE COURBET	77176	SAVIGNY-LE-TEMPLE	1 619 €

Annexe III
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

R18914	0772276F	LPO LYC METIER	JEHAN DE CHELLES	47 RUE DES CITÉS	77500	CHELLES	789 €
R3235	0772294A	LGT	EMILY BRONTE	10 BIS MAIL LE CORBUSIER	77185	LOGNES	2 079 €
R20737	0772295B	LPO	DE LA TOUR DES DAMES	RUE DE VILPRÉ	77540	ROZAY-EN-BRIE	4 776 €
R19203	0772296C	LPO	DE LA MARE CARREE	RUE DU LYCÉE	77550	MOISSY-CRAMAYEL	6 769 €
R3236	0772310T	LPO	SIMONE SIGNORET	PLACE DU 14 JUILLET	77530	VAUX-LE-PENIL	292 €
R3919	0772688D	LPO	EMILIE DU CHÂTELET	35 cours du Danube	77700	SERRIS	664 €
P0023982	0772751X	LPO	CHARLOTTE DELBO	Avenue de l'Europe	77230	DAMMARTIN EN GOELE	4 464 €
R3665	0780004F	LEGTPA	DE ST GERMAIN EN LAYE	ROUTE FORESTIÈRE DES PRINCESSES	78100	SAINT-GERMAIN-EN-LAY	310 €
R3689	0780273Y	LP LYC METIER	LOUIS BLERIOT	RUE LÉO LAGRANGE	78197	TRAPPES	253 €
R3723	0781860Y	LPO	LES PIERRES VIVES	1 RUE DES ALOUETTES	78420	CARRIERES-SUR-SEINE	462 €
R3664	0781948U	LPO	LAVOISIER	44-60 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	25 545 €
R3675	0781983G	LPO LYC METIER	ADRIENNE BOLLAND	62-64 BOULEVARD DEVAUX	78300	POISSY	1 424 €
R3712	0782565P	LPO	JULES FERRY	29 RUE DU MARÉCHAL JOFFRE	78000	VERSAILLES	6 636 €
R3694	0782567S	LGT	MARIE CURIE	70 AVENUE DE PARIS B.P.273	78000	VERSAILLES	3 677 €
R3755	0783431F	LPO LYC METIER	JULES VERNE	2 RUE DE LA CONSTITUANTE	78500	SARTROUVILLE	6 303 €
R3761	0783447Y	LPO LYC METIER	SIMONE WEIL	RUE DU VAL D'OISE	78700	CONFLANS-SAINTE-HON	1 926 €
R3705	0910622G	LPO	(GEOFFROY SAINT HILAIRE)	BP 149	91153	ETAMPES	3 976 €
R3544	0910625K	LGT	ROSA PARKS (WEILER)	2 PLACE DE L'EUROPE	91230	MONTGERON	2 472 €
R3335	0910629P	LP LYC METIER	(CHATEAU DES COUDRAIES)	CHÂTEAU DES COUDRAIES R.N.448	91450	ETIOLLES	360 €
R3339	0910630R	LP LYC METIER	ALEXANDRE DENIS	MONTMIRAULT	91590	CERNY	21 435 €
R3338	0910631S	LP LYC METIER	JEAN MONNET	51 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE	91260	JUVISY-SUR-ORGE	153 €
R3345	0910632T	LP LYC METIER	GUSTAVE EIFFEL	9 AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE	91300	MASSY	1 120 €
R3343	0910715H	LP LYC METIER	JEAN PERRIN	RUE LÉONTINE SOHIER BP 362	91163	LONGJUMEAU	6 970 €
R3346	0910727W	LPO LYC METIER	DU PARC DE VILGENIS	80 RUE DE VERSAILLES	91300	MASSY	1 174 €
R3714	0910975R	LPO	JEAN PIERRE TIMBAUD	4 RUE HENRI DOUARD	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	716 €
R3545	0911037H	LP	ANDRE-MARIE AMPERE	12BIS-26 ROUTE DU BOIS POMMIER	91390	MORSANG-SUR-ORGE	374 €
R15795	0911343R	LP	AUGUSTE PERRET	AVENUE DE LA LIBERTÉ	91024	EVRY	19 126 €
R3347	0911353B	EREA	JEAN ISOARD	4 RUE R. PAUMIER	91230	MONTGERON	1 382 €
R3329	0911828T	LPO LYC METIER	GEORGES BRASSENS	RUE GEORGES BRASSENS	91023	COURCOURONNES	4 339 €
R3200	0911927A	LGT	MAURICE ELIOT	rue de provence	91860	EPINAY-SOUS-SENART	144 €
R19070	0911985N	LPO	ALFRED KASTLER	CHEMIN DU CHAMP DE COURSES	91410	DOURDAN	21 €
R3754	0912163G	LPO	(PAUL LANGEVIN)	rue paul langevin	91700	SAINTE-GENEVIEVE-DES	83 €
R3570	0920136Y	LPO	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	20 174 €
R3607	0920147K	LGT	PAUL LANGEVIN	2 RUE PAYRET-DORTAIL	92150	SURESNES	1 742 €

Annexe III
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

R3583	0920158X	LP LYC METIER	LA TOURNELLE	87 BOULEVARD NATIONAL BP 115	92250	LA GARENNE-COLOMBES	3 744 €
R3586	0920163C	LP	LOUIS GIRARD	85 RUE LOUIS GIRARD	92240	MALAKOFF	6 321 €
R3590	0920164D	LP LYC METIER	JEAN MONNET	128 AVENUE JEAN JAURÈS	92120	MONTROUGE	9 378 €
R3596	0920166F	LP LYC METIER	VASSILY KANDINSKY	96 BOULEVARD BINEAU	92200	NEUILLY-SUR-SEINE	375 €
R3606	0920170K	LP LYC METIER	FLORIAN	9 BIS RUE DE LA MARNE	92330	SCEAUX	11 743 €
R3575	0921229L	LP LYC METIER	ANATOLE France (ex VALMY COLOMBES)	130 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	7 342 €
R3585	0921230M	LPO LYC METIER	LEONARD DE VINCI	4 AVENUE GEORGES POMPIDOU	92300	LEVALLOIS-PERRET	1 975 €
R3588	0921592F	LP LYC METIER	LES COTES DE VILLEBON	3 RUE HENRI ETLIN	92360	MEUDON	5 691 €
R3562	0921595J	LP	DANIEL BALAVOINE	7 rue marceau delorme	92270	BOIS-COLOMBES	4 285 €
R3593	0921626T	LP	CLAUDE CHAPPE	54/80 RUE DES ALOUETTES	92000	NANTERRE	4 310 €
R3614	0921676X	LP LYC METIER	THEODORE MONOD	26 AVENUE LÉON JOUHAUX	92160	ANTONY	1 358 €
R3594	0921677Y	LP	(PAUL LANGEVIN)	9 RUE PAUL LANGEVIN	92000	NANTERRE	4 768 €
R3572	0922149L	LPO LYC METIER	RENE AUFFRAY	23 RUE FERNAND PELLOUTIER	92110	CLICHY	131 €
R3743	0922397F	LPO	EUGENE IONESCO	152 AVENUE DE VERDUN	92130	ISSY-LES-MOULINEAUX	380 €
R3660	0930125F	LGT	PAUL ELUARD	15/17 AVENUE JEAN MOULIN	93206	SAINT-DENIS	3 312 €
R3637	0930128J	LP	DENIS PAPIN	34 AVENUE MICHELET	93120	LA COURNEUVE	2 941 €
R15799	0930133P	LP LYC METIER	THEODORE MONOD	187 RUE DE BRÉMENT	93130	NOISY-LE-SEC	2 365 €
R3656	0930135S	LP	SIMONE WEIL	6, rue delizy	93500	PANTIN	8 067 €
R3645	0930136T	LP LYC METIER	CLAUDE NICOLAS LEDOUX	AVENUE DU 14 JUILLET	93320	LES PAVILLONS-SOUS-B	2 940 €
R3662	0930138V	LP	FREDERIC BARTHOLDI	12 RUE DE LA LIBERTÉ	93200	SAINT-DENIS	16 442 €
R3620	0930834B	LGT	(VOILLAUME)	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	4 100 €
R3634	0931735F	LP LYC METIER	LOUISE MICHEL	77 rue de saint gratien	93800	EPINAY-SUR-SEINE	680 €
R3658	0931739K	LP	JEAN MOULIN	2, rue Missak MANOUKIAN	93110	ROSNY-SOUS-BOIS	9 045 €
R15267	0932026X	LPO	ALFRED NOBEL	20 ALLÉE DE GAGNY	93390	CLICHY-SOUS-BOIS	5 296 €
R3640	0932118X	LPO	JEAN MOULIN	2 AVENUE CHARLES DE GAULLE	93150	LE BLANC-MESNIL	10 427 €
R3661	0932121A	LPO LYC METIER	SUGER	6 RUE LE ROY DES BARRES	93200	SAINT-DENIS	154 €
R3731	0932123C	LPO	ANDRE SABATIER	140 RUE DE LA RÉPUBLIQUE	93000	BOBIGNY	660 €
R3632	0932126F	LPO LYC METIER	FRANCOIS RABELAIS	RUE FRANCOIS RABELAIS	93440	DUGNY	22 200 €
R3663	0932129J	LPO LYC METIER	ENNA	PLACE DU 8 MAI 1945 BP 85	93203	SAINT-DENIS	5 465 €
R3781	0932282A	LPO	LEO LAGRANGE	29 rue georges elie	93140	BONDY	519 €
R3531	0940112L	LPO LYC METIER	LOUISE MICHEL	7 RUE PIERRE ET MARIE DERRIEN	94500	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	18 078 €
R3530	0940113M	LPO	LANGEVIN WALLON	126 AVENUE ROGER SALENGRO	94500	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	8 269 €
R3510	0940122X	LPO	CONDORCET	1 avenue condorcet	94214	SAINT-MAUR-DES-FOSSE	9 €
R3478	0940129E	LPO LYC METIER	JEAN MACE	34 RUE JULES FERRY	94407	VITRY-SUR-SEINE	1 119 €
R3517	0940141T	LPO LYC METIER	JACQUES BREL	90 AVENUE D'ALFORTVILLE	94600	CHOISY-LE-ROI	4 507 €
R3505	0940143V	LP	JEAN MOULIN	8 RUE DU DOCTEUR LEBEL	94300	VINCENNES	7 482 €

Annexe III
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2016-2017

R3479	0940145X	LP	CAMILLE CLAUDEL	4 RUE DES CARRIÈRES	94407	VITRY-SUR-SEINE	152 €
R3534	0940171A	EREA	STENDHAL	6 RUE DÉSIRÉ DAUTIER	94380	BONNEUIL-SUR-MARNE	488 €
R3464	0940742W	LPO	GUILLAUME BUDE	2 VOIE GEORGES POMPIDOU	94456	LIMEIL-BREVANNES	4 124 €
R3487	0941355M	LPO LYC METIER	PAUL BERT	1 RUE DU GUÉ AUX AUROCHS	94700	MAISONS-ALFORT	5 421 €
R3522	0941413A	LPO	LEON BLUM	5 rue jean gabin	94000	CRETEIL	4 366 €
R3515	0941474S	LPO	DARIUS MILHAUD	80 RUE DU PROFESSEUR BERGONIE	94276	LE KREMLIN-BICETRE	582 €
R19129	0941930M	LPO	GUTENBERG	16/18 RUE DE SAUSSURE	94000	CRETEIL	12 286 €
R3528	0941951K	LPO LYC METIER	MARX DORMOY	500 RUE DU PROFESSEUR MILLIEZ	94500	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	7 351 €
R3508	0941972H	LPO LYC METIER	FERNAND LEGER	15 AVENUE HENRI BARBUSSE	94200	IVRY-SUR-SEINE	6 227 €
R3499	0942130E	LPO LYC METIER	PARC MONTALEAU	2 BIS RUE PIERRE SEMARD	94372	SUCY-EN-BRIE	523 €
P0015628	0942269F	LPO	PAULINE ROLAND	11-17 avenue du Général de Gaulle	94550	CHEVILLY LARUE	2 607 €
R18539	0950641F	LPO	JEAN JAURES	25 RUE CHARLES LECOCQ	95104	ARGENTEUIL	737 €
R18617	0950667J	LPO LYC METIER	ROMAIN ROLLAND	21 AVENUE DE MONTMORENCY	95190	GOUSSAINVILLE	21 920 €
R3468	0950709E	LP LYC METIER	VIRGINIA HENDERSON	100 AVENUE CHARLES VAILLANT	95400	ARNOUVILLE-LES-GONES	166 €
R3396	0950949R	LP LYC METIER	JEAN MERMOZ	21 RUE EMILE COMBRES	95560	MONTSOULT	161 €
R3400	0950983C	EREA	LA TOUR DU MAIL	70 ALLÉE DE CORMEILLES BP 20	95110	SANNOIS	4 852 €
R3686	0951673C	LP LYC METIER	GUSTAVE EIFFEL	9 ALLÉE JEAN DE FLORETTE	95120	ERMONT	1 547 €
R3726	0951722F	LPO	JEAN MONNET	RUE JEAN MONNET	95130	FRANCONVILLE	493 €
R8263	0951728M	LPO LYC METIER	EDMOND ROSTAND	75 rue de paris	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	3 204 €
R3404	0951763A	LPO	LOUIS JOUVET	26 RUE DE SAINT-PRIX	95150	TAVERNY	241 €
R3475	0951787B	LPO LYC METIER	ARTHUR RIMBAUD	99 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC	95140	GARGES-LES-GONESSE	4 091 €
R3466	0951811C	LPO LYC METIER	FERNAND ET NADIA LEGER	7 ALLÉE FERNAND LÉGER	95100	ARGENTEUIL	3 069 €
R3209	0951824S	LPO	DE L'HAUTIL	1 RUE GABRIEL FAURE	95280	JOUY-LE-MOUTIER	107 €
P0034141	0952196W	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN-LES-BAINS	1 338 €
					125	**Établissements**	**624 685 €**

Lycées privés

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3160	0754042L	LPO PR LYC MET	LE-REBOURS	44 BOULEVARD AUGUSTE BLANQUI	75013	PARIS	3 144 €
					1	**Établissement**	3 144 €

126	**Établissements**	**627 829 €**

ANNEXE IV
AIDE RÉGIONALE A LA DEMI-PENSION POST BAC
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3406	0750647W	LGT	TURGOT	69 rue de turbigo	75003	PARIS 03EME	3 223 €
R3407	0750648X	LG	VICTOR HUGO	27 rue de sévigné	75003	PARIS 03EME	172 €
R3408	0750651A	LGT	SIMONE WEIL	7 rue de poitou	75003	PARIS 03EME	735 €
R3418	0750657G	LG	MONTAIGNE	17 rue auguste comte	75006	PARIS 06EME	1 044 €
R3422	0750663N	LGT	CHAPTAL	45 boulevard des batignolles	75008	PARIS 08EME	5 194 €
R3425	0750669V	LG	JULES FERRY	77 boulevard clichy	75009	PARIS 09EME	102 €
R3430	0750674A	LT	JULES SIEGFRIED	12 rue d'abbeville	75010	PARIS 10EME	8 754 €
R3440	0750677D	LPO	ELISA LEMONNIER	20 avenue armand rousseau	75012	PARIS 12EME	4 429 €
R3364	0750685M	LGT	PIERRE-GILLES DE GENNES - ENCPB	11 rue pirandello	75013	PARIS 13EME	10 687 €
R3453	0750691U	LPO LYC METIER	RASPAIL	5/7 rue maurice d'ocagne	75014	PARIS 14EME	1 112 €
R3454	0750692V	LGT	EMILE DUBOIS	14 rue emile dubois	75014	PARIS 14EME	546 €
R3387	0750699C	LG	JANSON DE SAILLY	106 rue de la pompe	75016	PARIS 16EME	503 €
R3370	0750707L	LT	ECOLE NATIONALE DE COMMERCE	70 boulevard bessieres	75017	PARIS 17EME	12 651 €
R3350	0750712S	LPO	DIDEROT	61 rue david d'angers	75019	PARIS 19EME	724 €
R3352	0750713T	LGT LYC METIER	JACQUARD	2 bis rue bouret	75019	PARIS 19EME	3 091 €
R3447	0750785W	LP	GALILÉE	28 rue de patay	75013	PARIS 13EME	70 €
R3357	0754476H	LPO LYC METIER	GUILLAUME TIREL	237 boulevard raspail	75014	PARIS 14EME	1 276 €
R3362	0754530S	LPO LYC METIER	MARTIN NADAUD	23 rue de la bidassoa	75020	PARIS 20EME	2 813 €
					18	**Établissements**	**57 126 €**

ANNEXE V
AIDE RÉGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
DOTATION AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017
Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3367	0750612H	LT	ATIONALE SUPERIEURE ART	63/65 RUE OLIVIER DE SERRES	75015	PARIS 15EME	27 €
R3364	0750685M	LGT	PIERRE GILLES DE GENNES	11 RUE PIRANDELLO	75013	PARIS 13EME	11 603 €
R3370	0750707L	LT	OLE NATIONALE DE COMMEI	70 BOULEVARD BESSIERES	75017	PARIS 17EME	2 852 €
R3355	0750802P	LYC MET	HECTOR GUIMARD	19 RUE CURIAL	75019	PARIS 19EME	393 €
R3273	0770934X	LYC MET	LEONARD DE VINCI	6 RUE EDOUARD BRANLY	77000	MELUN	149 €
R3699	0771171E	LYC MET	LOUIS LUMIERE	4 rue louis lumiere bp80	77500	CHELLES	917 €
R3258	0771658J	LYC MET	DU GUE A TRESMES	LE GUÉ À TRESMES	77440	CONGIS-SUR-THEROUANNE	1 120 €
R15275	0772229E	LGT	JEAN VILAR	83 avenue salvador allende	77100	MEAUX	173 €
R3664	0781948U	LPO	LAVOISIER	44-60 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	524 €
R3694	0782567S	LGT	MARIE CURIE	70 AVENUE DE PARIS B.P.273	78000	VERSAILLES	3 677 €
R3673	0782587N	LYC MET	VIOLLET LE DUC	1 ROUTE DE SEPTEUIL	78640	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	386 €
R3755	0783431F	LYC MET	JULES VERNE	2 RUE DE LA CONSTITUANTE	78500	SARTROUVILLE	262 €
R3325	0910676R	LPO	CLEMENT ADER	37 BIS RUE G. ANTHONIOZ DE GAULLE	91200	ATHIS-MONS	72 €
R3550	0911346U	LGT	ALBERT EINSTEIN	avenue de la liberté b.p.128	91706	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	523 €
R3321	0911913K	LGT	E LA VALLEE DE CHEVREUS	8 RUE DE MADRID - BP 40	91192	GIF-SUR-YVETTE	393 €
R19070	0911985N	LPO	ALFRED KASTLER	CHEMIN DU CHAMP DE COURSES	91410	DOURDAN	11 €

ANNEXE V
AIDE RÉGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
DOTATION AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017
Lycées Publics

R3570	0920136Y	LPO	NEWTON-ENREA	1 PLACE JULES VERNE	92110	CLICHY	2 096 €
R3607	0920147K	LGT	PAUL LANGEVIN	2 rue payret-dortail	92150	SURESNES	1 441 €
R3844	0920802X	LGT	JEAN-PIERRE VERNANT	21 RUE DU DOCTEUR LEDERMANN	92310	SEVRES	731 €
R3580	0921156G	LYC MET	GALILEE	79 AVENUE CHANDON	92230	GENNEVILLIERS	1 820 €
R3575	0921229L	LYC METI	LE France(ex VALMY COLO	130 BOULEVARD DE VALMY	92700	COLOMBES	917 €
R3612	0922277A	LPO	CHARLES PETIET	65 BD GALLIENI BP 26	92391	VILLENEUVE-LA-GARENNE	356 €
R3648	0930121B	LGT	JEAN JAURES	1 RUE DOMBASLE	93105	MONTREUIL	359 €
R3660	0930125F	LGT	PAUL ELUARD	15/17 AVENUE JEAN MOULIN	93206	SAINT-DENIS	1 451 €
R3620	0930834B	LGT	(VOILLAUME)	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	1 620 €
R18858	0932047V	LYC MET	EVARISTE GALOIS	32 AVENUE MONTAIGNE	93160	NOISY-LE-GRAND	463 €
R3632	0932126F	LYC MET	FRANCOIS RABELAIS	RUE FRANCOIS RABELAIS	93440	DUGNY	416 €
R3521	0940114N	LPO	NTOINE DE SAINT EXUPER	2/4 RUE HENRI MATISSE	94000	CRETEIL	1 589 €
R3497	0940120V	LGT	MARCELIN BERTHELOT	6 boulevard maurice berteaux	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1 362 €
R3498	0940121W	LGT	D'ARSONVAL	65 RUE DU PONT DE CRÉTEIL	94107	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	444 €
R3504	0940124Z	LGT	HECTOR BERLIOZ	106 avenue de paris	94300	VINCENNES	705 €
R3478	0940129E	LYC MET	JEAN MACE	34 RUE JULES FERRY	94407	VITRY-SUR-SEINE	29 €
R3496	0940585A	LYC MET	FRANCOIS MANSART	25 AVENUE DE LA BANQUE - BP 99	94211	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1 439 €
R3476	0941294W	LYC MET	ADOLPHE CHERIOUX	195 RUE JULIAN GRIMAU	94408	VITRY-SUR-SEINE	4 661 €
R3486	0950666H	LPO	GEORGES BRAQUE	21 rue victor puiseux	95104	ARGENTEUIL	476 €
R18617	0950667J	LYC MET	ROMAIN ROLLAND	21 AVENUE DE MONTMORENCY	95190	GOUSSAINVILLE	1 310 €
R3392	0951147F	LGT	FRAGONARD	allée le nôtre	95290	L'ISLE-ADAM	908 €
R3214	0951922Y	LGT	CAMILLE SAINT SAENS	18 à 22 rue guynemer b.p 92	95170	DEUIL-LA-BARRE	1 310 €
					38	**Établissements**	**48 985 €**

ANNEXE VI
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
P0030391	0750419Y	LP	CAMILLE JENATZY	6 rue Charles Hermite	75018	PARIS 18EME	2 733 €
R3422	0750663N	LGT	CHAPTAL	45 boulevard des Batignolles	75008	PARIS 08EME	2 870 €
R3421	0750664P	LGT	RACINE	20 rue du Rocher	75008	PARIS 08EME	150 €
R3438	0750680G	LGT	ARAGO	4 place de la Nation	75012	PARIS 12EME	8 825 €
R3446	0750683K	LG	CLAUDE MONET	1 rue du Docteur Magnan	75013	PARIS 13EME	96 €
R3455	0750689S	LG	PAUL BERT	7 rue Huyghens	75014	PARIS 14EME	3 050 €
R3456	0750690T	LGT	FRANCOIS VILLON	16 avenue Marc Sangnier	75014	PARIS 14EME	154 €
R3386	0750698B	LGT	CLAUDE BERNARD	1 avenue du Parc des Princes	75016	PARIS 16EME	1 104 €
R3387	0750699C	LG	JANSON DE SAILLY	106 rue de la Pompe	75016	PARIS 16EME	156 €
R3389	0750702F	LG	JEAN DE LA FONTAINE	1 place de la Porte Molitor	75016	PARIS 16EME	1 816 €
R3371	0750704H	LG	CARNOT	145 boulevard Malesherbes	75017	PARIS 17EME	136 €
R3351	0750711R	LGT	HENRI BERGSON	27 rue Edouard Pailleron	75019	PARIS 19EME	3 849 €
R3436	0750778N	LP LYC METIER	TURQUETIL	18 passage Turquetil	75011	PARIS 11EME	127 €
R3884	0752388N	LP	PIERRE LESCOT	35 rue des Bourdonnais	75001	PARIS 01ER	1 932 €
R3883	0752845K	LP	THEOPHILE GAUTIER	49 rue de Charenton	75012	PARIS 12EME	4 144 €
R3459	0752846L	LP LYC METIER	ERIK SATIE	2 rue Durouchoux	75014	PARIS 14EME	155 €
R3888	0753350J	LP	MARIA DERAISMES	19 rue Maria Deraismes	75017	PARIS 17EME	1 315 €
R3250	0770918E	LGT	URUGUAY FRANCE	1 avenue des Marronniers - BP 73	77211	AVON	108 €
R3262	0770926N	LGT	FRANCOIS COUPERIN	Route Hurtault	77305	FONTAINEBLEAU	1 480 €
R18495	0770931U	LGT	PIERRE DE COUBERTIN	Chaussée de Paris	77109	MEAUX	153 €
R3261	0771027Y	LPO LYC METIER	(F. JOLIOT CURIE)	168 rue Frédéric Joliot Curie	77196	DAMMARIE-LES-LYS	538 €
R3267	0771941S	LPO	RENE CASSIN	1 avenue Pierre Mendès France BP 14	77186	NOISIEL	8 407 €
R3236	0772310T	LPO	SIMONE SIGNORET	Place du 14 Juillet	77530	VAUX-LE-PENIL	1 181 €
R3672	0781512V	LGT	DESCARTES	6 boulevard Descartes	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	105 €
R3723	0781860Y	LPO	LES PIERRES VIVES	1 rue des Alouettes	78420	CARRIERES-SUR-SEINE	9 373 €
R19046	0781949V	LGT	DE VILLAROY	2 rue Eugène Viollet le Duc	78280	GUYANCOURT	68 €
R19646	0781952Y	LPO	SONIA DELAUNAY	Avenue de Saint Germain	78450	VILLEPREUX	1 389 €
R3546	0910626L	LGT	BLAISE PASCAL	15/20 rue Fleming B.P. 55	91406	ORSAY	3 207 €
R3346	0910727W	LPO LYC METIER	DU PARC DE VILGENIS	80 rue de Versailles	91300	MASSY	384 €
R3333	0911401D	LP	NELSON MANDELA (ex LOUIS BLERIOT)	2 Av. des Meuniers - BP 168	91154	ETAMPES	1 607 €
R3560	0920132U	LGT	ALBERT CAMUS	131 rue Pierre Joigneaux	92270	BOIS-COLOMBES	15 457 €
R3577	0920138A	LGT	PAUL LAPIE	5, boulevard Aristide Briand	92401	COURBEVOIE	1 314 €
R3595	0920142E	LG	PASTEUR	17-21 boulevard d'Inkermann	92523	NEUILLY-SUR-SEINE	868 €
R3604	0920145H	LGT	LAKANAL	3/7 avenue du Président Roosevelt	92330	SCEAUX	148 €
R3981	0922615T	LG	LUCIE AUBRAC	13 à 17 avenue d'Alsace	92400	COURBEVOIE	55 €
R3630	0930119Z	LPO	EUGENE DELACROIX	4 rue du Docteur Albert Schweitzer	93700	DRANCY	9 930 €
R3655	0930124E	LGT	MARCELIN BERTHELOT	110 avenue Jean Jaurès	93500	PANTIN	568 €
R3543	0930126G	LPO	AUGUSTE BLANQUI	54 rue Charles Schmitt	93406	SAINT-OUEN	71 €
R3639	0931430Z	LGT	JACQUES BREL	4/6 rue Dulcie September	93120	LA COURNEUVE	194 €
R3757	0932221J	LPO	BLAISE PASCAL	18 rue M.Vieville	93250	VILLEMOMBLE	140 €
R3504	0940124Z	LGT	HECTOR BERLIOZ	106 avenue de Paris	94300	VINCENNES	69 €
R3479	0940145X	LP	CAMILLE CLAUDEL	4 rue des Carrières	94407	VITRY-SUR-SEINE	10 €

ANNEXE VI
AIDE RÉGIONALE MANUELS SCOLAIRES
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016

R3476	0941294W	LPO LYC METIER	ADOLPHE CHERIOUX	195 rue Julian Grimau	94408	VITRY-SUR-SEINE	394 €
R18539	0950641F	LPO	JEAN JAURES	25 rue Charles Lecocq	95104	ARGENTEUIL	5 309 €
R3393	0950647M	LGT	GERARD DE NERVAL	Place de l'Europe	95270	LUZARCHES	222 €
R18617	0950667J	LPO LYC METIER	ROMAIN ROLLAND	21 avenue de Montmorency	95190	GOUSSAINVILLE	4 206 €
R3392	0951147F	LGT	FRAGONARD	Allée Le Nôtre	95290	L'ISLE-ADAM	6 394 €
R3474	0951637N	LGT	GALILEE	11 avenue du Jour	95000	CERGY	4 168 €
P0034141	0952196W	LPO	GUSTAVE-MONOD	71 AVENUE DE CEINTURE	95880	ENGHIEN LES BAINS	8 832 €
					49	**Établissements**	**118 961 €**

Annexe VII
Aide régionale à la demi-pension pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2015-2016

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3415	0750654D	LG	HENRI IV	23 rue Clovis	75005	PARIS 5EME	715 €
R3425	0750669V	LG	JULES FERRY	77 boulevard Clichy	75009	PARIS 9EME	2 389 €
R3364	0750685M	LGT	PIERRE GILLES DE GENNES	11 rue Pirandello	75013	PARIS 13EME	412 €
R3385	0750695Y	LPO LYC METIER	FRESNEL	31 boulevard Pasteur	75015	PARIS 15EME	668 €
R3387	0750699C	LG	JANSON DE SAILLY	106 rue de la Pompe	75016	PARIS 16EME	404 €
R3371	0750704H	LG	CARNOT	145 boulevard Malesherbes	75017	PARIS 17EME	963 €
R3441	0750783U	LP	CHENNEVIERE MALEZIEUX	33 avenue Ledru-Rollin	75012	PARIS 12EME	836 €
R3362	0754530S	LPO LYC METIER	MARTIN NADAUD	23 rue de la Bidassoa	75020	PARIS 20EME	875 €
R3723	0781860Y	LPO	LES PIERRES VIVES	1 rue des Alouettes	78420	CARRIERES SUR SEINE	3 037 €
R3664	0781948U	LPO	LAVOISIER	44-60 boulevard de la République	78440	PORCHEVILLE	2 958 €
R3314	0782593V	LP	JEAN PERRIN	1 rue Lucien Sampaix	78210	SAINT CYR L'ECOLE	3 059 €
R3671	0783533S	LPO LYC METIER	CAMILLE CLAUDEL	21 rue de la Lyre	78200	MANTES-LA-VILLE	448 €
R3331	0910621F	LPO	FRANCISQUE SARCEY	Chemin du Champ de Courses	91416	DOURDAN	6 216 €
R3335	0910629P	LP LYC METIER	(CHATEAU DES COUDRAIES)	Château des Coudraies R.N.448	91450	ETIOLLES	910 €
R3345	0910632T	LP LYC METIER	GUSTAVE EIFFEL	9 avenue de la République	91300	MASSY	1 280 €
R3325	0910676R	LPO	CLEMENT ADER	37 bis rue G. Anthonioz de Gaulle	91200	ATHIS MONS	5 367 €
R3343	0910715H	LP LYC METIER	JEAN PERRIN	rue Léontine Sohier BP 362	91163	LONGJUMEAU	4 979 €
R3336	0911251R	LGT	(PARC DES LOGES)	Boulevard des Champs Elysées	91012	EVRY	1 321 €
R3548	0911493D	LP	LES FRERES MOREAU	Route de Brunoy	91480	QUINCY SOUS SENART	895 €
R3323	0911632E	LGT	RENE CASSIN	17 rue Jean Moulin	91294	ARPAJON	1 634 €
R3329	0911828T	LPO LYC METIER	GEORGES BRASSENS	Rue Georges Brassens	91023	COURCOURONNES	8 114 €
R3014	0911983L	LGT	JULES VERNE	Route d'Arpajon	91470	LIMOURS	862 €
R3547	0912251C	LPO LYC METIER	HENRI POINCARE	36 rue Léon Bourgeois	91120	PALAISEAU	15 857 €
R3573	0920137Z	LGT	GUY DE MAUPASSANT	52 rue Robert Schuman	92700	COLOMBES	6 330 €
R3605	0920146J	LG	MARIE CURIE	1 rue Constant Pilate	92331	SCEAUX	898 €
R3609	0920149M	LGT	MICHELET	5 rue Julien	92170	VANVES	793 €
R3586	0920163C	LP	LOUIS GIRARD	85 rue Louis Girard	92240	MALAKOFF	1 560 €
R3567	0921555R	LGT	JACQUES MONOD	46 rue du Fort	92140	CLAMART	745 €
R3612	0922277A	LPO	CHARLES PETIET	65 bd Gallieni BP 26	92391	VILLENEUVE LA GARENNE	267 €
R3743	0922397F	LPO	EUGENE IONESCO	152 avenue de Verdun	92130	ISSY-LES-MOULINEAUX	1 936 €
R3753	0922427N	LPO LYC METIER	CLAUDE GARAMONT	69 rue de l'Industrie	92700	COLOMBES	786 €
					31	**Établissements**	**77 514 €**

Annexe VIII
Aide régionale à l'équipement pré bac
Ajustements au titre de l'année scolaire 2015-2016

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R15795	0911343R	LP	AUGUSTE PERRET	AVENUE DE LA LIBERTÉ	91024	EVRY	2 215 €
R3606	0920170K	LP LYC METIER	FLORIAN	9 BIS RUE DE LA MARNE	92330	SCEAUX	70 €
R3620	0930834B	LGT	(VOILLAUME)	136 RUE DE MITRY	93604	AULNAY-SOUS-BOIS	832 €
R3490	0940118T	LPO LYC METIER	LOUIS ARMAND	173 BOULEVARD DE STRASBOURG	94736	NOGENT-SUR-MARNE	1 712 €
R8263	0951728M	LPO LYC METIER	EDMOND ROSTAND	75 rue de paris	95310	SAINT-OUEN-L'AUMONE	7 718 €
					5	**Établissements**	**12 547 €**

ANNEXE IX
AIDE RÉGIONALE A LA DEMI-PENSION POST BAC
AJUSTEMENTS AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016

LYCEES PUBLICS

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3415	0750654D	LG	HENRI IV	23 rue clovis	75005	PARIS 05EME	1 671 €
R3425	0750669V	LG	JULES FERRY	77 boulevard clichy	75009	PARIS 09EME	102 €
R3691	0781297L	LGT	LA PLAINE DE NEAUPHLE	3 place naguib mahfouz	78190	TRAPPES	1 657 €
R3672	0781512V	LGT	DESCARTES	6 boulevard descartes	78180	MONTIGNY-LE-BRETONNEU	393 €
R3722	0781859X	LPO	VINCENT VAN GOGH	rue jules ferry	78410	AUBERGENVILLE	515 €
R3229	0782132U	LGT	JEANNE D'ALBRET	6 rue giraud teulon - b.p 1143	78101	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	543 €
R3331	0910621F	LPO	FRANCISQUE SARCEY	chemin du champ de courses	91416	DOURDAN	566 €
R3325	0910676R	LPO	CLEMENT ADER	37 bis rue g. anthonioz de gaulle	91200	ATHIS-MONS	1 618 €
R3714	0910975R	LPO	JEAN PIERRE TIMBAUD	4 rue henri douard	91220	BRETIGNY-SUR-ORGE	203 €
R19070	0911985N	LPO	ALFRED KASTLER	chemin du champ de courses	91410	DOURDAN	713 €
R3547	0912251C	LPO LYC METIER	HENRI POINCARE	36 rue léon bourgeois	91120	PALAISEAU	782 €
R3609	0920149M	LGT	MICHELET	5 rue jullien	92170	VANVES	207 €
R3844	0920802X	LGT	JEAN-PIERRE VERNANT	21 rue du docteur ledermann	92310	SEVRES	2 841 €
R3566	0921166T	LPO LYC METIER	JEAN JAURES	286 avenue jean jaurès	92290	CHATENAY-MALABRY	3 374 €
					14	**Établissements**	**15 185 €**

ANNEXE X
AIDE RÉGIONALE A L'EQUIPEMENT POST BAC
DOTATION AU TITRE DE L'ANNEE SCOLAIRE 2015-2016
Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotation
R3352	0750713T	LYC MET	JACQUARD	2 BIS RUE BOURET	75019	PARIS 19EME	179 €
R3664	0781948U	LPO	LAVOISIER	44-60 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE	78440	PORCHEVILLE	1 310 €
R3742	0912142J	LYC MET	GASPARD MONGE	4 RUE DE VIRY	91600	SAVIGNY-SUR-ORGE	2 489 €
R3392	0951147F	LGT	FRAGONARD	allée le nôtre	95290	L'ISLE-ADAM	280 €
					4	**Établissements**	**4 258 €**

Annexe XI
Aide régionale aux frais de concours
Ajustements au titre de l'année scolaire 2015-2016

Lycées Publics

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	CP	Commune	Dotations
R3530	0940113M	LPO	LANGEVIN WALLON	126 avenue roger salengro	94500	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	305 €
					1	**Établissement**	**305 €**

ANNEXE XII

Subventions d'équilibre Restauration

code tiers	UAI	Type	Nom	Adresse	Commune	Dotation
R3421	0750664P	LGT	RACINE	20 RUE DU ROCHER	75008 PARIS	43 921,00 €
R3674	0780582J	LGT	JEAN VILAR	1033, avenue Générale de Gaulle	78370 PLAISIR	25 711,91 €
					TOTAL	**69 632,91 €**

TOTAL subvention d'équilibre 932-28-12800401	**69 632,91 €**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-398

DU 21 SEPTEMBRE 2016

LYCEE EMILIE DE BRETEUIL A MONTIGNY-LE-BRETONNEUX (78) RESTRUCTURATION DE LA DEMI-PENSION HABILITATION DE LA PRESIDENTE A SIGNER UN PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LE GROUPEMENT DE MAITRISE D'ŒUVRE HELENE FRICOUT-CASSIGNOL / TPF INGENIERIE FRANCE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;

VU Le code civil et notamment ses articles 2044 à 2058 ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU Le budget 2016 de la Région et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement» ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010

VU La délibération n° CP 08-777 du 27 novembre 2008 affectant un montant total d'autorisations de programme de 4 400 000 € pour la restructuration de la demi-pension du lycée Emilie de Breteuil à Montigny-le-Bretonneux (78);

VU La convention de mandat n°08S0497-9 notifiée le 24 mars 2010 au mandataire SARRY 78 devenu CITALLIOS ;

VU Le marché de maîtrise d'œuvre n° 10M0310 notifié le 18 novembre 2011 au groupement de maîtrise d'œuvre Hélène Fricout-Cassignol /TPF Ingénierie France,

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances,

VU Le rapport CP 16-398 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé avec le groupement Hélène Fricout-Cassignol /TPF Ingénierie France qui prévoit le versement d'une indemnité s'élevant à 76 636 € HT soit 91 963.20 € TTC, et autorise la présidente à le signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL

relatif à l'exécution du marché de maîtrise d'œuvre des travaux de restructuration de la demi-pension du lycée Emilie de Breteuil de Montigny-le-Bretonneux (78)

ENTRE

La REGION ILE-DE-FRANCE

représentée par **Madame Valérie PECRESSE**, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment habilité à cet effet, par délibération CP 16-XXX de la Commission Permanente en date du JJ MMM 2016 et domicilié en cette qualité au 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

d'une part,

ET

Hélène FRICOUT-CASSIGNOL Architectes, E.U.R.L immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 352 885 933, ayant son siège social au 10, rue Saint-Nicolas à Paris (75012), représentée par **Madame Hélène FRICOUT-CASSIGNOL**, Gérante, dûment habilitée à l'effet des présentes,

La société **TPF Ingénierie France (TPFI)**, S.A.S. immatriculée au RCS de Marseille sous le n°420 606 188, ayant son siège social au 62 bd Lazer à Marseille (13010), représentée par **Monsieur Pierre BILLER**, Directeur Général, dûment habilité à l'effet des présentes,

d'autre part

en présence de la **CITALLIOS**, domiciliée au 14 rue Joëlle Theule, BP 855 à Saint-Quentin-en-Yvelines (78058), mandataire de la Région Ile-de-France et représentée par **Monsieur Hervé GAY**, Directeur Général,

Il a été conclu ce qui suit :

PREAMBULE :

La Région Ile-de-France a confié, via son mandataire la SARRY 78, le marché de maîtrise d'œuvre n°10M0310 signé le 10 octobre 2011 au groupement conduit par Hélène FRICOUT-CASSIGNOL Architectes (mandataire solidaire) et composé des bureaux d'études T.P.F Ingénierie et BEGC, pour les travaux de restructuration de la demi-pension du lycée Emilie de Breteuil de Montigny-le-Bretonneux (78).

Programme de l'opération

Le programme de l'opération consistait à restructurer la demi-pension du lycée, avec pour objectif principal la mise aux normes d'hygiène et de sécurité de l'ensemble des locaux du service de restauration.

Le projet a permis de remettre à niveau l'ensemble des équipements de cuisine, d'améliorer l'accueil et le confort des convives depuis les lignes de self jusqu'au réfectoire, sur la base des références de la collectivité régionale en la matière et dans la perspective d'un accroissement de la capacité portée à 800 rationnaires par jour, dont 750 élèves et 50 adultes.

Délai d'exécution et état d'avancement

Le délai global initial des travaux était de treize mois et la réalisation du projet prévue en deux phases qui se superposent, selon le calendrier suivant :

- Phase 1 - Aménagement d'une cuisine provisoire dans l'enceinte du lycée : 3 mois
- Phase 2 - Restructuration de la demi-pension définitive : 13 mois

La première phase d'aménagement et d'installation de la cuisine provisoire (intégrant l'office de réchauffage, les self et salles de restauration) a démarré le 1er juin 2014 et s'est achevée le 1er septembre 2014, dans les délais pour la rentrée scolaire.

La seconde phase de restructuration de la demi-pension définitive a débuté le 1er juillet 2014 et devait initialement être livrée pour la rentrée de Septembre 2015.
Cependant, compte tenu de travaux supplémentaires de désamiantage, de modifications de programme demandées par la maîtrise d'ouvrage, de la défaillance de deux entreprises et des consultations engagées, la livraison du chantier a été différée au mois de Mai 2016.

Prestations supplémentaires de la maîtrise d'œuvre

Le présent protocole transactionnel tient compte des demandes du groupement de maîtrise d'œuvre de prise en compte des prestations intellectuelles supplémentaires suivantes :

- Mobilisation complémentaire du maître d'œuvre pour la réorganisation et la direction de l'exécution des travaux selon un phasage plus complexe, sur une période prolongée de plus de dix mois, cela suite à la découverte de matériau amianté supplémentaire non repéré dans le diagnostic préalable au chantier et aux défaillances d'entreprises ;
- Refonte technique des dossiers de consultation des entreprises initiaux en vue des nouvelles procédures d'attribution de marché, suite aux défaillances des deux sociétés ZBAT 95 et SOCAPE, attributaires des lots « Menuiseries extérieures/Serrurerie » et « Revêtement de sol/Peinture » ;
- Etudes et suivi des travaux consécutifs aux demandes de modifications de programme initiées par la maîtrise d'ouvrage, d'un montant de 138 821 € HT.

PREJUDICES DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

Le présent protocole transactionnel tient compte des chefs de préjudice du groupement de maîtrise d'œuvre du fait des évènements suivants, extérieurs aux parties :

Découverte de matériau amianté supplémentaire

La maîtrise d'œuvre ne pouvait déceler la présence d'amiante totalement dissimulée ; en effet, ni l'état apparent des ouvrages existants et ni les informations fournies par le maître d'ouvrage, ne pouvaient laisser prévoir cette amiante.

Cette découverte d'amiante supplémentaire a rendu nécessaire, la réalisation d'études complémentaires induisant des travaux et des coûts supplémentaires pour la maîtrise d'œuvre.

Ces prestations supplémentaires se sont avérées indispensables à l'exécution de la mission de maîtrise d'oeuvre pour permettre la réalisation dans les règles de l'art de l'ouvrage.

Défaillances de sociétés

Suite à la défaillance des entreprises ZBAT et SOCAPE, la maîtrise d'œuvre a dû effectuer des adaptations des marchés de travaux en cours afin ne pas arrêter le clos-couvert du bâtiment (transfert de prestations du lot serrurerie au lot gros œuvre, études de nouvelles prestations au lot serrurerie dans la salle polyvalente et au lot revêtement de sols dans la zone cuisine à la demande de la maîtrise d'ouvrage).

Ainsi, la maîtrise d'oeuvre a procédé à une refonte technique complète des dossiers de consultation initiaux en vue des nouvelles procédures d'attribution, pour les lots à réattribuer.

Le montant des honoraires de reprise des dossiers de consultation initiaux de 9 000 € HT est détaillé comme suit :

- pour la phase PRO/DCE : 4 jours x 750 € *(part Archi 50 %/part BET 50 %)* = 3000 € HT ;
- pour la phase ACT : 4 jours x 750 € *(part Archi 50 %/part BET 50 %)* = 3000 € HT ;
- pour la phase VISA : 4 jours x 750 € *(part Archi 50 %/part BET 50 %)* = 3000 € HT ;

Mobilisation du maître d'œuvre pour la réorganisation des travaux

Suite aux défaillances de deux entreprises, la maîtrise d'ouvrage a demandé à la maîtrise d'œuvre de réaliser des prestations complémentaires nécessaires permettant d'éviter par tout moyen possible, l'arrêt de chantier :

- identifier les difficultés techniques dues à l'absence des deux entreprises ;
- réorganiser les prestations, mobiliser les entreprises sur le chantier ;
- identifier les travaux urgents, analyser les prestations et modifier leur ordre de déroulement initial ;
- départager les prestations entre plusieurs entreprises, identifier les prestations d'articulation entre les entreprises défaillantes et celles qui les remplaceront ;
- proposer un nouveau phasage, être présent de façon hebdomadaire ;
- établir les comptes-rendus, participer aux réunions avec la maîtrise d'ouvrage et les utilisateurs ainsi qu'à toute réunion spécifique.

Un éventuel arrêt de chantier aurait eu pour conséquence les surcoûts suivants : décalage du contrat de travaux de huit mois, coûts d'indemnisation des entreprises (personnel et fourniture), coût des installations de chantier, coût pour la production de repas, coût de reprise du chantier après huit mois d'un montant global estimé à plus de 850 K€.

Le montant des honoraires de mobilisation complémentaire du maître d'œuvre est calculé sur la base du coût mensuel contractuel de la phase DET, comme suit :

- Pour la phase DET : 101 454 x 8/ 12 mois = 67 636 € HT
  soit environ 1,3 jours/semaine durant huit mois (part Archi 70 %/part BET 30 %)

Modifications de programme de la maîtrise d'ouvrage

En cours de travaux, la maîtrise d'ouvrage a décidé de modifications de programme relatives aux prestations de la salle de réunion (initialement prévue au projet) transformée en espace polyvalent audiovisuel et de diverses adaptations du programme suite à des demandes supplémentaires de sécurité et confort d'usage des personnels. Cette décision a été suivie d'une demande de réaliser de nouvelles études de maîtrise d'œuvre et a entraîné un décalage de livraison du chantier.

Cet allongement de la mission DET a induit, pour la maîtrise d'œuvre, des reprises d'études et de plans, et des déplacements sur site.

Le montant cumulé des ordres de service de travaux supplémentaires notifiés aux entreprises est de 138 821 € HT. Aussi, le montant des honoraires complémentaires dû est de :

- 16 066 € HT, soit 11,57 % x 138 821 *(part Archi 70 %/part BET 30 %)*

SYNTHESE DES DEMANDES RETENUES PAR LA MAITRISE D'ŒUVRE ET LA REGION ILE-DE-FRANCE PAR LE PRESENT PROTOCOLE

Chefs de réclamation	*Demandes initiales du groupement (€ HT)*	*Montant retenu (€ HT)*
Refonte technique des dossiers de consultation initiaux	12 000,00	9 000,00
Mobilisation complémentaire sur la phase DET de plus de dix mois	84 545,00	67 636,00
Travaux supplémentaires notifiés aux entreprises	16 066,00	0,00
Total	***112 611,00***	***76 636,00***

Ainsi,

- Pour la refonte technique des dossiers de consultation initiaux, suite à la défaillance des entreprises et des nouvelles consultations engagées, la demande initiale du groupement de maîtrise d'oeuvre de 12 K€ a été révisée à 9 K€, soit 12 (3 x 4) jours de travail à 750 € justifiés et retenus par la Région Île-de-France ;
- Pour la mobilisation complémentaire du maître d'oeuvre sur la phase DET de plus de dix mois, la demande initiale contractuelle de 84,5 K€ a été renégociée à 67,6 K€ ;
- Enfin, le groupement a concédé de ne pas être rémunéré sur les travaux supplémentaires notifiés aux entreprises pour 16,1 K€, dans le cadre du présent protocole.

Aussi,

- Désirant trouver une solution transactionnelle au litige les opposant, la Région Ile-de-France et le groupement conduit par Hélène FRICOUT-CASSIGNOL Architectes (mandataire solidaire) composé des bureaux d'études T.P.F Ingénierie et BEGC se sont réunies pour rechercher une solution amiable à leurs différends et au terme de ces réunions, sont convenues de conclure une transaction, en application des dispositions de la circulaire du Premier ministre du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, ainsi que de celles de la circulaire du 7 septembre 2009 du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, relative au recours à la transaction pour la prévention et le règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;
- Un avis d'Assemblée du Conseil d'Etat a rappelé qu'en vertu de l'article 2052 du code civil, le contrat de transaction par lequel les parties terminent une contestation née ou préviennent une contestation à naître a, entre ces parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort et, qu'en conséquence, il est exécutoire de plein droit, sans qu'y fassent obstacle, notamment, les règles de la comptabilité publique (C.E. Ass. 6 décembre 2002, Syndicat intercommunal des établissements du second cycle du second degré du district de l'Hay-Les-Roses, Rec. 433) ;

Les parties consentent donc à la signature du présent protocole.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de la transaction

La présente transaction a pour objet de mettre fin à tout litige opposant la Région Ile-de-France au groupement conduit par Hélène FRICOUT-CASSIGNOL Architectes (mandataire solidaire) composé des bureaux d'études T.P.F Ingénierie et BEGC, dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre n°10M0310 des travaux de restructuration de la demi-pension du lycée Emilie de Breteuil de Montigny-le-Bretonneux (78).

Article 2 : Montant de l'indemnisation

La Région Ile-de-France accepte de payer, à titre transactionnel et définitif, au groupement conduit par Hélène FRICOUT-CASSIGNOL Architectes (mandataire) qui l'accepte, la somme globale et forfaitaire de 91 963,20 €uros toutes taxes comprises, dont 15 327,20 €uros de T.V.A. au taux de 20 %.

Article 3 : Paiement

Le paiement des sommes dues en application de l'article 2 ci-dessus sera effectué par virement au compte ouvert au nom de :

- Hélène FRICOUT EURL, auprès de la banque Société Générale
  IBAN : FR76 3000 3034 9400 0202 1569 644
  BIC : SOGEFRPP
- T.P.F Ingénierie, auprès de la banque BNP PARIBAS
  IBAN : FR76 3000 4007 1100 0100 9200 475
  BIC : BNPAFRPPMEE

Article 4 : Transaction

La présente transaction est conclue en application des articles 2044 et suivants du code civil.

Le présent accord transactionnel aura, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort conformément à l'avis du Conseil d'Etat précité.

Le présent protocole ne sera pas homologué d'un commun accord des parties.

Article 5 : Renonciation à recours

Du fait de l'acceptation par la Région Ile-de-France et le groupement conduit par Hélène FRICOUT-CASSIGNOL Architectes (mandataire solidaire) composé des bureaux d'études T.P.F Ingénierie et BEGC des termes de la présente transaction, les parties renoncent à toute demande, instance ou action relative au marché de maîtrise d'œuvre n°10M0310 de restructuration de la demi-pension du lycée Emilie de Breteuil de Montigny-le-Bretonneux.

Fait à Paris en deux exemplaires, le ……
(signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvée, bon pour transaction »)

La Région Ile-de-France,

Hélène FRICOUT-CASSIGNOL Architectes
(mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre),

En présence de la société CITALLIOS,

Le présent protocole a été enregistré à la préfecture de la Région Île-de-France le .....

Reçu notification du protocole transactionnel le .....

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-407

DU 21 SEPTEMBRE 2016

LYCEE TURGOT A MONTMORENCY (95) - OPERATION DE RESTRUCTURATION, RENOVATION ET EXTENSION PARTIELLE

PROTOCOLES TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIETE BATIPLUS TITULAIRE DU MARCHE DE CONTROLE TECHNIQUE N° 04.00.004.466.95.75 ET AVEC LA SOCIETE OMNI DECORS TITULAIRE DU MARCHE DE TRAVAUX N° 08.00.001.00.466.95.75 MANDATAIRE : SAERP

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code des marchés publics ;

VU Le Code civil

VU La Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, NOR: PRMX1109903C.

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133;

VU La délibération n° CR 90-14 du 19 décembre 2014 portant budget primitif de la région pour l'année 2015;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Ile de France pour 2016 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « enseignement » ;

VU Les délibérations n° CP 09-638 du 09.07.2009 CP 11-772 du 20.10.2011, CP 12-439 du 12.07.2012, CP 13-196 du 04.04.2013, CP 14-350 du 18.06.2014 et CP 16-341 du 12.07.2016, affectant un montant total d'autorisations de programme pour l'opération de 33.535.904,39 € ;

VU La convention de mandat n°09-403-MAN-CM notifiée à la SAERP le 10.11.2009 ;

VU Le marché de maîtrise d'œuvre 03.00.008.00.466.95.75 notifié au groupement X-TU Architectes / IGREC Ingénierie S.A le 03.07.2003 et ses avenants n° 1 à 4 ;

VU Le marché de contrôle technique n° 04.00.004.466.95.75 notifié le 26.08.2004 à l'entreprise BATIPLUS et ses avenants n°1 et 2 ;

VU Le marché de travaux n° 08.00.001.00.466.95.75 notifié le 09.07.2008 à l'entreprise OMNI DECORS ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-407 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve le protocole transactionnel, ci-annexé relatif, au marché de contrôle technique 04.00.004.466.95.75 conclu avec l'entreprise BATIPLUS pour l'opération de restructuration, la rénovation et l'extension partielle du lycée TURGOT de Montmorency (95), qui prévoit de verser à l'entreprise BATIPLUS la somme globale, forfaitaire et définitive de 51.402,00 € HT, soit 61.682,40 € TTC et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

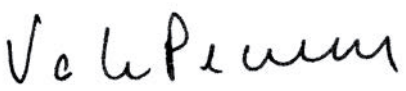
Article 2 :

Approuve le protocole transactionnel, ci-annexé relatif, au marché de travaux n°08.00.001.00.466.95.75 conclu avec l'entreprise OMNI DECORS pour l'opération de restructuration, la rénovation et l'extension partielle du lycée TURGOT de Montmorency (95), qui prévoit de verser à l'entreprise OMNI DECORS la somme globale, forfaitaire et définitive de 89.284,00 € HT, soit 107.140,80 € TTC et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

Article 3 :

Autorise l'affectation d'un complément d'autorisation de programme d'un montant de 168.724 € prélevé sur le Budget 2016 figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-004 code action 12200401 « Restructuration, réhabilitation, rénovations et extension des lycées » afin de pouvoir régler lesdits protocoles.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP 16-XXX de la Commission Permanente en date 21 septembre 2016 et domiciliée en cette qualité, 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

Représentée par le mandataire :

La société publique locale SAERP – Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France – 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD JOUIN, Directrice Générale, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France conformément au terme d'une convention de mandat n°09-403 MAN CM conclue entre les intéressés et notifiée le 14 novembre 2009 et de son avenant notifié le 5 décembre 2012,
D'UNE PART,

ET :

La société BATIPLUS, domiciliée Immeuble Le Méliès – 261 rue de Paris – 93100 - MONTREUIL,

Ci-après dénommée « Le contrôleur technique»

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La REGION ILE DE France a réalisé une opération de restructuration, rénovation et extension partielle du lycée Turgot à MONTMORENCY (95).
L'opération consiste en une extension associée à une réhabilitation complète du patrimoine existant afin d'accueillir une nouvelle structure pédagogique et de permettre une remise à niveau générale des bâtiments dégradés, leur mise aux normes en terme d'accessibilité handicapés, la rénovation des espaces extérieurs, des réseaux et du plateau d'évolution, la création de trois logements de fonction supplémentaires et de 29 places de stationnement.

Le programme prévoit une augmentation importante des effectifs, de 335 élèves avec 14 divisions aujourd'hui à 528 élèves avec 22 divisions réparties en trois filières, secrétariat, comptabilité et vente.

La SHON globale est de 6.207 m² dont 3.691 m² de SHON créée.

Cette opération a été confiée à la DDEA 95 par convention de mandat n°252 MAN DAS 99 notifiée le 22 juin 2000. Puis, par délibération n° CP 09-638 du 9 juillet 2009, le Président du Conseil Régional a été autorisé à résilier cette convention de mandat et à signer la convention n°09-403 MAN CM, notifiée le 10 novembre 2009, mandatant la SAERP à poursuivre l'opération.

La notification de la phase de préparation de chantier est intervenue le 16 novembre 2009 et la notification du démarrage des travaux le 18 janvier 2010.

Le délai initial de réalisation de l'opération était de 36 mois, y compris un mois de préparation de chantier.

Plusieurs interruptions de travaux ont été prononcées au cours du chantier. Ces ajournements ont eu pour conséquence de modifier l'enchaînement des tâches, le phasage des travaux et l'organisation du

travail tel qu'elle avait été envisagée au moment de la conclusion des marchés initiaux de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique et de travaux.

Un nouveau planning global d'exécution a été notifié aux entreprises le 21 octobre 2013 fixant la réception du dernier bâtiment à livrer, hors aménagements extérieurs, au 6 janvier 2014.

Une première phase de travaux, qui concernait un bâtiment de salles de classes (bâtiment G) et un gymnase (bâtiment F), a été réceptionnée en février 2012. Les logements neufs de fonction (bâtiment E) ont été livrés partiellement en novembre 2012 et achevés en août 2013. Le logement de fonction rénové (logement de la proviseure) a été livré en juillet 2013. Pour ce qui concerne à seconde phase de travaux, le bâtiment C a été livré en janvier 2014 et les bâtiments A, B et H en mars 2014. Enfin, les bâtiments provisoires ont été démontés en juillet 2014, les aménagements extérieurs et le terrain d'évolution ont été livrés en septembre 2014. La réception finale a été prononcée le 1er décembre 2014.

Un marché de contrôle technique portant le n° 04.00.004.00.466.95.75 a été notifié le 26.08.2004 pour cette opération par la DDEA 95, en vertu de sa convention de mandat 252 MANDAS 99, à la société BATIPLUS.

Le montant initial du marché s'élevait à 69 976,00 € HT valeur septembre 2003, pour une mission de contrôle technique, sur la base d'une estimation prévisionnel le HT des travaux de 8 700 000,00 € HT, d'une durée de 36 mois.

Deux avenants au marché de contrôle technique ont été présentés à la Région Ile de France et approuvés par les élus en Commission Permanente. La synthèse de ces avenants figure dans le tableau ci-après :

en €	*Montant HT*	*TVA à 19,6 %*	*Montant TTC*	*% accroissements*	
MARCHE INITIAL	**69 976,00 €**	**13 715,30 €**	**83 691,30 €**	*avenant /. marché initial*	*nouveau montant / marché initial*
Avenant n° 1 notifié le : 17/11/2005					
AVENANT N°1	**3 400,00 €**	**666,40 €**	**4 066,40 €**	**4,86%**	
NOUVEAU MONTANT	**73 376,00 €**	**14 381,70 €**	**87 757,70 €**		**4,86%**
Avenant n° 2 notifié le : 11/10/2009					
AVENANT N° 2	**SANS INCIDENCE FINANCIERE**				
NOUVEAU MONTANT	**73 376,00 €**	**14 381,70 €**	**87 757,70 €**	**0%**	**0%**

Un avenant n°1 a été notifié le 22.06.2007 qui avait pour objet de prendre en compte un complément d'honoraires. Une phase supplémentaire de travaux qui n'avait pas été prévue initialement, a été rendue nécessaire afin de réaliser les démolitions préalables avant la mise à disposition du terrain aux équipes d'archéologie. Il a été décidé d'intégrer la reprise d'un mur de soutènement dans cette phase, ce qui a impliqué des prestations supplémentaires pour lesquelles BATIPLUS avait demandé un supplément de rémunération. Le montant de cet avenant s'élevait à 3 400 € HT.

Le montant du marché de contrôle technique a été porté à 73 376,00 € HT, valeur septembre 2003, avec une augmentation globale de 4,86% du montant du marché initial.

Par délibération n° CP 09-07-2009, le Président du Conseil Régional d'Ile de France a été autorisé à résilier la convention de mandat passée avec la DDEA 95, et à signer la convention mandatant la SAERP à poursuivre l'opération de Rénovation-Restructuration avec extension partielle du bâti du lycée Turgot à MONTMORENCY (95).

Un avenant n°2 a été notifié le 11 octobre 2009, avait pour objet de substituer à la DDEA 95 la SAERP en qualité de mandataire du maître d'ouvrage pour la mission de Coordination en Matière de Sécurité et de Protection de la Santé. Cet avenant était sans incidence financière,

A – Demande d'indemnisation de la société BATIPLUS

Par courrier du 7 novembre 2014 au mandataire, Messieurs Patrick LETHEUX, directeur, et Jérôme PREVOST, responsable d'affaires de la société BATIPLUS, ont présenté une demande d'honoraires complémentaires relative à un accroissement du temps passé sur l'opération et du niveau de responsabilité au regard de la mission objet du marché, du fait de modifications du contenu et de l'organisation des travaux : complexification des ouvrages liés aux imprévus et à la nature du sous-sol, suggestions techniques supplémentaires.
Le montant de cette demande d'indemnisation s'élevait à 61 559 € HT (soit 51 402 € HT valeur marché (novembre 2003) + 10 157 € HT (révisions).

Par courriel en date du 27 avril 2016 la SAERP a demandé à la société BATIPLUS de confirmer sa demande d'indemnisation du 7 novembre 2014.

Par courrier en date du 3 mai 2016 la société BATIPLUS a confirmé les termes de son courrier du 7 novembre 2014.

B – Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

Cette demande a fait l'objet d'une analyse du mandataire et une contre-proposition, après échange avec les services de la Région, a été envoyée à la société BATIPLUS le 12 mai 2016 (courrier SAERP du 12 mai 2016).

Il a été proposé à la société BATIPLUS de renoncer à l'application des révisions et d'arrêter le montant définitif à 51 402 € HT.

Par courrier en date du 12 mai 2016, la société BATIPLUS a donné son accord à la proposition qui lui avait été faite par la maîtrise d'ouvrage, renonçant à 10 157 € HT correspondant au montant des révisions applicables depuis 2003 selon la formule de révision énoncée dans le cahier des charges.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans ce contexte les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

La société BATIPLUS renonce à toutes ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la Région Ile-de-France de 51 402 € HT soit 61 682,40 € TTC.

La Région Ile de France accepte de régler à la Société BATIPLUS la somme globale, forfaitaire et définitive de 51 402 € HT soit **61 682,40 € TTC.**

La société BATIPLUS renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la SAERP toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre de son marché de contrôle technique pour l'opération de rénovation, restructuration avec extension partielle du lycée du lycée Turgot à MONTMORENCY (95).

La société BATIPLUS déclare ainsi être pleinement rempli dans ses droits découlant de l'exécution du marché de contrôle technique n°04.00.004.00.466.95.75 relatif à l'opération de rénovation, restructuration avec extension partielle du lycée du lycée Turgot à MONTMORENCY (95), et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à la société BATIPLUS les sommes dues, étant versées sur le compte bancaire :

- GE Factofrance - Tour FACTO – 92988 PARIS LA DEFENSE Cedex – Code banque 13580 – Code Guichet 0001 – N° de Compte 02659010120 - IBAN FR76 1358 0000 1202 6590 1012 044 – BIC FACFFRPPXXX –

Selon les conditions suivantes :

Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole.

Article 4 :

Au titre de la convention de mandat n°09-403 MAN CM et de son avenant, Madame BONNAUD-JOUIN, Directrice Générale de la SAERP, est autorisée à signer le présent protocole au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elles consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.

Fait à Paris, le
En trois exemplaires originaux.
(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour le contrôleur technique
BATIPLUS

Pour la Région Ile-de-France
Dûment habilité par la délibération
de la Commission Permanente
n° CP.....
du .....

BatiPlus

CONTRÔLE TECHNIQUE
CONSEIL EN PRÉVENTION

SAERP
Madame Sylvie REMY
CITE REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT D'ÎLE-DE-FRANCE
90-92, avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN

N/Réf. : 7806/JPR/

Affaire : **n° 03-95P7806**
Lycée Turgot
95 - Montmorency

Paris, le 7 novembre 2014

Objet : Demande d'indemnisation

envoi par mail : s.remy@saerp.fr

Madame,

Dans le cadre de notre mission de contrôle technique des travaux de rénovation et de restructuration du Lycée Turgot à Montmorency, les honoraires de BatiPlus ont été calculés initialement sur les bases d'un montant de travaux de 8 817 500 € HT et d'une durée de travaux de 36 mois, soit des honoraires de 73 376 € HT (69 976+3 400).

Selon nos informations en l'état, les travaux ont débuté en novembre 2009 (début réel vers avril 2010 après les recherches archéologiques) et ne sont pas encore complètement terminés, et le montant des travaux est passé (courriel de la SAERP du 14/05/2012) à 21 485 463 € HT du fait principalement de problèmes géotechniques.

Afin de s'adapter à ces modifications du contenu et de l'organisation des travaux initialement prévus, BatiPlus a été amené à fournir plus de travail dans le cadre de cette opération que celui prévisible initialement, et à accroitre son niveau de responsabilité au regard de ses missions (complexification des ouvrages liée aux imprévus, à la nature du sous-sol, suggestions techniques supplémentaires...).

Nous précisons dans le tableau ci-joint l'ampleur de l'accroissement de notre temps passé (et restant à passer) sur cette opération, qui conduit à un montant supplémentaire de 51 402 € HT (valeur 2003), soit (avec l'évolution des indices de 693,8 en novembre 2003 à 855,1 en juillet 2014, un coefficient Cn de 1,1976 selon la formule de révision de notre marché), et une valeur actualisée de **61 559 € HT** que nous présentons donc en « demande d'indemnisation » afin de servir de base à un « protocole transactionnel ».

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Le Responsable d'Affaire
Jérôme PREVOST

Le Directeur
Patrick LETHEUX

Ile-de-France Ouest
BUROCAMPUS - Bâtiment C
3 rue de Verdun
78590 NOISY LE ROI
Tél. : 01 61 06 21 90 - Fax : 01 34 62 08 73

Siège Social
91 avenue Pablo Rollin
75011 PARIS
Tél. : 01 43 43 37 34 - Fax : 01 43 43 70 30

Ile-de-France Est
Parc Descartes Nobel
25 rue Alfred Nobel
77420 CHAMPS SUR MARNE
Tél. : 01 64 61 88 52 - Fax : 01 64 61 69 92

SA au capital de 175 000 Euros - RCS Paris B 392 554 200

BatiPlus

	spécialiste (70 €/h)			ingénieur (72 €/h)			technicien (58 €/h)			total ht		
	contrat base	avt 1	passé en +	contrat base	avt 1	passé en +	contrat base	avt 1	passé en +	contrat base	avt 1	passé en +
contrôle conception (tps)	32	4	23	108	3	72	8	0	4			
contrôle conception (px)	2240	280	1610	7776	216	5184	464	0	232	10480	496	7026
docts exé (tps)	24	6	19	180	4	118	16	0	10			
docts exé (px)	1680	420	1330	12960	288	8496	928	0	580	15568	708	10406
ctrl réal (tps)	28	13	26	440	11	351	24	0	15			
ctrl réal (px)	1960	910	1820	31680	792	25272	1392	0	870	35032	1702	27962
récep (tps)	20	4	15	60	2	40	40	0	26			
récep (px)	1400	280	1050	4320	144	2880	2320	0	1508	8040	424	5438
parft achèvt (tps)	4	1	3	8	0	5	0	0	0			
parft achèvt (px)	280	70	210	576	0	360	0	0	0	856	70	570
total	7560	1960	6020	57312	1440	37728	5104	0	3190	69976	3400	51402
base + avt 1		9520			58752			5104			73376	
base + avt 1 + "passé en +"			15540			96480			8294			124778

Annexe au courrier BATIPLUS du 7 novembre 2014

9

CP 16-407

BatiPlus

CONTRÔLE TECHNIQUE
CONSEIL EN PRÉVENTION

N/Réf : 7806/CT/045

Affaire : N°03-95P7806
Lycée Turgot
95 MONTMORENCY

SAERP
A l'attention de Mme REMY
7, rue Watt
75629 PARIS Cedex 13

Montreuil, le 12 Mai 2016

Objet : **Acceptation Protocole d'Accord Transactionnel**

Envoi par e-mail : s.remy@saerp.fr

Madame,

Nous revenons vers vous concernant l'affaire citée en objet.

Nous vous informons que nous acceptons votre « Protocole d'Accord Transactionnel » pour une indemnisation d'un montant de **51 402,00 € H.T.** et que nous renonçons de ce fait, à l'actualisation de la demande d'indemnisation qui s'élevait à 10 157,00 € H.T.

Vous trouverez donc ci-joints, le « Protocole d'Accord Transactionnel « dûment signé par nos soins, pour accord, ainsi que le RIB afin que vous puissiez procéder au virement sur notre compte de la somme de 51 402,00 € H.T.

Nous vous souhaitons bonne réception de la présente et sommes à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Madame, nos salutations distinguées.

Le Directeur
Patrick LETHEUX

BatiPlus

CONTRÔLE TECHNIQUE
PRÉVENTION

SAERP
Madame Sylvie REMY
Cité Régionale de l'Environnement IDF
90-92 avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN

N/Réf. : 7806/CC/P004

Affaire : **n° 03-95P7806**
Lycée Turgot
95 - Montmorency

Montreuil, le 3 mai 2016

Objet : Protocole Transactionnel

Envoi par mail : s.remy@saerp.fr

Madame,

En réponse à votre mail du mercredi 27 avril, je vous confirme maintenir les termes de notre courrier du 7 novembre 2014 de demande d'indemnisation.

Je reste à votre disposition pour toute négociation et vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Le Directeur
Patrick LETHEUX

Copie : Jérôme PREVOST - BatiPlus

Ile-de-France Ouest
batiplus.ouest@batiplus.net
Tel : 01 61 06 21 90 - Fax : 01.34.62 08 73

Siège Social
batiplus@batiplus.net
Tel : 01.43 43 37 34 - Fax : 01 43 43.70 30

Ile-de-France Est
batiplus.est@batiplus.net
Tel : 01 64.61.88.52 - Fax : 01 64 61 69 92

BatiPlus
CONTRÔLE TECHNIQUE
CONSEIL EN PRÉVENTION

SAERP
Madame Sylvie REMY
CITE REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT D'ÎLE-DE-FRANCE
90-92, avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN

N/Réf. : 7806/JPR/

Affaire : n° 03-95P7806
Lycée Turgot
95 - Montmorency

Paris, le 7 novembre 2014

Objet : Demande d'indemnisation

envoi par mail : s.remy@saerp.fr

Madame,

Dans le cadre de notre mission de contrôle technique des travaux de rénovation et de restructuration du Lycée Turgot à Montmorency, les honoraires de BatiPlus ont été calculés initialement sur les bases d'un montant de travaux de 8 817 500 € HT et d'une durée de travaux de 36 mois, soit des honoraires de 73 376 € HT (69 976+3 400).

Selon nos informations en l'état, les travaux ont débuté en novembre 2009 (début réel vers avril 2010 après les recherches archéologiques) et ne sont pas encore complètement terminés, et le montant des travaux est passé (courriel de la SAERP du 14/05/2012) à 21 485 463 € HT du fait principalement de problèmes géotechniques.

Afin de s'adapter à ces modifications du contenu et de l'organisation des travaux initialement prévus, BatiPlus a été amené à fournir plus de travail dans le cadre de cette opération que celui prévisible initialement, et à accroitre son niveau de responsabilité au regard de ses missions (complexification des ouvrages liée aux imprévus, à la nature du sous-sol, suggestions techniques supplémentaires...).

Nous précisons dans le tableau ci-joint l'ampleur de l'accroissement de notre temps passé (et restant à passer) sur cette opération, qui conduit à un montant supplémentaire de 51 402 € HT (valeur 2003), soit (avec l'évolution des indices de 693,8 en novembre 2003 à 855,1 en juillet 2014, un coefficient Cn de 1,1976 selon la formule de révision de notre marché), et une valeur actualisée de **61 559 € HT** que nous présentons donc en « demande d'indemnisation » afin de servir de base à un « protocole transactionnel ».

Restant à votre disposition pour tout renseignement complémentaire, je vous prie d'agréer, Madame, mes salutations distinguées.

Le Responsable d'Affaire
Jérôme PREVOST

Le Directeur
Patrick LETHEUX

Ile-de-France Ouest
BUROCAMPUS - Bâtiment C
3 rue de Verdun
78590 NOISY LE ROI
Tél. : 01 61 06 21 90 - Fax : 01 34 62 08 73

Siège Social
91 avenue Pierre Rollin
75011 PARIS
Tél. : 01 43 43 37 34 - Fax : 01 43 43 70 30

Ile-de-France Est
Parc Descartes Nobel
25 rue Alfred Nobel
77420 CHAMPS SUR MARNE
Tél. : 01 64 61 88 52 - Fax : 01 64 61 69 92

SA au capital de 175 000 Euros - RCS Paris B 302 443 202

BatiPlus

	spécialiste (70 €/h)			ingénieur (72 €/h)			technicien (58 €/h)			total ht		
	contrat base	avt 1	passé en +	contrat base	avt 1	passé en +	contrat base	avt 1	passé en +	contrat base	avt 1	passé en +
contrôle conception (tps)	32	4	23	108	3	72	8	0	4			
contrôle conception (px)	2240	280	1610	7776	216	5184	464	0	232	10480	496	7026
docts exé (tps)	24	6	19	180	4	118	16	0	10			
docts exé (px)	1680	420	1330	12960	288	8496	928	0	580	15568	708	10406
ctrl réal (tps)	28	13	26	440	11	351	24	0	15			
ctrl réal (px)	1960	910	1820	31680	792	25272	1392	0	870	35032	1702	27962
récep (tps)	20	4	15	60	2	40	40	0	26			
récep (px)	1400	280	1050	4320	144	2880	2320	0	1508	8040	424	5438
parft achèvt (tps)	4	1	3	8	0	5	0	0	0			
parft achèvt (px)	280	70	210	576	0	360	0	0	0	856	70	570

total	7560	1960	6020	57312	1440	37728	5104	0	3190	69976	3400	51402
base + avt 1		9520			58752			5104			73376	
base + avt 1 + "passé en +"			15540			96480			8294			124778

Annexe au courrier BATIPLUS du 7 novembre 2014

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile de France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP 16-... de la Commission Permanente en date du 21 septembre 2016 et domiciliée en cette qualité 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »

Représentée par le mandataire :

La société publique locale SAERP – Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France – 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD JOUIN, Directrice Générale, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France conformément au terme d'une convention de mandat n°09-403 MAN CM conclue entre les intéressés et notifiée le 14 novembre 2009 et de son avenant notifié le 5 décembre 2012,

D'UNE PART,

ET :

La société OMNI DECORS, immatriculée au RC de Pontoise sous le numéro Siret 337 624 845 00042 et dont le siège social est situé ZA Les Portes du Vexin - 82/84 Chemin de la Chapelle St Antoine - 95300 ENNERY représentée par Monsieur Benoît MONTI en qualité de directeur,

Ci-après dénommée «L'entreprise»

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La REGION ILE DE FRANCE a réalisé une opération de restructuration, rénovation et extension partielle du lycée Turgot à MONTMORENCY (95).

L'opération consiste en une extension associée à une réhabilitation complète du patrimoine existant afin d'accueillir une nouvelle structure pédagogique et de permettre une remise à niveau générale des bâtiments dégradés, leur mise aux normes en terme d'accessibilité handicapés, la rénovation des espaces extérieurs, des réseaux et du plateau d'évolution, la création de trois logements de fonction supplémentaires et de 29 places de stationnement.

Le programme prévoit une augmentation importante des effectifs, de 335 élèves avec 14 divisions aujourd'hui à 528 élèves avec 22 divisions réparties en trois filières, secrétariat, comptabilité et vente. La SHON globale est de 6.207 m² dont 3.691 m² de SHON créée.

Cette opération a été confiée à la DDEA 95 par convention de mandat n°252 MAN DAS 99 notifiée le 22 juin 2000. Puis, par délibération n° CP 09-638 du 9 juillet 2009, le Président du Conseil Régional a été autorisé à résilier cette convention de mandat et à signer la convention n°09-403 MAN CM, notifiée le 10 novembre 2009, mandatant la SAERP à poursuivre l'opération.

Un marché de travaux portant le n° 08.00.001.00.466.95.75 a été notifié le 9 juillet 2008 pour cette opération par la DDEA 95, en vertu de sa convention de mandat 252 MANDAS 99, à l'entreprise OMNI DECORS pour le macro lot n°2, Faux-plafonds/revêtements de sol/peinture, pour un montant

total de 911 944,70 € HT soit 1 090 685,86 € TTC, avec un délai d'exécution fixé à 35 mois auquel s'ajoutait un mois de préparation de chantier.

Cette période de préparation de chantier, notifiée le 16 novembre 2009 a été prolongée jusqu'au 15 janvier 2010 pour permettre la réalisation de fouilles archéologiques qui auraient dues être lancées par l'ancien mandataire, la DDEA 95, préalablement à l'engagement des travaux.

L'ordre de service de démarrage des travaux a été délivré le 18 janvier 2010.

La date prévisionnelle d'achèvement du chantier a été reportée une première fois au mois de juillet 2013 pour prendre en compte les conséquences de la découverte de vides utilisés par les riverains situés sous l'emprise du lycée non repérés au Dossier de Consultation des Entreprises obligeant à la reprise des études d'exécution et des mises en œuvre de démolitions, de fondations et de structures, ainsi qu'à la réalisation d'une campagne de bornages des propriétés.

Puis un nouveau planning global d'exécution a été notifié fixant la réception du dernier bâtiment à livrer, hors aménagements extérieurs, au 6 janvier 2014, pour prendre en compte de nouveaux aléas et imprévus ayant engendré des interruptions de travaux et des allongements d'exécution pour permettre la réalisation de travaux supplémentaires :
- plaintes de riverains (bruits et vibrations) et demandes d'interruption de travaux par l'expert du référé préventif et le Maire de la commune,
- demandes de l'Architecte des Bâtiments de France pour le traitement des murs périphériques le long de la rue Saint Victor et le pont de pierres reliant la terrasse intermédiaire à la terrasse haute, ouvrages inscrits à l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques,
- demandes des services de la communauté d'agglomération de création de bassins de rétention des eaux pluviales non prévus aux marchés de travaux...

Finalement l'achèvement des derniers bâtiments est intervenu le 28 février 2014, date de la dernière commission de sécurité et de la mise à disposition des ouvrages au maître d'ouvrage.

A – Demande d'indemnisation de l'entreprise OMNI DECORS

Par courrier du 7 août 2015 au mandataire, Monsieur Benoît MONTI, directeur, a présenté un mémoire en réclamation pour indemnisation en faisant valoir des frais supplémentaires liés à divers changements organisationnels du chantier, des modifications de phasage ayant obligé à reprendre des ouvrages, des arrêts de chantier et une prolongation du délai de réalisation des travaux de 35 mois à 63 mois (annexe 1).

Le montant de cette demande d'indemnisation s'élève à 124 343,00 € HT, décomposé en :

- 114 908 € HT pour les frais engagés du fait de l'allongement du délai de chantier dont reprise des peintures, frais de personnel, de gestion administrative, mobilisation des véhicules et du matériel, ... ;

- 9 435,00 € HT pour l'augmentation de la participation de l'entreprise au compte prorata.

B – Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

La demande d'indemnisation de l'entreprise OMNI DECORS a fait l'objet d'une analyse du maître d'œuvre pour ce qui concerne les frais engagés du fait de l'allongement de délai de chantier :

Désignation	Demande entreprise		Analyse maître d'œuvre	
	montant HT par mois	montant HT sur 14 mois	observations	montant HT retenu
Direction	656,64 €	9 193,00 €	moins d'1 jour par mois	9 193,00 €
Conduite de travaux	1 641,57 €	22 982,00 €	4 jours par mois (réunion de chantier)	22 982,00 €
Secrétariat	328,29 €	4 596,00 €	non retenu (déjà dans gestion administrative)	0
Comptabilité	328,29 €	4 596,00 €	non retenu (déjà dans gestion administrative)	0
Chef de chantier	328,29 €	4 596,00 €	Moins d'1 jour par mois	4 596,00 €
Ouvriers	2 626,50 €	36 771,00 €	10 jours par mois (à retenir partiellement, une quote part étant réglée au titre des travaux)	20 339,00 €
Chauffeur livreur	328,29 €	4 596,00 €	1 fois par mois	4 596,00 €
Magasinier	328,29 €	4 596,00 €	1 fois par mois	4 596,00 €
Gestion administrative	656,64 €	9 193,00 €	1 jour par mois	9 193,00 €
Immobilisation matériel	984,93 €	13 789,00 €	retenu	13 789,00 €
Total HT		**114 908,00 €**		**89 284,00 €**
Total TTC		**137 889,60 €**		**107 140,80 €**

Après échange avec les services de la Région, une contre-proposition a été envoyée à l'entreprise OMNI DECORS par le mandataire sur la base du montant proposé par le maître d'œuvre uniquement pour les frais liés à l'allongement du délai de chantier, sans retenir la demande de règlement de l'augmentation de la participation au compte prorata.

Par courriel du 19 juillet 2016 l'entreprise OMNI DECORS a accepté cette contre-proposition d'un montant de 89 284 € HT, soit 107 140,80 € TTC (échanges de courriels SAERP et OMNI DECORS des 18 et 19 juillet 2016, annexe 2).

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans ce contexte les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

L'entreprise OMNI DECORS renonce à toutes ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la Région Ile-de-France de 89 284 € HT soit 107 140,80 € TTC, révisions incluses.

La Région Ile de France accepte de régler à la Société BATIPLUS la somme globale, forfaitaire et définitive de **89 284 € HT soit 107 140,80 € TTC.**

L'entreprise OMNI DECORS renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la SAERP toute action tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre de son marché de travaux pour l'opération de rénovation, restructuration avec extension partielle du lycée du lycée Turgot à MONTMORENCY (95).

L'entreprise OMNI DECORS déclare ainsi être pleinement rempli dans ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux n°08.00.001.00.466.95.75 relatif au macro lot 2, Faux-plafonds/revêtements de sol/peinture, pour l'opération de rénovation, restructuration avec extension

partielle du lycée du lycée Turgot à MONTMORENCY (95), et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à l'entreprise OMNI DECORS les sommes dues, étant versées sur le compte bancaire :

CREDIT DU NORD CERGY ENTREPRISES
30076 02136 10253000200 21
IBAN FR76 3007 6021 3610 2530 0020 021

Selon les conditions suivantes :

Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole.

Article 4 :

Au titre de la convention de mandat n°09-403 MAN CM et de son avenant, Madame BONNAUD-JOUIN, Directrice Générale de la SAERP, est autorisée à signer le présent protocole au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France.

Article 5 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux articles 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Les parties admettent expressément, par les concessions réciproques qu'elles consentent, que les dispositions de la présente transaction seront exécutées à titre global, forfaitaire et définitif, conformément aux dispositions des articles 2044 et suivants du Code civil.

Fait à Paris, le

En trois exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour transaction »)

Pour l'entreprise

OMNI DECORS

Pour la SAERP, mandataire de la Région Ile-de-France

ANNEXES :

Annexe 1 : Courrier OMNI DECORS du 7 aout 2015
Annexe 2 : Echanges de mails SAERP / OMNI DECORS des 18 et 19 juillet 2015

Omni Décors
REVÊTEMENT DE SOLS ET MURS

10 Aout 2015

SAERP
A l'attention de Mme REMY
7 rue Watt
75629 Paris Cedex 13

LETTTRE RECOMMANDEE AVEC AR
Réf. : 1A09667890498

Ennery, le 07 Aout 2015

Objet : Lycée Turgot Montmorency Mémoire en réclamation

Madame,

Suite à la réception du chantier **"Lycée Turgot à Montmorency"** dont nous sommes titulaire du lot n° 2, vous trouverez ci-après notre mémoire en réclamation.

- ➔ Divers changements organisationnel du chantier qui nous ont obliger à reprendre des ouvrages, modification du phasage du chantier. (plan de phasage, planning, ordre de service n° 10, 11 et 14 en pièce jointe)
- ➔ Arrêt de chantier dans certain bâtiments qui sont rester inoccupés et non entretenus (chauffage) et dégradation des ouvrages (Ordre de service n°13 en pièce jointe).
- ➔ Le marché signé en 2007, portait sur une période initiale de travaux de 35 mois (Planning initial en pièce jointe), et suite à de nombreux retards celui-ci c'est reporté à une période finale de 63 mois (PV de réception des travaux en pièce jointe).

En conséquence, ces différents désagréments ont conduit à des frais supplémentaires à savoir :

- ➢ Plus value sur le dépassement de délai du chantier pour un montant de **114908.00 € HT** (frais de personnel, de gestion administratif, mobilisation des véhicules et du matériel, ...),détail des montants en pièce jointe.
- ➢ Augmentation du compte prorata (eau, électricité, gestion des bennes, gardiennage, base vie ...) pour un montant de **9435.00 € HT.**

Notre mémoire en réclamation porte donc sur la somme de **124 343.00 € HT**.

Nous vous prions de recevoir, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Benoît MONTI
Directeur

OMNI DÉCORS
S.A.S. au Capital de 150.000 Euros
82-84 chemin de la Chapelle St-Antoine
95300 ENNERY
Tél. 01 34 24 24 00
Fax 01 34 24 24 09
SIRET 337 624 845 00042

Copies :
X-TU (architecte)
M.Edmond (Région IDF)

JOUMOND Julie

De: sophie@omnidecors.fr
Envoyé: mardi 19 juillet 2016 15:27
À: Sylvie REMY
Cc: bmonti@omnidecors.fr
Objet: RE: Lycée Turgot à Montmorency : protocole transactionnel suite à réclamation pour allongement de délai

Bonjour Madame Remy,

Suite à votre mail, je vous donne mon accord pour la transaction proposée, à savoir un montant de 89 284 € HT soit 107 140.80 € TTC qui fait suite à ma demande d'indemnisation datant du 07 Aout 2015.

D'autre part, vous trouverez ci-joint les coordonnées bancaires pour leur versements.

Très Cordialement.

B. Monti

Omni Décors
REVÊTEMENT DE SOLS ET MURS

Benoit Monti
+33 (0)6 30 52 94 26
+33 (0)1 34 24 24 00
82 - 84, chemin de la Chapelle Saint Antoine
95300 Ennery

De : valerie@omnidecors.fr [mailto:valerie@omnidecors.fr]
Envoyé : lundi 18 juillet 2016 17:24
À : sophie@omnidecors.fr
Objet : TR: Lycée Turgot à Montmorency : protocole transactionnel suite à réclamation pour allongement de délai

De : Sylvie REMY [mailto:s.remy@saerp.fr]
Envoyé : lundi 18 juillet 2016 16:35
À : 'valerie@omnidecors.fr'
Cc : hassan.hamadouali@y-ingenierie.com
Objet : Lycée Turgot à Montmorency : protocole transactionnel suite à réclamation pour allongement de délai

Bonjour Monsieur Monti,

Je fais suite à votre demande d'indemnisation en date du 7 août 2015 pour allongement de délais de chantier sur cette opération d'un montant de 114 908 € HT et de 9 435 € HT pour augmentation du compte prorata et aux différents échanges que vous avez eus avec le maître d'œuvre et nous-mêmes.

Je vous confirme par le présent courriel de l'accord de la Région Ile de France de sortie par la voie transactionnelle sur la base de l'analyse de votre demande par le maître d'œuvre et des arbitrages de la Région pour un montant de 89 284 € HT soit 107 140,80 € TTC.

Je vous remercie de bien vouloir m'indiquer par retour de courriel si vous êtes d'accord avec cette proposition et de me communiquer les coordonnées bancaires du compte sur lequel les sommes devrons vous êtes versées.

Dans cette attente,

Cordialement.

Sylvie Remy
Directrice de projets

T 01 83 65 37 34
M 06 87 47 63 60

SAERP

Île-de-France

Depuis 60 ans, nous construisons l'avenir de l' Île-de-France

Cité régionale de l'Environnement d'Île-de-France
90-92 Avenue du Général Leclerc - 93500 Pantin
www.saerp.fr

Avis de confidentialité au bénéfice de l'environnement : merci de n'imprimer ce mail qu'en cas de nécessité

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-408

DU 21 SEPTEMBRE 2016

EREA LEOPOLD BELLAN A CHAMIGNY (77)

OPERATION DE RENOVATION DES INSTALLATIONS THERMIQUES AINSI QUE DU RESEAU D'EAU POTABLE ET DE GAZ

PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC LA SOCIETE TFN BATIMENT

MANDATAIRE : SAERP

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code des marchés publics ;

VU Le Code civil

VU La Circulaire du 6 avril 2011 relative au développement du recours à la transaction pour régler amiablement les conflits, NOR: PRMX1109903C.

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133;

VU La délibération n° CR 90-14 du 19 décembre 2014 portant budget primitif de la région pour l'année 2015;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la Région Ile de France pour 2016 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « enseignement » ;

VU Les délibérations n° CP 11-846 du 16.11.2011 et CP 13-894 du 20.11.2013 affectant un montant total d'autorisations de programme de 3.005.176 € pour l'opération de rénovation des installations thermiques ainsi que du réseau d'eau potable et de gaz ;

VU La convention de mandat n° 11MANUL573-2 notifiée à la SAERP le 06.02.2012 ;

VU Le marché de travaux n° 1300165 notifié à l'entreprise TFN BATIMENT le 26.03.2014 pour un montant total de 2.143.894,06 € HT soit 2.498.708,53 € TTC ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-408 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Approuve le protocole transactionnel ci-annexé relatif au marché de travaux n° 1300165 conclu avec la société TFN BATIMENT pour l'opération de rénovation des installations thermiques ainsi que du réseau d'eau potable et de gaz à l'EREA Léopold Bellan à Chamigny (77), qui prévoit de verser à la société TFN BATIMENT la somme de 44.000 € HT, soit 52.800 € TTC et autorise la Présidente du Conseil régional d'Ile de France à le signer.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

PROTOCOLE D'ACCORD TRANSACTIONNEL

ENTRE :

La REGION ILE-DE-FRANCE représentée par Madame Valérie PECRESSE, en sa qualité de Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment habilitée à cet effet, par délibération CP 16-408 de la Commission Permanente en date du 21 septembre 2016 et domiciliée en cette qualité 35 boulevard des Invalides 75007 PARIS,

Ci-après désignée « La Région Ile-de-France »,

Représentée par le mandataire :

La société publique locale SAERP – Cité Régionale de l'Environnement d'Ile-de-France – 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD JOUIN, Directrice Générale, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France conformément au terme d'une convention de mandat n° 11-MAN-UL 573 conclue entre les intéressés et notifiée le 6 Février 2012,

D'UNE PART,

ET :

La société TFN BATIMENT, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 444 798 813 et dont le siège social est situé 107 rue EDITH CAVELL – 94400 VITRY SUR SEINE, représentée par Monsieur Hamid KACEL en qualité de Directeur Général,

Ci-après dénommée « l'entreprise »,

D'AUTRE PART,

AU PREALABLE, IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région Ile-de-France a réalisé une opération de rénovation des installations thermiques ainsi que du réseau d'eau potable et de gaz sur l'EREA Léopold Bellan à Chamigny (77).

L'établissement Régional d'Enseignement adapté (EREA) « Léopold Bellan » de Chamigny est un Etablissement Public Local d'Enseignement (EPLE) qui dispense exclusivement des Enseignements Généraux et Professionnels Adaptés (EGPA).

Pour la réalisation de cette opération, la Région Ile-de-France, Maître d'ouvrage, a confié mandat à la SAERP par convention de mandat n° 11-MAN-UL 573 notifiée le 6 Février 2012.

Une consultation pour le marché de travaux n°1300165 a été lancée le 12 Aout 2013 en procédure adaptée et en lot unique.

Notifié à l'entreprise TFN le 26 Mars 2014 pour un montant total de 2.143.894,06 € HT soit 2.498.708,53 € TTC (dont 280.850,12 € de TVA à 20% et 73.964,34 € de TVA à 10%), le marché de travaux comprenait :

- La création d'une chaufferie mixte biomasse / gaz et cogénération gaz (en PSE (Prestation supplémentaire éventuelle)) centralisée pour les bâtiments :
    - Bâtiment B : Administration et infirmerie
    - Bâtiment C : Réunion
    - Bâtiment D : Internat
    - Bâtiment G : Cuisine pédagogique
    - Bâtiment H : Nouvel internat
- La création d'une chaufferie gaz pour le bâtiment A (Logements collectifs et activités)
- La création d'une chaufferie gaz pour les bâtiments :
    - Bâtiment J : Gymnase
    - Bâtiment K : Salle de classes
    - Bâtiment M : Ateliers
- Mise en place de chaudière individuelle assurant le chauffage et la production ECS pour les bâtiments :
    - Bâtiment E : Pavillons jumelés (2 pavillons)
    - Bâtiment F : Pavillon « Les Violettes »
    - Bâtiment Loge
- La création d'un mini réseau de chaleur entre les chaufferies centralisées et les sous-stations
- La création de productions d'eau chaude sanitaire indépendantes et à condensation pour les bâtiments :
    - Bâtiment D : Internat
    - Bâtiment G : Cuisine pédagogique
    - Bâtiment H : Nouvel internat
    - Bâtiment J : Gymnase
- La création d'un réseau d'alimentation en eau potable pour les bâtiments suivant :
    - Bâtiment A : Logements collectifs
    - Bâtiment B : Administration et infirmerie
    - Bâtiment Loge
    - Bâtiment D : Internat
    - Bâtiment E : Pavillons jumelés
    - Bâtiment F : Pavillon « Les Violettes »
    - Bâtiment G : Cuisine pédagogique
    - Bâtiment H : Nouvel internat
    - Bâtiment K : Salle de classes
    - Bâtiment M : Ateliers
    - Chaufferie mixte biomasse/gaz et cogénération gaz (en PSE (Prestation supplémentaire éventuelle)) centralisée
- La création d'un réseau d'alimentation en eau potable pour la fontaine à eau ainsi que le poteau incendie
- La réfection du local eau
- La création d'un réseau d'alimentation en gaz pour les bâtiments suivant :
    - Bâtiment A : Logements collectifs
    - Bâtiment Loge
    - Bâtiment D : Internat
    - Bâtiment E : Pavillons jumelés
    - Bâtiment F : Pavillon « Les Violettes »
    - Bâtiment G : Cuisine pédagogique
    - Bâtiment H : Nouvel internat
    - Bâtiment J : Gymnase
    - Bâtiment K : Salle de classes

- Chaufferie mixte biomasse/gaz et cogénération gaz (en PSE (Prestation supplémentaire éventuelle)) centralisée
- Le raccordement sur le poste de détente gaz situé à proximité du local eau en limite de propriété sur la D603

Une prestation supplémentaire éventuelle a également été retenue concernant la mise en place d'une unité de cogénération gaz dans la chaufferie mixte.

L'entreprise s'est vue notifier, par ordre de service du 26 mars 2014, de démarrer la phase préparatoire à compter du 3 Avril 2014 et ceci pour une durée de 50 jours calendaires maximums à compter de cet ordre de service.

Consécutivement aux réunions de travail préliminaires avec l'entreprise le démarrage des travaux à compter du 5 juin 2014 a été notifié par voie d'ordre de service en date du 5 juin 2014, pour une durée de travaux de 24 mois d'exécution de travaux et de 12 mois de garantie de parfait achèvement.

La décision de réception des travaux a été notifiée à l'entreprise le 12 Novembre 2015, retenant pour date d'achèvement des travaux le 29 septembre 2015.

La levée des ultimes prestations non exécutées et / ou non conformes imputées à l'entreprise dans le cadre des réserves annexées aux décisions de réceptions partielles a été notifiée à cette dernière par décisions notifiées par ordres de service en date du 21 Décembre 2015 référencés LN 15-816.

A – Demandes d'indemnisation de l'entreprise

A l'issue du marché, l'entreprise demande que soient pris en compte et par là même indemnisés les travaux supplémentaires qu'elle a réalisés selon le détail suivant :

N° devis	Libellé	Montant devis Euros HT	Motif de la demande de travaux supplémentaires
TCVC 1	Réalisation d'un réseau d'eau froide pour alimenter le bâtiment B	8 230	Le réseau EF alimentant le bâtiment B n'était pas repéré dans les plans transmis à l'entreprise par la MOE lors de la consultation
TCVC 2	Création d'une allée en béton devant la chaufferie bois	3 911	Allée qui s'accorde esthétiquement avec le parking attenant à la chaufferie bois
TCVC 3	Réalisation d'une allée en bitume pour la livraison du bois coté silo	1 314	Allée qui s'accorde esthétiquement avec le parking attenant au silo pour la livraison du bois
TCVC 4	Création des alimentations électriques pour la cogénération entre le TGBT et le local biomasse	27 248	Alimentations électriques supplémentaires exigées par le concessionnaire ERDF et le bureau de contrôle pour l'homologation du contrat de fourniture d'électricité en auto consommation lié à la mise en place de la micro-cogénération gaz.
TCVC 5	Dévoiement de deux réseaux enterrés (EU et EP)	15 670	Les réseaux EU et EP n'étaient pas repérés dans les plans transmis à l'entreprise par la MOE lors de la consultation, ils ont été découverts par l'entreprise au moment du terrassement pour la création du local chaufferie biomasse.
TCVC 6	Fourniture de 60 m3 de béton, non prévu au marché de base, concernant le local	19 385	Les épaisseurs de béton pour la dalle et les fondations demandées par la MOE ont été supérieures à celles

	de la chaufferie biomasse		prescrites lors de la consultation
	TOTAL euros HT	**75 758**	

Soit un montant global en demande de 75 758,00 € HT.

B – Proposition faite par les services de la Région Ile-de-France

Sur la base de l'analyse de l'équipe de maîtrise d'œuvre, et suite aux négociations et mises au point, les services de la Région Ile-de-France ont proposé à l'entreprise par l'intermédiaire de son mandataire l'indemnisation des chefs de préjudice et des montants suivants eu égard aux demandes formulées à l'article A du présent protocole :

N° devis	Libellé	Montant devis EUROS HT	Avis du maitre d'ouvrage	Montant proposé EUROS HT
TCVC 1	Réalisation d'un réseau d'eau froide pour alimenter le bâtiment B	8 230	ACCORD PARTIEL *Le réseau ne figurait pas sur les plans transmis lors de la consultation*	4 057
TCVC 2	Création d'une allée en béton devant la chaufferie bois	3 911	REFUS car il s'agit de travaux d'embellissement non demandé par le maitre d'ouvrage	
TCVC 3	Réalisation d'une allée en bitume pour la livraison du bois coté silo	1 314	REFUS car il s'agit de travaux d'embellissement non demandé par le maitre d'ouvrage	
TCVC 4	Création des alimentations électriques pour la cogénération entre le TGBT et le local biomasse	27 248	ACCORD PARTIEL *Alimentations supplémentaires exigées par le concessionnaire REDF et par le bureau de contrôle*	23 500
TCVC 5	Dévoiement de deux réseaux enterrés (EU et EP)	15 670	ACCORD PARTIEL *Les réseaux ne figuraient pas sur les plans transmis lors de la consultation*	7 280
TCVC 6	Fourniture de 60 m3 de béton concernant le local de la chaufferie biomasse	19 385	ACCORD PARTIEL *Les épaisseurs de béton pour la dalle et les fondations demandées par le MOE ont été supérieures à celles demandées lors de la consultation*	9 163
	TOTAL EUROS HT	**75 758**		**44 000**

Soit en résumé, une proposition globale de la Région Ile-de-France à hauteur de 44 000,00 € HT par rapport à une demande globale de l'entreprise de 75 758,00 € HT au titre des demandes formulées à l'article A du présent protocole.

Sur cette base, l'entreprise renonce à 31 758,00 € HT et le montant total ferme retenu par le maître d'ouvrage est donc de 44 000,00 € HT au titre de la demande formulé à l'article A du présent protocole.

Cette proposition a été adressée à l'entreprise le 19/05/2016 qui y a répondu favorablement.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Dans ce contexte, les parties ont décidé de se rapprocher et ont convenu du présent protocole.

Article 1 :

Le présent protocole a pour objet de régler amiablement les modalités financières liées à la fin du marché de travaux afin d'éviter les aléas et charges qu'entraineraient nécessairement une procédure contentieuse.

Article 2 :

L'entreprise TFN BATIMENT renonce à toutes ses prétentions financières initialement réclamées et accepte la proposition de la Région Ile-de-France pour un montant total ferme de **44 000,00 € HT** soit **52 800,00 € TTC.**

Montant HT :	**44 000,00 €**
TVA à 20 % :	8 800,00 €
Montant TTC :	**52 800,00 €**

L'entreprise TFN BATIMENT renonce à exercer à l'encontre de la Région Ile-de-France et de son mandataire la SAERP toute action, prétention et tout recours à l'encontre de la Région Ile de France tendant à l'indemnisation de sommes supplémentaires et de frais de toute nature qu'elle a pu exposer dans le cadre de son marché n°1300165 relatif aux travaux de rénovation des installations thermiques ainsi que du réseau d'eau potable et de gaz de l'EREA Léopold Bellan à Chamigny (77).

La société TFN BATIMENT déclare ainsi être pleinement remplie dans ses droits découlant de l'exécution du marché de travaux n°1300165 relatif aux travaux de rénovation des installations thermiques ainsi que du réseau d'eau potable et de gaz de l'EREA Léopold Bellan à Chamigny (77) et n'avoir aucune autre réclamation ou demande financière à formuler au titre de ce marché.

Article 3 :

Le paiement prévu à l'article 2 sera opéré en une seule fois, par virement, à la société TFN BATIMENT, sur le compte bancaire n° FR76 3008 7334 4000 0435 5450 182 (IBAN) CMCIFRPP (BIC), selon les conditions suivantes :

Règlement des sommes dues au titre de l'article 2 du présent protocole : dans un délai de 30 jours à compter de la signature du présent protocole.

Article 4 :

Cet accord transactionnel est de commune intention des parties, conclu en référence aux article 2044 et suivants du Code Civil sur les transactions et à l'article 2052 du même code prévoyant que le présent accord aura autorité de la chose jugée en dernier ressort et ne pourra être attaqué ni pour cause de lésion, ni pour cause d'erreur de droit.

Fait à Pantin, le
En trois exemplaires originaux.

(Signature précédée de la mention manuscrite « lu et approuvé, bon pour renonciation à tout recours »)

Pour la société TFN BATIMENT	Pour le compte de la Région Ile-de-France,
	Dûment habilitée par la délibération de la Commission Permanente n° 16-480 du 21/09/2016

Annexes au présent protocole

- Devis TFN BATIMENT : Devis TCVC n°1, T CVC n° 2, T CVC n° 3, T CVC n° 4

REGION ILE DE France
UNITE LYCEES EREA LEOPOLD BELLAN
DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN RN-3
77260 CHAMIGNY
DEVIS N°1 TCVC 12/09/2015

TFN bâtiment

REF.	DESIGNATION	U.	QTE	PRIX UNITAIRE H.T. Euros	PRIX TOTAL H.T. Euros
	REALISATION DU RESEAU D'EAU FROIDE BAT-B				
	TRAVAUX HORS MARCHE FOURNITURE ET POSE D'UNE ALIMNTATION D'EAU DANS LE BATIMENT B ENTRE LA SOUS STATION ET L'INFIRMERIE ALIMENTATION EN CUIVRE DN-50 AVEC supportage, vanne, brasure,carottage, calfeutrement INTERVENTION EFFECTUEE LE SAMEDI AVEC DEUX TUYAUTEURS	Ens.	1	8 230,00 €	8 230,00 €
	MONTANT TOTAL GENERAL H.T.				**8 230,00 €**
	T.V.A. 20%				**1 646,00 €**
	MONTANT TOTAL T.T.C.				**9 876,00 €**

NOTA - NON COMPRIS

Dans la présente proposition, n'est prévu que la réfection de la tuyauterie
et limité aux quantités indiquées dans notre proposition, Toute partie autre que celles relevées lors de notre visite ne sont pas prévues remplacées,

- N'est pas prévu dans la présente proposition :

D'une manière générale, n'est prévu au présent devis que ce qui est explicitement décrit

DELAIS

- Pour l'intégralité des travaux décrits ci-dessus :

Fourniture : Environ 1 semaine
Mise en œuvre : 4 jours

VALIDITE DE L'OFFRE

- Validité de l'offre : 2 Mois

Villejuif, le 25/08/2016

REGION ILE DE France
UNITE LYCEES EREA LEOPOLD BELLAN
DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN RN-3
77260 CHAMIGNY
DEVIS N°2 TCVC 12/09/2015

TFN bâtiment

REF.	DESIGNATION	U.	QTE	PRIX UNITAIRE H.T. Euros	PRIX TOTAL H.T. Euros
	CREATION DES ALIMENTATIONS ELECTRIQUES ENTRE TGBT ET COGENERATION				
	TRAVAUX HORS MARCHE TGBT FOURNITURE ET POSE DE : 1 ARMOIRE PRISMA 1 DISJONCTEUR 4 X 40 A DIFFERENTIEL 300 MA 1 DISJONCTEUR 4 X 25 A DIFFERENTIEL 300 MA 1 DISJONCTEUR 2 X 10 A DIFFERENTIEL 300 MA 1 DISJONCTEUR 2 X 6 A DIFFERENTIEL 300 MA ALIMENTATION EN CABLE 50 M2 DEPUIS LA GRILLE TRAVAUX EFFECTUES LE SAMEDI INTERRUPTEUR GENERAL TRANSFORMATEUR 400/24V COMMANDE SIGNALISATION+PROTECTIONS DISJONCTEUR 3 X 16 A 30 MA+ PC BOUTONS TOURNANTS ACCESSOIRES ET MO PASSAGE DES CABLES 2 CABLES 3G2,5 ALIMENTATION ECLAIRAGE 1 CABLE 5G6 ALIMENTATION CHAUFFERIE BOIS 2 CABLES 3G2,5 AV PASSAGE DES CABLES ET RACCORDEMENTS	Ens.	1	27 248,00 €	27 248,00 €
	MONTANT TOTAL GENERAL H.T.				**27 248,00 €**
	T.V.A. 20%				**5 449,60 €**
	MONTANT TOTAL T.T.C.				**32 697,60 €**

NOTA - NON COMPRIS

Dans la présente proposition, n'est prévu que les suppléments électriques
et limité aux quantités indiquées dans notre proposition, Toute partie autre que celles relevées lors de notre visite ne sont pas prévues remplacées,

- N'est pas prévu dans la présente proposition :

D'une manière générale, n'est prévu au présent devis que ce qui est explicitement décrit

DELAIS

- Pour l'intégralité des travaux décrits ci-dessus :

Fourniture : Environ 2 semaines
Mise en œuvre : 7 jours

VALIDITE DE L'OFFRE

- Validité de l'offre : 2 Mois

Villejuif, le 25/08/2016

REGION ILE DE France
UNITE LYCEES EREA LEOPOLD BELLAN
DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN RN-3
77260 CHAMIGNY
DEVIS N°3 TCVC 12/09/2015

TFN bâtiment

REF.	DESIGNATION	U.	QTE	PRIX UNITAIRE H.T. Euros	PRIX TOTAL H.T. Euros
	DEVOIEMENT RESEAUX ENTERRES EU/EP POUR REALISER LES FONDATIONS				
	TRAVAUX HORS MARCHE TRANCHEE LARGEUR 0,90-1,50 (63 ML) EN SABLE (20 m3) EN GRAVE (20 m3) FOURNITURE ET POSE DE REGARD DE VISITE AVEC TAMPONS (x 2) FOURNITURE ET POSE DE TUYAU D160 POUR EU (62ML) FOURNITURE ET POSE DE TUYAU D200 POUR EP (42 ML) RACCORDEMENT SUR REGARDS EXISTANTS Y COMPRIS OBTURATION SUR RESEAUX EXISTANTS EN BETON TRAVAUX EFFECTUE LE SAMEDI	Ens.	1	15 670,00 €	15 670,00 €
	MONTANT TOTAL GENERAL H.T.				**15 670,00 €**
	T.V.A. 20%				**3 134,00 €**
	MONTANT TOTAL T.T.C.				**18 804,00 €**

NOTA - NON COMPRIS

Dans la présente proposition, n'est prévu que les suppléments des dévoiements des deux réseaux enterrés et limité aux quantités indiquées dans notre proposition, Toute partie autre que celles relevées lors de notre visite ne sont pas prévues remplacées,

- N'est pas prévu dans la présente proposition :

D'une manière générale, n'est prévu au présent devis que ce qui est explicitement décrit

DELAIS

- Pour l'intégralité des travaux décrits ci-dessus :

Fourniture : Environ 1 semaine
Mise en œuvre : 8 jours

VALIDITE DE L'OFFRE

- Validité de l'offre : 2 Mois

Villejuif, le 25/08/2016

REGION ILE DE France
UNITE LYCEES EREA LEOPOLD BELLAN
DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN RN-3
77260 CHAMIGNY
DEVIS N°4 TCVC 12/09/2015

TFN bâtiment

REF.	DESIGNATION	U.	QTE	PRIX UNITAIRE H.T. Euros	PRIX TOTAL H.T. Euros
	TRAVAUX GROS ŒUVRE				
	TRAVAUX HORS MARCHE FOURNITURE DE 60 M3 DE BETON AVEC FERRAILLAGE NON PREVU AU MARCHE	Ens.	1	19 385,00 €	19 385,00 €
	MONTANT TOTAL GENERAL H.T.				**19 385,00 €**
	T.V.A. 20%				**3 877,00 €**
	MONTANT TOTAL T.T.C.				**23 262,00 €**

NOTA - NON COMPRIS

Dans la présente proposition, n'est prévu que le supplément en béton Eet ferraillage
et limité aux quantités indiquées dans notre proposition. Toute partie autre que celles relevées lors de notre visite ne sont pas prévues remplacées,

- N'est pas prévu dans la présente proposition :

D'une manière générale, n'est prévu au présent devis que ce qui est explicitement décrit

DELAIS

- Pour l'intégralité des travaux décrits ci-dessus :

Fourniture : Environ 1 semaine
Mise en œuvre : 8 jours

VALIDITE DE L'OFFRE

- Validité de l'offre : 2 Mois

Villejuif, le 25/08/2016

REGION ILE DE France
UNITE LYCEES EREA LEOPOLD BELLAN
DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN RN-3
77260 CHAMIGNY
DEVIS N°4 TCVC 12/09/2015

TFN bâtiment

REF.	DESIGNATION	U.	QTE	PRIX UNITAIRE H.T. Euros	PRIX TOTAL H.T. Euros
	TRAVAUX DE VRD				
	TRAVAUX HORS MARCHE CREATION D'UNE ALLEE EN BETON DEVANT LA CHAUFFERIE BIOMASSE POUR L'ACCES AU VEHICULE NON PREVU AU MARCHE	Ens.	1	19 385,00 €	19 385,00 €
	MONTANT TOTAL GENERAL H.T.				**19 385,00 €**
	T.V.A. 20%				**3 877,00 €**
	MONTANT TOTAL T.T.C.				**23 262,00 €**

NOTA - NON COMPRIS

Dans la présente proposition, n'est prévu que le supplément en béton Eet ferraillage
et limité aux quantités indiquées dans notre proposition. Toute partie autre que celles relevées lors de notre visite ne sont pas prévues remplacées.

. N'est pas prévu dans la présente proposition :

D'une manière générale, n'est prévu au présent devis que ce qui est explicitement décrit

DELAIS

. Pour l'intégralité des travaux décrits ci-dessus :

Fourniture : Environ 1 semaine
Mise en œuvre : 1 SEMAINE

VALIDITE DE L'OFFRE

. Validité de l'offre : 2 Mois

Villejuif, le 25/08/2016

REGION ILE DE France
UNITE LYCEES EREA LEOPOLD BELLAN
DOMAINE DE L'ANGE GARDIEN RN-3
77260 CHAMIGNY
DEVIS N°4 TCVC 12/09/2015

TFN bâtiment

REF.	DESIGNATION	U.	QTE	PRIX UNITAIRE H.T. Euros	PRIX TOTAL H.T. Euros
	TRAVAUX DE VRD				
	TRAVAUX HORS MARCHE REALISATION D'UNE ALLEE EN ENROBE COTE SILO DE LA CHAUFFERIE BIOMASSE POUR L'ACCES A LA LIVRAISON DU BOIS, POUR LES CAMIONS NON PREVU AU MARCHE	Ens.	1	1 310,00 €	1 310,00 €
	MONTANT TOTAL GENERAL H.T.				**1 310,00 €**
	T.V.A. 20%				**262,00 €**
	MONTANT TOTAL T.T.C.				**1 572,00 €**

NOTA - NON COMPRIS

Dans la présente proposition, n'est prévu que le supplément en béton Eet ferraillage
et limité aux quantités indiquées dans notre proposition, Toute partie autre que celles relevées lors de notre visite ne sont pas prévues remplacées,

- N'est pas prévu dans la présente proposition :

D'une manière générale, n'est prévu au présent devis que ce qui est explicitement décrit

DELAIS

- Pour l'intégralité des travaux décrits ci-dessus :

Fourniture : Environ 1 semaine
Mise en œuvre : 2 jours

VALIDITE DE L'OFFRE

- Validité de l'offre : 2 Mois

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-409

DU 21 SEPTEMBRE 2016

HABILITATION DE LA PRÉSIDENTE - POUR LA MISE EN CONFORMITE ET SECURITE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES, LA MISE AUX NORMES DE SECURITE INCENDIE ET LE RENOUVELLEMENT DU SSI, ET LE CABLAGE INFORMATIQUE POUR L'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE DE TRAVAIL DE LA CITE MIXTE REGIONALE JANSON DE SAILLY A PARIS 16EME - A AFFECTER L'AUTORISATION DE PROGRAMME POUR LA PART ETUDES – BUDGET 2016, A SIGNER LA CONVENTION SPECIFIQUE AVEC PARIS ET A SIGNER LA CONVENTION DE MANDAT N°16MANPPM CMR7501 – MANDATAIRE SAERP

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation et notamment son article L. 214-5 ;

VU L'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics ;

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU La loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée et ses décrets d'application ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation d'attributions du conseil régional à la commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-115 du 18 décembre 2015 portant délégation de compétence du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n°CR01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier n°CR33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 69-08 du 26 juin 2008 portant transformation de la SAERP en société publique locale d'aménagement ;

VU La délibération n° CR 112-12 du 23 novembre 2012 portant transformation de la SAERP en société publique locale ;

VU La délibération n° CR 50-12 du 28 juin 2012 par laquelle le conseil régional a adopté le rapport d'étape du programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 des lycées d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CR 106-12 du 23 novembre 2012 par laquelle le conseil régional a adopté le programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 des lycées d'Ile-de-France ;

VU La délibération n° CP 13-155 du 23 janvier 2013 du 23 janvier 2013 « Objectif réussite : le lycée de demain s'invente aujourd'hui – Programme prévisionnel d'investissement 2012-2022 – Première année de mise en œuvre » ;

VU Le budget de la région d'Ile-de-France pour 2016 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement» ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-409 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide, dans le cadre du programme pluriannuel de maintenance des cités mixtes parisiennes, d'individualiser l'opération suivante, à mettre en œuvre dès 2016 :

JANSON DE SAILLY à PARIS 16ème « Opération de mise en conformité et sécurité des installations électriques, mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI et câblage informatique pour l'environnement numérique de travail », pour un montant total toutes dépenses confondues de 6 233 000 €TTC ;

Article 2 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer avec Paris, la convention spécifique qui détermine, les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région la maîtrise d'ouvrage des travaux et définit les modalités administratives, techniques et financières ;

Article 3 :

Décide d'affecter un montant d'autorisation de programme de 710 548,00 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « cités mixtes régionales », Programme HP 224-032 « Rénovation des cités mixtes régionale Grosses Réparations dans les cités mixtes régionales» (122032), action «Grosses Réparations dans les cités mixtes régionales - part lycées» (12203201) du budget 2016 pour les études relatives à l'opération « JANSON DE SAILLY à PARIS 16ème : Opération de mise en conformité et sécurité des installations électriques, mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI et câblage informatique pour l'environnement numérique de travail » ;

Article 4 :

Décide d'affecter un montant d'autorisation de programme de 286 852,00 € disponible sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « cités mixtes régionales », Programme HP 224-032 « Rénovation des cités mixtes régionale Grosses Réparations dans les cités mixtes régionales» (122032), action «Grosses Réparations dans les cités mixtes régionales - part collège» (12203202) du budget 2016 pour les études relatives à l'opération « JANSON DE SAILLY à PARIS 16ème : Opération de mise en conformité et sécurité des installations électriques, mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI et câblage informatique pour l'environnement numérique de travail » ;

Article 5 :

Autorise la présidente du conseil régional à signer avec la SAERP la convention de mandat n° 16 MAN PPM CMR7501, jointe en annexe, relative au mandat de conduite de l'opération « JANSON DE SAILLY à PARIS 16ème : Opération de mise en conformité et sécurité des installations électriques, mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI et câblage informatique pour l'environnement numérique de travail » ;

Article 6 :

Autorise la présidente du conseil régional à faire toutes les demandes en vue des autorisations administratives en matière d'urbanisme et de voirie pour l'opération visée à l'article 1.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ENSEMBLE IMMOBILIER SCOLAIRE DU SECOND DEGRE JANSON DE SAILLY
106 rue de la Pompe à Paris (16e)

PROGRAMME PLURIANNUEL DE MAINTENANCE (PPM)

Mise en conformité et sécurité des installations électriques
Mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI
Câblage informatique pour l'environnement numérique de travail

CONVENTION ENTRE LA REGION D'ILE- DE- FRANCE ET LE DEPARTEMENT DE PARIS

ENTRE

La Région Ile-de-France, représentée par Madame Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil Régional et dûment habilitée par la délibération n° XXX

ci-après dénommée la «**Région** »,

D'UNE PART,
ET

Le Département de Paris, représenté par Madame Anne HIDALGO, Maire de Paris et Présidente du Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil départemental, en vertu de la délibération n° XXX

Ci-après dénommé le « **Département** »,

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE CE QUI SUIT

La Région et le Département définissent en concertation un programme pluriannuel de maintenance de renouvellement (PPM) pour les cites mixtes parisiennes. Ces opérations sont intégrées dans le programme pluriannuel d'investissement de PARIS et pour la Région, à ce stade, au budget 'grosses réparations des cités mixtes régionales'.

La cité scolaire JANSON DE SAILLY, est un établissement de 37 000 m^2 bâti, sis à Paris 16e. L'établissement scolaire a été construit par l'Etat au moyen de fonds provenant d'un legs de Monsieur JANSON DE SAILLY, juriste, qui avait souhaité que sa fortune personnelle soit utilisée pour le service public d'enseignement. L'immeuble scolaire est affecté à l'enseignement public depuis sa mise en service en 1880.

En 1997, a été initiée une mise aux normes d'hygiène et de sécurité du Lycée-Collège Janson de Sailly pour répondre à un impératif de modernisation et à une demande expresse formulée par les services de sécurité de la Préfecture de Police. Une opération de rénovation de l'ensemble du service de restauration a été réalisée en 2002 et une opération de restructuration des pôles de sciences physique et chimie et internats conduite s'est achevée en 2008.

En Juin 2013 la cité mixte JANSON de SAILLY devient cité mixte régionale, avec le transfert de la maitrise d'ouvrage aux services de la Région. Une opération complémentaire, dite Janson II, qui porte sur la restructuration des locaux de physique, de Sciences et Vie de la Terre et du bâtiment infirmerie, est en cours.

La Région Ile de France et le Département de PARIS, se sont entendus pour poursuivre les travaux de mise aux normes et de rénovation des installations.

La présente opération a pour objet, la mise en conformité et sécurité des installations électriques, la mise aux normes de sécurité incendie et le renouvellement du SSI, le câblage informatique pour l'environnement numérique de travail sur l'ensemble de l'établissement.

Compte-tenu des contraintes de maintien en fonctionnement de l'établissement et de la taille du site, certains travaux seront réalisés hors période scolaire. Les travaux de renouvellement et de mise aux normes des installations électriques seront organisés en trois phases et la durée prévisionnelle globale des travaux est estimée à 36 mois.

Bien que non soumise aux dispositions de la loi 85-704 du 12 Juillet 1985 modifiée relative à la maitrise d'ouvrage (loi MOP), l'importance et le coût de cette opération, impliquent un engagement pluriannuel des deux collectivités.

Aussi en application de l'article L216-4 du code de l'éducation, la Région et le Département s'accordent pour que cette opération fasse l'objet de la présente convention spécifique.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : Objet

La présente convention a pour objet de déterminer, les conditions dans lesquelles le Département confie à la Région la maîtrise d'ouvrage des travaux et définit les modalités administratives, techniques et financières.

ARTICLE 2 : Modalités relatives à la maîtrise d'ouvrage

2.1 Désignation du maître d'ouvrage de l'ensemble immobilier

La Région, maître d'ouvrage du lycée se voit confier par le Département la maîtrise d'ouvrage des travaux se rapportant au collège.

La Région pourra déléguer la maitrise d'ouvrage dans le cadre d'un mandat.

La Région est également coordonnatrice et mandatée pour signer et exécuter tous les actes constitutifs à la maîtrise d'ouvrage au nom de l'ensemble des maîtres d'ouvrage formés par le Département et la Région.

La commission d'appel d'offres est celle de la Région

2.2 Désignation du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est désigné dans le cadre d'une procédure concurrentielle, si nécessaire avec négociation.

2.3 Eléments de la maîtrise d'ouvrage de la Région concourant à l'opération

Les éléments de maîtrise d'ouvrage comprennent :

- consultation et réalisation de missions de diagnostic
- consultation et préparation du choix du maître d'œuvre
- conclusion et gestion du marché de maîtrise d'œuvre
- consultation et préparation du choix des entrepreneurs et fournisseurs
- conclusion et gestion des marchés de travaux, de fournitures
- gestion financière et comptable de l'opération
- gestion administrative
- conclusion et gestion du marché de contrôle technique (selon besoin)
- conclusion et gestion du marché d'ordonnancement, pilotage et coordination de chantier
- conclusion et gestion du marché de coordination SSI
- conclusion et gestion des contrats d'assurances
- action en justice dans les conditions définies à l'article 7

Les services techniques de la Région et du Département se concertent régulièrement au cours de l'avancement des études et des travaux.

La Région au titre de la présente convention dépose les demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation des travaux.

ARTICLE 3 : Réception des travaux et mise à disposition des ouvrages

3.1 Réception des travaux

Elle est prononcée par la Région en présence des représentants du Département. Les représentants du Département et du collège assistent aux opérations préalables à la réception des ouvrages organisées par la Région.

3.2 Mise à disposition des ouvrages

Les ouvrages sont remis conjointement aux deux collectivités, dès la date d'effet de la réception des travaux notifiées aux entreprises. Cette mise à disposition fait l'objet d'un procès-verbal signé par les représentants des deux collectivités territoriales.

Dans le cas de remises partielles, celles-ci n'interviendront qu'après les réceptions partielles correspondantes.

Une fois l'ouvrage remis, celui-ci intègre l'ensemble immobilier scolaire, géré par la Région dans le cadre de la convention générale de gestion signée entre la Région et le Département.

La Région reste responsable de la levée des réserves de réception et de la mise en jeu éventuelle des garanties légales et contractuelles.

Toute mise à disposition ou occupation anticipée d'ouvrage doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux consigné dans un procès-verbal signé de la Région et du Département. Ce constat doit notamment faire mention des réserves de réceptions levées ou restant à lever à la date du constat.

Il appartient à la Région de prendre les dispositions nécessaires vis-à-vis des entreprises dans le cadre notamment des articles 41.8 et 43 du CCAG travaux. La Région reste tenue à ses obligations en matière de réception et de mise à disposition.

Dès la mise à disposition des ouvrages, la Région remet au Département, un dossier constitué des pièces produites dans le cadre de l'opération, parmi les suivantes :

- procès-verbaux de réception
- rapports finaux du bureau de contrôle
- bilan des surfaces réalisées : hors œuvres brutes et nettes
- notices de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des divers équipements
- procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre
- dossier d'identité du système de sécurité incendie (SSI)
- plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité du bâtiment
- rapport final de contrôle technique relatif à la sécurité du bâtiment
- procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité compétente

ARTICLE 4 : Bilan définitif

Hors le cas de résiliation de la convention qui est réglé par les dispositions spécifiques de l'article 10 ci-après, la mission de la Région s'achève lorsque les conditions qui suivent sont remplies.

Dès lors que l'ensemble des ouvrages a été réceptionné dans les conditions définies à l'article 3 et qu'il a été procédé au règlement de tous les marché et autres prestations, la Région établit le bilan définitif de l'opération et le communique au Département.

La mission de la Région prend fin lorsque ce bilan définitif d'opération est approuvé par le Département sous un délai de trois mois. A défaut, le bilan établi par la Région est réputé accepté.

Le bilan définitif de l'opération doit prendre en compte les éléments suivants :

- l'historique pour chaque année civile des dépenses réglées par la Région ainsi que les versements effectués par le Département à la Région, au titre de la part départementale. Il fait ressortir le cas échéant les sommes restant dues par l'une ou l'autre des collectivités au titre de leurs contributions respectives à l'opération définies à l'article 5 ou dans le cadre d'une modification prévue par avenant conformément à l'article 8,

- Etablissement d'un constat des ouvrages destinés au Département : ce constat donne lieu à un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes,

- Réception des ouvrages et levée des réserves de réception,

- Mise à disposition des ouvrages,

- Expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie,

- Solde financier de tous les marchés, contrats et conventions conclus dans le cadre de la présente convention,

- Remise des dossiers complets définis à l'article 3 ci-dessus,

- Remise au Département du bilan de fin de mission de l'opération comportant l'état détaillé des dépenses et recettes réalisés, visé par le comptable régional.

Les deux collectivités s'engagent à honorer sous délai de six mois à compter de la communication du bilan définitif leurs éventuelles obligations financières au regard de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 5 : Coût, financement et versement de la participation départementale

5.1 Coût de l'opération

L'enveloppe financière prévisionnelle est fixée à **6 233 000 €** toutes dépenses confondues (tous honoraires, rémunérations et frais divers inclus). Cette enveloppe comprend :

- la participation financière du Département qui comporte la totalité des frais engagés dans le cadre de l'opération : frais de consultation, frais d'études, travaux. Elle ne comporte pas la rémunération de la Région, définie à l'article 5.3 ci-dessous.
- la participation financière de la Région.
- Le montant de la TVA à la charge des deux collectivités pour la part qui leur revient, qui seront de ce fait pour cette part, bénéficiaire du reversement au titre du fond de compensa

Cette enveloppe sera automatiquement révisée au regard des clauses de révision des marchés.

De plus, le cas échéant, elle sera révisée par avenant pour prendre en compte travaux supplémentaires et/ou aléas non prévus à ce jour.

Les éventuels travaux supplémentaires et/ou aléas apparaissant pendant le déroulement de l'opération peuvent être financés par des ajustements internes à l'opération tant qu'ils demeurent dans le montant global de la participation du Département. Ils font l'objet d'une information au Département.

Les modifications qui conduiraient à dépasser le montant global de la participation du département doivent faire l'objet d'une nouvelle délibération des deux collectivités, sauf si le dépassement est dû au seul changement de taux de TVA en vigueur ou clauses de révision des marchés.

5.2 Calcul et versement de la participation départementale

La Région et le Département conviennent que leurs parts respectives sont évaluées en pourcentage au regard du coût global de l'opération, au prorata des effectifs de l'année 2012 pour cette opération définie en 2014, soit un **taux de 28,76%.**

Montant total : 6 233 000,00 €TTC
Taux de participation départementale (validation 2014- effectifs 2012) : 28,76%

Correspondant à :

- **Part départementale : 1 792 611,00 €TTC**
- **Part régionale : 4 440 389,00 €TTC**

5.3 Rémunération de la Région

Au titre des missions qu'elle exerce dans le cadre de la présente convention, la Région est rémunérée par le Département. Cette rémunération non assujettie à la TVA est calculée par application d'un taux de 1.3 % sur le montant HT de la participation départementale.

Ces stipulations ne s'appliquent pas au cas où la collectivité a recours à un mandataire.

5.4 Financement

L'opération est entièrement retracée sur le budget de la Région hors augmentation de la TVA et révision de prix qui inscrit l'ensemble des dépenses à son budget d'investissement chapitre 902 « Enseignement, Code fonctionnel 224 « participation à des cités mixtes » programme HP224-032

« Grosses Réparations dans les CMR» action « Grosses Réparations dans les CMR – part Lycée » (12203201) et « Grosses Réparations dans les CMR – Part Collège » (12203202).

Compte-tenu du calendrier de l'opération, les modalités de versement de la participation financière départementale seront les suivantes :

1. Signature de la convention : 5%
2. Notification du marché de maîtrise d'œuvre : 10%
3. OS de démarrage des travaux : 20%
4. OS + 12 mois : 25%
5. OS + 24 mois : 25%
6. Réception : 10%
7. Quitus : 5%

A chacune des étapes de ces différentes phases, l'appel de fond émis par la Région est accompagné d'un rapport de synthèse d'exécution.

ARTICLE 6 : Assurances

Le cas échéant, la Région fait son affaire des polices d'assurances dommages ouvrages (DO).

ARTICLE 7 : Capacité d'ester en justice

Au titre de l'opération faisant l'objet de la présente convention, la capacité d'ester en justice est dévolue à la Région.
D'une manière générale, la Région assure le règlement de tout litige lié aux travaux de construction ou de réhabilitation.
Les actions en garantie biennale et décennale sont menées par la Région qui informe régulièrement le Département sur leur déroulement et leurs conséquences.

ARTICLE 8 : Modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant adopté préalablement par les assemblées délibérantes des deux collectivités.

ARTICLE 9 : Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification par la Région au Département.
Sauf résiliation dans les conditions fixées à l'article 10, elle prend fin dès lors que les deux collectivités ont rempli leurs obligations financières respectives après communication du bilan définitif de l'opération définie à l'article 4.

ARTICLE 10 : Résiliation

Dans le cas d'un motif légitime et sérieux invoqué par l'une ou l'autre partie, la résiliation de la présente convention peut intervenir sous réserve du respect d'un préavis de six mois et après accord de l'autre partie.

La résiliation ne peut être effective qu'après remise par la Région au Département de l'ensemble des documents en sa possession relatifs aux opérations concernant le collège et après le règlement financier des sommes réellement engagées par la Région et le cas échéant restitution des sommes versées par le Département qui n'ont donné, par la Région, à aucun paiement.

Pièces annexées :

- Programme, phasage et décomposition du coût prévisionnel,
- délibérations du conseil régional et du conseil de Paris siégeant en formation de conseil général

Fait en quatre exemplaires originaux
Le

A Paris

A Paris

Pour le Département

Pour le Région

ENSEMBLE IMMOBILIER SCOLAIRE DU SECOND DEGRE
JANSON DE SAILLY 106 rue de la Pompe à Paris (16e)



PROGRAMME PLURIANNUEL DE MAINTENANCE (PPM)

Mise en conformité et sécurité des installations électriques
Mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI
Câblage informatique pour l'environnement numérique de travail

PROGRAMME DE L'OPERATION

Mise aux normes des installations électriques, Tranche 1
- Travaux de mise en conformité du sous-sol comprenant :
- L'éclairage et l'éclairage de sécurité ;
- Les armoires divisionnaires du sous-sol ;
- Le TGBT 2.

Mise aux normes des installations électriques, Tranche 2
- Remplacement des armoires divisionnaires non conservées ;
- Modification des armoires divisionnaires conservées ;
- Le TGBT 1 ;
- Les alimentations de toutes les armoires électriques ;

SSI - Mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI
- Remplacement complet du SSI (y compris câbles, bus…) ;
- Maçonnerie et menuiserie intérieure pour mise aux normes des issues de secours ;
- isolation CF du stockage en sous-sol, création des EAS ;

Mise aux normes des installations électriques, Tranche 3
- Remplacement des équipements obsolètes incompatibles avec la nouvelle installation :
- Les équipements terminaux (éclairage, commande, prise …) y compris les suggestions de faux plafonds ;
- Les enclumes de protection des dispositifs de commande et prises de courant.

ENT câblage informatique pour l'environnement numérique de travail.

ENSEMBLE IMMOBILIER SCOLAIRE DU SECOND DEGRE
JANSON DE SAILLY 106 rue de la Pompe à Paris (16e)

PROGRAMME PLURIANNUEL DE MAINTENANCE (PPM)
Mise en conformité et sécurité des installations électriques
Mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI
Câblage informatique pour l'environnement numérique de travail

ESTIMATION PREVISIONNELLE DE L'OPERATION

Montant prévisionnel toutes dépenses confondues de l'opération est de **6,233 M€TDC**

Répartit comme suit :

	valeur en €HT	valeur en €TTC
ETUDES	580 552,50 €	696 663,01 €
TRAVAUX	4 237 609,52 €	5 085 131,43 €
Frais divers, mandat de conduite et révisions		451 205,57 €

Les montants prévisionnels toutes dépenses confondues de chaque tranche sont :

Tranche	Estimation prévisionnelle TDC
Mise aux normes électricité Tranche 1 : Sous-sol	434 000 €
Mise aux normes électricité Tranche 2 : Armoires divisionnaires + alimentations	2 060 000 €
Renouvellement du SSI + 2cd issues pour la sécurité incendie	1 680 000 €
Mise aux normes électricité Tranche 3 (50% prioritaire) : équipements terminaux vétustes ENT câblage	2 059 000 €

îledeFrance

CONVENTION DE MANDAT

N° 16 MAN PPMCMR75-01

OBJET DE LA CONVENTION :

CONVENTION DE MANDAT

POUR LA MISE EN CONFORMITE ET SECURITE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES, MISE AUX NORMES DE SECURITE INCENDIE ET RENOUVELLEMENT DU SSI ET CABLAGE INFORMATIQUE POUR L'ENVIRONNEMENT NUMERIQUE DE TRAVAIL A LA CITE MIXTE REGIONALE JANSON DE SAILLY A PARIS 16EME

MAITRE D'OUVRAGE :	**REGION ILE-DE-FRANCE** Unité Lycées 35, boulevard des Invalides 75007 PARIS

La **Région Ile-de-France**, représentée par la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France, dûment autorisé par la délibération de la commission permanente N°,

ci-après dénommée " *le maître d'ouvrage* ",

d'une part

et **La Société d'Aménagement et d'Équipement de la Région Parisienne** (SAERP), société anonyme, sise Cité Régionale de l'Environnement d'Ile de France, 90-92 avenue du Général Leclerc, 93500 PANTIN, représentée par Madame Isabelle BONNAUD-JOUIN, sa Directrice générale, en vertu de la délibération du conseil d'administration du 14 mai 2014.

ci-après dénommée " *le mandataire* ",

d'autre part

Sont convenues de ce qui suit :

SOMMAIRE

PREAMBULE 3
ARTICLE 1 : CONTEXTE ET OBJECTIFS - OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE 3
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES 4
ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT 4
ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION 6
ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE 7
ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION 8
ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES 12
ARTICLE 8 : ASSURANCES 13
ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE 14
ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS 14
ARTICLE 11 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE 14
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION 15
ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE 16
ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES 17
ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION 18
ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE 19
ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS 19
ANNEXE 1A 21
ANNEXE 1B 22
ANNEXE 1C 25
ANNEXE 2A 26
ANNEXE 2B 27
ANNEXE 2B BIS 28
ANNEXE 2B TER 29
ANNEXE 2C 30
ANNEXE 3 31
ANNEXE 4 33
ANNEXE 5 35
ANNEXE 6 37

PREAMBULE

La Société d'Aménagement et d'Equipement de la Région Parisienne (SAERP) a été créée le 10 décembre 1956, sous le régime juridique défini par les articles L. 1521-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, en vue de doter la région Ile-de-France et les autres collectivités adhérentes d'un outil opérationnel d'intervention dans le domaine de l'aménagement, de la construction et du développement du territoire.
La SAERP a pour objet de réaliser des opérations d'aménagement, de construction et de développement définies par la Région Ile-de-France et les autres collectivités actionnaires, relevant de ses compétences.
Par décisions respectivement en date du 12 novembre 2008 puis du 27 mai 2013, la SAERP a été transformée d'abord en Société Publique Locale d'Aménagement puis en Société Publique Locale afin de permettre aux collectivités actionnaires de faire appel à cette société sans devoir la mettre en concurrence.

ARTICLE 1 : CONTEXTE ET OBJECTIFS - OBJET – ENVELOPPE FINANCIERE – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

1.1 – CONTEXTE ET OBJECTIFS

La Région Ile de France compte actuellement 45 cités mixtes régionales, établissements regroupant collège et lycée, dont la maitrise d'ouvrage est confiée à la Région.

Une convention générale de gestion régit la relation entre le département et la Région pour tout ce qui concerne les frais d'exploitation et de maintenance avec notamment un programme annuel d'interventions, établi par la région à l'année N-1 et proposé au département pour validation. Les dépenses concernant les moyens, ouvrages et équipements partagés sont cofinancées par le département au prorata du nombre de collégiens, et financés à 100% pour les parties de collège. La Région conserve 100% des dépenses de la partie Lycée et le cofinancement des parties communes.

En raison de la taille des sites et d'un retard d'investissement cumulé depuis plusieurs années, l'état de certains bâtiments est préoccupant et les capacités d'intervention au travers des programmes annuels sont insuffisantes. Des opérations conséquentes de maintenance de renouvellement sont nécessaires.

L'Unité Lycées structure un plan pluriannuel de maintenance (PPM) priorisant des grosses réparations dans les cités mixtes en lien avec les départements. Les opérations les plus urgentes, portant sur la sécurité, l'hygiène et la solidité ont été inscrites en priorité. Il s'agit notamment de travaux indispensables de mise aux normes ou de renouvellement des installations d'électricité, sécurité incendie, menuiseries extérieures, clos-couvert.

Ces opérations patrimoniales, sont traitées pour la Région, dans le cadre du budget régional de maintenance et grosses réparations.

1.2 – OBJET

La présente convention porte sur la **conduite de l'opération de mise en conformité et sécurité des installations électriques, mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI et câblage informatique pour l'environnement numérique de travail pour la cité mixte régionale JANSON DE SAILLY à PARIS 16ème** comportant les missions définies à l'article 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée, dans les conditions prévues à la présente convention, sur la base du programme figurant à l'***annexe 1*A** et du cadre calendaire figurant à l'***annexe 1B*** de la présente convention.

Le mandat objet de la présente convention est incompatible avec toute mission de maîtrise d'œuvre, de réalisation de travaux ou de contrôle technique portant sur le ou les ouvrages auxquels se rapporte le mandat, exercée par cette personne directement ou par une entreprise liée.

1.3 – ENVELOPPE FINANCIERE

L'enveloppe financière est fixée à **6 233 000 d'euros toutes dépenses confondues**. Cette enveloppe est réputée comprendre tous frais (tous travaux, honoraires y compris ceux du mandataire, assurances, toutes

dépenses nécessaires à la réalisation de l'opération). Le prix est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais.

Cette opération porte sur une cité mixte régionale (CMR), une convention spécifique est passée entre la Région et le Département qui notamment, fixe le taux de répartition des dépenses.
Pour cette opération, le taux de participation départementale est fixé **à 28,76%,** référence du Programme **2014**. Le montant total toutes dépenses confondues de l'opération est réparti en p**art départementale 1 792 611 €TTC et part régionale : 4 440 389 €TTC**
Elle peut faire l'objet de votes successifs d'autorisations de programme qui seront notifiés au mandataire selon les modalités prévues à **l'*annexe 2A***.

L'enveloppe globale est définitivement arrêtée à l'approbation par le maître d'ouvrage de l'avant-projet définitif ou à défaut du projet.

1.4 – ENTREE EN VIGUEUR ET DUREE

La convention est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. Elle prendra effet à compter de sa notification au mandataire par le maître d'ouvrage et expire à la date de constatation de l'achèvement de l'opération.

Tout délai commence à courir le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ du délai. Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à la fin du dernier jour de la durée prévue. Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième et quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire à la fin du dernier jour du mois. Lorsque le dernier jour est un samedi, un dimanche, un jour férié ou chômé, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES

La convention et ses annexes :

- Annexe 1A : Programme de l'opération
- Annexe 1B : Cadre calendaire de l'opération
- Annexe 1C : Structure et organisation mise en place par le mandataire
- Annexe 2A : Bilan de l'autorisation de programme
  Annexe 2B : Demande d'avance de fonds/rémunération, Planning prévisionnel détaillé des dépenses 2B bis, Décompte des paiements effectués par le mandataire 2B ter,
- Annexe 2C : Bilan financier de l'opération
- Annexe 3 : Bilan financier annuel
- Annexe 4 : Les documents techniques à remettre par le mandataire à l'unité lycées au cours de l'opération, dont les documents de suivi à remettre lors des réunions semestrielles et prise en compte de la charte graphique et du plan de classement
- Annexe 5 : Dossier de fin d'opération
- Annexe 6 : Charte graphique

ARTICLE 3 : PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

3.1 – LE PRIX

Pour l'exercice de sa mission, le mandataire perçoit une rémunération basée sur le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues, hors sa rémunération.
Ce montant, hors taxe, résulte de l'application d'un taux sur le montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues, hors rémunération du mandataire.
Ce montant de rémunération est calculé selon la formule suivante :
Montant HT = [A x B] / [1 + (B x 1,20)]
A = Montant TTC de l'opération toutes dépenses confondues
B = Taux de rémunération

Le taux de rémunération est fixé à : 4.60 %

Le montant de la rémunération de la Saerp s'élèvera ainsi à 271 719.11€ HT soit 326 062.90€ TTC.

3.2 - AJUSTEMENT DE LA REMUNERATION

Il est convenu que lorsque le montant TTC de l'opération, toutes dépenses confondues (hors rémunération du mandataire) augmente par rapport au montant initial, la rémunération du mandataire est ajustée en conséquence, notamment lors des différentes phases de facturation de la rémunération du mandataire.

Une telle augmentation est constatée lorsque l'autorisation de programme de l'opération excède le montant d'origine de l'opération, toutes dépenses confondues.

La rémunération est ajustée, lors du bilan de fin de mission, sur la base des règlements effectués. A ce stade, le montant de la rémunération ne pourra cependant pas être inférieur au montant résultant du taux indiqué dans la présente convention appliqué à l'estimation initiale du maître d'ouvrage, à l'exception toutefois de l'application éventuelle de pénalité(s) en cours d'exécution du contrat ou encore à l'exception de la résiliation de ce contrat.

Le taux de rémunération est également établit au regard du mode de dévolution des marchés tels que prévus à la présente convention (Article 6.3-C Elaboration et passation des marchés de travaux) et des conséquences induites en terme de gestion de marchés et de délai. Aussi, dans le cas ou des modifications seraient demandées par le maitre d'ouvrage quant au mode de dévolution des deux principaux marchés, à savoir les équipes de maîtrise d'œuvre et les travaux, un forfait de rémunération complémentaire sera dû.
Il est convenu qu'une modification s'entend par un nombre de lot technique ou géographique supérieur à celui initialement prévu. Le forfait est de 10.000 € HT par consultation.

3.3 – ACOMPTES

Le règlement de la rémunération du mandataire est fractionné selon les étapes suivantes :

Etape 1	Remise au Maître d'ouvrage d'une note méthodologique de déroulé de mission	6%
	Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre	6%
	Validation du rapport d'analyse pour le choix de la maîtrise d'œuvre	6%
	Notification du marché de maîtrise d'œuvre	2%
	Sous-total	**20%**
Etape 2	Transmission du rapport VAL DIAG	5%
	Transmission du rapport AVP	5%
	Obtention des autorisations administratives	3%
	Validation du PRO par le comité de pilotage	5%
	Sous-total	**18%**
Etape 3	Lancement de la consultation travaux après validation du DCE par le maître d'ouvrage	5%
	Validation du rapport d'analyse pour le choix des entreprises	5%
	Notification des marchés de travaux	2%
	Sous-total	**12%**
Etape 4	Exécution des travaux, versements trimestriels au prorata de l'avancement des travaux	40%
	Sous-total	**40%**
Etape 5	Réception	2,5%
	Levées des réserves / Mise à disposition des ouvrages	2,5%
	Sous-total	**5%**
Etape 5	Etablissement du BFM	2,5%
	Quitus	2,5%
	Sous-total	**5%**

Les acomptes et le solde de la rémunération du mandataire, calculés selon les modalités définies ci-dessus, font l'objet d'un versement distinct de celui des avances faites au mandataire dans le cadre de sa mission.

Pour chaque demande d'acompte sur rémunération, le mandataire transmet au maître d'ouvrage une note d'honoraire en deux exemplaires auprès de la Sous-direction administrative et juridique de la Direction de la Construction et de la Maintenance – Unité Lycées, accompagnée de l'annexe 2B.

3.4 – PAIEMENT

Le paiement s'effectue par mandat administratif, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

S'agissant d'une cité mixte régionale, les dépenses sont imputées sur deux lignes budgétaires distinctes, dépenses pour le compte d'un tiers et dépenses pour le compte de la Région. Chaque paiement pourra faire l'objet de deux versements l'un correspondant à la part financée par la Région, le second à la part financée par le département.

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le titulaire conformément à la présente convention. Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.
Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, le mandataire a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre de la présente convention en faisant porter le montant au crédit :

Nom de l'établissement de crédit : Caisse des dépôts et consignations Adresse de cet établissement : 56, rue de Lille – 75356 Paris Cedex 07 SP Compte ouvert au nom de : SAERP Sous le numéro : 0000089166U Code Banque : 40031 Code Guichet : 00001 Clef : 13

ARTICLE 4 : STRUCTURE MISE EN PLACE POUR L'OPÉRATION

4.1 LA STRUCTURE MISE EN PLACE PAR LE MANDATAIRE : ANNEXE 1C

Le mandataire est engagé par la qualité des moyens humains proposés et annexés à la présente convention (***annexe 1C***) et, notamment, des qualifications, de l'expérience technique, juridique et administrative et du savoir-faire nécessaires au bon exercice de la mission, du responsable de la présente opération et de son équipe. L'interlocuteur de la Région, désigné par le mandataire pour assurer le suivi de l'opération, aura un niveau équivalent au diplôme d'ingénieur avec une expérience professionnelle de cinq ans au minimum.

L'équipe, au vu de laquelle la présente convention a été notifiée, assure l'ensemble du suivi de l'opération jusqu'à la délivrance du quitus.

Le mandataire assure en toute circonstance la disponibilité d'un personnel compétent pour assister le responsable d'opération ou, en cas de d'absence ou de défaillance de celui-ci, pour assurer la continuité de la mission.

En cas de changement du responsable d'opération et/ou de toute ou partie de son équipe, le mandataire soumet sans délai au maître d'ouvrage, pour accord, les noms des nouveaux correspondants, accompagnés de leurs références, leurs plans de charge et tout renseignement les concernant de nature à établir un niveau de qualification et d'expérience équivalent à celui de la première équipe.

Pour le suivi de l'opération et quelle que soit l'organisation de la structure du mandataire, le responsable d'opération ainsi agréé par le maître d'ouvrage est l'interlocuteur unique du maître d'ouvrage.
Le mandataire s'assure que le nouveau responsable d'opération dispose de l'ensemble des documents et toutes les informations lui permettant d'assurer sans interruption la continuité de l'opération, de sorte que le maître d'ouvrage n'ait pas à assurer, en lieu et place du mandataire, son information.

Pour l'exécution des missions et responsabilités confiées au mandataire, celui-ci peut être représenté par son représentant légal ou une personne dûment habilitée par lui qui est seul en droit d'engager la responsabilité du mandataire pour l'exécution de la présente convention.
Dans l'hypothèse d'une délégation de signature du représentant légal, la délégation est annexée à la présente convention. Le maître d'ouvrage est tenu informé sans délai de tout changement.

Ces dispositions s'appliquent sous peine d'une pénalité définie à l'***article 12.1*** de la convention.

4.2 ORGANISATION DU PILOTAGE POUR LA RELATION MANDATAIRE – MAITRISE D'OUVRAGE

4.2.1 – La structure mise en place par le maître d'ouvrage

Cette opération concernant la maintenance de l'établissement, l'opération sera conduite en relation avec **le technicien et l'ingénieur territorial référent de l'établissement** d'une part, et le **Chef d'établissement** d'autre part.

Il est souligné que l'établissement n'est pas prescripteur des travaux et n'a pas de rôle de validation.
Des réunions seront organisées sur site avec l'établissement au démarrage des études et avant le démarrage de chantier, ainsi que pendant les travaux avec une périodicité hebdomadaire ou mensuelle.
La sécurité et la qualité d'organisation de l'intervention en site occupé doit être une préoccupation permanente.

Le chargé de mission « cités mixtes régionales », pilote de la démarche de PPM dans les cites mixtes régionales en lien avec départements, sera tenu informé de l'avancement de l'opération.

Tout rapport de phase doit être adressé en copie au chef de service et au sous-directeur concerné, qui en tant que de besoin relance les sujets en attente et aide à la coordination en interne à la maitrise d'ouvrage. Le mail est à privilégier.

L'organisation aux différentes phases de l'opération est précisée ci-après à **l'Article 6**

ARTICLE 5 : CADRE DE LA MISSION DU MANDATAIRE

La convention prend effet à compter de sa notification au mandataire. Elle expire lors de la délivrance du quitus par le maître d'ouvrage.

Le mandataire assure, sous les orientations et recommandations du maître d'ouvrage, la conduite de l'opération. A cet effet, il :

- encadre les intervenants et prestataires de l'opération en qualité de représentant du maître d'ouvrage ;
- assure la médiation permanente entre le maître d'ouvrage, les utilisateurs de l'ouvrage, les bureaux d'études, les équipes de maîtrise d'œuvre, les entreprises et autres intervenants de l'opération ;
- s'assure à tout moment du respect de l'enveloppe financière de l'opération et de chaque intervention (site). Il fournit à la demande du maître d'ouvrage le budget de l'opération actualisé et détaillé ;
- s'assure à tout moment du respect du calendrier de réalisation de l'opération, établi en accord avec le maître d'ouvrage et compatible avec le cadre calendaire défini en ***annexe 1B*** de la présente convention ;
- assiste, en tant que de besoin, le maître d'ouvrage dans le cadre de concertations ;

- procède à l'élaboration, au lancement de tout marché nécessaire à la réalisation de l'opération, prépare le dossier nécessaire à leur transmission au contrôle de la légalité et procède à leur notification et informe sans délai le maître d'ouvrage en lui transmettant une copie du marché notifié ;
- applique, pour ce faire, les procédures prévues par l'ordonnance du 23/07/2015 et le décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatifs aux marchés publics et celles exigées par le maître d'ouvrage soit dans les délibérations de son assemblée délibérante, soit sur le site de la région (http : // marchespublics.iledefrance.fr) et inscrit le suivi de la passation et du suivi des marchés dans un outil informatique spécifique du maître d'ouvrage ;
- prépare, intervient et établit les comptes-rendus qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage à chaque phase de l'opération ;
- rend compte, pendant toute la durée du mandat, des problèmes particuliers survenus et fait des propositions écrites au maître d'ouvrage pour permettre la poursuite de l'opération dans les meilleures conditions de qualité, de délai et financières ;
- participe aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage conformément à la présente convention ;
- organise, chaque mois pendant les travaux, une réunion de « maîtrise d'ouvrage » entre le maître d'ouvrage, l'utilisateur, la maîtrise d'œuvre et lui-même, et en établit le compte rendu ;
- assure le paiement des avances et des acomptes des divers marchés dans les conditions de forme et de délai prévues pa rl'ordonnance du 23/07/2015 et le décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatifs aux marchés publics;
- prépare, assiste et pilote les réunions du groupe de pilotage et du comité de pilotage ;
- prépare la réunion semestrielle d'évaluation sur le suivi de l'opération avec le maître d'ouvrage, sur convocation de ce dernier en établissant les documents suivants : le calendrier d'opération à jour, le bilan financier provisoire actualisé de l'opération, un échéancier des dépenses de l'opération, la fiche de synthèse rapportant l'avancement des marchés en cours et les difficultés éventuelles rencontrées, ainsi que les solutions envisagées pour y remédier. Le responsable d'opération assiste à la réunion semestrielle. Il en établit le compte-rendu qu'il transmet pour validation au maître d'ouvrage.
- assure la présentation ou en appui au maitre d'ouvrage prépare les éléments de présentation des interventions pour l'exposé à la direction de l'établissement et à son conseil d'administration ;
- s'assure du respect du cahier des charges pour la réalisation des plans numériques : « Charte graphique de la Région d'Ile de France ».

ARTICLE 6 : LES DIFFERENTES PHASES DE L'OPERATION

La présente opération fait l'objet d'un découpage en phases énumérées ci-dessous. Chacune de ces phases comprend des tâches d'organisation, d'animation, d'élaboration et de formalisation de dossiers et de comptes-rendus/fiches de synthèses.

Parmi ces tâches, certaines d'entre elles, qualifiées de « missions encadrées », sont soumises à des délais fixés à l'***Annexe 1B***. Ces « missions encadrées » consistent en la remise, soit pour validation, soit pour approbation, soit pour simple réception par le maître d'ouvrage, de divers documents tels que projets d'avis d'appel public à concurrence, dossier de consultation des bureaux d'études/concepteurs/entreprises, comptes-rendus, pièces administratives ou financières, ceci dans des conditions décrites dans les procédures régionales (cf. : site http://www.iledefrance.fr/marchés-publics).

A l'intérieur de chacune de ces phases, le mandataire est tenu de respecter des délais fixés pour ces « missions encadrées ». En cas de non respect du délai global d'une ou de plusieurs phases, tout retard dans la réalisation de ces « missions encadrées » donne lieu à pénalité dans des conditions fixées à l'***article 12.1*** de la convention.

6.1 : LA PHASE PREPARATOIRE

Lors de la réunion de lancement, le Maître d'ouvrage remet au mandataire les pièces dont il dispose constitutives du dossier de l'opération (***annexe 1A***).

Sur la base de ce dossier, le mandataire apprécie la nécessité de toute autre étude non inscrite dans la liste ci-dessus et en réfère au maître d'ouvrage.

Le mandataire prend contact avec l'ingénieur de l' Unité territoriale et le chef d'établissement pour effectuer une visite de site.

Il propose un cadre et une méthode d'intervention, établit un calendrier prévisionnel détaillé d'opération (global et par site), une estimation des marchés et des procédures.

6.2 : DE LA MISE AU POINT DES CONSULTATIONS D'ETUDES A LEUR NOTIFICATION

A – Passation des marchés des maîtrises d'œuvre
Le mandataire élabore le cahier des charges des marchés des équipes de maîtrise d'œuvre qui intègre à minima les compétences de BET des corps d'état concernés, coordinateur SSI et sécurité incendie (interne à la MOE selon l'objet de l'opération), économiste de la construction, compétence en organisation (OPC en phase étude). Le cas échéant une mission d'OPC travaux sera incluse, si les travaux sont dévolus en lots techniques séparées.

Dans le cadre de la consultation, il organise et conduit les visites de site. A ce titre il informe préalablement l'ingénieur territorial de la région en charge du lycée (ou son responsable) ainsi que la direction de l'établissement concerné.

Le mode de dévolution envisagé est celui d'une consultation unique formalisée, en appel d'offre ouvert.

Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

B - Passation des autres marchés d'études
Aux différents stades des études, le mandataire engage les marchés nécessaires à l'opération et notamment ceux relatifs aux missions suivantes :
- contrôle technique (CT) ;
- coordination sécurité protection santé (CSPS) ;
- diagnostics complémentaires ;

(CSSI : dans le cas de cette opération la mission CSSI est intégrée au marché de MOE)

Il appartient au mandataire d'anticiper sur les interventions des différents prestataires et de lancer les marchés correspondants.
Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que défini à l'**article 7** de la présente convention.

Pour les diagnostics amiante et plomb, le mandataire se rapproche du service de la Région compétent.

6.3 : DE LA NOTIFICATION DU MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE A LA NOTIFICATION DES MARCHES DE TRAVAUX

A : Suivi des études de maîtrise d'œuvre
Le mandataire organise les réunions de démarrage des études sur site avec les utilisateurs, le Maître d'ouvrage (ingénieurs de la DCM), et les équipes de maîtrises d'œuvre technique. Elles ont pour objectif la présentation des interlocuteurs, du programme de l'opération, de l'organisation, du planning, et permet de recueillir les remarques de l'établissement.

En application de l'article 5 de la loi du 12 juillet 1985, le mandataire est tenu de solliciter l'accord préalable du maître d'ouvrage sur les dossiers d'avant projet (AVP).

Le mandataire s'assure de la transmission des dossiers AVP, PRO/DCE à l'ensemble des prestataires extérieurs missionnés pour émettre un avis notamment :
- CSPS
- Contrôleur technique
- Autres

Il effectue la synthèse de ces avis et l'adresse avec un exemplaire du dossier AVP, PRO/DCE au maître d'Ouvrage.

Il recueille et synthétise les avis du maître d'Ouvrage, notamment sur les thèmes suivants :
- sécurité incendie
- amiante, plomb
- autres

Il organise autant que de besoin la ou les réunions nécessaires selon les problèmes soulevés, en collaboration avec l'ingénieur territorial chargé de l'opération.

A partir de ces éléments, il effectue un rapport de phase pour le soumettre à l'approbation du maître d'Ouvrage. Ce rapport permet de suivre la traçabilité des avis sur l'ensemble des sujets techniques ainsi que sur l'évolution économique de l'opération par rapport au budget d'origine, en rappelant à chaque fois les décisions et estimations des phases antérieures.

Après accord du maître d'ouvrage, le mandataire communique au maître d'œuvre la validation ou le refus du dossier, avec toutes les remarques justifiant la décision.

B : Autorisations administratives
Au cours de la phase AVP le mandataire prépare la demande d'autorisation de travaux (modification d'un ERP), prévue à l'article L. 111-8 du CCH auprès des commissions accessibilité et sécurité : il dépose les dossiers auprès des services instructeurs et assure le suivi de leur instruction. Il organise, à cet effet, toutes les réunions nécessaires à leur obtention.
Il transmet les arrêtés au maître d'œuvre et s'assure de leur prise en compte au cours de la phase projet de maîtrise d'œuvre.

Il établit toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

C : Elaboration et passation des marchés de travaux
Le mandataire planifie la procédure de consultation des entreprises de travaux, selon le mode de passation et les procédures du maître d'ouvrage. Le mode de dévolution envisagé est celui d'une consultation formalisée en appel d'offre ouvert **en 2 lots techniques.**

Pour ces marchés, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution tel que définit à l'**article 7** de la présente convention.

6.4 : DE LA NOTIFICATION DES MARCHES DE TRAVAUX A LA FIN DE LA GARANTIE DE PARFAIT ACHEVEMENT

Le mandataire organise et pilote une réunion de démarrage de chantier sur site. Elle réunit l'équipe de direction de l'établissement, l'ingénieur territorial, la MOE, le cas échéant l'OPC et le CSSI , le CSPS, le CT, les entreprises de travaux,. Il a pour objectif la présentation des interlocuteurs, de l'organisation, du planning, et permettra de préciser l'organisation de la sécurité du site avec l'établissement.

A : Suivi de chantier

Le mandataire exerce toutes les charges de la maîtrise d'ouvrage pour le suivi de chantier.
Il participe aux réunions de chantier en lieu et place du maître d'ouvrage. Il est au minimum **présent toutes les semaines** pendant l'activité du chantier.

Il s'assure de la bonne marche du chantier et de la bonne exécution des marchés par l'ensemble des prestataires intervenant sur le chantier.

Le mandataire est le garant du respect des prestations dues aux contrats et du suivi rigoureux des montants de travaux. En cas de modification nécessaire par rapport aux travaux prévus, le mandataire assure les négociations avec la maitrise d'œuvre et les entreprises pour la mise au point d'une solution alternative. Pour toute modification par rapport au dossier marché, le mandataire établira avec le maitre d'œuvre une « Fiche de travaux modificatifs » explicative, qu'il transmettra au maitre d'ouvrage (groupe de pilotage et ingénieur territorial) accompagnée du devis de l'entreprise en plus ou moins-value, pour avis. Le mandataire tient à jour la liste complète des travaux modificatifs.
Il assure la maîtrise des évolutions liées aux travaux modificatifs dans le respect de l'enveloppe de l'opération. Aucun devis de travaux supplémentaires ne sera accepté à postériori de leur réalisation, ou exécutés sans l'accord exprès du groupe de pilotage.

En cas de difficulté sur le chantier et notamment de défaillance d'une entreprise, il rend compte au maître d'ouvrage des solutions envisageables accompagnées d'une analyse de toutes les incidences juridiques, financières, techniques et calendaires.

Doit être soumise pour approbation préalable au maître d'ouvrage toute décision ayant pour effet de porter une modification sur le montant ou le calendrier des travaux ou les contrats, notamment les documents suivants :
- actes spéciaux de désignation de sous-traitants en cours de travaux ;
- demandes d'avenants aux marchés et réclamations ;
- décision de poursuite des travaux au-delà de la masse initiale ;
- proposition de travaux modificatifs ;
- prolongation de délai ;
- affermissement d'une tranche conditionnelle ;
- mise en demeure.

B : Réception de l'ouvrage

Le mandataire assiste aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Il fait établir l'attestation prévue à l'article 111-7-4 CCH après achèvement par un contrôleur technique titulaire d'un agrément ou MOE différent de la conception. Il la transmet au maître d'ouvrage.

A la suite, il organise une visite des ouvrages à réceptionner à laquelle participent le maître d'ouvrage, le mandataire, le maître d'œuvre, le contrôleur technique, le coordonnateur de sécurité et de santé. Cette visite donne lieu à l'établissement d'un compte-rendu qui reprend les observations présentées par le maître d'ouvrage et qu'il entend voir réglées avant d'accepter la réception.

Le mandataire reçoit la proposition de réception du maître d'œuvre qu'il transmet immédiatement au maître d'ouvrage avec son avis motivé. A l'appui de l'accord du maître d'ouvrage, le mandataire prononce ou non la réception, éventuellement assortie de réserves. Il notifie sa décision à ou aux entrepreneurs dans les délais prévus à l'article 41.3 du CCAG travaux en vigueur.

Après accord du maître d'ouvrage, la réception de l'ouvrage est prononcée par le mandataire selon les modalités en vigueur prévues CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

La remise de l'ouvrage à la Région intervient à la date d'effet de la réception mentionnée dans la décision de réception. Elle transfère la garde et l'entretien de l'ouvrage correspondant à la Région.

Le mandataire remet au maitre d'ouvrage à l'attention du chef d'établissement, le dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage (DIUO), dans le cadre d'une visite de présentation des ouvrages réalisés, en présence du personnel d'entretien/maintenance de l'établissement.

Le mandataire suit les levées de réserves éventuelles et fait respecter les délais d'exécution précisés dans la décision de réception. La levée de réserves fait l'objet d'un procès-verbal notifié à l'entrepreneur, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage.

C : Garantie de parfait achèvement

Le mandataire est responsable du suivi des obligations dues au titre de la garantie de parfait achèvement.

Il propose au maître d'ouvrage une méthodologie de suivi du parfait achèvement de l'ouvrage. En particulier, il s'assure de la tenue d'un cahier mentionnant tous les désordres et dysfonctionnements avec l'émargement du maître d'œuvre après réparation.

Il propose l'organisation d'une visite de parfait achèvement avant la fin du délai de garantie.

Il veille à ne pas restituer la retenue de garantie tant que les obligations de l'entrepreneur, au titre des levées de réserves et au titre du parfait achèvement, ne sont pas exécutées.

Il apprécie la nécessité de prolongation du délai de parfait achèvement et soumet sa proposition de levée de réserves pour validation au maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 : CONDITIONS D'APPROBATION ET SUIVI DES MARCHES

7.1 : CONDITIONS D'APPROBATION DES MARCHES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Les marchés nécessaires à la réalisation de la présente opération sont signés par le mandataire. Cette signature, par délégation de la présidente de la Région Ile-de-France, ne peut intervenir qu'une fois que celui-ci en a reçu l'habilitation expresse par le conseil régional.

En application de l'article 3 de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985, cette signature doit être précédée de l'approbation préalable par le maître d'ouvrage du choix du maître d'œuvre et des entrepreneurs. Cette approbation intervient dans le respect du Code général des collectivités territoriales, de l'ordonnance du 23/07/2015 et du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatifs aux marchés publics et des procédures régionales.

7.2 : PASSATION ET EXECUTION DES MARCHES

Pour tous les marchés dont il a la charge dans le cadre du présent mandat, le mandataire assure l'élaboration, la passation, l'attribution et le suivi d'exécution.

Le mandataire établit les cahiers des charges et rédige les avis d'appel public à concurrence. Après accord du maître d'ouvrage, il lance les consultations dans les supports appropriés et vérifie leur parution, il assure l'ensemble du suivi de la procédure de lancement, y compris par voie dématérialisée (notamment les réponses aux questions).

Le mandataire procède à l'ouverture et à l'analyse les candidatures et offres, il rédige le rapport d'analyse. Il s'assure que les offres sont compatibles avec le budget prévisionnel de l'opération. Il soumet le rapport d'analyse à l'accord du maître d'ouvrage pour validation. Il inscrit et assure la présentation devant la commission d'appel d'offre du Maître d'ouvrage le cas échéant.

Le mandataire rédige les courriers motivés de rejets et d'attribution, il répond aux éventuelles réclamations des candidats. Ces projets de courrier sont soumis au maître d'ouvrage pour approbation selon les procédures régionales. Il rédige le rapport destiné au contrôle de légalité qu'il transmet, le cas échéant, avec la totalité du dossier d'appel d'offre à l'UAJMQ pour transmission en préfecture. Il signe et notifie les marchés, et en informe sans délai le maître d'ouvrage, puis il publie l'avis d'attribution.

Le mandataire assure le suivi de la bonne l'exécution de la mission des différents prestataires et procède aux paiements des marchés qu'il a passé. Il veille à leur bonne et complète exécution avant de solder les paiements, à défaut le mandataire s'expose à supporter les frais complémentaires qui en résulteraient.

Le mandataire informe le maître d'ouvrage de toute difficulté rencontrée qui pourraient augmenter le coût de l'opération ou allonger sa durée d'exécution.

7.3 : AVENANTS AUX MARCHES

Les avenants aux marchés ne peuvent en bouleverser l'économie, sauf en cas de sujétions techniques imprévues ne résultant pas du fait des parties au marché.

Pendant le déroulement de l'opération le mandataire tiendra le maitre d'ouvrage informé de toute demande émanant des titulaires de contrats. Dans le cas où ces demandes pourraient induire une évolution du planning, du coût, ou de prestations, le mandataire doit rapidement transmettre au maitre d'ouvrage une information circonstanciée et copie des différentes demandes, accompagnées d'une proposition de réponse.

Dans le cas où les évolutions justifient des avenants, ceux-ci doivent être préparés en amont par la mandataire et accompagnés d'un argumentaire à l'attention du maitre d'ouvrage.

Dans le cas où un avenant serait justifié, ils sont, avant tout début d'exécution :
- négociés avec le titulaire du marché et signés par celui-ci ;

- approuvés par le Maître d'ouvrage et le cas échéant, approuvés préalablement par la commission permanente du maître d'ouvrage qui autorise leur signature et/ou leur complément de crédit ;
- transmis par le maître d'ouvrage au service préfectoral chargé du contrôle de légalité pour les marchés et leur(s) avenant(s) supérieur(s) au seuil de l'article D2131-5-1 du CGCT ;
- signés et notifiés au titulaire du marché par le mandataire.

7.4 : INFORMATIONS SUR LES MARCHES

Le mandataire transmet au maître d'ouvrage, dès notification, une copie du marché *(acte d'engagement, CCAP, les avenants, les actes de sous-traitance…).*

Il lui communique, de plus, le bilan de chaque marché dans le mois suivant le paiement du solde du marché. Ce bilan inclut le numéro du marché, son montant initial, les montants réglés, toutes justifications pour expliquer un écart éventuel entre les deux sommes et une appréciation sur les conditions d'exécution du marché.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

8.1 – ASSURANCE DU MANDATAIRE

Le mandataire devra, dans le mois qui suit la notification de la convention, fournir au maître d'ouvrage la justification :
- de l'assurance qu'il doit souscrire au titre de l'article L.241-2 du code des assurances, uniquement en cas d'immixtion technique du mandataire ;
- de l'assurance garantissant la totalité des conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent dans le cadre de son activité professionnelle à la suite de dommages corporels, immatériels, consécutifs ou non, survenus pendant l'exécution et après la réception des travaux causés aux tiers ou à ses cocontractants. »

8.2 – POLICE DOMMAGE OUVRAGE ET TOUS RISQUES CHANTIER

La souscription des contrats d'assurances « Dommage Ouvrage » et « Tous Risques Chantier » est soumise à l'accord préalable express du maître d'ouvrage.

Le mandataire souscrit pour le compte de la Région, maître d'ouvrage, les contrats d'assurances Dommage Ouvrage et Tous Risques Chantier (TRC) de l'opération qui lui est confiée et complète le dossier de l'assureur, en lui transmettant notamment toutes les informations lui permettant d'apprécier le risque assuré jusqu'au terme de la période de parfait achèvement.

Le mandataire signe les contrats. Il en transmet un double au maître d'ouvrage.

Dans le cadre de la garantie TRC, il déclare et assure la gestion des sinistres survenus pendant la durée d'exécution et de parfait achèvement du chantier. Il en rend compte au maître d'ouvrage.

Le mandataire règle les primes dans les délais prévus aux contrats.

8.3 – ASSURANCES DES INTERVENANTS A LA CONSTRUCTION

- Responsabilité décennale

Sous peine d'engager sa propre responsabilité, le mandataire veille à la production par tous les intervenants (y compris les sous-traitants) des justificatifs de leur déclaration de l'opération auprès de leur assureur, avant la date d'ouverture du chantier, et d'une attestation d'assurance responsabilité civile décennale répondant aux exigences suivantes :
- être spécifique au chantier (indiquer l'adresse du chantier, le montant TTC des travaux, les délais) ;
- préciser les activités garanties.

Il tient à jour et à la disposition du maître d'ouvrage le registre des assurances en cours de validité durant toute la durée du chantier.

- Responsabilité civile pour tout dommage pendant le chantier et la période de parfait achèvement.

Le mandataire veillera à ce que les intervenants à l'opération (maître d'œuvre, bureau d'étude, entrepreneur, ingénieur-conseil, contrôleur technique, coordonnateurs de chantier et, d'une manière générale, tout autre intervenant participant directement à la réalisation de l'ouvrage) soient suffisamment assurés pour les conséquences pécuniaires de leur responsabilité recherchée en raison de dommages corporels, matériels et immatériels (consécutifs ou non) causés du fait du chantier, y compris pendant la période de parfait achèvement.

ARTICLE 9 : CONDITIONS D'AVANCES DE FONDS PAR LE MAÎTRE D'OUVRAGE

9.1 – CONDITIONS DES AVANCES DE FONDS VERSEES AU MANDATAIRE

Pour toutes les avances de fonds, le mandataire présente les demandes correspondant aux dépenses prévues pour trois mois de mission.

Le maître d'ouvrage procède au mandatement de l'avance de fonds demandée dans les délais réglementaires suivant la réception de la demande d'avance.

Le mandataire ne peut prélever sur les avances de fonds reçues sa rémunération qui lui est versée selon les modalités prévues à l'***article 3*** (prix et modalités de règlement) de la présente convention.

Dans le cas où le montant des dépenses prévues est inférieur au montant de la trésorerie disponible, il n'est pas procédé au mandatement de l'avance de fonds.

9.2 – VERSEMENT DES AVANCES DE FONDS

Lors de chaque demande d'avance de fonds, le mandataire adresse au maître d'ouvrage :

1 - le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération ;
2 - le budget prévisionnel de l'opération ;
3 - les annexes 2A (bilan de l'autorisation de programme) ; 2B (demande d'avance de fonds / rémunération), 2B bis (planning détaillé des dépenses prévisionnelles) et 2B ter (fiche navette) sous format Excel.
4 - les pièces justificatives des paiements effectués depuis l'avance précédente : factures acquittées en 2 exemplaires.

9.3 – REJET DES DEMANDES D'AVANCES DE FONDS

Les demandes d'avances de fonds présentées par le mandataire au titre de l'opération objet de la présente convention seront systématiquement repoussées dans les cas ci-après constatés :

- absence de production des pièces décrites à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds) de la présente convention ;
- absence de production d'un bilan annuel par le mandataire dans les délais impartis et précisés à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel) ;
- non réponse du mandataire dans un délai de trois mois aux observations adressées sous accusé de réception suite au contrôle d'un bilan annuel régulièrement déposé.

ARTICLE 10 : PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers résultant des disponibilités éventuelles sur les avances reçues par le mandataire sont versés sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations de l'Unité lycées. Ils sont reversés annuellement à la Région.

ARTICLE 11 : EVALUATION ET CONTROLES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage peut effectuer à tout moment les contrôles techniques, administratifs et comptables qu'il estime nécessaires. Pour ce faire, le mandataire laisse libre accès au maître d'ouvrage sur le chantier et lui communique les dossiers concernant l'opération.

11.1 – EVALUATION

Dans le cadre de la démarche qualité du maître d'ouvrage, le mandataire est régulièrement évalué sur les critères suivants :

- Respect des dispositions de la convention de mandat et du budget de l'opération
- Maîtrise des délais
- Continuité du suivi
- Information du maître d'ouvrage
- Qualité du suivi technique : Préparation de l'analyse des phases et rapport de synthèse au niveau AVP, PRO, DCE ainsi qu'en phase de réalisation.
- Présence et coordination sur le chantier
- Propositions de solutions et documents de synthèse
- Comptes-rendus des réunions
- Respect des procédures et des modèles documentaires (cf. : site http : // www. iledefrance.fr/marches-publics)
- Rapports d'analyse des candidatures et des offres

Les résultats sont enregistrés et communiqués au mandataire.

11.2 – CONTROLE FINANCIER ET COMPTABLE

11.2.1 : Comptabilité

Le mandataire tient une comptabilité distincte pour l'opération, objet de la présente convention, sur le compte bancaire de la SAERP dédié aux opérations de l'Unité lycées.

Le maître d'ouvrage peut vérifier à tout moment cette comptabilité en demandant au mandataire communication de toutes les pièces et marchés concernant l'opération.

En aucun cas, le mandataire ne peut utiliser les éventuels excédents de trésorerie pour financer des dépenses n'ayant pas de lien direct avec l'exécution de la présente convention.

11.2.2 : Bilan annuel

Avant le 15 mai de chaque année civile, le mandataire transmet au maître d'ouvrage :
- un certificat attestant l'état d'avancement de l'opération effectué au cours de l'exercice précédent, ainsi qu'une attestation du comptable certifiant l'exactitude des facturations et des paiements (cf. ***annexe 3***).
- un échéancier prévisionnel de l'opération faisant apparaître les dépenses pluriannuelles des crédits de paiements.

ARTICLE 12 : PÉNALITÉS ET FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

Le maître d'ouvrage applique au mandataire des pénalités sur sa rémunération selon les modalités suivantes :

12.1 – PENALITES

➢ Respect du cadre calendaire de l'opération

En cas de dépassement d'un délai par phase tel que prévu à l'***annexe 1B***, il peut être fait application d'une pénalité de 100 € HT pour chaque jour de dépassement des délais fixés pour les « missions encadrées » énumérées à cette annexe.

➢ Maintien de la structure opérationnelle

En cas de défaillance d'un responsable d'opération et du non-respect des obligations décrites à l'***article 4*** de la présente convention, il peut être fait application d'une pénalité de 150 € HT par jour de retard dans les quinze jours suivant la réception d'une mise en demeure.

➢ Présence aux réunions

En cas d'absence, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 € HT par absence.

➢ Réunions de chantier

En cas d'absence aux réunions de chantier telle que prévue dans la convention, il est fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 200 € HT.

➢ Transmission des pièces pour les demandes d'avances

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 9.2*** (versement des avances de fonds), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € HT par jour de retard, quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

➢ Bilan financier annuel

En cas de retard dans la remise du bilan annuel par rapport au délai fixé à l'***article 11.2.2*** (bilan annuel), le mandataire sera passible d'une pénalité forfaitaire non révisable de 800 € par mois de retard.

➢ Transmission des documents visés à l'annexe 4

En cas de non remise des documents prévus à l'***annexe 4 ,*** en cours d'opération, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

➢ Transmission des pièces pour ester en justice

En cas de non remise des documents et informations prévus à l'***article 13*** (capacité d'ester en justice), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

➢ Transmission des pièces du quitus

En cas de non remise des documents prévus à l'***article 15*** (délivrance du quitus), il sera fait application d'une pénalité forfaitaire non révisable de 100 € par jour de retard quinze jours après mise en demeure non suivie d'effet de fournir ces éléments.

Cas d'exonération des pénalités :

Pour le décompte des retards éventuels, ne pourront conduire à pénalité :

- les retards occasionnés par le défaut de réponse ou de décision du maître d'ouvrage dans les délais fixés par la présente convention ;
- les éventuels retards d'obtention d'autorisations administratives dès lors que le mandataire établit avoir fait diligence ;
- les conséquences de mise en redressement ou liquidation judiciaire de titulaires de marchés passés par le mandataire ;
- les journées d'intempérie au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ayant entraîné un arrêt de travail sur le chantier.

12.2 – FRAIS EXCLUS DU BUDGET D'OPERATION

➢ Charge des intérêts moratoires

Dans le cas où, du fait du mandataire, les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération ont droit à intérêts moratoires pour retard de paiement, le paiement des intérêts moratoires n'est pas prélevé sur le budget alloué à l'opération et est supporté par le seul mandataire.

➢ Charge des frais financiers

Tous les frais financiers, notamment les frais bancaires, sont à la charge du mandataire.

ARTICLE 13 : CAPACITÉ D'ESTER EN JUSTICE

Le maître d'ouvrage dispose seul de la capacité d'ester en justice devant les juridictions compétentes pour préserver et défendre les intérêts de la Région.

Toutefois, il appartient au mandataire, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage auprès des différents intervenants à l'acte de construire d'une part, et des tiers d'autre part, de signaler dans les plus brefs délais au maître d'ouvrage tout incident qui, perturbant le bon déroulement de l'opération, serait à ce titre susceptible de donner lieu à une saisine du juge et ce, à quelque stade que ce soit.

A cette fin, le mandataire saisira l'Unité opérationnelle en charge de l'opération et l'Unité Affaires Juridiques Marchés Qualité (UAJMQ) de la Région et transmettra dans les meilleurs délais à compter de la survenance des faits ou de la réception de la réclamation :
- le cas échéant, la réclamation et les pièces du demandeur ;
- un bref résumé de la situation indiquant le contexte, les points litigieux, les différents intervenants et/ou personnes concernés ;

Par ailleurs, afin de permettre au maître d'ouvrage de diligenter en temps utile le référé préventif dans le cadre de l'article R.532-1 du code de justice administrative, le mandataire transmettra, 4 mois avant le début des travaux, les éléments suivants à l'Unité Affaires juridiques – Marchés – Qualité (UAJMQ) :
- un bref résumé de l'opération indiquant le contexte et les différents intervenants ;
- une copie des documents suivants :
  - permis de construire,
  - permis de démolir (si besoin),
  - plan masse,
  - plan d'implantation,
  - relevés des propriétaires et concessionnaires de voiries (avec adresses des propriétaires concernés),
  - toutes pièces complémentaires utiles compte tenu du contexte de l'opération.

Pendant toute la durée de la procédure diligentée par le maître d'ouvrage, le mandataire est tenu, en sa qualité de représentant du maître d'ouvrage, à se rendre disponible pour assister le maître d'ouvrage ou le représenter à toutes les réunions qui pourront être organisées pour l'instruction de cette procédure, notamment sur le site.

Le mandataire pourra, à titre dérogatoire, saisir le juge des référés, en cas d'urgence, dans l'intérêt de toutes les parties et pour la conservation des éléments de preuve susceptibles de disparaître se rapportant à des faits susceptibles de donner lieu à un litige devant une juridiction, afin qu'il soit ordonné un constat en application de l'article R.531-1 du code de justice administrative.

Dans ce cas, il devra saisir le maître d'ouvrage préalablement au lancement d'une telle action selon la procédure suivante :
- saisine du maître d'ouvrage dès la survenance des faits ;
- avis du maître d'ouvrage (chargé d'opération) sur les aspects techniques au plus tard dans les 24 heures ;
- transmission du dossier à l'UAJMQ dans les 24 heures à compter de la réception du visa du chargé d'opération, pour accord sur l'engagement de l'action par le mandataire ;
- transmission du projet de requête à l'UAJMQ pour avis dans les 24 heures à compter de l'accord de cette dernière sur la procédure à engager.

ARTICLE 14 : DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - PROPRIETE DES ETUDES

Le maître d'ouvrage est seul propriétaire des études réalisées par le mandataire à l'occasion de sa mission.

Le mandataire s'engage à ne pas publier ou divulguer, de quelque façon que ce soit, les informations appartenant à la Région dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente convention et ce, tant que ces informations ne sont pas du domaine public.

Toute publication ou communication d'informations relatives aux études pendant la durée de la convention et les 6 mois qui suivent son expiration est soumise à l'accord écrit du maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage peut demander la suppression ou la modification de certaines informations dont la divulgation serait de nature à porter préjudice à l'exploitation, dans de bonnes conditions, des résultats

desdites études. De telles suppressions ou modifications ne peuvent porter atteinte à la valeur technique de la publication.

Le maître d'ouvrage fait connaître ses demandes dans un délai de deux mois à compter de la réception du projet. Passé ce délai, son accord est réputé acquis.

14.2 - DISPOSITIONS FISCALES

Dans le cadre de sa mission, le mandataire fait son affaire des règlements de tous les impôts et taxes relatifs à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 15 : ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du mandataire prend fin lorsque le quitus lui est délivré par le maître d'ouvrage ou lorsque la présente convention est résiliée dans les conditions ci-dessous définies à l'article 17.

Pour la délivrance du quitus, le mandataire doit avoir procédé à l'exécution complète de ses missions, soit après réalisation de toutes les étapes suivantes :

- expiration du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages et reprise des désordres couverts par cette garantie ;
- fin d'exécution des marchés et informations sur leur exécution : cf. : ***art.7.4 de la présente convention.***

Lorsque les conditions visées ci-dessus sont remplies, le mandataire transmet au maître d'ouvrage, à son initiative ou à la demande de celui-ci, les documents suivants :

- Le bilan financier de l'opération valant bilan de fin de mission : cf. : ***annexe 2C***

Ce bilan comporte le détail complet des dépenses et recettes réalisées, visé par le comptable du mandataire ;

- Les pièces justificatives des comptes non encore fournies (toutes les factures originales, relevés de compte pour les produits financiers) ;

- Un compte-rendu du déroulement de l'opération par le mandataire avec son analyse, en particulier, du calendrier de l'opération ;

- Le dossier de fin d'opération visé en ***annexe 5*** : dossier complet classé suivant le plan d'archivage de la Région comportant tous les documents, dont les originaux. La liste des documents de l'***annexe 5*** peut être unilatéralement modifiée par le maître d'ouvrage, notamment pour tenir compte de l'évolution de la réglementation.

Le maître d'ouvrage vérifie le bilan financier de l'opération et demande éventuellement des justifications complémentaires au mandataire.

Lorsque le bilan financier, rapproché du dernier bilan annuel reçu et de toutes les pièces justificatives, permet un arrêté des comptes, le maître d'ouvrage émet les éventuels titres de recettes correspondant à la trésorerie de l'opération, au trop perçu de rémunération et/ou aux produits financiers.

Après recouvrement des titres de recettes, le maître d'ouvrage notifie le quitus au mandataire et lui verse, le cas échéant, le solde de sa rémunération.

Après délivrance du quitus par le maître d'ouvrage, la responsabilité du mandataire ne peut plus être recherchée sauf en cas de dol, de manœuvres frauduleuses ou en cas de caractère incomplet du dossier susvisé.

Si à la date du quitus, il subsiste des litiges entre le mandataire et les titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération, le mandataire est tenu de remettre au maître d'ouvrage tous les éléments en sa possession pour que celui-ci puisse poursuivre les procédures engagées par ses soins.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

16.1- INTERDICTION DU TRAVAIL DISSIMULE PAR DISSIMULATION D'ACTIVITE OU PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIE – DENONCIATION – INJONCTION

Sauf travaux d'urgence dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents ou organiser des mesures de sauvetage, la SAERP s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donnera lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit susceptibles de contribuer à l'exécution des missions dévolues aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 8222-6, et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, et sans préjudice des dispositions figurant à l'article 16-2 ci-dessous, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations.
L'entrepreneur, en réponse à cette injonction, transmet au pouvoir adjudicateur tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours.

16.2- PENALITES EN CAS DE FAITS AVERES DE TRAVAIL DISSIMULE PAR DISSIMULATION D'ACTIVITE ET TRAVAIL DISSIMULE PAR DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIE.

A défaut de correction des irrégularités signalées, le pouvoir adjudicateur en informe l'agent auteur du signalement et appliquera les pénalités suivantes de 10.000 €.

En cas de manquement répété établi par les services chargés de la vérification de la régularité de l'emploi dans l'entreprise, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 17 : RÉSILIATIONS

Dans tous les cas visés ci-dessous, la résiliation prend effet 1 (un) mois après notification de la décision de résiliation.

Il est alors procédé à un constat contradictoire des prestations effectuées par le mandataire et des travaux réalisés. Ce constat donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui sert de base à la liquidation des comptes.

La date de ce procès-verbal constitue le point de départ du délai de six mois dans lequel le mandataire remet le bilan financier de l'opération et l'ensemble des documents visés en ***annexe 5***.

17.1- DEFAILLANCE DU MANDATAIRE

Dans le cas de carence avérée du mandataire dans l'accomplissement de sa mission et après mise en demeure infructueuse, le maître d'ouvrage peut résilier la présente convention sans indemnité pour le mandataire qui subit en outre une réfaction égale à 10 % de la part de rémunération restant due au regard des prestations déjà exécutées.

Dans l'hypothèse de l'absence de mouvements constatés pendant deux exercices consécutifs à la production d'un bilan annuel, à défaut de la production d'un bilan financier de fin de mission, il sera considéré que l'opération objet de la présente convention est terminée.

S'il y a lieu, après interrogation par lettre recommandée restée sans réponse, un titre de recettes sera émis à l'encontre du mandataire de la différence constatée entre le montant total des avances qui lui ont été consenties et le cumul des justificatifs comptables en possession du maître d'ouvrage.

17.2 – RESILIATION DU FAIT DU MAITRE D'OUVRAGE

Dans le cas où le maître d'ouvrage renonce à la poursuite de l'opération telle que définie en ***annexe 1A***, ou en cas de modification substantielle du programme de nature à en bouleverser l'objet et l'économie, le maître d'ouvrage notifie au mandataire la résiliation de la présente convention.

Dans cette hypothèse, le mandataire a droit à la rémunération des prestations qu'il a exécutées ainsi que 5 % des rémunérations restant dues après remise du bilan financier de l'opération et de l'ensemble des documents visés à l'***annexe 5***.

17.3 – NON OBTENTION DES AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES

Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute du mandataire, la résiliation peut intervenir sur l'initiative de l'une ou l'autre des parties. Dans ce cas, il perçoit la rémunération des prestations qu'il a exécutées.

Les éventuelles indemnités dues aux titulaires des marchés conclus pour la réalisation de l'opération sont, dans les cas exposés aux ***articles 17.2*** (résiliation du fait du maître d'ouvrage) ***et 17.3*** (non obtention des autorisations administratives) qui précèdent, à la charge du maître d'ouvrage.

Fait en 1 exemplaire original

Le	**Le**
Pour la SAERP **La Directrice générale**	**Pour la Région d'Ile-de-France** **La Présidente du Conseil Régional**
Isabelle BONNAUD-JOUIN	**Valérie PÉCRESSE**
(*signature et cachet*)	

ANNEXE 1A

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

PROGRAMME DE L'OPERATION
Cité Mixte Régionale JANSON de SAILLY à PARIS 16ème
Mise en conformité et sécurité des installations électriques (3 Tranches, dont 50% T3)
Mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI
Cablage informatique pour l'environnement numérique de travail

Cité Mixte Régionale JANSON de SAILLY à PARIS 16ème
Mise en conformité et sécurité des installations électriques
TRANCHE 1 Travaux de mise en conformité du sous-sol comprenant : L'éclairage et l'éclairage de sécurité ; Les armoires divisionnaires du sous-sol ; Le TGBT 2.
TRANCHE 2 comprenant : Remplacement des armoires divisionnaires concernées ; Modification des armoires divisionnaires conservées ; Le TGBT 1 ; Les alimentations de toutes les armoires électriques.
TRANCHE 3 comprenant Les équipements terminaux (éclairage, commande, prise …) ; Les faux plafonds ; Les enclumes de protection des dispositifs de commande et prises de courant Réduite à 50% de l'estimation initiale, limitée au périmètre des équipements obsolètes incompatibles avec la nouvelle installation
Mise aux normes de sécurité incendie et renouvellement du SSI
Remplacement complet du SSI (y compris câbles, bus…)
Maçonnerie et menuiserie intérieure pour mise aux normes des issues de secours, isolation CF du stockage en sous-sol, création des EAS
Câblage informatique pour l'environnement numérique de travail
Câblage informatique pour l'environnement numérique de travail (ENT) selon le référentiel

Les documents remis par le maitre d'ouvrage au mandataire :

- Rapport de mission de diagnostic préconisation estimation relative à conformité et optimisation des installations électriques à la CMR Janson DE SAILLY à Paris (16è). Etudes B.E. BâtiTECH, décembre 2013
- Rapport SSI – Cahier des charges des travaux et estimation des travaux, Etudes PREVENTION INCENDIE-SARL, Juin 2015
- Référentiel régional du câblage multimédia ET1 2016
- Rapports de diagnostic de présence d'amiante et plomb,

Les informations disponibles dans l'établissement

Le dossier de sécurité incendie de l'établissement et les différents rapports de vérification

ANNEXE 1B

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

CADRE CALENDAIRE DE L'OPERATION

La mission du mandataire est divisée en phases :
Phase 1 : phase préparatoire
Phase 2 : consultations d'études à leur notification
Phase 3 : de la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification des marchés de travaux
Phase 4 : De la notification des marchés de travaux au quitus

Délais par phases : comptabilisés en mois calendaires (hormis accord express du maître d'ouvrage, hormis dépassement d'un délai de 4 semaines pour notification au mandataire des délibérations afférentes à l'opération, et hors mois d'août et période de fêtes de fin d'année et intervalle noël / jour de l'an)
Délais par missions encadrées
en jours ouvrables (hormis accord express de dépassement du maître d'ouvrage et hors mois d'août et période de fêtes de fin d'année et intervalle noël / jour de l'an) :
M = délai maximum
m = délai minimum

Phases concernées	Délai global par phase	Missions encadrées	Délai des missions encadrées à respecter
Phase 1 Phase préparatoire	0,5 mois	- Notification de la convention / remise au groupe de pilotage UL d'une note méthodologique de déroulé de mission après visite du site, calendrier détaillé et global, contrats à passer et estimations…)	15 jours M
Phase 2 De la mise au point des consultations d'études à leur notification	1,5 mois	- Validation de la note méthodologique par le groupe de pilotage UL / remise des cahiers des charges des bureaux d'études techniques, diagnostics en tant que de besoin, au SDAJ et SDT	21 jours M
		- Accord SDT et SDAJ sur le cahier des charges / envoi des dossiers pour validation l'UAJMQ	3 jours M
		- Validation des dossiers de consultation par l'UAJMQ / lancement des consultations	3 jours M
	6 mois	- Transmission du PV de CAO d'ouverture / transmission du rapport d'analyse de la consultation de maîtrise d'œuvre au groupe de pilotage et comité de suivi	2 jours M
		- Accord du RAO par le comité de pilotage UL / transmission pour validation à l'UAJMQ	3 jours M
		- Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération à signer le(s) marché(s) / transmission du(es) marché(s) à l'UAJMQ pour le contrôle de légalité	15 jours M
		- Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)	5 jours M

Phase 3 De la notification du marché de maîtrise d'œuvre à la notification des marchés de travaux	3 mois	- Notification des marchés de maitre d'œuvre / Organisation des Réunions de démarrage des études, sur site, - Réception des AVP et DAT (demande d'autorisation de travaux) /Transmission de l'analyse et du rapport de synthèse sur l'AVP à l'équipe Ingénieur-technicien territoriaux UL - De la validation des AVP en Comité de pilotage / Notification à la maitrise d'œuvre de cette validation.	5 jours M 10 jours M 3 jours M
	4 mois	Phase PRO-DCE : - Obtention des autorisations administratives / Transmission des DCE Travaux au maitre d'ouvrage - Validation du DCE par le comité de pilotage UL / transmission du dossier à l'UAJMQ - Validation de l'AAPC Travaux par l'UAJMQ / envoi de l'AAPC aux publications	10 jours M 3 jours M 3 jours M
	6 mois	- Transmission du PV de CAO d'ouverture / Transmission du rapport d'analyse aux groupe de pilotage et ingénieurs territoriaux UL - Accord du RAO par le groupe de pilotage UL / transmission pour validation à l'UAJMQ - Transmission du PV de CAO d'attribution ou de la délibération d'autorisation à signer le(s) marché(s) / transmission du(des) marché(s) à l'UAJMQ pour le contrôle de légalité - Réception par le mandataire de l'AR en préfecture / notification de(s) marché(s)	21 jours 3 jours 20 jours M 5 jours M

Phase 4 De la notification des marchés de travaux au quitus	30 à 36 mois	CHANTIER : 2,5 à 3 ans de travaux <u>Ce chantier comporte des travaux nécessitant l'interruption de l'alimentation électrique de l'établissement.</u> <u>Certains travaux devront être programmés pendant les vacances scolaires d'été.</u> TRANCHE 1 Travaux de mise en conformité des installations électriques en sous sol comprenant : L'éclairage et l'éclairage de sécurité, Les armoires divisionnaires du sous sol ; Le TGBT 2. TRANCHE 2 Travaux de mise en conformité des installations électriques comprenant : Le remplacement des armoires divisionnaires concernées ; La modification des armoires divisionnaires conservées ; Le TGBT 1 ; Les alimentations de toutes les armoires électriques. TRANCHE 3 Travaux de mise en conformité des installations électriques comprenant : Le remplacement des équipements terminaux (éclairage, commande, prise …) en priorité des équipements obsolètes incompatibles avec la nouvelle installation et les plus anciens ; Les faux plafonds ; Les enclumes de protection des dispositifs de commande et prises de courant ; TRANCHE 1 et 2 Les travaux de renouvellement du SSI et de mise aux normes « sécurité incendie » de l'établissement y compris application du GN8. Inclut l'implantation d'un équipement d'alarme perceptible tenant compte de la spécificité des locaux et des différentes situations de handicap, et pour tenir compte de l'incapacité d'une partie du public à être évacuée rapidement les solutions de mise à l'abri pour évacuation différée (CO57 à CO59). TRANCHE 2 et 3 Câblage informatique pour l'environnement numérique de travail selon le référentiel régional.	
		Constat d'un désordre par l'établissement / déclanchement de l'intervention de l'entreprise.	5 jours M
	3 mois	Parfait achèvement / transmission de l'ensemble des éléments relatifs au quitus d'opération	3 mois M

ANNEXE 1C

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

STRUCTURE ET ORGANISATION
MISES EN PLACE PAR LE MANDATAIRE

ANNEXE 2A

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

BILAN DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME

La commission permanente du conseil régional d'Ile de France a décidé pour cette opération l'affectation des autorisations de programme suivantes :

DELIBERATIONS	AP votées	CP mandatées			AP disponibles
		Rémunération	Avance	Total	
CP n° du …….	€	€	€	€	€
CP n° du …….	€	€	€	€	€
TOTAL					

La Région d'Ile de France s'engage à assurer la couverture en crédits de paiement d'un montant de :

CREDITS DEMANDES
AVANCE / REMUNERATION
€

Le mandataire en la personne de la _____ s'engage à réaliser le présent programme suivant les clauses contractuelles de la convention de mandat.

Le

Pour la présidente
du conseil régional d'Ile-de-France

Le

Pour le mandataire

ANNEXE 2B

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

DEMANDE D'AVANCE DE FONDS ET /OU DE REMUNERATION N°

	AVANCES	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Cumul des avances de fonds reçues (hors rémunération)	
3	Paiements effectués (hors rémunération)	
4	Trésorerie disponible (4 = 2 – 3)	
5	Dépenses prévisionnelles pour 3 mois (hors rémunération) **(détail à préciser en annexe 2 B bis)**	
6	Avance demandée (6 = 5 – 4)	
7	**Avance arrondie à**	

	REMUNERATION	Montants
1	Cumul des autorisations de programme votées	
2	Rémunération totale prévisionnelle	
3	Cumul des rémunérations déjà versées	
4	Montant de la présente demande de rémunération	
5	Pour mémoire, paiements justifiés à la date de la demande	

Le (Cachet et signature du mandataire)	***Cadre réservé aux services de la Région*** Pour la Présidente du Conseil régional Certifié le service fait, arrêté et liquidé à la somme de Imputation budgétaire : N° engagement : N° pré mandat : Le

ANNEXE 2B bis

PLANNING PREVISIONNEL DETAILLE DES DEPENSES :

Désignation lignes budgétaires en euros TTC	*Cumul des dépenses antérieures*	*Année N*				*N+1*	*N+2*	*N+3*
		Mois 1	*Mois 2*	*Mois 3*	*Total année N*			
Sous-total dépenses								

Le

(Cachet et signature du mandataire)

ANNEXE 2B ter

Fiche navette

Décompte des paiements effectués par le mandataire

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

CUMUL ANTERIEUR	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL	OBSERVATIONS
			-	Lycée XXX à XXXXXX

DATE	OBJET	FOURNISSEURS	N° FACTURE	MONTANT EUROS	Rémunération en EUROS	OBSERVATIONS

	MONTANT TTC	Rémunération	TOTAL
TOTAL GENERAL			

48 / 57

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de la présente demande ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le :

Cachet et signature du mandataire :

ANNEXE 2C

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

BILAN FINANCIER D'OPERATION VALANT BILAN DE FIN DE MISSION

Fiche récapitulative

AP AFFECTEES			MONTANTS TTC
CP n°	DU	AP affectée n°	
CP n°	DU	AP affectée n°	
TOTAL DES AP AFFECTEES			0,00 €
RELIQUAT D'AP			0,00 €
AP A DESAFFECTER (reliquat d'AP - rémunération due au quitus)			**#VALEUR!**

AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX		MONTANTS TTC
N°1	DU	
N°2	DU	
N°3	DU	
N°4	DU	
N°5	DU	
N°6	DU	
N°7	DU	
N°8	DU	
N°9	DU	
N°10	DU	
N°11	DU	
N°12	DU	
N°13	DU	
N°14	DU	
N°15	DU	
TOTAL DES AVANCES DE FONDS (1)		**- €**

CUMUL DES PAIEMENTS TTC EFFECTUES PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX	
CUMUL DES ENGAGEMENTS TTC PRIS PAR LE MANDATAIRE AU TITRE DES TRAVAUX (2)	
TRÉSORERIE SUR AVANCES DE FONDS (1-2)	**- €**

ACOMPTES VERSES PAR LA REGION AU TITRE DE LA REMUNERATION DU MANDATAIRE			MONTANTS TTC
N° Facture	PHASES	DATE	
F1	Validation du DCC		- €
F2	Notification du marché de maîtyrise d'œuvre		
F3	Validation de l'APS		
F4	Notification de l'avenant au marché de Maîtrise		
F5	lancement de l'AAPC travaux		
F6	Notification du marché de travaux		
F7	Direction de l'exécution des travaux		
F8	Direction de l'exécution des travaux		
F9	Direction de l'exécution des travaux		
F10	Direction de l'exécution des travaux		
F11	Direction de l'exécution des travaux		
F12	Levée des réserves		
TOTAL DES ACOMPTES VERSES (3)			**- €**

REMUNERATION TTC DUE AU MANDATAIRE AJUSTEE SUR LES DEPENSES EFFECTUEES (4)			[(A*B)+TVA(A*B)]+C
Taux (A) :	%	Montant réel des travaux (B) : 0,00 €	**#VALEUR!**
Forfait pour désignation du MOE TTC (C) :			
TROP PERCU EN REMUNERATION (3-4)			#VALEUR!
REMUNERATION DUE A LA DELIVRANCE DU QUITUS (4-3)			#VALEUR!

PRODUITS FINANCIERS	MONTANTS TTC
CUMUL PRODUIT FINANCIERS (5)	
PRODUITS FINANCIERS DEJA VERSES (6)	
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER (5-6)	**- €**

TITRES DE RECETTES A EMETTRE PAR LA REGION	MONTANTS TTC
TRESORERIE SUR AVANCES DE FONDS AU TITRE DES TRAVAUX	- €
TROP PERCU EN REMUNERATION	#VALEUR!
SOLDE DES PRODUITS FINANCIERS A VERSER	0,00 €
TOTAL DES TITRES DE RECETTES	**#VALEUR!**

ANNEXE 3

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

BILAN FINANCIER ANNUEL

Mandataire :

Date de mise à jour :

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	Observa-tions
Cumul avances reçues avant 201_	Cumul avances reçues en 201_	Cumul des avances versées (1 + 2)	Paiements effectués hors rémunération avant 201_	Paiements effectués hors rémunération en 201_	Cumul des paiements hors rémunération (4 + 5)	Ecart entre avances et paiements (3 - 6)	Cumul rémunération reçue avant 201_	Cumul rémunération reçue en 201_	Total des rémunérations versées (8 + 9)	Total général des versements (3 + 10)	Cumul produits financiers avant 201_	Cumul produits financiers en 201_	Total produits financiers (12+ 13)	
														50 / 57

"Le comptable atteste être en possession de toutes les pièces justificatives et de paiement et certifie l'exactitude des paiements indiqués pour l'année 201_."

" Le mandataire certifie que les dépenses au titre de l'année 201- ont bien été effectuées pour le compte et à la demande du Conseil Régional d'Ile de France et qu'elles ne donnent pas lieu par ailleurs à récupération de la TVA."

Le : Le :

Cachet et signature du mandataire : *Cachet et signature du comptable :*

BILAN FINANCIER

Liste des dépenses

ANNEXE 3 page 2 sur 2

POSTE DE DEPENSE	NOM DU TITULAIRE	MONTANT DU MARCHE INITIAL EN € HT	MONTANT DE L'AVENANT N°1 *	MONTANT DE LA REVISION EN € HT	CUMUL DES REGLEMENTS EN € HT	MONTANT DE LA TVA ACQUITTEE	CUMUL DES REGLEMENTS EN € TTC	EXERCICE BUDGETAIRE
ETUDES							0,00	
Total études spéciales et complémentaires :							0,00	
Etude topographique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Etude de sol complémentaire - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Total diagnostics techniques :							0,00	
Diagnostic : amiante - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Diagnostic : plomb - marché n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total indemnités de concours							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de maîtrise d'œuvre - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de contrôle technique - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SPS - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché de coordination SSI - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total marché OPC							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
TRAVAUX							0,00	
Total marché(s) de travaux - marché n°							0,00	
Marché de travaux lot n°1 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°2 - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Marché de travaux lot n°3 - marché n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Facture n°							0,00	
Total frais de concessionnaires							0,00	
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Concessionnaire : ...							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
ASSURANCES							0,00	
Total Assurance construction							0,00	
Assurance : TRC - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Assurance : DO - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
DIVERS							0,00	
Total frais de reprographie							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total frais de publications							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Total référé préventif							0,00	
Facture n°								
MANDATAIRE							0,00	
Total honoraires ** - marché n°							0,00	
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								
Facture n°								

TOTAL							0,00	

LEGENDE :

* Ajouter autant de colonnes qu'il y a eu d'avenants

** Rémunération totale et finale du mandataire intégrant la facture du quitus

VISA DU COMPTABLE :

ANNEXE 4

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE MANDATAIRE A L'UNITE LYCEES AU COURS DE L'OPERATION

Tout au long de l'opération les pièces listées ci-dessous devront être remises au maitre d'ouvrage.
Dans le cas particulier des opérations composées d'interventions sur plusieurs sites avec mise en œuvre de marchés transversaux, les pièces ci-dessous sont tantôt attachées à une action globale tantôt attachées aux sites, elles seront alors toutes fournies classées dans l'ordre de la liste Annexe A.
Les documents seront classés selon le plan d'archivage décrit ci-après et adressées avec un bordereau de transmission aux destinataires selon le format suivant :
Unité Lycées :

- Ingénieur territorial, éléments à transmettre à l'ingénieur territorial en 1 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)
- Groupe de pilotage : éléments à transmettre au groupe de pilotage en 2 exemplaires (dossier papier + fichiers informatiques sur 1 CD)

Lycée : Pour le Lycée les éléments seront transmis par le groupe de pilotage
GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques) : Eléments à transmettre au service « Connaissance du Patrimoine » de la DL4 (Direction de la Programmation de l'Unité Lycées) : fichiers informatique sur 1 CD

		Unité lycées	Lycée	GEDT
1	**AUTORISATIONS ADMINISTRATIVES** **1-a** : Permis de construire et ses attendus, autorisation de travaux **1-b** : Permis de démolir **1-c :** Dossier Loi sur l'eau **1-d :** Installations classées**,** etc…..	**X**	**X**	**X**
2	**DOSSIERS MARCHES** **Comprenant tous les marchés <u>y compris des offres des prestataire</u>s ou entreprises, et notamment :** **2-a** :Marché de maîtrise d'œuvre et avenants éventuels **2-b** :Marché de prestation intellectuelle (AMO QE, Etudes de diagnostics…. et avenants éventuels **2-c** :Marché de contrôle technique (C.T) et avenants éventuels **2-d** :Marché de coordination sécurité et prévention de la santé (C.S.P.S) et avenants éventuels **2-e** :Marché de coordination des systèmes de sécurité (C.S.S.I) et avenants éventuels **2-f** : Le ou les marchés de travaux et marché d'OPC (le cas échéant) et avenants éventuels **2-g** : etc	**X**		
3	**DOSSIER DE REVUE DE PROJET** **(Réunions semestrielles pendant toute la durée de l'opération)** Comprenant l'ensemble des documents de revue de projet mis à jour et transmis au maitre d'ouvrage en amont de la tenue des réunions semestrielles de revue de projet : - Fiche Projet (fiche complète de synthèse de la vie du projet) - Calendrier d'opération - Calendrier du portefeuille d'intervention - Fiche financière d'Opération et fiche détaillée par site - Fiche de Communication	**X**		

3	**DOSSIER « ETUDES DE DIAGNOSTICS »** Comprenant l'ensemble des rapports de diagnostics, le rapport final de l' « Etude de Diagnostic » accompagné des différents rapports et fiches de synthèses avec la preuve de l'arbitrage et validation formelle du maître d'Ouvrage	**X**		
3	**DOSSIER ETUDE** **(AVP – PRO – DCE)** Comprenant l'ensemble du dossier de chaque phase d'étude accompagné des différents rapports d'analyses et fiches de synthèses avec la preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage	**X**		
3	**DOSSIER SUIVI DES TRAVAUX** - Comprenant l'ensemble des comptes-rendus hebdomadaires OPC et MOE de préparation et déroulement du des Travaux. - Comprenant les comptes-rendus Mandataire des réunions mensuelles sur site (organisation et déroulement de l'opération, suivi financier et travaux modificatifs, planning…) avec en tant que de besoin preuve de la validation formelle du maître d'Ouvrage.	**X**		
4	**D.O.E (Dossier des Ouvrages Exécutés)** validée par le maitre d'œuvre comprenant notamment: **F1** : **le dossier architecte** comprenant : tous les plans et notes nécessaires le récapitulatif et le détail des surfaces (SU, SHON, SHOB, terrain) **F2** : **le dossier technique** avec pour chaque lot les plans d'exécution et les pièces suivantes fournies par les entreprises: Plans Index des produits et des FDES (Fiches de Déclaration Environnementales et Sanitaires) Fabricants et fournisseurs Notes de calcul Fiches techniques et PV	**X**	**X**	**X**
5	**D.I.U.O** **Dossier d'Intervention Ultérieure sur l'Ouvrage** établi par le coordonnateur sécurité et protection de la santé	**X**	**X**	**X**
7	**LE GUIDE DE MAINTENANCE** (document évolutif) établi par l'AMO HQE et le BET du maître d'œuvre, accompagné des notices d'entretien de chaque fabricant, les projets de contrat de maintenance et l'inventaire détaillé des équipements de chacune des installations techniques avec le report sur plan de leur positionnement dans le ou les bâtiments et de second œuvre (notamment revêtements sol/mur/plafond/vitrerie, etc …..).	**X**	**X**	**X**
9	**DOSSIER DE SECURITE (document évolutif)** Dossier permettant l'ouverture du registre de sécurité de l'établissement et comprenant notamment : Les rapports finaux du contrôleur technique accompagné des fiches techniques et PV de tenue au feu Le rapport initial des installations électriques le procès-verbal de la commission de sécurité et d'accessibilité l'arrêté d'ouverture du Maire etc …….	**X**	**X**	**X**

ANNEXE 5

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

DOSSIER DE FIN D'OPERATION
A TRANSMETTRE PAR LE MANDATAIRE

Les pièces sont classées par dossiers répertoriés de A à W. Les dossiers marchés répondent au plan d'archivage décrit ci-dessous.
Dans le cas particulier des opérations composées d'interventions sur plusieurs sites avec mise en œuvre de marchés transversaux, les pièces ci-dessous sont tantôt attachées à une action globale tantôt attachées aux sites, elles seront alors toutes fournies classées dans l'ordre de la liste Annexe A.

Pièces administratives –l'exemplaire original

A	Demande de permis de construire et autres autorisations administratives
B	Arrêtés du permis de construire et ses attendus ou autorisation
C	Marchés de maîtrise d'œuvre et avenants éventuels
D	Marchés d'Etudes de Diagnostics, d'assistant qualité environnemental, ou autres prestations intellectuelles complémentaires et avenants éventuels
E	Marchés de contrôle technique (C.T) et avenants éventuels
F	Marchés de travaux et avenants éventuels et Marché d'OPC en tant de besoin, et avenants éventuels
G	Marchés de coordination sécurité et protection de la santé (C.S.P.S) et avenants éventuels
H	Marchés du coordonateur des systèmes de sécurité incendie (C.S.S.I) et avenants éventuels
I	Comptes rendus des réunions de chantier
J	Ordres de services délivrés sur les différents marchés ainsi que les lettres de commande passées hors marchés
K	Procès-verbal de réception avec réserves
L	Constat contradictoire de levée des réserves
M	Procès-verbal de réception sans réserve
N	Contrats d'assurance souscrits au nom de la Région
O	Attestations d'assurance de tous les acteurs de la construction et en particulier du maître d'œuvre et des bureaux d'études ainsi des entreprises titulaires des marchés de travaux

Pièces techniques - 1 exemplaire + 2 exemplaires sur CDROM (CDROM DL3/SDAJ et DL4 Patrimoine)

P	Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.), établi par le coordonnateur sécurité et protection de la santé
Q	Dossier des ouvrages exécutés (DOE) revêtu de la mention « déclaré conforme par le Maître d'Oeuvre » et validés par le mandataire. Ce dossier comprend notamment : - le plan de récolement des ouvrages (voir extrait papier DL3/DL4) - le plan de récolement des V.R.D.
R	Notice de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des équipements
S	Procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre
T	Bilan des surfaces construites (SU, SHON, SHOB) (grille)
U	Le Dossier complet « Etudes de Diagnostics », et les tous les rapports de diagnostics annexés

Pièces relatives à la sécurité et à l'accessibilité - 1 exemplaire pour la Région + 1 exemplaire sur CDROM (DL3/SDAJ)

V	Plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité de l'ouvrage ainsi que tous les procès-verbaux d'homologation des matériels installés
W	Rapports finaux du contrôleur technique
X	Procès-verbal de la Commission de sécurité et d'accessibilité
Y	Arrêté d'ouverture du Maire

Pour chaque marché passé :
Chaque pièce sera référencée et versée selon l'ordre de classement suivant dans un dossier sur la page de garde duquel seront indiqués le n° de marché et son objet :

REFERENCE	LISTE DES PIECES
001	Les copies des courriers d'envoi aux publications de l'avis d'appel public à la concurrence, et de la mise en ligne sur le site de la Région, de leurs rectificatifs éventuels et de l'avis d'attribution et les photocopies des avis d'appel public à la candidature, des rectificatifs éventuels et de l'avis d'attribution ;
002	Le règlement de la consultation (ou le DCC exhaustif, y compris les comptes-rendus de réunion d'information et réponses aux questions, pour les marchés de maîtrise d'œuvre);
003	Les lettres aux candidats non retenus ;
003	La lettre d'information au candidat retenu ;
003	Les demandes de motivation du rejet d'une candidature ou d'une offre et les réponses ;
004	Le rapport d'analyse des offres et les échanges écrits avec les candidats pour préciser leurs offres ;
005	Les offres non retenues (ou copie de l'intégralité des offres pour les marchés de maîtrise d'œuvre : projets d'architecture, pièces écrites et graphiques)
006	Le double du rapport de présentation au contrôle de la légalité ;
007	Les renseignements, attestations et déclarations fournis conformément au code des marchés publics et demandés dans le règlement de la consultation (attestations sociales et fiscales, les références, qualifications…) ;
008	L'original de l'acte d'engagement et de ses annexes avec indiquées la date de transmission au contrôle de légalité, la date de notification du marché et sa preuve (récépissé ou accusé réception).
009	Le cahier des clauses administratives particulières ;
010	Le cahier des clauses techniques particulières ;
011	Les actes d'acceptation de sous-traitances éventuels ;
012	Les avenants avec indiquées la date de transmission au contrôle de légalité, la date de notification du marché et sa preuve (récépissé ou accusé réception) et leur rapport de présentation au contrôle de légalité.

ANNEXE 6

CONVENTION DE MANDAT N°16 MAN PPMCMR75-01

CHARTE GRAPHIQUE

Cahier des charges pour la réalisation de plans numériques

1. PRESENTATION

La Région Ile-de-France qui assure la Maîtrise d'Ouvrage de 470 Lycées, souhaite optimiser la gestion de ce patrimoine. Pour ce faire, elle met en place d'un dispositif informatique pour l'établissement, la tenue à jour et l'exploitation d'une base de connaissance exhaustive des terrains et bâtiments.

Ce projet suppose que les plans des établissements, soient livrés sous forme informatique, respectant les prescriptions de la charte graphique définie par la Région Ile-de-France.

Un tel dispositif ne peut par ailleurs fonctionner que si les informations données par les plans sont fiables, et la traduction exacte de la réalité, aussi une attention toute particulière sera apportée à la qualité des D.O.E.

2. PRINCIPE D'APPLICATION

Il a été choisi d'imposer les prescriptions de la Charte Graphique dans le cadre des marchés et éléments de mission suivants :

Géomètres :

Les commandes de relevés de terrains et bâtiments devront prendre en compte la Charte Graphique.

MAITRISE D'ŒUVRE :

Compte tenu de la durée d'une opération les plans de P.C. et D.C.E. seront structurés selon les prescriptions de la charte graphique et livrés sous forme informatique à la Région Ile de France, y compris en cours d'opération.
En amont (esquisse, A.P.S…) l'application de la charte est recommandée.

Maîtrise d'œuvre et entreprises :

Nous souhaitons renforcer l'exigence de qualité concernant les D.O.E. livrés en fin d'opération.
Ces D.O.E. devront impérativement refléter la réalité du bâtiment réceptionné et être formalisés selon les prescriptions de la charte graphique.
L'ensemble des pièces constituant les DOE seront réunies et organisées sur un support informatique (CD Rom) et livrés à la Région Ile-de-France :

- Tableaux Excel (liste des documents, notices…),
- Fichiers Autocad pour les plans et schémas,
- Documents WORD ou fichiers TIF de documents Scannés pour les notices.

Cette contrainte sera insérée, soit comme un article spécifique, soit venir compléter un article existant sur les "documents à fournir", des CCTP des marchés concernés, la Charte Graphique venant en annexe à ces CCTP.

3. CONTROLE

Le respect de ces prescriptions sera contrôlé par le mandataire.
Le mandataire transmettra copie des CD-Roms contenant les documents, après contrôle, pour avis à la Région Ile-de-France, au service connaissance du patrimoine de la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Afin de faciliter l'application de ces prescriptions, il est souhaitable d'encourager les titulaires de marchés concernés à prendre contact en amont de l'exécution de leur mission avec le correspondant de la Région pour une assistance à l'application de la charte et pour des contrôles intermédiaires avant finalisation des dossiers

Concernant la Charte Graphique le contact à la Région Ile de France est :
DL4 - Chef du Service Connaissance du Patrimoine
Tél : 01.53.85.59.14 B : 125
connaissance.patrimoine@iledefrance.fr

La CHARTE GRAPHIQUE Version 1.5.1 de janvier 2009 se compose des 2 éléments suivants, assemblés dans un dossier *CHARTE GRAPHIQUE + ANNEXES V1.5.1*, à transmettre systématiquement :
- Document *CHARTE GRAPHIQUE - version 1.5.1* janvier 2009
- Les annexes contenant les fichiers prototypes *ANNEXES-PROTO CHG V1.5.1*

4. STRUCTURATION DES FICHIERS DU DCC

Afin de pouvoir être intégrés dans la GEDT (Gestion Electronique des Données Techniques), les fichiers DCC, ceux-ci doivent respecter un certain nombre de règles. L'ensemble du dossier doit être décomposé en 2 dossiers :

♦ 1er dossier : **Définition de l'opération** contenant 8 fichiers distincts au format .pdf :

- **RPC** : Règlement particulier de concours *(pièce N°1)*
- **Marché MOE** : contenant les documents suivants – AE ; CCAP ; CCTP ; Annexes au CCTP *(pièces N° 2 ; 2.1 ; 2.2 ; 2.3)*
- **Objectifs du MOA** *(pièce N°3)*
- **Programme fonctionnel** *(pièce N°4.1)*
- **Programme Technique** *(pièce N°4.2)*
- **Programme Environnemental** : contenant les documents suivants – diagnostic ; cahier des charges ; annexes *(pièce N°4.3)*
- **Documents d'urbanisme, situation** *(pièces N°5, 5.1 ; 5.2, 5.3, 5.4)*
- **Réponses aux questions**

♦ 2ème dossier : **Diagnostics techniques** contenant 1 fichier distinct par diagnostic au format .pdf

- **Diagnostic sondage de sol**
- **Diagnostic structures et fondations**
- **Diagnostic clos/couvert**
- **Diagnostic aménagement intérieur**
- **Diagnostic fluides et réseaux**
- **Diagnostic sécurité incendie**
- **Diagnostic alarme anti-intrusion**
- **Diagnostic des espaces extérieurs, phytosanitaire et biodiversité**

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-415

Du 21 septembre 2016

Lancement de l'expérimentation des 8 lycées publics franciliens 100% numérique.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 84-16 du 19 mai 2016 relative aux lycées 100% numérique ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-415 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide d'établir la liste des 8 lycées concernés en 2017 par l'expérimentation « lycées 100% numérique » conformément au tableau suivant :

	Nom du lycée	Dpt	Ville	Catégorie Lycée
Académie de Paris	Lycée Arago	75	Paris 12ème	LGT
Académie de Créteil	Lycée international	93	Noisy le Grand	LGT
	Lycée Robert Schuman	94	Charenton le Pont	Lycée polyvalent
	Lycée Blaise Pascal	77	Brie comte-Robert	Lycée polyvalent
Académie de Versailles	Lycée Saint-Exupéry	78	Mantes la Jolie	LGT
	Lycée Blaise Pascal	91	Orsay	LGT
	Lycée Prony	92	Asnières	Lycée professionnel
	Lycée Jean Perrin	95	Saint Ouen l'Aumône	Lycée professionnel (génie thermique)

La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-417

DU 21 SEPTEMBRE 2016

TRAVAUX DANS LES EPLE DE LA REGION ILE DE FRANCE

6EME RAPPORT DE L'ANNEE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibération n° CR 72-12 du 27 septembre 2012 realtive au « Budget participatif des lycées – expérimentation Pérennisation de la démarche «Lycées ECO-responsables»
VU La délibérartion n°CP 15-723 du 8 octobre 2015 relative au rapport « Marché d'exploitation de chauffage avec gros entretien et renouvellement des matériels et obligation de résultats P2P3 PFI,
Habilitation du Président à signer divers avenants relatifs au marché n°1200411 »
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2016 ;
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission des finances;
VU Le rapport n° CP 16-417 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **380.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-001 (122001) « Etudes générales lycées publics », action (12200101) « Etudes générales lycées publics » du budget 2016.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **77.135.627,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-003 (122003) « Construction des lycées neufs », action (12200301) « construction des lycées neufs» du budget 2016.

Article 3 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 4 et 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **21.594.536,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-004 (122004) « Rénovation des lycées publics », action (12200401) « Restructuration, réhabilitation, rénovation, extension de lycées » du budget 2016.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 6 et 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **7.632.663,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200501) « Grosses réparations dans les lycées publics » du budget 2016.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 8 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **4.349.025,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action (12200502) « Rénovation thermique et efficacité énergétique » du budget 2016.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 9 de la délibération un montant d'autorisations de programme **3.165.112,35 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-006 (122006) « Travaux de maintenance », action (12200601) « Travaux de maintenance réalisés par les lycées publics » du budget 2016.

Article 7 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **264.300,00 €** sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-005 (128005) « Schéma des formations », action (12800509) « Budget participatif économie d'énergie lycées » du budget 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS-BIODIVERSITÉ	5 000,00
75	PARIS 10EME	LP M-LAURENCIN	0750776L	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	7 500,00
75	PARIS 19EME	LCM G-BRASSENS	0754684J	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	3 000,00
77	BRIE-COMTE-ROBE	LYA BOUGAINVILLE	0771436T	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	3 000,00
77	CHAMIGNY	EREA L-BELLAN	0770342D	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
77	COULOMMIERS	LYP JULES-FERRY	0770924L	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
77	CONGIS-SUR-THER	LYP GUÉ-A-TRESME	0771658J	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
77	SERRIS	LYP E-CHÂTELET	0772688D	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYA AGRICOLE	0780004F	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
78	SARTROUVILLE	LYP JULES-VERNE	0783431F	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
91	ARPAJON	LYP RENÉ-CASSIN	0911632E	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	500,00
91	MONTGERON	EREA JEAN-ISOARD	0911353B	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	3 000,00
91	ORSAY	LYP B-PASCAL	0910626L	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
91	OLLAINVILLE	EREA CHÂTEAU-LAC	0910429X	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	2 000,00
92	SEVRES	LYP JP-VERNANT	0920802X	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	2 000,00
93	LE BOURGET	LYP LYCÉE NEUF	0932577W	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	7 000,00
93	PANTIN	LYP M-BERTHELOT	0930124E	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 300,00
93	PANTIN	LP SIMONE-WEIL	0930135S	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LP JEAN-MOULIN	0931739K	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
93	SAINT-DENIS	LYP P-ELUARD	0930125F	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	7 500,00
94	CHOISY-LE-ROI	LP JEAN-MACÉ	0941232D	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	2 000,00
95	MONTSOULT	LP JEAN-MERMOZ	0950949R	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	5 000,00
94	ORLY	LP A-GUILLAUMIN	0940138P	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	6 000,00
78	LA BOISSIERE-EC	ERPD HÉRIOT	0783213U	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -BIODIVERSITE	3 000,00
75	PARIS 10EME	LP M-LAURENCIN	0750776L	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	3 000,00
75	PARIS 15EME	LYT BÂTIMENT	0750697A	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	2 000,00
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	10 000,00
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	7 000,00
75	PARIS 19EME	LCM G-BRASSENS	0754684J	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	3 000,00
77	BRIE-COMTE-ROBE	LYA BOUGAINVILLE	0771436T	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	10 000,00
77	DAMMARTIN-EN-GO	LYP CH DELBO	0772751X	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
77	ROZAY-EN-BRIE	LYP TOUR-DAMES	0772295B	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	2 000,00
78	LES MUREAUX	LYP F-VILLON	0780422K	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	3 000,00
78	POISSY	LYP LE-CORBUSIER	0782546U	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
78	VERSAILLES	LYP MARIE-CURIE	0782567S	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
78	GIF-SUR-YVETTE	LYP V-CHEVREUSE	0911913K	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
91	JUVISY-SUR-ORGE	LP JEAN-MONNET	0910631S	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	2 000,00
92	CHATENAY-MALABR	LYP E-MOUNIER	0920135X	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	4 500,00
92	PUTEAUX	LYP AGORA	0920144G	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	6 000,00
92	SURESNES	LP L-BLÉRIOT	0920171L	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	2 500,00
93	AULNAY-SOUS-BOI	LYP JEAN-ZAY	0930833A	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	2 000,00
93	BONDY	LYP JEAN-RENOIR	0930118Y	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
93	DRANCY	LYP E-DELACROIX	0930119Z	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	3 500,00
93	LIVRY-GARGAN	LYP A-BOULLOCHE	0931585T	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00

93	LE BOURGET	LYP LYCÉE NEUF	0932577W	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	2 000,00
93	NOISY-LE-GRAND	LYP E-GALOIS	0932047V	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
93	PANTIN	LYP M-BERTHELOT	0930124E	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	10 000,00
93	ROSNY-SOUS-BOIS	LP JEAN-MOULIN	0931739K	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
93	SAINT-OUEN	LYP A-BLANQUI	0930126G	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
94	CRETEIL	LYP LÉON-BLUM	0941413A	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	3 000,00
95	DEUIL-LA-BARRE	LYP C-ST-SAENS	0951922Y	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	4 000,00
95	GARGES-LES-GONE	LYP A-RIMBAUD	0951787B	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	3 500,00
95	JOUY-LE-MOUTIER	LYP HAUTIL	0951824S	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	4 500,00
93	TREMBLAY-EN-FRA	LYP LÉO-DE-VINCI	0932046U	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00
95	L'ISLE-ADAM	LYP FRAGONARD	0951147F	DISPOSITIF ECOLYCÉES FRANCILIENS -PREVENTION ET GESTION DES DECHETS	5 000,00

Budget 2016 - HP028-005 / 236.1 chapitre 902 **264 300,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC ETUDES - POUR LA LOCALISATION DE PLOMB DANS REVETEMENTS MURS, SOLS, ET CANALISATIONS DES EPLE OP.No 11B1622220010001 Complément de crédit soit 0,318 ME	80 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC AMIANTE OP.No 12B0752220010002 Complément de crédit soit 1,745 ME	200 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC PI CONTRÔLE TECHNIQUE OP.No 15B0682220010002 Complément de crédit soit 0,697 ME	100 000,00
				Budget 2016 - HP222-001 / 2031 chapitre 902	**380 000,00**

Budget 2016 chapitre 902 - Env. HP222-003 / 238

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
92	BOULOGNE-BILLAN	LYT NOUVEAU	9920122?	CONSTRUCTION LYCÉÉ OP.No 09B6072220030002 Complément de crédit soit 39,833 ME	32 969 067,00
92	COURBEVOIE	LCM LUCIE-AUBRAC	0922615T	CONSTRUCTION D UN LYCEE NEUF OP.No 10B7672220030003 Complément de crédit soit 53,600 ME	44 166 560,00

Budget 2016 - HP222-003 / 238 chapitre 902 **77 135 627,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
77	DAMMARIE-LES-LY	LYP F-JOLIOT-CUR	0771027Y	RESTRUCTURATION DU SERVICE DE RESTAURATION ET CREATION DE LIEUX DE VIE OP.No 10B7672220040002 Complément de crédit soit 1,607 ME	1 500,00
77	CONGIS-SUR-THER	LYP GUÉ-A-TRESME	0771658J	RENOVATION RECONSTRUCTION PARTIELLE OP.No 95B51413401 Complément de crédit soit 52,768 ME	3 000,00
91	MONTGERON	LYP ROSA-PARKS	0910625K	RENOVATION ET EXTENSION DU LYCEE OP.No 99B37313413 Complément de crédit soit 71,536 ME	547 200,00

Budget 2016 - HP222-004 / 2313 chapitre 902 **551 700,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
92	ASNIERES-SUR-SE	LP PRONY	0920150N	RESTRUCTURATION ET EXTENSION DE L'ETABLISSEMENT. OP.No 01B67013412 Complément de crédit soit 37,867 ME	2 639 705,00
78	SAINT-CYR-L'ECO	LYP J-HA-MANSART	0783140P	RESTRUCTURATION D'ENSEMBLE & EXTENSION OP.No 03B81213406 Complément de crédit soit 47,913 ME	192 651,00
95	ARGENTEUIL	LYP F-ET-N-LÉGER	0951811C	RESTRUCTURATION PARTIELLE OP.No 10B7672220040007 Complément de crédit soit 17,900 ME	14 749 480,00
91	ARPAJON	LP P-BELMONDO	0910628N	RESTRUCTURATION DU GYMNASE OP.No 11B7572220040001 Complément de crédit soit 4,200 ME	3 461 000,00

Budget 2016 - HP222-004 / 238 chapitre 902 **21 042 836,00**

Budget 2016 chapitre 902 - Env. HP222-005 / 2031

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC AT CÂBLAGE OP.No 15B2052220050010 Complément de crédit soit 1,068 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	PROVISIONS POUR ETUDES EPLE 2016 OP.No 16B0332220050003 Complément de crédit soit 0,300 ME	150 000,00
94	CRETEIL	LYP LÉON-BLUM	0941413A	MAITRISE D OEUVRE POUR LA RESTRUCTURATION PARTIELLE DE L'ANCIEN HALL, DU PÔLE CINEMA, DU CDI ET CREATION DE LA SALLE MULTIMEDIA	230 000,00
77	NOISIEL	LYP RENÉ-CASSIN	0771941S	MOD : ÉTUDES POUR LA RÉFECTION TOTALE DE L'ÉTANCHÉITÉ	70 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	MISSION DE DIAGNOSTIC / PRÉCONISATION / ESTIMATION DU SYSTÈME D'ASPIRATION DES POUSSIÈRES DE BOIS.	32 400,00

Budget 2016 - HP222-005 / 2031 chapitre 902 **582 400,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 08EME	LYP RACINE	0750664P	AMELIORATION DE L'ACCUEIL DES 2 SITES OP.No 07B0962220050002 Complément de crédit soit 0,408 ME	143 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	TRAVAUX D ENTRETIEN DE MISE AUX NORMES ET DE REPARATION DE VRD ET DE RESEAUX D ASSAINISSEMENT DES EPLE OP.No 13B0792220050001 Complément de crédit soit 9,016 ME	1 000 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TVX ELEC FAUX PLAFONDS OP.No 13B4942220050001 Complément de crédit soit 3,100 ME	1 300 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX COUVERTURE ET ETANCHEITE OP.No 14B6912220050001 Complément de crédit soit 4,540 ME	1 200 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE REPARATION ET EQUIPEMENT DE PLOMBERIE OP.No 15B0342220050001 Complément de crédit soit 3,650 ME	1 000 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE CABLAGE INFORMATIQUE OP.No 15B0472220050001 Complément de crédit soit 10,900 ME	600 000,00
94	CRETEIL	LYP LÉON-BLUM	0941413A	TRAVAUX POUR LA RÉFECTION DES CARRELAGES DE SOLS DES COULOIRS, DE LA DALLE D'ACCÉS AU SELF ET LA REPRISE DES EPAUFRURES DES PASSERELLES OP.No 15B0682220050018 Complément de crédit soit 1,320 ME	1 270 000,00
91	DOURDAN	LYP A-KASTLER	0911985N	CREATION D'UN FOYER DES ELEVES ET DE LOCAUX DE VIE SCOLAIRE OP.No 99B59614402 Complément de crédit soit 1,644 ME	263,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE LYCÉE.	265 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU SYSTÈME DE SÉCURITÉ INCENDIE INTERNAT	272 000,00

Budget 2016 - HP222-005 / 2313 chapitre 902 **7 050 263,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHE D'EXPLOITATION CHAUFFAGE OP.No 12B8232220050002 Complément de crédit soit 85,349 ME	4 349 025,00

Budget 2016 - HP222-005-2 / 2313 chapitre 902 **4 349 025,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
77	MEAUX	LP C-BAUDELAIRE	0771880A	MR 2016 : BTS SÉCURITÉ, AMÉNAGEMENT DE 2 SALLES ET TRAVAUX DE VRD , RECLOISONNEMENT, REVÊTEMENT DE SOLS, MENUISERIES INTÉRIEURES ET PEINTURE (SUITE MONTÉE PÉDAGOGIQUE)	90 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP ARSONVAL	0940121W	TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE LA SALLE B14 ET DE LA SALLE INFORMATIQUE.	45 000,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LP MICHELET	0941298A	CHANGEMENT DE L'INSTALLATION TELEPHONIQUE	42 000,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP J-D'ALBRET	0782132U	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES AUTOCOMS DES SITES ROBY ET DEBUSSY	70 000,00
75	PARIS 11EME	LYP PAUL-POIRET	0750558Z	TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE CLOISONS ET TRAVAUX D'ÉLECTRICITÉ DANS LE CADRE DE LA MESURE DE RENTRÉE - "RÉAMÉNAGEMENT DE LA RÉGIE SPECTACLE"	18 000,00
92	MONTROUGE	LP JEAN-MONNET	0920164D	REMPLACEMENT DE LA PORTE DE PARKING SOUTERAIN	12 000,00
92	SEVRES	LYP JP-VERNANT	0920802X	REMPLACEMENT DES DÉTECTEURS INCENDIE (BÂT A ET C : 69 U) ET DE 3 PORTES COUPE FEU DANS LE BÂTIMENT C	25 000,00
92	MONTROUGE	LYP M-GENEVOIX	0921399W	REMPLACEMENT ET RENFORCEMENT DE VITRAGES ENDOMMAGÉS	6 450,00
92	MALAKOFF	LP LOUIS-GIRARD	0920163C	REMPLACEMENT DE 7 BANDEAUX DE PORTES COUPEFEU;REMPLACEMENT DE 36 BATTERIES SIRENES SSI; REMPLACEMENT DE 15 EXTINCTEURS	30 000,00
92	GARCHES	EREA JACQUES-BREL	0922287L	REAMENAGEMENT LOCAUX ADMINISTRATION	30 000,00
92	GARCHES	EREA JACQUES-BREL	0922287L	HYGIÈNE : RENFORCEMENT VENTILATION LOCAUX SUITE CRÉATION VESTIAIRES FEMMES ET HOMMES	15 000,00
92	GARCHES	EREA JEAN-MONNET	0920810F	TRAVAUX ACCESSIBILITÉ ACCUEIL PMR SUR RUE ; CRÉATION DE PORTAILS COULISANTS, VOIES PROTÉGÉES , CLOTURES	60 000,00
75	PARIS 15EME	LYP FRESNEL	0750695Y	RÉFECTION DU VESTIAIRE DU GYMNASE	14 000,00
75	PARIS 14EME	EREA CR-SPINELLI	0752799K	AGRANDISSEMENT ET RÉNOVATION DE LA SALLE POLYVALENTE	22 500,00
75	PARIS 14EME	LP ERIK-SATIE	0752846L	REMPLACEMENT ET MODERNISATION D'UN EXUTOIRE DE DÉSENFUMAGE (FAÇADE BÂTIMENT B)	6 150,00
75	PARIS 14EME	LP ERIK-SATIE	0752846L	CONFORTEMENT ET MISE EN PEINTURE DE L'ESCALIER MÉTALLIQUE EXTÉRIEUR	5 250,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	RÉNOVATION PARTIELLE DES LOGEMENTS DE FONCTION DU PROVISEUR ET DU GESTIONNAIRE	10 000,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	RÉFECTION DES PEINTURES DU 2ÈME ÉTAGE	4 600,00
75	PARIS 14EME	LYP E-DUBOIS	0750692V	REMPLACEMENT DES MOTEURS DE STORES EXTÉRIEURS ENDOMMAGÉS (9 U)	8 450,00
75	PARIS 14EME	LYP RASPAIL	0750691U	RÉFECTION SECONDE OEUVRE; PEINTURES, FAUX-PLAFONDS ET SOLS SOUPLES DES LOGEMENTS VÉTUSTES DU PROVISEUR, DU PROVISEUR ADJOINT ET DU GESTIONNAIRE	25 000,00
75	PARIS 13EME	LP ARTS-GRAPH	0750787Y	TRAVAUX SÉCURITÉ INCENDIE; CRÉATION D'UNE ENVELOPPE COUPE-FEU DES COMBLES AU NIVEAU DE L'ACCÈS AU CTA (CLOISONS ET PORTE CF).	12 000,00
75	PARIS 13EME	LP ARTS-GRAPH	0750787Y	RÉFECTION DES SOLS SOUPLES VÉTUSTES DU RDC DU BÂTIMENT A (LOGE, COULOIR, ESCALIER).	13 000,00
75	PARIS 14EME	LYP GUI-TIREL	0754476H	SUITE SINISTRE, RÉFECTION MURETS, CLOISONS ET PORTES DES CUISINES PÉDAGOGIQUES (REMPLACEMENT FAÏENCE REMPLACEMENT PORTES HYDROFUGES)	10 000,00
75	PARIS 13EME	LP ARTS-GRAPH	0750787Y	LEVÉE DES OBSERVATIONS DU RAPPORT DES SERVICES VÉTÉRINAIRES RÉFECTION ET PROTECTION DES SOLS, CARRELAGES, SOUBASSEMENTS DES MURS ET BAS DE PORTES.	12 000,00
75	PARIS 12EME	LYP E-LEMONNIER	0750677D	REMPLACEMENT DES 65 VOLETS ROULANTS VÉTUSTES, BLOQUÉS, OU DÉTÉRIORÉS DES LOGEMENTS DE FONCTION PAR DES VOLETS ROULANTS MOTORISÉS.	32 000,00
75	PARIS 06EME	LCM ST-LOUIS	0750658H	RÉFECTION ZONE INTERNAT FILLES/GARÇONS , FAUX PLAFONDS, CIRCULATIONS, SOLS, MURS ET ACCÈS	45 000,00
75	PARIS 05EME	LCM L-LE-GRAND	0750655E	TRAVAUX DE REMPLACEMENT ALIMENTATION D'EAU	3 000,00
91	SAINTE-GENEVIEV	LYP P-LANGEVIN	0912163G	RENOVATION DU COULOIR AU 3E ETAGE (DERNIERE PHASE DE RENOVATION DES CIRCULATIONS)	40 000,00
91	PALAISEAU	LYP C-CLAUDEL	0911938M	RENOVATION DE DEUX LOGEMENTS (PROVISEUR ET PROVISEUR ADJOINT)	12 000,00
91	LES ULIS	LYP ESSOURIAU	0911492C	RENOVATION DE LA CAGE D'ESCALIER LOGEMENT	5 000,00
91	LES ULIS	LYP ESSOURIAU	0911492C	REMPLACEMENT DE DEUX CHASSIS EN SALLE B211	5 000,00
91	JUVISY-SUR-ORGE	LP JEAN-MONNET	0910631S	RENOVATION ECLAIRAGE EXTERIEUR DANS LA COUR DES ELEVES	7 395,00
91	ATHIS-MONS	LYP M-PAGNOL	0910623H	RENOVATION PARTIELLE DU LOGEMENT DU PROVISEUR	6 000,00
78	TRAPPES	LP L-BLÉRIOT	0780273Y	MISE AUX NORMES ASCENSEUR - 1 UNITE	18 000,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DE-BRETEUIL	0781819D	MISE AUX NORMES ASCENSEURS - 3 UNITES	21 000,00
78	MONTIGNY-LE-BRE	LYP DESCARTES	0781512V	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES LOGEMENTS DU PROVISEUR ET DE LA GESTIONNAIRE (TRAVAUX DE PEINTURE ET REVETEMENT DE SOL)	14 395,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LYP JEAN-PERRIN	0951104J	TRAVAUX DE REPRISES DE MAÇONNERIE D'UNE CASQUETTE EXTÉRIEURE ET D'UN ESCALIER EXTÉRIEUR AU BÂTIMENT D	10 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LP CH-EPLUCHES	0950658Z	TRAVAUX DE CRÉATION ET MISE EN PLACE D'UNE PORTE DE RECOUPEMENT DANS L'INTERNAT POUR ISOLER LE SECTEUR MÉDICAL DU RESTE DE L'INTERNAT. TRAVAUX DE MENUISERIE PLÂTRERIE ET DÉSENFUMAGE.	13 000,00
95	PONTOISE	LYP C-PISSARRO	0950649P	TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE PARATONNERRES SUR DEUX TGBT CONFORMÉMENT A LA DEMANDE DU BUREAU DE CONTRÔLE	10 000,00
95	PONTOISE	LYP C-PISSARRO	0950649P	TRAVAUX DE RÉPARATION DE L'ASCENSEUR AU BÂTIMENT BC	3 500,00
95	OSNY	LYP PE-VICTOR	0951937P	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 3 DOUBLES PORTES BOIS EXTÉRIEURES D'ACCÈS AUX ATELIERS ET AU LOCAL DES AGENTS PAR DES PORTES EN ACIER	10 000,00

95	CHARS	LP VEXIN	0951282C	TRAVAUX RÉFECTION COMPLÈTE DU FAUX-PLAFOND ET DE L'ÉCLAIRAGE DU SECTEUR INDUSTRIEL AU RDC DU BATIMENT A	20 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP JV-DAUBIÉ	0950640E	TRAVAUX D'OUVERTURE D'UNE BAIE DANS LA LIGNE DE SELF POUR ACCUEILLIR LE MATÉRIEL DU PRÉ-TRI SÉLECTIF	10 000,00
92	PUTEAUX	LP VOILIN	0921500F	RECLOISSEMENT D'UNE SALLE EN RDC POUR PERMETTRE L'ACCÈS À 2 SALLES, UNE PERMANENCE ET UNE POUR LES SURVEILLANTS: REPRISE DE PEINTURE ET DE SOL, VÉRIFICATION DE L'ÉCLAIRAGE-REPRISE DE LA PORTE D'ENTRÉE	25 000,00
92	PUTEAUX	LYP AGORA	0920144G	DÉPOSE PARTIELLE DE L'ABRI À VÉLOS (DÉPOSE DES GRILLES, DÉPOSE DES ARCEAUX VÉLOS CRÉATION D'UN ÉCLAIRAGE, PEINTURE DES ÉLÉMENTS PLEINS)	12 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	TRAVAUX DE RENFORCEMENT DES CLOISONS MITOYENNES AUX CIRCULATIONS DU RDC 1ER ET 2EME ETAGE (PLATRERIE, MACONNERIE)	17 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE PIVOTS LINTEAUX (3) ET D'OCULUS (1) AU 2 EME ETAGE DE L'AILE B, ET AU 2EME ETAGE DE L'AILE A (QUINCAILLERIE, VITRERIE)	8 895,00
92	SURESNES	LP L-BLÉRIOT	0920171L	REMPLACEMENT DE 76 EXTINCTEURS AUX BÂTIMENTS A, B, C, D, E DU LYCÉE	13 133,00
92	LEVALLOIS-PERRE	LYP LÉO-DE-VINCI	0921230M	TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SALLE 207 AFIN D'ACCUEILLIR LES NOUVELLES PAILLASSES (REVETÊMENTS DE SOLS, PEINTURE, MACONNERIE)	35 000,00
92	COLOMBES	LYP C-GARAMONT	0922427N	INSTALLATION D'UN OCCULUS POUR PRÉVENIR TOUT RISQUE D'ACCIDENT A L'ACCÈS PRINCIPAL ATELIER BÂTIMENT A RDC	2 510,00
92	COLOMBES	LYP C-GARAMONT	0922427N	LEVÉE DE RÉSERVES SUR PORTAIL ACCÈS CUISINE	2 757,00
92	ASNIERES-SUR-SE	EREA ML-KING	0920429S	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE LA CENTRALE ACÉTYLÈNE (ÉLECTRICITÉ) SELON LES OBSERVATIONS DU BUREAU DE CONTROLE	5 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	EREA ML-KING	0920429S	REVISION DES 14 PORTES METALLIQUES SITUEES DANS L'ENCEINTE DU LYCEE (MENUISERIES, METALLERIE, QUINCAILLERIE)	26 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	LYP A-RENOIR	0920131T	TRAVAUX DE REMISE EN ETAT APRES L'INCENDIE DE 2012 DE LA SALLE DE CUISINE CHAUDE, PRÉPARATION DES PLATS (PEINTURE, SOLS, FAUX-PLAFONDS)	10 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	LYP A-RENOIR	0920131T	TRAVAUX DE SÉCURITÉ OBLIGATOIRES: INSTALLATION D'UNE TÉLÉALARME AVEC LE MODULE INDÉPENDANT EN CABINE DES ASCENSEURS INSTALLÉS AU LYCÉE ET DEMI-PENSION	7 400,00
78	SAINT-GERMAIN-E	LYP JB-POQUELIN	0782557F	TRAVAUX DE RENOVATION DE L'ADMINISTRATION (SOLS, FAUX PLAFONDS, ECLAIRAGE, PEINTURE)	90 000,00
78	POISSY	LYP A-BOLLAND	0781983G	TRAVAUX DE RENOVATION DU LOGEMENT DE L'INTENDANTE	10 000,00
78	POISSY	LYP CH-DE-GAULLE	0781898P	CREATION D'ESPACE D'ATTENTE SECURISE (EAS) SUIVANT DEMANDE DE LA COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE	55 000,00
78	MARLY-LE-ROI	LYP L-DE-BROGLIE	0781861Z	DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE L'ADMINISTRATION MODIFICATION DE LA ZONE INFIRMERIE ET CPE (CLOISONNEMENT)	74 560,00
78	MANTES-LA-JOLIE	LYP ST-EXUPÉRY	0782539L	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 198 STORES PARE-SOLEIL EN TOILE HS PAR DES VOLETS ROULANTS DANS LE BATIMENT GENERAL	131 000,00
78	LA CELLE-SAINT-	LP LR-DUCHESNE	0783214V	REMPLACEMENT DE 2 POMPES DE RELEVAGES IMMERGEES AU NIVEAU DU RESTAURANT SCOLAIRE SITUE EN REZ DE JARDIN	80 000,00
78	AUBERGENVILLE	LYP V-VAN-GOGH	0781859X	REIMPLANTATION DES ECLAIRAGES EXTERIEURS DU PARVIS DU LYCEE, DU PARKING DU BOIS TONNERRE, DU PARKING DU GYMNASE ET DE LA ZONE DE DÉPÔT DE LYCEENS (TRAVAUX D'ECLAIRAGE PUBLIC)	80 000,00
78	AUBERGENVILLE	LYP V-VAN-GOGH	0781859X	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA DOUBLE PORTE METALLIQUE DE LA GRANDE SALLE DU GYMNASE.(TRAVAUX DE SERRURERIE)	7 000,00
95	SAINT-OUEN-L'AU	LYP JEAN-PERRIN	0951104J	TRAVAUX DE MAÇONNERIE ET MENUISERIE AU REZ DE CHAUSSÉ DU BÂTTIMENT A	10 000,00
78	AUBERGENVILLE	LYP V-VAN-GOGH	0781859X	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES FACADES EN POLYCARBONATE DANS LA SALLE DES ARTS MARTIAUX ET DANS LA GRANDE SALLE (TRAVAUX DE SERRURERIE)	45 000,00
75	PARIS 20EME	EREA EDITH-PIAF	0750828T	TRAVAUX DE REMPLACEMENT D'UNE PORTE COUPE FEU SITUEE DANS LA COUR DE LIVRAISON	3 000,00
75	PARIS 20EME	EREA EDITH-PIAF	0750828T	CREATION D'UN TOILETTE HANDICAPÉ ET REFECTION DE RESEAU SUR TOILETTES COUR	21 000,00
75	PARIS 20EME	EREA EDITH-PIAF	0750828T	MISE EN PLACE D'UN DECLENCHEUR MANUEL DE DEVEROUILLAGE SUR ISSUE DE SECOURS	2 400,00
75	PARIS 20EME	LP E-DOLET	0750808W	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DE 3 PORTES COUPE FEU SITUEE DANS LES CIRCULATIONS DU BATIMENT PRINCIPAL ET LA 1/2 PENSION (MENUISERIE, REMPLACEMENT DE JOINTS)	6 000,00
75	PARIS 09EME	LYP E-QUINET	0750671X	TRAVAUX DE MACONNERIE DANS LE BATIMENT PRINCIPAL (REPRISE D'UNE DALLE EFFONDREE, TRAITEMENT D'IMPERMÉABILISATION DE MURS, POSE DE CARRELAGE SOL ET MURAL)	90 000,00
75	PARIS 09EME	LYP E-QUINET	0750671X	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 7 BLOCS PORTE COUPE FEU EN LABORATOIRE (LOCAL PRODUITS DANGEREUX) ET CÔTÉ CUISINE	13 600,00
75	PARIS 18EME	LP E-ROSTAND	0750800M	TRAVAUX DE DEMONTAGE ET DE REMONTAGE DES EQUIPEMENTS DE LA CUISINE PÉDAGOGIQUE	18 000,00
75	PARIS 18EME	LYT A-RENOIR	0750710P	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE BATTERIE SSI ET D'UN VOLET D'EXTRACTION DE FUMEE	7 600,00
75	PARIS 18EME	LYT A-RENOIR	0750710P	TRAVAUX DE REFECTION DE L'ENDUIT DE LA POUTRE SITUEE AU DESSOUS DU CDI	12 000,00
75	PARIS 11EME	LYP DORIAN	0750676C	TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE DES ISSUES DE SECOURS BATIMENT E (TRAVAUX DE SSI ET DE MENUISERIE)	24 000,00
75	PARIS 03EME	LYP SIMONE-WEIL	0750651A	TRAVAUX DE REFECTION DE L'ESCALIER 3 DU BATIMENT PRINCIPAL (PEINTURE, FAUX-PLAFONDS, ELECTRICITE)	27 000,00
75	PARIS 10EME	LYT J-SIEGFRIED	0750674A	TRAVAUX DE REPRISE DE L'ESCALIER SUR COUR	18 000,00
75	PARIS 04EME	LYP S-GERMAIN	0750653C	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA SONNERIE DE FIN DE COURS AVEC SYSTEME PPMS	15 000,00

75	PARIS 03EME	LYP TURGOT	0750647W	TRAVAUX DE MISE EN PLACE DE PORTES COUPE-FEU SUR LES ESCALIERS LATERAUX SITUES DES 2 COTES DU BATIMENT PRINCIPAL (TRAVAUX DE MENUISERIE)	20 000,00
75	PARIS 03EME	LP ABBÉ-GRÉGOIR	0750770E	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE DEUX ENSEMBLES MENUISES (PORTES D'ACCES A LA COUR ET PORTES D'ACCES AU CDI)	25 000,00
75	PARIS 20EME	EREA EDITH-PIAF	0750828T	REALISATION D'UN DIAGNOSTIC TERMITES SUR L'ENSEMBLE DU SITE	6 500,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	TRAVAUX D'ÉCLAIRAGE SALLE DE COURS DU 2EME ÉTAGE DE L'AILE A ET REMPLACEMENT DE DÉTECTEURS DE PRÉSENCE	7 000,00
92	NANTERRE	LP C-CHAPPE	0921626T	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 5 PORTES DE DÉGAGEMENT DE L'ATELIER ET REMPLACEMENT DE LA PORTE ESTÉRIEURE DU LOCAL POUBELLE DE LA 1/2 PENSION (TRAVAUX DE SERRURERIE, MENUISERIE, HUISSERIE, QUINCAILLERIE...)	23 000,00
95	ARGENTEUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0950641F	MESURES CONSERVATOIRES : TRAVAUX DE SECURISATION DU TOTEM A L'ENTREE DE L'ETABLISSEMENT	9 000,00
92	VILLENEUVE-LA-G	LYP MICHEL-ANGE	0921594H	TRAVAUX DE REMPLACEMENT A L'IDENTIQUE DU REVETÊMENT DE SOL DÉGRADE EN DIVERS ENDROITS DE L'ÉTABLISSEMENT ET INSTALLATION D'UNE TÔLE EN DAMIER SUR PASSERELLE EXTÉRIEURE (SOL...)	9 000,00
92	ASNIERES-SUR-SE	EREA ML-KING	0920429S	MISE EN PLACE D'UN BANDEAU VENTOUSE SUR LA PORTE D'ENTREE DU HALL (ELECTRICITE, METALLERIE)	3 000,00
93	LA COURNEUVE	LYP J-BREL	0931430Z	DANS CIRCULATIONS EXT-INT, ET SALLES DE CLASSES : TRAVAUX SOL-MURS ET PLAFONDS.	25 000,00
92	GARCHES	EREA JACQUES-BREL	0922287L	SECURITE INCENDIE ; REMPLACEMENT DU SSI ET TERMINAUX AJOUTS 4 SIRENES	25 000,00
92	NANTERRE	LP P-LANGEVIN	0921677Y	REMPLACEMENT REVÊTEMENT DE SOL DE LA SALLE 302 ET DU FOYER. MISE EN PLACE DE RIDEAUX OCCULTANTS	15 000,00
91	LONGJUMEAU	LYP J-PRÉVERT	0911577V	REMISE EN ÉTAT DE 50 EXTINCTEURS	4 200,00
78	VERSAILLES	LYP LA-BRUYÈRE	0782563M	REMPLACEMENT D'UN LANTERNEAU SUR LA STRUCTURE TENDUE DU BAT S, SUITE A TEMPETE FIN JANVIER 2016	2 133,00
77	LAGNY-SUR-MARNE	LYP VAN-DONGEN	0771512A	REMPLACEMENT DE L 'ARMOIRE DE COMMANDE COMPLETE DE L'ASCENSEUR ET LEVEE DES OBSERVATIONS DU BUREAU DE CONTROLE	30 308,40
77	OZOIR-LA-FERRIE	LP LINO-VENTURA	0772225A	REMPLACEMENT DE L'ARMOIRE ELECTRIQUE ET DES DISJONCTEURS DE LA SALLE DES PROFESSEURS QUI NE DE COUPER L'ALIMENTATION LUMIERE ET INFORMATIQUE (MAC ELECTRICITE EPUISE)	7 284,00
94	NOGENT-SUR-MARN	EREA F-CAVANNA	0940319L	CREATION D'UNE ALIMENTATION POUR L'AMENAGEMENT DE 3 MACHINES DANS UN ATELIER PRESSING	2 510,00
77	AVON	LYP U-FRANCE	0770918E	FOURNITURE ET POSE D'UN SYSTEME DE CONTROLE D'ACCES CENTRALISE POUR LES LOCAUX DE L'INTERNAT	28 642,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	REMPLACEMENT DU COMPRESSEUR SUR CENTRALE FRIGORIFIQUE (HORS SERVICE)	9 094,00
77	SAVIGNY-LE-TEMP	LYP MENDÈS-FRANC	0772188K	SUITE A DETERIORATION, REPRISE DE L'ETANCHEITE SUR LA VERRIERE, REPRISE D'ETANCHEITE SUR LA TRAPPE DE DESENFUMAGE ET REPRISE D'ETANCHEITE SUR 6 DOMES	14 451,00
94	NOGENT-SUR-MARN	EREA F-CAVANNA	0940319L	REMPLACEMENT DES BATTERIES SUR SYSTEMES DETECTION INCENDIE	1 182,00
94	FRESNES	LYP F-MISTRAL	0941301D	REMISE EN ETAT DU DESENFUMAGE ET DETECTION INCENDIE (MAC EPUISE)	3 772,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	SUITE A LA CCS DU 10/03/16, LEVEE DES OBSERVATION N1,2 ET 6, CONCERNANT LA SECURITE INCENDIE DU BATIMENT 1/2 PENSION.	2 000,00
75	PARIS 19EME	LYP ALEMBERT	0750650Z	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE LA PORTE INFIRMERIE POUR ACCUEIL DES ELEVES PMR	5 378,00
94	LE PERREUX-SUR-	LYP P-DOUMER	0940119U	TRAVAUX SSI CHANGEMENT DES CÂBLES ET DES SIRÈNES	25 554,00
77	AVON	LYP U-FRANCE	0770918E	POSE D'UNE NOUVELLE COURROIE D'OPÉRATEUR ET REMPLACEMENT DE LA PORTE CABINE POUR L'ASCENSEUR PMR	5 040,00
75	PARIS 11EME	LYP PAUL-POIRET	0750558Z	TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITÉ DU LYCÉE POUR PERSONNE À MOBILITÉ REDUITE	90 045,00
94	VITRY-SUR-SEINE	LYP JEAN-MACÉ	0940129E	POUR LE SITE FERRY, SUR LES PORTES DU HALL D'ACCÈS COUR: FOURNITURE ET POSE DE: 4 BUTÉES TUBULAIRES, 7 FERME-PORTES, 2 BUTÉES À RESSORT.	3 576,00
94	VILLENEUVE-SAIN	LYP F-ARAGO	0941952L	CHANGEMENT DE 17 FENETRES EN PVC DOUBLE VITRAGES	36 700,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP M-BERTHELOT	0940120V	REMISE EN ÉTAT D'UN LOGEMENT DE FONCTION PAR L'EMOP SUITE AU DÉPART DU CHEF DE CUISINE	7 970,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP CONDORCET	0940122X	SUITE FUITE TERRASSE AU NIVEAU DU LOGEMENT PROVISEUR, TRAVAUX DE REMISE EN PEINTURE DE LA CAGE D'ESCALIER.	1 500,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LP G-LESEURRE	0940140S	LEVÉE DES OBSERVATIONS CCS DU 16/02/2016, CONCERNANT LE SSI ET LE DÉSENFUMAGE.	5 000,00
94	CRETEIL	LYP GUTENBERG	0941930M	RÉFECTION (PEINTURES DES MURS ET DES PLAFONDS) DE LOGEMENT DE L'INTENDANT	10 000,00
94	SAINT-MAUR-DES-	LYP F-MANSART	0940585A	REMPLACEMENT COMPLET, DU PAREMENT EN BOIS AU NIVEAU DE LA PASSERELLE DU BÂTIMENT B	6 000,00
94	LE KREMLIN-BICE	LYP P-BROSSOLETT	0941975L	MOTORISATION DU PORTAIL	12 500,00
94	LIMEIL-BREVANNE	LYP G-BUDÉ	0940742W	TRAVAUX DE REFECTION COMPLETE DES SANITAIRES GARCONS ET CREATION D'UN SANITAIRE HANDICAPES	80 000,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	REMPLACEMENT DES BAIES COULISSANTES (13U) ET REMISE EN ETAT DU SYSTEME DE MOTORISATION DES STORES EXTERIEURS (12U) DANS LOGEMENTS DE FONCTION	22 695,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP R-ROLLAND	0940115P	REMPLACEMENT DE BLOCS AUTONOMES D'ECLAIRAGE DE SECURITE (50U)	3 600,00
94	IVRY-SUR-SEINE	LYP F-LÉGER	0941972H	POSE EN REMPLACEMENT DE TROIS DOUBLES VITRAGES EN FACADE AU 1ER ETAGE COTE ACCES ATELIERS MECANIQUE	4 392,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP M-DORMOY	0941951K	POSE DE 3 PORTES DOUBLES " TIERCÉES ", À SYSTÈME VENTOUSE COMMANDÉ DE LA LOGE.	19 000,00

902

94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-WALLON	0940113M	REMPLACEMENT DE TROIS VÉRINS ET FOURNITURE ET POSE DE TROIS GRILLES AU NIVEAU DES EXUTOIRES DU BÂTIMENT B.	9 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LP G-PÉRI	0940132H	CRÉATION D'UN LOCAL "PRODUITS D'ENTRETIEN" PAR FERMETURE D'UNE PARTIE DU SOUS-SOL PAR CLOISON EN CARREAUX DE PLÂTRE ET 1 PORTE COUPE-FEU	1 380,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LP G-PÉRI	0940132H	MISE EN PEINTURE DES 4 SALLES E.P.S. D'UNE SALLE DE COURS ET UN VESTIARE PAR L'E.M.O.P. POSE DE FAUX-PLAFONDS DANS 2 SALLES DE SPORTS ET UNE SALLE DE COURS ET UN VESTIAIRE PAR L'E.M.O.P.	12 300,00
94	BONNEUIL-SUR-MA	EREA STENDHAL	0940171A	TRAVAUX DE MODIFICATION DU SYSTEME D'ARROSAGE DES SERRES REPONDANT AU REFERENTIEL DU CAPA RENOVE	10 020,00
91	EVRY	LP C-BAUDELAIRE	0911254U	TRAVAUX DE REFECTION DE LA LOGE POUR PERMETTRE L'INSTALLATION DU SSI ET DE L'AUTOCOM	50 000,00
91	CORBEIL-ESSONNE	LYP R-DOISNEAU	0910620E	POSE DE PLAFOND ACOUSTIQUE AFIN DE REDUIRE LES ECHOS DANS LES SALLES DE CLASSE B108-B109-B111-B113-B115-B116-B117-B118-B120	30 000,00
77	VAUX-LE-PENIL	LYP S-SIGNORET	0772310T	POSE DE VOLET ROULANT DANS 11 SALLES	4 400,00
77	ROZAY-EN-BRIE	LYP TOUR-DAMES	0772295B	POSE DE NOUVELLES PORTES CF AVEC OCULUS DANS LA ZONE DE PREPARATION DE LA DEMI-PENSION SUITE À DETERIORATION ET VETUSTÉ DES EXISTANTES	62 000,00
77	FONTAINEBLEAU	LCM FRANCOIS-1ER	0770927P	POSE APRES REMISE AUX NORMES DE 36 EXTINCTEURS SUR L'ENSEMBLE DU LYCÉE	13 500,00
77	SAVIGNY-LE-TEMP	LP A-CARÈME	0772244W	POSE DE 6 PORTES COUPE-FEU	35 000,00
77	DAMMARIE-LES-LY	LYP F-JOLIOT-CUR	0771027Y	INTERVENTION SUR 98 CHASSIS, HUISSERIES BOIS, FENETRES BASCULANTES BATIMENTS D ET E	12 350,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	REMISE EN FONCTION DE L'ASCENSEUR EH236, Y COMPRIS REMISES AUX NORMES SAE 2010 ET 2014 ET ACCESSIBILITÉ.	35 000,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	CHANGEMENT DE QUATRE PORTES COUPE-FEU DANS LES COULOIRS DES 1ER ET 2E ÉTAGES DE L'INTERNAT DU SITE DE FONTAINEROUX.	4 400,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	AGRANDISSEMENT DE LA PORTE DE LA RÉSERVE ALIMENTAIRE	2 700,00
91	MONTGERON	EREA JEAN-ISOARD	0911353B	RÉALISATION D'UNE SONORISATION DEPUIS LA LOGE JUSQUE DANS LES BÂTIMENTS 2, 3, 4, 6, 7, 8 ET 9.	14 100,00
94	THIAIS	LYP APOLLINAIRE	0940123Y	SUITE INFILTRATIONS D'EAU : REMISE EN ETAT DE LA SALLE DE BAINS DU LOGEMENT DE FONCTION N°2 / RDC TRAVAUX D'ENDUIT ET DE PEINTURE MURS ET PLAFONDS	4 500,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LYP P-PICASSO	0941347D	SECURITE INCENDIE :CHANGEMENT DE 3 PORTES EN BOIS VETUSTES REMPLACEES PAR DES PORTES EN ALUMINIUM	17 000,00
94	FONTENAY-SOUS-B	LYP P-PICASSO	0941347D	SECURITE INCENDIE : INSTALLATION DE VETOUSES, DÉCLENCHEUR MANUEL, CLAVIERS NUMÉRIQUES RACCORDEMENT AU SSI SUR ALIMENTATION SECOURUE	16 000,00
94	CRETEIL	LYP GUTENBERG	0941930M	REMPLACEMENT DES EXUTOIRES DE FUMÉES DES CAGES D'ESCALIER N° A1, A2, B3 ET B4	25 000,00
94	CRETEIL	LYP GUTENBERG	0941930M	REFECTION ESCALIER A2 : DEPOSE REVETEMENTS DE SOLS EN LES ET POSE DE CARRELAGE SUR SOLS ET MURS JUSQU'A 1M80 - REFECTION DES PEINTURES	70 000,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	PPMS : MISE EN PLACE D'UN SYSTEME DE DIFFUSION SONORE COMPRENANT LE PASSAGE DE LA TOTALITE DE LA CABLERIE D'ALIMENTATION DES HAUT-PARLEURS REPARTIS SUR L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT	18 500,00
94	CRETEIL	LYP ST-EXUPÉRY	0940114N	POSE DE FERME-PORTES A CULISSE POUR PORTE EXTERIEUR (15)	12 000,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	LEVEES DES PRESCRIPTIONS DU BC VERITAS DU LOCAL TRANSFORMATEUR	1 800,00
94	CHOISY-LE-ROI	LYP J-BREL	0940141T	REPRISE DES BARDAGES EN FACADES DU LYCEE	3 500,00
94	CHARENTON-LE-PO	LYP R-SCHUMAN	0941974K	SUITE AUX DEGATS DES EAUX : MISE EN PLACE D'UN CARRELAGE TOUTE HAUTEUR SUR LA CAGE D'ESCALIER EXTERIEURE R-1 À R+5 DU BÂTIMENT A	29 000,00
77	CHAMPAGNE-SUR-S	LYP LA-FAYETTE	0770920G	RÉFECTION DES COURSIVES (TRAVAUX DE SERRURERIE)	1 500,00
91	DRAVEIL	LP NADAR	0910755B	REMPLACEMENT DES 4 BLOCS DE SECOURS AU 1ER ÉTAGE.	2 400,00
77	PONTAULT-COMBAU	LYP C-CLAUDEL	0772243V	POUR MESURES D'HYGIENE, RÉFECTION DE DEUX MURS QUI S'EFFRITENT DANS LE SECTEUR CUISINE ET PLONGE.	5 000,00
77	PROVINS	LYP PANNEVELLES	0771336J	MISE EN CONFORMITÉ DU RÉSEAU D'ALIMENTATION D'EAU DU LYCÉE. POSE DE RÉDUCTEUR DE PRESSION, FILTRES ET CLAPET ANTI-POLLUTION EN AMONT DU DISCONNECTEUR.	7 000,00
91	QUINCY-SOUS-SEN	LP FR-MOREAU	0911493D	REMPLACEMENT DE LA CARTE CHARGEUR DU SSI DE LA LOGE	1 200,00
77	MELUN	LYP J-AMYOT	0770933W	POSE D'UN SYSTEME DE SONORISATION POUR LE BLOC SCIENTIFIQUE, L'INFIRMERIE, LA DEMI-PENSION ET L'INTERNAT	11 000,00
77	MELUN	LYP J-AMYOT	0770933W	DANS LE CADRE DU PPMS : POSE D'UN SYSTEME DE SONORISATION POUR LE GYMNASE	6 100,00
77	DAMMARIE-LES-LY	LYP F-JOLIOT-CUR	0771027Y	INSTALLATION D'UN SYSTEME DE CONTROLE D'ACCÈS DES ELEVES DE LA DEMI-PENSION	38 543,00
77	PONTAULT-COMBAU	LYP C-CLAUDEL	0772243V	TRAVAUX DE PEINTURE POUR CLASSES DANS BAT B ; 103/104/109/2019/207/007/ BAT D : 213	6 000,00
91	SAINT-MICHEL-SU	LYP LÉO-DE-VINCI	0911946W	TRAVAUX SUR LES ESPACES BOISÉS POUR SECURISATION DU PARKING ET DES LOGEMENTS DE FONCTION AINSI QUE L'ACCUEIL DANS LA COUR INTERIEURE DU LYCÉE	10 000,00
75	PARIS 19EME	LCM G-BRASSENS	0754684J	TRAVAUX DE DEMOLITION D'UNE CLOISON, DE REPRISE DE L'ELECTRICITE, DE PEINTURE ET DE PARQUET POUR LE LOGEMENT DE LA PROVISEUR	30 000,00
94	CHAMPIGNY-SUR-M	LYP L-MICHEL	0940112L	MISE EN PEINTURE D'UN LOGEMENT VACANT	5 320,00
77	TOURNAN-EN-BRIE	LYP CLÉMENT-ADER	0772342C	MISE EN PLACE D'UN SYSTEME D'ALERTE POUR DECLENCHEMENT DU PPMS - CARILLON AMPLIFIE ET FRAIS D'INSTALLATION	7 300,00
77	MEAUX	LYP H-MOISSAN	0770930T	TRAVAUX DE REPRISE DU PLANCHER AVEC SOUTIEN DE L'ESCALIER EN PIERRE	13 566,95

94	NOGENT-SUR-MARN	LP LA-SOURCE	0940137N	TRAVAUX D'AMENAGEMENT DU SELF	15 000,00
92	GENNEVILLIERS	LYP GALILÉE	0921156G	TRAVAUX DE REMISEE EN ETAT DE LA SITUATION DE RELEVAGE	17 832,00
92	NEUILLY-SUR-SEI	LCM F-ST-JAMES	0920143F	TRAVAUX DE REMPLACEMENT DU VARIATEUR DE FREQUENCE DE L'ASCENSEUR	5 329,00

Budget 2016 - HP222-006 / 236.1 chapitre 902 **3 165 112,35**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-418

DU 21 SEPTEMBRE 2016

TRAVAUX DANS LES CITES MIXTES REGIONALES ET DEPARTEMENTALES DE LA REGION ILE DE FRANCE

5EME RAPPORT DE L'ANNEE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales,
VU Le code de l'éducation,
VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,
VU La délibération du conseil régional n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa présidente
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,
VU La délibérartion n°CP 15-723 du 8 octobre 2015 relative au rapport « Marché d'exploitation de chauffage avec gros entretien et renouvellement des matériels et obligation de résultats P2P3 PFI, Habilitation du Président à signer divers avenants relatifs au marché n°1200411 »
VU La délibération n° CP 16-129 du 18 mai 2016 relative au rapport «Travaux dans les cités mixtes régionales et départementales de la Région Ile de France, 3ème rapport de l'année 2016, Budget 2016,
VU Le Budget de la région d'Ile-de-France pour l'année 2016 ;
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission des finances;
VU Le rapport n° CP 16-418 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Désaffecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisation de programme de **650.000,00 €** initialement affectés par la CP 16-129 du 18 mai 2016 et figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », sur le programme HP 224-032 « Grosses réparations dans les lycées publics », action 12203201 « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales-part lycées » sur le chapitre 902 du budget 2016.

Article 2 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 1 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.126.436,06 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202901) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part lycées » du budget 2016.

Article 3 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 2 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **695.867,34 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202902) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales – part collège » du budget 2016.

Article 4 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 3 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **50.000,00 €** à titre d'affectations provisionnelles figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-029 (122029) « Travaux de Maintenance dans les cités mixtes régionales », action (12202905) « Fonds d'urgences aux CMR » du budget 2016.

Article 5 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 4 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **512.780,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203201) «Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2016.

Article 6 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 5 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **598.920,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203202) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales – part collèges » du budget 2016.

Article 7 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexes 6 et 7 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **920.982,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des Cités Mixtes régionales » programme HP 224-032 (122032) « Grosses réparations dans les cités mixtes régionales », action (12203206) « Rénovation thermique et efficacité énergétique » du budget 2016.

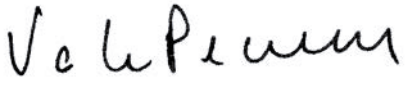
Article 8 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 8 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **70.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales» programme HP 224-034 (122034) « Etudes générales cités mixtes régionales », action (12203401) « Etudes générales cités mixtes régionales – part lycées» du budget 2016.

Article 9 :

Affecte, conformément au tableau joint en annexe 9 de la délibération un montant d'autorisations de programme de **1.000,00 €** figurant sur le chapitre 902 « Enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes régionales» programme HP 224-034 (122035) « Rénovation sur les cités mixtes régionales », action (12203501) « Rénovation sur les cités mixtes régionales – part collège» du budget 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT SONNERIE OP.No 16B3302240290003 Complément de crédit soit 0,012 ME	7 886,40
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROVISIONS 2016 : TRAVAUX DE SÉCURITÉ, REMPLACEMENT PORTE D'ACCÉS TGBT OP.No 16B3302240290006 Complément de crédit soit 0,023 ME	14 848,80
93	BONDY	LYP JEAN-RENOIR	0930118Y	PROGRAMME 2016 : REMPLACMENT DU TRANSFORMATEUR ET MISE À DISPOSITION D'UN GROUPE ÉLECTROGÈNE	14 582,00
93	MONTREUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0930121B	PROGRAMME 2011 : TRAVAUX DE SÉCURISATION DES ARBRES OP.No Complément de crédit soit 0,016 ME	11 864,49
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2015 : REFECTION DES MURS DES COULOIRS DU BATIMENT B ET LA POSE DE FAIENCE MURALE OP.No Complément de crédit soit 0,070 ME	45 283,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX D'ENTRETIEN DES VITRAGES DES BÂTIMENTS D'ENSEIGNEMENT OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	16 225,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : SUITE AUX DÉGÂTS DES EAUX (FUITE ÉTANCHÉITÉ) : RÉFECTION DU PARQUET LOGEMENT DU PROVISEUR OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	9 735,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STRUCTURES VITRÉES (ALPINISTES) DANS LA COUR RDC SUITE AUX TRAVAUX DE LA DEMI-PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,018 ME	11 682,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : ASSERVISSEMENT AU SSI DES DEUX ISSUES DE SECOURS EN TERRASSE DU BÂTIMENT A OP.No Complément de crédit soit 0,009 ME	5 841,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : PLANTATION DE 4 ARBRES DANS LA COUR OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	5 192,00
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT D'ÉQUIPEMENTS LIÉS À LA SÉCURITÉ INCENDIE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	13 954,00
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2016 : RÉNOVATION SOLS, PEINTURE ET MENUISERIES DU LOGEMENT INSALUBRE DU R+2 OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	17 442,50
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2016 : RÉFECTION DES PEINTURES DU LOGEMENT DU GESTIONNAIRE OP.No Complément de crédit soit 0,006 ME	4 186,20
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE MAINTENANCE DANS LE GYMNASE OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	34 885,00
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2016 : RÉFECTION DE PEINTURE DE LA CAGE D'ESCALIER B ET DE 4 SALLES DE COURS OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	39 432,00
75	PARIS 03EME	LCM VICTOR-HUGO	0750648X	PROVISIONS 2016 : RÉNOVATION DU LOGEMENT PROVISEUR OP.No Complément de crédit soit 0,042 ME	21 504,00
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROVISIONS 2016 : MISE AUX NORMES DES PARATONNERRES OP.No Complément de crédit soit 0,032 ME	21 753,60
75	PARIS 09EME	LCM J-DECOUR	0750668U	PROVISIONS 2016 : RESTAURATION DE LA FACADE INCENDIE OP.No Complément de crédit soit 0,038 ME	24 950,80
93	BONDY	LYP JEAN-RENOIR	0930118Y	PROGRAMME 2016 :RÉFECTION PARTIELLE DE LA COUR ÉLÈVES SUITE À DÉBUT D'AFFAISSEMENT OP.No Complément de crédit soit 0,150 ME	110 250,00
93	AUBERVILLIERS	LYP H-WALLON	0930116W	PROGRAMME 2016 : RÉNOVATION ET RESTRUCTURATION DU CDI SE TROUVANT AU SOUS-SOL OP.No Complément de crédit soit 0,200 ME	133 720,00
93	AUBERVILLIERS	LYP H-WALLON	0930116W	PROGRAMME 2016 : LEVÉE DES PRESCRIPTIONS DES CCS (PORTES CF DANS LE SOUS-SOL) OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	33 430,00
93	AUBERVILLIERS	LYP H-WALLON	0930116W	PROGRAMME 2016 : RÉNOVATION DES REVÊTEMENTS MURAUX ET SOLS DE LA 1/2 PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	40 116,00
93	NOISY-LE-SEC	LYP O-DE-GOUGES	0930123D	PROGRAMME 2016 : RESTRUCTURATION ET RÉNOVATION DES BUREAUX DE L'INTENDANCE ET DES PROVISEURS ADJOINTS PARTIES COMMUNES OP.No Complément de crédit soit 0,120 ME	73 536,00
92	VANVES	LYP MICHELET	0920149M	PROGRAMME 2015 -RENOVATION 3 LOGEMENTS (11, 15, 23) - TRAVAUX TCE OP.No Complément de crédit soit 0,150 ME	109 335,00
92	SCEAUX	LCM MARIE-CURIE	0920146J	PROGRAMME 2015 : RÉNOVATION DES SALLES DE COURS (T5 : SALLES D'ARTS PLASTIQUES DES "COLLÉGIENS", SALLE 3 ET CABINET D'HISTOIRE GÉO), DES CIRCULATIONS (T 2 : HALL PRINCIPAL, COULOIRS DE L'ADMINISTRT° (X2) ET COULOIR CDI) ET DES CAGES D'ESCALIERS (T2 OP.No Complément de crédit soit 0,100 ME	63 790,00
92	SCEAUX	LYP LAKANAL	0920145H	PROGRAMME 2015 -RENOVATION PARLOIR (TX, PEINTURE, SOLS, ELECTRICITÉ, FAUX PLAFOND) OP.No Complément de crédit soit 0,049 ME	37 672,44
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	PROGRAMME 2015 : TRAVAUX DE LA REFECTION DE L'ETANCHETITÉ DE LA GRANDE GALERIE AINSI QUE SA MISE EN SÉCURITÉ OP.No Complément de crédit soit 0,100 ME	61 080,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2015: REMPLACEMENT DES REVTEMENTS DE PROTECTION MURALE DETERIORÉES DANS LA SALLE DU GYMNASE, MOUSSE APPARENTE, RISQUE DE CONTACT AVEC LE FEU(OBS DE LA CCS) OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	19 254,00
78	VERSAILLES	LCM HOCHE	0782562L	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT PLATELAGES SUR BATIMENT DEMI PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,100 ME	76 010,00

78	VERSAILLES	LCM HOCHE	0782562L	PROGRAMME 2016 : REMISE EN ETAT LOGEMENTS RUE DE PROVENCE SUITE A SINISTRE, SOL PLAFOND PEINTURE OP.No Complément de crédit soit 0,035 ME	26 603,50
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROVISIONS 2016 : POSE DE CAPOTS SUR COFFRAGES PROTÉGEANT LES BARRES D'ALIMENTATION GÉNÉRALE EN GALERIE SOUS SOL OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	3 291,33
75	PARIS 15EME	LCM CAMILLE-SÉE	0750694X	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT EN URGENCE DU LAVE VAISELLE Y COMPRIS CONVOYEUR OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	17 100,00

Budget 2016 - HP224-029-1 / 236. chapitre 902 **1 126 436,06**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT SONNERIE OP.No 16B3302240290003 Complément de crédit soit 0,012 ME	4 113,60
75	PARIS 16EME	LYP C-BERNARD	0750698B	PROVISIONS 2016 : TRAVAUX DE SÉCURITÉ, REMPLACEMENT PORTE D'ACCÉS TGBT OP.No 16B3302240290006 Complément de crédit soit 0,023 ME	8 151,20
93	MONTREUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0930121B	PROGRAMME 2011 : TRAVAUX DE SÉCURISATION DES ARBRES OP.No Complément de crédit soit 0,016 ME	3 835,51
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2015 : REFECTION DES MURS DES COULOIRS DU BATIMENT B ET LA POSE DE FAIENCE MURALE OP.No Complément de crédit soit 0,070 ME	24 717,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX D'ENTRETIEN DES VITRAGES DES BÂTIMENTS D'ENSEIGNEMENT OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	8 775,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : SUITE AUX DÉGÂTS DES EAUX (FUITE ÉTANCHÉITÉ) : RÉFECTION DU PARQUET LOGEMENT DU PROVISEUR OP.No Complément de crédit soit 0,015 ME	5 265,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX D'ENTRETIEN DES STRUCTURES VITRÉES (ALPINISTES) DANS LA COUR RDC SUITE AUX TRAVAUX DE LA DEMI-PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,018 ME	6 318,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : ASSERVISSEMENT AU SSI DES DEUX ISSUES DE SECOURS EN TERRASSE DU BÂTIMENT A OP.No Complément de crédit soit 0,009 ME	3 159,00
94	NOGENT-SUR-MARN	LCM E-BRANLY	0940117S	PROGRAMME 2016 : PLANTATION DE 4 ARBRES DANS LA COUR OP.No Complément de crédit soit 0,008 ME	2 808,00
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT D'ÉQUIPEMENTS LIÉS À LA SÉCURITÉ INCENDIE OP.No Complément de crédit soit 0,020 ME	6 046,00
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2016 : RÉNOVATION SOLS, PEINTURE ET MENUISERIES DU LOGEMENT INSALUBRE DU R+2 OP.No Complément de crédit soit 0,025 ME	7 557,50
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2016 : RÉFECTION DES PEINTURES DU LOGEMENT DU GESTIONNAIRE OP.No Complément de crédit soit 0,006 ME	1 813,20
94	VILLENEUVE-LE-R	LYP G-BRASSENS	0940743X	PROGRAMME 2016 : TRAVAUX DE MAINTENANCE DANS LE GYMNASE OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	15 115,00
75	PARIS 09EME	LCM JULES-FERRY	0750669V	PROGRAMME 2016 : RÉFECTION DE PEINTURE DE LA CAGE D'ESCALIER B ET DE 4 SALLES DE COURS OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	20 568,00
75	PARIS 03EME	LCM VICTOR-HUGO	0750648X	PROVISIONS 2016 : RÉNOVATION DU LOGEMENT PROVISEUR OP.No Complément de crédit soit 0,042 ME	20 496,00
75	PARIS 11EME	LYP VOLTAIRE	0750675B	PROVISIONS 2016 : MISE AUX NORMES DES PARATONNERRES OP.No Complément de crédit soit 0,032 ME	10 246,40
75	PARIS 09EME	LCM J-DECOUR	0750668U	PROVISIONS 2016 : RESTAURATION DE LA FACADE INCENDIE OP.No Complément de crédit soit 0,038 ME	13 049,20
93	BONDY	LYP JEAN-RENOIR	0930118Y	PROGRAMME 2016 :RÉFECTION PARTIELLE DE LA COUR ÉLÈVES SUITE À DÉBUT D'AFFAISSEMENT OP.No Complément de crédit soit 0,150 ME	39 750,00
93	AUBERVILLIERS	LYP H-WALLON	0930116W	PROGRAMME 2016 : RÉNOVATION ET RESTRUCTURATION DU CDI SE TROUVANT AU SOUS-SOL OP.No Complément de crédit soit 0,200 ME	66 280,00
93	AUBERVILLIERS	LYP H-WALLON	0930116W	PROGRAMME 2016 : LEVÉE DES PRESCRIPTIONS DES CCS (PORTES CF DANS LE SOUS-SOL) OP.No Complément de crédit soit 0,050 ME	16 570,00
93	AUBERVILLIERS	LYP H-WALLON	0930116W	PROGRAMME 2016 : RÉNOVATION DES REVÊTEMENTS MURAUX ET SOLS DE LA 1/2 PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,060 ME	19 884,00
93	MONTREUIL	LYP JEAN-JAURÈS	0930121B	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT DE CHÂSSIS OUVRANTS VÉTUSTES SUR LE COLLÈGE	100 000,00
93	NOISY-LE-SEC	LYP O-DE-GOUGES	0930123D	PROGRAMME 2016 : RESTRUCTURATION ET RÉNOVATION DES BUREAUX DE L'INTENDANCE ET DES PROVISEURS ADJOINTS PARTIES COMMUNES OP.No Complément de crédit soit 0,120 ME	46 464,00
92	VANVES	LYP MICHELET	0920149M	PROGRAMME 2015 -RENOVATION 3 LOGEMENTS (11, 15, 23) - TRAVAUX TCE OP.No Complément de crédit soit 0,150 ME	40 665,00
92	SCEAUX	LCM MARIE-CURIE	0920146J	PROGRAMME 2015 : RÉNOVATION DES SALLES DE COURS (T5 : SALLES D'ARTS PLASTIQUES DES "COLLÉGIENS", SALLE 3 ET CABINET D'HISTOIRE GÉO), DES CIRCULATIONS (T 2 : HALL PRINCIPAL, COULOIRS DE L'ADMINISTRT° (X2) ET COULOIR CDI) ET DES CAGES D'ESCALIERS (T2 OP.No Complément de crédit soit 0,100 ME	36 210,00
92	SCEAUX	LYP LAKANAL	0920145H	PROGRAMME 2015 -RENOVATION PARLOIR (TX, PEINTURE, SOLS, ELECTRICITÉ, FAUX PLAFOND) OP.No Complément de crédit soit 0,049 ME	11 727,56
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	PROGRAMME 2015 : TRAVAUX DE LA REFECTION DE L'ETANCHETITÉ DE LA GRANDE GALERIE AINSI QUE SA MISE EN SÉCURITÉ OP.No Complément de crédit soit 0,100 ME	38 920,00
75	PARIS 07EME	LCM V-DURUY	0750662M	PROGRAMME 2015: ETUDES DE MISE EN SÉCURITÉ DE LA TOITURE TERRASSE DU BATIMENT BJ	20 000,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2015: REMPLACEMENT DES REVTEMENTS DE PROTECTION MURALE DETERIORÉES DANS LA SALLE DU GYMNASE, MOUSSE APPARENTE, RISQUE DE CONTACT AVEC LE FEU(OBS DE LA CCS) OP.No Complément de crédit soit 0,030 ME	10 746,00
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	PROGRAMME 2015: ETUDES ET MISE EN CONFORMITÉ ELECTRIQUE DANS LES SALLES DE TECHNOLOGIES(4 SALLES)TRANCHE 1	30 000,00

78	VERSAILLES	LCM HOCHE	0782562L	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT PLATELAGES SUR BATIMENT DEMI PENSION OP.No Complément de crédit soit 0,100 ME	23 990,00
78	VERSAILLES	LCM HOCHE	0782562L	PROGRAMME 2016 : REMISE EN ETAT LOGEMENTS RUE DE PROVENCE SUITE A SINISTRE, SOL PLAFOND PEINTURE OP.No Complément de crédit soit 0,035 ME	8 396,50
75	PARIS 16EME	LCM J-DE-SAILLY	0750699C	PROVISIONS 2016 : POSE DE CAPOTS SUR COFFRAGES PROTÉGEANT LES BARRES D'ALIMENTATION GÉNÉRALE EN GALERIE SOUS SOL OP.No Complément de crédit soit 0,005 ME	1 330,67
75	PARIS 15EME	LCM CAMILLE-SÉE	0750694X	PROGRAMME 2016 : REMPLACEMENT EN URGENCE DU LAVE VAISELLE Y COMPRIS CONVOYEUR OP.No Complément de crédit soit 0,040 ME	22 900,00

Budget 2016 - HP224-029-2 / 4551 chapitre 902 **695 867,34**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	FU 2016CMR OP.No 16B0322240290001 Complément de crédit soit 0,350 ME	50 000,00

Budget 2016 - HP224-029-5 / 236. chapitre 902 **50 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX COUVERTURE ET ETANCHEITE OP.No 14B6912240320001 Complément de crédit soit 0,879 ME	100 000,00
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MAC TRAVAUX DE CABLAGE INFORMATIQUE OP.No 15B0472240320001 Complément de crédit soit 0,600 ME	100 000,00
77	FONTAINEBLEAU	LYP F-COUPERIN	0770926N	PROGRAMME 2016 : REFECTION DES RESEAUX D'EVACUATION EU, EP ET ALIMENTATION EF OP.No 16B1292240320002 Réduction de crédit soit 1,350 ME	- 650 000,00
75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMM 2012 : TRAVAUX DE RÉFECTION DES CORNICHES ET RAVALEMENT SUR LA RUE DE L'ASSOMPTION OP.No Complément de crédit soit 0,600 ME	312 780,00

Budget 2016 - HP224-032-1 / 2313 chapitre 902 - **137 220,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MBC POUR DES TRAVAUX D ENTRETIEN DE MISE AUX NORMES ET DE REPARATION DE VRD ET DE RESEAUX D ASSAINISSEMENT DES EPLE OP.No 13B0792240320001 Complément de crédit soit 1,694 ME	300 000,00
75	PARIS 17EME	LYP BALZAC	0750705J	PROGRAMME 2014 : AMENAGEMENT DES SALLES TECHNOLOGIQUES ET DES ARTS PLASTIQUES AU COLLÈGE OP.No 14B0732240320001 Complément de crédit soit 0,352 ME	11 700,00
75	PARIS 16EME	LCM MOLIÈRE	0750703G	PROGRAMME 2012 : TRAVAUX DE RÉFECTION DES CORNICHES ET RAVALEMENT SUR LA RUE DE L'ASSOMPTION OP.No Complément de crédit soit 0,600 ME	287 220,00
				Budget 2016 - HP224-032-2 / 4551 chapitre 902	**598 920,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHE DE MISE EN OEUVRE EFFICACITE ENERGETIQUE SIPPEREC ELEC CMR OP.No 16B3302240320001 Complément de crédit soit 0,200 ME	100 000,00

Budget 2016 - HP224-032-6 / 2031 chapitre 902 **100 000,00**

Budget 2016 chapitre 902 - Env. HP224-032-6 / 2313

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	P3 CHAUFFAGE RENOVATION THERMIQUE ET EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE OP.No 14B3282240320001 Complément de crédit soit 4,221 ME	820 982,00

Budget 2016 - HP224-032-6 / 2313 chapitre 902 **820 982,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
99	REGION ILE DE F	I REGION	99	MARCHE PLOMB	70 000,00
				OP.No 12B8272240340001 Complément de crédit soit 0,076 ME	

Budget 2016 - HP224-034-1 / 2031 chapitre 902 **70 000,00**

	COMMUNE	ETABLISSEMENT		NATURE DE L'INTERVENTION	MONTANT A.P
75	PARIS 06EME	LCM MONTAIGNE	0750657G	TRANSFERT MO PARIS REGION TRAVAUX RESTRUCT ET REHAB DE LA CMR MONTAIGNE OP.No 11B7992240350001 Complément de crédit soit 6,221 ME	1 000,00

Budget 2016 - HP224-035-1 / 238 chapitre 902 **1 000,00**

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-421

DU 21 SEPTEMBRE 2016

SECURISATION DES LYCEES
SEPTIEME AFFECTATION
BUDGET 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 23-15 du 12 février 2015 relative à la Politique de la ville - Orientations pour une nouvelle action régionale ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération du Conseil régional n° CR 10-16 du 21 janvier 2016 relative à la mise en place du bouclier de sécurité ;

VU La délibération n° CP 11-387 du 19 mai 2011 relative à l'exigence d'un document spécifique motivant toute demande de subvention concernant des systèmes de vidéosurveillance - rapport sécurité des lycées, propriétés régionales - troisième affectation pour l'année 2011 ;

VU Le budget de la Région pour 2016 et plus particulièrement les inscriptions du chapitre 902 « Enseignement » ;

VU L'avis de la commission de la sécurité ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-421 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide d'attribuer des dotations pour un montant de **230.652 €** conformément au tableau figurant en Annexe 1 à la présente délibération.

Affecte pour ces opérations une autorisation de programme de **230.652 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement » - Code Fonctionnel 27 « Sécurité » - Programme HP 27-001 (127001) « Sécurisation des lycées » Action 12700103 « Subventions pour la sécurité aux EPLE » du budget régional 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en Annexe 2 à la délibération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 : TABLEAU DES MESURES DE SECURITE

A N N E X E 1

MESURES DE SECURITE DANS LES LYCÉES
CHAPITRE 902 - Code Fonctionnel 27 - BUDGET 2016
C.P du 21.09.2016

RNE	Etablissement	Commune	Libellé de l'Opération	Action	Nature	Montant
0750651A	Simone Weil	Paris 03ème	Travaux de mise en conformité et automatisation de la double porte issue de secours sur rue de Poitou	12700103	2361	12 000,00
0750671X	Edgar Quinet	Paris 09ème	Mise en place d'une installation de vidéosurveillance sur les deux sites Martyrs et Duperré	12700103	2361	19 652,00
0750775K	Gustave Ferrie	Paris 10ème	Travaux de fourniture & pose d'un visiophone pour le contrôle d'accès depuis la loge	12700103	2361	2 500,00
			Travaux de remplacement des caméras du système de vidéosurveillance avec enregistreur numérique et moniteur	12700103	2361	16 000,00
			Mise en place de sonnerie PPMS sur système Bodet existant	12700103	2361	2 500,00
			Sous-Total Département 75 :			**52 652,00**
0771996B	Honoré De Balzac	Mitry-Mory	Remplacement du portillon d'entrée avec mise en place de deux ferme-portes de 300 kg	12700103	2361	5 000,00
			Sous-Total Département 77 :			**5 000,00**
0780515L	Les Sept Mares	Maurepas	Travaux de sécurisation : Fourniture & Pose de portes d'accès et d'issues de secours sur le bâtiment principal	12700103	2361	22 000,00
0781512V	Descartes	Montigny-Le-Bretonneux	Fourniture & Pose de serrures sécurisées sur les locaux sensibles	12700103	2361	3 800,00
			Sous-Total Département 78 :			**25 800,00**
0911037H	André Marie Ampère	Morsang-Sur-Orge	Rénovation du contrôle d'accès global du lycée (interphonie, visiophone et remplacement de 6 caméras)	12700103	2361	30 000,00
0911938M	Camille Claudel	Palaiseau	Travaux sur portail et portillon avec la pose d'un sytème de commande à distance	12700103	2361	5 000,00
			Sous-Total Département 91 :			**35 000,00**
0920144G	Agora	Puteaux	Travaux de remise en état des grilles de protection accès cour intérieure et remplacement du visiophone hors service à l'entrée des élèves, compris ouverture électrique porte principale	12700103	2361	18 000,00
			Sous-Total Département 92 :			**18 000,00**
0941930M	Gutenberg	Créteil	Suite à la remise à jour du DSP : Installation de 4 caméras permettant de surveiller les accès de l'établissement - Création d'un barreaudage sur la rue Guy Curat - Rénovation du système d'alarme anti-intrusion	12700103	2361	50 000,00
0941975L	Pierre Brossolette	Le Kremlin-Bicêtre	Fourniture & Pose d'un rideau métallique extérieur sur porte d'entrée cuisine	12700103	2361	11 000,00
0940585A	François Mansart	Saint-Maur-Des-Fossés	Réfection du système de vidéosurveillance existant (remplacement de 3 caméras et remise en état des câbles abîmés par les intempéries)	12700103	2361	5 200,00
			Sous-Total Département 94 :			**66 200,00**
0951748J	Evariste Galois	Beaumont-Sur-Oise	Travaux de mise en place des sonneries nécessaires pour le PPMS	12700103	2361	6 000,00
0951766D	Simone De Beauvoir	Garges-Les-Gonesse	Travaux de mise en place des sonneries nécessaires pour le PPMS	12700103	2361	6 000,00
0950667J	Romain Rolland	Goussainville	Mise en place de barreaudages pour protéger les fenêtres et les meurtrières du bâtiment donnant sur la rue suivant diagnostic sureté	12700103	2361	10 000,00
0950648N	Jean-Jacques Rousseau	Montmorency	Travaux de mise en place des sonneries nécessaires pour le PPMS	12700103	2361	6 000,00
			Sous-Total Département 95 :			**28 000,00**
			TOTAL GENERAL :			**230 652,00**
			dont - " Subventions pour la Sécurité aux EPLE " (12700103)		**2361**	**230 652,00**

ANNEXE N°2 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-421	Budget	2016

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**27 - Sécurité**
Programme	**127001 - Sécurisation des lycées**
Action	**12700103 - Subvention pour la sécurité aux EPLE**

Dispositif : N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées

Dossier	16012843 - ETABLISSEMENT 0951748J - TRAVAUX DE MISE EN PLACE DES SONNERIES NECESSAIRES POUR		
Bénéficiaire	R3469 - LPO EVARISTE GALOIS BEAUMONT SUR OISE		
Localisation	LYP EVARISTE GALOIS (BEAUMONT)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	16012844 - ETABLISSEMENT 0951766D - TRAVAUX DE MISE EN PLACE DES SONNERIES NECESSAIRES POUR		
Bénéficiaire	R18171 - LGT SIMONE DE BEAUVOIR GARGES LES GONESSE		
Localisation	LYP SIMONE DE BEAUVOIR		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	16012845 - ETABLISSEMENT 0950667J - MISE EN PLACE DE BARREAUDAGES POUR PROTEGER LES FENETRE		
Bénéficiaire	R18617 - LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE		
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-421	Budget	2016

Dossier	16012846 - ETABLISSEMENT 0950648N - TRAVAUX DE MISE EN PLACE DES SONNERIES NECESSAIRES POUR		
Bénéficiaire	R3394 - LGT JEAN JACQUES ROUSSEAU MONTMORENCY		
Localisation	LYP J J ROUSSEAU (MONTMORENCY)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 000,00 €	

Dossier	16012847 - ETABLISSEMENT 0940585A - REFECTION DU SYSTEME DE VIDEOSURVEILLANCE EXISTANT (REM		
Bénéficiaire	R3496 - LPO LYC METIER FRANCOIS MANSART ST MAUR DES FOSSES		
Localisation	LYT FRANCOIS MANSART (ST-MAUR)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 200,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 200,00 €	

Dossier	16012848 - ETABLISSEMENT 0941975L - FOURNITURE & POSE D'UN RIDEAU METALLIQUE EXTERIEUR SUR		
Bénéficiaire	R3234 - LPO BROSSOLETTE LE KREMLIN BICETRE		
Localisation	LYT BROSSOLETTE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	11 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		11 000,00 €	

Dossier	16012849 - ETABLISSEMENT 0920144G - TRAVAUX DE REMISE EN ETAT DES GRILLES DE PROTECTION ACC		
Bénéficiaire	R3598 - LGT L'AGORA PUTEAUX		
Localisation	LYT L'AGORA		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	18 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		18 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-421	Budget	2016

Dossier	16012850 - ETABLISSEMENT 0941930M - SUITE A LA REMISE A JOUR DU DSP : INSTALLATION DE 4 CAM		
Bénéficiaire	R19129 - LPO GUTENBERG CRETEIL		
Localisation	LYP GUTENBERG		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	50 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		50 000,00 €	

Dossier	16012851 - ETABLISSEMENT 0771996B - REMPLACEMENT DU PORTILLON D'ENTREE AVEC MISE EN PLACE D		
Bénéficiaire	R3276 - LPO HONORE DE BALZAC MITRY MORY		
Localisation	LYP HONORE DE BALZAC (MITRY-M)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Dossier	16012852 - ETABLISSEMENT 0780515L - TRAVAUX DE SECURISATION : FOURNITURE & POSE DE PORTES D		
Bénéficiaire	R3311 - LGT DES SEPT MARES MAUREPAS CEDEX		
Localisation	LYP DES SEPT MARES		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	22 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		22 000,00 €	

Dossier	16012853 - ETABLISSEMENT 0781512V - FOURNITURE & POSE DE SERRURES SECURISEES SUR LES LOCAUX		
Bénéficiaire	R3672 - LGT DESCARTES MONTIGNY LE BRETONNEUX 78		
Localisation	LYP DESCARTES (MONTIGNY LE B)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	3 800,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		3 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-421	Budget	2016

Dossier	16012854 - ETABLISSEMENT 0911938M - TRAVAUX SUR PORTAIL ET PORTILLON AVEC LA POSE D'UN SYST		
Bénéficiaire	R3725 - LGT CAMILLE CLAUDEL PALAISEAU		
Localisation	LYP CAMILLE CLAUDEL PALAISEAU		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	5 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		5 000,00 €	

Dossier	16012855 - ETABLISSEMENT 0750775K - TRAVAUX DE FOURNITURE & POSE D'UN VISIOPHONE POUR LE CO		
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME		
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 500,00 €	

Dossier	16012856 - ETABLISSEMENT 0750775K - MISE EN PLACE DE SONNERIE PPMS SUR SYSTEME BODET EXISTA		
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME		
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	2 500,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		2 500,00 €	

Dossier	16012857 - ETABLISSEMENT 0750651A - TRAVAUX DE MISE EN CONFORMITE ET AUTOMATISATION DE LA D		
Bénéficiaire	R3408 - LGT SIMONE WEIL PARIS 03EME		
Localisation	LYT SIMONE WEIL (PARIS 3)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	12 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		12 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-421	Budget	2016

Dossier	16012858 - ETABLISSEMENT 0750775K - TRAVAUX DE REMPLACEMENT DES CAMERAS DU SYSTEME DE VIDEO		
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME		
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	16 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		16 000,00 €	

Dossier	16012859 - ETABLISSEMENT 0750671X - MISE EN PLACE D'UNE INSTALLATION DE VIDEOSURVEILLANCE S		
Bénéficiaire	R3424 - LPO EDGAR QUINET PARIS 9EME		
Localisation	LYP EDGAR QUINET		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	19 652,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		19 652,00 €	

Dossier	16012860 - ETABLISSEMENT 0911037H - RENOVATION DU CONTROLE D'ACCES GLOBAL DU LYCEE (INTERPH		
Bénéficiaire	R3545 - LP ANDRE-MARIE AMPERE MORSANG SUR ORGE		
Localisation	LP ANDRE-MARIE AMPERE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	236.1
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000584 - Mesures de sécurité dans les lycées	230 652,00 €

Total sur l'imputation 902 - 27 - 127001 - 12700103	230 652,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-429
du 21 septembre 2016

Mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE du Val-de-Marne et des Yvelines et mise à jour de la grille tarifaire pour les EPLE de la Seine et Marne

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU Le code des postes et télécommunications et notamment son article L.32 ;

VU L'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 61-11 du 23 juin 2011 relative à l'adoption de la stratégie régionale de développement économique et d'innovation ;

VU La délibération n° CR 70-11 du 29 septembre 2011 relative à la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s ; le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 63-13 du 27 septembre 2013 relative aux ajustements de la politique régionale en faveur du développement numérique ;

VU La délibération n° CP 13-150 du 23 Janvier 2013 relative à la mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE et CFA seine-et-marnais ;

VU La délibération n° CP 13-200 du 04 Avril 2013 relative à la mise en œuvre du Très Haut Débit pour les EPLE en Seine-et-Marne ;

VU La délibération n° CP 14-453 du 18 Juin 2014 relative à l'avenant au contrat cadre de bande passante pour le Très Haut Débit dans les EPLE de Seine-et-Marne ;

VU La délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 ;

VU La délibération n° CP 15-596 du 8 octobre 2015 relative à la participation de la Région Ile de France à un groupement de commandes avec le département des Yvelines pour l'activation de l'accès Internet très haut débit des EPLE ;

VU La délibération n° CP 15-677 du 8 octobre 2015 relative au soutien à l'extension du réseau de fibre optique des Yvelines ;

VU La délibération n° CR 84-16 du 16-17 juin 2016 relative à l'accompagnement du développement des usages numériques au lycée ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-429 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Approuve la convention avec le Département du Val-de-Marne, figurant en annexe 1 à la délibération, définissant les engagements de chacun quant à l'activation du réseau et des services d'exploitation et de bande passante, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Approuve la convention avec VALOFIBRE, figurant en annexe 2 à la délibération, définissant les engagements de chacun quant à l'adduction et de connexion et des droits irrévocables d'usage de la fibre optique, et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

Affecte à cet effet une autorisation de programme d'un montant de **158 677,60 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-005 (122005) « Grosses réparations dans les lycées publics », action « Grosses réparations dans les lycées publics » (12200501) du budget régional 2016 au bénéfice de VALOFIBRE.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement d'un montant de **13 003,32 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) du budget régional 2016 répartie comme suit :

- 11 000,00 € au bénéfice du Département du Val-de-Marne ;
- 2 003,32 € au bénéficie de VALOFIBRE.

Article 2 :

Décide du transfert de la subvention attribuée à la Régie départementale Yvelines Entreprises Numériques par délibération n° CP 15-677 au Syndicat mixte ouvert Yvelines Numérique pour un montant de 2 859 702,36 €.

Approuve en conséquence l'avenant n°1 à la convention n° 15017753 joint en annexe n° 3 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Décide du financement de la concession de droits d'usage à long terme (IRU) et de la location des fibres optiques noires pour 10 ans afin de permettre la connexion des EPLE yvelinois au très haut débit.

Approuve en conséquence le contrat de concession de droits d'usage à long terme (IRU) et de location de fibres optiques noires entre la Région et le Syndicat mixte ouvert Yvelines Numériques joint en annexe n° 4 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 919 100 €** sur le Chapitre 905, Aménagement des territoires, Code fonctionnel 56, Technologies de l'information et de la communication, Programme PR 56-001, Aide au développement du territoire numérique, Action 456001014, Aide aux projets d'infrastructure haut débit du budget 2016

Cette action relève du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020 :
Volet CPER 2015-2020 4
Sous-volet CPER 2015-2020 41

Type d'action CPER 2015-2020 411
Opération CPER 2015-2020 41101

Affecte, au titre de la participation de la Région Île-de-France à un groupement de commandes pour l'activation de l'accès internet très haut débit des EPLE du Département des Yvelines, une autorisation de programme d'un montant de **66 000 €** sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-008 (122008) « Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) du budget régional 2016.

Affecte, au titre de la participation de la Région Île-de-France à un groupement de commandes pour l'activation de l'accès internet très haut débit des EPLE du Département des Yvelines, une autorisation d'engagement d'un montant de **28 598,94 €** sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action « Développement des TICE et des ENT » (12800504) du budget régional 2016.

Article 3 :

Approuve l'avenant n°2 au contrat cadre pour le service de bande passante conclu avec Sém@for77, figurant en annexe 5 à la délibération, et autorise la Présidente du conseil régional à le signer.

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 : CONVENTION AVEC LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL-DE-MARNE

CONVENTION

D'INTERCONNEXION DES LYCEES ET DES CFA

AU RESEAU TRES HAUT DEBIT

DES ÉTABLISSEMENTS DU SECOND DEGRÉ

DU VAL DE MARNE

DATE

CONVENTION

Entre

Le Département du Val-de-Marne, représenté par le Président du Conseil départemental, d'une part,

Et

La Région Île-de-France, représentée par sa Présidente, d'autre part,

Vu la convention cadre n° 00001580 de partenariat relative au soutien au projet « Soutien au réseau THD en Val de Marne »

Vu le Code des postes et communications électroniques, et notamment son article L32-4,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L 3332-3 et L 4211-1

Il est établi et convenu ce qui suit :

Préambule :

La convention cadre n° 00001580 de partenariat relative au soutien au projet « Soutien au réseau THD en Val de Marne » prévoit de déployer une infrastructure en fibre optique permettant de rendre raccordables au Très Haut Débit les établissements du second degré des deux collectivités (collèges, lycées et centres de formation des apprentis du Val-de-Marne) afin de favoriser l'extension massive de l'usage des technologies de l'information et de la communication. Par cette convention, la Région finance le Département du Val de Marne pour son projet Très haut Débit à hauteur de 5,8 M€ dont 3 052 172 € sont attribués au réseau de collecte permettant de rendre raccordable les établissements du second degré.

La proximité géographique des établissements d'enseignement du second degré relevant de chacune des deux collectivités - imbriqués pour certains dans le cadre de cités scolaires - rend nécessaire la mutualisation par la Région Île de France et le Département du Val-de-Marne de la réalisation et de l'exploitation d'un réseau commun de très haut débit.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention est destinée à définir les contributions respectives et à régir les relations entre les parties dans le cadre de la réalisation par le Département du Val-de-Marne et la Région Île-de-France d'un réseau de très haut débit pour les Lycées et CFA relevant de la Région figurant dans l'annexe 2.

Ce réseau s'appuiera sur la fibre optique déployée par Valofibre, délégataire de Service Public du Département du Val-de-Marne pour l'aménagement numérique du Val-de-Marne.

La Région conclura avec le délégataire, Valofibre, un contrat de location de fibre optique noire et de concession de droits irrévocables d'usage (I.R.U), comprenant l'adduction de ses différents sites (adduction entre le point de branchement dans le domaine public et le point de terminaison dans le local technique de l'établissement).

La Région fournira les points de sortie sur Internet, en utilisant le Fournisseur d'Accès Internet (FAI) de son choix, qu'il s'agisse de Renater ou d'un autre.

Une fois l'adduction en fibre optique de l'établissement réalisée et les I.R.U constitués, le Département du Val-de-Marne fournit et installe les équipements réseaux nécessaires au sein de l'établissement.

Le Département du Val-de-Marne fournit et installe également les équipements réseaux d'architecture, permettant l'interconnexion des établissements aux points de sortie sur Internet fournis par la Région. Le Département du Val-de-Marne est propriétaire des équipements réseaux, il les supervise, les maintient et les exploite.

Article 2 : "Cadre contractuel"

Les documents contractuels comprennent par ordre de priorité, la présente convention et ses annexes. Les annexes font partie intégrante du contrat et ont valeur contractuelle. Les annexes précisent et complètent le contrat. Toute référence à la convention inclut ses annexes. Sont annexés au contrat, les documents suivants :

Annexe 1 : la description du niveau de qualité de service assuré par le Département du Val-de-Marne.

Annexe 2 : la liste des sites à raccorder (68 sites à la date de signature de la convention, soit 46 lycées, 5 annexes, 3 cités mixte régionales, 12 CFA et 2 points d'accès internet). Cette liste n'est pas exhaustive : des sites pourront être ajoutés ou supprimés pendant l'exécution de la présente convention. Dans ce cas, la liste des sites fera l'objet d'une actualisation et sera contresignée par le Département du Val-de-Marne et la Région Île-de-France.

Article 3 : Organisation du Comité technique

Un comité technique Région-Département du Val-de-Marne de suivi de la présente convention est créé. Il sera constitué des représentants désignés par chaque collectivité. Il se réunira au moins une fois par an. Chaque partie pourra demander des réunions supplémentaires du comité technique au moins 1 mois avant la date souhaitée de la réunion.

Ce comité sera compétent pour examiner toutes les questions relatives à l'exécution de la présente convention.

Article 4 : Contributions respectives

4.1 Réalisation du réseau THD

4.1.1 Réseau inter-sites :

4.1.1.1 Fibres optiques du réseau inter-sites :

Le Département du Val-de-Marne assure la maitrise d'ouvrage auprès de Valofibre pour la construction du réseau jusqu'en limite de propriété de l'ensemble des sites de l'annexe 2.

La Région procède à la location de la fibre optique pour chaque établissement auprès de Valofibre et à la commande d'IRU (droits irrévocables d'usage), les frais de connexions permettant l'adduction entre la limite de propriété et le local technique ayant été préalablement identifiés par la région au sein de l'établissement auxquels se rajouteront les frais de maintenance annuelle de la fibre noire.

4.1.1.2 Backbone réseau

La Région informe le Département du Val-de-Marne des fonctionnalités réseaux nécessaires aux établissements.

Le Département du Val-de-Marne définit l'architecture technique du backbone réseau, acquiert, installe et exploite les équipements réseaux qui le constituent.

À ce jour, ce backbone sera constitué d'équipements réseaux situés dans 12 sites de concentration du Département du Val-de-Marne. Un ou plusieurs réseaux logiques distincts seront mis à disposition (par exemple un pour les lycées et un pour les CFA).

Cette architecture pourra évoluer autant que de besoins en fonction des évolutions technologiques ou autres.

Le Département du Val-de-Marne fournit :

- l'achat et la mise en place des équipements du backbone réseau.
- L'accès jusqu'aux points de sortie internet fournis par la Région (dans le Val de Marne).
- La mise à disposition de sous réseaux logique dédiés aux besoins de la Région routés entre ses sites et un point de concentration désigné par la Région, se trouvant sur le territoire du Val-de-Marne;
- La maintenance, l'exploitation des équipements du backbone réseau et des équipements de raccordement dans les établissements.
- Pour le compte de la région, la gestion des incidents de fibre optique auprès de Valofibre.

4.1.2 Adduction des sites

La Région fournit un emplacement situé dans un local technique fermé à clef de l'établissement dans lequel se trouve par exemple l'actuel accès internet (ADSL ou autre). Cet emplacement dispose d'une alimentation électrique et permet l'installation d'un coffret 6U destiné à recevoir le bandeau optique Valofibre.

Le Département du Val-de-Marne fournit le coffret et un PDU (*Power Distribution Unit – bandeau de prises électriques)* associé, la Région en assurera la pose et le raccordement électrique à l'emplacement prévu à cet effet. La Région informera le Département du Val-de-Marne, dès sa mise en place.

La Région met à disposition une rocade optique ou cuivre, selon les distances, entre le coffret et le switch cœur du réseau local de l'établissement (et/ou vers les switchs de distribution).

L'adduction des sites est réalisée par Valofibre, qui effectue le passage des câbles optiques, l'installation des tiroirs optiques dans le coffret prévu à cet effet, des boîtes intermédiaires éventuelles et les tests de réflectométrie.

La Région désigne pour chaque Lycée et/ou CFA un interlocuteur qui donne l'accès à Valofibre aux locaux techniques et aux cheminements de câbles, lors de la visite de site et des différentes interventions nécessaires.

Valofibre constitue un dossier établissement, qui propose les cheminements de câbles et les éventuels travaux de percements et/ou de génie civil nécessaires. Ces éventuels travaux seront pris en charge par Valofibre, sous la conduite de travaux de la Région.

La Région désigne un interlocuteur en mesure de valider les dossiers établissements que propose Valofibre.

4.1.3 Raccordement des établissements du second degré

Le Département du Val-de-Marne fournit l'équipement réseau de l'établissement, le configure et le raccorde à la fibre optique et teste l'accès à internet à travers le réseau logique réservé pour le GFU.

Le site est raccordé avec un débit de 100 Mb/s maximum et symétrique.
Ce débit est le débit maximal atteignable sur le lien de raccordement mais n'est pas un débit garanti, la technologie ne le permettant pas.
L'émission du PV de recette, incluant une copie d'écran du test de débit, permettra de déclencher la facturation et l'émission du titre de recette pour l'établissement.

4.1.4 Migration du réseau des établissements sur le réseau Très Haut Débit

La Région prend en charge la migration du réseau local de l'établissement sur le réseau Très Haut Débit.

La Région pourra déléguer cette opération au Rectorat ou à tout autre partenaire de son choix en ayant préalablement informé le Département du Val-de-Marne.

Les dates de migration sont planifiées avec le Département du Val-de-Marne afin que celui-ci puisse apporter son soutien technique si nécessaire.

La Région informera les établissements de la nécessité de résilier les accès internet existants lorsque la migration du site aura été validée.

4.1.5 *Conditions techniques de raccordement des établissements du second degré*

Ces critères de raccordement indiqués dans les chapitres précédents sont un minimum qui sera respecté pendant la durée de la convention. Ils sont destinés à évoluer pour suivre les innovations technologiques.

Si une innovation technologique sur le réseau demande des financements spécifiques, la Région participe en intégralité pour les équipements dédiés aux Lycées et CFA, à hauteur du prorata de sites qui sont raccordés sur le réseau par rapport à l'ensemble des sites pour les équipements mutualisés (équipements de supervision par exemple).

4.1.6 *Accès à Internet des établissements du second degré*

La Région finance et fournit l'accès Internet pour les lycées et CFA. En particulier, la Région indiquera au Département du Val-de-Marne les points d'accès à Internet et vérifiera auprès de Renater les possibilités d'accès des Lycées et des CFA.
Si certains sites ne peuvent pas bénéficier de l'accès Renater, la Région fournira et financera un autre type d'accès à Internet par le FAI (Fournisseur d'Accès à Internet) de son choix.
La Région fournit au Département les adresses IP publiques des lycées et CFA, qu'elle obtient auprès de son FAI.
Les points d'accès à Internet seront impérativement situés dans le Val-de-Marne.

La Région commande auprès de Valofibre le raccordement en fibre optique des points d'accès à Internet au réseau THD, en tant que site du GFU.
Le Département met en œuvre les équipements actifs permettant un raccordement des points d'accès à Internet avec un débit de 10 Gb/s maximum symétrique.

4.1.7 *Exploitation du réseau THD*

Le Département du Val-de-Marne, gestionnaire du réseau de fibre déployé et propriétaire des équipements actifs, assure la supervision et la maintenance du réseau fédérateur et des équipements présents pour la totalité des sites.
Les équipements actifs du réseau sont maintenus en condition opérationnelle par le Département du Val-de-Marne. À ce titre, toutes les interventions de maintenance sur les matériels actifs de réseau sont réalisées par le Département du Val-de-Marne, notamment la résolution des pannes et le remplacement des matériels.
Le réseau physique de fibre optique est maintenu par Valofibre. Le Département du Val-de-Marne assurera pour le compte de la Région le pilotage des interventions de maintenance réalisées par Valofibre, notamment les interventions sur la fibre optique suite à un incident.

Si la Région réalise des travaux dans ses bâtiments et que ceux-ci entraînent la nécessité de couper ou de déplacer les éléments réseaux et la fibre optique qui circule dans le bâtiment, les coûts de remise en service du réseau et de la fibre dans le bâtiment sont à la charge de la Région. Le Département du Val-de-Marne est informé des travaux et pilotera ou effectuera la remise en service. Celle-ci comprend : les épissures de la fibre bâtiment sur la fibre Voierie, la fourniture des jarretières de raccordement des fibres bâtiments sur l'équipement réseau, la fourniture, l'installation et la configuration du switch réseau dans le répartiteur général. Tous les frais afférents seront facturés à la Région.

Les horaires d'appel pour signaler un incident sont de 9h à 17h, du lundi au vendredi, hors jours fériés et jours de fermetures de la Direction des Systèmes d'Information du Conseil départemental du Val-de-Marne.

Le délai d'intervention sera de 8h ouvrés, la remise en service s'effectuera dans les meilleurs délais en fonction du type d'incident, sans qu'il soit possible pour le Département du Val-de-Marne de s'engager sur un délai de résolution.

Article 5 : Modalités de versement

La Région finance le déploiement du réseau THD pour les lycées et les CFA, par le paiement d'un titre de recette en fonctionnement émis semestriellement par le Département du Val-de-Marne selon les modalités suivantes :

- Les avis des sommes à payer semestriels émis par le Département du Val-de-Marne sont accompagnés, à titre de pièce justificative, d'une liste des sites avec leur état au regard du raccordement (raccordé ou mis en attente) et, pour les autres prestations, des projets de commande validés par la Région.
- Le Département du Val-de-Marne raccorde les sites au fur et à mesure de l'avancement du réseau et fournit un équipement permettant l'accès aux réseaux logiques réservés pour le(s) GFU des lycées et des CFA. Le Département du Val-de-Marne inscrit alors les sites dans le périmètre de ses opérations de télésurveillance et de maintenance en condition opérationnelle et réalise ces opérations au fur et à mesure du raccordement de chaque site au réseau.

- La Région s'engage à verser semestriellement à terme échu, pour chaque site raccordé ou mise en attente, le coût de redevance, maintenance, exploitation et bande passante du réseau, dont le montant est indiqué à l'article 18.

- Pour les sites raccordés au cours d'un semestre un calcul au prorata temporis sera appliqué.

- Dans le cas où un site prévu dans la convention ne pourrait pas être raccordé du fait de la Région, celui-ci sera considéré comme raccordé et mis en attente. Le montant du titre de recette sera dû par la Région au même titre qu'un site raccordé.

- Dans le cas où un site ne serait plus raccordé au réseau THD du fait de la Région (travaux de longue durée par exemple), le montant mensuel du site concerné reste dû par la Région au Département du Val-de-Marne.

- Les liens d'accès à Internet des établissements, lycées et CFA, sont de la responsabilité de la Région. De ce fait, en cas d'indisponibilité des liens d'accès à internet, la redevance des sites reste due par la Région au Département.

Article 6 : Conditions d'accès et d'utilisation du réseau THD

La Région Île-de-France et le Département du Val-de-Marne s'engagent, aux termes de la présente convention, à respecter les règles de sécurité et normes d'utilisation définies par leurs services pour les opérations qui relèvent de leurs compétences respectives.
La Région Île-de-France autorise les services compétents du Département du Val-de-Marne à auditer en permanence, ou à leur initiative, les frontières réseaux propres à chacune des parties afin de veiller au respect de ces règles et normes.

La Région Île-de-France s'engage également à prendre dans les meilleurs délais les mesures de sécurité applicables dans ses installations, réseaux, matériels et logiciels que les services du Département du Val-de-Marne compétents seraient, le cas échéant, conduits à lui prescrire ou préconiser.

Article 7 : Établissements du second degré situés en Val-de-Marne concernés par le réseau THD

La liste indiquant la totalité des sites situés en Val-de-Marne concernés par le périmètre de la convention est jointe en annexe 2.

Cette liste pourra être modifiée d'un commun accord entre les parties soit par substitution d'une adresse à une autre, avant l'engagement des travaux concernant l'établissement, soit par ajout de nouveaux établissements.
Les sites permettant l'accès à internet des Lycées et des CFA seront précisés par la Région.

Article 8 : Entrée en vigueur

La convention entrera en vigueur après sa signature par les parties et à compter de sa notification par le Département du Val-de-Marne à la Région Île-de-France.

Article 9 : Modification du contrat

La Région Île-de-France et le Département du Val-de-Marne peuvent modifier d'un commun accord la présente convention ou ses annexes. Toute modification du contenu de la convention ou de ses annexes fera l'objet d'un avenant à celle-ci, soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante du Département du Val-de-Marne et de l'instance décisionnaire de la Région Île-de-France.

Article 10 : Résiliation de la Convention

Si l'une des parties souhaite mettre fin à la présente convention avant son terme, elle devra avertir l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 6 mois.

En cas de manquement grave ou répété de l'une des parties à ses obligations contractuelles, ou de non-respect des engagements réciproques, la partie diligente pourra mettre la partie défaillante en demeure de satisfaire à ses obligations. Si, à l'échéance prévue, la partie défaillante n'a pas remédié au manquement invoqué, la présente convention sera résiliée de plein droit sans préjudice pour l'autre partie d'obtenir indemnisation (cas de la résiliation pour faute).

En cas de faits ou événements constituant des cas de force majeure, les obligations résultant de la présente convention seront suspendues pendant toute la durée de ces faits ou événements.

Le terme de force majeure désigne tout événement irrésistible, extérieur et imprévisible, rendant impossible l'exécution de tout ou partie des obligations contractuelles de l'une ou l'autre des parties.

Article 11 : Prévention et règlement des litiges

En cas de litige, né de l'application ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à épuiser toutes les voies de conciliation possibles avant de saisir le tribunal compétent

Article 12 : Durée de la Convention

La présente convention prendra effet à la date de signature du Conseil Régional et du Conseil départemental. Elle aura une durée de 25 ans à compter de sa date d'entrée en vigueur et pourra être renouvelée par reconduction expresse de la même durée, sans limite du nombre de reconduction.

Article 13 : Limites de Responsabilité

La présente convention ne porte que sur le réseau d'interconnexion des lycées et des CFA à Internet. En aucun cas, le Département du Val-de-Marne n'interviendra sur les équipements réseaux ou serveurs du réseau local des lycées et des CFA.

La Région effectue (ou confie à un tiers tel que le Rectorat) l'assistance de niveau 0 et de niveau 1, le Département du Val-de-Marne intervenant pour l'assistance technique de niveau 2.

Article 14 : Ajout ou remplacement ou suppression de sites raccordés ou désistement d'un site initialement prévu dans la convention

14.1 Ajout de nouveaux sites

En cas d'ajout de nouveaux sites par la Région (Lycées, CFA ou autre), la Région commande auprès de Valofibre les travaux d'adduction du site en fibre optique.

En cas d'ajout de sites, le Département du Val-de-Marne jouera alors le rôle de maîtrise d'ouvrage auprès de Valofibre et le site supplémentaire sera facturé aux mêmes conditions que les autres sites.

14.2 *Remplacement de sites*

En cas de remplacement de sites, la Région devra verser un montant forfaitaire de 3 000€ par site remplacé.

14.3 *Suppression de sites raccordés ou désistement d'un site initialement prévu dans la convention*

En cas de suppression de sites raccordés ou de désistement de sites initialement prévus dans la convention, la Région devra verser 50 € par site supprimé multiplié par le nombre de mois restant sur la durée de la convention pour chacun de ces sites.

Article 15 : Augmentation du débit d'un site

Techniquement, la fibre optique permet d'augmenter le débit réseau bien au-delà de 100 Mb/s.
Si la Région souhaite augmenter le débit d'un ou plusieurs sites à 1Gb/s, elle en fait la demande auprès du Département du Val-de-Marne, et finance les équipements matériels et la prestation d'installation.
Le Région a la responsabilité de s'assurer que l'augmentation des débits des établissements est compatible avec le débit de l'accès internet global.

Article 16 : Renouvellement du matériel pour panne ou obsolesc

En cas de défaillance d'un équipement matériel, le Département du Val-de-Marne le remplace dans les meilleurs délais ce dernier, dans le cadre de la maintenance matérielle des équipements déployés.

En cas de nécessité de renouveler le matériel obsolète, le coût d'acquisition et d'installation est à la charge du Département après validation de la solution retenue par le comité technique.

Article 17 : Autres prestations

Sur demande de la Région, certaines prestations de la responsabilité de la Région pourront être confiées au Département du Val-de-Marne (visites préalables de sites, migration de l'accès internet des lycées…). La durée et la complexité de ces prestations ne pouvant pas être définies à l'avance, le coût sera alors facturé à la journée, au temps réellement passé.

Le coût de la journée d'un technicien réseau est de 400 € par jour.
Le coût de la journée d'un ingénieur réseau est de 500 € par jour.
Le coût de la journée d'un expert réseau est de 650 € par jour.

Si ces prestations nécessitent, en plus du temps passé par des agents, un investissement autre (acquisition de matériel et ou de logiciel par exemple), la prestation fera l'objet d'un projet de commande envoyé par le Département à la Région, qui devra être approuvé par la Région préalablement à son exécution.

Article 18 : Coût des prestation

Le coût de redevance maintenance, exploitation et bande passante du réseau par le Département du Val-de-Marne est fixé à 250 € par mois et par site raccordé ou mis en attente, quel que soit le type de site (lycée, CFA, point d'accès à internet).
Ce coût ne couvre pas les frais de mise en service de la fibre optique, ni de l'IRU, qui sont dus par la Région à Valofibre.

Article 19 : TVA

Les coûts de cette convention ne sont pas éligibles à la TVA.

Article 20 : Révision de prix

Les coûts facturés en cas d'ajout, de remplacement, ou de suppression de sites raccordés (article 14), ainsi que le coût de la redevance maintenance (article 18), ou les coûts à la journée, seront révisés annuellement à la date anniversaire de la notification de la présente convention, en suivant la formule suivante :

P = Po (0,15+ 0,85S/So)
dans laquelle :
P = prix révisé
Po = prix initial
So = Indice SYNTEC, au mois de la notification de la convention
S = Dernier indice SYNTEC à la date de révision (année N +1)

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs sera effectué par arrondissement au millième supérieur.

Créteil, le

Le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne	La Présidente du Conseil régional d'Île de France

Annexe 1 : description du niveau de qualité de service assuré par le Département.

Le Département du Val-de-Marne est en charge du réseau dans les limites des équipements dont il a la responsabilité et qu'il maîtrise.

Les services définis par le comité technique sont disponibles sur une interface réseau de l'équipement actif mis en place pour cela par le Département dans le local répartiteur du site.

Les tests de bon fonctionnement se font sur cette prise, pour les sites de l'annexe 2. La Région reste responsable des réseaux locaux des établissements.

Le premier service proposé est la concentration des accès réseaux des établissements et leur acheminement jusqu'aux points d'accès à internet définis par la Région. Dans ce cadre le Département raccorde chaque point d'accès à internet, considéré comme un site du réseau GFU.

La Région est responsable de ces points d'accès à internet et des relations avec le fournisseur d'accès à internet. La Région demande au fournisseur les plages d'adresses IP publiques, l'autorisation de raccorder le réseau Très Haut Débit au point d'accès internet, le débit nécessaire pour les sites éducatifs, pour les lycées et CFA situés dans les limites du Département du Val-de-Marne.

Le test de ce service consiste à brancher un poste de travail sur cette interface et de vérifier que l'utilisation des paramètres réseau définis lors de la mise en service (adresse /masque /passerelle /dns /mtu) permet une navigation fluide, l'envoi et la réception de paquets vers toute sorte de sites. Le Département n'est pas fournisseur d'accès Internet ni fournisseur de services sur Internet., Il ne filtre pas les flux. a non-réponse d'un ou plusieurs sites dans un contexte ou la majorité des autres sites répondent, ainsi que la défaillance de l'accès Internet par le fournisseur d'accès (Renater ou FAI) ne peuvent lui être reprochés.

En cas de dysfonctionnement constaté, les équipes de la Région font les contrôles qui s'imposent. Dès lors, si l'accès du site concerné semble défaillant, ils saisissent le Département (ouverture d'un ticket au Centre de Services). Le Département qualifie l'incident et prend en charge sa résolution.

La Région se charge d'obtenir de la part des Lycées et CFA l'accès aux équipements actifs pour les équipes du Département ou ses entreprises d'intervention.
Cet équipement doit disposer d'un environnement normal en termes de température, humidité, présence du courant électrique, éclairage.

Si un câble en fibre optique est endommagé, un contournement sera recherché par une reconfiguration du réseau, et le Département procèdera aux réparations jusqu'à la limite de propriété comme il le fait pour le reste de son réseau. Le Département gère la relation avec Valofibre si une intervention de celui-ci est nécessaire.

Si la défaillance d'un site est constatée par les équipes du Département, elles avertissent les équipes de la Région et ouvrent un ticket pro-activement.

Les tickets récemment ouverts sont listés et commentés lors des réunions du comité technique. Le Département s'engage à annoncer les interventions programmées qui entraînent une dégradation de service. Si la dégradation à un impact pendant les heures d'ouverture des sites un accord doit être demandé aux membres du comité technique. En fonction de l'impact de cette dégradation, cet accord pourra être obtenu par mail ou nécessitera une réunion du comité technique.

La supervision des sites est assurée au travers des solutions de supervision du Département. Une page sera mise à disposition de la Région afin d'accéder aux informations concernant les sites du GFU les concernant.

Annexe 2 : liste des sites (lycées, CFA, points d'accès à internet)

Liste des lycées

LYCEE	COMMUNE	ANNEXE DETAIL	ADRESSE
MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE		Place San Benedetto Del Tronto
STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE		6 rue Désiré Dautier
GUSTAVE-EIFFEL	CACHAN		61 avenue du Président Wilson
MAXIMILIEN-SORRE	CACHAN		61, avenue du Pdt Wilson
GABRIEL-PÉRI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		41 avenue Boileau
LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		126 avenue Roger Salengro
LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		7 rue P. et M. Derrien
MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		500, Rue du Professeur Milliez
ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT		2, rue de l'embarcadère
SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE		rue des Bordes
PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE		11-17 avenue du général de Gaulle
JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI		90 avenue d'Alfortville
JEAN-MACÉ	CHOISY-LE-ROI		103 rue Mirabeau
ANTOINE-DE-SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL		2/4, Rue Henri Matisse
EDOUARD-BRANLY	CRETEIL		33 rue du Petit Bois
GUTENBERG	CRETEIL		16/18 rue de Saussure
LÉON-BLUM	CRETEIL		5 rue Jean Gabin
MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS		1 rue Michelet
MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	ANNEXE	23 rue Saint-Germain
PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS		2 avenue Pablo Picasso
FRÉDÉRIC-MISTRAL	FRESNES		9 rue Frederic Mistral
VAL-DE-BIÈVRE	GENTILLY		15-17 rue d'Arcueil
FERNAND-LÉGER	IVRY-SUR-SEINE		15 AVENUE HENRI BARBUSSE
JEAN-MACÉ	IVRY-SUR-SEINE	ANNEXE SITE TREMOULET	Rue Trémoulet
ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE		17, rue Lucien Nadaire
MARCELIN-BERTHELOT	JOINVILLE-LE-PONT	ANNEXE INTERNAT	42, boulevard du Maréchal Leclerc
PIERRE-BROSSOLETTE	LE-KREMLIN-BICETRE		5 rue Pierre Brossolette
DARIUS-MILHAUD	LE-KREMLIN-BICETRE		80 rue du Professeur Bergonie
PAUL-DOUMER	LE-PERREUX-SUR-MARNE		2 rue Paul Doumer
GUILLAUME-BUDÉ	LIMEIL-BREVANNES		2, Voie Georges Pompidou
EUGÈNE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT		5 rue Pierre Curie
PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT		1 rue du Gué aux Aurochs
EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	CMR	8 rue Bauyn de Perreuse

LYCEE	COMMUNE	ANNEXE DETAIL	ADRESSE
FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE		3 avenue de Joinville
LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE		54 avenue de la Source
LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	ANNEXE VAL-DE-BEAUTE	5 rue de la Muette
LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE		173 boulevard de Strasbourg
ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY		rue Pierre Corneille
CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		1 avenue Condorcet
D'ARSONVAL	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		65 rue du Pont de Créteil
GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		50-56 boulevard de Champigny
MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		6 boulevard Maurice Berteaux
FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		25 avenue de la Banque
CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE		154 Rue de Boissy
PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE		2 bis rue Pierre Sémard
GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS		42 rue du Pave de Grignon
GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	CMR	12, avenue Le Foll
FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES		36 avenue de l'Europe
HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	CMR	106 avenue de Paris
JEAN-MOULIN	VINCENNES		8 rue du Docteur Lebel
ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE		195, rue Julian GRIMAU
CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE		4 rue des Carrières
JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE		34, rue Jules Ferry
JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	ANNEXE PIERRE SEMARD	30 rue Pierre Sémard

Liste des CFA

NOM DU CFA	CODE POSTAL	COMMUNE	ADRESSE
CFA Couverture Plomberie	94140	ALFORTVILLE	Lycée Maximilien Péret QUAI DE LA REVOLUTION / PLACE SAN BENEDETTO DEL TRONTO
CFA FNAS Île de France - FG3E	94140	ALFORTVILLE	Lycée Maximilien Péret QUAI DE LA REVOLUTION / PLACE SAN BENEDETTO DEL TRONTO
CFA de Grosbois	94470	BOISSY-SAINT-LEGER	DOMAINE DE GROSBOIS
CFA GPPF Formation	94000	CRETEIL	6 CHEMIN DES MECHES
CFA de l'Académie de Créteil	94000	CRETEIL	12 RUE GEORGES ENESCO
CFA de l'Institut National de Formation et d'Application	94130	NOGENT-SUR-MARNE	5-9 RUE ANQUETIL
CFA du Marché International de Rungis	94150	RUNGIS	1 RUE DE LA ROCHELLE MARÉE 30321
CFA de la C.M.A du Val de Marne	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	25 AVENUE RASPAIL
CFA SUP 2000	94410	SAINT-MAURICE	MOULIN DE LA CHAUSSÉE PLACE JEAN JAURÈS
CFA AFORPA - Métiers de l'automobile - JC Andrieu	94410	SAINT-MAURICE	150 - 156 RUE DU MARECHAL LECLERC ZAC BRAS DE MARNE
CFA Environnement et Hygiène des Locaux	94800	VILLEJUIF	34 BOULEVARD MAXIME GORKI
CFA FERROVIAIRE - ANTENNE DE CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS MATERIEL SNCF	94190	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	1 RUE DU TGV

Points d'accès à internet

POINT D'ACCES INTERNET	CODE POSTAL	COMMUNE	ADRESSE
Point d'accès à Internet des Lycées			
Point d'accès à Internet des CFA			

ANNEXE 2 : CONVENTION AVEC LA DSP VALOFIBRE

CONVENTION CADRE[1]

DE CONCESSION DE DROIT D'USAGE A LONG TERME (IRU), DE LOCATION ET DE MAINTENANCE DE FIBRES OPTIQUES NOIRES

CONVENTION CADRE N° VAL 15046

ENTRE

CONSEIL REGIONAL ILE DE FRANCE domicilié 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représenté par Madame Valérie PECRESSE, en qualité de Présidente, autorisée à cet effet par délibération de la commission permanente n° XX du XX, et ci-après dénommée « **l'Usager**».

ET

VALOFIBRE, SASU au capital de 200 000 €, immatriculée au RCS de Bobigny sous le numéro 803 202 019, dont le siège social est au 12 rue Jean Philippe Rameau - 93634 La Plaine Saint Denis cedex, représentée par Robert VALIERE, agissant en tant que Directeur Général, dûment habilité aux fins des présentes, et ci-après dénommée « **VALOFIBRE**» ou « Délégataire ».

L'Usager et VALOFIBRE sont collectivement dénommées ci-après « **les Parties** ».

IL EST PREALABLEMENT RAPPELE QUE :

Le 14 février 2014, le CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VAL-DE-MARNE a notifié la Convention de Délégation de Service Public relative à l'aménagement numérique très haut débit sur le territoire du Val-de-Marne à SFRCOLLECTIVITES, aux droits desquels est venu se substituer la société VALOFIBRE.

VALOFIBRE**,** développe, dans le cadre de cette Convention de Délégation de Service Public conclue avec le Département du Val de Marne (ci-après dénommée la « Concession ») une infrastructure de télécommunications en fibre optique et rend raccordable entre autres les lycées et CFA situés dans le département du Val-de-Marne. Les Parties souhaitent mettre en place une coopération sur le long terme et ont, de ce fait, afin de simplifier leurs relations, décidé de définir des conditions générales (ci-après « la Convention cadre ») applicables à l'ensemble des Prestations fournies par VALOFIBRE à l'Usager. L'acquisition d'une ou plusieurs Prestation(s) par l'Usager sera formalisée par la signature d'une convention spécifique (ci-après désignée « une Commande »). Chaque Commande sera soumise aux dispositions de la Convention Cadre.

CECI AYANT ETE RAPPELE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. OBJET

La présente Convention Cadre a pour objet de définir les termes et conditions dans lesquels l'Usager pourra acquérir des Prestations auprès de VALOFIBRE et VALOFIBRE fournira à l'Usager les Prestations ayant fait l'objet d'une Commande.

Les sites à raccorder à la date de signature de la commande sont ceux visés à l'annexe 5 et dans les conditions prévues dans cette dernière. Les adresses des points d'accès à Internet de la Région, qui seront raccordés en fibre noire par Valofibre, seront communiquées ultérieurement. Cette liste n'est pas exhaustive, des sites pourront être ajoutés pendant l'exécution de la présente convention. L'Usager commandera alors les prestations nécessaires à ce raccordement. L'Usager assumera tous les risques liés à l'Intérêt Général.

Ceci concerne les Prestations de Locations de Fibres Optiques Noires, de Droit d'Usage à Long Terme (IRU) de Fibres Optiques Noires et de Maintenance de Fibre Optique Noire.

Pour les Prestations de Locations de Fibres Optiques Noires :

- Le Délégataire donne en location à l'Usager pour la durée définie dans chaque Commande les Liens Optiques composant la ou les Liaisons ;
- L'Usager prend possession de la ou des Liaison(s) suite à la Date de Début du Service.

Pour les Prestations de Droit d'Usage à Long Terme (IRU) de Fibres Optiques Noires :

- L'Usager accepte de bénéficier irrévocablement et inconditionnellement pour la durée de chaque Commande d'un I.R.U. sur la (les) F.O.N. de la Route, telle qu'elle est définie dans chaque Commande ;
- Le Délégataire accepte d'octroyer irrévocablement et inconditionnellement pour la durée de chaque Commande un I.R.U. à l'Usager sur la (les) F.O.N. de la Route telle qu'elle est définie dans chaque Commande.

Pour les prestations de Maintenance :

- Le Délégataire fournit les services de maintenance décrits à l'article 9 de la présente Convention Cadre ;
- L'Usager fournit au Délégataire toute information de toute nature qui pourra être nécessaire à l'exécution des services de maintenance.

Pour toutes prestations complémentaires (fournitures, poses, prestations ou autres) : L'Usager peut commander des Travaux Spécifiques ou **autres prestations** sous réserve de la faisabilité de tels travaux et d'un accord sur les prix.

Le Délégataire transmettra un projet de commande qui donnera lieu à un bon de commande après validation de l'usager

2. PRESTATIONS

Les Prestations fournies par VALOFIBRE en application de la présente Convention Cadre incluent et sont limitées à la réalisation de ces Prestations conformément aux dispositions des documents suivants, listés par ordre de préséance :

- les commandes et leurs annexes ;
- le présent document et ses annexes.

Par la signature d'une Commande, l'Usager reconnaît avoir pleine connaissance et accepter les Spécifications Techniques des Prestations concernées et déclare, en sa qualité de professionnel, que lesdites Prestations répondent à ses besoins.

VALOFIBRE pourra :

- modifier à tout moment par notification écrite à l'Usager, notamment en vue d'intégrer de nouvelles fonctionnalités d'une Prestation ou de se conformer à toute prescription imposée par toute autorité, notamment administrative ;
- proposer de nouvelles Prestations à l'Usager.

Ces modifications seront intégrées à la présente Convention Cadre d'un commun accord par la signature d'un avenant entre les Parties.

3. DEFINITIONS

Voir Annexe 4.

4. OBLIGATION DES PARTIES

4.1 VALOFIBRE s'engage auprès de l'Usager à :

- Fournir les Prestations avec la compétence et le soin raisonnables, et ce dans le respect des normes nationales et européennes applicables ;
- Si VALOFIBRE sous-traite des activités, utiliser un sous-traitant qualifié et assumer la responsabilité de la partie sous-traitée des Prestations.

4.2 L'Usager s'engage auprès de VALOFIBRE à :

- ne pas utiliser les Prestations à toute fin autre qu'aux fins d'activités de télécommunications et de services connexes ;
- ce que ses Equipements soient conformes aux normes nationales et européennes applicables ;
- Si l'Usager sous-traite des activités, utiliser un sous-traitant qualifié et assumer la responsabilité de ses actions ;
- Obtenir et maintenir en vigueur toutes les autorisations administratives requises et payer toutes les sommes, taxes et autres droits liés à ses activités et à l'utilisation des Prestations ;
- Respecter les procédures et instructions émises par VALOFIBRE ;

4.3 Pour les Service de Maintenance, l'Usager s'engage auprès de VALOFIBRE à :

- Fournir au Délégataire toute information de toute nature qui pourra être nécessaire à l'exécution des Services de Maintenance et, en particulier, les informations spécifiées aux articles 9.1.2 et 9.3.2 ci-dessus, en les facilitant dans toute la mesure du possible ;
- Coopérer activement avec le Délégataire ;
- Aider à diminuer les conséquences des incidents ;
- Contrôler les Fibres dans la mesure raisonnablement possible afin de fournir toute information relative à la localisation des Défauts ;
- Contrôler dans la mesure d'une pratique raisonnable les performances des Fibres et rapporter régulièrement au Délégataire toute détérioration en cas de perte de signalisation.

L'Usager sera seul responsable de l'utilisation des Prestations. Il ne les utilisera à aucune fin interdite par les lois applicables ni ne causera de perte ou de dommage, quels qu'ils soient, à VALOFIBRE ou à tout tiers. L'Usager s'assurera que les Prestations ne sont pas utilisées à des fins impropres ou illicites ou en violation des droits d'un tiers. L'Usager convient d'indemniser VALOFIBRE et de la tenir quitte des réclamations, des coûts, des amendes, des pénalités, des dommages et intérêts, des frais et des autres charges résultant de l'usage qu'il fait des Prestations.

4.4 Les Parties conviennent de coopérer dans la réalisation des Prestations. A cet effet, les Parties se rencontreront régulièrement afin d'échanger les informations et documents nécessaires à leur réalisation des Prestations. L'Usager fournira à VALOFIBRE une assistance raisonnable dans l'exécution des Prestations.

5. DUREE - ENTREE EN VIGUEUR

La Convention Cadre entrera en vigueur à la date de sa signature par les Parties et expirera au terme de la plus longue des deux périodes suivantes : **deux (2) ans à compter de sa signature ou au terme de la Commande se terminant le plus tardivement.**

Sauf stipulation contraire, les Commandes seront conclues pour la durée fixée pour chaque Service dans les Conditions Particulières.

6. PROCEDURE DE CONCLUSION DES COMMANDES

Pour bénéficier d'une Prestation, l'Usager, après avoir complété et signé un document de commande conforme au modèle joint en Annexe 1 en double exemplaire, l'adressera à VALOFIBRE par télécopie ou par copie signée numérisée. Si VALOFIBRE donne suite à la demande de l'Usager, elle contresignera un exemplaire dudit document ou adressera à l'Usager pour signature un document modifié. Un document de commande ne sera assimilé à une Commande, et ne liera les Parties, que lorsqu'il aura été signé par les deux Parties.

Eu égard aux usages dans la profession, les Commandes seront valablement transmises par mail et le récépissé du mail vaudra preuve de l'envoi du mail entre les Parties. Les Parties confirmeront néanmoins la Commande par échange des documents originaux dans un délai de cinq (5) jours suivant le mail.

7. SPECIFICATIONS TECHNIQUES

7.1 - ROUTE

La Route, composée de plusieurs Liaisons, sera telle que décrite dans chaque Commande, sous réserve des modifications décrites au présent article.

Le Délégataire aura le droit de modifier la Route sous réserve qu'une telle modification n'entraîne pas de changement substantiel de la Route telle que décrite dans la Commande. Nonobstant ce qui précède, le Délégataire aura le droit de modifier la Route si l'intérêt général, tel que défini par la jurisprudence du Conseil d'Etat ("Intérêt Général"), l'exige, ou pour toute autre circonstance définie à l'article 7.5 ci-après.

Le Délégataire pourra librement changer, modifier ou adapter le câble contenant les F.O.N. Les Parties acceptent et conviennent expressément que tout changement, modification ou adaptation du câble contenant les F.O.N. effectué directement, sous la responsabilité ou la Direction du Délégataire n'aura aucune conséquence sur la Commande concernée, notamment quant à la durée de l'IRU consentie sur lesdites F.O.N.

L'ensemble des éléments constituant la Route est soumis à des conditions d'intervention et d'accès décrites à l'article 7.4 ci-après, en particulier de la part des propriétaires et gestionnaires des fonds sur lesquels l'Infrastructure est installée.

7.2 - DROITS D'USAGE

Les Points de Livraison du service délimitent la responsabilité du Délégataire.

Les droits accordés par le Délégataire en application de la présente Convention Cadre qui en découleront ne confèrent à l'Usager aucun droit réel de quelque nature que ce soit.

Les Commandes ne confèreront aucun droit de propriété à l'Usager sur les biens mis à sa disposition.

A compter la Date de Début du Service, l'Usager aura librement le droit d'exploiter, d'utiliser, de louer, ou d'octroyer un droit irrévocable d'usage sur la(les) F.O.N., conformément aux termes de la Présente Convention Cadre, et des Commandes concernées, sous réserve du règlement préalable des sommes dues au titre des factures.

Il est expressément entendu pour les Parties que l'I.R.U. n'octroie à l'Usager que l'usage des F.O.N. et que ni la Convention Cadre, ni les Commandes n'opèrent de démembrement de la propriété des F.O.N. au bénéfice de l'Usager ni ne confèrent à l'Usager aucun titre de propriété sur la (les) F.O.N. à quelque titre que ce soit.

Les Parties conviennent expressément que l'Usager assumera tous les risques associés à la propriété de la (des) F.O.N. et notamment les risques de perte, de dommage, d'obsolescence, d'indisponibilité causée par un tiers ainsi que tous les risques liés à l'Intérêt Général, afférents à la (aux) F.O.N. et que l'Usager assumera irrévocablement, à l'exception de celles directement imputables à un manquement du Délégataire à ses obligations au titre du Contrat, toutes les responsabilités relatives à toute action, poursuite, procès, litige, plainte ou enquête ou autre obligation se rapportant à l'utilisation de la(des)dite(s) F.O.N. ou à leur exploitation à compter de la date d'octroi de l'IRU.

Les Parties conviennent expressément que le Prix reflète le transfert des risques définis au présent article, accepté et supporté par L'Usager.

L'Usager s'engage à ce que la (les) F.O.N. et tout équipement associé soient détenus, exploités et maintenus conformément à leur destination, de manière à ne pas interrompre ou gêner l'utilisation du Réseau, porter atteinte à l'intimité de toute communication acheminée par le Réseau ou provoquer des dommages pour les employés, les Affiliés ou les sociétés liées au Délégataire ou tout autre utilisateur, propriétaire ou opérateur du Réseau.

L'Usager supportera le coût de tout Equipement Actif ou appareil requis ou choisi par l'Usager pour être installé dans le cadre de l'utilisation de la (des) F.O.N. par l'Usager, par tout locataire ou bénéficiaire autorisé par l'Usager ou tout client de l'Usager ou de tout locataire ou bénéficiaire ainsi décrit. L'Usager supportera le coût de maintenance, installation, déménagement et réparation concernant cet équipement ou appareil.

7.3 - CONNEXION DES LIAISONS

Les Connexions des Liaisons seront effectuées aux Points de Livraison. En toute hypothèse, le Délégataire sera le seul à pouvoir intervenir pour réaliser ces Connexions.

Les Parties se réuniront dès que possible aux fins d'examiner s'il y a lieu de contacter des gestionnaires de réseaux voisins pour la réalisation des Connexions.

Au cas où l'Usager ou les personnes désignées par lui souhaiteraient assister ou participer à l'opération de Connexion, l'Usager s'engage à porter à la connaissance des entreprises présentes lors des opérations, les règles de sécurité communiquées par le Délégataire.

7.4 - ACCES AUX LIAISONS / CONDITIONS D'ACCES

7.4.1 - Location de fibre

Sauf autorisation expresse et préalable du Délégataire, l'Usager n'a aucun accès aux Liaisons mises à sa disposition et ne devra, dans aucune circonstance, déplacer, re-localiser, perturber, manipuler ou être en contact de quelle que manière que ce soit avec ces Liaisons.

7.4.2 - Services IRU de Fibre Optique

L'Usager n'aura pas accès à la (aux) F.O.N. et, en aucune circonstance, ne devra déplacer, re-localiser, perturber, manipuler ou entrer en contact avec la (les) F.O.N. (directement ou indirectement) excepté lors des visites réalisées sous la supervision et le contrôle du Délégataire.

Le Délégataire accepte de fournir les droits d'accès appropriés (accompagné et supervisé par le Délégataire et sous réserve des règlements des gestionnaires de Droits de Passage) à l'Usager.

L'Usager sera responsable pour ces propres F.O.N. même dans l'hypothèse où cette (ces) F.O.N seront utilisées par des tiers.

L'Usager se porte fort que les tiers utilisant la (les) F.O.N., à quelque titre que ce soit, accepte valablement et inconditionnellement les dispositions du présent article.

7.5 - DROITS DE PASSAGE

L'Usager reconnaît et accepte que si le Délégataire n'obtient pas les Droits de Passage :

- pour des raisons d'Intérêt Général ou en cas de retrait d'un Droit de Passage nécessaire à l'exploitation de la Route pendant la durée d'une Commande ;

Les seules obligations du Délégataire seront de faire ses meilleurs efforts pour proposer à l'Usager, dans les meilleurs délais, une solution de substitution raisonnablement acceptable par ce dernier :

- à un coût qui fera l'objet d'un accord entre les Parties pouvant garantir la continuité de l'exploitation des Liaisons en tenant compte notamment du nombre de F.O.N. utilisées.

8. RECETTE DES SERVICES

Dès qu'une Prestation est prête à être réceptionnée, VALOFIBRE adressera à l'Usager, par courrier recommandé avec accusé de réception (ou tout autre moyen convenu par les Parties), une notification écrite indiquant la date de commencement et le lieu de la recette.

Si la date proposée ne convient pas à l'Usager, ce dernier en informera VALOFIBRE par écrit dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant la réception de la notification de commencement et VALOFIBRE proposera alors une autre date qui ne devra pas être éloignée de plus de cinq (5) jours de la date initialement prévue. Tout report de date par rapport à la date initiale entraînera un report de même durée des obligations de VALOFIBRE.

A défaut pour l'Usager de se présenter au lieu fixé à la seconde date proposée par VALOFIBRE ou à tout moment au cours de la réalisation de la recette, celle-ci sera prononcée sans réserve. VALOFIBRE adressera le résultat des Tests de Recette à l'Usager et cette notification sera réputée constituer un document se substituant dans tous ses effets au certificat de recette signé.

Sous réserve des dispositions ci-dessus, VALOFIBRE réalisera les Tests de Recette en présence de l'Usager.

Si les Tests de Recette font apparaître des Anomalies Majeures, la recette sera réputée ajournée. VALOFIBRE corrigera alors lesdites Anomalies Majeures dans les meilleurs délais. Une fois ces Anomalies Majeures corrigées, une nouvelle recette sera convoquée et réalisée dans les conditions du présent Article. Seuls les Tests de Recette ayant fait apparaître les Anomalies Majeures seront effectués.

En l'absence d'Anomalie Majeure, l'Usager signera le certificat de recette de la Prestation concernée à l'issue des Tests de Recette. Ce certificat vaudra acceptation par l'Usager des Prestations livrées par VALOFIBRE et reconnaissance par l'Usager de la conformité des Prestations aux stipulations de la Commande concernée et à leurs Spécifications Techniques. Le cas échéant, les Parties définiront d'un commun accord le délai de correction des Anomalies Mineures.

A défaut de signature par l'Usager du certificat de recette d'une Prestation dans les conditions définies au présent Article, ladite Prestation sera réputée acceptée sans réserve par l'Usager. VALOFIBRE adressera le résultat des Tests de Recette à l'Usager et cette notification sera réputée constituer un document se substituant dans tous ses effets au certificat de recette signé.

L'utilisation à des fins d'exploitation des Prestations par l'Usager ne pourra commencer et, par conséquent, la Date de Début de chaque Prestation ne pourra intervenir, qu'à compter de l'acceptation par l'Usager de la Prestation concernée, à savoir, soit à la date de signature par l'Usager du certificat de recette correspondant, soit à la date d'émission par VALOFIBRE d'un document de substitution au certificat de recette signé au titre du présent Article. Toute utilisation à d'autres fin que de test d'une Prestation par l'Usager avant les évènements ci-dessus vaudra acceptation sans réserve par l'Usager de la Prestation concernée. VALOFIBRE notifiera une telle situation à l'Usager et cette notification sera réputée constituer un document se substituant dans tous ses effets au certificat de recette signé.

En cas de modification d'une Prestation par avenant à une Commande, la constatation de la réalisation de la modification se fera par simple envoi d'un courrier par VALOFIBRE à l'Usager lui notifiant la mise à disposition de la Prestation modifiée.

9. SERVICE DE MAINTENANCE

Les Services de Maintenance, strictement limités à la maintenance des Fibres, comprennent ce qui suit :

- Services d'assistance ;
- Maintenance Préventive ;
- Maintenance Corrective

Le matériel actif de télécommunications, propriété de l'Usager et installé par lui dans l'Infrastructure Maintenue pour être utilisé par l'Usager, est expressément exclu des Services de Maintenance, de même que les connexions du matériel de télécommunications aux baies de distribution situées à l'intérieur du site de l'Usager. Les raccordements aux autres réseaux de fibres optiques sont également exclus, sauf mention indiquée dans la Commande. Dans ce dernier cas, un point d'interconnexion sera clairement défini.

Les Services de Maintenance constituent une offre globale, ils ne devront par conséquent pas être considérés séparément.

Les Services de Maintenance seront exécutés par le Délégataire, ses sociétés affiliées ou leurs sous-traitants conformément aux règles en vigueur dans la profession.

Les Services de Maintenance sont conditionnés par les contraintes imposées par les gestionnaires de domaines.

L'Usager pourra commander des travaux supplémentaires qui ne sont pas prévus, sous réserve que les conditions de ces travaux supplémentaires soient expressément acceptées par le Délégataire Ces travaux supplémentaires seront facturés sur la base du prix coûtant augmenté des frais de gestion.
Le Délégataire fournira les pièces de rechange génériques et les pièces de rechange spécifiques seront fournies et payées par l'Usager.

Les Parties s'accorderont, pour chaque pièce de rechange spécifique, sur un niveau qui devra déclencher automatiquement un avis de rupture de stock tenant compte du délai de livraison ("Niveau Minimum de Stock").

En cas de désaccord entre les Parties sur le niveau de stock ou Niveau Minimum de Stock de certaines pièces de rechange, l'avis de l'Usager prévaudra, mais le Délégataire déclinera toute responsabilité si le niveau de pièces de rechange n'est pas suffisant et cause des retards dans les Services de Maintenance.

Le Délégataire sera également chargé de la gestion de toutes les pièces de rechange :

- Stockage des pièces de rechange ;
- Expédition des pièces de rechange au personnel sur site à l'emplacement où ces pièces sont stockées ou à l'emplacement de l'incident, et ;
- En cas de demande de l'Usager suite à une notification du Délégataire, retour des pièces de rechange spécifiques défectueuses à cette dernière, aux frais de l'Usager. Si, dans les quinze (15) jours suivant la notification du Délégataire, l'Usager ne demande pas que les pièces de rechange défectueuses lui soient retournées, le Délégataire les détruira aux frais de l'Usager.

Le Délégataire devra fournir l'outillage et le matériel usuels, nécessaires à la réalisation des Services de Maintenance.

Cela inclut, mais sans que ce soit limitatif :

- Véhicule ;
- Matériel de fouille et de creusement de tranchées ;
- Réflectomètre et matériel d'essais ;
- Outillage pour épissures ;
- L'outillage mécanique et électrique usuel.

9.1 - SERVICES D'ASSISTANCE

Les services d'assistance ont pour but de gérer la coordination entre l'Usager et le Délégataire dans le cadre des Services de Maintenance.

9.1.1 - Centre d'assistance téléphonique Client

Le Délégataire mettra à disposition un "Centre d'assistance téléphonique Client" qui sera un centre de services d'assistance disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, auquel l'Usager déclarera les incidents conformément à l'article 9.3.3 ci-après. Ce Centre d'assistance téléphonique Client sera composé d'employés parlant anglais et français.

Les missions du Centre d'assistance téléphonique Client seront de :

- recevoir et enregistrer les appels de l'Usager,
- appeler le responsable maintenance de service, et
- émettre et clore un ticket d'incident.

9.1.2 - Rapport

(a) Après un incident, Le Délégataire émettra un rapport d'incident indiquant en détail :

- la référence de l'incident ;
- l'heure de déclaration de l'incident ;
- l'heure de rétablissement du service ;
- les mesures prises par le Délégataire et ;
- le coût des réparations le cas échéant.

(b) Le Délégataire établira un rapport annuel indiquant les événements survenus durant l'année écoulée :

- les mesures de Maintenance Préventive exécutées ;
- les mesures de Maintenance Corrective exécutées et ;
- les pièces de rechange utilisées.

9.2 - MAINTENANCE PREVENTIVE

9.2.1 - Définition

La Maintenance Préventive inclut toutes les mesures ayant pour but de préserver les Fibres contre les dommages prévisibles. Cette maintenance comprend la procédure de surveillance de routine et les mesures dont la liste est indiquée ci-après. Des procédures détaillées de Maintenance Préventive seront établies par le Délégataire. La Maintenance Préventive sera effectuée durant les Heures Ouvrables.

9.2.2 - Surveillance de routine de l'Infrastructure Maintenue

Le Délégataire assurera la surveillance de routine de l'Infrastructure Maintenue, et particulièrement sur les zones à haut risque, comme suit.

Un contrôle visuel de l'Infrastructure Maintenue sera effectué à périodicité régulière afin de détecter les signes de détérioration susceptibles d'affecter les Fibres.

Ce contrôle sera effectué une fois par an lorsque l'Infrastructure Maintenue est située sur un accès restreint au public (comme un domaine concédé ou un réseau d'assainissement).

Le contrôle de l'Infrastructure Maintenue construite sur le domaine des voies publiques et facilement accessible par des véhicules sera effectué par le Délégataire, dans la mesure du possible, lorsque son personnel ou ses sous-traitants se déplaceront le long de l'Infrastructure Maintenue pour exécuter leurs propres travaux, le but étant d'effectuer un contrôle visuel une fois par semestre.

Des contrôles visuels supplémentaires de l'Infrastructure Maintenue pourront être exécutés contre rémunération supplémentaire, sur demande de l'Usager.

9.2.3 - Mesures optiques de routine

Le Délégataire procédera à des mesures de l'atténuation optique sur une paire de réserve du Câble. Ces mesures seront effectuées une fois par an. Les résultats seront archivés et transmis à l'Usager de manière à constituer des données historiques.

Des mesures supplémentaires pourront être exécutées contre rémunération supplémentaire, sur demande de l'Usager.

9.3 - MAINTENANCE CORRECTIVE

9.3.1 - Définition

La Maintenance Corrective comprend toutes les Réparations Temporaires ou Permanentes ayant pour but de rétablir les Fibres à la suite d'un Défaut détecté au cours de la Maintenance Préventive ou notifié par l'Usager.

9.3.2 - Classification des Défauts

Les Défauts détectés au cours de la Maintenance Préventive ou notifiés par l'Usager seront classés par le Délégataire, selon leur gravité, en tant que Défaut Majeur (Fibre coupée) ou Défaut Mineur (Défaut de connecteur). Cette classification déterminera les mesures à prendre. A chaque fois que possible, la Réparation des Défauts sera incluse dans les "Travaux Programmés".

La gravité d'un Défaut pourra faire l'objet d'une nouvelle classification par le Délégataire et l'Usager durant les Réparations, en fonction de l'intervention du Délégataire. La nouvelle classification déterminera les mesures à prendre.

9.3.3 - Procédure d'appel au Centre d'assistance téléphonique Client

L'Usager déclarera les Défauts au Centre d'assistance téléphonique Client. L'Usager communiquera au Délégataire une liste de personnes ou d'entités habilitées à faire cette déclaration (chacune de ces personnes étant dénommée un "Appelant Autorisé"). Une procédure d'appel au Centre sera établie avec l'Usager dans un délai d'un (1) mois après la signature de chaque Commande.

Dès réception d'un appel de l'Usager, le Délégataire vérifiera que l'appelant est un Appelant Autorisé et, dans l'affirmative, ouvrira un ticket de Défaut dont il indiquera le numéro de référence à l'Usager. L'horaire mentionné sur le ticket de Défaut constituera le point de départ du calcul des délais de Réparation. Ce numéro de référence sera nécessaire au suivi du Défaut. L'Usager confirmera la déclaration par écrit par fax ou e-mail dans les trente (30) minutes après l'appel. Après déclaration d'un Défaut, le Centre d'assistance téléphonique Client appellera le responsable maintenance local qui coordonnera les travaux de Réparation.

L'Usager fournira toutes les informations requises par le Délégataire afin de localiser et de corriger le Défaut. Ces informations comprendront, sans que ce soit limitatif, une définition du Défaut, son emplacement, les sections, références et nombres précis des Fibres touchées, ou autres moyens similaires d'identification de ces éléments et tous résultats disponibles des mesures effectuées. L'Usager indiquera ces informations dans sa confirmation écrite.

9.3.4 - Réparations sur site

(a) Dès notification d'un Défaut par le Centre d'assistance téléphonique Client ou constatation au cours de la Maintenance Préventive, le Délégataire mettra le moyen nécessaire en place afin de :

- Localiser le Défaut aussi précisément que possible ;
- Faire la liaison avec les propriétaires des droits de passage et/ou les autorités locales afin d'obtenir l'accès à l'Infrastructure Maintenue, le cas échéant ;
    - Exécuter des Réparations Temporaires ou Permanentes ;
    - Documenter les modifications et les transmettre au Centre d'assistance téléphonique Client ;
- Réaliser des tests de recette pour s'assurer que l'Usager pourra passer des transmissions de télécommunications sur la Fibre réparée,
- Emettre la Notification de Réparation correspondante.

(b) L'objectif des opérations de Réparation est de remettre les Fibres dans l'état où elles se trouvaient avant le Défaut.

(c) Les opérations de réparation pourront comprendre la mise en place de systèmes temporaires ou définitifs, l'utilisation de fibres de rechange appartenant au Délégataire ou à Usager ainsi que la réalisation d'une déviation temporaire de l'Infrastructure Maintenue. En cas de mise en place d'une Réparation Temporaire, la Réparation Permanente sera prévue et exécutée selon la procédure de Travaux Programmés.

9.3.5 - Travaux Programmés

Lorsque le Délégataire prévoira des Travaux Programmés, elle en informera l'Usager comme suit :

- Pour les Travaux Programmés qui seront sans effet significatif sur la possibilité pour l'Usager de passer des transmissions de télécommunications sur une Fibre, le Délégataire adressera une notification à l'Usager trois (3) jours à l'avance. De tels Travaux Programmés seront exécutés durant les Heures Ouvrables ;
- Pour les Travaux Programmés qui auront un effet significatif sur la possibilité pour l'Usager de passer des transmissions de communications électroniques sur une Fibre, le Délégataire adressera une notification à l'Usager vingt et un (21) jours à l'avance. De tels Travaux Programmés seront réalisés en étroite coordination entre les Parties et en dehors des Heures Ouvrables sauf demande expresse de l'Usager.

Le Délégataire se coordonnera avec l'Usager afin de limiter les effets défavorables des Travaux Programmés sur l'utilisation de l'Infrastructure Maintenue.

9.3.6 - Recours dans le cadre de l'assurance

Le Délégataire recueillera les informations disponibles (y compris, en cas de dommages causés par un tiers, le nom de ce tiers, s'il est identifié) parmi celles préalablement communiquées par l'Usager comme étant nécessaires pour permettre à Usager d'exercer des recours auprès de ses compagnies d'assurances.

9.4 - TEMPS D'INTERVENTION

Le Délégataire mettra en place tous les moyens nécessaires afin que les Défauts soient corrigés, de manière Temporaire ou Permanente. La Réparation des Fibres Activées, (pour un maximum de 96 fibres) interviendra dans un délai maximum de huit (8) heures si des Fibres de substitution sont disponibles et sinon dans un délai de quinze (15) heures.

Le mode de calcul du temps de Réparation diffère selon la classification du Défaut :

- **Défaut Majeur** : le temps de Réparation courra 24 heures sur 24 à compter de l'heure de déclaration téléphonique du Défaut par l'Usager sous réserve que les modalités de l'article 9.3.3 ci-dessus aient été respectées, et jusqu'à ce que le Défaut soit réparé ou que la Notification de Réparation soit délivrée.

- **Défaut Mineur** : le temps de Réparation courra durant les Heures Ouvrables à compter de la première heure suivant la déclaration téléphonique du Défaut par l'Usager sous réserve que les modalités de l'article 9.3.3 ci-dessus aient été respectées, et jusqu'à ce que le Défaut soit réparé ou que la Notification de Réparation soit délivrée.

Le Délégataire déclinera toute responsabilité si les temps de Réparation ne sont pas atteints ou en cas de retard dans l'exécution dans les cas suivants :

- Pièces de rechange insuffisantes à cause d'une décision de l'Usager ;
- Absence d'informations détaillées ou de documentation de l'Usager, ou fausses informations fournies ;
- Cas de Force Majeure ;
- Toute contrainte ou limitation imposée par les propriétaires des terrains traversés par l'Infrastructure Maintenue (notamment des délais inhabituels d'accès imposés, les conditions d'accès aux égouts, etc.) ;
- Non-respect par l'Usager de ses obligations au titre de la Présente Convention Cadre et/ou des Commandes et, en particulier des procédures de maintenance ;
- Tout événement imputable à l'Usager.

Hormis les cas ci-dessus, si le Délégataire ne respecte pas les délais d'intervention et si ce manquement est dû à des circonstances dont le Délégataire est le responsable unique et direct, l'Usager sera en droit de réclamer au Délégataire, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, un crédit d'heures de maintenance en règlement de pénalités de retard libératoires. Ce crédit d'heures sera calculé comme suit :

- pour tout retard compris entre une (1) heure et huit (8) heures : 5 % du montant mensuel des Prix de Maintenance (le montant mensuel des Prix de Maintenance correspondant à un douzième du montant annuel),
- pour tout retard compris entre huit (8) heures et seize (16) heures : 10 % du montant mensuel des Prix de Maintenance,
- pour tout retard supérieur à seize (16) heures : 15 % du montant mensuel des Prix de Maintenance.

Ce crédit d'heures annuel ne saurait excéder 100 % du montant mensuel des Prix de Maintenance.

Le présent article constitue l'ensemble des réparations auxquelles l'Usager peut prétendre en cas de retard.

10. DISPOSITIONS FINANCIERES

Les tarifs des Prestations et la périodicité d'émission des factures correspondantes sont décrits ci-dessous et/ou dans chaque Commande. L'Usager reconnaît expressément que les tarifs des Prestations ont été déterminés en considération des risques liés à l'Intérêt général.

VALOFIBRE émettra ses factures aux termes de chaque Commande en Euro et l'Usager règlera, par mandat administratif, les montants en Euro :

Titulaire :					**VALOFIBRE**
Agence :	**Société**	**Générale**	**Paris**	**Etoile**	**Entreprise**
Code banque :	30003				
Code guichet :	03175				
N°	Compte(EUR)	:			00020359433
Clé RIB :	30				

dans un délai de trente (30) jours suivant la date d'émission de facture. Toute échéance entamée est due et tout montant versé par l'Usager est irrévocablement acquis à VALOFIBRE et non remboursable.

Les factures émises en vertu de chaque Commande, si elles ne sont pas réglées, totalement ou partiellement, à leur échéance, portent intérêt, après mise en demeure restée sans effet pendant huit (8) jours à compter de son envoi, à une fois et demie le taux d'intérêt légal en vigueur à la date d'émission de la facture concernée. Ces intérêts sont calculés à compter du jour suivant la date d'échéance du montant non réglé jusqu'à son paiement intégral.

Les tarifs indiqués ci-dessous et/ou dans chaque Commande sont hors tout impôt, droit et taxe de quelque nature que ce soit, direct ou indirect, présent ou futur, qui pourrait être dû sur le prix des Commandes. La TVA sera facturée en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

Toute modification de la réglementation applicable ou de son interprétation ayant pour effet de faire supporter à VALOFIBRE des impôts, droits ou taxes autres ou d'un montant supérieur à ceux existants à la date de signature de la présente Convention Cadre (tel que, par exemple, une écotaxe) entraînera un ajustement corrélatif des prix définis aux articles 1.2, 2.2 et 3.2 de l'annexe 2 « conditions particulières » et/ou dans chaque Commande pour que VALOFIBRE perçoive dans tous les cas l'intégralité des montants indiqués dans lesdits articles et/ou Commande.

11. FORCE MAJEURE ET CAS ASSIMILES

Les Parties ne seront pas responsable de perte, de dommage, de retard, d'une non-exécution ou d'une exécution partielle résultant directement ou indirectement d'une cause pouvant être interprétée par un tribunal français comme un cas de force majeure (soit un « Cas de Force Majeure »). De plus, les Parties conviennent qu'un Cas de Force Majeure inclura notamment les événements suivants : les intempéries, attentats, actes ou omissions d'une autorité publique, y compris les modifications de toute réglementation applicable à l'exécution des Prestations, accès limité par un propriétaire ou un gestionnaire de domaine, agitations, rébellions, insurrections, émeutes, guerres, déclarées ou non, actes d'une nature similaire, grèves, sabotages, vols, actes de vandalisme, explosions, incendies, foudre, inondations et autres catastrophes naturelles, défaillances d'un opérateur, contraintes France Télécom, actes de tiers.

Chaque Partie notifiera dans les meilleurs délais à l'autre, par écrit, la survenance de tout Cas de Force Majeure.

Les obligations de la Partie victime du Cas de Force Majeure et, en particulier, les délais requis pour l'exécution de ses obligations, seront suspendues sans qu'elle n'encoure de responsabilité, quelle qu'elle soit.

Les Parties s'efforceront, dans la mesure du possible, d'atténuer les effets des Cas de Force Majeure.

Si un Cas de Force Majeure empêche l'une des Parties d'exécuter une obligation essentielle au titre d'une Commande et/ou de la Présente Convention Cadre pendant une période de plus de cent vingt (120) jours, chacune des Parties pourra résilier la Commande concernée et/ou la Convention Cadre, selon le cas, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sans indemnités pour l'une ou l'autre Partie. Par dérogation à l'article 13, la résiliation interviendra à la date de réception de la lettre recommandée.

Pour la concession d'un droit d'usage à long terme (IRU), les évènements suivants seront constitutifs de force majeure :

- l'action de l'eau rendant impossible l'intervention du Délégataire dans les délais (par ex : inondations de berges, courants supérieurs à 1 noeud…), ou encore le gel ou dégel des berges ou du fleuve ;
- le fait des personnes publiques ou privées, gestionnaires ou propriétaires des fonds sur lesquels le Délégataire a un droit d'occupation, rendant impossible l'intervention du Délégataire dans les délais (notamment délai exceptionnel d'accès imposé pour des raisons d'Intérêt Général) ;
- une modification de l'implantation de l'Infrastructure du fait de modifications imposées par toute personne publique ou privée, gestionnaire ou propriétaire des fonds sur lesquels le Délégataire a un droit d'occupation. Dans ce cas, les Parties se rapprocheront immédiatement afin d'examiner entre elles les conditions dans lesquelles une telle modification peut être réalisée en minimisant le plus possible les risques pour la continuité de l'exploitation de l'Usager ;
- toute décision des gestionnaires de droits de passage qui empêcherait le Délégataire d'avoir accès aux F.O.N.

12. SUSPENSION DES PRESTATIONS

En cas de non-respect de l'une de ses obligations par l'Usager au titre de la présente Convention Cadre et/ou d'une Commande et, en particulier, si une quelconque facture de VALOFIBRE reste totalement ou partiellement impayée à son échéance, ou si VALOFIBRE y est obligée pour respecter un ordre, une instruction ou une exigence du Gouvernement, d'une autorité de régulation, ou de toute autorité administrative ou locale compétente, VALOFIBRE pourra, sans préjudice des autres recours dont elle dispose, envoyer à l'Usager, par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, une mise en demeure de remédier à sa défaillance (ci-après « la Notification »). Si la Notification reste sans effet pendant quinze (15) jours suivant sa réception par l'Usager, VALOFIBRE pourra suspendre de plein droit et sans autre formalité les Prestations objet de la Commande concernée. La suspension des Prestations n'entraînera pas la suspension des paiements et facturations au titre de la Commande concernée.

A défaut pour l'Usager de remédier à sa défaillance dans un délai de quinze (15) jours à compter de la suspension des Prestations, VALOFIBRE pourra, par dérogation aux dispositions de l'Article 13 ci-après, résilier la ou les Commande(s) concernée(s) de plein droit et avec effet immédiat aux torts de l'Usager qui en supportera toutes les conséquences.

L'Usager déclare expressément accepter les conséquences de l'application du présent Article, en particulier en termes de continuité de son service et ne pourra en aucun cas se retourner contre VALOFIBRE pour quelque dommage que ce soit qu'il subirait du fait de cette application.

13. RESILIATION

En cas de manquement de l'une des Parties dans l'exécution d'une obligation essentielle aux termes de la présente Convention Cadre et/ou d'une Commande, l'autre Partie pourra signifier à la Partie en défaut une mise en demeure exigeant qu'elle remédie à la situation en question, si un remède est possible, dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de réception de la lettre recommandée. S'il n'y est pas remédié dans le délai imparti ou si aucun remède n'est possible, l'autre Partie pourra mettre fin à la Convention Cadre et/ou à la Commande concernée par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, de plein droit et sans formalité. La date d'effet de la résiliation sera la date indiquée sur la seconde lettre recommandée, sans préjudice des dommages et intérêts auxquels la Partie non défaillante pourrait prétendre en vertu de la loi, de la Convention Cadre et/ou des Commandes.

La résiliation anticipée de la seule Convention Cadre n'entraîne pas la résiliation des Commandes en cours. Les dispositions de la Convention Cadre s'appliqueront aux Commandes en cours jusqu'à leur terme initial.

La Convention Cadre et les Commandes en cours seront automatiquement et immédiatement résiliées si le délégant use de sa faculté de résiliation pour mise en œuvre de l'Intérêt général.

Toute résiliation anticipée d'une Commande par l'Usager, sauf cas de résiliation pour faute de VALOFIBRE, rendra immédiatement exigible les montants dus par l'Usager pour la période restant à courir jusqu'au terme en cours de ladite Commande.

Après la résiliation de la Convention Cadre et/ou d'une Commande ou leur arrivée à terme, l'Usager cessera immédiatement toute utilisation des Prestations concernées et, à ses propres frais, procèdera à toutes les désinstallations consécutives de ses Equipements en vue de restituer l'environnement concerné en son état initial, usure normale exclue.

Pour la concession d'un droit d'usage à long terme (IRU), les Parties ne pourront mettre fin à une Commande que dans les seules circonstances limitées suivantes.

Le Délégataire pourra résilier de plein droit une Commande, sans aucune autre formalité, en cas de non-paiement de tout ou partie du Prix dans les délais prévus à l'article 1.2 de l'annexe 2 « conditions particulières » si, à l'expiration d'un délai de quinze (15) jours, à compter de l'émission d'une lettre de mise en demeure de se conformer à ses obligations, L'Usager demeure en manquement à son obligation de paiement.

Chacune des Parties pourra résilier une Commande en cas de force majeure selon les termes de l'article 11 ci-dessus.

14. LIMITE DE RESPONSABILITE

La responsabilité de VALOFIBRE est limitée aux dommages matériels directs à l'exclusion de tout dommage indirect et/ou immatériel et, en particulier, de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit, d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique et autre perte de revenus. Nonobstant toute autre stipulation de la Convention cadre et/ou d'une Commande, la responsabilité totale cumulée de VALOFIBRE n'excédera pas, pour la durée d'une Commande, cinq pour cent (5 %) du montant de la redevance annuelle de la Commande concernée.

La responsabilité de chaque Partie en cas de décès, de préjudice corporel résultant de sa négligence ou de celle de ses agents et représentants ou de fraude, dol ou faute lourde n'est ni exclue ni limitée.

De convention expresse entre les Parties, aucune action judiciaire ou réclamation, quelle qu'elle soit, ne pourra être engagée ou formulée par l'une ou l'autre des Parties plus d'un (1) an après la survenance du fait générateur.

Pour la concession d'un droit d'usage à long terme (IRU), la responsabilité totale cumulée du Délégataire n'excédera pas, pour la durée d'une Commande, trois pour cent (3 %) du Prix de la Commande concernée.

15. ASSURANCES

Chaque Partie s'engage à détenir auprès d'une compagnie d'assurances de 1er rang une police Responsabilité Civile, valable pendant toute la durée de la Convention et/ou des Commandes, couvrant les risques associés à leur exécution.

Chaque Partie fera son affaire de l'assurance de ses biens et de ses employés. Sur requête, chaque Partie fournira à l'autre un certificat d'assurances, attestant de la souscription des polices décrites ci-dessus.

16. DROIT APPLICABLE

La présente Convention Cadre et les Commandes seront régies par le droit français et interprétées conformément à celui-ci.

17. REGLEMENT DES LITIGES

La résolution de tout litige ou différend, quel qu'il soit, entre les Parties, dans le cadre ou du fait de la Convention et/ou d'une Commande, notamment en ce qui concerne leur interprétation, exécution, non-exécution ou résiliation sera soumise à la compétence exclusive du tribunal compétent de Paris, même en cas de référé, d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

18. DISPOSITIONS DIVERSES

18.1 La Convention Cadre et/ou les Commandes ne fournissent pas et ne sont pas destinées à fournir à des tiers (notamment des clients de l'Usager, des Affiliés de l'Usager) de droit de recours, de réclamation, de responsabilité, de remboursement, de motif d'action, ou tout autre droit.

18.2 La Convention Cadre, les Commandes et toutes leurs stipulations lieront les Parties aux présentes, leurs successeurs en droit et cessionnaires autorisés, en particulier en cas de changement de contrôle ou de fusion d'une Partie, soit par absorption du fait d'une société tierce, soit par création d'une société nouvelle, comme en cas de scission, d'apport partiel d'actifs ou autres opérations de concentration et de restructuration, et seront au seul bénéfice de ceux-ci.

Néanmoins, VALOFIBRE pourra librement céder, transférer, déléguer ou encore aliéner tout ou partie de ses droits, titres ou intérêts en vertu des présentes à un Affilié ou à une société mère ou encore au

délégant ou tout délégataire désigné par le délégant en cas d'expiration de la Concession qu'elle qu'en soit la cause.

Les cessions, transferts ou autres aliénations par l'une ou l'autre des Parties en violation du présent Article seront nuls et non avenus.

18.3 Chaque notification, demande, certification ou communication remise ou faite aux termes de la Convention, et des Commandes sera faite par écrit à l'adresse indiquée sur la Commande concernée pour la Partie destinataire.

Les notifications, demandes ou autres communications seront réputées reçues si elles sont remises en mains propres : au moment de la remise, si elles sont postées : à l'expiration de cinq (5) jours après la date du cachet de la poste ou si elles sont envoyées par télécopie ou par e-mail: à la date indiquée sur l'accusé de réception.

Lors des correspondances ou autres relations par internet ou autre voie électronique, chaque Partie mettra en œuvre les moyens raisonnables en vue de sauvegarder la sécurité et la confidentialité des échanges mais les Parties reconnaissent qu'il n'est pas possible de garantir une telle sécurité et confidentialité. De même, les Parties reconnaissent et acceptent que, bien qu'elles utilisent des anti-virus, elles ne peuvent garantir que les transmissions intervenant entre elles seront indemnes de tout virus.

18.4 Si une stipulation de la Convention et/ou d'une Commande est ou devient nulle ou inapplicable, ladite stipulation sera réputée supprimée du document concerné, et les Parties se rencontreront afin de définir d'un commun accord une stipulation de substitution. Au cas où les Parties ne pourraient, de bonne foi, trouver un accord sur une telle disposition, le document concerné sera résilié de plein droit, sans que les Parties puissent prétendre à de quelconques dommages et intérêts.

18.5 La Convention et les Commandes remplacent tous les accords antérieurs, oraux ou écrits, entre les Parties et constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties eu égard aux Prestations. Elles ne pourront être modifiées ou amendées que par un écrit signé par les deux Parties.

18.6 Les déclarations et garanties expressément contenues dans la présente Convention Cadre et les Commandes sont les seules acceptées par VALOFIBRE et se substituent à toute autre déclaration et/ou garantie expresse ou tacite, y compris, notamment, les garanties de valeur marchande, d'adéquation à un objet particulier et de service ininterrompu, ainsi qu'à toute obligation que VALOFIBRE pourrait avoir en droit coutumier ou jurisprudentiel.

18.7 Aucune Partie ne sera réputée avoir renoncé à un droit acquis aux termes de la présente Convention Cadre et/ou d'une Commande, sauf renonciation écrite et signée. Aucun manquement ou manquements successifs à l'exécution d'un accord ou d'une convention et aucune renonciation ou renonciations successives par une Partie ne pourront affecter la validité de ces accords, conventions ou dispositions ni porter atteinte aux droits de la Partie bénéficiaire de les faire exécuter.

18.8 Les stipulations de la Convention et des Commandes et les informations, écrites ou orales, qui ne sont pas du domaine public, relatives aux Prestations et/ou aux Parties (ci-après « les Informations Confidentielles ») seront tenues confidentielles et ne seront pas divulguées, en tout ou en partie, à une personne autre que des sous-traitants, des dirigeants, des administrateurs, des employés ou des représentants d'une Partie (ci-après, collectivement, « des Représentants ») ayant besoin de connaître lesdites Informations Confidentielles aux fins de négocier, signer et exécuter la Convention, et les Commandes. Ces Informations Confidentielles ne seront utilisées à aucune autre fin. Chaque Partie s'engage à informer tous ses Représentants de la nature privée des Informations Confidentielles et à ordonner à ces personnes de traiter ces dernières conformément aux stipulations du présent Article. Les Parties sont autorisées à divulguer des Informations Confidentielles sur ordonnance d'un tribunal ou d'une agence administrative, sur requête ou demande d'une agence ou autorité régulatrice, ou en vertu de toute réglementation de cette dernière, dans la mesure raisonnablement requise dans le cadre de l'exercice d'un recours en vertu des présentes, aux experts, avocats ou aux commissaires aux comptes indépendants d'une Partie, aux prêteurs potentiels de crédit à VALOFIBRE, ses Affiliés et maisons-mères, et à tout cessionnaire autorisé en vertu des présentes, sous réserve que ledit cessionnaire s'engage par écrit à être lié par les stipulations du présent Article. Le présent Article s'appliquera pendant toute la durée de la Convention et survivra à l'arrivée à terme de cette dernière pendant trois (3) ans.

Aucune des Parties ne fera d'annonce publique relative à la Convention, aux Commandes et/ou aux transactions qui y sont envisagées sans le consentement préalable et écrit de l'autre Partie. Toutefois, chacune des Parties se réserve la possibilité de faire figurer le nom de l'autre Partie sur une liste de références commerciales communiquées au public.

18.9 Sauf stipulation expresse, aucune des Parties ne consent à l'autre Partie au titre de la présente Convention et/ou des Commandes un droit de propriété intellectuelle et/ou industrielle, ou un quelconque droit d'utilisation, notamment sur les noms commerciaux, marques et procédés sous quelque forme que ce soit et de quelque nature que ce soit, notamment par licence, directement ou indirectement, de manière expresse ou tacite, chacune reste par ailleurs titulaire de ses droits de propriété intellectuelle.

Fait en deux exemplaires originaux,

A , le

L'Usager **VALOFIBRE**

ANNEXE 1 - MODELE DE COMMANDE

Cette annexe présente le modèle du document qui devra être complété et signé par les Parties pour chacun des Services commandés par l'Usager à VALOFIBRE.

N° de Commande VALOFIBRE	**Xxx**
Réf. Commande Usager	xxx
Réf. Convention	Xxxxx du xx/xx/xx

ENTRE	**ET**
Le Conseil Régional Ile de France domicilié 33 rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représenté par Madame Valérie PECRESSE en qualité de Présidente, ou par son représentant, dûment habilité aux fins des présentes, et ci-après dénommée « **l'Usager**»	**VALOFIBRE**, SASU au capital de 200 000 €, immatriculée au RCS de Bobigny sous le numéro 803 202 019, dont le siège social est au 12 rue Jean Philippe Rameau - 93634 La Plaine Saint Denis cedex, représentée par son représentant, dûment habilité aux fins des présentes, et ci-après dénommée « **VALOFIBRE**».

L'Usager et **VALOFIBRE** sont collectivement dénommées ci-après « **les Parties** ».

IL EST PRÉALABLEMENT RAPPELÉ QUE les Parties ont signé en date du **XX/XX/XX** une Convention Cadre (ci-après la "Convention Cadre") référencée ci-dessus. En application de la Convention Cadre, l'Usager souhaite bénéficier de certains Services. Conformément à la procédure définie à l'Article 6 de la Convention Cadre, les Parties ont donc convenu de conclure la présente Commande.

EN CONSEQUENCE DE QUOI, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. SERVICE CONCERNE

Au titre de la présente Commande, **VALOFIBRE** fournira à l'Usager, qui accepte, le Service de **……**, conformément à la Convention référencée ci-dessus relative au Service.

2. POINTS DE LIVRAISON ET DESCRIPTIF DE LA LIAISON

Les points de livraison du Service par **VALOFIBRE** à l'Usager sont définis ci-dessous et marquent la limite de responsabilité de **VALOFIBRE** vis-à-vis du Service.

Adresse Extrémité A	Adresse Extrémité B	Nbe PFON	Distance optique
x	x	x	Xx ml
		Distance optique totale	**Xx ml**
		Dont hors territoire	0 ml

3. PLANNING

La Date prévisionnelle de Début du Service est de T0 + x semaines

4. PRIX (En Euros H.T.)

Conformément à notre offre du **xx/xx/xx**, Les prix dus par l'Usager au titre de la présente Commande sont :

Type de la commande	IRU / Location
Durée de la commande	X ans
Frais d'accès au service de	Xx € HT
Redevance annuelle de	Xx € HT
Maintenance annuelle de	Xx € HT

5. DISPOSITIONS DEROGATOIRES

6. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

La présente Commande entrera en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

Signatures

Pour **L'Usager** Date : Nom : Qualité :	Pour **VALOFIBRE** Date : Nom : Qualité :

ANNEXE 2 - CONDITIONS PARTICULIERES

1 - Conditions particulières pour la concession d'un droit d'usage à long terme (IRU)

1.1 - Durée

Pour les IRU de 25 ans, la date de début de l'IRU portant sur chaque Liaison correspondra à la Date de Début du Service de la dite Liaison mais la durée ne pourra pas dépasser la date de fin de la Convention de Délégation de Service Public conclue entre Valofibre et le Conseil Départemental du Val-de-Marne.
Pour les IRU de 10 ou 15 ans, la date de début de l'IRU portant sur chaque liaison correspondra à la Date de Début du Service de la dite Liaison.

Les IRU portant sur chaque Liaison sont fournis pour la plus courte des durées suivantes :

- dix (10) ou quinze (15) ans ou vingt-cinq (25) ans (sans pouvoir dépasser la durée initiale de la concession) (durée à préciser dans chaque commande) à compter de la Date de Début du Service de la dite Liaison ou,

- la durée de vie du câble dans lequel la (les) F.O.N. sont installées et/ou la durée de vie de la (des) F.O.N. elles-mêmes ou,

- la durée des contrats conclus entre le Délégataire et le(s) gestionnaire(s) des Droits de Passage.

Les Parties conviennent que la durée de vie de la (des) F.O.N. est considérée expirée si la (les) F.O.N., ayant bénéficié de services de maintenance, ne permettent plus d'être exploitées par l'Usager sans des Travaux Spécifiques fournis par le Délégataire.

Chaque Commande étant conclue à durée déterminée, elles ne sont pas susceptibles de résiliation anticipée, à l'exception des cas prévus à l'article 13 de la Convention Cadre.

1.2 - Prix - Conditions de paiement pour l'IRU

1.2.1 - Prix

Pour les sites listés dans l'annexe 5, l'I.R.U. 25 ans sur la (les) F.O.N. sera concédé à l'Usager moyennant le versement au Délégataire d'un prix forfaitaire de 10521 euros ht par site non remboursable spécifié sur chaque Commande.

Pour les sites non listés dans l'annexe 5, l'IRU 10 ou 15 ans sera calculé sur une base de linéaire de fibre entre les sites à raccorder, un devis sera établi pour les Frais d'Accès au Service.

L'Usager reconnaît expressément que le Prix a été déterminé également en considération des risques relatifs aux F.O.N. qui pourraient affecter tout ou partie de la durée de vie des F.O.N., ainsi que les risques liés à l'Intérêt Général.

Enfin, L'Usager sera redevable des redevances de maintenance telles que définies dans la Commande distincte de services de maintenance.

1.2.2 - Frais de Connexion

Pour les sites lycées et CFA listés dans l'annexe 5, les Frais de Connexion seront au prix forfaitaire de 1500 euros HT par site non remboursable spécifié sur chaque Commande.
Pour les points d'accès à internet, leur adresse n'étant pas définie à la signature de la convention, les Frais de Connexion seront au prix forfaitaire de 1500 euros HT si le site est situé à moins de 300 m du réseau Valofibre existant, et sur projet de commande (devis) si la distance est plus importante.
Pour les sites non listés dans l'annexe 5, les frais de Connexion de F.O.N. des Liaisons seront définis dans chaque Commande.

1.2.3 - Termes de facturation

Pour les IRU, le Prix sera facturé à l'Usager comme suit :

- 30% du Prix de l'IRU à la date de signature de la Commande concernée ;
- 70% du Prix de l'IRU de chaque Liaison à la Date de Début du Service de cette Liaison.

Les frais de Connexion seront facturés à l'Usager à la date de signature de la Commande concernée.

2 - Conditions particulières pour la location de Fibre Optique Noire

2.1 - Durée :

- **Pour la location de Fibre Optique Noire,** chaque commande entrera en vigueur à compter de sa date de signature et ce jusqu'à la date d'expiration de la dernière des Liaisons fournies au titre de ladite Commande.

  L'Usager bénéficie, pour chaque Liaison, d'une location pour une durée ferme et déterminée indiquée sur chaque Commande à compter de la Date de Début du Service de ladite Liaison. Cette première période étant conclue à durée déterminée, les Liaisons ne seront pas susceptibles de résiliation anticipée pendant ladite période, à l'exception des cas prévus à l'article 13 de la Convention Cadre.

Par dérogation aux dispositions de l'Article 5 de la Convention Cadre, à l'issue de cette première période, la location de chaque Liaison sera tacitement reconduite annuellement pour une durée indéterminée, chaque Partie pouvant y mettre fin, sans pénalité, par lettre recommandée avec avis de réception adressée à l'autre Partie à cet effet en respectant un préavis de un (1) mois.

2.2 - Prix - conditions de paiement pour la location de fibre

2.2.1 - Loyer

Le loyer dû par l'Usager au titre de la location de chaque Liaison sera indiqué dans chaque Commande. Le loyer de chaque Liaison sera facturé comme suit pour la première année :

- 30 % du Loyer de chaque Liaison à la date de signature de la Commande concernée,
- Le solde du Loyer de chaque Liaison au plus tard à la Date de Début de Service de la Liaison concernée.

Le Loyer pour les années suivantes sera facturé d'avance à chaque date anniversaire de la Date de Début du Service de la Liaison concernée.

2.2.2 - Indexation

Le loyer sera révisé une fois par an à la date anniversaire du contrat selon la formule suivante, sans néanmoins pouvoir, à aucun moment, être inférieur au montant indiqué dans la Commande :

P = P0 (S/So)
S : Indice du coût horaire du travail tous salariés – industries mécaniques tel que publié à la date de révision de la Commande concernée.
So : Indice du coût horaire du travail tous salariés – industries mécaniques tel que publié à la date de la Commande concernée.
P : Montant révisé du loyer.
Po : Montant du Loyer indiqué dans la Commande concernée.

2.2.3 - Frais de Connexion

Les frais de Connexion de F.O.N des Liaisons seront indiqués dans chaque Commande et seront facturés à l'Usager à la date de signature de la Commande concernée.

3 Conditions particulières pour la maintenance de Fibre Optique Noire

3.1* Durée *:

- **Pour la maintenance**, chaque commande prendra effet à sa signature et restera en vigueur pendant toute la durée de la Commande.

  Les Services de Maintenance débuteront à partir de la Date de Début du Service des Fibres conformément à la Commande.

3.2 - PRIX - CONDITIONS DE PAIEMENT POUR LA MAINTENANCE

3.2.1 - Prix de la Maintenance

Pour les sites listés dans l'annexe 5, le Prix annuel de Maintenance sera au prix forfaitaire de 455,30 euros HT par site et par an non remboursable spécifié sur chaque Commande.

Pour les sites non listés dans l'annexe 5 de la Convention Cadre, le Prix annuel de Maintenance sera défini dans chaque Commande.

3.2.2 - Factures

Pour la maintenance des IRU de 10, 15 ou 25 ans, le Prix de la Maintenance sera facturé par le Délégataire à l'Usager, pour la première année comme suit : 100% à la Date de Début de Service.

Pour les années suivantes, la redevance annuelle sera facturée par année d'avance, à la date anniversaire de la Date de Début du Service, conformément à la Commande.

De plus, les interventions inutiles demandées par l'Usager (c'est-à-dire par exemple si aucun Défaut affectant l'Infrastructure Maintenue n'a été constaté) seront facturées à l'Usager au prix de 1500 euros.

3.2.3 - Indexation

Les Prix annuels de Maintenance seront révisés une fois par an à la date anniversaire de la Commande selon la formule suivante, sans néanmoins pouvoir, à aucun moment, être inférieurs au montant indiqué dans la Commande :

P = Po (S/So)
S : Dernier indice du coût horaire du travail tous salariés – industries mécaniques – publié à la date de révision de la commande concernée.
So : Dernier indice du coût horaire du travail tous salariés – industries mécaniques – publié à la date de signature de la commande concernée.
P : Montant révisé des Prix
Po : Prix à la date de signature de la Commande.

ANNEXE 3 - ANNEXE TECHNIQUE

1. TESTS DE RECETTE DES LIENS OPTIQUES

Les Tests réalisés en application de l'Article 6 de la Convention Cadre de la Convention seront les suivants.

La Procédure de Recette comprendra les mesures effectuées sur site par le Délégataire ainsi que la remise d'un dossier de mesures, tel que précisé ci-dessous. Les mesures optiques seront effectuées sur toutes les F.O.N., Lien Optique par Lien Optique.

Les valeurs de Recette et d'acceptation ci-dessous indiquées sont applicables à la fibre ITU-T G.652 et ITU-T G.655. Dans le cas où un type de fibre différent serait utilisé, il faudra se référer aux spécifications techniques particulières rappelées dans la commande.

Ces mesures porteront sur :

- L'affaiblissement linéique de la fibre ;
- L'affaiblissement ponctuel (perte aux connecteurs, épissure et irrégularité de la fibre) ;
- L'affaiblissement du Lien Optique ;
- Le Bilan Optique.

Aux Points de Livraison Usager, et par défaut, les connecteurs des Liens Optique sont de type SC/APC. Sur demande écrite, émise par L'Usager dans un délai d'une (1) semaine après la date de signature de la Commande, il sera possible de remplacer ces connecteurs par des connecteurs d'un autre type préconisé par L'Usager. Passé ce délai d'une (1) semaine, la Recette sera effectuée avec des connecteurs SC/APC et le remplacement se fera au titre d'une commande de travaux supplémentaires qui sera à la charge de l'Usager.

1.1 - LES AFFAIBLISSEMENTS

1.1.1 - Affaiblissement linéique de la fibre optique

L'affaiblissement linéique (A linéique) correspond à l'atténuation entre deux évènements d'un câble, ramené à un kilomètre. Cette mesure permet de valider l'atténuation de chaque section de fibres optiques.

Il se déduit des courbes de réflectométrie, faites à 1550 nm dans les deux sens du Lien Optique.

Après avoir effectué la mesure dans les deux sens, l'affaiblissement linéique du Lien Optique $A_{\text{linéique}}$, est :

$A_{\text{linéique}} = (A_{\text{linéique } 1 \rightarrow 2} + A_{\text{linéique } 2 \rightarrow 1}) / 2$

Les atténuations linéiques moyennes acceptées sur le réseau le Délégataire sont :

Performances optiques [(1)]	***Max à 1550nm***
Atténuation linéique moyenne pour une fibre G652	0,25 dB/km
Atténuation linéique moyenne pour une fibre G655	0,26 dB/km

(1) Pour être significative, les mesures doivent être effectuées sur des segments de fibres de plus d'un kilomètre de longueur.

1.1.2 Affaiblissement Ponctuel

L'affaiblissement Ponctuel (A ponctuel) correspond à l'atténuation d'un événement (épissure, connecteur, irrégularités de transmission…) sur la F.O.N. d'un Lien Optique.

Il se déduit des courbes de réflectométrie, faites à 1550 nm dans les deux sens du Lien Optique.

Après avoir effectué la mesure dans les 2 sens, l'affaiblissement ponctuel A ponctuel, est :

A ponctuel = ($A_{\text{ponctuel } 1\rightarrow 2}$ + $A_{\text{ponctuel } 2\rightarrow 1}$) / 2

Les atténuations ponctuelles moyennes acceptées sur le réseau le Délégataire sont :

Performances optiques	***à 1550nm***
Atténuation moyenne pour une épissure de fibres G652 ou G655	< 0,2 30 dB
Atténuation moyenne pour une épissure de fibres G655	< 0,25 dB
Réflectance des épissures	nulle
Moyenne algébrique des atténuations des épissures d'un Lien Optique en fibres G652 ou G655	< 0,15 20 dB
Moyenne algébrique des atténuations des épissures d'un Lien Optique en fibres G655	< 0,2 dB
Atténuation moyenne pour un connecteur SC/APC 8° 0.3dB ajusté (1)	< 0,5 dB
Valeur maximum d'une irrégularité de transmission (2)	< 0,1 dB

(1) La caractérisation des connecteurs est réalisée à l'aide d'une bobine amorce d'une longueur minimum de 2000 mètres et de caractéristique optique équivalente à celle utilisée sur le Lien Optique mesuré. Un connecteur correspond à deux fiches + un raccord. Dans le cas où la mesure ne permet pas de différencier des évènements d'une Liaison (connecteurs trop rapprochés par exemple), la mesure sera effectuée sur l'ensemble des évènements et l'affaiblissement considéré sera strictement inférieur à la somme des atténuations des évènements considérés.

(2) Valeur moyenne des irrégularités de transmission mesurées dans les 2 sens.

1.1.3 Affaiblissement du lien optique

L'affaiblissement d'un Lien Optique (A Lien) correspond à l'atténuation entre les ses 2 connecteurs extrémités d'un Lien Optique. Cette mesure permet de valider la continuité optique, et d'évaluer la longueur du Lien Optique. Il se déduit des courbes de réflectométrie, faites à 1550 **nm** dans les deux sens du Lien Optique.

Après avoir effectué la mesure dans les 2 sens, l'affaiblissement linéique du Lien Optique A_{Lien}, est :

A Lien = ($A_{\text{lien } 1\rightarrow 2}$ + $A_{\text{ponctuel } 2\rightarrow 1}$*) / 2*

Les atténuations du Lien Optique acceptées sur le réseau du Délégataire, la longueur des Liens Optiques sont propres à chaque Lien Optique.

1.1.4 Mesure par réflectométrie

Les mesures d'affaiblissements et de longueur d'un Lien Optique sont réalisées par la méthode de rétro diffusion à l'aide d'un réflectomètre OTDR (Optical Time Domain Reflectometer) associé à un dispositif d'enregistrement des données. Ces mesures sont réalisées sur la longueur totale du Lien Optique dans les deux sens de transmission ($O_{\rightarrow}E$, $E_{\rightarrow}O$) à 1550 nm. La valeur de l'affaiblissement, linéique ou ponctuel, et de la longueur du Lien Optique est donnée par la moyenne des valeurs mesurées à une longueur d'onde dans les deux sens de transmission.

Les mêmes équipements et mêmes paramètres de réglages doivent être utilisés pour chacun des 2 sens de mesure (réflectomètre, bobine amorce et cordon de connexion).

La valeur de l'indice de réfraction doit être choisie en fonction des indications de la fiche technique de la fibre fournie par le constructeur. A défaut, un indice de réfraction Eff de 1,4681 sera utilisé à 1550 nm.

Les largeurs d'impulsions énoncées ci-après seront retenues pour les mesures. Ces largeurs d'impulsions doivent être identiques afin de permettre leur analyse par les logiciels de traitement des données enregistrées par les réflectomètres.

Longueur du Lien Optique (1)	***< 10 Km***
Largeur d'impulsion (2)	≤ 100 ns

Temps d'acquisition	0,5 min
Echelle verticale de lecture des mesures	0,5 dB/div

(1) Lorsque les mesures sont effectuées sur les Liaisons et non sur des Liens optiques, les largeurs d'impulsions seront adaptées en fonction du bilan de liaison théorique.

(2) En cas de contestation, la largeur d'impulsion la plus faible possible sera utilisée pour effectuer une analyse plus fine d'un événement.

1.2 - BILAN OPTIQUE

1.2.1 - Bilan optique théorique

Pour un Lien Optique, l'affaiblissement théorique total admissible (A) est donné par :

$A = (L . A_l) + (nb\ Ep . A_{Ep}) + (nb\ Cn . A_{Cn})$

Avec :

L : longueur du Lien Optique mesuré (en km)
A_l : affaiblissement linéique maximal admissible de la fibre
nb E_p : nombre d'épissures sur le Lien Optique
A_{Ep} : affaiblissement maximal admissible par épissure
nb Cn : nombre des connecteurs
A_{Cn} : affaiblissement maximal admissible par connecteur(1)

(1) Un connecteur est constitué de 2 fiches optiques et d'une traversée de paroi.

Note : La mesure du bilan optique par réflectométrie peut être réalisée. Elle donne une estimation de l'affaiblissement total du Lien Optique. Cette mesure doit être effectuée en utilisant les paramètres indiqués au paragraphe 1.1.4 ci-dessus et l'affaiblissement enregistré être strictement inférieur au bilan optique théorique.

1.2.2 Bilan optique par insertion

Cette mesure permet de mesurer l'affaiblissement total admissible (A) du Lien Optique

Cette mesure est effectuée dans les 2 sens de transmission, à 1550 nm.

L'affaiblissement enregistré doit être strictement inférieur au bilan optique théorique ci-dessus et la différence d'atténuation suivant le sens de mesure ne doit pas dépasser 10%.

1.2.3 Mesure du bilan optique par insertion

Les mesures de l'affaiblissement total admissible sont réalisées par la méthode d'insertion à l'aide d'un générateur (source laser) et d'un récepteur. Ces mesures sont réalisées sur la longueur totale du Lien Optique dans les deux sens de transmission ($O_{\rightarrow}E$, $E_{\rightarrow}O$) à 1550 nm. La valeur de l'affaiblissement total (bilan de liaison) est donnée par la moyenne des valeurs mesurées à une longueur d'onde dans les deux sens de transmission.

Les mêmes équipements et mêmes paramètres de réglages doivent être utilisés pour chacun des 2 sens de mesure (émetteur et récepteur optique, cordons de connexion).

Avant de procéder à la mesure du bilan de liaison, une valeur de référence P0 (0 dB) doit être effectuée, selon les recommandations du constructeur, entre la source émettrice et le récepteur.

Lorsque la valeur de référence est déterminée, l'émetteur et le récepteur doivent rester sous tension et être chacun raccordé à une extrémité du Lien Optique.

Les appareils utilisés délivrent directement l'atténuation du Lien Optique en dB lorsque la valeur de référence est de 0dB.

Après achèvement des mesures du Lien Optique, une nouvelle valeur de référence sera effectuée afin de pallier d'éventuelles erreurs de manipulation. Si un écart, supérieur à 0,5 dB avec la première valeur de référence, est constaté, il sera effectué une deuxième série de mesures.

1.3 Dossier de mesures

Le Délégataire doit fournir à l'Usager un Dossier de Mesures comprenant les documents ci-après, au plus tard 10 jours ouvrés avant la Date de Mise en Service :

- La fiche technique des fibres optiques mises à disposition ;
- Les enregistrements des courbes des mesures effectuées lors de la Recette et le dossier de traitement de celles-ci indiquant notamment les bilans de liaison des Liens Optiques, les valeurs de connecteurs et une analyse des valeurs par rapport au contrat (atténuation/km...) ;
- Une copie de l'annexe décrivant la procédure de Recettes dans le contrat liant le Délégataire à l'Usager pour la Liaison concernée ;
- Copie imprimée des mesures optiques effectuées lors de la Recette.

Le Dossier de Mesures doit être remis à l'Usager sur un support papier (un exemplaire) et sur un support informatique pour les enregistrements réalisés le jour de la Recette.

ANNEXE 4 - DEFINITIONS

Les termes utilisés dans la Convention Cadre auront le sens qui leur est donné ci-dessous :

« **Affilié** » désigne, eu égard à une Partie, une autre entité contrôlée par une Partie ou sous contrôle commun avec cette dernière au sens de l'article L233-3 du Code de Commerce.

« **Anomalie** », « **Défaut** » ou « **Incident** » désigne toute déviation d'une Prestation par rapport à ses Spécifications Techniques, inhérente à la Prestation et imputable à VALOFIBRE. Une Anomalie, un Défaut ou un Incident est réputé Majeur quand il empêche toute utilisation de la Prestation concernée par l'Usager A défaut, il est réputé Mineur.

« Chambre de Tirage » désigne chaque point de Connexion à partir duquel il est envisageable de réaliser une extraction de Fibre Optique Noire d'une liaison.

« Connexion » désigne le branchement de la (des) Liaison(s) au réseau de télécommunications de l'Usager ou à une (des) fibre(s) optique(s) tierce(s), ce branchement intervenant notamment à chaque extrémité de la Liaison ou à chaque extrémité des Liens Optiques composant la Liaison.

« Continuité Optique » correspond à la capacité pour l'Usager d'exploiter le(s) Lien(s) Optique(s).

« Date de Début des Prestations » ou **« Date de Début des Services »** désigne la date de début de chaque Prestation telle que définie à l'Article 8 de la Convention Cadre.

« **Défaut »** signifiera un Défaut affectant la capacité de l'Usager à passer des transmissions de télécommunications par une Fibre.

« Droit d'Usage » ou « **IRU** » désigne le droit d'usage exclusif à long terme consenti par le Délégataire à l'Usager, au titre duquel L'Usager bénéficie de la pleine jouissance de la (des) F.O.N et supporte tous les risques et frais y afférents en lieu et place du Délégataire, étant entendu que le Délégataire retrouve la jouissance de la (des) FON à l'expiration de chaque Commande.

« **Droits de Passage »** désigne, tous les droits octroyés au Délégataire par toute entité publique ou privé nécessaires à la pose et à l'exploitation du réseau sur les domaines publics et privés. Les contrats conclus avec les gestionnaires du Domaine Public imposent des contraintes importantes de droit public français auxquelles L'Usager et le Délégataire acceptent de se soumettre dans le cadre des Commandes ;

« Equipements Actifs » désigne tous les équipements techniques appartenant à l'Usager permettant d'utiliser et d'activer un Lien Optique.

« Equipements Linéaires » désigne les chambres de raccordement, chambres de tirage, chambres d'épissurage et tout autre élément permanent ou temporaire appartenant au Délégataire, en connexion avec, incorporé ou nécessaire au fonctionnement, à la maintenance, à la réparation, à la réinstallation, au déplacement, à la relocation, à la protection et à l'enlèvement de la (des) F.O.N., et ne comprenant ni le câble contenant la (les) F.O.N., ni la (les) F.O.N. elles-mêmes.

« **Equipements** » ou « **Equipements de l'Usager** » désigne le ou les équipements de télécommunications et tout équipement connexe, propriété de l'Usager ou sous son contrôle.

« **Fibres Activées** » désignent les Fibres en exploitation.

« **Fibre(s) Optique(s) Noire(s)** » ou « **F.O.N.** » désignent la(les) fibre(s) optique(s) noire(s) de type monomode et dépourvues de tout équipement de télécommunication fournie(s) ou louée(s) par le Délégataire à l'Usager.

« Infrastructure » désigne l'ensemble des éléments composant la Liaison (incluant les Liens Optiques, les Equipements Linéaires), le câble contenant les F.O.N. et, le cas échéant, les sites techniques.

« Infrastructure Maintenue » signifiera les fourreaux, les câbles et les chambres contenant les Fibres.

« **Liaison** » désigne l'ensemble continu d'un (ou plusieurs) Lien(s) Optique(s) et des Equipements Linéaires permettant d'en assurer l'exploitation. Leur tracé est décrit dans chaque Commande.

« Lien Optique » désigne une F.O.N. ou une paire de F.O.N. tel que précisé dans la commande et terminée(s) par un/des connecteur(s) entre deux points déterminés.

« **Notification de Réparation** » désignera la notification faite à l'Usager par le membre compétent du personnel du Délégataire pour indiquer qu'une Réparation Temporaire ou Permanente a été effectuée et testée avec succès.

« Points de Livraison » désigne les points d'extrémité des Liaisons, décrits dans chaque Commande.

« **Prestations** » ou « **Service** » désigne les services et prestations définis dans la présente Convention Cadre.

« **Réparation »** signifiera une Réparation Temporaire ou une Réparation Permanente.

« Réparation Permanente » signifiera une réparation et un rétablissement de la Fibre tels qu'aucune attention supplémentaire ne sera requise par le Délégataire à la suite du Défaut initial.

« **Réparation Temporaire** » signifiera toute technique à la disposition du Délégataire pour permettre à l'Usager de passer des transmissions de télécommunication à travers une Fibre ou via une autre fibre, même d'une façon dégradée, jusqu'à ce qu'une Réparation Permanente soit effectuée.

« Réseau » désigne l'intégralité des paires de fibres optiques nues et des câbles comprenant la (les) F.O.N. ainsi que les autres fibres optiques et câbles contenus dans la même tranchée que la (les) F.O.N.

« **Route** » désigne l'ensemble des Liaisons. La Route est décrite dans chaque Commande.

« **Services de Maintenance** » signifiera les services d'assistance, de maintenance préventive et corrective, tels qu'ils sont définis dans la présente Convention Cadre.

« **Spécifications Techniques** » désigne les spécifications techniques auxquelles les Prestations devront être conformes, telles que définies dans les prestations concernées.

« **Tests de Recette** » désigne, pour chaque Prestation, les tests standards qui seront réalisés par VALOFIBRE en vue de vérifier la conformité de chaque Prestation à ses Spécifications Techniques.

« **Travaux Programmés** » signifiera tout travail devant être exécuté par le Délégataire programmé pour être exécuté dans l'avenir.

« **Travaux Spécifiques** » désigne tous travaux commandés par L'Usager et non couverts par le service de maintenance à souscrire par L'Usager au titre de Commandes séparées passées en application des conditions particulières , ayant pour vocation la réparation ou le remplacement de tout ou partie de la (des) F.O.N.

Les mots et termes définis ci-dessus pourront, indifféremment, être employés au singulier ou au pluriel dans la présente Convention Cadre.

ANNEXE 5 – LISTE DES SITES

Liste des lycées

LYCEE	COMMUNE	ANNEXE DETAIL	ADRESSE
MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE		Place San Benedetto Del Tronto
STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE		6 rue Désiré Dautier
GUSTAVE-EIFFEL	CACHAN		61 avenue du Président Wilson
MAXIMILIEN-SORRE	CACHAN		61, avenue du Pdt Wilson
GABRIEL-PÉRI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		41 avenue Boileau
LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		126 avenue Roger Salengro
LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		7 rue P. et M. Derrien
MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE		500, Rue du Professeur Milliez
ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT		2, rue de l'embarcadère
SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE		rue des Bordes
PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE		11-17 avenue du général de Gaulle
JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI		90 avenue d'Alfortville
JEAN-MACÉ	CHOISY-LE-ROI		103 rue Mirabeau
ANTOINE-DE-SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL		2/4, Rue Henri Matisse
EDOUARD-BRANLY	CRETEIL		33 rue du Petit Bois
GUTENBERG	CRETEIL		16/18 rue de Saussure
LÉON-BLUM	CRETEIL		5 rue Jean Gabin
MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS		1 rue Michelet
MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS		23 rue Saint-Germain
PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS		2 avenue Pablo Picasso
FRÉDÉRIC-MISTRAL	FRESNES		9 rue Frederic Mistral
VAL-DE-BIÈVRE	GENTILLY		15-17 rue d'Arcueil
FERNAND-LÉGER	IVRY-SUR-SEINE		15 AVENUE HENRI BARBUSSE
JEAN-MACÉ	IVRY-SUR-SEINE	ANNEXE SITE TREMOULET	Rue Trémoulet
ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE		17, rue Lucien Nadaire
MARCELIN-BERTHELOT	JOINVILLE-LE-PONT	ANNEXE INTERNAT	42, boulevard du Maréchal Leclerc
PIERRE-BROSSOLETTE	LE-KREMLIN-BICETRE		5 rue Pierre Brossolette
DARIUS-MILHAUD	LE-KREMLIN-BICETRE		80 rue du Professeur Bergonie
PAUL-DOUMER	LE-PERREUX-SUR-MARNE		2 rue Paul Doumer
GUILLAUME-BUDÉ	LIMEIL-BREVANNES		2, Voie Georges Pompidou
EUGÈNE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT		5 rue Pierre Curie
PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT		1 rue du Gué aux Aurochs
EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE		8 rue Bauyn de Perreuse

LYCEE	COMMUNE	ANNEXE DETAIL	ADRESSE
FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE		3 avenue de Joinville
LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE		54 avenue de la Source
LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	ANNEXE VAL-DE-BEAUTE	5 rue de la Muette
LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE		173 boulevard de Strasbourg
ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY		rue Pierre Corneille
CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		1 avenue Condorcet
D'ARSONVAL	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		65 rue du Pont de Créteil
GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		50-56 boulevard de Champigny
MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		6 boulevard Maurice Berteaux
FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES		25 avenue de la Banque
CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE		154 Rue de Boissy
PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE		2 bis rue Pierre Sémard
GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS		42 rue du Pave de Grignon
GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI		12, avenue Le Foll
FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES		36 avenue de l'Europe
HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES		106 avenue de Paris
JEAN-MOULIN	VINCENNES		8 rue du Docteur Lebel
ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE		195, rue Julian GRIMAU
CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE		4 rue des Carrières
JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	SITE FERRY	34, rue Jules Ferry
JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	ANNEXE PIERRE SEMARD	30 rue Pierre Sémard

Liste des CFA

NOM DU CFA	CODE POSTAL	COMMUNE	ADRESSE
CFA Couverture Plomberie	94140	ALFORTVILLE	Lycée Maximilien Péret QUAI DE LA REVOLUTION / PLACE SAN BENEDETTO DEL TRONTO
CFA FNAS Île de France - FG3E	94140	ALFORTVILLE	Lycée Maximilien Péret QUAI DE LA REVOLUTION / PLACE SAN BENEDETTO DEL TRONTO
CFA de Grosbois	94470	BOISSY-SAINT-LEGER	DOMAINE DE GROSBOIS
CFA GPPF Formation	94000	CRETEIL	6 CHEMIN DES MECHES
CFA de l'Académie de Créteil	94000	CRETEIL	12 RUE GEORGES ENESCO
CFA de l'Institut National de Formation et d'Application	94130	NOGENT-SUR-MARNE	5-9 RUE ANQUETIL
CFA du Marché International de Rungis	94150	RUNGIS	1 RUE DE LA ROCHELLE MARÉE 30321
CFA de la C.M.A du Val de Marne	94100	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	25 AVENUE RASPAIL
CFA SUP 2000	94410	SAINT-MAURICE	MOULIN DE LA CHAUSSÉE PLACE JEAN JAURÈS
CFA AFORPA - Métiers de l'automobile - JC Andrieu	94410	SAINT-MAURICE	150 - 156 RUE DU MARECHAL LECLERC ZAC BRAS DE MARNE
CFA Environnement et Hygiène des Locaux	94800	VILLEJUIF	34 BOULEVARD MAXIME GORKI
CFA FERROVIAIRE - ANTENNE DE CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS MATERIEL SNCF	94190	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	1 RUE DU TGV

Points d'accès à internet

POINT D'ACCES INTERNET	CODE POSTAL	COMMUNE	ADRESSE
Point d'accès à Internet des Lycées			
Point d'accès à Internet des CFA			

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : AVENANT N°1 A LA CONVENTION N° 15017753 RELATIVE AU SOUTIEN A L'EXTENSION DU RESEAU DE FIBRE OPTIQUE DES YVELINES

Avenant n°1 à la convention n° 15017753 relative au soutien à l'extension du réseau de fibre optique des Yvelines

ENTRE :

La Région Ile-de-France,
représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
agissant en exécution de la délibération n° XX du XX 2016,
ci-après dénommée « La Région » ;

ET

Le Syndicat mixte ouvert « Yvelines Numériques »,
représenté par Monsieur Pierre Bédier, Président du Comité Syndical du Syndicat mixte Yvelines numériques (identifiant SIRET : 200 062 248 00014),
agissant en exécution de la délibération du bureau n° XX du XX 2016,
ci-après dénommé « Le Syndicat ».

IL A D'ABORD ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Par délibération n° CP 15-677 du 8 octobre 2015, la Région a décidé de soutenir la Régie Yvelines Entreprises Numériques pour l'extension de son réseau de fibre optique sur le territoire départemental. Les modalités de ce soutien ont été contractualisées dans le cadre de la convention n° 15017753 signée le 13 novembre 2015.

Par un arrêté préfectoral du 12 avril 2016, il est procédé à la création du Syndicat mixte ouvert « Yvelines numériques ». Ce syndicat a pour objet l'établissement, l'exploitation et la mise à disposition des réseaux et infrastructures de communication électroniques et activités connexes.

Conformément à l'article L. 5721-6-1 du Code général des collectivités territoriales, le syndicat est substitué de plein droit aux collectivités territoriales membres, et ainsi de la régie Yvelines Entreprises Numériques, dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes.

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent avenant vise à organiser le transfert de la subvention objet de la convention n°15017753 signée le 13 novembre 2015 relative au soutien à l'extension du réseau de fibre optique des Yvelines.

ARTICLE 2 : TRAVAUX REALISES PAR LA REGIE YVELINES ENTREPRISES NUMERIQUES

Afin de verser la part de la subvention régionale correspondant aux travaux détaillés dans l'annexe au présent avenant (liste des travaux réalisés par la Régie jusqu'au 30 juin 2016 pour lesquels la subvention régionale n'a pas encore été perçue), soit 165 207,64 € les dispositions de la convention susvisée continuent à s'appliquer.

ARTICLE 3 : TRAVAUX REALISES PAR LE SYNDICAT MIXTE YVELINES NUMERIQUES

Une fois la part de la subvention revenant à la Régie et mentionnée à l'article 2 du présent avenant versée et afin de verser la part de la subvention régionale correspondant aux travaux détaillés dans l'annexe au présent avenant (liste des travaux restant à réaliser par le Syndicat mixte ouvert Yvelines Numériques), la disposition suivante est applicable : dans l'ensemble des pièces contractuelles, les termes « Régie Yvelines Entreprises Numériques » et « Régie » sont remplacés par « Syndicat mixte ouvert Yvelines Numériques » et « Syndicat ».

ARTICLE 4 : FINANCEMENT

La part de la subvention régionale correspondant au financement des travaux encore non réalisés par la Régie, dont la liste figure en annexe au présent avenant (liste des travaux restant à réaliser par le Syndicat mixte Yvelines Numériques à partir du 1er juillet 2016) est par conséquent transférée au Syndicat mixte, pour un montant maximum de 2 859 702,36 €, sous réserve du respect des conditions prévues par la convention.

ARTICLE 5 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 5.4

L'article 5.4 est modifié par la suppression des termes suivants : « leur durée sera égale à la durée de vie des fibres optiques telle qu'elle pourra être constatée à la date de conclusion de la convention de droit d'usage ».

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS NON MODIFIEES

Les dispositions non modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET

Le présent avenant prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

- L'avenant à la convention ;
- Les annexes financières.

Fait à Paris, en trois exemplaires, le

Le Président du Syndicat mixte « Yvelines Numériques »	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Pierre BEDIER	**Valérie PECRESSE**

Annexes financières :

Liste des travaux réalisés par la Régie Yvelines Entreprises Numériques jusqu'au 30 juin 2016 :

	Coût des travaux	Montant dépensé par Yvelines Entreprises Numériques	Montant à la charge de la Région	Taux de participation Région
Etudes et MOE	9 694,84 €	2 035,92 €	7 658,92 €	79%
Génie civil	199 428,76 €	41 880,04 €	157 548.72 €	79%
TOTAL	209 125,60 €	43 915,96 €	165 207,64 €	79%

Liste des travaux à la charge du Syndicat mixte Yvelines Numériques à partir du 1er juillet 2016 :

	Coût des travaux	Montant à la charge du SMO Yvelines Numériques	Montant à la charge de la Région	Taux de participation Région
Etudes et MOE	340 305,16 €	71 464,08 €	268 841,08 €	79%
Génie civil	3 279 571,24 €	688 709,96 €	2 590 861,28 €	79%
TOTAL	3 619 876,40 €	760 174,04 €	2 859 702,36 €	79%

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : CONTRAT DE LOCATION DE FIBRES OPTIQUES NOIRES ET DE CONCESSION DES DROITS IRREVOCABLES D'USAGE ET ANNEXES

CONTRAT

de concession de droits d'usage à long terme (IRU) et de location DE FIBRES OPTIQUES NOIRES

Entre les soussignés :

Le Syndicat Mixte Ouvert « Yvelines Numériques », Etablissement public doté de la personnalité morale, située en l'Hôtel du département, 2 place André Mignot – 78012 Versailles, créé par arrêté préfectoral en date du 12 avril 2016 et représentée par le Président du Comité Syndical, dûment habilité à cet effet par une décision du Comité Syndical en date du 20 mai 2016.

Ci-après dénommée « ***le Gestionnaire*** »,

D'UNE PART,

ET

La Région Ile-de-France, domiciliée **au 33 rue Barbet de Jouy 75007 Paris**, *r*eprésentée par Madame Valérie Pécresse, en sa qualité de Présidente, dûment habilité à l'effet de la présente Convention, par délibération n° XX du XX

Ci-après dénommée « ***L'Usager*** »,

D'AUTRE PART.

Le **Gestionnaire** et l'Usager sont ci-après désignés, séparément la « Partie » et ensemble les « Parties »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS 5
ARTICLE 2 - OBJET 6
ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES 6
ARTICLE 4 - DROITS REELS 6
ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES SERVICES / NON EXCLUSIVITE 6
ARTICLE 6 - LIMITE DE RESPONSABILITE / MATRICE DE RESPONSABILITE 7
ARTICLE 7 - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES 7
ARTICLE 8 - ACCES AU RESEAU 7
ARTICLE 9 - PROCÉDURE DE SOUSCRIPTION DU SERVICE 7
9.1 - Service de Location de « Fibre Optique Noire » 7
9.2 - Service de Location de Sites d'hébergement 8
ARTICLE 10 - PRIX DES SERVICES 8
10.3 - Détermination 8
10.3.1 - Grille tarifaire 8
10.3.2 - Prix 8
10.3.3 - Frais d'accès au service 9
10.4 - Impôts, droits et taxes 9
10.5 - Révision 9
ARTICLE 11 - ECHÉANCIER, MODALITES ET RETARD DE PAIEMENT 9
11.1 - Modalités de paiement 9
11.1.1 - Frais d'accès au Service 9
Les Frais d'accès au Service et autres frais éventuels sont facturés en intégralité à la Date de Location. 9
11.1.2 - Prix 9
11.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires 10
ARTICLE 12 - CONDITION PARTICULIERE – CIRCUIT OPTIQUE MUTUALISE 10
ARTICLE 13 - PROCÉDURE DE LIVRAISON 10
ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DE L'USAGER 10
ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE 11
ARTICLE 16 - TRAVAUX ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS 11
16.1 - Travaux et Equipements du Gestionnaire 11
16.2 - Travaux et Equipements de l'Usager 11
16.3 - Remplacement des Equipements de l'Usager 12
ARTICLE 17 - DROIT DE PROPRIÉTÉ 12
ARTICLE 18 - ENTRÉE EN VIGUEUR - DURÉE 12
ARTICLE 19 - SUSPENSION DES SERVICES 13
ARTICLE 20 - RÉSILIATION 13
20.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général 13
20.2 - Résiliation pour inexécution 14
20.3 - Résiliation à l'initiative de l'Usager 14
20.4 - Conséquences de la résiliation 14
ARTICLE 21 - FORCE MAJEURE 14

ARTICLE 22 - TRAVAUX DE DEVOIEMENT 15
ARTICLE 23 - RESPONSABILITÉ/ASSURANCES 15
ARTICLE 24 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 16
ARTICLE 25 - MODIFICATION 16
ARTICLE 26 - INTUITU PERSONAE 16
ARTICLE 27 - NOTIFICATION 16
ARTICLE 28 - DROIT APPLICABLE 16
ARTICLE 29 - RÈGLEMENT DES LITIGES 16
ARTICLE 30 - DIVERS 16

IL A ÉTÉ PRÉALABLEMENT EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le Gestionnaire dispose d'un réseau de fibres optiques noires ci-après le (« Réseau optique ») déployé sur le territoire du Département des Yvelines (art. L. 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Afin de favoriser le développement des communications électroniques sur son territoire et notamment de permettre aux sites publics locaux un accès à des offres de services performantes, diversifiées et concurrentielles, **le Gestionnaire** souhaite fournir aux acteurs publics locaux situés sur le territoire du Département des Yvelines et en faisant la demande, des services de fibres optiques dans des conditions tarifaires transparentes et non discriminatoires.

Par délibération du Conseil départemental des Yvelines du 17 avril 2016, le Département des Yvelines a transféré sa compétence aménagement numérique au Syndicat Mixte Ouvert (SMO) « Yvelines Numériques » créé par arrêté préfectoral en date du 12 avril 2016.

Dans ces conditions, le SMO « Yvelines Numériques » peut proposer les services susvisés à l'Usager.

A ce titre, l'Usager s'est déclaré intéressé par les Services de location de Fibres optiques noires proposés par le **Gestionnaire**.

L'objet de la présente Convention est de définir le cadre contractuel régissant les relations entre le **Gestionnaire** et l'Usager pour la concession de droits d'usage à long terme (IRU) et la location des Fibres optiques noires sur le réseau **du Département des Yvelines**.

CECI ÉTANT EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'exécution de la Convention, les termes précédés d'une lettre majuscule dont la liste suit, sont définis comme il est indiqué ci-après :

- « **Chambre** » : Toute chambre de raccordement située sur le domaine public et sur le Réseau.
- **« Circuit Optique »** : désigne un parcours déterminé d'une ou plusieurs paires de Fibres Optiques entre deux Points de Raccordement sur le Réseau, avec les équipements passifs qui lui sont associés.
- **« Circuits Optiques Mutualisés » :** désigne les Circuits Optiques utilisés conjointement au Département des Yvelines et à la Région Ile-de-France en application notamment de la convention de groupement de commandes en vue de la passation d'un marché public de fourniture de services d'activation du réseau passif très haut débit sur le territoire des Yvelines.
- **« Convention » :** désigne le présent document et ses annexes définissant les conditions générales et particulières d'occupation consenties à l'Usager.
- **« Date de Livraison »** : elle correspond à la date à laquelle l'Usager peut jouir du Raccordement qu'il a commandé. Elle correspond également à la date de démarrage de la prestation de maintenance et de facturation à l'Usager.
- **« Equipements »** : désigne le cas échéant les équipements propres de l'Usager ou du **Gestionnaire**.
- **« Etude »** : désigne les études de faisabilité réalisées par le **Gestionnaire** permettant de s'assurer de la faisabilité et de la disponibilité de Fibres optiques.
- **« FAS »** : désigne les Frais d'Accès au Service. Ils correspondent aux frais facturés à l'Usager aux opérations de Mise en Service des Circuits Optiques commandés par l'Usager au **Gestionnaire**.
- **« Fibre Optique »** ou « **Fibre noire** » ou **« FON »**: désigne les câbles de fibre optique du Réseau non allumés par le **Gestionnaire**.
- « **Grille Tarifaire** » ou « **Tarifs Applicables** » : désigne les tarifs des Services applicables dans le cadre de la Convention. La Grille Tarifaire comprend les différents types de Services, les Frais d'accès aux Services, et plus généralement les frais inhérents aux Services.
- **« Information Confidentielle » :** désigne, toute information, quelle que soit sa nature, son support, notamment écrit, oral, magnétique, électronique, graphique ou numérique et quelle que soit sa forme (y compris dessins, plans, schémas, etc.…) concernant une Partie (ci-après la « Partie Emettrice » et venant à la connaissance de l'autre Partie (ci-après la « Partie Réceptrice ») et :
  - consignée par écrit comme étant confidentielle, avec une légende ou un cachet approprié ou tout autre moyen démontrant de façon évidente le caractère confidentiel de l'information, avant sa transmission, par la Partie Emettrice ;
  - ou révélée ou transmise d'une toute autre façon mais confirmée comme étant confidentielle par la Partie Emettrice à la Partie Réceptrice par un écrit, accompagné d'une courte description, dans les dix (10) jours ouvrés suivants la révélation ou transmission ;
  - ou dont la Partie Réceptrice ne pouvait pas, en toute bonne foi, ignorer le caractère confidentiel.
- **« IRU »** : désigne les droits irrévocables d'usage de longue durée ;
- « **Lettre RAR** » : désigne une lettre recommandée avec accusé de réception.
- **« Livraison »** : désigne le moment où le Raccordement a subi un Test de Recette par le **Gestionnaire**. Le Raccordement est alors à disposition de l'Usager pour demande de vérification éventuelle.
- **« Mise en Service »** : désigne le moment où le Raccordement doit être réalisé par le **Gestionnaire**.
- **« NRO »** : désigne le nœud de raccordement optique.
- **« pFON » :** désigne la location d'une paire de fibres optiques noires non allumée par le **Gestionnaire**
- **« Point de Raccordement »** : désigne le raccordement de l'Usager sur un point physiquement constitué par la partie terminale d'un Circuit Optique relié au Réseau par une ou plusieurs fiches ou soudures ; les Points de Raccordement sont situés soit dans les Locaux d'Hébergement Mutualisés, soit dans les POP, soit dans les Chambres, soit dans un Site d'Extrémité.
- **« POP »** : désigne un Nœud de Raccordement situé sur le Réseau appartenant au **Gestionnaire**, à l'Usager ou à un autre opérateur de communications électroniques et permettant le raccordement de l'Usager.
- « **PV** » : Procès-verbal.
- « **Raccordement** » : désigne un Circuit Optique continu entre le Réseau et le Site d'Extrémité.
- **« Réseau » ou « Réseau optique »** : désigne l'infrastructure de fibres optiques exploitée par le **Gestionnaire** en vue de la fourniture du Service « Fibre Optique Noire » à l'Usager.
- **« Services »** : désigne et signifie les prestations relatives à la location de « Fibre Optique Noire » telles que décrites à la présente Convention (et notamment l'**Annexe 1**) fournies par le **Gestionnaire**.
- **« Site d'Extrémité » :** Site de l'Usager, Site d'hébergement du Réseau ou POP.
- **« Site d'hébergement » :** désigne le local technique permettant d'accueillir les Equipements de l'Usager.

- **« Spécifications Techniques » :** désigne les spécifications techniques auxquelles les Services devront être conformes, et se rapportant à la catégorie de Services concernés telles que définies en **Annexe 1**.
- **« Tests de Recette » :** désigne les tests standards qui seront réalisés par le **Gestionnaire** en vue de vérifier la conformité du Service aux Spécifications Techniques qui s'y rapportent.
- **« Usager » :** désigne l'entité juridique souscrivant au Service de location de « Fibre Optique Noire » dans les conditions fixées par la Convention.

Les mots « jour », « semaine » ou « mois » désignent respectivement « jour calendaire », « semaine calendaire » ou « mois calendaire », sauf lorsqu'il est respectivement stipulé dans la Convention qu'il s'agit d'un jour, d'une semaine ou d'un mois ouvrable ou ouvré.

En complément des définitions qui précèdent, il est de convention expresse entre les Parties que :

i. les titres des articles de la Convention figurent à titre indicatif uniquement et ne doivent affecter en aucune mesure l'interprétation des dispositions du corps de la Convention ;
ii. les mots, phrases et expressions définis dans un article de la Convention conserveront la même signification tout au long de l'article concerné ;
iii. dans la Convention, sauf si le contexte implique clairement le contraire, les mots indiqués au singulier incluent leur pluriel et vice-versa, la référence à un genre inclut les autres genres, la référence à une personne physique inclut les personnes morales à but lucratif comme à but non lucratif et vice-versa.

ARTICLE 2 - OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les conditions générales, techniques et financières dans lesquelles le SMO « Yvelines Numériques » attribue à l'Usager, sous la forme d'un service de « Fibre Optique Noire » (ci-après, le Service), des droits d'usage sur un ou plusieurs Circuits Optiques.

ARTICLE 3 - PIECES CONTRACTUELLES

Les documents contractuels applicables aux Parties (Ci-après « la Convention ») sont constitués de la présente Convention et ses annexes associées.

La présente Convention comporte les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Description des services de Fibre Optique Noire
- Annexe 2 : Grille Tarifaire
- Annexe 3 : Représentants des Parties - Numéros d'Appel
- Annexe 4 : Bon de commande de Location de Fibre Optique
- Annexe 5 : Limite de responsabilité entre le **Gestionnaire** et l'Usager
- Annexe 6 : Bon de commande de Location de Sites d'hébergement
- Annexe 7 : Schéma **Gestionnaire**-Usager

ARTICLE 4 - DROITS REELS

Le service de location de « Fibre Optique Noire » et/ou de Site d'hébergement fourni par **le Gestionnaire** ne confère à l'Usager aucun droit réel sur le domaine public.

Les Equipements installés par l'Usager (équipements d'activation, équipements de supervision…) demeurent la propriété de l'Usager pendant la durée de la Convention.

ARTICLE 5 - DESCRIPTION DES SERVICES / NON EXCLUSIVITE

La Fibre Optique louée par l'Usager, au titre des présentes, est constituée d'une ou plusieurs Fibres Optiques passives, dédiée à l'Usager, entre un Point de Raccordement du **Gestionnaire** et le Site d'Extrémité de l'Usager, et ce, pour la durée d'engagement indiquée dans le ou les Bon(s) de commande.

Les adresses des Sites d'Extrémité de l'Usager sont précisées par l'Usager dans le modèle de Bon de commande fourni en **Annexe 4**.

L'Usager reconnaît expressément que la fourniture par le **Gestionnaire** du Service de location de « Fibre Optique Noire » et/ou de Site d'hébergement ne confère à l'Usager aucune exclusivité, sauf en ce qui concerne les Circuits Optiques et/ou Site d'hébergement mis à sa disposition dans le cadre de la présente Convention.

Il est entendu par les Parties que le **Gestionnaire** se garde la possibilité de conclure avec tout tiers des conventions ayant le même objet.

Ces Services sont plus amplement décrits à l'**Annexe 1 et 6** de la présente Convention.

ARTICLE 6 - LIMITE DE RESPONSABILITE / MATRICE DE RESPONSABILITE

La limite de responsabilité du **Gestionnaire** est constituée par les Points de Raccordement. Le cas échéant, un tableau joint en annexe de chaque Bon de commande détaille les prestations effectuées par le **Gestionnaire** et celles effectuées par l'Usager.

ARTICLE 7 - SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES

Le **Gestionnaire** garantit à l'Usager pendant toute la durée de la Convention :

i. que les Circuits Optiques sont constitués de Fibres Optiques, conformes aux recommandations de la norme UITT G652 pour le réseau existant et UITT G652-D pour les extensions ;
ii. qu'il est titulaire de l'ensemble des droits lui permettant de conclure la Convention.

Les Spécifications Techniques des Fibres Optiques sont indiquées en **Annexe 1**.

ARTICLE 8 - ACCES AU RESEAU

L'Usager n'est pas admis à avoir accès ou à intervenir, de quelque manière que ce soit, sur les Circuits Optiques.

ARTICLE 9 - PROCÉDURE DE SOUSCRIPTION DU SERVICE

9.1 - Service de Location de « Fibre Optique Noire »

Pour bénéficier d'un Service de Location de « Fibre Optique Noire », l'Usager doit signer la présente Convention et un ou des Bon(s) de commande conformément au modèle joint en **Annexe 4**.

La procédure de souscription du Service est la suivante :

(i) Chaque commande est effectuée par l'Usager au moyen du Bon de commande et transmise au **Gestionnaire** par courrier électronique. L'Usager dispose de la faculté de passer commande à l'appui d'un Bon de commande dédié par Circuit Optique ou d'un Bon de commande groupant plusieurs Circuits Optiques.

L'Usager précise dans le Bon de commande :
i. le numéro de la convention ;
ii. la nature, la quantité et la description des services ;
iii. l'identification du Site à raccorder ;
iv. la durée de souscription du service souhaitée ;

A réception du Bon de commande, le **Gestionnaire** s'engage à retourner par courriel à la Région une copie électronique de ce dernier, revêtu du cachet de l'entreprise ainsi que la date de réception.

(ii) La commande emporte la réalisation par le **Gestionnaire**, dans un délai de trente (30) jours suivant la date de réception de la commande, d'une étude (ci-après l'Etude) destinée à démontrer la faisabilité et la disponibilité de la Location de Fibres Optiques.

(iii) Dans l'hypothèse où l'Etude démontre la faisabilité de la location, le **Gestionnaire** adresse à l'Usager, par courrier électronique, le Bon de commande complété du tarif applicable, calculé selon les modalités définies à la Grille Tarifaire, et d'un délai maximal de Mise en Service.

Le **Gestionnaire** s'engage à réserver, au bénéfice de l'Usager, la ou les FON(s) ayant fait l'objet d'une Etude, pendant deux (2) mois calendaire à compter de la date du courrier d'envoi électronique par le **Gestionnaire** du Bon de commande à l'Usager. Au-delà de cette durée, en l'absence de commande ferme par l'Usager de la ou des FON(s) ainsi réservée, le **Gestionnaire** ne sera plus tenu de réserver la ou les FON(s) objet(s) de l'étude de faisabilité et pourra l'affecter librement à d'autres besoins.

(iv) L'Usager adresse en retour, dans le délai indiqué au iii), par lettre recommandée ou courrier électronique avec accusé de réception, son accord sur les conditions proposées par le **Gestionnaire** par la signature du Bon de commande.

L'accord de l'Usager emporte la mise en œuvre de la procédure de Mise en Service et/ou de Location des Services.

9.2 - Service de Location de Sites d'hébergement

Pour bénéficier d'un Service de Location de Site d'Hébergement, l'Usager doit signer la présente Convention et un ou des Bon(s) de commande conformément au modèle joint en **Annexe 6.**

ARTICLE 10 - PRIX DES SERVICES

10.3 - Détermination

10.3.1 - Grille tarifaire

1) Service de Location « Fibre Optique Noire »

Le catalogue de Service de Location de « Fibre Optique Noire » du **Gestionnaire** se décompose comme suit :

Location incluant maintenance GTI 4h / GTR 8h

L'usager peut souscrire à offre en mono fibre optique noire (FON) : tarif PFON - 30 %

Par mètre linéaire	FAS (1)	Tarification annuelle	IRU 10 ans	IRU 15 ans	IRU 20 ans
PFON	5 000,00 €	0.205 €	2.05 €	2.92 €	3.69 €

Sont compris dans le prix de la fourniture des Services de location de « Fibre Optique Noire de raccordement de Sites locaux », les prestations d'usage et de maintenance.

2) Service d'hébergement

Le catalogue de service du **Gestionnaire** comprend la possibilité de louer des Sites d'Hébergement. Le tarif se décompose comme suit :

Type d'hébergement	FAS	Prix / an
Par m2 en local technique	1 500 €	3 600 €
Baie (600 * 600 ou 600 * 900)	1 500 €	2 100 €
Loyer 1 unité	500 €	350 €

10.3.2 - Prix

En contrepartie de la fourniture des Services de Location de « Fibre Optique Noire » et de Site d'hébergement, l'Usager devra verser au **Gestionnaire** un Prix d'usage et de maintenance (ci-après « **Prix** ») correspondant à la Grille Tarifaire ci-dessus.

Le montant du Prix pour la présente Convention est précisé dans le Bon de Commande en application de la Grille Tarifaire.

10.3.3 - Frais d'accès au service

En contrepartie de la Location de Fibre Optique et Sites d'Hébergement à l'Usager, l'Usager devra régler au **Gestionnaire**, pour chaque Circuit Optique et Site d'hébergement raccordé, des Frais d'accès au service (FAS) suivant la Grille tarifaire ci-dessus.

Les FAS comprennent les prestations de Location des services « Fibre Optique » décrites à l'**Annexe 1** de la Convention et, de façon générale, toutes les prestations permettant la Location de la ou des Fibres Optiques commandées par l'Usager.

10.4 - Impôts, droits et taxes

Tous les prix indiqués ci-dessus s'entendent Hors Taxes, la TVA sera donc facturée en sus au taux en vigueur à la date de facturation.

10.5 - Révision

Le Prix pour les Services de maintenance et d'usage dont le Prix est payable annuellement, sera révisé une fois par an, au 1er mars de chaque année, selon la formule suivante :

$P = P0 * (I / I0)$

Dans laquelle :

P : redevance HT après révision,
P0 : redevance HT initiale,
I : indice INSEE des prix à la consommation au 1er mars de l'année de révision de la Redevance,
I0 : indice INSEE des prix à la consommation publié au 1er mars 2016, soit 99.08 (indice janvier 2016).

Le Prix pour les Services de maintenance et d'usage dont le Prix est payable sous forme d'IRU n'est pas révisable.

ARTICLE 11 - ECHÉANCIER, MODALITES ET RETARD DE PAIEMENT

11.1 - Modalités de paiement

Les prix des Services de Location de « Fibre Optique Noire » et Site d'Hébergement sont définis dans la Grille Tarifaire indiquée à l'article 10 de la présente Convention.

11.1.1 - Frais d'accès au Service

Les Frais d'accès au Service et autres frais éventuels sont facturés en intégralité à la Date de Location.

Le règlement des Frais d'Accès au Service s'effectuera, en une seule fois, sur présentation d'une facture émise après la Livraison des Services.

11.1.2 - Prix

Suivant la Durée d'engagement choisie, l'Usager réglera, au choix, les Prix :

i. A échéance annuelle, à date d'anniversaire du Bon de commande, pendant toute la durée de fourniture des Services (Durée de 3 ans)
ii. en une fois à la Date de Livraison sous forme d'IRU (Durée de 10, 15 ou 20 ans)

Le règlement du Prix s'effectuera sur présentation de factures établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

le nom et adresse du créancier ;
le numéro du compte bancaire ou postal ;
le numéro de la convention ainsi que celui du bon de commande ;
la désignation des sites et des services ;

le montant HT de chaque site ;
le montant total HT ;
le taux et le montant de la TVA ;
le montant total TTC ;
la date de facturation.

11.2 - Retard de paiement et intérêts moratoires

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique. Il s'effectue par mandat administratif. Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception des justifications fournies par le titulaire.

Le dépassement de ce délai global de paiement ouvre de plein droit et sans formalité pour le titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires dont le taux sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Au titre de ces intérêts moratoires, et en plus des intérêts calculés ci-dessus, l'opérateur économique concerné a droit à une indemnité forfaitaire de 40 €.

ARTICLE 12 - CONDITION PARTICULIERE – CIRCUIT OPTIQUE MUTUALISE

En application de la convention de groupement de commande en date du 15 décembre 2015 en vue de la passation d'un marché public de fourniture de services d'activation du réseau passif très haut débit sur le territoire des Yvelines entre l'Usager et le Département des Yvelines, un marché de mise en place du GFU pour les lycées et collèges raccordés au Réseau du **Gestionnaire** en application de la Convention a été notifié à la société ADISTA le 27 juin 2016. Un marché de gestion du GFU a été par ailleurs notifié à la société AXIONE le 29 juin 2016.

Dans le cadre de ces marchés, le Département des Yvelines et l'Usager ont vocation à mutualiser une partie des Circuits Optiques (ci-après Circuits Optiques Mutualisés) entre le point de mutualisation et les shelters.

De convention expresse entre le **Gestionnaire** et l'Usager, les Parties se sont accordées sur les principes de location des Circuits Optiques Mutualisés concernés dans les conditions ci-après définies :

i. Les Circuits Optiques Mutualisés seront identifiés dans un Bon de commande distinct du ou des Bons de Commandes des Circuits Optiques loués par l'Usager ;

ii. Sous réserve du paiement par l'Usager du Prix dans les conditions définies au iii ci-après, le Département des Yvelines assumera à titre principal l'ensemble des droits et obligations liées à la location des Circuits Optiques Mutualisés ;

iii. L'Usager verse au **Gestionnaire** pour la location des Circuits Optiques Mutualisés identifiés par le Bon de commande une fraction du Prix correspondant à la Grille Tarifaire ci-dessus.

La part de l'Usager est arrêtée contractuellement à 33 / 100 du Prix des Circuits Optiques. Le montant du Prix pour les Circuits Mutualisés est précisé dans le Bon de Commande. Elle est payée conformément aux dispositions prévues à l'article 11.1.2 de la présente Convention.

iv. Toute modification aux conditions de mutualisation de ces Circuits Optiques Mutualisés fera l'objet d'un avenant à la Convention ou au Bon de commande.

ARTICLE 13 - PROCÉDURE DE LIVRAISON

La procédure de Livraison du Service « Fibre Optique Noire » et Sites d'hébergement est décrite en **Annexe 1**. Cette procédure permet de déterminer la Date de Livraison.

ARTICLE 14 - OBLIGATIONS DE L'USAGER

A compter de la date de signature de la Convention, l'Usager ne doit en aucun cas :

- Accéder ou intervenir sur le Réseau,

- Débrancher ou couper l'alimentation des Equipements du **Gestionnaire** lorsqu'il y a accès,
- Modifier le câblage des cartes lorsqu'il y a accès,
- Modifier la configuration des Equipements du **Gestionnaire** et/ ou des autres Usagers présents dans les Sites d'Hébergement, POP, ou Chambres lorsqu'il y a accès ;

L'Usager utilise les Services de Location de « Fibre Optique Noire » fournis par le **Gestionnaire** de manière conforme aux dispositions de la Convention dans le strict respect des règles nationales et communautaires qui lui sont applicables ; il ne doit pas utiliser les Services de Location de « Fibre Optique Noire de raccordement de Sites locaux » fournis par le **Gestionnaire**, à toute fin autre que celles prévues ci-dessus.

L'Usager vérifie et garantit que les Services de Location de « Fibre Optique Noire » et l'utilisation qui en est faite sont strictement conformes aux règles nationales et communautaires en vigueur ; de telle sorte que le **Gestionnaire** ne soit pas inquiété à ce sujet. L'Usager est responsable de l'usage fait de la Location de Fibres noires fourni par le **Gestionnaire**. L'Usager respecte l'ensemble des procédures et instructions émises par le **Gestionnaire**.

ARTICLE 15 - OBLIGATIONS DU GESTIONNAIRE

A compter de la date de signature de la Convention et pour toute sa durée, le **Gestionnaire** fournira et maintiendra les Services de Location de « Fibre Optique Noire » dans les conditions prévues par la Convention, en y apportant toute la compétence et tout le soin dans le respect des règles de l'art.

Il s'assurera que les Services de Location « Fibre Optique Noire » sont fournis dans le respect des règles nationales et communautaires applicables.

Le **Gestionnaire** au travers de ses sous-traitants et/ou employés qualifiés s'engage à respecter les délais d'intervention, de remise en service et de niveaux de service stipulés en **Annexe 1.**

En cas de manquement du **Gestionnaire** à ces obligations de maintenance, l'Usager pourra lui appliquer les pénalités forfaitaires et libératoires définies en **Annexe 1**.

ARTICLE 16 - TRAVAUX ET INSTALLATION DES EQUIPEMENTS

16.1 - Travaux et Equipements du Gestionnaire

La souscription d'un Service peut nécessiter la réalisation par le **Gestionnaire** de travaux de raccordement et de Mise en Service dont la description est précisée en annexe du Bon de Commande.

La matrice de responsabilité jointe le cas échéant en annexe de la Convention précise les travaux et prestations à la charge du **Gestionnaire**, et ceux à la charge de l'Usager.

Les Frais d'Accès au Service liés à ces travaux sont déterminés à partir de la Grille Tarifaire décrite à l'article 10.

Le **Gestionnaire** sera responsable de l'ensemble des travaux de raccordement et de Mise en Service qu'il réalise, ainsi que de tous les Equipements qu'il installe et ce, que ces derniers soient mis en place sur le domaine public ou le domaine privé.

16.2 - Travaux et Equipements de l'Usager

Il incombe exclusivement à l'Usager de se procurer à ses frais les Equipements, logiciels et installations non inclus dans les travaux de raccordement et de Mise en Service indiqués en annexe à la Convention ou du Bon de commande.

Sur prescriptions du **Gestionnaire**, il lui importe de se procurer à ses frais des Equipements compatibles avec les Services et Equipements fournis par le **Gestionnaire**, ce dernier ne pouvant encourir aucune responsabilité en cas de non fonctionnement des Services en raison d'une incompatibilité des Equipements de l'Usager. Il appartient à l'Usager de s'assurer de cette compatibilité avant la souscription d'un Service. De plus, l'Usager est entièrement responsable de l'installation, de l'exploitation et de la maintenance de ses Equipements et logiciels.

Le **Gestionnaire** ne prend pas en charge le paramétrage et la fourniture d'éléments actifs du réseau local de l'Usager, ni la conception de l'architecture des installations de l'Usager.

L'Usager s'engage à ce que ses Equipements n'interrompent, n'interfèrent ni ne perturbent les Services du **Gestionnaire** ou des autres Usagers acheminés via le Réseau du **Gestionnaire** ou ne portent atteinte à la confidentialité des communications acheminées via ce Réseau ni ne causent aucun préjudice au **Gestionnaire** ou à tout autre Usager du **Gestionnaire**.

L'Usager assume la charge des opérations de maintenance de ses Équipements. Il réalise ces opérations de maintenance directement ou par l'intermédiaire de sociétés sous-traitantes. En aucun cas, l'Usager n'a accès au Réseau du **Gestionnaire** dans le cadre de la présente Convention, sauf accord spécifique, exprès et préalable du **Gestionnaire**.

Le **Gestionnaire**, ainsi que l'exploitant en charge de la maintenance du réseau du **Gestionnaire**, devront être tenus informé, au moins quarante-huit (48) heures à l'avance, par l'Usager, de toutes opérations de maintenance (préventive/curative) sur ces Equipements.

L'Usager s'engage à communiquer la liste des sociétés sous-traitantes en charge de la réalisation des opérations de maintenance mandatées conformément à **l'Annexe 3**. L'Usager devra par ailleurs informer le **Gestionnaire** de toutes modifications intervenant dans la liste des sociétés sous-traitantes.

L'Usager assume, vis-à-vis du **Gestionnaire**, la responsabilité exclusive et intégrale des travaux de maintenance réalisés par son (ou ses) sous-traitant(s) sur ses Equipements, ainsi que les conséquences des désordres ou dommages éventuels qu'il(s) viendrai(en)t à causer.

A la date d'ouverture de son ou ses service(s) de communications électroniques, l'Usager met en place, s'il l'estime nécessaire, un système de supervision et de maintenance des services de communications électroniques qu'il fournit par le biais du Réseau et de l'ensemble des Équipements appartenant au **Gestionnaire** comme à l'Usager.

Pour la supervision et la maintenance des services de communications électroniques de ses Equipements, l'Usager fera son affaire personnelle de la souscription et du déploiement d'un lien d'accès télécom « out of band » xDSL. L'Usager est tenu de solliciter l'accord exprès et écrit du **Gestionnaire** avant de tirer une liaison télécom dans un Site d'hébergement.

La responsabilité du **Gestionnaire** ne pourra être en aucun cas recherchée pour tous désordres, dommages et conséquences provoqués par la mise en place, la gestion ou l'utilisation du système de supervision et de maintenance susvisé.

16.3 - Remplacement des Equipements de l'Usager

Tous remplacements des Equipements installés par l'Usager, de quelque nature et importance que ce soit, réalisé ultérieurement à la Mise en Service ne pourront être réalisés sans l'agrément préalable et écrit du **Gestionnaire**.

Il est ici précisé que dans le cas où le remplacement des Equipements aurait été réalisé par l'Usager sans l'accord préalable et écrit du **Gestionnaire**, celui-ci pourra, si bon lui semble et à tout moment, en demander le retrait aux frais de l'Usager.

Par ailleurs, il est ici précisé que dans le cas où le remplacement des Equipements aurait été réalisé par l'Usager sans l'accord préalable et écrit du **Gestionnaire**, l'Usager ne pourra prétendre à l'indemnisation des Equipements non encore amortis en cas d'application des dispositions de l'article **20.1 « Résiliation pour motif d'intérêt général »**.

ARTICLE 17 - DROIT DE PROPRIÉTÉ

La présente Convention n'opère aucun démembrement de la propriété des Circuits Optiques au bénéfice de l'Usager ni ne confère à l'Usager aucun titre de propriété, d'aucune sorte, sur le Réseau ou sur les Équipements du **Gestionnaire**.

En revanche, l'Usager détient l'entière propriété de ses Équipements.

ARTICLE 18 - ENTRÉE EN VIGUEUR - DURÉE

La Convention entre en vigueur à compter de la dernière date sa signature par chacune des Parties.

Les Services de Location de Fibre Optique peuvent être souscrits par l'Usager, conformément à la Grille Tarifaire, pour une durée :

- Une durée déterminée de trois (3) ans ou,
- Une durée déterminée de dix (10) ans ou,
- Une durée déterminée de quinze (15) ans ou,
- Une durée déterminée de vingt (20) ans.

Chaque durée des Services court à compter de la Date de Livraison fixée par le Bon de commande.

La Convention expirera au terme de la plus longue des deux périodes suivantes : cinq (5) ans à compter de sa date de signature ou au terme de la durée de la dernière commande.

Six (6) mois avant la date d'échéance de chaque Bon de commande, les Parties se réuniront afin d'envisager la prolongation du Service. En cas d'accord des Parties, un avenant sera conclu afin de définir une nouvelle durée de Bon de Commande. En cas de désaccord, l'Usager cessera immédiatement toute utilisation des Services conformément à l'article 20.4 de la Convention.

Après l'arrivée à terme de la Convention, l'Usager cessera immédiatement toute utilisation des Services souscrits. Le cas échéant, l'Usager procèdera à ses propres frais à toutes les désinstallations consécutives de ses Equipements en vue de restituer l'environnement concerné en son état initial, usure normale exclue, dans un délai d'un mois maximum à compter de l'arrivée à terme de la Convention. Si tel n'est pas le cas, le **Gestionnaire** y procèdera ou y fera procéder, aux frais de l'Usager.

ARTICLE 19 - SUSPENSION DES SERVICES

En cas de non-respect de l'une de ses obligations par l'Usager au titre de la présente Convention et, en particulier, si une quelconque facture du **Gestionnaire** reste totalement ou partiellement impayée à son échéance, ou si le **Gestionnaire** y est obligé pour respecter un ordre, une instruction ou une exigence du Gouvernement, d'une autorité de régulation, ou de toute autorité administrative compétente, le **Gestionnaire** pourra, sans préjudice des autres recours dont il dispose, envoyer à l'Usager, par Lettre RAR, une mise en demeure de remédier à sa défaillance (ci-après « la Notification »). Si la Notification reste sans effet pendant quinze (15) jours suivant sa réception par l'Usager, le **Gestionnaire** pourra suspendre de plein droit et sans autre formalité les Services concernés. La suspension des Services n'entraînera pas la suspension des paiements et facturations au titre des Services concernés.

A défaut pour l'Usager de remédier à sa défaillance dans un délai de un (1) mois à compter de la suspension des Services, le **Gestionnaire** pourra, après l'envoi d'une nouvelle mise en demeure restée sans effet pendant quinze (15) jours ouvrés, résilier totalement ou partiellement la Convention. Cette résiliation interviendra de plein droit et avec effet immédiat aux torts exclusifs de l'Usager qui en supportera toutes les conséquences et ce tel que précisé ci-après.

L'Usager déclare expressément accepter les conséquences de l'application du présent article, en particulier en termes de continuité de ses services et ne pourra en aucun cas se retourner contre le **Gestionnaire** pour quelque dommage que ce soit qu'il subirait du fait de cette application.

ARTICLE 20 - RÉSILIATION

L'expiration ou résiliation pour quelque cause que ce soit n'ouvre aucun droit à indemnité au bénéfice de l'Usager, sauf dans les cas prévus aux articles « résiliation pour motif d'intérêt général » et « résiliation pour inexécution ».

20.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Le **Gestionnaire** se réserve le droit de résilier la Convention à toute époque, en totalité ou en partie, dans le cas où cette résiliation s'imposerait pour un motif d'intérêt général, à la condition d'en aviser l'Usager dans un délai de six (6) mois par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas, le **Gestionnaire** s'engage à rembourser les Redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation, et à verser une indemnité « I » pour résiliation anticipée d'un montant calculé selon l'application de la formule suivante :

- I = au montant des Equipements, dument justifiés par l'Usager, non encore amortis à la date de la résiliation de la Convention. Il est précisé que la valeur des Equipements qui auraient été supprimés à la date de la résiliation serait déduite du montant à prendre en compte pour le calcul de l'indemnité.

Cette indemnité est exclusive de toute autre réparation née de la rupture anticipée, telle que l'indemnisation de la perte d'exploitation pouvant en résulter.

20.2 - Résiliation pour inexécution

En cas de manquement de l'une des Parties dans l'exécution d'une obligation de la Convention, l'autre Partie pourra signifier à la Partie en défaut une mise en demeure exigeant qu'elle remédie à la situation en question, si un remède est possible, dans un délai minimum de trente (30) jours ouvrés à compter de la date de réception de la Lettre RAR, sauf mention d'un délai inférieur indiqué dans un autre article de la Convention prévoyant une procédure particulière en cas d'inexécution d'une obligation essentielle.

S'il n'y est pas remédié dans le délai imparti ou si aucun remède n'est possible, l'autre Partie pourra mettre fin à la Convention concernée par le manquement. La date d'effet de la résiliation sera la date indiquée sur la seconde Lettre RAR qui sera d'une durée minimale de trente (30) jours.

En cas de faute d'une des Parties entraînant la résiliation de la Convention dans les conditions susvisées, l'autre Partie pourra demander une indemnité au titre de cette résiliation.

En tout état de cause, cette indemnité devra être justifiée et ne pourra pas excéder :

- en cas de faute du **Gestionnaire** : le remboursement des Prix perçus d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation, et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'Usager du fait de ladite résiliation ;
- en cas de faute de l'Usager, notamment en cas de non-paiement ou d'utilisation frauduleuse des Services fournis par le **Gestionnaire** : l'Usager abandonnera à titre d'indemnité le solde du Prix déjà versé au titre de l'année considérée du ou des Bons de commande résilié(s), et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre le **Gestionnaire** du fait de ladite résiliation.

20.3 - Résiliation à l'initiative de l'Usager

L'Usager peut résilier à tout moment les Services liés à un ou des Bons de commande par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, avec un préavis de deux (2) mois.

Dans ce cas, le **Gestionnaire** s'engage à rembourser les Prix perçus d'avance pour la période restant à courir au-delà du 31 décembre suivant la date de résiliation.

Toutefois, il est expressément convenu entre les Parties que toute résiliation par l'Usager non motivée par une fermeture ou désaffectation du Site pour lequel les Services sont souscrits donnera lieu à l'application d'une réfaction sur le montant des Prix remboursés par le **Gestionnaire** à l'Usager dont le montant correspond à dix (10) % du montant des Prix remboursés.

20.4 - Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, l'Usager cessera immédiatement toute utilisation des Services y ayant trait et, à ses propres frais, procèdera à toutes les désinstallations consécutives de ses Equipements en vue de restituer l'environnement concerné en son état initial, usure normale exclue, dans un délai d'un mois maximum à compter de la résiliation de la Convention.

ARTICLE 21 - FORCE MAJEURE

Les Parties ne sont pas responsables et ne sont tenues d'aucune obligation en réparation des dommages subis par l'autre Partie à l'occasion de tout événement imprévisible, irrésistible et extérieur à la volonté des Parties, à l'exclusion des difficultés financières, pouvant être interprétées par un tribunal français comme un cas de Force majeure dont la liste fixée entre les Parties comprend à titre purement indicatif : grèves, ou autres conflits de travail ou industriels conformément à la jurisprudence en vigueur, accidents, incendies, explosions, conditions climatiques empêchant ou troublant le travail, guerres,

La survenance de l'un des cas de Force majeure précédemment définis aura pour conséquence de suspendre l'exécution des obligations de la Partie affectée par le cas de Force majeure, sans qu'elle engage sa responsabilité du fait de la non-exécution de ses obligations, et ce, pour toute la durée du cas de Force majeure.

Chaque Partie s'engage à notifier à l'autre Partie dans les meilleurs délais la survenance du cas de Force majeure.

Si, un cas de Force majeure empêche l'une des Parties d'exécuter une obligation essentielle au titre de la Convention ou d'une ou plusieurs commandes y afférents pendant une période de plus de deux (2) mois, chacune des Parties pourra résilier la Convention et/ou les commandes concernées, selon le cas, par Lettre RAR, sans indemnité pour l'une ou l'autre Partie, moyennant un préavis de trente (30) jours ouvrés. La résiliation interviendra à la date indiquée dans la Lettre RAR et sans indemnité de part, ni d'autre.

ARTICLE 22 - TRAVAUX DE DEVOIEMENT

L'Usager devra, à la demande du **Gestionnaire**, dans l'intérêt du domaine public occupé ou dans l'intérêt du service public ou pour un motif d'utilité publique, subir les déplacements ou les modifications requises des Circuits Optiques.

Le **Gestionnaire** devra aviser l'Usager par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tôt et au moins quarante-cinq (45) jours à l'avance, de la nécessité de ce déplacement et/ou de ces modifications. Dans ces conditions, les frais liés à la modification des Liaisons, hors Equipements de l'Usager, seront pris en charge par le **Gestionnaire**.

L'Usager devra procéder au déplacement des Equipements qu'il aura installés en application de la Convention, à ses frais.

La responsabilité du **Gestionnaire** ne pourra être en aucun cas recherchée pour tous les conséquences pécuniaires qui pourraient être engendrées, pour l'Usager, par l'interruption des Services concernés.

ARTICLE 23 - RESPONSABILITÉ/ASSURANCES

Chaque Partie sera responsable des éventuels dommages qu'elle causera à un tiers.

La responsabilité des Parties est limitée aux dommages matériels directs, à l'exclusion de tout dommage indirect et/ou immatériel, et de toute perte de chiffre d'affaires, de bénéfice, de profit, d'exploitation, de renommée ou de réputation, de clientèle, préjudice commercial, économique et autres pertes de revenus.

Vis-à-vis de l'Usager, le **Gestionnaire** assume toutes les responsabilités pouvant découler des dommages matériels qu'il cause à tout Equipement de l'Usager, pour autant qu'il soit démontré que ces dommages lui soient imputables.

Vis-à-vis du **Gestionnaire**, l'Usager assume toutes les responsabilités pouvant découler des dommages qu'il cause à tout Équipement du **Gestionnaire** et/ou tout ou partie du Réseau du **Gestionnaire**, pour autant qu'il soit démontré que ces dommages lui soient imputables ou le soient à l'un de ses sous-traitants et qu'il s'agisse de dommages résultant de l'utilisation du Réseau du **Gestionnaire**, du déploiement de ses Équipements ou encore d'opérations de maintenance qu'il serait amené à réaliser ou à faire réaliser.

En tout état de cause, la responsabilité des Parties l'une envers l'autre telle que définie ci-dessus, est plafonnée à un montant par sinistre et par an correspondant à 20% du montant total de la Convention. Il est expressément entendu que les pénalités et indemnités contractuelles (notamment pénalités de résiliation) ne sont pas comprises dans ce plafond.

Dans ce but, l'Usager s'engage à souscrire, auprès d'une compagnie d'assurances de premier rang, une police « responsabilité civile », valable pendant toute la durée de la Convention, couvrant l'ensemble des risques associés à l'exécution de la Convention y afférents. Sur simple demande, l'Usager en justifiera auprès du **Gestionnaire**, en produisant le (ou les) certificat(s) d'assurances correspondant(s).

Chaque Partie fera en outre son affaire de l'assurance de ses biens et de ses personnels.

Aucune action judiciaire ou réclamation, quelle qu'elle soit, ne pourra être engagée ou formulée par l'une ou l'autre des Parties plus d'un (1) an après la survenance du fait générateur, sauf disposition légale d'ordre public contraire.

ARTICLE 24 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Sauf stipulation contraire expresse, aucune des Parties ne consent à l'autre Partie au titre de la Convention un droit de propriété intellectuelle et/ou industrielle, ou un quelconque droit d'utilisation, notamment sur les noms commerciaux, marques et procédés sous quelque forme que ce soit et de quelque nature que ce soit, notamment par licence, directement ou indirectement, de manière expresse ou tacite, chacune reste par ailleurs titulaire de ses droits de propriété intellectuelle.

ARTICLE 25 - MODIFICATION

Toute modification de la Convention sera faite par écrit et signée par les Parties, respectivement sous la forme d'un avenant à la Convention.

ARTICLE 26 - INTUITU PERSONAE

La Convention est conclue *intuitu personae*.

Les Parties ne pourront céder leurs droits et obligations aux termes de la présente Convention, sous quelque forme que ce soit, qu'après consentement préalable et écrit de l'autre Partie.

D'une façon générale, l'Usager doit obligatoirement présenté au **Gestionnaire** par lettre recommandée avec accusé de réception toutes modifications pouvant affecter sa personne morale, le changement de dénomination sociale, le siège social, et tout transfert de compétences ayant une incidence sur les Sites raccordés, et ce, dans le délai d'un mois à compter de la réalisation de la modification concernée.

ARTICLE 27 - NOTIFICATION

Sauf disposition particulière prévue dans la Convention, chaque notification, demande, certification ou communication, prévues à la Convention se fera par écrit et sera envoyée par mail confirmé par Lettre RAR, ou par lettre remise en main propres avec accusé de réception. Toutes les notifications, demandes, certifications ou communications doivent être adressées aux personnes et à l'adresse des Parties concernées indiquées en **Annexe 3**.

Toute modification des noms, adresses postales ou mails précités devra être notifiée entre les Parties dès son intervention.

Les notifications, demandes ou autres communications seront réputées reçues (i) si elles sont remises en mains propres: au moment de la remise avec accusé de réception, (ii) si elles sont postées: à l'expiration de cinq (5) jours ouvrés après la date du cachet de la poste sur l'accusé de réception ou (iii) si elles sont envoyées par mail à la date indiquée sur l'accusé de réception.

ARTICLE 28 - DROIT APPLICABLE

La Convention est soumise au droit français.

ARTICLE 29 - RÈGLEMENT DES LITIGES

Tout litige entre les Parties, dans le cadre ou du fait de la Convention, notamment pour ce qui concerne son interprétation, son exécution, sa non-exécution ou sa résiliation, qui ne pourra être résolu à l'amiable dans un délai de trente (30) jours ouvrés à compter de sa survenance, sera soumis à la compétence exclusive du Tribunal administratif de Versailles.

ARTICLE 30 - DIVERS

La Convention ne fournit pas et n'est pas destinée à fournir à des tiers de droit de recours, de réclamation, de responsabilité, de remboursement, de motif d'action, ou tout autre droit.

Si une stipulation de la Convention est ou devient nulle ou inapplicable, ladite stipulation sera réputée supprimée du document concerné, et les Parties se rencontreront afin de définir d'un commun accord une stipulation de substitution. Au cas où les Parties ne pourraient, de bonne foi, trouver un accord sur une telle disposition, le document concerné sera résilié de plein droit, sans que les Parties puissent prétendre à de quelconques dommages et intérêts.

La Convention remplace tous les accords antérieurs, oraux ou écrits, entre les Parties et constituent l'intégralité de l'accord entre les Parties eu égard aux prestations délivrées.
Aucune Partie ne sera réputée avoir renoncé à un droit acquis aux termes de la présente Convention, sauf renonciation écrite et signée.

En deux (2) exemplaires originaux.

Pour le Gestionnaire
Fait à ,
le ,
XXXXX

Pour l'Usager
Fait à ,
le ,
XXXXX

Annexe 1

Description des services de fibre optique noire

1 SPÉCIFICATION DES FIBRE OPTIQUE DÉPLOYÉES

Paramètres optiques :

Fibre Type	SM (G652)
Attenuation @ 1310 nm	
Typical	0.35
Max.	0.42
Attenuation @ 1550 nm	
Typical	0.22
Max.	0.28
Dispersion (ps/nm.km)	
1285 – 1330 nm	< 3.5
1550 nm	< 18
Cut-off wavelength (nm)	1150-1330
Zero dispersion (nm)	1310 ± 10
Dispersion mode polarisation (ps/√km)	≤ 0.2

Paramètres géométriques :

Fibre type	SM (G652)
Mode field diameter (µm)	9.2 ± 0.5
Cladding diameter (µm)	125 ± 1
Coating diameter (µm)	245 ± 10
Core non-circularity (%)	< 6
Cladding non-circularity (%)	< 2

2 PROCÉDURE DE LIVRAISON DES SERVICES

1 La date de Mise en Service (ci-après « Mise en Service ») du Circuit Optique est la date indiquée par le Gestionnaire dans le Bon de Commande.

Dans les trente (30) jours ouvrés suivant cette date de Mise en Service, le Gestionnaire fournira à l'Usager un dossier de mesures comprenant les documents prévus à la présente annexe ci-après le « **Dossier de mesures** ».

2 L'Usager disposera d'un délai de (15) jours ouvrés (ci-après le « Délai ») à compter de la date de remise du Dossier de mesures pour effectuer des essais, en présence du Gestionnaire afin de constater la conformité du Circuit Optique aux spécifications de la présente annexe.

A défaut pour l'Usager d'avoir demandé au Gestionnaire de procéder à ces essais dans le Délai, la réception du Circuit Optique sera réputée acquise au terme du Délai et emportera la Livraison immédiate du Circuit Optique concerné.
Afin de constater cette Livraison, le Gestionnaire notifiera à l'Usager par lettre recommandée ou courriel avec accusé de réception dans les huit (8) jours ouvrés qui suivent la Livraison du Circuit Optique conformément à cette procédure, le PV récapitulant :

- la désignation du Circuit Optique et notamment ses Points de Raccordement et son linéaire,
- la Date de commencement de la Location et la date de fin de Location.

Le Gestionnaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour que l'Usager puisse être présent lors de la Livraison du circuit optique.

3 L'Usager disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la fin du Délai, pour notifier au Gestionnaire l'éventuelle non-conformité du Circuit Optique aux Spécifications Techniques jointes en paragraphe 2.1, par lettre recommandée ou courriel avec accusé de réception.

(i) Si l'Usager notifie au Gestionnaire la conformité du Circuit Optique aux Spécifications Techniques jointes en paragraphe 2.1, la réception de cette notification constituera la Date de Livraison de Fibres Optiques. Le Gestionnaire notifiera alors à l'Usager par lettre recommandée ou courriel avec accusé de réception dans les huit (8) jours ouvrés qui suivent cette notification, un PV récapitulant :

- la désignation du Circuit Optique et notamment ses Points de Raccordement et son linéaire,
- la Date de commencement de la Location et la date de fin de Location.

(ii) Si l'Usager notifie au Gestionnaire la non-conformité du Circuit Optique aux Spécifications Techniques jointes en paragraphe 2.1, le Gestionnaire devra corriger les non-conformités et notifier à l'Usager dans un délai de trente (30) jours ouvrés suivant cette notification un nouveau Dossier de Mesures. Les procédures prévues aux points 2 et 3 ci-dessus seront alors applicables.

A défaut pour l'Usager d'avoir procédé à l'une ou l'autre des notifications prévues au (i) ou (ii) ci-dessus, la réception du Circuit Optique sera réputée acquise 15 jours ouvrés après le terme du délai mentionné au premier alinéa du point 3 et emportera la Livraison immédiate du Circuit Optique concerné.

Afin de constater cette Livraison, le Gestionnaire notifiera à l'Usager dans les huit (8) jours ouvrés qui suivent la Livraison du Circuit Optique conformément à cette procédure, un PV récapitulant :
- la désignation du Circuit Optique et notamment ses Points de Raccordement et son linéaire,
- la Date de commencement de la Livraison et la date de fin de Livraison.

La date d'établissement de ce Procès-verbal constituera la ***Date de Livraison du Circuit Optique.***

3 PROCÉDURE DE RECETTE OPTIQUE

3.1.1 TESTS DE RECETTE DES LIENS OPTIQUES

Les Tests de Recette des Circuits Optiques sont les suivantes.
La procédure de recette comprendra (i) les mesures effectuées sur site par le Gestionnaire ainsi que (ii) la remise d'un dossier de mesures, tel que précisé ci-dessous. Les mesures optiques seront effectuées sur chaque liaison entre le POP du Gestionnaire et le Site d'Extrémité de l'Usager.
Les valeurs de recette et d'acceptation ci-dessous indiquées sont applicables à la fibre ITU-T G.652.
Dans le cas où un type de fibre différent serait utilisé, il faudra se référer aux Spécifications Techniques particulières rappelées ci-avant. Ces mesures porteront sur :

- L'affaiblissement linéique de la fibre
- L'affaiblissement ponctuel (perte aux connecteurs, épissure et irrégularité de la fibre)
- L'affaiblissement du Circuit
- Le Bilan Optique

Aux Points de Raccordement, et par défaut, les connecteurs des Circuits sont de type SC/APC.

3.1.2 LES AFFAIBLISSEMENTS

3.1.2.1 AFFAIBLISSEMENT LINÉIQUE DE LA FIBRE OPTIQUE

L'affaiblissement linéique (A linéique) correspond à l'atténuation entre deux évènements d'un câble, ramené à un kilomètre. Cette mesure permet de valider l'atténuation de chaque section de Fibres Optiques.
Il se déduit des courbes de réflectométrie, faites à 1550 nm dans les deux sens du Circuit.
Après avoir effectué la mesure dans les deux sens, l'affaiblissement linéique du Circuit $A_{linéique}$, est :

$$A\ linéique = (A_{linéique\ 1\to 2} + A_{linéique\ 2\to 1}) / 2$$

Les atténuations linéiques moyennes acceptées par l'Usager sont :

Performances optique	***Max à 1550nm***
Atténuation linéique moyenne pour une fibre G652	0,25 dB/km

3.1.2.2 AFFAIBLISSEMENT PONCTUEL

L'affaiblissement Ponctuel (A ponctuel) correspond à l'atténuation d'un événement (épissure, connecteur, irrégularités de transmission…) sur la Fibre d'un Circuit.

Il se déduit des courbes de réflectométrie, faites à 1550 nm dans les deux sens du Circuit.
Après avoir effectué la mesure dans les 2 sens, l'affaiblissement ponctuel A ponctuel, est :

A ponctuel = ($A_{ponctuel\ 1\to 2}$ + $A_{ponctuel\ 2\to 1}$) / 2

Les atténuations ponctuelles moyennes acceptées par l'Usager sont :

Performances optiques	***à 1550nm***
Atténuation moyenne pour une épissure de fibres G652	< 0,2 dB
Réflectance des épissures	Nulle
Moyenne algébrique des atténuations des épissures d'un Circuit en fibres G652	< 0,15 dB
Atténuation moyenne pour un connecteur SC/APC 8° 0.3dB ajusté (1)	< 0,7 dB
Valeur maximum d'une irrégularité de transmission (2)	< 0,1 dB

(1) La caractérisation des connecteurs est réalisée à l'aide d'une bobine amorce d'une longueur minimum de 2000 mètres et de caractéristique optique équivalente à celle utilisée sur le Circuit mesuré. Un connecteur correspond à deux fiches + un raccord. Dans le cas où la mesure ne permet pas de différencier des évènements d'un Circuit (connecteurs trop rapprochés par exemple), la mesure sera effectuée sur l'ensemble des évènements et l'affaiblissement considéré sera strictement inférieur à la somme des atténuations des évènements considérés.

(2) Valeur moyenne des irrégularités de transmission mesurées dans les 2 sens.

3.1.2.3 AFFAIBLISSEMENT DU CIRCUIT

L'affaiblissement d'un Circuit (A Lien) correspond à l'atténuation entre les 2 extrémités d'un Circuit. Cette mesure permet de valider la continuité optique, et d'évaluer la longueur du Circuit.
Il se déduit des courbes de réflectométrie, faites à 1550 nm dans les deux sens du Circuit.
Après avoir effectué la mesure dans les 2 sens, l'affaiblissement linéique du Circuit A_{Lien}, est :

$A\ lien$ = ($A_{lien\ 1\to 2}$ + $A_{lien\ 2\to 1}$) / 2

Les atténuations des Circuits acceptées par l'Usager et la longueur des Circuits sont propres à chaque Circuit.

3.1.2.4 MESURE PAR RÉFLECTOMÉTRIE

Les mesures d'affaiblissements et de longueur d'un Circuit sont réalisées par la méthode de rétro diffusion à l'aide d'un réflectomètre OTDR (Optical Time Domain Reflectometer) associé à un dispositif d'enregistrement des données. Ces mesures sont réalisées sur la longueur totale du Circuit dans les deux sens de transmission (O->E, E>O) à 1550 nm. La valeur de l'affaiblissement, linéique ou ponctuel, et de la longueur du Circuit est donnée par la moyenne des valeurs mesurées à une longueur d'onde dans les deux sens de transmission.
Les mêmes équipements et mêmes paramètres de réglages doivent être utilisés pour chacun des 2 sens de mesure (réflectomètre, bobine amorce et cordon de connexion).
La valeur de l'indice de réfraction doit être choisie en fonction des indications de la fiche technique de la Fibre fournie par le constructeur. A défaut, un indice de réfraction Eff de 1,4681 sera utilisé à 1550 nm.
Les largeurs d'impulsions énoncées ci-après seront retenues pour les mesures. Ces largeurs d'impulsions doivent être identiques afin de permettre leur analyse par les logiciels de traitement des données enregistrées par les réflectomètres.

Longueur du Circuit (1)	***< 10 Km***	**< 40 Km**
Largeur d'impulsion (2)	≤ 100 ns	≤ 500 ns
Temps d'acquisition	0,5 min	1 min
Echelle verticale de lecture des mesures	0,5 dB/div	0,5 dB/div
Echelle verticale d'enregistrement des mesures	1 dB/div	1 dB/div

(1) Lorsque les mesures sont effectuées sur les Circuits et non sur des liaisons optiques, les largeurs d'impulsions seront adaptées en fonction du bilan de liaison théorique.

(2) En cas de contestation, la largeur d'impulsion la plus faible possible sera utilisée pour effectuer une analyse plus fine d'un événement.

3.1.3 BILAN OPTIQUE

3.1.3.1 BILAN OPTIQUE THEORIQUE

Pour un Circuit, l'affaiblissement théorique total admissible (A) est donné par :

$A = (L . A_l) + (nb\ Ep . A_{Ep}) + (nb\ Cn . A_{Cn})$

Avec :

L : longueur du Circuit mesuré (en km)

A_l : affaiblissement linéique maximal admissible de la fibre

nb E_p : nombre d'épissures sur le Circuit

A_{Ep}: affaiblissement maximal admissible par épissure

nb Cn : nombre des connecteurs

A_{Cn} : affaiblissement maximal admissible par connecteur(1)

(1) Un connecteur est constitué de 2 fiches optiques et d'une traversée de paroi

Note : La mesure du bilan optique par réflectométrie peut être réalisée. Elle donne une estimation de l'affaiblissement total du Circuit. Cette mesure doit être effectuée en utilisant les paramètres indiqués au paragraphe 2.4 et l'affaiblissement enregistré être strictement inférieur au bilan optique théorique.

3.1.3.2 BILAN OPTIQUE PAR INSERTION

Cette mesure permet de mesurer l'affaiblissement total admissible (A) du Circuit.

Cette mesure est effectuée dans les 2 sens de transmission, à 1550 mm.

L'affaiblissement enregistré doit être strictement inférieur au bilan optique théorique.

3.1.3.3 MESURE DU BILAN OPTIQUE PAR INSERTION

Les mesures de l'affaiblissement total admissible sont réalisées par la méthode d'insertion à l'aide d'un générateur (source laser) et d'un récepteur. Ces mesures sont réalisées sur la longueur totale du Circuit dans les deux sens de transmission (O□ E, E□ O à 1550 nm. La valeur de l'affaiblissement total (bilan de liaison) est donnée par la moyenne des valeurs mesurées à une longueur d'onde dans les deux sens de transmission.

Les mêmes équipements et mêmes paramètres de réglages doivent être utilisés pour chacun des 2 sens de mesure (émetteur et récepteur optique, cordons de connexion)

Avant de procéder à la mesure du bilan de liaison, une valeur de référence P0 (0 dB) doit être effectué, selon les recommandations du constructeur, entre la source émettrice et le récepteur.

Lorsque la valeur de référence est déterminée, l'émetteur et le récepteur doivent rester sous tension et être chacun raccordé à une extrémité du Circuit.

Les appareils utilisés délivrent directement l'atténuation du Circuit en dB lorsque la valeur de référence est de 0 dB. Après achèvement des mesures du Circuit, on effectuera une nouvelle valeur de référence afin de pallier d'éventuelles erreurs de manipulation. Si un écart supérieur à 0,5 dB avec la première valeur de référence est constaté, il sera effectué une deuxième série de mesures.

La mesure du bilan optique peut également être réalisée à l'aide d'un automate de mesure d'insertion sans recalibrage durant la mesure

3.1.4 DOSSIER DE MESURES

Le Gestionnaire fournira à l'Usager un dossier de mesures comprenant les documents ci-après, au plus tard trente (30) jours ouvrés après la Date de Livraison figurant au Bon de Commande :

- La fiche technique des Fibres Optiques louées
- Les enregistrements des courbes des mesures effectuées lors de la recette et le dossier de traitement de celles-ci indiquant notamment les bilans de liaison des Circuits, les valeurs de connecteurs et une analyse des valeurs par rapport à la Convention (atténuation/km...)
- Une copie de l'annexe décrivant la procédure de recettes dans le contrat liant le constructeur au Gestionnaire
- Copie imprimée des mesures optiques effectuées lors de la recette.

Le Dossier de mesures doit être remis à l'Usager sur un support papier (un exemplaire) et sur un support informatique pour les enregistrements réalisés le jour de la recette.

4 NIVEAU DE SERVICE (GTR)

4.1 CONDITIONS DE MAINTENANCE

EXPLOITATION

A compter de la date de signature des Commandes et pour toute sa durée, le Gestionnaire garantit à l'Usager qu'il n'interviendra aucunement sur les Fibres optiques louées (sauf cas de force majeur dûment justifié), sans en avoir préalablement averti l'Usager par lettre recommandée ou courriel avec accusé de réception, adressés au moins 45 jours à

l'avance. Ces documents porteront la date, l'heure, le lieu, le type d'intervention et les actions exécutées dans le cadre de l'intervention.
L'Usager sera responsable, tant vis-à-vis de du Gestionnaire que vis-à-vis des tiers, de tous dommages matériels qui pourraient résulter de ses équipements de raccordement et des dégâts matériels qu'il pourrait occasionner aux Fibres optiques existantes appartenant au Gestionnaire.

RESPECT DES LIAISONS LOUEES/ MAINTENANCE PREVENTIVE ET EXPLOITATION DES LIAISONS

L'Usager s'engage à prendre les mesures nécessaires pour n'apporter aucune nuisance ou dégradation aux Points de livraison, emprises et Fibres optiques, qui seront mis à sa disposition. Le cas échéant, et à l'issue d'un accord préalable entre les deux Parties sur les travaux de réparation à effectuer, l'Usager procède sans délai à la remise en état des lieux. L'Usager devra entretenir dans les règles de l'art, et à ses frais, les Equipements qu'il aura déployés dans le cadre de la présente Convention.

Le Gestionnaire assure la maintenance de ses liaisons, notamment afin de permettre à l'Usager d'assurer la continuité des Services. En cas d'intervention programmée - afin d'assurer la maintenance préventive ou l'exploitation de ses liaisons - le Gestionnaire devra en informer préalablement l'Usager quarante-cinq (45) jours ouvrés sauf cas de force majeur dûment justifié avant la date d'intervention, afin que les parties définissent en commun les conditions et mesures conservatoires à prendre dans le cadre de cette intervention. De même, si l'Usager constate un défaut affectant ses Liaisons, il en informera le Gestionnaire sans délai.

4.2 QUALITÉ - CONTINUITÉ

Le Gestionnaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour prévenir l'Usager de tout événement susceptible de nuire à la qualité du Service ou à la continuité optique.

Le Gestionnaire met à la disposition de l'Usager un service d'assistance 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, service auquel l'Usager pourra notifier tous les éventuels Incidents sur les Circuits Optiques mis à sa disposition dans le cadre d'un Bon de Commande.
Les coordonnées de ce service d'assistance du Gestionnaire sont indiquées en **Annexe 3.**

4.3 MAINTENANCE DES CIRCUITS OPTIQUES

Dans le présent article, les termes suivants auront les définitions qui suivent :

- **« Incident »** : désigne toute dégradation affectant un Circuit Optique ou toute coupure des Circuits Optiques telles que définies ci-après affectant un Circuit Optique (hors Interruption de Service).
- **« Interruption de Service »** : désigne toute interruption programmée du service sur un Circuit Optique ainsi que toute interruption ou coupure des Circuits Optique résultant de l'un des événements suivants :
  - Interruption de Service notifiée à l'Usager ;
  - Fait ou omission des employés de l'Usager ou d'employés de tierces parties, de contractants ou d'agents qui se trouvent hors du contrôle du Gestionnaire ;
  - Demande de l'Usager au Gestionnaire d'effectuer un test, à la suite duquel le Gestionnaire ne trouve pas d'erreur ;
  - Demande de modification d'un Service, conformément à la Convention ;
  - Suspension du Service par le Gestionnaire, conformément à la Convention ;
  - Force majeure, conformément à la Convention ;
  - Panne des Equipements et /ou applications appartenant à l'Usager ;
  - Utilisation du Service par l'Usager non conforme à la Convention, ainsi qu'aux normes et règles techniques en vigueur ;
  - Panne ou défaillance dont l'origine est le fait de l'Usager, de son personnel, de ses agents ou sous-traitants.

4.3.1 MAINTENANCE PRÉVENTIVE

1) Le Gestionnaire se réserve le droit d'effectuer des Interruptions de Service aux fins de maintenance préventive du Réseau, sous réserve d'en avoir averti l'Usager par écrit au moins trois (3) mois à l'avance sauf urgence auquel cas ce préavis est réduit à quinze (15) jours ouvrés.
Les Parties se rapprocheront afin que, dans la mesure du possible, ces Interruptions de Service s'effectuent aux heures les moins préjudiciables pour l'Usager afin d'éviter toute perturbation grave du Service. A cette occasion les deux Parties étudieront les solutions alternatives, et notamment de basculer provisoirement l'Usager sur un autre Circuit

Optique et ce, afin de ne pas interrompre la continuité des services fournis à l'Usager. Un tel basculement n'ouvrira pas droit pour l'Usager à l'indemnité prévue à l'article 4.3.3.

2) Si ces opérations de maintenance préventive provoquent une Interruption de Service au-delà de 24 heures, le dépassement ouvrira droit pour l'Usager à une indemnité dans les conditions stipulées à l'article 4.3.3 ci-dessous.

4.3.2 MAINTENANCE CURATIVE

1) Avant de signaler un Incident au Gestionnaire, l'Usager s'engage à s'assurer qu'il ne provient pas de ses Equipements.
Dans le cas où l'Incident provient de ses Equipements, l'Usager fait son affaire de remédier à la situation.

2) En cas d'Incident ne provenant pas des Equipements de l'Usager, le Gestionnaire s'engage:

(i) à en déterminer l'origine à compter de son signalement par l'Usager par téléphone accompagné par une télécopie recevable tous les jours 24/24h aux numéros indiqués dans l'**Annexe 3** de la Convention ; le message devra mentionner le Circuit Optique concerné, les coordonnées du responsable à contacter et toutes autres informations de nature à permettre l'intervention du Gestionnaire dans les délais prévus. Au terme de ce délai, le Gestionnaire informera brièvement l'Usager, par courrier électronique, confirmé par télécopie de ses conclusions sur l'origine de l'Incident ;

(ii) à rétablir le Service afin que les Circuits Optiques soient de nouveaux conformes aux Spécifications Techniques visées à la présente annexe, à compter du signalement visé au (i) ci-dessus, dans le délai de garantie de quatre (4) heures en intervention et huit (8) heures en rétablissement pour l'offre de Service ; étant précisé que le rétablissement du Service s'entend soit d'un basculement provisoire du Circuit Optique objet de l'Incident vers un autre Circuit Optique, soit d'une réparation provisoire du Circuit Optique objet de l'Incident, soit d'une réparation définitive du Circuit Optique ;

(iii) à adresser à l'Usager (a) dans un délai de 12 heures ouvrées après rétablissement, une télécopie ou un mail comportant un compte-rendu succinct de l'Incident et de l'intervention effectuée, et (b) dans un délai de 5 jours ouvrés, un compte-rendu détaillé de l'Incident et de l'intervention effectuée.

3) Dans l'hypothèse où, après intervention du Gestionnaire, il s'avèrerait que l'Incident provenait d'Equipements de l'Usager et non de l'Infrastructure, le Gestionnaire facturera son intervention à l'Usager au coût réel de l'intervention majoré de 5% pour frais de gestion.

4) En cas d'Incident constaté par le Gestionnaire, celui-ci le signalera immédiatement à l'Usager par télécopie en lui précisant si l'Incident provient ou ne provient pas du Réseau et déclenchera une intervention dans les conditions stipulées à l'article 4.3.2. 2) ci-dessus si l'Incident provient du Réseau.

5) A première demande de l'Usager, le Gestionnaire adressera à l'Usager un compte-rendu standardisé de l'ensemble des Incidents et des interventions effectuées au cours du dernier trimestre.

La garantie de temps de rétablissement de Service ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Lorsque les Equipements de l'Usager sont défectueux ou incompatibles avec le Service fourni par le Gestionnaire ;
- Lorsque l'accès au Circuit Optique est refusé au Gestionnaire ou à ses agents ;
- L'absence de communication par l'Usager des informations demandées par le Gestionnaire à des fins de rétablissement du ou des Service(s) souscrit(s) ;
- Lorsque les informations délivrées par l'Usager étant incorrectes, le Gestionnaire n'est pas en mesure de rétablir le Service ;
- Lorsque le Gestionnaire n'est pas en mesure de réaliser ses obligations ou de fournir ses services ou est retardé, tout ceci par des circonstances ou événements se trouvant au-delà de son contrôle ;
- Manquements de l'Usager à donner au Gestionnaire un accès à ses Equipements, ou à toute partie du Service lorsque le Gestionnaire le lui demande à des fins de rétablissement du Service.

4.3.3 PÉNALITÉS

Sauf survenance d'un cas de Force majeure ou d'une cause légitime de suspension tel que défini dans la Convention ou dans l'un des cas visés à la présente Annexe, le non-rétablissement d'un Circuit Optique à l'expiration de l'un ou l'autre des délais visés aux articles 4.3.2 2) alinéa (ii), ouvrira droit, pour l'Usager, à une pénalité forfaitaire et libératoire, à titre de réparation pour le préjudice subi, à l'exclusion de toute autre indemnité.

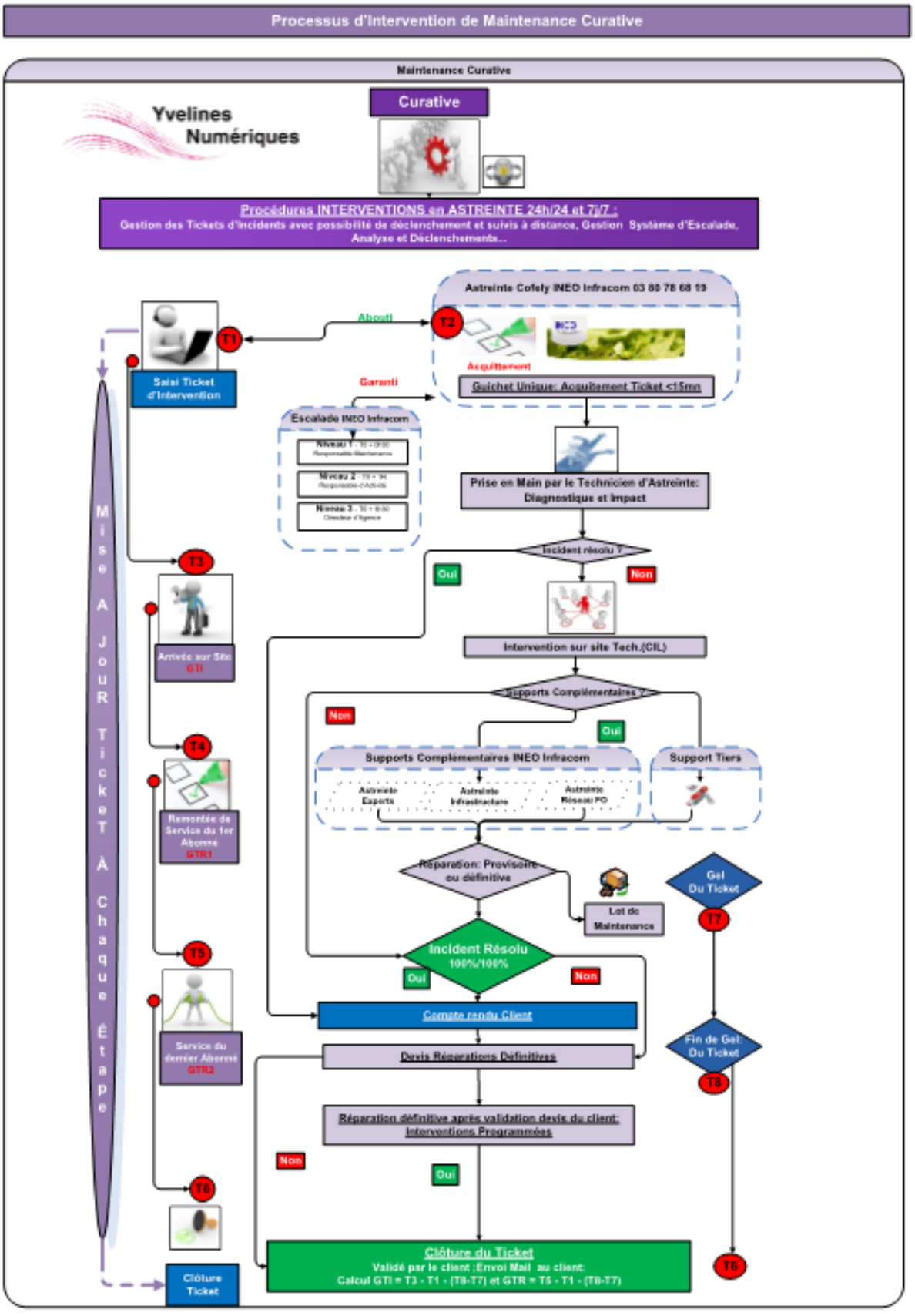
Cette pénalité forfaitaire sera déterminée, pour chaque Incident, en fonction de la durée du dépassement de la garantie de temps de rétablissement indiqué ci-dessus, conformément au tableau ci-dessous : P = montant de la pénalité m= 1/12ème du montant du Prix forfaitaire annuel du Circuit Optique affecté.

Le montant cumulé de cette pénalité forfaitaire est plafonné, par Circuit Optique, à 100% du montant du Prix du au titre du Circuit Optique affecté.

En cas de tarification annuelle, cette pénalité fera l'objet de l'émission d'un avoir et sera imputée par le Gestionnaire sur la première facture émise postérieurement à la date à laquelle la pénalité est due. Dans le cas où un avoir n'est pas possible ou en cas de paiement en une fois à la Date de Livraison sous forme d'IRU, le Gestionnaire réglera sous 45 jours la pénalité. En cas de retard de paiement, les pénalités de retard prévues à l'article 11.2 de la Convention s'appliqueront.

Dépassement du Temps de Rétablissement	**Pénalité**
Pas de dépassement	P = 0 €
0 < **Dépassement** < 4 heures	P= 10 % x m
4 heures <ou= **Dépassement** < 8 heures	P = 20 % x m
8 heures <ou= **Dépassement** < 10 heures	P = 40 % x m
10 heures <ou= **Dépassement**	P = 50 % x m

Procédure de maintenance curative du Gestionnaire



Annexe 2

Grille Tarifaire hors taxes

L'usager peut souscrire à offre en mono fibre optique noire (FON) : tarif PFON - 30 %

Il inclut la maintenance GTI 4h / GTR 8h.

Par mètre linéaire	FAS (1)	Tarification annuelle	IRU 10 ans	IRU 15 ans	IRU 20 ans
PFON	5 000,00 €	0.205 €	2.05 €	2.92 €	3.69 €

(1) Les FAS s'appliquent une fois par site souscrit quel que soit le nombre de liens desservant ce site et intervention éventuelle sur d'autres sites déjà souscrits

Annexe 3

Représentants des Parties - Numéros d'Appel

Toute modification d'une des coordonnées citées dans la présente annexe sera sans délai notifiée à l'autre Partie par Lettre RAR.

A. Cas Général

Pour les besoins des Conventions, les Parties font élection de domicile aux adresses ci-après :

- **Le Gestionnaire**

SMO « Yvelines Numériques »
Monsieur le Président du Comité syndical
2 place André Mignot
78012 VERSAILLES

- **L'Usager**

……..
……..
……

Les notifications seront faites aux dites adresses selon les modalités prévues dans la Convention.

B. Correspondants techniques

- **Le Gestionnaire**

Correspondant technique : **Gérard Gauthier**

Téléphone : **0** 6 8 2 9 9 3 5 7 5

Télécopie : **0** 1 3 9 0 7 8 9 2 0

- **L'Usager**

Correspondant technique : _____

Téléphone :

Télécopie :

C. Adresse de Facturation

Les factures doivent être adressées aux adresses suivantes :

- **Le Gestionnaire**

SMO « Yvelines Numériques »
2 place André Mignot
78012 VERSAILLES

- **L'Usager**

……..
……..
……

Les paiements en faveur de chaque Partie seront effectués aux coordonnées bancaires indiquées sur la facture.

D. Mode d'Alerte

C.1 – Pour la Maintenance corrective

C.1.1 Service d'Assistance 24h/24h, 7j/7j,

Astreinte Cofély INEO Infracom 24h/24h – 7j/7j **03 80 78 68 19**

BON DE COMMANDE DE RACCORDEMENT D'UN SITE D'EXTREMITE DE L'USAGER

Identification du contractant

Nom ou raison sociale : _____

Représenté par (nom, fonction) : _____

Adresse : _____

Code Postal : ☐☐☐☐☐ Localité : _____

Téléphone : ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐ Télécopie : ☐☐☐☐☐☐☐☐☐☐

N°Siret : _____ Code NAF : ☐☐☐☐

Identification du ou des Sites (extrémités de la FON) :

Site d'Extrémité de l'Usager :

Adresse : _____

_____

Code Postal : ☐☐☐☐☐ Localité : _____

Coordonnées géographiques (GPS) : _____

Durée de sousciption des Services :

Durée :

- ☐ 3 ans
- ☐ 10 ans
- ☐ 15 ans
- ☐ 20 ans

Signature de la commande par l'Usager

Nom du représentant de la société dûment habilité à passer la commande : ……
En qualité de : ……
Fait en double exemplaire le …….. À ……..
Signature de l'Usager :

Accusé de réception de la commande par le SMO

Votre commande est enregistrée sous le n° ☐☐☐☐☐☐☐☐
(N° de prestation)

Signature de le SMO, le ☐☐☐☐☐☐☐☐

Le Service que vous nous avez demandé est réalisable aux conditions suivantes :

Tarifs applicables :

- ☐ Frais d'accès au service : € HT
- ☐ Redevance € HT

Date de Mise en Service : _____

Signature de la commande ferme par l'Usager

" Je confirme ma commande, m'engage à payer le prix y afférant et accepte la Mise en Service à la date convenue suivante : "

☐☐☐☐☐☐☐☐

Nom du représentant de la société dûment habilité à passer la commande : ……
En qualité de : ……
Fait en double exemplaire le …….. À ……..
Signature de l'Usager :

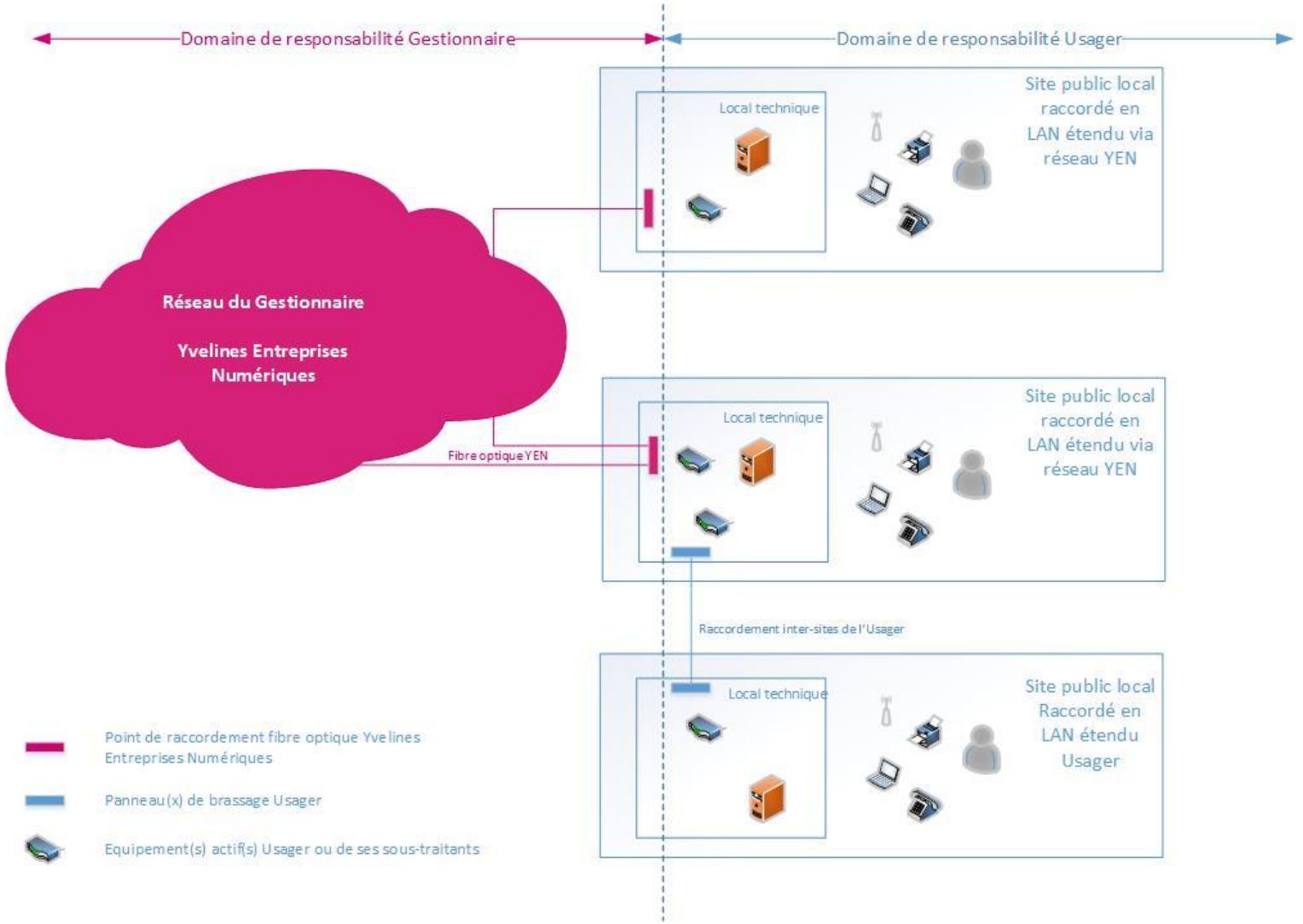
Notification de Mise en Service ***Complété par le SMO***

Date effective de mise à disposition : ☐☐☐☐☐☐☐☐

Signature de le SMO, le : ☐☐☐☐☐☐☐☐

Nom du signataire de le SMO : _____

Annexe 5 Limite de responsabilité entre le Gestionnaire et l'Usager



Annexe 6

Bon de commande du Service hébergement

L'Usager commande au Gestionnaire, qui accepte, les Services d'Hébergement indiqués ci-après, dans les conditions définies à la Convention.

La présente Commande porte sur la location par le Gestionnaire à l'Usager des Espaces Baie / Unités Baies suivants :

- Liste des Sites d'Hébergement dans lesquels un Espace Baie ou une Unité Baie est mis à disposition de l'Usager,
- Liste des travaux et prestations assurées par le Gestionnaire
- Liste des travaux et prestations assurées par l'Usager

Par ailleurs, l'Usager a également souscrit les Liaisons Inter-Bâtiments (LIB) indiqués ci -après.

Ces éléments sont indiqués ci-après.

Nom du Local	Adresse	Nombre d'Espace Baie mis à disposition	Dimension de l'Espace Baie	Nombre d'unités Baie mis à disposition	Date de convocation pour visite d'état des lieux	Date à laquelle l'Usager doit installer ses Equipements

1 TRAVAUX ET INSTALLATIONS REALISES PAR LE GESTIONNAIRE / USAGER

Au titre de la présente Commande, le Gestionnaire réalisera les travaux suivants :
A COMPLETER / INDIQUER DESCRIPTIF DES TRAVAUX / DELAIS et DATES DE REALISATION

Les travaux suivants demeurent à la charge de l'Usager :
A COMPLETER / INDIQUER DESCRIPTIF DES TRAVAUX et DES EQUIPEMENTS DE L'USAGER DONT L'INSTALLATION EST AUTORISEE DANS LE LOCAL D'HEBERGEMENT MUTUALISE / DELAIS et DATES DE REALISATION

Le cas échéant : un tableau joint à la présente Commande détaille les limites de prestations/responsabilités des Parties relatives à l'exécution des travaux susvisés.

2 DUREE

Le Service d'Hébergement est fournis à compter de la Date de Début de Service de chaque Espace Baie ou Unité Baie loué à l'Usager.
Pour chaque Service d'Hébergement, les durées de fourniture du Service d'Hébergement sont indiquées dans le tableau suivant :

N° du Service	Nom du Local	Durée de fourniture du Service d'Hébergement	Date de Début de Service	Date de Fin de Service (sous réserve de reconduction tacite)
SH n°1		...		
SH n°2				
SH n°3				
…				…

3 PRIX

Redevances

Les prix dus par l'Usager au titre de la présente Commande sont pour chaque Service :

N° du Service	Nom du Local	Redevance HT
SH n°1		
SH n°2		
SH n°3		
…	…	…

Les montants indiqués dans les tableaux ci-dessus sont tous en euros Hors taxes, auxquels la TVA sera appliquée au taux en vigueur.

Ces Prix sont dus pour la première fois à la Date de Location (le montant des prix est alors calculé prorata temporis), puis d'avance le dernier jour de chaque semestre, sur présentation par le Gestionnaire d'un titre de recettes.

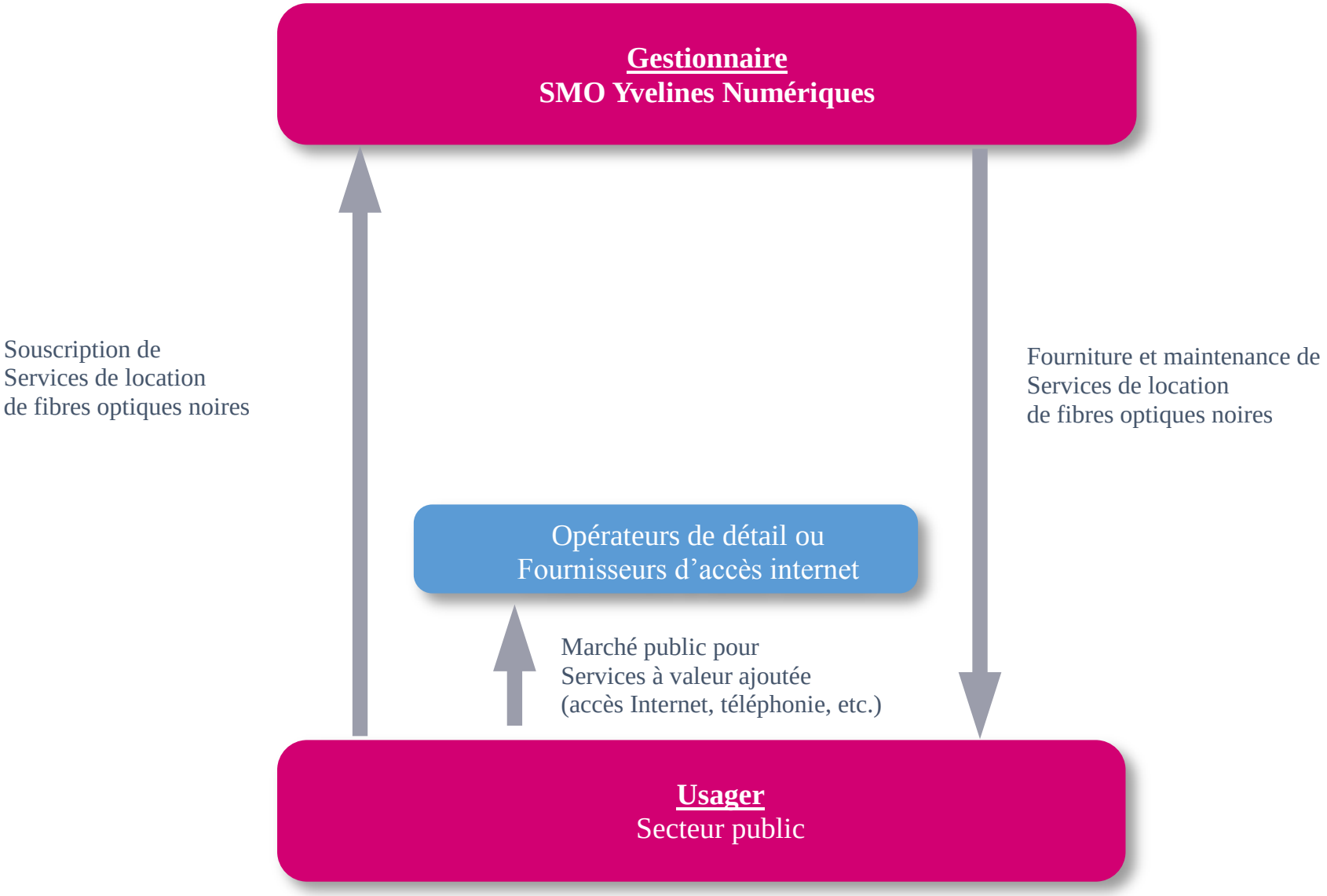
4 DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

La présente Commande entrera en vigueur à la date de sa réception et de son acceptation par le Gestionnaire.

Pour l'Usager
Le :
Nom :
Qualité :

Date de réception et d'acceptation de la Commande par le Gestionnaire :
Le :
Nom :
Qualité :

Annexe 7 Schéma Gestionnaire - Usager



ANNEXE 5 : AVENANT N°2 AU CONTRAT CADRE POUR LE SERVICE DE BANDE PASSANTE AVEC SEM@FOR77

AVENANT AU
CONTRAT CADRE N°SEM/CG/BP/001
SERVICES DE BANDE PASSANTE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

SEM@FOR 77 société par actions simplifiée, au capital de 5.000.000 €, dont le siège social est situé 30, rue Edouard Belin (92500) Rueil-Malmaison, enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre, immatriculée au répertoire SIREN sous le n°492 990 262,
Représentée par Monsieur Sébastien Lengrai, dûment habilité à l'effet du présent Contrat,
Ci-après dénommée « ***le Délégataire*** »,

D'UNE PART,

ET

La Région Île-de-France située 33 rue Barbet de Jouy 75007 Paris, représentée par sa présidente dûment habilitée par délibération de la commission permanente n°…du 21 septembre 2016,
Ci-après dénommée « ***La Région***»,

D'AUTRE PART.

Ensemble ou séparément ci-après dénommées « la ou les Partie(s) »

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Le Délégataire est titulaire d'une convention de délégation de service public notifiée le 10 novembre 2006 par le Département de Seine et Marne (ci-après la « *Convention de DSP*») portant sur l'exploitation d'un Réseau de communications électroniques sur le territoire de Seine et Marne, conformément aux dispositions de l'article L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Dans ce cadre, le Délégataire exploite et entretient un Réseau de communications électroniques haut débit sur le territoire de Seine et Marne. A ce titre, il exerce une activité d'opérateur d'opérateurs conformément à l'article L.1425-1 du CGCT et peut notamment fournir des services de livraison de Bande Passante à :

- des opérateurs de communications électroniques au sens des dispositions de l'article L32-15° du Code des Postes et des Communications électroniques - en ce, y compris les opérateurs de téléphonie, fixe ou mobile, les câblo-opérateurs, les fournisseurs d'accès à Internet ;
- Des groupes fermés d'utilisateurs au sens des dispositions de l'article L32-4° du Code des Postes et des Communications électroniques.

Dans le cadre de la mise en place du plan d'aménagement numérique du territoire adopté par délibération n° CR 70-11 du 29 septembre 2011, la Région participe à la construction du réseau de collecte Très Haut Débit de la Seine-et-Marne. Ce réseau permet d'interconnecter les lycées seine-et marnais au réseau de collecte géré par la délégation de service public SEM@FOR77.
Par délibération CP 13-200 du 4 avril 2013, la commission permanente a autorisé le président du conseil régional à signer avec SEM@FOR77 un contrat cadre pour le service de bande passante.
Par délibération CP 14-453 du 18 juin 2014, la commission permanente a autorisé le président du conseil régional à signer un avenant n° 1 à ce contrat cadre afin de prendre en compte une nouvelle grille tarifaire.

Ce deuxième avenant a pour objet de définir les nouvelles conditions tarifaires applicables dans le cadre de l'exécution de ce contrat.

CECI ETANT EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

La grille tarifaire de bande passante figurant à l'annexe 2 du contrat-cadre est modifiée comme suit :

Ancienne grille tarifaire

Conditions Particulières Service Bande Passante Entreprise (Offre BPE)
Conditions générales services de communications électroniques Janvier 2013

ANNEXE 2

GRILLE TARIFAIRE BANDE PASSANTE ENTREPRISE

I- *Frais d'accès au Service*

Les Frais d'accès au Service (FAS) sont forfaitaires à 360 €HT.

II- *Redevances correspondant à la redevance d'usage et de maintenance*

Service	VPN IP ou VPN Ethernet		IP Transit
Type de Tronc de Collecte	Local	National ou Local Longliné	Non applicable
Débit	€ HT par mois	€ HT par mois	€ HT par mois
2 Mbps	80	90	100
4 Mbps	160	180	200
6 Mbps	240	270	300
10 Mbps	360	410	460
20 Mbps	480	540	600
40 Mbps	560	680	800
100 Mbps	650	950	1200
1 Gbps	1 400	1 900	2 400

Nouvelle grille tarifaire

Redevances correspondant à la redevance d'usage et de maintenance

Bande passante	VPN IP ou VPN Ethernet		
	Livraison Pop Concessionnaire*	Livraison TH2/GS Longline	Transit IP **
Service	Redevance en €HT par mois	Redevance en €HT par mois	Redevance en €HT par mois
2 Mbps	80	90	100
4 Mbps	160	180	200
6 Mbps	240	270	300
10 Mbps	360	410	460
20 Mbps	430	540	600
40 Mbps	510	680	800
100 Mbps	600	950	1250
200 Mbps	650	1150	1450
300 Mbps	700	1300	1600
500 Mbps	800	1400	1800
1 Gbps	1000	1900	2400

Adresses IPv4

La souscription du service IP Transit donne lieu à l'attribution de 1 adresse IPv4 par lien unitaire. Les frais de mise à disposition d'une adresse supplémentaire sont de 50 € HT, dans la limite de 3 adresses supplémentaires.
La fourniture d'adresses IP supplémentaires fera d'objet d'un devis.

Option double adduction

La double adduction d'un site d'extrémité donne lieu à 10 % de remise sur le prix catalogue du lien de sécurisation.

Frais d'accès au Réseau

Les sites d'extrémité éligibles, non raccordés au réseau, supportent des Frais d'Accès au Réseau (FAR) qui dépendent de la localisation du site d'extrémité.

Localisation du site	FAR en € HT
En THD Zone	0
Périmètre restant	Sur devis

Le devis de raccordement est établi à partir du coût réel de réalisation de l'Accès au Réseau majoré de 15 % au titre des frais de gestion et de maîtrise d'œuvre.

Frais d'Adduction

Les Frais d'Adduction (FAD) de sites non raccordés au réseau sont facturés au coût réel de réalisation de l'adduction au réseau, majoré de 15 % au titre des frais de gestion et de maîtrise d'œuvre.

Services Divers

Service	Frais en € HT
Résiliation d'un service	50
Déplacement d'un technicien	80 + 80/heure
Modification de service	50
Tronc de collecte 10 G RENATER	2 500 €HT /MOIS

Les services complémentaires, équipements, installations et demandes d'intervention peuvent faire l'objet de facturations complémentaires.

ARTICLE 2

Les autres stipulations du contrat demeurent inchangées.

En deux (2) exemplaires originaux :

Pour le Délégataire	**Pour la Région**
Fait à .....[.....], le [.....], [...]	Fait à [.....], le [.....], [...]

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-431 DU 21 SEPTEMBRE 2016

ÉQUIPEMENTS PÉDAGOGIQUES DANS LES EPLE

DIVERSES POLITIQUES RÉGIONALES

SIXIÈME RAPPORT DE L'ANNÉE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation ;
VU Le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU La délibération n°CR 93-15 du 18 décembre 2015 donnant délégation de pouvoir du conseil régional à sa Présidente
VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n°CP 12-848 du 23 novembre 2012, et son article 6 relative à la convention entre la Région Ile-de-France et les académies franciliennes pour la gestion de l'adaptation de l'offre de formations dans le cadre du Plan Prévisionnel Triennal Glissant (PPTG) ;
VU La délibération n° CP 16-311 du 12 juillet 2016 relative à l'équipement pédagogique dans les EPLE – 5ème affectation 2016
VU La délibération n° CP 16-232 du 15 juin 2016 relative à l'équipement pédagogique dans les EPLE – 4ème affectation 2016
VU La délibération n° CP 16-124 du 18 mai 2016 relative à l'équipement pédagogique dans les EPLE – 3ème affectation 2016
VU Le règlement (CE) n°1303/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 portant dispositions communes relatives aux Fonds européens structurels et d'investissement ainsi que les règlements délégués et les actes d'exécution afférents
VU Le règlement (CE) n°1301/2013 du Parlement européen et du conseil du 17 décembre 2013 relatif au Fond européen de développement économique et régional
VU La décision de la Commission européenne C(2014) 10205 du 18 décembre 2014 portant approbation du Programme opérationnel régional FEDER-FSE de l'Ile-de-France et du bassin de Seine sur le fondement de l'article 29 du règlement (CE) n°1303/2013.
VU Le budget de la région d'Île-de-France pour 2016 ;
VU L'avis de la Commission des finances ;
VU L'avis de la Commission de l'éducation ;
VU Le rapport CP 16-431 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1er :

Décide d'attribuer aux établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **3 211 218 €,** conformément aux tableaux figurant en annexe 1 et 3 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 211 218 €,** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) du budget régional 2016.

Article 2 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **815 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «matériel pédagogique» (12200801) du budget

régional 2016 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France. *(Cette autorisation de programme enveloppe la provision de matériels pédagogique et également la publication du lancement du marché TNI).*

Article 3 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **7 030 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «Équipement des lycées publics», action «Développement des TICE et des ENT» (12200803) du budget régional 2016 au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les établissements publics locaux d'enseignement de la région Île-de-France. *(Cette autorisation de programme enveloppe la provision de matériels informatiques, le lancement du marché TNI, la provision du marché activation réseaux et les ENT).*

Article 4 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **289 740 €** disponible sur le chapitre 902 «enseignement», code fonctionnel 222 «lycées publics», programme HP222-008 (122008) «équipements des lycées publics», action «transports» (12200802) du budget régional 2016 afin de doter les établissements publics locaux d'enseignement de la Région Île-de-France en véhicules.

Article 5 :

Décide d'attribuer aux cités mixtes régionales de la région Île-de-France pour l'achat d'équipements pédagogiques des dotations d'un montant total de **345 664 €**, conformément au tableau figurant à l'annexe 2 à la présente délibération.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **345 664 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «matériel pédagogique» (12203001) du budget régional 2016.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **69 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) « Equipement des cités mixtes régionales », action «matériel pédagogique» (12203001) du budget régional 2016 au titre des marchés publics d'achat d'équipements pédagogiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France.

Article 7 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **720 000 €** disponible sur le chapitre 902 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participation à des cités mixtes», programme HP224-030 (122030) «Équipement des cités mixtes régionales», action «Développement des TICE et des ENT » (12203004) du budget régional 2016 au titre des marchés publics d'achat d'équipements informatiques pour les cités mixtes régionale de la région Île-de-France. *(Cette autorisation de programme enveloppe la provision de matériels informatiques, le lancement du marché TNI, la provision du marché activation réseaux)*.

Article 8 :

Affecte un montant d'autorisations de programme de **22 440 €** disponible sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 224 « Participation à des cités mixtes », programme HP224-030 (122030) « Équipement des cités mixtes régionales », action « transports » (12203002) du budget régional 2016 afin de doter les cités mixtes régionales de la Région Île-de-France en véhicules.

Article 9 :

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **60 000 €** sur le chapitre 902 «enseignement», code fonctionnel 224 «participation à des cités mixtes», programme HP224-013 (122013) «Équipement des cités mixtes départementales» (12201301), action «Équipement des cités mixtes départementales» du budget 2016.

Article 10 :

Affecte une autorisation de programme de **4 200 €** disponible sur le chapitre budgétaire 902 « enseignement », code fonctionnel 28 « autre services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 (128005) « schéma des formations », action « logiciels et matériels didactiques » (12800503) du budget régional 2016, afin de permettre le versement des sommes correspondantes à la réalisation des développements et évolutions de SOFA (outil de préparation des rentrées commun à l'Etat et la Région) pour l'année 2016**.**

Article 11 :

Affecte une autorisation d'engagement de **650 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP28-005 « Schéma des formations », action «Développement des TICE et des ENT » (12800504) du budget régional 2016, afin de réaliser les prestations d'hébergement, d'exploitation des serveurs, de maintenance du socle ENT et des services applicatifs, ainsi que le support téléphonique jusqu'à début 2017.

Article 12 :

Désaffecte **175 726,04 €,** du chapitre 902 "Lycées", chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées Publics », programme HP 222-008 (122008) « Equipements des lycées publics », action « matériel pédagogique » (12200801) du budget 2016, initialement affecté par délibération n° CP 16-124 du 18 mai 2016 conformément à l'annexe 4 à la présente délibération.

Désaffecte **56 552,40 €,** du chapitre 902 "Lycées", chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées Publics », programme HP 222-008 (122008) « Equipements des lycées publics », action « matériel pédagogique » (12200801) du budget 2016, initialement affecté par délibération n° CP 16-232 du 15 juin 2016 conformément à l'annexe 5 à la présente délibération.

Désaffecte **21 173,86 €,** du chapitre 902 "Lycées", chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées Publics », programme HP 222-008 (122008) « Equipements des lycées publics », action « matériel pédagogique » (12200801) du budget 2016, initialement affecté par délibération n° CP 16-311 du 12 juillet 2016 conformément à l'annexe 6 à la présente délibération.

Décide, suite à une erreur matérielle, qu'il convient de lire, à l'article 5 de la délibération CP16-311 du 12 Juillet 2016, le montant de 200 122,33 € au lieu de 201 546,33 €, initialement affecté par délibération n° CP 16-124 du 18 mai 2016 sur le chapitre 902 "Lycées", chapitre 902 « Enseignement » code fonctionnel 222 « Lycées Publics », programme HP 222-008 (122008) « Equipements des lycées publics », action « matériel pédagogique » (12200801) du budget 2016.

Article 13 :

La ressources prévisionnelle du concours du FEDER pour la réalisation des actions du marché de fourniture d'équipement d'infrastructures systèmes et réseaux destinés aux lycées – Lot 3 : équipements Wifi seront imputées sur la rubrique 74 771 du budget régional.

La Présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°1

Dotations financières aux lycées

ANNEXE au rapport
Montant total dotations financières au titre du présent rapport
3 124 815 €

75 - PARIS 03EME SIMONE-WEIL (0750651A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MODULES EXAO	PRIMO ÉQUIPEMENT SYSTÈME EXAO POUR PHYS-SVT-CHI SUITE A INSPECTION LIE AU PROGRAMME ET A DEMANDE ENSEIGNANTS NB : CF DEVIS STE BIOLAB N° DE1600221	1	14 000 €
		Somme :	**14 000 €**

75 - PARIS 04EME SOPHIE-GERMAIN (0750653C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	CENTRALE D'ACQUISITION + LOGICIELS + CAPTEURS VOIR DEVIS EUROSMART N° FP 727720 DU 02/12/2015	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

75 - PARIS 10EME GUSTAVE-FERRIE (0750775K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	DOTATION ATTRIBUEE POUR LA RENOVATION DE LA SALLE POLYVLENTE - SELON DEVIS ARATICE N° PR1511-0158	1	7 920 €
		Somme :	**7 920 €**

75 - PARIS 11EME DORIAN (0750676C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition matériel pédago BTS Topographe vu avec l'IEN comprenant : 3 stations totales, 1 station multifonction, 2 niveaux, 2 récepteur GNSS, 1 scanner 3D, 1 télémètre laser (D.A.)	1	141 620 €
		Somme :	**141 620 €**

75 - PARIS 11EME MARCEL-DEPREZ (0750788Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Capteur voltmètre +/- 12V +/-24V tooxy/airnext/foxy	12	7 920 €
		Somme :	**7 920 €**

75 - PARIS 13EME GALILEE (0750785W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE FORTE		1	258 €
		Somme :	**258 €**

75 - PARIS 13EME PIERRE-GILLES-DE-GENNES-ENCPB (0750685M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	Equipements EXAO pour les épreuves expérimentales du BAC (sondes à éthanol CO2) et en CPGE (nouveaux programmes BCPST)	25	25 000 €
		Somme :	**25 000 €**

75 - PARIS 14EME CROCE-SPINELLI (0752799K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PRESSE À DÉCOUPER MACHINE À MARQUER ET À COMPOSTER PNEUMATIQUE	complément d'équipement de l'atyelier maroquinerie	1	3 200 €
		Somme :	**3 200 €**

75 - PARIS 14EME EMILE-DUBOIS (0750692V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	DOTATION EXCEPTIONNELLE AFFICHAGE DYNAMIQUE	1	2 000 €
		Somme :	**2 000 €**

75 - PARIS 15EME BRASSAÏ (0750794F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
APPAREIL PHOTO NUMERIQUE	appareil photo professionnel pour reportage	12	11 592 €
		Somme :	**11 592 €**

75 - PARIS 15EME FRESNEL (0750695Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	CHARIOT MOBILE SMALBOX - EQUIPEMENT DU BTS SYSTEMES PHOTONIQUES- SELON DEVIS MANHUTANT	1	3 500 €
		Somme :	**3 500 €**

75 - PARIS 15EME LÉONARD-DE-VINCI (0754475G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

75 - PARIS 15EME LOUIS-ARMAND (0751708Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	renouvellement matériel	8	4 792 €
LOGICIEL DE TRAITEMENT POUR INTERFACE EXAO	renouvellement logiciel	1	370 €
MODULE CO2	renouvellement matériel	5	495 €
MODULE D'OXYMETRIE	renouvellement équipement	8	3 112 €
MODULE ETHANOL	renouvellement de matériel	1	20 €
MODULE OPTIQUE LUMIÈRE (PHOTOMETRE)	renouvellement d'équipement	8	872 €
		Somme :	**9 661 €**

75 - PARIS 17EME ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE (0750707L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASPIRATEUR FIXE EAU POUSSIERE	demande justifiée par le bon entretien de l'établissement	3	798 €
BAC GASTRONORME	Demande justifiée par le fonctionnement du service de restauration	6	234 €
CHARIOT PORTE ASSIETTES PROPRES	demande justifiée par le bon fonctionnement du service de restauration (chariot chauffant assiettes)	2	2 642 €
RAMEQUIN		300	600 €
RAVIER		300	600 €
		Somme :	**4 874 €**

75 - PARIS 17EME JEAN-DROUANT (0750708M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CAVE A VIN	Vu avec M. Timic (gestionnaire) et M. Blasco (chef de cuisine) le 18 mai - 1 cave à vin + 1 machine sous vide + 1 centrifugeuse + 1 turbine à glace	1	20 000 €

TRANSPALETTE ELECTRIQUE	Vu avec M. Timic (gestionnaire) et M. Blasco (chef de cuisine) le 18 mai - en complément des 500€ de 2014 pour un transpalette manuel inadéquate.	1	2 000 €
		Somme :	**22 000 €**

75 - PARIS 18EME EDMOND-ROSTAND (0750800M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Vu avec Mme Cabrisseau (gestionnaire) le 20 Mai et selon devis Fomma 7100840 - La ligne de self actuelle a été donné depuis près de 20 ans, par un autre lycée en rénovation. Cet équipement qui ne figure pas à l'inventaire, est aujourd'hui hors norme	1	26 225 €
		Somme :	**26 225 €**

77 - BUSSY-SAINT-GEORGES MARTIN-LUTHER-KING (0772292Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

77 - CHAMPAGNE-SUR-SEINE LAFAYETTE (0770920G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle complémentaire pour acquisition maquette pédago du BTS SN pour les établissements qui ont les 2 options en accord avec IEN (D.A.)	1	10 000 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition de 25 places d'internat "courrier proviseur du 17/06/2016) selon devis Mobidécor PP11498742 du 12/05/16. Fin du MAC Région au 15 septembre 2016 (D.A.)	1	22 700 €
MODULES EXAO	matériels obligatoires pour les épreuves pratiques de SVT au baccalauréat S SVT	8	17 360 €
		Somme :	**50 060 €**

77 - CHELLES GASTON-BACHELARD (0770922J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
MODULES EXAO	équipement d'une salle	6	22 026 €
		Somme :	**46 266 €**

77 - CHELLES LOUIS-LUMIÈRE (0771171E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Changement de carte des axes panne d'affichage.	1	438 €
		Somme :	**438 €**

77 - COMBS-LA-VILLE GALILÉE (0772127U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Renouvellement d'équipements très anciens et hors d'usage (les interfaces et les logiciels ne sont plus utilisables, les capteurs sont obsolètes ou ne fonctionnent plus)	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

77 - CONGIS-SUR-THEROUANNE GUÉ-A-TRESMES (DU) (0771658J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
FRAISEUSE A COMMANDE NUMERIQUE < 4KW	Machine CNC ICP4030 avec post processeur intégré.	1	7 000 €
		Somme :	**7 000 €**

77 - COULOMMIERS GEORGES-CORMIER (0772311U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour remise en état de boite de vitesse du Renault Midlum 240 DXI de la section "conducteur routier" selon devis BLANCHARD TVI dc 00037 du 19/05/2016 (D.A.)	1	2 500 €
		Somme :	**2 500 €**

77 - LA ROCHETTE BENJAMIN-FRANKLIN (0770943G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASPIRATEUR FIXE FUMEES DE SOUDURE	Reste à réaliser la 2ème et dernière tranche de l'aspiration en atelier énergétique. Ensemble fixe , avec bras mobile par poste de soudage oxygène acétylène permettant l'aspiration (gaz et fumée).	1	48 000 €
		Somme :	**48 000 €**

77 - LOGNES EMILY-BRONTË (0772294A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BAIN MARIE THERMOSTATE	Achat de 2008 pas de numéro de région, trois bains HS, trois supplémentaires compte tenu des effectifs	6	4 200 €
CUVE À ELECTROPHORÈSE	Nous ne souhaitons les cuves que s'il est possible d'obtenir également 2 générateurs à électrophorèse.	6	3 000 €
		Somme :	**7 200 €**

77 - MEAUX CHARLES-BAUDELAIRE (0771880A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PERCEUSE ELECTRIQUE A PERCUSSION	maintenance de l'établissement	1	650 €
		Somme :	**650 €**

77 - MEAUX PIERRE-DE-COUBERTIN (0770931U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Système Radar Dissuasif Didactisé RDR-210 + Pupitre de mesures , + Pupitre sous-système information + Panneau photovoltaïque, + Projecteurs halogènes (2), + Kit projets élèves, Société: DISTRAME Réf.: 9EQRADAN6F Filières : EE + SIN + ETT + Bac. S-SI	1	11 950 €
		Somme :	**11 950 €**

77 - NANGIS HENRI-BECQUEREL (0772277G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	Equipement d'un laboratoire de svt ou de physiques	12	16 284 €
		Somme :	**16 284 €**

77 - NEMOURS ETIENNE-BEZOUT (0770940D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	REMPLACEMENT INTERFACE OBSOLETE	24	25 776 €
		Somme :	**25 776 €**

77 - OZOIR-LA-FERRIERE LINO-VENTURA (0772225A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Renovationde la salle multimédia Histoire Géo - selon devis PENTASONIC DV113681	1	5 110 €
		Somme :	**5 110 €**

77 - PROVINS PANNEVELLES (LES) (0771336J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BOUTEUR BULL	Modification de la demande le 30/06/2016 par Monsieur THIANO (chef de travaux) remplacement du bouteur par une pelle (D.A.)	1	170 000 €
		Somme :	**170 000 €**

77 - THORIGNY-SUR-MARNE AUGUSTE-PERDONNET (0770944H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
VESTIAIRE TVX SALISSANTS L800 2 COL CAD (VESSC402)	Remplacement des blocs casiers par des vestiaires du type VES CC422 de chez TIROCLAS	30	9 510 €
		Somme :	**9 510 €**

77 - TORCY JEAN-MOULIN (0772120L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

77 - VARENNES-SUR-SEINE GUSTAVE-EIFFEL (0770945J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Dépannage AMADA carte commande pedale éclairage.	1	3 765 €
		Somme :	**3 765 €**

77 - VAUX-LE-PENIL SIMONE-SIGNORET (0772310T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE DE CLA-SSE AVEC ETAGERES	Bac Pro GA : POUR LE CMPA PRESLES EN BRIE - complement pour élèves handicapes - suivant devis RDBureautique n° 20160707.3 - 14 445,42 E TTC -	1	14 446 €
		Somme :	**14 446 €**

78 - AUBERGENVILLE CERTA PRODUCTIQUE (9780121?)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Dotation exceptionnelle pour remise en état du plateau tournant du centre d'usinage COMAU selon BC N°016/027 du 27/06/2016 (D.A.)	1	55 000 €
		Somme :	**55 000 €**

78 - CONFLANS-SAINTE-HONORINE JULES-FERRY (0781845G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

78 - CONFLANS-SAINTE-HONORINE SIMONE-WEIL (0783447Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	DOTATION POUR PROJET PEDAGOGIQUE EPS	1	3 000 €
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Dépannage tourelle TBI 280 perte d'outils, dijoncteur, interupteur de position,Haas Minimill variateur,carousel ,filtre.	1	2 893 €
		Somme :	**5 893 €**

78 - LA BOISSIERE-ECOLE HÉRIOT (0783213U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition de kayaks de mer + petit matériel selon note transmise le 03/02/2016 (D.A.)	1	15 290 €
		Somme :	**15 290 €**

78 - LA CELLE-SAINT-CLOUD CORNEILLE (0782822U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

78 - LA QUEUE-LES-YVELINES JEAN-MONNET (0781839A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	renouvellement de l'EXAO pour les salles 21 et 22	1	23 506 €
		Somme :	**23 506 €**

78 - MANTES-LA-JOLIE SAINT-EXUPÉRY (0782539L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Equipement audiovisuel de la salle polyvalente de l'etablissement	1	8 000 €
		Somme :	**8 000 €**

78 - MANTES-LA-VILLE CAMILLE-CLAUDEL (0783533S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PRESSE CUISSE MIXTE 200 KG L 2500 X H 2200 X LA 1000 POIDS 410 KG	achat de divers matériels pour la musculation	1	5 000 €
		Somme :	**5 000 €**

78 - MONTIGNY-LE-BRETONNEUX EMILIE-DE-BRETEUIL (0781819D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Poursuite de la politique du lycée de remplacement des vieux rideaux qui ne sont plus ignifugés ou abîmés ou manquants + Pose de rideaux au CDI et en salle de réunion (équipée en 2014-2015 d'un grand écran électrifié et d'un vidéoprojecteur)	1	20 000 €
		Somme :	**20 000 €**

78 - POISSY CHARLES-DE-GAULLE (0781898P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO		10	11 000 €
		Somme :	**11 000 €**

78 - SAINT-CYR-L'ECOLE JULES-HARDOUIN-MANSART (0783140P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC OPTIQUE		10	12 000 €
KIT BALADO 18 BALADEURS	Kit balado 18 baladeurs	1	2 400 €
MATERIEL DE MESURE	Bancs KOEFLER	1	2 000 €
RETROPROJECTEUR	rétroprojecteur-visualiseur en complément des vidéoprojecteurs	5	1 135 €
		Somme :	**17 535 €**

78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE AGRICOLE (0780004F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
OSCILLOSCOPE NUMERIQUE COULEUR 2X60MHZ - 3 INTERFACES USB	Référence précise pas trouvé dans liste	4	1 844 €
PERFORATEUR PNEUMATIQUE	1 lot d'outillage pour l'atelier de maintenance: 1 scie sabre, 1 couteau électro, 1 marteau GHB	1	2 800 €
		Somme :	**4 644 €**

78 - SAINT-GERMAIN-EN-LAYE LÉONARD-DE-VINCI (0782556E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	Nous souhaitons des SYSAM SP5. Nos interfaces actuelles (ORPHYS GTS2 de Micrelec qui n'existe plus) datent des années 90. Elles ne permettent pas l'acquisition des signaux grandes fréquences comme les ultrasons.	9	11 016 €
LOGICIEL DE TRAITEMENT POUR INTERFACE EXAO	Latis-Pro en lien avec la demande de renouvellement des interfaces.	1	864 €
		Somme :	**11 880 €**

78 - SARTROUVILLE JULES-VERNE (0783431F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation complémentaire exceptionnelle suite à dotation CP 16-61 du 22/1/2016 - demande 1164 pour acquisition d'un banc d'études de pompes selon mail intendante du 19.02.2016 (D.A.)	1	10 000 €
TONDEUSE A GAZON MANUELLE	MATERIEL ACTUEL HORS D USAGE	1	1 500 €
		Somme :	**11 500 €**

78 - TRAPPES LOUIS-BLÉRIOT (0780273Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Broyeur pour opérations de maintenance mécanique.	1	8 500 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Rétro-fit du système Ravoux	1	6 000 €
		Somme :	**14 500 €**

78 - VERSAILLES JACQUES-PRÉVERT (0782603F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT POUR ENTRETIEN, NETTOYAGE, LAVAGE	Chariot de ménage Compact35. Remplacement des chariots de ménage en mauvais état. Sur devis détaillé. Fournisseur : M.R.NET - Beaumont sur Oise.	5	855 €
		Somme :	**855 €**

78 - VERSAILLES JULES-FERRY (0782565P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle complémentaire pour acquisition maquette pédago du BTS SN pour les établissements qui ont les 2 options en accord avec IEN (D.A.)	1	10 000 €
		Somme :	**10 000 €**

78 - VERSAILLES LA-BRUYÈRE (0782563M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition de tables informatiques pour CPGE selon demande PR3 mal libellée (D.A.)	1	1 628 €
		Somme :	**1 628 €**

78 - VILLEPREUX SONIA-DELAUNAY (0781952Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	remplacement d'un matériel obsolète	1	24 240 €
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	remplacement d'un matériel obsolète	1	24 240 €
		Somme :	**48 480 €**

78 - VILLIERS-SAINT-FREDERIC VIOLLET-LE-DUC (0782587N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TABLE ELEVE MONOPLACE 4 PIEDS T7	Suivant devis SD 120037 - 1782 E TTC - et Sordalab DG4861 - 24530 E TTC -	1	26 312 €
		Somme :	**26 312 €**

91 - ATHIS-MONS MARCEL-PAGNOL (0910623H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour modernisation de la salle multimedia . Selon devis UGAP	1	12 024 €
		Somme :	**12 024 €**

91 - BRETIGNY-SUR-ORGE JEAN-PIERRE-TIMBAUD (0910975R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition matériel pédago BTS Topographe vu avec l'IEN comprenant : 2 récepteur GNSS, 1 scanner 3D, 2 télémètre laser (D.A.)	1	71 520 €
		Somme :	**71 520 €**

91 - CORBEIL-ESSONNES ROBERT-DOISNEAU (0910620E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Réparation suite choc tourelle TBI 280 /Réparation Scie BEHRINGER/Chgt. contacteur de puissance réglga butée en Z	1	2 332 €
		Somme :	**2 332 €**

91 - COURCOURONNES GEORGES-BRASSENS (0911828T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	DOTATION EXCEPTIONNELLE POUR L'ACQUISITION DU MATERIEL AUDIOVIDUEL DE L'OPTION CINEMA	1	2 500 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Mobilier spécifique pour salle musique, loge et salle de montage	1	5 000 €
		Somme :	**7 500 €**

91 - DOURDAN ALFRED-KASTLER (0911985N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASSIETTE PLATE	renouvellement de nos assiettes après casse. reste 380 assiettes très lourdes.	500	2 000 €
CELLULE DE REFROIDISSEMENT RAPIDE	pas de cellule de refroidissement	1	2 000 €
CHARIOT DE SERVICE A ETAGE	renouvellement de 3 chariots de service et de débarassage avec freins et plateaux	3	600 €
CHARIOT PORTE ASSIETTES PROPRES	chariot à niveau constant pour assiettes	1	900 €
COMBINE CUTTER-MIXER	combiné cutter-coupe légumes	1	2 000 €
DEBROUSSAILLEUSE	renouvellement débroussalleuse	1	536 €
TABLE DE PREPARATION INOX	besoin d'une table multi service en inox afin d'optimiser la réception de marchandises	1	400 €
TABLE ROULANTE INOX	1 table à 1m50 de large 1 table à 1m20 de large	2	1 200 €

TRANSPALETTE MANUEL	petit transpalette pour transport de petites à moyennes marchandises à l'intérieur du lycée après livraison	1	500 €
		Somme :	**10 136 €**

91 - DOURDAN FRANCISQUE-SARCEY (0910621F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ASSIETTE A DESSERT		500	1 500 €
ASSIETTE PLATE		500	2 000 €
BOL		200	800 €
COUTEAU DE TABLE		1 000	2 000 €
CUILLERE		1 000	2 000 €
FOURCHETTE		1 000	2 000 €
VERRE		500	1 000 €
		Somme :	**11 300 €**

91 - ETAMPES GEOFFROY-SAINT-HILAIRE (0910622G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Ce matériel est indispensable pour traiter les sujets d'ECE du baccalauréat. Le matériel actuel est hors d'usage	1	24 160 €
		Somme :	**24 160 €**

91 - ETIOLLES CHÂTEAU-DES-COUDRAIES (0910629P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
FOUR	Vu avec M. Roux (Proviseur) et Mme Ripolli (gestionnaire) le 10 juin - 1 four à sol à changer en pâtisserie et 1 batteur. Matériel en fin de vie. Gros problèmes de cuisson sur les productions des élèves.	1	30 000 €
		Somme :	**30 000 €**

91 - EVRY AUGUSTE-PERRET (0911343R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LAVE LINGE	les agents n'ont aucun matériel pour entretenir leur tenue de travail	1	550 €
		Somme :	**550 €**

91 - EVRY PARC-DES-LOGES (0911251R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ACCESSOIRES (A PRECISER EN COMMENTAIRE)	EQUIPEMENTS DIVERS EXAO jeulin (13 jeux) -adaptateurs oxymetriques -consoles EXAO VISIO PLUS ; - SONDES OXYMETRIQUES -adaptateurs éthanol; - sondes éthanol ; -martoréflexes	1	24 420 €
CENTRALE D'ACQUISITION ET DE MESURES ELECTRONIQUES	EUROSMART TYPE SYSAM SP5 mesures EXAO	18	22 104 €
		Somme :	**46 524 €**

91 - GIF-SUR-YVETTE VALLÉE-DE-CHEVREUSE (DE LA) (0911913K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	MATERIEL EXISTANT OBSOLETE + 25 ANS	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

91 - LIMOURS JULES-VERNE (0911983L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Suivant mail du 16/06/2016	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

91 - MASSY PARC-DE-VILGÉNIS (0910727W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour du matériel de sport suite au courrier du lycée en date du 29/06/2016 et de la facture n°AP207207 de Casal sport en date du 16/06/2016	1	2 874 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	modernisation de l'infrastructure de virtualisation devis UGAP 34948778	1	48 814 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	L'ETUDE DE LA PARTIE ARCHITECTURE ET CONSTRUCTION NE PEUT ÊTRE ABORDEE EN STI2D TRANSVERSAL (1/4 PROGRAMME) PAR ABSENCE DE MATERIEL	1	20 000 €
		Somme :	**71 688 €**

91 - MENNECY MARIE-LAURENCIN (0911962N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MICROSCOPE MONOCULAIRE B3M 4,10,40,100 (REF.K7160)	Microscope	20	6 920 €
		Somme :	**6 920 €**

91 - MONTGERON ROSA-PARKS (0910625K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DE DOMOTIQUE	Selon devis ERM 164HJ/HJ00034 - kit complet KNX avec des coffrets afin de pouvoir multiplier les activités de Tp et avoir du matériel de mesure comme support de projets.	1	14 292 €
		Somme :	**14 292 €**

91 - OLLAINVILLE CHÂTEAU-DU-LAC (LE) (0910429X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
SCIE A RUBAN POUR METAL		1	2 200 €
TRACTEUR DE TONTE	Complément de subvention initiale de 7000.00 €. Cette somme inexploitable même pour du matériel d'occasion. L'établissement se trouve dans un parc de 07 hectares avec de nombreuses zones vertes qui justifient la dotation d'un matériel performant.	1	10 000 €
		Somme :	**12 200 €**

91 - ORSAY BLAISE-PASCAL (0910626L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	Sur les 17 supports de TP utilisés, 12 ont été achetés en 2003 et répondent difficilement aux exigences du programme de CPGE modifié en 2013	1	5 628 €
		Somme :	**5 628 €**

91 - QUINCY-SOUS-SENART LES-FRÈRES-MOREAU (0911493D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Débloquage 2 tourelles rosilio/ Réglage capteur arrière tourelle/ Réparation verin pont 4 colonnes.	1	3 160 €
		Somme :	**3 160 €**

91 - SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS ALBERT-EINSTEIN (0911346U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Equipement obsolète	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

92 - BOIS-COLOMBES ALBERT-CAMUS (0920132U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	PACK COMPLET PHYSIQUE CHIMIE VERSION INTERFACE 550 REF P/9PHY SODARLAB	10	18 980 €

MODULES EXAO	montée pédagogique et renouvellement matériels obsolètes	4	26 976 €
		Somme :	**45 956 €**

92 - BOIS-COLOMBES DANIEL-BALAVOINE (0921595J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BAC A BD, CD, DVD (CAPACITE 150 BD)	Mobilier de CDI	4	2 032 €
OUVRE BOITE MANUEL	Difficulté des agents avec un ouvre-boite non professionnel De nombreuses boites à ouvrir	1	180 €
THERMOS	Lorsque nous recevons des stages ou des examens	2	200 €
		Somme :	**2 412 €**

92 - CLICHY NEWTON-ENREA (0920136Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	Équipement d'une nouvelle salle informatique. Plusieurs interfaces ExaO, Comprends (prix unitaire): - Sonde oxymétrique 542 ¿; - Capteur oxymétrique 289 ¿ - Capteur éthanol 106,99 ¿; - Sonde éthanol 109 ¿ - Teslamètre 159 ¿ etc…	9	27 594 €
INTERFACES EXAO	Enseignement de la S.V.T., équipement d'une nouvelle salle informatique.	9	8 991 €
		Somme :	**36 585 €**

92 - CLICHY RENÉ-AUFFRAY (0922149L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE REFRIGEREE FROID POSITIF	Vu avec M. Lis (Proviseur) le 24 Mai et selon devis D'AUM international DE7262 - Deux armoires froides positives de présentation des desserts des deux restaurant d'application. L'objectif est de réponse aux différentes prescriptions	1	4 346 €
RAYONNAGE POUR ECONOMAT	Vu avec M. Lis (Proviseur) le 24 Mai et selon devis D'AUM international DE7214 - Etagères barraudées inox pour le stockage des casseroles des 6 cuisines pédagogiques, dans de bonnes conditions d'hygiène	1	16 186 €
		Somme :	**20 532 €**

92 - COURBEVOIE PAUL-LAPIE (0920138A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Nécessité pour l'enseignement de SVT de posséder un nouveau kit EXAO	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

92 - GENNEVILLIERS GALILÉE (0921156G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour remplacement d'un four selon devis UGAP vu avec Alice LY (D.A.)	1	19 152 €
		Somme :	**19 152 €**

92 - NANTERRE CLAUDE-CHAPPE (0921626T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TELEVISEUR LCD 16/9 - ECRAN PLAT 80 CM	nos 3 écrans sont H.S Nous les utilisions pour les informations à l’entrée du lycée et en salle des profs et pour au foyer (infos vie scolaire/ abs profs/ dates stages , campagne de bourses ..)	3	2 700 €
		Somme :	**2 700 €**

92 - NEUILLY-SUR-SEINE FOLIE-SAINT-JAMES (LA) (0920143F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CONTENEUR	Equiper les bureaux administratifs et les salles de classes de collecteurs de tri sélectif papier	40	3 200 €
		Somme :	**3 200 €**

92 - RUEIL-MALMAISON RICHELIEU (0920799U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MAQUETTE DIDACTIQUE	SYSTEME EGRENAGE LINEAIRE	1	15 950 €
		Somme :	**15 950 €**

92 - SEVRES JEAN-PIERRE-VERNANT (0920802X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Selon Devis UGAP 34914428 .	1	8 407 €
EQUIPEMENT EXAO	Suivant devis eurosmart FP727657 la moitie des equipements - 20 équipements exao pour enseignement SVT(consoles, capteurs, sondes...) 3 Devis demandés: EUROSMART le mieux disant. Matériel actuel plus de 10 ans.	1	26 101 €
		Somme :	**34 508 €**

92 - VILLENEUVE-LA-GARENNE CHARLES-PETIET (0922277A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Dépannage cellule de sécurité pont de levage.	1	558 €
		Somme :	**558 €**

92 - VILLENEUVE-LA-GARENNE MICHEL-ANGE (0921594H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Ce matériel nous est également nécessaire pour l'enseignement des sciences.	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

93 - AULNAY-SOUS-BOIS VOILLAUME (0930834B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LAVE BATTERIE RESTAURATION 27 KW	Dotation exceptionnelle en complément du financement avec le FCRSH à hauteur de 15 244 Euros pour l'achat d'un lave batterie selon devis N°DL-16118 de MESREL du 28/06/2016 pour un montant total de 20 542,93 Euros .	1	5 299 €
		Somme :	**5 299 €**

93 - BAGNOLET EUGÈNE-HÉNAFF (0932119Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CENTRE DE PERCAGE A COMMANDE NUMERIQUE	Renouvellement Centre d'usinage Commande Num de 2001. Partie commande obsolescente, pannes régulières, dernière réparation 7000¿. Passage de 3 en 5 axes permet aux élèves de BMA de réaliser le prototypage de leur projet examen.	1	133 000 €
		Somme :	**133 000 €**

93 - DRANCY PAUL-LE-ROLLAND (0932229T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour l'achat d'une tondeuse autoportée TC 238 HUSQVARNA de Jardins et Loisirs à la demande de l'ATTE du lycée en date du 13/06/2016	1	3 735 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour le remplacement du sécheur pour le bon fonctionnemnt du compresseur d'air utilisé dans les ateliers de production mécanique selon devis de l'entreprise A Page Miclaud n°FLE8746 du 1/04/2016	1	1 338 €
		Somme :	**5 073 €**

93 - EPINAY-SUR-SEINE JACQUES-FEYDER (0930120A)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Le matériel que nous possédons est obsolète et la société qui nous l'avait vendu n'existe plus (Micrelec). Or, ce matériel est indispensable pour les TP de SVT et notamment les ECE.	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

93 - GAGNY GUSTAVE-EIFFEL (0931272C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	équipement d'une nouvelle salle EXAO	10	10 740 €
		Somme :	**10 740 €**

93 - LA COURNEUVE ARTHUR-RIMBAUD (0931738J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BERCEAU DE MATERNITE	suite à déterioration du berceau existant	1	219 €
		Somme :	**219 €**

93 - LA COURNEUVE DENIS-PAPIN (0930128J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	MESURE DE RENTREE BMA : ACHAT MATERIEL SUITE VAILLANT FORGE	1	13 047 €
		Somme :	**13 047 €**

93 - LA COURNEUVE JACQUES-BREL (0931430Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

93 - LE BLANC-MESNIL ARISTIDE-BRIAND (0930831Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE D'ATELIER (A DECRIRE EN COMMENTAIRE)	Armoire haute porte outils avec tiroirs et bac à bec pour BAC PRO ELEC	4	4 800 €
ARMOIRE D'ESSAIS CABLÂGES ELECTROTECHNIQUES	Armoire de confinement avec connecteur canalis et cable triphasé + socle mobile pour BAC PRO ELEC	4	16 000 €
ARMOIRE D'ESSAIS CABLÂGES ELECTROTECHNIQUES	Armoire de confinement avec connecteur canalis triphasé et socle mobile pour CAP PROELEC	2	8 000 €
EQUIPEMENTS HABITAT TERTIAIRE	Armoire de rangement de grille élève	4	9 600 €
EQUIPEMENTS HABITAT TERTIAIRE	Cellule 3D avec structure toit de 19m2, 1/2 plancher technique, 1/2 plafond, fenêtre avec volet roulant, bloc porte et installations pour BAC PRO ELEC	1	11 800 €
EQUIPEMENTS HABITAT TERTIAIRE	Poste pour platine communiquant BAC PRO ELEC	3	9 000 €
ESPACE HABITAT TERTIAIRE	Cellule 3D avec structure toit de 19m2, 1/2 plancher technique, 1/2 plafond, fenêtre avec volet roulant, bloc porte et installations pour CAP PROELEC	1	11 800 €
ESPACE HABITAT TERTIAIRE	Cellule Tertiaires pour BAC PRO ELEC	8	16 800 €
ESPACE HABITAT TERTIAIRE	Cellule Tertiaires pour CAP PROELEC	8	16 800 €
TABLE DE CABLAGE ET D'ESSAIS 2000*750 4 ELEVES (LABO 2A GD+2VOY120+2HP4)	Poste de câblage équipé en triphasé avec canalis pour CAP PROELEC	3	12 480 €
TABLE DE CABLAGE ET D'ESSAIS 2000*750 4 ELEVES (LABO 2A GD+2VOY120+2HP4)	table de câblage Industriel avec connecteur canalis triphasé pour BAC PRO ELEC	3	12 600 €
TABLE DE CONSULTATION	Estimation pour équiper l'ensemble du CDI de 200M2	1	36 500 €
TABOURET ASSISE REGLABLE HAUTE AVEC REPOSE PIEDS (NEGA0079)	Tabouret pour platine mobile BAC PRO ELEC	6	966 €
TABOURET ASSISE REGLABLE HAUTE AVEC REPOSE PIEDS (NEGA0079)	Tabouret pour poste de câblage BAC PRO ELEC	12	1 932 €
TABOURET ASSISE REGLABLE HAUTE AVEC REPOSE PIEDS (NEGA0079)	Tabouret pour poste de câblage CAP PROELEC	12	1 932 €
		Somme :	**171 010 €**

93 - LE BOURGET GERMAINE-TILLION (0932577W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Montée pédago terminale : SVT	1	7 500 €
FONDS DOCUMENTAIRES PAPIER	Acquisition d'ouvrages papier et DVD pour le fonds documentaire du lycée	1	8 000 €
MATERIEL DE MESURE	Montée pédago terminale : physique Chimie	1	50 000 €
TAPIS	divers équipement EPS	1	8 000 €
		Somme :	**73 500 €**

93 - LE RAINCY ALBERT-SCHWEITZER (0930830X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Attention: Logiciel déjà en possession du lycée. Uniquement, console d'acquisition, sonde O2, transmetteur O2, cytoreacteur, cuve à nerf, debimetre, ensemble metabolisme humain.	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

93 - LE RAINCY RENÉ-CASSIN (0932222K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE VESTIAIRE MONOBLOC MULTICASIERS (4 CASIERS / 2COLONNES)		18	6 354 €
DIVERS	équipement d'une salle d'atelier: 7 dessertes d'atelier avec tiroir et support de consignes	7	6 440 €
		Somme :	**12 794 €**

93 - LES LILAS PAUL-ROBERT (0932073Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Pour nouvelle salle EXAO MR 1ere S : suivant devis jeulin 000311744 + sordalab DEW014197 + eurosmart FP728772 et FP728776	1	41 047 €
		Somme :	**41 047 €**

93 - LES PAVILLONS-SOUS-BOIS CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX (0930136T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CINTREUSE A VOLUTE	Complément d'équipement manquant pour la métallerie.	1	3 150 €
		Somme :	**3 150 €**

93 - NEUILLY-SUR-MARNE NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT (0932291K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
PONT DE LEVAGE	Pour sécuriser les travaux sur véhicule, roues déposées, levage pour améliorer l'ergonomie du poste, crics rouleurs et chandelles pour intervention au sol.	2	7 600 €
		Somme :	**7 600 €**

93 - NOISY-LE-GRAND INTERNATIONAL (0932638M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Subvention exceptionnelle complémentaire pour équipements de biologie selon mail Mr le Proviseur du 18/06/2016 (D.A.)	1	20 000 €
		Somme :	**20 000 €**

93 - PANTIN LUCIE-AUBRAC (0932117W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	adaptation du matériel de video-projection (numérique interactif) aux nouvelles pédagogies	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

93 - PANTIN MARCELIN-BERTHELOT (0930124E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour remise en état du Kangoo 691RJH75 selon devis 0941/7113 du 07/07/2016 (D.A.)	1	1 600 €
		Somme :	**1 600 €**

93 - ROSNY-SOUS-BOIS CHARLES-DE-GAULLE (0932031C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BAIN MARIE	Acquisition de bains marie compte tenu d'effectifs élèves supplémentaires en 2015 / 2016.	12	3 480 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Système didactique pluri-techniques : transat berceur automatique avec ses accessoires (logiciel, caméra, boitier de mesures...)- pour les Sciences de l'Ingénieur.	1	3 470 €
		Somme :	**6 950 €**

93 - SAINT-DENIS PAUL-ELUARD (0930125F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	Suivant devis Jeulin 000309896 - 14794,08 E TTC - Remplacement du dispositif EXAO de secteur SVT.12 consoles, divers sondes et capteurs. Le dispositif actuel est vétuste et non compatible avec la classe tablette	1	14 795 €
		Somme :	**14 795 €**

93 - SAINT-OUEN AUGUSTE-BLANQUI (0930126G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHARIOT PORTE ASSIETTES PROPRES	2 chariots a niveaux constants pour casiers a vaisselle. Les chariots actuels sont peu ergonomiques et engendre des problèmes dorsaux. Devis Promoshop : 2940.00 ¿ TTC	3	2 940 €
EQUIPEMENT DE CUISINE	ACHAT ET INSTALLATION D'UN BAC DE GROSSE PLONGE MOINS PROFOND QUE LE BAC ACTUEL QUI GENERE DES PROBLEMES DORSAUX.	1	4 000 €
		Somme :	**6 940 €**

93 - SEVRAN BLAISE-CENDRARS (0932048W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	poursuivre la campagne de remplacement des rideaux débutées en 2015 en pj un devis de la société DIXI pour 4 salles types de l'établissement	1	20 000 €
		Somme :	**20 000 €**

93 - TREMBLAY-EN-France LÉONARD-DE-VINCI (0932046U)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	AUCUN EQUIPEMENT EXAO SECTION SVT	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

93 - VILLEMOMBLE GEORGES-CLÉMENCEAU (0930127H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Sur devis Jeulin 000288256 limité - L'équipe de sciences physiques souhaite:chez jeulin: - FOXY x 20 soit 17600 ¿ HT - Licence PC x20 soit 1850 ¿ - cameras x10 et capteurs x10 soit 7000 ¿ environ	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

93 - VILLEPINTE JEAN-ROSTAND (0931584S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DECOUPE LASER	Nécessité de réaliser des prototypes de petites dimensions dans les filières STI2D et Microtechniques	1	11 000 €
		Somme :	**11 000 €**

94 - CHAMPIGNY-SUR-MARNE LANGEVIN-WALLON (0940113M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	8 capteurs débitmètre 8 capteurs électrocardiographie, 8 capteurs dioxyde de carbone dans l'air, 8 enceintes de respiration humaine 5 marteaux reflexe complément équipement exao pour SVT	1	8 900 €
		Somme :	**8 900 €**

94 - CHAMPIGNY-SUR-MARNE MARX-DORMOY (0941951K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Renouvellement de matériel exao en svt selon préconisation des inspecteurs de (Mme Pons). Le matériel actuel est inutilisable avec les équipements informatiques. La section S qui utilise ce matériel est en montée d'effectifs à la rentrée 2016.	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

94 - CHENNEVIERES-SUR-MARNE SAMUEL-DE-CHAMPLAIN (0941470M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

94 - CRETEIL SAINT-EXUPÉRY (0940114N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	Mise à jour matériel et Amélioration des conditions de travail en TP SVT	1	10 000 €
		Somme :	**10 000 €**

94 - GENTILLY VAL-DE-BIÈVRE (0940134K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Dépannage et chgt. de 6 résistances circuit chaufage.	1	856 €
		Somme :	**856 €**

94 - LE KREMLIN-BICETRE DARIUS-MILHAUD (0941474S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour remplacement de la "coque bac mobile" du tracteur de tonte KUBOTA selon facture Jardins Loisirs N°201603501361 du 23/03/2016 (D.A.)	1	1 500 €
		Somme :	**1 500 €**

94 - NOGENT-SUR-MARNE LOUIS-ARMAND (0940118T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle complémentaire pour acquisition maquette pédago du BTS SN pour les établissements qui ont les 2 options en accord avec IEN (D.A.)	1	10 000 €
		Somme :	**10 000 €**

94 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES CONDORCET (0940122X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	adaptateur oxymètre ESAO référence JEULIN= 452 108 00	2	666 €
EQUIPEMENT EXAO	console ESAO Visio Pus référence JEULIN = 451 461 77	2	2 798 €
EQUIPEMENT EXAO	sonde oxymétrique Clark référence JEULIN = 453 001 25	2	1 186 €
		Somme :	**4 650 €**

94 - SAINT-MAUR-DES-FOSSES MARCELIN-BERTHELOT (0940120V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour mâts de pavoisement entrée lycée (non compatible avec le modèle disponible au MAC Région) selon devis MANUTAN Q1172253-1 du 20/06/2016 (D.A.)	1	1 550 €
		Somme :	**1 550 €**

94 - SUCY-EN-BRIE PARC-MONTALEAU (0942130E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
FOUR	Vu avec Mme Bleuzet (gestionnaire) le 03 Mai - selon devis Idem 28221 - est à destination de la pâtisserie. Actuellement notre four devient dangereux pour les élèves car la porte de ce four est, l'an dernier, tombée sur les pieds d'une élève	1	22 800 €
		Somme :	**22 800 €**

94 - VITRY-SUR-SEINE ADOLPHE-CHERIOUX (0941294W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)		1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

95 - ARGENTEUIL GEORGES-BRAQUE (0950666H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CHAUFFE ASSIETTES		2	2 584 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	VU avec COPTIC - DEVIS UGAP 34914437 - SmartClass	1	10 232 €
		Somme :	**12 816 €**

95 - ARGENTEUIL JEAN-JAURÈS (0950641F)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC REGLABLE L 1200 X H 1500 X LA 500 POIDS 20KG	Équipement salle musculation	2	974 €
DIVERS	Deuxième tranche d'installation des rideaux occultant pour l'utilisation des TNI/VNI. Bâtiment I et C	1	20 000 €
DIVERS	Etagères	6	408 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle complémentaire pour acquisition maquette pédago du BTS SN pour les établissements qui ont les 2 options en accord avec IEN (D.A.)	1	10 000 €
DOTATION REMBOURSEMENT FRAIS DE MAINTENANCE	Haas Changement courroie broche/Disjoncteur pour C.U. Muller et Pesant.	1	960 €
RAYONNAGE BOIS DOUBLE FACE (AVEC 10 TABLETTES ET 20 SERRE LIVRES)	Rangement de livres	1	10 000 €
		Somme :	**42 342 €**

95 - CERGY ALFRED-KASTLER (0951399E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SCIENCES PHYSIQUES (INTERFACES+CAPTEURS)	Interface MICRELEC obsolète, n'est plus compatible avec Windows7 et ne plus être mise à jour : plus de 10 ans d'âge.	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

95 - CERGY JULES-VERNE (0951756T)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	complément et renouvellement d'un matériel datant de 2007	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

95 - DEUIL-LA-BARRE CAMILLE-SAINT-SAENS (0951922Y)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ACCESSOIRES (A PRECISER EN COMMENTAIRE)	Equipement EXAO selon devis PIERRON pour 10 postes.	1	16 060 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	DOTATION ATTRIBUEE POUR LA RENOVATION DE LA SALLE POLYVLENTE - SELON DEVIS OCTALINO N° 4517	1	11 060 €
		Somme :	**27 120 €**

95 - EAUBONNE LOUIS-ARMAND (0951974E)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	équipement labo SVT salle 302. Nos exao datent de 1999 et ne sont pas compatibles avec Windows 8.	1	24 240 €
MODULES EXAO	selon devis Eurosmart Sysam-SP5 capteur température/oxymetre/sonde dioxygène/capteur ECG-EMG/colorimètre/débimètre/ air/cytoréacteur/éthanol/sonde éthanol:116/transmetteur ph/sonde ph/marteau réflexe/enceinte respir. humaine/luxmetre	10	24 400 €
		Somme :	**48 640 €**

95 - ENGHIEN-LES-BAINS GUSTAVE-MONOD (0952196W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	Depuis le changement de programme des Term.S/CPGE, le traitement du signal numérisé nécessite des centrales EXAO plus performantes.Par ailleurs, le changement des postes informatiques ne permet pas le placement des cartes PCI.	20	25 000 €
		Somme :	**25 000 €**

95 - ERMONT VAN-GOGH (0950645K)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Remplacement du matériel à la fois insuffisant et vétuste.	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

95 - FOSSES CHARLES-BAUDELAIRE (0951727L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Renouvellement de matériels vétustes ou hors d'usage	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

95 - GARGES-LES-GONESSE SIMONE-DE-BEAUVOIR (0951766D)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
AUTOLAVEUSE VERSION BATTERIE AVEC ACCESSOIRES	Appareils obsolètes et HS. Remplacement par des autolaveuses ergonomiques,maniables, fonctionnelles et économiques.	1	20 776 €
		Somme :	**20 776 €**

95 - HERBLAY MONTESQUIEU (0951723G)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Consoles Foxy avec divers Sondes, Capteurs et accessoires	5	121 200 €
		Somme :	**121 200 €**

95 - LUZARCHES GÉRARD-DE-NERVAL (0950647M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	Renouvellement matériel obsolète	1	23 000 €
		Somme :	**23 000 €**

95 - MONTMORENCY JEAN-JACQUES ROUSSEAU (0950648N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	9 CONSOLES FOXY + ATELIER GENERALISTE +CAPTEUR PHMETRE ELECTRODES ET CAPTEURS CONDUCTIMETRES JEULIN SYSTEMES D'ACQUISITIONS INFORMATISEES DATANT DE 2004RENDUS INUTILISABLES EN RAISON DU REMPLACEMENT DES ORDIS ET DES VERSIONS DES SYSTEMES D'EXPLOITATION	9	14 166 €
		Somme :	**14 166 €**

95 - OSNY PAUL-EMILE-VICTOR (0951937P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ARMOIRE VESTIAIRE MONOBLOC MULTICASIERS (5 CASIERS / 1COLONNE)		1	500 €
DEBROUSSAILLEUSE		1	536 €
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour remise en état du système GPL du Kangoo du lycée selon devis CARBUR-AUTO N°1358 (D.A.)	1	1 000 €
		Somme :	**2 036 €**

95 - PONTOISE CAMILLE-PISSARRO (0950649P)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	1 seule salle avec 7 postes sous ORPHY (société Micrelec qui a arrêté son activité, impossibilité de compléter le matériel).Demande en équipement d'1 salle avec SYSAM-SP5 d'EUROSMART et les modules adaptés pour les TP de physique.	10	17 000 €
EQUIPEMENT EXAO	Augmentation des TP EXAO. Actuellement 1 seule salle équipée avec 6 postes qui fonctionnent. Après démonstration, demande en équipement d'1 salle avec interfaces SYSAM-V6+ chez EUROSMART et les modules adaptés pour les différents TP de SVT.	1	24 160 €
		Somme :	**41 160 €**

95 - SAINT-OUEN-L'AUMONE CHÂTEAU-D'EPLUCHES (0950658Z)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour mise en place du CACES 5 en temps que centre ressources pour la partie nord de l'académie de Versailles (demande de Mme COLIN) (D.A.)	1	20 000 €
		Somme :	**20 000 €**

95 - SANNOIS TOUR-DU-MAIL (LA) (0950983C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour le transfert d'une ponceuse industriel du lycée Métiers de l'Ameublement P12 vers le lycée La Tour de Mail à Sannois suite devis N°9569 Sté ART LEVAGE pour un montant de 1303,20€	1	1 304 €
		Somme :	**1 304 €**

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°2

Dotations financières aux CMR

ANNEXE au rapport

Montant total dotations financières au titre du présent rapport

345 664 €

75 - PARIS 03EME VICTOR-HUGO (0750648X)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	L'ACTUELLE PLIEUSE DE L'ÉTABLISSEMENT EN FIN DE VIE EST UTILISÉE PAR L'ENSEMBLE DES SERVICES ADMINISTRATIFS DE LA CITE SCOLAIRE POUR LES ENVOIS EN NOMBRE (BULLETINS TRIMESTRIELS, FACTURES 1/2 PENSION, CONVOCATIONS AUX DIFFÉRENTES INSTANCES.	1	840 €
		Somme :	**840 €**

75 - PARIS 07EME VICTOR-DURUY (0750662M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Microscope Monoculaire/objectifs achromatiques et microscopes binoculaires à LED achromatiques	42	9 450 €
		Somme :	**9 450 €**

75 - PARIS 08EME CHAPTAL (0750663N)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO		10	5 000 €
		Somme :	**5 000 €**

75 - PARIS 09EMEJULES-FERRY (0750669V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	RENOUVELLEMENT DE L'EXISTANT (obsolète) SUR DEVIS JEULIN	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

75 - PARIS 13EME GABRIEL-FAURE (0750684L)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
INTERFACES EXAO	Matériel devenu obsolète (dernière dotation de 2002. Impossibilité de réaliser TP avec 10 élèves	7	21 084 €
		Somme :	**21 084 €**

75 - PARIS 13EME RODIN (0750682J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
ACCESSOIRES (A PRECISER EN COMMENTAIRE)	Matériel EXAO actuel incompatible avec nouveaux ordinateurs. 9 consoles ESAO visio 9900¿+3 sondes oxymètriques Clark 1754¿+7 adaptateurs oxymètre ESAO 2331¿+ 9 adaptateurs ventilation 2502¿	9	16 200 €
		Somme :	**16 200 €**

75 - PARIS 15EME BUFFON (0750693W)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	une seule salle équipée avec du matériel ancien qui n'est plus fiable (sondes et adaptateurs qui ne fonctionnent plus sur certains postes)	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

75 - PARIS 16EME CLAUDE-BERNARD (0750698B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
MODULES EXAO	Ensemble de 15 cartes d'acquisition et de capteurs destinés à leurs usages. Utilisation pour le secondaire et les CPGE, aussi bien en TP que lors de présentation de manipulations en cours.	1	22 000 €
		Somme :	**22 000 €**

75 - PARIS 16EME JANSON-DE-SAILLY (0750699C)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	Equipement ancien très utilisé qui demande de plus en plus d'interventions et de réparations coûteuses pour un modèle plus accessible aux élèves.	1	22 000 €
DIVERS	Nouvel équipement pour changement de programmes.	12	15 600 €
MAQUETTE DIDACTIQUE	Robot porte laparoscopique chirurgical. Système moderne et dans une thématique non présente dans le laboratoire.	2	22 000 €
		Somme :	**59 600 €**

75 - PARIS 17EME BALZAC (0750705J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
CAMESCOPE NUMERIQUE	2 CAMESCOPES SONY CAPTEUR 1-4.2.2 XAVC/MXF/WIFI 2 CAMESCOPES SONY MONOCAPTEURS HD.HDMI - 6 CARTES SDXC - 2 SUPER DRIVE USB APPLE	4	9 200 €
		Somme :	**9 200 €**

75 - PARIS 17EME CARNOT (0750704H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT EXAO	12 Centrales d'acquisition EXAO et 1 pendule pesant. Indispensable pour équiper (aucun équipement dans le Lycée!) 2 classes en EXAO, au programme des PSI/ PCSI/ Terminales. Devis Eurosmart 14172.12¿	1	14 173 €
		Somme :	**14 173 €**

75 - PARIS 19EMEHENRI-BERGSON (0750711R)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
KIT EXAO POUR SVT (INTERFACES+CAPTEURS)	Matériel ancien qui n'est plus adapté. devis effectué chez JEULIN (licence SVT+Foxy500+divers sondes et capteurs)	1	24 240 €
		Somme :	**24 240 €**

75 - PARIS 20EME MAURICE-RAVEL (0750715V)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DOTATION EXCEPTIONNELLE	Dotation exceptionnelle pour acquisition de 80 oreillers pour l'internat selon courrier du 23/05/2016 (D.A.)	1	1 600 €
INTERFACES EXAO	Interfaces nécessaires à la réalisation des TP et à l'enseignement de la physique chimie. Système SYSAM.	20	24 480 €
		Somme :	**26 080 €**

92 - SCEAUX LAKANAL (0920145H)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
TRACTEUR DE TONTE	Tracteur en remplacement de l'actuel très usé incluant une remorque pour l'évacuation des feuilles et divers végétaux et un outil de tonte et de broyage.Entretien d'un parc boisé de 10 hectares.	1	30 000 €
		Somme :	**30 000 €**

92 - SCEAUX MARIE-CURIE (0920146J)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
DIVERS	MICROSCOPES OPTIQUES DE BIOLOGIE préparation BAC	10	3 120 €
		Somme :	**3 120 €**

92 – VANVES MICHELET (0920149M)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
EQUIPEMENT DE VEHICULE SPECIAL (PRECISER EN COMMENTAIRES)	Camion benne pour transport de gros matériel avec réhausses de Ridelle pour transport volumineux et volatile. L'établissement s'étend sur 40000m2 et 16 ha de parc.	1	28 000 €
		Somme :	**28 000 €**

93 - MONTREUIL JEAN-JAURÈS (0930121B)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
BANC DE MACHINE ASYNCHRONE	Montée effectif de la classe préparatoire matériel indispensable	3	4 800 €
GENERATEUR DE FONCTIONS 5MHZ REF METRIX MTX 3240	GENERATEUR DE FONCTION 10MHZ. Montée effectif de la CPGE	9	14 904 €
		Somme :	**19 704 €**

94 - NOGENT-SUR-MARNE EDOUARD-BRANLY (0940117S)			
Libellé Demande	**Demande Commentaire**	**Quantité Accordée**	**Sme Montant Accordé**
LAVE BATTERIE RESTAURATION 27 KW	Dotation exceptionnelle en complément du financement avec le FCRSH à hauteur de 15 244 Euros pour l'achat d'une machine à laver selon devis HOBART offre n°21067-1 du 25/05/2016 pour un montant total de 23736,86 Euros .	1	8 493 €
		Somme :	**8 493 €**

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°3

Modernisation des équipements d'accès et de gestion de la restauration

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Dotation complémentaire pour la modernisation des équipements de gestion et d'accès à la demi-pension
93	0931739K	JEAN MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	420,00 €
93	0931584S	JEAN ROSTAND	VILLEPINTE	770,40 €
94	0941604H	(TERTIAIRE/CHAMPLAIN)	CHENNEVIERES SUR MARNE	10 131,56 €
91	0910975R	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	10 896,29 €
91	0910727W	PARC-DE-VILGÉNIS	MASSY	20 169,76 €
91	0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	1 050,00 €
92	0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	5 592,00 €
92	0920145H	LAKANAL	SCEAUX	4 134,02 €
92	0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	1 774,32 €
78	0782562L	HOCHE	VERSAILLES	3 806,22 €
78	0781952Y	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	853,20 €
78	0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	10 638,35 €
78	0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	16 166,88 €
TOTAL				**86 403,00 €**

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°4

Désaffectation de crédits (bornes de restauration) de la CP 16-124 du 18 mai 2016

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Montant à désaffecter
91	0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	13 172,00 €
91	0910629P	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	19 448,00 €
91	0911577V	JACQUES-PRÉVERT	LONGJUMEAU	13 172,00 €
91	0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	20 000,00 €
91	0911578W	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	RIS-ORANGIS	5 933,60 €
91	0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	2 000,00 €
91	0912163G	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	20 000,00 €
92	0920137Z	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	20 000,00 €
92	0920142E	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	20 000,00 €
92	0920801W	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	2 000,44 €
92	0921505L	DARDENNE	VANVES	20 000,00 €
92	0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	20 000,00 €
TOTAL				**175 726,04 €**

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°5

Désaffectation de crédits (bornes de restauration) de la CP 16-232 du 15 juin 2016

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Montant à désaffecter
78	0781859X	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	20 000,00 €
78	0783259U	ERPD	LA VERRIERE	16 552,40 €
78	0782924E	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	20 000,00 €
TOTAL				**56 552,40 €**

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION N°6

Désaffectation de crédits (bornes de restauration) de la CP 16-311 du 12 juillet 2016

Département	Code IAU	Nom de l'établissement	Ville	Montant à désaffecter
78	0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	1 865,86 €
93	0932638M	INTERNATIONAL DE L'EST PARISIEN	NOISY LE GRAND	19 308,00 €
TOTAL				**21 173,86 €**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-435

DU 21 SEPTEMBRE 2016

MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTIONS MEMORIELLES POUR L'ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU MUSEE DE LA GRANDE GUERRE DE MEAUX

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011, répondre aux attentes des lycéen-ne-s ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU L'avis de la Commission de la formation professionnelle et de l'apprentissage

VU Le rapport CP 16-435 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Actions de sensibilisation citoyenne » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **36 780 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la signature avec le bénéficiaire de la convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Autorise la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à signer la convention visée à l'alinéa précédent.

Affecte une autorisation d'engagement de 36 780 € disponible sur les chapitres suivants :

- Pour les lycées : un montant de 26 780 € prélevé sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) ;

- Pour les CFA : un montant de 10 000,00 € prélevé sur le Chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », Code fonctionnel 12 « Apprentissage », Programme HP 12-003 (112003) « Qualification par l'apprentissage », Action « Accompagnement de la politique d'apprentissage » (11200302) ;

du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter du 1er septembre 2016, afin de permettre une mise en œuvre dès le démarrage de l'année scolaire, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-435	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**12 - Apprentissage**
Programme	**112003 - Qualification par l'apprentissage**
Action	**11200302 - Accompagnement de la politique d'apprentissage**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	16014194 - SENSIBILISATION DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE			
Bénéficiaire	R27065 - COMMU AGGLO PAYS MEAUX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 740,00 €	TTC	20,95 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	10 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 12 - 112003 - 11200302	10 000,00 €

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes

Dossier	16013988 - SENSIBILISATION DES LYCEENS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE			
Bénéficiaire	R27065 - COMMU AGGLO PAYS MEAUX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	26 780,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
47 740,00 €	TTC	56,1 %	26 780,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000060 - Programme d'actions de sensibilisation citoyennes	26 780,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	26 780,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS POUR LES UNITES LYCEES ET DEVELOPPEMENT

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013988

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SENSIBILISATION DES LYCEENS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	47 740,00 €	56,10 %	26 780,00 €
	Montant Total de la subvention		26 780,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU AGGLO PAYS MEAUX
Adresse administrative : PL HOTEL DE VILLE BP 227
77107 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-François COPÉ, Président

N° SIRET : 24770062800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année scolaire 2016-2017.

Objectifs :

- Faire comprendre aux jeunes le mécanisme du passé pour mieux appréhender le présent
- Rappeler, perpétuer et approfondir le souvenir de l'histoire de la Première Guerre mondiale

Description :

Le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux a conçu un programme destiné aux lycées et aux CFA de la Région Ile-de-France afin d'accueillir les jeunes et les enseignants de ces structures durant l'année scolaire 2016/2017. Ce programme se compose en deux temps :

- le premier (ACTION I) consiste à accueillir les équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissement, documentalistes, enseignants) pour une formation axée sur les outils éducatifs du musée.
- le second (ACTION II) consiste à accueillir les jeunes des lycées et des CFA d'Ile-de France au Musée de la Grande Guerre dans le cadre pédagogique suivant, laissé au choix des établissements entre visites guidées, et ateliers ou circuits sur les champs de batailles.

ACTION I – Formation des équipes pédagogiques

Le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux propose aux équipes pédagogiques des lycées et CFA d'Ile-de-France quatre journées de découverte du musée et de ses ressources pédagogiques en vue de préparer une sortie pour leurs jeunes.

Ces sessions sont destinées aux équipes pédagogiques des lycées et des CFA d'Ile-de-France : chefs d'établissement, professeurs, documentalistes. Elles se tiennent sur une journée au Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux. Elles ont pour objectif de faire découvrir les richesses historiques et pédagogiques du Musée de la Grande Guerre dont le parcours traite de la place de l'Homme durant le premier conflit mondial et du basculement du monde dans la modernité entre 1914 et 1918.

Les participants d'un même établissement peuvent s'inscrire à des sessions différentes. Ces rencontres permettent aux équipes éducatives de préparer la venue de leurs jeunes au musée (ACTION II).

L'accès à ces formations est gratuit pour les équipes pédagogiques des lycées et des CFA d'Ile-de-France. Seuls les transports et repas restent à la charge des participants.

Les formations auront lieu le mercredi après-midi, aux dates suivantes :
- mercredi 12 octobre 2016 – 14h/17h
- mercredi 16 novembre 2016 – 14h/17h
- mercredi 14 décembre 2016 – 14h/17h
- mercredi 15 mars 2017 – 14h/17h

Le musée accueillera 40 enseignants maximum par session.

Les inscriptions seront enregistrées par le Musée de la Grande Guerre via la fiche d'inscription.

ACTION II – Accueil des jeunes des lycées et des CFA d'Ile-de-France

Le Musée de la Grande Guerre a construit une offre pédagogique adaptée aux jeunes de lycées et de CFA. Ils aborderont l'histoire de la Première Guerre mondiale et de son impact sur le monde que ce soit sur le plan géopolitique, technique ou sociétal.

Le Musée de la grande Guerre réserve des créneaux spécifiques aux jeunes des lycées et des CFA d'Ile-de-France dans la limite de 1 150 jeunes.

Les jeunes des lycées et des CFA d'Ile-de-France pourront prendre part aux activités suivantes :

- Visite guidée thématique : 5 € par élève + 80 € par classe et par visite – gratuit pour les enseignants et accompagnateurs dans la limite de 1 accompagnateur pour 10 (au-delà de ce nombre, les accompagnateurs doivent s'acquitter de l'entrée du musée) – Durée 2H (entrée du musée valable pour la journée)
- Visite guidée thématique et atelier : 5 € par élève + 130 € par classe et par visite – gratuit pour les enseignants et les accompagnateurs dans la limite de 1 accompagnateur pour 10 (au-delà de ce nombre, les accompagnateurs doivent s'acquitter de l'entrée du musée) – Durée : 2 X 2H (entrée du musée valable pour la journée)
- Visite guidée thématique + Circuit des champs de batailles : 5 € par élève + 130 € par classe et par visite – gratuit pour les enseignants et les accompagnateurs dans la limite de 1 accompagnateur pour 10 (au-delà de ce nombre, les accompagnateurs doivent s'acquitter de l'entrée du musée) – Durée : 2 X 2H (entrée du musée valable pour la journée)

Pour les visites guidées, les ateliers thématiques et le circuit des champs de batailles, un maximum de 30 jeunes par classe est fixé. Les lycées ou CFA inscrivent une à deux classes de leur établissement (60 jeunes maximum) à l'une de ces activités et peuvent choisir dans le programme. Les inscriptions sont enregistrées via un formulaire par le musée de la Grande Guerre et sont prises en compte dans la limite des places disponibles.

Attention : Le transport jusqu'au Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux reste à la charge des participants pour les deux actions.

PROGRAMME DES FORMATIONS (destinées aux équipes pédagogiques des lycées et CFA d'Ile-de-France)

- Enseigner la Première Guerre mondiale à partir des ressources du Musée de la Grande Guerre

9h30 : Accueil au Musée de la Grande Guerre

10h-12h00 : Visite guidée des espaces muséographiques

12h30-14h00 : Déjeuner libre

14h-16h00 : Présentation des ressources pédagogiques du musée
- Présentation de l'offre pédagogique
- Présentation des outils pédagogiques du musée
- Remise de documentations et échanges autour des projets pédagogiques

Intérêt régional :
Il importe de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Il s'agit ici de rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de renforcer l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
4 500 jeunes franciliens (lycéens et apprentis).
160 enseignants et formateurs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie musée (5 € par jeune x 4 500 jeunes)	22 500,00	47,13%
Sensibilisations enseignants/formateurs (2 500 € pour l'auditorium + 120 € pour visites guidées pour 25 personnes) 2 740 € x 4	10 960,00	22,96%
Atelier pédagogique (50 € / classe x 37 créneaux)	1 850,00	3,88%
Visite guidée (80 € x classe x 144 créneaux)	10 730,00	22,48%
Circuits (50 € / classe x 34 créneaux)	1 700,00	3,56%
Total	47 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016 Unité lycées	26 780,00	56,10%
Subvention régionale 2016 Unité Développement	10 000,00	20,95%
Participation de la structure	10 960,00	22,95%
Total	47 740,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	26 780,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 445 000,00 €
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	130 000,00 €
2016	Plan Piscines Régionales	1 577 650,00 €
	Montant total	6 914 895,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014194

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SENSIBILISATION DES APPRENTIS A L'HISTOIRE DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	47 740,00 €	20,95 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-12-65734-112003-400
11200302- Accompagnement de la politique d'apprentissage

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMU AGGLO PAYS MEAUX
Adresse administrative : PL HOTEL DE VILLE BP 227
77107 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Jean-François COPÉ, Président

N° SIRET : 24770062800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions de sensibilisation citoyennes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Objet du projet : de l'aide

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'action se déroule sur l'année scolaire 2016-2017.

Objectifs :

- Faire comprendre aux jeunes le mécanisme du passé pour mieux appréhender le présent ;
- Rappeler, perpétuer et approfondir le souvenir de l'histoire de la Première Guerre mondiale.

Description :

Le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux a conçu un programme destiné aux lycées et aux CFA de la Région Ile-de-France afin d'accueillir les jeunes et les enseignants de ces structures durant l'année scolaire 2016/2017. Ce programme se compose en deux temps :

- le premier (ACTION I) consiste à accueillir les équipes pédagogiques des établissements (chefs d'établissement, documentalistes, enseignants) pour une formation axée sur les outils éducatifs du musée.
- le second (ACTION II) consiste à accueillir les jeunes des lycées et des CFA d'Ile-de France au

Musée de la Grande Guerre dans le cadre pédagogique suivant : visites guidées et ateliers, circuits sur les champs de batailles.

ACTION I – Formation des équipes pédagogiques

Le Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux propose aux équipes pédagogiques des lycées et CFA d'Ile-de-France quatre journées de découverte du musée et de ses ressources pédagogiques en vue de préparer une sortie pour leurs jeunes.

Ces sessions sont destinées aux équipes pédagogiques des lycées et des CFA d'Ile-de-France : chefs d'établissement, professeurs, documentalistes. Elles se tiennent sur une journée au Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux. Elles ont pour objectif de faire découvrir les richesses historiques et pédagogiques du Musée de la Grande Guerre dont le parcours traite de la place de l'Homme durant le premier conflit mondial et du basculement du monde dans la modernité entre 1914 et 1918.

Les participants d'un même établissement peuvent s'inscrire à des sessions différentes. Ces rencontres permettent aux équipes éducatives de préparer la venue de leurs jeunes au musée (ACTION II).

L'accès à ces formations est gratuit pour les équipes pédagogiques des lycées et des CFA d'Ile-de-France. Seuls les transports et repas restent à la charge des participants.

Les formations auront lieu le mercredi après-midi, aux dates suivantes :
- mercredi 12 octobre 2016 – 14h/17h
- mercredi 16 novembre 2016 – 14h/17h
- mercredi 14 décembre 2016 – 14h/17h
- mercredi 15 mars 2017 – 14h/17h

Le musée accueillera 40 enseignants maximum par session.

Les inscriptions seront enregistrées par le Musée de la Grande Guerre via la fiche d'inscription.

ACTION II – Accueil des jeunes des lycées et des CFA d'Ile-de-France

Le Musée de la Grande Guerre a construit une offre pédagogique adaptée aux jeunes de lycées et de CFA. Ils aborderont l'histoire de la Première Guerre mondiale et de son impact sur le monde que ce soit sur le plan géopolitique, technique ou sociétal.

Le Musée de la grande Guerre réserve des créneaux spécifiques aux jeunes des lycées et des CFA d'Ile-de-France dans la limite de 1 150 jeunes.

Les jeunes des lycées et des CFA d'Ile-de-France pourront prendre part aux activités suivantes :

- visite guidée thématique : 5 € par élève + 80 € par classe – gratuit pour les enseignants et accompagnateurs dans la limite de 1 accompagnateur pour 10 (au-delà de ce nombre, les accompagnateurs doivent s'acquitter de l'entrée du musée) – Durée 2H (entrée du musée valable pour la journée);
- visite guidée thématique et atelier : 5 € par élève + 130 € par classe – gratuit pour les enseignants et les accompagnateurs dans la limite de 1 accompagnateur pour 10 (au-delà de ce nombre, les accompagnateurs doivent s'acquitter de l'entrée du musée) – Durée : 2 X 2H (entrée du musée valable pour la journée);
- visite guidée thématique + Circuit des champs de batailles : 5 € par élève + 130 € par classe – gratuit pour les enseignants et les accompagnateurs dans la limite de 1 accompagnateur pour 10 (au-delà de ce nombre, les accompagnateurs doivent s'acquitter de l'entrée du musée) – Durée : 2 X 2H (entrée du musée valable pour la journée).

Pour les visites guidées, les ateliers thématiques et le circuit des champs de batailles, un maximum de 30 jeunes par classe est fixé. Les lycées ou CFA inscrivent une à deux classes de leur établissement (60 jeunes maximum) à l'une de ces activités et peuvent choisir dans le programme. Les inscriptions sont enregistrées via un formulaire par le musée de la Grande Guerre et sont prises en compte dans la limite des places disponibles.

Attention : Le transport jusqu'au Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux reste à la charge des participants pour les deux actions.

PROGRAMME DES FORMATIONS (destinées aux équipes pédagogiques des lycées et CFA d'Ile-de-France)

- Enseigner la Première Guerre mondiale à partir des ressources du Musée de la Grande Guerre

9h30 : Accueil au Musée de la Grande Guerre

10h-12h00 : Visite guidée des espaces muséographiques

12h30-14h00 : Déjeuner libre

14h-16h00 : Présentation des ressources pédagogiques du musée
- Présentation de l'offre pédagogique
- Présentation des outils pédagogiques du musée
- Remise de documentations et échanges autour des projets pédagogiques

Intérêt régional :
Il importe de soutenir les initiatives qui contribuent à l'information et la sensibilisation des jeunes afin de diffuser largement, au-delà des clivages, notamment communautaires, l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. Il s'agit ici de rappeler l'importance de la connaissance et de la compréhension de l'histoire afin de renforcer l'apprentissage d'une citoyenneté active chez les jeunes.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
4 500 jeunes franciliens (lycéens et apprentis).
160 enseignants et formateurs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie musée (5 € par jeune x4500 jeunes)	22 500,00	47,13%
Sensibilisations enseignants /formateurs (2500 € pour l'auditorium + 120 € pour visites guidées pour 25 personnes) 2 740 € X 4	10 960,00	22,96%
Atelier pédagogique (50 €/classe x 37 créneaux)	1 850,00	3,88%
Visite guidée (80 € x classe x 144 créneaux)	10 730,00	22,48%
Circuits (50 € / classe x 34 créneaux)	1 700,00	3,56%
Total	47 740,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016 - Unité Développement	10 000,00	20,95%
Subvention régionale - Unité Lycées	26 780,00	56,10%
Participation Mémorial de Meaux	10 960,00	22,95%
Total	47 740,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	4 445 000,00 €
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	130 000,00 €
2016	Plan Piscines Régionales	1 577 650,00 €
	Montant total	6 914 895,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-440
du 21 septembre 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU PROGRAMME « ALYCCE » ET DU PROGRAMME « ACTIONS LYCEENNES »

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération du Conseil Régional N° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; Rapport-cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;

VU La délibération n°CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – Le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 89-16 du 19 mai 2016 pour des lycées sans drogue et sans addiction ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les franciliens ;

VU Le budget de la Région Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis du comité de validation ALYCCE du 27 juin 2016 ;

VU L'avis du comité de validation Actions Lycéennes du 29 juin 2016 ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

VU L'avis de la commission de l'Education ;

VU Le rapport CP 16-440 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du programme « ALYCCE » au financement des projets détaillés dans le tableau récapitulatif en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 455 357,27 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 455 357,27 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505), du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer dans le cadre du dispositif « Actions lycéennes » au financement des projets inscrits dans le tableau joint en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 84 642,73 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 84 642,73 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des Formations » (128005), action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions visées aux articles 1 et 2 à compter du 1er septembre 2016, par dérogation à l'article 29 (subventions de fonctionnement) du règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, les projets démarrant dès le début de l'année scolaire.

La Présidente du conseil régional d'Île-de-France



Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000728 - Actions Lycéenes

Dossier	16011104 - SUR LA ROUTE DES MONUMENTS DE PARIS ET DES MUSEES			
Bénéficiaire	P0034653 - MAKANI BENEDICTE			
Localisation	LP CLAUDE ANTHIME CORBON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	823,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 263,00 €	HT	65,16 %	823,00 €	

Dossier	16011108 - LE SPECTACLE DU CORPS DANS TOUS SES ETATS			
Bénéficiaire	P0034657 - BLOIS DIANE			
Localisation	LP CLAUDE ANTHIME CORBON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 439,50 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 816,00 €	HT	79,27 %	1 439,50 €	

Dossier	16011109 - LECTURES EN PRIMAIRE			
Bénéficiaire	P0034659 - DA COSTA DEBORAH			
Localisation	LP CLAUDE ANTHIME CORBON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 190,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 700,00 €	HT	70 %	1 190,00 €	

Dossier	16011111 - PHOTO ARGENTIQUE LE CLUB			
Bénéficiaire	P0034660 - RECOING GARANCE			
Localisation	LCM HELENE BOUCHER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 885,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 379,00 €	HT	79,23 %	1 885,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011112 - NEVER EVER AFTER (KOREAN POP)			
Bénéficiaire	P0030669 - PETRINI LENA			
Localisation	LCM HELENE BOUCHER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 019,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 659,50 €	HT	75,92 %	2 019,00 €	

Dossier	16011113 - PARRAINAGE ET SOUTIEN SCOLAIRE			
Bénéficiaire	P0034661 - GODECHOT ANDREE			
Localisation	LCM HELENE BOUCHER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 320,00 €	HT	26,82 %	2 500,00 €	

Dossier	16011114 - LE KALEIDOSCOPE			
Bénéficiaire	P0034662 - KAHINA GUILLARD			
Localisation	LYP MAURICE RAVEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 584,80 €	HT	76,21 %	1 970,00 €	

Dossier	16011116 - MON LYCEE, MON FOYER			
Bénéficiaire	P0034664 - LEFIEVRE NATHAN			
Localisation	LYP ARAGO (PARIS 12)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 492,29 €	HT	38,51 %	2 500,00 €	

Dossier	16011117 - CODAGE HELENE BOUCHER			
Bénéficiaire	P0034669 - PAPIERNIK ELIOR			
Localisation	LCM HELENE BOUCHER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 088,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 360,00 €	HT	80 %	1 088,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011118 - "LES IMPRO'BABLES DE COLBERT SAISON 2"			
Bénéficiaire	P0034670 - CADILHAC ARTHUR			
Localisation	LCM COLBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 128,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 660,00 €	HT	80 %	2 128,00 €	

Dossier	16011119 - JOURNEE DES TALENTS			
Bénéficiaire	P0032557 - TAPIA ADRIEN			
Localisation	LYP ARAGO (PARIS 12)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 421,00 €	HT	45,24 %	2 000,00 €	

Dossier	16011120 - VIVRE ENSEMBLE			
Bénéficiaire	P0034672 - IAN GOLDSZAL			
Localisation	LP MORVAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 620,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 025,00 €	HT	80 %	1 620,00 €	

Dossier	16011136 - PASSIONNES DE MANGA (CLUB DAISUKI MANGA)			
Bénéficiaire	P0034676 - BERNARDINI PARENTI MATHILDE			
Localisation	LYP CHAMPLAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 441,60 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 808,80 €	HT	79,7 %	1 441,60 €	

Dossier	16011138 - CAFETERIA BIO			
Bénéficiaire	P0034678 - RUEL DEROFF JADE			
Localisation	LYP PABLO PICASSO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 159,30 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 449,12 €	HT	80 %	1 159,30 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011140 - CREATION D'UNE MAISON DES LYCEENS : AMENAGEMENT			
Bénéficiaire	P0034679 - BENDAHMANE YANIS			
Localisation	LYP HENRI SELLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 668,24 €	HT	54,52 %	2 000,00 €	

Dossier	16011141 - RADIO LYCEENNE			
Bénéficiaire	P0034680 - RODRIGUES CELIA			
Localisation	LYP HENRI SELLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 048,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 096,00 €	HT	50 %	1 048,00 €	

Dossier	16011142 - FESTIVAL FRANCOIS COUPERIN EN SCENE 2017			
Bénéficiaire	P0034681 - GABRIELA FERREIRA			
Localisation	LCM FRANCOIS COUPERIN FONTAINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 420,00 €	HT	66,94 %	1 620,00 €	

Dossier	16011144 - LES JARDINS CASSINOIS			
Bénéficiaire	P0034682 - MOINE LUCIE ALINE			
Localisation	LYT RENE CASSIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
506,00 €	HT	79,05 %	400,00 €	

Dossier	16011148 - CREATION D'UNE SALLE DE TRAVAIL EN AUTONOMIE			
Bénéficiaire	P0034685 - ARTHUR MABINGO JOHN			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 040,14 €	HT	61,88 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011149 - BAL DE PROMOTION			
Bénéficiaire	P0034687 - DA SILVA DADOU			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 755,00 €	HT	39,95 %	1 500,00 €	

Dossier	16011150 - JOURNEE DE FEDERATION SCHOOLDAY			
Bénéficiaire	P0034684 - ZEIDAN AHMAD			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 352,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 940,00 €	HT	80 %	2 352,00 €	

Dossier	16011152 - CLUB JAPANIMATION MANGA			
Bénéficiaire	P0034689 - BAUDUIN MEGANE			
Localisation	LYP GASTON BACHELARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 435,99 €	HT	75,63 %	1 085,99 €	

Dossier	16011153 - FOYER DES ELEVES			
Bénéficiaire	P0034690 - NORBERT CORALINE			
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT	40 %	2 000,00 €	

Dossier	16011155 - AMENAGEMENT D'UN ESPACE LYCEEN			
Bénéficiaire	P0034691 - COUSIN DORIAN			
Localisation	LYT GUSTAVE EIFFEL (GAGNY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 390,00 €	HT	39,12 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011156 - ESPACE D'ACTION CULTURELLE			
Bénéficiaire	P0034692 - SATOUR MAHMOUD			
Localisation	LYP ROBERT SCHUMAN (CHARENTON)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 047,82 €	HT	55,78 %	1 700,00 €	

Dossier	16011157 - DANSE A ARAGO			
Bénéficiaire	P0032623 - M WATI DAVID			
Localisation	LYP FRANCOIS ARAGO (VILLENEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 130,00 €	HT	63,9 %	2 000,00 €	

Dossier	16011158 - CLUB THEATRE AU LYCEE BARTHOLDI			
Bénéficiaire	P0034693 - WESLEY JUDITH			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 577,00 €	HT	69,89 %	2 500,00 €	

Dossier	16011159 - JOURNEE SOLIDAIRE-BAL DE PROMO 2017			
Bénéficiaire	P0034694 - BGADAR MANAL			
Localisation	LYT LE CORBUSIER (AUBERVILLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 600,00 €	HT	29,07 %	2 500,00 €	

Dossier	16011160 - 1-2-3 IMPRO			
Bénéficiaire	P0034695 - RAVENEL KLEA SHIRLEY			
Localisation	LP ANTONIN CAREME			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 250,00 €	HT	80 %	1 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011161 - AD2H NOUVELLE GENERATION			
Bénéficiaire	P0034696 - ZAYAD HANANE			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 992,00 €	HT	50,08 %	2 500,00 €	

Dossier	16011162 - CLUB MANGA NOBEL			
Bénéficiaire	P0034697 - FIDALGO YAHYA			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 274,00 €	HT	76,36 %	2 500,00 €	

Dossier	16011163 - AMENAGEMENT ET DECORATION DU FOYER DES ELEVES			
Bénéficiaire	P0034698 - VONGSAMAY LEO			
Localisation	LGT DU BOURGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500,00 €	HT	80 %	2 000,00 €	

Dossier	16011166 - JOURNAL LYCEEN LE GAT GASTRONOMIE ARTS ET TRAVAUX			
Bénéficiaire	P0034711 - MIRON LEANA			
Localisation	LYT DU GUE A TRESMES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 298,87 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 276,40 €	HT	43,93 %	1 298,87 €	

Dossier	16011184 - ATELIER BIEN ETRE ET GESTION DU STRESS			
Bénéficiaire	P0034712 - GOLDZTEJN LISA MARIE			
Localisation	LYP VAN GOGH (ERMONT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 440,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800,00 €	HT	80 %	1 440,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011185 - HIP HOP DANCE JVD			
Bénéficiaire	P0034713 - DA SILVA DE PINHO CAMILLE			
Localisation	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 384,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 730,00 €	HT	80 %	1 384,00 €	

Dossier	16011187 - BEHIND THE MIC			
Bénéficiaire	P0034714 - HANLYAN ALINE			
Localisation	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	472,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
777,80 €	HT	60,71 %	472,00 €	

Dossier	16011188 - DONNE DES COULEURS A JVD			
Bénéficiaire	P0034715 - SHARANJIT KAUR PARNIT			
Localisation	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 312,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 640,00 €	HT	80 %	1 312,00 €	

Dossier	16011189 - ATELIER THEATRE			
Bénéficiaire	P0034717 - AYD ALI			
Localisation	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 840,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 335,00 €	HT	78,8 %	1 840,00 €	

Dossier	16011190 - DE LA VIE DANS LE FOYER			
Bénéficiaire	P0034718 - PETITBON CAROLINE			
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI ST-MICH/O			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 120,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 812,00 €	HT	79,66 %	2 240,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011191 - LATINO CLUB			
Bénéficiaire	P0034719 - KESRAOUI MEHDI			
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI ST-MICH/O			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500,00 €	HT	80 %	1 200,00 €	

Dossier	16011192 - DANSE HIP HOP BAUDELAIRE			
Bénéficiaire	P0030492 - TRANSY SANDY			
Localisation	LP BAUDELAIRE (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 810,00 €	HT	66,3 %	1 200,00 €	

Dossier	16011195 - AMENAGEMENT D'UN ESPACE DE VIE DANS LA COUR DU LYCEE			
Bénéficiaire	P0034721 - BARTHELEMY NIELS			
Localisation	LP THEODORE MONOD (ANTONY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 089,91 €	HT	61,13 %	2 500,00 €	

Dossier	16011196 - PROJET TWIN'CUP			
Bénéficiaire	P0034722 - SISSAKO SULEYMANE			
Localisation	LYP ARTHUR RIMBAUD (GARGES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	HT	55,56 %	2 500,00 €	

Dossier	16011198 - LE CONSEIL DE LA VIE LYCEENNE CREE L'EVENEMENT			
Bénéficiaire	P0034724 - SY AHDYA			
Localisation	LYP ARTHUR RIMBAUD (GARGES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 909,30 €	HT	18,97 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011202 - LA JOURNEE DES ORIGINES			
Bénéficiaire	P0034725 - VANNIER QUENTIN			
Localisation	LP LES FRERES MOREAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800,00 €	HT	66,67 %	1 200,00 €	

Dossier	16011203 - CLUB JAPON			
Bénéficiaire	P0034726 - ROUDIER ARMAN			
Localisation	LYP GALILEE (GENNEVILLIERS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	566,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
986,00 €	HT	57,4 %	566,00 €	

Dossier	16011204 - R-BOLLAND EN DIRECT DES TALENTS			
Bénéficiaire	P0034727 - LOM SAMBA			
Localisation	LYP ADRIENNE BOLLAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 188,30 €	HT	53,05 %	630,42 €	

Dossier	16011205 - ROS'T EN LIVE			
Bénéficiaire	P0034728 - BORIE BENOIT			
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (MANTES LA J)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 634,72 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 203,40 €	HT	74,19 %	1 634,72 €	

Dossier	16011206 - ORCHESTRE DU LYCEE JACQUES PREVERT			
Bénéficiaire	P0032759 - TOMAS OLIVIER			
Localisation	LYP JACQUES PREVERT (TAVERNY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 800,00 €	HT	43,1 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011207 - GRAFF A LA MDL			
Bénéficiaire	P0034729 - LAPOUGE LUDOVIC			
Localisation	LP CHATEAU D'EPLUCHES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	650,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
850,00 €	HT	76,47 %	650,00 €	

Dossier	16011208 - CREATION D'UN JOURNAL DU LYCEE			
Bénéficiaire	P0034730 - GODEFROY TYPHAINE			
Localisation	LYP MARIE LAURENCIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	365,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
458,68 €	HT	79,58 %	365,00 €	

Dossier	16011211 - FRESQUE MURALE			
Bénéficiaire	P0034731 - DUDOUET MAYLIS			
Localisation	LYP JP TIMBAUD (BRETIGNY/O)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 850,00 €	HT	19,11 %	2 000,00 €	

Dossier	16011212 - LE DEVOIR DE MÉMOIRE			
Bénéficiaire	P0034738 - LEFEBVRE MARINE			
Localisation	LYP GEOFFROY SAINT HILAIRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	752,24 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
952,24 €	HT	79 %	752,24 €	

Dossier	16011216 - CLUB DE THEATRE			
Bénéficiaire	P0034735 - BOLLING CAROLINE			
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI ST-MICH/O			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 040,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 550,00 €	HT	80 %	2 040,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011217 - MAGAZINE LYCEEN DOUBLE FACE			
Bénéficiaire	P0032744 - KAMIN MEMA			
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (MASSY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 419,26 €	HT	33,07 %	800,00 €	

Dossier	16011218 - AFRO NEW STYLE 2EME VERSION			
Bénéficiaire	P0034736 - SAINDOU RAISSA			
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 624,50 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 048,50 €	HT	79,3 %	1 624,50 €	

Dossier	16011219 - ATELIER DE REALISATION DE COURTS METRAGES			
Bénéficiaire	P0034737 - AYDIN SERMIN			
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 450,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 940,00 €	HT	74,74 %	1 450,00 €	

Dossier	16011231 - SALON SIRHA 2017			
Bénéficiaire	P0034750 - POINTEAU JORIS			
Localisation	LP CHATEAU DES COUDRAIES HOTEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 390,00 €	HT	33,83 %	2 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000728 - Actions Lycéennes	84 642,73 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dispositif : N° 00000843 - ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)

Dossier	16006669 - ANALYSE SOCIETALE DE LA PROSTITUTION			
Bénéficiaire	R3673 - LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS SAINT FREDERIC			
Localisation	LYP VIOLLET LE DUC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 246,64 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 808,31 €	HT	80 %	2 246,64 €	

Dossier	16006697 - ARRET SUR IMAGES			
Bénéficiaire	R3451 - LP LYC METIER NICOLAS LOUIS VAUQUELIN			
Localisation	LP NICOLAS LOUIS VAUQUELIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 125,00 €	HT	80 %	1 700,00 €	

Dossier	16006712 - EGALITE ET ENGAGEMENT : MISE EN SCENE DE « FUENTEOVEJUNA » DE LOPE DE VEGA			
Bénéficiaire	R3605 - LG MARIE CURIE SCEAUX			
Localisation	LCM MARIE CURIE (SCEAUX)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	80 %	1 600,00 €	

Dossier	16006777 - PAROLES, EMOTIONS ET MISE EN SCENE : LA MANIPULATION DU REEL			
Bénéficiaire	R3451 - LP LYC METIER NICOLAS LOUIS VAUQUELIN			
Localisation	LP NICOLAS LOUIS VAUQUELIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 457,60 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 822,00 €	HT	80 %	1 457,60 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16006787 - ELECTRE DE SOPHOCLE : LA RESISTANCE AU POUVOIR			
Bénéficiaire	R3425 - LG JULES FERRY PARIS 09EME			
Localisation	LCM JULES FERRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000,00 €	HT	70 %	700,00 €	

Dossier	16006831 - EIFFELZEN : BIEN-ETRE/ORIENTATION/ARTISTIQUE			
Bénéficiaire	R3740 - LPO GUSTAVE EIFFEL CACHAN			
Localisation	LYT GUSTAVE EIFFEL (CACHAN)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 110,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 835,00 €	HT	60,49 %	1 110,00 €	

Dossier	16007043 - MIGRARE // MIGRER			
Bénéficiaire	R3510 - LPO CONDORCET SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
Localisation	LYP CONDORCET (ST MAUR)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 025,00 €	HT	66,12 %	2 000,00 €	

Dossier	16007047 - LES AMBASSADEURS WO-MEN OU COMMENT PROMOUVOIR L'ACTION DES ELEVES POUR LA MIXITE EN LYCEE PROFESSIONNEL			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 139,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 267,46 €	HT	65,46 %	2 139,00 €	

Dossier	16007054 - M'AS-TU VU AU LYCEE ?			
Bénéficiaire	R3355 - LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME			
Localisation	LP HECTOR GUIMARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	610,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800,41 €	HT	76,21 %	610,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007071 - INFORMER SUR LES CONDUITES ADDICTIVES POUR REDUIRE LES RISQUES			
Bénéficiaire	R3812 - LPO NICOLAS JOSEPH CUGNOT NEUILLY SUR MARNE			
Localisation	LYP NICOLAS JOSEPH CUGNOT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 496,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 120,00 €	HT	80 %	2 496,00 €	

Dossier	16007123 - EXPOSITION DES 50 ANS DU LYCEE SANTOS DUMONT			
Bénéficiaire	R3603 - LPO LYC METIER SANTOS DUMONT SAINT CLOUD			
Localisation	LYP SANTOS DUMONT (ST CLOUD)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 881,65 €	HT	21,8 %	1 500,00 €	

Dossier	16007124 - FONDER UNE CULTURE COMMUNE			
Bénéficiaire	R3543 - LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN 93			
Localisation	LYP AUGUSTE BLANQUI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 200,00 €	HT	79,03 %	4 900,00 €	

Dossier	16007135 - INCUBATEUR MEDIA : UNE RADIO PAR ET POUR LES ELEVES			
Bénéficiaire	R3627 - LGT JEAN RENOIR BONDY			
Localisation	LYP JEAN RENOIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 960,00 €	HT	37,88 %	1 500,00 €	

Dossier	16007146 - IMMIGRATION, RACISME, DISCRIMINATION			
Bénéficiaire	R3654 - LPO LUCIE AUBRAC PANTIN			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 214,00 €	HT	7,81 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007147 - COLBERT EN PISTE : UN AUTRE CHEMIN POUR REUSSIR			
Bénéficiaire	R3302 - LP LYC METIER COLBERT LA CELLE SAINT CLOUD			
Localisation	LP COLBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 798,00 €	HT	51,15 %	4 500,00 €	

Dossier	16007152 - MOKIKOZ VIVE LA PAROLE LIBRE			
Bénéficiaire	R3252 - LPO LYC METIER LA FAYETTE CHAMPAGNE SUR SEINE			
Localisation	LYT LA FAYETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 492,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 150,00 €	HT	69,4 %	1 492,00 €	

Dossier	16007154 - CITOYENS, CITOYENNES			
Bénéficiaire	R3209 - LPO DE L'HAUTIL JOUY LE MOUTIER			
Localisation	LYP DE L'HAUTIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 120,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 400,00 €	HT	80 %	1 120,00 €	

Dossier	16007168 - THEATRE AU LYCEE : FABRIQUE DU « JE » ET FABRIQUE D'UNE CULTURE			
Bénéficiaire	R3273 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN			
Localisation	LYT LEONARD DE VINCI (MELUN)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 806,00 €	HT	71,28 %	2 000,00 €	

Dossier	16007170 - VALORISER L'INDIVIDU POUR FAVORISER L'HARMONIE DU GROUPE-CLASSE			
Bénéficiaire	R3402 - LPO DE LA TOURELLE SARCELLES			
Localisation	LYP DE LA TOURELLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 281,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 259,20 €	HT	70 %	2 281,44 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007171 - PROJET SUR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET LES USAGES PROBLEMATIQUES EN PRENANT APPUI SUR LE SPECTACLE-DEBAT « ECRANS »			
Bénéficiaire	R3662 - LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS			
Localisation	LP FREDERIC BARTHOLDI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 200,00 €	HT	77,27 %	1 700,00 €	

Dossier	16007173 - DE L'EVEIL A L'IMAGINAIRE			
Bénéficiaire	R3596 - LP LYC METIER VASSILY KANDINSKY NEUILLY SUR SEINE			
Localisation	LP VASSILY KANDINSKY ex BINEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,36 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 703,58 €	HT	67,51 %	2 500,36 €	

Dossier	16007190 - MOI PRESIDENT(E)			
Bénéficiaire	R3654 - LPO LUCIE AUBRAC PANTIN			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 000,00 €	HT	28,57 %	2 000,00 €	

Dossier	16007192 - ENCHANTEMENT ET CINEMA			
Bénéficiaire	R3550 - LGT ALBERT EINSTEIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS			
Localisation	LYP ALBERT EINSTEIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 239,00 €	HT	47,18 %	2 000,00 €	

Dossier	16007203 - REVES DE VILLES			
Bénéficiaire	R3550 - LGT ALBERT EINSTEIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS			
Localisation	LYP ALBERT EINSTEIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 222,00 €	HT	47,37 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007256 - LE RÊVE EN GRAND PARIS			
Bénéficiaire	R15427 - LGT WOLFGANG AMADEUS MOZART LE BLANC MESNIL			
Localisation	LYP WOLFGANG AMADEUS MOZART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 556,80 €	HT	17,17 %	2 500,00 €	

Dossier	16007262 - IDENTITES			
Bénéficiaire	R15431 - LPO LEONARD DE VINCI SAINT MICHEL SUR ORGE			
Localisation	LYP JP TIMBAUD (BRETIGNY/O)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 158,00 €	HT	73,08 %	4 500,00 €	

Dossier	16007266 - LE LYCEE FAIT SON CINEMA			
Bénéficiaire	R3714 - LPO JEAN PIERRE TIMBAUD BRETIGNY SUR ORGE			
Localisation	LYP JP TIMBAUD (BRETIGNY/O)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 043,00 €	HT	79,43 %	4 800,00 €	

Dossier	16007274 - UNE APPROCHE DE L'ALTERITE ET DE LA TOLERANCE			
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME			
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	532,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
665,00 €	HT	80 %	532,00 €	

Dossier	16007275 - CLUB MANGA			
Bénéficiaire	R3539 - LGT GEORGES CLEMENCEAU VILLEMOMBLE			
Localisation	LYP BLAISE PASCAL VILLEMOMBLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 300,00 €	HT	61,54 %	800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007357 - MIEUX VIVRE ENSEMBLE : LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET DECONSTRUIRE LES STEREOTYPES			
Bénéficiaire	R3539 - LGT GEORGES CLEMENCEAU VILLEMOMBLE			
Localisation	LYP GEORGES CLEMENCEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 200,00 €	HT	48,08 %	2 500,00 €	

Dossier	16007362 - VERTIGE(S)...			
Bénéficiaire	R3484 - LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL			
Localisation	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 950,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 840,00 €	HT	50,78 %	1 950,00 €	

Dossier	16007363 - REDONNER VIE AUX HEROS ANTIQUES PAR LE CINEMA			
Bénéficiaire	R15365 - LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS			
Localisation	LYP MARGUERITE YOURCENAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 990,00 €	HT	50,13 %	2 000,00 €	

Dossier	16007364 - FAISONS VIVRE UN MUSEE DANS NOS MURS !			
Bénéficiaire	R3312 - LGT MANSART SAINT CYR L'ECOLE			
Localisation	LYP MANSART (ST-CYR L'ECOLE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 563,88 €	HT	70,15 %	2 500,00 €	

Dossier	16007370 - LYCEE REFUGE D'UNE BIODIVERSITE LOCALE			
Bénéficiaire	R3687 - LGT RENE CASSIN GONESSE			
Localisation	LYP RENE CASSIN (GONESSE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 437,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 874,00 €	HT	50 %	1 437,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007378 - CULTURE ET PARCOURS CITOYEN POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3475 - LPO LYC METIER ARTHUR RIMBAUD GARGES LES GONESSE			
Localisation	LYP ARTHUR RIMBAUD (GARGES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,57 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 933,95 €	HT	38,95 %	2 700,57 €	

Dossier	16007418 - BIEN DANS SON LYCEE, BIEN DANS SES BASKETS, BIEN DANS SA TÊTE !			
Bénéficiaire	R3599 - LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX			
Localisation	LP VOILIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 087,00 €	HT	39,32 %	2 000,00 €	

Dossier	16007419 - LES COTTONFERENCES			
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL			
Localisation	LYP EUGENIE COTTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 960,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 560,00 €	HT	76,56 %	1 960,00 €	

Dossier	16007421 - ENSEMBLE, INVESTISSONS NOS APPRENTISSAGES TECHNOLOGIQUES ET PROFESSIONNELS, POUR OUVRIR NOTRE LYCEE SUR LE MONDE			
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL			
Localisation	LYP EUGENIE COTTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 172,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 910,00 €	HT	29,97 %	1 172,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007429 - S'OUVRIR AU MONDE ET A LA CULTURE – ATELIER THEATRAL AUTOUR DE L'ECRITURE CONTEMPORAINE			
Bénéficiaire	R3730 - LPO GEORGES BRASSENS VILLEPINTE			
Localisation	LYP GEORGES BRASSENS VILLEPINT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 180,00 €	HT	68,81 %	1 500,00 €	

Dossier	16007430 - CO-EXISTER PAR LES 3C (CULTURE-CITOYENNETE-COMMUNICATION)			
Bénéficiaire	R3346 - LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY			
Localisation	LYP DU PARC DE VILGENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 190,19 €	HT	48,17 %	2 500,00 €	

Dossier	16007442 - APRES CHARLIE, VIVRE ENSEMBLE			
Bénéficiaire	R3261 - LPO LYC METIER FREDERIC JOLIOT CURIE DAMMARIE LES LYS			
Localisation	LYP F. JOLIOT CURIE (DAMMARIE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 282,00 €	HT	26,17 %	4 000,00 €	

Dossier	16007445 - CRITIQUES DE CINEMA			
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME			
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120,00 €	HT	80 %	96,00 €	

Dossier	16007449 - CULTURES POUR TOUS			
Bénéficiaire	R3432 - LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME			
Localisation	LP GUSTAVE FERRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	688,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
860,00 €	HT	80 %	688,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007450 - VIVRE LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DANS UNE VILLE DE SEINE-SAINT-DENIS			
Bénéficiaire	R3616 - LGT LE CORBUSIER AUBERVILLIERS CEDEX			
Localisation	LYT LE CORBUSIER (AUBERVILLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 050,00 €	HT	65,57 %	2 000,00 €	

Dossier	16007452 - PRIX LYCÉEN DE LITTÉRATURE DRAMATIQUE FRANCOPHONE « INÉDITS D'AFRIQUE ET D'OUTREMER »			
Bénéficiaire	R3632 - LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY			
Localisation	LYP FRANCOIS RABELAIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 560,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 040,00 €	HT	76,47 %	1 560,00 €	

Dossier	16007453 - ART ET BOIS II			
Bénéficiaire	R15795 - LP AUGUSTE PERRET EVRY			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 544,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 191,12 €	HT	79,72 %	2 544,00 €	

Dossier	16007463 - CLASSE MEDIA			
Bénéficiaire	R3283 - LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE			
Localisation	LYP CHARLES LE CHAUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 571,00 €	HT	76,38 %	1 200,00 €	

Dossier	16007464 - LANGUES, TERRITOIRES, IDENTITES			
Bénéficiaire	R3283 - LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE			
Localisation	LYP CHARLES LE CHAUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 570,00 €	HT	56,89 %	2 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007467 - APPRENDRE A PORTER SECOURS			
Bénéficiaire	R3762 - LPO LYC METIER ETIENNE JULES MAREY BOULOGNE			
Localisation	LYP ETIENNE JULES MAREY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 490,00 €	HT	21,76 %	2 500,00 €	

Dossier	16007469 - MEMOIRE DU PASSE, MEMOIRES A VENIR (PARTIE 2)			
Bénéficiaire	R3545 - LP ANDRE-MARIE AMPERE MORSANG SUR ORGE			
Localisation	LP ANDRE-MARIE AMPERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 300,00 €	HT	63,49 %	4 000,00 €	

Dossier	16007470 - PEAC : LA PLACE DE LA FEMME AU JAPON ET DANS LES ARTS JAPONAIS			
Bénéficiaire	R3679 - LP DU VEXIN CHARS			
Localisation	LP DU VEXIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 625,24 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 475,24 €	HT	65,66 %	1 625,24 €	

Dossier	16007472 - FORMATION DES ELEVES DU LYCEE AU PSC1			
Bénéficiaire	R3627 - LGT JEAN RENOIR BONDY			
Localisation	LYP JEAN RENOIR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 125,00 €	HT	80 %	2 500,00 €	

Dossier	16007473 - BALLET HIP-HOP			
Bénéficiaire	R3470 - EREA FRANCOISE DOLTO BEAUMONT SUR OISE			
Localisation	EREA FRANCOISE DOLTO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	80 %	1 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007475 - JOURNEE ATOUT JEUX			
Bénéficiaire	R3470 - EREA FRANCOISE DOLTO BEAUMONT SUR OISE			
Localisation	EREA FRANCOISE DOLTO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	722,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
903,60 €	HT	79,9 %	722,00 €	

Dossier	16007476 - COHESION DE GROUPE ET DEVELOPPEMENT DURABLE			
Bénéficiaire	R3470 - EREA FRANCOISE DOLTO BEAUMONT SUR OISE			
Localisation	EREA FRANCOISE DOLTO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	705,60 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
882,00 €	HT	80 %	705,60 €	

Dossier	16007486 - LE LYCEE FAIT SON CIRQUE !			
Bénéficiaire	R3399 - LPO JEAN PERRIN SAINT OUEN L'AUMONE			
Localisation	LYT JEAN PERRIN ST-OUEN L'AUM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 850,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 500,00 €	HT	74,62 %	4 850,00 €	

Dossier	16007489 - LA RADIO AU LYCEE, OUTIL D'EVEIL CITOYEN			
Bénéficiaire	R3531 - LPO LYC METIER LOUISE MICHEL CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LCM LOUISE MICHEL (CHAMPIGNY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	66,67 %	2 000,00 €	

Dossier	16007490 - STEREOTYPES, NON MERCI !			
Bénéficiaire	R3313 - LPO LOUIS BASCAN RAMBOUILLET			
Localisation	LYP LOUIS BASCAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 027,00 €	HT	70,4 %	1 427,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007491 - THEATRE/COMEDIE MUSICALE : OSCAR ET LA DAME ROSE			
Bénéficiaire	R3768 - LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (AUBERVILLIERS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 983,78 €	HT	50,09 %	4 500,00 €	

Dossier	16007496 - LES DISCRIMINATIONS DANS LE MONDE DU SPORT : LES LYCEENS PRENNENT LA PAROLE			
Bénéficiaire	R3031 - LGT PR SAINT CHARLES ATHIS MONS CEDEX			
Localisation	LYP SAINT CHARLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	66,67 %	2 000,00 €	

Dossier	16007497 - SEMAINE CULTURELLE DES ARTS ET DE LA GASTRONOMIE A BELLIARD			
Bénéficiaire	R3349 - LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME			
Localisation	LP HOTELIER BELLIARD (PARIS 18)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 647,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 089,00 €	HT	43,47 %	2 647,00 €	

Dossier	16007499 - LA REPRESENTATION DE LA VIOLENCE DANS L'ART			
Bénéficiaire	R3445 - LG RODIN PARIS 13EME			
Localisation	LCM RODIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 025,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 280,00 €	HT	31,25 %	1 025,00 €	

Dossier	16007514 - LA COIFFURE ORLYSIENNE S'INVITE EN BOURGOGNE			
Bénéficiaire	R3495 - LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY			
Localisation	LP ARMAND GUILLAUMIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 012,50 €	HT	39,9 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007516 - « MIXISCIENCES » : LA MIXITE DANS LA FILIERE SCIENTIFIQUE			
Bénéficiaire	R3394 - LGT JEAN JACQUES ROUSSEAU MONTMORENCY			
Localisation	LYP J J ROUSSEAU (MONTMORENCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 425,00 €	HT	64,52 %	3 500,00 €	

Dossier	16007519 - ON NE NAIT PAS CITOYEN ON LE DEVIENT DANS L'EGALITE ET LA FRATERNITE			
Bénéficiaire	R3530 - LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE			
Localisation	LYP LANGEVIN WALLON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 100,00 €	HT	49,18 %	3 000,00 €	

Dossier	16007675 - THEÂTRE EN ESPAGNOL			
Bénéficiaire	R3321 - LGT DE LA VALLEE DE CHEVREUSE GIF SUR YVETTE			
Localisation	LYP DE LA VALLEE DE CHEVREUSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 200,00 €	HT	62,5 %	2 000,00 €	

Dossier	16007676 - PAROLES DE FEMMES MIGRANTES			
Bénéficiaire	R3203 - LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE			
Localisation	LP LINO VENTURA			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 100,00 €	HT	64,52 %	2 000,00 €	

Dossier	16007680 - OUVERTURE CULTURELLE ET CITOYENNE PAR LA SOLIDARITE			
Bénéficiaire	R3475 - LPO LYC METIER ARTHUR RIMBAUD GARGES LES GONESSE			
Localisation	LYP ARTHUR RIMBAUD (GARGES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 044,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 305,00 €	HT	80 %	1 044,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007681 - CULTURE HANDICAP CITOYENNETE 2.0			
Bénéficiaire	R3675 - LPO LYC METIER ADRIENNE BOLLAND POISSY			
Localisation	LYP ADRIENNE BOLLAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 502,80 €	HT	79,94 %	2 800,00 €	

Dossier	16007684 - DU CORPS AUX MOTS : DE LA CREATION A L'ECRITURE D'UNE EXPERIENCE DE SPECTATEUR			
Bénéficiaire	R15269 - LPO LYC METIER MAURICE UTRILLO STAINS			
Localisation	LYP MAURICE UTRILLO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 360,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 660,00 €	HT	51,13 %	1 360,00 €	

Dossier	16007686 - LE LYCEE UTRILLO ET LE HIP HOP - ENCORE ET EN CORPS			
Bénéficiaire	R15269 - LPO LYC METIER MAURICE UTRILLO STAINS			
Localisation	LYP MAURICE UTRILLO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500,00 €	HT	80 %	2 000,00 €	

Dossier	16007688 - MEMOIRES CROISEES DE LA SHOAH : DES LYCEENS EUROPEENS EN QUÊTE DE VALEURS CITOYENNES COMMUNES			
Bénéficiaire	P0000971 - LH PR MORVAN PARIS 9EME APESDAMN			
Localisation	LP MORVAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 887,60 €	HT	55,24 %	2 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007689 - MARIANNE M'A DIT			
Bénéficiaire	R3527 - LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT			
Localisation	LYP ROBERT SCHUMAN (CHARENTON)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 492,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 615,16 €	HT	57,05 %	1 492,00 €	

Dossier	16007691 - LA LAÏCITE, J'Y CROIS ! MAIS C'EST QUOI ?...			
Bénéficiaire	R3527 - LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT			
Localisation	LYP ROBERT SCHUMAN (CHARENTON)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 250,00 €	HT	61,54 %	2 000,00 €	

Dossier	16007692 - MIGRANTS : REALITE & REPRESENTATIONS			
Bénéficiaire	R3424 - LPO EDGAR QUINET PARIS 9EME			
Localisation	LYP EDGAR QUINET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	860,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 076,10 €	HT	79,92 %	860,00 €	

Dossier	16007700 - CADAVRES EXQUIS CIRCASSIENS - ECRITURE AUTOMATIQUE AU PLATEAU ET TRAVAIL COLLECTIF			
Bénéficiaire	R3351 - LGT HENRI BERGSON PARIS 19EME			
Localisation	LCM HENRI BERGSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 750,00 €	HT	52,17 %	3 000,00 €	

Dossier	16007704 - UN AUTRE MONDE			
Bénéficiaire	R3561 - LP LEONARD DE VINCI BAGNEUX			
Localisation	LP LEONARD DE VINCI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 250,00 €	HT	40 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007707 - L'EGALITE DES FILLES ET DES GARÇONS			
Bénéficiaire	R3586 - LP LOUIS GIRARD MALAKOFF			
Localisation	LP LOUIS GIRARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 400,00 €	HT	40,54 %	3 000,00 €	

Dossier	16007710 - LE CONTE, DE L'ORAL A L'ECRIT : PENSER AUJOURD'HUI, CONSTRUIRE DEMAIN			
Bénéficiaire	R3332 - LP LYC METIER NADAR DRAVEIL			
Localisation	LP NADAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000,00 €	HT	80 %	800,00 €	

Dossier	16007712 - UNITED YOUTH OF EUROPE			
Bénéficiaire	R3498 - LGT D'ARSONVAL SAINT MAUR DES FOSSES CEDEX			
Localisation	LYP D'ARSONVAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 120,26 €	HT	48,07 %	1 500,00 €	

Dossier	16007713 - ECRITURE D'UN FILM DOCUMENTAIRE			
Bénéficiaire	R3459 - LP ERIK SATIE PARIS 14EME			
Localisation	LP ERIK SATIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 120,00 €	HT	64,1 %	2 000,00 €	

Dossier	16007715 - ATTENTION, UN CLOWN PEUT EN CACHER UN AUTRE !			
Bénéficiaire	R3354 - LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (PARIS 19)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 044,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 804,00 €	HT	37,23 %	1 044,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007716 - EGALITE FEMMES HOMMES			
Bénéficiaire	R3354 - LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (PARIS 19)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	880,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 100,00 €	HT	41,9 %	880,00 €	

Dossier	16007717 - ET POURTANT, ELLE TOURNE			
Bénéficiaire	R3354 - LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (PARIS 19)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 859,20 €	HT	33,69 %	1 300,00 €	

Dossier	16007718 - ATELIER ARTISTIQUE AVEC LE CENTQUATRE PARIS			
Bénéficiaire	R3354 - LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (PARIS 19)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
700,00 €	HT	42,86 %	300,00 €	

Dossier	16007723 - DIRE ET ECRIRE A PARTIR DE L'HISTOIRE ET DE LA MEMOIRE DE LA SHOAH			
Bénéficiaire	R3404 - LPO LOUIS JOUVET TAVERNY			
Localisation	LYP LOUIS JOUVET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 894,48 €	HT	62,19 %	1 800,00 €	

Dossier	16007725 - ATELIER ARTISTIQUE DANSE A LA CLINIQUE GEORGES HEUYER			
Bénéficiaire	R3446 - LG CLAUDE MONET PARIS 13EME			
Localisation	LCM CLAUDE MONET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,00 €	HT	40 %	1 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007780 - MISE EN PLACE D'ATELIERS PHILO			
Bénéficiaire	R3518 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI			
Localisation	LP JEAN MACE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 320,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 650,00 €	HT	80 %	1 320,00 €	

Dossier	16007781 - CES HOMMES ET CES FEMMES QUI CHANGENT LE MONDE			
Bénéficiaire	R3518 - LP JEAN MACE CHOISY LE ROI			
Localisation	LP JEAN MACE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 478,40 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 848,00 €	HT	80 %	1 478,40 €	

Dossier	16007782 - DES MOTS POUR DIRE LES FILLES ET LES GARÇONS AUJOURD'HUI			
Bénéficiaire	R3683 - LP LYC METIER AUGUSTE ESCOFFIER ERAGNY			
Localisation	LP AUGUSTE ESCOFFIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	HT	66,67 %	2 400,00 €	

Dossier	16007783 - CONVERGENCES (LE THEATRE COMME LIEU DE RENCONTRE DES SENSIBILITES, DES CORPS ET DES METIERS DE LA CREATION)			
Bénéficiaire	R3412 - LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME			
Localisation	LCM CHARLEMAGNE (PARIS 4)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 000,00 €	HT	35,71 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007784 - FIGURES FEMININES DE LA MARGINALISATION DANS LE MONDE HISPANO-AMERICAIN			
Bénéficiaire	R3484 - LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL			
Localisation	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 920,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 400,00 €	HT	80 %	1 920,00 €	

Dossier	16007787 - TRANSCULTURE			
Bénéficiaire	R3511 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	LP GOURDOU-LESEURRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 060,00 €	HT	49,63 %	4 000,00 €	

Dossier	16007789 - REALISATION D'UN FILM «SUR LES TRACES DE GASTON VIENS»			
Bénéficiaire	R3521 - LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
Localisation	LYP A DE SAINT EXUPERY CRETEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 613,60 €	HT	55,35 %	2 000,00 €	

Dossier	16007790 - BAL RETRO-FUTURISTE			
Bénéficiaire	R3354 - LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME			
Localisation	LYT D'ALEMBERT (PARIS 19)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 450,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 680,00 €	HT	39,4 %	1 450,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007792 - LA BATTLE DE STALINGRAD ET AUTRES PHOTOS MELANT DANSE URBAINE ET LIEUX PARISIENS			
Bénéficiaire	R3350 - LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT			
Localisation	LYT DIDEROT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 580,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 480,00 €	HT	45,4 %	1 580,00 €	

Dossier	16007793 - EXILS			
Bénéficiaire	R3350 - LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT			
Localisation	LYT DIDEROT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 620,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 750,00 €	HT	45,57 %	2 620,00 €	

Dossier	16007794 - LA FABRIQUE DE L'AUTOMNE			
Bénéficiaire	R3350 - LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT			
Localisation	LYT DIDEROT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 390,00 €	HT	33,47 %	800,00 €	

Dossier	16007795 - LE RÊVE EN GRAND PARIS			
Bénéficiaire	R3522 - LPO LEON BLUM CRETEIL			
Localisation	LYP LEON BLUM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 172,80 €	HT	30,59 %	2 500,00 €	

Dossier	16007798 - TOUS AU THEATRE !			
Bénéficiaire	R3111 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 163,41 €	HT	60,05 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007822 - D'ICI OU D'AILLEURS - MASCULINS/FEMININS - TOUS PLURIELS ! (RESPECT ET EGALITE)			
Bénéficiaire	R3111 - LP PR METIER COGNAC-JAY ARGENTEUIL			
Localisation	LP JEANNE D'ARC (ARGENTEUIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	66,67 %	2 000,00 €	

Dossier	16007824 - « ON N'EST PAS SERIEUX QUAND ON A DIX-SEPT ANS » (ARTHUR RIMBAUD)			
Bénéficiaire	R3008 - LG PR INSTITUT BOSSUET MEAUX CEDEX			
Localisation	LCM INSTITUTION STE GENEVIEVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 432,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 080,00 €	HT	40 %	2 432,00 €	

Dossier	16007829 - L'URBAIN 3.0			
Bénéficiaire	R3708 - LPO JEAN ROSTAND MANTES LA JOLIE			
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (MANTES LA J)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 849,75 €	HT	45,2 %	4 000,00 €	

Dossier	16007830 - CREATION D'UN CONCERT-SPECTACLE : « UN REQUIEM DE MOZART »			
Bénéficiaire	R3693 - LGT LA BRUYERE VERSAILLES			
Localisation	LCM LA BRUYERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 700,00 €	HT	32,84 %	2 200,00 €	

Dossier	16007831 - REALISATION DE CARRES POTAGER			
Bénéficiaire	R3647 - LPO HENRI SELLIER LIVRY GARGAN			
Localisation	LYP HENRI SELLIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	66,67 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007832 - PARTAGES DE CULTURES ET DE COMMUNAUTES : MISE EN JEU, MISE EN GESTES			
Bénéficiaire	R3609 - LGT MICHELET VANVES			
Localisation	LYP MICHELET (VANVES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 950,00 €	HT	63,29 %	2 500,00 €	

Dossier	16007833 - « DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF : PARCOURS SUR LA CONSTRUCTION DE LA PERSONNALITE A PARTIR DU SPECTACLE LES FRERES KARAMAZOV DE JEAN BELLORINI. »			
Bénéficiaire	R3622 - LGT JEAN ZAY AULNAY SOUS BOIS			
Localisation	LCM JEAN ZAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 245,00 €	HT	61,63 %	2 000,00 €	

Dossier	16007835 - THEATRE ANTIQUE : DU TEXTE A LA SCENE			
Bénéficiaire	R3257 - LGT GALILEE COMBS LA VILLE			
Localisation	LYP GALILEE (COMBS LA VILLE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500,00 €	HT	60 %	1 500,00 €	

Dossier	16007836 - LES BULLES DE MONTMARTRE			
Bénéficiaire	R3429 - LG JACQUES DECOUR PARIS 09EME			
Localisation	LCM LAMARTINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 556,58 €	HT	65,84 %	3 000,00 €	

Dossier	16007838 - LE THEATRE S'INVITE A FONTENAY			
Bénéficiaire	R3524 - LP MICHELET FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LP MICHELET (FONTENAY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 350,00 €	HT	57,47 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007839 - PRIX VILLON : PRIX LITTERAIRE DES ELEVES DU LYCEE FRANÇOIS VILLON			
Bénéficiaire	R3310 - LGT FRANCOIS VILLON LES MUREAUX			
Localisation	LYP FRANCOIS VILLON (MUREAUX)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 160,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 535,00 €	HT	75,57 %	1 160,00 €	

Dossier	16007841 - ATELIER THEÂTRE ET CREATION ARTISTIQUE			
Bénéficiaire	R3523 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LYP PABLO PICASSO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 680,00 €	HT	42,74 %	2 000,00 €	

Dossier	16007842 - LAMARTINE S'EXPORTE EN WAV !			
Bénéficiaire	R3426 - LG LAMARTINE PARIS 09EME			
Localisation	LCM LAMARTINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 257,40 €	HT	55,93 %	3 500,00 €	

Dossier	16007995 - ATELIER D'ECRITURE DE NOUVELLES SUR LE THEME DU VOYAGE			
Bénéficiaire	R3523 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LYP PABLO PICASSO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	980,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 275,00 €	HT	76,86 %	980,00 €	

Dossier	16007998 - ATELIER ARTISTIQUE : PHOTOGRAPHIES ET ECRITURE			
Bénéficiaire	R3523 - LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS			
Localisation	LYP PABLO PICASSO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	617,50 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
915,00 €	HT	67,49 %	617,50 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16007999 - J'IMPROVISE DONC JE SUIS...			
Bénéficiaire	R3309 - LPO LYC METIER VAUCANSON LES MUREAUX			
Localisation	LYP VAUCANSON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 348,80 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 686,00 €	HT	80 %	1 348,80 €	

Dossier	16008001 - LES ENFANTS DE LYCEE PROFESSIONNEL LISENT AUX ENFANTS DE MATERNELLE			
Bénéficiaire	P0022087 - LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON			
Localisation	LP CLAUDE ANTHIME CORBON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 450,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 340,00 €	HT	61,97 %	1 450,00 €	

Dossier	16008002 - QUAND JULIETTE DEVIENT ROMEO ET ROMEO DEVIENT JULIETTE			
Bénéficiaire	P0022087 - LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON			
Localisation	LP CLAUDE ANTHIME CORBON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 590,00 €	HT	77,22 %	2 000,00 €	

Dossier	16008004 - SPECTATEUR ACTEUR, LA CULTURE QUI FAIT L'HOMME			
Bénéficiaire	R3405 - LP LYC METIER PIERRE MENDES FRANCE VILLIERS LE BEL			
Localisation	LP P MENDES FRANCE VILLIERS LB			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 257,00 €	HT	31,09 %	3 500,00 €	

Dossier	16008007 - EN SCENE			
Bénéficiaire	R3594 - LP PAUL LANGEVIN NANTERRE			
Localisation	LP PAUL LANGEVIN (NANTERRE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 610,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 256,00 €	HT	71,37 %	1 610,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16008008 - FABRIQUER ET S'INITIER AU CAJON OU A LA GUITARE ELECTRIQUE POUR JOUER UN SPECTACLE VIVANT			
Bénéficiaire	R3265 - LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE			
Localisation	LP BENJAMIN FRANKLIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 890,00 €	HT	67,91 %	4 000,00 €	

Dossier	16008013 - CONCOURS « LE PRINTEMPS DES LATINISTES » 5EME EDITION			
Bénéficiaire	R18986 - LPO EMILIE DE BRETEUIL MONTIGNY LE BRETONNEUX			
Localisation	LYP EMILIE DE BRETEUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 860,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 060,00 €	HT	60,78 %	1 860,00 €	

Dossier	16008014 - GROENLAND EN ILE-DE-FRANCE : DEAMBULATION POLAIRE			
Bénéficiaire	R3270 - LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX			
Localisation	LYP HENRI MOISSAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 390,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 210,00 €	HT	65,07 %	3 390,00 €	

Dossier	16008017 - PASSERELLE II			
Bénéficiaire	R3431 - LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME			
Localisation	LP MARIE LAURENCIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 731,12 €	HT	57,77 %	1 000,00 €	

Dossier	16008040 - CINÉMA ET REGARDS SUR LE MONDE			
Bénéficiaire	R3363 - LG HELENE BOUCHER PARIS 20EME			
Localisation	LCM HELENE BOUCHER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	794,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
992,50 €	HT	80 %	794,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16008042 - SUR LA TRACE DE MON ALTER-EGO			
Bénéficiaire	R3363 - LG HELENE BOUCHER PARIS 20EME			
Localisation	LCM HELENE BOUCHER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 824,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 281,00 €	HT	80 %	1 824,00 €	

Dossier	16008044 - PRATIQUE THÉÂTRALE : LE CORPS EN MOUVEMENT			
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 420,00 €	HT	70,18 %	2 400,00 €	

Dossier	16008046 - LIGNES DE VIES, LIGNES DE FEU, ITINERAIRES VITRIOTS			
Bénéficiaire	R3478 - LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE			
Localisation	LYT JEAN MACE (VITRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 300,00 €	HT	72,73 %	2 400,00 €	

Dossier	16008051 - « LA CULTURE AU LYCEE : VERS LA LIBERTE DE PENSER, D'AGIR ET DE VIVRE ENSEMBLE »			
Bénéficiaire	R3069 - LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET			
Localisation	LP SAINT BENOIST DE L'EUROPE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 800,00 €	HT	65,79 %	2 500,00 €	

Dossier	16008054 - JOURNEE RESPONSABILISE A SION			
Bénéficiaire	R3197 - LPO PR NOTRE DAME DE SION EVRY			
Localisation	LCM ND DE SION (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 929,00 €	HT	63,63 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16008056 - LE VIVRE ENSEMBLE : « PARLE MOI DE TOI »			
Bénéficiaire	P0015628 - LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY LA RUE			
Localisation	LYP CHEVILLY LA RUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 514,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 973,86 €	HT	76,7 %	1 514,00 €	

Dossier	16008058 - DE COMEDIENS A CITOYENS			
Bénéficiaire	R3349 - LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME			
Localisation	LP HOTELIER BELLIARD (PARIS 18)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 450,00 €	HT	61,22 %	1 500,00 €	

Dossier	16008060 - DIALOGUE OU DIALOGUES AU THEATRE ?			
Bénéficiaire	R3084 - LG PR FENELON VAUJOURS 93			
Localisation	LCM FENELON (VAUJOURS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 700,00 €	HT	53,19 %	2 500,00 €	

Dossier	16008061 - MAISON DE LA FORME			
Bénéficiaire	R3256 - LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE			
Localisation	LP JACQUES PREVERT (COMBS LV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 752,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 920,60 €	HT	35,61 %	1 752,00 €	

Dossier	16008063 - LES SENS DU HIPHOP, CHEMIN D'UN LANGAGE DU CORPS			
Bénéficiaire	R18545 - LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES			
Localisation	LYP JJ ROUSSEAU (SARCELLES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 940,00 €	HT	44,74 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16008064 - U4, UN PHENOMENE DE SOCIETE ?			
Bénéficiaire	R18497 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP ANDRE MALRAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	523,36 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
654,20 €	HT	80 %	523,36 €	

Dossier	16008065 - MOKIKOZ VIVE LA PAROLE LIBRE			
Bénéficiaire	R18497 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP ANDRE MALRAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 492,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 922,00 €	HT	77,63 %	1 492,00 €	

Dossier	16008080 - PROJET MUSICAL : ECOUTER POUR S'ENTENDRE			
Bénéficiaire	R18497 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP ANDRE MALRAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 492,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 337,00 €	HT	20,34 %	1 492,00 €	

Dossier	16008090 - PARIDANSE II			
Bénéficiaire	R3431 - LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME			
Localisation	LP MARIE LAURENCIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 023,00 €	HT	66,16 %	2 000,00 €	

Dossier	16008979 - LES 3PP MAESTRO : DECOUVERTES PLURIELLES DE LA MUSIQUE AU LYCEE PAUL PAINLEVE !			
Bénéficiaire	R3578 - LP LYC METIER PAUL PAINLEVE COURBEVOIE			
Localisation	LP PAUL PAINLEVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	817,60 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 022,00 €	HT	80 %	817,60 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009644 - LECTURE PETITE ENFANCE			
Bénéficiaire	R3337 - LP LYC METIER BAUDELAIRE EVRY			
Localisation	LP BAUDELAIRE (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 162,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 777,00 €	HT	77,85 %	2 162,00 €	

Dossier	16009647 - D'ICI ET D'AILLEURS			
Bénéficiaire	R3562 - LP DANIEL BALAVOINE BOIS COLOMBES			
Localisation	LP DANIEL BALAVOINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 707,50 €	HT	34 %	5 000,00 €	

Dossier	16009651 - ATELIER RADIO RAJE : LA RADIO COMME OUTIL D'EVEIL DE LA CONSCIENCE CITOYENNE			
Bénéficiaire	R18569 - LGT PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND			
Localisation	LYP FRANCOISE CABRINI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	66,67 %	2 000,00 €	

Dossier	16009654 - QUAND LA SCENE INTERROGE LA CRISE... FAIRE DE L'ECONOMIE SUR LES PLANCHES DE THEÂTRE			
Bénéficiaire	R17099 - LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI TREMBLAY EN FRANCE			
Localisation	LYP LEONARD DE VINCI-TREMBLAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 430,00 €	HT	58,31 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009657 - LE RÊVE EN GRAND PARIS			
Bénéficiaire	R3680 - LP LYC METIER LE CORBUSIER CORMEILLES EN PARISIS			
Localisation	LP LE CORBUSIER (CORMEILLES)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 556,80 €	HT	17,17 %	2 500,00 €	

Dossier	16009672 - A LA RENCONTRE DE L'HUMAIN A TRAVERS LA METAMORPHOSE			
Bénéficiaire	R18533 - LPO PAUL DOUMER LE PERREUX SUR MARNE			
Localisation	LYT PAUL DOUMER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 923,00 €	HT	48,96 %	2 900,00 €	

Dossier	16009676 - ETRE ET PARAITRE : UNE NOUVELLE FAÇON D'OPTIMISER SON IMAGE			
Bénéficiaire	R3699 - LP LOUIS LUMIERE CHELLES			
Localisation	LP LOUIS LUMIERE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 953,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 442,00 €	HT	79,98 %	1 953,00 €	

Dossier	16009679 - PERPETUER LE DEVOIR DE MEMOIRE : COMMEMORATION DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE			
Bénéficiaire	R3285 - LP AUGUSTE PERDONNET THORIGNY SUR MARNE			
Localisation	LP AUGUSTE PERDONNET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 575,00 €	HT	69,93 %	2 500,00 €	

Dossier	16009680 - SING MY LIFE			
Bénéficiaire	R3272 - LCM JACQUES AMYOT			
Localisation	LCM JACQUES AMYOT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	55 %	1 100,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009682 - ECRANS : USAGES PROBLEMATIQUES DES NOUVELLES TECHNOLOGIES			
Bénéficiaire	R15799 - LP THEODORE MONOD NOISY LE SEC			
Localisation	LP THEODORE MONOD NOISY LE SEC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	80 %	2 400,00 €	

Dossier	16009701 - LE THEATRE : ESPACE DU JE… OU DU NOUS ?			
Bénéficiaire	R19063 - LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN			
Localisation	LYP BLAISE CENDRARS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 562,00 €	HT	30,48 %	2 000,00 €	

Dossier	16009704 - JEUX SCENIQUES : COMMENT S’APPROPRIER L’ESPACE PUBLIC ?			
Bénéficiaire	R3650 - LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL			
Localisation	LYP EUGENIE COTTON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 868,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 468,00 €	HT	75,69 %	1 868,00 €	

Dossier	16009705 - L’ESPRIT CRITIQUE A L’EPREUVE DES DISCOURS : JURIDIQUE, MEDIATIQUE, COMPLOTISTE ET D’EMBRIGADEMENT			
Bénéficiaire	R3254 - LGT GASTON BACHELARD CHELLES			
Localisation	LYP GASTON BACHELARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 886,56 €	HT	54,47 %	3 206,36 €	

Dossier	16009706 - PRIX LITTERAIRE DU ROMAN GRAPHIQUE DES LYCEENS			
Bénéficiaire	R3981 - LG LUCIE AUBRAC COURBEVOIE			
Localisation	LYP LUCIE AUBRAC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 740,00 €	HT	50,63 %	2 400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009707 - CITOYENNETE ET TOLERANCE, LE REGARD A L'AUTRE : L'EGALITE HOMME/FEMME DANS LE TRAVAIL ET LE COUPLE			
Bénéficiaire	R3290 - LP LYC METIER GUSTAVE EIFFEL VARENNES SUR SEINE			
Localisation	LP GUSTAVE EIFFEL (VARENNES/S)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 714,85 €	HT	73,67 %	2 000,00 €	

Dossier	16009718 - L'INSTITUT ITINERANT : DE L'HUMAIN A L'HUMANITAIRE			
Bénéficiaire	R3495 - LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY			
Localisation	LP ARMAND GUILLAUMIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 500,00 €	HT	33,33 %	2 500,00 €	

Dossier	16009719 - REUSSIR AU LYCEE EN INVESTISSANT LA CULTURE, L'ART ET LA DANSE			
Bénéficiaire	R3473 - LGT ALFRED KASTLER CERGY			
Localisation	LYP ALFRED KASTLER (CERGY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 180,00 €	HT	34,82 %	2 500,00 €	

Dossier	16009720 - TRAITEMENT DE L'INFORMATION : DECRYPTAGE PAR LE THEATRE			
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE			
Localisation	LCM ROMAIN ROLLAND (IVRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 740,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,17 €	HT	77,33 %	1 740,00 €	

Dossier	16009721 - ATELIER THEÂTRAL EN CLASSE d'UPE2A			
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE			
Localisation	LCM ROMAIN ROLLAND (IVRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 740,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	HT	64,44 %	1 740,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009722 - MISE EN SCENE DE L'ACTUALITE			
Bénéficiaire	R3507 - LGT ROMAIN ROLLAND IVRY SUR SEINE			
Localisation	LCM ROMAIN ROLLAND (IVRY/SEINE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	75 %	1 500,00 €	

Dossier	16009723 - TOUS A L'OPERA !			
Bénéficiaire	R3014 - LGT JULES VERNE LIMOURS			
Localisation	LYP JULES VERNE (LIMOURS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 821,00 €	HT	43,98 %	3 000,00 €	

Dossier	16009724 - PLAY 2017			
Bénéficiaire	R3844 - LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES			
Localisation	LCM JEAN-PIERRE VERNANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 013,00 €	HT	24,92 %	1 000,00 €	

Dossier	16009730 - SENSIBILISATION A LA SECURITE ROUTIERE			
Bénéficiaire	R3844 - LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES			
Localisation	LCM JEAN-PIERRE VERNANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	HT	40 %	2 000,00 €	

Dossier	16009731 - LE THEÂTRE D'IMPROVISATION INTEGRE AU LYCEE			
Bénéficiaire	R3844 - LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES			
Localisation	LCM JEAN-PIERRE VERNANT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 145,00 €	HT	46,62 %	1 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009732 - LA ROBE VEGETALE, SCULPTURE VIVANTE			
Bénéficiaire	R3638 - LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE			
Localisation	LP ARTHUR RIMBAUD (COURNEUVE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	50 %	1 000,00 €	

Dossier	16009733 - LES PASSEURS : RECITS, IMAGES, PERSONNAGES			
Bénéficiaire	R3638 - LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE			
Localisation	LP ARTHUR RIMBAUD (COURNEUVE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 632,16 €	HT	56,99 %	1 500,00 €	

Dossier	16009736 - ONDES CITOYENNES			
Bénéficiaire	R3638 - LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE			
Localisation	LP ARTHUR RIMBAUD (COURNEUVE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 260,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 520,00 €	HT	50 %	1 260,00 €	

Dossier	16009738 - MEMOIRE EN MOUVEMENT, METTRE EN CIRQUE EMOTIONS ET SOUVENIRS			
Bénéficiaire	R3638 - LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE			
Localisation	LP ARTHUR RIMBAUD (COURNEUVE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 240,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 240,00 €	HT	38,27 %	1 240,00 €	

Dossier	16009740 - LE MONDE EST MUSIQUE !			
Bénéficiaire	R3365 - LP LYC METIER CHATEAU D'EPLUCHES SAINT OUEN L'AUMONE			
Localisation	LP CHATEAU D'EPLUCHES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 180,00 €	HT	38,13 %	3 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009743 - ATELIER RADIO CLASSE DE CAP			
Bénéficiaire	R3282 - LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS			
Localisation	LYT LES PANNEVELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	33,33 %	1 000,00 €	

Dossier	16009750 - LES FICELLES DE L'AUDIOVISUEL			
Bénéficiaire	P0030721 - LYCEE PROFESSIONNEL RENE CASSIN PARIS			
Localisation	LP RENE CASSIN (PARIS)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 300,00 €	HT	55,56 %	3 500,00 €	

Dossier	16009824 - SEMAINE DE LA SANTE ET DE LA CITOYENNETE			
Bénéficiaire	R3722 - LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE			
Localisation	LYP VINCENT VAN GOGH (AUBERGEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 855,40 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 405,40 €	HT	39,14 %	4 855,40 €	

Dossier	16009836 - VICTOR HUGO : INSPIRATEUR D'HIER ET D'AUJOURD'HUI : DE LA CREATION A LA TRANSMISSION			
Bénéficiaire	R3215 - LPO PAUL EMILE VICTOR OSNY			
Localisation	LYP PAUL EMILE VICTOR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 752,60 €	HT	51,6 %	4 000,00 €	

Dossier	16009840 - DE LA FONTAINE AU BURKINA FASO			
Bénéficiaire	R15803 - LGT MICHEL ANGE VILLENEUVE LA GARENNE			
Localisation	LCM MICHEL ANGE (ANC POMPIDOU)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 655,00 €	HT	25,89 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009846 - PHEDRE L'INSOUMISE			
Bénéficiaire	R3625 - LP ALFRED COSTES BOBIGNY			
Localisation	LP ALFRED COSTES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 486,00 €	HT	29,46 %	2 500,00 €	

Dossier	16009847 - LES VALEURS REPUBLICAINES A TRAVERS LES ARTS			
Bénéficiaire	R3368 - EREA ALEXANDRE DUMAS PARIS 15EME			
Localisation	EREA A. DUMAS ex CRONSTADT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500,00 €	HT	66,67 %	1 000,00 €	

Dossier	16009848 - PETITE FABRIQUE D'UN JOURNAL DE CLASSE			
Bénéficiaire	R3428 - LG COLBERT PARIS 10EME			
Localisation	LCM COLBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	570,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 737,00 €	HT	32,82 %	570,00 €	

Dossier	16009849 - FESTIVAL D'AUTOMNE 2016 : PARCOURS D'AUTEUR			
Bénéficiaire	R3428 - LG COLBERT PARIS 10EME			
Localisation	LCM COLBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	850,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 462,00 €	HT	34,52 %	850,00 €	

Dossier	16009850 - CHANSON, LUMIERE, SON ET PHYSIQUE (TITRE PROVISOIRE)			
Bénéficiaire	R3428 - LG COLBERT PARIS 10EME			
Localisation	LCM COLBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 710,00 €	HT	48,52 %	1 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009851 - ATELIER DE DECOUVERTE ET DE PRATIQUES THEATRALES EN CLASSE D'ESPAGNOL			
Bénéficiaire	R3428 - LG COLBERT PARIS 10EME			
Localisation	LCM COLBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 212,20 €	HT	24,91 %	800,00 €	

Dossier	16009852 - ART ET TECHNIQUE DES METAUX			
Bénéficiaire	P0030391 - LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY			
Localisation	LYP CAMILLE JENATZY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 120,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 446,00 €	HT	45,79 %	1 120,00 €	

Dossier	16009853 - DU DERACINEMENT AUX VALEURS DE LA REPUBLIQUE : THEATRE ET CHANT EN CLASSE DE CAP			
Bénéficiaire	P0030391 - LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY			
Localisation	LYP CAMILLE JENATZY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 705,00 €	HT	55,45 %	1 500,00 €	

Dossier	16009855 - UN CONTAINER POUR L'AFRIQUE (SENEGAL)			
Bénéficiaire	P0030391 - LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY			
Localisation	LYP CAMILLE JENATZY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	180,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 040,00 €	HT	4,46 %	180,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16009991 - ¿HABEIS DICHO PINTURA ?			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	680,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 080,00 €	HT	62,96 %	680,00 €	

Dossier	16009992 - ACTION ! LOGISTIQUE			
Bénéficiaire	P0030391 - LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY			
Localisation	LYP CAMILLE JENATZY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 921,00 €	HT	38,26 %	1 500,00 €	

Dossier	16009993 - COMPRENDRE ET IMAGINER LE DEVELOPPEMENT DURABLE : ACTION !			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 235,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 435,00 €	HT	50,72 %	1 235,00 €	

Dossier	16009996 - PLAIDONS POUR L'HUMANITE			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	560,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 560,00 €	HT	35,9 %	560,00 €	

Dossier	16009998 - AMOUR DU POUVOIR ET POUVOIRS DE L'AMOUR AU THEÂTRE			
Bénéficiaire	R15267 - LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS			
Localisation	LYP ALFRED NOBEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 928,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 056,00 €	HT	47,53 %	1 928,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16010006 - NOS ICONES			
Bénéficiaire	R3406 - LGT TURGOT PARIS 03EME			
Localisation	LYP TURGOT (PARIS 3)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 620,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 570,00 €	HT	55,1 %	3 620,00 €	

Dossier	16010009 - FORUM SANTE BIEN ETRE ET CITOYENNETE DES LYCEENS			
Bénéficiaire	R3744 - LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE			
Localisation	LYP LOUIS ARMAND (EAUBONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 100,00 €	HT	49,18 %	3 000,00 €	

Dossier	16010011 - LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS L'ORIENTATION			
Bénéficiaire	R3526 - LGT LYC METIER CHAMPLAIN CHENNEVIERES SUR MARNE			
Localisation	LYP CHAMPLAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 610,30 €	HT	60,51 %	4 000,00 €	

Dossier	16010015 - LA LAÏCITE DANS LA LIBERTE D'EXPRESSION			
Bénéficiaire	R18525 - LP SAMUEL CHAMPLAIN CHENNEVIERES-SUR-MARNE			
Localisation	LYP CHAMPLAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 300,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 479,65 €	HT	66,1 %	2 300,00 €	

Dossier	16010017 - « DECLINAISON DES DROITS DE L'HOMME : ETRE CITOYEN DU MONDE »			
Bénéficiaire	R1331 - LPO LYC METIER DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE MONTREUIL			
Localisation	LYCEE DES METIERS DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 125,00 €	HT	48 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16010018 - DANS LA PEAU DE L'AUTRE			
Bénéficiaire	R3466 - LPO LYC METIER FERNAND ET NADIA LEGER ARGENTEUIL			
Localisation	LYP FERNAND ET NADIA LEGER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 800,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 407,00 €	HT	56,73 %	2 800,00 €	

Dossier	16010416 - DU HIP-HOP AU LOOPING POP			
Bénéficiaire	P0034141 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS 95			
Localisation	LYP GUSTAVE MONOD (ENGHIEN LB)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 860,00 €	HT	65,84 %	3 200,00 €	

Dossier	16010417 - SECONDE INNOVANTE 2016-2017 « MEDIA LYCEEN EN LIGNE SCIENCES ET CUTLURES »			
Bénéficiaire	P0034141 - LYCEE POLYVALENT GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS 95			
Localisation	LYP GUSTAVE MONOD (ENGHIEN LB)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 150,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 445,00 €	HT	79,58 %	1 150,00 €	

Dossier	16010418 - DECOUVERTE DES ARTS DU SPECTACLE : « DES UNS AUX AUTRES »			
Bénéficiaire	R3537 - LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE			
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (VILLEPINTE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 418,00 €	HT	58,51 %	2 000,00 €	

Dossier	16010435 - ATELIER THEATRE « REVES DE VIES, VIES DE REVES ? »			
Bénéficiaire	R3537 - LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE			
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (VILLEPINTE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 300,00 €	HT	39,13 %	900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16010437 - INEDITS D'AFRIQUE ET OUTREMER, PRIX LYCEEN DE LITTERATURE DRAMATIQUE FRANCOPHONE 3			
Bénéficiaire	R3537 - LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE			
Localisation	LYP JEAN ROSTAND (VILLEPINTE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 440,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 990,00 €	HT	72,36 %	1 440,00 €	

Dossier	16010438 - QUAND LE THEÂTRE REGARDE AILLEURS			
Bénéficiaire	R3200 - LGT MAURICE ELIOT EPINAY SOUS SENART			
Localisation	LYP MAURICE ELIOT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 110,00 €	HT	55,49 %	4 500,00 €	

Dossier	16010439 - ACCES A L'OUVERTURE CULTURELLE DES ELEVES DU LYCEE BLAISE PASCAL			
Bénéficiaire	R15059 - LPO BLAISE PASCAL BRIE-COMTE-ROBERT CEDEX			
Localisation	LYP BLAISE PASCAL (B-C-ROBERT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 276,00 €	HT	32,34 %	3 000,00 €	

Dossier	16010440 - TOURNAGE ET BRICOLAGE : CONSTRUCTION D'UN HEROS			
Bénéficiaire	R3656 - LP SIMONE WEIL PANTIN			
Localisation	LP SIMONE WEIL (PANTIN)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 400,00 €	HT	45,45 %	2 000,00 €	

Dossier	16010448 - HIP LIGHT			
Bénéficiaire	R3660 - LGT PAUL ELUARD SAINT DENIS			
Localisation	LYP PAUL ELUARD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 300,00 €	HT	49,06 %	2 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16010454 - SEMAINE DES ARTS ET DE LA CULTURE			
Bénéficiaire	R19249 - LPO GEORGE SAND DOMONT			
Localisation	LYP GEORGE SAND (DOMONT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	HT	50 %	1 000,00 €	

Dossier	16010463 - REAMENAGEMENT D'UN ESPACE EXTERIEUR POUR LES ELEVES			
Bénéficiaire	R3229 - LGT JEANNE D'ALBRET SAINT GERMAIN EN LAYE			
Localisation	LYP JEANNE D'ALBRET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 760,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 996,20 €	HT	44,04 %	1 760,00 €	

Dossier	16010475 - DECOUVERTE DES METIERS EN ELECTRONIQUE			
Bénéficiaire	R3383 - LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME			
Localisation	LYT LOUIS ARMAND (PARIS 15)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 098,00 €	HT	16,56 %	2 500,00 €	

Dossier	16010479 - VISITE DE L'USINE MAREMOTRICE DE LA RANCE SAINT MALO			
Bénéficiaire	R3383 - LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME			
Localisation	LYT LOUIS ARMAND (PARIS 15)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	HT	22,22 %	1 000,00 €	

Dossier	16010482 - LE THEATRE-FORUM OUTIL DE SENSIBILISATION AUX QUESTIONS SOCIETALES			
Bénéficiaire	R3383 - LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME			
Localisation	LYT LOUIS ARMAND (PARIS 15)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600,00 €	HT	62,5 %	1 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16010511 - DANS L'URGENCE DU TEMPS, IL EST TEMPS DE FAIRE			
Bénéficiaire	R18497 - LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE			
Localisation	LYP ANDRE MALRAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 031,00 €	HT	12,45 %	1 000,00 €	

Dossier	16010523 - LANDSCAPE/PAYSAGE			
Bénéficiaire	R1331 - LPO LYC METIER DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE MONTREUIL			
Localisation	LYCEE DES METIERS DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 245,00 €	HT	38,13 %	2 000,00 €	

Dossier	16010526 - SENSIBILISATION ARTISTIQUE - 4 CLASSES			
Bénéficiaire	R15357 - LGT CHARLES DE GAULLE ROSNY SOUS BOIS			
Localisation	LYP CHARLES DE GAULLE ROSNY SB			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 024,00 €	HT	49,6 %	1 500,00 €	

Dossier	16010527 - SEMAINE CULTURELLE AU LYCEE DE PRONY			
Bénéficiaire	R3558 - LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES			
Localisation	LP DE PRONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 530,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 200,00 €	HT	47,81 %	1 530,00 €	

Dossier	16010528 - LES LYCEENS, ACTEURS DU GRAND PARIS, UN LABORATOIRE D'ARCHITECTURE ET DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE			
Bénéficiaire	P0028709 - LGT GERMAINE TILLION LE BOURGET			
Localisation	LGT DU BOURGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 750,00 €	HT	11,27 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16010529 - COMMUNIQUER PAR LA DANSE, UN LANGAGE UNIVERSEL			
Bénéficiaire	P0028709 - LGT GERMAINE TILLION LE BOURGET			
Localisation	LGT DU BOURGET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 250,00 €	HT	61,54 %	2 000,00 €	

Dossier	16010531 - LES PATRONS DU CIRQUE			
Bénéficiaire	R3755 - LPO LYC METIER JULES VERNE SARTROUVILLE			
Localisation	LYP JULES VERNE (SARTROUVILLE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 005,00 €	HT	28,55 %	2 000,00 €	

Dossier	16010640 - SOUS EMPRISE			
Bénéficiaire	R15795 - LP AUGUSTE PERRET EVRY			
Localisation	LP AUGUSTE PERRET (EVRY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 261,00 €	HT	61,33 %	2 000,00 €	

Dossier	16010641 - CARÊM'EN LIVE			
Bénéficiaire	R3286 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	LP ANTONIN CAREME			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	HT	73,33 %	2 200,00 €	

Dossier	16010642 - JE BRASSE DE L'AIRE MAIS PAS QUE…			
Bénéficiaire	R18617 - LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE			
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	930,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 740,00 €	HT	53,45 %	930,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16010643 - PARCOURS DE SPECTATEUR EN COLOMBIE			
Bénéficiaire	R18617 - LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE			
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	938,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 210,00 €	HT	77,52 %	938,00 €	

Dossier	16010644 - JEUNE CRITIQUE EN HERBE A GOUSSAINVILLE			
Bénéficiaire	R18617 - LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE			
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 862,40 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 015,00 €	HT	61,77 %	1 862,40 €	

Dossier	16010645 - POUR CHANGER LE REGARD : LES REVOLUTIONS - LA SECONDE RES NOVAE			
Bénéficiaire	R18617 - LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE			
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	600,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 550,00 €	HT	16,9 %	600,00 €	

Dossier	16010652 - PROGRAMME D'EXCELLENCE DU CENTRE POMPIDOU			
Bénéficiaire	R3630 - LPO EUGENE DELACROIX DRANCY			
Localisation	LYP LE ROLLAND (DRANCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 250,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 600,00 €	HT	48,08 %	1 250,00 €	

Dossier	16010655 - UN AUTRE REGARD SUR LE HANDICAP			
Bénéficiaire	R18617 - LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE			
Localisation	LYP ROMAIN ROLLAND (GOUSSAINV)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 008,35 €	HT	9,98 %	400,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16010657 - PARIS POLAR			
Bénéficiaire	R3447 - LP GALILEE PARIS 13EME			
Localisation	LP GALILEE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
600,00 €	HT	66,67 %	400,00 €	

Dossier	16011072 - CONNAITRE POUR AGIR : SUR LE CHEMIN DE LA CITOYENNETE A JEAN MOULIN			
Bénéficiaire	R3287 - LGT JEAN MOULIN TORCY			
Localisation	LYP JEAN MOULIN (TORCY)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 250,00 €	HT	80 %	3 400,00 €	

Dossier	16011074 - COPIER-COLLER : UN BOULEVERSEMENT DU RAPPORT AUX SAVOIRS ?			
Bénéficiaire	R3684 - LGT VAN GOGH ERMONT			
Localisation	LYP VAN GOGH (ERMONT)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	702,40 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
878,00 €	HT	80 %	702,40 €	

Dossier	16011075 - CLASSE EUROCK			
Bénéficiaire	R3639 - LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE			
Localisation	LYP JACQUES BREL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 621,08 €	HT	49,6 %	1 300,00 €	

Dossier	16011077 - DANSER POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE			
Bénéficiaire	R3644 - LPO PAUL ROBERT LES LILAS			
Localisation	LYP PAUL ROBERT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 936,00 €	HT	25,16 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011078 - TOUS EN MUSIQUE 8EME EDITION			
Bénéficiaire	R3032 - LG PR SAINT PIERRE BRUNOY CEDEX			
Localisation	LYP SAINT PIERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	65741
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 580,00 €	HT	22,09 %	3 000,00 €	

Dossier	16011081 - « POUR MIEUX SE RELEVER » (L'ART DE L'EQUILIBRE ET DE LA CHUTE ENTRE CIRQUE ET DANSE !)			
Bénéficiaire	R3210 - LG GEORGES BRASSENS PARIS 19EME			
Localisation	LCM GEORGES BRASSENS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 944,40 €	HT	67,93 %	2 000,00 €	

Dossier	16011082 - CIRQUE CONTEMPORAIN : PARCOURS DECOUVERTE ET INITIATION			
Bénéficiaire	R3455 - LG PAUL BERT PARIS 14EME			
Localisation	LYP PAUL BERT (PARIS 14)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 900,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 540,00 €	HT	74,8 %	1 900,00 €	

Dossier	16011084 - RENCONTRES CULTURELLES SUR LES DEUX RIVES DE LA MARE NOSTRUM 2			
Bénéficiaire	R3639 - LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE			
Localisation	LYP JACQUES BREL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	0,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	HT	44,44 %	2 000,00 €	

Dossier	16011095 - DECOUVERTE DU THEATRE CONTEMPORAIN			
Bénéficiaire	R18527 - LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL			
Localisation	LYT EDOUARD BRANLY (CRETEIL)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 900,00 €	HT	63,16 %	1 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011098 - TOUT CE QUI SE RECYCLE			
Bénéficiaire	R3663 - LPO LYC METIER L ENNA SAINT DENIS			
Localisation	LYP ENNA			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	640,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
800,00 €	HT	80 %	640,00 €	

Dossier	16011099 - AU FIL DE DEPREZ - PARCOURS CIRCASSIEN			
Bénéficiaire	R3437 - LP MARCEL DEPREZ PARIS 11EME			
Localisation	LP MARCEL DEPREZ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 200,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 669,00 €	HT	47,12 %	2 200,00 €	

Dossier	16011100 - CREATION D'UNE MAISON DES LYCEENS			
Bénéficiaire	R3698 - EREA EDITH PIAF PARIS 20EME			
Localisation	EREA EDITH PIAF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	270,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
340,00 €	HT	79,41 %	270,00 €	

Dossier	16011101 - DECOUVRIR LA MUSIQUE : FABRIQUER ET ECOUTER			
Bénéficiaire	R3698 - EREA EDITH PIAF PARIS 20EME			
Localisation	EREA EDITH PIAF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 400,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 486,40 €	HT	68,84 %	2 400,00 €	

Dossier	16011103 - MIGRATIONS ET CITOYENNETE : RETOUR D'EXPERIENCES EN IMAGES			
Bénéficiaire	R3533 - LGT MAXIMILIEN SORRE CACHAN			
Localisation	LYT MAXIMILIEN SORRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500,00 €	HT	66,67 %	1 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-440	Budget	2016

Dossier	16011110 - WEBRADIO				
Bénéficiaire	R3761 - LPO LYC METIER SIMONE WEIL CONFLANS SAINTE HONORINE				
Localisation	LYP SIMONE WEIL (CONFLANS)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	612,40 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
862,40 €	HT		71,01 %	612,40 €	

Dossier	16011183 - MEDIALOG : LA MEDIATION PAR LES PAIRS				
Bénéficiaire	R3255 - LP LYC METIER LE CHAMP DE CLAYE CLAYE SOUILLY				
Localisation	LP LE CHAMP DE CLAYE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 320,00 €	HT		60,24 %	2 000,00 €	

Dossier	16011230 - COMEDIE MUSICALE ROMEO ET JULIETTE				
Bénéficiaire	R3337 - LP LYC METIER BAUDELAIRE EVRY				
Localisation	LP BAUDELAIRE (EVRY)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 838,00 €			Code nature	657351
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 950,00 €	HT		35,7 %	2 838,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000843 - ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves)	455 357,27 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	540 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION :
TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSIONS « ALYCCE »

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

N°	Code RNE	Dotation de solidarité (0 = non, 1 = oui)	Etablissement	Intitulé du projet	Date de réalisation du projet	Résumé du projet	Public	Aide demandée	Cofinancement collectivités territoriales	Avis	Montant du projet	Subvention proposée	% budget
1	0750647W	0	LGT TURGOT PARIS 03EME	**NOS ICONES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE Autour de la prochaine création d'une danseuse et chorégraphe professionnelle en hip hop, les élèves vont bénéficier d'un parcours artistique en collaboration avec le parc de la Villette : un parcours de créateur avec des ateliers de pratique, l'acquisition d'un vocabulaire technique de la danse, un projet vidéo autour de la danse, un parcours de spectateurs au sein de la programmation de la Villette et des rencontres de professionnels du spectacle vivant. Une restitution sous forme de création dansée originale sera programmée à la Villette et au sein du lycée. Les élèves rencontreront en fin de projet d'autres lycées dans le cadre de compétitions à la Villette : le lycée JJ de Sarcelles et le lycée Paul Eluard de Saint Denis.	Elèves d'une classe de seconde générale recrutés dans le cadre du label « Ambition et réussite scolaire danse Hip hop » (label académie de Paris, DAAC et inspection d'EPS) + élèves d'une classe de première et terminale générale et technologique (STMG) + élèves de l'option cinéma audiovisuel du lycée vont accompagner le projet autour de la thématique « filmer la danse ».	3 620,00		Favorable	6570,00	3 620,00	55,10
2	0753825A	0	LH PR MORVAN APESDAMN PARIS 09EME	**MEMOIRES CROISEES DE LA SHOAH : DES LYCEENS EUROPEENS EN QUÊTE DE VALEURS CITOYENNES COMMUNES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEMOIRE - EGALITE FILLES GARCONS Dans le cadre d'un projet trinational avec des lycéens allemands et polonais, le projet consiste à réaliser un carnet de route et une exposition autour des lieux de mémoire de la Shoah. Ce travail prend appui sur les rencontres qui se dérouleront en trois phases : à Berlin, à Varsovie et Cracovie (voyages financés par ailleurs) et à Paris. Pour la troisième phase, il est prévu des visites organisées en partenariat avec le mémorial des martyrs de la déportation et le mémorial de la Shoah.	Elèves volontaires issus de classes générales de seconde et première (élèves handicapés présentant une déficience auditive ou à trouble du langage)	3 910,00		Favorable avec diminution de la subvention régionale à hauteur du coût élevé de la communication (les prestations de service représentent 53% du budget) et du coût par élève (130€).	4887,60	2 700,00	55,24
3	0750673Z	0	LG COLBERT PARIS 10EME	**CHANSON, LUMIERE, SON ET PHYSIQUE (TITRE PROVISOIRE)**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE - MUSIQUE Dans le cadre de l'accompagnement personnalisé et du cours de physique, un régisseur professionnel du spectacle vivant interviendra auprès d'une classe de seconde afin que les élèves puissent participer au montage et démontage ainsi qu'à la régie son et lumière du concert d'un artiste au sein du lycée. La représentation est suivie d'un temps d'échange avec les artistes, notamment sur la relation des musiciens avec la technique et sur le métier d'artiste.	Elèves d'une classe de seconde générale	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût de certains postes budgétaires (coût des ateliers). Le comité suggère au lycée de relever sa participation financière.	3710,00	1 800,00	48,52
4	0750673Z	0	LG COLBERT PARIS 10EME	**FESTIVAL D'AUTOMNE 2016 : PARCOURS D'AUTEUR**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Il s'agit de proposer aux élèves un parcours de sensibilisation artistique et théâtrale en partenariat avec le Festival d'automne de Paris. Accompagné par des artistes intervenants, le parcours propose la rencontre avec une oeuvre, la pratique artistique (dans un atelier avec l'association "Allons prendre l'art"), la pratique culturelle par la mise en relation avec les différents champs du savoir, et la construction d'un jugement esthétique. Il comprend également la découverte et la fréquentation de lieux de création et de diffusion artistique (visites de théâtres, ateliers sur des plateaux de théâtre).	Elèves d'une classe de première générale	850,00		Favorable	2462,00	850,00	34,52

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

5	0750673Z	0	LG COLBERT PARIS 10EME	**ATELIER DE DECOUVERTE ET DE PRATIQUES THEATRALES EN CLASSE D'ESPAGNOL**	Année scolaire 2016-2017	THEATRE - ESPAGNOL - MAISON DU GESTE ET DE L'IMAGE Les élèves d'une classe de seconde vont bénéficier d'un parcours autour de la découverte de l'Amérique latine, et plus précisément des jeunes en Colombie (Année France-Colombie) : film, rencontres et spectacles vivants, atelier de pratique théâtrale animé par un comédien (de la récitation à la mise en scène en passant par la régie son et lumière). Une restitution théâtrale sera donnée à partir d'un texte écrit par les élèves ou de celui d'un auteur uruguayen.	Une classe de première générale littéraire	1 040,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale qui permet de financer une partie des coûts de l'intervenant.	3212,20	800,00	24,91
6	0750673Z	0	LG COLBERT PARIS 10EME	**PETITE FABRIQUE D'UN JOURNAL DE CLASSE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEDIAS - EGALITE FILLES GARCONS - DEVELOPPEMENT DURABLE Le projet consiste dans la rédaction d'un journal papier trimestriel prolongée par la tenue d'un blog sur le site du lycée. Les élèves seront sensibilisés tout au long de l'année au travail d'enquête, de réflexion et d'écriture journalistique. Ils visiteront une salle de rédaction et seront sensibilisés à l'utilisation des TICE dans la presse. Les rubriques aborderont des questions variées et pluridisciplinaires (question de l'orientation, environnement et développement durable...). Une orientation culturelle sera résolument donnée au journal et donnera lieu à un partenariat avec le Centquatre aboutissant sur un parcours théâtre.	Elèves d'une classe de seconde générale et technologique	570,00		Favorable	1737,00	570,00	32,82
7	0750788Z	1	LP MARCEL DEPREZ PARIS 11EME	**AU FIL DE DEPREZ - PARCOURS CIRCASSIEN**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – CIRQUE Le projet consiste dans l'exploration d'un élément familier des électriciens et des circassiens, le fil, à travers un parcours culturel, artistique et radiophonique enrichi d'une pratique du cirque. Le projet sera mené en partenariat avec le parc de la Villette, de nombreux lieux culturels et des professionnels et aboutira sur la restitution de l'atelier cirque et la réalisation d'une émission radio.	Une classe de première bac pro ELEEC – métiers de l'électricité	2 609,00		Favorable avec diminution de la subvention régionale à hauteur d'une partie du coût de défraiement de l'artiste et au regard du coût élevé par élève de 108€.	4669,00	2 200,00	47,12
8	0750677D	0	LPO ELISA LEMONNIER PARIS 12EME	**CORPS EN MOUVEMENT**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - CULTURE - MEMOIRE ET OUBLI Le projet consiste à proposer à des étudiants un travail d'interprétation et de médiation autour d'oeuvres du musée du Louvre :prêt de reproductions d'oeuvres au lycée, réalisation d'un film court avec la compagnie Hors piste et réalisation d'évènements de peinture et d'une performance autour de l'imaginaire d'une oeuvre. Des ateliers de décryptage du langage corporel animés par des comédiens feront travailler les étudiants sur le regard et la posture. Des sorties au Louvre leur permettront de confronter leur regard aux oeuvres originales. Des restitutions du projet sont prévues à travers diverses interventions (théâtre, exposition, lecture, présentation sur tablette) notamment une présentation par les étudiants de leur travail.	Eudiants en BTS Négociation relation client (voie professionnelle tertiaire)	3 024,00		Défavorable. Au regard du budget 2016 dédié au programme ALYCCE, le comité considère que les étudiants de BTS ne constituent pas un public prioritaire.	3780,00	0,00	0,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

9	0750679F	0	LG PAUL VALERY PARIS 12EME	**QUAND NOS RÊVES SE CROISENT...**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - VIDEO - EDUCATION A LA CITOYENNETE Le projet consiste dans la pratique théâtrale proposée à des élèves volontaires du lycée autour du thème de la fraternité et de l'immigration, à partir de textes d'auteurs, de témoignages de personnes immigrées et de textes écrits par les élèves. L'atelier comprendra également des séances de travail de vidéo. Il sera conduit par des intervenants théâtre (la compagnie les cailloux brûlants) et vidéo. Une représentation théâtrale accompagnée de projections vidéos sera donnée.	Elèves volontaires des classes de lycée filières générale et technologique et classes préparatoires	4 000,00		Défavorable au regard du coût élevé du projet (coût par élève de 286€) et d'un doute émis par le comité sur la fiabilité de l'intervenant théâtre.	5000,00	0,00	0,00
10	0750682J	0	LG RODIN PARIS 13EME	**LA REPRESENTATION DE LA VIOLENCE DANS L'ART**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - ART - VIOLENCE Le projet propose une analyse de la représentation de la violence dans différents arts, autour de trois types d'actions : - visite des collections du musée d'art moderne du centre Pompidou - journée de projections de films au cinéma l'Escurial et analyse des oeuvres - analyse de textes littéraires posant la quesiton de la violence et productions écrites sur cette question : écriture et réalisation d'un court métrage avec les Cinémas indépendants de Paris, centré sur la représentation de la violence au cinéma.	Elèves filière générale, de seconde, première et terminale, notamment de la section européenne espagnol et de l'option facultative cinéma	2 624,00		Favorable avec diminution de la subvention régionale permettant de financer les dépenses du projet autres que l'option Cinéma qui est déjà financée par la DRAC.	3280,00	1 025,00	31,25
11	0752608C	1	LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME	**DE COMEDIENS A CITOYENS**	Année scolaire 2016-2017	DICRIMINATIONS – EDUCATION A LA CITOYENNETE – LAICITE – VALEURS DE LA REPUBLIQUE - CULTURE A travers un projet théâtre mené avec la compagnie des Inachevés en renfort des nouveaux programmes d'Education civique et morale, le projet vise à mettre les élèves situation de jeu et à leur faire comprendre les problématiques liées aux discriminations, à l'exercice de la citoyenneté, à la bioéthique et à la laïcité. Des débats seront organisés avec les moyens du théâtre-image, de l'improvisation, du théâtre-forum. Les élèves présenteront des saynètes devant d'autres classes, des captations vidéos serviront de support à l'enseignement de l'EMC. Les meilleurs élèves participeront au festival « les lycéens brûlent les planches ».	Elèves des 3 classes CAP Cuisine et restaurant et bac pro Service et technique de commercialisation	1 960,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Il est demandé au lycée de relever le montant de sa contribution ou de trouver d'autres sources de financement (Rectorat...).	2450,00	1 500,00	61,22
12	0772230F	0	LPO BLAISE PASCAL BRIE-COMTE-ROBERT	**ACCES A L'OUVERTURE CULTURELLE DES ELEVES DU LYCEE BLAISE PASCAL**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE A travers la mise en place d'un parcours culturel pour les élèves, le lycée entend s'ouvrir vers l'extérieur et dépasser ses contraintes géographiques : des rencontres avec des professionnels du spectacle et des spectacles seront organisées à la MAC, l'intervention de comédiens du théâtre de la Mezzanine dans le cadre de séances, visite du théâtre du soleil et atelier commun entre plusieurs classes. Le projet est conduit en partenarit avec le lycée Bougainville dans le cadre des cordées de la réussite et avec des collèges devant lesquels les lycéens viendront présenter leur projet.	Elèves des filières générales et technologiques	3 000,00		Favorable	9276,00	3 000,00	32,34

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

13	0770922J	0	LGT GASTON BACHELARD CHELLES	**L'ESPRIT CRITIQUE A L'EPREUVE DES DISCOURS : JURIDIQUE, MEDIATIQUE, COMPLOTISTE ET D'EMBRIGADEMENT**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIAS ET A L'INFORMATION Le projet regroupe deux volets : - la préparation des élèves au concours de plaidoiries des lycéens organisé par le mémorial de Caen, qui permet d'aborder les notions de droits de l'homme : des interventions de professionnels du droit (avocats, journalistes à titre gracieux), des médias et du théâtre sont prévues ainsi que des visites d'institutions européennes et internationales à Strasbourg (financement européen) et à Genève (pour les élèves de seconde). - Un travail sur les discours d'embrigadement et les théories conspirationnistes, dans le cadre d'un atelier d'écriture avec un journaliste ou un écrivain.	Les élèves de deux classes générale et technologique, de seconde et de terminale	3 434,36		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	5886,56	0,00	0,00
14	0771027Y	0	LPO LYC METIER FREDERIC JOLIOT CURIE DAMMARIE LES LYS	**APRES CHARLIE, VIVRE ENSEMBLE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LAÏCITE - VALEURS DE LA REPUBLIQUE - CITOYENNETE - VIVRE ENSEMBLE A la suite des attentats de 2015, le lycée a engagé une réflexion avec l'association des parents et de amis du lycée puis a souhaité proposer aux élèves des ateliers à visée philosophique et des ateliers d'expression sous forme de slam. L'animation sera confiée respectivement à Marie-Hélène Pruzina (Communauté Recherche Philosophique) et à l'association Le Panorama. D'autres ateliers d'expression choisis et pris en charge par les élèves du CVL seront réalisés. Une restitution sous forme de spectacles de slam, d'exposition et d'un recueil des textes des élèves est prévue. Les élèves participeront à un slam de poésie collective inter-établissements seine et marnais.	Les élèves des classes de seconde générale et plusieurs classes de la filière professionnelle	4 532,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût des intervenants et du fait que le lycée n'apporte aucune contribution financière.	15282,00	4 000,00	26,17
15	0772324H	0	LGT PR SAINTE THERESE OZOIR LA FERRIERE	**RÊVER LE MONDE, TEACH PEACE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE - EGALITE FILLES GARCONS - VIVRE ENSEMBLE Le lycée propose chaque année un thème de réflexion servant de fil rouge à des débats organisés au sein du lycée et à des créations artistiques. Autour du thème "Quels acteurs du changement je peux être pour l'égalité fille garçon, la solidarité et le respect des autres dans leurs différences, pour mon empreinte écologique au quotidien", les élèves suivront des conférences, des ateliers artistiques, simuleront une COP, participeront à la journée du développement durable, verront un spectacle sur les femmes et les sciences. Ils seront accompagnés par des partenaires extérieurs (compagnie de l'oeuf à 3 poules, association Postures, comédie des ondes, PO pédagogie innovation) et clôtureront le projet par un spectacle qu'ils auront écrit.	Au total 15 classes filière générale et technologique, de seconde, de première et de terminale participeront au projet	4 400,00		Défavorable : le projet propose un nombre important d'actions qui paraissent confuses dans leur organisation. Il mériterait d'être davantage construit.	6845,00	0,00	0,00
16	0770942F	0	LPO THIBAUT DE CHAMPAGNE PROVINS	**OUVERTURE CULTURELLE ET A L'ALTERITE PAR LA PRATIQUE THEÂTRALE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE – Dans le cadre d'un atelier théâtre hebdomadaire animé par un enseignant et une comédienne, il s'agit de permettre aux élèves d'un lycée rural de 'ouvrir à la culture : parcours de créateur et spectacle de fin d'année, doublé d'un parcours de spectateur, et création d'un blog inter-établissement (lycée Condorcet de Montreuil).	Elèves filière générale, prioritairement des élèves de terminale mais atelier ouvert à tous	5 000,00		Défavorable : le projet mériterait d'être davantage construit et explicité. Le coût par élève est élevé : 200€/élève et le partenariat avec le lycée Condorcet n'est pas développé.	8100,00	0,00	0,00

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

17	0772244W	1	LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE	**CARÊM'EN LIVE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – MUSIQUE – le projet consiste à proposer un parcours artistique et culturel autour de la musique le soir aux élèves de l'internat : en partenariat avec le conservatoire de la ville, ils suivront des ateliers de pratique avec des professionnels, découvriront deux structures culturelles de musique en allant y voir des concerts (actuelle et du monde) et réaliseront une composition audio.	Elèves tous niveaux de CAP cuisine et pâtisserie, bac pro commercialisation et services en restauration et CAP café brasserie	2 200,00		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	3000,00	0,00	0,00
18	0781859X	0	LPO VINCENT VAN GOGH AUBERGENVILLE	**SEMAINE DE LA SANTE ET DE LA CITOYENNETE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE Le lycée va organiser une semaine de la citoyenneté qui constituera un moment de prévention différenciés pour tous les niveau de la classe de seconde aux BTS sur les thèmes du numérique, de la consommation de drogues et d'alcool, de l'égalité filles-garçons et de la découverte de l'autre. Les parents d'élèves, le CVL et les enseignants seront mobilisés en interne et le lycée fera appel à l'intervention de nombreux partenaires extérieurs, des associations telles que Avenir Santé, Entrée de jeu, APCEJ ou encore Olympio. Les élèves réaliseront des expositions, organiseront un concours de street art. Afin de favoriser les liaisons interdegrés, le collège voisin se joindra au projet et très probablement des écoles.	L'ensemble des classes du lycée général, professionnel et des 2 classes de BTS	4 855,40		Favorable	12405,40	4 855,40	39,14
19	0783213U	0	ERPDPU HERIOT LA BOISSIERE-ECOLE	**« J'ENTENDS TOUT ! »**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – MUSIQUE Dans le cadre d'une résidence d'artiste au sein du lycée du compositeur Nicolas Frize en 2015-2016, le lycée propose pour 2016, date de commémoration des 130 ans du lycée, la tenue d'un concert à partir des œuvres conçues collectivement par l'artiste, les élèves et le personnel. Les élèves aideront à la préparation de la manifestation musicale : aménagement des couloirs pour permettre un parcours d'auditeur, répartition des actions dans l'espace et le temps. Ayant suivi des ateliers de chant et de musique avec l'artiste en 2015-2016, ils interpréteront l'oeuvre avec des professionnels.	Elèves du premier degré (L'ERPD a le même statut juridique qu'un lycée)	5 000,00		Défavorable :même si l'ERPD fait partie des établissements assimilés à l'EPLE, le comité a estimé que les élèves du premier degré ne constitue pas un public prioritaire. Par ailleurs, la demande de financement porte uniquement sur la phase restitution du projet et apparaît à ce titre élevé.	15500,00	0,00	0,00
20	0783431F	1	LPO LYC METIER JULES VERNE SARTROUVILLE	**LES PATRONS DU CIRQUE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CIRQUE Un projet est proposé à des élèves futures costumières de travailler avec des artistes circassiens afin de créer les costumes de la prochaine création de ces artistes. Des échanges seront par ailleurs organiser afin que les élèves costumiers rencontrent des élèves du CNAC (centre national des arts du cirque). Les élèves suivront des ateliers de pratique circassienne, visiteront notamment le chapiteau de l'école de cirque de Rosny-sous-Bois, rencontreront des professionnels du spectacle vivant, suivront un parcours de spectateur au parc de la Villette et réaliseront une exposition de photographies des costumes qu'ils réaliseront (4 costumes transformables).	Elèves en première année de diplôme des métiers d'art Costumier/réalisateur (DMA)	2 665,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du budget 2016 alloué au programme ALYCCE.	7005,00	2 000,00	28,55

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

21	0780273Y	1	LP LYC METIER LOUIS BLERIOT TRAPPES	**1 SEMAINE, 1 ARTISTE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - PRESENCE D'ARTISTE AU LYCEE Le projet consiste à inviter pendant une semaine un artiste (association d'artisites les I-réels) au lycée et ainsi d'engager un travail de découverte et de création avec les élèves : l'artiste travaille en atelier d'art avec une classe pour lui faire découvrir et pratiquer son art et son univers (photo, terre, peinture, métal). Ces élèves auront ainsi accès à une réelle pratique donnant lieu à une production personnelle. Ils effectueront également une sortie dans un musée. En parallèle, l'artiste reçoit les élèves des autres classes pour leur présenter, dans le cadre d'une exposition, son art. Un reportage photo et vidéo sur le projet sera publié sur le site du lycée.	Elèves (2 classes) pour la pratique en atelier avec l'artiste et potentiellement la totalité de l'établissement pour le temps d'échange. Filière professionnelle (CAP et bac pro) et classe de 3ème prépa pro	5 000,00	Ville de Trappes 500€ Communauté d'agglomération Saint Quentin en Yveline 500€	Défavorable. Le comité a souligné l'insuffisance du travail sur le regard sur les œuvres et a émis un doute sur le partenaire culturel (non connu de la DAAC).	6250,00	0,00	0,00
22	0910808J	0	LGT PR SAINT CHARLES ATHIS-MONS	**LES DISCRIMINATIONS DANS LE MONDE DU SPORT : LES LYCEENS PRENNENT LA PAROLE**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLE GARCON - EDUCATION AUX MEDIAS Afin de traiter le thème des discriminations dans le domaine du sport et prendre la parole à ce sujet, les élèves réaliseront une émission radio. Avec le soutien de l'association radio Raje, ils mèneront des enquêtes et interviews en se mettant dans la posture de journalistes.	Une classe de seconde générale et technologique	2 400,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le comité attire l'attention sur le montage "clef en main" de l'intervenant.	3000,00	2 000,00	66,67
23	0910975R	0	LPO JEAN PIERRE TIMBAUD BRETIGNY SUR ORGE	**LE LYCEE FAIT SON CINEMA**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CINEMA Autour de la thématique du "je" et dans le cadre de l'approfondissement de la culture artistique du programme d'arts appliqués, deux classes vont réaliser deux courts métrages : "qui je suis" dans ma future profession de topographe et "qui je suis", moi élève primo-arrivant en France et dans le lycée. Les élèves travailleront avec des professionnels de la maison du geste et de l'image et suivront un parcours cinématographique dans une salle de cinéma partenaire (visionnage de films, rencontre de professionnels, ateliers).	Les élèves de la filière topographe et une classe de primo-arrivants	4 800,00		Favorable	6043,00	4 800,00	79,43
24	0911401D	0	LP NELSON MANDELA ETAMPES	**LE DECHET N'EXISTE PAS IL NE FAIT QUE M'EVOQUER LA POSSIBILITE DE...**	Année scolaire 2016-2017	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Le lycée propose aux élèves de les sensibiliser au développement durable par le biais de la gestion des déchets. Plusieurs actions leur seront proposées : visites guidées d'une station de recyclage, du musée des arts et métiers, atelier culinaire, réalisation de sets de plateau de sensibilisation au tri en papier recyclé, expositions.	Une classe filière professionnelle 2ème de CAP "assistant technique en milieux familial et collectif"	2 373,00		Défavorable au regard du peu d'élèves concernés et du coût par élève de 215€. Le comité préconise un travail au niveau de l'ensemble de la filière professionnelle du lycée.	2966,41	0,00	0,00

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

25	0911343R	1	LP AUGUSTE PERRET EVRY	**SOUS EMPRISE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE -VALEURS DE LA REPUBLIQUE - RADICALISATION En partenariat avec Olympio, le lycée souhaite sensibiliser les élèves à la radicalisation en leur offrant la possibilité d'échanger sur un sujet de société et d'appréhender les valeurs de tolérance et de respect nécessaires au vivre ensemble : séances interactives, jeux de rôle, réalisation d'une production.	8 classes de CAP et 15 classes bac pro	2 456,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le comité attire l'attention sur le montage "clef en main" de l'intervenant.	3261,00	2 000,00	61,33
26	0911343R	1	LP AUGUSTE PERRET EVRY	**ART ET BOIS II**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE -Dans la continuité d'un projet amorcé en seconde, les élèves vont bénéficier d'un parcours artistique et culturel autour de la découverte des métiers du bois au service de l'art (utilisation du bois par des artistes comme medium de création, artisanat et métiers d'art, menuiserie appliquée à une activité artistique) : les élèves visiteront des expositions et de nombreux lieux culturels. Ils seront confrontés à des productions artistiques variées et seront amenés à produire des réalisations complexes : une cabane en bois avec mur végétal, une fresque en bois dans l'esprit des matériaux de la salle de répétition à la Philharmonie, fabrication d'une création conçue par deux artistes en résidence au théâtre de l'Agora (commande du théâtre au lycée).	Elèves de première bac pro Menuisier Agenceur	2 544,00		Favorable	3191,12	2 544,00	79,72
27	0911983L	0	LGT JULES VERNE LIMOURS	**TOUS A L'OPERA !**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Le lycée propose aux élèves de découvrir l'univers de l'opéra, genre qu'ils connaissent peu, en visitant les opéras de Paris et de Massy et en rencontrant les professionnels qui y travaillent. Le parcours artistique qui leur sera proposé leur permettra d'être à la fois spectateurs (spectacles) et acteurs (ateliers au lycée de théâtre, voix lyrique, photos... animés par des intervenants. Une émission de webradio sera initiée avec la MJC de Limours à laquelle un invité professionnel du spectacle sera invité).	Les élèves d'une classe de première littéraire	3 571,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention afin de financer le parcours hors coût de l'intervenant. Il est recommandé au lycée de travailler avec un intervenant issu des opéras partenaires du projet.	6821,00	3 000,00	43,98
28	0911945V	0	LPO MARGUERITE YOURCENAR MORANGIS	**REDONNER VIE AUX HEROS ANTIQUES PAR LE CINEMA**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CINEMA En complément du dispositif Lycéens au cinéma, dans le cadre de l'option latin, le projet invite les élèves à réécrire des parodies des textes antiques et à les mettre en scène. En partenariat avec l'université d'Evry, les élèves valoriseront leur option et découvriront le monde de l'audiovisuel. Le film ainsi réalisé sera projeté devant les autrs élèves du lycée.	Les élèves des classes de seconde et de première qui suivent l'option de latin. Possibilité d'inclure les élèves de l'enseignement d'exploration "Petites histoires grecques"	3 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention due au coût élevé du projet (coût par élève de 150€).	3990,00	2 000,00	50,13

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

29	0920150N	0	LP LYC METIER DE PRONY ASNIERES SUR SEINE	**SEMAINE CULTURELLE AU LYCEE DE PRONY**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - Une semaine banalisée va être organisée comme suit : découverte d'un lieu culturel parisien où les lycéens pourront prendre des photographies, faire des croquis ou produire des écrits, mise en place d'ateliers artistiques permettant aux élèves de produire des oeuvres d'art. Ces différentes productions d'élèves seront exposées dans les différents lieux de vie commune du lycée (halls, CDI, réfectoire...). Des conférences, notamment ouvertes aux riverains du lycée, une projection de films, ouverte aux parents d'élèves, un repas "cultures du monde" et une dictée du Rotary ponctueront également cette semaine culturelle. Seront présents de nombreux intervenants extérieurs (école du cirque de Nanterre, ONG culturelles, dessinateur, Electronic arts...)	Elèves de toutes les classes de toutes filières du lycée	2 340,00		Avis favorable au regard de l'intérêt d'une telle action pour le lycée même s'il aurait été préférable de monter un projet qui rayonne davantage tout au long de l'année avec un impact au long terme sur la vie culturelle du lycée.	3200,00	1 530,00	47,81
30	0922443F	0	LPO LYC METIER ETIENNE JULES MAREY BOULOGNE-BILLANCOURT	**APPRENDRE A PORTER SECOURS**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE - FORMATION PREMIERS SECOURS Dans le cadre de leur formation initiale ASSP, il est proposé à des élèves de première d'initier des élèves de CM2 aux gestes de premier secours. Pour se faire, il est proposé de former les élèves de première en partenariat avec la Croix Rouge. Les affiches qui serviront de support pédagogique pour les élèves lors de leurs interventions seront préparées en cours d'arts plastiques notamment et un travail sur l'évaluation du projet sous forme de questionnaire se fera en cours de mathématiques.	Une classe de première bac pro ASSP	5 000,00		Favorable avec diminution du budget au regard du faible nombre d'élèves et du coût moins élevé du projet du lycée Renoir de Bondy pour un nombre d'élèves beaucoup plus important.	11490,00	2 500,00	21,76
31	0922615T	0	LG LUCIE AUBRAC COURBEVOIE	**PRIX LITTERAIRE DU ROMAN GRAPHIQUE DES LYCEENS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LITTERATURE Le lycée propose à une classe d'être jury d'un prix littéraire du roman graphique qu'il mène avec 3 partenaires, la bibliothèque de Courbevoie, la librairie La bouteille à l'encre et deux auteurs parrains. Les élèves seront amenés à choisir un des quatre livres de la sélection, à travailler sur l'objet et les métiers du livre, ils participeront à un atelier d'écriture avec les auteurs parrains (Maison des écrivains et de la littérature), et recevront un chèque-lire à dépenser dans une librairie indépendante. Une remise de prix sera organisée au festival des mots libres suivie d'une table ronde.	Elèves d'une classe de seconde générale	2 400,00	Ville de Courbevoie 1000€	Favorable	4740,00	2 400,00	50,63
32	0920166F	0	LP LYC METIER VASSILY KANDINSKY NEUILLY SUR SEINE	**PREPARATION AU CONCOURS SESSION 2017 « UN DES MEILLEURS APPRENTIS DE FRANCE » ESTHETIQUE**	Année scolaire 2016-2017	VALORISATION PROFESSIONNELLE Le lycée propose à 4 élèves volontaires recrutés sur leur motivation et leurs compétences professionnelles de participer au concours « un des meilleurs apprentis de France » dans la catégorie Esthétique/Art du maquillage. Les épreuves sont organisées au niveau départemental puis régional et, pour les lauréats de la médaille d'or régionale, au niveau national. Pour l'épreuve départementale, chaque élève réalise une œuvre correspondant à un sujet propre à son métier. En esthétique, les candidats réaliseront des soins du corps et des maquillages beauté et artistique. Les élèves seront entraînés par les professeurs qui en outre commanderont des produits et matériels spécifiques nécessaires pour le concours.	4 élèves volontaires de première bac pro Esthétique cosmétique parfumerie. Auxquelles s'ajoutent 4 élèves qui serviront de modèles aux élèves allant concourir	1 741,82		Défavorable : le projet se limite à une simple participation à une manifestation organisée par ailleurs. Il est préconisé au lycée de participer au dispositif des Olympiades des métiers.	2177,28	0,00	0,00

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

33	0920166F	0	LP LYC METIER VASSILY KANDINSKY NEUILLY SUR SEINE	**DE L'EVEIL A L'IMAGINAIRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LECTURE - LITTERATURE JEUNESSE Le projet propose aux élèves de découvrir la littérature jeunesse, de fabriquer des mini-livres illustrés ou un porte-folio et d'organiser des temps de lecture d'albums hors de l'établissement pour des publics ciblés par leur formation (enfants, personnes âgées, personnes handicapées). Les élèves seront accompagnés par la médiathèque de Neuilly-sur-Seine et par l'association de recherche et de pratique du livre pour enfant. Les élèves réaliseront une exposition sur le projet ainsi qu'un spectacle de lecture à haute voix pour les parents d'élèves.	Elèves de classes de seconde professionnelle : bac pro ASSP et CAP petite enfance	2 962,86		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé des intervenants.	3703,58	2 500,36	67,51
34	0920149M	0	LGT MICHELET VANVES	**PARTAGES DE CULTURES ET DE COMMUNAUTES : MISE EN JEU, MISE EN GESTES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - OUVERTURE AUX AUTRES CULTURES Avec le musée du jeu de paume et la MGI, le lycée propose aux élèves de voir comment représenter par l'écriture et la réalisation de projets vidéos l'infinie diversité culturelle du pays. Avec le musée de l'immigration, une réflexion sur l'ouverture des frontières en termes d'écriture littéraire et de pratique artistique sera menée. Les élèves réaliseront des oeuvres vidéos dans le cadre d'une semaine de workshop avec deux artistes.	Elèves d'une classe de première littéraire avec optionnaires arts plastiques	3 160,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût élevé par élève (113€).	3950,00	2 500,00	63,29
35	0932122B	1	LPO D'ALEMBERT AUBERVILLIERS	**THEATRE/COMEDIE MUSICALE : OSCAR ET LA DAME ROSE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - PROJET PROFESSIONNEL A partir de l'adaptation d'un roman de Eric Emmanuel Schmitt mené en collaboration avec le conservatoire d'Aubervilliers et de nombreux intervenants professionnels (librairies, salles de spectacle, artistes), les élèves vont créer une comédie musicale en lien avec leur formation : fabrication des costumes de scène en atelier, réalisation des décors en arts appliqués, travail du texte et rencontre de l'auteur et, grâce à l'intervention d'une chorégraphe, mise en scène du spectacle qui a lieu dans une salle de la commune d'Aubervilliers. Le projet sera valorisé lors des évènements ArtExpro et Mosaïque des talents.	Plusieurs classes filière professionnelle : Une classe de première Métiers de la mode-vêtement et une classe de 3ème prépa professionnelle (pour la conception, promotion et représentation du spectacle); Une seconde classe de première Métiers de la mode se joindra à la première classe pour les cours d'atelier Deux demi-classes de première et terminale Accueil Relation Clients Usagers assureront l'accueil du public le soir de la représentation.	5 000,00	Ville d'Aubervilliers 1800€	Favorable avec une diminution de la subvention à hauteur notamment du coût du buffet et du transport des costumes.	8983,78	4 500,00	50,09
36	0930936M	0	LPO PR SAINT BENOIST DE L'EUROPE BAGNOLET	**« LA CULTURE AU LYCEE : VERS LA LIBERTE DE PENSER, D'AGIR ET DE VIVRE ENSEMBLE »**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIAS - CESC Le lycée propose aux élèves trois thématiques de travail Santé, citoyenneté et culture de l'éducation aux medias et à l'information. Initié par le CESC du lycée et en partenariat avec l'association radio Raje, le projet propose aux élèves des ateliers de pratique du journalisme radio leur permettant de produire des contenus éditoriaux sonores sur des sujets d'actualité (discrimination, tolérance, environnement...) ainsi que des actions et des rencontres menées avec divers intervenants santé (psychologue, planning familial, crips, nutritionniste...), citoyenneté (préfecture de police...) et presse (clemi...).	16 classes de seconde générale, technologique et professionnelle (bac pro ARCU et Commerce)	3 040,00		Favorable avec une diminution de la subvention. Le comité attire l'attention sur l'intervention "clef en main" de l'intervenant.	3800,00	2 500,00	65,79

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

37	0931198X	0	LP ALFRED COSTES BOBIGNY	**PHEDRE L'INSOUMISE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - EGALITE FILLES GARCONS Le projet propose aux élèves de s'impliquer dans une démarche artistique et culturelle sur le thème de la place des femmes dans la société. Avec un comédien de la compagnie Objet direct, ils vont s'emparer d'une oeuvre, l'adapter et dans le cadre d'un atelier théâtre répéter une pièce de théatre. Celle-ci fera l'objet d'une représentation hors les murs du lycée.	Les élèves d'une terminale professionnelle Maintenance industrielle (majoritairement masculine)	3 500,00	Ville de Bobigny : 1008€	Favorable avec une diminution de la subvention au regard du coût du projet (coût par élève de 146€ et nombre d'heures de l'intervenant)	8486,00	2 500,00	29,46
38	0930118Y	1	LGT JEAN RENOIR BONDY	**FORMATION DES ELEVES DU LYCEE AU PSC1**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - FORMATION PREMIERS SECOURS Le lycée souhaite former l'ensemble de ses élèves, en priorité les délégués de classe, et le personnel volontaire aux gestes de premiers secours.	Toutes les classes de la seconde au BTS	2 500,00		Favorable	3125,00	2 500,00	80,00
39	0930118Y	1	LGT JEAN RENOIR BONDY	**INCUBATEUR MEDIA : UNE RADIO PAR ET POUR LES ELEVES**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE – EDUCATIONS AUX MEDIA Dans le cadre d'un atelier conduit en périscolaire avec l'association Raje, les élèves créeront une radio et produiront une émission sur des sujets d'actualité.	Les élèves volontaires toutes filières et tous niveaux	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le comité attire l'attention sur le montage "clef en main" de l'intervenant.	3960,00	1 500,00	37,88
40	0932034F	1	LGT WOLFGANG AMADEUS MOZART LE BLANC MESNIL	**LE RÊVE EN GRAND PARIS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Dans le cadre d'un partenariat avec les artistes de l'association PanPaname, le projet vise à interroger le devenir de la métropole du Grand Paris par le biais de pratiques artistiques autour des notions du rêve et de la rencontre : au croisement de la cartographie et de la poésie sonore, de la photographie et de la musique, il s'agit de mener une action culturelle qui impulse la naissance d'un sentiment d'identité et la réflexion sur l'évolution du territoire. Les élèves déambuleront dans la ville et suivront des ateliers leur permettant d'aborder la ville sous l'angle de la poésie, de la topographie, des distances, des frontières... Une restitution finale se fera sous forme d'une exposition interactive mettant en scène les créations des élèves. Cette installation sera nomade sur l'ensemble du territoire durant cinq ans.	Les élèves d'une classe de niveau seconde dispositif Nouvel élan (dispositif académique qui propose un parcours de raccrochage en un an)	5 000,00		Favorable avec une diminution de la subvention au regard du coût du projet (coût par élève élevé (333€))	14556,80	2 500,00	17,17

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

41	0932118X	1	LPO JEAN MOULIN LE BLANC MESNIL	**TOUS LYCEENS**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - LAICITE Pour renforcer la communauté scolaire laïque et l'identité collective au sein du lycée, ce dernier propose que les élèves qui adoptent déjà une tenue professionnelle une fois par semaine l'agrémentent d'un signe vestimentaire identique, symbole de leur appartenance au lycée : une cravate ou une écharpe. Ces derniers seront remis à chaque élève au moment de son inscription.	28 divisions de la section d'enseignement professionnel (vente, gestion, soins à la personne, services de proximité), général et technologique (sciences et techniques sanitaires et sociales)	5 000,00		Défavorable : le projet aurait mérité de construire une démarche d'accompagnement éducative.	7070,00	0,00	0,00
42	0940119U	0	LPO PAUL DOUMER LE PERREUX SUR MARNE	**A LA RENCONTRE DE L'HUMAIN A TRAVERS LA METAMORPHOSE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - LAICITE Le projet propose à plusieurs classes de bénéficier d'un travail pluridisciplinaire autour du théâtre et de l'écriture sur le thème de la métamorphose et de la laïcité. Les élèves se verront proposer différents ateliers, lectures, écritures, fréquentation de spectacles vivants et réaliseront des productions. De nombreux partenaires tels que le théâtre de l'Aquarium, la MGI, la médiathèque de la ville, des écrivains seront associés. Les élèves feront une restitution théâtrale, réaliseront tun film et une exposition photographique et de carnets de voyage.	Deux classes de seconde, une classe de première L et les élèves de l'enseignement d'exploration Arts du spectacle	3 307,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale à hauteur d'une partie du coût du stage de théâtre dans le cadre de l'enseignement d'exploration.	5923,00	2 900,00	48,96
43	0932120Z	1	LPO HENRI SELLIER LIVRY GARGAN	**REALISATION DE CARRES POTAGER**	Année scolaire 2016-2017	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE En collaboration avec le lycée Fénelon de Vaujours et dans le cadre de leurs futurs métiers, les élèves du lycée Sellier vont installer des carrés potagers : lien social, accompagnement du public, animation d'ateliers de cuisine, promotion de l'équilibre alimentaire et utilisation de légumes de saison de proximité. Les lycéens entretiendront le potager, procéderont aux récoltes puis les cuisineront pour mise èn application suivant les référentiels des différentes filières concernées.	Les élèves du BTS Economie familiale et sociale, du CAP Petite enfance et de la première bac pro ASSP du lycée Sellier ainsi que ceux du lycée Fénelon de Vaujours (bac technologique sciences et technologies de l'agreonomie et du vivant + bac pro Aménagements paysagers qui conseilleront et feront vivre les carrés potagers)	2 400,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du fait que les dépenses ne concernent que du petit équipement dédié à la réalisation du potager.	3000,00	2 000,00	66,67
44	0932291K	1	LPO NICOLAS JOSEPH CUGNOT NEUILLY SUR MARNE	**INFORMER SUR LES CONDUITES ADDICTIVES POUR REDUIRE LES RISQUES**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE Un parcours est proposé aux élèves autour d'une représentation théâtrale avec la compagnie Entrée de Jeu sur la notion de perte de contrôle dans la consommation d'alcool, cannabis et jeu, de la présentation du dispositif de consultation des jeunes consommateurs à l'hôpital de Montfermeil, et l'intervention de la Prévention routière sur les dangers de l'alcool et du cannabis au volant.	5 classes de première bac pro Maintenance des véhicules, construction et réparation des carrosseries et technicien d'usinage	2 496,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le comité attire l'attention sur le montage "clef en main" des intervenants.	3120,00	2 496,00	80,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

45	0931799A	0	LG PR FENELON VAUJOURS	**DIALOGUE OU DIALOGUES AU THEATRE ?**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Le thème de l'atelier théâtre du lycée portera sur la diversité des dialogues et des langages dans le répertoire dramatique. Accompagnés par une comédienne en résidence au théâtre de Chelles, les élèves découvriront les différente formes de dialogue, les analyseront et se les approprieront pour les mettre en scène. Des sorties théâtrales compléteront la pratique des élèves et alguiseront leur inteprétation d'acteur.	Elèves volontaires de toutes les classes de première et terminale du lycée	3 200,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût du projet (coût par élève de 160€).	4700,00	2 500,00	53,19
46	0930127H	0	LGT GEORGES CLEMENCEAU VILLEMOMBLE	**CLUB MANGA**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – LITTERATURE – EGALITE FILLE GARCON MANGA Dans le cadre du club manga du lycée, les élèves vont créer un blog et organiser un prix littéraire. Des sorties culturelles (cinéma, musée) seront organisées. Une journée sur le Japon sera animée par les élèves. L'accent sera mis sur la représentation sexuée dans les mangas et sur la découverte de nouvelles saveurs (spécialités culinaires).	Tous les élèves volontaires du lycée tous niveaux	1 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le comité estime que le lycée peut augmenter sa contribution financière en prenant par exemple en charge la matière d'œuvre.	1300,00	800,00	61,54
47	0930127H	0	LGT GEORGES CLEMENCEAU VILLEMOMBLE	**MIEUX VIVRE ENSEMBLE : LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS ET DECONSTRUIRE LES STEREOTYPES**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATION ET EGALITE FILLE GARCON – CULTURE Le projet consiste dans la sensibilisation des élèves à l'existence de discriminations et dans la déconstruction des stéréotypes. Des espaces d'expression diverses (concours photo et vidéo, atelier d'écriture, exposition, création de chanson) , des sorties pédagogiques (musées) et des interventions d'associations (Femmes et sciences, Crips...) seront organisées. Une journée de sensibilisation et une soirée pour les parents se tiendront en fin d'année.	Plusieurs classes de seconde et de première	4 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention : si l'intention du projet n'est pas discuté, le comité estime que la construction du projet mériterait d'être davantage explicitée (modalités de participation des classes...).	5200,00	2 500,00	48,08
48	0940132H	1	LP GABRIEL PERI CHAMPIGNY SUR MARNE	**LE LYCEE GABRIEL PERI AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE A L'INTERNATIONAL**	Année scolaire 2016-2017	DEVELOPPEMENT DURABLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - SOLIDARITE INTERNATIONALE Dans le cadre d'un échange avec le Burkina Faso, le lycée propose une action de solidarité internationale dans laquelle les élèves et les enseignants installeront une centrale solaire dans un établissement scolaire à Boussouma (pour éclairer les salles de cours) ainsi qu'un système de distribution d'eau pour les cultures. Tout au long de l'année, les élèves travailleront sur les notions de développement durable (énergie renouvelable et économie d'eau). Les partenaires du projet seront l'association FASO du lycée Clémenceau de Villemomble et l'association Terre solidaire de Champigny.	Des élèves d'une seconde CAP et de premières Electrotechnique	4 800,00		Défavorable : le projet de solidarité internationale comprend un budget uniquement composé de dépenses de voyage et de matériel de solidarité.	8392,58	0,00	0,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

49	0941974K	0	LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT	**MARIANNE M'A DIT**	Année scolaire 2016-2017	LAICITE - MEMOIRE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - VIVRE ENSEMBLE Suite à des actions du CVL menées après les attentats de novembre 2015, les élèves ont éprouvé le besoin d'être mieux informés et formés autour de la question du vivre ensemble et de la laïcité. Un parcours comprenant des lectures, des visites et des interventions d'associations ((Latifa Ibn Ziaten...) leur sera proposé. Certains élèves participeront à des concours (de la résistance, AMOPA).	Des élèves de secondes, premières et terminales de toutes les filières	2 092,12		Favorable avec diminution du montant de la subvention à hauteur du coût du transport à Drancy avec le Mémorial de la Shoah. Dans le cadre du partenariat régional avec le Mémorial, ce déplacement ne peut être pris en charge.	2615,16	1 492,00	57,05
50	0941974K	0	LPO ROBERT SCHUMAN CHARENTON LE PONT	**LA LAÏCITE, J'Y CROIS ! MAIS C'EST QUOI ?...**	Année scolaire 2016-2017	LAICITE - CULTURE - THEATRE En lien avec la maison du geste et de l'image, le lycée propose aux élèves de mener une réflexion sur la laïcité, en trois temps : travail d'enquête et d'analyse, à travers le théâtre comme moyen d'agir sur le monde et un parcours de spectateur, écriture et création de leur spectacle sur le thème de la laïcité. Des intervenants théâtre et témoins (Latifa Ibn Ziaten) sont prévus.	Une classe de première STMG	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention à hauteur d'une partie du coût du stage de préparation du spectacle.	3250,00	2 000,00	61,54
51	0941413A	0	LPO LEON BLUM CRETEIL	**LE RÊVE EN GRAND PARIS**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE Dans le cadre d'un partenariat avec les artistes de l'association PanPaname depuis 2015, le projet vise à interroger le devenir de la métropole du Grand Paris par le biais de pratiques artistiques : au croisement de la cartographie et de la poésie sonore, de la photographie et de la musique, il s'agit de mener une action culturelle qui impulse la naissance d'un sentiment d'identité et la réflexion sur l'évolution du territoire. Les élèves suivront autour de la notion du rêve et de la rencontre des ateliers son et arts plastiques leur permettant de retranscrire la mémoire. Une restitution finale du projet se fera sous forme d'une exposition interactive mettant en scène les créations des élèves (compositions sonores, montages d'images, cartes sensibles, textes et paroles).	Une classe de première L spécialité Histoire de l'art et cinéma	4 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût du projet (160€ par élève).	8172,80	2 500,00	30,59
52	0940138P	1	LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY	**LA COIFFURE ORLYSIENNE S'INVITE EN BOURGOGNE**	Année scolaire 2016-2017	PROJET PROFESSIONNEL - CULTURE Le projet consiste à mettre les élèves de CAP coiffure en situation de découverte professionnelle. Ils proposeront des services de soins du cheveu dans un salon de coiffure temporaire mis à la disposition des élèves. Le projet se déroulera en zone rurale dans deux communes de Bourgogne et se terminera par une journée d'insertion en milieu professionnel dans un salon de coiffure. Des visites de musée auront également lieu ainsi qu'un travail de recherche autour de la photographie à Châlon-sur-Saône, lieu de naissance de Nicéphore Niepce, l'inventeur de la photographie. Chaque élève réalisera un dossier. Un film regroupant les vidéos quotidiennes faites en Bourgogne sera réalisé afin d'être présenté à l'ensemble des élèves du lycée, aux partenaires et aux parents d'élèves.	Une classe de deuxième année de CAP Coiffure	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du faible nombre d'élève concernés et d'un coût élevé du projet ainsi que la composition du budget autour de dépenses de voyage. Il s'agit d'un projet de pratique professionnelle dans une zone rurale associé à un projet culturel.	5012,50	2 000,00	39,90

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

53	0940138P	1	LP ARMAND GUILLAUMIN ORLY	**L'INSTITUT ITINERANT : DE L'HUMAIN A L'HUMANITAIRE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - PROJET PROFESSIONNEL Dans la continuité de plusieurs actions de mise en pratique des compétences des élèves en formation d'esthétique menées depuis 2014 dans une caravane réhabilitée et transformée en institut itinérant, il est proposé cette année une action humanitaire alliant des pratiques d'esthétique et d'animation : des élèves de la section Service de proximité et vie locale vont se joindre au projet pour intervenir, aux côtés de la mairie d'une ville du Nord de la France et d'associations, dans un camp de réfugiés. Des soins esthétiques y seront offerts et une aide à l'accueil et à l'animation sera apportée aux associations.	Les élèves de la terminale bac pro Esthétique et de la première bac pro SPVL	2 500,00		Favorable	7500,00	2 500,00	33,33
54	0951399E	0	LGT ALFRED KASTLER CERGY	**REUSSIR AU LYCEE EN INVESTISSANT LA CULTURE, L'ART ET LA DANSE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE En partenariat avec la compagnie Bakara et le Théâtre 95, le lycée propose un atelier de danse le mercredi après-midi afin de donner une dimension artistique nouvelle et une ouverture sur le monde du spectacle. Les créations viseront à articuler un vocabulaire, une écriture avec un propos chorégraphique afin de donner sens à une production finale.	Elèves volontaires toutes filières et tous niveaux, du lycée et, en son sein, de la structure lycée de la Nouvelle chance	5 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût par élève de 227€	7180,00	2 500,00	34,82
55	0950656X	0	LP LYC METIER LE CORBUSIER CORMEILLES EN PARISIS	**LE RÊVE EN GRAND PARIS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Dans le cadre d'un partenariat avec les artistes de l'association PanPaname et du Centre d'art d'Enghien, le projet vise à interroger le devenir de la métropole du Grand Paris par le biais de pratiques artistiques autour des notions du rêve et de la rencontre : au croisement de la cartographie et de la poésie sonore, de la photographie et de la musique, il s'agit de mener une action culturelle qui impulse la naissance d'un sentiment d'identité et la réflexion sur l'évolution du territoire. Les élèves déambuleront dans la ville et suivront des ateliers leur permettant de l'aborder sous l'angle de la poésie, de la topographie, des distances, des frontières... Une restitution se fera dans un lieu culturel du Val d'Oise sous forme d'une exposition interactive mettant en scène les créations des élèves. Cette installation sera nomade sur l'ensemble du territoire durant cinq ans.	Les élèves de seconde de la filière professionnelle Technicien Aménagement et finition, et Technicien d'études du bâtiment option assistant architecture	5 000,00		Favorable avec réduction au regard du coût par élève de 208€	14556,80	2 500,00	17,17
56	0951618T	0	LP LYC METIER AUGUSTE ESCOFFIER ERAGNY	**DES MOTS POUR DIRE LES FILLES ET LES GARÇONS AUJOURD'HUI**	Année scolaire 2016-2017	EGALITE FILLES GARCONS - CULTURE - ECRITURE En partenariat avec l'association Couleurs de plume, les élèves vont aborder le thème des rapports filles-garçons par le biais d'ateliers d'écriture et ainsi produire un recueil de textes et réaliser un sondage à l'aide d'un questionnaire d'évaluation de la situation. Les élèves exposeront leurs textes au restaurant d'application du lycée et participeront à une émission de radio sur la webradio du lycée.	4 classes de première bac pro Electrotechnique et métiers du froid et de la climatisation	2 400,00		Favorable	3600,00	2 400,00	66,67

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

57	0951787B	1	LPO LYC METIER ARTHUR RIMBAUD GARGES LES GONESSE	**OUVERTURE CULTURELLE ET CITOYENNE PAR LA SOLIDARITE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE - LAÏCITE En association avec Emmaüs Europe, il s'agit de sensibiliser les élèves à l'ouverture citoyenne et européenne par le biais de la solidarité.Un parcours culturel est prévu avec la visite de musées à Paris. Le projet se clôturera avec un séjour dans une ville européenne où se trouve une antenne Emmaüs Europe avec qui les élèves participeront à des actions solidaires (voyage financé hors budget ALYCCE).	Une classe de CAP Commerce	1 044,00		Favorable	1305,00	1 044,00	80,00
58	0951787B	1	LPO LYC METIER ARTHUR RIMBAUD GARGES LES GONESSE	**CULTURE ET PARCOURS CITOYEN POUR TOUS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEMOIRE Le projet propose à plusieurs classes du lycée un parcours citoyen tout au long de l'année scolaire, autour de la mémoire et de la place des femmes dans la société. Des visites culturelles dans différents musées et dans des mémoriais sont prévues.	Des élèves de 3ème prépa pro, de secondes et de terminales bac pro, de BTS	2 701,40	Ville de Garges 1210€	Favorable	6933,95	2 700,57	38,95
59	0951937P	0	LPO PAUL EMILE VICTOR OSNY	**VICTOR HUGO : INSPIRATEUR D'HIER ET D'AUJOURD'HUI : DE LA CREATION A LA TRANSMISSION**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE En partenariat avec le Théâtre95 de Cergy -Pontoise, le lycée propose aux élèves un parcours artistique et culturel, par une approche littéraire autour de l'oeuvre de Victor Hugo (notamment échange linguistique avec un lycée de Guernesey), par un parcours de spectateur et des rencontres de professionnels et par de la pratique théâtrale aboutissant à la création d'un spectacle.	Les élèves de premières ES, de premières et de terminales bac pro Gestion administrative	5 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût du bus qui représente 25% du budget.	7752,60	4 000,00	51,60
60	0750668U	0	LG DECOUR PARIS 09EME	**LES BULLES DE MONTMARTRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LITTERATURE Le projet consiste dans l'organisation d'un prix littéraire de la BD et du roman graphique à destination de 6 établissements du bassin du 9ème et 18ème arrondissement : Edgar Quinet, Jacques Decour, Lamartine et Suzanne Valadon. 3 classes de troisième se joindront à l'opération. Les élèves liront 5 titres édités en 2015/2016 et voteront pour leur livre favori. Ils travailleront autour de ces BD (critique, invention) et rencontreront les auteurs desdites BD et des professionnels du livre ainsi que les élèves des autres établissements. Les travaux des élèves seront exposés dans les CDI partenaires et mis en ligne sur le blog du prix.	5 classes de seconde générale et 2 classes de seconde professionnelle	3 645,27		Favorable avec diminution du montant de la subvention : La commande à une librairie indépendante est un point positif. En revanche, le comité préconise de revoir le budget en sollicitant davantage la participation des lycées ou d'autres cofinanceurs.	4556,58	3 000,00	65,84

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

61	0750670W	0	LG LAMARTINE PARIS 09EME	**LAMARTINE S'EXPORTE EN WAV !**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - MUSIQUE - NOUVELLES TECHNOLOGIES Dans le cadre d'un projet interdisciplinaire mené sur l'année avec un compositeur de la compagnie Motus, le projet propose à des élèves suivant les options facultatives latin et musique une initiation à la composition acousmatique, genre musical inventé en 1948. Le projet comprend un voyage en Andalousie (non demandé dans le financement) au cours duquel les élèves prélèveront des sons. Ils réaliseront un carnet de bord sonore. A l'aide d'instruments contemporains de création musicale (ordinateurs, logiciels de création, enregistreurs...), il s'agira pour les élèves de se saisir des manifestations du sonore dans le cadre d'un récit élaboré textuellement et musicalement. Le projet touche des élèves de plusieurs lycées parisiens sachant que l'option musique est enseignée en inter-établissement.	Elèves de seconde-première et terminale inscrits à l'option facultative musique (en inter-établissement) et latin. Et élèves de seconde générale LV2 Espagnol	5 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le comité préconise que le lycée contribue davantage au financement du projet.	6257,40	3 500,00	55,93
62	0750776L	1	LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME	**PASSERELLE II**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE En partenariat avec le Théâtre Paris-Villette et avec le théâtre de Chaillot, le projet consiste à familiariser les élèves avec la pratique culturelle du théâtre, à travers des spectacles, des ateliers autour de ces spectacles, des visites culturelles et professionnelles, des travaux de restitution (photo) et des cafés philo-critique. Une rencontre jeux/spectacles avec des étudiants du conservatoire d'art dramatique du 19ème arr. sera organisée ainsi que la possibilité de participer à la conception de certaines pièces de costumes.	Une classe de première bac pro Métiers de la mode et du vêtement	1 186,60		Favorable	1731,12	1 000,00	57,77
63	0750776L	1	LP LYC METIER MARIE LAURENCIN PARIS 10EME	**PARIDANSE II**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE Autour d'un projet de danse, les élèves seront à la fois spectateurs de divers univers dansés (danse contemporaine, ballet et danses urbaines) et participants d'ateliers de danse animés par les danseurs professionnels que les élèves auront vu sur scène. Ils bénéficieront de sorties spectacles aux Ateliers de Paris Carolyn Carlson, au théâtre de Chaillot et à la Villette, de conférences sur l'histoire de la danse, d'ateliers de pratique de la danse et de rencontres de professionnels.	Une classe de première professionnelle Euro	2 388,17		Favorable avec diminution du montant de la subvention : Au regard du coût par élève de 160 euros par élève, le lycée pourrait soutenir financièrement le projet.	3023,00	2 000,00	66,16
64	0751708Z	0	LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME	**MEMOIRE DE GUERRE : HISTORIAL DE PERONNE ET CIRCUIT DU SOUVENIR**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - MEMOIRE Dans le cadre des programmes de première, le lycée propose aux élèves des visites de lieux liées à la première guerre mondiale dans le département de la Somme : circuit du souvenir aux alentours de Péronne et sur les principaux sites dédiés à la bataille de la Somme.	Elèves des classes de première	800,00		Défavorable : au regard du montant total de subventions déposés par le lycée qui dépasse les 5000€ autorisés, et au regard d'un nouveau partenariat régional avec le musée de la grande guerre de Meaux qui va être soumis à la commission permanente de septembre 2016, il est proposé au lycée de s'inscrire dans ce nouveau partenariat.	2220,00	0,00	0,00

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

65	0751708Z	0	LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME	**VISITE DE L'USINE MAREMOTRICE DE LA RANCE SAINT MALO**	Année scolaire 2016-2017	ENVIRONNEMENT - DEVELOPPEMENT DURABLE - MEMOIRE Le projet consiste dans un voyage scolaire sur 2 jours afin de visiter l'usine marémotrice de la Rance à Saint Malo puis du mémorial de Caen, des plages du débarquement et du cimetière américain de Colleville sur mer. Les élèves mèneront en classe une étude comparée des modes de production de l'énergie électrique et de l'énergie nucléaire.	Elèves de deux classes de première technologique STI2D	1 000,00		Favorable. Dans la mesure où le budget concerne uniquement des dépenses de voyage, hébergement et visites, il est néanmoins proposé au lycée de s'inscrire pour la suite dans la nouvelle politique régionale adoptée au conseil régional du 19 mai sur l'ouverture économique des lycées.	4500,00	1 000,00	22,22
66	0751708Z	0	LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME	**RENCONTRE AVEC DES ENTREPRENEURS DE PROVINCE**	Année scolaire 2016-2017	PROJET PROFESSIONNEL - ENTREPRENEURIAT Le lycée propose à des élèves de rencontrer des professionnels à l'occasion d'un séjour de 2 jours dans la région Centre Val de Loire : grande entreprise française (Lactalis), PME industrielle (chocolaterie Guisabel) et tertiaire (Le domaine du Moulin) et une franchise Buffalo Grill.	Elèves d'une classe de terminale STMG mercatique	1 282,00		Défavorable : Au regard du montant total de subventions déposés par le lycée qui dépasse les 5000€ autorisés, et de la nouvelle politique régionale adoptée au conseil régional du 19 mai sur l'ouverture économique des lycées, il est proposé au lycée de s'inscrire dans ce nouveau dispositif. Le projet propose des visites d'entreprises hors Ile-de-France sans démarche pédagogique particulière. Le budget concerne uniquement des dépenses de voyage, hébergement et visites.	3322,00	0,00	0,00
67	0751708Z	0	LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME	**LE TRAVAIL DANS LES ECRITURES THEATRALES CONTEMPORAINES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE En collaboration avec le théâtre Monfort et le collectif artistique MXM, les élèves sont invités à questionner le monde du travail à travers des ateliers d'écriture et de pratique théâtrale. A partir de textes et de la programmation du théâtre, ils feront des exercices filmés, des improvisations et un travail de scènes. Un mini-film sera réalisé autour d'une courte forme théâtrale que donneront les élèves. Les élèves suivront un parcours de spectateurs et rencontreront des professionnels du spectacle vivant (équipes artistiques, techniques et administratives).	Deux classes de première : une de la filière générale et l'autre de la filière technologique	3 252,00		Défavorable : Au regard du montant total de subventions déposés par le lycée qui dépasse les 5000€ autorisés, le comité n'a pas pu retenir tous les projets et a choisi de soutenir plusieurs projets plutôt qu'un seul.	4726,00	0,00	0,00
68	0751708Z	0	LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME	**DECOUVERTE DES METIERS EN ELECTRONIQUE**	Année scolaire 2016-2017	ENVIRONNEMENT - EDUCATION A LA SANTE Le projet consiste dans un voyage scolaire à Saint Nazaire sur 3 jours, composé de visites de sites de chantiers navals, Airbus et sous marin Espadon ainsi que d'une découverte de l'environnement par la pratique d'un sport. Une exposition photos sera montée au retour.	Deux classes de terminale professionnelle Systèmes électronumériques	4 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention : Au regard du montant total de subventions déposés par le lycée qui dépasse les 5000€ autorisés, la subvention régionale est abaissée. Dans la mesure où le budget concerne uniquement des dépenses de voyage, hébergement et visites, il est proposé au lycée de s'inscrire pour la suite dans la nouvelle politique régionale adoptée au conseil régional du 19 mai sur l'ouverture économique des lycées.	15098,00	2 500,00	16,56

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

69	0751708Z	0	LPO LOUIS ARMAND PARIS 15EME	**LE THEATRE-FORUM OUTIL DE SENSIBILISATION AUX QUESTIONS SOCIETALES**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION ALA CITOYENNETE - THEATRE - CULTURE En utilisant le théâtre comme un outil au service de la gestion de conflits, le projet conduit par la compagnie A l'Affut propose l'organisation d'ateliers d'échanges et de débats autour d'une question sociétale (comment changer une situation qui ne nous convient pas?). La récolte de situations réelles inspireront alors l'écriture et la création théâtrale puis l'animation d'un théâtre-forum.	Une classe de première Systèmes Electro numérique	1 280,00		Favorable avec réduction : Au regard du montant total de subventions déposés par le lycée qui dépasse les 5000€ autorisés, la subvention régionale est abaissée.	1600,00	1 000,00	62,50
70	0750711R	0	LGT HENRI BERGSON PARIS 19EME	**CADAVRES EXQUIS CIRCASSIENS - ECRITURE AUTOMATIQUE AU PLATEAU ET TRAVAIL COLLECTIF**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CIRQUE A partir de la prochaine création d'un artiste circassien du CNAC, les élèves vont s'interroger sur la mise en scène d'un cadavre exquis sur scène et ainsi sur l'écriture improvisée et automatique. En renouant avec l'esprit ludique et poétique de l'esthétique surréaliste, l'artiste les guidera dans une exploration du vocabulaire et des mouvements circassiens. Des ateliers de pratique circassienne ponctuels, des visites guidées d'exposition au centre Pompidou et à la Villette, un parcours de spectateur à la Villette et des rencontres avec des professionnels enrichiront le parcours en amenant les élèves face aux œuvres artistiques. Les élèves réaliseront une brochure en couleur montrant leurs différentes réalisations de cadavres exquis (poétique, dessinés, circassiens).	Classe de seconde générale et technologique Enseignements d'exploration « audio-visuel » et « littérature et société »	3 870,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût par élève de 193€.	5750,00	3 000,00	52,17
71	0770943G	0	LP BENJAMIN FRANKLIN LA ROCHETTE	**FABRIQUER ET S'INITIER AU CAJON OU A LA GUITARE ELECTRIQUE POUR JOUER UN SPECTACLE VIVANT**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – MUSIQUE – En partenariat avec des professionnels de la musique, un atelier de création d'instruments de musique et de pratique instrumentale – cajons et guitares électriques – est proposé aux élèves, afin d'aboutir à la réalisation d'un spectacle musical et poétique.	Elèves de 2 classes de seconde et terminale CAP charpente et constructeur de bois (fabrication des instruments puis initiation à l'instrument et mise en voix poétique) et des élèves volontaires du lycées (atelier de fabrication de guitares)	4 700,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention : Il est demandé au lycée de relever sa participation financière.	5890,00	4 000,00	67,91
72	0770930T	0	LGT HENRI MOISSAN MEAUX CEDEX	**GROENLAND EN ILE-DE-FRANCE : DEAMBULATION POLAIRE**	Année scolaire 2016-2017	DEVELOPPEMENT DURABLE – CULTURE – A travers l'univers d'une artiste circassienne qui créera un spectacle à son retour d'une expédition au Groënland, les élèves vont appréhender les questions environnementales et les modes de vie ancestraux et actuels. Ils suivront des ateliers de pratique artistique de cirque, suivront un parcours de spectateur à la Villette et donneront deux restitutions performatives devant la cathédrale de Meaux et à la Villette.	Elèves de seconde en exploration théâtre	3 390,00		Favorable	5210,00	3 390,00	65,07

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

73	0772225A	0	LP LINO VENTURA OZOIR LA FERRIERE	**PAROLES DE FEMMES MIGRANTES**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATION - EGALITE FILLE GARCON - EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE - MIGRANT - CULTURE - ECRITURE Dans la continuité d'un travail sur les paroles de migrants et sur les grandes personnalités féminines, le projet propose aux élèves d'entendre le témoignage spécifique de femmes migrantes. Dans le cadre de l'action "100 témoins 100 écoles" menée par l'association Paroles d'Hommes et de Femmes, les élèves rencontreront des femmes migrantes. Ils prendront des notes et adopteront une posture d'écrivain en s'interrogeant sur la meilleure façon de transcrire un parcours de vie. Après chaque rencontre, les élèves rédigeront chacun un texte libre retraçant le parcours de vie de la personne rencontrée. Une exposition au CDI sur la condition féminine mettra en perpective des portraits des différentes femmes migrantes.	Elèves de terminale filière technologique, sciences et technologies de la santé et du social. Un élargissement à la classe de seconde générale et technologique est envisagé	2 480,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du budget 2016 alloué au programme ALYCCE.	3100,00	2 000,00	64,52
74	0771336J	1	LPO LYC METIER LES PANNEVELLES PROVINS	**ATELIER RADIO CLASSE DE CAP**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – EDUCATION AUX MEDIA – RADIO – En partenariat avec la radio associative Raje, le lycée propose aux élèves de développer leur esprit critique : élaboration de chroniques et de brèves en vue de l'enregistrement d'une émission radio.	Une classe de terminale bac pro Maintenance de matériels de travaux publics	2 400,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention : Le comité attire l'attention sur le montage clef en main du projet et estime que l'intervenant peut réajuster sa prestation au regard de la spécificité du projet du lycée.	3000,00	1 000,00	33,33
75	0770944H	0	LP AUGUSTE PERDONNET THORIGNY SUR MARNE	**PERPETUER LE DEVOIR DE MEMOIRE : COMMEMORATION DE LA PREMIERE GUERRE MONDIALE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – MEMOIRE – MEDIA – Dans le cadre de la liaison collège-lycée et du centenaire de la première guerre mondiale, les élèves vont être sensibilisés au devoir de mémoire à travers plusieurs supports : bande dessinée, art, media, cinéma, littérature. Une exposition et, avec un journaliste de Radio Raje, une émission radio seront réalisées. Les collégiens visiteront le musée de la grande guerre de Meaux.	Elèves de 3ème professionnelle, de 1ère et 2ème années de CAP, de l'internat, et enfin une classe de 3ème du collège du Moulin à Vent	2 860,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention : Le comité attire l'attention sur le montage clef en main du projet et estime que l'intervenant peut réajuster sa prestation au regard de la spécificité du projet du lycée.	3575,00	2 500,00	69,93
76	0772120L	0	LGT JEAN MOULIN TORCY	**CONNAITRE POUR AGIR : SUR LE CHEMIN DE LA CITOYENNETE A JEAN MOULIN**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNNETE – MEDIAS - En partenariat avec Amnesty International et d'autres associations, le lycée propose aux élèves de réfléchir à la vie citoyenne (droits et liberté, éducation aux médias) et de s'engager dans des actions citoyennes (réaliser un projet solidaire, faire une exposition sur la théorie du complot...). Le projet s'accompagne d'un travail sur l'accès à la majorité.	7 classes de seconde générale et technologique et deux classes de seconde professionnelle	3 400,00		Favorable	4250,00	3 400,00	80,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

77	0783249H	0	LP LYC METIER COLBERT LA CELLE SAINT CLOUD	**COLBERT EN PISTE : UN AUTRE CHEMIN POUR REUSSIR**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CIRQUE - DONNER SENS AUX APPRENTISSAGES PEDAGOGIQUES Le lycée propose un projet autour des arts du cirque à toutes les classes de découverte, pratique et réalisation d'un spectacle : Parcours Villette, atelier de pratique et création circassienne avec un artiste (Christopher Thiery et l'association La Carcasse), visites patrimoniales (le musée des arts forains, le cirque d'hiver), une journée au cirque, présentation de fin de projet sous un chapiteau, une MJC ou un théâtre.	3 classes de seconde, 3 de première et 3 de terminale bac pro (accueil/service; gestion/administration; commerce et vente) 1 classe de seconde et et 1 classe de terminale CAP vente. Soit 11 classes.	5 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le comité préconise que le lycée relève sa participation financière pour un projet monté à l'échelle du lycée.	8798,00	4 500,00	51,15
78	0782540M		LPO JEAN ROSTAND MANTES LA JOLIE	**L'URBAIN 3.0**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE Autour du thème de la ville et des espaces urbains, le projet propose différentes actions, avec des interventions d'artistes (Collectif 12, association Kolor, la MEL), des créations avec les élèves, des sorties, des rencontres avec des habitants et des spécialistes. Il s'agit de varier les supports pédagogiques d'expression et de réflexion afin que chacun puisse trouver sa voix (exposés, comptes-rendu radiophoniques, graffs, danse...).	Les élèves du lycée, tous niveaux (de la seconde à la terminale, en passant par le BTS) des filières générale, technologique et professionnelle	5 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût important de l'intervenant poésie.	8849,75	4 000,00	45,20
79	0783140P	0	LGT MANSART SAINT CYR L'ECOLE	**FAISONS VIVRE UN MUSEE DANS NOS MURS !**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - PATRIMOINE - MUSEE - EGALITE FILLES-GARCONS Dans le cadre d'un partenariat avec le musée d'Orsay, le projet revêt plusieurs orientations : - offrir à tous les élèves du lycée une ouverture sur la culture artistique grâce à des visites-conférences sur le thème de la ville et du musée. - leur permettre de comprendre le fonctionnement d'un musée, ses problématiques et le monde professionnel qui s'y rattache. - Installer des lieux d'expositions dans le lycée. Les élèves choisissent les oeuvres qu'ils souhaitent exposer et s'interrogent sur la scénographie à mettre en place dans leur musée : des impressions à la demande sont achetées au musée et installées au lycée, certaines oeuvres mises en scène et photographiées par les élèves sont également exposées.	2 classes de seconde générale ainsi que des élèves de l'enseignement d'exploration "littérature et société" 1 classe de terminale technologique management gestion (STMG) 1 classe de terminale L option Langue vivante approfondie (LVA)	2 622,20		Favorable avec légère diminution du projet au regard du budget 2016 alloué au programme ALYCCE.	3563,88	2 500,00	70,15
80	0782587N	0	LPO LYC METIER VIOLLET LE DUC VILLIERS-SAINT-FREDERIC	**ANALYSE SOCIETALE DE DE LA PROSTITUTION**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EGALITE FILLES GARCONS - DISCRIMINATIONS - CULTURE A travers la littérature et les arts du 19è et du 20ème, les élèves vont étudier la prostitution et décoder les différentes images qui en ont été données. Une analyse sociétale leur permettra de comprendre l'évoution des mentalités et les réponses politiques et juridiques. Dans le cadre du festival des arts lycéens, les élèves adapteront et mettront en scène une pièce chorégraphiée. Ils réaliseront une exposition au CDI, produiront des photos lors de la réalisation de la pièce et filmeront le spectacle.	Les élèves de seconde générale (enseignement d'exploration et histoire des arts) et de première bac pro (champ et bois, peinture)	2 246,64		Favorable	2808,31	2 246,64	80,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

81	0911927A	1	LGT MAURICE ELIOT EPINAY SOUS SENART	**QUAND LE THEÂTRE REGARDE AILLEURS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - EDUCATION CITOYENNE AUTOUR DES MEDIA IMAGE ET MANIPULATION En partenariat avec le Parc de la Villette, le projet consiste à faire découvrir aux élèves d'autres manières de faire du théâtre et la manière qu'il a de représenter la violence et de parler de la manipulation, grâce à la vision d'oeuvres diverses et la manipulation de marionnettes : parcours de spectateur, ateliers du lendemain, exposition photos, restitution d'une petite forme théâtrale menée avec le théâtre Nouvelle Génération et la compagnie Le Phalène (T. Collet).	Elèves de la filière générale, issus de 3 classes de première (S, L et ES)	5 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le comité préconise que le lycée relève sa participation financière.	8110,00	4 500,00	55,49
82	0912117G	0	LPO PR NOTRE DAME DE SION EVRY	**JOURNEE RESPONSABILISE A SION**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE - DEVELOPPEMENT DURABLE - - CULTURE Afin de promouvoir le civisme auprès des élèves et de les rendre acteurs, le projet propose, dans le cadre d'une journée banalisée, une première phase de réflexion autour de thèmes qu les touchent directement (sexualité, dépendances...) et sur l'implication du monde associatif (intervenants, représenation d'un spectacle pédagogique sur les addictions...). Il s'agira dans une seconde phase de permettre aux élèves de terminale de s'investir seuls ou en groupe dans un type d'action (Téléthon, Restos du coeur..).	9 classes de première générales (5), technologiques - STI2D (2) et professionnelles - ELEEC - SEN (2)	3 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention : le projet ne se déroulant que sur une journée, son impact est limité et mériterait d'être développé tout au long de l'année.	3929,00	2 500,00	63,63
83	0911037H	1	LP ANDRE-MARIE AMPERE MORSANG SUR ORGE	**MEMOIRE DU PASSE, MEMOIRES A VENIR (PARTIE 2)**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEMOIRE Dans le cadre d'un tryptique autour de ma mémoire, le projet propose de terminer un travail sur la ville et la mémoire patrimoniale de la cité. A travers différentes sorties et activités en atelier avec des intervenants extérieurs, les élèves découvriront les bases de l'architecture, les différentes visions de l'urbanisme et réfléchiront sur la ville du futur, écologique et durable. Ils finiront un carnet de voyage autour du thème du développement durable et du vivre ensemble et prépareront une exposition en textes et en images.	6 classes de premier et terminale professionnelles électronique (SEN) et électrotechnique (ELEEC) et de CAP Pro Elec	5 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention : Au regard du budget 2016 alloué pour le programme ALYCCE, le comité a estimé que le projet a déjà été soutenu deux années de suite. Il peut donc l'être pour la dernière fois pour un montant réduit.	6300,00	4 000,00	63,49
84	0911946W	0	LPO LEONARD DE VINCI SAINT MICHEL SUR ORGE	**IDENTITES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Autour de la notion d'identité, les élèves travailleront dans le cadre d'un atelier d'écriture sur l'histoire d'un personnage de leur famille. Avec l'aide d'intervenants d'une compagnie de théâtre qui associe l'art visuel et l'écrit contemporain, il s'agira de construire un personnage de fiction et d'interpréter ensuite, accompagnés d'une autre compagnie de théâtre, leurs productions écrites sur scène. Des sorties culturelles (théâtre et musées) sont également prévues.	Les élèves de deux classes de seconde générale	4 900,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le comité préconise que le lycée relève sa participation financière.	6158,00	4 500,00	73,08

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

85	0911346U	1	LGT ALBERT EINSTEIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	**ENCHANTEMENT ET CINEMA**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CINEMA Le projet propose d'aborder le cinéma et donc l'image à travers la thématique du conte. Outre l'appréhension des techniques et de l'univers cinématographique, les élèves réaliseront avec des intervenants de la MGI un court métrage dans leur lycée comme décor principal autour du conte. Des sorties culturelles et des conférences ponctueront ce processus de découverte et de création cinématographiques.	3 classes de seconde de l'enseignement d'exploration "Arts visuels"	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le comité préconise que le lycée relève sa participation financière ou revoie le montage financier du projet.	4239,00	2 000,00	47,18
86	0911346U	1	LGT ALBERT EINSTEIN SAINTE GENEVIEVE DES BOIS	**REVES DE VILLES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - ECRITURE - IMAGE - MEDIATEUR CULTUREL A travers deux champs de création différents (écriture, image-bande dessinée), les élèves produiront des nouvelles fantastiques prenant pour cadre une ville de leur invention. Ils interpréteront leurs propres nouvelles lors d'ateliers d'enregistrement et édition sonore puis illustreront leurs villes en photos. Ils seront accompagnés dans le cadre d'ateliers d'écriture par la structure culturelle Créature (école international de l'entrepreneuriat culturel) et d'ateliers d'illustration en bande dessinée avec la structure culturelle du "Labo des histoires". Des visites de lieux de création (musée des arts ludiques) leur seront proposés.	Une classe de seconde générale	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le comité préconise que le lycée relève sa participation financière ou revoie le montage financier du projet.	4222,00	2 000,00	47,37
87	0921595J	1	LP DANIEL BALAVOINE BOIS COLOMBES	**D'ICI ET D'AILLEURS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CULTURES DU MONDE - LAICITE - EDUCATION A LA CITOYENNETE Autour de la thématique du voyage, les élèves bénéficieront d'un parcours de découverte et d'ouverture culturelles comme suit : investir le monde de la radio, faire du théâtre et monter en scène, assister à des spectacles, pratiquer des instruments de musique et réaliser un carnet de voyages. Ce parcours se fera dans le cadre du dispositif "10 mois d'école et d'Opéra" et de l'opération "Un orchestre dans mon Bahut menée par le Paris Mozart Orchestra. Il permettra aux élèves de rencontrer de nombreux intervenants (Bewitched, collectif international 'artistes, A. Neyrens, carnettiste, Radio France, musées, structures musicales (philharmonie de paris, opéra national de paris, paris mozart orchestra)...)	Elèves de 7 classes de terminale et CAP bac pro Vente, commerce, gestion, administration	5 000,00		Favorable	14707,50	5 000,00	34,00
88	0920163C	0	LP LOUIS GIRARD MALAKOFF	**L'EGALITE DES FILLES ET DES GARÇONS**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE - SECURITE ROUTIERE LUTTE CONTRE LES ADDICTIONS - PRESENTATION DES METIERS - EGALITE FILLES GARCONS Le projet consiste dans l'organisation d'activités et d'échanges sur le thème de la voie professionnelle et les secteurs d'activités à l'attention des élèves de deux lycées voisins, l'un composé essentiellement de garçons et le second majoritairement de filles. Les élèves se présenteront mutuellement leurs filières industrielles et tertiaires, des activités communes leur seront proposées notamment une sensibilisation à la sécurité routière et aux conduites à risque (avec l'association VIGI2ROUES).	Elèves des deux lycées participant au projet : - le lycée Louis Girard, tous les élèves entrants (3ème professionnelle, seconde professionnelle) et en tant que co-organisateurs, les élèves de terminale CAP mécanique, de 1ère professionnelle mécanique et les élèves du club sécurité routière. - le lycée Dardenne de Vanves, des élèves (essentiellement des filles) des bac pro Accueil et Vente.	5 000,00		Favorable avec réduction : le comité estime que le travail inter-lycées est intéressant. Néanmoins, les lycées concernés pourraient contribuer davantage. Le budget est présenté en déséquilibre. Par ailleurs, le projet qui concerne plus de 400 élèves de deux lycées repose sur un intervenant unique.	7400,00	3 000,00	40,54

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

89	0920802X	0	LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES	**LE THEÂTRE D'IMPROVISATION INTEGRE AU LYCEE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE En partenariat avec une troupe d'improvisation théâtrale, Be'ding bedingue theatre, le lycée propose aux élèves des ateliers selon trois axes : - Education et formation à la citoyenneté - Préparation aux oraux - Gestion de classe "sous tension" A moyen terme, la collaboration avec la troupe a vocation à déboucher sur la production d'un spectacle.	Elèves des filières générale et technologique répartis comme suit : 2 élèves représentants des 17 classes de seconde, 40 élèves des classes de première et de terminale Une classe entière de première	1 216,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Au regard du nombre d'élèves concernés, le comité estime que le lycée pourrait apporter une contribution financière.	2145,00	1 000,00	46,62
90	0920802X	0	LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES	**PLAY 2017**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - LANGUE ANGLAISE A partir d'un classique de la littérature anglaise, Canterbury tales, le lycée va proposer à l'ensemble des élèves de participer à la création et au montage d'une pièce de théâtre en langue anglaise. La pièce sera librement écrite par un professeur de manière à créer autant de rôles que nécessaire. Agrémentée d'un volet musique et danse, elle sera jouée dans un théâtre de Boulogne devant un public d'environ 1000 personnes.	Elèves des classes générales de seconde, première et terminale	1 284,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Au regard du nombre d'élèves concernés, le comité estime que le lycée pourrait apporter une contribution financière.	4013,00	1 000,00	24,92
91	0920802X	0	LGT JEAN-PIERRE VERNANT SEVRES	**SENSIBILISATION A LA SECURITE ROUTIERE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE En partenariat avec l'association Vigi 2 roues, le lycée propose à deux classes d'organiser une journée de la prévention routière. Il est prévu une campagne de prévention des élèves à destination de leurs pairs et d'élèves de collège.	Elèves de deux classes de seconde	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le comité considère que le coût global du projet est élevé pour trois journées.	5000,00	2 000,00	40,00
92	0930117X	1	LGT LE CORBUSIER AUBERVILLIERS	**VIVRE LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DANS UNE VILLE DE SEINE-SAINT-DENIS**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE – POLITIQUE Afin d'ouvrir les élèves aux sciences sociales, le projet leur propose de réaliser un documentaire sur la manière dont les habitants d'Aubervilliers vont vivre les élections présidentielles de 2017 : ils vont rencontrer des intervenants extérieurs (historiens, sociologue, journalistes, cadres politiques, associations, habitants). Le montage du film sera confié à l'association Rêvons, c'est l'heure productions.	Les élèves de terminales ES et STMG	2 440,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : le prestataire peut revoir le coût de sa prestation (montage et étalonnage) ou le lycée trouver d'autres cofinancements.	3050,00	2 000,00	65,57

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

93	0930833A	1	LGT JEAN ZAY AULNAY SOUS BOIS	**« DE L'INDIVIDUEL AU COLLECTIF : PARCOURS SUR LA CONSTRUCTION DE LA PERSONNALITE A PARTIR DU SPECTACLE LES FRERES KARAMAZOV DE JEAN BELLORINI. »**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Dans le cadre de l'option théâtre en première, les élèves vont travailler sur les rapports entre l'individu et le collectif à partir de la dernière création du directeur du théâtre Gérard Philippe sur un texte de Dostoievski. Les élèves vont bénéficier d'un atelier de pratique avec un comédien ainsi que d'un parcours de spectateur pluridisciplinaire et d'une visite technique d'un théâtre. Une petite représentation théâtrale ser donnée par les élèves dans le cadre de l'évènement de fin de saison du théâtre Louis Aragon de Tremblay-en-France.	Les élèves volontaires de l'option théâtre des classes de premières	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le comité préconise que le lycée apporte une contribution financière plus élevée.	3245,00	2 000,00	61,63
94	0932577W	0	LGT NEUF DU BOURGET (GERMAINE TILLION) LE BOURGET	**COMMUNIQUER PAR LA DANSE, UN LANGAGE UNIVERSEL**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE Les élèves de l'AS hip hop du lycée (qui ont été sélectionnés dans le cadre du concours national Flashmob UEFA Euro 2016 pour danser à chaque ouverture de match de l'Europ 2016) vont bénéficier d'un projet artistique et culturel : accompagnement par un chorégraphe pionnier du monde du hip hop (Oussman Sy, cofondateur des collectifs Wanted en house), représentation avec une des compagnies du chorégraphe, participation à des battles, réalisation d'un projet vidéo avec le service jeunesse de la ville.	Les élèves de l'AS hip hop issus de toutes les classes du lycée	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale. Le comité préconise que le lycée apporte une contribution financière plus élevée.	3250,00	2 000,00	61,54
95	0932577W	0	LGT NEUF DU BOURGET (GERMAINE TILLION) LE BOURGET	**LES LYCEENS, ACTEURS DU GRAND PARIS, UN LABORATOIRE D'ARCHITECTURE ET DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION CITOYENNE Autour de la ville et du développement urbain, à travers le Grand Paris, le projet propose aux élèves, par une approche mêlant les univers de l'architecture et de la vidéo, de participer aux enjeux du développement urbain et de s'initier à l'audiovisuel comme outil de prise de parole. Un architecte, un réalisateur et l'association Les msytères du Grand Paris les mèneront dans l'univers de la ville d'une manière intuitive et créative hors des lectures conventionnelles de la ville. Les élèves construiront un récit sur le paysage ubain qui constitue leur quotidien et feront une proposition architecturale imaginaire. Ce faisant, ils participeront à la création participative d'un documentaire qui sera projeté sur le site des Mystères du Grand Paris et sur des lieux d'exposition de grands musées (MacVal, Carnavalet...).	Une classe de seconde	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : malgré l'intérêt du projet autour du Grand Paris, les modalités d'intervention du prestataire semblent coûteuse.	17750,00	2 000,00	11,27
96	0930136T	1	LP LYC METIER CLAUDE NICOLAS LEDOUX LES PAVILLONS SOUS BOIS	**ETUDE DES BETONS NOUVELLES GENERATIONS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - ENVIRONNEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE - PROJET PROFESSIONNEL En collaboration avec une artiste ingénieure béton qui sera en résidence d'artiste au lycée, il s'agit de faire réaliser par les élèves des objets d'arts en béton ultra haute performance, en vue d'une exposition au musée de minéralogie de Paris. En articulation avec la formation des élèves qui ont vocation à devenir des ouvriers qualifiés ou des artisants, le projet offre également une ouverture culturelle sur le monde de l'art.	Une classe de terminale CAP Maçonnerie	5 000,00		Défavorable : malgré une corrélation intéressante entre le projet artistique et la formation des élèves, le comité a estimé que le financement portait essentiellement sur de l'équipement et de la matière d'oeuvre, avec un coût par élève de 208€.	6475,00	0,00	0,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

97	0931779D	0	LPO LYC METIER DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE MONTREUIL	**« DECLINAISON DES DROITS DE L'HOMME : ETRE CITOYEN DU MONDE »**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE - ENVIRONNEMENT Le projet propose une ouverture sur le monde et une prise de connaissance de ses droits, grâce à la rencontre avec une journaliste de France Culture, à des visites-ateliers autour de l'engagement artistique et des droits de l'homme (musée de l'histoire de l'immigration, palais de la porte dorée...).Les élèves réaliseront un livret dédié aux droits de l'homme et sortiront un numéro spécial "Droits de l'homme et environnement" dans le journal du lycée.	Les élèves de première professionnelle Aménagements paysagers	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : le projet présente un coût par élève de 113,5€.	3125,00	1 500,00	48,00
98	0931779D	0	LPO LYC METIER DE L'HORTICULTURE ET DU PAYSAGE MONTREUIL	**LANDSCAPE/PAYSAGE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CIRQUE - ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Le projet provoque la rencontre d'une compagnie (La Migration) et des élèves Métiers du paysage autour du thème du paysage : ces derniers seront interpellés par les artistes à travers l'approche plastique et poétique du paysage, ils seront mis en situation de pratique à travers la découverte du fil (corps en mouvement sur un agrès de cirque dans un paysage). Des sorties et des spectacles jalonneront l'année (Ecole nationale des arts du cirque de Rosny-sous-Bois). La restitution se fera à travers des dessins et des phrases acrobatiques avec la compagnie dans le jardin-école du lycée.	Les étudiants de la classe préparatoire ATS - Métiers du paysage ainsi que deux autres classes qui seront associés au projet	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : le projet présente un coût par élève de 104€.	5245,00	2 000,00	38,13
99	0932036H	0	LGT PR METIER FRANCOISE CABRINI NOISY LE GRAND	**ATELIER RADIO RAJE : LA RADIO COMME OUTIL D'EVEIL DE LA CONSCIENCE CITOYENNE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIAS Les élèves réalisent chaque année un nouveau numéro du journal du lycée dans le cadre de l'enseignement d'exploration Littérature et société. Dans ce cadre, le lycée leur propose une formation aux métiers de la radio avec un journaliste et un technicien son de l'association Raje devant aboutir sur la réalisation d'un contenu radiophonique.	Les élèves de deux classes de seconde qui suivent l'enseignement d'exploration Littérature et société	2 400,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du nombre d'élèves concernés (élèves de classes en enseignement d'exploration) et du montage du projet "clef en main".	3000,00	2 000,00	66,67
100	0932117W	1	LPO LUCIE AUBRAC PANTIN	**IMMIGRATION, RACISME, DISCRIMINATION**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE Afin de travailler sur les questions de citoyenneté et de mémoire qui constitue un enjeu fort dans le lycée, ce dernier a fait appel à l'association La Tribu qui organise chaque année un festival culturel sur ces questions. A travers des pratiques artistiques, écriture, musique, théâtre, danse, cinéma et littérature, il s'agit de sensibiliser les élèves à l'histoire. Autour des thèmes de l'immigration, racisme et discrimination, les élèves visionneront des films et en débatteront. Des ateliers de création d'écriture et d'improvisation aboutiront sur l'écriture d'un scenario, son tournage puis diffusion ainsi que la présentation d'une petite revue (poème, slam).	6 classes de tous niveaux ASSP	1 500,00	Ville de Pantin : 2714€	Favorable	19214,00	1 500,00	7,81

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

101	0932117W	1	LPO LUCIE AUBRAC PANTIN	**MOI PRESIDENT(E)**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - LAICITE Le lycée propose aux élèves un projet culturel dans lequel ils feront campagne pour être élus. Accompagnés par des artistes photographes et plasticiens ainsi que par la section maquillage et coiffure du lycée Sabatier de Bobigny, ils devront concrétiser un programme de campagne, une affiche, une force de persuasion et d'argumentation.	Les élèves de bac pro et de CAP Hygiène propreté et stérilisation	3 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : En l'absence de devis dans le dossier fourni par le lycée, le coût des photographes semble élevé.	7000,00	2 000,00	28,57
102	0932031C	1	LGT CHARLES DE GAULLE ROSNY SOUS BOIS	**SENSIBILISATION ARTISTIQUE - 4 CLASSES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - DANSE - CIRQUE Dans la continuité de l'action "Mardi art" et en partenariat avec La Ferme du Buisson et les Rencontres chorégraphiques internationales de Seine Saint Denis, le lycée propose une action de sensibilisation artistique aux élèves autour d'une sortie spectacle et un atelier de pratique artistique.	Quatre classes : deux secondes et deux premières	2 124,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : au regard du nombre important de classes concernées, il est demandé au lycée de contribuer financièrement au projet.	3024,00	1 500,00	49,60
103	0932048W	1	LPO BLAISE CENDRARS SEVRAN	**LE THEATRE : ESPACE DU JE... OU DU NOUS ?**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Dans le cadre de l'atelier théâtre du lycée, le projet consiste à montrer aux élèves comment le théâtre est vecteur d'émancipation : autour de la problématique "Le théâtre : espace du Je... ou du Nous?", ils vont suivre un parcours de comédien avec des professionnels (danseur-chorégraohe, comédien de théâtre) et monter une forme courte, et un parcours de spectateur au théâtre Aragon de Tremblay et dans d'autres lieux culturels ainsi qu'au lycée avec la représentation d'une troupe professionnelle.	Des élèves volontaires des classes de terminale (en priorité)	4 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût horaire élevé d'intervention du chorégraphe et du coût par élèves de 200€.	6562,00	2 000,00	30,48
104	0940112L	0	LPO LYC METIER LOUISE MICHEL CHAMPIGNY SUR MARNE	**LA RADIO AU LYCEE, OUTIL D'EVEIL CITOYEN**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIAS Le projet consiste à proposer aux élèves de créer leur propre émission radio tout en travaillant sur le thème de la radicalisation. Accompagnés par la radio associative Raje, ils produiront un contenu éditorial journalistique qui sera intégré dans un programme de radio unitaire de type journal ou magazine écoutable en podcast sur le site du lycée. Ils rencontreront des professionnels et découvriront des métiers et différents genres journalistiques. L'enjeu est la continuation par les élèves de ce projet en créant une radio au sein du lycée.	Une classe de première ES	2 400,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du montage "clef en main" du projet.	3000,00	2 000,00	66,67

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

105	0941470M	0	LGT LYC METIER CHAMPLAIN CHENNEVIERES SUR MARNE	**LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS L'ORIENTATION**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS - ORIENTATION - EDUCATION AUX MEDIA WEBDOCUMENTAIRE - CULTURE - ARTS NUMERIQUES Afin de développer les relations avec le supérieur et ouvrir des perspectives d'orientation aux élèves, le lycée propose aux élèves de classes de niveaux différents de réaliser ensemble un webdocumentaire sur les représentations liées aux genres. A la démarche de tutorat entre élèves, s'ajoute celle de l'enquête documentaire. Les films seront tournés avec la collaboration d'un monteur professionnel et des rencontres seront organisées tout au long de l'année acec des artistes et professionnels du webdocumentaire. Un parcours artistique sera également proposé aux élèves autour des arts numériques.	Une classe de seconde et une classe de terminale en collaboration avec deux classes de BTS (du lycée Champlain et du lycée Evariste Galois de Noisy le Grand)	4 954,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : il est demandé au lycée de revoir le montage financier du projet en relevant la contribution du lycée ou en trouvant d'autres sources de financement.	6610,30	4 000,00	60,51
106	0941604H	1	LP LYC METIER CHAMPLAIN CHENNEVIERES SUR MARNE	**LA LAÏCITE DANS LA LIBERTE D'EXPRESSION**	Année scolaire 2016-2017	LAICITE - CULTURE Le lycée organise une semaine de la laïcité et de la liberté d'expression, à partir d'expositions au CDI empruntés à la BNF et à la Ligue de l'enseignement et de la projection d'un film autour de Charlie Hebdo. Les élèves seront invités à produire une oeuvre graphique humoristique surleur vision de la liberté d'expression (concours de dessins/caricatures dont les meilleurs seront exposés au CDI). Un livre d'art regroupant ces dessins sera publié et remis aux élèves.	Trois classes de seconde générale et trois classes de seconde professionnelle	2 659,65		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : il est demandé au lycée de revoir le montage financier du projet en relevant la contribution du lycée ou en trouvant d'autres sources de financement.	3479,65	2 300,00	66,10
107	0941347D	0	LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS	**ATELIER ARTISTIQUE : PHOTOGRAPHIES ET ECRITURE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LITTERATURE - EDUCATION A L'IMAGE Le projet prévoit de faire écrire, dans le cadre de l'action L'ami littéraire de la maison des écrivains et de la littérature, par les élèves des nouvelles à partir d'une forme artistique qui leur est plus familière (l'image en photographies), en collaboration avec un écrivain. Ce travail de productions écrites et d'éducation à l'image aboutira à la création d'un recueil de textes réalisés par la classe avec en regard les images qui auront servi de modèles à l'écriture. Un concours de la meilleure nouvelle sera lancé.	Une classe de seconde générale	617,50		Favorable	915,00	617,50	67,49
108	0941347D	0	LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS	**ATELIER D'ECRITURE DE NOUVELLES SUR LE THEME DU VOYAGE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LITTERATURE Le projet prévoit de faire écrire, dans le cadre de l'action L'ami littéraire de la maison des écrivains, par les élèves des nouvelles sur le thème du voyage en poésie, dans une approche plus libre et créative de l'écriture, en collaboration avec un écrivain. Ce travail d'abord individuel aboutira à la production d'un recueil de nouvelles de la classe.	Une classe de seconde générale	980,00		Favorable	1275,00	980,00	76,86

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

109	0941347D	0	LGT PABLO PICASSO FONTENAY SOUS BOIS	**ATELIER THEÂTRE ET CREATION ARTISTIQUE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE En partenariat avec la structure culturelle "Fontenay-en-Scènes", dans le cadre d'un enseignement d'exploration, le projet prévoit un atelier de réflexion autour des spectacles vus au cours de l'année et un atelier de pratique théâtrale avec les compagnies des spectacles programmés. Un spectacle sera donné en fin de projet et chaque élève produira un carnet de spectateur.	Un groupe d'élèves de seconde dans le cadre de l'enseignement d'exploration théâtre	2 280,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût par élève de 114€. Il est demandé au lycée de relever sa contribution financière.	4680,00	2 000,00	42,74
110	0940140S	0	LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT-MAUR -DES-FOSSES	**TRANSCULTURE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - PARCOURS D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTUREL Dans le cadre du nouveau projet d'établissement, le lycée souhaite proposer à tous les élèves sur la durée de leurs cycles un parcours culturel : chaque élève devra suivre a minima trois activités culturelles différentes par palier (sorties, conférences, ateliers) qui enrichiront le livret culturel que chacun aura la responsabilité de tenir. Chaque palier sera thématisé et le choix des activités déterminé par la programmation des partenaires culturels du projet (MAC, théâtre de Saint-Maur, cinéma Le Lido, musées...). Le parcours prévoit chaque année, une exposition, la tenue d'un jury délivrant un prix et une couverture journalistique via le journal du lycée et le blog.	14 classes bac pro Industrie : toutes les classes du lycée sont concernées. 45% des familles sont issues de milieux sociaux défavorisés	5 000,00		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	8060,00	0,00	0,00
111	0940122X	0	LPO CONDORCET SAINT-MAUR-DES-FOSSES	**MIGRARE // MIGRER**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE - THEATRE Dans le cadre d'un échange avec un lycée italien (voyage financé hors ALYCCE) et la construction d'un travail de création commun, les élèves suivront un parcours de spectacles sur le thème de la migration et du monde en mouvement. Ils suivront des ateliers de chant autour de ce thème et créeront un spectacle vivant bilingue de théâtre d'enquête. Après le voyage, ils réaliseront un documentaire et une exposition itinérante.	Les élèves de première qui suivent l'enseignement d'italien, LV2/EURO/LV3	2 420,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : Au regard du budget 2016 alloué pour le programme ALYCCE, le comité a estimé que le projet a déjà été soutenu deux années de suite. Il peut donc l'être pour la dernière fois pour un montant réduit.	3025,00	2 000,00	66,12
112	0951974E	0	LPO LOUIS ARMAND EAUBONNE	**FORUM SANTE BIEN ETRE ET CITOYENNETE DES LYCEENS**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE - ADDICTIONS - CYBERCRIMINALITE/RADICALISATION - CESC A l'initiative du CESC (comité d'éducation à la santé et à la citoyenneté), le lycée va organiser un forum de la santé afin que les élèves appréhendent le monde qui les entoure et sachent préserver leur bien être tout en respectant celui des autres : ateliers, stands, conférences... sur des thèmes variés (alcool, drogues, nutrition, discriminations, sexualité, don d'organe, secours, cybercriminalité, laïcité...)	Toutes les classes filières générale et professionnelle tous niveaux confondus.	4 100,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût des interventions (absence de devis dans le dossier de candidature), des modalités d'organisation de la journée et de son impact sur les élèves.	6100,00	3 000,00	49,18

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

113	0950646L	1	LGT RENE CASSIN GONESSE	**LYCEE REFUGE D'UNE BIODIVERSITE LOCALE**	Année scolaire 2016-2017	DEVELOPEMENT DURABLE En partenariat avec la communauté d'agglomération, les associations CORIF, AAVO et APIFLORDEV, le lycée souhaite sensibiliser les élèves à la nécessité de préserver la biodiversité locale. Pour cela, il envisage d'aborder le gaspillage alimentaire en investissant dans un composteur de déchets à la cantine et en installant des ruches dans les locaux.Les élèves participeront à ces actions et apprendront à agir en éco-citoyens. Ils participeront à des actions d'observation et de recensement des espèces et les présenteront aux autres élèves aux différents moments forts de l'année.	Une classe de seconde générale et tous les élèves volontaires participant au club sciences du lycée	1 437,00		Favorable sous réserve de l'éligibilité au dispositif Lycée éco-responsable.	2874,00	1 437,00	50,00
114	0950646L	1	LGT RENE CASSIN GONESSE	**EDUCATION A L'IMAGE ET SENSIBILISATION AUX STEREOTYPES SEXISTES**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE - EDUCATION A L'IMAGE - DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS Co-animé par le professeur de philosophie et une réalisatrice (Hybrid Pulse), un atelier d'éducation à l'image sera proposé aux élèves afin de les aider à déconstruire les stéréotypes sexistes. Avec une démarche de philosophie, il les fera réfléchir à l'orientation et à l'auto-censure qui touche les élèves face à certaines filières traditionnellement réservées aux garçons ou aux filles. Les élèves réécriront un mini-scénario puis réaliseront un court métrage dénonçant le sexisme.	Une classe complète de seconde générale dont un demi-groupe en enseignement d'exploration "Littérature et société". Le projet se déroulera sur les heures d'accompagnement personnalisé	2 500,00		Défavorable car le projet se déroule sur le temps d'accompagnement personnalisé qui est déjà financé par le rectorat.	4000,00	0,00	0,00
115	0951104J	0	LPO JEAN PERRIN SAINT OUEN L'AUMONE	**LE LYCEE FAIT SON CIRQUE !**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CIRQUE En partenariat avec le centre de création artistique Nil Obstrat, il s'agit d'ouvrir les élèves au monde des arts du cirque à travers trois dimensions : artistique (pratique et rencontre d'artistes en résidence), culturelle (travail d'étude des arts circassiens, sorties), et pédagogique (aspects techniques d'un spectacle). Une restitution du parcours à travers les outils multimedias auxquels les élèves sont formés leur sera demandée.	Les élèves d'une ou deux classes de première professionnelle électrotechnique ou systèmes électroniques numériques. Une activité pourra être menée avec le lycée voisin d'Epluches qui est déjà en partenariat avec le centre Nil Obstrat.	4 850,00		Favorable	6500,00	4 850,00	74,62
116	0950650R	1	LPO JEAN JACQUES ROUSSEAU SARCELLES	**LES SENS DU HIPHOP, CHEMIN D'UN LANGAGE DU CORPS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE Dans la continuité d'une création menée en 2013 au sein de l'AS Hip Hop autour de la danse et des relations filles-garçons, il s'agit de proposer aux élèves de l'AS un parcours de création chorégraphique mêlé d'un parcours de spectateur, soit une expérience professionnalisante qui les conduirait à produire un travail collectif et développer le sens d'un regard averti du danseur. De nombreuses rencontres avec des professionnels (comédien, danseurs, circassiens, chorégraphe, régisseur, scénographe...), la visite de lieux de création et de diffusion artistique, un parcours de spectateurs au Parc de la Villette, un parcours de danseurs (dont un atelier hebdomadaire avec Abibou Playmo, danseur et chorégraphe, et des représentations faites par les élèves dans différents lieux de la ville) sont prévues.	Elèves inscrits à l'AS danse du lycée. Ils participeront au projet sur le mode du volontariat.	5 000,00	Ville de Sarcelles 150€	Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale et sous réserve d'élargir à un public plus large et plus nombreux.	8940,00	4 000,00	44,74

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

117	0950947N	1	LPO DE LA TOURELLE SARCELLES	**VALORISER L'INDIVIDU POUR FAVORISER L'HARMONIE DU GROUPE-CLASSE**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATIONS - EGALITE FILLES GARCONS - HARCELEMENT - EDUCATION A LA SANTE Afin de valoriser l'estime de soi des élèves et d'engager une réflexion sur leur attitude en communauté, le lycée va faire intervenir l'association Olympio. Les élèves créeront une affiche ou un clip vidéo sur le harcèlement, avec l'infirmière et l'enseignant d'art appliqué.	Les lycéens de la filière professionnelle du lycée : niveaux seconde (6 classes) et première (6 classes) Travaux d'usinage, Microtechnique, Electrotechnique et Système électronique Numérique.	2 281,44		Favorable	3259,20	2 281,00	69,99
118	0951090U	1	LP LYC METIER PIERRE MENDES FRANCE VILLIERS LE BEL	**SPECTATEUR ACTEUR, LA CULTURE QUI FAIT L'HOMME**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - EDUCATION A LA CITOYENNETE En partenariat avec le festival théâtral du Val d'Oise, les élèves bénéficieront d'un parcours de spectateur et d'une pratique d'acteur. Une résidence d'artiste au lycée, avec la troupe ZLD, permettra aux élèves de réfléchir sur les thèmes de l'immigration et de l'intégration et d'aboutir à des productions : des scénettes, une webradio, des décors et un blog critique.	4 classes de spécialités différentes : une classe d'élèves allophones arrivants (UP2A), une seconde CAP Menuisier installateur, une prmelère bac pro technicien installateur de système énergétique et climatique, une première bac pro technicien du frois et du conditionnement de l'air.	5 000,00		Favorable avec une diminution du montant de la subvention : les tablettes, les photocopies et les salaires des professeurs ne peuvent être financés par la Région.	11257,00	3 500,00	31,09
119	0750652B	0	LG CHARLEMAGNE PARIS 04EME	**CONVERGENCES (LE THEATRE COMME LIEU DE RENCONTRE DES SENSIBILITES, DES CORPS ET DES METIERS DE LA CREATION)**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE En partenariat avec un comédien metteur en scène de la compagnie "Les cousins d'Edgar", le lycée propose aux élèves un projet d'expression dramatique autour de trois activités principales : - un atelier annuel pour 30 élèves - une rencontre avec les enseignants autour des textes étudiés et la manière dont l'acteur s'empare des textes dramatiques - l'apprentissage de la mise en scène, de la scénographie, de la conduite d'acteurs et de la production d'un spectacle. Les élèves joueront une pièce et réaliseront des petits films de bande annonce du spectacle.	4 classes générales de seconde et/ou première et des élèves volontaires de l'atelier.	2 500,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention. Les dépenses du projet ne concernent que 30 élèves.	7000,00	2 000,00	28,57
120	0750783U	1	LP CHENNEVIERE MALEZIEUX PARIS 12EME	**REALISATION D'UNE GRILLE ARTISTIQUE**	Année scolaire 2016-2017	PROJET PROFESSIONNEL - CULTURE Le projet a pour but de faire participer les élèves à la réalisation de la grille du lycée dans le cadre de sa reconstruction. Il s'agira d'un travail collaboratif avec l'architecte du chantier sur une pièce unique d'acier de 25m de long et de 2,2 mètres de hauteur. Une dimension artistique sera donnée au projet (sortie pédagogique à Yerres - Essonne) et un déplacement sur les chantiers navals de Saint Nazaire et de Airbus montrera aux élèves les différentes étapes et les méthodes de construction des fabrications de grandes dimensions.	Les classes de terminale bac pro et CAP Chaudronnerie	4 500,00		Défavorable car la demande de financement se limite à un voyage. Le lycée propose chaque année un projet de réalisation de structures monumentales. Cette année, les frais relatifs à la réalisation de la grille sont financés dans le cadre de la reconstruction du lycée. Les dépenses ALYCCE ne concernent que le déplacement à Saint Nazaire.	7000,00	0,00	0,00

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

121	0752846L	1	LP ERIK SATIE PARIS 14EME	**ECRITURE D'UN FILM DOCUMENTAIRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CINEMA - LAÏCITE - TOLERANCE - CITOYENNETE Dans le cadre d'un travail sur la lecture d'image et le cinéma en lien avec le dispositif Lycéens et apprentis au cinéma mené depuis 3 ans, une classe de terminale en gestion-administration va bénéficier d'un projet de sensibilisation au cinéma par l'écriture, la réalisation et le montage d'un film documentaire autour du thème La tolérance au regard de la laïcité. Avec l'aide d'un professionnel des Cinémas indépendants parisiens et l'interventions de spécialistes du droit, le film sera restitué devant la communauté éducative avec un débat sur le thème.	Elèves d'une classe filière professionnelle de terminale gestion-administration	2 496,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention. Le coût par élève s'élève à 104€.	3120,00	2 000,00	64,10
122	0750588G	0	LYCEE PROFESSIONNEL RENE CASSIN PARIS 16EME	**LES FICELLES DE L'AUDIOVISUEL**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – MEDIAS Les élèves vont bénéficier d'ateliers menés par une réalisatrice (association Ding Dong Prod) en vue d'avoir un regard critique sur les documentaires et de réaliser leur propre documentaire. Ce dernier sera diffusé au festival Festimaj de film scolaire à la fin de l'année scolaire. Des sorties à Radio France/cinéma seront prévues.	Elèves de l'ULIS (unité locale d'inclusion scolaire), de la classe UP2A et de seconde professionnelle ARCU	5 000,00	Ville de Paris : 400€	Favorable avec diminution du montant de la subvention. Il est demandé au lycée d'augmenter sa participation financière et de revoir les modalités d'intervention de la réalisatrice.	6300,00	3 500,00	55,56
123	0750712S	0	LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT PARIS 19EME	**LA FABRIQUE DE L'AUTOMNE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Autour d'un parcours de spectateur au festival d'automne de Paris et de la rencontre du médiateur du festival qui leur fait découvrir ce qu'est un tel événement pluridisciplinaire et international, les élèves vont mener des travaux d'écriture qui seront postés sur la plateforme web du festival. Ils mèneront également un atelier de pratique théâtrale sur l'analyse d'un des spectacles qu'ils auront vu et suivront un module de danse.	Une classe de première scientifique	800,00		Favorable	2390,00	800,00	33,47
124	0750712S	0	LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT PARIS 19EME	**LA BATTLE DE STALINGRAD ET AUTRES PHOTOS MELANT DANSE URBAINE ET LIEUX PARISIENS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Un parcours autour du hip hop et de la photographie est proposé aux élèves afin que dans une mise en scène mêlant le vocabulaire de la danse hip hop, l'écriture photographique et l'espace public urbain parisien ils s'approprient Paris. Les élèves suivront des ateliers sur les différents courants de la danse hip hop puis ils apprendront les aspects techniques fondamentaux de l'art photographique avant d'arpenter Paris pour nourrir leurs mises en scène photographiques. Le résultat photographique sera exposé au lycée. Un parcours de spectateur à la Villette enrichira le projet.	Une classe de première bac pro Microtechniques	1 580,00		Favorable	3480,00	1 580,00	45,40

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

125	0750712S	0	LYCEE TECHNOLOGIQUE DIDEROT PARIS 19EME	**EXILS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - En partenariat avec la Philharmonie de Paris, les élèves vont travailler sur le thème de l'oppression et des guerres qui poussent à l'exil et sur les mots témoins de l'indicible. Ils vont participer à la préparation d'un concert donné par une violoncelliste et des chanteurs au cours duquel des textes d'auteurs seront lus sur de la musique de grands compositeurs. Ateliers et sorties culturelles feront partie de leur parcours.	Une classe de première scientifique	2 620,00		Favorable	5750,00	2 620,00	45,57
126	0750802P	1	LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME	**M'AS-TU VU AU LYCEE ?**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - PHOTOGRAPHIE - Autour d'un travail photographique mené avec une artiste (Caterina Sansone) et des visites d'expositions, les élèves vont devenir à leur tour photographes et constituer une base d'images pour la réalisation d'une guirlande de portraits colorés (photos en noir et blanc et fabrication de fanions colorés) et un journal de bord expliquant les différentes démarches du projet.	Elèves de terminale CAP Couvreurs	610,41		Favorable	800,41	610,00	76,21
127	0750802P	1	LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME	**« LA ROULOTTE DE CHANTIER D'HECTOR » CREATION D'UN LIEU EPHEMERE MULTI-USAGE ET MOBILE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CITOYENNETE - DEVELOPPEMENT DURABLE Le projet consiste dans l'aménagement et la transformation d'une roulotte de chantier en un lieu éphémère multi-usage et mobile : elle servira de support de promotion du lycée et de ses métiers et d'actions diverses (journées de sensibilisation, expositions, bibliothèque...). Il aborde à la fois l'éducation à la citoyenneté, l'ouverture culturelle et le développement durable par son usage collaboratif et sa conception originale et de fabrication avec des matériaux usagés utilisés sur un chantier du bâtiment (palettes, bois de coffrage, métal, signalétiques...).	Les élèves de terminale professionnelles BMA "graphisme et décor" option B décorateur de surfaces et volumes, quelques élèves volontaires de première BMA "graphisme et décor"ainsi que les élèves des classes de terminale CAP métallerie, CAP couverture et bac pro aménagement-finition.	2 100,00		Défavorable, le comité estimant que malgré son originalité, le projet est peu réaliste et que sa pérennité n'est pas assurée.	2800,00	0,00	0,00
128	0750802P	1	LP LYC METIER HECTOR GUIMARD PARIS 19EME	**LES AMBASSADEURS WO-MEN OU COMMENT PROMOUVOIR L'ACTION DES ELEVES POUR LA MIXITE EN LYCEE PROFESSIONNEL**	Année scolaire 2016-2017	EGALITE FILLES GARCONS - CULTURE Un groupe d'élèves va se constituer en "ambassadeurs Wo-Men" afin de mener une réflexion et des actions sur la promotion de la mixité en lycée professionnel. Dans un premier temps, le groupe va se sensibiliser aux questions de l'égalité filles-garçons et de la mixité dans le lycée professionnel (visites musées, sorties théâtre, conférences). Puis il va réaliser un projet et proposer des actions au sein et à l'extérieur du lycée, notamment une journée de l'égalité.	Elèves volontaires de seconde de la filière du bâtiment	2 139,00		Favorable	3267,46	2 139,00	65,46

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

129	0750828T	1	EREA EDITH PIAF PARIS 20EME	**CREATION D'UNE MAISON DES LYCEENS**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE – VIE LYCEENNE Devant l'inactivité du FSE depuis des années et et afin de permettre aux élèves de prendre des responsabilités et des initiatives, le lycée propose une action de formation avec l'association AROEVEN en vue de la création d'une maison des lycéens (formation à l'exercice d'un mandat,rédaction des statuts, animation du bureau, trésorerie, conduite de projet et conseil pour la réalisation du premier projet).	4 classes de 1ère année et 4 classes de deuxième année de CAP industrie (menuiserie, chaudronnerie industrielle, ouvrage électrique...)	270,00		Favorable	340,00	270,00	79,41
130	0750828T	1	EREA EDITH PIAF PARIS 20EME	**DECOUVRIR LA MUSIQUE : FABRIQUER ET ECOUTER**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – MUSIQUE – PROJET PROFESSIONNEL Les élèves vont suivre un parcours musical en partenariat avec le conservatoire du 20ème, l'orchestre national d'Ile de france et la lutherie urbaine de Bagnolet : après une année de sensibilisation à la musique (visites, construction d'instrument, concert et rencontre d'un compositeur), ils vont concevoir des instruments en lien avec leur formation professionnelle (bois et métal) qui vont être joués pour une création musicale de l'orchestre national d'Ile de france et les élèves du conservatoire du 20ème ainsi que pour un projet musical associant ces derniers et les élèves de l'EREA.	Les élèves d'une classe de seconde CAP Menuiserie et de seconde Chaudronnerie industrielle et serrurerie/Métallier	2 486,40		Favorable	3486,40	2 400,00	68,84
131	0771995A	0	LP Le Champ de Claye CLAYE SOUILLY	**MEDIALOG : LA MEDIATION PAR LES PAIRS EST UNE STRATEGIE PEDAGOGIQUE FAVORABLE A L'ENGAGEMENT ET A LA MOTIVATION DES ELEVES**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE Le lycée propose de former des élèves qui deviendront des médiateurs pour leurs camarades. Ils proposeront ainsi leur aide lors de désaccords, disputes ou bagarres et effectueront des actions de prévention. Formés par des intervenants de l'OCCE, ils seront accompagnés et soutenus sur le terrain par des référents adultes. Les élèves délégués de classes joueront un rôle de veille et les élèves du CVL seront consultés sur l'évolution du projet.	Elèves de classes de seconde et de première filières industrielles et tertiaire	2 650,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard des coûts élevés du projet (coût horaire des intervenants de 120€/h et coût par élève de 165,5€).	3320,00	2 000,00	60,24
132	0771997C	0	LP LYC METIER JACQUES PREVERT COMBS LA VILLE	**MAISON DE LA FORME**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION SANTE ET CITOYENNETE Afin de sensibiliser les élèves à l'impact de l'activité physique et de l'alimentation sur leur santé, il leur est proposé d'évaluer leur profil physique et alimentaire puis d'ouvrir, à la demande du CVL, un lieu où ils pourront pratiquer une activité physique régulière. Cette maison de la forme sera gérée par les élèves.	Elèves de seconde qui réaliseront les tests et seront sensibilisés tout au long de l'année. Tous les lycéens auront accès à la maison de la forme.	3 936,48		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale à hauteur du coût de l'équipement de la maison de la forme.	4920,60	1 752,00	35,61

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

133	0771246L	0	LG PR INSTITUT BOSSUET MEAUX	**« ON N'EST PAS SERIEUX QUAND ON A DIX-SEPT ANS » (ARTHUR RIMBAUD)**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE Afin d'aborder les comportements adolescents de la déviance, le lycée propose aux élèves un projet culturel et artistique (photographies, textes, dessins, exposition). Ils rencontreront des professionnels du droit et un psychanalyste.	Elèves de deux classes de premières Economique et sociale et d'une classe de seconde	4 864,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale à hauteur du coût des frais divers et d'une partie des frais d'édition élevée.	6080,00	2 432,00	40,00
134	0771763Y	0	LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE	**CLASSE MEDIA**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE ET A L'IMAGE - MEDIAS ET RADIO En lien avec leur enseignement d'éducation aux medias, les élèves d'une classe de seconde vont mener un travail d'analyse du fonctionnement des medias à partir de plusieurs supports médiatiques. Ils vont également produire un journal multimédia en ligne avec écriture d'articles et enregistrement d'émissions radio autour de deux thèmes : la ville et les sciences. Le projet sera mené en partenariat avec le Clémi dont un intervenant journaliste radio accompagnera le travail des élèves et leur présentera les métiers journalistiques.	Une classe de seconde générale option "Littérature et société"	1 200,00		Favorable	1571,00	1 200,00	76,38
135	0771763Y	0	LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE	**INCITER A LA LECTURE ET A L'OUVERTURE CULTURELLE A TRAVERS L'ORGANISATION DE 3 PRIX**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Le projet s'aticule autour de la participation des élèves à trois prix littéraires : 1) Dans le cadre d'un réseau de district, les documentalistes reconduisent le prix littéraire inter-établissements créé en 2012-2013 pour les élèves de collège et de lycée. Autour du thème "Les sciences et les techniques", leur seront proposés un blog de critiques littéraires, une exposition sur les titres de la sélection, la rencontre avec un auteur, une sortie à la cité des sciences. En fin d'année, les classes d'une même commune se réuniront pour un défi-lecture et procèderont au vote, avec une remise de prix. 2) et 3) Organisés par la librairie L'ange bleu, les prix Chimère et Mangawa s'adressent aux élèves volontaires du lycée : lecture de la sélection, compte-rendu des lectures et vote, rencontres d'auteur et de professionnel du livre, concours de dessin, débat et sortie au salon du livre.	Une classe de seconde générale pour le prix inter-établissement (35) et tous élèves volontaires tout niveau et toute filière générale et professionnelle du lycée pour les deux autres prix. Un autre lycée du district est concerné par le prix inter-établissement : le lycée Lino Ventura à Ozoir la Ferrière.	1 200,00		Défavorable malgré la qualité pédagogique du projet. Ce dernier pouvant être financé par le rectorat et les établissements concernés ne nécessite pas un soutien financier particulier de la part de la Région.	1580,00	0,00	0,00
136	0771763Y	0	LGT CHARLES LE CHAUVE ROISSY EN BRIE	**LANGUES, TERRITOIRES, IDENTITES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - Deux classes vont travailler sur la langue à partir d'un travail artistique dont le vecteur sera le théâtre. Accompagnés par la compagnie du huitième jour, les élèves d'une classe d'accueil vont bénéficier d'un projet de pratique théâtral et d'un atelier d'écriture. Une enquête autour des langues pratiquées au sein du lycée sera menée aboutissant à la création d'une carte des langues et d'un film court. Une classe de seconde jouera le rôle d'ambassadeur et de médiateur auprès des élèves primo-arrivants. Ils effectueront un travail artistique avec la compagnie qui aboutira à une intervention théâtralisée. Tous les élèves bénéficieront d'un parcours culturel et échangeront ensemble sur les spectacles. Une exposition sera réalisée sous forme de visite guidée théâtralisée (spectacle déambulatoire).	Une classe d'accueil d'élèves allophones et une classe de seconde générale	2 600,00		Favorable	4570,00	2 600,00	56,89

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

137	0781983G	1	LPO LYC METIER ADRIENNE BOLLAND POISSY	**CULTURE HANDICAP CITOYENNETE 2.0**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - HANDICAP - CITOYENNETE - THEATRE Le projet consiste à proposer aux élèves de mettre en place un parcours de sensibilisation et de pratique de différentes formes artistiques avec et par des personnes handicapées. C'est une compagnie de théâtre (Les Toupies) qui les accompagnera autour de séances d'ateliers de théâtre menés notamment par des acteurs en situation de handicap. Les élèves rendront compte de leur travail sous forme de représentation, d'exposition ou de conférence. Ils assisteront à côté de leur pratique théâtrale à des représentations.	Elèves de première ASSP (accompagnement soin et service à la personne)	2 802,24		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	3502,80	0,00	0,00
138	0782563M	0	LGT LA BRUYERE VERSAILLES	**CREATION D'UN CONCERT-SPECTACLE : « UN REQUIEM DE MOZART »**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - PROJET ARTISTIQUE - MUSIQUE Les élèves des sections musique, danse et arts plastiques du lycée vont créer et mettre en scène une grande oeuvre du répertoire classique, le Requiem de Mozart : travail musical du choeur et de l'orchestre, scénique autour de la danse et de la création dramaturgique, et plastique avec la création vidéo. Ils seront accomapgnés par un metteur en scène et un réalisateur (structure Cum Sidera). Le spectacle final est organisé en deux versions : une version scénique au Prisme, scène de Trappes-Elancourt et les collégiens de Trappes seront invités aux répétitions de fin d'année. Et une version statique à l'église Saint Symphorien de Versailles.	Elèves des classes musique, danse et arts plastiques tous niveaux filière générale(seconde, première, terminale)	2 200,00		Favorable	6700,00	2 200,00	32,84
139	0782563M	0	LGT LA BRUYERE VERSAILLES	**LA VILLE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE En partenariat avec le collège St Exupéry de Vélizy, le projet propose aux élèves de suivre un parcours autour de la danse et du thème de la ville : en partenariat avec le théâtre de l'Onde de Vélizy et un danseur chorégraphe professionnel, les élèves seront sensibilisés à la danse par des visites, des spectacles, un atelier de pratique de danse urbaine et contemporaine en vue de la création d'un spectacle. ce dernier sera donné au théâtre de l'onde dans le cadre de la quinzaine des pratiques amateurs.	Elèves de trois classes de seconde générale	2 800,00		Défavorable. Malgré un projet pédagogique intéressant relevant d'une démarche d'éducation artistique et culturelle, le projet ne précise pas la constitution du groupe classe (35 élèves issus de trois classes de seconde) et la démarche de travail en commun avec les élèves du collège. Il est recommandé au lycée de solliciter le rectorat de Versailles.	4120,20	0,00	0,00
140	0910812N	0	LG PR SAINT PIERRE BRUNOY BRUNOY	**TOUS EN MUSIQUE 8EME EDITION**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - MUSIQUE Pour sa 8ème édition, le projet permet à des élèves du lycée de créer un groupe musical en commun, cette année, avec les jeunes d'un institut médico-éducatif de la ville. En partenariat avec la ville, le groupe Voca, le conservatoire départemental et parrainé par un musicien de musique actuelle, il s'agit de leur donner une première expérience dans un milieu artistique professionnel. Une session de master class commune sera organisée, permettant une rencontre avec des professionnels. Les élèves prépareront leur concert (arrangements, interprétation vocale et instrumentale d'un titre de musique actuelle, enregistrement et mixage). Un lieu de répétition sera aménagé dans le lycée. Un concert final et un clip clôtureront le projet. Les élèves rédigeront un article dans le journal de la ville.	Des élèves de la section générale du lycée : une classe de seconde Enseignement d'exploration des arts du son, et de la section technologique : le BTS Communication 1ère année	5 000,00	Ville de Brunoy : 3400€	Favorable avec une diminution de la subvention régionale au regard du coût élevé du projet (13 580€).	13580,00	3 000,00	22,09

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

141	0911254U	1	LP LYC METIER BAUDELAIRE EVRY	**LECTURE PETITE ENFANCE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LECTURE - CONTES Dans le prolongement d'un projet de lecture de contes en 2015-2016, le lycée propose aux mêmes élèves passés en terminale, d'ouvrir le projet à la dimension culturelle et artistique du conte : en partenariat avec la maison du conte de Chevilly-Larue, les élèves vont suivre des ateliers de pratique du conte et de la narration orale et rencontrer des artistes autour de leur travail. Ils feront une sortie spectacle, iront au salon du livre de jeunesse de Montreuil, afin de pouvoir ensuite organiser des lectures de contes à destination du jeune public à la médiathèque d'Evry.	Elèves de terminale CAP Petite enfance (élèves qiu avaient bénéficié en première de la première partie du projet) ainsi que des secondes pour certaines activités	2 162,00		Favorable	2777,00	2 162,00	77,85
142	0911255U	1	LP LYC METIER BAUDELAIRE EVRY	**COMEDIE MUSICALE ROMEO ET JULIETTE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Le projet consiste à proposer aux élèves de niveaux et de sections différentes des ateliers de chant, d'écriture, de danse. Accompagnés par un metteur en scène, les élèves réécriront la pièce Roméo et Juliette et la joueront. Des sorties culturelles à la Villette, au théâtre et au musée ponctueront le parcours.	7 classes	2 838,00		Favorable	7950,00	2 838,00	35,70
143	0911913K	0	LGT DE LA VALLEE DE CHEVREUSE GIF SUR YVETTE	**THEÂTRE EN ESPAGNOL**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EGALITE FILLE GARCON – THEATRE - LANGUE Avec l'aide d'une intervenante de la compagnie Peu importe, des élèves de trois classes de première et de terminale option européenne espagnol mettrons en scène chacune une pièce de théâtre espagnole autour de la condition des femmes. Chaque classe pourra à la fin de la semaine d'atelier jouer sa pièce devant un public composé notamment des parents.	Trois classes dont deux option européenne espagnol (seconde et première) et une de seconde ou première générale (classes non euros)	2 560,00		Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale. Le comité préconise que le lycée contribue davantage au projet.	3200,00	2 000,00	62,50
144	0910727W	0	LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY	**CO-EXISTER PAR LES 3C (CULTURE-CITOYENNETE-COMMUNICATION)**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - COMMUNICATION - VIVRE ENSEMBLE - EDUCATION AUX MEDIA Tout en préparant les élèves à la réalité du monde professionnel, le projet les ouvre aux cultures du monde et les sensibilise aux nouveaux moyens de communication pour comprendre le monde dans lequel ils vivent : intervenants comédiens pour des ateliers d'écriture, spectacles et rencontre de professionnels, visites de musées, de l'assemblée nationale...	Une classe de terminale bac pro gestion-administration	3 308,23		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	5190,19	0,00	0,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

145	0911578W	1	LP PIERRE MENDES FRANCE RIS ORANGIS	**SPECTACLE DE FIN D'ANNEE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Afin d'améliorer le climat social du lycée, il est proposé de mettre en place un spectacle de fin d'année devant la communauté scolaire et les parents. Des ateliers théâtre, choral et danse conduits par des intervenants permettront aux élèves d'appréhender leur lieu d'apprentissage comme un lieu plus convivial.	Tous les élèves volontaires du lycée toutes filières ainsi que les élèves de la MDL et du CVL	5 000,00		Défavorable. Au regard d'un manque de précision sur la démarche, le comité a estimé que le coût du projet était élevé et qu'il était souhaitable que le lycée augmente sa contribution financière.	6300,00	0,00	0,00
146	0921676X	0	LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY	**THEÂTRE ET GASTRONOMIE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - METIERS DE LA GASTRONOMIE Le projet consiste à proposer à des élèves en hôtellerie et restauration des cours de théâtre et des ateliers animés par un comédien (compagnie du Catogan) autour de l'univers de Gargantua. Il sera clôturé par la production d'une représentation théâtrale sous forme de dîner gala associant scénettes jouées, plats gastronomiques cuisinés et servis par les élèves eux-mêmes. Une vidéo et une exposition photos seront réalisées autour du projet. Trois sorties au théâtre (Firmin Gemier) sont par ailleurs programmées.	Elèves de deux classes de seconde filière hôtellerie restauration : seconde professionnelle Cuisine et seconde professionnelle Commercialisation des services en restauration	4 921,05		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	6561,40	0,00	0,00
147	0920680P	0	LP LEONARD DE VINCI BAGNEUX	**UN AUTRE MONDE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CULTURE SCIENTIFIQUE Dans le cadre de l'accompagnement personnalisé, les élèves découvriront les grandes inventions de l'ingénieur Nikola Tesla et réaliseront une mosaïque permanente dans le hall du lycée retraçant son parcours et son oeuvre. Les élèves suivront un atelier sur le techniques de la mosaïques au musée du Louvre.	Elèves de deux classes de seconde professionnelle, maintenance des équipements industriels et électrotechnique	5 000,00		Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût élevé des matériaux dont une partie relève de l'achat de matière d'œuvre dans le cadre des enseignements.	6250,00	2 500,00	40,00
148	0922276Z	0	LPO LYC METIER SANTOS DUMONT SAINT CLOUD	**EXPOSITION DES 50 ANS DU LYCEE SANTOS DUMONT**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Les élèves participent à la conception et à la réalisation d'une exposition sur les 50 ans du lycée (sachant qu'il a ouvert ses portes en 1967 sur une ancienne base de l'OTAN), chaque classe étant responsable d'un thème. Une classe de gestion-administration s'occupe de l'organisation et de la coordination du projet, une autre travaille sur la charte graphique du cinquantenaire et sur les produits dérivés de l'évènement. Pour cet évènement, le lycée a associé plusieurs partenaires institutionnels (ambassades, archives départementales) et culturels (musée de l'air et de l'espace...).	Toutes les classes de CAP, bac pro et BTS hôtellerie-restauration/gestion-administration et commerce	5 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale : au regard de la portée pédagogique du projet et de la nature des dépenses, le comité a considéré que le coût du projet était élevé.	8257,98	1 500,00	18,16

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

149	0921594H	1	LGT MICHEL ANGE VILLENEUVE LA GARENNE	**LA BIODIVERSITE DANS MON ASSIETTE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE - CESC Le lycée qui a créé un jardin citoyen en son sein depuis 2012 souhaite approfondir la notion de biodiversité et proposer à des élèves dans le cadre d'un enseignement d'exploration d'aborder ce thème à travers l'alimentation. Une approche théorique (mon alimentation dépend-elle de la biodiversité et en quoi celle-ci est mise en danger?) précèdera une application à travers la cuisine.	Elèves de classe de seconde	2 500,00		Défavorable. Le budget se limite pour l'essentiel à l'achat d'équipement.	3700,00	0,00	0,00
150	0921594H	1	LGT MICHEL ANGE VILLENEUVE LA GARENNE	**DE LA FONTAINE AU BURKINA FASO**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LITTERATURE - INTERNATIONAL Dans le cadre d'un échange entre le lycée, le collège G. Pompidou et un lycée de Ouadagoudou au Burkina Faso, le projet consiste à faire travailler les élèves autour des Fables de la Fontaine et du Burkina et ainsi d'étudier la démarche du fabuliste la Fontaine et des griots burkinabés. En partenariat avec le théâtre Par le Bas, les lycéens suivront des ateliers et tous les élèves seront invités à une représentation du spectacle "Les Fables de la Fontaine et du Burkina Faso" au sein du lycée. Ils écriront leurs fables contemporaines et joueront un spectacle avec ces fables inventées.	Elèves de seconde générale et élèves de collège, ainsi que 6 classes potentielles de spectateurs	2 500,00		Favorable	9655,00	2 500,00	25,89
151	0930962R	0	LG PR CHARLES PEGUY BOBIGNY	**LE THEATRE, UN ART VIVANT**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – THEATRE Afin de faire découvrir le théâtre en tant que spectacle vivant aux élèves, le projet leur propose à la fois une pratique du théâtre93, un parcours de spectateur et la rencontre de professionnels. Avec un comédien et des professionnels du théâtre MC93, ils interpréteront une scène, travailleront les costumes et la technique, ainsi que le décor (réalisation d'une maquette de la scénographie).	Une classe de seconde en enseignement d'exploration Littérature et société	2 600,00		Défavorable au regard du coût de certaines dépenses (achat de costumes), de la portée limitée du projet de la faible participation du lycée.	3270,00	0,00	0,00
152	0932073Y	0	LPO PAUL ROBERT LES LILAS	**DANSER POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE - VIVRE ENSEMBLE En partenariat avec la ville et son centre culturel Cocteau, le lycée propose aux élèves de s'investir dans un projet artistique et chorégraphique : avec un danseur-chorégraphe de la compagnie Ethadam, ils vont apprendre le hip hop et préparer un spectacle, de l'écriture d'un texte en slam aux aspects techniques de la scène (représentations dans un théâtre et dans un foyer pour personnes âgées). Des sorties pédagogiques autour de spectacles de danses classique, contemporaine et urbaine permettront uen analyse comparative des danses.	Une classe de seconde générale	5 000,00	Ville des Lilas : 3936€	Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût par élève élevé (147€).	9936,00	2 500,00	25,16

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

153	0930133P	1	LP THEODORE MONOD NOISY LE SEC	**ECRANS : USAGES PROBLEMATIQUES DES NOUVELLES TECHNOLOGIES**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION A LA SANTE - CESC - EDUCATION AUX MEDIAS - TIC - THEATRE - CYBERHARCELEMENT En lien avec le CESC du lycée, le projet poursuit l'action menée en 2015-2016 avec l'association e-enfance sur le cyberharcèlement en proposant cette année un spectacle-débat avec le Parallel Théâtre, "Ecrans". Il s'agit d'élargir la problématique de la dépendance au numérique de façon plus globale (jeux vidéo, téléphone portable...). En associant de nombreux partenaires extérieurs, il s'agit de permettre une approche du théâtre liée à un message de prévention. Les élèves réaliseront des affiches de prévention en cours d'arts appliqués qui seront valorisées par une exposition.	Les élèves de seconde bac pro Maintenance des équipements industriels, Electrotechnique, Relations clients usagers et Gestion administrative	2 400,00		Favorable	3000,00	2 400,00	80,00
154	0930135S	1	LP SIMONE WEIL PANTIN	**TOURNAGE ET BRICOLAGE : CONSTRUCTION D'UN HEROS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CINEMA - THEATRE - CIRQUE Acccompagnés par un jeune réalisateur, les élèves primo-arrivants vont s'approprier les outils numériques et les utiliser autrement à la manière d'un artiste, en réalisant un court métrage sur un vrai-faux personnage. Tout en se familiarisant avec les outils numériques les plus rudimentaires des trucages du cinéma, ils vont s'approprier les clefs du langage cinématographique. Un parcours de spectateur et des rencontres de professionnels viendront nourrir le scénario des élèves (théâtre d'objets, arts numérique, cirque à la Villette, visionnage de films...).	La classe d'accueil du lycée : élèves nouvellement arrivés en France	2 680,00		Favorable malgré le coût important du projet (134€ par élève) qui s'explique néanmoins par le public visé (petit effectif des classes d'accueil). Le montant de la subvention est diminué en conséquence.	4400,00	2 000,00	45,45
155	0930125F	1	LGT PAUL ELUARD SAINT DENIS	**« PASSEURS-L », LA RADIO LYCEENNE, POUR S'OUVRIR A TOUTES LES CULTURES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION AUX MEDIAS Afin de donner le goût et l'accès à toutes les formes de cultures ainsi que la confiance en leurs capacités d'expression, le lycée propose aux élèves de devenir des initiateurs culturels en créant un magazine culturel radiophonique. En partenariat avec l'association RAJE, ils rencontreront des professionnels des medias, feront des sorties (visites d'expositions, spectacles, cinéma), réaliseront des reportages.	Une classe de seconde	2 400,00		Défavorable au regard du coût élevé d'un projet "clef en main". Le coût par élève s'élevant à 104€ et l'implication des élèves dans la démarche du projet étant peu lisible.	3000,00	0,00	0,00
156	0930125F	1	LGT PAUL ELUARD SAINT DENIS	**HIP LIGHT**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - PHOTOGRAPHIE Le lycée propose aux élèves un parcours autour d'une technique photographique, le light painting, afin qu'ils s'ouvrent aux métiers de la culture et à la création contemporaine la plus diverse : le élèves suivront des ateliers de light painting avec un artiste afin de produire une forme chorégraphique. Un parcours de spectateur, une conférence et une rencontre métier leur seront proposés au Parc de la Villette.	Le projet sera proposé à tous les élèves de l'option danse du lycée tous niveaux confondus ainsi qu'aux membres de l'association sportive danse du lycée	2 600,00		Favorable	5300,00	2 600,00	49,06

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

CP 16-440

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

157	0930138V	0	LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS	**PROJET SUR LES NOUVELLES TECHNOLOGIES ET LES USAGES PROBLEMATIQUES EN PRENANT APPUI SUR LE SPECTACLE-DEBAT « ECRANS »**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE – ADDICTIONS – NOUVELLES TECHNOLOGIES - TIC - THEATRE - CYBERHARCELEMENT Le projet poursuit l'action menée ces dernières années sur les conduites à risque liées à la sexualité et aux addictions avec produits et propose cette année un spectacle-débat avec le Parallel Théâtre, "Ecrans". Il s'agit d'élargir la problématique de la dépendance au numérique de façon plus globale (jeux vidéo, cyberharcèlement, téléphone portable...). En associant de nombreux partenaires extérieurs, il s'agit de permettre une approche du théâtre liée à un message de prévention. Les élèves réaliseront une vidéo.	4 classes de CAP et 3 classes de bac pro	1 700,00		Favorable	2200,00	1 700,00	77,27
158	0930138V	1	LP FREDERIC BARTHOLDI SAINT DENIS	**BOBINES DETOURNEES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – CINEMA Afin de sensibiliser l'art et la culture française aux élèves primo-arrivants, le projet leur propose de travailler sur les arts visuels, notamment le cinéma : il s'agit de détourner des films cultes des pays originels des élèves et de les faire travailler à un scenario mêlant ces scènes qui seront réécrites, remontées et doublées. Avec l'association PanPaname, ils vont suivre des ateliers de création visuelle, audio et scénique et créeront une adaptation de leur détournement audiovisuelle en version théâtre. Le TGP de Saint Denis sera le partenaire privilégié du projet, il proposera notamment un parcours de spectateur, des rencontres, des visites et la projection au sein du théâtre.	Les élèves de l'UPE2A du lycée	3 300,00		Défavorable au regard du coût élevé (165€ par élève) d'un projet "clef en main" en dépit d'une démarche intéressante vis-à-vis d'un public allophone.	5873,76	0,00	0,00
159	0931797Y	0	LPO PR METIER JEAN BAPTISTE DE LA SALLE SAINT DENIS	**WEBINFO : LA CLASSE SANS NOTE VOUS PARLE DE L'ÉGALITÉ FILLES/GARÇONS (TITRE DE TRAVAIL)**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATION ET EGALITE FILLE GARCON – EDUCATION AUX MEDIA Le projet consiste à faire réfléchir les élèves sur les discriminations en travaillant avec l'association Raje dans un atelier webradio et sur un site d'information qui intégrera la radio et ses podcasts.	Une classe de seconde	4 000,00		Défavorable au regard du coût élevé du projet (133€ par élève, 100€/H d'intervention d'un journaliste et coût du matériel). Le comité invite le lycée à se rapprocher du CLEMI pour mener le projet.	5000,00	0,00	0,00
160	0930126G	1	LPO AUGUSTE BLANQUI SAINT OUEN	**FONDER UNE CULTURE COMMUNE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - LAICITE - VIVRE ENSEMBLE Autour des principes fondateurs de la République, le projet se décline en trois actions : - réflexion sur la construction du vivre ensemble enrichi par des sorties et des débats avec des intervenants de la presse et de la justice, - Sorties et échanges culturels autour des représentations culturelles et sociales des élèves débouchant sur un travail d'écriture d'articles sur les spectacles vus, - un atelier de culture générale comprenant des sorties culturelles sur les thèmes des identités plurielles et du vivre ensemble, la découverte des oeuvres littéraires et musicales dont se sont inspirés les spectacles. Les élèves réaliseront un débat radiophonique autour des spectacles.	Un groupe d'élèves de plusieurs secondes suivant l'enseignement d'exploration "Littérature et société", un groupe d'accompagnement personnalisé pour les élèves volontaires de terminale et une classe de première ES	4 900,00		Favorable sous réserve de précision sur la démarche du projet.	6355,00	4 900,00	77,10

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

161	0932046U	1	LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI TREMBLAY EN FRANCE	**CIRQUE ET ARTS PLASTIQUES : DE LA CREATION COMME OBJET A LA CREATION COMME ACTION**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - ARTS PLASTIQUES - CIRQUE A partir de la future création d'un artiste de cirque (diplômé du CNAC) autour du bois, les élèves vont pratiquer les arts plastiques et le cirque et ainsi découvrir et expérimener par eux-mêmes le monde de la création artistique. Dans une dynamique de work-in-progress, les élèves créeront des objets qu'ils feront eux-mêmes évoluer en fonction des enjeux scénographiques ou dramatiques déterminé avec l'artiste dans les ateliers. Ce parcours de créateurs, partagé entre ateliers de pratique acrobatique et création/installation plastique se conclura par une petite forme spectaculaire présentée en public. Un parcours de spectateurs au parc de la Villette et des rencontres de professionnels compléteront le projet.	Les élèves d'une classe de seconde ayant choisi l'option facultative Arts plastiques	1 587,00		Défavorable au regard du nombre limité d'élèves et du faible impact du projet.	3087,00	0,00	0,00
162	0932046U	1	LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI TREMBLAY EN FRANCE	**QUAND LA SCENE INTERROGE LA CRISE... FAIRE DE L'ECONOMIE SUR LES PLANCHES DE THEÂTRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - ECONOMIE Le projet propose aux élèves une approche sensible et artistique des problématiques économiques contemporaines (la dette, la crise) à partir d'un spectacle d'après Shakespeare joué au théâtre Aragon de Tremblay-en-France (collectif OS'O).Les élèves suivront des ateliers de pratique et d'écriture théâtrale, un parcours de spectateur, feront une visite technique du théâtre Aragon (présentation des métiers culturels) et réaliseront une enquête sociologique sur la fréquentation du théâtre.	Une classe de première ES	2 700,00		Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût par élève.	3430,00	2 000,00	58,31
163	0940113M	1	LPO LANGEVIN WALLON CHAMPIGNY SUR MARNE	**ON NE NAIT PAS CITOYEN ON LE DEVIENT DANS L'EGALITE ET LA FRATERNITE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - DISCRIMINATIONS EGALITE FILLES GARCONS - ENVIRONNEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE - CULTURE Le lycée propose aux élèves de bénéficier d'actions pour apprendre à devenir citoyen : actions de solidarité, de développement durable au sein du lycée, devoir de mémoire, séances de cinéma, analyses d'oeuvres et de chansons citoyennes, activité théâtre. De nombreux partenaires accompagneront le projet (Action contre la Faim, forum des images...). Une exposition au CDI et la projection des films réalisés par les élèves seront faites en fin de projet. Les élèves donneront une représentation de leur pièce au théâtre de la cille devant les élèves des écoles maternelles et primaires.	Une classe de première technologique STMG	4 880,00		Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût par élève (162,5€).	6100,00	3 000,00	49,18
164	0940114N	1	LPO ANTOINE DE SAINT EXUPERY CRETEIL	**REALISATION D'UN FILM «SUR LES TRACES DE GASTON VIENS»**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEMOIRE - CULTURE Autour du témoignage de G. Viens, ancien déporté à Buchenwald et de la préparation d'un voyage dans ce camp (non financé sur ALYCCE), les élèves vont être initiés à la réalisation documentaire et à l'installation artistique au lycée d'une capsule intemporelle. En lien avec l'association Buchenwald Dora, une exposition sera mise en place au sein du lcyée et des interventions de rescapés et d'écrivains seront prévues.	Les élèves de terminale professionnelle Gestion administration. Un partenariat avec les élèves du lycée Guillaumin d'Orly est envisagé.	2 890,88		Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût par élève (120€).	3613,60	2 000,00	55,35

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

165	0941298A	0	LP MICHELET FONTENAY SOUS BOIS	**LE THEATRE S'INVITE A FONTENAY**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Dans le cadre d'un projet d'établissement autour de la découverte du théâtre, le lycée propose un parcours culturel avec la visite de la Comédie Française (métiers, décors) et la venue à un spectacle, ainsi qu'un parcours artistique avec la création d'un atelier théâtre en partenariat avec la compagnie AMIN. Les élèves créeront et présenteront une pièce à la médiathèque de la ville. Un travail sur l'estime de soi sera également mis en place grâce à de l'improvisation et prise de parole devant un groupe.	Le projet concerne des élèves de la voie professionnelle : de 3ème prépa professionnelle, de terminales et de CAP	3 210,00		Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût par élève (133€).	4350,00	2 500,00	57,47
166	0940121W	0	LGT D'ARSONVAL SAINT-MAUR -DES-FOSSES	**UNITED YOUTH OF EUROPE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIA - C'est un projet international, pluridisciplinaire et plurilingue sur les droits de l'homme, en partenariat avec un lycée suédois et un lycée allemand, incluant des productions communes (un magazine d'actualité, concours de plaidoirie) et des rencontres physiques. Les élèves rencontreront des journalistes.	Une classe de première et un groupe d'élèves de premières germanistes	2 400,00		Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale au regard de l'inéligibilité de l'achat d'une webcam et du montage financier qui ne comprend aucune participation financière du lycée autre que la rémunération de personnels enseignants.	3120,26	1 500,00	48,07
167	0940822H	0	LGT PR METIER BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS VINCENNES	**PROLONGER L'ETUDE ET LA REALISATION D'UN SECHOIR SOLAIRE FAITES EN 2015-2016 ET REALISATION D'UN NOUVEAU SECHOIR SOLAIRE**	Année scolaire 2016-2017	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Dans le cadre d'une réflexion sur le développement durable et le gaspillage alimentaire, le lycée propose aux élèves plusieurs actions : - mener des études complémentaires sur le séchoir solaire réalisé en 2015-2016 pour sécher des fruits et légumes en vue de leur conservation, - en construire un deuxième plus performant - réaliser une pompe à eau solaire qui pourrait servir dans des pays disposant d'un réseau électrique défaillant : réalisation d'une maquette numérique et fabrication du système en atelier.	Les élèves de terminale générale (ES) et technologique (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable option architecture et construction et option énergies et environnement; science et technologie du design et des arts appliqués)	4 000,00		Défavorable. Le projet se limite à l'achat d'équipement.	5000,00	0,00	0,00
168	0940129E	1	LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE	**PRATIQUE THÉÂTRALE : LE CORPS EN MOUVEMENT**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - PARCOURS D'EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE Le lycée propose aux élèves de découvrir la pratique théâtrale et la danse grâce à l'intervention d'artistes du Théâtre des quartiers d'Ivry et à un parcours spectateur. Les élèves feront une présentation dramatique et chorégraphique de leur travail.	Deux classes, une de seconde générale et technologique et une classe de première technologique STI2D (sciences et technologies de l'industrie et du développement durable)	2 400,00		Favorable	3420,00	2 400,00	70,18

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

169	0940129E	1	LPO LYC METIER JEAN MACE VITRY SUR SEINE	**LIGNES DE VIES, LIGNES DE FEU, ITINERAIRES VITRIOTS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Dans le cadre d'un projet de création de parcours sonores porté par une compagnie de théâtre (La Charmante Compagnie), en partenariat avec la ville, le lycée propose à ses élèves de participer à la création d'objets de chaudronnerie. Autour de la question des traces que chacun laisse dans une ville, les élèves seront accompagnés par des artistes (notamment Gare au théâtre) pour concevoir les oeuvres qui permettront d'habiller les espaces de la balade sonore.	Les élèves des classes de première et de terminale Chaudronnerie industrielle	2 400,00		Favorable avec une diminution du montant de la subvention régionale au regard du nombre important d'heures d'intervention de la compagnie.	3300,00	1 200,00	36,36
170	0950800D	0	LP PR METIER COGNACQ-JAY ARGENTEUIL	**D'ICI OU D'AILLEURS - MASCULINS/FEMININS - TOUS PLURIELS ! (RESPECT ET EGALITE)**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DICRIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS - VIVRE ENSEMBLE Plusieurs classes vont bénéficier d'un projet autour du vivre ensemble et de l'égalité entre les sexes. Des visites d'exposition, des analyses de films et d'affiches ainsi que des rencontres de professionnels vont leur être proposées. En partenariat avec des professionnels du livre, de la photo et de la vidéo, les élèves créeront des affiches de sensibilisation sur les thèmes proposés, prendront des photos et réaliseront une exposition. Ils écriront un scénario, joueront les scenettes et assureront le tournage. Ils organiseront une journée banalisée contre les discriminations, rencontreront un écrivain et participeront au salon du livre d'Argenteuil.	Les élèves de plusieurs classes de seconde et première bac pro Métier de la relation client et usagers, Commerce, Gestion administrative, Accompagnement soins et services à la personne.	2 000,00		Favorable	3000,00	2 000,00	66,67
171	0950800D	0	LP PR METIER COGNACQ-JAY ARGENTEUIL	**TOUS AU THEATRE !**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Dans la continuité de projets montés avec le Théâtre 95 de Cergy Pontoise et la Comédie Française, il est proposé à un groupe de 30-35 élèves par niveau de la seconde à la terminale de bénéficier d'un parcours spectateur (spectacles, visites de théâtres et rencontre avec des professionnels). Diverses activités seront menées autour des représentations, des textes et de la mise en scène. Un comédien interviendra en classe. Un atelier théâtre sera mis en place sur la pause méridienne. La restitution sera plurielle : constitution d'un dossier collectif et individuel de présentation des spectacles, panneaux informatifs, réalisations plastiques, vidéos, soirée des talents du lycée...	Les élèves de seconde, première et terminale bac pro, à raison de groupes de 35 élèves par niveau	2 500,00		Favorable	4163,41	2 500,00	60,05
172	0951811C	1	LPO LYC METIER FERNAND ET NADIA LEGER ARGENTEUIL	**DANS LA PEAU DE L'AUTRE**	Année scolaire 2016-2017	DISCIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS - CULTURE Dans le cadre d'une résidence d'artistes en lycée (avec le lycée Le Corbusier de Cormeilles en Parisis), et en partenariat avec le festival théâtral du Val d'Oise, le lycée propose un parcours sur le thème de l'identité et de la diversité décliné en 3 axes : - un axe théâtral avec une représentation et la réalisation d'un court métrage, - un axe autour de la diversité par les 5 sens (défilé ethnique, cuisine et arts visuels), - un axe littéraire avec la réalisation de critiques sous forme de prospectus.	Les élèves issus prioritairement de la filière professionnelle de seconde CAP APR et de terminales ASSPA, HPS, et CAP Coiffure	3 526,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention à hauteur du coût des ateliers artistiques et d'une partie des ateliers journalistiques. Il est recommandé au lycée de déposer une demande de financement au Rectorat de Versailles.	4407,00	2 800,00	63,54

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

173	0952196W	1	LPO GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS	**SECONDE INNOVANTE 2016-2017 « MEDIA LYCEEN EN LIGNE SCIENCES ET CUTLURES »**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE - EDUCATION AUX MEDIA Le lycée propose aux élèves de créer un media lycéen selon une pédagogie de projet en lien avec l'enseignement en classe : les élèves appréhenderont le medium photographique, aiguiseront leur esprit critique avec la presse (visites, revue de presse), feront des reportages, travailleront en mini-projets pluridisciplinaires. Le media mensuel sera mis en ligne et les publications seront envoyées au CLEMI.	Les élèves d'une classe de seconde générale	1 150,00		Favorable	1445,00	1 150,00	79,58
174	0952196W	1	LPO GUSTAVE MONOD ENGHIEN LES BAINS	**DU HIP-HOP AU LOOPING POP**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE Autour du spectacle d'une danseuse de hip hop, les élèves vont découvrir un nouveau style de danse, le looping pop (hip hop répétitif évoquant l'imaginaire robotique). A partir de la pratique chorégraphique, les élèves vont découvrir les arts numériques au centre d'art d'Enghien (visite, ateliers, spectacle) et interroger leur rapport à la danse, au monde et aux tehnnologies. Ils se produiront sur scène à l'occasion du festival du centre d'Enghein dédié aux restitutions des élèves.	Les élèves de seconde générale qui suivent un enseignement d'exploration danse et les élèves de l'AS danse du lycée	3 200,00	Ville d'Enghien 1000€	Favorable	4860,00	3 200,00	65,84
175	0950648N	0	LGT JEAN JACQUES ROUSSEAU MONTMORENCY	**« MIXISCIENCES » : LA MIXITE DANS LA FILIERE SCIENTIFIQUE**	Année scolaire 2016-2017	EGALITE FILLES GARCONS - SCIENCES Afin de sensibiliser les élèves aux sciences et de favoriser la mixité dans les filières scientifiques, le projet propose une série d'actions : réflexion sur les stéréotypes de genre dans les carrières scientifiques, journées d'intégration dans une classe préparatoire scientifique, conférences, visites de lieux scientifiques, participation aux master classes de l'école polytechnique. Les élèves impliqués vont promouvoir l'action dans les classes de 1ère S et de seconde et organiseront une exposition sur l'ensemble du dispositif. Ils capteront vidéos et photos lors des diverses actions puis les monteront en vue notamment d'une diffusion sur le site "Egalité filles/garçons" de l'académie de Versailles.	C'est une classe de terminale S qui mènera l'action; les élèves de 1ère et terminale S participeront au projet (visites).	4 340,00	Ville de Montmorency : 250€	Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard de la nature des dépenses composées à 80% de déplacement en car.	5425,00	3 500,00	64,52
176	0950658Z	0	LP LYC METIER CHATEAU D'EPLUCHES SAINT OUEN L'AUMONE	**LE MONDE EST MUSIQUE !**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - MUSIQUE Le projet s'adresse à tous les élèves du lycée et leur propose une multiplicité d'évènements, d'interventions et de projets autour de la musique comme fil conducteur dans les différents enseignements. En partenariat avec plusieurs intervenants (La Puce en muse, Peace and lobe, Zebrock, Le labo des histoires-Vauréal...), les élèves seront amenés à appréhender leur univers sonore et les dangers potentiels (prévention des risques auditifs), réaliser une oeuvre sonore, rencontrer des artistes actuels pour comprendre les enjeux de la création contemporaine, pratiquer de la musique en organisant des live sessions au lycée. Une des restitutions se fera lors de la journée Jeunes Talents du lycée.	Une vingtaine de classes de seconde et terminale CAP conduite routière, carrosserie, mécanique auto, et de seconde, première et terminale bac pro Transports, Mécanique véhicules industriels. Le lycée est labellisé lycée des métiers de l'automobile et du transport. Les pôles installés dans différents bâtiments sont colorés d'une teinte sonore spécifique. Le projet vise à permettre la rencontre avec des univers sonores différents pour prendre également conscience des tonalités du sien propre.	4 646,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût élevé de certains postes budgétaires (coût de l'intervenant). Il est demandé par ailleurs au lycée de contribuer financièrement au projet.	9180,00	3 500,00	38,13

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

177	0752608C	1	LP LYC METIER HOTELIER PARIS 18EME	**SEMAINE CULTURELLE DES ARTS ET DE LA GASTRONOMIE A BELLIARD**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – HISTOIRE – PRATIQUE PROFESSIONNELLE Le lycée organise une semaine des arts et de la gastronomie autour de visites de musées (Arts décoratifs) et de leurs collections en lien avec la gastronomie, de lieux prestigieux (le potager de Versailles), d'ateliers d'écriture animés par des écrivains (en association avec la maison des écrivains) ou des professeurs et des conférences. Des personnalités qualifiées telles que cuisiniers, artistes, historiens... seront invités. Des films et des photos alimenteront le webdocumentaire du lycée.	Elèves des classes de seconde cuisine, seconde commercialisation et service, CAP pâtisserie, cuisine et service	2 647,00		Favorable	6089,00	2 647,00	43,47
178	0750669V	0	LG JULES FERRY PARIS 09EME	**ELECTRE DE SOPHOCLE : LA RESISTANCE AU POUVOIR**	Année scolaire 2016-2017	THEATRE - PHILOSOPHIE - LITTERATURE - POUVOIR ET RESISTANCE Dans le cadre du club théâtre du lycée animé par un comédien, le projet consiste dans la conduite d'un travail avec une dizaine d'élèves de terminale autour de la pièce d'Electre de Sophocle et du thème de la résistance à l'oppression. L'approche philosophique et théoriques des enjeux politiques du pouvoir, de la liberté et de la conquête de l'autonomie sera abordée. Elle sera complétée par une pratique théâtrale qui donnera lieu à une représentation à l'issue de laquelle un débat avec des élèves d'autres classes de terminale sera organisé.	Les élèves volontaires inscrits à l'atelier théâtre du lycée, issus de classes de terminale générale. Et la participation d'élèves des classes partenaires du projet issus de terminales littéraires (participation aux échanges et débats en marge de leur cours de philosophie politique).	700,00		Favorable	1000,00	700,00	70,00
179	0750671X	0	LPO EDGAR QUINET PARIS 09EME	**MIGRANTS : REALITE & REPRESENTATIONS**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEDIAS - PRESSE - MIGRANT - CULTURE En partenariat avec une photoreporter architecte, le projet consiste à faire travailler les élèves sur le thème des migrants : - prise de note, revue de presse et analyse d'articles, étude de planches de bande dessinée, réalisation d'exposés, organisation de débats. - travail sur les représentations artistiques et médiatiques de la figure du migrant : exposition de photographies documentaires et production de textes illustratifs lors d'ateliers d'écriture. L'exposition installée pendant la semaine de la presse sera prêtée aux établissements parisiens intéressés.	3 classes de première filière générale L, ES et S	860,00		Favorable	1076,10	860,00	79,92
180	0750683K	0	LG CLAUDE MONET PARIS 13EME	**ATELIER ARTISTIQUE DANSE A LA CLINIQUE GEORGES HEUYER**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE En partenariat avec l'atelier de Paris-Carolyn Carlson, le lycée propose la création d'un atelier artistique danse au sein de son annexe médico-pédagogique, à l'attention de lycéens souffrant de troubles psychiques majeurs. Des sorties culturelles (musée, spectacle de danse) et une sortie à une séance de répétition de la compagnie Carolyn Carlson appuient ce parcours artistique.	Elèves des classes filière générale et technologique de seconde, première et terminale	1 400,00		Favorable	3500,00	1 400,00	40,00

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

181	0750689S	0	LG PAUL BERT PARIS 14EME	**CIRQUE CONTEMPORAIN : PARCOURS DECOUVERTE ET INITIATION**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – CIRQUE En partenariat avec le Monfort Théâtre, le lycée propose aux élèves de découvrir un lieu de représentation de spectacle vivant (parcours spectateur, rencontre métiers et atelier d'acrobatie).	Deux classes de seconde	1 900,00		Favorable	2540,00	1 900,00	74,80
182	0750705J	0	LYP HONORE DE BALZAC PARIS 17EME	**PROJET D'ATELIER D'OUVERTURE CULTURELLE – PRATIQUE EN AMATEUR ET PRATIQUE DE SPECTATEUR**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Dans la continuité d'une action culturelle initiée en 2015, le projet vise à permettre à un groupe d'élèves d'expérimenter la pratique du spectacle vivant autour des thèmes de la mémoire et du rêve. Avec un artiste du collectif 18.3, il s'agira de monter une petite forme théâtrale et chorégraphique et d'enrichir le questionnement mené par les deux thématiques grâce à un parcours culturel en partenariat avec le Centquatre-Paris. La restitution se fera à l'occasion du forum des dynamiques culturelles du territoire du Centquatre.	Elèves volontaires des 4 classes de BTS Commerce international et comptabilité gestion des organisations	1 750,00		Défavorable. Le public de BTS n'est pas prioritaire.	3050,00	0,00	0,00
183	0750714U	0	LG HELENE BOUCHER PARIS 20EME	**CINÉMA ET REGARDS SUR LE MONDE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – CINEMA En partenariat avec la cinémathèque française, dans le cadre de l'enseignement d'exploration Littérature et société, les élèves vont suivre un parcours de découverte de formes cinématographiques inhabituelles : expositions, projection de cinéma, atelier théorique et atelier de pratique audiovisuelle. Ils rencontreront des professionnels du cinéma et de la culture. A leur tour, les élèves organiseront une séance de cinéma au lycée et présenteront le film aux autres élèves, se faisant ainsi « passeurs » à leur tour.	Elèves d'une classe de seconde générale	794,00		Favorable	992,50	794,00	80,00
184	0750714U	0	LG HELENE BOUCHER PARIS 20EME	**SUR LA TRACE DE MON ALTER-EGO**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – PHOTOGRAPHIE En partenariat avec la maison européenne de la photographie, dans le cadre des enseignements d'exploration arts visuels, les élèves effectueront un travail photographique à partir d'une production plastique qu'ils auront réalisée au cours de séances pratiques avec un artiste sur le thème de l'alter-ego. La technique du selfi sera utilisée pour illustrer le thème de l'estime de soi et d'autres medium comme la sculpture seront également convoqués. Les élèves découvriront plusieurs expositions contemporaines et réaliseront une exposition et un petit livre d'images.	Une classe de seconde générale suivant un enseignement d'exploration arts visuels	1 824,80		Favorable	2281,00	1 824,00	79,96

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

185	0750775K	0	LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME	**CRITIQUES DE CINEMA**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CINEMA - ENVIRONNEMENT - EDUCATION A LA SANTE ET A LA CITOYENNETE En lien avec le programme de lettres de la classe de seconde, "Des goûts et des couleurs discutons-en", le projet consiste à faire travailler les élèves sur la rédaction d'une critique de film. En partenariat avec le Forum des images, ils visionneront un film puis suivront un atelier d'écriture de critique.	Une classe de seconde bac pro systèmes numériques	96,00		Favorable	120,00	96,00	80,00
186	0750775K	0	LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME	**UNE APPROCHE DE L'ALTERITE ET DE LA TOLERANCE**	Année scolaire 2016-2017	HISTOIRE - JUSTICE - FAIT RELIGIEUX - LAÏCITE - DISCRIMINATIONS - CULTURE Dans le cadre d'un projet d'ouverture culturelle du lycée, le projet consiste dans l'étude du rapport de la République et du fait religieux (laicité) par le biais de visites d'institutions (musée de l'histoire de l'immigration, musée d'art et d'histoire du judaïsme, Mémorial de la Shoah) et d'une sortie théâtre. Les élèves créeront et réactualiseront la rubrique ouverture culturelle du site du lycée (présentation des lieux visités, des problématiques abordées...), tiendront un livret de bord individuel et réaliseront des panneaux d'exposition au CDI.	Une classe de première bac pro systèmes électroniques et numériques champ Alarme, sécurité, incendie	532,00		Favorable	665,00	532,00	80,00
187	0750775K	0	LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME	**CULTURES POUR TOUS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - PARTENARIATS AVEC DES LIEUX CULTURELS Le projet propose à tous les élèves du lycée un programme de sorties, hors temps scolaire et en dehors du cadre de la classe : théâtre, expositions, musées, concerts, danse, cinéma... Sur la base du volontariat, les élèves participent à des visites ou sorties proposées de manière mensuelle. Tout au long de l'année, les élèves et leur professeur encadrant réalisent des rubriques critiques sur les sorties, les mettent sur le site internet du lycée et dans le CDI.	Toutes les classes du lycée bac pro Systèmes électroniques et numériques, en priorité les classes de première et terminale	688,00		Favorable	860,00	688,00	80,00
188	0750775K	0	LP GUSTAVE FERRIE PARIS 10EME	**ROBOTIQUE, CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE**	Année scolaire 2016-2017	PROJET PROFESSIONNEL - EDUCATION A LA CITOYENNETE Les élèves vont réaliser des robots Sumo et se confronteront dans des tournois de combats de robots. La réalisation concrète illustre les apports théoriques abordés en classe et chaque élève réalisera une carte électronique de développement robotique. Le travail avec les professeurs de construction et d'électronique s'articulera autour de 10 séances de travail par groupe de 12 élèves. Les élèves occuperont différents postes afin de mettre en oeuvre les différentes compétences requises : programmation, brasage, découpe, analyse fonctionnelle, création d'un élément imprimé en 3D.	Les élèves d'une classe de seconde bac pro systèmes numériques	1 218,32		Défavorable : le projet s'intègre dans les enseignements pédagogiques relevant de la formation des élèves (volet pratique). Il aurait mérité de proposer une ouverture sur l'extérieur, une rencontre avec des professionnels voire des artistes, des visites d'exposition.... Le budget est exclusivement composé de matière d'oeuvre.	1522,90	0,00	0,00

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

189	0750785W	0	LP GALILEE PARIS 13EME	**PARIS POLAR**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – LECTURE A l'occasion du festival Paris-polar organisé par la mairie du 13ème, le lycée propose aux élèves une autre façon de travailler : autour de la rencontre avec un auteur, les élèves vont lire des romans policiers, analyser des procédés d'écriture et rédiger une nouvelle dans le genre du polar.Il s'agit notamment d'inscrire le projet dans une évocation du monde contemporain.	Les élèves d'une classe de première bac pro Prothèse dentaire	400,00		Favorable	600,00	400,00	66,67
190	0751710B	1	LP LYC METIER NICOLAS LOUIS VAUQUELIN PARIS 13EME	**PAROLES, EMOTIONS ET MISE EN SCENE : LA MANIPULATION DU REEL**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - PAROLE - MANIPULATION Accompagnés par un acteur-metteur en scène, les élèves vont apprendre des notions sur le théâtre, la mise en scène et la manière dont la mise en scène de la parole peut faire jaillir des émotions voire aboutir à la manipulation. Ils feront deux sorties au théâtre et restitueront leur travail à l'occasion des portes ouvertes du lycée ou sous forme de captation.	2 classes de terminale professionnelle : terminale Pilote de ligne de production et terminale procédés de la chimie et de l'eau. Ainsi que 4 adultes en formation TPLP via le Greta.	1 457,60		Favorable	1822,00	1 457,60	80,00
191	0751710B	1	LP LYC METIER NICOLAS LOUIS VAUQUELIN PARIS 13EME	**TOUCHE PAS A MON CITOYEN**	Année scolaire 2016-2017	VALEURS DE LA REPUBLIQUE - DISCRIMINATIONS - THEATRE Avec le soutien de l'association Entrées de jeu, le lycée va organiser un débat théâtral autour des discriminations et ainsi faire émerger la parole des élèves citoyens sur ces questions. La démarche sous forme de débat théâtral permettra ainsi aux élèves de communiquer sur l'égalité, la diversité et la citoyenneté ainsi que les valeurs de la république. Ainsi, les situations seront jouées par les élèves acteurs et les élèves spectateurs qui peuvent interrompre le jeu à tout moment pour proposer une solution et venir l'expérimenter sur scène. Il s'agit d'un travail d'intervention qui favorise l'expression et l'écriture des différents points de vue.	Les élèves de BTSA vont prendre part à toutes les étapes de réalisation du projet, de l'écriture du dossier de pré-production aux différents rôles autour de la pièce (acteurs, mais également auteurs, opérateurs, techniciens, costumiers, décorateurs...). Des élèves de seconde, première et terminale vont participer au débat théâtral préparé par les élèves de BTS.	1 666,00		Défavorable :au regard du budget 2016 alloué au programme ALYCCE, le public étudiant de BTS n'est pas prioritaire. Le financement concerne exclusivement la pratique théâtrale des 20 étudiants de BTSA.	2082,00	0,00	0,00
192	0751710B	1	LP LYC METIER NICOLAS LOUIS VAUQUELIN PARIS 13EME	**ARRET SUR IMAGES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - PHOTOGRAPHIE - IMAGE DE SOI Autour d'un travail photographique réalisé par les élèves d'une classe d'accueil, le projet consiste à valoriser leur talent et à favoriser leur intégration dans le lycée. Un programme de sorties et de rencontre avec un professionnel renforcera ce travail et permettra l'accès à la culture française. Une exposition des photos sera réalisée à la fin du projet.	Les élèves d'une classe "Unité pédagogique d'enseignement pour arrivants allophones" et d'une classe de terminale CAP "Industries chimiques"	1 700,00		Favorable	2125,00	1 700,00	80,00

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

193	0753256G	1	EREA ALEXANDRE DUMAS PARIS 15EME	**LES VALEURS REPUBLICAINES A TRAVERS LES ARTS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - MUSIQUE - VALEURS DE LA REPUBLIQUE Accompagnés par des chanteurs et des musiciens (association du grand ouest), les élèves vont aborder le monde musical, la voix dans ses différentes formes dont celle de l'opéra. Ils vont ainsi aborer l'histoire autour de la mémoire à partir de la première guerre mondiale jusqu'à nos jours. Un ensemble vocal sera créé ainsi qu'un chant républicain à partir des formes musicales actuelles.	Une classe de première année de CAP restaurant et de première année Cuisine	1 000,00		Favorable	1500,00	1 000,00	66,67
194	0754684J	0	LG GEORGES BRASSENS PARIS 19EME	**« POUR MIEUX SE RELEVER » (L'ART DE L'EQUILIBRE ET DE LA CHUTE ENTRE CIRQUE ET DANSE !)**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – CIRQUE – DANSE – EGALITE FILLE GARCON Dans le cadre d'un enseignement d'exploration et en partenariat avec le théâtre de la cité internationale, les élèves vont écrire et réaliser une pièce mêlant cirque contemporain et danse autour du thème de l'équilibre et de la chute. Ils collaboreront dans la coéducation des deux sexes et prendront conscience des différences pour pouvoir faire évoluer les représentations de chacun. Ils suivront des ateliers, feront des sorties aux spectacles.	Le regroupement de trois classes de seconde pour constituer un groupe d'enseignement d'exploration « art du spectacle »	2 060,40		Favorable	2944,40	2 000,00	67,93
195	0770920G	0	LPO LYC METIER LA FAYETTE CHAMPAGNE SUR SEINE	**MOKIKOZ VIVE LA PAROLE LIBRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - POESIE - SLAM - VIVRE ENSEMBLE Dans le cadre du festival Mokikoz porté par l'association Le Panorama, les élèves du lycée vont participer à un tournoi seine et marnais de poésie collective : une première phase d'ateliers d'écriture coopérative autour du slam et de jeux d'expression par classes aboutira à la sélection de deux équipes qui représenteront le lycée au tournoi inter-établissements de la Seine et Marne. Une exposition des textes est prévue lors des portes ouvertes du lycée ainsi que la réalisation d'un recueil des textes des élèves.	Elèves de secondes générale, technologique et professionnelle du lycée	1 720,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention afin de l'aligner avec celui octroyé au même projet déposé par le lycée Malraux à Montereau Fault Yonne	2150,00	1 492,00	69,40
196	0770933W	0	LCM JACQUES AMYOT MELUN	**SING MY LIFE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE S'adressant à des élèves hospitalisés, le projet leur propose des activités artistiques autour du chant et de la musique : création de chansons et de musiques, interprétation et représentations. Ils découvriront le circuit de production d'un CD et enregistrement d'un CD dans un studio professionnel.	Elèves de l'unité soins-études du centre médical et pédagogique pour adolescents	1 100,00		Favorable	2000,00	1 100,00	55,00

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

197	0770934X	1	LPO LYC METIER LEONARD DE VINCI MELUN	**THEATRE AU LYCEE : FABRIQUE DU « JE » ET FABRIQUE D'UNE CULTURE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - CONFIANCE EN SOI - OBJECTIFS SCOLAIRES En partenariat avec la compagnie de théâtre C(h)aracteres et en contact avec des professionnels de l'intervention culturelle, le lycée propose aux élèves un projet théâtral afin qu'ils intègrent les enjeux de construction de soi dans l'atteinte de leurs objectifs scolaires. Trois actions complémentaires leur sont proposées : - Se mettre en "Je" afin de préparer deux classes à un oral de jury professionnel de comptabilité et de gestion, - Les assises du TPE afin de préparer à l'oral deux classes, avec restitution collective sur une journée, - Spectateurs ambassadeurs : une classe de la filière générale va présenter aux autres classes du lycée, en particulier de la filière technique et professionnelle un spectacle (Richard III) et leur donner envie par divers ateliers.	Deux classes préparatoires au diplôme comptabilité et gestion, une classe de première littéraire et une classe de première ES	2 000,00		Favorable	2806,00	2 000,00	71,28
198	0770938B	0	LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE	**U4, UN PHENOMENE DE SOCIETE ?**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – LITTERATURE – LECTURE Dans le cadre de la liaison collège-lycée et en partenariat avec la médiathèque municipale, il est proposé un parcours de lecture commun et la rencontre de deux auteurs et d'un membre de l'équipe éditoriale de la médiathèque. Une exposition et des textes des élèves seront montés à la fin du projet.	Elèves filière générale de seconde et de troisième	523,36		Favorable	654,20	523,36	80,00
199	0770938B	0	LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE	**MOKIKOZ VIVE LA PAROLE LIBRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - POESIE - SLAM - VIVRE EN SOCIETE Dans le cadre du festival Mokikoz porté par l'association Le Panorama, les élèves du lycée vont participer à un tournoi seine et marnais de poésie collective : une première phase d'ateliers d'écriture coopérative autour du slam et de jeux d'expression par classes aboutira à la sélection de deux équipes qui représenteront le lycée au tournoi inter-établissements de la Seine et Marne. Une exposition des textes est prévue lors des portes ouvertes du lycée ainsi que la réalisation d'un recueil des textes des élèves.	Elèves de seconde	1 492,00		Favorable	1922,00	1 492,00	77,63
200	0770938B	0	LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE	**DANS L'URGENCE DU TEMPS, IL EST TEMPS DE FAIRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Autour de la notion d'urgence dans le travail créatif, en lien avec leur formation, les élèves vont bénéficier d'ateliers où ils développeront les pratiques de communication : le son (avec radio France, la MGI, la Muse en circuit), l'animation (avec la MGI) et, à partir d'un séjour à Hyères (villas Noailles et Gandarillas, rencontre de créateurs, et ateliers), l'environnement créatif, l'implication sociale de l'art et la diffusion. Ils réaliseront une fiction radiophonique, un Hörspiel, des films d'animation et leur bande son, et une production graphique.	Elèves de seconde et première bac pro « Communication visuelle, option plurimédias »	1 490,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention : Le déplacement à Hyères s'intègre dans une démarche de pratique et de rencontre professionnelle. Néanmoins, le coût du séjour représente 50% du projet.	8031,00	1 000,00	12,45

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

201	0770938B	0	LPO LYC METIER ANDRE MALRAUX MONTEREAU FAULT YONNE	**PROJET MUSICAL : ECOUTER POUR S'ENTENDRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – MUSIQUE Dans la continuité d'une initiation au jazz et au classique, le lycée souhaite, à la demande des élèves, poursuivre la découverte de ces musiques ainsi que le rock : poursuite d'ateliers avec un musicien, participation à trois concerts donnés au lycée puis dans des salles municipales. Le lycée de Varennes sur Seine proposera un concours, le gagnant pourra enregistrer un album dans le studio du lycée. Par ce biais les élèves seront formés à l'enregistrement et à l'entretien du matériel.	Elèves pour les trois groupes, rock, jazz, classique, issus de toutes les classes du lycée	1 492,00	Ville de Varenne 3345€	Favorable	7337,00	1 492,00	20,34
202	0770945J	1	LP LYC METIER GUSTAVE EIFFEL VARENNES SUR SEINE	**CITOYENNETE ET TOLERANCE, LE REGARD A L'AUTRE : L'EGALITE HOMME/FEMME DANS LE TRAVAIL ET LE COUPLE**	Année scolaire 2016-2017	EGALITE FILLES GARCONS – DISCRIMINATIONS – CULTURE Le projet consiste à engager une réflexion sur l'égalité hommes femmes dans le monde industriel. Par des visites muséales (musée de l'homme...), la rencontre de professionnels (du planning familial, centre Auclert, association 100 000 entrepreneurs...), les élèves vont aborder les stéréotypes et la tolérance. Ils vont mener des actions de pair à pair (animation d'un débat les élèves du lycée, sensibilisation de collégiens à la mixité des métiers de l'industrie...).	2 classes de terminale professionnelle Etude et définition de produit industriel, et Electrotechnique Energie Equipement et Communicant. Ces classes ne comprennent aucune fille sachant que le lycée n'en accueille que 4 au total.	2 000,00		Favorable	2714,85	2 000,00	73,67
203	0771171E	1	LP LOUIS LUMIERE CHELLES	**ETRE ET PARAITRE : UNE NOUVELLE FAÇON D'OPTIMISER SON IMAGE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE Le projet consiste à faire travailler les élèves autour de l'image de soi à partir d'une approche ethnologique de la société, plastique et esthétique des couleurs, des formes et des matières. Ils rencontreront un ethnologue (association Ethnoart), feront une sortie au musée de la mode et suivront des séances de relooking avec leur professeur d'arts appliqués. Un livret de photos sera remis à chaque élève.	Elèves de première et terminale ARCU (accueil relations clients usagers)	1 953,00		Favorable	2442,00	1 953,00	79,98
204	0772127U	0	LGT GALILEE COMBS LA VILLE	**THEATRE ANTIQUE : DU TEXTE A LA SCENE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – THEATRE Il est proposé aux élèves de collège et de lycée de traduire une pièce de théâtre latine puis, dans un club de théâtre le mercredi, de la mettre en scène et de la monter en vue d'un spectacle.	Elèves latinistes volontaires de la seconde à la terminale et des élèves de collège	2 000,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention au regard du coût lié aux frais d'organisation et de communication élevé au regard du nombre d'élèves concernés.	2500,00	1 500,00	60,00

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

205	0772342C	0	LPO CLEMENT ADER TOURNAN EN BRIE	**LA CATCHEUSE ET LE VALSEUR**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA SANTE ET EDUCATION A LA CITOYENNETE Le projet consiste à mettre en réseau des points de vue littéraire et scientifique des caractéristiques des filles et des garçons ainsi que de leur place et relation dans la société. Les élèves seront acteurs et spectateurs d'une représentation de la compagnie Entrées de jeu autour de la prévention sida, MST et éducation affective et sexuelle : "pas si simple mais pas si compliqué". Ils produiront également une scénette filmée ou un roman-photo sur des situations du quotidien où les stéréotypes sexuels seront présents.	Des classes de première générale (série L et S) et professionnelle	1 864,00		Défavorable : au regard de l'impact potentiel du projet sur l'ensemble des élèves de première, le projet est insuffisamment développé et se distingue peu de l'enseignement dispensé en cours. L'intervention du prestataire semble être "clef en main"	2330,00	0,00	0,00
206	0780422K	1	LGT FRANCOIS VILLON LES MUREAUX	**PRIX VILLON : PRIX LITTERAIRE DES ELEVES DU LYCEE FRANÇOIS VILLON**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LITTERATURE Le projet consiste dans la mise en oeuvre d'un prix littéraire au niveau du lycée. Sur le mode du volontariat et à partir d'une sélection d'ouvrages de la rentrée littéraire, les élèves liront des ouvrages, rédigeront des critiques. Ils bénéficieront de sorties littéraires, de rencontres et de débats radio (webradio du lycée). Les partenaires privilégiés de cette opération seront la médiathèque des Muraux et la Maison des écrivains et de la littérature.	Elèves volontaires des filières générales et technologiques de la seconde au BTS	1 160,00		Favorable	1535,00	1 160,00	75,57
207	0781819D	0	LPO EMILIE DE BRETEUIL MONTIGNY LE BRETONNEUX	**CONCOURS « LE PRINTEMPS DES LATINISTES » 5EME EDITION**	Année scolaire 2016-2017	LIAISON COLLEGE-LYCEE – ETUDES LATINES GRECQUES – ECRITURE INTER ETABLISSEMENT Dans le cadre d'un concours d'écriture et d'illustration inter-établissements impliquant 5 collèges et 3 lycées de 8 communes des Yvelines, les élèves suivant des cours de langues anciennes vont rédiger un texte sur un thème imposé. Les textes seront envoyés à des classes de même niveau d'un autre établissement, qui vont les lire (premier jury). Démarre alors le concours d'illustration avec la mise en place d'un second jury composé d'un représentant de chaque classe et des professeurs concernés. Ce dernier choisit par vote les meilleures productions, textes et illustrations. Une cérémonie finale de remise de prix est prévue pendant laquelle les élèves prévoient des lectures de textes, des montages vidéos et des jeux scéniques. Un livret final des textes primés sera reprographié.	Elèves de lycées de 8 communes des Yvelines	1 860,00		Favorable	3060,00	1 860,00	60,78
208	0781984H	1	LPO LYC METIER VAUCANSON LES MUREAUX	**J'IMPROVISE DONC JE SUIS...**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DISCRIMINATION - EGALITE FILLES GARCONS - THEATRE D'IMPROVISATION Il est proposé aux élèves de réfléchir sur les thèmes de l'égalité et de la citoyenneté par le biais du théâtre d'improvisation et de recherches documentaires. Les séances de l'atelier seront animées par une comédienne de la compagnie du théâtre du Mantois. Les élèves participeront aux actions éducatives du CDI programmées autour de journées internationales de la tolérance, du droit de l'enfant... Les élèves présenteront aux autres élèves du lycée les scénettes qui restituent les situations d'improvisation.	Elèves d'une classe de primo-arrivants (UPE2A)	1 348,80		Favorable	1686,00	1 348,80	80,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

209	0782132U	0	LGT JEANNE D'ALBRET SAINT GERMAIN EN LAYE	**REAMENAGEMENT D'UN ESPACE EXTERIEUR POUR LES ELEVES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Le projet consiste à proposer aux élèves de réaménager une partie de leur cour en le décorant avec la réalisation d'une fesque street art. En association avec le CVL du lycée et accompagnés par un artiste sreet art, ils travailleront comme suit : 10 élèves réaliseront la fresque, les élèves du CVL se prononceront avec eux sur l'aménagement de l'espace avec le mobilier, deux élèves seront chargés du reporting photo.	De manière active sur le projet de réalisation de l'espace : une vingtaine d'élèves Et l'ensemble des élèves du lycée qui bénéficieront de l'espace aménagé.	1 760,00	Ville de St Germain en Laye 1257€	Favorable	3996,20	1 760,00	44,04
210	0782549X	0	LPO LOUIS BASCAN RAMBOUILLET	**STEREOTYPES, NON MERCI !**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - DICRIMINATIONS EGALITE FILLE GARCON - THEATRE FORUM Autour de la question des stéréotypes, le projet consiste à faire mener par des élèves de seconde une campagne de sensibilisation sous différentes formes : théâtre forum, vidéo de prévention, affichage... Ils seront accompagnés par plusieurs partenaires extérieurs : association Slam o féminin, compagnie 5x5 et la MJC de Rambouillet.	Deux classes de seconde générale	1 427,00		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	2027,00	0,00	0,00
211	0783447Y	0	LPO LYC METIER SIMONE WEIL CONFLANS SAINTE HONORINE	**WEBRADIO**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE – EDUCATION AUX MEDIAS – RADIO Dans le cadre de l'éducation aux medias et à l'information, les élèves découvriront l'univers de la radio et l'écriture journalistique radiophonique puis réaliseront des podcasts et une émission (textes, reportages, habillages sonores). Un partenariat avec la Maison de la radio et des visites de studios de radio (Virgin radio, studio école de France) seront organisés.	Dans le cadre de l'accompagnement personnalisé, des classes de niveau seconde bac pro tertiaire et industriel + une classe de première bac pro Gestion administrative + une classe de 3ème prépa professionnelle + un groupe d'élèves volontaires pour participer au club webradio du lycée	612,40		Favorable	862,40	612,40	71,01
212	0910755B	1	LP LYC METIER NADAR DRAVEIL	**LE CONTE, DE L'ORAL A L'ECRIT : PENSER AUJOURD'HUI, CONSTRUIRE DEMAIN**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE En partenariat avec la compagnie Le temps qui file, le lycée propose de sensibiliser les élèves à la langue française à travers l'univers du conte et de la poésie puis, à leur tour, de construire un conte.	Elèves socialement très défavorisés et en grande difficulté scolaire (filière professionnelle, section préparation et réalisation d'ouvrages électriques), quelques élèves non francophones et, sous réserve, une classe de CAP en électrotechnique	800,00		Favorable	1000,00	800,00	80,00

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

213	0920146J	0	LG MARIE CURIE SCEAUX	**EGALITE ET ENGAGEMENT : MISE EN SCENE DE « FUENTEOVEJUNA » DE LOPE DE VEGA**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATIONS - EGALITE FILLES GARCONS - THEATRE Les élèves vont être amenés à réfléchir sur l'art en tant que forme d'engagement et sur les discriminations faites aux femmes, à partir de l'analyse d'une oeuvre classique du théâtre espagnol qu'ils vont ensuite réécrire et mettre en scène. Ils seront accompagnés par la Compagnie Peu importe dans le cadre d'un atelier de mise en scène et de techniques théâtrales sur le corps et la voix. Une représentation sera donnée à l'occasion des portes ouvertes du lycée.	35 élèves de première filière générale section bachibac (binationale)	1 600,00		Favorable	2000,00	1 600,00	80,00
214	0921500F	0	LP LYC METIER VOILIN PUTEAUX	**BIEN DANS SON LYCEE, BIEN DANS SES BASKETS, BIEN DANS SA TÊTE !**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - VIVRE ENSEMBLE - CLIMAT SCOLAIRE - ESTIME DE SOI - PRESSE - DEVELOPPPEMENT DURABLE - THEATRE Afin de donner un cadre de vie propice à la réussite des élèves du lycée, il s'agit d'initier un projet autour de l'estime de soi des élèves et de la valorisation de leurs atouts : des ateliers artistiques et culturels autour de la création d'un magazine et d'un webzine (avec une illustratrice autour du dessin de presse, sur la COP 21...), la création d'un spectacle sous forme d'une biennale des talents et d'une fresque de street-art. Des sorties culturelles compléteront le parcours artistique et culturel des élèves (notamment la participation au salon de la BD à Puteaux). Diverses restitutions auront lieu dans le cadre de la quinzaine des arts au lycée, à la maison de Châteaubriand.	Elèves de 3ème prépa professionnelle Elèves de seconde CAP employés de vente et de commerce Elèves de seconde bac pro vente, commerce, gestion administration et accueil Elèves de terminale bac pro vente, commerce, gestion administration et accueil	2 000,00		Favorable	5087,00	2 000,00	39,32
215	0921625S	0	LP LYC METIER PAUL PAINLEVE COURBEVOIE	**LES 3PP MAESTRO : DECOUVERTES PLURIELLES DE LA MUSIQUE AU LYCEE PAUL PAINLEVE !**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - MUSIQUE - CINEMA - SPECTACLE VIVANT Afin d'informer les élèves sur les métiers et les compétences requises dans le domaine artistique, le lycée leur propose un parcours de découverte culturelle et professionnelle : - étude des différents métiers des arts et spectacle en lien avec le module de découverte professionnelle, en partenariat avec le théâtre et la salle de cinéma A. Gance de Courbevoie, - parcours de pratique musicale, avec des ateliers à la Philharmonie de Paris, des visites des coulisses des orchestres de Radio France, concert donné à Radio France. Ce projet sera mené en parallèle de la préparation du concert donné par le Paris Mozart Orchestra au sein du lycée dans le cadre du programme "Un orchestre dans mon bahut" auquel participe le lycée.	Elèves d'une classe de 3ème prépa professionnelle	817,60		Favorable	1022,00	817,60	80,00
216	0921677Y	1	LP PAUL LANGEVIN NANTERRE	**EN SCENE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - OUVERTURE PROFESSIONNELLE Dans le cadre de du bac pro métiers de la sécurité, il est proposé aux élèves un partenariat avec le théâtre des Amandiers afin de les sensibiliser aux multiples ouvertures professionnelles offertes par leur formation : ils visiteront le théâtre sous l'angle de la sécurité et initieront un parcours culturel avec des ateliers de pratique théâtrale et des rencontres avec des professionnels liés à un parcours de spectateur. Une restitution du travail de pratique théâtrale et un échange avec les autres élèves du lycée sont prévus en fin de projet.	Elèves de terminale bac pro métiers de la sécurité	1 610,00		Favorable	2256,00	1 610,00	71,37

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

217	0930119Z	1	LPO EUGENE DELACROIX DRANCY	**PROGRAMME D'EXCELLENCE DU CENTRE POMPIDOU**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Le projet consiste à faire découvrir aux élèves les diverses expressions artistiques contemporaines dans les arts vivants ainsi que les différents parcours professionnels au sein du centre Pompidou et de d'autres structures (centre national de la danse, journal Libération). Un parcours de visites guidées au centre et de rencontres avec des professionnels sera proposé.	Les élèves volontaires préparant le concours CEP d'entrée à Sciences Po dans le cadre de l'atelier proposé au lycée	1 250,00		Favorable	2600,00	1 250,00	48,08
218	0931430Z	1	LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE	**CLASSE EUROCK**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - MUSIQUE Le projet consiste à proposer aux élèves un parcours culturel autour de la musique rock, avec un volet de pratique avec chorale et instruments afin de créer un répertoire de reprises voire de compositions, et un volet culturel avec projection de films, analyse de paroles de chanson, atelier d'écriture, conférences, sorties concert et exposition, et partenariats (Zebrock, le Mama Festival...).	Les élèves d'une classe de seconde et les élèves isncrits aux clubs cinéma et musique du lycée. L'idée étant de mêler les nouveaux élèves du lycée à des élèves très impliqués dans le lycée et ainsi de s'appuyer sur leurs compétences et savoir-faire tout en les valorisant au service d'un projet commun.	1 300,00		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	2621,08	0,00	0,00
219	0931430Z	1	LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE	**RENCONTRES CULTURELLES SUR LES DEUX RIVES DE LA MARE NOSTRUM 2**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - MUSIQUE - CINEMA Le projet consiste dans des rencontres culturelles avec des artistes, professionnels de la musique, du cinéma et de l'histoire de l'art en lien avec la culture méditerranéenne. Les élèves se rendront à des concerts à l'occasion des festivals de musique (Banlieues Bleues, Villes des musiques du monde...) et de cinéma ayant une approche interculturelle méditerranéenne. Ils suivront également des ateliers de pratique musicale devant aboutir sur la présentation d'une petite forme basée sur l'improvisation avec des instruments de la méditerranée (oud, percussions...).	Deux classes, de première STMG et de BTS Communication	2 000,00		Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans ALYCCE qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.	4500,00	0,00	0,00
220	0931584S	0	LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE	**ATELIER THEATRE « REVES DE VIES, VIES DE REVES ? »**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - EGALITE FILLE GARCON En partenariat avec la compagnie Issue de secours en résidence à la Ferme Godier de Villepinte, et mené par une enseignante ayant obtenu la certification théâtre, l'atelier théâtre propose de faire travailler les élèves sur des scènes de confidences filles-garçons sur le thème des rêves d'avenir, sur leurs choix existentiels, leurs espoirs... Partant de textes littéraires et de textes écrits par eux-mêmes, les élèves produiront une pièce qu'ils joueront en fin d'année. Un parcours de spectateurs leur permettra d'avoir une expérience théâtrale dans des lieux culturels.	Les élèves volontaires de toutes les classes du lycée.	900,00		Favorable	2300,00	900,00	39,13

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

221	0931584S	0	LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE	**DECOUVERTE DES ARTS DU SPECTACLE : « DES UNS AUX AUTRES »**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - DANSE - CIRQUE Il s'agit d'un projet théâtral proposant un parcours de spectateurs, des rencontres autour des différents corps de métier dans un théâtre et des ateliers de pratique avec un chorégraphe en résidence au théâtre Aragon de Tremblay-en-France autour des problématiques soulevées par ses dernières créations : l'identité et l'altérité. Les élèves feront des sorties culturelles et rencontreront des artistes. Ils monteront également une forme courte de spectacle.	Une classe de seconde en enseignement d'exploration "arts du spectacle"	2 000,00		Favorable	3418,00	2 000,00	58,51
222	0931584S	1	LPO JEAN ROSTAND VILLEPINTE	**INEDITS D'AFRIQUE ET OUTREMER, PRIX LYCEEN DE LITTERATURE DRAMATIQUE FRANCOPHONE 3**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LITTERATURE Une classe de seconde va participer au prix Inédits d'Afrique et Outremer qu'organisent l'association Postures et la compagnie Issue de secours-théâtre de la ferme Godier, en partenariat avec le Tarmac et Lansman Editeur. Les élèves de différents établissements vont étudier trois pièces et en choisir une. La pièce lauréate sera publiée chez Lansman Editeur et son auteur sera accueilli en résidence pendant 2 mois à la ferme du Godier. Les élèves du lycée Rostand rencontreront les autres élèves à l'occasion d'un comité de lecture au théâtre de la ferme de Godier et lors de la mise en voix de la pièce choisie au théâtre de la ferme de Godier. Le prix sera remis dans un théâtre partenaire. Les classes participantes assisteront à des représentations de théâtre contemporain, visiteront les lieux et rencontreront les équipes artistiques.	une classe de seconde	1 440,00		Favorable	1990,00	1 440,00	72,36
223	0931738J	1	LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE	**LA ROBE VEGETALE, SCULPTURE VIVANTE**	Année scolaire 2016-2017	ENVIRONNEMENT DEVELOPPEMENT DURABLE - CULTURE Afin de les sensibiliser aux végétaux et à l'écosystème, le lycée propose aux élèves de réaliser en cours d'arts appliqués et en collaboration avec un acteur de la création contemporaine (Maison couture pour l'arts contemporain) une pièce végétale à partir de réservoirs contenant une plante vivante et son tuteur. La robe sera portée lors d'une performance autour de la coulée verte de Paris et continuera d'être visible en tant que sculpture végétale. Des visites de jardins et un parcours urbain enrichiront le projet. Le travail d'écodesign des élèves sera valorisé avec la participation à des évènements tels que ArtExpro et Mosaïque des Talents.	Une classe de première bac pro tertiaire (ARCU ou GA)	1 000,00		Favorable	2000,00	1 000,00	50,00
224	0931738J	1	LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE	**MEMOIRE EN MOUVEMENT, METTRE EN CIRQUE EMOTIONS ET SOUVENIRS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - CIRQUE - DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS Dans la continuité d'un partenariat avec le parc de la Villette sur le cirque contemporain, le lycée propose aux élèves d'écrire et de mettre en scène une petite forme circassienne autour de la rencontre intergénérationnelle (démarche artistique à partir des entretiens des élèves avec les résidents d'une EHPAD de la Courneuve). Il s'agit de leur proposer une nouvelle approche du cadre professionnel pour lequel ils se forment aux techniques de soin et d'animation. Des visites de musée autour de la représentation du corps et un parcours spectateur avec ateliers à la Villette enrichiront le projet. Les élèves présenteront leur spectacle au lycée et en tournée dans des maisons de retraite.	Une classe de première bac pro ASSP (accompagnement, soins et service à la personne).	1 240,00		Favorable	3240,00	1 240,00	38,27

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

225	0931738J	1	LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE	**ONDES CITOYENNES**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIAS Suite aux attentats de 2015, le lycée a donné la parole aux élèves et a recueilli un sentiment général de méfiance vis-à-vis des médias. Il propose un projet inter-classes autour de la radio afin de leur permettre d'éprouver l'expérience du métier de journaliste et de mener un travail de réflexion sur des sujets de société. En partenariat avec l'association Raje et le CLEMI, les élèves vont suivre un atelier de pratique journalistique, bénéficier d'une visite et de la participation à une émission à la maison de la radio, ainsi que d'une rencontre avec des personnalités du monde des idées et des medias. Ils créeront un contenu radiophonique sous forme d'une émission mise en ligne sur le site du lycée voire diffusée sur une des radios de l'association Raje.	Des élèves volontaires de tous les niveaux et de toutes les filières professionnelles du lcyée (ASSP, ARCU, GA et classes non francophones).	1 260,00		Favorable	2520,00	1 260,00	50,00
226	0931738J	1	LP ARTHUR RIMBAUD LA COURNEUVE	**LES PASSEURS : RECITS, IMAGES, PERSONNAGES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Afin de permettre aux élèves allophones de mener une réflexion sur leur parcours de vie à la croisée des chemins, le lycée propose un travail photographique avec une photographe réalisatrice : la réalisation par les élèves d'autoportraits à partir d'un objet porteur d'histoire pour chacun. Des sorties et des visites sur le thème du portrait et de la mise en scène de soi-même comme personnage de fiction seront organisées (maison européenne de la photographie, muse d'Orsay, théâtre de chaillot).	La classe des élèves allophones nouvellement arrivés (UPE2A) : ils ont tous plus de 16 ans, sont peu ou pas du tout francophones et viennent du monde entier.	1 500,00		Favorable	2632,16	1 500,00	56,99
227	0932026X	1	LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS	**PLAIDONS POUR L'HUMANITE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE Dans le cadre du concours de plaidoirie des lycéens pour les droits de l'homme du mémorial de Caen, le lycée propose aux élèves de rédiger une plaidoirie afin de défendre un cas d'atteinte aux droits de l'homme. Les élèves rechercheront des cas de violation des droits de l'homme puis choisiront de manière collective le cas définitif à défendre. Ils rencontreront des représentants de la justice, visiteront le mémorial de Caen et travailleront avec un comédien la prestance orale.	Une classe de seconde générale	560,00		Favorable	1560,00	560,00	35,90
228	0932026X	1	LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS	**¿HABEIS DICHO PINTURA ?**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Le projet propose aux élèves de deux classes de créer des audio-guides en espagnol pour expliquer des oeuvres à l'autre classe qui se rendra au musée munie de ces derniers (Louvre et Centre Pompidou) et inversement. Les audio-guides seront réalisés dans un studio d'enregistrement de la maison de la jeunesse de la ville. Les élèves se rendront par groupe de cinq dans les musées, en autonomie. A l'aide d'un carnet de bord, ils localiseront les oeuvres et relèveront certaines informations.	Deux classes de seconde étudiant l'espagnol en LV2	680,00		Favorable	1080,00	680,00	62,96

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

229	0932026X	1	LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS	**COMPRENDRE ET IMAGINER LE DEVELOPPEMENT DURABLE : ACTION !**	Année scolaire 2016-2017	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE - CULTURE Autour d'un dispositif de tournage et de montage mobile sous forme de taxi anglais proposé par l'association Baobab (l'éco-studio), les élèves vont aborder le développement durable par l'écriture puis le tournage de courts-métrages. Par la rencontre avec des intervenants issus notamment du monde du cinéma, les élèves entameront un parcours culturel.	Les élèves de deux classes, de seconde et de terminale professionnelles (le travail iner-niveau sera favorable à une démarche de tutorat entre élèves).	1 235,00		Favorable	2435,00	1 235,00	50,72
230	0932026X	1	LPO ALFRED NOBEL CLICHY SOUS BOIS	**AMOUR DU POUVOIR ET POUVOIRS DE L'AMOUR AU THEÂTRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE Dans le cadre de l'enseignement d'exploration théâtral, les élèves découvriront les arts liés à la représentation théâtrale sur le thème des enjeux de pouvoir dans les relations amoureuses. Des ateliers de pratique leur seront proposés (intervenant professionnel, MC93, théâtre de l'Aquarium, visite de théâtres, élaboration de décors et accessoires) ainsi qu'un parcours de spectateurs (Théâtre de l'Aquarium, la Cartoucherie, Espace 93 de Clichy, MC93) et un parcours critique mené en accompagnement personnalisé (dossier comme trace à conserver par l'élève, journal du lycée). Un spectacle sera donné en fin d'année.	Les élèves de seconde suivant l'enseignement d'exploration "théâtre"	1 928,00		Favorable	4056,00	1 928,00	47,53
231	0932030B	1	LPO LYC METIER MAURICE UTRILLO STAINS	**DU CORPS AUX MOTS : DE LA CREATION A L'ECRITURE D'UNE EXPERIENCE DE SPECTATEUR**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - SPECTACLE VIVANT CONTEMPORAIN - THEATRE - CIRQUE - ECRITURE Le lycée propose aux élèves de travailler sur la verbalisation écrite et orale de leur expérience de spectateur : en partenariat avec le Parc de la Villette et avec deux intervenants (doctorant en études théâtrales et responsable du pôle culturel des CEMEA), ils vont apprendre à trouver les mots pour parler d'un spectacle vivant contemporain où souvent il n'y a pas de texte ou de récit à proprement dit. Ils suivront un parcours mêlant spectacles, ateliers pratiques et théoriques.	Les élèves de terminale - option facultative théâtre	1 360,00		Favorable	2660,00	1 360,00	51,13
232	0932030B	1	LPO LYC METIER MAURICE UTRILLO STAINS	**LE LYCEE UTRILLO ET LE HIP HOP - ENCORE ET EN CORPS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE - MUSIQUE Le projet consiste à créer un spectacle avec les élèves inscrit à l'AS danse hip hop et ceux du club musique, en collaboration avec l'association hip hop art de Stains. La participation à des compétitions (battles) et des sorties culturelles permettent aux élèves d'élargir leurs connaissances culturelles dans divers domaines artistiques	Les élèves de l'association sportive Danse Hip Hop du lycée (Les élèves de l'AS se sont qualifiés aux championnats de France UNSS de danse hip hop et ont obtenu une 6ème place (5 élèves dont 4 filles)) et les élèves du club musique (intervention lors du spectacle).	2 000,00		Favorable	2500,00	2 000,00	80,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

233	0932047V	0	LPO EVARISTE GALOIS NOISY LE GRAND	**CULTURE, PATRIMOINE ET MEMOIRES POUR COMPRENDRE LE MONDE ACTUEL ET ÊTRE LE CITOYEN DE DEMAIN A TRAVERS L'EXEMPLE FRANCO-ALLEMAND**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - DISCRIMINATIONS - CULTURE - EUROPE Le projet interdisciplianire (histoire/EMC/Allemand) propose aux élèves des actions leur permettant de s'ouvrir aux monde et à la culture, autour des questions de mémoires : interventions/témoignages, concert à la Philaharmonie, ateliers de réflexion et théâtre... Ils monteront une exposition photo sur les discriminations, rédigeront un journal de bord en allemand. Les élèves de la MDL organiseront un débat.	Deux classes de terminale et quelques élèves germanistes de terminale STMG et STI2D.	1 890,00		Défavorable. Le lycée n'apporte aucune contribution financière au projet. Sur la partie mémoire du projet, il est recommandé au lycée de s'inscrire dans le partenariat noué entre la Région et le Mémorial de la Shoah.	2730,00	0,00	0,00
234	0932116V	0	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL	**JEUX SCENIQUES : COMMENT S'APPROPRIER L'ESPACE PUBLIC ?**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - VIVRE ENSEMBLE - DEVELOPPEMENT DURABLE - Autour de la question du vivre ensemble et de l'amélioration du cadre de vie, le lycée propose un atelier de construction collective : par des rencontres avec des personnalités variées et des professionnels (designers, urbanistes) et des sorties (musée, usine d'incinération) , les élèves vont aborder les enjeux de l'éco-construction, de l'upcycling, de l'architecture. Les élèves collecteront des matériaux pouvant servir à la construction d'une maquette dans le cadre d'une scénographie spatiale (avec l'association Ne rougissez pas).	Une classe de première STD2A (sciences et techniques des arts appliqués)	1 868,00		Favorable	2468,00	1 868,00	75,69
235	0932116V	0	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL	**LES COTTONFERENCES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE Le lycée propose à tous les élèves du lycée un cycle de conférences sur des thématiques sociétales en lien avec les différentes filières et dans un esprit d'ouverture culturelle (approches sociologiques, culturelles de problématiques contemporaines). Elles seront animées par des intervenants extérieures à titre gracieux et seront filmées par un photographe. Les élèves des différentes filières vont participer à l'organisation des conférences qui se dérouleront dans les locaux du cinéma Le Méliès de la ville : outils de communication, organisation, accueil des conférenciers et gestion des évènements.	Toutes les classes assisteront à une Cottonconférence au moins.	1 960,00	Ville de Montreuil 300€	Favorable	2560,00	1 960,00	76,56
236	0932116V	0	LPO LYC METIER EUGENIE COTTON MONTREUIL	**ENSEMBLE, INVESTISSONS NOS APPRENTISSAGES TECHNOLOGIQUES ET PROFESSIONNELS, POUR OUVRIR NOTRE LYCEE SUR LE MONDE**	Année scolaire 2016-2017	FORMATION PROFESSIONNELLE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE Dans le cadre d'un forum des formations à l'attention des collégiens de troisième qui va se tenir dans le district où se trouve le lycée, il est prévu que les élèves de la filière accueil s'impliquent fortement. En parallèle, de nombreuses actions d'ouverture professionnelle, sociale et culturelle seront proposées au lycée : interventions, participations actives des élèves dans différents salons, organisation de conférences au lycée, ateliers d'artistes de la ville et visite de lieux culturels. Afin de faire venir au lycée les intervenants de différentes branches professionnelles, les élèves vont créer des outils de communication et des flyers.	Les élèves des classes de secondes, premières et terminales générales, technologiques et professionnelles (bac pro Gestion-administration, Commerce, Accueil, Vente...).	1 172,00	Ville de Montreuil 500€	Favorable	3910,00	1 172,00	29,97

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

237	0932126F	1	LPO LYC METIER FRANCOIS RABELAIS DUGNY	**PRIX LYCÉEN DE LITTÉRATURE DRAMATIQUE FRANCOPHONE « INÉDITS D'AFRIQUE ET D'OUTREMER »**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - LITTERATURE Une classe de seconde va participer au prix Inédits d'Afrique et Outremer qu'organisent l'association Postures et la compagnie issue de secours-théâtre de la ferme Godier, en partenariat avec le Tarmac et Lansman Editeur. Les élèves de différents établissements vont étudier trois pièces et en choisir une. La pièce lauréate sera publiée chez Lansman Editeur et son auteur sera accueilli en résidence pendant 2 mois à la ferme du Godier. Les élèves du lycée rencontreront les autres élèves à l'occasion d'un comité de lecture et lors de la mise en voix de la pièce choisie. Le prix sera remis lors d'une soirée au théâtre Aragon de Tremblay-en-France. Les classes participantes assisteront à des représentations de théâtre contemporain des théâtres partenaires, visiteront les lieux et rencontreront les équipes artistiques.	Une classe de seconde technologique Sciences et techniques de l'hôtellerie-restauration	1 560,00		Favorable	2040,00	1 560,00	76,47
238	0932129J	1	LPO LYC METIER L'ENNA SAINT DENIS	**TOUT CE QUI SE RECYCLE**	Année scolaire 2016-2017	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Le projet consiste dans la mise en place d'un concours de la meilleure campagne de sensibilisation à la thématique du recyclage et garder propre au sein du lycée. Elle sera accompagnée d'actions pédagogiques : recherche des possibilités de recyclage au lycée, visite d'usine de recyclage, venue d'association au lycée, rédaction de slogan en anglais et d'accroche en français...	Les élèves de seconde bac pro Elec	640,00		Favorable	800,00	640,00	80,00
239	0932260B	1	LPO GEORGES BRASSENS VILLEPINTE	**S'OUVRIR AU MONDE ET A LA CULTURE – ATELIER THEATRAL AUTOUR DE L'ECRITURE CONTEMPORAINE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - LITTERATURE Dans le cadre du festival Oups Bouge ta langue initié par la compagnie issue de Secours autour du texte lauréat 2016 du prix lycéen Inédits d'Afrique et Outremer, le projet propose aux élèves de découvrir l'écriture contemporaine et une initiation à la pratique théâtrale. Les élèves rencontreront l'auteur du texte lauréat, en résidence au théâtre de la Ferme Godier, et mettront en voix des extraits de texte.	Les élèves primo-arrivants de l'UPE2A du lycée	1 500,00		Favorable	2180,00	1 500,00	68,81
240	0940111K	0	LPO GUSTAVE EIFFEL CACHAN	**EIFFELZEN : BIEN-ETRE/ORIENTATION/ARTISTIQUE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA SANTE - ORIENTATION - EGALITE FILLES GARCONS En vue du bien-être des élèves, de la construction de leur orientation et d'une ouverture artistique et culturelle, le lycée leur propose des ateliers artistiques et des visites de lieux culturels afin de découvrir le métier de régisseur. Les ateliers de pratique de la danse, du théâtre et de la sophrologie doivent leur permettre de mieux connaître leur corps et ainsi de s'éduquer à la santé.	Des élèves volontaires de toutes les classes pour les ateliers individuels et en groupe hors temps scolaire 6 classes de terminale STI et S pour un atelier de sophrologie préparation au bac Une classe de première S hispanophone pour 3 ateliers de préapration de l'artiste	1 110,00		Favorable	1835,00	1 110,00	60,49

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

241	0940111K	0	LPO GUSTAVE EIFFEL CACHAN	**INEDITHEATRE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE L'Inédithéâtre est un prix lycéen de pièces de théâtre organisé depuis 2009 par l'association Postures, le théâtre de l'Aquarium, le théâtre de Cachant et Emile et Cie / Lansman éditeur et relayé par les DAAC des rectorats. 3 pièces manuscrites sont soumises aux élèves. La pièce lauréate est choisie par les lycéens. Elle est publiée chez Lansman éditeur. La remise de prix a lieu au Théâtre de l'Aquarium et rassemble tous les élèves franciliens autour de l'auteur, avec lecture de la pièce par les comédiens et les jeunes qui le souhaitent. Cette année, le lycée propose à une classe de BTS de découvrir le théâtre contemporain et de travailler sur l'argumentation par la mise en place d'un comité de lecture de textes d'oeuvres théâtrales contemporaines.	Une classe de BTS industriel	1 650,00	Ville de Cachan 300€	Défavorable. Le projet s'adresse uniquement à des étudiants de BTS.	2784,00	0,00	0,00
242	0940115P	1	LGT ROMAIN ROLLAND IVRY-SUR-SEINE	**MISE EN SCENE DE L'ACTUALITE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIA - CULTURE - THEATRE En collaboration avec le collectif DAJA, le lycée propose aux élèves un travail approfondi sur la presse. Par la pratique théâtrale et une approche sociologique, il s'agit de développer chez eux une aptitude à la lecture critique de la presse. Des séances de sociologie, d'écriture et de théâtre animés par des spécialistes vont conduire les élèves à exercer la démocratie active. Ils présenteront une petite forme théâtrale à la médiathèque de la ville.	Une classe entière de première ES	1 500,00		Favorable	2000,00	1 500,00	75,00
243	0940115P	1	LGT ROMAIN ROLLAND IVRY-SUR-SEINE	**TRAITEMENT DE L'INFORMATION : DECRYPTAGE PAR LE THEATRE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIAS - CULTURE - THEATRE En partenariat avec Gare au Théâtre et la compagnie Lez'Armuses, le lycée propose aux élèves de décrypter le traitement et la diffusion de l'information par le biais d'un atelier de pratique théâtrale. Ils écriront ensuite et mettront en scène un spectacle qu'ils joueront à Gare au Théâtre. Ils feront également des sorties théâtre sur le thème de la propagande, des sujets d'actualité ou le rôle des medias. Un des spectacles sera suivi d'une rencontre-discussion avec les auteurs et un historien.	Une classe entière de première ES	1 740,00		Favorable	2250,17	1 740,00	77,33
244	0940115P	1	LGT ROMAIN ROLLAND IVRY-SUR-SEINE	**ATELIER THEÂTRAL EN CLASSE d'UPE2A**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE - EDUCATION A LA CITOYENNETE En partenariat avec Gare au Théâtre et la comapgnie Athena Théâtre, le lycée propose une activité théâtrale à des élèves allophones, à visée linguistique, culturelle et artistique : découverte de lieux culturels, de spectacles vivants et découverte de la pratique théâtrale à visée d'intégration sociale. Les élèves réaliseront un spectacle qui sera notamment joué à Gare au Théâtre.	La classe entière d'UPE2A (unité pédagogique d'élève allophones nouvellement arrivés en France)	1 740,00		Favorable	2700,00	1 740,00	64,44

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

245	0940580V	0	LGT MAXIMILIEN SORRE CACHAN	**MIGRATIONS ET CITOYENNETE : RETOUR D'EXPERIENCES EN IMAGES**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - CINEMA - HISTOIRE - MEMOIRE Autour d'une réflexion sur les migrations humaines et accompagnés par une documentariste professionnelle, les élèves effectueront tout un travail sur l'image (photos, journaux télévisés, cinéma...) avant d'aboutir sur la construction filmique de portraits des élèves ou de leur famille issus de l'immigration, témoins d'une expérience passée et présente.	Une classe de première littéraire	1 000,00		Favorable	1500,00	1 000,00	66,67
246	0941018W	1	LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL	**DECOUVERTE DU THEATRE CONTEMPORAIN**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE En partenariat avec l'association Postures, le théâtre de l'Aquarium et la DAAC de Créteil, le lycée propose aux élèves une découverte du théâtre contemporain par la mise en place d'un comité de lecture de textes d'oeuvres théâtrales contemporaines. Les élèves liront trois pièces et voteront pour l'une d'entre elles. Ce choix sera défendu au niveau national et la pièce choisie par l'ensemble des lycées participants sera éditée. les élèves assisteront à une représentation de théâtre au Théâtre de l'Aquarium.	Une classe de seconde générale et technologique	1 200,00		Favorable	1900,00	1 200,00	63,16
247	0941018W	1	LPO EDOUARD BRANLY CRETEIL	**INITIATION AU JOURNALISME**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - EDUCATION AUX MEDIA - CULTURE En partenariat avec la radio associative Raje, le lycée propose aux étudiants du lycée d'être initiés au journalisme et de les ouvrir ainsi à une réflexion critique sur l'information. Ils réaliseront des revues de presse accessibles surle blog du lycée.	Une classe de première année de BTS Maintenance des systèmes	1 152,00		Défavorable. Le projet s'adresse uniquement à des étudiants de BTS. Il ne comporte pas de parcours avec rencontre de professionnels et visites.	1440,00	0,00	0,00
248	0941232D	1	LP JEAN MACE CHOISY LE ROI	**MISE EN PLACE D'ATELIERS PHILO**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE Dans le cadre d'un club philo, les élèves suivront des ateliers jeux et réflexion citoyenne bimensuels animés par un auteur-journaliste au CDI une fois par semaine afin de débattre sur des thèmes liés à leurs préoccupations individuelles et collectives. Il s'agira d'un espace de parole libre et de construction d'une réflexion collective et individuelle. Une exposition mettant en scène les réflexions des élèves sera réalisée.	Toutes les classes du lycée professionnel Commerce, vente, gestion et administration, de la 3ème aux CAP en passant par les secondes, premières et terminales, à raison de 7 à 15 élèves par atelier (pause méridienne du mercredi)	1 320,00		Favorable	1650,00	1 320,00	80,00

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

249	0941232D	1	LP JEAN MACE CHOISY LE ROI	**CES HOMMES ET CES FEMMES QUI CHANGENT LE MONDE**	Année scolaire 2016-2017	EGALITE FILLES GARCONS ET DISCRIMINATIONS - CULTURE Le lycée propose aux élèves de travailler à partir de textes littéraires et historiques sur les femmes et les hommes qui ont contribué à changer le monde. En partenariat avec un photographe, ils vont réaliser une exposition photos des filles et des garçons de la classe qui vont mettre leurs pas dans ceux de ces personnages d'exception. Le lycée Armand Guillaumin d'Orly aidera à la préparation et la mise en valeur des modèles à photographier.	Les élèves d'une première professionnelle. Un partenariat avec les filières coiffure, esthétique-visagiste du lycée Guillaumin d'Orly est prévu	1 478,40		Favorable	1848,00	1 478,40	80,00
250	0942269F	0	LPO PAULINE ROLAND CHEVILLY-LARUE	**LE VIVRE ENSEMBLE : « PARLE MOI DE TOI »**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - DISCRIMINATIONS - CULTURE - LITTERATURE Organisé sur les temps de pauses hors classe, par la vie scolaire et la documentaliste du lycée, le projet vise à l'apprentissage du vivre ensemble par les élèves. Autour du fil rouge du conte, les élèves seront, avec l'aide de la maison du conte, initiés aux pratiques artistiques et aux media. Des débats seront organisés et le projet aboutira à une exposition et une intervention d'un conteur pour la mise en voix du récit écrit par les élèves.	Le projet vise l'ensemble des élèves des trois filières du lycée (pas de classe visée en particulier et implication forte des élèves du CVL)	1 514,00		Favorable	1973,86	1 514,00	76,70
251	0950164M	0	EREA FRANCOISE DOLTO BEAUMONT SUR OISE	**COHESION DE GROUPE ET DEVELOPPEMENT DURABLE**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE Le projet consiste à proposer à une classe de participer à une journée d'activités en eaux vives en pleine nature sur l'Ile de loisirs de Cergy-Pontoise, afin de fédérer la classe et de favoriser l'intégration d'attitudes transversales inhérentes à la pratique d'un sport (respect de soi et des autres, citoyenneté, responsabilité). La découvert de la faune et de la flore ainsi que le nettoyage de rives sont également prévus.	Les élèves d'une classe de 2ème année Agent Polyvalent de Restauration	706,00		Favorable	882,00	705,60	80,00
252	0950164M	0	EREA FRANCOISE DOLTO BEAUMONT SUR OISE	**JOURNEE ATOUT JEUX**	Année scolaire 2016-2017	DISCIMINATIONS - CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE En partenariat avec l'association Atout Jeux, le projet propose à tous les élèves de CAP de participer à un grand jeu au sein du lycée. Trois espaces seront aménagés dans une salle polyvalente et le CDI : jeux en bois, jeux de stratégie et jeux rapides. Les élèves joueront en petits groupes. Le projet permettra aux élèves de coopérer entre eux, de développer des savoir-faire et de prendre du recul par rapport aux contexte scolaire.	L'ensemble des élèves de CAP du lycée (restauration, mode, pressing, employés vente, agent technique)	723,00		Favorable	903,60	722,00	79,90

CP 16-440

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

253	0950164M	0	EREA FRANCOISE DOLTO BEAUMONT SUR OISE	**BALLET HIP-HOP**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DANSE - MUSIQUE En partenariat avec un intervenant hip hop (association Diapason), le lycée propose àdes élèves internes de découvrir la culture hip hop (musique, danse, graffiti) puis de construire un spectacle à présenter devant les autres élèves.	Les élèves internes du lycée	1 600,00		Favorable	2000,00	1 600,00	80,00
254	0950640E	1	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL	**FIGURES FEMININES DE LA MARGINALISATION DANS LE MONDE HISPANO-AMERICAIN**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS Ciblé sur le thème de la marginalisation des femmes à travers la mise en scène d'une pièce de Federico Garcia Lorca, La maison de Bernada Alba, le projet propose de susciter une prise de conscience des élève sur les conditions actuelles d'égalité entre les hommes et les femmes. Les élèves bénéficieront d'un atelier théâtre animé par un comédien autour de la pièce de Lorca qu'ils mettront en scène et joueront au centre culturel d'Argenteuil. Ils feront également quelques sorties culturelles.	Les élèves de deux classes, première et terminale Littéraire	1 920,00		Favorable	2400,00	1 920,00	80,00
255	0950640E	1	LGT JULIE VICTOIRE DAUBIE ARGENTEUIL	**VERTIGE(S)...**	Année scolaire 2016-2017	- CULTURE En partenariat avec la MGI et un artiste photographe-vidéaste, les élèves seront amenés à réaliser un court-métrage et un livret de photographies. Ils travailleront sur le thème du "jeu" et aborderont la notion de vertige dans l'histoire du cinéma et de la photographie : analyse de films et de photos, visites d'expositions dans différents lieux culturels.	Les élèves de trois classes de première et de terminale littéraire option arts plastiques	1 950,00		Favorable	3840,00	1 950,00	50,78
256	0950645K	0	LGT VAN GOGH ERMONT	**COPIER-COLLER : UN BOULEVERSEMENT DU RAPPORT AUX SAVOIRS ?**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE En partenariat avec la maison de la justice et du droit d'Ermont, le projet propose aux élèves de s'interroger sur le rapport aux connaissances sachant que le savoir est devenu immédiatement disponible sur Internet, et de s'informer sur les dispositions légales et juridiques d'accès à la connaissance (droit d'auteur, propriété intellectuelle, licences libres...). Les élèves produiront des oeuvres en les copiant et en les imitant pour comprendre la dimension pédagogique du geste. Ils réaliseront une exposition sur leur projet.	Les élèves de seconde générale, en enseignement d'exploration Littérature et société	702,40		Favorable	878,00	702,40	80,00

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

257	0950667J	1	LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE	**UN AUTRE REGARD SUR LE HANDICAP**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATIONS - EDUCATION A LA SANTE - HANDICAP Dans le cadre d'un projet de création d'un espace détente accessible et sécurisé pour les élèves à mobilité réduite, les élèves vont contribuer à monter le projet (plan d'aménagement, commandes fournisseurs, budget et logistique, évaluation du projet) et à décorer l'espace de fresques murales sur le thème "multi cultures".	Les élèves de deux classes de terminale bac pro Gestion administration	400,00	Ville de Goussainville 600€	Favorable	4008,35	400,00	9,98
258	0950667J	1	LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE	**POUR CHANGER LE REGARD : LES REVOLUTIONS - LA SECONDE RES NOVAE**	Année scolaire 2016-2017	DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLE GARCON - EDUCATION A LA CITOYENNETE - CULTURE En partenariat avec la Maison du geste et de l'image, le projet consiste à mettre les élèves dans une situation de questionnements tant philosophiques, littéraires que scientifiques sur les valeurs, leur origine et les savoirs acquis au lycée. Les notions abordées feront l'objet d'ateliers de réflexion et de débats puis seront traduites dans un scenario, un montage puis le tournage d'un film. Des sorties au musée et au cinéma sont prévues.	Les élèves d'une classe de seconde générale	600,00	Ville de Goussainville 1500€	Favorable	3550,00	600,00	16,90
259	0950667J	1	LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE	**JE BRASSE DE L'AIRE MAIS PAS QUE...**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Un projet d'éducation artistique et culturel est proposé à des élèves en lien avec leur formation professionnelle : ils découvriront l'univers du spectacle vivant par le biais de la contruction et de la technique : rencontre d'artistes qui travaillent le métal et la création de mécanisme pour leurs spectacles, parcours de spectacteur, ateliers de pratique artistique (construction de décors...).	Les élèves de la filière professionnelle bac pro Technicien en chaudronnerie industrielle et CAP Serrurier métallier	930,00		Favorable	1740,00	930,00	53,45
260	0950667J	1	LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE	**PARCOURS DE SPECTATEUR EN COLOMBIE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Dans le cadre de l'année de la France-Colombie, le lycée propose un parcours artistique et culturel aux élèves, par le biais d'une programmation de spectacles et d'ateliers de sensibilisation aux oeuvres théâtrales, cinématographiques et picturales d'auteurs contemporains colombiens. Après chaque sortie, les élèves écriront en espagnol des textes relatant leurs rencontres avec les oeuvres, les artistes et le slieux culturels.	Les élèves d'une classe de première littéraire	938,00		Favorable	1210,00	938,00	77,52

TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSION DES PROJETS ALYCCE
DONT RELEVE DE CONCLUSION DU COMITE DE VALIDATION DU 27 JUIN 2016

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

261	0950667J	1	LPO LYC METIER ROMAIN ROLLAND GOUSSAINVILLE	**JEUNE CRITIQUE EN HERBE A GOUSSAINVILLE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - THEATRE En partenariat avec le festival théâtral du Val d'Oise, le lycée va proposer un parcours d'éducation artistique et culturel aux élèves leur permettant de voir des spectacles et, avec un journaliste, de contribuer à l'écriture et la publication de numéros du journal "Critiques en herbes du Festival" et d'un blog pendant le festival. Ils bénéficieront de sorties aux spectacles, d'ateliers d'écriture et d'ateliers de pratiques artistiques autour des spectacles vus (utilisation de tablettes numériques).	Une classe de seconde générale	1 862,40		Favorable	3015,00	1 862,40	61,77
262	0951282C	1	LP DU VEXIN CHARS	**PEAC : LA PLACE DE LA FEMME AU JAPON ET DANS LES ARTS JAPONAIS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EGALITE FILLES GARCONS Le projet propose aux élèves de découvrir à partir de leur attrait pour le manga la culture japonaise et les problématiques contemporaines de la société japonaise : analyse des rapports hommes-femmes par le biais de conférences, d'interventions de professionnels en classe, de visites d'espaces culturels et d'ateliers de pratique.	Les élèves de la filière professionnelle industrielle et tertiaire : CAP assistant technique en milieu familial et collectif, Seconde industrielles et Seconde des métiers de la sécurité	1 625,24		Favorable	2475,24	1 625,24	65,66
263	0951763A	0	LPO LOUIS JOUVET TAVERNY	**DIRE ET ECRIRE A PARTIR DE L'HISTOIRE ET DE LA MEMOIRE DE LA SHOAH**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - MEMOIRE - CULTURE Le lycée propose un parcours scolaire culturel personnel sur trois ans autour de la mémoire de la Shoah. Pour l'année de seconde (objet de la présente demande), les élèves seront invités à exprimer leurs ressentis dans un atelier d'écriture animé par un écrivain et à se rendre sur quelques lieux de mémoire (mémorial de la shoah et mémorial des martyrs de la déportation à Paris). Les élèves donneront une lecture publique de leurs écrits à la médiathèque de la ville.	Les élèves d'une classe de seconde bac pro ASSP	1 800,00	Ville de Taverny 150€	Favorable	2894,48	1 800,00	62,19
264	0951788C	0	LPO GEORGE SAND DOMONT	**SEMAINE DES ARTS ET DE LA CULTURE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Le lycée organise une semaine des arts et de la culture pour promouvoir les clubs et les ateliers du lycée : les élèves sont impliqués dans son organisation et son déroulement acteurs des animations, réalisateurs des expositions, journalistes pour couvrir l'évènement et membres du jury), les temps d'animation ont lieu pendant les récréations (scène, concours, flashmob....) et les représentations (théâtre, slam, poésie) on tlieu chaque soir.	Les élèves du lycée de plusieurs classes de seconde, de première et de SED	1 000,00		Favorable	2000,00	1 000,00	50,00

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

265	0951824S	0	LPO DE L'HAUTIL JOUY LE MOUTIER	**CITOYENS, CITOYENNES**	Année scolaire 2016-2017	EDUCATION A LA CITOYENNETE - LAICITE Le lycée organise une semaine de réflexion sur les valeurs républicaines et les questions de l'engagement : rencontre avec des acteurs de la société civile, réflexions sur le vivre ensemble, la laïcité et les religions, les discriminations et la citoyenneté européenne. Les élèves rédigeront des articles de presse pour le journal du lycée.	Les élèves de 6 classes de première et terminale ES, L et STMG	1 120,00		Favorable	1400,00	1 120,00	80,00
266	0750419Y	0	LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY PARIS 18EME	**UN CONTAINER POUR L'AFRIQUE (SENEGAL)**	Année scolaire 2016-2017	VIVRE ENSEMBLE – CLIMAT SCOLAIRE - INTERNATIONAL Les élèves vont mener un projet d'action de solidarité internationale en envoyant un container de matériel et d'équipement dans un lycée professionnel de la mécanique au Sénégal : élaboration des besoins, liste des fournitures, achat, livraison et contrôle, acheminement jusqu'au Sénégal, organisation d'une rencontre festive bilan autour du projet avec la projection d'un diaporama.	Elèves entrant en seconde CAP vente de pièces de rechange automobiles	180,00	Ville de Paris 2320€ Mairie du 18ème : 1000€	Favorable	4040,00	180,00	4,46
267	0750419Y	0	LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY PARIS 18EME	**ART ET TECHNIQUE DES METAUX**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – ART ET TECHNIQUE Le lycée propose un parcours pédagogique sur les métaux conduit par un forgeron médiévale (association Rempart). Cette découverte de matériaux fréquemment utilisés dans le milieu professionnel fera l'objet de réalisation en atelier d'une œuvre en métal, d'une visite de la grande halle de la Villette et de son architecture métallique ainsi que d'une visite d'une forge médiévale à Soissons.	Une classe de première en mécanique automobile	1 120,00		Favorable	2446,00	1 120,00	45,79
268	0750419Y	0	LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY PARIS 18EME	**DU DERACINEMENT AUX VALEURS DE LA REPUBLIQUE : THEATRE ET CHANT EN CLASSE DE CAP**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – LAICITE – VALEURS DE LA REPUBLIQUE En partenariat avec le Centquatre, le projet consiste à engager une réflexion sur le déracinement et l'immigration et à interroger par le théâtre, l'écriture et le chant cette expérience de l'altérité culturelle et les conditions d'une intégration réussie. Il sera recherché dans les raisons de chacun de vivre en France les valeurs républicaines qu'il poursuit. L'accueil d'un artiste et un parcours de spectacles et d'exposition seront proposés aux élèves. Une restitution vidéo ou un spectacle vivant clôturera le projet dans le cadre du forum des dynamiques du territoire.	Elèves de terminale professionnelle CAP Opérateurs logistiques (profils très hétérogènes : 1/3 est arrivé en France récemment, d'autres sont allophones bien que nés en France ayant des lacunes cognitives ou linguistiques, et enfin d'autres élèves allophones bien installés dans les compétences fondamentales mais aimant la pratique du théâtre ou ayant besoin de travailler sur l'expression orale).	1 700,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût élevé du projet (100€ par élève).	2705,00	1 500,00	55,45

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

269	0750419Y	0	LYCEE PROFESSIONNEL CAMILLE JENATZY PARIS 18EME	**ACTION I LOGISTIQUE**	Année scolaire 2016-2017	VALORISATION PROFESSIONNELLE – DISCRIMINATIONS ET EGALITE FILLES GARCONS - CULTURE Afin de valoriser la filière logistique notamment auprès des jeunes filles, il est proposé aux élèves de réaliser un court-métrage de fiction sur les métiers de la logistique. Avec une réalisatrice, ils vont apprendre les techniques de création d'un film, ils filmeront dans un entrepôt puis présenteront leur film dans des salons d'orientation et au concours « Je filme le métier qui me plaît ».	Une classe de première bac pro Logistique	2 000,00	Ville de Paris 500€	Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût élevé du projet (111€ par élève).	3921,00	1 500,00	38,26
270	0750436S	0	LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON PARIS 15EME	**LES ENFANTS DE LYCEE PROFESSIONNEL LISENT AUX ENFANTS DE MATERNELLE**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE - EDUCATION A LA CITOYENNETE - LECTURE Accompagnés par une intervenante de l'association ARPLE en lecture pour enfants, les élèves vont mener un projet de lecture d'albums auprès d'enfants de maternelle. Ils vont prendre en charge un groupe d'enfants pendant toute la durée des 6 séances de lecture : déplacement, installation, lectures, échanges après la lecture.	Une classe de première professionnelle Gestion administration	1 760,00	Mairie du 15ème : 300€	Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale au regard du coût élevé de la rémunération de la formatrice (100€/h).	2340,00	1 450,00	61,97
271	0750436S	0	LYCEE PROF CLAUDE ANTHIME CORBON PARIS 15EME	**QUAND JULIETTE DEVIENT ROMEO ET ROMEO DEVIENT JULIETTE**	Année scolaire 2016-2017	EGALITE FILLES GARCONS - THEATRE Par le biais d'ateliers d'écriture théâtrale conduits par l'association 1er acte, les élèves vont être sensibilisés sur les discriminations sexuelles et participer à des jeux d'acteur les conduisant à inverser les rôles. Des ateliers d'écriture et d'expression corporelle auront lieu en classe complète ou réduite. Ils seront amenés à interpréter leur production au lycée puis dans un théâtre. Une vidéo sera réalisée mettant en avant les répétitions jusqu'à la mise en scène finale.	Une classe de 3ème prépa professionnelle	2 000,00		Favorable	2590,00	2 000,00	77,22
272	0750650Z	1	LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME	**ATELIER ARTISTIQUE AVEC LE CENTQUATRE PARIS**	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – ART ET ARTISANAT Dans le cadre d'ateliers conduits en partenariat avec le Centquatre, les élèves réaliseront avec les artistes des œuvres en lien avec leurs apprentissages chaussure et maroquinerie. Ils présenteront lors du forum des dynamiques du territoire au 104 les pièces produites mêlant leurs travaux courants en atelier et les œuvres réalisées avec les artistes.	Elèves des classes de seconde, première et terminale bac pro Cuir, métiers de la mode, chaussure et maroquinerie	300,00		Favorable	700,00	300,00	42,86

ANNEE SCOLAIRE 2016-2017

273	0750650Z	1	LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME	EGALITE FEMMES HOMMES	Année scolaire 2016-2017	EGALITE FILLE GARCON – CULTURE - Un projet autour de l'égalité femme-homme est proposé à deux classes : ateliers menés par deux associations, « Pour qu'elle revienne » et CDIFF (centre de documentation information femme-famille) : diffusion débat, production de micro-trottoirs sur le thème de l'égalité filles-garçons, intervention d'un ethnologue...	Elèves d'une classe de première ASSP et d'une classe de terminale Service Proximité Vie locale	880,00		Favorable	2100,00	880,00	41,90
274	0750650Z	1	LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME	ATTENTION, UN CLOWN PEUT EN CACHER UN AUTRE !	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Avec une approche clownesque et théâtrale, dans une série d'ateliers menés par un artiste de cirque, les élèves vont expérimenter et assister à différentes situations de communication pour apprendre à y adapter leur discours et leur corps. Ils assisteront à plusieurs spectacles du parc de la Villette en lien avec les enjeux du projet.	Elèves d'une classe de seconde professionnelle service proximité et vie locale	1 044,00		Favorable	2804,00	1 044,00	37,23
275	0750650Z	1	LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME	ET POURTANT, ELLE TOURNE	Année scolaire 2016-2017	CULTURE – THEATRE – DANSE – LITTERATURE – MARIONNETTE – FRANCOPHONIE – FEMME ET SCIENCE En partenariat avec Le Tarmac, scène consacrée aux écritures contemporaines francophones, les élèves vont travailler autour du spectacle La vie de Galilée de B. Brecht, création franco-marocaine et aborderont les thèmes de la laïcité, de la liberté de penser, de la place de la femme dans la science et dans l'art. Ils découvriront la pratique du jeu et feront une restitution dans un théâtre, une maison de retraite et au lycée. Un parcours de spectateur et une visite de la cité des sciences et de l'industrie leur seront proposés.	Classe de première professionnelle Aide, soins et services à la personne	1 300,00		Favorable	3859,20	1 300,00	33,69
276	0750650Z	1	LPO LYC METIER D'ALEMBERT PARIS 19EME	BAL RETRO-FUTURISTE	Année scolaire 2016-2017	CULTURE Il est proposé aux élèves qui vont suivre un stage dans une maison de retraite de s'interroger sur la notion de jeunesse et d'utiliser la musique et de la danse comme un pont entre les générations. Avec une danseuse de la compagnie La ressource humaine, ils vont mettre en mouvement les témoignages des personnes en maison de retraite. Le travail aboutira à la création d'une petite forme chorégraphiée : un bal rétro-futuriste où époques, musiques et danses s'entrechoqueront. Elle donnera lieu à une petite tournée dans les maisons de retraite du 19ème arr. et au lycée. Un parcours de spectateur sera également proposé à la Villette.	Une classe de première bac pro ASSP.	1 450,00		Favorable avec diminution du montant de la subvention régionale à hauteur du coût d'un spectacle et d'une exposition.	3680,00	1 070,00	29,08

Agnès EVREN
Vice-Présidente en charge
de l'Education et de la Culture

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : TABLEAU DE RELEVE DE CONCLUSIONS DU COMITE DE VALIDATION « ACTIONS LYCEENNES » DU 29 JUIN 2016

COMITE DE VALIDATION ACTIONS LYCEENNES
TABLEAU DE RELEVE DE DECISIONS
29 juin 2016

N°	Nom	Etablissement	Etablissement bénéficiaire de la dotation de solidarité	Projet	Classe	Domaine	Résumé	Date du projet	Montant de l'aide demandée au CRIF	Avis	Le cas échéant Conditions ou réserves	Co-financements de collectivités territoriales	Montant du projet	Montant aide accordée
1	**Kahina GUILLARD**	Lycée Maurice Ravel 89 cours de Vincennes 75020 PARIS		LE KALEIDOSCOPE	Seconde	CULTURE	Kahina souhaite reprendre le projet de ciné-club mis en place l'année dernière et développer une programmation sous forme de cycles : le burlesque de ses origines à nos jours, le documentaire au cinéma, le court-métrage. A travers cette approche, elle espère toucher différents types de publics. Les professeurs du lycée sont associés aux séances afin de guider les débats. Le projet vise également à permettre la réalisation d'un court-métrage qui sera projeté los du premier cycle. Il sera proposé des sorties pour les membres du club : visite d'une exposition temporaire et rencontre avec un réalisateur à la cinémathèque. Kahina et ses camarades sollicitent l'aide de la Région afin de financer notamment les sorties et les interventions prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 970,00 €	Favorable	Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans Actions Lycéennes qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.		**2 584,80 €**	
2	**Blanche BACHMANN**	Lycée Maurice Ravel 89 cours de Vincennes 75020 PARIS		MR MUN	Première S	CULTURE	Le projet s'inscrit dans la continuité des actions initiées l'année dernière. L'objectif de ce club est de permettre aux lycéens participants de construire des arguments et de débattre sur des sujets tels que les droits de l'homme, des questions environnementales, etc. Ce projet citoyen se veut aussi être un projet qui favorise la rencontre et l'échange. La démarche vise à développer les activités du club, en associant notamment les collégiens de la cité scolaire. Il est prévu de mettre en place des réunions préparatoires, de réaliser des livrets d'explication. Les élèves souhaitent participer à des MUN extérieurs à leur établissement. C'est dans ce sens qu'ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer leur déplacement et participation au BERMUN, qui doit se dérouler à Berlin.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Défavorable	Le projet se limite pour l'essentiel à une demande de financement pour un projet de voyage.		**4 925,00 €**	

3	**Elior PAPIERNIK**	Lycée Hélène Boucher 75 Cours de Vincennes 75020 PARIS		CODAGE HELENE BOUCHER	Seconde	CULTURE	Très intéressé par la programmation, Elior souhaite transmettre sa passion aux autres. C'est dans ce sens qu'il souhaite créer un club afin d'initier les élèves qui le désirent au codage informatique, ainsi qu'à un approfondissement via des logiciels spécifiques Il est envisagé de faire appel à un artiste numérique pour réaliser des interventions et d'ouvrir le projet aux collégiens. Il prévoit d'organiser des ateliers à la Gaîté lyrique afin de restituer leurs apprentissages. Le groupe sollicite le soutien de la Région afin de financer les ateliers de pratiques et les sorties.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 088,00 €	Favorable			**1 360,00 €**	**1 088,00 €**
4	**Adrien TAPIA**	Lycée Arago 4 Place de la Nation 75012 PARIS		JOURNEE DES TALENTS	Terminale S	CULTURE	Dans le prolongement du projet mis en place l'année dernière, Adrien et ses camarades souhaitent organiser une nouvelle journée des talents au sein de leur établissement à la fin de l'année scolaire. La démarche vise à valoriser les artistes en herbe qui fréquentent leur lycée. Pour cela, ils souhaitent acquérir une scène qui serait également utile pour les différentes actions développées tout au long de l'année dans l'établissement. Le projet bénéficie de l'appui du CVL et de la Maison des lycéens. Ils sollicitent l'aide de la Région pour l'achat de la scène.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable	Observation : Démarche intéressante, toutefois le comité invite les porteurs du projet à trouver d'autres financements et de mutualiser les ressources. Diminution du montant de la subvention demandée.		**4 421,00 €**	**2 000,00 €**
5	**Ahmad ZEIDAN**	Lycée Lucie Aubrac 51 rue Victor Hugo 93500 PANTIN	Oui	CREATION D'UN ESPACE RECREATIF EN EXTERIEUR	1 STI	CVL-MDL-FSE	Les élèves font le constat qu'en raison d'un manque d'aménagements récréatifs dans la cour de leur établissement, cette dernière est désertée par les élèves. Aussi, Ahmad et ses camarades souhaitent pouvoir se réapproprier cet espace en faisant en sorte qu'il réponde mieux aux besoins des lycéens. A cet effet, ils proposent d'aménager la cour afin de la rendre plus attractive, ce qui favoriserait également le maintien des élèves à l'intérieur de l'enceinte de l'établissement. Le groupe responsable du projet sollicite le soutien de la Région afin de financer l'équipement de la cour.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Défavorable	Le projet ne répond pas aux critères.		**3 348,15 €**	
6	**Ahmad ZEIDAN**	Lycée Lucie Aubrac 51 rue Victor Hugo 93500 PANTIN	Oui	JOURNEE DE FEDERATION SCHOOLDAY	1 STI	CVL-MDL-FSE	Le projet vise à permettre aux élèves d'organiser une journée avant les vacances scolaires, au cours de laquelle ils pourront mettre en place des ateliers pour éveiller la curiosité des lycéens et créer une nouvelle approche des relations professeurs/élèves. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer la location du matériel, l'acquisition de jeux de société,...	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 352,00 €	Favorable			**2 940,00 €**	**2 352,00 €**

7	**John Arthur MAMBINGO**	Lycée Lucie Aubrac 51 rue Victor Hugo 93500 PANTIN	Oui	CREATION D'UNE SALLE DE TRAVAIL EN AUTONOMIE	1 STI	CVL-MDL-FSE	Suite à la rénovation partielle du foyer des élèves, les lycéens ont formulé le souhait de pouvoir disposer d'un espace de travail qui leur permettrait de travailler en autonomie, et aux élèves des classes de premières et de terminales de réviser le BEP et le BAC. Les élèves bénéficient du soutien des enseignants, Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer l'équipement de la salle de travail.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			**4 040,14 €**	**2 500,00 €**
8	**Dadou DA SILVA**	Lycée Lucie Aubrac 51 rue Victor Hugo 93500 PANTIN	Oui	BAL DE PROMOTION	1 ELEEC	CVL-MDL-FSE	Dadou et un groupe d'élèves du lycée Lucie Aubrac souhaitent organiser un bal de fin d'année. Le projet vise à favoriser le travail en groupe en faisant travailler autour d'un objectif commun, des classes à dominante garçon et à dominante filles, afin de favoriser la mixité et l'égalité entre filles et garçons. Il vise également à favoriser une image positive chez les élèves. C'est ainsi qu'il est prévu d'organiser un événement sur l'élégance et le respect d'autrui, ainsi que le désir d'entreprendre, par la mise en relation avec différentes structures et interlocuteurs Ils sollicitent le soulen de la Région afin de financer le matériel de sonorisation, la décoration ainsi qu'une partie du buffet.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable	Observation : Financement régional hors partie des frais de bouche. Diminution du montant de la subvention demandée.		**3 755,00 €**	**1 500,00 €**
9	**Judith WESLEY**	Lycée Frédéric Bartholdi 12 rue de la Liberté 93200 SAINT DENIS	Oui	CLUB THEATRE AU LYCEE BARTHOLDI	3 MEN	CULTURE	Le projet consiste à installer un club théâtre dans le lycée. L'objectif est de réaliser chaque année au printemps un spectacle, à destination des élèves de l'établissement et en provenance également d'autres lycées situés à proximité. Il vise à permettre aux lycéens d'aller au théâtre, d'assister à divers types de spectacles, d'écrire et jouer une pièce. La Région est sollicitée afin de financer notamment les interventions prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			**3 577,00 €**	**2 500,00 €**
10	**Gabriela FERREIRA**	Lycée François Couperin Route d'Hurtault 77300 FONTAINEBLEAU		FESTIVAL COUPERIN EN SCENE 2017	1ère S	CULTURE	Gabriela et un groupe d'élèves souhaitent renouveler le festival "Couperin en scène". L'idée est de permettre aux élèves musiciens de monter sur scène le temps d'une soirée. Le projet s'inscrit dans le cadre des actions prévues pour le cinquantenaire du lycée. Il est envisagé d'organiser un grand "flashmob" avec des groupes classes et le soutien d'un intervenant de danse. Il est prévu de réaliser une exposition des photos de classe des élèves de l'année 1967 et des objets de cette période. Ils envisagent également de construire un "arbre à palabre" dans l'objectif de relater les souvenirs des anciens élèves. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer notamment les différents intervenants prévus dans le projet.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 620,00 €	Favorable	Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans Actions Lycéennes qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.		**2 420,00 €**	

11	**Megane BAUDUIN**	Lycée Gaston Bachelard 32 avenue de l'Europe 77500 CHELLES		CLUB JAPANIMATION MANGA	1ère L	CULTURE	Suite à la création d'un club manga au cours de l'année 2015-2016 dans son établissement, Mégane souhaite développer ce dernier. Pour cela, elle prévoit d'organiser des réunions hebdomadaires dans une salle dédiée, créer et éditer un light novel en écriture collaborative. Elle espère ainsi mieux faire connaître les informations sur la japanimation et le manga et fédérer une communauté de passionnés. Le groupe bénéficie du soutien de la MDL et sollicite la Région afin de financer les ateliers de dessin manga.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 085,99 €	Favorable	Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans Actions Lycéennes qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.		**1 435,99 €**	
12	**Klea Shirley RAVENEL**	Lycée Antonin Careme 1 place Gustave Courbet 77176 SAVIGNY LE TEMPLE	Oui	1-2-3 IMPRO	T CAP	CULTURE	Suite à une action initiée l'année précédente, Kléa-Shirley et un groupe d'élèves souhaitent mettre en place un atelier de théâtre d'improvisation le soir à l'internat du lycée. La démarche sera proposée à l'ensemble des élèves internes mais également aux autres élèves intéressés, L'objectif est de faire découvrir le théâtre d'improvisation aux élèves et de changer l'image du théâtre. Il est prévu de réaliser un match d'improvisation avec des comédiens à la fin du projet. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer notamment les interventions.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 000,00 €	Favorable	Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans Actions Lycéennes qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.		**1 250,00 €**	
13	**Caroline BOLLING**	Lycée Léonard de Vinci Place Léonard de Vinci 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE		CLUB DE THEATRE	Seconde	CULTURE	Le projet proposé par les élèves vise à structurer un club théâtre existant depuis deux années. La démarche vise à permettre aux élèves de pratiquer leur passion au sein du lycée et également de se préparer aux épreuves du baccalauréat. L'objectif est également de favoriser les relations filles/garçons et de dynamiser la vie de l'établissement. Il est prévu d'organiser des sorties et un spectacle lors des journées portes ouvertes. Le groupe sollicite le soutien de la Région afin de financer notamment les interventions prévues ainsi que l'achat d'éléments de décor pour le spectacle de fin d'année.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 040,00 €	Favorable			**2 550,00 €**	**2 040,00 €**
14	**Caroline PETITBON**	Lycée Léonard de Vinci Place Léonard de Vinci 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE		DE LA VIE DANS LE FOYER	1ère S	CULTURE	Suite à un sondage réalisé au sein du lycée, la majorité des élèves se sont prononcés pour une rénovation du foyer des élèves jugé peu accueillant. A cet effet, les lycéens souhaitent réaliser une fresque sur l'un des murs du foyer afin de le rendre plus vivant et coloré. Ils envisagent de représenter les filières proposées par le lycée, ainsi que des réalisations en référence à L. de Vinci. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer les interventions prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 240,00 €	Favorable	Observation : aide régionale ne concerne qu'un seul intervenant. Diminution du montant de la subvention demandée.		**2 812,00 €**	**1 120,00 €**

15	**Mehdi KESRAOUI**	Lycée Léonard de Vinci Place Léonard de Vinci 91240 SAINT MICHEL SUR ORGE		LATINO CLUB	1ère ES	CULTURE	Medhi souhaite poursuivre les actions mises en place par son lycée sur le thème de l'Amérique latine. Il propose de mieux connaître le continent sud américain à travers différentes formes d'arts (musique, danse cinéma, ...). L'idée est de proposer aux élèves des projections de films espagnols et latino-américains, des séances d'initiation à la salsa, des expositions et des menus à thèmes à la cantine et au restaurant d'application du lycée. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer les interventions et sorties prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 200,00 €	Favorable			**1 500,00 €**	**1 200,00 €**
16	**Quentin VANNIER**	Lycée les frères Moreau Route de Brunoy 91480 QUINCY SOUS SENART		LA JOURNEE DES ORIGINES	1 BTU	CULTURE	A l'occasion d'une réunion du CVL, il a été proposé de faire découvrir la diversité et lesmultiples cultures présentes au lycée. A cet effet, tous les élèves vont être sollicités et il sera établi un listing des cultures, coutumes et les perspectives de chants ou danses typiques. Il est proposé d'organiser un événement à l'occasion de la période de carnaval. La Région est sollicitée afin de participer au financement de la manifestation.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 500,00 €	Favorable	Observation : aide régionale hors partie des frais de bouche Diminution du montant de la subvention demandée.		**1 800,00 €**	**1 200,00 €**
17	**Arman ROUDIER**	Lycée Galilée 79 avenue Chandon 92230 GENNEVILLIERS	Oui	CLUB JAPON	Seconde	CULTURE	Dans la continuité des actions précédemment mises en place, Arman et ses camarades souhaitent poursuivre les activités du club Japon. Passionnés par la culture japonaise, les élèves organisent des sorties au musée et dans des institutions culturelles afin de rencontrer des spécialistes (mangaka, professeur d'origami ou de calligraphie,...). Le groupe souhaite poursuivre les activités du club et découvrir le kokedama, art du jardinage japonais venant d'une des techniques de bonsaï. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer les ateliers.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	566,00 €	Favorable			**986,00 €**	**566,00 €**
18	**Olivier TOMAS**	Lycée Jacques Prévert 23 chemin Vert de Boissy 95150 TAVERNY		ORCHESTRE DU LYCEE JACQUES PREVERT	1ère	CULTURE, CVL	Dans le prolongement du projet mis en place l'année dernière qui a permis de créer un orchestre au sein de son lycée, Olivier, élu du CVL , souhaite poursuivre les activités développées au cours de la période passée. La démarche contribue à donner aux élèves une certaine identité via le rayonnement de leur projet auprès des communes et établissements voisins. Les élèves envisagent de monter une comédie musicale. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer les interventions et le matériel.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			**5 800,00 €**	**2 500,00 €**

19	**Typhaine GODEFROY**	Lycée Marie Laurencin 51 rue Paul Cézanne 91542 MENNECY		CREATION D'UN JOURNAL DU LYCEE	1ère	CULTURE, CVL	A la suite d'une participation à un concours de "une" de journal, organisé dans le lycée, Typhaine souhaite créer un journal lycéen au sein de son établissement. La démarche vise à mieux informer les élèves sur la vie du lycée ainsi que sur les événements extérieurs. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer le fonctionnement du journal.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	400,00 €	Favorable	Observation : diminution du montant de la subvention demandée.		**458,68 €**	**365,00 €**
20	**Marine LEFEBVRE**	Lycée Geoffroy Saint Hilaire 4-6 avenue Geoffroy Saint Hilaire 91150 ETAMPES		LE DEVOIR DE MÉMOIRE	1ère S	CULTURE	Marine souhaite réaliser une exposition photos, à l'occasion d'un voyage à Cracovie, Aushwitz et Prague, afin de retracer l'histoire et la culture de la population juive pendant la seconde guerre mondiale. L'objectif consiste à sensibiliser les lycéens sur cette période afin d'entretenir le devoir de mémoire. Il est envisagé de mettre à disposition l'exposition aux collèges situés à proximité du lycée. Le groupe d'élèves impliqués dans le projet sollicite la Région afin de financer la réalisation de l'exposition.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	752,24 €	Favorable			**952,24 €**	**752,24 €**
21	**Sermin AYDIN**	Lycée Romain Rolland 21 avenue de Montmorency 95190 GOUSSAINVILLE	Oui	ATELIER DE REALISATION DE COURTS METRAGES	Seconde	CULTURE	Passionné par le monde l'audiovisuel, Sermin souhaite créer un club rassemblant différents pratiques artistiques liées à l'audiovisuel : musique/son, écriture/montage, cinématographie. La démarche consiste à découvrir chaque pratique artistique par le biais d'ateliers et/ou de rencontres avec des professionnels. Il est envisagé de découvrir différents lieux : visite de studio d'enregistrement, plateau de tournage, musée. A terme, il est prévu de réaliser un court-métrage avec le soutien d'un artiste vidéaste. Sermin sollicite le soutien de la Région afin de financer notamment les différents ateliers.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 450,00 €	Favorable			**1 940,00 €**	**1 450,00 €**
22	**Raïssa SAINDOU**	Lycée Romain Rolland 21 avenue de Montmorency 95190 GOUSSAINVILLE	Oui	AFRO NEW STYLE 2e VERSION	Seconde accueil	CULTURE	Raïssa souhaite partager sa passion de la danse avec les élèves de son lycée. A cet effet, elle souhaite poursuivre les activités du club de danse Afro new style, créé l'année dernière. L'objectif est de proposer des ateliers de danse avec l'appui d'intervenants extérieurs, afin de découvrir d'autres danses "urbaines" (breakdance, locking, poping,...) et également faire évoluer leur propre style. Il est envisagé de faire des sorties afin de découvrir des spectacles de danse professionnelles, d'organiser des "flashMobs", et de réaliser un clip de promotion de leur lycée. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer les ateliers et sorties.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 624,50 €	Favorable sous réserve	Réserve : Il convient de fournir des précisions de l'impact du projet sur la vie de l'établissement.		**2 048,50 €**	**1 624,50 €**

23	**Garance RECOING**	Lycée Hélène Boucher 75 Cours de Vincennes 75020 PARIS		PHOTO ARGENTIQUE LE CLUB	Seconde	CULTURE	Un groupe d'élèves du lycée Hélène Boucher souhaite poursuivre les activités mises en place au sein du club de photographie argentique de leur établissement. A cet effet, ils envisagent de proposer des ateliers de prise de vue, de développement, de tirage,... Ils prévoient par ailleurs d'organiser des visites d'exposition de photographie contemporaine et tisser des passerelles avec des artistes. Les élèves ont pour projet de travailler sur le thème de la photo de presse et établir ainsi un lien avec le journal du lycée. Il est prévu de réaliser une exposition au sein du lycée. Ils sollicitent le soutien de la Région pour financer l'intervenant et les sorties culturelles.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 885,00 €	Favorable			**2 379,00 €**	**1 885,00 €**
24	**Lena PETRINI**	Lycée Hélène Boucher 75 Cours de Vincennes 75020 PARIS		NEVER EVER AFTER (KOREAN POP)	1ère S	CULTURE	Le projet proposé par Léna s'inscrit dans le prolongement de la démarche mise en place l'année dernière. Elle souhaite continuer à faire découvrir aux élèves de son établissement la musique originaire de la Corée du Sud, plus particulièrement le courant hallyu, appelé Kpop. A travers les activités du club, elle propose de développer les ateliers de danse, de chant, les sorties culturelles et prévoit d'organiser un événement culturel. Le groupe d'élèves bénéficie du soutien de l'établissement. Ils sollicitent l'aide de la Région afin de financer notamment les sorties culturelles, les ateliers de pratiques et le matériel.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 019,00 €	Favorable			**2 659,50 €**	**2 019,00 €**
25	**Andrée GODECHOT**	Lycée Hélène Boucher 75 Cours de Vincennes 75020 PARIS		PARRAINAGE ET SOUTIEN SCOLAIRE	Seconde	CVL-MDL-FSE	Andrée et un groupe d'élèves de son lycée souhaitent venir en aide aux élèves du collège de son groupe scolaire. Il souhaite mettre en place des tutorats de soutien scolaire, d'aide au devoir, de préparation d'exposés dans différentes matières. A travers cettte démarche, ils souhaitent favoriser la proximité entre le tuteur et le collégien. Ils prévoient de s'appuyer sur l'association ZUPdeCO pour une formation et un accompagnement dans le projet. Ils sollicitent l'aide de la Région afin de financer les actions proposées par l'association, l'accompagnement des lycéens volontaires.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			**9 320,00 €**	**2 500,00 €**
26	**Ian GOLDSZAL**	Lycée Morvan 68 rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS		VIVRE ENSEMBLE	1ère ES	CULTURE	Ian et un groupe d'élèves souhaitent réaliser un court métrage destiné à de jeunes sourds (film sous-titré) et également à un public plus large. La démarche vise à contribuer à améliorer l'entente dans leur classe à travers un projet commun, pour mieux se connaître. L'objectif consiste également à montrer que les sourds peuvent s'adresser à des entendants et développer des liens entre les sourds et les entendants, Il est prévu d'organiser des projections au sein du lycée et des établissements géographiquement proches sur le thème du "Vivre ensemble", d'initier des débats sur l'intégration et à plus long terme de constituer une banque de données vidéos utilisables en cours. Les élèves bénéficient du soutien de la société MFP pour réaliser gratuitement la mise en accessibilité sous forme de sous-titrage. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de contribuer au financement du court métrage.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 625,00 €	Favorable			**2 025,00 €**	**1 620,00 €**

27	**Arthur CADILHAC**	Lycée Colbert 27 rue du Château Landon 75010 PARIS		LES IMPRO'BABLES DE COLBERT SAISON 2	1ère L	CULTURE	Arthur souhaite proposer un atelier de théâtre d'improvisation au sein de son établissement. Il prévoit de faire appel à une comédienne pour l'animation des séances. Il prévoit d'organiser des sorties afin d'assister à des spectacles d'improvisation professionnelle au cours de l'année. Il est envisagé de présenter des matchs d'improvisation devant public, notamment au sein du lycée. La démarche consiste par ailleurs à être un temps spécifique pour les lycéens qui le souhaitent, pour se réunir, partager et développer leur expression corporelle et orale. Les élèves sollicitent le soutien de la Région pour financer les intervenants.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 128,00 €	Favorable			**2 660,00 €**	**2 128,00 €**
28	**Anselme MC EVOY**	Lycée Pablo Picasso 2 av. Pablo Picasso 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS		CREATION D'UN CATALOGUE D'ARTS PLASTIQUES	Term L	CULTURE	Dans la continuité du projet de l'année dernière, Anselme et ses camarades souhaitent créer un catalogue de productions d'arts plastiques visant à valoriser leur travail. Il est prévu de distribuer ce support aux visiteurs de l'exposition programmée au sein du lycée. La Région est sollicitée pour participer au financement du catalogue.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Défavorable	Le projet ne répond pas aux critères. Il n'est pas à l'initiative des élèves.		**4 700,00 €**	
29	**Jade RUEL-DEROFF**	Lycée Pablo Picasso 2 av. Pablo Picasso 94120 FONTENAY-SOUS-BOIS		CAFETERIA BIO	1ère L	CVL - MDL - FSE	Afin de favoriser le fonctionnement du foyer des élèves atuellement ouvert qu'au moment des récréations, les élèves membres du CVL souhaitent y créer une cafétéria bio. Le lieu constituerait un espace de détente, d'exposition et de sensibilisation aux enjeux de développement durable. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer l'équipement nécessaire à la cafétéria.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 449,12 €	Favorable sous réserve	Réserve : Il convient de fournir des précisions sur l'implication des élèves dans la gestion de la cafétéria. Diminution du montant de la subvention demandée.		**1 449,12 €**	**1 159,30 €**
30	**Mahmoud SATOUR**	Lycée Robert Schuman 2 rue de l'embarcadère 94220 CHARENTON LE PONT		ESPACE D'ACTION CULTURELLE	1ère		Suite à une consultation des élèves via la mise en place d'une boîte à idées installée dans le hall du lycée, la majorité s'est exprimée en faveur de la création d'un espace d'action culturelle. La démarche s'inscrira en lien avec le réaménagement des espaces de vie scolaire. L'objectif consiste à créer un lieu convivial qui sera à la fois un lieu de création, d'exposition, de rencontre et de partage. La mobilisation des élèves autour de ce projet contribuera à donner une identité culturelle à l'établissement . Le groupe porteur du projet sollicite le soutien de la Région afin de financer du matériel, du mobilier et la fourniture d'arts plastiques.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 400,00 €	Favorable	Observation : diminution du montant de la subvention demandée.		**3 047,82 €**	**1 700,00 €**

31	**David M'WATI**	Lycée Arago 36 avenue de l'Europe 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES	Oui	DANSE A ARAGO	1ère S		Le projet s'inscrit dans le prolongement des actions intiées les années précédentes. David et ses camarades souhaitent reconduire l'atelier mis en place avec un danseur professionnel dans l'objectif de valoriser les talents des élèves à travers un spectacle. Le projet vise à favoriser l'organisation de rencontres et de sorties autour du thème de la danse. Il contribue à permettre aux lycéens des différents filières de se rencontrer, Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer les interventions prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 260,00 €	Favorable	Observation : diminution du montant de la subvention demandée.		**3 130,00 €**	**2 000,00 €**
32	**Yanis BENDAHMANE**	Lycée Henri Sellier 73 avenue du Colonel Fabien 93190 LIVRY GARGAN	Oui	CREATION D'UNE MAISON DES LYCEENS : AMENAGEMENT	1 STMG	CVL-MDL-FSE	Suite à des échanges au sein du CVL, il a été proposé de créer la Maison des lycéens. La démarche consiste à permettre aux élèves de disposer d'un espace d'activité identifié, lieu d'échange et de création avec pour objectif de créer une dynamique collective au sein de l'établissement. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer le matériel nécessaire au bon fonctionnement la Maison des lycéens.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable	Observation : diminution du montant de la subvention demandée.		**3 668,24 €**	**2 000,00 €**
33	**Célia RODRIGUES**	Lycée Henri Sellier 73 avenue du Colonel Fabien 93190 LIVRY GARGAN	Oui	RADIO LYCEENNE	1 ST2SS	CULTURE	Membre du journal du lycée depuis deux années, Célia et d'autres élèves souhaitent aujourd'hui travailler sur un autre média afine de développer d'autres compétences : le travail de l'oral, le travail de groupe, la confiance en soi, la maitrise de la langue. Leur démarche vise notamment à sensibiliser les autres élèves à l'importance de la liberté d'expression. Le groupe dispose d'un local pour installer le studio. Les membres du CVL et de la Maison des lycéens les soutient dans leur démarche. Ils sollicitent le soutien d ela Région afin de financer le matériel nécessaire au fonctionnement de la radio.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 096,00 €	Favorable sous réserve	Réserve : Il convient de fournir un nouveau budget prévisionnel avec complément de financement. L'aide régionale accordée ne concerne que le studio radio mobile.		**2 096,00 €**	**1 048,00 €**
34	**Léana MIRON**	Lycée du Gué à tresmes Domaine du Gué 77440 CONGIS SUR THEROUANNE		Journal lycéen "le GAT : Gastronomie Arts et Travaux"	1 STD2A	CVL-MDL-FSE	Sur proposition des membres du CVL, il a été retenu le principe de relancer le journal du lycée mis en place en 2015. C'est dans ce sens qu'un comité de rédaction a été mis en place. Le but du journal est de s'adresser à l'ensemble des élèves du lycée et de créer une cohésion. Le but est de contribuer à faciliter les échanges entre les élèves issues des différentes filières de formation du lycée. Il vise également à êtr un espace d'expression disponible pour tout le monde y compris les enseignants. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer l'impression du journal.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 776,40 €	Favorable	Observation : diminution du montant de la subvention demandée.		**2 276,40 €**	**1 298,87 €**

35	**Lucie Aline MOINE**	Lycée René Cassin 1 avenue Pierre Mendes France 77186 NOISIEL		LES JARDINS CASSINOIS	Term STI2D	CVL-MDL-FSE	Sur proposition des membres du CVL, la démarche vise à végétaliser les patios intérieurs du lycée qui étaient laissés en friches. L'objectif s'inscrit dans le cadre de la rénovation du lycée, de reconstruire les biotopes et favoriser la biodiversité afin de contribuer au bien être et au cadre de vie des élèves et des personnels fréquentant l'établissement. Le groupe sollicite le soutien de la Région pour financer le matériel nécessaire à la réalisation de cet espace.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	506,00 €	Favorable sous réserve	Réserve : Il convient de fournir un nouveau budget prévisionnel avec complément de financement.		**506,00 €**	**400,00 €**
36	**Mehdi LE MARTELOT**	Lycée René Cassin 1 avenue Pierre Mendes France 77186 NOISIEL		SOLAR CHARGE	1ère STI2D	CVL-MDL-FSE	Le projet proposé vise à installer des panneaux photovoltaïques sur un toit terrasse du lycée afin d'alimenter une station de rechargement de smartphones dans le foyer des élèves. La démarche vise également à permettre l'alimentation d'un panneau d'information situé à proximité de la vie scolaire. Ce dernier indiquera l'énergie électrique produite et économisée ainsi que la quantité de gaz à effets de serre non émise dans l'atmosphère.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 201,60 €	Défavorable	Le comité invite les porteurs du projet à inscrire la démarche dans le cadre du dispositif régional "lycées ecoresponsables"		**2 752,00 €**	
37	**Camille DA SILVA DE PINHO**	Lycée Julie Victoire Daubié 9 rue Massignon 95100 ARGENTEUIL	Oui	HIP HOP DANCE JVD	1ère S	CULTURE	Au regard du retour des élèves de son lycée sur ses différentes représentations, Camille souhaite partager sa passion de la danse hip hop . C'est dans ce sens qu'avec des camarades, ils souhaitent proposer un atelier de danse hip hop à leurs pairs ainsi qu'aux lycéens des établissements situés à proximité. La démarche vise à souder les élèves et à créer une dynamique au sein de la MDL et du lycée. Il est prévu d'organiser un spectacle à l'occasion de la journée des jeunes talents programmée pour la fin de l'année. Le groupe sollicite la Région afin de financer les interventions, ainsi que les sorties envisagées.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 384,00 €	Favorable			**1 730,00 €**	**1 384,00 €**
38	**Aline HANLIYAN**	Lycée Julie Victoire Daubié 9 rue Massignon 95100 ARGENTEUIL	Oui	BEHIND THE MIC	1ère L	CULTURE	Dans le prolongement de la démarche initiée l'année dernière, le projet proposé par Aline vise à donner la possibilité aux élèves de préparer un spectacle de fin d'année, ainsi que de participer à toutes sortes de sorties et événements musicaux (conférences, concerts, ...) afin d'enrichir leur culture et pratique musicale. Dans l'objectif de partager cette expérience avec les nouveaux élèves, le groupe souhaite organiser des concerts afin de communiquer sur leurs différentes actions. Les élèves sollicitent la Région afin de financer notamment les concerts, les rencontres d'artistes.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	472,24 €	Favorable			**777,80 €**	**472,00 €**

39	**Parnit SHARANJIT KAUR**	Lycée Julie Victoire Daubié 9 rue Massignon 95100 ARGENTEUIL	Oui	DONNE DES COULEURS A JVD	1ère S	CULTURE	La démarche s'inscrit dans l'ambition de proposer aux élèves des ateliers en lien avec la vie du lycée. L'idée consiste à faire venir dans l'établissement un artiste graffeur afin de partager son savoir-faire, à travers notamment d'un parcours culturel et d'élargir les connaissances sur les cultures urbaines. Les élèves volontaires auront la possibilité de travailler en lien avec l'artiste et d'exposer leurs oeuvres au sein du lycée dans un second temps. Il est envisagé de solliciter les insitutions culturelles de la commune. Le groupe sollicite le soutien de la Région afin de financer les interventions prévues, ainsi que le matériel nécessaire.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 312,00 €	Favorable			**1 640,00 €**	**1 312,00 €**
40	**Ali AYD**	Lycée Julie Victoire Daubié 9 rue Massignon 95100 ARGENTEUIL	Oui	ATELIER THEATRE	1ère ES	CULTURE	Le projet vise à valoriser la convivialité, l'expression artistique et la découverte des lieux culturels de la commune. Il s'inscrit dans le prolongement de l'atelier théâtre mis en place l'année dernière. L'objectif est de présenter une restitution à la fin de l'année scolaire. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer les interventions prévues, ainsi que les sorties au théâtre le Figuier Blanc et au théâtre Paul Eluard de Bezons.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 840,00 €	Favorable			**2 335,00 €**	**1 840,00 €**
41	**Souleymane SISSAKO**	Lycée Arthur Rimbaud 99 avenue de la Division Leclerc 95140 GARGES LES GONESSE		PROJET TWIN'CUP	2de CAP	CULTURE	Le projet a pour objectif de modifier une voiture de ville en voiture de course afin de participer à des courses automobiles. Le but est de développer les compétences professionnelles des élèves en mécanique et carrosserie, de découvrir de nouveaux débouchés et de rendre leurs apprentissages plus concrets et ludiques. La démarche contribue à faciliter les échanges entre les niveaux et filières du lycée. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de participer au financement du kit moteur.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			**4 500,00 €**	**2 500,00 €**
42	**Anas BOUNOUH**	Lycée Arthur Rimbaud 99 avenue de la Division Leclerc 95140 GARGES LES GONESSE	Oui	SPORT CITOYEN	AVA1	CVL-MDL-FSE	Dans le cadre de la formation du citoyen et en réaction aux événements de la fin de l'année 2015, les élèves souhaitent renforcer l'esprit de cohésion au sein de leur établissement et le vivre ensemble au-delà des différences. Pour cela, ils proposent d'organiser un séjour à la montagne qui sera l'occasion pour eux de travailler les notions de respect, de tolérance, de coopération, de partage et de dialogue. Ils espèrent ainsi qu'un cadre différent contribuera à leur permettre de plus facilement s'ouvrir et se tourner vers les autres. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer leur séjour.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Défavorable	Le projet se limite pour l'essentiel à une demande de financement pour un voyage.		**13 850,00 €**	

43	**Ahdiya SY**	Lycée Arthur Rimbaud 99 avenue de la Division Leclerc 95140 GARGES LES GONESSE	Oui	LE CONSEIL DE LA VIE LYCEENNE CREE L'EVENEMENT	Term CAP	CVL-MDL-FSE	Depuis plusieurs années, les membres du CVL du lycée Arthur Rimbaud s'investissent pleinement dans la vie de leur établissement, en lien notamment avec le CESC et le conseil d'administration. Afin de donner plus de moyens à leur instance, les élus souhaiteraient pouvoir disposer de plus de moyens matériels à l'occasion des actions mises en place. De ce fait, il semble nécessaire de disposer de matériel sono/hifi qui serait utilisé à l'occasion d'opérations telles la remise des diplômes, la course contre la faim, le bal d efin d'année...Ce matériel pourrait également servir pour les différents clubs du lycée : club théâtre, club de danse. Les élèves sollicitent la Région afin de financer le matériel sono/hifi.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable	Observation : L'aide régionale attribuée concerne les postes : publicité et petits équipements. Diminution du montant de la subvention demandée.	Mairie de Garges-lès-Gonesse	**7 909,30 €**	**1 500,00 €**
44	**Maylis DUDOUET**	Lycée Jean Pierre Timbaud 4 rue Henri Douard BP 62 91223 BRETIGNY SUR ORGE		FRESQUE MURALE	1ère S	CVL-MDL-FSE	Sur proposition des élèves et desmembres du CVL, il est envisagé de décorer deux murs de la cour du lycée. Pour cela, il est prévu de faire appel à une association d'artistes spécialisés dans les fresques murales. Le travail sera réalisé en lien avec les élèves du CVL et de la MDL, ainsi qu'avec également les professeurs d'arts plastiques et d'arts appliqués. Les représentation seront en lien avec les activités proposées par le lycée et l'internat. Les élèves sollicitent la Région afin de financer les interventions prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable	Observation : diminution du montant de la subvention demandée.		**7 850,00 €**	**2 000,00 €**
45	**Kamin MEMA**	Lycée Gustave Eiffel 9 avenue de la République 91300 MASSY		MAGAZINE LYCEEN DOUBLE FACE	1 TBAA	CULTURE	Suite à la publication du n° "O" du journal du lycée au cours de l'année 2015, les différentes contributions ont permis de dynamiser la vie lycéenne et favoriser l'appropriation par les élèves de l'expression écrite médiatisée. La démarche participe ainsi à l'amélioration de la communication au sein de la communauté scolaire et il s'agit également d'une occasion pour se mobiliser sur les valeurs de la République et du vivre ensemble. Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de financer l'impression du journal.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 719,38 €	Favorable	Observation : le comité de validation invite les porteurs du projet à trouver d'autres partenaires. Diminution du montant de la subvention demandée.		**2 419,26 €**	**800,00 €**
46	**Benedicte MAKANI**	Lycée Claude Anthime Corbon 5 rue Corbon 75015 PARIS		SUR LA ROUTE DES MONUMENTS DE PARIS ET DES MUSEES	3 NF	CULTURE	Sous l'impulsion de Bénédicte, un groupe d'élèves en classe d'accueil, veut réaliser une visite de Paris afin de mieux connaître, notamment les principaux monuments de la capitale (Opéra Garnier, Panthéon, Centre Pompidou, Université de la Sorbonne,...). Cette démarche leur permettrait également de mieux comprendre l'histoire de la capitale. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer la location de matériels, de petis équipements photo et la visite de sites culturels.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	823,00 €	Favorable			**1 263,00 €**	**823,00 €**

47	**Diane BLOIS**	Lycée Claude Anthime Corbon 5 rue Corbon 75015 PARIS		LE SPECTACLE DU CORPS DANS TOUS SES ETATS	Term bac pro	CULTURE	Diane et les élèves de sa classe souhaitent découvrir les différentes formes d'expression artistique en assistant à des spectacles et en expérimentant ce qu'il y a "de l'autre côté", à travers une pratique en atelier, des visites des lieux, des rencontres avec les équipes. Ils prévoient de réaliser un journal en images de leur année culturelle via le site de leur établissement. Ils bénéficient du soutien de leur professeur de français et du chef d'établissement. Ils sollicitent l'aide de la Région afin de financer les ateliers et les abonnements au théâtre Le Monfort et au théâtre de Chaillot.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 439,50 €	Favorable			**1 816,00 €**	**1 439,50 €**
48	**Deborah DA COSTA**	Lycée Claude Anthime Corbon 5 rue Corbon 75015 PARIS		LECTURES EN PRIMAIRE	Term bac pro	CULTURE CITOYENNETE	Dans le prolongement des actions réalisées l'année dernière avec des classes de maternelle, Deborah et ses camarades souhaitent mettre en place des interventions dans les classes de CP de l'école primaire de leur groupe scolaire. L'équipe a bénéficié du soutien de la mairie du XVème l'année dernière et espère que cette aide sera renouvelée. Les élèves sollicitent la Région pour financer l'achat d'albums.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 190,00 €	Favorable		Mairie du XVème	**1 700,00 €**	**1 190,00 €**
49	**Nathan LEFIEVRE**	Lycée Arago 4 Place de la Nation 75012 PARIS		MON LYCEE MON FOYER	1ère ES	CVL-MDL-FSE	Fortement impliqué dans la vie de son établissement, Nathan souhaite concrétiser les revendications des élèves de redonner vie au Foyer du lycée. Pour cela, il propose d'aménager le local existant par l'installation d'une cloison visant à protéger le matériel de musique et permettant également de réaliser des répétitions. Ce projet vise, par ailleurs, à permettre aux élèves de disposer d'un espace qu'ils peuvent s'approprier. Ils sollicitent le soutien de la Région pour contibuer au financement de la cloison amovible.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			**6 492,29 €**	**2 500,00 €**
50	**Hanane ZAYAD**	Lycée Alfred Nobel 20 allée de Gagny 93390 CLICHY SOUS BOIS	Oui	AD2H NOUVELLE GENERATION	Seconde	CULTURE	Zayad et ses camarades souhaitent poursuivre le club de danse mis en place depuis quelques années. Le projet a permis de créer une cohésion de groupe, à donner plus de confiance aux élèves et de transformer un loisir en passion. L'objectif est de maintenir la dynamique qui a été enclenchée en favorisant l'intégration de nouvaux élèves. Il est ainsi prévu d'organiser un spectacle à l'Espace 93. Ils sollicitent le soutien de la Région afin notamment de financer le matériel de danse et les interventions de chorégraphes professionnels.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			**4 992,00 €**	**2 500,00 €**

51	**Yahya FIDALGO**	Lycée Alfred Nobel 20 allée de Gagny 93390 CLICHY SOUS BOIS	Oui	CLUB MANGA NOBEL	Seconde	CULTURE	Sous l'impulsion d'élèves passionnés, un club manga a été créé au sein du lycée A. Nobel. Au regard des demandes exprimées par les élèves, il a été décidé de créer un scénario original de manga. La démarche contribue à permettre aux élèves de se réunir et de partager un intérêt commun, de promouvoir la culture japonaise et coréenne à travers la lecture de mangas et la découverte d'autres objets culturels. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer l'intervention d'un artiste mangaka, ainsi que le matériel de dessin.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			**3 274,00 €**	**2 500,00 €**
52	**Leo VONGSAMAY**	Lycée Germaine Tillion 48 bis rue Anizan Cavillion 93350 LE BOURGET		AMENAGEMENT ET DECORATION DU FOYER DES ELEVES	1ère S	CVL-MDL-FSE	Léo et des camarades de son lycée souhaitent aménager et équiper le foyer de leur établissement. Leur objectif est de rendre cet espace agréable pour les élèves afin qu'ils puissent s'approprier ce lieu et que le foyer contribue à faciliter les rencontres entre les différents niveaux et entre les classes. A travers cette démarche, ils souhaitent faire du lycée un vrai lieu de vie pour les élèves. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer l'équipement du foyer.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 000,00 €	Favorable			**2 500,00 €**	**2 000,00 €**
53	**Mathilde BERNARDINI PARENTI**	Lycée Samuel de Champlain 81 rue des Bordes 94430 CHENNEVIERES SUR MARNE	Oui	PASSIONNES DE MANGA (CLUB DAISUKI MANGA)	1ère S	CULTURE	Mathilde et ses camarades souhaitent créer un club de "passionnés de manga" au sein de leur lycée afin de fédérer un groupe de lycéens autour de la culture manga. Le projet se décompose en différentes étapes : rédaction d'une charte du club, organisation d'ateliers, publication du journal du club, organisation de sorie, impression de la publication,.... Cette démarche vise à rapprocher les passionnés de culture japonaise, d'élargir le code graphique des membres du club et à valoriser le projet dans le temps. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer l'intervenant, les sorties ainsi que la publication du livre.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 441,60 €	Favorable			**1 808,80 €**	**1 441,60 €**
54	**Coraline NORBERT**	Lycée Saint Exupery 2-4 rue Henri Matisse 94000 CRETEIL	Oui	FOYER DES ELEVES	1ère L	CVL-MDL-FSE	Sur proposition des élèves membres du CVL, le projet consiste en la réouverture du foyer des élèves, pour qu'il redevienne un lieu de vie des lycéens. Cela implique un réaménagement des lieux afin de permettre l'accueil des élèves pour des moments de lecture, de détente et des activités ludiques. Il est également envisagé de mettre en place des actions éducatives comme le tutorat entre élèves, la réalisation de fresque sur le mur d'expression. L'ojectif consite notamment à dynamiser le vie lycéenne au sein de l'établissement, de renforcer le lien social et le sentiement d'appartenance au lycée. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer le mobilier, le matériel nécessaire au bon fonctionnement du foyer.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable	Observation : diminution du montant de la subvention demandée.		**5 000,00 €**	**2 000,00 €**

55	**Dorian COUSIN**	Lycée Gustave Eiffel 16 chemin de la Renardière 93220 GAGNY	Oui	AMENAGEMENT D'UN ESPACE LYCEEN	1ère ES	CVL-MDL-FSE	Sur la base du constat d'une insuffisance d'espace lycéen au sein du lycée, à l'initiative des membres du CVL, il est proposé d'aménager un espace dédié aux élèves. Le projet a pour ambition de participer à l'amélioration du climat scolaire et de développer la responsabilisation et l'initiative des élèves. La Région est sollicitée afin de financer l'équipement nécessaire à l'aménagement de l'espace.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable	Observation : diminution du montant de la subvention demandée.		**6 390,00 €**	**2 000,00 €**
56	**Manal BAGDAR**	Lycée Le Corbusier 44 rue Léopold Réchossière 93533 AUBERVILLIERS	Oui	JOURNEE SOLIDAIRE-BAL DE PROMO 2017	1ère ES	CVL-MDL-FSE	Devenu une tradition du lycée, les élèves membres du CVL organisent tous les ans un bal de promo pour les élèves de terminal et les étudiants en dernière année. A l'instar des précédentes années, ils souhaitent établir un lien entre l'organisation du bal et une association partenaire à des fins d'actions solidaires et citoyennes. Par ailleurs, les artistes du lycée, sélectionnés lors d'un casting, seront invités à monter sur scène lors du bal. Manal et ses camarades bénéficient du soutien du Lycée, du FSE. Des contacts sont en cours avec la Mairie. Ils sollicitent la Région Ile-de-France pour financer une partie du bal.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable		Mairie d'Aubervilliers	**8 600,50 €**	**2 500,00 €**
57	**Fatma BOURRAINE**	Lycée Eugénie Cotton 58 avenue Faidherbe 93100 MONTREUIL		LES ELUS DU CVL CONTRE LE CYBERHARCELEMENT	1ère bac pro	CVL-MDL-FSE	Suite à des cas de harcèlement constatés dans l'établissement, les élus du CVL ont souhaité s'engager afin de sensibiliser leurs pairs. Leur objectif consiste à faire des élèves des acteurs, via l'organisation d'un théâtre forum. A cet effet, ils proposent de mettre en place une démarche de formation afin de disposer des outils nécessaires pour sensibiliser les autres élèves. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer les interventions prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 250,00 €	Défavorable	Le projet ne répond pas aux critères. Dossier non visé par le proviseur et budget incomplet. Il n'est pas à l'initiative des élèves, relève d'un projet clé en mains.			

58	**Lisa Marie GOLDZTEJN**	Lycée Van Gogh 3 rue du Général Decaen 95123 ERMONT		ATELIER BIEN ETRE ET GESTION DU STRESS	1ère S	CVL-MDL-FSE	Lisa-Marie souhaite proroger une démarche initiée depuis deux ans dans leur établissement , qui vise à permettre aux élèves à mieux gérer le stress durant l'année scolaire et à l'occasion des examens. L'objectif est de développer la confiance, d'améliorer la qualité du sommeil et d'augmenter leur efficacité de mémorisation et de concentration. Compte-tenu de l'impact des actions proposées, il est envisagé d'ouvrir l'atelier à l'ensemble des classes. La Région est sollicitée afin de financer les interventions prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 440,00 €	Favorable			**1 800,00 €**	**1 440,00 €**
59	**Sandy TRANSY**	Lycée Charles Baudelaire 1 avenue de la République 91000 EVRY	Oui	DANSE HIP HOP BAUDELAIRE	Term ASSP	CULTURE	Sandy et ses camarades souhaitent poursuivre le projet mis en place l'année dernière. Ils veulent approfondir leurs techniques de hip hop afin de monter un spectacle de danse et le présenter à l'occasion de différents événements. Le groupe souhaite également assister à des spectacles dans des structures culturelles et des festivals d'Ile-de-France, afin de découvrir la culture de la danse et avoir des sujets d'inspiration pour leurs chorégraphies. Le groupe sollicite le soutien de la Région pour financer les interventions.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 200,00 €	Favorable			**1 810,00 €**	**1 200,00 €**
60	**Maeva DELVAL**	Lycée PRONY 4 rue de Bretagne 92600 ASNIERES		FSE DE PRONY	Term ACC	CVL-MDL-FSE	Le FSE du lycée souhaite développer des ateliers liés à l'éducation, à la citoyenneté des élèves en favorisant leur accès à l'autonomie, en les rendant acteurs culturels de l'établissement et en renforçant les liens entre les élèves. A cet effet, les élèves proposent de mettre en place différentes activités : promotion des moyens d'expression, renforcement des liens entre les élèves, l'égalité homme/femme.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Défavorable	Le comité souligne que le projet ne présente que peu d'impact sur la vie de l'établissement et le budget présenté demeure en déséquilibre.			

61	**Niels BARTHELEMY**	Lycée Théodore Monod 26 avenue Léon Jouhaux 92160 ANTONY		AMENAGEMENT D'UN ESPACE DE VIE DANS LA COUR DU LYCEE	Term bac hôtellerie restauration	CVL-MDL-FSE	Sur proposition des membres du CVL, les élèves souhaitent poursuivre l'aménagement de la cour du lycée afin d'améliorer le climat scolaire en donnant aux élèves un espace de détente extérieur. Ils bénéficient du soutien de la MDL. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer l'équipement de la cour.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable	Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans Actions Lycéennes qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.		**4 089,91 €**	
62	**Samba LOM**	Lycée Adrienne Bolland 62-64 boulevard Devaux 78300 POISSY	Oui	R-BOLLAND EN DIRECT DES TALENTS		CULTURE, CVL	Le lycée A. Bolland dispose depuis une année d'une webradio : "R. BOLLAND", animée par un groupe d'élèves-animateurs. Face au succès rencontré, il est envisagé de développer cette dernière afin de l'inscrire durablement dans la vie du lycée. Avec le soutien du CVL, il est proposé d'investir tous les talents du lycée (théâtre, musique, sport). Les élèves souhaitent développer des émissions en direct. A cet effet, ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer notamment du matériel et les interventions prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	630,42 €	Favorable	Lycée expérimentateur du budget d'autonomie : projet non prioritaire dans Actions Lycéennes qui pourra être pris en compte dans le cadre du budget d'autonomie.		**1 188,30 €**	
63	**Benoit BORIE**	Lycée Jean Rostand 66 rue Fernand Bodet 78200 MANTES LA JOLIE	Oui	ROS'T EN LIVE	1ère S	CULTURE	Le club de musique du lycée a connu une nouvelle refondation grâce à la récente réhabilitation de la salle de musique. L'inscription du club au dispositif "Lycéens à la Dynamo" a permis aux élèves de préparer un concert dans le cadre du Festival Banlieues Bleues. A cet effet, le club de musique souhaite se développer afin de devenir un acteur incontournable de la vie lycéenne. Il espère recruter de nouveaux membres en impulsant une dynamique rencontres/concerts, avec le soutien du CAC Georges Brassens. Afin d'atteindre ces objectifs, les élèves sollicitent la Région pour financer les interventions prévues et du matériel de musique.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	1 634,72 €	Favorable			**2 203,40 €**	**1 634,72 €**
64	**Ludovic LAPOUGE**	Lycée Château d'Epluches 45 avenue du Château 95310 SAINT OUEN L'AUMONE		GRAFF A LA MDL	1 BACT	CULTURE, CVL	Suite à des échanges au sein de la MDL, les élèves souhaitent mettre en place un atelier graff afin de mieux identifier l'espace qui leur est dédié. A travers cette démarche, ils prévoient d'associer les élèves intéressés et de développer également une initiation à la pratique du graff pour les élèves inscrits aux ateliers organisés. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer les interventions prévues et le matériel nécessaire.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	650,00 €	Favorable			**850,00 €**	**650,00 €**

65	Edgar FILEUX	Lycée de l'Hautil 1 rue Gabriel Fauré 95280 JOUY LE MOUTIER		EXIL, EXODE, DEPORTATION, MÉMOIRE(S)	Seconde	CULTURE	Dans le cadre d'un travail sur les parcours touristiques et identitaires de Berlin et Madrid, les élèves ont pu mesurer les similitudes et différences culturelles avec la France. A cet effet, ils souhaitent réaliser un travail sur l'histoire, la mémoire à travers un regard croisé sur les trois pays. L'objectif est de permettre aux élèves de prendre conscience de l'importance et de l'influence de l'héritage historique, du patrimoine, de la mémoire collective. Il est prévu de participer au concours National de la Résistance, de visiter des lieux de mémoire en Espagne et en Allemagne, réaliser une exposition, créer et représenter une pièce de théâtre, organiser des rencontres/débats,... Les élèves sollicitent le soutien de la Région afin de participer au financement des expositions et aux déplacements prévus.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Défavorable	Le projet ne répond pas aux critères. Il n'est pas à l'initiative des élèves. L'essentiel du projet se limite à une demande de financement pour un voyage.		30 100,00 €		
66	Zyad WADAA	Lycée de l'Hautil 1 rue Gabriel Fauré 95280 JOUY LE MOUTIER		EGALITES	P3S	CULTURE	Sur proposition des membres de la MDL, il est proposé d'organiser différents temps forts au cours de l'année scolaire autour de plusieurs thèmes : l'immigraion, la lutte contre les discriminations raciales, la mémoire. A cet effet, il est proposé de mettre en place un programme diversifié : visite dans un musée parisien, projection d'un film dans le lycée, conférence-débat. Le projet vise à développer la conscience citoyenne des élèves. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer les différentes visites prévues.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Défavorable	Le projet ne répond pas aux critères. Il n'est pas à l'initiative des élèves. Coût élevé, concerne pour l'essentiel des déplacements en car.		3 391,00 €		
67	Joris POINTEAU	Lycée hôtelier des Coudraies 28d Gl de Gaulle 91450 ETIOLLES		SALON SIRHA 2017	1ère bac pro	CULTURE	Joris et ses camarades de classe souhaitent participer au salon international de boulangerie/pâtisserie de Lyon au début de l'année 2017. Ils espèrent pouvoir assister à la coupe du monde de pâtisserie. Ce projet vise à renforcer leur connaissance sur leur métier, enrichir leur savoir-faire et entrer en relation avec des professionnels. Ils sollicitent le soutien de la Région afin de financer leur déplacement ainsi que leur hébergement.	ANNEE SCOLAIRE 2016-2017	2 500,00 €	Favorable			7 390,00 €	2 500,00 €	33,83%

La Vice Présidente chargée de l'éducation et de la culture

Agnès EVREN

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-441

DU 21 septembre 2016

DÉVELOPPER LE LIEN ENTRE LES LYCÉES ET LES ENTREPRISES

Attribution de subventions à des associations pour le développement de partenariats lycées-entreprises
Attribution d'une subvention au Comité Local Ecole Entreprise d'Evry (91)
Attribution d'une subvention au lycée Théodore Monod d'Antony pour les 30 ans du bac pro

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'Education ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 relative à l'adoption du Schéma Régional de la formation initiale et continue tout au long de la vie pour 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 26 juin 2008 relative à la mise en œuvre du Schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport-cadre

VU relatif aux politiques éducatives en collèges et lycées ;
La délibération n° CR 84-11 du 29 septembre 2011 relative à la réussite des

VU élèves, « paroles de lycéen-ne-s », la suite de la consultation ;
La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 Nouvelle ambition pour l'égalité et

VU la réussite de tous les lycéens : le projet éducatif régional ;
La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du

VU conseil régional à sa commission permanente ;
La délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 de délégations de pouvoir du

VU conseil régional à sa présidente ;
La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement

VU budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour

VU les jeunes franciliens ;
La délibération n° CR 94-16 du 19 mai 2016 portant sur l'ouverture des lycées sur le

VU monde de l'entreprise ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la commission de l'Education ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

VU Le rapport CP 16-441 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Adopte le règlement d'intervention portant sur la mise en œuvre de la politique régionale relative à l'ouverture des lycées sur le monde de l'entreprise figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2

Décide de participer au titre du dispositif « Ouvrir les lycées sur le monde de l'entreprise » au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **197 700 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires, de conventions conformes au modèle type approuvé par délibération CR n° 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **197 700 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme « Schéma des formations » (128005), Action « Réussite des élèves » (12800501) du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2 à la délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération N°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3

Décide de participer au titre du dispositif « soutien aux initiatives locales des organismes ou associations concourant à l'information pour l'orientation des jeunes » au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **40 000 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par les bénéficiaires de conventions conformes au modèle type approuvé par délibération CR n° 84-11 du 30 septembre 2011 et modifié par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016, et autorise la présidente du Conseil régional d'Ile-de-France à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** prélevée sur le chapitre 931 « Formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 10 « Services communs », programme HP10-002 « Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage », action « Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi » (11000202) du budget régional 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2 à la délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **20 000 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », Programme « Schéma des formations » (128005), Action « Réussite des élèves » (12800501) du budget régional 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 2 à la délibération.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention objet de la fiche-projet n° 16014364 à compter du 1er juin 2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération N°CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 : REGLEMENT D'INTERVENTION

OUVRIR LES LYCÉES SUR LE MONDE DE L'ENTREPRISE

Règlement d'intervention régional

1. Contexte et objectifs

Par délibération n° CR 94-16 du 19 mai 2016, la Région s'est engagée à enrichir les partenariats régionaux à disposition des EPLE, qui concourent à rapprocher et créer des liens concrets entre lycées et acteurs de l'entreprise. Ce rapprochement doit permettre aux lycéens, mais aussi aux équipes éducatives de mieux appréhender les réalités de l'entreprise, des métiers qui y sont exercés et d'agir ainsi sur la construction de leurs choix d'orientation.

La Région s'engage également à soutenir le développement des CLEE (Comités Locaux Ecole Entreprise ou Economie) en Ile-de-France. Espaces d'échange et de concertation expérimentés au sein des académies, ils visent à renforcer les relations entre les établissements et les entreprises sur un bassin de formation, à travers l'organisation d'actions partenariales concrètes (visites d'entreprises, témoignages des professionnels, parrainages, etc.). Ces structures peuvent regrouper des professionnels de l'éducation (collèges, lycées – publics/privés – lycées agricoles, maisons familiales et rurales), les CIO, les professionnels du monde économique (entreprises, organisations, associations, etc.), les structures de l'insertion et de l'emploi (missions locales, Pôle Emploi, maisons de l'emploi, etc.) ainsi que les collectivités locales.

Le soutien de la Région s'articule autour de 2 objectifs :

- Donner les clefs aux jeunes pour comprendre le fonctionnement de l'entreprise et plus globalement du monde du travail : en leur permettant de découvrir l'entreprise, ses métiers et son organisation, en les sensibilisant à l'entrepreneuriat, en les aidant à décrocher plus facilement un stage et en les formant à la recherche d'emploi ;
- Favoriser le dialogue entre lycées et entreprises à travers leur mise en réseau dans le cadre d'un espace de proximité pertinent, le bassin d'éducation et de formation; en soutenant l'activité et le développement des Comités Locaux Ecole Entreprise (CLEE) ;

2. Public visé par le dispositif

Ce dispositif s'adresse à tous les lycéens et plus particulièrement aux élèves :

- Des classes de seconde qui sont encore dans la définition de leur orientation ;
- Des filières ou lycées professionnels qui vont être amenés à côtoyer l'entreprise au cours de leur formation (stage obligatoire) sans forcément disposer des codes nécessaires, et particulièrement ceux intégrant un parcours mixte ;
- Scolarisés dans les territoires de la politique de la ville, et dans les territoires ruraux ;

3. Structures éligibles

3.1. Concernant le soutien aux partenariats régionaux

Les structures suivantes sont éligibles au financement régional :

- Les personnes morales de droit public ;
- Les personnes morales de droit privé à but non lucratif agissant dans les domaines de l'éducation, de la formation, de l'emploi, de l'insertion et du développement économique ;

3.2. Concernant le soutien aux CLEE

Les CLEE sont organisés en réseau et ne sont pas dotés d'une personnalité juridique. Aussi, les CLEE devront désigner un EPLE, membre du réseau, comme porteur du projet. C'est cet établissement qui est éligible à la subvention régionale, pour la mise en œuvre des actions du CLEE. L'EPLE devra intégrer dans son budget un chapitre spécifique destiné à financer les actions liées au fonctionnement et au développement des CLEE.

4. Projets éligibles

Les actions pouvant être soutenues financièrement par la Région Ile-de-France doivent concourir à au moins l'un des deux objectifs définis au point 1.
À titre d'exemple, il peut s'agir :

- De formations aux techniques de recherche d'emploi ;
- D'immersions en entreprises dans le cadre de visites ;
- D'interventions de professionnels au sein des classes voire d'action de tutorat ;
- De présentations de métiers ou de sensibilisations à l'entrepreneuriat ;
- De développement de réseaux locaux concourant à l'objectif de rapprocher lycées et entreprises, tels que les CLEE.

Pour être éligibles à un soutien de la Région, les projets doivent également répondre aux critères suivants:

- S'adresser aux publics lycéens ou mettre ce public au cœur de leur action ;
- Couvrir, dans la mesure du possible, l'ensemble du territorial régional ;
- Être inscrits ou développer des actions dans un secteur d'activité porteur d'emploi ;

5. Procédure d'instruction et de sélection

L'identification et la sélection des projets est opérée suite à l'envoi d'un dossier de demande de subvention à la Région Île-de-France. Un appel à projets pourra être lancé pour cela.
En tout état de cause, les modalités de dépôt des dossiers seront définies chaque année et publiées sur le site institutionnel de la Région Ile-de-France : http://www.iledefrance.fr/

Les dossiers de présentation des projets font l'objet d'un examen préalable afin d'apprécier la recevabilité des projets compte tenu des critères précités.

Les projets sélectionnés sont soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France, qui attribue annuellement le cofinancement régional, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

6. Modalités de la subvention :

6.1. Montant de la subvention :

Le montant de la subvention régionale est plafonné à 80 000 € par an et par action ou programme d'actions.

Concernant le soutien aux partenariats régionaux, la subvention peut couvrir au maximum 80 % des dépenses éligibles calculées sur la base du budget prévisionnel présenté par la structure au moment de sa candidature. Le projet devra être cofinancé a minima par le bénéficiaire et/ou une autre structure partenaire.
Concernant le soutien aux CLEE, il peut s'élever jusqu'à 100 % des dépenses éligibles calculées sur la base du budget prévisionnel présenté par la structure au moment de sa candidature.

6.2. Dépenses éligibles :

Sont éligibles au financement régional l'ensemble des dépenses relatives à la mise en œuvre des actions concourant au rapprochement entre lycéens et monde de l'entreprise et notamment les dépenses suivantes : interventions dans les établissements, réalisation des supports pédagogiques, matériel pédagogique, actions de communication, frais de fonctionnement, etc.

7. Versement de la subvention :

Le versement de la subvention est subordonné à la signature d'une convention entre la Région et le bénéficiaire. Cette convention, à la demande du bénéficiaire, peut être pluriannuelle, dans la limite de trois ans maximum. La Région se réserve le droit de refuser cette pluri-annualité.
Dans le cas des conventions pluriannuelles, la reconduction du soutien financier régional s'effectue chaque année par la Commission permanente, sur la base d'un bilan intermédiaire et selon l'appréciation de la Région.

La subvention est versée dans le respect des règles posées par le règlement budgétaire et financier de la Région.

8. Résultats attendus et évaluation

Les actions doivent permettre aux jeunes lycéens de se familiariser avec le monde de l'entreprise, pour une meilleure définition de leur projet professionnel, la sécurisation de leur parcours de formation, notamment dans les filières professionnelles, et une meilleure insertion sur le marché du travail.

La Région assure un suivi des actions financées, par la participation, à sa demande, aux instances de pilotage organisées par les porteurs de projets. Ces rencontres permettent notamment de vérifier le respect des orientations régionales, la bonne mise en œuvre de l'action et la qualité du dialogue et du partenariat engagés, ainsi que l'implication des différents acteurs dans la mise en œuvre des projets.

Par ailleurs, la Région est particulièrement attentive à la réalisation de bilans quantitatifs et qualitatifs. Ces bilans devront parvenir dans un délai d'un an à partir de la date de la commission permanente qui a validé le projet afin de bénéficier de la subvention et feront apparaitre, selon la nature des projets, notamment les indicateurs suivants :

- Nombre de bénéficiaires de l'action par typologie (élève/enseignant, genre, niveau, filière, établissement…) ;
- Nombre et identification des établissements partenaires (nom, ville,…) ;
- Nombre et typologie des entreprises partenaires par secteur d'activité et par taille.

ANNEXE 2 : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-441	Budget	2016

Chapitre	**931 - Formation professionnelle et apprentissage**
Code fonctionnel	**10 - Services communs**
Programme	**110002 - Mesures transversales d'accompagnement de la formation professionnelle et de l'apprentissage**
Action	**11000202 - Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi**

Dispositif : N° 00000032 - Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes

Dossier	16014364 - CONVENTION CAPEB-MIP-UL PROMOTION DES METIERS DU BATIMENT			
Bénéficiaire	R10771 - CAPEB REG IDF			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 669,55 €	TTC	19,67 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000032 - Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	20 000,00 €

Total sur l'imputation 931 - 10 - 110002 - 11000202	20 000,00 €

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000032 - Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes

Dossier	16013321 - 30 ANS DU BACCALAUREAT PROFESSIONNEL - LP THEODORE MONOD ANTONY			
Bénéficiaire	R3614 - LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 245,75 €	TTC	56,74 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000032 - Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	20 000,00 €

Dispositif : N° 00000967 - Ecole Entreprise

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-441	Budget	2016

Dossier	16003940 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - ECOLE ET VIE LOCALE			
Bénéficiaire	R10767 - ECOLE ET VIE LOCALE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 000,00 €	TTC	41,67 %	15 000,00 €	

Dossier	16013005 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CAPEB			
Bénéficiaire	R10771 - CAPEB REG IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
101 669,55 €	TTC	9,84 %	10 000,00 €	

Dossier	16013148 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - BGE			
Bénéficiaire	R15807 - BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 000,00 €	HT	80 %	40 000,00 €	

Dossier	16013151 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE			
Bénéficiaire	R38738 - ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 000,00 €	TTC	39,22 %	40 000,00 €	

Dossier	16013154 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - 100 000 ENTREPRENEURS			
Bénéficiaire	P0024217 - 100 000 ENTREPRENEURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
247 082,00 €	TTC	12,14 %	30 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-441	Budget	2016

Dossier	16013283 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CROISSANCE RESPONSABLE			
Bénéficiaire	R23791 - INSTITUT DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
120 000,00 €	TTC	16,67 %	20 000,00 €	

Dossier	16013312 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CLEE D'EVRY			
Bénéficiaire	R3329 - LPO LYC METIER GEORGES BRASSENS COURCOURONNES			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 500,00 €	TTC	80 %	10 000,00 €	

Dossier	16013782 - ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - LE RESEAU			
Bénéficiaire	P0035103 - ASSO RESEAU NATIONAL ENTREPRISE EDUCATION			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	32 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
48 804,00 €	TTC	67 %	32 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000967 - Ecole Entreprise	197 700,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	217 700,00 €

ANNEXE 3 : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014364

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CONVENTION CAPEB-MIP-UL PROMOTION DES METIERS DU BATIMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	101 669,55 €	19,67 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 931-10-6574-110002-400
11000202- Promotion des métiers, de la formation et de l'emploi

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPEB REG IDF
Adresse administrative : 4 RUE GALVANI
75838 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur Dominique METAYER, Président

Date de publication au JO : 19 avril 2005

N° SIRET : 40409938400038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet.

Objectifs :
Comment découvrir les métiers de l'Artisanat du Bâtiment auprès des artisans et des apprentis, pour un meilleur élargissement des choix professionnels ?
Les actions de la CAPEB ont pour but premier d'inciter les jeunes à se diriger vers le secteur de l'Artisanat du Bâtiment en les informant sur les formations et les métiers existants.
C'est aussi un moyen de revaloriser l'image de l'Artisanat du Bâtiment auprès du grand public en lui donnant un aperçu de la diversité et de la richesse des métiers du Bâtiment.
Le travail de fond fourni depuis plusieurs années porte ses fruits :
Les centres d'apprentissages reçoivent des jeunes ayant fait un véritable choix d'orientation ;
Chaque année de plus en plus de candidatures spontanées et confirmées ;
Une meilleure intégration auprès des entreprises avec des apprentis volontaires.
Les métiers sont toujours perçus comme étant difficiles, mais on peut y gagner très correctement sa vie à condition de fournir un travail de qualité. L'image même de l'artisan est plutôt positive et valorisante.

Par ailleurs de vraies opportunités professionnelles s'ouvrent aujourd'hui aux jeunes garçons et filles grâce aux évolutions techniques, à l'adaptation des dispositifs de manutention et aux besoins de main d'œuvre qualifiée.
Les objectifs de ces actions sont donc :

- D'élargir les choix d'orientation professionnelle des filles et des garçons, en faisant connaître les métiers de l'Artisanat du Bâtiment.
- Développer l'apprentissage
- Sensibiliser aux évolutions sociales, économiques et environnementales induites par les enjeux du développement durable.
- Dialoguer, échanger sur la vie professionnelle d'un artisan, ouvrier ou dirigeant.

Description :
La CAPEB s'engage sur deux actions principales : les « Artisans Messagers » qui se déroulent sur une année scolaire et les « Journées des métiers de l'artisanat du bâtiment et du patrimoine » organisée pendant deux jours.
Ces animations ciblent les jeunes de niveau de pré-qualification, niveau IV et/ou niveau V.
Parallèlement, les outils d'information et de communication sur les métiers de l'artisanat du bâtiment et les filières de formation seront retravaillés et réimprimer.

La convention prévoit :

- Les « Artisans Messagers »

Depuis qu'elle existe, cette animation est une véritable politique active de découverte de la réalité des métiers des artisans du bâtiment. Soutenue par le ministère de l'Education Nationale, l'essentiel du dispositif repose sur l'idée qu'il faut rendre le jeune acteur de son orientation et lui donner une image de la diversité et de la richesse des métiers artisanaux alliant savoir-faire traditionnels et innovation technique.
Grâce à la construction de la maquette rénovée en 2007, au-delà des savoir-faire des professionnels, l'animation permet de mettre l'accent sur la construction de l'habitat dans le respect de l'environnement, les techniques innovantes, la précision des manipulations et la performance des outils actuels.

Les acteurs de l'action :
Ces opérations sont animées par des artisans, actifs ou retraités, pendant 3 jours. Le but est de sensibiliser les jeunes en âge de faire des choix de formation et de les encourager à s'intéresser aux filières du bâtiment. Les questions d'orientation et d'emploi sont intégrées dans ces animations qui s'inscrivent dans le cadre des dispositifs de parcours de Découverte Professionnelle.
L'intervention des « artisans messagers » est une action syndicale, propre à la CAPEB. Elle est aussi sociétale dans la mesure où elle sensibilise des jeunes à la nécessaire protection de l'environnement et à l'intérêt que les métiers du bâtiment présentent à cet égard. Devenir artisan messager, c'est avant tout être conscient des enjeux économiques du secteur, être sensible à l'avenir des jeunes mais aussi continuer à être un vecteur naturel d'insertion.

Le contenu de l'animation :
L'action « Artisan Messager » se déroule sur toute une journée pendant laquelle les jeunes vont découvrir la diversité des métiers du secteur à travers des exercices, des mises en situation et par le montage d'une maquette d'un porche reprenant l'intervention d'un ensemble de corps de métiers.
L'animation s'articule autour de 2 modules de 3 heures chacun.
Module 1 : découverte des métiers du bâtiment à travers un diaporama et des exemples sur l'habitat et un jeu pédagogique axé sur le lien avec la qualité environnementale. Ce module comprend plusieurs séquences :
- la présentation de deux diaporamas sur :
La variété de l'habitat et son évolution jusqu'à la présentation d'habitats respectueux de l'environnement ;
Les étapes de construction d'une maison en lien avec le métier ou les métiers concernés.
- l'organisation d'un jeu pédagogique par groupe d'élèves sur la découverte des métiers du bâtiment à partir d'objectifs de réalisations à « qualité environnementale » : l'idée est d'associer un objectif (ex :

économiser l'eau à l'aide d'une cuve de récupération d'eaux pluviales) et un métier à l'aide de cartes métier (ex : le terrassier).
Module 2 : découverte des métiers du bâtiment à travers la construction d'une maquette de maison rénovée pour être en lien avec les techniques environnementales actuelles.
Le second module d'animation est la construction d'une maquette d'une maison respectueuse de l'environnement. Ce module est en lien avec l'animation découverte, puisqu'il permet la mise en œuvre concrète des exemples du premier module. En effet, la première animation propose une réflexion et une découverte de l'application du développement durable à l'habitation, tandis que le second module est la mise en application des techniques de rénovation d'une maison respectueuse de l'environnement.
Le but principal de l'animation est de permettre aux enfants d'appréhender les métiers du bâtiment lors de la construction d'une maquette. Les élèves utilisent de vrais matériaux et les outils adaptés à la construction de la maquette. Chaque élève aura la possibilité de s'essayer à quelque geste de base de ces métiers.
Le second objectif est d'illustrer les moyens à disposition pour permettre la réalisation de la maquette.

Impact de l'animation :
L'action "Artisans Messagers" fait ses preuves depuis plusieurs années auprès de nombreux collégiens. Les échanges sont très riches entre artisans et jeunes et une journée entière dans une classe permet de prendre le temps d'expliquer en détail tous les contours d'une profession.
Les établissements scolaires sont toujours très demandeurs de ces interventions et au fil des ans un contact important s'est créé avec les enseignants de certains établissements. Cela permet d'avoir de très bonnes conditions de travail et une qualité de l'intervention des artisans.
La Région Île-de-France cofinance une vingtaine d'actions par année scolaire ce qui permet de toucher près de 400 jeunes tous les ans.

- Les « Journées des métiers de l'artisanat du bâtiment et du patrimoine »

La CAPEB Île-de-France souhaite poursuivre ses efforts de communication en matière d'image et de connaissance du secteur de l'artisanat du bâtiment, de ses métiers et de ses filières de formations. Elle propose alors une manifestation de deux jours organisée sur des sites qui ont un patrimoine bâti riche avec une histoire. Pendant ces deux journées, un parcours de découverte des métiers de l'Artisanat du Bâtiment est proposé aux visiteurs. Des stands de démonstration et d'ateliers pratiques tenus par des professionnels et des jeunes en formation présentent un ensemble de métiers où chacun peut s'essayer à quelques gestes techniques auprès du professionnel ou de l'apprenti présent.

Les lieux de la manifestation :
Les journées des métiers de l'Artisanat du Bâtiment et du Patrimoine Bâti se sont déroulées depuis leur création dans différents lieux afin de mobiliser le plus grand nombre possible d'établissements scolaires et de départements. Cette manifestation a été accueillie dans plusieurs lieux d'exception : le domaine régional de Villarceaux, la Commanderie des Templiers de Coulommiers, la petite ferme de Janvry ou encore le château de Magny les Hameaux.
Dans la mesure du possible, la CAPEB essaye de changer de département régulièrement afin de pouvoir toucher des établissements différents.

Les destinataires :
Ces journées sont destinées au même public que les actions « Artisans Messagers » c'est-à-dire aux élèves des collèges d'Île-de-France et aux lycéens en recherche d'orientation. Il est demandé de favoriser lors des inscriptions, la constitution de groupes mixtes car la CAPEB travaille particulièrement sur l'accès des jeunes filles aux métiers de l'Artisanat du Bâtiment grâce à l'évolution des métiers et à l'amélioration des conditions de travail.
Des retours de la part des enseignants sont régulièrement demandés et en 2015 une enquête de satisfaction a été remise à chaque encadrant de groupe scolaire. L'analyse de ces enquêtes montre que la manifestation a trouvé son public et que les avis des visiteurs sont très positifs.

La CAPEB invite également chaque année :
- les Professeurs, les Conseillers d'Orientation-Psychologues et Conseillers Principaux d'Éducation,
- les Intermédiaires de l'emploi (PÔLE EMPLOI, MDEE, PLIE, missions locales…)
- les Fédérations de Parents d'élèves.

Les « Journées des métiers de l'Artisanat du Bâtiment et du Patrimoine » regroupent un peu plus d'une centaine d'intervenants sur deux jours de manifestation et accueillent environ 800 jeunes ainsi qu'une centaine d'accompagnateurs.

Les intervenants

Toutes les générations de notre secteur se mobilisent pour l'Artisanat du Bâtiment. Nos équipes se composent:

- De professionnels en activité qui animent des ateliers de démonstrations ou des ateliers pratiques pour faire participer les jeunes et leur faire découvrir la diversité de leurs métiers. Professionnels de l'artisanat mais aussi de métiers annexes (maitrise d'œuvre…).
- De jeunes apprentis de plusieurs CFA du bâtiment et de lycées professionnels ainsi que leurs formateurs et professeurs qui tiennent un pôle orientation et démonstration de savoir-faire. Le fait que des jeunes puissent parler de leur formation et de leur futur métier est un atout très important pour la manifestation.
- Des retraités (anciens adhérents des CAPEB départementales, Parrains Pro-BTP, …) qui reçoivent et accompagnent les groupes d'élèves sur l'ensemble du parcours de la manifestation. Ils ont pour rôle principal de rendre interactive la visite en incitant à poser des questions, en narrant des anecdotes, etc.
- Des « Artisans Messagers », qui animent un stand et tracent une carte générale du secteur du bâtiment.

Impact attendu :

Depuis l'organisation de cette manifestation, on peut remarquer que les ateliers pratiques, qui sont la base de cet événement, attirent beaucoup les élèves et facilitent les échanges avec les professionnels et les jeunes en formation. Le dialogue de jeunes à jeunes est un élément très important pour la réussite de cette action et favorise la relation école-entreprises. Les visiteurs ont à la fois une relation de proximité avec les professionnels du bâtiment (des chefs d'entreprises en activité et des retraités) et un échange privilégié avec les apprentis en formation dans nos filières.

Cet événement est aussi le moyen de valoriser les apprentis ou lycéens démonstrateurs dans leur parcours de formation. Ils peuvent ainsi mettre en avant leur expérience et leur savoir-faire déjà acquis. A chaque fois, ils sont enchantés de leur participation et ne demandent qu'à recommencer.

Ce travail de valorisation de la filière apprentissage est payant. Lors de la manifestation, les CFA proposent à des jeunes motivés de venir réaliser des stages de découverte des métiers au sein de leurs établissements. L'an dernier à la suite de la manifestation 21 jeunes ont participé à des stages de découverte des métiers et 13 se sont inscrits dans les CFA partenaires.

A travers cette découverte des métiers sur ces sites majestueux, La CAPEB participe peu à peu à la revalorisation de l'image d'un secteur bien souvent méconnu, qui offre pourtant des possibilités d'emploi.

Par ailleurs, un travail avec les enseignants et les orienteurs se profile de plus en plus. Malgré un effort important en termes de communication et une véritable amélioration des conditions de travail, des freins importants existent encore pour orienter les élèves vers les filières professionnalisantes, notamment celles du bâtiment. Pour ce faire, la CAPEB propose, sur une plage horaire spécifique, de découvrir les métiers, d'échanger avec des artisans, de rencontrer des représentants de l'organisme de prévention et de sécurité du bâtiment, des partenaires sociaux, des Centres de Formation en Apprentissage. Le but étant de nouer des contacts, se faire connaître, répondre aux questions et ne plus être une « représentation » qu'ils se font de ce secteur économique.

- Outils de communication

Pour communiquer sur ces actions mais aussi sur les métiers et créer un lien continu avec les jeunes et les prescripteurs d'orientation, un certain nombre d'outils sont édités. Brochures, flyers permettent de communiquer auprès des établissements scolaires sur les actions proposées. Afin que chaque jeune puisse garder une trace de ce qu'il aura vu avec l' « artisan messager » ou lors de sa visite pendant les « Journées des métiers de l'artisanat du bâtiment et du patrimoine », un guide sur les métiers et les filières de formation du secteur de l'artisanat du bâtiment leur est remis.

Ces documents sont régulièrement mis à jour.

Intérêt régional :
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Pour répondre à cette exigence, la CAPEB région Île-de-France s'engage à prendre au minima 1 stagiaire pour travailler auprès de la chargée de mission sur la mise en place et le déroulement des animations citées ci-dessus.

Public(s) cible(s) :
Jeunes en recherche de contrats d'apprentissage.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Action 1 (coordination des actions et recrutement stagiaires)	44 747,84	44,01%
Action 2 (coordination et recrutement stagiaires)	5 782,39	5,69%
Indemnisation Artisans Messagers et exposants	15 880,00	15,62%
Temps de travail CAPEB	7 000,00	6,89%
Déplacement, missions	1 500,00	1,48%
Outils de communication	10 559,32	10,39%
Prestations extérieures	6 200,00	6,10%
Intervention CFA et Professionnels	10 000,00	9,84%
Total	101 669,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CFA et lycées	10 000,00	9,84%
CAPEB	61 669,55	60,66%
CRIF MIP	20 000,00	19,67%
CRIF UL	10 000,00	9,84%
Total	101 669,55	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	10 000,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	20 000,00 €
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	30 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	65 000,00 €
	Montant total	155 000,00 €

Montant des aides publiques accordées sur les trois derniers exercices fiscaux :

Année	Montant des aides publiques
2013	20 000,00 €
2014	20 000,00 €
2015	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013321

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 30 ANS DU BACCALAUREAT PROFESSIONNEL - LP THEODORE MONOD ANTONY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	35 245,75 €	56,74 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92
Adresse administrative : 26 AVENUE LEON JOUHAUX 92160 ANTONY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Mariane GIROU, Proviseure

N° SIRET : 19921676300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes
Rapport Cadre : CR06-08 du 27/06/2008

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Une manifestation est organisée par l'académie de Versailles à l'occasion du trentième anniversaire du baccalauréat professionnel. Prévue les 12 et 13 octobre, elle vise à promouvoir la réussite des jeunes qui suivent le cursus du baccalauréat professionnel et la diversité des parcours qui leur est proposée.

Description :
Cette valorisation se fera à travers un forum au Palais des Congrès de Versailles et un dîner au Château de Versailles organisés par les établissements de formation professionnelle de l'académie. Ils sont d'ores et déjà mobilisés pour aborder les thématiques de la voie professionnelle sur des stands, à l'occasion de tables ronde et autour de plusieurs animations :
• Démonstration et présentation de différents métiers ;
• Histoire du baccalauréat professionnel ;
• Expression artistique et culturelle ;
• Parcours des élèves ;
• Ouverture européenne ;

• Métiers d'art et du spectacle ;
• Concours, excellence, récompenses.

Dans le cadre de la promotion des différentes voies de formation pour préparer un baccalauréat professionnel, la manifestation fera également appel à plusieurs centres de formation d'apprentis pour participer à cet événement. Pour les équipes des lycées professionnels impliquées comme pour celles des CFA, l'objectif reste la promotion de la réussite des jeunes qui suivent ce cursus, la diversité des parcours qui leur est proposée.

Cet événement sera largement couvert par les médias : la participation de la Région marquera l'intérêt de l'exécutif régional pour la formation professionnelle et l'insertion des jeunes.

Public(s) cible(s) :
Le public cible couvre notamment : les élèves et leur famille, les représentants du monde de l'entreprise, les conseillers d'orientation, les enseignants, les responsables institutionnels,…

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location du palais de Congrès de Versailles	15 267,30	13,36%
Prestation vidéo	2 947,75	2,58%
Prestation sonorisation	285,14	0,25%
Prestation lumière	314,28	0,28%
Prestations de service - personnel technique	2 392,37	2,09%
Prestation réseau	1 771,20	1,55%
Signalétique (offert)	0,00	0,00%
Prestation exposition	7 765,73	6,80%
Prestations de service - sécurité/incendie	840,00	0,74%
Prestations de service - vestiaire	278,38	0,24%
Prestations de service - accueil (lycéens professionnels)	0,00	0,00%
Prestations de service - nettoyage	2 091,47	1,83%
Mise à disposition de la Galerie des Cotelles (non éligible)	42 000,00	36,75%
Eclairage de la Galerie des Cotelle (non éligible)	5 280,00	4,62%
Frais de personnel estimé pour la manifestation, montage et démontage (non éligible)	5 400,00	4,73%
Prestation de logistique et de coordination du traiteur (vacation 6 personnes - non éligible)	2 880,00	2,52%
Prestation technique de sonorisation pour les discours et la présentation du travail des élèves (non éligible)	1 531,68	1,34%
Achats, locations - (non éligible)	20 346,00	17,80%
Remise d'Europass + cocktail 150 personnes (financement FSE - non éligible)	1 100,00	0,96%
Animation du forum (non éligible)	800,00	0,70%
Aléas et ajustements (non éligible)	988,70	0,87%
Total	114 280,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	20 000,00	17,50%
Conseil départemental 78	2 500,00	2,19%
Caisse Régionale d'Assurance maladie d'Ile de France	7 000,00	6,13%
Association Française pour le développement de l'enseignement technique	1 000,00	0,88%
FSE (cocktail 150 personnes Europass)	1 100,00	0,96%
Fédérations professionnelles et entreprises	30 000,00	26,25%
Château de Versailles	42 000,00	36,75%
Rectorat de Versailles	10 680,00	9,35%
Total	114 280,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	16 507,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	25 361,00 €
2013	Développement des parcours européens des lycées professionnels	10 094,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	208 010,00 €
2013	Ecolycées franciliens	9 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	122 005,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	16 316,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	4 280,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	7 875,00 €
2013	Travaux de maintenance	91 000,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	14 404,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	13 412,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	21 472,00 €
2014	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	10 100,00 €
2014	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	4 000,00 €
2014	Développement des parcours européens des lycées professionnels	8 816,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	213 967,00 €
2014	Ecolycées franciliens	1 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	15 160,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 999,00 €
2014	Mesures de sécurité dans les lycées	30 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	56 000,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	13 881,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	3 166,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	13 898,00 €
2015	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	1 749,80 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	3 480,00 €
2015	Développement des parcours européens des lycées professionnels	12 650,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	223 167,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	4 520,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	14 099,00 €
2015	Travaux de maintenance	119 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	15 734,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	4 664,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	11 147,00 €

2016	Aide régionale à l'introduction de produits biologiques dans les restaurants scolaires des lycées publics franciliens	9 405,00 €
2016	Développement des parcours européens des lycées professionnels	11 015,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	196 709,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	14 506,22 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	13 570,40 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	7 500,00 €
2016	Travaux de maintenance	49 000,00 €
	Montant total	1 440 256,42 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013312

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CLEE D'EVRY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	12 500,00 €	80,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-657351-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO LYC METIER GEORGES BRASSENS COURCOURONNES
Adresse administrative : RUE GEORGES BRASSENS 91023 COURCOURONNES
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Monsieur Franck GOUSSET, Proviseur

N° SIRET : 19911828200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet, dès le début de l'année scolaire.

Objectifs :
Les CLEE sont des espaces d'échange et de concertation, expérimentés au sein des académies, pour renforcer les relations entre les établissements et les entreprises sur un bassin d'éducation et de formation.

Ces structures peuvent regrouper des professionnels de l'éducation (collèges, lycées – publics/privés – lycées agricoles, maisons familiales et rurales, CFA), les CIO, les professionnels du monde économique (entreprises, organisations, associations, etc.), les structures de l'insertion et de l'emploi (missions locales, Pôle Emploi, maisons de l'emploi, etc.) ainsi que les collectivités locales.

Ces espaces d'échange doivent permettre de proposer, susciter, mettre en oeuvre puis coordonner des actions concrètes pour créer du lien entre les jeunes et l'entreprise.

Description :
À ce jour, un seul CLEE existe en Ile-de-France sur le bassin d'Évry. La Région propose d'accompagner ce CLEE, en subventionnant le lycée support G. Brassens à Courcouronnes. Ce soutien devrait contribuer à la dynamisation du CLEE et à sa montée en charge, par le cofinancement des frais inhérents à l'organisation d'activités (notamment le transport de et à leur organisation ainsi qu'au travail de communication accompagnant le développement du lien école-entreprise dans le périmètre des CLEE.

Le comité est né au cours de l'année scolaire 2014/15. Cette première année a permis de mobiliser les acteurs et d'identifier les ressources et les besoins du territoire. En parallèles, de premières actions concrètes ont été mises en œuvre. A titre d'exemples :
- des échanges "vis ma vie d'entrepreneurs " où 15 binômes élèves-entrepreneurs ont eu la possibilité de partager 2 journées de la vie de l'autre et ainsi découvrir l'environnement et les préoccupations quotidiennes ;
- des ateliers sur le savoir-être à destination des élèves, animés par la Chambre de commerce de l'Essonne et l'association des Jeunes Entrepreneurs ;
- l'intervention de la Fédération Française du Bâtiment (FFB) au sein des classes pour valoriser les filières du BTP et les formations du lycée A. Perret d'Evry.

Pour l'année 2015/16, il est prévu de conforter et étendre ces types d'action. Aussi, est déjà prévue l'organisation d'un forum dans l'objectif de présenter l'ensemble des formations du territoire, en partenariat avec le bureau d'information jeunesse d'Etampes. Il est également prévu d'étendre l'action "vis ma vie d'entrepreneurs" à 25 nouveaux binômes.

Public(s) cible(s) :
Lycéens du secteur couvert par le CLEE à savoir la communauté d'agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart.

Localisation géographique :
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Déplacements des élèves (visites d'entreprises, salons …)	8 000,00	64,00%
Communication (reprographie, frais de réception, …)	1 500,00	12,00%
Frais de personnel (administration, secrétariat, …)	3 000,00	24,00%
Total	12 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	10 000,00	80,00%
INSTITUT PAUL DELOUVRIER	300,00	2,40%
CCI	300,00	2,40%
FEDERATION FRANCAISE DU BATIMENT	400,00	3,20%
MEDEF	200,00	1,60%
MAIF	400,00	3,20%
ENEDIS (ex-ERDF)	700,00	5,60%
ORDRE NATIONAL DU MERITE	200,00	1,60%
Total	12 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la gratuité des manuels scolaires	10 358,00 €
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	7 224,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 128,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	337 690,00 €
2013	Ecolycées franciliens	1 500,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	80 980,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 900,00 €
2013	Projet Lycée, innovation éducative	5 000,00 €
2013	Travaux de maintenance	53 251,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	2 726,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	9 261,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	18 691,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	341 019,00 €
2014	Ecolycées franciliens	4 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	129 572,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	22 900,00 €
2014	Travaux de maintenance	33 500,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 588,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	12 953,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	19 740,00 €
2015	ALYCCE (Agir au lycée pour la citoyenneté et la culture des élèves) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	298 901,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	16 610,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	12 900,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	6 048,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	21 264,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	12 228,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	252 391,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	53 000,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	10 320,00 €
2016	Mesures de sécurité dans les lycées	44 000,00 €
2016	Travaux de maintenance	71 784,00 €
	Montant total	1 594 737,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013283

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CROISSANCE RESPONSABLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	120 000,00 €	16,67 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DE FRANCE
Adresse administrative : 23 QUAI DE CONTI
75006 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Gabriel DE BROGLIE, Président

N° SIRET : 18004404200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet, dès le début de l'année scolaire.

Objectifs :
La fondation Croissance Responsable, sous l'égide de l'Institut de France, souhaite favoriser la communication entre les entreprises et le grand public afin de mieux lui faire comprendre les enjeux de l'économie. L'une de ses actions phares s'adresse ainsi aux professeurs, pilier de la formation et de l'orientation des élèves. Le dispositif « Profs en entreprise » consiste ainsi à envoyer durant 3 jours des enseignants au sein d'une entreprise afin qu'ils en découvrent le fonctionnement, les métiers, les compétences attendues et tissent un réseau partenarial.

Description :
Mis en œuvre depuis 2012 en Ile-de-France en partenariat avec les trois académies (Paris, Créteil, Versailles), le programme « Prof en entreprise » est un programme d'aide aux jeunes via leurs enseignants et conseillers d'orientation à qui il est proposé de se rendre durant trois jours en entreprise. Les académies en font la promotion par priorité auprès des enseignants, toutes matières confondues, qui interviennent aux moments clés de la construction du parcours professionnel (classe de 3e et 2nde), ainsi qu'aux conseillers d'orientation. Le programme est inscrit aux plans académiques de formation ainsi qu'au catalogue du Cerpep (Ministère de l'Education nationale). Deux sessions sont organisées chaque année

en Ile-de-France.

Les objectifs sont multiples :
- Permettre au monde de l'enseignement et de l'entreprise de mieux se connaître, se comprendre, faire tomber les idées reçues, etc. ;
- Ouvrir les portes de l'entreprise aux enseignants pour qu'ils puissent en appréhender le fonctionnement interne, l'organisation, les métiers, repérer des parcours professionnels et les compétences requises au-delà des diplômes ;
- Permettre ensuite de mieux guider et accompagner les élèves dans la construction de leur projet et leur orientation ;
- Favoriser, le cas échéant, la poursuite de partenariats entre l'enseignant, l'établissement scolaire et l'entreprise.

Le stage se décompose en 3 parties :
- une demi-journée de sensibilisation à l'environnement économique et à l'emploi qui ouvre chaque session et est un préalable nécessaire avant l'immersion en entreprise ;
- 3 journées de stage en entreprise ;
- une demi-journée de retour d'expérience qui clôture la session en permettant un libre échange avec les enseignants et la réalisation d'une évaluation du programme.

Pour l'année 2016/17, il est prévu que 120 professeurs bénéficient du programme.

Moyens mis en œuvre :
Une session de stages nécessite de prévoir des moyens matériels :
• un lieu de réception pour organiser la demi-journée de sensibilisation et la demi-journée de retour d'expérience ;
• des documents remis aux enseignants lors de la première demi-journée de la session de stage : une fiche « entreprise-contact » (fiche descriptive sur l'entreprise affectée à l'enseignant) ; la clause de confidentialité à remettre par l'enseignant à l'entreprise ; et une fiche "organisation du stage" avec toutes les informations pratiques ;
• la recherche d'entreprises de secteur et de taille très divers implantées dans des lieux favorisant la proximité avec l'établissement scolaire et pouvant accueillir des enseignants une à deux fois par an durant trois jours ;
• des moyens humains : un permanent en charge de la DG de la Fondation et un indépendant responsable du programme ;
• des outils de communication adaptés pour faire connaitre le programme auprès des enseignants et des entreprises (site internet, vidéos, flyers, plaquettes, réseaux sociaux, etc).

Intérêt régional :
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Pour répondre à cette exigence, Croissance Responsable s'engage à prendre au minima 1 stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Les enseignants de collège/lycée d'enseignement général et technologique et les conseillers d'orientation psychologues.
Depuis peu, le programme est ouvert aux futurs enseignants, aux chefs d'établissement scolaire et aux inspecteurs.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaire permanent - déléguée générale	59 214,00	49,35%
Honoraires - responsable de programme	25 000,00	20,83%
Location bureau	21 600,00	18,00%
Frais télécom	462,00	0,39%
Hébergement site internet	1 200,00	1,00%
Impression supports de communication	1 274,00	1,06%
Vidéos pédagogiques	5 000,00	4,17%
Livret pédagogique	6 250,00	5,21%
Total	120 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	20 000,00	16,67%
Donations entreprises	70 000,00	58,33%
Donations personnes physiques	30 000,00	25,00%
Total	120 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003940

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - ECOLE ET VIE LOCALE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	36 000,00 €	41,67 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE ET VIE LOCALE
Adresse administrative : 5 RUE DE VILLARCEAUX
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri ALLEMAND, Président

Date de publication au JO : 15 mars 1983

N° SIRET : 34513175900028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet, dès le début de l'année scolaire.

Objectifs :
L'intérêt majeur de ce programme est d'aider les élèves à :
- devenir des acteurs de leur choix d'orientation en leur fournissant des informations concrètes sur les métiers et l'organisation des grands secteurs économiques ;
- trouver la motivation susceptible de faciliter leur intégration dans la société ;
- construire leur projet professionnel en travaillant le lien entre ce qu'ils apprennent, les exigences du monde professionnel et les attentes de la société.

Description :
Les échanges Ecole / Entreprise que nous proposons aux établissements scolaires sont réalisés sous la forme de 5 modules complémentaires :

1 - CONNAISSANCE DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Durée 2 heures

OBJECTIF :
• leur apporter des éléments de culture générale économique, sociale et environnementale ;
• mettre en perspective leur projet avec les besoins de l'entreprise et les attentes de la société.

Des supports pédagogiques adaptés au niveau des jeunes sont distribués au début de l'intervention.

CONTENU :

1ère partie : Les grands secteurs économiques
- le secteur privé : industrie, bâtiment, artisanat, commerce, services, agroalimentaire agriculture pêche ;
- le secteur public : administration, service public ;
- l'économie sociale et solidaire ;
- Le développement durable.

2ème partie : L'entreprise et son environnement
Différents sujets sont abordés :
- L'environnement de l'entreprise : le client, le marché, la concurrence, la technologie, les banques, l'Etat, les syndicats, les lois, l'écologie, les normes… ;
- La création : le projet (le produit ou le service), l'étude de marché, le capital, la forme juridique ;
- Le profit, les actionnaires, les investissements ;
- La stratégie : la gestion des flux (financiers, humains, idées, matières) ;
- La logistique : les machines, le matériel, les locaux, les matières premières, l'énergie, les fournisseurs, les sous traitants ;
- Les fonctions et les métiers qui s'y rattachent, la hiérarchie.

2 - CONNAISSANCE DE SOI - SAVOIR ETRE

Durée 2 heures

OBJECTIF :
• aider les jeunes à mieux se connaître pour définir leur projet de vie et leur projet professionnel ;
• leur montrer l'importance du savoir-être dans leur vie sociale et professionnelle ;
• renforcer le lien social.

CONTENU :
Présentation à l'aide de différents supports
Il s'agit de mettre en perspective leurs repères (famille, école, quartier..), les limites (lois, codes, maîtrise de soi,....) avec les perspectives pour leur avenir (réussite sociale, réussite professionnelle).

Des réponses concrètes sont apportées aux questions que les jeunes se posent sur les qualités et les formations requises pour l'exercice de certains métiers en les mettant en perspective avec leurs propres qualités.

3 - TECHNIQUES DE REUSSITE D'UN ENTRETIEN, DE RECHERCHE DE STAGE OU D'EMPLOI (TRE/TRS)

Durée 2 x 2 heures

3 types d'interventions adaptées au projet du jeune selon qu'il va :
- poursuivre une formation en alternance et rechercher une entreprise d'accueil ;
- rechercher un stage ;
- rechercher un emploi ;
- se préparer à un "speed-meeting".

CONTENU :
- Ciblage en fonction du niveau des demandeurs ;
- Lettre de motivation ;
- Curriculum vitae ;
- Préparation à l'entretien d'embauche ;
- information générale sur la façon de se présenter (ce qu'il faut faire et ce qu'il ne faut pas faire) ;
- exploitation et critique, avec ou sans présence des autres élèves ;
- synthèse regroupant tous les participants.

Ce module peut être réalisé sous forme de "coaching" pour 3 ou 4 élèves. Durée : 1h par groupe.

4 - TABLES RONDES AUTOUR D'UN METIER

Durée 2 heures

Une ou plusieurs classes de lycées sont réunies avec un ou plusieurs professionnels exerçant le même métier à divers niveaux de qualification, d'entreprises de tailles et de secteurs différents (la vente, la comptabilité, la maintenance, la gestion de projet etc.).

OBJECTIF :
- appréhender la réalité des métiers ;
- permettre au jeune de bâtir son projet personnel.

Elles se déroulent en trois temps :
1 - Préparation de l'intervention avec l'enseignant et le professionnel ;
2 - Questions des jeunes transmises par nos soins aux professionnels ;
3 - Table ronde.

La table ronde est animée par Ecole et Vie Locale.

Le professionnel présente son entreprise, explique son itinéraire professionnel (expérience, diplômes etc.). Il répond aux questions : conditions de travail et d'embauche (diplômes et qualités comportementales nécessaires pour exercer le métier, salaires, etc.).

5 - VISITES D'ENTREPRISES

OBJECTIF :
Faire découvrir les réalités de la vie professionnelle :
• pour qu'ils puissent appréhender les techniques et les métiers qui y sont associés ;
• pour leur montrer la nécessité de l'organisation dans l'entreprise ;
• pour les conforter dans leur choix d'orientation ;
• pour qu'ils perçoivent les attentes et exigences de l'entreprise.

L'intervenant EVL participe en étroite collaboration avec l'enseignant aux 4 étapes suivantes :
1 - Préparation de la visite avec le responsable de l'entreprise ;
2 - Préparation avec les élèves - exploitation des informations recueillies dans l'étape 1 ;

3 - Visite de l'entreprise ;
4 - Débriefing de la visite en classe avec les élèves.

Pour l'année 2016/17, environ 20 lycées seront concernés par l'action, soit plus de 1 600 jeunes.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe se compose comme suit :
• Une responsable de l'ensemble des tâches administratives nécessaires à la bonne exécution de l'action. Elle est également chargée des relations avec les établissements scolaires lors des planifications et des préparations nécessaires aux prestations pour lesquelles les animateurs de l'association sont pressentis.

• Des intervenants bénévoles (un ou deux par intervention selon les impératifs du planning ou les besoins de l'animation). Tous entraînés à l'animation en milieu scolaire, ils mettront au profit de l'action leur expérience et leur savoir-faire acquis tout au long de leur vie professionnelle.

Intérêt régional :
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Pour répondre à cette exigence, Ecole et Vie Locale s'engage à prendre au minima 1 stagiaire.

Public(s) cible(s) :
Jeunes préparant un CAP, un baccalauréat professionnel, un baccalauréat technologique.

Localisation géographique :
- YVELINES
- ESSONNE
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériel et fournitures	1 750,00	4,86%
Services extérieurs (matériel d'impression, assurance, documentation, ...)	8 050,00	22,36%
Autres services extérieurs (prestation comptable, communication, frais de transport, ...)	5 500,00	15,28%
Impôts et taxes	700,00	1,94%
Frais de préparation et d'intervention	20 000,00	55,56%
Total	36 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	15 000,00	41,67%
Communauté Agglomération de Saint Quentin en Yvelines	4 000,00	11,11%
Préfecture Val d'Oise	5 500,00	15,28%
Commune de Cergy	2 000,00	5,56%
Commune de St Ouen l'Aumône	2 500,00	6,94%
Commune de Pontoise	500,00	1,39%
Commune d'Eragny	500,00	1,39%
Commune d'Argenteuil	300,00	0,83%
Commune de Taverny	200,00	0,56%
Entreprises	3 500,00	9,72%
Adhésions	2 000,00	5,56%
Total	36 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	18 000,00 €
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	18 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	18 000,00 €
	Montant total	54 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013005

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - CAPEB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	101 669,55 €	9,84%	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPEB REG IDF
Adresse administrative : 4 RUE GALVANI
75838 PARIS
Statut Juridique : Syndicat Patronal
Représentant : Monsieur Dominique METAYER, Président

Date de publication au JO : 19 avril 2005

N° SIRET : 40409938400038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet, dès le début de l'année scolaire.

Objectifs :
L'objectif est d'inciter les jeunes à se diriger vers le secteur de l'Artisanat du Bâtiment en les informant sur les formations et les métiers existants.
Il s'agit également de revaloriser l'image de l'Artisanat du Bâtiment auprès du grand public en lui donnant un aperçu de la diversité et de la richesse des métiers du Bâtiment.

Le but des actions engagées est de :
• Élargir les choix d'orientation professionnelle des filles et des garçons, en faisant connaître les métiers de l'Artisanat du Bâtiment ;
• Développer l'apprentissage ;
• Sensibiliser aux évolutions sociales, économiques et environnementales induites par les enjeux du développement durable ;
• Dialoguer, échanger sur la vie professionnelle d'un artisan, ouvrier ou dirigeant.

Description :
La CAPEB s'engage sur deux actions principales : les « Artisans Messagers » qui se déroulent sur une année scolaire et les « Journées des métiers de l'artisanat du bâtiment et du patrimoine » organisée pendant deux jours. Ces animations ciblent les jeunes de niveau de pré-qualification, niveau IV et/ou niveau V.

LES « ARTISANS MESSAGERS »

Depuis qu'elle existe, cette animation est une véritable politique active de découverte de la réalité des métiers des artisans du bâtiment. Soutenue par le ministère de l'Education Nationale, l'essentiel du dispositif repose sur l'idée qu'il faut rendre le jeune acteur de son orientation et lui donner une image de la diversité et de la richesse des métiers artisanaux alliant savoir-faire traditionnels et innovation technique.

Acteurs et bénéficiaires
Ce dispositif est animé par des artisans, actifs ou retraités, formés en amont, pendant 3 jours. Le but est de sensibiliser les jeunes en âge de faire des choix de formation et de les encourager à s'intéresser aux filières du bâtiment, généralement en classe de 3ème. Cette action va être expérimentée auprès des jeunes lycéens qui auraient été orientés en lycée mais qui se trouvent en difficulté ou ne se voient pas poursuivre sur des études longues. Cette expérimentation sera évaluée en fin d'année scolaire.
L'intervention des « artisans messagers » est une action propre à la CAPEB. C'est aussi une action sociétale dans la mesure où elle sensibilise des jeunes à la nécessaire protection de l'environnement et à l'intérêt que les métiers du bâtiment présentent à cet égard. Devenir artisan messager, c'est avant tout être conscient des enjeux économiques du secteur, être sensible à l'avenir des jeunes mais aussi continuer à être un vecteur naturel d'insertion.

Contenu de l'animation
L'action « Artisan Messager » se déroule sur une journée entière pendant laquelle les jeunes vont découvrir la diversité des métiers du secteur à travers des exercices, des mises en situation et le montage d'une maquette d'un porche reprenant l'intervention d'un ensemble de corps de métiers. L'animation s'articule autour de 2 modules de 3 heures chacun.

Module 1 : découverte des métiers du bâtiment à travers un diaporama et des exemples sur l'habitat et un jeu pédagogique axé sur le lien avec la qualité environnementale. Ce module comprend plusieurs séquences :
- la présentation de deux diaporamas sur la variété de l'habitat et son évolution jusqu'à la présentation d'habitats respectueux de l'environnement ; les étapes de construction d'une maison en lien avec le ou les métier(s) concerné(s).
- l'organisation d'un jeu pédagogique par groupe d'élèves sur la découverte des métiers du bâtiment à partir d'objectifs de réalisations à « qualité environnementale » : l'idée est d'associer un objectif (ex : économiser l'eau à l'aide d'une cuve de récupération d'eaux pluviales) et un métier à l'aide de cartes métier (ex : le terrassier).

Module 2 : découverte des métiers du bâtiment à travers la construction d'une maquette de maison rénovée pour être en lien avec les techniques environnementales actuelles. Ce second module est en lien avec le premier puisqu'il permet la mise en œuvre concrète des exemples cités. Le but principal de l'animation est de permettre aux enfants d'appréhender les métiers du bâtiment lors de la construction d'une maquette. Les élèves utilisent de vrais matériaux et les outils adaptés à la construction de la maquette. Chaque élève aura la possibilité de s'essayer à quelques gestes de base de ces métiers.

Impact de l'animation
L'action "Artisans Messagers" fait ses preuves depuis plusieurs années auprès de nombreux collégiens.

Les échanges sont très riches entre artisans et jeunes et une journée entière dans une classe permet de prendre le temps d'expliquer en détail tous les contours d'une profession.
Les établissements scolaires sont toujours très demandeurs de ces interventions et au fil des ans un contact important s'est créé avec les enseignants de certains établissements. Cela permet d'obtenir de très bonnes conditions de travail et une qualité de l'intervention des artisans.

Pour l'année 2016/17, il est prévu de mener entre 20 et 30 actions, ce qui permettra de toucher plus de 300 jeunes.

LES « JOURNÉES DES MÉTIERS DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT ET DU PATRIMOINE »

La CAPEB Ile-de-France souhaite poursuivre ses efforts de communication en matière d'image et de connaissance du secteur de l'artisanat du bâtiment, de ses métiers et de ses filières de formations. Elle propose alors une manifestation de deux jours organisée sur des sites qui ont un patrimoine bâti riche avec une histoire. Pendant ces deux journées, un parcours de découverte des métiers de l'Artisanat du Bâtiment est proposé aux visiteurs. Des stands de démonstration et d'ateliers pratiques tenus par des professionnels et des jeunes en formation présentent un ensemble de métiers où chacun peut s'essayer à quelques gestes techniques auprès du professionnel ou de l'apprenti présent.

Les lieux de la manifestation
Les journées des métiers de l'Artisanat du Bâtiment et du Patrimoine Bâti se sont déroulées depuis leur création dans différents lieux afin de mobiliser le plus grand nombre possible d'établissements scolaires et de départements. Cette manifestation a été accueillie dans plusieurs lieux d'exception : le domaine régional de Villarceaux, la Commanderie des Templiers de Coulommiers, la petite ferme de Janvry ou encore le château de Magny les Hameaux.
Dans la mesure du possible, la CAPEB essaye de changer de département régulièrement afin de pouvoir toucher des établissements différents.

Les destinataires
Ces journées sont destinées au même public que les actions « Artisans Messagers » c'est-à-dire aux élèves des collèges d'Île-de-France et aux lycéens en recherche d'orientation. Il est demandé de favoriser, lors des inscriptions, la constitution de groupes mixtes car nous travaillons particulièrement sur l'accès des jeunes filles aux métiers de l'Artisanat du Bâtiment grâce à l'évolution des métiers et à l'amélioration des conditions de travail.

Sont également invités chaque année :
- les professeurs, les conseillers d'orientation-psychologues et conseillers principaux d'éducation,
- les intermédiaires de l'emploi (PÔLE EMPLOI, MDEE, PLIE, missions locales…)
- les fédérations de parents d'élèves.

En 2015, une enquête de satisfaction remise à chaque encadrant de groupe scolaire a montré que la manifestation avait trouvé son public et que les avis des visiteurs étaient très positifs.

Les « Journées des métiers de l'Artisanat du Bâtiment et du Patrimoine » regroupent un peu plus d'une centaine d'intervenants sur deux jours de manifestation et accueillent environ 800 jeunes ainsi qu'une centaine d'accompagnateurs.
Les intervenants

Les équipes se composent:
- de professionnels en activité qui animent des ateliers de démonstrations ou des ateliers pratiques pour faire participer les jeunes et leur faire découvrir la diversité de leurs métiers ;
- de jeunes apprentis de plusieurs CFA du bâtiment et de lycées professionnels ainsi que leurs formateurs et professeurs qui tiennent un pôle orientation et démonstration de savoir-faire. Le fait que des jeunes puissent parler de leur formation et de leur futur métier est un atout très important pour la manifestation ;

- des retraités (anciens adhérents des CAPEB départementales, parrains Pro-BTP, …) qui reçoivent et accompagnent les groupes d'élèves sur l'ensemble du parcours de la manifestation. Ils ont pour rôle principal de rendre interactive la visite en incitant à poser des questions, en narrant des anecdotes, etc.
- des « Artisans Messagers », qui animent un stand et tracent une carte générale du secteur du bâtiment.

Impact attendu :
Les ateliers pratiques, qui sont la base de cet événement, attirent beaucoup les élèves et facilitent les échanges avec les professionnels et les jeunes en formation. Le dialogue de jeunes à jeunes est un élément très important pour la réussite de cette action et favorise la relation école-entreprises. Les visiteurs ont à la fois une relation de proximité avec les professionnels du bâtiment (des chefs d'entreprises en activité et des retraités) et un échange privilégié avec les apprentis en formation de ces filières.
Cet événement est aussi le moyen de valoriser les apprentis ou lycéens démonstrateurs dans leur parcours de formation. Ils peuvent ainsi mettre en avant leur expérience et leur savoir-faire déjà acquis.
Lors de la manifestation, les CFA proposent à des jeunes motivés de venir réaliser des stages de découverte des métiers au sein de leurs établissements. L'an dernier, à la suite de la manifestation, 21 jeunes ont participé à des stages de découverte des métiers et 13 se sont inscrits dans les CFA partenaires.
Par ailleurs, un travail spécifique est organisé avec les enseignants et les orienteurs. Malgré un travail de communication important, des freins importants existent encore pour orienter les élèves vers les filières professionnalisantes, notamment celles du bâtiment. Pour améliorer les choses, les enseignants et orienteurs sont invités sur une plage horaire spécifique à venir découvrir les métiers, échanger avec des artisans, rencontrer des représentants de l'organisme de prévention et de sécurité du bâtiment, des partenaires sociaux, des Centres de Formation en Apprentissage. Le but étant de nouer des contacts, se faire connaître, répondre aux questions et ne plus être une « représentation » qu'ils se font de ce secteur économique.

En 2016/17, ces journées devraient toucher plus de 700 jeunes.

Intérêt régional :
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Pour répondre à cette exigence, la CAPEB s'engage à prendre au minima 1 stagiaire.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place, suivi et coordination des actions - action 1	44 747,84	44,01%
Mise en place, suivi et coordination des actions - action 2	5 782,39	5,69%
Indemnisation artisans messagers et exposants	15 880,00	15,62%
Temps de travail des CAPEB départementales	7 000,00	6,89%
Déplacements, missions	1 500,00	1,48%
Outil de communication	10 559,32	10,39%
Prestations extérieures autres	6 200,00	6,10%
Interventions CFA et lycées professionnels	10 000,00	9,84%
Total	101 669,55	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France - Unité lycées	10 000,00	9,84%
Région Ile de France - Unité développement	20 000,00	19,67%
CFA et lycées pro	10 000,00	9,84%
CAPEB Ile de France	61 669,55	60,66%
Total	101 669,55	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	10 000,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	20 000,00 €
2014	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes	30 000,00 €
2015	Programme d'actions d'information et d'orientation des jeunes (CR46-14)	30 000,00 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	65 000,00 €
	Montant total	155 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013148

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - BGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	50 000,00 €	80,00 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOUTIQUES DE GESTION PARIS IDF
Adresse administrative : 18 RUE DU FAUBOURG DU TEMPLE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel HOURI, Président

Date de publication au JO : 11 avril 2006

N° SIRET : 32250551200044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet, dès le début de l'année scolaire.

Objectifs :
Les objectifs du programme sont multiples :
- Sensibiliser les élèves à l'esprit d'initiative ;
- Leur faire découvrir le statut d'entrepreneur ;
- Les familiariser à la conduite de projets en stimulant leurs qualités entrepreneuriales, souvent ignorées ;
- Faire vivre à des groupes d'élèves le parcours d'un entrepreneur, avec la définition d'un projet et l'élaboration d'un dossier de création d'entreprise ;
- Les initier à la gestion d'entreprise en milieu concurrentiel ;
- Les initier aux bases du marketing ;
- Créer des contenus liés à la création d'activité à la demande des enseignants.

Description :
L'association intervient au sein des lycées avec 4 modules différents :

« J'entreprends » a pour objectif d'éveiller les jeunes à l'esprit d'entreprendre :
• Huit sessions de 3 heures permettent de familiariser les élèves à la pédagogie de « conduite de projet » et de stimuler les attitudes entrepreneuriales : esprit d'équipe, créativité, sens des responsabilités, persévérance, confiance en soi, etc.
• Il s'agit de développer les « savoir-agir » des jeunes et de leur donner le plaisir « d'apprendre pour entreprendre ».

« J'apprends l'entreprise » est un programme long qui permet de faire vivre à des groupes d'élèves le parcours de l'entrepreneur :
• 24 sessions de 2 heures sur une période de 8 mois ;
• Faire découvrir les étapes d'une création d'entreprise, définir un projet, élaborer un dossier complet de création d'entreprise (ou Business Plan) avant de le défendre devant un jury composé de professionnels.

« Je gère » est un jeu de plateau qui permet d'initier les élèves à la gestion comptable et financière d'une entreprise :
• 2 journées consécutives ;
• En se mettant en position de chef d'entreprise, les élèves découvrent les rouages du fonctionnement d'une entreprise en situation concurrentielle. Ce jeu permet également la mobilisation de compétences et de connaissances acquises à travers les différentes disciplines enseignées.

• Les « interventions personnalisées » créent spécifiquement des contenus pour répondre aux besoins précis des équipes pédagogiques, en fonction du cursus, des besoins et du niveau des publics.
Exemples : présentation des étapes de construction d'un projet de création d'entreprise, sensibilisation à l'étude de marché et à l'approche commerciale, etc.

Pour l'année 2016/17, BGE Parif prévoit d'organiser :
- 8 sessions de "j'entreprends"
- 1 session de "j'apprends l'entreprise"
- 7 sessions de "je gère"
- 2 sessions personnalisées
Cela touchera plus de 450 jeunes.

Moyens mis en œuvre :
Le programme suppose :
• La mobilisation d'un responsable des Actions Educatives en charge, au sein de BGE PaRIF, de planifier les animations auprès des différents établissements scolaires, de programmer les plannings des actions en lien direct avec les responsables pédagogiques (proviseurs, professeurs, référents MLDS, etc.) et d'organiser la production ;
• La mobilisation d'une équipe de conseillers dédiés, tous expérimentés en matière d'appui à la création d'entreprise, et qui ont été formés à l'animation de ces outils destinés aux publics scolaires ;
• La mise à disposition ou création des outils et supports pédagogiques (supports, jeux de plateau, etc.) pour réaliser ces animations.

Intérêt régional :
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Pour répondre à cette exigence, BGE Parif s'engage à prendre au minima 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :

Lycéens francilens (Bac, Bac pro, STG, etc.)

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	860,00	1,72%
services externes	6 810,00	13,62%
autres services extérieurs	2 730,00	5,46%
charges de personnel	39 600,00	79,20%
Total	50 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	40 000,00	80,00%
Subventions privées	10 000,00	20,00%
Total	50 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Bus régional de l'entrepreunariat	150 000,00 €
2014	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	87 500,00 €
2014	Promotion itinérante de l'entrepreneuriat	150 000,00 €
2015	Demande de subvention Programme opérationnel régional FSE-FEDER	120 707,75 €
	Montant total	508 207,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013151

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	102 000,00 €	39,22 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENTREPRENDRE POUR APPRENDRE IDF
Adresse administrative : 42-48 QUAI DE DION BOUTON
92800 PUTEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel TOUTAN, Président

Date de publication au JO : 29 août 2009

N° SIRET : 48776207200030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet, dès le début de l'année scolaire.

Objectifs :
L'intérêt majeur de ce programme est de :
• Sensibiliser les jeunes au monde économique, à l'esprit d'entreprendre et la connaissance du monde économique ;
• Permettre aux jeunes de découvrir les différents métiers d'une entreprise, son fonctionnement ;
• Permettre aux jeunes de développer des compétences (complémentaires du savoir académique) telles que s'informer, analyser, organiser, décider, réaliser, créativité, sens des responsabilités, essai-erreur, prise de risque, confiance en soi, etc.) ;
• Encourager les jeunes à une orientation maîtrisée ;
• Permettre de créer des interactions entre les différents acteurs ;
• Tisser du lien avec les acteurs du territoire (acteurs économiques, associatifs, municipaux) ;
• Soutenir les initiatives visant à familiariser les professeurs avec le monde de l'entreprise ;
• Faciliter dans la relation école-entreprise ;

• Valoriser les connaissances et les compétences des mini-entrepreneurs ;
• Développer leur esprit de citoyenneté ;
• Favoriser l'employabilité (capacité d'évoluer et de réaliser le potentiel que l'on a en soi dans une perspective d'avenir social et professionnel) et capitaliser sur l'avenir de l'entreprise pour demain ;
• Apprendre à connaître les nouvelles générations, leurs attentes et leurs modes de fonctionnement.

Description :
La mini-entreprise est un outil qui permet aux jeunes de s'initier à la création et à la gestion d'une entreprise miniature. Il s'agit d'un concept pédagogique et partenarial qui repose, non pas sur un jeu et la simulation, mais sur une expérience réelle et pratique du terrain.

Dans le but de faire découvrir aux jeunes leur environnement et le monde économique réel, les temps forts de l'action se déroulent sur le temps périscolaire (pause méridienne, soir, mercredi après-midi) et extra-scolaire (samedi-dimanche) selon le planning suivant :

Septembre-Décembre 2016
• Recherche du produit, étude de marché de terrain en face-à-face ;
• Préparation d'une candidature et passage d'un entretien de recrutement devant un professionnel partenaire (Adecco ou service RH d'une entreprise).

Janvier - Mars 2017
• Organisation de l'Assemblée Générale, en soirée ;
• Organisation des ventes hors-temps scolaire à l'extérieur (marchés, etc…) ;
• Participation aux salons partenaires dans les sièges sociaux.

Avril – Mai 2017
• Fin des ventes ;
• Réalisation d'une vidéo publicitaire et contact avec les médias ;
• Participation à un salon local : lieu d'échange avec les professionnels du territoire ;
• Participation au salon régional (voire national) des Mini-Entreprises.

Chaque année, les entrepreneurs des Mini Entreprises-EPA se retrouvent dans le cadre des salons régionaux et du championnat national. Ils sont couronnés par un jury de professionnels d'entreprises. Cela se déroule dans un esprit de compétition sain, avec des rencontres entre entrepreneurs aguerris et des minis entrepreneurs engagés.

A travers le projet de la mini entreprise-epa les lycéens seront incités au travail collaboratif entre jeunes et professionnels, facilitant leur connaissance du milieu entrepreneurial et créant une ouverture dans leurs choix d'orientation.

Pour l'année 2016/17, l'association prévoit de développer 30 nouveaux projets de mini-entreprises, ce qui permettra de toucher plus de 750 jeunes.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
Réunions hebdomadaires du groupe avec intervention régulière d'un référent EPAIDF (minimum 5 sessions) et d'un parrain du monde de l'entreprise.

Moyens matériels :
- un guide pédagogique accompagné d'une plate-forme intranet pour utiliser tous les outils nécessaires à la réalisation du projet qui servira de fil rouge tout au long du projet pour tous les acteurs ;
- des vidéos pédagogiques et envoi d'une lettre d'étape tous les mois.

Mobilisation du réseau de partenaires pour les entretiens d'embauches, le coaching, les visites

d'entreprises, etc.
Organisation d'événements locaux, proposition de participation à des événements partenaires, par exemple tous les mini-entrepreneurs ayant un parrain/marraine de l'entreprise Oracle sont invités à une session de vente au siège de l'entreprise.
A la fin de la Mini-Entreprise EPA, chaque mini entrepreneur recevra un diplôme de participation, qui lui permettra de valoriser cette expérience lors des entretiens professionnels ou d'orientation

Intérêt régional :
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Pour répondre à cette exigence, Entreprendre pour apprendre s'engage à prendre au minima 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Lycées franciliens

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	16 000,00	15,69%
Achats stockés - Autres fournitures	8 000,00	7,84%
Locations	12 000,00	11,76%
Documentation	10 000,00	9,80%
Rémunération des personnels	7 200,00	7,06%
publicité, publications	4 000,00	3,92%
service bancaire	2 000,00	1,96%
charges sociales	21 600,00	21,18%
Déplacements, missions et réceptions	10 000,00	9,80%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	11 200,00	10,98%
Total	102 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	40 000,00	39,22%
Cotisations établissements	12 000,00	11,76%
Aides privées	20 000,00	19,61%
Cotisations salon régional	2 000,00	1,96%
Fonds propres	28 000,00	27,45%
Total	102 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	9 000,00 €
	Montant total	17 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013154

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - 100 000 ENTREPRENEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	247 082,00 €	12,14 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 100 000 ENTREPRENEURS
Adresse administrative : 2 RUE DE MONCEAU
75008 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe HAYAT, Président

Date de publication au JO : 28 avril 2007

N° SIRET : 49859874700018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet, dès le début de l'année scolaire.

Objectifs :
L'action de 100 000 entrepreneurs vise à :

- Favoriser le rapprochement entre l'école et l'entreprise
- Favoriser la découverte de l'organisation des entreprises, des métiers et plus généralement du monde économique
- Agir sur les mentalités et les représentations sur le monde professionnel
- Promouvoir la mixité
- Développer l'esprit d'initiative et l'envie d'entreprendre
- Contribuer à l'orientation et l'insertion professionnelle des jeunes
- Favoriser à terme l'employabilité des jeunes

Description :
Afin de développer l'esprit d'entreprendre au sens large chez les jeunes de 13 à 25 ans, l'association organise des témoignages d'entrepreneurs (chefs d'entreprise, responsables associatifs, porteurs de projet au sein d'un groupe ou de la fonction publique) dans les établissements scolaires et extra-scolaires au sein des classes ou lors de forums d'entrepreneurs.

L'intervention au sein des classes permet aux élèves :
- de découvrir le fonctionnement concret du monde professionnel, ses différents secteurs d'activité, ainsi que les mécanismes et les fonctions de l'entreprise. Ils appréhendent l'utilité concrète des matières enseignées et les principaux axes d'orientation scolaire ;
- de découvrir le fonctionnement concret du monde professionnel, ses différents secteurs d'activité, ainsi que les mécanismes et les fonctions de l'entreprise. Ils appréhendent l'utilité concrète des matières enseignées et les principaux axes d'orientation scolaire.

Les entrepreneurs sont préalablement formés pour témoigner dans les classes. Un guide d'intervention, adapté à chaque niveau scolaire et validé par l'Education Nationale, présente la méthodologie pédagogique et déroule le fil de l'intervention ; il décrit les objectifs de la séance et les écueils à éviter.

Au cours d'une séance interactive de deux heures autour de l'entrepreneur, les jeunes de 13 à 25 ans comprennent la signification de l'acte d'entreprendre et l'aventure que cela représente. Qu'il soit chef d'entreprise, responsable associatif, porteur de projet au sein d'un groupe ou de la fonction publique, l'entrepreneur témoigne qu'il est possible de choisir sa vie professionnelle, et qu'elle peut être synonyme d'opportunité et d'épanouissement.

Ces interventions peuvent également être organisées sous forme de Forum d'entrepreneurs : une dizaine d'intervenants rencontre une soixantaine d'élèves répartis par groupe de dix. Les entrepreneurs passent d'un groupe à l'autre toutes les demi-heures à la manière d'un « speed- dating »qui dure 2 heures.

L'association se charge de l'organisation des interventions. Entrepreneurs, enseignants et élèves sont invités à lui transmettre leurs impressions après chaque séance.

L'association réalise également des « opérations de sensibilisation » : plusieurs intervenants viennent témoigner le même jour ou durant une même semaine dans un même établissement afin de sensibiliser tous les élèves d'un même niveau (ex : toutes les 2ndes, toutes les 1ères, etc.).

L'association a par ailleurs développé d'autres formats permettant la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat : conférences-tables rondes sur la thématique de l'entrepreneuriat des jeunes devant des publics variés : publics jeunes (collégiens et lycéens, étudiants, jeunes du service civique), publics enseignants, publics jeunes entrepreneurs / animations diverse lors de salons.

L'association organise également des événements de sensibilisation sectorielle avec certains de ses partenaires comme des forums d'entrepreneurs dédiés à l'ESS.

L'association a mis l'accent sur la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin. La 4ème édition de la semaine de la sensibilisation des jeunes à l'entrepreneuriat féminin a été organisée du 7 au 12 mars 2015. Les femmes entrepreneures vont à la rencontre d'élèves et d'étudiants dans les collèges, lycées et établissements de l'enseignement supérieur des huit départements dont l'Ile-de-France. Cette action vise à donner aux jeunes garçons et filles une image féminine de la création d'entreprise et de la réussite professionnelle, de briser de nombreux stéréotypes véhiculés ainsi que d'encourager les jeunes filles, notamment celles issues des territoires prioritaires, à réaliser leurs ambitions.

Le déploiement régional en Ile-de-France a privilégié au départ les établissements situés en zones d'éducation prioritaires ou dans les quartiers classés en politique de la ville, mais l'association souhaite que l'action profite à l'ensemble des établissements franciliens.

En 2016/17, plus de 350 interventions soit plus de 11 000 jeunes sensibilisés.

Moyens mis en œuvre :
Les outils 100 000 Entrepreneurs :
Les interventions sont réalisées au moyen des outils pédagogiques propres à l'association améliorés et complétés d'année en année :

1. Une méthodologie pédagogique destinée aux entrepreneurs : tous les entrepreneurs sont préalablement formés par l'association.

2. Une méthodologie pédagogique destinée aux équipes éducatives :
- Un guide est remis aux enseignants qui font une demande d'intervention et permet de les aider à préparer au mieux avec leurs élèves la venue d'un entrepreneur ;
- Un document « Soyez Entrepreneur de votre vie » remis aux élèves lors de l'intervention.

3. Des questionnaires qualités suite à l'intervention.

4. L'utilisation des réseaux sociaux pour fédérer entrepreneurs et enseignants :
Un site internet, un blog, une newsletter mensuelle, des outils de viralités sur Facebook, Twitter et LinkedIn, permettent d'animer et d'enrichir les communautés d'enseignants, d'entrepreneurs et d'élèves.

Intérêt régional :
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Pour répondre à cette exigence, 100 000 entrepreneurs s'engage à prendre au minima 2 stagiaires.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Loyer, charges et taxes	7 379,00	2,99%
Poste et télécom	5 722,00	2,32%
Fournitures et petit équipement	7 379,00	2,99%
Frais de déplacement / réception	41 221,00	16,68%
Honoraires et frais divers	10 600,00	4,29%
Communication	2 483,00	1,00%
Investissement	3 886,00	1,57%
Frais de personnel	168 412,00	68,16%
Total	247 082,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Etat	10 000,00	4,05%
Région Ile de France	30 000,00	12,14%
Département 77	3 000,00	1,21%
Organismes privés	100 000,00	40,47%
Taxe d'apprentissage	104 082,00	42,12%
Total	247 082,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	30 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	30 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	40 000,00 €
	Montant total	100 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013782

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ECOLE ENTREPRISE 2016 2017 - LE RESEAU

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Ecole Entreprise	48 804,00 €	67,00 %	32 700,00 €
	Montant Total de la subvention		32 700,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSO RESEAU NATIONAL ENTREPRISE EDUCATION
Adresse administrative : 32 BD PAUL VAILLANT COUTURIER 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Yves DESJACQUES, Président

N° SIRET : 49511099100033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Ecole Entreprise
Rapport Cadre : CR94-16 du 20/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Le démarrage anticipé est sollicité afin de prendre en compte la totalité des dépenses éligibles nécessaires à la préparation du projet, dès le début de l'année scolaire.

Objectifs :
Les « Jumelages d'échanges solidaires » est un programme mis en œuvre par « Le Réseau », en partenariat avec le ministère de l'Education nationale et permet de renforcer de manière pérenne les liens locaux entre l'Ecole, et plus précisément les lycées professionnels et les entreprises, au bénéfice des élèves.

Pour les établissements scolaires participant au projet il s'agit de :
- bénéficier d'une approche pratique et concrète de la découverte de l'entreprise au bénéfice de leurs élèves ;
- garantir un planning d'actions variées tout au long de l'année.

Il vise pour les entreprises à :
- aider au plus près les élèves dans la construction de leur projet professionnel ;
- participer à leur orientation ;

- remplir leur rôle d'entreprise « citoyenne » auprès des jeunes en difficulté.

Description :
Suivant le même principe que les jumelages intercommunaux, ce programme consiste à jumeler un établissement scolaire à une entreprise locale ou une structure locale d'entreprise (point de vente, de production, d'activité commerciale ou industrielle, siège social ou administratif national ou local…) disposant d'une implantation proche de celui-ci afin d'établir un programme « d'échanges solidaires » sur l'année scolaire.

4 types d'action sont ensuite proposés dans le cadre de ce jumelage :
- Une séquence d'observation en milieu professionnel ou stage qui permet de sensibiliser les élèves à l'environnement technologique, économique et professionnel durant la période de stage fixée par l'établissement et définie dans le cadre de leur formation initiale ;
- Une visite en entreprise qui permet aux élèves de se familiariser avec les processus de production ou les structurations des entreprises ;
- L'intervention d'un professionnel en classe pour apprendre aux élèves le savoir-être en entreprise (ponctualité, politesse, apparence, …), à lutter contre les préjugés et l'autocensure à travers la description du parcours d'un professionnel, de connaître les conditions concrètes d'admission, évaluer un parcours d'orientation et d'associer les disciplines scolaires aux métiers de l'intervenant. Par ailleurs, des sessions de coaching aux techniques de recherche d'emploi (job-datings, aide à la rédaction de CV/lettres de motivation, simulations d'entretien d'embauche…) peuvent être organisées à la demande des établissements ;
- Un forum des métiers qui permet aux élèves de distinguer les diplômes et les niveaux de qualification des différents métiers présents, de connaître les métiers relatifs à un secteur, d'élaborer et planifier une recherche d'informations en fonction des entreprises présentes afin de définir son orientation.

Pour l'année 2016/17, il est prévu la signature de 20 nouveaux jumelages, ce qui permettra de toucher 1000 lycéens environ.

Moyens mis en œuvre :
La convention prévoit :

• Que « Le Réseau » s'engage à réaliser le projet à travers la mobilisation de son équipe opérationnelle ;
• Que le soutien financier apporté par la région Ile de France au « Réseau » soit mentionné sur l'ensemble des supports de communication de l'association (site web, newsletter, publications…)
• Que le financement apporté par la région Ile de France dans le cadre de ce projet représentera 15% du budget total du « Réseau » et 22% de son activité environ.

Intérêt régional :
Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, une mesure «100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens», qui vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail. Pour répondre à cette exigence, Le Réseau s'engage à prendre au minima 2 stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Les élèves des lycées professionnels franciliens

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération des personnels	20 000,00	40,98%
Charges sociales et fiscales	10 000,00	20,49%
Loyer et charges	1 000,00	2,05%
Frais comptable	1 000,00	2,05%
Frais de déplacement	2 000,00	4,10%
Frais de communication	7 304,00	14,97%
Achats bureautiques	1 500,00	3,07%
Téléphone	500,00	1,02%
Frais postaux	500,00	1,02%
Frais d'organisation de la JAJES	5 000,00	10,25%
Total	48 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile de France	32 700,00	67,00%
Fonds propres association	16 104,00	33,00%
Total	48 804,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	32 700,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-448

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Relancer l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence
Année scolaire 2016-2017

- Soutien à l'orientation des lycéennes vers les métiers scientifiques et technologiques

- Accompagnement des lycéennes dans des parcours d'excellence

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la réussite des élèves, paroles de lycéen-ne-s, la suite d ela consultation. Modifiée par les dispositions de la

VU délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 ;
La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville

VU de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;
La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition

VU pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;
La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour

VU les jeunes franciliens ;
La délibération n° CR 96-16 du 18 mai 2016 relative aux actions pour relancer

VU l'ascenseur social, valoriser le mérite et l'excellence ;
Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-448 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'adopter le règlement d'intervention du nouveau dispositif « Olympe » permettant la mise en œuvre de la politique régionale de soutien à la réussite des filles, joint en annexe 2 à la présente délibération.

Article 2 :

A ce titre, décide de participer au financement des projets détaillés en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **153 790,00 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à signer les conventions visées à l'alinéa précédent.

Affecte une autorisation d'engagement de **153 790,00 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations » (12800505) du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 à la présente délibération.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-448	Budget	2016

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800505 - Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations**

Dispositif : N° 00000968 - Olympe

Dossier	16013237 - PROGRAMME "RÊV'ELLES TECH"			
Bénéficiaire	EXM00152 - REV ELLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 128,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 128,00 €	TTC	72,59 %	29 128,00 €	

Dossier	16013324 - PROJET "FRANCILIENNES TECH" EN FAVEUR DES LYCEENNES			
Bénéficiaire	P0016704 - ELLES BOUGENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
185 550,00 €	TTC	26,95 %	50 000,00 €	

Dossier	16014067 - ACCOMPAGNEMENT DE 10 LYCEENNES DANS DES PARCOURS D'EXCELLENCE			
Bénéficiaire	P0035175 - INSTITUT TELEMAQUE			
Localisation	LYT GUILLAUME TIREL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 702,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 202,00 €	TTC	79,81 %	25 702,00 €	

Dossier	16014369 - L'EGALITE DES CHANCES AU FEMININ			
Bénéficiaire	P0026845 - CAPITAL FILLES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 960,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 200,00 €	TTC	80 %	48 960,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-448	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000968 - Olympe	153 790,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800505	153 790,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : REGLEMENT D'INTERVENTION

DISPOSITIF OLYMPE
REGLEMENT D'INTERVENTION

I. Objet du dispositif

En réponse, à l'engagement de la Région de soutenir la réussite des filles, adopté par délibération n° CR 96-16, le présent dispositif a pour objet de favoriser la réussite des filles, notamment à travers des actions contribuant à l'élargissement des choix professionnels et en encourageant les jeunes lycéennes à s'orienter vers des filières scientifiques et technologiques, et les filières d'excellence.

II. Publics visés par le dispositif

Sont concernées en priorité par ce dispositif les jeunes filles de milieu modeste, en particulier celles qui résident dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville et les territoires ruraux.

III. Structures éligibles

Peuvent bénéficier du soutien régional, dans le cadre du présent règlement d'intervention, les personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les structures peuvent être constituées de professionnels et/ou de bénévoles, et doivent être ancrées sur le territoire de l'Île-de-France. Leur objet doit être en lien avec les objectifs du dispositif. Seront privilégiées dans le cadre de ce dispositif, les structures agréées par le Ministère de l'Education Nationale, car les actions devront intervenir le plus souvent dans le milieu scolaire.

IV. Actions ciblées et modalités de mise en œuvre.

Sont éligibles les actions visant à élargir l'orientation des jeunes filles vers les filières scientifiques et technologiques, et vers des parcours d'excellence, à destination du public ciblé au point II du présent règlement.
Elles seront mise en œuvre nécessairement en lien avec les EPLE et les établissements d'enseignement agricole relevant de la compétence de la Région, ainsi qu'avec les lycées privés sous contrat d'association d'Île-de-France.

Les actions pourront notamment :

- combiner un déroulement à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement,
- permettre la rencontre avec des professionnels (parrainages, visites d'entreprise, participation à des salons dédiés,…) et/ou avec des étudiantes inscrites dans les filières promues, …
- proposer des parcours exploratoire combinant différentes modalités d'intervention.

Les structures sont par ailleurs libres de proposer toute action, notamment innovante, répondant aux objectifs définis précédemment.

V. Modalités de financement et de conventionnement

1. Modalités de financement et dépenses éligibles

Le montant de la subvention régionale est plafonné à 50 000 € par an et par action ou programme d'actions. Il peut couvrir au maximum 80 % des dépenses éligibles et est calculé sur la base du budget prévisionnel présenté par la structure au moment de sa candidature.

Dépenses éligibles :

Les types de dépenses qui peuvent être pris en compte pour l'octroi d'une subvention doivent être en rapport avec les objectifs du dispositif, et directement relatifs à la mise en œuvre des actions proposées ; à titre d'exemples :

- les frais de fonctionnement de la structure liés au personnel et à la réalisation du projet ;
- les interventions de professionnels et de conférenciers ou d'organismes spécialisés ;
- les déplacements de groupes d'élèves et de leurs accompagnateurs ;
- l'achat de documents et d'abonnements, de supports numériques s'ils concourent directement à la réalisation du projet ;
- la création d'outils de communication ;
- les frais de visite à des manifestations culturelles, à des expositions, conférences ;
- Les frais d'assurance ;
- le coût de réalisation de documents imprimés, audiovisuels ou numériques ;
- les frais d'organisation de manifestations.

Sont, notamment, exclues les dépenses correspondant à :

- des rémunérations d'heures de personnels de l'Education nationale dans l'exercice de leurs fonctions ;
- des projets de vacances, de loisirs, sans autre finalité.

2. Modalités d'instruction des demandes et de conventionnement

L'identification et la sélection des projets est opérée suite à l'envoi d'un dossier de demande de subvention à la Région Île-de-France. Un appel à projets pourra être lancé pour cela.
En tout état de cause, les modalités de dépôt des dossiers seront définies chaque année et publiées sur le site institutionnel de la Région Ile-de-France : http://www.iledefrance.fr/ .

Les projets sélectionnés sont soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil Régional d'Île-de-France, dans la limite des crédits budgétaires disponibles.

Le projet devra être cofinancé a minima par le bénéficiaire et/ou une autre structure partenaire. Le versement de l'aide est subordonné à la signature d'une convention entre la Région et le

bénéficiaire. Cette convention, à la demande du bénéficiaire, peut être pluriannuelle, dans la limite de trois ans maximum. La Région se réserve le droit de refuser cette pluri-annualité.
Dans le cas des conventions pluriannuelles, la reconduction du soutien financier régional s'effectue chaque année par la Commission permanente, sur la base d'un bilan intermédiaire et selon l'appréciation de la Région.

VI. Modalités de suivi et d'évaluation des actions

Des éléments de bilan quantitatifs, qualitatifs et financiers sont transmis à la Région au terme de l'année de réalisation. Ils permettent de retracer l'avancement de la réalisation du projet et contribuent à la justification de la juste utilisation des dépenses couvertes par la subvention du conseil régional.

La transmission de ce bilan est une condition *sine qua non* pour toute nouvelle demande de subvention.

Le bilan quantitatif présentera a minima des indicateurs portant sur :

- Le nombre de lycéennes concernées (âge, classe, filière)
- Le nombre d'établissements partenaires (nom, ville, catégorie de lycée, classes concernées, filières)
- Le nombre d'actions réalisées, par catégorie si plusieurs actions sont proposées et les effectifs par type d'action.

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013237

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROGRAMME "RÊV'ELLES TECH"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	40 128,00 €	72,59 %	29 128,00 €
	Montant Total de la subvention		29 128,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : REV ELLES
Adresse administrative : 29 SENTIER TORTUEUX
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMIRA ZAAG, Présidente

Date de publication au JO : 4 janvier 2014

N° SIRET : 80053258200015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Olympe
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- Fournir aux jeunes filles une offre toujours plus adaptée à leurs besoins;
- Encourager des jeunes franciliennes à s'orienter vers les filières préparant aux carrières scientifiques et numériques;
- Dépasser les stéréotypes de sexes, les difficultés de représentation des métiers, les biais d'orientation et l'autocensure, qui amènent les jeunes filles à délaisser ces filières au moment clé de leur orientation.

Ce programme "Rêv'Elles Tech" a pour ambition de sensibiliser et d'accompagner 30 jeunes franciliennes durant l'année scolaire 2016-2017.

Description :
Le programme "Rev'elles Tech" propose un accès aux parcours "Rev'elles ton potentiel" déjà proposés par l'association, avec ici la proposition d'activités spécifiques liées aux métiers scientifiques et numériques.

Déroulement des activités de la semaine :

Jours 1 et 2 : ateliers collectifs sur la confiance en soi, la notion de parcours professionnel, de compétences, la découverte de soi. Ces journées sont également dédiées à la familiarisation avec la notion d'environnement de travail et la découverte de nouveaux métiers. Dans le cas des participantes au programme "Rêv'Elles Tech", il s'agira de leur faire découvrir les différents métiers qui s'offrent à elles dans les sciences et les nouvelles technologies.

Jour 3 : Coachings individuels, afin de lever les freins de manière plus spécifique à chacune et recherches sur les métiers en autonomie, en partenariat avec la Cité des Métiers de Paris.

Jour 4 : Journée "Rêv'Elles-moi l'entreprise" : dans les locaux d'une entreprise partenaire, en présence d'employées volontaires. Le but de cette journée est de découvrir les codes de l'entreprise, de rencontrer des professionnelles exerçant des métiers scientifiques ou numériques, de mieux appréhender leur quotidien et leur parcours. Les secteurs des sciences et des nouvelles technologies manquent de profils féminins. Cette journée est donc l'occasion pour nos partenaires de valoriser ces filières auprès de jeunes filles, qui entreront bientôt sur le marché du travail. C'est également l'occasion pour les collaboratrices qui vont participer à la journée d'opérer un retour sur leur parcours, de le valoriser et de partager leur expérience. Cette journée se déroulera dans les locaux de Dow Cheminicals, de SAP SE, de l'UPTI (EDF), ou de Google.

Jour 5 : Dans un endroit prestigieux : finaliser son projet et apprendre à le présenter, déterminer son plan d'action. Les jeunes filles vont présenter leur projet devant un jury de rôles modèles (les années passées l'association s'était rendue au Conseil Régional d'Île-de-France, à l'Ambassade des Etats-Unis, à la Mairie du 19ème arrondissement...).

- Une visite de centrale thermique : grâce aux partenaires de l'association avec l'UPTI (EDF) et avec l'entreprise Dow Chemicals, les participantes au programme "Rêv'Elles Tech" auront l'opportunité de visiter une centrale thermique ou un site de production chimique. Elles découvriront les métiers qui y sont exercés, ainsi que la présence de femmes au sein des équipes, souvent même à la tête de celles-ci.

- Pour chaque jeune fille du programme "Rêv'Elles Tech", une journée "Rêv'elles moi ta vie de...". Le but de cette journée est de permettre aux jeunes filles de passer une journée entière aux côtés d'un rôle modèle, dans le métier vers lequel elle ambitionne de se diriger. Elles auront l'occasion de découvrir de nombreux métiers exercés par ces rôles modèles, comme celui d'ingénieure, de chimiste, de développeuse informatique, de directrice d'unité de production thermique, de chercheuse en astronomie, etc...

- Deux coachings individuels durant l'année scolaire, afin de ne pas perdre la motivation acquise sur le parcours "Rêv'Elles ton potentiel", d'adresser les doutes et appréhensions des jeunes filles et de lever les freins liés à l'orientation au moment des choix.

- Une rencontre de la commission Univers"'Elles tournée vers la thématique des femmes dans les domaines de la science et des nouvelles technologies. Un rendez-vous au carrefour numérique de la Cité des Sciences, au mois d'avril 2017, afin de favoriser l'échange entre pairs. Le but de cette rencontre est de créer une émulation entre les jeunes filles et d'entretenir leur motivation au moment des choix de filières. Cette rencontre leur permettra également de rencontrer des professionnelles et des étudiantes dans ces filières, afin qu'elles puissent poser des questions et développer leur réseau.

Processus de sélection des jeunes filles :
Afin de cibler les lycéennes intéressées par ce programme, l'association mobilisera ses partenaires associatifs sur l'ensemble du territoire francilien, ainsi que les lycées et les agents de développement local avec lesquels l'association travaille. Elle respectera ensuite un processus de sélection permettant de

cibler les profils et les attentes des bénéficiaires.

Le processus de sélection :

1. le questionnaire : les jeunes filles souhaitant participer au parcours "Rêv'Elles ton potentiel" commencent par remplir un questionnaire en ligne (accessible depuis le site internent de l'association). Elles y donnent des informations sur :
   - leur profil : âge, classe, ville d'origine, métier des parents, sont-elles suivies par une association ? si oui laquelle ?
   - leur vision d'elles-mêmes : pensent-elles avoir confiance en elles ? Connaissent elles leurs qualités, leurs valeurs, leurs centres d'intérêt ?
   - leur vision de leur projet professionnel et les démarches engagées : est-il clair ? se sont-elles déjà rendues dans un CIO ou à la Cité des Métiers ? Cela leur semble-t-il avoir été utile ? Savent-elles comment interroger un professionnel sur son métier ?
   - leurs attentes : Ont-elles besoin d'être renseignées sur les métiers, les filières ?

Ce questionnaire permet à l'association de mieux connaître les candidates et de sélectionner celles qui ont le plus besoin d'un accompagnement. L'association va privilégier celles qui n'ont pas, dans leur entourage familial ou social (association par exemple), les ressources qui pourraient les aider dans l'élaboration de leur projet : celles qui se sentent perdues et qui risquent de s'orienter par dépit ou d'arrêter leurs études.

2. L'entretien de motivation : quelques jours avant le début du parcours, l'association rappelle chacune des candidates pour créer le lien de confiance et juger de leur motivation. Ce programme dure une semaine et a lieu pendant les vacances scolaires pour aller jusqu'au bout de la démarche d'inscription.

Perspectives : un accompagnement collectif et individuel pour permettre à ces jeunes filles de déconstruire les stéréotypes entourant la question de l'orientation dans les filières scientifiques, mais également de lever tous les freins à l'aboutissement de leur projet professionnel.

Par ailleurs, les entreprises et rôles modèles engagés aux côtés de l'association auront un échange privilégié avec ces jeunes filles et seront les premiers membres d'un réseau intergénérationnel de femmes dans le domaine de la science et des nouvelles technologies.

Mesure d'impact et évaluation de l'action :

Depuis 2013, l'association a pu accompagner 158 jeunes femmes originaires de plus de 50 villes d'Île-de-France. A l'issue du parcours :

- 91 % des participantes déclarent avoir plus confiance en elles (contre 22 % avant le parcours)
- 92 % ont un projet professionnel plus clair
- 79 % savent exactement où chercher des informations pour les aider dans leur projet (contre 21 % auparavant)
- 88 % savent quelles questions poser à un-e professionnel-le pour connaître son métier (contre 12 % auparavant)
- 97 % sont satisfaites du programme
- 100 % des participantes recommanderaient ce programme à d'autres jeunes femmes.

Ces données sont extraites des évaluations que l'association réalise à chaque session du parcours et durant le suivi des jeunes filles.

Pour le programme Rêv'Elles Tech, l'association adaptera ses indicateurs d'évaluation pour une mesure d'impact plus spécifique :

- augmentation des notes des participantes dans les matières scientifiques
- poursuite des études vers une filière scientifique
- prise de contact avec des professionnels dans les domaines des sciences et des nouvelles technologies
- stages ou journée découvertes effectuées depuis le parcours, etc...

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains mobilisés sur ce programme

- 50 % du temps de la chargées des programmes :
    - Gestion de la relation avec les associations partenaires
    - Mise en place de nouveaux partenariats
    - Organisation des activités du programme
    - Recrutement des jeunes filles
    - Suivie des jeunes filles
    - Evaluation du programme

- 15 % du temps de la chargée de communication
    - Communication autour des différentes activités du programme
    - Valorisation du programme auprès des partenaires
    - Relations presse

- 10 % du temps de la directrice de l'association
    - Management d'équipe
    - Relations avec les entreprises partenaires

- Prestataires pour la réalisation du programme
    - 4 co-facilitatrices pour animer les ateliers
    - 4 coaches pour assurer l'accompagner des jeunes femmes durant l'année

Moyens matériel mobilisés sur le programme :

- Location de salles pour les ateliers collectifs
- Fournitures et matériel d'animation
- Outils de communication
- Frais de bouche sur les parcours

Intérêt régional :

- Renforcer le soutien à la réussite des filles, en particulier lorsqu'elles sont issues de familles modestes, notamment dans les quartiers prioritaires ou en zone rurale;
- Agir pour l'égalité entre filles et garçons dans l'orientation vers les filières scientifiques, technologiques, et les filières d'excellence.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant *(au vu de la capacité d'accueil réduite de la structure, il a été négocié avec cette dernière le recrutement d'un seul stagiaire ou alternant).*

Public(s) cible(s) :
30 Jeunes franciliennes de seconde générale et technologique, intéressées par les filières scientifiques.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	4 080,00	10,17%
Achats matières et fournitures	540,00	1,35%
Locations	2 800,00	6,98%
Assurances	50,00	0,12%
Documentation	200,00	0,50%
Rémunération intermédiaires et honoraires	4 800,00	11,96%
Déplacements, missions	300,00	0,75%
Rémunération des personnels	17 935,00	44,69%
Charges sociales	7 174,00	17,88%
Charges fixes de fonctionnement	2 249,00	5,60%
Total	40 128,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016	29 128,00	72,59%
EDF	5 000,00	12,46%
Entreprise Dow France	6 000,00	14,95%
Total	40 128,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 128,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	7 000,00 €
	Montant total	7 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013324

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROJET "FRANCILIENNES TECH" EN FAVEUR DES LYCEENNES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	185 550,00 €	26,95 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ELLES BOUGENT
Adresse administrative :

Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET : 49192709100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Olympe
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- Informer et sensibiliser les lycéennes d'Ile-de-France sur les métiers scientifiques et techniques;
- Compléter leur information par des actions concrètes et conviviales en matière d'orientation et de projet professionnel, pour éviter les phénomènes d'autocensure et les encourager à se montrer ambitieuses;
- Attirer un plus grand nombre de lycéennes vers les formations de techniciennes et d'ingénieures et à terme, les orienter vers les secteurs en manque de talents féminins scientifiques et techniques.

Description :
Depuis 10 ans, l'association Elles bougent fait découvrir aux collégiennes et lycéennes les métiers d'ingénieures et de techniciennes dans tous les secteurs industriels ou technologiques en manque de talents féminins : l'automobile, l'aérospatial, la défense, l'énergie, le ferroviaire, le maritime, le numérique et le bâtiment notamment.

L'association Elles bougent, parrainée par 4 Ministères, réunit 17 délégations régionales, 100 partenaires entreprises et établissements d'enseignement supérieur, un club des collèges et lycées et 3000 marraines.

Si la parité existe en terminale S, à peine 10% des filles poursuivent ensuite des études d'ingénieures et de techniciennes. Aussi l'industrie manque cruellement de femmes et des secteurs tels que l'énergie, le numérique, les transports, etc. peinent à obtenir plus de mixité dans leurs équipes techniques.

Un programme d'actions réparties sur l'année scolaire, à destination de groupes de lycéennes est proposé dans le cadre du projet « FranciliennesTech », Opération Elles bougent dans les lycées 2016-2017.

Il est composé :

- de 6 grandes rencontres thématiques et sectorielles (automobile, numérique, ferroviaire, maritime, aérospatial, Innovatech/Industrie du futur) – voir descriptif détaillé ci-dessous (partie 1);
- d'une vingtaine de visites et portes-ouvertes dans les entreprises partenaires d'Elles bougent (telles que Alten, EDF, Engie, Google, Groupe ADP, Microsoft, Orange, Renault, Safran, Sopra Steria, Thales, Total, Valeo…) et les établissements d'enseignement supérieur, notamment dans le cadre de la Semaine de l'Industrie et du Rallye des Métiers – voir descriptif détaillé ci-dessous (partie 2);
- d'une cinquantaine de tables rondes et forums au sein des lycées, notamment dans le cadre de l'événement « les sciences de l'ingénieur au féminin » ou d'interventions de marraines Elles bougent de la délégation Ile-de-France à la demande des lycées franciliens;
- de concours et actions de sensibilisation via le site web de l'association (forum, mise en relation avec des « marraines », newsletter) et les réseaux sociaux (Facebook, YouTube, Twitter…).

Le point commun entre toutes ces actions est le rôle central qu'y tiennent les « marraines » Elles bougent : des femmes ingénieures et techniciennes en poste dans l'industrie et la technologie, ou étudiantes dans ces filières. Elles témoignent auprès des jeunes filles, leur expliquent concrètement leur métier et leur parcours, partagent leurs expériences, répondent à leurs questions de manière volontaire et bénévole. Leur objectif : partager leur passion pour leur métier et leur domaine.

Les grandes rencontres thématiques et sectorielles :

1) Elles bougent Connected to Mobility : Jeudi 6 octobre 2016, Porte de Versailles dans le cadre du Mondial de l'Automobile

Objectif: faire découvrir aux lycéennes les métiers techniques et scientifiques du secteur de l'automobile et les formations qui y mènent.

Description:

Sur une journée :
- visite exclusive du salon par petits groupes
- accueil sur les stands des partenaires et échanges avec leurs marraines (Bosch, Estaca, Faurecia, Renault, Valeo…)
- parcours pédagogique et dynamique via une application « quiz » pour les guider entre les stands et leur permettre d'échanger des informations
- conférence de clôture :
    - . questions/réponses avec notamment la présence de Bruno Guillemet, DRH de Valeo et Président d'honneur de l'association,
    - . témoignage de marraines phares du secteur automobile,
    - . lancement d'un grand concours « La voiture connectée » à destination des lycéennes dont les résultats seront annoncés lors de la Semaine de l'Industrie 2017.
- collation pour poursuivre les échanges avec les différent-e-s intervenant-e-s et invité-e-s.

Public cible : 70 lycéennes franciliennes, accompagnées par des étudiantes franciliennes et des lycéennes d'autres régions proches (total : 120 participantes)

Localisation géographique : Parc des expositions – Parc de Versailles (Paris)

2) **Elles bougent pour le Maritime : Mardi 13 décembre 2016, Porte de Versailles, dans le cadre du Salon Nautique**

Objectif: faire découvrir aux lycéennes sur une journée le secteur du maritime, ses métiers et ses débouchés.

Description des actions:
Sur une demi-journée, par petites équipes de 10-15 jeunes filles :
- visite exclusive du salon guidée par l'application mobile eRallye (informations et quiz)
- accueil sur les stands des partenaires, expérimentations et échange avec les marraines
- plénière, quiz et table ronde en collaboration avec le Cluster Maritime Français
- collation et échanges informels avec les intervenant-e-s et invité-e-s

Public cible : 80 lycéennes d'Ile-de-France parmi les 150 participantes

Localisation géographique : Paris – Porte de Versailles

3) **Elles bougent pour le Ferroviaire : Jeudi 26 janvier 2017, événement multi-site**

Objectif : faire découvrir aux lycéennes les coulisses du secteur ferroviaire et la diversité des métiers proposés.

Description
Sur une journée, par équipe :
- trajet toute la journée en train, tram ou métro accompagnées par des femmes ingénieures du secteur
- visite d'un site technique ou industriel du secteur ferroviaire (centre de maintenance RATP, centre de pilotage SNCF, équipementier, signalétique Thales, siège Alstom…)
- restitution collective des visites de chaque équipe dans le cadre d'une grande plénière et, préparation de « pitchs » par les équipes pour présenter leurs visites aux 150 participantes
- réalisation d'un « carnet de voyage » bilan de la journée.

Public cible : 50 lycéennes d'Ile-de-France rejointes en cours de journée par des lycéennes d'autres régions qui voyageront en train.

Localisation géographique : Paris/Ile-de-France avec regroupement l'après-midi à la Maison de la RATP ou au CNAM/Musée des Arts et Métiers.

4) **Challenge InnovaTech : Elles bougent pour l'industrie du Futur : Mardi 7, mercredi 8 ou jeudi 9 mars (autour de la Journée internationale des Droits des Femmes) au Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique, à Bercy.**

Objectif : faire découvrir aux lycéennes le travail en équipe en réfléchissant à un projet pour concevoir de nouveaux objets ou services liés à l'industrie du futur.

Description
Matin :
- constitution de petites équipes intergénérationnelles composées de lycéennes, d'étudiantes et de femmes ingénieures ;
- travail autour de grands chantiers de l'industrie du futur tels que médecine du futur, objets connectés, ville durable, impression 3D ;
- briefing par les correspondants de la Direction Générale des Entreprises (DGE) du ministère ;
- travail créatif par équipe pour concevoir un produit, un service, une application en lien avec la

thématique du groupe ;
- Jury de sélection pour sélectionner les meilleures équipes qui présenteront leurs projets sur la scène du ministère à Bercy, l'après-midi même.
- Après-midi – grande conférence à Bercy :
- Présentation des grands enjeux liés à l'industrie du futur;
- Présentation des projets des équipes sous forme de pitchs (présentation par groupe en 3-5 minutes);
- Vote du public et délibération du jury, composé d'experts des sphères de l'industrie, de l'innovation, des médias et de l'éducation;
- Remise des prix;
- Cocktail de clôture et échanges informels.

Public cible : 20 lycéennes franciliennes accompagnées par 20 étudiantes franciliennes en filière scientifique et technique et 20 femmes ingénieures, ainsi que 150 lycéen-ne-s francilien-ne-s assistant à la restitution des projets avec présentation des pitchs, votes du public et remise des prix en présence de différentes personnalités, dans le grand auditorium de Bercy.

Localisation géographique : Paris – Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique

5) Elles bougent pour le Numérique : Mars 2017, durant la Semaine de l'Industrie, à Paris (lieu à définir)

Objectif: faire découvrir aux lycéennes sur une journée le secteur et les métiers du Numérique.

Description:
Dans le cadre d'une grande journée qui sera dupliquée dans d'autres régions de France en parallèle le même jour :
- parcours pédagogique et ludique parmi les stands entreprises et écoles d'enseignement supérieur partenaires pour découvrir les métiers du numérique ;
- déjeuner avec les marraines, les étudiantes et les lycéennes ;
- plénière, quiz interactif et table ronde en présence de personnalités (édition 2014 : Axelle Lemaire, Secrétaire d'état) ;
- collation et échanges informels.

Public cible: 80 lycéennes d'Ile-de-France et 70 étudiantes en filière scientifique et technique

Localisation géographique : Paris Intramuros – lieu à définir

6) Elles bougent s'envole au Bourget : Jeudi 22 juin 2017, Le Bourget, dans le cadre du Salon international de l'Aéronautique et de l'Espace de Paris.

Objectif : faire découvrir aux lycéennes sur une journée le secteur de l'aéronautique et du spatial pendant le salon international de l'Aéronautique et de l'Espace de Paris-Le Bourget.

Description des actions
Sur une journée, par petites équipes de lycéennes :
- visite exclusive du salon guidée par l'application mobile eRallye (informations et quiz)
- accueil sur les stands des partenaires : échanges avec les marraines et découverte de maquettes, visites de cockpits, etc. ;
- déjeuner avec les marraines et les autres participantes ;
- plénière, quiz et table ronde ;
- collation et échanges informels.

Public cible : 80 lycéennes et 50 étudiantes d'Ile-de-France plus 30 lycéennes d'autres régions limitrophes.

Localisation géographique : Paris-Le Bourget

7) Visites et portes-ouvertes dans le cadre de la Semaine de l'Industrie : Du 20 au 26 mars 2017, événement multi-site en Ile-de-France

Objectif : faire découvrir aux lycéennes les métiers d'ingénieures et techniciennes à travers des visites de sites privilégiées et des moments d'échanges avec les marraines pendant la semaine de l'Industrie.

Description des actions
- Visite de sites ou de showroom des secteurs énergie, numérique, transports…;
- Échanges avec les marraines et partage d'expériences.

Public cible : 150 lycéennes (= 20 à 30 lycéennes par visite)

Localisation géographique : Sur des sites industriels ou des sièges d'entreprise en Ile-de-France

8) Rallye des métiers de l'académie de Créteil : Jeudi 30 mars ou jeudi 20 avril 2017 (à préciser), sur différents sites industriels dans le département 93 et/ou 94.

Objectif : faire découvrir différents secteurs de l'industrie (transports, énergie, numérique…) aux lycéennes, sur une journée, à travers un parcours entre plusieurs sites industriels et une grande plénière de restitution ensemble.

Description des actions
- Départ depuis les lycées par groupe, accompagnées par des étudiantes en filière scientifique et technique guidées par l'application eRallye Elles bougent (quiz, partage de photos, itinéraires entre les différents sites…) ;
- trajet vers les différents sites (en transports en commun ou en car, selon les sites visités) ;
- visite de plusieurs entreprises et témoignages de marraines Elle bougent ;
- déjeuner avec les marraines et préparation des restitutions des visites par petites équipes ;
- rassemblement en plénière de tous les groupes avec partage d'expérience et restitution des visites, quiz interactif, remise des prix aux meilleures équipes ;
- collation et échanges informels.

Public cible : 100 lycéennes des départements 93, 94, 77 En Avril 2016, une initiative similaire a été réalisée avec les lycéennes de l'Académie de Paris.

Localisation géographique : Lycées des départements 93, 94, 77

9) Les Sciences de l'Ingénieur au Féminin, en partenariat avec l'Upsti : Jeudi 24 novembre 2016, événement multi-site dans les lycées d'Ile-de-France.

Objectif : faire découvrir aux lycéennes pendant un après-midi dans leur établissement scolaire la richesse, la diversité et l'intérêt des métiers d'ingénieurs et des filières scientifiques et technologiques grâce aux interventions et aux témoignages des femmes ingénieures et techniciennes.

Description des actions
- Intervention dans les lycées inscrits à la manifestation
- Présentation de toutes les marraines
- Table ronde avec partage d'expérience et questions/réponses par petit groupe
- Collation et échanges informels

Public cible : tous les lycées d'Ile-de-France inscrits à cet événement.

En 2015, 21 lycées ont participé aux Sciences de l'Ingénieur au féminin, soit près de 2000 lycéennes franciliennes. Les chefs d'établissements scolaires peuvent s'inscrire directement via le site web de l'événement : http://www.lessiaufeminin.fr/

Localisation géographique : Les 3 académies de la Région Ile-de-France

10) Les autres interventions dans les lycées : Tout au long de l'année scolaire

Objectif : informer et sensibiliser les jeunes filles sur les métiers scientifiques et techniques à travers le témoignage des marraines Elles bougent

Description des actions
Tout au long de l'année scolaire, à la demande des établissements scolaires ou sur proposition des marraines actives de la délégation Ile-de-France d'Elles bougent, interventions de marraines Elles bougent pour présenter aux élèves leurs métiers, leurs parcours, les éventuelles difficultés rencontrées et répondre sans tabou à toutes leurs interrogations.

Public cible : tous les lycées d'Ile-de-France inscrits préalablement au Club des collèges et lycées Elles bougent (inscription gratuite et en ligne, via le site web de l'association).

11) Concours et actions de sensibilisation sur le web et les réseaux sociaux

Objectif : permettre aux lycéennes de découvrir très facilement en ligne les filières scientifiques et techniques et leur donner envie de s'intéresser à ces métiers.

Description des actions
- Refonte du site web de l'association Elles bougent, avec un espace Forum dédié aux échanges entre marraines et lycéennes ;
- mise en place de jeux, concours, quiz, newsletters, témoignages, tchat en ligne, enquêtes et sondages sur le site web de l'association et les médias sociaux associés (chaine YouTube, page Facebook, compte Twitter et LinkedIn, page Instagram) afin de répondre aux questions des lycéennes, leur donner une vision attractive de la technologie et de l'industrie, les mettre en relation avec des marraines, les informer sur les métiers, les filières qui recrutent, les formations, etc.

Public cible : toutes les jeunes filles

Intérêt régional :
- Renforcer le soutien à la réussite des filles, en particulier lorsqu'elles sont issues de familles modestes, notamment dans les quartiers prioritaires ou en zone rurale;
- Agir pour l'égalité entre filles et garçons dans l'orientation vers les filières scientifiques, technologiques, et les filières d'excellence.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
4 000 lycéennes franciliennes, de la seconde à la terminale.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Elles bougent connected to mobility	34 800,00	18,76%
Elles bougent pour le Maritime	17 300,00	9,32%
Elles bougent pour le Ferroviaire	16 300,00	8,78%
Challenge InnovaTech : Elles bougent pour l'industrie du futur	26 550,00	14,31%
Elles bougent pour le numérique	19 000,00	10,24%
Elles bougent s'envole au Bourget	13 600,00	7,33%
Semaine de l'Industrie	12 800,00	6,90%
Rallye des Métiers	24 400,00	13,15%
Sciences de l'Ingénieur au féminin	20 800,00	11,21%
Total	185 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016	50 000,00	26,95%
Participation de la structure	121 550,00	65,51%
Ministère de l'Economie	3 000,00	1,62%
Ministère de l'éducation nationale (MENESR)	5 000,00	2,69%
Conseil général 95	6 000,00	3,23%
Total	185 550,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	50 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014067

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACCOMPAGNEMENT DE 10 LYCEENNES DANS DES PARCOURS D'EXCELLENCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	32 202,00 €	79,81 %	25 702,00 €
	Montant Total de la subvention		25 702,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT TELEMAQUE
Adresse administrative : 35 RUE JOSEPH MONIER
92506 RUEIL MALMAISON
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49280242600030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Olympe
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- Accompagner 10 lycéennes issues de milieux modestes et de quartiers prioritaires de la politique de la ville vers la réussite de leurs études supérieures, en leur permettant de bénéficier d'un hébergement près de leur établissement scolaire parisien.
- Combattre le déterminisme social et les aider à lever les freins liés à l'auto censure et au manque de confiance en elles en les accompagnant individuellement par un double tutorat et collectivement dans le cadre d'activités proposées par l'Institut Télémaque.

Description :

- Un accompagnement individuel par le biais d'un double tutorat (un tuteur d'entreprise et un référent scolaire) afin de les soutenir dans leurs choix d'orientation et l'élaboration de leur projet d'avenir. Le tuteur d'entreprise a également le rôle de passeur social ; il transmet les codes et une meilleure ouverture vers le monde de l'entreprise, ainsi qu'une plus grande ouverture socio-culturelle ;
- Un accompagnement collectif de l'Institut Télémaque qui leur propose régulièrement des sorties culturelles (Théâtres, expositions, opéra..) et pédagogiques (Salons, ateliers, visite d'entreprise, conférences…) ;

- Un accompagnement financier par le biais d'un soutien leur permettant de faire des activités extra-scolaires et réaliser des sorties dans le cadre de leur parrainage avec leurs tuteurs.

Pour favoriser la réussite de leur parcours, et leur permettre de jouir de conditions d'étude favorables, les lycéennes ciblées par l'action sont hébergés, pendant leurs années de lycée, au sein de l'internat Guillaume Tirel, proche de leur lieu de scolarisation.

Intérêt régional :
- Renforcer le soutien à la réussite des filles, en particulier lorsqu'elles sont issues de familles modestes, notamment dans les quartiers prioritaires ou en zone rurale;
- Agir pour l'égalité entre filles et garçons dans l'orientation vers les filières scientifiques, technologiques, et les filières d'excellence.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Cette action, mise en œuvre à titre expérimental, cible 10 lycéennes d'Ile-de-France, accompagnées tout au long de leur parcours au lycée.

Localisation géographique :
- LYT GUILLAUME TIREL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Accompagnement individuel et découvertes extra-scolaire	7 000,00	21,74%
Accompagnement collectif et découvertes d'activités culturelles et pédagogiques	4 000,00	12,42%
Frais d'accompagnement Télémaque	2 500,00	7,76%
Aide à la mobilité géographique	18 702,00	58,08%
Total	32 202,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention régionale 2016	25 702,00	79,81%
Participation de la structure	6 500,00	20,19%
Total	32 202,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 702,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014369

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : L'EGALITE DES CHANCES AU FEMININ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Olympe	61 200,00 €	80,00 %	48 960,00 €
	Montant Total de la subvention		48 960,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800505- Actions pour la citoyenneté, la participation lycéenne et la lutte contre les discriminations

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAPITAL FILLES
Adresse administrative : 3 SQ DESAIX
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE GOUTARD, DELEGUEE GENERALE

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 75204660700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Olympe
Rapport Cadre : CR96-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 10 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'association Capital Filles accompagne les jeunes filles inscrites en filières professionnelle, technologique et générale (exclusivement Sciences de l'ingénieur et Sciences de la Vie et de la Terre). Pour la mise en œuvre opérationnelle des actions dans les académies, l'association s'appuie sur un réseau de 45 Déléguées Capital Filles, collaboratrices volontaires issues des entreprises partenaires.

Capital filles vise à donner toutes leurs chances aux jeunes filles de milieu modeste, très généralement éloignées du monde de l'entreprise. Le rôle des marraines de Capital filles consiste notamment à :

- Les conseiller dans leurs choix d'orientation vers des secteurs d'activités et des métiers d'avenir, particulièrement dans leur région, ainsi que vers les formations qui y conduisent;
- Les aider à contourner les stéréotypes qui les éloignent trop souvent, par manque d'information, des filières scientifiques, technologiques et industrielles, encore traditionnellement masculines;
- Renforcer leur confiance en elles-mêmes et en leur avenir professionnel;
- Donner une image positive et accueillante des entreprises et de leur Région;
- Favoriser l'accès à des contrats d'apprentissage pour leur permettre, après leur réussite au bac, de s'engager dans des études supérieures.

Description :
Il s'agira d'associer dès la rentrée scolaire de septembre 2016, quinze nouveaux lycées situés prioritairement dans des quartiers prioritaires ou en zone rurale, sélectionnés en concertation avec la Région Ile-de-France. Ils s'ajouteront aux 22 lycées déjà accompagnés en Ile-de-France par Capital Filles.

Ce sont ainsi plus de 2 500 lycéennes qui devraient pouvoir bénéficier des ateliers collectifs proposés par l'association.

L'action proposée permettrait de consolider et d'étendre le panel de filleules et de marraines mobilisées en Ile-de-France.
Ce panel, constitué de binômes marraines/filleules, sera consulté sur les points stratégiques du programme et les outils mis à disposition. Il permettra à Capital Filles d'enrichir son programme en fonction des suggestions des unes et des autres.

Les actions proposées par Capital Filles pour l'année scolaire 2016-2017, en Ile-de-France, sont les suivantes :

Un accompagnement des lycéennes inscrit dans la durée (de la 3ème à la Terminale).

Il prendra plusieurs formes, notamment :

- Des Ateliers collectifs, accueillis au sein des lycées partenaires. Ces ateliers permettent de sensibiliser les jeunes filles au large panel d'activités, de métiers et de filières de formations qui s'offrent à elles en Ile-de-France et les aident à identifier et surmonter les stéréotypes qui peuvent constituer un frein. Ces Ateliers sont animés par les Déléguées et les Marraines Capital Filles qui viennent témoigner de leur parcours professionnel, de leur vie de femmes dans l'entreprise, de leurs formations, des éventuelles difficultés rencontrées et surmontées;

- Un tutorat individuel assuré par les Marraines en classes de Terminale (aide à l'orientation pour site APB, rédaction des CV et lettre de motivation, aide à l'obtention d'un contrat d'apprentissage, etc.);

- Invitation à des Forums organisés par Capital Filles;

- Visites de sites des entreprises pour les lycéennes et leurs professeurs.

Intérêt régional :
- Renforcer le soutien à la réussite des filles, en particulier lorsqu'elles sont issues de familles modestes, notamment dans les quartiers prioritaires ou en zone rurale;
- Agir pour l'égalité entre filles et garçons dans l'orientation vers les filières scientifiques, technologiques, et les filières d'excellence.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Capital Filles s'adresse aux lycéennes scolarisées dans des lycées relevant de la Politique de la Ville et des territoires ruraux. Les filières accompagnées par Capital Filles sont les filières technologiques (Seconde générale et technologique, Première et Terminale SSI, SSVT, STI2D, STMG, STL), les filières professionnelles (Seconde, Première, Terminale) et la filière générale (S.SSI et S.SVT).

Près de 2 500 lycéennes sont ciblées par l'action proposée ici.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fonctionnement et administration générale	13 000,00	21,24%
Coordination générale	10 000,00	16,34%
Frais de personnel permanent	36 000,00	58,82%
Indemnisation de 2 stagiaires	2 200,00	3,59%
Total	61 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	48 960,00	80,00%
Ressources propres	12 240,00	20,00%
Total	61 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €
2017	28 960,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-449

DU 21 SEPTEMBRE 2016

MODALITES DE SUIVI DES INSTALLATIONS SPECIFIQUES LIEES A LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DU PATRIMOINE LYCEES
DOTATIONS POUR L'ANNEE 2016 AUX EPLE

DOTATIONS POUR LES CONTRATS TECHNIQUES OBLIGATOIRES, CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES (CTO CEO) POUR LES LYCEES DE LA REGION D'ILE DE FRANCE.

DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIERE. 4EME RAPPORT DE L'ANNEE 2016

POURSUITE DU MARCHE 1300511 RELATIF A LA SURVEILLANCE ET A LA PROTECTION HUMAINE CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES EPLE

MARCHE RELATIF A LA SURVEILLANCE ANTI-INTRUSION DANS LES EPLE

REGLEMENT DE LA COTISATION POUR LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DE LA PERIPHERIE DE PARIS POUR L'ELECTRICITE ET LES RESEAUX DE COMMUNICATION CONCERNANT LES EPLE D'ILE-DE-FRANCE (SIPPEREC)

POURSUITE DU MARCHE 1500170 RELATIF AU DEMENAGEMENT ET AU STOCKAGE EN GARDE MEUBLES DE MOBILIERS ET MATERIELS LOURDS DES EPLE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code des marchés publics ;
VU Le code de l'éducation et notamment ses articles L 214-6 et L 421-11 relatifs aux compétences des Régions à l'égard des lycées et autres établissements d'enseignement scolaire ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à la Commission permanente ;
VU La délibération CR 93-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations du conseil régional à sa présidente en matière de marchés publics ;
VU La délibération n° CP14-483 du 18 juin 2014 relative à la participation de la Région Ile-de-France au SIPPEREC (syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication ;
VU Le budget régional 2016 et plus particulièrement le chapitre 932 « enseignement » ;
VU L'avis de la commission de l'éducation ;
VU L'avis de la commission de la sécurité ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU Le rapport CP 16- présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer des dotations pour le suivi des installations spécifiques liées à la qualité environnementale du patrimoine des lycées pour un montant de **223 895,20 €**, conformément au tableau figurant en **annexe 1**.

07/09/2016 11:41

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **223 895,20 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget régional 2016

Article 2 :

Décide d'attribuer des dotations correspondant au versement du solde des dotations d'un montant **de 2 541 752,60 €** afin de permettre aux EPLE d'effectuer les contrôles techniques obligatoires et de passer les contrats d'entretien obligatoires de l'année 2016, conformément aux tableaux figurant en **annexes 2 et 3.**

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **2 541 752,60 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget régional 2016.

Article 3 :

Décide d'attribuer des dotations au versement du solde des dotations d'un montant de **349 794,80 €** afin de permettre aux cités mixtes régionales d'effectuer les contrôles techniques obligatoires et de passer les contrats d'entretien obligatoires de l'année 2016, conformément aux tableaux figurant en **annexes 4 et 5**.

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **349 794,80 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participations à des cités mixtes», programme HP224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales», action «Entretien des cités mixtes régionales – part lycées » (12203102) du budget régional 2016.

Article 4 :

Décide d'attribuer des dotations afin d'assurer la maintenance immobilière du patrimoine des lycées pour un montant de **67 421€** conformément aux tableaux figurant en **annexes 6, 7 et 8**.

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **60 743 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP222-017 (122017) «Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics», action «Maintenance immobilière» (12201702) du budget régional 2016.

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **4 588,45 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participations à des cités mixtes», programme HP224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales», action «Entretien des cités mixtes régionales – part lycées » (12203102) du budget régional 2016.

Affecte pour ces opérations une autorisation d'engagement de **2 089,55 €** prélevée sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 224 «Participations à des cités mixtes», programme HP224-031 (122031) «Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales», action «Entretien des cités mixtes régionales – part collèges » (12203103) du budget régional 2016.

Article 5 :

Affecte à titre provisionnel une autorisation d'engagement de **60 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP 222-018 (122018) « Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires » Action 12201801 « Actions de gestion scolaire » du budget 2016.

Article 6 :

Affecte une autorisation d'engagement de **120 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802) du budget régional 2016, afin de poursuivre l'exécution du marché **1300511** relatif à la surveillance et la protection humaine contre les risques incendie et de panique dans les EPLE.

Article 7 :

Affecte une autorisation d'engagement de **70 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802) du budget régional 2016, pour un marché relatif à la surveillance anti-intrusion dans les EPLE.

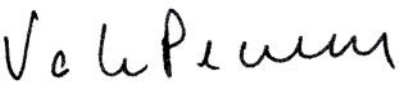
Article 8 :

Affecte une autorisation d'engagement de **11 550,00 €** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement », code fonctionnel 222 « Lycées publics » programme HP 222-018 (122018) «dépenses de gestion associées aux programmes scolaires », action « action de gestion scolaire» (12201801) du budget régional 2016 afin de régler la cotisation pour le syndicat intercommunal de la périphérie de Paris pour l'électricité et les réseaux de communication concernant les EPLE d'Ile-de-France.

Article 9 :

Affecte une autorisation d'engagement de **200 000 €,** disponible sur le chapitre 932 «Enseignement», code fonctionnel 222 «Lycées publics», programme HP 222 -018 (122018) «Dépenses de gestion associées aux programmes scolaires», action «Prestations liées aux travaux» (12201802) du budget régional 2016, afin de poursuivre l'exécution du marché 1500170 de la société CVSD, relatif au déménagement et au stockage en garde meubles de mobiliers et matériels lourds des EPLE du ressort de la Région Ile de France.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

07/09/2016 11:41

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE I : DOTATIONS POUR LES INSTALLATIONS SPECIFIQUES LIEES A LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DU PATRIMOINE DES EPLE

ESTIMATION BUDGETAIRE POUR LE SUIVI DES INSTALLATIONS SPECIFIQUES TOITURES VEGETALISEES ET RECUPERATIONS D'EAU PLUVIALE

Service Qualité Environnementale - Juin 2016

Dpt	Code RNE	EI(s)	Lycée	Ville	Total budget par lycée
77		77115	Charlotte Delbo	Dammartin-en-Goele	11 345,00 €
93		93175	Germaine Tillion	Le Bourget	8 090,00 €
91		91140	Nelson Mandela	Etampes	17 253,60 €
93		93480	Jean-Moulin	Rosny	8 520,00 €
94		94080	Robert-Schuman	Charenton le Pont	3 102,00 €
77		77307	Emilie-du-Châtelet	Serris	18 600,00 €
94		94095	Pauline-Roland	Chevilly Larue	8 940,00 €
75		75470	Guillaume-Tirel	Paris 14ème	554,40 €
91		91330	Jean-Baptiste-Corot	Savigny-sur-Orge	8 920,80 €
91		91160	Parc-des-Loges	Evry	12 300,00 €
93		93279	Jean-Moulin	Le Blanc Mesnil	6 064,80 €
94		94090	Champlain	Chennevières sur Marne	3 480,00 €
77		77060	Jacques-Prévert	Combs la Ville	14 610,00 €
94		94180	Frédéric-Mistral	Fresnes	10 418,40 €
91		91010	René-Cassin	Arpajon	3 837,00 €
91		91185	Vallée-de-Chevreuse	Gif sur Yvette	4 090,80 €
92		92005	René-Descartes	Antony	7 814,40 €
78		78200	Jules-Hardouin-Mansart	Saint Cyr l'Ecole	14 967,00 €
92		92410	Toulouse-Lautrec	Vaucresson	10 815,00 €
93		93252	Louise-Michel	Epinay sur Seine	5 076,00 €
78		78255	Agricole	Saint Germain en Laye	5 160,00 €
92		92020	Prony (de)	Asnières	960,00 €
91		91100	Georges-Brassens	Courcouronnes	3 192,00 €
75		75350	Chennevières-Malezieux	Paris 12ème	6 174,00 €
78		78330	Marie-Curie	Versailles	3 780,00 €
91		91200	Jacques-Prévert	Longjumeau	3 780,00 €
93		93371	international	Noisy le Grand	960,00 €
77		77135	Samuel-Beckett	La Ferté ss Jouarre	8 520,00 €
77		77130	François-1er	Fontainebleau	960,00 €
91		91240	Gustave-Eiffel	Massy	3 690,00 €
95		95120	Le-Corbusier	Cormeilles en Parisis	2 892,00 €
75		75900	Hector-Guimard	Paris 19ème	960,00 €
77		77080	Gué-à-Tresmes (du)	Congis s/Therouanne	3 108,00 €
77		77140	Van-Dongen	Lagny-sur-Marne	960,00 €

TOTAL	223 895,20 €

ANNEXE 2 : DOTATIONS POUR LES CONTROLES TECHNIQUES OBLIGATOIRES DANS LES EPLE

CONTROLES TECHNIQUES OBLIGATOIRES DANS LES EPLE

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CTO solde 20%
75	R3230	0750558Z	PAUL-POIRET	PARIS 11EME	496,00 €
75	R3367	0750612H	ECOLE-NATIONALE-SUP-DES-ARTS-APPLIQUES	PARIS 15EME	838,00 €
75	R3406	0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	880,00 €
75	R3354	0750650Z	D'ALEMBERT	PARIS 19EME	644,00 €
75	R3408	0750651A	SIMONE-WEIL	PARIS 03EME	302,00 €
75	R3411	0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	500,00 €
75	R3413	0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	1 372,60 €
75	R3416	0750658H	SAINT-LOUIS	PARIS 06EME	1 126,60 €
75	R3417	0750660K	FENELON	PARIS 06EME	1 492,00 €
75	R3421	0750664P	RACINE	PARIS 08EME	500,00 €
75	R3423	0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	980,00 €
75	R3424	0750671X	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	500,00 €
75	R3428	0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	334,00 €
75	R3430	0750674A	JULES-SIEGFRIED	PARIS 10EME	420,00 €
75	R3433	0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	1 800,00 €
75	R3440	0750677D	ELISA-LEMONNIER	PARIS 12EME	1 151,20 €
75	R3438	0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	381,00 €
75	R3364	0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES	PARIS 13EME	7 376,60 €
75	R3376	0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	950,00 €
75	R3453	0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	1 552,80 €
75	R3454	0750692V	EMILE-DUBOIS	PARIS 14EME	358,00 €
75	R3385	0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	1 004,00 €
75	R3381	0750696Z	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	623,40 €
75	R3759	0750697A	DU-BÂTIMENT	PARIS 15EME	740,00 €
75	R3370	0750707L	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	PARIS 17EME	1 300,00 €
75	R3800	0750708M	JEAN-DROUANT	PARIS 17EME	720,00 €
75	R3379	0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	660,00 €
75	R3350	0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	2 000,00 €
75	R3352	0750713T	JACQUARD	PARIS 19EME	562,60 €
75	R3409	0750770E	L'ABBE-GREGOIRE	PARIS 03EME	824,60 €
75	R3432	0750775K	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	452,00 €
75	R3431	0750776L	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	152,00 €
75	R3436	0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	240,00 €
75	R3441	0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	390,00 €
75	R3442	0750784V	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	346,00 €
75	R3447	0750785W	GALILÉE	PARIS 13EME	382,00 €
75	R3448	0750786X	LAZARE-PONTICELLI	PARIS 13EME	430,80 €
75	R3449	0750787Y	ARTS-GRAPHIQUES	PARIS 13EME	1 324,00 €
75	R3437	0750788Z	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	310,00 €
75	R3380	0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	507,00 €
75	R3461	0750794F	BRASSAÏ	PARIS 15EME	247,80 €
75	R3369	0750796H	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	515,60 €
75	R3378	0750800M	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	752,00 €
75	R3355	0750802P	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	597,00 €
75	R3360	0750808W	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	334,00 €
75	R3698	0750828T	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	400,00 €
75	R3383	0751708Z	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	716,00 €
75	R3451	0751710B	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	533,80 €
75	R3349	0752608C	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	PARIS 18EME	492,00 €
75	R3353	0752700C	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	237,60 €
75	P0014642	0752701D	FRANCOIS-TRUFFAUT	PARIS 03EME	225,60 €
75	R3366	0752799K	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	180,40 €
75	R3459	0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	246,00 €
75	R3420	0752961L	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	358,00 €
75	R3368	0753256G	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	487,80 €
75	R3444	0753268V	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	1 891,60 €
75	R3460	0754475G	LÉONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	420,80 €
75	R3357	0754476H	GUILLAUME-TIREL	PARIS 14EME	1 298,00 €
75	R3362	0754530S	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	660,00 €
75	R3210	0754684J	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	300,00 €
77	R3251	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	788,20 €
77	R3284	0770687D	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	1 515,80 €
77	R3250	0770918E	URUGUAY-FRANCE	AVON	3 978,00 €
77	R3252	0770920G	LAFAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	2 026,00 €
77	R3254	0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	1 529,00 €
77	R3263	0770927P	FRANCOIS-1ER	FONTAINEBLEAU	789,40 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CTO solde 20%
77	R3270	0770930T	HENRI-MOISSAN	MEAUX	1 380,80 €
77	R3269	0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	1 659,40 €
77	R3272	0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	1 586,80 €
77	R3273	0770934X	LÉONARD-DE-VINCI	MELUN	2 680,00 €
77	R18497	0770938B	ANDRÉ-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	1 732,80 €
77	R3704	0770940D	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	739,60 €
77	R3715	0770942F	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	744,00 €
77	R3265	0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	2 510,60 €
77	R3285	0770944H	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	2 451,20 €
77	R3290	0770945J	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	1 459,60 €
77	R3261	0771027Y	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	1 093,80 €
77	R3699	0771171E	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	1 557,40 €
77	R3282	0771336J	LES-PANNEVELLES	PROVINS	2 487,20 €
77	R3667	0771357G	LA-BRETONNIERE	CHAILLY-EN-BRIE	1 470,60 €
77	R3668	0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	1 836,60 €
77	R3264	0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	1 242,20 €
77	R3258	0771658J	DU-GUÉ-A-TRESMES	CONGIS-SUR-THEROUANNE	1 970,00 €
77	R3266	0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	1 332,00 €
77	R3283	0771763Y	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	1 310,00 €
77	R3271	0771880A	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	1 036,60 €
77	R3268	0771940R	GÉRARD-DE-NERVAL	NOISIEL	447,60 €
77	R3267	0771941S	RENÉ-CASSIN	NOISIEL	1 134,20 €
77	R3255	0771995A	LE-CHAMP-DE-CLAYE	CLAYE-SOUILLY	514,40 €
77	R3276	0771996B	HONORÉ-DE-BALZAC	MITRY-MORY	1 490,60 €
77	R3256	0771997C	JACQUES-PRÉVERT	COMBS-LA-VILLE	1 868,00 €
77	R3287	0772120L	JEAN-MOULIN	TORCY	392,20 €
77	R3257	0772127U	GALILÉE	COMBS-LA-VILLE	979,00 €
77	R3108	0772188K	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	550,00 €
77	R15359	0772223Y	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	767,40 €
77	R3203	0772225A	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	1 040,00 €
77	R15277	0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	1 362,20 €
77	R15275	0772229E	JEAN-VILAR	MEAUX	685,80 €
77	R15059	0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	608,20 €
77	R15273	0772243V	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	736,80 €
77	R3286	0772244W	ANTONIN-CARÈME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	1 149,00 €
77	R18914	0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	718,40 €
77	R19205	0772277G	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	571,00 €
77	R19061	0772292Y	MARTIN-LUTHER-KING	BUSSY-SAINT-GEORGES	590,60 €
77	R3235	0772294A	EMILY-BRONTE	LOGNES	550,80 €
77	R20737	0772295B	DE-LA-TOUR-DES-DAMES	ROZAY-EN-BRIE	1 134,80 €
77	R19203	0772296C	DE-LA-MARE-CARRÉE	MOISSY-CRAMAYEL	842,00 €
77	R3236	0772310T	SIMONE-SIGNORET	VAUX-LE-PENIL	792,00 €
77	R3260	0772311U	GEORGES-CORMIER	COULOMMIERS	2 053,60 €
77	R3279	0772312V	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	561,20 €
77	R3205	0772332S	SONIA-DELAUNAY	CESSON	1 566,00 €
77	R3289	0772342C	CLÉMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	1 613,80 €
77	R3983	0772685A	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	602,00 €
77	R3919	0772688D	EMILIE-DU-CHÂTELET	SERRIS	1 056,60 €
77	P0023982	0772751X	CHARLOTTE DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	594,00 €
78	R3665	0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	1 700,00 €
78	R3689	0780273Y	LOUIS-BLÉRIOT	TRAPPES	1 289,60 €
78	R3310	0780422K	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	701,60 €
78	R3298	0780486E	LA-BATELLERIE	CONFLANS-SAINTE-	766,00 €
78	R3311	0780515L	LES-SEPT-MARES	MAUREPAS	611,80 €
78	R3674	0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	555,40 €
78	R3690	0780584L	HENRI-MATISSE	TRAPPES	453,60 €
78	R3691	0781297L	LA-PLAINE-DE-NEAUPHLE	TRAPPES	824,00 €
78	R3672	0781512V	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	423,80 €
78	R3301	0781578S	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	1 657,60 €
78	R18986	0781819D	EMILIE-DE-BRETEUIL	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	689,60 €
78	R3305	0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	1 232,00 €
78	R3300	0781845G	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-	832,60 €
78	R3722	0781859X	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	920,00 €
78	R3723	0781860Y	LES-PIERRES-VIVES	CARRIERES-SUR-SEINE	711,80 €
78	R8267	0781861Z	LOUIS-DE-BROGLIE	MARLY-LE-ROI	504,40 €
78	R15879	0781883Y	DUMONT-D'URVILLE	ELANCOURT	757,60 €
78	R15875	0781884Z	CONDORCET	LIMAY	637,00 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CTO solde 20%
78	R18229	0781898P	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	1 049,00 €
78	R3664	0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	560,00 €
78	R19046	0781949V	DE-VILLAROY	GUYANCOURT	524,00 €
78	R3718	0781950W	LOUISE-WEISS	ACHERES	572,60 €
78	R16239	0781951X	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	400,00 €
78	R19646	0781952Y	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	2 018,80 €
78	R3675	0781983G	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	1 306,60 €
78	R3309	0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	1 239,60 €
78	R3229	0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	1 711,20 €
78	R3669	0782539L	SAINT-EXUPÉRY	MANTES-LA-JOLIE	1 082,60 €
78	R3708	0782540M	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	1 330,40 €
78	R3313	0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	1 538,00 €
78	R3317	0782556E	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	1 710,20 €
78	R3710	0782557F	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	850,00 €
78	R3693	0782563M	LA-BRUYÈRE	VERSAILLES	1 639,20 €
78	R3712	0782565P	JULES-FERRY	VERSAILLES	2 410,20 €
78	R3694	0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	1 296,40 €
78	R3308	0782568T	ALAIN	LE VESINET	1 356,00 €
78	R3673	0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	1 777,80 €
78	R3314	0782593V	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	934,20 €
78	R3306	0782602E	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	1 023,60 €
78	R3695	0782603F	JACQUES-PRÉVERT	VERSAILLES	911,20 €
78	R3304	0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	1 204,00 €
78	R3319	0782924E	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	669,80 €
78	R3312	0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	1 913,60 €
78	R3677	0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	2 059,60 €
78	R3303	0783214V	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	603,00 €
78	R3302	0783249H	COLBERT	LA CELLE-SAINT-CLOUD	707,60 €
78	R3307	0783259U	ERPD	LA VERRIERE	942,20 €
78	R3755	0783431F	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	1 000,00 €
78	R3761	0783447Y	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-	2 050,00 €
78	R3671	0783533S	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	557,40 €
91	R3555	0910429X	LE-CHÂTEAU-DU-LAC	OLLAINVILLE	547,40 €
91	R3703	0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	675,40 €
91	R3331	0910621F	FRANCISQUE-SARCEY	DOURDAN	523,80 €
91	R3705	0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	2 450,00 €
91	R3324	0910623H	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	767,00 €
91	R3544	0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	4 542,80 €
91	R3546	0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	852,80 €
91	R3552	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	962,60 €
91	R3322	0910628N	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	1 649,20 €
91	R3335	0910629P	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	695,00 €
91	R3339	0910630R	ALEXANDRE-DENIS	CERNY	1 124,00 €
91	R3338	0910631S	JEAN-MONNET	JUVISY-SUR-ORGE	1 118,00 €
91	R3345	0910632T	GUSTAVE-EIFFEL	MASSY	547,40 €
91	R3325	0910676R	CLÉMENT-ADER	ATHIS-MONS	569,00 €
91	R3344	0910687C	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	560,00 €
91	R3343	0910715H	JEAN-PERRIN	LONGJUMEAU	574,00 €
91	R3346	0910727W	PARC-DE-VILGÉNIS	MASSY	956,20 €
91	R3332	0910755B	NADAR	DRAVEIL	1 116,00 €
91	R3554	0910756C	LOUIS-ARMAND	YERRES	410,00 €
91	R3714	0910975R	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	1 708,20 €
91	R3327	0911021R	TALMA	BRUNOY	1 140,20 €
91	R3545	0911037H	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	MORSANG-SUR-ORGE	419,20 €
91	R3336	0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	1 346,00 €
91	R3337	0911254U	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	1 194,80 €
91	R15795	0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY	1 170,00 €
91	R3550	0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	497,00 €
91	R3347	0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	612,00 €
91	R3333	0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	1 694,60 €
91	R18509	0911492C	DE-L'ESSOURIAU	LES ULIS	739,60 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CTO solde 20%
91	R3548	0911493D	LES-FRÈRES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	470,00 €
91	R3342	0911577V	JACQUES-PRÉVERT	LONGJUMEAU	419,40 €
91	R3549	0911578W	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	RIS-ORANGIS	2 136,40 €
91	R3323	0911632E	RENÉ-CASSIN	ARPAJON	2 039,60 €
91	R3329	0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	840,00 €
91	R3321	0911913K	DE-LA-VALLÉE-DE-CHEVREUSE	GIF-SUR-YVETTE	1 132,20 €
91	R3200	0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	367,40 €
91	R3724	0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	796,00 €
91	R3725	0911938M	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	1 080,00 €
91	R15365	0911945V	MARGUERITE-YOURCENAR	MORANGIS	264,00 €
91	R15431	0911946W	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	500,00 €
91	R18145	0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	1 672,00 €
91	R16853	0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	552,20 €
91	R3014	0911983L	JULES-VERNE	LIMOURS	329,40 €
91	R19070	0911985N	ALFRED-KASTLER	DOURDAN	662,60 €
91	R3742	0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	2 474,80 €
91	R3754	0912163G	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	421,00 €
91	R3547	0912251C	HENRI-POINCARÉ	PALAISEAU	594,40 €
92	R3615	0920130S	DESCARTES	ANTONY	1 222,00 €
92	R3556	0920131T	AUGUSTE-RENOIR	ASNIERES-SUR-SEINE	1 507,60 €
92	R3560	0920132U	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	1 876,80 €
92	R3563	0920134W	JACQUES-PRÉVERT	BOULOGNE-BILLANCOURT	1 040,80 €
92	R3565	0920135X	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	1 104,80 €
92	R3570	0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	1 676,00 €
92	R3573	0920137Z	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	1 907,00 €
92	R3577	0920138A	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	1 762,60 €
92	R3592	0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	1 240,00 €
92	R3597	0920143F	LA-FOLIE-SAINT-JAMES	NEUILLY-SUR-SEINE	950,00 €
92	R3598	0920144G	L'AGORA	PUTEAUX	600,20 €
92	R3607	0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	1 537,40 €
92	R3558	0920150N	DE-PRONY	ASNIERES-SUR-SEINE	1 600,00 €
92	R3583	0920158X	LA-TOURNELLE	LA GARENNE-COLOMBES	689,60 €
92	R3586	0920163C	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	1 000,00 €
92	R3590	0920164D	JEAN-MONNET	MONTROUGE	2 309,60 €
92	R3596	0920166F	VASSILY-KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE	197,40 €
92	R3606	0920170K	FLORIAN	SCEAUX	1 012,80 €
92	R3608	0920171L	LOUIS-BLÉRIOT	SURESNES	2 289,00 €
92	R3559	0920429S	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	660,00 €
92	R3561	0920680P	LÉONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	962,00 €
92	R3601	0920799U	RICHELIEU	RUEIL-MALMAISON	3 355,00 €
92	R3602	0920801W	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	740,00 €
92	R3844	0920802X	JEAN-PIERRE-VERNANT	SEVRES	1 860,00 €
92	R3579	0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	2 315,80 €
92	R3580	0921156G	GALILÉE	GENNEVILLIERS	1 209,00 €
92	R3566	0921166T	JEAN-JAURÈS	CHATENAY-MALABRY	1 343,80 €
92	R3575	0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	576,00 €
92	R3585	0921230M	LÉONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	2 468,00 €
92	R3589	0921399W	MAURICE-GENEVOIX	MONTROUGE	833,80 €
92	R3599	0921500F	LUCIEN-VOILIN	PUTEAUX	632,00 €
92	R3610	0921505L	DARDENNE	VANVES	437,00 €
92	R3567	0921555R	JACQUES-MONOD	CLAMART	1 343,80 €
92	R3588	0921592F	LES-COTES-DE-VILLEBON	MEUDON	727,20 €
92	R15803	0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	769,00 €
92	R3562	0921595J	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	733,00 €
92	R3578	0921625S	PAUL-PAINLEVÉ	COURBEVOIE	324,80 €
92	R3593	0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	1 091,60 €
92	R3594	0921677Y	PAUL-LANGEVIN	NANTERRE	1 000,00 €
92	R3611	0921935D	TOULOUSE-LAUTREC	VAUCRESSON	1 581,80 €
92	R3572	0922149L	RENÉ-AUFFRAY	CLICHY	1 058,40 €
92	R3584	0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	714,40 €
92	R3603	0922276Z	SANTOS-DUMONT	SAINT-CLOUD	1 016,00 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CTO solde 20%
92	R3612	0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	900,00 €
92	R20735	0922287L	JACQUES-BREL	GARCHES	484,00 €
92	R3743	0922397F	EUGÈNE-IONESCO	ISSY-LES-MOULINEAUX	720,00 €
92	R3745	0922398G	GUSTAVE-EIFFEL	RUEIL-MALMAISON	1 270,00 €
92	R3753	0922427N	CLAUDE-GARAMONT	COLOMBES	552,80 €
92	R3762	0922443F	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	1 028,40 €
92	R3779	0922464D	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	640,00 €
92	R3981	0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	1 000,00 €
93	R3616	0930117X	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	568,80 €
93	R3630	0930119Z	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	1 609,60 €
93	R3633	0930120A	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	1 410,00 €
93	R18521	0930122C	CONDORCET	MONTREUIL	1 369,80 €
93	R3655	0930124E	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	1 066,40 €
93	R3660	0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	2 518,00 €
93	R3543	0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	811,80 €
93	R3539	0930127H	GEORGES-CLÉMENCEAU	VILLEMOMBLE	1 060,00 €
93	R3637	0930128J	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	1 245,40 €
93	R3628	0930129K	MADELEINE-VIONNET	BONDY	1 562,60 €
93	R15799	0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	1 373,80 €
93	R3656	0930135S	SIMONE-WEIL	PANTIN	767,20 €
93	R3645	0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	1 399,80 €
93	R3662	0930138V	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	806,60 €
93	R3643	0930830X	ALBERT-SCHWEITZER	LE RAINCY	2 100,00 €
93	R3641	0930831Y	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	994,60 €
93	R3622	0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	1 115,80 €
93	R3620	0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	1 844,20 €
93	R3618	0931024H	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	1 146,20 €
93	R3540	0931193S	HELENE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	836,20 €
93	R3625	0931198X	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	1 702,80 €
93	R3636	0931233K	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	GAGNY	888,40 €
93	R3635	0931272C	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	1 015,80 €
93	R3639	0931430Z	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	965,00 €
93	R3652	0931565W	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	1 387,20 €
93	R3537	0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	1 258,20 €
93	R3646	0931585T	ANDRÉ-BOULLOCHE	LIVRY-GARGAN	811,00 €
93	R3624	0931613Y	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	1 040,20 €
93	R3634	0931735F	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	884,00 €
93	R3638	0931738J	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	647,00 €
93	R3658	0931739K	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	1 014,00 €
93	R1331	0931779D	DE-L'HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE	MONTREUIL	762,00 €
93	R15267	0932026X	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	1 130,00 €
93	R15269	0932030B	MAURICE-UTRILLO	STAINS	1 131,00 €
93	R15357	0932031C	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	1 183,20 €
93	R15427	0932034F	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	655,20 €
93	R17099	0932046U	LÉONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	762,60 €
93	R18858	0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	520,00 €
93	R19063	0932048W	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	657,60 €
93	R3644	0932073Y	PAUL-ROBERT	LES LILAS	700,00 €
93	R3542	0932074Z	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	1 196,40 €
93	R3650	0932116V	EUGÉNIE-COTTON	MONTREUIL	679,80 €
93	R3654	0932117W	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	858,80 €
93	R3640	0932118X	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	1 185,00 €
93	R3623	0932119Y	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	1 026,00 €
93	R3647	0932120Z	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	1 238,60 €
93	R3661	0932121A	SUGER	SAINT-DENIS	1 719,60 €
93	R3731	0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	1 112,00 €
93	R3632	0932126F	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	1 207,40 €
93	R3757	0932221J	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	1 009,20 €
93	R3642	0932222K	RENÉ-CASSIN	LE RAINCY	656,60 €
93	R3631	0932229T	PAUL-LE-ROLLAND	DRANCY	989,80 €
93	R3730	0932260B	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	990,00 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CTO solde 20%
93	R3756	0932267J	LIBERTE	ROMAINVILLE	860,00 €
93	R3781	0932282A	LEO-LAGRANGE	BONDY	414,00 €
93	R3812	0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	2 082,20 €
93	P0028709	0932577W	GERMAINE-TILLION	LE-BOURGET	2 150,40 €
93	P0033460	0932638M	NOUVEAU LYCEE INTERNATIONAL	NOISY-LE-GRAND	1 200,00 €
94	R3740	0940111K	GUSTAVE-EIFFEL	CACHAN	1 092,40 €
94	R3531	0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	880,00 €
94	R3530	0940113M	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	1 675,00 €
94	R3521	0940114N	ANTOINE-DE-SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL	2 127,20 €
94	R3507	0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	1 061,00 €
94	R3488	0940116R	EUGÈNE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	1 253,80 €
94	R3490	0940118T	LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE	1 616,60 €
94	R18533	0940119U	PAUL-DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	1 156,00 €
94	R3497	0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	2 230,00 €
94	R3498	0940121W	D'ARSONVAL	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1 296,00 €
94	R3510	0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1 116,00 €
94	R3500	0940123Y	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	1 493,40 €
94	R3503	0940126B	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	5 170,00 €
94	R3478	0940129E	JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	1 574,00 €
94	R3529	0940132H	GABRIEL-PÉRI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	724,20 €
94	R3516	0940134K	VAL-DE-BIÈVRE	GENTILLY	510,00 €
94	R3491	0940137N	LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	1 158,00 €
94	R3495	0940138P	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	612,00 €
94	R3511	0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	510,00 €
94	R3517	0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	1 083,00 €
94	R3505	0940143V	JEAN-MOULIN	VINCENNES	480,00 €
94	R3479	0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	1 910,00 €
94	R3534	0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	1 001,80 €
94	R3494	0940319L	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	502,00 €
94	R3533	0940580V	MAXIMILIEN-SORRE	CACHAN	1 735,00 €
94	R3496	0940585A	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	1 190,00 €
94	R3464	0940742W	GUILLAUME-BUDÉ	LIMEIL-BREVANNES	1 239,80 €
94	R18527	0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	1 101,40 €
94	R3518	0941232D	JEAN-MACÉ	CHOISY-LE-ROI	526,40 €
94	R3476	0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	1 914,60 €
94	R3524	0941298A	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	286,00 €
94	R3525	0941301D	FRÉDÉRIC-MISTRAL	FRESNES	1 787,60 €
94	R3523	0941347D	PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	850,00 €
94	R3487	0941355M	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	450,60 €
94	R3522	0941413A	LÉON-BLUM	CRETEIL	539,60 €
94		0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	3 980,00 €
94	R3515	0941474S	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	924,80 €
94	R16037	0941918Z	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	993,00 €
94	R19129	0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	951,60 €
94	R3528	0941951K	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	828,00 €
94	R3501	0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	1 171,00 €
94	R3508	0941972H	FERNAND-LÉGER	IVRY-SUR-SEINE	2 332,00 €
94	R3527	0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	619,00 €
94	R3234	0941975L	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	607,80 €
94	R3499	0942130E	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	1 000,00 €
94	P0015628	0942269F	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	659,80 €
95	R3470	0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	2 074,00 €
95	R3484	0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ	ARGENTEUIL	769,40 €
95	R18539	0950641F	JEAN-JAURÈS	ARGENTEUIL	2 125,00 €
95	R3684	0950645K	VINCENT-VAN-GOGH	ERMONT	806,00 €
95	R3687	0950646L	RENÉ-CASSIN	GONESSE	1 240,00 €
95	R3393	0950647M	GÉRARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	996,00 €
95	R3394	0950648N	JEAN JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	1 338,00 €
95	R3397	0950649P	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	1 188,00 €
95	R18545	0950650R	JEAN JACQUES ROUSSEAU	SARCELLES	2 220,00 €
95	R3403	0950651S	JACQUES-PRÉVERT	TAVERNY	728,60 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CTO solde 20%
95	R3680	0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	2 753,20 €
95	R3685	0950657Y	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	3 030,00 €
95	R3365	0950658Z	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	3 338,00 €
95	R3486	0950666H	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	688,60 €
95	R18617	0950667J	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	2 620,00 €
95	R3468	0950709E	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	1 366,00 €
95	R3402	0950947N	DE-LA-TOURELLE	SARCELLES	1 510,00 €
95	R3396	0950949R	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	1 380,00 €
95	R3400	0950983C	LA-TOUR-DU-MAIL	SANNOIS	1 601,60 €
95	R3405	0951090U	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	1 200,00 €
95	R3399	0951104J	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	2 157,00 €
95	R3392	0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	866,00 €
95	R3395	0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	1 264,00 €
95	R3679	0951282C	DU-VEXIN	CHARS	829,20 €
95	R3473	0951399E	ALFRED-KASTLER	PONTOISE	1 290,00 €
95	R3683	0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY-SUR-OISE	1 074,80 €
95	R3474	0951637N	GALILÉE	CERGY	1 435,60 €
95	R3686	0951673C	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	534,00 €
95	R3678	0951710T	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	1 650,00 €
95	R3726	0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	1 680,00 €
95	R3729	0951723G	MONTESQUIEU	HERBLAY	502,00 €
95	R3728	0951727L	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	1 240,00 €
95	R8263	0951728M	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	1 380,00 €
95	R3469	0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	1 596,00 €
95	R16193	0951753P	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	1 250,00 €
95	R18856	0951756T	JULES-VERNE	CERGY	1 452,00 €
95	R3404	0951763A	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	2 482,00 €
95	R18171	0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	1 390,00 €
95	R3475	0951787B	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	1 504,00 €
95	R19249	0951788C	GEORGE-SAND	DOMONT	1 386,00 €
95	R3466	0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	ARGENTEUIL	570,20 €
95	R3209	0951824S	DE-L'HAUTIL	JOUY-LE-MOUTIER	1 090,60 €
95	R3214	0951922Y	CAMILLE-SAINT-SAENS	DEUIL-LA-BARRE	1 276,00 €
95	R3215	0951937P	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	616,80 €
95	R3744	0951974E	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	793,00 €
95	P0030507	0952173W	EUGENE-RONCERAY- GRAND CERF	BEZONS	2 758,00 €
95	P0034141	0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	3 222,00 €
				TOTAL :	**473 178,80 €**

ANNEXE 3 : DOTATIONS POUR LES CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DANS LES EPLE

CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DANS LES EPLE

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
75	R3230	0750558Z	PAUL-POIRET	PARIS 11EME	2 760,00 €
75	R3367	0750612H	ECOLE-NATIONALE-SUP-DES-ARTS-APPLIQUES	PARIS 15EME	3 980,00 €
75	R3406	0750647W	TURGOT	PARIS 03EME	4 800,00 €
75	R3354	0750650Z	D'ALEMBERT	PARIS 19EME	6 400,00 €
75	R3408	0750651A	SIMONE-WEIL	PARIS 03EME	1 409,20 €
75	R3411	0750653C	SOPHIE-GERMAIN	PARIS 04EME	3 708,00 €
75	R3413	0750655E	LOUIS-LE-GRAND	PARIS 05EME	19 880,40 €
75	R3416	0750658H	SAINT-LOUIS	PARIS 06EME	20 523,00 €
75	R3417	0750660K	FENELON	PARIS 06EME	7 870,00 €
75	R3421	0750664P	RACINE	PARIS 08EME	3 600,00 €
75	R3423	0750667T	CONDORCET	PARIS 09EME	4 740,00 €
75	R3424	0750671X	EDGAR-QUINET	PARIS 09EME	3 000,00 €
75	R3428	0750673Z	COLBERT	PARIS 10EME	3 460,00 €
75	R3430	0750674A	JULES-SIEGFRIED	PARIS 10EME	2 120,00 €
75	R3433	0750676C	DORIAN	PARIS 11EME	8 000,00 €
75	R3440	0750677D	ELISA-LEMONNIER	PARIS 12EME	4 249,20 €
75	R3438	0750680G	ARAGO	PARIS 12EME	2 008,00 €
75	R3364	0750685M	PIERRE-GILLES-DE-GENNES	PARIS 13EME	28 325,60 €
75	R3376	0750688R	RABELAIS	PARIS 18EME	2 010,00 €
75	R3453	0750691U	RASPAIL	PARIS 14EME	21 405,40 €
75	R3454	0750692V	EMILE-DUBOIS	PARIS 14EME	2 680,00 €
75	R3385	0750695Y	FRESNEL	PARIS 15EME	9 074,00 €
75	R3381	0750696Z	ROGER-VERLOMME	PARIS 15EME	1 800,00 €
75	R3759	0750697A	DU-BÂTIMENT	PARIS 15EME	1 280,00 €
75	R3370	0750707L	ÉCOLE-NATIONALE-DE-COMMERCE	PARIS 17EME	7 000,00 €
75	R3800	0750708M	JEAN-DROUANT	PARIS 17EME	13 000,00 €
75	R3379	0750710P	AUGUSTE-RENOIR	PARIS 18EME	4 200,00 €
75	R3350	0750712S	DIDEROT	PARIS 19EME	9 000,00 €
75	R3352	0750713T	JACQUARD	PARIS 19EME	2 987,40 €
75	R3409	0750770E	L'ABBE-GREGOIRE	PARIS 03EME	500,20 €
75	R3432	0750775K	GUSTAVE-FERRIE	PARIS 10EME	4 180,00 €
75	R3431	0750776L	MARIE-LAURENCIN	PARIS 10EME	1 820,00 €
75	R3436	0750778N	TURQUETIL	PARIS 11EME	3 660,00 €
75	R3441	0750783U	CHENNEVIERE-MALEZIEUX	PARIS 12EME	5 094,20 €
75	R3442	0750784V	METIERS-DE-L'AMEUBLEMENT	PARIS 12EME	710,00 €
75	R3447	0750785W	GALILÉE	PARIS 13EME	2 907,40 €
75	R3448	0750786X	LAZARE-PONTICELLI	PARIS 13EME	2 927,00 €
75	R3449	0750787Y	ARTS-GRAPHIQUES	PARIS 13EME	3 230,00 €
75	R3437	0750788Z	MARCEL-DEPREZ	PARIS 11EME	5 760,00 €
75	R3380	0750793E	BEAUGRENELLE	PARIS 15EME	2 720,00 €
75	R3461	0750794F	BRASSAÏ	PARIS 15EME	641,40 €
75	R3369	0750796H	OCTAVE-FEUILLET	PARIS 16EME	3 049,40 €
75	R3378	0750800M	EDMOND-ROSTAND	PARIS 18EME	2 500,00 €
75	R3355	0750802P	HECTOR-GUIMARD	PARIS 19EME	5 084,00 €
75	R3360	0750808W	ETIENNE-DOLET	PARIS 20EME	3 320,00 €
75	R3698	0750828T	EDITH-PIAF	PARIS 20EME	3 900,00 €
75	R3383	0751708Z	LOUIS-ARMAND	PARIS 15EME	4 200,00 €
75	R3451	0751710B	NICOLAS-LOUIS-VAUQUELIN	PARIS 13EME	2 703,80 €
75	R3349	0752608C	METIERS DE L'HOTELLERIE BELLIARD	PARIS 18EME	10 000,00 €
75	R3353	0752700C	ARMAND-CARREL	PARIS 19EME	885,40 €
75	P0014642	0752701D	FRANCOIS-TRUFFAUT	PARIS 03EME	387,40 €
75	R3366	0752799K	CROCE-SPINELLI	PARIS 14EME	1 395,40 €
75	R3459	0752846L	ERIK-SATIE	PARIS 14EME	3 804,80 €
75	R3420	0752961L	GUSTAVE-EIFFEL	PARIS 07EME	1 190,00 €
75	R3368	0753256G	ALEXANDRE-DUMAS	PARIS 15EME	2 311,60 €
75	R3444	0753268V	JEAN-LURCAT	PARIS 13EME	7 645,60 €
75	R3460	0754475G	LÉONARD-DE-VINCI	PARIS 15EME	23 082,00 €
75	R3357	0754476H	GUILLAUME-TIREL	PARIS 14EME	24 114,00 €
75	R3362	0754530S	MARTIN-NADAUD	PARIS 20EME	4 200,00 €
75	R3210	0754684J	GEORGES-BRASSENS	PARIS 19EME	1 400,00 €
77	R3251	0770342D	LEOPOLD-BELLAN	CHAMIGNY	1 767,40 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
77	R3284	0770687D	SAINT-MAMMÈS	SAINT-MAMMES	5 423,00 €
77	R3250	0770918E	URUGUAY-FRANCE	AVON	11 060,00 €
77	R3252	0770920G	LAFAYETTE	CHAMPAGNE-SUR-SEINE	6 580,20 €
77	R3254	0770922J	GASTON-BACHELARD	CHELLES	4 236,40 €
77	R3263	0770927P	FRANCOIS-1ER	FONTAINEBLEAU	7 485,40 €
77	R3270	0770930T	HENRI-MOISSAN	MEAUX	5 376,60 €
77	R3269	0770932V	PIERRE-DE-COUBERTIN	MEAUX	5 840,60 €
77	R3272	0770933W	JACQUES-AMYOT	MELUN	4 609,60 €
77	R3273	0770934X	LÉONARD-DE-VINCI	MELUN	3 684,00 €
77	R18497	0770938B	ANDRÉ-MALRAUX	MONTEREAU-FAULT-YONNE	11 198,60 €
77	R3704	0770940D	ETIENNE-BEZOUT	NEMOURS	3 107,60 €
77	R3715	0770942F	THIBAUT-DE-CHAMPAGNE	PROVINS	4 500,00 €
77	R3265	0770943G	BENJAMIN-FRANKLIN	LA ROCHETTE	4 652,80 €
77	R3285	0770944H	AUGUSTE-PERDONNET	THORIGNY-SUR-MARNE	4 823,00 €
77	R3290	0770945J	GUSTAVE-EIFFEL	VARENNES-SUR-SEINE	2 690,00 €
77	R3261	0771027Y	FRÉDÉRIC-JOLIOT-CURIE	DAMMARIE-LES-LYS	5 092,40 €
77	R3699	0771171E	LOUIS-LUMIERE	CHELLES	2 005,00 €
77	R3282	0771336J	LES-PANNEVELLES	PROVINS	12 508,40 €
77	R3667	0771357G	LA-BRETONNIERE	CHAILLY-EN-BRIE	6 092,80 €
77	R3668	0771436T	BOUGAINVILLE	BRIE-COMTE-ROBERT	6 051,20 €
77	R3264	0771512A	VAN-DONGEN	LAGNY-SUR-MARNE	6 140,00 €
77	R3258	0771658J	DU-GUÉ-A-TRESMES	CONGIS-SUR-THEROUANNE	13 228,40 €
77	R3266	0771663P	GEORGE-SAND	LE MEE-SUR-SEINE	2 192,00 €
77	R3283	0771763Y	CHARLES-LE-CHAUVE	ROISSY-EN-BRIE	4 740,00 €
77	R3271	0771880A	CHARLES-BAUDELAIRE	MEAUX	2 271,40 €
77	R3268	0771940R	GÉRARD-DE-NERVAL	NOISIEL	3 313,00 €
77	R3267	0771941S	RENÉ-CASSIN	NOISIEL	2 141,80 €
77	R3255	0771995A	LE-CHAMP-DE-CLAYE	CLAYE-SOUILLY	4 271,00 €
77	R3276	0771996B	HONORÉ-DE-BALZAC	MITRY-MORY	3 240,00 €
77	R3256	0771997C	JACQUES-PRÉVERT	COMBS-LA-VILLE	4 030,00 €
77	R3287	0772120L	JEAN-MOULIN	TORCY	2 463,00 €
77	R3257	0772127U	GALILÉE	COMBS-LA-VILLE	1 707,00 €
77	R3108	0772188K	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	SAVIGNY-LE-TEMPLE	3 502,60 €
77	R15359	0772223Y	RENE-DESCARTES	CHAMPS-SUR-MARNE	3 537,40 €
77	R3203	0772225A	LINO-VENTURA	OZOIR-LA-FERRIERE	1 425,40 €
77	R15277	0772228D	CHARLES-DE-GAULLE	LONGPERRIER	2 312,40 €
77	R15275	0772229E	JEAN-VILAR	MEAUX	2 837,60 €
77	R15059	0772230F	BLAISE-PASCAL	BRIE-COMTE-ROBERT	4 375,60 €
77	R15273	0772243V	CAMILLE-CLAUDEL	PONTAULT-COMBAULT	1 890,20 €
77	R3286	0772244W	ANTONIN-CARÈME	SAVIGNY-LE-TEMPLE	6 963,60 €
77	R18914	0772276F	JEHAN-DE-CHELLES	CHELLES	4 519,80 €
77	R19205	0772277G	HENRI-BECQUEREL	NANGIS	2 136,00 €
77	R19061	0772292Y	MARTIN-LUTHER-KING	BUSSY-SAINT-GEORGES	2 543,20 €
77	R3235	0772294A	EMILY-BRONTE	LOGNES	3 966,40 €
77	R20737	0772295B	DE-LA-TOUR-DES-DAMES	ROZAY-EN-BRIE	2 368,60 €
77	R19203	0772296C	DE-LA-MARE-CARRÉE	MOISSY-CRAMAYEL	3 706,00 €
77	R3236	0772310T	SIMONE-SIGNORET	VAUX-LE-PENIL	3 270,00 €
77	R3260	0772311U	GEORGES-CORMIER	COULOMMIERS	11 807,20 €
77	R3279	0772312V	FLORA-TRISTAN	MONTEREAU-FAULT-YONNE	2 130,00 €
77	R3205	0772332S	SONIA-DELAUNAY	CESSON	5 510,00 €
77	R3289	0772342C	CLÉMENT-ADER	TOURNAN-EN-BRIE	6 716,20 €
77	R3983	0772685A	SAMUEL-BECKETT	LA FERTE-SOUS-JOUARRE	2 261,80 €
77	R3919	0772688D	EMILIE-DU-CHÂTELET	SERRIS	6 043,00 €
77	P0023982	0772751X	CHARLOTTE DELBO	DAMMARTIN-EN-GOELE	5 226,20 €
78	R3665	0780004F	AGRICOLE	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	3 800,00 €
78	R3689	0780273Y	LOUIS-BLÉRIOT	TRAPPES	3 642,20 €
78	R3310	0780422K	FRANCOIS-VILLON	LES MUREAUX	2 792,00 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
78	R3298	0780486E	LA-BATELLERIE	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	5 324,80 €
78	R3311	0780515L	LES-SEPT-MARES	MAUREPAS	5 368,00 €
78	R3674	0780582J	JEAN-VILAR	PLAISIR	1 970,40 €
78	R3690	0780584L	HENRI-MATISSE	TRAPPES	4 328,00 €
78	R3691	0781297L	LA-PLAINE-DE-NEAUPHLE	TRAPPES	3 418,00 €
78	R3672	0781512V	DESCARTES	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	1 679,00 €
78	R3301	0781578S	HÔTELLERIE-ET-TOURISME	GUYANCOURT	12 087,60 €
78	R18986	0781819D	EMILIE-DE-BRETEUIL	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX	4 272,20 €
78	R3305	0781839A	JEAN-MONNET	LA QUEUE-LES-YVELINES	3 927,00 €
78	R3300	0781845G	JULES-FERRY	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	2 808,00 €
78	R3722	0781859X	VINCENT-VAN-GOGH	AUBERGENVILLE	4 000,00 €
78	R3723	0781860Y	LES-PIERRES-VIVES	CARRIERES-SUR-SEINE	2 500,20 €
78	R8267	0781861Z	LOUIS-DE-BROGLIE	MARLY-LE-ROI	1 715,40 €
78	R15879	0781883Y	DUMONT-D'URVILLE	ELANCOURT	1 612,40 €
78	R15875	0781884Z	CONDORCET	LIMAY	3 665,60 €
78	R18229	0781898P	CHARLES-DE-GAULLE	POISSY	2 925,00 €
78	R3664	0781948U	LAVOISIER	PORCHEVILLE	5 320,00 €
78	R19046	0781949V	DE-VILLAROY	GUYANCOURT	2 937,40 €
78	R3718	0781950W	LOUISE-WEISS	ACHERES	1 875,60 €
78	R16239	0781951X	LEOPOLD-SÉDAR-SENGHOR	MAGNANVILLE	2 000,00 €
78	R19646	0781952Y	SONIA-DELAUNAY	VILLEPREUX	4 720,60 €
78	R3675	0781983G	ADRIENNE-BOLLAND	POISSY	3 158,80 €
78	R3309	0781984H	VAUCANSON	LES MUREAUX	4 478,00 €
78	R3229	0782132U	JEANNE-D'ALBRET	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE	10 841,00 €
78	R3669	0782539L	SAINT-EXUPÉRY	MANTES-LA-JOLIE	5 018,60 €
78	R3708	0782540M	JEAN-ROSTAND	MANTES-LA-JOLIE	4 139,00 €
78	R3313	0782549X	LOUIS-BASCAN	RAMBOUILLET	9 899,60 €
78	R3317	0782556E	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-GERMAIN-EN-	3 936,20 €
78	R3710	0782557F	JEAN-BAPTISTE-POQUELIN	SAINT-GERMAIN-EN-	3 437,20 €
78	R3693	0782563M	LA-BRUYÈRE	VERSAILLES	3 862,00 €
78	R3712	0782565P	JULES-FERRY	VERSAILLES	8 568,40 €
78	R3694	0782567S	MARIE-CURIE	VERSAILLES	4 914,80 €
78	R3308	0782568T	ALAIN	LE VESINET	4 154,00 €
78	R3673	0782587N	VIOLLET-LE-DUC	VILLIERS-SAINT-FREDERIC	7 768,80 €
78	R3314	0782593V	JEAN-PERRIN	SAINT-CYR-L'ECOLE	4 363,80 €
78	R3306	0782602E	JEAN-MOULIN	LE CHESNAY	3 806,60 €
78	R3695	0782603F	JACQUES-PRÉVERT	VERSAILLES	3 556,60 €
78	R3304	0782822U	CORNEILLE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	4 170,60 €
78	R3319	0782924E	EVARISTE-GALOIS	SARTROUVILLE	4 724,20 €
78	R3312	0783140P	JULES-HARDOUIN-MANSART	SAINT-CYR-L'ECOLE	2 387,40 €
78	R3677	0783213U	HÉRIOT	LA BOISSIERE-ECOLE	6 939,40 €
78	R3303	0783214V	LUCIEN-RENÉ-DUCHESNE	LA CELLE-SAINT-CLOUD	3 447,80 €
78	R3302	0783249H	COLBERT	LA CELLE-SAINT-CLOUD	2 592,40 €
78	R3307	0783259U	ERPD	LA VERRIERE	2 479,80 €
78	R3755	0783431F	JULES-VERNE	SARTROUVILLE	5 400,00 €
78	R3761	0783447Y	SIMONE-WEIL	CONFLANS-SAINTE-HONORINE	7 124,00 €
78	R3671	0783533S	CAMILLE-CLAUDEL	MANTES-LA-VILLE	6 522,20 €
91	R3555	0910429X	LE-CHÂTEAU-DU-LAC	OLLAINVILLE	3 764,40 €
91	R3703	0910620E	ROBERT-DOISNEAU	CORBEIL-ESSONNES	9 156,80 €
91	R3331	0910621F	FRANCISQUE-SARCEY	DOURDAN	5 130,20 €
91	R3705	0910622G	GEOFFROY-SAINT-HILAIRE	ETAMPES	6 681,80 €
91	R3324	0910623H	MARCEL-PAGNOL	ATHIS-MONS	7 000,00 €
91	R3544	0910625K	ROSA-PARKS	MONTGERON	13 840,00 €
91	R3546	0910626L	BLAISE-PASCAL	ORSAY	5 846,20 €
91	R3552	0910627M	JEAN-BAPTISTE-COROT	SAVIGNY-SUR-ORGE	7 863,80 €
91	R3322	0910628N	PAUL-BELMONDO	ARPAJON	2 381,80 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
91	R3335	0910629P	CHÂTEAU-DES-COUDRAIES	ETIOLLES	10 189,60 €
91	R3339	0910630R	ALEXANDRE-DENIS	CERNY	2 206,00 €
91	R3338	0910631S	JEAN-MONNET	JUVISY-SUR-ORGE	3 740,00 €
91	R3345	0910632T	GUSTAVE-EIFFEL	MASSY	2 602,80 €
91	R3325	0910676R	CLÉMENT-ADER	ATHIS-MONS	3 492,20 €
91	R3344	0910687C	FUSTEL-DE-COULANGES	MASSY	3 378,00 €
91	R3343	0910715H	JEAN-PERRIN	LONGJUMEAU	4 054,60 €
91	R3346	0910727W	PARC-DE-VILGÉNIS	MASSY	7 514,00 €
91	R3332	0910755B	NADAR	DRAVEIL	3 954,00 €
91	R3554	0910756C	LOUIS-ARMAND	YERRES	3 609,60 €
91	R3714	0910975R	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	BRETIGNY-SUR-ORGE	6 438,60 €
91	R3327	0911021R	TALMA	BRUNOY	3 959,20 €
91	R3545	0911037H	ANDRÉ-MARIE-AMPÈRE	MORSANG-SUR-ORGE	3 546,00 €
91	R3336	0911251R	PARC-DES-LOGES	EVRY	4 890,00 €
91	R3337	0911254U	CHARLES-BAUDELAIRE	EVRY	5 155,80 €
91	R15795	0911343R	AUGUSTE-PERRET	EVRY	2 871,60 €
91	R3550	0911346U	ALBERT-EINSTEIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	3 776,00 €
91	R3347	0911353B	JEAN-ISOARD	MONTGERON	4 130,00 €
91	R3333	0911401D	NELSON-MANDELA	ETAMPES	2 669,40 €
91	R18509	0911492C	DE-L'ESSOURIAU	LES ULIS	4 099,80 €
91	R3548	0911493D	LES-FRÈRES-MOREAU	QUINCY-SOUS-SENART	3 050,00 €
91	R3342	0911577V	JACQUES-PRÉVERT	LONGJUMEAU	3 008,00 €
91	R3549	0911578W	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	RIS-ORANGIS	2 800,80 €
91	R3323	0911632E	RENÉ-CASSIN	ARPAJON	4 842,80 €
91	R3329	0911828T	GEORGES-BRASSENS	COURCOURONNES	1 740,00 €
91	R3321	0911913K	DE-LA-VALLÉE-DE-CHEVREUSE	GIF-SUR-YVETTE	7 173,00 €
91	R3200	0911927A	MAURICE-ELIOT	EPINAY-SOUS-SENART	768,00 €
91	R3724	0911937L	FRANCOIS-TRUFFAUT	BONDOUFLE	4 920,00 €
91	R3725	0911938M	CAMILLE-CLAUDEL	PALAISEAU	3 000,00 €
91	R15365	0911945V	MARGUERITE-YOURCENAR	MORANGIS	1 670,00 €
91	R15431	0911946W	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE	3 860,00 €
91	R18145	0911961M	EDMOND-MICHELET	ARPAJON	4 548,60 €
91	R16853	0911962N	MARIE-LAURENCIN	MENNECY	3 803,80 €
91	R3014	0911983L	JULES-VERNE	LIMOURS	3 310,60 €
91	R19070	0911985N	ALFRED-KASTLER	DOURDAN	4 202,80 €
91	R3742	0912142J	GASPARD-MONGE	SAVIGNY-SUR-ORGE	6 807,80 €
91	R3754	0912163G	PAUL-LANGEVIN	SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS	3 067,20 €
91	R3547	0912251C	HENRI-POINCARÉ	PALAISEAU	6 822,00 €
92	R3615	0920130S	DESCARTES	ANTONY	4 848,20 €
92	R3556	0920131T	AUGUSTE-RENOIR	ASNIERES-SUR-SEINE	3 473,60 €
92	R3560	0920132U	ALBERT-CAMUS	BOIS-COLOMBES	24 600,20 €
92	R3563	0920134W	JACQUES-PRÉVERT	BOULOGNE-BILLANCOURT	5 578,40 €
92	R3565	0920135X	EMMANUEL-MOUNIER	CHATENAY-MALABRY	3 915,80 €
92	R3570	0920136Y	NEWTON-ENREA	CLICHY	8 254,40 €
92	R3573	0920137Z	GUY-DE-MAUPASSANT	COLOMBES	3 404,20 €
92	R3577	0920138A	PAUL-LAPIE	COURBEVOIE	4 848,40 €
92	R3592	0920141D	JOLIOT-CURIE	NANTERRE	3 400,00 €
92	R3597	0920143F	LA-FOLIE-SAINT-JAMES	NEUILLY-SUR-SEINE	2 220,00 €
92	R3598	0920144G	L'AGORA	PUTEAUX	3 052,60 €
92	R3607	0920147K	PAUL-LANGEVIN	SURESNES	2 102,80 €
92	R3558	0920150N	DE-PRONY	ASNIERES-SUR-SEINE	2 500,00 €
92	R3583	0920158X	LA-TOURNELLE	LA GARENNE-COLOMBES	3 072,40 €
92	R3586	0920163C	LOUIS-GIRARD	MALAKOFF	3 606,00 €
92	R3590	0920164D	JEAN-MONNET	MONTROUGE	4 280,20 €
92	R3596	0920166F	VASSILY-KANDINSKY	NEUILLY-SUR-SEINE	542,20 €
92	R3606	0920170K	FLORIAN	SCEAUX	4 810,00 €
92	R3608	0920171L	LOUIS-BLÉRIOT	SURESNES	2 804,00 €
92	R3559	0920429S	MARTIN-LUTHER-KING	ASNIERES-SUR-SEINE	4 452,00 €
92	R3561	0920680P	LÉONARD-DE-VINCI	BAGNEUX	4 086,60 €
92	R3601	0920799U	RICHELIEU	RUEIL-MALMAISON	12 391,00 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
92	R3602	0920801W	ALEXANDRE-DUMAS	SAINT-CLOUD	11 881,00 €
92	R3844	0920802X	JEAN-PIERRE-VERNANT	SEVRES	6 240,00 €
92	R3579	0920810F	JEAN-MONNET	GARCHES	15 185,20 €
92	R3580	0921156G	GALILÉE	GENNEVILLIERS	4 700,00 €
92	R3566	0921166T	JEAN-JAURÈS	CHATENAY-MALABRY	5 970,20 €
92	R3575	0921229L	ANATOLE-FRANCE	COLOMBES	3 688,00 €
92	R3585	0921230M	LÉONARD-DE-VINCI	LEVALLOIS-PERRET	9 516,00 €
92	R3589	0921399W	MAURICE-GENEVOIX	MONTROUGE	3 793,80 €
92	R3599	0921500F	LUCIEN-VOILIN	PUTEAUX	1 520,00 €
92	R3610	0921505L	DARDENNE	VANVES	1 527,60 €
92	R3567	0921555R	JACQUES-MONOD	CLAMART	2 723,80 €
92	R3588	0921592F	LES-COTES-DE-VILLEBON	MEUDON	4 528,40 €
92	R15803	0921594H	MICHEL-ANGE	VILLENEUVE-LA-GARENNE	1 587,40 €
92	R3562	0921595J	DANIEL-BALAVOINE	BOIS-COLOMBES	1 530,00 €
92	R3578	0921625S	PAUL-PAINLEVÉ	COURBEVOIE	2 635,40 €
92	R3593	0921626T	CLAUDE-CHAPPE	NANTERRE	2 142,00 €
92	R3614	0921676X	THÉODORE-MONOD	ANTONY	3 392,60 €
92	R3594	0921677Y	PAUL-LANGEVIN	NANTERRE	1 300,00 €
92	R3611	0921935D	TOULOUSE-LAUTREC	VAUCRESSON	16 032,80 €
92	R3572	0922149L	RENÉ-AUFFRAY	CLICHY	13 713,80 €
92	R3584	0922249V	MONTESQUIEU	LE PLESSIS-ROBINSON	1 188,00 €
92	R3603	0922276Z	SANTOS-DUMONT	SAINT-CLOUD	6 150,00 €
92	R3612	0922277A	CHARLES-PETIET	VILLENEUVE-LA-GARENNE	8 000,00 €
92	R20735	0922287L	JACQUES-BREL	GARCHES	7 478,00 €
92	R3743	0922397F	EUGÈNE-IONESCO	ISSY-LES-MOULINEAUX	6 100,00 €
92	R3745	0922398G	GUSTAVE-EIFFEL	RUEIL-MALMAISON	4 035,00 €
92	R3753	0922427N	CLAUDE-GARAMONT	COLOMBES	2 058,60 €
92	R3762	0922443F	ETIENNE-JULES-MAREY	BOULOGNE-BILLANCOURT	3 974,40 €
92	R3779	0922464D	LOUISE-MICHEL	NANTERRE	2 760,00 €
92	R3981	0922615T	LUCIE-AUBRAC	COURBEVOIE	1 380,00 €
93	R3616	0930117X	LE-CORBUSIER	AUBERVILLIERS	14 299,80 €
93	R3630	0930119Z	EUGENE-DELACROIX	DRANCY	8 051,40 €
93	R3633	0930120A	JACQUES-FEYDER	EPINAY-SUR-SEINE	4 230,00 €
93	R18521	0930122C	CONDORCET	MONTREUIL	5 759,20 €
93	R3655	0930124E	MARCELIN-BERTHELOT	PANTIN	6 699,60 €
93	R3660	0930125F	PAUL-ELUARD	SAINT-DENIS	5 468,80 €
93	R3543	0930126G	AUGUSTE-BLANQUI	SAINT-OUEN	2 105,40 €
93	R3539	0930127H	GEORGES-CLÉMENCEAU	VILLEMOMBLE	5 100,00 €
93	R3637	0930128J	DENIS-PAPIN	LA COURNEUVE	4 351,40 €
93	R3628	0930129K	MADELEINE-VIONNET	BONDY	3 543,80 €
93	R15799	0930133P	THEODORE-MONOD	NOISY-LE-SEC	3 905,20 €
93	R3656	0930135S	SIMONE-WEIL	PANTIN	4 257,40 €
93	R3645	0930136T	CLAUDE-NICOLAS-LEDOUX	LES PAVILLONS-SOUS-BOIS	3 016,40 €
93	R3662	0930138V	FRÉDÉRIC-BARTHOLDI	SAINT-DENIS	6 089,60 €
93	R3643	0930830X	ALBERT-SCHWEITZER	LE RAINCY	5 830,00 €
93	R3641	0930831Y	ARISTIDE-BRIAND	LE BLANC-MESNIL	8 937,20 €
93	R3622	0930833A	JEAN-ZAY	AULNAY-SOUS-BOIS	3 800,20 €
93	R3620	0930834B	VOILLAUME	AULNAY-SOUS-BOIS	7 636,00 €
93	R3618	0931024H	JEAN-PIERRE-TIMBAUD	AUBERVILLIERS	3 217,60 €
93	R3540	0931193S	HELENE-BOUCHER	TREMBLAY-EN-FRANCE	3 791,60 €
93	R3625	0931198X	ALFRED-COSTES	BOBIGNY	3 854,00 €
93	R3636	0931233K	JEAN-BAPTISTE-CLÉMENT	GAGNY	4 848,40 €
93	R3635	0931272C	GUSTAVE-EIFFEL	GAGNY	6 034,40 €
93	R3639	0931430Z	JACQUES-BREL	LA COURNEUVE	3 889,60 €
93	R3652	0931565W	FLORA-TRISTAN	NOISY-LE-GRAND	4 738,00 €
93	R3537	0931584S	JEAN-ROSTAND	VILLEPINTE	5 497,40 €
93	R3646	0931585T	ANDRÉ-BOULLOCHE	LIVRY-GARGAN	3 273,00 €
93	R3624	0931613Y	LOUISE-MICHEL	BOBIGNY	2 773,40 €
93	R3634	0931735F	LOUISE-MICHEL	EPINAY-SUR-SEINE	2 295,00 €
93	R3638	0931738J	ARTHUR-RIMBAUD	LA COURNEUVE	3 817,00 €
93	R3658	0931739K	JEAN-MOULIN	ROSNY-SOUS-BOIS	4 039,00 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
93	R1331	0931779D	DE-L'HORTICULTURE-ET-DU-PAYSAGE	MONTREUIL	2 958,00 €
93	R15267	0932026X	ALFRED-NOBEL	CLICHY-SOUS-BOIS	4 480,00 €
93	R15269	0932030B	MAURICE-UTRILLO	STAINS	4 300,60 €
93	R15357	0932031C	CHARLES-DE-GAULLE	ROSNY-SOUS-BOIS	4 825,00 €
93	R15427	0932034F	WOLFGANG-AMADEUS-MOZART	LE BLANC-MESNIL	3 100,40 €
93	R17099	0932046U	LÉONARD-DE-VINCI	TREMBLAY-EN-FRANCE	3 083,60 €
93	R18858	0932047V	EVARISTE-GALOIS	NOISY-LE-GRAND	6 300,00 €
93	R19063	0932048W	BLAISE-CENDRARS	SEVRAN	3 984,00 €
93	R3644	0932073Y	PAUL-ROBERT	LES LILAS	4 940,00 €
93	R3542	0932074Z	MARCEL-CACHIN	SAINT-OUEN	3 666,00 €
93	R3650	0932116V	EUGÉNIE-COTTON	MONTREUIL	4 037,00 €
93	R3654	0932117W	LUCIE-AUBRAC	PANTIN	5 801,40 €
93	R3640	0932118X	JEAN-MOULIN	LE BLANC-MESNIL	4 507,20 €
93	R3623	0932119Y	EUGÈNE-HÉNAFF	BAGNOLET	6 820,00 €
93	R3647	0932120Z	HENRI-SELLIER	LIVRY-GARGAN	5 890,20 €
93	R3661	0932121A	SUGER	SAINT-DENIS	5 268,80 €
93	R3731	0932123C	ANDRE-SABATIER	BOBIGNY	4 184,80 €
93	R3632	0932126F	FRANCOIS-RABELAIS	DUGNY	10 955,40 €
93	R3757	0932221J	BLAISE-PASCAL	VILLEMOMBLE	3 274,80 €
93	R3642	0932222K	RENÉ-CASSIN	LE RAINCY	3 576,80 €
93	R3631	0932229T	PAUL-LE-ROLLAND	DRANCY	5 116,00 €
93	R3730	0932260B	GEORGES-BRASSENS	VILLEPINTE	6 340,00 €
93	R3756	0932267J	LIBERTE	ROMAINVILLE	6 677,20 €
93	R3781	0932282A	LEO-LAGRANGE	BONDY	3 214,00 €
93	R3812	0932291K	NICOLAS-JOSEPH-CUGNOT	NEUILLY-SUR-MARNE	5 186,20 €
93	P0028709	0932577W	GERMAINE-TILLION	LE-BOURGET	6 634,00 €
93	P0033460	0932638M	NOUVEAU LYCEE INTERNATIONAL	NOISY-LE-GRAND	3 400,00 €
94	R3740	0940111K	GUSTAVE-EIFFEL	CACHAN	2 092,60 €
94	R3531	0940112L	LOUISE-MICHEL	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	3 130,00 €
94	R3530	0940113M	LANGEVIN-WALLON	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	10 616,00 €
94	R3521	0940114N	ANTOINE-DE-SAINT-EXUPÉRY	CRETEIL	5 886,40 €
94	R3507	0940115P	ROMAIN-ROLLAND	IVRY-SUR-SEINE	6 372,00 €
94	R3488	0940116R	EUGÈNE-DELACROIX	MAISONS-ALFORT	3 882,60 €
94	R3490	0940118T	LOUIS-ARMAND	NOGENT-SUR-MARNE	4 948,00 €
94	R18533	0940119U	PAUL-DOUMER	LE PERREUX-SUR-MARNE	3 080,00 €
94	R3497	0940120V	MARCELIN-BERTHELOT	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	7 434,20 €
94	R3498	0940121W	D'ARSONVAL	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	3 860,00 €
94	R3510	0940122X	CONDORCET	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	3 292,80 €
94	R3500	0940123Y	GUILLAUME-APOLLINAIRE	THIAIS	4 204,60 €
94	R3503	0940126B	MAXIMILIEN-PERRET	ALFORTVILLE	13 818,00 €
94	R3478	0940129E	JEAN-MACÉ	VITRY-SUR-SEINE	5 620,00 €
94	R3529	0940132H	GABRIEL-PÉRI	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	2 134,60 €
94	R3516	0940134K	VAL-DE-BIÈVRE	GENTILLY	1 980,80 €
94	R3491	0940137N	LA-SOURCE	NOGENT-SUR-MARNE	5 990,00 €
94	R3495	0940138P	ARMAND-GUILLAUMIN	ORLY	2 350,00 €
94	R3511	0940140S	GOURDOU-LESEURRE	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	4 440,00 €
94	R3517	0940141T	JACQUES-BREL	CHOISY-LE-ROI	3 335,00 €
94	R3505	0940143V	JEAN-MOULIN	VINCENNES	1 780,00 €
94	R3479	0940145X	CAMILLE-CLAUDEL	VITRY-SUR-SEINE	1 928,00 €
94	R3534	0940171A	STENDHAL	BONNEUIL-SUR-MARNE	4 613,80 €
94	R3494	0940319L	FRANCOIS-CAVANNA	NOGENT-SUR-MARNE	3 306,40 €
94	R3533	0940580V	MAXIMILIEN-SORRE	CACHAN	3 130,20 €
94	R3496	0940585A	FRANCOIS-MANSART	SAINT-MAUR-DES-FOSSES	3 320,00 €
94	R3464	0940742W	GUILLAUME-BUDÉ	LIMEIL-BREVANNES	3 328,00 €
94	R18527	0941018W	EDOUARD-BRANLY	CRETEIL	5 839,00 €
94	R3518	0941232D	JEAN-MACÉ	CHOISY-LE-ROI	1 891,00 €
94	R3476	0941294W	ADOLPHE-CHERIOUX	VITRY-SUR-SEINE	4 416,00 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
94	R3524	0941298A	MICHELET	FONTENAY-SOUS-BOIS	2 251,20 €
94	R3525	0941301D	FRÉDÉRIC-MISTRAL	FRESNES	4 472,00 €
94	R3523	0941347D	PABLO-PICASSO	FONTENAY-SOUS-BOIS	4 688,00 €
94	R3487	0941355M	PAUL-BERT	MAISONS-ALFORT	3 514,60 €
94	R3522	0941413A	LÉON-BLUM	CRETEIL	4 255,60 €
94		0941470M	SAMUEL-DE-CHAMPLAIN	CHENNEVIERES-SUR-MARNE	6 168,00 €
94	R3515	0941474S	DARIUS-MILHAUD	LE KREMLIN-BICETRE	4 522,60 €
94	R16037	0941918Z	CHRISTOPHE-COLOMB	SUCY-EN-BRIE	8 393,00 €
94	R19129	0941930M	GUTENBERG	CRETEIL	4 500,40 €
94	R3528	0941951K	MARX-DORMOY	CHAMPIGNY-SUR-MARNE	4 000,00 €
94	R3501	0941952L	FRANCOIS-ARAGO	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES	4 961,80 €
94	R3508	0941972H	FERNAND-LÉGER	IVRY-SUR-SEINE	6 520,00 €
94	R3527	0941974K	ROBERT-SCHUMAN	CHARENTON-LE-PONT	8 926,40 €
94	R3234	0941975L	PIERRE-BROSSOLETTE	LE KREMLIN-BICETRE	2 173,40 €
94	R3499	0942130E	PARC-MONTALEAU	SUCY-EN-BRIE	10 417,00 €
94	P0015628	0942269F	PAULINE-ROLAND	CHEVILLY-LARUE	4 078,60 €
95	R3470	0950164M	FRANCOISE-DOLTO	BEAUMONT-SUR-OISE	6 457,00 €
95	R3484	0950640E	JULIE-VICTOIRE-DAUBIÉ	ARGENTEUIL	2 462,20 €
95	R18539	0950641F	JEAN-JAURÈS	ARGENTEUIL	7 964,00 €
95	R3684	0950645K	VINCENT-VAN-GOGH	ERMONT	6 983,80 €
95	R3687	0950646L	RENÉ-CASSIN	GONESSE	7 903,40 €
95	R3393	0950647M	GÉRARD-DE-NERVAL	LUZARCHES	4 304,60 €
95	R3394	0950648N	JEAN JACQUES ROUSSEAU	MONTMORENCY	6 193,60 €
95	R3397	0950649P	CAMILLE-PISSARRO	PONTOISE	3 420,00 €
95	R18545	0950650R	JEAN JACQUES ROUSSEAU	SARCELLES	9 087,40 €
95	R3403	0950651S	JACQUES-PRÉVERT	TAVERNY	3 229,20 €
95	R3680	0950656X	LE-CORBUSIER	CORMEILLES-EN-PARISIS	8 327,00 €
95	R3685	0950657Y	FERDINAND-BUISSON	ERMONT	6 406,40 €
95	R3365	0950658Z	CHÂTEAU-D'EPLUCHES	SAINT-OUEN-L'AUMONE	9 455,40 €
95	R3486	0950666H	GEORGES-BRAQUE	ARGENTEUIL	3 055,80 €
95	R18617	0950667J	ROMAIN-ROLLAND	GOUSSAINVILLE	7 298,00 €
95	R3468	0950709E	VIRGINIA-HENDERSON	ARNOUVILLE	4 776,60 €
95	R3402	0950947N	DE-LA-TOURELLE	SARCELLES	7 706,20 €
95	R3396	0950949R	JEAN-MERMOZ	MONTSOULT	5 540,60 €
95	R3400	0950983C	LA-TOUR-DU-MAIL	SANNOIS	9 484,80 €
95	R3405	0951090U	PIERRE-MENDÈS-FRANCE	VILLIERS-LE-BEL	6 451,00 €
95	R3399	0951104J	JEAN-PERRIN	SAINT-OUEN-L'AUMONE	6 122,00 €
95	R3392	0951147F	FRAGONARD	L'ISLE-ADAM	6 072,60 €
95	R3395	0951281B	TURGOT	MONTMORENCY	4 798,80 €
95	R3679	0951282C	DU-VEXIN	CHARS	2 878,60 €
95	R3473	0951399E	ALFRED-KASTLER	PONTOISE	3 390,80 €
95	R3683	0951618T	AUGUSTE-ESCOFFIER	ERAGNY-SUR-OISE	4 459,40 €
95	R3474	0951637N	GALILÉE	CERGY	2 722,60 €
95	R3686	0951673C	GUSTAVE-EIFFEL	ERMONT	5 235,40 €
95	R3678	0951710T	CAMILLE-CLAUDEL	VAUREAL	5 140,00 €
95	R3726	0951722F	JEAN-MONNET	FRANCONVILLE	3 000,00 €
95	R3729	0951723G	MONTESQUIEU	HERBLAY	2 289,00 €
95	R3728	0951727L	CHARLES-BAUDELAIRE	FOSSES	6 325,80 €
95	R8263	0951728M	EDMOND-ROSTAND	SAINT-OUEN-L'AUMONE	2 790,00 €
95	R3469	0951748J	EVARISTE-GALOIS	BEAUMONT-SUR-OISE	8 360,20 €
95	R16193	0951753P	LÉONARD-DE-VINCI	SAINT-WITZ	5 144,80 €
95	R18856	0951756T	JULES-VERNE	CERGY	2 984,40 €
95	R3404	0951763A	LOUIS-JOUVET	TAVERNY	2 285,00 €
95	R18171	0951766D	SIMONE-DE-BEAUVOIR	GARGES-LES-GONESSE	5 689,00 €
95	R3475	0951787B	ARTHUR-RIMBAUD	GARGES-LES-GONESSE	5 992,20 €
95	R19249	0951788C	GEORGE-SAND	DOMONT	6 453,60 €
95	R3466	0951811C	FERNAND-ET-NADIA-LÉGER	ARGENTEUIL	4 568,60 €
95	R3209	0951824S	DE-L'HAUTIL	JOUY-LE-MOUTIER	3 924,20 €
95	R3214	0951922Y	CAMILLE-SAINT-SAENS	DEUIL-LA-BARRE	6 855,20 €
95	R3215	0951937P	PAUL-EMILE-VICTOR	OSNY	2 208,00 €

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
95	R3744	0951974E	LOUIS-ARMAND	EAUBONNE	4 930,80 €
95	P0030507	0952173W	EUGENE-RONCERAY- GRAND CERF	BEZONS	6 246,60 €
95	P0034141	0952196W	GUSTAVE-MONOD	ENGHIEN-LES-BAINS	8 806,60 €
				TOTAL :	**2 068 573,80 €**

ANNEXE 4 : DOTATIONS POUR LES CONTROLES TECHNIQUES OBLIGATOIRES DANS LES CMR

CONTROLES TECHNIQUES OBLIGATOIRES DES C.M.R

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CTO solde 20% 20%
75	R3407	0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	1 021,20 €
75	R3412	0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	624,00 €
75	R3415	0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	2 800,00 €
75	R3414	0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	1 138,00 €
75	R3418	0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	1 943,80 €
75	R3419	0750662M	VICTOR-DURUY	PARIS 07EME	857,40 €
75	R3422	0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	1 514,00 €
75	R3429	0750668U	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	1 242,20 €
75	R3425	0750669V	JULES-FERRY	PARIS 09EME	1 364,00 €
75	R3426	0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	534,00 €
75	R3435	0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	981,00 €
75	R3439	0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	1 057,20 €
75	R3445	0750682J	RODIN	PARIS 13EME	1 340,00 €
75	R3446	0750683K	CLAUDE-MONET	PARIS 13EME	790,80 €
75	R3452	0750684L	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	1 150,40 €
75	R3455	0750689S	PAUL-BERT	PARIS 14EME	520,00 €
75	R3456	0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	1 058,80 €
75	R3462	0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	1 480,00 €
75	R3384	0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	1 284,00 €
75	R3386	0750698B	CLAUDE-BERNARD	PARIS 16EME	532,00 €
75	R3387	0750699C	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	1 512,00 €
75	R3388	0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	1 142,00 €
75	R3389	0750702F	LA-FONTAINE	PARIS 16EME	1 690,00 €
75	R3390	0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	1 126,00 €
75	R3371	0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	1 750,80 €
75	R3372	0750705J	HONORÉ-DE-BALZAC	PARIS 17EME	1 280,00 €
75	R3351	0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	1 048,40 €
75	R3363	0750714U	HELENE-BOUCHER	PARIS 20EME	902,80 €
75	R3358	0750715V	MAURICE-RAVEL	PARIS 20EME	1 120,00 €
77	R3262	0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	1 193,00 €
78	R3676	0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	1 550,00 €
78	R20418	0782562L	HOCHE	VERSAILLES	2 283,40 €
92	R3595	0920142E	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	1 060,40 €
92	R3604	0920145H	LAKANAL	SCEAUX	2 115,60 €
92	R3605	0920146J	MARIE-CURIE	SCEAUX	1 397,80 €
92	R3609	0920149M	MICHELET	VANVES	2 027,00 €
92	R3587	0920798T	RABELAIS	MEUDON	1 196,00 €
93	R3619	0930116W	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	882,80 €
93	R3627	0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	1 304,00 €
93	R3648	0930121B	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	1 100,00 €
93	R15801	0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	680,00 €
93	R3768	0932122B	D'ALEMBERT + COLLEGE-DIDEROT	AUBERVILLIERS	941,20 €
94	R3493	0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	968,00 €
94	R3504	0940124Z	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	733,00 €
94	R3502	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	682,60 €
				TOTAL :	**54 919,60 €**

ANNEXE 5 : DOTATIONS POUR LES CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DANS LES CMR

CONTRATS D'ENTRETIEN OBLIGATOIRES DES C.M.R

DEPT	CODE TIERS	UAI	NOM DE L'ETABLISSEMENT	COMMUNE	Proposition vote CEO solde 20%
75	R3407	0750648X	VICTOR-HUGO	PARIS 03EME	4 005,40 €
75	R3412	0750652B	CHARLEMAGNE	PARIS 04EME	4 457,40 €
75	R3415	0750654D	HENRI IV	PARIS 05EME	15 880,00 €
75	R3414	0750656F	LAVOISIER	PARIS 05EME	4 997,40 €
75	R3418	0750657G	MONTAIGNE	PARIS 06EME	8 861,20 €
75	R3419	0750662M	VICTOR-DURUY	PARIS 07EME	5 459,80 €
75	R3422	0750663N	CHAPTAL	PARIS 08EME	9 337,40 €
75	R3429	0750668U	JACQUES-DECOUR	PARIS 09EME	7 488,20 €
75	R3425	0750669V	JULES-FERRY	PARIS 09EME	12 686,00 €
75	R3426	0750670W	LAMARTINE	PARIS 09EME	3 119,20 €
75	R3435	0750675B	VOLTAIRE	PARIS 11EME	8 609,00 €
75	R3439	0750679F	PAUL-VALERY	PARIS 12EME	3 595,80 €
75	R3445	0750682J	RODIN	PARIS 13EME	6 340,00 €
75	R3446	0750683K	CLAUDE-MONET	PARIS 13EME	5 272,00 €
75	R3452	0750684L	GABRIEL-FAURE	PARIS 13EME	3 940,60 €
75	R3455	0750689S	PAUL-BERT	PARIS 14EME	4 420,00 €
75	R3456	0750690T	FRANCOIS-VILLON	PARIS 14EME	3 139,80 €
75	R3462	0750693W	BUFFON	PARIS 15EME	13 726,40 €
75	R3384	0750694X	CAMILLE-SEE	PARIS 15EME	4 786,00 €
75	R3386	0750698B	CLAUDE-BERNARD	PARIS 16EME	5 420,00 €
75	R3387	0750699C	JANSON-DE-SAILLY	PARIS 16EME	10 468,00 €
75	R3388	0750700D	JEAN-BAPTISTE-SAY	PARIS 16EME	8 622,00 €
75	R3389	0750702F	LA-FONTAINE	PARIS 16EME	9 340,00 €
75	R3390	0750703G	MOLIERE	PARIS 16EME	2 852,00 €
75	R3371	0750704H	CARNOT	PARIS 17EME	5 202,60 €
75	R3372	0750705J	HONORÉ-DE-BALZAC	PARIS 17EME	5 388,20 €
75	R3351	0750711R	HENRI-BERGSON	PARIS 19EME	5 270,00 €
75	R3363	0750714U	HELENE-BOUCHER	PARIS 20EME	6 856,80 €
75	R3358	0750715V	MAURICE-RAVEL	PARIS 20EME	7 771,80 €
77	R3262	0770926N	FRANCOIS-COUPERIN	FONTAINEBLEAU	7 292,00 €
78	R3676	0782546U	LE-CORBUSIER	POISSY	5 200,00 €
78	R20418	0782562L	HOCHE	VERSAILLES	20 922,00 €
92	R3595	0920142E	PASTEUR	NEUILLY-SUR-SEINE	4 774,00 €
92	R3604	0920145H	LAKANAL	SCEAUX	4 601,60 €
92	R3605	0920146J	MARIE-CURIE	SCEAUX	5 212,60 €
92	R3609	0920149M	MICHELET	VANVES	13 324,00 €
92	R3587	0920798T	RABELAIS	MEUDON	3 720,00 €
93	R3619	0930116W	HENRI-WALLON	AUBERVILLIERS	4 921,00 €
93	R3627	0930118Y	JEAN-RENOIR	BONDY	3 238,20 €
93	R3648	0930121B	JEAN-JAURÈS	MONTREUIL	5 700,00 €
93	R15801	0930123D	OLYMPE-DE-GOUGES	NOISY-LE-SEC	4 062,20 €
93	R3768	0932122B	D'ALEMBERT + COLLEGE-DIDEROT	AUBERVILLIERS	2 288,40 €
94	R3493	0940117S	EDOUARD-BRANLY	NOGENT-SUR-MARNE	5 572,00 €
94	R3504	0940124Z	HECTOR-BERLIOZ	VINCENNES	4 654,00 €
94	R3502	0940743X	GEORGES-BRASSENS	VILLENEUVE-LE-ROI	2 080,20 €
				TOTAL :	**294 875,20 €**

ANNEXE 6 : DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIERE POUR LES EPLE

Maintenance Immobilière EPLE
Chapitre 932 "enseignement"
code fonctionnel 222 "lycées publics"
programme HP 222-017 (122017) "Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics"
action "Maintenance immobilière" (12201702)

DPT	UAI	Nom de l'établissement	Commune	OBJET	DOTATION	N° IRIS
77	0772244W	ANTONIN CAREME	SAVIGNY LE TEMPLE	Abattage d'arbres menaçant de tomber (25) et élagage de deux platanes	12 973,00 €	16011384
91	0911937L	FRANCOIS TRUFFAUT	BRETIGNY	Abattage de 3 arbres présentant un danger	2 000,00 €	16012936
92	0920166F	VASSILY KANDINSKY	NEUILLY SUR SEINE	Elagage d'un frêne en bordure de trottoir	1 752,00 €	16011605
93	0932047V	EVARISTE GALOIS	NOISY LE GRAND	Elagage d'arbres dangereux et de haies	27 504,00 €	16011383
93	0931584S	JEAN ROSTAND	VILLEPINTE	Abattage d'arbres dangereux suite à la chute d'un arbre sur le parking	6 660,00 €	16013271
94	0940114N	ANTOINE DE SAINT EXUPERY	CRETEIL	Abattage d'un saule tortueux à droite du vestiaire EPS	3 500,00 €	16012934
95	0950657Y	FERDINAND BUISSON	ERMONT	Abattage, élagage d'arbres dangereux et arrachage de bambous donnant sur la rue Bouquenvilles	6 354,00 €	16012901
					60 743,00 €	

ANNEXE 7 : DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIERE POUR LES CMR – PART COLLEGE

Maintenance Immobilière EPLE
Chapitre 932 "enseignement"
code fonctionnel 224 "participation à des cités mixtes"
programme HP 224-031 (122031) "Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales"
action "Entretien des cités mixtes régionales - part collèges" (12203103)

DPT	RNE	Nom de l'établissement	Commune	OBJET	DOTATION	N° IRIS
94	0940743X	GEORGES BRASSENS	VILLENEUVE LE ROI	Elagage de neuf arbres présentant un danger pour les usagers	2 089,55 €	16011382
					2 089,55 €	

ANNEXE 8 : DOTATIONS POUR LA MAINTENANCE IMMOBILIERE POUR LES CMR – PART LYCEE

Maintenance Immobilière EPLE
Chapitre 932 "enseignement"
code fonctionnel 224 "participation à des cités mixtes"
programme HP 224-031 (122031) "Participation aux charges de fonctionnement des cités mixtes régionales"
action "Entretien des cités mixtes régionales - part lycées" (12203102)

DPT	RNE	Nom de l'établissement	Commune	OBJET	DOTATION	N° IRIS
94	0940743X	GEORGES BRASSENS	VILLENEUVE LE ROI	Elagage de neuf arbres présentant un danger pour les usagers	4 588,45 €	16011381
					4 588,45 €	

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-464

DU 21 septembre 2016

Mise en œuvre de l'expérimentation du budget d'autonomie dans 12 lycées publics franciliens

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-ne-s – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

vu La délibération n° CR 80-16 du 19 mai 2016 relative à l'expérimentation d'un budget d'autonomie pour les lycées publics franciliens ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-464 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide, dans le cadre de l'expérimentation d'un budget d'autonomie pour 12 lycées franciliens, d'attribuer des subventions d'un montant maximum prévisionnel de **775 208 €** conformément au tableau de répartition des subventions figurant en annexe 1 à la délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type visée à l'alinéa 3, et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **525 208,00 €** prélevée sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Budget d'autonomie dans les lycées » (12800511) du budget 2016, conformément au tableau de répartition des subventions et à l'état récapitulatif joint en annexe 1 et 2 à la délibération.

Affecte une autorisation de programme de **250 000,00 €** prélevée sur le chapitre 902 Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), Action « Budget d'autonomie dans les lycées » (12800512) du budget 2016, conformément au tableau de répartition des subventions et à l'état récapitulatif joint en annexe 1 et 2 à la délibération.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter du 1er septembre 2016, pour permettre une mise en œuvre dès le début de l'année scolaire, par dérogation aux articles 29 (subventions de fonctionnement) et 17 (investissement) du règlement budgétaire et financier, prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Article 3

Approuve la convention type relative à la mise en œuvre du budget d'autonomie dans les EPLE, figurant en annexe 3 à la délibération.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : TABLEAU DE REPARTITION DES SUBVENTIONS PAR ETABLISSEMENT

Etablissement	Dept	Ville	Effectifs	Subvention au titre du volet 1	Subvention au titre du volet 2	Subvention au titre du volet 3 investissement
Maurice Ravel	75	Paris	1 396	34 900 €	16 752 €	23 960 €
Armand Carrel	75	Paris	246	10 332 €	4 920 €	12 460 €
François Couperin	77	Fontainebleau	1 214	30 350 €	14 568 €	22 140 €
Gaston Bachelard	77	Chelles	1 330	33 250 €	15 960 €	23 300 €
Antonin Carême	77	Savigny-le-Temple	660	19 800 €	10 560 €	16 600 €
Jacques Brel	93	La Courneuve	980	29 400 €	15 680 €	19 800 €
Gourdou-Leseurre	94	St Maur des Fossés	300	12 000 €	6 100 €	13 000 €
Galilée	95	Cergy	1 118	27 950 €	17 888 €	21 180 €
Adrienne Bolland	78	Poissy	689	20 670 €	11 024 €	16 890 €
Bascan	78	Rambouillet	2 307	57 675 €	27 684 €	33 070 €
Parc de Vilgénis	91	Massy	2 135	53 375 €	25 620 €	31 350 €
Théodore Monod	92	Antony	625	18 750 €	10 000 €	16 250 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-464	Budget	2016

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800511 - Budget autonomie des lycées**

Dispositif : N° 00000963 - Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)

Dossier	16014313 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE MAURICE RAVEL			
Bénéficiaire	R3358 - LGT MAURICE RAVEL PARIS 20EME			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 652,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 652,00 €	TTC	100 %	51 652,00 €	

Dossier	16014380 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE CARREL			
Bénéficiaire	R3353 - LP ARMAND CARREL PARIS 19EME			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 252,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 252,00 €	TTC	100 %	15 252,00 €	

Dossier	16014382 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE COUPERIN			
Bénéficiaire	R3262 - LGT FRANCOIS COUPERIN FONTAINEBLEAU			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	44 918,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 918,00 €	TTC	100 %	44 918,00 €	

Dossier	16014383 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE BACHELARD			
Bénéficiaire	R3254 - LGT GASTON BACHELARD CHELLES			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 210,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 210,00 €	TTC	100 %	49 210,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-464	Budget	2016

Dossier	16014384 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE ANTONIN CAREME			
Bénéficiaire	R3286 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 360,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 360,00 €	TTC	100 %	30 360,00 €	

Dossier	16014386 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE JACQUES BREL			
Bénéficiaire	R3639 - LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 080,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 080,00 €	TTC	100 %	45 080,00 €	

Dossier	16014387 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE GOURDOU-LESEURRE			
Bénéficiaire	R3511 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 100,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 100,00 €	TTC	100 %	18 100,00 €	

Dossier	16014388 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE GALILEE			
Bénéficiaire	R3474 - LGT GALILEE CERGY			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 838,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
45 838,00 €	TTC	100 %	45 838,00 €	

Dossier	16014389 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE ADRIENNE BOLLAND			
Bénéficiaire	R3675 - LPO LYC METIER ADRIENNE BOLLAND POISSY			
Localisation	POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 694,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 694,00 €	TTC	100 %	31 694,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-464	Budget	2016

Dossier	16014390 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE BASCAN			
Bénéficiaire	R3313 - LPO LOUIS BASCAN RAMBOUILLET			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	85 359,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 359,00 €	TTC	100 %	85 359,00 €	

Dossier	16014392 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE DU PARC DE VILGENIS			
Bénéficiaire	R3346 - LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY			
Localisation	MASSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	78 995,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
78 995,00 €	TTC	100 %	78 995,00 €	

Dossier	16014393 - BUDGET D'AUTONOMIE - FONCTIONNEMENT - LYCEE THEODORE MONOD			
Bénéficiaire	R3614 - LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92			
Localisation	ANTONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	28 750,00 €		Code nature	657351
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 750,00 €	TTC	100 %	28 750,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000963 - Budget d'autonomie des lycées (fonctionnement)	525 208,00 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800511	525 208,00 €

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800512 - Budget autonomie des lycées**

Dispositif : N° 00000964 - Budget d'autonomie des lycées (investissement)

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-464	Budget	2016

Dossier	16014334 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE MAURICE RAVEL			
Bénéficiaire	R3358 - LGT MAURICE RAVEL PARIS 20EME			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 960,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 960,00 €	TTC	100 %	23 960,00 €	

Dossier	16014336 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE ARMAND CARREL			
Bénéficiaire	R3353 - LP ARMAND CARREL PARIS 19EME			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 460,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 460,00 €	TTC	100 %	12 460,00 €	

Dossier	16014337 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE FRANCOIS COUPERIN			
Bénéficiaire	R3262 - LGT FRANCOIS COUPERIN FONTAINEBLEAU			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 140,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 140,00 €	TTC	100 %	22 140,00 €	

Dossier	16014338 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE GASTON BACHELARD			
Bénéficiaire	R3254 - LGT GASTON BACHELARD CHELLES			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 300,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 300,00 €	TTC	100 %	23 300,00 €	

Dossier	16014339 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE ANTONIN CAREME			
Bénéficiaire	R3286 - LP ANTONIN CAREME SAVIGNY LE TEMPLE			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 600,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 600,00 €	TTC	100 %	16 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-464	Budget	2016

Dossier	16014341 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE JACQUES BREL			
Bénéficiaire	R3639 - LGT JACQUES BREL LA COURNEUVE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 800,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 800,00 €	TTC	100 %	19 800,00 €	

Dossier	16014342 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE GOURDOU-LESEURRE			
Bénéficiaire	R3511 - LP LYC METIER GOURDOU-LESEURRE SAINT MAUR DES FOSSES			
Localisation	SAINT-MAUR-DES-FOSSES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 000,00 €	TTC	100 %	13 000,00 €	

Dossier	16014343 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE GALILEE			
Bénéficiaire	R3474 - LGT GALILEE CERGY			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 180,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 180,00 €	TTC	100 %	21 180,00 €	

Dossier	16014344 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE ADRIENNE BOLLAND			
Bénéficiaire	R3675 - LPO LYC METIER ADRIENNE BOLLAND POISSY			
Localisation	POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 890,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 890,00 €	TTC	100 %	16 890,00 €	

Dossier	16014345 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT- LYCEE LOUIS BASCAN			
Bénéficiaire	R3313 - LPO LOUIS BASCAN RAMBOUILLET			
Localisation	RAMBOUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	33 070,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
33 070,00 €	TTC	100 %	33 070,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-464	Budget	2016

Dossier	16014346 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE DU PARC DE VILGENIS			
Bénéficiaire	R3346 - LPO LYC METIER PARC DE VILGENIS MASSY			
Localisation	MASSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	31 350,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
31 350,00 €	TTC	100 %	31 350,00 €	

Dossier	16014347 - BUDGET D'AUTONOMIE - INVESTISSEMENT - LYCEE THEODORE MONOD			
Bénéficiaire	R3614 - LP LYC METIER THEODORE MONOD ANTONY 92			
Localisation	ANTONY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 250,00 €		Code nature	236.1
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 250,00 €	TTC	100 %	16 250,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000964 - Budget d'autonomie des lycées (investissement)	250 000,00 €

Total sur l'imputation 902 - 28 - 128005 - 12800512	250 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est : EPLE
situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :
Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Budget d'autonomie » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR16-80 du 19 mai 2016.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 22 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir le lycée…… pour la réalisation des actions prévues dans le cadre de la mise en place du budget d'autonomie qui comprend 4 volets (innovation pédagogique et éducative, vie lycéenne, investissement, et ressources humaines).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Montant Volet 1	Montant Volet 2	Montant Volet 3
Montant Total de la subvention		**€**

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX PROJETS SUBVENTIONNES

Le bénéficiaire s'engage à élaborer à son initiative et sous sa responsabilité une fiche-projet décrivant son ou ses projet-s pour chacun des volets et à réaliser lesdits projets conformément à la fiche-projet (une fiche pour les trois volets) et à la présente convention.

En vue d'une évaluation par les services régionaux du dispositif « budget d'autonomie », le bénéficiaire s'engage à travailler avec la Région sur la définition de critères et d'indicateurs permettant de mesurer l'impact de ces projets sur la réussite des élèves et le climat scolaire

de l'établissement. Ces éléments figureront dans la fiche projet à renvoyer avant le 30 novembre de l'année scolaire concernée.

Sur la base de ces critères et indicateurs, chaque lycée procède à l'évaluation des projets mis en œuvre grâce au budget d'autonomie et s'engage à renvoyer, avant le 30 novembre de l'année scolaire suivante, les indicateurs dûment remplis.

Le conseil d'administration du lycée sera garant de la conduite de l'évaluation et communiquera à la Région ses conclusions.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative aux projets subventionnés.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué à l'établissement, en une seule fois en début d'année scolaire après délibération d'attribution par la commission permanente.

Sa mise en œuvre et sa gestion seront garanties par le conseil d'administration. Chaque projet financé sur le budget d'autonomie lui sera soumis avant toute mise en œuvre.
Le bénéficiaire doit fournir les pièces justificatives suivantes :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.

Ces derniers documents seront produits au plus tard 3 mois après la fin de la réalisation du projet
Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris. Si ces documents ne sont pas fournis dans ce délai, la Région émettra un titre de recettes correspondant au montant non justifié.

ARTICLE 3.2 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté. Elle fait l'objet d'un reversement à la Région en cas de trop perçu, au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XXXX.

Elle expire, après la réception par la Région de la fiche-projet permettant l'évaluation de la mise en œuvre du budget d'autonomie, conformément à l'article 2.1 alinéa 3.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite adoptée par délibération N° du

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-465

DU 21 SEPTEMBRE 2016

LUTTE CONTRE LE DECROCHAGE SCOLAIRE
« PROJETS – PHENIX »
1ère affectation

Année scolaire 2016-2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 72-07 du 27 juin 2007 adoptant le schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées ;

VU La délibération n° CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens ;

VU La délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative aux actions pour la réussite des élèves, paroles de lycéen-nes et suites de la consultation du printemps 2011 ;

VU La délibération n° CR 01-12 du 17 février 2012 relative aux lycées municipaux de la Ville de Paris. Application des politiques régionales d'aides aux lycéens ;

VU La délibération n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 relative à la nouvelle ambition pour l'égalité et la réussite de tous les lycéen-nes – le projet éducatif régional ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

vu La délibération n° CR 82-16 du 19 mai 2016 relative à la lutte contre le décrochage scolaire ;

VU Le budget de la Région d'Île-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

VU L'avis de la Commission de l'éducation ;

VU Le rapport CP 16-465 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1

Décide de participer au titre du dispositif « PHENIX » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **249 443.50 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CR 84-11 du 30 septembre 2011 et modifiée par les dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016.

Autorise la Présidente du conseil régional à signer les conventions visées au précédent alinéa.

Affecte une autorisation d'engagement de **249 443.50 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), - Action « Réussite des élèves », 12800501 du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement », code fonctionnel 28 « Autres services périscolaires et annexes », programme HP 28-005 « Schéma des formations » (128005), - Action « Réussite des élèves », 12800501 du budget 2016, au titre des marchés publics pour l'organisation des assises régionales du décrochage.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-465	Budget	2016

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**28 - Autres services periscolaires et annexes**
Programme	**128005 - Schéma des formations**
Action	**12800501 - Réussite des élèves**

Dispositif : N° 00000957 - Phénix

Dossier	16013024 - EXPLORER LES QUARTIERS POUR MOBILISER LES DECROCHEURS			
Bénéficiaire	R19881 - ASSOCIATION OBJECTIF EMPLOI			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 000,00 €	TTC	50 %	6 500,00 €	

Dossier	16013031 - BOOSTER 93 : LE SERVICE CIVIQUE ALTERNE POUR RACCROCHER			
Bénéficiaire	R9036 - UNIS CITE			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 000,00 €	TTC	12,11 %	11 500,00 €	

Dossier	16013044 - MOBILISATION DES JEUNES DECROCHEURS SUR LE DISPOSITIF "GROUPEMENT DE CREATEURS"			
Bénéficiaire	EXM00083 - ENSEMBLE POUR L'EMPLOI			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
46 043,65 €	TTC	24,98 %	11 500,00 €	

Dossier	16013048 - HORIZONS STANOIS			
Bénéficiaire	R1270 - COMMUNE DE STAINS			
Localisation	STAINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
52 663,00 €	TTC	21,84 %	11 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-465	Budget	2016

Dossier	16013050 - S'ENGAGER POUR SE CONSTRUIRE			
Bénéficiaire	P0019637 - ERA ECOUTER REFLECHIR ET AGIR			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 500,00 €	TTC	15,86 %	11 500,00 €	

Dossier	16013056 - PERMIS SOIT-IL			
Bénéficiaire	R5628 - MISSION LOCALE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	TTC	50 %	11 500,00 €	

Dossier	16013132 - LE RUGBY COMME OUTIL DE REMOBILISATION DES ELEVES DECROCHEURS			
Bénéficiaire	P0027271 - DROP DE BETON MAISON DES ASSOCIATIONS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	TTC	50 %	11 500,00 €	

Dossier	16013143 - S'EPANOUIR DANS SA MOBILISATION POUR TROUVER UN EMPLOI - SESAME POUR L'EMPLOI			
Bénéficiaire	R11595 - CFM CENTRE DE FORMATION MUNICIPAL			
Localisation	TREMBLAY-EN-FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	TTC	50 %	11 500,00 €	

Dossier	16013149 - UNE PASSERELLE INNOVANTE VERS L'INSERTION PROFESSIONNELLE			
Bénéficiaire	P0035111 - ASSOCIATION RIBAT			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 075,00 €	TTC	28,47 %	6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-465	Budget	2016

Dossier	16013153 - FABRIQUE TON MEDIA POUR FAIRE VALOIR TES COMPETENCES			
Bénéficiaire	P0035110 - LA ZONE D EXPRESSION PRIORITAIRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 240,00 €	TTC	49,34 %	9 000,00 €	

Dossier	16013168 - REMOBILISATION DES JEUNES A PARTIR D'UN CHANTIER EDUCATIF ET AUTOUR DE LA PREPARATION DU BAFA			
Bénéficiaire	R197 - COMMUNE DE SARCELLES			
Localisation	SARCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 424,00 €	TTC	43,52 %	11 500,00 €	

Dossier	16014090 - PARCOURS D'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE			
Bénéficiaire	R25363 - IDSU INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN			
Localisation	CHATENAY-MALABRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 162,00 €	TTC	49,53 %	8 500,00 €	

Dossier	16014148 - BOOSTER 75 - LE SERVICE CIVIQUE ALTERNE POUR RACCROCHER			
Bénéficiaire	R9036 - UNIS CITE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
95 000,00 €	TTC	12,11 %	11 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-465	Budget	2016

Dossier	16014276 - REMOBILISATION VERS L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN DECROCHAGE			
Bénéficiaire	P0024238 - MISSION LOCALE D'ARGENTEUIL BEZONS			
Localisation	CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 200,00 €	TTC	30,91 %	11 500,00 €	

Dossier	16014278 - ZONE DE CONTACT / OBJETS D'AILLEURS			
Bénéficiaire	P0021127 - ALTER NATIVES			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
57 800,00 €	TTC	19,9 %	11 500,00 €	

Dossier	16014287 - ACCOMPAGNEMENT ET REDYNAMISATION AUTOUR DE LA CONSTRUCTION D'UN PROJET PROFESSIONNEL			
Bénéficiaire	R7295 - MIVE MISSION INTERCOMMUNALE VERS L'EMPLOI			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 202,00 €	TTC	47,52 %	11 500,00 €	

Dossier	16014295 - STEP - SAS DE TRANSITION EDUCATIVE OU PROFESSIONNELLE			
Bénéficiaire	R9349 - GROUPEMENT INTERET PUBLIC INSERTION			
Localisation	CA VAL PARISIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 057,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 114,00 €	TTC	50 %	10 057,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-465	Budget	2016

Dossier	16014310 - MODULE ECO-CITOYENNETE			
Bénéficiaire	R18856 - LPO JULES VERNE CERGY			
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 059,88 €	TTC	49,87 %	11 500,00 €	

Dossier	16014312 - PARCOURS ARTICULE CERTIFIANT : ACTION BAFA			
Bénéficiaire	P0017943 - MISSION LOCALE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	TTC	50 %	11 500,00 €	

Dossier	16014315 - LA FABRIQUE NUMERIQUE DE GONESSE			
Bénéficiaire	R126 - COMMUNE DE GONESSE			
Localisation	CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
239 364,00 €	TTC	4,8 %	11 500,00 €	

Dossier	16014316 - PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PARRAINAGE DES JEUNES EN DECROCHAGE SCOLAIRE			
Bénéficiaire	R9122 - CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES			
Localisation	CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 400,00 €	TTC	26,5 %	11 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-465	Budget	2016

Dossier	16014366 - PREVENIR LA DESOCIALISATION EN OFFRANT DES PERSPECTIVES DE REMOBILISATION DANS LA CONSTRUCTION D'UN PROJET DE VIE			
Bénéficiaire	R1150 - COMMUNE DE LONGJUMEAU			
Localisation	LONGJUMEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 386,50 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 773,00 €	TTC	50 %	2 386,50 €	

Dossier	16014375 - CHANTIER DE REMOBILISATION POUR DES JEUNES EN RUPTURE			
Bénéficiaire	R18904 - ACVL ASSO AMEL COND VIE LA NOE			
Localisation	COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	38,33 %	11 500,00 €	

Dossier	16014397 - PARCOURS ARTICULE CERTIFIANT : ACTION CODE DE LA ROUTE ET ENTREPRISE			
Bénéficiaire	P0017943 - MISSION LOCALE PARIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 000,00 €	TTC	50 %	11 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000957 - Phénix	249 443,50 €

Total sur l'imputation 932 - 28 - 128005 - 12800501	249 443,50 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013048

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : HORIZONS STANOIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	52 663,00 €	21,84 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE STAINS
Adresse administrative : 6 AV PAUL VAILLANT COUTURIER
93240 STAINS
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Azzedine TAIBI, Maire

N° SIRET : 21930072000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les objectifs du projet sont les suivants :
- Créer un lien pérenne entre les jeunes et les institutions de droit commun;
- Développer les compétences sociales des jeunes;
- Fédérer et organiser le partenariat en réseau des principaux acteurs éducatifs;
- Inscrire les jeunes dans un parcours de formation qualifiante;
- Développer une ouverture culturelle exigeante et de qualité;

Description :
L'action est située à La Passerelle, équipement municipal du Service Jeunesse et de la Santé dédié à un public âgée de 16 à 25 ans.

Cet équipement est au cœur de Stains, dans le quartier de la Cité Jardin. Il est composé d'une équipe pluridisciplinaire : éducatrice, informateurs jeunesse, psychologue, agent de santé prévention des

conduites à risques. Elle est très bien identifiée par les Stanois et les partenaires éducatifs (Education nationale, mission locale, ASDEA 93, service social départemental).

Modalités de mise en oeuvre de l'action (coordination, sélection des jeunes, etc.) :

Les jeunes seront accueillis de façon indifférenciée sur le temps d'ouverture classique au public :
Lundi et mercredi de 10h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00.
Jeudi et vendredi de 14h00 à 18h00.

Et pendant les vacances scolaires tous les après-midis ainsi que la matinée du lundi et du mercredi.

La structure prévoit une ouverture spécifiquement tous les mardis de 10h00 à 12h30 et de 14h00 à 18h00 pour les ateliers collectifs d'éducation à la santé, de prévention des conduites addictives, de communication.
20 jeunes sont accompagnés individuellement et collectivement. Ils peuvent entrer dans le projet tout au long de l'année.

Individuellement le parcours éducatif se déroule sur une année selon la temporalité et le rythme du jeune. Ainsi, collectivement plusieurs actions sont proposées dans le cadre du parcours éducatif de chaque jeune tout au long de l'année.

Moyens mis en œuvre :
Organisation détaillée, déroulement (phases, ateliers, activités etc.) :

Individuellement

Dans une situation d'absence de lien entre les institutions et les jeunes le suivi s'articulera avec le réseau de partenaires. Celui-ci dans une démarche de co-construction Educateur/Conseiller d'Orientation Psychologue/Mission locale/Jeune, l'éducateur travaillera grâce à une complémentarité d'actions en se basant sur un réseau élargie de partenaires. Le lien avec le système éducatif permettant le retour du jeune en formation, a une importance majeure. L'action sera étroitement liée au réseau de partenaires afin de proposer un accompagnement adapté à chaque situation selon les temporalités de chacun. L'éducateur interviendra selon les situations auprès des parents afin d'échanger avec eux. Il interviendra aussi et d'abord auprès des jeunes.

Le rôle de l'éducateur consitera à entrer en relation avec le jeune et ses parents, de comprendre la situation, de rechercher avec les acteurs du système éducatif un accompagnement permettant d'acèder à une formation.
Dans tous les cas, l'éducateur travaillera avec l'accord des parents en partenariat avec eux. Il suscitera l'implication des parents dans le projet du jeune.

Par ailleurs, l'éducateur travaillera les souhaits personnels et/ou professionnels avec les jeunes en lien avec les parents, le CIO et tous les partenaires éducatifs. L'instauration d'un climat de confiance sera un aspect non négligeable dans le travail de l'éducateur, étroitement lié au réseau d'acteurs locaux et basé sur les règles établies dans le cadre de la charte de confidentialité

Collectivement

Une formation de « Prévention et secours civiques de niveau 1 » PSC1. 20 jeunes seront formés au cours de l'année scolaire 2015-2016 (deux sessions de 10 jeunes). Cette formation permet d'obtenir un diplôme. Celui-ci est recommandé pour certain métier, concours ou examen.

Un atelier d'éducation à la santé et de prévention des conduites addictives animé par un agent de santé du Centre Municipal de Santé pourra également intervenir avec la coordinatrice. Cet atelier permet d'aborder les relations entre les filles et les garçons (sexisme, éducation à la sexualité) mais aussi la prévention des conduites addictives (tabac, cannabis, chicha, jeux vidéo, alcool).

Un atelier de responsabilisation et du rapport à la loi animé par la coordinatrice avec l'outil pédagogique « Place de la Loi » de l'Association APCEJ (Association pour la Promotion de la Citoyenneté des Enfants et des Jeunes). Une revue de presse quotidienne suivie d'échanges pourra également être proposer aux jeunes.

Un atelier de communication, avec les techniques du théâtre (exercices d'improvisation, diction, …) aura lieu une fois par semaine. D'une durée de 3 heures seront consacrées à la communication verbale et non verbale permettant de développer :

Une pensée créative et une pensée critique
Une communication efficace et de l'habileté dans les relations interpersonnelles
La conscience de soi et l'écoute des autres
La gestion du stress et de ses émotions

L'intervenant avec les jeunes réaliseront ensemble un dvd en direction des 16 – 25 ans, afin de favoriser la connaissance des métiers. Les jeunes réaliseront des interviews (Entreprise, Association, Service Public, PME) afin de découvrir des métiers, des organisations de travail et rendra visible l'action d'accompagnement auprès des publics et des partenaires. Cet atelier fera l'objet d'une communication spécifique.

Une sortie culturelle une fois par mois, définie avec les jeunes, l'éducatrice et une informatrice jeunesse (balades, visites, expositions, pièces théâtre, concerts). Les sorties ont pour objectifs de favoriser la curiosité, l'ouverture culturelle et de créer du lien entre les jeunes l'éducatrice, l'informatrice jeunesse.

De plus afin de garantir un groupe hétérogène cette sortie sera proposée aux jeunes étudiants, en formation, salariés ou en recherche d'emploi. En effet, c'est aussi du partage d'expériences entre les jeunes que peut naitre des idées et des envies ainsi permettre d'ouvrir de nouveaux horizons.

La communication sera assurée grâce à une présentation de l'action dans le journal hebdomadaire, le « 7 jours à Stains»
Un flyer destiné aux jeunes et une présentation exhaustive de l'action dans les lieux accueillant du public et au cours des animations de quartier seront communiqués.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
Sont ciblés par cette action 20 jeunes de 16 à 25 ans, sortis du système scolaire prématurément sans formation qualifiante.

Localisation géographique :
- STAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Documentaion, abonnements, presse, flyers, timbres	1 000,00	1,90%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires (intervenant extérieur en communication théatre)	4 800,00	9,11%
Sortie culturelle	2 463,00	4,68%
Charges de personnels	43 300,00	82,22%
Formations PSC1 (intervenant extérieur)	1 100,00	2,09%
Total	52 663,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	41 163,00	78,16%
Subvention Région	11 500,00	21,84%
Total	52 663,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	21 443,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	50 610,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	992 759,00 €
2013	Valorisation du patrimoine régional	591 732,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	18 480,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	50 610,00 €
2014	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 000,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	113 012,00 €
2015	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	4 800,00 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	21 280,00 €
2015	Contrat régional territorial	1 350 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	41 000,00 €
2016	Accompagnement d'élèves de troisième vers le lycée ou le CFA	8 000,00 €

2016	Contrat régional territorial	450 000,00 €
	Montant total	3 749 726,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013168

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REMOBILISATION DES JEUNES A PARTIR D'UN CHANTIER EDUCATIF ET AUTOUR DE LA PREPARATION DU BAFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	26 424,00 €	43,52 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SARCELLES
Adresse administrative : 3 RUE DE LA RESISTANCE
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François PUPPONI, Député-maire

N° SIRET : 21950585600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
En amont des dispositifs d'insertion "classiques", cette action consiste en la réalisation d'un chantier éducatif ciblant la remobilisation de jeunes décrochés et la valorisation de leur production. Ce premier parcours sera suivi du financement complet du Brevet d'Aptitude aux Fonctions d'Animateur (BAFA) pour ces jeunes, afin de favoriser leur reprise d'un parcours de formation et/ou d'insertion à travers l'acquisition d'une première qualification.

Cette action vise ainsi à :
- permettre à des jeunes de 17 à 25 ans répérés sans solution avec la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux jeunes en situation de Décrochage (PSAD) de s'engager dans un parcours d'insertion;
- resocialiser les jeunes en les incitant à s'inscrire dans des logiques de projet tournées vers le collectif et l'intérêt commun;
- mettre les jeunes en condition de travail;
- mobiliser et consolider le partenariat local de lutte contre le décrochage scolaire;

- valoriser et restaurer l'estime de soi.

Description :
Ce projet, développé par un partenariat resserré autour d'acteurs de proximité (Service Jeunesse de la ville de Sarcelles, association de prévention spécialisée, associations locales, CIO et mission locale), propose un parcours de remobilisation à 8 jeunes décrochés, en lien avec la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs (PSAD) de Sarcelles, à travers leur engagement dans des logiques et dynamiques de projet à court (chantier éducatif) et moyen termes (BAFA).
Cette action cible la resocialisation progressive des jeunes (confrontation et assimilation des contraintes liées à l'exercice d'une activité professionnelle, la sensibilisation à l'intérêt général et la restauration du lien avec les institutions) et la réhabilitation de leur estime de soi, en vue de leur reprise d'un parcours de formation et/ou d'insertion.

Moyens mis en œuvre :
La coordination de l'action sera assurée par un agent de prévention de la Direction Prévention, Sécurité et Citoyenneté de la ville de Sarcelles. L'action est conduite par un comité de pilotage réunissant l'association de prévention spécialisée OPEJ, l'entreprise d'insertion Tremplin Service (chargé de l'encadrement technique sur le chantier), la Mission Locale Val d'Oise Est, , un prestataire de formation pour le BAFA et les services municipaux concernés (jeunesse, prévention). La Région y sera systématiquement conviée.
- Le repérage des jeunes décrochés sera effectué par les acteurs de proximité susmentionnés, avec le concours du CIO de Sarcelles (dont la directrice est également pilote de la PSAD), pour l'identification de jeunes repérés par le Système Interministériel d'Echanges d'Information (SIEI), le suivi et l'actualisation de leur situation, avec le relai de Maisons de quartier et d'associations du territoire, ainsi que d'un Point Accueil Ecoute Jeune (PAEJ).
- L'orientation et l'accompagnement des jeunes seront assurés par ces mêmes acteurs pour le suivi des situations individuelles et l'aide à la résolution de problématiques d'ordre social et éducatif
- La réalisation d'un chantier éducatif à travers la rénovation (équipement et peintures) d'un local municipal de la ville de Sarcelles.
- Le financement intégral du BAFA (partie théorique et d'approfondissement) pour 8 jeunes en contrepartie du chantier réalisé.
- La fourniture de matériel pour la réalisation du chantier (peintures, combinaisons, gants, pinceaux)
- La mise à disposition de salles de réunion et d'équipement jeunesse de la ville de Sarcelles

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
8 jeunes de 17 à 25 ans (filles et garçons), sans solution et sans activité professionnelle, repérés par les acteurs de proximité en lien étroit avec la PSAD de Sarcelles.

Localisation géographique :
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de l'entreprise d'insertion Templin service pour : encadrement technique peinture ; prestation murs et menuiserie ; fourniture de matériel (peintures, combinaisons, gants, pinceaux)	4 643,92	17,57%
Prestation de 8 BAFA complets (formation théorique et approfondissement)	6 800,00	25,73%
Frais de déplacement	380,08	1,44%
Charges de personnel - Ville de Sarcelles	8 050,00	30,46%
Charges de personnel - OPEJ	5 450,00	20,63%
Assurance	250,00	0,95%
Communication (supports d'information, photographies, invitations aux réunions)	850,00	3,22%
Total	26 424,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres - OPEJ	5 450,00	20,63%
Subvention - Ville de Sarcelles	9 474,00	35,85%
Subvention Région	11 500,00	43,52%
Total	26 424,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	15 000,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	140 280,00 €
2013	Stratégies territoriales de sécurité – Fonctionnement	10 000,00 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	218 750,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 450,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	140 280,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	158 269,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	438 267,00 €
2015	Contrat régional territorial	1 553 380,65 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	140 000,00 €
2016	Contrat régional territorial	246 619,35 €

	Montant total	3 086 796,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014315

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA FABRIQUE NUMERIQUE DE GONESSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	239 364,00 €	4,80 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GONESSE
Adresse administrative : 66 RUE DE PARIS
95500 GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Pierre BLAZY, Député-maire

N° SIRET : 21950277000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
CYBERCAP Gonesse est un programme de remobilisation personnelle, citoyenne et professionnelle par le numérique, destiné en priorité aux jeunes sortis prématurément du système scolaire sans qualification.

Il s'agit d'un dispositif de formation et de remobilisation basé sur la mise en situation des stagiaires à travers des projets réels, menés seuls ou en équipe. Ses objectifs sont les suivants :
- permettre aux jeunes en rupture avec l'institution et en décrochage scolaire de s'inscrire dans un parcours de formation innovant avec un accompagnement adapté. Cette remobilisation doit faciliter le retour à une formation ou à un emploi;
- réinvestir les savoir-faire acquis au service du territoire et de ses habitants, en impulsant une dynamique autour du lien social;
- prendre appui sur les technologies numériques (programmation, multimédia, fabrication numérique, usages du Web) pour proposer aux participants des projets qui les ouvrent sur le monde et leur permettent de se relancer, au travers d'activités utiles au territoire et à ses acteurs;
- aider les jeunes à retrouver confiance en l'avenir, à reprendre le contrôle de leur parcours et à

expérimenter toutes sortes d'activités pour trouver leur place dans un monde qui bouge.

Description :
Le programme de l'action prend appui sur les technologies numériques (programmation, multimédia, fabrication numérique, usages du Web) pour proposer aux jeunes des projets qui les ouvrent sur le monde, et leur permettent de se relancer, au travers d'activités utiles au territoire et à ses acteurs.

Après un positionnement initial permettant d'identifier les compétences acquises et à acquérir par les jeunes, chaque jeune se voit attribué un ePortfolio, rassemblant ses compétences (en lien avec le S3CP - Socle Commun de Connaissances et de Compétences Professionnelles) et la description de son projet personnel ou de formation. Celui-ci sera alimenté tout au long de son parcours sur la base des projets et travaux réalisés au sein de la Fabrique numérique de Gonesse ; il servira d'outil de dialogue entre jeune et son tuteur, ainsi qu'à terme avec des partenaires extérieurs à la structure, et appuiera l'élaboration des rapports d'activité produits par les jeunes en fin d'action. Ces derniers seront soumis à des évaluations régulières afin de les accompagner dans leurs progressions au plus près de leur besoin respectif. Un jury valorisera enfin les productions des jeunes à l'occasion d'un événement de restitution.

Le parcours de formation et de remobilisation est articulé autour de 5 axes : un parcours d'accompagnement individualisé, l'approche par compétences, une pédagogie de projet, la médiation par les pairs, et une mise en situation professionnelle réelle (relation avec le client, suivi d'un cahier des charges, des délais d'exécution et exigence de qualité quant au service rendu).

Moyens mis en œuvre :
Mobilisation des partenaires aux différentes étapes du projet :

- Le recrutement des futurs candidats sera opéré par un comité de sélection qui sera composé principalement de la mission locale, du service emploi et du prestataire "Les connecteurs" (désigné à l'issue d'un appel d'offre pour conduire le dispositif),
- L'animation, la coordination et le suivi technique du dispositif, seront assurés par 8 intervenants (4 de l'association « Les Compagnons du DEV » et 4 de « Ensemble Communications participatives »). Ils constituent le noyau du comité technique auquel participent également différents partenaires institutionnels, associatifs et privés impliqués dans la mise en œuvre et le suivi de CYBERCAP Gonesse
- Pour veiller au respect des objectifs, à la réalisation des engagements, à la confirmation des orientations et à toutes difficultés pouvant être rencontrées, un comité de pilotage se réunira deux fois par an à l'initiative du maire et regroupera tous les acteurs du dispositif.

Ce dispositif s'organise autour de deux sessions par an, de 6 mois chacune. Un accompagnement spécifique pour chacun des jeunes est intégré au programme. Au terme de l'action, un accompagnement spécialisé est mis en place sur une durée de 6 mois.
Installé au centre socioculturel Marc Sangnier, l'espace CYBERCAP est doté de :
- Un local de 90m² + un bureau de 12m²
- Mobilier et tableaux adaptés
- du petit outillage à mains
- un réseau Wifi interne et une passerelle NAS
- une connexion internet
- 8 ordinateurs de bureau configurer PAO CAO
- 12 ordinateurs portables
- 3 imprimantes 3D
- un plotter
- une découpeuse laser grand format (2.80m x 2m)
- un vidéo-projecteur
- des cartes de prototypages d'électronique rapide Arduino
- des cartes de prototypages d'électronique rapide Rapsberry Pi

- des composants électroniques divers pour la création d'objets intelligents
- 2 caméras HD et équipement de prise de son numérique, trépieds, éclairage Led
- 2 appareils photos numériques

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
30 jeunes sans solution, répartis sur deux sessions de six mois, sortis prématurément du système scolaire sans qualification, en partie repérés via la Plateforme d'Appui et de Suivi des jeunes en situation de Décrochage (PSAD) sur le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI), ou orientés par le réseau des partenaires locaux.

Localisation géographique :
- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Petit équipement et petit outillage	11 200,00	4,68%
Licence/logiciel	5 278,00	2,21%
Prestation de formation	201 126,00	84,03%
Coordination (2 référents)	21 760,00	9,09%
Total	239 364,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	68 198,00	28,49%
Etat - Contrat de Ville	30 000,00	12,53%
FSE	68 066,00	28,44%
Grande école du numérique	61 600,00	25,73%
Montant de la subvention sollicitée à la Région IDF	11 500,00	4,80%
Total	239 364,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à l'implantation des forces de sécurité	889 570,00 €
2013	Aide régionale à la construction, reconstruction, extension, rénovation d'équipements sportifs liés aux lycées	1 350 000,00 €

2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 500,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	376 467,20 €
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	21 962,25 €
2013	Etude préalable à un contrat régional territorial	25 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	580 125,00 €
2014	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	29 600,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	11 500,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	265 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	35 805,00 €
2014	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2014	Valorisation du patrimoine régional	168 967,00 €
2015	Actions experimentales sécurisation parcours de formation tournés vers l'emploi	30 600,00 €
2015	Contrat régional territorial	428 914,11 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	11 500,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
	Montant total	4 056 043,36 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014366

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PREVENIR LA DESOCIALISATION EN OFFRANT DES PERSPECTIVES DE REMOBILISATION DANS LA CONSTRUCTION D'UN PROJET DE VIE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	4 773,00 €	50,00 %	2 386,50 €
		Montant Total de la subvention	2 386,50 €

Imputation budgétaire : 932-28-65734-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LONGJUMEAU
Adresse administrative : 6 B RUE LEONTINE SOHIER
91160 LONGJUMEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Sandrine GELOT-RATEAU, Maire

N° SIRET : 21910345400225

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'action Coach'Camp a pour objectif de prévenir la désocialisation, d'offrir des perspectives et de remobiliser les jeunes ciblés dans la construction de leur projet de vie.

Description :
Le programme de l'action propose une approche pédagogique originale qui impulse des jeunes sans solution dans une dynamique nouvelle déclinée en 3 phases.

La première phase s'articule autour :
- du repérage des jeunes et de leur orientation par la PSAD et les chefs d'établissements des deux lycées du secteur,
- de la rencontre avec les jeunes identifiés pour évaluer leur éligibilité, leur motivation et faire le point sur leur situation,
- de la sélection des 8 jeunes,

- d'une information collective présentant de manière détaillée l'action et ses objectifs,
et par la suite, de la mise en place de plusieurs entretiens hebdomadaires individuels ou collectifs, afin de faire rencontrer les jeunes et d'élaborer les règles et les objectifs.

La deuxième phase correspond à la semaine de coaching intensif au sein du Château de Villebon : le Coach'Camp. Le programme des 5 jours alterne la mise en place de différents ateliers : multimédia, estime de soi, conseil en image, savoir-être, méthodologie de recherche d'emploi, rencontre avec des chefs d'entreprise, des temps de travail en groupe, jeux théatraux, sorties culturelles, etc.

L'ensemble de ces ateliers vise à :
- éveiller l'intérêt des jeunes en établissant un lien de confiance et une écoute attentive,
- proposer des temps spécifiques d'aide à l'acquisition de notions fondamentales,
- amener les jeunes à découvrir leurs propres ressources,
- leur apprendre à gagner en autonomie et les mettre en capacité de prendre des décisions pour construire leur projet professionnel.

La troisième phase est un temps d'entretien, d'orientation et de retour aux familles qui seront conviées pour leur présenter le bilan de l'action ainsi que les résultats du Coach'Camp.
En fonction de leur projet, les jeunes seront mis en relation avec une entreprise partenaire pour effectuer un stage d'immersion, un entretien d'embauche ou une rencontre avec des professionnels.
A l'issue du Coach'Camp, certains jeunes seront orientés vers des structures d'insertion en fonction de la définition de leur projet.

Moyens mis en œuvre :
En partenariat avec le Point Information Jeunesse de la Ville de Longjumeau, La Fabrique, structure d'accueil des jeunes de 18 à 25 ans à Longjumeau, pilote et encadre l'action. Leurs équipes sont mobilisées dans le cadre de l'accueil et de l'accompagnement individuel des jeunes. Deux salles de ces structures sont utilisées pour des réunions de présentation ou la mise en place d'ateliers.

Afin de mener à bien la mise en oeuvre de cette semaine intensive, une vingtaine de partenaires sont sollicités pour intervenir lors d'ateliers.

Un stagiaire sera recruté pour effectuer une étude sur les entreprises locales et les secteurs qui recrutent, afin de créer une banque de stages pour la mise en relation des jeunes à l'issue du Coach'Camp.

Intérêt régional :
Faciliter le retour en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
8 jeunes âgés de 17 à 25 ans, sans qualification ni diplôme, en recherche de formation, demandeurs d'emploi, mal orientés en phase de rupture, et/ou sans solution

Localisation géographique :
- LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Hébergement et pension complète	1 500,00	31,43%
Alimentation	500,00	10,48%
Prestations exterieurs - Intervenants professionnels	1 500,00	31,43%
Prestations extérieurs - Activités et sorties culturelles	800,00	16,76%
Coordination de projet	473,00	9,91%
Total	4 773,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Commune (attribuée) - Ville de Longjumeau	2 386,50	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	2 386,50	50,00%
Total	4 773,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 386,50 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	250 000,00 €
2013	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 800,00 €
2014	Politique de l'eau-Investissement	13 700,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	2 400,00 €
2015	Politique de l'eau-Investissement	15 500,00 €
2015	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 626,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	5 000,00 €
	Montant total	43 026,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014310

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MODULE ECO-CITOYENNETE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	23 059,88 €	49,87 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65735-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LPO JULES VERNE CERGY
Adresse administrative : 1 RUE MICHEL STROGOFF
95800 CERGY
Statut Juridique : Etablissement Public Local d'Enseignement (Lycées Publics)
Représentant : Madame Mireille DAHINGER, Proviseur

N° SIRET : 19951756600014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Cette action propose la mise en œuvre de parcours de remobilisation autour de la réalisation de projets collectifs et d'actions de sensibilisation sur la thématique du développement durable, abordée comme un moyen de fédérer (tant au niveau culturel, humain et scientifique) et de former de futurs citoyens, mais également propice à la valorisation et au développement de compétences scolaires et sociales. Au long de leur parcours, les jeunes bénéficieront également d'un accompagnement individualisé ciblant la formalisation progressive de leurs projets professionnels, et la sécurisation de leur parcours en favorisant leur retour en formation ou dans un processus de qualification et d'accès à l'emploi.
Elle vise à:
- identifier et valoriser les compétences acquises;
- gagner en autonomie et acquérir les codes;
- s'inscrire dans des activités et des relations collaboratives;
- réinvestir des activités d'apprentissage;
- rétablir le lien avec les institutions ;
- resocialiser les jeunes en les incitant à s'inscrire dans des logiques de projet tournées vers le collectif et

l'intérêt général;
- aider à la formalisation de projet professionnel;
- favoriser le retour en formation.

Description :
Développé au sein du lycée Jules Verne (bénéficiant du Label E3D), piloté par la Mission académique de Lutte contre le Décrochage (MLDS), avec le concours du CIO de Cergy/Pontoise également pilote de la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux jeunes en situation de Décrochage (PSAD) et du réseau FOQUALE, de l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C), du Parc du Vexin et de partenaires associatifs, le module de remobilisation sur le thème de l'éco – citoyenneté entend permettre aux jeunes d'appréhender le monde contemporain dans sa complexité en s'appuyant sur des approches transversales, intégrant les enseignements, ainsi qu'une diversité de projets permettant de vivre l'établissement comme un lieu d'apprentissage global du développement durable.
L'action met ainsi en œuvre un accompagnement en entrées et sorties permanentes, en collectif (réalisation de projets en lien avec la thématique éco-citoyenneté) et de façon individuelle (construction de projet personnel et/ou professionnel, accompagnement dans la reprise d'un parcours de formation ou d'insertion), afin de faire évoluer le rapport des jeunes à la société et leur investissement dans leur scolarité, de valoriser leurs compétences et capacités en les impliquant dans des activités diverses (travail sur la mobilité, l'ouverture au monde, le repérage dans leur environnement institutionnel, l'identification de ressources mobilisables au service de leur projet personnel).

Moyens mis en œuvre :
La coordination de l'action sera réalisée par la coordonnatrice de la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire du bassin de Cergy. L'équipe sera composée de 3 enseignants et des partenaires extérieurs. Plusieurs réunions de coordination pédagogique seront organisées avec la proviseure, la coordonnatrice MLDS, l'équipe enseignante et les partenaires intervenants dans l'action éducative. Les jeunes orientés sur l'action, via la PSAD pour les publics identifiés par le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI) et par le réseau des partenaires, seront inscrits au lycée Jules Verne et auront le statut scolaire.
Les jeunes seront évalués tout au long de l'année par l'équipe pédagogique ainsi que sur la réalisation des projets. Ils disposeront d'un passeport de compétences qui sera complété au fur et à mesure de leur parcours. L'évaluation finale (sous forme de bulletins de notes) permettra de faciliter leur retour en formation dans un lycée professionnel pour les jeunes qui le souhaiteront.

L'action suppose ainsi :
- l'organisation d'une journée d'intégration au Parc Aventurland de Magny en Vexin ;
- des interventions du parc régional naturel du Vexin (informations sur la biodiversité et sur le développement durable, immersion dans l'environnement de proximité, réalisation d'une mare pédagogique, découverte du territoire et des métiers liés à l'écologie);
- des interventions de l'Association B.A.BA (préparation d'un potager agro écologique pour la saison 2017);
- des interventions du collectif 18.3 (découverte des métiers artistiques et ateliers théâtre/danse autour du respect de soi et de l'autre et de la confiance en soi, travail sur la prise de parole et la gestuelle);
- des sessions de remise à niveau chaque semaine avec l'Education nationale (découverte du monde en Anglais, ateliers philo/français, mathématiques/informatiques);
- la préparation des projets de développement durable et éco-citoyenneté et la réalisation d'actions humanitaires (aide aux personnes démunies) et écologiques (nettoyage urbain);
- des interventions de l'E2C (technique de recherche de stages, préparation aux entretiens);
- l'effectuation de stages en entreprises ;
- des interventions du CIO sur l'orientation;
- la réalisation de supports de communication sur les différents projets réalisés;
- la mise à disposition d'une salle de cours, des espaces extérieurs et de matériel multimédia (informatique, vidéo projecteur, tableau numérique).

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
15 à 17 jeunes en entrées et sorties permanentes, âgés de 16 à 19 ans et sortis prématurément du système éducatif, sans diplôme ni qualification, orientés via la PSAD pour les publics identifiés par le SIEI et par le réseau des partenaires.

Localisation géographique :
- CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Heures supplémentaires MLDS sur coordination du projet (320h*14,65€)	4 688,00	20,33%
Heures supplémentaires des 3 enseignants (module Découverte du monde, module atelier philo – français, module maths-informatiques) : (54h*37,36€*3) + (9h*18,68€*3)	6 556,68	28,43%
Prestations Parc Naturel Régional du Vexin	450,00	1,95%
Prestations Collectif 18.3	7 567,20	32,82%
Prestations Association BA.BA	2 700,00	11,71%
Journée d'intégration	248,00	1,08%
Prestations mare pédagogique	850,00	3,69%
Total	23 059,88	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	315,20	1,37%
Etat	11 244,68	48,76%
Montant de la subvention sollicitée auprès de la Région	11 500,00	49,87%
Total	23 059,88	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	8 865,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	4 468,00 €
2013	Dotation globale de fonctionnement	254 142,00 €
2013	Ecolycées franciliens	3 000,00 €
2013	Equipements pédagogiques dans les EPLE	52 130,00 €
2013	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	23 154,00 €
2013	Projet-Réussite pour tous	6 400,00 €
2013	Travaux de maintenance	126 200,00 €
2014	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 035,00 €
2014	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	29 216,00 €
2014	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	14 230,00 €
2014	Dotation globale de fonctionnement	207 604,00 €
2014	Ecolycées franciliens	10 000,00 €
2014	Equipements pédagogiques dans les EPLE	39 229,00 €
2014	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	19 808,00 €
2015	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 146,00 €
2015	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	58 111,00 €
2015	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	6 815,00 €
2015	Dotation globale de fonctionnement	211 692,00 €
2015	Equipements pédagogiques dans les EPLE	118 911,00 €
2015	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	24 160,00 €
2015	Projet-Réussite pour tous	4 100,00 €
2015	Travaux de maintenance	119 000,00 €
2016	Aide à la gratuité des manuels scolaires	9 765,00 €
2016	Aide régionale à la demi-pension des élèves pré et post Bac	28 546,00 €
2016	Aide régionale à l'équipement pour les élèves pré et post bac	10 236,00 €
2016	Dotation globale de fonctionnement	154 401,00 €
2016	Equipements pédagogiques dans les EPLE	28 486,00 €
2016	Maintenance, contrôles et entretien des EPLE	17 745,60 €
2016	Travaux de maintenance	11 500,00 €
	Montant total	1 350 911,60 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014295

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : STEP - SAS DE TRANSITION EDUCATIVE OU PROFESSIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	20 114,00 €	50,00 %	10 057,00 €
	Montant Total de la subvention		10 057,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-65738-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPEMENT INTERET PUBLIC INSERTION
Adresse administrative : 2 PL DE LA GARE
95150 TAVERNY
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame KAREEN RAOULX, Autre

N° SIRET : 18950902900014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet STEP aménage un SAS de transition entre le moment où un jeune est repéré avec ses difficultés et sa prise en charge effective par un dispositif de droit commun. Avec le concours du réseau des partenaires locaux de la lutte contre le décrochage, le parcours proposé aux jeunes cible ainsi la restauration de la confiance envers les adultes (parents, enseignants ou professeurs, professionnels de la santé ou du domaine social), de leur estime de soi et du sens des activités d'apprentissage, souvent dégradées par les échecs subis, et à l'origine de sentiments de rejet ou d'injustice face aux institutions (école, administrations, organisme de formation, voire des espaces de loisirs...), afin de favoriser leur reprise d'un parcours de formation ou d'insertion.

Il vise à :
- renouer le contact et prendre en charge les jeunes sans solution;
- rétablir le lien entre les jeunes et les institutions ;
- resocialiser les jeunes et restaurer l'estime de soi ;

- réinvestir des activités d'apprentissage;
- identifier et valoriser les compétences acquises;
- consolider le partenariat local en vue d'une meilleure réactivité lors de l'orientation des jeunes vers les lieux ressources et/ou professionnels;
- permettre aux jeunes de gagner en autonomie et d'acquérir les codes sociaux et socio-professionnels;
- favoriser le retour en formation ou l'insertion.

Description :
A partir d'une volonté commune de consolider le maillage territorial permettant de faciliter la reprise de contact, l'orientation puis la prise en charge des jeunes sans solution, le réseau des partenaires locaux propose de développer une solution d'accompagnement intermédiaire ciblant la remobilisation des jeunes en situation de décrochage et la sécurisation de leur parcours de raccrochage. L'action STEP entend ainsi aménager un espace de médiation permettant aux jeunes de bénéficier d'un accompagnement progressif et adapté à leurs besoins, par le biais de divers ateliers animés par des intervenants extérieurs et leur suivi par la mission locale. Elle cible la résolution des freins à leur reprise de parcours, et est axée sur le renforcement et la valorisation de leurs compétences (maitriser sa communication, acquérir les codes du monde professionnel, TRE, développer son autonomie et son ambition).

Moyens mis en œuvre :
La coordination du projet sera assurée par la mission locale de Taverny, qui réunira un comité de pilotage et d'orientation, tous les 2 mois, composé d'un représentant des structures suivantes: le CIO d'Enghien dont le directeur est également pilote de la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux jeunes en situation de Décrochage (PSAD), la Mission académique de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS), l'Ecole de la Deuxième Chance (E2C), le club de prévention ADPJ, les services jeunesse des villes et les centres sociaux du territoire. La sélection des jeunes s'organisera autour de ces partenaires qui pourront prescrire directement sur le projet STEP, y compris dans le fil de l'action. Conçu pour une trentaine de jeunes sur période de 10 mois, l'action se déroulera pour partie dans les locaux de la Mission Locale de Taverny et sur le site de l'E2C de Montigny Les Cormeilles.

L'action suppose ainsi :
- la consolidation du réseau partenarial et la réunion fréquente des membres du comité de pilotage de l'action pour le repérage, la sélection, l'accompagnement et le suivi concerté des jeunes;
- la mise en œuvre en amont du démarrage des parcours d'une journée d'évaluation concertée des situations individuelles ;
- l'articulation de l'action avec les solutions et dispositifs de droits commun dont en premier lieu les solutions de l'Education nationale facilitant le retour en formation, de la mission locale (également organisatrice du dispositif « SOS rentrée ») et de la Région (notamment Avenir Jeunes);
- la mise en œuvre et l'animation d'ateliers par des prestataires (le cabinet Synergie pour l'atelier « valorisation de la proposition professionnelle » sur 2 jours, et le cabinet Catalyse pour l'atelier « mieux se connaitre pour mieux entreprendre, agir et réussir » sur une journée, tous deux effectués dans les locaux de la mission locale), par l'E2C (pour le « module de remobilisation pour un raccrochage » sur 3 semaines, en articulation avec les stages en entreprise) et par la mission locale (pour l'« atelier de recherche d'opportunités » sur une journée) ;
- un parcours de remise à niveau et un accompagnement aux techniques de recherche d'emploi;
- la réalisation d'un stage de 3 semaines en entreprise.

Des locaux de la mission locale sont mis à disposition pour l'animation du projet (pour la tenue de réunions de coordination, d'ateliers, d'entretiens individuels avec les jeunes) ainsi que ses espaces ressources (documentaires et informatiques).
L'E2C met également ses locaux et ses espaces ressources documentaires et informatiques à disposition, pour la tenue d'informations collectives, l'accompagnement et le suivi des jeunes durant les 6 semaines.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
30 jeunes, dont la situation sera traitée par le comité de pilotage du projet, repérés via la PSAD sur le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI), ou primo inscrits à la mission locale au 1er mars 2016, ou repérés et orientés par la MLDS ou le réseau jeunesse du territoire de la mission locale.

Localisation géographique :
- CA VAL PARISIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRESTATIONS DE SERVICES	8 800,00	43,75%
FOURNITURES ADMINISTRATIVES	625,00	3,11%
FRAIS DE DEPLACEMENTS	189,00	0,94%
SALAIRES	6 250,00	31,07%
CHARGES DU PERSONNEL	4 000,00	19,89%
FRAIS DE RECEPTION	250,00	1,24%
Total	20 114,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	10 057,00	50,00%
Région Ile-de-France	10 057,00	50,00%
Total	20 114,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 057,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Campagne d'informatisation	1 375,40 €
2015	Campagne d'informatisation	850,80 €
	Montant total	2 226,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013024

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EXPLORER LES QUARTIERS POUR MOBILISER LES DECROCHEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	13 000,00 €	50,00 %	6 500,00 €
	Montant Total de la subvention		6 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION OBJECTIF EMPLOI
Adresse administrative : 5 RUE JEAN JAURES
93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bally BAGAYOKO, Président

Date de publication au JO : 7 octobre 1992

N° SIRET : 38974058000037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif de l'action consiste à rencontrer des jeunes de 16 à 20 ans « perdus de vue », afin de leur proposer un parcours parmi les actions existantes, en s'appuyant sur des structures qu'ils fréquentent. L'action s'attache à monter le partenariat avec ces structures, puis propose des permanences au sein des quartiers pour toucher plus efficacement les publics ciblés, avant d'assurer leur accompagnement suite à cette accroche.

Débuter un accompagnement pouvant mener à une rescolarisation, une entrée en formation ou en emploi, un suivi par le Service Public de l'Emploi

Description :

L'action cherche à monter un partenariat local dans chacun des quartiers afin de faciliter la prise de contact avec les perdus de vue. Les acteurs des deux PSAD aident à identifier et à mobiliser ces acteurs, dont les Mairies de Pierrefitte et Saint-Denis à travers les Maisons de quartier, Centres sociaux, Maisons et Espaces jeunesses, BIJ, PIJ, et l'association de Prévention Canal. Une communication auprès de ces professionnels, véritables relais de l'action, est faite par les personnes chargées de l'action. Chacun des acteurs de quartier doit ainsi être rencontré, et plus particulièrement les équipes d'animateurs et d'éducateurs en contact avec les jeunes concernés.

En s'appuyant sur ce partenariat, mais aussi sur toutes les associations qui sont en contact direct avec les jeunes ciblés, un professionnel d'Objectif Emploi va à leur rencontre, suivant différentes étapes. Ces rencontres s'intéressentt principalement aux questions de formation, de projet professionnel et d'emploi, ainsi qu'à leurs différents freins pouvant provenir de difficultés sociales notamment. Ainsi, la totalité des partenaires qui travaillent habituellement sur les questions sociales peuvent aussi être mobilisés.

Des permanences sont mises en place dans les lieux les plus fréquentés par le public ciblé dans chacun des quartiers. Sur demande du jeune, après communication et proposition par les partenaires, des rendez-vous individuels ou des échanges en groupe peuvent avoir lieu au cours de ces permanences, ou sur d'autres temps si nécessaire. Le fait de toucher en premier lieu des jeunes de 16 à 18 ans ayant une demande vis-à-vis de leur parcours de formation ou d'emploi, permet dans un premier temps d'identifier les demandes formulées. Il s'agit ensuite de profiter d'une dynamique entretenue par le partenariat, mais aussi par les jeunes concernés, pour toucher les jeunes les plus isolés. En effet, le système du bouche à oreille permet une communication informelle sur cette action, effectuée par les jeunes entre eux. L'inscription dans un quartier peut faciliter cette communication.

En plus d'atteindre un public ayant décroché du système éducatif et d'un accompagnement professionnel, l'action va instaurer des méthodes de travail structurantes et efficaces avec les partenaires pour l'accompagnement des jeunes, et notamment dans les quartiers prioritaires.
La relation entretenue permet de partager outils et connaissances, et de faire se rapprocher des institutions travaillant autour des mêmes publics, pour ces publics.

Moyens mis en œuvre :
Le déroulement de l'action suppose que l'organisation puisse être sensiblement différente d'un quartier à l'autre, selon les besoins identifiés et la nature des partenaires présents. Les modalités d'accroche avec les jeunes s'appuient sur les partenaires fréquentant les jeunes, mais aussi sur les jeunes eux-mêmes, l'effet de groupe au sein des quartiers servant ici de levier à la visibilité de l'action.

Identification des partenaires pour chacun des 7 quartiers concernés. Rencontre et présentation du projet.

Mise en place d'un mode opératoire concernant les rôles de chacun, les possibilités et limite de l'action, la nature des interventions, les modes de communication entre partenaires.

Mise en place de permanences permettant de rencontrer les jeunes identifiés préalablement par les services des Mairies et par l'association Canal. Ces permanences peuvent s'adapter à la situation du quartier, et prennent une forme partagée avec les partenaires de l'action. Un affichage permett de les rendre visible pour les habitants et acteur du quartier.

Identification par les partenaires des jeunes de 16 à 20 ans perdus de vue mais souhaitant se renseigner sur une reprise de parcours. Proposition aux jeunes d'une rencontre avec un professionnel d'Objectif Emploi.

Rencontres tripartites avec le jeune intéressé, la personne qui l'oriente et la personne chargée de l'action. Ces rencontres peuvent avoir lieu dans les locaux municipaux habituellement fréquentés par ses jeunes, au cours des permanences ou sur d'autres temps. Elles vont permettre un échange amenant à une présentation précise des services que peut proposer l'action face aux besoins de ces jeunes. Des

rencontres en groupe peuvent avoir lieu lorsque cela sera jugé pertinent.

Rencontres individuelles entre le professionnel d'Objectif Emploi et les jeunes concernés, pouvant avoir lieu dans les locaux municipaux ou dans ceux de la Mission Locale. Ces rencontres vont permettre d'établir un bilan de la situation du jeune, et une proposition de parcours pouvant amener à s'appuyer sur l'ensemble de l'offre existante (Pôles de Projet Professionnel, les Espaces Dynamiques d'Insertion, les actions de remobilisation de l'éducation nationale, les passerelles et parcours d'accès à la qualification, les Ecoles de la Deuxième Chance, l'apprentissage…)

Les personnes chargées de l'action, en partenariat avec la PSAD, suivent tout au long de l'action l'évolution des solutions à proposer au 16 – 20 ans, et les nouvelles actions pouvant favoriser le parcours des jeunes concernés. Ainsi, les propositions nouvelles de remobilisation émanant de cet appel à projet sur les PSAD 1 et 2 peuvent être mobilisées

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
50 jeunes âgés de 16 à 20 ans, habitant les quartiers Allende, Romain Rolland, Cosmonautes, Pleyel, Francs-Moisins, Gabriel Péri à Saint-Denis, et le quartier des Poètes à Pierrefitte.
de manière globale, ces jeunes ne sont pas - au départ de l'action - inscrits dans aucun parcours de formation ou d'insertion.

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Services extérieurs	1 340,00	10,31%
Impôts et taxes	996,00	7,66%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	7 223,00	55,56%
Côtisations patronales	3 441,00	26,47%
Total	13 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 500,00	11,54%
Etat - Contrat de ville	3 500,00	26,92%
Mairie de Saint Denis	1 500,00	11,54%
Subvention Région (sollicitée)	6 500,00	50,00%
Total	13 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Campagne d'informatisation	5 501,60 €
2014	Protocole de sécurisation des parcours	12 500,00 €
2015	Campagne d'informatisation	688,80 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 000,00 €
	Montant total	34 690,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013031

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BOOSTER 93 : LE SERVICE CIVIQUE ALTERNE POUR RACCROCHER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	95 000,00 €	12,11 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIS CITE
Adresse administrative : 21 BD NEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie TRELLU, Présidente

Date de publication au JO : 28 septembre 1994

N° SIRET : 39819156900209

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet BOOSTER 93 met en œuvre un parcours de remobilisation à destination de jeunes mineurs de 16-17 ans en situation de décrochage scolaire, suivant un programme d'actions reposant sur une alternance entre la réalisation de missions de service civique en milieu associatif, et un accompagnement renforcé et régulier du public assuré par les professionnels de l'Education nationale.
L'action cible ainsi la resocialisation des jeunes, la valorisation de leurs compétences et la restauration du sens des apprentissages en vue de favoriser leur retour en formation ou leur insertion professionnelle.

Il doit permettre de:
- réinvestir des activités d'apprentissage ;
- gagner en autonomie et acquérir les codes sociaux et socio-professionnels;
- inscrire les jeunes dans des activités et des relations collaboratives ;
- remobiliser les jeunes à travers le développement et la valorisation de ressources personnelles,

d'aptitudes comportementales et de compétences transférables;
- accompagner la découverte du monde du travail et des activités professionnelles dans la sphère associative;
- aider à la formalisation d'un projet professionnel;
- favoriser le retour en formation.

Description :
Créé en 2013 en partenariat avec l'Education Nationale et l'Agence du Service Civique, le programme national Booster aménage des parcours de remobilisation ciblant le raccrochage de jeunes en situation de décrochage. Le parcours proposé aux jeunes articule remise à niveau et enseignements scolaires adaptés à chacun, avec la découverte du monde professionnel et associatif et la participation à des activités valorisantes, collectives et solidaires dans le cadre de missions de service civique.
Lors de leurs missions et temps de présence au sein d'Unis-cité, le groupe de jeunes intègre une équipe plus large composée de jeunes majeurs, également recrutés en service civique par l'association, chargés de les accompagner dans leurs missions. Cette organisation favorise ainsi la resocialisation des jeunes à travers le mixage des publics, renforcé à travers leur participation à des activités collaboratives intergénérationnelles avec les professionnels des associations partenaires d'Unis-cité.
L'accompagnement en milieu scolaire, aménagé en petit groupe et sous la forme de tutorats individualisés assurés par des enseignants dédiés, contribue à la sécurisation de leur retour en formation.
Au cours de leur parcours, des formations dites « civiques et citoyennes » sont obligatoirement suivies par les jeunes. Des temps sont également consacrés à la préparation de leur projet d'avenir, en individuel et en collectif, débouchant à termes pour chacun sur la réalisation d'un bilan de compétences et d'une découverte du monde professionnel.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est conçu en partenariat avec le lycée Jean Renoir à BONDY, au sein duquel s'effectuera la prise en charge des jeunes dans l'alternance entre Unis-Cité et l'Education Nationale. Le coordinateur de la Mission académique de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) est le principal référent des coordinateurs d'équipe et de projet d'Unis-Cité. Au sein du lycée, l'action est mise en œuvre avec l'appui des enseignants et membres de l'encadrement et avec le concours du réseau FOQUALE du bassin d'Argenteuil.
L'ensemble du projet est développé en lien avec le CIO du Raincy, pilote de la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux jeunes en situation de Décrochage (PSAD), et la mission locale de BONDY pour l'orientation sur l'action de jeunes identifiés via le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI). Le projet mobilise un réseau d'associations partenaires d'Unis-cité, pour la réalisation de missions de service civique, ainsi que l'intervention de représentants d'entreprises et fondations, mécènes d'Unis-cité, pour sensibiliser les jeunes à la réalité du monde du travail.

Le projet suppose ainsi :
- la pris en charge de 10 jeunes mineurs décrocheurs à temps plein pendant 7 mois, rassemblés au sein d'une équipe de 20 jeunes avec 10 jeunes majeurs diplômés, également engagés en service civique auprès d'Unis-cité;
- la réalisation de missions de solidarité en équipe (3 jours/semaine) au sein d'associations spécialisées avec lesquelles Unis-Cité établit un partenariat;
- un tutorat individualisé en établissement scolaire avec des enseignants dédiés (2 jours/semaine). ;
- la tenue de « formations civiques et citoyennes » obligatoires pour tous les jeunes du programme (respect des différences, comprendre les institutions, santé-conduites à risques, éco-citoyenneté, formation aux premiers secours);
- la mobilisation d'associations et d'entreprises partenaires d'Unis-Cité pour l'organisation de temps de préparation des projets d'avenir des jeunes, en individuel et en collectif (réalisation d'un bilan de compétences et découverte du monde professionnel et de ses codes);
- l'organisation d'une cérémonie de clôture conçue comme un temps de restitution des activités effectuées

pendant l'année (PowerPoint, film, etc.) lors de laquelle seront remises aux jeunes des attestations de service civique.
- La fourniture d'un téléphone portable pour la coordinatrice d'équipe et de projet de tenues vestimentaire pour les volontaires (kit comprenant 3 T-shirts, 1 sweat-shirt et 1 polaire) et de matériels utilisés pendant les temps de formation ou d'accompagnement au projet d'avenir et durant les actions de solidarité.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant. »

Public(s) cible(s) :

10 mineurs en situation de décrochage, en rupture avec les apprentissages et les codes scolaires, identifiés par les acteurs de la PSAD et figurant en priorité sur les listes du Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI).

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sélection et frais des volontaires, en lien avec l'Agence du Service Civique	24 000,00	25,26%
Encadrement des volontaires	34 000,00	35,79%
Formation des volontaires	11 000,00	11,58%
Pilotage et animation locale du projet	14 000,00	14,74%
Moyens matériels et fournitures	5 500,00	5,79%
Frais de coordination	6 500,00	6,84%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 500,00	4,74%
Etat Agence du Service Civique	16 000,00	16,84%
Mécenat Fonds Suez Environnement, Fondation Caritas	63 000,00	66,32%
Subvention Région (sollicitée)	11 500,00	12,11%
Total	95 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013044

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MOBILISATION DES JEUNES DECROCHEURS SUR LE DISPOSITIF "GROUPEMENT DE CREATEURS"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	46 043,65 €	24,98 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENSEMBLE POUR L'EMPLOI
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie BADOUX, Présidente

Date de publication au JO : 10 mai 2014

N° SIRET : 80873819900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet consiste à accompagner et aider les jeunes dans l'émergence et la définition d'un pré-projet ou à accèder à une formation Entrepreneur TPE (DUCA).

Les objectifs visés dans le projet sont :

- sensibiliser les décrocheurs et décrochés au dispositif "Groupement de Créateurs" : une action de proximité sur les territoires de Plaine Commune, Est Ensemble et Terres d'Envol;

- accompagner les jeunes à l'émergence et la formulation d'un pré-projet;

- aiguiller et proposer aux jeunes des suites à l'issue de ce travail autour du projet;

- proposer aux jeunes d'intégrer la formation "Entepreneur TPE".

Description :

Les phases de l'action :

- la phase de sensibilisation, qui est pilotée par le Groupement de Créateurs, en partenariat avec tous les acteurs locaux (travail de terrain, de prospection);
- la phase d'accompagnement à l'émergence de projets, durant laquelle les jeunes sont accompagnés dans des ateliers par des professionnels ;
- la phase de formation Entrepreneur TPE pour laquelle le jeune est sélectionné sur sa motivation et sur sa participation préalable à la phase d'accompagnement.

Moyens mis en œuvre :
La formation est organisée à l'IUT de Saint Denis (497 heures de cours), à temps plein, pendant 6 mois, avec une période d'immersion en entreprise d'une durée d'un mois.
Les enseignements, dispensés par les enseignants de l'IUT et le personnel du Groupement de Créateur et celui de l'association Ensemble pour l'emploi, sont évalués en contrôle continu; il y a également un contrôle final sous forme de présentation du projet devant un jury.

Pour la phase de sensibilisation, des maraudes planifiées ou spontanées sont réalisées avec les acteurs locaux des quartiers (souvent quartiers prioritaires), et ce, de façon hebdomadaires, selon les demandes.

Chaque jeune participe à un rendez-vous individualisé avec un des animateurs du projet pour planifier sa participation aux différents ateliers : mieux se connaître pour être porteur de projet, définir une idée, découvrir l'environnement de son projet, les étapes de la création d'activité, présentation orale du projet...(au total une trentaine d'ateliers par an).

L'année de déroulement du projet est ponctuée de réunions de suivi avec les partenaires locaux de l'association et les prescripteurs, ainsi que de comités de pilotage avec les financeurs.

Moyens matériels mobilisés :

- équipement informatique et téléphones portables;
- support de communication (vidéo, flyers, affiches);
- mobilisation d'un prestataire pouvant proposer un lieu d'accueil itinérant (type bus);
- outils pédagogiques du Groupement de Créateurs.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant. »

Public(s) cible(s) :
Le projet vise un travail avec 50 jeunes décrocheurs et décrochés.
L'action est accessible à tous les jeunes de Seine-Saint-Denis répondant au profil ciblé.

Localisation géographique :
- PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)
- EST ENSEMBLE (EPT8)
- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de personnels	29 043,65	63,08%
Location de logiciel	7 000,00	15,20%
Prestations de service	10 000,00	21,72%
Total	46 043,65	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
IEJ	28 581,86	62,08%
Mécénat Fond de revitalisation Arcelor	5 961,79	12,95%
Subvention Région	11 500,00	24,98%
Total	46 043,65	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	54 320,00 €
2015	Action pour l'emploi des publics les plus fragiles	30 000,00 €
2015	Chantier école	55 000,00 €
2015	Passerelles entreprises	55 000,00 €
2015	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	42 721,60 €
2016	Chantier école	55 000,00 €
2016	Programme Opérationnel régional FSE-IEJ	42 721,60 €
	Montant total	334 763,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013050

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : S'ENGAGER POUR SE CONSTRUIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	72 500,00 €	15,86 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ERA ECOUTER REFLECHIR ET AGIR
Adresse administrative : 23 RUE MAURICE UTRILLO
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame FLORA ROMIEU, Autre

Date de publication au JO : 24 avril 2010

N° SIRET : 52456330100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet vise :
- à identifier les jeunes habitants des quartiers prioritaires de l'arrondissement de Saint Denis, éloignés des dispositifs de droit commun;

- et à mettre en place un accompagnement spécifique et individualisé pour mobiliser et dynamiser les jeunes autour d'un projet personnel et d'insertion socio professionnelle.

Le concept consiste à proposer trois espaces temps, étapes obligatoires du parcours vers une autonomie réussie.

Description :
Le programme « S'engager pour se Construire » se veut être un lieu d'accompagnement, d'orientation, de

suivi et d'accueil des jeunes pour leur offrir les clefs de la réussite de leur projet personnel et professionnel.

Le principe de fonctionnement de ce programme est d'adapter un accompagnement individualisé des jeunes en fonction de leurs profils, de leurs souhaits et de leurs attentes.

S'appuyant sur plusieurs corps de métiers (conseillers en insertion, psychologues, éducateurs spécialisés), le programme répond aux besoins des jeunes en très grande difficulté, des jeunes ayant un début de projet personnel et professionnel, des collégiens en voie de décrochage scolaire ou complètement descolarisés.

Moyens mis en œuvre :
Il s'agit de mettre en place un accompagnement individualisé à long terme pour garantir une insertion réussie et la concrétisation du projet professionnel et personnel, ainsi que l'orientation du jeune.

Les quatre éléments fondamentaux du programme « S'engager pour se Construire »
sont:

1/ un accompagnement individualisé et à long terme;
2/ une évaluation du parcours du jeune;
3/ l'essaimage de la démarche
4/ sa pérennisation.

Le projet est porté par l'association ERA-93 en partenariat avec l'association ADT et l'association DDSO. Ces trois associations sont implantées dans les quartiers et en contact direct avec les jeunes.

Le projet s'appuie sur des activités « d'accroche » proposées aux jeunes (sport, sorties culturelles, séjours éducatifs, etc.) pour nouer le contact et orienter les jeunes ayant le profil recherché dans le projet; ces jeunes n'ont aucune opportunité, sont en situation difficile sur le plan social et volontairement ou involontairement éloignés des dispositifs de droit commun.

Les jeunes sont reçus par le chargé de projets ERA-93 afin d'échanger sur leurs attentes et étudier les possibilités d'action existante en interne de l'association mais aussi auprès du réseau des partenaires pour permettre aux jeunes de trouver le soutien et l'accompagnement qui motivera leur engagement dans une démarche d'insertion socio-professionnelle:

- développement personnel;
- activité sportive;
- communication non verbale;
- prise de parole en public;
- méthodologie de projet;
- relooking;
- ateliers de recherche d'information sur internet.

Les familles des jeunes sont sollicitées pour participer à certains ateliers. Cette démarche a pour but d'obtenir le soutien de la famille pour augmenter la motivation des jeunes et parfois réconcilier les familles suite à certains conflits intrafamiliaux liés à leur échec.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :

Nombre de jeunes ciblés : 20, sans activité et âgés de 16 à 26 ans.

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de ressources humaines	32 000,00	44,14%
Charges sociales	17 000,00	23,45%
Matériel bureautique, pédagogique	2 500,00	3,45%
Charges de fonctionnement	4 500,00	6,21%
Prestations de service	8 500,00	11,72%
Communication	3 200,00	4,41%
Mission/Déplacement	4 800,00	6,62%
Total	72 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	8 000,00	11,03%
Subvention État (sollicitée)	23 000,00	31,72%
Subvention Commune (sollicitée) - Ville de Saint-Ouen	5 000,00	6,90%
Subvention Commune (sollicitée) - Ville de Saint-Denis	4 000,00	5,52%
Subvention Commune (sollicitée) - Ville de l'Ile-Saint-Denis	1 000,00	1,38%
Mécénat Entrerprise STEF	20 000,00	27,59%
Subvention Région (sollicitée)	11 500,00	15,86%
Total	72 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Actions de protection et d'accompagnement des publics fragiles	5 440,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2013	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	10 800,00 €
2013	Soutien à la prévention	5 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 000,00 €
2014	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	10 800,00 €

2015	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	64 800,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	7 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 000,00 €
	Montant total	133 840,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013056

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PERMIS SOIT-IL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	23 000,00 €	50,00 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE DE BONDY
Adresse administrative : 29B RUE JULES GUESDE
93140 BONDY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie BADOUX, Vice-présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39492240500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 2 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'action doit permettre aux jeunes de :
- Réinvestir des activités d'apprentissage par l'acquisition du permis de conduire;
- s'engager dans un travail d'élaboration de projets professionnels (recherche de solutions : rescolarisation, formation continue, accès à l'emploi, contrats en alternance);
- rétablir le lien avec les institutions.

Description :
Après une présentation du projet à la PSAD et le repérage des jeunes en lien avec ce partenaire, puis des informations collectives (en janvier et février 2017) à l'attention des jeunes bénéficiaires du projet, le projet se déroulera comme suit:

- préparation au permis de conduire : février à décembre 2017);

- parcours POP (Parcours d'Orientation Professionnelle), avec une phase d'émergence des projets et une phase de découverte concrète (stages, visites d'entreprises...) : mars et avril 2017;
- sensibilisation à la citoyenneté routière : mai 2017;
- recherche de solution vers un emploi ou une formation : mai et juin 2017.

Moyens mis en œuvre :
Sont mobilisés sur cette action :
- plateau de conduite, salle de code,véhicules, moniteurs auto-école;
- plateau de certification CLEA avec salle d'animation et certificateurs;
- stand et fournitures pour la journée de sensibilisation à la citoyenneté routière;
- salle d'animation et animateur de formation pour le POP;
- animateur espace emploi et conseiller en insertion professionnelle ;

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
15 jeunes âgés de 16 à 25 ans

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ingénierie	2 300,00	10,00%
Prestation permis de conduire	20 000,00	86,96%
Fournitures	700,00	3,04%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat	11 500,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	11 500,00	50,00%
Total	23 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Campagne d'informatisation	4 986,00 €
2013	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	3 000,00 €
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Campagne d'informatisation	1 033,20 €
2015	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi	600,00 €
	Montant total	12 619,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013132

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE RUGBY COMME OUTIL DE REMOBILISATION DES ELEVES DECROCHEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	23 000,00 €	50,00 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DROP DE BETON MAISON DES ASSOCIATIONS
Adresse administrative : 55 AV MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
33700 MERIGNAC
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-CLAUDE LACASSAGNE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 41834346300026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'action proposées doit permettre :

- d'ientifier les élèves décrocheurs à l'aide des partenaires éducatifs (collèges et lycées);
- de créer un lien avec les élèves décrocheurs, afin de les remobiliser, à travers les codes et des valeurs issus du sport, de s'en imprégner dans le quotidien et de construire un projet personnel;
- d'accompagner les jeunes décrocheurs dans un processus de réintégration du système scolaire ou professionnel.

Description :
L'action se structure de la façon suivante :

- identification des élèves décrocheurs à l'aide des partenaires,
- organisation d'activités sportives autour du rugby et du golf pour un apprentissage de nouveaux codes et de valeurs telles que la solidarité, le respect des règles, la reprise du gout à l'effort, de la confiance en soi et mise en place d'objectifs individuels;
- organisation de séjours de cohésion pour favoriser l'insertion à des groupes de travail en développant la solidarité, l'autonomie et les projets de groupe.

Moyens mis en œuvre :
Lycées partenaires : le lycée horticole de Montreuil, le Collège Lenain de Tillemont de Montreuil, le Lycée Eugénie Cotton de Montreuil, Collège Olympe de Gouges de Noisy le sec.

Autres partenaires : les missions locales de Montreuil et les maisons de quartier Espéranto, de La Noue et de Grand Air.

Les moyens mobilisés portent sur :

- les moyens matériels sportifs liés à la pratique du rugby;
- les moyens logistiques liés aux séjours de rupture (location de tentes et autres matériel de camping).

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
De 5 à 10 jeunes par établissement partenaire, soit un total de 30 à 50 jeunes.

Localisation géographique :
- MONTREUIL
- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	2 000,00	8,70%
Autres services extérieurs	9 000,00	39,13%
Charges de personnels	9 180,00	39,91%
Autres charges e gestion courantes	2 820,00	12,26%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 000,00	8,70%
Etat ACSé	4 500,00	19,57%
Organismes sociaux bailleurs	5 000,00	21,74%
Subvention Région (sollicitée)	11 500,00	50,00%
Total	23 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013143

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : S'EPANOUIR DANS SA MOBILISATION POUR TROUVER UN EMPLOI - SESAME POUR L'EMPLOI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	23 000,00 €	50,00 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CFM CENTRE DE FORMATION MUNICIPAL
Adresse administrative : 15 ALLEE NELSON MANDELA
93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Henriette CAZENAVE, Présidente

Date de publication au JO : 5 juin 2004

N° SIRET : 33947038700038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a plusieurs objectifs, autour desquels le jeune doit réfléchir, avec l'appui et l'accompagnement des partenaires, pour faciliter sa réinsertion et l'accès à l'emploi :

- prendre le temps de faire un point précis sur son parcours, ses freins, ses blocages, ses atouts;

- se projeter à plus ou moins long terme;

- travailler sur les compétences acquises, les compétences transférables, les aires de mobilité possibles, et les compétences à acquérir en fonction du projet professionnel;

- travailler sur la notion d'autonomie, sur la confiance en soi, et l'image de soi;

- découvrir ou redécouvrir ses droits et ses devoirs en listant les différentes institutions existantes qui peuvent aider et accompagner;

- travailler sur les nouvelles technologies « réseaux sociaux », « internet »…;

- découvrir le monde de l'entreprise à travers des visites, des stages, des immersions.

Le projet ambitionne de construire pour chaque jeune, un plan d'action individualisé et de cibler au plus près les relais nécessaires, afin de garantir l'adhésion du jeune dans son parcours.

Description :
Chaque session programmée a une durée de 8 semaines; elle est alternée avec du coaching individuel et des ateliers collectifs.

Modalités de sélection des jeunes et de suivi de l'action:

- réunion d'information auprès de tous les partenaires;
- remise d'une fiche action à destination des partenaires prescripteurs en vue de l'information collective pour le public;
- entretiens individuels avec chaque candidat;
- organisation d'un Comité de suivi avec les partenaires associés et les prescripteurs, avec la possibilité de mettre en place des entretiens tripartite en fonction des situations et / ou urgences;
- comité de Pilotage en fin d'action.

Moyens mis en œuvre :
La 1ère étape du projet correspond au diagnostic approfondi et individuel pour chaque participant, qui doit permettre à chacun de :

- faire l'inventaire de ses ressources personnelles,
- repérer ses difficultés et ses freins à l'insertion,
- identifier les dispositifs et les actions de retour à l'emploi et / ou de formation,
- préconiser un plan d'action adapté à la situation et aux besoins de chacun.

Méthodologie et déroulement :

Basé sur une méthodologie d'évaluation, d'entretiens, d'enquêtes qui s'appuient sur les techniques du Bilan de compétences, le diagnostic s'opère en trois phases :

- préciser les attentes et les volontés de chacun par une étape d'investigation personnelle et professionnelle,
- recenser les ressources et valider un choix d'action,
- définir un plan de travail.

Les outils utilisés :

Grille d'entretien propre à la structure, panel d'exercices, ressources documentaires (fiches C.I.D.J, ROME, fiches métiers liées aux bassins d'emplois environnants), sites Internet appropriés, catalogues de formations et de prestations, rencontres avec des professionnels et des acteurs de l'insertion, trame pour mener à bien les enquêtes métiers, et une fiche de synthèse individuelle qui permet de finaliser le diagnostic et de préconiser le plan d'action à mettre en place.

A l'issue du diagnostic, 8 modules sont proposés en collectif et/ou individuel à chacun des participants :

- se connaître pour se mettre en valeur;
- préparation aux changements;
- l'image;
- confiance en soi;
- ressources « réseaux sociaux / Internet »;
- projet professionnel et codes de l'entreprise;
- recherche de solutions;
- bilan individuel et collectif.

Un bilan individuel par participant est prévu afin d'évaluer l'évolution entre le début du parcours et la fin de parcours, et formaliser un plan d'action.
Le bilan collectif final est l'occasion d'une rencontre entre les bénéficiaires, les partenaires et les financeurs dont la Région.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant. »

Public(s) cible(s) :
Nombre de jeunes ciblés : 2 groupes de 6 jeunes âgés de 16 à 25 ans.

Ces jeunes sont sortis du système scolaire ou en voie de sortie; ils peuvent être inscrits ou non à la Mission Locale ou à Pôle emploi, et sont parfois désinvestis dans leur recherche d'emploi.

Localisation géographique :
- TREMBLAY-EN-FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestation de services	9 000,00	39,13%
Achat matières et fournitures	500,00	2,17%
Entretiens et réparations	300,00	1,30%
Locations	358,00	1,56%
Autres services extérieurs : rémunérations intermédiaires et honoraires	500,00	2,17%
Publicité, publications	200,00	0,87%
Déplacements, missions	200,00	0,87%
Charges de personnel	11 942,00	51,92%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Tremblay en France	11 500,00	50,00%
Subvention Région	11 500,00	50,00%
Total	23 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	20 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	10 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	7 500,00 €
	Montant total	47 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013149

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : UNE PASSERELLE INNOVANTE VERS L'INSERTION PROFESSIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	21 075,00 €	28,47 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION RIBAT
Adresse administrative : 1 AVENUE SUZANNE BUISSON
93140 BONDY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CYRIL FOLLIOT

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78888902000012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 25 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'action « une passerelle innovante vers l'insertion professionnelle » doit permettre à 20 participants d'aboutir en 2017 à l'obtention d'une formation ou d'un emploi.

Description :

C'est d'abord aux "grands jeunes" de manifester qu'ils se sentent prêts à se lancer dans un parcours d'insertion professionnelle. Le déclic peut s'opérer après plusieurs mois de fréquentation du local de RIBAT. Lors de ces premiers mois de fréquentation, les grands jeunes viennent pour utiliser le studio d'enregistrement qu'ils ont eux-mêmes construit au printemps 2014, dans le local de RIBAT. Ils y

enregistrent leurs chansons ou morceaux de musique ou simplement y accompagnent leurs amis qui viennent s'enregistrer. Pendant ce laps de temps, les membres de l'association échangent avec eux de leurs divers projets et utilisent surtout ce temps pour créer une relation de confiance et d'estime mutuelle.

Une fois prêts à passer à l'étape ultérieure, les jeunes sont accompagnés dans la définition de leur projet professionnel, et orientés vers les partenaires pertinents (service public de l'emploi, organismes de formation, entreprises partenaires) pour les aider à se réinsérer dans le réseau institutionnel idoine et in fine dans une formation ou un emploi correspondant à leur profil.

Moyens mis en œuvre :
La pédagogie innovante de RIBAT repose donc sur l'initiative d'accompagner des jeunes dans la conception puis la mise en œuvre de projets qui leurs sont propres, en vue de s'insérer professionnellement.

Pour atteindre cet objectif, un local dédié à RIBAT a été mis à disposition par l'association Le Rocher Oasis des Cités à Bondy, comportant un studio d'enregistrement multimédia, construit par les jeunes du quartier eux-mêmes et inauguré en avril 2014.

A ce jour, 30 jeunes fréquentent ce lieu chaque semaine, où ils apprennent à vivre ensemble, venant de différents quartiers de Bondy et de villes voisines. Nous avons constaté au bout de 6 mois que les enregistrements réalisés dans ce studio ont créé une forte dynamique, poussant de plus en plus de jeunes à demander une aide dans leur recherche de formation ou d'emploi.

Ce studio multimédia est un véritable outil d'aide à l'insertion professionnelle, comme une première étape permettant aux jeunes de commencer à se structurer en vue de leur entrée ultérieure dans le monde professionnel :

- travail sur l'expression écrite et orale (écriture et enregistrement de chansons) ;
travail sur le savoir-être (intégration des règles d'utilisation du studio - horaires, respect du matériel et du local, intégration aux divers groupes de jeunes, parfois rivaux, venant au studio) ;
- préparation d'un événement multimédia au 1er semestre 2017 avec toute une dimension de conception d'événement, d'organisation logistique et de communication vers l'extérieur.

Ensuite, en deuxième étape pour ceux qui se sentent prêts à aller plus loin :

- aide à la rédaction de CV et lettres de motivation ou orientation vers la Mission locale et Pôle emploi où tous ne sont pas inscrits et le Point Information Jeunesse de la Maison de la Jeunesse et des Services Publics de la ville de Bondy ;
- relais vers les jeunes des offres de formation et d'emploi, diffusées par la Maison de l'emploi de Noisy-le Sec.

Enfin, il est à noter que des initiatives sont prises aujourd'hui par les jeunes de RIBAT en dehors du local : tournage de clip ; répétitions dans le studio municipal MAO ; production dans divers concerts ; participation à la fête de quartier.

Le local est ouvert chaque semaine de 14h à 20h les mardi et jeudi ; de 14h à 22h le mercredi et le vendredi, avec la possibilité d'ouvrir le samedi et le lundi si un jeune référent en prend la responsabilité.

Les créneaux pour la rédaction de CV, lettres de motivation et entraînement aux entretiens d'embauche sont fixés le mardi matin de 11h à 13h, le jeudi matin de 10h à 12h et tous les jours de 14h à 16h.

Enfin, les rendez-vous avec les entreprises du territoire sont pris le mercredi matin, pour des entretiens d'embauche ou de simples prises de contact en vue de présenter l'action de RIBAT et ouvrir des opportunités d'emplois ultérieures.

Enfin, il est prévu que les grands jeunes fréquentant RIBAT préparent dans leur studio entre janvier et juin 2017 un événement multimédia qui sera présenté mi-juin en présence des élus régionaux, départementaux et locaux, des partenaires institutionnels du projet (Maison de l'emploi, Point information jeunesse, Mission locale) et des entreprises privées partenaires.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant ».

Public(s) cible(s) :
20 Jeunes âgés de 16 à 25 ans, sortis prématurément du système éducatif, sans diplôme ni qualification.

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matières et fournitures	1 207,00	5,73%
Prestations de service	5 724,00	27,16%
Rémunérations intermédiaires et honoraires	1 948,00	9,24%
Autres services extérieurs dont déplacements	813,00	3,86%
Impôts et taxes	1 480,00	7,02%
Charges de personnel dédiées à l'action	9 903,00	46,99%
Total	21 075,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat Contrat de ville CGET	9 000,00	42,70%
Agence des services et de paiement	1 182,00	5,61%
Communauté d'agglomération Est-ensemble	2 000,00	9,49%
Mécénat (Fondation SNCF)	2 893,00	13,73%
Subvention Région (sollicitée)	6 000,00	28,47%
Total	21 075,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013153

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FABRIQUE TON MEDIA POUR FAIRE VALOIR TES COMPETENCES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	18 240,00 €	49,34 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA ZONE D EXPRESSION PRIORITAIRE
Adresse administrative : 24 RUE GABRIELLE JOSSERAND
93500 PANTIN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur THIBAULT RENAUDIN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 81029197100010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 3 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La « fabrique de l'info » est un projet d'éducation par les médias qui propose à des jeunes en décrochage scolaire d'élaborer leur projet media pour faire valoir leurs centres d'intérêts et leurs compétences.

Partant des usages du web, l'ambition est de leur (re)donner une appétence aux apprentissages en s'appuyant sur leurs centres d'intérêts identifiés pour qu'ils élaborent un projet media : blog, site, webradio, webdocu... qui sert de faire valoir. Ce projet implique d'utiliser dans le cadre d'ateliers médias des outils numériques qui permettent à chaque jeune utilisateur d'être à la fois curateur et producteur d'objets medias.

Description :

L'objectif au travers du projet est d'éveiller la curiosité, redonner de la confiance et de l'appétence aux apprentissages via les médias en s'appuyant sur des contenus médiatiques (articles en ligne, vidéos, images, sons…).
Ainsi, les jeunes utilisateurs élaborent leur propre média en partant de leurs usages sur le web et de leurs centres d'intérêts.
Dans le cadre d'ateliers médias, ils sont accompagnés dans cette démarche de curation de contenus médias; ils doivent alors classer, stocker, organiser, échanger. L'objectif est de permettre à chaque jeune d'être acteur de sa recherche d'informations, d'affirmer une expertise dans quelques domaines d'intérêts, d'éditer ses « découvertes » et de les partager sur les réseaux sociaux.

Stimuler la créativité et encourager l'expression des jeunes :

Les ateliers médias proposent de manipuler des contenus médias, de les transformer et de créer des contenus originaux : écriture/réécriture de textes, montage/remontage de sons/vidéos, réalisation de reportages inédits… L'objectif est d'accompagner les jeunes dans un travail de conception/réalisation de leurs propres objets médias, d'affirmer un rôle de producteur de contenus, de les éditer et de les partager sur les réseaux sociaux.

Apprendre à gérer « l'infobésité » sur le web :

Ce syndrome d'"infobésité" qui doit à l'abondance pléthorique des sources d'informations, concerne tous les usagers du web. Ces ateliers média doivent servir à accompagner les jeunes utilisateurs en les aidant à hiérarchiser les informations, à les archiver et à identifier les sources (articles de presse, blogs personnels, commentaires, informations commerciales, textes officiels, propagande politique…).

Aider à la maîtrise des outils et des conventions de la culture numérique par la pratique, les jeunes sont formés à l'utilisation d'outils numériques liés, à la production d'information (traitement de texte, mise en page, création et/ou retouche d'images, création et/ou montage de sons, création et/ou montage de vidéos, partages de fichiers), à l'édition des contenus : utilisation des outils de mise en ligne (Content Management System), à la maîtrise des conventions d'édition, qu'elles soient juridiques (respect du droit d'auteur, copyright, droits et devoirs liés à la liberté d'expression…) ou techniques (charte graphique, sens de lecture, référencement…).

Moyens mis en œuvre :
Chaque atelier du projet dure environ 2 heures.

Ces ateliers doivent être programmés de préférénce avec un rythme hebdomadaire, selon les besoins identifiés par les structures partenaires (MLDS et Missions locales) en charge de l'identification et du recrutement des jeunes.

Les ateliers peuvent se dérouler dans les locaux de Zone d'Expression Prioritaire (ZEP) ou des missions locales.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant. »

Public(s) cible(s) :
Nombre de jeunes ciblés : 75 jeunes

Localisation géographique :
- PARIS
- PANTIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mise en place pédagogique et construction des ateliers	3 600,00	19,74%
Animation des ateliers	10 640,00	58,33%
Frais technique web	2 200,00	12,06%
Gestion du projet (logistique, administratif)	1 800,00	9,87%
Total	18 240,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	5 000,00	27,41%
Mécénat Fondation Transdev	4 240,00	23,25%
Subvention Région (sollicitée)	9 000,00	49,34%
Total	18 240,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014090

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PARCOURS D'INSERTION SOCIO-PROFESSIONNELLE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	17 162,00 €	49,53 %	8 500,00 €
	Montant Total de la subvention		8 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IDSU INSERTION ET DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN
Adresse administrative : 26 RUE DU DOCTEUR LE SAVOUREUX 92290 CHATENAY-MALABRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrice COUDERC, Président

Date de publication au JO : 16 mai 1990

N° SIRET : 38248785800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour objectif de mettre en place un parcours d'insertion socio-professionnelle, qui consiste à remobiliser les jeunes et leur permettre grâce à un accompagnement, un retour vers les dispositifs et les institutions d'accès à l'emploi.

Description :

L'action souhaite priviliégier le retour en formation et/ou l'insertion professionnelle directe, et vise à agir sur les freins qui empêchent d'accéder et d'adhérer au processus d'accompagnement à l'emploi.

Les objectifs pour les jeunes sont de :
- Retrouver un lien avec les institutions;

- Réinvestir les activités d'apprentissage;
- Gagner en autonomie et acquérir les codes;
- Identifier et valoriser les compétences acquises;
- S'inscrire dans des activités collaboratives;
- Reprendre une formation;
- Découvrir des métiers ou formations "insérantes".

Moyens mis en œuvre :
La mise en oeuvre du projet est organisée sous forme de modules de formations collectives relatives aux savoirs de base (3 modules par mois - 1 journée par module).

Les jeunes sont séléctionnés et orientés par les conseillers emploi du Pôle Emploi et du Point Insertion Professionnelle de l'IDSU.

Le déroulé et l'organisation consistent à :
- Poser un diagnostic;
- Proposer une formation ou un accompagnement;
- Mettre en place le module formation (travail sur l'estime de soi, comment se projeter dans l'avenir, comment devenir autonome, faire des stages de découverte et notamment de celle du monde du travail (fonctionnement, codes, métiers), travail du CV et de la lettre de motivation, utilisation des outils numériques);
- Mettre en place et participer à des activités (actions collectives, service civique, mission définie par le service municipal de la jeunesse...);
- Evaluer et s'auto-évaluer (bilan qualitatif et quantitatif).

Moyens matériels mobilisés : supports informatiques divers

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le projet cible les jeunes les plus en difficulté, sans emploi, en situation de grande exclusion, et habitant sur le périmètre prioritaire du Contrat Ville.
Il est prévu d'en faire bénéficier 120 jeunes, âgés de 16 à 25 ans.

Localisation géographique :
- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 000,00	11,65%
honoraires chargée de mission	5 000,00	29,13%
salaires	10 162,00	59,21%
Total	17 162,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région	8 500,00	49,53%
Subvention État	5 000,00	29,13%
subvention Collectivités	3 662,00	21,34%
Total	17 162,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 800,00 €
2013	Soutien à la prévention	15 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	7 500,00 €
2014	Soutien à la médiation	10 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	12 800,00 €
	Montant total	55 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014148

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BOOSTER 75 - LE SERVICE CIVIQUE ALTERNE POUR RACCROCHER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	95 000,00 €	12,11 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIS CITE
Adresse administrative : 21 BD NEY
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie TRELLU, Présidente

Date de publication au JO : 28 septembre 1994

N° SIRET : 39819156900209

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet BOOSTER 75 met en œuvre un parcours de remobilisation à destination de jeunes mineurs de 16-17 ans en situation de décrochage scolaire, suivant un programme d'actions reposant sur une alternance entre la réalisation de missions de service civique en milieu associatif, et un accompagnement renforcé et régulier du public assuré par les professionnels de l'Education nationale.
L'action cible ainsi la resocialisation des jeunes, la valorisation de leurs compétences et la restauration du sens des apprentissages en vue de favoriser leur retour en formation ou de leur insertion professionnelle.
Elle doit également permettre aux jeunes de :
- réinvestir des activités d'apprentissage ;
- gagner en autonomie et acquérir les codes sociaux et socio-professionnels;
- s'inscrire dans des activités et des relations collaboratives ;
- remobiliser les jeunes à travers le développement et la valorisation de ressources personnelles, d'aptitudes comportementales et de compétences transférables;

- accompagner la découverte du monde du travail et des activités professionnelles dans la sphère associative;
- aider à la formalisation de projet professionnel;
- favoriser le retour en formation.

Description :
Créé en 2013 en partenariat avec l'Education nationale et l'Agence du Service Civique, le programme national Booster aménage des parcours de remobilisation ciblant le raccrochage de jeunes en situation de décrochage. Le parcours proposé aux jeunes articule remise à niveau et enseignements scolaires adaptés à chacun, avec la découverte du monde professionnel et associatif et la participation à des activités valorisantes, collectives et solidaires dans le cadre de missions de service civique.
Lors de leurs missions et temps de présence au sein d'Unis-cité, le groupe de jeunes intègre une équipe plus large composée de jeunes majeurs, également recrutés en service civique par l'association, chargés de les accompagner dans leurs missions. Cette organisation favorise ainsi la resocialisation des jeunes à travers le mixage des publics, renforcé par leur participation à des activités collaboratives intergénérationnelles avec les professionnels des associations partenaires d'Unis-cité.
L'accompagnement en milieu scolaire, aménagé en petit groupe et sous la forme de tutorats individualisés assurés par des enseignants dédiés, contribue à la sécurisation de leur retour en formation.
Au cours de leur parcours, des formations dites « civiques et citoyennes » sont obligatoirement suivies par les jeunes. Des temps sont également consacrés à la préparation de leur projet d'avenir, en individuel et en collectif, débouchant à terme pour chacun sur la réalisation d'un bilan de compétences et d'une découverte du monde professionnel.

Moyens mis en œuvre :
Le projet est conçu en partenariat avec la Mission Académique de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) de Paris et le lycée Gustave Ferrié, au sein duquel s'effectuera la prise en charge des jeunes dans l'alternance entre Unis-Cité et l'Education Nationale. Le coordinateur de la Mission académique de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) est le principal référent des coordinateurs d'équipe et de projet d'Unis Cité. Au sein du lycée, l'action est mise en œuvre avec l'appui des enseignants et membres de l'encadrement et avec le concours du réseau FOQUALE du bassin d'Argenteuil.
L'ensemble du projet est développé en lien avec le CIO Paris Nord Est, pilote de la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux jeunes en situation de Décrochage (PSAD), et la mission locale de Paris pour l'orientation sur l'action de jeunes identifiés via le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI). Le projet mobilise un réseau d'associations partenaires d'Unis-cité, pour la réalisation de missions de service civique, ainsi que l'intervention de représentants d'entreprises et fondations, mécènes d'Unis-cité, pour sensibiliser des jeunes à la réalité du monde du travail.

Le projet suppose ainsi :
- la pris en charge de 10 jeunes mineurs décrocheurs à temps plein pendant 7 mois, rassemblés au sein d'une équipe de 20 jeunes avec 10 jeunes majeurs diplômés, également engagés en service civique auprès d'Unis-cité;
- la réalisation de missions de solidarité en équipe (3 jours/semaine) au sein d'associations spécialisées avec lesquelles Unis-Cité établit un partenariat
- un tutorat individualisé en établissement scolaire avec des enseignants dédiés (2 jours/semaine);
- la tenue de « formations civiques et citoyennes » obligatoires pour tous les jeunes du programme (respect des différences, comprendre les institutions, santé-conduites à risques, éco-citoyenneté, formation aux premiers secours);
- la mobilisation d'associations et d'entreprises partenaires d'Unis-Cité pour l'organisation de temps de préparation des projets d'avenir des jeunes, en individuel et en collectif (réalisation d'un bilan de compétences et découverte du monde professionnel et de ses codes);
- l'organisation d'une cérémonie de clôture conçue comme un temps de restitutions des activités effectuées pendant l'année (PowerPoint, film, etc.) lors de laquelle seront remises aux jeunes des attestations de service civique ;

- la fourniture d'un téléphone portable pour la coordinatrice d'équipe et de projet de tenues vestimentaire pour les volontaires (kit comprenant 3 T-shirts, 1 sweat-shirt et 1 polaire) et de matériels utilisés pendant les temps de formation ou d'accompagnement au projet d'avenir et durant les actions de solidarité.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant. »

Public(s) cible(s) :
10 mineurs en situation de décrochage, en rupture avec les apprentissages et les codes scolaires, identifiés par les acteurs de la PSAD et figurant en priorité sur les listes du Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI).

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Sélection et frais des volontaires, en lien avec l'Agence du Service Civique	24 000,00	25,26%
Encadrement des volontaires	34 000,00	35,79%
Formation des volontaires, préparation à l'après service civique & coaching professionnel	11 000,00	11,58%
Pilotage et animation locale du projet	14 000,00	14,74%
Moyens matériels et fournitures	5 500,00	5,79%
Frais de coordination	6 500,00	6,84%
Total	95 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat – Agence du Service Civique	16 000,00	16,84%
Ville de Paris	11 500,00	12,11%
Mécénat (fondation Caritas, fondation HSBC)	56 000,00	58,95%
Montant de la subvention sollicitée auprès de la Région	11 500,00	12,11%
Total	95 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014276

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REMOBILISATION VERS L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES EN DECROCHAGE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	37 200,00 €	30,91 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE D'ARGENTEUIL BEZONS
Adresse administrative : 4 RUE NOTRE DAME
95100 ARGENTEUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Céline CHARAIX, Présidente

Date de publication au JO : 5 janvier 2013

N° SIRET : 79047048800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
A partir du constat partagé par les acteurs locaux de la lutte contre le décrochage d'un nombre important de jeunes déscolarisés, éloignés des institutions et en désœuvrement sur le territoire, cette action propose d'intensifier le partenariat entre l'ensemble des acteurs de proximité en lien avec la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux jeunes en situation de Décrochage (PSAD), afin de renouer le contact avec ces jeunes. Le projet consiste à inscrire ces derniers dans une nouvelle dynamique d'accompagnement individualisé et collectif, ciblant la sécurisation de leur parcours en vue de leur retour en formation ou de leur accès à l'emploi.

L'action proposée a ainsi pour objectif de :
- renouer le contact avec des jeunes de 16 à 25 ans « perdus de vue » ;
- rassembler et consolider le partenariat local entre acteurs de la lutte contre le décrochage afin de couvrir

l'ensemble du territoire de la PSAD;
- restaurer le lien avec les institutions et sécuriser leur reprise d'un parcours de formation et/ou d'insertion ;
- endiguer le désœuvrement d'une partie de la jeunesse du territoire;
- remobiliser et accompagner les jeunes dans la formalisation de leur projet professionnel en valorisant leurs compétences, leurs productions et leur potentiel.

Description :
Ce projet, développé par des acteurs de premier ordre au sein de la PSAD d'Argenteuil (Mission locale d'Argenteuil-Bezons, CIO d'Argenteuil dont la directrice est également pilote de la PSADI, et l'association de prévention spécialisée Contact), propose de redoubler les efforts déployés et de faire évoluer les modalités de reprise de contact avec les jeunes déscolarisés et « perdus de vue » sur le territoire, dont notamment les jeunes identifiés par le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI).
Les jeunes ainsi repérés, avec le concours des acteurs de proximité et en lien avec la PSAD, seront ensuite conduits à s'inscrire dans un parcours d'accompagnement, nourri par divers ateliers ciblant leur remobilisation et le renforcement de compétences clés, par la réalisation de stages en milieu professionnel, ainsi qu'à travers la réalisation d'un chantier d'insertion.

Moyens mis en œuvre :
La coordination du projet sera assurée par un comité de pilotage composé de représentants de la mission locale d'Argenteuil-Bezons, du CIO d'Argenteuil et de l'association de prévention spécialisée Contact. L'action partenariale, qui se déroulera dans les locaux prêtés par les les villes d'Argenteuil et de Bezons, recherchera le concours de l'ensemble des acteurs locaux de la lutte contre le décrochage pour l'identification et l'accompagnement des jeunes.

L'action suppose ainsi :
- le déploiement d'une campagne de communication à destination du public cible entre octobre et novembre 2016;
- l'organisation d'un « petit déjeuner de contact » par les partenaires en dehors des murs de l'Education nationale et de la mission locale, proposant un espace neutre favorable à une première reprise de contact en douceur;
- la tenue d'ateliers ciblant la remobilisation et le renforcement de compétences indispensables aux jeunes (estime de soi, accompagnement à la formalisation de projets professionnels, travail sur la mobilité des jeunes, découverte des métiers et appropriation des lieux ressources, TRE) accompagné de coaching et d'initiation à l'usage du multimédia;
- la réalisation de stages de découverte du monde professionnel;
- la réalisation d'un chantier d'insertion;
- la réalisation d'un film par les jeunes sous forme de témoignages sur leur parcours
- la réalisation de bilans d'évaluation ;
- le suivi de chaque jeune pendant 6 mois après sa sortie du dispositif;
- la mise à disposition de salles par les villes d'Argenteuil et de Bezons;
- la mise à disposition de vidéo projecteur, paper bord, et autres petites fournitures nécessaires à la réalisation de l'action;
- la fourniture de matériel de protection individuel pour la réalisation du chantier;
- la mise à disposition d'un mini-bus.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
20 jeunes de 16 à 25 ans, en situation de décrochage ou chômeurs, inscrits mais ne se présentant plus à la mission locale, et des jeunes identifiés par le SIEI en lien avec la PSAD d'Argenteuil.

Localisation géographique :

- CA SAINT GERMAIN BOUCLES DE SEINE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Chantier d'Insertion	19 600,00	52,69%
Prestations extérieures	4 000,00	10,75%
Tenues vestimentaires	3 000,00	8,06%
Assurances	500,00	1,34%
Charges indirectes	7 000,00	18,82%
Multimédia et autres frais	3 100,00	8,33%
Total	37 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 000,00	10,75%
Conseil départemental du Val d'Oise	5 000,00	13,44%
Etat (Politique de la Ville ACSE)	4 000,00	10,75%
Mairie d'Argenteuil	2 000,00	5,38%
Mairie de Bezons	1 000,00	2,69%
Fondation Vinci	9 700,00	26,08%
Montant de la subvention sollicitée auprès de la Région IDF	11 500,00	30,91%
Total	37 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	7 600,00 €
2013	Campagne d'informatisation	1 375,40 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	6 000,00 €
	Montant total	14 975,40 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014278

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ZONE DE CONTACT / OBJETS D'AILLEURS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	57 800,00 €	19,90 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALTER NATIVES
Adresse administrative : 10 RUE FESSART
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : THIERRY BOMMART, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 52994503200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet a pour objectif de renouer le contact avec les jeunes "décrochés", et de les remobiliser autour d'une proposition innovante. Il est participatif et inclusif, autour de l'histoire de l'acquisition d'objets de musées venus d'ailleurs, pour amener les jeunes à se questionner sur le parcours de ces objets.

Les objectifs du projet visent :

- la création d'un rapport différent au savoir ;
- la mise en place d'un espace de parole pour la reprise de confiance en soi;
- le développement des compétences liées aux ateliers vidéo/audio;
- le fait de savoir produire et restituer un rendu matériel au travers de créations plastiques, d'outils de communication, de supports vidéo et audio.

Description :
La mise en oeuvre du projet est encadrée par un coordonnateur jeunesse, une historienne, une chargée de projet, des intervenants en formation vidéo et des professionnels de la création plastique et corporelle.

Les ateliers sont répartis sous forme d'activités communes ou localisées.

Les ateliers balayent les thèmes suivants :
- la sensibilisation à l'histoire des objets de musées extra européens;
- la formation à la captation et au montage vidéo/son;
- les visites de musées;
- l'écriture;
- la création plastique pour la restitution du travail.

Le projet se construit aussi autour de rencontres et de l'organisation d'événements, de soirées-débats, de séjours en province.

Moyens mis en œuvre :
Moyens matériels mobilisés : matériels audio et vidéo, ordinateurs et logiciels de montage, matériels de communication et de créations plastiques.

Lieux de mise en oeuvre : les actions se déroulent dans des lycées (Montreuil, Romainville, Bagnolet), dans les locaux de l'association APCIS 93, dans des musées parisiens, dans des locaux municipaux et lieux d'hébergements d'accueil pour les séjours prévus hors Ile-de-France.

L'évaluation porte sur :
- l'attente des jeunes par rapport au projet;
- les objectifs du projet;
- le taux de participation;
- les productions et restitutions rendues par les jeunes;
- les suites de parcours des jeunes à l'issue de l'action.

Une fiche bilan est renseignée pour chaque jeune dans ce cadre.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

« Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant. »

Public(s) cible(s) :
Le projet cible entre 25 et 30 jeunes âgés de 16 à 21 ans, identifiés comme décrocheurs ou identifiés par les lycées, les municipalités et les associations partenaires de la MLDS.

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats - prestations de service	1 200,00	2,08%
Achat matériel et fournitures	3 500,00	6,06%
Locations, hébergement	7 000,00	12,11%
Assurance	1 000,00	1,73%
Documentation	500,00	0,87%
Déplacements	6 000,00	10,38%
Rémunération des personnels	17 400,00	30,10%
Charges sociales	21 200,00	36,68%
Total	57 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
fonds propres	5 508,00	9,53%
subvention Etat DRJSCS action locale jeunesse	10 000,00	17,30%
subvention Etat CGET mobilité jeunesse	5 000,00	8,65%
subvention Etat ASP emploi aidé	12 792,00	22,13%
Ville de Montreuil sous Bois	3 000,00	5,19%
Europe Creative (projet YEAD)	5 000,00	8,65%
Subvention Région	11 500,00	19,90%
Ville de romainville	2 500,00	4,33%
Ville de Bagnolet	2 500,00	4,33%
Total	57 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	25 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014287

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ACCOMPAGNEMENT ET REDYNAMISATION AUTOUR DE LA CONSTRUCTION D'UN PROJET PROFESSIONNEL

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	24 202,00 €	47,52 %	11 500,00 €
		Montant Total de la subvention	11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MIVE MISSION INTERCOMMUNALE VERS L'EMPLOI
Adresse administrative : 4 BIS BOULEVARD CRETE
91100 CORBEIL ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SERGE DASSAULT, Président

Date de publication au JO : 10 novembre 2012

N° SIRET : 41004816900040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise la mise en place d'une prise en charge particulière des jeunes décrocheurs en favorisant la continuité des solutions de prise en charge et d'accompagnement dès l'arrêt de la scolarité.

Il vise aussi la sécurisation des parcours des jeunes décrocheurs scolaires en proposant des actions spécifiques de remobilisation en complément des dispositifs déjà existants.

Ce projet permet également de rassembler l'ensemble des acteurs locaux afin de renforcer leur action et de créer des synergies sur le territoire de la Communauté d'Agglomération "Grand Paris Sud".

Description :
A travers ce projet, il est question d'intégrer 40 jeunes dans un accompagnement renforcé sur 12 mois, avec une intégration de 10 jeunes par trimestre.

Cette action permet aux jeunes décrocheurs scolaires de s'outiller par le biais de formations qualifiantes ou le retour en scolarité, en mettant en place les moyens nécessaires à la construction de projets professionnels tout en élaborant une stratégie pour lever les freins à l'insertion socio-professionnelle.

Dans un premier temps, et à partir d'un travail de repérage des jeunes par la MIVE ou la PSAD, le jeune sera reçu dans le cadre d'un entretien dit de 1er accueil afin d'évaluer sa situation globale.

Dans un second temps, l'accompagnement du jeune s'articulera autour de 3 modalités d'action complémentaires :
- un entretien individuel tous les 15 jours pour le conseiller, revenir sur ses besoins, vérifier la progression de son parcours et le remobiliser;
- la mise en place d'ateliers mensuels : émergence de projets professionnels, valorisation de l'image professionnelle, rencontre avec le CIO, accompagnement à la recherche de stage, citoyenneté/ciné-débat, ateliers de préparation au code de la route, visites de salons/forums selon les secteurs d'activité, visites de centres de formation;
- la mise en place d'une semaine de redynamisation par une prise en charge collective et à temps plein.

Moyens mis en œuvre :
Pour réaliser ce projet, huit personnes sont mobilisées au sein des locaux de la Mission Intercommunale Vers l'Emploi - MIVE, où l'action se déroulera.
Les Equipes Emploi Insertion de 2 quartiers de la ville, Les Tarterêts et La Nacelle, sont également mobilisées pour accueillir des jeunes.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
40 jeunes, 25 hommes et 15 femmes, âgés de 16 à 25 ans et sortis prématurément du système éducatif, sans diplôme ni qualification.

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	348,00	1,44%
Services extérieurs hors sous traitance	1 425,00	5,89%
Services extérieurs sous traitance	6 880,00	28,43%
Autres services extérieurs	1 215,00	5,02%
Charges de personnel (opérationnel)	11 291,00	46,65%
Charges de personnel (coordination)	2 890,00	11,94%
Dotations aux amortissements	153,00	0,63%
Total	24 202,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Bailleurs	2 000,00	8,26%
Subvention État (sollicitée) - Aides aux postes ASP	702,00	2,90%
Subvention Commune (sollicitée) - Ville de Corbeil-Essonnes	5 000,00	20,66%
Fondation	5 000,00	20,66%
Subvention Région (sollicitée)	11 500,00	47,52%
Total	24 202,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Chantier école	36 957,11 €
2015	Campagne d'informatisation	4 973,40 €
2015	Soutien aux contrats de ville	18 700,00 €
	Montant total	60 630,51 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014312

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PARCOURS ARTICULE CERTIFIANT : ACTION BAFA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	23 000,00 €	50,00 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE PARIS
Adresse administrative : 34 QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry JARLET, Directeur

Date de publication au JO : 10 mars 2011

N° SIRET : 53132862300073

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise à permettre ou faciliter le raccrochage des jeunes en rejet des institutions, sécuriser les parcours de formation, accompagner la transition école - dispositifs de formation et d'insertion, et faciliter la mobilisation des jeunes et le maintien ou la reconstruction du lien avec les institutions.

En ce sens, le BAFA citoyen est un outil fortement utilisé comme facteur de remobilisation et de dynamisation d'un public en grande difficulté, éloigné de l'emploi et du droit commun de l'insertion.

Description :
L'action BAFA est axée sur un secteur porteur et attractif pour les jeunes. Elle comprend:
- la partie Base dispensée par un centre de formation,
- la passation du PSC1,
- l'accompagnement à la recherche d'un stage d'application pratique pendant 14 jours,

- et la partie perfectionnement.

L'accueil des bénéficiaires de l'action est organisé l'après-midi, hors temps en centre de formation et stage pratique.
Les différentes phases de l'action alterneront des temps individuels et collectifs. La formation de base sur une semaine est suivie par l'ensemble du groupe, ainsi que le PSC1. En revanche, pour chaque jeune, le stage pratique de 14 jours et l'approfondissement ne s'effectue pas au même moment.

L'action est étalée sur une période volontairement longue qui recouvre plusieurs périodes de vacances scolaires, seul moment possible pour inclure le stage pratique nécessaire au passage à la phase approfondissement.

La mission locale souhaite privilégier l'entrée dans l'action et son démarrage après la campagne SIEI de novembre 2016 et les vacances de Noël.

Moyens mis en œuvre :
Un des objectifs étant de raccrocher les jeunes à leur institution, la mission locale de Paris met à disposition une salle de formation et ses ateliers, mais aussi des bureaux pour les entretiens individuels.

L'animatrice territoriale dite "référente fil rouge" a en charge de coordonner les parcours des jeunes et de faire le lien avec les différents partenaires de l'action, ainsi que les conseillers référents, les familles, les centres de formation partenaires, et les structures d'accueil de stage.
Elle accompagne physiquement l'ensemble des jeunes bénéficiaires sur les différentes prestations proposées.

De plus, l'éducateur qui connaît ou suit le jeune est associé de fait à l'animation du groupe et aux ateliers si nécessaire.

Intérêt régional :
Faciliter le retour en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
10 jeunes déscolarisés, sans solution ou en rejet de l'institution scolaire ou sous statuts scolaire MLDS, âgés de 17 à 25 ans, domiciliés ou scolarises à Paris, et repérés par les partenaires de l'éducation nationale, les conseillers de la Mission Locale de Paris, les acteurs de la prévention et du réseau jeunesse.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service - CPCV BAFA	7 600,00	33,04%
Prestations de service - PSC1	690,00	3,00%
Charges de personnels - Ingénierie pédagogique	838,00	3,64%
Charges de personnels - Animation et suivi	1 000,00	4,35%
Charges de personnels - Fonction support	800,00	3,48%
Charges de personnels - Coordination et suivi de l'action	11 500,00	50,00%
Charge de fonctionnement	572,00	2,49%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 500,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	11 500,00	50,00%
Total	23 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	55 000,00 €
2013	Chantier école	54 965,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	90 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	94 394,90 €
2015	Campagne d'informatisation	14 000,00 €
2015	Chantier école	42 600,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	100 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2016	Chantier école	42 600,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	23 298,85 €
	Montant total	588 358,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014316

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PARCOURS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE PARRAINAGE DES JEUNES EN DECROCHAGE SCOLAIRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	43 400,00 €	26,50 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE SOCIAL LES DOUCETTES
Adresse administrative : 33 RUE DU TIERS POT
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LEILA BOUMAT, Présidente

Date de publication au JO : 18 mars 1992

N° SIRET : 38816108500039

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet propose un parcours d'accompagnement et de parrainage de jeunes en décrochage scolaire afin d'amener ces derniers à devenir acteurs de leur projet professionnel et à s'épanouir dans leur voie. Tout en développant le travail partenarial avec le réseau des acteurs locaux, cette action propose l'aménagement de parcours individualisés et collectifs en lien avec les différents aspects des projets de formation ou professionnel des jeunes. L'action entend également accompagner les familles des jeunes engagés dans le parcours de remobilisation proposé, et développer une dynamique de parrainage entre des adultes référents du quartier et les jeunes en situation de décrochage scolaire.

Il doit permettre de :
- renouer le contact et prendre en charge les jeunes sans solution ;
- consolider le partenariat entre les acteurs locaux de la lutte contre le décrochage;

- identifier et valoriser les compétences acquises;
- rétablir le lien entre les jeunes et les institutions ;
- resocialiser les jeunes à travers le parrainage ;
- de gagner en autonomie et acquérir les codes sociaux et socio-professionnels;
- aider à la formalisation d'un projet professionnel;
- favoriser le retour en formation ou l'insertion durable.

Description :
En lien avec le réseau des partenaires locaux de la lutte contre le décrochage pour le repérage, l'orientation et le suivi des jeunes au cours de leur parcours, l'action propose de renouer progressivement le lien avec les jeunes et d'établir un cadre de confiance propice à leur reprise d'un parcours de formation ou d'insertion. Elle cherchera, dans la mesure du possible, à nouer le contact et impliquer les parents des jeunes dans cet accompagnement. En favorisant les échanges avec des professionnels et des adultes usagers du centre social, un accompagnement individualisé et défini avec le jeune sera mis en place, complété par des ateliers collectifs portant sur la valorisation des compétences acquises, l'appui à la recherche d'emploi, l'acquisition des codes du monde du travail, ainsi que l'élaboration de bilans de compétences, et des temps d'échanges et de retour d'expériences positives de raccrochage sous la forme de témoignages écrits ou de vidéos. Dans le même temps des « habitants ressources » bénévoles seront mobilisés par les professionnels du centre social pour accompagner et conseiller les jeunes dans leur parcours.

Moyens mis en œuvre :
Le projet sera coordonné par un comité de pilotage composé de représentants du Centre Social, du Lycée professionnel Arthur Rimbaud et du club de prévention Berges. En lien avec le CIO de Gonesse, dont le directeur est également pilote de la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux jeunes en situation de Décrochage (PSAD), pour l'orientation de jeunes repérés le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI), ce comité s'élargira progressivement en intégrant des structures partenaires de la ville, comme la mission locale Val d'Oise Est, le BIJ et l'Espace Ecoute Parents afin d'orienter et de construire des actions adaptées aux besoins et envies du jeunes. L'action se déroulera en majorité dans les locaux du centre social.
Le projet suppose ainsi :
- la mobilisation des partenaires locaux et leurs réunions fréquentes pour le repérage, l'orientation et le suivi concerté des jeunes;
- la mobilisation des professionnels du centre social pour la recherche de ressources adaptées aux problématiques individuelles et l'implication du réseau de ses usagers ;
- l'implication des familles des jeunes dans l'accompagnement proposé;
- la mise en œuvre de parcours individualisés et d'ateliers collectifs;
- la mise à disposition d'une salle d'informatique pour la recherche d'emploi et la formalisation de projet professionnel et de salles des réunions pour l'accueil des jeunes et des partenaires;
- la mobilisation d'« habitants ressources » bénévoles pour accompagner et conseiller les jeunes dans leur parcours et dans leurs démarches.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Entre 10 et 15 jeunes, sans qualification et en situation de décrochage scolaire, identifiés en partie via le SIEI et orientés par la PSAD, ou orientés par le réseau partenarial.

Localisation géographique :
- CA ROISSY PAYS DE FRANCE (95-VAL D'OISE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Alimentation	600,00	1,38%
Fournitures activités	800,00	1,84%
Assurance, documentation, fourniture administrative, déplacement du personnel	400,00	0,92%
Animation, Accueil, Accompagnement	34 900,00	80,41%
Ateliers collectifs (ARE, TRE, Dynamisation…) communication	4 500,00	10,37%
Frais de communication	200,00	0,46%
Coordination de projet	2 000,00	4,61%
Total	43 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	31 900,00	73,50%
Montant de la subvention sollicitée auprès de la Région IDF	11 500,00	26,50%
Total	43 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	8 800,00 €
2013	Départ en vacances et/ou échanges inter intra régionaux	5 400,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	30 000,00 €
	Montant total	44 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014375

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CHANTIER DE REMOBILISATION POUR DES JEUNES EN RUPTURE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	30 000,00 €	38,33 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ACVL ASSO AMEL COND VIE LA NOE
Adresse administrative : AV CHARLES DE GAULLE
78570 CHANTELOUP LES VIGNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Michel NERY, Directeur

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 33189185300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Ce projet propose l'aménagement d'un parcours de remobilisation pour des jeunes en rupture avec les institutions. Cette action a pour objectif de renouer le contact avec les jeunes en situation de décrochage en « dérive », pas ou peu accompagnés dans leurs démarches. Elle entend ainsi favoriser la resocialisation de ces publics à travers leur accueil au sein d'un espace de vie dédié, lieu d'écoute et d'échange, et la réalisation d'un chantier éducatif. Les jeunes seront également accompagnés par les partenaires locaux en vue de leur reprise d'un parcours de formation ou d'insertion.

Il vise à :
- renouer le contact avec les jeunes ;
- restaurer l'estime de soi ;
- privilégier les rapports de proximité en incluant les acteurs du territoire;
- identifier et valoriser les compétences acquises ;

- gagner en autonomie et acquérir les codes ;
- s'inscrire dans des activités et des relations collaboratives ;
- accompagner les jeunes vers la mise ou remise en parcours professionnels ;
- découvrir des métiers porteurs et des formations.

Description :
L'action s'appuiera sur l'ACVL, structure associative innovante ouverte en soirée, de 19h à 2h du matin, permettant l'accueil des jeunes de 18 à 30 ans, sans solution, en situation de désœuvrement et en difficulté dans leurs recherches d'emploi ou de formation, de par leur méconnaissance des institutions et/ou du monde du travail.

Ce projet propose de renouer le contact avec les jeunes en aménageant un accueil libre dans un local adapté et propice au dialogue sur des problématiques communément rencontrées par les publics. Les jeunes sélectionnés intégreront ensuite un chantier de rénovation, ciblant leur mise en activité sur un projet, leur sensibilisation à la valeur des biens collectifs, et la valorisation à terme de leur réalisation. Au cours et au sortir de leur parcours, les jeunes seront suivis par le réseau des partenaires locaux afin de sécuriser au mieux leur reprise d'un parcours de formation ou d'insertion.

Moyens mis en œuvre :
La coordination du projet sera effectuée par l'ACVL, par le coordinateur pédagogique de l'association, référent de la structure d'accueil et chargé de son animation. Un groupe projet sera monté afin de sélectionner les jeunes et de permettre un suivi efficace. Il sera composé du coordinateur de l'ACVL, du directeur du service prévention de la ville de Chanteloup-les-Vignes, du chef de service du club de prévention, du directeur de la mission locale et du responsable de la cellule insertion de la ville. Une dizaine de jeunes fréquentant les différentes structures partenaires seront sélectionnés par le groupe projet, en lien avec le CIO de Poissy dont la directrice est également pilote de la Plate-forme de Suivi et d'Appui aux jeunes en situation de Décrochage (PSAD), pour l'orientation de jeunes repérés le Système Interministériel d'Echange d'Information (SIEI) des jeunes.
Sont ainsi proposés dans le cadre de cette action :
- la réalisation d'un chantier de rénovation (mise à nu des murs, ponçage, enduit, peinture, …) d'un mois, effectué dans les locaux de l'association AVEC (école de musique, de danse et de théâtre);
- la mise à disposition de la structure d'acceuil et espace de vie dédié aux jeunes en rupture ;
- la réalisation d'entretiens avec chaque jeune en fin de mission pour évaluer le travail accompli et recueillir les attentes de chacun pour la mise en place d'un suivi individualisé en étroite collaboration avec la mission locale;
- La mobilisation de matériel de chantier ;
- Le suivi des jeunes pendant 3 mois minimum après leur passage sur l'action.

Intérêt régional :
Faciliter les retours en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
10 jeunes de 18 à 25 ans, sans qualification et sans solution, identifiés en partie via le SIEI et orientés par la PSAD ou par le réseau des partenaires.

Localisation géographique :
- COMMUNAUTE URBAINE GRAND PARIS SEINE ET OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels (peinture, toile de verre, colle, rouleaux/pinceaux, combinaisons,…)	4 500,00	15,00%
Coût personnel(10 jeunes sur 1 mois)	23 420,00	78,07%
Coordination du projet et suivi	2 080,00	6,93%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil départemental des Yvelines (CST)	15 000,00	50,00%
Municipalité de Chanteloup-les-Vignes	3 500,00	11,67%
Montant de la subvention sollicitée auprès de la Région IDF	11 500,00	38,33%
Total	30 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014397

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PARCOURS ARTICULE CERTIFIANT : ACTION CODE DE LA ROUTE ET ENTREPRISE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Phénix	23 000,00 €	50,00 %	11 500,00 €
	Montant Total de la subvention		11 500,00 €

Imputation budgétaire : 932-28-6574-128005-100
12800501- Réussite des élèves

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MISSION LOCALE PARIS
Adresse administrative : 34 QUAI DE LA LOIRE
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thierry JARLET, Directeur

Date de publication au JO : 10 mars 2011

N° SIRET : 53132862300073

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Phénix
Rapport Cadre : CR82-16 du 19/05/2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le projet vise à permettre ou faciliter le raccrochage des jeunes en rejet de l'institution, sécuriser les parcours de formation, accompagner la transition école - dispositifs de formation et d'insertion, et faciliter la mobilisation du jeune et le maintien du lien avec les institutions.

Description :
La Mission Locale de Paris souhaite mettre en place une action code de la route et entreprise non axée sur un secteur professionnel précis à destination de jeunes indéterminés sur leur choix d'orientation ou de filière.

Cette action comprend :
- 16 séances d'entraînement au code de la route et une présentation au code
- 8 séances de coaching entreprises adaptées au public cible "décrocheurs"

- l'intervention de spécialistes sur l'accès aux droits et la sensibilisation et prévention des conduites addictives.

L'accueil des bénéficiaires de l'action est organisé sur les temps de l'après-midi.
L'action est étalée sur 2 à 3 mois, avec une alternance de temps individuel et collectif.

Moyens mis en œuvre :
Un des objectifs étant de raccrocher les jeunes à leur institution, la Mission Locale de Paris met à disposition une salle de formation et ses ateliers pour l'action, mais aussi des bureaux pour les entretiens individuels.

L'animatrice territoriale dite "référent fil rouge" a en charge de coordonner les parcours des jeunes et faire le lien avec les différents partenaires de l'action, ainsi que les conseillers référents et les familles.
Elle accompagne physiquement l'ensemble des jeunes bénéficiaires sur les différentes prestations.

De plus, l'éducateur qui connaît ou suit le jeune est associé de fait à l'animation du groupe et aux ateliers si nécessaire.

Intérêt régional :
Faciliter le retour en formation et l'insertion durable des décrocheurs.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter au moins un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
10 jeunes déscolarisés, sans solution ou en rejet de l'institution scolaire ou sous statut scolaire MLDS, âgés de 17 à 25 ans, domiciliés ou scolarisés sur Paris, et repérés par les partenaires de l'éducation nationale, les conseillers de la mission locale de paris, les acteurs de la prévention et du réseau jeunesse.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service - Ecole de Conduite Française	4 320,00	18,78%
Prestations de service - Coaching Entreprise RMA	4 645,00	20,20%
Charges de personnels - Ingénierie pédagogique	1 335,00	5,80%
Charges de personnels - Fonction support	1 000,00	4,35%
Charges de personnels - Coordination et suivi de l'action	11 500,00	50,00%
Charges de fonctionnement	200,00	0,87%
Total	23 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	11 500,00	50,00%
Subvention Région (sollicitée)	11 500,00	50,00%
Total	23 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action d'initiative territoriale en faveur de l'emploi	55 000,00 €
2013	Chantier école	54 965,00 €
2013	Développeurs de l'apprentissage	90 000,00 €
2014	Développeurs de l'apprentissage	94 394,90 €
2015	Campagne d'informatisation	14 000,00 €
2015	Chantier école	42 600,00 €
2015	Développeurs de l'apprentissage	100 000,00 €
2015	Protocole de sécurisation des parcours	16 500,00 €
2016	Chantier école	42 600,00 €
2016	Développeurs de l'apprentissage	100 000,00 €
2016	Programme Opérationnel Régional FSE - Lutte contre le décrochage scolaire / Sécurisation des parcours	23 298,85 €
	Montant total	588 358,75 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-377

DU 21 septembre 2016

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU SPECTACLE VIVANT POUR LES DISPOSITIFS (QUATRIEME AFFECTATION POUR 2016) :

SOUTIEN AUX MUSIQUES ACTUELLES ET AMPLIFIEES EN ILE-DE-FRANCE
SOUTIEN A DIVERSES MANIFESTATIONS CULTURELLES DANS LE DOMAINE DU SPECTACLE VIVANT

ADHESION A DES ORGANISMES DE PROMOTION DE LA CULTURE

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'Ile-de-France

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n° CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel (crédits de fonctionnement) ;

VU La délibération n° CR 24-11 du 7 avril 2011 relative au soutien aux musiques actuelles et amplifiées ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération CP 11-693 du 20 octobre 2011 relative aux modalités de versement pour les dispositifs « Action culturelle Musiques au Lycée » et « Aide au fonds pour les disquaires indépendants » ;

VU La délibération n° CP 16-010 du 18 mai 2016 relative à l'adoption des conventions types dans le cadre de la politique régionale du spectacle

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2016 ;

VU L'avis émis par la Commission des Finances ;

VU l'avis émis par la Commission de la Culture ;

VU Le rapport CP 16-377 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : affectations politique régionale du spectacle vivant

Décide de participer, au titre du soutien aux musiques actuelles et amplifiées et aux manifestations de spectacle vivant, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **273 400 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la conclusion avec les bénéficiaires d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CP 16-010 du 18 mai

2016 dans le cadre de la politique régionale du spectacle vivant et autorise la Présidente du Conseil Régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **273 400 €**, disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : adhésions 2016 à des organismes de promotion de la culture

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **3 564 €** afin de renouveler l'adhésion à la Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la culture (FNCC), disponible sur le chapitre 933 « Culture, Sports et Loisirs» code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2016, pour la cotisation de l'année 2016.

Article 3 : dérogation au principe de non commencement d'exécution

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date éligibilité
16011476	ASS DERRIERE LES FAGOTS	31/05/2016
16011478	ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT	30/05/2016
16009829	NADJASTREAM	19/04/2016
16011477	COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE	27/05/2016
16012880	LE HALL DE LA CHANSON	22/06/2016
16011479	LE SAX	26/05/2016
16011480	MAISON JEUNES CULTURE FRESNES	30/05/2016
16011482	MJC DE LA VALLEE	01/06/2016
16011481	MJC MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE	31/05/2016
16011505	MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS	02/06/2016
16011490	ASSOCIATION BELMACHINE	31/05/2016
16011492	CAC GEORGES BRASSENS	30/05/2016
16011600	MUSIQUES AU COMPTOIR	17/06/2016
16011491	ONZE HEURES ONZE	30/05/2016
16011488	SPAT SONORE	31/05/2016
16011471	ASSOCIATION LA RUCHE	30/05/2016
16007000	ASSOCIATION SONS D'HIVER	07/04/2016
16011472	CAC CENTRE D'ART ET CULTURE RUE BROCA	01/06/2016
16011474	FONTENAY EN SCENES	30/05/2016
16011475	RJ 77 RESEAU JAZZ 77	03/06/2016
16011473	3 M MIZIK MOUN MATINIK	12/05/2016

16003237	A SUIVRE	11/01/2016
16011792	JEUNES TALENTS CIRQUE	21/06/2016

Article 4 :

Décide, pour calculer le montant de l'avance à verser, qu'en application des dispositions de l'article 36 du RBF, le taux de l'avance figurant dans les conventions se rapportant aux présents dispositifs s'applique au montant de la subvention votée.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-377	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100501 - Soutien au spectacle vivant**

Dispositif : N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles

Dossier	16003237 - A SUIVRE (ART'R, LIEU DE FABRIQUE ITINERANT POUR LES ARTS DE LA RUE - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	P0020356 - A SUIVRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
126 400,00 €	HT	13,77 %	17 400,00 €	

Dossier	16009829 - NADJASTREAM (FESTIVAL LES ARENES - NOUVELLE DEMANDE 2016)			
Bénéficiaire	EX006218 - NADJASTREAM			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
37 000,00 €	TTC	13,51 %	5 000,00 €	

Dossier	16011792 - JEUNES TALENTS CIRQUE (CIRCUSNEXT - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	R35955 - JEUNES TALENTS CIRQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
350 197,00 €	HT	6,42 %	22 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles	44 900,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-377	Budget	2016

Dossier	16011488 - SPAT SONORE (PROJET "SPAT'SONORE INSPIRE" - NOUVELLE DEMANDE 2016)			
Bénéficiaire	P0029779 - SPAT SONORE			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
56 529,00 €	TTC	15,92 %	9 000,00 €	

Dossier	16011490 - ASSOCIATION BELMACHINE (PROJET "RISE PEOPLE, RISE" - NOUVELLE DEMANDE 2016)			
Bénéficiaire	P0034885 - ASSOCIATION BELMACHINE MAISON DES ASSOCIATIONS DU 11EME ARRO			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 906,00 €	TTC	29,28 %	7 000,00 €	

Dossier	16011491 - ONZE HEURES ONZE (ONZE HEURES ONZE ORCHESTRA "INSPIRATIONS - NOUVELLE DEMANDE 2016"			
Bénéficiaire	P0017608 - ONZE HEURES ONZE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 500,00 €	TTC	19,18 %	7 000,00 €	

Dossier	16011492 - CAC GEORGES BRASSENS (PROJET "JAZZ A MANTES" - NOUVELLE DEMANDE 2016"			
Bénéficiaire	R9123 - CAC GEORGES BRASSENS			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
36 100,00 €	HT	27,7 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-377	Budget	2016

Dossier	16011600 - MUSIQUES AU COMPTOIR (PROJET "LIBRE COUR ET EMERGENCES")				
Bénéficiaire	R29355 - MUSIQUES AU COMPTOIR				
Localisation	FONTENAY-SOUS-BOIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 528,00 €	HT		34,46 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000661 - Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	48 000,00 €

Dispositif : N° 00000662 - Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées

Dossier	16007000 - ASSOCIATION SONS D'HIVER (FESTIVAL SONS D'HIVER - RENOUVELLEMENT 2016)				
Bénéficiaire	R17511 - ASSOCIATION SONS D'HIVER				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	95 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
509 000,00 €	TTC		18,66 %	95 000,00 €	

Dossier	16011471 - ASSOCIATION LA RUCHE (FESTIVAL WORLD OF WORDS #8 - RENOUVELLEMENT 2016)				
Bénéficiaire	EXM00303 - ASSOCIATION LA RUCHE				
Localisation	VAL D'OISE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 150,00 €	TTC		14,21 %	4 000,00 €	

Dossier	16011472 - CENTRE D'ART ET CULTURE (JAZZ'N'KLEZMER - RENOUVELLEMENT 2016)				
Bénéficiaire	P0009945 - CAC CENTRE D'ART ET CULTURE RUE BROCA				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
89 264,00 €	HT		11,2 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-377	Budget	2016

Dossier	16011473 - ASSOCIATION 3 M MUSIC (FESTIVAL NUIT TROPICALES /BANLIEUES TROPICALES - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	P0033245 - 3 M MIZIK MOUN MATINIK			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
143 539,00 €	HT	20,9 %	30 000,00 €	

Dossier	16011474 - FONTENAY EN SCENES (FESTIVAL "LES AVENTURIERS" - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	R38965 - FONTENAY EN SCENES			
Localisation	FONTENAY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 500,00 €	HT	11,89 %	8 500,00 €	

Dossier	16011475 - RESEAU JAZZ 77 (FESTIVAL JAZZ AU THEATRE - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	P0019811 - RJ 77 RESEAU JAZZ 77			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 500,00 €	TTC	17,02 %	4 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000662 - Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	151 500,00 €

Dispositif : N° 00000676 - Action culturelle Musiques au Lycée

Dossier	16011476 - ASSOCIATION DERRIERE LES FAGOTS (ACTION "LE SON DES LYCEES" - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	P0020550 - ASS DERRIERE LES FAGOTS			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 500,00 €	TTC	45,45 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-377	Budget	2016

Dossier	16011477 - COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE ("VOUS AVEZ DIT MUSIQUE ?"- RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	R1247 - COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE			
Localisation	EPINAY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 576,00 €	TTC	33 %	2 500,00 €	

Dossier	16011478 - LA MUSE EN CIRCUIT (LES BAHUTSCOPIES - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	R20946 - ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 050,00 €	HT	41,32 %	2 500,00 €	

Dossier	16011479 - LE SAX ("AU COEUR DES MUSIQUES ACTUELLES" - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	P0021963 - LE SAX			
Localisation	ACHERES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 501,00 €	HT	33,33 %	2 500,00 €	

Dossier	16011480 - MAISON JEUNES CULTURE LOUISE MICHEL ("TREMPLIN MUSIQUES ACTUELLES - LYCEE MISTRAL" - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	P0007685 - MAISON JEUNES CULTURE FRESNES			
Localisation	FRESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 750,00 €	TTC	25,64 %	2 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-377	Budget	2016

Dossier	16011481 - MJC THEATRE DES 3 VALLEES DE PALAISEAU ("MUSICEENS" - RENOUVELLEMENT 2016)			
Bénéficiaire	R40730 - MJC MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 000,00 €	TTC	50 %	2 500,00 €	

Dossier	16011482 - MJC DE LA VALLEE ("LES 25 LYCEENS" - NOUVELLE DEMANDE 2016)			
Bénéficiaire	R23795 - MJC DE LA VALLEE			
Localisation	CHAVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 191,00 €	TTC	47,01 %	1 500,00 €	

Dossier	16012880 - LE HALL DE LA CHANSON (PROJET 1 MUSIQUES AUX LYCEES DE MEAUX ET ROISSY EN BRIE "LES REPERTOIRES DE LA CHANSON "- NOUVELLE DEMANDE 2016)			
Bénéficiaire	P0020123 - LE HALL DE LA CHANSON			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 720,00 €	HT	67,2 %	2 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000676 - Action culturelle Musiques au Lycée	19 000,00 €

Dispositif : N° 00000677 - Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste

Dossier	16011505 - MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS (RESIDENCE MUTUALISEE FUFU MACHINE - NOUVELLE DEMANDE 2016)			
Bénéficiaire	R21777 - MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
28 667,00 €	HT	34,88 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-377	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000677 - Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100501	273 400,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003237

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : A SUIVRE (ART'R, LIEU DE FABRIQUE ITINERANT POUR LES ARTS DE LA RUE - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	126 400,00 €	13,77 %	17 400,00 €
		Montant Total de la subvention	17 400,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : A SUIVRE
Adresse administrative : 22 RUE DU BUISSON SAINT LOUIS
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BENJAMIN CHACUN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48232562800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 11 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention

Solidité professionnelle	- Créée en 1997, l'association « A suivre », membre de la Fédération des arts de la rue, est un opérateur spécialisé dans la mise en œuvre de projets pour l'espace public ; la manifestation Art'R est organisée depuis 2009 par une petite équipe très investie, la directrice de la structure étant une personnalité très bien identifiée dans le secteur professionnel des arts de la rue. - Le budget global de l'association atteint 300 000 €, principalement financé par des subventions publiques, au premier rang desquelles la Ville de Paris (57% du budget) ; viennent ensuite la DRAC et la Région Ile-de-France. La manifestation Art'R représente la moitié des activités de la structure. - Pour mener ses projets à bien, la structure est amenée à nouer des partenariats réguliers avec des villes franciliennes, ainsi que le tissu associatif.
Attractivité et territoire	Les résidences de diffusion et les représentations se déroulent principalement dans des zones urbaines, à Paris et dans des villes de petite couronne principalement (94, 93).
Dimension artistique	- La manifestation est entièrement dédiée aux arts de la rue ; elle fait la part belle aux créations de compagnies chevronnées et la plupart des projets artistiques font l'objet d'une adaptation voire d'une création in situ, en fonction des spécificités architecturales et sociales du quartier ou de la ville choisie pour la résidence. - Les dépenses artistiques représentent 44% du budget de la manifestation.
Public et accessibilité	A suivre propose des interventions artistiques (ateliers) auprès des publics dans le cadre des résidences et autour des spectacles des compagnies programmées et chaque résidence fait l'objet d'un travail important de relations et de rencontres avec le tissu associatif et les services municipaux des territoires concernés. Sur une trentaine de représentations entièrement gratuites pour le public, Art'R a attiré 6200 spectateurs en 2015, avec un public issu de Paris et de la petite couronne principalement et une présence marquée des professionnels des arts de la rue.

Présentation du bénéficiaire

L'association « A suivre » est un opérateur spécialisé dans la mise en œuvre de projets pour l'espace public. Sollicitée par des institutions, elle a ainsi organisé des évènements tels que : « La Marne s'enflamme pour Paris 2012 » en 2005 à la demande du Conseil général du Val-de-Marne et du Festival de l'Oh avec les compagnies de rue Ilotopie, Groupe F, Mécanique vivante ; « Une oreille à votre écoute » en 2007 dans 10 villes du Val-de-Marne ; l'inauguration de la place de la République à Paris en juin 2013 avec les compagnies Le Samu, le Petit Monsieur, Cirkatomic, en partenariat avec la Ville de Paris, ainsi que le projet « Paris Face cachée ».

Présentation de la manifestation

Depuis 2009, A Suivre mène le projet « Art'R », qui se veut un lieu de fabrique itinérant pour les arts de la rue à Paris et en Ile-de-France. Tel un laboratoire urbain, Art'R propose à des compagnies de s'installer dans l'espace public d'un quartier ou d'un territoire pour des résidences de création ou de diffusion, conçues sur mesure en lien avec le tissu associatif et les structures partenaires du territoire.

Depuis 2014, Art'R a opéré un rapprochement avec le CNAR du Moulin Fondu à Noisy-le-Sec, basé sur une volonté de collaboration et de mutualisation artistiques, techniques et territoriales, dans une logique

de complémentarité et de renforcement mutuel.

Le projet Art'R bénéficie du soutien régulier de la Ville de Paris, de la DRAC ainsi que de la Région Ile-de-France.

Bilan de l'édition 2015

Dates et Lieux

- Résidence de diffusion et d'ateliers du 20 au 24 mai 2015, quartier Curial – Flandres de Paris 19ème puis du 28 au 29 mai à Aubervilliers : cie les Souffleurs Commandos poétiques – création « Les Regardeurs »
- Résidences en février et juin puis diffusion du 21 au 27 septembre 2015, Paris : cie KompleXKapharnaüM – création « Do not clean », autour de la thématique des déchets et des personnes en marge de la société, en partenariat avec le CNAR Le Moulin Fondu
- 4 représentations entre septembre et décembre 2015 du spectacle « Il n'y a plus (de ville) » de la Khta cie, forme courte de 20 minutes pour 3 acteurs et 3 smartphones jouée une fois par mois dans des lieux insolites à Paris et Bagnolet en partenariat avec Le Montfort,
- Résidences à Paris et à Buc de la compagnie Tangible avec le projet autour de la Bièvre, en partenariat avec l'association des Ricochets sur les pavés.

Soit 27 représentations.

Actions culturelles menées auprès des publics

Les Souffleurs ont mené plusieurs ateliers d'écriture avec les habitants et les associations du quartier Curial – Flandres (3 journées). De nombreuses rencontres avec le tissu associatif du 19ème arrondissement ont eu lieu.

Le spectacle de KompleXKapharnaüM a associé plusieurs agents des services de propreté de la Ville de Paris.

Public : 6200 spectateurs

Projet pour l'édition 2016

Dates*:* de janvier à novembre 2016

Lieux *:* Paris, Buc, Nanterre, Bagnolet, et Seine-Saint-Denis

Programmation prévue

- Poursuite de la diffusion dans des lieux insolites de « Il n'y a plus (de ville) » par la Ktha Compagnie

8 représentations 1 fois par mois jusqu'en juillet 2016, dans un lieu différent à chaque fois (Nanterre, Bagnolet, Paris), en collaboration avec Le Monfort (Paris 15e).

Résidence de diffusion de janvier à juillet 2016

- La Compagnie Tangible avec le projet « Diptyque Résurgences I & II» : projet mené autour de la Bièvre en partenariat avec Des Ricochets sur les pavés (Val-de-Marne). Il sera question de mettre en scène deux parcelles de la Bièvre par une écriture chorégraphique inspirée des lieux. Les espaces traversés seront également ponctués par des installations plastiques conçues en écho avec le paysage, l'histoire locale.

6 résidences de création entre février et septembre à Paris et Buc et diffusion les 17, 18 et 19 juin 2016 à Paris & les 9,10 et 11 septembre 2016 à Buc

- Le collectif du Bonheur Intérieur Brut avec « Ticket », projet de documentaire-fiction sur l'immigration clandestine. Accompagnement dans le cadre de la diffusion pendant 1 mois du spectacle à la Cité Nationale de l'histoire de l'immigration.

Résidence de diffusion du 15 avril au 21 mai avril à Paris 12e.

- Le Phun avec « Palissade(s) » : projet mené en partenariat avec le Moulin Fondu – CNAR Ile-de-France, sur le thème du devenir urbain avec l'ambition de susciter la curiosité des passants, les amenant ainsi à franchir la frontière des Palissades.

Résidence de création et de diffusion de 8 jours en octobre 2016 à Paris.

Actions culturelles prévues auprès des publics

- Ateliers avec les habitants avec la compagnie Tangible

- Travail in situ avec les habitants et les passants de la compagnie Le Phun : les habitants et les passants sont partie prenante du spectacle, ils sont invités à pénétrer dans les palissades, à s'interroger sur l'état actuel de l'urbanisme et à réfléchir sur l'évolution des villes et des habitats.

Budget du projet 2016 (HT)

CHARGES	Budget prévisionnel 2016
ACHATS	**HT**
Le Phun | Palissade(s)	25 000,00 €
Tangible | Projet Bièvre	6 000,00 €
Ktha | Il n'y a plus	2 000,00 €
Bonheur Intérieur Brut | Ticket	3 000,00 €
SOUS-TOTAL	**36 000,00 €**
SERVICES EXTERIEURS	
Location de matériel	4 500,00 €
Location de véhicules	1 800,00 €
Gardiennage	4 000,00 €
Eléctricté	1 500,00 €
Catering	4 150,00 €
Régie	2 500,00 €
SOUS-TOTAL	**18 450,00 €**
AUTRES SERVICES EXTERIEURS	
Honoraires administratifs	2 978,00 €
Communication / relations publiques	2 000,00 €
Site internet	800,00 €
Fourniture d'entretien et petit équipement	2 200,00 €
Frais de Fonctionnement	2 870,00 €
Déplacements, missions, réceptions	1 000,00 €
Accueil compagnies/ Hébergement	4 360,00 €
Transport compagnies	3 600,00 €
Services bancaires et assimilés	570,00 €
Travaux photos/ Vidéo	1 000,00 €
SOUS-TOTAL	**21 378,00 €**
ASSURANCES	1 200,00 €
SOUS-TOTAL	**1 200,00 €**
CHARGES DE PERSONNEL	
Directrice de production	11 400,00 €
Directeur technique et régisseurs	7 828,00 €
Assistante de production	6 098,00 €
Assistante communication et production	2 850,00 €
Charges sociales	29 176,00 €
SOUS-TOTAL	**57 352,00 €**
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	
SACD + droits divers	4 620,00 €
SOUS-TOTAL	**4 620,00 €**

TOTAL DES CHARGES	**139 000,00 €**

PRODUITS		
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		
Co production CNAR Moulin Fondu Le Phun		4 000,00 €
a) Collectivités territoriales		
- Ville de Paris - DAC		70 000,00 €
DRAC Ile de France	Aide à la résidence	35 000,00 €
Région Ile de France	Aide aux manifestations	30 000,00 €
	SOUS-TOTAL	**139 000,00 €**
TOTAL PRODUITS		**139 000,00 €**

Détail du calcul de la subvention :
La Région intervient à hauteur de 17 400 € sur une base subventionnable de 126 400€ correspondant au budget global déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandée et le montant proposé.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 960,00 €
2016	10 440,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	20 000,00 €
2013	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	17 400,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	17 400,00 €
	Montant total	69 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009829

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : NADJASTREAM (FESTIVAL LES ARENES – RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	37 000,00 €	13,51 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NADJASTREAM
Adresse administrative : 79 QUAI PANHARD ET LEVASSOR
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame EMILIE SITRUK

Date de publication au JO : 21 avril 2007

N° SIRET : 50510599900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 19 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui

Critères d'intervention

Solidité professionnelle	La structure est une association récente de taille modeste.
Attractivité et territoire	Le festival propose sa deuxième édition en 2016 et rayonne localement à Paris dans le cinquième arrondissement. La deuxième édition s'élargit au 13ème arrondissement.
Dimension artistique	La manifestation propose une programmation pluridisciplinaire sur le thème des arts et de la politique associée à des débats et des ateliers.
Public et accessiblité	Le projet se tient fin août début septembre et implique dans son organisation de jeunes adultes (étudiants et lycéens bénévoles). La deuxième édition propose des ateliers pour les publics dits « empêchés ».

Présentation de la structure

L'association Nadjastream a été créée en 2007 afin de développer, promouvoir, et distribuer des œuvres relevant du spectacle vivant, aller à la rencontre des publics, et conduire des débats artistiques. Nadjastream a mis en place la première édition du Festival Les Arènes à l'été 2015.

Présentation de la manifestation

Le Festival Les Arènes a présenté sa première édition en 2015. Il s'agit d'un projet mêlant l'art et le politique visant à s'interroger : « dans quelle mesure les arts peuvent redonner sens au politique, et comment le politique peut conduire à revitaliser le monde des arts ? » Le Festival Les Arènes propose de mettre en résonnance la parole artistique et la parole politique des citoyens, via une expérience sensible de l'une et de l'autre qui favorise l'engagement dans la cité. Le festival fonctionne avec un comité des jeunes bénévoles, de 18 à 30 ans. Ils participent aux prises de décisions en amont du festival.
Le Festival Les Arènes est pensé comme un espace de prise de parole, de dialogue, et de débats autour des arts, des sciences sociales et du politique. Il est animé par des jeunes adultes, l'objectif étant qu'ils se forment et qu'ils puissent initier une réflexion politique de citoyenneté : apprendre à penser le monde et la société, apprendre à prendre parti sur ses fondements.

Bilan de l'édition 2015

Date : samedi 29 août 2015
Lieu : les Arènes de Lutèce dans le 5ème arrondissement de Paris
Tarifs pratiqués : gratuité

Programmation
La journée s'est divisée en trois temps. Les ateliers artistiques du matin correspondaient aux actions culturelles menées auprès des publics, avec par exemple de l'écriture gesticulée, de l'improvisation ou un exercice de démocratie participative.
Les débats de l'après-midi convoquaient des metteurs en scènes, des philosophes, des hommes politiques ou encore des journalistes sur les problématiques suivantes : « qu'est-ce qu'être artiste dans notre société ? » et « les artistes ont-ils renoncé à investir le champ du politique ? » tout en étant agrémentés d'intermèdes chantés par Aline César.
Les spectacles du soir présentaient une lecture de Florient Azoulay, un concert de jazz manouche, le spectacle « Marguerite et moi » de Fatima Soualhia-Manet et Christophe Casamance et des projections cinématographiques sur les thématiques de la manifestation.

Chiffres récapitulatifs	**Dernière édition**
Nombre d'artistes ou équipes artistiques accueillis *Dont artistes émergents*	17 15
Nombre de spectacles/concerts diffusés *Dont Nombre de créations*	4 spectacles *Dont 3 créations*
Nombre de représentations/diffusions	4 représentations
Nombre de spectateurs	1 200

Actions culturelles menées auprès des publics
- Un atelier d'écriture gesticulée avec May Bouhada
- Un atelier jeu « Art & Politique », jeu de société participatif sur le rôle de l'artiste dans la société, avec Jenny Laurio Mariani
- Un atelier « Démocratie participative » avec Track.tl ;
- Un atelier d'improvisation avec Alice de La Baume et Pauline Coverlake ;
- Un atelier de réalisation d'une œuvre plastique avec de l'artiste plasticienne Roxane Stroobant dans le cadre du projet « Les P'tits Bouts de Paris » pour Street Poppies à destination d'enfants âgés de 4 à 8 ans ;
- Un atelier « Disco Soupe ».

Un partenariat avec le lycée technique Paul Poiret a été mis en place. 5 lycéens ont pu participer à la manifestation.

Projet pour l'édition 2016

Dates : du 2 au 4 septembre 2016
Lieux : Arènes de Paris (5ème arrondissement) et la péniche Petit Bain
Tarifs pratiqués : gratuité sur les évènements de la journée et les spectacles pourront donner lieu à une billetterie prévoyant un tarif entre 5 et 10€.

Programmation prévue :
L'édition 2016 s'articulera autour du thème « l'art et la culture : un bien commun ? ». Il s'étendra sur 3 jours et conservera son format de l'édition précédente, à savoir des ateliers d'actions culturelles le matin, des débats l'après-midi ainsi que des spectacles et concerts le soir. On comptera 6 spectacles, dont 2 créations. Parmi les 6 équipes artistiques impliquées, 2 peuvent être considérées comme émergentes.
Les spectacles annoncés sont :

- « Une longue peine » de la compagnie des hommes (artistes confirmés et amateurs)
- « Ce qui m'est dû » d'Héloïse Desfarges et Antoine Raimondi (artistes danseurs et circassiens émergents)
- « Untitled I will be there when you die » d'Alessandro Sciarroni
- Un concert de jazz manouche (création) de Moïra Boatz, Sébastien Giniaux, Adrien Moignard et Rémi Crambes
- Un concert de fusion flamenco lyrique (création) de Daphné Souvatzi et François Aria (artistes émergents)
- Un documentaire « Les messagers » d'Hélène Crouzillat et Laetitia Tura

Actions culturelles prévues auprès des publics
Cette nouvelle édition souhaite développer des actions culturelles auprès des publics dits « empêchés », et ce hors du temps du festival. Cette démarche permettra de s'ancrer sur le territoire francilien et de décentrer le festival. Le festival a participé le 2 avril 2016 à « la nuit des débats » afin de co-construire avec le public les débats qui auront lieu pour les Nuits des Arènes. Les ateliers qui seront proposés seront similaires à ceux de l'édition précédente avec une nouveauté : l'atelier musical de la Lutherie Urbaine.
Le festival envisage de renouveler l'expérience de partenariat avec les lycées Jean Lurçat, Fénélon, Monge, Henri IV ou encore Louis-le-Grand.

Budget prévisionnel de l'édition 2016

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	**14 100 €**	**SUBVENTIONS ETAT**		**7 000 €**
Achats de spectacles	**8 000 €**	*Réserve Parlementaire*	■ A ☐ S	**7 000 €**
Droits d'auteur	**350 €**			
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales)	**2 500 €**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**19 500 €**
Transport, hébergement, restauration	**1 250 €**	**Région Ile-de-France**		**8 000 €**
Autres (ateliers, débats, documentation)	**2 000 €**	**Arcadi**	☐ A ■ S	**10 000 €**
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	**16 700 €**	**Départements** (préciser lesquels)	☐ A ☐ S	
Salaires techniciens	**2 500 €**	**Communes** (Ville de Paris)	☐ A ■ S	**1 500 €**
Charges sociales	**300 €**		☐ A ☐ S	
Transport, hébergement, restauration	**400 €**		☐ A ☐ S	
Location (salle, matériels…)	**2 000 €**		☐ A ☐ S	
Achats (prestation technique)	**8 000 €**	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	☐ A ☐ S	**0 €**
Assurance	**1 000 €**	Préciser	☐ A ☐ S	
Sécurité	**2 000 €**			
Autres (bar)	**500 €**	**AUTRES FINANCEMENTS**	■ A ☐ S	**7 500 €**
COMMUNICATION	**6 500 €**	Fonds de soutien (Préciser : CNV…)	☐ A ☐ S	
Conception impression	**2 000 €**	Mécénats sponsoring (partenariat)	■ A ☐ S	**6 000 €**
Prestations (attachée de presse)	**3 000 €**	ASP (Emplois aidés)	■ A ☐ S	**1 500 €**

Autres (goodies, affichage, internet)	**1 500 €**	**RECETTES PROPRES**		**6 000 €**
COUTS DE STRUCTURE	**2 700 €**	Billetterie/Bar		**2 000 €**
Fournitures administratives	**200 €**	Location salle		
Personnel permanent (Salaires + charges sociales)	**0 €**	Coproduction (hors apports en nature)		
Autres (service civique, honoraire comptable, téléphone)	**2 500 €**	Autres (crowd funding) :		**4 000 €**
TOTAL CHARGES (1)	**40 000 €**	**TOTAL PRODUITS (1)**	**€**	**40 000 €**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 37 000€ et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart de 3000 euros entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011792

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : JEUNES TALENTS CIRQUE (CIRCUSNEXT - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	350 197,00 €	6,42 %	22 500,00 €
		Montant Total de la subvention	22 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JEUNES TALENTS CIRQUE
Adresse administrative : 211 AV JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHANTAL LAMARRE, Présidente

Date de publication au JO : 9 novembre 2013

N° SIRET : 49538781300027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 21 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Description :

Critères

Solidité professionnelle	Initiée à l'occasion de l'année des arts du cirque en 2001/2002 par le Ministère de la culture, l'opération est portée depuis 2007 par l'association Jeunes Talents Cirque Europe, exclusivement dédiée à la production et l'organisation de l'opération. Le projet regroupe 9 co-organisateurs représentants 6 pays et une trentaine de partenaires européens.
Attractivité et territoire	CircusNext rayonne au niveau européen depuis 2009 et regroupe des partenaires franciliens, nationaux et européens. Circus Next est membre du réseau européen Circostrada.

Dimension artistique	CircusNext contribue à l'émergence de jeunes artistes auteurs circassiens dont certains sont aujourd'hui renommés au plan national et international (Camille Boitel, le baro d'Evel, Ludor Citrik, Boris Gibé, la compagnie un loup pour l'homme…). Le processus de sélection par un jury de professionnels des arts du cirque, après appel à projets, présélection, accompagnement et accueil en résidence et présentations publiques, garantit la qualité artistique des projets lauréats.
Public et accessibilité	Les compagnies lauréates présentent un extrait abouti de leur future création lors de trois soirées au Théâtre de la Cité Internationale à Paris. Ces présentations réunissent un large public de professionnels (une centaine) ainsi que du grand public. Elle rassemble environ 1000 spectateurs (100% de remplissage). Les tarifs sont attractifs, 11 € pour 3 à 4 représentations et 8,5 € pour les étudiants d'écoles de cirque et résidents de la Cité internationale.

Présentation de la manifestation
L'opération CircusNext vise à repérer de jeunes artistes auteurs de cirque contemporain et à accompagner leur émergence. Elle comprend plusieurs volets : appel à projets, sélection, résidences et bourses de création, accompagnement des artistes, présentations publiques. Ce dispositif a été mené pour la première fois en 2001/2002 à l'initiative du Ministère français de la Culture et de la Communication. Reconduit en 2004 puis en 2006 et 2008 en s'ouvrant aux pays européens, Jeunes Talents Cirque Europe s'oriente aujourd'hui vers une véritable dimension européenne.
Née du constat que les jeunes artistes et compagnies rencontrent de vraies difficultés dans leur démarche créative, cette opération est destinée à repérer et à permettre l'émergence de ces jeunes créateurs et à favoriser l'éclosion d'écritures nouvelles dans le domaine des arts du cirque. Considérée comme une des plus importantes opérations de soutien aux jeunes auteurs et créateurs de ce secteur, CircusNext affirme son objectif d'accompagnement et d'aide à la création et à la diffusion.

Bilan édition 2015-2016

Dates : Saison 2015/2016 (du 1er janvier 2015 à juin 2016).

Lieux : Pour l'ensemble du projet (édition 2015-2016)
Appel à projet : Europe
Réunion du jury européen pour la présélection et rencontre professionnels / artistes / publics : La Villette (Paris)
Résidences de pré-sélection : Europe (résidences prises en charges par les différents partenaires)
Semaine de sélection : Neerpelt (Belgique)
Résidences et présentations publiques de travaux en cours des artistes lauréats (prises en charges par les différents partenaires) : Europe
Résidences de lauréats prises en charges par JTCE : Espace Périphérique La Villette (Paris) + mentoring en Europe
Réunions de la plateforme CircusNext : La Villette (Paris)
Présentations publiques des lauréats : Théâtre de la Cité internationale (Paris)

Tarifs pratiqués :
Pour les spectateurs des présentations publiques au Théâtre de la Cité Internationale : 11 € et 8,50 € pour les étudiants des écoles de cirque et les résidents de la cité.

Programmation : Les artistes candidats à CircusNext sur la saison 2015/2016 sont tous des auteurs émergents dans le domaine du cirque contemporain. Sur les 119 candidatures reçues, le jury a présélectionné 15 projets prometteurs au regard de quatre critères : la singularité des propositions, la

cohérence et la pertinence, la qualité du jeu et l'excellence artistique et la capacité des auteurs à mener le projet à bien.
Les 15 équipes présélectionnées ont ensuite été accueillies en résidence afin de préparer au mieux leur maquette de présentation. En Ile-de-France, le Théâtre de l'Agora, scène nationale d'Evry (91), le Montfort (Paris), et l'espace périphérique (Paris) ont accueillies des équipes pour plusieurs semaines de résidence.
A l'issue de la semaine de présélection, le jury a retenu 7 projets lauréats : deux équipes artistiques belges et 5 françaises : le circus Katoen, n/a, La migration, Two, Motchok, la compagnie du chaos et le Galactik Ensemble. Les 7 équipes lauréates ont ainsi bénéficié d'une bourse d'écriture, de résidences de création et d'un accompagnement personnalisé.
Les 2, 3 et 4 juin 2016, les compagnies ont présenté un extrait abouti de 20 à 30 minutes de leur future création au Théâtre de la Cité Internationale.

Chiffres récapitulatifs	**Dernière édition**
Nombre d'artistes ou équipes artistiques accueillis *Dont artistes émergents*	15 équipes artistiques émergentes pour les résidences de pré-sélection et la semaine de sélection 7 équipes artistiques émergentes pour les résidences de lauréats et les présentations publiques
Nombre de spectacles/concerts diffusés *Dont Nombre de créations*	Semaine de sélection : 15 maquettes Présentations publiques au TCI : 7 travaux en cours de créations
Nombre de représentations/diffusions	29
Nombre de spectateurs	1000

Projet pour 2016-2017

Dates : Saison 2016/2017

Lieux : Pour l'ensemble du projet : Paris, Île de France, Europe
En particulier en Île-de-France :
Conférence européenne Think Circus! : La Villette (Paris)
Diffusion « Les Inédits de CircusNext » : La Marbrerie (Montreuil), Espace Périphérique / La Villette (Paris), La Ferme du Buisson (Noisiel), Théâtre de l'Agora – Scène nationale de l'Essonne (Evry), Théâtre Firmin-Gémier La Piscine (Anthony), Mains d'Œuvres (Saint Ouen), Fête du Chapiteau bleu – Théâtre Louis Aragon (Tremblay-en-France).
En cours de sollicitation : Cirqu'Evolution (Val d'Oise), L'Avant-Scène (Colombes), Théâtre de la Cité internationale (Paris), Le Monfort – Paris Quartier d'été (Paris)
Diffusion des lauréats toutes promotions confondues dans les saisons et festivals des différents partenaires : en France et en Europe

Programmation prévue :
En 2016-2017, s'inscrivant dans le projet pluriannuel CircusNext 2013-2017, CircusNext organisera une « saison européenne des arts du cirque » afin de promouvoir les créations et atteindre des publics diversifiés, particulièrement les territoires où les arts du cirque sont peu développés. Les créations finalisées des équipes artistiques lauréates (8 promotions) seront diffusées sur tout le territoire européen par les lieux et opérateurs partenaires
Jeune Talents Cirque Europe et ses partenaires franciliens organiseront un évènement en mai-juin 2017, « Les Inédits de CircusNext »sur la base de commandes faites à 3 ou 4 lauréats pour des créations de petites formes in situ et inédites en solo, duo ou trio formés pour l'occasion. Des propositions artistiques d'une haute exigence artistique, pensées pour les publics locaux au sein de parcours, représentant diverses disciplines artistiques.
Une conférence européenne sera organisée à Paris au printemps 2017 à La Villette et réunira des

opérateurs culturels, sociologues, philosophes, critiques, architectes, urbanistes… autour de la notion de cirque européen.

Budget du projet 2016 (TTC)

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	S sollicité A acquis	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	**159 943 €**	**SUBVENTIONS ETAT**		**89 854 €**
Achats de spectacles	78 600	*MCC - DGCA*	□A ☐ S	89 854
Droits d'auteur	17 390			
Rémunération des artistes (salaires et charges sociales)	6 300	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**		**69 050 €**
Transport, hébergement, restauration	57 653	**Région Ile-de-France**		
Autres (préciser)		Culture	☐ A □ S	22 500
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	**103 612 €**	Affaires européennes	☐ A □ S	9 800
Salaires techniciens	46 216	**Départements** (préciser lesquels)	☐ A ☐ S	
Charges sociales	13 308	**Communes** (préciser lesquelles)	☐ A ☐ S	
Transport, hébergement, restauration	32 088	Paris	☐ A □ S	36 750
Location (salle, matériels…)	12 000	**SUBVENTIONS EUROPEENNES**	☐ A ☐ S	**142 292 €**
Achats (préciser)		Programme Culture	□ A ☐ S	142 292
Assurance		**AUTRES FINANCEMENTS**	☐ A ☐ S	**58 802 €**
Sécurité		Fonds de soutien (Préciser : CNV…) : SACD	☐ A □ S	14 700
Autres (préciser)		Mécénats sponsoring (préciser)	☐ A ☐ S	
COMMUNICATION	**14 129 €**	ASP (Emplois aidés)	□ A ☐ S	16 959
Conception impression	3 544	Ambassades	☐ A □ S	1 150
Prestations (préciser)	8 461	Financements co-organisateurs	□ A ☐ S	25 993
Autres (préciser)	2 124	**RECETTES PROPRES**		**€**
COUTS DE STRUCTURE	**82 313 €**	Billetterie		
Fournitures administratives	4 784	Location salle		
Personnel permanent (Salaires + charges sociales)	58 588	Coproduction (hors apports en nature)		
Autres (préciser)	18 941	Autres (préciser) :		
TOTAL CHARGES (1)	**359 997 €**	**TOTAL PRODUITS (1)**	**€**	**359 997 €**

CONTRIBUTIONS EN NATURE OU EN INDUSTRIE (VALORISATIONS)

Ces dépenses ne sont pas prises en compte dans le calcul de la subvention ni dans la réalisation du projet

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	**€ TTC**	**VALORISATIONS FINANCIERES DE CES APPORTS EN NATURE OU EN INDUSTRIE**	**€ TTC**
Personnel, bénévolat		Apport Financeur (financeur et nature)	
Publicité, média, autres (préciser) : mise à disposition de locaux	9 840	Apport Financeur (financeur et nature) : mise à disposition de locaux	9 840
TOTAL CONTRIBUTIONS (2)	**9 840 €**	**TOTAL CONTRIBUTIONS (2)**	**9 840 €**

Détail du calcul de la subvention :
La Région intervient à hauteur de 22 500 € sur une base subventionnable de 350 197 € correspondant au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'aide actions européennes.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiare de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	**Montant**
2016	9 000,00 €
2017	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	**Dispositif d'aide**	**Montant voté**
2013	Actions européennes	20 000,00 €
2013	Aides aux manifestations culturelles	22 500,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	22 500,00 €
2015	Actions européennes	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	22 500,00 €
	Montant total	107 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011488

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SPAT SONORE (PROJET "SPAT'SONORE INSPIRE" - NOUVELLE DEMANDE 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	56 529,00 €	15,92 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPAT SONORE
Adresse administrative : 145 AVENUE DE LA DHUYS
93170 BAGNOLET
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MARIE BOUVIER, Présidente

N° SIRET : 53192055100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 31 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention :

Solidité professionnelle	Créé en 2011 par Nicolas Chedmail, ce collectif se développe à l'échelle nationale voir internationale. Il est soutenu par la Drac depuis 2013, et ses créations ont été soutenues par l'Adami et la Spedidam. Les subventions publiques représentent 78% du budget de la structure en 2015 et 49.3% du budget prévisionnel 2016.
Attractivité et territoire	Il s'agit de soutenir l'émergence du groupe francilien de musique contemporaine «spat sonore » sur sa tournée en Ile de France et en France.
Dimension artistique	L'innovation artistique de cette formation est à la fois dans la création d'instruments acoustiques spécialement créés pour ce projet musical « Les spat » sur de nouvelles sonorités et compositions de musique contemporaine. Leurs premières créations datent de 2012.
Public et accessibilité	Les actions de sensibilisation touchent principalement les jeunes.

Présentation du projet
Après avoir été accueilli pour plusieurs résidences de création et tissé des relations pérennes avec la Lutherie Urbaine à Bagnolet, l'Atelier du Plateau et le label Umlaüt Records, le groupe a pu mener plusieurs tournées et ainsi étoffer son réseau de diffusion au niveau régional et national dans une pluralité

de lieux : centres culturels, salles de concerts, théâtres et festivals.

Présentation du groupe
Sous la création de Nicolas Chedmail, la formation n'a cessé de s'étoffer et comprend désormais une quinzaine d'artistes. Suite à une nouvelle création en 2014, une écriture collective s'est poursuivie en 2015 avec un chanteur français des années 93, mélant chant blues et sonorités musicales des pièces musicales écrites par Karl Naegelen et Frédéric Pattar.

Bilan 2014
Avec le soutien de la Région Ile de France, sur à l'aide à projet musiques actuelles, la formation a tourné avec un autre répertoire sur 10 dates du 16 juin au 31 décembre 2014 : dans des festivals et lieux culturels au Havre, à Paris, au Festival Extra-Large de Metz, à Montbard ainsi qu'à l'étranger. Cette tournée a permis de développer le public notamment de sensibiliser le jeune public à ces musiques. Des ateliers culturels ont été proposés.

Projet 2016/2017
Ce projet a pour objet de faire connaitre cette nouvelle création auprès d'un large public dont les professionnels. Une première tournée est prévue du 10 septembre 2016 au 25 juin 2017 sur 13 dates :

- A Paris : Eglise Saint-Merry, IRCAM, Umläut Records, La Gare, Conservatoire Georges Bizet
- En Ile-de-France : la Manufacture des œillets à Ivry (94), File 7 – Scène de musiques actuelles à Magny-le-Hongre (77), Conservatoire d'Aubervilliers (93),
- En France : La Scène Nationale d'Orléans (45), Bord de Mhère-saison musicale à Mhère (58), Festival Sons d'Automne au Conservatoire d'Annecy (74), Festival Noise à Toulouse (31), Why not / Ici l'Onde - département musique du Centre d'art Le Consortium à Dijon (21), Conservatoire de Chalon-sur-Saône (71), conservatoire de Chambéry (73).

En 2017, cette tournée devrait donner lieu à un enregistrement à la Maison de la Radio.

Des initiations à la pratique musicale seront organisées au moyen de partitions défilantes conçues par le collectif pour jouer avec les instruments du Spat. Des classes des conservatoires Georges Bizet de Paris, d'Annecy et de Chambéry y participeront.

Intérêt régional : la structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire dans le cadre de la subvention.

Détail du calcul de la subvention : La base subventionnable comprend les dépenses du budget prévisionnel déduction faite des frais bancaires et du différentiel entre le montant de la subvention demandée et proposée.

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	6 000,00 €
	Montant total	6 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	***22409***	**Aide projet Musiques actuelles Région Ile de France**	13 000
Hébergement, transport, restauration	5 177	DRAC Attribué	15 000
Salaires et charges des artistes	14 232	Commune de Paris EC	2 500
rémunération intermédiaire et honoraires	3 000	Commune de Bagnolet EC	2 500
DEPENSES TECHNIQUES/LOGISTIQUES /SECURITE	***17 887***	ASP (emplois aidés) Attribué	2 011
Locations (salles, matériels…)	700	Spedidam	2 000
Achats (informatique, bureautique, instrument)	12087	Adami	2 000
Autres dépenses à préciser : entretien, réparation	5100	contrat de cession	21 868
COUTS DE STRUCTURE	***20583***		
Administration- Production	13912		
Chargé de diffusion-communication	5621		
Autres charges de personnel	700		
frais bancaires, assurance	350		
TOTAL DEPENSES	**60879**	**TOTAL RECETTES**	**60879**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011490

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION BELMACHINE (PROJET "RISE PEOPLE, RISE" - NOUVELLE DEMANDE 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	23 906,00 €	29,28 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION BELMACHINE
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT
75011 PARIS

Représentant : Madame LUCIE GUARDOS, Présidente

N° SIRET : 79435682400027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 31 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale:

Solidité professionnelle	Cette structure de production associative a été créée en 2013, afin de développer la création et la diffusion d'artistes et groupes franciliens émergents. Elle a établi de nombreux partenariats avec les lieux et réseaux culturels franciliens. Ses comptes 2015 sont équilibrés, les dépenses artistiques représentent 85% du budget du projet avec 61.4% de recettes privées attendues (dont 30.4% de billetterie et cessions). La ville de Bagnolet et plusieurs salles contribuent au projet avec un apport en valorisation d'équipe technique, salle, ou communication.
Attractivité et territoire	La tournée se déroulera principalement en Ile-de-France.
Dimension artistique	Il s'agit de valoriser la mobilité du groupe émergent francilien Rise people Rise issu de tremplin de découverte musicale. Ce groupe est en plein développement.
Public et accessibilité	Des ateliers de pratique musicales seront menés avec de jeunes musiciens notamment dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville afin qu'ils découvrent le processus de création.

Présentation du projet
« Rise People, Rise » est un groupe de rock indépendant parisien fondé en 2011 et composé de Lucas de Geyter (Batterie-chant), Johan Toulgoat (guitare) et Jérôme Baudoin (basse). Finaliste d''un tremplin musical francilien en 2011, il a ensuite joué dans plusieurs salles franciliennes puis, en France, et à l'étranger (le Rock Classic à Bruxelles, le LBB à Maastricht, etc.).

Cette tournée vise à développer la carrière du groupe émergent « Rise People, Rise » en favorisant sa mobilité et sa visibilité auprès du public comme des professionnels. De plus, ce projet permettra une exploitation longue durée du spectacle en appui à la sortie des 3 EP dès septembre. Ces disques sont autoproduits et soutenus par le label participatif Microcultures. Il s'agit d'ouvrir le public à des œuvres littéraires par le biais de la musique en lien avec les compositions musicales.

Projet 2016
La tournée du groupe se déroulera sur 17 dates du 3 octobre 2016 au 28 février 2017 dans plusieurs salles : 8 dates au Triton, Les Lilas (93) ; 8 dates à la Salle des Malassis, Bagnolet (93) ; 1 date au Cirque Electrique à Paris (75) ; 1 date au Centre Culturel FGO Barbara à Paris (75) ; 1 date à l'Atelier Culture à Dunkerque (59) ; 1 date au Canal 93 à Bobigny (93) et 1 date au Café culturel l'Obohem à Toulouse.

Deux types de concerts sont proposés une forme simple et une forme incluant des comédiens déclamant des textes de Victor Hugo, Baudelaire et Léon Bloy. Des répétitions sont prévues à la salle de spectacles des Malassis à Bagnolet du 3 au 5 octobre 2016 et du 17 au 19 octobre 2016 au Triton.

Le plan de communication sera soutenu par la ville de Bagnolet pour l'impression des flyers et affiches et le web média « Là-bas si j'y suis ». Certaines salles mettent à disposition leurs supports de communication, le Triton, le Cirque électrique et la ville de Bagnolet mettent à disposition leurs salles et équipes techniques pour la création et les répétitions.

Des ateliers de création musicale associeront des jeunes élèves des cours musicaux et vocaux de la MJC des Hauts de Belleville sur le temps de création du groupe au Cirque Electrique. Ils bénéficieront d'une journée d'immersion pendant les répétitions au Cirque Electrique et restitueront leur travail pendant le concert.

Intérêt régional : la structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire dans le cadre de la subvention.

Calcul de la subvention régionale : les apports en valorisation ne sont pas inclus dans la base subventionnable et le différentiel de subventionnement régional est déduit.

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €
2017	2 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	**22 022€**	**Aide projet Musiques actuelles Région IDF**	**9 000€**
Hébergement, transport, restauration	550€	Ville de Paris 20 ème arr EC	1 000€
Salaires et charges des artistes	21 472€	Spedidam EC	6 800€
DEPENSES TECHNIQUES/LOGISTIQUES	***2 964***€	Billetterie	3 975€
Salaires et charges techniciens	*2 964*€	Contrats de cessions	3 900€
COMMUNICATION	***750€***	Apport fonds propres	1 231€
Conception impression	750€		
COUTS DE STRUCTURE	***170€***		
Fournitures administratives	*70€*		
La poste	*100€*		
TOTAL DEPENSES	**25 906€**	**TOTAL RECETTES**	**25 906€**

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	€ TTC	APPORT EN NATURE	€ TTC
Personnel, bénévolat, salle	10 230€	Le Triton 5 680 € Ville de Bagnolet 3 750 € Le Cirque Electrique 800 €	10 230€
Communication	22 00€	Ville de Bagnolet : 750 € Le centre Barbara : 200 € L'Obohem : 150 € Canal 93 (150 euros) L'atelier Culture (250 €), Là-bas si j'y suis (700 €)	2 200€
TOTAL CONTRIBUTIONS	**124 30€**	**TOTAL CONTRIBUTIONS**	**12 430€**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011491

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ONZE HEURES ONZE (ONZE HEURES ONZE ORCHESTRA "INSPIRATIONS - NOUVELLE DEMANDE 2016"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	36 500,00 €	19,18 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ONZE HEURES ONZE
Adresse administrative : 101 RUE DE PARIS
77220 TOURNAN-EN-BRIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER POISSON, Président
Date de publication au JO : 12 février 2009
N° SIRET : 52384634300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention :

Solidité professionnelle	Le collectif et label Onze Heures Onze s'est créé en 2011 pour diffuser des musiques originales allant du jazz actuel aux musiques actuelles improvisées et accompagner le développement de groupes émergents sur leurs créations et diffusion. Les subventions publiques représentent 43% des comptes 2015.
Attractivité et territoire	Implanté en Seine-et-Marne, il y organise par ailleurs un festival et développe des partenariats avec un large réseau en Ile-de-France.
Dimension artistique	Le projet de mobilité concerne la formation d'un grand format de jazz, rock et musique contemporaine « Onze Heures Onze Orchestra», suite à une résidence de création dans deux salles de musiques actuelles de Seine-et-Marne : les Cuizines et la Ferme du Buisson.
Public et accessibilité	L'action culturelle est organisée pour des élèves des conservatoires de Chelles et du Val Maubuée sur l'année scolaire.

Présentation du projet
Ce projet se développe alors que la formation émergente « Onze Heures Onze Orchestra » s'élargit à 12 musiciens, tous franciliens. Il s'agit outre la présentation d'un nouveau répertoire, de renforcer la cohésion

et la professionnalisation du groupe.

Présentation du groupe
Alexandre Herer pianiste et directeur du collectif, est à l'initiative du projet, Il a remporté plusieurs prix parmi lesquels, le 1er prix de groupe (trio) au tremplin Jazz à Vannes en 2007, 1er prix du soliste... Il mène également une carrière européenne auprès d'Eric Truffaz, Elisabeth Kontomanou ou encore Dimitri Naïditch. Le groupe est composé de musiciens (un trompettiste, deux saxophonistes alto, un saxophoniste tenor, un saxophoniste, un tromboniste, un vibraphoniste, un batteur, un flutiste et des invités)
La formation a tourné précédemment sous forme de quintet (sortie d'album en 2014 suivie de tournée)

La création s'inspire des œuvres de Steve Reich, Ligeti, Morton Freldman ou encore Albeniz. Le groupe sera en résidence pendant une semaine aux Cuisines (Seine-et-Marne) et en mars 2017 à la Ferme du Buisson.

Tournée 2016 2014
Le Onze Heures Onze Orchestra présentera sa nouvelle création « Inspirations » sur 9 dates du 28 novembre 2016 au 27 novembre 2017 dans plusieurs lieux franciliens et en France.
Le 27 novembre 2016 à la Petite Halle (75),le 2 décembre 2016 au Studio de l'Ermitage (75), le 10 décembre 2016 au Pannonica de Nantes (44), le 27 avril 2017 au Festival de Coutances (50), le 10 mai 2017 au Festival KOA de Montpellier (34), le 4 juin 2017 à la Ferme du Buisson (77), le 8 juillet 2017 à la ferme Electrique (77), le 15 septembre 2017 à l'Ajmi d'Avignon (84) et le 11 novembre 2017 aux Cuisines (77) pour 9 dates.

Un atelier « funk » sera proposé à 25 élèves du conservatoire de Chelles et du Val Maubuée sur 30 heures interventions d'octobre 2016 et mars 2017, avec restitution prévue entre mars et juin 2017.

Intérêt régional : la structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire dans le cadre de la subvention,

Calcul de la subvention : Le différentiel de subventionnement régional est déduit de la base subventionnable.

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	10 000,00 €
2013	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	9 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
	Montant total	31 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	***28500***	**Aide projet Musiques actuelles Région Ile de France**	**13000**
Droits d'auteur	1000	DRAC IDF quote part aide structuration Attribuée	10000
Hébergement, transport, restauration	5000	Département Seine et Marne EC	3500
Salaires et charges des artistes	22500	Commune de Paris (DAC) Attribué	4000
DEPENSES TECHNIQUES/LOGISTIQUES ET SECURITE	***6000***	Contrat de cession	10000
Salaires et charges techniciens	3000	Apport fonds propres	2000
Hébergement, transport, restauration Charges sociales	1000		
Locations (salles, matériels…)	2000		
COMMUNICATION	***4000***		
Conception impression	1500		
Attaché de presse dates de tournées et dates de sorties d'album	2500		
COUTS DE STRUCTURE	***4000***		
Salaire et charges personnel	3500		
Fournitures administratives	500		
TOTAL DEPENSES	**42500**	**TOTAL RECETTES**	**42500**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011492

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CAC GEORGES BRASSENS (PROJET "JAZZ A MANTES" - NOUVELLE DEMANDE 2016"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	36 100,00 €	27,70 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAC GEORGES BRASSENS
Adresse administrative : 18 RUE DE GASSICOURT
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame PASCALE WATRIN, Présidente
Date de publication au JO : 2 août 1951

N° SIRET : 78508829500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention :

Solidité professionnelle	Créé en 1951, le Centre d'Actions Culturelles Georges Brassens est un lieu de pratiques artistiques et de loisirs avec un axe musiques actuelles (label Point Information Musique). Sa nouvelle directrice arrivée en 2015 a redéfini le projet artistique. Les subventions publiques représentent 72% des recettes 2015, la ville de Mantes-la-Jolie est le principal financeur, suivi du département et de la communauté d'agglomération. Les dépenses artistiques représentent 57.7% du projet
Attractivité et territoire	Unique lieu de musiques actuelles du bassin Mantois, il a vocation à rassembler les habitants autour d'une programmation variée.
Dimension artistique	La programmation annuelle compte 120 spectacles de 600 artistes, principalement Pop Rock. Le projet «Jazz à Mantes» s'inscrit dans la nouvelle ligne artistique d'élargissement des esthétiques, des publics, de l'ouverture sur l'international et la découverte d'artistes émergents.
Public et accessibilité	Le lieu compte 9 500 spectateurs annuels avec une politique tarifaire accessible. La forme de spectacle choisie et les actions culturelles visent à toucher un large public sur cette esthétique jazz.

Présentation du projet
Le projet « Jazz à Mantes » est organisé sous forme de cabaret, avec une libre consultation d'ouvrages autour du jazz (en partenariat avec les médiathèques de Mantes-la-Jolie) et des offres de restauration.
Une date est proposée toutes les huit semaines à des artistes émergents et confirmés dont des artistes de rayonnement international. Chaque concert est précédé de restitutions d'ateliers jazz par de jeunes musiciens locaux.

Programmation:
Plusieurs temps forts de découverte d'artistes de jazz seront proposés à partir du 16 octobre 2016 toutes les huit semaines jusqu'au 11 juin 2017.

- 16 octobre 2016: Jazz Cookers Workshop feat Ricky Ford, Maria Popkiewicz, Fred Burgazzi
- 11 décembre 2016 : Uptake
- 19 février 2017 : Ellinoa
- 16 avril 2017 : Dexter Goldberg Trio (à confirmer)
- 11 juin 2017 : Balaphonics

Actions culturelles:
En amont de chaque concert, des masters classes de 2 heures sont proposées aux musiciens amateurs du territoire en partenariat avec le CRD de Mantes, selon les spécialités des artistes. Les actions culturelles porteront sur le saxophone, le trombone, le chant et le piano.

Le tarif plein est fixé à 12€ et 9€ en tarif réduit.

Intérêt régional : la structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire dans le cadre de la subvention.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 36 100€ et correspond au montant des dépenses du budget prévisionnel, déduction faite de la différence entre le montant de la subvention demandé et le montant proposé (-6 000 €).

Localisation géographique : YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	7 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €

2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	17 000,00 €
	Montant total	44 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ HT	RECETTES	ATTRIBUE ATT EN COURS EC	€ HT
DEPENSES ARTISTIQUES	***24 300***	**Aide projet Musiques actuelles Région IDF**	☐ EC	**16 000**
Droits d'auteur	300	Etat : FONJEP	☐ ATT	250
Hébergement, transport, restauration	3 000	Commune de Mantes la Jolie	☐ ATT	20 000
Salaires et charges des artistes	21 000	Communauté Urbaine GPSO	☐ ATT	2 000
DEPENSES TECHNIQUES/LOGISTIQUES ET SECURITE	***4 200***	Sacem et CNV	☐ ATT	1 100
Salaires et charges techniciens	1 600	Billetterie		2 000
Locations salles, matériels/ instruments	1 500	Ventes		750
sécurité	1 100			
COMMUNICATION	***4 000***			
Conception impression	3 000			
Intermédiaires	1 000			
COUTS DE STRUCTURE	***9 600***			
Salaire et charges personnel permanent	6 400			
Fournitures administratives	700			
Frais de structure, assurance, fourniture, etc…	2 500			
TOTAL DEPENSES	**42 100**	**TOTAL RECETTES (1)**		**42 100**

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	€ HT	APPORT EN NATURE	€ HT
Personnel, bénévolat	**800**	bénévoles	**800**
Publicité, média, partenariats	**1 100**	Communication CRD, partenariats média	**1 100**
TOTAL CONTRIBUTIONS	**1 900**	**TOTAL CONTRIBUTIONS**	**1 900**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011600

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MUSIQUES AU COMPTOIR (PROJET "LIBRE COUR ET EMERGENCES")

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	43 528,00 €	34,46 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSIQUES AU COMPTOIR
Adresse administrative : 50 RUE DES MOCARDS
94120 FONTENAY /S BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SOPHIE GASTINE, Présidente

N° SIRET : 44449562600020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 17 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation à dater du dépôt de la demande

Critères d'intervention régionale:

Solidité professionnelle	Ce lieu de musiques actuelles existe depuis 2002 à Fontenay-sous-Bois avec une équipe stable. Les subventions publiques représentent 62.68% du budget 2015 (DRAC, ville de Fontenay-sous-Bois et département du Val-de-Marne). La structure est partenaire du Paris Jazz Club, du Festival d'Ile-de-France, de Jazz en Scène et du Festival Africolor.
Attractivité et territoire	Il contribue par sa programmation à l'attractivité du territoire.
Dimension artistique	Ce lieu de création et de diffusion de musiques jazz dans toutes leurs déclinaisons, a pour vocation de soutenir la jeune création et programme environ 70 concerts par an. L'équipe de Musiques au Comptoir accompagne ses 6 100 spectateurs dans la découverte de divers styles de musique jazz.
Public et accessibilité	Les concerts et actions de sensibilisation touchent une diversité de publics (scolaires, élèves de conservatoire, adultes). La tarification de 11 € est accessible et une vingtaine de concerts sont gratuits.

Présentation du projet
Le projet « Libre cours» consiste à soutenir les nouvelles formes de jazz de musiciens émergents qui se produisent sur 4 à 6 dates dans l'année. Le lieu les accueille pour les répétitions et la création de leur répertoire et parfois jusqu'à la création d'un album.

Bilan 2015
Une première session s'est déroulée en 2015 avec le soutien de la Région Ile de France.
Deux temps forts de valorisation des artistes émergents aux côtés d'artistes représentatifs du jazz actuel ont été organisés, notamment avec Séréna Fisseau, Abbi Patrix, Guillaume de Chassy, Benjamin Moussay, Denis Colin, Abbi Patrix et Camel Zekri.
La Compagnie du Discobole a animé trois conférences sur le jazz et un atelier d'écriture musicale pour les lycéens. Abbi Patrix a ouvert 4 répétitions de concert musical et conte à des publics jeunes et adultes.

Projet 2016
17 dates de temps forts de découverte seront proposées du 27 juin 2016 au 21 juin 2017.
Les artistes confirmés accompagneront des artistes en développement à travailler leur répertoire:

Les artistes confirmés seront : Hubert Dupont, théo Fisher, Or Solomon et Sansévérino, Fabrice Moreau, Yvan Robilliard, Pierre De Trégomain, et Jean-Charles Richard, tous de renommée nationale voire internationale. Ces derniers les conduiront à travailler de nouvelles facettes de leur répertoire dans le cadre de « libre cours ».

Les artistes émergents, Théo Girard, Macha Gharibian, Alexandra Grimal et Antoine Berjeaut, sont accompagnés sur toute la création, la diffusion et la structuration professionnelle.

Actions culturelles :
- conférence atelier autour du Maloya et des textes d'Alain Peters
- des rencontres avec les artistes
- 5 concerts gratuits dans la ville et 3 open mic
- 2 répétitions publiques destinées aux élèves des Conservatoires de Fontenay-sous-Bois et de Montreuil-sous-Bois, aux classes Sham du collège Joliot Curie, du lycée Pablo Picasso, à l'EPADH de Fontenay-sous-Bois et de Montreuil-sous-Bois et au tout public.
-

Les sessions Rap Jam inviteront des jeunes à une expression libre, accompagnés par des artistes jazz confirmés.

Intérêt régional : la structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire dans le cadre de la subvention.

Calcul de la base subventionnable : elle inclut les dépenses artistiques moins le différentiel de subventionnement régional.

Localisation géographique : FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT 2016

DEPENSES	€ HT	RECETTES	ATTRIBUE ATT EN COURS EC	€ HT
DEPENSES ARTISTIQUES	**58 528.00**	**Aide projet Musiques actuelles Région IDF**		**21 000.00**
Achats de spectacles	2 407,79	DRAC Ile de France	☐ ATT × EC	13 875.00
Droits d'auteur	1 759,87	Département : CG Val de Marne	× ATT ☐ EC	3 625.00
Hébergement, transport, restauration	3 355.80	Commune de Fontenay sous-bois	× ATT ☐ EC	2 499.00
Salaires et charges des artistes	50 663.32	Etat- réserve Parlementaire	× ATT ☐ EC	375.00
taxe CNV	341.22	ASP (emplois aidés)	× ATT ☐ EC	2 578.78
DEPENSES TECHNIQUES/LOGISTIQUES ET SECURITE	**9 914.82**	SPEDIDAM, SACEM	× ATT ☐ EC	2 500.00
Salaires et charges techniciens	8 223.68	CNV	☐ ATT × EC	19 122.86
Achats (son, lumière et petit matériel …)	1 582.44	Bourse FACE	☐ ATT x EC	3 500.00
Prestations instruments	108.70	Billetterie	☐ ATT × EC	10 445.64
COMMUNICATION	**3 344.11**	Bar	☐ ATT x EC	10 450.00
Conception impression	221.00	Autres recettes	x ATT ☐ EC	78.75
affichage, attachée de presse	3 123.11			
COUTS DE STRUCTURE	**10 940.26**			
Salaire et charges personnel permanent	7 269.34			
Fournitures administratives	318.75			
honoraires administratifs, entretien, assurances, frais postaux…	3 352.17			
Achats et service bar	7 322.84			
TOTAL DEPENSES	**90 050.03**	**TOTAL RECETTES**		**90 050.03**

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	€ HT	APPORT EN NATURE	€ HT
Personnel, bénévolat	10 616.97	Bénévoles	10 616.90
Mise à disposition du lieu, énergies, mobilier…	7 195.05	Ville de Fontenay-Sous-Bois	8 653.94
supports de communication et services	1 458.82		
TOTAL CONTRIBUTIONS	**19 270.84**	**TOTAL CONTRIBUTIONS**	**19 270.84**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007000

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION SONS D'HIVER (FESTIVAL SONS D'HIVER - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	509 000,00 €	18,66 %	95 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SONS D'HIVER
Adresse administrative : DOMAINE CHERIOUX
94407 VITRY S/SEINE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Monica GUILLOUET-GELYS, Présidente
Date de publication au JO : 6 mai 1992

N° SIRET : 38392442000011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 7 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du festival à dater du dépôt de la demande, le 7 avril 2016.

Critères d'intervention régionale :

Solidité professionnelle	Ce festival est dirigé par une équipe stable et bénéficie d'une notoriété établie depuis 25 ans avec des partenariats pérennes des collectivités locales et de l'Etat, à hauteur de 66% de son budget (principalement le conseil départemental du Val-de-Marne), la billetterie et la coproduction avoisinent les 30%.
Attractivité et territoire	Le festival irrigue une douzaine de villes du Val de Marne et Paris, avec un partenariat fort avec ces territoires. La prochaine édition célébrera les 100 ans du jazz.
Dimension artistique	La programmation présente des découvertes, des créations innovantes et diversifiées de musiques contemporaines et actuelles (jazz, rock, hip-hop) français et internationaux sur différents formats.
Public et accessibilité	Le festival attire un public toujours plus nombreux et propose diverses actions culturelles en partenariat avec les écoles, les collèges, les conservatoires et les salles, atteignant un niveau record de fréquentation en 2015.

Ce festival justifie un soutien régional hors plafond, de par son ampleur, son caractère innovant et les partenariats qu'il mobilise.

PRESENTATION
Le festival Sons d'Hiver figure parmi les premiers rendez-vous de musiques actuelles en Ile-de-France. Depuis 3 ans, le festival développe un programme de création transatlantique « The Bridge » avec des collaborations franco-américaines diffusées dans le festival Son d'Hiver, mais aussi dans d'autres salles en France et aux Etats Unis (partenariats avec le Visian festival de New York, scènes et label américains…)

BILAN DE LA PRECEDENTE EDITION
Cette 25ème édition anniversaire a eu un taux de remplissage exceptionnel, avec un taux moyen de 92% et plusieurs concerts complets. Le festival s'est tenu dans 12 villes du Val-de-Marne et à Paris, du 29 janvier au 21 février 2016, réunissant 6 026 spectateurs, sur une programmation de créations originales et de découvertes de 30 groupes et artistes confirmés comme émergents de la scène franco-américaine des musiques contemporaines et populaires de hip hop, jazz et rock. Parmi les concerts programmés : le ciné concert de Rodophe Burger, la rencontre « The Bridge » du quintet de Raphael Imbert et des musiciens de blues de Chicago, le Hypnotic Brass Ensemble sur une soirée dédiée au Hip hop et aux nouveaux brass bands de rue, un concert original réunissant Bernard Lubat et Michel Portal, une soirée dédiée au bal italien avec les groupes Télamuré et Trebtekka Roots, une création Afro Beat et Jazz de Tony Allen, des artistes tels Muhal Richard Abrams, Miguel Angel Cortés, The Brains, et Eve Risser…

Une soirée concert et débat «The World is too small for Walls » a été donnée au Comptoir à Ivry, des master-classes en partenariat avec les écoles de musique dont l'Edim de Cachan, des tambours conférences (temps de rencontre entre artistes et spectateurs) en partenariat avec des universités, des libraires et autres opérateurs culturels, ainsi qu'une rencontre avec des collégiens ont été organisées.

PROCHAINE EDITION
La prochaine édition du festival se tiendra, du 13 janvier au 5 février 2017, 3 lieux et théâtres différents du Val de Marne et 3 lieux parisiens pour un total de 32 concerts. Lieux de concerts : auditorium Jean Pierre Miquel – Vincennes ; le Pôle – Alfortville ; Théâtre Jean Vilar - Vitry sur Seine ; Théâtre de la Cité internationale – Paris ; espace Jean Vilar – Arcueil ; Théâtre Romain Rolland – Villejuif ; espace Culturel André Malraux - Le Kremlin Bicêtre ;Théâtre Paul Eluard - Choisy le Roi ; Cachan ; salle NECC - Maisons Alfort ; salle Jacques Brel – Fontenay-sous-Bois ;Théâtre Claude Levi Strauss - Musée du Quai Branly – Paris ; Théâtre Antoine Vitez - Ivry sur Seine ; Le Hangar - Ivry Sur Seine, ; la Maison des Arts de Créteil ; la Java – Paris.

La programmation mêlera créations et diffusions d'artistes confirmés et émergents de la scène franco-américaine de musiques hip hop, jazz et improvisées. Le festival celébrera les 100 ans de l'arrivée du jazz en France avec 3 temps forts: Ernest Dawkins et un collectif de musiciens de Chicago débuteront le festival par un hommage à James Reece Europe, (créateur d'une fanfare originale de l'armée américaine apportant les 1ers sons de musique syncopée en France).
Un hommage à Django Reinhardt sera célébré par le saxophoniste James Carter et son Organ trio ainsi que par le guitariste Angelo Debarre. Archie Shepp et son quintet revisiteront le répertoire de Sidney Bechet.

La démarche du festival, ancrée sur les relations esthétiques et musicales existant entre les USA, la France et l'Europe, permettra de retracer toute l'histoire du Jazz dans toutes ses diverses composantes. Plusieurs collaborations entre musiciens français et américains seront présentées: Sylvaine Hélary et son ensemble Spring Roll invitent le batteur et compositeur new-yorkais Dan Weiss, le projet « The bridge » associe des musiciens français et de Chicago, le bluesman Harrison Kennedy participe à une création « Cross Border Blues » avec deux musiciens importants de la scène hexagonale : Vincent Segal et Jean Jacques Milteau.
Le Magnetic Ensemble d'Antonin Leymarie, le trio Aron Ottignon ou le projet « Transcendence » de Jaimeo Brown seront représentatifs du travail actuel abordant la question des polyrythmies et des sons électroniques dans leur pluralité d'approches, des deux côtés de l'Atlantique.
Dans un registre acoustique, le duo Benjamin Moussay/ Claudia Solal se produira avec le duo Vijay

Iyer/Wadada Leo Smith. Une soirée réunira le nouveau quintet du jeune saxophoniste français Émile Parisien (avec Michel Portal et Joachim Kühn), et le trio d'une étoile montante de la scène new-yorkaise le saxophoniste James Brandon Lewis.

La programmation présente des projets singuliers tels : Roscoe Mitchell, membre fondateur en 1965 de l'AACM, l'important collectif de musiciens chicagoans, qui rendera hommage à John Coltrane avec un orchestre essentiellement constitué d'instruments à cordes alors que le violoniste Régis Huby sera présent avec son nouveau quartet « Equal Crossing », un nouveau trio du trompettiste Dave Douglas « New Sanctuary » ; des concerts solos de piano uniques par Craig Taborn et Amina Claudine Myers.
Le trompettiste Médéric Collignon consacrera son concert à un travail approfondi sur des musiques de film (Quincy Jones, Lalo Schiffrin etc…).

Le dernier volet de la programmation de cette édition du festival concernera l'attention apportée à la création dans le champ des musiques populaires que portent des musiques proches du jazz. Le hip-hop avec le projet de Serge Tayssot Gay « Kit de survie » créé cet été au festival d'Avignon ; suivi du concert de Charles X. Le final du festival sera comme habituellement consacré aux musiques populaires afro-américaines (le gospel des Comos Mamas, la chanteuse soul Martha High et l'ensemble Blues-rock de James Blood Ulmer « Memphis Blood Blues band »). Avant ce final, le jazzman guadeloupéen Jacques Schwarz - Bart se sera inspiré des musiques haïtiennes « Voodoo jazz trio » et le guitariste David Torn sera présent avec son groupe rock-free expérimental « the Sun Of Goldfinger ».

À ces concerts, s'ajoutent diverses actions culturelles auprès des publics (conférences, master class, formations pédagogiques…) sur les territoires du festival, les concerts étant organisés avec 1Certains concerts suivent la sortie de cds sur des labels indépendants (Nasheet Waits quartet, Emile Parisien quintet).

Une campagne d'affichage dans les transports, une distribution de flyers, et les partenariats avec la presse seront réitérés.

Les tarifs varient selon les salles entre 14€ à 22 €, avec une tarification réduite à 16 € pour les jeunes et les minimas sociaux. Un tarif réduit est proposé sur abonnement à partir de 4 concerts réservés.

Le festival met en place un catering avec des produits biologiques, le tri sélectif, utilise des papiers et cartouches recyclés…

Intérêt régional : La subvention demandée donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter deux stagiaires.

Localisation géographique : REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	57 000,00 €
2017	38 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	95 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	95 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	95 000,00 €
	Montant total	285 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL 2016

DEPENSES	€ HT	RECETTES	ATTRIBUE ATT EN COURS EC	€ HT
DEPENSES ARTISTIQUES	**304 000,00**	**Aide Festival Musiques actuelles Région Ile de France**	☑ EC	95 000,00
Achats de spectacles	177 000,00	DRAC IDF	☑ EC	50 238,00
Droits d'auteur	32 000,00	Département du Val de Marne	☑ EC	190 938,00
Hébergement, transport, restauration	73 000,00	Sacem	☑ EC	5 024,00
Salaires et charges des artistes	22 000,00	Billetterie		28 000,00
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	**100 000,00**	Recettes dont coproductions villes		139 800,00
Salaires et charges techniciens	47 000,00			
Hébergement, transport, restauration	20 000,00			
Locations (salles, matériels…)	33 000,00			
COMMUNICATION	**105 000,00**			
Conception impression	90 500,00			
Presse	14 500,00			
TOTAL DEPENSES	**509 000,00**	**TOTAL RECETTES**		**509 000,00**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011471

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION LA RUCHE (FESTIVAL WORLD OF WORDS #8 - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	28 150,00 €	14,21 %	4 000,00 €
		Montant Total de la subvention	4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA RUCHE
Adresse administrative : MAISON DE QUARTIER
95800 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame ELISE GARCIA, Présidente
Date de publication au JO : 10 janvier 2004

N° SIRET : 45166861000020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale :

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	L'association développe depuis 13 ans des actions culturelles et des spectacles de musiques actuelles et cultures urbaines sur le département du Val d'Oise et est reconnue sur ce territoire. Elle a créé ce festival en 2009.Les partenaires publics (Etat, Ville, Département, Région) représentent 63% du budget en 2015 (12% pour la Région).
Attractivité et territoire	Le festival se déroule dans 3 à 4 villes périurbaines du Val d'Oise selon les éditions.
Dimension artistique	La programmation présente toutes les composantes de la culture Hip Hop avec la valorisation de la scène locale émergente.
Public et accessibilité	Elle attire un large public et le tarif est de 20 € maximum. La fréquentation a été de 1 500 personnes, professionnels et tous publics, en majorité les jeunes de 16-à 25 ans.

Bilan 2015 :
15 groupes, dont 7 émergents ont été programmés du 6 au 15 novembre 2015, à l'Observatoire de Cergy, à l'EMB de Sannois et au Forum de Vauréal. Parmi les artistes accueillis : Disiz, Hustla, Empire of Sound, Humanist… La fréquentation a augmenté avec 1 550 spectateurs, malgré les reports et annulations suite aux attentats. Un ciné-débat, des actions de sensibilisation au Beatbox ont été menées au collège du Moulin à Vent de Cergy et à celui des Merisiers de Jouy le Moutier.

Edition 2016 :
La 8ème édition se tiendra du 26 au 30 novembre 2016 avec 6 représentations à l'Observatoire de Cergy, mais aussi à Saint-Ouen-l'Aumône, avec 19 groupes dont 9 émergents. Les soirées seront thématiques, l'une dédiée au hip hop intitulée « Human stéreo » avec 6 groupes dont Yoshi (l'un des vainqueurs d'un tremplin hip hop, devenu professionnel), un concert pour la jeunesse (12/25) avec Big Flo et Oli Mo'vé Sort Cartel, une soirée open mic ouverte à tous, une soirée un ciné concert dédiée au Beat box, un concert de 7 heures de rap avec la restitution d'ateliers musiques menés en partenariat avec l'agence pour l'emploi avec 4 groupes confirmés (Jazzy Bazz, le Gouffre, TSR Crew et Inglorious Bastardz), 2 groupes émergents 1 groupe local, des amateurs et un concert poésie club pour le jeune public de Petitloquent Moustache. Des nouveaux évènements seront proposés tels des showcases sur l'espace public et un spectacle jeune public.

L'Université de Cergy-Pontoise, les studios du Chat Perché et le Forum de Vauréal sont partenaires pour les actions culturelles : rencontres, débats, master class et exposition. Un atelier de Rap, de Graff, de danse, de Beatbox et de Djing est mené en partenariat avec Pôle emploi pour des jeunes d'une maison de quartier. Un atelier de Freestyle sera mené par Yoshi à la 33 Tour en préparation de l'Open Mic.

Le département, Génération 88.2, radio Nova, le Parisien, 20 Minutes, Wrung, RAP MAG sont les principaux partenaires de la communication. Une information est faite sur les sites internet et les réseaux spécialisés (Canal Street, Booska P, Next Moovment, etc.).

Le festival pratique le tri sélectif, utilise du papier recyclé pour ses supports de communication et travaille avec les commerces de proximité.

Détail du calcul de la subvention :
Les apports en nature et le différentiel de subventionnement régional sont déduits de la base subventionnable.

Intérêt régional : le bénéficiaire s'engage à accueillir au moins 1 stagiaire dans le cadre de cette subvention.

Localisation géographique : VAL D'OISE

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 400,00 €
2017	1 600,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	17 800,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	16 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	15 000,00 €
	Montant total	60 800,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	ATTRIBUE ATT EN COURS EC	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	**21 145**	**Aide Festival Musiques actuelles Région Ile de France**	☐ ATT ■ EC	**7 000**
Achats de spectacles	16000	DDCS 95	☐ ATT ■ EC	2 500
Droits d'auteur	500	Département : Val d'Oise	☐ ATT ■ EC	2 660
Hébergement, transport, restauration	400	Commune de Cergy	■ ATT ☐ EC	5 000
Salaires et charges des artistes	4000	Communauté d'Agglomération Cergy-Pontoise	■ ATT ☐ EC	5 000
Autres dépenses à préciser : CNV	245	Billetterie	☐ ATT ■ EC	7 000
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	**2 505**	Autres recettes d'activité : Coproductions	☐ ATT ■ EC	3 000
Salaires et charges techniciens	1405			
Hébergement, transport, restauration Charges sociales	500			
Locations (salles, matériels…)	600			
COMMUNICATION	**2 500**			
Conception impression	1500			
Autres dépenses à préciser :	1000			
COUTS DE STRUCTURE	**6 010**			
Salaire et charges personnel	5760			
Fournitures administratives	250			
TOTAL DEPENSES	**32 160 €**	**TOTAL RECETTES**		**32 160 €**

CONTRIBUTIONS EN NATURE (APPORT EN VALORISATION)

Ces dépenses ne sont pas prises en compte dans le calcul de la subvention ni dans la réalisation du projet

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	€ TTC	APPORT EN NATURE	€ TTC
Personnel, bénévolat	5 000	Apport en nature	5 000
Publicité, média, autres (préciser)	40 800	Apport en nature	40 800
TOTAL CONTRIBUTIONS	**45 800 €**	**TOTAL CONTRIBUTIONS**	**45 800€**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011472

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CENTRE D'ART ET CULTURE (JAZZ'N'KLEZMER - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	89 264,00 €	11.21 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CAC CENTRE D'ART ET CULTURE RUE BROCA
Adresse administrative : 39 RUE BROCA
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur REZA JEAN-PHILIPPE, Président
Date de publication au JO : 8 octobre 2013
N° SIRET : 41816024800013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale:

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	Créé en 1997, le Centre d'art et de culture est dédié à la valorisation des cultures d'Europe centrale et méditerranéennes. Depuis 2001, il organise le festival Jazz'n'Klemer valorisant ces musiques. Le festival repose sur des partenariats publics à 32.9%, les recettes de billetterie représentent près de 62%.
Attractivité et territoire	La manifestation s'est développée sur plusieurs arrondissements de Paris et attire un large public.
Dimension artistique	Le festival présente des créations, croisant musiques traditionnelles et actuelles : jazz, fado, yiddish, klezmer et pop. Il favorise la découverte d'artistes émergents (Yom, Guillaume Perret…).
Public et accessibilité	Plusieurs rencontres culturelles sont organisées pour différents publics et la tarification se veut accessible entre 15 € et 30 €.

Bilan 2015
La dernière édition a eu lieu du 11 novembre au 1 décembre 2015, elle a connu une baisse d'affluence et l'annulation de certains concerts suite aux attentats de novembre. Elle a réuni 6 groupes, dont 5 émergents, avec 3 créations spécifiques au New Morning (Paris 10ème), au centre culturel Rachi (5ème), à la Bellevilloise (20ème), dans un lieu de culte (16ème), et dans un musée (3ème). Les artistes ont mené des interventions dans une école et des ateliers dans différents centres culturels. Une conférence a également été organisée à l'Institut Européen des musiques juives. L'évènement a accueilli 1 470 spectateurs.

Edition 2016
La prochaine édition aura lieu du 8 novembre au 1er décembre 2016 dans les mêmes lieux qu'en 2015 ainsi qu'au Sunset, au Petit Bain et au Cabaret sauvage. Une thématique y sera consacrée le « Made in France » avec une mise en avant de la création française et un hommage aux victimes des évènements de 2015. Le festival accueillera 17 groupes, dont 11 émergents, sur 12 concerts mélant jazz, Klezmer et musiques du monde: Estelle Goldfarb, Deborah Benassouline, Kabaret Talé, Amit Weisberger et Frank London, Jeremy Hababou, Noemi Weisfeld Blik, Balkan Beat box, Vincent Segal et Balaké Cissoko, Jack Schawrz Bart… Plusieurs groupes présenteront la sortie d'un nouvel album. 3 créations spéciales seront présentées Klezmer Bollywood (émergent), World Turque avec Babazula et DJ Ipeck (confirmés), création Jazz avec Hadar Noiberg et Smadj (émergents).

Des rencontres culturelles seront proposées avec l'artiste Jacques Schwarz Bart au Musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme et dans 2 écoles du 19ème arrondissement de Paris. 80 personnes sont attendues.

Le festival bénéficie d'un support dans les médias locaux spécialisés et nationaux (Fip, France inter, France culture, TSF Jazz, Nova …). Il s'appuie sur une campagne d'affichage numérique et papier dans les métros et bus, avec une distribution de flyers, une diffusion internet et les réseaux sociaux.

Le festival contribue à la réduction de l'empreinte écologique en minimisant les impressions papiers, et à défaut, en utilisant du papier recyclé pour l'impression de ses supports de communication. Il incite le public à utiliser les transports en commun.

Calcul de la base subventionnable : les dépenses artistiques ainsi que les coûts de structures dédiées au festival moins le différentiel de subventionnement régional sont incluses dans la base subventionnable.

Intérêt régional : le bénéficiaire s'engage à accueillir au moins un stagiaire sur deux mois dans le cadre de cette subvention.

Localisation géographique : PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	56 970,00 €
	Montant total	86 970,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT 2016

DEPENSES	€ HT	RECETTES	ATTRIBUE ATT EN COURS EC	€ HT ou TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	*53539*	**Aide Festival Musiques actuelles Région Ile de France**	☐ ATT ☐x EC	**20000**
Achats de spectacles	**39600**	Autre aide Région IDF :……	☐ ATT ☐ EC	
Droits d'auteur	**6186**	Ville de Paris	X ATT ☐ EC	**12000**
Hébergement, transport, restauration	**5948**	CNV droit de tirage	x ATT ☐ EC	**1000**
CNV ET TAXES	**1805**	Sacem	x ATT ☐ EC	*2500*
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	*21390*	FSJU	x ATT ☐ EC	**7000**
Salaires et charges techniciens	**3000**	Fondation Rothschild	☐ ATT X EC	**10000**
Hébergement, transport, restauration	**500**	FMS	ATT X EC	**5200**
Locations (salles, matériels…)	**16390**	Mécénat sponsoring	☐ ATT ☐ EC	**1000**
Sécurité	1500	financements privés…FJF	☐ ATT ☐ EC	**15000**
COMMUNICATION	*13710*	Billetterie	☐ ATT ☐ EC	**70290**
Conception impression	**10180**	Coproduction	X ATT ☐ EC	**1664**
Autres d'espace / partenariats	**3530**		☐ ATT ☐ EC	
COUTS DE STRUCTURE	*45725*			
Salaire et charges personnel	**44 725**			
Fournitures administratives	**1000**		☐ ATT ☐ EC	
TOTAL DEPENSES	**120654**	**TOTAL RECETTES**		**120654**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011473

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION 3 M MUSIC (FESTIVAL NUIT TROPICALES /BANLIEUES TROPICALES - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	143 539,00 €	20,90 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3 M MIZIK MOUN MATINIK
Adresse administrative : 20 RUE ERIK SATIE
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANTOINE CHASSEUR, Président
N° SIRET : 80469938700010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 12 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	L'association « 3M - Mizik Moun Matinik » met en valeur les musiques ultramarines et les artistes auprès d'un large public francilien. Elle a repris en 2015 l'organisation du festival « Nuit Tropicale et banlieues tropicales » initié sur une soirée en 2011 par l'association Cifordom, puis l'association RMT depuis 2013, avec le même producteur exécutif Aztec Musik.
Attractivité et territoire	Ce festival irrigue 4 villes franciliennes Paris, Palaiseau, Cergy et les Lilas.
Dimension artistique	Le festival met l'accent sur les nouveaux talents ultramarins en leur donnant accès à la scène francilienne, aux côtés d'artistes confirmés. Des rencontres professionnelles sont prévues en 2016 pour leur ouvrir le marché européen.
Public et accessibilité	Les tarifs s'échelonnent de 12 à 30€.

BILAN 2015

9 concerts ont eu lieu lors de la dernière édition en novembre 2015, qui a subi plusieurs annulations suite aux attentats. Parmi les concerts maintenus : Riddla, Misié Sadik, Saïk, Tanya Saint Val, Lycinais Jean

et Akiyo se sont produits au Cabaret sauvage, Cab au New Moring, Sonny Troupé Quartet au Triton et Admiral T à Canal 93
Les concerts du 13 au 25 novembre ont été annulés et seulement 30% des effectifs initialement attendus sont venus après cette date.

EDITION 2016
La prochaine édition se tiendra sur 11 représentations, du 29 octobre au 10 décembre 2016 à Paris dans les salles suivantes : le Zèbre, le Café de la danse et la Cigale ; le Caveau Jazz à Palaiseau, à Cergy, Les Lilas et Palaiseau. 16 groupes sont programmés : Tony Chasseur, les Aiglons, Leila Chjhico pour les confirmés, et parmi les 8 artistes émergents: Valery Louri, Rony Théophil, K'Koustik….

Des rencontres professionnelles sont prévues, avec l'assistance du bureau export et de la Sacem. Les artistes sont sélectionnés sur la base de la maturité artistique du projet, l'environnement professionnel (label, tourneur, manager…ainsi que les artistes ayant profondément renouvelé et enrichi la production musicale ultramarine.

Le festival s'appuie sur une large campagne médiatique : affichage dans les réseaux Transilien et RATP, diffusion par les médias sur Trace tropical, France 3 Ile-de-France, MFM TV, Espace FM...

Les tarifs sont fixés entre 12et 30 € selon les dates.

Le festival contribue à la réduction de l'empreinte écologique par la mise en place exclusive d'une billetterie électronique.

Intérêt régional : la structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire dans le cadre de cette subvention.

Calcul de la base subventionnable : La base subventionnable n'inclut pas les coûts de structure et le différentiel de subventionnement régional est déduit.

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Localisation géographique : PARIS, PALAISEAU, LES LILAS; CERGY.

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	55 000,00 €
	Montant total	55 000,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	76 585 €	Aide Festival Musiques actuelles Région IDF	50 000 €
DEPENSES TECHNIQUES LOGISTIQUES ET SECURITE	56 911 €	MINISTERE DES DOM TOM EC	15 000 €
COMMUNICATION	30 043 €	FINANCEMENTS PRIVES	33 288 €
COUTS DE STRUCTURE	13 876 €	BILLETTERIE	79 127 €
TOTAL DEPENSES	**177 415 €**	**TOTAL RECETTES**	**177 415 €**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011474

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FONTENAY EN SCENES (FESTIVAL "LES AVENTURIERS" - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	71 500,00 €	11,89 %	8 500,00 €
	Montant Total de la subvention		8 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONTENAY EN SCENES
Adresse administrative : 166 BD GALLIENI
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Marc BOUFFIER, Président
N° SIRET : 31298836300049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale:

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	Cette structure produit, diffuse des spectacles, et gère des activités de pratiques artistiques. Conventionnée par la Ville, le Conseil départemental, et la DRAC, elle organise la 12ème édition du festival « Les Aventuriers ». Les financements publics représentent 77,5% du budget, la Région soutient ce festival depuis 2012.
Attractivité et territoire	La manifestation vise à asseoir sa notoriété et contribue au rayonnement local de par sa programmation.
Dimension artistique	Le festival programme des artistes confirmés et émergents Pop /Rock et Electro et rend visible la pratique amateure.
Public et accessibilité	Ce festival touche un large public et propose diverses actions culturelles dont un tremplin des lycées et collèges. Une tarification sociale est mise en place.

Bilan 2015
L'édition 2015 s'est tenue, du 8 au 17 décembre, à l'Espace Gérard Philippe, à la Salle Jacques Bref et au cinéma Kosmos de Fontenay-sous-Bois. Elle a réuni 1 850 spectateurs sur une programmation de 15 artistes, dont 8 émergents, et une scène tremplin des lycées « Jeunes aventuriers ». Parmi les artistes les

plus en vue : Chamberlain, Jeanne Added, Hubert-Félix Théfaine…Un Tremplin Zik a été organisé avec les lycéens et collégiens, le groupe lauréat a bénéficié d'une résidence de répétition, accompagnée par un régisseur. Un concours d'affiche a été également organisé pour les lycéens.

Edition 2016
La prochaine édition réunira, du 6 au 16 décembre 2016 avec 13 groupes émergents et confirmés programmés sur 6 dates : 3 SomeSisters, DIIV, Lescop, General Elektriks, Grand Blanc et Sage (confirmés); JC Satan, Her, Francis Lung, In The Canopy, pour les (émergents). La soirée découverte « jeunes aventuriers » clôturera le festival.

Plusieurs actions culturelles sont menées ; des ateliers vocaux animés par le groupe 3somesisters pour des élèves de cours de musique, la création d'un teaser vidéo par des élèves des Gobelins, des rencontres entre les artistes et des établissements scolaires, 50 lycéens sont concernés. Le tremplin des groupes lycéens et collégiens sera reconduit avec l'espace Gérard Philippe.

La ville de Fontenay-sous-Bois met à disposition l'ensemble de ses supports de communication. Le festival dispose d'une bonne couverture médiatique (Ouï FM, FIP…), d'une campagne d'affichage sur le réseau RATP, et distribuera des brochures et flyers. Une diffusion sur internet et les réseaux sociaux sera également mise en place.

La manifestation s'inscrit dans une démarche d'« éco-festival », mise en avant des partenaires locaux du développement durable, incitation au transport en commun et covoiturage, tri sélectif, sensibilisation au tri, gobelets consignés…

Intérêt régional : La structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire dans le cadre de cette subvention.

Calcul de la subvention : la base subventionnable inclut les dépenses artistiques moins le différentiel régional.

Localisation géographique : FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 100,00 €
2017	3 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	8 200,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	10 000,00 €
	Montant total	28 200,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT 2016

DEPENSES	€ HT ou TTC	RECETTES	ATTRIBUE ATT EN COURS EC	€ HT
DEPENSES ARTISTIQUES	*73 000*	**Aide Festival Musiques actuelles Région Ile de France**	☐ ATT ■ EC	**10 000**
Achats de spectacles	**58 000**	Autre aide Région IDF :.....	☐ ATT ☐ EC	
Droits d'auteur	**7 000**	Etat :.....	☐ ATT ☐ EC	
Hébergement, transport, restauration	**8 000**	Département : Val de Marne	☐ ATT ■ EC	**10 000**
Salaires et charges des artistes		Commune de Fontenay sous Bois	■ ATT ☐ EC	**77 000**
Autres dépenses à préciser :		Commune de	☐ ATT ☐ EC	
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	*24 000*	Commune de	☐ ATT ☐ EC	
Salaires et charges techniciens	**8 000**	Autre (préciser):	☐ ATT ☐ EC	
Hébergement, transport, restauration		ASP (emplois aidés)	☐ ATT ☐ EC	
Locations (salles, matériels…)	**12 000**	Sociétés civiles : SACEM	☐ ATT ■ EC	**2 000**
Sécurité		Sociétés civiles :		
Achats (préciser)	**1 000**	Mécénat sponsoring	☐ ATT ☐ EC	
Autres dépenses à préciser :	**3 000**	Autres financements privés.....	☐ ATT ☐ EC	
COMMUNICATION	*16 000*		☐ ATT ☐ EC	
Conception impression	**12 000**	Billetterie	☐ ATT ☐ EC	**26 206**
Honoraires attachée de presse	**4 000**	Autres recettes d'activité :.....	☐ ATT ☐ EC	
COUTS DE STRUCTURE	*12 000*		☐ ATT ☐ EC	
Salaire et charges personnel permanent hors emploi tremplin	**8 000**	Apport fonds propres	☐ ATT ☐ EC	
Fournitures administratives			☐ ATT ☐ EC	
Indemnités de stage	**4 000**		☐ ATT ☐ EC	
TOTAL DEPENSES (1)	**125 000 €**	**TOTAL RECETTES (1)**		**125 000 €**

CONTRIBUTIONS EN NATURE (APPORT EN VALORISATION)

Ces dépenses ne sont pas prises en compte dans le calcul de la subvention ni dans la réalisation du projet

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	€ HT	APPORT EN NATURE	€ HT
Personnel, bénévolat	**75 000**	Apport Financeur 1 (financeur et nature)	**75 000**
Publicité, média, autres (préciser)	**12 000**	Apport Financeur 2 (financeur et nature)	**12 000**
....		...	
TOTAL CONTRIBUTIONS (2)	**87 000 €**	**TOTAL CONTRIBUTIONS (2)**	**87 000 €**

TOTAL GENERAL CHARGES (1+2)	**212 000 €**	**TOTAL GENERAL PRODUITS (1+2)**	**212 000 €**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011475

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESEAU JAZZ 77 (FESTIVAL JAZZ AU THEATRE - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	23 500,00 €	17,02 %	4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RJ 77 RESEAU JAZZ 77
Adresse administrative : 40 RUE GRANDE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Kerstin DECROIX, Présidente
N° SIRET : 53871066600016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 3 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale :

Solidité professionnelle	Ce festival a été créé, en 2012, sur l'impulsion de l'association organisatrice du Festival Django Reinhardt, à la demande et en partenariat avec la ville de Fontainebleau ainsi que son théâtre municipal.
Attractivité et territoire	Peu de festivals de jazz se déroulent sur ce territoire qui attire donc un large public.
Dimension artistique	Le festival cherche à mettre en valeur les musiques jazz et aussi manouches.
Public et accessibilité	Il s'agit d'ouvrir la programmation du théâtre municipal à la musique et ainsi sensibiliser un plus large public au jazz, avec des actions culturelles. La fréquentation est en augmentation de 26% en 2015.

Bilan 2015
Du 19 au 21 novembre 2015, la dernière édition, a attiré 880 spectateurs sur 3 dates. 6 groupes ont été programmés : Agathe Iracema, Kyle Eastwood, Jon Bouteiller, Hugh Coltman, Yaron Hermann et Sarah McKenzie. Des ateliers de sensibilisation au jazz ont également été menés au lycée François Couperin.

Edition 2016
Du 17 au 19 novembre 2016, 6 groupes se produiront sur 3 dates : 2 artistes confirmés, René Marie et

Kurt Elling le 17 novembre, 2 artistes en développement Samy Thiebaut et Yom le 18 novembre et 2 groupes émergents the Amazing Keystone Septet, Andréa Motis et Joan Choaro le 19 novembre.

Des expositions autour du jazz sont prévues ainsi qu'une masterclass dans un collège ou un lycée de Fontainebleau.

Le plan de communication prévoit une diffusion sur le réseau Fnac, une campagne d'affichage et de distribution de flyers, ainsi que des spots sur TSF Jazz.

Les tarifs sont entre 24 et 27 € selon les dates.

Intérêt régional : la structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire dans le cadre de cette subvention.

Détail du calcul de la subvention : La base subventionnable comprend les dépenses artistiques.

Localisation géographique : FONTAINEBLEAU

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2012	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2014	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
2015	Aide aux festivals de musiques actuelles et amplifiées	4 000,00 €
	Montant total	12 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT 2016

Détail du calcul de la subvention

DEPENSES	€ HT ou TTC	RECETTES	ATTRIBUE ATT EN COURS EC	€ HT ou TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	*23 500 €*	**Aide Festival Musiques actuelles Région Ile de France**	☐ATT ☐EC	**4 000 €**
Achats de spectacles	**19 000 €**	Autre aide Région IDF :.....	☐ATT ☐EC	
Droits d'auteur	**2 500 €**	Etat :.....	☐ATT ☐EC	
Hébergement, transport, restauration	**2 000 €**	Département :	☐ATT ☐EC	
Salaires et charges des artistes		Commune de Fontainebleau	☐ATT ☐EC	**10 000 €**
Autres dépenses à préciser :		Commune de	☐ATT ☐EC	
DEPENSES TECHNIQUES ET LOGISTIQUES	*15 000 €*	Commune de	☐ATT ☐EC	
Salaires et charges techniciens	**2 200 €**	Autre (préciser): Théâtre	☐ATT ☐EC	**6 000 €**
Hébergement, transport, restauration Charges sociales	**1 000 €**	ASP (emplois aidés)	☐ATT ☐EC	
Locations (salles, matériels...)	**9 000 €**	Sociétés civiles :	☐ATT ☐EC	
Sécurité		Sociétés civiles :		
Achats (préciser)	3 000 €	Mécénat sponsoring	☐ATT ☐EC	**1 000 €**
Autres dépenses à préciser :	**800 €**	Autres financements privés.....	☐ATT ☐EC	
COMMUNICATION	*2 500 €*		☐ATT ☐EC	
Conception impression	**2 000 €**	Billetterie	☐ATT ☐EC	**20 000 €**
Autres dépenses à préciser :	**500 €**	Autres recettes d'activité : Bar, produits dérivés.	☐ATT ☐EC	**3 000 €**
COUTS DE STRUCTURE	*2 500 €*		☐ATT ☐EC	
Salaire et charges personnel permanent hors emploi tremplin		Apport fonds propres	☐ATT ☐EC	
Fournitures administratives	**500 €**		☐ATT ☐EC	
Autres dépenses à préciser :	**2 000 €**	Cotisations adhérents	☐ATT ☐EC	**500 €**
TOTAL DEPENSES (1)	**44 500 €**	**TOTAL RECETTES (1)**		**44 500 €**

Le financement de la commune de Fontainebleau est confirmé, les autres demandes sont en cours.

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011477

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE ("VOUS AVEZ DIT MUSIQUE ?"- RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action culturelle Musiques au Lycée	7 576,00 €	33,00 %	2 500,00 €
		Montant Total de la subvention	2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'EPINAY SUR SEINE
Adresse administrative : 1 RUE QUETIGNY
93806 EPINAY S/SEINE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Hervé CHEVREAU, Maire

N° SIRET : 21930031600011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action culturelle Musiques au Lycée
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 27 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale:

Solidité professionnelle	Le Pôle Musical d'Orgemont est une salle de musiques actuelles, qui accompagne également les pratiques amateures. Depuis 2012, il a mis en place un projet de sensibilisation musicale en partenariat avec le Lycée Jacques Feyder d'Epinay-sur-Seine dans le cadre de son projet d'établissement.
Attractivité et territoire	Ce projet s'inscrit dans le projet culturel et politique de la ville de la commune d'Epinay-sur-Seine.
Dimension artistique	Le programme de sensibilisation au solfège, à l'histoire de la musique, et la pratique d'instruments est articulé avec les enseignements de musique, français et physique. Il est ponctué par un concert de restitution.
Public et accessibilité	Le projet concerne les lycéens de la classe de seconde expérimentale, soit entre 30 et 35 élèves chaque année.

Bilan 2015-2016 :
Le projet a mobilisé 30 lycéens du Lycée Jacques Feyder d'Epinay sur l'année scolaire, les ateliers hebdomadaires étaient dédiés au son, comprenant des séances d'initiation à une pratique instrumentale

ou vocale. Les ateliers, les répétitions et le concert final du 2 juin se sont déroulés au Pôle Musical d'Orgemont où ont assisté toutes les classes du lycée. Une rencontre a été organisée avec Calypso Rose suite à la représentation organisée par le Pôle Orgemont dans le cadre du festival Banlieues Bleues. Ce projet favorise les relations entre les élèves et le corps professoral, et améliore la confiance des élèves dans leurs capacités.

Description du projet 2016-2017 :
Le projet se déroulera du 3 novembre 2016 au 8 juin 2017, pour 30 à 35 élèves de seconde dite «expérimentale » du Lycée Jacques Feyder d'Epinay, qui participeront à des ateliers hebdomadaires de 2 heures d'initiation au solfège, à la pratique de différents instruments et au chant en dans le lycée et au Pôle Orgemont. La musique sera étudiée en lien avec les disciplines enseignées telles que l'analyse de texte et chanson en cours de littérature ou l'étude du son en physique.
Les élèves répéteront dans la salle du Pôle Musical d'Orgemont en vue du concert de restitution qui sera donné en juin devant l'ensemble des classes et des professeurs.

Moyens mis en œuvre :
Le projet mobilise un coordinateur musical et le professeur de percussion du Pôle Musical d'Orgemont, le référent du lycée Jacques Feyder et son équipe pédagogique, 2 intervenants musicaux de l'association ARCANA et 2 musiciens professionnels pour les répétitions. Le volume d'interventions est de 156 heures.

Calcul de la base subventionnable : les apports en nature sont déduits de la base subventionnable.

Intérêt régional : La structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire sur deux mois dans le cadre de cette subvention.

Localisation géographique : EPINAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500€
2013	Agendas 21 locaux - Phase 1	15 000€
2013	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000€
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	109 920€
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	720 870€
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500 €
2014	Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	10 000€
2014	Aide régionale à la construction, extension, rénovation d'équipements sportifs des lycées	1 000 000€
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	109 805€
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	126 243 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500€
2015	Aide au développement de bornes de recharges électriques	5 400€
2015	Méditerranée (CR46-14)	8 500€
2015	Soutien aux contrats de ville	11 500€
	Montant total	2 134 738€

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	6 050 €	**Région Ile de France « *Musiques au lycée* »**	**2 500 €**
DEPENSES TECHNIQUES	500 €	ETAT service CGET EC	**3 000 €**
COUTS DE STRUCTURE	1 026 €	Commune d'Epinay-sur-Seine ATT	**2 076 €**
TOTAL DEPENSES	**7 576 €**	**TOTAL RECETTES**	**7 576 €**

CONTRIBUTIONS EN NATURE

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	€ TTC	APPORT EN NATURE	€ TTC
Prestations d'intervention artistiques	**2 500 €**	Prise en charge directe par le lycée Feyder	**2 500 €**
TOTAL CONTRIBUTIONS	**2 500 €**	**TOTAL CONTRIBUTIONS**	**2 500 €**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011479

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE SAX ("AU COEUR DES MUSIQUES ACTUELLES" - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action culturelle Musiques au Lycée	7 501,00 €	33,33 %	2 500,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SAX
Adresse administrative : 2 RUE DES CHAMPS
78260 ACHERES
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jérôme VANNIER, Président

N° SIRET : 53785937300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action culturelle Musiques au Lycée
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 26 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale :

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	Le Sax est un lieu de diffusion de musiques actuelles soutenu par la Ville, le Département, la DRAC et la Région pour son programme de résidences de création et diffusion.
Attractivité et territoire	Le projet d'action culturelle musique au lycée constitue un partenariat fort avec le Lycée Louise Weiss à Achères, inscrit dans le projet d'établissement.
Dimension artistique	Le projet vise à sensibiliser les lycéens aux musiques actuelles, des artistes animent les ateliers de pratiques musicales, avec l'élaboration d'un projet artistique commun.
Public et accessibilité	2 classes de 2nde « arts du son » et de 1ère « cinéma audiovisuel » participent aux ateliers et 400 élèves assistent aux concerts pédagogiques et de sensibilisation.

Bilan du projet 2015-2016 :
Le projet a porté sur des ateliers de pratiques musicales et théoriques avec la création d'un spectacle pour 65 élèves de trois classes d'enseignement général et le club musique du lycée sur la thématique du « Voyage en Amérique ». Il comprenait également la participation des lycéens à l'opération nationale « Chroniques lycéennes ». Des rencontres et des concerts ont été également organisés pour plusieurs classes. Au total, 77 heures d'intervention ont été mises en oeuvre.

Description du projet 2016-2017 :
Le projet se déroulera d'octobre 2016 à juin 2017 avec le collectif Ecstatic Playground et le groupe Photograph. Il comprend 30 séances de deux heures de pratique musicale, vocale et assistée par ordinateur avec une création commune, une conférence musicale de 2 heures et l'écriture de critique musicale. Un clip musical avec l'écriture du scénario au tournage en lien avec les compositions musicales des lycéens seront réalisés. Une visite technique des locaux du Sax et d'information sur les métiers des musiques actuelles est organisée. 3 concerts pédagogiques seront organisés pour 200 lycéens. Des lycéens participeront à l'organisation d'un concert final.

Intérêt régional : le bénéficiaire s'engage à accueillir au moins 1 stagiaire dans le cadre de cette subvention

Moyens mis en œuvre :
Le Sax mobilise le responsable jeune public et son équipe technique. 2 professeurs d'enseignement général et un responsable des arts du son participent au projet. 3 artistes animent les ateliers. Le projet totalise 77 heures d'intervention pour 200 élèves.

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

Calcul de la subvention : Les coûts de structure sont déduits de la base subventionnable.

Localisation géographique : ACHERES

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2013	Soutien à la création et à la diffusion numérique	16 714,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	174 214,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES ARTISTIQUES	**5 351.00**	**Région Ile de France Musique au lycée**	**2 500.00**
salaires et charges artistes	2 250.00	Commune d'Achères S	5 251.00
Défraiements artistes	1 000.00	Billetterie	1 850.00
Droits d'auteur	250.00		
Achats de spectacles	1001.00		
matériel ateliers artistiques	850.00		
achat places spectacles	1350.00		
DEPENSES TECHNIQUES	**2 150.00**		
Salaires et charges techniciens	1 600.00		
Location (salle, matériels…)	550.00		
COUTS DE STRUCTURE	**2 100.00**		
Honoraires administratifs	300.00		
Salaire et charges Personnel	1 800.00		
TOTAL DEPENSES	**9 601.00**	**TOTAL RECETTES**	**9 601.00**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011476

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION DERRIERE LES FAGOTS (ACTION "LE SON DES LYCEES" - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action culturelle Musiques au Lycée	5 500,00 €	45,45 %	2 500,00 €
		Montant Total de la subvention	2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS DERRIERE LES FAGOTS
Adresse administrative : 75 BD DU GENERAL DE GAULLE
91210 DRAVEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-LOUIS SBARDELLA, Président
Date de publication au JO : 5 mars 1995

N° SIRET : 40243448400026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action culturelle Musiques au Lycée
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 31 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d' intervention régionale:

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	Créé en 1994, le studio associatif Derrière Les Fagots, accompagne des projets musicaux amateurs et semi-professionnels. 90% du budget du projet provient des subventions publiques (Conseil Départemental de l'Essonne, commune de Draveil et la Région). Le projet « le son des lycées » a été initié en 2013 suite à une première expérience de sensibilisation musicale en 2000 sur un projet « Musique au Bahut ».
Attractivité et territoire	Le projet avec 15 lycées de l'agglomération de l' Essonne en étroite collaboration avec ces établissements et le lieu de musiques actuelles le Rackam à Brétigny-sur-Orge.
Dimension artistique	3à 4 groupes sont accompagnés sur toute l'année scolaire, au niveau technique artistique et professionnel, avec une mise en situation de diffusion dans la salle de concert du Rackam. Une cinquantaine de lycéens bénéficient d'une information métier et 100 lycéens assistent au concert de leurs camarades.

Public et accessibilité	Tous les lycéens d'une quinzaine d'établissements essonniens volontaires candidatent pour faire partie de la sélection.

Bilan 2015-2016
Durant l'année scolaire, 4 groupes ont été accompagné dans leur projet artistique sur l'enregistrement, le mixage, la scène. Un concert de restitution a été présenté le 14 mai à 120 lycéens et autres spectateurs. Un article est paru dans un journal départemental.

Description du projet 2016-2017
L'action se déroulera du 5 septembre 2016 au 13 juillet 2017 pour 3 à 4 groupes sélectionnés parmi les lycées partenaires d'Arpajon, Athis Mons, Brétigny, Brunoy, Courcouronnes, Evry, Draveil, Montgeron Savigny-sur-Orge... L'association proposera également aux établissements scolaires de faire participer leurs classes artistiques au projet par la tenue d'un blog, d'un journal ou par des captations.
L'accompagnement est divisé en 6 temps : le repérage des groupes, le travail en studio, les répétitions, les ateliers de découverte des métiers du son, le concert et l'enregistrement de morceaux. Les ateliers prennent la forme de formation pour l'enregistrement, le mixage, la technique, la mise en scène et les risques auditifs. Les résidences scéniques et le concert final de mai 2017 se dérouleront au Rack'Am, partenaire du projet.
A l'issue de l'année, un bilan et des séances d'enregistrement d'un ou deux morceaux seront réalisés pour chaque groupe.

Moyens mis en œuvre :
L'association mobilise son programmateur, plusieurs musiciens professionnels deux ingénieurs et techniciens son ainsi que deux régisseurs lumières et son. L'équipe administrative et technique du Rack'Am est mise à disposition. Le réseau Rezonne est également partenaire du projet et participe au niveau de la communication.

Localisation géographique : ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Intérêt régional
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
	Montant total	5 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	S sollicité A acquis	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	**2000**	**SUBVENTIONS PUBLIQUES**		**5000**
salaires et charges artistes	1500	**Région Ile de France Musique au lycée**	**S**	2500
Autres (communication)	500	Département : CD91	**A**	2000
DEPENSES TECHNIQUES	**2400**	Commune de Draveil	**A**	500
Salaires et charges techniciens	700	**AUTRES FINANCEMENTS**		**500**
Défraiements techniciens	700	ASP (emplois aidés)	**A**	500
Location (salle, matériels…)	700			
Autres dépenses	300			
COUTS DE STRUCTURE	**1100**			
Salaire et charges Personnel	1100			
TOTAL DEPENSES	**5500 €**	**TOTAL RECETTES**		**5500**

CONTRIBUTIONS EN NATURE

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	€ HT ou TTC	APPORT EN NATURE	€ HT ou TTC
Personnel, bénévolat	**1000**	Personnel bénévolat	**1000**
TOTAL CONTRIBUTIONS	**1000 €**	**TOTAL CONTRIBUTIONS**	**1000 €**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011478

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA MUSE EN CIRCUIT (LES BAHUTSCOPIES - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action culturelle Musiques au Lycée	6 050,00 €	41,32 %	2 500,00 €
		Montant Total de la subvention	2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT
Adresse administrative : 18 RUE MARCELIN BERTHELOT
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Geneviève GALLOT, Présidente
Date de publication au JO : 15 août 1982

N° SIRET : 32826540000031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action culturelle Musiques au Lycée
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention :

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	Créée en 1982, la Muse en circuit, Centre National de Création Musicale, outre la création musicale et la diffusion, développe des actions culturelles à destination de tous publics. Le Centre bénéficie de financements publics pérennes de la Drac (64%), de la Région (7%, permanence artistique et musique au lycée) et du Conseil départemental du Val-de-Marne (7%).
Attractivité et territoire	Le projet « Bahuscopies » est ouvert aux lycées de tout le territoire francilien.
Dimension artistique	Il s'agit de proposer au jeune public la transmission d'une culture de l'écoute, tant esthétique que technique ; développer chez les adolescents une sensibilité pour l'environnement sonore. Il s'intègre dans les nouveaux programmes d'enseignement d'arts appliqués et de culture artistique.
Public et accessibilité	Le projet « Bahuscopies » est labellisé par l'Education nationale, il s'adresse à des classes d'enseignement général et professionnel dans les lycées, option « Arts du son » ? en partenariat avec l'Education nationale.

Bilan 2015-2016 :
Le projet a été mené avec 10 lycées (7 en 2014) à Vitry, Montereau, Noisy-le-Grand, au Blanc Mesnil, Saint-Maur-des-Fossés, Sainte-Geneviève-des-Bois, Brétigny-sur-Orge, Le Raincy, et Bagnolet ; pour des classes d'enseignement général ou professionnel et une classe nouvel élan.
Le programme est de 2 à 3 jours pour chaque classe sur des ateliers de création de courtes pièces musicales réalisées à partir de prises de son et de traitements informatiques. Ces miniatures sont destinées à valoriser la formation professionnelle des élèves. Tous les travaux ont donné lieu à une restitution et ont été publiés sur le site Internet www.24hduson.com. 201 lycéens y ont participé.

Description du projet 2016-2017 :
Le projet se déroule sur l'année scolaire du 1er septembre 2016 au 1er juillet 2017 sur un programme de 2 à 3 jours par classe dans 10 lycées dont 8 sont actuellement retenus : Bagnolet (93), Montereau (77), Saint-Denis (93), La Varenne st Hilaire (94), Morsang-sur-Orge (91), Noisy-le-Grand (93), Saint Ouen l'Aumône (95) et Livry Gargan (93).

Les ateliers sont dédiés aux outils et à la chaîne de production du sonore et du multimédia, l'utilisation des nouvelles technologies, la découverte des métiers et le renforcement du socle commun « la culture humaniste». Le contenu pédagogique mis en place consistera en un enregistrement des sons caractéristiques de l'établissement scolaire, suivi de l'édition, du montage et de la transformation des sons. Une miniature électroacoustique sera réalisée. Les élèves rencontreront des professionnels des métiers techniques, artistiques et médicaux du son.
Ces créations électroacoustiques feront l'objet d'une restitution particulière par le biais de concert, diffusion radiophonique, diffusion web, spectacle et installation.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe intervenante est formée d'un compositeur responsable de la pédagogie et de la recherche à la Muse en Circuit ; d'un enseignant mis à disposition par le rectorat de Créteil ; d''une formatrice ingénieur du son, et de deux compositeurs.
Radio France et Alcôme coréalisent les projets pédagogiques, Sensomusic et Canal 93 coréalisent le logiciel MusineKit et l'accueil d'opérations pédagogiques.
Chaque atelier se déroule sur 15 heures soit 150 heures d'intervention au total.

Intérêt régional : La structure s'engage à accueillir au moins 1 stagiaire dans le cadre de cette subvention.

Détail du calcul de la subvention : Les apports en valorisation et les coûts de structure sont déduits de la base subventionnable.

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

.
Localisation géographique : VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 330,00 €
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	7 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
	Montant total	149 930,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES		RECETTES	
Libellé	***Montant***	***Libellé***	***Montant***
SALAIRES ET CHARGES TECHNICIENS	5 200 €	AIDE MUSIQUE AU LYCEE REGION IDF	2 500 €
ACHAT MATERIEL TECHONOLOGIQUE	400,00 €	CG 94 EC	950 €
DEFRAIEMENTS	450,00 €	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	3 400 €
REMUNERATION PERSONNEL STRUCTURE	800,00 €		
TOTAL	**6 850 €**	**TOTAL**	**6 850 €**

BIENS MIS A DISPOSITION		APPORTS EN NATURE	
Libellé	***Montant***	***Libellé***	***MontanT***
APPORT MATERIEL	4 500 €	APPORT MUSE EN CIRCUIT	4500 €
PROFESSEUR RELAIS	550€	APPORT EDUCATION NATIONALE	550 €
TOTAL	**5 050 €**	**TOTAL**	**5 050 €**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011480

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MAISON JEUNES CULTURE LOUISE MICHEL ("TREMPLIN MUSIQUES ACTUELLES - LYCEE MISTRAL" - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action culturelle Musiques au Lycée	9 750,00 €	25.64 %	2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON JEUNES CULTURE FRESNES
Adresse administrative : 2 AVENUE DU PARC DES SPORTS
94260 FRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CHRISTINE RICQ, Présidente

Date de publication au JO : 18 juin 1964

N° SIRET : 78570883500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action culturelle Musiques au Lycée
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 30 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale :

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	La MJC Louise Michel dans le cadre de son projet d'éducation culturelle et de loisirs, développe une programmation musiques actuelles tous publics et accompagne la pratique amateure. Depuis 2010, elle organise le « Tremplin des lycées » en partenariat avec le département, le Réseau Musique 94 et les Conservatoires du Val de Bièvre.
Attractivité et territoire	Un appel à candidature est lancé auprès de 29 lycées des départements de l'Essonne, des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne, 5 groupes sont sélectionnés.
Dimension artistique	Il offre l'opportunité aux groupes de lycéens amateurs d'être accompagnés et de jouer sur une scène du festival Evolusons.
Public et accessibilité	Tous les élèves-musiciens amateurs des lycées proposés peuvent déposer une candidature, une vingtaine de lycéens sont accompagnés dans leur pratique avec un concert de sensibilisation pour une centaine de lycéens

Bilan 2015-2016 :
La dernière édition s'est tenue du 10 septembre au 28 novembre 2015. 4 groupes de lycéens, Mutiny, Yungwei, Camikas et Lost and Founds ont été présélectionnés pour se produire sur la scène de la MJC, avec un accompagnement scénique. Le groupe Camikas, composé de 5 musiciens, a bénéficié d'un accompagnement scénique et s'est produit en première partie du festival Evolusons. L'organisation du festival a été géré par 15 lycéens, en appui à l'équipe de la MJC et des bénévoles.

Description du projet 2016-2017 :
Le projet se déroule du 8 septembre 2016 au 19 novembre 2016. Un appel à candidatures est lancé du 8 septembre au 1er octobre. 5 groupes sont sélectionnés sur écoute et étude des dossiers par un jury de professionnels (conservatoire, maison de quartier et Réseau Musiques 94). Les 5 groupes seront accompagnés pendant un mois afin de participer à la sélection le 8 octobre sur la scène de la MJC devant 150 lycéens. Le groupe lauréat sélectionné par le jury aura un coaching scénique de 9 heures sur 3 séances de répétitions du 9 au 18 novembre, en vue d'une 1ère partie d'un concert pédagogique le 19 novembre, donné à la MJC. 250 personnes devraient y assister.

Moyens mis en œuvre :
Dix professionnels de la MJC et des bénévoles sont impliqués. Le jury est composé d'un professeur de musique du conservatoire, du directeur du Conservatoire régional de Fresnes, du coordinateur de la Maison de quartier de Fresnes et du coordinateur du Réseau Musiques 94. Au total, entre 12 et 15 heures d'intervention sont mises en place.
Les conservatoires du Val de Bièvre et le centre socioculturel de l'AVARA participent à l'accompagnement artistique.

Intérêt régional : Le bénéficiaire s'engage à accueillir au minimum un stagiaire sur une durée de 2 mois dans le cadre de cette subvention.

Calcul de la base subventionnable : les apports en nature sont déduits de la base subventionnable

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Localisation géographique : FRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
	Montant total	7 500,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

CHARGES	€ TTC	PRODUITS	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	**4200**	**SUBVENTIONS COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**6250**
Droits d'auteur	400	**Région Ile-de-France**	
Achats de spectacles	3200	Aide projet Musiques actuelles	2500
catering / hôtel	600	Département 94 quote-part ATT	2008
DEPENSES TECHNIQUES	**3700**	Communes Fresnes Quote-part ATT	1742
Rémunération des techniciens	3700	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	**3500**
COUTS DE STRUCTURE	**1850**	Billetterie	3000
Personnel permanent	1550	Recettes buvette	500
communication	300		
TOTAL CHARGES	**9750**	**TOTAL PRODUITS**	**9750**

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	€ TTC	APPORT EN NATURE	€ TTC
Personnel, bénévolat	**500**	Personnel bénévolat	**500**
Mise à disposition de prestations (Communication Réseau Musiques 94)	**200**	Mise à disposition de prestations (Communication Réseau Musiques 94)	**200**
Rémunération formateur (Conservatoires Val de bièvre)	**300**	Rémunération formateur (Conservatoires Val de bièvre)	**300**
TOTAL CONTRIBUTIONS (2)	**1000**	**TOTAL CONTRIBUTIONS (2)**	**1000**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011481

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MJC THEATRE DES 3 VALLEES DE PALAISEAU ("MUSICEENS" - RENOUVELLEMENT 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action culturelle Musiques au Lycée	5 000,00 €	50,00 %	2 500,00 €
	Montant Total de la subvention		2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MJC MAISON DES JEUNES ET DE LA CULTURE
Adresse administrative : PARC DE L'HOTEL DE VILLE
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Frédérique DUMONT, Présidente
Date de publication au JO : 9 avril 1960

N° SIRET : 78523139000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action culturelle Musiques au Lycée
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 31 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale:

Solidité professionnelle	La MJC de Palaiseau accompagne les pratiques amateures en musiques actuelles. Depuis 2010, le projet Musicéens permet, chaque année, d'accompagner les lycéens dans leur découverte du monde musical professionnel.
Attractivité et territoire	Le projet est mené dans deux lycées de Palaiseau.
Dimension artistique	Le programme de sensibilisation comprend des rencontres avec des artistes, l'initiation à l'histoire de la musique et à la pratique musicale.
Public et accessibilité	Le projet comprend des actions de sensibilisation pour plusieurs classes et des ateliers de pratique musicale pour 4 groupes lycéens

Bilan 2015-2016 :
Le projet s'est déroulé du 28 septembre 2015 au 30 juin 2016, sur un programme d'ateliers de pratiques musicales et de sensibilisation aux métiers des musiques actuelles encadrés par des professionnels. 30 lycéens ont participé à la soirée musicale et sensibilisation «I Love Music», 4 classes de seconde ont

participé à des réunions d'information sur les métiers du spectacle et de la musique, ainsi qu'à une visite d'équipement. 4 groupes lycéens ont participé à des ateliers musicaux avec un concert de restitution donné au profit du Secours Populaire, le 29 janvier 2016.

Description du projet 2016-2017 :
Le projet sera renouvelé sur les mêmes axes, du 29 septembre 2016 au 30 juin 2017, avec les élèves des Lycées Camille Claudel et Henri Poincaré de Palaiseau.
7 soirées seront dédiées aux coups de cœur des lycéens, toujours dans un esprit de découvertes des genres musicaux, en partenariat avec la Médiathèque George Sand de Palaiseau.
Une visite de l'équipement de la MJC de Palaiseau sera proposée suivie d'une rencontre avec l'équipe technique. Des séances d'accompagnement sont prévues pour 4 groupes lycéens. Encadrées par un technicien et un intervenant artistique, elles répondront aux besoins techniques par une initiation au son, à la lumière, à la scène, à la composition et/ou la reprise de morceaux. En fin d'année, un concert intitulé « les Echos du local » permettra aux groupes lycéens de se produire devant leurs pairs.

Moyens mis en œuvre :
Un animateur spécialisé en musiques actuelles de la MJC coordonne le projet, avec l'intervention d'artistes et la mobilisation de l'équipe technique de la structure. Les équipes éducatives des lycées sont associées au projet. Entre 110 et 130 heures d'intervention sont prévues sur l'ensemble du programme.

Ce projet est mené en partenariat avec la salle de musiques actuelles Paul B, Opération Maxi Puissance, la Maison des lycéens, le réseau des musiques actuelles Rézonne, AOLF, la Médiathèque George Sand et le PIJ de Palaiseau.

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

Calcul de la subvention : les apports en nature sont déduits de la base subventionnable.

Intérêt régional
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique : PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(sur les 3 dernières années)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
	Montant total	7 500,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	*Montant*	*RECETTES*	*Montant*
DEPENSES ARTISTIQUES	2 000,00 €	REGION IDF	2 500,00 €
DEPENSES TECHNIQUES	2 000,00 €	COMMUNE PALAISEAU ATT	1 000,00 €
COUTS DE STRUCTURE	1 000,00 €	FONDS PROPRES	1 000,00 €
		FONDATION BRUNEAU	500,00 €
APPORT PERSONNEL	2 500,00 €	APPORT PERSONNEL	2 500,00 €
TOTAL	**7 500,00 €**	**TOTAL**	**7 500,00 €**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011482

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MJC DE LA VALLEE ("LES 25 LYCEENS" NOUVELLE DEMANDE 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action culturelle Musiques au Lycée	3 191,00 €	47,01 %	1 500,00 €
	Montant Total de la subvention		1 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MJC DE LA VALLEE
Adresse administrative : 47 RUE DE STALINGRAD
92370 CHAVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GERARD FAUCHEUX, Président
N° SIRET : 78531930200028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action culturelle Musiques au Lycée
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 1 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale :

CRITERES	SOUS CRITERES
Solidité professionnelle	La MJC dispose d'une scène de musiques actuelles « la Salamandre ». Depuis 2005, elle a initié un programme d'actions pédagogiques de découverte professionnelle et de projets musicaux en partenariat avec un lycée.
Attractivité et territoire	Le projet « les 25 lycéens » concerne désormais 3 Lycées : La Source de Meudon, Jean-Pierre Vernant de Sèvres et Saint-Thomas de Villeneuve de Chaville.
Dimension artistique	Le programme vise à offrir une expérience scénique, technique et pratique à des groupes de musique lycéens ainsi qu'à sensibiliser plusieurs classes à l'histoire des musiques actuelles, aux métiers artistiques et du spectacle vivant.
Public et accessibilité	Ce projet touche une centaine d'élèves et 4 groupes de musique lycéens

Bilan du dernier projet Musiques au lycée

Le dernier projet a eu lieu du 9 septembre 2013 au 31 mai 2014 et n'a pu être poursuivi pendant les deux années suivantes suite à un changement de direction du lycée.
Il a été mené avec 14 élèves du Lycée Jean-Pierre Vernant de Sèvres, notamment la section Brevet Technique des Métiers de la Musique. Deux initiations à la sonorisation et à l'éclairage ont été proposées d'un point de vue théorique et pratique. Des lycéens ont participé à l'organisation de concerts: gestion du plateau, accueil des artistes et du public. 45 lycéens ont participé à l'ensemble de ces activités.

Description du projet 2016-2017 :
Le projet « Le 25 des Lycéens » se déroulera du 10 novembre 2016 au 30 mai 2017 et concernera désormais 3 lycées. Le programme comprend deux modules : le concert des lycéens et le parcours d'action culturelle.
Le premier concerne 5 groupes de musique lycéens. Ils participeront à des séances d'accompagnement dans des conditions professionnelles qui aborderont la mise en scène, la balance, le contrôle du tempo, l'arrangement des instruments, et les transitions. Guidés par un intervenant, ils pourront accéder à des studios de répétition et donneront un concert en fin d'année. D'autres lycéens participeront à ce module en assurant la communication, l'accueil des artistes et du public. Une séance de présentation des métiers des musiques actuelles suivie d'une rencontre avec des artistes professionnels sera également proposée.
Le second module porte sur la découverte technique de la MJC. Une visite sera organisée afin de sensibiliser les lycéens au fonctionnement d'une salle de concert. Les élèves rencontreront ensuite des artistes en résidence à la MJC et assisteront à des répétitions. Environ 140 élèves seront concernés, 30 sur les ateliers de pratique, une centaine sur les actions de sensibilisation et une dizaine sur l'organisation d'un concert.

Moyens mis en œuvre :
Le coordinateur pédagogique, le responsable du pôle musique, la chargée de communication et la chargée d'actions culturelles seront mobilisés pour ce projet. Le volume total d'intervention pédagogique est de 34 heures. Le Réseau 92 est partenaire de ce projet.

Détail du calcul de la subvention : Les dépenses de valorisation ne sont pas incluses dans la base subventionnable

Localisation géographique : CHAVILLE **Contrat Particulier :** Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2011	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2012	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
	Montant total	7 500,00 €

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
INTERVENTION MASTERMASTER CLASS GROUPE	300 €	**Région Ile de France Musique au lycée**	**1 500 €**
INTERVENTION PEDAGOGIQUE STRUCTURE	400 €	Comités de vie lycéennes	700 €
DEPENSES TECHNIQUES/ SECURITE	1 000 €	Mécénat	100 €
COMMUNICATION	350 €	Apport fonds propres	891 €
RESTAURATION	250 €		
PERSONNEL FONCTIONNEMENT	891 €		
TOTAL DEPENSES	**3191 €**	**TOTAL RECETTES**	**3191 €**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012880

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE HALL DE LA CHANSON (PROJET 1 MUSIQUES AUX LYCEES DE MEAUX ET ROISSY EN BRIE "LES REPERTOIRES DE LA CHANSON "- NOUVELLE DEMANDE 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Action culturelle Musiques au Lycée	3 720,00 €	67,20 %	2 500,00 €
		Montant Total de la subvention	2 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE HALL DE LA CHANSON
Adresse administrative : 211 AVENUE JEAN JAURES
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur SERGE HUREAU, Directeur
N° SIRET : 37796232900035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Action culturelle Musiques au Lycée
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 22 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21/09/2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Prise en compte des dépenses d'organisation en amont du projet à la date de dépôt de la demande.

CRITERES D'INTERVENTION REGIONALE

Solidité professionnelle	Implanté dans le pavillon du Charolais au cœur du Parc de la Villette, le hall de la Chanson est labélisé et financé à hauteur de 65.3% par le Ministère de la Culture. La Direction des affaires culturelles du Rectorat et les lycées sont les principaux partenaires.
Attractivité et territoire	Le projet « les répertoires de la chanson » se déroule dans deux territoires péri-urbains et ruraux de Seine-et-Marne.
Dimension artistique	Ce parcours propose l'acquisition d'une culture artistique du patrimoine de la chanson, la découverte du processus de création et des métiers du spectacle vivant.
Public et accessibilité	Le projet est mené pour deux classes option arts du son de Meaux et de Roissy-en-Brie.

Présentation du Projet
Le parcours proposera une découverte et une exploration des répertoires du cabaret, de la naissance du genre (ouverture du Chat Noir, 1881) à sa quasi-extinction (la chute du mur de Berlin, 1989) : auteurs,

compositeurs et interprètes, influences au niveau local et international, et les rapports entre la musique et la vie d'une société (à travers un siècle).
Les œuvres sont abordées de façon artistique, les élèves étant épaulés par les intervenants (un comédien-chanteur et un musicien) et l'enseignant à chaque étape du processus : analyse 'dramaturgique' des 5 à 6 œuvres retenues (paroles et musique), construction des projets d'arrangement, construction des projets d'interprétation, répétitions et réalisation des 5-6 projets.

42 élèves participent à ce parcours sur une durée de 28 heures pour une classe de seconde option arts du son du lycée de Meaux et 14 heures pour une classe de seconde option arts du son du lycée de Roissy-en-Brie., les lycéens des autres classes seront conviés aux restitutions des créations faites avec les deux classes option arts du son.

80 élèves du lycée de Meaux devraient assister à une rencontre avec l'équipe artistique et administrative du spectacle musical *Paris-dada-Berlin,* et assisteront aux restitutions d'ateliers en 1ère partie de ce spectacle, et sur une représentation au lycée.

Intérêt régional : le bénéficiaire s'engage à recruter au moins un stagiaire dans le cadre de cette subvention pendant une durée de deux mois.

Localisation géographique : MEAUX ROISSY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme récupère la TVA.

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
	Montant total	5 000,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT

DEPENSES	€ HT	RECETTES	S sollicité A acquis	€ HT
DEPENSES ARTISTIQUES	**3 570 €**	**Région Ile de France Musique au lycée**	**EC**	**2 500€**
salaires et charges artistes	2720€	Région IDF Autre dispositif…….	☐ ATT ☐ EC	
écriture arrangements	850 €	ETAT DGCA quote part subvention de fonctionnement	x ATT ☐ EC	**1 220€**
COUTS DE STRUCTURE	**150€**		☐ ATT ☐ EC	
TOTAL DEPENSES	**3720€**	**TOTAL RECETTES**		**3720€**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011505

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS (RESIDENCE MUTUALISEE FUFU MACHINE - NOUVELLE DEMANDE 2016)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste	28 667, 00€	34,88 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON POPULAIRE CULTURE & LOISIRS
Adresse administrative : 9B RUE DOMBASLE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Rose-Marie FORCINAL, Présidente
Date de publication au JO : 17 mars 1970

N° SIRET : 37989654100016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la résidence de musiques actuelles et au développement d'artiste
Rapport Cadre : CR24-11 du 08/04/2011
Date prévisionnelle de début de projet : 2 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Dépenses d'organisation engagées en amont du projet, la date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande.

Critères d'intervention régionale

Solidité professionnelle	La Maison Populaire créée en 1966, accueille une programmation pluridisciplinaire avec un axe musiques actuelles. Elle a contribué à l'émergence d'artistes tels que Vincent Delerm, Camille ou encore Lojo'Triban et a conduit plusieurs projets de résidences de création. L'association Rares Talents et le réseau de musiques actuelles MAAD 93 s'associent au projet. La Drac et le Département soutiennent cette résidence mutualisée.
Attractivité et territoire	Ce projet a un rayonnement départemental sur les temps de création et d'actions culturelles: Mains d'Œuvres de Saint-Ouen, la Menuiserie de Pantin, le Conservatoire de Rosny-sous-Bois, la Pêche et le Maison Populaire de Montreuil, le Deux Pièces Cuisine du Blanc-Mesnil. Ces lieux ainsi que le CECB du Bourget sont partenaires du projet.
Dimension artistique	La résidence de création de Fufu Machine mêle différents courants des musiques du monde.

Public et accessibilité	Le lieu propose tout un programme d'actions culturelles et plus spécifiquement autour de chaque temps de résidence.

Présentation de la résidence :
La résidence itinérante « FUFU Machine » réunit des artistes reconnus au niveau international : le chanteur folk Piers Faccini, le batteur Cyril Atef et le bassiste Hilaire Penda. Ils travailleront sur la création d'un répertoire commun, basé sur le métissage culturel. La résidence itinérante et mutualisée permettra de travailler différentes formes de représentations en fonction des lieux de diffusion partenaires. Pour cela. Un album sera édité.

Contenu de la résidence
La résidence se découpe en 6 temps. Les deux premières étapes, du 20 au 23 septembre à la Maison Populaire de Montreuil et du 22 au 23 octobre dans le lieu Mains d'œuvre à Saint-Ouen, favorisant le regard croisé sur des premières ébauches musicales.

Les deux étapes suivantes se déroulent du 8 au 11 novembre 2016 à la Menuiserie de Pantin et du 1er au 3 février au Conservatoire de Rosny-sous-Bois. Ces périodes sont dédiées au perfectionnement du répertoire du trio ainsi qu'au travail scénique.

En dernier lieu, deux temps de créations seront dédiés aux filages scéniques et à la finalisation de cette création : 3 jours à définir au Café La Pêche de Montreuil et du 2 au 4 mars au Deux Pièces Cuisine du Blanc-Mesnil. Les artistes partagent la scène avec leurs invités afin de créer des morceaux ouverts à de nouvelles esthétiques.
Chaque temps de résidence fait l'objet d'une restitution d'étape le dernier jour.

Sur ces périodes, des masterclasses « Rythmes et voix » ainsi que « Afro Groove » sont proposées aux musiciens amateurs et avancés, aux habitants et aux élèves d'écoles primaires et de conservatoire.

La Maison Populaire engage les dépenses de l'ensemble des résidences et coordonne le projet avec le réseau MAAD 93, la compagnie Rares Talents et le MAAD 93 mettent leur équipe à contribution sur le projet pour des durées de 5 à 20% de leur travail annuel.

Intérêt régional : la structure s'engage à accueillir au moins un stagiaire sur une durée de deux mois dans le cadre de la subvention.

Détail du calcul de la subvention :
Les dépenses de diffusion et les apports en valorisation sont déduits de la base subventionnable.

Localisation géographique : SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD **CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	30 000,00 €
2013	Soutien à la création et à la diffusion numérique	3 166,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	6 500,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
	Montant total	109 666,00 €

PLAN PREVISIONNEL DE FINANCEMENT 2016

DEPENSES		**RECETTE**	**A**	
DEPENSES CREATION	**22 412 €**	**Région Ile-de-France - Aide Résidence M actuelles**		**10 000 €**
Salaires + charges artistiques	11 280 €	DRAC IDF En cours	☐ EC	**10 000 €**
Salaires + charges techniques	2 130 €	Département : 93 En cours	☐ EC	**15 000 €**
Transports, hébergement, défraiement	580 €	Billetterie		**402 €**
Communication	8 222 €	Ventes de spectacles		**6 300 €**
assurance	200 €	Apport fonds propres		**1 500 €**
DEPENSES DIFFUSION	**14 535 €**			
Salaires + charges artistiques	10 528 €			
Salaires + charges techniques	3 380 €			
transports, hébergement, défraiements	89 €			
Autres dépenses à préciser taxes	538 €			
DEPENSES D'ACTIONS CULTURELLES	**6 255 €**			
Salaires et charges	6 175 €			
Autres charges à préciser	80 €			
TOTAL DEPENSES	**43 202 €**	**TOTAL RECETTES**		**43 202 €**

BIENS /SERVICES MIS A DISPOSITION	**€TTC**	**APPORT EN NATURE**	**€ TTC**
Apport personnel et plateau technique	8 000 €	Maison Populaire	8 000 €
bénévolat	8 000 €	bénévolat	8 000 €
Apport lieux partenaires (équipe, plateau technique communication)	10 000 €	Apports lieux	10 000 €
TOTAL CONTRIBUTIONS	**18 000 €**	**TOTAL CONTRIBUTIONS**	**18 000 €**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-383

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Dernière affectation des soldes des subventions 2016 en faveur de quatre organismes associés à l'action régionale dans le domaine de la Culture

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CP 15-685 du 08 octobre 2015 relative à l'adoption d'une convention de mise à disposition de l'ONIF par la Région d'un bâtiment situé à Alfortville ;

VU la délibération n° CP 15-392 du 09 juillet 2015 relative à l'adoption de l'avenant n°1 modificatif à la convention d'objectifs et de moyens conclue entre la Région et le FIF ;

VU la délibération n° CP 15-105 du 29 janvier 2015 relative à l'adoption d'une convention entre la Région et le l'ONIF ;

VU la délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Chœur Vittoria ;

VU la délibération n° CP 13-029 du 23 janvier 2013 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyens entre la Région et le Festival d'Île-de-France (FIF) ;

VU la délibération n° CP 16-299 du 12 juillet 2016 relative à l'adoption d'une convention d'objectifs et de moyen entre la Région et le FRAC ;

VU le Budget de la Région pour 2016 ;

VU l'avis de la Commission de la culture ;

VU l'avis de la Commission des Finances ;

VU le rapport CP 16-383 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer à quatre organismes associés une dernière affectation au titre des subventions de fonctionnement inscrites au budget 2016 selon la répartition et les montants figurant en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 :

Affecte une autorisation d'engagement de **612 060 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP312-005 (131005) « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100503 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts de la scène ».

Affecte une autorisation d'engagement de **59 160 €** disponible sur le chapitre 933 « culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités culturelles et artistiques », programme HP312-006 (131006) « aide à la création et à la diffusion des arts plastiques », action 13100602 « soutien aux organismes associés œuvrant dans le domaine des arts plastiques ».

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :

ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS PROPOSEES AU VOTE

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-383	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100503 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts de la scène**

Dispositif : N° 00000178 - OA / Orchestre national d'Ile-de-France (ONIF)

Dossier	16013135 - DERNIERE AFFECTATION 2016 POUR L'ORCHESTRE NATIONAL D'ILE-DE-FRANCE			
Bénéficiaire	R5189 - ORCHESTRE NATIONAL IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	501 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
501 000,00 €	TTC	00 %	501 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000178 - OA / Orchestre national d'Ile-de-France (ONIF)	501 000,00 €

Dispositif : N° 00000179 - OA / Choeur régional Vittoria

Dossier	16013133 - DERNIERE AFFECTATION 2016 POUR LE CHOEUR REGIONAL VITTORIA			
Bénéficiaire	R6619 - CHOEUR REG VITTORIA IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 040,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 040,00 €	TTC	100 %	17 040,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000179 - OA / Choeur régional Vittoria	17 040,00 €

Dispositif : N° 00000180 - OA / Festival d'Ile-de-France (FIF)

Dossier	16013130 - DERNIERE AFFECTATION 2016 POUR LE FIF			
Bénéficiaire	R5425 - FESTIVAL DE L'IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	94 020,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
94 020,00 €	TTC	100 %	94 020,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-383	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000180 - OA / Festival d'Ile-de-France (FIF)	94 020,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100503	612 060,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131006 - Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques**
Action	**13100602 - Soutien aux organismes associés oeuvrant dans le domaine des arts plastiques**

Dispositif : N° 00000177 - OA / Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (FRAC)

Dossier	16013131 - DERNIERE AFFECTATION 2016 POUR LE FRAC			
Bénéficiaire	R5967 - FRAC FOND REG ART CONTEM			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	59 160,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 160,00 €	TTC	100 %	59 160,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000177 - OA / Fonds régional d'art contemporain d'Ile-de-France (FRAC)	59 160,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131006 - 13100602	59 160,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-385

DU 21 SEPTEMBRE 2016
Aménagement culturel en Ile-de-France
Troisième affectation pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 83-25 du 11 octobre 1983 relative à la politique culturelle régionale pour les années 1984 et 1985 ;

VU La délibération n° CR 19-99 du 1er juillet 1999 relative aux modalités d'intervention de la Région en matière d'investissement dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 29-01 du 1er octobre 2001, relative aux actions régionales en faveur de la société d'information et notamment son article 2 ;

VU La délibération n° CR 06-15 des 12 et 13 février 2015 approuvant l'évolution du soutien régional à la restauration du patrimoine bâti ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 12-16 du 21 janvier 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CR 22-16 du 18 mars 2016 portant choc de simplification ;

VU La délibération n° CR 31-16, 31-16 BIS et 31-16 TER du 18 février 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CR 48-16 du 17 mars 2016 relative à la désignation des représentants du Conseil Régional dans divers organismes ;

VU La délibération n° CP 10-727 du 14 octobre 2010 approuvant la convention-type sur l'aménagement culturel et la convention type sur l'équipement numérique culturel entre les organismes bénéficiaires et la Région ;

VU La délibération n° CP 16- 266 du 12 juillet 2016 relative à l'aménagement culturel ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-385 présenté par madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission de la Culture ;

VU L'avis de la Commission des Finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Equipements culturels de diffusion et de création

Décide de participer au titre du dispositif « Activités culturelles et artistiques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **47 668 €.**

Subordonne le versement des subventions à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23.000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération CP n°10-727 du 14 octobre 2010, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ou pour le soutien aux cinémas à la convention type relative à l'aménagement culturel des établissements cinématographiques approuvée par la délibération CP n°10-763 du 14 octobre 2010, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **47 668 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-002 « Equipements culturels de diffusion et de création », action 13100202 « construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Soutien à la création et diffusion des arts numériques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la création et à la diffusion numériques » au financement des projets détaillés en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **321 302 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23.000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'équipement numérique culturel approuvée par la délibération CP n°10-727 du 14 octobre 2010, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ou pour l'équipement numérique des salles de cinéma à la convention type approuvée par la délibération CP n°10-763 du 14 octobre 2010, modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **321 302 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Aide à la création et diffusion numériques » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numériques » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Construction et aménagement de médiathèques

Décide de participer au titre du dispositif « Construction et aménagement de médiathèques » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **368 092 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23.000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération CP n°10-727 du 14 octobre 2010 modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **368 092 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-008 (131008) « Action en faveur du livre et de la lecture », action 13100802 « construction et aménagement de médiathèques » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 : Actions en faveur de la valorisation du Patrimoine

Décide de participer au titre du dispositif « valorisation du patrimoine » au financement du projet détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution de subventions pour un montant maximum prévisionnel de **1 384 012 €**.

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, lorsque le montant attribué est supérieur à 23.000 €, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération CP n°10-727 du 14 octobre 2010 modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **1 384 012 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 (131004) « Développement du patrimoine en Région » - action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 ;

Article 5: Nouvelle attribution – Restauration de l'église Saint Clair de Gometz le Chatel

Décide de participer au titre du dispositif « valorisation du patrimoine » au financement du projet de restauration de l'église Saint Clair de Gometz le Chatel détaillé en annexe 2 à la délibération, par l'attribution d'une nouvelle subvention pour un montant maximum prévisionnel de **20 963 €.**

Subordonne le versement de la subvention à la conclusion, d'une convention conforme à la convention type relative à l'aménagement culturel approuvée par la délibération CP n°10-727 du 14 octobre 2010 modifiée pour tenir compte des dispositions de la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **20 963 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 313 « Patrimoine », programme HP 313-004 (131004) « Développement du patrimoine en Région » - action 13100402 « valorisation du patrimoine» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1 ;

Article 6 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16011339	MEDIATHEQUE LE PERREUX-SUR-MARNE - LIVRE 2016	COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE	28 août 2016
16011755	EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA MEDIATHEQUE DU PRE-SAINT-GERVAIS - LIVRE 2016	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION EST ENSEMBLE	1er août 2016
16011761	EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE PANTIN - LIVRE 2016	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION EST ENSEMBLE	4 juillet 2016
16007360	RESTAURATION DES SALONS DU REZ DE CHAUSSEE - ECOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS (17ème)	SA ECOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS A CORTOT	12 juillet 2016
16012874	RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT CLAIR - GOMETZ LE CHATEL (91)	COMMUNE DE GOMETZ LE CHATEL	1er novembre 2014
16011590	REHABILITATION VIEUX PONT - ESBLY (77)	COMMUNE D'ESBLY	1er juillet 2016
16002848	TRAVAUX DE TRAITEMENT ET DE MISE EN SECURITE DU CHATEAU DE VIGNY (77)	SCI CHATEAU DE VIGNY	25 juillet 2016

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-385	Budget	2016

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131002 - Equipements culturels de diffusion et de création**
Action	**13100202 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle**

Dispositif : N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

Dossier	16012989 - AIRE FALGUIERE COMPAGNIE VUE SUR MER A PARIS 15ème - TRAVAUX MISE AUX NORMES ET DE CONFORT DU PUBLIC			
Bénéficiaire	P0035052 - AIRE FALGUIERE COMPAGNIE VUE MER			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 829,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 762,00 €	TTC	30 %	3 829,00 €	

Dossier	16013140 - LA MUSE EN CIRCUIT - ALFORTVILLE (94) TRAVAUX D'ISOLATION PHONIQUE ET DE REHABILITATION DES LOCAUX			
Bénéficiaire	R20946 - ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT			
Localisation	ALFORTVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 839,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
146 130,00 €	HT	30 %	43 839,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000145 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	47 668,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131002 - 13100202	47 668,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**313 - Patrimoine (bibliothèques, musées, monuments...)**
Programme	**131004 - Développement du patrimoine en région**
Action	**13100402 - Valorisation du patrimoine**

Dispositif : N° 00000537 - Aide à la restauration du patrimoine protégé

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-385	Budget	2016

Dossier	14004465 - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-ETIENNE - LE COUDRAY-MONTCEAUX (91)			
Bénéficiaire	R8498 - COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX			
Localisation	LE COUDRAY-MONTCEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	302 142,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 007 138,00 €	HT	30 %	302 142,00 €	

Dossier	16002848 - TRAVAUX DE TRAITEMENT ET DE MISE EN SECURITE DU CHATEAU DE VIGNY (95)			
Bénéficiaire	P0033900 - SCI CHATEAU DE VIGNY			
Localisation	VIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	110 807,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
554 034,00 €	HT	20 %	110 807,00 €	

Dossier	16006966 - PHASE 0 TRAVAUX D'URGENCE - RESTAURATION LA COLLEGIALE NOTRE DAME - MANTES LA JOLIE (78)			
Bénéficiaire	R629 - COMMUNE DE MANTES LA JOLIE			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	47 730,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 650,00 €	HT	20 %	47 730,00 €	

Dossier	16007102 - RESTAURATION EGLISE-NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION- NOISY-SUR-ECOLE 77			
Bénéficiaire	R832 - COMMUNE DE NOISY SUR ECOLE			
Localisation	NOISY-SUR-ECOLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	81 819,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
272 730,00 €	HT	30 %	81 819,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-385	Budget	2016

Dossier	16007208 - RESTAURATION DE LA TOITURE DE L'AILE EST DU PRIEURE - PROPRIETE PRIVEE - MOUSSY (95)			
Bénéficiaire	P0034458 - L'ECONOME			
Localisation	MOUSSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 309,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
351 544,00 €	TTC	20 %	70 309,00 €	

Dossier	16007360 - RESTAURATION DES SALONS DU REZ DE CHAUSSEE - ECOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS (17ème)			
Bénéficiaire	P0029319 - SA ECOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS A CORTOT			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
210 000,00 €	HT	20 %	42 000,00 €	

Dossier	16011079 - RESTAURATION EGLISE NOTRE-DAME DE MORET LOING ET ORVANNE - 77			
Bénéficiaire	P0034304 - COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE			
Localisation	MORET LOING ET ORVANNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	184 065,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
736 260,00 €	HT	25 %	184 065,00 €	

Dossier	16011083 - 1ere TRANCHE - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-VINCENT - MESNIL-LE-ROI (78)			
Bénéficiaire	R644 - COMMUNE DE MESNIL LE ROI			
Localisation	LE MESNIL-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 523,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
410 090,00 €	HT	25 %	102 523,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-385	Budget	2016

Dossier	16011086 - RESTAURATION EXTERIEURE DU PAVILLON DE LA MUSIQUE ET DE SES ABORDS - NEUILLY SUR SEINE (92)			
Bénéficiaire	R1033 - COMMUNE DE NEUILLY SUR SEINE			
Localisation	NEUILLY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	76 375,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
381 873,00 €	HT	20 %	76 375,00 €	

Dossier	16012874 - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT CLAIR - GOMETZ LE CHATEL (91)			
Bénéficiaire	R1124 - COMMUNE DE GOMETZ LE CHATEL			
Localisation	GOMETZ-LE-CHATEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 963,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
69 875,00 €	HT	30 %	20 963,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000537 - Aide à la restauration du patrimoine protégé	1 038 733,00 €

Dispositif : N° 00000899 - Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale

Dossier	15018832 - RESTAURATION CHAPELLE ORTHODOXE - CHAMPAGNE SUR SEINE (77)			
Bénéficiaire	R306 - COMMUNE DE CHAMPAGNE SUR SEINE			
Localisation	CHAMPAGNE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 500,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
170 000,00 €	HT	25 %	42 500,00 €	

Dossier	16007259 - RESTAURATION DE L'APPARTEMENT-ATELIER DE LE CORBUSIER, PARIS 16EME			
Bénéficiaire	R38824 - FONDATION LE CORBUSIER			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	232 885,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 074 558,00 €	HT	21,67 %	232 885,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-385	Budget	2016

Dossier	16011283 - RESTAURATION DE LA STATUE A JEAN CASALE - AEROPARC BLERIOT - BUC (78)			
Bénéficiaire	R532 - COMMUNE DE BUC			
Localisation	BUC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	38 550,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
154 200,00 €	HT	25 %	38 550,00 €	

Dossier	16011590 - REHABILITATION VIEUX PONT - ESBLY (77)			
Bénéficiaire	R386 - COMMUNE D'ESBLY			
Localisation	ESBLY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	52 307,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
209 228,00 €	HT	25 %	52 307,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000899 - Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	366 242,00 €

Total sur l'imputation 903 - 313 - 131004 - 13100402	1 404 975,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131007 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**
Action	**13100701 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**

Dispositif : N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique

Dossier	16011287 - COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - INFORMATISATION DE LA MEDIATHEQUE DE SAINT-MICHEL-SUR-ORGE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0034024 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
Localisation	SAINT-MICHEL-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 080,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
54 515,00 €	HT	35 %	19 080,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-385	Budget	2016

Dossier	16011298 - COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - INFORMATISATION DE LA MEDIATHEQUE DE BRETIGNY-SUR-ORGE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0034024 - CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
Localisation	BRETIGNY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 517,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 479,00 €	HT	35 %	21 517,00 €	

Dossier	16011610 - VILLE DE MASSY (91) EQUIPEMENT EN MATERIEL SON LUMIERE ET VIDEO DU LIEU PAUL B			
Bénéficiaire	R1156 - COMMUNE DE MASSY			
Localisation	MASSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	37 307,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
93 269,00 €	HT	40 %	37 307,00 €	

Dossier	16011645 - COMMUNE DE NANTERRE 92 - EQUIPEMENT DE LA MAISON DE LA MUSIQUE EN PROJECTEURS LED			
Bénéficiaire	R1032 - COMMUNE DE NANTERRE			
Localisation	NANTERRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 250,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 128,00 €	HT	40 %	17 250,00 €	

Dossier	16011783 - EST ENSEMBLE - MISE EN RESEAU DES BIBLIOTHEQUES - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0018566 - COMMUNAUTE D AGGLOMERATION EST ENSEMBLE			
Localisation	EST ENSEMBLE (EPT8)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	147 250,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
490 833,34 €	HT	30 %	147 250,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-385	Budget	2016

Dossier	16012883 - ASSOCIATION VAGABOND A MALAKOFF (92) EQUIPEMENT EN MATERIEL NUMERIQUE			
Bénéficiaire	R30145 - ASSOCIATION VAGABOND			
Localisation	MALAKOFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 898,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 745,00 €	HT	40 %	9 898,00 €	

Dossier	16012950 - ESPACE D'ART IMMANENCE : NUMERISATION ET MISE EN LIGNE DU FONDS ARCHIVE STATION			
Bénéficiaire	R33517 - ASSOC IMMANENCE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	69 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
154 300,00 €	TTC	44,72 %	69 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000147 - Soutien à la création et à la diffusion numérique	321 302,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131007 - 13100701	321 302,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Actions en faveur du livre et de la lecture**
Action	**13100802 - Construction et aménagement de médiathèques**

Dispositif : N° 00000138 - Construction et aménagement de médiathèques

Dossier	16011339 - MEDIATHEQUE LE PERREUX-SUR-MARNE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	R27 - COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE			
Localisation	LE PERREUX-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	269 017,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
896 723,00 €	HT	30 %	269 017,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-385	Budget	2016

Dossier	16011755 - EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA MEDIATHEQUE DU PRE-SAINT-GERVAIS - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0018566 - COMMUNAUTE D AGGLOMERATION EST ENSEMBLE			
Localisation	EST ENSEMBLE (EPT8)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 075,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
136 918,00 €	HT	28,54 %	39 075,00 €	

Dossier	16011761 - EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE PANTIN - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0018566 - COMMUNAUTE D AGGLOMERATION EST ENSEMBLE			
Localisation	EST ENSEMBLE (EPT8)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	204142
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
200 000,00 €	HT	30 %	60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000138 - Construction et aménagement de médiathèques	368 092,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131008 - 13100802	368 092,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

1 - Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012989

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIRE FALGUIERE COMPAGNIE VUE SUR MER A PARIS 15EME - TRAVAUX MISE AUX NORMES ET DE CONFORT DU PUBLIC

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	12 762,00 €	30,00 %	3 829,00 €
	Montant Total de la subvention		3 829,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AIRE FALGUIERE COMPAGNIE VUE MER
Adresse administrative : 15 RUE GEORGES PITARD
75015 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame Geneviève ROZENTAL, Présidente

N° SIRET : 43037535200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux de mise aux normes et de confort du public

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'Aire Falguière achève sa 13ème saison. Ce petit théâtre contribue à l'animation du 15ème arrondissement de Paris où nombre d'habitants ont l'habitude d'y venir ainsi que des spectateurs de l'Ile-de-France et au-delà. Des travaux de mise aux normes de l'installation électrique ont besoin d'être réalisés. Le théâtre comporte une grande vitrine exposée plein sud, la chaleur devient vite insupportable et empêche toute programmation l'été. L'installation d'une climatisation va permettre de maintenir le théâtre ouvert une grande partie de l'été, représentant ainsi une plus large offre culturelle à la population.

Description :

Ce petit théâtre de 45 places, situé rue de la Procession (Paris 15ème) jouit d'une réputation de qualité et propose des spectacles, des lectures, des improvisations et des cours de comédie.

Dans sa mission de théâtre tremplin, il a accueilli plus de quarante spectacles depuis sa création en permettant aux auteurs, metteurs en scène ou compagnies en devenir de montrer leurs créations et leurs projets au public et aux programmateurs de plus grands théâtres. L'Aire Falguière travaille également avec les Ecrivains Associés du Théâtre dans le but de familiariser le public avec les écritures contemporaines. L'association organise des lectures un soir par semaine de novembre à fin avril.

Moyens mis en œuvre :
Les aménagements et réparations du théâtre deviennent urgents, notamment la mise aux normes de l'installation électrique et le renouvellement des extincteurs, pour des raisons de sécurité.

L'installation d'une climatisation va donner à ce lieu un temps d'exploitation plus long et permettra d'offrir au public une plus large programmation culturelle.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense représente 13 650 € TTC. La base subventionnable s'élève à 12 762 € car les préparations de chantiers, les protections par bâche, les déposes et mises en décharge n'entrent pas dans la base subventionnable. Au taux de 30 %, une subvention de 3 829 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	12 762,00	93,49%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	888,00	6,51%
Total	13 650,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	3 829,00	28,05%
VILLE DE PARIS (subvention sollicitée)	8 190,00	60,00%
AIRE FALGUIERE COMPAGNIE VUE SUR MER	1 631,00	11,95%
Total	13 650,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 829,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013140

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA MUSE EN CIRCUIT - ALFORTVILLE (94) TRAVAUX D'ISOLATION PHONIQUE ET DE REHABILITATION DES LOCAUX

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	146 130,00 €	30,00 %	43 839,00 €
	Montant Total de la subvention		43 839,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131002-300
13100202- Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT
Adresse administrative : 18 RUE MARCELIN BERTHELOT
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Geneviève GALLOT, Présidente

Date de publication au JO : 15 août 1982

N° SIRET : 32826540000031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux d'isolation phonique et de réhabilitation des locaux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Muse en Circuit est propriétaire de ses locaux (établissement recevant du public de 5ème catégorie) à Alfortville. Elle dispose de cinq espaces de travail répartis sur trois niveaux. Pour rendre plus efficace le soutien artistique et technique apporté par la Muse en Circuit et pour mieux répondre aux besoins des équipes qui utilisent les locaux, un traitement acoustique et une réhabilitation du premier étage doivent être réalisés pour adapter l'ensemble du bâtiment aux exigences de l'activité de l'association.

Description :
La Muse en circuit, centre national de création musicale créé autour de Luc Ferrari en 1982, dirigé en 1999 par David Jisse, depuis septembre 2013 par Wilfried Wendling, est au service des musiques contemporaines liées aux technologies. Elle accueille compositeurs, instrumentistes, artistes venus de diverses disciplines -théâtre, danse, arts visuels- dont les préoccupations croisent celles de la musique.

Labellisée en 2006 "Centre national de création musicale" par le Ministre de la Culture et de la Communication, la Muse en circuit acquiert des locaux en octobre 2009 grâce aux garanties apportées par le département du Val-de-Marne et la ville d'Alfortville.

De décembre 2011 à octobre 2015, la Muse en Circuit a effectué plusieurs phases de travaux consistant à la réfection de son bâtiment, ainsi qu'à sa mise aux normes en terme de sécurité pour un établissement recevant du public et d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux prévus lors de la présente opération permettront une requalification spatiale de l'ensemble du bâtiment pour lui apporter plus de cohérence et de confort pour les utilisateurs entre les différents espaces.

Les interventions suivantes sont prévues :
- traitement acoustique du studio d'enregistrement pour une meilleure polyvalence d'accueil (musique instrumentales/musique amplifiée),
- création d'une ventilation isolée acoustiquement de l'extérieur pour le studio d'enregistrement,
- réalisation d'une isolation phonique entre les cabines du grand studio et le sol des bureaux du premier étage par la mise en place d'un plancher acoustique,
- traitement acoustique et réhabilitation du studio Botticelli qui accueille les outils de création sonore numérique et analogique au premier étage,
- travaux d'électricité pour une mise aux normes de l'ensemble du bâtiment avec notamment le raccordement à la terre de l'installation électrique,
- réorganisation et requalification du premier étage.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 200 662,00 € HT. La base subventionnable représente 146 130,00 € car les honoraires d'architecte, les études, les déposes et démolitions, la signalétique, les contrôles et nettoyage n'entrent pas dans cette base. Au taux de 30 %, une subvention de 43 839 € est proposée.

Localisation géographique :
- ALFORTVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	146 130,00	72,82%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	54 532,00	27,18%
Total	200 662,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	43 839,00	21,85%
DRAC ILE DE FRANCE (subvention sollicitée)	100 131,00	49,90%
LA MUSE EN CIRCUIT	56 692,00	28,25%
Total	200 662,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	21 400,00 €
2017	22 439,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 330,00 €
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	7 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
	Montant total	149 930,00 €

2 - Soutien à la diffusion et à la création numérique

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011287

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - INFORMATISATION DE LA MEDIATHEQUE DE SAINT-MICHEL-SUR-ORGE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	54 515,00 €	35,00 %	19 080,00 €
	Montant Total de la subvention		19 080,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président

N° SIRET : 20005785900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique

Objet du projet : soutien à l'informatisation de la nouvelle médiathèque de Saint-Michel-sur-Orge.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La collectivité "Cœur d'Essonne Agglomération" sollicite le soutien régional pour l'informatisation de la nouvelle médiathèque de Saint-Michel-sur-Orge, en cours de construction pour une ouverture au public début 2017.

Description :
Créé le 1er janvier 2016, la communauté d'agglomération "Cœur d'Essonne Agglomération", regroupant la communauté d'agglomération du Val d'Orge et la communauté de communes de l'Arpajonnais, a notamment pour compétence optionnelle la "Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire" et pour compétence supplémentaire la "Mise en réseau de la lecture publique".

Initiée par la communauté d'agglomération du Val d'Orge en 2013, la réalisation de la nouvelle médiathèque à Saint-Michel-sur-Orge s'inscrit dans ce cadre. Ce nouvel équipement doit répondre au déficit de surface de la médiathèque actuelle, installée depuis 1975 dans une ancienne maison témoin. Il permettra de développer les services attendus d'une médiathèque contemporaine sur un territoire qui connaît une croissance démographique positive.

La Région Ile-de-France a soutenu le projet de construction par une subvention à hauteur de 1 233 819 € attribuée à la commission permanente du 17 octobre 2013.

Moyens mis en œuvre :
Le projet informatique et numérique de la nouvelle médiathèque se doit d'être à niveau de l'offre sur l'ensemble du réseau des médiathèques du territoire :
- Mise en réseau de la nouvelle médiathèque avec les équipements du territoire déjà existants (logiciel et portail commun) permettant la réservation en ligne sur le portail des médiathèques avec prêt interbibliothèques (retrait des documents commandés dans la médiathèque de proximité et retour dans n'importe quelle établissement du réseau),
- Offre multimédia complète dans la nouvelle médiathèque : accès internet, offre VOD, livres et presse numériques, auto-formation, soutien scolaire...
- Wifi présent dans tous les espaces de la médiathèque avec respect de la réglementation en matière de sécurité (traçabilité des usages et filtrage),
- Equipements publics adaptés à tous les besoins : postes pour consultation rapide du catalogue, tablettes tactiles pour la consultation de la presse en ligne, postes multimédias pour les ressources en ligne, auto-formation, soutien scolaire, postes d'écoute et visionnement DVD...

Le soutien régional portera sur l'équipement informatique fixe (postes, écrans, casques, imprimantes, douchettes...), les tablettes, les consoles de jeux, l'équipement audio et la téléphonie.

Intérêt régional :
Cette subvention concernant l'informatisation de la médiathèque de Saint-Michel-sur-Orge donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

De plus, en conséquence de l'absence d'obligation faite à la structure de recruter un stagiaire suite à une erreur matérielle lors du vote de la subvention au festival De jour // De nuit (CP du 18 MAI 2016 - dossier n°16003433), la structure s'engage à recruter un stagiaire supplémentaire, soit 2 stagiaires.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense représente 54 515 € TTC c'est la base subventionnable. Au taux de 35 %, une subvention de 19 080 € est proposée.

Localisation géographique :
- SAINT-MICHEL-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement informatique	54 515,00	100,00%
Total	54 515,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	19 080,00	35,00%
CA Cœur Essonne Agglomération	16 355,00	30,00%
Région IdF	19 080,00	35,00%
Total	54 515,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	19 080,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Plateformes de Services Ressources Humaines pour les Petites Entreprises	42 345,32 €
2015	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	25 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
	Montant total	87 345,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011298

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION - INFORMATISATION DE LA MEDIATHEQUE DE BRETIGNY-SUR-ORGE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	61 476,00 €	35,00 %	21 517,00 €
	Montant Total de la subvention		21 517,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur OLIVIER LEONHARDT, Président

N° SIRET : 20005785900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique

Objet du projet : soutien à l'informatisation de la nouvelle médiathèque de Brétigny-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La collectivité "Cœur d'Essonne Agglomération" sollicite le soutien régional pour l'informatisation de la nouvelle médiathèque de Brétigny-sur-Orge, en cours de construction pour une ouverture au public mi-2017.

Description :
Créé le 1er janvier 2016, la communauté d'agglomération "Cœur d'Essonne Agglomération", regroupant la communauté d'agglomération du Val d'Orge et la communauté de communes de l'Arpajonnais, a notamment pour compétence optionnelle la "Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire" et pour compétence supplémentaire la "Mise en réseau de la lecture publique".

Initiée par la communauté d'agglomération du Val d'Orge en 2013, la réalisation de la nouvelle médiathèque à Brétigny-sur-Orge s'inscrit dans ce cadre. Ce nouvel équipement doit répondre au déficit de surface de la médiathèque actuelle, située dans l'espace culturel Jules Verne. Il permettra de développer les services attendus d'une médiathèque contemporaine sur un territoire qui connaît une croissance démographique positive.

La Région Ile-de-France a soutenu le projet de construction par une subvention à la phase I du projet (gros œuvre) à hauteur de 595 560 € attribuée à la commission permanente du 17 octobre 2013 et par une subvention à la phase II du projet (aménagement intérieur) à hauteur de 582 000 € attribuée à la commission permanente du 17 octobre 2014.

Moyens mis en œuvre :
Le projet informatique et numérique de la nouvelle médiathèque se doit d'être à niveau de l'offre sur l'ensemble du réseau des médiathèques du territoire :
- Mise en réseau de la nouvelle médiathèque avec les équipements du territoire déjà existants (logiciel et portail commun) permettant la réservation en ligne sur le portail des médiathèques avec prêt interbibliothèques (retrait des documents commandés dans la médiathèque de proximité et retour dans n'importe quel établissement du réseau),
- Offre multimédia complète dans la nouvelle médiathèque : accès internet, offre VOD, livres et presse numériques, auto-formation, soutien scolaire...
- Wifi présent dans tous les espaces de la médiathèque avec respect de la réglementation en matière de sécurité (traçabilité des usages et filtrage),
- Equipements publics adaptés à tous les besoins : postes pour consultation rapide du catalogue, tablettes tactiles pour la consultation de la presse en ligne, postes multimédias pour les ressources en ligne, auto-formation, soutien scolaire, postes d'écoute et visionnement DVD...

Le soutien régional portera sur l'équipement informatique fixe (postes, écrans, casques, imprimantes, douchettes...), les tablettes, les consoles de jeux, l'équipement audio et la téléphonie.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense représente 61 476 € TTC c'est la base subventionnable. Au taux de 35 %, une subvention de 21 517 € est proposée.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement informatique	61 476,00	100,00%
Total	61 476,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	21 517,00	35,00%
Cœur Essonne Agglomération	18 442,00	30,00%
Région IdF	21 517,00	35,00%
Total	61 476,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €
2017	11 517,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011610

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VILLE DE MASSY (91) EQUIPEMENT EN MATERIEL SON LUMIERE ET VIDEO DU LIEU PAUL B

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	93 269,00 €	40,00 %	37 307,00 €
	Montant Total de la subvention		37 307,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MASSY
Adresse administrative : 1 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
91349 MASSY CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Vincent DELAHAYE, Sénateur-maire

N° SIRET : 21910377700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique

Objet du projet : équipement en matériel son, lumière et vidéo du lieu Paul B de Massy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le centre culturel Paul Baillart dit PAUL B est un équipement dédié aux musiques actuelles et au spectacle jeune public. A partir de 2004, Paul B a reçu le conventionnement musique, puis en 2011, le label SMAC. PAUL B possède deux salles, un club de 300 places et une salle modulable d'une capacité allant de 375 fauteuils en version "assise" à 550 places en configuration "debout". L'essentiel des équipements scéniques du club datent de 2001 et 2003. La nature des spectacles diffusés ainsi que l'activité de création et de diffusion nécessitent un matériel de qualité répondant aux critères d'exigence des créations actuelles.

Description :
PAUL B présente un éventail musical le plus large possible en dehors des répertoires classiques qui sont programmés à l'Opéra de Massy. La diffusion est une des missions premières du lieu mais leurs objectifs

s'étendent à l'aide à la création, aux mesures d'accompagnement du public et des artistes (amateurs ou autres) et au soutien à la pratique amateur.

Durant la saison 2014/2015, ont été présentés :
- 47 soirées concerts (dont le festival Les Primeurs de Massy)
- 95 représentations
- 112 groupes et artistes
- 24 premières parties
- 40 séances Jeune public pour 10 spectacles.

En aide à la création :
- 3 résidences
- 9 sessions de répétitions scéniques
- 64 jours d'utilisation des plateaux

En accompagnement studios :
- 19 groupes réguliers en studio
- 11 répétitions scéniques
- 43 jours d'utilisation des plateaux

Moyens mis en œuvre :
Il s'agit de l'acquisition de matériel son pour la salle Club :
- enceintes acoustiques et structures de levage pour leur accroche
- amplifications de type L'Accoustics
- une console son numérique et accessoires complémentaires (matériel déplaçable entre la salle principale et le club)

du matériel lumière :
- une console lumière numérique déplaçable entre les deux salles.

du matériel de vidéo-projection
- vidéoprojecteur avec optique courte et zoom en remplacement du matériel obsolète.

Par décision du Maire en date du 23 mai 2016, la Région est sollicitée pour l'acquisition de matériel scénographique numérique destiné à équiper le centre culturel Paul Baillart.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense représente 93 269 € HT. La base subventionnable correspond à cette dépense. Au taux de 40 %, une subvention de 37 307 € est proposée.

Localisation géographique :
- MASSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	93 269,00	100,00%
Total	93 269,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	37 307,00	40,00%
DRAC ILE DE FRANCE (subvention sollicitée)	10 000,00	10,72%
CNV (subvention sollicitée)	11 000,00	11,79%
VILLE DE MASSY	34 962,00	37,49%
Total	93 269,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	37 307,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 000,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	28 682,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	1 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	32 182,00 €
2014	Contrats régionaux	540 000,00 €
2014	Equipements sportifs d'intérêt régional	336 522,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	12 199,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	13 950,00 €
	Montant total	965 535,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011645

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMMUNE DE NANTERRE 92 - EQUIPEMENT DE LA MAISON DE LA MUSIQUE EN PROJECTEURS LED

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	43 128,00 €	40,00 %	17 250,00 €
	Montant Total de la subvention		17 250,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NANTERRE
Adresse administrative : 88 RUE DU 8 MAI 1945
92014 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur PATRICK JARRY, Maire

N° SIRET : 21920050800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique

Objet du projet : renouvellement du matériel scénographique de la Maison de la Musique pour acquérir des projecteurs à LED

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Fondée en 1994, la Maison de la Musique possède une salle de concert de 480 places et un auditorium. Depuis 2011, un renouvellement progressif des équipements scénographiques a été engagé par la ville, d'abord le système de diffusion sonore de la salle puis, le remplacement de la console son. La présente demande de soutien porte sur le remplacement du parc de projecteurs halogène par des projecteurs LED, moins énergivores et d'utilisation plus aisée.

Description :
La Maison de la Musique offre une programmation artistique musique et danse privilégiant la qualité, la diversité et l'accessibilité à destination d'un large public. Des actions de sensibilisation sont menées en milieu scolaire. Enfin, les "Parcours d'artiste" intègrent plusieurs propositions différentes pour permettre

de découvrir les différentes facettes d'un artiste.

La saison 2015/2016 compte :
- 78 jours de représentation
- 42 compagnies invitées
- 54 résidences d'artistes

Moyens mis en œuvre :
Dans une démarche environnementale, la commune souhaite adapter le parc de projecteurs lumières, fonctionnant encore à l'halogène, aux nouvelles technologies LED et aux nouvelles techniques numériques présentes sur ces appareils de dernière génération.

- acquisition de 10 projecteurs LED avec accroches.

Par décision du Maire du 09 mai 2016, le soutien de la Région est sollicité pour cette opération.
La délibération du Conseil municipal du 29 mars 2014, modifiée par la délibération du 03 novembre 2015, donne au Maire, pour toute la durée de son mandat, délégation pour régler les affaires faisant l'objet de l'article L 2122-22 du code général des collectivités locales.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la dépense s'élève à 43 128,00 € HT. La base subventionnable correspond à ce montant. Au taux de 40 %, une subvention de 17 250,00 € est proposée.

Localisation géographique :
- NANTERRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	43 128,00	100,00%
Total	43 128,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	17 250,00	40,00%
VILLE DE NANTERRE	25 878,00	60,00%
Total	43 128,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	31 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	23 000,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	114 130,00 €
2013	E-inclusion - Fonctionnement	29 321,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	2 472 928,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	12 000,00 €
2013	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	11 000,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	198 500,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	18 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	114 130,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	166 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 616 498,00 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	25 000,00 €
2014	Travaux de maintenance	910 499,83 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	40 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	16 045,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
	Montant total	6 147 051,83 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011783

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EST ENSEMBLE - MISE EN RESEAU DES BIBLIOTHEQUES - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	490 833,34 €	30,00 %	147 250,00 €
	Montant Total de la subvention		147 250,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D AGGLOMERATION EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

N° SIRET : 20002343000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique

Objet du projet : renouvellement des matériels informatiques et mise en place d'une solution logicielle commune.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
En 2011, le conseil communautaire a déclaré d'intérêt communautaire les bibliothèques-médiathèques de Bondy, des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil et ses trois bibliothèques de quartier, de Pantin et ses deux annexes, ainsi que toute nouvelle création de bibliothèque sur le territoire d'Est Ensemble. Le transfert des bibliothèques précitées est effectif depuis 2013.

L'obsolescence et l'hétérogénéité des logiciels de gestion des bibliothèques du réseau constitue un handicap majeur dans le développement des projets de mutualisation et d'action culturelle partagée. Face à la nécessité de se doter d'un système d'information répondant aux standards actuels, Est Ensemble prévoit un renouvellement massif des matériels informatiques au second semestre 2016 et la modernisation des systèmes intégrés de gestion des bibliothèques, ainsi que la mise en place d'un portail

web commun et d'un gestionnaire d'espace numérique public en 2017.

Cette opération s'inscrit dans un plan global de remise à niveau des bibliothèques d'Est Ensemble comportant un volet immobilier, avec la rénovation et réaménagement des espaces et la création d'espaces publics numériques.

Ce projet poursuit les objectifs suivants:
- insérer les bibliothèques dans le web de données tant pour le travail en interne (rationalisation et valorisation des opérations de traitement du document, transition bibliographique, etc) que pour le public (extension des possibilités d'accès à des ressources externes enrichies)
- proposer au public des services novateurs dans un cadre mutualisé permettant un meilleur maillage du territoire (mise en réseau des catalogues, possibilité d'emprunter et rendre n'importe quel document à partir de n'importe quel point du réseau, extension et unification de l'offre en ressources électroniques distantes, extension de l'offre en espaces numériques de travail)
- réduire la fracture numérique en offrant en tout point du réseau des possibilités d'accès physique au web et en offrant au public équipé la possibilité de se former à l'usage et à l'utilisation avertie des ressources du web.

Il s'agit à la fois d'améliorer l'efficience des outils de travail des professionnels tout comme la pertinence des services offerts au public dans les bibliothèques.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 490 833,34 €. Une subvention d'un montant de 147 250 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :
- EST ENSEMBLE (EPT8)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Transfert réseau et télécommunication des bibliothèques hors Montreuil	69 166,67	14,09%
Renouvellement du parc informatique - 1ère tranche	138 333,33	28,18%
Transfert et réseau des bibliothèques de Montreuil	49 166,67	10,02%
Renouvellement du parc d'ordinateurs des bibliothèques - 2ème tranche	109 166,67	22,24%
Renouvellement logiciels SIGB/portail/EPN	125 000,00	25,47%
Total	490 833,34	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Drac Ile-de-France (Sollicitée)	245 416,67	50,00%
Est Ensemble	98 166,67	20,00%
Région Ile-de-France	147 250,00	30,00%
Total	490 833,34	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	44 175,00 €
2017	103 075,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Agendas 21 locaux - Phase 1	52 500,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	19 067,00 €
2013	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	144 246,00 €
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 725 000,00 €
2013	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	70 000,00 €
2013	Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 800 480,00 €
2013	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	148 500,00 €
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	360 386,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 388 000,00 €
2014	Etude - "Plan Piscines Régional"	15 350,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	25 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	40 000,00 €
2014	Politique énergie climat	55 330,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	12 546,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	1 200,00 €
2014	Soutien à la création et à la labellisation de points d'accueil création	7 500,00 €

	d'entreprise - Investissement	
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	40 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	52 457,50 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	105 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 980,00 €
	Montant total	9 656 343,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012883

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION VAGABOND A MALAKOFF (92) EQUIPEMENT EN MATERIEL NUMERIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	24 745,00 €	40,00 %	9 898,00 €
		Montant Total de la subvention	9 898,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION VAGABOND
Adresse administrative : 3 IMPASSE DE CHATILLON
92240 MALAKOFF
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DEBORAH COHEN, Présidente

Date de publication au JO : 17 mars 2001

N° SIRET : 43359574100029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique

Objet du projet : équipement de l'association Vagabond en matériel numérique

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Compagnie Vagabond à Malakoff poursuit une exploration du travail théâtral en utilisant le numérique. Elle réalise des créations de théâtre et des retransmissions en direct sur internet. Le projet qu'elle prépare intitulé "e-Motion" nécessite un matériel performant, d'autant que l'évolution rapide des outils multimédias oblige à un renouvellement régulier du matériel numérique.

Description :
Fondée en 1990, la Compagnie Vagabond a pour activités principales la création de spectacles vivants, la production d'images et la transmission du savoir.

En 2000, la Compagnie décide de louer des locaux pour disposer de son outil de travail. Le Magasin à

Malakoff est un lieu de 600 m2 sur quatre niveaux comprenant une salle de répétition, une salle de représentation, une salle d'enregistrement, une salle de montage.

Durant huit ans, école de formation aux métiers de l'acteur, le lieu est redevenu depuis, un espace d'accueil de compagnies de spectacle vivant et d'artistes d'Ile-de-France en recherche d'un espace de travail. Depuis 2009, l'association Vagabond partage ainsi ce lieu avec une cinquantaine de compagnies par an. Les structures sont accueillies pour des créations, des répétitions et des représentations de théâtre, de danse, de musique, de poésie ainsi que pour des ateliers et des tournages.

Moyens mis en œuvre :
La Compagnie Vagabond teste depuis longtemps les directs et retransmissions sur le net. Leur projet "e-Motion" propose aux spectateurs et aux internautes un théâtre interactif dans lequel l'internaute peut être spectateur ou agir dans le but de construire un nouveau rapport à l'image. e-Motion nécessite un matériel adapté et performant pour pouvoir jouer avec des textures d'images différentes (adaptation des caméras au numérique).

Le matériel à acquérir est le suivant :
- un pupitre lumière, projecteurs LED, TV LED, deux ordinateurs, deux écrans
- quatre enceintes de monitoring bi-amplifiées
- une table de mixage vidéo

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des dépenses s'élève à 26 035 € TTC. La base subventionnable représente 24 745 € car l'abonnement annuel streaming vidéo n'entre pas dans cette base. Au taux de 40 %, une subvention de 9 898 € est proposée.

Localisation géographique :
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
DEPENSES SUBVENTIONNABLES	24 745,00	95,05%
DEPENSES NON SUBVENTIONNABLES	1 290,00	4,95%
Total	26 035,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION ILE DE FRANCE	9 898,00	38,02%
ASSOCIATION VAGABOND	11 102,00	42,64%
LE MAGASIN	3 035,00	11,66%
VILLE DE MALAKOFF (subvention sollicitée)	2 000,00	7,68%
Total	26 035,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 898,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	4 000,00 €
	Montant total	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012950

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ESPACE D'ART IMMANENCE : NUMERISATION ET MISE EN LIGNE DU FONDS ARCHIVE STATION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numérique	154 300,00 €	44,72 %	69 000,00 €
	Montant Total de la subvention		69 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOC IMMANENCE
Adresse administrative : 21 AVENUE DU MAINE
75015 PARIS 15
Statut Juridique : Association
Représentant : M.Tabanou, Président
Date de publication au JO : 23 août 1997
N° SIRET : 42899662300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numérique
Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Immanence est un lieu d'exposition, de diffusion, de production, d'expérimentation en faveur de la jeune création contemporaine, rendant compte des divers champs artistiques actuels.

Description :
La Bibliothèque, centre de documentation et de recherche d'Immanence est une bibliothèque spécialisée disposant de fonds et de ressources documentaires et patrimoniales en arts plastiques, photographie, vidéo, nouveaux médias aux XXe et XXIe siècles (Robert Filliou, Edward Ruscha, Dieter Roth, Christian Boltanski, Henri Chopin, Daniel Spoerri, Jean Le Gac, Lawrence Weiner, Kurt Schwitters, Pierre Albert-Birot, George Brecht, John Cage, Janet Cardiff, John Giorno, Richard Hamilton, Bernard Heidsieck, Dick Higgins, Martin Kippenberger....)

Les livres d'artistes et les revues d'artistes sont au cœur du projet artistique depuis l'ouverture d'Immanence et ont été mis en valeur à travers de nombreuses manifestations, organisées directement par l'espace d'art, ou via des prêts pour des manifestations extérieures en France ou à l'étranger (Centre Pompidou, Centre d'Art mobile...).

Depuis 2008, 630 artistes, chercheurs et étudiants sont venu consulter le fonds d'archive Station qui comprend à ce jour 4000 pièces. Immanence souhaite rendre ce fonds plus accessible et sollicite la Région pour l'accompagner dans un important travail de numérisation (les livres d'artistes sont souvent de

formes et de formats atypiques).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternats.

Public(s) cible(s) :
La numérisation d'Archive station a pour objet de rendre le fonds accessible à tous via internet. Les destinateurs du projet sont les institutions culturelles, les écoles publiques et privées, les grandes écoles, les universités, les chercheurs, les artistes et tous les publics.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Immanence à hauteur de 69 000 € sur une base subventionnable de 154 300 €.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	94 050,00	60,95%
Achats	3 020,00	1,96%
Numérisation	9 230,00	5,98%
Site internet	11 000,00	7,13%
Catalogue	37 000,00	23,98%
Total	154 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	69 000,00	44,72%
DRAC IDF (sollicité)	45 000,00	29,16%
Fonds propres	10 300,00	6,68%
Fondation La Poste	30 000,00	19,44%
Total	154 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €
2017	25 000,00 €
2018	24 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	25 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	7 000,00 €
	Montant total	72 000,00 €

3 - Construction et aménagement de médiathèques

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011339

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MEDIATHEQUE LE PERREUX-SUR-MARNE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	896 723,00 €	30,00 %	269 017,00 €
	Montant Total de la subvention		269 017,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PERREUX SUR MARNE
Adresse administrative : PL DE LA LIBERATION
94170 LE PERREUX S/MARNE
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21940058700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : travaux d'aménagement de la Médiathèque

Date prévisionnelle de début de projet : 29 août 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 29 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date du dépôt du dossier est le 15 avril 2016. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la commission permanente, dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution de ces travaux.

Description :
La Ville du Perreux-sur-Marne a pour projet de réaliser des travaux d'agrandissement de la médiathèque. Elle prévoit de bénéficier des surfaces libres d'un bâtiment dont elle est propriétaire afin d'optimiser les agencements de la médiathèque et regrouper des activités associatives. La médiathèque existante, d'une superficie de 1 244 m2, sera agrandie par la récupération du porche existant et le premier étage sera étendu en récupérant la surface des locaux de l'ancienne Sécurité sociale. La surface de la médiathèque après travaux atteindra 1 650 m2.

Dans le cadre du projet de réaménagement, l'objectif est d'agrandir et de rendre plus fonctionnel les espaces publics et internes de la médiathèque, en préférant des espaces de lecture ouverts et modulables.

Le projet de réaménagent se décline ainsi :
- agrandissement du hall d'accueil pour concevoir un espace d'exposition et d'animation, de valorisation des collections, de présentation de documents en lien avec l'actualité et les périodiques
- au premier étage : dans la section adultes, une salle d'animation plus accessible, plus spacieuse, plus fonctionnelle, création d'un espace de travail connecté à internet
- au second étage : agrandissement de l'espace jeunesse, notamment, du coin bébé et présentation de collections spécialisées petite enfance actuellement en réserve, création d'un espace « Heure du conte »
- espaces de travail internes : création au sous-sol d'une salle de travail interne, création de 2 bureaux de direction au premier étage et rez-de-chaussée, aménagement d'une salle du personnel au premier étage
- création d'espaces de stockage supplémentaires avec les conditions de conservation nécessaires

La Médiathèque du Perreux-sur-Marne met à disposition du public 99 489 documents (livres, périodiques, partitions, diapositives, CD, DVD), avec une spécificité sur la petite enfance. Pendant plus de 20 ans, la Médiathèque a en effet développé le fonds Petite enfance, lequel est composé de 19 000 albums qu'elle diffuse gratuitement dans les structures de petite enfance et les médiathèques du département. Riche de cet héritage, l'équipe jeunesse a acquis une expertise dans ce domaine.
L'équipe de la médiathèque est composée de 16 agents : 14 bibliothécaires dont 1 directeur et 2 agents d'entretien.
L'accueil du public est la principale activité de la Médiathèque avec 26h d'ouverture au public par semaine.
La bibliothèque compte 9 969 inscrits en 2015 (en augmentation : 8 774 inscrits en 2014). Le nombre de prêts s'élève à 170 574 en 2015.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 1 477 953,46 € HT. La base subventionnable correspondant aux travaux relatifs à la médiathèque sans compter les travaux liés aux locaux associatifs, hors les dépenses de démolition, s'élève à 896 723 €. Une subvention d'un montant de 269 017 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :
- LE PERREUX-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désamiantage	50 925,00	3,45%
Démolition	69 562,93	4,71%
Maçonnerie, Plâtrerie, Revêtements scellés, Menuiseries bois, faux plafonds	467 478,52	31,63%
Electricité	234 183,83	15,85%
Chauffage, Ventilation, Plomberie	170 000,00	11,50%
Menuiseries extérieures	156 836,39	10,61%
Sols souples	65 022,01	4,40%
Peintures	116 722,50	7,90%
Bardage, Traitement de façade, Ravalement	103 472,28	7,00%
Elévateur Portes coulissantes	43 750,00	2,96%
Total	1 477 953,46	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville du Perreux-sur-Marne	1 208 936,46	81,80%
Région Ile-de-France	269 017,00	18,20%
Total	1 477 953,46	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	80 705,00 €
2017	188 312,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011755

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA MEDIATHEQUE DU PRE-SAINT-GERVAIS - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	136 918,00 €	28,54 %	39 075,00 €
		Montant Total de la subvention	39 075,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D AGGLOMERATION EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL 93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

N° SIRET : 20002343000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : rénovation de la Bibliothèque du Pré-Saint-Gervais

Date prévisionnelle de début de projet : 1 août 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 août 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date du dépôt du dossier est le 10 mai 2016. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la commission permanente, dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution des travaux.

Description :
En 2011, le conseil communautaire a déclaré d'intérêt communautaire les bibliothèques-médiathèques de Bondy, des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil et ses trois bibliothèques de quartier, de Pantin et ses deux annexes, ainsi que toute nouvelle création de bibliothèque sur le territoire d'Est Ensemble. Le transfert des bibliothèques précitées est effectif depuis 2013.

La bibliothèque François Mitterrand au Pré-Saint-Gervais est un établissement de proximité, caractérisé par un accueil important d'enfants scolarisés, mais sous-dimensionné en superficie et vieillissant après 40

ans d'existence.

Afin de répondre aux attentes des usagers, l'établissement public territorial Est Ensemble prévoit une rénovation complète du bâtiment et le réaménagement des espaces intérieurs, avec la création d'un espace multimédia séparé, la création d'un espace dédié aux animations ainsi que la création de bureaux supplémentaires.

Dans le cadre de ce projet de rénovation complète du bâtiment qui fait l'objet d'une programmation pluriannuelle pour maintenir l'ouverture au public de deux des trois niveaux, une première tranche de travaux d'urgence (remplacement des fenêtres, désamiantage, isolation, mise en conformité électrique, etc.) sera réalisée en 2016 sur le troisième niveau correspondant à la section jeunesse afin d'améliorer les conditions d'accueil des usagers. La réhabilitation du bâtiment apparaît indispensable au regard de l'état d'usure et de non-conformité aux normes actuelles.

D'une superficie de 632 m2 et ouverte 24h par semaine, la bibliothèque propose 70 214 documents imprimés, 1 426 documents audio et 2 134 documents visuels, réalise 71 833 prêts et compte 4 807 lecteurs actifs.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 136 918 €. La base subventionnable correspondant aux travaux, hors contrôle technique, CSPS, diagnostics supplémentaires, s'élève à 130 251 €. Une subvention d'un montant de 39 075 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :
- EST ENSEMBLE (EPT8)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Désamiantage des appuis de fenêtres	11 917,00	8,70%
Remplacement et désamiantage des fenêtres	50 000,00	36,52%
Réfection des sols et peinture	16 667,00	12,17%
Remplacement des faux plafonds	16 667,00	12,17%
Remplacement des éclairages et révision des armoires électriques	25 000,00	18,26%
Divers menuiseries, acoustique	10 000,00	7,30%
Contrôle Technique, CSPS, diagnostics supplémentaires	6 667,00	4,87%
Total	136 918,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France (Sollicitée)	68 459,00	50,00%
Financement Est Ensemble	29 384,00	21,46%
Région Ile-de-France	39 075,00	28,54%
Total	136 918,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	11 722,00 €
2017	27 353,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Agendas 21 locaux - Phase 1	52 500,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	19 067,00 €
2013	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	144 246,00 €
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 725 000,00 €
2013	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	70 000,00 €
2013	Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 800 480,00 €
2013	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	148 500,00 €
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	360 386,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 388 000,00 €
2014	Etude - "Plan Piscines Régional"	15 350,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	25 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	40 000,00 €
2014	Politique énergie climat	55 330,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	12 546,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	1 200,00 €
2014	Soutien à la création et à la labellisation de points d'accueil création d'entreprise - Investissement	7 500,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	40 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	52 457,50 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	105 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 980,00 €
	Montant total	9 656 343,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011761

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : EST ENSEMBLE - RENOVATION DE LA BIBLIOTHEQUE DE PANTIN - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Construction et aménagement de médiathèques	200 000,00 €	30,00 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-204142-131008-300
13100802- Construction et aménagement de médiathèques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNAUTE D AGGLOMERATION EST ENSEMBLE
Adresse administrative : 100 AVENUE GASTON ROUSSEL
93230 ROMAINVILLE
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Gérard COSME, Président

N° SIRET : 20002343000032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Construction et aménagement de médiathèques
Rapport Cadre : CR19-99 du 01/07/1999

Objet du projet : rénovation de la bibliothèque de Pantin

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 4 juillet 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La date du dépôt du dossier est le 4 mai 2016. En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, accepte de subventionner l'opération, dont le début d'exécution précède la date de la commission permanente, dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution des travaux.

Description :
En 2011, le conseil communautaire a déclaré d'intérêt communautaire les bibliothèques-médiathèques de Bondy, des Lilas, du Pré-Saint-Gervais, de Montreuil et ses trois bibliothèques de quartier, de Pantin et ses deux annexes, ainsi que toute nouvelle création de bibliothèque sur le territoire d'Est Ensemble. Le transfert des bibliothèques précitées est effectif depuis 2013.

La bibliothèque Elsa Triolet à Pantin, malgré le dynamisme des équipes dans la construction de

partenariats sur le territoire et par là-même le développement des services rendus au public, est aujourd'hui un équipement vétuste (construit en 1972) et exigüe.

Après des travaux en 2014-2015 dans les espaces ouverts aux publics, Est Ensemble réalise en 2016 une troisième tranche de travaux de rénovation de la bibliothèque qui concernent les espaces de travail du personnel et la réserve accueillant les documents en accès indirect. Le projet de rénovation poursuit les objectifs suivants:
- améliorer les conditions de travail
- mettre en conformité le bâtiment avec les normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite
- améliorer la qualité du service rendu avec une diminution de la densité des collections en libre accès de façon à les rendre plus lisibles pour le public
- optimiser la surface de la bibliothèque en créant un espace de stockage des collections en accès plus direct et plus efficace.

D'une superficie de 1 500 m2 et ouverte 24h par semaine, la bibliothèque propose 77 000 documents imprimés et 400 documents audio, réalise 118 676 prêts et compte 5 200 lecteurs actifs.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le coût prévisionnel du projet est estimé à 250 400€. La base subventionnable correspondant aux travaux, hors compactus, parkings à vélo, déménagement, contrôle technique, CSPS, s'élève à 200 000 €. Une subvention d'un montant de 60 000 € est proposée, soit 30% du montant subventionnable.

Localisation géographique :
- EST ENSEMBLE (EPT8)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Maçonnerie	20 000,00	7,99%
Menuiseries extérieures	70 000,00	27,96%
Habillage	10 000,00	3,99%
CVC	10 000,00	3,99%
Peinture/ revêtements de sols	35 000,00	13,98%
Electricité	15 000,00	5,99%
Compactus	20 000,00	7,99%
Parkings à vélo	8 000,00	3,19%
Déménagement	20 000,00	7,99%
Contrôle technique	600,00	0,24%
Coordination SPS	1 800,00	0,72%
Ascenceur	40 000,00	15,97%
Total	250 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC Ile-de-France (Sollicitée)	105 200,00	42,01%
Est Ensemble	85 200,00	34,03%
Région Ile-de-France	60 000,00	23,96%
Total	250 400,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 000,00 €
2017	42 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Agendas 21 locaux - Phase 1	52 500,00 €
2013	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	19 067,00 €
2013	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	144 246,00 €
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	1 725 000,00 €
2013	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	70 000,00 €
2013	Soutien à l'immobilier d'entreprises	1 800 480,00 €
2013	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	148 500,00 €
2014	Animation et ccordination du Pacte pour le développement du territoire	25 000,00 €
2014	Construction et aménagement des conservatoires et écoles de musique contrôlés	762 245,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	360 386,00 €
2014	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	3 388 000,00 €
2014	Etude - "Plan Piscines Régional"	15 350,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	25 000,00 €
2014	Passerelles entreprises	40 000,00 €
2014	Politique énergie climat	55 330,00 €
2014	Politique régionale en faveur des plans de prévention du bruit dans l'environnement	12 546,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	1 200,00 €
2014	Soutien à la création et à la labellisation de points d'accueil création d'entreprise - Investissement	7 500,00 €
2014	Soutien aux points d'accueil à la création et au développement d'entreprise - PACE	40 000,00 €
2014	Soutien régional aux programmes de développement économique local ciblés	52 457,50 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	105 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	204 980,00 €
	Montant total	9 656 343,50 €

4 - Valorisation du patrimoine

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14004465

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-ETIENNE - LE COUDRAY-MONTCEAUX (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	1 007 138,00 €	30,00 %	302 142,00 €
	Montant Total de la subvention		302 142,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU COUDRAY MONTCEAUX
Adresse administrative : 45 AV CHARLES DE GAULLE
91830 LE COUDRAY-MONTCEAUX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur François GROS, Maire

N° SIRET : 21910179700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Restauration de l'Eglise Saint-Etienne du Coudray-Monceaux.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune du Coudray-Montceaux consciente de l'urgence à intervenir et soucieuse de préserver et valoriser son patrimoine historique remarquable qui menace péril sollicite l'aide régionale pour financer le programme de travaux nécessaire à la sauvegarde de l'Eglise Saint-Etienne et à son utilisation au service des habitants et du public.

Description :
L'église édifiée au XIIe siècle et remaniée au XVIIe siècle est aujourd'hui un édifice à valeur patrimonial indéniable. Situé au centre du territoire, à l'écart du bourg dans le hameau de Montceaux, l'édifice médiéval est inscrit à l'inventaire supplémentaire au titre de des Monuments Historiques par arrêté du 17 février 1950. L'église est composée d'une nef et d'un chœur comportant 5 travées voutées de style roman.

Fermée au public depuis 1966, l'église a fait l'objet de travaux de consolidation de ses structures en 1993 et de sa toiture en 2000, puis de la mise en sécurité des abords de l'église et de travaux de soutènement et de réparation provisoire de la charpente en 2005.

Le constat établi après diagnostic précis de l'édifice en 2005, confirme la nécessité d'une intervention et souligne l'état de dégradation avancée dans laquelle se trouve l'église. Si la stabilité de l'église semble acquise, le clos et le couvert doivent être assurés au plus vite.

Moyens mis en œuvre :
Le projet de restauration comprend :
- la restauration de l'ensemble de la charpente et de la couverture,
- la restauration des voûtes de la nef et de la chapelle nord,
- le drainage et assainissement (récupération des eaux de pluie),
- la restauration des élévations extérieures et intérieures,
- la restauration des vitraux,
- la restauration des sols,
- la mise en sécurité du mobilier et la restauration du mobilier.

La Région n'interviendra pas sur les travaux de drainage et d'assainissement et la restauration du mobilier.

L'échéancier prévisionnel des travaux est prévu en 4 phases de travaux qui s'échelonneront entre 2017 et 2019.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de l'opération annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 131 016 € HT. La base subventionnable est de 1 007 138 € HT hors honoraires, aléas et frais divers. Au taux de 30%, une subvention de 302 142 € est proposée.

Localisation géographique :
- LE COUDRAY-MONTCEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRANCHE 1 DE TRAVAUX DE RESTAURATION	323 984,00	28,65%
TRANCHE 2 DE TRAVAUX DE RESTAURATION	198 184,00	17,52%
TRANCHE 3 DE TRAVAUX DE RESTAURATION	178 898,00	15,82%
TRANCHE 4 DE TRAVAUX DE RESTAURATION	306 072,00	27,06%
Honoraires, imprévus, autre frais	123 878,00	10,95%
Total	1 131 016,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC – (sollicitée)	226 203,00	20,00%
REGION IDF	302 142,00	26,71%
PART COMMUNALE	602 671,00	53,29%
Total	1 131 016,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	302 142,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Contrat régional territorial	239 843,88 €
2016	Contrat régional territorial	180 869,13 €
	Montant total	420 713,01 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018832

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION CHAPELLE ORTHODOXE - CHAMPAGNE SUR SEINE (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	170 000,00 €	25,00 %	42 500,00 €
	Montant Total de la subvention		42 500,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CHAMPAGNE SUR SEINE
Adresse administrative : 149 RUE GRANDE
77430 CHAMPAGNE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Michel GONORD, Maire

N° SIRET : 21770079800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale
Rapport Cadre : CR06-15 du 12/02/2015

Objet du projet : Restauration de la Chapelle Notre-Dame de Toutes les Protections à Champagne-sur-Seine, labellisée Patrimoine du XXème siècle.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Champagne-sur-Seine, ville marquée par l'industrialisation souhaite restaurer sa chapelle orthodoxe Notre-Dame de toutes les protections. L'édifice est un élément incontournable du patrimoine de la ville et notamment le témoin de son histoire industrielle.

Ce projet s'inscrit dans une perspective culturelle et de mise en tourisme plus large. La chapelle doit ainsi faire l'objet d'une valorisation auprès des offices de tourisme et syndicats d'initiative de Sud-Seine et Marne, dans le cadre de parcours historiques sur l'essor de l'industrie des bords de Seine.

Ce projet est également dans la continuité du travail engagé par le service Patrimoines et inventaire de la

Région, qui a réalisé en 2014, un documentaire « Et l'usine créa la ville » sur la mémoire ouvrière en partenariat avec la commune de Champagne-sur-Seine.

Description :
En 1938, sur un coteau dominant le fleuve, la ville de Champagne-sur-Seine voit s'édifier une petite chapelle orthodoxe. Les ouvriers, exilés russes, de l'usine Schneider participent à l'édification de ce lieu de culte selon le projet de l'architecte Popandopoulos. Commencés en mai 1938, les travaux sont achevés rapidement. La chapelle est consacrée le 24 septembre 1939 dédiée à « Notre-Dame de toutes les protections ». Elle accueillera de nombreuses célébrations au fil des années. Avec la disparition de la plupart des membres vers la fin des années 70, les cérémonies se raréfient. En 1980, la chapelle est cédée à la commune de Champagne sur Seine afin que la ville la valorise et en fasse un lieu de culture et de mémoire.

Au regard de l'histoire particulière de ce bâtiment, financé par les immigrés, ainsi que de son importante collection d'icônes, la chapelle a reçu le label "Patrimoine du XXème siècle" en novembre 2011.

Consciente de la qualité des œuvres religieuses, la ville a entrepris depuis plusieurs années la restauration de ces icônes. Afin de préserver et valoriser ce lieu et de pouvoir accueillir les visiteurs dans les meilleures conditions, un projet de rénovation et de réhabilitation est aujourd'hui porté par la commune.

Moyens mis en œuvre :
Le projet comprend :
- la rénovation du bâtiment extérieur et intérieur, isolation du bâtiment et peinture pour arrêter les infiltrations et assainir le bâtiment
- la rénovation des jardins et de la clôture
- la rénovation du chemin d'accès marche et accès handicapé
- la restauration des icônes endommagées

Les travaux sont découpés par lot :
Lot 1 Maçonnerie / VRD
Lot 2 Couverture
Lot 3: Menuiserie
Lot 4 Electricité - Chauffage
Lot 5 Peinture
Lot 6 Serrurerie

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux éligibles annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 170 000 € HT correspondant à la base subventionnable. Au taux de 25%, une subvention de 42 500 € est proposée.

Localisation géographique :
- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	170 000,00	78,78%
Part des travaux non éligible	45 790,00	21,22%
Total	215 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CD 77 (sollicité)	30 600,00	14,18%
ETAT - DETR (sollicité)	17 850,00	8,27%
REGION IDF	42 500,00	19,70%
PART COMMUNALE	124 840,00	57,85%
Total	215 790,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	42 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	237 900,00 €
	Montant total	237 900,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002848

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE TRAITEMENT ET DE MISE EN SECURITE DU CHATEAU DE VIGNY (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	554 034,00 €	20,00 %	110 807,00 €
	Montant Total de la subvention		110 807,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SCI CHATEAU DE VIGNY
Adresse administrative : 25 PL BENSERADE
27480 LYON LA FORET
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur FABRICE LEVESQUE

Objet : Gestion immobilière

N° SIRET : 81782502900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Travaux de traitements et de mise en sécurité du Château de Vigny

Date prévisionnelle de début de projet : 25 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 12 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention en raison de l'urgence à réaliser les travaux et dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution.

Objectifs :
La SCI CHATEAU DE VIGNY, propriétaire du château depuis décembre 2015, sollicite la Région en vue de l'intervention d'urgence pour la protection et la sauvegarde du château visant à stopper le développement d'attaques parasitaires qui affecte le château de Vigny à tous étages. Cette mise en sécurité revêt un caractère d'urgence, au risque de l'évolution à courte échéance vers un état de ruine nécessitant une reconstruction.

Un projet de transformation du château en un ensemble hôtelier 5 ou 4 étoiles, est à l'étude.
Ce projet ne pourra voir le jour sans cette première étape de travaux de sauvegarde.

Description :
Connu principalement, depuis son acquisition et remaniement considérable par le cardinal Georges d'Amboise en 1504, le château de Vigny fut tour à tour un lieu de villégiature pour les familles de Montmorency puis des Rohan. Après son achat par le comte Vitali d'importants travaux sont entrepris pour la restauration et l'extension de l'édifice dans la continuité du style XVIème siècle. Ce Château du 16ème siècle remarquable par ses dimensions (5 800 m²) dont 8 dépendances d'environ 4 000 m² est inscrit en totalité au titre des monuments historiques depuis 1984. Son parc de 20 hectares est classé.

Depuis 1978, le Château de Vigny était fermé au public. Il fut acquis en 2001 par un groupe Japonais. Les nouveaux propriétaires souhaitent mettre en valeur ce patrimoine exceptionnel. Un projet touristique de grande ampleur est à l'étude.

Cependant, le château n'est plus entretenu depuis 2005, il en résulte que la toiture est particulièrement déplorable, de nombreux faitages sont tombés, des trous sont visibles sur la couverture, des infiltrations d'eau interviennent par les murs.

Par conséquent, le château fait actuellement l'objet d'attaque de champignon lignivore de type mérule dont l'étendue nécessite une intervention d'urgence de traitement. Ce traitement ne peut toutefois se faire qu'après l'interruption des entrées d'eau dans l'édifice ainsi que la protection des éléments remarquables de ses intérieurs. Les deux ailes du château sont concernées à tous les niveaux par cette attaque parasitaire.

Moyens mis en œuvre :
Le projet de sauvegarde comprend l'ensemble des interventions nécessaires au traitement de la mérule. Sont donc prévues les réparations pour la mise hors d'eau de l'édifice au niveau des couvertures et des maçonneries mais également les opérations de déposes en conservation des boiseries à effectuer en coordination avec le traitement parasitaire.

Le projet présenté est donc nécessaire à la protection et sauvegarde des éléments patrimoniaux remarquables du château mais ne prend pas en considération leur restauration qui fait l'objet d'une étude séparée menée en parallèle et demandant un temps d'analyse plus important que la situation actuelle n'autorise raisonnablement pas.

Intérêt régional :
Suite à l'application délibération CR 08-16, la SCI CHATEAU DE VIGNY, dont l'actionnariat est privé, n'est pas soumise à l'obligation de recruter de stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 597 393 € HT. La base subventionnable représente 554 034 € HT hors honoraires et frais divers. Au taux de 20 %, une subvention de 110 807 € est proposée.

Localisation géographique :
- VIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de traitement et de mise en sécurité	554 034,00	92,74%
Honoraires et frais divers (non éligible	43 359,00	7,26%
Total	597 393,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	119 479,00	20,00%
REGION IDF	110 807,00	18,55%
FONDS PROPRES	367 107,00	61,45%
Total	597 393,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	110 807,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006966

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PHASE 0 TRAVAUX D'URGENCE - RESTAURATION LA COLLEGIALE NOTRE DAME - MANTES LA JOLIE (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	238 650,00 €	20,00 %	47 730,00 €
	Montant Total de la subvention		47 730,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MANTES LA JOLIE
Adresse administrative : 31 RUE GAMBETTA
78201 MANTES-LA-JOLIE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur MICHEL VIALAY, Maire

N° SIRET : 21780361800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Phase 0 de travaux d'urgence dans le cadre du programme pluriannuel de restauration la collégiale Notre-Dame de Mantes-la-Jolie.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Par ses dimensions, son unité et sa qualité architecturale, la collégiale Notre-Dame de Mantes-la-Jolie constitue un édifice médiéval majeur du département des Yvelines et de l'Ile de France. La ville est soucieuse de poursuivre son intervention en matière de conservation et de mise en valeur de ce patrimoine afin de susciter l'intérêt et la curiosité des futurs visiteurs et de faire connaître une autre image de la commune.

La ville envisage de mener à bien un important programme de travaux sur l'ensemble du monument, organisé en sept phases selon le caractère prioritaire des interventions.
Une enveloppe de travaux a été estimée à 7 550 000 € HT. L'opération sera découpée par phase. La

présente demande concerne la phase 0 de travaux d'urgence portant notamment sur la restauration du beffroi.

Description :
Fleurons de l'architecture gothique et la plus importante église médiévale du département des Yvelines, la Collégiale Notre-Dame figure à ce titre sur la première liste de classement de 1840 au titre des Monuments historiques.

Malgré de nombreux travaux de restauration entrepris aux XIXème, XXème et début du XXIème siècles, la collégiale de Mantes-la-Jolie présente certains désordres structurels alarmants. Les pathologies avancées observées sur les maçonneries et le clos-couvert de la collégiale nécessitent la réalisation de travaux d'urgence dans l'attente du financement des phases de restauration pérennes programmées dans le diagnostic de mars 2015.

L'état sanitaire du beffroi de la tour Sud nécessite également une intervention en urgence. En effet, d'importantes pathologies très avancées ont été observées sur le beffroi. Elles ont majoritairement pour origine l'absence de clôture des baies de la tour (qui est ouvert aux quatre vents) et les défauts d'étanchéité de la toiture. Le beffroi est donc soumis à la pluie, au vent, au gel, mais également à la présence de pigeons et de végétations qui altèrent les bois.
Dans ces conditions, l'ossature porteuse du beffroi est fragilisée et les efforts induits par le balancement des cloches à la volée a provoqué des pathologies structurelles: fissuration des bois, assemblages désolidarisés, cassés. La mairie a décidé depuis quelques temps déjà, en mesure préventive de ne plus actionner les cloches à la volée, mais uniquement par tintement.

Moyens mis en œuvre :
Un diagnostic, remis en mars 2015 et ayant pour objet les maçonneries, le clos et le couvert de la collégiale, avait permis d'établir un diagnostic précis des pathologies rencontrées et de proposer un phasage de travaux.

La campagne envisagée a pour objet la phase 0, qui correspond aux travaux d'urgence à envisager sur certains arcs boutants, les parties supérieures des chapelles du chevet et certaines piles des tours occidentales. La restauration compète et pérenne du beffroi et des cloches de la tour Sud a également été intégrée dans la présente phase.

Les travaux correspondants à la phase 0 sont découpés par lots :
Lot 1 Maçonnerie / Pierre de taille / Etaiements
Lot 2 Charpente / Menuiserie
Lot 3 Couverture :
Lot 4 Cloches – Electricité
Lot 5 Paratonnerre

Public(s) cible(s) :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 240 000 € HT hors honoraires. La base subventionnable représente 238 650 € HT hors étude structurelle de la charpente. Au taux de 20%, une subvention de 47 730 € est proposée.

Localisation géographique :
- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PHASE 0 TRAVAUX D'URGENCE	238 650,00	99,44%
ETUDES (non éligle)	1 350,00	0,56%
Total	240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC	96 000,00	40,00%
REGION	47 730,00	19,89%
PART COMMUNALE	96 270,00	40,11%
Total	240 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	47 730,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	84 930,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	2 744 987,00 €
2013	Soutien à la prévention	30 000,00 €
2013	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 500,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	84 930,00 €
2014	Soutien au Réseau Information Jeunesse	5 000,00 €
2015	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 522,74 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	200 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	28 000,00 €
2016	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	46 575,00 €
	Montant total	1 912 073,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007102

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION EGLISE-NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION- NOISY-SUR-ECOLE 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	272 730,00 €	30,00 %	81 819,00 €
	Montant Total de la subvention		81 819,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NOISY SUR ECOLE
Adresse administrative : MAIRIE
77123 NOISY-SUR-ECOLE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian BOURNERY, Maire

N° SIRET : 21770339600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Travaux de restauration de l'Eglise-Notre-Dame-de-l 'Assomption de Noisy-Sur-Ecole 77, troisième phase.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Noisy-sur –Ecole souhaite poursuivre la restauration extérieure de son église portant sur la restauration du clocher. Elle sollicite ainsi le soutien financier du Conseil Régional d'Ile-de-France.

Description :
Classée au titre des Monuments historiques en 1923, l'église Notre-Dame de l'Assomption est un édifice médiéval de dimensions restreintes mais d'une grande qualité architecturale.

En juin 2000, une étude détaillée, approuvée par la DRAC d'Ile-de-France, a défini un processus de restauration et de remise en valeur de l'édifice. Une première campagne de travaux a permis en 2004 la stabilisation des voûtes de la nef, la restauration de la façade occidentale de l'église (à l'exception du

portail) et la restauration de la façade nord de la nef. Les travaux de restauration se sont poursuivis en 2012-2013 avec la restauration du portail occidental, de la façade de chevet, de la façade Est et de la chapelle seigneuriale.

A présent, la ville de Noisy-sur-Ecole souhaite procéder à la restauration et à la remise en valeur du clocher. Les pierres moulurées et sculptées, sont actuellement dégradées ou manquantes, elles doivent être remplacées. Les parements de maçonnerie de moellons sont également dégradés et nécessitent d'être remaillés et consolidés par l'injection de chaux aérienne. La toiture et les abat-sons nécessitent d'être révisés. Les intérieurs sont envahis par les pigeons et remplis de fientes, les planchers supérieurs sont donc à refaire. Il est prévu la mise en place de protections dans les baies afin de protéger dans le futur le clocher des volatiles.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux de restauration du clocher se composent comme suit:
Lot 1 : Maçonnerie et pierre de taille,
Lot 2 : Charpente et couverture.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 300 000 € HT. La base subventionnable représente 272 730 € HT hors frais d'honoraires. Au taux de 30%, une subvention de 81 819 € est proposée.

Localisation géographique :
- NOISY-SUR-ECOLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	272 730,00	90,91%
Honoraires (non éligibles)	27 270,00	9,09%
Total	300 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	120 000,00	40,00%
Région IDF	81 819,00	27,27%
Département 77 (en cours)	30 000,00	10,00%
Part communale	68 181,00	22,73%
Total	300 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	81 819,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007208

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DE LA TOITURE DE L'AILE EST DU PRIEURE - PROPRIETE PRIVEE - MOUSSY (95)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	351 544,00 €	20,00 %	70 309,00 €
	Montant Total de la subvention		70 309,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ECONOME
Adresse administrative : 4 PLACE DU PRIEURE
95640 MOUSSY
Statut Juridique : Société Civile Immobilière
Représentant : Monsieur PHILIPPE SIOU, GERANT - ASSOCIE

Objet : Gestion immobilière

N° SIRET : 38389998600020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Restauration de la toiture de l'aile Est du prieuré de Moussy après effondrement partiel.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Monsieur Philippe SIOU, gérant de la SCI l'Econome, propriétaire du prieuré de Moussy sollicite l'aide régionale en vue de la restauration de la grange de ce prieuré suite à l'effondrement partiel de sa toiture en 2015.

Description :
L'ensemble patrimonial, classé au titre des monuments historiques par arrêté du 19 juillet 1927, dessine un complexe seigneurial formé par un logis principal, au Nord-Ouest, une porterie dans l'angle Nord-Est et les communs de l'aile Est. L'emprise foncière de cet ensemble, autrefois disposé autour d'une cour

fermée a été largement tronquée entre le XIXème siècle et la première partie du XXème siècle par la cession de sa partie méridionale.

En septembre 2015, les deux travées situées à l'extrémité méridionale du toit de l'aile Est se sont effondrées suite à la rupture de la dernière ferme Sud dont seul subsiste encore la poutre maitresse. Ces deux travées du bâtiment se trouvent de ce fait aujourd'hui en ruine, dépourvues de couverture. L'édifice présente en conséquence un état de péril particulièrement grave.

Une première campagne de travaux de mise en sécurité et de protection provisoire des ouvrages de maçonnerie et charpente concernés a pu être terminée courant novembre 2015. Elle a permis de déposer en conservation les matériaux menaçant ruine, d'assurer provisoirement la stabilité de la charpente subsistante et des arases des murs et, pour terminer, de protéger des intempéries ces parties désormais exposées.

La restauration aujourd'hui envisagée par le propriétaire vise à consolider les structures du bâtiment fragilisées par le sinistre et certaines sollicitations passées (mur pignon, arases et murs gouttereaux en limite Sud de l'aile de la grange) et à en restaurer le clos et couvert (reconstruction de la toiture effondrée et restauration des couvertures attenantes). Les dispositions antérieures seront respectées, et les matériaux récupérés que ce soient les tuiles, certaines pièces de charpente, les pierres de corniche, seront réemployés.

Moyens mis en œuvre :
Le programme de l'opération prévoit dans un premier temps la restauration des travées 4 à 7 (phase 1) et dans un second temps la restauration des travées 1 à 3 et des travées 8 à 10 (phase 2).

La restauration porte sur les travaux de gros œuvre, clos et couvert :
Lot 1 : maçonnerie – pierre de taille
Lot 2 : charpente
Lot 3 : couverture

La DRAC s'est engagée sur l'opération qui sera financée sur deux exercices budgétaires (2016 et 2017).

Intérêt régional :
Suite à l'application délibération CR 08-16, la SCI L'Econome, dont l'actionnariat est privé, n'est pas soumise à l'obligation de recruter de stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de l'opération annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 389 223 € TTC. La base subventionnable est de 351 544 € TTC hors frais d'honoraires. Au taux de 20 %, une subvention de 70 309 € est proposée.

Localisation géographique :
- MOUSSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration (Phase 1)	229 336,00	58,92%
Travaux de restauration (Phase 2)	122 208,00	31,40%
Honoraires (non éligibles)	37 679,00	9,68%
Total	389 223,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicitée)	155 690,00	40,00%
REGION IDF	70 309,00	18,06%
FONDS PROPRES	163 224,00	41,94%
Total	389 223,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	70 309,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007259

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DE L'APPARTEMENT-ATELIER DE LE CORBUSIER, PARIS 16EME

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	1 074 558,00 €	21,67 %	232 885,00 €
	Montant Total de la subvention		232 885,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FONDATION LE CORBUSIER
Adresse administrative : 10 SQ DOCTEUR BLANCHE
75016 PARIS 16
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Antoine PICON, Président

Date de publication au JO : 15 juin 1968

N° SIRET : 78467185100011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale
Rapport Cadre : CR06-15 du 12/02/2015

Objet du projet : Restauration de l'appartement-atelier de Le Corbusier sis 24 rue Nungesser et Coli, 75016 Paris

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La Fondation Le Corbusier a été créée en 1968, conformément à la volonté de l'architecte.
Reconnue d'utilité publique, la Fondation a pour but de conserver et de diffuser l'œuvre de Le Corbusier. Propriétaire de l'appartement-atelier sis 24 rue Nungesser-et-Coli, 75016 Paris, la Fondation souhaite lancer la rénovation de l'appartement. Elle sollicite pour cela le concours financier de la Région Ile de France. La demande est présentée dans le cadre du dispositif régional d'aide au patrimoine d'intérêt régional.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la mise en valeur du patrimoine moderne d'Ile de France. Il vise à mieux faire connaitre et à ouvrir au plus large public, une œuvre exceptionnelle, prochainement inscrite au patrimoine mondiale de l'UNESCO.

Description :
Architecte, urbaniste, peintre et écrivain, Charles-Édouard Jeanneret-Gris, dit Le Corbusier (1887-1965) est un des principaux représentants du mouvement moderne. Pour résoudre les problèmes de logement, il préconise l'habitat en hauteur dans la verdure comme «unité d'habitation de grandeur conforme». Il applique les théories du Modulor en réalisant des constructions dont la forte expressivité plastique est jointe à l'usage du béton.

L'appartement, qui occupe les deux derniers niveaux de l'immeuble Molitor sur 240 m², a été conçu et réalisé entre 1931 et 1934 par Le Corbusier et Pierre Jeanneret, son cousin et proche collaborateur. Ce fut également son atelier de peinture, activité qu'il pratiqua quotidiennement pendant toute sa vie. Avec ses lignes graphiques et sa façade tout en verre, l'immeuble Molitor surprend encore par sa modernité. Il a permis à l'architecte de tester in vivo ses théories sur une «Cité radieuse», concrétisée à Marseille deux décennies plus tard.

L'appartement-atelier constitue un élément majeur de l'œuvre de Le Corbusier qui y habite avec sa femme de 1934 jusqu'à sa mort en 1965. L'appartement occupe les deux derniers niveaux de l'immeuble Molitor. Conçu entre 1931 et 1934 par Le Corbusier et Pierre Jeanneret son cousin et associé, l'immeuble se trouve dans le 16ème arrondissement à la frontière entre Paris et Boulogne.
L'appartement se distingue par un plan ouvert, sa toiture jardin, ses couvertures voutées, ses grands pans vitrés coulissants. Il sera le lieu privilégié des recherches architecturales de Le Corbusier, mais aussi l'atelier de ses pratiques plasticiennes quotidiennes.

L'immeuble est inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques depuis 1990.
L'appartement est inscrit totalité depuis le 31 janvier 1972. Une demande de classement de la totalité de l'immeuble est en cours. L'appartement a été labellisé « Maison des Illustres » en 2011.

Actuellement, l'appartement présente des problèmes de condensation, d'isolation et d'infiltration d'eaux. L'ensemble de l'étanchéité actuelle est très dégradée, la dernière réfection datant de 1967.

Par ailleurs, les menuiseries extérieures ont été remplacées par des modèles plus récents au cours des années suivant la mort de Le Corbusier affectant péjorativement l'esthétique originelle des ambiances intérieures. Certaines sont très dégradées, on constate des verres fracturés à remplacer, des parties corrodées et des traces de plomb diagnostiqué.

L'appartement est aujourd'hui ouvert à la visite.

Moyens mis en œuvre :
Le programme de restauration de l'appartement-atelier est scindé en deux phases : la première porte sur les extérieurs (clos et couvert) et la seconde sur les intérieurs.

1ère phase
Les travaux concernent la réfection de l'étanchéité défaillante actuellement en place et son remplacement par un complexe étanchéité-isolation thermique de faible épaisseur.

La Région n'interviendra pas sur les travaux de dépollution et d'assainissement et la restauration du mobilier.

Il s'agit aussi de la remise en état des menuiseries extérieures, ainsi que le remplacement, selon les dispositions d'origine, des briques de verre de l'appartement.

2ème phase
Les travaux portent sur la restauration des intérieurs et leur mise aux normes (installations électriques, éclairages,..)

La DRAC s'est engagée sur l'ensemble de l'opération qui sera financée sur deux exercices budgétaires (2016 et 2017).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 1 386 809 € HT.
La base subventionnable retenue pour la phase 1-travaux extérieurs est de 715 108 € HT hors travaux de dépollution. Au taux de 20%, une subvention de 143 022 € est proposée.
La base subventionnable retenue pour la phase 2-travaux intérieurs est de 359 450 € HT. Au taux de 25%, une subvention de 89 863 € est proposée.

La base subventionnable totale représente 1 074 558 € HT hors honoraires. Au taux de 21.67 %, une subvention totale de 232 885 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Phase 1 - Extérieurs	715 108,00	51,56%
Phase 2 - Intérieurs	359 450,00	25,92%
Travaux de dépollution (non éligibles)	129 290,00	9,32%
Honoraires (non éligibles)	182 961,00	13,19%
Total	1 386 809,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (en cours)	524 013,00	37,79%
Département (en cours)	268 639,00	19,37%
Région IDF	232 885,00	16,79%
Ville de Boulogne (en cours)	133 503,00	9,63%
Fonds propres	227 769,00	16,42%
Total	1 386 809,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	232 885,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007360

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DES SALONS DU REZ DE CHAUSSEE - ECOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS (17EME)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	210 000,00 €	20,00 %	42 000,00 €
	Montant Total de la subvention		42 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-20422-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA ECOLE NORMALE DE MUSIQUE DE PARIS A CORTOT
Adresse administrative : 114 BIS BOULEVARD MALESHERBES 75017 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Louis BONNAT, Président Directeur Général

Objet : Location de terrains et d'autres biens immobiliers

N° SIRET : 55209981400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Restauration des salles Autin, Petit et Dutilleux, de l'Ecole Normale de Musique de Paris

Aide allouée sur la base du régime d'aide exempté n° SA.42681 relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général.

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 septembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention en raison de l'urgence à réaliser les travaux durant la période estivale et dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution.

Objectifs :
L'Ecole Normale de musique de Paris a obtenu en 2015 l'aide de la Région pour la réalisation des travaux de restauration de la salle Cortot et de ses accès et la mise en valeur du grand escalier. Au cours des derniers mois, l'Ecole a connu des incidents notables par des chutes de décors du plafond de la salle Autin et des dégradations progressives sur ceux des salles Petit et Dutilleux. L'école, sollicite l'aide régionale, afin de pourvoir mener un chantier de travaux sur ces salons, qui coïnciderait avec celui du grand escalier dont la période de travaux est calée sur la période de fermeture estivale de l'école.

Description :
L'Ecole Normale de musique de Paris, reçoit aujourd'hui plus de 1000 étudiants de 54 nationalités différentes chaque année et 130 professeurs y enseignent. Elle programme environ 130 concerts par an dans la salle Cortot attenante à l'école. Créée en 1919 par le pianiste Alfred Cortot et apportée en donation par la marquise Maleissy en 1924, cette école est logée dans un très bel hôtel particulier construit en 1881.

Tous les intérieurs sont restés dans leur état d'origine. Les intérieurs sont d'une grande richesse de décors. Le décor, de l'ancien petit salon, aujourd'hui salle Henri Dutilleux, avec son ancien boudoir adjacent, de l'ancien grand salon (salle Pierre Petit) et de l'ancienne salle à manger (salon Jean Autin), est d'inspiration fin XVIIème et début XVIIIème. Toutes les pièces sont ornées de boiseries et de plafonds moulurés et peints. Elles ont été classées au titre des monuments historiques par arrêté du 14 avril 1987.

Ces pièces présentent aujourd'hui des pathologies importantes dues au passage du temps, à leur utilisation en salle de cours mais aussi à des dégradations plus localisées correspondant à d'anciennes infiltrations d'eau au droit des façades. Dernièrement, des chutes de décors du plafond de la salle Autin ont motivé la volonté de réaliser rapidement la restauration de ces salons.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux de restauration sur les salons portent sur :
- l'intervention en plafond et sur les murs : nettoyage de l'ensemble des surfaces et éléments décoratifs, reprise des désordres, restitution des décors peints et dorés
- les travaux de menuiserie sur certaines baies, portes, bibliothèques et parquets
- les travaux de lustrerie et sur les éclairages d'origine
- la mise aux normes des prises électriques et des goulottes situées dans les murs

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 210 000 € HT hors frais d'honoraires et correspond à la base subventionnable. Au taux de 20 %, une subvention de 42 000 € est proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	210 000,00	100,00%
Total	210 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicité)	84 000,00	40,00%
REGION IDF	42 000,00	20,00%
FONDS PROPRES	84 000,00	40,00%
Total	210 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	42 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Valorisation du patrimoine régional	69 855,00 €
	Montant total	69 855,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011079

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION EGLISE NOTRE-DAME DE MORET LOING ET ORVANNE - 77

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	736 260,00 €	25,00 %	184 065,00 €
	Montant Total de la subvention		184 065,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MORET LOING ET ORVANNE
Adresse administrative : 26 RUE GRANDE
77250 MORET LOING ET ORVANNE
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Patrick SEPTIERS, Maire

N° SIRET : 20005506900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : travaux de restauration de la façade occidentale de l'Eglise Notre-Dame de Moret avec accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Dans le cadre de la préservation du patrimoine, la commune de Moret-sur-Loing, souhaite engager des travaux de réfection de son l'église, classée au titre des Monuments historiques.

Description :
L'église est un des plus importants monuments médiévaux de Seine et Marne. C'est à ce titre qu'elle fût classée parmi les Monuments historiques dès la 1ère liste de 1840. Sa construction s'est échelonnée pendant deux siècles en suivant le développement su style gothique en Ile-de-France. Commencée en 1210 par le chœur, l'édifice est achevé au XVe siècle par la construction de la première travée de la nef et du portail occidental.

Ses dispositions architecturales audacieuses ont entrainé une relative fragilité de sa structure. Avant la 2ème guerre mondiale, un terme est mis aux principaux défauts de stabilité du monument. Les travaux d'après-guerre ont été pour leur part essentiellement consacrés à la remise en état des toitures et des verrières, gravement atteintes lors des bombardements de Moret-sur-Loing en 1944.
En raison du mauvais état des toitures, à nouveau constaté il y a une vingtaine d'années lors de l'étude de 1995, trois campagnes de travaux ont permis la remise en état d'une partie des toitures ainsi que la révision des maçonneries attenantes, garantissant la mise hors d'eau et l'assainissement de la presque totalité du monument.

En revanche, rien n'a encore été entrepris sur la façade occidentale de l'église, qui a bénéficié de peu d'interventions depuis le classement du monument. Elle est aujourd'hui en mauvais état général et sa galerie médiane, vétuste et dépourvue d'étanchéité, contribue à la dégradation du grand portail médiéval. Egalement, cette façade s'avère inadaptée à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, alors que le monument aurait dû être réglementairement conforme avant 2015.

Moyens mis en œuvre :
Le programme de travaux porte sur :
- la restauration des parements en pierre calcaire,
- l'habillage en plomb de la galerie médiane de la façade et des gargouilles,
- le nettoyage et la restauration du portail occidental,
- la révision et la peinture des ouvrages menuisés,
- le nettoyage et la révision des vitraux.

Ces travaux seront accompagnés par la reprise du parvis pour permettre l'accès des personnes à mobilité réduite.

L'opération s'échelonnera sur 3 ans. La DRAC s'est engagée sur cette opération et finance l'opération sur 2016.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 846 699 € HT. La base subventionnable représente 736 260 € HT hors honoraires, imprévus et frais divers. Au taux de 25%, une subvention de 184 065 € est proposée.

Localisation géographique :
- MORET LOING ET ORVANNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	736 260,00	86,96%
Honoraires, imprévus, frais divers (non éligible)	110 439,00	13,04%
Total	846 699,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	338 679,60	40,00%
Département (en cours)	84 669,90	10,00%
REGION IDF	184 065,00	21,74%
PART COMMUNALE	239 284,50	28,26%
Total	846 699,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	184 065,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Construction et aménagement de médiathèques	527 400,00 €
	Montant total	527 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011083

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 1ERE TRANCHE - RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT-VINCENT - MESNIL-LE-ROI (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	410 090,00 €	25,00 %	102 523,00 €
	Montant Total de la subvention		102 523,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MESNIL LE ROI
Adresse administrative : 1 RUE DU GENERAL LECLERC
78600 LE MESNIL-LE-ROI
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Serge CASERIS, Maire

N° SIRET : 21780396400014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Restauration extérieure des parties basses et hautes et aménagement intérieur de l'église Saint-Vincent de Mesnil-Le-Roi

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Mesnil Le Roi souhaite engager une campagne de restauration générale sur l'église Saint-Vincent.

La présente demande concerne la 1ère tranche portant sur la restauration extérieure des parties basses et hautes et de petits travaux intérieurs. L'aménagement intérieur de l'église, objet de la 2ème phase, est prévu pour 2018.

Description :
Construite en 1587, l'église Saint-Vincent a conservé son chœur polygonal, de style gothique tardif,

éclairé de fenêtres à meneaux. L'ensemble est couvert de voûtes d'arêtes, doubleaux et nervures. Sur sa droite, une chapelle axiale abrite un retable et un Christ en bois du 17e siècle. Le clocher de forme trapue appartient à la construction originelle. Il repose partiellement sur une pile carrée isolée permettant ainsi le passage vers la chapelle.

L'église est inscrite à l'Inventaire Supplémentaire des monuments historiques par arrêté du 2 février 1948.

Les désordres concernent essentiellement les façades. Celles du chœur sont les plus dégradées et particulièrement les soubassements. Les conditions d'accès au comble manque de sécurité. L'installation électrique date de 1987 et n'est plus aux normes.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux de la 1ère tranche concerne principalement les :
Travaux extérieurs (Phase A et B)
- restauration des soubassements du chœur
- Aération du sol et des infrastructures en maçonnerie du chevet
- Restauration des élévations du chœur
- entretien des couvertures en ardoises

Petits travaux intérieurs (Phase C)
-restauration des parements intérieurs et induits et soufflés du transept nord
- restauration ponctuelle des baies du chœur
- restauration ponctuelle de la tourelle de l'escalier
- Nettoyage du comble et réalisation d'un chemin de service sécurisé.

Une 2ème tranche de travaux portant sur l'aménagement intérieur est prévue pour 2018. Cette tranche est estimée à 312 764 €. Elle ne concerne pas la présente demande.

La DRAC s'est engagée sur cette opération et la finance sur 2016.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 475 704 € HT. La base subventionnable représente 410 090 € HT hors honoraires divers et aléas. Au taux de 25%, une subvention de 102 523 € est proposée.

Localisation géographique :
- LE MESNIL-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux 1ère tranche	410 090,00	86,21%
honoraires divers et aléas (non éligibles)	65 614,00	13,79%
Total	475 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (acquis)	94 792,00	19,93%
Région IDF	102 523,00	21,55%
Part communale	278 389,00	58,52%
Total	475 704,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	102 523,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	150 000,00 €
2015	Aide de fonctionnement aux actions d'animation, d'assistance technique à la mise en oeuvre du plan d'actions, aux actions de communication, sensibilisation et information (territoires de catégorie 2)	1 250,00 €
2015	Aide d'investissement, aux études préopérationnelles et aux actions d'investissements dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'actions (Territoires 1 et 2)	640,00 €
2015	Terrains Synthétiques de grands Jeux	154 842,80 €
	Montant total	306 732,80 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011086

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION EXTERIEURE DU PAVILLON DE LA MUSIQUE ET DE SES ABORDS - NEUILLY SUR SEINE (92)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	381 873,00 €	20,00 %	76 375,00 €
	Montant Total de la subvention		76 375,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE NEUILLY SUR SEINE
Adresse administrative : 96 AV ACHILLE PERETTI
92522 NEUILLY SUR SEINE CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Christophe FROMANTIN, Député-maire

N° SIRET : 21920051600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : Restauration extérieure et réaménagement des abords du pavillon de la musique à Neuilly-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le Pavillon de la Musique est situé au Nord du parc de la Folie Saint-James. Il représente l'un des derniers vestiges de l'ancienne Folie Saint-James.

Afin de préserver cet ensemble cohérent, la ville de Neuilly-sur-Seine envisage la restauration extérieure de l'édifice et le réaménagement des abords du pavillon de la musique pour une mise en valeur de ce dernier.

Description :
L'édifice est classé au titre des Monuments Historiques par arrêté du 28 avril 1922.
Le pavillon de la musique, ancien Cabinet d'Histoire Naturelle du baron Saint-James a été construit par l'architecte François-Joseph Bélanger en 1784, à la demande du baron (Ministre de France sous Luis

XV). A cette même époque, le pavillon était entouré de trois serres (chaudes et froides) disparues en 1812. L'emprise de la parcelle était alors bien plus importante que l'actuelle de 304 mètres carrés.
Au XIXe siècle, ce pavillon prit le nom de « Chapelle » lorsque la folie Saint-James devint une maison de repos en 1851 avant d'être appelé « pavillon de la musique ».

Le pavillon de forme octogonal de 8.07 m de côté est un bâtiment à pièce unique et ne possède pas fenêtre. L'intérieur de l'édifice est particulièrement remarquable, il est coiffé d'une coupole disposant d'une verrière en son centre.

Actuellement, le pavillon présente des désordres et pathologies, notamment l'état sanitaire des maçonneries extérieures particulièrement préoccupant en raison de la présence de décollements importants de peinture et de fissures sur les façades. Celles-ci montrent des problèmes d'infiltration d'eau puisqu'il y a des remontées capillaires visibles accentuant considérablement la dégradation des parements.

La couverture plus particulièrement la zinguerie et la verrière dévoile également des désordres et l'ensemble doit donc faire l'objet d'une restauration pour pallier aux problèmes d'étanchéité et pour améliorer les performances de l'édifice en termes d'isolation. Ces transformations reprendront les caractéristiques formelles d'origine du Pavillon.

Le jardin fera également l'objet d'une réfection et de proposition paysagère permettant de mettre en valeur le site. Un espace planté et agrémenté de bancs formera une placette.

Moyens mis en œuvre :
Ainsi l'opération prévoit de rénover l'ensemble des façades, la couverture, les portes et les volets de fermeture du bâtiment.

Cela s'accompagne de la rénovation de la totalité du système d'évacuation des eaux, à savoir, les chéneaux et les descentes d'eaux pluviales.
Cette partie des travaux n'est pas financée par le dispositif, de même que la partie concernant l'aménagement extérieur comprenant les grillages.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 512 689 € HT hors frais d'honoraires. La base subventionnable est de 381 873 € HT, hors travaux de réseaux divers et travaux portant sur les aménagements extérieurs. Au taux de 20 %, une subvention de 76 375 € est proposée.

Localisation géographique :
- NEUILLY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration (éligibles)	381 873,00	74,48%
Aménagement extérieur + grillages (non éligibles)	90 780,00	17,71%
Travaux de VRD (non éligibles)	37 456,00	7,31%
Documents (non éligibles)	2 580,00	0,50%
Total	512 689,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (sollicitée)	157 000,00	30,62%
DEPARTEMENT 92 (sollicité)	100 000,00	19,51%
REGION IDF	76 375,00	14,90%
FONDS PROPRES	179 314,00	34,98%
Total	512 689,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	76 375,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Politique de l'eau-Investissement	38 892,00 €
	Montant total	38 892,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011283

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DE LA STATUE A JEAN CASALE - AEROPARC BLERIOT - BUC (78)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	154 200,00 €	25,00 %	38 550,00 €
	Montant Total de la subvention		38 550,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE BUC
Adresse administrative : 3 RUE DES FRERES ROBIN
78530 BUC
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Marc LE RUDULIER, Maire

N° SIRET : 21780117400012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale
Rapport Cadre : CR06-15 du 12/02/2015

Objet du projet : Restauration de la statue érigée en hommage à Jean Casale

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 février 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La commune de Buc s'est engagée dans la restauration des monuments aéronautiques liés à Louis Blériot. En 2015, elle a inauguré la Porte monumentale de l'ancien l'Aéroparc, vestige lié à la personnalité marquante de Louis Blériot. Cette porte se situe aujourd'hui dans un délaissé de terrain routier, en lisière de forêt où se trouve également la statue mutilée de Jean Casale.

La restauration de la statue de Jean Casale et sa nouvelle implantation correspond à la 2ème phase du projet sur lequel porte la présente demande.

Ce projet est à replacer dans un contexte paysager plus global porté par la commune pour faire apparaître au public, le caractère identitaire très fort de cette histoire des débuts de l'aviation pour Buc. Il

s'agit de restituer la connaissance historique des lieux, et donc d'apporter du sens au territoire, en réalisant un parc de mémoire de l'aviation.

Description :
Le 25 juillet 1909, l'aviateur Louis Blériot réussit l'exploit de la traversée de la Manche, à bord du Blériot XI. L'année 1909 marque le début de l'aventure de Louis Blériot à Buc, où il crée l'Aéroparc. L'ensemble, qui sera inauguré le 13 novembre 1912, comporte un bâtiment principal, siège de l'école de pilotage, et hôtel pour les aviateurs et apprentis pilotes, précédé d'une porte monumentale formant signal, enseigne, et visible de loin. Des hangars et une immense tribune complètent le dispositif. Certains développements se poursuivent jusqu'en 1914, et de nombreux exploits sont réalisés par les pilotes durant ces années d'avant-guerre, lors de meetings aériens permettant d'essayer les prototypes Blériot.

Le centenaire de cet événement en 2009 a été l'occasion pour la Commune de Buc de revenir sur son passé par la réalisation d'un ouvrage très bien documenté retraçant l'histoire de Buc : « Buc à travers l'aviation ».
Egalement en 2009, la société Dassault, héritière de Blériot-Aéronautique, offrait à la commune un Mirage III, stationné sur l'avenue Jean Casale.

Le souvenir des aviateurs glorieux de ces premiers temps de l'aviation est symbolisé par le monument à Jean Casale, pilote d'essai tué en 1923. Le monument à Jean Casale est le premier ouvrage monumental de granité exécuté par François Bazin après la guerre.
Endommagé fortement à la Libération, le monument est aujourd'hui presque totalement masqué par les frondaisons des arbres. Les manques sur la sculpture sont importants : tête et bras levés portant un avion, pieds. Les deux plaques de bronze (un portrait de profil droit de l'aviateur et un combat d'avion au dos) qui se trouvaient de chaque côté du socle ont disparu. On observe également que le socle lui-même a disparu, il parait enfoncé dans le sol et a donc perdu de sa hauteur générale. En effet les remblais mis en place après la seconde guerre ont enfoncé le monument dans le sol d'environ 80 cm de haut. Par ailleurs, il apparaît que le monument a basculé sur son angle droit. Ce basculement empêche tout projet de restauration du monument sur place.

Moyens mis en œuvre :
Les travaux de restauration vont porter sur le démontage nécessaire de la statue avant réfection complète du socle et de ses fondations.

La restauration du monument sera réalisée en deux parties :
Le bloc 1 avec le travail de restitution des parties manquantes réalisé en atelier à partir du tirage en plâtre du moulage réalisé in situ du buste ailé. Le projet de restitution des deux plaques de bronze sera réalisé en atelier également.

Le travail de restauration sur les blocs restants sera réalisé sur le site de l'Aéroparc, dans un atelier de sculpture provisoire.

Ces travaux (en atelier et in situ) seront menés parallèlement.

Afin de privilégier la vue sur le monument pour les piétons circulant dans le secteur, il est proposé de déplacer le monument vers l'ouest en bordure de l'allée sablée stabilisée, et de retourner la sculpture afin de présenter sa façade principale vers l'allée. Cette nouvelle implantation permettra de voir directement le monument depuis l'accès à la porte de l'aéroparc alors qu'elle n'est pas visible aujourd'hui.

La Fondation du Patrimoine a accompagné la commune sur ce projet, à la fois sur la restitution des portes, sur la restauration du monument Jean Casale, lui-même créé en 1925 sur souscription et sur les aménagements indispensables à la mise en valeur de l'ensemble et à l'appropriation des lieux par les habitants.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 172 704 € HT. La base subventionnable représente 154 200 € HT hors honoraires. Au taux de 25%, une subvention de 38 550 € est proposée.

Localisation géographique :
- BUC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de restauration	154 200,00	89,29%
Honoraires (non éligibles)	18 504,00	10,71%
Total	172 704,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Réserve parlementaire (acquis)	30 000,00	17,37%
Région IDF	38 550,00	22,32%
Part communale	104 154,00	60,31%
Total	172 704,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	38 550,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2013	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	37 500,00 €
2013	Terrains Synthétiques de grands Jeux	73 605,09 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	8 000,00 €
	Montant total	69 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011590

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : REHABILITATION VIEUX PONT - ESBLY (77)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	209 228,00 €	25,00 %	52 307,00 €
	Montant Total de la subvention		52 307,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ESBLY
Adresse administrative : 7 RUE VICTOR HUGO
77450 ESBLY
Statut Juridique : Commune
Représentant :

N° SIRET : 21770171300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale
Rapport Cadre : CR06-15 du 12/02/2015

Objet du projet : Réhabilitation du vieux pont de la commune d'Esbly

Date prévisionnelle de début de projet : 1 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention en raison de l'urgence à réaliser les travaux durant la période estivale et dans la mesure où la demande de subvention a été déposée avant tout commencement d'exécution.

Objectifs :
Face à l'usure temporelle et afin d'assurer la sécurité des passants, la commune souhaite entreprendre la réfection du pont suspendu d'Esbly qui est un élément essentiel pour la circulation des habitants reliant un quartier entier au centre-ville d'Esbly.

Les travaux doivent s'effectuer obligatoirement pendant la période estivale. A cet effet, la commune a adressé une demande de démarrage anticipé.

Description :
Le pont suspendu d'Esbly se trouvant sur le canal Chalifert est un ouvrage d'art intéressant, datant du milieu du XIXe siècle. Il y avait plusieurs ponts de ce type le long du canal, ils sont cités dans « la Situation des travaux au 31 décembre 1842 » des Ponts et Chaussées. Aujourd'hui, il ne reste plus que le pont d'Esbly.
Il s'agit d'un pont à ossature bois de 27,70m de long et 3,60m de large. Il a une double particularité car il est composé de deux matériaux : bois et pierre. La quasi-totalité des éléments, poutres et platelages, est assemblée par clivage à l'ancienne. Ce pont suspendu est un procédé novateur pour l'époque. L'ouvrage est constitué de deux câbles transversaux qui maintiennent les poutres latérales par deux jeux de 21 suspenses.
Bien que modeste, ce pont représente un intérêt patrimonial réel.

Il a été rénové en 2005. Un nettoyage général de l'ouvrage, une restauration de l'ensemble tabliers-poutres de maintien et câbles de suspente avaient notamment été réalisés.
Aujourd'hui, de nombreux désordres structurels sont apparus particulièrement un endommagement des garde-corps et du platelage en bois et ce malgré la multitude de réfections partielles effectuées depuis plusieurs années.

Le pont permet d'assurer la liaison entre le centre historique de la ville d'Esbly-Est et le quartier de la Prairie qui sont séparés par le canal Chalifert. Cette voie est actuellement le seul passage viable utilisé par les habitants pour accéder aux bâtiments administratifs (Mairie, écoles, etc.) et il constitue une voie d'accès privilégiée pour les interventions des services de secours.

Moyens mis en œuvre :
Le programme de travaux porte sur la réfection quasi-totale du pont suspendu. Il est prévu de remplacer les garde-corps, les longerons bois, le platelage en bois et l'ensemble des pièces de pont.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total des travaux annoncé par le maître d'ouvrage s'élève à 250 000 € HT. La base subventionnable représente 209 228€ HT hors frais d'étude et de contrôle et d'installation d'une passerelle provisoire. Au taux de 25%, une subvention de 52 307 € est proposée.

Localisation géographique :
- ESBLY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation	209 228,00	83,69%
Frais d'étude et d'installation de la passerelle (non éligibles)	40 772,00	16,31%
Total	250 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	52 307,00	20,92%
Part communale	197 693,00	79,08%
Total	250 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	52 307,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Contrats régionaux	399 600,00 €
2013	Politique de l'eau-Investissement	1 362,00 €
2015	Contrats régionaux	142 450,00 €
	Montant total	543 412,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012874

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RESTAURATION DE L'EGLISE SAINT CLAIR - GOMETZ LE CHATEL (91)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la restauration du patrimoine protégé	69 875,00 €	30,00 %	20 963,00 €
	Montant Total de la subvention		20 963,00 €

Imputation budgétaire : 903-313-204142-131004-300
13100402- Valorisation du patrimoine

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GOMETZ LE CHATEL
Adresse administrative : 76 RUE SAINT-NICOLAS
91940 GOMETZ-LE-CHATEL
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Lucie SELLEM, Maire

N° SIRET : 21910275300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la restauration du patrimoine protégé
Rapport Cadre : CR06-15 du 13/02/2015

Objet du projet : La restauration de l'église Saint-Clair de la commune de Gometz le Chatel.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 novembre 2014
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2015
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En application de l'article 17 du règlement budgétaire et financier, il est demandé, à titre exceptionnel, une dérogation à engager la dépense avant la notification de la subvention en raison de la nouvelle attribution de la subvention votée par délibération CP 11-972 du 16 novembre 2011.

Objectifs :
Par délibération n° CP 11-972 du 16 novembre 2011, la commission permanente a accordé une aide à 46 599 € pour le projet de restauration de l'église Saint Clair de Gometz le Chatel

Par décision n°2014-32 du 13 octobre 2014, le délai de validité de la subvention régionale a été prorogé d'un an soit jusqu'au 16 novembre 2015.

Par courrier reçu en date du 15 mars 2016, le bénéficiaire a sollicité le versement du solde de la

subvention. Il est apparu que la demande de règlement n'était plus valable en application du règlement budgétaire et financier régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 prorogé par délibération n° CR 01-16.

Par courrier reçu le 6 mai 2016, la commune de Gometz le Chatel a demandé à la Région la réaffectation de la subvention régionale. En effet, la municipalité a dû faire face à de nombreux aléas sur la conduite de l'ensemble de ce dossier : changement de mandature, marché d'appel d'offre relancé à deux reprises, réorganisation des services de la commune au dernier trimestre 2015 suite au départ du Directeur Général des Services et du comptable.

Description :
L'opération de restauration de l'église portait sur deux tranches de travaux :
- Tranche ferme : travaux de confortation et de consolidation. Le coût des travaux de cette tranche était estimé à 123 201,94 € HT.

- Tranche conditionnelle : travaux concernant le drainage de l'édifice sur tout son pourtour, la création d'un réseau de récupération des eaux pluviales, le remplacement des châssis de toit et la création d'un revers pavé à la base des murs. Le coût des travaux pour cette deuxième tranche était estimé à 109 794,25 € HT.

Les travaux de la tranche ferme ont bien été réalisés. Cependant, la tranche conditionnelle n'a pas été affermie dans le cadre du marché de travaux passé par la commune de Gometz le Chatel.

Par conséquent, la nouvelle attribution de subvention proposé porte uniquement sur la tranche ferme.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant total de la tranche ferme réalisé par le maître d'ouvrage s'élève à 175 390 € HT. La base subventionnable est de 69 875 € HT, hors frais d'horaires divers. Au taux de 30 %, une subvention de 20 963 € est proposée.

Localisation géographique :
- GOMETZ-LE-CHATEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRANCHE FERME	175 390,00	100,00%
Total	175 390,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (notifié)	0,00	0,00%
DEPARTEMENT	0,00	0,00%
REGION IDF	20 963,00	100,00%
FONDS PROPRES	0,00	0,00%
Total	20 963,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 963,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Politique de l'eau-Investissement	44 334,00 €
2016	Contrat régional territorial	274 880,20 €
	Montant total	319 214,20 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-386

DU 21 SEPTEMBRE 2016

SOUTIEN AUX ARTS PLASTIQUES
TROISIEME AFFECTATION POUR 2016

SOUTIEN AUX ARTS NUMERIQUES
TROISIEME AFFECTATION POUR 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CP 16-171 du 18 mai 2016 relative à l'adoption des conventions type pour les lieux de diffusion et les manifestations dans le domaine des arts plastiques et numériques ;

VU La délibération n° CP 14-599 relative au quatrième soutien aux arts plastiques et aux arts numériques ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2016 ;

VU L'avis émis par la commission des finances ;

VU L'avis émis par la commission de la culture ;

VU Le rapport CP 16-386 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Soutien à la création et à la diffusion des arts numériques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux manifestations culturelles » au financement d'un projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **92 500 €.**

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CP16-171 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **92 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », sur le programme HP 312-007 « Soutien à la création et la diffusion numérique » - action 13100701 « Soutien à la création et à la diffusion numérique » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques

Décide de participer au titre du dispositif « Aide aux manifestations culturelles » au

financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **119 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CP16-171 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **119 000 €**, disponibles sur le Chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » Code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » Programme HP 312-006 « Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques » Action 13100601 « Soutien aux manifestations d'arts plastiques » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Dérogation au principe de non commencement des travaux

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Code dossier	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16009843	Manifestation Street Art	CA Grand Paris Sud	1er janvier 2016
16011565	Exposition Etats de sièges	EPCC Château de Laroche-Guyon	1er octobre 2015
16012888	Programmation 2016 de la Maison des Arts	Commune de Malakoff	30 janvier 2016
16013043	Festival d'histoire de l'art 2016	Etablissement public Château de Fontainebleau	4 janvier 2016
16012953	Programmation 2016	Le Cube Art 3000	1er janvier 2016
16007451	Variation Media Art Fair – Digital Week	Musiques et Cultures Digitales	5 avril 2016
16005313	Salon Mac Paris : Edition 2016	Mac 2000	10 juillet 2016

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-386	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131006 - Aide à la création et à la diffusion des arts plastiques**
Action	**13100601 - Soutien aux manifestations d'arts plastiques**

Dispositif : N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles

Dossier	16005313 - SALON MAC PARIS : EDITION 2016			
Bénéficiaire	R28102 - MAC 2000 MANIFESTATION ART CONTEMPORAIN			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
235 378,00 €	TTC	5,1 %	12 000,00 €	

Dossier	16009843 - CA GRAND PARIS SUD : MANIFESTATION STREET ART 2016			
Bénéficiaire	P0034352 - CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART			
Localisation	CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
154 000,00 €	TTC	12,99 %	25 000,00 €	

Dossier	16011565 - CHATEAU DE LA ROCHE-GUYON : EXPOSITION "ETATS DE SIEGES"			
Bénéficiaire	R33303 - ETS PUB COOP CULTURELLE CHATEAU LA ROCHE GUYON			
Localisation	LA ROCHE-GUYON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
129 398,00 €	TTC	9,27 %	12 000,00 €	

Dossier	16011773 - MU MO (Musée mobile)			
Bénéficiaire	P0034963 - MUMO			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 400,00 €	TTC	5,19 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-386	Budget	2016

Dossier	16012888 - PROGRAMMATION 2016-2017 CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DE BRETIGNY			
Bénéficiaire	P0035025 - COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION			
Localisation	BRETIGNY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
138 000,00 €	TTC	14,49 %	20 000,00 €	

Dossier	16012955 - CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DE MALAKOFF : PROGRAMMATION 2016			
Bénéficiaire	R1028 - COMMUNE DE MALAKOFF			
Localisation	MALAKOFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 300,00 €	TTC	21,34 %	15 000,00 €	

Dossier	16013043 - ETABLISSEMENT PUBLIC DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU : FESTIVAL DE L'HISTOIRE DE L'ART			
Bénéficiaire	P0016049 - ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINEBLEAU			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
754 000,00 €	TTC	3,98 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles	119 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131006 - 13100601	119 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131007 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**
Action	**13100701 - Soutien à la création et à la diffusion numériques**

Dispositif : N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-386	Budget	2016

Dossier	16012953 - ART 3000 - Le CUBE : ACTIVITES DE CREATION ET DE DIFFUSION ARTISTIQUE NUMERIQUE				
Bénéficiaire	R21962 - ART 3000				
Localisation	ISSY-LES-MOULINEAUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	77 500,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
315 365,00 €	TTC		24,57 %	77 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000097 - Aides aux manifestations culturelles	77 500,00 €

Dispositif : N° 00000654 - Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)

Dossier	16013053 - MCD VARIATION MEDIA ART FAIR DIGITAL WEEK				
Bénéficiaire	P0012905 - MUSIQUES ET CULTURES DIGITALES				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 000,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
116 000,00 €	TTC		12,93 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000654 - Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)	15 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131007 - 13100701	92 500,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : LES PROJET ARTS NUMERIQUES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012953

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ART 3000 - LE CUBE : ACTIVITES DE CREATION ET DE DIFFUSION ARTISTIQUE NUMERIQUE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	315 365,00 €	24,57 %	77 500,00 €
	Montant Total de la subvention		77 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ART 3000
Adresse administrative : 20 COURS ST VINCENT
92130 ISSY LES MOULINEAUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur NILS AZIOSMANOFF, Président
Date de publication au JO : 21 août 1996
N° SIRET : 35005308800034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La tenue de cet événement nécessite l'engagement de dépenses d'organisation avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
L'association ART3000 fondée en 1988 a pour but la promotion et la diffusion par tous les moyens de la création artistique liée aux nouvelles technologies.

Pionnier sur la scène culturelle française, Le Cube est un lieu de référence pour l'art et la création numérique. Il a ouvert ses portes en septembre 2001. Créé à l'initiative de la Ville d'Issy-les-Moulineaux, Le Cube est un espace de la communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest. Il est géré et animé par l'association ART3000, qui mène depuis 1988 ses activités dans le domaine des arts numériques.

Ouvert à tous les publics, Le Cube est un espace de pratique, de production et de diffusion de la création numérique. Sa mission est de former les publics aux pratiques artistiques et culturelles du numérique, de soutenir des productions artistiques par la mise à disposition de moyens de création performants, d'offrir au public une programmation artistique présentant la richesse et la diversité des arts multimédias et de favoriser les relations entre les acteurs de la création numérique, de la recherche et de l'innovation technologique.

Description :
En 2016, le Cube poursuivra et développera ses activités autour des 2 axes prioritaires suivants :

1. Le pôle création
Le Cube entend continuer et renforcer son action en faveur de la création numérique et du soutien aux artistes en renouvelant son dispositif d'accompagnement. Les
oeuvres numériques, en perpétuelle réécriture, nécessitent de s'adapter aux nouveaux besoins des artistes, des technologies et des modes de diffusion. Les activités du Pôle Création se recentrent autour de résidences numériques pluri-disciplinaires,
accueillant tous les genres des arts numériques. A travers ses Résidences Numériques, Le Cube offre aux artistes un accès à une plate-forme de production technique innovante et à un accompagnement en production.

En 2016, Le Cube accompagne 15 projets en coproductions et développe également un programme de résidences croisées avec le Québec.

Le Cube renouvelle en 2016 son partenariat avec Les Arcades, Ateliers de Recherche, de Création Artistique et D'Enseignement Supérieur, à Issy-les-Moulineaux, autour notemment d'un cycle de conférences sur les Futurs de l'Art.

Le Labo est un espace dédié aux artistes, développeurs et chercheurs, pour expérimenter, tester, chercher et créer dans domaines de l'installation, la performance ou les projets en ligne. Toute l'année, des temps de rencontre sont organisés avec le public pour qu'il découvre des univers artistiques ou des recherches en cours et qu'il échange avec les artistes soutenu par Le Cube.

Le Cube organise également des séminaires à l'attention d'artistes, d'étudiants et de professionnels qui souhaitent s'ouvrir à de nouveaux usages et découvrir plus largement le champ numérique. L'usage du numérique et la réflexion qu'il entraîne sont à la base de ces séminaires. Divers thèmes sont abordés tel que la conservation des médias, la science-fiction et son lien avec la prospective, les droits et le rôle des artistes et des développeurs.

2. Le Pôle diffusion
Le Cube entend poursuivre et développer son action de promotion et de diffusion des nouvelles formes de création en organisant tout au long de l'année une programmation montrant la diversité des formes d'expression et des cultures liées au numérique.

Le Cube programme chaque mois le meilleur de la création numérique à l'occasion de
performances audio-visuelles, concerts hybrides, soirées vidéo et spectacles interactifs. Il propose également un programme d'expositions d'oeuvres numériques, des rencontres et débats pour comprendre les évolutions de la société numérique.

Le Cube s'associe régulièrement à des événements phares ou émergents de la scène artistique dans et hors ses murs. Il soutiendra ainsi, de différentes manières, des événements déjà en lien avec l'art numérique ou d'autres qui cherchent à s'ouvrir vers ce champ de création.

Moyens mis en œuvre :
Le Cube emploie 17 salariés en CDI.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternats.

Public(s) cible(s) :
Grand public (notamment enfants et jeunes)
Artistes
Professionnels du numérique

Détail du calcul de la subvention :
Au regard du caractère unique et de la qualité de la programmation, de son rayonnement et de l'importance des partenariats noués en Ile-de-France par le Cube Art 3000, il est proposé d'attribuer une subvention régionale de 77 500 € au titres des Aides aux manifestations d'arts numériques, soit 27 500 € supplémentaires au-delà du plafond défini dans la délibération cadre, sur une base subventionnable de 315 365 €.

Localisation géographique :
- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	181 865,00	57,67%
Frais techniques	133 500,00	42,33%
Total	315 365,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	77 500,00	24,57%
grand Paris Seine ouest (acquis)	182 865,00	57,99%
Drac IDF (sollicité)	50 000,00	15,85%
Partenaires privés	5 000,00	1,59%
Total	315 365,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	77 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	77 500,00 €
2013	Expérimentations - TIC - Investissement	39 768,75 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	77 500,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	2 797,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	100 500,00 €
	Montant total	298 065,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013053

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MCD VARIATION MEDIA ART FAIR DIGITAL WEEK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)	116 000,00 €	12,93 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131007-300
13100701- Soutien à la création et à la diffusion numériques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUSIQUES ET CULTURES DIGITALES
Adresse administrative : 8 RUE DU GENERAL RENAULT
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Hadda FIZIR, Présidente
Date de publication au JO : 18 mars 2006
N° SIRET : 49313113000020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien à la création et à la diffusion numériques (Fonctionnement)
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 5 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La tenue de cet événement nécessite l'engagement de dépenses d'organisation avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
MCD a pour objet la promotion des cultures digitales auprès du grand public.

Elle développe quatre activités complémentaires :
- l'édition d'une revue trimestrielle dédiée aux usages artistiques et aux approches critiques des « nouvelles » technologies
- la production d'ateliers de création numérique tous publics (15 projets en activité en Ile-de-France).
- la sensibilisation du grand public aux pratiques numériques émergentes (le MOOC Digital Media).
- la production de l'événement Variation – Paris Media Art Fair / Digital Week.

Description :
Cette année, pour sa troisième édition, Variation - Media Art Fair, foire parisienne aux allures de salon « art et technologies » s'installe à la galerie de la Cité Internationale des Arts. La mission de cette exposition, depuis sa création en 2014 est d'extraire les œuvres de médias et technologies de la boite noire ou de l'Internet pour les contextualiser au sein d'un « white cube ». A Variation, il n'y a pas de stand afin que les œuvres, dialoguent entre elles (et également parce qu'il y a encore trop peu de galeries

consacrées à l'art numérique). L'autre spécificité de cette foire-exposition réside dans le fait que les pièces qui y sont présentées ont toutes été sélectionnées par un critique d'art et commissaire indépendant, Dominique Moulon, en étroite collaboration avec les artistes, leurs galeries et/ou agents et producteurs. L'idée étant de valoriser enfin les pratiques numériques plurielles d'un art contemporain singulier comme ont commencé à le faire cette année le Musée d'Art Moderne de la Ville de Paris avec l'exposition « Co-workers » puis la Whitechapel de Londres avec « Electronic Superhighway ».

Variation est aussi au centre de la Digital Week / Semaine numérique : Art, Création & Innovation qui a pour vocation de proposer au plus grand nombre, collectionneurs, galeristes, amateurs et jeune public, un parcours et des évènements autour de la création digitale et de l'art contemporain numérique.

Depuis 2014 la Digital Week s'est installée, comme rendez-vous culturel et innovant - français et international -, destiné à valoriser les artistes et les producteurs dans des lieux prestigieux de la région Ile-de-France associés à la création contemporaine numérique.

En 2016, la Digital Week référencera sur son site Internet (et dans tous les éléments de communication), les événements organisés par ses partenaires durant cette semaine de l'art contemporain : ce parcours sera localisé cette année sur une carte de la région Ile-de-France qui sera proposée au public avec les lieux de diffusion de cette création numérique émergente (en particulier les lieux où MCD propose des ateliers de formation à la création numérique animés par des artistes, tels que la Maison Populaire de Montreuil, le Grand Bouillon d'Aubervilliers, le Centre des Arts d'Enghien-les-Bains, ou le Château Ephémère à Carrière-sous-Poissy), mais aussi les laboratoires de fabrication numérique, identifiés par le média en ligne Makery qui propose déjà une carte de ces lieux innovants de la Région Ile-de-France.

L'édition 2016 est aussi marquée par une évolution importante avec la mise en place chaque matinée d'actions de médiation en direction des jeunes franciliens, notamment lycéens : l'opération « matin jeunesse » (visites de sensibilisation et de formation à la création numérique, à ses métiers et aux pratiques de l'innovation).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternats.

Public(s) cible(s) :
Depuis la première édition, et conformément à la vocation de MCD, VARIATION accorde une place centrale à la médiation des œuvres en direction de tous les publics : formation d'une équipe de médiateurs et médiatrices, accueil de tous les publics avec visite guidée des œuvres …

En 2015, une équipe de médiation (15 personnes) a été constituée et formée. Elle a assuré de nombreuses visites à des publics jeunes et seniors, de Paris et d'Ile-de-France. L'édition 2016 franchit une nouvelle étape dans cette démarche en consacrant les matinées à des actions de médiation en direction des jeunes franciliens (opération «matin-jeunesse ».

Cette action nouvelle repose sur le réseau des partenaires numériques de MCD à l'échelle francilienne : Le Cube (Issy-les-Moulineaux) / la Maison Populaire (Montreuil) / le Centre des arts d'Enghien-les-Bains / Le Château Ephémère à Carrière-sous-Poissy / Le café culturel « Grand Bouillon » à Aubervilliers / la Maison des Arts de Créteil.

MCD établira un partenariat avec chaque structure (communication, modalités de transport et d'accompagnement) pour s'adresser à leurs jeunes publics – de 14 à 18 ans – en les invitant à des matinées de sensibilisation à la création numérique et aux nouveaux métiers du code et de la fabrication numérique.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient MCD au titre du soutien à la création et à la diffusion des arts numériques à hauteur

de 15 000 € sur une base subventionnable de 116 000 €.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	31 500,00	27,16%
Services extérieurs	4 000,00	3,45%
Autres services extérieurs	18 000,00	15,52%
Dépenses de personnel	62 500,00	53,88%
Total	116 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris (sollicité)	10 000,00	8,62%
Communauté d'Agglomération de Nantes (sollicité)	10 000,00	8,62%
Région IDF	15 000,00	12,93%
Aides privées parrainages	62 000,00	53,45%
Autres financeurs	19 000,00	16,38%
Total	116 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2015	Aides pour le fonctionnement des revues (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : LES PROJETS ARTS PLASTIQUES

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005313

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SALON MAC PARIS : EDITION 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	235 378,00 €	5,10 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAC 2000 MANIFESTATION ART CONTEMPORAIN
Adresse administrative : 4 ALL DES ARTS
94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Hervé BOURDIN, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 34510058000025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 10 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : oui
Motivation démarrage anticipé : La tenue de cet événement nécessite l'engagement de dépenses d'organisation avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
L'association MAC2000 regroupe des artistes plasticiens et promeut la diffusion de l'art contemporain notamment à travers l'organisation de la manifestation annuelle Mac Paris, de l'édition d'un catalogue, et du développement d'actions culturelles.

Description :
MAC2000 organise des manifestations, notamment MAC Paris qui se tient tous les ans en novembre. Cette manifestation rassemble une centaine d'artistes contemporains, sélectionnés, après visite d'atelier. En 2015, 1 200 dossiers de candidature ont été reçus.

La prochaine édition se déroulera du 24 novembre au 27 novembre 2016 dans le Hall A de l'Espace Champerret (5 000m2), Paris 17ème. Elle regroupera 90 expositions individuelles d'artistes choisis sur dossier et visites d'ateliers par un comité composé de professionnels du monde de l'art.

La sélection représente un panel large de la création actuelle. Chaque artiste est choisi pour le coté novateur de sa démarche et la qualité de son travail. L'association travaille à la promotion de ces artistes

grâce à l'édition d'un catalogue d'exposition et la mise en ligne de celui-ci. L'événement offre une vitrine de qualité aux artistes sélectionnés qui bénéficient d'un très bel espace d'accrochage (18m2 au sol, 3m de hauteur de cimaises en bois tendues de coton...) et du carnet d'adresse de l'association qui invite galeristes, commissaires d'exposition, collectionneurs, responsables de centres culturels, etc…

L'artiste est présent en permanence sur son stand, ce qui favorise les échanges professionnels et conviviaux avec le public. Plus de 200 galeristes viennent à la rencontre des artistes et plusieurs dizaines de contrats sont signés tous les ans,
soit avec des galeries soit des centres culturels.

Chaque artiste règle une cotisation à l'association qui ne couvre qu'une faible partie des frais engagés par celle-ci. Les œuvres exposées sont proposées à la vente (en 2015 plus de 540 œuvres vendues) et l'association ne prend aucun pourcentage sur les transactions effectuées.

En 2016, une manifestation spécifique a été organisée en mai, pour une vingtaine de plasticiens invités sur concours à mettre en place des installations numériques. Elle se tenait du 17 au 22 mai à l'espace Bastille art center - Paris 11ème.

Moyens mis en œuvre :
L'association n'a plus les moyens de salarier un secrétariat à plein temps. Elle vit principalement de l'aide apportée par des bénévoles.

A certaines périodes de l'année elle recrute des emplois à temps partiel pour gérer le secteur de la communication.

Plusieurs stagiaires sont également recrutés et rémunérés à taux plein.

Public(s) cible(s) :
Artistes

MAC2000 offre la possibilité à des jeunes artistes de moins de 30 ans d'exposer pour une cotisation modeste (500 euros) et de rencontrer un public de professionnels (galeristes, ..), de confronter leur travail auprès d'un large public mais aussi la possibilité d'échanger avec leurss pairs et l'opportunité de rencontrer un maximum de professionnels du secteur (galeristes, directions de centres culturels...)

Public

L'association a élargi la gratuité d'accès à la manifestation, grâce à un système d'inscription en ligne générant une augmentation de la fréquentation de la manifestation (environ 12 000 visiteurs en 2015).

Elle favorise l'accueil de jeunes, particulièrement des lycéens (visites de présentation des travaux et rencontres avec les artistes).

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient MAC2000 au titre des Aides aux manifestations arts plastiques à hauteur de 12 000 € sur une base subventionnable de 235 378 € correspondant au montant du budget prévisionnel 2016 proposé et déduction faite des contributions volontaires en nature.

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 416,00	3,15%
Services extérieurs	185 225,00	69,27%
Autres services extérieurs	34 939,00	13,07%
Impôts et taxes	762,00	0,28%
Dépenses de personnel	6 036,00	2,26%
Emplois des contributions volontaires en nature	32 000,00	11,97%
Total	267 378,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	66 500,00	24,87%
Région IDF	12 000,00	4,49%
Aides privées	13 000,00	4,86%
Produits financiers	500,00	0,19%
Remboursement TVA	26 738,00	10,00%
Ressources directes affectées à l'action	110 640,00	41,38%
Contributions volontaires en nature	32 000,00	11,97%
Autres financeurs	6 000,00	2,24%
Total	267 378,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	18 000,00 €
	Montant total	58 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16009843

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CA GRAND PARIS SUD : MANIFESTATION STREET ART 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	154 000,00 €	12,99 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART
Adresse administrative : PLACE DES CHAMPS ELYSEES 91080 COURCOURONNES
Statut Juridique : Communauté d'Agglomération
Représentant : Monsieur Francis CHOUAT, Président
N° SIRET : 20005922800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La tenue de cet événement nécessite l'engagement de dépenses d'organisation avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
Créée en 2001, la Communauté d'Agglomération Évry Centre Essonne est un Établissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI), regroupant un ensemble de 6 communes sur le territoire essonnien: Évry, Bondoufle, Courcouronnes, Ris-Orangis, Lisses et Villabé.

Au 1er janvier 2016, cette entité a fusionné avec plusieurs autres territoires de l'Essonne et de la Seine et Marne (Seine Essonne, Sénart, San de Sénart en Essonne et la ville de Grigny), au sein de la grande agglomération Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart, qui compte désormais 24 villes.

L'évènement street art porté par l'agglomération concerne 6 des villes.

Description :
Sous l'égide de Nicolas LAUGERO LASSERRE, directeur artistique, parfait connaisseur du milieu, des artistes locaux comme internationaux seront invités à se produire tout au long de l'année, sur le territoire.

Ce projet est construit en lien avec les ressources du territoire (artistes, milieu associatif, scolaires, habitants, équipements culturels, …) sous la forme de partenariats, concertations, participations, …

Il fait l'objet d'un travail sur la mémoire avec les habitants (habitants du quartier mais plus largement usagers des institutions) dans le cadre de la politique de la ville.

Il permet également de s'inscrire dans la lutte contre les discriminations et les préjugés.

De plus, des expositions temporaires, voire itinérantes, sont proposées sur le territoire de l'agglomération.

Le projet, initié en janvier 2015, au sein de l'agglomération Evry Centre Essonne, a déjà permis de réaliser sur ce territoire : une vingtaine de créations d'artistes nationaux et internationaux (Lek & Sowat, Bault, Cranio, V3M, Clet, Monkey Bird Crew, …), la mise en place d'expositions et conférences (exposition « Street Art Inside », « Donnons des couleurs à la ville », « Coup de pied dans la fourmilière », …) des partenariats avec différents acteurs du territoire (collège Galilée, maisons de quartier, services jeunesse, associations, écoles, …), une résidence en milieu scolaire auprès de 2 établissements scolaires (élémentaire et collège), en lien avec 2 maisons de quartier de l'agglomération, avec le street artiste Vincent Parisot.

Depuis début 2016, plusieurs artistes sont déjà intervenus sur le territoire : Monkey Bird, Said Dokins, Roti, Mademoiselle Maurice, Vincent Parisot, Henry Hang, …

Moyens mis en œuvre :
Ce projet est piloté avec l'aide de 2 instances :
- un comité de pilotage, se réunissant tous les 2 mois, qui définit les orientations stratégiques et valide le travail du comité technique,
- un comité technique, se réunissant tous les trimestres, qui assure la mise en œuvre du projet (relations avec les partenaires, lien avec les villes, action culturelle, projets et bilans, …), définit et respecte l'échéancier.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternats.

Public(s) cible(s) :
Habitants, notamment public jeune.
Lycéens dans le cadre des résidences.
Artistes du milieu du street art.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient lla manifestation street art de la communauté d'agglomération Grand Paris Sud au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 154 000 €.

Localisation géographique :
- CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	8 000,00	5,19%
Services extérieurs	16 000,00	10,39%
Autres services extérieurs	94 000,00	61,04%
Dépenses de personnel	36 000,00	23,38%
Total	154 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	10 000,00	6,49%
Région IDF	25 000,00	16,23%
CD91(sollicité)	10 000,00	6,49%
CA Grand Paris Sud (acquis)	94 000,00	61,04%
Autre financement	15 000,00	9,74%
Total	154 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	41 200,00 €
2015	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	17 500,00 €
2016	Action complémentaire du Pacte pour le développement du territoire	14 800,00 €
	Montant total	73 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011565

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CHATEAU DE LA ROCHE-GUYON : EXPOSITION "ETATS DE SIEGES"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	129 398,00 €	9,27 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETS PUB COOP CULTURELLE CHATEAU LA ROCHE GUYON
Adresse administrative : 1 RUE DE L'AUDIENCE 95780 LA ROCHE GUYON
Statut Juridique : Etablissement Public Local Culturel
Représentant : Monsieur Yves CHEVALLIER, Directeur
N° SIRET : 28950080300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La tenue de cet événement nécessite l'engagement de dépenses d'organisation avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
Le Château de La Roche-Guyon est un établissement public de coopération culturelle dont l'objet est :
- la sauvegarde et la restauration du château
- l'ouverture au public et la gestion du site
- l'animation du site en matière de médiation culturelle et de programmation culturelle
- le développement culturel et touristique
- la promotion, la communication et la commercialisation du site
- l'enrichissement de la connaissance historique, archéologique, ethnologique et environnementale du site.

Description :
Le château est pensé comme lieu de création, pôle de ressource et de vie culturelle dans un territoire rural qui souffre d'un déficit d'équipements culturels. L'EPCC propose une programmation artistique, théâtrale et musicale de qualité dans et hors les murs ; il est aussi un lieu de création où des artistes sont accueillis en résidence. Il propose deux à trois expositions par an et une riche programmation de spectacle vivant tout au long de l'année.

L'exposition «États de sièges», sur une idée de Christian Olivereau, conservateur des antiquités et objets

d'art du Val d'Oise, est un geste d'amour envers le château : elle lui offre, en souvenir de son mobilier perdu, des dizaines de sièges, chaises, cathèdres et autres tabourets, sans souci chronologique, mais tous chargés de l'habileté, de la passion, du savoir-faire, du doigté des artisans ébénistes et des designers qui les ont créés. Cette collection éphémère traverse les époques, confronte les matières et les manières, bois, fil de fer, plastique ; elle aligne le luxe avec la simplicité brute. Ces sièges sont des œuvres, présentées et muséographiées comme telles.

Yves Chevallier, directeur de l'Établissement public et commissaire de l'exposition, a établi un choix éclectique et sensible dans le goût d'un amateur éclairé. Il fait se côtoyer et même se confronter les pièces du passé avec des choix d'avant-garde, et cela dans un écrin du XVIIIème siècle. De la chaise percée du XVIIème au fauteuil Richard III de Philippe Starck, du siège du martyre de St Quentin au fauteuil de Niki de Saint-Phalle, le château est envahi par des sièges, du plus majestueux au plus simple et au plus trivial. De manière éphémère et joueuse, cette installation s'invite à la place de la collection de mobilier patiemment assemblée et améliorée pendant trois siècles par la famille La Rochefoucauld, propriétaire historique du château, avant qu'elle ne soit dispersée en 1987.

Pour mettre le château en état de siège, l'Établissement public a emprunté plus de 100 chaises, fauteuils, tabourets et trônes au Centre national des arts plastiques (CNAP), au Mobilier National, au Musée des Arts Décoratifs, au Musée de Saint Quentin-en-Yvelines, au Musée National de Renaissance, au Parc Naturel Régional du Vexin français, au Château de Villarceaux, à l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris, à la Maison-musée Chateaubriand et à l'entreprise Vitra et à des prêteurs privés.

Le public aura toujours de quoi s'asseoir, notamment sur des sièges prêtés par Vitra et sur les sièges créés spécialement par les élèves des sections menuiserie de l'Etablissement Régional d'Enseignement Adapté «La Tour du Mail» de Sannois et du lycée Le Corbusier des métiers du bâtiment de Cormeilles-en-Parisis(Val d'Oise).

En effet, afin de permettre à ce monument emblématique du siècle des Lumières de poursuivre sa vocation de lieu de réflexion et de création inscrit dans les réalités de son temps, Yves Chevallier a souhaité associer une démarche éducative à cette manifestation. Ont été créés des groupes-projets d'élèves d'établissements d'enseignement secondaire spécialisés du département du Val d'Oise, avec l'appui du Centre départemental de documentation pédagogique (CNDP). Ainsi, l'EREA de Sannois prête des sièges créés par ses élèves. Le lycée Le Corbusier a restauré le siège du Chronoscaphe, la machine à remonter le temps imaginée par Edgar P. Jacobs dans l'album Le Piège diabolique qui se déroule à La Roche-Guyon. Ces partenariats très valorisants pour les élèves ont donné lieu à des résidences sur le site de La Roche-Guyon et à des échanges.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe de l'EPCC Château de La Roche Guyon est composée de :
- un directeur / Contrat de droit public de 3 ans.
- 23 salariés de droit privé en cdi, dont 2 temps partiels.
- 1 salarié en cdd de remplacement à temps plein.
- 3 salariés en cdd saisonniers à temps partiel.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternat.

Public(s) cible(s) :
Franciliens
Touristes
Elèves de l'EREA de Sannois et du lycée Le Corbusier de Cormeilles-en-Parisis dans le cadre des ateliers de fabrication.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'EPCC du château de la Roche-Guyon au titre des Aides aux manifestations d'arts

plastiques à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 129 398 €.

Localisation géographique :
- LA ROCHE-GUYON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	5 228,00	4,04%
Services extérieurs	6 850,00	5,29%
Autres services extérieurs	96 784,00	74,80%
Dépenses de personnel	20 536,00	15,87%
Total	129 398,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (sollicité)	8 000,00	6,18%
Région IDF	12 000,00	9,27%
CD 95 (sollicité)	3 696,00	2,86%
Ressources directes affectées à l'action	87 702,00	67,78%
Caisse d'Epargne IDF	10 000,00	7,73%
Autres financeurs	8 000,00	6,18%
Total	129 398,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2015	Aide à la restauration du patrimoine protégé	14 533,00 €
	Montant total	29 533,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011773

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MU MO (MUSEE MOBILE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	96 400,00 €	5,19 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : Les Amis du MuMo
Adresse administrative : 12 RUE D'ANDIGNE
75015 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Rudy BOUBLIL, Président
N° SIRET : 79276266800012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2017
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
L'objectif du Musée Mobile (MuMo) est de rendre l'art contemporain accessible à tous, en particulier aux plus jeunes, grâce à une exposition gratuite et itinérante.

L'association les Amis du MuMo est chargée de la conception du MuMo, de la coordination des tournées, de l'animation des visites, de l'accompagnement pédagogique, de l'édition de supports pédagogiques et de la communication.

Description :
Lauréat de la France s'engage, le nouveau musée mobile qui verra le jour en 2017, est un musée-bus ouvert à tous, en priorité aux enfants de 6-12 ans, qui diffuse sur le territoire des œuvres de FRAC. Pour la tournée inaugurale le MuMo sillonnera en 2017 l'Ile-de-France et la Normandie et présentera des œuvres du FRAC IDF, du FRAC Normandie Caen et du FRAC Normandie Rouen sur le thème du cadavre exquis.

Les zones rurales sont prioritairement ciblées, afin de rapprocher l'art de ceux qui en sont le plus éloignés. Des partenariats seront créés avec les acteurs locaux afin de valoriser le patrimoine culturel territorial, de renforcer la proposition faite aux publics, et de pérenniser l'action du MuMo sur le territoire.

Du 10 avril au 7 mai 2017 et du 3 au 23 juillet 2017, le MuMo sera présent dans 4 départements :

- La Seine-et-Marne (Meaux, Pays de l'Ourcq).
- Les Yvelines (Parc Naturel Régional de la Haute Vallée de Chevreuse).
- L'Essonne (Etampois).
- Le Val d'Oise (Vexin, Fosses / Ecouen).

Moyens mis en œuvre :
L'association Les Amis du MuMo emploie une personne en CDI à temps plein (responsable opérationnelle) et trois bénévoles (directrice, trésorier, administrateur) à raison d'une trentaine d'heures effectuées par semaine au total.

Il est prévu d'embaucher deux personnes en CDD à temps plein (médiateurs culturels recrutés en région) pour la tournée du Musée Mobile en régions Ile-de-France et Normandie en 2017.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternat.

Public(s) cible(s) :
Le MuMo ciblera prioritairement les écoles élémentaires, mais aussi les collèges et lycées implantés sur chacun des territoires visités.

En amont de sa venue, un temps de sensibilisation à l'histoire de l'art, à l'art contemporain, au design et au projet MuMo sera organisé auprès des enseignants en coopération avec les FRAC, les Rectorats et le Comité Pédagogique du MuMo, qui réunit l'Association Nationale des Conseillers Pédagogiques (ANCP), le réseau Canopé et le Centre National des Arts Plastiques (CNAP).

Les établissements scolaires seront accompagnés pour relier l'expérience du MuMo aux apprentissages et aux projets de l'année.

Après la visite du MuMo, des ateliers de pratique artistique seront organisés, avec exposition et vernissage en fin d'étape en présence de toutes les parties prenantes, des parents, des habitants...

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient les Amis du MuMo au titre des aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 5 000 € sur une base subventionnable de 96 400 €, correspondant au budget de l'action, déduction faite des contributions volontaires en nature.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE
- YVELINES
- ESSONNE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	34 100,00	31,69%
Services extérieurs	6 250,00	5,81%
Autres services extérieurs	30 250,00	28,11%
Impôts et taxes	300,00	0,28%
Dépenses de personnel	23 300,00	21,65%
Charges exceptionnelles	500,00	0,46%
Charges indirectes affectées à l'action	1 700,00	1,58%
Emploi des contributions volontaires en nature	11 200,00	10,41%
Total	107 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la ville, de la jeunesse et des sports (sollicité)	21 000,00	19,52%
Ministère de l'éducation nationale (sollicité)	15 000,00	13,94%
DRAC IDF (sollicité)	20 000,00	18,59%
Région IDF	5 000,00	4,65%
CD 91 (sollicité)	2 000,00	1,86%
CD 77 (sollicité)	700,00	0,65%
CA Etampois (sollicité)	2 000,00	1,86%
Ville de Meaux (sollicité)	2 000,00	1,86%
Communauté de communes des Pays de l'Ourcq (sollciité)	800,00	0,74%
Aides privées	27 900,00	25,93%
Contributions volontaires en nature	11 200,00	10,41%
Total	107 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012888

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROGRAMMATION 2016 CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DE BRETIGNY

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	138 000,00 €	14,49 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65735-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COEUR D'ESSONNE AGGLOMERATION
Adresse administrative : 1 PLACE SAINT EXUPERY
91700 SAINTE-GENEVIEVE-DES-BOIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Olivier LEONHARDT, Président
N° SIRET : 20005785900031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 15 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Le CAC Brétigny, centre d'art contemporain Cœur d'Essonne, est un équipement public de l'Agglomération Cœur d'Essonne conventionné au titre de la circulaire du Ministère de la Culture et de la Communication sur les centres d'arts du 9 février 2012.

Le CAC Brétigny exerce ses missions de production et de diffusion de la création contemporaine sous la forme d'expositions présentées dans un espace dédié et sur le territoire local, tout en étant inscrit dans des réseaux à rayonnement régional, national et international. Le CAC développe un projet ambitieux prenant en compte les spécificités sociales, culturelles, urbanistiques et économiques du territoire local et initie une politique de développement des publics spécifique et active.

Description :
Après deux années de fermeture, le CAC Brétigny ouvrira à nouveau ses portes à l'automne. Une nouvelle directrice a été recrutée en mai 2016 sur la base d'un nouveau projet d'établissement.

Le projet du CAC s'inscrit à la fois dans et hors les murs du centre d'art, directement chez des partenaires, dans l'espace public et avec les habitants. Pour une lisibilité du projet et pour avancer avec le public sur un fil commun, chaque année s'articule en quatre temps :

- l'ouverture donne le ton,
- le thème se développe ensuite, comme une enquête prenant la mesure du terrain,

- le solo s'attarde sur un point précis
- le final conclut en irriguant le quotidien des habitants.

Fédérant les acteurs locaux, cette programmation accorde ensemble des expositions in situ et hors les murs, des résidences, des moments de transmission et un espace numérique. Cette première saison, intitulée "Chants de distorsion", sera développée de septembre 2016 à juillet 2017.

Le centre d'art propose en amont de sa réouverture des actions en lien avec la programmation du Théâtre. L'artiste Tony Regazzoni mettra en place pour « Import/Export », weekend d'événements et de spectacles à l'espace Jules Verne et sur l'esplanade du bâtiment, un projet mêlant projection, sculpture et ateliers participatifs autour de ses projet « Genesis » (prix FNAGP 2015) et « The Lost Opera ». Une création de Tony Regazzoni occupera également les espaces de convivialité de l'Espace Jules Verne, à la frontière de l'art et de la décoration, mettant la production artistique au centre des coutumes du bâtiment et du quotidien de ses usagers.

Invités en résidence, les graphistes Coline Sunier & Charles Mazé auront en charge la nouvelle charte graphique du centre d'art. Le principe de la résidence permet aux graphistes d'être au plus proche du CAC et des activités de ses usagers. Les éléments graphiques évolueront en fonction des projets et des échanges avec les publics. La communication est en effet un aspect primordial de la création, de la lisibilité du projet et du développement des publics. Le lancement de la nouvelle charte graphique donnera lieu à une exposition papier et numérique en octobre.

En novembre sera présenté le dispositif spatial JUMP, conçu par l'artiste Jean-Pascal Flavien et composé de l'espace du centre d'art et de son site internet. Mis en place le jour de l'ouverture et évolutif pendant toute la durée de l'exposition, l'espace numérique JUMP offre un passage des oeuvres présentées dans l'exposition vers leur extension numérique sous forme de textes, vidéos, images et propose un usage de l'espace au même moment dans les locaux du CAC et dans son espace virtuel.

A partir de décembre le CAC présentera l'exposition « Enquête » qui pose l'autre comme objet, sujet et surtout acteur d'une recherche artistique. Les artistes choisis proposent en effet la construction d'un savoir basé sur l'empathie. Dans leurs processus de travail, Hélène Bertin, Adelita Husni-Bey, Maud Mandart et Sébastien Rémy adoptent le format de l'enquête autour d'un groupe ou avec une personne dont ils vont suivre le chemin. D'autres comme Eve Chabanon, Devora Neumark, Christian Nyampeta, Marie Preston et Nicolas Paris pratiquent la conversation et la co-création. Ils construisent avec leurs interlocuteurs un langage entre intimité et collectif.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe du CAC est composée de 4 ETP :

- Directrice
- Chargé(e) de communication – médiation
- Chargé(e) de production
- Chargé(e) de régie - médiation

Elle s'appuie également sur des personnels mutualisés avec le Théâtre représentant 5.5 ETP.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternats.

Public(s) cible(s) :
Le projet prévoit un important volet de transmission :

- des actions d'éducation artistique et culturelle afin de développer l'appréhension de l'art contemporain (à

destinations, des scolaires notamment lycéens, centres de loisir, seniors...).
- des ateliers de pratique amateur animés par l'équipe de médiation du centre d'art.
- des résidences d'artistes mises en places sur le territoire, en partenariat avec des acteurs oeuvrant dans le champ de la pédagogie, du social, du monde de l'entreprise (une résidence est notamment prévue avec des élèves du lycée Jean-Pierre Timbaud situé en face du centre d'art.
- un cycle de recherche sur les pratiques de co-création avec Marie Preston.
- un jeu en réalité alternée.
- des outils imprimés pour le jeune public.
- un espace numérique adapté aux nouveaux usages des publics, notamment des jeunes.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient le CAC Brétigny au titres des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 138 000 €.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	98 000,00	71,01%
Services extérieurs	7 000,00	5,07%
Autres services extérieurs	21 000,00	15,22%
Impots et taxes	630,00	0,46%
Dépenses de personnel	11 370,00	8,24%
Total	138 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Etat (acquis)	63 370,00	45,92%
CD 91 (sollicité)	20 000,00	14,49%
Région IDF	20 000,00	14,49%
CA Coeur d'Essonne (Acquis)	14 630,00	10,60%
Autre financeur	20 000,00	14,49%
Total	138 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012955

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CENTRE D'ART CONTEMPORAIN DE MALAKOFF : PROGRAMMATION 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	70 300,00 €	21,34 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE MALAKOFF
Adresse administrative : 1 PLACE DU ONZE NOVEMBRE
92241 MALAKOFF CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Catherine MARGATE, Maire
N° SIRET : 21920046600015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 30 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La tenue de cet événement nécessite l'engagement de dépenses d'organisation avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
La Maison des arts, centre d'art contemporain de Malakoff propose un programme de quatre expositions par an (personnelles ou collectives). Elle est attentive à toutes les tendances, générations et moyens d'expressions plastiques.

Elle propose également une programmation satellite regroupant des rencontres autour des expositions, des débats, des conférences avec des commissaires d'expositions, des critiques d'art et des artistes.

Elle développe auu sein de cette programmation, des projets d'expositions hors les murs.

Enfin, elle propose chaque année depuis 2013, une résidence de 5 mois pour un artiste choisi sur dossier par un jury de professionnels. Cette réisdence comporte un volet important d'actions menées sur le territoire.

Elle est membre du réseau TRAM.

Description :
En 2016, la Maison des arts de Malakoff propose le programme suivant :

- Exposition Une deuxième image du 19 mars au 8 mai 2016.
- Résidences performées - situation de proximité. (durant 5 semaines des chorégraphes et des artistes en résidence, ouvrent le centre d'art à la danse et à la performance en dialogue avec les arts plastiques).
- Exposition Malakoff mon amour du 21 septembre au 20 novembre 2016.
- Exposition hors les murs : projet street art sur le mur extérieur de la maison des arts et sur le mur de la maison de la vie associative.
- Exposition Hors les murs "Chaise(s)" réalisée par les enfants dans le cadre des activités périscolaires autour des œuvres de Jérôme Touron.

Elle propose également des ateliers et des stages de perfectionnement pour les 12/25 ans. Pendant deux semaines, le temps des vacances scolaires de février, la Maison des Arts devient un lieu de formation aux arts plastiques. Deux stages sont proposés, chacun réalisé par un artiste-enseignant de la ville de Malakoff. Ces stages, en amont de la période des examens s'adressent à tous les futurs étudiants bac pro, bac
arts appliqués, préparation aux Mana, préparation écoles supérieures graphiques ou beaux-arts, ou à tous ceux qui souhaitent perfectionner leurs pratiques amateurs ou professionnelles.

- Stage 1 : De l'idée au projet/les Scénarii d'une œuvre par Jacques Maîtrot
Du lundi 22 au vendredi 26 février 2016.
- Stage 2 : La pratique et la science du dessin par Augusto Foldi
Du lundi 29 février au vendredi 4 mars 2016.

Enfin, l'artiste choisi par un jury de professionnels pour une résidence d'artiste de mars à juillet 2016 est Grégory Buchert dont les œuvres se déclinent principalement en vidéos et performances. Sa résidence donnera lieu à une installation et des lectures (au centre d'art, à la médiathèque ou directement chez les habitants) du 6 au 17 décembre 2016 (titre provisoire : malentendu à Malakoff).

Moyens mis en œuvre :
L'équipe de la Maison des arts de Malakoff est constituée de trois personnes employées à temps plein.

Elle travaille également avec des artistes de la ville pour le montage des expositions et pour des vacations le week-end.

Elle accueille par ailleurs régulièrement des stagiaires.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternats.

Public(s) cible(s) :
L'équipe de la maison des arts, centre d'art contemporain de Malakoff propose aux groupes scolaires et aux centres de loisirs des visites accompagnées autour des expositions, aiguillées par un médiateur. Les programmes de ces animations sont pensés et élaborés en fonction des résonnances liées au travail des artistes présentés. Les enseignants et les responsables de groupes souhaitant suivre ces ateliers-pédagogiques sont conviés préalablement à une visite conçue par un membre de l'équipe pour une présentation des œuvres. Ouvert à toutes les classes de Malakoff et des villes environnantes, les enfants découvrent le travail de l'artiste accompagné d'un médiateur. Dans un jeu de questions/réponses essentiellement guidé par leurs regards et leurs sensibilités, ils partent à la découverte des œuvres proposées. Puis c'est au moyen de ciseaux, colles, feutres, fusains, peintures et avec juste quelques conseils techniques, qu'ils se lancent dans la réalisation de leur propre chef d'œuvre.

La Médiation à la maison des arts c'est aussi des moments de rencontre particuliers avec :
Les collèges de la ville et du département au travers du dispositif Eteignez Vos Portables mis en place par le Conseil Général des Hauts de Seine.
Les lycées du territoire avec des rencontres particulières à la maison des arts ou au lycée directement avec des rencontres entre lycéens et artiste.

La Maison des Arts tisse aussi des liens avec d'autres structures de la ville (conservatoire, maisons de quartier...)

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la Maison des arts de Malakoff au titre des Aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 15 000 € sur une base subventionnable de 70 300 €.

Localisation géographique :
- MALAKOFF

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Expositions	31 700,00	45,09%
Expositions hors les murs	10 500,00	14,94%
Communication	10 000,00	14,22%
Programmation satellite	2 500,00	3,56%
Résidence	10 000,00	14,22%
Actions de médiation	4 800,00	6,83%
Autres dépenses	800,00	1,14%
Total	70 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Malakoff (acquis)	25 300,00	35,99%
Région IDF	15 000,00	21,34%
CD92 (acquis)	10 000,00	14,22%
DRAC (acquis)	20 000,00	28,45%
Total	70 300,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2013	Animation régionale en direction des acteurs de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale	4 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	Politique énergie climat	18 100,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
	Montant total	57 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013043

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ETABLISSEMENT PUBLIC DU CHATEAU DE FONTAINEBLEAU : FESTIVAL DE L'HISTOIRE DE L'ART

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux manifestations culturelles	754 000,00 €	3,98 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65738-131006-300
13100601- Soutien aux manifestations d'arts plastiques

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ETABLISSEMENT PUBLIC CHATEAU DE FONTAINBLEAU
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE 77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Administratif
Représentant : Monsieur Jean-François HEBERT, Président de l'Etablissement Public du Château de Fontainebleau
N° SIRET : 13000651300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux manifestations culturelles
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005
Date prévisionnelle de début de projet : 4 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 20 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : La tenue de cet événement nécessite l'engagement de dépenses d'organisation avant la date de la commission permanente.

Objectifs :
L'Etablissement public du château de Fontainebleau a notamment pour missions :
- de protéger, mettre en valeur et présenter au public le domaine, le château et les collections du musée national du château de Fontainebleau.
- de concourir à l'éducation, la formation et la recherche dans le domaine de l'histoire de l'art, de la muséographie et des arts de la scène.
-d'assurer l'égal accès de tous à la culture
-d'organiser des spectacles notamment de musique, de théâtre et de danse.

Description :
Organisé chaque année autour du premier week-end de juin, le Festival de l'histoire de l'art se déroule pendant trois jours dans les espaces du château et dans d'autres lieux mis à disposition par la Ville de Fontainebleau et les partenaires de la manifestation (Théâtre municipal, cinéma l'Ermitage, Mines Paris Tech, théâtre de l'Ane vert ...).

La programmation de la manifestation est construite autour d'un thème susceptible de concerner toutes

les périodes de l'histoire de l'art et d'éveiller la curiosité du grand public, et d'un pays qui est l'invité d'honneur du Festival en raison de son apport à l'art et à son histoire. Ce sont "Rire" et l'Espagne qui ont été retenus pour la sixième édition, du 3 au 5 juin 2016. Un forum de l'actualité de l'histoire de l'art est également proposé depuis 2016.

La manifestation comprend :
- des conférences et des tables rondes ;
- des rencontres et des débats entre acteurs de l'histoire de l'art permettant des échanges d'expériences françaises et étrangères.
- une Université de printemps organisée par le ministère de l'éducation nationale, destinée prioritairement aux enseignants et cadres de ce ministère (inspecteurs, délégués à l'action culturelle), composée de conférences et d'ateliers pédagogiques ;
- des rencontres internationales d'étudiants, venus de France, du pays invité et d'Europe ;
- , un festival de film et d'audiovisuel sur l'art, un salon du livre et de la revue d'art et des événements culturels associés : expositions, performances, concerts, représentations théâtrales ... ;
- des visites conférences pour le grand public et les familles dans les espaces du château ;
- des activités pédagogiques, inscrites dans un programme spécifique d'éducation artistique et culturelle, autour du thème de l'année.

La création contemporaine au cœur du Festival

A l'occasion d'un nouveau partenariat avec la Maison Rouge, l'artiste plasticienne et vidéaste Hélène Delprat a présenté son film Les (fausses) conférences, qui montre comment le rire participe des ressorts de sa création.
Une œuvre, choisie en lien avec le thème, est également mise en situation au château de Fontainebleau, le temps du Festival : La Risata continua de Gino De Dominicis, un éclat de rire infernal et ironique, raisonne pendant trois jours dans la salle de la Belle cheminée du château.

L'artiste espagnol de renommée internationale Miquel Barceló, est parrain de la manifestation. Le Festival propose d'éclairer son œuvre par de multiples regards : Florence Delay invite les festivaliers à découvrir Barceló illustrateur, tandis que Cécile Vincent-Cassy et Brice Castanon-Akrami s'interrogent sur l'omniprésence du portrait et de l'autoportrait dans son art. Une série de films consacrés à l'artiste complète cette présentation :

Moyens mis en œuvre :
La programmation scientifique et artistique est assurée par une équipe de 4 personnes :
- une maître de conférences de Rennes 2 bénéficiant d'une délégation rectorale, assure la direction scientifique du Festival ;
- une responsable de la programmation d'Art & Caméra, section cinématographique du Festival (CDD à plein temps 2x3ans) ;
- deux assistantes à mi-temps (CDD 2x3ans) pour assurer la préparation des 300 événements de la manifestation, le contenu éditorial du site internet et du programme papier détaillé.

Deux stagiaires viennent seconder cette équipe dans la préparation des événements de début février à début juin.

Ces six personnes sont rémunérées sur le budget du Festival.

Le suivi administratif, budgétaire et financier est assuré par un délégué général (administrateur civil rémunéré par le ministère de la culture).

Toutes les autres tâches (préparation logistique, communication, recherche mécénat, gestion administrative et budgétaire) sont assurées pour partie de leur temps de travail par des agents en poste au château de Fontainebleau, à l'Institut national de l'histoire de l'art et au ministère de la culture.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternats.

Public(s) cible(s) :
Des médiateurs étudiants sont présents en permanence pour répondre aux questions d'histoire de l'art des visiteurs.

Les publics concernés sont :

- Les scolaires du primaire au Lycée (séances au cinéma, Prix Jeune Critique, ateliers et visites pour les scolaires, création de la petite galerie de mythologie élaborée par plus des élèves du primaire au lycée tout au long de l'année scolaire...).

- Les étudiants.

- Le grand public.

- Les chercheurs et artistes.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient l'établissement public du château de Fontainebleau au titre du aides aux manifestations d'arts plastiques à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 754 000 €.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	420 252,00	55,74%
Services extérieurs	32 772,00	4,35%
Autres services extérieurs	53 584,00	7,11%
Impôts et taxes	600,00	0,08%
Dépenses de personnel	168 647,00	22,37%
Charges exceptionnelles	2 500,00	0,33%
Charges indirectes affectées à l'action	17 645,00	2,34%
Emplois des contributions volontaires en nature	58 000,00	7,69%
Total	754 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ministère de la culture et de la communication (acquis)	350 000,00	46,42%
MCC INHA (acquis)	116 000,00	15,38%
CNL (acquis)	25 000,00	3,32%
CNC (acquis)	20 000,00	2,65%
Région IDF	30 000,00	3,98%
CD77 (acquis)	20 000,00	2,65%
Fontainebleau Tourisme (acquis)	70 000,00	9,28%
Aides privées	62 000,00	8,22%
Autres produits de gestion courante	3 000,00	0,40%
Contributions volontaires en nature	58 000,00	7,69%
Total	754 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	1 150 000,00 €
2015	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	1 150 000,00 €
2016	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	10 000,00 €
	Montant total	2 310 000,00 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-412

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EN FAVEUR DES ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE

1ERE AFFECTATION POUR 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des Collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 33-10 du 17 juin 2010 relative à l'adoption du Règlement Budgétaire et Financier ;

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégations d'attribution du conseil régional à sa Commission Permanente ;

VU La délibération CR 52-13 du 20 juin 2013 relatif au soutien arts de la rue et de la piste ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la commission de la culture ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport 16- 412 présenté par madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Adopte les conventions types relatives aux dispositifs figurants en annexes 3 et 4 à la présente délibération :

- aide à projet arts de la rue et/ou de la piste,
- aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du soutien aux arts de la rue et de la piste, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **333 000 euros.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions types adoptées par l'article 1 de la présente délibération et autorise la Présidente à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **333 000 euros** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 « aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue », action 13100501 « soutien au spectacle vivant » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
EX013228	PM	25/05/2016
EX013251	ASSOCIATION QUARTET BUCCAL	25/05/2016
EX013248	ATHECIR	25/05/2016
EX013200	CIE DEFRACTO	25/05/2016
EX013252	COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT MAISON DES ASSOCIATIONS	25/05/2016
EX013232	COMMUNE D'ORLY	25/05/2016
EX013229	COMPAGNIE DESUETE	25/05/2016
EX013242	KTHA COMPAGNIE	25/05/2016
EX013231	LA DALLE AUX CHAPS	25/05/2016
EX013249	LA FABRIQUE ROYALE	25/05/2016
EX013175	LES COLPORTEURS	25/05/2016
EX013234	MEME ICI	25/05/2016
EX013233	PLANETE TUH'N TNT	25/05/2016
EX013226	PRODUCTION BIS	25/05/2016
EX013213	UNE PEAU ROUGE	25/05/2016
EX013225	LE FIL DE SOIE	25/05/2016

EX013204	CENTRE CULTUREL LE CHAPLIN	25/05/2016
EX013237	CIRKATOMIK	25/05/2016
EX013241	COMMUNE DE CERGY	25/05/2016
16011494	COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE	25/05/2016
EX013211	COMMUNE DE SURESNES	25/05/2016
EX013218	COMPAGNIE CARACOL	25/05/2016
EX013209	COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS	25/05/2016
EX013227	DES RICOCHETS SUR LES PAVES	25/05/2016
EX013240	UN LOUP POUR L'HOMME	25/05/2016

La Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALÉRIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-412	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100501 - Soutien au spectacle vivant**

Dispositif : N° 00000835 - Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste

Dossier	EX013175 - LES COLPORTEURS - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	EXM00592 - LES COLPORTEURS			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
123 120,00 €	HT	16,24 %	20 000,00 €	

Dossier	EX013200 - CIE DEFRACTO - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016			
Bénéficiaire	EXM00595 - CIE DEFRACTO			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 511,00 €	TTC	15,32 %	20 000,00 €	

Dossier	EX013213 - COMPAGNIE UNE PEAU ROUGE - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	EXM00598 - UNE PEAU ROUGE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
122 250,00 €	HT	12,27 %	15 000,00 €	

Dossier	EX013226 - PRODUCTION BIS - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016			
Bénéficiaire	P0027854 - PRODUCTION BIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 250,00 €	TTC	45,9 %	7 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-412	Budget	2016

Dossier	EX013228 - COMPAGNIE PHILIPPE MENARD - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	P0016401 - PM			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	HT	25 %	15 000,00 €	

Dossier	EX013229 - COMPAGNIE DESUETE - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016			
Bénéficiaire	EXM00602 - COMPAGNIE DESUETE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 000,00 €	TTC	30,77 %	8 000,00 €	

Dossier	EX013231 - LA DALLE AUX CHAPS - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016			
Bénéficiaire	P0024529 - LA DALLE AUX CHAPS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
26 650,00 €	HT	37,52 %	10 000,00 €	

Dossier	EX013233 - PLANETE TUH'N TNT – AIDE APROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	EXM00604 - PLANETE TUH'N TNT			
Localisation	BRETIGNY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 000,00 €	HT	27,27 %	15 000,00 €	

Dossier	EX013234 - MEME ICI - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016			
Bénéficiaire	P0025457 - MEME ICI			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 335,00 €	HT	48,64 %	6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-412	Budget	2016

Dossier	EX013242 - KTHA COMPAGNIE – AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	P0025100 - KTHA COMPAGNIE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
184 194,00 €	HT	13,57 %	25 000,00 €	

Dossier	EX013248 - ATHECIR - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE E DE LA PISTE 2016			
Bénéficiaire	P0016495 - ATHECIR			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
157 000,00 €	HT	19,11 %	30 000,00 €	

Dossier	EX013249 - LA FABRIQUE ROYALE – AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	EXM00610 - LA FABRIQUE ROYALE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
142 215,00 €	HT	7,03 %	10 000,00 €	

Dossier	EX013251 - ASSOCIATION QUARTET BUCCAL - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	EXM00611 - ASSOCIATION QUARTET BUCCAL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
94 440,00 €	HT	10,59 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-412	Budget	2016

Dossier	EX013252 - COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	P0031100 - COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT MAISON DES ASSOCIATIONS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
157 000,00 €	HT	9,55 %	15 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000835 - Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	206 000,00 €

Dispositif : N° 00000836 - Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste

Dossier	EX013204 - CENTRE CULTUREL LE CHAPLIN - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016			
Bénéficiaire	R8946 - CENTRE CULTUREL LE CHAPLIN			
Localisation	MANTES-LA-JOLIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 263,00 €	TTC	29,34 %	8 000,00 €	

Dossier	EX013209 - COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	P0016451 - COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS			
Localisation	VILLENEUVE-SAINT-GEORGES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
41 000,00 €	HT	24,39 %	10 000,00 €	

Dossier	EX013211 - COMMUNE DE SURESNES - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	R1040 - COMMUNE DE SURESNES			
Localisation	SURESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	HT	40 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-412	Budget	2016

Dossier	EX013218 - COMPAGNIE CARACOL - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	P0028170 - COMPAGNIE CARACOL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 000,00 €	HT	19,05 %	8 000,00 €	

Dossier	EX013225 - LE FIL DE SOIE - AIDE A LA RESIDENE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	P0024127 - LE FIL DE SOIE			
Localisation	CHAMPAGNE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 370,00 €	HT	13,89 %	12 000,00 €	

Dossier	EX013227 - DES RICOCHETS SUR LES PAVES - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	P0023998 - DES RICOCHETS SUR LES PAVES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 092,00 €	HT	20,81 %	15 000,00 €	

Dossier	EX013232 - COMMUNE D'ORLY - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	R41 - COMMUNE D'ORLY			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
71 360,00 €	HT	25,22 %	18 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-412	Budget	2016

Dossier	EX013237 - CIRKATOMIC – AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	EXM00605 - CIRKATOMIK			
Localisation	TORCY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 378,00 €	HT	12,29 %	10 000,00 €	

Dossier	EX013240 - COMPAGNIE UN LOUP POUR L'HOMME - AIDE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	EXM00607 - UN LOUP POUR L'HOMME			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
32 005,00 €	HT	49,99 %	16 000,00 €	

Dossier	EX013241 - COMMUNE DE CERGY - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016			
Bénéficiaire	R84 - COMMUNE DE CERGY			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 727,00 €	HT	22,36 %	10 000,00 €	

Dossier	16011494 - VILLE DE GARGES LES GONESSE - AIDE A RESIDENCE CIE OPOSITO "BIENVENUE CHEZ VOUS"			
Bénéficiaire	R123 - COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE			
Localisation	GARGES-LES-GONESSE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 894,00 €	HT	7,94 %	10 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000836 - Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	127 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100501	333 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013175

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LES COLPORTEURS - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	123 120,00 €	16,24 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES COLPORTEURS
Adresse administrative : MAISON ALLIGNOL
07220 ST THOME
Statut Juridique : Association
Représentant : MME FANNY DU PASQUIER

N° SIRET : 40921919300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire

Créée en 1996 par la funambule Agathe Olivier et l'acrobate Antoine Rigot, tous deux élèves de l'Ecole nationale du Cirque Annie Fratellini, Les Colporteurs sont une compagnie de cirque contemporain associant à ses créations d'autres disciplines telles que le théâtre, la danse et la musique et disposant de deux chapiteaux. Compagnie partenaire de La Cascade - Pole national des arts du cirque situé en Ardèche, Les Colporteurs ont notamment créé « Filao » en 1996, le « Fil sous la neige » créé à Antony en 2006, « Sur la route » en 2009, « Le bal des intouchables » en 2012 et de petites formes pour l'espace public « Les étoiles » en 2007. Antoine Rigot, malgré un grave accident en 2000, a poursuivi son parcours artistique au sein de la compagnie mais il a également collaboré avec Giorgio Barberio Corsetti ou Joël Pommerat. Les spectacles des Colporteurs connaissent également une diffusion internationale.
Les Colporteurs sont conventionnés par la DRAC Auvergne Rhônes-Alpes, la Région Auvergne Rhônes-Alpes et le Département de l'Ardèche. La compagnie est soutenue à la création par des partenaires tels que les Scènes nationales, les Pôles nationaux des arts du cirque, des scènes conventionnées ou des festivals. En Ile-de-France, ses principaux coproducteurs sont le Théâtre Firmin-Gémier la Piscine, La Ferme du Buisson, Le Parc de la Villette ou la Scène nationale de Saint Quentin-en-Yvelines.

II – Présentation du projet

Nature du projet : Projet de création du spectacle « Sous la toile de Jhéronimus »
Champ artistique : Cirque sous chapiteau
Dates & lieux du projet : du 1er septembre au 14 octobre 2016 à l'espace cirque d'Antony

Description du projet : Inspiré par le célèbre tableau en triptyque « Le jardin des délices » de Jérôme Bosch, « Sous la toile de Jhéronimus » est un spectacle acrobatique, théâtral et musical pour huit artistes circassiens et musiciens conçu et mis en scène par Antoine Rigot. Afin de transposer le monde surréaliste peint par Jérôme Bosch, outre le piano, le violon et la voix, les disciplines de cirque telles que l'acrobatie, le fil, le mat chinois, le trapèze Washington, le cerceau aérien ou la contorsion sont convoquées. Cinq fragments tragicomiques sont proposés : la création du monde, celle de l'homme et la femme, la connaissance et la volupté, la conscience et l'aveuglement et enfin, le mystère de l'avenir.

Diffusion prévue : Festival Circolo en octobre 2016 (Pays-Bas), Festival international du Cirque de Marseille en janvier 2017, Théâtre Firmin Gémier-La Piscine en octobre 2017, La Ferme du Buisson en 2018.

Partenaires du projet : Fondation Jérôme Bosch, Festival Circolo, Théâtre Firmin Gémier La Piscine, Archaos, La Cascade, Cirque Théâtre d'Elbeuf, Cité cirque de Bègles.
Les partenaires publics, outre la DRAC, la Région Auvergne Rhône-Alpes et le Département de l'Ardèche dans le cadre de conventions triennales, sont la DGCA au titre de l'aide à la création cirque (65 000 euros) et le Fonds SACN de la Région Auvergne Rhône-Alpes (en cours).

III – Budget du projet

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES	123 120	ETAT	105 000
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (DGCA): x acquis	65 000
Salaires bruts artistes	54 180	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (DRAC Rhône-Alpes) ❒ acquis / **x sollicité**	40 000
Charges employeur artistes	29 790	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraires, à préciser	15 000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur	3 500	**Région Ile-de-France**	
Défraiements	14 000	Région IDF – Résidence territoriale	20 000
Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Apports en coproduction		**Autres Régions** (Rhône-Alpes) **X acquis** / ❒ sollicité	25 000
Autres (préciser) : hébergements	6 650	**Département 1** (Ardèche) ❒ acquis / **x sollicité**	15 000
		Département 2 préciser le nom du département) ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
		EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES	219 715	**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	58 650	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur techniciens	39 215	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	

Locations (préciser):		**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements	16 350	UNION EUROPEENNE	
Transports	30 900	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	58 500	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	7 100	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) : montages chapiteaux, fluides	9 000	Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	80 000
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts		Autres (préciser) : ADAMI, DICREAM, FONDS SCAN	80 000
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES	57 165		
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	155 000
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Dir. Et chargé de prod	44 765	Recettes de coréalisation	
Missions, déplacements prod	11 200	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
Tél, fourn admn, assurances	1 200	Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	155 000
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**400 000**	**TOTAL**	**400 000**

Détail du calcul de la subvention
La Région soutient Les Colporteurs à hauteur de 20 000 euros pour le projet « Sous la toile de Jheronimius » sur une base subventionnable de 123 120 € correspondant aux dépenses artistiques.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 000,00 €
2017	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013200

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CIE DEFRACTO - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	130 511,00 €	15,32 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE DEFRACTO
Adresse administrative : 33 RUE PIERRE ET MARIE CURIE
92140 CLAMART
Statut Juridique : Association
Représentant : M EMMANUEL PERREZ

N° SIRET : 52748129500014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013
Objet du projet : Création du spectacle « Dystonie »

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016.

I- Présentation du bénéficiaire
La compagnie DeFracto a été créée en 2008 par quatre artistes jongleurs (Guillaume Martinet, David Maillard, Minh Tam Kaplan et Laure Caillat), afin de créer un langage corporel jonglé, à travers des créations tous terrains dans des esthétiques brutes, la jongle étant envisagée à la fois comme langue, performance et médium.
Les membres de la compagnie ont déjà remporté plusieurs prix internationaux (Festival du cirque de demain en 2009, Jeunes Talents Cirque Europe en 2010, Festival international de jonglerie en image, festival international d'art de rue de Valladolid...). La dernière création, *Flaque,* créée fin 2013, a été jouée près de 130 fois tant en France qu'en Europe (Suède, Suisse..), Afrique et Océanie.
La compagnie est installée en Ile-de-France et travaille régulièrement avec la Maison des jonglages, le Théâtre de Brétigny, la Ferme du Buisson. Elle reçoit le soutien de la DRAC pour ses créations.

II – Présentation du projet
Nature du projet : création du spectacle « Dystonie »
Champ artistique : arts de la rue
Dates & lieux du projet : mai 2016 – juillet 2017
- mai 2016 : résidence d'une semaine à la Ferme du Buisson

- juillet 2016 : résidence de 15 jours au Théâtre de Brétigny
- septembre 2016 : résidence de 3 semaines en Italie
- septembre-octobre 2016 : résidence de 15 jours à La Cascade à Bourg-Saint-Andéol
- novembre 2016 : résidence à L'Entre-sort de Furies
- décembre 2016 : résidence au Mans
- janvier 2017 : résidence à la Maison des jonglages à La Courneuve
- février 2017 : résidence de 15 jours à Circa à Auch et résidence d'une semaine au Théâtre de Brétigny
- mars 2017 : résidence au Mans
- avril 2017 : 3 résidences à Cormeilles-en-Parisis, au Bourget et à Fosses avec Cirqu'évolution
- mai 2017 : diffusion à Brétigny
- juin 2017 : diffusion à Tremblay-en-France dans le cadre du festival du Chapiteau bleu et au festival les Migrateurs à Strasbourg
- juillet 2017 : festival Mirabilia / Italie, Festival d'Alba la Romaine, centre culturel de Terrasson…
- octobre 2017 : Village de cirque / 2R2C

Description du projet :

- Contenu & singularité artistique

Le projet de création met en scène un trio de jongleurs, accompagné de deux chanteuses et d'un bruiteur, eux-mêmes engagés physiquement sur le plateau, et d'un chœur amateur, dans un dispositif scénique bi frontal de 10 m de long sur 4 m de large, en extérieur ou en salle.
De nombreuses résidences sont prévues tant en Ile-de-France qu'à l'échelle nationale, soit 28 semaines de création au total.

- Eventuelles actions en direction des publics

Une chorale amateure sera intégrée dans le spectacle, formée de choristes recrutés dans les villes où se jouera le spectacle.

Diffusion prévue : Le spectacle bénéficie d'ores et déjà d'une belle tournée avec près de 40 dates préachetées.
La création aura lieu à Brétigny en mai 2017 et à Tremblay (Festival Le Chapiteau Bleu / Théâtre Louis Aragon) en juin 2017 en extérieur, suivies d'autres dates de représentations : festival les Migrateurs à Strasbourg, festival Mirabilia / Italie, Festival d'Alba la Romaine, centre culturel de Terrasson et au Village de cirque à Paris 12ème. La tournée est en cours de construction.

Partenaires du projet (Acquis) :
En Ile-de-France : Maison des jonglages (résidences, coproduction), Théâtre Louis Aragon (résidences, diffusion, action culturelle), Ferme du Buisson (résidences, diffusion), Théâtre de Brétigny (résidences, coproduction, diffusion), Réseau Cirqu'évolution (résidences), Le Bourget (résidences, présentations publiques), 2R2C (diffusion, coproduction)
Hors Ile-de-France : La Grainerie à Toulouse, Jeunes Talents cirque Europe - résidence en Tchéquie, Subtopia en Suède, Mirabilia en Italie, La Cascade - maison des arts du clown, Furies, Pôle régional cirque au Mans, Pôle national cirque Circa, Domaine d'Ô.

Soutiens publics du projet (Acquis)
Acquis : DRAC IDF (15000)

III – Budget du projet (TTC)

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES	90 158 €	ETAT	15 000 €
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France ■ acquis	15 000
Salaires bruts artistes	41 160 €	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) □ acquis / □ sollicité	
Guillaume Martinet jongleur	5 360 €		
Van Kim Tran jongleur	5 720 €	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): □ acquis / □ sollicité	
Andre Hidalgo jongleur	5 400 €		
Samantha Lopez chanteuse	6 040 €	COLLECTIVITES TERRITORIALES	40 000 €
Fanny chanteuse	6 040 €	**Région Ile-de-France**	
Jay Gilliagan (regard extérieure	1 000 €	Région IDF – Aide à projet arts de la rue	40 000

jongle			
Eric Longequel Mise en Scène	2 000 €		
Salaire prestation de représentation	9 600 €		
Charges employeur artistes	22 014		
		Département 1	
Honoraires, à préciser	14 750 €	**Département 2**	
Accompagnement de production (sur 3 ans)	14 750 €		
Droits d'auteur	2 000 €	**EPCI / EPT-**	
Défraiements repas + transport	10 234 €	□ acquis / □ sollicité	
		UNION EUROPEENNE	- €
DEPENSES TECHNIQUES	48 620 €	*Préciser le dispositif :* □ acquis / □ sollicité	
Salaires bruts techniciens	17 776 €	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
David Maillard technicien son	6 080 €	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Alrik Reynaud (crea lumière)	2 016 €	Autres (préciser) :	
Eve Ragon costumes	2 880 €	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
Chargé de diffusion	3 600 €	ARCADI	
Salaire prestation de représentation	3 200 €	SACD	
Charges employeur techniciens	11 554 €	Autres (préciser) :	
		MECENAT & SPONSOR	
Défraiements	2 139 €		
Transports	2 978 €	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	95 511 €
		Billetterie	
Achats matériels *	9 973 €	Recettes de coréalisation	
Achat Lumière	920 €	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
Achat Son	3 553 €	Prestations de service (préciser) : réalisation d'intervention pédagogique	4 279 €
Achat Costumes	4 000 €	Apports de coproduction (préciser) :	64 279 €
Petits matériel	1 500 €	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations) 8 dates	26 000 €
		Autres (préciser) :	953 €
Communication	1 200 €	Apports de coproduction Defracto	953 €
Autres (préciser) :	3 000 €		
Frais de mission du personnel salarié	3 000 €		
AUTRES DEPENSES	11 733 €		
Part de charges de fonctionnement			
Frais Gestion de paie (sur base de la masse salariale)	9 852 €		
Imprévus	1 881 €		
TOTAL	**150 511**	**TOTAL**	**150 511**

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la Compagnie DEFRACTO pour le projet de création « Dystonie » à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 130 511 € correspondant au budget du projet déduction faite de la différence entre l'aide demandée et l'aide proposée.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 000,00 €
2017	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013213

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE UNE PEAU ROUGE - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	122 250,00 €	12,27 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNE PEAU ROUGE
Adresse administrative : 34 RUE GASTON LAURIAU
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : ASSOCIATION
Représentant : ISABELLE CARAIANNIS

N° SIRET : 80751920200012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire

Venu de la compagnie Acidu (compagnie de théâtre de rue), Djamel Afnaï (après 18 mois de formation à la FAI-AR) a fondé sa propre compagnie en 2013, Une Peau rouge, et développe des formes qui privilégient une relation intime au spectateur et inscrit sa recherche artistique dans le réel pour permettre à la culture de faire débat. Sa précédente et première création "Tleta", qui abordait l'immigration algérienne en France de manière universelle et intime, a obtenu de nombreux soutiens professionnels et institutionnels.

II – Présentation du projet

Nature du projet : création de « Big shoot »
Champ artistique : arts de la rue
Dates & lieux du projet : Accueil en résidence entre octobre 2015 et le printemps 2017 à la Cave à Théâtre (Colombes), La BUS (Pantin), Animakt (Saulx-les-Chartreux), Le Parapluie – CNAR à Aurillac, L'APSOAR – CNAR à Annonay.

Description du projet :
La création du spectacle « Big Shoot » prend appui sur le texte de Koffi Kwahulé et sera interprété par deux comédiens, un face à face entre une victime et son bourreau. « Big Shoot » fonctionne sur un crescendo classique de monter d'attente avec une brève scène de violence spectaculaire en apogée. Critique sociale de la surconsommation d'images violentes, la pièce résonne de la mécanique barbare des tragédies contemporaines quand un groupe est amené à une idéologie menant à une déshumanisation des victimes. Le public sera ainsi amené à questionner sa position de complice et/ou de voyeur.
Disposé à 360° autour de la scénographie (un cube de lumière), le public sera en station debout, ce qui provoquera une gêne physique atténuée par un environnement numérique permettant au spectateur d'être complice ou voyeur en proposant l'utilisation libre de son mobile. Les données photos/vidéos ainsi récoltées en temps direct permettront la création d'une œuvre collaborative pérenne.

Diffusion prévue :
Perspectives de diffusion :
Festivals du réseau Déambulation printemps/été 2017
Festival Parade(s) Nanterre – juin 2017
Festival Furies à Chalon en Champagne – juin 2017
Festival Chalon dans la rue – juillet 2017
Temps fort à Annonay – Septembre 2017

Partenaires du projet :
DICRÉAM (confirmé), Ville de Pantin (confirmé) et en cours DRAC : aide à la production, DGCA : aide à la production Arts de la rue 2017 et SACD : bourse auteurs d'espace.

III - Budget du projet

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
DEPENSES ARTISTIQUES		ETAT	**15 000**
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / x sollicité	16 000
Salaires bruts artistes	34 182	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture : DGCA ❒ acquis / x sollicité	18 000
Charges employeur artistes	20 494	Autre(s) subvention(s) de l'Etat : Dicréam X acquis / ❒ sollicité	8 000
Honoraires, à préciser	3000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur	6000	**Région Ile-de-France**	
Défraiements	4 850	Région IDF – projet de création	26 000
Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 1** : ❒ acquis / ❒ sollicité	
		Département 2 préciser le nom du département)	

		□ acquis / □ sollicité	
		EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : **□ acquis / □ sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	10 965	**Commune** 1 : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur techniciens	6 899	**Commune** 2 ❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraire (préciser):	29 060	**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements		UNION EUROPEENNE	
Transports	800	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	15 100	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	1900	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ADAMI	7000
Préciser le nombre d'heures		SACD	5000
Salaires bruts		SPEDIDAM	7000
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	
Chargée de communication			
Charges employeur		AUTRES RECETTES	**9 800**
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	1600
Rémunération intermédiaire (administratif et comptable		Recettes de coréalisation	
		Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	22 250
		Ventes de spectacle	12 600
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**133 250**	**TOTAL**	**133 250**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la compagnie Une Peau Rouge pour le projet de création « Big shoot » à hauteur de 15 000 euros sur une base subventionnable de 122 250 € correspondant au montant du budget proposé déduction faite de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €
2017	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013226

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PRODUCTION BIS - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	15 250,00 €	45,90 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRODUCTION BIS
Adresse administrative : 1 RUE EMILE FONTAINE
91160 SAULX-LES-CHARTREUX
Statut Juridique : Association
Représentant : M ALEXIS NYS

N° SIRET : 50011144800014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013
Objet du projet : Présentation de la Mission Roosevelt, performance urbaine participative du Tony Clifton Circus, dans les rues de Paris.

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016.

I- Présentation du bénéficiaire

Production bis est une association de soutien au développement des projets artistiques dans l'espace public créée en 2007 et installée en Essonne au sein d'Animakt à Saulx-les-Chartreux.
Ses activités se partagent en deux volets : un volet d'accompagnement de compagnies arts de la rue (Compagnie 1Watt, GK Collective, La débordante compagnie, Tony Clifton Circus) et un volet de programmation et de coordination d'évènements et de projets dans l'espace public qui s'est surtout développé à l'étranger (festival des arts de la rue d'Amman en Jordanie, projets au Liban, en Israël, Palestine, au Maroc, Algérie, Egypte…).
Aujourd'hui, Productions Bis souhaite développer ses projets essentiellement à Paris et en Ile-de-France.

II – Présentation du projet

Nature et intitulé du projet : « Mission Roosevelt à Paris ! »

Champ artistique : arts de la rue

dates & lieux du projet : du 12 juin au 15 octobre 2016, Paris 13ème et Paris 20ème arrondissements

Description du projet :

- Contenu & singularité artistique

Il s'agit d'une "performance urbaine" avec une vingtaine de participants invités à parcourir des quartiers du 13ème et du 20ème arrondissements, assis dans des fauteuils roulants, ce qui offre un nouveau regard sur la ville (nouveau point de vue à une hauteur différente, celle d'un enfant), mais qui suscite aussi les réactions des passants.
L'équipe artistique impliquée dans ce projet est le Tony Clifton Circus, compagnie dirigée par les clowns italiens Nicola Danesi de Luca et Iacopo Fulgi, dont les spectacles (« Rubbish Rabbit », « Christmas forever », « Hula Doll ») ont déjà fait sensation, les artistes mêlant avec jubilation absurde, démesure et provocation.
Le projet se déroule en juin et en octobre 2016, précédé de périodes de repérage et d'adaptation in situ. Ce projet a été créé dans plusieurs villes à l'étranger ainsi qu'à Marseille et Angers.

- Actions en direction des publics

Le projet offrira dans son essence une sensibilisation à la thématique du handicap et aux fauteuils roulants.
Un travail sera effectué avec des associations de défense des personnes en situation de handicap dans le cadre du Mois de l'Extraordinaire.

- Démarches de développement durable (sociales, environnementales et énergétique…)

Le projet favorise les mobilités douces.

Diffusion prévue (8 représentations participatives) :
15 et 16 juin 2016 : à Paris 13ème
14 et 15 octobre 2016 : à Paris 20ème

Partenaires du projet (Acquis) :
Ville de Paris (mois de l'extraordinaire), 2R2C (coproduction du projet et accueil)

Soutiens publics financiers
Ville de Paris (4500€ - Culture, 2500€ - handicap) - acquis

III – Budget du projet (TTC)

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES		ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts artistes	2520		
Charges employeur artistes	1680		
Honoraires, à préciser		COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France – Aide au projet arts de la rue**	7000
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	2160	Ville de Paris – service spectacle vivant x acquis	4500
Charges employeur techniciens	1440	Ville de Paris – service du handicap x acquis	2500
Locations (préciser): fauteuils, système son, camion	1800	**Autres** (préciser)	
Défraiements restauration	1080	UNION EUROPEENNE	
Transports	1060	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels * (consommables)	360	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
		AUTRES RECETTES	

AUTRES DEPENSES		Apport Productions Bis	1250
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Production	900	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
Coordination & communication	1250	Prestations de service (préciser) :	
Administration et frais généraux	1000	Apports de coproduction (préciser) :	
TOTAL	**15250**	**TOTAL**	**15250**
Mise à disposition de locaux	1200	Mise à disposition de locaux (Villa mai d'Ici Aubervillers)	1200

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir PRODUCTION BIS pour le projet « Mission Roosevelt à Paris ! » à hauteur de 7 000 € sur une base subventionnable de 15 250 € correspondant au budget proposé par le bénéficiaire.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 200,00 €
2017	2 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013228

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE PHILIPPE MENARD - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	60 000,00 €	25,00 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PM
Adresse administrative : 17 RUE DE LA JONQUIERE
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DANIELLE BONNET, Présidente

N° SIRET : 44874855800062

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
Créée en 2007 par le danseur et chorégraphe Philippe Ménard, la compagnie PM a 7 créations à son actif. « Air » et « Héroïne » sont les dernières pièces créées par la compagnie en 2013 et 2015. Historiquement soutenue par l'association Danse Dense, la compagnie a été accueillie en résidence longue de trois ans à l'Etoile du Nord à Paris, puis au Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France.
Elle a ensuite poursuivi un travail en résidence au Centre culturel Jean Houdremont à La Courneuve. Elle développe actuellement un important travail (création, diffusion et actions culturelles) dans les Hauts-de-Seine en lien avec l'Université Paris Ouest Nanterre La Défense, le Théâtre de Chatillon et la Maison de la musique de Nanterre.
Par ailleurs, la compagnie était installée depuis ses débuts au sein de l'hôpital psychiatrique de Ville Evrard à Neuilly-sur-Marne, dans les anciennes cuisines, locaux de la compagnie Vertical Détour ; elle est l'un des membres associés de cette Fabrique qui a désormais rejoint le Centre de réadaptation Coubert en Seine-et-Marne. Philippe Ménard travaille en collaboration avec des compagnies de cirque et

des arts de la rue : il a coécrit « Homo sapiens burocraticus » avec Alexandre Pavlata de la Compagnie n°8 et a collaboré avec le jongleur performeur Thomas Dequidt de la Compagnie Le cirque inachevé.
La compagnie bénéficie des soutiens réguliers de la DRAC Ile-de-France au titre du SDAT et du service danse, des Conseils départementaux des Hauts-de-Seine et de la Seine-Saint-Denis. Elle est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la Permanence artistique et culturelle. La compagnie a été soutenue à plusieurs reprises par Arcadi.

II – Présentation du projet

Nature du projet : Projet de création du spectacle « Rock »
Champ artistique : Arts de la rue, création participative pour l'espace public
Dates & lieux du projet : mars à octobre 2016 à Chatillon, Nanterre, Bagneux, Clamart, Suresnes

Description du projet : « Rock » est une création participative intergénérationnelle pour cinq danseurs et trente amateurs sur le thème de la rock star, accompagnée et diffusée par cinq festivals arts de la rue du département des Hauts-de-Seine. Il s'agit de poursuivre une dynamique de circulation des publics avec les habitants de Bagneux, Clamart, Chatillon, Nanterre et Suresnes. La performance « Rock » emmène chacun des participants à explorer la rock star qu'il porte en lui. « Rock » prenant place dans l'espace public, le public peut prendre part à la performance.

Diffusion prévue : 28 mai 2016 (Play Mobile station 3, Chatillon), 5 juin 2016 (Festival Parade(s), Nanterre), 19 juin 2016 (Festival petit Pois, Clamart), 25 septembre 2016 (Festival des Vendanges, Bagneux), 2 octobre 2016 (Festival des Vendanges, Suresnes).

Partenaires du projet (Acquis) :
Conseil départemental des Hauts-de-Seine, DRAC Ile-de-France (résidence Danse)

III – Budget du projet

DEPENSES	**€TTC**	**RECETTES**	**€TTC**
DEPENSES ARTISTIQUES		ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): x acquis	10 000
Salaires bruts artistes	21 240	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur artistes	12 319	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraires, à préciser		COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur	1 600	**Région Ile-de-France**	
Défraiements		Région IDF – Résidence territoriale	
Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	15 000
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département** (92) X acquis	35 000
		Département 2 préciser le nom du département) **❒ acquis / ❒ sollicité**	
		EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : **❒ acquis / ❒ sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	9 700	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	

Charges employeur techniciens	6 465	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Locations (préciser):	2 687	**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements		UNION EUROPEENNE	
Transports		*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	2 489	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts		Autres (préciser) :	
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Salaires bruts	2 500	Recettes de coréalisation	
Charges employeurs	1 000	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**60 000**	**TOTAL**	**60 000**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la compagnie PM à hauteur de 15 000 euros sur une base subventionnable de 60 000 euros.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	39 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2016	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	129 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013229

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE DESUETE - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	26 000,00 €	30,77 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DESUETE
Adresse administrative : 7 PLACE GERARD NEVERS
91140 VILLEBON-SUR-YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : M BERNARD BELLOT

N° SIRET : 51513312200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013
Objet du projet : Création de Caoutchouc, spectacle jeune public pour l'espace public

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016.

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie a été créée en 2008 par Aurélie Galibourg, formée au Québec et au centre chorégraphique national de Montpellier. Celle-ci crée des spectacles mêlant danse, marionnettes et théâtre physique dans l'espace public : *Toute Ouïe, Au bord de l'os, Plus rien ne bouge*. En 2013, elle a créé : *Manifeste, ce qui nous relie aux autres*, un évènement participatif basé sur des performances et accompagné par des ateliers artistiques destinés à des non-danseurs (parents/enfants, personnes avec troubles mentaux, personnes à mobilité réduite...) et des bals (Le Grand P'tit bal).
En Ile-de-France, la compagnie travaille principalement en Essonne, avec le soutien régulier du Conseil départemental.

II – Présentation du projet

Nature du projet : création du spectacle *Caoutchouc*
Champ artistique : arts de la rue
dates & lieux du projet : septembre 2016 – juin 2017
- septembre 2016 : 2 résidences de 4 jours à la MJC de Viry-Châtillon et au Théâtre des Roches à Montreuil

- octobre 2016 : 2 résidences de 3 et 4 jours au centre culturel de Saint-Germain-lès-Arpajon et à la MJC de Viry-Châtillon, accompagnée d'actions culturelles
- novembre 2016 : 3 résidences de 3 à 5 jours au Théâtre A. Vitez à Ivry, au Théâtre des Roches de Montreuil et à la MJC de Viry-Châtillon
- janvier 2017 : première présentation publique à Saint-Germain-lès-Arpajon et ateliers avec des enfants
- février 2017 : résidence de 4 jours et diffusion à Animakt à Saulx-les-Charteux
- avril 2017 : résidence de 8 jours à Nevers / les Z'accros de ma rue et première représentation à Viry-Châtillon
- juin 2017 : diffusion aux Guinguettes de l'Yvette à Villebon-sur-Yvette
- été 2017 : diffusion lors des festivals d'été (Et 20 l'été, Les Z'accros de ma rue, Les Traverses à Méréville, Viva cité, Châlon dans la rue …)

Description du projet :

- Contenu & singularité artistique

Début 2017, la compagnie créera *Caoutchouc*, soit une conférence dansée à destination du jeune public où une danseuse explorera l'anatomie du corps humain en passant par des marionnettes en caoutchouc, qui émergeront de son corps.

- Actions culturelles prévues:

Le public sera associé, dès la phase de création, à travers des interviews d'enfants sur leur vision et l'état de leur connaissance sur le corps humain ; des ateliers parents-enfants, des ateliers sensoriels et des interventions danse/dessin seront également menées.

Diffusion prévue :
Acquis :
- février 2017 diffusion à Animakt à Saulx-les-Charteux
- avril 2017 : diffusion à Viry-Châtillon
- juin 2017 : diffusion aux Guinguettes de l'Yvette à Villebon-sur-Yvette

Sollicités : festivals d'été (Et 20 l'été, Les Z'accros de ma rue, Les Traverses à Méréville, Viva cité, Châlon dans la rue …)

Partenaires du projet :
Acquis : Centre culturel Saint-Germain-lès-Arpajon (résidence, diffusion), MJC de Viry-Chatillon (résidence, actions culturelles, diffusion), MJC à Villebon-sur-Yvette (résidence, diffusion dans le cadre des Guinguettes de l'Yvette), Animakt à Saulx-les-Chartreux (résidence, actions culturelles, diffusion), Le Silo à Méréville (résidence, diffusion), Théâtre des Roches à Montreuil (résidence), CND à Pantin (mise à disposition), Théâtre A. Vitez à Ivry (résidence)
Sollicités : Les Z'accros de ma rue à Nevers (résidence et diffusion), festivals d'été

Soutiens financiers publics (Acquis) :
Ville de Villebon-sur-Yvette (850€), Conseil Départemental 91 (3500€)

III – Budget du projet (TTC)

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES	19 826	ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts artistes	10 844	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture	
Charges employeur artistes	6 343	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser):	
Honoraires, à préciser	2500	COLLECTIVITES TERRITORIALES	14 300
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	
Défraiements	139	Région IDF – Aide à projet arts de la rue	10 000
Autres (préciser) :		**Département**: Essonne X acquis	3 500
DEPENSES TECHNIQUES	8 174	**EPCI /EPT**	
Salaires bruts techniciens	2371	**Commune** Villebon sur Yvette X acquis	800
Charges employeur techniciens	1571	**Commune** 2	
Transports	1500		

Achats matériels *	800	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	300	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres : bureau de production	1632		
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	13 700
		Apports de coproduction (préciser) :	4 600
		Ventes de spectacle (6 représentations)	6 600
		Autres : Apport compagnie	2 500
TOTAL	**28 000**	**TOTAL**	**28 000**

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la compagnie Désuète pour le projet de création « Caoutchouc » à hauteur de 8 000€ sur une base subventionnable de 26 000 € correspondant au budget du projet déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide obtenue.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 800,00 €
2017	3 200,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013231

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA DALLE AUX CHAPS - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	26 650,00 €	37,52 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA DALLE AUX CHAPS
Adresse administrative : PL DU MARQUIS DU VERCORS
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CECILE MULOT, Directrice
Date de publication au JO : 23 juillet 0011

N° SIRET : 53381287100028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013
Objet du projet : Re-création du spectacle STEAM du Cirque Electrique

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016.

I- Présentation du bénéficiaire

Formé chez les Noctambules à Nanterre, puis à l'école Fratellini, Hervé Vallée, a toujours mêlé les techniques des arts du cirque (jonglerie, acrobatie, burlesque…) aux autres disciplines, notamment la musique, sous l'influence de la culture rock'n roll. En 1995, il crée le Cirque Electrique qui se veut tout à la fois une compagnie, un projet de vie, un univers artistique, politique et social, entre le mythe d'une tradition de cirque et la réalité d'une culture urbaine radicale et moderne. Parmi les créations les plus marquantes de la compagnie, on peut citer : « Steam », « Le Great motor show », « Abada »…, les cirques-laboratoires…etc.
Equipé de 2 chapiteaux et d'un parquet de bal, le Cirque électrique s'est installé en 2011 à l'invitation de la Ville de Paris sur la dalle de la Porte des Lilas. Il offre une programmation régulière de cirque et de musique ainsi que des cours et des stages de pratique amateur.
La Ville de Paris est le principal partenaire public de la structure et le Cirque électrique bénéficie d'aides à projets de la part du Ministère de la culture.

II – Présentation du projet

Nature du projet : reprise et re-création du spectacle « *Steam* »

Champ artistique : cirque de création sous chapiteau

Dates & lieux du projet : octobre-novembre 2016
- 24 octobre – 8 novembre 2016 : répétitions et recréation
- 9-27 novembre 2016 : diffusion : 15 représentations sous chapiteau

Description du projet

- Contenu & singularité artistique

L'objet de la demande est une aide à la recréation d'un des spectacles phares de la compagnie, "STEAM", créé une première fois en 2010, finalisé en 2013 et qui a connu un grand succès public (déjà 20 000 spectateurs). En 2015, plusieurs artistes ont quitté le projet et la compagnie souhaite reprendre le spectacle en en repensant l'écriture. Il s'agit d'intégrer 3 nouveaux artistes de cirque et 1 musicien, de développer une écriture chorégraphique des numéros collectifs, d'approfondir la création lumière, de réécrire la composition musicale.
Les répétitions sont prévues durant 15 jours fin octobre-début novembre et l'exploitation aura lieu dans la foulée en novembre 2016 (15 représentations prévues à Paris dans le chapiteau), puis en février 2017 à Marseille en partenariat avec Archaos. Des perspectives de diffusion en IDF et en France sont en cours pour la saison 2017/18.

- Actions culturelles prévues avec quels publics :

Deux représentations scolaires prévues à destination de collégiens et lycéens, suivies de rencontres avec les artistes.
Rencontres avec les artistes à l'issue des représentations.

- Démarches de développement durable (sociales, environnementales et énergétique…)

Partenariat avec Culture du cœur et le Secours populaire et tarifs privilégiés pour les relais partenaires du Cirque électrique (centres sociaux, maisons de retraite, hôpital de jour, Impro, centres aérés, centres de loisirs...)

Diffusion prévue :
Acquis :
- 9-27 novembre 2016 au Cirque électrique (15 représentations)
- 3 et 4 février 2017 à la Biennale des arts du cirque de Marseille - Archaos / Pôle national cirque Méditerranée (2 représentations)

Sollicités (saison 2017/18) :
Festival des Sept collines à Saint-Etienne, Festival d'Avignon, Scène nationale de Macon, Scène nationale d'Orléans, Théâtre Firmin Gémier à Antony, Théâtre des Salins à Martigues, Manège de Reims.

Partenaires du projet
Cirque électrique, Archaos / Pôle national cirque Méditerranée (pré-achats)

Soutiens publics du projet
Spedidam (5500), Adami (5500), Ville de Paris (valorisation d'une part de la subvention de fonctionnement, apport en industrie : communication)

III – Budget du projet (HT)

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES		ETAT	
Salaires bruts artistes : 2 musiciens et 6 artistes de cirque (répétitions et 2 représentations)	7 356 €	Ministère de la Culture (préciser)	
Charges employeur artistes	3 991 €	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser):	
		❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraires : Prestation scénographie	2 000 €	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Défraiements	960 €	Région IDF – Aide à projet arts de la rue	**10 000 €**

Achats de spectacle	700 €	Région IDF - autres services (préciser) :	
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT**	
Salaires bruts techniciens	2 304 €	**Commune** 1	
Charges employeur techniciens	1 433 €	**Commune** 2 ❒ acquis / ❒ sollicité	
Locations : Matériel lumière	2 000 €	**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	200 €		
Communication	4 300 €		
DEPENSES D'APPROPRIATION		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
Salaires bruts		SPEDIDAM	5 000 €
Charges employeur		ADAMI	7 500 €
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		AUTRES RECETTES	
Horaires comptable & paie	260 €	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Extension d'assurance	200 €	Billetterie	2 150 €
Fluides	946 €	Recettes de coréalisation	
		Autres : Marge réalisée sur la cession du spectacle à la Biennale internationale des arts du cirque de Marseille.	2 000 €
TOTAL	**26 650 €**	**TOTAL**	**26 650 €**

VALORISATIONS DES APPORTS EN NATURE ET EN INDUSTRIE

Salaires permanents :	*1 881 €*	*Subvention au fonctionnement Ville de Paris*	*1 693 €*
Régisseur du site, Cuisinière et Chargé des publics (1/2 mois)		*Emploi aidé*	*44 €*
		Apport Cirque Electrique	*144 €*
Apport en industrie	*3 700 €*	*Apport en industrie*	*3 700 €*
Prêt de matériel de création lumière et formation // MINUIT UNE		*Prêt de matériel de création lumière et formation // MINUIT UNE*	
Apport en industrie	*132 000 €*	*Apport en industrie*	*132 000 €*
Communication Ville de Paris : Affichages 440 SENIOR - 2 semaines		*Communication Ville de Paris : Affichages 440 SENIOR - 2 semaines*	
Total des valorisations	*137 581 €*		*137 581 €*

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir le Cirque électrique / Dalle aux chaps pour le projet de reprise du spectacle « Steam » à hauteur de 10 000 € sur une base subventionnable de 26 650 € correspondant au budget du projet.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	8 000,00 €
2013	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	26 540,00 €
2013	Soutien à la création et à la diffusion numérique	12 520,00 €
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
	Montant total	57 060,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013232

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMMUNE D'ORLY - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	71 360,00 €	25,22 %	18 000,00 €
		Montant Total de la subvention	18 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ORLY
Adresse administrative : BP 90054
94311 ORLY
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Christine JANODET, Maire
N° SIRET : 21940054600269

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I Présentation du bénéficiaire

La ville d'Orly

La commune d'Orly est située dans le département du Val-de-Marne, en région Île-de-France, sa population est de 22 377 habitants. La ville d'Orly a repensé sa politique culturelle en affirmant un nouvel axe fort à travers les arts de la rue. La Ville a municipalisé le Centre culturel et s'appuie sur celui-ci et les équipements de la ville pour mettre en œuvre des projets arts de la rue : ouverture de saison hors les murs avec la compagnie Oposito "Kori kori", création d'un festival des arts de la rue en juin, des évènements hors les murs tout au long de l'année....

La compagnie Les Grandes Personnes

Christophe Evette, plasticien, marionnettiste et sculpteur, a créé la compagnie Les Grandes Personnes en 1999 à Aubervilliers (la cie est membre du collectif Villa Mais d'ici). Son activité s'est d'abord développée autour de la création collective de spectacles populaires déambulatoires de marionnettes géantes, en référence aux traditions carnavalesques. Aujourd'hui, elle diversifie ses créations et travaille à différentes

échelles : sur table, avec des objets du quotidien, à l'échelle d'un quartier...
L'action culturelle est au fondement du projet de la compagnie, ainsi de nombreux projets ont été menés en Ile-de-France avec différents partenaires, des festivals, des lieux de diffusion, des centres d'animation, des centres sociaux, des collectivités locales (Théâtre de la commune, Théâtre Romain Rolland à Villejuif, Festival Rhizome, Aubervilliers, Cergy, Garges-Lès-Gonesse…).
En 2012, la compagnie a réalisé un spectacle collectif avec un groupe d'habitants de Villejuif sur le rêve : « La Grenouille à Tapirer ». La même année, le projet « En-jeu » débute. Il s'agit d'évoquer sous une forme théâtrale et plastique les grandes avancées sociales du XXème siècle : les conquêtes ouvrières et syndicales, l'abolition de la peine de mort, la santé pour tous et les droits des femmes. Dans « La Ligne jaune », premier volet du projet En-jeu, une actrice raconte avec des santons en terre cuite les luttes des ouvriers de l'usine Renault de Cléon, en Normandie. « La Bascule », deuxième volet, créé en 2014 rappelle ce qu'est la peine de mort et raconte comment son abolition ne s'est imposée à la France qu'en 1981. Les rôles sont interprétés par deux acteurs et par des sculptures textiles peintes.

II Présentation du projet
Champ artistique : arts de la rue
Type de résidence : résidence d'implantation de la compagnie Les Grandes personnes à Orly
Dates & lieux du projet : Orly – de novembre 2016 à Juin 2017.

Partenaires de la résidence :
La ville d'Orly, la fondation ADP, le CLIC 6 (Centre local d'information et de coordination gérontologique), Valophis (bailleur social)
Des associations de quartiers et locales
Département du Val-de-Marne (en cours)
DRAC (en cours)

Objectif et contenu de la résidence :
La résidence des Grandes Personnes s'appuie sur deux axes, la création plastique d'un très grand format et l'association des habitants au processus de création. La compagnie mettra en place des collectages de mémoire sur les origines, des ateliers d'écritures, des ateliers de sculpture pour le premier volet "Ancêtres".
Pour le second volet "Les Grands anciens", la compagnie mettra en place un chantier participatif de construction de 4 marionnettes géantes.
Les créations seront présentées en mai dans le cadre de la fête des Arts'viateurs et en juin, lors du festival des arts de la rue « Orly en fête ».
Une soixantaine de personnes seront impliquées dans le projet : des groupes intergénérationnels issus des différents quartiers de la ville dont des quartiers prioritaires (les Aviateurs, les Navigateurs) : adolescents, jeunes adultes, personnes âges.

III Budget du projet

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
DEPENSES ARTISTIQUES		ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / ■ sollicité	5 000
Salaires bruts artistes	25 256	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur artistes	14 424	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): Contrat de Ville ❒ acquis / ■ sollicité	8 000
Honoraires, à préciser		COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	

Défraiements	1 000	Région IDF – Résidence territoriale	
Achats de spectacle	13 440	Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ■ sollicité	40 000
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 1** (Val de Marne) ❒ acquis / ■ sollicité	5 000
		Département 2 préciser le nom du département) □ **acquis /** □ **sollicité**	
		EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : □ **acquis /** □ **sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	3 240	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : Ville d'Orly ■ acquis / ❒sollicité	18 360
Charges employeur techniciens	1 700	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Locations (préciser):		**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements	1500	UNION EUROPEENNE	
Transports	1 400	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	5 000	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	2 000	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts	14 257	Autres (préciser) :	
Charges employeur	8 143	MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle		Fondation ADP Bailleur social VALOPHIS Dispositif Clic6	10 000 5 000 2 000
Autres (préciser) : frais réception pour moments de convivialité avec public	2 000	AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
		Recettes de coréalisation	
		Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	
		Ventes de spectacle (préciser le	

		nombre de représentations)	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**93 360**	**TOTAL**	**93 360**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la Ville d'Orly pour le projet de résidence de la compagnie Les grandes personnes à hauteur de 18 000 euros sur une base subventionnable de 71 360 € correspondant au montant du budget proposé déduction de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 800,00 €
2017	7 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	41 806,02 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	23 078,00 €
2013	Equipements et aménagements structurants et études de programmation	349 331,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	23 750,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	23 078,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	4 000,00 €
2016	Terrains Synthétiques de grands Jeux	91 650,00 €
	Montant total	556 693,02 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013233

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PLANETE TUH'N TNT - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	55 000,00 €	27,27 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLANETE TUH'N TNT
Adresse administrative : 47 RUE MICHELET
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Christiane ARDISSON, Présidente

N° SIRET : 39512502400038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
La compagnie Xtnt est co-dirigée par Antonia Taddéi et Ludovic Nobileau, a été créée dans les années 90 autour du spectacle joué dans les rues de Paris « Histoire athlétique et fragmentée du Théâtre ». Elève de Robert Wilson au Conservatoire national supérieur d'art dramatique, Ludovic Nobileau a conçu des écritures scéniques autant pour le théâtre que pour la musique ancienne ou contemporaine. En 2005, la compagnie participe au mouvement Paris-Montagne œuvrant pour faire connaître la recherche aux jeunes issus des milieux défavorisés. La compagnie met alors en scène « Aux grandes questions la science reconnaissante » pour l'ouverture de la Fête de la Science au Panthéon. La compagnie a réalisé une œuvre représentant une carte de la ville de Mons avec ses habitants pour la manifestation Mons 2015, Capitale Européenne de la Culture. La compagnie est membre du réseau In Situ. Elle bénéficie pour ses créations de l'aide du Ministère de la Culture et de la Communication – DGCA.

II – Présentation du projet
Nature du projet : Projet de création du spectacle « Code de déconduite »
Champ artistique : Arts de la rue
Dates & lieux du projet : 25 mai 2016 – 25 septembre 2017, Espace public, Brétigny-sur-Orge

Description du projet : Le « Code de déconduite » explore avec les habitants, dans le cadre d'une résidence territoriale au Théâtre de Brétigny en Essonne, la question des limites du droit et entreprend des actions « border line » pour que les participants prennent conscience que le droit est une construction humaine qui n'est pas figée. Ce projet s'appuie sur un protocole élaboré avec le réseau In Situ en partenariat avec des universités et qui donnera lieu à l'ouverture d'auto-écoles de déconduite pour apprendre à se déconduire dans le but de construire « une désobéissance civile légale ou une obéissance à une éthique inclusive »
Diffusion prévue : avril 2017
Partenaires du projet (Acquis) :
DGCA et coproducteurs tels que le Réseau européen In Situ, Atelier 231, Artropolis (Hongrie)…

III – Budget du projet

DEPENSES	**€HT**	**RECETTES**	**€HT**
DEPENSES ARTISTIQUES	55160	ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts artistes	25000	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture : DGCA - Arts de la rue acquis	15000
Charges employeur artistes	15000	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraires, à préciser Maison des artistes	12000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	
Défraiements	1000	Région IDF – Résidence territoriale	
Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : Service Spectacle vivant	40000
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 1** (préciser le nom du département) ❒ acquis / ❒ sollicité	
indemnités de stage	2160	**Département 2** préciser le nom du département) **❒ acquis / ❒ sollicité**	
		EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : **❒ acquis / ❒ sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES	23240	**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	6228	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur techniciens	3652	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Locations (préciser): Divers matériel actions et captation images	1700	**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements	700	UNION EUROPEENNE	
Transports	1400	*Préciser le dispositif : Erasmus + partenariat stratégique*	5000

		sollicité	
Achats matériels *	4000	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	400	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	
Prestations technique Indemnités de stage	3000 2160	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts		Autres (préciser) :	
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES	1600		
Part de charges de fonctionnement	1000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Autres charges de gestion courante	100	Recettes de coréalisation	
Charges exceptionnelles	100	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
Postes et télécom	400	Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction : Théâtre Bretigny (6 représentations)	12000
		Ventes de spectacle (nombre de représentations : 4)	8000
		Autres (préciser) :	
TOTAL	80000	**TOTAL**	80000

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Xtnt à hauteur de 15 000 € sur une base subventionnable de 55 000 € correspondant au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide proposée.

Localisation géographique :
- BRETIGNY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €
2017	6 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013234

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MEME ICI - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	12 335,00 €	48,64 %	6 000,00 €
		Montant Total de la subvention	6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEME ICI
Adresse administrative : 23 RUE RAMPONEAU
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur DENIS DELBAERE, Président

N° SIRET : 79074499900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013
Objet du projet : Forum Chronoclub (reprise)

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016.

I- Présentation du bénéficiaire

Créé en 1993 par Mark Etc, le groupe Ici Même rassemble une quinzaine d'artistes qui interviennent dans l'espace public pour interroger les mutations, les paysages et l'architecture urbaine en lien avec les habitants.
Depuis ses débuts, la compagnie a créé plus de 25 pièces et dispositifs artistiques immersifs comme les « résidences de quartiers », conçues sur des périodes longues et impliquant les habitants et riverains. Ces pièces ont tourné largement dans le réseau des arts de la rue en France comme à l'étranger. Parmi les projets artistiques territoriaux, on peut citer : « Grand Boom en avant » réalisé en 2007 à Cergy et Ivry, « Nouvel Arts de ville » créé en 2009 à Bagnolet, ou encore « Extension du domaine de la hutte » durant 12 mois passés dans le Parc départemental Jean-Moulin Les Guilands à Montreuil en 2010, ou plus récemment : « Explorer la Face B » à Paris 13ème et Ivry, le feuilleton-cinéma « Airpost » dans le quartier Saint-Blaise du 20ème arrondissement de Paris, le graphisme monumental sur dalle « Pourquoi quelque chose plutôt que rien » à Fontenay-sous-Bois. Depuis 2013, Ici Même est artiste associé au Théâtre de Brétigny et développe ses projets également en Essonne.
Le groupe Ici Même est conventionné par la DRAC depuis 2003.

II – Présentation du projet

Nature du projet : reprise du spectacle *Forum Photoclub*

Champ artistique : arts de la rue

dates & lieux du projet : septembre-octobre 2016

Description du projet :
L'objet de la demande est une aide pour la reprise d'une création datant de 2003 : "*Forum Chronoclub*" basée à l'origine sur une scénographie imposante (8 maisons de ville à l'échelle 1) et 20 comédiens autour du thème de la flexibilité de l'habitat dans la logique d'une "mystification urbaine". Le spectacle avait été produit avec le concours de l'Union européenne, du CNAR Lieux Publics et de l'Atelier 231 et avait connu un grand succès.

En 2016, la compagnie est invitée à le reprendre dans le cadre de l'exposition "Mutations urbaines" de la Cité des sciences et de l'industrie à compter d'octobre 2016 et envisage des diffusions lors de festivals franciliens comme les RIA à Garges-les-Gonesse, la BUS à Pantin, Onze bouge, Cergy soit. Cette nouvelle version est prévue pour un espace de 200 m² avec une scénographie plus légère permettant des changements de configuration selon les scènes et 4 comédiens.
La compagnie va travailler à cette reprise durant une dizaine de jours au Théâtre de Brétigny où elle est associée.

Diffusion prévue :
Acquis : Cité des sciences et de l'industrie – 22 au 30 octobre 2016
Sollicités : Cergy soit, Rencontres d'ici et d'ailleurs à Garges-lès-Gonesse, Biennale d'art urbain à Pantin, Onze bouge à Paris

Partenaires du projet :
Théâtre de Brétigny (accueil des répétitions)
Cité des Sciences et de l'industrie (diffusion)

III – Budget du projet (HT)

DEPENSES		**RECETTES**	
DEPENSES ARTISTIQUES		**ETAT**	
Préciser le détail des postes par fonction		Drac IDF (conv. Triennale)	900
Salaires bruts artistes (1 metteur en scène / 4 comédiens)	5 460	Autres Dir. du Min. de la Culture	
charges employeur artistes	3 486	Autres sub de l'Etat	
Droits d'auteur		**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	
Défraiements	528	Région IDF	
Apports en coproduction		aide projets arts de la rue	6 099
DEPENSES TECHNIQUES		EPCI/EPT -	
Salaires bruts techniciens (1 scénographe + 1 régisseur)	600	EPCI/EPT -	
Charges employeur techniciens	405	Commune 1	
Transports	608		
Achats matériels	755	**UNION EUROPEENNE**	
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement (3%)	355		
(salaire chargée d'admin et production - loyer espace de travail et stockage pour travail scéno.)		**STE CIVILES ET ORGANISMES PRO**	
Imprévu (2% du budget)	237	SACD	
		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	

		Apports de coproduction	5 435
TOTAL	**12 434**	**TOTAL**	**12 434**

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir le Groupe Ici Même pour le projet de reprise du spectacle « Forum Photoclub » à hauteur de 6 000 € sur une base subventionnable de 12 335 € correspondant au budget du projet déduction faite de la différence entre l'aide demandée et l'aide proposée.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 600,00 €
2017	2 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	25 000,00 €
	Montant total	25 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013242

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : KTHA COMPAGNIE - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	184 194,00 €	13,57 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : KTHA COMPAGNIE
Adresse administrative : 140 RUE DU FAUBOURG SAINT ANTOINE
75012 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame KARINE APPY, Présidente

N° SIRET : 43514736800045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
La compagnie Ktha est une compagnie de théâtre, créée en 2000, par le metteur en scène Nicolas Vercken. Proposant d'abord des spectacles adaptés aux lieux conventionnels, sa réflexion sur la ville et l'urbanisme la conduit à se déplacer vers l'espace public. Ses créations se caractérisent par une adresse directe des comédiens aux spectateurs dans l'idée de créer un théâtre de proximité qui valorise la relation intime au cœur de l'espace public.
Elle a connu une longue résidence à Mains d'œuvres (de 2003 à 2007) et est, depuis 2008, compagnie associée au Collectif 12. Parmi ses créations présentées au spectateur sous un format atypique (containers, camion...), on compte « Est-ce que le monde sait qu'il me parle ? » en 2009, « Je suis une personne » en 2012, « Juste avant que tu ouvres les yeux » en 2014. Pour la dernière, « Il n'y a plus (de ville) », 12 représentations uniques étaient proposées, soit une fois par mois pendant un an dans 12 lieux de Paris.
Ses principaux partenaires en Ile-de-France en co-production et diffusion et pour des résidences sont le Collectif 12, la Coopérative De Rue De Cirque, l'Espace Périphérique, La Villette, Le Monfort et Animakt. La Ktha participe également au collectif de compagnies 360 et est impliquée dans le SYNAVI et la

Fédération nationale des arts de la rue.
Elle bénéficie d'une convention triennale de la Ville de Paris et de la DRAC Ile-de-France ainsi que ponctuellement d'aides au projet d'Arcadi. La Région la soutient dans le cadre d'un emploi tremplin (chargée d'administration et de production) et lui a versé une aide à projets arts de la rue en 2013 d'un montant de 12 000 €.

II – Présentation du projet

Nature du projet : création de « Nous » (titre provisoire)
Champ artistique : arts de la rue
Dates & lieux du projet : (date de la 1er représentation, date du temps fort…) : de janvier à juillet 2017 à Animakt (Saulx-les-Chartreux, 91) (10 semaines de création)
Description du projet :
Dans ce projet, deux comédiens sont prévus ainsi qu'un gradin circulaire placé au cœur de l'espace public avec une piste très réduite créant une proximité immédiate avec les spectateurs. La relation comédiens/spectateurs est là encore au cœur de la proposition avec le principe de l'adresse directe et du jeu de regards. Le texte est une succession de questions ayant pour but de provoquer un « inconfort d'attention, de pensée ».
L'ensemble des répétitions seront ouvertes au public et des actions seront menées avec chacun des partenaires en direction de publics spécifiques.
La compagnie travaille à la recherche des matériaux de construction à faible impact environnemental pour la construction du dispositif scénographique
Diffusion prévue : d'avril 2017 à juillet 2017
Partenaires du projet (Acquis) : DGCA (Délégation théâtre) - aide à la création arts de la rue ; DRAC Ile-de-France, Mairie de Paris ; Coopérative de Rue et de Cirque (2R2C).
Hors Ile-de-France : Le Boulon (CNAR, Vieux-Condé) pour de la coproduction et de l'accueil en résidence ; Culture Commune (Scène Nationale du Bassin Minier du Pas-de-Calais) pour de la coproduction et de l'accueil en résidence.

III – Budget du projet

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
DEPENSES ARTISTIQUES	78 134	ETAT	58 000
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): Conventionnement v acquis / ❒ sollicité	30 000
Salaires bruts artistes		DGCA (Ministère de la culture) v acquis / ❒ sollicité	28 000
Ecriture	2 800	COLLECTIVITES TERRITORIALES	35 694
Scénographie	2 800	**Région Ile-de-France**	
Mise en scène	9 100	Aide à projet Arts de la rue	25 000
Jeu	33 600	**Mairie de Paris** : v acquis / ❒ sollicité	10 694
Charges employeur artistes	29 834	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	20 000
DEPENSES TECHNIQUES	94 060	ARCADI – (2017)	5 000
Salaires bruts techniciens	35 700	ADAMI – (2017)	15 000
Charges employeur techniciens	18 060	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	70 500
Transports	3 000	Apports de coproduction :	
Achats matériels *	31 100	Culture Commune – (2016-2017)	20 000
Communication	5 700	Le boulon -(2016-2017)	20 000
assurances :	500	Furies – (2016-2017)	15 000
AUTRES DEPENSES	12 000	2r2c - 2016	3 500
Part de charges de fonctionnement	12 000	CNAR sur le pont - 2017	12 000
Quote-part des frais de fonctionnement affectés à la création – 16% de 75 000€			

TOTAL	**184 194**	**TOTAL**	**184 194**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la compagne Ktha pour le projet de création « Nous » à hauteur de 25 000 euros sur une base subventionnable de 184 194 € correspondant au montant du budget proposé.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	12 000,00 €
	Montant total	12 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013248

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ATHECIR - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	157 000,00 €	19,11 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATHECIR
Adresse administrative : 134 AV ANATOLE FRANCE
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur KARIM RESSOUNI DEMIGNEUX, Président
Date de publication au JO : 15 juillet 2010

N° SIRET : 40861713200035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013
Objet du projet : L'association ATHECIR - compagnie Teatro del Silencio demande une "Aide à projet - Arts de la rue" pour son projet de création "Oh ! Secours".

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016.

I- Présentation du bénéficiaire

Riche de plus de 20 ans d'expérience, le Teatro del Silencio est une compagnie historique des arts du cirque et de la rue. Originaire du Chili, son directeur artistique et fondateur, Mauricio Celedon a sillonné le monde, l'Amérique latine notamment mais aussi l'Espagne et l'Europe plus largement.
Le Teatro del Silencio a inventé un langage artistique unique et universel aux confins de différentes disciplines (théâtre, cirque, mime corporel dramatique, musique…) avec des créations d'envergure pouvant rassembler jusqu'à 30 artistes et techniciens avec des dispositifs scéniques de grand format.
La compagnie mène par ailleurs une intense activité de formation et d'action culturelle (ateliers, stages,…), qui l'a conduit à développer un travail de création participative impliquant la population (« Musée du bout du monde ») et à initier de nouvelles recherches sur la déambulation.
En France depuis 1999, elle a longtemps été implantée à Aurillac et en Auvergne, avec le soutien de la Ville et de la DRAC. Depuis 2009, elle est implantée en Ile-de-France en Seine-Saint-Denis où elle a bénéficié d'une résidence de trois ans à Aulnay-sous-Bois afin de développer la présence des arts de la rue et du cirque sur ce territoire. A

cette occasion, la compagnie a pu installer son chapiteau de 24 m de diamètre (550 places) dans la ville lors de l'été 2011 et 2012 afin d'organiser des ateliers cirque, des stages et des spectacles en accès gratuit pour la population. Depuis 2012, la compagnie a développé des liens étroits avec le CNAR du Moulin Fondu à Noisy-le-Sec et La Parole Errante à Montreuil.
Le Teatro del Silencio bénéficie du soutien de la DRAC Ile-de-France au titre des compagnies conventionnées et reçoit régulièrement l'aide du Ministère de la Culture / DGCA et celui de l'Institut Français au regard de son intense activité internationale.

II – Présentation du projet

Nature du projet : Création du spectacle « Oh ! Secours »

Champ artistique : arts de la rue

Dates & lieux du projet : juillet 2016 – juillet 2017
- juillet 2016 : résidence d'écriture de 10 jours au Moulin Fondu à Noisy-le-Sec / Garges-lès-Gonesse
- août 2016 : résidence d'écriture de 10 jours à la Parole Errante à Montreuil
- septembre 2016 : résidence d'écriture de 10 jours au Moulin Fondu à Noisy-le-Sec / Garges-lès-Gonesse
- octobre 2016 : résidence de recherche et stage à Bejaïa en Algérie
- novembre 2016 : résidence d'une semaine à la Parole Errante à Montreuil
- janvier – mars 2017 : résidences dans plusieurs CNAR hors Ile-de-France : aux Ateliers Frappaz à Villeurbanne, Le Parapluie à Aurillac, L'Atelier 231 à Sotteville-lès-Rouen, Le Fourneau à Brest, L'Apsoar à Boulieu-lès-Annonay…
- avril 2017 : résidence à Pantin sur le site mis à disposition par SNCF Immobilier et mise en œuvre de la « Fabrique éphémère des arts de la rue »
- mai 2017 : diffusion aux Rencontres d'ici et d'ailleurs à Garges-Lès-Gonesse
- juin-septembre 2017 : diffusion (en cours de définition) durant les festivals d'été : Les Invités de Villeurbanne, Viva cité à Sotteville-lès-Rouen, Festival de Valladolid, deventer op Stetlen, Les Nocturbaines, Cergy Soit, 2R2C…

Description du projet :

- Contenu & singularité artistique

Le projet vise à faire redécouvrir l'univers et la vie de Samuel Beckett, en s'appuyant sur un texte de l'auteur chilien, Juan Radrigan « Beckett et Godot ». Mauricio Celedon souhaite aborder cette figure majeure de la littérature du 20ème siècle à travers la question du corps et de la défiguration que lui fait subir Beckett à travers des corps morcelés, corps déformés dans le langage corporel spécifique du Teatro del Silencio qui mêle mîme corporel dramatique, danse, cirque, musique et sons.
Ce nouveau projet, dans la lignée artistique de la précédente création, « Doctor Dapertutto » (autour de Meyerhod), s'inscrira dans une recherche de mobilité dans la ville en jouant sur différents espaces urbains, en expérimentant différentes formes (déambulation, spectacle fixe, verticalité…) et en variant les volumes et les formats. La participation du public sera là encore un axe fort du projet à travers les « théâtrographies » soit des chorégraphies massives basées sur le mime et le théâtre gestuel.
Le projet artistique « Oh ! secours » va se décliner en 3 formes spectaculaires :
- deux formes fixes de moyen format avec chacune une dizaine d'artistes interprètes, l'une évoquant la pièce « Oh, les Beaux jours » avec un décor composé de terre, la seconde plus proche du cirque avec un agrès associant un portique ou une grue,
- une forme déambulatoire participative de grand format avec 50 participants volontaires et les 20 artistes interprètes de l'équipe.
Chaque forme pourra se jouer seule ou de façon combinée (une forme fixe et la forme déambulatoire), ce qui permettra à la compagnie d'élargir son réseau de partenaires de diffusion à travers des formats variables.

- Actions en direction des publics

Plusieurs ateliers seront proposés à une soixantaine de participants volontaires (adultes et adolescents) afin de composer la déambulation participative, lors des différentes résidences en Ile-de-France et notamment dans le cadre de la "Fabrique éphémère des arts de la rue" que la compagnie animera dans un hangar mis à disposition temporairement par la SNCF Immobilier dans le cadre du programme artistique les "Cathédrales du rail".
Une centaine d'heures d'intervention artistique auprès des publics sont ainsi prévues

Diffusion prévue :
- avril 2017 : avant-premières à Pantin sur le site mis à disposition par SNCF Immobilier dans le cadre de la « Fabrique éphémère des arts de la rue »

- mai 2017 : diffusion aux Rencontres d'ici et d'ailleurs à Garges-lès-Gonnesse
- juin-septembre 2017 : diffusion (en cours de définition) durant les festivals d'été : Les Invités de Villeurbanne, Viva cité à Sotteville-lès-Rouen, Festival de Valladolid, deventer op Stetlen, Les Nocturbaines, Cergy Soit, 2R2C…etc.

Partenaires du projet
Acquis :
CNAR Noisy-le-Sec/Garges-lès-Gonesse (coproduction, résidences, diffusion), La Parole Errante (résidence), SNCF Immobilier (résidence), Ville de Pantin (projets)
CNAR Le Parapluie à Aurillac (résidence, coproduction), CNAR Ateliers Frappaz (résidence, coproduction)
Sollicités : L'Atelier 231, Le Fourneau à Brest, L'Apsoar à Boulieu-lès-Annonay…

Soutiens publics du projet
Acquis : DRAC (25 000)
Sollicités : DGCA (40 000), Adami-Spedidam (19 000), Fondation SNCF (8 000), Ville de Pantin (en nature)

III – Budget du projet (HT)

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES	**109100**	ETAT	**65000**
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France Prorata du conventionnement triennal ☒ acquis	25000
Salaires bruts artistes (1 metteur en scène, 8 artistes comédiens, circassiens et danseurs, 2 musiciens, 1 costumier	59900	Ministère de la Culture - DGCA ☒ sollicité	40000
Charges employeur artistes	33000	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser):	
Honoraires Scénographie et composition musicale	5000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	**40000**
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	
Repas pour la résidence en Ile-de-France	2200	Région IDF – Aide à projet Arts de la rue	40000
Autres (préciser) : Transports équipe artistique	5000	**Département 1** (préciser le nom du département)	
stagiaires mise en scène et costumes	4000	**Département 2** préciser le nom du département)	
DEPENSES TECHNIQUES	**49600**	**EPCI /EPT**	
Salaires bruts techniciens, constructeurs (5 personnes)	13750	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) :	
Charges employeur techniciens	9000	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) :	
Repas - Résidence Pantin	3750	UNION EUROPEENNE	
Transports du matériel	4900	*Préciser le dispositif :*	
Achats matériels * (costumes et scénographie)	12000	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	1200	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Frais techniques résidence Pantin	5000	Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	**19000**
DEPENSES D'APPROPRIATION	**4600**	ARCADI	
Préciser le nombre d'heures (100 h)		SACD -	
Salaires bruts	3000	Autres (préciser) : Adami, Spedidam	19000
Charges employeur	1600	MECENAT & SPONSOR	**8000**
AUTRES DEPENSES	**3700**	Fondation SNCF	8000

Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	**35000**
Quote-part de fournitures bureau et documentation	700	Apports de coproduction (préciser) : Confirmés, montants en cours : CNAR Moulin Fondu, CNAR le Parapluie, CNAR Ateliers Frappaz - En cours: CNAR Atelier 231 - CNAR Le Fourneau - CNAR Quelque P'Arts …	35000
Quote-part de sous-traitance administrative	2 200	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
Quote-part de frais postaux et telecom	800	Prestations de service (préciser) :	
TOTAL	**167 000**	**TOTAL**	**167 000**
Mise à disposition de locaux de répétition et hébergement CNARs	*30000*	*Mise à disposition de locaux CNAR Le Moulin Fondu (93), Le Parapluie, Les Ateliers Frappaz et autres CNAR's*	*30000*
Mise à disposition d'un hangar SNCF à Pantin et quote-part travaux mise aux normes	*20000*	*Mise à disposition d'un hangar SNCF à Pantin -*	*20000*
Mise à disposition d'espaces - La Parole Errante (Montreuil)	*8000*	*Mise à disposition d'espaces - La Parole Errante (Montreuil)*	*8000*
Mise à disposition de personnel pour développement territorial du projet - Mairie de Pantin	*3000*	*Mise à disposition de personnel pour développement territorial du projet - Mairie de Pantin*	*3000*
Autres (préciser) : Prise en charge des repas par les CNARs	*8000*	*Autres (préciser) : Prise en charge des repas par les CNARs*	*8000*

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir ATHECIR – TEATRO DEL SILENCIO pour le projet de création du projet « Oh ! Secours » à hauteur de 30 000€ sur une base subventionnable de 157 000 € correspondant au budget du projet déduction faite de la différence entre l'aide demandée et l'aide proposée.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	18 000,00 €
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	40 000,00 €
	Montant total	40 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013249

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA FABRIQUE ROYALE – AIDEA PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	142 215,00 €	7,03 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA FABRIQUE ROYALE
Adresse administrative : 71-75 RUE DES MARTYRS
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ingrid ROULOT-GAMBOA, Présidente
N° SIRET : 79500901800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
La Fabrique royale est une structure de promotion et de développement spécialisée dans les sports et les cultures émergentes, créée en 2013. Association loi 1901 dirigée par Franklin Roulot et Cyril Vernusse, elle œuvre à la démocratisation et à la valorisation des nouvelles pratiques sportives, des cultures urbaines et des nouvelles technologies. Ses partenaires franciliens sont notamment l'EPPGHV, la Cité des sciences, le Théâtre Firmin Gémier / La Piscine, la Ville d'Aubervilliers, L'Avant-Seine, l'Académie Fratellini…

II – Présentation du projet
Nature du projet : Projet de création « Zéro degré »
Champ artistique : arts de la rue
Dates & lieux du projet : mai 2016 – juin 2017, Avant Seine (Colombes), Théâtre Firmin Gémier / La Piscine (Chatenay-Malabry).
Description du projet : Le projet Zéro Degré est porté en production déléguée par La Fabrique royale, structure spécialisée dans les cultures urbaines et les émergences. Ce projet est une expérimentation

artistique spécifique aux croisements du cirque et du freerun, en pleine émergence. Une rencontre entre le directeur artistique du Festival Scènes de rue et le directeur de La Fabrique royale a donné lieu à un premier laboratoire « Cirque Parcours », genèse du projet « Zéro degré »
Diffusion prévue : juin 2017, Lieux Publics, Festival Solstice.
Partenaires du projet (Acquis) : Théâtre Firmin Gémier / La Piscine, L'Avant-Seine, Scènes de rue, Furies…

III – Budget du projet

DEPENSES	**€TTC**	**RECETTES**	**€TTC**
DEPENSES ARTISTIQUES	***116921***	ETAT	***30000***
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / x sollicité	10000
Salaires bruts artistes	45769	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) ❒ acquis / x sollicité/ DGCA Collège Arts de la rue	20000
Charges employeur artistes	27089	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraires, à préciser – Production – Administration -	20000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	***20000***
Droits d'auteur	13156	**Région Ile-de-France**	
Défraiements	5557	Région IDF – Résidence territoriale	
Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : Aide au projet Arts delà rue ❒ acquis / x sollicité	20000
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :Hébergement	2000	**Département 1** (préciser le nom du département) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Voyages	3350	**Département 2** préciser le nom du département) ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
		EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES	***33044***	**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	2640	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur techniciens	1742	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Locations (préciser):		**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements	399	UNION EUROPEENNE	
Transports,	2000	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	23500	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) : Frais de régie	1500	Autres (préciser) :	
Réception	1263	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	***29000***
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	5000
Salaires bruts		Autres (préciser) : CNC Dicream	15000
		Adami	9000
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			

Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES	***2150***		
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	***73115***
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Comptabilité	1050	Recettes de coréalisation	
Administration	1000	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) : 7 coproducteurs acquis	66560
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations) – Pré-achats (3 représentations)	6555
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**152215**	**TOTAL**	**152215**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient La Fabrique royale à hauteur de 10 000 euros sur une base subventionnable de 142 215 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013251

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION QUARTET BUCCAL - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	94 440,00 €	10,59 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION QUARTET BUCCAL
Adresse administrative : 133 BD DE FONTAINEBLEAU
91100 CORBEIL-ESSONNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Marie-Christine BERJONVAL, Présidente

N° SIRET : 42192485300037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Objet du projet : Création du CINEM'A CAPELLA : spectacle itinérant sous chapiteau Art de la Rue et mise en places d'actions artistiques pour sensibiliser les publics à la relation entre musique et image

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
Le Quartet Buccal est un groupe vocal féminin né en 1994 avec la création de son premier spectacle « Les Tas Limites » présenté au Festival Chalon dans la Rue. De 1994 à 2003, le Quartet Buccal est hébergé par la MJC de Savigny-sur-Orge (91). Durant cette période, il créée trois spectacles musicaux d'humour a capella « Les Tas Limites » (1994), « L'herbe est plus verte dans le pré du voisin » (1997), « Entre chienne et louve » (2000), et sort son premier album éponyme en 2003. De 2004 à 2009, le Centre culturel des Portes de l'Essonne accueille le Quartet Buccal en résidence artistique. Au cours de ces cinq saisons, plusieurs projets sont menés en lien avec les établissements scolaires, établissements d'enseignement artistique et d'autres structures socio-culturelles du territoire. En 2008, le Quartet Buccal sort son deuxième album « Les Fiancées du Pirate ». Le travail de création s'ouvre à d'autres disciplines (danse, magie, percussions corporelles, installations plastiques) et à d'autres formes artistiques

(spectacles de proximité joués à domicile ou en jardin, créations in situ, parcours artistiques, performances)… En 2013, La Cie Quartet Buccal créé « Boum Tchak Tralala » à la Maison des Métallos. Son dernier spectacle « Les Ensorceleuses » est présenté dans sa version « rue » dans de nombreux festivals (Aurillac, Printemps des Rues) ou manifestations. La compagnie est soutenue par le Département de l'Essonne au titre de la politique de la ville, l'ADAMI et la Spedidam et bénéficie d'un emploi tremplin depuis mars 2012. Elle a reçu l'aide au titre des arts de la rue de la Région Ile-de-France pour une résidence à Lardy (91) en 2015.

II – Présentation du projet

Nature du projet : Création du spectacle « Le ciném'a capella »
Champ artistique : arts de la rue
Dates & lieux du projet : juillet 2016 – septembre 2017 avec une première représentation en avril 2017 à Fleury-Merogis (91)
Description du projet : « Le ciném'a capella » est une projection-spectacle sous un petit chapiteau et en extérieur du chapiteau, une forme légère ambulante où quatre chanteuses interprèteront à leur manière des musiques de films alors que de petits films seront projetés sur un écran. Bruitages, doublages, dialogues en tous genres des interprètes permettront de revisiter au féminin une série de petits films divers, images d'archives, documentaires, films de série B… Le Quartet Buccal proposera ce spectacle en milieu rural et dans les zones urbaines éloignée de l'offre artistique et culturelle. La diffusion s'accompagne d'interventions artistiques permettant de sensibiliser les publics à la relation entre la musique et l'image avec un travail autour de la voix et des bruitages.
Diffusion prévue : avril 2017 (Fleury-Merogis) puis tournée au Printemps des rues, Egly, Sault-les-Chartreux, Lardy, Bruyères-le-Châtel, Chalon dans la Rue…
Partenaires du projet: Conseil départemental de l'Essonne, Ville de Fleury-Merogis, Ville d'Athis-Mons, Ville d'Egly et Communauté d'agglomération Cœur d'Essonne.

II – Budget prévisionnel

DEPENSES	**€TTC**	**RECETTES**	**€TTC**
DEPENSES ARTISTIQUES	**61 317**	**ETAT**	**15 000**
Préciser le détail des postes		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): r acquis / x sollicité (aide créa art de la rue)	15 000
Salaires bruts artistes **CREATION** **REPRESENTATIONS** **INTERVENTIONS ARTISTIQUES**	35 358	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) r acquis / r sollicité	
Charges employeur artistes	21 215		
Défraiements	2 613	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): r acquis / r sollicité	
def Transports	2 131		
		COLLECTIVITES TERRITORIALES	**31 500**
		Région Ile-de-France	
DEPENSES TECHNIQUES	**28 479**	Région IDF – Aide au projet	15 000
Préciser le détail des postes		Région IDF - autres services (préciser) : r acquis / r sollicité	
Salaires bruts techniciens (création et	12 248	Autres Régions (préciser) :	

représentation) 1 régisseuse générale / 1 regisseur son-lumière / 1 régisseur video / 1 déco constructeur /		r acquis / r sollicité	
Charges employeur techniciens	7 961	Départements : Essonne culture / contrat ville acquis - lutte contre l'exclusion	9 500
Défraiements		EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes sollicité - Cœur d'Essonne	4 000
Locations de salle		Communes (Athis-Mons) acquis	3 000
Locations de matériels	0	Autres (préciser) : r acquis x sollicité	
Achats matériels (matériel lumière / son / assises /accessoires)	4 100		
Costumes	2 000		
films (realisation)	1 500	**UNION EUROPEENNE**	**0**
		r acquis / r sollicité	
Transports		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) :Frais de régie / achat petit matériel	670	Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFES	**25 000**
		CNV **(acquis)**	7 000
AUTRES DEPENSES	**9 943**	SACD (aide à l'écriture)	7 000
Part de charges de fonctionnement		Autres : Adami	7 000
Préciser la nature de ces dépenses :		**MECENAT / SPONSOR (acquis)**	4 000
Chargé de Production (quote part)	3 841	**AUTRES RECETTES**	
Chargé de diffusion / communication (quote part)	3 902		
Graphiste	700	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	**28 240**
Frais de communication (Courrier / Teléphonie / impression)	1 200		
Frais de réception / achat boisson et nourriture		Billetterie	1 000
frais divers (assurance / cote part)	300	Recettes de coréalisation	1 200
		Recettes de bar, restauration :	800
		Apports de coproduction (Fleury-Merogis)	3 000
		Ventes de spectacle (8 représentations)	20 000
		Vente prestation actions artistiques	2 240
TOTAL	**99 740**	**TOTAL**	**99 740**
Mise à disposition de locaux	6 000	Mise à disposition de locaux	6 000
Mise à disposition de personnel	3 000	Mise à disposition de personnel	3 000

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un(e) stagiaire.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la Compagnie Quartet Buccal à hauteur de 10 000 € sur une base subventionnable de 94 440 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite des dépenses d'assurance et de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013252

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT - AIDE A PROJET ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	157 000,00 €	9,55 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COLLECTIF DU BONHEUR INTERIEUR BRUT MAISON DES ASSOCIATIONS
Adresse administrative : 41 RUE RAYMOND DU TEMPLE 94300 VINCENNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne GRAILLE, Présidente

N° SIRET : 43926940800027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Objet du projet : création du spectacle Parrêsia pour le printemps 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
Compagnie d'arts de rue créée en 2001 par Jack Souvent et Isabelle Rivoual, les créations du collectif Bonheur Intérieur Brut tournent dans les grands festivals d'arts de rue en France (Aurillac, Chalons, Sotteville..) ainsi qu'à l'international. La compagnie est implantée à Vincennes.
Le rapport au public est un des axes essentiels de la recherche du BIB. La compagnie réinvente sa forme artistique en fonction des spectacles (spectacle en fixe La Montagne, Origins), en semi-déambulation

(N'importe où Hors du Monde, Courage Restons!).
Les créations de la compagnie abordent des thèmes politiques et citoyens et interrogent le lien entre l'intime et le collectif.
« Ticket », créé en 2009, est un spectacle-documentaire sur le thème de l'immigration clandestine. « La Montagne » créée en 2013, aborde le thème de la peur et du courage avec un spectacle où les acteurs et danseurs évoluent sur une montagne matérialisée par une structure inclinée de 4 mètres de hauteur. Pour ce spectacle, la compagnie a bénéficié de plusieurs soutiens: la ville de Vincennes, le Conseil départemental du 94, le Ministère de la culture - DGCA, la DRAC Ile-de-France, l'aide à l'écriture Beaumarchais, la SACD (auteurs d'espace et pour la création musicale). Plusieurs partenaires ont également soutenus la création en préachats ou production (Champigny, Soissons, l'Atelline (lieu fabrique en Languedoc-Roussillon), plusieurs CNAR (Usines Boinot à Niort et Le parapluie à Aurillac). Le spectacle a également été sélectionné par le réseau des festivals d'arts de rue franciliens Déambulation en 2013.

II – Présentation du projet
Nature du projet : création de « Parrêsia »
Champ artistique : arts de la rue
Dates & lieux du projet : Vincennes - Période de création de Janvier 2016 à mai 2017. Diffusion prévue dans les festivals arts de la rue du printemps et de l'été 2017.

Description du projet :
Le spectacle "Parrêsia" regroupera entre 6 et 7 interprètes et abordera le thème de la démocratie, de la parole libre et du désir de société. Le spectacle se donnera sur des places publiques et s'articulera autour de trois parties : le travail, l'espace et le lien aux autres. L'équilibre, la neutralité et la polémique, puis l'interruption de la parrêsia (liberté de parole).
Le public sera placé à l'intérieur de 6 espaces et pris en charge par un artiste. La relation aux autres sera travaillée à travers plusieurs situations mises en place par les artistes, qui seront parfois déclarés, parfois invisibles. Les artistes échangeront leurs places d'un groupe à l'autre pour étoffer les propositions.
Ensuite, les espaces se réunissent tous pour n'en créer plus qu'un. Ainsi, la dramaturgie évolue en fonction de l'agrandissement de l'espace et du nombre de personnes.
L'équipe artistique regroupe, outre le metteur en scène, un compositeur, un concepteur vidéo, un constructeur métallique, un technicien structure bois, un scénographe, des comédiens, danseurs, artistes de cirque (trapéziste, spécialiste du mât chinois).

Diffusion prévue : d'avril 2017 à juillet 2017
La ville de Vincennes, les festivals du réseau Déambulation IDF, le festival d'Aurillac, le festival Parade(s) de Nanterre, les Invites de Villeurbanne, la saison du Théâtre Paris-Villette (en cours)

Partenaires du projet :
La ville de Vincennes – accueil du programme Trésors Publics entre avril et octobre 2016 : répétitions publiques qui amorce le travail de création pour Parrêsia
Le Parapluie, CNAR Auvergne – accueil en résidence, apport en coproduction et pré-achat.
Ville de Vincennes – aide à la production et préachat (acquis) - DRAC IDF – aide à la production (en cours), le Conseil Départemental du Val-de-Marne (acquis) DGCA – aide à la production (en cours)

III – Budget du projet

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES	**108 128**	ETAT	**40 000**
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / x sollicité	18 000
Salaires bruts artistes	58 319	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture : DGCA ❒ acquis / x sollicité	22 000
Charges employeur artistes	33 887	Autre(s) subvention(s) de l'Etat : DICRÉAM	

		X acquis / ❒ sollicité	
Honoraires, à préciser	7500	COLLECTIVITES TERRITORIALES	**56 000**
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	
Défraiements	8 422	Région IDF – projet de création	40 000
Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 1** : CD 94 x acquis / ❒ sollicité	7 500
		Département 2 préciser le nom du département) ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
		EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES	**73 872**	**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	9 848	**Commune** 1 : Vincennes (2016) x acquis / ❒ sollicité	7 500
Charges employeur techniciens	6 524	**Commune** 2 :Vincennes (2017) ❒ acquis / x sollicité	1 500
Honoraire (préciser):	29 060	**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements		UNION EUROPEENNE	
Transports	4 000	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	27 451	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	3 350	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) :	6 000	Autres (préciser) :	
Bureau de production	16 700	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	**27 000**
DEPENSES D'APPROPRIATION		ADAMI	12 000
Préciser le nombre d'heures		SACD	5 000
Salaires bruts		SPEDIDAM	10 000
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	**54 000**
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
		Recettes de coréalisation	
		Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	24 000
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	30 000
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**182 000**	**TOTAL**	**182 000**
Mise à disposition de locaux		Mise à disposition de locaux	
Mise à disposition de personnel		Mise à disposition de personnel	

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir le collectif du Bonheur Intérieur Brut pour le projet de création « Parrêsia » à hauteur de 15 000 euros sur une base subventionnable de 157 000 € correspondant au montant du budget proposé déduction de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	10 000,00 €
	Montant total	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013204

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CENTRE CULTUREL LE CHAPLIN - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	27 263,00 €	29,34 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CENTRE CULTUREL LE CHAPLIN
Adresse administrative : PL PIERRE MENDES-FRANCE
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Henri PHILIPPE, Président
Date de publication au JO : 15 août 1998

N° SIRET : 33224905100027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013
Objet du projet : « Jeux d'Échelles » prend possession d'espaces inexplorés pour y construire des architectures éphémères. Les échelles sont les outils de mesure qui vont dimensionner les espaces - naturels ou urbains.

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016.

I- Présentation du bénéficiaire

Le centre culturel Le Chaplin est installé au cœur du quartier du Val Fourré à Mantes-la-Jolie. Labellisé « Espace culturel multimédia » par le Ministère de la culture à sa création en 1998, le lieu propose des ateliers et des formations pour tous les publics autour des outils numériques (« espace public numérique »), mais aussi autour des arts visuels et de l'éducation à l'image, notamment en direction du jeune public (« école au cinéma », « lycéens au cinéma »), grâce à la présence d'une salle de cinéma (235 places), d'un studio numérique et d'une petite salle de spectacle de 80 places. Le lieu propose enfin ponctuellement une petite programmation de spectacles et d'expositions.
Le centre culturel Le Chaplin bénéficie des aides de la Ville de Mantes-la-Jolie, de la Communauté urbaine Grand Paris Seine-et-Oise, du Département des Yvelines, de l'Etat au titre du CUCS.

II – Présentation du projet

Champ artistique : arts de la rue

Type de résidence : résidence de création du spectacle « Jeux d'échelle »

Dates (et lieu) de la résidence : du 10 au 17 octobre 2016 à Mantes-la-Jolie

Partenaires de la résidence :

Artiste en résidence : Compagnie Retouramont
Dirigée par le chorégraphe Fabrice Guillot, la compagnie travaille à la fois en salle et dans l'espace public où elle peut développer des spectacles singuliers de danse verticale autour et avec le mobilier urbain : entre des immeubles, sur des façades…etc. Au-delà de la danse, la compagnie aime à croiser des artistes d'autres disciplines comme les arts numériques (création 2011 de *Cette Immense Intimité*, avec Serge de Laubier de Puce Muse), le chant (*Ligne de Cordes)* ou encore les images 3D avec les collaborations de Vincent Brédif (sculpteur sonore et visuel) et Pierre Galais (vidéaste) pour la création 2012/13 *Les Ondes Gravitationnelles.*
Implantée de longue date dans le Val-de-Marne, et installée depuis 2013 dans ses propres locaux à Charenton-le-Pont, la compagnie travaille régulièrement avec plusieurs communes (Gennevilliers, Epinay-sur-Seine, Villejuif, Vincennes) à l'échelle régionale, notamment dans le cadre de projets d'aménagement et de renouvellement urbain. Elle mène enfin des actions régulières avec les populations (ateliers, parcours…). Elle bénéficie du soutien au fonctionnement du Conseil départemental du 94 et régulièrement d'aides de la DRAC, du Conseil départemental de l'Essonne, de la Ville de Vitry, de la Ville de Charenton-le-Pont et de la ville de Villejuif.

Partenaires locaux : Centres de vie sociaux et écoles du Val Fourré

Objectifs et contenu de la résidence

- Historique du projet

Le centre culturel Le Chaplin, d'abord consacré au numérique et aux arts visuels, a souhaité développer le spectacle vivant, et en particulier les arts de la rue, susceptibles de toucher facilement la population du quartier.
Par ailleurs, après quelques expériences de résidences avec des plasticiens et des compagnies de théâtre, le centre Le Chaplin est convaincu du bien-fondé du dispositif de résidence pour développer grâce à la présence concrète des artistes dans le quartier les liens entre l'art et la population.
La Compagnie Retouramont est venue en 2012/13 jouer son spectacle « Danse des Cariatides » dans l'espace public sur le parvis de l'ECM Le Chaplin, où elle a rencontré un vif succès auprès des habitants, curieux de voir les artistes répéter et travailler en extérieur sous le regard de tous.
En octobre 2014, la compagnie Retouramont est venue en résidence durant trois semaines pour travailler dans l'espace public autour de sa création « Voluminosité » et mener parallèlement des actions avec les publics (parcours sensoriels). Cette résidence s'est très bien déroulée, des relations se sont tissées avec les habitants du quartier et notamment les jeunes qui ont pu découvrir le spectacle lors d'une représentation publique clôturant la résidence.

- Objectif et contenu de la résidence en termes de création, diffusion et action culturelles :

La Compagnie Retouramont est de nouveau accueillie pour une résidence de création dans l'espace public sur le parvis de l'ECM Le Chaplin à Mantes-la-Jolie.
Spécialiste de la danse verticale, elle s'installera pour des séances de test et de répétition pour sa prochaine création "Jeux d'échelles" autour de la perception de l'espace la nuit et autour des échelles en tant que sculpture et agrès de cirque. Cette création participative chorégraphique et circassienne sera composée d'un quatuor de danseurs associés à un groupe d'habitants. La proposition artistique est basée sur un objet : l'échelle, qui sera utilisée et manipulée dans toutes les configurations possibles : en totem (en réalisant une sculpture faite d'empilement d'échelles), en gerbe (échelle en tissus), en poulie avec un danseur… Ces outils de mesure permettront de dimensionner les espaces urbains.
Le spectacle est prévu pour être joué la nuit afin de travailler sur les ombres projetées et la perception de l'espace, les ombres des agrès et des acrobates inventeront des corps hybrides, tandis que les habitants projetteront leurs ombres sur les façades des immeubles, questionnant de fait les volumes et les perspectives d'un lieu.
Le projet est conçu par Fabrice Guillot en collaboration avec Stéphane Lemoine, architecte-urbaniste et spécialiste du paysage, qui développe une recherche sur l'urbanisme du mouvement, et Francisca Alvarez et Stéphane Couturas, danseurs.
Des actions culturelles seront menées avec les écoles et les centres sociaux du quartier ; une représentation publique aura lieu à la fin de la résidence.

L'objectif est de toucher les personnes déjà rencontrées lors de la précédente résidence mais aussi d'autres publics, en particulier des habitants de quartiers qui ont été rénovés avec de nouvelles places créées, sans pour autant que les habitants aient encore des habitudes de circulation dans ces nouveaux espaces. Des contacts sont également noués avec l'aménageur de l'EPAMSA pour réfléchir à des actions en ce sens.

- Implication du partenaire dans la résidence :
- Aide financière
- mise à disposition de la salle de travail de 80 places et du studio numérique
- implication de l'équipe du lieu, soit 5 personnes

Soutiens publics de la résidence
Acquis : Ville de Mantes-la-Jolie (quote-part aide fonctionnement du lieu)
En cours : Etat-CUCS

III – Budget du projet (TTC)

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir le Centre culturel Le Chaplin pour le projet « Résidence de création du spectacle « Jeux d'échelle » du 10 au 17 octobre 2016 à Mantes-la-Jolie à hauteur de 8 000 € sur une base subventionnable de 27 263 € correspondant au budget du projet déduction faite de l'écart entre la somme demandée et l'aide accordée ainsi que des dépenses d'impôts et taxes et d'assurances.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

DEPENSES	€		RECETTES	€
DEPENSES ARTISTIQUES				
Préciser le détail des postes par fonction				
Salaires bruts artistes				
Charges employeur artistes				
Honoraires, à préciser				
Droits d'auteur				
Défraiements	2000			
Achats de spectacle				
Apports en coproduction	6000			
Autres (préciser) :				
DEPENSES TECHNIQUES			ETAT	
Salaires bruts techniciens plateau	2000			
Charges employeur techniciens	1068		Prefecture, dispositif cucs ❒ sollicité	8800
Locations (diffusion son, Echafaudage,				
Défraiements				
transports	500		COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Achats matériels	2500		**Région Ile-de-France**	
Communication	1500		Région IDF – Résidence territoriale	14000
Autres (préciser) :				
securite et gardiennage	1870			
DEPENSES D'APPROPRIATION				
nombre d'heures de résidence et ateliers : 105 heures				
Achat Actions culturelles (ttc)	8000		**Communes**	
Ateliers : Tyrolienne,			Mantes La Jolie acquise	11000
Danser la Ville				
Parcours sensitifs				
AUTRES DEPENSES (structure d'acceuil)				
FRAIS DE PERSONNEL ecm				
Salaires bruts permanents	4605			
Charges sociales de l'employeur	2438			
AUTRES CHARGES				
Honoraires Sogeco et C compte	782			
Impots et taxes	59			
Assurrances	478			
TOTAL TTC	**33800**		**TOTAL**	**33800**
Mise à disposition de locaux	3700		Mise à disposition de locaux	3700
Mise à disposition de personnel	1870		Mise à disposition de personnel	1870
Autres (préciser) :			Autres (préciser) :	

Localisation géographique :

- MANTES-LA-JOLIE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 800,00 €
2017	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide régionale à l'équipement numérique des salles de cinéma Franciliennes	6 000,00 €
2013	E-inclusion - Fonctionnement	30 000,00 €
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	9 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	15 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013209

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	41 000,00 €	24,39 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE LES FRERES KAZAMAROFFS
Adresse administrative : 45 RUE D ABLON
91200 ATHIS-MONS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CLAUDE BERNON, Président

N° SIRET : 41750545000037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I-Présentation du bénéficiaire
Compagnie historique du cirque fondée par Benoit Belleville et le jongleur et manipulateur d'objets Gérard Clarté, les Frères Kazamaroff ont tourné pour plus de 150 représentations le spectacle "Le cirque clandestin" de 1996 à 2001 et sont implantés en Essonne. Aujourd'hui dirigé par Gérard Clarté uniquement, la compagnie a développé une expérience forte à l'international avec de longs voyages (Russie, Europe) qui nourrissent la création de ses spectacles :"La caravane suspendue", "Gadalka".
Depuis 2008, la compagnie est de retour en Essonne avec une création en 3 volets (« Pas de Quartiers », « Les Mémoires du Chapeau qui Grince » et un road movie à travers l'Eurasie) dont le premier volet en 2010 a été soutenu par la DGCA, la DRAC, l'ADAMI et la SPEDIDAM. Parallèlement à ses créations, la compagnie mène des actions culturelles, notamment des stages de jonglage avec l'association des gens du voyage de l'Essonne et dans l'agglomération des Portes de l'Essonne. Les frères Kazamaroff disposent d'une yourte qui a permis une résidence d'implantation de deux semaines dans un quartier de Fleury-Mérogis, action renouvelée à Athis Mons en 2012.

II - Présentation du projet

Nature du projet : résidence d'implantation « La yourte dans ma ville »
Champ artistique : arts de la rue
Dates & lieux du projet : Villeneuve-Saint-Georges – du 25 janvier 2016 au 29 octobre 2016.
Description du projet :
La compagnie développe depuis le début de l'année un travail de résidence dans différents quartiers de Villeneuve-Saint-Georges dans le Val-de-Marne (quartier du Plateau, quartier Nord et Quartier centre-ville). La compagnie implante ainsi sa yourte une fois par trimestre dans différents quartiers de la ville pour une semaine et mène des stages (cirque yamakasi, slam, musique) avec des jeunes en vue de la création d'un spectacle "Ma ville Invisible". Des ateliers de cirque (jonglage, manipulation d'objets, équilibre sur agrès) sont donnés une fois par semaine hors temps scolaire.
Chaque fin de stage donne lieu à une présentation de manière à donner à voir l'évolution du processus de création du spectacle.
Le spectacle rassemblera quatre champs artistiques (cirque, slam, musique et déplacements urbains). Avec le groupe de jeunes, la compagnie propose également des visites en école de cirque de manière à assister à des entrainements de jeunes circassiens. La compagnie est en lien avec les services de la ville, mais également avec des associations locales de quartiers. Par ailleurs, la présence de la compagnie dans la ville se traduit par une diffusion du spectacle de la compagnie et l'organisation de soirées conte.
L'équipe du projet regroupe 12 personnes : jongleurs, comédiens, slameur, Yamakasi et art du déplacement urbain, musiciens, régisseuse générale, technicien.
Diffusion prévue : le spectacle "Ma ville Invisible" créé avec les jeunes, sera présenté une première fois le 28 octobre 2016 à Villeneuve-Saint-Georges.
Partenaires du projet :
CAF Ile-de-France, BNP Paribas, OPH, ville de Villeneuve-Saint-Georges, Femmes solidaires, Médiathèque, service municipal de la Jeunesse, Association de quartiers.

III - Budget du projet

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES		ETAT	**15 000**
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): x acquis / ❒ sollicité	7 000
Salaires bruts artistes	11 870	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture : DGCA ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur artistes	6 528	Autre(s) subvention(s) de l'Etat : Politique de la ville X acquis / ❒ sollicité	8 000
Honoraires, à préciser		COLLECTIVITES TERRITORIALES	**27 000**
Droits d'auteur	400	**Région Ile-de-France**	
Défraiements	600	Région IDF – projet de création	15 000
Achats de spectacle	3500	Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 1** : CD 94 ❒ acquis / x sollicité	5 000
		Département 2 préciser le nom du département) **❒ acquis / ❒ sollicité**	
		EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) :	

		□ acquis / □ sollicité	
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	3 900	**Commune** 1 : Villeneuve-Saint-Georges x acquis / ❒ sollicité	3 000
Charges employeur techniciens	2 145	**Commune** 2 ❒ acquis / ❒ sollicité	1 500
Honoraire (préciser):	500	**Autres** (préciser) : CAF x acquis / ❒ sollicité	4 000
Défraiements	400	UNION EUROPEENNE	
Transports	1500	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	1500	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	1500	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	3 000
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	
Assurance Yourte	998	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ADAMI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts	4050	SPEDIDAM	
Charges employeur	648	MECENAT & SPONSOR	
Chargée de communication	2136		
Charges employeur	1175	AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Rémunération intermédiaire (administratif et comptable	800	Recettes de coréalisation	
		Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**46 000**	**TOTAL**	**46 000**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la compagnie des Frères Kazamaroff pour le projet de résidence à hauteur de 10 000 euros sur une base subventionnable de 41 000 € correspondant au montant du budget proposé déduction de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	15 000,00 €
	Montant total	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013211

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMMUNE DE SURESNES - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	25 000,00 €	40,00 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE SURESNES
Adresse administrative : 2 RUE CARNOT
92151 SURESNES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Christian DUPUY, Maire

N° SIRET : 21920073000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
La Ville de Suresnes est une commune des Hauts-de-Seine de 47 000 habitants qui développe une politique culturelle dynamique avec la création d'une médiathèque en 2000, la rénovation d'un conservatoire de musique et de danse en 2008, l'ouverture du Musée d'histoire urbaine et sociale en 2013 et d'une galerie d'art en 2015. Deux festivals à fort rayonnement se tiennent à Suresnes : le festival de danse hip-hop « Suresnes cités danse » dont l'organisation est déléguée au Théâtre Jean Vilar et le festival en régie directe des arts de la rue dit « Des vendanges » qui propose en 2016 sa 33ème édition. Les arts de la rue occupent une place importante dans la vie culturelle de la ville qui dispose d'un service Action culturelle et arts de la rue.

II – Présentation du projet
Champ artistique : arts de la rue
Type de résidence : résidence de création
Dates (et lieu) de la résidence : mars à octobre 2016
Partenaire de la résidence : Département des Hauts-de-Seine

Objectifs et contenu de la résidence : Souhaitant valoriser le champ des arts de la rue sur la commune et proposer de nouveaux modes de rencontres et d'appropriation de cette discipline, la Ville a choisi le collectif Tada Machine pour concevoir une scénographie urbaine participative sous la forme d'une intervention artistique qui donnera lieu à une restitution publique lors de la grande parade du Festival des Vendanges le 2 octobre 2016. Fondé par le scénographe Michaël Horchman, le collectif évolue dans des domaines pluridisciplinaires allant du spectacle vivant aux arts plastiques. Intitulée « A corps perdu », la résidence de Tada Machine à Suresnes vise à co-construire une vision nouvelle des arts de la rue dans l'espace public avec les habitants. Le collectif animera des ateliers hebdomadaires dans les structures municipales et associatives qui participent au projet.

III – Budget du projet

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
DEPENSES ARTISTIQUES	**23 000€**	ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts artistes		Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur artistes Salaire chargé assistante mise en scène parade	1 000€	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraires, à préciser		COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	**15 000€**
Défraiements (hébergement, repas artistes et techniciens)	2 000€	Région IDF – Résidence territoriale	
Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 92** ❒ acquis / ☒sollicité	**10 000€**
Projet de résidence Tada Machine	20 000€	**Département 2** préciser le nom du département) **□ acquis / □ sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES	**6 700€**	**EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens		**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur techniciens Salaires chargés de 5 techniciens	6 200€	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
		UNION EUROPEENNE	
Transports		*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	500€	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires et Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	**5 000€**
Achat action culturelle			
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES	**300€**		
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	

Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
		Recettes de coréalisation	
Charges locatives lieu de résidence	300€	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
TOTAL	**30 000€**	**TOTAL**	**30 000€**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la Ville de Suresnes à hauteur de 10 000 euros sur une base subventionnable de 25 000 euros correspondant au budget prévisionnel proposé, déduction faite de l'écart de 5 000 euros entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SURESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	5 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	2 300,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 050,00 €
2014	Jardins solidaires en Ile de France	1 230,75 €
2014	Soutien régional en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes	8 300,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
2015	Aide au patrimoine non-protégé d'intérêt régional – projet de valorisation patrimoniale	10 185,00 €
	Montant total	44 065,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013218

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE CARACOL - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	42 000,00 €	19,05 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE CARACOL
Adresse administrative : LES FILLETIERES
71390 CHENOVES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SYLENE MONNIN, Présidente
N° SIRET : 43341111300056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I - Présentation du bénéficiaire
La compagnie Caracol a été créée en 2000 afin de mener des projets autour des arts du récit : spectacles, ateliers, stages, documentaires-jeu. L'équipe de la compagnie est constituée autour de la conteuse, metteuse en scène et écrivain Francine Vidal, l'auteur Jean-Jacques Fdida et le scénographe et peinte-sculpteur Nicolas Diaz. Elle est implantée en Bourgogne Sud depuis 2004. Le travail de la compagnie s'articule autour de spectacles jeune public et de spectacles-jeux créés à partir des histoires d'un territoire. Chaque spectacle est accompagné d'actions culturelles. La compagnie a été en résidence en Essonne en 2015 pendant une année autour d'un projet de collectage des récits d'habitants sur leurs perceptions de l'Yvette (rivière).
Puisant aux sources de la poésie, de la littérature orale, de collectages contemporains, la compagnie crée des spectacles aux formats originaux, où la relation avec le public est déterminante.
Les spectacles sont ainsi autant des installations- spectacles, comme pour le Dit du Bambou, souk de la parole, où le public est convié dans une structure de bambou de 40 m2 où s'entremêlent différentes propositions artistiques, qu'un spectacle-jeu comme celui de La Troisième Oreille, où les spectateurs sont amenés via une chasse aux installations plastiques, à découvrir un récit, ou encore des spectacles en salle, solos ou duos, pour tout public à partir de contes et musique.

La compagnie est soutenue par la DRAC Bourgogne et le Conseil départemental de Saône-et-Loire. Elle travaille en coproduction avec des CNAR (Abattoir de Chalon-sur-Saône, Lieux publics, Le Boulon, la Paperie) et développe des partenariats en Île-de-France : en Essonne (Le Silo de Méréville, le Domaine de Chamarande, Animakt), dans le Val-de-Marne (Des ricochets sur les pavés, Anis Gras). Depuis 2016, Francine Vidal est artiste associée à la maison du conte de Chevilly-Larue) ou encore dans les Yvelines (Parc naturel régional de la vallée de Chevreuse, le Sax à Achères).

II – Présentation du projet

Champ artistique : arts de la rue
Type de résidence : résidence d'implantation « Les dessous de la Bièvre »
Dates & lieux de la résidence : novembre 2016 à octobre 2017 – villes de la vallée de la bièvre
Partenaires de la résidence : Des ricochets sur les pavés, le Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre, lieux d'accueil des résidences (ci-dessous cités)
Objectif et contenu de la résidence :
La résidence d'implantation de la compagnie Caracol vise la création d'un documentaire-jeu inédit « Lignes de vie » autour de la Bièvre, inventé sur mesure pour la rivière, son territoire, ses acteurs et ses habitants. Ce projet se basera sur des collectages de récits de vie, effectués sur le territoire concerné lors de plusieurs résidences. A travers ce jeu, il s'agit de faire découvrir tous les acteurs de la Bièvre, et les enjeux de cette rivière : histoires, gestion de l'eau, vie quotidienne, faune, flore
et mythologies de l'eau.
Le jeu sera conçu en collaboration avec les habitants, techniciens de la rivière, et tous ceux qui la fréquentent, et s'adressera à la fois aux spécialistes et aux riverains, aux curieux, aux touristes, aux visiteurs. Il sera abordable dès 9 ans pour pouvoir y jouer de manière intergénérationnelle. Afin de faire vivre le jeu après sa création, des acteurs locaux auront été contactés et formés (lors des résidences de collectage et de création) pour pouvoir à leur tour s'emparer du jeu.
Plusieurs périodes de résidences auront lieu, pendant lesquelles Nicolas Diaz (peintre plasticien) et Francine Vidal (conteuse et comédienne) seront présents sur le territoire afin de rencontrer les habitants :
- en amont du projet, afin de se faire connaître lors des temps forts des structures partenaires et d'événements autour de la Bièvre
- en parcourant le territoire afin de s'immerger dans la vie de la rivière et de son lien avec le territoire
- lors de rencontres informelles et prises de rendez-vous avec des personnes « ressources » (techniciens de la Bièvre, historiens ...)
- lors de séances de collectages de récits de vie. Le collectage s'adressera à un public varié (environ 200 personnes), enfants, adolescents, adultes de tout âge.
Un tour de contes sera organisé dans chaque ville partenaire, soit une dizaine de représentations. Les ateliers et rencontres avec les habitants (collégiens, prisonniers, salariés, enfants, militants, adultes en situation de handicap etc.) seront organisés dans différents lieux : l'Eco-musée et la Grange Dimière de Fresnes, la Prison de Fresnes, le Moulin de la Bièvre, L'Hay-les-Roses (94), le Collège Pierre de Ronsard, l'Espace Bièvre, Paris 13ème, la Maison de l'environnement et la Maison de la Solidarité à Arcueil, le Centre culturel de la ville de Bièvre, le café littéraire le Millefeuille de Bièvre, la Manufacture des Gobelins, le lycée Descartes d'Antony et le lycée horticole de Saint-Nicolas-de-Igny, le collectif Culture et Science en Essonne à Saclay, HEC à Jouy-en-Josas…
Les paroles et récits ainsi récoltés serviront de matière pour la réalisation du documentaire-jeu. En parallèle, un travail de dessin et de croquis se mènera également tout au long des résidences, et constituera la dimension documentaire et visuelle du jeu.

III – Budget du projet

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
DEPENSES ARTISTIQUES		ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): □ acquis / □ sollicité	

Salaires bruts artistes Francine Vidal Nicolas Diaz	 6500 5500	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) □ acquis / □ sollicité	
 Charges employeur artistes	 7200	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): □ acquis / □ sollicité	
Honoraires, à préciser Conseiller en création de jeu Correcteur / trice Graphiste	 1000 500 3000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	
Défraiements		Région IDF – Résidence territoriale	16000
 Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : □ acquis / □ sollicité	
 Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) □ acquis / □ sollicité	
Autres (préciser) : documentation	500	**Département 1** (préciser le nom du département)	
Transport équipe	2500	**Département 2** préciser le nom du département)	
Repas équipe	2000	**Département 3** préciser le nom du département)	
 Hébergement	2500	**EPCI/EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 1** (préciser) : □ **acquis /** □ **sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : □ acquis / □ sollicité	
Mise en place de l'inauguration artistique du jeu :	5000	**Commune** 1 : □ acquis / □ sollicité	
Salaires techniciens (construction, aide pour la mise en place du jeu etc.), réception, coordination artistique, communication etc.)		 **Commune** 2 : □ acquis / □ sollicité	
		Commune 3 : □ acquis / □ sollicité	
		Commune 4 : □ acquis / □ sollicité	
 Locations (préciser):		**Autres** (préciser) : Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Bièvre x acquis / □ sollicité	 15000
Défraiements		UNION EUROPEENNE	
 Transports		*Préciser le dispositif :* □ acquis / □ sollicité	
 Achats matériels *		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	840	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) : Fabrication du jeu-documentaire (5000 exemplaires)	6000	 Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures : 80		SACD	

Salaires bruts	1600	Autres (préciser) :	
Charges employeur	960	MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Coordination	4400	Recettes de coréalisation	
		Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Coproduction Ricochets sur les Pavés	19000
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**50000**	**TOTAL**	**50000**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la compagnie Caracol pour le projet de résidence à hauteur de 8 000 euros sur une base subventionnable de 42 000 € correspondant au montant du budget proposé déduction de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 800,00 €
2017	3 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste	9 000,00 €
	Montant total	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013225

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE FIL DE SOIE - AIDE A RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	86 370,00 €	13,89 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE FIL DE SOIE
Adresse administrative : 55 RUE DES GRANDS CHAMPS
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Céline FLORY, Présidente

Date de publication au JO : 7 janvier 1999

N° SIRET : 51169823500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
Fondée en 1999 par un groupe d'artistes issus de l'école de cirque Les Noctambules, Le Fil de soie a créé « Certains jours je suis plus légère » en 2004 (sélection Jeunes Talents Cirque en 2004), « Circus Party » en 2009, « La table des petits miracles » en 2012 et des déambulations « Circus pour tous », « Les Bulles », « Hommage à la culture tsigane ». Le Fil de soie est dirigé par l'auteur, trapéziste et metteur en piste Ingrid de Reinach. Son orientation esthétique allie petites, moyennes et grandes formes, notamment déambulatoires, associant cirque, magie et art de voler. La compagnie est l'une des rares dépositaires d'un trapèze particulier, un ballant traditionnel non longé. La compagnie est soutenue par la Direction départementale de la Cohésion sociale, la Ville de Paris, la Ville du Blanc-Mesnil et la Ville de Champagne-sur-Seine.

II – Présentation du projet
Champ artistique : Arts de la rue et cirque sous chapiteau
Type de résidence : Résidence de création et d'implantation
Dates (et lieu) de la résidence : juin 2016 à juin 2017

Partenaire de la résidence : Département de Seine-et-Marne, Ville de Champagne-sur-Seine
Objectifs et contenu de la résidence : La résidence se décline sous la forme d'un temps de recherche et de répétitions pour la création d' « Extra Light », nouveau spectacle de la compagnie (construction d'une scénographie de papiers pour les acrobates, travail sur la magie nouvelle, l'aérien et la gravité, travail avec des oiseaux dressés, travail vidéo), d'une sortie d'atelier publique, d'un travail avec les scolaires (Collège Fernand Gregh) et de la diffusion en rue et en salle, d'étapes de travail de la nouvelle création.

III – Budget du projet

	€HT		€HT
Dépenses artistiques	**38 635**	**Etat**	**4 000**
Salaires bruts artistes	22 844	DRAC IDF (Culture et Lien social)	2 000
Cotisations employeurs sur salaires artistes	12 564	Autre subvention d'état : DDCS / Acsé	2 000
Honoraires artistiques	2 026		
Droits d'auteurs	0		
Défraiements et déplacements	1 200	**Collectivités territoriales**	**60 650**
Achat de spectacles	0	Région Ile de France - Résidence territoriale	20 000
Apport en coproduction	0		
Autres	0		
		Département de Seine et Marne - Culture	9 000
Dépenses techniques	**37 841**	Département de Seine Saint Denis - MICACO	3 800
Salaires bruts techniciens	5 416	Ville de Champagne-sur-Seine	12 550
honaires costumes/scénographie	2 742	Ville de Paris	13 500
salaires brut diffusion/ production	3 040	Ville du Blanc-Mesnil	1 800
salaires brut administration	3 040		
salaires brut coordination/ communication	3 040		
Cotisations employeurs sur salaires techniciens	10 713		
Location de matériel	1 500	**Etablissements publics**	**11 000**
Frais techniques	2 000	Paris Habitat	3 000
Défraiements et déplacements	1 200	CAF	8 000
Transport	2 000		
Achat de matériel, accessoires et costumes	1 500	**Emploi aidé**	**10 000**
Amortissement du matériel	0	Emploi Avenir / Adulte Relais	10 000
Communication	1 650		
	0		
		Mécénat et sponsors	**4 000**
Dépenses d'appropriation	**14 269**	Fondations	4 000
Nombre d'heures	282		
Salaires bruts	9 024		
Cotisations employeurs sur salaires artistes	4 963	**Recettes propres**	**4 820**
Achat action culturelle	0	Billetterie	0
Autres	0	Coréalisation et fonds propres	0

		Bar, restauration et librairie	0
Frais généraux	**3 725**	Prestations de service (Collège Segpa, CH St Denis)	1 320
Fournitures administratives	400	Apport en coproduction	0
Assurance	690	Vente de spectacle et ateliers créatifs	3 500
Facturation Comptabilité	670	Adhésion	0
Facturation gestion de la paye	1 000		
Frais postaux, téléphone et Internet	365	**Total**	**94 470**
Prestation recherche mécénat	300		
Frais bancaires	100		
Cotisation syndicale	200		
Total	**94 470**		

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Le Fil de soie à hauteur de 12 000€ sur une base subventionnable de 86 370 € correspondant au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée et des frais bancaires.

Localisation géographique :
- CHAMPAGNE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 200,00 €
2017	4 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013227

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DES RICOCHETS SUR LES PAVES - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	72 092,00 €	20,81 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DES RICOCHETS SUR LES PAVES
Adresse administrative : 26 RUE EMILE RASPAIL
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur RICHARD LE BIHAN, Président
N° SIRET : 53892927400016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I - Présentation du bénéficiaire
L'association Des ricochets sur les pavés a été fondée en octobre 2011 pour porter un projet culturel de territoire et développer la diffusion, les actions culturelles et les résidences artistiques autour de plusieurs thématiques : les questions de la ville en mutation, des mythologies urbaines, des représentations symboliques des lieux de vie et des lieux intermédiaires, le croisement des pratiques entre environnement et art. Des ricochets sur les pavés est un opérateur culturel indépendant qui a pour vocation de programmer et d'accueillir des équipes artistiques principalement afin de construire des projets artistiques exigeants et contemporains.
Le champ des arts de la rue et des arts dans l'espace public plus généralement, à travers toutes ses composantes disciplinaires est le champ privilégié de la structure.

Depuis sa création l'association a développé plusieurs initiatives autour de trois directions :
- la mise en place d'un projet de territoire dédié notamment à la Bièvre
- l'organisation de manifestations ponctuelles qui répondent davantage à des commandes
- le développement de formations et d'ingénierie culturelle

L'année 2012 a été marquée par la réalisation d'un premier événement « L'inauguration de la promenade des aqueducs » qui a lancé et scellé l'implantation de la structure sur le territoire de la Communauté d'agglomération de Val-de-Bièvre.
En 2013, plusieurs temps forts ont rythmé l'année. On peut citer la coordination des assises de Campus grand parc, la mise en place et programmation de l'événement : « Les dix ans du parc des Prés » en mai, ou la résidence avec l'association artistique Tangible qui a abouti à la présentation d'une première restitution : Emersion, opus 1 (septembre).
Ses partenaires sont : le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Commune d'Arcueil, la Communauté d'agglomération de Val-de-Bièvre, le SIAVB (Syndicat intercommunal d'assainissement de la vallée de la Bièvre), le SMBVB Syndicat Mixte du Bassin Versant la Bièvre), l'ACSE (Politique de la ville), l'Agence de l'eau Seine Normandie.

II - Présentation du projet

Champ artistique : arts de la rue
Type de résidence : résidence d'implantation Diptyque : I Résurgence (Paris) et II Open Sources (Buc – Yvelines)
Dates & lieux de la résidence : Paris pour la première partie du diptyque et Buc (Yvelines) pour la seconde partie en septembre 2016
Partenaires de la résidence :
Partenaires de production : ART'R, la Fondation ART TUTTI, la DRAC Ile-de-France, la Mairie de Paris, la Mairie du 13ème, la ville d'Arcueil, la ville de Buc ; Le Mobilier National / La Manufacture des Gobelins.
D'autres demandes de partenariat sont actuellement en cours : la direction de la culture du CD78 ; le SMBVB (Syndicat mixte de la vallée de la Bièvre) et le SIAVB (Syndicat intercommunal d'assainissement de la vallée de la Bièvre).
Objectifs et contenu de la résidence
Pensé en diptyque, le projet comprend deux créations de la compagnie Tangible (compagnie de danse de rue) créées in situ et en relation avec l'espace public, les habitants et après un travail de recherche important (rencontre de personnes-ressources, archives...) autour de la Bièvre.
Ce projet de diptyque vient clore un grand projet de 4 années d'exploration de la Bièvre. L'enjeu est de déployer un projet artistique sur l'ensemble de la vallée de la Bièvre : deux temps forts artistiques pensés pour deux territoires : Paris (75) et Buc (78) situés aux deux extrémités de la Bièvre. L'originalité de ce projet réside dans son processus d'élaboration qui place la rencontre avec les acteurs locaux au cœur de la démarche artistique.
Des ateliers de sensibilisation et de pratique artistique sont menés avec des groupes intergénérationnels, un centre de loisirs et un groupe de séniors. L'association pensant son projet de manière globale, a inscrit dès le départ la circulation des publics entre Paris et Buc grâce à un partenariat avec une société de bus.
L'équipe artistique est constituée d'un noyau dur de quatre personnes : trois danseurs/chorégraphes et une plasticienne auxquels se joignent pour le diptyque d'autres artistes associés : accompagnement à l'écriture, danseuse, musicien, plasticienne et un berger.

III - Budget du projet

DEPENSES ARTISTIQUES	**€ TTC**	**ETAT**	**€ TTC**
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (Aide à la résidence territoriale): **X** acquis / ☐ sollicité	15 000
Salaires bruts artistes		Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) ☐ acquis / ☐ sollicité	
Charges employeur artistes		Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): ☐ acquis / ☐ sollicité	
Honoraires (photographes, graphiste)	3 500	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	
Défraiements		Région IDF – Résidence territoriale	20 000
Achats de spectacle (Cie Tangible)	28 500	Région IDF - autres services	

		(préciser) : □ acquis / □ sollicité	
Apports en coproduction**(1)**		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) □ acquis / □ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 1** (CD des Yvelines) □ acquis / **X** sollicité	4 000
Groupe LAPS (Captation Film)	1 500	**Département 2** préciser le nom du département) □ **acquis /** □ **sollicité**	
		EPCI/EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : □ **acquis / x sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : □ acquis / □ sollicité	
Salaires bruts techniciens	1 950	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : Ville de Paris (dir de l'environnement) □ acquis / **x** sollicité	5 000
Charges employeur techniciens	1 657	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : Mairie du 13ème □ acquis / **x** sollicité	2 000
		Commune 3 (préciser le nom de la commune) : Ville de Buc (78) □ acquis / **x** sollicité	3 000
Locations (préciser): mobilier & véhicule	1 000	**Autres** (préciser) : Ville de Arcueil □ acquis / **x** sollicité	2 000
Défraiements		UNION EUROPEENNE	
Transports & déplacements	1 200	*Préciser le dispositif :* □ acquis / □ sollicité	
Achats matériels *		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	3 000	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	3 420
Autres (préciser) : matériels et fournitures	1 500	Autres (préciser) :	
Mission et réception	3 400		
Entretien et réparation	400	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts		Autres (préciser) :	
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle	3 500	CODEDIM via ART TUTTI (fonds de dotation)	24 000
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES		SIAVB et SMBVB (syndicats technique et d'assainissement)	1 500
Part de charges de fonctionnement (6mois)		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Salaires TTC direction & administration	16 650	Recettes de coréalisation	
Salaire TTC chargée de développement (CAE)	7 683	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
stage (6 mois)	2 280	Prestations de service (préciser) :	
Fournitures administratives	500	Apports de coproduction (préciser) :	
Fournitures non stockables	500	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
Documentation	200	Autres (préciser) :	
Banque	100		
Poste & télécom	450		

Impôts et taxes	300		
Assurance	150		
TOTAL	**77 920**	**TOTAL**	**77 920**
Mise à disposition de locaux	5 000	Mise à disposition de locaux	5 000

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir Des ricochets sur les pavés pour le projet de de résidence à hauteur de 15 000 euros sur une base subventionnable de 72 092 € correspondant au montant du budget proposé déduction de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	13 000,00 €
	Montant total	23 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013237

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CIRKATOMIC – AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	81 378,00 €	12,29 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIRKATOMIK
Adresse administrative : 70 BIS AVENUE DU BOUTE DES LANDES
44300 NANTES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Siobhan GATELY, Présidente

N° SIRET : 39060542600050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
Cirkatomic est une compagnie de théâtre de rue nantaise fondée en 1992 par des artistes comédiens, constructeurs, plasticiens ou musiciens, la pluridisciplinarité étant une composante du collectif. La démarche artistique de la compagnie se caractérise par l'utilisation détournée d'objets de notre quotidien reconnaissables par tous. Depuis sa création , la compagnie a proposé vingt spectacles dont Supermercado, Les petites tritures avec la compagnie DCA Découflé, Le savoir vivre selon Evelyne Delafond, le PUF (Produit Utile aux Festivaliers) ou La Quincaillerie Parpassanton. La compagnie Cirkatomic est soutenue au fonctionnement par la Ville de Nantes et à l'aide au projet par la DRAC Pays de la Loire et le Département de Loire Atlantique.

II – Présentation du projet
Champ artistique : arts de la rue
Type de résidence : Résidence de création
Dates (et lieu) de la résidence : novembre 2016 - septembre 2017
Partenaires de la résidence : La Ferme du Buisson, Villes de Torcy, Lognes, Champs-sur-Marne et Chelles.
Objectifs et contenu de la résidence : création participative in situ du « Plus grand défilé des petites

coutures », un défilé théâtralisé de vêtements « extraordinaires » dans une mise en scène visuelle et musicale. Cette création partagée a vu le jour en 2009 à Nantes dans le cadre du dispositif « L'Art en partage » et a depuis évoluée vers un spectacle de tournée « en création partagée ». Le dispositif consiste à proposer à des amateurs du territoire de former le « Club des Petites Coutures » du « célèbre couturier français François Fillure ». Un club non professionnel auquel le couturier va confier la confection et la présentation de sa nouvelle collection. Ce projet se veut une aventure valorisante pour les quarante participants de Torcy, Lognes, Champs-sur-Marne et Chelles, investis sur le long terme au côtés des douze professionnels de Cirkatomic, aventure fondée sur les notions de partage, de culture pour tous, de solidarité et interrogeant l'implication personnelle, la confiance en soi et en les autres autour d'un projet artistique commun d'envergure. Après la présentation du projet, la mise en place des ateliers de création, la conception et les répétitions, les représentations publiques auront lieu les 17 et 18 septembre 2017.

III – Budget du projet

DEPENSES	€HT	RECETTES	€HT
DEPENSES ARTISTIQUES	**57 067**	**ETAT**	**14 000**
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts artistes	**26 639**	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) ❒ acquis / ❒ sollicité	
- **Artistes-constructeurs**	**19 040**	**Autre(s) subvention(s) de l'Etat : Préfecture du Val de Marne – ACSE : Politique de la Ville** ❒ acquis / ☒ **sollicité**	**14 000**
- **Metteur en scène**	**1 207**	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**46 000**
- **Comédiens**	**4 318**	**Région Ile-de-France**	
- **Musicien**	**1 037**	**Région IDF – Résidence territoriale**	**40 000**
- **Créatrice lumière**	**1 037**	Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur artistes	**14 889**	**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraires, à préciser		**Département 1** (préciser le nom du département) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Droits d'auteur	**1 800**		
Défraiements : repas et hébergements	**13 739**	**EPCI/EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 1** (préciser) : ☐ **acquis /** ☐ **sollicité**	
Achats de spectacle			
Apports en coproduction		**Commune 1 : Ville de Torcy** ❒ acquis / ☒ **sollicité**	**1 500**
Autres (préciser) :		**Commune 2 : Ville de Lognes** ❒ acquis / ☒ **sollicité**	**1 500**
DEPENSES TECHNIQUES	**34 110**	**Commune 3 : Ville de Champs-Sur-Marne** ❒ acquis / ☒ **sollicité**	**1 500**
Salaires bruts techniciens	**5 185**	**Commune 4 : Ville de Chelles** ❒ acquis / ☒ **sollicité**	**1 500**
- **Régisseuse / maquilleuse**	**1 037**	**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
- **Coiffeuse / posticheuse**	**1 037**	UNION EUROPEENNE	
- **Techniciens effets spéciaux**	**3 111**	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur techniciens	**2 900**	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Locations (préciser):		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Défraiements : repas et hébergements	**2 145**	Autres (préciser) :	
Transports	**7 980**		

Achats matériels *	**3 400**	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
Communication	**500**	ARCADI	
Frais techniques liés aux représentations	**12 000**	SACD	
DEPENSES D'APPROPRIATION		**MECENAT & SPONSOR**	**12 500**
Préciser le nombre d'heures		- **InPACT. Initiative pour le partage culturel**	**12 500**
Salaires bruts		AUTRES RECETTES	
Charges employeur			
Achat action culturelle		**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	**38 878**
Autres (préciser) :		**Billetterie**	**10 000**
AUTRES DEPENSES	**20 201**	Recettes de coréalisation	
Part de charges de fonctionnement		Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
Préciser la nature de ces dépenses :		Prestations de service (préciser) :	
Rémunération coordination du projet : 1 personne sur 6 mois	**20 201**	**Apports de coproduction (préciser) :** - **La Ferme du Buisson** - **Cirkatomik**	 **5 000** **8 878**
		Ventes de spectacle : 4 représentations	**15 000**
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**111 378**	**TOTAL**	**111 378**

Détail du calcul de la subvention
La Région soutient Cirkatomic à hauteur de 10 000 euros sur une base subventionnable de 81 378 euros correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire.

Localisation géographique :
- TORCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013240

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE UN LOUP POUR L'HOMME – AIDE LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	32 005,00 €	49,99 %	16 000,00 €
	Montant Total de la subvention		16 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UN LOUP POUR L'HOMME
Adresse administrative : 72-74 RUE ROYALE
59000 LILLE
Statut Juridique : Association
N° SIRET : 49811506200032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie Un Loup pour l'homme est née en 2005 de la rencontre de deux acrobates, le porteur Alexandre Fray, formé au CNAC à Chalon-sur-Saône et le voltigeur Frédéric Arsenault, issu de l'ESAC de Montréal. La compagnie se singularise par sa pratique des portées acrobatiques et du main à main. La première pièce de la compagnie, « Appris par corps », a été jouée plus de 200 fois en Europe et dans le monde. En 2006, Alexandre Fray mène le « Projet grand-mère » questionnant sa pratique de porteur auprès des personnes âgées. En 2011, « Face Nord » explore avec quatre acrobates les jeux de l'enfance, la tentation de vaincre et les luttes individuelles et collectives. Le spectacle est largement diffusé, en Ile-de-France notamment. La compagnie est soutenue pour ses créations par la DGCA, la DRAC Nord-Pas-de-Calais-Picardie et la Région Nord-Pas-de-Calais-Picardie. Elle a mené des résidences de création et d'implantation en Ile-de-France à l'Académie Fratellini, à La Courneuve et au Théâtre Firmin Gémier-La Piscine/Espace cirque d'Antony.

II – Présentation du projet

Nature du projet : Résidence de création
Champ artistique : Cirque de création sous chapiteau
dates & lieux du projet : 9/8/2016 au 31/8/2016 à La Villette, espace chapiteau.

Description du projet : Ecriture de « Rare birds », le nouveau spectacle de la compagnie. Une résidence estivale permettant de réduire les coûts écologiques, cette période de création à la Villette fait suite à une résidence de création à l'Espace cirque d'Antony. Les objectifs artistiques de cette résidence sont de bénéficier du regard extérieur de Floor van Leuwen pour définir la matière physique, l'écriture et la composition du spectacle et de finaliser la scénographie en lien avec les créateurs lumière et son dans la recherche d'un « déséquilibre soutenable ».

Diffusion prévue : la création aura lieu au printemps 2017 à La Brèche à Cherbourg et une conséquente tournée européenne et nationale est déjà prévue pour 2017/2018 avec une série au Pôle cirque d'Antony et trois dates à La Villette.

Partenaires du projet (Acquis) :
Théâtre Firmin Gémier La Piscine-Pôle cirque d'Antony, Le Bateau Feu, scène nationale de Dunkerque, Dommelhof, Center for arts, Neerpelt, Belgique, La Brèche, centre des arts du cirque basse normandie, Cherbourg, Circuits, Pôle des Arts du Cirque, Auch…

III – Budget du projet

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES ARTISTIQUES		ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts artistes (acrobates)	10500€	Ministère de la Culture (DGCA – ventilation de l'aide à la création reçue) x acquis / ❒ sollicité	8505€
Charges employeur artistes	5850€	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (DRAC Nord-Pas-de-Calais – ventilation de l'aide à la création reçue) x acquis / ❒ sollicité	2500€
Honoraires (coordinatrice artistique & chorégraphe)	3255€	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur		**Région Ile-de-France**	
Défraiements		Région IDF – Résidence territoriale	16000€
Achats de spectacle		Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 1** (préciser le nom du département) ❒ acquis / ❒ sollicité	
		EPCI/EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES		**EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens (régie son, lumière, technicien chapiteau & créateur lumière)	2382€	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur techniciens	1548€	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Locations (préciser):		**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements		UNION EUROPEENNE	

Transports (matériel & équipe)	3170€	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) : honoraires créateur son	1660€	Autres (préciser) :	
Achat de nourriture	1000€	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION		ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts		Autres (préciser) :	
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES			
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Administratrice de production	1600€	Recettes de coréalisation	
Charges employeur	1040€	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (La Villette – acquis) :	5000€
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**32005€**	**TOTAL**	**32005€**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient Un Loup pour l'homme à hauteur de 16 000 euros sur une base subventionnable de 32 005 euros correspondant au budget prévisionnel.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 600,00 €
2017	6 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX013241

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMMUNE DE CERGY - AIDE A LA RESIDENCE ARTS DE LA RUE ET DE LA PISTE - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	44 727,00 €	22,36 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CERGY
Adresse administrative : 3 PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
95801 CERGY PONTOISE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Jean-Paul JEANDON, Maire
N° SIRET : 21950127700897

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016.

I - Présentation du bénéficiaire

La ville de Cergy

Cergy-Pontoise est une ville nouvelle construite à partir des années 1970 autour des communes de Cergy et Pontoise, dans le département du Val d'Oise. Sa population compte près de 204 000 habitants, dont 40% ont moins de 25 ans.

Cergy-Pontoise développe une politique culturelle tournée vers le soutien à la création et à la diffusion, notamment dans les arts de la rue. La Ville organise directement deux manifestations annuelles début septembre : Charivari au village, dans la vieille ville, et Cergy Soit !, dans la ville nouvelle (arts de rue et cirque). Cergy-Pontoise est par ailleurs dotée de nombreux équipements culturels municipaux : une salle de musiques actuelles, un équipement danse et arts numériques, trois médiathèques, un lieu d'exposition dédié aux arts visuels, une école de musique, et des studios d'enregistrement.

Des équipes artistiques sont régulièrement accueillies en résidence : l'Agence nationale de psychanalyse urbaine (2009), la compagnie La tortue magique (2010), Les grandes personnes (2012 et 2013), la compagnie Willi Dorner (2013), et enfin la compagnie Une peau rouge (2014).

La compagnie en résidence : La compagnie l'Homme debout

L'Homme Debout est un collectif d'artistes indépendants, qui travaillent le bois, le tissu, le fer, les arts graphiques et numériques, la lumière, le son et la pyrotechnie : constructeurs, poètes, architectes de leur matière de prédilection. La Compagnie s'articule autour des constructions en osier du plasticien Benoît Mousserion. Elle place au cœur de son projet la relation à la population, elle voyage à travers la France en proposant la mise en place de chantiers publics ouverts aux habitants d'une ville, d'un quartier, d'un village, en vue notamment de la construction de marionnettes géantes. Chaque chantier donne naissance à un nouveau personnage.
Lors d'un chantier public, la réalisation d'une installation est le résultat d'une innombrable succession d'assemblages de brins d'osiers, ceci par une foule de gens différents ; de là, émane la forme désirée. Outre l'objectif souhaité : la réalisation d'une construction, l'enjeu premier est de créer un espace propice à l'échange.
La compagnie a ainsi créé en 2010 deux marionnettes géantes pour la cérémonie d'inauguration du « Festival Panafricain » à Alger. Ou encore deux marionnettes géantes et leur système automatisé pour le Futuroscope. Un chantier public a été développé pendant deux ans en lien avec les habitants d'un quartier en réhabilitation et des familles en demande d'asile politique, pour le Festival « Méliscènes » à Auray.

II - Présentation du projet
Champ artistique : arts de la rue
Nature de la résidence : résidence de création
Dates & lieux de la résidence : du 21 mai au 11 septembre 2016 à École de la Lanterne, au Carreau, au Festival Charivari au village et au Festival d'arts de la rue Cergy Soit !
Partenaires de la résidence :
Le Carreau de Cergy
L'Ecole de la Lanterne
Direction de l'Éducation
Direction Jeunesse et Sport
Direction Vie Locale et Associative
Associations et structures locales
Objectifs et contenu de la résidence :
Des ateliers et des rencontres sont organisés tout au long des mois de résidence, avec des groupes constitués par les maisons de quartier et les associations locales, ouverts également à tous les habitants du territoire cergypontain. L'objectif étant la co-construction d'un spectacle déambulatoire et d'un géant en osier. La trame du spectacle est créée par les participants aux ateliers, tout comme les éléments de scénographie en osier utilisés lors du rendu final. Le spectacle prend la forme d'une déambulation accompagnée de pyrotechnie et d'une création sonore et lumineuse.
Pendant toutes la résidence, la ville met à disposition de la compagnie un atelier temporaire ouvert dans un lieu inoccupé actuellement ainsi que dans le lieu d'exposition Le Carreau.
Une première série d'ateliers artistiques se déroule fin mai – début juin. En matinée, des groupes constitués par les partenaires (écoles, collèges, centres sociaux et socio-culturels, maisons de quartier, associations sociales, artistiques et culturelles, structures médico-sociales et universitaires) sont accueillis par les artistes sur un temps privilégié et bénéficient d'un accompagnement adapté à leurs besoins. L'après-midi (15h à 20h) l'atelier est en accès libre, gratuit et ouvert à tous.
La seconde session des ateliers se déroule, fin août, sur le même principe avec des horaires plus larges (11h-21h) pour les publics individuels. Ce second temps permet d'impliquer d'autres types de structures (centres de loisirs) et de participer pleinement à l'animation de la ville durant les vacances d'été.
En septembre, des répétitions ouvertes ont lieu afin de préparer les représentations. A cette occasion, les habitants sont impliqués dans le travail de mise en scène des déambulations, et répètent avec les artistes les deux spectacles.
En effet les représentations racontant l'histoire du géant ont lieu en deux temps : la première partie de la légende est mise en espace sur le quartier Bords d'Oise pour l'évènement « Charivari au Village », et la seconde partie est présentée sur le quartier Grand Centre à l'occasion du festival « Cergy, Soit ! », créant ainsi une continuité entre ces deux temps forts de la vie culturelle cergyssoise.

III - Budget du projet

DEPENSES	€	RECETTES	€
DEPENSES ARTISTIQUES	**31 905**	ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts artistes	3 415	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur artistes	3 415	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): ❒ acquis / ❒ sollicité	
Honoraires, à préciser		COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur : SACD, SACEM	4 000	**Région Ile-de-France**	
Défraiements		Région IDF – Résidence territoriale	**20 000**
Achats de spectacle : 1 représentation dans le cadre de Charivari au Village et 1 représentation au festival Cergy, Soit !	19 075	Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Apports en coproduction		**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) : frais de production	2 000	**Département 1** (préciser le nom du département) ❒ acquis / ❒ sollicité	
		Département 2 préciser le nom du département) ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
		EPCI /EPT - Communauté d'agglomération ou de communes 1 (préciser) : ❒ **acquis /** ❒ **sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES	**8 306**	**EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens		**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : Cergy ■ acquis / ❒ sollicité	**34 727**
Charges employeur techniciens		**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Locations (préciser):		**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements	1 406	UNION EUROPEENNE	
Transports	3 200	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	3 700	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION	**7330**	ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts	3 415	Autres (préciser) :	
Charges employeur	3 415	MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			
Autres (préciser) : dépenses alimentaires	500	AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES	**7 186**		
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Suivi directrice du festival « Cergy, Soit ! »	2 544	Recettes de coréalisation	

Suivi chargée de mission médiation culturelle et « Charivari au Village »	2 730	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
Suivi chargée de production	1 912	Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
TOTAL	**54 727**	**TOTAL**	**54 727**

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région décide de soutenir la ville de Cergy pour le projet de résidence de création de la compagnie l'Homme Debout à hauteur de 10 000 euros sur une base subventionnable de 44 727 € correspondant au montant du budget proposé déduction de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- CERGY

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux manifestations culturelles	60 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	9 200,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	19 750,00 €
2013	Chantier école	51 194,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	43 817,44 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	250 000,00 €
2013	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	202 833,50 €
2014	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	9 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	19 750,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	46 380,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	69 080,00 €
2015	Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste	6 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €
2015	Déplacements à vélo en Ile-de-France (investissement)	47 820,48 €
2016	Aides aux manifestations culturelles	35 000,00 €

	Montant total	888 631,42 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011494

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VILLE DE GARGES LES GONESSE - AIDE A RESIDENCE CIE OPOSITO "BIENVENUE CHEZ VOUS"

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	125 894,00 €	7,94 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100501- Soutien au spectacle vivant

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE GARGES-LES-GONESSE
Adresse administrative : 8 PL DE L HOTEL DE VILLE
95140 GARGES LES GONESSE
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Maurice LEFEVRE, Maire
N° SIRET : 21950268900017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste
Rapport Cadre : CR52-13 du 20/06/2013

Date prévisionnelle de début de projet : 25 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Pour mettre en œuvre les projets arts de la rue et de la piste soutenus par la Région, des dépenses d'organisation sont engagées en amont des projets. La date de prise en compte des dépenses est la date de dépôt de la demande : 25/05/2016

I- Présentation du bénéficiaire
La ville de Garges-Lès-Gonesse
Le projet culturel 2014-2020 de la ville de Garges-Lès-Gonesse se décline en quatre grands axes de travail construits pour recouvrir à la fois les réalités artistiques et culturelles du moment et de l'avenir ; les grandes mutations de la société, les réalités urbaines du développement de la ville de Garges-lès-Gonesse à court, moyen et long termes.
Dès lors, les autres axes sont : faire du citoyen un acteur de la diversité des expressions artistiques et culturelles / placer l'artiste au cœur de la construction urbaine/ la culture, lieu d'échanges, de rencontres et d'expérimentations / la démocratie, espace de communication, d'innovation et d'ouverture aux nouvelles technologies.
La Ville est dotée d'équipements culturels : l'Espace Lino Ventura Salle de spectacles (650-1000 places), le cinéma Jacques Brel – salle de diffusion d'œuvres cinématographiques (2 salles)
La Maison des Arts (conservatoire de danse, arts plastiques, musique et danse) et une bibliothèque.

La compagnie Oposito
Compagnie de référence des arts de la rue, Oposito est implantée depuis 1995 à Noisy-le-Sec en Seine-

Saint-Denis, où elle dispose d'un lieu de fabrique et de résidences dénommé "le Moulin Fondu".
En 2010, le lieu a été labellisé « Centre National des arts de la rue » (CNAR) par le Ministère de la Culture. Unique CNAR d'Ile-de-France, ses missions s'articulent autour de la création, de la diffusion, et de l'accompagnement et de la promotion de compagnies des arts de la rue, notamment à travers des résidences.
Depuis sa création en 1982 par Enrique Jimenez (scénographe) rejoint par Jean-Raymond Jacob (directeur artistique, auteur et metteur en scène), la compagnie Oposito a créé plus d'une quinzaine de spectacles (plus de 400 représentations au total), la direction d'une soixantaine d'évènements monumentaux en France et à l'international (Europe et Afrique notamment), la direction de fêtes urbaines, de festivals et plus généralement la collaboration avec de nombreuses compagnies.
Depuis 2015, la compagnie est en résidence d'implantation à Garges-lès-Gonesse qui accueillera en 2018 le CNAR (projet de construction en cours).
La compagnie Oposito est soutenue par la DRAC, le Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, la Ville de Noisy-le-Sec et la Région Ile-de-France.

II – Présentation du projet
Champ artistique : arts de la rue
Nature de la résidence : résidence d'implantation de la compagnie Oposito en préfiguration de l'installation du CNAREP
Dates & lieux de la résidence : la résidence d'implantation de la compagnie se déroule sur une période de trois ans : du 1er Janvier 2016 au 31 décembre 2018

Partenaires de la résidence :
Ville de Garges-Lès-Gonesse et ses équipements culturels
DRAC Île-de-France – aide à la résidence d'implantation
CD95
Etat - Politique de la Ville
Caisse des Dépôt et Consignation

Objectifs et contenu de la résidence :
La résidence d'implantation de la compagnie Oposito place la participation des habitants en son cœur : les habitants seront ainsi complices d'interventions artistiques. Ceci peut prendre la forme d'une chorégraphie collective sur le principe du flash-mob ou de l'intégration de la population dans une partie d'un spectacle présenté ou d'une installation plastique conçue pour l'espace public et réalisée avec les structures socio-culturelles de la ville.
La compagnie Oposito proposera des visites guidées décalées des différents quartiers de la ville, conçues à partir de la récolte de paroles d'habitants, animées par des comédiens professionnels et cela dans un contexte d'opérations de rénovation urbaine.
Une action en direction de personnes-relais (réseau mis en place par l'Espace Lino Ventura en lien avec les structures socio-culturelles) sera mise en place. Ces jeunes seront associés au processus de création du prochain spectacle de la Compagnie Oposito, intitulé « La Symphonie des sapins » en 2016. Seront ainsi organisés des temps d'échanges et de présentation des étapes de création, de manière à partager le processus de création dans toutes ses phases : écriture, recherche, construction, répétitions… et les métiers associés : metteur en scène, scénographe, chorégraphe, costumier, constructeur, comédiens, chanteur…
Un atelier régulier (hebdomadaire) de travail autour du corps, du mouvement et du chœur dans l'espace public sera animé par la Compagnie Oposito et par d'autres compagnies invitées (Les Cubénistes, Aïcha Traouré, Auto studio…). Ce travail en groupe avec des professionnels permettra la création d'une « brigade d'intervention poétique » amateur. Ce groupe sera invité à intervenir avec la Compagnie Oposito durant les rendez-vous avec le public. Ces ateliers donnent lieu à des restitutions publiques sous la forme d'installations dans la ville.
Un stage de découverte de deux jours pour le grand public sera également proposé.
Un chantier de transmission de savoir-faire avec les services de la Ville et les acteurs du territoire est mis en place afin de construire un référentiel et un langage commun. Cette formation donnera lieu à des séances de travail de deux heures animées en alternance par du personnel artistique, administratif et

technique entre 4 et 6 fois par an.

III – Budget du projet

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES ARTISTIQUES	66250	ETAT	
Préciser le détail des postes par fonction		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre): théâtre, aide à la résidence d'implantation ☒ acquis / ❒ sollicité	23000
Salaires bruts artistes	10980	Autre(s) Direction(s) du Ministère de la Culture (préciser) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Charges employeur artistes	6588	Autre(s) subvention(s) de l'Etat (Préciser): Politique de la Ville ☒ acquis / ❒ sollicité	20000
Honoraires, à préciser	6000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Droits d'auteur	3807	**Région Ile-de-France**	
Défraiements	7590	Région IDF – Résidence territoriale	35000
Achats de spectacle	29285	Région IDF - autres services (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Apports en coproduction	2000	**Autres Régions** (préciser le nom de la Région) ❒ acquis / ❒ sollicité	
Autres (préciser) :		**Département 1** (préciser le nom du département) 95 ❒ acquis / ☒ sollicité	10000
		Département 2 préciser le nom du département) □ **acquis /** □ **sollicité**	
DEPENSES TECHNIQUES	56144	**EPCI / EPT- Communauté d'agglomération ou de communes 2** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Salaires bruts techniciens	12610	**Commune** 1 (préciser le nom de la commune) : Garges-lès-Gonesse ☒ acquis / ❒ sollicité	40000
Charges employeur techniciens	7566	**Commune** 2 (préciser le nom de la commune) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Locations (préciser): son, lumière, dispositif scénique…	11435	**Autres** (préciser) : ❒ acquis / ❒ sollicité	
Défraiements	10000	UNION EUROPEENNE	
Transports	5663	*Préciser le dispositif :* ❒ acquis / ❒ sollicité	
Achats matériels *	7670	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Communication	1200	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
DEPENSES D'APPROPRIATION	12500	ARCADI	
Préciser le nombre d'heures		SACD	
Salaires bruts	5000	Autres (préciser) :	
Charges employeur	3000	MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle	4500		19700
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES	16000		3194
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Préciser la nature de ces dépenses :		Billetterie	
Salaires	15000	Recettes de coréalisation	

Frais administratifs (téléphone, envois…)	1000	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
TOTAL	**150894**	**TOTAL**	**150894**
Mise à disposition de locaux	10000	Mise à disposition de locaux	10000
Mise à disposition de personnel	10000	Mise à disposition de personnel	10000
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La Région soutient la ville de Garges-Lès-Gonesse pour le projet de résidence d'implantation de la compagnie Oposito à hauteur de 10 000 euros sur une base subventionnable de 125 894 € correspondant au montant du budget proposé déduction de la différence entre le montant proposé et le montant sollicité.

Localisation géographique :
- GARGES-LES-GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €
2017	4 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Agendas 21 locaux - Phase 1	36 300,00 €
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	300 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	14 000,00 €
2013	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	104 890,00 €
2013	Contrat Urbain de cohésion Sociale	614 400,00 €
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	18 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	625 963,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	20 000,00 €

2014	ASQS - Contractualisation avec les territoires d'intervention régionale	104 890,00 €
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	109 485,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	24 000,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	98 812,20 €
2015	Soutien aux contrats de ville	40 000,00 €
2016	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	165 000,00 €
2016	Soutien à la création et à la diffusion numérique	79 373,00 €
	Montant total	2 355 113,20 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE AIDE A PROJET (AIDE ARTS DE LA RUE ET DE PISTE)

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par son Président, Monsieur Jean-Paul HUCHON,
En vertu de la délibération N° *CXxx-xx* du *jour mois année*,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : NOM DU TIERS BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : STATUT JURIDIQUE DU TIERS
N° SIRET : xxxxxxxxx xxxxx
Code APE : xx xxx
dont le siège social est situé au : ADRESSE COMPLETE DU SIEGE SOCIAL
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à projet arts de la rue et/ou de la piste » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR52-13 du 20 juin 2013.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par la délibération n°01-16 du 22 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° *CX xx-xx* du *jour mois année*, la Région Île-de-France a décidé de soutenir *NOM DU TIERS BENEFICIAIRE* pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : *objet de la demande d'aide* (référence dossier n° *xxxxxxxx*).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à *xx,xx*% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à *xx,xx* € soit un montant maximum de subvention de *xx,xx* €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est revêtue du cachet de l'organisme ou collectivité, datée et signée par le représentant légal qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 60 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le versement d'acompte est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses dûment complété.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné d'une part, à la production d'un bilan qualitatif et d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal , de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté (dans le cas contraire, la signature du trésorier est requise) et, d'autre part, à la production d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)..

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné d'une part, à la production d'un bilan qualitatif et d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal et, d'autre part, à la production d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et le comptable public. Le comptable public certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité et leurs règlements.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du *jour mois année (= date d'éligibilité des dépenses)* et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le *jour mois année*.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé : la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public : la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° *CX xx-xx* du *jour mois année*.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Le Président
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
NOM DU TIERS BENEFICIAIRE
Civilité prénom nom, fonction du représentant

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE AIDE A LA RESIDENCE TERRITORIALE (AIDE ARTS DE LA RUE ET DE PISTE)

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par son Président, Monsieur Jean-Paul HUCHON,
En vertu de la délibération N° *CXxx-xx* du *jour mois année*,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : NOM DU TIERS BENEFICIAIRE
dont le statut juridique est : STATUT JURIDIQUE DU TIERS
N° SIRET : xxxxxxxxx xxxxx
Code APE : xx xxx
dont le siège social est situé au : ADRESSE COMPLETE DU SIEGE SOCIAL
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide à une résidence territoriale arts de la rue et/ou de la piste » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR52-13 du 20 juin 2013.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par la délibération n°CR01-16 du 22 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° *CX xx-xx* du *jour mois année*, la Région Île-de-France a décidé de soutenir *NOM DU TIERS BENEFICIAIRE* pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : *objet de la demande d'aide* (référence dossier n° *xxxxxxxx*).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	€	%	€

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes :

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. La demande précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Chaque demande de versement de subvention est revêtue du cachet de l'organisme ou collectivité, datée et signée par le représentant légal qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 60 % du montant de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le versement d'acompte est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses dûment complété.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné d'une part, à la production d'un bilan qualitatif et d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal et, d'autre part, à la production d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et le comptable public. Le comptable public certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité et leurs règlements. Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné d'une part, à la production d'un bilan qualitatif et d'un compte rendu financier de l'action comprenant la signature du représentant légal , de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté (dans le cas contraire, la signature du trésorier est requise) et, d'autre part, à la production d'un état récapitulatif des dépenses dument complété et signé par le représentant légal et à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé)..

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution

constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du *jour mois année (= date d'éligibilité des dépenses)* et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le *jour mois année*.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privé : la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public : la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° *CX xx-xx* du *jour mois année*.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Le Président
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
NOM DU TIERS BENEFICIAIRE
Civilité prénom nom, fonction du représentant

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-414

DU 21 SEPTEMBRE 2016

EVALUATION DES CONVENTIONS TRIENNALES DE PERMANENCE ARTISTIQUE ET CULTURELLE CONCLUES EN JUILLET 2013

AFFECTATIONS AU TITRE D'UNE CONVENTION ANNUELLE

3EME AFFECTATION POUR L'ANNEE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des collectivités territoriales,

VU La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CR 31-05 du 23 juin 2005 relative aux aides régionales dans le domaine culturel et notamment le titre 2 « les aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle »,

VU La délibération CR 45-10 du 18 novembre 2010 relative aux aides régionales dans le domaine culturel, portant sur le dispositif de la Permanence Artistique et Culturelle,

VU La délibération CP 10-902 du 17 novembre 2010 modifiant la convention type adoptée par la délibération CP 06-861 du 19 octobre 2006,

VU La délibération CP 16-221 du 12 juillet 2016 adoptant la convention exceptionnelle d'un an pour le dispositif des aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU Le budget de la Région Ile-de-France 2016,

VU L'avis émis par la Commission des Finances

VU l'avis de la commission de la culture,

VU Le rapport CP 2016-414 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif de la permanence artistique et culturelle au financement des projets détaillés en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **2 262 500** euros.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature par chaque organisme d'une convention conforme à la convention exceptionnelle d'un an approuvée par délibération CP 16-221 du 12 juillet du 2016 et autorise la Présidente de la Région à signer ces conventions.

Affecte une autorisation d'engagement de **2 262 500 euros** disponibles sur le chapitre 933 « Culture, sport et loisirs » - code fonctionnel 312 « Activités artistiques et culturelles » programme HP 312-005 (131005) « Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène », action 13100504 « Développement de la permanence artistique » du budget 2016.

Article 2

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16002803	BOBIGNY MUSIQUES 93	09/04/2016
16003624	ARCAL	09/07/2016
16003625	LES HOMMES PENCHES ASS	09/07/2016
16003626	AD LIB	09/07/2016
16003627	PAR TERRE	09/07/2016
16003628	ATMEN	09/07/2016
16003629	CICT CTRE INTER CRE CREATIONS THEATRALES	09/07/2016

16003630	CIE GRAINES DE SOLEIL	09/07/2016
16003631	CIE LOUIS BROUILLARD	09/07/2016
16003632	ASSOCIATION RAYON D'ECRITS	09/07/2016
16003633	COMITE AUDONIEN FETES ACTIONS CULTURELLES	09/07/2016
16003634	COMMUNE DE FONTAINEBLEAU	09/07/2016
16003635	COMMUNE DE VANVES	09/07/2016
16003636	ASSOCIATION BABYLONE COMPAGNIE BABYLONE	09/07/2016
16003637	CHARACTERE	09/07/2016
16003638	COMPAGNIE DE LA GARE	09/07/2016
16003640	LA ROUSSE	09/07/2016
16003641	MASSALA	09/07/2016
16003642	ASS TRAFIC DE STYLES	09/07/2016
16003643	CTRE CULTUREL CACHAN	09/07/2016
16003644	CTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES	09/07/2016
16003645	DECLIC THEATRE	09/07/2016

16003646	DES ORGANISMES VIVANTS	09/07/2016
16003647	ECARTS	09/07/2016
16003648	ZELLIG	09/07/2016
16003649	ESPACE MUSICAL	09/07/2016
16003650	FETES GALANTES	09/07/2016
16003651	INDISCIPLINAIRES	09/07/2016
16003652	LA COMPAGNIE FV	09/07/2016
16003654	LA COMPAGNIE	09/07/2016
16003655	LA CONCORDANCE DES TEMPS	09/07/2016
16003657	LA MAISON OUVERTE	09/07/2016
16003658	ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT	09/07/2016
16003659	LE SAX	09/07/2016
16003660	LE THEATRE DU BOUT DU MONDE	09/07/2016
16003661	TOC	09/07/2016
16003662	LES CONCERTS DE POCHE	09/07/2016

16003663	L'IMMEDIAT	09/07/2016
16003664	MADANI COMPAGNIE	09/07/2016
16003665	MUZZIQUES	09/07/2016
16003666	NANTERRE AMANDIERS	09/07/2016
16003667	PAVE VOLUBILE	09/07/2016
16003668	PROQUARTET	09/07/2016
16003669	THEATRE DE LA MEZZANINE	09/07/2016
16003670	THEATRE DE L'EVEIL	09/07/2016
16003672	THEATRE JEAN VILAR	09/07/2016
16003673	THEATRE ST QUENTIN YVELINES	09/07/2016
16003674	ULTIMA CHAMADA	09/07/2016
16003675	XVIII 21 MUSIQUE DES LUMIERES	09/07/2016

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N° 1 A LA DELIBERATION : L'ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131005 - Aide à la création et à la diffusion des arts de la scène et de la rue**
Action	**13100504 - Développement de la permanence artistique**

Dispositif : N° 00000103 - Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle

Dossier	16002803 - BOBIGNY MUSIQUES 93 - PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE			
Bénéficiaire	R30969 - BOBIGNY MUSIQUES 93			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6568
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
166 362,00 €	HT	36,07 %	60 000,00 €	

Dossier	16003624 - ARCAL (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0026739 - ARCAL			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
569 951,00 €	HT	15,79 %	90 000,00 €	

Dossier	16003625 - ASS LES HOMMES PENCHES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R31489 - LES HOMMES PENCHES ASS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
168 000,00 €	HT	29,76 %	50 000,00 €	

Dossier	16003626 - ASSOCIATION AD LIB (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0016449 - AD LIB			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 000,00 €	TTC	32,79 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003627 - ASSOCIATION PAR TERRE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0025090 - PAR TERRE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 000,00 €	HT	19,23 %	25 000,00 €	

Dossier	16003628 - ATMEN (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0025115 - ATMEN			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
64 000,00 €	HT	39,06 %	25 000,00 €	

Dossier	16003629 - BOUFFES DU NORD (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R9199 - CICT CTRE INTER CRE CREATIONS THEATRALES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
937 764,00 €	HT	5,33 %	50 000,00 €	

Dossier	16003630 - CIE GRAINES DE SOLEIL (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R23792 - CIE GRAINES DE SOLEIL			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
243 558,00 €	HT	6,28 %	15 300,00 €	

Dossier	16003631 - CIE LOUIS BROUILLARD (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R4621 - CIE LOUIS BROUILLARD			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	97 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
693 500,00 €	HT	13,99 %	97 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003632 - CIE RAYON D'ECRITS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0016497 - ASSOCIATION RAYON D'ECRITS			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 100,00 €	HT	31,61 %	25 000,00 €	

Dossier	16003633 - COMITE AUDONIEN FETES ACTIONS CULTURELLES - ESPACE 1789 (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R31493 - COMITE AUDONIEN FETES ACTIONS CULTURELLES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	86 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
364 000,00 €	HT	23,71 %	86 300,00 €	

Dossier	16003634 - COMMUNE DE FONTAINEBLEAU (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R400 - COMMUNE DE FONTAINEBLEAU			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 300,00 €	HT	42,16 %	25 000,00 €	

Dossier	16003635 - COMMUNE DE VANVES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R1041 - COMMUNE DE VANVES			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	65734
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
195 300,00 €	HT	25,6 %	50 000,00 €	

Dossier	16003636 - COMPAGNIE BABYLONE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	EX002456 - ASSOCIATION BABYLONE COMPAGNIE BABYLONE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
43 650,00 €	HT	34,36 %	15 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003637 - COMPAGNIE C(H)ARACTERES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R34019 - CHARACTERE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
265 000,00 €	HT	13,21 %	35 000,00 €	

Dossier	16003638 - COMPAGNIE DE LA GARE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE			
Bénéficiaire	R21825 - COMPAGNIE DE LA GARE			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
233 450,00 €	HT	32,13 %	75 000,00 €	

Dossier	16003640 - COMPAGNIE LA ROUSSE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0025098 - LA ROUSSE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 250,00 €	HT	20,78 %	20 000,00 €	

Dossier	16003641 - COMPAGNIE MASSALA (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0006106 - MASSALA			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
117 800,00 €	HT	25,47 %	30 000,00 €	

Dossier	16003642 - COMPAGNIE TRAFIC DE STYLES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0020110 - ASS TRAFIC DE STYLES			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
72 100,00 €	HT	34,67 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003643 - THEATRE DE CACHAN (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R30968 - CTRE CULTUREL CACHAN			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
124 653,00 €	HT	28,08 %	35 000,00 €	

Dossier	16003644 - CTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R6899 - CTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	194 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
820 081,00 €	HT	23,66 %	194 000,00 €	

Dossier	16003645 - DECLIC THEATRE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R9938 - DECLIC THEATRE			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 716,00 €	TTC	59,07 %	40 000,00 €	

Dossier	16003646 - DES ORGANISMES VIVANTS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0007686 - DES ORGANISMES VIVANTS			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
136 112,00 €	HT	25,71 %	35 000,00 €	

Dossier	16003647 - ANIS GRAS - ECARTS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R30208 - ECARTS			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
228 915,00 €	HT	26,21 %	60 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003648 - ENSEMBLE ZELLIG (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0016492 - ZELLIG			
Localisation	VAL D'OISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 891,00 €	HT	12,32 %	7 500,00 €	

Dossier	16003649 - ESPACE MUSICAL PUCE MUSE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R17701 - ESPACE MUSICAL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
81 030,00 €	HT	37,76 %	30 600,00 €	

Dossier	16003650 - FETES GALANTES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R31378 - FETES GALANTES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	47 900,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
158 788,00 €	HT	30,17 %	47 900,00 €	

Dossier	16003651 - INDISCIPLINAIRES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R39303 - INDISCIPLINAIRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 550,00 €	TTC	37,24 %	30 000,00 €	

Dossier	16003652 - LA COMPAGNIE FV (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R25932 - LA COMPAGNIE FV			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
202 000,00 €	HT	27,23 %	55 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003654 - LA COMPAGNIE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R32113 - LA COMPAGNIE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
216 100,00 €	HT	29,99 %	64 800,00 €	

Dossier	16003655 - LA CONCORDANCE DES TEMPS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0025117 - LA CONCORDANCE DES TEMPS			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 030,00 €	HT	42,84 %	30 000,00 €	

Dossier	16003657 - LA MAISON OUVERTE (THEATRE DUNOIS) (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R23028 - LA MAISON OUVERTE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
148 027,00 €	HT	27,02 %	40 000,00 €	

Dossier	16003658 - LA MUSE EN CIRCUIT (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R20946 - ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
246 400,00 €	HT	18,34 %	45 200,00 €	

Dossier	16003659 - LE SAX (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0021963 - LE SAX			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6557
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
214 885,00 €	HT	23,27 %	50 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003660 - LE THEATRE DU BOUT DU MONDE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R31495 - LE THEATRE DU BOUT DU MONDE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	55 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
205 250,00 €	HT	26,8 %	55 000,00 €	

Dossier	16003661 - LE TOC (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	EX004238 - TOC			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 305,00 €	HT	49,81 %	40 000,00 €	

Dossier	16003662 - LES CONCERTS DE POCHE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	EX005217 - LES CONCERTS DE POCHE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
632 300,00 €	HT	6,33 %	40 000,00 €	

Dossier	16003663 - L'IMMEDIAT (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0025092 - L'IMMEDIAT			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
413 580,00 €	HT	9,67 %	40 000,00 €	

Dossier	16003664 - MADANI COMPAGNIE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	EX001189 - MADANI COMPAGNIE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	45 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
490 000,00 €	HT	9,18 %	45 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003665 - MUZZIQUES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R9600 - MUZZIQUES			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	50 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
203 340,00 €	TTC	24,59 %	50 000,00 €	

Dossier	16003666 - NANTERRE AMANDIERS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R7137 - NANTERRE AMANDIERS			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	65 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
224 500,00 €	HT	28,95 %	65 000,00 €	

Dossier	16003667 - PAVE VOLUBILE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0020378 - PAVE VOLUBILE			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
85 050,00 €	HT	23,52 %	20 000,00 €	

Dossier	16003668 - PROQUARTET (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R9660 - PROQUARTET			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	91 900,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
434 917,00 €	TTC	21,13 %	91 900,00 €	

Dossier	16003669 - THEATRE DE LA MEZZANINE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R4280 - THEATRE DE LA MEZZANINE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
98 000,00 €	HT	39,8 %	39 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Dossier	16003670 - THEATRE DE L''EVEIL (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0006141 - THEATRE DE L'EVEIL			
Localisation	ESSONNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 500,00 €	HT	19,42 %	10 000,00 €	

Dossier	16003672 - THEATRE JEAN VILAR (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R33049 - THEATRE JEAN VILAR			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 000,00 €		Code nature	6568
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
311 609,00 €	HT	24,07 %	75 000,00 €	

Dossier	16003673 - THEATRE ST QUENTIN EN YVELINES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R21788 - THEATRE ST QUENTIN YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	70 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
283 059,00 €	HT	24,73 %	70 000,00 €	

Dossier	16003674 - ULTIMA CHAMADA (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	R26688 - ULTIMA CHAMADA			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 780,00 €	HT	32,27 %	18 000,00 €	

Dossier	16003675 - XVIII-21 MUSIQUE DES LUMIERES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)			
Bénéficiaire	P0025087 - XVIII 21 MUSIQUE DES LUMIERES			
Localisation	VAL DE MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
79 750,00 €	HT	25,08 %	20 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-414	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000103 - Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	2 262 500,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131005 - 13100504	2 262 500,00 €

ANNEXE N° 2 A LA DELIBERATION : LES FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002803

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BOBIGNY MUSIQUES 93 - PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	166 362,00 €	36,07 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6568-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BOBIGNY MUSIQUES 93
Adresse administrative : 63 AV JEAN-JAURES
93000 BOBIGNY
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Madame SARAH SBIA, Présidente

N° SIRET : 44222539700011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en avril 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération Cp 15-147)

I- Présentation du bénéficiaire

Ouvert depuis 2002, Canal 93 est un établissement public dédié aux musiques actuelles, aux cultures urbaines et aux nouvelles technologies. Outil haut de gamme, il permet la réalisation de toute la chaîne de création et de la pratique artistique : formation, répétition, diffusion, résidences grâce à ses nombreux studios de répétition et d'enregistrement (5 studios de répétition, 1 studio d'enregistrement) et une salle de concerts d'une jauge modulable de 212 places assises à 396 places debout.
Au cœur du projet de Canal 93 se trouve l'ambition de faire vivre les musiques actuelles dans une démarche de découverte, de création et d'apprentissage en impliquant un public diversifié et de nombreux artistes, principalement dans le domaine du rock, du hip hop et de la chanson. Le lieu a par ailleurs développé un ambitieux programme de résidences ainsi qu'un important dispositif de pratiques artistiques amateures.
Majoritairement soutenu par la Ville de Bobigny, qui préside l'établissement public, la structure reçoit également le soutien de l'Etat (Préfecture), du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

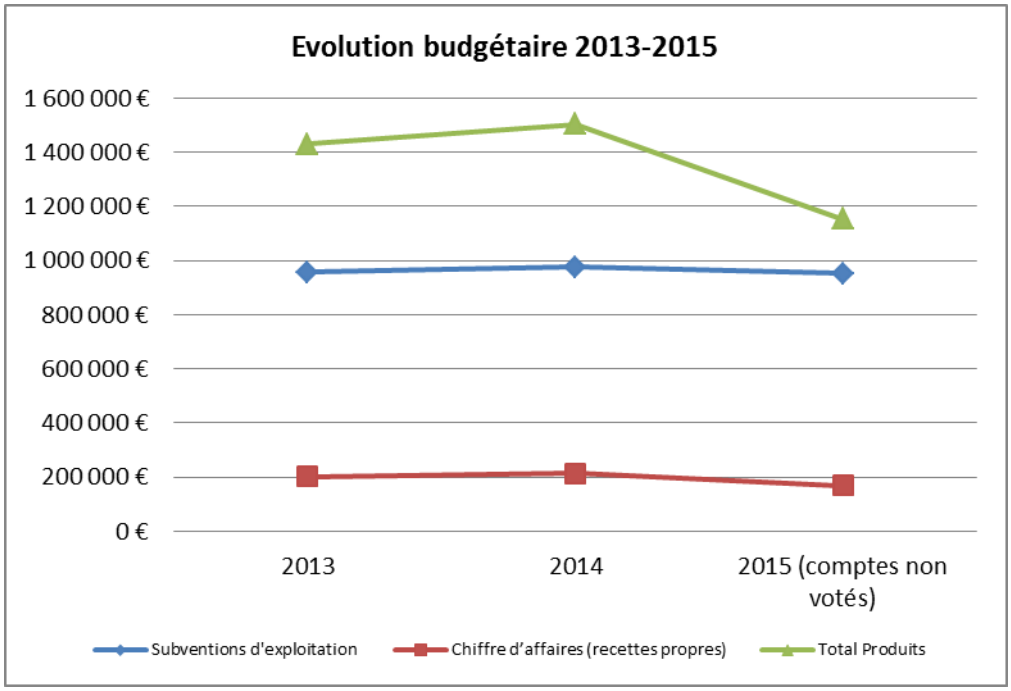
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Etat - Préfecture de Seine-Saint-Denis : CUCS, CDA, VVV, FIPD	58 500	*6%*	61 600	60 000	*6%*
Conseil départemental 93 - projet, fonctionnement (2015), MICACO, In Situ, MEPAA	22 600	*2%*	26 800	38 000	*4%*
Ville de Bobigny - convention annuelle et projet (2014)	702 569	*73%*	704 569	702 569	*73%*
Autres - Sacem, CNV, RIF, ASP, Crédit Mutuel, Arcadi	61 476	*6%*	75 688	46 078	*5%*
Région - PAC	91 000	*9%*	91 000	91 000	*9%*
Région - ASQ, aide à l'apprentissage	27 613	*3%*	26 321	24 321	*3%*
Région - Musiques actuelles	12 000	*1%*			
SOUS-TOTAL REGION	*130 613*	*14%*	*117 321*	*115 321*	*12%*
TOTAL SUBVENTIONS	**963 758**	**100%**	**985 978**	**961 968**	100%

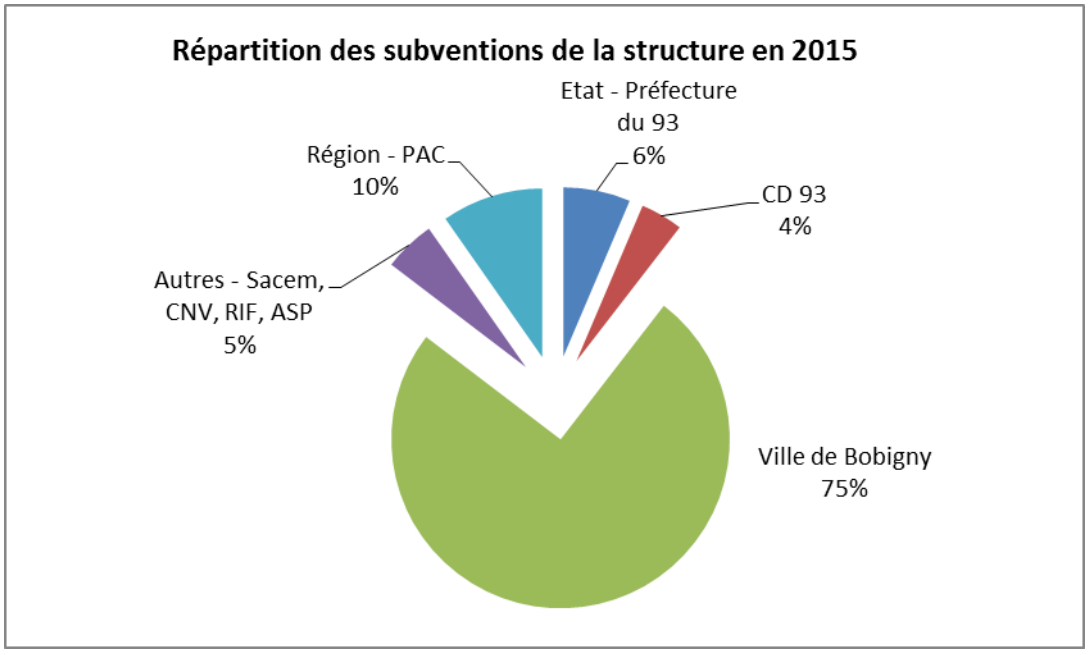
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015 (comptes non votés)***	**%**
Subventions d'exploitation	955 758	*67%*	974 645	*950 958*	*82%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	202 686	*14%*	214 076	*168 450*	*15%*
Total recettes (exploitation + investissement)	1 430 053	100%	1 502 815	*1 152 840*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	780 008	804 169	778 473
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	5 660	6 691	5 953

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	-	3	2
Nombre de concerts diffusés au total	50	58	45
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	1 *« Festival Bobigny Terres Hip Hop »* 2 semaines avec concerts + exposition + salon des activistes	2 *« Festival Terres Hip Hop »* 3 semaines avec concerts + salon des activistes *"Festival Wild Side Of Love* "– 3 jours	1 *« Festival Terres Hip Hop »* 3 semaines avec concerts + rencontres professionnelles + salon des activistes
Nombre de spectateurs	6 516	7 241	5 663
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	23 résidences (de 2 jours à une année)	24 résidences (de 2 jours à une année)	18 résidences (de 2 jours à une année)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens		Env. 16h	Env. 12h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	1128	1296	1591
Nombre d'établissements et de relais partenaires	8	10	11
Nombre de bénéficiaires	1812	4200	3650

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Canal 93, Etablissement Public Industriel et Commercial, est un équipement dédié aux Musiques Actuelles. Une salle de concert de 400 places modulable à l'acoustique quasi parfaite, cinq studios de répétitions équipés, un studio d'enregistrement et des espaces de travail, dont l'un est équipé d'un espace scénique. Un ensemble architectural cohérent au service des artistes professionnels et des pratiques amateurs, des spectateurs, des habitants et des structures porteuses de projets en lien avec les musiques populaires contemporaines.

Notre activité s'articule autour des grands axes suivants :

- la diffusion musicale ;
- l'accueil, l'accompagnement et la production de projets artistiques ;
- la formation aux pratiques musicale urbaine et aux arts numérique ;
- la mise en relation et en réseau des acteurs : artistes, professionnels, publics.

Canal 93 doit être identifié comme un lieu de vie, d'accueil, de circulation, de partage, d'échanges, et de transmission afin de consolider les liens et créer des moments de partages du « vivre ensemble » entre les différents publics et les operateurs culturels.

2016, année particulière pour Canal 93, avec la fin d'un cycle de direction et le début d'une nouvelle phase d'un projet toujours aussi ambitieux.

De façon générale, la période avril 2016- avril 2019 sera marquée par une plus grande intégration des artistes dans le projet de Canal 93 alliant diffusion, résidences, création et accompagnement. Nous allons également renforcer de façon significative notre implication sur le territoire de Bobigny, ainsi que sur le département.

La diffusion / programmation

Pour l'année 2016, la programmation musicale de Canal 93 vise à s'inscrire dans la continuité du travail effectué ces cinq dernières années ; à donner, à voir et à entendre l'ensemble des esthétiques
présentes dans le champ des musiques actuelles : chanson, rock, rap, musiques électroniques, world, métal, etc…. en faisant appel à des artistes français comme étrangers, locaux comme nationaux, en développement ou établis.

Notre objectif dans ce domaine reste toujours d'avoir une plus forte labellisation dans la programmation des concerts - et donc identification de la part des publics. L'offre francilienne dans le domaine des musiques actuelles est très riche et une identité mieux ciblée de Canal 93 est essentielle… avec un positionnement qui tient compte à la fois de notre environnement territorial et de notre localisation en petite couronne (Grand Paris).

Notre programmation d'automne est en cours de finalisation, mais voici quelques noms Push Up, Frero Delavega, Miossec, Kevin Razy, Romain Humeau, Biga Ranx, l'Esprit du Clan, Rayess Bek et La Mirza, Pony Pony Run Run.

Certaines dates permettront également de donner à voir dans le cadre de premières parties et de plateaux partagés, des artistes ayant été en résidence ces derniers mois, Dgh Dgb, Deen Burbigo, Sianna et JP Manova., ainsi que ceux soutenus dans le cadre de dispositifs d'aide à l'émergence via l'Arcadi (Région Ile de France), le Réseau Ile de France (RIF).

Le mois d'octobre s'articulera sur sa deuxième moitié autour du festival Terres Hip Hop #6, qui tient désormais une place à part dans l'ensemble de notre diffusion. Cette année, 4 à 5 dates de diffusion sont prévues mêlant découvertes, artistes confirmés et scène locale, ainsi qu'une reformation potentielle du groupe formé par Menelik, MC Solaar et Jimmy Jay.
À l'initiative de Canal 93, cette 6ème édition aura cette année encore une portée régionale. Des partenariats sont en cours avec diverses structures (le deux pièces cuisine au Blanc Mesnil, le Tamanoir à Gennevilliers, Maison Daniel Fery à Nanterre, Centre Barbara Fleury Goutte d'or ...etc) afin de formuler une proposition globale autour de cette esthétique et de mutualisation l'effort de communication. Cette dimension supplémentaire renforcera le rayonnement culturel de Canal 93, et donc de Bobigny. Notre priorité pour 2016 est de réaffirmer ce succès en élargissant son assise et diversifier les partenariats culturels et financiers qui concourront à son rayonnement à partir de son socle territorial : Canal 93 et Bobigny

En lien direct avec la programmation, des rencontres seront organisées le plus systématiquement possible, avec les artistes qui se produisent. Ces temps d'échanges seront proposés aux associations et aux publics scolaires.

Les résidences, la création et l'accompagnement

Nous allons maintenir le dispositif global en matière de résidences, qui a trouvé une forme appropriée, se déclinant ainsi :

Les résidences dites « pépinières » :
Répétitions en studio, pré maquette en studio d'enregistrement (environ 50 heures). Formule transitoire qui permet d'évaluer les artistes en situation de travail en vue de leur proposer un parcours adapté à leur besoins, leurs objectifs, nos moyens et les leurs. Ces formats courts nous permettent d'être réactifs et d'évaluer l'intérêt ou pas d'une suite.

En cours : Nesles, Mélie Fraisse, Marika Mazzanti, Sangue, Facteurs chevaux, Ismael Wonder.
Lestah/Dj sek (Time bomb), Philippe Baden Powel / Marcia Maria,

Les résidences d'accompagnement :
Formule permettant d'accompagner un projet et une équipe artistique sur une durée longue (1 an renouvelable), en fonction de la nature du projet développé et des actions artistiques générées sur le territoire, elle peut donner lieu à des demandes de financement spécifique. Ce dispositif étant assez conséquent en termes de mise à disposition et de temps de travail (environ 250 heures), il concerne chaque saison un nombre limité d'artiste. En fin de saison les parcours sont évalués, les pistes de « nouveaux entrants » évaluées au regard des moyens disponibles, de la pertinence du projet artistique et des convergences possibles avec nos autres activités (Pédagogie, diffusion).

Cette saison : Tomislav, Johnny Montreuil, Lautrec, Artisanal, Lemdi & Moax.

Les résidences scéniques :
Elles se décident au coup par coup en fonction des rencontres et des sollicitations des producteurs de spectacle ou des artistes eux-mêmes. De courte durée (3 à 5 jours) elles mobilisent le plateau et du personnel technique afin de préparer un spectacle destiné à être joué prochainement. Ces résidences peuvent donner lieu à des demandes de subventions spécifiques à la filière (CNV, FCM, Arcadi…) et/ou à des échanges ou des ristournes sur le montant de cession des droits d'exploitation. Les productions en Musiques Actuelles étant anticipées à court terme, le planning s'établit au fur et à mesure des opportunités.

Cette saison : La Canaille, Deen Burbigo, Dj Djel, Jill is lucky, Marvin Jouno.

Les résidences, de différents types restent un support privilégié de la diffusion à la fois pour des raisons artistiques (travail dans un lieu dédié aux musiques amplifiés, environnement propice) et économiques (une des contreparties du temps de résidence, mais pas la seul).

Suite à une sollicitation très importante des demandes de résidence et dans la volonté d'accueillir plus de projets artistiques en condition de concert, nous créons un nouveau rendez-vous " Les + de Canal"; une fois par mois, le jeudi de préférence, 3 formatons se présentent au public sous la forme d'une audition/ répétition publique en entrée libre.
Ce nouveau dispositif permet d'articuler le secteur diffusion et résidence : utile au repérage pour une part, à une information concert pour une autre. Nous souhaitons ainsi toucher un plus grand nombre de projets et d'artistes tout en invitant le public de proximité à venir découvrir de nouveaux projets aux côtés de l'équipe de Canal 93. Un rendez-vous qui pourrait devenir régulier dans un cadre informel.
Le parcours de nos résidents, à travers leurs compétences et leurs talents, ne peut exister qu'en lien aussi avec notre travail vis-à-vis de nos adhérents ou autres publics captifs avec qui nous travaillons (lycéens, collégiens, jeunes sous main de justice, centres de loisirs, membres de nos « chantiers artistiques », groupes amateurs répétant dans nos studios, rappeurs en herbe, membres de la « Hip Hop School » etc.), et ce dans le cadre de notre soutien fort à l'appropriation et au développement de l'ancrage territorial de l'établissement.

L'appropriation, l'action culturelle et la relation avec les publics

Dans un département dont les indicateurs sociaux restent très préoccupants et ce malgré les efforts de nombreuses communes pour faire face : la culture peut et doit contribuer aux dynamiques sociales en « tirant vers le haut », sans démagogie, mais avec créativité. La présence de nombreux artistes dans la structure est le vecteur de cette appropriation alliée aux outils techniques et les espaces de travail que Canal 93 possède.

Cette partie de l'activité se décline actuellement sur les grands axes suivants :

- le maintien de la dynamique de nos ateliers artistiques en musique, danse et multimédias. L'objectif principal débuté fin 2015 et confirmé en 2016 ici est de créer des liens plus forts avec les acteurs culturels et notamment le CRD de Bobigny. Depuis plusieurs années, nous avons également créé un lien plus fort avec nos résidents afin d'enrichir le travail régulier fait par nos professeurs historiques et de confirmer nos partenariats avec des structures complémentaires comme la Philharmonie de Paris, avec qui nous avons signé une convention triennale.

- le projet d'un orchestre départemental, Rockestra est né de la volonté de créer des passerelles entre la musique classique et les musiques actuelles. Pour cela, des élèves des conservatoires (Aubervilliers-la Courneuve/St denis/Epinay/Bobigny/Pantin/Drancy), de formation « classique » sont partis à la rencontre d'autres musiciens, évoluant dans un autre univers, celui des musiques actuelles : ainsi les musiciens et rappeurs de Canal 93 ou encore les membres de l'atelier chant de l'Espace Jeunesse Guy Môquet à la Courneuve ont accepté de se joindre à l'aventure.

- la « Hip Hop School », composée d'ateliers pluridisciplinaires d'écriture rap, de danse hiphop et de « beatmaking », le tout devant mettre la pratique transdisciplinaire au service de la découverte d'un mouvement musical et culturel via la transmission de la part d'artistes en activité. Nous avons obtenu en 2016 un financement croisé CRD Bobigny/Canal 93 via la MEPAA (Conseil départemental) et reconductible pour 2017.

- L'initiation plus spécifique du jeune public et de leurs encadrants, dans le cadre de parcours « musiques actuelles et multimédia ». Ces initiatives concernent des publics aussi variés que les centres de loisirs, des Classes à Horaires Aménagés, les collèges, les lycées, les Services jeunesse, les conservatoires, les associations... e

- Un travail tout au long de l'année avec une dizaine de jeunes suivis par les services de la Protection Judiciaire de la Jeunesse de Seine Saint Denis dont le parcours personnel est marqué par des ruptures familiales, scolaires et sociales. Cette action permet de conforter leur inscription dans un parcours d'insertion et, pour les plus éloignés des dispositifs d'accompagnement, de susciter leur désir de s'y inscrire.

-Les Canal 93 sessions.

Rendez-vous mensuels, qui permet de s'inscrire dans la rencontre, le mélange, le respect et l'écoute de chacun. Ce vivre ensemble réunis chaque mois plus de 120 personnes.
Chaque rendez-vous est l'occasion de mettre en avant une première partie, afin d'accueillir les restitutions de projets pédagogiques de Canal 93 en lien avec les collèges, lycées, conservatoires et ateliers de la Philharmonie de Paris.

Le travail sur le territoire

Une implication plus identifiée dans les projets ville : concerts hors les murs, rencontre avec les publics..

Les structures locales

A travers des relations renouvelées avec le CRD de Bobigny mais également la Maison de la Culture du 93, nous entamons un important travail de collaboration.

Avec le CRD de Bobigny, une complémentarité des enseignements (hip hop school et musique électronique) est en préfiguration sur cette année avec la validation d'une note au bureau municipal.

Sollicités par la MC93, nous accueillons le travail d'un auteur slameur, Lazare, futur artiste associé, qui souhaite créer à Canal 93 son univers musical sur la période de décembre 2016.
Deux concerts sont également programmés Rayess Bek en octobre 2016 et le « couscous clan » imaginé par Rodolphe Burger avec Rachid Taha, certainement en janvier 2017, pour un début d'année très festif.

Nous avons entamé une collaboration constructive avec le Service Municipal de la Jeunesse, les Centres de loisirs et le Service culturel afin d'élaborer les programmes, de la fête de la ville, de la fête de la musique et de l'été balbynien. Une prise de contact a été faite avec les adjoints de quartier pour travailler avec des associations balbyniennes sur nos événements estivaux.

Les associations locales

Notre collaboration avec l'association Moov'n Aktion se poursuit. Nous accueillerons leur travail de préparation du festival Danse Hip Hop Tanz pendant les vacances scolaires de printemps. Nous allons également reprendre contact avec le danseur balbynien P.Lock pour renouveler une possible collaboration sur la saison 2016/2017.

Dans le cadre du festival Terre Hip Hop 2017, nous souhaitons proposer un battle dans la Ville, à la salle Pablo Neruda avec la collaboration de Moov'n Aktion et de P.Lock, qui propose un « battle » où les spectateurs pourront participer et assister à une compétition internationale.

Conclusion

Depuis plusieurs exercices, la poursuite dense de l'activité de Canal 93 est conditionnée à un effort constant - accompagné d'un investissement de plus en plus important en temps - de la part de l'équipe pour augmenter les ressources extérieures à la commune, une hausse de nos recettes propres (billetterie, location, restaurant), ainsi qu'un effort constant sur nos frais de fonctionnement et sur la masse salariale variable. Ces efforts vont être maintenus, en lien avec la mise en place d'un plan de résorption de notre déficit cumulé afin d'assainir notre situation budgétaire.

Cette année de transition va nous permettre de consolider le projet et développer un ancrage territorial plus fort. Pour rappel, Canal 93 fêtera ses quinze ans en 2017. Il nous appartient donc de mettre en œuvre une programmation et des initiatives qui sont à la hauteur d'une structure, arrivée à maturité et qui doit asseoir sa place dans le paysage culturel de Bobigny et au-delà.

Partenaires franciliens

A Bobigny
Les structures culturelles :
- La Bibliothèque Elsa Triolet
- Le Conservatoire de Bobigny
- La Maison de la Culture 93
- Le Magic Cinéma

Les associations :
- L'Athlétic Club de Bobigny ;
- L'Association Unité Urbaine
- L'Association Sol En Si (Solidarité Enfants Sida)
- L'Association EMDH (Enfant du Monde Droits de l'Homme)

Diverses associations de Jeunes de Bobigny.
- L'Association ASMAE sœur Emmanuelle
- L'Association Vie et cité

Les structures éducatives :
- Le Lycée Louise Michel
- Le LEP Alfred Costes
- Les Écoles élémentaires Cachin, Rousseau, Jean Jaurès, Victor Hugo ;
- Les Collèges République (section générale et SEGPA), Sémard, Delaune, JP Timbaud (et le dispositif dédié aux élèves en voie de déscolarisation « l'École de l'autre chance » à laquelle nous versons également) ;

Les structures diverses :
- Le Service Enfance de la Ville de Bobigny (Association Laïque des Centres de Loisirs de la Ville de Bobigny).
- Le CMPR (Centre de Médicine Physique et de Réadaptation
- Le Service Municipal Jeunesse
- Le Foyer Isabelle (Centre pour Adultes Handicapés)
- Les Archives Municipales
- Le journal Bonjour Bobigny
- Le CATTP de Bobigny (Centre d'activité thérapeutique à temps partiel de Bobigny)

Hors Bobigny
Les structures culturelles
- Le Festival Villes des Musiques du Monde, Aubervilliers
- Le Café Culturel, Saint Denis
- L'Association Chroma/Zebrock, Noisy le Sec
- L'Espace 1789, Saint Ouen
- La Maison Populaire, Montreuil
- La Pêche, Montreuil
- Le Cap, Aulnay-sous-Bois
- Le Festival d'Aix-en-Provence
- Radio France, Paris.
- Larocafé café culturel, Romainville
- La Philharmonie de Paris
- La Muse en circuit
- Le Collectif Ya + K
- Le Conservatoire de danse de Bagnolet

Les associations :
- La Fondation 93 Citoyenneté Jeunesse, Montreuil
- L'Association Aphrika Beat, Saint Denis.
- L'Association ESPRIM, Paris
- L'Association B BOY Conscient, 93
- Le Centre des Tilleuls du Blanc Mesnil
- L'Association Acouzik, Amiens.

Les structures éducatives :

- Le Lycée le Corbusier d'Aubervilliers
- Le Collège François Truffaut à Gonesse
- Le Collège Renoir de Bondy
- Le Conservatoire d'Aubervilliers La Courneuve (CRR)
- Le Conservatoire de Romainville (CRD),
- Le Conservatoire de Rosny-sous-Bois (CRC)
- le Conservatoire de Bondy
- le Conservatoire de Pantin CRD)
- L'Unité Educative d'Activité de Jour de Pantin et de Villemonble (Service de la Protection Judiciaire de la Jeunesse)
- Le Collège Gustave Courbet à Romainville

Les structures diverses :

- Le Service Jeunesse de Romainville (Espace Marcel Cachin)
- Le Réseau Ile de France. (R.I.F), Paris
- Le Réseau MAD 93.
- Le Réseau MAP Paris
- Le Combo 95.

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

- La ville de Bobigny : subvention annuelle sur la base d'avenants à la convention liant Canal 93 et la commune, convention qui a été renouvelée en février 2016 pour six mois et renouvelable tous les trois mois par tacite reconduction, à partir du 30 septembre 2016 ;
- Un conventionnement pluriannuel d'objectifs pour nos actions de formation et d'action culturelle pour la période 2016/2018 avec la Préfecture de Seine-Saint-Denis ;
- Une convention triennale avec le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis au titre de la résidence artistique et du fonctionnement ;
- Un dossier de résidence annuelle musique sur la saison 2016/2017 et un dépôt à venir pour un possible conventionnement salle de musiques actuelles de Canal 93 auprès de la DRAC Ile de France.

Equipe artistique prévue pour le projet :

Elles sont nombreuses (voir par ailleurs) et pilotées par plusieurs des salariés de Canal.

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence d'implantation.	Résidence implantation / Diffusion.
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	2016-2017	14 Journées sur le 1er semestre 2016.
Equipes artistiques	Olivier Sens / La Firme	JP Manova
Objectifs & contenus de chaque résidence	Création. Recherche. Expérimentation. Transmission	Pré production scénique. Nouveau répertoire. Travail avec les élèves conservatoire et de la structure.
Partenaires financiers de résidence	Conseil Général 93.	P.Box Producteur
	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Diffusion	Diffusion
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	20/03 au 22/03 3 Jours	19/09 au 23/09/16 5 Jours
Equipes artistiques	Guts	Marvin Jouno
Objectifs & contenus de chaque résidence	Pré production scénique	Pré production scénique.
Partenaires financiers de résidence	Producteur Bleu Citron.	Producteur CArtel

	1ère année 2016/2017		
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Création	Création. Diffusion.	Diffusion
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	28/06 au 03/07/16 5 Jours	28 au 30/09/16 3 Jours.	10 au 13 Octobre 2016. 4 Jours.
Equipes artistiques	Philippe Baden Powell	Mehdi Nassouli	Melismell
Objectifs & contenus de chaque résidence	Préparation d'un album. Echange avec le conservatoire.	Création de spectacle.	Pré production scénique
Partenaires financiers de résidence			CNV

	1ere année 2016/2017		
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Diffusion.	Création. Diffusion.	Création . Diffusion.
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Saison 2016 -2017. A définir.	Saison 2016-2017	Saison 2016-2017
Equipes artistiques	DFB DGH	ALONE AND ME	TE BEYIO
Objectifs & contenus de chaque résidence	Création d'un nouveau spectacle, pré production scénique.	Création d'un nouveau spectacle, pré production scénique.	Création d'un nouveau spectacle, pré production scénique.
Partenaires financiers de résidence	Producteur Yuma.		

	1ere année 2016/2017
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Diffusion
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	04/04 au 06/04 3 jours
Equipes artistiques	JIL IS LUCKY
Objectifs & contenus de chaque résidence	Pré production scénique
Partenaires financiers de résidence	Producteur 3C

- **Résidence de diffusion :** JP Manova, Jill us Deen Burbigo, Guts, Sianna, DFB DGH

Notre programme de résidence se bâtit en lien avec les temporalités en cours dans le champ des musiques actuelles, aussi il est à ce jour difficile d'énoncer des visées prospectives à moyen terme.
Néanmoins nous pouvons d'ores et déjà envisager d'accueillir des résidences de pré production scénique (8 à 12 par an), des résidences dites « pépinière » (Environ 6 à 10 par an) ainsi que 1 à 2 résidences dites de création et 2 à 3 résidences longues.

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) - *Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les équipes artistiques concernées, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.*

En 2016, des "grands résidents" à Canal 93 :

- **Une carte blanche/résidence de diffusion territoriale de D' de Kabal**

Partenaires de longue date, D'de Kabal et Canal 93 ont déjà de nombreuses collaborations à leur actif, sur ses créations (Ecorces de Peine, Solimour, la Theorie du KO...etc), sur des dispositifs atypiques "93 slam caravane" et dans le cadre de performances " On l'ouvre, on slam" en collaboration avec Toni Morrison et le Musée du Louvre.
Forts de ces préalables et après Oxmo Puccino en 2012, premier projet du genre, Canal 93 souhaite inviter un nouvel artiste dans le cadre d'une carte blanche/résidence de diffusion territoriale à travers un travail de création de spectacle, d'enregistrement, de programmation de dates pour le compte de la structure, de coaching de groupes. Cette nouvelle initiative vise à faire participer un artiste du territoire aux activités de la structure. Ce projet sera le fil rouge de Canal 93 sur la saison 2016/2017.

- **Une résidence d'Olivier Sens**

Après plusieurs années de collaborations à Canal 93 dans le cadre de parcours pédagogiques "musiques actuelles et multimédias", de jams, de rencontres, Canal 93 et le Conseil Départemental ont souhaité s'associer pour accueillir la résidence de création et d'implantation d'Olivier Sens sur 3 ans, 2015, 2016 et 2017.
Au croisement de nos problématiques de diffusion / accompagnement / formation qui font de Canal 93, un lieu de rencontres et de contributions entre artistes et publics, ce projet de résidence comporte une dimension partenariale importante. Outre les réseaux professionnels qu'il est d'usage de mobiliser sur ce format de résidence, c'est également un maillage local, départemental et francilien qui est visé ici.
Sur le territoire balbynien, un travail est engagé avec le CRD de Bobigny ; sur un territoire plus large, des échanges plus denses sont entrepris avec la Philharmonie de Paris, l'UEAJ de Pantin, Est Ensemble, le festival Futur en Seine...etc

- **Une résidence croisée de JP Manova avec La Place, nouveau centre hip hop, au coeur de Paris.**

Depuis sa première scène en février 2015 dans le cadre du Festival Terres Hip Hop, JP Manova est en résidence à Canal 93 depuis 2016. Sur la 5ème édition de Rockestra, cet artiste intervient sur l'accompagnement des rappeurs. Son intervention de l'écriture, à l'interprétation, en passant par la prestation scénique a permis une véritable valeur ajoutée aux côtés des professionnels de la scène et de la pédagogie.
En lien avec le Conseil Départemental du 93, nous envisageons de faire un projet transversal avec la Place à Paris à travers une résidence croisée sur la saison 2017/2018.

Présentation des éventuels projets hors résidences :

En complément de notre ligne artistique « hip hop », nous développons depuis 2006, un axe numérique fort au travers de la création et de la pédagogie. Le numérique à Canal 93 est inscrit comme moyen connecté au temps sociétal et territorial.

Quels sont les intérêts et les limites de ces outils numériques et des usages qui en découlent ?
A travers cette réflexion, nous avons décidé de nous mobiliser sur plusieurs projets non exhaustifs depuis plusieurs années tel que :

- Le Mix and Food (goûter numérique) en lien avec la Philharmonie de Paris
- La cartographie sonore de Bobigny ; reprise par le Collectif Mu dans le cadre du projet « bande originale » et certainement par la MC 93 comme exposition temporaire dans leur hall d'accueil.
- Les objets connectés tel que OAM (Objet Autonome Manipulable) dans le cadre de la résidence d'Olivier Sens avec le concours des jeunes de la PJJ (Protection Judiciaire de la Jeunesse / Ministère de la Justice).
- L'élaboration d'une banque de son pour le logiciel Musine kit version 2.0 avec un partenariat de la Muse en circuit /Canal 93 (agrée par l'éducation nationale).
- Des ateliers de light painting pour la promotion du graff écologique

Nous souhaitons établir un dialogue entre les médias traditionnels et les nouveaux médias, afin de réduire la fracture et donner du sens et de la compréhension à ces outils.
En lien avec notre territoire nous projetons de mettre en place des partenariats et des classes à projet (Classes à horaires aménagées art numérique > C.H.A.A.N).
Pour cela nous avons mis en place une salle de création numérique (80m2) équipée d'une quinzaine d'ordinateurs et d'un tableau numérique multipoints afin d'accueillir différents publics : du scolaire jusqu'à la formation professionnelle.

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

……

Subvention demandée : 91 000 €
Pas de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	97 385	ETAT	20 000
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) : en cours	20 000
Salaires nets Programmeur	21 821	COLLECTIVITES TERRITORIALES	191 980
Charges employeur	18 394	**Région Ile-de-France**	
Salaires nets Chargée d'administration et de production	8 813	Région IDF - PAC	91 000
Charges employeur	6 971	**Département** Seine Saint-Denis, attribué	20 000
Salaires nets régisseur général	22 316	**Commune** Bobigny, attribué	74 980
Charges employeur	19 070	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) : SACEM, CNV	6 000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	122 020	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	82 767
Préciser le détail des postes		Locations de salle	2 000
Salaires nets artistes	7 000	Billetterie	50 000
Charges employeur artistes	5 950	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	25 767
Salaires nets techniciens	12 000	Prestations de service (préciser) : Programmation Philharmonie Paris	5 000
Charges employeur techniciens	13 440		
Droits d'auteur	8 330		
Locations (préciser): Matériel nécessaire aux résidences et aux spectacles	2 500		
Défraiements, hôtel	7 000		
Transports	300		
Achats de spectacle, concerts	60 000		
Autres (préciser) : catering	5 500		
DEPENSES D'APPROPRIATION	42 320		
Préciser le nombre d'heures: ……..	2 820		
Salaires nets	20 000		
Charges employeur	18 000		
Achat action culturelle	1 500		
AUTRES DEPENSES	33 022		
Communication	17 500		
Vacations de sécurité	12 522		
Autres prestations de service	3 000		
TOTAL	**294 747**	**TOTAL**	**294 747**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

Canal 93 est soutenu à hauteur de 91 000 € par an au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006, soit trois conventions successives (2006-2009 ; 2010-2012 ; 2013-2015). Le projet soutenu dans le cadre de la troisième convention était centré sur : la poursuite des résidences de différents format (pré-production, création, répétition et résidence longue), en lien avec la diffusion et avec une réflexion portée sur les conditions de production ; la poursuite du festival « Rencontres Bobigny Terres Hip Hop » et la pérennisation des actions d'appropriation avec le public (chantiers artistiques, Hip Hop School, parcours musiques actuelles et multimédia). La structure souhaitait également développer une relation avec les populations des villes de l'agglomération.

Evolution de l'activité et du rapport au public

La programmation de Canal 93 est dense avec une cinquantaine de concerts par saison, dans une diversité d'esthétiques des musiques actuelles avec cependant une prédominance du hip hop et des cultures urbaines, avec un temps fort dédié : le festival Bobigny Terres Hip hop organisé durant trois semaines, et un axe développé depuis 2013 autour de la chanson, dans le cadre d'un partenariat avec le magazine Francofans. Suite au changement politique intervenu à la mairie de Bobigny en 2014, la diffusion affiche une diminution conjoncturelle en 2015, qui a engendré une baisse de la fréquentation ; elle repart toutefois à la hausse en 2016.

Les artistes diffusés sont en général accueillis en résidence selon plusieurs formats d'accueil révisés en 2014 : résidence courte en studio visant à définir un projet artistique, résidence de 5 à 10 jours de pré-production scénique et résidence longue annuelle ou sur plusieurs années, permettant une intégration de l'artiste au lieu et sa participation à différents projets avec les publics. Canal 93 accueille ainsi plus d'une vingtaine d'artistes en résidence chaque année. La structure est très sollicitée pour des accueils en résidence par les artistes, qui apprécient le confort technique du lieu et la qualité de ses équipements. Parmi eux, on peut en citer quelques-uns : le groupe de rock Demi Mondaine (lauréat du Grand Zebrock 2013), accueilli en 2014 et 2015, pendant 25 jours cumulés et qui a initié un projet d'envergure mêlant théâtre et musique, amateurs et professionnels autour de la comédie musicale « Hair », aux côtés du metteur en scène Nicolas Bigards, en partenariat croisé avec le Conservatoire à rayonnement départemental de Bobigny (classe de théâtre et de chant) et avec la MC 93. La résidence du groupe Mendelsohn / Pascal Bouaziz s'est également déroulée sur presque deux ans et a donné naissance à près de 7 créations et de nombreux projets d'action culturelle en milieu scolaire notamment. Le rappeur JP Manova a bénéficié aussi d'une résidence longue, dans le cadre de laquelle il s'est illustré en coachant les amateurs du « Rockestra », orchestre départemental formé avec 80 élèves de 6 conservatoires du département. Cette résidence devrait se poursuivre prochainement. Enfin, on peut citer la résidence triennale débutée en 2015 avec l'artiste Olivier Sens, qui donne lieu à une multitude de projets de création et d'appropriation en lien avec les arts numériques que ce soit dans des phases de fabrication de capteurs, en lien avec un Fablab à La Villette, ou dans des phases de création : projets de La FIRM, Fondation Imaginaire pour la Recherche Multimédia, collectif électro de recherche, d'expérimentation, de rencontres et de contribution ; projet des « OAM, Objets Autonomes Manipulables », qui mêlent musique électronique, danse, arts visuels, design ; le « Musine Kit **»,** programme pédagogique et d'expérimentation d'un nouveau logiciel de création sonore à destination des élèves d'écoles primaires, projet conçu en collaboration avec La Muse en circuit…etc.

Un autre évènement marquant des trois dernières années est le développement des relations partenariales à l'échelle régionale. Historiquement, Canal 93 était partenaire du Louvre, ce qui avait donné lieu à l'accueil de plusieurs artistes pour des cartes blanches partagées, ainsi Oxmo Puccino en 2012. Depuis trois ans, le lieu a développé d'autres partenariats, notamment avec La Muse en circuit et la Philharmonie de Paris. Pensé au départ, essentiellement comme un partenariat d'action culturelle, la relation avec la Philharmonie s'articule autour de plusieurs dispositifs innovants de Canal 93 comme la « Hip Hop School », à travers un partage d'intervenants, mais aussi à travers des visites et la venue d'élèves fréquentant les activités de Canal 93 à la Philharmonie. En mars 2016, Canal 93 a également été invité à programmer une manifestation thématique autour des cultures urbaines.

Enfin, l'autre grand volet d'activités de Canal 93 est son pôle formation / actions éducatives et culturelles qui regroupe à la fois des projets d'envergure, des cours et ateliers menés tout au long de l'année, des dispositifs spécifiques, ainsi que des projets plus ponctuels liés aux artistes en résidence. Le travail avec les publics constitue un axe majeur du projet de Canal 93 avec un volume de près de 1600 heures d'interventions annuelles réalisées en lien avec une quarantaine de structures partenaires à Bobigny et plus largement, avec 3650 personnes touchées en 2015.

Les trois dernières années ont été marquées par un accroissement conséquent des actions menées que ce soit en volume horaire (+41%) et en nombre de bénéficiaires touchés (doublement). Parmi les projets les plus remarquables, on peut évoquer la Hip Hop School, qui propose des ateliers dans toutes les disciplines des cultures urbaines : de l'écriture, à la danse, en passant par le beat box, et qui connait un succès croissant depuis 2012, un rapprochement s'est ainsi opéré avec le conservatoire de Bobigny autour de ce projet. L'orchestre départemental « Rockestra » réunit désormais des élèves de 6 conservatoires (Aubervilliers – La Courneuve, Saint-Denis, Epinay,

Bobigny, Pantin et Drancy) de formation classique avec les élèves des cours de Canal 93, soit 80 participants dont un chœur de 30 chanteurs (70 heures d'interventions artistiques annuelles). On peut également citer les ateliers artistiques en musique, danse et multimédia (représentant près de 850 heures d'interventions annuelles), ou encore le projet au long cours mené avec les jeunes suivis par les services de protection judiciaire de la jeunesse du 93 (UAEJ de Pantin), et leurs éducateurs : des ateliers de pratique artistique aboutissant sur des restitutions annuelles mais aussi des projets spécifiques comme celui mené avec Olivier Sens autour de la fabrication de capteurs numériques… Canal 93 mène également de nombreuses interventions en milieu scolaire y compris en classes CHAM et en lycée (principalement le lycée Louise Michel de Bobigny), propose des stages pendant les vacances en lien avec les centres de loisirs, des master-classes, des interventions en prison, des tremplins avec des groupes amateurs, notamment dans le cadre du festival Terres hip hop.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Canal 93 est bien repéré par les artistes et les professionnels des musiques actuelles ; la structure jouit d'une bonne reconnaissance à l'échelle régionale sur le secteur des cultures urbaines notamment pour la qualité de son accompagnement. Très active auprès des publics, elle dispose d'un fort ancrage local.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget de Canal 93 est en diminution en 2015 (-19% par rapport à 2013), en raison d'une diminution d'une chiffre d'affaires 2015, lié à la baisse de la fréquentation. Il est cependant prévu à la hausse en 2016. Les subventions publiques, majoritaires dans le financement de la structure (82%), sont relativement stables sur la période, avec une augmentation ponctuelle en 2015 grâce à l'obtention de nouvelles aides à projets auprès des sociétés civiles principalement. L'un des enjeux budgétaires de l'établissement est la résorption progressive d'un déficit cumulé de près de 180 000 €.
La Ville de Bobigny est le principal partenaire de l'établissement public ; son apport est de 702 569 € en 2015 et représente 73% des financements publics. L'apport de la Ville est cependant prévu en baisse en 2016, en raison de la diminution des dotations de l'Etat.
La Région constitue le 2ème partenaire public, principalement à travers l'aide à la permanence artistique et culturelle et l'aide au titre de la politique de la ville (jusqu'en 2015 uniquement), soit 10% des financements publics et du budget. La Préfecture de Seine-Saint-Denis soutient le lieu à divers titres (CUCS, VVV, FIPD…) et a regroupé ses aides en une convention unique pluriannuelle depuis 2015. Le Département de Seine-Saint Denis intervient également pour différents projets (résidences, projets avec les conservatoires, avec les collèges…) et vient de s'engager dans une aide au fonctionnement pluriannuelle depuis 2015.

Canal 93 dispose d'une équipe importante de 13 personnes depuis le départ du directeur au printemps 2016, soit 15 équivalents temps pleins en 2015 et une masse salariale relativement stable depuis 2013. Le restaurant emploie 2,5 personnes tandis que le pôle formations / activités pédagogiques représente 4 à 5 postes. La direction est prise en charge en intérim depuis mars 2016 par le binôme constitué de l'administratrice et du responsable pédagogique. Des ajustements sont prévus en termes de redéfinition de certains postes.
Le volume d'emploi intermittent est conséquent aussi bien en emploi artistique pour les actions pédagogiques du lieu qu'en emploi technique pour la programmation.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet s'inscrit dans le contexte du changement de direction du lieu, la direction étant actuellement assurée par le binôme des deux salariés les plus anciens de la structure. Leur objectif est de maintenir l'activité du lieu dans ses grands axes (diffusion, résidences, action culturelle et relations avec les publics), tout en mettant l'accent sur : le renforcement de l'ancrage local à travers des relations structurantes et complémentaires avec les structures culturelles locales (Conservatoire à rayonnement départemental Jean Wiener et la MC 93) et une meilleure implication de Canal 93 dans la ville ; le développement des liens avec les artistes à travers les résidences ; le déploiement du festival Terres Hip hop (6éme édition en 2016) au mois d'octobre (auparavant en février-mars) et la poursuite des partenariats à l'échelle départementale et régionale autour de la manifestation ; l'ouverture de la programmation à une plus grande diversité des esthétiques musiques actuelles (musiques électroniques, world, métal…). Enfin, l'équipe poursuivra ses efforts pour maîtriser ses coûts de fonctionnement et assainir sa situation budgétaire.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant diminué, pour servir un objectif de rééquilibrage des aides régionales allouées aux lieux de musiques actuelles dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient CANAL 93 – BOBIGNY MUSIQUES 93
à hauteur de 60 000 € sur une base subventionnable de 166 362 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé
déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé
et déduction faite des dépenses d'emploi)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région ne flèche pas son aide sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation pour l'accueil d'artistes en résidence dans la structure et la conduite de projets artistiques et culturels avec la population, en lien avec les artistes en résidence.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	42 000,00 €
2017	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	19 568,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	34 170,00 €
	Montant total	326 738,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003624

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARCAL (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	569 951,00 €	15,79 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ARCAL
Adresse administrative : 87 RUE DES PYRENEES
75020 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur Renaud LE GALL DU TERTRE, Président
N° SIRET : 32765797900040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créé en 1983 par Christian Gangneron, l'ARCAL est dirigée depuis 2009 par Catherine Kollen. C'est une compagnie nationale de théâtre lyrique et musical, une structure de production qui s'est donnée pour mission de rendre l'opéra accessible à un large public à travers :

- la création d'opéras et de pièces de théâtre musical de grande ou moyenne envergure mais aussi de petites formes de proximité, et ce dans des répertoires variés (du baroque au contemporain, en passant par le 20e siècle, classique, romantique…) ;
- la diffusion des pièces dans des lieux variés et auprès de publics différents (des maisons d'opéra aux scènes généralistes en passant par des petits lieux en décentralisation) ;
- l'accompagnement d'artistes en résidence, en particulier des jeunes artistes, dans les studios de l'Arcal : résidence de jeunes compositeurs, compagnies de théâtre et danse… ;
- l'accompagnement des publics à travers des actions culturelles auprès de publics variés.

L'Arcal dispose d'un lieu de travail loué dans le 20ème arrondissement à Paris comprenant des bureaux, deux studios de répétition et un atelier de couture, et elle développe des partenariats de longue durée avec plusieurs scènes franciliennes. De 2000 à 2016, la compagnie était également implantée en Champagne-Ardenne à travers une résidence à l'Opéra de Reims, avec le soutien de la DRAC et de la Région Champagne-Ardenne.

L'Arcal bénéficie par ailleurs du soutien de la DRAC Ile-de-France, de la Région Ile-de-France et de la Mairie de Paris.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

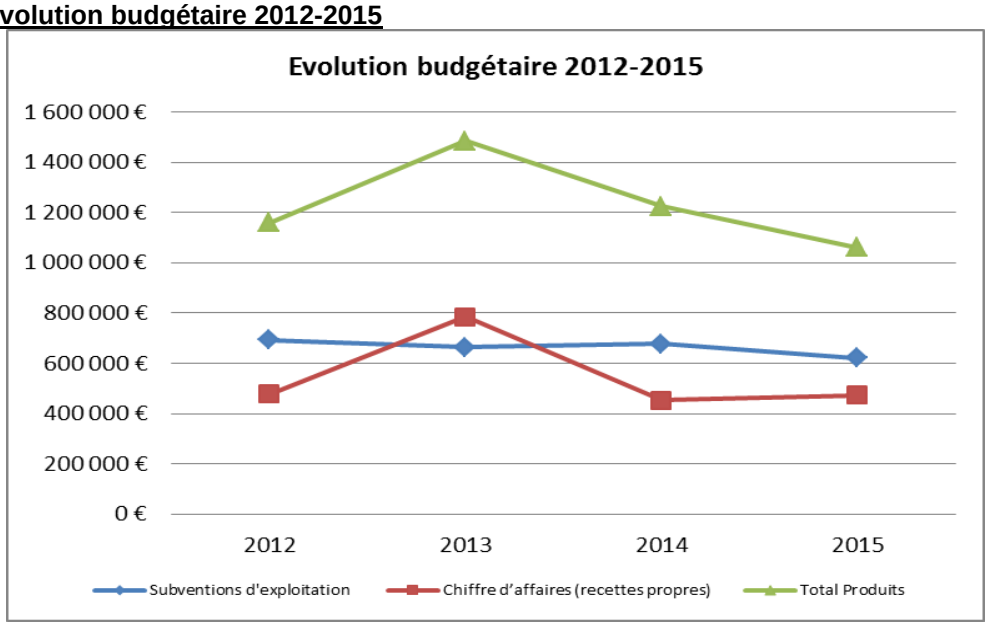
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF - convention & aide résidence (2015)	349 258	*42%*	359 258	364 258	*53%*
DRAC Champagne-Ardenne	90 500	*11%*	64 170	45 000	*7%*
Etat - CUI-CAE			6 120	9 170	*1%*
Conseil départemental 91				20 000	*3%*
Mairie de Paris - convention + aide au projet (2014, 2015)	60 000	*7%*	66 160	65 000	*10%*
Région Champagne-Ardenne	82 350	*10%*	61 500	45 250	*7%*
Autres - Fondations Orange (2014), Beaumarchais (2014), Ullmann à Terezin (2014), SACD - FCL (2014, 2015)			40 000	8 000	*1%*
ARCADI	169 080	*20%*	44 772	47 004	*7%*
Région IDF - PAC	70 000	*8%*	70 000	70 000	*10%*
Région IDF - Emploi tremplin	12 250	*1%*	11 083	10 083	*1%*
SOUS-TOTAL REGION	*82 250*	*10%*	*81 083*	*80 083*	*12%*
TOTAL SUBVENTIONS	**833 438**	**100%**	**723 063**	**683 765**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

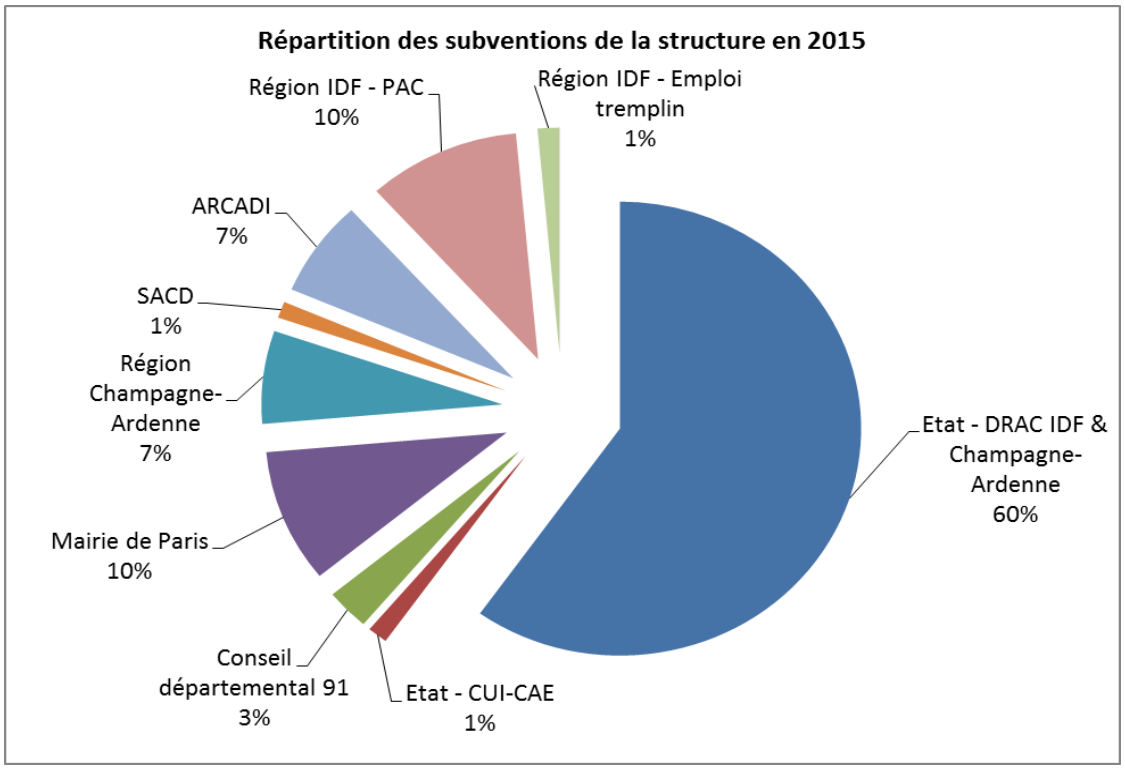
	2012	**2013**	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	693 143	664 358	*45%*	678 291	621 761	*59%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	476 597	785 686	*53%*	452 121	473 780	*45%*
Total produits	1 158 307	1 483 413	100%	1 223 837	1 061 441*	100%

* l'exercice 2015 fait l'objet d'une reprise sur amortissements et provisions de 52 280 €

Graphique 1 : évolution budgétaire 2012-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale directe en €	751 804	665 492	541 027
Masse salariale indirecte des ensembles partenaires	*281 956*	*216 584*	*109 071*

Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	10 639 h	9 473 h	9 168 h

3) Evolution de l'activité

A/ Activité de l'Arcal

Années ou saisons, à préciser	**2013-14**	**2014-15**	**2015-16**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1 grande forme 1 opéra pédagogique	1 grande forme 1 très petite forme jp 1 opéra pédagogique	1 grande forme 1 petite forme 1 recréation jp
Nombre de spectacles diffusés au total	6 *Atlantis / Brundibar/ Caligula / Zaïna / Dansékinou* (avant-première) / Récital et lecture	7 *Armida / Dansékinou / Histoire du Soldat/ A propos de Bottes / Pauvre Matelot / Brundibar/ Récital*	8 *Petite renarde / Conte de liberté / Atlantis / Dansékinou / Zazie / Zaïna/ Caligula / récital*
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :* - Nombre de représentations des grandes formes - Nombre de représentations des petites formes	49 représentations *dont 42 cessions* - 16 représentations des grandes formes - 33 représentations des petites formes	81 représentations *dont 65 cessions* - 20 représentations des grandes formes - 61 représentations des petites formes	80 représentations *dont 72 cessions* - 14 représentations des grandes formes - 64 représentations des petites formes
Nombre de lieux concernés par les tournées	16	28	20
Nombre de spectateurs *Dont :* *- grandes formes* *- petites formes*	10 294 *7 607* *2 687*	13 239 *9 271* *3 968*	12 004 *7 136* *4 868*
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s)	2 résidences : - 1 résidence de création - 1 résidence d'implantation	3 résidences : - 1 résidence de création - 2 résidences d'implantation	5 résidences : - 1 résidence de création - 4 résidences d'implantation
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	36h	40h	35h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	486h	577h	326h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	38	52	39
Nombre de bénéficiaires	2 571	3 439	3 419

B/ Accueil d'équipes artistiques dans le studio – Paris 20ème

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations	5	9	10
Nombre de spectacles diffusés au total	6	10	11
Nombre de présentations publiques	19	24	28
Nombre de résidence(s) éventuellement accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	33 compagnies 259 jours d'occupation	53 compagnies 398 jours d'occupation	70 compagnies 396 jours d'occupation

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

A. Art lyrique et réflexion territoriale

1. L'exigence artistique et une économie maîtrisée au service des publics et de l'art

L'Arcal arrive à faire le tour de force d'allier dans le théâtre lyrique et musical :
->une exigence artistique saluée par la presse nationale (voir revue de presse ci-jointe)
-> à des coûts hautement maîtrisés (30% de ceux d'une maison d'opéra),
->tout en faisant découvrir de nouvelles œuvres, de nouvelles générations d'artistes, une diversité des formes théâtrales et des interprétations innovantes,
->à des publics variés :

- enfants (à partir de 3 ans), adolescents, adultes,
- à Paris, en petite couronne, en grande couronne,
- sur les principales grandes scènes de la grande couronne (St Quentin, Massy, Sénart, Marne-la-Vallée, Cergy…) mais également sur des communautés de communes en zones rurales (Etampois, Cœur d'Yvelines, etc..).
- de diverses origines, y compris les missions locales, les prisons, les personnes éloignées socialement de l'accès à la culture

->avec des actions artistiques et culturelles qui permettent à ceux qui ne connaissent pas l'opéra d'accéder à cet univers pluridisciplinaire, qui compte parmi les plus hautes réalisations humaines du point de vue artistique.

2. Un déploiement au niveau régional

A partir de juillet 2016, l'Arcal entre dans une nouvelle phase de son développement :

Quittant définitivement sa résidence en Champagne Ardenne en 2016, l'Arcal s'engage vers un renforcement significatif de son action en Ile-de-France.

La convention de juillet 2013 à juillet 2016 a été une phase de transition et de travail vers cette nouvelle étape et a permis déjà de nouer des partenariats significatifs sur le territoire, notamment en grande couronne, dans les Yvelines et dans l'Essonne.

Si l'échelon départemental est intéressant pour approfondir un travail de terrain, et imaginer des complémentarités entre des zones rurales et des grandes scènes, l'ampleur de l'art lyrique implique que son réel échelon de vision stratégique soit au niveau régional.

C'est véritablement à partir de 2016 que ce travail va pouvoir se déployer, avec des résidences doubles dans les Yvelines (Scène nationale de St Quentin / Beynes), l'Essonne (Opéra de Massy & Longjumeau / Etampois) et le développement d'autres partenariats *(voir le détail dans **C. Développement territorial**)*. Il innervera l'ensemble de

l'activité :

-depuis les créations qui seront pensées spécifiquement pour le territoire, avec des **spectacles prévus pour les zones rurales** aux côtés des spectacles de plus grand format sur les grandes scènes que comptent l'Ile de France.

-jusqu'aux actions **d'éducation artistique** envers les publics, avec entre autres un axe en développement **d'opéras chantés par les enfants**, notamment un projet **d'opéra pour les lycéens** sur un texte évoquant le vivre-ensemble malgré les attentats. Le souhait de passer à l'ère numérique en **créant des outils multimédias** originaux pour l'éducation artistique.

-mais aussi d'un point de vue de la circulation des spectacles et des relations entre professionnels et artistes, au niveau régional, pour une meilleure efficacité, avec l'idée de créer un **lieu de fabrique d'ampleur régionale** pour diffuser les innovations dans le domaine du théâtre lyrique et musical, incluant aussi un rapport original au public.

3. Une compagnie qui démultiplie les moyens régionaux au profit de nombreux artistes

De par son positionnement unique et l'ouverture de la compagnie à des artistes et ensembles différents pour chaque projet, l'Arcal est un moyen original de faire bénéficier à de nombreux artistes du savoir-faire et des moyens nécessaires pour réussir à aborder ce domaine pluridisciplinaire exigeant qu'est le théâtre lyrique ou musical.

4. Une montée en puissance des moyens régionaux

C'est dans cette optique de montée en puissance de son action au niveau de l'Ile-de-France que l'Arcal sollicite une augmentation de la subvention de la Région de 40 000 €, pour passer de 70 000 € à 110 000 €, arrivant ainsi à 19 % de ses subventions publiques, et près de 10% de son budget total.

B. Recherche artistique

1. L'humanisme est au cœur du projet de l'Arcal, avec le développement chaque saison d'un thème de réflexion philosophique et sociétal qui inspire l'ensemble des créations et actions artistiques depuis 2014 :
La résistance à la barbarie par les arts (2013-14);
Masculin-féminin (2014-15);
Désir et liberté (2015-16).
Les thèmes de réflexion pour la prochaine convention seront :
Amours en guerre (2016-17)
Moi et mon double (2017-18)
Epreuves et métamorphoses (2018-19)

Ce noyau de sens qui donnera naissance aux créations permet de créer des passerelles vers les publics, invités à creuser cette matière lors des actions culturelles et artistiques mises en place. Il permet également, en donnant une cohérence commune au spectacle léger et à l'opéra de chambre créés chaque année, de créer des articulations uniques entre les différents théâtres, territoires et publics au niveau départemental et régional et de favoriser ainsi leur circulation (voir C. développement territorial).

2. La pluridisciplinarité nourrit l'ensemble des axes de travail de l'Arcal : en s'éloignant des traditions opératiques pour rapprocher le théâtre de la musique, l'Arcal vise le point d'articulation qui les renforcera l'un l'autre, avec une exploration des arts scéniques (marionnettes, cinéma, théâtre d'objet, électro-opéra, parlé-chanté, théâtre d'ombres, arts plastiques, lumières, transmédia, développement d'outils numériques, création à destination du jeune public…).
En 2016-17, ce sera les liens entre musique et texte avec l'orchestre sur scène comme protagoniste.
En 2017-18, le théâtre d'ombre.
En 2018-19 le projet pluridisciplinaire est en cours de définition
3. Faire découvrir des nouvelles générations d'artistes : jeunes chanteurs solistes, mais aussi choristes, metteurs en scènes, compositeurs, auteurs, chefs d'orchestre, ensembles, vidéastes, scénographes, costumiers…
L'Arcal offre un accompagnement artistique attentif et personnalisé qui permet le développement de ces jeunes talents et leur visibilité médiatique dans de bonnes conditions de travail.

4. Faire entendre la voix des femmes dans une recherche de rééquilibrage entre masculin et féminin dans la société, est l'une des missions de l'Arcal, notamment en favorisant les metteurs en scène femmes.

Depuis 2012 : Louise Moaty, Mariame Clément, Aurélie Hubeau, Alexandra Ruebner, Stéphanie Felix. En 2016-17 ce sera Sandrine Anglade, en 2017-18 Catherine Kollen puis d'autres à définir. L'Arcal mène également une recherche active de femmes chefs d'orchestre et compositrices.

B. L'éducation artistique et l'accompagnement des publics

1. Un vaste programme d'actions d'éducation artistique envers des publics très variés (âge, situation sociale, géographique, etc..) est l'une des priorités de l'Arcal, dans ses territoires de mission :
Paris avec la résidence au Collège Duhamel
Les Yvelines
L'Essonne
D'autres au fur et à mesure des développements de partenariat (Seine et Marne,…)
touchant entre 2000 et 3000 personnes par an pour un volume de 200 à 600 heures.intervenants.

2. Le développement de projets d'opéras chantés par les enfants ou adolescents
L'Arcal a développé un savoir-faire dans les projets d'opéras chantés par les enfants avec *Brundibar* en 2014 et 2015 et *A propos de Bottes* en 2015.

L'Arcal se lancera en 2016-17 dans l'aventure de la création contemporaine **en commandant un opéra chanté par 90 lycéens aux côtés de chanteurs et de musiciens professionnels** : l'œuvre ***Désarmés, cantique*** a été primé par les adolescents avec le prix Collidrame en 2009 et parle de comment vivre-ensemble malgré les différences entre les communautés, les attentats et la haine. Elle sera mise en musique par un jeune compositeur.
Dans le contexte des attentats, il nous paraît urgent que des jeunes s'emparent de ces questions et les adressent au public, à la société.
Cette œuvre, sera créée dans les Yvelines après un travail sur toute l'année scolaire 2016-17 (600 heures d'atelier), puis fera l'objet d'un travail avec un nouveau groupe de lycéens dans l'Essonne en 2017-19, puis à Paris en 2018-19.
Par ailleurs, *Brundibar* sera aussi joué dans l'Essonne en 2016-17.

3. La volonté de développer les outils multi médias pour l'éducation artistique

Après avoir exploré les outils numériques les plus avancés, l'Arcal souhaite développer des **applications numériques multimédias en lignes et gratuites d'éducation artistique** à la musique et au théâtre lyrique : en effet, pour mieux saisir cet art pluridisciplinaire qui convoque à la fois l'ouïe, la vue, les émotions, le raisonnement et les perceptions, le multimédia est un outil idéal, où grâce à l'interactivité et le côté ludique, chacun, grand ou petit, peut manipuler les éléments à sa guise pour affiner sa perception et sa compréhension. Or l'outil multimédia interactif est complètement sous-employé dans l'éducation artistique.

C. L'accompagnement et l'insertion des artistes

1. La découverte et l'accompagnement des nouvelles générations d'artistes

Jeunes chanteurs solistes, mais aussi choristes, metteurs en scènes, compositeurs, auteurs, chefs d'orchestre, ensembles, vidéastes, scénographes, costumiers…
L'Arcal offre un accompagnement artistique attentif et personnalisé qui permet le développement de ces jeunes talents et leur visibilité médiatique dans de bonnes conditions de travail.

2. Le développement d'un lieu de fabrique aux dimensions du théâtre lyrique et musical, et à une échelle régionale

L'Arcal souhaite étendre ses locaux dont l'étroitesse (5 m) empêche la présentation de bon nombre de projets très intéressants (ou trouver de nouveaux locaux adaptés à Paris ou en petite couronne) pour développer un projet de lieu de fabrique de dimension régionale, permettant :

-d'étendre son action à plus de jeunes artistes et de jeunes compagnies

-de mieux diffuser les projets, avec des phases de maquette permettant aux directeurs des théâtres de mieux appréhender concrètement des projets en émergence

-de réaliser des laboratoires permettant aux jeunes créateurs de se confronter à l'écriture et à la co-conception d'œuvres pluridisciplinaires.

-de créer un autre rapport entre publics et artistes, en soulevant le voile du processus de création dans un rapport plus convivial et personnalisé, entraînant aussi une ouverture sur un travail envers les publics.

Une fois le lieu trouvé, cela nécessitera aussi un plan de financement d'investissement réunissant les partenaires public de l'Arcal aux côtés de mécènes.

3. Les studios de l'Arcal et l'accueil des compagnies

Dans un esprit de partage, l'Arcal souhaite continuer à accueillir des compagnies dans ses studios de répétitions de la rue des Pyrénées, soit une moyenne de 50 compagnies par an accueillies sur 400 jours d'occupation et une vingtaine de présentations de maquettes et étapes de travail.

D. Le déploiement territorial

Au niveau territorial, l'Arcal développera son action en Ile de France :

-> renforcer l'approfondissement de son action en Ile-de-France, notamment en grande couronne :

-Dans les **Yvelines** (78) :
*Artiste associé avec le Théâtre de Saint-Quentin en Yvelines
*Résidences à la Barbacane de Beynes pour des créations adaptées aux zones rurales
*Partenariat de création avec le Centre de Musique Baroque de Versailles (tragédie lyrique)
*Partenariat de création avec le Théâtre de Sartrouville CDN Yvelines sur le jeune public

-dans **l'Essonne** (91) :
*Résidence dans le Nord de l'Essonne avec l'Opéra de Massy et le Théâtre de Longjumeau
*Résidence dans le Sud de l'Essonne avec la Communauté de communes de l'Etampois Sud Essonne

->initier de nouveaux partenariats en Ile-de-France, notamment en grande couronne :
en Ile-de-France

-dans le Val d'Oise (95) :
*Partenariat de création envisagé avec le Théâtre d'Herblay
*Diffusion régulière à L'apostrophe, Scène national de Cergy Pontoise et du Val d'Oise
*Partenariat envisagé avec la Fondation Royaumont sur des laboratoires de théâtre musical

-dans la Seine et Marne (77) :
*Initiation de la diffusion dans les 2 Scènes nationales : La Ferme du Buisson et Senart
*Collaboration en cours de discussion avec Act'Arts sur les zones rurales

->continuer son action à Paris et dans le reste de l'Ile de France, avec notamment :
-Théâtre de l'Athénée (75)
-POP (75)
-Maison de la Musique de Nanterre (92)
-La Piscine (92)
mais aussi en allant chercher des nouveaux partenaires

Le partenariat avec Arcadi est essentiel dans le tour de table de production, vu les montants en jeu dans ce répertoire d'opéra.

E. Les projets de créations

2016-17 : AMOURS EN GUERRE

Chimène ou Le Cid
Opéra inédit depuis sa création (Fontainebleau, 1783)
Musique Antonio Sacchini
écouter un extrait http://www.arcal-lyrique.fr/spectacle/chimene-ou-le-cid/
Texte Guillard d'après la pièce de Corneille

Mise en scène Sandrine Anglade
Direction musicale Julien Chauvin & Le Concert de la Loge Olympique
5 solistes
12 choristes : chantres du Centre de Musique Baroque de Versailles
23 musiciens + 1 chef
6 techniciens
soit 48 personnes en tournée
Résidence lumières l'été 2016 à Longjumeau
Répétitions en décembre 2016 et janvier 2017 à St Quentin en Yvelines
création au Théâtre de Saint Quentin en Yvelines le 13 janvier 2017

La vivacité italienne se mêle à l'élégance française pour revivifier la tragédie lyrique grâce à Antonio Sacchini, dont la musique magnifie ce grand classique de Corneille.

Cet opéra donne à voir et à entendre la façon dont l'honneur des pères vient interférer dans les actes et les sentiments de Chimène et de Rodrigue, qui, sur fond de guerre, trouveront un chemin courageux pour redonner droit de cité à leur amour.

La metteure en scène Sandrine Anglade travaillera sur le fil qui se tend entre les chanteurs et l'orchestre, en mettant l'orchestre sur scène afin de souligner la force et la beauté qui se dégagent des récitatifs avec orchestre, spécificité de cette tragédie lyrique, qui rendent palpables le souffle et la palpitation des protagonistes. Partant de l'idée d'un procès, elle inventera avec Caty Olive (voir son site), d'une immense créativité plastique pour les lumières, et Mathias Baudry à la scénographie, un dispositif scénique où la lumière est centrale, avec un système innovant et mouvant pour l'orchestre, alors que les chanteurs évolueront, par un système de croisement de passerelles, au milieu de l'orchestre qui deviendra un paysage mouvant, incarnant par la musique la fougue et l'héroïsme, ou se mêlant avec empathie aux désordres intérieurs des deux héros.

Désarmés, cantique
Opéra contemporain **chanté par des adolescents (lycéens)** – commande de l'Arcal

Musique Thierry Pécou (en cours)
Texte Sébastien Joanniez - | Lire un extrait |

Mise en scène Sylvain Maurice
Chorégraphe Thierry Thieû Niang
Direction musicale Béatrice Varcollier (en cours)
Scénographie & costumes en cours
Chœurs de 90 lycéens, 2 solistes et 3 à 5 musiciens professionnels
écriture en 2016, création en 2017 dans les Yvelines
Travail dans l'Essonne en 2017-18 puis en 18-19 à Paris

« *Désarmés* est un cantique dont les deux voix successives parlent d'amour et de guerre, d'amour malgré la guerre. « Elle » puis « Lui » : une Juliette et un Roméo que l'on imagine contemporains, jeunes amants dont les peuples respectifs se disputent la même terre. (...)

Sébastien Joanniez signe ici un texte lyrique, musical, composé de deux monologues se faisant face. Deux monologues porteurs d'espoirs. Deux monologues qui, bien qu'établissant le constat de « la violence et la destruction », du « son des bombes et (...) des cris », se projettent dans des lendemains d'union et de réconciliation. »

[Manuel Piolat Soleymat, **Tatouvu**]

Dans le contexte actuel, l'Arcal souhaite associer des lycéens à ce texte qui parle des difficultés de vivre ensemble dans un monde exacerbé par les tensions et les attentats.

2017-18 : MOI ET MON DOUBLE

Didon et Enée
Opéra (Londres, 1689)
Musique Henry Purcell
Texte Nahum Tate

Mise en scène Catherine Kollen
Direction musicale Johannes Pramsohler & L'Ensemble Diderot
4 solistes + 12 choristes
8 musiciens + 1 chef
5 techniciens
soit 30 personnes en tournée
production
Arcal
coproduction : Théâtre de St Quentin en Yvelines, Théâtre d'Herblay, Opéra de Massy

Quelles sont ces sorcières qui œuvrent à la perte de Didon, oppressée entre son devoir de Reine et ses émotions amoureuses pour Enée ? Et cet « Esprit » qui rappelle à Enée son destin d'aller construire la nouvelle Rome ? Jouant des liaisons entre théâtre d'ombre et musique, inspiré par la construction que Purcell a voulu en miroir du monde terrestre et du monde des voix maléfiques, intrigué par le chœur « Great minds against themselves conspire » (les grands esprits conspirent contre eux-même), ce spectacle plongera au cœur des contradictions inhérentes à chaque être humain, dans cette œuvre dont la concision engendre une densité qui laisse ébloui, pleurant avec le chœur des anges la chute de Didon.

Le Cas Jekyll
Théâtre lyrique contemporain (commande de l'Arcal, création mondiale)
Texte Christine Montalbetti
Musique en cours (pressenti : Matteo Franceschini)

Mise en scène en cours
1 soliste + électronique
4 musiciens
2 techniciens
soit 7 personnes en tournée
production
Arcal
coproduction : en cours

Monologue inspiré par la nouvelle *Dr Jekyll et Mr Hyde* de Stephenson, cette pièce de théâtre sera mise en musique pour la première fois par l'Arcal, donnant à entendre comment la voix sourde de Hyde, ce « gnome hilare », finit par coloniser la voix tranchée, nette et scientifique de Jekyll. Mais n'est-ce pas la volonté même de trancher dans l'homme ce qui est indissociable qui a engendré le « monstre » ?

2018-19 : EPREUVES ET METAMORPHOSES

Tombé hors du temps
Opéra contemporain, commande de l'Arcal

Texte David Grossman (demande de droits en cours)
Musique en cours (pressenti : Xavier Dayer)

Mise en scène en cours
Direction musicale en cours

10 chanteurs
9 musiciens + 1 chef
5 techniciens
soit 25 personnes en tournée
production
Arcal
coproduction : Théâtre de St Quentin en Yvelines, Opéra de Massy, Opéra de Reims (en cours)

Ce spectacle s'appuiera sur une adaptation et une mise en musique du roman du même nom de David Grossman, immense écrivain israëlien, sur l'apprivoisement de la perte d'un enfant.

David Grossman, né à Jérusalem en 1954, est l'auteur réputé de huit romans abondamment primés dont Une femme fuyant l'annonce, couronné par le prix Médicis étranger 2011. Il est aussi l'essayiste engagé de trois ouvrages qui ont ébranlé l'opinion israélienne et internationale. En 2010, il a reçu en Allemagne le prix de la Paix des libraires allemands. David Grossman est officier de l'ordre des Arts et des Lettres.

Opéra jeune public
Opéra jeune public contemporain, commande de l'Arcal

Musique en cours (pressenti : Zad Moultaka)
Texte en cours (en discussion : les aventures d'Itamar, de David Grossman)

2 chanteurs, 1 musicien, 1 technicien
soit 4 personnes en tournée
production
Arcal
coproduction : (en cours – CDN Sartrouville, Jeunesses Musicales de France…)

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Voir plus haut

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

DRAC Ile de France : renforcement du soutien en discussion pour 2016 (de 350 à 390 000)
Paris : renforcement en discussion (actuellement 60 000)
Conseil Départemental de l'Essonne : depuis 2015, annuellement (20 000)
Conseil Départemental des Yvelines : en discussion avec les nouveaux textes

Equipe artistique prévue pour le projet :

Voir plus haut

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	**Résidence Yvelines** (implantation, création, diffusion)	**Résidence Essonne** (implantation, création, diffusion)
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Saison 2016-17. - **St Quentin** : accueil plateau 24 jours du 22 décembre 2016 au 14 janvier 2017 projet Chimène + diffusion + actions artistiques - **Sartrouville** : accueil plateau 10 jours printemps 2017 projet Désarmés + diffusion + actions artistiques	Saison 2016-17. - **Silo** : accueil répétition du 5 au 10 septembre 2017 projet Désarmés + diffusion récital + actions artistiques - **CAESE** : accueil plateau - **Etampes** 10 jours projet Brundibar + diffusion + actions artistiques - **Massy** : diffusion + actions

	- **Beynes** : accueil plateau 2 jours printemps 2017 projet Désarmés + diffusion + actions artistiques	artistiques - **Longjumeau** : accueil plateau 5 jours projet Conte de Liberté + diffusion + actions artistiques
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Théâtre de St Quentin en Yvelines CDN de Sartrouville Barbacane de Beynes	Le Silo de Méréville La Communauté d'agglomération de l'Etampois Sud-Essonne L'Opéra de Massy Le Théâtre de Longjumeau
Objectifs & contenus de chaque résidence	Parcours développés d'actions artistiques. Création et diffusion d'un opéra pédagogique contemporain Désarmés. Création et diffusion de l'opéra Chimène.	Parcours développés d'actions artistiques. Création et diffusion d'un opéra pédagogique du XXe Brundibar. Création et diffusion de l'opéra Chimène. Création de Désarmés.
Partenaires financiers de résidence	Mise à disposition gracieuse des plateaux, coproduction du Théâtre de St Quentin, du CDN de Sartrouville et de la Barbacane. Conseil Général des Yvelines.	Mise à disposition gracieuse des plateaux et locaux du Silo, des théâtres d'Etampes et de Longjumeau. Conseil Général de l'Essonne

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

-> En 2017-18 et 2018-19, continuer les partenariats:

-Dans les **Yvelines** (78) :
*Artiste associé avec le Théâtre de Saint-Quentin en Yvelines
*Résidences à la Barbacane de Beynes pour des créations adaptées aux zones rurales
*Partenariat de création avec le Centre de Musique Baroque de Versailles (tragédie lyrique)
*Partenariat de création avec le Théâtre de Sartrouville CDN Yvelines sur le jeune public

-dans **l'Essonne** (91) :
*Résidence dans le Nord de l'Essonne avec l'Opéra de Massy et le Théâtre de Longjumeau
*Résidence dans le Sud de l'Essonne avec la Communauté de communes de l'Etampois Sud Essonne

-> initier de nouveaux partenariats en Ile-de-France, notamment en grande couronne :

-dans le **Val d'Oise** (95) :
*Partenariat de création envisagé avec le Théâtre d'Herblay
*Diffusion régulière à L'apostrophe, Scène national de Cergy Pontoise et du Val d'Oise
*Partenariat envisagé avec la Fondation Royaumont sur des laboratoires de théâtre musical

-dans la **Seine et Marne** (77) :
*Initiation de la diffusion dans les 2 Scènes nationales : La Ferme du Buisson et Sénart
*Collaboration en cours de discussion avec Act'Art sur les zones rurales

->continuer son action à Paris et dans le reste de l'Ile de France, avec notamment :
-Théâtre de l'Athénée (75)
-POP (75)
-Maison de la Musique de Nanterre (92)
-La Piscine (92)
mais aussi en allant chercher des nouveaux partenaires

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Diffusion prévisionnelle des spectacles en Ile de France et ailleurs 2016-17

EN ILE DE FRANCE (HORS PARIS) :
- **Théâtre Saint-Quentin en Yvelines** 2 représentations de *Chimène* et 1 représentation de *Désarmés*
- **Beynes – la Barbacane** 1 représentation de *Désarmés*
- **Sartrouville – CDN** 1 représentation de *Désarmés*
- **Opéra de Massy** 1 représentations de *Chimène*
- **Théâtre d'Herblay** 3 représentations de *Chimène*
- **Avrainville / Festival d'Ile de France** 1 représentation d'*Conte de Liberté/ Journal d'un disparu* et 1 récital *Influences croisées musique tsigane/musique classique*
- **Silo – Méréville** 1 récital *Influences croisées musique tsigane/musique classique*
- **Méréville/ CCESE** 1 représentation de *Conte de Liberté/ Journal d'un disparu*
- **Etampes / CCESE** 1 récital *Influences croisées musique tsigane/musique classique* et 1 représentation de *Brundibar* et 2 représentations de *Dansékinou*
- **Figuier Blanc à Argenteuil** 1 représentation de *La Petite Renarde rusée*
- **La Ferme du Buisson** 2 représentations de *La Petite Renarde rusée*
- **Théâtre de Rosny sous Bois** 1 représentation de *Chimène*
- **Guyancourt** 4 représentations de *Dansékinou*
- **Scène Nationale de Melun- Senart** 1 représentation de *Chimène*
- **Théâtre de Longjumeau** 2 représentations de *Dansékinou,* 1 représentation de *Conte de Liberté/ Journal d'un disparu*, 1 récital *Influences croisées musique tsigane/musique classique* et 1 représentation de *La Petite Renarde rusée*

AU TOTAL 31 REPRESENTATIONS EN ILE DE FRANCE (HORS PARIS)

A PARIS :
- **Arcal-** 4 représentations de *Dansékinou* et 4 représentations de *Zaïna*
- **Amphithéâtre Bastille-** 7 représentations de *Dansékinou*
- **Théâtre de l'Athénée** 4 représentations de *La Petite Renarde rusée* et 4 représentations de Conte *de Liberté/ Journal d'un disparu*

AU TOTAL 23 REPRESENTATIONS A PARIS
+ 3 récitals du Jeune Chœur de Paris à l'Arcal

LES AUTRES RÉGIONS :
- **Vivier au court** 4 représentations de *ZaIna*
- **Limoges - Opéra** 4 représentations de *Dansékinou*
- **Scène Nationale d'Arras** 2 représentations de *Caligula*

AU TOTAL 10 REPRESENTATIONS DANS LES AUTRES REGIONS

⇨ **au total 64 représentations en 2016-17 *estimation autour de 10 000 spectateurs***

pour 2017-18 et 2018-19 :
de 30 à 50 représentations en Ile de France Paris inclus, sur un total de 50 à 80 représentations par saison.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
Sur la convention 2016-19, l'Arcal souhaite pouvoir conforter et réorganiser son équipe permanente en créant un 7e poste à temps plein en CDI, soit une masse salariale en augmentation de 36 000 €.
Dans cette perspective, l'Arcal fera appel à des dispositifs d'emplois aidés.
Par ailleurs, les différents projets de création et de diffusion feront appel à une centaine d'intermittents par an, soit un volume d'heure de travail entre 8 000 et 12 000 heures et une masse salariale entre 300 000 et 500 000 €, hors volume d'heure et masse salariale des intermittents embauchés par les ensembles musicaux partenaires.

Subvention demandée : 110 000 €
Soit 40 000 € de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	144241	ETAT	124861
Salaires brut	95585	**DRAC Ile-de-France** Service Musique : attribué	99861
Charges employeur	48656	DRAC IdF résidence : en cours	25000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	501609	COLLECTIVITES TERRITORIALES	230833
Salaires bruts artistes	131378	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur artistes	63060	Région IDF – PAC	110000
Salaires bruts techniciens	37799	Région IDF – emploi-tremplin : attribué	833
Charges employeur techniciens	24581	**Département Essonne** : attribué	35000
Droits d'auteur	12891	**Mairie de Paris** - Service musique et dispositif art pour grandir : attribué	85000
Défraiements	40600	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	32500
Décor, costume, accessoires, régie	61202	ARCADI	32500
Autres prestation orchestre	130 098	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	311033
AUTRES DEPENSES	53377	Recettes de coréalisation	22000
Part de charges de fonctionnement	53377	Apports de coproduction	45000
		Ventes de spectacle	239 250
		Autres (préciser) :	4783
TOTAL	**699 227**	**TOTAL**	**699 227**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

Soutenu depuis 2001 par la Région Ile-de-France, à l'origine dans le cadre du contrat de plan Etat-Région (2001-2006), l'Arcal a rejoint le cadre de la permanence artistique et culturelle en 2006, à hauteur de 70 000 €.
Cette aide a été reconduite en 2013 dans le cadre d'une 3ème convention triennale, afin de soutenir les projets de création de l'Arcal (grandes et petites formes) et leur diffusion en Ile-de-France, ainsi que pour l'accompagnement de jeunes artistes au sein des projets de l'Arcal ou dans le cadre des accueils studio, et les actions artistiques avec les publics.
Par ailleurs, en 2010, l'Arcal a obtenu un emploi-tremplin pour un poste de comptable.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Sur le plan artistique, le bilan de la troisième convention avec la Région a été marqué par la création de 3 grandes formes lyriques (*L'empereur d'Atlantis, Armida* et *La Petite Renarde rusée*), couvrant différents répertoires musicaux (18ème et 20ème siècles) et qui ont réuni des plateaux artistiques importants allant de 26 à 44 personnes en tournée, sous la direction de grands chefs (Philippe Nahon, Julien Chauvin, Laurent Cuniot) et metteures en scène (Louise Moaty, Mariame Clément). Ces opéras de grand format ont généré une diffusion conséquente (entre 15 et 20 dates annuelles) dans des lieux de grande capacité d'accueil tant en Ile-de-France (Opéra de Massy, Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, Maison de la musique de Nanterre...) qu'en régions (Opéras de Limoges, de Nantes, Clermont-Ferrand, Scènes nationales de Besançon, Orléans, Niort…etc.), d'où un large public touché (entre 7 100 et 9 250 spectateurs annuels).
Parallèlement, l'Arcal a créé des petites formes lyriques, dont l'objectif est de toucher un public qui ne va pas à l'opéra. Forte d'un répertoire comprenant déjà plusieurs petites formes (*Zaïna, Le Pauvre matelot*) à destination du jeune public (à partir 6 ans) et des familles, l'Arcal a souhaité le compléter en créant une forme très légère (2 personnes en tournée) pour le très jeune public (3 à 6 ans), à jouer en salle comme dans les écoles ou les centres de loisirs : *Dansékinou*, sur le thème des familles recomposées. Le spectacle, fruit de la rencontre artistique entre

l'auteur et illustrateur Jérôme Ruillier, le compositeur contemporain Jonathan Pontier et le metteur en scène Sylvain Maurice, a fait l'objet de plusieurs résidences de création dans des écoles maternelles à Paris et à Beynes dans les Yvelines en partenariat avec La Barbacane et le conservatoire de Beynes, et a connu un grand succès public et professionnel (19 présentations en 2014, 48 représentations en 2015 et 43 représentations prévues en 2016). Début 2016, l'Arcal a créé une petite forme s'adressant aux adultes et prévue pour être diffusée dans des zones rurales (4 personnes en tournée) : *Conte de liberté / Journal d'un disparu*, sur une musique de Leos Janacek, compositeur tchèque des années 20 (également auteur de *La petite renarde rusée*), des poèmes roms de Papusza et mis en scène par Louise Moaty avec 2 chanteurs. Ce spectacle a fait l'objet de plusieurs résidences de création dans des territoires ruraux de l'Essonne et des Yvelines et s'inscrit dans un corpus d'actions artistiques et culturelles proposées sur les territoires de diffusion : ateliers et participation de chœurs amateurs au spectacle, récital de piano en appartement, projections, ateliers de réalisation de courts-métrages (« pockets films »), buffet tzigane…etc. L'ensemble des petites formes du répertoire de l'Arcal a été largement diffusé sur les trois dernières saisons, et notamment depuis 2014/15 avec plus de 60 représentations chaque année (soit entre 4000 et 4870 spectateurs, selon les jauges des lieux, le spectacle très jeune public ne pouvant accueillir plus de 60 spectateurs à la fois, parents et enfants).
Enfin, l'Arcal a initié un nouveau format de création : l'opéra pédagogique chanté par des enfants ou des jeunes, après un travail d'un an en ateliers. Deux opéras ont été créés : *Brundibar*, dans la lignée de *L'empereur d'Atlantis,* une première fois avec des enfants de Reims en 2013/14 puis en 2014/15 avec 30 élèves chanteurs et 15 élèves musiciens d'un conservatoire de Paris 13ème ; *A propos de bottes*, mis en scène en 2015 par Christian Gangneron, avec 30 élèves de l'école de musique de Méréville (91).
L'ensemble de ces créations ont été structurées autour de thèmes génériques philosophiques ou sociétaux (« résistance à la barbarie par les arts », « masculin/féminin », « désirs et liberté ») qui permettent de proposer des interventions artistiques et culturelles reliées les unes aux autres.
Ainsi, depuis trois ans, l'Arcal maintient un important travail d'actions artistiques et culturelles avec les publics et a diversifié ses modes d'intervention en imaginant des dispositifs artistiques directement reliés à ses créations et davantage participatifs : ateliers pocket films, récitals en appartement, opéras pédagogiques, ateliers masques, ateliers chant (notamment autour de *La Petite renarde rusée* qui intègre la participation de chœurs amateurs). Ces actions concernent des publics très variés : des petits en maternelles ou centres de loisirs, aux enfants d'écoles primaires, collèges, mais aussi adolescents lycéens (lycée Jean Monnet à La Queue les Yvelines, lycée professionnel Louise Michel à Nanterre), étudiants en écoles d'art, jusqu'aux personnes âgées, résidentes en EHPAD, en passant par les adultes choristes amateurs, animateurs en centres de loisirs et centres sociaux, enseignants, salariés des comités d'entreprise (Air France, INRA) ou encore détenu(e)s (maison d'arrêt de Bois d'Arcy et de Versailles). Elles sont rendues possibles par la présence renforcée de l'Arcal sur le territoire francilien et son retrait progressif de la Champagne-Ardenne.
Enfin, parallèlement à son activité de production et diffusion, l'Arcal soutient l'insertion professionnelle de jeunes artistes. Outre les jeunes chanteurs qu'elle engage régulièrement dans ses productions, l'Arcal ouvre également ses portes à des jeunes chanteurs du Département Supérieur pour Jeunes Chanteurs du Conservatoire à Rayonnement Régional de Paris pour des temps de présentations publiques, et accueille dans ses locaux de nombreuses compagnies de théâtre ou de danse ainsi que des ensembles à la recherche de salles de travail ou pour des présentations de maquettes. Ce partage de l'outil est en forte croissance depuis 2013 que ce soit en nombre d'équipes accueillies (passade de 33 à 70 équipes entre 2013 et 2015) ou en nombre de jours d'occupation du lieu (passage de 259 à 396 jours de 2013 à 2015)

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Depuis 2013, l'Arcal a renforcé significativement son implantation en Ile-de-France, au-delà de sa présence à Paris autour de son studio de travail, à travers de nouveaux partenariats structurants avec des collectivités et des lieux franciliens, dont certains situés en zone rurale : d'une part, en Essonne, avec le soutien du Département, à Méréville, Etampes et sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de l'Etampois Sud-Essonne (38 communes aux frontières de l'Ile-de-France) ainsi qu'à Massy, d'autre part dans les Yvelines : l'Arcal a été nommé en 2015 artiste associé pour trois ans à la Scène nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines, et développe par ailleurs des projets au long cours avec La Barbacane à Beynes (7600 habitants) et le Théâtre de Sartrouville. La compagnie est également présente régulièrement dans les Hauts-de-Seine à la Maison de la musique de Nanterre et ponctuellement à La Piscine à Chatenay-Malabry. En revanche, son partenariat avec le Théâtre Gérard Philipe – Centre dramatique national de Saint-Denis (avec lequel deux grands opéras de Monteverdi avaient été montés : *Le Couronnement de Poppée* et *le Retour d'Ulysse*) s'est interrompu avec le changement de direction du lieu.
Par ailleurs, l'Arcal dispose d'un rayonnement majeur à l'échelle nationale à travers ses partenariats de coproduction et la large diffusion de ses spectacles dans le réseau des maisons d'opéras et des scènes nationales voire des théâtres de ville.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Si l'on met à part l'exercice budgétaire 2013, exceptionnellement élevé en raison de la création et de la diffusion la même année du *Retour d'Ulysse* (25 personnes en tournée et 25 représentations jouées) qui a généré plusieurs aides publiques et privées, le budget de l'Arcal est relativement stable depuis 2012, même si l'exercice 2015 est en légère diminution (-8% par rapport à 2012).
L'activité de l'Arcal est financée à 60% par les subventions publiques et à 40% par les recettes propres. Le chiffre d'affaires est relativement stable, voire en progression en 2015, mais les subventions publiques sont en baisse compte-tenu de la fin de l'implantation de la compagnie en Champagne-Ardenne et donc du retrait progressif de la DRAC et de la Région Champagne-Ardenne depuis 2014 (arrêt prévu en 2017).
L'Etat est le premier partenaire public de la structure à travers les soutiens de la DRAC Ile-de-France et Champagne-Ardenne (60% des financements publics et 38% du budget) et la DRAC Ile-de-France a confirmé une augmentation de sa subvention en 2016 (+40 000€), permettant de compenser le retrait de la Champagne-Ardenne.
La Région Ile-de-France et la Ville de Paris interviennent quasi à égalité en deuxième position dans le financement de la structure : les aides régionales cumulées (une aide emploi-tremplin attribuée en 2009, dégressive depuis 2012 et l'aide à la permanence artistique et culturelle) représentent 11% des financements publics et 8% des produits. On peut noter à ce titre les aides régulières apportées par Arcadi sur les projets artistiques de l'Arcal.
Enfin, l'Arcal est parvenue à convaincre un nouveau partenaire public : le Département de l'Essonne qui s'est engagé depuis 2015 à soutenir la compagnie au titre de sa résidence sur ce territoire. Cette aide sera reconduite en 2016.
L'équipe permanente est stable et demeure relativement modeste avec 7 CDI et 1 CDD créé dans le cadre d'un CUI-CAE en 2014 pour un poste d'assistant de diffusion, soit 6,85 équivalents temps pleins.
Le volume d'emploi intermittent est très élevé, en particulier l'emploi artistique, en raison de l'envergure des productions lyriques et du volume de diffusion de la structure, l'année 2013 étant particulièrement élevée.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet de l'Arcal pour le renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle avec la Région s'inscrit dans le cadre de son implantation renforcée en Ile-de-France, en appui sur plusieurs territoires, principalement situés en grande couronne, en articulant des partenariats avec des lieux de spectacles et des petites communes comme en Essonne, dans les Yvelines ainsi que, pour les prochaines années, en Seine-et-Marne et dans le Val d'Oise. Ce projet comprend plusieurs projets de création lyrique d'envergure (*Chimène ou Le Cid, Didon et Enée*..) ainsi que des petites formes qui se structureront autour de plusieurs thématiques (« amours en guerre », « moi et mon double », « épreuves et métamorphoses »). L'Arcal poursuivra son action en matière d'éducation artistique et d'accompagnement des publics envers des publics variés, et notamment des lycéens via l'opéra Désarmés cantique, ou encore à travers l'outil numérique, ainsi que sa mission d'accompagnement de jeunes chanteurs.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant augmenté, au regard de la qualité du bilan du troisième conventionnement avec la Région et pour accompagner le développement territorial de l'Arcal en Ile-de-France, en particulier en grande couronne.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient l'ARCAL en 2016 à hauteur de 90 000 €
sur une base subventionnable de 569 951 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé
déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé et des dépenses d'emploi)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 90 000 € pour les projets de création portés par l'Arcal, leur diffusion, notamment en Ile-de-France, les projets d'actions artistiques et culturelles menés avec les publics, et plus largement son implantation sur le territoire francilien, avec une attention particulière portée sur la grande couronne, dans les Yvelines et en Essonne.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	63 000,00 €
2017	27 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003625

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASS LES HOMMES PENCHES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	168 000,00 €	29,76 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES HOMMES PENCHES ASS
Adresse administrative : 9 RUE VAUVENARGUES
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean MOLLARD, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 44054501000017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La Compagnie Les Hommes Penchés a été créée en 1995 par Christophe Huysman, acteur, auteur et metteur en scène. Ses spectacles conjuguent différentes disciplines, il articule son travail d'auteur en « Laboratoire mobile de recherche et de transmission nomades » avec un groupe de près de 25 artistes et techniciens. Les œuvres traversent les disciplines du théâtre, du cirque, du cabaret, du multimédia et s'articulent autour de la notion d'écriture contemporaine.

La compagnie a été en résidence et a noué des partenariats avec diverses structures franciliennes : la Ménagerie de Verre, le Théâtre Paris Villette, l'Atelier du Plateau… Christophe Huysman a par ailleurs été artiste associé au Phénix, Scène nationale de Valenciennes jusqu'en juin 2013.

En 2007, la compagnie a choisi de travailler avec une structure d'accompagnement administratif, « Et bientôt », qui a permis à Christophe Huysman de devenir directeur artistique de la compagnie à temps plein (CDI) et ainsi d'accompagner de jeunes équipes artistiques afin de les aider à développer leurs projets, dans le cadre de compagnonnages.

Elle a bénéficié depuis 2013 de compagnonnages aux Subsistances à Lyon, au Centquatre et au Château Rouge à Annemasse.

En 2007, la compagnie des hommes Penchés a été conventionnée par la DRAC Ile-de-France. Le conventionnement avec la DRAC a été renouvelé en 2015. La compagnie est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2006.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

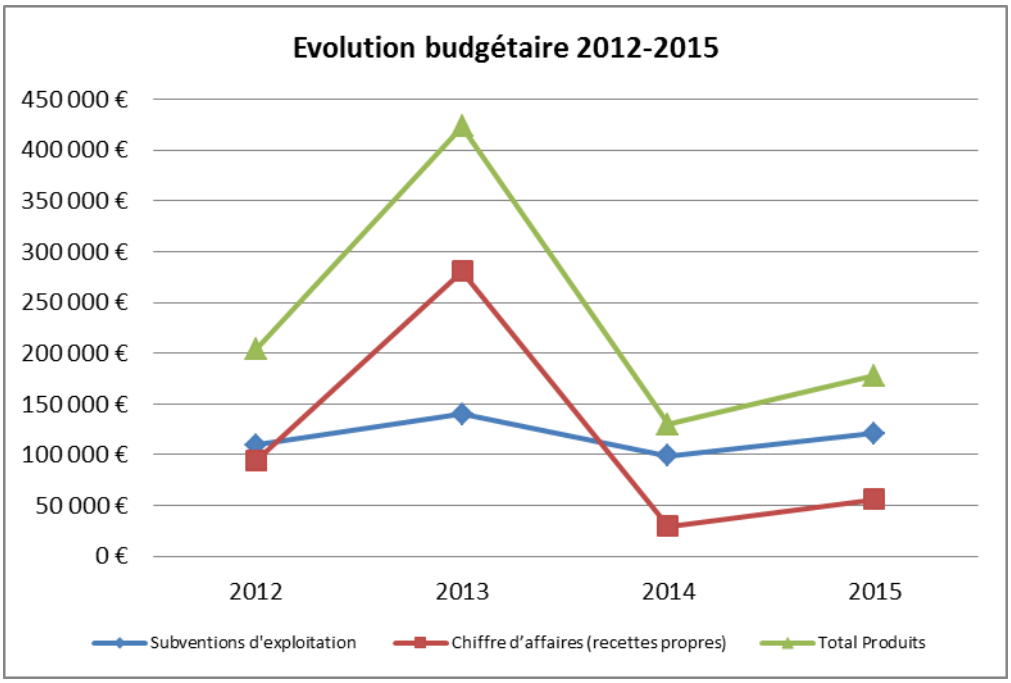
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF : convention	55 000	*50%*	51 150	55 000	*50%*
Région - PAC	55 000	*50%*	55 000	55 000	*50%*
SOUS-TOTAL REGION	55 000	50%	55 000	55 000	50%
TOTAL SUBVENTIONS	**110 000**	**100%**	**106 150**	**110 000**	100%

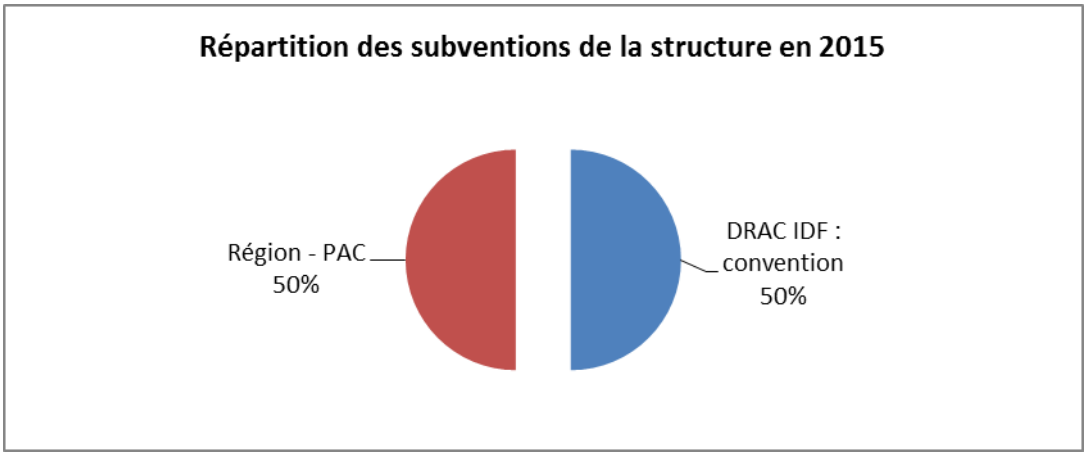
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2012	**2013**	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	110 000	140 050	*33%*	99 189	120 811	*68%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	94 499	280 908	*66%*	29 735	56 277	*32%*
Total produits	204 578	423 230	100%	130 076	177 920	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale intermittente	86 340	22 657	50 035
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	3 406	1 357	2 945

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			

Nombre de créations	3	1	1
Nombre de spectacles diffusés au total	4	2	1
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	69	35	3
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	1	1	
Nombre de spectateurs	7 328	13 283	666
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	3 résidences Le Phénix, scène nationale de Valenciennes de 2010 à 2013	1 résidence Centre National des arts du cirque	1 résidence Le 104
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	4 heures	4 heures	64 heures
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	73 heures	35 heures	6 heures 30
Nombre d'établissements et de relais partenaires	7 lieux	8 lieux	9 lieux
Nombre de bénéficiaires	119	199	188

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

La Compagnie Les Hommes penchés est une **compagnie d'auteurs et d'interprètes** qui porte principalement les projets de Christophe Huysman, artiste qui en a la responsabilité artistique et qui l'a créée en 1995 avec la création de spectacles très singuliers où se sont inventées de nombreuses formes. Des "Pièces de Cirque" conjuguant cirque et théâtre, à la création numérique de logiciels ouvrant à des spectacles hors norme et convoquant tous les arts de la scène.

La Compagnie s'est pensée dès 2001 en idée de "laboratoire mobile", permettant ainsi de nombreux compagnonnages avec d'autres artistes, en participant ainsi à la révélation de talents les plus singuliers de créateurs et d'interprètes aujourd'hui reconnus (Camille Boitel, Sylvain Décure, Tsirihaka Harrivel, la compagnie Mosjoukine, etc.).

Grâce à l'idée du partage que représente le sens de "Laboratoire mobile" depuis 2001, plus d'une centaine d'interprètes, auteurs et techniciens et pour certains en formation, ont traversé la compagnie et ont permis la richesse et l'ouverture depuis plus de 20 ans à tous les arts.

Toutes les possibilités d'émergences possibles au niveau d'une compagnie ont permis à beaucoup d'artistes des formations en immersion directe qui imposent un travail sur le souffle, la voix, le sens du mot comme du geste et sa globalité, la scénographie, les techniques des accroches de cirque, l'invention de nouveaux agrès, ainsi que des ouvertures plus informelles de la littérature aux arts plastiques et numériques ; ces formations conjuguées qui sont d'une part une exigence de "training" et de connaissances partagées pour les artistes ont le doit à nos spectacles mais également à nos partenaires qui nous permettent d'agir dans ce sens.

Nous avons ainsi travaillé dernièrement avec la 25 ème promotion du Centre National des Arts du Cirque (CNAC) avec la création de TETRAKAÏ mis en scène par Christophe Huysman avec une partie du "Laboratoire mobile", ce spectacle très cadré par essence nous a permis pendant presque une année de porter chaque élève vers l'artiste qu'il est aujourd'hui devenu, ce fut un spectacle dans une démarche pédagogique d'apparition et de révélation. Un challenge de la peur transformée en jubilation puisque chaque interprète a trouvé sa voie et continue la conversation avec la compagnie. Nous les "suivons" dans leur démarrage et sommes aussi présent pour "filer un coup de main", etc.

Nous sommes implantés depuis 20 ans sur le territoire d'Ile-de-France, des partenaires forts, fidèles, inventifs (résidences, productions, diffusion) tels que le Parc de la Villette, La Ménagerie de Verre, le Monfort, le Théâtre Paris-Villette, Nanterre-Amandiers, le Théâtre de la Bastille, la Ferme du buisson, l'Atelier du plateau, le 104…

CRÉATIONS

777
Le premier semestre 2016 a permis à la réalisation finale du projet « 777 ».
Les représentations au 104 en mars dernier ont été un succès, aussi bien auprès du public que des professionnels. La presse en parle, nous sommes très heureux de ce projet.

CARTE BLANCHE MUSEE PICASSO
Le 21 mai 2016, le Musée Picasso propose une Carte Blanche à Sylvain Décure à l'occasion de la nuit des musées. Il sera dirigé par Christophe Huysman
La production en sera assurée par Les Hommes penchés et le Musée Picasso sur une proposition de Théâtre Monfort.

J'AI TOUJOURS REVE
De fin avril à fin juin 2016, nous interviendrons dans le cadre d'un "projet ARS" à l'hôpital de Douai, en partenariat avec le Tandem : Théâtre d'Arras et de Douai. Les publics concernés par cette action sont des personnes ayant des maladies chroniques et sont dans les services d'endocrinologie, de diabétologie et nutrition, de néphrologie et de dialyse.
La démarche s'intitule "J'ai toujours rêvé" et sera porté par Christophe Huysman, en collaboration avec Florent Blondeau, Brice Massé (fildeféristes). Plusieurs rendez-vous seront pris avec les patients et le service médical. La première étape sera d'écouter un grand nombre patients dans une intimité rare et curieuse, ainsi Christophe Huysman "tirera les cartes" pour ensuite écrire et en retirer 13 poèmes et 13 photographies de leur main qui seront surmontés de 13 "slogans". Ces Bristols seront imprimés et distribués pour conserver et laisser une trace qui puisse devenir un souvenir. Un spectacle unique sur 2 fils devant l'hôpital et clôturera une autre semaine de présence accès sur l'équilibre avec les patients en lien avec le personnel médical.

PHASE D'ECRITURE (juillet à décembre 2016)

Le titre générique "LES SILLONNEURS"
"Mettre dessus ce qui était dessous, dessous ce qui était dessus" en serait un slogan.
Création automne 2017

Dès cet été Christophe Huysman entrera en phase d'écriture jusqu'à la fin de l'année pour le chantier de création artistiquement "tout azimut" qui transformera l'auteur en "sillonneur". Ce projet se déclinera sur plusieurs saisons avec plusieurs étapes de création. Incluant grammaticalement littérature (romans populaires, feuilletons), photographies (travail sur la notion du futur antérieur), cinéma (rassemblement du chaos), cirque (les clowns Formidables) et le théâtre (pièces raccourcies). Vivre c'est habiter. Cette grammaire d'une habitation (un point de fixation) sera axée sur un périmètre défini d'une vile, d'un quartier : par exemple : 5 rues, 1 boulevard, 2 carrefours. Dans ce périmètre, un auteur y habite sur un temps d'évolution muni d'un protocole commun entame par immersion une conversation avec un paysage, les gens qui y vivent, la circulation, et impulse par l'écriture sous formats conjoints (cités ci-dessus et aussi à inventer) sa transformation romanesque, photographique, drolatique, représentée.
Des contacts sont en cours avec La Villette, La Ménagerie de verre, L'Atelier du plateau, Théâtre Ouvert, MC93 Bobigny, le 104 ; des contacts vont débuter avec Anis Gras, le Silo, Le Monfort, Le TAP (Poitiers), le TANDEM (Douai-Arras), La Manufacture Atlantique et le Carré des Jalles (Bordeaux), …

REPERTOIRE

Mission de la compagnie de partager des textes du répertoire qui ont une résonnance forte avec l'actualité.
En 2017 Christophe Huysman et l'actrice Edith Scob s'empareront de "Où vas-tu Jérémie ?" de Philippe Minyana qu'ils ont créé ensemble en 1993 au Festival d'Avignon avec Christian Boltanski.
Des contacts sont en cours avec le 104, la Maison de la poésie.

DIFFUSION

DEMAIN, JE NE SAIS PLUS RIEN / SYLVAIN DECURE
La reprise de « Demain je ne sais plus rien » au Théâtre Le Monfort est une opportunité. Inscrite dans le festival « De(s)illusions, c'est une nouvelle visibilité du spectacle qui nous permet de relancer les programmateurs et d'envisager une nouvelle tournée et que nous espérons aussi internationale. Dès janvier 2017, le spectacle sera repris à Quimper et des contacts sont en cours pour une diffusion internationale (Canada, etc)

777
La diffusion du spectacle « 777 », au niveau national, voire international débutera dès mars 2017.
Après les représentations du 104 à Paris, des villes telles qu'Alès, Evreux, Vire, Arles, Homécourt, Cherbourg se sont déjà annoncés pour la reprise du spectacle.
Des contacts débutent avec plusieurs Théâtres en Ile de France pour une diffusion qui se pense en circulation à travers les Festivals, les "temps forts", etc. à Paris et dans les départements de la région, en travaillant ainsi la circulation du spectacle plutôt qu'une implantation sur une longue durée dans un lieu unique. Néanmoins, si une durée d'exploitation longue du spectacle se présentait nous y répondrions aussi favorablement, mais tel n'est pas le travail engagé à ce jour.

EDITION
Un projet d'édition est en cours de réalisation autour du travail de Christophe Huysman et le cirque et comportera de nombreux textes inédits. Sa parution est prévue fin décembre 2016, une édition portée par les éditions « Les solitaires intempestifs » et le CNAC.

FORMATION
Christophe Huysman dirigera en février 2017 le Séminaire 3 (Séminaire Pratique) des 20 candidats sélectionnés pour le premier "Certificat en dramaturgie circassienne" coréalisé par l'ESAC, l'Ecole Nationale des Arts du Cirque de Bruxelles, et le CNAC, Centre national des Arts du Cirque à Châlons-en-Champagne.

à noter
La Galerie de Roussan à Paris expose du 21 mai au 2 juillet 2016 un des 1500 Polaroïds de Christophe Huysman, issu de "Cet homme s'appelle HYC" créé en 2001 au Festival d'Avignon.

Trois prochaines années encore bien riches en rencontres, en collaborations, qui confirme la continuité du projet artistique de la compagnie Les Hommes penchés dans sa démarche de laboratoire mobile.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Le 104 est une structure fidèle et très à l'écoute de nos projets. La MC93 également, un nouveau partenaire avec qui nous avec qui nous souhaitons conclure le partenariat. Le centre dramatique d'Aubervilliers est également sensible à cette proposition artistique.

Equipe artistique prévue pour le projet :

Plusieurs collaborateurs artistiques seraient conviés à la réalisation de ce projet « La France des faux passés : Sylvain Décure, un collaborateur fidèle et précieux, Edith Scob, Justine Berthillot, Frédéric Vernier, Simon Nyiringabo, Cyril Thomas, etc.

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Le 104 et les subsistances	
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	En cours	
Equipes artistiques	Edith Scob, un musicien	
Objectifs & contenus de chaque résidence	La première étape du projet « La France aux faux passés »	
Partenaires financiers de résidence	Le 104 Les Subsistances	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

Nous sommes toujours à la recherche de lieux partenaires pour ce projet long cours. Les théâtres d'Alès et d'Arles sont très à l'écoute et sont intéressés par ce projet de « La France aux faux passés » et ont

émis le désir de nous accompagner dans les étapes de création. Nous n'avons pas encore eu l'occasion de déterminer les étapes et périodes de création dans leurs lieux.

Subvention demandée :
55 000 €
Soit 0 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**€ HT**	**RECETTES**	**€ HT**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	48 720 €	ETAT	55 000 €
Salaires brut administration et diffusion	29 000 €	**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) :	55 000 €
Charges employeur	19 720 €	❒ attribué / x en cours	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	111 250 €	COLLECTIVITES TERRITORIALES	55 000 €
Salaires bruts artistes + directeur artistique (3131 500 €)	51 580 €	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur artistes	30 090 €	Région IDF - PAC	55 000 €
Salaires bruts techniciens	14 000 €	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	63 000 €
Charges employeur techniciens	9 100 €	Recettes de coréalisation	4 000 €
Locations (préciser):		Apports de coproduction (préciser) : Le 104 / Les Subsistantes	15 000 €
Défraiements	500 €	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations) : 7	34 000 €
Transports	1 000 €	Résidences (préciser) : hôpital de Douai	10 000 €
Achats de décor/costumes/régie/communication/frais de résidence	4 980 €		
AUTRES DEPENSES	13 030 €		
Part de charges de fonctionnement			
Déplacement/mission/réception	1 000 €		
Lieu stockage décor	3 430 €		
Assurance	1 200 €		
Comptabilité	5 000 €		
Fournitures administratives	300 €		
Affranchissement/téléphone	1 800 €		
Frais bancaires	300 €		
TOTAL	**173 000 €**	**TOTAL**	**173 000 €**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Depuis 2006, la compagnie a bénéficié de trois conventions au titre de Permanence artistique et culturelle à hauteur de 55 000 €. Le projet soutenu pour la dernière convention était la création d'un nouveau spectacle de cirque (« 777 »), la poursuite des projets de compagnonnage (avec Sylvain Decure, Stéphanie Aubin et Cyril Thomas) dans le cadre d'une implantation nouvelle au Cent-Quatre et le développement de l'application ApplHYC.

Evolution de l'activité et du rapport au public
La compagnie a coproduit quatre spectacles pendant les trois années écoulées de cette convention de permanence artistique et culturelle. En 2013, elle a coproduit « Cri et ga cherche la paix », spectacle dans lequel Christophe Huysman interprète aux côtés de quatre autres comédiens dont Gaëtan Vourc'h, un texte de Philippe Minyana, mis en scène par Frédéric Maragnani. En 2013/2014, elle a coproduit « Tetrakaï », le spectacle de la 25ème promotion du Centre national des arts du cirque (CNAC), mis en scène par Christophe Huysman, reconnu pour son travail à la croisée des arts du cirque et du théâtre et pour ses compétences dans l'accompagnement de jeunes artistes. Ce spectacle a été créé à Châlons-en-Champagne dans le chapiteau de l'école et a été diffusé en série à l'espace chapiteau de la Villette début 2014, puis en tournée, expliquant l'important nombre de dates de diffusion de la compagnie sur cette période et le report de sa création « 777 ». Initiée en 2013, la création de ce « poème aérien », intégrant dorénavant un élève du CNAC, a eu lieu en 2015/2016 dans le cadre de la résidence au 104 après ce conséquent projet avec l'école de Châlons-en-Champagne. Aussi l'année 2015 marque un ralentissement de la diffusion qui reprend en 2016. La compagnie a également produit le spectacle « Demain je ne sais plus rien » mis en scène par Sylvain Décure dans le cadre des compagnonnages des Hommes penchés avec de jeunes artistes, pièce présentée au Monfort au printemps 2016. L'activité de la compagnie est donc importante en 2013 et 2014 entre création et transmission, et compte une fréquentation conséquente en lien avec le projet « Tétrakaï » notamment. Le ralentissement de l'activité en termes de diffusion et de fréquentation en 2015/2016 est lié à la reprise du travail de création autour de « 777 ».

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie est présente en Ile-de-France en lien avec des partenariats au long cours tels que la Ménagerie de Verre, le Monfort Théâtre, la Ferme du Buisson et le 104 où la compagnie est en résidence. Néanmoins, ces partenariats franciliens pourraient se renforcer. Si la résidence au 104 donne une belle visibilité à ses travaux, elle n'apporte pas de ressources complémentaires aux Hommes penchés. La compagnie crée et diffuse ses spectacles dans le réseau des scènes nationales (Le Phénix, Scène nationale de Valenciennes, Le Tandem – Scène Nationale de Douai-Aras…), des scènes conventionnées et des pôles nationaux des arts du cirque. Christophe Huysman est également reconnu pour son activité d'auteur, avec les éditions Les solitaires intempestifs ou pour la collection « Les nouveaux cahiers » de la Comédie française et prépare en 2016 un livre sur le cirque avec le CNAC.

Evolution budgétaire et de l'emploi*
Le budget de la compagnie est marqué par une importante hausse en 2013 en lien avec le spectacle du CNAC. Cette hausse est suivie d'une baisse significative des ressources propres sur les années suivantes, la compagnie s'étant recentrée sur la création de « 777 ». De manière générale, le budget, qui s'établit, en 2015, à 177 920 €, affiche une certaine stabilité. La compagnie est soutenue à 50% par la DRAC Ile-de-France et à 50% par la Région Ile-de-France, à hauteur de 55 000 €. L'équipe permanente de la compagnie est composée du directeur artistique, d'une administratrice de production (qui a pris la suite du bureau « Conduite accompagnée ») et d'une chargée de la diffusion et de la communication, toutes deux au régime intermittent.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé par la compagnie s'inscrit dans la continuité pour ce qui est de la démarche de compagnonnage et de « laboratoire mobile », mais aussi sur le volet de la diffusion du répertoire et en particulier de la création « 777 ». Celle-ci ira de pair avec des résidences au Cent-Quatre à Paris et aux Subsistances à Lyon. Une nouvelle création, « La France des faux passés » est envisagée comme un projet au long cours. Elle abordera les relations mère/fils et convoquera Christophe Huysman aux côtés de l'actrice Edith Scob.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant à la baisse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Les Hommes penchés en 2016 à hauteur de 50 000 €
sur une base subventionnable de 168 000 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région intervient au titre de l'emploi à hauteur de 20 000 euros.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation de la compagnie Les Hommes penchés à hauteur de 30 000 euros.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou deux alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève 168 000 euros et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
	Montant total	165 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003626

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION AD LIB (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	61 000,00 €	32,79 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AD LIB
Adresse administrative : 171 RTE DE MAROLLES
78670 VILLENNES SUR SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BRUNO MAGRI, Président

Date de publication au JO : 13 août 2013

N° SIRET : 43492151600028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

L'association Ad Lib, créée en 2000, porte les activités artistiques de Jean-Luc Fillon, musicien multi-instrumentiste, compositeur, spécialiste du hautbois et du cor anglais. Celui-ci a pour ambition de faire découvrir des instruments de musique rares ou inattendus dans l'improvisation (harpe, basson, steel-drum, accordéon, oud, haut bois, flûte...) et de créer des passerelles entre musique classique, jazz, musiques du monde et musiques improvisées. Dans cet esprit, depuis 2009, il organise un festival "Sons 9" à Paris, grâce auquel il peut faire venir de grands artistes étrangers.
Jean-Luc Fillon travaille essentiellement dans les Yvelines, où il a déjà mené plusieurs résidences (Mantes-la-Jolie, Vélizy, Poissy…) en lien avec des conservatoires, en croisant concerts et master-classes.
La Région accompagne Ad Lib depuis 2013 au titre de la permanence artistique et culturelle pour son implantation notamment dans les Yvelines. L'ensemble bénéficie de l'aide de la Ville de Paris pour son festival et plus ponctuellement pour ses projets de la DRAC.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

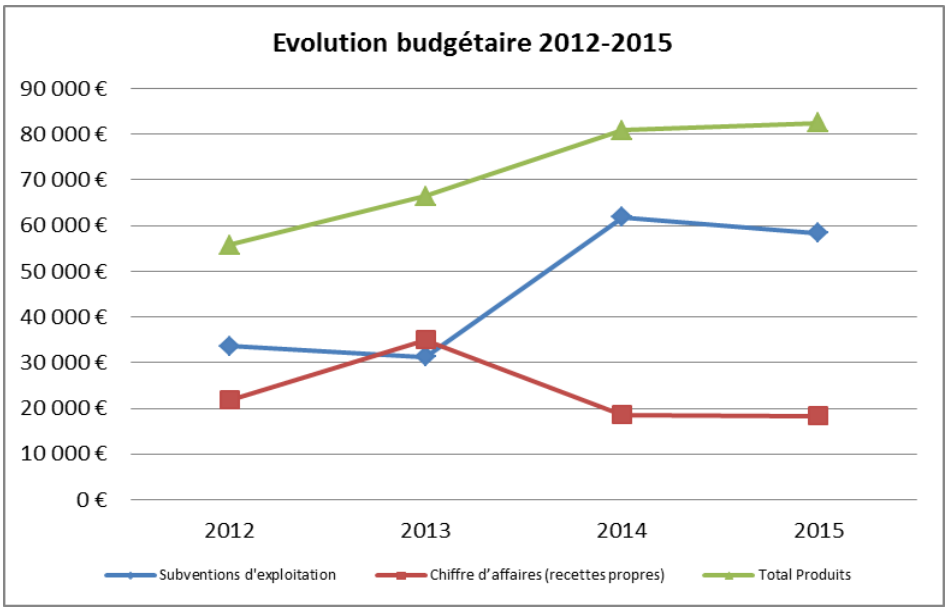
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC IDF	6 000	*9%*			
Conseil départemental 94	5 000	*8%*			
Mairie de Paris	10 000	*15%*	10 000	10 000	*21%*
SPEDIDAM	4 500	*7%*	4 595	6 000	*12%*
Région - PAC	30 000	*45%*	30 000	30 000	*62%*
Région - Emploi-tremplin	10 992	*17%*	10 992	2 520	*5%*
SOUS-TOTAL REGION	*40 992*	*62%*	*40 992*	*32 520*	*67%*
TOTAL SUBVENTIONS	**66 492**	**100%**	**55 587**	**48 520**	100%

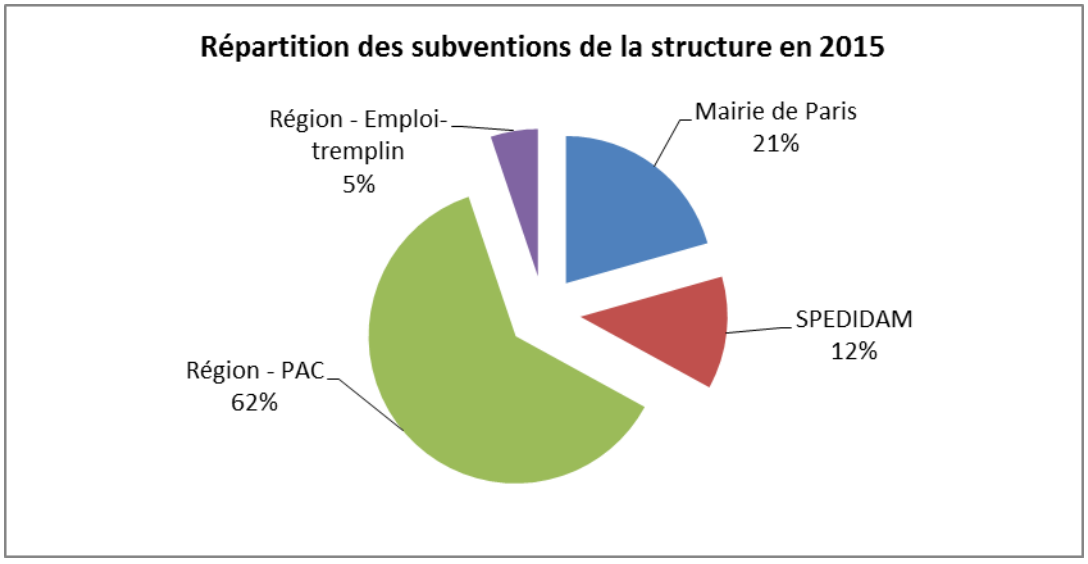
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2012	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	33 650	31 250	*47%*	61 880	58 363	*71%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	21 870	34 965	*53%*	18 585	18 403	*22%*
Total produits	55 780	66 473	100%	80 800	82 419	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2012-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	38 347 €	48 333 €	55 194 €
Nombre d'heures intermittence (artistes uniquement)	540 h	669 h	720 h

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	4	5	3
Nombre de spectacles diffusés au total	9	7	7
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	29 *19 cessions*	31 *20 cessions*	37 *22 cessions*
Nombre de lieux concernés par les tournées	22	24	27
Nombre de temps forts organisés	1	1	1
Nombre de spectateurs	4 750	5 100	5 500
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	2 résidences (12 jours)	3 résidences (8 jours)	3 résidences (9 jours)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens			
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	48	55	60
Nombre d'établissements et de relais partenaires	8	10	11
Nombre de bénéficiaires	250	300	320

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Le projet des 3 prochaines années a pour but :

Sur les 12 prochains mois :

- Poursuivre le travail de résidence avec le Grand Paris Seine et Oise en travaillant avec de nouveaux lieux, à l'échelle de ce nouveau territoire.
- Réaliser l'académie de hautbois de La Roche Guyon sur la thématique du Brésil.
- Trouver de nouveaux lieux pour le festival Sons 9 à Paris, pour faire évoluer le festival.
-

Sur 2017- 2018 :

- Pérenniser les et varier les actions existantes.
- Créer plus de réseau de petites villes afin de faire d'avantage profiter de la venue des artistes de renoms.
- Réaliser 1001 notes d'orient avec 2 ou 3 orchestres d'harmonie pour poursuivre les actions en direction des musiciens amateurs.
- Réaliser une résidence à l'Onde (Vélizy) pour créer de nouveaux projets musicaux

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Grand Paris Seine et Oise – CRD, Rosny sur Seine, Gargenville, Poissy, Mantes-la-Jolie… (78)
Scène Nationale de Saint Quentin en Yvelines (78), Oboman artiste associé
Plaisir (conservatoire) (78)
Château de la Roche Guyon (95)
Mairie de Paris, MPAA (75)
Versailles, festival. (78)

Rambouillet (78)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
Sous forme de résidence, contrats de cession, partenariats.

Equipe artistique prévue pour le projet :
27 artistes d'envergure internationale, parmi lesquels : Airto Moreira, Miroca Paris, Mark Feldman, Paul Hanson, Didier Ithursarry, Tuniko Goulart, Claude Tchamitchian…

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Diffusion/implantation	Diffusion/Implantation
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	7 jours sur 2016 2017	10 jours en juillet
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	GPS&O, CRD, différentes villes	Château de la Roche Guyon
Objectifs & contenus de chaque résidence	Concerts, master-classes, rencontres, venue d'artistes rares en France	Master-classes, restitution, actions de sensibilisation, concerts.
Partenaires financiers de résidence	GPS&O et différentes villes	Château de la Roche Guyon

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

Les résidences sur le territoire de la GPS&O et au château de la Roche Guyon seront poursuivies sur les 3 prochaines années, ainsi que le festival Sons 9 à Paris. Une résidence à l'Onde sera réalisée en 2017-2018. Au moins deux partenariats seront réalisés avec des orchestres d'harmonie (en discussion) pour 1001 notes d'orients.

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues

Création sur les 12 prochains mois :

- Un nouveau répertoire pour Oboscope (avec Nicolas Fargeix, clarinette, Oboman, hautbois, Claude tchamitchian, contrebasse, François Merville, batterie, autour des musiques improvisées.
- Création autour d'Airto Moreira qui a joué avec, Quincy Jones, Herbie Hancock, George Duke, Paul Simon, Carlos Santana, Gil Evans, Antonio Carlos Jobim, Michael Brecker… sur les musiques traditionnelles du Brésil, avec également, Eduardo Miranda, Oboman et Tuniko Goulart

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

- **Oboréades :** (Didier Ithursarry et Oboman) : «… En grande partie, la performance résulte de l'appropriation d'une écriture magnifique signée soit de l'accordéoniste, de Fillon lui-même mais aussi de Claude Barthélemy, Marcel Azzola, Hermeto Pascoal ou encore Peggy Stern. De ce matériau Jean-Luc Fillon en fait une musique buissonnière, heureuse, virevoltante, la robe légère et le sourire aux lèvres… » Jean Marc Gelin

- **Aquarela** : (Tuniko Goulart, Edu Miranda, Oboman) : « …Dans cet album en trio, notre Oboman s'entoure de nouveaux complices, brésiliens cette fois-ci donc : le guitariste Tuniko Goulart et le mandoliniste Edu Miranda. Le répertoire d'Aquarela, sorti chez Buda Musique, parcourt entre autres des compositions de Vinicius de Moraes, de Pixinguinha et d'Hermeto Pascoal…. » Sophie Chambon

- **Echoes of Freedom** : (Mark Feldman, Oboman, François Méchali, François Merville)
  « Frottements de cordes, feulements doux ou rauques du hautboïste maître d'œuvre tissent et serpentent autour de l'armature rythmique, tour à tour enlevée, martiale, parfois suspendue à en être inquiétante. Un disque charmant. »

- **Obothello :** (Othello Ravez et Oboman) : Obothello reprend à son compte le principe universel du chant et de la basse continue (bourdon). L'univers sonore du duo s'élabore à partir de mélodies classiques, Jazz ou de chants traditionnels; un cantus firmus prétexte à de nombreuses variations et improvisations.

- **1001 notes d'Orient :** (Adel Shams El Din, Fawzy Al Aiedy, Oboman), L'instrumentation atypique du trio est une passerelle entre l'Orient et l'Occident : le Hautbois, par sa place dans la musique occidentale depuis 4 siècles et ses lointaines origines mésopotamiennes, est emblématique de ce trait d'union.

- **Oboman plays Cole Porter :** (Oboman, Fred Eymard, Joao Paulo) « Les alliages hautbois/cor anglais et violon alto (Frédéric Eymard) sont particulièrement agréables à l'oreille. Le remarquable pianiste portugais João Paulo dessine un maillage harmonique précis et sensible pour cette musique, par essence, chantante. » Culture Jazz

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi :
Maintien des 2 postes administratif et prospection sur la durée. Augmentation de l'emploi d'artistes.

Subvention demandée : 30 000 €
Pas de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	54400	COLLECTIVITES TERRITORIALES	40000
		Région Ile-de-France	
Salaires bruts artistes	26000	Région IDF - PAC	30 000
		Commune : mairie de Paris	
Charges employeur artistes	16000	❒ en cours	10 000
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	5000
Salaires bruts techniciens	3000	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) :	5000
Charges employeur techniciens	1700	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	26000
Droits d'auteur	700	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	26000
Locations (préciser): salle, matériel sono	3000		
Transports	4000		
DEPENSES D'APPROPRIATION	9600		
Préciser le nombre d'heures:……...			
Salaires bruts	6000		
Charges employeur	3600		
AUTRES DEPENSES	7000		
Part de charges de fonctionnement	3000		
Communication	4000		
TOTAL	**71 000**	**TOTAL**	**71 000**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Ad Lib bénéficie du soutien de la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle à hauteur de **30 000 €** par an depuis 2013. Le projet soutenu au titre de cette première convention était centré sur le développement de l'implantation de l'ensemble dans les Yvelines, en particulier sur le territoire de Mantes-en-Yvelines, en lien avec les facteurs d'instruments, ainsi qu'à Achères ; sur la poursuite des projets pédagogiques dans le Val-de-Marne ; et enfin sur le développement du festival Sons 9 à Paris et sa résonnance sur d'autres territoires franciliens.
Ad Lib a bénéficié d'une aide emploi-tremplin pour un poste de chargé d'administration et de diffusion de 2009 à 2015.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Spécialiste reconnu du hautbois et du cor anglais, Jean-Luc Fillon joue à la frontière de plusieurs répertoires : musiques jazz improvisées, musiques du monde et classiques. Depuis 2013, ses créations réunissent des plateaux de 2 à 5 artistes et en témoignent : « Oboman plays Cole Porter » (2013) dans un répertoire de jazz classique, « Choros do Brazil » (2013) à la frontière des musiques du monde, « Obothello » (2014) , « Echoes of Freedom » (2014) en jazz et musiques improvisées, avec le violoniste américain Mark Feldman, François Méchali et François

Merville, « 1001 notes d'orient » (2014) avec Fawzy Al Aiedy, Adel Shams El Din, mêlant trois solistes improvisateurs et un orchestre d'harmonie pour interpréter des musiques traditionnelles d'Orient, « Oboscope » (2015) avec Claude Tcharmitchian…
Historiquement implanté dans les Yvelines, Jean-Luc Fillon a consolidé son ancrage dans le département en nouant un partenariat durable avec l'Ecole nationale de Mantes-en-Yvelines (classée par l'Etat conservatoire à rayonnement départemental), établissement d'enseignement artistique (où J-L. Fillon enseigne l'improvisation), mais aussi structure de diffusion musicale sur un territoire peu pourvu en équipements culturels. Jean-Luc Fillon y mène donc à la fois des master-classes dans le cadre desquelles il invite des artistes de renom international, et des jazz-clubs réguliers. Si le projet prévu à Achères n'a pas abouti, Ad Lib a développé d'autres projets à Rosny-sur-Seine, ainsi qu'à Plaisir et à Gargenville, à travers des résidences courtes mêlant diffusion et projets pédagogiques en lien avec les écoles de musique.
Sur les trois ans, l'ensemble a également initié des partenariats dans d'autres départements franciliens : dans le Val-de-Marne, l'ensemble a travaillé en résidence au conservatoire de Créteil en 2013 en lien avec l'Adiam 94 autour d'un projet de création de percussions orientales (« 1001 notes d'Orient ») ; depuis l'été 2015, Ad Lib a commencé une relation avec le Château de Laroche-Guyon dans le Val d'Oise, qui l'accueille en résidence de diffusion et d'actions culturelles. Un contact s'est également tissé avec Cergy et le festival Jazz au fil de l'oise accueille régulièrement Jean-Luc Fillon dans sa programmation. En mars 2016, Jean-Luc Fillon a également bénéficié d'une résidence à la Maison de la musique de Nanterre.
Enfin, Jean-Luc Fillon a maintenu sa présence parisienne, principalement à travers le festival Sons 9, organisé depuis 2009 et qui rencontre un succès croissant auprès d'un public curieux, voire non- averti. La programmation rassemble des grands noms du jazz, de dimension internationale, qui animent aussi des master-classes. Le festival se déroule dans plusieurs lieux parisiens : Maison des pratiques amateurs à Paris 20ème ainsi que sur des péniches (Anako et L'Improviste dans les 13ème et 19ème arrondissements). Au-delà du festival, Jean-Luc Fillon se produit dans des salles parisiennes spécialisées : Studio de l'Ermitage, Sunside, New Morning, qui pratiquent essentiellement de la diffusion en coréalisation.
Le rayonnement de Jean-Luc Fillon s'est développé sur le plan international à travers une résidence menée au Portugal en 2014, des échanges noués avec les Etats-Unis et de la diffusion.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Depuis 2013, le cercle des partenaires de l'association s'est élargi au-delà des Yvelines et de Paris avec des partenariats nouveaux dans le Val d'Oise. La structure se déploie également de nouveau sur le plan international.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Depuis 2013, le budget d'Ad Lib a augmenté de 24% ; il s'élève à 82 400 € en 2015, majoritairement financé par les subventions publiques, qui ont presque doublées en volume, et dont l'impact dans le budget s'est renforcé, compte-tenu de l'amoindrissement des recettes propres. Celles-ci avaient été ponctuellement plus importantes en 2013 (en raison de l'apport de la Ville de Poissy pour l'accueil d'une résidence).
La Région Ile-de-France constitue le premier partenaire public d'Ad lib avec des aides cumulées au titre de la permanence artistique et culturelle et d'un emploi-tremplin (cette dernière aide s'étant arrêtée en 2015), soit 32 250 € en 2015, ce qui correspond à 67% des financements publics et 39% des produits. Le second partenaire public est la Mairie de Paris qui soutient l'ensemble pour l'organisation du festival Sons 9. Enfin, Ad Lib reçoit le soutien régulier de la Spedidam, et plus ponctuellement d'autres collectivités ou de l'Etat, comme en 2013.

Au cours des trois dernières années, Ad Lib est parvenu grâce aux aides régionales à structurer une petite équipe administrative permanente qui compte aujourd'hui 2 postes (un administrateur en CDI temps partiel, dont le poste bénéficiait de l'aide emploi-tremplin et un chargé de diffusion et de communication en CDD CUI-CAE). Cependant, celle-ci reste fragile et reste très dépendante des aides publiques à l'emploi.
L'emploi artistique intermittent progresse depuis trois ans, suivant le niveau d'activité de l'ensemble.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé pour les trois prochaines années s'inscrit dans la continuité avec de nouvelles créations, en appui sur les points d'ancrage francilien de l'association : le Château de La Roche-Guyon dans le Val d'Oise, de nouveaux lieux du territoire de la communauté urbaine GPS&O en lien avec les conservatoires, et paris pour le festival Sons 9. Par ailleurs, Jean-Luc Fillon devrait être accueilli en résidence à la Scène nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines en 2017/18.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle et propose une sortie progressive du dispositif.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient AD LIB en 2016 à hauteur de 20 000 €
sur une base subventionnable de 61 000 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé
déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région flèche son aide pour les projets de création/diffusion/appropriation de la structure, menés dans le cadre de son implantation en Ile-de-France et notamment dans les Yvelines et le Val d'Oise.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003627

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASSOCIATION PAR TERRE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	130 000,00 €	19,23 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAR TERRE
Adresse administrative : 48 RUE DE PARIS
94220 CHARENTON-LE-PONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AUDE LEPRESLE, Présidente
Date de publication au JO : 13 août 2013

N° SIRET : 48455339100026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Danseuse et chorégraphe de la Compagnie par Terre, Anne Nguyen est avant tout breakeuse, spécialiste de la danse hip-hop au sol. Elle a été interprète au sein de compagnies hip-hop et contemporaines (Black Blanc Beur, Faustin Linyekula, Salia Nï Seydou…). Elle a dansé avec plusieurs groupes de break et a participé à des centaines de battles, en solo ou en groupe. Elle fonde sa compagnie en 2005.
Influencée par un cursus scientifique et dans la continuité de sa pratique des arts martiaux, la chorégraphe déstructure les différentes gestuelles hip-hop (break, popping, locking…) et leur ouvre de nouveaux espaces d'écriture en leur imposant des contraintes géométriques. La compagnie Par terre a créé 7 spectacles depuis 2005 dont *Racine carrée* (2007 (solo), *Yonder Woman* (2010) (duo), *Promenade Obligatoire* (2012) (8 danseurs), *Autarcie (….)* (2013) (4 danseurs) et *Bal.exe* (2014) (8 danseurs).

La compagnie bénéficie de l'aide de la DRAC, du soutien du Conseil départemental du Val-de-Marne et depuis 2013 du soutien de la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle et d'un poste emploi-tremplin attribué en 2012.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

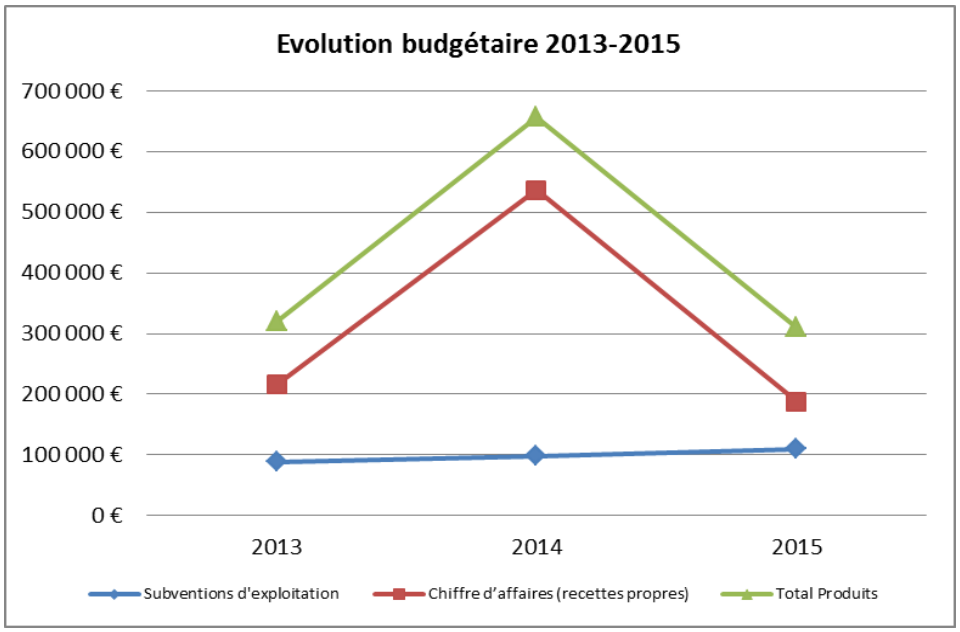
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC Danse	25 000	*21%*	35 000	35 000	*26%*
Conseil départemental 94 - fonctionnement, création	27 000	*23%*	15 000	20 000	*15%*
Conseil départemental 93 - résidence			23 000	23 000	*17%*
Conseil départemental 71 - projet collèges				6 600	*5%*
ARCADI	13 270	*11%*	67 199	9 741	*7%*
Autres - ADAMI, SACD	11 519	*10%*			
Région - PAC	25 000	*21%*	25 000	25 000	*19%*
Région - Emploi tremplin	15 125	*13%*	15 000	13 250	*10%*
SOUS-TOTAL REGION	*40 125*	*34%*	*40 000*	*38 250*	*29%*
TOTAL SUBVENTIONS	**116 914**	**100%**	**180 199**	**132 591**	100%

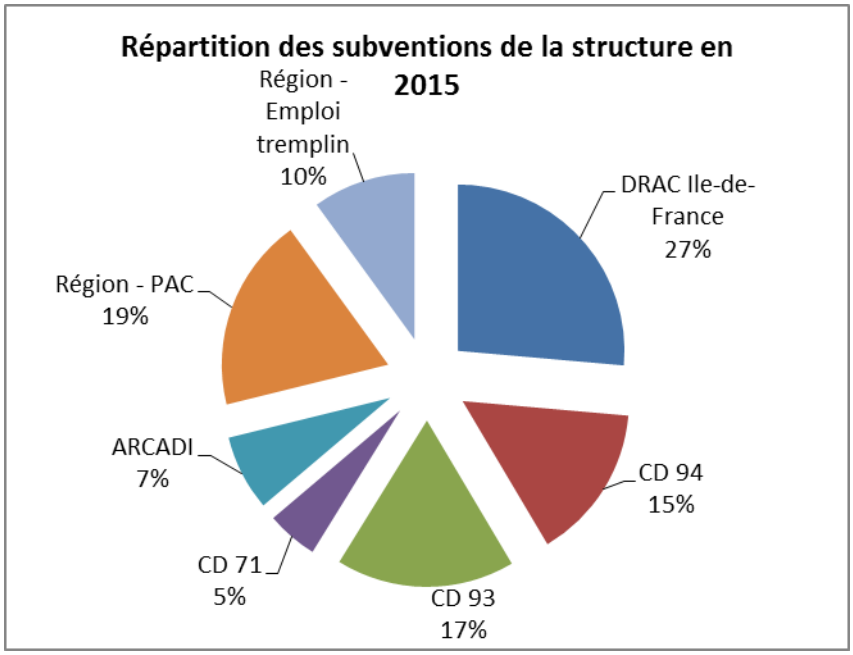
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	88 519	*28%*	98 000	109 600	*35%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	215 973	*67%*	536 913	187 693	*60%*
Total Produits	320 028	100%	656 844	310 631	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	232 547 €	467 958 €	242 861 €
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	6 513 h	11 644 h	4 810 h

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2 dont 1 commande	4 dont 1 commande	1 (commande)
Nombre de spectacles diffusés au total	3	5	4
Nombre de représentations *(= toutes en cession)*	41	77	32
Nombre de lieux concernés par les tournées	26	46	16
Nombre de spectateurs	6 500	25 000	6 000
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	7 résidences : 5 résidences de création (de 1 à 2 semaines) et 2 résidences territoriales (1 à 2 saisons)	10 résidences : 5 résidences de création (de 1 à 2 semaines) et 5 résidences territoriales (1 à 3 ans)	3 résidences territoriales (1 à 3 ans)
ACTION CULTURELLE			

Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	59.5h	51h	67h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	177h	580h	180h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	39	66	43
Nombre de bénéficiaires	Environ 600	Environ 3530	Environ 760

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Le prochain projet de création, *Danse des guerriers de la ville*, représente un nouvel enjeu pour la compagnie puisqu'il s'agit de créer une nouvelle forme, différente des spectacles au format traditionnel pour la scène, imaginée comme un parcours choré-graphique où la danse convoque la vidéo et la photographie au cœur d'installations scénographiques uniques. La place du spectateur est inhabituelle, avec pour ambition de lui permettre de s'identifier pleinement aux sensations du danseur hip-hop.

A partir de cette création, la compagnie souhaite développer, au cours des trois prochaines années, un projet global et transversal mettant en lien les actions d'appropriation menées avec les publics et le parcours *Danse des guerriers de la ville*. L'un venant nourrir l'autre. Ainsi, des collectages de paroles, témoignages, des créations de performances avec des amateurs seront incorporés au contenu artistique. Une première action est imaginé en lien avec l'installation « Freestyle » du projet : des mini-reportages créés à partir de témoignages collectés sont projetés sur des écrans placés à hauteur de visage, symbolisant des personnes physiques. Les personnes dont le visage apparaît à l'image ont été filmées en train de réagir au visionnage en direct d'une vidéo de danse hip-hop. Face à ces observateurs numériques est projetée l'image du spectateur que l'on capte, mappe et projette sur une animation dansée préparée en amont. La performance virtuelle du spectateur est ainsi involontairement confrontée au jugement d'inconnus. C'est avec le Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi que sera développée la première collaboration de ce genre, dès l'automne 2016. Au cours des trois années, il est également imaginé de commencer à constituer un répertoire / lexique du geste hip-hop par le biais des outils numériques, en impliquant activement les publics.

L'activité des trois prochaines années s'articulera autour des projets de créations chorégraphiques portés par Anne Nguyen :
- 2016 : *Danse des guerriers de la ville*
- 2016 : *Graphic Cyphers* (performance pour une centaine de danseurs dans l'espace public new-yorkais ; commande)
- 2017 : *Kata*
- 2017 : création (commande) pour danseurs new-yorkais
- 2018 : solo pour un danseur hip-hop au milieu du public invité à circuler sur scène tout au long de la représentation.

Les résidences territoriales prévues sont les suivantes :
- Le Prisme - Elancourt : 2016-2017
- Espace 1789 – Saint-Ouen : 2016/2017
- Théâtre National de Chaillot - Paris : 2016/2017 et 2018/2019
- Dancing in the Streets – New-York: automne 2016 puis, automne 2017

Chaque résidence représente à la fois un soutien indispensable pour les nouvelles créations (coproduction ; mise à disposition de lieux de répétition ; commande ; aide technique), une opportunité de visibilité (diffusion d'une ou plusieurs créations) auprès du public et des professionnels, et un relais afin de développer des actions d'appropriation avec différents types de publics.
En parallèle, la compagnie tient à continuer de diffuser l'ensemble de son répertoire existant. Au total, une trentaine de représentations par année sera l'objectif minimum de diffusion, tous projets et territoires confondus. La compagnie commence à travailler dès 2016 au développement de sa présence à l'international, et notamment hors Europe où elle a peu au l'occasion de se produite jusqu'alors.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
- Théâtre Paul Eluard – Choisy-le-Roi – Val-de-Marne (94) – Projet de territoire avec collectage, ateliers et restitutions publiques (cf. § précédent).
- Le Prisme – Elancourt – Yvelines (78) - Résidence jusqu'en juin 2017
- Espace 1789 - Saint-Ouen - Seine-Saint-Denis (93) - Résidence (prévisionnelle) jusqu'en juin 2017
- Théâtre National de Chaillot – Paris (75) - Résidence jusqu'en juin 2018

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) - Préciser les modalités de leur soutien :
Ministère de la Culture + DRAC Ile-de-France : aide à la compagnie nationale
Département du Val-de-Marne : aide au fonctionnement + aide à la création selon projets
Département de Seine- Saint-Denis : aide à la résidence (prévisionnelle pour 2016-2017)

Equipe artistique prévue pour le projet :
Direction artistique : Anne Nguyen
Collaborations extérieures : Claudio Cavallari (vidéaste) ; Thomas Bohl (photographe) ; Sébastien Lété (compositeur et musicien)
Artistes interprètes : danseurs de la compagnie par Terre (plus d'une vingtaine) + musiciens classiques

RESIDENCES PREVUES

	1ere année 2016/2017		
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	**Résidence création / diffusion / appropriation** Le Prisme – Elancourt – Yvelines (78)	**Résidence création / diffusion / appropriation** Espace 1789 - Saint-Ouen - Seine-Saint-Denis (93)	**Résidence d'implantation** **Dispositif « artiste associé »** Théâtre National de Chaillot – Paris (75)
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Saison 2016-2017	Saison 2016-2017	Saison 2016-2017 (puis 2017-2018)
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Lieux partenaires : Le Prisme à Élancourt (78), l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines. Territoire : Yvelines (78).	Espace 1789 de Saint-Ouen Territoire : Saint-Ouen (93) et alentours dont Paris (75).	Théâtre National de Chaillot Territoire : Paris (75)
Objectifs & contenus de chaque résidence	**Objectifs :** - Accompagnement artistique, administratif et logistique de la compagnie ; - Soutien à la création et à la diffusion ; Valorisation et promotion des productions et projets de la compagnie dans son rayonnement territorial départemental et régional ; - Développement de rencontres avec les habitants (toutes générations) au travers	**Objectifs :** - Aider la compagnie à mettre en œuvre ses nouvelles créations ; - Diffuser certaines des œuvres de son répertoire ; - Mener des actions artistiques imaginées avec l'Espace 1789 pour aller à la rencontre de différents publics sur le territoire. **Contenus :** - Coproduction du projet *Dans des Guerriers de la Ville ;*	**Objectifs :** Cette forme d'association vise ainsi à soutenir l'artiste dans sa démarche de création, de recherche, de questionnement ; à suivre la constitution et la vie de son répertoire et à inscrire durablement ses projets dans un lieu de créations et de rencontres. **Contenus :** - Coproduction du projet *Danse des guerriers de la ville* - Soutien technique, logistique pour la création

	de parcours pluriels. **Contenus :** - Ateliers avec des amateurs en vue de créer une performance présentée au sein du parcours choré-graphique *Danse de guerriers de la ville*. - Diffusion du projet *Danse de guerriers de la ville* - Ecriture et conduite d'un projet « fédérateur » réunissant un large public, en collaboration avec tous les artistes en résidence au Prisme. Aboutissement en juin 2017 avec présentation publique. - Répétitions de la pièce *Kata*.	- Répétitions de la pièce *Kata ;* - Diffusion de *Danse des guerriers de la ville ;* - Création *Graphic Cypher* in situ avec des danseurs amateurs ; - Ateliers tout public avec la mashuptable comme support ; - Un parcours Culture et Art au Collège ; - Marathon de la danse dans les établissements scolaires partenaires ; - Actions de sensibilisation des publics (à préciser).	du projet *Danse des guerriers de la ville* - Diffusion de *Danse des guerriers de la ville* du 13 au 21 octobre 2016 - Actions de sensibilisation des publics - Mise à disposition de bureaux administratifs
Partenaires financiers de résidence	Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	Département de Seine-Saint-Denis dans le cadre de l'aide à la résidence.	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

2017-2018 : Théâtre National de Chaillot – Paris (75)
Résidence pluriannuelle d'implantation, jusqu'en juin 2018. Dispositif « artiste associé ».
- Coproduction du projet Kata + soutien technique, logistique (répétitions en studio et au plateau ; équipe technique mise à disposition) + diffusion de la pièce en octobre 2017
- Actions de sensibilisation des publics.
- Mise à disposition de bureaux administratifs

2018-2019 : à ce jour, aucune résidence n'a été imaginée avec un ou des lieux partenaires.
Les deux prochaines saisons permettront de la/les développer en fonction des aspirations de chacun.

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues

2016 : *Danse des guerriers de la ville*
Parcours choré-graphique participatif et immersif. Guidé depuis l'espace urbain par une frise de personnages photographiés en mouvement, le spectateur pénètre dans un espace intime et explore une dizaine d'installations mettant en œuvre différents procédés de projection vidéo ainsi que les principes de la captation et du montage en direct, de l'animation interactive et du mapping... Tuts, cypher, footworks, battle, freestyle, bounce, chaque installation porte le nom de mouvements de danse hip-hop que le spectateur est incité à expérimenter pour entrer en interaction. Dans cet univers immersif, des performances dansées in situ viennent réinterroger le rapport du spectateur à l'image et au réel.

Direction artistique : Anne Nguyen
Conception des installations : Anne Nguyen et Claudio Cavallari
Vidéos : Claudio Cavallari
Photos : Thomas Bohl

Conseil et direction technique : Thomas Leblanc
Danseurs : les danseurs de la Compagnie par Terre
Musiques originales : Sébastien Lété

- 2016 : *Graphic Cyphers* (performance pour une centaine de danseurs dans l'espace public new-yorkais ; commande)
Chorégraphie : Anne Nguyen

2017 : *Kata*
Pour sa huitième création, Anne Nguyen poursuit son travail de déstructuration des gestuelles hip-hop et focalise sa recherche sur le break, sa discipline de prédilection. Dans *Kata*, spectacle pour huit breakeurs, Anne Nguyen remodèle la gestuelle break, qu'elle conçoit comme « un art martial contemporain, créé pour faire face à un environnement urbain hostile, qui transforme les corps par la violence de ses formes et de ses contraintes ». Elle décompose les mouvements centrifuges du break en des séquences de gestes isolés, et les associe à des principes "utiles" dans le sens du combat et du rapport à l'autre.

Chorégraphie : Anne Nguyen
Danseurs : Santiago Codon Gras, Fabrice Mahicka, Jean-Baptiste Matondo, Antonio Mvuani Gaston, Valentine Nagata-Ramos, Hugo de Vathaire, Lorenzo Vayssiere, Konh-Ming Xiong
Musique originale (composition et interprétation percussions) : Sébastien Lété
Création lumière : Ydir Acef

2017 : chorégraphie pour danseurs new-yorkais (commande)
Projet en cours de construction

2018 : projet de création d'un solo qui mettra en scène un danseur hip-hop au milieu du public invité à circuler sur scène tout au long de la représentation.
Projet en cours de construction

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire

- *Yonder Woman*, création 2010 pour 2 breakeuses. Chorégraphie Anne Nguyen. Expérience pour deux femmes super-héros.
- *PROMENADE OBLIGATOIRE*, création 2012. Chorégraphie Anne Nguyen. Marche pour huit poppeurs.
- *Autarcie (….),* création 2013. Chorégraphie Anne Nguyen. Jeu entre danse frontale et digressions libres.
- *bal.exe,* création 2014. Chorégraphie Anne Nguyen. Bal mécanique sur musique de chambre.
- *Bal participatif de looping pop*, création 2014. Chorégraphie Anne Nguyen. Evénement participatif autour du spectacle *bal.exe.*
- *Lettres à Zerty,* création 2015 pour 2 breakeurs. Chorégraphie Anne Nguyen. Spectacle créé dans le cadre du diptyque jeune public Au pied de la lettre, commande du CDC Le Gymnase et du CDC Le Cuvier à Anne Nguyen et Michel Schweizer.
- *Danse des guerriers de la ville*, création 2016. Direction artistique Anne Nguyen. Conception des installations Anne Nguyen et Claudio Cavallari. Vidéo Claudio Cavallari. Parcours choré-graphique participatif et immersif.
- *Kata*, création 2017. Chorégraphie Anne Nguyen. Mises en application de la forme pour huit breakeurs.

Partenaires pressentis à ce jour
Partenaires acquis, à partir de la saison 2016-2017 :
- Gibney Center - Festival Crossing the Line 2016 – New-York (Etats-Unis)
- Lycée Français de Los Angeles (Etats-Unis)
- Théâtre National de Chaillot – Paris
- Théâtre Paul Eluard – Choisy-le-Roi (94)
- Le Prisme – Elancourt (78)
- Espace 1789 – Saint-Ouen (93)
- TANDEM, Scène nationale de Douai et d'Arras
- Théâtre du Bordeau – Saint-Genis-Pouilly (01)
- Le Théâtre – Auxerre (89)
- Centre Des Arts - Enghien-les-Bains (95)
- Théâtre Anne de Bretagne – Vannes (56)

- Festival Vibrations urbaines – Pessac (33)
- Salle La Lucarne – Arradon (56)
- Salle Jacques Tati – Orsay (91)
- Théâtre Jean Marais – Saint-Gratien (95)

Partenaires en option, à partir de la saison 2016-2017 :
- Tournée Etats-Unis (Minneapolis ; Philadelphie) et Antilles (Guadeloupe)
- Festival Eclats de Fêtes / Le Rexy - Riom (63)
- Espace Sarah Bernhardt – Goussainville (95)
- Service Culturel – Montfermeil (93)

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

Maintien des postes existants, CDI temps plein, au régime général : directrice artistique, attachée de production et diffusion, attachée à l'accompagnement des pratiques artistiques. **Pérennisation du poste d'attachée de production et diffusion** actuellement aidé par la Région Ile-de-France dans le cadre d'un emploi-tremplin. La dégressivité de l'aide a commencé et le poste sera entièrement à charge de la compagnie à partir de juin 2018.
Transformation du poste d'administratrice de production actuellement CDD régime intermittent **en CDI**, étant donné la perspective de régularité de l'activité, et le réel besoin au plan administratif.
Création d'un poste d'assistant de production, au régime général. Dans un premier temps, la mise en place d'un CDD de plusieurs mois courant 2016 semble appropriée.

Subvention demandée : 25 000 €
Pas de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	49 733	ETAT	70 000
Salaires brut Directrice artistique (part affectée au projet)	17 532	**DRAC Ile-de-France** Service Musique et Danse - en cours	35 000
Charges employeur Directrice artistique (part affectée au projet)	9116	**Ministère de la culture** / autres directions (DGCA…) DGCA Délégation à la Danse - en cours	35 000
Salaires brut Attachée à l'accompagnement des pratiques artistiques (part affectée au projet)	17100	COLLECTIVITES TERRITORIALES	47000
Charges employeur Attachée à l'accompagnement des pratiques artistiques (part affectée au projet)	5985	**Région Ile-de-France**	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	30856	Région IDF - PAC	25000
Salaires bruts artistes	11200	**Départements** de Seine Saint-Denis (résidence) – en cours	15000
Charges employeur artistes	5376	**Département** du Val-de-Marne (fonctionnement) – en cours	7000
Salaires bruts techniciens	1500	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	13000
Charges employeur techniciens	930	Apports de coproduction (préciser) :	13000
Défraiements	1050		
Achats scénographie et costumes *Kata*	1800		
Prestations artistiques (création vidéo, photo, musique)	5000		
Achats de matériel vidéo et matériel pour la scénographie de *Danse des guerriers de la ville*	4000		
DEPENSES D'APPROPRIATION	17610		
Préciser le nombre d'heures : environ 300 heures			
Salaires bruts	11550		
Charges employeur	5460		
Achat action culturelle	300		
Autres (préciser) :	300		
AUTRES DEPENSES	31801		
Préciser la nature de ces dépenses :			
Administration / production (part affectée au projet)	29501		
Frais administratifs (assurance, frais postaux, tél)	1000		
Frais de communication	1300		
TOTAL	**130 000**	**TOTAL**	**130 000**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagnie Par Terre est soutenue par la Région dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 pour un montant de 25 000 € ; le projet soutenu était centré sur les projets de création de la compagnie, la diffusion du répertoire en Ile-de-France et la conduite de plusieurs résidences prévues en Val-de-Marne, Seine-Saint-Denis et Hauts-de-Seine principalement. L'aide régionale avait également pour objectif de soutenir la pérennisation de l'équipe permanente de la compagnie.
La compagnie est aidée dans le cadre d'un emploi tremplin depuis 2012 pour le poste de chargé de production à hauteur de 15 000 €.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Les trois dernières années constituent **une phase de montée en puissance et de fort développement pour la compagnie sur le plan de la création et de la diffusion et sur le plan de la reconnaissance institutionnelle et professionnelle**. La compagnie a créé 5 pièces au cours des trois dernières années qui ont reçu un très bon accueil du public et de la profession et, par ricochet, une belle diffusion. C'est en particulier le cas de *Autarcie…(…)*, créée en 2013 avec 4 danseuses, qui a notamment tourné à l'étranger (Suède, Pays-Bas, Allemagne en 2013 et 2014, mais aussi en Asie en mai 2016 : Vietnam, Malaisie, Indonésie, Birmanie, Pakistan) et dans toute la France et de la pièce de grand format, *Bal.exe*, créée en 2014 avec 8 danseurs de popping et 5 musiciens classiques (16 personnes en tournée) autour d'un quintet de Brahms. La pièce a bénéficié d'une forte visibilité lors d'une série de 15 dates à l'automne 2014 au Nouveau Théâtre de Montreuil – Centre dramatique national, en partenariat avec le Théâtre de la Ville. Autour de *Bal.exe*, la compagnie a créé deux formes dérivées : une version show conçue pour le plein air (*Le bal des robots*), et surtout, une forme participative, *Bal looping pop*, qui permet de partager dans un moment festif avec les spectateurs les bases de cette nouvelle danse hip-hop de couple. En 2015, Anne N'Guyen a également créé *Lettres à Zerty*, un duo de break, pensé pour le jeune et le tout public, sur une commande commune de deux Centres de développement chorégraphique Le Cuvier en Aquitaine et Le Gymnase à Roubaix, qui sera diffusé la saison prochaine dans le répertoire de la compagnie.
Chose rare pour une compagnie de danse aujourd'hui, la compagnie Par Terre atteint un niveau élevé de diffusion avec 40 à 50 dates par saison, l'année 2014 ayant été exceptionnellement haute avec 77 représentations, dont la série des 15 dates à Montreuil et une tournée de 10 représentations en Suède. **La fréquentation a connu un bond vertigineux** en 2014 avec 25 000 spectateurs touchés (contre 6000 en 2013 et 2015), car ce sont les pièces de grand format (*Bal.exe* et Promenade obligatoire) qui ont été majoritairement diffusées. La diffusion s'effectue aussi et de manière accentuée depuis 2013 dans le cadre de résidences.
En 2013, après huit ans d'existence, la compagnie Par terre a bénéficié de son premier accueil en résidence longue dans un lieu : le Théâtre Louis Aragon, scène conventionnée danse à Tremblay-en-France. Cette première expérience s'est révélée très concluante, puisque **les résidences se sont ensuite enchaînées, principalement en Ile-de-France** : au Théâtre 71 à Malakoff (92) et au Théâtre Paul Eluard de Choisy-le-Roi (94) en 2014, au Prisme à Elancourt (78) pour trois ans à partir de 2015, à l'Espace 1789 à Saint-Ouen (93) pour deux ans à partir de 2015 et enfin au Théâtre national de Chaillot, où Anne N'Guyen est artiste associée pour trois ans à partir de 2016. **Ces partenariats sont précieux pour la compagnie** car ils lui permettent de pouvoir se projeter dans le temps, de bénéficier d'un confort de travail, de créer des liens durables avec des structures et de trouver des appuis concrets pour monter ses projets, que ce soit sur le plan financier (coproductions) ou matériel (lieu de répétition, matériel technique…).
Les résidences, de durées variant entre quelques mois et plusieurs années, réunissent toujours des créations, de la diffusion et de l'action culturelle, **la compagnie ayant fortement développé les projets d'actions avec les publics**, que ce soit en volume (notamment en 2014 avers près de 600 heures d'intervention artistique) et en envergure de projet. Pour Anne N'Guyen, ces projets sont aussi des occasions de tester des dispositifs artistiques et de nourrir ses créations au contact de publics très différents : en milieu scolaire auprès d'enfants et d'adolescents (dont des lycéens et des élèves non-francophones), auprès d'amateurs de danse, mais aussi auprès de populations plus fragiles (jeunes en foyer d'accueil, personnes isolées, patients..). La compagnie est ainsi de plus en plus sollicitée pour réaliser ces projets dans le cadre de résidences mais aussi plus ponctuellement.
La compagnie est en capacité de mettre en œuvre ces multiples résidences et ces projets d'envergure avec les publics, car elle travaille avec un noyau d'une trentaine de danseurs, de haut niveau, qu'elle emploie régulièrement sur des projets de création ou d'action culturelle, dans un esprit de troupe. Anne N'Guyen a à cœur de travailler avec les mêmes danseurs au fil de ses projets artistiques, et porte une attention aux projets artistiques, réalisés de façon indépendante de la compagnie Par terre, par ses interprètes, souvent chorégraphes par ailleurs (Magalie Duclos, Valentine Nagata-Ramos/ cie Uzumaki…etc.).

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie Par terre est désormais une compagnie francilienne dont l'ancrage sur le territoire s'est approfondi depuis 2013 ; son rayonnement se décline également à l'échelle nationale et internationale.

Evolution budgétaire et de l'emploi
L'évolution budgétaire de la compagnie depuis 2013 est marquée par **le pic d'activités de 2014**, année de création d'une pièce grand format (13 interprètes), qui a également connu une belle diffusion cette même année, cumulée à la diffusion d'une autre pièce de grand format, ainsi que des séries de représentations qui ont généré une très forte augmentation des recettes propres.
Hors année de création d'une grande forme, le budget de la compagnie s'établit à 310 631 € (2015), financé à 60% par le chiffre d'affaire et à 35% par les subventions publiques, dont le volume a progressé depuis 2013 (+24%), la compagnie ayant obtenu une augmentation du soutien de la DRAC et une aide nouvelle triennale du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis pour la résidence menée à Saint-Ouen. La compagnie jouit désormais du **soutien structurel de quatre partenaires publics** : la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle et d'un poste emploi-tremplin, soit un apport cumulé de 38 250 € en 2015 (ce qui représente 29% des financements publics et X% du budget), immédiatement suivie de la DRAC Ile-de-France (35 000€, soit 27% des aides publiques et X% du budget, puis viennent les deux Départements du 93 (23 000 € soit 17% des aides publiques) et du 94 (département du siège social de la compagnie) (20 000 € soit 15% des subventions publiques). A noter qu'en 2016, la compagnie Par terre a été labellisée « compagnie nationale » par le Ministère de la culture, dont la subvention annuelle devrait passer à 100 000 € dans le cadre d'une convention sur quatre ans.

Depuis 2013, grâce à l'aide régionale et face à la montée en charge des activités tant de diffusion que de résidence et d'action culturelle, l'équipe permanente de la compagnie s'est renforcée et pérennisée avec la création de deux nouveaux CDI à temps plein (l'un pour la directrice artistique et l'autre pour la chargée d'actions culturelles), qui s'ajoutent au poste de la chargée de production (poste en emploi-tremplin). L'équipe passe donc de 1,96 postes équivalents temps plein en 2013 à 3,77 postes équivalents temps plein en 2015, la masse salariale ayant plus que doublé – le montant plus faible de 2015 s'expliquant par le congé maternité de la directrice artistique. La compagnie emploie également une administratrice dans le cadre de l'intermittence ; elle espère pérenniser ce poste en CDI à l'avenir et créer un poste d'assistant de production en CDD.
L'emploi intermittent artistique et technique se maintient à un haut niveau, l'année 2014 étant exceptionnellement haute compte-tenu du niveau d'activité, tandis que l'année 2015 est plus basse, en raison de l'absence de gros projets de création.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années, le projet proposé par la compagnie Par Terre d'Anne Nguyen s'adosse sur plusieurs créations : « Danse des guerriers de la ville » - qui convoquera installations photo et vidéo dont de courts reportages, témoignages et créations d'amateurs -, « Kata », focalisée sur le break, ainsi qu'un solo pour danseur hip hop, et deux commandes pour danseurs amateurs qui seront présentées dans un premier temps dans l'espace public new-yorkais. Plusieurs résidences d'implantation sont prévues dans différents lieux franciliens : au Prisme à Elancourt (78), à l'Espace 1789 à Saint Ouen (93) et au Théâtre National de Chaillot à Paris. Un projet d'action artistique et culturelle d'envergure sera également mené avec le Théâtre Paul Eluard à Choisy-le-Roi (94). La compagnie continuera à diffuser son répertoire avec un accent mis sur sa présence à l'international.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Par Terre à hauteur de 25 000 €
sur une base subventionnable de 130 000 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé)

Emploi La Région flèche une part de son aide, soit 10 000€, sur le volet l'emploi de l'aide à la permanence artistique et culturelle, pour les postes de directrice artistique et d'attachée à l'accompagnement des pratiques artistiques.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région flèche une part de son aide, soit 15 000 €, au titre de la création/diffusion/appropriation, pour la production des projets artistiques de la compagnie, leur diffusion en Ile-de-France et les projets d'action artistique et culturelle menés avec les publics, notamment dans le cadre des implantations franciliennes de la compagnie.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €
2017	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003628

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ATMEN (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	64 000,00 €	39,06 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATMEN
Adresse administrative : 4 RUE ERNEST CHAMBLAIN
91250 SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur ANDREAS RIEHLE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43402438600048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie ATMEN a été créée en 2006 par la chorégraphe Françoise Tartainville. Après ses études en histoire de l'art à l'Ecole du Louvre et une formation à la sculpture, Françoise Tartainville rentre à l'Ecole Jacques Lecoq.
L'exploration artistique de la compagnie se situe autour de la notion de frontière : les limites poreuses entre deux polarités. C'est une recherche sur le mouvement organique, brut, impulsif initié par différentes techniques de respiration. Cette approche de la danse contemporaine intègre des dispositifs liés aux nouvelles technologies. Les créations de la compagnie Atmen prennent différentes formes, spectacles, performances in situ (les « polders » et les promenades dansées), créations associant des amateurs et sont pensées pour l'intérieur comme l'extérieur.
Après la création de performances et du spectacle « C Extra », la compagnie s'est investie dans la construction d'un triptyque autour du masculin : « Intérieur crème » (2010), « Blanc Brut » (2012), « Émulsion Cobalt » (2014). La

dernière création de la compagnie en 2016 « Inversions polaires » rassemble deux danseurs et une danseuse. La compagnie a bénéficié de résidences dès ses premières créations : à Mains d'œuvres (93), à Micadanses (75), au Cube (92), au CND de Pantin...
La compagnie ATMEN a bénéficié d'une résidence longue de trois ans à L'étoile du Nord (scène conventionnée danse à Paris) de 2012 à 2015, puis a développé son implantation dans le département de l'Essonne. Elle accompagne son activité de création d'actions pédagogiques et de sensibilisation à la danse en direction de différents publics : scolaires, milieu hospitalier, jeunes en attente de placement, amateurs, personnes âgées.

La compagnie est soutenue par la Région au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013 et par le département e l'Essonne depuis 2015 (au titre des aides aux acteurs artistiques, culturels et patrimoniaux). Elle obtient par ailleurs des aides ponctuelles d'autres partenaires, DRAC, Ville de Paris, Dicream, communauté de communes de l'arpajonnais.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

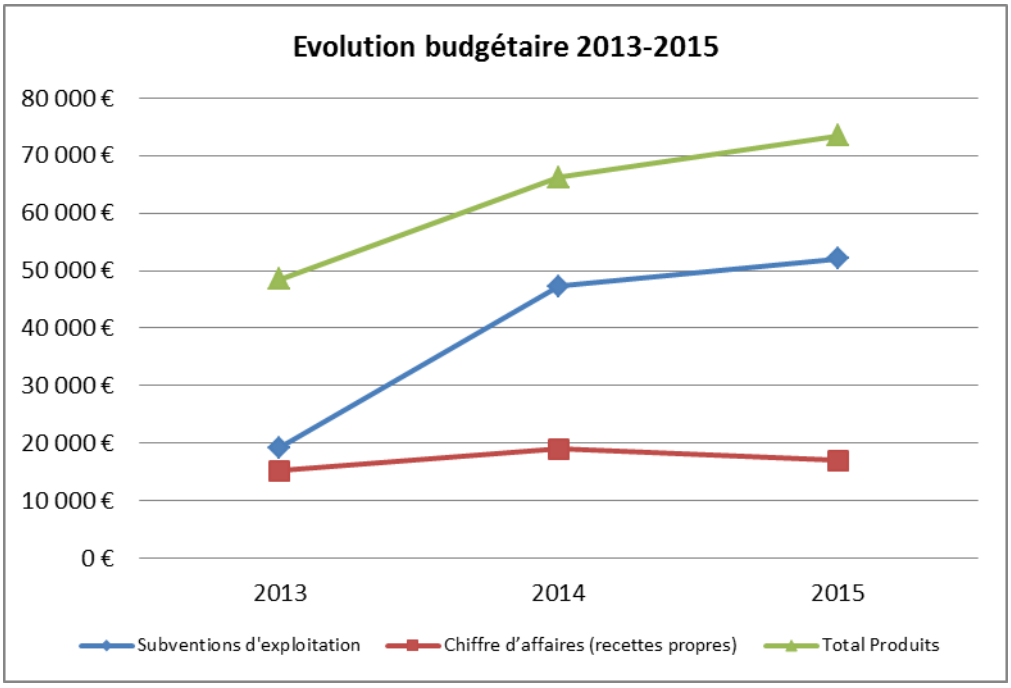
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DICREAM	1750	*6%*			*0%*
DRAC IDF (culture à l'hôpital en 2013 et culture et handicap en 2015)	3 000	*9%*		3 000	*6%*
Aide à l'emploi CUI-CAE		*0%*	10 200	6 500	*12%*
Conseil départemental Essonne	0	*0%*	0	10 000	*19%*
Ville de Paris	3 750	*12%*	8 300	0	*0%*
Mairie du 19ème arrondissement de Paris		*0%*	600	0	*0%*
Communauté de communes de l'Arpajonnais				4 050	*8%*
Autres - SACD	0	*0%*	3 525	5 000	*9%*
Région - PAC	25 000	*79%*	25 000	25 000	*47%*
Région - Autres		*0%*			*0%*
SOUS-TOTAL REGION	25 000	79%	25 000	25 000	47%
TOTAL SUBVENTIONS	**31 750**	**100%**	**47 625**	**53 550**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

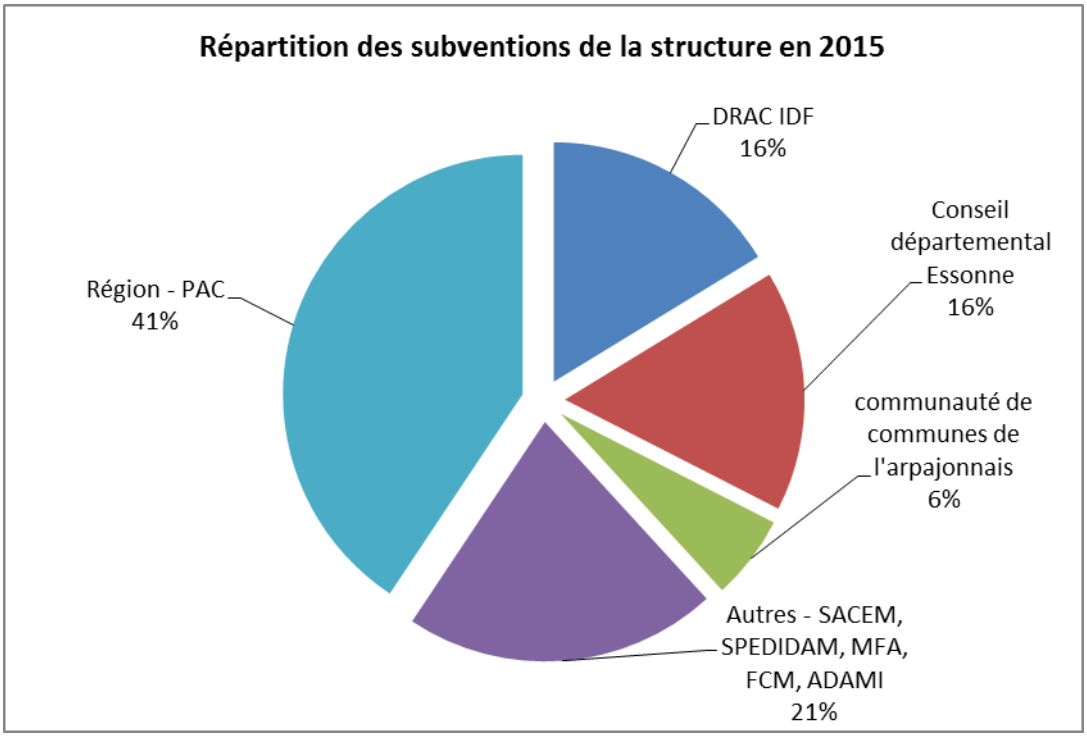
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**

Subventions d'exploitation	19 250	*40%*	47 245	52 025	*71%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	15 210	*31%*	18 980	16 950	*23%*
Total produits	48 460	100%	66 227	73 463	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	10 470	46 185	34 706
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	843	2 209	1 567

3) Evolution de l'activité

	2013/14	2014/15	2015/16
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	2	2
Nombre de spectacles diffusés au total	1	3	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	7	15	5
Nombre de lieux concernés par les tournées	3	9	4
Nombre de spectateurs	400	900	500
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	Résidences pour *Emulsion Cobalt* en 2013 :1 semaine en novembre 2013 à Anis Gras (Arcueil 94) et 1 semaine en décembre 2013 à l'étoile du nord (Paris 75) Résidence pour *Emulsion Cobalt* en 2014 : janvier à Micadanses (Paris 75), février aux Anciennes Cuisines de Ville-Evrard (93), mars à Micadanses et à la ménagerie de verre (Paris 75), avril à la ménagerie de verre et à l'étoile du nord, en mai à Micadanses, l'étoile du nord, et à Anis Gras, juin au CDC l'échangeur (Château-Thierry 02)	Résidence pour *Inversions Polaires* 2014 : en septembre à Plastique Danse Flore (Versailles 78) Résidence pour *Inversions Polaires* 2015 : avril au Silo de farine de froment (Méréville 91), en juin au CDC L'échangeur (Château-Thierry02)	Résidence pour *Inversions Polaires* 2015 : en septembre au Silo de farine de froment (Méréville 91), en octobre et novembre au Point Ephémère (Paris 75), en décembre au Théâtre Rutebeuf (Clichy 92) En 2016 : en janvier au Centre National de la Danse (Pantin 93) et en février au CDC La Briqueterie CDC du Val-de-Marne (Vitry-sur-Seine 94)
ACTION CULTURELLE			

Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	30	20	
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	152h	159	107
Nombre d'établissements et de relais partenaires	8	12	11
Nombre de bénéficiaires	150	170	270

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 **(tel que rédigé par la structure bénéficiaire)**

Au cours de ces trois prochaines années, nous souhaitons donner une plus grande envergure à la compagnie à travers des emplois pérennes au sein du bureau, à travers la création de nouveaux spectacles et performances, à travers le développement de nouveaux partenariats tout en gardant un lien fort avec un public de proximité par nos actions culturelles.

Structuration :
Ces trois années seront pour nous l'occasion de développer les emplois liés au bureau de la compagnie : à travers un CDI à temps partiel pour la chargée d'administration et une présence plus grande de la chargée de diffusion.

Partenaires :
Nous souhaitons continuer à mettre en place et développer nos partenariats et notre réseau en Essonne (lieu d'implantation de la compagnie) et plus largement en Île-de-France.
Il s'agit d'entretenir notre réseau, de développer de nouveaux partenaires : structures labélisées, scènes conventionnées danse, centres de développement chorégraphique, Scènes Nationales, Centre National de la Danse et les festivals en intérieur ou en extérieur.
Notre objectif est de développer des partenariats non seulement avec des lieux identifiés mais aussi faire un travail dans les quartiers ou des lieux qui ont peu d'accès à une offre culturelle.

Créations et diffusion :
Nouvelle pièce : *Impressions d'Ensemble* (titre provisoire)
Nous souhaitons développer une nouvelle pièce qui verra le jour au second semestre 2017.
Polders : cette nouvelle création ainsi que les deux précédentes sera accompagnée de performances in situ en lien avec les créations.
Nos objectifs sont de développer la diffusion de nos pièces *Inversions Polaires* (création 2016) et *Emulsion Cobalt* (création 2014).
Inversions Polaires et *Emulsion Cobalt* pourront également être présentés sous forme de Polders (intitulé que nous donnons à des performances In Situ issues du spectacle) afin d'aller au plus près du public.
Par ailleurs nos pièces ont été créées pour être diffusées aussi bien en intérieur qu'en extérieur (à l'instar de nos représentations à Plastique danse Flore où nous avons réadapté la pièce pour une version dans différents espaces du potager du Roi).
Pour ces prochaines années, nous souhaitons continuer à développer notre structure et nous rendre plus visibles à travers la création et diffusion de nos spectacles et des actions urbaines en France et à l'étranger.

Appropriation :
Nous portons un intérêt particulier aux actions artistiques que nous menons. Elles permettent de sensibiliser le public à la danse contemporaine.

Ces actions se feront sur le territoire francilien et plus spécifiquement en Essonne. Nous continuerons les projets actuels, et développeront de nouveaux projets avec les scolaires. Nous portons un intérêt particulier aux lycées dans lesquels nous souhaiterions avoir une résidence pour continuer nos recherches chorégraphiques, mener des ateliers avec les élèves et présenter des performances dans l'établissement.

2016-2017
Nos objectifs au cours de ces douze prochains mois sont d'entretenir nos partenariats existants, rencontrer et

présenter notre travail (à travers des rendez-vous, des présentations) à des structures en Île de France afin de rendre plus visible nos créations et les actions que nous développons autour de ce travail.
Nous allons nous ancrer de manière plus prégnante sur le territoire essonnien (dates acquises en lien avec des actions artistiques) et développer davantage les nouveaux partenariats engagés.

Création d'une nouvelle pièce : *Impressions d'Ensemble* (titre provisoire) pour 4 danseurs.
Cette pièce s'accompagnera de Polders présentés in situ.
Des temps de résidence sont prévus notamment en Essonne avec les nouveaux partenaires créés et en Île de France.

Au cours de cette année, nous souhaitons diffuser nos pièces précédentes : *Inversions Polaires* et *Emulsion Cobalt,* aussi bien en intérieur qu'en extérieur.

Par ailleurs, nous allons créer une version *d'Inversions Polaires* pour le jeune public.
En effet, au cours de nos présentations et de nos performances, nous avons pu constater que les enfants s'immergent dans notre univers dont l'approche ludique et plastique, les interpelle et développe leur imaginaire. Ce nouveau regard nous a presque surpris dans un premier temps et a suscité une réelle envie d'aller plus loin en créant des pièces spécifiques pour ce public.

Cette approche intéresse vivement plusieurs de nos partenaires dont le festival Rencontres Essonne Danse (91) qui souhaite programmer Inversions Polaires, version jeune public.

Cette prochaine année sera également une ouverture vers des projets internationaux.
En effet depuis janvier 2016, nous avons intégré la pépinière du projet Europe Créative (Relais culture Europe) pour préparer le dossier de spectacle que nous soumettrons à la commission européenne en octobre 2016.

Nous allons continuer nos actions culturelles auprès de lycées (91), ainsi que des collèges (93) et des maternelles (91).

2017-2018
Nous souhaitons mettre à profit les liens que nous aurons tissés avec de nouveaux partenaires et créer un partenariat solide et pérenne en Essonne et en île de France.

Création :
La pièce *Impressions d'Ensemble* (titre provisoire) sera créée en novembre 2017.
Nous y associerons des Polders, que nous présenterons notamment en Essonne dans le cadre des Rencontres Insolites (communautés de communes de l'Arpajonnais 91) ou dans le cadre de rencontres In situ avec la communauté de communes de l'Etampois mais aussi dans le parc Culturel de Rentilly (77) et en île de France.

Notre souhait en termes de diffusion pour cette année :
Il s'agit de créer un réseau plus inscrit et plus développé autour des quatre types de spectacles suivants :
Spectacles dans un théâtre, spectacles et performances en extérieur, versions des spectacles pour jeune public et peut-être des spectacles à l'étranger.
Nous continuerons à diffuser les pièces précédentes ainsi que les polders.
Les actions culturelles restent un point important que nous souhaitons continuer à développer notamment les créations de spectacles avec des amateurs intergénérationnels.

Nous augmenterons le temps de travail de la chargée de diffusion.

Nous continuerons nos actions culturelles auprès de lycéens (91), à travers une résidence,
et mènerons un nouveau « Cadavres exquis, Crème anglaise » avec des amateurs intergénérationnels.

2018-2019
Nous aimerions nouer des relations avec un plus grand nombre de structures labélisées (Centre de Développement Chorégraphique, Centres Chorégraphiques Nationaux, Scènes Nationales, Scènes Conventionnées) et garder des liens forts avec des lieux moins connus dans des quartiers ou des zones moins habituées à recevoir des offres culturelles (création de spectacles et ateliers avec des amateurs).
Dans le cadre d'une nouvelle résidence, nous souhaitons mener des ateliers avec des scolaires et plus particulièrement des lycéens en Essonne.

Il s'agit pour nous d'étoffer le bureau en passant d'un temps partiel à un plein temps pour la chargée d'administration et augmenter le temps de travail de la chargée de diffusion (2 jours par semaine).

Nous souhaitons développer nos activités artistiques à travers plus de diffusion et de projets en lien avec des publics très variés (ateliers/performances, spectacles) et garder une approche en intérieur et en extérieur de nos spectacles.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Ile de France dont Essonne :
Festival « Les Rendez-vous Insolites » (Saint-Germain-Lès-Arpajon 91) Festival Essonne Danse (La Norville 91), Festival Et si on dansait ? (Orsay 91), L'Agora - Scène nationale d'Evry (Evry 91), Le Silo de farine de froment (Méréville 91), Théâtre d'Etampes (Etampes 91), CDC la Briqueterie (Vitry-sur-Seine 94), Théâtre Paul Eluard (Choisy le roi 94) Le Prisme (Elancourt 78), Parc culturel de Rentilly (Bussy-Saint-Martin 77), le Point Ephémère (Paris 75), L'étoile du nord (Paris 75), le cent-quatre (Paris 75), Espace 1789 (Saint-Ouen 93)

Hors Île de France : LUX Scène nationale (Valence 26), Le Manège de Reims Scène Nationale (51), CDC Lille, CDC Dijon, CDC Picardie, Le Phare, CCN du Havre Haute-Normandie (76), centre chorégraphique national de Caen en Normandie (14)

International : Europe Creative (Relais Culture Europe) projet en Asie

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

- DRAC : aide au projet, subvention confirmée pour 2016
- ARCADI : parcours d'accompagnement
- Conseil Départemental du 91 : aide aux acteurs culturels, artistiques et patrimoniaux
- Communauté de communes de l'Arpajonnais (91) : soutien à la création et actions culturelles
- Communauté de communes de l'Etampois (91) : soutien à la création et actions culturelles

Equipe artistique prévue pour le projet :
Conception/chorégraphie : Françoise Tartinville
Assistante artistique : Corinne Hadjadj
Danse : Vincent Delétang, Cyril Geeroms, Clémentine Vanlerberghe, autre danseuse en cours de recherche
Musique originale : Jean-François Domingues
Création lumière : Boris Molinié
Scénographie : Annabel Vergne, Françoise Tartinville

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence pour la création de la nouvelle pièce « Impressions d'Ensemble », résidence pour la diffusion d'Inversions Polaires en extérieur. Une partie de ces résidences rentre dans le cadre de résidences d'implantation en Essonne	Résidence pour la création de la nouvelle pièce *Impressions d'Ensemble*, résidence pour la diffusion d'*Inversions Polaires* en extérieur et version jeune public. Une partie de ces résidences rentre dans le cadre de résidences d'implantation en Essonne
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	5 jours en octobre 5 jours en décembre (danseurs)	10 jours en février 10 jours en avril, 10 jours en mai, 10 jours en juin

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Le Centre national de la Danse (93), Théâtre d'Etampes (91)	Le Silo de farine de froment (Méréville 91), communautés de communes de l'arpajonnais (Saint-Germain-Les-Arpajon 91), CDC l'échangeur (02), CDC la Briqueterie (94), Parc culturel de Rentilly (77)
Objectifs & contenus de chaque résidence	créer la nouvelle pièce *Impressions d'Ensemble* adaptation de la version extérieure d'Inversions Polaires présentation du travail aux habitants des quartiers (échanges, répétition publique). temps de sensibilisation pour des scolaires (lycées) et des amateurs.	Création de la nouvelle pièce *Impressions d'Ensemble* adaptation de la version extérieure d'Inversions Polaires création de la version jeune public d'Inversions Polaires présentation du travail aux habitants des quartiers (échanges, répétition publique). temps de sensibilisation pour des scolaires et des amateurs. Création d'un spectacle en extérieur avec des amateurs et des professionnels
Partenaires financiers de résidence	Drac Île de France, Conseil Départemental de l'Essonne (91)	Drac Île de France, Conseil Départemental de l'Essonne (91), communautés de communes de l'arpajonnais (Saint-Germain-Les-Arpajon 91), CDC la Briqueterie (94), Parc culturel de Rentilly (77)

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

2017/2018 :
Les résidences comprendront notamment des résidences d'implantation en Essonne.
Dates :
Résidences pour la création de *Impressions d'Ensemble* :
10 jours de résidence : entre septembre et octobre 2017 pour finaliser la pièce
Résidence de création pour Cadavres Exquis, Crème anglaise : spectacle pour amateurs intergénérationnels : 10 jours de résidence entre mai et juin 2018.

Lieux :
Le théâtre de l'Agora, scène nationale d'Évry (91), L'étoile du nord (75), Le Prisme (78), Le Centre national de la danse (93), Rencontres chorégraphiques internationales (93), Le Silo de farine de froment (Méréville 91), Théâtre d'Etampes (Etampes 91), CDC la Briqueterie (Vitry-sur-Seine 94), Théâtre Paul Eluard (Choisy le roi 94) Le Prisme (Elancourt 78), Parc culturel de Rentilly (Bussy-Saint-Martin 77), le Point Ephémère (Paris 75), L'étoile du nord (Paris 75), Espace 1789 (Saint-Ouen 93)

Objectifs : création d'une nouvelle pièce, rencontres avec les publics (répétitions publiques, échanges, ateliers), création de nouveaux polders, nouvelle création de *Cadavres exquis, Crème anglaise* : spectacle pour amateurs intergénérationnels.

Partenaires financiers : Drac Île de France, Conseil Départemental de l'Essonne (91), Adami, Arcadi, communautés de communes de l'arpajonnais (91), communautés de communes de l'étampois (91),

2018/2019 :
Dates :
Dès octobre 2018 début d'une nouvelle création qui verra le jour en octobre 2019
Puis 8 semaines de répétitions jusqu'en en octobre 2019
Résidence de création pour *Cadavres exquis, Crème anglaise* : spectacle pour amateurs intergénérationnels, 10 jours de résidence entre mai et juin 2019.

Lieux :
Le théâtre de l'Agora, scène nationale d'Évry (91), L'étoile du nord (75), Le Prisme (78), Le Centre national de la danse (93), Rencontres chorégraphiques internationales (93), Parc culturel de Rentilly (77) Le Silo de farine de froment (Méréville 91), Théâtre d'Etampes (Etampes 91), CDC la Briqueterie (Vitry-sur-Seine 94), Théâtre Paul Eluard (Choisy le roi 94) Le Prisme (Elancourt 78), Parc culturel de Rentilly (Bussy-Saint-Martin 77), le Point Ephémère (Paris 75), L'étoile du nord (Paris 75), le cent-quatre (Paris 75), Espace 1789 (Saint-Ouen 93)

Objectifs : création d'une nouvelle pièce, rencontres avec les publics (répétitions publiques, échanges, ateliers), création de nouveaux polders, nouvelle création de *Cadavres exquis, Crème anglaise* : spectacle pour amateurs intergénérationnels.

Partenaires financiers : Drac Ile de France, Arcadi, Adami, Conseil Départemental de l'Essonne (91), Communautés de Communes de l'Arpajonnais (91), Communautés de Communes de l'Etampois, Le théâtre de l'Agora, Scène Nationale d'Évry (91),
L'étoile du nord (Paris 75), Le Centre national de la danse (93), Rencontres chorégraphiques internationales (93), Parc culturel de Rentilly (77) Le Silo de farine de froment (Méréville 91), Théâtre d'Etampes (Etampes 91), CDC la Briqueterie (Vitry-sur-Seine 94), Théâtre Paul Eluard (Choisy le roi 94), Le Prisme (Elancourt 78), le Point Ephémère (Paris 75), le cent-quatre (Paris 75), Espace 1789 (Saint-Ouen 93)

PERSPECTIVES DE CREATION

Dans le cadre des 12 prochains mois nous aimerions commencer une nouvelle création pour 3 à 4 danseurs. Cette pièce à l'instar des précédentes sera créée en amont pour être présentée en intérieur et en extérieur.
La thématique aborderait la question du global et du local dans notre société actuelle.
Elle se développerait autour d'une danse intime, des mouvements intérieurs et personnels. Comment ces mouvements s'adaptent et se greffent à d'autres mouvements personnels pour former ou non une unité d'ensemble.
Nous sommes immergés dans un flot humain où l'espace individuel se rétrécit pour rentrer dans une logique de masse, où la place de chacun se questionne au vue d'une globalisation et d'une uniformisation du monde. Cette pièce fait suite à *Inversions Polaires* qui questionnait déjà les différents modes de perceptions dans un monde uniforme, ainsi que la question de notre rapport à l'environnement (recyclage, pollution, utopie d'un monde meilleur ?).

Il s'agit à la fois de traiter cette question avec humour mais aussi de proposer une réflexion sur nos modes de vie aujourd'hui.

A l'instar des pièces précédentes et notre nouvelle ligne artistique depuis Emulsion Cobalt, cette pièce abordera le corps à travers la respiration, le mouvement brut et direct s'associant à des éléments plastiques et ludiques.

Distribution envisagée :
Concepteur/chorégraphe Françoise Tartinville
Assistante artistique Corinne Hadjadj
Danseurs Vincent Deletang, Cyril Geeroms, Clémentine Vanlerberghe, autre danseuse en cours de recherche
Compositeur Jean-François Domingues
Créateur lumière Boris Molinié
Scénographie Annabel Vergne, Françoise Tartinville

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Nous souhaitons diffuser les pièces suivantes :
- ***Impressions d'ensemble*** (titre provisoire) Prochaine création (2017-2018)
- ***Inversions Polaires (dont version jeune public)***
- ***Emulsion Cobalt***

- ***Polders*** : des performances in situ issues des ces deux pièces et de la pièce en cours *Impressions d'ensemble*
- ***Cadavres exquis, Crème anglaise*** : monter cette pièce avec d'autres amateurs dans des quartiers ou zones où l'offre culturelle est moins forte.

Partenaires pressentis à ce jour
Sollicités :
Communauté de communes de l'Arpajonais (91) : soutien à la création et actions culturelles, Communauté de commune de l'Etampois (91) : soutien à la création et actions culturelles, Parc culturel de Rentilly (77), Le théâtre de l'Agora, scène nationale d'Évry (91), L'étoile du nord (Paris 75), Le Prisme (78), Rencontres chorégraphiques internationales (93), Théâtre d'Etampes (Etampes 91), CDC la Briqueterie (Vitry-sur-Seine 94), Théâtre Paul Eluard (Choisy le roi 94), Le Prisme (Elancourt 78), Le cent-quatre (Paris 75), Espace 1789 (Saint-Ouen 93), institut français et réseau culturel français à l'étranger

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Etre en mesure au cours de ces trois prochaines années de :
- La première année, créer un poste en CDI à temps partiel pour la chargée d'administration à raison de 21h par semaine soit un salaire brut de 12600 euros pour un coût total employeur annuel de 15500 euros. A l'issue des trois années, faire évoluer le poste pour un trois quart temps (26h/semaine) soit un salaire brut de 1365 euros pour un coût total employeur annuel de 20200 euros.
- augmenter la présence de la chargée de diffusion actuellement employée à raison d'environ 3 jours par mois (emploi du temps modulable actuellement en fonction des activités de la compagnie). Il s'agirait d'employer cette personne 5 à 6 jours par mois, soit sur 10 mois 4500 euros de salaire brut et un cout total employeur de 7060 euros.
- être en mesure de développer des actions culturelles dans lesquels les danseurs de la compagnie seraient des relais : développer la masse salariale des danseurs et leur implication dans le vie de la compagnie
- nous souhaiterions que nos projets à destinations des jeunes publics tournent suffisamment pour employer les danseurs de la compagnie plus régulièrement
- augmenter les salaires de l'équipe artistique et du bureau

C'est pour toutes ces raisons que nous sollicitons aujourd'hui une hausse de notre subvention.

Subvention demandée :
35 000 €
Soit 10 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	19000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	41000
Salaires brut (chargée d'administration)	12600	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur (chargée d'administration)	2900	Région IDF - PAC	35000
Salaires brut (chargée de diffusion)	2200	**Département** (91 Essonne) : en cours	6000
Charges employeur (chargée de diffusion)	1300	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	6000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	46100	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	6000
Salaire chorégraphe	4200	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	10000
Charges employeur chorégraphe	2400	ADAMI	4000
Salaires bruts artistes (danseurs et assistante)	19800	ARCADI	6000
Charges employeur artistes (danseurs)	11300	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	17000

Salaires bruts techniciens	3000	Apports de coproduction (préciser) : Communauté de communes de l'Etampois	4000
Charges employeur techniciens	1700	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations) 5	13000
Salaires scénographe	1200		
Transports	500		
Autres (préciser) : achats costumes et décor	2000		
DEPENSES D'APPROPRIATION	6300		
Préciser le nombre d'heures : 95 h			
Salaires bruts	4000		
Charges employeur	2300		
AUTRES DEPENSES	2600		
Loyers (location d'un bureau administratif)	2000		
Frais de communications	400		
Frais d'administration	200		
TOTAL	**74000**	**TOTAL**	**74000**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagnie Atmen est soutenue par la Région au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 25 000 €.
Le projet portait sur la structuration de la compagnie, à savoir notamment la création d'un emploi de chargé de développement, la création de spectacles (des créations professionnelles, des formes performatives, des spectacles avec des amateurs) et le développement des activités artistiques et de sensibilisation à la danse contemporaine. Alors en résidence de trois ans à l'Etoile du Nord, la compagnie envisageait une implantation progressive dans l'Essonne.

La structure n'a pas bénéficié d'autres aides régionales.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Au cours des trois années de conventionnement, la compagnie Atmen a créé deux spectacles : « Emulsion cobalt » et « Inversions Polaires » ainsi que plusieurs performances dansées créées in situ, en lien avec les lieux dans lesquels elles sont présentées. Ayant à cœur d'être au plus près du public et intéressée par le rapport à l'architecture et à l'espace de la représentation, la compagnie présente ses spectacles, et à fortiori ses performances, en intérieur comme en extérieur. Ainsi « Emulsion cobalt », a été créé en extérieur au Festival Danse floor de Versailles en 2014 et a également été présenté en salle à l'Etoile du Nord à Paris par exemple. Ce spectacle réunit trois danseurs et questionne le masculin, ses codes et ses valeurs tout en les détournant. La compagnie devrait présenter son dernier spectacle « Inversions Polaires » créé en 2016 en salle (au théâtre Berthelot de Montreuil dans le cadre du festival Les incandescences) en extérieur au cours de la prochaine saison, au domaine de Rentilly en Seine-et-Marne dans le cadre du festival « PrinTemps de parole ». Pour cette création, la compagnie réunit 2 danseurs et une danseuse et questionne la matière, le recyclage, la place de l'homme et son rapport à l'environnement.
Plusieurs performances dansées ont été créées au cours des trois années : dans les espaces extérieurs à l'Etoile du Nord, dans le cadre de promenades dansées en espace public organisées avec des librairies (Le rideau rouge 18ème, La friche 11ème, L'attrape cœur dans le 15ème et folie d'encre à Saint-Denis), dans le nouveau bâtiment du pôle culturel de l'Arpajonnais, au festival Clignancourt danse sur les rails…
La compagnie a présenté ses spectacles et performances quasi exclusivement à Paris et en Ile-de-France. La diffusion est variable selon les années et les projets, elle s'établit entre 5 et 15 représentations par an. Les chiffres de fréquentation, difficile à comptabiliser pour les performances, sont modestes compris entre 400 et 900 spectateurs annuellement.
La proximité avec le public auquel la compagnie est attachée, se traduit également par la création de spectacles participatifs comme « Cadavre exquis / crème anglaise » que la compagnie a créé à deux reprises avec un groupe intergénérationnel d'une vingtaine d'amateurs constitué, à l'Ecole Nationale d'Architecture de Paris-Belleville et au Théâtre Rutebeuf à Clichy-La garenne.

Attachée à la transmission et à la proximité avec les publics ainsi qu'à l'ouverture de la danse à des publics éloignés, la compagnie accompagne son activité artistique d'interventions auprès des publics. Le volume horaire des actions culturelles s'élève ainsi selon les années entre 100 et 150 heures. Elle a ainsi développé au cours de ces trois années des projets avec des publics variés, notamment des scolaires (collégiens – collège Coysevox à Paris et lycéens – classe de 3ème à Villemomble), des amateurs (ateliers de pratiques proposés dans le cadre d'un festival, travail avec un groupe d'hommes non danseurs…), des personnes en hôpital de jour, des adolescents en attente de placement (Saint-Geneviève des bois), des jeunes adultes autistes (partenariat avec un institut de santé mentale et le MAC/VAL), des personnes de tout âge.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie Atmen, après une résidence longue de trois années à l'Etoile du Nord, scène conventionnée pour la danse (Paris), a travaillé à élargir ses partenariats dans le réseau danse mais également sur le territoire de l'Essonne où la compagnie développe son implantation. Plusieurs structures du secteur chorégraphique franciliens ont ainsi soutenu le travail de la compagnie par des accueils en résidence, des coproductions ou de la diffusion comme par exemple : Micadanses, les journées danse-dense de Pantin, le Studio le Regard du cygne, le festival Plastique Danses Flore de Versailles, la Briqueterie – Centre de développement chorégraphique du Val-de-Marne ou encore la Ménagerie de verre. Elle a également développé ses partenariats avec des lieux pluridisciplinaires comme le Théâtre de Rutebeuf à Clichy-la-Garenne ou encore Anis Gras à Arcueil. La compagnie tisse également des liens hors Ile-de-France avec le Centre de développement chorégraphique de Picardie, l'Echangeur.
La compagnie a œuvré à développer son implantation en Essonne, ce qui s'est traduit par un soutien de la communauté de communes de l'Arpajonnais (pour une performance dansée) et du Département de l'Essonne en 2015 ainsi qu'un accueil en résidence au Silo, lieu de fabrique à Méréville.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Modeste, le budget global de la compagnie a toutefois augmenté de 52% entre 2013 et 2015 passant de 48 460 € à 73 463 €. Cette augmentation est principalement due à la forte hausse des subventions publiques (+ 170 % par rapport à 2013). Les recettes propres financent entre 31 et 23 % du budget. En légère augmentation entre 2013 et 2015, elles fluctuent selon l'activité de la compagnie.
La compagnie obtient des aides à projet de la part de différents partenaires : Ville de Paris, DRAC, SCAD, DICREM. Elle a, en particulier, consolidé ses soutiens en Essonne : la Communauté de communes de l'Arpajonnais (4 050 €) et surtout le Conseil Départemental de l'Essonne qui soutient depuis 2015 la compagnie au titre des aides aux acteurs artistiques, culturels et patrimoniaux. Ces aides viennent ainsi s'ajouter aux aides à projet de la Ville de Paris obtenues lorsque la compagnie était en résidence à l'Etoile du Nord et à l'aide régionale à la permanence artistique et culturelle.
La Région est le premier partenaire de la compagnie avec une part de l'aide régionale qui décroit toutefois mécaniquement en raison de l'augmentation du budget et des subventions. La subvention régionale représente ainsi, en 2015, 48 % des subventions et 34 % du budget.
La compagnie s'est structurée au plan administratif autour de la directrice artistique avec l'embauche depuis 2014, d'une chargée d'administration (poste en CAE-CUI renouvelé en février 2016 pour une année) qui est le premier poste de la compagnie au régime général et récemment, en novembre 2015, d'une chargée de diffusion et du développement des partenariats (sous le régime de l'intermittence).
La masse salariale globale de la structure affiche ainsi une hausse qui s'explique tout à la fois par la création des emplois « administratifs » et par l'augmentation de la masse salariale des artistes et techniciens intermittents. Cette dernière ayant doublé entre 2013 et 2015, de 10 470 € en 2013, elle passe à 22 070 € en 2015 ;

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé pour les trois prochaines années par la compagnie Atmen s'inscrit dans une stratégie de développement autour de 4 axes principaux : la poursuite de la structuration de la compagnie, le développement du réseau de partenaires de la compagnie en général et de son implantation en Essonne en particulier, la création de nouveaux spectacles et la diffusion des anciens et enfin le souhait de mener des actions d'appropriation en direction des publics (notamment des lycéens).
La compagnie créera « Qui a peur du rose ? », sur la question du féminin en écho à la création sur le masculin « Emulsion cobalt » ainsi qu'une version jeune public d' « Inversions Polaires ».

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Atmen en 2016 à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 64 000 €

(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant proposé et le montant demandé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région apporte son aide au titre de l'emploi structurant de la compagnie à hauteur de 10 000 €	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 15 000 € pour le projet proposé par la compagnie ancrée dans le département de l'Essonne et en lien avec d'autres partenaires (micadanses notamment), comprenant notamment la création et la diffusion de spectacles ainsi que des interventions artistiques en direction des publics.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 64 000 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant proposé et le montant demandé

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €
2017	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	25 000,00 €

	culturelle	
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003629

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BOUFFES DU NORD (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	937 764,00 €	5,33 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CICT CTRE INTER CRE CREATIONS THEATRALES
Adresse administrative : 37 BIS BD DE LA CHAPELLE 75010 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OLIVIER POUBELLE, GERANT

Objet : NC

N° SIRET : 30107300300016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre des Bouffes du Nord a été construit en 1876. En 1974, Peter Brook et Micheline Rozan fondent le Centre International de Créations Théâtrales et cherchent un lieu de travail. Ils investissent ce théâtre abandonné, et Peter Brook y met en scène de nombreuses pièces parmi lesquelles « La Conférence des oiseaux » ou « Le Mahabharata ». En 2010 la direction du lieu est prise par Olivier Mantei et Olivier Poubelle. Conscients que le Théâtre des Bouffes du Nord, par son histoire, son architecture et le désir qu'il suscite, ne ressemble à aucun autre, ils accompagnent une nouvelle génération de metteurs en scène (Guillaume Vincent, Chiens de Navarre, Vincent Macaigne) tout en continuant le travail avec des artistes reconnus (Peter Brook bien sûr mais aussi Georges Lavaudant, Jérôme Deschamps, Heiner Goebbels, Pascal Dusapin) pour qu'il reste un lieu de recherche, de création

et de production, tout autant pour le théâtre que pour la musique. Le projet s'oriente vers le Théâtre musical.
Les Bouffes du Nord sont soutenues par la DGCA, la Ville de Paris et la Région Ile-de-France. Elles bénéficient également de l'aide au projet des sociétés civiles et d'ARCADI.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

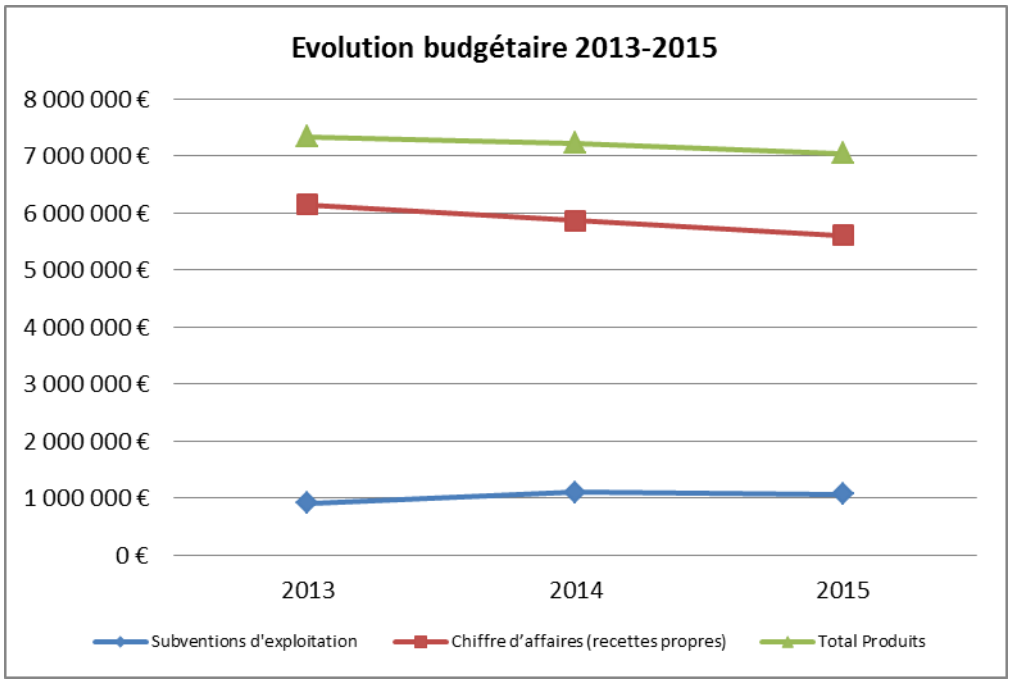
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Etat - Ministère de la culture (DGCA)	800 000	*81%*	800 000	800 000	*77%*
Ville de Paris (DAC) - fonctionnement	50 000	*5%*	100 000	100 000	*10%*
ARCADI	30 000	*3%*	18 884	42 766	*4%*
SACD, SPEDIDAM, ADAMI	62 000	*6%*	75 000	15 000	*1%*
Région - PAC	50 000	*5%*	50 000	50 000	*5%*
Région - Investissement	0	*0%*	49 350	49 350	*5%*
SOUS-TOTAL REGION	50 000	5%	99 350	79 350	8%
TOTAL SUBVENTIONS	**992 000**	**100%**	**1 093 234**	**1 057 116**	100%

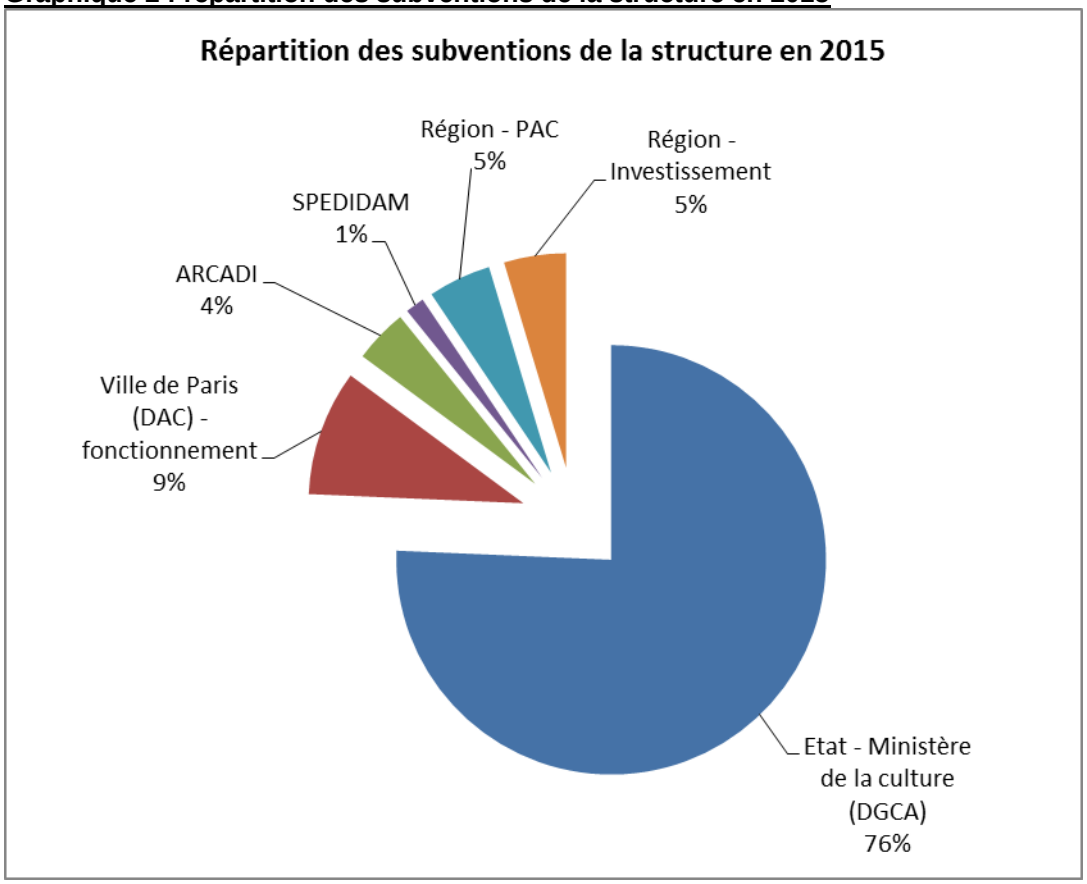
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	913 257	*12%*	1 103 957	1 068 765	*15%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	6 145 589	*84%*	5 868 289	5 606 172	*79%*
Total produits	7 343 533	100%	7 228 333	7 053 145	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale (intermittente seulement)	2 493 267	2 416 630	2 576 254

Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	51 928	48 934	56 556

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies > Productions déléguées ou coproductions du Théâtre des Bouffes du Nord	- 4 créations produites et 3 coproductions pour 96 représentations	- 7 créations en productions et coproduction pour 78 représentations.	- 5 créations en production pour 52 représentations.
Nombre de spectacles diffusés au total	- 17 spectacles et 42 concerts accueillis au théâtre des Bouffes du Nord pour 244 représentations. - 13 spectacles en tournée pour 283 représentations.	- 11 spectacles et 43 concerts accueillis aux Bouffes du Nord pour 192 représentations. - 13 spectacles en tournée pour 370 représentations.	- 17 spectacles et 45 concerts accueillis aux Bouffes du Nord pour 253 représentations. - 15 spectacles en tournée pour 178 représentations.
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	- 244 représentations dont 39 en cession.	- 192 représentations dont 37 en cession.	- 253 représentations dont 32 en cession.
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	- 18 concerts pour 3 festivals (Festival D'automne, Festival Fragile, Festival Worldstock)	- 27 concerts pour 4 festivals (Festival des pianistes affranchis, Festival Fragile, Festival Jazz Nomades, Festival Worldstock)	- 39 concerts pour 3 festivals (Festival des pianistes affranchis, Festival Jazz Nomades, Festival Worldstock) - 3 conférences et projections dans le cadre du festival Le Monde.
Nombre de spectateurs	- 70 314 spectateurs	- 71 726 spectateurs	- 81 540 spectateurs
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	- 38 semaines de répétitions (19 sur le plateau et 19 dans la salle de répétition du 5ème étage).	- 12 semaines de répétitions (5 semaines sur le plateau et 7 semaines dans la salle de répétition du 5ème étage). Pour 6 compagnies au total.	- 36 semaines de répétitions (14 sur le plateau et 22 dans la salle de répétition du 5ème étage).

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Au sein de la programmation des Bouffes du Nord, **le développement du théâtre musical** demeure un pivot et un axe majeur de développement.

1/ Le projet est donc d'abord **un projet de création** ce qui, aux Bouffes du Nord, ne va pas sans une préoccupation majeure de diffusion.
Pendant la durée du projet 2016-2019, les Bouffes du Nord souhaitent accompagner 7 à 8 créations de théâtre musical.

Le projet s'est réalisé pour la saison 2015 -16 avec :

- ***Fugue*****,** de Samuel Achache, Jeanne Candel et Florent Hubert.
- ***Notre crâne comme accessoire***, mis en scène par Igor Mendjisky, en association avec la compagnie Les Sans cou, spectacle de théâtre musical librement inspiré *Théâtre ambulant Chopalovitch* de Lioubomir Simovitch.
- ***Monsieur de Pourceaugnac*** de Molière sur une musique de Lully, mise en scène par Clément Hervieu-Léger, interprétation musicale par Les Arts Florissants.

Il se structure pour la saison 2016 -17 avec :

- ***Traviata, vous méritez un avenir meilleur*** d'après *La Traviata* de Verdi, conception Judith Chemla, Florent Hubert et Benjamin Lazar, mise en scène Benjamin Lazar, direction musicale Florent Hubert.
- ***Je suis mort en Arcadie / Orfeo*****,** d'après l'*Orfeo* de Monteverdi et d'autres matériaux, mis en scène par Samuel Achache et Jeanne Candel, direction musicale Florent Hubert.

La saison 2017 - 18 est en construction et 2 projets théâtre musical de création sont quasiment confirmés :

- ***Mews Song***, musique de François Meïmoun, livret de Michel Archimbaud et Paul-Henry Bizon. Librement inspiré des figures du peintre Francis Bacon, du photographe John Deakin et du modèle Henrietta Moraes. Création aux bouffse du Nord à l'automne 2017.
- Une création musicale de Katie Mitchell (titre non défini) autour des œuvres de Marguerite Yourcenar et de Simone de Beauvoir. Création courant 2017-2018.

Par ailleurs, dans un genre plus théâtral,

- La compagnie **Les Chiens de Navarre-Jean-Christophe Meurisse*,*** sera accueillie au Théâtre des Bouffes du Nord pour leur nouvelle production.

Pour chacune de ces créations, les Bouffes du Nord assurent la production déléguée et la diffusion, avec un objectif de 20 à 30 dates par an, pour des spectacles prévus pour tourner au moins deux ans – soit la moyenne de diffusion actuelle des productions des Bouffes du Nord.

L'ensemble de l'équipe artistique, technique et de production devra être embauché sur une durée permettant : quelques semaines de recherche, la préparation, une dizaine de semaines de répétitions, les représentations à Paris et en tournée, le cas échéant une à deux semaines de reprise si la tournée ne suit pas directement la création.

Pour mener à bien ces créations, les Bouffes du Nord s'appuient sur des réseaux et partenaires de différentes natures :

- des partenaires permettant un travail musical approfondi, notamment avec résidences de création (Colombes, Alfortville, Théâtre de la Cité internationale)
- le réseau RITM qui propose un accompagnement européen pendant toute la durée du processus de création : échanges avec d'autres artistes européens, masterclass et présentation des spectacles devant de potentiels partenaires de production et/ou de diffusion ;
- le réseau des coproducteurs et des partenaires réguliers de diffusion, dont un nombre croissant de lieux franciliens.

2/ Le **développement du théâtre musical passe nécessairement par l'appropriation de ce genre par le public et par les échanges entre générations d'artistes**. Pour cela, le projet repose sur trois axes :

- Une action artistique auprès des publics scolaires est menée, où tout au long de l'année scolaire des liens se tissent entre élèves et artistes créateurs autour des productions du théâtre. La rencontre des artistes, la découverte d'un art et sa pratique sont au cœur de ces actions d'immersion et de transmission que souhaite mener le théâtre.

- Tous au théâtre

« Tous au Théâtre après l'école ! » vise à l'accès très jeunes publics à la démarche artistique et la compréhension de ce qu'est le spectacle vivant, via la découverte, l'échange avec les artistes, l'expérimentation technique et créative. Encadrés par des médiateurs qualifiés, les sessions proposent un véritable contenu artistique, et permettent la rencontre d'artistes, d'œuvres et d'univers variés, ainsi que le partage d'une expérience artistique collective.

La rencontre des élèves avec des professionnels du spectacle vivant leur permet de découvrir et d'expérimenter des métiers d'art et des savoir-faire spécifiques. Par la transmission d'une passion et d'une technique artistique, il s'agit d'éveiller les sensibilités artistiques des enfants voire de leur ouvrir des perspectives pour mieux appréhender leur propre avenir.

- Passeport avenir

Le théâtre est partenaire de l'association Passeport Avenir qui accompagne des jeunes issus de milieux modestes dans leur parcours scolaire et professionnel. Dans ce cadre les jeunes sont invités au théâtre pour rencontrer les professionnels du monde du spectacle et les sensibiliser à la création artistique.

- Concerts jeune public et famille (partenariat avec la Fondation Bru'Zane)

- Lien privilégié avec des établissements scolaires :

Le théâtre accueille chaque année un public scolaire nombreux issu des collèges, lycées et universités avec lesquels des liens de fidélités sont tissés depuis plusieurs saisons. Ainsi, une centaine de classes de collège, une quinzaine de lycées et les universités et grandes écoles parisiennes telles que la Sorbonne Nouvelle-Paris 3.
Des rencontres sont organisées en bord de plateau ou en amont des représentations, ouvertes à tous, elle accueille un public nombreux.

- Parcours pédagogiques

Des projets plus spécifiques sont créés sous forme de parcours intitulés « théâtre musical » ou « découverte des métiers d'art », proposant à des élèves du collège de Clichy-La-Garenne en option théâtre (tous niveaux confondus) et à des étudiants du Diplôme des Métiers d'Art en option Décor architectural du Lycée Hector Guimard, des visites régulières et des rencontres tout au long de la saison.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement

Voir liste des partenaires franciliens avec lesquels les Bouffes du Nord ont collaboré durant la PAC 2012-2015.

Durant la prochaine année de conventionnement, les principaux partenaires franciliens seront :

L'Apostrophe - Théâtre des Louvrais	Cergy-Pontoise
Théâtre de la Cité internationale	Paris
Théâtre de Cachan	Cachan
La Piscine Firmin-Gemier	Châtenay-Malabry
Théâtre de Chelles	Chelles
Théâtre Jean Arp	Clamart
Théâtre Rutebeuf	Clichy
Espace Jean Legendre	Compiègne
Théâtre Luxembourg	Meaux
Centre d'art et de culture Meudon	Meudon
Théâtre Sartrouville Yvelines CDN	Sartrouville
Théâtre de Suresnes	Suresnes
Opéra Royal de Versailles	Versailles
Théâtre de Vanves	Vanves
Pole culturel d'Alfortville	Alfortville
L'Avant-Seine-Theatre De Colombes	Colombes
Théâtre André Malraux	Rueil-Malmaison Cedex

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

- Ministère de la Culture : quote-part de la subvention de fonctionnement – acquise
- Ville de Paris : quote-part d'une subvention de fonctionnement – acquise

Equipe artistique prévue pour le projet :

NB : Les équipes présentées ici sont prévisionnelles et sont susceptibles d'évoluer en fonction du projet. Elles ne prennent pas en compte les équipes techniques, y compris pour les régies d'exploitation des spectacles, en l'absence de données arrêtées sur les projets.

Projet 2015-2016

- ***Fugue*****,** de Samuel Achache, Jeanne Candel et Florent Hubert.
  - ⇨ 1 directeur technique, 1 régisseur plateau, 1 habilleuse, 2 régisseurs lumière, 6 techniciens.

- ***Notre crâne comme accessoire***, mis en scène par Igor Mendjisky, en association avec la compagnie Les Sans cou, spectacle de théâtre musical librement inspiré *Théâtre ambulant Chopalovitch* de Lioubomir Simovitch.
  - ⇨ 1 metteur en scène, 1 assistant mise en scène, 10 comédiens, 1 scénographe, 1 costumière, 1 régisseur plateau, 1 régisseur vidéo, 1 régisseur lumières.

- ***Monsieur de Pourceaugnac*** de Molière sur une musique de Lully, mise en scène par Clément Hervieu-Léger, interprétation musicale par Les Arts Florissants.
  - ⇨ 1 metteur en scène, 1 assistant mise en scène, 7 comédiens, 4 chanteurs, 1 scénographe, 1 costumière, 1 assistante costumes, 1 chorégraphe, 1 créateur son, 1 créateur lumières, 8 techniciens.

Prémices du projet en 2016-17

- ***Traviata, vous méritez un avenir meilleur*** d'après *La Traviata* de Verdi, conception Judith Chemla, Florent Hubert et Benjamin Lazar, mise en scène Benjamin Lazar, direction musicale Florent Hubert.
  - ⇨ 1 metteur en scène, 1 assistant mise en scène, 1 directeur musical, 6 chanteurs, 7 musiciens, 1 scénographe, 1 créateur lumières, 1 créateur costumes, 1 chef de chant, 1 créateur maquillage, 1 régisseur général, 1 régisseur lumières, & habilleuse, 1 technicien.
- ***Je suis mort en Arcadie / Orfeo*****,** d'après l'*Orfeo* de Monteverdi et d'autres matériaux, mis en scène par Samuel Achache et Jeanne Candel, direction musicale Florent Hubert.
  - ⇨ 2 metteurs en scène, 1 directeur musical, 1 constructeur, 1 créateur lumière, 1 scénographe, 1 costumière, 1 régisseur général, 1 régisseur lumières, 1 habilleuse.

Projets suivants en cours de définition.

- ***Mews Song***, musique de François Meïmoun, livret de Michel Archimbaud et Paul-Henry Bizon.
  - ⇨ 1 metteur en scène, 1 scénographe, 1 créateur lumières, 1 costumière, 4 interprètes, 6 musiciens, 1 régisseur général, 1 régisseur lumière, 1 régisseur plateau, 1 habilleuse, 6 techniciens.

- Une création musicale de **Katie Mitchell** (titre non défini) autour des œuvres de Marguerite Yourcenar et de Simone de Beauvoir. Création courant 2017-2018.
  - ⇨ Equipe non définie

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	*Traviata* - Résidence de création - Résidence de diffusion	*Orfeo* - Résidence de création - Résidence de diffusion
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	- Du 15/06/16 au 2/07/16 et du 19/08/16 au 16/09/16 au théâtre des Bouffes du Nord	- Du 16 au 21/11/15 et du 5 au 10/ 12/16 au théâtre des Bouffes du Nord - Du 21/03 au 2/04/16 et du 5/12/16 au 10/12/16 au théâtre de la cité internationale. - du 12 au 31/07/16 au pôle culturel d'Alfortville

		- du 29/08/16 au 19/09/16 aux Théâtre des Bouffes du Nord. - du 26/09/16 au 8/10/16 aux Subsistances à Lyon. - du 12/12/16 au 3/01/17 à Valence.
Equipes artistiques	Mise en scène **Benjamin Lazar, Judith Chemla** Direction musicale **Florent Hubert** Arrangements **Florent Hubert** et **Paul Escobar** Chef de chant **Alphonse Cemin** Scénographie **Adeline Caron** Costumes **Alain Blanchot** Lumières **NN** Maquillages et coiffures **Mathilde Benmoussa** Avec **Florent Baffi** le médecin Grenvil et autres rôles **Damien Bigourdan** Alfredo Germont **Jérôme Billy** Giorgio Germont **Renaud Charles** flute ; **Elise Chauvin** Flora Bervoix **Judith Chemla** Violetta Valéry **Axelle Ciofolo** clarinette ; **Myrtille Hetzel** violoncelle **Bruno Le Bris** contrebasse **Gabriel Levasseur** accordéon **Sébastien Llado** trombone **Benjamin Locher** cor / le baron Douphol **Marie Salvat** violon	Mise en scène **Samuel Achache** et **Jeanne Candel** Direction musicale **Florent Hubert** Chef de chant **Nicolas Chesneau** Costumes **Pauline Kieffer** Scénographie **Lisa Navarro** Lumières **Jérémie Papin** Avec **Samuel Achache, Matthieu Bloch, Anne-Emmanuelle Davy, Vladislav Galard, Anne-Lise Heimburger, Florent Hubert, Clément Janinet, Olivier Laisney, Léo-Antonin Lutinier, Thibault Perriard, Jan Peters, Marion Sicre, Marie-Bénédicte Souquet, Lawrence Williams**
Objectifs & contenus de chaque résidence	Création	Création
Partenaires financiers de résidence		

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

> La création musicale de Katie Mitchell (titre non défini) autour des œuvres de Marguerite Yourcenar et de Simone de Beauvoir. Création courant 2017-2018.
Résidence de création à Londres du 20 novembre au 22 décembre 2017.
Résidence de création du 2 au 20 janvier 2018 au Théâtre des Bouffes du Nord, Paris

> *Le crocodile trompeur Didon et Enée,* (reprise), d'après l'opéra de Henry Purcell, mise en scène Samuel Achache et jeanne Candel, direction musicale Florent Hubert.
Résidence de diffusion à Taipei du 16 au 29 octobre 2017.

> *Mews Song*, musique de François Meïmoun, livret de Michel Archimbaud et Paul-Henry Bizon.
La pièce sera en résidence de création au théâtre des Bouffes du Nord

> La compagnie **Les Chiens de Navarre-Jean-Christophe Meurisse,** sera accueillie au Théâtre des Bouffes du Nord pour leur nouvelle production à l'automne 2017.
La pièce sera en résidence de création au théâtre des Bouffes du Nord sur un période à définir durant l'été 2017

Perspectives de résidences et de tournée se dessinent pour les projets de la saison 2016-2017 (programme non définitif):

- ***Traviata, vous méritez un avenir meilleur*** d'après *La Traviata* de Verdi, conception Judith Chemla, Florent Hubert et Benjamin Lazar, mise en scène Benjamin Lazar, direction musicale Florent Hubert.
  - Création du 17 septembre au 15 octobre 2016 au Théâtre des Bouffes du Nord, Paris.
  - En novembre au Théâtre de Chelles, à L'Espace Jean Legendre de Compiègne, au théâtre Jean Vilar de Suresnes, Théâtre d'Arras, à Mâcon et à Reims.
  - En décembre à Châlons-en-Champagne, au Théâtre de La Criée, Marseille
  - En janvier 2017 au Parvis à Tarbes, au Quartz de Brest, au Forum Meyrin à Genève, à Caen. à Rueil-Malmaison et à Niort.
  - En février à Cherbourg, Clichy, Clamart, Louviers, Beynes.
  - En mars 2017 à Sartrouville.

- ***Je suis mort en Arcadie / Orfeo*****,** d'après l'*Orfeo* de Monteverdi et d'autres matériaux, mis en scène par Samuel Achache et Jeanne Candel, direction musicale Florent Hubert.
  - Création du 4 au 10 janvier 2017 à la Comédie de Valence.
  - Du 17 janvier au 12 février 2017 au Théâtre des Bouffes du Nord, Paris.
  - Le 18 février au théâtre de la Piscine à Chatenay-Malabry.
  - Le 23 février 2017 au théâtre de Choisy-le-Roi.
  - Le 25 février 2017 au pôle culturel d'Alfortville.
  - Les 26 et 27 février 2017 au Théâtre de Vanves.
  - Du 2 au 4 mars 2017 au Théâtre national de Toulouse.
  - Du 8 au 11 mars 2017 au Grand théâtre de Lorient.
  - Du 1er au 18 mars 2017 à l'Apostrophe scène nationale, Cergy-Pontoise.
  - Le 21 mars 2017 au Cadran, Evreux.
  - Les 24 et 25 mars 2017 à Montpellier.
  - Les 28 et 29 mars 2017 à Béziers.
  - Le 4 avril à Villefranche.

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

Le Théâtre des Bouffes du Nord fait face à une contrainte financière telle qu'il ne peut augmenter l'effectif permanent de son bureau de production autrement que par le recours a des emplois en CDDU au projet (administrateurs de tournée).

Le seul poste pouvant évoluer vers une pérennisation (CDI) est celui de régisseur de production, poste pivot à la frontière de la technique et de la production intervenant à la fois sur l'organisation technique et logistique des tournées, et sur l'interface entre les équipes artistiques et techniques des productions et la direction technique des Bouffes du Nord.

Subvention demandée :
49 850 €

IV- Budget du projet spécifique saison 2016-2017 (HT)

CHARGES	€ HT	PRODUITS	€ HT
DEPENSES POUR L'EMPLOI (structurant pour le projet)		**ETAT / MINISTERE DE LA CULTURE**	**200 000**
L'ensemble de l'équipe de production et de diffusion, l'administration et la médiation culturelle sont fortement mobilisés sur le projet : pas de fléchage spécifique de l'aide régionale sur un seul emploi.		DGCA / Quote-part de la subvention de fonctionnement (ACQUISE)	200 000
DEPENSES DE CREATION/DIFFUSION	***728 283***	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**109 850**
Pour la production de deux spectacles de théâtre musical (interprètes, musciens, générique artistique, régisseurs et techniciens)		**Région Ile-de-France**	
Achats de spectacles, concerts	*57 500*	Région IdF – PAC TVA sur subvention	50 000 -150
Frais techniques/DCA	*48 600*	Région IdF - Autres services - ARCADI (aide sollicitée)	30 000
Droits d'auteurs+commande	*58 445*	**Commune :** Paris / quote-part de la subvention Acquise	30 000
Défraiements, transports	*41 918*	**SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS**	**30 000**
Apports en coproduction	*62 230*	ADAMI, SPEDIDAM, SACEM, SACD - Aides sollicitées	30 000
Salaires bruts artistes+équipe artistique (yc coût des Ensembles en paye indirecte)	*210 878*	**MECENAT ET SPONSORING**	**6 000**
Charges patronales artistes	*99 025*	Donateurs individuels et entreprises affectés aux productions	6 000
Salaires bruts techniciens	*72 651*	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITÉS**	**565 419**
Charges patronales techniciens	*44 235*	Billetterie	205 419
Locations (salle de répétition, stockage de décor, loc de partition, loc de matériel)	*4 920*	Coproduction	194 000
Achats/Consommable exploitation	*14 283*	Recettes de bar, restauration, librairie	16 000
Autres	*13 600*	Cession de spectacles (tournées)	150 000
DEPENSES D'APPROPRIATION	***62 780***	**AUTRES RECETTES**	**26 495**
Dépenses prévisionnelles pour la mise en œuvre des actions de médiation pour une saison, avec objectif de développement de ces actions		Affectation d'une part de la recette de l'ensemble de l'activité (frais de gestion de billetterie, locations de bureaux, etc.)	26 495
Salaires bruts	*35 100*		
Charges patronales	*17 550*		
Achats actions culturelles >> Môm'artre	*10 130*		
AUTRES CHARGES (notamment part de charges de fonctionnement)	***146 700***		
Masse salariale : y compris chargés de production	*116 700*		
Fonctionnement	*30 000*		
TOTAL	***937 763***	**TOTAL**	***937 764***

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Le Théâtre des Bouffes du Nord est soutenu depuis 2013 à hauteur de 50 000 € au titre de la permanence artistique et culturelle. Le projet soutenu était la création de spectacles de théâtre musical en production déléguée et la diffusion de ces œuvres en lien avec les équipements franciliens, partenaires et coproducteurs, ainsi que les actions d'appropriation. Le CICT a également bénéficié d'une aide à l'acquisition de matériel scénographique (49 350 euros – 2014).

Evolution de l'activité et du rapport au public
L'activité du Théâtre des Bouffes du Nord est dense en termes de création et de diffusion avec 16 créations produites ou en production déléguée sur la période de ce premier conventionnement, une moyenne de 229 représentations par an dans le lieu et de 277 représentations par an en tournée. Il est intéressant de constater que le CICT a développé ses partenariats avec des lieux franciliens sur ces trois dernières années : Théâtre de Chelles (« Tout va bien en Amérique »), IRCAM (« Te craindre en ton absence »), Fondation Royaumont (« Katia Kabanova »), Opéra de Massy (« La mort de Tintagiles »), Château de Versailles (« Le Bourgeois Gentilhomme ») pour la coproduction, et de nombreux lieux franciliens pour la diffusion, de spectacles de Théâtre musical objet du soutien au titre de la convention notamment : Théâtre de Saint Quentin-en-Yvelines, Théâtre de Sartrouville, Centre d'art et de culture de Meudon, Théâtre Luxembourg de Meaux, Théâtre Jean Arp, Théâtre de Suresnes… Le volet appropriation du projet se développe progressivement avec la poursuite de l'accueil de public scolaire, lycéens franciliens notamment, et de nouveaux projets, « Tous au théâtre après l'école», ateliers Théâtre et Musique hebdomadaires organisés dans le temps extra-scolaire et des écoles élémentaires, et « Passeport avenir ». La fréquentation du théâtre augmente de plus de 10 000 spectateurs sur la période.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Le Théâtre des Bouffes du Nord rayonne dans le nord-est parisien avec une programmation incluant des créations et des séries dans le domaine du Théâtre musical, genre permettant l'élargissement des publics de l'opéra et de la musique contemporaine. Le théâtre a développé ses échanges avec une trentaine de lieux franciliens et permet la diffusion de ces créations dans toute l'Ile-de-France de (« La flûte enchantée » de Peter Brook, « Le crocodile trompeur » de Samule Achache et Jeanne Candel, « Monsieur de Pourceaugnac » de Clément hervieu-Léger…).

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget des Bouffes du Nord est conséquent et globalement stable quoiqu'en légère baisse. Ainsi en 2015, il atteint 7 053 145 €. Les recettes propres, si elles ont diminué de 539 417 € sur la période, représentent toujours 79% des produits. Les subventions se sont accrues de manière marginale, avec un pic en 2014. Elles représentent en 2015 un total de1 037 116 €. Le Théâtre des Bouffes du Nord est soutenu en premier lieu par La Direction générale de la création artistique à hauteur de 800 000 €. Ensuite vient le soutien de la Ville de Paris au titre du fonctionnement, qui atteint 100 000 €. La Région intervient au titre de l'investissement et de la permanence artistique et culturelle avec un apport de 79 350 €, soit 13% des subventions. Le volume de l'emploi est équivalent sur les trois années de la convention. Cependant, l'activité mériterait un renfort sur les missions administratives.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années, le Théâtre des Bouffes du Nord propose de nouvelles créations : « Traviata, vous méritez un avenir meilleur » d'après la Traviata de Verdi, « Je suis mort pour Arcadie / Orfeo » d'après l'Orfeo de Monteverdi puis une création inspirée des figures du peintre Francis Bacon et une création autour des œuvres de Marguerite Yourcenar et de Simone de Beauvoir. Le projet proposé s'appuiera aussi sur la diffusion du répertoire en France et en Ile-de-France et l'accueil de projets en résidence (tels Les Chiens de Navarre) en lien avec des partenaires franciliens : L'Avant-Seine (Colombes), Théâtre-Studio (Alfortville), Théâtre de la Cité internationale (Paris).

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Théâtre des Bouffes du Nord en 2016 à hauteur de 50 000 €
sur une base subventionnable de 937 764 € correspondant au budget prévisionnel proposé.

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas au titre de l'emploi.	La Région apporte son aide à hauteur de 50 000 euros au titre de la création/diffusion/appropriation du Théâtre des Bouffes du nord sur l'esthétique du Théâtre musical et notamment dans le cadre du développement de ses partenariats avec des lieux franciliens, en coproduction ou en diffusion. La Région soutient également le développement de l'action culturelle du Théâtre avec les Lycéens.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 937 764 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	49 350,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	199 350,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003630

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CIE GRAINES DE SOLEIL (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	243 558,00 €	6,28 %	15 300,00 €
	Montant Total de la subvention		15 300,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE GRAINES DE SOLEIL
Adresse administrative : 7 RUE DE LA CHARBONNIERE
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Régine CLEMENT, Présidente

Date de publication au JO : 13 juin 1998

N° SIRET : 42046186500032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Khalid Tamer, metteur en scène, a fondé la compagnie Graines de soleil en 1998 avec la création de « L'île des esclaves » de Marivaux. C'est avec ce spectacle que la compagnie a débuté un long partenariat avec le Lavoir Moderne Parisien (LMP). Implantée dans le quartier de la Goutte d'Or, la structure entretient une relation forte avec la population du quartier, le LMP et l'Olympic Café. L'objet principal de recherche théâtrale de Graines de Soleil s'articule autour de la fête, de ce qui rassemble, de ce qui permet l'inter-culturalité.

En 2004, la compagnie a organisé la première édition du Festival au Féminin à la Goutte d'Or, festival qui porte sur

les créations de jeunes femmes, en association avec le LMP et en partenariat avec les associations locales.

En France, en Belgique, en Pologne, au Maroc, au Mali, en Mauritanie, au Sénégal, la compagnie crée en résidence, diffuse des créations et propose des stages de formation. Depuis 1999, la compagnie est agréée organisme de formation.

En parallèle de la PAC, la structure reçoit le soutien de la Ville de Paris, de la DRAC IDF, de l'Ambassade de France et de l'Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Egalité des chances (ACSé). En dehors de la PAC, la Région soutient la structure par le biais d'un emploi tremplin (médiatrice culturelle).

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

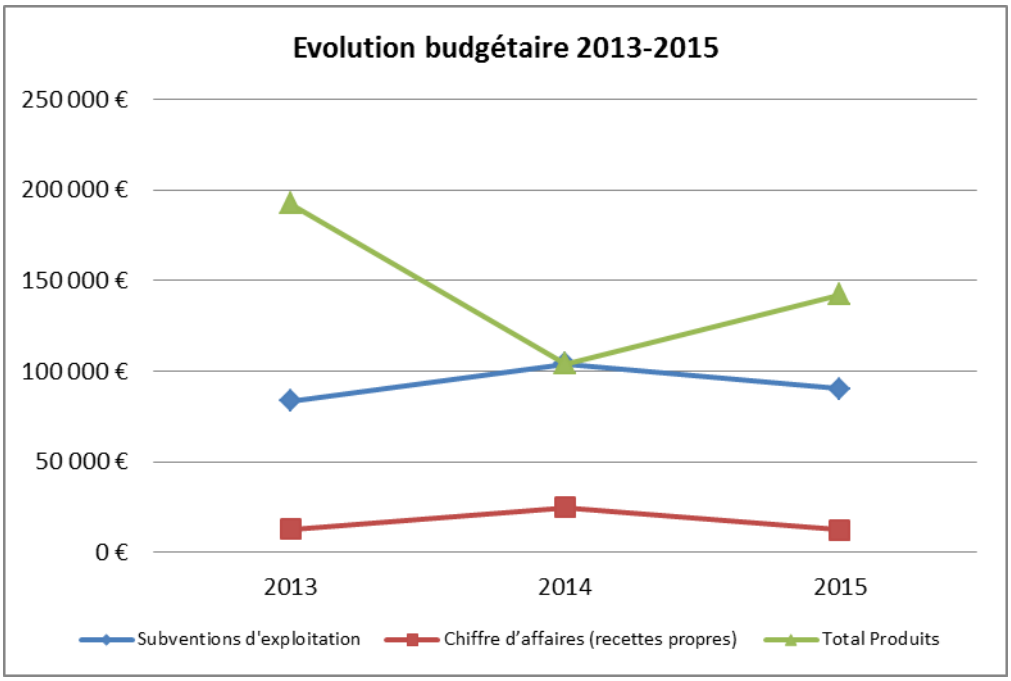
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Etat - réserve parlementaire / DGC	15 000	*9%*	0	9 200	*8%*
Conseil départemental - ACSE	6 500	*4%*	6 500	4 000	*3%*
Préfecture de Paris - dispositif adultes relais	59 623	*38%*	37 965	31 426	*26%*
Paris - DPVI, DJS, DASCO, DAC, etc.	37 020	*23%*	39 712	33 060	*27%*
Région - PAC	30 600	*19%*	30 600	30 600	*25%*
Région - Médiation, prévention, protection, DPVI, Projet Méditerrannée	10 000	*6%*	32 000	12 943	*11%*
SOUS-TOTAL REGION	40 600	26%	62 600	43 543	36%
TOTAL SUBVENTIONS	**158 743**	**100%**	**146 777**	**121 229**	100%

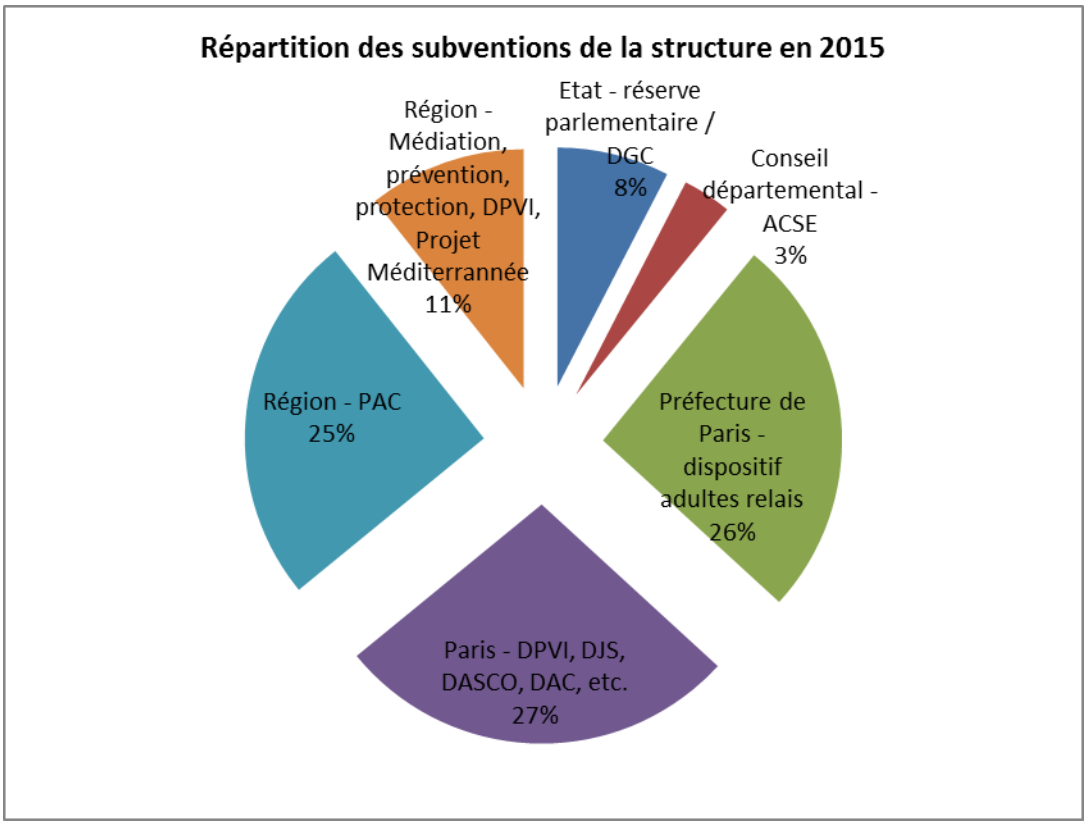
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	83 469	*43%*	104 092	*90 214*	*63%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	12 709	*7%*	24 836	*12 424*	*9%*
Total produits	192 405	100%	104 092	*142 134*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

Nouveau :

	2013	2014	2015
Masse salariale	116 176	75 655	70 880

Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 152	472	468

Ancien :

	2013	2014	2015
Masse salariale	NC	NC	NC
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 230	880	680

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2	2	2
Nombre de spectacles diffusés au total	3	2	3
Nombre de représentations	29 représentations	20 représentations	40 représentations
Nombre de lieux concernés par les tournées	7 lieux différents	8 lieux différents	8 lieux différents
Nombre de spectateurs	10000	8000	9000
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	Décembre 2012 Cirque Jules Vernes (14j) Mars – avril 2013 (22 j)	Avril- mai 2014 (40j) Biennale de Marrakech, Ambassade de France, Organisation	Avril-Août–sept 2015 (28j) Institut Français de Marrakech
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	62	72	68
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	62 + 80 auprès des femmes : **142**	72 + 120 parcours Insertion + 104 auprès des femmes : **296**	68 + 80 parcours Insertion + 77 auprès des femmes : **225**
Nombre d'établissements et de relais partenaires	7	8	6
Nombre de bénéficiaires	63	65	60

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

SYNTHESE DU PROJET

Permettre l'aboutissement des créations artistiques de la compagnie et développer la diffusion de ses spectacles afin que la structure puisse gagner en autonomie financière. Il s'agit dans un premier temps de s'appuyer sur les événements portés par Graines de Soleil et notamment sur le Festival Rue Léon (qui aura lieu en septembre de chaque année) pour offrir à nos spectacles une visibilité et mobiliser un large réseau professionnel. C'est ainsi que *Tente Nomade*, nouvelle création pourra être jouée en avant-première à Paris et être diffusée dès l'automne 2016 en Ile-de-France. L'autre projet de création, *ALI*, dont les résidences seront en 2016 pour une sortie début 2017 a été privilégié en raison d'une production moins conséquente que le projet *Même Pas Peur* nécessitant plus de temps pour l'écriture et la recherche de coproducteurs, prévu par conséquent pour 2017-2018.

La mise en place du projet de Graines de Soleil pour le Lavoir Moderne Parisien associée à la recomposition de l'équipe constituera le cœur de notre activité de l'été 2016 à l'automne 2017. Il s'agira alors non seulement de créer une programmation contemporaine de qualité, de sélectionner les compagnies à accueillir, mais aussi d'établir un calendrier de résidences et de développer des actions culturelles en lien avec les artistes accueillis.
Pour rappel, voici les 4 axes du projet de Graines de Soleil pour le LMP :

- ***Espaces artistiques citoyens*** avec une programmation exigeante reprenant des questions de société. Interpeller tous les publics à travers l'art, et reformuler les questions sociales via de nouvelles propositions artistiques. Faire des sortes de « Tema », avec des sociologues, ethnologues, philosophes, écrivains, économistes…
- ***Intérieur-extérieur*****,** faire sortir l'art pour aller à la rencontre de tous les publics. Il y aura chaque année, une ouverture de saison dans l'espace public qui associera les artistes et les habitants dans la préparation. Ces rendez-vous de la création en espace public exporteront au plus proche des spectateurs convoqués et spontanés des modes d'expression dédiés dont le caractère expérimental, contemporain ou populaire participeront à l'ancrage du lieu et de sa démarche
- ***Résidences d'artistes*** (théâtre, danse, marionnettes, auteurs, peintres, plasticiens…) permettant au-delà de l'accueil et de la rencontre de jeunes artistes nationaux et internationaux, un soutien à la vitalité et à la créativité des écritures en même temps qu'un véritable ancrage du théâtre auprès des habitants et notamment des jeunes. Développement de chantiers éducatifs, d'ateliers et de rencontres via l'Ecole Ouverte**…**
- ***Théâtre des langues et des langages*****.** Une programmation exigeante qui réinterroge tout un chacun à travers l'universalité des corps, des mots venus parfois de l'autre côté des mers, ou d'ici, portant avec soi l'infini richesse du langage. Cet espace, pilier de la ligne artistique du théâtre explorera les nouvelles écritures à travers la pluralité de leurs formes et de leur mode d'expression avec au cœur de la démarche, le soutien et la promotion des auteurs émergents issus de l'espace francophone

Il va de soi que le Festival au Féminin sera reconduit chaque année, et construit en transversalité avec l'ensemble de ces différents pôles.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
Apprentis d'Auteuil (antenne Ile de France)– ADCLJC Paris 18 et 19 – CentQuatre Paris 19 – Comédie Française (Paris 1) – Centre Culturel Jacques Prévert (Gagny) – Centre musical Fleury Goutte d'Or (Paris 18ème) – Théâtre de la Reine blanche – l'Espace Renaudie (Aubervilliers)- théâtre du Tarmac (Paris 20ème)- L'Institut des Cultures d'Islam (Paris 18ème)- Le Théâtre de l'Etoile du Nord (Paris 18ème) , Le Louxor (Paris 18ème), L'Ecole du Jeu (Paris 18ème), La Maison des Métallos (Paris 20ème) , Le Petit Bain

(Paris 13ème), La Bellevilloise (Paris 20ème), Le Théâtre de Belleville(Paris 20ème), le Théâtre de Verre (Paris 19ème), Le Théâtre Mouffetard (Paris 5ème).

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -
Préciser les modalités de leur soutien :
Etat, Ville de Paris, Ministère de la Culture, Organisation Internationale Francophone, mairie du 18ème (subventions en soutien aux actions+ complément adultes relais).

Equipe artistique prévue pour le projet :
Directeur artistique, 2 metteurs en scène, 10 comédiens, 1 scénographe, 3 comédiens intervenants, 1 musicien-intervenant, 2 médiateurs culturels, un administrateur, chargé de diffusion.

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Création scénographique, sonore et mise en scène de TENTE NOMADE	Mise en scène Julien FAVART – selon l'histoire d'ALI AKBAR interprété par lui-même
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	27 juin- 10 juillet 2016 // du 1er au 8 septembre 2016	Du 10 au 21 octobre 2016 //du 1er au 16 décembre 2016 et du 2 au 10 janvier 2017
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Institut Français de Marrakech // Lavoir Moderne Parisien // CentQuatre	Lavoir Moderne Parisien – Paris Goutte d'Or // Maison de la Poésie
Objectifs & contenus de chaque résidence	Création de la scénographie (un entre-sort), écriture et mise en espace. Promouvoir la langue française à travers la force du conte et la magie de l'itinérance. Réinvestir l'espace public pour créer d'autres univers ouvrant sur la partage et l'ailleurs	Accompagner l'auteur à devenir acteur et à jouer son propre rôle pour que le texte puisse parvenir le plus directement possible aux spectateurs, qui, une fois concernés peuvent eux-mêmes faire le chemin inverse de l'introspection. Faire le portrait d'une société vue par les yeux d'un immigré… vu par la société.
Partenaires financiers de résidence	Organisation Internationale Francophone / Espace Tine (Congo) / Nafora Ba Côte d'Ivoire / Eclats de Lune (Maroc)/ DRAC	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

Une première rencontre aura lieu en juillet 2016 pour définir le projet de création et le calendrier de production de la prochaine mise en scène de Khalid TAMER. Il s'agira, une fois les fonds trouvés, de déterminer les dates des résidences d'écriture pour l'auteur KOFFI KWAHULÉ pour commencer, a priori, le travail au plateau la 2ème quinzaine du mois de mars 2017. Deux autres résidences de création seront prévues au Lavoir Moderne (juillet et septembre 2017) pour une 1ère représentation au Festival des Francophonies de Limoges en septembre 2017.

PERSPECTIVES DE CREATION

TENTE NOMADE
Revisiter le conte autour d'un objet scénographique – l'entre-sort – à la croisée des traditions berbères et africaines. La TENTE NOMADE est le fruit d'une recherche contemporaine s'appuyant sur l'art légendaire du conte pour ouvrir l'espace public – ici et maintenant - à d'autres univers. Conception et scénographie : Virginie CHEVALIER
Co-direction artistique : Adama ADEPOJU, Abdon Fortuné KOUMBHA KAF, Khalid TAMER

ALI
Faire le portrait d'une société vue par les yeux d'un immigré- l'histoire d'Ali AKBAR. Revisiter les 40 dernières années à travers le parcours d'un vendeur à la criée et mettre en scène, à travers une histoire singulière, l'esprit d'une époque.
Mise en scène : Julien FAVART

MÊME PAS PEUR
La prochaine mise en scène de Khalid TAMER partira d'un texte original créé pour l'occasion par l'auteur Koffi KWAHULÉ et aura pour titre provisoire « Même Pas Peur ». Le travail de la langue, de la musique et du jeu d'acteur s'appuieront encore une fois sur la rencontre des cultures pour dire l'humanité. L'équipe artistique sera française, marocaine et sénégalaise.

Autres créations envisagées en co-production entre 2016 et 2019

ZOO STORY
Adaptation, jeu et mise en scène de Julien FAVART et Zakariae HEDDOUCHI
sur un texte d'Edward Albee. Une exploration des liens entre violence et solitude.

ADAGGIO
Pièce pour 4 personnages. Interprétation Caroline DAVID et Julien FAVART

INVISIBLE
Création et mise en scène de Thibaut GARÇON avec Nicolas PERRUCHON et Philippe PAPINI pour questionner la frontière – fragile- entre fiction et réalité, représentations sociales et imaginaire singulier.

D'autres collaborations avec Nadège PRUGNARD, Alexis MARTIN, Habib DEMBELE et Virginie CHEVALIER devraient permettre à de nouvelles co-productions de voir le jour en 2018 et après.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Chaque année l'ouverture de saison du Lavoir Moderne Parisien se fera dans les rues et places de la Goutte d'Or et du 19ème avec une programmation de qualité. Le FESTIVAL RUE LEON aura lieu du 9 au 11 septembre 2016 (même période en 2017, 2018 et 2019) et permettra notamment de présenter les créations de la Compagnies et les artistes associés. Programme prévisionnel 2016 : *Alcool* de et par Nadège PRUGNARD, *Tente Nomade* et *Azalaï - parade extraordinaire* deux co-productions de la Cie GRAINES DE SOLEIL, *Bertha et Miranda* de la Cie PRESQUE SIAMOISES, *No Sé* du clown LEANDRE

Diffusion d'*Azalaï* le 11 juin avec la Cie Soif de Bitume et Global Gnawa à Massy, puis à la Fête dans la Ville d'Amiens les 16, 17 et 18 juin prochain organisé par le Pôle Nationale du Cirque et des Arts de la Rue. Développement de la diffusion pour l'automne 2016, le printemps et l'été 2017 en Ile-de-France et en Europe.

Diffusion de *Sounjata* au Nouveau Théâtre Expérimental de Montréal, co-mise en scène de Khalid TAMER sur un texte du dramaturge Alexis Martin avec les marionnettes de Yaya Coulibaly (septembre 2016). Et à Paris au LMP du 4 au 26 novembre 2016 avec invitation des programmateurs d'Ile-de-France. Perspective en octobre 2017 au Festival Internationale de la Marionnette de Charleville Mézière

Diffusion de *Tente Nomade* prévue au Maroc, en Côte d'Ivoire et au Congo avec transmission et création sur place d'une autre tente nomade. Master class prévues avec les structures partenaires (Espace Tine, Awalna'rt et Naforo Ba)

Diffusion *d'Ali,* présentation d'une étape de travail au LMP mi-décembre 2016 et représentations fin janvier pour inviter les professionnels et organiser la tournée 2017-18

Diffusion de *Même Pas Peur* à confirmer aux Francophonies de Limoges en septembre 2017. Développement de la diffusion et pré-achats dès que le calendrier de production est terminé.

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

Acquis :
Financiers : CITF, OIF, Ville de Paris, Institut Français de Dakar, Conseil des Arts Canadiens.

Partenaires culturels et sociaux : Le Centre musical Fleury Goutte d'Or – Instituts des Cultures d'Islam - le Centre des Arts de la Rue de Belgique - le Nouveau Théâtre Expérimental de Montréal- Institut Français de Marrakech- Collectif Eclat de Lune- Centre Social et Culturel Jacques Prévert (Gagny) - L'Ecole du Jeu- Salle Saint-Bruno - Association URACA - Maison des femmes de Montreuil, de Paris et d'Asnières - Politique de la Ville, équipe de développement local Goutte d'Or- Association ADOS (Association pour le Dialogue et l'Orientation Scolaire) -Espace Jeunes Goutte d'Or- 104 – Comédie Française- la Briche Foraine- Lycée Suger (Saint Denis).

Sollicités :

Financiers : DRAC, Arcadi, Institut Français de Paris, Ministère de la Culture, Fondation Vivendi.

Partenaires culturels et sociaux :

le théâtre de la Reine Blanche, Le Théâtre de l'Etoile du Nord, Le Louxor, , La Maison des Métallos, Le Petit Bain, La Bellevilloise, Le Théâtre de Belleville, le Théâtre de Verre, Le Théâtre Mouffetard, L'Espace Renaudie d'Aubervilliers, le Tarmac, le Cirque du Soleil

Centre social Accueil Goutte d'Or (AGO) , Festival International du film de Femmes de Créteil, le Plie 18/19èAccueil Laghouat, ADCLJC, les Centres sociaux et Antennes Jeunes du 18ème arrondissement, Square Léon, Parcs et jardins, Centre social La Clairière - Paris 2è, Association Du côté des femmes – Sarcelles, Réseau ATMF (Association des Travailleurs Maghrébins de France) – Argenteuil, Association Traces de vie - Paris 18è, Centre social Torcy; Association Vie et Cité de Bobigny.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

La mise en œuvre du projet pour le Lavoir Moderne Parisien permettra de consolider l'équipe et d'accroître le nombre de salariés dès, nous l'espérons, l'automne 2016 avec un directeur artistique, un chargé de communication et des relations avec les publics, un régisseur son et lumière, un chargé d'accueil-responsable du bar et une personne pour l'entretien, en plus de l'équipe existante. La nature et la durée des contrats dépendront, dans un premier temps, du soutien des institutions et des financeurs privés avant de pouvoir reposer sur les recettes du théâtre mais il va de soi que nous mettrons tout en œuvre pour pérenniser les postes et œuvrer à des renforts de compétences ou à l'acquisition de nouvelles compétences via des plans de formation.

Subvention demandée :
80 600 €
Soit 50 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	**euros**	**RECETTES**	**euros**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	179556	COLLECTIVITES TERRITORIALES	160920
1 - Directeur artistique (ETP) Administrateur (ETP) Régisseur général (ETP)Médiateur culturel (ETP) 2 - Chargé de communication (TP) Resp. bar (TP) Resp.Billetterie (TP)		**Région Ile-de-France**	
1 - Salaires brut	92400	Région IDF - PAC	80600
Charges employeur	42768	Région IDF - AAP Mediterranée. AAP cocosntruire la politique de la ville (attribué)	24800
2 - Salaires brut	38988	**Commune** PARIS (en cours)	13000
Charges employeur	5400	**Commune** : DAC PARIS (en cours)	42520
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	98610	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	27000
Scénographe, metteur en scène, comédiens, musiciens		Dispositif CUI-CAE	27000
Salaires bruts artistes	32790	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	16000
Charges employeur artistes	20730	CNV, SACEM, SACD, (préciser) : ADAMI	16000
Salaires bruts techniciens	3200	MECENAT & SPONSOR	10000
Charges employeur techniciens	1550	Fondation de France (en cours)	10000
Droits d'auteur	1000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	104938
Défraiements	3000	Locations de salle	21600
Transports	2500	Billetterie	36000
Apports en coproduction	3540	Recettes de coréalisation	4800
Aides aux résidences	7800	Recettes de bar	9738
Achats de spectacle, concerts	19500	Prestations de service : ateliers	6000
Autres (préciser) : Communication	3000	Apports de coproduction :	4800
AUTRES DEPENSES	40692	Ventes de spectacle	22000
Part de charges de fonctionnement (57 %)			
57 % locations bureau et théâtre _ LMP	26938		

57% eau/électricité	3488		
57% frais postaux et télécommunication	5404		
57% assurances et services bancaires	2001		
57% fourniture et consommables	473		
57% Honoraires exprt-compatble	986		
57% Honoraires commissaire aux Compte	1402		
TOTAL	**318 858 €**	**TOTAL**	**318 858 €**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagnie Graines de Soleil est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2006 à hauteur de 30 600€. La première convention (2006-2009) concernait l'accueil des propositions artistiques émanant de la population de la Goutte d'Or ainsi que la structuration de la compagnie par la consolidation du poste d'administrateur et la création du poste de développement pédagogique. Le projet de la seconde convention (2009-2012) portait sur les actions culturelles orientées vers les jeunes et l'accompagnement des jeunes artistes. L'emploi était également soutenu avec 23 600€ dédiés. Les 7 000€ restant concernaient la création et la diffusion avec le renforcement de partenariats et le développement du Festival au féminin. La troisième convention (2012-2015) s'inscrivait dans cette continuité en valorisant la structuration de la compagnie (20 000€), notamment par l'embauche du chargé de production auparavant en CAE-CUI en CDD ainsi qu'en soutenant la création pour 10 600€. La structure a bénéficié d'un emploi-tremplin pour le poste de chargé de développement culturel. La Région a également accompagné la compagnie au titre du dispositif de l'aide à projet Méditerranée (2014).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Pendant ce troisième conventionnement, la compagnie a poursuivi son activité à la Goutte d'or à Paris dans le 18ème arrondissement ainsi qu'à l'international et notamment au Maroc dans le cadre des activités du directeur artistique de la compagnie Khalid Tamer, devenu en juin 2014, Président du Comité international du théâtre francophone. Dans le quartier de la Goutte d'or, la compagnie a organisé le Festival « Au féminin » autour de la journée du 8 mars. La 13ème édition, en 2016, a proposé une exposition du photographe Denis Rion, deux spectacles de théâtre de la compagnie Checco et de la compagnie A bout portant, un spectacle de danse contemporaine de la danseuse Oumaïma Manaï, des concerts au Centre Fleury Goutte d'or, une rencontre/débat et des créations résultant des ateliers de paroles de femmes menés par Graines de soleil dans le quartier de la Goutte d'or. Avec 220 heures en moyenne par an d'action culturelle dans le quartier de la Goutte d'or, la compagnie a maintenu ce volet de son activité. En revanche, l'activité de création/diffusion de la compagnie a perdu de sa cohérence et de sa dynamique en lien avec la situation du Lavoir Moderne Parisien d'une part et les activités internationales du directeur artistique de la compagnie, mobilisé dans le cadre de ses fonctions de Président du CITF et de directeur artistique du Festival Awaln'art au Maroc d'autre part. Aussi le spectacle « Sounjata », coproduit par la compagnie dans le cadre d'une résidence au LMP et à l'Institut français de Marrakech a été diffusé au Festival Awaln'art en avril 2016 au Maroc (Rencontres internationales en Places publiques), mais sa diffusion en France est reportée. Le projet de la compagnie souffre du blocage de la situation du Lavoir Moderne Parisien. La salle parisienne, dont la compagnie est titulaire du bail avec un loyer de 3 500 euros par mois, ne peut être exploitée en l'état. Outre un litige sur le bail, d'importants travaux sont nécessaires à sa ré-ouverture.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie est historiquement implantée dans la Goutte d'or et au Maroc dans le cadre du partenariat de Graines de soleil avec le Collectif Eclat de Lune et l'Institut français de Marrakech. Si ses activités d'action culturelle dans le 18ème arrondissement de Paris ont été poursuivies, de même que l'organisation du Festival « Au féminin » dans ce quartier, le projet est hypothéqué par la situation du Lavoir Moderne Parisien dont l'exploitation est dorénavant rendue impossible (litige sur le bail, travaux à réaliser). Dès lors, le projet a perdu de son rayonnement local, d'autant plus que la direction artistique de la compagnie était mobilisée à l'international dans le cadre de missions sur la francophonie.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Au cours de cette troisième convention, le budget global de la compagnie Graines de Soleil accuse une baisse importante du budget global en 2014 (-46% par rapport à 2013). Le budget global de la compagnie sur l'ensemble de la période baisse de 26% avec une baisse de 24% des subventions publiques sans que les recettes propres

n'augmentent. La baisse des financements publics est liée à une diminution des aides de la Ville de Paris sur le Festival au féminin au titre de l'Observatoire de l'égalité Femmes/Hommes et de la perte de la dotation de la mairie du 18ème arrondissement en 2015 ainsi que de la diminution des aides de la Préfecture de Paris au titre du dispositif Adultes relais. La Région, avec 36% des aides publiques en 2015, est le premier partenaire de la compagnie. Les recettes propres ne représentent plus que 9% du budget de la compagnie. En 2009, lors du précédent conventionnement, elles s'élevaient à 17% en lien avec les recettes tirées de l'exploitation du Lavoir Moderne Parisien ainsi qu'une diffusion plus importante des spectacles de la compagnie dans les réseaux hexagonaux. Le modèle économique de la compagnie, avec un loyer conséquent pour une salle de spectacle inexploitée, est risqué. Les comptes annuels 2015 présentent un résultat négatif de - 30 151 euros. Depuis novembre 2015, une chargée de diffusion et de médiation culturelle travaillant auprès des femmes a été recrutée. La masse salariale, aux régimes général et intermittent, s'est cependant réduite au cours des trois dernières années de conventionnement passant de 116 176€ à 70 880€. Les heures d'intermittence ont subi une chute de 1 152h à 468h.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet concerne l'exploitation du Lavoir Moderne Parisien avec la mise en place des axes suivants : une programmation exigeante portée sur les questions de société et les cultures du monde, l'utilisation des espaces aussi bien extérieurs qu'intérieur ainsi que l'accueil de jeunes artistes en résidence. Le Festival au féminin sera reconduit. Par ailleurs, 6 créations sont déjà envisagées et les diffusions se poursuivront à la Goutte d'Or, à Amiens et à Charleville-Mézières comme à l'international, principalement en Afrique. Une équipe, composée d'un directeur artistique, un chargé de communication, un assistant de production, un régisseur, une personne pour l'entretien et une personne pour le bar, sera embauchée pour l'exploitation du Lavoir Moderne Parisien à l'automne 2016.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle et propose une sortie du dispositif. La sortie du dispositif s'accompagne d'une aide de 15 300 euros pour la période juillet 2016 –juillet 2017.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Graines de soleil en 2016 à hauteur de 15 300 €
sur une base subventionnable de 243 558 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région intervient au titre de la permanence artistique et culturelle sur l'emploi à hauteur de 10 300 euros.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation de la compagnie Graines de soleil à hauteur de 5000 euros.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un(e) stagiaire ou un(e) alternant(e).

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 243 558 € et correspond au budget prévisionnel, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 710,00 €
2017	4 590,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 600,00 €
2013	Soutien à la prévention	5 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 600,00 €
2014	Méditerranée	22 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 600,00 €
2015	Soutien à la prévention	3 750,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	12 000,00 €
	Montant total	139 550,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003631

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CIE LOUIS BROUILLARD (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	693 500,00 €	13,99 %	97 000,00 €
	Montant Total de la subvention		97 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIE LOUIS BROUILLARD
Adresse administrative : 37 B BD DE LA CHAPELLE
75010 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roger GUERIN, Président

Date de publication au JO : 12 septembre 2013

N° SIRET : 38889430500050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Joël Pommerat, auteur et metteur en scène, a créé la Compagnie Louis Brouillard en 1990. La compagnie a été fortement accompagnée dès 1997 par le Théâtre de Brétigny et le Théâtre Paris Villette. Son succès s'est considérablement accru avec la création de « Au monde » en 2004. De 2007 à 2009, la compagnie a été accueillie en résidence au Théâtre des Bouffes du Nord. L'accueil dans un théâtre parisien a permis à la compagnie d'accroître sa visibilité.
Au cours de la saison 2010/2011, une collaboration a commencé avec le Théâtre de l'Odéon qui conduit aujourd'hui Joël Pommerat à participer avec l'Odéon-Théâtre de l'Europe au projet « Villes en scène / Cities on stage » retenu par la Commission européenne.
Depuis 2015, la compagnie a engagé un partenariat avec le Théâtre Nanterre Amandiers.

Joël Pommerat a été récompensé de quatre Molières en 2016 pour ses créations « Ça ira (1) Fin de Louis »

et « Pinocchio » (spectacle jeune public).
Outre la Région, la Compagnie Louis Brouillard est soutenue par la Drac Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

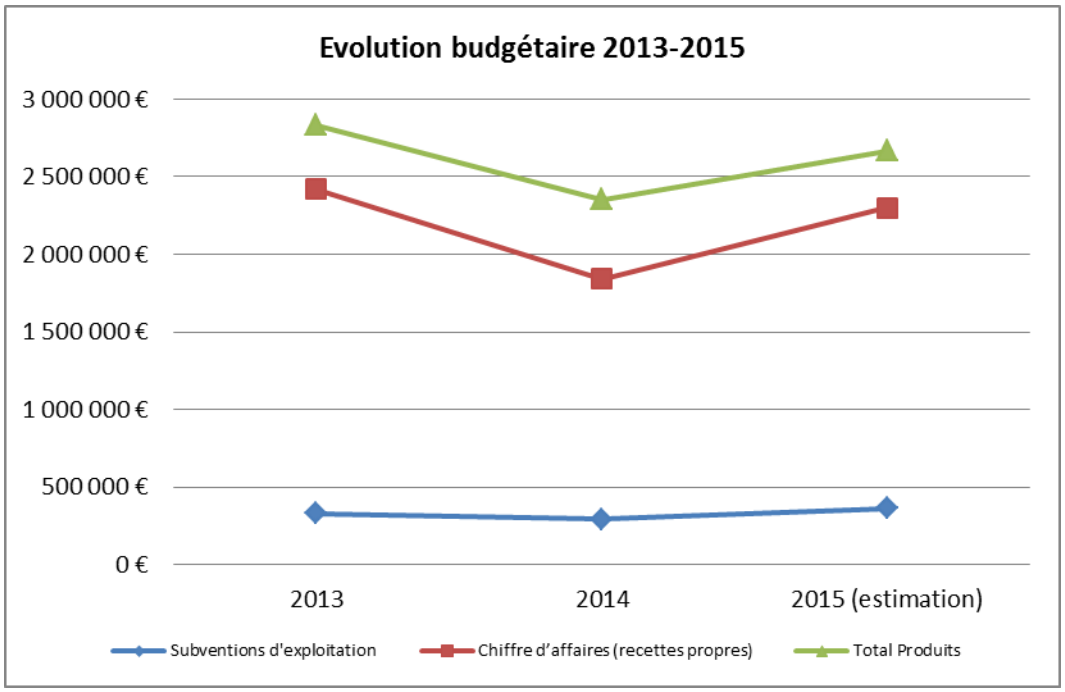
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC Ile-de-France : conventionnement	215 200	*63%*	195 200	250 000	*68%*
Ville de Paris : aide au projet "La grande et fabuleuse histoire du commerce"	20 000	*6%*	0	0	*0%*
Autres - SACEM, Institut français, Arcadi	10 000	*3%*	0	18 000	*5%*
Région - PAC	97 000	*28%*	97 000	97 000	*27%*
SOUS-TOTAL REGION	97 000	28%	97 000	97 000	27%
TOTAL SUBVENTIONS	**342 200**	**100%**	**292 200**	**365 000**	100%

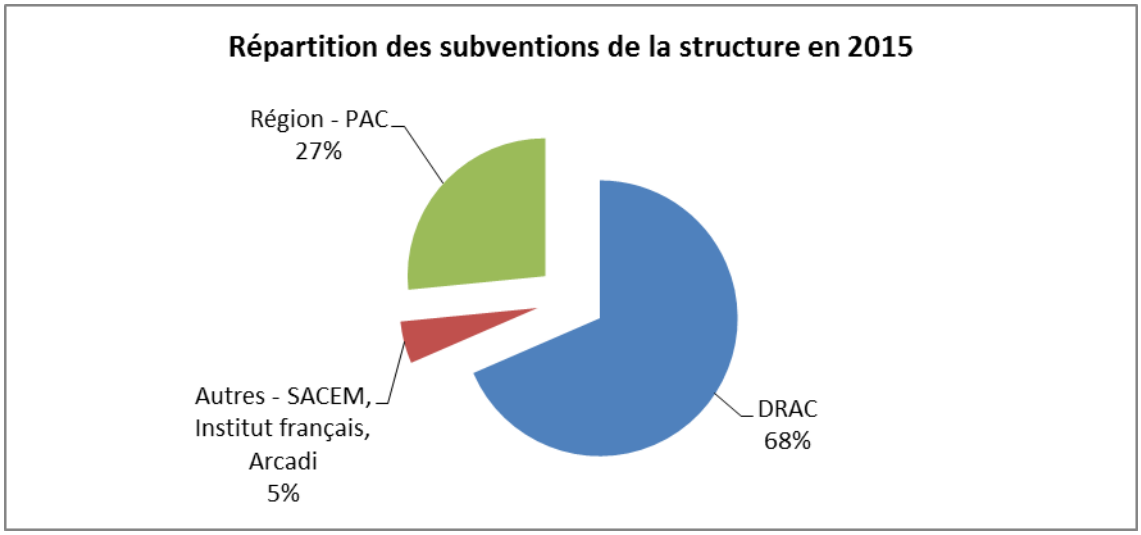
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015 (estimation)***	**%**
Subventions d'exploitation	332 200	*12%*	292 200	*365 000*	*14%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	2 419 144	*85%*	1 841 003	*2 300 000*	*86%*
Total produits	2 830 208	100%	2 354 679	*2 665 000*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	1 865 030	1 541 007	1 871 082
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	41 272	33 374	41 716

3) Evolution de l'activité

	2013/2014	2014/2015	2015/2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			

Nombre de créations produites	**1 :** Une année sans été		**1 :** Ça ira (1) *Fin de Louis*
Nombre de spectacles diffusés au total	**6**	**7**	**3**
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	**204** (cession : 204)	**184** (cession : 184)	**144** (cession : 144)
Nombre de lieux concernés par les tournées	**36**	**42**	**27**
Nombre de spectateurs	**71 556**	**59 646**	**77 414**
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*			

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

La Compagnie Louis Brouillard continue de soutenir le projet artistique de Joël Pommerat, qui poursuit sa recherche théâtrale au long cours. Le temps de travail est essentiel dans la démarche de Joël Pommerat, une importance que l'on retrouve à l'échelle de la fabrication et de la diffusion des spectacles : longs temps de création pour développer à la fois l'écriture et la mise en scène (pendant 4 à 6 mois de répétitions répartis sur une année en moyenne), et longue durée de vie des spectacles à travers les tournées.
A ces longs temps de gestation et de création répondent de longs temps d'exploitation. Un spectacle « vit », et peut être repris à tout moment : c'est le cas d'*Au monde* (2004) et des *Marchands* (2006) par exemple, « réveillés » en 2013. Augmenter la longévité de la diffusion des spectacles tout en maintenant leur niveau d'exigence, c'est également rendre possible, au fil des ans, la constitution d'un répertoire, maintenu vivant à travers des tournées, des « réveils » ou des recréations. Ces spectacles sont vivants et « vieillissent » en même temps que les comédiens qui les portent, ils se transforment avec le temps qui passe.
Le processus de création de *Ça ira (1) Fin de Louis* est particulièrement représentatif de l'étalement du travail dans le temps : il a duré deux ans, depuis la réflexion prospective fin 2013 jusqu'à la première à Mons en septembre 2015. Il a été jalonné par trois mois d'atelier.

Ateliers de recherche
Depuis *Cercles/Fictions* (2010), les périodes de création sont précédées par des ateliers ou laboratoires accueillis dans des théâtres partenaires et ouverts à des comédiens extérieurs, ce qui étend encore la période de recherche. Ces ateliers sont pour Joël Pommerat des moments pendant lesquels il est libre d'explorer des thèmes qui l'inspirent, avec des comédiens qui en éprouvent le désir, sans être dans l'attente d'un rendu ou d'une productivité. Ils ouvrent aussi la possibilité de nouvelles rencontres.

Collaborateurs fidèles
Depuis *Grâce à mes yeux* (2002), les répétitions se déroulent dans des conditions proches de celles de la représentation finale du spectacle, c'est-à-dire sur des plateaux équipés, avec une scénographie, des costumes, du son, etc. Chaque collaborateur artistique a préparé en amont un matériau dramaturgique, documentaire, sonore, lumineux, iconographique ou vestimentaire à partir duquel se développera la répétition. Les collaborateurs de Joël Pommerat sont les mêmes depuis des années : Éric Soyer (créateur lumière et scénographe), François Leymarie et Grégoire Leymarie (son), Isabelle Deffin (recherches visuelles et costumes), parfois Renaud Rubiano (vidéo), Antonin Leymarie (musique) et maintenant Marion Boudier (dramaturgie et recherche documentaire). Plusieurs choses sont préparées en amont à partir de notes communiquées par Joël Pommerat. C'est comme « partir en

exploration », raconte-t-il : « On remplit son sac à dos de plein d'éléments dont on se dit qu'on va pouvoir les expérimenter, les utiliser ». Ces éléments sont discutés chaque jour et non ajoutés à certaines étapes du processus. Ce dialogue quotidien est un principe structurant de la démarche de la Compagnie Louis Brouillard, même si des variations existent selon les spectacles.

Travail de documentation et d'improvisation

Tout au long du processus de préparation, Joël Pommerat se documente en profondeur sur le ou les sujets qu'il aborde dans son projet. Toutes les sources possibles peuvent être utilisées : travaux universitaires, films de fictions, films documentaires, photographies, tableaux, images historiques, sources sonores, recherche musicale…
Plusieurs collaborateurs de l'équipe de création sont associés à ces recherches : la dramaturge, les créateurs son, la costumière, le scénographe. Joël Pommerat associe parfois des collaborateurs spécifiques : par exemple un historien lors de la création de *Ça ira (1) Fin de Louis* (2015), ou des anciens vendeurs à domicile lors de la création de *La Grande et fabuleuse histoire du commerce* (2011).
Les répétitions ont en général toujours lieu l'après-midi afin que Joël Pommerat puisse écrire le matin. Seul, il développe par écrit des canevas et/ou des bribes de dialogue en écho aux improvisations. Il transmet ensuite cette première matière aux acteurs pour qu'ils ré-improvisent à partir d'elle, puis il réécrit, leur propose à nouveau, etc. Le nombre et le rythme de ces allers retours est très variable selon les spectacles et selon chaque étape de création. Dans ce va-et-vient entre des moments d'expérimentations scéniques collectives et des temps d'écriture en solitaire, le spectacle se développe par réécritures et mises en jeu successives.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

- Nanterre (92) / **Nanterre-Amandiers** / *Ça ira (1) Fin de Louis* / du 9 au 25 septembre 2016
- Chatenay-Malabry (92) / **Théâtre Firmin Gémier** / *Pinocchio* / du 10 au 20 novembre 2016
- Noisiel (77) / **Ferme du Buisson** / *Pinocchio* / du 9 au 11 janvier 2016
- Paris (75) / **Théâtre des Bouffes du Nord** / *Le Petit Chaperon rouge* / du 2 au 20 mai 2016

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -

La Compagnie Louis Brouillard reçoit le soutien du Ministère de la Culture/DRAC Île-de-France.
Nous avons également été informés de notre sélection pour le statut de compagnies « nationales/indépendantes » (appellation en discussion). Nous savons que ce nouveau conventionnement aura une durée de 4 ans, renouvelable. Nous attendons encore des informations complémentaires sur ce nouveau dispositif.

Equipe artistique prévue pour le projet :

Joël Pommerat travaillera avec ses collaborateurs habituels : Éric Soyer (créateur lumière et scénographe), François Leymarie et Grégoire Leymarie (son), Isabelle Deffin (recherches visuelles et costumes), Marion Boudier (dramaturgie et recherche documentaire).
Ils seront rejoints, selon les spectacles, par différentes équipes de comédiens et régisseurs.

RESIDENCES PREVUES

		1ère année 2016/2017	
	Amandiers-Nanterre	**Odéon, théâtre de l'Europe**	**Théâtre des Bouffes du Nord**
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	**Association : coproduction et diffusion et travail sur les publics.** Accueil des répétitions et atelier de construction	**Au projet : coproduction et diffusion et travail sur les publics.** Accueil des répétitions et atelier de construction	**Siège social et accueil du bureau de production de la compagnie dans ses locaux** et mise à disposition ponctuelle de salles de répétition **projets de diffusion**
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Reprise du spectacle **Ça ira (1) *Fin de Louis*** Du 9 au 25 septembre 2016 14 représentations.	Date de création et de répétitions inconnues à ce jour.	Reprise du spectacle **Le petit chaperon rouge** du 2 au 20 mai 2017 20 représentations.

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	La Compagnie Louis Brouillard participe à de nombreux projets de sensibilisation des différents publics que Nanterre-Amandiers développe sur son territoire et sur l'Ile-de-France : rencontres, ateliers… Ateliers menés par des comédiens tout au long de l'année au Lycée Joliot-Curie, rencontres à l'Université de Nanterre, ateliers/stages avec des amateurs, collaboration étroite avec le Lycée Fénelon à Paris… En intelligence avec le service de relations publiques du théâtre, la compagnie poursuit son travail en direction de son public de fidèles spectateurs.	Depuis plusieurs années, certains membres de la compagnie (comédiens, techniciens) mènent des ateliers en direction des publics scolaires. Ces projets sont développés par le service des relations publiques de l'Odéon, théâtre de l'Europe et se poursuivront en 2017-2018.	
Objectifs & contenus de chaque résidence	Dès la prise de fonction de Philippe Quesne, la compagnie Louis Brouillard s'est impliquée dans ce travail de sensibilisation et d'actions artistiques. Joël Pommerat fait partie de l'association d'artistes de Nanterre-Amandiers depuis 2014. Le théâtre a coproduit, accueilli en répétition (5 mois au total) et construit le décor de **Ça ira (1) *Fin de Louis*** repris en septembre 2016. Le théâtre nous soutient en mettant à disposition du matériel technique indispensable à la tournée.	Stéphane Braunschweig souhaite vivement s'engager, au coup par coup, à nos côtés selon les projets artistiques. Cette proposition s'inscrit dans la continuité de toutes ces années d'association sous la direction d'Olivier Py puis de Luc Bondy. Elle vient renouer avec des collaborations anciennes avec Stéphane Braunschweig alors directeur du Théâtre National de Strasbourg et grand soutien lors de la création des spectacles **Au monde** (2004) et **Les marchands** (2006).	Un dialogue permanent existe entre la compagnie Louis Brouillard et le Théâtre des Bouffes du Nord, sur la pertinence des reprises des spectacles. A l'occasion de la reprise du spectacle **Le petit chaperon rouge,** l'accent sera mis sur le travail en direction des jeunes enfants : travail avec les associations du quartier, les centres de loisirs, les écoles et la DASCO (Direction des Affaires Scolaires de la ville de Paris).
Partenaires financiers de résidence			Ville de Paris – Aide au projet : aide à la diffusion (demande en cours d'élaboration)

PERSPECTIVES DE CREATION

- **Création : *Le Couloir***

Une création de Joël Pommerat

Le Couloir (titre provisoire) est un projet de « théâtre musical » ou d'« opéra sans parole », pour 15 comédiens. Dans des couloirs, à l'intérieur de différents lieux emblématiques de nos sociétés, couloir de métro, couloir des urgences d'un hôpital, d'une administration, d'un commissariat de police, d'une maison de retraite, d'un supermarché, etc., nous assistons au ballet continu des entrées et sorties d'individus que nous avons à peine le temps d'identifier.
C'est la traversée d'une société et de ses différents « mondes » : un morceau d'humanité, échantillonnage humain, tableau à la fois anthropologique et poétique mettant en scène près de mille hommes et femmes, héros d'une épopée muette. Constamment portés par la musique, les propos tenus par les personnages resteront inaudibles pour le public. C'est la succession d'événements banals ou de micro-actions qui crée le sens, voire même l'histoire.
Ce projet représente un virage artistique, volonté constante de Joël Pommerat de se renouveler.
Il s'agit d'un projet au long cours, constitué de phases d'ateliers, entrecoupées de pauses, réflexions et maturations.

CALENDRIER DE CREATION

Atelier-laboratoire	Février 2013 au KVS à Bruxelles

Atelier-laboratoire	Janvier 2016 à l'ENSATT à Lyon

D'autres périodes de travail seront à prévoir en 2017-2018

La création est prévue à partir de 2018.

- **Reprise : *Le Petit Chaperon rouge***

Une création de Joël Pommerat

Plusieurs années après l'invitation de Peter Brook et l'association entre Joël Pommerat et le Théâtre des Bouffes du Nord, une relation forte perdure entre les deux structures.
Nous allons reprendre *Le Petit Chaperon rouge*, spectacle pour les enfants et pour les adultes, créé en 2004, qui a été une des premières créations de la compagnie à rencontrer un large public.
Cela donnera lieu à une exploitation au Théâtre des Bouffes du Nord en avril-mai 2017, accompagnée d'ateliers et actions en priorité en lien avec les enfants (à partir de 5 ans) du quartier La Chapelle et le Réseau Môm'artre. Deux représentations surtitrées en anglais sont envisagées.

CALENDRIER DE CREATION

Répétitions	entre Janvier et Avril 2017 au Théâtre des Bouffes du Nord

La reprise est prévue en avril-mai 2017 au Théâtre des Bouffes du Nord, puis en tournée.

- **Création : *Ça ira (2)***

Une création de Joël Pommerat

Le projet *Ça ira (1) Fin de Louis* a pour horizon de devenir un diptyque, composé de deux spectacles inspirés des événements historiques de la Révolution française. La période de la Terreur devrait être abordée dans ce deuxième spectacle.
Pourtant, Joël Pommerat n'envisage pas une simple suite chronologique de *Ça ira (1)*. Une pause est nécessaire avant de se lancer dans ce deuxième opus, pour apporter de nouvelles idées, une nouvelle vision. Ce projet aura sa propre énergie, sa propre dynamique artistique.

CALENDRIER DE CREATION

Séances de travail à prévoir à partir de 2018

La date de création reste à encore à déterminer.

- **Création : Projet à l'Opéra-Comique**

Un opéra de Joël Pommerat

Joël Pommerat a été invité par Olivier Mantéï à créer un opéra en lien avec l'Opéra-Comique. Ce projet se déroulera en deux temps :

1. Commande d'écriture : période de recherche de Joël Pommerat pendant environ 2 mois
2. Création d'un spectacle à partir de ce matériau

Les répétitions et la création auraient lieu dans ce lieu historique, après les travaux de rénovation de la salle Favart. Ce projet pourrait être une co-production entre la Compagnie Louis Brouillard et l'Opéra-Comique.

CALENDRIER DE CREATION

Séances de travail à prévoir à partir de 2018

La date de création reste à encore à déterminer.

- **Projet avec la Maison centrale d'Arles**

Accompagnement d'un projet théâtral en milieu carcéral

Depuis 2014, Joël Pommerat est engagé auprès d'un détenu de la Maison centrale d'Arles, avec qui il développe des projets théâtraux. Cela a commencé par un accompagnement à l'écriture en 2014-2015, qui a donné lieu en décembre 2015 à deux représentations d'un premier spectacle : *Désordre d'un futur passé*. Ce spectacle, écrit par ce détenu et joué par ses co-détenus, a été accompagné par Joël Pommerat et Caroline Guiela Nguyen, qui ont apporté leurs conseils en écriture, mise en scène et direction d'acteurs. Les collaborateurs habituels de Joël Pommerat ont travaillé sur ce projet : scénographie, costumes, son. Toute l'administration de la prison a été sollicitée pour faciliter l'organisation de ces deux représentations.
Les rencontres entre Joël Pommerat et le détenu se poursuivent, avec de nouvelles envies et de nouvelles perspectives artistiques. Il est question pour 2017 de travailler avec le même auteur et un nouveau groupe de détenus comédiens.

CALENDRIER DE CREATION
Rencontres régulières à la Maison centrale d'Arles depuis 2014
Reprise du travail à la Maison centrale d'Arles à partir de mai 2016

- **Projet avec le CNSAD**

Atelier mené par Joël Pommerat en direction des élèves du CNSAD

A l'invitation du Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique de Paris, Joël Pommerat va diriger un atelier en juin et juillet 2017 avec les élèves comédiens. Cet atelier mettra en scène des fictions politiques que Joël Pommerat et sa dramaturge Marion Boudier proposeront aux élèves.
Un projet de film/captation avec les élèves est envisagé, en collaboration avec un producteur de cinéma.

CALENDRIER DE CREATION	
Préparation dramaturgique de l'atelier	Mars à Juin 2016
Atelier au CNSAD	du 13 juin au 16 juillet 2016
Création d'un film avec les élèves	Automne 2016

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

La compagnie crée et diffuse les spectacles de Joël Pommerat.
Spectacles actuellement en tournée :

Ça ira (1) *Fin de Louis*
Pinocchio
Le Petit Chaperon rouge

Ces trois spectacles actuellement en tournée seront rejoints au fur et à mesure par les futures créations.
Les spectacles de Joël Pommerat vivent toujours sur de longues durées, en lien avec son projet initial de faire de la compagnie une compagnie de création mais aussi de répertoire.

Joël Pommerat est associé au Théâtre national de Bruxelles. Depuis 2014, il fait partie de l'association d'artistes de Nanterre-Amandiers.
Notre association avec l'Odéon – Théâtre de l'Europe est en train de se modifier depuis janvier 2016 : nous maintenons notre lien, les projets en collaboration avec ce théâtre se feront au cas par cas.
Nous ne souhaitons pas que la compagnie soit associée de manière exclusive à un lieu. Nous souhaitons avoir la liberté de choisir les lieux de création et de représentation en adéquation avec chaque projet artistique, chaque théâtre et son public.

Le siège et les bureaux de la Compagnie restent au sein du Théâtre des Bouffes du Nord.

France
La compagnie poursuit ses tournées en France, notamment chez des partenaires pérennes qui renouvellent leur soutien de saison en saison (La Filature-Mulhouse, CNCDC – Châteauvallon, MC2 Grenoble, Théâtre National-Bruxelles, Théâtre des Bouffes du Nord…), et aussi avec de fidèles partenaires comme TNB-Rennes, Grand T-Nantes, TNBA-Bordeaux, Estive-Foix, Comédie de Genève, Comédie de Reims, TNT-Toulouse, Ferme du Buisson, Equinoxe-Chateauroux...

Etranger
La compagnie entretient des relations sur le long terme avec plusieurs structures « internationales : Théâtre Français du Centre National des Arts à Ottawa, Les Théâtres départements de la Réunion, Festival d'Almada...
Nous prévoyons notamment une longue tournée de *Ça ira (1) Fin de Louis* en Amérique Latine en 2017 : Bogota, Buenos Aires, Mexico.
Le spectacle tout public *Pinocchio* est également invité pour une longue tournée en Asie : Taichung, Pékin, et éventuellement d'autres destinations en Chine.
Une tournée du *Petit Chaperon rouge* est envisagée aux Etats-Unis : notamment New-York (Festival Crossing the line, pour le 10ème anniversaire de de festival, dont nous avions fait l'ouverture lors de sa création) et Los Angeles.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Nous avons terminé le processus de « permanentisation » des derniers postes intermittents.
Aujourd'hui, 7 membres de l'équipe de production et de gestion des tournées sont employés en CDI :

- 1 metteur en scène en CDI
- 1 co-directrice en CDI
- 1 administrateur en CDI
- 1 directeur technique en CDI
- 1 secrétaire comptable en CDI
- 1 assistante de la co-directrice en CDI
- 1 chargée de la logistique des tournées en CDI

Notre objectif pour les 3 années à venir : maintenir l'emploi permanent de la compagnie, malgré un contexte difficile.

Le contexte particulier de la compagnie
Malgré un succès important avec sa dernière création (succès médiatique, artistique, public), la Compagnie Louis Brouillard traverse une période de réduction de son activité de tournée.
Pendant plusieurs années, le rythme de création (un peu plus d'une par an en moyenne) a conduit à avoir plusieurs équipes en tournée en parallèle. Aujourd'hui Joël Pommerat a réduit son rythme de création, ce qui se traduit par une baisse du nombre de représentations.
Cependant, la charge de travail reste importante pour le bureau de production, tant du côté du montage des projets nouveaux, que du suivi de la tournée du dernier spectacle (plus de 30 personnes en déplacement).

Le contexte général
Actuellement, de nombreux théâtres partenaires sont touchés par des réductions de budget, qui se traduisent pour eux par une baisse de moyens. Cela réduit leur capacité à accueillir des spectacles comme à s'engager pour accompagner des productions.

La Compagnie Louis Brouillard bénéficiera à partir de 2016 du statut de « compagnie nationale/indépendante » (dénomination non définitive, le contour exact de ce dispositif n'étant pas encore totalement fixé). Ce nouveau mode de conventionnement avec la DRAC IDF et le Ministère de la Culture se traduira par une augmentation de la subvention allouée.

Depuis plusieurs années le Ministère a accompagné l'évolution de la compagnie par une augmentation régulière de la subvention, mais le processus de « permanentisation » de la plupart des postes administratifs a conduit de fait à une augmentation considérable de la masse salariale de l'équipe de production.
Malgré ce nouveau soutien, l'apport des subventions ne couvre toujours pas la totalité des frais de structure. L'équilibre général du budget de la compagnie repose toujours sur la capacité qu'auront les tournées des spectacles à financer environ la moitié de ces frais de structure (salaires, loyers, frais de fonctionnement).
Objectif plus difficile à atteindre encore, dans le contexte décrit plus haut.

Subvention demandée :
145 000 €
Soit 48 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016

DEPENSES	**€HT**	**RECETTES**	**€HT**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	370 700,00	ETAT	302 500,00
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) :	302 500,00
Salaires brut	256 200,00	COLLECTIVITES TERRITORIALES	145 000,00
Charges employeur	114 500,00	Région IDF - PAC	145 000,00
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	370 800,00	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	294 000,00
Préciser le détail des postes		Apports de coproduction (préciser) :	250 000,00
Salaires bruts artistes	81 700,00	Autres (préciser) : fonds propres	44 000,00
Charges employeur artistes	37 550,00		
Salaires bruts techniciens	75 800,00		
Charges employeur techniciens	50 450,00		
Locations (préciser):	10 000,00		
Défraiements	83 500,00		
Transports	18 000,00		
Autres (préciser) : frais techniques	13 800,00		
TOTAL	**741 500,00**	**TOTAL**	**741 500,00**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagnie Louis Brouillard est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2006. L'aide régionale a accompagné la structuration de la compagnie au moment où son activité prenait un essor marquant. Par la suite, l'objectif principal était d'inscrire le développement de la compagnie dans la durée. A l'origine de 105 000 €, l'aide est depuis 2009, de 97 000 € avec un fléchage sur l'emploi (55 000 €) et sur la création (42 000 €).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Au cours de cette convention, le travail de création de la compagnie s'est concentré sur « Ça ira (1) Fin de Louis ». Récompensé par trois Molières (auteur francophone vivant, metteur en scène d'un spectacle de Théâtre public, Molière du Théâtre public), le spectacle a été créé en septembre 2015 au Manège-Mons dans le cadre de Mons

2015 – Capitale européenne de la culture. La création, écrite et mise en scène par Joël Pommerat pour 14 comédiens interroge le mythe de la Révolution française : quels sont ses liens avec le présent ? Comment s'organise l'action politique collective ? Les révolutionnaires étaient-ils préparés à l'exercice du pouvoir ? Quelles furent leur controverses ? Le temps de travail a été essentiel dans ce projet comme pour les autres spectacles de Joël Pommerat, mais, à une échelle inédite pour la compagnie : deux ans de création avec un long processus d'écriture et de répétitions avec trois mois d'ateliers notamment aux Théâtre des Amandiers à l'été 2015 associant des historiens et des élèves des établissements scolaires de Nanterre ainsi que les collaborateurs fidèles de la compagnie : Eric Soyer (créateur lumière et scénographe), François et Grégoire Leymarie (son), Isabelle Deffin (recherches visuelles et costumes)… En 2015/2016, le spectacle a principalement été diffusé en Ile-de-France avec une longue série aux Amandiers (92), des dates à l'Apostrophe (95) et à la Ferme du Buisson (77). Une rencontre a été organisée à l'Assemblée nationale sur le thème de la fiction, de l'histoire et de la représentation de la politique au théâtre. Le spectacle résulte d'un long processus de création et réunit de nombreux coproducteurs (coût de production voisin d'un million d'euros). Il donne lieu à l'instar des autres productions de la compagnie à une longue exploitation avec 89 représentations en 2015/2016 dont Sao Paulo et 77 représentations prévues en 2016/2017 dont l'Ile de la Réunion et une tournée internationale en Amérique latine. Le spectacle « Ça ira (1) Fin de Louis » a donné une très grande visibilité à Joël Pommerat auprès des professionnels et du grand public, en France et à l'étranger. Ce spectacle, malgré un coût de cession de 30 000 euros est prisé des théâtres en raison de l'impact de sa programmation sur une saison théâtrale, en lien avec les spectateurs habituels des lieux mais aussi avec de nouveaux publics, ouvrant un champs de réflexion commun sur le théâtre, la cité et la politique. Les trois années de la convention de permanence artistique et culturelle comptent également une autre création (« Une année sans été » en 2014 sur un texte de Catherine Anne) et trois reprises : « Au monde » créé en 2004, « Les marchands » créé en 2006, « Pinocchio » créé en 2008. La diffusion se situe à 178 cessions par an en moyenne de ces différents spectacles sur les trois années écoulées. De nombreux autres prix ont couronné ce travail : Prix Beaumarchais / Le Figaro en 2013 pour « La réunification des deux Corées », Prix de la meilleure création en langue française du Syndicat de la critique en 2013 pour ce même spectacle, Prix de la Meilleure création mondiale aux International Opera Awards en 2015, Grand prix du théâtre de l'Académie française en 2015, Prix SACD Plaisir du Théâtre en 2015, Prix Europe pour le Théâtre en 2016… La fréquentation atteint 77 500 spectateurs en 2015.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement

Historiquement implantée en Ile-de-France, la compagnie Louis Brouillard demeure ancrée sur le territoire avec de solides partenariats avec l'Odéon-Théâtre de l'Europe où Joël Pommerat a été artiste associé, Nanterre-Amandiers où la compagnie est associée au projet de la nouvelle direction avec le cycle sur la révolution française, la création et la diffusion pour deux longues séries du spectacle « Ça ira (1) Fin de Louis » et les Bouffes-du-Nord où la compagnie a ses bureaux et a repris deux spectacles. La compagnie poursuit également un travail à Arles, avec les détenus de la Maison d'arrêt. Le rayonnement national et international de la compagnie et de son directeur atteignent un niveau exceptionnel. La ligne artistique de Joël Pommerat inspire de nombreux jeunes artistes, dans le spectacle vivant et au cinéma. Il dirige aujourd'hui de nombreuses Master class en France et à l'étranger, dont une au Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique de Paris.

Evolution budgétaire et de l'emploi

Le budget global de la compagnie est stable sur la période avec une légère baisse de 6% entre 2013 et 2015 (estimations). Les subventions représentent 14% du budget de la compagnie en 2015 et augmentent de 7% sur la période, du fait d'une hausse de l'aide de l'Etat en 2015, principal partenaire public de la compagnie avec 68% des subventions. En 2016, ce dernier attribue à la compagnie le nouveau label de « Compagnie nationale indépendante » destiné à soutenir les compagnies de rang international qui ne sont pas à la direction d'une institution. Ce statut permettra à la compagnie de bénéficier d'une augmentation de 100 000 euros de son premier partenaire public dès cette année. L'économie du projet demeure paradoxalement relativement fragile, le chiffre d'affaire élevé répondant à d'importantes dépenses de création et de tournée, en particulier pour les représentations à l'international. La marge est cependant trop faible pour couvrir les frais de fonctionnement de la compagnie. En termes de ressources humaines, la compagnie a opéré un tournant, finalisant la structuration de l'équipe de production avec le passage au régime général de l'ensemble des permanents. En juillet 2013, la compagnie Louis Brouillard ne comptait que 4 CDI. Elle en comprend 7 aujourd'hui.

Projet proposé pour les trois prochaines années

Pour la prochaine convention, la compagnie prévoit dans un premier temps de recentrer son activité sur trois spectacles de Joël Pommerat : « Ça ira (1) Fin de Louis », « Pinocchio » – Molière 2016 du spectacle jeune public –, et « Le Petit Chaperon Rouge », spectacle pour enfants et adultes. Plusieurs temps de création sont prévus au Théâtre Nanterre-Amandiers, au Théâtre Firmin-Gémier (Châtenay-Malabry), à la Ferme du Buisson (Noisiel) et au Théâtre des Bouffes du Nord (Paris). La diffusion se poursuivra donc en Ile-de-France ainsi qu'en France et à l'international, où de nombreuses représentations sont envisagées. Au moins 3 projets de création sont prévus dont

une suite de « Ça ira » qui abordera la Terreur ainsi que « Le couloir », un spectacle de « théâtre musical » ou « opéra sans parole », un projet avec l'Opéra-Comique, et des travaux avec le CNSAD et la Maison Centrale d'Arles.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Louis Brouillard en 2016 à hauteur de 97 000 €
sur une base subventionnable de 693 500 € correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région intervient à hauteur de 55 000 euros sur l'emploi de la structure.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation en Ile-de-France de la compagnie à hauteur de 42 000 euros.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternant(e)s.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 755 000 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	67 900,00 €
2017	29 100,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	97 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	97 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	97 000,00 €
	Montant total	291 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003632

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CIE RAYON D'ECRITS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	79 100,00 €	31,61 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION RAYON D'ECRITS
Adresse administrative : 11 RUE DE LA PRAIRIE
95000 CERGY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CATHERINE DORVAL, Présidente

Date de publication au JO : 3 novembre 2012

N° SIRET : 42011130400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie a été créée en 1997 par Colombe Barsacq et Michel Trillot. Implantée à Méry-sur-Oise dès 1997, la compagnie est depuis 2012 installée à Cergy. A ces débuts, la compagnie développe le concept de documentaire vivant. C'est à partir de 2007 que le projet s'oriente vers la production de spectacle bilingue (langue française/langue de signes) et travaille aujourd'hui à rendre l'accès à la culture plus facile pour les personnes malentendantes, lorsque Colombe Barsacq rejoint à nouveau la compagnie (après l'avoir quitté pour notamment travailler à l'IVT (administration).

Plusieurs projets ont été montés, en 2009 « Eaux vives et Terres nues » duo chanté et signé avec Colombe Barsacq et Bachir Saïfi, « Elle a tant... », spectacle de chansons interprétées par Colombe Barsacq. La dernière création de

la compagnie est « Au-delà du Silence » un duo de clown en français et en langue des signes LSF avec Colombe Barsacq et Isabelle Voizeux (comédienne associée à la compagnie depuis 2012).

La compagnie bénéficie de l'aide de la Région au titre de la permanence artistique et culturelle et obtient des aides à projets d'autres collectivités et institutions.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

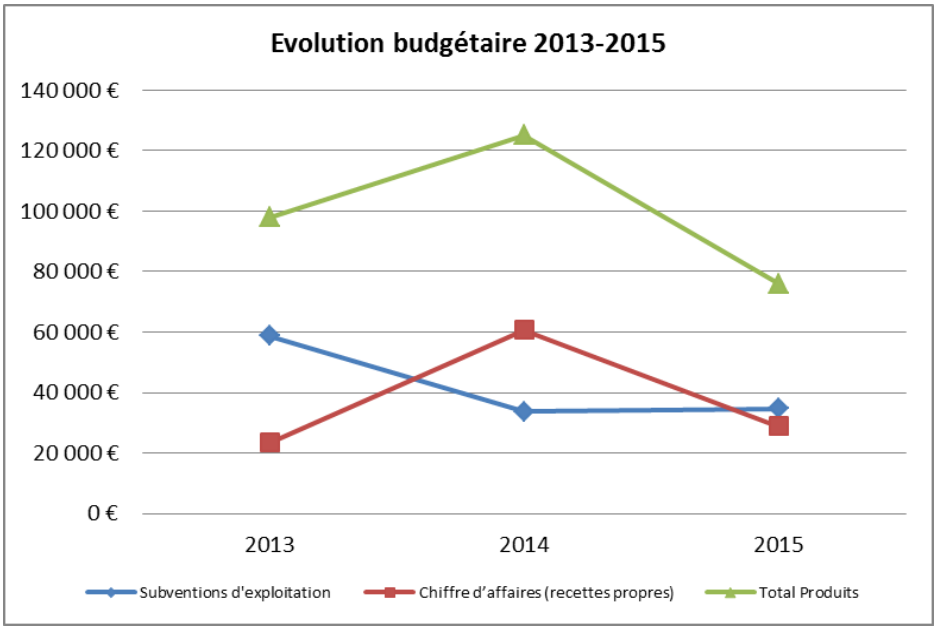
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Ministère de la culture - DGLFLF	0	*0%*	0	4 000	*9%*
Ville de Paris	17 500	*24%*			*0%*
Conseil Départemental du Val d'Oise	2 400	*3%*			
Commune de Cergy		*0%*		1 500	*3%*
PNR du Vexin			3 500		
Autres - ADAMI, Fondation Orange, AGEFIPH	13 750	*19%*	5 200	4 223	*9%*
Région - PAC	25 000	*34%*	25 000	25 000	*54%*
Région - Emploi tremplin	15 000	*20%*	14 500	11 750	*25%*
SOUS-TOTAL REGION	40 000	54%	39 500	36 750	79%
TOTAL SUBVENTIONS	**73 650**	**100%**	**48 200**	**46 473**	100%

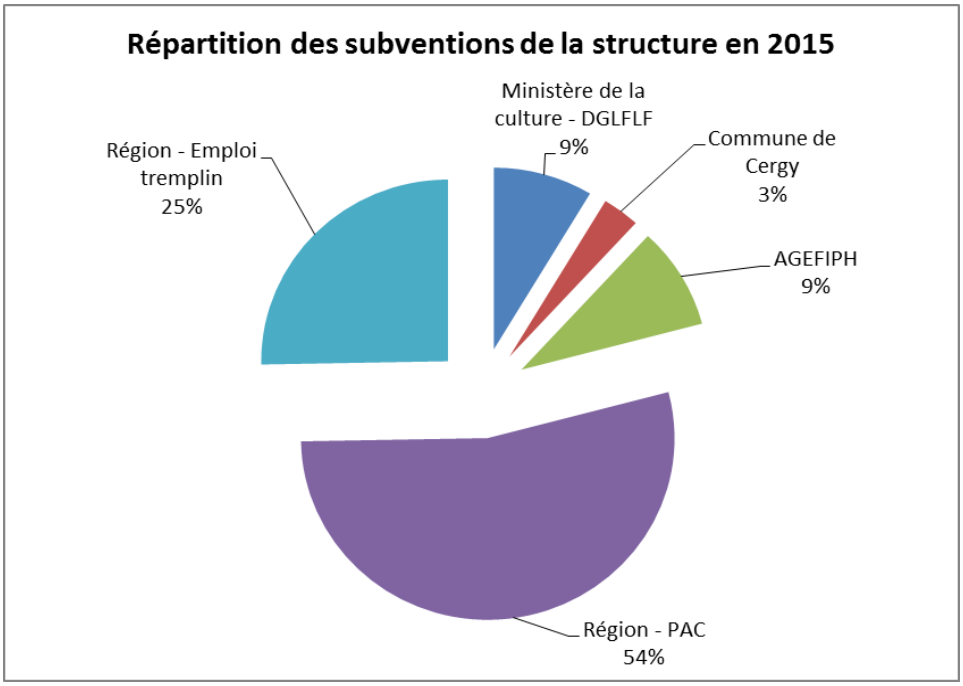
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	58 650	*60%*	33 700	34 723	*46%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	23 455	*24%*	60 154	28 180	*37%*
Total produits	97 933	100%	125 114	75 914	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	61 585	70 855	60 882
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 618	1 992	1 753

3) Evolution de l'activité

Années civiles	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites : *Au-delà du Silence, Elle a tant* et *L'arbre de noël*	2	1	0
Nombre de créations issues de stages (formes spectaculaires) : *Vagabond clown* et *Contes du bout des doigts*	0	0	2
Nombre de coproduction : *Piano Forte*	0	1	0
Nombre de spectacles en diffusion au total	2	4	5
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession : 2013 (x3), 2014 (x11), 2015 (x4)*	18 (3)	15 (11)	10 (4)
Nombre de lieux concernés par les tournées	7	13	6
Nombre de spectateurs	843	2297	1410
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	1 résidence de 8 jours au Théâtre de l'Atalante (Paris) en juin	1 résidence de 8 jours au Théâtre de la Gare d'Argelès Gazost en février	3 résidences de 5 jours chacune (90h) au Théâtre de l'Usine et Théâtre 95 en février et octobre
ACTION CULTURELLE (APPROPRIATION)			
Nombre d'heures d'intervention artistique au total (en année civile)	128h	330h	407h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	16 partenaires	26 partenaires	25 partenaires
Nombre de bénéficiaires	759	1046	416

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

- ➔ **Création, Production et Diffusion d'œuvres artistiques et événements culturels** (Chanson Clown, Théâtre, Conte) en Ile-de-France
- ➔ **Projets** sur l'Ecriture et la Langue Française sous toutes ses formes.
- ➔ **Projets** bilingues en français et Langue des Signes Française (LSF), accessibles ainsi à un public mixte mêlant entendants, sourds et malentendants.

A savoir :

- ➔ Diffusion des 2 spectacles bilingues en FR/LSF (créations originales), et des 2 formes spectaculaires (issues du travail mené lors de nos stages).
- ➔ Création et production d'un nouveau spectacle théâtral autour de la Langue et de l'Identité (Français, Russe, LSF).
- ➔ Projet de territoire autour de l'écrit avec la ville d'Ermont (pérenniser Concours de Circonstance sur 3 ans -> 2019).
- ➔ L'artiste COLOMBE : appuyer sa carrière solo de chanteuse auteure-compositeur-interprète (artiste associée de la Cie depuis 2012), produire un album autour de son répertoire (textes et musiques).

- ➔ Développer des actions Noétomalalie (Café Noétomalalie qui inclut visites guidées FR/LSF, animations et sensibilisations sur la surdité, la communication non verbale)
- ➔ Pérenniser l'offre d'ateliers et stages (clown, chansigne, conte).
- ➔ Devenir référent dans le domaine des offres de formations autour des sensibilisations au handicap de la surdité.

Les 12 prochains mois :

JUILLET 2016	**Album** Recherche de financements production de l'album + label et distributeur
de JUILL. à JUIN17	**Tournée** COLOMBE en concert
AOUT	**Album** Dossiers de demande de financement (commissions en septembre)
SEPTEMBRE	**Album** Enregistrement studio + tournage clip vidéo single
	Tournage du clip extrait de l'album (single)
	Résidence COLOMBE *Elle a tant…*
	Tournée Petite forme spectaculaire Clown à Cergy Soit !
OCTOBRE	**Formation** : Journée de formation des personnels d'Etablissements Recevant du Public avec le PNR – Parc Naturel Régional du Vexin
d'OCT. à JUIN17	**Actions Noétomalalie** : nouveaux rdvs (cafés, visites guidées…)
	Stage Clown en Scène / Contes et LSF
NOVEMBRE	**Album** : envoi single aux médias
	Formation : SEPH – Semaine pour l'Emploi des Personnes Handicapées
De NOV. à JUIN17	**Tournées** *Elle a tant…* / *Au-delà du Silence !*
	Stage *Clown et LSF*
JANVIER 2017	**Album** : Sortie single
	Ermont : suite de *Concours de Circonstances*
FEVRIER	**Résidence** *Saga*
	Stage *Contes et LSF*
MARS	**Album** : Sortie album COLOMBE Elle a tant…
AVRIL et MAI	**Stage** *Clown et LSF*
JUIN	*Concours de Circonstances* : représentation publique

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Théâtre de l'Usine (ERAGNY, 95), Théâtre 95 (CERGY, 95), CRTH (PARIS, 75), SAIS (NANTERRE, 92), Crèche hospitalière (ST MAURICE, 94), (ARPAJON, 91), le Carreau (CERGY, 95), l'APOSTROPHE (CERGY, 95), Musée du Quai Branly (PARIS, 75), Théâtre Paris Villette (PARIS, 75), Dfd Consulting (BOULOGNE, 92), Réseau 94 (VITRY-SUR-SEINE, 94), Remora 95 (CERGY, 95).

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) Aides au fonctionnement : Ville de Cergy, Direction Générale à la Langue Française et aux Langues de France – DGLFLF

- Aides aux projets : Ville de Paris, Ville d'Ermont, Conseil Départemental du Val d'Oise

Equipe artistique prévue pour le projet :
Michel Trillot (metteur en scène, compositeur), Colombe Barsacq (artiste associée – auteure, interprète - et metteur en scène), Isabelle Voizeux (artiste associée), Denis Uhalde (pianiste et compositeur), Olivier Soubeyran (bassiste/violoncelliste), Quentin Rondreux (batteur/percussionniste), Guylaine Paris (conteuse) Gaëlle Le cerf (conteuse).

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence d'écriture + concert *Colombe en concert*	Résidence de création *Saga*
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	En cours d'élaboration : 5 jours minimum	En cours d'élaboration : 5 jours minimum

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	En cours : Studio des variétés (PARIS), le Sax (ACHERES), Théâtre Antoine Vitez (IVRY-SUR-SEINE)	Théâtre de l'Usine (ERAGNY) Une coproduction souhaitée avec le Théâtre de l'Atelier (PARIS), la Scène Indépendant Contemporaine – SIC (PARIS)
Objectifs & contenus de chaque résidence	La chanteuse Colombe sur scène avec le pianiste Denis Uhalde. Mise en scène Michel Trillot.	Mise en scène des Correspondances entre la France et la Russie des époux Barsacq (André & Mila). Mis en scène par Colombe Barsacq.
Partenaires financiers de résidence	ARCADI, SACEM, CNV,	ARCADI, BEAUMARCHAIS

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Résidences de création (mise en scène, son, lumières, répétitions textes) : le Tamanoir (PARIS, Centre d'Animations Place des fêtes (PARIS), les 26 couleurs (PARIS), Manufacture chanson (PARIS) Le Cent Quatre (PARIS), CRTH (PARIS), Animation Place des fêtes (PARIS), Espace Culturel Lucien Jean (MARLY-LA-VILLE), Centre de la Chanson (PARIS), Café Plùm (LAUTREC), Café de la Danse (PARIS)

Aide à la diffusion : Réseau des musiques actuelles 94 (intégrer leur agenda, bénéficier d'un accompagnement de territoire…)

Tous ces lieux sont des partenaires avec lesquels nous avons été en relation de travail par le passé ou soit des contacts en cours d'échanges.

PERSPECTIVES DE CREATION

Colombe en concert, tournée en récital piano/voix de l'artiste Colombe accompagnée de Denis Uhalde. Chanson française aux influences jazz et bossa nova. Compositions de Colombe, Michel Trillot et Denis Uhalde. Textes de Colombe collaboration souhaitée avec Yanowski (discussions en cours)

Saga, pièce de théâtre autour de correspondances entre André Barsacq et sa femme Mila, entre la Russie et la France. Un récit autour de lettres mêlant fiction et réalité. Casting en cours (la comédienne Fanny Ardant et le comédien Antoine Dulerry)

Une coproduction souhaitée avec le Théâtre de l'Atelier (PARIS), la Scène Indépendant Contemporaine – SIC (PARIS).

Concours de circonstance, un jeu épistolaire ouvert à tous, favorisant le lien intergénérationnel et social par l'échange de lettres. Finalité d'une restitution publique sous forme théâtrale. Concepteur et metteur en scène Michel Trillot. Projet de développement culturel de la ville d'Ermont (convention triennale).

25 juin 2016, Centre Socioculturel des Chênes (jauge 300 places, ERMONT).

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Nous avons constaté le bienfondé de nos actions par la multiplication des publics et leur diversification. Il est essentiel aujourd'hui de poursuivre ce travail de sensibilisation.

La nature même du projet spécifique de la Cie portant sur des projets liés à la LSF et à la culture sourde, rend la diffusion des spectacles particulièrement ardue, du fait de la méconnaissance de cette réalité de la part des acteurs culturels. Ce qui nécessite un effort très particulier qui a été développé ces deux dernières années en termes de sensibilisation et de pédagogie.

A chaque date de diffusion nous avons mis en œuvre des moyens adaptés pour faire venir le public : vidéo en LSF sous-titrée et avec voix off, rencontre en bord plateau, préparation des publics en amont (ateliers), débats en présence d'interprètes de LSF, visite des ERP culturels en présence d'un public mixte et bilingue.

En complément des nouvelles créations présentées ci-dessus, diffusion des formes suivantes :

Elle a tant… (voir p.9), spectacle de chanson FR/LSF avec Colombe (chant), Isabelle Voizeux (chansigne), Denis Uhalde (piano/voix), Olivier Soubeyran (basse/violoncelle) et Quentin Rondreux (batterie/percussions). Mise en scène Michel Trillot.
Au-delà du Silence ! (voir p.9), duo de clown FR/LSF avec Colombe Barsacq, Isabelle Voizeux et la participation de Michel Trillot. Mise en scène Michel Trillot.
Vagabond'Clowns (voir p.9), forme spectaculaire, déambulation de clowns FR/LSF. Mise en scène Michel Trillot.
Contes du Bout des Doigts (voir p.9), forme spectaculaire, contes FR/LSF lus et/ou signés, et mis en scène par Colombe Barsacq. Avec Guylaine Paris, Clémence Thielland et Colombe Barsacq. Contes : *Boucle d'or, Marlaguette*…
Actions en *Noétomalalie* : visites guidées en français et LSF d'établissements culturels recevant du public, animations en silence et avec les mains, cafés (mise en place d'un goûter participatif). Intervenantes Colombe Barsacq, Isabelle Voizeux, Gaëlle Le Cerf, Guylaine Paris.

Partenaires pressentis à ce jour
Acquis : Centre socioculturel des Chênes et la ville d'ERMONT (convention triennale sur *Concours de Circonstances*), Cible 95 (VAL D'OISE), Théâtre de l'Usine (ERAGNY), Musée de l'Outil (WY-DIT-JOLI-VILLAGE).
Sollicités : Festival Viva la Vida (VAL D'OISE), Festival Cergy Soit !, OCM de SARCELLES, Le Mois Extra-Ordinaire de la Ville de PARIS, l'Essec (CERGY), Théâtre 95 (CERGY), Cie du Café-Théâtre (NANTES), Charivari (CERGY), Théâtre de l'Atelier (PARIS), Musée de l'Erotisme (PARIS), Théâtre Paris Villette (PARIS), Musée du quai Branly (PARIS), Musée d'Orsay (PARIS), l'aPOSTROPHE (CERGY), Musée de l'Outil (WY-DIT-JOLI-VILLAGE), Maison des Métallos (PARIS), Festival du Conte 2017 (Cible 95), la Scène Indépendant Contemporaine – SIC (PARIS).

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

L'ambition est la pérennisation des emplois de direction de production et de metteur en scène ainsi que le poste d'attachée de production actuellement aidé par le dispositif Emploi-Tremplin, dans sa sixième et dernière année.

Notre ambition est de poursuivre la collaboration avec des artistes sourds, dont l'accès à l'emploi est rendu difficile par la barrière de la langue et la stigmatisation du handicap.

L'objectif est de renforcer la diffusion et pour se faire nous devons engager des collaborateurs spécifiques.

Subvention demandée :
25 000 €
Soit 0 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	32 505	COLLECTIVITES TERRITORIALES	34 000
Salaires bruts direction production	2 499	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	1 740	Région IDF - PAC	25 000
Salaires bruts metteur en scène	10 275	**Département** VAL D'OISE (en cours)	1 500
Charges employeur	5 991	**Commune** 1 : **Cergy** (attribué)	2 500
Salaire attachée de production (part Cré/ET)	12 000	**Commune 2 Ermont** (attribué)	5 000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	21 655	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	10 700
Salaires bruts artistes	4 600	CNV, SACEM, SACD, ADAMI	5 000
Charges employeur artistes	2 200	ARCADI	2 500
Salaires bruts techniciens	1 200	Autres : AGEFIPH	3 200
Charges employeur techniciens	750	MECENAT & SPONSOR	3 000

Droits d'auteur	1 200	FONDATION ADP	3 000
Locations (préciser): studio d'enregistrement	1 200	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	31 900
Défraiements/Transports (tournée et prospection)	2 594	Recettes de coréalisation	1 400
Communication (affiches, flyers, affranchissement…)	2 100	Prestations de service : ateliers, sensibilisations	15 000
Prestation interprètes LSF	3 600	Ventes de spectacle 8 représentations	13 000
Honoraires : Copiste et arrangeur Graphiste-videaste Mastering 5.1	2 111	Autres (préciser) : dons, vente DVD…	2 500
DEPENSES D'APPROPRIATION	20 530		
Préciser le nombre d'heures: environ 180h			
Salaires bruts	12 000		
Charges employeur	8 280		
Autres (préciser) : achat matériel	250		
AUTRES DEPENSES	4 910		
Scène Gestion	3 500		
Expert-comptable	1 200		
Assurances	210		
TOTAL	**79 100**	**TOTAL**	**79 100**
Mise à disposition de locaux	6 000	Mise à disposition de locaux	6 000
Mise à disposition de personnel	6 500	Mise à disposition de personnel	6 500

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 25 000 € euros.
Le projet soutenu portait sur l'emploi structurant de la compagnie, ainsi que sur la création et la diffusion de spectacles bilingues français – langue des signes française.

La structure a également bénéficié d'un emploi-tremplin pour le poste de l'attachée de production (2011).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Sur le plan de l'activité artistique, les trois années de convention de la compagnie Rayon d'écrit ont été marquées par la création, en 2013, de deux spectacles professionnels en français/langue des Signes, conformément à la ligne artistique défendue par la compagnie.
Le spectacle de chanson/chansigne, « Elle a tant… », réunit deux comédiennes/chanteuses (la directrice artistique de la compagnie et la comédienne associée à la compagnie Isabelle Voizeux) et trois musiciens (pianiste, violoncelliste et batteur). Le second spectacle, dans une autre esthétique, « Au-delà du silence », est un duo de clowns français/langue des signes formé par les deux comédiennes de la compagnie.
Ces deux spectacles ont principalement tourné à Paris et dans le Val d'Oise, avec toutefois quelques dates hors Ile-de-France. Ces spectacles ont été joués dans des lieux, des festivals ou évènements, dans le cadre, soit d'une programmation généraliste (Théâtre de l'Atalante, le lieu Rendez-vous d'ailleurs (série de 10 représentations en 2014), Festival Onze bouge, Festival Cergy-Soit !, Festival Passages clownés à Bessancourt, le Forum Léo Ferré à Ivry-sur-Seine…), soit d'une programmation liée au handicap (Festival Viva La Vida dans le Val d'Oise, le Mois Extra-ordinaire à Paris, le Festival Clin D'œil à Reims dédié à la culture sourde, à l'auditorium de l'Essec à Cergy dans le cadre de la Semaine Handicap & Talents…). Sur les trois années, la compagnie comptabilise en moyenne 14 représentations par an et le nombre de représentations diminue chaque année (18, 15 et 10). Les chiffres de fréquentation, après une hausse en 2014 se réduisent de moitié en 2015, ils passent de 843 spectateurs en 2013, 2297 en 2014 et 1410 en 2015. La compagnie rencontre des difficultés à diffuser ses spectacles.

Depuis le début de l'année 2016, la compagnie anime un jeu épistolaire « concours de circonstance » en lien avec les centres socio-culturels et maisons de quartiers d'Ermont (convention triennale).
La sensibilisation des publics à la Langue des Signes et à la culture sourde étant au cœur du projet de la compagnie, celle-ci a multiplié les actions pédagogiques et de formation au cours de ces trois années. Elle a, en particulier, initié en 2013 les « café Noétomalalie » en partenariat avec l'association « DLS 95 – Dialogue et Liberté de Sourds en Val d'Oise ». La création des cafés est née suite à l'étude relative à l'accès des personnes sourdes à la culture réalisée, à la demande de la compagnie, par des étudiants de l'ESSEC.
Les « cafés Noétomalalie », ouvert aux personnes entendantes et aux personnes sourdes ou malentendantes, s'organisent dans des lieux culturels, en s'adaptant à chaque fois à la spécificité du lieu. Ils proposent une visite guidée bilingue du lieu et des temps d'échanges entre les participants, la compagnie et l'équipe du lieu d'accueil. La compagnie a ainsi organisé des « cafés Noétomalalie » dans différents lieux du Val d'Oise et à Paris : à Cergy, au Carreau, au Théâtre 95 et à L'apostrophe, mais également au Théâtre de l'Usine à Eragny-sur-Oise, au Musée archéologique départemental du Val d'oise, à la Maison du parc, au château d'Auvers-sur-Oise, à la médiathèque d'Ermont, au musée de l'outil de Wy-dit-joli-village et à Paris au Théâtre Paris Villette et au musée du quai Branly.
La compagnie a, par ailleurs, animé des ateliers clown et conte LSF (ils ont donné lieu en 2015 à deux spectacles de fin d'année « Vagabond'clown » et « Contes du bout des doigts »), des sessions de formation professionnelle (notamment en entreprise) et des interventions auprès des publics scolaires (interventions en écoles primaires à Cergy, Ermont, Eragny notamment).
L'accroissement du volume horaire des interventions artistiques de la compagnie témoigne de l'importance de ce volet dans le projet de la compagnie, il était de 128 heures en 2013, en 2015 le nombre d'heures est de 418.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie a œuvré tout au long de ces trois années à développer son ancrage dans le Val d'Oise, principalement à Cergy, Ermont et Eragny-sur-Oise. D'abord installée dans une maison de quartier à Cergy, la compagnie a conclu un partenariat avec le Théâtre de l'Usine qui met à disposition de la compagnie une fois par mois la salle de répétition, le plateau si besoin et accueille un « café Noétomalalie » une fois par an.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Entrée en permanence artistique et culturelle en 2013, la compagnie a connu cette année-là une progression de son budget qui s'élevait alors à près de 95 000 €. Celui-ci a ensuite encore augmenté en 2014 (125 114 €) pour beaucoup diminuer en 2015 (75 914 €). Au cours des trois années de conventionnement, le budget global de la compagnie s'est réduit de 22%.
Le montant global des subventions publiques présente une diminution de – 41 % entre 2013 et 2015. Il varie en fonction des aides ponctuelles que la compagnie obtient ou non selon les années. En effet, seules les aides régionales, au titre d'un emploi tremplin et de l'aide à la permanence artistique et culturelle sont pérennes, même si l'aide emploi-tremplin est dégressive chaque année. De part ces évolutions, la part de l'aide régionale s'est accrue, elle représente en 2015 48 % du budget alors qu'elle compte pour 41% en 2013.
La compagnie a réussi chaque année à obtenir des aides publiques, culture et handicap : de la Ville de Paris et du Département du Val d'Oise en 2013 et du Parc Naturel du Vexin en 2014. En 2015, la commune de Cergy a, pour la première fois accordée une aide au fonctionnement à la compagnie (1 500 €).
Le chiffre d'affaires de la compagnie s'est, quant à lui accru (+ 23 % entre 2013 et 2015), particulièrement en 2014 où il dépasse les subventions du double. 2014 est, en effet, l'année d'obtention de plusieurs aides privées: Fondation Kronenbourg (8 300 €) et Atlantic boissons (6 000 €) et d'une année plus élevée de ventes de spectacles. L'équilibre financier de la compagnie demeure toutefois fragile.
Le fonctionnement de la compagnie repose sur trois personnes, une seule salariée en emploi-tremplin et les deux directeurs artistiques de la compagnie (metteur en scène et comédienne) en intermittence.
La masse salariale au régime général est relativement stable au cours de la convention (+ 2 000€) tandis que la masse salariale du régime intermittent varie chaque année tout en demeurant à un niveau relativement stable : entre 35 500 € et 47 500 €.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement, la compagnie Rayon d'Ecrits poursuivra son projet de création et de diffusion de spectacles bilingues français / langue des signes française, d'organisation des « cafés Noétomalalie » et d'animation d'ateliers et de formations professionnelles. Deux nouvelles créations sont envisagées par la compagnie : « Colombe en concert », récital piano/voix et une pièce de théâtre « Saga » autour de correspondances entre André Barsacq et sa femme Mila entre la France et la Russie. Par ailleurs, la compagnie continuera à mener, jusqu'en 2019, à Ermont le projet « concours de circonstances » (jeu épistolaire) qu'elle a débuté en 2016.
La compagnie souhaite également pouvoir pérenniser les postes, et notamment l'emploi-tremplin qui rentre dans sa dernière année.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Rayon d'écrits en 2016 à hauteur de 25 000 € sur une base subventionnable de 79 100 €

(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région apporte son aide au titre de l'emploi structurant de la compagnie à hauteur de 10 000 €.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 15 000 € pour accompagner le développement du projet proposé par la compagnie Rayon d'Ecrits et notamment lui permettre de développer la création et la diffusion de ses spectacles bilingue en français/langue des signes et ses interventions artistiques, et d'élargir ses partenariats et son ancrage, dans le Val d'Oise notamment.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €
2017	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003633

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMITE AUDONIEN FETES ACTIONS CULTURELLES - ESPACE 1789 (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	364 000,00 €	23,71 %	86 300,00 €
	Montant Total de la subvention		86 300,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMITE AUDONIEN FETES ACTIONS CULTURELLES
Adresse administrative : 2 RUE ALEXANDRE BACHELET 93400 SAINT OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Christian MESNIER, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78563149000048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

L'Espace 1789 est le théâtre et cinéma de la ville de Saint-Ouen. Géré en Délégation de Service Public par l'association CAFAC (Centre audonien et francilien d'art et de culture), il est dirigé par Elsa Sarfati depuis 2013. Il propose une programmation pluridisciplinaire de spectacle vivant, avec un axe prioritaire sur la danse, une ouverture à la création et à l'accueil d'artistes en résidence, en parallèle d'une programmation cinématographique exigeante dans une salle classée art et essai.

Le lieu se distingue également par une politique volontariste de développement des publics sur un territoire à la fois proche de Paris et dont la population se sent éloignée de l'offre culturelle.

L'Espace 1789 bénéficie du soutien régulier de la Ville de Saint-Ouen, du Département de la Seine-Saint-Denis, de la DRAC et de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

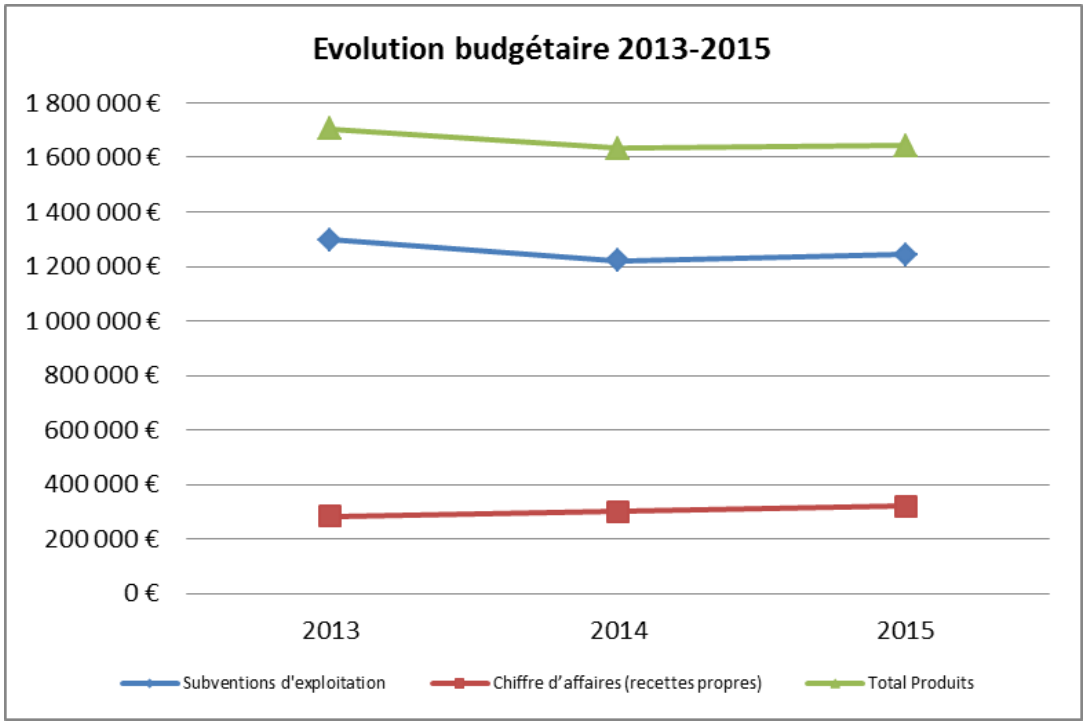
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC IDF Danse - résidence	10 000	*1%*	7 000	12 000	*1%*
Conseil départemental 93 - fonctionnement, art et culture au collège, résidence	110 020	*8%*	97 257	111 076	*9%*
Ville de Saint-Ouen - DSP	1 027 000	*78%*	967 000	967 000	*78%*
Autres (Cinéma) - CNC, Europa cinéma/UE, Canal + et Orange	45 780	*3%*	37 058	43 186	*3%*
Autres (SV) - CNV, ONDA, ARCADI (2013), Fondation de France (2014), SACEM (2014)	19 810	*2%*	26 350	22 538	*2%*
Région - PAC	86 300	*7%*	86 300	86 300	*7%*
Région - Cinéma - Résidence scénario			1 500		
Région - Emploi tremplin	11 419	*1%*	10 416	4 165	*0%*
SOUS-TOTAL REGION	*97 719*	*7%*	*98 216*	*90 465*	*7%*
TOTAL SUBVENTIONS	**1 310 329**	**100%**	**1 232 881**	**1 246 265**	100%

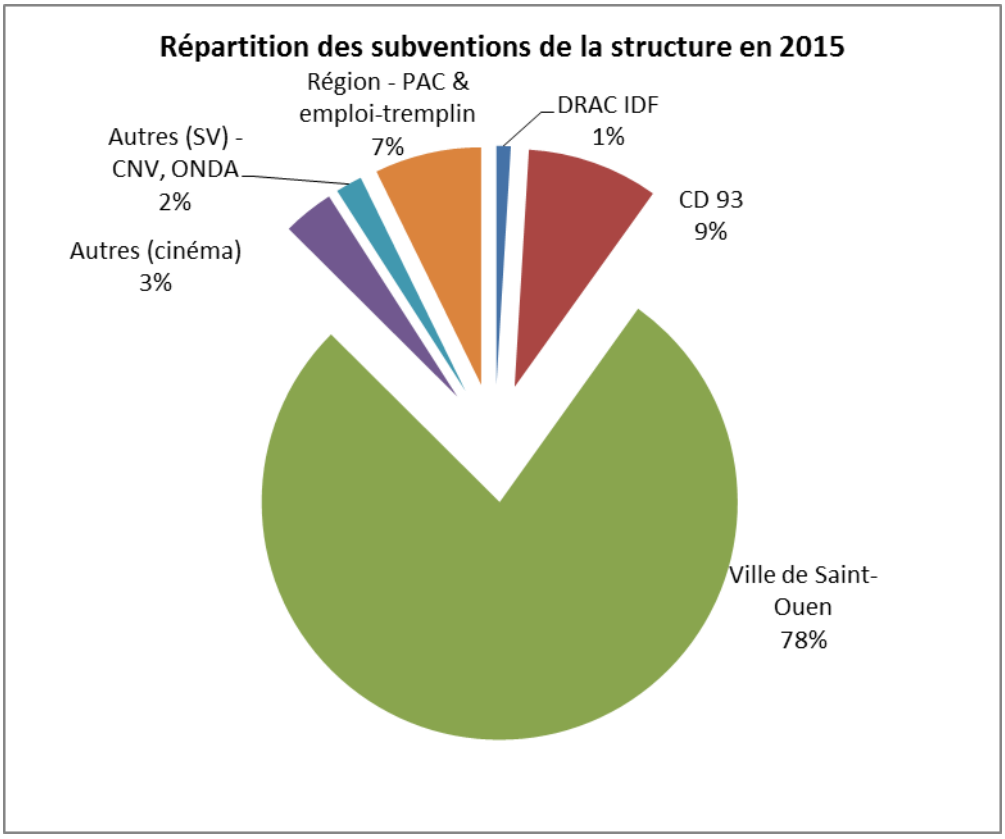
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	1 296 824	*76%*	1 221 465	1 242 631	*76%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	283 084	*17%*	300 703	321 732	*20%*
Total produits	1 704 688	100%	1 634 122	1 642 759	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale en € *(dont env. 50% pour le spectacle vivant)*	871 400	903 900	903 550
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	3 750	4 000	5 260

3) Evolution de l'activité

Années civiles	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	14 créations accueillies dont 10 coproduites	14 créations accueillies dont 12 coproduites	10 créations accueillies dont 7 coproduites
Nombre de spectacles diffusés au total	39	37	37
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	72 *67 en cession, 2 en coréalisation, 3 en accueil festival*	66 *64 en cession, 2 en accueil festival*	64 *61 en cession, 1 en coréalisation 2 en accueil festival*
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	2 festivals accueillis *Rencontres chorégraphiques*	4 festivals accueillis *Banlieues Bleues Africolor*	5 festivals accueillis *Banlieues Bleues Kalypso*

	Banlieues Bleues	*Hors Limites festival Clignancourt danse sur les rails*	*Impatience Hors Limites festival Clignancourt danse sur les rails*
Nombre de spectateurs	17 394	16 965	16 722
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	4 (1 an)	3 (1 an)	4 (1 an)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	122.5 heures	160 heures	230 heures (dont projet Tribudom et PEAC)
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	560 heures	733 heures *Dont 140 h pour 2 créations participatives*	560 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires	19 établissements 20 relais	18 établissements 17 relais	21 établissements 19 relais
Nombre de bénéficiaires	2000 personnes	2650 personnes	2500 personnes

Activité cinéma :

Années civiles	**2013**	**2014**	**2015**
Nombre de films projetés	300	296	303
Nombre de séances	2 286	2 382	2450
Nombre de spectateurs	55 800 *Dont 35% de jeunes*	57 066 *Dont 40% de jeunes*	53 700 *Dont 47% de jeunes*

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Relation au territoire & publics

L'Espace 1789 a su profondément s'inscrire sur son **territoire**, en lien avec des partenaires variés, et au plus près des habitants. C'est un lieu ouvert, fréquenté par un **public** divers (nous accueillons 16 700 spectateurs par an pour le spectacle, et 53 700 pour le cinéma ; 75% des 1 500 adhérents habitent Saint-Ouen ; le « taux de remplissage » des spectacles est de 80% ; un tiers du public de l'Espace 1789 est composé de jeunes ; se côtoient dans les salles adhérents fidèles et néophytes, groupes scolaires et familles …)

Le travail de médiation et la programmation ont réussi à convaincre ces publics si variés ; comme dans notre programmation et dans la construction des actions culturelles, l'exigence artistique, la générosité des projets et la préoccupation fondamentale de s'adresser à des publics variés guideront nos choix.

Nous avons à cœur de continuer à œuvrer au service de projets artistiques ambitieux et au service des habitants, de développer notre public, et espérons toujours plus que l'Espace 1789, de par son rayonnement sur la ville mais aussi au-delà, participe à l'image positive de son territoire.

Nous voulons aller toujours plus loin dans la qualité et la diversification de notre travail d'**éducation artistique et culturelle** ; nous sentons qu'il en est de notre responsabilité, aux côtés de multiples autres acteurs (du champ éducatif, social, sportif…) de participer sur le terrain, grâce à la présence des artistes et des médiateurs de l'Espace 1789, à un travail de sensibilisation, d'ouverture, de construction du sens critique, et donc d'agir dans le champ de la prévention comme écrit plus haut, pour lutter à notre niveau contre tous types d'enfermements idéologiques, dogmatiques.

Nous souhaitons notamment développer particulièrement ce travail en direction des **lycéens**, qui sont à un âge clé dans leur appréhension du monde, et pour lesquels l'ouverture culturelle peut s'avérer décisive. Nous savons inventer, notamment grâce aux artistes en résidence et à l'investissement et la curiosité de la communauté éducative, des projets d'actions culturelles d'envergure qui « déplacent » les jeunes lycéens (semaine de théâtre ou danse en immersion, « résidence » de création pour des lycéens dans une structure partenaire, stages…)

Résidences d'artistes & programmation

Nous continuerons à accentuer le projet autour de la danse contemporaine (en diffusion, en coproduction, et en actions culturelles), tout en restant pluridisciplinaire. Le label « scène conventionnée danse » de la DRAC nous aidera en ce sens. Cette orientation pour la danse permet d'ouvrir une fenêtre de diffusion à la création chorégraphique foisonnante, et d'ouvrir un dialogue non verbal avec les populations du territoire. Et cela nous permet d'apporter notre soutien à des artistes émergents.

La programmation danse reflète l'ouverture à différentes esthétiques : contemporain, hip-hop, danse-théâtre… une pluralité de danses, dans une programmation pluridisciplinaire au service d'une population elle-même « plurielle », le tout dans un souci de simplicité mais aussi d'exigence. La question de la diversité, qui est aussi une composante des publics audoniens, occupe une place centrale dans notre projet, à travers notamment la notion de métissage : métissage culturel, métissage des genres, métissage des styles, métissage des formes, …

Et nous souhaitons donc bien prolonger cette **permanence artistique et culturelle**, en accueillant notamment des compagnies en **résidence** autour du **triptyque création / diffusion / actions culturelles**, et accroître encore notre capacité à inventer des actions **spécifiques destinées à former les publics** à l'appréciation des œuvres que nous présentons.

Nous accueillons trois compagnies en **résidence** par saison ; ce soutien leur permet de répéter dans de bonnes conditions de travail sur le plateau de l'Espace 1789, de développer leurs recherches, d'essayer, d'imaginer… de créer ; et cela favorise l'émergence de nouveaux talents. Cet apport financier, logistique, et humain, est primordial dans leur processus de création et dans leur structuration professionnelle.

Désormais, deux de ces résidences seront pour des compagnies chorégraphiques, s'attachant à une complémentarité entre elles (d'esthétique, et/ou de stade de développement, et/ou de temporalité de travail).

Nous dessinons de véritables partenariats dans lesquels s'inscrivent les artistes, grâce auxquels ils se nourrissent des rencontres qu'ils font à Saint-Ouen. Et réciproquement. Les histoires qui se tissent entre l'Espace 1789, les habitants et les artistes sont aussi enrichissantes pour les uns que pour les autres.

Les artistes en résidence s'impliquent tous fortement dans « l'action culturelle » : en lien avec l'équipe des relations publiques de l'Espace 1789, les artistes imaginent des ateliers réguliers ou ponctuels, des stages pour des élèves, voire des créations dont ils sont partie prenante, ou toute autre intervention qui permette d'aller à la rencontre du public, de lui donner une porte d'entrée originale dans la création, de participer à leur formation de spectateur, de citoyen.

Les compagnies en résidence pour la saison 2017/2018

Compagnie par Terre - Anne Nguyen

> Anne Nguyen s'attache à exploiter l'excellence technique propre à chacune des spécialités de la danse hip-hop. A la base de chacun de ses spectacles se pose une réflexion sur la forme de la danse et sa destination. Influencée par un cursus scientifique, Anne Nguyen déstructure les différentes gestuelles hip-hop et leur ouvre de nouveaux espaces d'écriture en leur imposant des contraintes géométriques.

Ses spectacles sont couronnés de succès, tant du côté du public de hip-hop que danse contemporaine, tant par le milieu professionnel que par le tout-public Elle poursuivra en 2016/17 sa deuxième saison de résidence à l'Espace 1789.

Compagnie Black Sheep - Johanna Faye & Saïdo Darwin

> Jeunes danseurs tous deux issus du b-boying, vainqueurs de battles renommés, Saïdo Darwin et Johanna Faye se lancent ensemble dans la quête d'un nouveau langage. Si leur vocabulaire chorégraphique initial est celui du hip-hop, ils écrivent aujourd'hui une danse tout à fait singulière, qui garde du hip-hop certains appuis, la fluidité, la technicité, mais s'en affranchit aussi très librement.

Ils ont créé ensemble en 2015 la pièce *Iskio*, lauréate du Concours chorégraphique Prix Beaumarchais SACD. C'est à l'occasion de cette découverte que l'Espace 1789 a eu envie d'accompagner cette compagnie émergente, de programmer ce duo puis de les accompagner pour leur 1ère création de groupe qui sera créée à l'Espace 1789. A l'occasion de leur résidence ils proposeront une création participative intergénérationnelle, ainsi qu'une semaine d'immersion danse et musique pour une classe de lycéens à l'Abbaye de Royaumont et de nombreux ateliers.

Compagnie Héros Limite - Chloé Dabert

> Nous avons découvert Chloé Dabert pour sa mise en scène d'*Orphelins* de Dennis Kelly, spectacle qui a remporté le prix du jury - dont l'Espace 1789 fait partie - du Festival de théâtre émergent « Impatience » en 2014 (Festival organisé par le Centquatre, le Théâtre de la Colline, le Théâtre du Rond-Point et avec Télérama).

Nous avons été saisis par la précision, l'acuité du regard de cette metteur en scène et sa capacité à s'infiltrer dans l'écriture de l'auteur, dans le rythme du texte et dans la profondeur des réflexions traitées. Nous avons donc présenté cette pièce ainsi que sa création *Nadia C.*, d'après le roman de Lola Lafon, *La Petite Communiste qui ne souriait jamais* avec deux comédiennes de la Comédie Française. Nous coproduirons sa prochaine création, et observons comme cet élan donné à la compagnie a permis de lui ouvrir de nombreuses portes dans sa structuration professionnelle et les soutiens qu'elle obtient désormais d'autres scènes.

Elle proposera des ateliers théâtre à des lycéens hors temps scolaire pour une création théâtrale qu'ils interprèteront, et fort du succès de la précédente expérience, elle mènera une semaine de « théâtre en immersion » pour qu'une classe de lycée se consacre entièrement au théâtre pendant une semaine d'école (ateliers de pratique, rencontres avec les professionnels du spectacle…)

Contexte local & global

L'Espace 1789 - comme tout le monde - doit composer avec un contexte national (et même international) violent ; auquel nous tentons de répondre avec nos « armes de construction massive » ; mais au-delà, il y a également la réalité locale compliquée : l'Espace 1789 est situé dans une ville classée Zone de Sécurité Prioritaire. La rue dans laquelle nous sommes est envahie par un trafic de drogues qui mine le quartier. Notre activité, notre ouverture 7j /7 de 9h à 23h et la présence artistique dans cette rue apportent aux habitants un certain contrepoint à la dureté de l'environnement immédiat.

Les contraintes budgétaires qui pèsent sur les collectivités peuvent se répercuter sur les associations comme la nôtre et mettre en péril un projet patiemment construit comme celui de l'Espace 1789 ; mais la ville de Saint-Ouen a confirmé son soutien à notre projet, à travers la participation financière à la délégation de service public bien sûr, mais aussi en s'engageant dans une prochaine signature tripartite avec la DRAC et l'association pour le conventionnement danse de l'Espace 1789 (ainsi qu'à travers la construction de nombreuses actions en synergie avec la ville).

Le projet de l'Espace 1789 dans sa diversité, son volume d'actions, son exigence artistique, ne peut se conduire qu'avec les soutiens affirmés de ses différents partenaires que sont la Région Ile-de-France, la Ville de Saint-Ouen, le département de la Seine-Saint-Denis, et la DRAC Ile-de-France.

Grâce au soutien de la Région Ile-de-France, nous pouvons mener à bien nos projets en termes de soutien à la création, au service des habitants de notre territoire qui en bénéficient, ainsi que de la diversité des actions culturelles imaginées pour tous (avec une attention particulière portée aux jeunes) ; et cela grâce aux emplois créés et qui concourent à la réalisation de ces objectifs.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement

Participation à des festivals :

Nous sommes partenaires des **festivals Banlieues Bleues et Hors Limite**,

du Festival **Kalypso** porté par le **Centre chorégraphique de Créteil** et rayonnant sur la région,

du Festival **Impatience** avec le 104 CENTQUATRE et le Théâtre National de la Colline,

de **Séquence Danse** avec le 104 CENTQUATRE,

et participerons au **Festival d'Automne** à Paris dès 2016.

Partenariats avec des structures à rayonnement national :

- Nous allons construire un projet d'appropriation d'envergure conduit par des artistes, avec le Théâtre National de **la Colline**, le Théâtre National de **l'Odéon,** et le **Louvre**, au bénéfice des habitants de Saint-Ouen en **Zone de Sécurité Prioritaire**

- Nous poursuivrons le projet de **création participative *Adolescence(s) et territoire*** pour des adolescents de Saint-Ouen, **Saint-Denis** (avec le **TGP**), **Clichy** (avec le **théâtre Rutebeuf**) et Paris, avec le **Théâtre National de l'Odéon**

- Nous collaborons avec la **Fondation Royaumont** (95) à l'occasion de la résidence de Johanna Faye& Saïdo Darwin à l'Espace 1789 et de Marc Nammour à Royaumont (une classe de lycéens de Saint-Ouen va y passer une semaine) et coproduisons avec eux sa création avec Serge Teyssot-Gay, Mike Ladd, Cyril Bilbeaud, Akosh S. et Carol Robinson, que nous pensons présenter lors de la prochaine édition de **Banlieues Bleues**.

- Nous développerons des partenariats réguliers avec d'autres **structures chorégraphiques**, à l'échelle nationale et régionale : avec les Centres Chorégraphiques Nationaux (en présentant dans la saison un spectacle chorégraphié par le ou la directrice d'un **CCN** et le spectacle d'un(e) artiste y bénéficiant d'un accueil studio), avec le **Centre National de la Danse,** avec les **CDC** et les **scènes conventionnées**

Projet d'une commande de création avec 4 théâtres de ville du département

Nous sommes **cinq structures** de Seine-Saint-Denis à collaborer pour la commande d'écriture à un auteur puis à un metteur en scène pour la **création d'un spectacle jeune public** (création puis diffusion assurée de 15 dates minimum pour la compagnie émergente choisie).

Partenariats avec d'autres scènes conventionnées :

Nous collaborons avec **Houdremont, scène conventionnée Jonglage(s) de La Courneuve**, en proposant une résidence partagée pour Johanne Faye et Saïdo Darwin ; les chorégraphes mèneront une création participative impliquant des habitants de nos deux territoires et les faisant circuler dans nos villes et programmations ; et avec **l'Etoile du Nord** à Paris, CDC, qui présentera une pièce courte de la compagnie en début de saison, afin de faire circuler nos publics de leur salle à la nôtre dans la saison. Nous organiserons également conjointement deux ateliers chorégraphiques menés par la compagnie, mêlant « nos » spectateurs respectifs

Avec des partenaires locaux sur le territoire proche :

Nous présentons un travail « hors les murs » d'un artiste en résidence lors du festival « **Clignancourt danse sur les rails** » sur la petite ceinture parisienne et collaborons avec le Hasard Ludique en construction

- Nous collaborons avec le Centre d'animation Binet de Paris 18ème organisation d'ateliers avec des artistes en résidence à l'Espace 1789, rencontre, prêt de studio de répétition, venue des familles fréquentant le centre lors des représentations à l'Espace 1789…)

Avec des structures culturelles de Saint-Ouen :

Nous collaborons aussi bien sûr avec le réseau des **Médiathèques**, **l'Atlas**, centre de culture scientifique, les **archives**, le **conservatoire** ou encore **Mains d'œuvres**, structure avec laquelle nous travailler à une visibilité réciproque de nos résidents.

Autres types de partenariats :

- Nous collaborons régulièrement avec d'autres **structures culturelles** pour proposer des **parcours de spectateurs** (le CND, le Théâtre Louis Aragon à Tremblay, les Bouffes du Nord, Nanterre Amandiers, L'Odéon, la Cité Internationale, Chaillot, Le Théâtre de la Ville…)

- Nous faisons partie du réseau « Ticket-théâtre(s) » qui réunit **23 théâtres de Paris et banlieue** pour proposer aux associations et CE de bénéficier de tarifs préférentiels dans l'ensemble de ce réseau.

- Nous nous efforcerons de nous inscrire autant que possible dans des logiques de **tournées régionales** avec d'autres structures franciliennes (le Prisme à Elancourt, le Théâtre des Bergeries à Noisy le Sec, le théâtre Firmin Gémier à Châtenay-Malabry / Antony, l'Apostrophe à Cergy, le Théâtre Louis Aragon à Tremblay…) afin de mutualiser les frais d'approche (et solliciter le cas échéant le soutien de l'Onda).

- Manquant de salle de répétitions, nous sollicitons souvent d'autres structures pour des prêts de salles comme la Maison du Théâtre et de la Danse à Epinay, le CND à Pantin, Mains d'œuvres, la Chaufferie de Decouflé à Saint-Denis…)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) - Préciser les modalités de leur soutien :

Ville de Saint-Ouen : **délégation de service public** (renouvellement prévu en 2018). Mise à disposition du bâtiment et participation financière (967 000 € en 2015).

Conseil départemental de la Seine-Saint-Denis :
- convention triennale (subvention de 80 000€/an)
- aides en fonction des projets d'actions culturelles menés en collèges

DRAC : convention triennale attendue au titre du conventionnement pour la danse à compter de 2016 (plancher : 38 000€/ an).

CNC : subvention pour les trois labels art et essai (27 000€ en 2012)

Equipe artistique prévue pour le projet : Voir résidents ci-dessous.

RESIDENCES PREVUES

Joindre en annexe les conventions de résidence le cas échéant.

	1ère année 2016/2017		
Type de résidence (implantat°, créat°/diffusion…)	création / diffusion / actions culturelles	création / diffusion / actions culturelles	création / diffusion / actions culturelles
Dates de chaque résidence & durées	sept 2016 – août 2017 (12 mois)	juillet 2016 – juin 2017 (12 mois)	sept 2016 – août 2017 (12 mois)
Equipes artistiques	**Anne Nguyen**, cie par Terre // danse	**Johanna Faye & Saïdo Darwin**, cie Blacksheep // danse	**Chloé Dabert**, cie Héros Limite // théâtre
Objectifs & contenus de chaque résidence	- diffusion *Lettres à Zerty* - coprod° et présentat° de l'installation performative «*Danse des guerriers dans la ville* » - chorégraphie d'un *flashmob* impliquant artistes professionnels et nombreux habitants - « marathon de la danse » (atelier / intervention) dans les classes de Saint-Ouen - Ateliers de danse parents-enfants ; ados ; tout public	- diffusion d'une pièce hors les murs - coproduction et diffusion d'une pièce de groupe « *Fact* » - création participative intergénérationnelle, entre La Courneuve et Saint-Ouen - résidence / atelier 1 semaine avec Marc Nammour à l'Abbaye Royaumont pour une classe de lycée - atelier tout public avec spectateurs Etoile du Nord et Espace 1789 - atelier avec le service jeunesse de St Ouen	- coprod° et diffusion d'une pièce de Dennis Kelly, « *L'Abbattage rituel de Gorge Mastromas* » - ateliers pour adolescents hors temps scolaire et présentation de leur spectacle - atelier « écriture au plateau » avec Gérard Watkins - rencontres / débats - carte blanche cinéma
Partenaires financiers de résidence	coprod° Espace grâce à PAC & DRAC + Conseil Départemental 93 + autres coproducteurs (dont Chaillot, Le	coprod° Espace grâce à PAC & DRAC + Conseil Départemental 93 + autres coproducteurs (dont Houdremont, CCN Créteil…)	coprod° Espace grâce à PAC + Conseil Départemental 93 + autres coproducteurs (dont CDN d'Angers, de

	Prisme…)		Lorient, Théâtre du Rond-Point…)

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) - *Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les équipes artistiques concernées, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.*

Nous poursuivrons les résidences de **création / diffusion (3 minimum par saison)** grâce au soutien, en plus de la PAC, de la DRAC et du département qui apporte son aide directement aux compagnies en résidence à l'Espace. Les **durées** des résidences sont **variables** en fonction des compagnies (de 1 à 3 ans), mais les objectifs sur le territoire sont communs.

Nous poursuivrons certainement la résidence **d'Anne Nguyen, cie par Terre**, et de **Chloé Dabert**, pour une 3ème année. Nous accueillerons une **nouvelle résidence** en **danse contemporaine**, puis une résidence musicale. Mais toutes les **résidences** après 2017 ne sont **pas encore arrêtées**, car nous voulons nous laisser la possibilité d'inventer des collaborations au fil des rencontres humaines et artistiques qui se feront d'ici là.

Présentation des éventuels projets hors résidences :

En plus des projets d'appropriation d'envergure menés avec les artistes en résidence et ceux décrits à travers les différents paragraphes (notamment avec les partenaires), nous allons mener un projet **d'éducation artistique et culturelle de 2 ans** au sein d'une classe de primaire d'une école de Saint-Ouen (située en ZSP, la plus excentrée).

Une classe de CM1 s'initiera à la **danse, au cirque et au cinéma d'animation**, sur le thème l'apesanteur et le vertige avec la chorégraphe / circassienne **Kitsou Dubois**. Elle interviendra toutes les 2 semaines dans une même classe, faisant danser les enfants, (+ nombreuses sorties pour nourrir leur atelier artistique). Elle interviendra aussi avec le centre de loisirs, ainsi qu'une fois dans chaque autre classe pour impliquer toute l'école.

La 2ème année, la chorégraphe retrouvera les élèves en CM2 et poursuivra les ateliers danse / cirque, avant de passer la main à une vidéaste qui leur fera alors découvrir, sur le même thème, le cinéma d'animation. Nous avons voulu construire un projet dans la durée qui puisse se déployer profondément dans ce quartier et apporter le maximum d'ouverture et d'expériences artistiques aux enfants et à leurs familles. (Financement **Fondation de France).**

Par ailleurs nous allons être partenaires d'une résidence « **In Situ** » dans un **collège** de Saint-Ouen avec le Département pour la metteur en scène **Marie Piemontese** (également comédienne et assistante du metteur en scène Joël Pommerat).

D'autre part, en plus des créations des compagnies en résidence, nous continuerons à **coproduire** des spectacles chaque saison (en 2016 : Raphaëlle Delaunay pour sa chorégraphie « *Soma* », Serge Teyssot-Gay & Marc Nammour pour leur création musicale « *Kit de Survie* », Gérard Watkins pour sa pièce « *Scènes de violences conjugales* »…).

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi [Préciser le cas échéant les perspectives de création ou d'évolution de l'emploi et les détails : régime, postes concernés, évolution du volume horaire, de la masse salariale correspondante…etc.]

Ce projet artistique spécifique nécessite donc bien un **accompagnement spécifique :**

- accompagnement **professionnel** et **administratif** afin de participer à la reconnaissance professionnelle des compagnies résidentes, de participer à la structuration administrative et à la recherche d'autres partenaires, opérationnels et financiers

-> emploi **permanent**. Evaluation correspondant à 10% du temps de travail de la directrice et de l'administrateur, et de l'assistante de direction et d'administration (soit environ 11 000 € bruts).

- accompagnement particulier pour inventer et mettre en œuvre les **actions culturelles** avec les artistes ; ce travail spécifique vient en plus du travail plus global de valorisation et de relations publiques au service de la programmation cinéma et spectacle dont s'occupe le service par ailleurs.

-> emploi **permanent** : Evaluation correspondant à 60% du temps de travail de la responsable de la communication et des relations publiques, et 50% du temps de travail de 2 des 3 chargés des relations publiques, (soit environ 52 500 € bruts)

- accompagnement **technique** pour les compagnies qui répètent et créent sur notre plateau, grâce au directeur technique et au régisseur permanents de l'Espace 1789 et aux intermittents que nous recrutons au service des

compagnies coproduites.

-> emploi **permanent** : Evaluation correspondant à 20% du temps de travail directeur technique + du régisseur permanent (soit environ 13 100 €)

-> emploi **intermittent** évalué à 1 500 heures, soit environ 22 500€ bruts)

Subvention demandée : 86 300 €
Pas de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**euros**	**RECETTES**	**euros**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	114800	ETAT	38000
Salaires brut - Directeur Technique et Régisseur (20%) -Responsable relations publiques et communication (60%) -2 attachées aux relations publiques (50%) - pole direction administration (10%)	76628	**DRAC Ile-de-France** (en cours)	38000
Charges employeur	38172	COLLECTIVITES TERRITORIALES	301000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	220200	**Région Ile-de-France**	
Salaires bruts techniciens	22500	Région IDF - PAC	86300
Charges employeur techniciens	15000	**Département** : Seine-Saint-Denis (attribué)	80000
Droits d'auteur	9000	**Commune** 1 : Saint Ouen (en cours)	134700
Locations (préciser):	700	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	25000
Défraiements	5000	Billetterie	23500
Transports	5000	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	1500
Apports en coproduction	19000		
Aides aux résidences	35000		
Achats de spectacle, concerts	100000		
Autres (préciser) : communication	9000		
DEPENSES D'APPROPRIATION	16400		
Achat action culturelle	16400		
AUTRES DEPENSES	12600		
Entretien	4630		
Maintenance	1110		
Honoraires	2170		
Télécommunications et frais postaux	1500		
Fournitures, matériels	1190		
Assurances	750		
réparations	350		
Achat marchandises	900		
TOTAL	**364000**	**TOTAL**	**364000**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La Région soutient l'Espace 1789 depuis 2006 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle à hauteur de 86 300 € pour l'accueil d'artistes/compagnies en résidence sur une ou plusieurs saisons.
Par ailleurs, de 2009 à 2015, la structure a bénéficié d'une aide emploi-tremplin pour un poste de médiateur culturel attaché aux relations publiques. En 2014, l'association a bénéficié également d'une aide à la résidence de scénariste de 1 500 €.

Evolution de l'activité et du rapport au public
L'Espace 1789 propose **une offre importante** d'une quarantaine de spectacles dans toutes les disciplines soit plus de 60 représentations par saison, dont une bonne partie à destination du jeune public dès 2 ans et des familles. Depuis plusieurs années, l'Espace 1789 affirme un axe fort sur la danse dans la diversité de ses esthétiques (contemporain, hip-hop, danse-théâtre…), comme autant de manières de nouer le dialogue avec la population dans sa diversité. A cet égard, l'Espace 1789 vient d'obtenir la reconnaissance de la DRAC à travers l'attribution du label de « scène conventionnée danse ».
La programmation fait **la part belle aux créations** et l'Espace 1789 est **un partenaire précieux de coproduction pour de nombreuses compagnies franciliennes**. 20 à 30% des spectacles programmés font ainsi l'objet d'un engagement en coproduction du lieu, qui apporte des sommes comprises entre 5 000 et 15 000€. En plus de la programmation, l'Espace 1789 s'est engagé depuis plusieurs années, notamment grâce à la Région, dans **une politique volontariste d'accueil d'artistes en résidences longues**, qui se déroulent sur une ou plusieurs saisons. Les résidences comprennent à la fois un soutien à la création (coproduction et accueil en répétitions), la diffusion de pièces du répertoire, et des actions artistiques et culturelles pensées sur mesure avec les artistes, en lien étroit avec l'équipe de relations publiques.
Depuis 2013, ce sont 3 à 4 équipes artistiques de danse, musique et théâtre, accueillies simultanément chaque année. Parmi les résidences les plus marquantes de ces trois dernières années, on peut citer : la résidence prolongée sur deux saisons du chorégraphe Thierry Thieû Niang accueilli en 2013/14 et 2014/15, qui a notamment réalisé deux créations participatives de très grande qualité (*Du Printemps* avec une soixantaine de séniors et *Les gens de chez moi*…) ; la résidence de la chorégraphe de danse hip-hop Anne N'Guyen (qui vient d'être labellisée « compagnie nationale » par le Ministère de la Culture), accueillie en 2015/16 et qui sera prolongée en 2016/17, ou encore la résidence de la jeune metteure en scène Chloé Dabert, lauréate 2014 du festival Impatience, accueillie en 2015/16, notamment pour sa 2ème création (*Nadia C*), à l'Espace 1789 qui prolongera également sa résidence la saison suivante.
Les actions culturelles et artistiques et la relation aux publics à travers l'implication des artistes constituent un axe majeur du projet de l'Espace 1789. Les actions sont imaginées avec chaque artiste accueilli que ce soit dans le cadre de résidences ou dans le cadre de projets d'envergure. Parmi les **projets innovants conçus par le théâtre**, on peut citer : les créations participatives ; les projets de création « Adolescence et Territoire » menés chaque année depuis 2013 en partenariat avec le Théâtre national de l'Odéon, le Théâtre Rutebeuf à Clichy-la-Garenne et le Théâtre Gérard Philipe – Centre dramatique national de Saint-Denis avec 15 à 25 jeunes de ces différentes communes ; les ateliers et stages parents-enfants ; le « marathon de la danse » soit une sensibilisation durant deux jours avec près de 500 enfants ; les ateliers et interventions artistiques dans le cadre scolaire que ce soit en écoles primaires, collèges ou lycées, avec notamment des classes en immersion durant une semaine complète au sein du théâtre avec des artistes ; la résidence de collégiens ou de lycéens, selon les années, accueillis durant 3 jours (hébergement compris) à l'Abbaye de Royaumont dans le cadre d'un projet musical ou chorégraphique ou encore le parcours de danse proposé à des séniors et composé de 8 ateliers et de 6 sorties au spectacle… Depuis 2013, l'Espace 1789 maintient un volume horaire d'interventions artistiques très important de 560 heures annuelles (dont la moitié auprès de lycéens) auprès d'un nombre croissant de bénéficiaires (2500 en 2015).
La saison de spectacles attire plus de 16 700 spectateurs, soit un taux de remplissage de 80%. Si la fréquentation globale affiche une légère baisse en volume depuis 2014, en raison d'une diminution de l'offre de spectacles compte-tenu d'une baisse des moyens financiers, la fréquentation moyenne est en hausse depuis 2013 avec 261 spectateurs par représentations en 2015 contre 241 en 2013 (+8%), on peut également noter le bon maintien de la fréquentation 2015 malgré le contexte des attentats et de l'état d'urgence qui a entraîné l'annulation d'une date.
A l'activité lieu de spectacle, s'ajoute l'activité cinéma de l'Espace 1789, qui bénéficie de trois labels nationaux : « jeune public », « patrimoine et répertoire », « recherche et découverte », en plus de l'agrément art et essai. Ouvert 7 jours sur 7, l'Espace 1789 accueille chaque année plus de 53 000 spectateurs de cinéma, dont une forte proportion de jeunes, et participe à de nombreux dispositifs d'éducation et de sensibilisation à l'image notamment en milieu scolaire. L'équipe veille également à tisser des liens, dès que possible, entre le cinéma et le spectacle vivant en proposant de nombreuses passerelles aux artistes investis dans le lieu.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
L'Espace 1789 est inscrit dans **plusieurs réseaux départementaux et régionaux** et mène régulièrement des projets avec d'autres lieux ou opérateurs. Ainsi, il accueille chaque année dans le cadre de sa programmation le festival Banlieues Bleues, les Rencontres internationales chorégraphiques de Seine-Saint-Denis, le Festival d'Automne, le Festival Kalypso organisé par le CCN de Créteil ; l'Espace 1789 est membre du jury du festival Impatience aux côtés d'autres scènes franciliennes ; il travaille régulièrement avec d'autres scènes danse de la région : Théâtre Louis Aragon à Tremblay, L'Etoile du Nord à Paris… ; il co-organise le projet « Adolescence et Territoire » aux côtés de l'Odéon, du Théâtre Rutebeuf de Clichy et du TGP – CDN de Saint-Denis…etc.
Très apprécié par les artistes pour la qualité de l'accueil en résidence et la mixité du public, l'Espace 1789 bénéficie d'un rayonnement régional accru depuis 2013.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget de l'Espace 1789 est supérieur à 1,6 millions d'euros en 2015. Il s'est infléchi en 2014, en raison de la diminution de 6% de la subvention de la Ville de Saint-Ouen, qui demeure le premier partenaire public de l'association (78% des subventions publiques et 59% du budget) dans le cadre d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du lieu (2012-2017), et ce, malgré la progression du chiffre d'affaires de 14% depuis 2013. Les recettes propres de l'association sont principalement constituées par les recettes de billetterie du cinéma (60% du chiffre d'affaires) et des spectacles (31% du chiffre d'affaires)
Le Département de Seine-Saint-Denis est le 2ème partenaire public de la structure (9% des financements publics et 7% du budget), tandis que la Région Ile-de-France est à la 3ème place, essentiellement à travers l'aide à la permanence artistique et culturelle ainsi que l'aide dégressive au titre de l'emploi-tremplin attribué en 2009, (7% des financements publics et 6% du budget). La DRAC intervient à la 4ème place avec une aide limitée mais qui va augmenter en 2016 avec l'attribution du label « scène conventionnée danse » (40 000 € attendus, contre 12 000 € alloués en 2015).
L'Espace 1789 bénéficie par ailleurs d'aides au projet de la part des sociétés civiles, de fondations et d'agences publiques tant pour le spectacle vivant que pour le cinéma.

L'équipe est constituée de 15 personnes, soit 14,8 équivalents temps pleins au total ; l'activité spectacle vivant représente 7,3 ETP. Depuis trois ans, le pôle relations avec le public / action culturelle (cinéma et spectacles) s'est consolidé (6 postes sur 15), notamment grâce aux aides de la Région. Cependant, avec la baisse de la subvention municipale en 2014, l'association a fait le choix de réduire l'équipe en procédant à deux licenciements économiques (d'où la baisse de la masse salariale permanente), afin de privilégier son budget d'activité.
Le volume horaire d'emploi intermittent technique est en hausse en 2015, en renfort du directeur technique, principalement pour l'accueil des artistes en résidence.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet est envisagé dans la continuité à travers la poursuite des résidences, tout en s'inscrivant dans le cadre de la « scène conventionnée », avec une dominante artistique sur la danse, pensée comme une manière de s'adresser à un large public métissé, comme l'est la population de Saint-Ouen, dans un contexte territorial et social complexe. L'accueil d'artistes en résidence longue est aussi un moyen pour l'Espace 1789 se continuer son action en termes d'éducation artistique et de médiation, en inventant sans cesse de nouveaux modes de rencontres avec les habitants, en particulier les jeunes. Le lieu souhaite également poursuivre son soutien auprès de jeunes équipes artistiques afin de leur permettre de trouver de nouveaux partenaires et de développer leur travail. Le projet s'inscrit également dans une relation de confiance renouvelée avec la Ville de Saint-Ouen.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient l'Espace 1789 – Association CAFAC à hauteur de 86 300 €
sur une base subventionnable de 364 000 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé)

Emploi	Création/Diffusion/Appropriation
La Région flèche une part de son aide, soit 26 300 €, au titre de l'emploi pour l'ensemble des postes administratifs et techniques en lien avec l'accueil des résidences artistiques.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 60 000 € pour soutenir l'accueil d'artistes en résidence longue et le développement de projets artistiques et culturels innovants avec la population, en particulier la jeunesse.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	60 410,00 €
2017	25 850,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	86 300,00 €
2014	Aide à l'écriture de scénario (structures)	1 500,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	86 300,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	86 300,00 €
	Montant total	260 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003634

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMMUNE DE FONTAINEBLEAU (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	59 300,00 €	42,16 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE FONTAINEBLEAU
Adresse administrative : 40 RUE GRANDE
77300 FONTAINEBLEAU
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Frédéric VALLETOUX, Maire

N° SIRET : 21770186100015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre de Fontainebleau propose une programmation pluridisciplinaire (30 spectacles, 60 représentations, 12 000 spectateurs, 80 % du public provient de Fontainebleau et Avon, 20% du sud Seine-et-Marne). Soutenu par la Ville de Fontainebleau, le Conseil départemental de Seine-et-Marne est partenaire depuis 2009. Dans le cadre du nouveau projet culturel du théâtre « le Théâtre des Habitants », il est proposé des actions vers les publics, « Les rencontres de 18h30 », « Les débats de 22h », mais également des actions avec les scolaires. Le théâtre a accueilli une compagnie en résidence, la Péniche Opéra jusqu'en 2012, dont l'objectif était de travailler autour de la mise en valeur du territoire avec ses fleuves et rivières : la Seine, le Loing et l'Yonne. En 2012, le théâtre a fêté ses 100 ans (Fil de fête), ambitionnant de tisser un lien entre les habitants et de les rassembler autour de divers événements. Depuis, le théâtre a accueilli l'Ensemble Nomos, puis, la compagnie Les Femmes à Barbe, à qui il a passé commande et qui proposera des actions culturelles dans le cadre des prochaines « Journées Curieuses ». Le théâtre collabore avec ACTART, le CND et le FIF.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

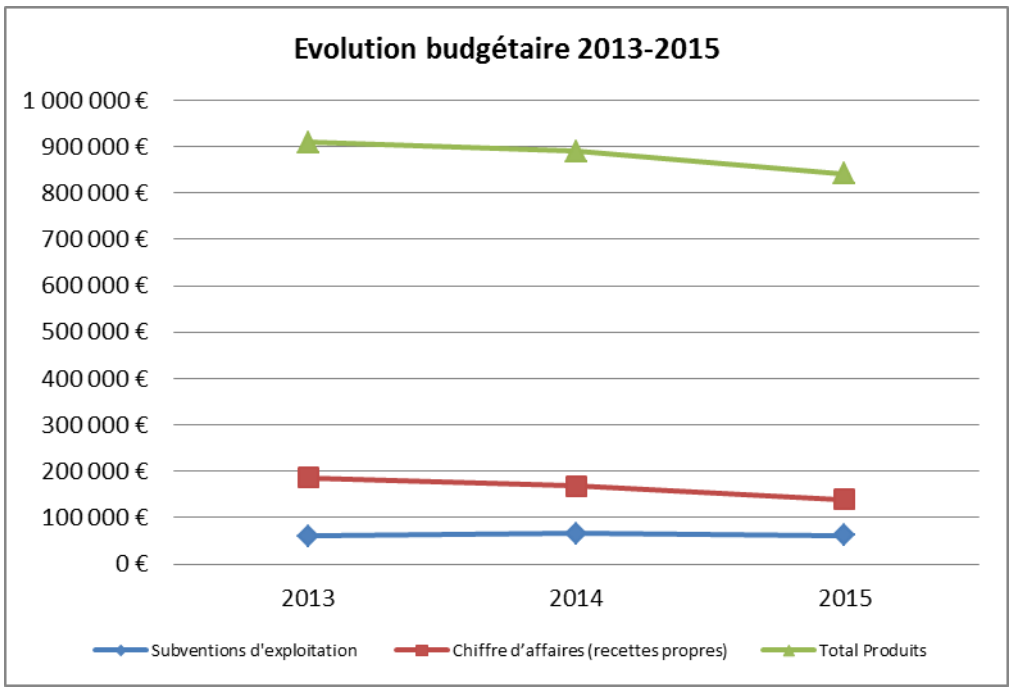
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
Conseil départemental de Seine et Marne	62 347	*9%*	51 535	54 000	*8%*
Commune de Fontainebleau : subvention d'équilibre	637 416	*89%*	630 000	610 003	*90%*
Région - PAC	15 000	*2%*	15 000	15 000	*2%*
SOUS-TOTAL REGION	15 000	2%	15 000	15 000	2%
TOTAL SUBVENTIONS	**714 763**	**100%**	**696 535**	**679 003**	100%

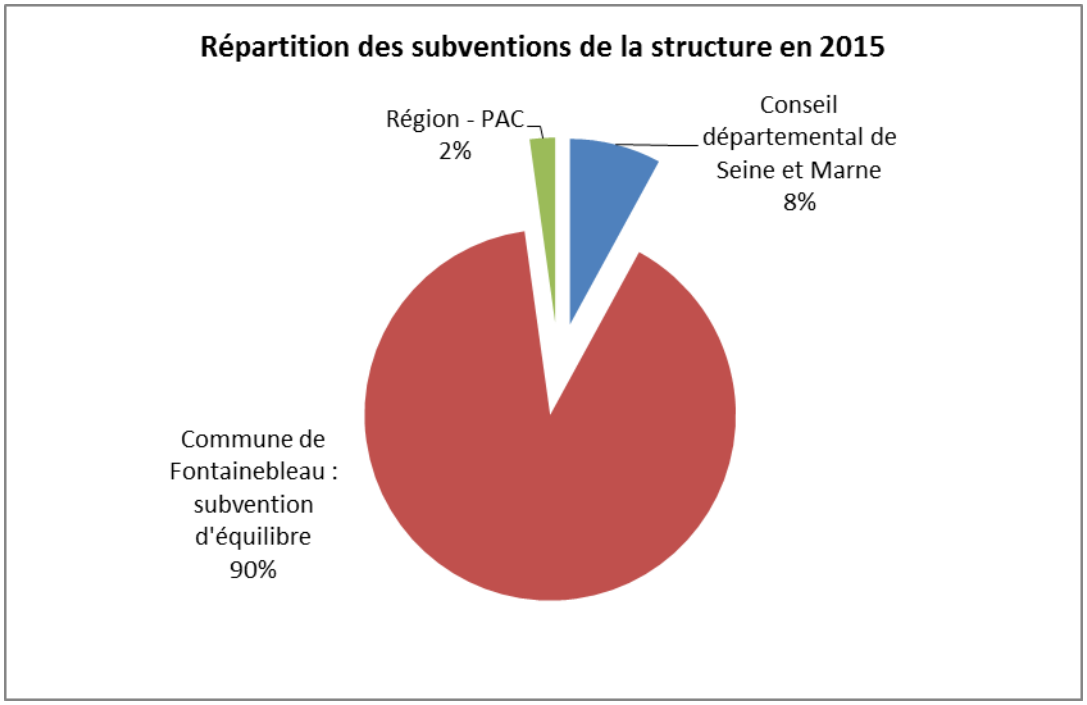
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	60 378	*7%*	66 035	61 000	*7%*
Vente de produits fabriqués, prestations	185 780	*20%*	167 325	138 801	*16%*
Total recettes de fonctionnement	909 305	100%	889 361	841 424	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale (régime général et intermittent)	170 739	170 642	158 267
Masse salariale (régime fonctionnaires)	193 228	198 011	202 948
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 687	1 977	2 241

3) Evolution de l'activité

saisons	2013-2014	2014-2015	2015-2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	6	5	4
Nombre de spectacles diffusés au total	38	37	32
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	46/46	54/54	60/60
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	3 (Journée curieuses, Jazz au Théâtre, Une semaine en argentine)	3 (Journée curieuses, Jazz au Théâtre, Une semaine au Japon)	3 (Journée curieuses, Jazz au Théâtre, Une semaine au Portugal)
Nombre de spectateurs	9164	9080	9778

Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	3 ; entre 10 et 30 jours ; Nomos ; Tam ; Guildhall School de Londres	3 ; entre 10 et 30 jours ; Nomos ; Les Femmes à Barbes; Guildhall School de Londres	2 Guildhall School de Londres session Opéra Guildhall School de Londres session Théâtre
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	18	20	Non encore consolidé
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	169	185	Non encore consolidé
Nombre d'établissements et de relais partenaires	17	17	17
Nombre de bénéficiaires	4580	4520	5237 au 31/03/2016

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Les projets de soutien à la création, à l'action culturelle, et la jeunesse.

Le projet culturel et artistique du Théâtre de Fontainebleau se concrétise à l'heure actuelle par des invitations artistiques (spectacles de théâtre, musique, opéra danse et jeune public), des présences artistiques (commandes de création, école lyrique et de Théâtre) et des rencontres avec les publics divers et variés du territoire. Il nous semble intéressant pour conforter cette action culturelle dédiée à la rencontre quotidienne de pérenniser les deux volets supplémentaires qui ont été développés les saisons précédentes et qui ont pour titre :

« Les Journées Curieuses » et « Une semaine en…»

A « Les Journées Curieuses »

Le projet du « Théâtre des habitants » à Fontainebleau se caractérise entre autres par une attention permanente à l'action culturelle permettant de qualifier la programmation artistique de la saison. Nous tentons au quotidien de rendre cette approche prévenante, constante et intelligente afin de conjurer l'exclusion de celles et ceux qui trop souvent pensent que les activités culturelles et artistiques ne sont pas pour eux et ainsi les réconcilier avec ce Théâtre qui est pourtant bien le leur. C'est pour cette raison qu'il nous est apparu opportun :

De créer un évènement de début de saison de trois jours, participatif et permettant aux habitants de Fontainebleau et de sa région de rencontrer des équipes artistiques (théâtre, musique, danse, jeune public, théâtre de rue et cirque). Le public visé étant le plus large possible. Cet évènement devra prendre en compte les espaces du Théâtre (salle de spectacle, salle des fêtes et foyer) et également les alentours du Théâtre (parvis et Parking Boufflers).

En s'appuyant sur une de ces équipes artistiques ; le Théâtre développera un projet de partenariat, associant, création, programme de diffusion et action culturelle

Ce projet de résidence sera l'occasion de définir et de réaliser des actions artistiques auprès des collèges et lycées du Canton de Fontainebleau

Pour toucher le plus grand nombre et ne pas mettre d'entraves à la curiosité du public, ces propositions seront gratuites, se dérouleront aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Théâtre et prendront prétexte des journées européennes du Patrimoine.

Saison 2016/2017 :
Reconduction des journées Curieuses de Fontainebleau à l'occasion des Journées européennes du Patrimoine et du lancement de la saison culturelle et artistique 16-17 et 18 septembre 2016

L'Action :

Les actions proposées dans le cadre du projet :
1/ Pour cette édition, nous avons souhaité explorer une forme de spectacle vivant non encore programmé à Fontainebleau : les arts visuels et sonores dans une approche contemporaine Aussi nous avons passé commande à ATA qui est un collectif pluridisciplinaire, œuvrant entre création plastique, musique actuelle, imagerie animée et bruitage. Chaque performance et installation sont l'occasion de redéfinir le genre et l'espace.
Pour les journées curieuses au théâtre de Fontainebleau, ATA veut rendre hommage à la condition artistique et ainsi, se propose d'inverser les rôles le temps d'un week-end. Le public devient artiste afin de mieux s'approprier ce lieu chargé d'histoire et de création.
Inversion des genres et inversion des sens, le haut et le bas, les yeux et les oreilles.
La visite du théâtre s'articulera autour d'une déambulation d'une heure, agrémentée d'éléments interactifs ou immersifs dans les différentes salles du lieu. Plusieurs étapes du déroulement d'une représentation seront ainsi illustrées : l'accueil des artistes, leur préparation et mise en condition, les derniers réglages techniques, et enfin, la confrontation avec le public avec la montée sur scène

LE PARVIS
Installation d'une structure géométrique monumentale sur le parvis. Il s'agit d'une pyramide pentagonale bleue, emblème du collectif ATA, Cette sculpture aura la possibilité de s'illuminer le soir venu pendant les journées du patrimoine.

LE FOYER / ACCUEIL DES ARTISTES
Accueil du public dans le foyer du théâtre (groupe de 100 personnes environ) et distribution de badges ARTISTE à chaque participant.
Pendant ce temps, chacun pourra s'imprégner de l'univers d'ATA grâce à une spatialisation de bruitages et d'ambiances sonore.

LA SALLE DES FÊTES // LES LOGES
Mise en place de plusieurs scènes autour du « métier » d'artiste: coiffeuses interactives équipées de caméras, bureau de travail électronisé, grand miroir au sol, vocalises électroniques... Le public aura la possibilité de jouer avec ces différents éléments pendant une quinzaine de minutes.

LE PASSAGE // CONCENTRATION
Symbolisation du processus créatif par un entonnoir lumineux qui mènera vers la partie suivante. Des bandeaux leds suspendus régulièrement se mettent en marche selon le flux des gens qui passe par l'installation.

LA MACHINERIE // ACCORDAGE
Dans ce couloir étroit en sous-sol qui débouche sur la scène, il y aura des dalles placées au sol qui déclencheront des animations sur les parois.

LA SALLE DE SPECTACLE
Il s'agit ici de faire arriver les spectateurs directement sur la scène.
La salle est plongée dans l'obscurité jusqu'à ce que rapidement trois pyramides animées par vidéoprojecteur se révèlent au centre de la salle. Le collectif jouera autant d'œuvres musicales depuis le premier balcon.

LE COULOIR // SORTIE DES ARTISTES
Les spectateurs descendent de scène, traversent la salle et ressortent par les accès public. Des flashs de photographe les saisissent au passage dans le couloir avant de se retrouver dans le hall. Le public pourra récupérer les photos prises sur une plateforme internet.

Ces visites seront programmées les samedis 17 septembre 2016 à 14h15, 15h30 et 16h45 et donneront lieu à une résidence de plateau du 18 avril au 22 avril 2016.

Cette action est aussi comprise comme une première médiation avec le public puisque ce collectif sera programmé au sein de la saison 2016-2017 en avril 2017.pour une soirée électroacoustique dont les titre est ATA 5000.

2/ Commande pour la soirée d'ouverture de saison d'une partie artistique passée au groupe Finlandais Fork -Electro Vocal Circus. Ce groupe international réinvente le chant pop rock a cappella (voix et instrument) le vendredi 17 septembre à 20h00

3/ Commande passée à la compagnie des Femmes à Barbes pour du Théâtre de rue : Le Gélules de maître Li le dimanche 19 septembre à 11heure devant les grille du Château de Fontainebleau

B. « Une semaine en … »

La programmation artistique du Théâtre est l'occasion chaque année de rencontrer des artistes du monde entier. Pour certains d'entre eux, mettre en lumière la richesse du pays dont ils sont originaires permet sans nul doute la rencontre culturelle avec les habitants de Fontainebleau et de son territoire.

Cette rencontre au-delà de la simple programmation d'un spectacle doit se définir par des actions culturelles et des ateliers de pratiques artistiques. Ainsi les habitants pourront s'ils le désirent aller à la rencontre d'une culture qui n'est pas la leur, voire d'y participer. Le Théâtre municipal complète par ce dispositif sa mission de développement culturel et artistique.

Le bilan des éditions précédentes, a permis de constater combien les actions culturelles proposées avaient concerné un public non captif que nous avons accompagné jusqu'au spectacle final.

« Saison 2016/2017 : une semaine en … Italie»

Reconduction de la semaine d'action culturelle autour d'un pays, cette année l'Italie.

Les actions :

En partenariat avec Institut culturel italien de Paris
À l'occasion du spectacle de Comedia dell' Arte Teresina par la compagnie Carrozone Teatro, le samedi 11 mars à 20h30, le Théâtre Municipal ouvre ses portes à la culture Italienne.

Programme prévisionnel :
Dimanche 5 mars
18h30 : vernissage d'une 'exposition de masques et de photographies du 5 au 12 mars- entrée libre)
19h00: récital bel canto. Entrée libre.
Lundi 6 mars

19h dégustation - conférence sur l'huile d'olive
Mercredi 9 mars
14h-17h : espace lecture proposé au jeune public avec livres bilingues
15h-16h : représentation théâtralisée par les enfants du Centre de Loisirs (en partenariat avec la Bibliothèque municipale). Salle de spectacle du Théâtre.
20h-21h Visite-Conférence (en français). Sujet : Les Théâtres Italiens. Entrée libre
Jeudi 10 mars
19h00 : atelier œnologie, vins d'Italie proposé par Jean-Guillaume Roy, Atelier sur réservation- gratuit)
Vendredi 11 mars
20h Dégustation de spécialités Italienne en partenariat avec Fontainebleau Loisirs et Culture. Lieu : bar du théâtre. Gratuit.
20h30 Lecture à haute voix d'auteurs italiens par le groupe « Manu » avec accompagnement de musique et danse traditionnelles italienne. Entrée libre
Samedi 12 mars
9h30-12h30 ateliers de création de masques pour adultes, sur inscription, gratuit. Co-organisé par la bibliothèque. Lieu : bar du Théâtre.
14h-17h atelier de création de masques pour enfants sur inscription, gratuit.
14h- 15h30 : ateliers folkloriques de danse (sur réservation- gratuit)
15h30- 16h : démonstration de danses folkloriques
18h00 : rencontre avec le metteur en scène Fabio Marra annimé par le comédien universitaire Jean-Luc Deschamps
19h00 : restauration Italienne proposée sur place
20h30 Teresia (comedia dell'arte) par le Carrozzone teatro. Lieu : salle de spectacle

C/ Le Théâtre en lien avec une Ecole des arts de la scène :

Partenariat avec la Guildhall School de Londres

Un partenariat a été conclu :

-Entre la session lyrique de la Guildhall School de Londres et le Théâtre de Fontainebleau.

Le Théâtre de Fontainebleau accueillera durant un mois (du 15 juillet 2016 au 16 août 2016) des élèves et leurs professeurs pour des master class. Chaque samedi et dimanche une restitution de travail sera donnée au public au Théâtre en entrée libre.
De plus une programmation des grandes scènes d'opéra sera proposée au sein de la saison artistique 2016-2017 afin d'offrir une expérience professionnelle aux grands élèves de l'école. Ce spectacle sera programmé le 24 mars 2017 et donnera lieu à une répétition publique et rencontre avec la classe musique du lycée François premier.

Entre la session théâtre de la Guildhall School de Londres et le Théâtre de Fontainebleau.

Afin de renforcer les liens entre l'école qui s'est ouverte à Fontainebleau et le Théâtre municipal, des utilisations des espaces du Théâtre (la salle des fêtes et salle de spectacle) sont proposées à cette école. Dans ce cadre des auditions publiques seront organisées ainsi que la venue des élèves aux spectacles de la programmation.

D/ Elargir le rayonnement du Théâtre de Fontainebleau en lien avec le Théâtre national de l'Opéra-Comique

Ce projet est fondé sur la volonté pour le Théâtre de Fontainebleau de renforcer, grâce à un partenariat avec un Théâtre national, son rayonnement sur le territoire de la Seine-et-Marne et plus largement sur la Région Ile-de-France.

Fontainebleau et l'Opéra-Comique sont fortement marqués culturellement par la présence de Napoléon III ce qui a paru légitime pour un rapprochement entre le Théâtre de Fontainebleau et ce Théâtre national

Les axes de ce développement sont les suivants :
-soutien à la création par la coproduction de spectacles musicaux et lyriques de l'Opéra-Comique dont les représentations se dérouleraient au Théâtre de Fontainebleau dans la limite de trois formes par saison.
-développement et élargissement de l'action culturelle (Master class, rencontres, répétitions publiques)

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
Institut Culturel Italien, Paris
Collèges et lycées du canton de Fontainebleau
Théâtre National de l'Opéra-Comique

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -
Préciser les modalités de leur soutien :
Conseil départemental de Seine et Marne au titre des Lieux d'Expression Culturelle et Artistique (LECA)

Equipe artistique prévue pour le projet :
Collectif ATA
Fork
Les Femmes à Barbes
Carrozzone Teatro
Guildhall School de Londres
Théâtre National de l'Opéra-Comique

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Implantation	Création Diffusion
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Du 18 avril au 24 avril 2016 (7jours)	Du 15 juillet 2016 au 15 août 2016 (31 jours)
Equipes artistiques	Collectif ATA	Session Lyrique de la Guildhall School de Londres
Objectifs & contenus de chaque résidence	Préparation aux dispositifs des journées curieuses et au spectacle de la saison (ATA 5000)	Représentations publiques en accès libre (6 en tout) Préparation du spectacle de la saison en mars 2017
Partenaires financiers de résidence	Ville de Fontainebleau	Ville de Fontainebleau / Guildhall School de Londres

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) -
Concernant les perspectives de résidences pour 2017-2018 et 2018-2019 les dispositifs restent les mêmes :

- *Résidence de projet avec une compagnie de la saison artistique pour un travail de création des journées curieuses , d'actions culturelles à l'occasion du spectacle programmé en 2017-2018 et de résidence de plateau pour une durée à déterminer (de une semaine à un mois) en fonction des besoins de la compagnie.*

- *Résidence pendant l'été avec la session lyrique de la Guildhall School de Londres avec restitution du travail sur 6 représentations en entrée libre, préparation du spectacle programmé au sein de la saison artistique, action culturelle et répétition publique……*

…A ce dispositif se rajoute pour 2017-2018-et 2018-2019 :
……

- *-Résidence de création et de plateau dans le cadre du projet de partenariat avec l'Opéra-Comique pour un maximum de trois formes (une grande forme scénographiée, une forme concertante et un jeune public)*

Subvention demandée : 30 000 € *Soit 15 000 € d'augmentation*

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**Euros HT**	**RECETTES**	**Euros HT**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	0	ETAT	0
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Salaires brut		**Ministère de la culture / autres directions** (DGCA…) préciser service et titre : ❒ attribué / ❒ en cours	
Charges employeur		**Autres Ministères** (préciser) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Salaires brut			
Charges employeur		COLLECTIVITES TERRITORIALES	59300
		Région Ile-de-France	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	52500	Région IDF - PAC	30000
Préciser le détail des postes		Région IDF - autres services (préciser) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Salaires bruts artistes		**Département** (préciser le nom) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Charges employeur artistes		**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes** (préciser le nom) : ❒ attribué / ❒ en cours	

Salaires bruts techniciens		**Commune** 1 (préciser le nom) : Fontainebleau ❒ attribué / ~~❒ en cours~~	29300
		Commune 2 (préciser le nom) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Charges employeur techniciens		**Autres** (préciser) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Droits d'auteur	3500		
Locations (préciser): technique	500		
Défraiements	1500	UNION EUROPEENNE	0
Transports		*Préciser le dispositif :* ❒ attribué / ❒ en cours	
Apports en coproduction	24000	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	0
Aides aux résidences		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Achats de spectacle, concerts	23 000	Autres (préciser) :	
Autres (préciser) :		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	0
DEPENSES D'APPROPRIATION	11800	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) :	
Préciser le nombre d'heures: ……...		ARCADI	
Salaires bruts		Autres (préciser) :	
Charges employeur		MECENAT & SPONSOR	0
Achat action culturelle	11800	*Préciser :*	
Autres (préciser) :			
AUTRES DEPENSES	0		
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	5000
Préciser la nature de ces dépenses :		Locations de salle	
		Billetterie	5000
		Recettes de coréalisation	
		Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) :	
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
		Résidences (préciser) :	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**64300**	**TOTAL**	**64300**
Mise à disposition de locaux	18000	Mise à disposition de locaux	
Mise à disposition de personnel		Mise à disposition de personnel	

Autres (préciser) :		Autres (préciser) : en contre partie de la mise à disposition de locaux la Guildhall school propose un spectacle et de l'action culturelle valorisée à hauteur de 18 000€	18000

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Le Théâtre municipal de Fontainebleau est soutenu au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 15 000 €. Le projet proposé était l'accueil d'équipes artistiques en résidence de projets sur une période de deux ans (en 2013 et 2014, l'ensemble Nomos), le développement d'un événement gratuit en début de saison intitulé « Les journées curieuses » et des actions culturelles sur le territoire.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Le Théâtre de Fontainebleau a consolidé son projet au cours de ces trois années de convention. Sous la direction de Pierre-Marie Cuny, le Théâtre avait proposé un projet centré sur la résidence de l'Ensemble Nomos, les Journées curieuses à l'ouverture de saison du théâtre et le projet « Une semaine en.. » qui met l'accent sur un pays étranger à travers de la programmation et de l'action culturelle. Les Journées curieuses ont permis la présentation de spectacles coproduits par le théâtre et notamment « La trahison orale » de Mauricio Kagel, « Dynamos » et « Windungen » de l'Ensemble Nomos (2013, 2014 et 2015), « Grand guignol » de la compagnie des Femmes à barbes (2014), « L'envol d'Icare » de la compagnie des Rémouleurs (2014), « La quincaillerie Parpasenton » de la compagnie Circatomik (2015)… Le Théâtre de Fontainebleau s'est appuyé sur ces projets pour élargir le public, la fréquentation du théâtre a augmenté, passant de 9 000 à près de 10 000 spectateurs pour l'ensemble de la saison avec une politique tarifaire abaissant le prix du billet, rassemblant près de 2 000 personnes pour les Journées curieuses, gratuites pour le public. Ainsi, en termes d'activité et de rapport au public, les objectifs de la convention de permanence artistique et culturelle sont pleinement atteints.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Le public du théâtre est composé à 40% d'habitants de Fontainebleau et à environ 60% de personnes venant du Sud Seine-et-Marne. Le taux de fréquentation des spectacles s'est amélioré passant à 85% en lien avec un nombre de représentations plus important, avec le développement de l'action culturelle sur le territoire qui a permis l'accès du public à une programmation artistique singulière incluant des œuvres contemporaines et des formats nouveaux et en lien avec une politique tarifaire plus attractive. L'action culturelle s'est développée avec les équipes artistiques en résidence en partenariat avec le conservatoire de musique et d'art de Fontainebleau, le Lycée international François Ier, le lycée professionnel Lafayette de Champagne-sur-Seine et d'autres équipements municipaux. Une « école du spectateur » a été proposée aux collèges et lycées de Fontainebleau, proposant des parcours de spectacles et des rencontres avec les artistes aux élèves du canton. Aussi, le Théâtre a développé son rayonnement local tandis que dans la lignée d'une forte visibilité autour du centenaire et du nouveau projet du Théâtre de Fontainebleau, son rayonnement dans le Sud du département s'est accru également.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Si dans les documents comptables les subventions d'exploitations représentent 7% des produits, la Ville de Fontainebleau a soutenu le théâtre sur les trois années à hauteur 610 000 € (montant en baisse de 4%) comptabilisés sous la forme de subventions exceptionnelles (90% du total des subventions). L'apport du Conseil départemental de Seine-et-Marne est quant à lui de 54 000 € au titre des Lieux d'Expression Culturelle et Artistique. Dans ce cadre, l'aide à la permanence artistique et culturelle représente 2% du total des subventions. Le nombre d'heures d'intermittence a augmenté pendant la période en lien avec les résidences d'artistes. L'équipe permanente du théâtre demeure réduite autour du nouveau directeur, ancien directeur adjoint. Un poste de responsable des publics et de l'action culturelle a été pourvu récemment.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé pour les trois prochaines années s'inscrit dans la continuité. Le nouveau directeur souhaite poursuivre les temps forts instaurés par son prédécesseur, « Journées curieuses » et « Une semaine en… » ainsi que l'accueil d'équipes artistiques en résidence tout en mettant l'accent sur le public jeune et les arts visuels (Collectif Ata). Deux orientations se développent également : un partenariat avec l'Opéra-Comique pour des coproductions (initiés par la maison d'opéra nationale avec des lieux « Napoléon III ») et un partenariat avec la

Guildhall School de Londres.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Théâtre de Fontainebleau en 2016 à hauteur de 25 000 €
sur une base subventionnable de 59 300 € correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart de 5000 euros entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas au titre de l'emploi.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation du Théâtre de Fontainebleau à hauteur de 25 000 euros et notamment sur les résidences de projet ainsi que sur les coproductions avec les compagnies et les partenariats avec d'autres lieux franciliens.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 59 300 € et correspond au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart de 5000 euros entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €
2017	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2013	Soutien au Réseau Information Jeunesse	3 000,00 €
2013	Soutien aux nouveaux PLD & mise en compatibilité des PLD approuvés	795 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2014	Construction et aménagement de médiathèques	803 338,00 €
2014	Réseau vert et déplacements à vélo en Ile de France	37 976,00 €
2014	Soutien à la création et à la diffusion numérique	31 587,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
	Montant total	1 715 901,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003635

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMMUNE DE VANVES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	195 300,00 €	25,60 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-65734-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VANVES
Adresse administrative : 23 RUE MARY BESSEYRE
92173 VANVES CEDEX
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Bernard GAUDUCHEAU, Maire

N° SIRET : 21920075500011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459).

I- Présentation du bénéficiaire

Le théâtre de Vanves a été construit en 1982. Dirigé alors par un metteur en scène, Daniel Miguel Maréchal, il propose une programmation au départ dédiée principalement au théâtre (3 créations par an). Il sert également à l'origine de salle des fêtes et accueille les manifestations du conservatoire municipal.
Le metteur en scène Ivan Morane et sa compagnie lui succèdent en 1993. Le projet artistique s'inscrit dans la continuité de celui du précédent directeur. L'activité cinéma est mise en place et constitue progressivement une part importante de la programmation.
José Alfarroba, précédemment directeur du Théâtre Rutebeuf de Clichy, prend la direction du théâtre en 1997 avec un projet artistique pluridisciplinaire (arts de la rue, danse, théâtre, musiques actuelles, cinéma…). Il développe une politique d'action culturelle importante en direction des publics et met en place une politique d'abonnement. Le festival de danse contemporaine Artdanthé naît en 1998. Depuis cette date, la danse contemporaine devient progressivement le temps fort de la saison et l'ossature du projet artistique. A ce titre, le festival Artdanthé a été transformé progressivement en une programmation à l'année, ponctuée de temps forts. A cette occasion, la structure aide, dans la durée, les projets de

création de jeunes compagnies professionnelles. Le festival Ardanthé, qui se décline à l'international avec des éditions à Montréal et aux Payas-Bas, a proposé en 2015 sa 17ème édition.
Depuis le 1er février 2015, la nouvelle directrice du Théâtre est Anouchka Charbey, ancienne directrice adjointe. Le projet du théâtre évolue vers un plus grand équilibre entre les disciplines artistiques, notamment par un développement de la musique.
Le Théâtre développe un dispositif pilote de soutien et d'accompagnement aux compagnies (en administration, communication, définition du projet artistique, demandes de subvention, relations avec les lieux de diffusion...) mis en place par le Théâtre de Vanves et le bureau Cassiopée en partenariat avec ARCADI.
Le Théâtre de Vanves est actuellement un théâtre de ville géré en régie directe par la commune. Il est également membre du Groupe des 20 (réseau de vingt théâtres en Ile-de-France) et travaille en partenariat avec d'autres lieux tels que le Théâtre de Gennevilliers, le Théâtre 71, le Centre national de la Danse ou le Studio Théâtre de Vitry.
La Région Ile-de-France a soutenu en 2007 et 2009 des travaux dans le théâtre de Vanves, à hauteur de 368 160 € puis 1 050 000 €. Aujourd'hui, le Théâtre dispose d'une grande salle de 182 places et d'une salle complémentaire, Panopée, de 160 places.
Depuis 2008, le théâtre de Vanves est scène conventionnée pour la danse.
Le Théâtre de Vanves est soutenu par la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France, le Conseil général des Hauts-de-Seine, la Région Ile-de-France, ARCADI, l'ONDA.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF : conventionnement danse et aide à la résidence théâtre	60 137	*5%*	70 137	65 137	*5%*
Conseil départemental des Hauts-de-Seine	61 560	*5%*	61 560	61 560	*5%*
Région PACA : ERAC	0	*0%*	2 137	0	*0%*
Ville de Vanves*	1 130 900	*85%*	1 418 639	1 020 080	*84%*
Autres - ONDA, Arcadi, Odia, Fused, etc.	33 382	*2%*	28 075	16 700	*1%*
Région - PAC	50 000	*4%*	50 000	50 000	*4%*
SOUS-TOTAL REGION	50 000	4%	50 000	50 000	4%
TOTAL SUBVENTIONS	**1 335 979**	**100%**	**1 630 548**	**1 213 477**	100%

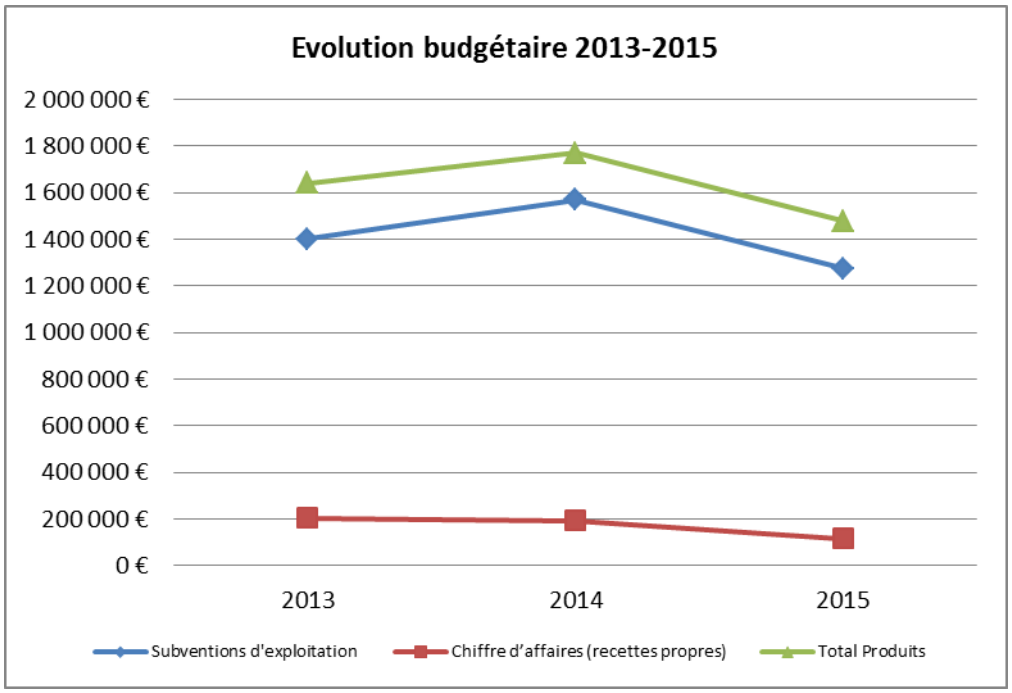
*NB : Apport hors charges de bâtiment, fluides et investissement, comprenant les salaires, cinéma inclus

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan, compte de résultats et budgets réalisés du Théâtre incluant le cinéma

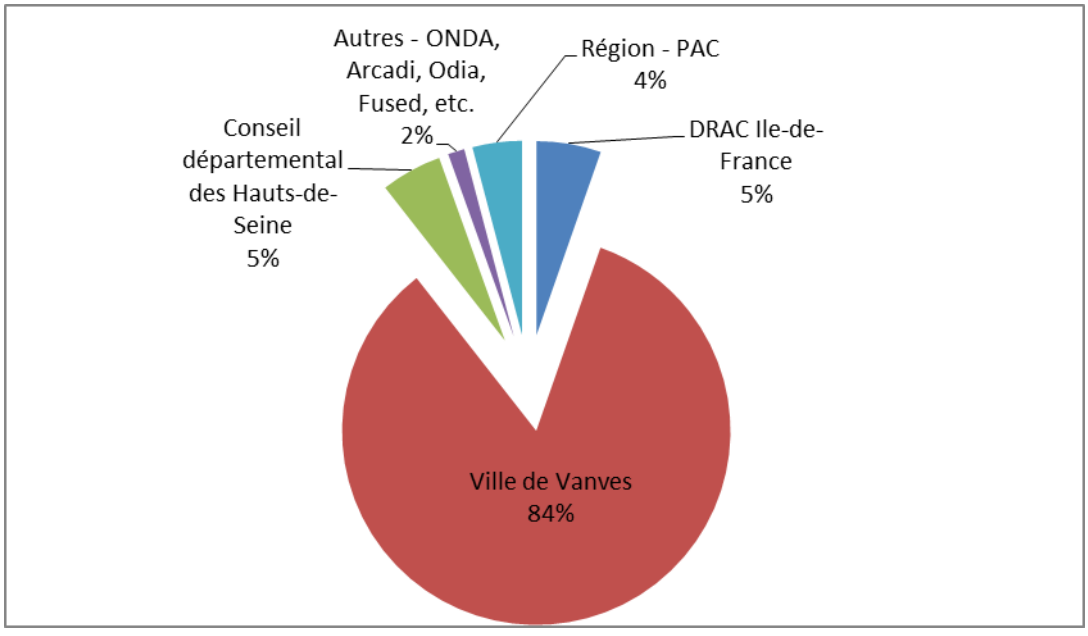
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**

Dotations, subventions et participations (Ville de Vanves incluse)	1 400 980	*85%*	1 567 441	1 274 602	*86%*
Ventes de produits fabriqués prestations de service cinéma inclus	204 054	*12%*	191 783	114 951	*8%*
Total général	1 639 063	100%	1 770 532	1 479 116	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	849 987	894 843	786 161
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	9 981	9 936	7 954

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	21	19	22
Nombre de spectacles diffusés au total	97	92	70 (+ 15 travaux en cours / maquette)
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	151 (dont 26 dates en coréalisation)	153 (dont 25 dates en coréalisation)	116 (toutes en cession)
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	3	3	2
Nombre de spectateurs	16285	16909	11558
Nombre de résidence(s) accueillie(s)	21	29	20 (+ accueils studios)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	36	0	0
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	172	288	305
Nombre d'établissements et de relais partenaires	4	7	7
Nombre de bénéficiaires	282	880	1703

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

A l'occasion d'un changement de direction (départ à la retraite du précédent directeur, arrivée à la direction de la directrice adjointe), le projet du Théâtre de Vanves a évolué. Un bilan complet de l'activité a permis de réaffirmer les objectifs, d'en affiner les lignes et de conforter certains aspects.
Cette prise de poste correspond à un contexte financier extrêmement contraint de la ville qui, en 2015 puis 2016, a diminué ses crédits. Un dialogue avec la Mairie a néanmoins permis de minimiser les baisses annoncées et de pouvoir conserver la nature du projet. Le nombre de spectacles en diffusion a été réduit et les coproductions suspendues.

La programmation se situe entre continuité et dynamique nouvelle, venant enrichir et faire évoluer le projet actuel.
À l'instar de ce qui a été mis en place et soutenu depuis de nombreuses années en danse contemporaine puis, plus récemment en théâtre, une place importante sera désormais accordée à la musique, nouvel axe fort de la programmation. Ce lieu de diffusion, de création et de résidence restera dédié aux esthétiques contemporaines dans toutes les disciplines. Une attention particulière sera portée aux formes audacieuses et innovantes.

L'accent sera mis sur :
- redimensionnement du festival Artdanthé : plus de jeunes équipes, beaucoup de créations
- maintien de l'activité théâtre telle qu'actuellement : accompagnement des compagnies émergentes, résidences longues seront développées, diffusion des créations, notamment des compagnies accueillies en résidence.
- Résidences :
- redéploiement des résidences (notamment en raison de l'ouverture d'un nouvel équipement , L'Ode - conservatoire de Vanves, permettant une capacité d'accueil plus grande (avec les limites et contraintes que comporte le fonctionnement de cet établissement)
- allonger la durée moyenne des résidences
- mise en place de résidences longues (sur 2 saisons) permettant d'accueillir les projets dès leur premiers passages au plateau. Ceci permet de suivre les phases de recherche, de répétition, d'accompagner techniquement la création lumière et / ou sonore, et enfin la création. Le cas échéant, d'apporter un soutien en conseil (administration, production, diffusion…) et aider à la structuration de la compagnie.

- Appropriation :
  - renforcement le travail d'appropriation auprès des Vanvéens ; les liens et les collaborations avec les structures municipales et les acteurs locaux seront renforcés
  - continuité dans les actions artistiques proposées en danse, théâtre, musique
    - au public amateur
    - aux scolaires (de la maternelle au lycée)
    - aux jeunes artistes
  - continuité dans le travail avec les universités
  - développement des actions menées avec le conservatoire, notamment avec les élèves musiciens (ce qui n'avait peu été fait jusqu'alors).
- développement de la diffusion de la musique et accueil en résidence de groupes
- mise en place d'un festival, Nouvelles Turbulences, conjointement avec le Théâtre 71, scène nationale de Malakoff, autour des musiques contemporaines, improvisées et jazz
- maintien du dispositif d'accompagnement des jeunes compagnies AVEC

En danse :
Le nouveau projet du Théâtre de Vanves s'appuie sur l'expérience mise en place dans le domaine de la danse contemporaine au cours des 18 dernières années et durant lesquelles le Théâtre de Vanves a su s'ancrer dans le paysage chorégraphique français, se positionner dans le maillage des lieux de diffusion de la danse contemporaine, et, peu à peu, devenir incontournable. Ouvert à toutes les esthétiques et aux expériences chorégraphiques les plus audacieuses, il a su faire une place privilégiée aux compagnies émergentes tout en associant les artistes confirmés et établir avec ses différents partenaires, tant institutionnels que lieux de recherche, de production et de diffusion, des relations constructives.

Fort de ces acquis solides, l'équipe du Théâtre de Vanves juge pertinent de mettre à profit la dynamique du lieu afin de continuer à défendre et promouvoir la création chorégraphique contemporaine tout en apportant des changements notables à la manière de mener à bien tant la diffusion que les résidences et la sensibilisation.
Le festival Artdanthé, est réétudié et donne lieu à un redimensionnement et à une structuration différente :
- maintenir un festival de création chorégraphique contemporaine tout en le redimensionnant par rapport la manifestation actuelle : format plus concentré et recentré sur les formes chorégraphiées
- conserver souplesse et réactivité dans la programmation, permettant de suivre au mieux l'évolution des esthétiques françaises et internationales, innovantes, émergentes comme établies.
- proposer aux compagnies accueillies en résidence longue un accompagnement et une visibilité privilégiés pendant le festival et au cours de la saison
- programmer quelques courtes séries de pièces chorégraphiques accueillies à la suite de résidences de création
- développer la place accordée aux spectacles chorégraphiques à destination du jeune public
- profiter de ce moment de visibilité du festival pour proposer, aux professionnels et au public, des étapes de travail de spectacles en cours de création
- présenter des projets de recherche et d'expérimentation et de projets en cours de travail

En théâtre :
Le Théâtre de Vanves tient à rester un lieu de création théâtrale illustrant la diversité des formes, s'interrogeant sur le rapport au texte et au public.
Le projet favorise les projets des artistes qui cherchent à sortir du cadre conventionnel du spectacle de théâtre ; il continuera à accompagner des formes qui ne sont pas ou peu présentées car considérées comme trop audacieuses ou émanant de très jeunes compagnies.

L'équipe sera attentive à l'équilibre des projets sur l'ensemble de la saison entre :
- spectacles en création / en diffusion
- textes dramatiques contemporains et écritures au plateau
- formes expérimentales
- formes en chantier en vue de trouver des coproducteurs et diffuseurs pour la création à venir
Le nombre de créations et de spectacles en diffusion est revu afin de proposer aux équipes artistiques un accueil plus personnalisé et un travail davantage en amont (résidences, sorties de résidence accompagnement administratif, sensibilisation du public local notamment) continueront à être proposées.
La présentation systématique en série est maintenue, le nombre de représentation étant induit par les possibilités du Théâtre de Vanves en terme de communication et relations publiques afin d'accompagner au mieux ces spectacles.
L'enjeu est très clairement de ne plus recourir à la coréalisation sans aucun apport.
Les résidences d'artistes sont également réétudiées : elles proposent désormais des temps de travail plus long, des temps de travail répartis sur la saison S ou S-1 (et non uniquement quelques jours en amont de la création).
Des collaborations avec d'autres lieux de travail ou de diffusion seront développées afin de mutualiser les moyens apportés par chacun et permettre une meilleure qualité d'accueil des projets.
Les compagnies le souhaitant pourront présenter des étapes du travail en cours aux professionnels et / ou au public.
Le dispositif d'accompagnement AVEC est maintenu (en attente du devenir d'Arcadi pour les années 2017 et 2018).

En musique :
Le nouveau projet du Théâtre de Vanves souhaite donner une place importante à la musique vivante.
En totale cohérence avec le reste de la programmation, les propositions musicales répondent aux esthétiques d'aujourd'hui et sont abordées avec un état d'esprit d'ouverture et de découverte.

Toutes les musiques pourront trouver leur place au Théâtre de Vanves dans la mesure où elles questionnent les esthétiques, sont ouvertes aux croisements et / ou expérimentent de nouvelles formes : musique classique (sur des répertoires à découvrir, musiques improvisées, musiques contemporaines, musiques expérimentales, musiques actuelles, jazz, musiques électroacoustiques, musiques électroniques, musiques du monde, métissées.
L'équipe est attentive à l'équilibre entre jeunes musiciens et artistes confirmés tant dans la programmation que pour les artistes accueillis en résidence.
À l'instar des projets soutenus en danse et en théâtre, les artistes programmés questionnent les formes existantes, les codes de représentation, le rapport à la scène et au public.
Cette présence forte de la musique au Théâtre de Vanves permet de développer des collaborations avec divers événements et initiatives, avec d'autres structures, tant en programmation (La Dynamo Banlieues Bleues, La muse en circuit, Le Cube,…) qu'en action culturelle.

Pour cette première saison intégrant la musique, quelques résidences ont été mises ne places. Celles-ci tendront à se développer dans les trois années à venir. La DRAC a également été sensibilisée à cette perspective.

En Jeune public :
De nombreuses propositions sont développées depuis plusieurs années à destination du jeune public :
- une programmation exigeante (8 à 10 spectacles différentes chaque année), le but étant de sensibiliser les enfants aux esthétiques contemporaines, à l'instar de celles défendues dans le cadre de la saison culturelle,
- des créations assorties de résidences
- projets Danse à l'école / Un chorégraphe dans les classes
- actions artistiques avec les classes de danse et de théâtre du conservatoire ainsi qu'en musique,
- ateliers danse parents / enfants,
- classes à projets artistiques en collège,
- visites de théâtre,
- interventions ponctuelles d'artistes (si le spectacle s'y prête),
- visites pédagogiques des expositions de La Galerie du Théâtre,
- travail avec les crèches / présentation de spectacles adaptés à la petite enfance
- actions de sensibilisation à la danse (par ex., stages pour personnels de crèches).

La musique tient actuellement une place prépondérante dans la programmation Jeune Public : théâtre musical dans les formes et les esthétiques les plus variées, concerts,...Cet axe sera maintenu avec une volonté d'aller plus loin dans les esthétiques musicales proposées et dans la forme des spectacles présentés aux enfants. La programmation reste néanmoins pluridisciplinaire.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
L'atelier de Paris - Carolyn Carlson, Le CND, Le Studio-Théâtre de Vitry, Le Théâtre de la Bastille, Le T2G, le Centre Wallonie Bruxelles / Paris, La Pop, le Théâtre 71, Le Cube…

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -
La DRAC Ile-de-France soutient le projet dans le cadre d'un conventionnement danse (2015-2017)

Le Conseil départemental Hauts-de-Seine soutient le projet dans le cadre d'un conventionnement triennal.

L'Onda apporte une aide au déficit pour les spectacles de région et internationaux.

Avant-programme 2016/2017 (12 prochains mois) > programmation en cours :

Théâtre :

Maison de poupée - d'après Ibsen / Lorraine de Sagazan, Théâtre de la Brèche (création + résidence)
Non c'est pas ça ! Treplev variations – Le grand cerf bleu
Doreen - d'après *Lettre à D*. d'André Gortz / David Geselson, Cie Lieux-dits (création + résidence)
Presque l'Italie – Ronan Chéneau / Laurent Cogez, Collectif Colette (création + résidence)
Une Commune – Guillaume Cayet / Jules Audry, Compagnie Future noir
Ce que je reproche le plus résolument à l'architecture française, c'est son manque de tendresse. – David Farjon / Compagnie Légendes Urbaines (création + résidence)
Casimir et Caroline - Ödön von Horváth / Jérémy Ridel, Ensemble E.L. (création + résidence)
Où les cœurs s'éprennent d'après Eric Rohmer – Thomas Quillardet, Compagnie 8 Avril
La mouette - d'après La Mouette d'Anton Tchekhov / Thibault Perrenoud, Compagnie Kobal't (création + résidence)
Le rêve est une terrible volonté de puissance – d'après *La Mouette* d'Anton Tchekhov / Benjamin Porée, La musicienne du silence (création + résidence)
Hétérocères – Renaud Triffault

19e ARTDANTHE (en cours)
Dominique Gilliot et Maeva Cunci *Un lapin, un rideau* (création + résidence)
Bouchra Ouisgen
Jonathan Schatz *IA* (création)
Aina Alegre *Le jour de la bête* (création + résidence)
Maarten Seghers *O*
Thibaud Croisy *Témoignages d'un homme qui ne voulait pas en castrer un autre* (recréation + résidence)
Raphaëlle Delaunay *Soma* (création)
David Wampach *Urge*
Mélanie Lomoff et Romeu Runa *Our Darkness*

Yair barelli *Sur l'interprétation – titre de l'instant* (création + résidence)
Marianne Baillot et Charlotte Plasse *Paper less, paper dress* (création + résidence)
Volmir Cordeiro (création)
Perrine Mornay *Brefs entretiens avec des hommes hideux* (création + résidence)
Salvatore Calcagno *Io Sono Rocco* (création + résidence)
Clément Thirion *Fractal*
Blackbird ou Une soirée avec les Beatles- Texte et mise en scène Julien Fišera, Cie Espace Commun
Détruire - adaptation de *détruire dit-elle* de Marguerite Duras / Jean-Luc Vincent, Compagnie Les Roches Blanches
La Beauté intérieure – d'après Maeterlinck / Thomas Bouvet, Compagnie Def Maira
Guillaume Van Roberge *Spécial 1.1* + performances
Gaspar Claus *Solo*
Alvise Sinivia performance dansée autour du piano
Fabrizzio Rat *La Machnina*

MUSIQUE
Sébastien Brun *Parquet* + Soirée Carton Records
Wael Koudeih / Rayess Bek *Love & Revenge*
Alvise Sinivia / Collectif WARN!NG *Le son n'a pas de jambes sur lesquelles se* tenir (dont la création de *If/Then Twosome*)
Marathon Impluse (24 nov) : Ensemble Links / Durupt / Solo batterie Sébastien Brun
Caravaggio (Chevillon / De La Fuente / Echampard)
Magnétic Ensemble en trio
Vegan Dallas
Quatuor A4&+ / *Different Trains*
Vibrants défricheurs / *Le voyage du primate aquatique* (concert en piscine)
Court-circuit – 1 concert à définir dans le cadre de la résidence (2e saison)
Nouvelles Turbulences (en collaboration avec le Théâtre 71 de Malakoff) : Fidel Fourneyron / *Que vola ?* projet avec Cubains + Coax / *Mash up Brazil* + Mazalda / Adrien Spirli
(en cours de réflexion et de RDV)

JEUNE PUBLIC
Cie La Flux / Juha Marsalo et Caroline Salvi C*. Point d'se monde* (création + résidence)
Cie les bruits de la lanterne *Un coquelicot crie dans l'orge bleue*
Cie Lionel Hoche *M.M.O.*
La cie d'à côté *Opus 2 Chroma*

RESIDENCES PREVUES

Dans les années à venir, le Théâtre de Vanves continuera à mettre en place des résidences de création / diffusion, de recherche et techniques. Vont être privilégiées les résidences dites « longues » portant sur plusieurs étapes de travail : recherche au plateau, répétition, résidence technique puis résidences de création.
Les accueils studios vont être développés (temps courts, ponctuels, sans technique).
Les résidences donneront lieu à des présentations de travaux en cours durant la première année de résidence longue afin de faire connaitre la compagnie (celles que nous accueillons étant généralement émergentes), trouver des diffuseurs, des coproducteurs et les mettre en relation avec des bureaux de productions le cas échéant.
Les artistes plus confirmés seront amenés, lors de leur résidence, à proposer des actions artistiques en lien avec leur travail.

(élaboration du programme de résidences > en cours)
Lorraine de Sagazan - Théâtre de la Brèche
David Geselson - Cie Lieux-dits
Laurent Cogez - Collectif Colette
David Farjon - Compagnie Légendes Urbaines
Jérémy Ridel - Ensemble E.L
Thibault Perrenoud - Compagnie Kobal't
Benjamin Porée - La musicienne du silence
Dominique Gilliot et Maeva Cunci
Jonathan Schatz

Thibaud Croisy
Yair barelli
Aina Alegre
Marianne Baillot et Charlotte Plasse
Perrine Mornay
Alvise Sinivia / Collectif WARN!NG
Court-circuit
Quatuor A4&+
Salvatore Calcagno
…

Une résidence au long cours, plus conséquente et d'une forme inhabituelle va se mettre en place avec Thomas Quillardet, proche d'un compagnonnage. Les pistes d'actions d'appropriation sont détaillées dans le chapitre concerné.

Présentation des éventuels projets hors résidences :
Festival Nouvelles Turbulences, en collaboration avec le Théâtre 71, scène nationale de Malakoff : sur 4 jours, présentation de concerts et performances dans différents lieux des deux villes cherchant à présenter les musiques contemporaines, jazz, improvisées, expérimentales dans des contextes de concerts et des contextes plus atypiques.

Subvention demandée :
60 000 €
Soit 10 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016

DEPENSES	Euros TTC	RECETTES	Euros TTC
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	138500	ETAT	35000
Salaires bruts artistes : Résidences et coproduction (Danse, théâtre + Musique)	21 000	**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) : Scène conventionnées pour la danse + soutien résidence Théâtre (en cours)	35000
Charges employeur artistes	9000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	147300
Salaires bruts techniciens	23100	**Région Ile-de-France - PAC**	60000
Charges employeur techniciens	9900	**Département** (préciser le nom) : (en cours)	28000
Droits d'auteur	6000	**Commune** 1 VANVES : (attribué)	59300
Locations (préciser): (Augmentation location matériel son / Projets musiques)	10000	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	13500
Défraiements : Hébergements	1500	Autres (préciser) : ONDA	13500
Transports	2000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	9500
Aides aux résidences (développement des résidences musiques)	3000	Locations de salle	300
Achats de spectacle, concerts	49000	Billetterie	6800
Autres : Communication : Affiches, Flyers, Brochure, tractage, site internet	4000	Recettes de coréalisation	1100
DEPENSES D'APPROPRIATION	26800	Recettes de bar, restauration, librairie : Bar	1300
Préciser le nombre d'heures: ……...			
Salaires bruts	7000		
Charges employeur	3000		
Achat action culturelle	12500		
Dispositif d'accompagnement : AVEC communication : Carte com, site internet	4300		

AUTRES DEPENSES	40000		
Quote part salaire des relations publiques	15000		
Quote part salaire administratif	15000		
Quote part salaire chargé de production	10000		
TOTAL	**205300**	**TOTAL**	**205300**
Mise à disposition de locaux	48000	Mise à disposition de locaux	48000
Mise à disposition de personnel	20000	Mise à disposition de personnel	20000

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006. Financée à ce titre à hauteur de 32 000 €, l'aide a été réévaluée à 50 000 € en 2013. Lors du dernier conventionnement, le soutien portait sur la diffusion de jeunes compagnies *via* « Ardanthé », les résidences, l'accompagnement artistique et l'appropriation mis en œuvre par le Théâtre de Vanves.

Evolution de l'activité et du rapport au public
En lien avec le changement de direction à la tête du Théâtre de Vanves en février 2015 et la volonté municipale de diminuer son concours, tout en préservant le volet création et émergence du projet, la programmation du théâtre a été réduite d'un tiers en diffusion passant de 151 représentations en 2013 à 116 représentations en 2015. Il convient de préciser que ces 116 dates sont toutes des dates en cession, les coréalisations n'étant plus un mode de production retenu par le Théâtre de Vanves. Cette baisse du nombre de représentations a pour effet la baisse du nombre de spectateurs mais le taux de remplissage demeure stable. Le projet tend à accompagner davantage les équipes artistiques dans la durée et en amont de leurs projets et le Théâtre propose dorénavant des résidences longues. Les équipes sont accueillies à plusieurs étapes du projet sur une ou deux saisons. Ainsi ces dernières années, le Théâtre de Vanves a continué à accueillir une vingtaine de résidences par an mais il a cherché à mieux les accompagner avec plus de moyens techniques et un calendrier anticipé par rapport à la date de création du projet. Le Théâtre de Vanves reste tourné vers l'émergence et l'accueil de jeunes équipes avec la Compagnie & So Weiter de Yan Allegret en théâtre, Gaël Depauw, la Compagnie LSDI de Guillermo Pisani, la Compagnie Grappa de Nicolas Grosrichard, la Compagnie le Club de la vie inimitable de Lucas Bonnifait, la Compagnie Lieux-Dits de David Geselson, le Collectif la Vie Brève, le Munstrum Théâtre, le Collectif Impatience... Dans le cadre d'une résidence musique de la DRAC, le Théâtre accueille également l'Ensemble de musique contemporaine Court Circuit pour les saisons 2015/2016 et 2016/2017.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Le Théâtre de Vanves demeure une référence en Ile-de-France pour le repérage de jeunes équipes artistiques en danse et en théâtre, notamment avec le festival Ardanthé qui programme de nombreuses créations en présence des professionnels dont beaucoup de programmateurs. Le projet de la nouvelle direction s'inscrit dans la continuité mais s'oriente dorénavant vers la création musicale contemporaine et improvisée, avec notamment le festival Nouvelles turbulences. Le Théâtre tisse en conséquence de nouveaux partenariats en Ile-de-France avec des structures de ce champ artistique (Festival Extension, Sonic Prostest, Théâtre 71, la POP, Dynamo…) et poursuit ses partenariats en danse et en théâtre avec le CND, les Ateliers de Paris, la Villette, le studio Théâtre de Vitry ou le Théâtre de Gennevilliers.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget du Théâtre s'élève à 1 479 116 € en 2015, hors investissement, bâtiment et fluides, soit une baisse de 10% par rapport à 2013. Les recettes propres ont en effet diminué sur la période passant de 204 054 € à 114 951 € pour le théâtre et le cinéma. La baisse des apports publics de 126 377 € amenuise également le budget, malgré des apports en hausse en 2014 (DRAC, Région PACA, Ville de Vanves). La Ville a réduit sa dotation de 10%, soit de 110 820 €. Bien que cette dotation représente encore plus de 80% des ressources publiques du Théâtre, cette baisse a des effets sur le nombre de spectacles, les

dépenses en communication et presse et la masse salariale. Hormis l'apport de la Ville de Vanves, la DRAC Ile-de-France est le premier partenaire du Théâtre (34% des subventions, 5% en tenant compte de la Ville). En 2015, la DRAC le soutient en effet dans le cadre d'un conventionnement sur son volet danse (40 137 €) et d'une aide à la résidence en théâtre (25 000 €). L'apport du Conseil départemental des Hauts-de-Seine porte sur du fonctionnement. L'aide à la permanence artistique et culturelle de la Région représente 4% des subventions du lieu. L'équipe du théâtre se compose de personnels au régime public (6 personnes dont la directrice et son assistante et le régisseur général), au régime général (une dizaine de permanents ainsi que des vacataires) et au régime intermittent. Globalement, la masse salariale est en baisse sur la période le poste de Directrice adjointe n'ayant pas été remplacé..

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé s'inscrit dans la continuité, en mettant notamment en avant des formes peu présentées, et en série, ainsi que la poursuite de la programmation danse grâce au festival « Ardanthé » qui sera plus concentré avec plus de jeunes équipes, des créations et des propositions jeune public. La musique sera un nouvel axe fort : un festival, « Nouvelles Turbulences », est mis en place avec le Théâtre 71 autour des esthétiques des musiques contemporaines et improvisées. Les résidences demeurent un volet majeur du projet avec un allongement de ces dernières afin d'accompagner les équipes dans la durée, en amont de leurs projets ainsi que des partenariats variés (notamment avec l'Ode, le nouveau conservatoire de Vanves). Enfin, les actions d'appropriation seront maintenues voire consolidées avec les publics amateurs, scolaires et étudiants.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Théâtre de Vanves en 2016 à hauteur de 50 000 €
sur une base subventionnable de 195 300 € correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Emploi La Région n'intervient pas au titre de l'emploi.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation du Théâtre de Vanves dans le cadre de l'accueil de compagnies en résidence.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 195 300 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Agendas 21 locaux - Deuxième phase	25 000,00 €
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2013	Politique énergie climat	6 228,00 €
2013	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	2 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	98 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	1 800,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	185 028,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003636

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE BABYLONE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	43 650,00 €	34,36 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION BABYLONE COMPAGNIE BABYLONE
Adresse administrative : 1 RUE DE PARIS
77290 MITRY-MORY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SARAH M GARD, Présidente

Date de publication au JO : 22 octobre 1995

N° SIRET : 40888778400028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Sophie Robert (dramaturge et costumière) et Patrice Cuvelier (directeur artistique) fondent la compagnie Babylone en 1996 après plusieurs années d'expérience avec 17 adolescents désireux de se confronter au théâtre. La compagnie se professionnalise et se dote de son premier chapiteau qu'elle installe sur un terrain précaire à Vanves. Peu de temps après, une rencontre avec la municipalité de Mitry-Mory (77) conduit, en 1996, la compagnie à s'y installer en résidence dans un ancien orphelinat inoccupé au milieu d'un parc. Ce lieu nommé « Le Nid de la Villette aux Aulnes » devient le lieu de vie et de travail permanent de la compagnie. Cet ancrage lui permet de se consacrer pleinement à la création, elle compte à son actif près d'une quinzaine de spectacles. Le Nid est également un lieu d'échanges servant ponctuellement à des compagnies itinérantes où cherchant des espaces de création. Pour créer et entretenir du lien avec la population, « Les Folies Suspendues » sont créées dès 1996 : festival réunissant une vingtaine de

compagnies sans oublier les nombreuses rencontres et actions culturelles. Elles ont été remplacées en 2008 par des cartes blanches à la compagnie Babylone, toujours en collaboration avec la ville de Mitry-Mory. La compagnie fêtera « 30 ans de Folies » en octobre 2016.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

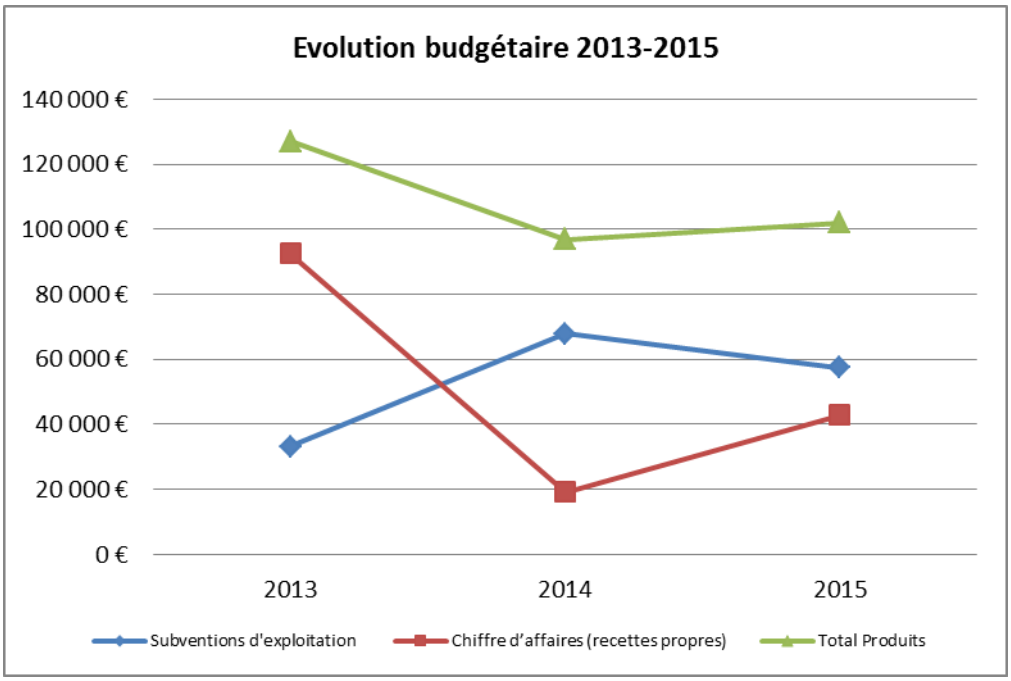
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Conseil départemental de Seine et Marne	15 000	*22%*	0	7 018	*11%*
Commune Mitry Mory	7 000	*10%*	7 070	7 070	*11%*
Région - PAC	35 000	*51%*	35 000	35 000	*55%*
Région - Emploi tremplin	12 000	*17%*	26 000	15 000	*23%*
SOUS-TOTAL REGION	47 000	68%	61 000	50 000	78%
TOTAL SUBVENTIONS	**69 000**	**100%**	**68 070**	**64 088**	100%

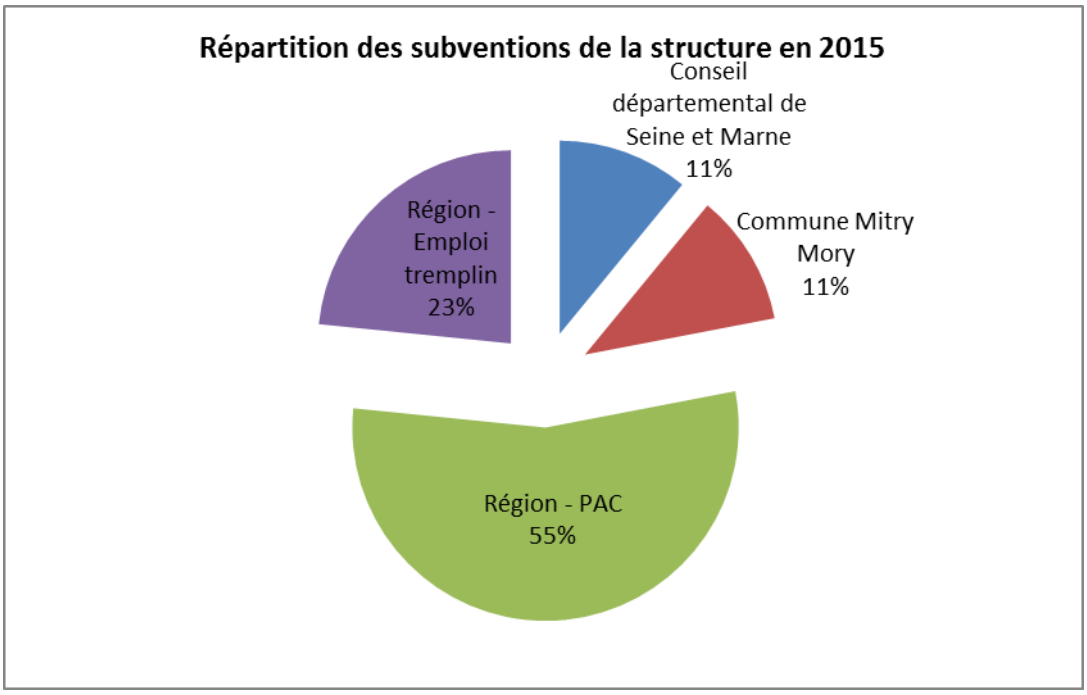
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	33 250	*26%*	67 820	*57 444*	*56%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	92 476	*73%*	19 108	*42 787*	*42%*
Total produits	126 990	100%	96 777	*101 917*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	79 042	77 560	70 016
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	2 876	2 640	2 835

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	1	3
Nombre de spectacles diffusés au total	2	1	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	37 dont 33 en cession	1 dont 0 en cession	70 dont 55 en cession
Nombre de lieux concernés par les tournées	14	1	7
Nombre de spectateurs	2590	60	1950
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	4 résidences entre 1 semaine et 1 mois à l'Atelier 231 (76), à l'Hostellerie de Pontempeyrat (42) et au Nid (77-Mitry-Mory)	1 résidence d'un mois au Nid (77-Mitry-Mory)	4 résidences (entre 15 jours et 1 mois) au Nid (77-Mitry-Mory) et chez la Compagnie du Grand Kabar Théâtre (Usclas d'Hérault - 34)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	42	38	76
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	304	324	494
Nombre d'établissements et de relais partenaires	4	4	6
Nombre de bénéficiaires	30	30	390

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

SYNTHESE DU PROJET

Pour notre projet spécifique, nous poursuivons notre travail de création sur lequel nous développons un certain nombre d'actions vers différents publics. De cette envie de les mêler ensemble, nous comptons développer une tournée itinérante dans le 77.

CREATION
LA TRILOGIE DU « BARBARE »

Dans son article : « *Ne déshumanisons pas l'ennemi* », Tzvetan Todorov, essayiste et théoricien des idées, ouvre un débat culturel sur fond de civilisation, sur notre capacité à appréhender une autre forme de reconsidération de la notion *d'ennemi*.

C'est une erreur de qualifier de « monstres » ou de « barbares » nos agresseurs, qui restent des êtres humains comme nous. Ceux qui veulent les combattre, mais aussi éviter qu'ils reviennent sous d'autres formes, doivent s'en rappeler.

Le Monde. Dimanche 13 Décembre.

En d'autres termes, Tzvetan Todorov développe l'idée que, comprendre l'agent agressif de son propre point de vue, devient le préalable indispensable de toute lutte contre lui.

Ce thème manichéen a inspiré le collectif Babylone sur la construction d'un triptyque permettant d'infléchir l'idée même que le « barbare » ou le « monstre » n'est qu'une façade pratique mais aussi tragique, utilisée sémantiquement à bon ou mauvais escient, pour occulter volontairement l'aspect humain du sujet. Une entorse sémantique commode, mais aussi culturelle permettant toutes les exactions dans une impunité totale.

Le parcours de ce triptyque est une trajectoire non moins exhaustive depuis le statut de barbare jusqu'à son humanisation par les autres, en passant par le vocable désigné par convention : l'ennemi.

Ce triptyque se décline en trois volets :
Les barbares/ l'ennemi/ les insoumis

Pour chacun de ces volets, sera constitué un spectacle sous forme d'un épisode dont la chronologie constitue la dramaturgie du propos. Des personnages récurrents peuvent apparaitre au cœur du triptyque. Ils permettent une réminiscence de l'épisode précédant au sein duquel ils se sont illustrés et permettent de découvrir la continuité topographique du propos depuis son origine. Les différentes créations seront toutes issues d'une écriture collective.

Volet 1 – *« Chiens écrasés »* - Création entre novembre 2016 et avril 2017
« Barbares »
Sur le thème de la barbarie, la première création s'appuiera sur un ouvrage Mexicain : *Escadron Guillotine.* L'auteur, Guillermo Arriaga, évoque non sans humour noir, l'épopée de la *guillotine* vendue à Pancho Villa, le célèbre révolutionnaire qui prit la défense des paysans et qui prit part à l'instigation de la Révolution mexicaine de 1910.
Qu'il s'agisse de tyran ou de révolutionnaire, le résultat est le même ; l'humanité ou plutôt « l'ennemi » représentant le « mal » est terrassé par la violence qui se solde par des massacres en masse. Dans ce premier volet, nous parlerons donc de la barbarie dans son état le plus animal. Les auteurs traitant du sujet, quel que soient leurs idéologies, précipitent souvent l'humanité dans un bain de sang pensant résoudre une utopie libératrice au nom du « bien ».

Volet 2 – « *Mon ennemi à moi* » - création entre novembre 2017 et avril 2018
« Ennemis »
Le deuxième volet s'inspirera de l'ouvrage de Tzvetan Todorov : *Les ennemis intimes de la démocratie*. L'auteur nous éclaire d'une manière limpide à propos de la désignation de l'*ennemi* et de ses multiples aspects : l'un consiste à désigner à la vindicte populaire, au travers d'un discours populiste démagogique, un personnage coupable de tous les maux qui nous accablent. On identifie parfois l'ennemi avec une population spécifique : les immigrés des pays pauvres, les musulmans. L'effet de ces propos est d'instiller un sentiment de peur et donc d'inciter, à travers leurs auteurs, la promesse de la disparition de cet ennemi. Nous touchons là aux marges du cadre démocratique.
Cette création illustre, à échelle humaine, la relation tendue entre deux voisins présentés comme ennemis héréditaires. Malgré tout, l'arrivée de nouveaux voisins leur fait réaliser l'exclusivité de

leur conflit. Ne sachant quel parti choisir, les ennemis légendaires s'unissent petit à petit pour lutter contre ces «nouveaux ennemis».

Volet 3 – « Docilius » - création entre novembre 2018 et avril 2019
« Insoumis »
Au cours de ce dernier volet, une nouvelle fois inspiré de la plume de Tzvetan Todorov à travers son ouvrage « Insoumis », nous parlerons de la manière de traquer l'origine des motivations à travers un dogme ou une idéologie.
Si l'on renonçait à faire de l'ennemi une substance à part, on pourrait plutôt y voir un attribut, un état ponctuel et passager qui se retrouve en tout un chacun. Plutôt que d'éliminer les ennemis, nous nous donnerons comme tâche d'empêcher les actes hostiles.
Telle est la leçon que nous enseigne le parcours de ce combattant exemplaire qu'a été Nelson Mandela : celui-ci a réussi à terrasser un ennemi de taille, le système de l'apartheid, sans verser une goutte de sang. Il a, pour cela, découvert chez ses ennemis potentiels *« une lueur d'humanité* » lui permettant de comprendre les raisons de leur hostilité et de parvenir ainsi à les transformer en amis.
Docilius est le héros éponyme des aventures macabres qui écuma tout un quartier d'une ville imaginaire. Ce personnage solitaire, docile, n'a jamais connu d'ennemis. Mais il ne connaît pas plus l'amour, la haine que la compagnie des femmes et celle des hommes. Pourtant, un jour, alors qu'il rendait service à un homme cruel, il fut témoin de sa mort accidentelle. Il ne pu s'empêcher de penser que son entourage proche s'empresserait de l'accuser, chacun sachant pourtant qu'il ne toucherait pas à une mouche ; devenant le bouc émissaire, l'homme à abattre, la cristallisation des maux de tous les proches.
Il conçu alors une idée terrible. Il prit l'identité de l'homme cruel et remplaça le macchabé par la sienne. Si bien que Docilius mort, personne ne soupçonnerait l'homme cruel de meurtre, craint et honnis par tous. Il réalisa très vite par ce subterfuge qu'il jouissait d'une impunité totale.

ACTIONS CULTURELLES

Implantation et partenariat avec la ville de Mitry-Mory
Tout au long de l'année 2016-2017, nous allons travailler avec le Service Culturel préparant une transition dans sa programmation quant au public ciblé (p3) : nous interviendrons pour cette occasion de manière très régulière au travers de différentes actions artistiques spécifiques.
Nous donnerons également des représentations gratuites des nouvelles créations au sein de la ville de Mitry-Mory (à la salle Jean Vilar, dans les écoles et dans la rue). Nous proposerons à l'issue des spectacles un échange avec la population locale sur les thèmes évoqués que nous mettrons en lien avec la réalité du territoire : exclusions à travers la religion, la politique, la culture…

De façon plus ponctuelle, l'évènement de la fête de la ville nous permettra de reconduire collectivement un projet artistique avec la population, le but étant de créer un cadre convivial, chaleureux, favorisant les rencontres et la solidarité.

Nous organisons au Nid un évènement intitulé « 30 ans de Folies » en octobre prochain : celui-ci prendra la forme d'un festival de petite ampleur réunissant des projets artistiques pluridisciplinaires (théâtre, installations, musique…) achevés ou en processus de création. Nous comptons intégrer les habitants à l'équipe des bénévoles mais également à celle des artistes.

L'accès aux stages pour les non-résidents à Paris étant très réduit, nous allons également rechercher un/une stagiaire venant du 77 à notre équipe.

Partenariats avec les établissements scolaires (écoles et lycées) du territoire d'implantation

Pour les 3 prochaines années de conventionnement, nous souhaitons poursuivre et solidifier nos partenariats en direction du jeune public avec les écoles et les lycées du territoire d'implantation : Ecole Van Gogh, Ecole Henry Barbusse, à Mitry-Mory (77) et le Lycée d'Alembert – Aubervilliers (93). Nous souhaitons également initier un nouveau partenariat avec le Lycée Honoré de Balzac (général et technologique). Nous comptons nous appuyer sur les thèmes évoqués au cours des 3 créations (entre 2017 et 2019), comme l'exclusion sociale par exemple, pour mêler de façon personnalisée (par le biais de collectage de paroles, d'exercices d'improvisation théâtrales ou de jeux théâtralisés…) l'artistique et la créativité que nous cherchons à développer chez le jeune public.
Nous allons consacrer un poste pour nous ouvrir plus largement au 77.

Partenariat avec la Maison des Thermopyles (Paris)
Notre partenariat s'intensifie depuis 2014 : si jusqu'à présent nous ne travaillions qu'avec une seule Pension de Famille, nous réfléchissons aujourd'hui à un projet artistique et social commun avec d'autres structures.

Partenariat avec la Maison d'arrêt Seine Saint Denis à Villepinte (93)
Les thèmes évoqués lors du triptyque nous permettrons également de nous diriger vers un public au cœur de ces débats et de définir un projet en partenariat avec la Maison d'arrêt à Villepinte.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

La parole Errante, Animakt, La Constellation, Compagnie Oposito, Cité des Menestrels, Nil Obstrat, la Fédération des Murs à Pêches, Les Nocturbaines, La Maison des Thermopyles, Emmaüs, Maison d'arrêt Seine Saint Denis

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -

Ville de Mitry Mory, Conseil General (77), Communauté d'agglomération Roissy Portes de France, Ministère de la Culture et de la Communication

Equipe artistique prévue pour le projet :

Patrice Cuvelier (mise en scène), Jonathan Charnay (comédien), Maina Madec (comédienne), Guillaume Vilasalo (comédien), Gilles Roche (comédien), Anna Delpy (comédienne et chargée de production), Florent Maton (musicien), Nicolas Durand (technicien), Bruno Cavilla (régie son), Magalie Castellan (costumière)

RESIDENCES PREVUES

Joindre en annexe les conventions de résidence le cas échéant.

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence d'écriture et de jeu	Résidence d'écriture
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Février 2017, 7 jours	Première quinzaine de Décembre 2016, 7 jours

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Animakt - Lieu de fabrique pour les arts de la rue, de la piste et d'ailleurs (Saulx les Chartreux - 91)	Latitude 50 – Pôle des arts du cirque et de la rue (Belgique - Marchin)
Objectifs & contenus de chaque résidence	Repérer les figures emblématiques permettant de travailler sur les personnages à construire	Ecriture autour des trois thèmes emblématiques de la création (barbares, ennemis, insoumis). Recherche de leurs relations et de leur tronc commun, définition de la trajectoire depuis la notion de barbare jusqu'à la notion d'humanité
Partenaires financiers de résidence	Mitry Mory, Conseil Général 77, Animakt (soutien en nature)	Mitry Mory, Conseil Général 77, Latitude 50 (soutien en nature, bourse d'écriture)

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les lieux et territoires géographiques concernés, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.

- Résidence de création, « Rubrique chiens écrasés », Mars 2017 (1 semaine), La Parole Errante (93)
- Résidence d'implantation

La parole errante (résidence de création et implantation), 2 semaines en novembre 2017, Le Nid (création), Les Murs à Pêches, Nil Obstrat, Orphéon Théâtre (écriture) La Constellation,

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes / musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…)

Volet 1 – *« Chiens écrasés »* - Création entre novembre 2016 et avril 2017
Barbares
Inspiré de l'ouvrage de Guillermo Arriaga ; « Escadron guillotine »

Sur le thème de la barbarie, la première création s'appuiera sur un ouvrage Mexicain : *Escadron Guillotine.* L'auteur, Guillermo Arriaga, évoque non sans humour noir, l'épopée de la *guillotine* vendue à Pancho Villa, le célèbre révolutionnaire qui prit la défense des paysans et qui prit part à l'instigation de la Révolution mexicaine de 1910.

Qu'il s'agisse de tyran ou de révolutionnaire, le résultat est le même ; l'humanité ou plutôt « l'ennemi » représentant le « mal » est terrassé par la violence qui se solde par des massacres en masse. Dans ce premier volet, nous parlerons donc de la barbarie dans son état le plus animal. Les auteurs traitant du sujet, quel que soient leurs idéologies, précipitent souvent l'humanité dans un bain de sang pensant résoudre une utopie libératrice au nom du « bien ».

Nous retiendrons en toile de fond et durant toute l'épopée :
- La peur des barbares est ce qui risque de nous rendre barbares
- Le mal que nous ferons dépassera celui que nous redoutions au départ
- Le remède peut être pire que le mal (l'histoire nous l'enseigne)
- Les totalitarismes se sont présentés comme un moyen pour guérir la société bourgeoise de ses défauts ; ils ont engendré un monde plus dangereux que celui qu'ils combattaient.

L'histoire :

Deux hommes, deux citoyens, un boucher et un ouvrier, se confrontent violement pour résoudre la tragique mise à mort d'un chien par le boucher mordu, lequel appartient à l'ouvrier. Le conflit entre eux provient d'un fait divers : un chien écrasé. Le propriétaire soutien qu'il n'était pas dangereux. L'auteur du massacre soutient qu'il a été mordu.
Leur colère réciproque envenimée en confrontations par écrans interposés, les conduisent à dépasser progressivement les frontières du sens commun et du politiquement correct, au point d'être stigmatisé de barbares par la foule. Le point culminant du conflit se solde par un jeu de massacre au milieu d'une place, censé départager le plus barbare des deux.

Scénographie :

Les deux protagonistes partent d'un point différent de la ville pour suivre un parcours semé d'obstacles incapacitant leur progression. En chemin, ils y font aussi des rencontres déterminantes, impactant leurs émotions et croyances. La rencontre finale se fait sur une place. Des écrans géants suivent les protagonistes, filmés en direct, qui peuvent à tout moment s'invectiver par écran interposés ou suivre les actions de l'un et l'autre. Celles-ci attisent des passions pour les faire tendre vers l'incontrôlable. Des envoyés spéciaux commentent en direct la progression des antagonistes réciproques et se tiennent informés par des flashs spontanés.

Genre :
Cette aventure humaine qui semble en tout point banale prend des allures de farce tragi-comique. Le jeu est interactif puisque sur le parcours en déambulation, la foule est sollicitée par des interviews retransmis sur des écrans géants. Les commentaires de la foule, aussi bien que ceux des speakers sur des points de vue aussi différents que disparates, ne font qu'entretenir une « stigmatisation collective » qui tend à engendrer la barbarie. La farce se construit sur les ressorts du genre à savoir : tout porte à croire que l'on peut en rire, et pourtant chacun pourra voir ou discerner l'ampleur du drame humain.

Contexte

La foule qui les suit ne prend pas vraiment parti. Cependant, informée en direct du conflit opposant les protagonistes, elle formulera son jugement par des micro-trottoirs retransmis en temps réel sur les écrans durant toute la progression des parcours. L'information à outrance n'a-t-elle pas lieu d'influencer le jugement d'autrui et l'attitude des protagonistes ? ou encore de banaliser le fait ?

1e axe

Un premier axe impose aux deux challengers à parcourir la ville à la recherche de son ennemi réciproque. Sous forme déambulatoire, leurs parcours sont semés d'obstacles et de rencontres qui, au fur et à mesure de la progression, soumet les poursuivants à s'interroger sur leurs propres actions et motivations. Le public qui suit leurs progressions va être également soumis à partager leurs émotions-motivations afin de constituer une petite foule entourant leur nouveau leader.
La rencontre tant attendue, située à un endroit de la ville, est illustrée par deux foules complices de leurs leaders respectifs. Malgré tout, chacun s'interrogera sur la différence entre les deux challengers pour distinguer le barbare du… barbare.

2e axe

La création est directement inspirée du « jeu de massacre » des foires et fêtes foraines. Ce jeu consiste à lancer une balle sur des boites empilées sous forme de pyramides et de les renverser avec le moins de jets possibles.
Cette allégorie du jeu de massacre est le point de départ illustrant le challenge entre deux personnages qui tendent à gagner le plus de parties possible ; à ceci près qu'ils cherchent à se « racheter » pour prouver leur humanité.
Le conflit entre eux provient d'un fait divers : un chien écrasé.
Le propriétaire soutien qu'il n'était pas dangereux.
L'auteur du massacre soutient qu'il a été mordu.

3e axe

« Chiens écrasés », dans l'argot journalistique, désigne très généralement les faits divers. Inspiré de l'ouvrage de Goyet Mara, *Sous le charme du fait divers,* l'auteure rappelle que :
« Les faits divers qui nous restent en mémoire se résume souvent, pour nous, à un élément d'une simplicité tout à fait déconcertante : un congélateur, une scie, un piolet. L'objet contient en lui-même tout le fait divers. »
Il convient dans le scénario de stigmatiser l'objet contondant qui permet de garder en mémoire ce qui va devenir par la suite un *memento mori (*« Souviens-toi que tu vas mourir »)
L'objet du *fait divers* est là pour que chacun observe le fait comme une histoire
à priori perçue comme anodine, voire insignifiante. La notion de fait-divers inocule au sujet une banalisation de l'événement, un sujet sans importance qui ne représente pas la société dans son ensemble, mais une histoire particulière où le témoin oculaire tend à s'identifier, mais surtout à s'interroger sur la capacité de l'être humain à engendrer et à produire ces événements improbables.
« La peur des barbares est ce qui risque de nous rendre barbares. » Tzvetan Todorov
La peur des Barbares.

Supports

- écrans géants dans la rue qui permettent d'illustrer des séquences filmées et l'apparition des challenger afin d'attiser la haine, entre l'un et l'autre.
- Le fait divers déforme l'information. Interprétation qui endort.

Perspectives de diffusion du spectacle :

- Paris 20ème - Festival Les Nocturbaines
- Paris 12ème - Festival Coulée Douce
- Paris 10ème - Festival Printemps des Rues
- Paris 11ème - Festival Onze Bouge
- Bruyères-le-Châtel (91) - Festival De Jour // De Nuit
- Vieux-Condé (59) - Festival Les Turbulentes
- Montreuil (93) – Festival des Murs à Pêches

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire :

Spectacle FRAKAS, Petit Théâtre d'Objets Aquatiques

- Cergy-Pontoise (95) - Festival Cergy-Soit
- Bernay (27) - Festival Côté Cour / Côté Jardin
- Aurillac (15) - Festival International de Théâtre de rue
- Issoudun (35) - Festival de la Tour Blanche
- Communauté de communes de l'Arpajonnais
- Bures-sur-Yvette (91) - Centre Culturel Marcel Pagnol
- Argenteuil (95) - Service culturel
- Moirans-en-Montagne (39) - Festival Ideklic
- Amsterdam (Pays-Bas) – Festival ADM

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Afin de participer à la réduction des inégalités territoriales par rapport à l'offre culturelle mais aussi pour participer à la réduction des inégalités face à la culture et à la connaissance, nous avons commencé à nous ouvrir plus largement à l'ensemble du 77. Nous comptons y consacrer et pérenniser un nouveau poste au cours des trois prochaines années de conventionnement : celui-ci sera en charge de diffuser notre répertoire au sein du territoire et d'y chercher de nouveaux partenaires pour élaborer de nouveaux projets d'actions culturelles.

Nous comptons également pérenniser un poste de médiation avec les publics et visant également à diffuser nos spectacles sur l'ensemble de la Région Ile de France et sur les festivals en France (la temporalité des demandes à effectuer nous permettra de coupler ces deux missions avec efficacité). Son volume horaire augmentera de 50%.

La masse salariale pour ces deux postes sera de 8820€.

Pour la dernière année de conventionnement, en février 2018, nous avons le projet d'embaucher à plein temps notre administratrice, actuellement à mi-temps de par son emploi mutualisé avec la compagnie Fer à Coudre. Si celle-ci effectue une grande part des tâches relatives au projet spécifique, nous comptons progressivement renforcer notre médiation avec les publics, imaginer de nouvelles voies possibles, ainsi que la conception de projets d'ampleur en cohérence avec le territoire.

IV- Budget du projet spécifique en 2016

DEPENSES	Euros HT	RECETTES	Euros HT
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	8820	COLLECTIVITES TERRITORIALES	46070

Salaires brut (chargé de production et de diffusion)	3078	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	1332	Région IDF - PAC	35000
Salaires brut (chargé de production et de diffusion département Seine et Marne)	3078	**Département** (Seine et Marne) : (en cours)	4000
Charges employeur	1332	**Commune** 1 (Mitry-Mory) : (attribué)	7070
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	37866	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	17580
Salaires bruts artistes	9868	Cotisations	1080
Charges employeur artistes	5941	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	3000
Salaires bruts techniciens	5305	Apports de coproduction (préciser) : Thermopyles, Alembert	4800
Charges employeur techniciens	2452	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	7000
Achats de costumes, consommables de décors et accessoires	4000	Autres (préciser) : mutualisation	1700
Transports	1900		
Aides aux résidences	3500		
Autres (préciser) : Frais de nourriture résidences	4900		
DEPENSES D'APPROPRIATION	12500		
Préciser le nombre d'heures: 426h			
Salaires bruts	7815		
Charges employeur	4285		
Achat action culturelle	400		
Autres (préciser) :			
AUTRES DEPENSES	4464		
Part de charges de fonctionnement	4464		
Préciser la nature de ces dépenses : assurance du bus spectacle, frais de communication liés au projet, frais administratifs indispensables au projet)			
TOTAL	**63650**	**TOTAL**	**63650**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagnie Babylone est soutenue par la Région depuis 2013 au titre de la permanence artistique et culturelle à hauteur de 35 000€. Cette aide est en partie fléchée sur l'emploi, pour les postes de directeur artistique et de chargé de production/recherche de financement (5 000€), sur la création des 5 spectacles parmi lesquels « L'homme qui rit », « Frakas » et « Ça tourne pas rond »avec la résidence au « Nid de la Villette aux Aulnes » et la diffusion en Ile-de-France (20 000€). Enfin, la Région apporte son soutien pour les actions d'appropriation auprès des scolaires (10 000€). La structure bénéficie également d'un emploi-tremplin pour le poste de chargé d'administration (2013), mutualisé avec la compagnie Le Fer à Coudre. La compagnie Babylone avait également bénéficié de ce dispositif pour le poste de chargé de production (2009).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Au cours de cette première convention de permanence artistique et culturelle, la compagnie a créé deux versions de « L'homme qui rit », spectacle de théâtre de rue tout public pour 9 artistes mis en scène par Patrick Cuvelier d'après Victor Hugo : une première version en 2013 dans le cadre de quatre résidences de création, avec le soutien du réseau Déambulation, de Villeneuve-en-Scène, de l'Atelier 231-CNAR et de l'Hostellerie de Pontempeyrat. Cette

première version a donné lieu à 25 dates de représentations en tournée, très en-deçà du nombre de dates attendu par la compagnie Babylone après une présentation à Villeneuve-lès-Avignon et au Festival d'Aurillac. La deuxième version, créée en 2014 à Mitry-Mory, n'a pas tourné par la suite. La diffusion de la compagnie a repris avec le jeune public « Frakas », petite forme de théâtre d'objet itinérant proposée dans un bus pour une petite jauge, « Frakas » aborde les thèmes de l'écologie, des fonds marin et de la disparition des espèces. Sa diffusion s'accompagne d'ateliers de sensibilisation à l'environnement et au recyclage. Avec cette proposition pour « tout espace public » dans un bus, la diffusion a retrouvé une dynamique avec 55 cessions en 2015, en lien avec les TAP notamment (Temps d'activité périscolaire). L'action culturelle, sur le territoire de la commune de Mitry-Mory mais aussi à Noisy-le-Sec, à Aubervilliers et avec la Maison des Thermopyles avec Emmaüs dans le 14ème arrondissement de Paris, représente un volume important d'activité avec une moyenne annuelle de 380 heures par an sur les trois années de la convention. La fréquentation a connu un creux en 2014 avec l'absence de tournée pour la dernière grande forme de la compagnie, « L'homme qui rit ».

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement

La compagnie est depuis 1996 en résidence sur la commune de Mitry-Mory où elle est soutenue par la Ville dans le cadre d'une aide de 7000 euros par an et de la mise à disposition d'un corps de bâtiments, « Le Nid », près d'un grand parc de la commune, fluides inclus. Dans ces espaces, plusieurs compagnies accueillies par Babylone résident et travaillent, mutualisant un espace de bureaux, une salle de répétitions, des stocks de costumes, des décors, des hébergements, un atelier... La compagnie travaille dans ces espaces et collabore avec le service culturel de la Ville pour proposer de la diffusion (des créations de la compagnie et des compagnies accueillies en résidence, des journées festives pour les habitants) et de l'action culturelle en direction des publics scolaires et des habitants de la ville. La compagnie est également présente en Seine-Saint-Denis où elle a mené des ateliers tout au long de l'année à Noisy-le-Sec avec le CNAR du Moulin Fondu, notamment au Lycée Olympe de Gouge. Elle a également mené des ateliers au Lycée d'Alembert à Aubervilliers. La compagnie Babylone rayonne davantage aujourd'hui comme lieu de résidence pour d'autres compagnies arts de la rue du territoire, sa capacité à les accueillir dans ses espaces et à leur proposer un soutien technique et administratif que par ses propres spectacles en création et diffusion. La dernière grande forme de la compagnie, « L'homme qui rit » n'ayant pas tourné, a infléchi la dynamique de la troupe, et certains artistes de la compagnie ont alors rejoint d'autres projets. Aussi, le rayonnement de la compagnie Babylone au niveau national est aujourd'hui en recul. Localement, elle est présente et « Le Nid » accueille de jeunes équipes émergentes du théâtre de rue.

Evolution budgétaire et de l'emploi

Le budget global de la compagnie Babylone a diminué de 20% entre 2013 et 2015 avec une baisse de 54% des recettes propres et une hausse de 73% des subventions qui représentent 56% du budget. Les subventions publiques sont principalement issues de la Région (78%), puis du Département de Seine-et-Marne au titre de l'aide aux projets (11% en 2015) et de la commune de Mitry-Mory (11%). L'aide au titre de la PAC n'a pas eu d'effet levier sur l'économie du projet. La compagnie Babylone dispose de salariés administratifs au régime de l'intermittence à l'exception d'un chargé d'administration recruté en emploi-tremplin qui a débuté en 2014, année à laquelle le précédent emploi-tremplin prenait fin. De ce fait, la masse salariale au régime général n'a pas évolué entre 2013 et 2015. Pour le personnel au régime de l'intermittence, la masse salariale s'est réduite de 10 000€ alors que le nombre d'heures est resté globalement stable, bien qu'il y ait un basculement des heures artistiques vers les heures techniques.

Projet proposé pour les trois prochaines années

Pour la prochaine convention PAC, la compagnie Babylone créera la trilogie du « Barbare » avec les spectacles « Rubrique faits divers », « Mon ennemi à moi » et « Docilius » en partant du texte de Tzvetan Todorov « Ne déshumanisons pas l'ennemi ». Les spectacles au répertoire seront diffusés. Les actions culturelles ainsi que les projets d'action culturelle menés dans les établissements scolaires seront reconduits à Mitry-Mory et Aubervilliers. En termes d'emploi, la compagnie envisage d'accueillir un chargé de diffusion et de recherche de partenariats pour développer son implantation en Seine-et-Marne. La pérennisation des postes de médiateur avec les publics et d'administrateur à temps plein sont également les objectifs pour les trois prochaines années.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant à la baisse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Babylone en 2016 à hauteur de 15 000 €
sur une base subventionnable de 43 650 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation de la compagnie Babylone pour son activité dans le cadre de sa résidence à Mitry-Mory.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un(e) stagiaire ou un(e) alternant(e).

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 43 650 €uros.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 500,00 €
2017	4 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2013	Soutien à la création et à la diffusion numérique	7 969,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	112 969,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003637

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE C(H)ARACTERES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	265 000,00 €	13,21 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHARACTERE
Adresse administrative : RUE AMBROISE PRO
77000 VAUX-LE-PENIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GERALD GARUTTI, Président

Date de publication au JO : 3 septembre 2013

N° SIRET : 48951904100037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Compagnie créée en 2005 par le dramaturge et metteur en scène Gerald Garutti, elle promeut un théâtre de textes et de langue par des écritures classiques ou contemporaines et propose un théâtre qui passe les frontières. Le nom de la compagnie, avec le H de Charactères, rend compte de la double implantation du projet, en Ile-de-France et au Royaume-Uni où Gerald Garutti a créé « Roberto Zucco » et « Richard III » en 2003 et 2004 à l'ADC Theatre. Il a également créé le spectacle « Haïm – à la lumière d'un violon », texte et mise en scène de Gerald Garutti, d'après l'histoire vraie du violoniste Haïm Lipsky, né à Lodz en Pologne en 1922. Depuis 2013, la compagnie est en résidence à la Ferme des Jeux à Vaux-le-Pénil (77), commune toute proche de Melun, lieu de création et de recherche. Cette résidence comprend un volet de création, un volet d'écriture et de débat d'idées, et un volet d'enseignement. Pour ce dernier, la compagnie se voit notamment confier la création, la conception, la supervision et l'animation d'une

école d'art dramatique. Sont associées à cette résidence de nombreuses actions culturelles en direction des publics scolaires et sociaux, développant notamment l'axe intergénérationnel.

La compagnie bénéficie du soutien de la Ville de Vaux-le-Pénil, du Département de Seine-et-Marne et de la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la Permanence artistique et culturelle depuis 2013.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

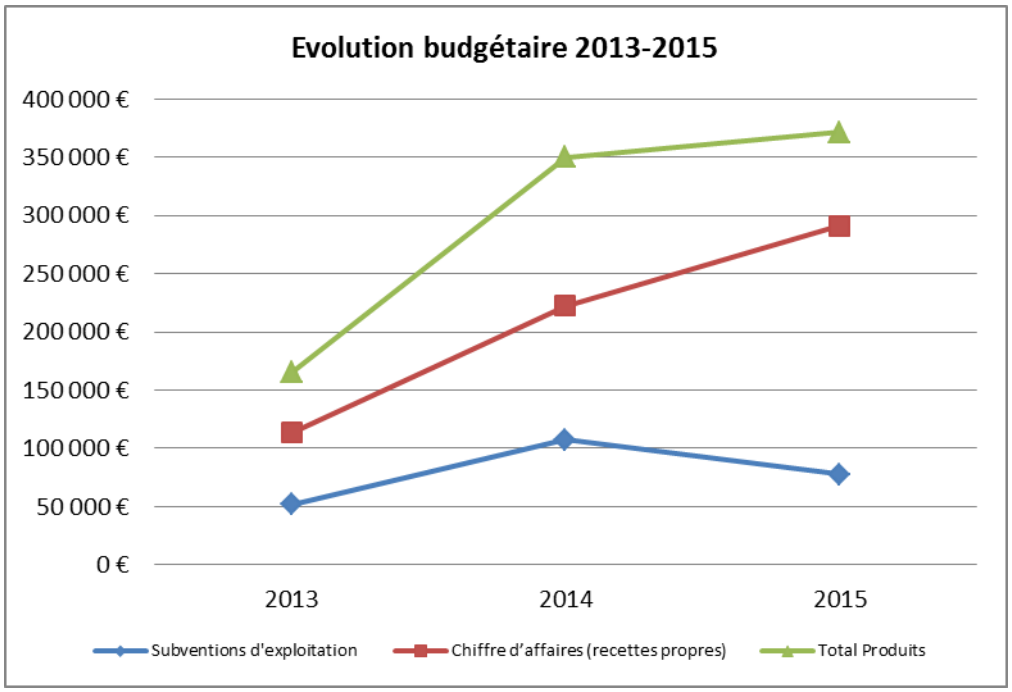
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Ministère de la Défense	10 000	*9%*	25 000	0	*0%*
Conseil départemental Seine et Marne - aide au fonctionnement et à la production	12 000	*11%*	37 000	12 000	*16%*
Ville de Vaux-le-Pénil – aide au fonctionnement	20 000	*19%*	20 000	18 000	*24%*
Autres - SPEDIDAM, ADAMI	10 000	*9%*	0	0	*0%*
Autres - Sponsoring	20 000	*19%*	10 000	10 000	*13%*
Région - PAC	35 000	*33%*	35 000	35 000	*47%*
SOUS-TOTAL REGION	35 000	33%	35 000	35 000	47%
TOTAL SUBVENTIONS	**107 000**	**100%**	**127 000**	**75 000**	100%

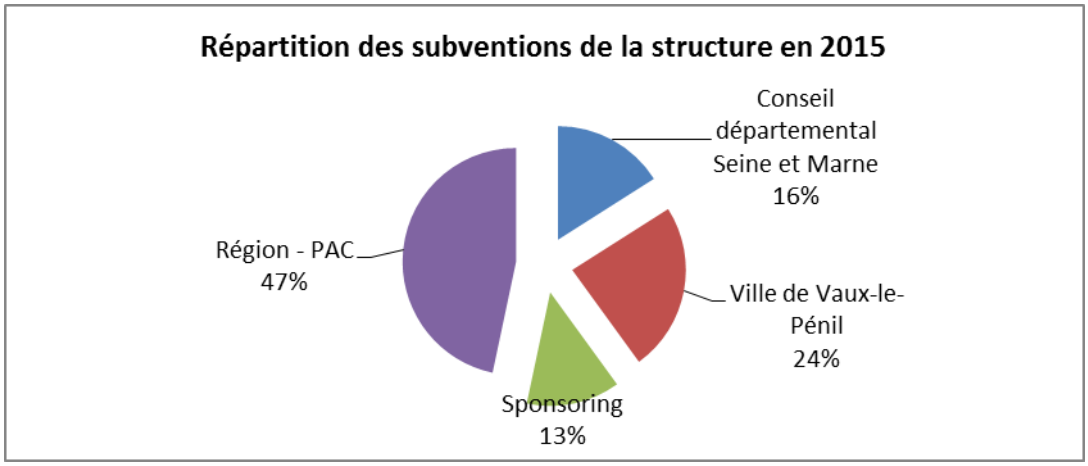
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	51 500	*31%*	107 500	77 500	*21%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	113 505	*69%*	222 322	290 997	*78%*
Total produits	165 017	100%	350 118	371 435	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	122 360	255 039	233 343
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	2 014	8 874	7 582

3) Evolution de l'activité

saisons	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES (ANNEES)			
Nombre de créations produites	1- Haïm- à la lumière d'un violon	1 – Les Carnets du Sous Sol	1- Lorenzaccio

Nombre de spectacles diffusés au total	1	2	2
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	18	78	24
Nombre de lieux concernés par les tournées	10	10	5
Nombre de spectateurs	6890	13100	13541
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	Résidence de reprise à la Ferme des Jeux 5 jours	Résidence de création à la Ferme des Jeux 8 jours	Résidence de création à la Ferme des Jeux 10 jours + 5 weekend
ACTION CULTURELLE (SAISONS)			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	98h	144h	254h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	360h	367h	365h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	12	13	18
Nombre de bénéficiaires	600	800	1200

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Après 3 années de résidence à la Ferme des Jeux, la compagnie a renouvelé sa convention triennale avec la municipalité de Vaux-le-Pénil. Cette convention s'articule autour de 3 axes : poursuivre sa Fabrique de Création, sa Fabrique d'Idées et sa Fabrique de Culture initiées lors des 3 années précédentes.

Sur la période 2016 – 2019 la compagnie créera 3 spectacles conformément aux objectifs fixés par sa convention avec son lieu de résidence renouvelé pour 3 années, la Ferme des Jeux :

2016-2017 : Expérimenter une approche participative
Spectacle créé : Petit Eloge de la nuit
D'après le texte d'Ingrid Astier *Petit Eloge de la nuit* publié chez Gallimard, Gérald Garutti propose à l'acteur Pierre Richard une traversée intime et musicale des résonnances poétiques de la nuit. Ce spectacle structurera l'année 2016-2017 au niveau des 3 Fabriques. La compagnie proposera en priorité ce spectacle aux théâtres du département de Seine-et-Marne. Ce spectacle ayant une thématique porteuse pour un large public va faire l'objet de nombreuses interventions, sensibilisation et appropriation en partenariat avec la Ferme des Jeux (Atelier NAP avec l'école élémentaire Gaston Dumont, exposition participative « Dis-moi ta nuit » en partenariat avec le service culturel de la mairie de Vaux-le-Pénil, projet d'Option théâtre avec le lycée Simone Signoret, utilisation des relais de communication de la ville). Chacun est invité à apporter son regard sur la nuit, à proposer sa vision et à l'esthétiser. Parallèlement la compagnie poursuit les initiatives déjà mise en places depuis 3 ans : Un cycle de conférences mensuel, animées par Gérald Garutti au Petit Théâtre de la Ferme des Jeux, des interventions de sensibilisation au théâtre et à la formation à l'art oratoire à destination des lycées à filières professionnelles et généralistes, une

permanence artistique les mercredis après-midi et durant les vacances scolaires à destination des lycéens et des centres de loisirs rattachés à la Commune de Vaux-le-Pénil. L'objectif de cette année de convention se structure autour de la dimension participative : fédérer les habitants de la commune et de l'agglomération autour du projet « Petit Eloge de la nuit ».

2017-2018 – Proposer un théâtre d'itinérance de des lieux variés
Spectacle crée : Seuils
Cette adaptation de Gérald Garutti de divers textes de Franz Kafka et de Bertolt Brecht se veut une proposition légère et itinérante destinée à des territoires circonscrits tels que le Seine et Marne et les Yvelines. De Kafka à Brecht, trois paraboles comiques explorent, via l'épreuve sensible (physique, visuelle, sonore) du seuil, la rencontre avec autrui et la relation à l'autorité - esquive, défi, résistance, soumission ou transgression. Des enjeux forts parlant à tous, qui ont vocations à être présentés dans divers lieux (collèges, lycées, centres spécialisés, institutions). Avec les trois comédiens Mathias Marty, Païkan Garutti et Elie Triffaut, il s'agit donc de proposer un spectacle qui va à la recherche de son public. La diffusion du spectacle s'appuiera sur le partenariat déjà existant avec le service culturel de l'agglomération de Melun et les 7 lycées qui y sont rattachés. Ce spectacle sera aussi l'occasion de renforcer le dialogue de la compagnie avec le Département de Seine-et-Marne (démarche initiée par celui-ci) en intervenant dans des établissements relevant de ses compétences (CCAS, collèges, publics spécifiques). L'objectif de cette année de convention sera d'expérimenter un spectacle itinérant au cœur du département de la Seine-et-Marne, et donc de favoriser un développement d'un réseau entre les différents acteurs culturels et notamment sociaux au sein du Département.

2018-2019 : spectacle créé : A travers le miroir, d'après Bergman. – 2018-2019
Interprété par Olivier Constant et Julie-Marie Parmentier *A travers le miroir*, sera la première création française de la pièce qui a d'ores et déjà été créé à Londres et repris à New York. Le producteur a confié à Gérald Garutti l'adaptation française de la pièce pour l'automne 2017.

De 2016 à 2019, 2 spectacles de la compagnie seront en diffusion en plus de ses créations :

Les Carnets du Sous-sol / Notes from Underground
En anglais surtitré, d'après Dostoïevski, ce spectacle, adaptation de Harry Lloyd et Gérald Garutti créée à la Ferme des Jeux, et joué plus de 50 fois en Franc et en Angleterre est en phase de diffusion aux Etats-Unis. Parallèlement, une reprise parisienne est en cours de construction au théâtre de l'Atelier pour l'automne 2016 ou le printemps 2017.

Richard III - Myself upon Myself, loyaulté me lie -
Créé du 19 au 29 janvier 2016 au Théâtre de l'Union - Centre Dramatique National du Limousin (France). Ce spectacle associe la compagnie C(h)aracteres à Jean Lambert Wild, directeur du Théâtre de l'Union. Gérald Garutti co-signe l'adaptation et la traduction du célèbre *Richard III* de Shakespeare. Le spectacle sera en tournée durant 2016-2017, dont des dates à Melun, en Seine et Marne et dans toute la France. Les dates de diffusions prévues en Seine et Marne en 2016-2017, seront entièrement accompagnées d'actions de sensibilisation et d'ateliers portés par la compagnie (à la Ferme du Buisson, à Vaux-le-Pénil et au théâtre de l'Escale à Melun).

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

La Ferme des Jeux, Vaux-le-Pénil, Seine et Marne
Théâtre de l'Escale, Melun
Théâtre Montansier, Versailles, Yvelines
CDN- Théâtre de L'Union, Limoges, Limousin

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

Municipalité de Vaux-le-Pénil, Seine et Marne (Subvention triennale, accueil)
Département de Seine et Marne (Subvention annuelle à la résidence)
Communauté d'agglomération Melun Val de Seine (Financement d'actions culturelles ponctuelles)

Equipe artistique prévue pour le projet :

Le metteur en scène des projets présentés est Gérald Garutti.
Assisté de Raphaël Joly, comédien et metteur en scène, et Zelda Bourquin, dramaturge et chargée des actions culturelles.
Thibault Welchin, Costumier

Le projet *Petit Eloge de la nuit* comptera Pierre Richard dans sa distribution.
Marie Julie Parmentier, Olivier Constant, seront réunis autour du spectacle *A travers le miroir*
Elie Triffaut, Païkan Garutti,et Matthias Marty, seront les comédiens du projet *Seuils*

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Ferme des Jeux Résidence d'implantation territoriale, de création et de diffusion	Résidence de Création au Théâtre de L'Union - Limoges
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	2016-2019	Janvier 2017
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Ville de Vaux-le-Pénil Département de Seine et Marne Communauté d'agglomération de Melun Val de Seine Théâtre de l'Escale, Melun	
Objectifs & contenus de chaque résidence	La convention triennale signée entre la Municipalité et la Compagnie s'articule autour de 3 objectifs : Une fabrique de création : créer un spectacle par an à la Ferme des Jeux. Une fabrique d'idées : proposer des évènements, tables ronde, conférences, en résonnance aux spectacles créés ou plus largement à divers enjeux artistiques et intellectuels Une Fabrique de Culture : sensibiliser le public au théâtre, et à sa pratique autour d'ateliers, de projets culturels. Accompagner les évènements de la municipalité, et les établissements qui y sont rattachés.	
Partenaires financiers de résidence	Municipalité de Vaux-le-Pénil Département de Seine-et-Marne Mécènes variés	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

A ce jour, il n'y a pas encore de perspectives de résidences connues pour les saisons 17/18 et 18/19.

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues

Petit Eloge de la nuit – 2016-2017
D'après le texte d'Ingrid Astier *Petit Eloge de la nuit* publié chez Gallimard, Gérald Garutti propose à l'acteur Pierre Richard une traversée intime et musicale des résonnances poétiques de la nuit. Avec lui, il construit un chemin de mots, un écrin où se dévoile l'autre face de ce Pierrot lunaire, par une échappée imaginaire où scintille la lumière.

C'est un monde fantastique qui s'ouvre, peuplé de démons et de merveilles, un voyage à l'orée de la nuit. La présence vivante du comédien funambule s'inscrit au cœur d'un film onirique, réalisé pour le spectacle. Les répétitions auront lieu d'octobre à novembre 2016. Le spectacle sera créé au Rond-Point en mars 2017 et programmé à la Ferme des Jeux de Vaux le Pénil durant la même période. La compagnie proposera en priorité ce spectacle aux théâtres du département de Seine-et-Marne. Thibault Welchin signera les costumes.

Seuils - 2017-2018
Cette adaptation de Gérald Garutti de divers textes de Franz Kafka et de Bertolt Brecht se veut une proposition légère et itinérante destinée à des territoires circonscrits tels que le Seine et Marne et les Yvelines. De Kafka à Brecht, trois paraboles comiques explorent, via l'épreuve sensible (physique, visuelle, sonore) du seuil, la rencontre avec autrui et la relation à l'autorité - esquive, défi, résistance, soumission ou transgression. Des enjeux forts parlant à tous, qui ont vocations à être présentés dans divers lieux (collèges, lycées, centre spécialisés, institutions). Avec les trois comédiens Mathias Marty, Païkan Garutti et Elie Triffaut, il s'agit donc de proposer un spectacle qui va à la recherche de son public.

A travers le miroir, d'après Bergman. – 2018-2019
Interprété par Olivier Constant et Julie-Marie Parmentier *A travers le miroir*, sera la première création française de la pièce qui a d'ores et déjà été créé à Londres et repris à New York. Le producteur a confié à Gérald Garutti l'adaptation française de la pièce pour l'automne 2017.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire

Les Carnets du Sous-sol / Notes from Underground
En anglais surtitré, d'après Dostoïevski, ce spectacle, adaptation de Harry Lloyd et Gérald Garutti, est en phase de diffusion aux Etats-Unis. Parallèlement, une reprise parisienne est en cours de construction au théâtre de l'Atelier pour l'automne 2016 ou le printemps 2017.

Richard III - Myself upon Myself, loyaulté me lie
Créé du 19 au 29 janvier 2016 au Théâtre de l'Union - Centre Dramatique National du Limousin (France). Ce spectacle associe la compagnie C(h)aracteres à Jean Lambert Wild, directeur du Théâtre de l'Union. Gérald Garutti co-signe l'adaptation et la traduction du célèbre *Richard III* de Shakespeare. Le spectacle sera en tournée durant 2016-2017, dont des dates à Melun, en Seine et Marne et dans toute la France.

Partenaires pressentis à ce jour
Les partenaires à ce jour sont le CDN du Limousin via son réseau de diffusion, le théâtre de l'Atelier à Paris, tout notre réseau déjà mobilisé sur les précédents spectacles, le théâtre Montansier à Versailles via sa structure « Les tournées du Montansier ». Tous ces partenaires sont actifs sur la mise en place des tournées des productions de la compagnie.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
Sur les 3 prochaines années, la compagnie s'attachera à travers ses différentes actions culturelles autour de ses créations et au-delà, à maintenir un volume d'emploi conséquent, même si les créations à venir auront une ampleur moindre en terme de volume de contrats (Lorenzaccio a réuni une équipe de 17 comédiens professionnels et 10 personnes aux postes techniques et administratifs et Haïm a réuni 5 artistes et 4 personnes aux postes techniques et administratifs). Il est difficile de déterminer à ce jour l'évolution du volume horaire, mais en termes d'actions artistiques, il sera au moins équivalent à ces trois dernières années.

Subvention demandée :
45 000 €
Soit 10 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	41250	COLLECTIVITES TERRITORIALES	75000
Administrateur de production, chargé de production		**Région Ile-de-France**	
Salaires brut	25000	Région IDF - PAC	45000
Charges employeur	16250	**Département** de Seine et Marne : en cours	12000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	195370	**Commune** de Vaux-le-Pénil : attribué	18000
Préciser le détail des postes		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	200000
Salaires bruts artistes	57000	Apports de coproduction (préciser) : CDN du Limousin, Théâtre Montansier, SIC	30000
Charges employeur artistes	28500	Ventes de spectacle (45 dates)	170000
Salaires bruts techniciens	52950		
Charges employeur techniciens	34420		
Droits d'auteur	5000		
Défraiements	6500		
Transports	3000		
Autres (préciser) : honoraires artistiques	8000		
DEPENSES D'APPROPRIATION	30700		
Préciser le nombre d'heures : 373 heures			
Salaires bruts	18000		
Charges employeur	11700		
Achat action culturelle	1000		
AUTRES DEPENSES	7680		
Structure	3000		
Frais de gestion, autres frais	4680		
TOTAL	**275000**	**TOTAL**	**275000**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagne C(h)aracteres est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 35 000 € euros pour son projet de développement des créations de la compagnie dans le cadre de la résidence à la Ferme des Jeux, à Vaux-le-Pénil en Seine-et-Marne.

Evolution de l'activité et du rapport au public
L'activité de la compagnie s'est bien développée au cours de cette première convention. La compagnie a créé un spectacle par an avec, en 2013, la recréation de « Haïm, à la lumière d'un violon », écrit et mis en scène par Gerlad Garutti avec une reprise de rôle pour la comédienne principale. Ce spectacle, d'après l'histoire vraie d'un violoniste juif polonais né à Lodz en 1922 a été largement diffusé. La compagnie a également créé « Les carnets du sous-sol », d'après une adaptation du texte de Dostoïevski de Gerald Garutti et Harry Lloyd, créé en anglais à La Ferme des Jeux à Vaux-le-Pénil. Cette pièce a été présentée à Londres pour 50 représentations à la Print Room Theater. En 2014/2015, la compagnie a créé « Lorenzaccio » d'Alfred de Musset, toujours à la Ferme des jeux. La création a compris une trentaine de comédiens professionnels et amateurs. Cette très importante distribution explique en partie la moindre diffusion en 2015 par rapport aux autres années de la convention. Le spectacle a été coproduit par le Théâtre de l'Union (Limoges), La comédie de Caen, le Théâtre Montansier (78) et le Théâtre de Suresnes Jean Vilar (92). Début 2016, la compagnie a créé le spectacle « Richard III – Myself upon Myself, loyaulté me lie » au Théâtre de l'Union, CDN du Limousin. La tournée nationale comprend 31 dates dont 5 en Ile-de-France, à la Ferme du Buisson (77) et à l'Apostrophe (95). La fréquentation des spectacles de la compagnie a augmenté pendant la période passant de moins de 7000 à plus de 13 500 spectateurs entre 2013 et 2015.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
L'implantation de la compagnie en Seine-et-Marne s'est poursuivie avec un développement important de l'action culturelle sur le territoire de Vaux-le-Pénil et un élargissement des actions au territoire de l'intercommunalité (Communauté d'agglomération Melun Val-de-Seine), ainsi qu'un fort développement du travail avec les lycéens. Une chargée de l'action culturelle et dramaturge développe ce volet avec une approche spécifique de la dramaturgie avec les lycéens, en lien avec un travail de jeu dans l'espace public (Lycée Simone Signoret de Vaux-le-Pénil). Le travail avec les lycéens (Melun, Limoges, Vaux-le-Pénil) comprend également des conférences de Gerald Garutti. Ces conférences, sur différents thèmes tels que « Les figures du pouvoir », « Une autre histoire de l'héroïsme » sont proposées à la Ferme des jeux dans le cadre de la résidence et en accompagnement de la diffusion des spectacles. La compagnie rayonne sur son territoire d'implantation mais diffuse également ses spectacles dans le réseau des théâtres de ville, des CDN et des scènes nationales. Elle a également une visibilité au Royaume-Uni où ses spectacles sont diffusés en série, en anglais ou en français (Print Room à Londres, ADC Theatre à Cambridge).

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget de la compagnie est en forte augmentation, atteignant 371 435 € en 2015. Il a été marqué, en 2014, par un pic de l'activité de diffusion et un nombre important de représentations. Ainsi, la part des recettes propres s'est considérablement accrue sur la période (+156%) atteignant 78% des produits. La Ville de Vaux-le-Pénil soutient la compagnie au fonctionnement à hauteur de 18 000 €, suivie du Conseil Départemental de Seine-et-Marne avec une aide de 12 000 €. Le soutien de la Région représente 47% de ses subventions. Ces montants ont été particulièrement élevés en 2014, année de diffusion forte d'où une aide à la production du Conseil Départemental. On note aussi un soutien assez conséquent en sponsoring (10 000 €). La masse salariale – régimes général et intermittent – a progressé sur la période 2013-2015, là encore avec un volume notable en 2014, tout particulièrement pour les artistes et les techniciens en lien avec le spectacle Lorenzaccio comprenant un grand nombre de comédiens. Après le départ de l'administrateur à temps-plein, une collaboration avec un administrateur indépendant a été initiée en 2014.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé s'inscrit dans la continuité avec une nouvelle création prévue chaque saison. Implantée dans le cadre d'une convention de résidence triennale à la Ferme des Jeux de Vaux-le-Pénil, la compagnie C(h)aracteres propose créations, événements et tables rondes ainsi que des actions envers les publics de la Ferme. Trois nouvelles créations sont ainsi envisagées dont une création participative sur le thème de la nuit. La diffusion du répertoire se poursuit notamment au Théâtre de l'Union (CDN de Limoges) où Richard III a été créée avec Jean-Lambert Wild, mais aussi à L'Escale à Melun et au Théâtre Montansier à Versailles.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie C(h)aracteres en 2016 à hauteur de 35 000 €
sur une base subventionnable de 265 000 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation de la compagnie dans le cadre de sa résidence à La ferme des Jeux à Vaux-le-Pénil en Seine-et-Marne

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 265 000 € et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart de 10 000 euros entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 500,00 €
2017	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €

2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003638

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE DE LA GARE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	233 450,00 €	32,13 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMPAGNIE DE LA GARE
Adresse administrative : 13 RUE PIERRE SEMARD
94400 VITRY S/SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Bruno THOUE, Président

Date de publication au JO : 24 mars 2001

N° SIRET : 31291039100035

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La Compagnie de la Gare, dirigée par Mustapha Aouar, s'est d'abord installée en 1986 dans l'ancien économat SNCF de Vitry-sur-Seine. En 1996, elle investit la grande halle de fret et créé le lieu Gare au Théâtre suite à d'importants travaux de réhabilitation, d'aménagement et de mise en conformité pour l'accueil du public fin 1998.
Dès 1997, de nombreux ateliers de pratiques artistiques (théâtre, danse, écriture, vidéo) ont été proposés au public. Depuis 1998, soucieuse de garder une trace de ces rencontres, la Compagnie de la Gare a créé les Editions de la Gare, soutenue par le Centre National du Livre. Elle est régulièrement partenaire de manifestations régionales et départementales.
Au-delà de la compagnie de la Gare, Gare au théâtre accueille tout au long de l'année des compagnies en résidence

qui trouvent dans le lieu des espaces de travail et de présentation de leurs projets. Plusieurs temps fort ponctuent la saison de Gare au théâtre, les Cabarets du jeudi, le Bocal agité, les rencontres du théâtre du réel, Gare aux jouets, Frictions urbaines, le festival « Nous n'irons pas à Avignon »…

La structure reçoit le soutien de la DRAC Ile-de-France, du Conseil Général du Val-de-Marne, de la Région Ile-de-France et de la Ville de Vitry sur Seine. Elle fait partie, au niveau régional, du réseau Actes-If.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

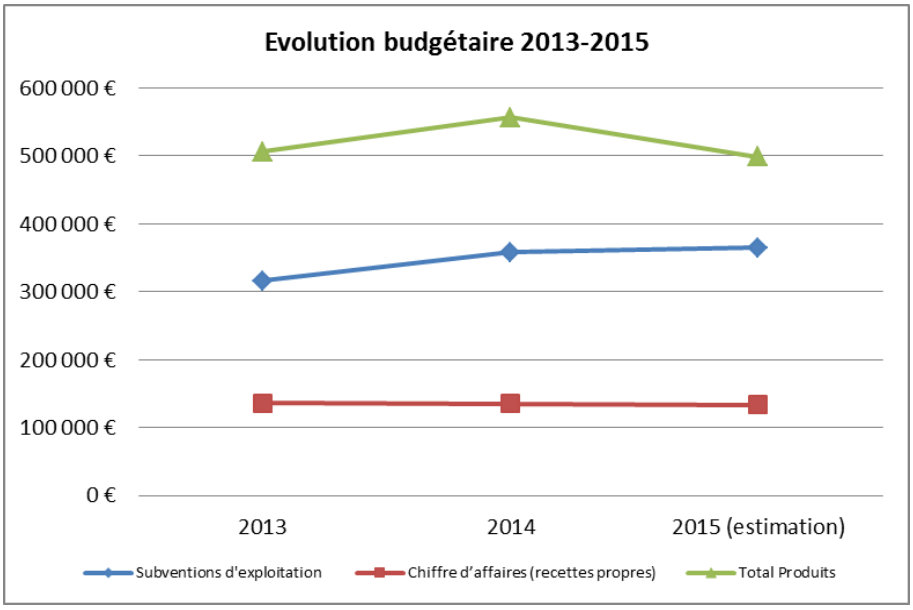
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC : aide au lieu	97 500	*29%*	97 500	80 000	*22%*
DRAC - SDAT (2013), réserve parlementaire (2014) et maitrise du français (2015)	12 000	*4%*	18 000	6 400	*2%*
Etat - DDJS	2 500	*1%*	4 000	0	*0%*
Conseil départemental du Val-de-Marne : convention	35 000	*10%*	35 000	35 000	*10%*
Conseil départemental du Val-de-Marne : politique de la ville	0	*0%*	4 000	5 000	*1%*
Commune de Vitry-sur-Seine : aide au fonctionnement	71 000	*21%*	71 000	71 000	*20%*
Commune de Vitry-sur-Seine : aides temps méridien et projet	0	*0%*	2 400	27 900	*8%*
Autres - Acsé et SACD, SRIAS	16 000	*5%*	41 000	37 000	*10%*
Région - PAC	75 000	*22%*	75 000	75 000	*21%*
Région - Animation sociale des quartiers, résidence d'écrivain, COP21	10 000	*3%*	10 000	12 500	*3%*
Région - Emploi tremplin	15 000	*4%*	6 800	11 250	*3%*
SOUS-TOTAL REGION	100 000	30%	91 800	98 750	27%
TOTAL SUBVENTIONS	**334 000**	**100%**	**364 700**	**361 050**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats (sauf 2015

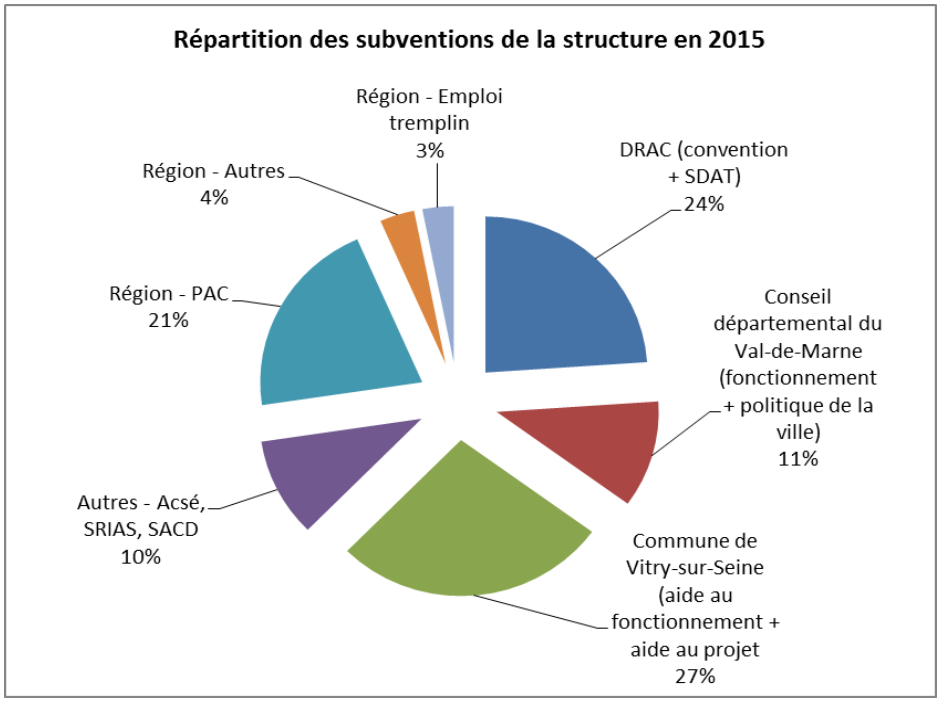
non fournis)

	2013	%	2014	*2015 (estimation)*	%
Subventions d'exploitation	316 030	*62%*	358 310	*361 550*	*73%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	135 905	*27%*	135 812	*133 629*	*27%*
Total produits	505 857	100%	556 406	*494 179*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	225 972	239 336	283 777
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	5 494	4 413	4 390

3) Evolution de l'activité

	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	24	31	28
Nombre de spectacles	66	73	69
Nombre de représentations:	149	214	222
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	5 50 jours	5 50 jours	5 50 jours
Nombre de spectateurs	4 499	5 456	6 206
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	20 4 Compagnies en résidence de création (Cie Idiomécanic théâtre, Cie Le Clair Obscur, Cie Mahu, Cie 3m33) 4 Compagnies en résidence de création (Cie Idiomécanic théâtre, Cie Le Clair Obscur, Cie Mahu, Cie 3m33) 12 Compagnies en résidence courte ou de repérage (Cie l'Art Mobile, Cie Ascorbic, Cie Kael, Cie Vies à vies, Cie Ephéméride, Cie 36 du Mois, Cie Méliadès, Cie Massala, Cie (&) So Weiter, Cie RHBJA, Cie Monsieur Madame, Cie Parallel Théâtre)	22 3 Compagnies en résidence longue (Cie Communauté Inavouable, La Charmante Compagnie, Héliotropion) 5 Compagnies en résidence de création (Cie des treizièmes, Cie Lez'armuses, Cie La Troïka de Minuit, Cie du Moment, François Chat et Cie) 14 Compagnies en résidence courte ou de repérage (Cie la Sybille, Cie Les travaux et les Jours, Cie de la Cruche, Atelier Marcadet, Théâtre des Bâtisses, Ass.Bazik, Cie le Regard du Loup, Cie 3m33, Cie Collectif Nose, Cie Soleïma Arabi, Cie Wejna, Théâtre du Frene, Cie Filet d'air, Cie 3ème Génération)	24 5 Compagnies en résidence longue (Cie Communauté Inavouable, La Charmante Compagnie, Cie Lez'armuses, Liba Théâtre, Cie 3m33) 5 Compagnies en résidence de création (Collectif Maquis'arts et Cie, Cie l'oreille interne,Cie Kael, Cie Les Marlins, Cie l'Autre souffle) 14 Compagnies en résidence courte ou de repérage (Cie Jetzt Théâtre, Cie Eykphrasis, Cie Massala, Cie du temps réel, Cie Tangible, Cie du Vacarme, Cie Alyopa, Cie La Nuit Américaine, Cie Porte Lune, Cie Les Griottes, Cie Influenscène, Collectif ICI, Atout Majeur, Cie Les petits Ruisseaux)

ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	682	774	1290
Nombre d'établissements et de relais partenaires	3 écoles, 10 centres de loisirs, 2 lycées (Chérioux et Rolland), Les EMA, 3 médiathèques, 2 musées	3 écoles, 10 centres de loisirs, 1 collège, le rectorat et 10 lycées d'enseignement Professionnel, 3 lycées (Chérioux, Macé et Rolland), Les EMA, 3 médiathèques, 2 musées, 2 centres sociaux Balzac et "Portes du Midi"	5 écoles, 10 centres de loisirs, 3 collèges, 4 lycées(Chérioux, Macé, Claudel et Rolland), Les EMA, 4 médiathèques, 2 musées, , 4 centres sociaux Balzac , Les Monis, "Portes du Midi et "Petit Ivry.
Nombre de bénéficiaires	1 156	1 378	1 611

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

En 2010 nous avons fêté les 150 ans de la halle avec les habitants. Aujourd'hui, bien qu'elle reste propriété de RFF, elle demeure comme un repère dans le futur aménagement du quartier du Port à l'anglais. Elle reste posée là sur son emprise comme un lieu ouvert sur l'espace public réaménagé de l'ancienne cour pavée. Pourtant, parmi les scénarios d'aménagement possible, dans 10 ou 15 ans, cette halle pourrait redevenir une gare !
Entretemps, Gare au Théâtre la bien-nommée aura fait revivre cette ancienne halle de fret grâce aux milliers d'artistes qui auront su transformer ses espaces en autant d'univers poétiques. ***Qu'en sera-t-il demain?*** *Quels seront les responsables de cette réhabilitation capables de perpétuer les traces que nous espérons transmettre ? La halle future saura-t-elle restée le lieu vibrant et habité qu'elle est actuellement ? Résonnera-t-elle encore de tous les rêves que nous aurons eus au moment d'imaginer la ville à venir ? En attendant,* ***Gare au Théâtre continue de se réinventer…***

Mustapha Aouar

UN LIEU POUR LA CRÉATION

Proposée depuis près de 19 ans par La compagnie de la Gare, fondatrice et gestionnaire de Gare au Théâtre, l'orientation artistique est positionnée vers les **écritures d'auteurs vivants** (textuelles, gestuelles, improvisées, visuelles, numériques).

Depuis sa création, Gare au théâtre fonctionne avec les créateurs sur une **dynamique collective** pour construire, imaginer le présent et le futur. Cet équipement, qui bénéficie de cinq salles de travail dont trois équipées en lumière et son, est mis à la disposition des compagnies artistiques professionnelles, pour favoriser la création de spectacles et l'éclosion de projets, dans le cadre de **programmes de résidence et d'accueil**.

La mise en place d'un calendrier de spectacles et d'événements complète ce dispositif enrichi par des **actions culturelles** en direction de publics diversifiés de proximité.

UN LIEU INTERMÉDIAIRE ENTRE HABITANTS ET DÉCIDEURS

Dans le cadre des enjeux du Grand Paris – Métropole, Gare au Théâtre se veut un lieu intermédiaire entre les décideurs et la population, d'une part en aidant les habitants à comprendre les enjeux du projet urbain, d'autre part en invitant les responsables du projet urbain à entendre les expertises des habitants.

Par ailleurs, Gare au Théâtre est un lieu de création et de transformation des idées en actes artistiques, **un maillon, une marche essentielle** dans les développements des artistes et les rencontres avec les publics et professionnels.

NOS AXES DE TRAVAIL

- **Renforcer les échanges** avec les compagnies professionnelles en résidence.

- **Multiplier les relations** avec d'autres regroupements de professionnels, collectifs de lieux, compagnies en région et hors région, ainsi que d'autres structures culturelles.
- **Développer une réflexion** sur l'évolution des écritures "d'aujourd'hui".
- **Initier un partage** de réflexion du travail artistique comme levier pour accompagner et ainsi participer aux transformations du territoire dans la perspective du Paris-Métropole.
- **Renforcer** la mutualisation des ressources avec nos partenaires.
- **Améliorer la lisibilité** du projet de Gare au Théâtre pour les artistes, les partenaires, les professionnels, les institutions, les publics.

LES RÉSIDENCES

… POUR UNE RECHERCHE AU LONG COURS
L'objectif de **ces résidences d'un an renouvelable** est d'accompagner un(e) artiste ou une compagnie, dans sa démarche de recherche, parfois sur plusieurs années. Le choix s'effectue sur proposition du projet artistique d'une compagnie déjà identifiée et accueillie, par exemple dans le cadre des résidences de repérage (voir ci-après). Chaque projet est étudié de façon spécifique et notre collaboration s'évalue sur la base d'engagements mutuels. L'artiste ou la compagnie peut ainsi participer aux actions culturelles développées sur le territoire ou présenter son spectacle à Gare au Théâtre pour une série de 5 ou 10 représentations. Il ou elle bénéficie en retour d'un accompagnement adapté de la part de Gare au Théâtre (technique et matériel, conseil en production et diffusion, mise en réseau avec d'autres structures, etc.). Lorsqu'une compagnie reste en résidence sur plusieurs années, Gare au Théâtre en devient coproducteur, si et seulement si un niveau de subvention dit de fonctionnement a été rétabli et le permet

En 2016, 5 compagnies pourront bénéficier de ce dispositif :

- La charmante compagnie / Marie-Christine Mazzola
- La compagnie Lez'artmuses / Hélène Bouchaud et Sophie Plattner
- La compagnie Ascorbic / Noémie Fargier
- La compagnie Jetzt / Déborah Banoun
- La compagnie des Marlins / Maryline Klein

… POUR UNE SAISON
L'objectif de ces **résidences de quelques semaines** est d'accompagner un(e) artiste ou une compagnie à l'occasion de la création d'un spectacle. La possibilité de poursuivre notre collaboration par une résidence d'un an renouvelable est envisageable au regard des projets de la compagnie. Chaque artiste ou compagnie propose aussi des programmes d'actions culturelles et associe le public à ses étapes de travail.

En 2016, 6 projets bénéficieront de ce dispositif :

- La compagnie L'autre souffle / Jean-michel Martial – festival Kanoas #2
- La compagnie du moment / Vincent Rouche
- La compagnie idiomécanic / Julie Timmerman
- La compagnie Alyopa / Basile Yawanke
- La compagnie de trop / Diane Regneault
- la compagnie Cassiopée / Claudia Maurin

Entrent également dans cette catégorie de résidence les compagnies avec lesquelles Gare au Théâtre entretient des liens étroits de partenariats, d'échanges et de mutualisation, comme par exemple MEO-Maison d'Europe et d'Orient, l'Amin Théâtre, etc.

… POUR UN TEMPS COURT, SOUPLE OU DE REPÉRAGE
Ces résidences courtes ont des **durées variables**. Elles permettent de découvrir et de mettre à l'essai des **compagnies émergentes** mais également des compagnies qui se trouvent au tout début ou à la toute fin d'un projet.
Gare au Théâtre leur fournit un accompagnement adapté (technique et matériel, conseil en production et diffusion, communication, relations publiques, administration). Gare au Théâtre les conseille par ailleurs dans leur démarche, les met en relation avec des partenaires et sélectionne éventuellement leur spectacle dans le cadre de sa programmation.

LES CONTRACTUALISATIONS DE L'ACCUEIL
Chaque accueil fait l'objet d'une **convention de résidence et/ou d'un contrat de coréalisation** (60% pour la compagnie et 40 % pour le lieu), de coproduction voir de cession. À chaque représentation publique (création, sortie de résidence, diffusion...), le lieu prend en charge l'intégralité des droits d'auteurs ainsi que les repas des intervenants.
De plus, afin de mieux accueillir les artistes en résidence et le public, Gare au Théâtre a poursuivi ses investissements dans du matériel et dans l'agencement des salles en 2014.

Chaque année, un petit comité de pilotage statuera sur le choix des compagnies qui bénéficieront d'une résidence de longue ou moyenne durée, ainsi que sur le choix d'un lieu et/ou d'un collectif situé en région ou à l'étranger.
Ce dernier point correspond à notre volonté d'instituer des échanges au-delà de notre propre région/pays, et, à ce titre, les partenariats naissants entre Gare au Théâtre et les deux autres structures théâtrales de Vitry-sur-Seine (Théâtre Jean Vilar et Studio-Théâtre) et la programmation commune pour 2017 de rencontres laboratoires autour d'artistes du Maghreb et du Moyen-Orient rejoint la réflexion entamée depuis plusieurs années par Mustapha Aouar.

DES AUTEURS EN RÉSIDENCE
Gare au Théâtre met à disposition son lieu et son équipe pour accompagner de manière singulière certains projets d'auteurs.
En 2016, Marie-Pierre Cattino , auteure a bénéficié de ce dispositif et a reçu une subvention de la région Île-de-France et permettra la restitution du spectacle sur la saison 2016/2017.

Par ailleurs, les auteurs invités, comme les compagnies, rencontrent aussi des publics des écoles, lycées et BTS. Des ateliers d'écriture sont programmés.

LES ÉDITIONS DE LA GARE
Créées en 1998, **les Éditions de la Gare offrent la possibilité d'une trace des textes écrits *in situ*** suite à nos différentes actions et rencontres.
Le "Ptit comité de lecture" (constitué de 6 à 8 personnes) se réunit chaque 1er mercredi du mois pour redécouvrir les textes courts écrits *in situ* **depuis 1998 à Gare au Théâtre par plus de 300 auteurs**.
Les 26 auteurs invités à écrire à Gare au Théâtre et publiés par les éditions de la Gare, ces trois dernières années dans le cadre des frictions Urbaines, bocal agité:
Fabien Arca, Isabelle Bournat, Louise Doutreligne, Catherine Gilalcala, Noémie Fargier, Luc Tartar, Thibault de Viviès, Christophe Martin, Philippe Touzet, Élise Chatauret, Joséphine Serre, Christelle Evita, Eve-Marie Bouché, Marie-Pierre Cattino, Fabien Arca, Julien Daillère, Lucas Henaff, Marc Tamet, Nicole Desjardins, Natalie Rafal, Philippe Pommier, Véronique Essaka-de Kerpel. Sakaté Yôji, Jean-Durosier Desrivières, Matéï Visniec et **Alexandra Badéa** (qui, par ailleurs, a reçu la même année le **Grand prix de la littérature dramatique du CNT** pour *Pulvérisés* aux Éditions de l'Arche). Les 8 textes de ces quatre derniers auteurs ont été produits et mis en scène par la Compagnie de la Gare.
Gare au Théâtre a l'intention de développer et de valoriser l'activité de son espace librairie en éditant ces ouvrages **en version numérique.**

PROGRAMME & RENDEZ-VOUS…

…AUTOUR DES ÉCRITURES
- **Nous n'irons pas à Avignon** (18e édition)
- **Bocal agité** (39e édition)
- **Frictions Urbaines** (8e édition)
- **Rencontres des théâtres du réel** (13e édition
- Un **"Moi" au féminin** sur le mois de mars

…EN PARTENARIAT
Tous ces événements sont réalisés en partenariat.
- **Trop fort sur la C**, avec la SNCF, Gares et connections et Choisy-le-Roi, Ivry-sur-Seine, Vitry-sur-Seine et Paris 13, Adiam 94,et plusieurs autres communes du nouveau territoire dit "T12".
- **Histoires à emporter** : une semaine pour valoriser les artistes de théâtre d'ici, professionnels et amateurs, issus de l'intercommunalité.

TERRITOIRES…. SENSIBLES

Gare au Théâtre a développé un volume d'actions culturelles en direction des publics locaux par la mise en place

d'ateliers de pratiques artistiques (théâtre, chant, danse, écriture), de rencontres autour des spectacles présentés dans le lieu et hors les murs, chez nos partenaires (bibliothèques, centres sociaux, lycées, collèges, écoles élémentaires, maisons de quartiers, etc.).

Une logique de Territoire éducatif: nous considérons comme très important le travail mené en direction des scolaires et notamment avec les lycées et les collèges avec pour objectif de :
- permettre aux élèves d'acquérir une culture artistique personnelle ;
- les initier aux différents langages de l'art ;
- diversifier et développer leurs moyens d'expression ;
- contribuer à leur réussite et à leur épanouissement.

Pour 2016, nos programmes se renforcent et sont structurés de la manière suivante :

- **Pratiques artistiques** en ateliers hebdomadaires, produits et organisés par Gare au Théâtre : théâtre, chant, danse, écriture, aboutissant à la réalisation de spectacles.
- **Actions culturelles** proposées par les compagnies en résidence : ouverture, répétition publique, découverte d'étapes de création, master-class, spectacles.
- **Résidences d'artistes** dans le cadre du dispositif avec des écoles, collèges et lycées, une convention est signée avec le lycée Chérioux, le lycée Jean Macé, le lycée Romain Rolland, le collège Rabelais et bientôt avec le collège Romain Rolland.
- **Productions** conduites par Gare au Théâtre avec les écoles, les centres de loisirs, les lycées, les BTS, etc. : atelier d'écriture, mise en scène, atelier d'acteur, etc…
- **Partenariats :** Un nouveau programme numérique autour de la Mémoire, des passeurs d'histoires, réunira l'Éducation Nationale, le Département, le collège Rabelais, une entreprise privée et Gare au Théâtre.

Les institutions pédagogiques trouvent en Gare au Théâtre un interlocuteur pour un programme élaboré spécifiquement pour les enfants et les jeunes de Vitry-sur-Seine, de son agglomération et du Val-de-Marne.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Théâtre Jean Vilar – Studio-Théâtre (Vitry-sur-Seine-94), Théatre El Duende (Ivry-sur-Seine- 94), Confluences, Le Vent se Lève (Paris-75), La Forge (Nanterre-92), La Villa Mais d'Ici (Aubervilliers-93), Le Collectif 12 (Mantes la Jolie-78), Espace 1789 (Saint Ouen-93), Pôle des Arts Nomades (Agglomération du Val d'Orge-91), 6Bis (Vitry-94), Théâtre Studio (Alfortville-94), Théâtre de Rungis (94),....

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
DRAC IdF (Convention, SDAT, Aide à la résidence), Conseil Général du Val de Marne (convention), Agglomération T12 (appel à projet), Ville de Vitry (convention).

Equipe artistique prévue pour le projet :
2016/2017
- 4 à 5 résidences au long cours soutien à la production
- 3 à 5 résidences de saison, soutien à la production
- 6 à 10 résidences courtes ponctuelles.

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Production, Structuration, Création, Monstration selon projet spécifique Gare au Théâtre - Vitry-sur-Seine
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Voir ci-dessous

Equipes artistiques	- La charmante compagnie	6 semaines
	- La compagnie Lez'artmuses	4 semaines
	- La compagnie Ascorbic	4 semaines
	- La compagnie Jetzt	4 à 6 semaines
	- La compagnie des Marlins / Maryline Klein	2 semaines
	- La compagnie L'autre souffle festival Kanoas #2	2 semaines
	- La compagnie du moment	2 semaines
	- La compagnie idiomécanic / Julie Timmerman	2 semaines
	- La compagnie Alyopa / Basile Yawanke	2 semaines
	- La compagnie de trop / Diane Regneault	2 semaines
	- la compagnie Cassiopée / Claudia Maurin	2 semaines
Objectifs & contenus de chaque résidence	Production, Structuration, Création, Monstration selon projet spécifique	
Partenaires financiers de résidence	Gare au Théâtre + Variable	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)
2017/2018
- 3 à 5 résidences au long cours soutien à la production
- 3 à 5 résidences de saison, soutien à la production
- 6 à 10 résidences courtes ponctuelles.

2018/2019
- 3 à 5 résidences au long cours soutien à la production
- 3 à 5 résidences de saison, soutien à la production
- 6 à 10 résidences courtes ponctuelles.

Présentation des éventuels projets hors résidences :
Un partenariat pour une création avec le centre Wallonie – Bruxelles

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
Nécessité impérieuse pour la bonne marche du projet spécifique d'engager du personnel d'accueil (pour le public: billetterie, bar, pour les Cies: action culturelle et relation avec les publics ciblés).
Pour se faire 2 services civiques avec des compétences en Ressources Humaines, vont participer à la réflexion de la réorganisation, de la manière de mobiliser du bénévolat…

L'agent polyvalent de maintenance sera formé à des habilitations électriques afin de seconder le régisseur.

Subvention demandée :
100 000 €
Soit 25 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	Euros HT	RECETTES	Euros HT
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	49080	ETAT	100400
salaires bruts administrateur et chargés de prod (20% au prorata affecté)	13 440	**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) :	80000
salaires bruts chargée de comm et chargée de relations publiques (20% au prorata affecté)	11 000	❒ attribué■en cours	

salaires brut techniciens (20% au prorata affecté)	8 280	**Ministère de la culture / autres directions** SDAT aide à la résidence d'artiste	6000
Charges employeur	16 360	■ attribué / ❒ en cours	
		Maitrise langue francaise	6400
		Autres Ministères ACSE	8000
		❒ attribué / ■ en cours	
		COLLECTIVITES TERRITORIALES	236900
		Région Ile-de-France	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	413270	Région IDF - PAC	100000
salaires bruts administrateur et chargée de prod (80% au prorata affecté)	53 760	Région IDF - autres services (préciser) :	
salaires bruts chargée de comm et chargée de relations publiques (80% au prorata affecté)	44 000	❒ attribué / ❒ en cours	
salaires brut technicien (80% au prorata affecté)	33 120	**Département Val de marne**:	35000
Charges employeur	65 440	❒ attribué / ■ en cours	
outils de communication (programmes, affiches, flyers, distribution….)	30 000		
salaires bruts artistes	23 540		
Charges employeur artistes	11 770	**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes** val de Bièvres/Orly-Rungis/Seine-Amont "T12" :	20000
		❒ attribué / ■ en cours	
Salaires bruts techniciens intermittents	28 000	**Vitry-sur-Seine** (Fonctionnement)	74000
Charges employeur techniciens intermittents	17 640	■ attribué / ❒ en cours	
		Vitry-sur-Seine (Action culturelle Temps Méridien)	7900
Droits d'auteurs	15 000	■ attribué / ❒ en cours	
Locations matériel technique	15 000	**Autres** (préciser) :	
caterings compagnies	8 000	❒ attribué / ❒ en cours	
Transports	2 000		
honoraires attachée de presse	6 000		
		UNION EUROPEENNE	0
partage de recettes	15 000	*Préciser le dispositif :*	
		❒ attribué / ❒ en cours	
parts de loyers et charges au prorata	45 000	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	35000
		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	35000
		Autres (préciser) :	
Autres (préciser) :		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	12000
DEPENSES D'APPROPRIATION	41500	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) :	8000
Salaires bruts artistes	26 000	ARCADI	
Charges employeur	11 000	FONDATION AUCHAN	4000
Achat action culturelle		MECENAT & SPONSOR	39000
fournitures et petits matériels	4 500	*SRIAS*	10000

		EPA-ORSA	25000
AUTRES DEPENSES	53450	CAF	4000
Achats non stockables (eau, énergie) au prorata	5 000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	134000
Entretien, réparation	4 200	Locations de salle	82000
Assurances	5 500	cessions	5000
Frais de télécommunication	2 000	Recettes de coréalisation	25000
Documentation générale	1 150	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	8000
Achat de marchandises	8 000	ATELIERS	14000
Fournitures administratives	2 600	Apports de coproduction (préciser) :	
Loyers et charges	25 000	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
		Résidences (préciser) :	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	557300	TOTAL	557300
Mise à disposition de matériel	7000	Mise à disposition de matériel	7000
Bénévolat	9500	Bénévolat	9500
dons	5000	dons	5000

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La structure est soutenue depuis 2006 au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle. Entrée en convention avec un montant d'aide de 75 000 € pour la première convention (2006-2009), ce montant a été revu à la hausse après l'année d'expérimentation, en 2007, à hauteur de 85 000, puis a été maintenu tout au long de la première et deuxième convention (2009-2013). Lors du renouvellement pour une troisième convention (2013-2016), le montant de la subvention régionale a été revu à la baisse pour s'établir à 75 000 €.

Le projet soutenu dans le cadre de cette convention s'articulait autour d'une réflexion globale sur les écritures du réel, les auteurs contemporains et les mutations urbaines du territoire d'implantation de Gare au théâtre, Seine Amont, la rencontre avec les publics et les habitants, et le partage de l'outil avec des équipes artistiques accueillies en résidence de création (de durée variable) et programmées dans le lieu tout au long de la saison et des temps forts, notamment lors le festival du mois de juillet « Nous n'irons pas à Avignon ».

Au cours de la période de conventionnement, la structure a obtenu une nouvelle aide au titre des emplois tremplin pour un poste de régisseur technique (novembre 2014), des aides au titre de l'animation sociale des quartiers de 10 000 € (en 2013 et 2014), une subvention de 4 000 € pour l'accueil d'une résidence d'écrivain (2015) et un soutien de 7 500 € pour un projet lié aux enjeux des changements climatiques et la COP 21 (2015).

Evolution de l'activité et du rapport au public

Le lieu intermédiaire Gare au théâtre accueille des compagnies en résidence auxquelles il offre des espaces de répétition et de création, des temps de diffusion, parfois pour des séries, et met à leur disposition des moyens humains et techniques, un accompagnement administratif et une mise en relation avec d'autres partenaires si besoin. Au cours de ces trois années, Gare au théâtre a clarifié, amélioré et développé les accueils de compagnies en résidence. Au cours de la période de conventionnement, le nombre d'équipes artistiques en résidence a progressé, de 20 en 2013, il est passé à 22 en 2014 et 24 en 2015.

Trois types de résidences sont proposés aux compagnies, toutefois les contours de chaque résidence sont écrits en fonction des besoins des artistes et en résonnance avec le projet de Gare au théâtre. Certaines compagnies sont ainsi accueillies pour des résidences courtes (pour chercher, débuter un projet ou au contraire le finaliser), elles concernent plutôt des jeunes compagnies émergentes. Entre 2013 et 2015, ce sont ainsi entre 12 et 14 compagnies qui ont bénéficié de cet accueil.

Un deuxième niveau de résidence est proposé, plus long, comprenant notamment la participation à des actions culturelles menées sur le territoire en lien avec des structures partenaires. Quatre compagnies en 2013 et cinq en 2014 et 2015 ont bénéficié de cet accompagnement. Enfin, des compagnies en résidence longue d'un an renouvelable, et qui se déroulent sur plusieurs saisons sont également accueillies dans le cadre d'un

accompagnement au long cours en fidélité.
Le nombre de spectacles, le nombre de créations, comme le nombre de représentations ont augmenté, atteignant des niveaux soutenus, en 2015, cela correspond à 69 spectacles, 28 créations pour 222 représentations.
Cet accroissement de l'activité de création et de diffusion se traduit également par une progression de la fréquentation publique (+ 38%), qui passe de 4 500 en 2013 à 6 200 spectateurs en 2015 (retrouvant le niveau de 2012).
Lieu majoritairement dédié au travail de création, outre les présentations des créations des compagnies, des présentations d'étapes de travail, la saison de Gare au théâtre est rythmée de festivals, de temps forts et de rencontres, qui sont autant de marqueurs du projet artistique de Gare au théâtre : mutations et transformations des territoires, écritures du réel, implication locale…
Ainsi en juillet 2016, Gare au théâtre organisera la 18 édition du Festival « Nous n'irons pas à Avignon » qui présentera pendant trois semaines au mois de juillet des spectacles des compagnies en résidence mais également des spectacles de compagnies programmées uniquement pour le festival. En 2016, en particulier, Gare au théâtre amplifiera l'évènement en invitant des artistes et des acteurs culturels impliqués dans les réflexions actuels autour du Grand Paris, et des associations locales à « occuper » la cour extérieure du lieu. 2016 a été l'année de la 6ème édition du festival de fanfares et chorales itinérantes « Temps fort sur la C » qui propose des concerts dans les trains et devant les gares. Pour la 10ème année consécutive, les « Rencontres des Théâtres du Réel » ont permis la présentation de créations issues de récits du vécu et de témoignages.
Le temps fort « Frictions urbaines » sur les enjeux de la ville et des transformations des territoires irrigue désormais toute la saison, comme un fil rouge, de différents rendez-vous, notamment hors les murs comme les « Ballades en Ardoinais », qui proposent depuis février 2016, une fois par mois, une promenade au cœur du quartier des Ardoines, « mise en scène » par une compagnie différente à chaque fois.
Gare au théâtre a multiplié les interventions artistiques et les projets menés avec les habitants, amateurs, enfants, centres de loisirs, lycéens, associations locales, missions locales d'insertion… Cette montée en charge se traduit par un fort accroissement du volume horaire des interventions qui a presque doublé depuis 2013, passant de 682 heures en 2013 à 1290 heures en 2015.
Les Ateliers de la gare, atelier de pratique théâtrales hebdomadaires pour enfants, adolescents et adultes, les ateliers de sensibilisation et de pratique avec les enfants en centre de loisirs, rencontres avec les artistes… se sont poursuivis. Des projets ont été initiés, notamment autour de l'éducation alimentaire avec des élèves de primaires, des ateliers d'initiation à l'architecture pour de jeunes enfants (3-6 ans) ou encore des projets avec des lycéens.
Entre 2013 et 2015, Gare au théâtre a accru ses relations avec les lycéens et a mis en place différents projets : des ateliers d'apprentissage de la langue française par la pratique théâtrale menés par une jeune metteuse en scène (compagnie Athena Théâtre) avec une classe allophone du lycée Romain Rolland d'Ivry-Sur-Seine, accueil et exposition du travail des lycéens du lycée Adolphe Cherioux de Vitry-sur-Seine, atelier de pratique pour la préparation au BAFA au lycée Jean Macé de Vitry-sur-Seine, une résidence d'artiste d'une compagnie (La charmante compagnie) au lycée avec des classes de chaudronnerie et arts appliqués.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Implanté à Vitry-sur-Seine, Gare au Théâtre a renforcé son ancrage et développé ses partenariats avec les structures culturelles du territoire avec lesquels des projets se mettent ou vont se mettre en place ; notamment avec le Théâtre Jean Vilar de Vitry, le Studio théâtre de Vitry, le théâtre El Duende d'Ivry, le Théâtre Aleph d'Ivry, le Théâtre des Quartiers d'Ivry (futur Centre dramatique national du Val-de-Marne), la Maison du conte de Chevilly-Larue ou encore Petit Bain à Paris.
Impliqué dans la réflexion autour des mutations urbaines du territoire de Seine-Amont et plus largement du Grand Paris, Gare au Théâtre, par son directeur artistique participe à différents projets, réseaux et débats, et dès lors présente un rayonnement spécifique à cet égard.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget annuel moyen de Gare au Théâtre s'établit entre 2013 et 2015 à un peu plus de 520 000 €, et il présente sur la période une relative stabilité. Il est financé en 2013 comme en 2015, à 30 % par les recettes propres générées par les activités du lieu et par les subventions d'exploitation dont la part varie sur la période 2013-2015 entre 62 % et 73 % du budget.
Les recettes propres du lieu ont été maintenues à un niveau identique tout au long de la période de conventionnement, autour de 130 000 € annuellement. Quant aux subventions publiques, elles affichent une hausse globale, malgré la diminution du montant de la subvention de la DRAC appliquée lors du renouvellement de la convention triennale en 2015 (elle passe de 97 500 € à 80 000 €).
Gare au Théâtre est soutenu, à travers des conventions pérennes, par la DRAC (80 000 € en fonctionnement), la Ville de Vitry-sur-Seine (71 000 € en fonctionnement), le Département du Val-de-Marne (35 000 € en fonctionnement) et la Région Ile-de-France (75 000 € au titre de la permanence artistique et culturelle). Il réussit, par ailleurs, à obtenir chaque année des aides aux projets complémentaires, de la part d'autres partenaires (collectivités,

Etat, sociétés civiles, organismes…).
La Région est le premier partenaire financier du lieu (bien qu'ayant assorti d'une baisse de 10 000 € le précédent renouvellement de convention de permanence artistique et culturelle), si on cumule l'aide à la permanence artistique et culturelle, l'aide emploi-tremplin, et les aides ponctuelles obtenues par le lieu selon les années, au titre de la politique de la ville (animation sociale des quartiers), des résidences d'écrivain ou de la COP 21.

Concernant l'emploi, l'équipe permanente du lieu s'est renouvelée et restructurée, et compte en 2016, 7 personnes, ce qui représente, certains étant à mi-temps, 5,4 équivalents temps plein. Au cours de la période de conventionnement, Gare au Théâtre a pérennisé en CDI les deux postes emploi-tremplin chargé de communication et chargée des relations publiques, dont il bénéficiait depuis 2007 et 2008 et dont les aides étaient arrivées à leur terme. Un administrateur a également été recruté en CDI et le directeur artistique est passé du statut d'intermittent à permanent en CDI à mi-temps en juillet 2014. Au plan technique, un régisseur a pu rejoindre l'équipe au 1er mai 2015 en CDI grâce à l'obtention d'une nouvelle aide emploi-tremplin ainsi qu'un agent polyvalent de maintenance et d'entretien des lieux recruté en contrat d'avenir.
La masse salariale totale de Gare au Théâtre présente une hausse (+57 805 € soit + 26 %), ce qui s'explique par l'augmentation de la masse salariale au régime général, le passage du directeur artistique en CDI comme l'embauche des techniciens. Le corolaire étant une baisse de la masse salariale intermittente des artistes et techniciens.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement, Gare au Théâtre va poursuivre la mise en œuvre de son projet de lieu de création et d'expérimentation ancré sur un territoire en mutation et axé sur les écritures « d'aujourd'hui ». Les résidences vont se poursuivre selon les mêmes modalités d'accueil. En 2016, 6 compagnies seront accueillies pour des résidences d'un an renouvelable, sept autres compagnies bénéficieront d'un accueil d'une durée de plusieurs semaines sur la saison et enfin les résidences courtes seront également proposées notamment à des jeunes compagnies. Gare au théâtre propose également de développer les actions culturelles (ateliers hebdomadaires, actions menées par les équipes en résidences, projets avec les lycéens et autres établissements scolaires…).

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient Gare au Théâtre en 2016 à hauteur de 75 000 € sur une base subventionnable de 233 450 €

(la base subventionnable correspond aux dépenses de création/diffusion (à l'exception des postes permanents) et aux dépenses d'appropriation du budget prévisionnel proposé, déduction faite entre le montant de l'aide régionale demandé et l'aide proposée)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région ne soutient par directement l'emploi structurant au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 75 000 € pour le projet proposé par Gare au Théâtre et en particulier l'accueil d'équipes artistiques en résidence, le soutien à la création et les actions menées avec les publics.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond aux dépenses de création/diffusion (à l'exception des postes

permanents) et aux dépenses d'appropriation du budget prévisionnel proposé, déduction faite entre le montant de l'aide régionale demandé et l'aide proposée

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	52 500,00 €
2017	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	10 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	4 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
	Montant total	256 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003640

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE LA ROUSSE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	96 250,00 €	20,78 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA ROUSSE
Adresse administrative : 11 RUE DES HAIES
75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame VERONIQUE PIOLINE, Présidente

Date de publication au JO : 6 août 2013

N° SIRET : 47924422000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459).

I- Présentation du bénéficiaire

Compagnie de théâtre jeune public travaillant sur des textes d'auteurs contemporains, la compagnie La Rousse dirigée par la metteure en scène Nathalie Bensard crée des spectacles depuis 2004 : « Sacré Silence » et « Dans ma maison de papier j'ai des poèmes sur le feu » de Philippe Dorin, puis la « Princesse au petit poids » et « Sur les pas d'Ilmeda ». La dernière création (novembre 2014) s'intitule « Virginia Wolf » et explore les liens intimes entre Virginia Woolf et sa sœur lorsqu'elles étaient enfants. La compagnie diffuse ses spectacles dans les scènes nationales (Sénart, Dieppe), les scènes conventionnées et les théâtres de ville.

Entre mars 2012 et janvier 2015, c'est à Pontault-Combault (Seine-et-Marne) que la compagnie La Rousse s'est implantée pour 3 ans dans le cadre d'une résidence Ville/Etat/Département.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

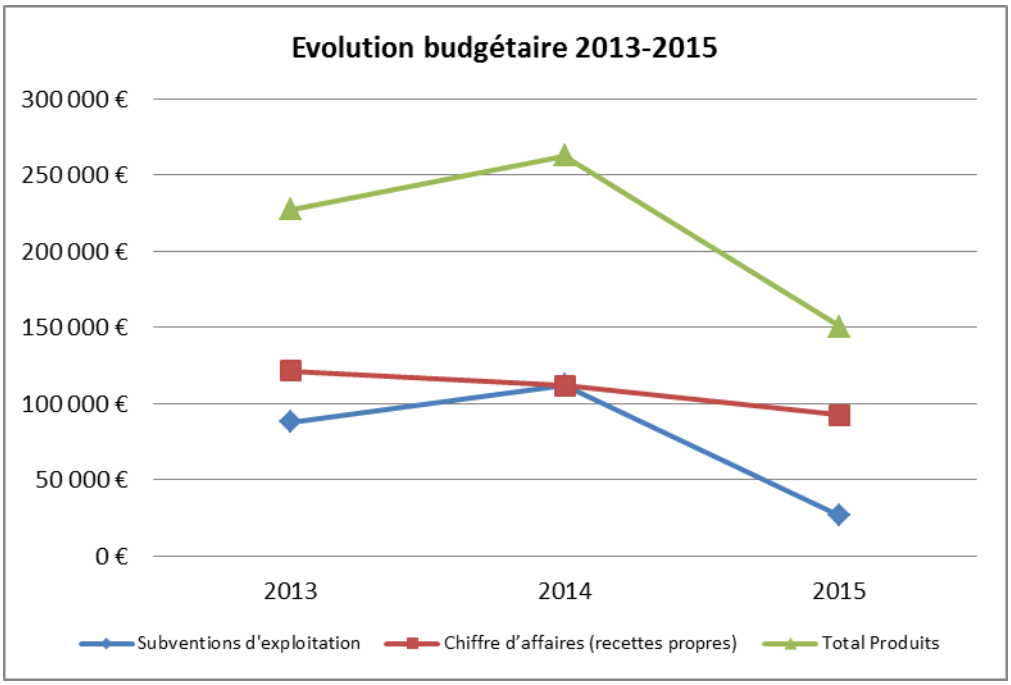
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Ministère de la culture - résidence d'implantation et aide au projet	23 000	*26%*	45 000	0	*0%*
Conseil départemental 77	23 160	*26%*	30 660	0	*0%*
Ville Pontalt-Combault (77) et Communauté d'agglo Brie francilienne	22 000	*25%*	22 000	10 000	*28%*
Autres - Arcadi	0	*0%*	7 500	5 600	*16%*
Région - PAC	20 000	*23%*	20 000	20 000	*56%*
SOUS-TOTAL REGION	20 000	23%	20 000	20 000	56%
TOTAL SUBVENTIONS	**88 160**	**100%**	**125 160**	**35 600**	100%

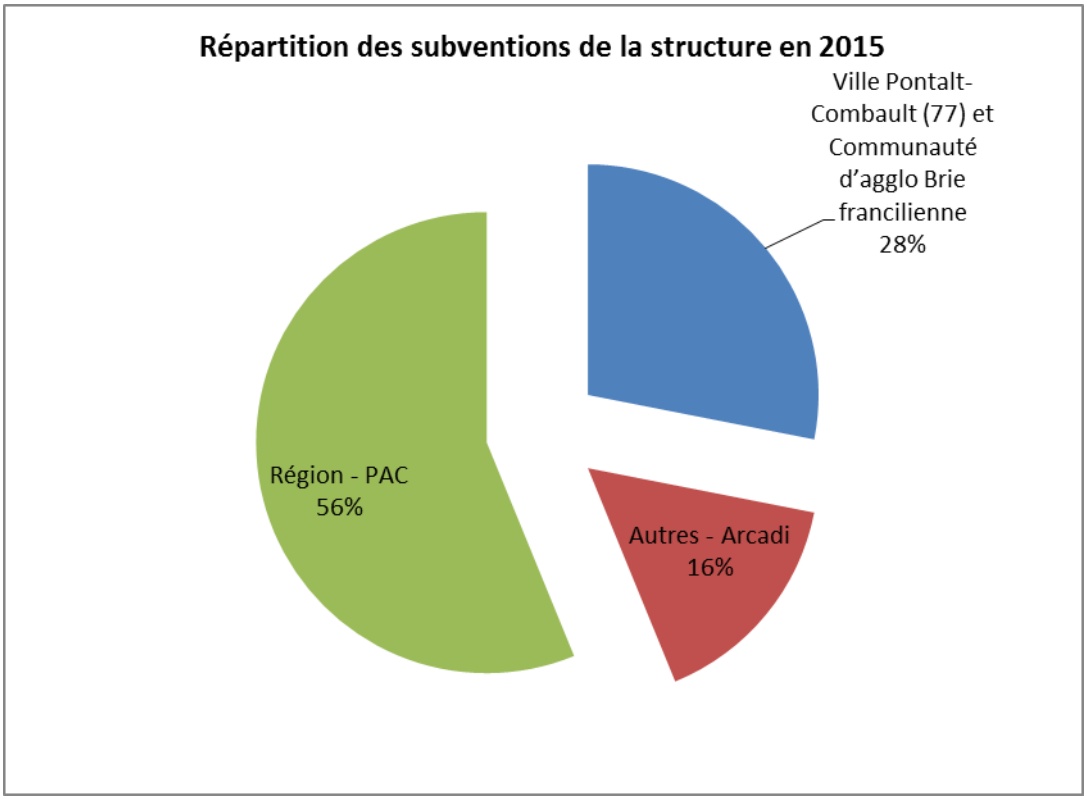
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	88 160	*39%*	112 399	*26 498*	*18%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	121 483	*53%*	111 862	*92 530*	*61%*
Total produits	227 557	100%	262 583	*150 489*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	107 970	127 638	76 325

Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	4 623	5 114	3 264

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	1	
Nombre de spectacles diffusés au total	3	3	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	58	60	47
Nombre de lieux concernés par les tournées	20 lieux	16 lieux	15 lieux
Nombre de spectateurs	10174	8675	6802
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	1 résidence d'implantation à Pontault-Combault 3 ans (ville, CG 77 et Drac)	1 résidence d'implantation à Pontault-Combault 3 ans (ville, CG 77 et Drac)	Fin de résidence d'implantation à Pontault-Combault 3 ans (ville, CG 77 et Drac) (janvier et février 15)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	20h stage + 10 h atelier	40h stage + 10h atelier + 35h immersion de la cie au lycée C. Claudel.	
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	100h	130,30 h	27 h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	5	4	4
Nombre de bénéficiaires	277	440	100

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

La compagnie La Rousse, reconnue depuis une dizaine d'année dans la création Jeune Public, poursuit ses collaborations issues de la résidence d'implantation à Pontault-Combault. Les propositions se feront avec le lycée Camille Claudel, le Centre Social et les personnes âgées sur des échanges artistiques, des ateliers autour du spectacle "Midi la Nuit" écrit et mis en scène par Nathalie Bensard en résidence aux Passerelles de Pontault-Combault (77).

La compagnie par ces ateliers d'écritures et de pratiques théâtrales a créé des ponts entre les générations, et grâce à cette continuité prolonge sa volonté d'élargir les publics et de décloisonner les catégories d'âges. La compagnie aimerait s'adresser à tous mais aussi faire un focus sur les lycéens qui sont " un public à conquérir ".
La nature même des choix artistiques qui privilégie les textes contemporains dont le thème commun est la transformation, la mutation, le pouvoir de l'imagination pour surmonter les épreuves de la vie donne une dynamique et un sens pour ce public exigeant et curieux que sont les lycéens.
La compagnie poursuivra également les créations destinées au jeune public avec une nouvelle pièce « Mick & Addie » de Tob Evans, qui raconte le quotidien et les aventures de deux enfants qui vivent en périphérie d'une grande ville et dont la vie ressemble à celle de la plupart des enfants d' Ile-de-France.
La participation de la directrice artistique de la compagnie au comité de pilotage de "la journée du 1er Juin " : Journée nationale des écritures contemporaines pour la Jeunesse ouvre également des perspectives d'actions autour des auteurs.
Nathalie Bensard aimerait participer à la création d'un festival pour favoriser les échanges entre artistes, auteurs, enseignants, élèves et enfants de tous âges. En tant qu'auteure et directrice d'une compagnie intéressée par la jeunesse et la création, la possibilité de partager une expérience artistique exigeante dans un établissement scolaire, de la primaire au lycée, serait une proposition qui pourrait créer une synergie pour les autres projets.

Projet pour les 3 années :
La compagnie la Rousse est nouvellement conventionnée par la DRAC IDF, (2016 à 2018). Elle va poursuivre et développer ses activités de création, de diffusion, d'actions artistiques en direction des enfants, des adolescents et du tout public.
La compagnie la Rousse réfléchit au développement des projets autour de l'écriture de N. Bensard (recherche de résidence d'écriture en France et à l'International), développement des projets d'actions artistiques sur la thématique de l'écriture avec les collégiens et lycéens, mais aussi développement des ateliers d'écriture avec les personnes âgées par une comédienne de la compagnie (C. Morlot), pour approfondir le travail déjà commencé d'ateliers intergénérationnels (personnes âgées et enfants ou adolescents).

Année 2016 :
Suite à la collaboration avec la ville de Pontault-Combault, l'équipe des Passerelles de Pontault- Combault et Tiphaine Giry ont proposé à la compagnie d'accueillir sa prochaine création **« Midi la nuit »** pour une résidence de création plateau menée sur deux périodes (avril et novembre 2016) et une résidence d'actions artistiques proposée aux lycéens du lycée Camille Claudel de Pontault-Combault et au tout public sur la période allant **d'avril 2016 à juillet 2017 :**
- Les actions proposées dans différents lieux de la ville et avec différents publics de Pontault-Combault pendant la résidence /
- Un atelier d'écriture avec des personnes âgées, autour d'une thématique issue du texte, « Midi la nuit ».
- Une visite du Théâtre des Passerelles avec une rencontre avec la compagnie pendant la résidence sur une des deux périodes (avril ou novembre 2016).
- Des ateliers de lectures à voix haute en direction de plusieurs publics seront proposés par Catherine Vuillez (comédienne).
- Avant la représentation de novembre, des rencontres seront organisées avec N. Bensard sur l'écriture et la mise en scène du spectacle.
- Une visite des Passerelles avec la classe de seconde qui fera le parcours avec la compagnie la Rousse et une rencontre / échanges avec Nathalie au lycée de Pontault-Combault.
-Des interventions : au lycée et aux Passerelles avec 3 encadrants de la compagnie : Nathalie Bensard, Catherine Vuillez (comédienne) + 1 chorégraphe ou 1 musicien, ce travail pourra être suivi d'une restitution publique du travail des lycéens en compagnie de la comédienne.
- Proposition d'un travail corporel à l'enseignante théâtre du Conservatoire de Pontault-Combault avec les classes enfants-ados-adultes autour de la thématique « DUO et ne faire QU'UN ».

La résidence de plateau aux Passerelles permettra de répéter et de finaliser le travail par la création du **15 novembre 2016**. La Brie francilienne coproduit la création « Midi la nuit ». L'équipe sera également accueillie en résidence au TPV (75), du 14 au 18 mars 2016, et à la Chartreuse de Villeneuve lès Avignon, du 4 au 14 octobre 2016.
Tiphaine Giry proposera le projet « Midi la nuit » au réseau « Scènes 77 » dans le cadre des plateaux. Cette possibilité peut permettre à la compagnie de tisser de nouveaux liens avec des partenaires du département 77 pour une diffusion sur la saison suivante.

Nathalie Bensard, participe aux réunions et à la construction de « la Belle saison » jeune public de 2014 à 2016 – elle fait partie du comité de pilotage du 1er Juin, *Journée nationale des écritures contemporaines jeunesse*, au sein

de l'association Scènes d'enfance et d'ailleurs. Dans ce cadre, la compagnie La Rousse, présentera des lectures d'auteurs contemporains au Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine

Année 2017 :
La compagnie créera un nouveau spectacle Jeune Public, **Mick & Addie** de Rob Evans, traduit par Séverine Magois (*L'arche éditeur)* et mis en scène par Nathalie Bensard. Autour de ce projet sont prévues des actions artistiques en direction des enfants à partir de 8 ans, sur le texte, les images, la vidéo, le cinéma : *atelier d'écriture autour d'une histoire personnelle ou des secrets de famille/ avec les habitants - fabrication d'un story-board / avec les enfants à partir de 8 ans- lecture à voix haute du texte / avec les enfants et adultes- travail sur l'urbanisme et le théâtre / photographier des maisons des enfants et faire un travail de projection.*

Le spectacle **Virginia Wolf,** poursuivra sa tournée en IDF et sur le territoire national, Nathalie Bensard a également créé une proposition légère de V. Wolf, *suite au plan vigipirate*, pour aller vers les enfants, puisqu'ils ne pouvaient se déplacer dans les salles. C'est une petite forme pour les écoles reculées géographiquement (projet en cours avec l'Ile de la Réunion).

Le spectacle **1 œil jeté par la fenêtre,** pourrait être programmé à l'Institut Français de Beyrouth dans le cadre du mois de la francophonie en mars, avec des actions artistiques menées par les 3 comédiens, sur le corps, le texte et l'écriture.
Dans le cadre de **la Belle saison,** projet de l'accueil d'une journée sur les écritures contemporaines Jeunesse au Théâtre Paris Villette, en collaboration avec l'auteur P. Dorin.**/ Festival des écritures contemporaines jeunesse.**

Année 2018 :
Tournée du spectacle V Wolf, dernière saison + actions artistiques
Tournée du spectacle « Midi la nuit » + actions artistiques
Tournée du spectacle « Mick & Addie » + actions artistiques
Préparation d'une création pour 2019, **Laslo** d'après l'album jeunesse « Le noir » Lemony Snicket et Jon klasse.
« Comment faire découvri le théâtre aux petits ? Quel est ce drôle d'endroit où des gens s'assoient devant d'autres personnes costumés et qui parlent fort ? Pourquoi le noir est-il une condition pour que le théâtre puisse naitre. Le théâtre nait du noir et quand on est petit la peur nait du noir.
C'est le sujet de cette proposition artistique, adapter le livre – le Noir au Théâtre.
Le noir et la peur sont les deux personnages principaux de cette histoire. Le noir se glisse dans les recoins de la maison et surtout à la cave. C'est dans cet endroit mystérieux que l'obscurité habite. » N. Bensard
- 2017 /2018 - montage de production : recherche de coproductions- préachats, lieu pour la création.

Pour Nathalie Bensard, metteur en scène, il est important de travailler sur la continuité d'un travail d'écriture commencé avec le texte « A vue de nez » en 2011, « Même pas » en 2013, « Midi la nuit » en 2014 et « le plus beau cadeau du monde » en 2016 - (recherche de résidences d'écriture en France et au Québec et envoi de ses textes aux comités de lecture).
Présentation de son dernier texte à Beaumarchais et au CNT (2016).

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet noms, villes,départements de chaque équipement
Pour le projet Midi la nuit, 2016
Théâtre Paris Villette (75), accueil d'une semaine de résidence du 14 au 18 mars 2016, accueil en résidence de création du 18 au 23 avril 2016 aux Passerelles de Pontault-Combault (77), puis du 2 au 15 novembre 2016. Accueil de 10 jours à la Chatreuse de Villeneuve Lès Avignon.

Pour la création ; Mick & Addie, la compagnie sera accueillie à Franconville (Espace saint Exupéry), mais nous sommes encore à la recherche d'une résidence de création en province ou / et en IDF, pour le temps de répétition, de création lumières et vidéo. Nous ferons une demande de plateaux solidaires à Arcadi.
Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) - Préciser les modalités de leur soutien :
Midi le nuit et Mick & Addie
Drac Ile de France, convention pour 3 années 2016, 2017, 2018
Brie Francilienne, pour 2016, coproduction de la création : **Midi la nuit**
La chartreuse lès Avignon, accueil de 10 jours en résidence octobre 2016 pour **Midi la nuit**
Ville de Pontault-Combault ; Accueil en résidence plateau création **Midi la nuit** – année 2016
Théâtre Paris Villette, accueil en résidence de **Midi la nuit** (1 semaine) – année 2016

la Coloc de Cournon d'Auvergne, accueil en résidence de 1 ou 2 semaines pour le projet **Mick & Addie** et en attente de réponse pour une coproduction.

Equipe artistique prévue pour le projet :
Nathalie Bensard, auteur et metteur en scène, Catherine Vuillez et Sébastien Ehlinger (Midi **la nuit)** ,
2 comédiens (création 2017 – **Mick & Addie)**
2 comédiennes (tournée de **Virginia Wolf),** avec un changement de comédienne pour le rôle de Virginia.

RESIDENCES PREVUES

Joindre en annexe les conventions de résidence le cas échéant.

	1ère année 2016 / 2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	résidence de recherche au **TPV la Chartreuse les Avignon,** résidence de recherche + technique **les Passerelles** / Pontault-Combault – résidence plateau	Résidence de création à Cournon d'Auvergne (création Mick & Addie 2017) accordé Résidence aux Studios de Virécourt (attente) Résidence au TPV (attente)
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	**TPV** – 5 jours (14 au 18/03/16) **les Passerelles** / Pontault-Combault du 18 au 23/04/16 et du 2 au 15/11/16 **la Chartreuse les Avignon**, du 4 au 14 /10/16	Cournon (décembre16 ou janvier 17) TPV ou studios de Virécourt : septembre ou décembre 2016 ou janvier 2017.
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Le TPV (Paris) la Chartreuse (84), les Passerelles de Pontault-Combault (77)	Ville de Cournon d'Auvergne (63), TPV (75) et studios de Virécourt (86).
Objectifs & contenus de chaque résidence	Résidence de recherche plateau + technique + création lumière et création artistique.	Résidence de recherche technique vidéo et lumières et création plateau.
Partenaires financiers de résidence	La Brie francilienne - coproduction, Ville de Pontault-Combault (accueil plateau logistique) la Chartreuse (accueil / hébergements, transports et mise à disposition d'une salle de répétition + technique)	Recherche de partenariat (préachats de lieux de diffusion) , Arcadi, Adami, Dicream, ...

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les lieux et territoires géographiques concernés, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.
A partir de **2017 /2018 ;** La cie sera à la recherche d'une résidence d'écriture pour Nathalie Bensard et /ou d'une résidence d'implantation longue sur le territoire francilien.
La cie sera également à la recherche de résidence de création pour la prochaine création JP en 2019, cette recherche étant adressée plus spécialement à nos partenaires fidèles, dans une envie d'accompagnement du travail de la cie.

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes / musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…) Indiquer précisément les projets de création dans les 12 prochains mois ainsi que les grandes lignes des projets prévus les années suivantes
Création de Midi la nuit de et par Nathalie Bensard, en novembre 2016, projet Tout public, avec Catherine Vuillez et Sébastien Ehlinger, scénographie et lumières, A.Argod, costumes : E. Martin.
Dans une ville prise au piège de la guerre, une jeune fille dans une cave tente de se maintenir en vie et de continuer à rêver. Ce texte est inspiré d'un reportage diffusé il y a 20 ans sur Arte, réalisé par la télévision de Sarajevo pendant la guerre : « Suzanna dans la cave ».

« Après avoir écrit différentes pièces de théâtre, je me suis autorisée à entrer dans la tête de ce personnage, à me glisser dans les creux, dans les espaces qu'offrait cette parole. J'y ai ouvert les portes d'un monde intérieur, j'y ai puisé la force de l'imaginaire que chacun de nous peut avoir dans des situations critiques.Je me suis glissée dans les détails et j'ai tenté de les faire grandir, l'empathie a fait place à la fiction et au fil de mes intrusions dans sa parole, j'y ai bâti la mienne, plus universelle, plus personnelle. Les mots sont là pour remplacer le manque, pour éclairer l'obscurité, pour résister à l'anéantissement. Un personnage en lumière un autre dans l'ombre. Le pouvoir de l'imagination la fait survivre à l'horreur. Grâce à son partenaire invisible, Suzanna pourra flotter, s'envoler, disparaître et être en apesanteur » N. Bensard

création de Mick & Addie en janvier 2017, texte de Rob Evans, traduction, Séverine Magois, mise en scène de N. Bensard , distribution en cours

« L'idée et l'envie de faire dans ce spectacle un tournage de film en direct a été insufflé par la nature et la structure du récit. Son rythme, son découpage et le suspens du scénario, m'ont plongé dans l'univers du cinéma. Dans l'écriture même du texte, apparaissent des plans, des plans Cut et des ellipses qui se succèdent, rythment et se répètent. Nous inventerons les images et créerons le tournage du film à partir des éléments qui se trouvent dans le théâtre, comme de transformer un nuage de poussière qui brille dans un projecteur en voie lactée sur l'écran ».

Ici comme dans **« A vue de Nez »**, les enfants peuvent regarder autant les comédiens et les techniciens sur le plateau que l'image qu'ils produisent. Cet aller-retour entre la fabrication et le résultat leur laisse le choix de jouer avec l'image et de passer de l'une à l'autre.

Ici, ce sont les personnages qui sont les réalisateurs, leurs regards et leurs choix de cadrage nous renseignent sur leur personnalité. La caméra est un confident, un miroir, de leurs deux solitudes.

Création JP en 2019 / **Laslo** d'après l'album jeunesse « Le noir » Lemony Snicket et Jon klasse.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes/musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…**)**

Virginia Wolf de Kyo Maclear et Isabelle Arsenault, mise en scène de Nathalie Bensard avec Marie Craipeau et Ina Mihalache. Librement inspiré de la relation qu'entretenait l'écrivaine Virginia Woolf avec sa sœur, la peintre Vanessa Bell.

Saison 15/16 : 64 représentations

Saison 16/17 : 42 représentations.

Midi la nuit de et par Nathalie Bensard avec Catherine Vuillez, Sébastien Ehlinger, scénographie et lumières : Anne Argod.

Mick & Addie de Rob Evans, traduit par Séverine Magois, mise en scène de N. Bensard, distribution en cours (comédiens et équipe technique)

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

Virginia Wolf - diffusion 2016 /2017 42 représentations (Champigny sur Marne, Savigny le temple, Scène nationale de Macon, Scène nationale de Dieppe, Service Culturel de Pont-Audemer, Lésigny, La Coupe d'Or à Rochefort, Nanterre...)

Midi la nuit, - diffusion 2016 /2017, les Passerelles de Pontault-Combault (77), le Théâtre Berthelot de Montreuil (93), en attente, Vire, Le mans (saison suivante).

Mick & Addie – diffusion à la Mac de Créteil, à Franconville, à Vannes, au festival Puy de Mômes de Cournon, saison suivante : au TNT de Toulouse.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi [Préciser le cas échéant les perspectives de création ou d'évolution de l'emploi et les détails : régime, postes concernés, évolution du volume horaire, de la masse salariale correspondante…etc.]

- Développement du poste communication, mission ponctuelle, mais que nous solliciterons plus à partir de 2016 (mise à jour régulière : du site, facebook, twitter, newsletter ..) + plaquette de saison et dossiers artistiques.
- Dans la cadre de « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », la compagnie prendra un/une stagiaire pour une durée de 3 mois dans l'accompagnement à la mise en scène et à la logistique sur les deux créations de novembre 2016 et janvier 2017.
- Si nous retrouvons une résidence d'implantation, nous embaucherons à nouveau une coordinatrice, pour faire le lien avec les équipes et être sur le terrain.

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	19 833	ETAT	15 000
Préciser le détail des postes par fonction (administratrice : 6750€ chargée de diffusion : 4000€ communication : 1270 €)		**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) : quôte part du conventionnement (attribué)	15 000
Salaires brut	12 020	COLLECTIVITES TERRITORIALES	39 000
Charges employeur	7 813	**Région Ile-de-France**	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	51 407	Région IDF - PAC	20 000
Salaires bruts artistes (comédiens : 9654 € et metteur en scène : 9800€)	19 454	**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes** : la Brie francilienne (attribué)	10 000
Charges employeur artistes	10 914	**Commune 2** : ville de Paris (en cours)	9 000
Salaires brut techniciens (régisseurs, costumière, vidéaste, son et lumières)	8 560	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	2 000
Charges employeur techniciens	5 564	Autres : Arcadi – aide à la diffusion	2 000
Droits d'auteur	3 000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	40 250
Locations (préciser): salle de répétition	780	Recettes de coréalisation	2 200
Défraiements	535	Prestations de service (préciser) : Action culturelle	10 800
Autres (préciser) : prestation technique	2 600	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	27 250
DEPENSES D'APPROPRIATION	8 910		
Préciser le nombre d'heures : ***120h***			
Salaires bruts	5 400		
Charges employeur	3 510		
AUTRES DEPENSES	16 100		
compta	4 000		
location de bureau et local de stockage	5 600		
communication	1 000		
gestion administrative (téléphone, poste, fournitures)	1 000		
achats pour la création / décor, accessoires et costumes	4 500		
TOTAL	**96 250**	**TOTAL**	**96 250**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagnie La Rousse est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle à hauteur de 20 000€. Le projet portait sur la résidence de la compagnie aux Passerelles de Pontault-Combault (77).

Evolution de l'activité et du rapport au public
La compagnie a créé deux spectacles lors de cette première convention dans le cadre de sa résidence d'implantation DRAC-Département-Ville, à Pontault-Combault (2012-2015). Elle a créé « Un œil jeté par la fenêtre » de l'auteur jeune public Philippe Dorin mis en scène par Nathalie Bensard associant comédiens professionnels et amateurs. Ce projet intergénérationnel a été créé en 2013 après avoir impliqués dans le cadre d'ateliers des jeunes et des personnes âgées issus du conservatoire, du foyer Georges Brassens et du Centre social et culturel. Le spectacle a été diffusé pour six représentations en Seine-et-Marne. Dans le cadre de la résidence, un travail de 85 heures a été mené avec une classe de seconde du Lycée Camille Claudel de Pontault-Combault sur un projet d'écriture. Le spectacle « Virginia Wolf », mis en scène par Nathalie Bensard, a été créé quant à lui en 2014, d'après l'album illustré pour enfant du même nom de l'auteur anglaise Kyo Maclear et de l'illustratrice Isabelle Arsenault. Le spectacle a bénéficié du soutien d'Arcadi et d'une tournée conséquente, notamment en Ile-de-France. Pour sa première exploitation, le spectacle compte 42 représentations pour la saison 2014/2015, et 64 représentations pour

la saison 2015/2016. « Virginia Wolf » a été présenté en série au Théâtre Paris Villette dans le cadre du « Parcours d'enfance » du Théâtre de la Ville. De nombreuses actions artistiques ont été menées autour de ce spectacle (24 heures à Lésigny, 28 heures au TPV, 10 heures à Chevilly Larue…) : ateliers d'écriture avec des personnes âgées, ateliers arts plastiques avec des scolaires…

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie La Rousse est implantée en Seine-et-Marne à Pontault-Combault et diffuse ses spectacles en Ile-de-France (« Virginia Wolf » a été présenté au groupe des 20 ainsi qu'au Réseau Scènes 77 à Collégien) et plus largement dans le réseau Jeune public dans lequel Nathalie Bensard est référencée pour monter des textes d'auteurs contemporains ainsi que pour son propre travail d'auteur avec le texte « A vue de nez » qui a été lauréat du Centre national du théâtre. La directrice artistique de la compagnie est membre du Comité de pilotage de « Scène(s) d'enfance et d'ailleurs ». Cette reconnaissance du secteur professionnel dans le domaine de l'écriture contemporaine et de la mise en scène jeune public a valu à la compagnie La Rousse d'être conventionnée par la DRAC Ile-de-France en 2016.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget augmente entre 2013 et 2014, atteignant 262 600€, et diminue jusqu'à 150 000€ en 2015 du fait de la fin des aides à la résidence d'implantation de Pontault-Combault. Cette évolution s'explique donc par la baisse des subventions publiques puisqu'en 2014 la Ministère de la Culture accompagnait la compagnie pour 45 000 euros soit 36% et le Conseil départemental de Seine-et-Marne pour 30 660€ soit 24% alors qu'en 2015, ces aides ont pris fin. Toutefois, le budget devrait augmenter à partir de 2016 puisque la compagnie a obtenu un conventionnement DRAC pour la période 2016-2018 et a largement diffusé un spectacle jeune public. Une coordinatrice de résidence a été recrutée en CAE-CUI à l'occasion de la résidence d'implantation à Pontault-Combault de 2012 à 2015. Une fois la résidence terminée, la coordinatrice a diversifié ses missions vers la diffusion et la recherche d'appel à projet. Les autres postes au sein de la compagnie sont occupés par des intermittents.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet de la Compagnie La rousse s'inscrit dans la continuité, consolidé en termes de moyens par le conventionnement DRAC pour la période 2016-2018. La compagnie propose de poursuivre son partenariat avec Les Passerelles à Pontault-Combault pour deux périodes de résidences de recherche et de création et de la diffusion, la Communauté d'agglomération de la Brie francilienne demeurant un partenaire de coproduction et de diffusion de la compagnie pour la prochaine création même si le projet ne s'inscrit plus dans le dispositif départemental des résidences d'implantation. Le spectacle « Mick & Addie » de Rob Evans sera créé en 2017 et « Laslo » en 2018. Le spectacle « Virginia Wolf » poursuivra sa tournée en Ile-de-France en 2017.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie La Rousse en 2016 à hauteur de 20 000 €
sur une base subventionnable de 96 250 €

Emploi La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation de la compagnie La Rousse dans le cadre de son activité en Ile-de-France et en particulier en Seine-et-Marne en partenariats avec les Passerelles à Pontault-Combault.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un(e) stagiaire ou alternant(e).

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 96 250 € et correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	20 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003641

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE MASSALA (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	117 800,00 €	25,47 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MASSALA
Adresse administrative : 36 RUE AUDIGEOIS
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur MICHEL CHEVALIER, Président

Date de publication au JO : 7 juillet 2001

N° SIRET : 49781790800021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Ancrée dans le Val-de-Marne à Vitry-sur-Seine depuis 2008, la compagnie Massala puise les sources de son travail dans la formation de Fouad Boussouf à la danse moderne, au jazz, et hip-hop.
Si la compagnie est implantée à Vitry-sur-Seine (ses partenaires sont le Théâtre Jean Vilar, Gare au théâtre, le CDC La Briqueterie, le CCN du Val-de-Marne, etc.), elle développe également des partenariats dans d'autres territoires, à l'image de l'Essonne ou des Yvelines (Les Ulis, Théâtre de Longjumeau, Le Prisme, etc.).
Outre ce travail de création de pièces chorégraphiques, Fouad Boussouf mène avec sa compagnie des actions culturelles dans le cadre des résidences.
La compagnie est soutenue en fonctionnement par le Conseil départemental du Val-de-Marne, la Ville de Vitry-sur-Seine et la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

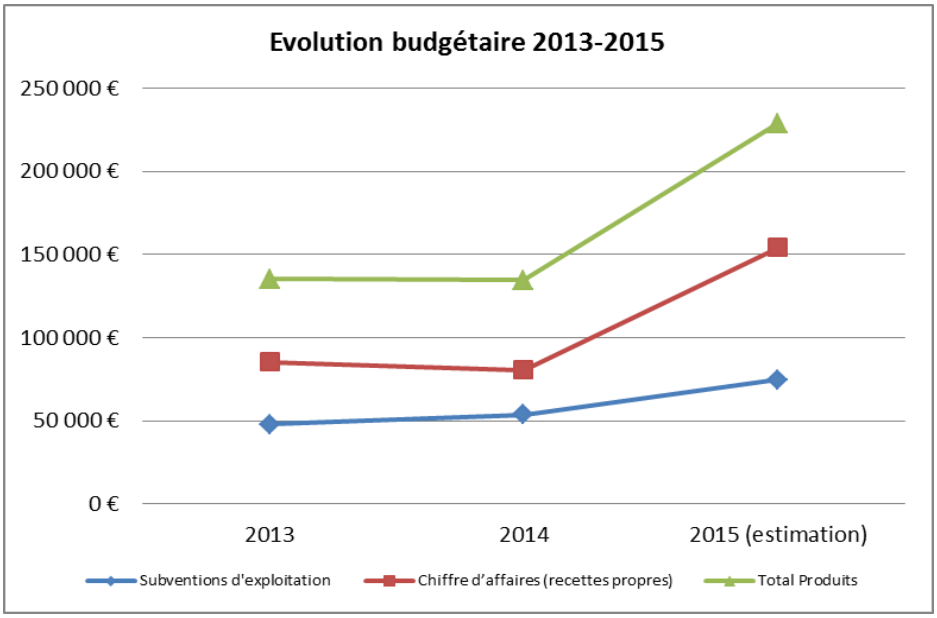
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC (aide à la création chorégraphique)		*0%*		12 000	*16%*
Conseil départemental de l'Essonne (aide à la création)	7 000	*11%*			*0%*
Conseil départemental du Val-de-Marne (fonctionnement)	8 000	*12%*	13 000	13 000	*17%*
Conseil départemental du Val-de-Marne (aide à la création)	10 000	*15%*		10 000	*13%*
Ville de Vitry-sur-Seine (aide au fonctionnement)	2 670	*4%*	4 650	3 595	*5%*
Emploi aidé (CUI-CAE)	1 700	*3%*			*0%*
Autres - ADAMI	6 000	*9%*	6 000	6 000	*8%*
Région - PAC	30 000	*46%*	30 000	30 000	*40%*
Région - Autres		*0%*			*0%*
Région - Emploi tremplin		*0%*			*0%*
SOUS-TOTAL REGION	30 000	46%	30 000	30 000	40%
TOTAL SUBVENTIONS	**65 370**	**100%**	**53 650**	**74 595**	100%

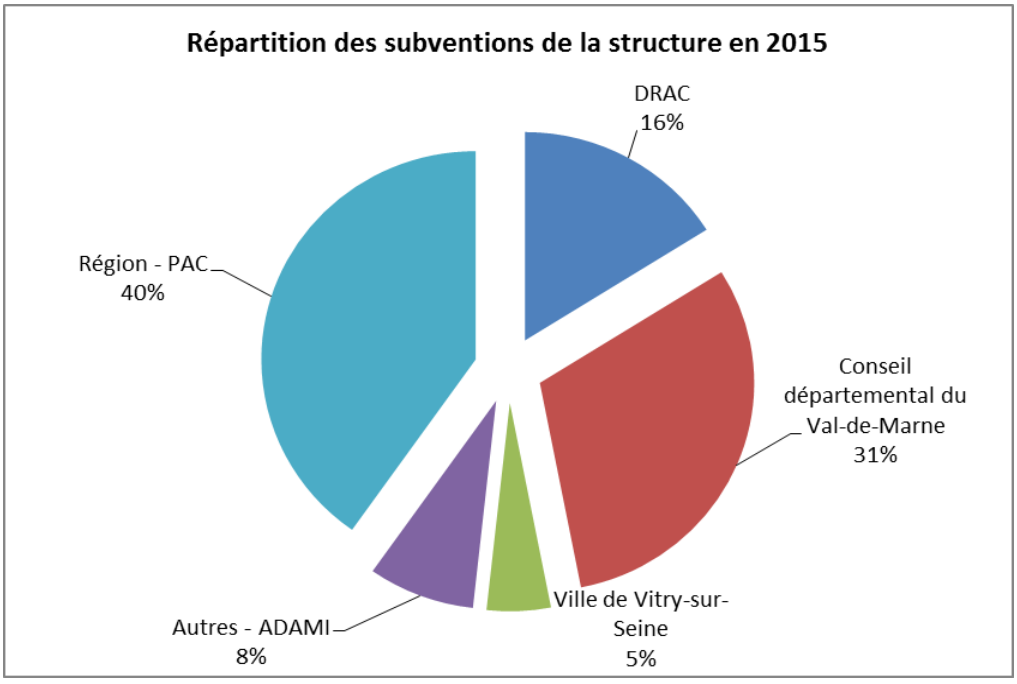
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	47 890	*35%*	53 650	74 595	*33%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	85 261	*63%*	80 636	154 160	*67%*
Total produits	135 060	100%	134 360	228 755	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	75 335	71 062	106 009
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	3 452	2 763	4 808

3) Evolution de l'activité

ANNEES	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	1	1
Nombre de spectacles diffusés au total	3	2	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	21 représentations *(dont 20 en cession)*	17 représentations (dont 12 en cession)	29 représentations (dont 24 en cession)
Nombre de lieux concernés par les tournées	11 lieux	13 lieux	13 lieux
Nombre de spectateurs	5 200	5 500	7 700
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	**5 résidences de création** Durée moyenne : 2 semaines / résidence Pôle Culturel d'Alfortville La Briqueterie Théâtre de Longjumeau Gare au Théâtre	**3 résidences de création** Durée moyenne : 1 semaine / résidence Le Prisme EMA Vitry Gare au Théâtre	**8 résidences de création** Durée moyenne : 2 semaines / résidence La Briqueterie Théâtre Jean Vilar - Vitry Gare au Théâtre Le Prisme Théâtre de Chevilly-Larue CCN de Créteil
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	40h	80h (important projet avec des lycéens hors temps scolaire à Alfortville)	66h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	250h	220h	233 h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	10 partenaires	10 partenaires	13 partenaires
Nombre de bénéficiaires	200	250	475

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

La Compagnie Massala a beaucoup évolué ces trois dernières années. Le volume global d'activité a considérablement augmenté, grâce aux nombres de dates jouées et au réseau tissé avec de nouveaux partenaires, principalement en Ile-de-France, et principalement dans le sud de l'Ile-de-France (Val-de-Marne, Yvelines, Essonne). Cela peut aussi se voir dans les chiffres concernant les recettes propres d'activité, qui ont pratiquement doublé entre 2014 et 2015.

La compagnie Massala s'autorise des créations variées dans la stylistique et dans les formes proposées. Les créations peuvent contenir de 2 à 7 interprètes, naviguant entre la danse hip hop, le nouveau cirque ou la danse contemporaine. Les publics et les lieux touchés par les créations de la compagnie sont tout aussi variés (scène nationale, festivals de rue (intérieur et extérieur), jeune public).

En termes d'évolution, la Compagnie Massala a franchi un cap qui nécessite un temps de restructuration indispensable pour se renforcer et œuvrer plus efficacement dans son cheminement. Il s'agit de préciser le rôle et les missions de chacun au sein de la structure pour être plus efficient dans la construction d'un projet artistique ambitieux. L'équipe administrative, aujourd'hui consolidée dans un poste poli-fonction, manque cruellement d'une deuxième personne permanente, de préférence à temps plein. En effet, le développement et la diffusion nécessitent aujourd'hui d'un effort supplémentaire. Nous avons réussi à construire un premier cercle de partenaires, donc il est impératif aujourd'hui d'aller un peu plus loin, d'élargir les territoires d'action de la compagnie.

Le projet de la compagnie faisant objet de la demande de renouvellement de soutien régional au titre de la permanence artistique et culturelle a trois axes principaux : l'emploi (pérennisation d'emplois existants et création de nouveaux), la création artistique et le développement de l'ancrage territorial et du rayonnement au-delà du territoire d'implantation. Enfin, il faut inclure dans ces trois axes un chapitre important qui concerne l'accompagnement de jeunes danseurs en voie de professionnalisation.

DEROULEMENT DU PROJET PAR ANNEES

>> 2016 : Création de la pièce *Les voleuses d'huile* / Résidences de création au Prisme, à La Briqueterie – CDC du Val-de-Marne, au Pôle Culturel d'Alfortville / Tournée de *Transe* / Tournée d'*Esperluette, The Elem'ants* / Projet d'échange entre Vitry-sur-Seine et La Havane (collectif Invidance) / Préparation budgétaire et partenariale de la création 2018 / Projets d'action culturelle avec Le Prisme et La Briqueterie / Embauche d'une personne en charge du développement et de la diffusion

>> 2017 : Diffusion des pièces du répertoire de la compagnie (*Transe, Esperluette* et *Les voleuses d'huile, et The Elem'ants*) / Résidences de création pour la pièce *Folk* / Réalisation du Film documentaire Ballet Urbain 2 / Recherche de nouveaux lieux de résidence / Maintien de l'équipe permanente

>> 2018 : Diffusion des pièces du répertoire de la compagnie (*Transe, Esperluette* et *Les voleuses d'huile, The Elem'ants*) / Création et diffusion de la pièce Folk (pour 7 interprètes) / Mise en place d'un projet d'action culturelle avec la population de Vitry-sur-Seine

>> 2019 : Diffusion des pièces du répertoire de la compagnie (*Transe, Esperluette, Les voleuses d'huile, The Elem'ants* et *Folk*) / Résidence de création de la pièce Horizon (pour 3 interprètes)

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement

> Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine, Val-de-Marne (94)
> La Briqueterie – Centre de Développement Chorégraphique du Val-de-Marne, Vitry-sur-Seine, Val-de-Marne (94)
> Le Prisme – Centre de développement artistique de Saint-Quentin-en-Yvelines, Elancourt (78)
> Pôle Culturel d'Alfortville, Val-de-Marne (94)
> Gare au Théâtre, Vitry-sur-Seine, Val-de-Marne (94)
> Espace Boris Vian, les Ulis (91)
> Diffusion des spectacles : Esplanade du Lac à Divonne-les-Bains -01- (*Transe*), Centre Culturel Balavoine à Arques -62- (*Transe*), La Renaissance à Mondeville -14- (*Transe*). Autres diffuseurs avec lesquels nous sommes en contact ou en cours : Espace Culturel Boris Vian aux Ulis, Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine, Pôle Culturel d'Alfortville, Le Prisme - Centre de développement artistique de Saint-Quentin-en-Yvelines, La Briqueterie - CDC du Val-de-Marne, Festival Karavel de Pôle Pik à Bron,…
> Action Culturelle : Le Prisme, Elancourt (78), La Briqueterie (94), Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (94)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) - Préciser les modalités de leur soutien :
> Ville de Vitry-sur-Seine : soutien financier au fonctionnement de la compagnie / soutien demandé pour l'implantation des locaux de la compagnie
> Conseil départemental du Val-de-Marne : soutien financier au fonctionnement de la compagnie / soutien à la création chorégraphique en période de création
> DRAC Ile-de-France : aide à la création chorégraphique –sur les créations à venir-

Equipe artistique prévue pour le projet :
Chorégraphe : Fouad Boussouf
Créatrice lumière : Anne-Marie Guerrero, Françoise Michel
Arrangements musicaux : Nicolas Perrin, Marion Castor
Costumes : Nadia Rémond
Scénographe : Raymond Sarti
Interprètes : Soukaina Alami, Fouad Boussouf, Bruno Domingues Torres, In Hoon Galmin, Nicolas Perrin, Julien Seijo, Teddy Verardo, Maxime Cozic, Adrien Goulinet, Angela Vanoni
Vidéaste et photographe : Floriane Pinard

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence de création et d'implantation	Résidences de création
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Périodes à définir (une quinzaine de jours dans la saison, sur trois périodes différentes)	Plusieurs périodes d'une quinzaine de jours (entre octobre 2016 et juillet 2017)
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Le Prisme – Centre de développement artistique de Saint-Quentin-en-Yvelines, Elancourt (78)	- Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (94) - Pôle Culturel d'Alfortville (94) - La Briqueterie – CDC du Val-de-Marne (94) - Contacts en cours pour d'accueil studio dans des CCN (Tours, Rillieux-la-Pape, Créteil, La rochelle)
Objectifs & contenus de chaque résidence	Cette résidence prend la forme de laboratoires d'expérimentation. Ils permettent d'inviter des danseurs pour agrandir l'équipe de la Compagnie Massala. Certains danseurs seront recrutés pour la prochaine création. Notre résidence au Prisme s'accompagne de temps dédiés aux actions culturelles, ainsi que des temps de diffusion des spectacles de la compagnie.	Il s'agit ici de plusieurs résidences de création en vue de la création de la pièce 2017, *Folk*. Certaines résidences comporteront un volet technique (lumière, scénographie,…).
Partenaires financiers de résidence	Le Prisme est le seul financeur direct de la résidence, mais il reçoit pour accueillir la compagnie des fonds, entre d'autres, de la DRAC Ile-de-France, la Région Ile-de-France et la Communauté	Coproducteurs de la pièce et aides financières finalement acquises (DRAC, CD94, ADAMI, autres financeurs en cours d'étude).

	d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

Le projet est de la compagnie s'inscrit dans une démarche de développement cohérente et à plus grande échelle. Pour cette raison nous souhaitons embaucher un deuxième poste permanent, afin de développer et de concrétiser certains partenariats qui jusqu'à présent ne sont qu'au stade de projet. La résidence de trois ans au Prisme (78) finira en juillet 2017, nous sommes donc dans une recherche active de partenaires et de lieux de résidence. Voici les premières pistes de partenariats pérennes :
> Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (94) : après avoir coproduit *Le Moulin du Diable*, le Théâtre Jean Vilar a manifesté son intention de continuer à soutenir le travail de la compagnie dans de prochaines créations et concernant le travail sur le territoire ;
> Espace Culturel Boris Vian des Ulis (91) : Possibilités de la nous accueillir pour des résidences de création
> Le Rive Gauche à Saint-Etienne-du-Rouvray (76) : Après avoir accueilli *Transe* en 2015, avec un important accompagnement de la compagnie sur ce qui est des actions culturelles, Le Rive Gauche souhaite continuer à accompagner la compagnie dans sa démarche de création. Cet accompagnement se décline sur place sur une multitude et diversité d'actions culturelles.

Sur un autre plan, la compagnie souhaite aujourd'hui s'investir encore plus au niveau international. Plusieurs projets impliquant des résidences à l 'étranger sont aujourd'hui en cours de négociation :
> Résidence au Maroc, en relation avec les Instituts Français ;
> Echange avec La Havane, Cuba, notamment avec l'Institut Supérieur des Arts de La Havane. Après une première expérience en 2013 (résidence de travail et workshop donné aux élèves par trois artistes de la compagnie pendant 10 jours), deux jeunes danseurs sont partis en 2016 se former à La Havane. En échange nous accueillerons deux danseurs cubains, qui travailleront avec Fouad Boussouf. Nous espérons que ce partenariat se concrétisera avec des résidences de création dans le cadre de prochains projets ;
> Projet avec La Colombie dans le cadre des saisons de l'Institut Français.

PERSPECTIVES DE CREATION

LES VOLEUSES D'HUILE / Pièce pour 2 danseuses / Chorégraphe : Fouad Boussouf / Pièce en intérieur
Cette pièce relate l'histoire de la migration, volontaire ou non, vers ces nouveaux lieux enchanteurs et sans cesse mouvants. Par la langue, la voix et les corps, c'est une ôde à la quête de soi, par la rencontre de l'autre, aussi familier ou différent soit-il.
L'une des deux interprètes est née au Japon, l'autre au Maroc, leur destin les a amené à se rencontrer sur une scène, avec chacune une histoire atypique, dans un pays nommé France.
Ces deux interprètes nous livre leur projection du futur, par ce qu'elles sont, nourries de leurs souvenirs et leurs lointaines origines, géographiques et historiques.

J'ai souhaité travaillé sur ce duo féminin avec en filigrane la langue et la poésie qui fait suite au tableau final de Transe où deux filles scandent avec rage un poème de Mahmoud Darwich, le lanceur de Dés, un hymne au destin, à l'éternel recommencement ; celui de rester debout et d'avancer, pour vivre son présent pleinement.

FOLK / Pièce pour 7 danseurs / Chorégraphe : Fouad Boussouf / Pièce en intérieur
Au préalable, il y a ces rythmes qui remontent à des temps immémoriaux, ceux de la pulsation du cœur des hommes, incessants, obsédants. De ces rythme née la communion des hommes, pour être plus fort et transcender ses propres peurs. **Folk** se définit comme une pièce tribale, qui vient de loin, dans les âges, dont je vais chercher les origines en Afrique, au plus près du Sahara dans la tradition Gnawa. **Folk** c'est aussi revendiquer l'aspect folklorique et urbain de la danse hip hop, une danse d'aujourd'hui issue du peuple avec comme origines lointaines des traditions africaines.

Selon de vieux érudits gnaoui, leurs rites et musique seraient apparentés au vaudou, à la santéria cubaine ou encore au candomblé brésilien. Ces pratiques issues de l'Afrique subsaharienne ont su se transformer pour perdurer et ne pas perdre de leur originalité. A l'instar du vaudou qui s'est christianisé dans les Caraïbes, les gnaoui auraient donc adopté l'Islam pour assurer la continuité de leurs rites sacrés.

Des origines subsahariennes
L'on sait que la plupart des Gnaoui sont originaires de l'ancien Empire du Soudan Occidental composé notamment

par le Sénégal, le Mali, le Niger et la Guinée. Mais l'étymologie du mot gnaoua ou gnawa n'est pas encore clairement établie.

Le projet consiste à travailler en étroite collaboration avec des danseurs marocains dont les premiers contacts ont été effectués en 2012 au préalable de la création Transe. L'objet de cette recherche se trouve dans la tradition Gnawa, avec le rituel qui en découle, par la musique et la danse, à la frontière entre l'Afrique du Nord et l'Afrique Subsaharienne.

La danse hip hop et ses origines africaines se sont plus à démontrer, à la fois de manière sociologique et historique. Mon projet consiste donc à mettre en avant les interconnexions entre la technique de cette danse actuelle, (urbaine et contemporaine) et l'aspect plus tribal et rituel qui trouve sa source dans les traditions et le folklore africain.
Le premier point d'appui demeure le pays où je suis né, le Maroc, carrefour des civilisations Africaines et Méditerranéennes, où la danse et la musique participe à la fois du profane et du sacré.
La danse Hip Hop au Maroc demeure singulière par ses différentes inspirations locales, traditionnelles, tout en étant étroitement liée à la culture occidentale. C'est cette énergie que je cherche à saisir par le biais de cette culture où se confrontent modernité et tradition, à l'image de la société Marocaine. Enfin, en tant qu'artiste engagé, j'estime qu'il y a urgence à mettre en scène une part d'un riche héritage, artistique, culturel et historique.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

TRANSE / Pièce pour 7 danseurs / Création 2013 / Chorégraphe : Fouad Boussouf / Pièce en intérieur

ESPERLUETTE / Pièce pour 1 danseur circassien et un musicien / Création 2014 / Chorégraphe : Fouad Boussouf / Pièce en intérieur et en extérieur

LES VOLEUSES D'HUILE / Pièce pour 2 danseuses / Création 2016 / Chorégraphe : Fouad Boussouf / Pièce en intérieur et en extérieur

FOLK / Pièce pour 7 danseurs / Création 2018 / Chorégraphe : Fouad Boussouf / Pièce en intérieur

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)
Partenaires acquis pour la diffusion : Esplanade du Lac à Divonne-les-Bains -01- (*Transe*), Centre Culturel Balavoine à Arques -62- (*Transe*), La Renaissance à Mondeville -14- (*Transe*).

Autres diffuseurs avec lesquels nous sommes en contact ou en cours : Espace Culturel Boris Vian aux Ulis, Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine, Pôle Culturel d'Alfortville, Le Prisme - Centre de développement artistique de Saint-Quentin-en-Yvelines, La Briqueterie - CDC du Val-de-Marne, Festival Karavel de Pôle Pik à Bron,…

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

L'actuelle administratrice de l'Association Massala, en fonction depuis plus de quatre ans quittera ses fonctions le 4 mai 2016. Il est donc prévu qu'une autre personne reprenne son poste, nous sommes en plein processus de recrutement.

L'organigramme actuel de la structure, ainsi que les conditions liées à ce poste ne devraient pas beaucoup changer. Il est envisagé qu'une deuxième personne intègre la structure, au plus sûr à mi-temps, pour donner support à l'administratrice, car la charge de travail est devenue trop importante pour être portée par une seule personne. De plus, s'il y a une seule personne en administration, elle doit être poli-fonction et elle est moins porteuse de développement et de synergies créatives. Donc, même si la visibilité concernant les perspectives d'évolution de la compagnie reste aléatoires, il serait souhaitable d'anticiper en créant une équipe plus solide, pour faire face à la somme de travail conséquente actuelle, et surtout construire au mieux un projet plus ambitieux et durable avec des missions définies pour chacun.
Ce deuxième poste pourra à la fois faciliter le travail conséquent l'administration et de la direction artistique afin de se recentrer plus efficacement sur le projet global de la compagnie Massala.

Les nombreuses activités et l'évolution de la compagnie Massala depuis deux ans ont mis en exergue le manque de temps nécessaire pour penser le projet artistique plus en profondeur.

Il est désormais temps, pour une réflexion de fond et pour consolider les équipes nécessaires, sur un plan administratif, pédagogique et artistique.
Au regard des bilans des trois dernières années et pour un développement cohérent dans un futur incertain, il devient important de construire un projet artistique plus fort, visible et identifié, avec des nouveaux partenaires, sur notre territoire et ailleurs.

Le poste de Fouad Boussouf, chorégraphe, se consolide petit à petit, grâce à une certaine stabilité de l'activité, mais, pour être cohérent avec cette activité qui reste fluctuante, il restera au régime d l'intermittence. Dans un moyen terme, une réflexion est en cours pour faire évoluer ce poste au régime permanent en tant que directeur artistique.
En termes d'action culturelle, il est prévu de recruter une équipe d'artistes avec un profil orienté transmission et pédagogie. Les sollicitudes de plus en plus nombreuses concernant les actions culturelles et les projets de transmission à destination des amateurs nécessitent désormais une vraie réflexion pour recruter des intervenants adaptés et réguliers.

Le reste des salariés de la structure sont des intermittents (artistes et techniciens). Le volume global des salaires bruts varie en fonction de l'activité de la compagnie (créations et tournées). En année de création, la masse salariale globale est normalement supérieure, ce qui est dû aux périodes de répétition. En année de diffusion, la masse salariale est inférieure, ce qui est dû au fait que la diffusion suppose un volume moins important que la création. Nous essayons tout de même de maintenir des artistes et des techniciens fidèles, en maintenant les équipes de création.

Subvention demandée :
30 000 €
Soit 0 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	62613	COLLECTIVITES TERRITORIALES	40500
Salaire Brut : Administratrice	28000	**Région Ile-de-France**	
Charges Employeur : Administratrice	13300	Région IDF - PAC	30000
Salaires brut : Directeur artistique & Chorégraphe	13750	**Département** (préciser le nom) : CD94 (quote part) - en cours	6500
Charges employeur : Directeur artistique & Chorégraphe	7563	**Commune** : Vitry-sur-Seine (quote part) - en cours	4000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	46476	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	77300
Salaires bruts artistes	26000	Prestations de service (préciser) : Actions Culturelles	10700
Charges employeur artistes	13286	Apports de coproduction : Coproductions sur *Folk* (quote part)	10000
Salaires bruts techniciens	4000	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations) : 18	56600
Charges employeur techniciens	2440		
Locations (préciser):	300		
Transports	450		
DEPENSES D'APPROPRIATION	5660		
Salaires bruts (hors direction artistique/ coordination)	3200		
Charges employeur	1760		

Autres (préciser) : Honoraires photo et déplacements	700		
AUTRES DEPENSES	3051		
Indemnités transport permanents	770		
Assurances	250		
Matériel informatique / de bureau	150		
Téléphone	236		
Affranchissements	120		
Matériel administratif et honoraires société de gestion	1300		
Réalisations dossiers, DVD, etc. pour diffusion	225		
TOTAL	**117800**	**TOTAL**	**117800**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 30 000 euros.
Le projet soutenu dans le cadre de cette première convention visait à accompagner, dans le cadre de l'ancrage de la compagnie en Île-de-France (en Val-de-Marne et en Essonne notamment), son activité de création artistique, la structuration administrative ainsi que les actions de transmission et de formation.
La structure n'a pas bénéficié d'autres aides régionales au cours de la période de conventionnement.

Evolution de l'activité et du rapport au public
La compagnie Massala a poursuivi le développement de son projet artistique autour d'une écriture, pièce pour 7 danseurs, « Esperluette » en 2014, spectacle jeune public avec un danseurs-circassiens, une roue cyr et un musicien, et « Le Moulin du diable » en 2015, qui réunit au plateau 5 danseurs.
Pour les deux spectacles « Transe » et « Le Moulin du diable », la compagnie a réuni plusieurs partenaires coproducteurs, le CCN de la Rochelle et Fontenay-en-scène pour le premier et le Théâtre Jean Vilar de Vitry, le Prisme de Saint-Quentin-en-Yvelines et le Théâtre de Chevilly-Larue pour « le Moulin du diable ». Le centre de développement chorégraphique La Briqueterie comme le Centre chorégraphique national de Créteil et du Val-de-Marne sont également des partenaires réguliers de la compagnie qui l'accueille pour des temps de résidences et de répétition. Avec « Esperluette », la compagnie s'adresse pour la première fois au jeune public et grâce à sa forme légère ce spectacle peut être présenté en salle mais également en extérieur.
La compagnie tourne majoritairement en Île-de-France, en Val-de-Marne, Yvelines et Essonne, et a développé sa présence à l'international en participant notamment à des festivals (Festival Prima Danza au Panama, festival international de danse contemporaine de Ramallah en Palestine, Festival Groove N'Move international des danses urbaines à Genève) ainsi qu'au national. Le nombre de représentations affiche une hausse entre 2013 et 2015, passant de 21 à 29 soit une moyenne de 22 représentations par an, avec un pic en 2015 où la diffusion atteint 29 représentations et un creux en 2014, avec toutefois un bon niveau de diffusion avec 17 dates. Soutenue par l'augmentation de la diffusion, la fréquentation présente la même tendance à la hausse, de 5 200 spectateurs en 2013, le nombre de spectateurs atteint 7 700 en 2015.
Implanté dans le Val-de-Marne à Vitry-sur-Seine, la compagnie est également en résidence longue de trois ans au Prisme à Elancourt dans les Yvelines jusqu'en juillet 2017.
Les actions culturelles, de sensibilisation et de formation, sont un axe fort du projet de la compagnie, aussi celles-ci représentent un volume horaire important de 234 heures annuelles en moyenne. En amont ou à l'issue d'une représentation, des rencontres, des débats et des ateliers de pratiques sont proposées par la compagnie comme des cours réguliers de danse. Les actions peuvent aussi se tisser dans le cadre des résidences et projets de territoire ce qui peut prendre des formes diverses : par exemple, la reprise de la pièce « Transe » avec une trentaine de jeunes amateurs au Prisme, des ateliers en temps scolaires notamment avec des lycéens (Alfortville, Kremlin-Bicêtre, Saint-Denis notamment), des ateliers menés en maison d'arrêt de Bois d'Arcy, la réalisation d'un court-métrage documentaire « Ballet urbain », ou encore des projets intergénérationnels…
Le directeur artistique de la compagnie a, par ailleurs à cœur, l'accompagnement et la formation de jeunes danseurs hip-hop. C'est ainsi qu'il apporte son regard artistique et accompagne le développement d'un duo de jeunes

danseurs, The Elem'ants, en voie de professionnalisation, en encadrant leurs répétitions régulières et permettant la diffusion de leur duo dans des lieux professionnels.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Implantée à Vitry-sur-Seine dans le Val-de-Marne, la compagnie Massala y dispose de partenaires qui accompagnent son activité de création et programme ses spectacles (Théâtre Jean Vilar de Vitry, Centre de développement chorégraphique La briqueterie, Gare au théâtre, Théâtre de Cachan, Théâtre du Kremlin-Bicêtre, CCN de Créteil…). La compagnie parvient à réunir pour ses créations des partenaires et coproducteurs et à trouver des résidences. Après plusieurs résidences en Essonne, la compagnie a débuté en 2015, une résidence longue de trois années au Prisme d'Elancourt, théâtre de ville et centre de développement culturel de Saint-Quentin-en-Yvelines. La compagnie a ainsi, pendant ces trois années, maintenu et développé ses partenaires en Ile-de-France, mais également en France et à l'étranger.

Evolution budgétaire et de l'emploi
En nette augmentation depuis 2013 (+ 93 695 € soit + 69 %), le budget de la compagnie s'élève en 2015 à près de 230 000 € et repose aux deux-tiers sur les recettes propres et pour un tiers sur les subventions. L'augmentation du budget s'explique par l'accroissement des recettes propres (+ 81%), mais également par des subventions en hausse (+56%). Les années de création, la compagnie obtient des aides à la création, du Département de l'Essonne (en 2013), de la DRAC (en 2015) ainsi que du Département du Val-de-Marne (en 2013 et 2015) et aussi de l'ADAMI chaque année, aides qui viennent s'ajouter aux aides pérennes de la compagnie. En effet, la compagnie est soutenue par le Département du Val-de-Marne, la Région Île-de-France et la Ville de Vitry-sur-Seine. L'aide au fonctionnement du Département a été augmentée en 2014, elle est passée de 8 000 € à 13 000 €. Même si la subvention de la Ville est modeste, elle présente toutefois une tendance à la hausse.
Au niveau de l'emploi permanent, la compagnie Massala s'est structurée et a réussi à pérenniser le poste d'administratrice en CDI temps plein, seul poste permanent de la compagnie. La compagnie a recruté par ailleurs selon les besoins et les projets des personnes sur des missions spécifiques, par exemple une attachée de presse à l'occasion de la création « Le Moulin du diable » ou encore une chargée de communication et de diffusion pour « Transe ».
La masse salariale totale a augmenté de 40 % entre 2013 et 2015, passant de 75 335 € à 106 009 €, ceci en raison d'une forte augmentation (quasiment multipliée par deux) de la masse globale des salaires des intermittents en 2015, année de création et d'une diffusion importante des spectacles. Le volume horaire a connu de la même façon un pic en 2015, le nombre d'heures artistes étant multiplié par 1,7 et celui des techniciens par 1,8 par rapport au niveau de l'année précédente.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années, la compagnie souhaite poursuivre son activité de création et de diffusion des pièces du répertoire, renforcer son ancrage sur le territoire francilien, pérenniser et développer l'emploi permanent au sein de la compagnie et continuer son accompagnement auprès de jeunes danseurs en voie de professionnalisation. La compagnie créera ainsi deux pièces, une petite forme « Les voleuses d'huile » en 2016 et à nouveau une pièce de groupe (7 danseurs) en 2018, « Folk », dans le cadre de résidences de création au Prisme, au Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine, à La Briqueterie (Centre de développement chorégraphique du Val-de-Marne) et au pôle culturel d'Alfortville notamment. D'autres lieux pourraient également accueillir la compagnie pour des temps de résidences (l'Espace culturel Boris Vian aux Ulis, le Rive gauche à Saint-Etienne-du-Rouvray). Des résidences à l'étranger sont par ailleurs en cours de négociation (Maroc, La Havane, Colombie).

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Massala en 2016 à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 117 800 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région apporte son aide au titre de l'emploi structurant de la compagnie à hauteur de 20	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 10 000 €

000 €	pour le projet proposé par la compagnie Massala, en lien avec différents partenaires franciliens qui l'accueillent en résidence, et qui comprend notamment la création de spectacles (notamment d'une pièce de groupe) et leur diffusion ainsi que des interventions artistiques en direction des publics et l'accompagnement de jeunes danseurs hip-hop.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	21 000,00 €
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003642

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COMPAGNIE TRAFIC DE STYLES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	72 100,00 €	34,67 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS TRAFIC DE STYLES
Adresse administrative : 26 RUE AMILCAR CIPRIANI
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame BARKI LAURENCE, Président
Date de publication au JO : 13 août 2013

N° SIRET : 41517131300067

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créée en 1994 par Sébastien Lefrançois à partir d'un groupe de jeunes danseurs hip hop de Cergy-Pontoise, Trafic de Styles est devenue une compagnie de référence, qui propose des spectacles à la frontière de la danse hip hop, du cirque, du théâtre et du mime.

Historiquement soutenue par L'Apostrophe à Cergy, la compagnie a vite été repérée, puis régulièrement accompagnée, notamment par les Rencontres urbaines de la Villette et le Théâtre Jean Vilar de Suresnes (où Sébastien Lefrançois est artiste associé depuis 2007). Après une résidence à l'Espace Germinal de Fosses, où elle a développé de nombreuses actions artistiques et culturelles dont une création collective avec danseurs amateurs et pros ("Musée absurde"), la compagnie était en résidence à Saint-Ouen de 2012 à 2015.

La compagnie bénéficie de l'aide régulière de la DRAC au titre de l'aide au projet ainsi que du soutien de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

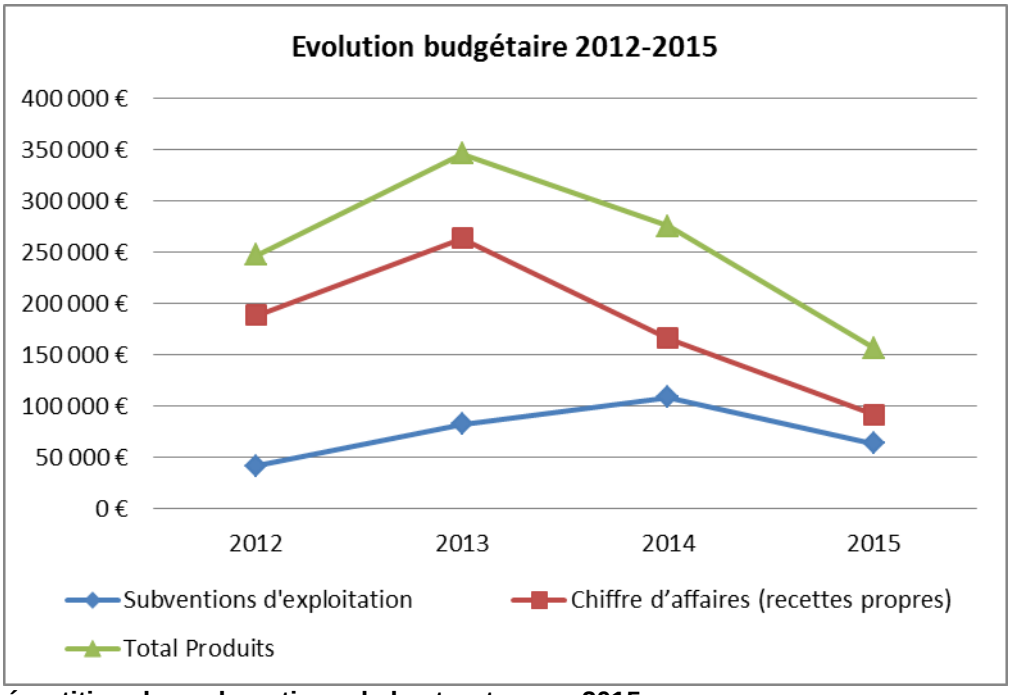
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC Danse - Aide à la création	30 000	*31%*	20 000	10 000	*12%*
Conseil départemental 94			10 000		
Ville de Saint-Ouen	10 000	*10%*	10 000	10 000	*12%*
Autres - ADAMI	7 000	*7%*	12 000	15 000	*18%*
Région - PAC	35 000	*36%*	35 000	35 000	*43%*
Région - Emploi tremplin	15 000	*15%*	15 000	12 000	*15%*
SOUS-TOTAL REGION	*50 000*	*52%*	*50 000*	*47 000*	*57%*
TOTAL SUBVENTIONS	**97 000**	**100%**	**102 000**	**82 000**	100%

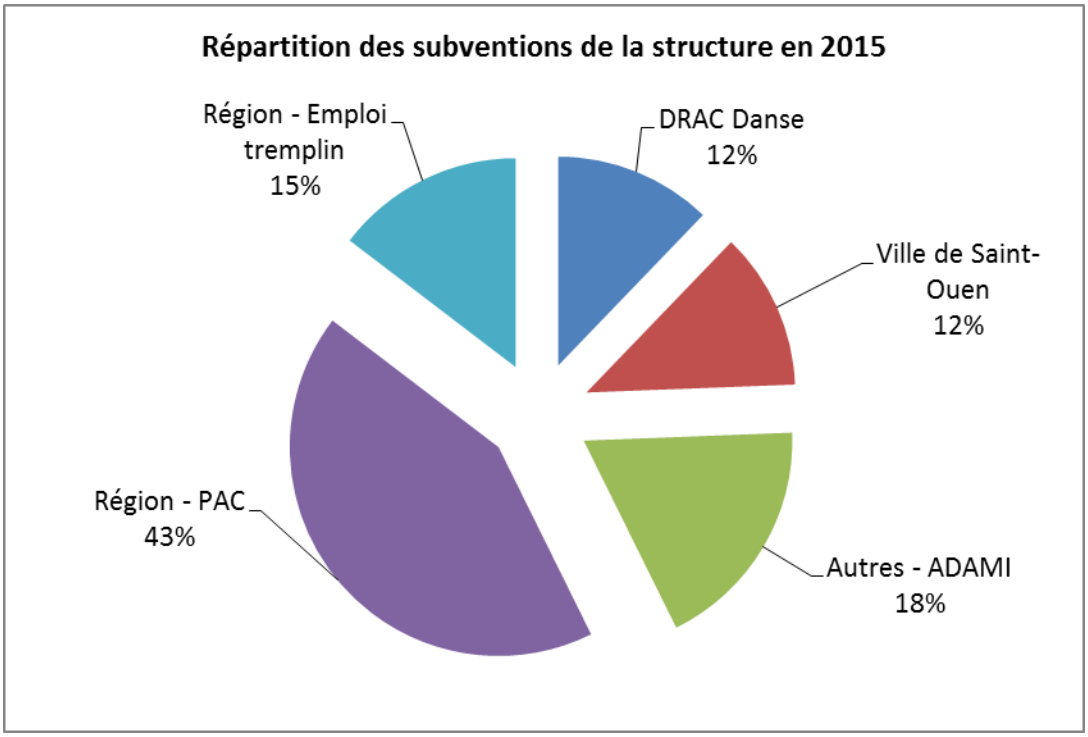
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2012	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	41 700	82 650	*24%*	108 750	63 917	*41%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	188 818	263 331	*76%*	166 320	92 072	*59%*
Total produits	247 456	345 991	100%	275 364	156 804	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2012-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	131 231	132 000	150 517
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	7 680h	7 720h	8 800h

3) Evolution de l'activité

Années	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1 Enveloppes timbrées	2 Le fil Faites la Place	1 Glace
Nombre de spectacles diffusés au total	4	7	5
Nombre de représentations *= toutes en cession :*	50	53	41
Nombre de lieux concernés par les tournées	36	24	22
Nombre de spectateurs	11 200	17 520	10 120
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s)	2 résidences de création	2 résidences de création	4 Résidences de créations
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	-	15h	20h

Nombre d'heures d'intervention artistique au total	151h	166h	192h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	9	11	15
Nombre de bénéficiaires	380	440	695

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

L'ancrage territorial en Île de France est intrinsèquement lié à la compagnie trafic de styles. La compagnie est née à Cergy Pontoise et a, ensuite, pérégriné dans toute la région, par le biais de la diffusion de ses créations mais surtout par la multiplication des actions culturelles et pédagogiques. Parallèlement, certains de ses spectacles ont connu une renommée internationale.

Aujourd'hui, Trafic continue de répondre aux sollicitations d'actions pédagogiques, dans toute l'Ile-de-France, et concernant des publics allant de la maternelle aux séniors. La compagnie transfère son savoir-faire pédagogiques à ses membres : Sebastien Lefrançois s'entoure et forme d'autres membres de la compagnie, Thierno Thioune, Claire Bournet, Joël Colas, Tuomas Lathi, afin de pouvoir continuer à répondre positivement aux opportunités d'actions pédagogiques.

La Compagnie est, depuis mars 2016, en résidence à la Ferme du Grand Béon, (www.lafermedugrandbeon.com) près de Sens en Bourgogne, elle y déploie également ses activités mettant en cohérence sa réalité de terrain à ses nouveaux paradigmes dirigés vers la ruralité.

La compagnie souhaite désormais mettre à profit sa résidence partielle aux portes sud de la région pour déployer un projet d'envergure dans le 77, et notamment des villes telles que Montereau.

Les ateliers pourront faire l'objet de période de création et/ou de représentation à la ferme du Béon.
Ce dispositif a déjà été expérimenté avec plusieurs groupes allant de l'école primaire aux étudiants du 2e cycle et apporte sans conteste une plus-value à l'expérience purement artistique (autonomie, vie en collectivité, découverte d'un nouvel espace, partage, entraide, mise en situation d'une représentation professionnelle, découverte de tous les métiers liés au spectacle – administration, régie...)

Plusieurs contacts ont été établis avec les collectivités territoriales, ainsi qu'avec les établissements scolaires, notamment les lycées de Montereau et de Melun. Les partenariats et les soutiens financiers se concrétiseront dès 2017.

Pour 2016 la compagnie souhaite aller au bout de ces engagements auprès des différents partenaires du nord de l'Ile de France :
- Saint-Denis / université Paris 8 – ateliers de création chorégraphiques
- Résidence sociale / Levallois Perret – intervention de clowns chorégraphiques
- Saint-Ouen / Service séniors – ateliers de rééquilibration
- Colombes / Collège Duras et l'Avant-seine – actions pédagogiques
- Suresnes / Ecole des Raguidelles – ateliers chorégraphiques
- Paris / L'école et CFA de l'AID – proposition pédagogique globale et ateliers de création
- Eaubonne / L'orange bleue– ateliers chorégraphiques + scolaires
- Goussainville /Espace Sarah Bernhardt - ateliers chorégraphiques

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Plusieurs équipements nous proposent leur partenariat. Pour autant nous aimerions avoir une vision plus globale, la partager avec les personnes en charge de la permanence artistique pour adapter notre proposition aux besoins. La compagnie peut travailler avec toutes sortes de publics (seniors, publics handicapés, maternelles, universitaires, lycées, associations sportives….) et dans toutes sortes de lieux (Théâtre, hôpitaux, maison de retraite, établissements scolaires, prison et maisons d'arrêts…). C'est le sens de notre action qui dorénavant guide les choix pédagogiques et de création de la compagnie.

Lieux et structures pressenties pour être partenaires :
Maison de retraite de Saint Ouen
Écoles maternelles (Raguidelles à Suresnes)
La résidence sociale (Levallois-Perret)
Théâtre l'avant-seine de Colombes
Théâtre de Vitry,
Théâtre Antoine Vitez d'Ivry
Espace Lino Ventura à Garges
Espace Sarah Bernhardt à Goussainville
Université Paris 8 (Saint-Denis)
CFA AID (Paris 16e)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
Conseil départemental du Val d'Oise : subvention de fonctionnement.

Equipe artistique prévue pour le projet :
Sébastien Lefrançois et l'équipe de création de Glace : Claire Bournet, Thierno Thioune, Tuomas Lahti, Manuel Guillaud, David Baudenon, Joël Colas.

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Diffusion : L'orange bleue d'Eaubonne + théâtre de Goussainville -	Diffusion : L'avant-seine de colombes + Garges les Gonesse – Espace Lino Ventura
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	2 semaines	2 semaines
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Eaubonne et Goussainville	École Marguerite Duras Colombes
Objectifs & contenus de chaque résidence	Diffusion de Glace + Actions pédagogiques	Diffusion de Glace + actions pédagogiques
Partenaires financiers de résidence	Coproduction Théâtre d'Auxerre – GTD d'Aix, CyberGlace Monéteau	Coproduction Théâtre d'Auxerre – GTD d'Aix, CyberGlace Monéteau

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Trafic de styles souhaite continuer à œuvrer sur les territoires pour un partage de la pratique artistique, pour l'aspect d'éducation populaire et de mission sociale que cela représente.

Continuer les actions phares et les transposer dans des structures équivalentes, dans d'autres territoires d'Île de France.

PERSPECTIVES DE CREATION

L'entre-jeu
A la manière de Charlie Chaplin qui dans « Les temps modernes » échappe à ses supérieurs hiérarchiques en se faufilant entre les rouages de son entreprise, j'ai décidé, depuis « Faites la place », d'orienter les thématiques de mes pièces sur des espaces qui n'existent que parce que des corps « désobéissants » les inventent.
Ce qui m'intéresse est que l'ingéniosité humaine en résistance aux diktats ne fait pas que se frayer un chemin de fuite dans ces espaces, mais qu'elle les détourne et les donne à voir selon sa propre vision du monde. Ce sont donc des espaces qui subtilement, par trouvailles corporelles, rendent possible une réponse à toute forme d'oppression.
J'ai récemment bousculé ma manière d'agir dans ma propre existence d'artiste en allant moi-même ouvrir un nouvel espace d'interventions artistiques, d'essais pédagogiques et autres tentatives encore, à la Ferme du Grand Béon. Cette expérience que je suis en train de vivre sera l'objet à partir duquel se construira mon prochain spectacle.
Je suis attentif dans ce lieu aux intelligences corporelles qui s'affirment dans nos rapports et constate déjà comment

la danse ici est encore davantage absente des corps qu'à proximité des villes. Je ne parle pas de la présence localement de quelques danseurs doués ou professionnels qui se sont montrés plein de bonnes intentions, mais plutôt d'un savoir populaire du corps, de danses qui pourraient exister parce que nées d'un échange de savoirs entre les gens d'une même communauté. Ces danses nous donnent le pouvoir de faire sens avec le monde, elles nous permettent aussi de construire du beau à l'intérieur de nous. Ne serait-ce pas cette fameuse substance qui rend Chaplin plus fort que l'autorité tentant de le réduire en une machine à produire ? Voici donc un premier espace de réflexion, celui du vide, du désert culturel des corps que je découvre en agissant sur ce lieu, empêchant potentiellement chaque habitant du territoire que j'apprends à connaître de transformer le monde à la hauteur de son imaginaire. Bien des gestes appartenant aux métiers, aux coutumes propres à ce territoire ont aussi disparu, je m'amuse souvent à comparer la culture corporelle du producteur de légumes qui vient de vendre ses produits au marché avec celui qui ne fait que les installer selon des codes qui ne lui appartiennent pas, dans un hyper-marché. Le monde d'aujourd'hui serait-il en train d'appauvrir nos savoirs du corps ? Comment ? Qu'est-ce que la danse peut sauver de ces déculturations ? C'est dans ces matières, ces questionnements que je pose mon regard pour en nourrir ma pièce.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Glace !
Chorégraphie : Sébastien Lefrançois – 7 danseurs
La création phare de trafic de styles est le spectacle Glace ! Il marque une forme d'aboutissement de recherches chorégraphiques. Ce spectacle peut se jouer, en théâtre, mais également dans des patinoires, ou en extérieur sur des patinoires éphémères.

« Attention travaux » et « Le Fil »
Deux Solos, mêlant danse et théâtre.
Pour ce diptyque, il est donc seul sur scène. Il incarne ce personnage en bleu de travail, aux allures burlesques, à la recherche de poésie dans un univers qui en manque, pour sortir de la condition où il est enfermé. Seul ? Pas tout à fait : il entre en duo avec l'objet.

Obstacle
Chorégraphie Sébastien Lefrançois – 4 danseurs et Barrières Vauban
"Faire d'un objet voué à bloquer une route, un groupe de gens, à tracer un passage pour en faire oublier d'autres, un appui chorégraphique permettant de traiter de l'insatiable besoin d'élévation, de l'enfermement involontaire de l'homme dans ses schémas ancestraux, et des limites mouvantes qui se baladent entre les corps, ce n'est pas seulement un détournement d'objet mais c'est faire d'un objet banal le témoin de nos peurs, nos blocages et nos questionnements quotidiens."

Enveloppes timbrées
Chorégraphie : Sébastien Lefrançois – 4 danseurs
L'être humain cherche sans cesse à modifier son enveloppe, entrant dans un processus de mimétisme inhérent à toutes les sociétés. Dans cette nouvelle création, Sébastien Lefrançois décortique ce conflit intérieur - comment chacun "négocie" avec son propre mensonge, ses contradictions - et le ridicule qui en découle. Jusqu'à révéler le clown qui est en chacun de nous ; celui-ci danse entre le monde qui le regarde et les dérapages dans lesquels il s'enlise.

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)
La création *Glace* est en cours de diffusion, deux tournées sont prévues en Île de France (Décembre 2016 et février 2017). Le spectacle se jouera également à Arcachon et à l'étranger.
D'autres perspectives de diffusion se profilent.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
La Compagnie cherche à se structurer efficacement. Le développement des activités nécessite qu'un binôme se forme pour assurer la permanence et le suivi des différents aspects de l'activité de la compagnie (Administration / Diffusion / suivi et développement des actions culturelles / veille et instruction des dossiers de développement et de financement -européens notamment / Communication...)

Subvention demandée : 35 000 €
Pas de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	44225	ETAT	25 000
Salaires brut Chargé de production (50%)	12000	**DRAC (en cours)**	25000
Charges employeur	5400	COLLECTIVITES TERRITORIALES	47600
Salaires brut direction artistique (50%)	18500	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	8325	Région IDF - PAC	35000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	49870	Région IDF – emploi tremplin (attribué)	12000
Salaires bruts artistes	25400	**Département** val d'Oise (attribué)	600
Charges employeur artistes	11430	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	53725
Salaires bruts techniciens	8000	Apports de coproduction (préciser) : vente de spectacle : Glace !	50000
Charges employeur techniciens	5040	Autres (préciser) : apport en coproduction	3725
DEPENSES D'APPROPRIATION	29480		
Préciser le nombre d'heures:……...	210		
Salaires bruts	19500		
Charges employeur	8970		
Achat action culturelle	800		
AUTRES DEPENSES	2750		
30 % Frais comptabilité	2650		
20 % Frais fluide, affranchissement, documentation	100		
TOTAL	**126 325**	**TOTAL**	**126 325**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La Région Ile-de-France soutient la compagnie au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013 pour ses projets de création, leur diffusion notamment en Ile-de-France et sur son implantation, en particulier à Saint-Ouen.

La compagnie bénéficie en outre d'un poste emploi-tremplin pour un poste d'administrateur depuis 2011.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Le bilan de cette première convention de permanence artistique et culturelle a été marqué par plusieurs créations de différents formats : début 2014, Sébastien Lefrançois a créé un nouveau solo : « Le Fil » mettant en scène un personnage mêlant danse hip hop, burlesque et clown décalé, qui a connu un beau succès public et professionnel, dans la lignée de la pièce « Attention travaux » créée en 2012 et toujours au répertoire de la compagnie ; en novembre de la même année, la compagnie a créé « Faites la place ! Petits morceaux du réel » avec 6 interprètes autour du thème du travail. Cette pièce est le fruit d'un important travail d'immersion et de rencontres avec les salariés de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois, travail mené à l'invitation du Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine dans le cadre d'une résidence d'implantation et de création. La création a fait l'objet d'une aide spécifique du Conseil départemental du Val-de-Marne. Enfin, début 2016, la compagnie a créé un spectacle grand format, « Glace », réunissant un plateau artistique de 7 interprètes dont 3 patineurs, dans un imposant dispositif scénique incluant une patinoire mobile. Parallèlement, la compagnie a diffusé les spectacles de son répertoire, dont « Enveloppes timbrées » créé en 2013 (4 interprètes) et « Attention travaux » (2012, solo) principalement. Toutefois, **la compagnie s'est heurtée à des difficultés importantes de diffusion**, en partie liées au contexte national de crise de la diffusion, mais aussi liées à des raisons intrinsèques à ses spectacles : la pièce « Faites la place » n'a pas plu aux programmateurs, et a, en conséquence, peu tourné ; la pièce « Enveloppe timbrées », créée en 2013, a déjà tourné dans le réseau chorégraphique. A contrario, la dernière création, « Glace », dont les conditions financières et techniques sont relativement lourdes pour les lieux, compte-tenu de la distribution et des contraintes

scénographiques, connaît un beau succès et une belle tournée s'annonce pour la saison prochaine notamment dans le Val d'Oise et à l'étranger (Russie, Croatie, Finlande…). Les solos de Sébastien Lefrançois sont également bien diffusés.
Enfin, depuis trois ans, **la compagnie a souffert de plusieurs changements de direction ou d'orientation, intervenus au sein des lieux qui étaient ses partenaires d'implantation**. Ainsi à Saint-Ouen, la relation, initiée avec la direction des affaires culturelles de la ville, qui devait également s'appuyer sur le théâtre, a été interrompue, suite au changement de direction du lieu et au changement politique municipal. A Vitry-sur-Seine, le partenariat engagé avec le Théâtre Jean Vilar a été également rompu à l'arrivée de la nouvelle directrice. **Pour autant, la compagnie a continué, seule, certaines des interventions artistiques qu'elle avait initiées auprès du public,** comme à Saint-Ouen avec le service des retraités, avec lesquels les ateliers se poursuivent. De la même manière, la compagnie continue à porter, de façon indépendante, des ateliers en milieu scolaire à Suresnes, ainsi que dans une résidence sociale à Levallois-Perret.
Par ailleurs, et plus largement, **la compagnie a engagé une réflexion de fond sur son projet pour les années à venir et sur son rapport au territoire**. Depuis le début de l'année 2016, la compagnie expérimente ainsi une relation, nouvelle pour elle, à des **territoires ruraux**, situés aux marges sud de l'Ile-de-France (à 130 km de Paris et 45 km de Montereau en Seine-et-Marne), dans le cadre d'une association avec un petit lieu de résidence : la Ferme du Grand Béon.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Trafic de styles est une **compagnie de référence de la danse hip hop, qui a toujours travaillé dans une relation forte au territoire en lien avec les populations**. Historiquement implantée dans le Val d'Oise, elle a, depuis 2013, élargi son territoire d'implantation, en travaillant aussi en Seine-Saint-Denis et dans le Val de Marne. Elle s'oriente aujourd'hui sur une implantation en milieu rural.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Si l'année budgétaire 2013 était particulièrement haute compte-tenu de la création et de la diffusion de la pièce « Enveloppes timbrées », le budget de la compagnie est en baisse en 2015 : li s'établit à 156 800 € soit une diminution de 37% depuis 2012. La prévision 2016 est toutefois à la hausse (247 381€ prévus, soit un niveau comparable à 2012).
Par ailleurs, l'association a enchaîné depuis 2014 deux exercices déficitaires, qui l'ont fragilisée. Cette situation de crise est due à la baisse conjuguée des subventions publiques et surtout des recettes propres, qui financent majoritairement l'activité de la compagnie.
Ainsi les subventions publiques ont diminué de plus de 20% entre 2013 et 2015, en raison principalement de la baisse continue de la subvention de la DRAC Ile-de-France. La subvention de la Ville de Saint-Ouen a pu toutefois être maintenue à l'identique en 2015, malgré l'arrêt de la résidence de la compagnie. Aussi, la Région Ile-de-France est-elle largement prédominante dans le budget actuel de la compagnie : les aides régionales cumulées au titre de la permanence artistique et culturelle et de l'emploi-tremplin (dégressive depuis 2015) représentent 58% des financements publics et 30% du budget.
Les recettes propres ont subi une chute importante entre 2012 et 2015 (-51%) en raison de la baisse de la diffusion, l'année 2013 ayant été exceptionnellement haute. Leur impact dans le budget a ainsi diminué en passant de 76% à 59% du budget. Pour 2016, la compagnie prévoit une reprise des recettes propres issues de la vente des spectacles (132 100 € prévus).

Grâce à l'obtention de l'aide à la permanence artistique et culturelle en 2013, la compagnie avait fait le choix d'engager une chargée de diffusion d'abord en CDD temps plein puis en CDI mi-temps depuis octobre 2014. Toutefois, malgré ses efforts, la diffusion des spectacles de la compagnie a chuté, ce qui a entraîné une baisse du chiffre d'affaires et a affecté les moyens de la structure. Aussi, la compagnie a décidé de supprimer ce poste et de renforcer le poste d'administratrice (en emploi-tremplin – aide régionale prévue jusqu'en 2017).
L'emploi intermittent artistique et technique s'est maintenu à un haut niveau depuis 2013.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé s'inscrit dans le nouveau projet de la compagnie, désormais implantée sur deux territoires, l'Ile-de-France et la Bourgogne, et **s'articule sur des actions pensées et menées en milieu rural, en parallèle de projets poursuivis en zones urbaines**, proche de Paris. Depuis début 2016, la compagnie travaille et anime un lieu situé aux marges de l'Ile-de-France, dans l'Yonne : la Ferme du Grand Béon, où elle est accueillie en résidence pour répéter ses spectacles, et surtout mener des ateliers et des actions avec la population. Parallèlement, elle continue d'intervenir sur plusieurs territoires franciliens, et notamment en Seine-Saint-Denis, dans le Val d'Oise et les Hauts-de-Seine et elle souhaite se déployer de façon complémentaire sur le territoire de la Seine-et-Marne.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant diminué, compte-tenu de l'implantation territoriale de la compagnie désormais partagée entre deux régions.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie TRAFIC DE STYLES à hauteur de 25 000 €
sur une base subventionnable de 72 100 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé,
déduction faite des dépenses d'emploi et de la différence entre l'aide demandée et l'aide proposée)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation, pour la production des projets artistiques de la compagnie, leur diffusion en Ile-de-France, la poursuite des actions artistiques et culturelles avec les publics et le développement de son implantation en grande couronne, notamment en Seine-et-Marne, en lien avec les lieux et les collectivités du territoire.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 500,00 €
2017	7 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	35 000,00 €
	Montant total	105 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003643

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : THEATRE DE CACHAN (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	124 653,00 €	28,08 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE CULTUREL CACHAN
Adresse administrative : 15 RUE GALLIENI
94230 CACHAN
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie CARAT, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 77573641600063

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créée en 1968 sous la forme d'une Maison des jeunes et des Loisirs, la structure intègre très vite l'accueil de spectacles professionnels, essentiellement des pièces issues de scènes privées.
Cette activité, basée sur la présentation de spectacles grand public perdure jusqu'en 2000. Puis, la collectivité locale a souhaité impulser une nouvelle démarche avec une action de diffusion pluridisciplinaire intégrant la danse, la musique, la chanson aux côtés du théâtre. La prise en compte de la création par le soutien apporté aux compagnies théâtrales implantées sur la ville et à une compagnie de danse contemporaine. Une démarche d'action culturelle prenant appui sur les compagnies professionnelles est mise en œuvre.

Aujourd'hui, le Théâtre Jacques Carat est géré par le Centre culturel communal de Cachan qui gère également les activités du cinéma la Pléiade et d'un centre d'arts plastique. Depuis le 1er septembre 2005, le Théâtre de Cachan a été transféré à la communauté d'Agglomération du Val-de-Bièvre. Suite au départ du directeur Jean-Pierre Prévost, le lieu est maintenant dirigé depuis mars 2013 par la directrice du centre culturel communal, Annette Varinot et une directrice artistique, Magali Léris.

Le programmation du théâtre, fermé pendant la phase de travaux d'agrandissement et de réhabilitation, qui a duré trois saisons, s'est mise en place « hors les murs » dans différents lieux de la ville de Cachan (Foyer de Cachan, centre socioculturels, bibliothèques, l'espace d'exposition du service culturel de Cachan, le cinéma La Pléiade, etc.) et sous un chapiteau lors de la saison 2013/14.

Le projet du nouveau Théâtre de Cachan prévoit :
- La création d'une seconde salle modulable de 230 places.
- Une redistribution des espaces avec un accueil public commun aux 2 salles, un espace de restauration et un espace d'exposition.
- La rénovation et l'agrandissement des espaces dédiés aux artistes (salle de répétition, foyer) et à la livraison des matériels de scène.
- Une amélioration des conditions d'accueil et de sécurité dans la grande salle et une mise en conformité de l'ensemble du bâtiment au regard de la loi sur le handicap.

Relevant de l'échelon intercommunal, le Théâtre de Cachan est soutenu par la Communauté d'Agglomération du Val-de-Bièvre, la Ville de Cachan, le Conseil général du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

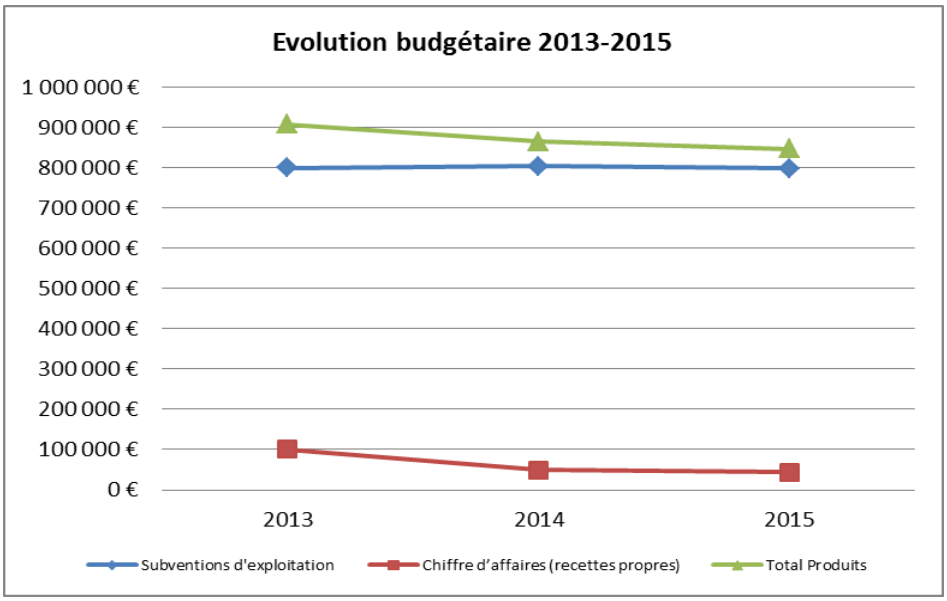
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC Ile-de-France	10 000	*1%*			*0%*
Education Nationale (aide à projet Académie de Créteil)	1 682	*0%*	1 481	1 481	*0%*
Conseil Départemental du Val-de-Marne (aide au fonctionnement)	28 000	*3%*	28 000	28 000	*4%*
Communauté d'agglomération du Val de Bièvre	704 750	*87%*	708 500	708 500	*89%*
Ville de Cachan (aide au fonctionnement)	20 000	*2%*	30 000	30 000	*4%*
Autres - ARCADI, CNV, CAF 94, Cohésion égalité des chances	16 000	*2%*	6 233		*0%*
Région - PAC	30 000	*4%*	30 000	30 000	*4%*
SOUS-TOTAL REGION	30 000	4%	30 000	30 000	4%
TOTAL SUBVENTIONS	**810 432**	**100%**	**804 214**	**797 981**	100%

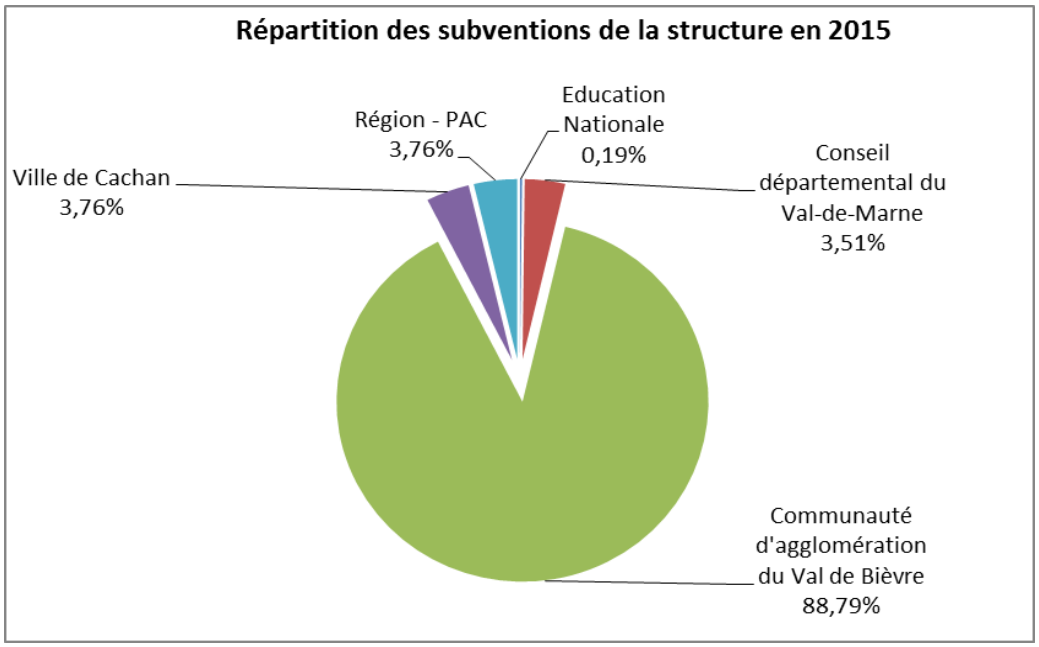
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	*2015*	%
Subventions d'exploitation	799 892	*88%*	804 214	798 451	*94%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	100 399	*11%*	49 536	43 781	*5%*
Total produits	908 080	100%	864 664	846 445	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	306 343	303 255	265 121
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 896	4 031	2 152

3) Evolution de l'activité

	2013/2014	2014/2015	2015/2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	2 créations	2 dont 1 coproduction	2 dont 1 coproduction
Nombre de spectacles diffusés au total	29	34 + 3 spectacles dans le cadre du *Dimanche dansé* + 16 spectacles dans le cadre du festival de rue *Charivarues*	31
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	49	53 + 3 représentations dans le cadre du *Dimanche dansé* + 38 représentations dans le cadre du festival de rue *Charivarues*	61
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	3 temps forts par les partenariats avec les festivals Festi'Val de Marne et Sons d'hiver, et la collaboration à la fête de la ville de Cachan	4 temps forts par les partenariats avec les festivals Festi'Val de Marne et Sons d'hiver, et l'organisation d'un dimanche dansé et du festival de rue, Charivarues, sur un week-end	3 temps forts par le partenariat avec le festival Sons d'hiver, et l'organisation d'un dimanche dansé et la collaboration à la fête de la ville de Cachan.
Nombre de spectateurs	8 225	8 725	4 746 (chiffres arrêtés au 18 mars 2016)
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	5 compagnies accueillies en résidence d'implantation de longue durée: - Cie Eroc - Cie Liba Théâtre - Cie Retouramont - XVIII-21 Le Baroque Nomade - Cie Le Bel après minuit	4 compagnies accueillies en résidence d'implantation de longue durée: - Cie Liba Théâtre - Cie Retouramont - XVIII-21 Le Baroque Nomade - Cie Le Bel après minuit	4 compagnies accueillies en résidence d'implantation de longue durée: - Cie Tango Ostinato - Cie Liba Théâtre - XVIII-21 Le Baroque Nomade - Cie Narcisse 1 compagnie accueillie

			en résidence Jeune Public: - Cie La Fabrique des Petites Utopies
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	103	86	78
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	178	157	145
Nombre d'établissements et de relais partenaires	30	30	25
Nombre de bénéficiaires	1 398	1 183	1 574

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Le Théâtre de Cachan - Jacques Carat, va cette saison 2016/2017 inaugurer un nouvel équipement ouvrant ainsi de nouvelles perspectives.
Cet équipement majeur dans le nouveau territoire Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (T12) va permettre de développer un projet au service de la création et de la rencontre avec les publics
En effet, ce nouvel équipement va offrir de belles possibilités de travail : Les artistes et compagnies disposeront d'un lieu, (2 plateaux (dont un modulable permettant une démultiplication de propositions du rapport à la scène), 1 salle de répétition, 3 salles de travail) d'équipements scéniques neufs et d'une structure d'accueil, nécessaires à leurs créations. Nous pourrons ainsi mieux accueillir les équipes artistiques, notamment en terme de mise à disposition en amont des représentations et être au plus près des différents besoins que se soit en terme d'équipement que de temporalité.
En outre, nous pourrons proposer une meilleure visibilité aux spectacles et permettre de drainer un plus large public en programmant des séries de représentation.
Les salles d'activité, d'exposition ainsi que l'espace détente cafétéria seront autant de possibilités d'accueillir le public autour de propositions artistiques et d'échange avec les artistes.

Le projet pour les trois saisons s'articulera autour de trois axes :

➢ Des formes artistiques plurielles
Le projet du Théâtre a évolué fort de trois saisons hors les murs, durant lesquelles nous avons constaté que la pluridisciplinarité des propositions artistiques satisfait la curiosité et aiguise l'appétit culturel du public.

Nous tenons donc à offrir une diversité culturelle qui va des formes traditionnelles aux formes innovantes de la création : le théâtre, la danse, le théâtre musical, le geste, les arts de la piste, la marionnette, le théâtre d'objets, le conte… des formes classiques ou nouvelles, inventives et ludiques…
Les compagnies en résidence incarnent cette volonté de pluralité:
- Deux projets musicaux seront soutenus au cours de la première saison, Robosonik 2.0 du groupe Orkestronika en partenariat avec le Festival Sons d'hiver et le projet mêlant professionnels et amateurs de l'ensemble XVIII-21 Baroque Nomade avec le soutien d'ARCADI.
- La compagnie de tango contemporain, Tango Ostinato propose au public de découvrir l'alliance d'une forme chorégraphique traditionnelle redynamisée par le souffle de la danse contemporaine.
- La compagnie théâtrale Narcisse qui présentera sa création "Roméo et Juliette: thriller médiatique" et travaillera sur sa prochaine création.

Et également une programmation dans l'espace public et l'ouverture sur les arts de la rue par la création pérenne du festival CHARIVARUES, (initié en 2015 par le théâtre « hors les murs »), sous forme de biennale.

➢ Un accueil privilégié des artistes

Cette restructuration est pour nous l'opportunité d'offrir aux artistes un outil précieux dans les différentes phases de création et de diffusion de leurs oeuvres.
Nous continuerons à apporter un soutien aux compagnies en résidence et nous souhaitons également développer de nouvelles aides à la création et des accompagnements ponctuels d'artistes ou de compagnies. Notamment en accompagnant certains artistes au cours du processus de création en proposant une mise en lecture publique du texte par l'équipe artistique et en accueillant ensuite la création, procédé qui nous permettra également de faire le pont entre le hors et le dans les murs du théâtre.
- Le travail de création de l'auteure et metteure en scène Leïla Anis sur son texte "Les Monstrueuses" sera proposé en lecture à l'automne 2016 chez l'un de nos partenaires du hors les murs et créé au plateau la saison suivante.

Certaines compagnies en résidence bénéficieront également d'un apport en coproduction, se sera notamment le cas du groupe Orkestronika pour son projet Robosonik 2.0.
Les autres apports en coproduction seront définis en fonction des moyens à notre disposition.

Le Théâtre accompagnera également les compagnies pendant la période de diffusion de leur spectacle en mettant à leur disposition la salle de répétition et/ou un des plateaux disponibles, pour la reprise du spectacle, en apportant des aides techniques et administratives importantes. L'objectif étant de permettre une plus grande visibilité aux artistes, notamment en organisant des rendez-vous de présentations aux professionnels.

Nous envisageons ce lieu comme un lieu de fourmillement, une ruche artistique, ouvert aux artistes comme aux publics, donnant l'opportunité aux créations artistiques de vivre et d'être vécues part de multiples axes.

Est envisagé également un partenariat privilégié avec la Maison du Conte de Chevilly Larue autour d'une carte blanche donnée à un artiste dans le cadre de la programmation.
Nous souhaitons également proposer chaque saison un focus autour d'une discipline artistique et décliner autour de plusieurs propositions de spectacles en chantier, création ou diffusion, des rencontres / débats / conférences pour aller plus loin dans la découverte.

➢ Les publics au coeur de nos actions

L'équipe du théâtre accorde une priorité à la formation et à l'initiation aux pratiques artistiques en menant des actions conjointes avec les établissements scolaires, les centres socioculturels et des associations du territoire.

L'équipe du théâtre prolongera les actions culturelles existantes, les rencontres entre le public et les équipes artistiques, les stages courts d'initiation aux pratiques dansées (jazz, hip-hop, classique, tango), les ateliers en direction des tout petits à l'issue des représentations Jeune Public, les actions dans les écoles et conservatoires de musique, les actions menées par les compagnies en résidence.
Nous souhaitons pérenniser les rencontres entre artistes et public et créer des rendez-vous réguliers, par des master class, des ouvertures publics.

Nous poursuivrons également la mise en œuvre de projets hybrides rassemblant dans le travail et au plateau professionnels et amateurs, des projets longs portés par des compagnies en résidence.
La saison 2016/2017, verra ainsi éclore deux projets de ce type:
- le projet Entends l'Ailleurs porté par l'ensemble lyrique XVIII-21 - Baroque Nomade, qui propose à des musiciens amateurs représentants de traditions musicales multiples de converger vers une proposition artistique commune.
- le projet chorégraphique Tango for Pina, proposé par la compagnie Tango Ostinato, qui amène des danseurs amateurs de tout âge à ressentir la spécificité du tango grâce aux éléments fondateurs de cette danse: confiance, écoute réciproque, abandon, maîtrise de soi et lâcher-prise et ensuite à se saisir de l'espace créatif pour traduire leur propre expérience sensorielle.

Ainsi pour répondre à l'ensemble de ces exigences, il nous semble essentiel d'augmenter sensiblement le nombre de représentations. Nous prévoyons donc pour la saison 2016/2017 d'accueillir 45 spectacles: 25 grande salle – 15 petite salle – 5 cafétéria Soit 83 représentations : 66 représentations tous publics - 17 représentations à destination du public scolaire.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
Partenaires locaux:
- Etablissements scolaires
Ecoles élémentaires et maternelles (Cachan), collèges Victor Hugo, Paul Bert (Cachan), , lycées Maximilien Sorre et Gustave Eiffel (Cachan)
- Structures petite enfance
Crèches municipales et départementales, Relais Assistantes Maternelles (Cachan)
- Structures et Organismes communaux
Centres socio-culturels (La Plaine, Maison Cousté, Lamartine), centres de loisirs (Cachan et Arcueil et autres), bibliothèques centrale, de La Plaine et Lamartine (Cachan), Conservatoire de Musique (Cachan), Centre Communal d'Action Sociale, Résidence du Moulin (RPA), CASC, APCC
- Associations
De la Tête aux pieds Ultimatum Step, RED, Corps et âme (Cachan)+ Associations de pratique théâtre amateurs
Structures accompagnant des personnes en difficulté d'insertion Coallia (CHRS de Cachan)
- Autres
ENS de Cachan, Kiosques Jeunes, EDIM, Résidence de l'Aqueduc, EPHAD Cousin de Méricourt, EPHAD Maison de la Bièvre, EPHAD Résidence Saint Joseph

Partenaires départementaux :
- Etablissements scolaires
Eugène Chevreul (L'Haÿ-les-Roses), Dulcie September (Arcueil), Inspection académique
- Structures et Organismes communaux
Service culturel de Gentilly
- Associations
Culture du Cœur 94, Association Vivre ! – Pôle Accompagnement à la Vie Sociale et Hébergement (Arcueil), (Arcueil), Clinique Dupré (Sceaux), structures accompagnant des personnes en difficulté d'insertion
- Théâtres
Théâtre Romain Rolland (Villejuif), Ecam (Kremlin-Bicêtre), Théâtre des Quartiers d'Ivry, Espace Jean Vilar (Arcueil), Anis Gras (Arcueil), la Grange Dimière (Fresnes), Théâtre André Malraux (Chevilly Larue) …
- Festivals
Le Théâtre de Cachan – Jacques Carat participe à la programmation de plusieurs festivals départementaux : Festi'val de Marne, Festival Sons d'hiver, les théâtrales Charles Dullin, La biennale de Danse du Val de Marne.
- Autres
Institut Gustave Roussy (Villejuif), ENS de Cachan, Kiosques Jeunes, EDIM,

Partenaires régionaux : Rectorat

Partenaires nationaux : Groupe Geste(s)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) - Préciser les modalités de leur soutien :
- DRAC IDF - Résidence musicale
- ARCADI - Résidence lyrique
- Territoire Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (12)
- Département du Val-de-Marne
- Ville de Cachan
- ADIAM 94 - actions musicales

Equipe artistique prévue pour le projet :
Pour la saison 2016/2017 :
- Groupe Orkestronika - conception artistique Patrick Fradet
- XVIII-21 Baroque Nomade - direction artistique Jean Christophe Frisch
- Compagnie Narcisse, direction artistique Anne Barbot et Alexandre Delawarde
- Compagnie Tango Ostinago, chorégraphes Claudia Miazzo et Jean Paul Padovani
- Maison du Conte de Chevilly Larue – **Isabelle Aucagne**

RESIDENCES PREVUES		
	1ère année 2016/2017	

Type de résidence (implantation, création/diffusion …)	· Résidence de création et diffusion	· Résidence d'implantation	· Résidence de création et diffusion	· Résidence de création et diffusion	· Carte blanche
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Octobre 2016 à janvier 2017 4 mois	Janvier 2016 à avril 2017 8 mois	Septembre 2015 à juin 2017	Janvier 2016 à juin 2017 10 mois	Un week-end - dates en cours de définition
Equipes artistiques	Groupe Orkestronika - musique	XVIII-21 Baroque Nomade et Magali Leris - musique	Compagnie Narcisse - théâtre	Compagnie Tango Ostinato - danse	Maison du Conte de Chevilly Larue
Objectifs & contenus de chaque résidence	Ce projet s'inscrit dans la continuité d'un partenariat fructueux engagé avec le festival Sons d'hiver et la volonté partagée d'accompagner un processus de création originale mêlant la musique improvisée et la robotique. Le projet Robosonik 2.0 est une installation composée d'objets usuels recyclés, détournés, robotisés et manipulés par des artistes musiciens qui donnent naissance à une musique hybride faite de groove, de lyrisme et d'électronique. La résidence du groupe Orchestronika se définit par deux axes: • L'accompagnement en création et diffusion de la création de Robosonik 2.0. • Un projet global de rencontres et d'interventions artistiques en lien avec le public et les partenaires du théâtre (Master class en partenariat avec les Conservatoires et l'EDIM, ateliers en milieu	La résidence de l'ensemble lyrique XVIII-21 Baroque Nomade est construite autour du projet Entends l'Ailleurs. Ce projet consiste à réunir pour un concert des musiciens amateurs du territoire porteurs d'une tradition : Turcs, Russes, Bretons, Tamouls, Malgaches... Encadrés par les musiciens professionnels du Baroque Nomade, ils auront l'occasion de découvrir les musiques des uns et des autres, et de créer une composition unique en les mêlant dans le cadre de la création d'un spectacle commun. Le travail va prendre forme au cours d'atelier tout au long de la saison pour aboutir à une restitution publique en avril 2017.	La résidence d'accompagnement proposée à la compagnie Narcisse à l'initiative de la Communauté d'agglomération du Val de Bièvre (intégrée au Territoire Val de Bièvre -Seine Amont - Grand Orly) , menée en collaboration avec le Théâtre Romain Roland de Villejuif et l'ECAM du Kremlin-Bicêtre, permet à la compagnie de développer ses créations et l'accompagnement des publics dans leur découverte grâce aux parcours (petites formes, ateliers, rencontres) mis en place en direction de différents publics (lycéens et collégiens et tout public). Le Théâtre de Cachan accueillera sur la saison 2016/2017 la spectacle *Roméo et Juliette* et la petite forme créée autour de ce spectacle # *oeil pour oeil et dent*	La compagnie Tango Ostinato a démarré en septembre 2015 une résidence au Théâtre de Cachan - Jacques Carat et à l'Espace Culturel André Malraux du Kremlin-Bicêtre pour deux saisons. Cette résidence va permettre aux habitants de ces deux villes, et plus largement du territoire du Val de Bièvre et de la banlieue sud, de découvrir le tango contemporain. Plusieurs créations de la compagnie (pour les salles ou le plein air) seront programmées sur les deux villes jusqu'en juin 2017, parmi lesquelles Tango for Pina, projet chorégraphique pour 25 danseurs amateurs.	Le Théâtre de Cachan dans une dynamique de partage et de circulation collabore sur la saison 2016/2017 avec la Maison du Conte de Chevilly Larue pour proposer un week-end autour du conte.

	scolaire, conférence à la Bibliothèque).		*pour dent.* La compagnie travaillera également sur une proposition autour du roman de Dostoïevski, "Humiliés et Offensés" dont la création est prévue pour la saison 2017/2018	De septembre 2015 à juin 2017, Claudia Miazzo et Jean Paul Padovani interviendront dans le cadre d'ateliers et de master-classes auprès des habitants du Val de Bièvre, qui seront autant d'occasions pour les chorégraphes de partager leur recherche artistique.	
Partenaires financiers de résidence	Festival Sons d'hiver		Communauté d'agglomération du Val de Bièvre (intégrée au Territoire Val de Bièvre -Seine Amont - Grand Orly), menée en collaboration avec le Théâtre Romain Roland de Villejuif et l'ECAM du Kremlin-Bicêtre	ECAM du Kremlin-Bicêtre	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) - *Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les équipes artistiques concernées, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.*

Soutenir la création
L'équipe du théâtre de Cachan veut être attentive aux artistes qu'elle choisit de mettre en avant. Les faire connaître, aider aux montages de leurs productions, faire rayonner leurs créations, en faire bénéficier le plus grand nombre, depuis leurs premiers pas jusqu'à l'aboutissement de leur projet, telle est l'ambition du Théâtre Jacques Carat.
Le nouvel équipement permettra de mettre à disposition des locaux (salles de spectacle, salle de répétition, espaces de travail), l'équipe administrative sera disponible pour guider et faciliter les démarches des compagnies encore fragiles, l'équipe technique mettra son savoir faire au service des démarches créatives.
L'équipe du Théâtre de Cachan propose un nouveau projet d'accompagnement aux artistes : « de la lecture à la création ».

Expérience et réflexion
Au cours de nos 3 saisons hors les murs, nous avons pu découvrir un nombre important d'artistes émergents, nous avons vu et suivi plusieurs compagnies, plusieurs collectifs.
Ces équipes, ces artistes, par leur engagement, leur manière de travailler, leur quête de sens, leur écriture, ont éveillé notre curiosité et provoqué notre intérêt.
Nous avons également été attentifs aux compagnies qui ont fait leurs preuves et dont le travail continue à nous surprendre et à toucher notre sensibilité.

Nous souhaitons accompagner ponctuellement des artistes mais en profondeur.

Chaque saison nous ferons le choix de faire découvrir, ou mieux connaître, une, deux, ou trois compagnies, au

public cachanais, qui suivra et accompagnera ainsi leurs processus de création.
Dès l'ouverture du nouveau théâtre, nous proposons au public de suivre le processus artistique d'un artiste, d'une compagnie, depuis la lecture d'une pièce jusqu'à sa création.

De la lecture à la création
Les lectures seront préparées au théâtre. Chaque équipe artistique aura un temps de répétition pour cette lecture, à déterminer en fonction de la nécessité d'un temps de travail conséquent pour chaque lecture.

Faire connaissance

Ces lectures auront lieu dans l'espace choisit par le metteur en scène (Petite salle, salle de répétitions, espace lecture, espace restauration, espace exposition..), en fonction de son projet.
A l'issue de ces lectures, nous prévoyons un temps d'échange entre l'auteur, toujours présent, les acteurs, le metteur en scène et le public.
Ces temps d'échanges se prolongeront dans l'espace cafétéria/restaurant de manière conviviale : que la rencontre entre public, artistes, œuvre, soit riche, qu'elle ait lieu de telle façon que les uns éveillent la curiosité des autres et que tous tissent des liens durables.
Ces lectures seront ouvertes aux professionnels, que chaque équipe artistique puisse également rencontrer les structures, les institutions, les programmateurs, susceptibles de les soutenir.

En 2016/17 Une première série de trois lectures sera donnée en public.
La Cie L'œil Brun, lira Les Monstrueuses de (et par) Leïla Anis, mise en scène Karim Hammiche.
La Cie Théâtre du Prisme lira Lungs de Duncan Mac Millan, mise en scène Arnaud Anckaert.
La Cie Aux Arts etc. lira Abeilles de Gilles Granouillet, mise en scène Magali Léris.

En 17/18 Les compagnies qui auront lu et rencontré le public en 16/17, devront « nécessairement » être en création de ce texte la saison suivante. Nous pourrons alors continuer notre accompagnement. Equipement mis à disposition : salles de répétition, temps de répétition à négocier au cas par cas avec les impératifs liés à une création (dates/production, etc.) et ceux du planning du théâtre. Equipe administrative en soutien, sur la communication notamment. Equipe technique à disposition sur la création. Et dans l'idéal pour le Théâtre de Cachan entrer en co-production, et dans la crise en pré-achat et co-réalisation.

Si une compagnie n'a pas réussi à monter sa production, nous verrons alors comment l'accompagner pour lui permettre d'avancer. Nous souhaitons pouvoir l'accompagner de la même façon, mais un an plus tard. Bien conscients des difficultés à monter une production aujourd'hui, nous souhaitons donner du temps aux compagnies que nous choisissons de soutenir.

Un projet d'accompagnement ponctuel mais en profondeur.

Une durée d'au moins deux ans par équipe artistique, trois ans au plus. Chaque année deux à trois nouvelles équipes, pour une durée courte mais intense, avec un parcours complet à partager avec le public autour de chaque étape de la création.

Les étapes intermédiaires

Si la lecture est la première étape et la création la dernière, le processus créatif pourra s'accompagner de diverses actions avec le public.
Suivant les créateurs et selon les œuvres créées : de la répétition à une séance d'improvisation, de l'écriture au plateau au temps de réflexion, des apéros rencontres aux dîners partagés, artistes, public, et équipe du théâtre Jacques Carat ne manquent pas d'envies et d'idées, se donnent encore le temps d'imaginer ensemble des formes de partage inattendues, ludiques, profondes, ayant du sens et porteuses de lien social.

Les artistes, auteurs, metteurs en scène qui nous intéressent (entre autres) les années qui viennent : Pauline Bayle, Céline Champinot, Côme de Bellecize, Lena Paugam, Julie Duclos, Marcus Borja.

Présentation des éventuels projets hors résidences :
Nous souhaitons remettre au cœur du projet l'accompagnement des équipes en création et leur donner les moyens de pouvoir travailler dans de bonnes conditions.
Ainsi, afin de répondre aux besoins du projet de ce nouvel équipement, l'équipe technique actuellement constituée d'un directeur technique et de deux techniciens devra être renforcée afin d'apporter un meilleur accompagnement et

être en mesure de répondre aux besoins des équipes artistiques accueillies. L'évolution et la structuration de l'équipe technique se feront au regard des moyens dévolus.

De même, le poste d'accueil et billetterie actuellement à temps partiel doit évoluer vers un temps plein dès la réouverture afin d'assurer l'accueil physique et téléphonique du public et des équipes artistiques et répondre ainsi à notre exigence d'un lieu ouvert en continue au public.
A terme, un renfort au niveau du travail de relations publiques sera essentiel.
Nous avons néanmoins besoin de réinvestir le lieu pour mettre en œuvre le projet dans le nouvel équipement afin de mesurer au plus juste les besoins en terme de création d'emploi dans ce domaine.

Subvention demandée :
60 000 €
Soit 30 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**euros**	**RECETTES**	**euros**
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	103098	ETAT	12000
Salaires bruts artistes	1615	**DRAC Ile-de-France** (en cours) :	12000
Charges employeur artistes	807	COLLECTIVITES TERRITORIALES	119543
Salaires bruts techniciens	12488	**Région Ile-de-France / PAC**	60000
Charges employeur techniciens	6489	**Département** : Val-de-Marne (94) (en cours)	9000
Droits d'auteur	5904	**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes** (préciser le nom) : Territoire Val de Bièvre - Seine Amont - Grand Orly (en cours)	40543
Locations (préciser): matériel technique	6800	**Commune** 1 : Ville de Cachan (en cours)	10000
Défraiements	1360	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	10000
Transports	1200	ARCADI	5000
Apports en coproduction	13500	Autres (préciser) : Festival Sons d'hiver	5 000
Achats de spectacle, concerts	49200	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	8110
Autres (préciser) : communication	3735	Billetterie	5000
DEPENSES D'APPROPRIATION	40055	Prestations de service (préciser) :	7070
Préciser le nombre d'heures: 174 heures		TVA sur subvention	-3960
Salaires bruts (coordination et relations publiques	7600		
Charges employeur	3800		
Achat action culturelle	28655		
AUTRES DEPENSES	6500		
Frais de structures	4000		
Assurance	600		
Documentation	350		
Entretien et petits équipements	550		
Frais de régie	1000		
TOTAL	**149 653**	**TOTAL**	**149 653**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006, à hauteur de 30 000 €.

Le projet soutenu dans le cadre de la convention 2013-2015 s'appuyait sur le projet du théâtre pendant les travaux d'agrandissement et de rénovation, qui se définissait autour d'une programmation pluridisciplinaire hors les murs, des résidences longues de compagnies (théâtre, musique et danse) ainsi que de nombreuses actions culturelles en direction des publics.

La structure n'a pas bénéficié d'autres aides régionales au cours de ces trois années de conventionnement.
Pour information, la Région a apporté une subvention régionale à la communauté d'agglomération du val-de-bièvre pour les travaux du théâtre de Cachan d'un montant de 1 143 350 € (CP 17 octobre 2013).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Le bilan des trois années de convention coïncide avec les trois saisons hors les murs du Théâtre de Cachan, rendues nécessaires par la conduite d'importants travaux d'agrandissement et de rénovation du théâtre (notamment création d'une seconde salle entièrement modulable). Malgré ces travaux, l'équipe du Théâtre de Cachan a maintenu une activité de programmation et d'accueil d'artistes en résidence, en s'adaptant aux contraintes, notamment techniques, des différents lieux utilisés pour la diffusion, en offrant davantage de propositions en extérieur et en travaillant au plus près de la population.
Le théâtre a eu comme objectif de maintenir l'exigence artistique du projet, de continuer à proposer une programmation au public du théâtre, à aller vers les publics moins habitués et ainsi accompagner la (ré)ouverture du nouveau Théâtre.
Le Théâtre de Cachan est un théâtre de ville, qui propose une programmation pluridisciplinaire à dominante théâtre, qui fait également la part belle à la danse, la musique, le théâtre d'objet, le théâtre gestuel et le cirque ainsi qu'aux spectacles jeune public. Au cours de ces trois années, le théâtre a proposé en moyenne 31 spectacles en salle pour 55 représentations, sans compter les spectacles et représentations extérieurs (danse et arts de la rue), soit un niveau très légèrement en-deçà des saisons précédentes (la moyenne était de 37 spectacles et 62 représentations).
Le « hors les murs » du Théâtre a permis d'expérimenter de nouvelles propositions comme l'implantation d'un chapiteau ou la création d'un festival d'arts de la rue. En effet, pour la première fois en 2015, le théâtre a organisé un festival d'arts de la rue « Charivarues » : deux jours, 16 spectacles, 13 compagnies, 38 représentations gratuites, des jeux et animations. Ayant remporté un franc succès, il a été décidé de le pérenniser et de l'organiser en biennale. Lors de la saison 2013-14, le théâtre a implanté un chapiteau dans la ville et programmé plusieurs spectacles de cirque. Au niveau des formes présentés, des spectacles en duos ont ponctué la saison 2015/16, tandis que la saison précédente 2014/15 plusieurs seuls en scène avaient été programmés.
Le Théâtre a réussi à maintenir une bonne fréquentation publique, constatant même le renouvellement d'une partie du public. Si le nombre de spectateurs par saison est plus bas que sur la période précédente (autour de 8000 contre une moyenne de 14 000 pour les saisons antérieures aux travaux), c'est essentiellement en raison de la jauge réduite offerte par les lieux du hors les murs.
Fidèle à ses engagements envers les artistes, et soucieux d'être au plus près des publics dans cette période particulière, le théâtre a poursuivi l'accueil de résidences longues (danse, théatre et musique) en soutenant plutôt des productions de formes plus légères et en accompagnant la mise en œuvre de projets menés avec la population. Plusieurs résidences longues se sont achevées : la compagnie de danse verticale Retouramont, la compagnie de théâtre Eroc et la compagnie de théâtre jeune public Le Bel après minuit (compagnie en résidence sur le Val-de-Bièvre). La résidence avec l'ensemble le Baroque nomade s'est poursuivie. Deux nouvelles résidences ont débuté en 2015, avec la compagnie de tango contemporain Tango Ostinato et la compagnie de théatre Narcisse (nouvelle compagnie en résidence sur le territoire du Val-de-Bièvre).
Le théatre a proposé tout au long des saisons, des rencontres, ateliers, projets en direction, et avec les publics. Par exemple, un nouveau projet, « Mad'in cachan », s'est mis en place depuis 2015, sous la coordination de la nouvelle directrice artistique, aussi comédienne et metteuse en scène, en partenariat avec d'autres acteurs de la ville. Des ateliers de pratiques artistiques (théâtre, danse, photo, vidéo, écriture, musique, marionnettes…), ouverts à tous et gratuits, animés chacun par des artistes confirmés, sont ainsi proposés dans toute la ville par les différents partenaires. Ils donnent lieu chaque année à des créations présentées au théatre et verront leur aboutissement au moment de la réouverture du théatre.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Au cours de ces trois saisons « hors les murs », de suivi du chantier de construction, le théâtre a renforcé son

ancrage et son rayonnement dans la Ville de Cachan. Le théâtre a poursuivi ses collaborations avec les théâtres du territoire du Val-de-Bièvre ainsi qu'avec les festivals phares du département : Sons d'hiver, Festi'Val de Marne, la Biennale de danse et Les théâtrales Charles Dullin.

Evolution budgétaire et de l'emploi
De l'ordre de 870 000 € annuel, le budget du Théâtre de Cachan présente une tendance à la baisse sur la période 2013-2015. Cette diminution est conjoncturelle, et liée à la spécificité de la situation du théâtre ces trois dernières années. Les recettes propres ont, en effet, mécaniquement diminué en raison d'une jauge hors les murs réduite et à une programmation accrue de spectacles gratuits. Entre 2013 et 2014, les recettes propres ont été divisées par deux, passant de 100 000€ à 50 000€ et atteignant 44 000€ en 2015. Les subventions publiques sont, à l'inverse, restées stables. Relevant de l'échelon intercommunal, la majeure partie de ces subventions provient de la Communauté d'Agglomération du Val-de-Bièvre (708 500€). Les trois autres partenaires publics, le Conseil Départemental du Val-de-Marne, la Ville de Cachan et la Région, apportent chacun une aide financière quasi équivalente représentant 4% du montant des subventions. Le Théâtre de Cachan obtient, par ailleurs, certaines années d'autres aides ponctuelles, notamment des aides à la résidence de la DRAC ou des aides d'Arcadi.
Le fonctionnement du théâtre repose sur une équipe stable de dix personnes et une co-direction depuis le recrutement, en 2013, d'une directrice artistique, comédienne et metteuse en scène.
Le volume des heures d'intermittence technique présente des niveaux conséquents, le projet hors les murs a, en effet, nécessité des besoins importants au niveau de l'équipe technique, pour adapter les projets dans les différents lieux utilisés au cours de cette période pour la programmation.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le Théâtre de Cachan propose un projet qui se déploiera pleinement dans le nouveau théâtre à compter de janvier 2017. Il disposera alors de deux salles de spectacles (dont une modulable), d'une salle de répétition et de trois salles de travail, ainsi que d'espaces d'accueil, de restauration et d'exposition. Les grandes lignes du projet, ouverture à la pluridisciplinarité, accueil d'artistes en résidence, actions en direction des publics, sont réaffirmées en même temps qu'elles sont renforcées.
Le Théâtre souhaite faire de ce nouveau lieu, un lieu d'accompagnement des artistes et de soutien à la création. Ainsi, il poursuivra l'accueil d'artistes en résidence longue, et développera un nouvel accompagnement, notamment pour des jeunes artistes, autour d'un parcours de création, de la lecture à la création. Le Théâtre souhaite également proposer des séries de représentations pour certains spectacles.
Seront accueillis en résidence des projets musique avec « Robosonik 2.0 » d'Orkestronika et le Baroque Nomade, danse avec la compagnie Tango Ostinato, théâtre avec la compagnie Narcisse et conte en partenariat avec la Maison du Conte de Chevilly-Larue. Pour les parcours d'accompagnement, plusieurs artistes, auteurs, metteurs en scène sont présentis : Leïla Anis, Pauline Bayle, Céline Champinot, Come de Bellecize, Lena Paugam, Julie Duclos, Marcus Borja.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le théatre de cachan en 2016 à hauteur de 35 000 € sur une base subventionnable de 124 653 €

(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région ne soutient pas l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 35 000 € pour le projet proposé par le théâtre de Cachan de soutien à la création et d'accompagnement des artistes, dans le cadre du nouveau théâtre.

Intérêt régional :
Cette subvnetion donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 500,00 €
2017	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003644

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	820 081,00 €	23,66 %	194 000,00 €
	Montant Total de la subvention		194 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CTRE DE MUSIQUE BAROQUE VERSAILLES
Adresse administrative : 22 AV DE PARIS
78003 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-François DUBOS, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34271439100055

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Installé depuis 1988 à l'Hôtel des Menus Plaisirs à Versailles, le Centre de musique baroque de Versailles (CMBV) est une structure unique en France, dédiée à la valorisation du patrimoine musical français des 17ème et 18ème siècles. Elle est organisée depuis ses débuts autour de trois pôles d'activité:

- la recherche à travers les travaux de l'Unité Mixte de Recherche et les éditions ;
- la formation à travers la Maîtrise (enseignement musical pour 120 enfants scolarisés et formation supérieure professionnelle pour 17 adultes) ;
- les activités artistiques à travers la production de concerts et de temps forts thématiques diffusés au Château de Versailles - le CMBV ayant été nommé organisme associé à l'Etablissement public du Château de Versailles en 1996 -, mais aussi depuis quelques années ailleurs en France et à l'étranger dans le cadre de coproductions et de partenariats.

Par ailleurs, le Centre de musique baroque dispose d'une importante base de données qui constitue un portail public de ressources numériques sur la musique française des 17ème et 18ème siècles.

Le Centre de musique baroque bénéficie du soutien de l'Etat, de l'Etablissement public du Château de Versailles et de sa filiale (Château Versailles Spectacles), du Département des Yvelines, de la Ville de Versailles et de la Région depuis ses débuts.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

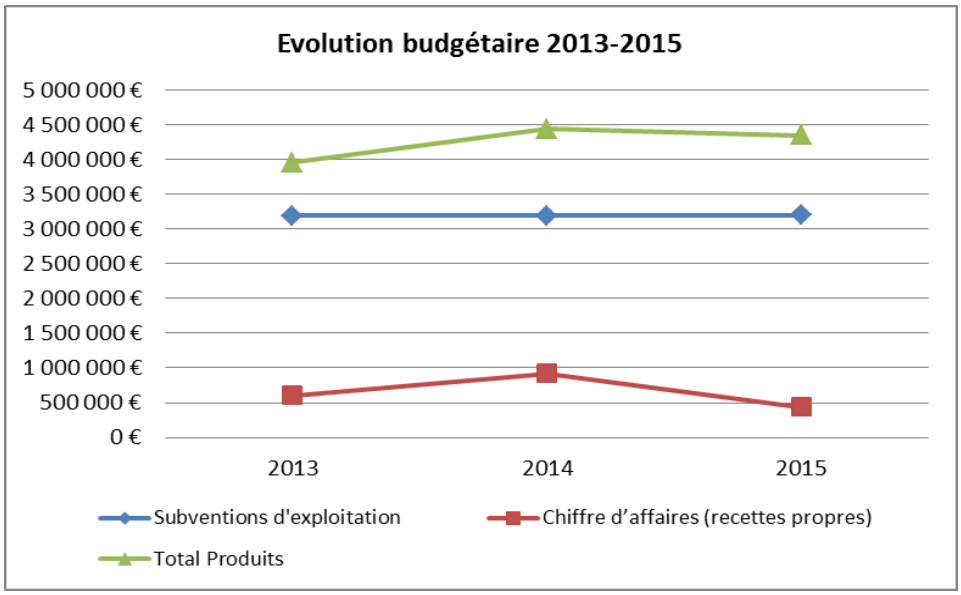
	2013	%	2014	2015	%
Ministère de la culture - DGCA - aide au fonctionnement	2 388 000	*75%*	2 413 000	2 563 000	*80%*
Ministère de la culture - DGCA - aide Année Rameau	40 000	*1%*			
Ministère de la culture - Direction générale des patrimoines			3 000		
Ministère de la culture - DREST (mise à disposition de personnel)	*69 000*		*69 000*	*69 000*	
Etablissement public du Château de Versailles - subvention	250 000	*8%*	250 000	260 000	*8%*
Etablissement public du Château de Versailles - mise à disposition de lieu	*423 781*		*522 326*	*522 326*	
Etablissement public CNRS - mise à disposition de personnel	*187 000*		*187 000*	*187 000*	
Conseil départemental 78 - aide au fonctionnement + année Rameau (2014)	215 806	*7%*	253 000	80 000	*3%*
Ville de Versailles - aide au fonctionnement	95 000	*3%*	95 000	95 000	*3%*
Région - PAC	194 000	*6%*	194 000	194 000	*6%*
Région - aide aux manifestations culturelles (Année Rameau)	20 000	*1%*	20 000		
SOUS-TOTAL REGION	*214 000*	*7%*	*214 000*	*194 000*	*6%*
TOTAL SUBVENTIONS	**3 202 806**	**100%**	**3 228 000**	**3 192 000**	**100%**

NB : zones en grisées = apports en nature et en industrie

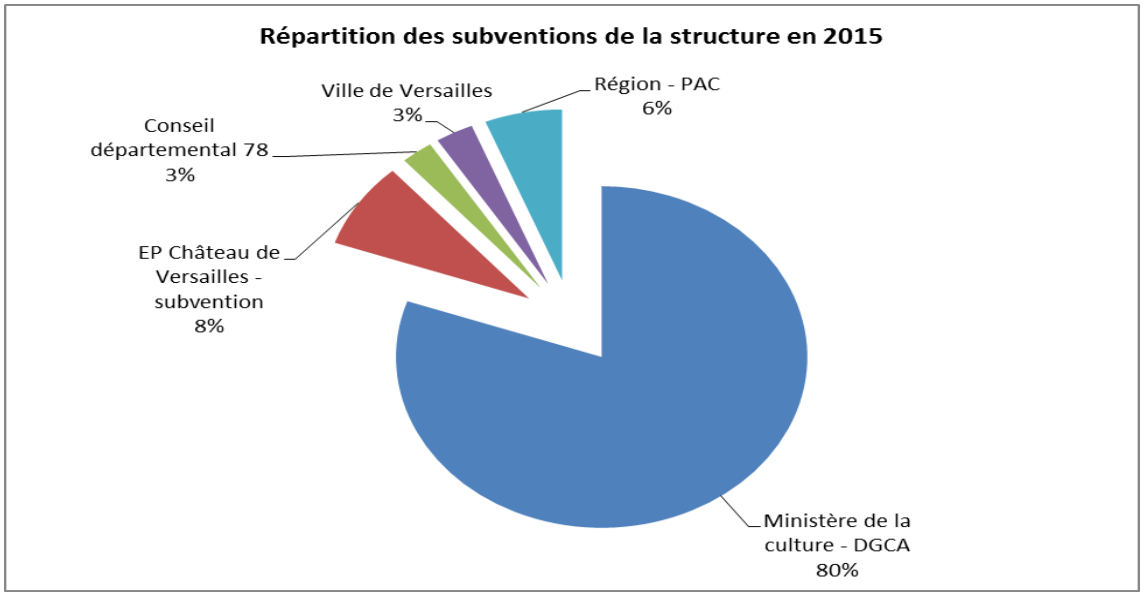
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	3 192 806	*81%*	3 189 326	3 196 000	*74%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	606 183	*15%*	920 792	442 178	*10%*
Total produits	3 957 397	100%	4 435 878	4 344 379	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	1 540 170	1 622 663	1 514 490
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	5 814	8 265	6 803

3) Evolution de l'activité

	2013	2014	2015
ACTIVITES ARTISTIQUES			
Nombre de productions et de coproductions	12	17	16
Nombre de concerts	31	78	47
- Dont nombre de concerts au Château de Versailles	8	12	9
- Dont nombre de concerts en Ile-de-France (hors Versailles et Jeudis musicaux)	5	7	5
- Dont nombre de concerts en province et à l'étranger	18	59	33
Nombre festivals ou temps forts	1 Année Rameau	1 Année Rameau	1 Année Louis XIV
Nombre de spectateurs (estimation)	15 500	39 000	23 500
ACTIVITES PEDAGOGIQUES			
Nombre d'heures d'intervention auprès des publics dans le cadre scolaire	Env. 110 h	Env. 180 h	Env. 180 h
Nombre de conférences (Rencontres des Menus Plaisirs)	7	14	4
ACTIVITES DE LA MAITRISE			
ENSEIGNEMENT			
- enseignement vocal et choral	113 enfants	107	106
- formation professionnelle en chant baroque	17 adultes	16 adultes	17 adultes
- master-class	9	9	12
- intervention auprès de scolaires	200 enfants	625 enfants	560 enfants
TOTAL HEURES	*2800 heures*	*2800 heures*	*2800 heures*
DIFFUSION			
- Nombre de jeudis musicaux	25	23	24
- Nombre de concerts pédagogiques	10	9	7
- Nombre de grands concerts professionnels	17	13	12
Nombre de spectateurs Diffusion de la Maîtrise (estimation)	20 800	18 000	17 200

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Le Centre de musique baroque de Versailles
Une institution unique au service des franciliens

I – UNE INSTITUTION UNIQUE

Le Centre de musique baroque de Versailles (CMBV) est une institution unique dans le paysage musical français et dans le monde : unique par sa mission (redécouverte et valorisation du patrimoine musical français des XVII^{e} et XVIII^{e} siècles) ; unique par son mode d'action, en combinant une chaine complète de métiers, de la recherche à la production en passant par la formation.

Son Pôle Recherche est une unité mixte de recherche (UMR) avec le CNRS, le CESR de Tours et l'Université de Tours. A son actif : 65 éditions critiques publiées, 58 livres scientifiques parus, une base de données (PHILIDOR) numérique contenant 52 000 fiches sur la musique baroque française, des chantiers de recherche, des colloques et des journées d'étude.

Son Pôle Formation est un chœur-école unique au monde (chœur à la française à 5 voix réunissant 120 enfants et 17 adultes en formation professionnelle). Le chœur, issu de cette formation, Les Pages et les Chantres du CMBV, est demandé par les plus grands chefs ; le taux d'insertion des jeunes chanteurs formés depuis sa création (150 chanteurs) est de 90 % ; la Maîtrise est en outre à l'origine de multiples projets d'éducation artistique et culturelle.

Son Pôle Production (15 à 20 productions par an) initie des partenariats avec les plus grandes institutions à Versailles, en Ile-de-France, en France, en Europe et dans le monde. A l'origine de nombreuses recréations, associant orchestres, chœurs et solistes, le CMBV permet à la musique française baroque de rayonner dans une diversité de lieux, touchant ainsi des publics très différents.

Enfin, **les ressources** du CMBV, mises à disposition des partenaires, sont constituées par ses éditions musicales (2 000 œuvres publiées) à ce jour, d'une bibliothèque sur la musique baroque française, de studios de répétitions (3) et de danse (1), d'un fonds d'instruments dont les 24 violons du roi, d'un fond de costumes et de toiles peintes.

II – AU SERVICE DES FRANCILIENS

Le CMBV assure tout d'abord le rayonnement du répertoire baroque français dans toute l'Ile-de-France, en commençant **par Versailles**, où les **productions** présentées ainsi que les **25 jeudis musicaux** de la Chapelle royale (auditions gratuites des Pages et des Chantres) touchent **22 000 spectateurs par an.**

Parallèlement, **des partenariats** de longue date sont instaurés avec de nombreuses institutions franciliennes dans les Yvelines, à Paris, en Seine-St-Denis, dans les Hauts-de-Seine, dans le Val-de-Marne, en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val d'Oise.

Son Pôle Formation est **partenaire pédagogique** du Conservatoire National Supérieur de Paris, du Pôle Supérieur Paris Boulogne-Billancourt, de la Maîtrise de Radio France, du Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) de Versailles et du Conservatoire à Rayonnement Départemental (CRD) d'Orsay, Vallée de Chevreuse.

10 ans de conventionnement avec le Conseil Régional d'Ile-de-France au titre de la Permanence artistique et culturelle ont permis de nouer des partenariats avec **des ensembles, compagnies et orchestres franciliens**. De nombreuses résidences d'artistes ont été mises en œuvre pour des recréations reprises en France et dans le monde.

Parallèlement aux groupes scolaires accueillis lors des jeudis musicaux de la Chapelle royale, le CMBV initie chaque année des **actions artistiques et culturelles** avec de nombreuses classes généralistes des Yvelines et des Hauts de Seine ; il met en œuvre des actions de solidarité avec le Château de Versailles et la MGEN ; il a mis en œuvre, de 2013 à 2015, **une action éducative et culturelle structurante à Trappes-en-Yvelines dans le cadre de l'Année Rameau**, ayant permis d'associer 80 élèves de Trappes, 20 stagiaires de l'École de la deuxième chance de Trappes, 200 familles de Trappes et de Versailles, 25 étudiants des conservatoires de Versailles et d'Orsay.

Enfin, le CMBV complète sa présence territoriale **en s'engageant pour l'emploi et l'insertion professionnelle** des jeunes. Outre, les 150 chanteurs lyriques formés depuis la création du CMBV, celui-ci organise régulièrement des **académies d'orchestre**, met en œuvre des **partenariats avec des lycées professionnels** et accueille des **stagiaires** en provenance des collèges et lycées, des universités, des grandes écoles, des conservatoires, de l'école de la deuxième chance.

III – UN PROJET COHERENT POUR LA PROCHAINE PERIODE TRIENNALE

Conventionné avec le Ministère de la Culture (DGCA) et la Région Ile-de-France, le CMBV axera son projet triennal autour des 5 priorités suivantes :

- **Dynamiser encore plus son action de recherche** en donnant plus de place à la recherche appliquée mise en œuvre avec la collaboration des pôles de formation et de production. Une nouvelle convention a été signée avec le CNRS le 1er janvier 2016 ; une nouvelle directrice de la

recherche a été nommée à la même date ; des moyens accrus ont été dévolus à la recherche ; enfin, l'édition numérique des débouchés de la recherche sera renforcée.

- **Renforcer la valorisation institutionnelle et internationale de son Pôle formation** qui, grâce à une collaboration avec le Pôle Supérieur de Paris Boulogne-Billancourt, intègrera la formation professionnelle supérieure du CMBV dans le cadre national et européen LMD.
- Parallèlement à la présence de ses productions à Versailles, en Ile-de-Fra nce et en France, **le CMBV approfondira l'internationalisation de ses projets artistiques**. En 2016, 2017, année des **30 ans du CMBV** (créé en 1987), **30 productions artistiques** (16 spectacles et 14 programmes de concerts) seront donnés dans 48 lieux différents dont 15 en Ile-de-France et 15 à l'étranger dans 8 pays. Ainsi, enracinement territorial et rayonnement international vont-ils de pair.
- Procéder à la mutation numérique du CMBV afin de favoriser la **transmission des savoirs** et la **médiation culturelle** à travers 5 sites dédiés à la musique baroque française dont un site de ressources et un site de médiation culturelle.
- **Développer les actions éducatives, artistiques et culturelles au travers d'un jumelage entre la ZSP de Trappes-en-Yvelines et le CMBV**. Pendant trois ans (2016-2018) le CMBV mettra en œuvre un projet de formation et de création associant les élèves de sa Maîtrise, ceux des collèges et lycées de Trappes avec les associations œuvrant dans la ZSP de Trappes.

IV – Moyens

Le modèle économique du CMBV est simple : le Ministère de la Culture (DGCA) assure le financement de l'ensemble de la masse salariale d'activités (dont la recherche et la formation) : 2 443 K€ sur un budget de 4 300 K€.
Les apports croisés provenant du Château de Versailles, de la Région Ile-de-France, du Département des Yvelines, de la Ville de Versailles, ajoutés aux ressources propres et au mécénat permettant d'assurer le financement des budgets d'activités proprement dits.

Fort d'un projet cohérent, centré autour de 5 priorités d'évolution (cf ci-dessus), le CMBV doit cependant faire face à d'importants défis budgétaires, dont le retrait total du Conseil Départemental des Yvelines de tout système de subventionnement de fonctionnement (- 226 K€).

Compte tenu de l'importante de son implantation régionale, le CMBV souhaite que la Région Ile-de-France renforce son concours en faisant passer son apport annuel de 194 K€ à 234 K€ (+40 K€).

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017			
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	*Pygmalion* de Rameau Coproduction Création, diffusion Conseil musicologique Prêt décors, instruments et costumes Répétitions au CMBV	*Le Cid* de Sacchini Coproduction Création, diffusion Conseil musicologique Prêt costumes Répétitions au CMBV	*Les Amants magnifiques* de Molière et Lully Coproduction Création, diffusion Répétitions au CMBV	*Atys en folie* d'après Lully Production exécutive Partition, dramaturgie Direction artistique et musicologique Création, diffusion Actions culturelles avec Trappes (cf ci-dessous) Répétitions au CMBV
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	CMBV - 3 semaines de répétitions en juin 2016 ALLEMAGNE – Hans Otto Theater à Potsdam – 25 et 26 juin 2016	CMBV – 2 semaines de répétitions en décembre 2016 Saint Quentin-en-Yvelines – 13 et 14 janvier 2017	CMBV – 1 mois de répétition entre novembre et décembre 2016 Opéra de Massy – 21 et 22 janvier 2017 Opéra de Rennes – 26, 27, 28, 29, 31	CMBV – 3 semaines de répétitions ne décembre 2016 Teatru Manoel de Malte – création janvier 2017

			janvier 2017 Nuits Baroques du Touquet – 10 et 11 février 2017 Opéra d'Avignon – 19 et 21 février 2017 Opéra de Reims – 7 et 8 mai 2017	
Equipes artistiques	Natalie Van Parys, mise en scène et chorégraphie Compagnies Les Cavatines Les Talens lyriques/VocalConsort Berlin Christophe Rousset, direction musicale Avec Chantal Santon, Jodie Devos, Anders J. Dahlin	Sandrine Anglade, mise en scène Le Concert de la Loge Julien Chauvin, direction musicale Avec Gabrielle Philiponet, Artavazd Sargsyan, Enrique Sánchez-Ramos, Jérôme Boutillier…	Vincent Tavernier, mise en scène Marie-Geneviève Massé, chorégraphie La Compagnie des Malins Plaisirs La Compagnie de l'Éventail Le Concert Spirituel Hervé Niquet, direction musicale Avec Lucie Roche, Rupert Charlesworth, Geoffroy Buffière…	
Objectifs & contenus de chaque résidence	Création, diffusion Conseil musicologique Prêt décors, instruments et costumes Répétitions au CMBV	Création, diffusion Conseil musicologique Prêt costumes Répétitions au CMBV	Coproduction Création, diffusion Répétitions au CMBV	
Partenaires financiers de résidence	Festival de Potsdam	Arcal Le Concert de la Loge	La Compagnie des Malins Plaisirs La Compagnie de l'Éventail Le Concert Spirituel	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

Présentation des éventuels projets hors résidences :
Cf ci-dessus.

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
Création d'emploi intermittent direct et indirect, formation de jeunes interprètes et insertion professionnelle
2017 :
- *Les Amants Magnifiques* : 2 semaines de répétition au CMBV en janvier + prêt costumes et décors
- *Atys en folie* : 1 semaine en janvier, Production exécutive, partition, dramaturgie, direction artistique et musicologique, création, diffusion, répétitions et actions culturelles au CMBV
- *Les Fêtes d'Hébé* : 3 semaines en février en partenariat avec l'Académie de l'Opéra National de Paris, formation, partition, dramaturgie, direction artistique et musicologique, création, diffusion

2018 :
- *David et Jonathas*, Production exécutive, partition, dramaturgie, direction artistique et musicologique, création, diffusion, répétitions et actions culturelles au CMBV

Pour le détail artistique et de diffusion, cf. ci-dessus.

Subvention demandée : 234 000 €
Soit 40 000 € de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES 2015	**€**	**RECETTES 2015**	**€**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	613 858	ETAT	455 858
Direction artistique (directeur+administrateur+responsable production)	220 081	**Ministère de la Culture (acquis)**	455 858
Formation, équipe pédagogique commune	116 518	COLLECTIVITES TERRITORIALES	131 000
Formation équipe pédagogique Pages	144 559	**Région Ile-de-France**	
Formation, équipe pédagogique Chantres	132 700	Région IDF - PAC	234 000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	580 000	**Communes** : Versailles (acquis)	79 000
Apports en coproduction, coréalisations, projets disques	580 000	MECENAT & SPONSOR	80 000
DEPENSES D'APPROPRIATION	60 000	AUTRES RECETTES EPV Château Versailles	260 000
Préciser le nombre d'heures: 100 heures		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	135 000
Action culturelle	60 000	Recettes de coréalisation et coproductions	135 000
TOTAL	**1 213 858**	**TOTAL**	**1 253 858**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Inclus dans la convention de développement musical entre l'Etat et la Région de 2001 à 2006, le soutien régional au Centre de musique baroque a été repensé dans le cadre de la permanence artistique et culturelle à partir de 2006, à hauteur de **194 000 €** par an. Une troisième convention triennale a été conclue en 2013 en ciblant deux postes de direction et d'administration du pôle artistique du Centre et l'activité artistique de production de concerts et d'accueil d'équipes artistiques en résidence au CMBV à Versailles et en Ile-de-France.
En 2013 et 2014, le Centre de musique baroque a bénéficié de deux aides exceptionnelles de **20 000 €** pour l'organisation de l'Année Rameau.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Le bilan des trois dernières années a été marqué par **l'organisation de l'Année Rameau**, célébrant le 250ème anniversaire de la mort du compositeur, qui a été initiée en 2013 et qui s'est poursuivie tout au long de l'année 2014 voire en 2015. Ce temps fort a rassemblé à la fois des productions en propre du CMBV et des programmations coordonnées par le Centre autour de la thématique, ainsi que des projets pédagogiques. **L'Année Rameau a été moteur pour l'activité générale du CMBV** qui a produit deux fois plus de concerts et d'opéras en 2014, l'année 2015 étant également supérieure en nombre de productions par rapport à l'année 2013.
Parmi les productions prestigieuses du Centre dans le cadre de l'Année Rameau, on peut citer : *Les Fêtes de l'Hymen et de l'Amour* par Le Concert spirituel, sous la direction d'Hervé Niquet, la re-création de *Castor et Pollux*, par l'ensemble Pygmalion, sous la direction de Raphaël Pichon, mais aussi des formats plus originaux comme *La belle-mère amoureuse*, parodie pour chanteurs et marionnettes d'*Hippolyte et Aricie* de Rameau, mise en scène par Jean-Philippe Desrousseaux et jouée 12 représentations en 2014 et 2015.
Si **la diffusion à Versailles a été plus importante** en 2014 (4 concerts supplémentaires par rapport à 2013), c'est surtout **la diffusion en régions et à l'étranger qui s'est fortement développée** : soit 59 dates en 2014 contre 18 en 2013, cette tendance se confirmant en 2015 avec 33 dates. Cela explique **le bond de la fréquentation publique** (multipliée par 1,5 entre 2013 et 2014 et par 0.5 entre 2013 et 2015).
En trois ans, le Centre de musique baroque a développé **un réseau de partenaires français** (Opéra de Lille, Théâtre de Caen, Opéra-Théâtre de Metz, Festival de Sablé, Opéra Comédie de Montpellier, Festival d'Abbeville, Festival de Noirlac, Opéra de Bordeaux, Théâtre Impérial de Compiègne, L'Arsenal, Opéra de Vichy) **et internationaux** (Belgique, Allemagne, Autriche, Hongrie, Canada, Brésil, Etats-Unis, Hong-Kong, Malte) qui se traduit à la fois par des coproductions ou des partenariats financiers, générant un effet levier majeur sur les budgets artistiques de ces productions. Ainsi, par exemple, pour la production de l'opéra *Xersé* de Francesco Cavalli, créé en 2015, en partenariat avec l'Opéra de Lille : le CMBV a apporté une part de production de 120 000 € sur un budget

total de 800 000 € pris en charge par l'Opéra, tandis que le département de recherche du Centre était également impliqué dans le projet à travers un atelier de « performance practice » mené sur le récitatif de l'opéra italien et français au XVIIème siècle et à travers la mise à disposition d'une des chercheuses en tant que conseillère musicologique sur le projet. Cet exemple témoigne aussi de la mutation en cours du pôle recherches, qui devrait à l'avenir entretenir davantage de liens avec le pôle artistique, dans une logique de recherche appliquée.
Au-delà du Château de Versailles Spectacles, toujours partenaire privilégié du CMBV, **les partenaires franciliens se sont diversifiés et multipliés** à travers des coproductions ou des partenariats incluant de la diffusion ; on peut citer : le Festival d'Automne (autour de la production *La Double-Coquette* de Dauvergne), le Festival de Saint-Denis (autour des Funérailles..), le Théâtre Montansier à Versailles, le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, Radio-France, l'Opéra-Comique…etc.
Parallèlement, les productions assumées par la Maîtrise du Centre (avec les chœurs d'enfants et d'adultes : Les Pages) se sont poursuivies à travers de grands concerts professionnels mais aussi des concerts pédagogiques et les « Jeudis musicaux » (auditions publiques des élèves de la Maîtrise). Le pôle Formation assure également l'encadrement de classes d'éveil musical et vocal hors-temps scolaire (de la maternelle au CE1), classes à horaires aménagés en primaire (du CE2 au CM2) et au collège, la direction d'un cursus de formation professionnelle supérieure de chant baroque (Les Chantres, 17 étudiants français et étrangers), ainsi que des master-classes. Des partenariats lient la Maîtrise et plusieurs conservatoires : le CRR de Versailles et le CRD de la Vallée de Chevreuse à Orsay, ainsi que le Pôle supérieur d'enseignement artistique de Paris Boulogne-Billancourt. Un projet est à l'étude afin d'intégrer le pôle Formation du CMBV au sein du dispositif LMD.
Enfin, le CMBV propose des cycles de conférences animées par des musicologues et des interprètes spécialistes et ouvertes gratuitement au public. Des projets de sensibilisation dans les écoles sont menés avec les Inspections académiques des Yvelines et des Hauts de Seine, en lien avec la Maîtrise.
L'Année Rameau a également donné lieu à plusieurs projets d'action culturelle comme l'organisation d'une rencontre musicale entre les classes de 4 collèges Rameau de France en partenariat avec les académies et Départements concernés, des concerts pédagogiques autour de Rameau, des parcours… Le CMBV a mené un important projet d'action culturelle sur deux années scolaires avec le réseau des établissements scolaires de la ville de Trappes qui a comporté un volet de sensibilisation en collaboration avec le Château de Versailles et un atelier de création autour des *Indes galantes*, qui a mélangé des élèves de Trappes (collèges et lycées) à des élèves de conservatoire (Versailles et Orsay), des stagiaires de l'école de la 2ème chance de Trappes, Saint-Quentin-en-Yvelines et le chœur d'enfants de la Maîtrise. Ce projet d'envergure a eu beaucoup de succès.
Diverses manifestations publiques, coordonnées par le CMBV, ont aussi permis la découverte et l'étude de l'œuvre de Rameau à travers plusieurs expositions dont une à la BNF, des colloques internationaux dont un à L'Opéra-Comique et à la Fondation Royaumont et un à l'IRCAM, plusieurs publications et enregistrements… Le CMBV a créé un site internet dédié qui a offert un véritable portail de ressources numériques autour de l'œuvre de Rameau et sa célébration.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Le Centre de musique baroque de Versailles est **une structure unique en France**, **qui bénéficie de fait d'une envergure nationale et internationale**. Elle bénéficie également de façon historique d'un **ancrage local** important, et son rayonnement tant régional que nationale et international s'est notablement accru ces trois dernières années, avec la multiplication de ses partenariats.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget du CMBV atteint plus de 4,34 M d'€ en 2015 ; il est en hausse de 10% par rapport à 2013, essentiellement grâce à l'impact de l'organisation de l'Année Rameau, initiée en 2013 et réalisée en 2014. Cette manifestation a généré des subventions publiques spécifiques complémentaires et surtout des recettes propres augmentées de 50% entre 2013 et 2014. Les recettes propres ont également profité d'une augmentation de la diffusion des productions du CMBV.
Le CMBV est très majoritairement financé par l'Etat à divers titres : par une subvention directe du Ministère de la culture (2 563 000 € en 2015 soit 80% des financements publics), par des apports en industrie (mise à disposition de personnel de la DREST : Département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie), par des apports en numéraires de l'Etablissement public du Château de Versailles (260 000 €) et une mise à disposition de chercheurs du CNRS (estimée à 187 000 € par an).
La subvention d'équilibre du Ministère de la culture permet au CMBV de financer ses frais de structure ainsi que les activités de recherche et de formation de la Maîtrise, les activités artistiques de production étant financées par les autres partenaires publics. En 2016, le CMBV a signé une nouvelle convention pluriannuelle avec l'Etat.
L'aide de la DGCA a augmenté de 175 000 € depuis 2013 (hors aide exceptionnelle pour l'Année Rameau versée en 2013 : 40 000 €), soit + 7%, une aide exceptionnelle complémentaire de 150 000 € a été attribuée en 2015.
Cela a permis de compenser en partie **la forte baisse de la subvention du Département des Yvelines**, **auparavant 2ème partenaire public** avec 253 000 € en 2014, et dont l'aide a brutalement chuté en 2015 (-173 000

€), avant l'annonce d'un retrait total en 2016, dans le cadre du changement d'orientations de sa politique culturelle.
La Région Ile-de-France, au titre de son aide à la permanence artistique et culturelle, est ainsi devenue le 2ème partenaire public du Centre, qui a également bénéficié en 2013 et 2014 d'aides exceptionnelles pour l'organisation de l'Année Rameau. L'aide régionale représente 6% des financements publics et 4% du budget 2015.
Enfin, la Ville de Versailles est le 3ème partenaire public du Centre.
L'enjeu budgétaire majeur du CMBV pour les prochaines années est de parvenir à compenser le retrait du Département des Yvelines du cercle de ses partenaires publics financiers, de faire face à la baisse de la taxe d'apprentissage suite à la réforme de 2014, de trouver des moyens supplémentaires estimés à 50 000 € pour assumer une mutation numérique et enfin de compenser deux années de GVT (Glissement Vieillesse Technicité) non financés en 2013 et 2015 par l'Etat, soit un besoin de refinancement structurel estimé en 2017 à 400 000 €.

Depuis le repositionnement du CMBV acté en 2011 comme producteur de concerts, et non plus organisateur, la structure a réduit son équipe permanente, en passant en quelques années de 35 à 30 équivalents temps pleins (58 personnes au total) – le pôle artistique étant le plus petit département avec 7 personnes dont 4 affectés aux éditions pratiques (publications du Centre).
Les autres pôles sont : le pôle recherche qui bénéficie de la mise à disposition de chercheurs de l'Etat-Ministère de la culture et du CNRS, le pôle Formation avec la Maîtrise (Les Pages et les Chantres) et le secrétariat général.
Le CMBV emploie du personnel en CDD à savoir essentiellement des formateurs dans le cadre des master-classes de la Maîtrise
Le volume d'emploi intermittent est conséquent, le CMBV étant producteur de nombreux concerts et opéras. A ce titre, l'année 2014 a été particulièrement forte avec un pic d'emploi artistique correspondant aux productions de l'Année Rameau.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet s'inscrit dans le cadre du 30ème anniversaire du CMBV en 2017 et des nouvelles priorités de développement fixées avec l'Etat pour les prochaines années, à savoir : dynamiser l'action du pôle Recherches, renforcer la valorisation du pôle Formation en lien avec le Pôle supérieur de Paris-Boulogne-Billancourt, renforcer l'axe international des productions artistiques, développer la transmission des savoirs et développer les actions éducatives et artistiques notamment à travers un partenariat pluriannuel avec la « zone de sécurité prioritaire » de Trappes associant les collèges et les lycées de la zone. Pour mener à bien ces projets et poursuivre son action francilienne, le Centre sollicite une augmentation de l'aide régionale.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Centre de musique baroque de Versailles
à hauteur de 194 000 € sur une base subventionnable de 820 081 €
(la base subventionnable correspond aux dépenses d'emploi des postes de la direction artistique et aux dépenses de création/diffusion/appropriation, déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région renouvelle son aide au titre de l'emploi à hauteur de 100 000 € pour les postes de la direction artistique de la structure.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 94 000 € pour les productions artistiques du Centre, en lien avec des équipes artistiques indépendantes, accueillies en résidence dans la structure, leur diffusion en Ile-de-France ainsi que pour les projets d'action artistique et culturelle menés en Ile-de-France avec des publics, notamment en milieu scolaire.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	135 800,00 €
2017	58 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	194 000,00 €
2013	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	194 000,00 €
2014	Aides aux manifestations culturelles	20 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	194 000,00 €
	Montant total	622 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003645

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DECLIC THEATRE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	67 716,00 €	59,07 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DECLIC THEATRE
Adresse administrative : 17 VOIE DE STALINGRAD NORD
78190 TRAPPES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique CHARRIER, Président

Date de publication au JO : 17 février 1993

N° SIRET : 39039571300030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créée et implantée à Trappes depuis 1993, la compagnie Déclic Théâtre s'est développée autour de la pratique du match d'improvisation théâtrale. De ses ateliers, sont sortis nombre d'humoristes aujourd'hui reconnus. En parallèle, la compagnie crée des spectacles de sensibilisation autour de sujets sociaux contemporains, souvent en lien avec les enjeux de lutte contre les discriminations, et anime une radio locale, Marmite FM.
Dès l'origine, Déclic Théâtre a développé un important travail de terrain à Trappes et sur le territoire de l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines afin de donner la parole à des populations souvent exclues de l'offre culturelle. A Trappes, la compagnie Déclic Théâtre dispose d'un espace de 240 m² où elle a installé ses bureaux, son studio de radio ainsi que d'une salle de travail pour ses ateliers,

En 2013, le directeur –fondateur de la structure, Papy (alias Alain Degois), a passé la main à une nouvelle directrice

artistique, Mélanie Le Moine, qui souhaite renforcer l'identité de compagnie théâtrale de la structure.
La compagnie bénéficie du soutien régulier de l'Etat, du Conseil départemental des Yvelines, de la Ville de Trappes et de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, ainsi que de la Région.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

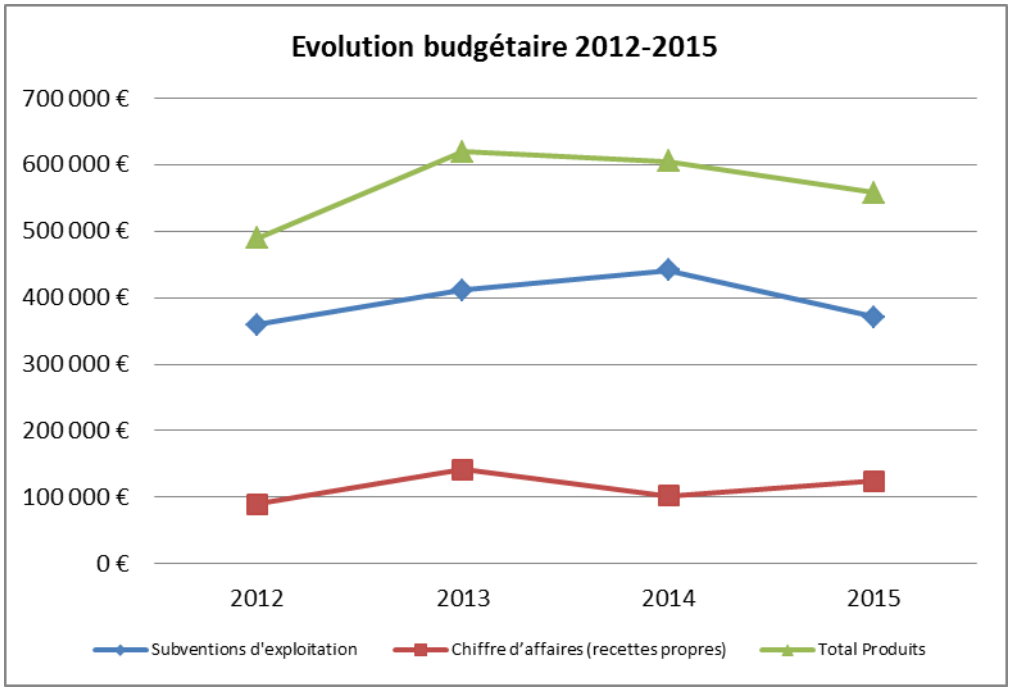
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Ministère de la culture - DGMIC (radio)	52 987	*13%*	50 375	45 050	*11%*
DRAC SDAT				12 000	*3%*
Etat - Politique de la ville - DDCS 78, Mission Ville 78, FONJEP, ACSE, Ministère de la ville (aide exceptionnelle 2015)	21 107	*5%*	30 328	83 214	*19%*
Conseil départemental 78 - aide aux radios locales & culture (2015)	12 460	*3%*	12 000	28 000	*7%*
CA de Saint-Quentin-en-Yvelines	105 000	*26%*	100 000	95 000	*22%*
Mairie de Trappes	29 000	*7%*	19 000	34 240	*8%*
Autres - CAF	2 000	*0%*			
Autres - Caisse des dépôts, Fondations Culture et diversité, SFR (2015), WFS (2014 & 2015), AC Média	110 589	*27%*	157 471	76 918	*18%*
Région - PAC	40 000	*10%*	40 000	40 000	*9%*
Région - ASQ (2013, 2014), Lutte contre les discriminations (2014)	14 000	*3%*	29 230		
Région - Soutien aux radios	15 000	*4%*	15 000	14 472	*3%*
Région - emplois-tremplins	43 133	*11%*	26 425	6 093	*1%*
SOUS-TOTAL REGION	*112 133*	*28%*	*84 230*	*54 472*	*13%*
TOTAL SUBVENTIONS	**402 143**	**100%**	**453 404**	**428 894**	100%

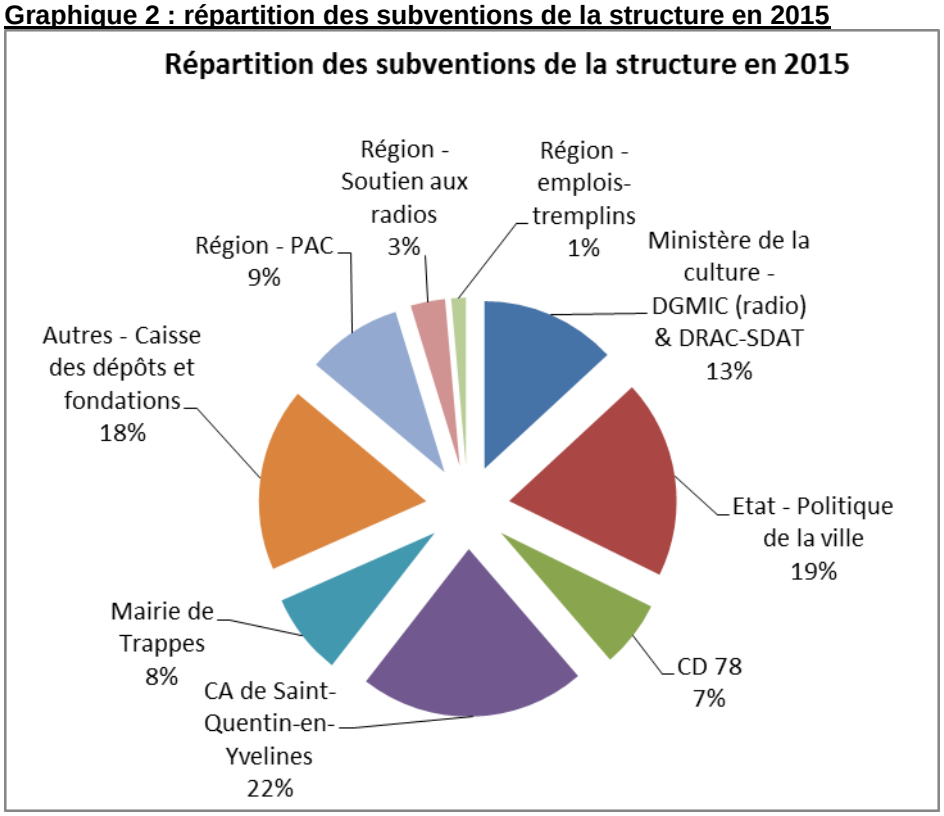
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2012	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	358 887	411 226	*66%*	441 087	371 229	*67%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	89 256	141 640	*23%*	102 230	124 363	*22%*
Total produits	489 168	619 298	100%	604 924	557 364	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2012-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

Exercice comptable	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	449 057	471 623	462 848
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	5 803	5 947	7 596

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2012-2013	2013-2014	2014-2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	1	1
Nombre de spectacles diffusés au total	8	8	9
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	67 dont 23 cessions	78 dont 17 cessions	82 dont 12 cessions
Nombre de lieux concernés par les tournées	46	43	50
Nombre de spectateurs	8608	7694	9255
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*		1 1 semaine La Merise Trappes	1 3 semaines La Merise Trappes

ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	148 H	222 H	129 H
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	1 081 H	830 H	790 H
Nombre d'établissements et de relais partenaires	31	42	41
Nombre de bénéficiaires	755	815	855

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

DECLIC THÉÂTRE, UNE RÉFÉRENCE NATIONALE DANS LE DOMAINE DU MATCH D'IMPRO :
Créée en 1993, Déclic Théâtre est une compagnie implantée sur Trappes (commune de Saint-Quentin-en-Yvelines) et dont l'essentiel des activités est axé autour de la pratique artistique du match d'improvisation théâtrale, décliné dans un vaste travail citoyen de création et d'actions en lien avec la population, principalement auprès des jeunes. Plus de 20 ans après, elle s'impose désormais comme une référence au niveau national dans le domaine. Elle a participé par son travail et sa réflexion à la reconnaissance institutionnelle de cette discipline artistique en 2014 comme pratique à part entière de l'éducation artistique et culturelle à l'école, par le Ministère de la Culture et celui de l'Education Nationale.

Aujourd'hui, Déclic Théâtre poursuit son travail à travers différentes actions pérennes, qui se déclinent autour de 3 axes majeurs définissant le projet global de la compagnie :
> **La création artistique**, une démarche théâtrale, d'accompagnement et de formation professionnelle :
• diffusion d'un répertoire classique avec « Lysistrata » d'après Aristophane ou « Le Songe d'une nuit d'été » d'après Shakespeare.
• diffusion d'un répertoire impro avec différents spectacles tout public ou jeune public.
• 2014-2015 : 82 représentations, 9255 spectateurs.

> **L'appropriation** d'une démarche théâtrale par les habitants à partir d'ateliers de pratique artistique autour du match d'impro : principalement en direction des scolaires, mais également divers autres publics comme les adultes amateurs, les chercheurs d'emploi ou les entreprises.
2014-2015 : 790 heures d'atelier de création, 855 participants, 54% de filles.

> **Marmite FM**, une radio à vocation culturelle, éducative et citoyenne, réalisée par les habitants et les associations locales. Au même titre que le théâtre, la radio est un moyen d'expression.
25 bénévoles, 22.000 téléchargements au 30/05/16 sur l'année

LE MATCH D'IMPRO, UN OUTIL ARTISTIQUE MAIS ÉGALEMENT ÉDUCATIF ET CITOYEN
Importé du Québec dans les années 80, Trappes est le berceau national du match d'impro. Véritable patrimoine culturel local développé sur le territoire de Saint-Quentin-en-Yvelines dans une dynamique intercommunale, il favorise :
→ la créativité, l'imagination et la sensibilité artistique,
→ la maîtrise de la langue et l'enrichissement de la culture générale,
→ l'épanouissement et la confiance personnels,
→ l'écoute, le respect des règles et des autres,
→ les valeurs de la République

LE MATCH D'IMPRO, QU'EST-CE QUE C'EST ?
Spectacle hybride entre le théâtre et le sport, le match d'impro est un véritable match de théâtre.
Deux équipes de comédiens, composées chacune de 3 joueurs, 3 joueuses et un coach et vêtues de maillots sportifs de hockey, improvisent sur les thèmes donnés par un arbitre, dans un espace scénique de 5 mètres sur 5, appelé "patinoire", le tout orchestré par un Maitre de Cérémonie et des musiciens.
L'arbitre et ses deux assistants se chargent de faire respecter les règles et de comptabiliser les scores. Ils portent des tenues d'arbitres de hockey.

À la lecture du thème, les joueurs disposent de 20 secondes de réflexion avant de jouer. Les improvisations peuvent être comparées — les deux équipes improvisent l'une après l'autre sur le même thème — ou mixtes — les deux équipes improvisent simultanément sur le même thème —. L'arbitre décide de la durée, ainsi que de la catégorie (sans parole, chantée, polar, rimée, à la manière de Molière, etc). Il est le garant de la qualité du spectacle et il peut, pour ce faire, siffler des fautes aux joueurs individuellement ou aux équipes, pour sanctionner des attitudes qui nuisent à la construction de l'improvisation (manque d'écoute, rudesse excessive, cabotinage, non-respect d'accessoire, confusion, etc).
À l'issue de l'improvisation, l'arbitre invite le public à voter en faveur de la meilleure interprétation, à l'aide de cartons portant les couleurs respectives des équipes.

La compagnie Déclic Théâtre a été à l'initiative du premier **C**hampionnat **I**nter-**C**ollèges de **M**atchs d'**I**mprovisation **T**héâtrale en France, le CICMIT, qui en est à sa 17e édition. C'est le socle des actions de la compagnie en direction des jeunes, autour duquel rayonnent d'autres projets en impro pour les jeunes. Présent dans 12 collèges de Saint-Quentin-en-Yvelines, le CICMIT permet que 180 jeunes du territoire, filles et garçons, issus de quartiers et de villes différents, se rencontrent autour d'un projet commun artistique et éducatif.
En 2010, sous l'impulsion de Jamel Debbouze, qui a fait ses premières armes de comédiens à Déclic Théâtre, la Fondation Culture & Diversité, fondation d'entreprise créée par Marc Ladreit de Lacharrière, et Déclic Théâtre lancent le Trophée d'Impro, déclinaison nationale du CICMIT.
Le Trophée est développé depuis cette année par la Fondation seule, Déclic Théâtre s'étant retiré de son organisation pour privilégier son ancrage local et son travail de territoire. C'est la ville de Trappes qui a gagné le Trophée cette année parmi les 12 villes représentées, saluant ainsi de nouveau le savoir-faire de la compagnie et témoignant que Trappes, est la ville de l'impro.

UNE ENTREPRISE CULTURELLE QUI FORME DES ARTISTES ET CRÉE DES EMPLOIS
→ Déclic Théâtre a formé près de 12.000 jeunes à l'improvisation théâtrale depuis sa création. Jamel Debbouze, Arnaud Tsamère ou encore Issa Doumbia y ont débuté.
→ Déclic Théâtre est une entreprise artistique et culturelle qui emploie 7 permanents (5,93 ETP) et 54 intermittents du spectacle (3,25 ETP).
→ Dans l'équipe d'excellence des Juniors de Trappes (15/19 ans), plus d'une centaine de jeunes s'y sont succédé depuis 1993. Près de 40% sont aujourd'hui professionnels du spectacle. 25% des intermittents que nous employons aujourd'hui sont issus de ce travail de formation.

PARTENAIRES
La compagnie s'appuie depuis de nombreuses années sur une articulation indispensable de co-financeurs : Ministère de la Culture, ACSÉ / Mission Ville, DDCS 78, Conseil Régional, Conseil Départemental 78, Saint-Quentin-en-Yvelines, Ville de Trappes, Fondation Culture & Diversité, Fondation WFS.
Elle s'appuie également sur un tissu de coopération partenariale riche, essentiel à la réalisation et au développement de ses différentes actions sur le territoire :
• salles de spectacles (Scène Nationale de SQY, La Merise / Ecole de Musique et de Danse / Grenier à Sel à Trappes, Le Prisme à Elancourt, le Scarabée à La Verrière, Théâtre Eurydice à Plaisir, etc)
• établissements scolaires (une trentaine sur SQY),
• des associations : association La Source (arts plastiques), compagnies locales d'impro sur tout le territoire national, notre artiste associé chargé de l'impro a été sélectionné pour former des joueurs au Québec, Ligue Belge, Ligue Suisse (Déclic Théâtre organise en 2017 à Trappes les Championnats du monde ado).
• institutionnels : labellisé par « Dis-moi Dix Mots » du Ministère de la Culture, la Maison de la justice et du Droit de SQY, SPIP 78 / Maisons d'arrêt du 78, Agence pour l'Education par le Sport, Rectorat (ateliers PEAC), etc.

LE PROJET SPÉCIFIQUE
Le projet spécifique proposé pour les 3 prochaines années dans le cadre de la PAC s'oriente sur les axes habituels du projet dans une dynamique de pérennisation : Emploi / Création / Appropriation. Les postes ou les actions financées dans le cadre des axes Emploi et Appropriation ne changent pas car ils sont des piliers structurants du travail de création de la compagnie. En effet, la direction de la structure ou encore la recherche théâtrale, la formation (master-class) et la pré-formation avec les Juniors sont des actions qui rayonnent entre elles et structurent la compagnie.

- **EMPLOI :**

L'axe emploi du projet va permettre de pérenniser le financement de la direction de la compagnie, à travers le poste de la directrice et celui des Artistes Associés qui constituent la direction artistique collective, en fonction des projets de création menés chaque année.

➢ **CRÉATION :**

Le projet artistique global de la compagnie étant désormais structuré en alternance entre les 3 axes suivants : création improvisée, création théâtrale et création à dimension citoyenne, les 3 prochaines années se déclineront ainsi :

• 2016/2017 : nouvelle forme improvisée autour du thème du cinéma.

• 2017/2018 : création théâtrale. Après « Lysistrata » d'après Aristophane en 2011 et « Le Songe d'une nuit d'été » en 2015, une nouvelle adaptation d'un classique pourra être envisagée.

Cela permet notamment de décliner un auteur sur l'ensemble de nos projets impro. Ainsi, lors de la création du Songe, nous avons travaillé en impro auprès de nos différents publics la catégorie « à la manière de Shakespeare ». Ce fut également l'occasion de les emmener au spectacle voir d'autres adaptations de l'auteur.

• 2018/2019 : création à dimension citoyenne.

Pour le moment, il est prématuré de développer les deux derniers projets de création.

➢ **APPROPRIATION :**

Nous poursuivrons les 3 prochaines années, les actions habituelles de l'axe appropriation :

• Les Juniors de Trappes : Atelier de pratique artistique autour du match d'improvisation théâtrale auprès des Juniors de Trappes (15/19 ans), équipe d'excellence. Pour mémoire, près de 200 jeunes s'y sont succédés, dont Jamel Debbouze ou Arnaud Tsamère. Aujourd'hui, près de 40% est professionnelle du spectacle. 25% des intermittents que nous employons aujourd'hui sont issus de ce travail de formation.

• Atelier de recherche théâtrale : Travail de recherche permanent tout au long de l'année, cet espace est le poumon de la compagnie. Il réunit le noyau de comédiens professionnels, des amateurs et aussi de grands Juniors. A Déclic Théâtre, nous mixons le plus souvent possible nos comédiens quels que soient leur statut. C'est un endroit très riche où se tisse le cœur de troupe indispensable à l'ensemble de la dynamique de la compagnie.

• Master-Class : Pour compléter le travail de formation de nos comédiens, 3 week-ends de master-class dirigés par des intervenants extérieurs continuent d'être prévus chaque année.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

• 2016/2017 : Ville de Trappes (Grenier à sel, cinéma classé art et essai), Ciné 7 à Elancourt.

Nous souhaitons approcher d'autres salles de la région : Les Yeux d'Elsa à St Cyr l'Ecole, Espace Philippe Noiret aux Clayes-sous-Bois, Salle Jacques Brel à Montigny et UGC SQY.

• Pour les 2 années suivantes, il est prématuré d'avancer des équipements, mais nous avons pour habitude de travailler sur le territoire avec le Prisme d'Elancourt et le Scarabée de La Verrière. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines s'étant élargie à 5 nouvelles villes au 1er janvier 2016, nous avons entrepris de nouveaux contacts dans ces communes (en cours).

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

• 2016/2017 :

Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (cofinancement)

Ville de Trappes (résidence)

• Pour les 2 années suivantes, cela est prématuré.

Equipe artistique prévue pour le projet :

• 2016/2017 : la nouvelle forme improvisée sera dirigée par Nour El Yakinn Louiz, artiste associé, responsable artistique du secteur impro. La master-class qui aura lieu fin juin 2016 permettra de déterminer les comédiens qui prendront part au projet de création sur la saison suivante.

• Pour les 2 années suivantes, cela est prématuré.

RESIDENCES PREVUES

	1ere année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Création	

▪		
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	2 semaines	
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Ecole de Musique et de Danse et cinéma Grenier à Sel Trappes	
Objectifs & contenus de chaque résidence	Mise à disposition du lieu de répétition	
Partenaires financiers de résidence ▪	Ville de Trappes	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les lieux et territoires géographiques concernés, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.
Trop prématuré pour le définir.

PERSPECTIVES DE CREATION

Sur la saison 2016/2017, le projet de création sera dédié à une nouvelle forme improvisée :
La compagnie Déclic Théâtre qui s'est construite autour du match d'improvisation théâtrale a créé différentes formes improvisées comme par exemple « Le Quintet d'Impro » ou encore « L'Impromini » qui sont à notre répertoire. Ce sont d'ailleurs des spectacles qui peuvent être déclinés sur des thématiques pour renforcer notre travail de sensibilisation (valeurs républicaines ou Journée des Droits de la femme).
Les différents rapprochements réalisés ces dernières années avec l'équipe du Grenier à Sel, cinéma classé art et essai à Trappes, sur différentes collaborations (ateliers communs, projections, débats, etc) ont abouti à une envie commune de travailler ensemble de manière plus approfondie. C'est ainsi que pour 2016/2017, Nour El Yakinn Louiz a souhaité initier un travail de création originale autour d'un nouveau concept de spectacle improvisé, notamment autour d'œuvres majeures du cinéma, d'improvisations longues, associées à une projection cinématographique dans une perspective de créer une offre culturelle originale pour le public.
Il est prématuré d'en dire plus pour le moment, car c'est aussi le travail collectif de master-class de fin juin qui va pouvoir donner certaines orientations au travail de recherche et de création du nouveau concept que souhaite mettre en œuvre Nour El Yakinn Louiz.
Ce nouveau concept viendra compléter et renouveler notre offre de spectacles improvisés. Par ailleurs, la démarche de travail de création autour d'une nouvelle forme permet aux comédiens d'approfondir leur compétence d'improvisateur.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

• **Match d'impro événementiel.**
• **« Quintet d'impro »** : dirigé par Nour El Yakinn Louiz, 5 comédiens improvisent sur les thèmes du public.
• **« Labos du vivre ensemble »** (titre du spectacle en cours) écrit collectivement, **Mise en scène :** Stéphane Guillet **Comédiens** : Amel Amziane, Andy Pimor, Julie Gallibert, Antoine Rabault et Nour El Yakinn Louiz. Spectacle sur le thème des valeurs républicaines.
• **« Impromini »** mis en scène par Mélanie Le Moine en collaboration avec Nour El Yakinn Louiz, spectacle interactif et improvisé jeune public.
• **« Le Songe d'une nuit d'été »** Traduction : Daniel Loayza. Mise en scène : Jean-Philippe Salério. Comédiens : Mélanie Le Moine, Flannan Obé, Stéphane Delbassé, Antoine Rabault, Amel Amziane, Khamissa Boughediri, Mounir Dhane, Nour El Yakinn Louiz, Caroline Marre, Thamzid Mohamad, Ulysse Reynaud, Johanna Soudry. Compositeur : Nicolas Ducloux. Scénographe et costumes : Thibault Fack. Lumières : Arnaud Le Dû.
• Création impro 2016 : dirigé par Nour El Yakinn Louiz

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)
• **« Quintet d'impro »** : Ecole de Musique et de Danse / Trappes (en cours), Culture au Quai / Paris (en cours).
• **Match d'impro événementiel :** Merise / Trappes (acquis)

• **« Labos du vivre ensemble »** : collèges et lycées de Saint-Quentin-en-Yvelines, CASQY, Mission Ville (acquis)
• **« Impromini »** écoles de de Saint-Quentin-en-Yvelines (acquis), Ecole de Musique et de Danse / Trappes (en cours)
• **« Le Songe d'une nuit d'été »** Festival d'Avignon (en cours).

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
Le projet spécifique va générer sur la prochaine saison 898h d'intermittence et 1368h de régime général pour une masse salariale globale de 66.716 €. Il est prématuré de le déterminer pour les 2 saisons suivantes.

Subvention demandée : 40 000 €
Pas de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	46 441	COLLECTIVITES TERRITORIALES	64 134
Préciser le détail des postes par fonction		**Région Ile-de-France**	
DIRECTRICE Salaires brut	20 051	Région IDF - PAC	40 000
DIRECTRICE Charges employeur	10 512	**EPCI - Communauté d'agglomération** Saint-Quentin-en-Yvelines - en cours	24 134
DIRECTION ARTISTIQUE COLLECTIVE Salaires brut	10 632	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	3 582
DIRECTION ARTISTIQUE COLLECTIVE Charges employeur	5 246	Autres (préciser) : FONJEP	3 582
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	14 138		
Préciser le détail des postes			
ARTISTES DRAMATIQUES Salaires bruts artistes	8 787		
ARTISTES DRAMATIQUES Charges employeur artistes	4 351		
Autres (préciser) : COSTUMES, DÉCORS	1 000		
DEPENSES D'APPROPRIATION	7 137		
Préciser le nombre d'heures:158H			
Salaires bruts	4 416		
Charges employeur	2 721		
TOTAL	**67 716**	**TOTAL**	**67 716**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La Région Ile-de-France soutient Déclic Théâtre au titre de la permanence artistique et culturelle à hauteur de **40 000 €** par an depuis 2006, soit trois conventions successives. Le projet soutenu dans le cadre de la troisième convention s'articulait autour du renforcement de l'équipe, de la diffusion de la pièce « Lysistrata », de la création d'une commedia urbaine inspirée de portraits de citoyens ainsi que des actions d'appropriations : ateliers de recherche théâtrale, Juniors de Trappes, master-class.

De 2008 à 2015, la compagnie a bénéficié de l'attribution de 3 aides emplois-tremplins pour les postes de comptable, reporter de proximité pour la radio et chargé du secteur jeunesse, qui ont été pérennisés après la fin des aides régionales. Un 4ème poste emploi-tremplin a été obtenu en septembre 2015.

Déclic Théâtre reçoit également un soutien aux radios et télévisions locales en Ile-de-France, à hauteur de 15 000 €. De 2011 à 2014, elle a perçu une aide de 14 000 € au titre de l'Animation sociale des quartiers, pour le championnat inter-collèges de matchs d'improvisation théâtrale. Enfin, en 2014, Déclic Théâtre a bénéficié d'une aide en faveur de la lutte contre les discriminations (15 261€).

Evolution de l'activité et du rapport au public

Le bilan de la troisième convention de permanence artistique et culturelle a été marqué par l'anniversaire des 20 ans de la structure, fêté à la salle de La Merise à Trappes en 2013, et qui a constitué un moment fort pour l'association et le public de la ville. Cela a représenté **une étape charnière pour la compagnie**, au cours duquel le directeur fondateur, Alain Degois, a passé la main à une nouvelle directrice artistique, membre de la troupe depuis de nombreuses années et comédienne, Mélanie Le Moine. Celle-ci a assumé la direction artistique seule durant deux ans, avant de proposer un **nouveau mode de fonctionnement plus collectif**, à même de lui permettre de poursuivre ses propres activités artistiques en parallèle et d'associer d'autres artistes. Ainsi début 2016, un collectif de plusieurs membres de Déclic Théâtre s'est mis en place, tandis que l'administratrice est devenue directrice administrative.

La diffusion des spectacles produits par la compagnie est en croissance depuis 2013, avec près de 80 dates par an, générant ainsi **une fréquentation importante** (plus de 9200 personnes touchées en 2015). La majorité des spectacles s'inscrivent dans le cadre de prestations (et non de cessions) avec des collectivités ou des organismes publics avec lesquels la compagnie travaille et conduit des projets avec les jeunes en particulier : villes, maisons de quartier, établissements scolaires…etc. Par ailleurs, la compagnie se produit régulièrement dans le réseau humour à Paris: Théâtre de Dix Heures, Comédy Club…

Après son expérience de création menée en 2011 autour de Lysistrata, la compagnie professionnelle Déclic Théâtre a créé, une nouvelle pièce de théâtre d'après *Le Songe d'une Nuit d'été* de Shakespeare, avec l'ambition d'élargir son réseau de partenaires en touchant aussi les théâtres. Le spectacle, fruit d'un travail de près d'une année, a rassemblé un plateau artistique important avec 17 personnes, issues à la fois des comédiens professionnels de la troupe, de comédiens extérieurs et de comédiens amateurs confirmés issus des ateliers d'improvisation théâtrale. Le spectacle a connu une belle diffusion d'une dizaine de dates en 2015 dans plusieurs salles des Yvelines (La Merise à Trappes, Espace A. Daudet à Coignières, Théâtre Eurydice à Plaisir, Le Prisme à Elancourt…), même si certaines dates ont dû être annulées dans le cadre de l'état d'urgence.

Ce contexte national de tensions s'est révélé particulièrement prégnant à Trappes, ville qui a subi une forte stigmatisation dans les médias. Dans ce cadre, la compagnie, historiquement très implantée à Trappes, a été **très sollicitée pour proposer des actions au titre du développement de la citoyenneté**. C'est dans ce contexte qu'elle a imaginé, depuis novembre 2015, le dispositif des « Labos du vivre ensemble », qui donnera lieu à la création d'un spectacle d'intervention, prévu pour être joué dans les établissements scolaires, et notamment dans les lycées.

Elle a également poursuivi ses nombreux ateliers et matchs d'improvisation théâtrale avec les jeunes et les adultes, ainsi que les **multiples interventions auprès des publics** : ateliers artistiques, Brigade d'investigation culturelle, stages autour de la commedia urbaine, du masque, master-class et surtout les ateliers d'improvisation théâtrale (Juniors & Cadets). Soit un volume d'interventions conséquent de **près de 800 heures annuelles**.

Déclic Théâtre anime, en outre, un championnat inter-collèges de matchs d'improvisation théâtrale et jusqu'en 2014, elle a organisé la gestion et l'encadrement du Trophée national de l'improvisation, évènement créé grâce à la Fondation Culture et diversité et à l'aide de la Caisse des dépôts et consignations et qui a remporté un grand succès depuis ses débuts, permettant sa pérennisation et sa structuration indépendante de Déclic Théâtre.

Elle anime également une radio locale : Marmite FM, dans un esprit de participation citoyenne et démocratique.

Ces données ne comptabilisent toutefois pas les nombreux matchs d'improvisation théâtrale qui se déroulent dans de nombreux lieux, au premier rang desquels les établissements scolaires.

En 2015, la légitimité culturelle de Déclic Théâtre a franchi un **nouveau cap avec la reconnaissance par le Ministère de la culture et celui de l'Education nationale du match d'improvisation théâtrale** comme faisant partie du champ de l'éducation artistique et culturelle.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Déclic Théâtre jouit d'un **ancrage local très fort à Trappes** et fait face à des sollicitations toujours plus nombreuses de la part des habitants et notamment des jeunes. De par son rôle de pionnier dans le domaine de l'improvisation théâtrale, **sa renommée dépasse largement les frontières régionales**. Elle travaille également à l'étranger en lien avec des pays francophones européens.

Evolution budgétaire et de l'emploi
L'exercice budgétaire 2013 ayant été particulièrement haut, du fait de la célébration du 20ème anniversaire de l'association, l'analyse porte sur la période 2012-2015. **Depuis 2012, le budget montre une hausse de 14%**, grâce à l'augmentation des subventions, et surtout des recettes propres (+40%). A noter que l'organisation du Trophée national d'improvisation avait généré pour Déclic Théâtre un haut volume d'apports publics et privés (Fondation Culture et Diversité et Caisse des dépôts notamment) qui se sont naturellement interrompus lorsque Déclic a passé la main à la nouvelle structure de gestion de la manifestation en 2015. Le budget 2015 de Déclic Théâtre est supérieur à 550 000 €.
Les subventions publiques sont majoritaires dans le financement de la structure. L'Etat est le premier partenaire public avec plus de 140 000 € d'aides cumulées (soit 32% des financements publics) principalement au titre de la politique de la ville, mais aussi au titre du soutien du Ministère de la culture et de la communication aux radios locales. L'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines est le deuxième partenaire public avec 95 000 € soit 22% des financements publics, devant la Région Ile-de-France, dont les aides cumulées (60 565 € en 2015) représentent 13% des financements publics et 10% du budget de l'association. Viennent ensuite la Ville de Trappes (8% des financements publics) et le Département des Yvelines (7% des financements publics). Déclic Théâtre bénéficie également d'apports de fondations telles que Fondation Culture et Diversité, SFR, WFS…

L'équipe permanente de Déclic Théâtre est relativement stable depuis 2013 et se compose de 8 postes permanents dont trois d'entre eux ont bénéficié d'aides emplois-tremplins.
L'emploi intermittent est conséquent en volume ; il est en augmentation depuis 2013.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé pour la prochaine convention s'inscrit dans la continuité avec de nouveaux projets de création prévus déclinés autour de trois axes : un axe artistique, un axe citoyen et un axe improvisation. En 2016/17, la compagnie prévoit ainsi un spectacle improvisé autour du thème du cinéma. Les actions d'appropriation se poursuivront autour des Juniors de Trappes, des ateliers de recherche théâtrale et des Master-Class. Déclic Théâtre souhaite également pouvoir renforcer son équipe permanente compte-tenu de la croissance de ses activités.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient DECLIC THEATRE à hauteur de 40 000 €
sur une base subventionnable de 67 716 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région renouvelle son aide au titre de l'emploi à hauteur de 18 000 € pour les postes de la directrice artistique et ceux de la direction artistique collective.	La Région apporte une aide de 22 000 € au titre de la création/diffusion/appropriation pour les projets artistiques de la structure ainsi que pour les actions menées avec les populations, en particulier les jeunes, dans le cadre de son implantation à Trappes et sur l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 000,00 €
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	14 000,00 €
2013	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	14 000,00 €
2014	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	15 261,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Soutien régional aux radios et télévisions locales en Ile-de-France en fonctionnement	15 000,00 €
	Montant total	208 261,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003646

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DES ORGANISMES VIVANTS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	136 112,00 €	25,71 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DES ORGANISMES VIVANTS
Adresse administrative : 11 AVENUE DU PRESIDENT ROOSEVELT
94120 FONTENAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER MAITRE, Président

Date de publication au JO : 23 juillet 2005

N° SIRET : 48471349000015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La fédération *des Organismes vivants* regroupe des compagnies de théâtre, danse et art numérique dans un objectif commun de mutualisation solidaire des moyens. Fondée en 2005 par trois compagnies, la Métonymie (compagnie de théâtre et arts numérique dirigée par Tiina Kaartama et Ikse Maitre), et deux autres compagnies qui décident de sortir du projet dès 2006. En 2006, deux nouvelles compagnies intègrent alors la structure de mutualisation : les compagnies de danse contemporaine : Point-virgule dirigée par Claire jenny et l'Yeuse dirigée par Erika Zueneli et Olivier Renouf, toujours membres aujourd'hui.
En 2013, la jeune compagnie de théâtre gestuel, Troisième Génération (direction collective) a intégré *des Organismes Vivants*, en 2015, la compagnie de théâtre gestuel et clown Désordinaires (dirigée par Carole Fages) puis, en 2016, la Transplanisphère (intégration restreinte d'abord à l'accompagnement administratif). La fédération regroupe actuellement six compagnies.

Elle assure la production, la diffusion et l'administration des compagnies membres. Grâce à la mise en commun de leurs ressources, celles-ci bénéficient d'une solidarité financière, de stabilité structurelle et administrative et du développement de leurs partenariats avec les institutions et les programmateurs.

Chacune des compagnies membres est implantée sur différents territoires franciliens, souvent durablement, avec le soutien de partenaires publics.

La fédération est soutenue par la Région Ile-de-France depuis juillet 2013 au titre de la permanence artistique et culturelle. La structure bénéficie également de deux postes emploi-tremplin (chargé de diffusion depuis 2011 et attaché d'administration depuis mars 2014). Les compagnies membres bénéficient de soutiens de diverses institutions publiques (départements, DRAC, Villes, Agglomérations).

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC IDF	10 000	*5%*	0	0	*0%*
DRAC Centre	6 000	*3%*	12 000	0	*0%*
Ministère de la culture - DGCA	10 000	*5%*	0	0	*0%*
Département Val d'Oise	7 000	*4%*	0	0	*0%*
Département Essonne	7 000	*4%*	0	5 000	*3%*
Département Eure-et-Loir	8 465	*4%*	6 000	6 000	*3%*
Département Yvelines	0	*0%*	6 000	6 000	*3%*
Département Val-de-Marne	0	*0%*	0	14 000	*7%*
Ville de Paris	0	*0%*	7 000	6 000	*3%*
Commune de Fontenay-sous-Bois	2 000	*1%*	2 000	5 000	*3%*
Commune de Franconville	8 300	*4%*	0	0	*0%*
Communauté d'Agglomération de Saint-Quentin en Yvelines	7 693	*4%*	3 000	23 700	*12%*
Autres - Universités Paris-Sud, Ecole Polytechnique	6 236	*3%*	0	0	*0%*
Autres - Théâtre de l'Apostrophe, Synchroton Soleil, Prisme d'Elancourt, Espace Michel Simon, CCN Tours, Charleroi, Brigittines	57 540	*30%*	8 000	59 000	*31%*
Autres - CNT, Adami	0	*0%*	14 000	12 000	*6%*

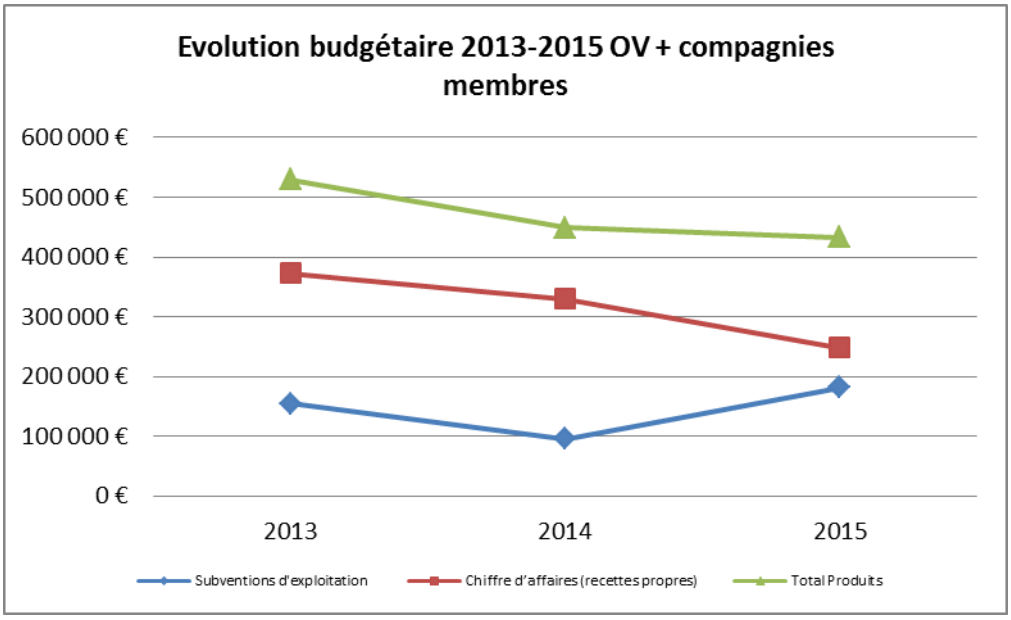
Région Centre	0	*0%*	10 000	0	*0%*
Région IDF - PAC	30 000	*16%*	30 000	30 000	*16%*
Région IDF - Soutien à la promotion de la Culture scientifique et citoyenne	14 510	*8%*	0	0	*0%*
Région IDF - Emploi tremplin	15 000	*8%*	25 750	24 584	*13%*
SOUS-TOTAL REGION IDF	59 510	31%	55 750	54 584	29%
TOTAL SUBVENTIONS	**189 744**	**100%**	**123 750**	**191 284**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : compte de résultats consolidés entre l'association Des Organismes Vivants et les compagnies membres de la fédération

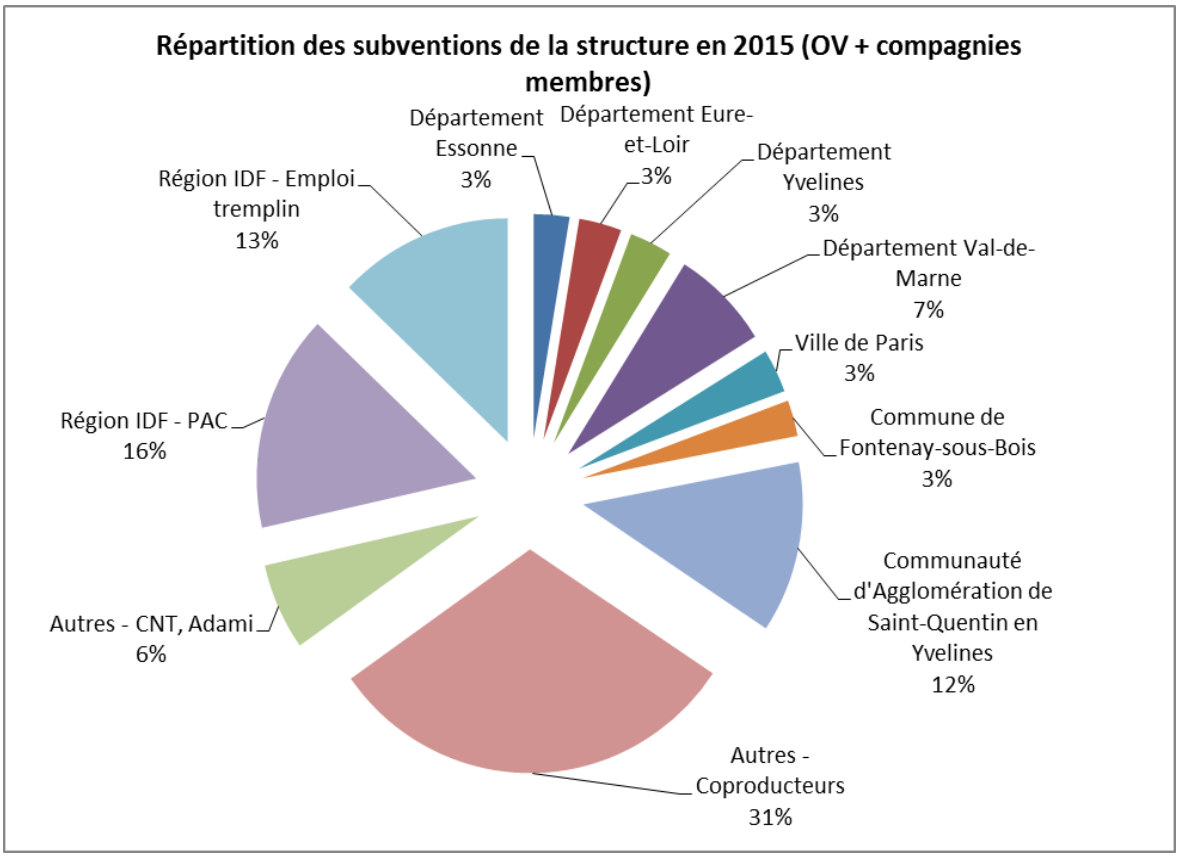
Comptes Consolidés (des OV + compagnies membres)	**2013**	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	154 686	*29%*	96 029	181 228	*42%*
Chiffre d'affaires (recettes propres) *	372 937	*70%*	329 695	248 437	*57%*
Total produits	529 532	*100%*	448 599	433 391	*100%*

* Cotisations des compagnies membres versées à la fédération comprises '

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	195 029	199 694	201 055
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	8 852	7 212	7 034

3) Evolution de l'activité

Années	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	5 projets créés au total	4 projets créés au total	3 projets créés au total
Nombre de spectacles diffusés au total	11 spectacles et 2 œuvres diffusés au total	13 spectacles et 3 œuvres diffusés au total	9 spectacles et 3 œuvres diffusés au total
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	43 représentations au total et 58 jours d'installation	96 représentations au total et 1 an et 68 jours d'exposition	41 représentations au total et 1 an et 258 jours d'exposition

Nombre de lieux concernés par les tournées	26 lieux concernés dont 17 en IDF	40 lieux concernés dont 20 en IDF	29 lieux concernés dont 15 en IDF
Nombre de spectateurs	5 420 spectateurs et 1 300 visiteurs touchés	9 530 spectateurs et 93 300 visiteurs touchés	4 830 spectateurs et 297 700 visiteurs touchés
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s)	*La métonymie* 5 *Point Virgule* 4 *Cie l'Yeuse* 8 *Troisième Génération* 4	*La métonymie* 2 *Point Virgule* 1 *Cie l'Yeuse* 2 *Troisième Génération* 3	*La métonymie* *4* *Point Virgule* 7 *Cie l'Yeuse* 6 *Troisième Génération* 3 *Cie désordinaire* 4
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	81	20	60
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	1 156	1 058	1 131
Nombre d'établissements et de relais partenaires	10	26	19
Nombre de bénéficiaires	405	1700	1275

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Présentation des Organismes vivants

des Organismes vivants fédère des compagnies de théâtre, de danse contemporaine et d'art numérique. Fondée en 2005 sous une forme associative, la fédération est domiciliée à Fontenay-sous-Bois (**94**) et son bureau administratif se situe à Montreuil (**93**).

des Organismes vivants rassemble aujourd'hui six compagnies membres dans le démarche de partage et de mutualisation. L'ensemble de ces cinq entités artistiques ancre et déploie ses multiples activités (créations, diffusions, performances, accompagnements artistiques des publics,...) au niveau régional,

national et européen. Cinq de ces compagnies sont domiciliées en Ile-de-France mais toutes ont une large activité francilienne. La fédération est ainsi présente autant par les diffusions de ses spectacles que par les actions d'accompagnement des publics sur l'ensemble du territoire francilien, y compris en périphérie urbaine.

des Organismes vivants réunit les compagnies *La métonymie*, *Point Virgule*, *l'Yeuse*, *Troisième Génération* et *Désordinaire*. Ces six compagnies rassemblent neuf porteurs de projets : Tiina Kaartama - metteure en scène, Ikse Maître - créateur art numérique, Claire Jenny - chorégraphe, Erika Zueneli - chorégraphe, Olivier Renouf - chorégraphe, le collectif de théâtre de la Cie Troisième Génération, Carole Fages - comédienne-metteure en scène et Maïa Berling - comédienne-metteure en scène, Bruno Freyssinet – curateur de projets européens.

La fédération est fondée sur un principe fort de solidarité entre ses membres. Elle assure l'accueil et le soutien de compagnies à l'aune de leur travail artistique et non aux bénéfices escomptés de leur activité. Il s'agit de partager les ressources de chaque association membre pour faciliter et promouvoir leurs activités selon les besoins de chacune et quels que soient leurs moyens. Elle initie des passerelles entre leurs univers artistiques **et insuffle un nouveau modèle de fonctionnement économique en libérant la création artistique et la diffusion par un cadre structurel pérenne et un bureau stable**.

Les objectifs *des Organismes vivants* pour les compagnies membres se déclinent suivant ces points :

- **Solidarité financière entre membres : assise structurelle permanente**, indépendante des variables des calendriers de la création artistique
- **Moyens artistiques et administratifs démultipliés** par la mutualisation des ressources et des outils, par le partage et la mise en réseaux
- **Développement de partenariats durables et de l'ancrage territorial** pour les compagnies avec l'ensemble des acteurs du spectacle vivant francilien
- **Production des spectacles** : recherche de coproductions garantissant à chaque compagnie membre les moyens de créer
- **Diffusion des spectacles** : prospection de programmations garantissant à chaque création la rencontre du public
- **Administration des compagnies** : structuration du cadre administratif et comptable des compagnies ; gestions saines et perspectives à long terme, développement d'outils de suivi et d'anticipation.

L'orientation esthétique des compagnies membres *des Organismes vivants* repose sur la recherche artistique transdisciplinaire et l'ouverture à de nouvelles formes et de nouveaux publics. *des Organismes vivants* est un espace de réflexions et d'échanges entre artistes développant des savoir-faire spécifiques et croisant les champs du théâtre, de la danse contemporaine, des performances et des installations cybernétiques. *Elles questionnent l'humain et son devenir.*

le projet *Défragmentation collective ?* porté par *des Organismes vivants* s'attache à explorer la fragmentation du corps dans notre société et la fragmentation de la société dans notre monde. Posée de 2013 à 2016 dans un premier projet triennal, *des Organismes vivants* déroule dans le cadre de cette deuxième phase du projet *Défragmentation collective ?* une interrogation sur l'humain, ses perspectives et comment il se projette dans cette société toujours plus étriquée et pourtant en perpétuelle évolution, voire bouleversements. Une recherche commune qui s'exprimera dans les différentes créations développées dans le cadre du projet sur le décalage entre le discours et la réalité, entre les envies et l'inertie, le lieu et nos projections.

***Défragmentation collective ?* est un laboratoire ouvert d'artistes pour questionner et saisir corps et esprit humains, un atelier citoyen d'échanges et d'appropriation pour en appréhender leur complexité sous la forme d'un travail artistique de créations, de la rencontre avec les publics autour de ces créations et d'expérimentations sur de nouvelles dynamiques artistiques collaboratives.**

Les synergies du projet sont développées autour des compagnies de la fédération et de leurs créations.

- l'ouverture aux sciences et au numérique des champs du théâtre et de la danse que *des Organismes vivants* développe - **transdisciplines**

- l'ouverture au théâtre et à la danse des lieux qui ne pratiquent pas généralement ces formes d'art - **transréseaux**
- l'ouverture par le spectacle vivant et l'art numérique à une pratique culturelle de publics qui jouent plutôt avec le second et souvent ignorent le premier **- transmédia**
- l'ouverture à des dynamiques internationales ou européennes – **transnations**

Le projet spécifique des Organismes vivants met en synergie six compagnies, huit porteurs de projets et dix des dernières et prochaines créations théâtre-mime-danse-numérique des Organismes vivants.

Il s'agit d'abord de poursuivre la recherche sur de **nouvelles passerelles artistiques** entre théâtre, mime, danse et art numérique. Notre envie est de favoriser une appropriation des formes vivantes que sont le théâtre et la danse par des formes peut-être plus proches et immédiates au publics notamment jeunes de la Région Ile-de-France, en particulier **la musique, le langage corporel et le numérique**. Nous élargissons ainsi la démarche initiée au cours des trois premières années du projet autour des formes hybrides intégrant le numérique. Ces formes seront issues d'une réflexion menée entre les artistes, des scientifiques et le public.

Il s'agit ensuite de créer une **dynamique originale de diffusion** de ces nouvelles pratiques artistiques: une diffusion de la surprise pour placer l'art où on ne l'attend pas. Ce travail s'appuiera sur le réseau de lieux partenaires *des Organismes vivants*. Nous chercherons également le développement d'un réseau de lieux connexes (lycées, universités, centres scientifiques, centre-ville, espaces publics), comme nous avons commencé à le faire, afin de déployer dans la cité des rencontres transgénérationnelles, transculturelles et transcommunautaires, notamment dans le cadre du développement des pièces *Perspectives de Corps*, *Comment Te Dire* et de la diffusion de *Shooting Stars* (cf infra). Un accent tout particulier sera mis au cours de la saison 2016-2017 sur la diffusion des œuvres créées au cours des trois premières années du projet *Défragmentation Collective ?* et pour lesquelles nous pourrons croiser et ouvrir les réseaux.

Pour nourrir cette réflexion et alimenter nos échanges, nous poursuivrons sur ces trois années l'organisation d'ateliers de *Défragmentation Primordiale*. Il s'agira ainsi de promouvoir la **dynamique artistique collaborative** au sein *des Organismes vivants* par le développement de passerelles et de réflexions croisées permettant la réalisation, en toute liberté créative, d'un ensemble artistique cohérent et construit sur les trois années à avenir, à travers le territoire francilien.

Puisant dans les trois premières années du projet pour ouvrir ensemble de nouvelles voies, nous souhaitons que les trois prochaines années de ce projet permettent aussi une **nouvelle dynamique d'ouverture vers l'international**. A ce titre, nous avons intégré en 2016 la compagnie de théâtre et projets européens *La Transplanisphère,* qui rejoint *des Organismes vivants* forte d'une expérience de plusieurs années dans les projets artistiques de coopération européenne. La compagnie a rejoint la fédération dans un premier temps dans le cadre d'un accompagnement administratif, mais nous souhaitons pouvoir partager progressivement ses projets de production et de création artistique, ouvrant ainsi de nouvelles façons de penser la création dans un contexte transnations. C'est cette richesse supplémentaire que nous souhaitons pouvoir amener au public francilien.

Plus précisément sur les 12 prochains mois :

- **Mai 2016 :**
  - Diffusion de *La Ferme* à Versailles (78) dans le cadre du Festival Plastique Danse Flore
- **Juin 2016 :**
  - Résidence de création *Shooting stars* au CDC La Briqueterie à Vitry-sur-Seine (94), 2 semaines
  - 26 juin 2016 : Expérimentation d'une forme hors-les-murs de *Comment te dire* au Domaine de Chamarande (91)

- **Juillet 2016** :
  - Résidence de recherches artistiques *Perspectives de Corps* à La Lisière à Bruyères-le-Châtel (91)

- **Septembre 2016** :
  - Résidence de recherche, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris (75)
  - Résidence de création *Comment te Dire* à Lésigny (91)
  - Reprise de diffusion d'*Effigies* à Arpajon (91)
  - Extrait de *Shooting Stars* au Plateau professionnel de la Tanzmesse (Düsseldorf)
- **Octobre 2016** :
  - *Défragmentation Primordiale* : *Perspectives croisées de la danse et du théâtre : patrimoine et pratiques émergentes*
  - Résidence de création *Shooting Stars* au Théâtre des Doms à Avignon (84)
- **Novembre 2016 :**
  - Création de *Comment te Dire*, Samovar, Bagnolet (93)
- **Décembre 2016 :**
  - Diffusion de *Comment te Dire* à Lésigny (91)
  - Résidence de recherches artistiques *Nous remonterons à cheval,* Centre Jean Vilar de Champigny-sur-Marne (94)
- **Janvier 2017 :**
  - Création de *Toi encore*, Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris (75)
  - Résidence de recherches artistiques *Dance Only* à Cap* Fabrique coopérative artistique de production à Montreuil (93)
  - Résidence de recherches artistiques *Chanson du bord de la mer grise* au Théâtre Gérard Philipe à Fontenay-sous-Bois (94)
- **Février 2017 :**
  - Résidence de création *Perspectives de corps*, lieu à confirmer (Le Prisme à Elancourt 78)
  - Résidence de recherches artistiques *Nous remonterons à cheval,* Centre Jean Vilar de Champigny-sur-Marne (94)
- **Mars 2017 :**
  - Résidence de création *Shooting Stars*, lieu à confirmer (Micadanses Paris)
  - Résidence de recherches artistiques *Dance Only* à Cap* Fabrique coopérative artistique de production à Montreuil (93)
- **Avril 2017 :**
  - Résidence de recherches artistiques *Nous remonterons à Cheval,* lieu à confirmer (Gare au Théâtre à Vitry-sur-Seine 94)
  - *Défragmentation Primordiale* : *Création collective en théâtre, danse et numérique .*
  - Résidence de reprise d'*Echo* au Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (94)
  - Résidence de création *Perspectives de corps* au CDC l'Atelier de Paris (75)
- **Mai 2017 :**
  - Diffusion d'*Effigies* et d'*Echo* au Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (94)
  - Résidence de recherches artistiques *L'entente est martiale* au Silo à Méréville (91)

Ces douze premiers mois poseront les dynamiques recherchées pour ces trois prochaines années. L'année 2016-2017 devra permettre de lancer les nouveaux projets de création tout en ouvrant de nouvelles pistes de diffusion pour les créations portées au plateau dans le cadre de la première période du projet. L'année 2017-2018 sera une année riche en travail artistique avec des résidences de recherche et de création pour toutes les compagnies. Les premières créations développées dans le cadre du projet seront portées au plateau. Enfin l'année 2018-2019 verra une seconde partie des créations créées mais devra surtout lancer les perspectives de diffusions de ces dernières créations.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
CDC l'Atelier de Paris (75)
Cité des Sciences et de l'Industrie - Paris (75)
L'Entre Deux Parcs - Lésigny (77)
Le Prisme – Elancourt (78)

La Lisière – Bruyères-le-Châtel (91)
Le Silo - Méréville (91)
Salle André Malraux - Fleury-Mérogis (91)
Institut d'Astrophysique Spatiale - Orsay (91)
Cap* Fabrique coopérative artistique de production - Montreuil (93)
Fontenay-en-Scène - Fontenay-sous-Bois (94)
Centre Jean-Vilar - Champigny-sur-Marne (94)
Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (94)
CDC La Briqueterie – Vitry-sur-Seine (94)
Gare au Théâtre – Vitry-sur-Seine (94)

D'autres partenariats en cours de développement
Micadanses – Paris (75)
Théâtre 13 – Paris (75)
L'IVT – Paris (75)
Palais de la Découverte - Paris (75)
Espace culturel La Marmite - Chevry-Cossigny (77)
Théâtre du Vésinet (78)
Théâtre de l'Agora - Evry (91)
Théâtre Victor Hugo – Bagneux (92)
Théâtre de Chatillon (92)
Théâtre de l'Echangeur – Bagnolet (93)
La Grange Dîmière - Fresnes (94)
L'Orange Bleue – Eaubonne (95)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
DRAC Ile-de-France (sollicitation pour l'aide au projet pour les créations : *Nous remonterons à cheval*, *L'entente martiale*)
DRAC Centre (sollicitation pour une aide à la création pour *Perspectives de corps* et *De toi à moi*)
Région Centre (sollicitation pour une aide à la structuration de la ***Cie Point Virgule*** et pour une aide à la création pour *Perspectives de corps* et *De toi à moi*)
Conseil Départemental d'Eure-et-Loire (sollicitation pour une aide à la création pour *Perspectives de corps* et *De toi à moi*)
Arcadi (dossiers en cours pour une aide à la création pour *Comment te dire*, et une aide à la diffusion pour *La Ferme* et *Echo)*
Conseil départemental 78 (sollicitation pour une aide à la création dans le cadre d'une résidence territoriale pour *De toi à moi)*
Conseil départemental 91 (sollicitation pour une aide à la diffusion pour *Comment te dire*, et une aide à la création pour *Perspectives de corps* et *L'entente est martiale)*
Conseil départemental 94 (sollicitation pour une aide à la création pour *Perspectives de corps* et *Nous remonterons à cheval)*
Mairie de Paris (sollicitation pour une aide à la diffusion pour *Nous remonterons à cheval* et *Chanson du bord de la mer grise)*
Service culturel de Morsang-sur-Orge (aide à la création confirmée pour *Comment te dire*)
Fontenay-sous-Bois (soutien à la création confirmée pour *Chanson du bord de la mer grise*)

Equipe artistique prévue pour le projet :
6 compagnies – 8 porteurs de projets – 3 metteurs en scène – 3 chorégraphes – 1 artiste numérique – 11 danseurs – 16 comédiens – 4 musiciens

***La métonymie* - Tiina Kaartama, metteure en scène**
Finlandaise, Tiina Kaartama est maître en philosophie et comédienne de formation de l'Ecole de Passage. Elle travaille en France depuis 2001 et a signé huit créations, tous d'auteurs contemporains étrangers. L'écriture, l'adaptation et la traduction font intégralement parti de son travail de metteure en scène. Pour elle, la scène est un lieu de questionnement vivant où rien ne peut être tout à fait figé, un lieu de rencontre que les artistes partagent, à chaque représentation, avec un public.

***La métonymie* - Ikse Maître, directeur artistique et scientifique**

Directeur artistique et scientifique de *La métonymie*, Ikse Maître collabore avec des chercheurs, plasticiens, metteurs en scène, comédiens et musiciens pour la réalisation d'installations et de performances explorant les résonances de l'art et de la science.

***Cie Point Virgule* - Claire Jenny, chorégraphe et danseuse**
En 1999 Claire Jenny, signe sa première pièce jeune public *Touche à tout*. Très vite reconnue par un large réseau de scènes dédiées à l'enfance, elle crée trois pièces pour les enfants en 2006, 2008 et 2009. Personne Ressource pour la danse à l'école, elle mène de nombreux projets reliant ses processus artistiques et les enjeux de l'éducation de l'enfant, de la construction/reconstruction de l'individu. Elle déploie un questionnement sensible sur le devenir de l'humain au travers du mouvement quels que soient les contextes de ses projets. Dans le prolongement de ces créations partagées en détention, elle crée deux pièces. Aujourd'hui à la lisière de l'ensemble de ces expériences, elle conçoit des projets qui questionnent le corps aujourd'hui, ses vécus et ses représentations.

***Cie l'Yeuse* - Erika Zueneli et Olivier Renouf, chorégraphes et danseurs**
Danseurs interprètes pour différentes compagnies, Erika Zueneli et Olivier Renouf fondent la Compagnie l'Yeuse en 2000. Depuis ils ont créé une douzaine de pièces. À travers leurs spectacles, il est souvent question de l'homme et sa nature ou de l'homme et la nature… sur le corps, sa relation dans l'espace, sa tenue, ses tensions et relâchements, expansions, déséquilibres… et son être sur terre dans le sens physique et métaphysique.

***Cie Troisième Génération* - María Cadenas, Agnès Delachair, Sergi Emiliano, Arianna F. Grossocordón, Guillaume Le Pape et Mattia Maggi, comédiens**
La compagnie a été fondée en 2009 par six acteurs d'origine française, italienne, espagnole et catalane. Ils abordent le théâtre par une perspective à la fois visuelle et dramatique. Leur démarche a pour objectif de rechercher un langage qui soit universel et populaire tout en revendiquant « un art de convention ». L'art de l'acteur est au cœur de leur travail. Leur terrain de jeu est avant tout celui du corps. C'est dans le Mime Moderne qu'ils ont trouvé les bases de leur langage.

***Cie Désordinaire* - Carole Fages, Maïa Berling, Susan Redmond, Joseph Kempf, Guillaume Béguinot, comédiennes et musiciens**
La compagnie est créée en 2014 par Carole Fages suite à la création du solo burlesque et gestuel, *Idiote*, projet lauréat des plateaux du Groupe Geste(s) en décembre 2013. Avec pour mots « valise » désordre et ordinaire, elle tend à s'intéresser à la fragilité de l'être dans un monde qui tourne trop vite. A travers le travail du clown, du théâtre burlesque et gestuel, elle veut se jouer des absurdités de fonctionnement, des failles et des travers de l'être humain, toujours dans le décalage et le rire, et sans hésiter à s'ouvrir à d'autres arts tels que la manipulation d'objets ou la musique.

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	*La métonymie* Résidence de recherches artistiques pour le projet ***Chanson du bord de la mer grise*** Résidence de création annuelle pour l'installation ***La Crise au Ventre*** Résidence de recherche et de création pour le projet ***Toi encore*** *Point Virgule* Résidence de diffusion du projet ***Echo*** Premières résidences de recherches artistiques pour le projet ***Perspectives de corps*** *Cie l'Yeuse* Premières résidences de recherches artistiques et de création pour le projet ***Shooting Stars*** Premières résidences de recherches artistiques pour le projet ***Dance Only***

	Troisième Génération Résidence d'implantation/premières résidences de recherches artistiques pour le projet ***Nous remonterons à cheval*** *Cie désordinaire* Résidence de fin de création pour le projet ***Comment te dire*** Premières résidences de recherches artistiques pour ***L'entente martiale***
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	*La métonymie* 4 semaines en janvier 2017 (***Chanson du bord de la mer grise***) 12 mois (***La Crise au Ventre***) 5 mois de septembre 2016 à janvier 2017 (***Toi encore***) *Point Virgule* 27 mars, 22 et 23 avril 2016 (***Echo***) Du 4 et 9 juillet 2016 (***Perspectives de corps***) 1 semaine en février 2017 au Prisme à Elancourt (***Perspectives de corps***) à confirmer 1 semaine en avril 2017 (période à confirmer) au CDC Atelier de Paris Carolyn Carlson (***Perspectives de corps***) 1 semaine en avril 2017 au Théâtre Jean Vilar à Vitry-sur-Seine (***Echo***) à confirmer *Cie l'Yeuse* Du 23 mai au 4 juin au CDC La Briqueterie à Vitry-sur-Seine (***Shooting Stars***) 1 semaine en octobre 2016 au Théâtre des Doms (***Shooting Stars***) 1 semaine en mars 2017 à Micadanses Paris à confirmer 1 semaine en janvier et mars 2017 à Cap* à Montreuil (***Dance Only***) *Troisième Génération* 4 semaines au Centre Jean Vilar à Champigny-sur-Marne entre décembre et février (***Nous remonterons à cheval***) *Cie désordinaire* Du 5 au 11 septembre (***Comment te dire***) 1 semaine au Silo à Méréville ***(L'entente est martiale)***

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	*La métonymie* Salle Gérard Philipe à Fontenay-sous-Bois (94) (***Chanson du bord de la mer grise)*** Institut d'Astrophysique Spatiale Orsay, Saclay, Essonne (91) (***La Crise au Ventre***) Cité de la santé, Cité des Sciences et de l'Industrie Paris (75) (***Toi encore***) *Point Virgule* RIDC à Paris, CDC l'Atelier de Paris Carolyn Carlson (75), Théâtre Jean-Vilar à Vitry-sur-Seine (94) (***Echo***) La Lisière à Bruyère-le-Châtel (91), le Prisme à Elancourt (78), le CDC l'Atelier de Paris Carolyn Carlson (75) (***Perspectives de corps***) *Cie l'Yeuse* CDC La Briqueterie à Vitry-sur-Seine (94), Théâtre des Doms (84), Micadanses (75) (***Shooting Stars***) Cap* à Montreuil (***Dance Only***) *Troisième Génération* Centre Jean Vilar Champigny-sur-Marne (***Nous remonterons à cheval***) *Cie désordinaire* L'entre deux parcs à Lésigny (77) (***Comment te dire***) Le Silo à Méréville (91) ***(L'entente est martiale)***
Objectifs & contenus de chaque résidence	*La métonymie* Premières recherches/laboratoire : lectures et découpage du texte ***Chanson du bord de la mer grise*** Développement de ***Vois moi à travers toi*** Création de ***La Crise au ventre*** Création de ***Toi encore.*** Développements et ateliers. Expériences public, *focus groups* *Point Virgule* Reprise d'***Echo*** pour un travail d'approfondissement de cette démarche singulière entre danse au plateau et à l'image pour préparer les diffusions de la saison 16/17 et des saisons à venir. Premières recherches/laboratoire du projet ***Perspectives de corps*** *Cie l'Yeuse* Premières recherche/laboratoire du projet ***Shooting Stars.*** Recherche et essais musicaux. Premières recherche/laboratoire du projet ***Dance Only*** avec présentation de travail en cours à Cap*. *Troisième Génération* Premières recherche/laboratoire du projet ***Nous remonterons à cheval*** *Cie désordinaire* Répétitions pour création en novembre 2016 de ***Comment te dire*** Premières recherche/laboratoire du projet ***L'entente est martiale.*** Répartition des rôles entre comédiennes et musiciens.

Partenaires financiers de résidence	*La métonymie* Fontenay-en-scène, Conseil Départemental 94 (***Chanson du bord de la mer grise)*** IAS, CD 91 (***Toi encore***) La Cité des Sciences et de l'Industrie, Ville de Paris *Point Virgule* DRAC Centre, Région Centre, CD Eure-et-Loire, CD 91, CD 94 (***Perspectives de corps***) *Cie l'Yeuse* DRAC, Ministère Belge (***Shooting Stars***) Cap*, DRAC (***Dance Only***) *Troisième Génération* Centre Jean Vilar à Champigny-sur-Marne et Ville de Champigny-sur-Marne (94) Gare au Théâtre à Vitry (94) CD 94 *Cie désordinaire* Service culturel de Lésigny (77) CD 91

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

Création 2017- ***Shooting Stars*** bénéficiera de partenaires belges en plus de ceux déjà acquis ou sollicités pré-cités pour poursuivre le travail de résidence. Plusieurs demandes d'accueil studio sont également en cours ou prévus (CCN de Caen, CDC Art Danse Dijon) ainsi que des dépôts de dossiers de demandes de subventions aux institutions belges (Ministère) et franciliennes (DRAC).

Création 2018 - ***Chanson du bord de la mer grise*** cherchera à se poser dans d'autres lieux du Val-de-Marne, territoire d'implantation de la Compagnie. Nous souhaitons solliciter la ville de Gentilly ainsi que Gare au Théâtre à Vitry-sur-Seine. Nous déposerons par la suite une demande d'aide à la création au Conseil Départemental 94.
Création 2018 - ***Perspectives de corps*** s'entourera des partenaires fidèles de la Compagnie Point Virgule, entre la Région Centre (l'Atelier à spectacles, CCN de Tours, Joué-les-Tours, la Pléiade…) territoire d'implantation actuel et l'Ile de France, notamment l'Esssonne, département d'implantation historique de la compagnie (Communauté de communes de l'Arpajonnais, la Norville, les Ulis, le Théâtre de l'Agora), et le Val-de-Marne (Théâtre Gérard Philipe à Champigny-sur-Marne, Théâtre Jean Vilar à Vitry-sur-Seine).
Création 2018 - ***Nous remonterons à cheval*** poursuivra le travail de recherche au Centre Jean Vilar à Champigny-sur-Marne et à Gare au Théâtre à Vitry-sur-Seine de par les liens étroits entretenus avec chaque lieu. Des résidences à l'IVT, au Théâtre 13, à la Colline et au 104 à Paris, et au Théâtre Victor Hugo à Bagneux sont également prévues d'être sollicitées.

Création 2019 - **Only Dance** poursuivra le travail de recherche et de rencontres avec le public à Cap* à Montreuil (93) lieu d'implantation de la Compagnie, en 2017-2018. Des demandes de résidences sont en cours, notamment à Micadanses Paris, à l'Atelier de Paris Carolyn Carlson, au CNDC d'Angers, au CCN de Nantes.
Création 2019 - ***De toi à moi***, 6ème création jeune public de la Compagnie Point Virgule, nous solliciterons le réseau jeune public que nous avons parcouru ces dix dernières années (Salle Jacques Brel à Pantin, Service culturel de Villiers-le-Bel, Théâtre Louis Aragon à Tremblay, Théâtre Gérard Philipe à Champigny-sur-Marne, Théâtre Jean Vilar à Vitry-sur-Seine).
Création 2019 - ***L'entente martiale***, profitera des partenariats développés pour ***Comment te dire*** pour les ré-initier et ainsi assoir les relations de la Compagnie désordinare.
2018-2019 Résidence annuelle de création et de développement, Université Paris-Saclay, Saclay (91) *L'Œil de Mars*, *Vois moi à travers toi*, *Le Peuple des Ondes*.

Les compagnies respectives des projets ***Chanson du bord de la mer grise, Nous remonterons à cheval*** et ***L'entente martiale*** déposeront chacune des demandes de participation aux plateaux professionnels Groupe

Geste(s), Attention Travaux (77) et Collectif 77 afin de développer les perspectives de partenariat en résidence et diffusion.

PERSPECTIVES DE CREATION

La métonymie
2017- ***Toi encore*** - Miroir augmenté par IRM cinétique et angiographie IRM avec capteur infrarouge, ordinateur et écrans LCD - conception Ikse Maître, Matthieu Courgeon, Tom Giraud et Michèle Gouiffès
Toi encore est une œuvre comportementale où le reflet translucide tridimensionnel des visiteurs donne à voir les cœurs battre et le sang circuler à travers les corps. *Toi encore* est un miroir augmenté par IRM cinétique et angiographie IRM qui s'adapte au rythme cardiaque des visiteurs, se l'approprie et pourrait s'en jouer. *Toi encore* explore l'influence de ce moi virtuel sur notre propre comportement en s'attachant directement à notre physiologie, là où je suis toi encore.

2018- ***Chanson du bord de la mer grise*** de Pipsa Lonka, jeune auteure finlandaise (texte à confirmer)
Théâtre contemporain – mise en scène Tiina Kaartama
Dans la continuité de son travail sur le rapport au réel et à la société, sur la question de la participation, Tiina Kaartama souhaite s'intéresser dans ce nouveau projet artistique aux décalages, qui engendre parfois des incompatibilités, entre discours et réalités. Il s'agira notamment de se confronter à des thèmes récurrents de notre quotidien et qui prennent parfois toute l'ampleur de leur absurdité : croissance et écologie ou migration et solidarité

2019- ***La Crise au ventre*** Immersion émotionnelle par Oculus rift, casque audio, sphère tactile ventrale, matrice de capteurs de pression, capteur infrarouge et ordinateur – Conception Tom Giraud, Bruno Freyssinet et Ikse Maître – Collaboration La Transplanisphère
La Crise au ventre propose une exploration originale de l'impact de la crise sur les sensations induites en tout un chacun. *La Crise au ventre* vise le développement d'un lieu de passage, un espace contextuel de la crise, où le visiteur est conditionné par la crise mondiale avant de visualiser et entendre les effets viscéraux de cette crise. *La Crise au ventre* vise une recherche sur la captation de ces effets, leur analyse, leur retranscription et les éventuelles déformations qui permettraient en retour de les modifier pour les atténuer ou au contraire les amplifier. *La Crise au ventre* est un émulateur de crise pour intéroception. Appréhender les sensations physiques et inconscientes de la crise pour nous la représenter, nous l'approprier

Cie Point Virgule
2017***- Perspectives de corps*** (titre provisoire) – pièce chorégraphique de Claire Jenny
Marie Barbottin, Rodolphe Fouillot, Olivier Bioret, Laurie Giordano, Bérangère Roussel, Claire Malchrowicz, Bénoît Feugère.
Le propos de ce nouveau projet de création se déploie dans la continuité d'expériences d'impromptus, non loin de la performance dansée, menées au sein d'établissements scolaires. Au-delà de l'école, il s'agit ici d'investir d'autres contextes pour décaler le regard, les vécus, les horizons,… Pour rompre avec l'usuel, l'utilitaire, le fonctionnel, l'habitude par l'expérience insolite de l'art chorégraphique auprès de tous les publics. Il réunira de 3 à 7 danseurs et un musicien, un accordéoniste. Un projet de création à échafauder différemment dans chaque contexte, en partenariat avec les acteurs locaux impliqués et dans la rencontre à chaque fois réitérée par des phénomènes inattendus.

2019- ***De toi à moi*** (titre provisoire) – pièce chorégraphique de Claire Jenny pour les tout petits
Un duo en alternance : Marie Barbottin, Rodolphe Fouillot, Olivier Bioret, Laurie Giordano
Alors qu'***Echo*** s'adresse à un public adulte en posant un questionnement sur nos rapports à l'image, à notre image, ***De toi à moi*** explorera les découvertes à la fois ludiques et menaçantes des limites entre soi et les autres, inhérentes au développement des tout petits. Comment l'image de soi (par l'intermédiaire de l'image filmique), la découverte et la rencontre de l'Autre, différent, anime, parfois dérange, déplace et nous fait grandir, d'une façon ou d'une autre ? « La boîte » au sein de laquelle ont été tournées les images d'***Echo*** deviendra la scénographie plateau de cette nouvelle création : tout d'abord le lieu de l'intime qui s'ouvrira peu à peu…

Cie l'Yeuse
2017-***Shooting Stars*** – pièce chorégraphique pour 1 danseuse, un chanteur-performeur et un musicien live.
Conception-chorégraphie et danse : Erika Zueneli, Plasticienne créatrice lumière : Sylvie Mélis, Musicien : Thomas Turine
Vies dissolues, paradis artificiels, construction des identités défiant la notion des genres. Astronautes des espaces intérieurs, explorateurs de la sphère physique : rock stars ou pop stars. Shooting Stars est un acte de mémoire

éphémère, une dissémination de synecdoques de fragments recomposés. Une réflexion intime sur ces univers musicaux flamboyants qui nous ont habités un jour !

2018-**Dance Only** – projet chorégraphique pour plusieurs danseurs.
Conception-chorégraphie : Olivier Renouf, distribution en cours.
Après plusieurs pièces où les matériaux servaient d'accessoires bruts et devenaient partie prenante de la scénographie, cette nouvelle création sera une recherche et un retour vers le mouvement seul : *Seulement la danse*, seulement le corps.

Cie Troisième Génération
2018- ***Nous remonterons à Cheval*** – théâtre gestuel
María Cadenas, Agnès Delachair, Sergi Emiliano, Arianna F. Grossocordón, Guillaume Le Pape et Mattia Maggi, comédiens
Poursuivant son travail sur la lutte et le désenchantement, la compagnie cherchera dans ce projet à définir scéniquement les sensations et attitudes de leur génération face au monde, tout en poursuivant sa recherche d'un langage scénique gestuel poussé. Le temps occupera une place centrale dans le travail artistique, autant comme jeu scénique, dilatation et accélération, que pour le rôle que joue aujourd'hui l'inertie dans ce ressenti d'impuissance qui frappe les hommes.

Cie désordinaire
2016- ***Comment Te Dire*** – création collective, théâtre burlesque
Carole Fages, Maïa Berling, Susan Redmond, Joseph Kempf, Guillaume Béguinot, comédiennes et musiciens
Avec folie et légèreté, ***Comment te dire***, c'est le désir de raconter une manière d'appréhender le monde, à travers la musique, le rire et le décalage. C'est l'histoire de 5 personnages qui, armés de leurs batteries et de leur détermination, cherchent de quelle manière dénoncer le système bancal du monde dans lequel ils vivent. Comment les individus se distinguent-ils au sein du groupe qui marche au pas ? Que se passe-t-il quand une routine répétitive et dénuée de sens mène à l'explosion ?
Ce projet est la rencontre de cinq trajectoires artistiques distinctes : Trois clowns, deux batteurs, rassemblés sur scène dans une pièce au rythme entraînant, liés par une dramaturgie dans laquelle cette rencontre hybride prend sens.
Création prévue au Samovar (Bagnolet), le 17 novembre 2016

2019- ***L'entente est martiale*** – création collective, théâtre burlesque
Carole Fages, Maïa Berling, Susan Redmond, Joseph Kempf, Guillaume Béguinot, comédiennes et musiciens
La compagnie poursuivra son étude des cercles infernaux, du monde sensible et de ses décalages avec la technique du clown et la musique comme outils et mode d'expression. Cette nouvelle création aura pour base de travail les rapports entre voisins jardiniers et simples combats de territoire en intégrant davantage le corps pour matière.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire

La métonymie
Ca foxtrotte dans la botte de mamie, de Sirkku Peltola, mise en scène Tiina Kaartama, pièce de théâtre contemporain pour 5 comédiens. Une famille qui raconte notre monde où on nous encourage à l'indifférence.
La ballade de la Soupe Populaire, auteure Emilia Pöyhönen, mise en scène Tiina Kaartama, pièce de théâtre contemporain pour 6 comédiens. Une pièce drôle, émouvante et radicale sur le matérialisme, l'argent, la faim, la pauvreté, l'opulence, la crise.
Première intimité de l'être, Miroir augmenté par imagerie médicale avec capteurs, reconnaissance de genre, ordinateur et écrans 75", conception : Ikse Maître
Vois moi à travers toi, Composition relativiste pour visiteurs, capteurs, haut-parleurs, ordinateurs et vidéoprojecteurs, conception : Matthieu Courgeon et Ikse Maître

Cie Point Virgule
Effigies, de Claire Jenny et Etienne Aussel, installation vidéo comportementale ; parcours composé de quatre modules distincts : une traversée mêlant l'image cinématographique, les arts numériques et la performance live pour explorer les relations du corps féminin à son image médiatique «captée».

Tiens-toi droit !!! de Claire Jenny, pièce chorégraphique pour 3 danseurs, pour tout public à partir de 5 ans. Nourrie d'expériences de résidences d'artistes en milieu scolaires cette pièce questionne le vécu du corps de l'enfant dans le contexte de l'école et au-delà.
Echo, de Claire Jenny et Etienne Aussel, pièce chorégraphique et vidéographique pour 5 danseurs.
Composée de deux espaces en dialogue : un espace scénique et un espace de projection dans sa continuité, le langage dansé et filmé se crée au cœur des stratégies d'occupation de ces espaces où les danseurs construisent des identités, investissent des états, se présentent et se représentent, subissent ou se jouent des limites de l'image, du plateau.

Cie l'Yeuse
Tant'amati, d'Erika Zueneli et Sébastien Jacobs, pièce chorégraphique pour 2 danseurs. Entre danse et théâtre du mouvement, comédie caustique et domestique sur l'absurdité des rapports amoureux.
Vai e passa, d'Erika Zueneli, pièce chorégraphique pour 5 danseurs. Une marche du monde, des gens, du temps comme principe initial d'écriture chorégraphique. Un rapport à la relativité du temps face à l'infini de la nature qui creuse avant tout dans l'abstraction chorégraphique pour mieux laisser surgir l'humain dans sa forme la plus intime.
La Ferme, d'Olivier Renouf, solo chorégraphique et plastique. Une installation chorégraphique d'où surgissent des danses, des mouvements liés au labeur, des histoires de vies singulières, des pans de mémoire. Une évocation de l'univers agricole vu par un enfant et l'injonction au silence intimé au monde paysan.

Cie Troisième Génération
Requiem à deux balles, création collective, spectacle de rue pour 6 comédiens. Spectacle de mime burlesque, segmenté en trois tableaux distincts, trois scénettes bien différentes avec pour point commun le thème de la mort.
There Is No Alternative, pièce de théâtre gestuel et contemporain pour 6 comédiens. Une histoire d'amour et une histoire politique, celle d'un jeune couple qui cherche à partir et à recommencer ailleurs, celle de l'histoire du monde autour d'eux et de cette valse entre lutte et désenchantement.
Illusions Perdues, création collective, théâtre gestuel et contemporain pour 5 comédiens. A travers la forme d'un cabaret atypique qui brouille les frontières traditionnelles du tragique et du comique, de l'artistique et du commercial, du réel et de la fiction. Une recherche scénique autour des questions qui les obsèdent : celles de la lutte et du renoncement.

Cie désordinaire
A vau l'eau, forme courte, solo de et avec Carole Fages. Recherche gestuelle et clownesque sur les rituels, la manipulation et le détournement d'objets, les gestes inutiles et infructueux, sur la féminité**,** les désirs canalisés, les débordements sulfureux d'une femme rangée dans un cadre de bureau.
Idiote, duo burlesque et gestuel de Carole Fages. Ce projet s'est construit dans le prolongement de **À vau l'eau**. **Idiote** c'est le regard qu'on pose sur une femme et sa manière de se défendre au monde. C'est la volonté absurde d'être performant, et l'acceptation d'un cadre devenu inadéquat par désir aveugle de rester dans la norme.

Partenaires pressentis à ce jour

La métonymie
Acquis : Cité des Sciences et de l'Industrie - Paris (75), Institut d'Astrophysique Spatiale (91)
En cours de négociation : Cité des Sciences et de l'Industrie - Paris (75), Fontenay-en-Scènes (94), Festival les Moulins à Paroles à Olivet (45)
Sollicités : la Maison des Métallos à Paris (75), la Grange Dimière à Fresnes (94), le Centre culturel de Taverny (95), Palais de la Découverte - Paris (75), Festival Bains numériques à Enghien-les-Bains (95), Festival Exit à la MAC de Créteil (94)

Cie Point Virgule
Acquis : Communauté de communes de l'Arpajonnais (91), Théâtre Jean Vilar à Vitry-sur-Seine (94)
En cours de négociation : CDC Atelier de Paris Carolyn Carlson (75), Entre Deux Parcs à Lésigny (77), Prisme à Elancourt (78), la Norville (91), Espace Culturel Boris Vian aux Ulis (91), Atelier à spectacles à Vernouillet (28), Faïencerie à Creil (60), la Pléiade à La Riche (37), Espace André Malraux à Joué-les-Tours (37), Festival Art Danse Dijon (21), CDC Le Cuvier à Bordeaux (33), ECAM au Kremlin Bicêtre (94)
Sollicités : Théâtre de l'Agora à Evry (91), Théâtre Louis Aragon à Tremblay-en-France, Mac de Créteil (94), Centre des Arts à Enghien-les-Bains, Agglomération Montargeoise (28), Dianetum à Anet (28), Abbaye de Noirlac (18)

Cie l'Yeuse
Acquis : Centre Wallonie Bruxelles Paris (75), Théâtre de l'Echangeur de Bagnolet (93)

En cours de négociation : Festival Faits d'hiver (75), Festival MIMOS à Périgueux (24), Théâtre des Doms à Avignon (84)
Sollicités : CDC Atelier de Paris Carolyn Carlson (75), Théâtre de Chatillon (92), Rencontres chorégraphiques de Seine Saint Denis (93), Espace 1789 à Saint-Ouen (93), Plateaux du CDC La Briqueterie à Vitry-sur-Seine (94), TPE Bezons (95)

Cie Troisième Génération
Acquis : Centre Jean Vilar Champigny-sur-Marne (94), Gare au Théâtre à Vitry-sur-Seine (94)
En cours de négociation : Théâtre du Vésinet (78), Communauté de communes de l'Arpajonnais (91), Théâtre Victor Hugo à Bagneux (92), Espace Daniel Sorano à Vincennes (94), Festival Théâtral en Val d'Oise (95)
Sollicités : Théâtre 13 à Paris (75), Théâtre de l'Odyssée à Périgueux (24)

Cie désordinaire
Acquis : Entre Deux Parcs à Lésigny (77), Espace culturel La Marmite à Chevry-Cossigny (77), Domaine de Chamarande (91), le Samovar à Bagnolet (93),
En cours de négociation : Salle André Malraux à Fleury-Mérogis (91), Service culturel Plessis-Pâté (91, Service culturel Ollainville (91), Communauté de Communes de l'Arpajonnais (91), Service culturel de Longtpont (91), Théâtre d'Etampes (91), Théâtre de Chatillon (92)
Sollicités : Grange Dimière Fresnes (94), Théâtre André Malraux à Chevilly-la-Rue (94), l'Orange Bleue à Eaubonne (95)

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

2016-2017 : Maintien des effectifs avec 37 artistes et techniciens du spectacle vivant employés dans le cadre du projet spécifiques sur la période. Légère baisse temporaire du volume d'heures et de la masse salariale dans cette période de transition entre les deux périodes du projet.
2017: Développement d'une mission de service civique pour intervenir sur l'organisation et le développement des accompagnements artistiques et actions d'appropriation des artistes auprès des publics.
2017-2018 : Maintien des effectifs et augmentation des volumes horaires avec la multiplication des résidences de recherche artistique pour le projet spécifique. Pérennisation des trois postes administratifs hors dispositif Emploi Tremplin.
2018-2019 : Poursuite de la mission de service civique. Légère hausse du nombre d'artistes et de techniciens du spectacle liée simultanément à la diffusion des premières œuvres créées dans le cadre du projet spécifique et de la mise au plateau des autres.

Subvention demandée :
36 000 €
Soit 6 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	52 011,00 €	ETAT	35 000,00 €
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) : Soutien à la création □ attribué / □ en cours	15000
Salaires brut: Diffusion (70%)	15960	**Ministère de la culture / autres directions** (DGCA…) préciser service et titre : Dicréam □ attribué / □ en cours	10000
Charges employeur	6384	**Autres Ministères** (préciser) : DRAC Centre □ attribué / □ en cours	10000

Salaires brut: Administration, production (45%)	10805	COLLECTIVITES TERRITORIALES	70 594,00 €
Charges employeur	4322	**Région Ile-de-France**	
		Région IDF - PAC	36000
Salaires brut: comptabilité, payes (50%)	7594	Région IDF - Emplois tremplin :	
Charges employeur	3037	□ attribué / □ en cours	11394
		Autres Régions (préciser) :	
Stagiaire	3258	□ attribué / □ en cours	
Autres dépenses personnel (transports)	651	**Départements** (préciser) : CG94	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	137 112,00 €	□ attribué / □ en cours	11000
Préciser le détail des postes		**Départements** (préciser) : CG28	
		□ attribué / □ en cours	3000
Salaires bruts artistes	58460	**Départements** (préciser) : CG91	
		□ attribué / □ en cours	5000
Charges employeur artistes	33182	**Départements** (préciser) :	
		□ attribué / □ en cours	
Salaires bruts techniciens	13820	**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes** (préciser) :	
		□ attribué / □ en cours	
Charges employeur techniciens	8292	**Commune 1** (préciser) : Fontenay ss bois	
		□ attribué / □ en cours	2200
		Commune 2 (préciser) : Morsang-sur-Orge	
		□ attribué / □ en cours	2000
Droits d'auteur	2373	**Autres** (préciser) :	
		□ attribué / □ en cours	□
Locations (préciser): Utilitaires	2160		
Défraiements	2100	UNION EUROPEENNE	
Transports	4325	*Préciser le dispositif :*	
		□ attribué / □ en cours	□
Apports en coproduction		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	
Aides aux résidences		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Achats de spectacle, concerts		Autres (préciser) :	
Honoraires scénographes et costumiers	1550		
Achats matériels, costumes, scéno,…	10850		
		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	7 000,00 €
DEPENSES D'APPROPRIATION	4 172,00 €	ARCADI	7000
Préciser le nombre d'heures: 24		SACD, SACEM, ADAMI…(préciser) : ADAMI soutien au spectacle vivant. En cours	
Salaires bruts	2980	Autres (préciser) :	

Charges employeur	1192	MECENAT & SPONSOR	
Achat action culturelle			
Autres (préciser) :		AUTRES RECETTES	
AUTRES DEPENSES	7 819,00 €		
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	88 520,00 €
Préciser la nature de ces dépenses :		Locations de salle	
Communication	1025	Billetterie	
Honoraires expert comptable	1920	Recettes de coréalisation	1250
Fournitures administratives	500	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
Assurance	400	Prestations de service (préciser) :	
Téléphone et frais postaux	462	Apports de coproduction (préciser) :	
Logiciels	1450	Groupe Geste	5000
Déplacements et RDV professionnels	2062	CCN du Havre	8000
		CCN	7000
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations): 21	67270
		Résidences (préciser) :	
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**201 114,00 €**	**TOTAL**	**201 114,00 €**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 30 000 € euros.

Le projet soutenu visait la structuration administrative de la fédération *des Organismes vivants* et la mise en œuvre du projet intitulé « Défragmentation Collective ? » dans le cadre d'une dynamique artistique collaborative. Le projet s'articulait autour des créations des compagnies membres en résonnance avec le thème du projet (la fragmentation du corps - l'individu, la famille, le groupe au sein de la société), d'un espace de réflexion collaboratif d'artistes et de chercheurs sur les sciences, le numérique, le théâtre et la danse, et du développement des liens avec les publics.

Des Organismes vivants ont également bénéficié de deux emplois-tremplin pour les postes d'attaché d'administration (2013) et d'attaché de diffusion (2011).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Fédération de compagnies qui repose sur des principes de mutualisation et de solidarité financière, *des Organismes vivants* regroupent des compagnies confirmées et des compagnies émergentes franciliennes. Fort de sa structuration et de la maturité de son projet, la fédération *des Organismes vivants* a pu, après avoir intégré en 2013 une première compagnie émergente (la compagnie Troisième Génération), en accueillir une deuxième en 2015 : la compagnie Désordinaire. L'ouverture s'est également concrétisée, en 2016, par la collaboration nouvelle (dans un premier temps restreinte à l'administratif) avec la compagnie porteuse de projets européens La Transplanisphère.
Ouvert à la pluralité et au croisement des disciplines artistiques, les compagnies membres *des Organismes vivants* développent leur projet dans les secteurs de la danse contemporaine (compagnie l'Yeuse et compagnie Point-virgule), du théâtre (compagnie Troisième Génération, La Métonymie et la compagnie Désordinaire) et des arts numériques (La Métonymie). Engagées dans un réel projet commun, les compagnies membres conservent cependant, leur structure et leur indépendance artistique, en même temps qu'elles partagent et se nourrissent de l'expérience des autres. Cette diversité de projets, de type de compagnies comme de disciplines fait la richesse et la force de la fédération, qui développe ainsi sa connaissance et son expertise, qu'elle met au service des compagnies.

Cette pluralité permet également aux compagnies, notamment aux plus jeunes, de bénéficier d'un accompagnement par une équipe compétente et de conseils de compagnies plus confirmées.
Au cours des trois années, *Des organismes vivants* ont organisé quelques temps de rencontres et de partage, les ateliers de « Défragmentation collective », dans le but de créer une dynamique artistique collaborative entre les compagnies. Les thèmes abordés ont ainsi été notamment : « Les liens à saisir ou à créer entre arts vivants et arts numériques » ou « L'ancrage territorial des compagnies et le rapport aux institutions publiques »
Sur le plan artistique, les compagnies membres présentent une activité de création et de diffusion conséquente, avec au total 12 spectacles et installations créés depuis 2013, une quarantaine de représentations en 2013 et 2015 et une centaine en 2014 (sans compter les jours d'expositions pour les installations numériques de La Métonymie (qui vont de 58 jours à 258 jours), pour un total de 26 spectacles et installations diffusés entre 2013 et 2015.
La Métonymie a créé deux spectacles de théâtre (« ça foxtroppe dans la botte de mamie » (5 comédiens) et « La ballade de la soupe populaire » (6 comédiens) et trois installations numériques et scientifiques.
Deux pièces chorégraphiques ont été créées par la compagnie Point-virgule, l'une pour 3 danseurs tout public à partir de 5 ans « Tiens-toi droit », et l'autre « Echo » mêlant danse et vidéo pour 5 danseurs.
La compagnie de danse l'Yeuse, dirigée par Erika Zuelli et Olivier Renouf a, quant à elle, créé trois spectacles : deux duo « (OR)2 » et « Tant'amati » et un solo « La ferme ».
L'activité de création de la compagnie de théâtre gestuel Troisième Génération s'est portée sur deux projets « There is no alternative » et « Illusions perdues ».
L'implantation territoriale des compagnies membres des Organismes vivants s'étend à de nombreux partenaires et territoires franciliens, chaque compagnie rassemblant des partenaires autour de son activité artistique et de ses actions culturelles. Elles ont ainsi, toutes bénéficié d'accueil en résidence et de partenariats franciliens sur la période de conventionnement.
La Métonymie, avec son projet singulier, a été accompagnée en résidence notamment à Fontenay-sous-Bois, dans le Val d'Oise au Festival théâtral du Val d'oise et à l'Apostrophe ou encore à l'Institut Astrophysique Spatiale et au PROTO204 d'Orsay.
La compagnie Point-virgule, d'abord créé en Essonne où elle a conservé des partenaires, a débuté une résidence longue au Prisme à Elancourt et y mène le projet danse à l'école depuis 2011/12 ; elle a été également accompagnée par le théâtre Jean Vilar de Vitry, l'atelier de Paris Carolyn Carlson ou encore soutenue par la ville de Champigny-sur-Marne.
La compagnie l'Yeuse a une double implantation en Belgique et en Ile-de-France, ses partenaires ont été notamment le Regard du cygne, le CND, le théâtre de Bligny, la scène conventionnée danse de Bezons, ou encore le festival Plastique danse flore.
Les partenaires de la compagnie Troisième Génération sont notamment, et principalement, en Val-de-Marne avec Gare au théâtre à Vitry et à Champigny-sur-Marne.
L'ensemble des compagnies membres a proposé durant la période de conventionnement des interventions en direction des publics aussi diverses et singulières que les projets des compagnies membres : ateliers de pratiques, stages, rencontres publiques, créations participatives, formations, médiation scientifique… en direction de public également très divers : élèves de tous niveaux scolaires (de la maternelle à l'université), familles, jeunes en difficultés, pratiquants amateurs, enseignants, détenus… Plusieurs compagnies sont en particulier intervenues dans le cadre de résidence en établissements scolaires et d'autres ont pu travailler avec des lycéens franciliens. Le volume horaire moyen annuel est ainsi élevé, il dépasse les 1100 heures annuelles.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Les compagnies membres *des Organismes vivants* ont développé et renforcé leur implantation francilienne et leur réseau de partenaires. Le rayonnement des compagnies membres s'est déployé au fil de ces trois années sur le territoire francilien, celles-ci étant ainsi présentes dans la plupart des départements d'Île-de-France (plus particulièrement le Val d'Oise, le Val-de-Marne, les Yvelines et l'Essonne). Les compagnies membres développent des projets dans des disciplines différentes, la danse, le théâtre, les arts numériques et l'art-science, et ne se situent pas toute au même niveau de développement, le réseau des Organismes vivants est dès lors large et divers. Il compte des lieux intermédiaires, des théâtres de ville, scènes nationales, centre nationaux chorégraphiques, laboratoires de recherches, universités, Cité des sciences…

Evolution budgétaire et de l'emploi
L'analyse budgétaire porte sur le budget consolidé de l'association *des Organismes vivants* et des compagnies membres de la fédération. Le budget moyen annuel est de 470 000 € et présente des variations, liées aux niveaux d'activité des compagnies membres et des aides obtenues pour ces projets. Le budget présente une tendance à la baisse entre 2013 et 2015 de -18%, due à la diminution des recettes propres, le montant des subventions publiques étant lui en augmentation. Le budget était financé aux deux-tiers par les recettes propres en 2013, elles en financent un peu plus de la moitié en 2015.
Les subventions proviennent de nombreuses collectivités (des départements du Val d'Oise, de l'Essonne, des

Yvelines et du Val-de-Marne, des Villes de Paris, de Fontenay-sous-Bois et de Franconville, et de la communauté d'agglomération de Saint-Quentin-En-Yvelines), témoignant des différentes implantations territoriales des compagnies membres. Des soutiens de la DRAC Île-de-France, de la DRAC Centre ou encore de la Région Centre apparaissent selon les années.
Le fonctionnement de la fédération *des Organismes vivants* repose sur une solidarité financière des compagnies membres, qui versent ainsi à l'association des Organismes vivants des cotisations annuelles. Celles-ci sont globalement de l'ordre de 50 000 € par an. Les modalités de calcul des cotisations sont définies chaque année, collégialement et proportionnellement aux capacités financières des compagnies, de manière à équilibrer le budget et à assurer le fonctionnement de la fédération. Les cotisations reposent ainsi sur des pourcentages appliqués à la masse salariale brute de l'année précédente, au montant des coproductions et subventions obtenues et sur le montant des ventes de spectacles. Les cotisations financent ainsi la moitié du fonctionnement de l'association, l'autre moitié étant les aides régionales (permanence artistique et culturelle et emploi-tremplin). Celles-ci sont toutefois en partie réinjectées sur l'artistique pour accompagner les projets de création des compagnies.
Au cours des trois années de conventionnement, *des Organismes vivants* se sont structurés et ont augmenté leurs effectifs grâce à un deuxième poste emploi-tremplin (obtenu en 2014). L'équipe administrative chargée de l'administration, de la production et de la diffusion des compagnies membres est ainsi composée en 2016 de trois personnes en CDI temps plein : une chargée d'administration, une chargée de diffusion (emploi-tremplin) et une attachée d'administration (emploi-tremplin). Les artistes et techniciens intermittents sont directement embauchés par les compagnies membres, toutefois l'ensemble des tâches liées à ces embauches sont effectuées par les salariés *des Organismes Vivants*. La masse salariale globale est stable sur la période et s'établit autour de 200 000 € par an. Cependant, si la masse salariale des effectifs au régime général est en hausse, celle des intermittents affiche une baisse, la saison 2015-16 étant une année particulière de fin de création et en même temps de baisse de la diffusion des pièces antérieurement créées.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Des Organismes vivants proposent de poursuivre leur projet fondé sur la solidarité financière avec désormais six compagnies membres, soit deux de plus que lors de la précédente convention. Il est proposé de développer la deuxième phase du projet de « Défragmentation collective ? » basé sur plusieurs axes : des créations croisant les disciplines théâtre, danse, arts numérique qui interrogent l'humain et son devenir, l'organisation de temps d'échange et de laboratoires entre les compagnies et le développement des partenariats en Ile-de-France. L'équipe des Organismes vivants continuera ainsi à assurer l'administration, la production et la diffusion pour les compagnies membres. Il est prévu la création sur les trois prochaines années de 10 spectacles et installations et la diffusion des pièces antérieurement créées.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient Des Organismes Vivants en 2016 à hauteur de 35 000 € sur une base subventionnable de 136 112 €

(la base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion et des autres dépenses, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région ne soutient pas l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 35 000 € pour le projet proposé par Des Organismes vivants et en particulier pour les différents projets de création et diffusion en Ile-de-France des compagnies membres des Organismes vivants, ainsi que pour le développement de leurs implantations sur le territoire régional.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion et des autres dépenses, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	24 500,00 €
2017	10 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003647

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ANIS GRAS - ECARTS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	228 915,00 €	26,21 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECARTS
Adresse administrative : 55 AV LAPLACE
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES LACOMBE, Président

Date de publication au JO : 24 février 2001

N° SIRET : 43922039300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :

I- Présentation du bénéficiaire

Anis Gras - le lieu de l'autre est un lieu pluridisciplinaire de création contemporaine, de recherche et d'éducation populaire implanté à Arcueil et dirigé par Catherine Leconte.
En 2005, la ville d'Arcueil a souhaité reconvertir l'ancienne distillerie Anis Gras, construite par Raspail en 1856 et inscrite à l'inventaire des monuments historiques, en lieu culturel.
Le lieu est géré par l'association Ecarts désignée suite à un appel à projet lancé par la mairie d'Arcueil pour en assurer la gestion et la programmation. L'association Ecarts est née de la rencontre des Laboratoires d'Aubervilliers (fondées par le chorégraphe François Verret) et de la Maison de toutes les Chimères à Paris (fondée par les philosophes Jacques Deleuze – Revue Chimères – et Félix Guattari).
En 2009, une seconde phase de travaux de réhabilitation, menée par la Communauté d'agglomération de Val-de-Bièvre (avec une aide du Conseil régional), a permis la réalisation de nouveaux ateliers d'artistes et d'espaces de création artistique, de spectacle et d'exposition.
Le lieu dispose ainsi de plusieurs espaces de travail et de diffusion : 4 ateliers de 65 m^2, 1 serre de 35 m², 1

atelier/salle d'expo de 65 m², deux salles de spectacles d'une capacité de 80 personnes (100m² et 135 m²), une salle commune (60m²), 1 centre ressource 50m², 1 bar-cantine de 60 m², 3 espace de stockage et d'hébergements possibles en pavillon (30m²) et 1 gite 3 chambres / 7 personnes.
Anis Gras accueille des artistes, reconnus ou émergents, en résidence de création et/ou de recherche, permet la diffusion de créations et de nombreuses ouvertures publiques (55 % pour des présentations de créations d'équipes résidentes). Des ateliers de pratiques artistiques pour le public en lien avec les artistes présents dans le lieu, des rencontres diverses (cafés-philo, cafés concerts, ciné-clubs, cafés des enfants, répétitions publiques, portes ouvertes, débats…), et des scènes ouvertes (pour les professionnels et les amateurs) se tiennent régulièrement.

Anis Gras bénéficie du soutien de la Communauté d'Agglomération du Val-de-Bièvre, de la Ville d'Arcueil, du Conseil général du Val-de-Marne et de la Région Ile-de-France (au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2006). La DRAC Ile-de-France apporte son soutien ponctuellement pour les résidences.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

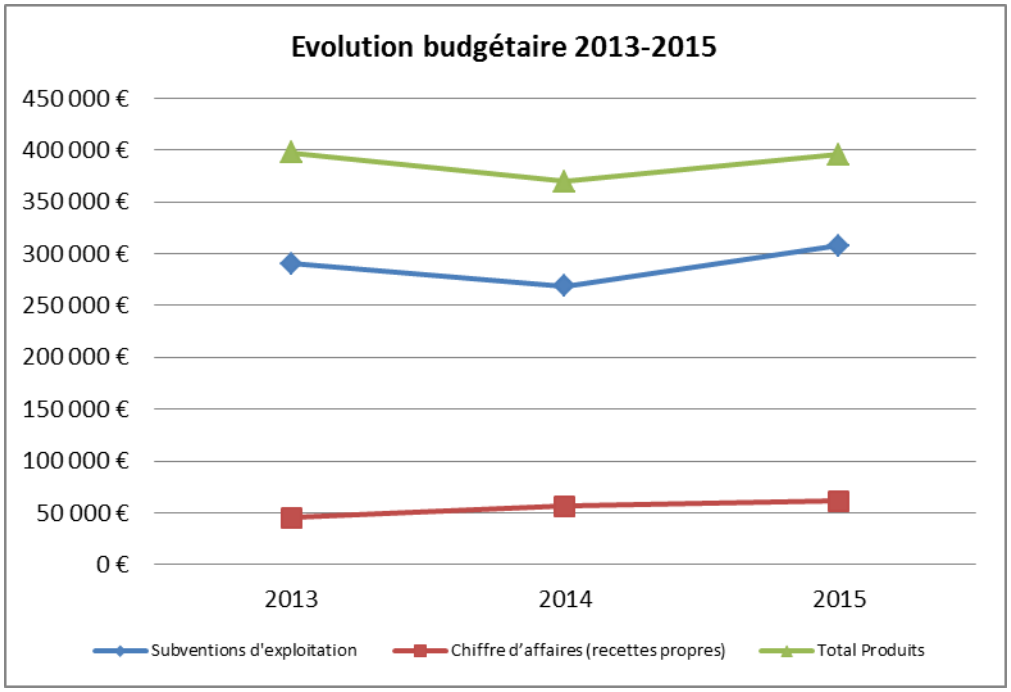
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF: aides à la résidence	10 139	*3%*	0	15 000	*5%*
Conseil départemental du Val-de-Marne : fonctionnement	20 000	*6%*	20 000	20 000	*7%*
Communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre : fonctionnement	130 000	*38%*	132 000	132 000	*44%*
Commune d'Arcueil : fonctionnement	33 000	*10%*	33 990	33 990	*11%*
Autres - ACSE, Fondation de France, Ircantec, FIL ORU Arcueil-Gentilly	18 000	*5%*	30 875	27 354	*9%*
autres - ASP	51 175	*15%*	29 834	15 006	*5%*
Région - PAC	60 000	*18%*	60 000	60 000	*20%*
Région - accès aux livres et à la littérature des personnes âgées	19 000	*6%*	0	0	*0%*
SOUS-TOTAL REGION	79 000	23%	60 000	60 000	20%
TOTAL SUBVENTIONS	**341 314**	**100%**	**306 699**	**303 350**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

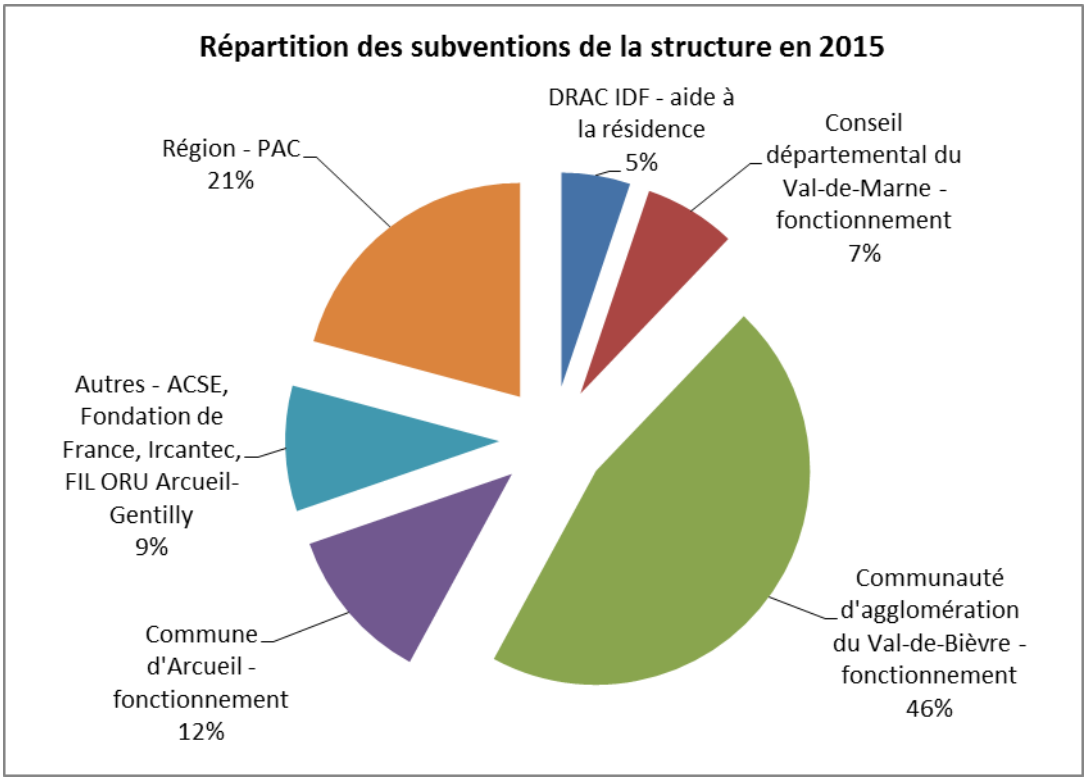
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	290 139	*73%*	268 865	307 615	*78%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	45 323	*11%*	56 402	61 429	*16%*

Total produits	397 781	100%	369 672	395 720	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	188 195	174 694	164 593
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	4 774	5 880	5 300

3) Evolution de l'activité

(hors cinéma, arts plastiques, débats/conférences)

	2013/2014	2014/2015	2015/2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	18	49	49
Nombre de spectacles diffusés au total	46	56	65
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	116 2	324 4	289 9
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	2	3	4
Nombre de spectateurs	5 695	7 799	8 156 (au 30 mars16)
Nombre de résidence(s) accueillie(s)	41 résidences	79 résidences	91 résidences
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	12 heures	26 heures	80 heures
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	264 heures	524 heures	734 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires	12	24	37
Nombre de bénéficiaires	1 628	2 784	2 867 (au 29 février 2016)

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Anis GRAS le lieu de l'autre
Pépinière artistique : des artistes y travaillent en permanence.
Espace de découverte de la création artistique d'aujourd'hui.
Lieu ouvert sur le monde, lieu de partage avec des publics variés et les habitants du territoire.

Plus de 60 spectacles dont 40 créations artistiques in situ à découvrir chaque saison

Spectacles et Créations d'artistes franciliens, nationaux et internationaux.

Une cinquantaine d'équipe en résidence par saison

L'équipe d'ECARTS propose depuis l'ouverture du lieu le projet dit « Le Lieu de l'autre » qui met en son centre la création artistique et la transmission, en posant à sa source son lien profond avec l'ensemble de l'activité humaine.
La création d'un tel lieu implique un double mouvement d' « ouverture », une double hospitalité:
✓ celle de la résidence de création ou d'écriture, l'accueil de gestes singuliers, qui nous semblent relever d'une certaine nécessité ; ici l'expérimentation la plus contemporaine peut croiser l'artisanat.
✓ celle du partage de ces tentatives à travers des dispositifs de recherche et d'appropriation.

Créations/Spectacles de théâtre (objets, marionnettes, clown), danse, musique, arts plastiques, peinture, photographie, cinéma. A découvrir en avant-première.

L'ouverture d'Anis Gras aux **premiers gestes artistiques** : accompagnement de jeunes artistes - **en partenariat avec des Ecoles Supérieures de toute l'Ile-de-France** - ou de premières aventures.

Après avoir travaillé avec l'Ecole Professionnelle Supérieure d'Art Dramatique (EPSAD) de Lille lors de la présentation de La Supplication-Tchernobyl, chronique du monde après l'apocalypse de Svetlana Alexievitch, mise en scène par Stéphanie Loïk en décembre 2012, Anis Gras a développé de nouveaux partenariats.
Cette présence des écoles supérieures de théâtre françaises dans le lieu préfigure aujourd'hui le développement d'un axe de formation et de transmission dans le domaine de l'art dramatique.

Sur les saisons 2013 à 2015, Anis Gras accueille des élèves et projets de créations issus de plusieurs établissements franciliens, dont :
- Le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique (CNSAD), Paris
- Le CRR (Conservatoire à Rayonnement Régional), Paris
- Le Conservatoire de Paris 19ème
- Le CFA des Comédiens du Studio d'Asnières (92)
- L' Ecole Supérieure d'Art Dramatique de la ville de Paris (ESAD)
- L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier

Pour la période de 2016 à 2019, l'association souhaite :

- Poursuivre le travail de développement d'un espace de fabrique de formes artistiques issues d'artistes aux influences et identités diverses.
- Accentuer l'accueil de jeunes artistes issus des écoles supérieures d'enseignement
- Consolider le lieu comme espace de création, de transmission et d'éducation populaire à l'adresse de professionnels et d'amateurs
- Consolider l'ouverture à l'autre, à différents moments du processus de création, à l'initiative des artistes et des publics.
- Ancrer le lieu dans la dynamique du nouveau Territoire et de la Métropole du Grand Paris

Anis Gras est une base, une maison de gestation, un lieu de croisement **qui, à sa mesure, nourrit la création d'aujourd'hui. *Anis Gras* s'inscrit, ainsi, dans un esprit de complémentarité par rapport aux autres théâtres, aux lieux de programmation.**
Sur les années 2016 2019, nous poursuivrons ce travail de développement d'un espace de fabrique de formes artistiques issues d'artistes aux influences et identités diverses. L'esthétique du lieu de l'autre passe également par cette "multitude" d'origines qui se croisent, se rencontrent, se mêlent parfois. Par ailleurs, nous souhaitons accentuer l'accueil de tout jeunes artistes issus des écoles supérieures d'enseignements (CNSAD, ESAD, CRR, CFA d'Asnières...) qui fréquentent déjà régulièrement Anis Gras (stages avec les écoles, ébauches de formes par les élèves de dernière année ou tout juste diplômé). L'enjeu est alors de favoriser les rencontres entre professionnels confirmés et jeunes artistes avec le souci de créer des "accompagnements" plus ou moins développés selon les projets et personnes concernés (du simple regard extérieur à la participation "active" dans le processus de création).
Dans le même état d'esprit, Anis Gras a inauguré sur la dernière saison le lancement d'un *Petite Fabrique des Arts et des Cultures* (soutenu par la Fondation de France) qui accueille les désirs de "faire de l'art" de jeunes (6-18 ans) amateurs issus des territoires voisins (pour le moment : Arcueil, Gentilly, Villejuif). Ces "présences" sur un territoire "commun" qu'est Anis Gras vont permettre au projet de développer un axe important du projet et faire apparaître le lieu, un peu plus encore, comme espace de création, de transmission et d'éducation (populaire) à l'adresse des artistes professionnels, des amateurs et des publics/spectateurs variés présents dans le lieu. Anis Gras est un espace d'ouvrage singulier destiné à s'ouvrir à l'autre, de différentes manières, à différents moments du processus de création, à l'initiative des artistes mais également des publics.

Saison 2016/2017 - Résidences de création / ouvertures

Eléments prévisionnels
Parmi les artistes en résidence : (en cours)
- Eric Da Silva, Emballage Théâtre
- Agnès Bourgeois, Cie Terrain de Jeu
- Cie Brin d'herbe, Théâtre jeune public
- Franck Vigroux, Musique
- Yann Allégret, Théâtre
- Stéphanie Loïk, Théâtre du Labrador
- Maroussa Leclerc, Collectif SVMJH, Théâtre
- Yoram Rosilio, Fondeur de Son, Musique
- Cie Narcisse, Théâtre
- Cécile Mont-Reynaud, Cirque Danse
- Emmanuèle Dubost, Choeur en scène, Musique
- Barbara Bouley, Cie Un Excursus, Théâtre
- Richard Dubelski, Corps à sons, Théâtre musical
- Laurent Melon, - Peintre/vidéaste
- Laurent Chanel, Cie A.R.N - Cirque/Danse
- Groupe Petrol, Michel Simonot - Ecriture
- Estelle Bordaçarre, Cie Emoi71 - Théâtre
- Charles Piquion - Conte
- Abbi Patrix, Cie du Cercle - Conte
- Gerty Dambury - Ecriture, Théâtre
- Kim Lan Nguyên Thi - Arts visuels
- Cie A point - Théâtre
- Linda Dušková, en partenariat avec le CNSAD
- Véronique Petit, Cie TGV - Théâtre
- Genevieve De Kermabon - Théâtre
- Gabriel Bestion de Camboulas et Milan Otal - Théâtre et Ecriture
- Richard Dubelski - Théâtre Musical
- Véra Ermakova – Théâtre

- accueils des 1ères créations d'élèves en formation ou sortant des Ecoles Supérieures d'Art Dramatique (Le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique (CNSAD), Paris / Le CRR (Conservatoire à Rayonnement Régional), Paris / Le Conservatoire de Paris 19ème / Le CFA des Comédiens du Studio d'Asnières (92) / L' Ecole Supérieure d'Art Dramatique de la ville de Paris (ESAD) et L'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier

L'appropriation
L'association met en œuvre des **dispositifs d'accompagnement variés pour favoriser les rencontres et les co-constructions de projets artistiques et culturels** avec le plus grand nombre.
Des accompagnements au spectacle (répétitions, rencontres)
Le Café des enfants (depuis 2005) Soutenu par l'ACSE, la ville d'Arcueil et la Fondation de France
Labelle Ecole Plateforme ouverte et gratuite d'enseignement et d'expérimentation par l'art (depuis la saison 2012-2013)
Le chemin des arts Espace intergénérationnel de découvertes et d'échanges (depuis 2013)
Histoires Communes Temps Libre, Récits de Retraite - Table à Lire - Ciné-Club
Soutenu par le Conseil Régional d'Ile-de-France, l'Ircantec et en partenariat avec la ville d'Arcueil (CCAS et Services enfance et Jeunesse)
La Petite Fabrique des arts et des cultures Zone d'Initiatives et d'Education Artistiques
Parcours de découverte, pratique et expression artistiques en lien avec la création contemporaine (depuis la saison 2014-2015) Soutenue par la Fondation de France
Des ateliers de pratiques et d'éducation artistiques enfants/adultes/intergénérationnels
Des ateliers thématiques dans le cadre de la réforme des rythmes scolaires sur la ville d'Arcueil (depuis la saison 2014-2015)
Des projets de quartier(s) : Un chœur dans mon quartier / Chroniques du Chaperon Vert, Portrait artistique du quartier Jean Macé.... Soutenu par le Fil ORU Arcueil-Gentilly la ville d'Arcueil et la Fondation de France

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Anis Gras est membre du Réseau Actes-If et partenaire de Cultures du coeur

<u>Equipements franciliens partenaires du lieu</u>

Le Théâtre de Cachan (CAVB)
- accueil d'équipes artistiques programmées au Théâtre de Cachan pour des périodes de recherche, répétition et/ou diffusion - hébergement des équipes
- mise en relation avec des acteurs d'Arcueil (service Jeunesse, associations) dans le cadre du projet de Festival des Arts Adolescents à Cachan.
Le Générateur – Gentilly – Val-de-Marne
- accueil d'équipes artistiques programmées au Générateur pour des périodes de recherche, répétition et/ou diffusion - hébergement des équipes
- Co Organisation de projets / Evénements sur le territoire du Val-de-Bièvre : en 2015 ***3enUN*** *programmation et parcours dédiés aux Arts Visuels à Anis Gras, au Générateur (Gentilly) et à la Maison d'Art Contemporain Chailloux (Fresnes)*
La Muse en Circuit – Alfortville – Val-de-Marne & Festival Extensions
- Co-accompagnement de projet (création)
- Co Producteur du Festival Bruits Blancs (depuis 2013)
Les Théâtrales Charles Dullin, Festival de la création contemporaine en Val-de-Marne
- Accueil de créations diffusées dans le cadre du Festival (depuis 2013)
- Accueil de rencontre du réseau des Colporteurs (depuis 2013)
- Co Elaboration de la Maison des Colporteurs, mise en place de rencontres, stages à destination des membres du réseau / Constitution d'un groupe de Colporteurs d'Arcueil
Biennale Internationale des poètes en Val de Marne
- Co Organisations de soirées et expositions publiques dans le cadre de la Biennale (depuis 2012)
- hébergement de poètes étrangers
Festival de Marne - Spectacle Jeune Public
- Co Organisation d'une ouverture publique dans le cadre du Festival (depuis 2014)
Le Cube (Issy les Moulineaux - 92)
- co-accompagnement de projets (création)
Le Lavoir de Gentilly - Maison de l'Image et du Son (CAVB)
- accueil d'équipes artistiques programmées par ***Le Lavoir Hors les Murs saison 15-16*** *pour des périodes de répétition et diffusion - hébergement des équipes*

La Maison du Conte de Chevilly la Rue (94)
- accueil d'équipes artistiques programmées par ***La Maison du Conte saison 15-16*** *pour des périodes de recherche (Laboratoire) répétition et diffusion (spectacle) - hébergement des équipes*
- Mise en place de "circulation" d'équipes artistiques dans les 2 lieux
- Co Fabrication d'une programmation et action de transmission (Mai 2016)
L'Espace Jean Vilar d'Arcueil
- Organisation de séances du Ciné-Club d'Anis Gras
Le Mégarama
- Organisation de séances du Ciné-Club d'Anis Gras
Services *Enfance (Centre de loisirs)- Jeunesse (Espace Oxy'jeune) - Action sociale et Retraités - Culturel - Service des affaires scolaires de la ville d'Arcueil*
Bibliothèque *du Chaperon Vert à Arcueil*
La Maison pour Tous *Gérard Philippe à Villejuif*
Académie de Créteil
- accueil de stages pour enseignants en formation (ateliers artistiques dirigés par des artistes-résidents d'Anis Gras)
*- Co organisation d'ouvertures publiques autour de travaux des élèves des écoles (de l'élémentaire au lycée) du Val-de-M*arne (depuis 2015)
Réseau Culture du Coeur du Val-de-Marne
- accueil de rencontres professionnelles

<u>Autres</u>
Association KILTI (Lille - 59)
- Partenariat dans le cadre du projet "Kilti Panier Culturel", pour un travail de médiation culturel autour des créations d'Anis Gras (depuis 2015).

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
Écarts est conventionnée par la ville d'Arcueil et la Communauté d'Agglomération du Val de Bièvre (convention triennale), soutenue par la Préfecture de Région d'Ile-de-France (Politique de la ville), le Conseil Général du Val-de-Marne (aide au fonctionnement), la Direction Régionale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des chances (aide au projet), la DRAC Ile-de-France (aide à la résidence).

Equipe artistique prévue pour le projet :
Le projet est dirigé par Catherine Leconte (Ecarts) et associe Michel Simonot (écrivain, metteur en scène), Stéphanie Loïk (metteur en scène). Par ailleurs, l'ensemble des résidents accueillis est régulièrement associé à la réalité du projet et à son développement.
Le Bureau de l'association, Gilles Lacombe (sculpteur) et Catherine Perdrial, l'élue à la Culture de la Ville d'Arcueil participent également régulièrement à des rencontres/bilans et perspectives du projet.

RESIDENCES PREVUES

	1ere année 2016/2017	
Type de résidence Création / Ouverture (1 à 10) + **Durée** de résidence (3 semaines à1 an) + **Equipes artistiques**	- Eric Da Silva, Emballage Théâtre / 1 an - Agnès Bourgeois, Cie Terrain de Jeu / 6 mois - Cie Brin d'herbe, Théâtre jeune public / 8 semaines - Franc Vigroux, Musique / 5 semaines - Stéphanie Loïk, Théâtre du Labrador / 1 an - Maroussa Leclerc, Collectif SVMJH, Théâtre / 1 an - Yoram Rosilio, Fondeur de Son, Musique / 1 an - Cie Narcisse, Théâtre / 5 semaines - Cécile Mont-Reynaud, Cirque Danse / 6 mois - Emmanuèle Dubost, Choeur en scène, Musique / 1 an - Barbara Bouley, Cie Un Excursus, Théâtre / 3 mois - Richard Dubelski, Corps à sons, Théâtre musical / 3 mois - Laurent Melon, - Peintre/vidéaste / 1 an	- Laurent Chanel, Cie A.R.N - Cirque/Danse / 1 an - Groupe Petrol, Michel Simonot - Ecriture / 1 an - Estelle Bordaçarre, Cie Emoi71 - Théâtre / 6 mois - Charles Piquion - Conte / 1 an - Abbi Patrix, Cie du Cercle - Conte / 1 an - Gerty Dambury - Ecriture, Théâtre / 1 an - Kim Lan Nguyên Thi - Arts visuels / 1 an - Cie A point - Théâtre / 1 an - Linda Dušková, en partenariat avec le CNSAD / 3 mois - Véronique Petit, Cie TGV - Théâtre / 6 mois - Genevieve De Kermabon - Théâtre / 3 mois - Gabriel Bestion de Camboulas et Milan Otal - Théâtre et Ecriture / 1 an - Yann Allégret, Théâtre / 3 mois
Objectifs & contenus de chaque résidence	Chaque résidence a comme objectif de permettre aux artistes de disposer d'un temps de recherche, de création, de diffusion et de transmission cultuelle. En fonction de leurs avancées, les artistes présenteront des étapes de travail (2 ouvertures) ou des formes finalisées de leurs créations (4 à 12 représentations). Parallèlement, ils interviendront lors	

	d'événements publics mis en place avec l'équipe du lieu, afin de favoriser l'appropriation des démarches artistiques qui leur sont propres.	
Partenaires financiers de résidence	Une majorité de résidents sont soutenus par le Ministère de la Culture, la Région Ile-de-France (PAC ou Arcadi) et autres partenaires institutionnels et privés de la création contemporaine (Scènes conventionnées, Théâtres nationaux, fondations et organismes professionnels SACD, Sacem, Spedidam…)	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

Concernant les équipes accueillies, sur les prochaines saisons, nous maintiendrons un principe de **multitude** et de **diversité** concernant aussi bien les disciplines (théâtre, danse, musique, arts visuels..) que les cultures représentées (formation et parcours des artistes et porteurs de projets, générations diverses, professionnels-en formation-amateurs).

Nous avons maintenu, malgré tout, ce principe d'accueil et nous constatons aujourd'hui que ce choix est reconnu comme une spécificité "valable" et validée du projet.
Si une ligne artistique est un choix traditionnel pour exprimer le projet d'un lieu, Anis Gras trouve sa particularité dans le soutien et le développement de mouvements artistiques. Mouvements qui permettent, à notre sens, aux artistes, comme au public, voir aux partenaires, de se "réfléchir", aux deux sens du terme. C'est aussi dans ces mouvements que peuvent apparaître des "creux" où "l'autre" a une chance de se déposer, de proposer une complémentarité et d'agir sur le lieu et son projet.

Les saisons 2017 et 2018 permettront aux artistes déjà résidents de poursuivre leurs projets, la possibilité de "pérennisation" nous semblant plus que jamais nécessaire (les accueils sur plusieurs années s'organisent néanmoins avec des modifications de mise à disposition d'espace de travail, la majorité des artistes dont il est question devant au fur et à mesure de leur présence ouvrir leur espace pour l'accueil d'autres propositions/équipes). Par ailleurs, nous souhaitons renforcer notre soutien aux jeunes artistes (en partenariat avec des Ecoles supérieures) afin que pendant ou juste après leur formation ils puissent trouver un outil de travail, de recherche et de partage. Ces présences donneront également l'occasion de développer de nouveaux dispositifs de "compagnonnage" entre les résidents.

Enfin, le projet reposant également sur l'ouverture, nous maintiendrons sa capacité d'accueil, non défini trop en amont, donc par essence non connu à ce jour.

Les partenaires financiers : Anis Gras est soutenu par des partenaires institutionnels et mécènes depuis son ouverture. Cette nouvelle période a déjà reçu le soutien de plusieurs d'entre eux (Ville d'Arcueil, CAVB/T12, Conseil Départemental, Drac Ile-de-France) auxquels s'ajouteront, nous le pensons, les partenaires liés à l'aide aux projets habituels (politique de la Ville, Fondation de France...). Pour cette nouvelle convention nous souhaitons renforcer (augmenter ?) les aides apportées en sollicitant pour exemple la Drac afin d'obtenir une aide structurelle au projet, une aide (nouvelle) du Ministère de la Ville et solliciter d'autres partenaires/mécènes dans le cadre des projets de transmission initiés (La Petite Fabrique, Labelle-Ecole) qui ont depuis fait leur preuve sans toutefois atteindre les objectifs de financements nécessaires.

Présentation des éventuels projets hors résidences

Anis Gras organise depuis 2010 le Festival Bruits Blancs et développe depuis la saison dernière l'organisation de temps forts en lien avec l'actualité (Hospitalité, Tchernobyl, Satie...). Nous souhaitons en lien avec la ville d'Arcueil (Pôle Développement Culturel) et plusieurs partenaires artistiques, scientifiques, penseurs, associatifs poursuivre la création de manifestation/événements, à la fois dans un objectif de soutien à la création, que de travail d'éducation populaire artistique.

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

L'aide du Conseil Régional (PAC) doit permettre, outre le maintien des aides à la création et aux dispositifs de transmission, permettre de maintenir les contrats de l'équipe permanente (dont 2 CDI créés sur la saison 2014/2015), voire de pouvoir les améliorer (statuts, coordination, relation publique, direction) ou renforcer (embauche intendance, assistant à la coordination/direction).

Subvention demandée :
80 000 €
Soit 20 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	158120	ETAT	16000
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) : Théâtre - Aide à la résidence - en cours	9000
Salaires brut - Direction	25920	**Autres Ministères** (préciser) : Politique de la ville - en cours	7000
Charges employeur - Direction	15600	COLLECTIVITES TERRITORIALES	210000
Salaires brut - Administration	24750	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur - Administration	10770	Région IDF - PAC	80000
Salaires brut - Coordination	8640	**Département (préciser le nom) :** CD94 - en cours	20000
Charges employeur - Coordination	5360	**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes (préciser le nom) :** T12 - attribué	90000
Salaires brut - Technique/Régie	16030	**Commune 1 (préciser le nom) :** Arcueil - attribué	20000
Charges employeur - Technique/Régie	2825	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	15000
Salaires brut - Communication/Médiation	14575	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	15000
Charges employeur - Communication/Médiation	2920	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	10000
Salaires brut - Intendance/Entretien	14575	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) : CNV (attribué)	10000
Charges employeur - Intendance/Entretien	2920	MECENAT & SPONSOR	11000
Salaires brut - Restauration	11000	Fondation de France (attribué)	11000
Charges employeur - Restauration	2235	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	36500
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	58500	Locations de salle	2000
Préciser le détail des postes		Billetterie	24000
Salaires bruts artistes	11000	Recettes de coréalisation	
Charges employeur artistes	6000	Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	9000

Salaires bruts techniciens	6000	Prestations de service (préciser) :	
Charges employeur techniciens	3000	Apports de coproduction (préciser) : Festival Bruits Blancs	1500
Droits d'auteur	2500	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	
Défraiements	1500	Résidences (préciser) :	
Transports	1500	Autres (préciser) :	
Apports en coproduction	15000		
Achats de spectacle, concerts (Cessions et co-réalisations)	12000		
DEPENSES D'APPROPRIATION	59230		
Salaires bruts - Coordination	8640		
Charges employeur - Coordination	5360		
Salaires bruts - Médiation	20500		
Charges employeur - Médiation	12230		
Salaires bruts - Technique	3000		
Charges employeur - Technique	1500		
Achat action culturelle	6000		
Autres (préciser) :	2000		
AUTRES DEPENSES	22650		
Préciser la nature de ces dépenses :			
Communication	5000		
Assurance	1650		
Achats (matériel, fournitures, etc)	7000		
Honoraires	9000		
TOTAL	**298500**	**TOTAL**	**298500**
Mise à disposition de locaux	30490	Mise à disposition de locaux	30490

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

Anis Gras est soutenu au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006, soit trois conventions successives, à hauteur de 60 000 € euros.
Le projet soutenu dans le cadre de cette convention s'intitulait « Le lieu de l'autre » et visait le soutien à la création à travers les accueils en résidences d'équipes artistiques et notamment d'artistes émergents, le développement des partenariats et la mise en œuvre de dispositifs de transmission culturelle entre les équipes d'Anis Gras et les artistes résidents.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Anis Gras est un lieu de création et de diffusion pluridisciplinaire largement ouvert aux artistes, qui y travaillent en permanence, et aux publics, dans une logique de rencontre et de partage. Installée dans une ancienne distillerie réhabilitée, le lieu est atypique et dispose de plusieurs studios de travail, d'un atelier, de deux salles de spectacles modulables, « La Distillerie » et « l'Orangerie » de 80 places chacune, d'un espace polyvalent, d'une cour extérieure et d'hébergements mis à disposition des artistes en résidence.
Anis Gras accueille de nombreuses équipes artistiques en résidence, des artistes confirmés comme de jeunes équipes, pour des durées qui varient en fonction des projets et des besoins des artistes : des résidences courtes d'une semaine à des résidences longues d'une année renouvelable et des résidences « permanentes » pour les

artistes associés.
Les équipes accueillies bénéficient d'espaces de travail, pour la création de spectacles ou pour des travaux de recherche, de logements si besoin, d'aides techniques, de la réalisation de support de communication et d'un appui en production (recherche de partenaires et élaboration de dossiers). Les compagnies peuvent également être programmées, et présenter leur travail, soit des étapes de travail soit des créations abouties, dans les salles de spectacle du lieu. Anis Gras présente la particularité de proposer des séries de représentations, ce qui est rare et précieux pour les artistes. Anis Gras offre ainsi aux équipes artistiques une visibilité dans un lieu fréquenté par le public comme par les professionnels.
Affirmant plus encore son soutien à la création au cours de cette période de conventionnement, Anis Gras a plus que doublé le nombre d'équipes artistiques accueillies en résidence, leur nombre est passé de 41 en 2013 à 91 en 2015 et a également largement augmenté le nombre de créations programmées : de 18 en 2013, ce sont près de 50 créations qui ont été présentées en 2014 comme 2015. Le nombre de représentations et d'ouvertures au public présente également une forte hausse (plus du double) en 2014 et en 2015.
La fréquentation publique du lieu affiche également une augmentation de près de 50 % entre 2013 et 2015, atteignant déjà en milieu de saison 2015/16 plus de 8156 spectateurs.

L'ouverture à l'autre est au cœur du projet d'Anis Gras – le lieu de l'autre, aussi de très nombreux projets destinés à permettre les échanges et la rencontre entre les publics, les spectateurs, les artistes et leurs œuvres sont mis en place.
Les artistes résidents participent ainsi activement aux côtés de l'équipe d'Anis Gras à ces projets en direction des publics, habitants, amateurs, jeunes enfants, retraités en maison de retraite, scolaires de la maternelle au lycée, jeunes étudiants en écoles…. Anis Gras est également un lieu de transmission et d'éducation populaire à l'adresse des artistes professionnels, des amateurs et des publics/spectateurs. Ces projets prennent la forme de rencontres autour des créations, d'ateliers, de stages de pratiques artistiques, d'ateliers menés dans le cadre de la réforme des rythmes éducatifs…
Outre ces projets, Anis Gras mène, à l'année, différents projets de transmission auxquels les artistes en résidence prennent part. « Labelle-Ecole » repose sur la rencontre et le travail commun entre un enseignant, sa classe et un artiste, sur la base d'un des axes du programme scolaire, l'objectif étant en même temps la sensibilisation des enfants que la constitution d'outils pour l'enseignant. Le « Café des enfants » offre une après-midi/gouter pour découvrir l'univers d'un artiste différent à chaque fois. Les « Tables à lire » constituent un parcours intergénérationnel de découverte d'écriture à travers la rencontre entre la littérature et les arts culinaire. En novembre 2014, un nouveau projet a été initié, la « Petite Fabrique des Arts et des cultures », sorte d'atelier théâtre libre, qui s'adresse à un public large, de jeunes enfants et d'adolescents aux personnes plus âgées en collaboration avec des artistes en résidence.
Le volume horaire de l'ensemble des interventions artistiques présente un niveau important et une très forte hausse, il passe de 264 heures en début de convention à 734 heures en fin. Cette hausse concerne également le nombre d'heures d'interventions artistiques en direction des lycéens (notamment lycée professionnel) comme le nombre total de publics touchés par ces actions.
Très attaché à la transmission et aux jeunes artistes en voie de professionnalisation, des partenariats sont mis en place avec plusieurs écoles supérieures avec lesquelles elle passe des conventions de partenariat. Les jeunes artistes peuvent ainsi travailler dans un lieu professionnel et rencontrer d'autres professionnels et artistes.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Implanté à Arcueil, et relevant de l'agglomération du Val-de-Bièvre (maintenant le T12), Anis Gras rayonne sur la Ville et le territoire plus large du territoire. Anis Gras tisse de nombreux partenariats, auxquels l'équipe est très ouverte, avec d'autres structures du Val-de-Marne et de la Région Ile-de-France (La Muse en circuit, centre national de création musical, le Générateur à Gentilly, Théâtre de Cachan, Biennale internationale de Poésie en Val-de-Marne, Etoile du Nord, Festival d'Ile-de-France…). Par les artistes accueillis en résidence et en diffusion, Anis Gras rayonne plus largement en Ile-de-France voire au national.

Evolution budgétaire et de l'emploi
De l'ordre de 390 000 €, le budget annuel d'Anis Gras présente une relative stabilité sur la période. Il s'élève à 395 720 € en 2015 et repose à 78 % sur les subventions et 16 % sur les recettes propres. Le montant des subventions affiche un chiffre en augmentation entre 2013 et 2015 (+ 17 476 € soit + 6 %) tout comme les recettes propres qui augmentent en proportion plus fortement (+ 36 % et en volume + 16 106 €). Anis Gras a largement augmenté ses recettes propres en comparaison de la période précédente.
Anis Gras est soutenu par l'ensemble des niveaux de collectivités locales : la ville de Arcueil, la Communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre (devenue T12 en 2016), le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. Relevant du niveau intercommunal, le premier financeur de la structure est la Communauté d'agglomération (132 000 €). La Région est le deuxième partenaire par sa subvention de permanence artistique et

culturelle qui s'élève à 60 000 €. La subvention régionale représente, en 2015, 20 % des subventions et 15 % du budget. Cette proportion était respectivement de 27 % et 20 % en 2013. La ville et le département sont respectivement les troisième et quatrième partenaires. Tous ont maintenus leur niveau d'intervention, avec même de légères augmentations pour la ville et le département en 2014.
La DRAC n'est toutefois pas absent du projet, puisqu'elle soutient régulièrement Anis Gras par des aides à la résidence (en 2013 et 2015).
Par ailleurs, Anis Gras réussit à obtenir chaque année d'autres aides, notamment de la Fondation de France ou de l'Acsé.
Anis Gras fonctionne avec une équipe de permanents de quatre personnes à temps plein (un CDI pour l'administratrice et trois CAE-CUI), les autres postes relevant du régime de l'intermittence (la direction et techniciens notamment). La masse salariale au régime général recule légèrement sur la période, (moins de postes en CAE-CUI), la masse salariale intermittente (artistes et techniciens) demeure en revanche stable et de l'ordre de 100 000 € annuellement.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé par Anis Gras est axé sur le soutien à la création (dans sa diversité esthétique) et la mise en œuvre d'actions de transmission. L'accueil de nombreuses équipes en résidence va se poursuivre de même que leur programmation, le cas échéant, notamment pour des séries de représentations. L'ouverture d'Anis Gras à de jeunes artistes que ce soit des débuts de projets ou bien des étudiants en écoles supérieures va s'amplifier et devenir un axe fort du projet. Anis Gras continuera à proposer des actions d'appropriation, ouvertes à un public le plus large possible, en direction des enfants, des jeunes de collèges et lycées, des enseignants, ou encore de personnes âgées. Les différents dispositifs de transmission et d'éducation artistique qui permettent la rencontre entre les artistes et les publics seront poursuivis : Café des enfants, Ciné-Club, Chemin des Arts, Labelle-école, la Petite fabrique des arts et des cultures.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient Anis Gras en 2016 à hauteur de 60 000 € sur une base subventionnable de 228 915 €
(la base subventionnable correspond aux dépenses d'emploi des postes de direction, administration, coordination et communication/médiation, aux dépenses de création/diffusion, aux dépenses d'appropriation et aux autres dépenses du budget, prévisionnel proposé déduction faite entre le montant de l'aide régionale demandé et l'aide proposée)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région apporte son aide au titre de l'emploi structurant et pour les postes de de direction, administration, coordination et communication/médiation, à hauteur de 30 000 €	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 30 000 € pour le projet proposé par Anis Gras et en particulier l'accueil d'équipes artistiques en résidence, le soutien à la création, les actions menées avec les publics ainsi que le soutien aux jeunes artistes émergents.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
la base subventionnable correspond aux dépenses d'emploi des postes de direction, administration, coordination et communication/médiation, aux dépenses de création/diffusion, aux dépenses d'appropriation et aux autres dépenses du budget, prévisionnel proposé déduction faite entre le montant de l'aide régionale demandé et l'aide proposée

Localisation géographique :

- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	42 000,00 €
2017	18 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
	Montant total	180 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003648

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ENSEMBLE ZELLIG (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	60 891,00 €	12,32 %	7 500,00 €
	Montant Total de la subvention		7 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ZELLIG
Adresse administrative : 21 RUE ANATOLE FRANCE
99999 LE KREMLIN-BICETRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD BOLAND, Président

Date de publication au JO : 13 août 2013

N° SIRET : 43820053700027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Fondé en 1999, notamment par le compositeur Thierry Pécou, l'ensemble Zellig est dirigé depuis 2009, par Ivan Moran, metteur en scène et comédien. L'arrivée d'un nouveau directeur artistique venant de la scène a constitué un tournant dans le projet de l'ensemble. Le projet de l'ensemble a alors évolué : il s'agit à présent de créer chaque année des pièces avec un compositeur associé et de « mettre en scène » les concerts. Installé au Kremlin-Bicêtre (bureaux), l'ensemble travaille dans le Val-de-Marne avec les conservatoires des villes du Kremlin-Bicêtre, de Villejuif et de Fresnes (master-class) et tourne en Ile-de-France comme à l'étranger (Etats-Unis, Portugal, Mexique, Equateur, Italie, Espagne…). Au niveau francilien, l'ensemble est accueilli en résidence de 3 ans (2013 à 2015) au château de La Roche-Guyon dans le Val-d'Oise ainsi qu'à l'Hôpital Saint-Anne à Paris.

L'ensemble est soutenu par la Région Île-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2012 et bénéficie depuis cette même année d'un emploi-tremplin. Le Conseil Général du Val-de-Marne apporte une aide au fonctionnement à l'ensemble qui reçoit également des aides à projets de la DRAC ainsi que des sociétés civiles selon les projets.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

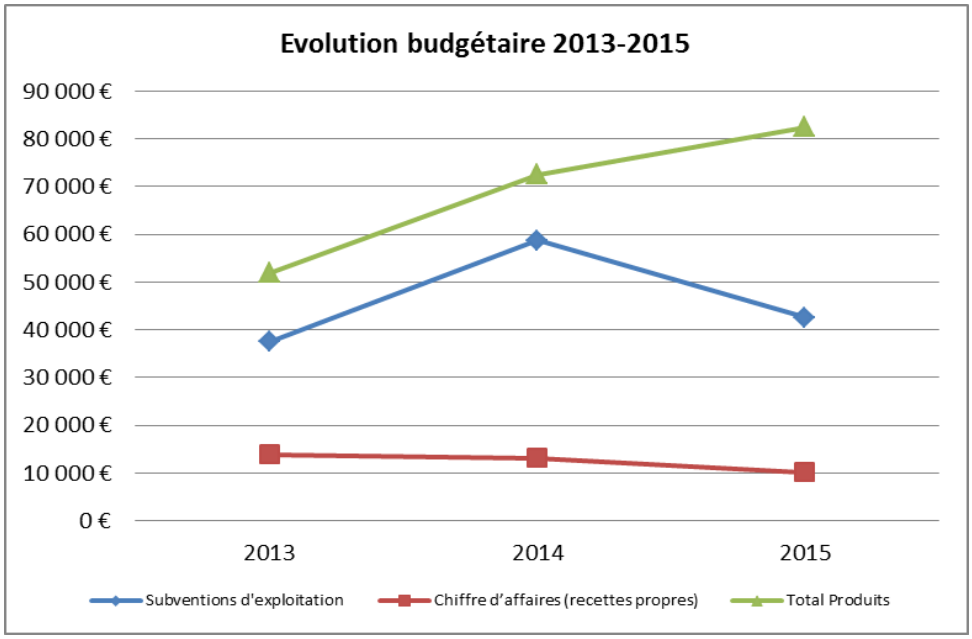
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF : aide au projet	13 000	*34%*	0	0	*0%*
Conseil départemental du Val-de-Marne : fonctionnement	8 000	*21%*	7 500	7 500	*16%*
Commune du Kremlin-Bicêtre	0	*0%*	0	2 500	*5%*
Autres - SPEDIDAM, ASP, Dons	2 018	*5%*	6 065	12 052	*25%*
Région - PAC	15 000	*39%*	15 000	15 000	*31%*
Région - Emploi tremplin	0	*0%*	15 000	10 750	*22%*
SOUS-TOTAL REGION	15 000	39%	30 000	25 750	54%
TOTAL SUBVENTIONS	**38 018**	**100%**	**43 565**	**47 802**	100%

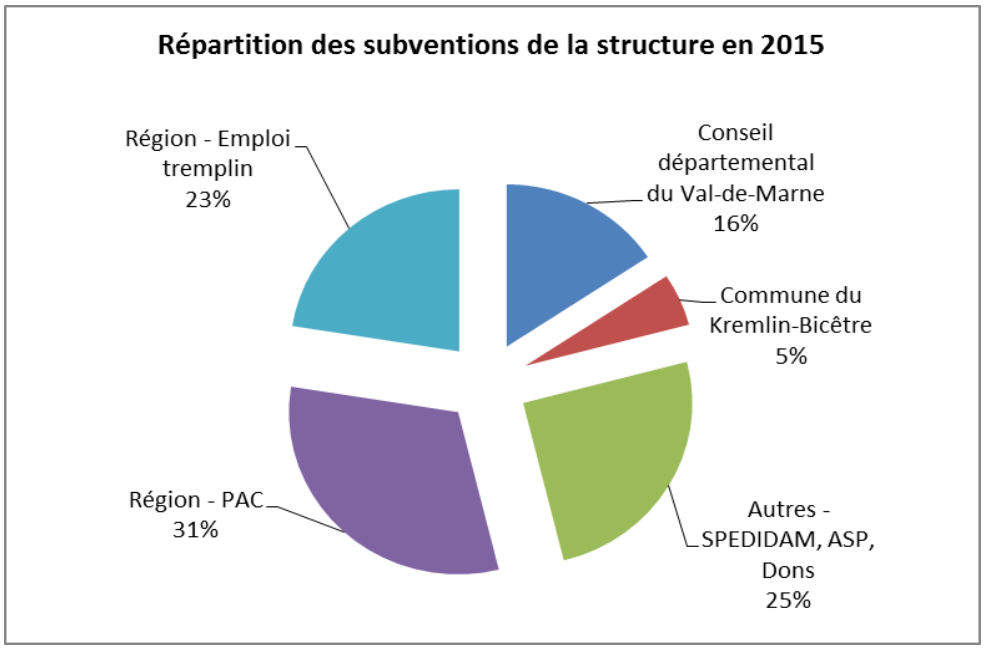
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	37 468	*72%*	58 781	42 655	*52%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	13 953	*27%*	13 150	10 199	*12%*
Total produits	51 970	100%	72 572	82 406	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	34 514	36 708	26 878
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 270	1 044	1 152

3) Evolution de l'activité

	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	*3*	*3*	*3*
Nombre de spectacles diffusés au total	6	5	7
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	12	15	16
Nombre de lieux concernés par les tournées	10	13	14
Nombre de spectateurs	2800	2800	3200
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	2 résidences triennales (2013/14/15) : 1/ Château de la Roche-Guyon 2/ Musée Singer-Polignac de l'hôpital Saint-Anne (Paris)	2 résidences triennales (2013/14/15) : 1/ Château de la Roche-Guyon 2/ Musée Singer-Polignac de l'hôpital Saint-Anne (Paris)	2 résidences triennales (2013/14/15) : 1/ Château de la Roche-Guyon 2/ Musée Singer-Polignac de l'hôpital Saint-Anne (Paris)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	-	-	4
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	10	38	77
Nombre d'établissements et de relais partenaires	2	2	2
Nombre de bénéficiaires	300	100	400

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

En 2014, l'Ensemble Zellig a repositionné son projet artistique en s'attachant toujours à la pluridisciplinarité artistique, et aussi au mélange des répertoires contemporain et classique en utilisant systématiquement le texte comme lien entre les époques avec une dimension supplémentaire et originale faisant appel à une mise en scène, une scénographie et une théâtralisation du concert.

L'ensemble se veut désormais explorateur des frontières entre la musique et d'autres formes d'expression artistique, comme la littérature, l'image, la lumière...Ainsi un nombre important de programmes, proposés chaque saison, englobent des pièces de musique contemporaine et de musique plus classique, tissées par une thématique et un désir artistique spécifique.
La musique se voit présentée sous un autre jour aux yeux du public grâce à sa mise en scène : des extraits littéraires sont lus entre les pièces, un travail est réalisé sur la vidéo ainsi que sur d'importantes créations lumières, la mise en scène – déplacements des musiciens et enchaînement des pièces - est conçue avec professionnalisme, tout cela pour servir la musique, et qu'à travers son croisement avec les autres formes d'art, le spectateur se voit emmené dans un véritable récit musical.

La structuration et la composition des programmes sont fortement liées à une réflexion collective au sein de Zellig entre les 3 musiciens fondateurs, le directeur artistique et le Président de l'Ensemble.
La démarche de Zellig, en plus de l'intense travail musical des artistes musiciens, consiste à présenter ces programmes non pas comme une succession de pièces, mais comme un spectacle qui a un sens pour le public dans sa globalité.
Dans cette optique, nous amenons la musique à croiser et « polleniser » d'autres formes d'expression artistique, comme la peinture, la photographie, la poésie, etc. Interpeller le spectateur grâce à une narration où la musique est la partie charnière d'un tout est le moteur de nos spectacles.
Les programmes de Zellig ont une vocation particulière de transmission et de mise en scène de la musique contemporaine, que nous partageons particulièrement avec les plus jeunes à travers nos projets pédagogiques, et les publics empêchés.
Zellig réunit des solistes renommés, tous chambristes passionnés, friands d'aventures et d'explorations musicales: parfaitement à l'aise à voyager à travers les époques, les différents univers musicaux et toutes les formes d'expressions artistiques, comme le personnage caméléon du film Zelig de Woody Allen.

L'Ensemble Zellig développe pour les 3 années à venir un projet artistique autour de deux résidences territoriales, l'une en milieu rural, au château de la Roche-Guyon dans le Val d'Oise et l'autre auprès de public en difficulté dans un environnement médical au musée Singer-Polignac de l'hôpital Sainte-Anne à Paris. L'ensemble commence également une nouvelle implantation sur la commune d'Ivry-sur-Seine avec un projet d'action culturelle en partenariat avec le conservatoire. L'ensemble sera également en résidence de diffusion au théâtre de la Reine-Blanche à Paris pour la saison 2016-2017 avec 5 dates de concerts pour présenter ses nouveaux programmes (avec des créations) et des reprises de spectacles.

1/ Au Château de La Roche Guyon 2016-2018 (Val d'Oise) :
4 concerts par an dont un dans le potager
1 semaine de stage d'interprétation et musique créative à la Toussaint
2 interventions d'appropriation sur 10 mois en lien avec les écoles de musique du Vexin et reprise du concert de fin d'année au château
Entre 8 et 12 lectures autour des concerts avec le public
1 à 2 commandes à des compositeurs par an

L'Ensemble Zellig a commencé sa résidence artistique en janvier 2013, celle-ci devait initialement s'achevée fin 2015. Les créations présentées par l'Ensemble ont attirées chaque année de plus en plus de public. De nombreuses personnes ont interpellé le directeur du château, Yves Chevallier, suite à l'annonce de la fin de la résidence de Zellig pour lui demander de réinviter l'ensemble ce qui a conforté son désir de poursuivre ce partenariat artistique.
Suite à ces sollicitations, la résidence a été reconduite pour 3 ans en rajoutant de nouvelles actions à mener par l'Ensemble pour une implantation territoriale plus forte encore dans cette espace géographique rural.

La résidence a pour but premier de développer un travail de création d'œuvres de musique contemporaine en présence de compositeurs, d'investir de nouveaux espaces du château et notamment les jardins et le potager, de continuer à développer la relation privilégiée qui s'est installée avec le public du Vexin, et des territoires environnants.
Sur le plan des créations, 12 programmes (dont 6 créations minimum) sont envisagés sur ces trois années, avec quatre concerts par an et un parcours sonore en extérieur le premier week-end de juin, pour la première année l'ensemble passe commande à Claire-Mélanie Sinnhuber pour le Potager et Michel Cukier pour une création en octobre.

Ces créations seront répétées et créées au Château en présence des auteurs et en accompagnant ces créations d'un travail de rencontres et d'actions culturelles.

Des pièces contemporaines, déjà créées par d'autres ensembles ou par l'Ensemble mais dans d'autres lieux, seront également travaillées et/ou répétées et intégrées dans des programmes présentés au Château, certains programmes selon la thématique seront constitués de pièces du répertoire classique.

Sur le plan pédagogique, une semaine de stage à destination de grands élèves (pôle supérieur et cycle de perfectionnement) sera proposé la seconde semaine des vacances de la Toussaint et se terminera par un concert.

Tout au long de l'année, un programme d'interventions similaire à celui proposé au conservatoire d'Ivry sera mis en place pour les élèves du regroupement d'école de musique associative du Vexin, le SIMVO.

2016 : commandes à Claire-Mélanie Sinnhuber et Michel Cukier

Programmes des concerts 2016 en salles, « Musique et nature » avec la seconde partie de la création de Claire-Mélanie Sinnhuber et des œuvres de Debussy, Messiaen Janacek…
Jivaro's works (programme de transcription) et D'amour l'ardente flamme (avec une création de Michel Cukier)

2/ Musée Singer-Polignac de l'Hôpital Sainte-Anne de Paris 2016-2018

Suite au succès des spectacles que l'ensemble Zellig a présenté dans le cadre des expositions du Musée Singer-Polignac de l'Hôpital Sainte-Anne, et suite aux nombreuses demandes de la part du corps médical, des soignants et des patients, la direction du Centre d'Etude de l'Expression a proposé à l'ensemble de renouveler sa résidence pour 3 nouvelles années.

La base de la collaboration est la création de deux programmes par saison en lien avec les thèmes des deux expositions temporaires. Utilisation des dessins et objets exposés, improvisation sur le thème ainsi sur le fond comme sur la forme, le projet rompt avec les habitudes des concerts et se propose de développer librement la thématique choisie tout en associant finement et étroitement les patients et un ou plusieurs compositeurs seront invités à écrire une nouvelle pièce.

Les concerts sont spatialisés sous forme de déambulation dans le musée et autres lieux d'expositions ainsi que dans des espaces de l'hôpital pouvant accueillir du public.

Loin d'être statique, la scène se déplace dans l'espace et le lieu d'accueil devient lieu d'expérimentation, d'écoute, de rencontres. Le public est lui aussi invité à une déambulation balisée d'une œuvre à l'autre. Sous cet aspect, une proximité se crée entre le public composé de mélomanes mais également de patients et les artistes.

Automne 2016 (date à préciser) : concert autour du thème de l'exposition la nature-morte, avec une commande au compositeur Piotr Moss.

Un programme d'interventions est en cours d'élaboration avec la responsable du musée afin de programmer des actions destinées notamment à intégrer les patients de l'hôpital Sainte-Anne aux futurs concerts.

3/ L'action culturelle à Ivry-sur-Seine et dans le Vexin. Ateliers d'expression musicale créative
En 2016, nous poursuivrons également la collaboration récemment initiée avec **l'Auditorium d'Ivry-sur-Seine** (conservatoire et médiathèque) et le **SIMVOO** (regroupement d'écoles de musique associatives du Vexin dans le Val d'Oise). Après les 2 concerts de mars et mai 2016, deux nouveaux concerts sont prévues à la saison 2016/2017 avec le soutien de l'ADIAM du Val de Marne. Le programme pédagogique est défini et les premières interventions auront lieu dès octobre 2016 et se termineront pas un concert en avril 2017.

L'Ensemble Zellig proposera des ateliers d'expression musicale créative pour la réalisation d'un concert-spectacle.
Les musiques jouées seront essentiellement créées par les participants, à la base d'un travail d'improvisations ou de propositions diverses, puis d'organisation/composition de tous ces éléments. De petites séquences musicales faisant intervenir le mouvement et une certaine théâtralité seront construites puis agencées dans une forme de composition qui sera mise. Par ailleurs, des adaptations-transcriptions-réécritures de pièces existantes seront proposée afin de donner un accès différent et adapté des répertoires et des diverses formes d'écriture de la musique.
L'Ensemble Zellig, grâce à sa pratique des musiques les plus variées, grâce à son travail rapproché avec les plus grands compositeurs de notre temps, grâce à son expérience de l'improvisation et de la création musicale, grâce à sa familiarité avec les croisements artistiques, grâce à ses activités pédagogiques de haut niveau, variées et non-conventionnelles, est dans la mesure d'apporter une expérience spécifique à chacun des stagiaires au sein du groupe et de les orienter afin qu'ils découvrent leurs capacités d'imagination et de création personnelle.
Ils développeront ainsi leurs ressources instrumentales, tout en élargissant et personnalisant la palette de leurs possibilités.

Alors que l'enseignement de la musique se fait traditionnellement par l'exécution appliquée de gestes à des fins essentiellement de reproduction, l'idée de ces ateliers est de donner une occasion aux participants de jouer leur propre musique, et non celle faite par d'autre, et de les placer dans une situation de représentation.

Communiquer avec les autres, donner un sens à des sons qui n'en n'ont pas à priori, éclairer ce sens avec quelques mots ou gestes, prendre conscience de l'espace, produire ensemble afin de l'offrir à la compréhension d'autrui.
Le mouvement individuel ou collectif devient partie prenante de la production sonore. L'écoute intime du sonore est développée, le son instrumental, corporel ou vocal est ouvert à l'ensemble de ses possibilités, sans restriction ni stylistique, ni d'époque, ni d'esthétique.
Ce sont vraiment les participants qui font les choix de leurs matériaux sonores, en allant chercher dans leurs expériences propres : l'expérience passée, le souvenir, ou celle du moment, de la spontanéité, pour se projeter vers un avenir ou vers un rêve.

Ces ateliers sont ouverts à tous, sans restriction d'âge et ne nécessitent pas de compétences musicales préalables. L'Ensemble Zellig adaptera la production et la méthode de travail aux individus du groupe, à leurs dispositions.

Le travail pourra être vocal, sera fait à partir d'objets divers qui peuvent servir d'instruments, d'instruments de musique. Les membres de l'ensemble Zellig peuvent particulièrement donner des indications extrêmement spécialisées pour les flûtistes, clarinettistes et violoncellistes (et instruments de ces familles), mais leur expérience leur permet toutefois de donner les indications nécessaires à tout type d'instrumentistes.

Dans un premier temps, des propositions d'improvisations collectives sont faites par les membres de l'ensemble Zellig dont les propositions en annexes ci-dessous sont quelques exemples. Ceci permet dans un premier temps de faire connaissance entre tous, de « casser la glace », de montrer aux participants qu'ils sont capables de jouer de la musique par eux même, sans partition, sans que ce soit une musique connu. En même temps, des propositions de mouvements ou de mise en espace sont faites, permettant ainsi d'entrer dans une relation différente avec les autres et avec son propre instrument. L'écoute commence ainsi à prendre en compte des questions de distance, densité, épaisseur, texture, matière. Le travail sur des mots pourra donner aussi une première sélection de matière sonore et signifiante.

Un second temps fait appel aux désirs et aux idées de chacun des participants par un « brain storming » au travers duquel les membres de l'Ensemble Zellig dégageront un ensemble de séquences, une narrative concrète ou abstraite, une thématique ou un fil conducteur, afin de donner une continuité et une cohérence au concert/spectacle. On repérera des structures d'organisations, des stimulations émotionnelles, des concepts, etc.…

Le troisième temps sera fait d'un aller- retour entre la mise en pratique de tout ce qui aura été décidé ainsi qu'une poursuite du travail des 1ers et 2nd temps. Un travail de structuration de la musique et des mouvements sera progressivement mis en œuvre, faisant alterner des moments d'improvisation libre ou structurés, des moments organisés de manière orale ou écrite, pouvant aller jusqu'à l'insertion de pièces écrites, suivant le désir et la nécessité du contexte. Ce temps sera le plus développé et il devra aboutir à ce que petit à petit les participants prennent toujours plus d'initiative.

Le quatrième et dernier temps de cet atelier consiste en une présentation public du spectacle ainsi crée, les membres de l'Ensemble Zellig y prenant part de manière active, tout en laissant une véritable autonomie au groupe de participants. Cette présentation publique est un moment essentielle de ce travail car il permet de cristalliser les énergies et surtout, le retour toujours enthousiaste et surpris du public permet à chacun de comprendre de manière immédiate l'intérêt et la valeur de tous ces efforts pour réaliser un spectacle unique.

4/ Production d'un nouveau CD

Jivaro's works

Parallèlement aux créations et aux œuvres de la modernité du XXe et du XXIe siècle, l'Ensemble Zellig complète fréquemment ses programmes par un certain nombre de transcriptions d'œuvres empruntées au grand répertoire, qu'il soit instrumental, symphonique ou même lyrique.

Réalisées par le clarinettiste Etienne Lamaison, ces transcriptions permettent d'offrir au public des concerts éclectiques (avec toutefois le souci constant de l'unité thématique du programme) où voisinent pièces contemporaines et « titres » plus populaires consacrés par la postérité.
Toujours conçues pour les trois musiciens permanents de Zellig (auxquels peut s'ajouter un interprète supplémentaire) ces transcriptions possèdent toutes un « son », une couleur bien particulière. Avec un effectif instrumental souvent très inattendu par rapport aux partitions originelles, elles présentent aussi une riche variété de timbres, notamment obtenue par les diverses « déclinaisons » d'instruments (flûte/ piccolo/flûte grave, clarinette/clarinette basse et petite clarinette, violoncelle/viole de gambe).
Souhaitant pérenniser un travail indissociable de l'identité de l'Ensemble Zellig, nous sommes également persuadés que l'enregistrement de ces transcriptions est susceptible d'intéresser de nombreux mélomanes.
Toutes les transcriptions ont été réalisées par Etienne Lamaison

Programme du CD

Éric Satie : *Gymnopédie n°1* (flûte, clarinette basse, violoncelle) **3'37**
Robert Schumann : *L'Oiseau prophète* (flûte, clarinette, viole de gambe) **3'00**
Hector Berlioz : *d'Amour, ardente flamme, de la Damnation de Faust*
(Flûte, clarinette, violoncelle et récitant) **8'40**
Claude Debussy : *Fêtes, des « Nocturnes* (flûte, clarinette, violoncelle et piano) **7'**
Edvard Grieg : *Suite n° 1 de Peer Gynt* (flûte, clarinette, violoncelle, harpe) **14'36**
Igor Stravinsky : *Suite de l'Oiseau Feu* (flûte, clarinette, violoncelle et percussion) **21'**
Total minutage : 58' 13''

L'enregistrement du CD de l'Ensemble Zellig a été réalisé à l'Auditorium du Conservatoire d'Ivry sur Seine (Val de Marne) du 1er au 4 septembre 2015.
Sortie printemps 2016 sous le label Klarthe Records

Joël Perrot : Ingénieur du son

5/ Diffusion en Ile-de-France hors résidences
Le 1er octobre 2016, l'Ensemble Zellig donnera un concert Janacek/ Stravinski (avec lectures de textes de Kundera) au **Reid Hall** (concerts de la « dive note), rue de Chevreuse (Paris, 6e).

Enfin, un accord vient d'être formalisé avec le **Théâtre de la Reine Blanche** (Paris 18e) pour 5 dates de concert dans la saison 2016/2017.

6/ Perspectives 2017-2019
Outre la continuation de nos résidences, de la collaboration avec Ivry (et, nous l'espérons, avec la dive Note et le Théâtre de la Reine Blanche), un projet d'opéra est actuellement en discussion avec le compositeur Sébastien Rivas, le librettiste Esteban Buch et le directeur de l'Opéra-La Monnaie de Bruxelles pour la saison 2018-2019

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
Château de la Roche-Guyon (95), Auditorium Antonin Artaud d'Ivry-sur-Seine Conservatoire et Médiathèque d'Ivry-sur-Seine, Musée Singer-Polignac de l'hôpital Sainte-Anne de Paris, Grand Réservoir de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, Reid Hall à Paris, Théâtre de la Reine-Blanche à Paris

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) - Préciser les modalités de leur soutien :

Conseil général du val de Marne CG 94
Ville d'Ivry-sur-Seine.

Equipe artistique prévue pour le projet :
Ivan Morane : comédien
Anne-Cécile Cuniot, flûte
Etienne Lamaison, clarinettes
Silvia Lenzi, violoncelle et viole de gambe
Lionel Guibout, peintre

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Création. Au Château de la Roche-Guyon	Création. CCE Hôpital Sainte-Anne Paris
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	10 mois	3 mois

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Val d'Oise	Paris
Objectifs & contenus de chaque résidence	Création dans le Potager 4 concerts dans le château avec 2 créations musicales Une semaine de stage à destination de grands élèves Action culturelle avec les amateurs des écoles du SIMVOO	2 concerts dont 1 Création déambulatoire in-situ. Intégration des patients de l'hôpital aux interprètes.
Partenaires financiers de résidence	SACEM SPEDIDAM MNL	SACEM SPEDIDAM MNL

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

Des conventions triennales 2016-2018 de résidence ont été signées avec le château de la Roche-Guyon et le musée Singer-Polignac de l'hôpital Sainte-Anne de Paris (nous avons déjà présenté les projets dans la synthèse du projet).
Ces résidences sont soutenues financièrement par la SACEM, la SPEDIDAM, la Fondation Salabert et Musique Nouvelle en Liberté et le Conseil Général du Val-de-Marne au titre de l'aide au fonctionnement associatif.

PERSPECTIVES DE CREATION

4 juin 2016 à la Roche-Guyon : création (13', titre à déterminer) de Claire-Mélanie Sinnhuber, avec Jean-Luc Menet (flûtes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle), x (dispositif électronique).

D'abord destinée à un « parcours en musique » au *Potager* de la Roche-Guyon cette pièce pour instruments et caisses-claires électroniques sera reprise en concert.

Automne 2016, musée de l'Hôpital Sainte-Anne : *Nature morte* (15') de Piotr Moss, avec Anne-Cécile Cuniot (flutes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle).

Cette pièce sera créé à l'occasion du concert-déambulation autour de l'exposition « Natures-mortes » au musée Singer-Polignac de l'Hôpital Sainte Anne

Automne 2016, Château de la Roche-Guyon : Création (20') de Michel Cukier, avec Etienne Etienne Lamaison (clarinette), Silvia Lenzi (violoncelle) et Géraldine Dutroncy (piano, à confirmer).

Projets 2018-2019 : Opéra de Sébastien Rivas pour un ensemble d'une dizaine de musiciens (voir ci-dessus).
L'Ensemble Zellig souhaite poursuivre une politique de créations plus active que les années précédentes.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

2016

22 mai, concert de midi Auditorium d'Ivry.

De Bach à Stravinski, programme de transcriptions : Caix d'Hervelois : *La Chasse,* Bach/Sciarrino*, Toccata et fugue en ré mineur,* Berlioz *: d'Amour l'ardente flamme,* Stravinski : l'Oiseau de feu, avec Anne-Cécile Cuniot (flutes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle), Elisa Humanes (percussion), Ivan Morane, comédien.

Transcriptions (sauf Bach) réalisées par Etienne Lamaison

4 juin au Château de la Roche-Guyon

L'après-midi dans le *potager* du château avec une création adaptée au lieu de Claire-Mélanie Sinnhuber, avec Jean-Luc Menet (flûtes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle), x (dispositif électronique).

Le soir dans une de salles, programme « Musique et nature » : reprise de la création de Claire-Mélanie Sinnhuber et des œuvres de Debussy, Messiaen Janacek… avec Jean-Luc Menet (flûtes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle), x (dispositif électronique) et Géraldine Dutroncy (piano, à confirmer)

1er octobre, Reid Hall, rue de Chevreuse, Paris 6e

Janacek/ Stravinski : Janacek : *Marche des Gorge-bleues, Sonate 1905, Pohadka, Mladi (*transcription), Stravinski : *Trois Pièces pour clarinette*, *berceuse du Rake's Progress*, avec Anne-Cécile Cuniot (flutes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle), David Bismuth (piano) et Ivan Morane (lecture des textes).

Concert autour de la passion de Milan Kundera pour son compatriote Janacek. Textes de Kundera et Janacek.
Automne 2016 à Sainte-Anne

Nature-morte : œuvres de Marin Marais, Piotr Moss, Sinnhuber, Ghisi…, avec Anne-Cécile Cuniot (flutes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle) et Ivan Morane (comédien). Lumières et mise en espace : Ivan Morane

Automne 2016 à la Roche-Guyon : programme à déterminer (création de Miche Cukier), avec : Anne-Cécile Cuniot (flûtes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle) et Géraldine Dutroncy (piano, à confirmer).

Vacances scolaires de la Toussaint à la Roche-Guyon

Concert public de fin de stage (voir ci-dessus), programme à déterminer, avec Anne-Cécile Cuniot (flûtes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle).

Perspectives 2016-2017 en Ile-de-France

Théâtre de la Reine Blanche (Paris 18e) 5 concerts prévus, 1ère date le 18 novembre 2016

Parmi les programmes envisagés :

Musique et machine (programme et effectifs à déterminer)

Rêves et Délires : Scelsi, J.S. Bach, Stockhausen, Cage, Isou, improvisation jazz et composition collective, textes de Baudelaire, Michaux, Isou, Ginsberg avec Anne-Cécile Cuniot (flûtes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle), Carole Hémard (voix) et Ivan Morane (lecture des textes et mise en espace)

Le Son des Bêtes : Caix d'Hervelois, Andriessen, Manoury, Saariaho, Grisey, Stravinski, textes de Kafka, Ovide, Buzzati, Poe, Ionesco ; avec Anne-Cécile Cuniot (flutes), Etienne Lamaison (clarinettes), Silvia Lenzi (violoncelle et viole de gambe), Elisa Humanes (percussion) Ivan Morane, comédien.

La Folie et son double (voir ci-dessus)

De Bach à Stravinski (voir ci-dessus)

D'amour l'Ardente Flamme

Partenaires pressentis à ce jour
Théâtre de la Reine-Blanche à Paris, acquis
Reid Hall à Paris, acquis
Auditorium Antonin-Artaud d'Ivry-sur-Seine, acquis
Grand Réservoir de l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, acquis
Studio Raspail à Paris (sollicité)

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Chargée de communication et de production à plein temps
Création d'un poste d'administratrice à mi-temps

Comme nous l'avons déjà évoqué dans le paragraphe concernant le bilan du volet emploi dédié au projet, l'arrivée d'une administratrice sénior – Célia Cukier - dans l'équipe a eu un impact déterminant pour la relation avec les établissements partenaires et la reconduction des résidences territoriales ainsi que pour la restructuration administrative et le management de l'emploi-tremplin, la redéfinition des enjeux et la dynamique globale du projet artistique pour les prochaines années. Le Conseil d'administration de Zellig s'est donné pour objectif de pouvoir embaucher Célia Cukier en CDI à mi-temps, et non plus en tant que prestataire de services sur factures, afin de bénéficier de son action sur le long terme et garantir le bon déroulement des résidences territoriales et de pouvoir mener à bien un projet d'opéra avec le compositeur Sebastian Rivas pour 2019, production qui requiert des compétences spécifiques. Cet objectif d'embauche ainsi que la dimension plus importante du projet territorial dans le Val d'Oise justifie l'augmentation du montant de l'aide annuelle de la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle que nous déposons pour 2016-2019.

Subvention demandée :
50 000 €
Soit 35 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	**€**	**RECETTES**	**€**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	57 009	COLLECTIVITES TERRITORIALES	26000
Salaires brut chargée de communication et production	18 120	**Région Ile-de-France**	
Salaire brut administratrice	20 400	Région IDF - PAC	50 000
Charges employeur	18 489	Région IDF Emploi-tremplin	15 000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	89 240	**Département** : CG94 (attribué)	7 500
Salaires bruts artistes	32 000	**Commune 1** : Ivry-sur-Seine (attribué)	3 500
Charges employeur artistes	16 960	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	15 000
Salaires bruts techniciens	8 000	SACEM	8 000
Charges employeur techniciens	5 280	SPEDIDAM	7 000
Droits d'auteur	12 500	MECENAT & SPONSOR	12 000
Locations matériel (instruments)	1 000	Musique Nouvelle en Liberté	6 000
Défraiements	5 500	Fondation Salabert	4 000
Transports	2 000	Mécénat privé CD	2 000
Autres (préciser) : location studio enregistrement	6 000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	57 400
DEPENSES D'APPROPRIATION	5 251	Frais pédagogiques stage	2 400
Préciser le nombre d'heures : 24		Apports de coproduction (préciser) : SIMVOO Action culturelle	8 000
Salaires bruts	3 432	Résidences : 6	12 000
Charges employeur	1 819	Autres (préciser) : 10	35 000
AUTRES DEPENSES	8 900		
Comptabilité	1 200		
Assurance	146		
Quote-part achats petit matériel bureau, tel, internet etc..	2 854		
Graphisme	600		
Impressions	1 100		
Divers	3 000		

TOTAL	**160 400**	**TOTAL**	**160 400**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 15 000 €.
Le projet proposé et soutenu dans le cadre de cette convention, s'articulait autour de la résidence de trois ans au Château de la Roche-Guyon dans le Val d'Oise, de la création de plusieurs pièces commandées à des compositeurs (Philippe Hersant, Laurent Cuniot, Jacques Rebotier…), de la diffusion des créations et du répertoire de l'Ensemble et du développement d'actions culturelles et pédagogiques, notamment en Val d'Oise avec les établissements d'enseignement artistique.
L'Ensemble Zellig bénéficie d'un emploi tremplin depuis mars 2012 pour un poste d'administrateur (intitulé transformé en chargé de communication et de production).

Evolution de l'activité et du rapport au public

Les trois musiciens de l'Ensemble Zellig (flute, clarinette et violoncelle et viole de gambe) et le comédien et metteur en scène Yvan Morane ont produit entre 2013 et 2015 trois nouvelles créations musicales chaque année et diffusé annuellement entre 5 et 7 programmes et spectacles. Selon les spectacles, aux quatre membres permanents de l'Ensemble, s'ajoutent d'autres artistes avec lesquels l'ensemble travaille en fidélité : vocaliste, pianiste, violoncelliste, percussionniste. L'ensemble s'associe également au fil des saisons à différents compositeurs auxquels il passe commande. Ainsi, durant ces trois années, les compositeurs associés ont été Laurent Cuniot, Philippe Hersant ou encore Jacques Rebotier. L'ensemble a ainsi présenté des créations, telles qu'une version concert d'« Un carnaval, des animaux » pour un récitant et 10 musiciens de Jacques Rebotier d'après Le Carnaval des animaux de Saint-Saëns ou « Les couleurs silencieuses », programme créé autour de la correspondance d'Arnold Schoenberg et de Vassily Kandinsky et d'une création musicale du compositeur et chef d'orchestre Laurent Cuniot.
Parallèlement aux créations, l'ensemble a également interprété des transcriptions originales (faites par le clarinettiste de l'ensemble) d'œuvres du grand répertoire classique et moderne intégrées dans différents programmes de l'Ensemble : « Suite de l'oiseau de feu » d'Igor Stravinski, « Gymnopédie n°1 » d'Erik Satie ou encore « l'oiseau-prophète » de Robert Schumann.
L'ensemble Zellig a ainsi poursuivi l'élargissement des répertoires de musique contemporaine, proposé des programmes mêlant des pièces de musique contemporaine et des musiques plus classiques et présenté des spectacles scénographiés, faisant une large place à des lectures par Yvan Morane, de textes d'auteurs divers comme par exemple Antonin Artaud, Hölderlin, Louis-Ferdinand Céline, Ernest Hemingway, Jorge Luis Borges, Henri Michaud…
Entre 2013 et 2015, l'ensemble a bénéficié de deux résidences triennales : au château de la Roche Guyon dans le Val d'Oise et au musée Singer Polignac situé dans l'hôpital psychiatrique de Sainte-Anne où l'ensemble a pu notamment donner des concerts : deux concerts par an en résonnance avec les œuvres exposées au musée de l'hôpital et trois programmes au château de La Roche Guyon.
Le niveau de diffusion est d'une quinzaine de représentations annuelles et la fréquentation moyenne s'élève à 3 000 spectateurs par an.
L'ensemble Zellig a, par ailleurs développé progressivement les actions pédagogiques dans le cadre notamment de ses deux résidences au château de La Roche Guyon et l'Hôpital Saint-Anne. La mise en place des diverses actions envisagées par l'ensemble a pris, toutefois, plus de temps que prévu, ce qui explique le niveau, certes croissant mais modeste, les deux premières années, du volume horaire des interventions artistiques. Celui-ci passe de 10 heures en 2013 à 38 en 2014 et 77 en 2015. Les musiciens sont intervenus auprès de détenus à la maison d'arrêt d'Osny, de patients des hôpitaux de Saint-Anne et du Kremlin-Bicêtre, des élèves d'une classe CHAM à Ivry, ou encore d'élèves en conservatoire et école de musique du Vexin. En 2015, l'ensemble a ouvert des répétitions au public au Château de la Roche Guyon et a organisé, en octobre 2015, un stage d'une semaine de formation instrumentale créative à destination des « grands élèves », étudiants en pôle supérieur et en conservatoire à rayonnement régional (Paris et Cergy).

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement

Au cours de ces trois années, l'Ensemble Zellig a été présent dans l'ouest du Val d'Oise au château de la Roche-Guyon, dans le cadre d'une résidence de trois années ainsi qu'à Paris au musée Singer-Polignac de l'hôpital Saint-Anne. Par ailleurs, l'Ensemble a initié un partenariat avec l'Auditorium d'Ivry-sur-Seine au cours de la saison 2015-

2016 (intervention auprès de collégiens en classes CHAM ainsi que deux concerts), qui devrait s'amplifier dans les prochaines années avec des accueils en diffusion et un important travail pédagogique mené avec les élèves du conservatoire d'Ivry.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Modeste, le budget de l'ensemble Zellig présente toutefois une tendance à la hausse, puisqu'il passe de 51 970 € en 2013 à 82 406 € en 2015. Si le montant des subventions d'exploitations est en hausse entre 2013 et 2015, elles affichent une baisse entre 2014 et 2015. Quant au chiffre d'affaire de l'ensemble, celui-ci représente entre 27% et 12 % du budget. En légère diminution, il s'élève à 13 953 € en 2013 et 10 199 € en 2015.
Les deux partenaires publics pérennes de l'Ensemble Zellig sont le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. La Région est le premier financeur public de l'Ensemble à travers une aide à la permanence artistique et culturelle et un emploi-tremplin (dont l'aide est dégressive jusqu'en 2017). L'aide régionale représente en 2013, 40% des subventions et 29% du budget, en 2015 la part de l'aide régionale passe à 60% des subventions et 31% du budget. Le Conseil Départemental du Val-de-Marne apporte un soutien au fonctionnement ramené de 8 000 € à 7 500 € en 2014. L'ensemble réussit certaines années, à obtenir des aides au projet de la DRAC, comme ce fut le cas en 2013 avec une subvention d'un montant de 13 000 €.
L'équipe permanente de l'Ensemble Zellig a évolué au cours de la période de conventionnement (changement de personne et de type de poste), pour se stabiliser en fin de convention autour de deux postes : une administratrice (en prestataire au 1/5 de temps avec l'objectif de transformer ce poste en CDI à mi-temps) et une chargée de communication et de production en CDI temps plein emploi-tremplin.
Entre 2013 et 2015, la masse salariale globale baisse en raison principalement de l'évolution des postes permanents. La masse salariale des intermittents retrouve en 2015 le niveau de 2013.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé s'appuie sur les résidences triennales renouvelées pour 2016, 2017 et 2018 avec le Château de la Roche-Guyon dans le Val d'Oise et le Musée Singer-Polignac de l'Hôpital Sainte-Anne de Paris, ainsi que sur le développement du partenariat avec l'Auditorium d'Ivry-sur-Seine. Outre la programmation de spectacles et notamment des créations de l'Ensemble dans ces différents lieux, il est prévu de poursuivre et d'amplifier le volet pédagogique du projet à travers avec la mise en œuvre d'ateliers dans les écoles de musique du Vexin, l'organisation de la deuxième session du stage pour des jeunes étudiants musiciens à La Roche Guyon, la mise en place d'un projet d'ateliers d'expression musicale créative suivi d'un concert de restitution mené avec les élèves du conservatoire d'Ivry-sur-Seine, la poursuite des interventions en classe CHAM dans un collège d'Ivry, l'organisation d'ateliers avec les patients de l'hôpital Saint-Anne dont l'aboutissement sera une création musicale.
L'activité de création musicale s'appuiera en 2016 autour des commandes à trois compositeurs : Claire-Mélanie Sinnhuber, Michel Cukier et Piotr Moss et en 2017-2019, l'Ensemble projette la création d'un opéra commandé au compositeur Sébastien Rivas.
L'Ensemble souhaiterait par ailleurs pouvoir embaucher l'administratrice en CDI à mi-temps pour mener à bien tous les projets envisagés et coordonner les actions sur le territoire.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle et propose une convention annuelle assortie d'une aide régionale à la baisse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient l'Ensemble Zellig en 2016 à hauteur de 7 500 € sur une base subventionnable de 60 891 €
(la base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion, des dépenses d'appropriation et des autres dépenses proposées déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région ne soutient pas l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 7 500 € pour les projets de créations et d'actions culturelles de l'Ensemble.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion, des dépenses d'appropriation et des autres dépenses proposées déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	2 250,00 €
2016	5 250,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003649

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ESPACE MUSICAL PUCE MUSE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	81 030 €	37,76 %	30 600,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESPACE MUSICAL
Adresse administrative : 2 RUE DES PYRENEES
94623 RUNGIS CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LUC MALLET, Président

Date de publication au JO : 24 novembre 1982

N° SIRET : 33255425200038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Depuis 1982, Puce Muse développe, dans le domaine de la musique contemporaine, une activité de recherche, d'expérimentation, de création, de diffusion, et de pédagogie musicale. Serge de Laubier, compositeur, chercheur et musicien, est responsable de la structure.

La spécificité de Puce Muse est de travailler sur la spatialisation du son et la « multimodalité ». Serge de Laubier développe des créations musicales graphiques, lumineuses et numériques à travers différents dispositifs artistiques : le méta-Instrument, la méta-mallette, des concerts graphiques sur façades… Les créations et logiciels de Puce Muse ont été primés dans des festivals (Festival international multimédia de Locarno, Janus du Design).

Puce Muse travaille par ailleurs régulièrement avec l'Université Pierre et Marie Curie, ainsi que sur des projets européens, en particulier autour de projets de recherche et d'expérimentation technique.

En parallèle de la création et de la recherche, Puce Muse développe une importante activité de pédagogie et de transmission auprès de différents publics et notamment les établissements d'enseignement musical, mais aussi les médiathèques et les établissements scolaires.
La « Méta-Mallette » est l'un des dispositifs pédagogiques et artistiques originaux créé et développé par Puce Muse. Il s'agit d'un dispositif interactif léger constitué de 8 à 20 Joysticks, d'un ordinateur portable, de deux enceintes et d'une série de programmes développés par Puce Muse grâce à des commandes passées auprès de musiciens et compositeurs afin de diversifier la palette de jeux disponibles. Des stages sont par ailleurs proposés aux professeurs de conservatoire et autres encadrants pour qu'ils deviennent des relais de la Méta-mallette. Ce projet permet tout à la fois une initiation active à l'acoustique, une sensibilisation autour des techniques de synthèses et de transformations sonores qui ont marqué l'histoire de la MAO et des modes de représentation virtuelle du son, du geste ou de la musique.

Les locaux de Puce Muse sont situés à Wissous, dans la zone d'activités de Rungis, à la frontière de l'Essonne et du Val-de-Marne. Puce Muse dispose de studios de travail et d'un parc de matériel relativement conséquent. Puce Muse développe ses activités dans l'Ile-de-France et notamment sur le territoire Versailles Grand Parc (78), Paris, Châtillon et Nanterre (92), Essonne et plus ponctuellement Seine-et-Marne.

Puce Muse est membre du réseau musical « Futurs composés » et intervient également dans les évènements et festivals arts de la rue à travers ses concerts en extérieurs : Châlon dans la rue, Aurillac…etc. Puce Muse propose environ trente concerts par an.

Puce Muse est soutenue depuis 1985 par la DRAC Ile-de-France au titre des studios de création musicale et bénéficie ponctuellement du soutien de communes et d'agglomérations. La structure est aussi soutenue à la création par la SACEM. Puce Muse est actuellement en phase de préfiguration de la labellisation en Centre national de création musicale.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

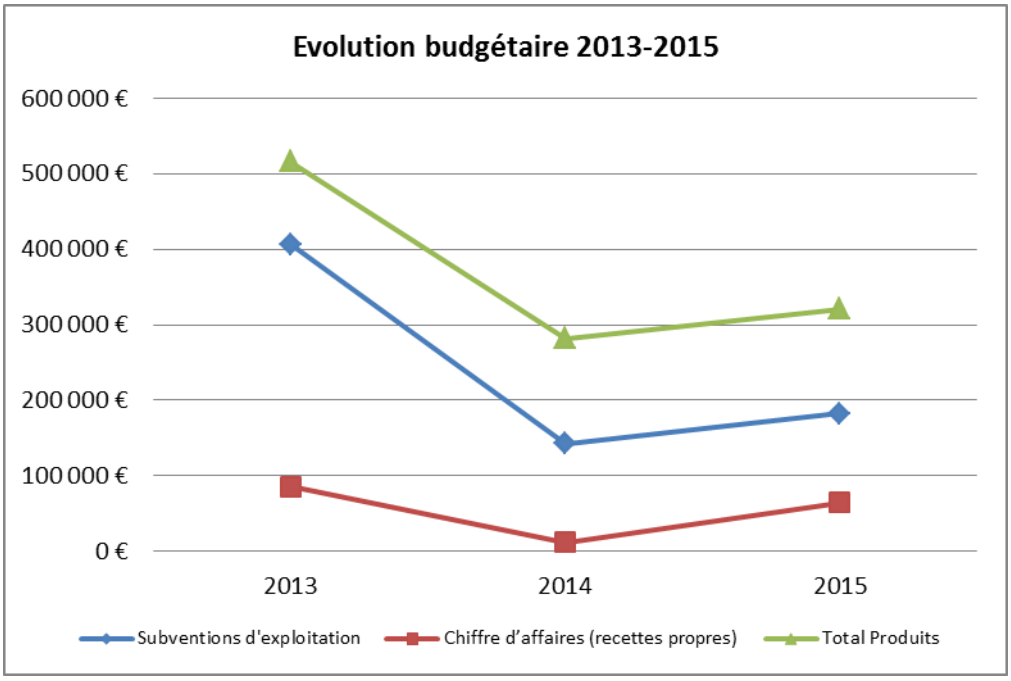
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC + SDAT	94 283	*34%*	89 483	84 883	*38%*
Conseil départemental CG93 (MICACO)	0	*0%*	0	3 800	*2%*
Autres - CNC, ANR, SACEM, SPEDIDAM	71 407	*25%*	90 659	69 750	*32%*
Région - PAC	30 600	*11%*	30 600	30 600	*14%*
Région - Futur en seine	32 237	*12%*	0	0	*0%*
Région - Equipement numérique plan 2012/2015	31 480	*11%*	0	0	*0%*
Arts numériques (V. Martin)	2 159	*1%*	7 500	17 000	*8%*
Région - Emploi tremplin	18 090	*6%*	5 768	15 000	*7%*

SOUS-TOTAL REGION	114 566	41%	43 868	62 600	28%
TOTAL SUBVENTIONS	**280 256**	**100%**	**224 010**	**221 033**	100%

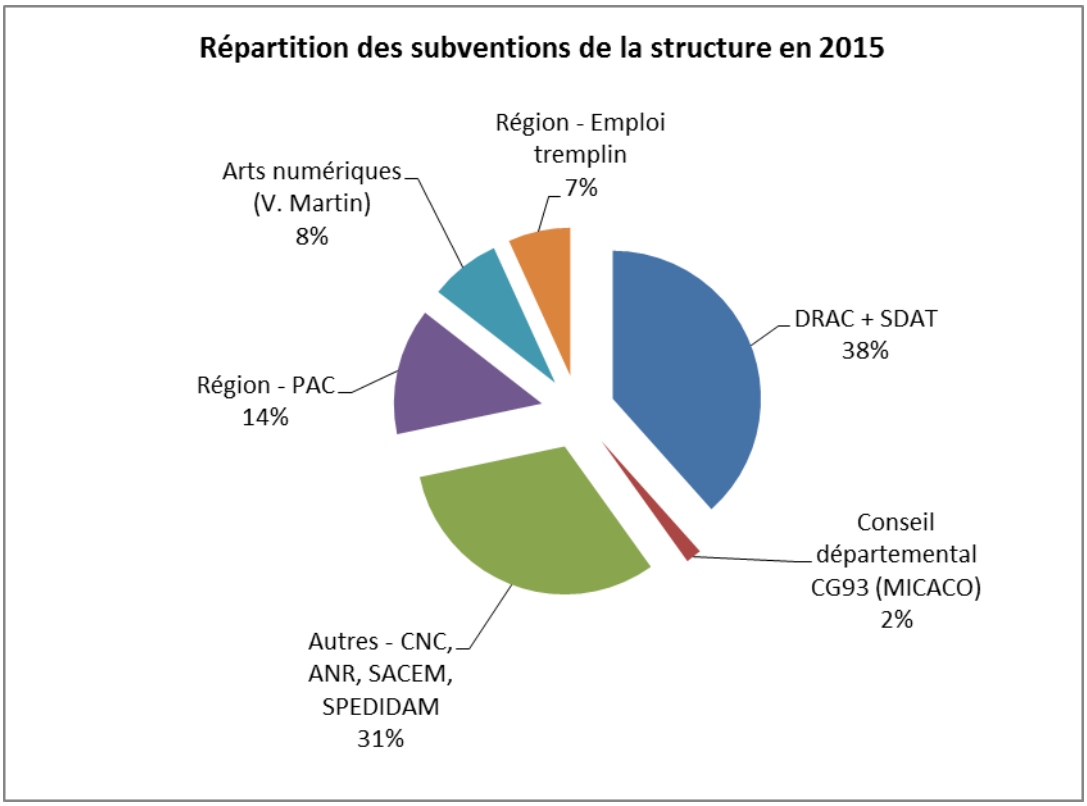
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	406 853	*79%*	142 591	*182 362*	*57%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	85 574	*17%*	12 147	*64 309*	*20%*
Total produits	516 564	100%	281 586	*321 230*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	258 557	221 975	225 729
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 010	978	1 141

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2012/2013	2013/2014	2015/2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2	8	19 (dont 14 projets sur la Méta-Librairie)
Nombre de spectacles diffusés au total	9	10	7
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	19 dates pour environ 25 concerts	25	40
Nombre de lieux concernés par les tournées	14	6	14
Nombre de spectateurs	Plusieurs milliers	8780	6130

Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	2 artistes en résidence annuelle à PUCE MUSE. PUCE MUSE en résidence à Oignies et Henin Beaumont.	2 artistes, ONE et le Méta-Orchestre en résidence à PUCE MUSE. PUCE MUSE en résidence en Corse à Pigna.	2 artistes, ONE et le Méta-Orchestre en résidence à PUCE MUSE. PUCE MUSE en résidence 1 semaine à la Nef (Pantin), et à l'Aquarium (Vincennes)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	66 + 32h de préparation avec les professeurs, sans la classe	20h	20h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	430	410h	709h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	9 établissements, et 110 licenciés Méta Mallette	8 établissements, et 180 licenciés Meta Mallette	6 établissements, 250 licenciés MM
Nombre de bénéficiaires	240	400	860

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

SYNTHESE DU PROJET

Le projet de structure 2016 / 2019 de PUCE MUSE s'ancre autour de trois pôles :

1. Susciter des créations ayant une forte composante multimodale : voir les sons, écouter les images, les jouer du bout des doigts, avec tout le corps ou avec la voix. Inventer une musique qui s'écoute, se voit et se touche.

2. Proposer des œuvres qui détournent le *Personal Computer* en *Collective Computer, avec l'objectif de* jouer ensemble, d'inventer des usages artistiques collectifs des technologies numériques qui ont trop souvent tendance à atomiser la société : chacun derrière son écran avec un casque sur les oreilles.

3. Développer une pratique durable des créations de musiques visuelles en s'appuyant sur le logiciel Méta-Mallette et le site web Méta-Librairie. Cela implique de mettre en ligne progressivement toutes les ressources numériques nécessaires pour jouer les créations récentes, futures mais aussi plus anciennes (1992) de PUCE MUSE. La création - numérique ou non - est une projection pour le futur autant que pour l'instant. Elle est donc fondamentalement durable et anti-consumériste.

Les objectifs prioritaires sont les suivants :

1. Accueillir des créateurs (comprenant l'accompagnement d'artistes dans les studios, la mise aux normes de leur œuvre pour qu'elle soit diffusée sur la Méta-Librairie et soit téléchargeable par le plus grand nombre) ;

2. Poursuivre la mise en œuvre de l'Orchestre National Electroacoustique et du Méta-Orchestre ;

3. Création, production et diffusion des projets du directeur artistique et des artistes en résidence ;

4. Sensibiliser les publics aux langages d'aujourd'hui, proposer et transmettre des pédagogies innovantes autour des outils développés à PUCE MUSE ;

5. Poursuivre la recherche musicale en partenariat avec des laboratoires et des PME ;

6. Constituer un patrimoine d'œuvres numériques, téléchargeables en ligne sur le site de la Méta-Librairie ;

7. Organisation d'un festival de musiques visuelles et vivantes en Ile de France *(sous réserve de financements suffisants).*

Aucun des projets de PUCE MUSE n'est réalisable sans programmation informatique. Pour mettre en œuvre son projet artistique, PUCE MUSE propose les dispositifs suivants dans le cadre de la demande de renouvellement PAC :

1. Accueil d'artistes et résidences de compositeurs

2016/2017 : 2 commandes de musiques visuelles pour la Méta-Mallette + 3 enregistrements de musiciens d'instruments dits "classiques"

2017/2018 et 2018/2019 : Objectifs (sous réserve de financements dédiés) : augmentation des commandes et artistes accueillis.

PUCE MUSE accueille des projets de compositeurs, d'artistes multimédias, de collectifs en leur proposant :
- une commande d'œuvre et un apport numéraire : les appels à commande sont lancés conjointement avec la SACEM et le Centre de documentation de musique contemporaine CDMC ;
- une formation aux outils numériques PUCE MUSE ;
- un accompagnement dans leur création en présentiel ou à distance ;
- des apports en technologie, en personnel, en espace de travail ;
- le développement de programmes spécifiques pour répondre aux demandes des compositeurs ;
- le travail et la répétition de l'œuvre créée par un orchestre de professionnels et d'amateurs avertis ;
- la diffusion, ou du moins la création d'une première représentation publique, de l'œuvre créée ;
- les conditions de la mise en ligne sur le web : documentation, tutoriaux, tests sur plusieurs interfaces et systèmes d'exploitation ;
- la mise en ligne de l'œuvre sur le web, pour être jouée et travaillée par d'autres orchestres, groupes ou musiciens individuels ;
- la mise en réseau entre les compositeurs, les ensembles, les interprètes et les structures.

Le studio sera mis à disposition, après étude des candidatures, pour que des musiciens ou artistes multimédias puissent répéter.

PUCE MUSE enregistre et filme également des instrumentistes dits classiques (pianistes, flûtistes, clarinettistes, etc.) afin de créer et d'arranger des pièces pour la Méta-Mallette.

2. Poursuivre la mise en œuvre d'un ou de plusieurs orchestres au sein de PUCE MUSE

Le Méta-Orchestre est actuellement formé de 7 à 10 musiciens amateurs, professionnels ou chercheurs. Les répétitions hebdomadaires ont lieu au LAM, à Paris.

Le Méta-Orchestre est un ensemble musical aventureux, curieux, prêt à jouer le jeu d'une aventure artistique multimodale (geste-son-image) collective dans un esprit de partage avec différents publics.
Il a pour mission de :

-pratiquer un répertoire constitué de créations, mais aussi de musiques existantes. Le Méta-Ensemble créera les compositions des artistes en résidence.
-explorer les espaces artistiques intermédiaires entre instrumentiste, luthier, compositeur, ingénieur du son, « grapheur », « gamer », chef d'orchestre. Si chacun de ces mots évoque à lui seul une des dimensions de la création, l'espace à parcourir est donc multidimensionnel, mais non hiérarchisé.
-expérimenter de nouveaux modes de restitution sonore : diffusion individuelle, diffusion avec rayonnement omnidirectionnel, dispositifs sono-tactiles (vibreurs, etc.)
-inventer des musiques/espaces questionnant le lien entre réel et virtuel :

1. virtuels, où le son peut circuler d'un haut-parleur pour simuler des trajectoires acoustiques
2. réels, où les hauts parleurs sont mobiles, portés par les musiciens qui impriment par le mouvement de leur corps, des mouvements aux sons qu'ils produisent

-tester différentes directions d'orchestre : classique, sound painting, au casque, chef / interprète, direction par vidéo.
-travailler les liens entre geste du musicien et ses « conséquences » audiovisuelles : depuis le bout des doigts jusqu'à la posture générale.
-développer une fluidité entre voix, geste et instrument virtuel. Voix échantillonnée jouée avec les mains, voix transformée en direct, joystick « guitare » accompagnant la voix des instrumentistes.

Le Méta-Orchestre a pour vocation d'aller à la rencontre du public, soit en jouant dans des espaces publics extérieurs, soit en se joignant à des évènements festifs comme la fête de la musique, de la science, du patrimoine.

L'orchestre ONE / *Orchestre National Electroacoustique*

ONE est né d'une rencontre qui ne doit rien au hasard, celle de musiciens venus d'horizons très différents mais qui partagent un même intérêt pour le geste musical et la même volonté de croiser jeu instrumental et réfexion théorique. Jouant d'instruments originaux, ils inventent une musique numérique vivante et contrastée. Leur virtuosité d'écoute et de compréhension du texte musical révèle non seulement un jeu avec le son mais pour le son. Ainsi, ils convoquent du bout des doigts et de concert, des paysages changeants inspirés des sons instrumentaux, électroniques… et des sons de la nature. Pourvu que l'on se promène loin des sentiers battus.
Chaque musicien s'est fabriqué son "instrumentarium". Nombre d'entre eux ont choisi d'intégrer des interfaces dédiées aux jeux vidéos les détournant ainsi de leur origine. Leur musique improvisée ou écrite est toujours jouée. A celle-ci s'ajoute parfois de l'image générée, organisée et traitée elle aussi en temps réel. Le public visualise ainsi indépendamment les sons produits par chacun.

ONE *est actuellement composé de :*
Laurence Bouckaert - karlax
Hugues Genevois - Calliphone et Méta-Mallette
Pierre Couprie - Flûte augmentée
Vincent Goudard - Filigramophone
Jean Haury - Métapiano
György Kurtag - Handsonic
Serge de Laubier - Méta-Instrument

ONE pourrait prochainement s'agrandir...

3. Création, production et diffusion des projets du directeur artistique et des artistes accueillis

3.1 Concerts créés et produits par PUCE MUSE

Dans la mesure de ses moyens, PUCE MUSE organisera une saison de concerts des œuvres de Serge de Laubier ainsi que des œuvres des compositeurs accueillis.

2016-2019 : Diffusion des nouvelles créations Le Doux, le Caché et le Ravissement et Concert jardinal d'après-midi pour transats vibrants
Les nouvelles créations de Serge de Laubier seront diffusées durant les saisons à venir.
Le Doux, le Caché et le Ravissement est un questionnement sur l'intelligence du bout des doigts et sur le temps de l'instant ; une exploration poétique autour de la main et du trait qui convoque des chefs-d'oeuvres de la littérature.
Concert jardinal d'après-midi pour transats vibrants invite le public à s'installer dans des transats vibrants à l'ombre des arbres, et à s'abandonner à une écoute tactile. Bruissement du vent dans les feuilles, rumeurs de la ville, jouant avec les sons du parc et des quatre éléments, Serge de Laubier décompose et recompose des paysages sonores imaginaires.

2016-2017 : OVISIR
OVISIR propose de constituer une collection d'orchestres virtuels pour jouer l'image et le son d'instruments réels. Cette collection reprend les principaux instruments classiques joués par des musiciens virtuoses. Sous le logiciel Méta-Mallette©, OVISIR permettra de rejouer et de transformer les sons et les images des musiciens filmés. Les techniques habituelles de manipulation du son (accélération, ralentissement, transposition, inversion, mise en boucle, etc) pourront être utilisées et transposées à la lecture des vidéos

correspondantes. Des orchestres de joueurs d'interfaces (de type gamepads, joysticks, etc.) permettront de jouer entre six et dix instruments sur un seul ordinateur. L'objectif d'OVISIR est double, développer une pratique accessible à tous et proposer une connaissance active des instruments classiques et de leur pratique contemporaine.
Une première série d'instruments sera enregistrée d'ici fin 2016, et le projet sera testé en ateliers avec l'association Résolux, le Lycée Toulouse Lautrec de Vaucreson, le collège/ lycée Hector Berlioz de Vincennes et ONE, puis publié sur la Méta-Librairie.

2016-2019 : Continuer la diffusion de Méta-Vox
Méta-Vox est un concert multimédia interactif. Il est ici question de voix singulières et pourtant collectives, de choeur de *spect/acteurs* métamorphosés en autant de métachanteurs. Pour les guider, l'électrophoniste Serge de Laubier et le vocaliste Kristof Hiriart.

2016-2019: Continuer la diffusion de XXX360
XXX 360 est un spectacle numérique monumental. Façades, volumes ou murs intérieurs sont autant d'écrans géants pour une immersion sonore et visuelle à 360°.

2016-2019 : Continuer la diffusion de Monument (E)mouvant
Monument (É)mouvant fait danser les façades. Par ses mouvements, et grâce à un dispositif de projection vidéo 3D, le public incline, replie ou ondule les bâtiments et donne un nouveau visage à la ville.

3.2 Les développements sur commande

PUCE MUSE écrit et développe des instruments sur mesure, à la demande de compositeurs ou d'artistes.
Ces dernières années, PUCE MUSE a développé des programmes pour François Bayle, Kristof Hiriart,SIRIUS Productions, la compagnie Retouramont, etc.
La liste des collaborations se fait au fil des rencontres et n'est pas encore arrêtée.

3.3 Festival de musiques visuelles et vivantes

PUCE MUSE souhaite poursuivre l'édition de ce festival, mais ne peut s'engager, dans le cadre de cette convention, à le présenter annuellement, sans soutien dédié. Il faut en effet que PUCE MUSE trouve un lieu d'accueil pour chaque édition (2015, le Triton) qui mette à disposition billetterie, accueil, salle et régie ainsi que des fonds hors budget propre pour les cessions de spectacles et artistes. C'est pourquoi nous envisageons de programmer le festival en biennale.

Les actions suivantes (A, B et C) sont reliées au projet spécifique de demande de renouvellement PAC mais ne sont pas inclues directement dans celui-ci.

A) Transmission, pédagogie, sensibilisation et actions culturelles

Les actions de formation sont, sauf exception comme les projets d'ampleur qui réunissent plusieurs structures, sont autofinancées. PUCE MUSE s'engage à les poursuivre sur les trois prochaines années. La nouvelle Méta-Librairie devrait pouvoir prendre le relais pour proposer des activités Méta-Mallette aux différents partenaires mais comme PUCE MUSE a édité une nouvelle version du logiciel Méta-Mallette (version 4.0) en décembre 2014, il est envisagé de reprendre les formations de manière plus soutenue que ces dernières années.

2016 / 2019 :
- En lien avec l'Education nationale

Formations de professeurs, ateliers proposés en primaire, en collège et lycée.

- En lien avec les conservatoires de musique

Formation de professeurs (formation musicale / instruments / MAO / électroacoustique)
Unités d'enseignement pour des élèves en voie de professionnalisation (instrument augmenté, etc.)

- En lien avec les arts visuels

Instituts d'arts visuels d'Orléans et associations.

- En lien avec les établissements spécialisés / handicap

Déficients auditifs, handicapés moteur et mentaux (projet en cours au lycée EREA de Vaucresson)

- En synergie avec les projets culturels territoriaux

  En projet : avec la ville de Fresnes.

- En lien avec l'université

  Université de Versailles, Conservatoire de St-Quentin et de Versailles : Unités d'enseignement.

- En appui à tout type de structure (musiques actuelles, MJC, etc.)

  Projets en EPN / ECM / MJC à l'échelle nationale.

- A l'international

  Slovaquie / Hongrie / Amazonie

B) Recherche & développement : Outils innovants pour nouvelles écritures

2016-2017 : ExOrVISIR, soutenu par la Région Ile de France et la BPI
Il s'agit de l'expérimentation de OVISIR.

2016 / 2017 : Méta-Instrument n°4 (MI4)
Le Méta-Instrument n°4 est une interface homme / machine permettant de jouer de la musique et de l'image en temps réel, qui proposera une innovation majeure : un geste expert accessible, adaptable à chaque morphologie de main. Il s'adressera à toute personne à mobilité réduite ou valide, musiciens amateurs ou professionnels. Chaque public pourra construire sa progression gestuelle d'une pratique immédiate au geste expert pour accéder à une pratique musicale de haut niveau.
Le MI4 comporte trois innovations majeures :

1. Un geste expert adaptable à chaque morphologie de main

Chaque mini-clavier de touches peut se placer sous les mains et être orienté très facilement *via* un système de velcros. Il permet donc d'utiliser au mieux les possibilités digitales de chaque main en mesurant avec une très grande précision la pression et les vitesses d'attaque et de relâchement de chaque touche. De plus, chaque doigt peut jouer plusieurs touches simultanément. Enfin chaque mini-clavier est fixé sur une forme mobile dont la position dans l'espace, son orientation et sa vitesse de déplacement sont autant de données supplémentaires permettant une implication physique paramétrable du musicien. Au total, ce sont donc 116 gestes indépendants qui sont jouables presque tous simultanément.

2. Un développement durable

Le MI4 est compatible ascendant avec les trois MI précédents : le MI n°1 (1989), n°2 (1997) et n°3 (2005). Il bénéficie donc déjà, avant d'être créé, d'un répertoire de compositions audiovisuelles de plus de 25 ans avec quelques compositeurs reconnus. Il s'agit ici de développement durable plutôt que d'obsolescence programmée.

3. Un instrument personnalisable et accessible

La conception du design du MI4 permet à chaque utilisateur de personnaliser son instrument parce qu'un instrument expert n'est pas un objet ordinaire. Il favorise une relation affective forte en utilisant des matériaux naturels (cuir, soie, bois) et un assemblage « fait main ». L'instrument est modulaire. Il pourra être acheté progressivement, par fragment.

En projet 2017/2019 : TRAIT D'UNION (T-U)
Trait d'Union (T-U) propose de faire entendre, de montrer, d'évaluer et de diffuser des outils et des instruments virtuels permettant de réaliser, d'éditer, de rejouer facilement une diversité des traits audio-visuels. Si le trait se situe à mi-chemin entre le visuel et le sonore, T-U sera, lui, orienté vers l'augmentation de l'écoute. En associant l'image, désormais omniprésente, dès la création musicale, T-U répondra à une problématique actuelle de consommation de la musique au détriment de son écoute propre, en captant davantage son auditeur. Les résultats du projet sont destinés à quatre publics : les enseignants et élèves de musiques (conservatoires et éducation nationale), les enseignants-chercheurs et étudiants du supérieur, les personnes déficientes auditives ou visuelles et les musiciens numériques. Ils prendront deux formes : des publications ainsi que des développements informatiques et électroniques directement compatibles avec le logiciel Méta-Mallette (©PUCE MUSE), via son SDK, ou avec l'environnement MaxMSP.

Partenaires : LIMSI (CNRS - Orsay), Labri (Bordeaux), LAM (UPMC Paris 6), IREMUS (CNRS), Païdeia (CIRCEFT - Paris 8) et la société Eowave.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

- ECM Le Chaplin**,** Mantes la Jolie
- La Nef, Manufacture d'Utopies, Pantin
- Collège Lycée Hector Berlioz, Vincennes
- Lycée Toulouse Lautrec, Vaucresson
- Association Résolux, Paris
- Conservatoire à Rayonnement Régional de Versailles
- Conservatoire Communautaire de Musique et de Danse de Noisy-le-Sec
- Conservatoires de la Communauté d'agglomération du Val de Bièvre (T12 du Grand Paris) :
  - Conservatoire à Rayonnement Intercommunal d'Arcueil
  - Conservatoire à Rayonnement Départemental de Cachan
  - Conservatoire à Rayonnement Départemental de Fresnes
  - Conservatoire à Rayonnement Intercommunal de Gentilly
  - Conservatoire à Rayonnement Départemental de L'Häy-les-Roses
  - Conservatoire à Rayonnement Intercommunal du Kremlin-Bicêtre
  - Conservatoire à Rayonnement Intercommunal Roger Damin de Villejuif
  - Conservatoire à Rayonnement Intercommunal de danse de Villejuif

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

- DRAC IDF : subvention convention tri-annuelle et subvention d'équipement
- Education Nationale : subvention
- Communautés d'Agglomération du Val de Bièvre, de Grand Parc et de Noisy le Sec
- Aide à l'emploi CAE CUI

Equipe artistique prévue pour le projet :

Serge de Laubier : auteur, compositeur, musicien,
Jean-Louis Heckel : metteur en scène
Catherine Hospitel : plasticienne
ONE : Karlax **Laurence Bouckaert** / Flûte augmentée **Pierre Couprie** / Calliphone et Meta-Mallette **Hugues Genevois** / Filigramophone **Vincent Goudard** / Méta-Piano **Jean Haury** / Handsonic **György Kurtág** / Méta-Instrument **Serge de Laubier**
Meta Orchestre : Musiciens
Kristof Hiriart : musicien

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Création / Diffusion Le Doux, le Caché et le Ravissement	Création / Diffusion Le Doux, le Caché et le Ravissement
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	1ère semaine de juillet 2016 1 semaine en octobre 2016	1 semaine entre octobre et décembre 2016
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	La Nef, Manufacture d'Utopies (Pantin)	ECM Le Chaplin (Mantes la Jolie)
Objectifs & contenus de chaque résidence	Le principal objectif à court terme (6 mois à venir) consiste à poursuivre et achever le travail de mise en scène, en mots, en sons et en images de la thématique du toucher, de la main et du trait. préciser le travail de citations (textes, images) autour de la thématique de la main, améliorer le traitement de l'image par rapport à la pente de l'écran (disposé de façon oblique), envisager la place de la danse dans le spectacle, préciser les aspects plastiques de la scénographie. Intégrer une dimension captation/manipulation/diffusion de vidéos de mains en temps-réel, une piste étant de filmer en direct les mains de Serge de Laubier jouant du Méta-Instrument (second semestre 2016	Expérimentation du rapport au public : comment (artistiquement, techniquement, etc.) intégrer les témoignages "mis en main" recueillis en amont du spectacle dans la représentation ? L'idée étant d'inviter des personnes ciblées par la structure de diffusion à raconter le rapport personnel qu'elles entretiennent à leurs propres mains en ne filmant que leurs mains.
Partenaires financiers de résidence	DRAC, SACEM	DRAC, SACEM

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

-*Méta-Orchestre* en 2017/2019
A l'université Pierre et Marie Curie

- *Méta-Vox* en 2017
1 semaine de résidence, festival Les Futurs de l'écrit à Noirlac

- *Méta-Vox* et *XXX360* en 2017
1 semaine de résidence, festival RVBn à Bron

- *Parcours Numériques* en 2018
Résidence dans les conservatoires du Val de Bièvre

-*Méta-Orchestre* en 2018
Résidence annuelle @ LAM - Collegium Musicae. Les objectifs :

- création d'un workshop mensuel sur l'expérimentation et la pratiques de nouvelles lutheries et de nouvelles écritures musicales ayant pour support le logiciel Méta-Mallette

- mise en place de répétitions hebdomadaires (lundi soir) du Méta-Orchestre dans la salle d'écoute du LAM autour du répertoire et des créations en cours
- élargissement du recrutement des membres du Méta-Orchestre à de nouveaux chercheurs ainsi qu'à des étudiants, qui dans ce cadre valideraient leur UV de pratique collective
- réalisation d'au moins 3 concerts annuels dont 1 au moins en dehors du Collegium Musicae

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues

Chaque année, au moins 2 pièces sont créées par des compositeurs ou artistes multimédia, pour la Méta-Mallette**.**

Les spectacles de PUCE MUSE sont en création sur plusieurs années.

Le Doux, le Caché et le Ravissement
Partenaire : La Nef (Pantin). Direction artistique: Serge de Laubier. Mise en scène : Jean-Louis Heckel. Plasticienne : Catherine Hospitel.
Performance sonore et visuelle
Le doux, le caché, le ravissement est un questionnement sur l'intelligence du bout des doigts et sur le temps de l'instant ; une exploration poétique autour de la main et du trait qui convoque des chefs-d'oeuvres de la littérature.

Concert jardinal d'après-midi pour transats vibrants
Direction artistique: Serge de Laubier. Mise en scène : Jean-Louis Heckel. Plasticienne : Catherine Hospitel.
Dans un parc, installé dans des transats vibrants à l'ombre des arbres, le public est invité à s'abandonner à une écoute tactile. Bruissement du vent dans les feuilles, rumeurs de la ville, jouant avec les sons du parc et des quatre éléments, Serge de Laubier décompose et recompose des paysages sonores imaginaires.

L'Odyssée hyperphonique
Space Opera de l'Orchestre National Électroacoustique (ONE)
En hommage aux grands poètes de la conquête spatiale Jules Verne et Georges Méliès, L'Odyssée hyperphonique est un space opera panoramique composé autour du son des planètes et des dernières images de la NASA.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire

La présentation de chaque spectacle est déjà détaillée plus haut.

2016
Le Doux, le Caché, le Ravissement (Serge de Laubier, Jean-Louis Heckel, Catherine Hospitel)
- second semestre 2016 @ Saison de la Communauté de Communes de l'Arpajonnais
- second semestre 2016 @ ECM Le Chaplin, Mantes-la-Jolie
- second semestre 2016 @ La Nef - Manufacture d'Utopies, Pantin

Méta-Vox (Serge de Laubier, Kristof Hiriart)
- Décembre 2016 @ Conservatoire de Fresnes
- Second semestre 2016 @ Maison du Savoir, Saint Laurent de Neste

Odyssée Hyperphonique (ONE)
- second semestre 2016 @ Atelier des Sciences, St Quentin en Yvelines
- second semestre 2016 @ Planétarium de Vaulx-en-Velin

Concert jardinal (Serge de Laubier, Catherine Hospitel)
- juilllet/aout 2016 @ Parcs Montsouris & Parc des Buttes Chaumont / Kiosques de la ville de Paris
- second semestre 2016 @ Lieux publics, Marseille

XXX360 (Serge de Laubier)
- Octobre 2016 @ Conservatoire de Caen / Fête de la Science, Caen
- 25 novembre 2016 @ Congrès de Psychiatrie de Montpellier
- décembre 2016 @ Alliances Françaises Colombie (tournée de 4 spectacles)

2017

Odyssée Hyperphonique
- Juin 2017 @ Journées d'Informatique Musicale - UPMC, Paris
- Mars 2017 @ Festival sidération / CNES, Paris

Le Doux, le Caché, le Ravissement
- Mars 2017 @ Festival du Cinéma Européen, Lille

Méta-Vox
- Juin 2017 @ Festival RVBn, Bron
- Mai 2017 @ Les Futurs de l'écrit - Abbaye de Noirlac
- Premier semestre 2017 @ Conservatoire de Noisy-le-Sec

XXX360
- premier semestre 2017 @ Conservatoire de Versailles
- Premier semestre 2017 @ Conservatoire de Besançon

2018-2019

Méta-Orchestre
- Premier semestre 2018 @ UPMC / LAM
- Second semestre 2018 @ UPMC / LAM

Odyssée Hyperphonique
- Premier semestre 2018 @ Le Lavoir - Pôle Audiovisuel Numérique, Gentilly

Partenaires pressentis à ce jour
La Nef (Pantin): acquis
ECM Le Chaplin : acquis
Conservatoire de Fresnes :acquis

Sollicités : Communauté de Communes de l'Arpajonnais , Maison du Savoir, Saint Laurent de Neste , Atelier des Sciences, St Quentin en Yvelines , Planétarium de Vaulx-en-Velin , Kiosques de la ville de Paris, Marseille, Conservatoire de Caen / Fête de la Science, Caen , Congrès de Psychiatrie de Montpellier, Alliances Françaises Colombie, UPMC, Paris, Festival sidération, Festival RVBn, Bron, Abbaye de Noirlac, Conservatoire de Noisy-le-Sec, Conservatoire de Versailles, Conservatoire de Besançon, UPMC / LAM, Le Lavoir.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

Pérennisation du poste de responsable de communication en Emploi Tremplin.
Pérennisation du poste de chargé de diffusion
Embauche d'interprètes pour le Méta-Orchestre, répétitions et concerts
Embauche de musiciens pour le festival

Subvention demandée :
48 000 €
Soit 17 400 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	40525	ETAT	25000
Salaires brut Chargé de diffusion	17220	**DRAC Ile-de-France** (attribué)	22000
Charges employeur Chargé de diffusion	4860	Education Nationale (attribué)	3000
Salaires brut Administratrice	12047	COLLECTIVITES TERRITORIALES	52500
Charges employeur Administratrice	6398	**Région Ile-de-France**	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	52155	Région IDF - PAC	48000
Salaires bruts artistes	18900	Région IDF Arts plastiques et num (en cours)	4500
Charges employeur artistes	9072	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	6030
Salaires bruts techniciens et programmeurs	13230	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	6030
Charges employeur techniciens et programmeurs	5953	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	3000
Droits d'auteur	3600	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) : SACEM	3000
Transports	1400	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	12000
AUTRES DEPENSES	5850	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	12000
Part sur loyer	5850		
TOTAL	**98530**	**TOTAL**	**98530**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle à hauteur de 30 600 € euros depuis 2006. Le projet soutenu lors des trois précédentes conventions portait sur la création et la diffusion, notamment en contribuant à l'accueil en résidence d'artistes extérieurs dans les locaux de Puce Muse, en passant commande à des musiciens, et en développant des outils musicaux et pédagogiques (Méta-Mallette, Méta-Librairie, etc.). Le projet concernait également la structuration de l'emploi. La structure a bénéficié d'emplois-tremplin : un programmateur (2005), une chargée de pédagogie et d'accueil des artistes (2007), un régisseur (2009) et un chargé de communication (2014). La Région a aussi accompagné la structure dans le cadre de Futur en Seine, le plan d'équipement numérique (2012/15) et les arts numériques.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Puce Muse intervient à la croisée de la recherche et de la création musicale contemporaine et place au cœur de ses travaux la « Méta-Malette », logiciel interactif qui permet de jouer et de créer de la musique tout en produisant des visuels en temps réel. Serge de Laubier, compositeur issu du CNSM et ingénieur du son issu de Louis Lumière a poursuivi pendant ces trois années avec son équipe le volet recherche de son activité au sein de l'Université Pierre et Marie Curie où les orchestres de Puce Muse, le Méta-Orchestre (interprétation des œuvres commandées aux compositeurs pour la Méta-Malette) et ONE (improvisation avec de nouveaux instruments) sont en résidence. Deux importants programmes de recherche financés par l'ANR et Cap digital ont occupé Puce Muse de 2012 à 2015 (PANAM et Méta-Screen). Un nouveau programme soutenu par le Ministère de l'éducation nationale, Ovisir, a commencé en 2016. Pour le volet création/diffusion, Puce Muse a commandé des œuvres via un appel à projet à des compositeurs utilisant les outils PUCE MUSE en partenariat avec la SACEM et le Centre de documentation de la musique contemporaine (Laurent Torpille, Florent Colautti, Uriel Barthélémi). Il a par ailleurs créé plusieurs spectacles dont, en 2015, un « Concert Jardin pour transats vibrants » et « Le doux, le caché et le ravissement » en résidence à la Nef de Pantin et en collaboration avec Jean-Louis Heckel. La diffusion de Puce Muse a ralenti en 2014 en lien avec le départ du chargé de diffusion. Après son remplacement, la diffusion a repris en 2015/2016. Le volet action culturelle et transmission est resté un volet très conséquent de l'activité de Puce Muse avec des ateliers de performance collective avec des scolaires (Vincennes, Pantin, Vaucresson) et le public handicapé. Puce Muse développe enfin une activité de formation initiale et professionnelle dans les conservatoires, notamment celui de Noisy-le-Sec ou dans le CRR de Versailles où Serge de Laubier intervient dans la classe de Licence Musique pour l'enseignement des nouvelles technologies et la pratique de l'image et du son multimedia.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Puce Muse est implanté dans plusieurs départements d'Ile-de-France. Dans l'Essonne, où l'équipe a ses locaux mais aussi, sur le territoire de Versailles Grand Parc et sur le Val de Bièvre en lien avec les plans de formation professionnelle, les interventions artistiques et les ateliers de Puce Muse. Puce Muse rayonne dans le domaine de la création contemporaine multimedia.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget de Puce Muse évolue à la baisse sur la période en conséquence de l'important financement de l'ANR sur le programme de recherche PANAM qui a pris fin en 2015 mais qui a été comptabilisé sur l'année 2013 principalement. Les premiers partenaires de Puce Muse en dehors des financements au titre de la recherche sont l'Etat (38% des subventions) et la Région Ile-de-France (28%). Les subventions représentent 57% du budget en 2015. En termes d'emploi, Puce Muse se compose de 6 personnes dont 4 en CDI.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années, Puce Muse souhaite poursuivre les résidences de compositeurs et d'artistes multimédias, le méta-orchestre de professionnels, amateurs et chercheurs, l'orchestre national électroacoustique (ONE) et les actions culturelles (formation des enseignants et ateliers pour les jeunes principalement). Des concerts, « Le Doux, le Caché et le Ravissement » en partenariat avec La Nef à Pantin, « Concert jardinal d'après-midi pour transats vibrants » et « L'Odyssée hyperphonique » seront diffusés par Puce Muse. La structure propose une seconde édition du festival de musiques visuelles et vivantes.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle

pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient Puce Muse en 2016 à hauteur de 30 600 €
sur une base subventionnable de 81 030 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Emploi La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation de Puce Muse en Ile-de-France, notamment dans les Yvelines.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternant(e)s.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 81 030 euros et correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	21 420,00 €
2017	9 180,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 600,00 €
2013	Aides aux manifestations culturelles	7 500,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 600,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 600,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	17 000,00 €
	Montant total	116 300,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003650

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FETES GALANTES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	158 788,00 €	30,17 %	47 900,00 €
	Montant Total de la subvention		47 900,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FETES GALANTES
Adresse administrative : 2B RUE DES CAMELIAS
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER LAVAL, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39410767600030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Après avoir travaillé comme interprète dans la compagnie Ris et Danceries, dirigée par Francine Lancelot, Béatrice Massin décide de créer, en 1993, la compagnie Fêtes Galantes.
Depuis sa création, la compagnie développe les multiples aspects de la danse baroque et une écriture chorégraphique née de la confrontation entre le style baroque et la sensibilité contemporaine. Elle répond aussi à des commandes extérieures, dans le cadre du Festival Concordan(s)e 2013, Béatrice Massin et l'auteure Fabienne Yvert ont créé un duo chorégraphe-écrivain Coco le roi du balai, pour le cinéma pour le film Le roi danse de Gérard Corbiau ou encore la série « Versailles », Béatrice Massin a chorégraphié les parties dansées ou encore pour le Tricentenaire de l'Ecole du Ballet de l'Opéra de Paris une chorégraphie pour 18 jeunes danseurs masculins a été créée avec Nicolas Paul.

En 2003, la compagnie a créé l'Atelier baroque, cellule de transmission et de formation, qui regroupe toutes ses activités liées à la pédagogie, à l'action culturelle et à la formation. En 2013, la compagnie a produit un DVD de danse baroque proposé par Béatrice Massin, outil de pédagogie et d'information dans le champ de la danse baroque.
En 2013, après 20 ans de compagnie et 10 ans d'Atelier baroque, la compagnie a souhaité développer un nouvel axe de son projet « la pépinière de jeunes chorégraphes », destiné à accompagner de jeunes interprètes dans leurs premiers pas en tant que chorégraphes.

Implantée dans le Val-de-Marne à Alfortville, où elle développe un partenariat avec le pôle culturel, la compagnie Fêtes Galantes va débuter une résidence de deux années dans le Val d'Oise au théâtre Paul Eluard de Bezons, scène conventionnée pour la danse. Par ailleurs, la compagnie s'insère dans un large réseau de partenaires en Ile-de-France et au plan national.

La compagnie est soutenue par la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France, la Région Ile-de-France, le Conseil Général du Val-de-Marne.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

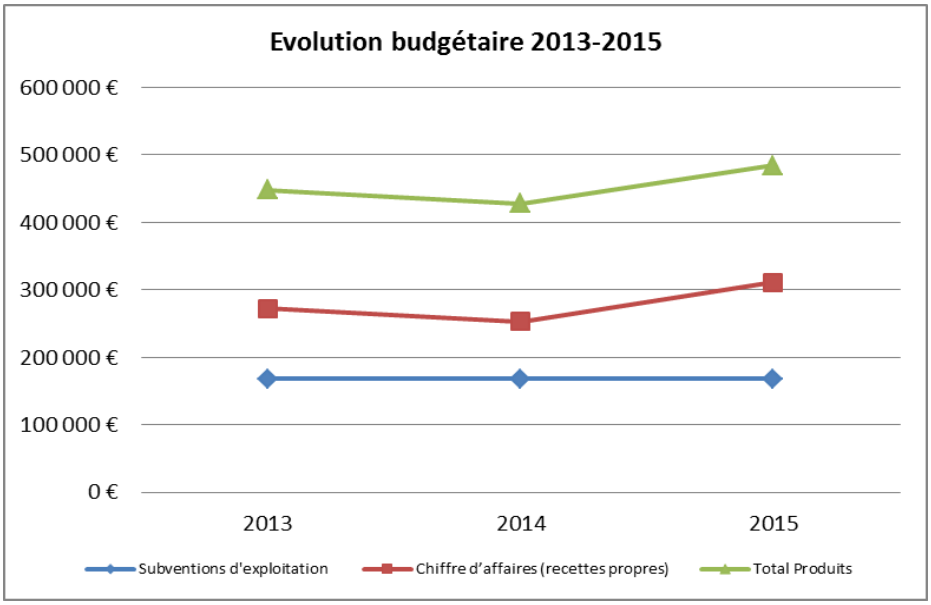
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC	90 000	*54%*	90 000	90 000	*51%*
Conseil départemental du Val-de-Marne	30 000	*18%*	30 000	30 000	*17%*
Autres - ADAMI	0	*0%*	8 000	9 000	*5%*
Région - PAC	47 900	*29%*	47 900	47 900	*27%*
SOUS-TOTAL REGION	47 900	29%	47 900	47 900	27%
TOTAL SUBVENTIONS	**167 900**	**100%**	**175 900**	**176 900**	100%

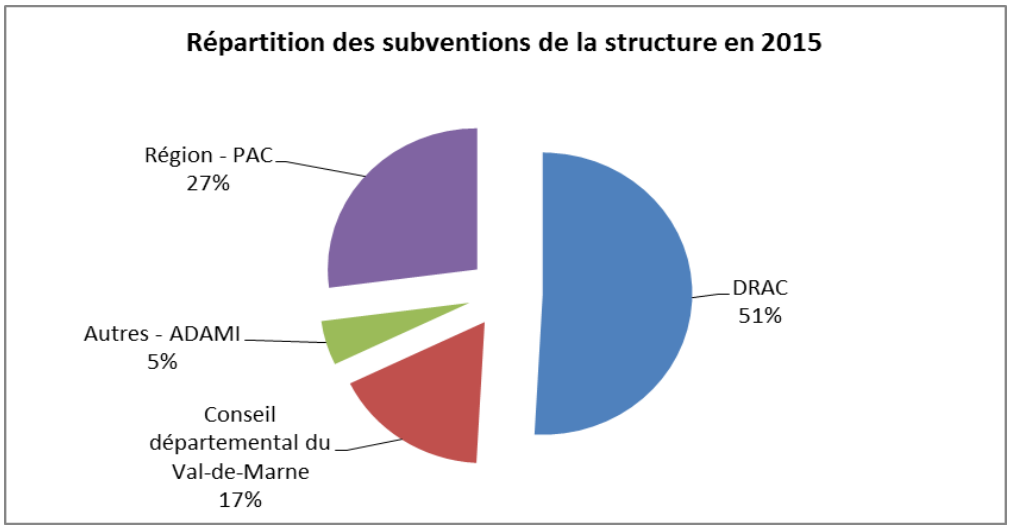
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	167 952	*37%*	167 952	167 900	*35%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	272 153	*61%*	252 744	311 131	*64%*
Total produits	448 109	100%	428 233	484 165	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	342 469	311 319	366 838
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	5 773	5 470	6 958

3) Evolution de l'activité

	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	0	1	1
Nombre de spectacles diffusés au total	3	4	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	13	35	82
Nombre de lieux concernés par les tournées	10	16	29
Nombre de spectateurs	7 256	11 345 (dont jeune public)	22 600 (dont jeune public)
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	1	3 Accueil Studio au Centre Chorégraphique National de Créteil-Val de Marne (10 jours) Résidence Technique du Pôle Culturel d'Alfortville (5j) Résidence de création au Théâtre Montansier de Versailles (10 jours)	4 Aout-octobre 15 : Résidence Ville de Valenciennes en collaboration avec le Musée des Beaux Arts (20 jours) Juillet-Aout 15 Résidence de création au Château de ZDAR (République Tchèque) (30 jours) Janvier 16 : résidence de 4 semaines au Centre de Développement chorégraphique du Val de Marne (« MASS B ») Mars 2016 : trois semaines de résidence artistique sur le plateau du Théâtre National de Chaillot (« MASS B »)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	24	33	52
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	234	274	815

Nombre d'établissements et de relais partenaires	8	12	32
Nombre de bénéficiaires	967	1535	5942

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Une « fabrique des écritures baroques et contemporaines »

En 2016, dans la dynamique de la création de « Mass b », la compagnie réfléchit au développement de son projet avec le désir de co-construire avec les équipes des structures culturelles partenaires de nouveaux cadres de collaboration et de mettre en œuvre des nouveaux dispositifs de production et de rencontre avec les publics dans le souci d'ouvrir « l'expérience » baroque aux imaginaires les plus contemporains.

Il s'agit pour Béatrice MASSIN d'insuffler une nouvelle dynamique au « baroque d'aujourd'hui et de demain» et de transmettre aux jeunes artistes de demain des outils comme socle et source d'inspiration pour les expériences artistiques les plus diverses.

Ainsi le projet spécifique que la compagnie élaboré pour les trois années futures s'articule autour de trois axes qui sont

- La poursuite du travail de création de Béatrice MASSIN et le renouvellement d'un « répertoire » de la compagnie pour les années à venir (reprises de rôles, transmission aux nouvelles générations)

- Un développement des actions d'accompagnement et de soutien aux émergences artistiques intéressées par un « héritage » baroque tel que le propose Fêtes Galantes (Commande de pièces courtes à la jeune scène chorégraphique française et européenne, programme « Pépinières de jeunes chorégraphes »). Cet axe s'accompagne d'un programme de « formation de formateurs » dans la continuité du travail mené depuis 2014 avec le collège d'intervenants artistiques et pédagogues de la compagnie.

- Le développement d'un projet de rayonnement territorial en Ile de France avec la consolidation des partenariats dans le département d'implantation de la compagnie (94) et la construction d'un projet de résidence avec le Théâtre Paul Eluard de Bezons (95). Grâce à l'Atelier Baroque, cellule de transmission de la compagnie mise en place depuis 2003, la compagnie a aujourd'hui les outils internes pour répondre à des demandes d'intervention auprès des publics et adapte donc sa structure aux nouveaux enjeux de la co-construction avec les acteurs des territoires intéressés par des synergies à la fois artistiques et pédagogiques

Avec ces trois axes de travail posés pour les trois années à venir, Béatrice Massin et les membres de l'équipe de direction s'appuie sur la nécessité d'ouvrir le regard et l'écoute sur le croisement possible des disciplines artistiques comme ce fut le cas dans le baroque historique. C'est de cette énergie des métissages artistiques baroques dont Fêtes Galantes est aujourd'hui dépositaire davantage que d'un souci de reconstitution et de fidélité aux formes anciennes.

Ce projet en trois axes réaffirme donc la mission première de Fêtes Galantes qui est la création d'œuvres chorégraphiques contemporaines en dialogue avec un héritage baroque pensé comme source d'inspiration.

Il s'agit pour Béatrice MASSIN et la compagnie dans ce nouveau projet d'enrichir un répertoire aux contours redessinés par des propositions de différents formats. Ces nouvelles propositions artistiques permettront des collaborations nouvelles et selon le cadre de production, des « commandes » adressées à de jeunes artistes de la scène chorégraphique contemporaine. Les trois axes de ce projet impliquent également la continuité d'un pôle de transmission qui doit rester un « espace de création et de production artistique qui diversifie ses outils et interroge continuellement ses modes de travail dans une interaction avec la dynamique artistique voulue par la chorégraphe.

En s'appuyant enfin sur la structuration mise en place en 2014 de l'Atelier Baroque (collège d'intervenants artistiques et de pédagogues), la compagnie s'est dotée d'un outil fort de compétences complémentaires et de

savoirs à la fois historiques et fondés sur les pratiques de danse les plus contemporaines.

Pour investir et rencontrer les contextes les plus divers dans le champ de la transmission pour les professionnels, le tout public et les publics les plus « fragiles » ou éloignés des lieux de la culture et d'histoire les enjeux de création et d'invention reste au centre de nos préoccupations.

Actions des trois axes proposés pour les années 16/17, 17/18, 18/19

- **Répertoire et créations de Béatrice MASSIN**

Diffusion du répertoire :

En 2016-2019 la compagnie proposera un répertoire élargi de pièces :

Que ma joie demeure, pour 10 interprètes et créé en 2002 à L'Apostrophe Scène Nationale de Cergy Pontoise, reste la pièce historique de la compagnie

La Belle au Bois Dormant qui a connu une diffusion importante depuis 2014 entre également au répertoire de la Compagnie Fêtes galantes et permet une ouverture du réseau de diffusion de la compagnie en IDF et en région (scènes pluridisciplinaires, scènes dédiées au jeune public, théâtres des villes, centres culturels et festivals)

Enfin **MASS B**, pour 10 interprètes et créé en mars 2016 au Théâtre National de Chaillot poursuit une diffusion au sein des grandes scènes nationales et festivals et théâtres à l'étranger.

Créations de Béatrice MASSIN

Béatrice MASSIN proposera en 2018 une nouvelle création dont le propos est la déclinaison des mêmes matières chorégraphiques pour un, trois et cinq interprètes. Création donc en trois parties, variations sur les mêmes matériaux chorégraphiques et sur une même structure. Ayant à ce jour travaillé à partir de musiques baroques et contemporaines, ayant aussi exploré la richesse de la danse baroque en silence, c'est en s'appuyant sur le rythme de textes théâtraux et poétiques, baroques et contemporains que Béatrice Massin engage cette nouvelle aventure. Une collaboration avec une comédienne, artiste du CDR de Tours, Karin Romer fait naître les matières sonores et l'implication physique des interprètes de cette nouvelle exploration. Une création musicale très spécifique pourra naître de cette rencontre avec le texte et sa diction. Cette création sera produite dans le cadre d'une résidence artistique au Théâtre Paul Eluard de Bezons (convention 2017-2018) à l'automne 2018.

Enfin la compagnie sera en résidence pédagogique au Centre National de Danse Contemporaine durant la saison 2016 – 2017.
En décembre 2016 une conférence de Béatrice Massin annoncera la représentation de Mass b. Elle assurera aussi un temps de formation pour les enseignants et durant toute l'année des intervenants de l'Atelier baroque viendront travailler avec des classes sur des œuvres du musée choisies par elle, pour permettre d'établir avec les élèves des écoles concernées la relation entre danse et peinture ou sculpture.

Puis en mai – juin 2017 Béatrice MASSIN formera les élèves de l'école du CNDC pour aboutir à une création pour eux. La création du CNDC sera ainsi programmée sur l'automne dans quelques scènes nationales françaises et devrait également être présenté dans le cadre du Festival International de Danse de Cannes en décembre 2017.

- **Accompagnement et soutien aux émergences chorégraphiques**

Equipes artistiques renouvelées (exploitation du répertoire et production des créations)

En 2016 Béatrice MASSIN engage 10 nouveaux danseurs pour sa création MASS B. Cette nouvelle pièce permet ainsi à la compagnie de s'appuyer sur une nouvelle dynamique et de construire un projet fort d'équipe artistique élargie (30 danseurs et musiciens collaborateurs réguliers).

Enfin Béatrice MASSIN souhaite poursuivre son choix d'inviter de jeunes artistes et plasticiens pour les scénographies et dispositifs lumières de ses créations comme ce fut le cas en 2016 avec Caty Olive et Fréderic Casanova pour les créations lumineuses et scénographiques de MASS B.

Aider les jeunes artistes à devenir chorégraphes

Depuis 2013 la compagnie Fêtes Galantes a créé la « Pépinière de jeunes chorégraphes » un programme annuel d'accompagnement de jeunes artistes de là danse qui souhaitent s'engager dans l'écriture chorégraphique. Conçu sur trois cycles ces temps de formations sont aussi des temps d'échanges artistiques entre les étudiants et Béatrice Massin. Bruno BENNE en 2013 fut le 1er artiste ayant bénéficié du programme des Pépinières et a depuis créé sa compagnie Beaux-Champs soutenue en 2016 par le Ministère de la Culture. En 2014 et 2015, ce fut Olivier BIORET qui a créé « l'œil de Son Maître », pièce produite ensuite avec le concours des accueils studios et présenté au Pôle Culturel d'Alfortville avent d'être programmé en 2017 au TPE de Bezons.

En 2016/2017, c'est Stéphanie BROCHARD, jeune artiste Canadienne de Montréal qui s'est formée en partie en France qui bénéficie d'un accompagnement de la Pépinière.

A partir de 2017 le programme « Pépinière » bénéficie d'un soutien de la Caisse de Dépots et Consignation dans le cadre du programme d'aide aux émergences artistiques pour deux années (renouvelable).

La jeune scène artistique invitée à Fêtes Galantes

Enfin, la compagnie affirme une dynamique de croisements et de rencontres artistiques. En janvier 2018 sera programmée au TPE de Bezons une création d'un jeune artiste de la scène contemporaine. La proposition est d'offrir à un jeune chorégraphe qui n'a pas encore été choisi, d'imaginer un solo pour un des interprètes de la compagnie et qu'ainsi il puisse questionner et s'approprier comme il le souhaite la richesse des matières baroques au travers de cet interprète. Expérience assez unique qui permet de penser la compagnie Fêtes galantes comme un lieu de création qui ne soit pas exclusivement réservé au travail de Béatrice Massin.

Formation des formateurs

Le dispositif mis en place depuis 2014 par Fêtes galantes et l'Atelier baroque permet aujourd'hui à la compagnie de s'inscrire de plus en plus dans les contextes de résidence en région IDF (94 et 95)

Aussi la compagnie a souhaité poursuivre la dimension innovante de ces cadres de transmission afin de ne pas déconnecter le contexte des ateliers et les espaces de formation du processus de recherche chorégraphique.

Ainsi Béatrice Massin assure mensuellement une journée de travail de recherche avec les 4 pédagogues référents de l'Ateliers baroque rejoints par les autres intervenants. Un temps de travail mensuel est également organisé pour mettre en place des outils méthodologiques afin que chaque artiste s'approprie les enjeux de coordination, de suivi et d'évaluation des actions dont ils ont la responsabilité pédagogique.

Pour les années à venir la compagnie souhaite, dans le cadre de son développement territorial, poursuivre ces temps de formation annuels et séminaires de réflexion autour d'enjeux forts qui touchent la question de la transmission chorégraphique et le travail en direction des nouveaux publics.

- **Rayonnement territorial en Ile de France**

Ainsi le projet de Fêtes galantes dans sa globalité nécessité un cadre d'implication dans un territoire mené sur deux ou trois années.

La proposition du Théâtre Paul Eluard de Bezons vient dans ce sens permettre à la compagnie de mettre en œuvre un travail d'irrigation du territoire et de la ville avec des propositions artistiques et d'action culturelle adaptées aux différents contextes et partenariats envisagés.

- **Résidences et implantations régionales (IDF)**

Le partenariat artistique « historique » que Fêtes galantes conduit avec le Pôle Culturel d'Alfortville sous l'impulsion d'abord de Nora GONTHARET puis aujourd'hui de Maité RIVIERE, vient poursuivre le travail que mène la compagnie depuis ses débuts.

Par ailleurs un nouveau partenariat avec le Théâtre Paul Eluard de Bezons nous permet d'ors et déjà de mettre en

place de nombreuses actions pour les saisons à venir

Types d'interventions proposés en direction des publics dans le cadre du partenariat artistique (ALFORTVILLE) et la résidence (BEZONS)

- Ateliers adultes, « Découverte de la danse baroque », écoles élémentaires, collèges et lycées du 94 et 95
- Ateliers Famille et Ateliers Parents-Enfants « Danser baroque » dans le 95
- Ateliers Voix et Corps baroques (Intervention en binôme « Bach par Chœur ») saison 16/17) dans le 78 et 95
- Parcours artistiques pour publics « fragiles », en situation de handicap ou public éloignés de la culture (95)
- Ateliers collèges et Lycées « Danse et texte » (saison 17/18), dans le 95
- Projets pédagogiques longs avec restitution sur un thème (Conservatoire, transmission répertoire, création)
- Conférences dansées et conférences thématiques de Béatrice Massin
- **Autres activités possibles :**
- Rencontres professionnelles, « Transmission, création, re-création » en lien avec le CND ou les départements danse de l'Université de Paris VIII et Nice-Sophie Antipolis

ALFORTVILLE (94)

Le partenariat de collaboration artistique à **ALFORTVILLE** s'élabore chaque année avec des axes « permanents » autour de

- soutien aux créations (programmation et coproduction)
- accueil et soutien à la pépinière de jeunes chorégraphes
- Actions artistiques annuelles (ateliers, rencontres publiques, ouvertures studio, BAL tout public)

BEZONS (95)

La convention de résidence au Théâtre Paul Eluard de Bezons pour les saisons 2016/2017 et 2017/2018 s'inscrit dans le souhaite de Béatrice MASSIN de mettre au service d'un projet de lieu et d'un territoire l'ensemble des propositions artistiques et de transmission développées par Fêtes galantes depuis de nombreuses années.

La résidence de **BEZONS** sera donc le cadre nouveau pour les activités de la compagnie notamment les projets artistiques et de transmission suivant

Création/diffusion

- Octobre 2016 : programmation de « QUE MA JOIE DEMEURE »
- Mai 2017 : programmation de « MASS B »

Autres accueil

- Janvier 2017 : « Carte Blanche ». Béatrice Massin entrainera le Chœur de Chambre Agapanthe dans une folle aventure en leur offrant d'entrer dans la danse autour d'extraits de la Passion selon Saint Jean de JS Bach…

- Avril : programmation des « pépinières de jeunes chorégraphes », Olivier Bioret (France), Stéphanie Brochard (Québec) dans le cadre des Danses abritées

Actions artistiques prévues dans le département du Val d'Oise (95) 2016/2018 :

- Chaque année, environ **70 a 100 heures** d'actions culturelles sont prévues dans le cadre de la résidence

- Un partenariat spécifique s'est mise en place pour l'accompagnement des « Pépinières de jeunes chorégraphes » qui se dérouleront conjointement à Alfortville (Pôle Culturel et au TPE de Bezons). Ce programme spécifique mené par la compagnie depuis 2013 recevra en 2017 et 2018 le soutien de la caisse des dépôts et consignation

- Carte Blanche autour de la thématique « Danse et Musique ». En octobre 2016 Béatrice MASSIN engagera un travail de création avec un chœur de chambre amateur (« AGAPANTHE ») autour de la voix et du geste et ce projet sera programmé dans la cadre d'une carte blanche proposée par le théâtre aux compagnies résidentes en janvier 2017.

- Projets en direction des publics spécifiques

Saison 16/17 : « Bach Par Chœur »

Sur le modèle du dispositif créé en 2016 avec le Théâtre National de Chaillot, la compagnie propose « Bach par Chœur » pour 4 à 5 chorales amateurs du département 95 et 78. Les chorales devront travailler sur une partition de geste à partir d'un chant choral de Bach choisi par le groupe accompagné par Adeline LERME, Damien DREUX et David LERAT de l'Atelier Baroque

Saison 17/18 « Danse et texte »

Une nouvelle thématique « Danse et texte » sera proposée aux lycées et collèges du Département de Val D'Oise pour un travail autour de textes du XVIIème siècle croisées avec quelques œuvres littéraires du XXème siècle.

Projet sur 2 ans :

Projet d'action artistique au l'IMOC (IME) de Gonesse dans le cadre d'un projet Culture et Santé

Projet de 70 heures d'intervention avec création d'une chorégraphie présentée à l'IME en juin 2017

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Partenariats publics

Partenariat ALFORTVILLE

- Pole Culturel ALFORTVILLE
- Conseil Départemental Val de Marne (convention triennale

Résidence TPE Bezons

- Théâtre Paul Eluard de BEZONS
- Conseil Départemental du Val d'Oise (aide à la résidence)

Pour l'ensemble du projet

Ministère de la Culture et de la Communication/DRAC Ile de France au titre de l'aide aux compagnies

ADAMI pour les projets de création

ARCADI pour l'aide à la diffusion et à la production (MASS B / mars 2016)

Caisse des Dépôts et Consignations pour la Pépinière de jeunes chorégraphes

Equipe artistique prévue pour le projet :

Répertoire diffusé en 2016-2019

- QUE MA JOIE DEMEURE : 10 danseurs
- MASS B : 10 danseurs
- LA BELLE AU BOIS DORMANT : 3 danseurs

Créations

Création Béatrice MASSIN 2018 : 6 danseurs

Commande « jeune scène baroque » 2018 : un chorégraphe et 1 danseur

Emergence :

Pépinière de jeunes chorégraphes : 6 danseurs par an

Transmission et projets pour publics spécifiques

Equipe Pédagogique Atelier Baroque : 4 référents danseurs intervenants + 10 artistes intervenants ponctuels

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Convention de résidence artistique au Théâtre Paul Eluard de Bezons (95)	Convention de partenariat artistique : Pôle Culturel, Alfortville (94)
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Saison 16/17 et 17/18	Convention annuelle 2106, 2017, 2018
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Département du 95	Ville d'Alfortville
Objectifs & contenus de chaque résidence	- Soutien à la création - Diffusion des créations et du répertoire - Interventions auprès des publics - Carte blanche « Danse et Musique » - Présentation des pépinières de jeunes chorégraphes	- Projet spécifiques sur la ville : bals, ouvertures studio et rencontres publiques (Médiathèque) - Présentation des Pépinières de jeunes chorégraphes

Partenaires financiers de résidence	Théâtre Paul Eluard – Bezons, Conseil Départemental 95, avec le soutien de la Caisse des Dépôts et Consignations (Projet Pépinières)	Pôle Culturel d'Alfortville

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

Résidences pédagogiques :

- Béatrice MASSIN invitée au CESC de Sao Paulo (Brésil) pour 12 jours de formation auprès des danseurs professionnels du Brésil (avec le soutien de l'Institut Français) à l'automne 2016

- Béatrice MASSIN, invitée au CNDC d'Angers pour un cycle de formation et une création pour les étudiants (printemps 2017)

Résidences de création :

- saison 17/18 : trois semaines de résidence en janvier 2018 au Théâtre Paul Eluard de Bezons et au Pôle Culturel d'Alfortville (Studios du Dahomey) pour la création d'un jeune chorégraphe invité (commande)

- saison 17/18 : une résidence de création de 3 x 4 semaines pour la nouvelle création de Béatrice MASSIN au Théâtre Paul Eluard de Bezons, au Centre de Développement Chorégraphique du Val de Marne et au Pôle Culturel d' Alfortville

PERSPECTIVES DE CREATION

- **CREATION de Béatrice MASSIN – titre non déterminé, (1er semestre 2018)**

  Pièce chorégraphique et musicale pour 1, 3 et 5 interprètes de Fêtes galantes, imaginée par Béatrice Massin

  La création d'un solo, trio et quintette chorégraphique pour 5 jeunes interprètes engagés dans les dernières créations de la compagnie La rencontre d'une nouvelle équipe d'interprète autour de « Mass b » marque une étape dans la transmission à une nouvelle génération de danseurs issus d'horizons différents.

- **COMMANDE d'un solo pour L .CANTOR**

  « La scène contemporaine s'empare du Baroque », rencontrer la jeune génération

  Un projet de création de solo pour une interprète baroque est un projet qui vient interroger d'une autre façon l'espace de création possible que la matière chorégraphique transmise par Béatrice Massin peut offrir aux créateurs de notre temps.

  Il s'agit de proposer à un jeune chorégraphe de travailler avec Lou CANTOR, interprète de la compagnie qui a participé à de nombreux projets de la compagnie et porte ainsi tout un répertoire et une partition du geste véritable « mémoire vivante » de la compagnie.

  Comment cette expérience d'interprète et l'acquisition de la matière baroque si particulière développée par Béatrice Massin résonne dans un travail de création qui n'est plus baroque mais qui vient se nourrir d'un savoir, d'une « technique du corps » aux prises avec une modernité en plein re-questionnement.

  Alors que tout le travail entreprit depuis de nombreuses années par Béatrice Massin consiste à étirer la matière historique et la projeter dans des espaces ouverts et des énergies issues de l'abstraction post-moderne, le danseur baroque à Fêtes Galantes est porteur de cet héritage et devient le passeur d'un savoir unique. Comment le fil artistique qui se tend à travers toute l'œuvre de Béatrice Massin vient-il émerger de l'acte créateur d'un interprète confronté à d'autres matériaux artistiques?

Confronter ainsi une expérience du corps baroque aux pratiques de création forgées par d'autres influences et d'autres savoirs résonne pleinement avec le projet que Béatrice Massin veut défendre aujourd'hui à travers sa compagnie.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Les saisons 2016/2017, 2017/2018 et 2018/2019 sont consacrées à la diffusion des projets de création et du répertoire de la compagnie

- Répertoire

« QUE MA JOIE DEMEURE », cette pièce pour 10 danseurs inscrite au répertoire de la compagnie depuis 2002 est toujours proposée en diffusion.
Pour les saisons à venir la compagnie envisage de transmettre cette pièce a une nouvelle équipe de 10 jeunes interprètes. Cette nouvelle production de la pièce emblématique de Fêtes Galantes est prévue en 2018

« LA BELLE AU ABOIS DORMANT », créé en 2014, cette pièce « jeune public » continue un beau parcours après plus de 100 représentations comptabilisées en mars 2016.

« MASS B ». Créé en mars 2016 pour 10 jeunes interprètes « MASS B » fait l'objet d'une forte demande des diffuseurs nationaux et internationaux. Cette pièce à grand effectif a permis à la compagnie de reconquérir un certain nombre de scènes nationales importantes et grâce au soutien d'ARCADI en diffusion elle sera aussi très présente dans les programmations de la région IDF

- créations

CREATION : commande à un jeune artiste de la danse (ND) : Janvier 2018

CREATION Béatrice MASSIN 2018 : création au TPE de Bezons en coproduction avec le Théâtre National de Chaillot et le Pôle Culturel d'Alfortville

Partenaires en diffusion acquis au 01/04/16 pour les 2 saisons à venir

Saison 16/17

- TPE Bezons - scène conventionnée Danse
- Pole Culturel Alfortville
- Le Grand R, Scène nationale de La Roche Sur Yon
- Montpellier Danse – Opéra Comédie de Montpellier
- Le Manège de Reims Scène nationale
- L'Arsenal de Metz Scène nationale
- Le Quai, Scène nationale d'Angers avec le CNDC
- Le Centre Des Bords de Marne / Le Perreux
- Festival En Scène de Fontenay Sous Bois
- Théâtre de Choisy le Roi
- Théâtre d'Eaubonne
- Festival de Düsseldorf
- Théâtre Odyssée, Scène conventionnée Périgueux
- Théâtre de Suresnes
- Théâtre de Colombes
- Théâtre le Prisme, Elancourt
- Le Rive Gauche – Scène conventionnée de St Etienne du Rouvray
- Théâtre de Chatenay-Malabry
- Théâtre de Noisy Le Grand
- Théâtre d'Auxerre, Scène conventionnée
- Théâtre de Rungis
- Théâtre de Boulogne sur Seine

Saison 17/18

- Le Théâtre Grand Angle de Voiron avec la MC2 de Grenoble et/ou La Rampe – Echirolles
- Maison de la Danse de Lyon
- Le Phénix Sc. Nat. de Valenciennes

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

A compter de l'automne 2016

Le développement des activités de résidence, de diffusion et de production ainsi que les programmes de transmissions prévus nous permettent d'envisager **un politique de l'emploi** sur des missions annuelles de coordination, de soutien administration et de soutien à la production et diffusion.

Le maintien de trois emplois permanents constitue un engagement important de la compagnie au regard des moyens structurels qui sont les siens.

Par ailleurs, afin de soutenir ces trois postes permanents la compagnie s'engage dores et déjà à accueillir au moins un stagiaire par an sur une durée minimal de 2 mois

Enfin, chaque année, selon les activités prévues un volume d'heures de travail sera financé et confié à un salarié missionné sur l'aide à la coordination administrative et la logistique de la diffusion

Ce poste sera à pourvoir dès le mois d'octobre au regard des confirmations contractuelles mais aussi des attributions de subventions notamment régionales

Sur cette base un renforcement annuel de la masse salariale dédiée au projet de 20.000 euros environ, sera mis en place sous réserve du montant des aides publiques obtenues et possibilités d'aide à l'emploi disponibles dès l'automne 2016.

Subvention demandée :
60 000 €
Soit 12 100 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**euros**	**RECETTES**	**euros**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	104320	ETAT	50000
1/3 direction artistique, 1/3 temps administrateur, 1/3 temps direction de production et 1 poste temps complet de chargé des actions de résidence		**DRAC Ile-de-France (attribué)**	50000
Salaires brut	64000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	70000
Charges employeur	40320	**Région Ile-de-France**	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	37105	Région IDF - PAC	60000
Artiste: production et projets spécifiques	15000	**Département** CD 94 (en cours)	5000
Charges employeur artistes	8250	**CD 95** (en cours)	5000
Direction technique generale	8500	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	50887,5
Charges employeur techniciens	5355	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	50887,5
DEPENSES D'APPROPRIATION	17962,5		
Préciser le nombre d'heures: 850 heures annuelles	850		

Salaires bruts	9750		
Charges employeur	5362,5		
Achat action culturelle	2000		
AUTRES DEPENSES	11500		
Frais de communication	5000		
Frais administratifs et de gestion	5000		
Frais de réception	1000		
Autres	500		
TOTAL	**170888**	**TOTAL**	**170888**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006 à hauteur de 47 900 euros.

Le projet de la convention qui s'achève, était centré sur l'activité de création de la compagnie et de l'Atelier baroque, véritable cellule de transmission et de formation au sein de la compagnie. Par ailleurs, en 2013, la compagnie mettait en œuvre, la « Pépinière de jeunes chorégraphes » pour accompagner de jeunes danseurs dans leur parcours de futurs chorégraphes.

La structure n'a pas bénéficié d'autres aides régionales au cours de cette période de conventionnement.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Avec deux créations, l'une à destination du jeune public et l'autre réunissant une équipe entièrement renouvelée de jeunes danseurs, Fêtes Galantes a tout à la fois, continuer de développer son écriture singulière d'un baroque contemporain et d'innover, en s'adressant aux enfants et en travaillant avec de jeunes danseurs issus d'horizons différents.
Le spectacle jeune public (7-12 ans) « La belle au bois dormant » créé à au théâtre Montensier à Versailles en 2014, réunit un trio de jeunes danseurs et vise à relier la création artistique et la découverte du « monde baroque ». La pièce connait depuis sa création une importante diffusion avec déjà plus de 100 représentations en Ile-de-France comme au national et qui se poursuit. Outre l'adresse directe aux enfants en tant que spectateurs, la diffusion de ce spectacle s'est accompagnée d'un très grand nombre d'interventions artistiques et pédagogiques à destination d'un public scolaire, d'un public familial, d'un public d'enseignants, d'un public amateur de danse ou de musique ou encore d'un public en situation de handicap. Ce spectacle a ainsi, par exemple, fait l'objet d'un partenariat avec le Théâtre National de Chaillot qui l'a programmé pour une série de représentations et a permis la mise en œuvre d'un important volet pédagogique avec des scolaires et des enfants en situation de handicap.
Avec « Mass B », créé au Théâtre National de Chaillot en mars 2016 dans le cadre d'une longue série, la compagnie engage un tournant avec un renouvellement quasi intégral de l'équipe artistique au profit d'un groupe de jeunes interprètes. Plaçant cette pièce dans une perspective de transmission du répertoire baroque à de jeunes danseurs, la compagnie l'a créé avec 10 nouveaux danseurs issus du contemporain ou du classique, qu'elle a ainsi formés à la danse baroque en amont des répétitions. La création ayant rencontré un beau succès professionnel et public, une quinzaine de dates sont d'ores et déjà fixées pour la saison prochaine.
La compagnie a poursuivi la diffusion des pièces de son répertoire : « Que ma joie demeure », créée en 2002, a notamment pour la seconde fois était présenté en plein air dans le parc de la ville de Marly-le-Roi et « Terpsichore », pièce créée en 2011 sur une commande du Centre de musique baroque de Versailles avec l'ensemble Les Talents Lyriques.
Par ailleurs, la compagnie est régulièrement sollicitée pour des commandes : elle a participé à la série « Versailles » pour les danses de bal, elle a créé un spectacle « D'ores et déjà » avec de jeunes danseurs pour la soirée du tricentenaire de l'école de danse de l'Opéra de Paris ou encore un spectacle autour des musiques de Bach à la demande du musée du Château de Czdar en République Tchèque.
Le nombre de représentations présente une très forte croissance, de 13 en 2013, la compagnie atteint un niveau conséquent en 2015 avec plus de 80. La dynamique de la diffusion s'accompagne d'une forte progression du nombre de spectateurs, de 7250 en 2013 à plus de 22 600 en 2015. La compagnie a ainsi augmenté et diversifié les lieux de tournée.
De nombreuses actions culturelles sont proposées aux publics dans le cadre de l'atelier baroque. Le nombre d'heures d'intervention comme le nombre de personnes touchées a très fortement augmenté (multiplié par 3,5), passant, en 2013, de 234 heures et 967 bénéficiaires à 815 heures et 5942 personnes en 2015.

De très nombreuses actions de sensibilisation ont été mises en place, autour de la diffusion de la pièce jeune public « La Belle au bois dormant ». Pour faire face à l'accroissement des actions de sensibilisation, la compagnie a mis en place, en 2014, un collège d'intervenants composé d'une équipe de 5 artistes chargés de projet pédagogique, des outils de travail communs et des réunions mensuelles internes.
Les actions proposées sont diverses et visent à s'adresser à un public large : rencontres publiques, ateliers ponctuels, ateliers de pratique, conférences, bals participatifs, projets pédagogiques avec restitution (par exemple en 2015 avec une quinzaine d'élèves en danse classique en lien avec le CCN de Créteil ou encore en partenariat avec le Théâtre National de Chaillot avec des élèves en situation de handicap physique et mental et un autre projet avec des chorales amateurs).
Particulièrement attachée à la transmission, la compagnie a mis en place, depuis 2013, la « Pépinière de jeunes chorégraphes » pour accompagner de jeunes danseurs dans leur projet de devenir chorégraphes et de développer un projet propre en lien avec la « matière baroque ». Trois niveaux d'accompagnement et de formation sont proposés aux jeunes artistes, et cela va jusqu'à l'accompagner dans l'écriture et la réalisation d'un projet chorégraphique.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Ancrée à Alfortville dans le Val-de-Marne, la compagnie rayonne largement sur le territoire francilien à travers son activité artistique et pédagogique, comme au national et à l'international. Elle dispose de partenaires fidèles qui accompagnent son travail, et parvient également à développer son réseau au fil des projets.
Compagnie de référence reconnue pour le langage chorégraphique singulier croisant danse baroque et danse contemporaine et pour son activité de transmission et de formation des codes du baroque qu'elle contribue à moderniser et transmettre, Fêtes galantes s'insère dans un large réseau de partenaires en Île-de-France et en France (théâtres de ville, scènes conventionnées, scènes nationales, centres de développement chorégraphique, centre chorégraphique national, théâtres nationaux, centre national de la danse, Opéra…). Le Théâtre National de Chaillot, l'Opéra National de Bordeaux, le pôle culturel d'Alfortville, le Théâtre Montansier de Versailles, le Centre Chorégraphique National du Val de Marne, la scène nationale de Saint-Quentin en Yvelines, ou encore le Centre de développement chorégraphique du Val-de-Marne La Briqueterie figurent parmi les coproducteurs des deux dernières créations de la compagnie.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget annuel de la compagnie s'élève en moyenne à 450 000 €. Il présente une augmentation entre 2013 et 2015 de 8 % qui s'explique par l'accroissement des ressources propres, les subventions publiques étant constantes sur la période. Structurellement stable, le budget repose, en 2015, à 65 % sur les recettes propres et 35 % sur les subventions publiques.
La compagnie bénéficie de trois partenaires publics pérennes, la DRAC, le Département du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France qui ont tous trois maintenu le niveau de leurs aides au cours de la période de conventionnement : 90 000 € pour la DRAC, 30 000 € pour le Département et 47 900 € pour la Région. Si les soutiens publics ont été identiques entre 2013 et 2015, il est à noter que la subvention de la DRAC était de 132 000 € jusqu'en 2012 et au dé-conventionnement de la compagnie et que le Département du Val-de-Marne avait augmenté son soutien en 2013 de 25 000 € à 30 000 €.
Au cours de cette période de conventionnement, la compagnie a stabilisé une équipe administrative et a repensé son fonctionnement interne en privilégiant la collégialité. L'équipe permanente de la compagnie compte ainsi trois salariés en CDI : une directrice artistique, un administrateur et une chargée de production, et une équipe de cinq artistes-intervenants pour les actions pédagogiques.
Le niveau de l'emploi, la masse salariale globale comme le volume horaire des artistes et techniciens intermittents est conséquent et affiche une tendance à la hausse. La masse salariale s'élève à près de 370 000 € en 2015 ; son augmentation est due à l'accroissement de la masse salariale des intermittents. Le volume horaire des intermittents affiche en 2015 près de 5300 heures, il est également en forte hausse depuis 2013, en raison de l'activité soutenue de création et de diffusion de la compagnie.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet que propose la compagnie Fêtes Galantes s'intitule une « Fabrique des écritures baroques et contemporaines » et s'articule autour de trois axes. Le premier est celui de l'activité de création de Béatrice Massin et le renouvellement de son répertoire. Ainsi les spectacles « Que ma joie demeure », « La Belle au Bois Dormant » et « Mass B » devraient poursuivre leur diffusion. Deux spectacles seront également créés : une création (en trois parties, un solo, un duo et un trio) et un solo pour une jeune interprète de la compagnie.
Le second axe concerne le développement des actions d'accompagnement et de soutien aux jeunes artistes. Ce projet se traduira par la création de pièces chorégraphiques et la poursuite du programme de formation et d'accompagnement des « Pépinières de jeunes chorégraphes » mis en place en 2013.

Enfin, le dernier axe porte sur le renforcement de l'ancrage territorial, notamment au travers de la présence de la compagnie Fêtes Galantes au Théâtre Paul Eluard de Bezons dans le Val d'Oise dans le cadre d'une résidence de deux années ainsi qu'au Pôle Culturel d'Alfortville dans le Val-de-Marne. Ces partenariats prendront la forme de programmation de spectacles, d'accueil de créations, de présentation du travail des jeunes chorégraphes et de nombreuses actions culturelle menées avec les publics.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Fêtes Galantes en 2016 à hauteur de 47 900 € sur une base subventionnable de 158 788 €

(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant proposé et le montant demandé)

Emploi La Région apporte son aide au titre de l'emploi à hauteur de 27 500 € pour les postes structurants de la compagnie et nécessaire à la mise en œuvre du projet.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 20 400 € pour le projet « Fabrique des écritures baroques et contemporaine proposé par la compagnie Fêtes Galantes.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant proposé et le montant demandé.

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	33 530,00 €
2017	14 370,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	47 900,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	47 900,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	47 900,00 €
	Montant total	143 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003651

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : INDISCIPLINAIRES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	80 550,00 €	37,24 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INDISCIPLINAIRES
Adresse administrative : 47 AVENUE PASTEUR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE FLEUROUX, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 50438941200033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Depuis 2007, l'association Indisciplinaire(s) organise le festival "Concordan(s)e" qui a pour objet la création inédite de duos associant un écrivain et un chorégraphe. L'association met en relation les deux artistes qui travaillent ensemble pendant plusieurs semaines pour aboutir à la création d'un spectacle mêlant danse et littérature. Ces spectacles sont ensuite joués dans des lieux variés, principalement en Ile-de-France : salles de spectacles, bibliothèques, librairies, centres d'art… en s'adressant à un large public, souvent gratuitement.
Parallèlement aux résidences de création et au festival, sont organisées des actions artistiques et culturelles et des temps de rencontres avec les publics.
L'association Indisciplinaire(s) bénéficie des soutiens au titre du livre et de la danse de plusieurs partenaires publics : la DRAC, le Département de Seine-Saint-Denis et la Région Ile-de-France. Elle dispose également de l'aide de la Fondation Beaumarchais pour la publication d'un livre.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

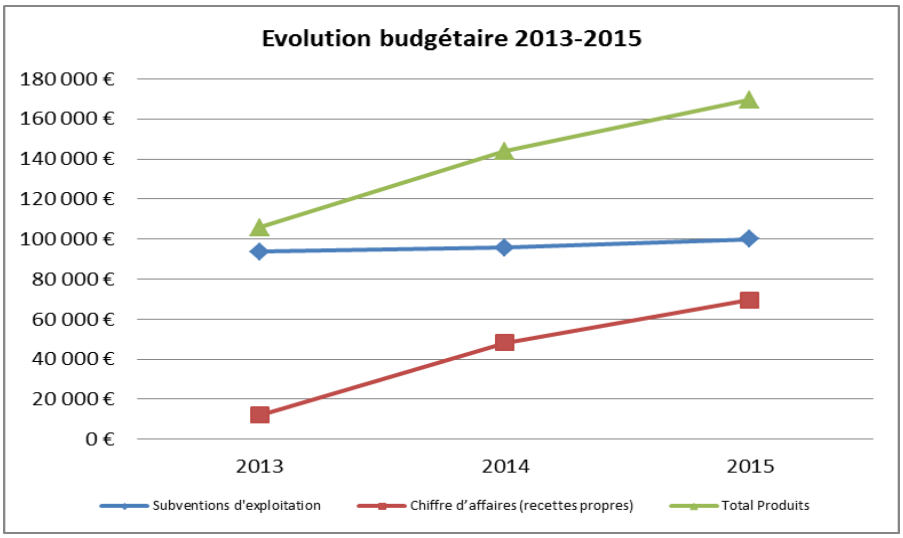
	2013	%	2014	2015	%
DRAC IDF - Livre (fonctionnement) et Danse (résidence)	12 000	*12%*	13 000	14 000	*13%*
Centre National du Livre	3 000	*3%*	3 000		
Conseil départemental 93 - Livre et Danse	25 000	*25%*	25 000	25 000	*23%*
Conseil départemental 93 - MICACO	7 600	*8%*	3 800	11 400	*10%*
Ville de Paris				10 000	*9%*
Autres - Fondation Beaumarchais, Sofia*	11 000	*11%*	3 500	8 500	*8%*
Région - PAC	30 000	*30%*	30 000	30 000	*28%*
Région - Livre - Aide à la manifestation littéraire	12 500	*12%*	10 000	10 000	*9%*
SOUS-TOTAL REGION	*42 500*	*42%*	*40 000*	*40 000*	*37%*
TOTAL SUBVENTIONS	**101 100**	**100%**	**88 300**	**108 900**	100%

* Société Française des Intérêts des Auteurs de l'écrit

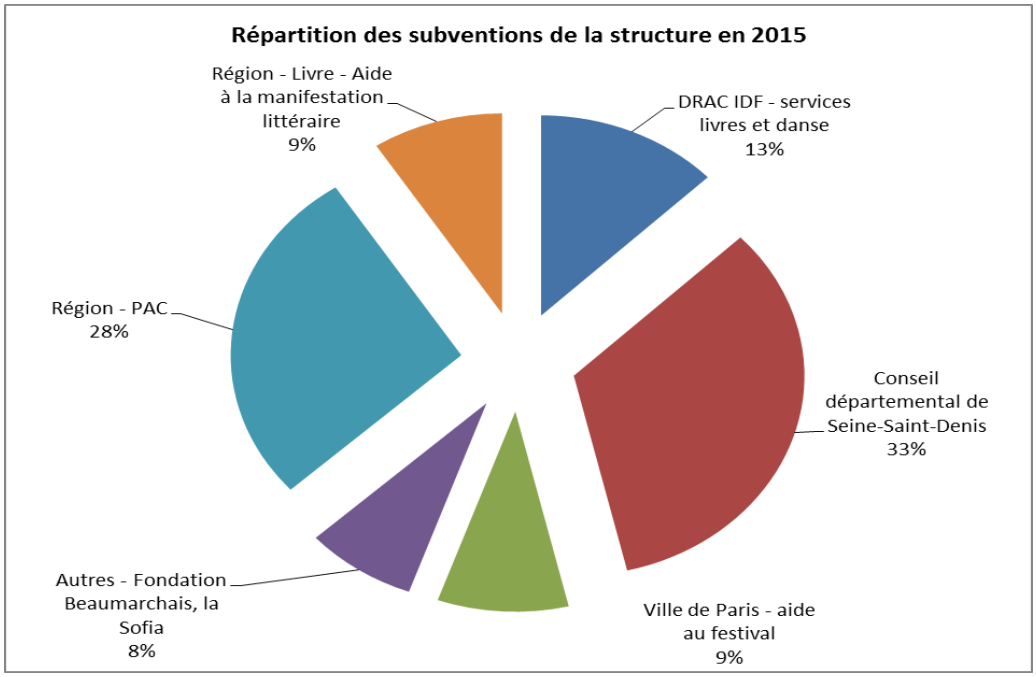
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	93 600	*89%*	95 800	99 900	*59%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	12 115	*11%*	48 205	69 655	*41%*
Total Produits	105 720	100%	144 024	169 612	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale €	14 500	34 559	34 232
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	692	1 548	1 564

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations coproduites dans l'année	4	4	5
Nombre de spectacles diffusés au total (dont reprises)	4	6	8
Nombre de représentations annuelles *Dont nombre de représentations en cession :* *- Dont nombre de rep. dans lieux de spectacles* *- Dont nombre de rep. dans autres lieux (jauge moyenne max : 30 pers.)*	29 26 cessions *8 rep. dans lieux de spectacles* *17 rep. dans petits lieux*	31 24 cessions *7 rep. dans lieux de spectacles* *19 rep. dans petits lieux*	65 61 cessions *6 rep. dans lieux de spectacles* *26 rep. dans petits lieux*
Nombre de lieux partenaires (lieux de spectacles, médiathèques, librairies, centres d'art, festivals…)	20	24	32
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	1 *35 jours* *21 représentations*	1 *31 jours* *27 représentations*	1 *34 jours* *43 représentations*

Nombre de spectateurs *Taux de remplissage*	1680 85%	1550 92%	1870 94%
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	7 résidences une durée moyenne de 5 à 10 jours	8 résidences une durée moyenne de 5 à 10 jours	9 résidences une durée moyenne de 5 à 10 jours
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	20 heures	24 heures	10 heures
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	110 heures	95 heures	137 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires	18	17	20
Nombre de bénéficiaires	730	500	840

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Les créations
Nous souhaitons poursuivre ce travail de création/ commande à des binômes chorégraphe / écrivain en gardant cette proportion de 4 duos par saison. Cela nous permet d'offrir aux équipes artistiques un budget de production cohérent pour une période de création de minimum 1 mois.

L'objectif est de provoquer une rencontre, une complicité avec un artiste d'une autre discipline, explorer des modes d'expressions inhabituels, bousculer le cadre, aller à la découverte d'un univers artistique méconnu.
L'envie est de provoquer des liens entre le monde littéraire et le monde chorégraphique, faire découvrir de nouveaux auteurs de nouveaux chorégraphes et ainsi aiguiser la curiosité de ces publics.
C'est imaginer une rencontre entre deux expressions artistiques qui se côtoient peu habituellement, faire en sorte que deux artistes qui ne se connaissaient pas en amont de la proposition produisent une œuvre commune.

Les résidences
Nous passons une commande à deux artistes, nous nous efforçons de leur proposer les meilleures conditions pour la réalisation de ces productions avec la mise en place de lieux de résidences.
Nous mettons à leur disposition des lieux, d'une durée variable selon les besoins de chacun, pour leur permettre d'expérimenter et de construire leur projet de création. La résidence permet également aux artistes d'aller à la rencontre du public en présentant leur travail en cours sous forme d'extraits, de discussions, d'échanges.

Nos partenaires pour les prochaines éditions : Le centre culturel de Rentilly (77). Médiathèque Romain Rolland, Romainville (93). Bibliothèque Faidherbe, Paris (75). La Terrasse, Galerie, Nanterre (92). Le Phare, centre chorégraphe national du Havre (76). Le Centre National de la Danse, Pantin (93). La fondation Camargo, Cassis (13).

Les diffusions
L'objectif est de développer de nouveaux partenariats avec d'autres lieux, tout en poursuivant les collaborations actuelles.
Nous souhaitons montrer la danse et la littérature là où on ne la voit pas forcément ou pas de cette façon. C'est chercher à sensibiliser un public qui connait mal la littérature et la danse d'aujourd'hui.

Nous souhaitons que ces créations soient vues par le plus grand nombre, c'est pourquoi notre choix se porte sur des lieux culturels divers (médiathèque, librairie, théâtre, université, centre d'art…). C'est ouvrir un réseau de diffusion large en proposant des formes adaptées pour ces espaces et les différents publics.

Nous avons fait le choix de proposer les spectacles **en entrée libre** pour la majorité des lieux (sauf les lieux de spectacle vivant qui ont une billetterie).

Nous allons donc continuer à créer des liens avec des lieux comme les librairies, les bibliothèques, les centre d'art et nous aimerions aussi engager une action dans le milieu carcéral.
Nous souhaitons profiter de cette collaboration avec de nouveaux lieux partenaires pour aller à la rencontre des établissements scolaires implantés dans ces mêmes villes.

Nous sommes en contact avec les bibliothèques de Courbevoie, le Kremlin Bicêtre, Bagneux et les bibliothèques des communes en lien avec le parc culturel de Rentilly…

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
Librairie le comptoir des mots – Paris (75) / Librairie l'atelier – Paris (75) / Librairie La Manœuvre – Paris (75) / Librairie de Paris – Paris (75) /
Médiathèque Marguerite Duras – Paris (75) / Bibliothèque Faidherbe – Paris (75) / Bibliothèque Robert Desnos – Montreuil (93) / Médiathèque Romain Rolland – Romainville (93) / Bibliothèque Cyrano de Bergerac – Clichy-sous-Bois (93) / Bibliothèque Marguerite Audoux – Paris (75) / Bibliothèque André Malraux – Les lilas (93) / Bibliothèque Pierre et Marie Curie – Nanterre (92) /
Médiathèque de Bagnolet (93) / Médiathèque Jean-Pierre Melville – Paris (75) /
La chaufferie / programme texto – Université Paris 13 – Villetaneuse (93) / La maison de la poésie – Paris (75) / Le Colombier – Bagnolet (93) / Le Centre national de la Danse – Pantin (93) / La briqueterie / CDC du Val-de-Marne (94) / Le centre culturel du parc de Rentilly (77) /
Mac/Val – Vitry-sur-Seine (94) / La Terrasse, espace d'art – Nanterre (92) / Le BAL – Paris (75) / Le Pavillon Vendôme – Clichy-la-Garenne (92) /
Le Grand Bouillon, café culturel – Aubervilliers (93) / Les Archives Nationales – Pierrefitte sur Seine (93) /

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
. Département de la Seine-Saint-Denis / aide au fonctionnement et à la résidence (livre et danse)
. Direction Régionale des Affaires Culturelles / aide à la résidence chorégraphique et au fonctionnement pour le livre
. Mairie de Paris / aide au fonctionnement

Equipe artistique prévue pour le projet :
. Frank Micheletti, chorégraphe et Charles Robinson, écrivain
. DD Dorviller, chorégraphe et Claire Fercak, écrivain

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence de création	Résidence de création
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Résidence de 5 à 10 jours selon les lieux	Résidence de 5 à 10 jours selon les lieux
Equipes artistiques	Frank Micheletti - chorégraphe Charles Robinson - écrivain	DD Dorviller - chorégraphe Claire Fercak - écrivain
Objectifs & contenus de chaque résidence	Résidence de création, avec pour objectif de créer un duo danse / littérature, et de profiter de cette période pour initier des rencontres avec le public.	Résidence de création, avec pour objectif de créer un duo danse / littérature, et de profiter de cette période pour initier des rencontres avec le public.
Partenaires financiers de résidence	- La Briqueterie, CDC – Vitry - Fondation Camargo – Cassis - bibliothèque Faidherbe - Paris	- Parc culturel de Rentilly - Le Phare, CCN – Le Havre

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

Pour les deux années suivantes nous souhaitons collaborer avec :
Les chorégraphes : Yvan Alexandre, Julie Nioche, Amala Dianor, Hafiz Dhaou et Aïcha M'Barek, Ambra Senatore, Yann Rabaland, le collectif petit travers avec Nicolas Mathis et Julien Clément.
Les écrivains : Gwénaëlle Aubry, Olivier Bourdeaut, Sylvain Pattieu, Alice Zeniter, Julia Deck, Loïc Merle, Thomas Vinau.

Nous recherchons des résidences de création pour permettre la concrétisation de ces duos danse / littérature.

Les lieux partenaires pour les prochaines éditions : Le Phare, centre chorégraphe national du Havre. Le Centre National de la Danse, Pantin. La fondation Camargo, Cassis. Le centre culturel de Rentilly. Médiathèque Romain Rolland, Romainville. Bibliothèque Faidherbe, Paris. La Terrasse, Galerie, Nanterre. Micadanses, Paris. La briqueterie, CDC, Vitry-sur-Seine.

Présentation des éventuels projets hors résidences :

Les Causeries - nouveau rendez-vous
Deux ou trois fois par an, nous allons proposer des rencontres avec des écrivains dans des boutiques de quartiers. L'idée est de découvrir des nouveaux auteurs en partageant avec eux cette première expérience qui pourra se prolonger lors d'une participation au festival Concordan(s)e.
Notre souhait est de toucher un large public qui ne fréquente pas forcément les librairies et qui se laissera porter par la présence d'un écrivain et pourra lui donner ainsi l'envie de lire. Proposer cette littérature dans sa diversité et son originalité, de manière plus informelle, conviviale et surprenante.

Principe : La rencontre débutera par la présentation de l'écrivain faite par l'animateur des rencontres, ensuite l'écrivain lira des extraits de ses livres et pourra nous parler du contexte de ses écrits puis pour rendre ce moment plus convivial nous demanderons à l'auteur de nous faire partager ces petits plaisirs gourmands en choisissant dans la boutique où il se trouve un aliment que nous pourrons déguster ensemble. C'est aussi l'occasion de créer un dialogue entre les artistes et les clients.
Les rencontres seront animées par Sophie Quetteville. Partenariat avec une librairie du quartier pour pouvoir disposer des ouvrages de l'écrivain directement dans le lieu de la rencontre.

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
Nous envisageons un emploi tremplin mutualiser avec le Théâtre de L'étoile du nord / Paris pour le poste du directeur de production, en imaginant un CDI avec deux mi-temps.

Subvention demandée : 45 000 €
Soit 15 000€ de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	47300	ETAT	8500
Directeur	20000	**DRAC Ile-de-France** quote-part (attribué)	8500
Chargée des actions culturelles	4500	COLLECTIVITES TERRITORIALES	70000
Chargée de production	5000	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	17800	Région IDF - PAC	45000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	30160	**Département de Seine-Saint-Denis** – quote-part (attribué)	20000
Résidence et coproduction	17000	**Ville de Paris** (en cours)	5000
Défraiements et Transports	1850	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	4800
frais technique	550	Arcadi	800
Achat de spectacles	8400	Beaumarchais - Sacd	2000
Droits d'auteur	1160	La Sofia	2000
Locations (préciser): studio de répétition	1200	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	12250
DEPENSES D'APPROPRIATION	7950	Billetterie	400
Préciser le nombre d'heures: 65		Ventes de spectacle (8 représentations)	7650
salaire intervenant / chorégraphe	3400	Apports de coproduction / partenaires coproducteurs	4200
Honoraire intervention, écrivain	3500		
Frais de régie, fourniture	400		
Billets de spectacles	650		
AUTRES DEPENSES	10140		
affranchissement, téléphone	420		
documentation	640		
fourniture administrative	690		
assurance	250		
Honoraires comptables	2000		
Voyages missions, réceptions	1840		
communication (flyer, impression…)	1800		
honoraires bureau de presse	2500		
TOTAL	**95 550**	**TOTAL**	**95 550**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 30 000 €. Le projet soutenu dans le cadre de cette première convention était centré sur le développement des temps de résidence de création et de recherche pour les artistes des duos, sur le développement de temps de rencontres et d'échanges avec le public et enfin sur l'élargissement des partenariats en Ile-de-France dans le cadre du festival.
La structure bénéficie également d'une aide régionale au titre de l'aide aux manifestations littéraires (10 000 €/an) afin de soutenir la rémunération des auteurs.

Evolution de l'activité et du rapport au public

La principale activité de l'association Indisciplinaire(s) est la production et l'organisation du festival Concordan(s)e, à travers des commandes de création passées chaque année auprès de 4 duos chorégraphe/écrivain qui ne se connaissent pas à l'origine et qui sont réunis par l'association. Chaque duo bénéficie de près de 4 semaines cumulées de résidences de création dans différents lieux d'Ile-de-France, ainsi qu'en régions, pour créer la proposition artistique issue de leur rencontre.
Ces résidences se déroulent en général sur des durées comprises entre 5 et 10 jours dans des lieux variés : lieux de spectacles souvent spécialisés en danse comme La Briquèterie, Centre de développement chorégraphique du Val de Marne, Le Colombier à Bagnolet, le Centre national de la danse à Pantin, Anis Gras à Arcueil, le Théâtre de Brétigny-sur-Orge, mais aussi dans des lieux non-dédié au spectacle vivant comme des bibliothèques (notamment la bibliothèque Faidherbe à Paris 11ème, ou encore des centres d'art : le Mac/Val à Vitry-sur-Seine, le Parc culturel de

Rentilly à Bussy-Saint-Martin. On peut noter l'expérience singulière de la **résidence du duo Raphaëlle Delaunay & Sylvain Prudhomme au collège Houël de Romainville qui s'est déroulée sur plusieurs mois** de l'année scolaire 2015/2016 dans le cadre du dispositif « In situ » du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis. L'association Indisciplinaire(s) se charge de trouver ces lieux de résidence et assure la contractualisation avec eux. Depuis 2013, **les partenariats de résidence se sont singulièrement développés**.
Sur les 4 semaines de résidence, une semaine est réservée à une résidence hors Ile-de-France qui permet au duo de travailler ensemble en continu dans de bonnes conditions. A ce titre, Indisciplinaire(s) cultive des relations avec plusieurs lieux chorégraphiques nationaux labellisés (Le Phare, centre chorégraphique national du Havre, Le Pacifique, centre de développement chorégraphique de Grenoble, Pôle sud, scène conventionnée de Strasbourg, Le Quartz, scène nationale de Brest…).
Ensuite, les duos sont diffusés dans des lieux partenaires du festival à raison de 6 à 12 représentations par création.
Depuis trois ans, et particulièrement depuis 2014, on observe **un fort développement de la diffusion aussi bien en volume qu'en termes géographiques** : le festival se déroule désormais sur une trentaine de dates (contre 21 en 2013) et couvre de nombreux départements franciliens (75, 91, 92, 93, 94, 77..), bien au-delà de la seule Seine-Saint-Denis, berceau d'origine de la manifestation, à travers une diversité de lieux d'accueil, et bien souvent de petite taille comme les bibliothèques ou les librairies, d'où une fréquentation relativement restreinte en volume.
Avec ses propositions mélangeant danse et littérature et sa présence dans des lieux aussi divers, le festival parvient à **attirer un nouveau public** constitués de curieux, qui tend, au fil des éditions, à se fidéliser et à circuler d'un lieu à l'autre pour découvrir les différentes propositions ou pour participer à un atelier, bien souvent de manière entièrement gratuite comme dans les bibliothèques et les librairies.
Ainsi, parallèlement au festival, se sont développées des projets et des interventions avec les publics : des ateliers principalement dans des collèges du 93, mais aussi dans quelques lycées notamment à Chelles (lycée Gaston Bachelard) et à Paris (lycée Georges Brassens dans le 19ème arrondissement, lycée Colbert dans le 10ème arrondissement), des rencontres avec le public à l'issue des spectacles du festival, des lectures-performances, la réalisation d'exposition de photos, et en 2015, le festival a mis en place des « causeries » en collaboration avec des commerçants d'un quartier parisien à travers des rencontres avec des auteurs accompagnées de dégustations.
Pour les artistes, chorégraphes et écrivains, ces propositions mêlant commandes et diffusion se révèlent précieuses, d'autant plus qu'elles se réalisent dans de bonnes conditions pour les artistes. Le festival offre un apport en coproduction de 6 000 € pour chaque duo, complété par l'apport d'un partenaire extérieur de près de 2 000 €, soit un budget total de production de 8 000 € pour les deux artistes. Par ailleurs, le festival conclue des contrats de cession avec les artistes pour chaque date du festival, en garantissant un montant aux artistes quel que soit les montants effectivement versés par les lieux d'accueil, qui peuvent être très bas pour certains comme les bibliothèques. **Après le festival, les duos continuent à tourner** en Ile-de-France et à l'échelle nationale, dans des manifestations spécialisées comme le Marathon des mots à Toulouse, mais aussi dans le cadre de tournées CCAS ou au Off d'Avignon, en partenariat avec le Théâtre de la Parenthèse dans le cadre de l'opération « La Belle Scène Saint-Denis » conduite par le Théâtre L. Aragon et le TGP de Saint-Denis. Depuis trois ans, la diffusion post-festival a sensiblement augmenté.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Que ce soit à travers les partenariats de résidence ou dans le cadre de la diffusion lors du festival ou encore dans le cadre de projets d'action culturelle, **l'association Indisciplinaire(s) a développé son ancrage en Ile-de-France et son rayonnement s'est étendu jusqu'à la grande couronne**. Par ailleurs, forte d'un réseau professionnel important notamment dans le monde chorégraphique, l'association jouit également d'une renommée croissante à l'échelle nationale.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Depuis 2013, le budget de la structure a connu une forte hausse (+60%) principalement due à **l'augmentation massive des recettes propres issues de la coproduction et surtout de la diffusion** des créations. Il atteint près de 170 000 € en 2015 ; les subventions publiques, toujours majoritaires et en légère progression en volume (+7%), ont proportionnellement baissé et ne représentent plus que 59% du budget en 2015 contre 89% en 2013. Le chiffre d'affaires a été multiplié par 5,7 entre 2013 et 2016 et constitue désormais plus de 40% des produits de l'association.
La structure bénéficie de plusieurs financements publics pérennes. Si la Région est toujours le premier partenaire public de l'association (37% des financements publics, 24% du budget) à travers l'aide à la permanence artistique et culturelle et l'aide aux manifestations littéraires, son impact dans le budget a fortement diminué. Le Département de Seine-Saint-Denis (partenaire historique) suit de près en 2ème position avec 33% des financements publics, 21% du budget. La DRAC intervient en 3ème place puis vient la Ville de Paris, nouvellement partenaire depuis 2015.
L'association ne dispose d'aucune équipe permanente, tous les salariés sont embauchés dans le cadre de l'intermittence. Cependant, depuis trois ans, l'association a pu renforcer le volume horaire des trois postes clés de

l'équipe : le poste de directeur, le poste de chargé de production et le poste de chargé des actions artistiques et culturelles, d'où la progression de la masse salariale et du volume horaire d'intermittence technique.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet s'inscrit dans la continuité, l'association Indisciplinaire(s) souhaite poursuivre les commandes de création à des binômes chorégraphes/écrivains, maintenir de bonnes conditions de travail pour les artistes et poursuivre le développement des partenariats avec de nouveaux lieux en Ile-de-France afin de toucher un nouveau public. De nouveaux contacts sont d'ores et déjà établis dans des départements encore peu touchés par l'association, notamment dans les Hauts-de-Seine et en Seine-et-Marne. Pour ce faire, l'association sollicite une augmentation de l'aide régionale.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient l'association INDISCIPLINAIRE(S) à hauteur de 30 000 €
sur une base subventionnable de 80 550 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé
déduction faite de l'écart entre l'aide demandée et l'aide proposée)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région apporte une aide au titre de l'emploi à hauteur de 15 000 € pour les postes de directeur de la structure, de chargée des actions culturelles et de chargé de production.	La Région apporte une aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 15 000 € pour la production des duos réalisés par un chorégraphe et un auteur littéraire, dans le cadre de résidences en Ile-de-France, et pour leur diffusion sur le territoire régional, ainsi que pour des actions de sensibilisation et de médiation, permettant de développer les publics.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	21 000,00 €
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2013	Manifestations littéraires	10 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	10 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003652

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA COMPAGNIE FV (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	202 000,00 €	27,23 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE FV
Adresse administrative : 56 BOULEVARD DE L'HOPITAL
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Carlos SEMEDO, Président

Date de publication au JO : 12 septembre 2013

N° SIRET : 42283296400049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 2 stagiaires ou alternants.

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie FV été créée en novembre 1998 par le chorégraphe et metteur en scène François Verret, alors directeur des Laboratoires d'Aubervilliers qu'il a fondé en 1993 et dirigé pendant 7 ans, jusqu'en 2000. Il a créé sa compagnie afin de développer son projet autour de créations artistiques plaçant en son centre la danse et poursuivant sa recherche liée à la transversalité des arts.
Depuis sa première création « Tabula rasa » en 1980, François Verret a créé plus d'une trentaine de spectacles

La compagnie FV s'est affirmée et a développé sa spécificité en termes de création et de diffusion notamment en mettant en place un protocole de recherche à travers le concept des « Labos Nomades ». Les Labos Nomades procèdent d'une intervention fondée à la fois sur la rencontre et l'échange interculturels et interdisciplinaires et sur la mobilité des formes artistiques contemporaines. Les Labos Nomades aboutissent à de nouvelles formes d'écritures scéniques, cinématographiques, graphiques ou encore numériques et nourrissent les créations à venir.

François Verret a multiplié les résidences en Ile-de-France en Seine-Saint-Denis (2003 et 2004), puis dans le Val d'Oise à L'Apostrophe, Scène Nationale de Cergy-Pontoise pour les années 2005, 2006 et 2007. Entre 2000 et 2010, François Verret est artiste associé au Théâtre national de Bretagne. Depuis 2014, il est artiste associé à L'Apostrophe, Scène Nationale de Cergy-Pontoise.
La Compagnie François Verret collabore régulièrement avec plusieurs partenaires en Ile-de-France : Théâtre de l'Apostrophe à Cergy-Pontoise, Théâtre des Amandiers de Nanterre, Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, ainsi que le Théâtre de la Ville à Paris, l'Onde à Vélizy-Villacoublay, l'Etablissement Public de la Grande Halle de la Villette, etc.

Conventionnée par la DRAC Ile-de-France et la Région Ile-de-France. Elle est depuis 2016 soutenue directement par le Ministère de la culture et de la communication en tant que « compagnie nationale ».

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF	95 034	*63%*	95 034	95 034	*50%*
DGCA			2 400	57 600	*24%*
DICREAM	0	*0%*	0	8 000	*3%*
Région - PAC	55 000	*37%*	55 000	55 000	*23%*
SOUS-TOTAL REGION	55 000	37%	55 000	55 000	23%
TOTAL SUBVENTIONS	**150 034**	**100%**	**152 434**	**215 635**	**100%**

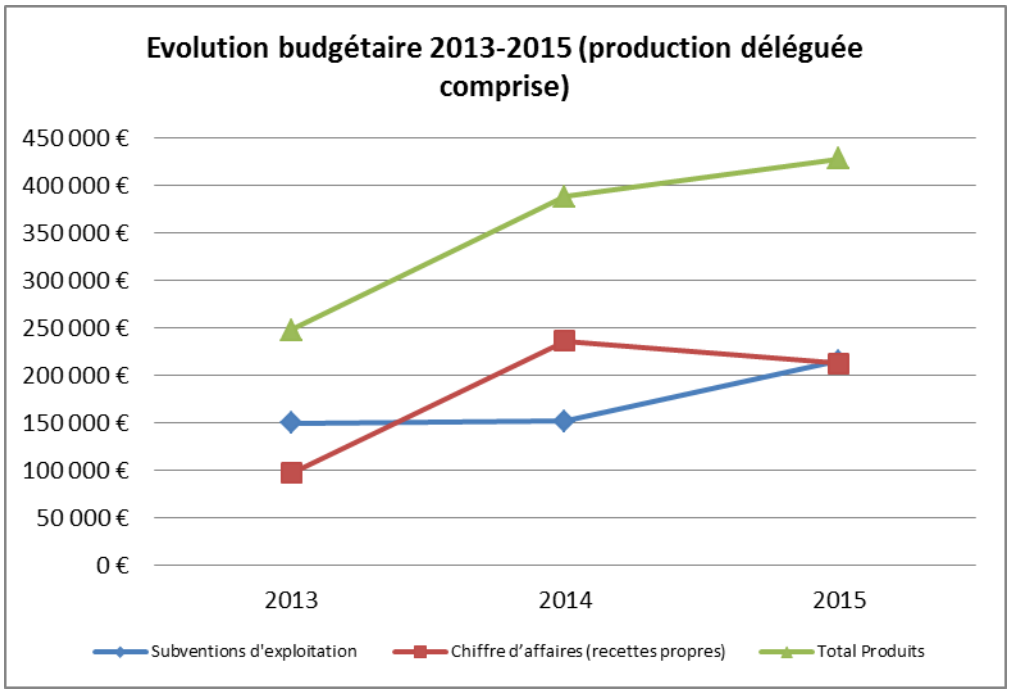
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats ainsi que les budgets de production déléguée

	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	150 034	*61%*	152 434	215 634	*50%*
Recettes propres*	97 386	*39%*	71 760	25 327	*6%*
Recettes de production déléguée		*0%*	164 740	187 500	*44%*
Total Recettes propres (comptes cie FV + production déléguée)	*97 386*	*39%*	*236 500*	*212 827*	*50%*

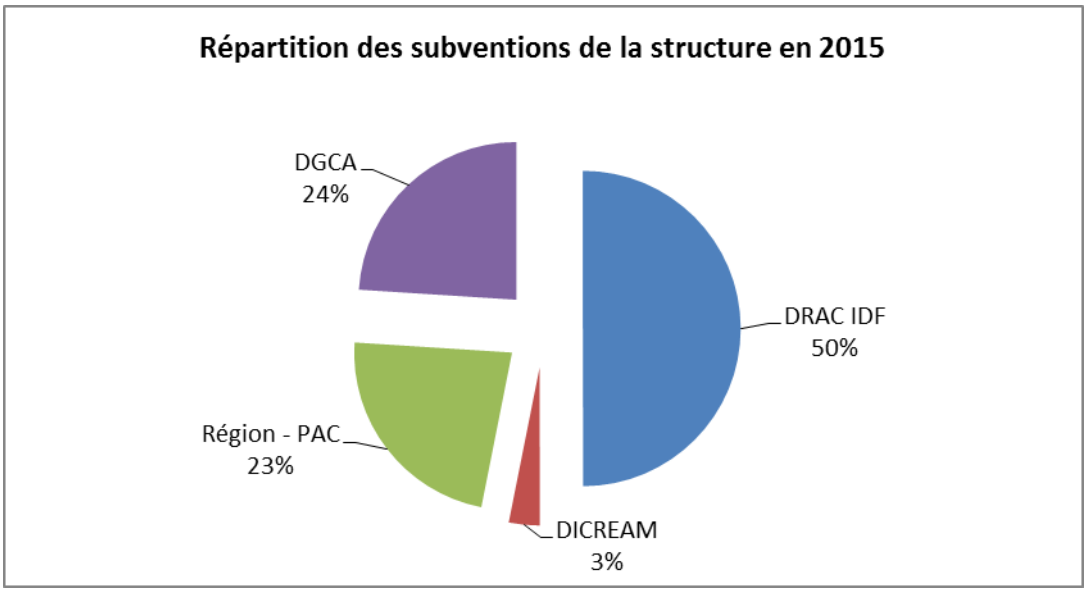
Total produits	247 896	-	224 194	241 061	-
Total produits + recettes de production déléguée	*247 896*	*100%*	*388 934*	*428 561*	*100%*

**** Le cabinet comptable applique une méthode particulière de comptabilité des coproductions : les recettes propres de coproduction dans l'exercice comptable sont mentionnées sous deux intitulés : production stockée et bénéfice attribué***

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale (régime général, régime intermittent + production déléguée)	129 477	202 297	269 408
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens) - production déléguée comprise	2 557	5 412	7 672

3) Evolution de l'activité

	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	2	3
Nombre de spectacles diffusés au total	1	3	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	3	6	33
Nombre de lieux concernés par les tournées	2	3	8
Nombre de spectateurs	1200	2052	14281
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	Résidences longues pour projet Chantier 2014-2018 à : Résidences au Théâtre Pôle Sud Strasbourg (2014-2018) : rencontre maison de la photographie, école des arts décoratifs, maisons de santé, maison de retraite, lycée Fustel, lycée international, UFR Arts Strasbourg, ateliers arts du cirque. Résidence à la MC2 Grenoble (2013-2015) ateliers conservatoires d'art dramatique, atelier labo-danseurs, atelier école d'art, rencontres au musée du Patrimoine, au musée d'art contemporain, l'association des pays	Résidences longues pour projet Chantier 14-18 à Résidences au Théâtre Pôle Sud Strasbourg (2014-2018) Centre de développement chorégraphique / Strasbourg (6 semaines) labo cirque, plusieurs ateliers en maison de retraite, rencontre ateliers au lycée Fustel (1ère arts plastique), au lycée Marc Bloc (terminale, histoire), rencontres-répétition au Conservatoire de Strasbourg (Jean-Pierre Drouet avec la classe accordéon dirigée par Pascal Contet), répétitions publiques et atelier Adiam (Jean-Christophe Paré, et Chiharu Mamiya)	Résidences longues pour projet Chantier 14-18 à Résidences croisées au Théâtre de Hautepierre - Les Migrateurs / Strasbourg (4 semaines) avec Pôle Sud : projection du film réalisé dans les ateliers en maison de retraite Résidence à L'apostrophe Cergy Pontoise Durant un mois : série de rencontres publiques au théâtre de l'Apostrophe à Cergy, exposition sur le plateau des enjeux de la démarche artistique, à l'intention de divers groupes (migrants, groupes d'alphabétisation, psychologues, éducateurs, enseignants, personnels, classes (du collège à l'Université et aux écoles

	baltes, écoles d'arts de Grenoble, atelier chant choral russe. Résidences à l'Ircam Paris (2013-2015) tournage de 2 moi pour le film « chantier 14-18 »	Résidences à L'Apostrophe Cergy Pontoise (4 semaines) : multiples contacts avec l'équipe des relations publiques pour organisation des ateliers proposés lors de la résidence au théâtre de l'Apostrophe sur 2 saisons à partir de septembre 2014 Résidences à la MC2 / Grenoble (2013-2015) (12 semaines) : atelier critique à l'école de journalisme de Grenoble, atelier image avec l'équipe d Élisabeth Papazian au théâtre de Prémol - ateliers chant choral russe, travail au centre de recherche sur les troubles de la mémoire, rencontres avec les personnels hospitaliers, ateliers « constitution d'atlas d'images du XXème siècle » en lycée. Rencontres-organisation avec l'équipe des relations publiques et la communication autour de la résidence et des ateliers prévus à la Scène Nationale de Reims à partir de l'été 2014	d'Art), réalisation d'un film documentaire révélant les enjeux du « Chantier 2014-2018 » et différentes formes de médiation artistique à destination de divers groupes.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	28 heures	42 heures	36 heures
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	1280 heures (plusieurs intervenants)	1760 heures (plusieurs intervenants)	1540 heures (plusieurs intervenants)
Nombre d'établissements et de relais partenaires	17	16	13
Nombre de bénéficiaires	425	576	360

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Chantier 2014-2018.
Pour une nouvelle politique de coopération entre les artistes et les lieux
dans l'éducation des publics

Le projet au long cours de la compagnie FV autour de François Verret se nomme *Chantiers 2014-2018* en regard de la commémoration du Centenaire de la Première Guerre Mondiale. *Chantiers 2014-2018* sont des espaces de recherche ancrés sur la création et le territoire. La démarche de François Verret est aux lisières de la danse et du théâtre, de l'image et de la musique, elle est portée par la rencontre avec les habitants et la relation au réel. Une équipe cosmopolite de danseurs, musiciens, vidéastes et plasticiens, est mobilisée sur ce projet en plusieurs étapes, avec ses temps de questionnements, de pratiques et d'échanges. Ceux-ci peuvent ouvrir sur d'autres propositions et de nouvelles formes lors de restitutions, d'ateliers et d'entretiens. Un vaste thème à partager fait le lien : la mémoire et l'histoire, la teneur des héritages et leurs transmissions aux plus jeunes. Implantée en Région Ile-de-France, Chantiers 2014-2018 a pris sa source et se développe dans le Val d'Oise, à Cergy-Pontoise, en lien notamment avec L'Apostrophe puis dans les années à venir au Centre des Arts d'Enghien-les-Bains et au Centre culturel de Taverny.

Penser de nouvelles manières d'appréhender les publics, et notamment ceux de la jeunesse, leur ouvrir l'accès à nos métiers et leur permettre de mettre en jeu leurs subjectivités. Cela paraît une priorité absolue pour la compagnie. Auprès des classes d'élèves de la 6ème à la 3èm, notamment dans les collèges d'éducation prioritaire, mais aussi dans les lycées, nous initions les élèves aux arts et métiers, à un éveil sensible pour l'acquisition d'un sens critique.

Nous avons engagé en 2013 ce processus artistique appelé Chantier 2014-2018, sur la mémoire, et qui consiste à mener simultanément un processus de création lié au plateau et des actions artistiques impliquant les populations du territoire, notamment du Val d'Oise, car ces deux champs d'expériences se nourrissent mutuellement. Fort de nos expériences, nous avons décidé de nourrir ce chantier 2014-2018 en associant des membres de notre équipe artistique, mais aussi des directeurs d'institutions (comme Jean-Joël Le Chapelain et son équipe à la Scène Nationale de Cergy-Pontoise), des professeurs et formateurs de l'action artistique, (Virginia Pippa, nouvellement nommée au collège de Taverny), pour poursuivre ensemble les actions que nous mènerons aujourd'hui en résidence.

Ainsi la compagnie FV pour les années 2016-2019 notre *Chantier 2014-2018* signifie pour nous le rassemblement de nos forces vives, de réinventer des pratiques sociales liées au partage du sensible artistique, de la création.

Notre processus de création est fondé sur l'échange constant entre la recherche artistique et l'action auprès des publics. Nos créations sont l'aboutissement de longs processus de recherche. Deux projets jalonneront ces années 2016-2019 : la première création est Le Pari prévu pour janvier 2017, la seconde est un solo prévu pour 2018.

Nous avons longtemps cru que l'expérience artistique pourrait ouvrir un espace imaginaire à chacun, et, à l'occasion, grandir, épanouir les subjectivités mises en jeu par chacun. Qu'il pourrait faire naître quelque chose, un *je-n'sais-quoi* dans les divers champs du réel vécu par les spectateurs et les participants amateurs. Les conditions de l'expérience sensible doivent être précisément façonnées dans nos théâtres et maisons d'art. Le rapport au temps, à l'accueil, à la gratuité, en amont et en aval de l'expérience artistique, doit être « pensé ». Il faut établir une confiance entre les personnes invitées et l'équipe artistique qui accueille… et inviter chacun à « se mettre en jeu ».

Plusieurs ateliers sont menés : atelier image, ateliers histoire, atelier critique… (voir ateliers)
Quels sont les enjeux de ces ateliers ? Ils sont au cœur de notre processus artistique : le sens du direct… le sens de l'humain, ici et maintenant, du contact, de l'échange sensible, physique « réel » et non « virtuel ». Penser que nos lieux d'expression sensible sont avant tout lieu d'exorcismes…

Deux exemples d'ateliers
L'atelier critique. Il doit permettre à chacun(e) de mettre en jeu son point de vue subjectif, de s'engager, de prendre position, de se remettre en question, d'accueillir les points de vue voisins, contradictoires au sien. Dans les 3 prochaines années, nous souhaiterions interroger et éveiller en chacun l'aspiration, le désir de… « Changer le monde » (?!) fût-ce « petitement », « localement ». Nous aimerions « propager » ce désir particulièrement chez les « jeunes » ! Eveiller et cultiver le sens critique (et autocritique !) de chacun. Créer les conditions d'accueil de la libre expression de chacun(e) dont la « violence critique », travailler les formes d'expression de celle-ci… explorer la notion de contrepouvoir par rapport au « pouvoir », interroger les pratiques de « contre-culture »… si elles existent, quelles sont-elles ?

L'atelier de l'histoire : croire au récit…oui, mais quel récit ? L'enjeu des récits est au cœur de notre chantier 2014-2018. En d'autres temps, d'autres lieux, certains survivants d'expériences sensibles « tragiques », nommées

guerres, camps de la mort rencontrèrent la nécessité du récit, de transmettre l'expérience vécue à d'autres… qui ne l'avaient pas vécue. Ce furent les récits de guerre, (14-18, l'Indochine, l'Algérie ou l'Afghanistan, l'Irak…)
Les récits des survivants… et dans toute notre Histoire, il y en eut de ces récits, récits de tant et tant de « batailles » le plus souvent « perdues »! Celles de l'intime au politique. Il y en eut de ces récits ô combien nécessaires et ce furent des « documentaires », des « fictions ».

Nous souhaitons accueillir aujourd'hui le récit de ce qui nous est « étranger ». Nous dédier à ce temps d'accueil, de parole, de silence de l'autre pour accueillir le récit de l'expérience vécue. Ce récit peut provoquer un « retour » de la part de ceux-celles à qui il parvient. Il peut prendre différentes formes… il sera élaboré par les participants à l'atelier : récit écrit, filmique, composition vocale, musicale, plastique, restitution publique, expo, présentation sur scène…

Cet atelier est à l'intention de jeunes gens déscolarisés, ou dits « en difficulté ». Croire au fait que notre récit, pas n'importe lequel, puisse ouvrir dans l'esprit de jeunes gens ou de moins jeunes, un espace imaginaire, un espace de désir(s) pour fonder quelques pratiques communes, et suspendre (ne serait-ce qu'un temps) certaines pratiques, comportements, attitudes, formes de langages, mœurs que « nous » percevons (peut-être à tort) plutôt « mortifères » (!) Éveiller le désir…c'est sans doute la part(ie) la plus difficile…

Et pour raconter notre expérience sensible, pas de communication, de la trace, la trace de l'expérience sensible.
Pour mettre en œuvre nos ateliers et notre implication dans ces maisons, « il faut » temps, durée et méthode. Pas de déclaration d'intention, pas (d'effets) d'annonces publiques, autrement dit pas de communication. Mais nous proposons alors des formes créatives témoignant de cette expérience sensible, et qui pourraient évoquer le travail des animateurs, éducateurs qui nous accompagnent dans ces parcours : une installation-exposition en 2017 retraçant les deux dernières années d'artiste en résidence à l'Apostrophe, SN de Cergy-Pontoise, et un film documentaire sur notre expérience à L'Apostrophe qui verra le jour en 2016-2017. Le film ainsi que l'ensemble de nos ateliers sont inscrits dans le cadre des Parcours d'Education Artistique et Culturel (PEAC) et dans les nouvelles lignes d'innovation pédagogique avec notre projet au long cours qui s'étale de 2 à 4 ans, et qui permet d'accompagner les élèves sur la totalité de leur scolarité au collège et lycée.

De nouvelles discutions pour poursuivre ce travail à Enghien-Les-Bains et à Taverny sont en cours. Au centre des Arts d'Enghien-Les-Bains, le travail au long court se poursuivra avec sans doute l'accueil de l'exposition sur l'action artistique et l'accueil du Pari, ainsi qu'à Taverny qui avait accueilli Rhapsodie Démente et dont le collège voit l'arrivée d'une enseignante très proche de François Verret et désireuse de poursuivre le travail avec lui.

Enfin, notre consortium dépasse nos frontières puisque nous allons bâtir un principe actif de coopération entre notre équipe artistique résidente en Région Ile-de-France et un lieu de création et de formation aux arts du spectacle à Ouagadougou, (Burkina Faso) au CDC « la Termitière ». Nous avons ouvert ce « laboratoire international » en décembre 2015 avec 20 étudiants danseurs autour de la notion d'identité : qui es-tu ? Nous le poursuivrons en mai 2016, puis en novembre 2016 dans le cadre de leur biennale de la danse.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
L'Apostrophe, Scène nationale de Cergy Pontoise et du Val d'Oise
L'Onde, Théâtre et Centre d'art de Vélizy-Villacoublay, Yvelines
Centre culturel François-Villon d'Enghien-Les-Bains, Val d'Oise
Centre Culturel de Taverny

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) :

Etat – depuis 2016 la Compagnie est soutenue par le Ministère de la Culture et de la Communication pour ses projets et pour sa recherche.

Equipe artistique prévue pour le projet :

Directeur Artistique – François Verret
Charline GRAND / artiste dramatique
Germana CIVERA / artiste chorégraphique
Natacha KOUZNETSOVA / artiste chorégraphique
Marc SENS / artiste musicien
Chiharu MAMIYA / artiste chorégraphique

Claire ROYGNAN / régisseuse vidéo
Manu LEONARD / régisseur son
Loïc Le Roux / régisseur son
Christophe LEFEBVRE / régisseur son
Nicolas BARRAUD / régisseur lumière
Vincent GADRAS / scénographe
Laure MAHEO / costumière
Anne LERAY / sculpteuse de théâtre
Paul PONCET / réalisateur vidéo

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Implantation en Ile-de-France	Implantation hors Ile-de-France
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	L'Apostrophe – décembre – janvier 2016 – 4 semaines résidence d'action artistique et création du Pari en janvier 17. L'Onde – août 2016 – résidence de recherche pour Le Pari (2 semaines) et diffusion en janvier 2017 du spectacle.	La Fonderie – Le Mans Septembre-octobre 16 résidence de création *Le Pari.* (2 mois) Le Théâtre de Nîmes Nov 2016, mars et mai 2017 – 3 semaines Pôle Sud Centre de développement chorégraphique de Strasbourg Saison 16-17 – plusieurs semaines
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	L'Apostrophe, Scène nationale de Cergy Pontoise et du Val d'Oise L'Onde, Théâtre et Centre d'art de Vélizy-Villacoublay, Yvelines	Théâtre de Nîmes, Scène conventionnée pour la danse contemporaine Pôle Sud Centre de développement chorégraphique de Strasbourg
Objectifs & contenus de chaque résidence	Actions artistiques, création du Pari, recherche pour le Solo. Cergy – résidence de création du Pari L'Onde – aout 2016 résidence de création du Pari, diffusion en janvier 2016	2016 à 2019 : action d'implantation territoriale – travail avec les publics Diffusion du Pari Recherche pour le solo FV
Partenaires financiers de résidence	L'Apostrophe, Scène nationale de Cergy Pontoise et du Val d'Oise L'Onde, Théâtre et Centre d'art de Vélizy-Villacoublay, Yvelines	Théâtre de Nîmes, Scène conventionnée pour la danse contemporaine Pôle Sud Centre de développement chorégraphique de Strasbourg

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

Notre chantier 2014-2018 repose sur l'association entre la compagnie et des lieux dans une perspective d'implantation forte car le travail vers les publics est fondamental dans le processus artistique de François Verret. Nos résidences sont donc toutes des résidences au long court, qui associent implantation, création et diffusion.

En 2017 / 2018 – nous finalisons la dernière saison de l'association avec L'Apostrophe, Scène Nationale de Cergy-Pontoise. Nous sommes déjà, pour la saison 2018/2019 avec l'équipe de L'Apostrophe, entrain de travailler à un passage de relais vers un nouveau lieu francilien. Des discutions, rencontres, sont en cours vers des lieux comme le Théâtre Paul Eluard de Bezons ou comme L'Onde à Vélizy-Villacoublay qui nous accueille la saison prochaine.

L'association à Strasbourg avec Pôle Sud et les Migrateurs se poursuit la saison prochaine et dans le cadre de notre Chantier 2014-2018. Nous démarrons une nouvelle association avec Le Théâtre de Nîmes, scène conventionnée pour la danse pour les années 2017-2019.

PERSPECTIVES DE CREATION

2017, Le Pari, mise en scène de François Verret

Création Compagnie FV
Avec : Germana Clvera, Charline Grand, Natacha Kouznetsova, Chiharu Mamiya, Marc Sens, François Verret.
Scénographie Vincent Gadras • son Manu Léonard • images Claire Roygnan • costumes Laure Mahéo • lumières Nicolas Barraud • vidéo Paul Poncet • masques Anne Leray

Coproduction : L'apostrophe scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise • Le Théâtre de Nîmes, Scène Conventionnée pour la danse contemporaine • Pôle Sud - centre de développement chorégraphique de Strasbourg • Les Migrateurs Strasbourg • Le Parvis, Scène nationale à Tarbes
Accueil en résidence: La Fonderie - Le Mans

Ce qui importe… c'est d'y croire ! Y croire malgré tout…
Malgré ce qui se joue autour de nous : toute cette gestion de moyens mis en jeu pour décerveler, abrutir, « fabriquer du crétin »…

Ce qu'en d'autres temps-époques, on appelait populisme… Aujourd'hui, l'art (mais est-ce un art ?) du story telling et des politiques de communication fabriquent et gèrent le monde tel qu'il est…
Difficile, sinon impossible, de voir par où passer, comment se frayer un passage : (c'est l'Hydre d'Heiner Müller) murs, frontières, contrôle, surveillance sont là partout… un nombre incalculable (et le nombre est bien la clef de voute de l'édifice monstrueux et tentaculaire qui tient tout !) un nombre inouï de représentations de toutes sortes, où vrai et faux se côtoient, s'imbriquent, se confondent, viennent remplir, encombrer, saturer notre espace-temps commun.

Nous croyons à l'exception contre la règle, nous croyons au réveil de « l'homme déprogrammé » (!), nous croyons au possible contre le probable… C'est sur toile de fond de ces croyances, convictions, que nous faisons notre pari, le pari de nous en sortir ensemble, le pari d'inventer quelques voies de passage pour « sortir de la nuit » où nous nous trouvons… et voir ainsi se dessiner un ciel, horizon… où nous pourrions renouer avec certains rêves de jeunesse, que nous n'avons nullement sacrifiés, et qui se rappellent obstinément à nous, avec calme, attendant simplement l'occasion de « prendre corps ».

À l'heure, où certains, blessés, épuisés, par de violentes batailles, sont au bord d'abandonner, n'y croient plus, et restent là, impuissants, tentant vainement de s'y faire, attendent un « j'ne sais quoi » (!) miracle ou autre, sauveur, Godot, le messie…(!) enfin, « des jours meilleurs », quoi !
Nous faisons le pari que nous saurons inventer comment nous en sortir ensemble.

Nous croyons fermement à la teneur de ce « nous » inspiré, humble, et amical, qui nous engage avec ferveur à inventer et trouver une issue, une simple issue…

Ajoutons un dernier mot rassurant (!) pour finir : parfois nous saurons être clown de nous-même, aimables bonimenteurs à l'occasion, nous ferons le pari de la confiance, en vous… cher public.
Est-ce un pari absurde ? Peut être… nul ne sait ! Disons : ***c'est un beau pari***.

2018, Solo de François Verret, mise en scène de François Verret

Création Compagnie FV
Avec : François Verret.
Scénographie Vincent Gadras • son Manu Léonard • images Claire Roygnan • costumes Laure Mahéo • lumières Nicolas Barraud • vidéo Paul Poncet

Ce spectacle solo librement écrit par François Verret à partir de sa propre vie d'artiste s'inspire de l'œuvre de Thomas Mann « Faustus ou la vie d'Adrian Leverkhun, compositeur de musique ».

Faustus… de son vrai nom, Adrian Leverkhün, compositeur de musique…
Que cherchait-t-il le jour où il conviât ses connaissances à une ultime rencontre où il leur avoua que tout ce qu'il avait créé l'avait été en lien à l'autre, sous l'effet d'un pacte obscur passé avec l'autre…
Est-ce qu'avouer enfin ses crimes procure une sorte d'apaisement de l'âme?
Est-ce que ça libère une ultime force créatrice que de reconnaître ses fautes, ses erreurs… et faut-il alors que ce soit en public pour que cela ait quelque valeur?
Comment peut-on se délivrer de ses fantômes…du poids de ses culpabilités?
Que faire des fantômes qui sont en nous?
Faut-il les accueillir ou au contraire, les tenir à distance… les mettre au placard… s'en débarrasser d'une manière ou d'une autre… les oublier ?
ou au contraire, apprendre comment les honorer concrètement et penser cette indépassable fluctuation de la distance-proximité que nous cultivons vis à vis d'eux ?

L'Exposition (janvier – février 2017)

Cette exposition sera l'occasion d'inventer une forme de "*récit*" qui retracera certaines expériences sensibles menées dans le cadre du chantier 2014-2018, tant sur le plateau, à travers des *images* des créations de spectacles "*Rhapsodie démente*", et "*dedans-dehors*", qu'à travers des *images* issues des ateliers de pratiques artistiques que je mène depuis 2 ans, sur divers territoires, particulièrement en direction des élèves de 1ère, terminale, d'étudiants, d'enseignants de personnes âgées ou de divers habitants de la Cité...

Cette exposition aura un double objet : révéler les enjeux de ma démarche artistique et éclairer divers publics sur la teneur des *paris* qui innervent les pratiques artistiques qui engagent le "*creuset d'artistes*" avec qui je travaille aujourd'hui, en 2016, au vu du monde tel que nous le percevons.

L'exposition s'accompagnera de performances ponctuelles de Natacha Kouznetsova et François Verret. Elles se feront dans l'optique d'accueils de groupes-classes d'enfants (collège et lycée) et d'adolescents auprès de qui nous pourrions alors envisager d'exercer nous-mêmes, en actes, une *médiation artistique*...

Le Film

« Tout est dans l'invention, la culture de.
La Manières d'accueillir, d'écouter l'autre…
Cet autre qu'on peut aussi appeler quelqu'un…
Etranger… à une norme, un processus normatif…
A la structuration-restructuration-déstructuration perpétuelle du sujet dans le tissu normatif…
Travail critique des normes…
Comment vivre en étant étranger au système normatif ambiant

Disons : « nous aimerions changer quelque chose au présent…
Voyons quoi et comment… concrètement… »
C'est le sujet du film documentaire qui sera réalisé ce printemps par une équipe d'artistes en résidence à l'Apostrophe. François Verret et Paul Poncet en seront les coréalisateurs.

Ils souhaitent rencontrer divers enseignants d'établissements scolaires du Val d'Oise afin de les interviewer sur leurs perceptions de la jeunesse, aujourd'hui en 2016 : quel est l'état des lieux aujourd'hui là où ils enseignent ? Quelles

sont les urgences dans le domaine de l'éducation… ? Quelles propositions peuvent associer artistes et enseignants…

Nous souhaitons ardemment recueillir leurs témoignages car nous avons l'intime conviction, qu'en relation avec les enseignants, nous pouvons, à partir de nos pratiques artistiques, inventer ensemble quelques « protocoles sensibles » susceptibles d'éclairer les jeunes, leur orientation dans la vie, leur rapport aux images, au passé.

Nous désirons œuvrer afin de faire découvrir nos métiers d'art et de culture,
aux jeunes gens. Nous dédier à un travail d'« éveil sensible » avec eux, en relation aux programmes des classes.

Le pari de notre film documentaire est de croire que nous pouvons faire bouger les choses !

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

2017, Le Pari, mise en scène de François Verret

Création Compagnie FV
Avec : Germana Clvera, Charline Grand, Natacha Kouznetsova, Chiharu Mamiya, Marc Sens, François Verret.
Scénographie Vincent Gadras • son Manu Léonard • images Claire Roygnan • costumes Laure Mahéo • lumières Nicolas Barraud • vidéo Paul Poncet • masques Anne Leray

Tournée 2017 : L'apostrophe scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise • Pôle Sud - centre de développement chorégraphique de Strasbourg • Les Migrateurs Strasbourg • Le Parvis, Scène nationale à Tarbes • La Fonderie au Mans • Le Théâtre de l'Onde de Vélizy-Villacoublay • La Scène nationale 61 • Le Centre culturel François-Villon à Enghien-les-Bains
Reprise automne 2017 : Le Théâtre de Nîmes, Scène Conventionnée pour la danse contemporaine
Accueil en résidence: La Fonderie - Le Mans

2018, Solo de François Verret, mise en scène de François Verret

Création Compagnie FV
Avec : François Verret.
Scénographie Vincent Gadras • son Manu Léonard • images Claire Roygnan • costumes Laure Mahéo • lumières Nicolas Barraud • vidéo Paul Poncet

Tournée 2018 : L'apostrophe scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise • Pôle Sud - centre de développement chorégraphique de Strasbourg • Le Parvis, Scène nationale à Tarbes • La Fonderie au Mans • Le Théâtre de l'Onde de Vélizy-Villacoublay • Le Théâtre
de Nîmes, Scène Conventionnée pour la danse

L'Exposition (janvier – février 2017)

Lieux : L'apostrophe scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise • Le Théâtre de Nîmes, Scène Conventionnée pour la danse contemporaine

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

L'apostrophe scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise • Pôle Sud - centre de développement chorégraphique de Strasbourg • Les Migrateurs Strasbourg • Le Parvis, Scène nationale à Tarbes • La Fonderie au Mans • Le Théâtre de l'Onde de Vélizy-Villacoublay • • Le Théâtre de Nîmes, Scène Conventionnée pour la danse contemporaine

Partenaires en cours : La Scène nationale 61 • Le Centre culturel François-Villon à Enghien-les-Bains

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

La compagnie, dans sa dimension régionale et nationale, a décidé de mettre un effort particulier vers le creuset d'artistes qu'elle emploie et de garantir à certains membres de l'équipe une permanence d'emploi, assurant la quasi-totalité de leurs intermittences.

Cela va concerner les 4 interprètes du Pari pour la saison 16-17, ainsi que le vidéaste Paul Poncet, et les créateurs son et lumières.

Subvention demandée :
55 000 €
Soit aucune demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**euros**	**RECETTES**	**euros**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	26600	ETAT	95000
François Verret, Direction artistique		**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Salaires brut	11600	**Ministère de la culture / autres directions** (DGCA…) préciser service et titre : Cie "dite Nationale" du Service Danse ☒ attribué / ❒ en cours	75000
Charges employeur	5000	**Autres Ministères** (préciser) : DGCA Aide à la recherche ☒ attribué / ❒en cours	
Honoraires bureau	10000		
Charges employeur		COLLECTIVITES TERRITORIALES	55000
		Région Ile-de-France	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	144600	Région IDF - PAC	55000
Préciser le détail des postes		Région IDF - autres services (préciser) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Salaires bruts artistes : 3 danseurs, 1 actrice, 2 musiciens	42800	**Département** (préciser le nom) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Charges employeur artistes	19800	**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes** (préciser le nom) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Salaires bruts techniciens	32400	**Commune** 1 (préciser le nom) : ❒ attribué / ❒ en cours	
		Commune 2 (préciser le nom) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Charges employeur techniciens	18200	**Autres** (préciser) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Droits d'auteur			
Locations (préciser):technique	1600		
Défraiements	11000	UNION EUROPEENNE	0
Transports	6300	*Préciser le dispositif :* ❒ attribué / ❒ en cours	
Apports en coproduction		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	0
Aides aux résidences		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Achats de spectacle, concerts		Autres (préciser) :	

Autres (préciser) : achat technique, décor, costume	12500	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	0
DEPENSES D'APPROPRIATION	30800	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) : CNC Dicream	
Préciser le nombre d'heures:1200 heures		ARCADI	
Salaires bruts (inclut dans les salaires de création)	15000	Autres (préciser) :	
Charges employeur	9000	MECENAT & SPONSOR	0
Achat action culturelle	2000	*Préciser :*	
Autres (préciser) :frais de mission	4800		
AUTRES DEPENSES	0		
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	55200
Préciser la nature de ces dépenses :		Locations de salle	
frais administratifs liés à la création		Billetterie	
		Recettes de coréalisation	
		Recettes de bar, restauration, librairie (préciser) :	
		Prestations de service (préciser) :	
		Apports de coproduction (préciser) : Aport de L'Apostrophe, Le Parvis à Tarbes, Pôle Sud et les Migrateurs à Strasbourg, Théâtre de Nîmes	35000
		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	22000
		Résidences (préciser) :	15000
		Autres (préciser) :	
TOTAL	**202000**	**TOTAL**	**202000**
Mise à disposition de locaux		Mise à disposition de locaux	
Mise à disposition de personnel		Mise à disposition de personnel	
Autres (préciser) :		Autres (préciser) :	

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006 à hauteur de 55 000 euros.

Le projet soutenu dans le cadre de la convention qui s'achève était « Chantier 2014-2018 » en écho à la commémoration du centenaire de la première guerre mondiale, qui liait la création de spectacles et un processus d'actions artistiques menées en lien avec les populations des territoires d'implantation. Le projet prévoyait la création de spectacles de formes scéniques légères et des grands projets, ainsi que la mise en place de plusieurs ateliers artistiques permettant des rencontres intergénérationnelles.

La structure n'a pas bénéficié au cours de cette période d'autres aides régionales.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Tout au long de la période de conventionnement, la compagnie a poursuivi la mise en œuvre de son projet au long cours, intitulé « Chantier 2014-2018 » qui intègre dans un questionnement commun, le processus de création, les spectacles créés et les actions artistiques menées sur les territoires en lien avec les populations. Les actions artistiques nourrissent les créations et inversement. Reposant sur des partenariats avec des lieux, la compagnie a été présente en Île-de-France dans le cadre d'une résidence de trois années débutée lors de la saison 2014-2015 à L'Apostrophe – Scène nationale de Cergy-pontoise et du Val d'Oise, mais également dans d'autres lieux et territoires en France : à la Scène nationale MC2 de Grenoble et au Pôle sud, centre de développement chorégraphique de Strasbourg.

Débuté par une création à l'IRCAM à Paris dans le cadre du festival Manifeste en mai 2013, le chantier 2014-2018

s'est ensuite déployé dans le Val d'Oise grâce à la résidence longue de trois ans de la compagnie François Verret à la scène nationale. Le volet création du « Chantier 2014-2018 » se compose de petites formes et de plus grands projets. Les petites formes sont autant de laboratoires et de spectacles, qui ponctuent et donnent à voir l'avancement du processus de création de François Verret et constituent des « préludes » aux grandes formes. Ainsi « Central Europe » constitue le prélude de la première création du projet « Rapsodie démente » créé en janvier 2015 ; et « Dedans-dehors # 1 » (avril 2015) et « Dedans-dehors # 2 » (novembre 2015) s'inscrivent dans le processus de création du prochain grand projet, deuxième grande forme du chantier 2014-2018 « Le Pari », prévue en 2017.
Créé en janvier 2015 à la MC2 de Grenoble, « Rapsodie Démente » a été diffusé dans plusieurs théâtres franciliens : L'Apostrophe, le Centre culturel de Taverny et le Centre dramatique national de Montreuil. « Dedans-dehors #2 » créé en novembre 2015 a été diffusé dans le cadre du réseau Escale danse dans le Val d'Oise.
Le rythme de diffusion suit, dès lors, le processus du projet et la spécificité des modes de production des spectacles et varie selon les années de création, petites formes ou grandes formes. Ainsi, la diffusion présente une progression très importante entre 2013 et 2015, année de la grande forme, le nombre de représentations passe de 3 en 2013 à 33 en 2015. La fréquentation suit également ce rythme et affiche un niveau conséquent en 2015, avec près de 15 000 spectateurs.
Les actions artistiques avec les publics sont au cœur du projet chantier 2014-2018. Ouvertes à toutes personnes, la compagnie a beaucoup travaillé avec des enseignants et des jeunes adolescents, mais également avec des publics divers : détenus en maison d'arrêt (Osny), collégiens (collège de Sannois), lycéens (lycée de la nouvelle chance de Cergy, lycée de Vauréal, lycée de Fosses) étudiants (université de Cergy-Pontoise), élèves d'école de musique et de danse (Fosses), habitants de Cergy… Avec ces derniers notamment, la compagnie mène le projet « constitution d'un atlas de 1000 images sur le XXème siècle ».
Toutes filmées par une réalisatrice, les vidéos des ateliers menées avec les habitants de Cergy, des interviews des professeurs, des interviews des artistes… sont ainsi publiées sur le blog du projet chantier 2014-2018 (http://www.chantiers20142018.com) et constituent une trace du processus et de son évolution. Le volume horaire des interventions artistique atteint par conséquent des niveaux très conséquents, dépassant les 1500 heures en moyenne chaque année.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie François Verret s'inscrit depuis longtemps dans un large réseau, au niveau national, de partenaires, de diffusion comme de coproducteurs : des scènes nationales, pôle cirque, centres de développement chorégraphiques aux centres dramatiques nationaux. Ainsi, la dernière création « Rapsodie démente », a rassemblé divers coproducteurs : la MC2 de Grenoble, scène nationale, Pôle Sud, centre de développement chorégraphique, le TNB, centre dramatique national de Rennes, le Manège de Reims, scène nationale, la Maison de la culture d'Amiens et L'Apostrophe, scène nationale de Cergy-Pontoise et du Val d'Oise.
Reconnue, la compagnie rayonne largement en Ile-de-France, en France comme à l'international. En résidence d'implantation pendant trois années à la scène nationale de Cergy-Pontoise, la compagnie multiplie les projets sur ce territoire de grande couronne et y élargit son rayonnement. Des liens nouveaux se sont tissés avec des nouveaux partenaires valdoisiens, comme les lieux du réseau Escale danse, l'Espace Germinal de Fosses, la scène conventionnée danse de Bezons, le Centre culturel de Taverny ou encore le Centre d'Enghien-les-Bains.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Intégrant les recettes liées à la production déléguée de « Rapsodie démente » de la MC2 de Grenoble portée jusqu'en juin 2015, le budget de la compagnie affiche une très forte hausse (+ 73%) et s'élève en 2015 à près de 430 000 €. Il repose cette année-là, à part égale sur les recettes propres et sur les subventions publiques. En 2013, les recettes propres finançaient 39 % du budget de la compagnie et les subventions 61%.
Les deux partenaires publics de la compagnie, la DRAC et la Région Île-de-France, ont maintenu le même niveau de soutien entre 2013 et 2015. Compagnie conventionnée par la DRAC, le montant d'aide de 95 034 € a été identique entre 2013 et 2015. Des aides du Ministère de la Culture / Direction Général de la Création Artistique et du DICREAM sont venues s'ajouter en 2014 et 2015, augmentant le volume global des subventions publiques de la compagnie. La part de l'aide régionale représentait 37 % des subventions en 2013 et 22 % du budget, celle-ci passe à 26 % des subventions et 13 % du budget en 2015.
L'organisation administrative de la compagnie a évolué au cours de ces trois dernières années. Si le poste du directeur artistique est pérennisé en CDI temps plein, l'administration, la production et la diffusion de la compagnie sont désormais confiées à un bureau de production, La Magnanerie ; d'autant que depuis juin 2015, la compagnie porte directement ses productions (jusqu'en juin 2015, la MC2 Grenoble assurait la production déléguée de la création « Rapsodie démente »).
Le projet « Chantier 2014-2018 » a permis chaque année de salarier de nombreux artistes et techniciens intermittents, le volume horaire ainsi que la masse salariale présente des niveaux très élevés et en augmentation. La masse salariale a doublé entre 2013 et 2015, et s'élève à près de 270 000 € en 2015 contre 130 000 € en 2013.

Quant au volume horaire d'heure d'artistes et techniciens intermittents, la hausse est également significative, puisque 2013 comptabilisait 2 557 heures alors qu'en 2015 le nombre d'heures est de 7 672 heures.

Projet proposé pour les trois prochaines années
La compagnie François Verret va poursuivre et amplifier son projet « Chantier 2014-2018 » qui place en son cœur la transmission et l'action artistique et qui constitue le terreau de l'activité de création de la compagnie. Le projet va continuer à se déployer dans le Val d'Oise, à l'Apostrophe où la compagnie entame la dernière année de sa résidence, et dans d'autres lieux et territoires : Taverny et Enghien-les-Bains. Toujours guidée par le désir d'interroger les enjeux et de penser de nouvelles formes et de nouveaux protocoles de rencontre avec les publics et notamment avec la jeunesse, la compagnie mènera différents ateliers (image, histoire, critique…), entre autres avec des collégiens et des lycéens en difficultés (déscolarisés). Deux créations viendront ponctuer le projet : le grand projet « Le Pari » en 2017 et un solo en 2018. Une installation-exposition et un documentaire retraçant les années de résidence dans le Val d'Oise sont également prévus en 2017 et 2018.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie François Verret en 2016 à hauteur de 55 000 € sur une base subventionnable de 202 000 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé)

Emploi La Région apporte son aide au titre de l'emploi à hauteur de 7 000 € pour le poste de direction artistique.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 48 000 € pour le projet chantier 2014-2018 mis en œuvre notamment dans le cadre de résidences dans le Val d'Oise et qui lie la création (de petites formes et de grands projets) et les actions artistiques menées avec les publics (scolaires notamment).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2016	38 500,00 €
2017	16 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
	Montant total	165 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003654

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA COMPAGNIE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	216 100,00 €	29,99 %	64 800,00 €
	Montant Total de la subvention		64 800,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA COMPAGNIE
Adresse administrative : 4 RUE DE JARENTE
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Florence CADIN-LOTH, Présidente

Date de publication au JO : 23 mars 1981

N° SIRET : 32562492200044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créée en 1981 et dirigée par Jean-Michel Rabeux, auteur dramatique et metteur en scène, La Compagnie a pour ambition de s'adresser à un large public et, grâce à des formes nouvelles et inattendues, de provoquer des rencontres fortes avec les spectateurs. La Compagnie crée des spectacles de grand format ainsi que des petites formes intitulées « Légers nomades » qui se jouent en dehors des théâtres.
Parallèlement à ses créations, La Compagnie entretient une relation nourrie avec le public à travers de nombreuses actions artistiques et culturelles sur les territoires où elle est implantée.
La Compagnie dispose d'un ancrage fort et historique en Ile-de-France. Associée au début des années 1990 aux Gémeaux à Sceaux puis à L'Apostrophe à Cergy-Pontoise, elle a ensuite vécu une dizaine d'années en compagnonnage étroit avec La Rose des Vents - scène nationale de Villeneuve d'Asq, avant de se réinstaller en Ile-de-France à partir de 2006, où elle travaille notamment avec de fidèles partenaires comme le Théâtre de la Bastille et la MC 93 à Bobigny. Parallèlement, la compagnie diffuse très largement ses spectacles à l'échelle nationale.
La Compagnie de Jean-Michel Rabeux est soutenue de longue date par la DRAC au titre des compagnies conventionnées et par la Région Ile-de-France, ainsi que par les communes de Pantin, Drancy, et le Département de Seine-Saint-Denis.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

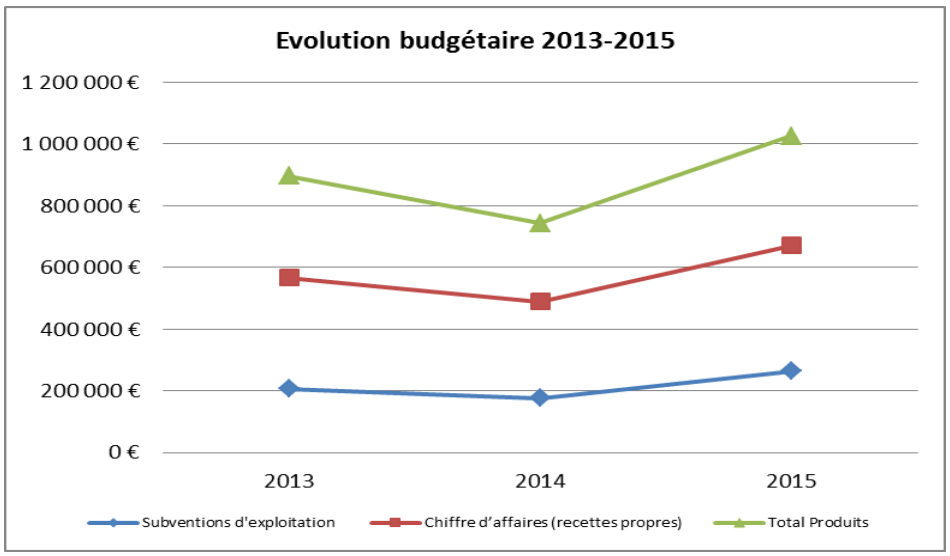
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC Théâtre & SDAT – convention et aides à projet	100 000	*35%*	96 000	89 000	*34%*
Etat - Préfecture du 93 - Acsé - contrat de ville Pantin			2 500	2 732	*1%*
Département du 93 - résidence, MICACO, MEPAA	34 400	*12%*	37 400	29 800	*11%*
EPCI Est Ensemble - culture				11 000	*4%*
EPCI Est Ensemble - ACSE - contrat de ville Pantin			1 000	2 000	*1%*
Autres - ARCADI (2013), Fondation de France (2013), ADAMI (2015)	23 317	*8%*		15 000	*6%*
Autres - AFDAS	31 200		74 400	19 800	*7%*
Région - PAC	64 800	*23%*	64 800	64 800	*24%*
Région - Résidence d'écrivain (2013), aide à la manifestation culturelle (2015)	7 000	*2%*		10 000	*4%*
Région - Emploi tremplin	26 667	*9%*	25 667	20 667	*8%*
SOUS-TOTAL REGION	*98 467*	*34%*	*90 467*	*95 467*	*36%*
TOTAL SUBVENTIONS	**287 384**	**100%**	**301 767**	**264 799**	100%

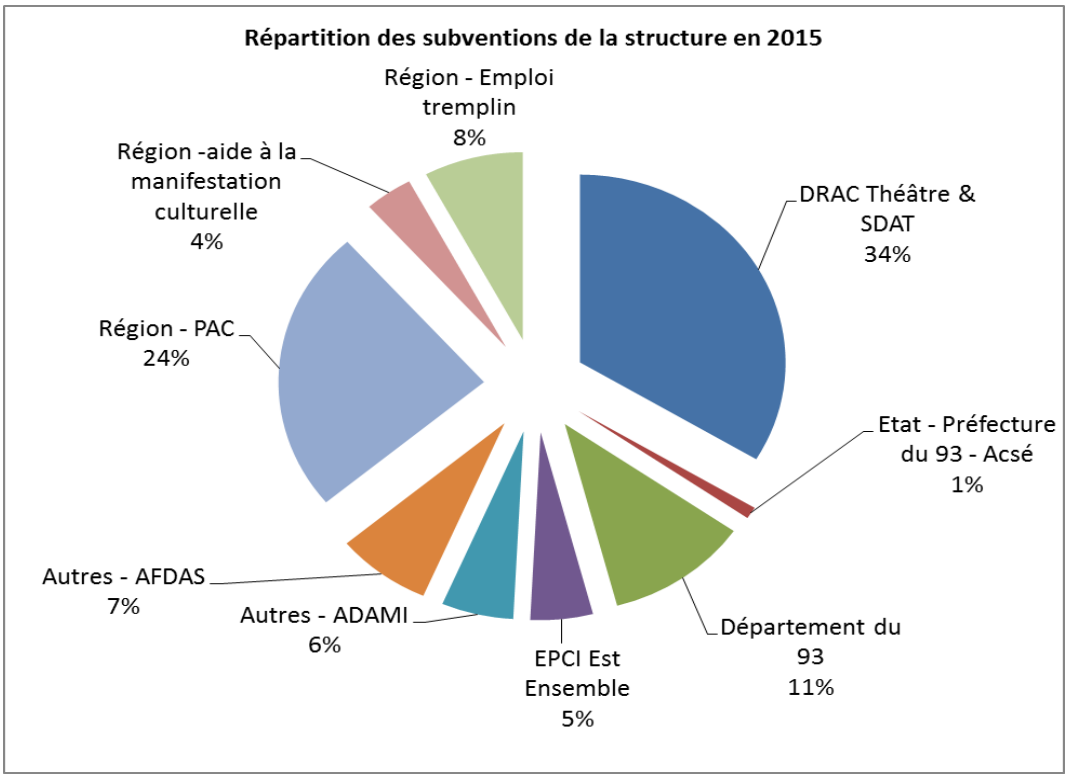
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	206 198	*23%*	176 890	264 372	*26%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	567 223	*63%*	490 150	671 495	*65%*
Total produits	896 036	100%	744 055	1 026 089	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	570 664	465 199	665 136
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	13 887 h	9 747 h	14 485 h

3) Evolution de l'activité

Saisons :	**2013/2014**	**2014/2015**	**2015/2016**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	3	2 (dont événement TRANSPantin)	1
Nombre de spectacles diffusés au total	6	7	6
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession* *Dont nombre de représentations en Ile-de-France*	114 *96* *58*	145 *109* *90*	161 *134* *62*
Nombre de lieux concernés par les tournées	46	37	55
Nombre de spectateurs	23 404	24 872	46 452 (estimation)
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s)	2 résidences de création 2 résidences d'implantation	1 résidence de création / Evénement 2 résidences d'implantation	1 résidence de création 2 résidences d'implantation
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	103	139,5	88
Nombre d'heures d'intervention artistique au total *Dont formation professionnelle*	921 *156*	1460 *505*	706,5 *245*
Nombre d'établissements et de relais partenaires	8	16	9
Nombre de bénéficiaires	2980	4553	5894

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

La création et la diffusion des spectacles de Jean-Michel Rabeux est le premier axe d'activité et de développement de La Compagnie. Implantée en région Ile-de-France depuis 11 ans, La Compagnie essaie de diversifier ses formats de spectacles pour pouvoir toucher un spectre large de spectateurs et aller à la rencontre de différents publics (spectacles hors les murs, théâtre en appartement…)

Par ailleurs, La Compagnie met en œuvre un grand nombre d'actions artistiques, à la fois auprès des lycéens et des collégiens, ou du secteur social et associatif. Ce travail de relations avec les publics se développe principalement sur le Département de la Seine-Saint-Denis, ancrage de La Compagnie depuis plusieurs années (notamment sur les villes de Bondy, Pantin et Bobigny, avec le développement de projets de territoire auprès des habitants).

Enfin, dans le cadre des activités de TRANSmissions, La Compagnie organise des actions de professionnalisation en direction des jeunes générations d'artistes : formation d'acteurs, accompagnement de jeunes metteurs en scène. Cet accompagnement est amené à se renforcer dans les prochaines années avec l'investissement d'un lieu de fabrique partagé avec d'autres artistes.

Pour développer ce projet, nous nous appuyons sur des partenariats d'implantation en Ile-de-France: résidence-association avec la MC 93 – Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis de 2009 à 2015,

fidélités avec des lieux comme le Figuier blanc- Argenteuil, le Théâtre de Chelles, Théâtre Jacques Prévert – Aulnay-sous-bois, Théâtre Brétigny, La Grange Dîmière – Fresnes… mais aussi les Villes de Pantin, Bondy et Drancy.

NOS TROIS PROCHAINES ANNÉES

TRANSmissions de toutes sortes

Le souci de conquête permanente et renouvelée des publics restera évidemment l'axe principal des activités de La Compagnie, en termes de relations publiques, s'entend. Elle poursuivra son travail dans ce sens dans toute l'Ile-de-France, plus particulièrement sur Paris et en Seine-Saint-Denis, territoires de son implantation. Il s'agit bien sûr de mettre en œuvre des actions artistiques dans l'enseignement, primaire et secondaire. Mais aussi d'inventer des modes divers d'actions pour toucher des populations « écartées », « ignorées », adultes ou non. Nous poursuivrons donc notre travail de longue haleine dans le cadre de nos projets « Théâtre Nomade ».

Ainsi La Compagnie sera en résidence en 2016-2017 sur les communes de Pantin et de Bondy. A Bondy il s'agit du projet : « La Forêt dans la ville », mené auprès d'enfants, d'adultes et de personnes âgées fréquentant les centres sociaux et CCAS bondynois. A Pantin le projet « Théâtre Nomade à Pantin » est lui mené auprès d'enfants, d'adultes et d'animateurs sociaux des écoles, du conservatoire et des maisons de quartiers pantinoises. L'objectif de ces deux projets est de faire se croiser les publics d'un même territoire par la présence de chacun sur le plateau et la création commune d'une œuvre artistique. La fidélisation des partenaires de ces territoires nous amène par ailleurs à diversifier nos modes d'actions en opérant une véritable formation pour les relais et les partenaires sociaux des diverses structures. Ce partenariat auprès de ces deux municipalités perdurera sur les saisons 2017-2018 et 2018-2019, et d'autres sont envisagés sur d'autres territoires, comme par exemple Drancy, et en fonction de la diffusion de nos spectacles.

Dans la continuité de ce travail auprès des publics isolés sur un territoire déjà connu, La Compagnie travaillera pour la première fois auprès du public hospitalier dans le cadre d'un projet auprès d'adolescents de l'hôpital de jour de l'Hôpital Avicenne de Bobigny sur la saison 2016-2017, en lien avec la MC93 de Bobigny.

Nous continuerons également à déployer des projets annuels avec la mise en place d'ateliers à l'année ou de résidences dans un nombre important d'établissements scolaires dans le cadre de différents dispositifs de financements (MICACO, classe à PAC, résidence artistique).

Pour la saison 2016-2017, nous renouvelons ou entamons de nouveaux projets, notamment avec les lycée Eugène Hénaff de Bagnolet dans le cadre d'une résidence territoriale en établissement scolaire, mais également auprès des lycées Léo Lagrange de Bondy, Simone de Beauvoir de Garges-Lès-Gonesse, Paul Eluard de Saint-Denis et Delacroix de Drancy dans le cadre de projets de classe à PAC. Nous interviendrons également dans de nombreux collèges à Villetaneuse, Aulnay-Sous-Bois, Le Perreux-sur-Marne, Ivry-sur-Seine et Paris.

La création de *La Double Inconstance* de Marivaux en 2017-2018, destinée aux lycéens (ou grands collégiens), nous permettra de retrouver des établissements partenaires de longue date en 2017-2018 et 2018-2019 – avec qui nous avons travaillé en lien avec nos derniers spectacles – comme le lycée Jean Renoir à Bondy, le lycée Le Corbusier à Aubervilliers, le lycée Berthelot à Pantin, ou le lycée Sabatier de Bobigny, pour la mise en place de résidences territoriale en établissement scolaire ou de projets d'ateliers annuels.

Par ailleurs, nous continuerons à proposer des actions artistiques aux Théâtres accueillant nos spectacles, en Ile-de-France. Nous leur proposons une sorte de clé en main, avec intervenants, dossiers pédagogiques, rencontres en bord-plateau, etc. Mais en plus nous répondons aux demandes plus spécifiques de tel ou tel Théâtre. Ainsi, sur la saison 2016-2017, La Compagnie sera en résidence au Théâtre Jacques Prévert d'Aulnay-Sous-Bois et à la Ferme du Buisson de Noisiel, avec un travail important déployé dans les établissements scolaires, mais également dans diverses structures sociales ou même auprès du public individuel. De même avec le Centre Culturel Jean Houdremont et l'Espace Lino Ventura, nous mettons en place divers ateliers auprès des publics de La Courneuve et de Garges-Lès-Gonesse.

Nous tenterons d'autre part de toucher un autre type de public, plus averti, pendant les quatre semaines de représentations d'*Aglaé* au Théâtre du Rond-Point. La spécificité du spectacle nous fera nous tourner

vers les étudiants post-bac, les universitaires, et plus largement, les secteurs intellectuels et politiques susceptibles d'être intéressés par ce sujet. Nous sommes déjà en train de mettre en place diverses actions, d'accompagnement ou d'approfondissement des thèmes du spectacle. Par exemple, Lilian Mathieu, universitaire, sociologue, spécialiste de la question de la prostitution, interviendra dans le cadre d'une rencontre « regards croisés » autour de la question.

Nous souhaitons également continuer de développer, et/ou tester de nouvelles méthodes de conquêtes des publics, comme l'usage du théâtre en appartement qui permet vraiment de toucher des gens qui ne vont jamais au théâtre. Enfin, nous nous perfectionnons dans la communication numérique, la plus originale possible, comme tout le monde.

Pour conclure sur ce sujet des relations publiques, je voudrais faire remarquer que ces activités multi-azimuts, rendues possibles grâce à notre permanence, continueront de générer un important volume d'emplois intermittents, aussi bien artistique que technique, chose qui ne me paraît pas négligeable en ce moment.

PROCHAINS SPECTACLES

Aglaé

Claude Degliame et moi-même avons rencontré et écouté parler une prostituée de soixante-dix ans qui travaille encore. Avec ses mots j'ai composé un texte que Claude va jouer. Nous l'avons appelé Aglaé, faux nom de guerre de cette vraie prostituée. Nous le créons en novembre 2016, au CDN de Montluçon, première co-production de Carole Thibaut. Puis, pour l'instant, nous le jouons en décembre 2016 aux Salins à Martigues, en 2017 au Théâtre du Rond-point à Paris du 4 au 9 janvier, puis au CDN d'Hérouville, et au Bateau feu à Dunkerque. Dans l'état actuel des choses cela représente 35 représentations et nous espérons en vendre quelques-unes supplémentaires sur la saison 2016-2017, puis, selon l'accueil, le tourner pendant la saison 2017-2018.

La Double Inconstance

J'ai eu l'envie, qui elle aussi me tenaillait depuis longtemps, de revenir à Marivaux, et particulièrement à *La Double Inconstance*.
Je ne vais pas ici vous détailler les attendus inattendus de ce spectacle. Je dirai simplement que j'ai envie de tenir très fermement deux fils qui parfois ne vont pas ensemble lorsqu'on s'empare d'un texte du répertoire.
Le premier est le renouvellement des formes : je ne ferai pas un spectacle classique. Je veux qu'il surprenne les imaginaires des spectateurs, pas pour faire le malin, mais pour créer des moments qui gravent un souvenir inoubliable dans leurs mémoires. Ce qui nous inspire, nous autres qui n'avons pas le futur des œuvres gravées.
Le second fil, qui paraît évident, mais qui mérite d'être réaffirmé, me semble-t-il, c'est de faire entendre le texte de l'œuvre. Je ne supporte pas ces spectacles, peut-être surprenants justement, mais dont la langue scénique tue totalement la langue textuelle. On entendra Marivaux, et mes surprises sont aussi destinées à cela. Elles partent de Marivaux et y retournent. A mon avis ce n'est pas antinomique. C'est ce que j'ai tenté de faire avec Shakespeare. Ce spectacle se créera pour la saison 2017/2018.

Un spectacle jeune public

Je préparerai, pour la saison 2018/2019, un spectacle jeune public. J'en ai fait trois au cours des dix dernières années, j'attends un petit peu avant de me relancer dans le chantier d'un nouveau. Il n'existe pas encore dans ma tête.
Il s'agira peut-être, mais je n'en suis pas sûr, d'une petite sirène qui serait un garçon. Ou bien j'irai piocher dans la mythologie grecque, ma préférée. Je ne sais pas, mais en tout cas il y en aura un, parce que j'adore travailler ces formes là pour ces publics-là, qui demandent tant de délicatesses et de profondeurs

UN LIEU POUR PARTAGER REPETER, BROUILLONNER, TRANSMETTRE, PRESENTER

Nos trois prochaines années vont être marquées, je l'espère vraiment, par une invention nouvelle, en tous les cas pour nous. J'ai l'idée, depuis plusieurs années déjà, d'un lieu de fabrication et de présentation de spectacles qui, par sa modestie même, nous mette à l'abri des trop grandes contraintes de production et d'exploitation. Il est entendu que ce lieu servira premièrement à « fabriquer », à catalyser des énergies multiples, à inventer grâce à ses murs, toutes sortes de nouvelles formes. Les présentations des œuvres seront secondes, de l'ordre de l'aléatoire, du coup de cœur. Nous y mettrons de la souplesse, de la spontanéité. Il ne s'agira pas d'un lieu de programmation. Nos spectacles continueront à se jouer partout, mais ils se fabriqueront là, pour partie.

Ce lieu sera partagé, et en termes de fabrication des œuvres, et en terme de leurs présentations aux publics. Partages avec **des metteurs en scènes, des auteurs, des acteurs** qui nous importent. Mais aussi **des plasticiens, des musiciens, des performers, des cinéastes, vidéastes, photographes, aucune forme artistique n'en sera exclue.** Mais toutes rares, ne pouvant se faire ailleurs, toutes donc plus ou moins clandestines, parce que toute résistance est clandestine, et, par force, pauvre. Voilà, c'est l'utopie.
Ce lieu nous offrira d'autre part une nouvelle liberté pour mettre en place les actions qui accompagnent la présentation des spectacles (ateliers, projections, rencontres, séminaires, etc.), ou pour accueillir certains ateliers « plus classiques » comme les formations professionnelles, d'acteurs ou autres.

PARTAGE DE NOS SAVOIR-FAIRE

Accompagnement de jeunes équipes artistiques
Suite à TRANS (soutien à quatre jeunes metteurs en scène durant 4 ans) nous avons constaté à quel point il était nécessaire pour les metteurs en scène d'identifier leur singularité artistique et de définir leur rôle de chef d'équipe.
Un metteur en scène n'est pas seulement un artiste. Il est aussi un chef d'atelier ayant à faire avec de l'argent, des salaires, des conventions collectives, des contraintes techniques de toutes sortes, avec les Pouvoirs sous toutes leurs formes.
C'est pourquoi nous souhaitons proposer un parcours dédié aux compagnies intéressées. A raison d'un week-end par trimestre nous partagerons notre expertise, nous témoignerons de notre expérience et mettrons à leur disposition pédagogique les savoir-faire de l'ensemble de l'équipe de La Compagnie

Formation d'acteurs
Je ne compte plus les acteurs que j'ai engagés suite à un stage de formation, qu'il soit Afdas ou non Afdas. C'est une activité très importante pour moi parce qu'elle imbrique la fabrication des spectacles et cette volonté de transmettre que nous avons chevillée au corps à La Compagnie. Elle me forme autant que je forme.
Elle génère du plateau, de l'humain, de la rencontre, des croisements. Nous allons donc la poursuivre sous le rythme de deux stages par an à peu près.

Conclusion
La Compagnie est une compagnie d'Ile de France, ses activités en débordent, évidemment, mais tout part de là et tout y revient. Le dossier que vous venez de lire en rend compte largement. Je voudrais ajouter une note plus personnelle. Je suis banlieusard, je suis né à Villeneuve Saint Georges. De la banlieue je connais les difficultés et les richesses, j'aime les deux. Le théâtre est ma façon de lui rendre hommage. Il est aussi ma façon de « faire de la politique ». Je ne me lasse pas de tenter sans cesse l'utopie réconciliatrice que représente pour moi le théâtre. Je pense profondément que nos travaux contribuent à cela, la réconciliation. On dit que le théâtre divise, et c'est vrai, mais la reconnaissance par les spectateurs de leurs singularités, de leurs infinies multiplicités, la compréhension des différences que chacun représente pour chacun, oui, je pense que cela réconcilie.

Jean-Michel Rabeux, mars 2016

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Pour la saison 16-17 :
Théâtre Jacques Prévert – Aulnay-sous-bois (93)
Centre Culturel Jean Houdremont – La Courneuve (93)
Centre Culturel L'imprévu – Saint-Ouen L'aumône (95)
Espace Lino Ventura – Garges-lès-Gonesse (95)
Théâtre de Cachan (94)
La Ferme du Buisson - Noisiel (77)
Centquatre – Paris (75)
Maison des Métallos – Paris (75)
Théâtre du Rond-Point- Paris (75)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
DRAC Ile de France – Conventionnement triennal et aides aux projets (résidence en milieu scolaire, culture et lien social, culture à l'hôpital)
Préfecture de la Seine-Saint-Denis – aides aux projets de territoire (ACSé)
Rectorats de Créteil et Paris (via les établissements scolaires) – actions artistiques (classe à PAC, atelier artistique…)
Est –ensemble – aides aux projets et aux actions artistiques (Direction de la Culture, ACSé)

Conseil général de la Seine-Saint-Denis – aides aux actions artistiques (MICACO, MEPAA)
Ville de Bondy – aides aux projets de territoire (Vie associative)
Ville de Pantin – aides aux projets et aux actions artistiques (Direction de la Culture, de la jeunesse, de la vie associative et de la vie des quartiers)

Equipe artistique prévue pour le projet : Variable selon les spectacles

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017		
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Création	Diffusion	Implantation en Seine-Saint-Denis
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	6 semaines du 19 septembre au 30 octobre 2016 et 1 semaine du 7 au 13 novembre 2016	Dates de représentations : 9 et 10 décembre 2016 16 et 17 décembre 2016 4 au 29 janvier 2017 2 au 4 mars 2017 9 et 10 mars 2017 4 et 5 mai 2017 + dates des actions artistiques en cours	Saison 16-17 (calendrier en cours)
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Centquatre-Paris	Centre Culturel d'Houdremont à La Courneuve, Théâtre Jacques Prévert d'Aulnay-sous-bois, Ferme du Buisson – Noisiel, Centre Culturel L'Imprévu de Saint-Ouen L'aumône, Espace Lino Ventura de Garges lès Gonesse, Théâtre du Rond-point - Paris	Villes de Bondy et Pantin, Hôpital Avicenne de Bobigny, établissements scolaires du territoire (lycées Hénaff de Bagnolet, Léo Lagrange de Bondy, Paul Eluard de Saint-Denis et Delacroix de Drancy + collèges Aubrac de Villetaneuse et Gérard Philipe d'Aulnay-Sous-Bois)
Objectifs & contenus de chaque résidence	Mise à disposition d'un atelier pour deux étapes de répétitions d'*Aglaé*, prochaine création de Jean-Michel Rabeux, en amont de la création au CDN de Montluçon. La résidence couvre aussi les répétitions de reprise de *La Belle au bois dormant* et un stage de formation professionnelle pour de jeunes comédiens dirigé par Jean-Michel Rabeux.	Diffusion des spectacles du répertoire de La Compagnie (*La Belle au bois dormant, Peau d'âne, Aglaé*) et actions artistiques en lien : travail important déployé dans les établissements scolaires mais également dans diverses structures sociales ou auprès du public individuel des territoires concernés.	Projets de territoire « La Forêt dans la ville » mené auprès d'enfants, adultes et personnes âgées fréquentant les centres sociaux et CCAS bondynois et « Théâtre Nomade à Pantin » mené auprès d'enfants, d'adultes et d'animateurs sociaux des écoles, du conservatoire et des maisons de quartiers pantinoises. L'objectif de ces projets est de faire se croiser les publics via la création d'une œuvre artistique au sein d'un territoire défini, fidélisant les partenariats acquis et diversifiant nos modes d'actions notamment par des actions de

			formation des relais et partenaires des structures du territoire Projet « Où vont les chevaux quand ils dorment » auprès d'adolescents de l'hôpital de jour de l'hôpital Avicenne de Bobigny sur la saison 2016-2017. L'objectif de ce projet est de poursuivre nos actions en lien avec la MC93 de Bobigny en s'adressant pour la première fois à un public hospitalier, dans la continuité du travail auprès des publics isolés que nous menons depuis plusieurs années sur ce territoire. Résidence territoriale en établissement scolaire au lycée Eugène Hénaff de Bagnolet : mise en place d'actions artistiques auprès des lycéens en lien avec d'autres structures de proximité du territoire. Classes à PAC et MICACO dans des établissements scolaires de Seine-Saint-Denis (lycées et collèges) : sensibilisation des élèves au travail de création via la mise en place d'ateliers de pratique et parcours du spectateur
Partenaires financiers de résidence	Coproducteurs d'Aglaé (CDN de Montluçon et Bateau feu – Dunkerque), Fonds SACD (aide à la création), ARCADI (en cours), DRAC (part du conventionnement) et AFDAS pour la formation professionnelle	Villes et théâtres accueillant les spectacles et programmant des actions artistiques en lien	Préfecture de Seine-Saint-Denis et Est-Ensemble (ACSé), Vie associative de la Ville de Bondy, Centre social Georges Brassens de Bondy, Agence Régionale de Santé, Lycée Hénaff de Bagnolet et autres établissements scolaires, Rectorat de Créteil, Conseil général de Seine-Saint-Denis

			(MICACO, MEPAA), DRAC (Culture et lien social / Culture à l'hôpital / Résidence territoriale artistique et culturelle en milieu scolaire)

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les lieux et territoires géographiques concernés, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.

L'implantation en Seine-Saint-Denis se poursuivra sur les deux autres années de convention (2017/2018 et 2018/2019), avec notamment un partenariat renouvelé avec les villes de Bondy et Pantin, dans la continuité du travail auprès des publics isolés que nous menons depuis plusieurs années sur ce territoire.

Des **résidences de création** pourront avoir lieu chez les partenaires, acheteurs, coproducteurs des projets de création sur les trois prochaines années (contacts en cours). Cela consiste en une mise à disposition d'espaces de travail pour les premières phases de répétitions et du théâtre en ordre de marche pour la dernière étape, celle-ci généralement accompagnée d'actions de sensibilisation.

En plus de ces partenariats, La Compagnie va poursuivre son processus de **diffusion** en Ile-de-France, au niveau national et à l'international**.** L'idée est –dans la continuité du projet amorcé lors du précédent conventionnement - de favoriser une longue exploitation de spectacles « de répertoire » à côté de projets de création plus risqués tels *Aglaé*.

Les prochaines années de conventionnement seront ainsi centrées sur la création et la diffusion de *La Double Inconstance* de Marivaux. Avec *La Double Inconstance* nous avons plusieurs objectifs :

- Pérenniser de récents partenariats entamés grâce au jeune public, en Ile-de-France et en régions : La Ferme du Buisson – Noisiel, Théâtre Jacques Prévert – Aulnay-sous-Bois, CDDB Théâtre de Lorient - CDN de Bretagne, La Coursive – La Rochelle, TnBA, Théâtre de Nîmes
- Poursuivre des fidélités : Théâtre de Chelles, Le Figuier blanc – Argenteuil, La Comédie de Caen, Théâtre de la Croix-Rousse, la Rose des Vents
- Renouer avec les grands plateaux de certains lieux de diffusion ayant manifesté un intérêt fort pour le travail de La Compagnie : Comédie de Saint-Etienne, NEST / CDN Thionville – Lorraine, TAP -Scène nationale

En parallèle, la diffusion des spectacles « pour adultes à partir de 6 ans » se poursuivra : possible poursuite d'exploitation de *La Belle au bois dormant* en 17/18. L'automne 2018 devrait voir la naissance d'un nouveau spectacle jeune public.

Enfin, La Compagnie va poursuivre son travail de diffusion à l'international - projet de longue haleine puisque l'étude d'une tournée de *Peau d'Âne* à l'étranger était déjà en chantier la saison dernière (Amérique du Sud).

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues :

2016-2017 :

Aglaé
CREATION ET 1ère EXPLOITATION

Texte et mise en scène Jean-Michel Rabeux • D'après les mots d'Aglaé • Avec Claude Degliame • Lumières Jean-Claude Fonkenel • Assistanat à la mise en scène Vincent Brunol
Production déléguée La Compagnie • Coproduction La Compagnie, Théâtre des Ilets – Centre dramatique national de Montluçon – Région Auvergne

« Aglaé est prostituée, elle le fut toute sa vie, elle l'est encore. Elle a 70 ans, dit-elle. Mais elle peut mentir.
Aglaé a accepté de nous parler de sa vie. Le rosé aidant, elle a parlé une après-midi entière, et la matinée du lendemain. De son métier, puisque c'est le mot qu'elle emploie, mais pas seulement. Elle a parlé des humains, je ne veux pas dire des hommes, on comprend bien pourquoi, quoiqu'elle nous ait évidemment aussi parlé des hommes.
En nous racontant sa vie elle nous a parlé du monde, mais vu d'une fenêtre qui, quoiqu'elle en dise, - « C'est un métier comme les autres » est une phrase qu'elle emploie souvent - est une fenêtre un petit peu singulière.
Elle a exigé l'anonymat, mais pas pour les raisons qu'on supposerait. Son métier elle en est fière. Elle est fière de sa vie. Elle n'a rien à cacher, sauf à une personne, son fils, qui est peut-être sa fille, parce qu'apparemment elle brouille quelques pistes. »

Jean-Michel Rabeux

Spectacle créé le 28 novembre 2016 au Théâtre des Ilets – CDN Montluçon – Auvergne

2017-2018 :

La Double Inconstance
CREATION ET 1ère EXPLOITATION

Texte Marivaux, Adaptation et mise en scène Jean-Michel Rabeux
« J'ai eu l'envie, qui elle aussi me tenaillait depuis longtemps, de revenir à Marivaux, et particulièrement à *La Double inconstance*.
Je ne vais pas ici vous détailler les attendus inattendus de ce spectacle. Je dirai simplement que j'ai envie de tenir très fermement deux fils qui parfois ne vont pas ensemble lorsqu'on s'empare d'un texte du répertoire.
Le premier est le renouvellement des formes : je ne ferai pas un spectacle classique. Je veux qu'il surprenne les imaginaires des spectateurs, pas pour faire le malin, mais pour créer des moments qui gravent un souvenir inoubliable dans leurs mémoires. Ce qui nous inspire, nous autres qui n'avons pas le futur des œuvres gravées.
Le second fil, qui paraît évident, mais qui mérite d'être réaffirmé, me semble-t-il, c'est de faire entendre le texte de l'œuvre. Je ne supporte pas ces spectacles, peut-être surprenants justement, mais dont la langue scénique tue totalement la langue textuelle. On entendra Marivaux, et mes surprises sont aussi destinées à cela. Elles partent de Marivaux et y retournent. A mon avis ce n'est pas antinomique. C'est ce que j'ai tenté de faire avec Shakespeare. »
Jean-Michel Rabeux
Création au 1er semestre 2018

2018-2019 :

Un spectacle jeune public
CREATION ET 1ère EXPLOITATION

« Je préparerai, pour la saison 2018/2019, un spectacle jeune public. J'en ai fait trois au cours des dix dernières années, j'attends un petit peu avant de me relancer dans le chantier d'un nouveau. Il n'existe pas encore dans ma tête.
Il s'agira peut-être, mais je n'en suis pas sûr, d'une petite sirène qui serait un garçon. Ou bien j'irai piocher dans la mythologie grecque, ma préférée. Je ne sais pas, mais en tout cas il y en aura un, parce que j'adore travailler ces formes là pour ces publics-là, qui demandent tant de délicatesses et de profondeurs. »

Jean-Michel Rabeux

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

La Belle au bois dormant
POURSUITE DE 2ème EXPLOITATION ET 3ème EXPLOITATION

Spectacle pour adultes à partir de 6 ans
Texte et mise en scène Jean-Michel Rabeux d'après Charles Perrault • Avec Morgane Arbez, Jacinthe Cappello, Corinne Cicolari, Renaud Triffault
Coproduction, La Compagnie, Centre dramatique régional de Tours - Théâtre Olympia, Théâtre de la Croix-Rousse – Lyon, Théâtre du Gymnase – Les Théâtres – Marseille / Aix-en-provence, Théâtre de Nîmes, La rose des vents Scène nationale Lille Métropole / Villeneuve d'Ascq • Avec le soutien de L'apostrophe scène nationale de Cergy-Pontoise & Val d'Oise et la Maison des métallos.
Spectacle créé le 1er octobre 2015 à L'apostrophe scène nationale de Cergy-Pontoise & Val d'Oise

Peau d'Âne
POURSUITE DE 5ème EXPLOITATION

Spectacle pour adultes à partir de 6 ans
Texte et mise en scène Jean-Michel Rabeux, d'après Charles Perrault
Coproduction : La Compagnie, Théâtre d'Ivry Antoine Vitez, Théâtre des Quartiers d'Ivry, Scène nationale de Petit-Quevilly / Mont-saint-Aignan • Avec l'aide à la production d'Arcadi Ile-de-France • En association avec la MC 93 Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis - Bobigny
Spectacle créé le 16 novembre 2012 à la MC93, Maison de la Culture de la Seine-Saint-Denis – Bobigny

La Petite soldate américaine
POURSUITE DE 4ème EXPLOITATION

Texte et mise en scène Jean-Michel Rabeux • Avec Corinne Cicolari et Eram Sobhani
Spectacle créé en version hors les murs en Seine-Saint-Denis en juin 2013, en version salle au Louvre – Lens le 12 septembre 2014 et en version à domicile le 13 novembre 2015 en partenariat avec le Théâtre de la Poudrerie – Sevran

Cicolari Big Band
POURSUITE DE 2ème EXPLOITATION

Tours de chant a capella
Textes et musiques Janis Joplin, Jim Morrison, Michael Jackson et ses inspirations (James Brown, Leonard Bernstein, Tchaikovski…) • Interprétation Corinne Cicolari
Cicolari Big Band est le fruit de deux formes créées pendant les événements TRANS de La Compagnie : Janis Joplin et Jim Morrison – TRANS 06 – Théâtre du Chaudron / Je ne danse pas Michael – TRANSPantin - avec le soutien de la ville de Pantin, Saison du spectacle vivant.
Spectacle créé le 7 juillet 2015 à la Maison des Métallos – Paris dans le cadre d'«Icônes en question ».

Aglaé : présentation ci-dessus (cf. perspectives de création)
La Double Inconstance : présentation ci-dessus (cf. perspectives de création)
Un spectacle jeune public : présentation ci-dessus (cf. perspectives de création)

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

SAISON 2016-2017 :

Création et exploitation d'***Aglaé*** au 2e semestre 2016 (création le 28 novembre 2016) et au 1er semestre 2017

Partenaires acquis : Théâtre des Ilets – CDN Montluçon-Auvergne : représentations de création en novembre/décembre 2016, Théâtre des Salins - SN de Martigues : accueil en décembre 2016, Théâtre du Rond-Point – Paris : accueil en janvier 2017, Comédie de Caen - CDN de Caen : accueil en février 2017, Le Bateau feu –SN de Dunkerque : accueil en mai 2017
Partenaires sollicités : 224 structures prospectées dont plus particulièrement 43 structures dont Le Volcan - Scène nationale du Havre, Gallia Théâtre - Saintes, Le Printemps des Comédiens – Montpellier, Théâtre des Célestins – Lyon, Le Gymnase – Marseille, L'Avant-Seine – Colombes, Théâtre du Fil de l'eau – Pantin, Théâtre de Chelles

Prospection de ***La Double Inconstance*** de Marivaux au 2e semestre 2016 pour une création et une exploitation au 1er semestre 2018

Partenaires à solliciter : 224 structures à prospecter dont plus particulièrement 25 contacts identifiés - dont les structures ayant accueilli les adaptations de Shakespeare de Jean-Michel Rabeux et les structures avec lesquelles les partenariats sont en développement suite à l'accueil d'un ou plusieurs jeune public.

Reprise de ***La Belle au Bois dormant*** (création 2015) au 2e semestre 2016 pour une 2e exploitation sur l'ensemble de la saison

Partenaires acquis : Centre culturel Albert Camus – Issoudun, TnBA, Théâtre Jacques Prévert – Aulnay-sous-Bois, La Ferme du Buisson – Noisiel, Espace Lino Ventura – Garges-Lès-Gonesse, Le Salmanazar –Epernay, Ville de Saint-Ouen L'Aumône
Partenaires sollicités : 371 structures prospectées soit 615 contacts prospectés dont plus particulièrement La Faïencerie – Creil, Théâtre du Beauvaisis – Beauvais, CDDB Théâtre de Lorient - CDN de Bretagne, La Scène Watteau- Nogent-sur-Marne, Odyssud – Blagnac, Théâtre Les Sablons- Neuilly-sur-Seine, Scènes du Jura – Lons-le-Saunier, Le Carreau – Forbach, La Passerelle – Gap, Nouveau Théâtre de Montreuil

5e exploitation de ***Peau d'Âne*** (création 2012) sur l'ensemble de la saison

Partenaires acquis : Centre culturel Jean Houdremont – La Courneuve, Le Théâtre - Scène nationale de Narbonne, Le Rive Gauche – Saint-Etienne du Rouvray
Partenaires sollicités : 322 structures prospectées dont plus particulièrement Théâtre de Morlaix, Espace Jean Lurçat –Juvisy-sur-Orge, Théâtre Paul Eluard – Bezons, La Passerelle – Saint-Brieuc, Théâtre des Halles – Sierre (Suisse), DSN - Dieppe Scène nationale, FIAF – New-York (USA)

4e exploitation de ***La Petite Soldate américaine*** (création juin 2013) sur l'ensemble de la saison

Partenaires sollicités : 259 structures prospectées dont plus particulièrement Espace Jean Lurçat – Juvisy-sur-Orge, La Faïencerie – Creil, Nouveau Théâtre de Montreuil

2e exploitation de ***Cicolari Big Band*** (création juillet 2015) sur l'ensemble de la saison

Partenaires sollicités : 140 structures prospectées dont plus particulièrement Centre de production des paroles contemporaines – Saint-Jacques de la Lande, La Cave Dîmière – Argenteuil, Le Radiant Bellevue – Caluire-et-Cuire, Le Théâtre – Saint-Nazaire, Le Gallia Théâtre - Saintes et un fichier de 110 SMAC sur tout le territoire.

SAISON 2017-2018

- Création et exploitation de *La Double Inconstance* de Marivaux au premier semestre 2018
- Prospection d'une nouvelle création jeune public au 2e semestre 2017 pour création à l'automne 2018 et exploitation au premier semestre 2019
- 2e exploitation d'***Aglaé*** (création en janvier 2017) sur l'ensemble de la saison
- Possible 2e reprise de ***La Belle au Bois dormant*** (création 2015) pour une 3e exploitation sur l'ensemble de la saison

Partenaires sollicités: 802 contacts - soit 468 structures prospectées Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, Théâtre de la Grange Dîmière – Fresnes, Le Vivat - Armentières, Théâtre de l'Agora - Evry, L'Equinoxe – Châteauroux, L'Athanor – Albi, Centre Dramatique Régional de Tours-Nouvel Olympia, Le Radiant Bellevue – Caluire-et-Cuire, Théâtre de Nîmes, Le Figuier blanc – Argenteuil, La Croix-Rousse –Lyon, Comédie de Saint-Etienne, Festival Les Théâtrales Charles Dullin – Orly, Le NEST – Thionville, La Nacelle – Aubergenville, Théâtre Brétigny, ainsi que la totalité des contacts cités en 16/17.

SAISON 2018-2019

- Création d'un spectacle jeune public (dernier trimestre 2018) et poursuite d'exploitation au premier semestre 2019
- 2e exploitation de ***La Double Inconstance*** de Marivaux (création premier semestre 2018) sur l'ensemble de la saison
- 3e exploitation d'***Aglaé*** (création en janvier 2017) sur l'ensemble de la saison

Partenaires sollicités : 802 contacts - soit 468 structures prospectées

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

La pérennisation des emplois administratifs – aujourd'hui 5 personnes en CDI dont 3 temps plein - est un enjeu fort des trois prochaines années. En effet, nous avons réussi à pérenniser un premier emploi tremplin sur le poste de Chargé(e) de développement de territoire, pour lequel les financements ont cessé en août 2015. Le financement du 2e emploi-tremplin, sur le poste de Chargé(e) de diffusion arrivera à échéance en août 2018 mais a déjà commencé à décroître.

La fin de l'association avec la MC93 et du conventionnement du Conseil général de la Seine-Saint-Denis, ainsi que la fragilité des spectacles nous conduisent à réduire l'équipe à la rentrée 2016, passant à 3 personnes à temps plein (en CDI). En fonction de l'évolution des projets de La Compagnie, notamment celui d'un lieu de fabrique, nous espérons remonter à 4 ou 5 personnes à temps plein.
L'activité de spectacles et de TRANSmissions envisagée sur les 3 ans –possible grâce à cette permanence - continuera par ailleurs de générer un important volume d'emploi artistique et technique.

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES H.T.		**RECETTES H.T.**	
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	**56 950,00 €**	ETAT	**37 700,00 €**
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France (part affectée conventionnement + SDAT)** en cours	35 700,00 €
Salaires brut Chargée de développement des projets de territoire	22 800,00 €	**Ministère de la culture / autres directions (DGCA…) préciser service et titre :**	
Charges employeur	31 920,00 €	**Préfecture de Seine-Saint-Denis (ACSé) :** acquis	2 000,00 €
Frais liés à l'emploi (carte orange, tickets restaurant, mutuelle)	2 230,00 €	**Préfecture / ACSE**	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION (Montage et exploitation Aglaé, exploitations La Belle et Peau d'âne en IDF)	**116 250,00 €**	COLLECTIVITES TERRITORIALES	**101 300,00 €**
Préciser le détail des postes		**Région Ile-de-France -** PAC (sollicité)	88 000,00 €
Salaires bruts artistes (metteur en scène et comédiens)	32 013,33 €	**Département Seine- Saint-Denis** (MICACO) - en cours	7 600,00 €
Charges employeur artistes	15 545,70 €	**EPCI - Communauté d'agglomération Est-Ensemble (contrat de ville Bondy)** acquis	1 000,00 €
Salaires bruts techniciens (assistant m.e.s., collaborateurs artistiques et régisseurs)	30 016,67 €	**Ville de Bondy (vie associative) :** en cours	2 000,00 €
Charges employeur techniciens	22 449,33 €	**Ville de Pantin (DDC et Vie des quartiers)** en cours	2 700,00 €
Locations (lieu de répétitions) :	2 000,00 €	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	**10 000,00 €**
Transports	1 080,00 €	ARCADI (sollicité- en cours)	10 000,00 €
Autres (décor, costumes, son, lumière, régie) :	13 144,97 €	Autres (préciser) :	
DEPENSES D'APPROPRIATION	**32 600,00 €**	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	**90 300,00 €**
Nombre d'heures bénéficiaires : 575 h		Locations de salle	
Salaires bruts	17 250,00 €	Billetterie	
Charges employeur	10 350,00 €	Recettes de coréalisation	
Achat action culturelle	1 000,00 €	Recettes de bar, restauration, librairie	
Autres (préciser) : transport personnel et défraiements, transport groupes	4 000,00 €	Prestations de service (actions artistiques) : étab. scolaires, associations, théâtres...	16 300,00 €
AUTRES DEPENSES	**33 500,00 €**	Apports de coproduction (en cours)	15 000,00 €
Part de charges de fonctionnement	25 000,00 €	Ventes de spectacles (en cours) : 37 représentations	59 000,00 €
location bureau, administration, comptabilité		Résidences (préciser) :	
Fournitures administratives, téléphone, frais postaux	3 500,00 €	Autres (préciser) :	
Frais de communication	5 000,00 €		
TOTAL	**239 300,00 €**	**TOTAL**	**239 300,00 €**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La Région soutient La Compagnie depuis 2006 dans le cadre de la permanence artistique et culturelle à hauteur de 64 800 €/an (soit 3 conventions successives : 2006-2009 ; 2010-2012 ; 2013-2015) pour soutenir son implantation en Seine-Saint-Denis, en particulier à Pantin et Bobigny. Par ailleurs, la compagnie a bénéficié de l'attribution de deux postes emploi-tremplin en 2009 (chargé de développement des projets de territoire), et en 2012 (chargé de diffusion). La Région a également soutenu La Compagne au titre de la résidence d'écrivain (2013) et au titre de l'aide à la manifestation culturelle (2015).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Le bilan de la troisième convention avec la Région a été marqué par la **création de 5 spectacles qui ont pu être adaptés en plusieurs formats**, tel « La Petite soldate américaine », pensé comme une forme nomade avec 2 comédiens et créé en 2013 **dans un lycée** (Lycée Le Corbusier à Aubervilliers), qui a ensuite été adapté en 2014 pour être joué en salle, mais aussi a fait l'objet en 2015 d'une **version pour appartement**, à l'occasion du partenariat avec le Théâtre de la Poudrerie à Sevran et de la diffusion de la pièce à domicile. La Compagnie a exploré différents répertoires à travers : « Les Fureurs d'Ostrowski – délire mythologique » (1 comédien) créé en 2013, « Au Bord » de Claudine Galéa (1 comédienne) créé en 2014 et « La Belle au bois dormant » (4 comédiens) créé en 2015.
Pour ses créations, la Compagnie a pu compter sur **le soutien de plusieurs partenaires fidèles comme la MC93 à Bobigny**, qui coproduit ses spectacles et l'accueille en résidence et en diffusion depuis de nombreuses années. La MC93 a ainsi accueilli la Compagnie en résidence de création pendant 2 mois puis 14 représentations en série de « Au bord » qui a été joué dans le dispositif scénographique autonome du « Ballon » pouvant accueillir jusqu'à 200 spectateurs. L'Apostrophe, scène nationale de Cergy-Pontoise a coproduit « La Belle au bois dormant » et l'a programmé. Le Théâtre du Fil de l'eau à Pantin, a accueilli la compagnie en résidence de création pour « Les Fureurs d'Ostrowski », dans le cadre plus large de sa présence sur la ville. Enfin, la Compagnie a également travaillé avec des lieux qui soutiennent régulièrement ses projets comme le Théâtre de Chelles, le Festival théâtral du Val d'Oise, le Figuier blanc à Argenteuil…
Ces créations ont connu **une large diffusion régionale et nationale**, aux côtés des autres spectacles du répertoire de la compagnie, soit 110 à 160 représentations jouées chaque saison, **dont une majorité en Ile-de-France** (entre 40 et 60% selon les années), d'où un public touché exceptionnellement nombreux. C'est en effet l'une des caractéristiques de La Compagnie que d'avoir **un réseau de public fidèle** qui suit ses créations et ses projets et évènements.
Dans le cadre de sa résidence à Pantin, La Compagnie a organisé un évènement artistique et culturel d'envergure en mars 2015, « TRANSPantin », qui s'est déroulé pendant 15 jours concomitamment dans plusieurs lieux de la ville et qui a proposé au public des spectacles de La Compagnie, des spectacles invités ainsi que de nombreuses restitutions d'ateliers et rencontres avec le public. Cet évènement s'inscrivait dans la lignée des précédentes éditions des TRANS que la compagnie avait organisés par le passé en 2006 et 2009 au Théâtre de la Bastille, en lien avec les jeunes metteurs en scène que La Compagnie a soutenus durant quatre ans en compagnonnage.
La Compagnie a poursuivi les **nombreuses actions artistiques et culturelles menées avec les publics** que ce soit dans le cadre d'interventions ponctuelles autour des spectacles ou dans le cadre d'ateliers au long cours et de projets d'envergure appelés « **Théâtres nomades - projets de territoire** » que l'équipe a conduit à Pantin, Bobigny et Drancy. Ces projets associent des ateliers de pratiques artistiques menés avec les habitants en lien avec différents relais que ce soit en milieu scolaire, avec des conservatoires, maisons de quartier, bibliothèques, des structures sociales…etc. La Compagnie intervient régulièrement **auprès des lycéens** et notamment : lycée Berthelot à Pantin, lycée Léo Lagrange à Bondy, lycée Hénaff à Bagnolet, lycée Simone de Beauvoir à Garges-lès-Gonesse, lycée Romain Rolland à Ivry.
Enfin, La Compagnie est labellisée organisme de formation par l'Afdas et organise régulièrement des stages de formation professionnelle pour les acteurs.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La Compagnie bénéficie d'un large rayonnement régional et national, de par l'envergure de sa diffusion, l'ampleur des actions artistiques menées avec les publics et la notoriété du travail artistique de Jean-Michel Rabeux.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Malgré un exercice 2014 en baisse, le budget de La Compagnie s'est maintenu en 2013 et en 2015 à plus de 1 million d'€, majoritairement financé (aux deux tiers) par les recettes propres issues de la diffusion et de la vente d'ateliers. Celles-ci sont en nette hausse entre 2014 et 2015 (+37%). Les subventions publiques financent un quart du budget.
L'Etat et la Région Ile-de-France interviennent quasi à égalité dans le budget de la structure (soit respectivement

35% et 36% des financements publics et 9% du budget) et constituent ses deux premiers partenaires publics.
La Région intervient principalement au titre de la permanence artistique et culturelle et d'une aide emploi-tremplin (une des deux aides est arrivée à échéance en 2015). En 2015, la structure a bénéficié d'une aide régionale supplémentaire exceptionnelle pour l'évènement TRANSPantin. Avec 11% des financements publics et 3% du budget, le Département de Seine-Saint-Denis est le 3ème partenaire public de la compagnie, qui est soutenue pour sa résidence à Bobigny et Pantin (2013-2015) et depuis 2014, la compagnie a obtenu le concours de l'EPCI Est ensemble au titre de la politique de la ville et de la culture.

De par son volume d'activité et dans une démarche volontariste, La Compagnie a structuré une équipe administrative permanente, qui comprend 8 postes dont 6 en CDI (dont 1 emploi-tremplin pérennisé et 1 emploi-tremplin encore en cours) et 2 en CDD, soit 5 équivalents temps plein.
L'emploi intermittent artistique et technique est très important en volume, compte-tenu de l'ampleur de l'activité déployée par la compagnie, tant en diffusion qu'en création et en actions artistiques. La masse salariale intermittente est en hausse de 17% entre 2013 et 2015.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement, la Compagnie inscrit son projet principalement dans le cadre de la transmission que ce soit auprès des publics en Seine-Saint-Denis (Pantin, Bondy, Bobigny..), à Paris ou plus largement en Ile-de-France, ou auprès de jeunes professionnels que la structure souhaite accompagner sur la durée. Elle poursuivra également ses projets de création et leur diffusion en Ile-de-France comme à l'échelle nationale et souhaite ouvrir un nouveau lieu de fabrique partagé qui puisse abriter son propre travail artistique tout en étant ouvert à d'autres équipes artistiques. La Compagnie sollicite pour ce faire une augmentation de l'aide régionale.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient LA COMPAGNIE à hauteur de 64 800 €
sur une base subventionnable de 216 100 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé
déduction faite de la différence entre l'aide demandée et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région flèche une part de son aide, soit 30 000 €, sur le volet l'emploi, pour le poste de chargée de développement des projets de territoire.	La Région flèche une part de son aide, soit 34 800 €, au titre de la création/diffusion/appropriation, pour la production des projets artistiques de la compagnie, leur diffusion en Ile-de-France et les projets d'action artistique et culturelle et de transmission, menés avec les publics, dans le cadre de l'implantation de la compagnie en Seine-Saint-Denis et plus largement sur le territoire régional.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	45 360,00 €
2017	19 440,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 800,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 800,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	64 800,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	10 000,00 €
	Montant total	204 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003655

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA CONCORDANCE DES TEMPS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	70 030,00 €	42,84 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA CONCORDANCE DES TEMPS
Adresse administrative : 13 RUE LOUIS GAILLET
94250 GENTILLY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame GENEVIEVE DE BUZELET, Présidente
Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 43185310000029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie a été créée en 2000 à l'initiative de Lucie Nicolas. Elle produit et diffuse les spectacles mis en scène par sa fondatrice et le collectif F71 (qui réunit 5 comédiennes/metteures en scène, créé en 2004). Les projets de Lucie Nicolas croisent et interrogent des disciplines différentes : marionnettes, projections d'images, manipulation d'objets, cirque…Le projet du collectif F71 s'est appuyé sur l'œuvre de Michel Foucault pour créer un feuilleton théâtral en 3 volets. La compagnie diffuse, est en résidence et coproduit avec de nombreux partenaires en Ile-de-France dont notamment le 104 à Paris, le Studio-Théâtre de Vitry, le Théâtre-studio d'Alfortville, le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, Anis Gras à Arcueil…

Des actions culturelles sont menées par la compagnie avec divers publics et notamment un travail avec le Service Pénitentiaire Insertion et Probation des Yvelines, de l'Essonne, de Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, par le biais d'ateliers de création et de rencontres avec les détenus suite à des représentations en détention.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

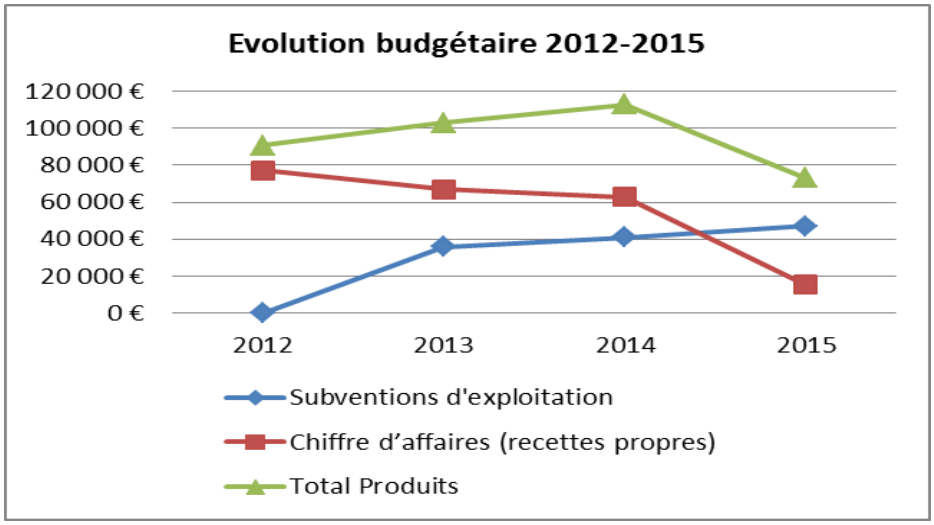
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC Théâtre (2013) & SDAT (2014)	15 000	*15%*	3 000		
Etat - CUI CAE			5 000	5 000	*11%*
Conseil départemental 78	9 900	*10%*			
Autres - SPEDIDAM (2013, 2015), Fondation de France (2013)	29 000	*29%*		1 000	*2%*
Autres - ARCADI	17 000	*17%*		9 900	*22%*
Région - PAC	30 000	*30%*	30 000	30 000	*65%*
TOTAL SUBVENTIONS	**100 900**	**100%**	**38 000**	**45 900**	100%

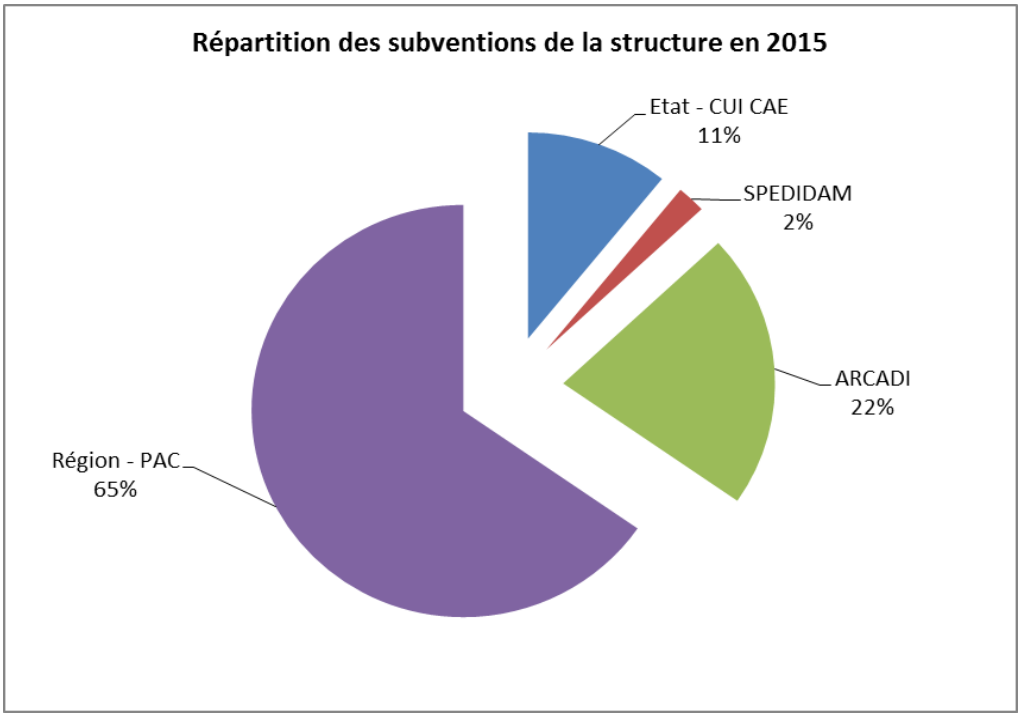
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2012	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	-	36 000	*35%*	40 877	47 100	*65%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	77 254	66 811	*65%*	62 867	15 543	*21%*
Total produits	90 742	102 811	100%	112 746	73 007	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2012-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	41 137	73 259	39 621
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	2 818h	3 241h	2 060h

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013-14**	**2014-15**	**2015-16**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2	2	1
Nombre de spectacles diffusés au total	3	4	2
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	24 *18*	14 *10*	7 *3*
Nombre de lieux concernés par les tournées	8	6	6
Nombre de spectateurs	3500	1000	600
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	6 résidences (8 à 15 jours)	5 résidences (4 à 10 jours)	1 résidence (5 jours)

ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	95 heures	51 heures	54 heures
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	332 heures dont 224 en Île de France	188 heures en Île de France	825 heures en Île de France
Nombre d'établissements et de relais partenaires	20 partenaires	10 partenaires	10 partenaires
Nombre de bénéficiaires	1110 environ	738 environ	1102 environ

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Le collectif F71, porté juridiquement par la concordance des temps, travaille à partir de la pensée et de l'œuvre de Michel Foucault, à faire des spectacles, du théâtre. Il questionne nos systèmes de pensée, nos intuitions, déplace nos points de vue, nos manières d'agir, nos habitudes. Depuis 2004 le collectif F71 réunit cinq comédiennes et metteurs en scène : Stéphanie Farison, Emmanuelle Lafon, Sara Louis, Lucie Nicolas et Lucie Valon dans un espace de création collective, de partage des regards. L'écriture se fait à partir d'archives, de textes littéraires, d'articles, de dessins, de paroles, de matériaux du réel, non-théâtraux que nous récoltons. Les spectacles se nourrissent également des étapes de travail, ateliers, ou rencontres publiques… Par la diversité de sa dramaturgie et par sa forme collective, ce travail se constitue dans un aller-retour entre le temps de plateau et le contact de différents publics : action culturelle et création sont intimement et nécessairement liées.

Quelques-unes des créations du collectif F71 :
Foucault 71, une chronique de l'année 1971, à travers trois interventions militantes de Michel Foucault.
La Prison, Quelle est donc la fonction de la prison à la fois contestée et immobile depuis sa naissance ? Un spectacle en forme de question.
Qui suis-je, maintenant ?, un spectacle sur l'amour des archives, librement écrit à partir d'un texte de Foucault de 1977: La vie des hommes infâmes.
Notre corps utopique, d'après la conférence radiophonique donnée en 1966. Comment s'emparer collectivement de ce corps utopique, lieu de tous les possibles ?
Mon petit corps utopique, Zora est fâchée contre son corps. Elle a tourné le problème dans tous les sens : ils ne sont pas faits pour vivre ensemble. Un spectacle jeune public.

Nos principaux partenaires franciliens sont le collectif 12 à Mantes la Jolie (78), Le Jeune Théâtre National (75), le Théâtre Studio d'Alfortville (94), le SPIP 94 – Centre pénitentiaire de Fresnes (94), Théâtre de l'Aquarium (75), l'ESAT- Théâtre Eurydice à Plaisir (78), la Maison du Geste et de l'image (75), La Nef à Pantin (93), Théâtre Jean Vilar à Vitry sur Seine (94). La compagnie est régulièrement soutenue par la DRAC IDF et Arcadi.

La concordance des temps confirme le tournant amorcé depuis quelque temps dans l'articulation de ses activités. Pour plus de souplesse et de réactivité, la compagnie restructure le rapport entre les projets du collectif F71 et ceux de Lucie Nicolas qui se fondent en une seule et même démarche, dont Lucie Nicolas assure la coordination artistique. Le travail se transforme et ne mobilise plus nécessairement l'ensemble du collectif mais une équipe à géométrie variable, avec une à plusieurs d'entre nous ainsi que des invités qui nous rejoignent ponctuellement. Des glissements se sont opérés: certaines endossent le rôle de metteur en scène, ou d'auteur. Nous abordons le champ du jeune public. Nous nous éloignons du strict corpus dramaturgique lié au philosophe Michel Foucault, pour explorer d'autres thèmes, toujours en rapport au réel et à l'archive et outillées de ce regard qu'il nous a transmis. L'expérience collective de nos précédents spectacles et de notre mode de création constitue aujourd'hui le socle de notre identité esthétique et dramaturgique.

La relation forte avec les publics et le territoire demeure un de nos signes distinctifs. Le maillage sur lequel repose notre démarche, entre action culturelle, projets participatifs, petites formes satellites et création, se resserre de plus en plus. Ainsi, nous faisons le choix d'organiser, pour les trois ans à venir, les projets autour d'une même thématique. Nous souhaitons que chaque expérience nourrisse les autres et que se crée une synergie entre eux, en consolidant le réseau de nos partenaires locaux, et en renforçant les moyens humains et la stabilité financière.
En effet, avec l'expérience menée cette saison, *What are you rebelling against Johnny ?*, nous avons écrit à partir d'archives sur la naissance du rock'n'roll dans l'Amérique des années 50 sur fond de ségrégation raciale. Nous

avons découvert une mine de textes, de paroles, de vies minuscules, celles d'anonymes (Léon Tillage, Claudette Colvin), comme celles des personnages publics (Martin Luther King…) sur la question noire et le combat pour les droits civiques aux Etats-Unis. Se pencher sur l'histoire pour parler du présent. Ecrire des spectacles à partir d'archives. C'est ce fil que nous choisissons de tirer. Aussi notre projet global se concentre sur cette thématique, à la fois dans les ateliers, les résidences, les actions d'appropriation et la création, à destination du jeune public, (collégiens, lycéens), du tout public et des publics spécifiques (détenus, population en voie d'alphabétisation).

2016-17 est une saison de production de *Léon / Claudette*, diptyque à destination des adolescents, à travers la recherche de partenaires et de financements, des actions d'appropriation, des résidences. Ainsi que le prolongement et la diffusion de petites formes préexistantes.
- des résidences scolaires, travail sur le texte avec les élèves, recherches historiques, travail graphique…
- première résidence de création en vue d'élaborer une maquette (avec étapes de travail publique)
- actions culturelles, sensibilisation et ateliers au Collège et au Lycée et jeunes adolescents hors temps scolaires
- résidence d'écriture pour *Black Project*, projet de création saison 18-19
- projet d'action artistique en milieu pénitentiaire
- résidence de finalisation du texte de *Mon petit corps utopique,* en vue de son édition.
- actions artistiques envers les personnes non-francophones
- diffusion de *Le corps utopique, variation pour deux comédiennes* et reprise du *Ciné-concert* avec évolution vers *(Sandwich)* dans des lieux hors-les-murs…
- Master Class

2017-18 est l'année de création et de diffusion de *Léon / Claudette* et une année de production de *Black Project*.
- Résidences de création de *Léon / Claudette*,
- Création et diffusion de *Léon / Claudette* (représentations en classe dans les Ecoles, Collèges et Lycées, ainsi qu'en salle dans les théâtres.
- Actions d'appropriations et ateliers dans les Etablissements scolaires en lien avec la création
- Première résidence de travail, *Black Project*
- Diffusion du ciné-concert *Sandwich.*

2018-19 est l'année de création de *Black Project*, avec une diffusion conjointe des spectacles et les actions culturelles qui y sont rattachées.
- Résidences de création de *Black Project.*
- Diffusion de *Black Project* à destination du tout public et de *Léon / Claudette* à destination du public adolescent.
- Ateliers en Lycées et à destination des publics spécifiques.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
La Nef, Pantin (93), Collectif 12 à Mantes la Jolie (78), Maison du Geste et de l'image - Paris, Maison des Métallos – Paris, Centres pénitentiaires de Fresnes (94) et Fleury Merogis (78), Théâtre de l'Agora à Evry (78), Théâtre Jean Vilar à Vitry sur Seine (94), Théâtre aux Mains nues (Paris), Théâtre Paul Eluard à Bezons (95), ENS Lyon, Ligue de l'Enseignement et ATP
Autres pistes : Le Grand Bleu à Lille, Ches Panses Vertes à Amiens, **Théâtre Antoine Vitez à Ivry sur Seine (94), Odyssée 78 à Sartrouville, …**

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -
Département de Seine Saint Denis via le dispositif CAC 93 et In Situ, Dac de Paris, DRAC dispositif Culture et Justice et Aide à la production de la DRAC Île de France et ARCADI –
Autres pistes : Bourses écriture (CNT, SACD, bourses privées, résidences d'auteurs)

Equipe artistique prévue pour le projet :
Collectif F71 (Emmanuelle Lafon, Stéphanie Farison, Sara Louis, Lucie Nicolas, Lucie Valon) et invités extérieurs.

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence en milieu scolaire pour *Léon/Claudette*	Résidence en milieu scolaire pour *Léon/Claudette*
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	40 heures à partir de novembre 2016	40 heures max au printemps 2017
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Collège de Gournay (93) et théâtre alentours (Noisy le Grand, Chelles, Ferme du Buisson, …)	Collectif 12 (78) et collège alentours
Objectifs & contenus de chaque résidence	A partir du roman « Noire » de Tania de Montaigne, aborder le texte avec des jeunes et comprendre comment ils le perçoivent. Adapter le roman et le jouer avec les élèves – Travail graphique et scénographique – Sorties culturelles	A partir du roman de Léon Tillage, Exploration des matériaux, travail de manipulation, et scénographie en direct avec le public, travail sur le contexte historique : de la ségrégation aux USA à nos jours.
Partenaires financiers de résidence	Culture et Art au Collège de Seine Saint Denis (réponse en juillet 16)	Collectif 12, PEAC

	1ère année 2016/2017 (SUITE)	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Première résidence de travail avec maquette pour Léon/Claudette au printemps 2017	Reprise du ciné concert avec les matériaux de « Sandwich » - octobre 2016
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	résidence de 10 jours	10 jours à la table puis 2 jours de répétition
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	La Nef de Pantin (93) et/ou le Théâtre aux mains Nues (75)	Ecole supérieure des Arts de Bruxelles, Théâtre Varia à Bruxelles (B) 6B à Saint Denis (93) autres partenaires en Île de France à définir.
Objectifs & contenus de chaque résidence	Résidence de travail de manipulation avec sortie sous forme de maquette – comédienne et dessinateur. Première exploration scénographique du matériau en parallèle de la recherche de production ;	Exploration de la revue « Sandwich » sous l'axe sociétal puis élaboration d'une conduite – travail d'improvisation avec les musiciens.
Partenaires financiers de résidence	ARCADI et/ou DRAC IDF, coproducteurs – en cours.	ESA Bruxelles – Théâtre Varia (B) avec le soutien du journal Libération

	1ere année 2016/2017 (SUITE)	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence d'écriture de *Mon Petit corps utopique* – texte à partir de 6 ans	Résidence de récolte de matériau et début écriture du projet - *Black Project*
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	1 semaine – à définir	10 jours morcelés en 2017
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	A définir	Résidence d'écriture pour auteurs –
Objectifs & contenus de chaque résidence	Finalisation de l'écriture en présence des 3 auteurs en vue d'une édition.	
Partenaires financiers de résidence	A définir	Dramaturgies plurielles SACD – Beaumarchais – aide du CNT – Bourses d'écritures (Théâtre Ouvert, Villeneuve lez Avignon)

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

Saison 17 – 18 =
> Résidence de Création de Léon/Claudette – 1 mois – La Minoterie à Marseille (13), Théâtre aux Mains Nues (Paris), CDN de Sartrouville (78)
> Dispositif *In Situ* résidence dans un Collège de la Seine Saint Denis autour de la thématique de la question noire et des droits civils aux Etats Unis en parallèle à la diffusion de *Léon/Claudette* et de la future création de *Black Project.*
Saison 18-19 =
> Résidences en vue de la création de *Black Project.*

PERSPECTIVES DE CREATION

Saison 16-17 : Création du ***Ciné Concert « Sandwich »*** - De 1979 à 1981, le quotidien *Libération* dépassé par le nombre de petites annonces déposées sort un supplément spécial hebdomadaire, *Sandwich*. Dans ses rubriques « Chéris », « Changer la vie », « Taulards », « Logement », « En route » …, ce quasi-fanzine laisse s'exprimer ses lecteurs dans des petites annonces gratuites étonnantes. Mais il se permet également des expériences en termes d'illustration, de graphismes et de photographie. Le contenu comme la forme témoignent d'une liberté de pensée et de comportement aujourd'hui disparues. A l'image de notre création précédente, le *Ciné-concert d'Anthologie*, nous imaginons faire de ce matériau, à la fois textuel et graphique, la partition d'un ciné-concert. Il s'agit de mettre en musique ces paroles individuelles, ces « poèmes-vies » comme les qualifierait Michel Foucault, accompagnées par nos comparses musiciens. Le concert est porté par des images projetées et animées à vue, à partir de nos instruments fétiches, les rétroprojecteurs à transparents. **Dramaturgie,** Stéphanie Farison, Emmanuelle Lafon, Sara Louis, Lucie Nicolas / **Chant,** Emmanuelle Lafon / **Images,** Stéphanie Farison, Lucie Nicolas / **Musique,** Fred Costa, Vladimir Kudryavstev, Siegfried Mandacé (en alternance)

Saison 17-18 : Création de ***Léon/Claudette***. Diptyque, deux spectacles à jouer en classe, à destination des adolescents, (collège, lycée). Deux jeunes gens, deux récits de vie dans l'Amérique ségrégationniste. Léon raconte sa vie quotidienne dans une famille de métayers, des plus petites humiliations à la violence la plus terrible. Claudette, retrace la destinée de Claudette Colvin, jeune fille de 15 ans qui refusa, avant Rosa Parks, de céder sa place à un blanc dans le bus et qui a pourtant sombré dans l'oubli, victime de la force du racisme ordinaire. D'après *Léon* de Léon Walter Tillage et *Noire* de Tania de Montaigne.
Il s'agit de s'adresser aux jeunes gens de manière intime et directe, de façon à ce qu'ils se projettent dans la vie de ces deux personnages. Les deux spectacles sont portés par la même équipe, une comédienne et un(e) illustrateur / manipulateur à partir d'un dispositif léger (projection de dessin en direct qui s'inspirent des images d'archive). **Adaptation, mise en scène**, Lucie Nicolas / **Jeu,** (en cours) / **Illustrateur –manipulateur** (en cours) / Bande-son ?

Saison 18-19 : Création de ***Black Project,*** *(titre provisoire)* nous plonge dans l'histoire du combat pour les droits civiques des Noirs aux Etats-Unis. A partir de textes d'archives (discours de Du Bois, Martin Luther King, Malcom X, Angela Davis…), de récits de vie ou d'évènements (Emmett Till, Rosa Parks, Claudette Colvin, Little Rock, …) de traces photographiques et graphiques, (affiches des Black Panthers, gravures de Scottsboro, etc.), nous écrivons une chronique du combat des luttes contre l'intolérable et pour l'égalité. **Dramaturgie,** Stéphanie Farison, Lucie Nicolas / **Jeu,** en cours / **Musique** / **Scénographie** / **Lumière** / **Régie générale**, en cours…

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Répertoire : *Foucault 71, La Prison*, *Notre corps utopique* et *Mon petit corps utopique* et *Le corps utopique, variation pour 2 comédiennes*

A venir : *Ciné Concert « Sandwich », Léon/Claudette, Black Project*

Partenaires pressentis à ce jour
Acquis : ESA Bruxelles, Collectif 12, Hors les Murs (Médiathèques, centres sociaux, …) franciliens,
Sollicités : Réseaux des ATP et Ligue de l'Enseignement, ANRAT, Théâtre de Sartrouville - CDN Yvelines, Agora à Ivry, Maison des Métallos, Théâtre de Chelles, Ferme du Buisson à Noisiel, Auditorium de la Médiathèque de Chelles.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
Pour les trois prochaines années, nous souhaitons renforcer au maximum les moyens de production. Pour pallier aux difficultés de diffusion que nous rencontrons sur les créations, il nous faut la présence accrue d'une administratrice de production dès l'amorce du projet que nous pourrons ainsi démarrer le plus en amont possible. Elle sera secondée non plus d'une chargée des actions artistiques en Contrat Aidé mais d'un ou plusieurs chargé(s) de production qui interviendront à des moments spécifiques du montage du projet et que nous recruterons pour leurs compétences particulières en fonction des besoins. Ces postes restent structurants pour le projet spécifique car leur mission restera accès sur l'ancrage, la mise en place des projets et la diffusion en Île de France principalement. L'objectif de cette nouvelle organisation est bien sûr de maintenir la masse salariale artistique et technique voire de l'augmenter d'année en année.

Subvention demandée : 30 000 €
Pas de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	25430	ETAT	6500
		DRAC Ile-de-France (préciser service et titre) : Culture et Justice (en cours)	3000
Salaires brut *Chargée de production*	7000	**Préfecture – FIPD** - SPIP (en cours) Budget interministériel de déradicalisation - projet en détention	3500
Charges employeur	3850	COLLECTIVITES TERRITORIALES	37600
Salaires brut *Administration de production*	9000	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	5580	Région IDF - PAC	30000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	25560	**Département** : 93 Culture et Art au Collège (en cours)	7600
Salaires bruts artistes	8700	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	3500
Charges employeur artistes	4880	CNT- bourses écriture Black Project	3500
Salaires bruts techniciens	4600	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	22430
Charges employeur techniciens	2580	Prestations de service (préciser) : Achat d'actions artistiques	6000
Droits d'auteur	200	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations) 10 représentations	12930
Défraiements	1500	Résidences (préciser) : Léon/Claudette - résidence avec Maquette	3500
Transports	1500		
Autres (préciser) : Achat petit matériel décor, costumes, régie	1600		
DEPENSES D'APPROPRIATION	16540		
Préciser le nombre d'heures: environ 200 h globales			
Salaires bruts	9000		
Charges employeur	5040		
Frais Annexes (défraiements, transports, achat petit matériel)	2500		
AUTRES DEPENSES	2500		
Part de charges de fonctionnement	2500		
TOTAL	**70 030**	**TOTAL**	**70 030**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La compagnie est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 30 000 € pour mener à bien ses projets de création et d'appropriation, conçus dans un rapport étroit au public associé de près à toutes les étapes de la création, en lien avec des lieux du Val-de-Marne et des Yvelines.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Le bilan de cette première convention de permanence artistique et culturelle a été marqué par la création de 4 pièces de différents formats autour du thème du « corps utopique », toujours à partir de textes de Michel Foucault, auteur de prédilection et source d'inspiration de l'ensemble des projets de la compagnie depuis sa création. Fin 2013 a d'abord été créé « Notre corps utopique » (6 comédiennes), qui a connu d'emblée une belle première saison

d'exploitation dans les Yvelines (Théâtre Eurydice à Plaisir, Collectif 12 à Mantes-la-Jolie) et à Paris (série de 12 représentations au Théâtre de la Bastille) et en France. S'en est suivie la création d'une petite forme issue du spectacle et pensée pour être jouée hors des théâtres : « Le Corps utopique, variation pour 2 comédiennes », qui s'est jouée notamment dans le Val-de-Marne (Université de Créteil, La Blanchisserie à Ivry, Maison d'arrêt de Fresnes) et à Paris avec une série de dates jouées en partenariat avec des structures sociales associatives du 18ème arrondissement (centre médico-psychologique, centre de réinsertion…). En 2015, la compagnie a créé un spectacle jeune public intitulé « Mon petit corps utopique » avec 1 comédienne. Enfin, elle a créé avec deux musiciens, un « Ciné-concert d'Anthologie » à partir de l'ensemble des matériaux écrits, sonores et visuels collectés autour de l'œuvre de Foucault.
Malgré une très bonne visibilité publique et professionnelle de « Notre corps utopique » l'année de sa création, notamment lors de l'exploitation au Théâtre de la Bastille, le spectacle a été peu diffusé, en raison de l'annulation in extremis d'une série de dates au Théâtre-Studio d'Alfortville à l'été 2015 pour cause de travaux, cette série impliquant nécessairement une reprise du spectacle, qui n'a donc pu se faire. Les autres spectacles ont été encore peu vus par les programmateurs, compte-tenu de leur période de création tardive. La compagnie a toutefois participé à la commémoration du 30ème anniversaire de la mort de Michel Foucault, notamment lors d'un temps fort organisé à l'Université de Créteil en 2014.
Pour répéter et créer ses spectacles, la compagnie s'appuie sur son **partenariat avec le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, avec lequel la relation s'est renforcée depuis 2013**, le lieu devenant également un partenaire pour des actions artistiques sur le territoire ainsi qu'une **base de développement sur le territoire yvelinois**, en lien avec d'autres lieux, tels que le Théâtre ESAT Eurydice à Plaisir, qui a accueilli plusieurs spectacles de la compagnie, ou encore la Ferme de Bel Ebat à Guyancourt, coproductrice de « Notre corps utopique ».
Par ailleurs, **le Collectif 71 a poursuivi ses liens avec le Val-de-Marne**, à travers son partenariat historique avec le Théâtre-Studio d'Alfortville (qui l'avait déjà accueillie pour plusieurs de ses créations, notamment le feuilleton théâtral « Foucault 71 »), avec la Blanchisserie à Ivry, où le Collectif F71 dispose d'un bureau. Enfin, le Théâtre de l'Aquarium à la Cartoucherie a continué à accueillir les projets du collectif.
Depuis ses débuts, le Collectif est fortement investi dans des actions artistiques et culturelles avec les publics. Il a notamment mené **des projets d'envergure avec des détenus au sein de plusieurs maisons d'arrêt** (Fresnes, Fleury-Mérogis, Bois d'Arcy), en correspondance avec ses créations (cf. sa 2ème pièce intitulée « La Prison » créée en 2006). Depuis 2013, la compagnie a travaillé avec le SPIP94 à Fresnes et à Bois d'Arcy avec le Collectif 12. En 2015/16, la compagnie a conduit un important projet autour de l'histoire de la musique rock aux Etats-Unis, qui prend la forme d'ateliers de théâtre et de musique avec des élèves du conservatoire du 5ème arrondissement et parallèlement avec des détenus de la Maison d'arrêt de Fresnes. Plusieurs restitutions publiques se sont déroulées à l'intérieur de la prison, au conservatoire ainsi qu'à la Maison des métallos.
Plus largement, la compagnie travaille avec des publics variés tels que des lycéens (lycée Saint-Exupéry à Mantes-la-Jolie), des élèves d'école primaire (des élèves avaient participé durant un mois à la création du spectacle jeune public « Mon petit corps utopique » à Mantes-la-Jolie)… L'aide de la Région a permis à la compagnie de pouvoir initier des projets d'actions artistiques et culturelles cohérents avec ses créations et à partir desquels elle réunit des partenaires.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Depuis trois ans, **le Collectif 71 a renforcé son ancrage en Ile-de-France** en s'appuyant sur des partenariats dans les Yvelines, à Paris et dans le Val-de-Marne. Il a également initié une présence en Seine-Saint-Denis à travers quelques appuis (La Nef à Pantin notamment).

Evolution budgétaire et de l'emploi
D'envergure modeste, le budget de la compagnie atteint, selon les années, le seuil des 100 000 €. L'exercice 2015 affiche une diminution (73 000 €), les recettes de diffusion ayant été moindres et la compagnie ayant porté une création de petit format. Cependant, le budget 2016 retrouve le même volume qu'en 2012 (90 576 €).
Si l'activité était entièrement autofinancée en 2012 par les ventes de spectacles, le budget de la compagnie est aujourd'hui financé à près de 60% par les subventions publiques (65% en 2015) et à 40% par les recettes propres (21% en 2015). Ces dernières ont subi une baisse sensible en 2015. A contrario, les subventions publiques, inexistantes en 2012, se sont sensiblement développées. Cependant, seule l'aide de la Région (représentant 64% de subventions publiques en 2015 et 41% du budget) est une aide structurante pour la compagnie, qui bénéficie par ailleurs d'aides à projets ciblées sur ses créations (DRAC, Conseil départemental des Yvelines, Spedidam, Arcadi) ou pour ses projets avec les publics (DRAC – SDAT, Fondation de France).

Concernant l'emploi, **l'aide apportée par la Région a permis à la compagnie de créer un poste de chargé de développement et d'actions culturelles, qui a effectivement généré de nombreux projets sur le territoire francilien**. A l'avenir cependant, compte-tenu de son économie, la compagnie privilégiera le renforcement du pôle de production en intermittence afin de développer tant les actions artistiques que la diffusion et la production des

projets du collectif. L'emploi artistique intermittent est en baisse en 2015, en raison d'un volume d'activité inférieur. Il est prévu à la hausse en 2016.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement, le Collectif F71 souhaite poursuivre ses projets en donnant une meilleure cohérence entre ses créations et ses projets d'actions artistiques et culturelles avec les publics, autour d'un thème de travail : la question noire et le mouvement pour les droits civiques aux Etats-Unis. Il s'agira de créer plusieurs formes de spectacles (dont un spectacle à diffuser en classes de collèges et de lycées) autour de ce thème toujours selon la même méthodologie, à partir d'archives et du réel. Le collectif fera également appel à d'autres artistes. Pour mener ses projets, le Collectif F71 s'appuiera principalement sur son partenariat avec le Collectif 12 dans les Yvelines et sur des partenaires en Seine-Saint-Denis et dans le Val-de-Marne.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient LA CONCORDANSE DES TEMPS – COLLECTIF F71
à hauteur de 30 000 € sur une base subventionnable de 70 030 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région flèche une part de son aide, soit 10 000 €, sur le volet l'emploi, pour les postes de chargée de production et d'administration de production.	La Région flèche une part de son aide, soit 20 000 €, au titre de la création/diffusion/appropriation, pour la production des projets artistiques du collectif, pour le développement de la diffusion des spectacles en Ile-de-France et pour les projets d'action artistique et culturelle menés avec les publics, dans le cadre de l'implantation du collectif sur le territoire régional, en lien avec des lieux partenaires.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	21 000,00 €
2017	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003657

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA MAISON OUVERTE (THEATRE DUNOIS) (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	148 027,00 €	27,02 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON OUVERTE
Adresse administrative : 108 RUE DU CHEVALERET
75013 PARIS 13
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur XAVIER MAITRE, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32450071900020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459).

I- Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre Dunois est situé dans le 13e arrondissement de Paris, rue du Chevaleret. Il est le fruit d'une longue histoire qui démarre à la fin des années 70 dans un vieil entrepôt voué à la démolition et qui abrite durant treize ans une partie de l'histoire du jazz et des musiques improvisées (« le Dunois »). En 1990, l'entrepôt est démoli et le Théâtre Dunois est construit. Suite à un défaut d'insonorisation du bâtiment, le projet du lieu est revisité et s'ouvre à d'autres disciplines : danse, théâtre…etc.

En 1999, Nelly Le Grévellec, restée seule à la direction du lieu, décide de réorienter la programmation afin d'affirmer une ambition forte : consacrer le Théâtre Dunois au spectacle jeune public de haut niveau artistique. Dans un contexte de forte demande de la part des familles et des éducateurs et en l'absence à Paris d'un théâtre destiné aux enfants, le Théâtre Dunois devient rapidement un lieu de référence pour le

jeune public, qui propose à la fois un éveil à l'art vivant, la découverte de formes artistiques exigeantes et qui se veut également un outil de valorisation pour les artistes.

En 2002, l'Etat reconnaît la qualité du travail mené en labellisant le Théâtre Dunois, « scène conventionnée pour le jeune public ». Par ailleurs, l'Etat a soutenu la résidence de l'Ensemble Aleph dans les murs du Théâtre Dunois jusqu'à son terme en 2014.

Entre 2011 et 2014, le Théâtre était en partenariat avec l'Amin Théâtre, compagnie implantée en Essonne. Ce partenariat a donné lieu à l'accueil des spectacles de la compagnie, des coproductions, de l'action culturelle et artistique en direction des publics du Théâtre Dunois.

Le Théâtre Dunois bénéficie également du soutien de la Ville de Paris, mais doit faire face à des charges de fonctionnement très importantes (loyer, charges de structure,..). Le financement des emplois permanents du Théâtre demeure un enjeu très fort.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

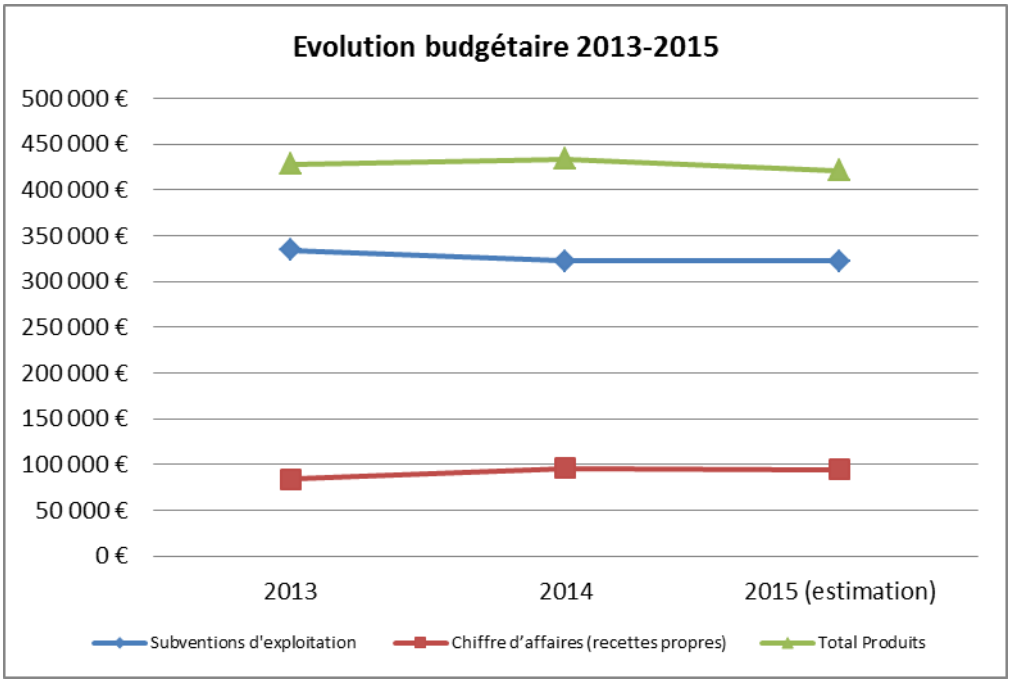
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC SDAT	8 400	*3%*	7 000	7 000	*2%*
DRAC Théâtre (fonctionnement) et Musique (résidence)	126 685	*38%*	120 639	120 000	*37%*
Ville de Paris : Dasco, DAC "art pour grandir" et ARE	124 063	*37%*	137 032	133 531	*41%*
Inspection académique 94 et Fondation de France	9 305	*3%*	7 895	1 700	*1%*
Région - PAC	40 000	*12%*	40 000	40 000	*12%*
Région - Emploi tremplin	25 416	*8%*	24 000	20 306	*6%*
SOUS-TOTAL REGION	65 416	20%	64 000	60 306	19%
TOTAL SUBVENTIONS	**333 869**	**100%**	**336 566**	**322 537**	100%

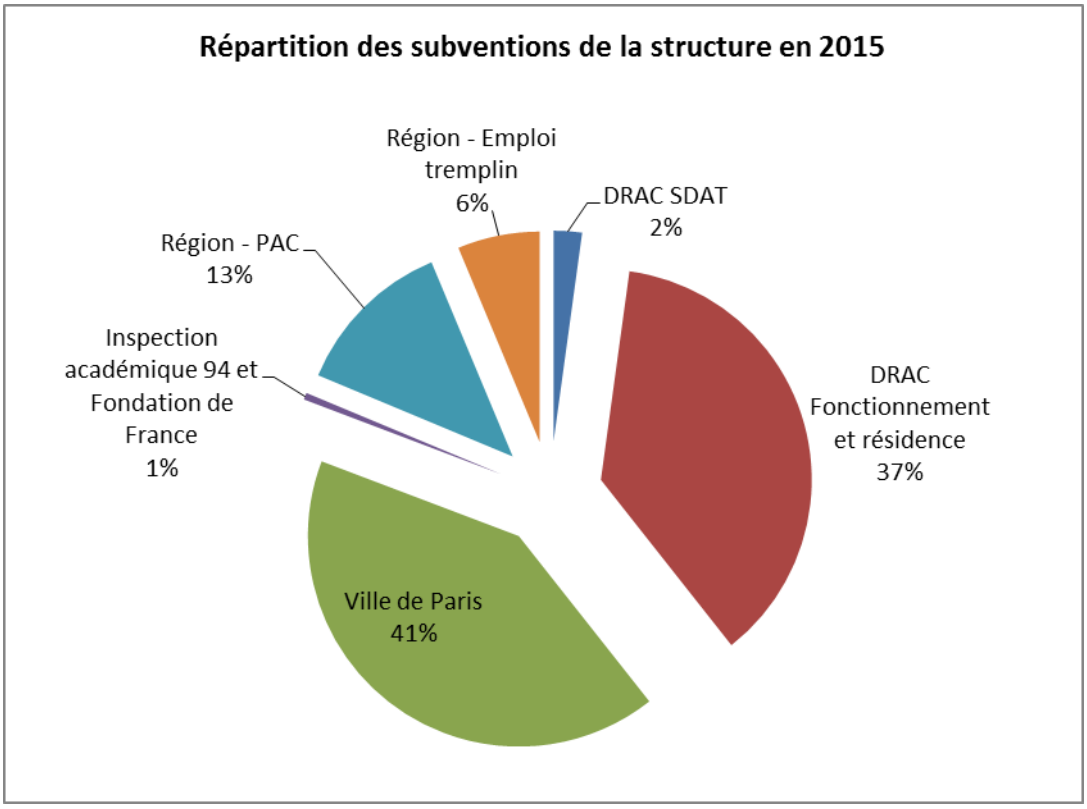
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	333 870	*78%*	322 036	*322 640*	*77%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	84 131	*20%*	96 374	*94 771*	*22%*
Total produits	428 323	100%	433 698	*421 333*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	141 719	131 633	140 194

Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	520	278	271

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	12	12	8
Nombre de spectacles diffusés au total	21	20	17
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	213	207	234 : Prévisionnel avant attentats 211 : Réalisé
Nombre de festivals ou temps forts éventuels			
Nombre de spectateurs	20 893	21 655	19 343
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	3 équipes Nombre d'heures de résidence : 300 heures	5 équipes Nombre d'heures de résidence : 400 heures	4 équipes Nb d'heures de résidence : 350 heures
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	20	20	40
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	400	446	550
Nombre d'établissements et de relais partenaires	9	9	9
Nombre de bénéficiaires	600	640	705

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Depuis 1999, le théâtre Dunois s'est engagé à **promouvoir le spectacle vivant auprès des jeunes spectateurs et de leurs familles**, à travers une **programmation pluridisciplinaire ambitieuse**. Le théâtre Dunois met tout en œuvre pour faire se rencontrer ces artistes exigeants et ce public d'enfants et d'adultes néophytes mais curieux.

Seul théâtre à Paris entièrement dédié au jeune public, le théâtre Dunois accueille des compagnies choisies à la fois pour **l'exigence artistique** de leurs créations (se concrétisant dans les recherches formelles, le choix des textes, des répertoires musicaux, le talent des interprètes, les mises en scène élaborées) et pour leur

souci d'une nécessaire transmission vis-à-vis des enfants (à travers les thématiques abordées : approche de l'histoire des arts, réflexion sur la famille, la morale, la citoyenneté…).

Le théâtre Dunois s'attache à favoriser l'essor d'un **théâtre engagé**, portant un **regard critique** et des **questionnements fertiles** sur l'art et le monde dans lequel nous vivons. Il se donne pour mission d'accueillir en priorité des créations, émanant tout à la fois de jeunes compagnies émergentes, de compagnies conventionnées, de CDN…

Dans le cadre d'une **économie contrainte**, laissant peu de marge pour les initiatives nouvelles, le théâtre Dunois continuera à la hauteur de ses moyens humains et financiers à privilégier les temps de rencontres et de réflexion ; l'accompagnement des artistes ; la sensibilisation des publics ; l'implantation dans la vie de son quartier Paris-Rive Gauche et au-delà ; la pérennisation de son équipe, l'élaboration d'un processus de transmission de l'outil…

Le théâtre Dunois *et les artistes de la scène jeune public.*

- Nous affirmerons notre spécificité d'un **théâtre au service d'artistes en recherche** qui créent avec le souci d'être entendus par des **nouveaux publics** (jeunes ou peu familiers des scènes de théâtre). Nous accueillerons des équipes artistiques de toutes disciplines s'adressant selon les spectacles aux plus jeunes et à leurs familles (enfants de maternelle et de primaire), jusqu'aux **adolescents** (collèges et lycées), avec un effort particulier en direction de ces derniers. Nous déploierons sur les 3 saisons à venir des **stratégies particulières** afin de mieux les concerner par les spectacles que nous leur destinerons, en impliquant les artistes à nos côtés dans cette conquête.

- Nous ébauchons un outil de **production/diffusion mutualisé** avec certaines compagnies. Après STRACES nous continuerons notre accompagnement d'une nouvelle équipe artistique dans son processus de création. Début 2017 verra la création d'un opéra contemporain de l'Ensemble Alma Viva : **Kamtchatka**. Cet opéra adapté du roman éponyme de l'auteur argentin Marcelo Figueras, parle de la dictature en Argentine à travers le regard d'un enfant. Il a fait l'objet d'une commande d'écriture musicale au compositeur argentin Daniel d'Adamo. Sur scène, 2 musiciens, 2 chanteurs, 1 comédien. La création en Argentine aura lieu du 10 au 15 novembre 2016 au **Théâtre Colón** de **Buenos Aires,** la création française 4 au 15 janvier 2017 au **Théâtre Dunois.**
  Pour ce nouveau spectacle **nous avons rapproché** l'Ensemble Alma Viva de la compagnie Immatérielle Production, et **Marc Baylet Delperrier** sera le **metteur en scène** de **Kamtchatka.**
  Comme pour **STRACES** nous apporterons **une part de coproduction**, et notre équipe accompagnera le spectacle tout au long de sa gestation. Le théâtre sera mis à disposition de l'équipe artistique 5 semaines en septembre 16, puis 1 ou 2 semaines en décembre pour la reprise en vue de la version française.
  Nous prendrons en charge le travail d'information auprès des programmateurs, et mettrons en œuvre les stratégies pour que le spectacle soit vu par le maximum d'entre eux. Nous ferons le suivi et l'organisation des tournées.

Le théâtre Dunois : *une présence artistique dans la cité, une ambition de responsabilité citoyenne*

- Nous poursuivrons notre travail de partenariat avec les écoles et les enseignants. De nombreux établissements scolaires sont **désormais fidélisés** au théâtre Dunois. Nous porterons nos efforts pour les 3 saisons à venir vers les **collégiens et les lycéens** avec une **offre de spectacles plus conséquente** et des **projets d'action culturelle spécifiques**. En 2017 nous accueillerons la compagnie **Rêve général** dirigée par la jeune metteure en scène **Marie Normand**, avec un spectacle intitulé **Les Préjugés** associant un texte de Marivaux à un texte sur nos préjugés actuels commandé à la jeune auteure Marilyn Mattei. A l'occasion de la présentation de ce spectacle la compagnie prévoit plusieurs modules d'interventions auprès des lycéens afin de les familiariser avec le sujet (en l'occurrence la mésalliance) et la confrontation de 2 langues propres à chaque époque. Pour ces mêmes publics nous présenterons **Contre les bêtes**, texte sans concession sur notre relation à l'animal de **Jacques Rebotier**, mis en scène par **Emilie Leroux** de la compagnie grenobloise **Les Veilleurs**. Un violoniste, un violoncelliste et un comédien pour sculpter la langue acerbe du poète. Des interventions en direction des lycéens seront également imaginées pour interroger leur appréciation de leur condition d'(h)omme.
- Nous développerons les actions culturelles sur notre territoire. Depuis janvier 2016 notre équipe s'est enrichie d'un nouveau collaborateur, en service civique, dont la mission est de développer l'implantation du théâtre Dunois localement. Des premiers contacts avec les associations du quartier, les responsables de la politique de la ville, l'université Paris VII semblent vouloir aboutir à des collaborations plus pérennes.

- Nous mettrons en œuvre une stratégie pour **intensifier la fréquentation du théâtre** par les familles issues de **toutes les classes sociales**. Le travail de la chargée du développement des publics autant envers les publics de proximité que de tout Paris et de la banlieue porte également ses fruits. Une sensible hausse de fréquentation le week-end depuis début 2016 nous laisse optimiste. Notre action cherche à atteindre les publics socialement défavorisés, tout autant que ceux plus favorisés, mais éloignés cependant de l'offre théâtrale.

Le théâtre Dunois : *une petite équipe performante*

- Notre objectif pour ces trois années est de pérenniser cette équipe performante, dynamique, porteuse de l'avenir du théâtre Dunois, afin de réussir la transmission de l'outil lors du départ à la retraite de la directrice prévu fin 2018.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Le théâtre Dunois pilote depuis 2012 à l'initiative de la DRAC un réseau (informel) de co-producteurs en Ile de France. Ce réseau riche d'une dizaine de lieux a pour objectif de permettre à une équipe artistique de préférence émergente de concrétiser un projet de création ambitieux qui ne pourrait pas voir le jour sans cette synergie. A ce jour 2 projets ont été réalisés : La femme Oiseau/Cie la mandarine blanche et Les inséparables/Cie Ingaléo.

A notre initiative ce réseau tente de se restructurer en précisant son ambition : demander à des équipes artistiques via un appel à projet de **concevoir des spectacles spécifiquement à destination des adolescents ainsi que les outils de médiation indispensable pour aller à leur rencontre, afin d'en faire des spectateurs volontaires et non plus captifs.**

Les partenaires de ce réseau qui ont participé aux 2 premiers projets sont : Le centre Culturel d'Orly (94), la ferme de Bel Ebat à Guyancourt (78), le théâtre de Sartrouville (78), le CC Boris Vian aux Ulis (91), la Scène Watteau (94), le CC de Rosny/bois (93), le théâtre d'Ivry (94),le Festival du Val d'Oise, le théâtre Paris Villette (75), le théâtre Dunois (75)…

Sur la saison 16/17, nous collaborerons avec le **Festival Adami abrité par le Montfort** en relayant un des spectacles de leur programme : *Alibi par le théâtre de l'EVNI (Belgique).*
Nous accueillerons en collaboration avec **Le Mouffetard** le spectacle *Fille et soie/Séverine Coulon*

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

Convention tri partite signée avec la Drac Ile de France et la Ville de Paris en 2015 apportant chacune une subvention de 120 000 € par année

Programmation 16/17 : 17 spectacles-9 créations
5/16 Octobre 2016 **STRACES** Cie Immatérielle Production Théâtre graphique 8+
3/14 novembre 2016 **La Conférence des Chiens** Cie Théâtre Inutile Théâtre et marionnettes 8+
16/27 novembre 2016 **WAX/Renaud Herbin** TJP Strasbourg Théâtre d'objet 3+
29 Nov/4 dec 16 **Les Insomnies** Cie La main d'œuvres 11+
7-18 décembre 16 **Alibi** Cie l'E.V.N.I Danse 6+
4-15 janvier 17 **Kamchatka** Alma Viva Ensemble Théâtre musical 8+
17-22 janvier 17 **Contre les bêtes** Cie Les Veilleurs Théâtre musical 11+
25 jan-10 fév 17 **La maison mon grand-père. Où est-il** ? Cie AkselereThéâtre d'objets 3+
22 fev-5 mars 17 **Minute papillon** Cie Paul les oiseaux Danse 7+
8-19 Mars **Fille et soie** Séverine Coulon Théâtre et Objets 5+22 mars-2 avril **Jamais Jamais** Les arpenteurs de l'invisible Théâtre 6+
19-30 avril **La Voyageuse** Michèle Nguyen Théâtre 11 +
2-7 Mai **Animalitas** Ensemble (H)IATUS Musique 3+
9-14 Mai **NOUT** Théâtre Athénor Danse et musique 5+
31 Mai-11 Juin **La théorie du crocodile** Cie Les ouvreurs de possible Danse 5+…
14-25 Juin **Au cœur de la forêt** Cie l'Oreille à plumes Théâtre musical 4+

RESIDENCES PREVUES

	1ere année 2016/2017

Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence de création pour le spectacle *Kamtchamka*	Résidence de création pour le spectacle *Au cœur de la forêt*
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	6/7 semaines de fin aout à fin décembre	2 semaines Juillet 16
Equipes artistiques	Alma Viva Ensemble (IDF)	Cie l'Oreille à plumes (Région centre)
Objectifs & contenus de chaque résidence	Donner aux artistes un outil performant, semblable aux conditions finales de représentation	Donner aux artistes un outil performant, semblable aux conditions finales de représentation
Partenaires financiers de résidence		

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

Les programmations se faisant année par année, il est impossible aujourd'hui de prévoir les artistes qui seront accueillis dans 18 mois ni les besoins qui seront les leurs. Nous mettrons le théâtre à disposition des équipes artistiques autant que la programmation intense le permette. En général, le théâtre reste inoccupé pendant les petites vacances scolaires et pendant les 3 mois d'été, à l'exception du mois de fermeture pour congés annuels

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

L'équipe du théâtre Dunois compte actuellement 5 postes permanents en CDI temps plein. En moyenne nous faisons appel à 2 stagiaires/ services civiques à temps plein par saison.

Dans le cadre de l'élargissement de notre champ d'action et **notamment vers les lycéens**, nous souhaiterions créer un sixième poste. L'aide du dispositif emploi tremplin pour notre chargée de la conquête territoriale arrivant à terme en mai 2016 et si le poste peut être pérennisé, nous souhaiterions bénéficier de ce dispositif pour la création d'un nouveau poste plus spécialement dédié à l'action culturelle.

Subvention demandée :
55 000 €
Soit 15 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	prev	RECETTES	prev
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	**47 242 €**	ETAT	**21 653 €**
8Salaire brut *administration 8mois*	15 000 €	DRAC Ile-de-France (Service Action Territoriale) / (sollicité)	7 000 €
Charges employeur	6 102 €	Drac Ile-de-France- Subvention d'équilibre (acquis)	14 653 €
Salaire brut responsable *relations publiques 3 mois*	6 000 €	COLLECTIVITES TERRITORIALES	**87 853 €**
Salaire brut *chargé de l'action culturelle 9 mois*	13 140 €	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	7 000 €	Région IDF - PAC	55 000 €
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	**72 750 €**	**Communes** (Ville de Paris) : fonctionnement (acquis)	14 653 €

Salaires bruts techniciens	7 000 €	**Ville de Paris - Art pour grandir (sollicité)**	10 000 €
Charges employeur techniciens	2 750 €	**DASCO - Classes à Paris - Collèges Fragiles (sollicité)**	3 500 €
Droits d'auteur	13 000 €	Rectorat - Classes à PAC (sollicité)	3 000 €
Achats de spectacle en coréalisation	50 000 €	Inspection académique du Val de Marne (sollicité)	1 700 €
DEPENSES D'APPROPRIATION	**36 063 €**	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	**53 521 €**
Préciser le nombre d'heures :	***500 heures***	Billetterie	50 000 €
Salaires bruts	25 700 €	Recettes de bar, restauration, librairie : bar, librairies, ateliers	3 521 €
Charges employeur	9 363 €		
Achat action culturelle	1 000 €		
Autres (préciser) : achats et défraiement			
AUTRES DEPENSES	**6 972 €**		
communication : 1/3 des frais de brochures	6 502 €		
communication : 1/3 des frais de Gazelle			
communication : 1/3 frais de site internet	470 €		
TOTAL	**163 027 €**	**TOTAL**	**163 027 €**
Mise à disposition de locaux	30 000 €	Mise à disposition de locaux	30 000 €

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006 à hauteur de 40 000€. Le projet soutenu porte sur l'emploi permanent du théâtre et les artistes associés. Lors de la première convention, l'aide a été répartie à 7 000€ au titre de l'emploi et à 33 000€ au titre de la création et de la diffusion. A partir de la seconde convention et jusqu'à aujourd'hui, l'aide a été répartie à hauteur de 12 000€ au titre de l'emploi, 18 000€ au titre de la création et de la diffusion ainsi que 10 000€ au titre de l'appropriation. La structure a également bénéficié de cinq emplois-tremplin dont un fut pérennisé en 2012 et deux sont toujours en cours. Ces postes correspondent à l'attaché de relations publiques et à l'information (2006), au chargé de la technique et de l'entretien (2009 et 2015), ainsi qu'au chargé de la conquête des publics et de l'ancrage territorial (2010 et 2015).

Evolution de l'activité et du rapport au public
L'activité du théâtre est stable sur la période avec un nombre important de créations jeune public exploitées en série (de 7 à 18 représentations) chaque année, 20 par an en moyenne sur les trois dernières années. L'année 2015 est marquée par un léger recul du nombre des représentations et de la fréquentation en lien avec les attentats de novembre 2015 qui ont directement impacté 13 représentations notamment la première exploitation de la création de « Straces » de la compagnie Immatérielle Production coproduite par le Théâtre Dunois. La compagnie avait fait une résidence de 4 semaines en 2015 et était impliquée dans une résidence d'artistes en école élémentaire sur la saison 2015/2016, de même que l'Ensemble AlmaViva, en résidence en 2015/2016. A noter également un impact indirect des attentats avec les interdictions de sorties consécutives aux événements de novembre. Pour autant, les heures d'actions artistiques du Théâtre Dunois sont croissantes sur la période, avec une augmentation du nombre d'heures dans les lycées avec le projet « Féminin-Masculin : Quel cliché !» en 2015 confrontant une classe de seconde soins et services à la personne du Lycée Pierre Brossolette du Kremlin-Bicêtre (composée uniquement de filles) et une seconde option électronique du Lycée Gaston Bachelard du 13ème arrondissement de Paris (composée uniquement de garçons) sur les stéréotypes liés au genre.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Sur la période de la convention écoulée, le Dunois pilote un réseau informel de coproducteurs franciliens qui a permis de réaliser deux projets jeune public : « La femme oiseau » et « Les inséparables ». Les coproducteurs sont le Centre culturel d'Orly, la Ferme de Bel Ebat, le Théâtre de Sartrouville, Les Ulis, la Scène Watteau, le TPV…Le Théâtre rayonne localement avec des projets au-delà du périphérique avec le Kremlin-Bicêtre et Ivry, il rayonne

régionalement à travers ce réseau de coproduction jeune public et nationalement auprès des professionnels et des programmateurs en lien avec la visibilité donnée aux équipes artistiques de la création contemporaine jeune public.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Doté d'un budget de 400 000 € en moyenne annuelle entre 2013 et 2015, le financement du Théâtre Dunois repose à 77% sur les subventions publiques, à savoir la Ville de Paris (41%), le conventionnement DRAC (37%) et la Région Ile-de-France (19%). On note une baisse de l'aide globale de l'Etat en lien avec la fin de la résidence de l'Ensemble Aleph en 2014. Cependant, dans le cadre du renouvellement de la convention tripartite Dunois, DRAC, Ville de Paris pour 2015-2016-2017, les deux partenaires principaux du théâtre ont revalorisé leur soutien au fonctionnement dans le but d'améliorer la situation de l'emploi dans le théâtre et de pouvoir fidéliser la jeune équipe du théâtre autour de la directrice-programmatrice (sous-effectif, turn-over en raison de faibles niveaux de rémunération et d'une évolution professionnelle limitée qui a pour effet le départ des jeunes professionnels une fois formés...). Les recettes propres générées par l'activité ont augmenté de 13% entre 2013 et 2015, elles représentent 22 % des ressources du Théâtre.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années, le Théâtre Dunois proposera 17 spectacles jeune public dont 9 créations à destination des familles et des établissements scolaires. Le théâtre mettra en place un outil de production/diffusion, mutualisé avec des compagnies. L'accompagnement destiné aux compagnies artistiques se poursuivra avec la création d'un opéra contemporain « Kamtchatka » qui disposera du théâtre pendant 5 semaines et fera l'objet d'une coproduction. En 2017, la compagnie l'Oreille à plumes sera également accueillie en résidence avec le spectacle « Au cœur de la forêt ». Le Théâtre Dunois envisage avec son réseau de coproducteurs jeune public un spectacle destiné aux adolescents.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Théâtre Dunois en 2016 à hauteur de 40 000 €
sur une base subventionnable de 148 027 € correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas au titre de l'emploi.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation au Théâtre Dunois dans le cadre de l'accueil de compagnies en résidence au Théâtre et dans le cadre de la diffusion en série de créations jeune public. La Région soutient également développement du travail avec le public adolescent.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
La base subventionnable s'élève à 148 027 euros et correspond au budget prévisionnel proposé

déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 000,00 €
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003658

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA MUSE EN CIRCUIT (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	246 400,00 €	18,34 %	45 200,00 €
	Montant Total de la subvention		45 200,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA MUSE EN CIRCUIT
Adresse administrative : 18 RUE MARCELIN BERTHELOT
94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Geneviève GALLOT, Présidente

Date de publication au JO : 15 août 1982

N° SIRET : 32826540000031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La Muse en Circuit a été fondée en 1982 par le compositeur Luc Ferrari pour offrir un outil de travail et de recherche au service des musiques contemporaines reliées aux technologies (musiques électroacoustiques, mixtes et instrumentales). Installée à Alfortville dans des locaux acquis fin 2009, La Muse en Circuit, labellisé « Centre national de création musicale », est dirigé depuis septembre 2013 par Wilfried Wendling prenant la suite de David Jisse. Elle accueille en résidence des compositeurs, des instrumentistes ainsi que des créateurs venus aussi de diverses disciplines (théâtre, danse, cinéma, arts numériques...) dont les préoccupations croisent celles de la musique. La Muse met à leur disposition des moyens de production, d'enregistrement, de développement de post-production afin d'accompagner au mieux leurs projets de création.

La Muse organise par ailleurs la diffusion des œuvres qu'elle accompagne, principalement à travers le festival « Extension » qui met à l'honneur les croisements disciplinaires autour de la création musicale contemporaine. La manifestation se déroule fin avril – début mai de manière itinérante dans les théâtres et salles du Val-de-Marne (Alfortville, Le Kremlin-Bicêtre, Créteil, Cachan, Villejuif, Vitry-sur-Seine…), ainsi qu'à Paris.

La Muse produit ou coproduit également des concerts diffusés sur toute l'année ainsi qu'un certain nombre de cd et dvd (label discographique Alamuse). Elle propose par ailleurs un concours international de création radiophonique avec l'aide de la SACEM et des radios européennes de service public.
Enfin, une des grandes préoccupations de La Muse est l'ouverture et la transmission aux publics, en particulier les jeunes, à travers des actions de sensibilisation et de formation avec l'Education Nationale (de l'école élémentaire au lycée) et l'enseignement spécialisé (conservatoires, IUFM…), grâce à un département pédagogique important.
La Muse en Circuit est membre actif du réseau de la musique contemporaine en Ile-de-France : «Futurs Composés ».

La Muse en Circuit est soutenue par le Ministère de la Culture et de la Communication, la DRAC Ile-de-France, le Conseil Régional d'Ile-de-France, le Conseil Général du Val-de-Marne, la Ville d'Alfortville, le Rectorat de Créteil. Elle est régulièrement aidée par la Ville de Paris, les sociétés civiles, le FCM, La Fondation de France et l'Adiam 94.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

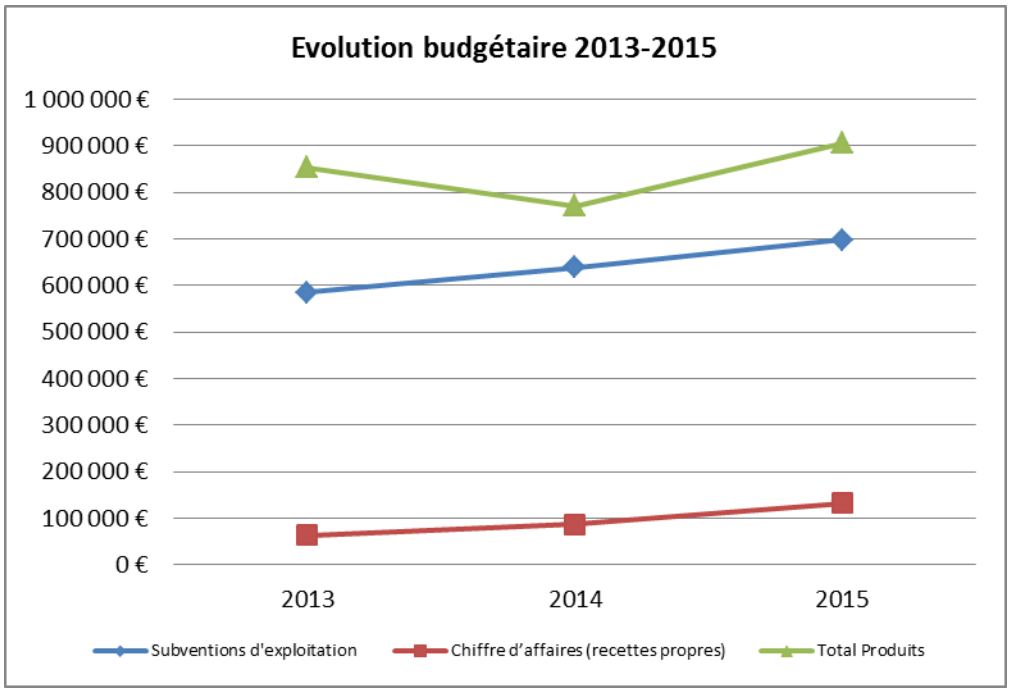
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF : Ministère/DGCA, commandes musicales, aide à la résidence, DGMIC	8 000	*1%*	50 750	52 850	*8%*
DRAC IDF : fonctionnement	408 044	*70%*	418 044	438 044	*64%*
SOUS-TOTAL ETAT - Ministère de la Culture/DRAC	*416 044*	*72%*	*468 794*	*490 894*	*72%*
Conseil départemental du Val-de-Marne : fonctionnement et festival	50 000	*9%*	50 000	50 000	*7%*
Conseil départemental du Val-de-Marne : aide à la création	0	*0%*	0	4 000	*1%*
SOUS-TOTAL Conseil départemental du Val-de-Marne	*50 000*	*9%*	*50 000*	*54 000*	*8%*
Commune d'Alfortville : fonctionnement	20 000	*3%*	20 000	20 000	*3%*
Ville de Paris : aide à la saison parisienne	5 000	*1%*	5 000	5 000	*1%*
Autres - SACEM, SPEDIDAM, FCM, ADAMI, DISCREAM	43 000	*7%*	43 100	62 100	*9%*
Région - PAC	45 200	*8%*	45 200	45 200	*7%*

Région - Musique au lycée et Musiques actuelles	0	*0%*	9 330	2 500	*0%*
SOUS-TOTAL REGION	*45 200*	*8%*	*54 530*	*47 700*	*7%*
TOTAL SUBVENTIONS	**579 244**	**100%**	**641 424**	**679 694**	100%

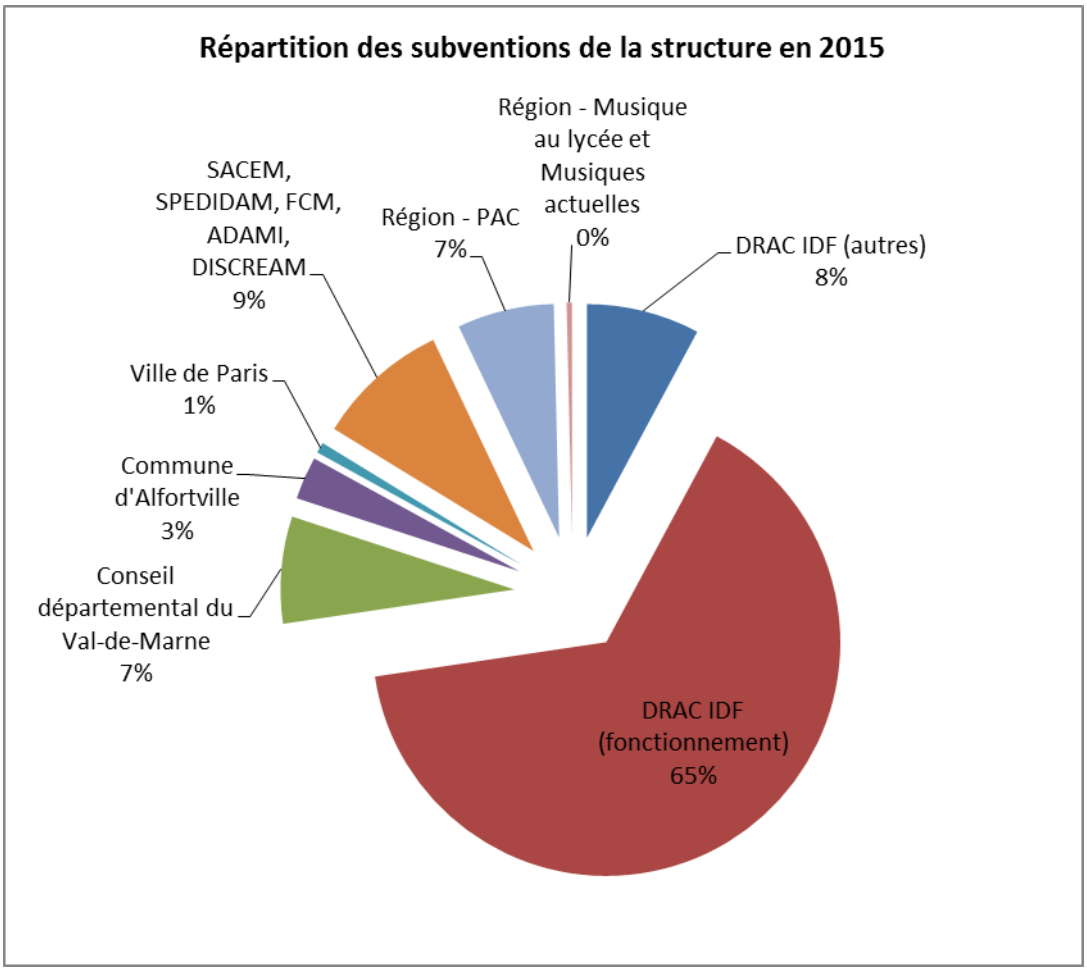
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	584 244	*68%*	638 624	697 894	*77%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	63 849	*7%*	86 359	131 987	*15%*
Total produits	853 083	100%	770 901	904 809	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	220 686	235 574	218 316
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	599	787	2 394

3) Evolution de l'activité

	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	26	32	45
Nombre de spectacles diffusés au total	35	51	98

Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	52 (dont 5 cessions dans le festival)	82 (dont 10 cessions dans le festival)	150
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	Extension du 2 au 29 mai – 10 représentations	Extension du 30 avril au 14 mai – 15 représentations	Extension du 20 avril au 11 mai – 8 représentations
Nombre de spectateurs	5500 dont 1800 dans le cadre du festival	9 000 Dont 2485 dans le cadre du festival	15 000 dont 1845 dans le cadre du festival
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	15 – de 5 jours à 8 semaines 17 résidences de projets + 20 accueil studios	25 de 2 jours à 8 semaines 3 compagnons (Sarhan, Friedl, Auzet) 3 compagnies (Motus Onceim et Prometeo) + 19 accueil studio	42 de 2 jours à 8 semaines 3 compagnons (Sarhan, Friedl, Auzet) 3 compagnies (Motus Onceim et Prometeo) + 36 accueil studio
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	275	270	282
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	534	568	566
Nombre d'établissements et de relais partenaires	35	32	36
Nombre de bénéficiaires	1366	1328	1422

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Unique Centre national de création musicale en Ile-de-France, la Muse en circuit est devenu un des acteurs majeurs pour la liberté d'expression musicale et la diversité des langages en Ile-de-France.
La création musicale regroupe toutes les pratiques musicales non homologuées entre les musiques actuelles et les musiques dites savantes ou contemporaines. Cela va des musiques électroniques aux quatuors à cordes, de la guitare électrique à l'orchestre, de l'improvisation au théâtre musical.
L'activité de La Muse en circuit peut se résumer en quelques mots et chiffres : Plus de 30 000 spectateurs par saison, sur environ150 concerts par an répartis à 80 % en Ile-de-France dont plus de 50 % hors Paris, sur l'ensemble des départements franciliens. C'est aussi des tournées de productions en France (Scènes nationales, conventionnées, festivals…) et à l'International.
La Muse en Circuit est un espace de travail de 400 m2 qui organise une cinquantaine de résidences par an pour les équipes artistiques de la Région. Elle travaille en mutualisation avec le réseau culturel francilien que ce soit avec le Théâtre des Bouffes du nord, la MAC de Créteil, le Nouveau Théâtre de Montreuil, La Briqueterie, le Centre George Pompidou, l'IRCAM, La Dynamo de Banlieues bleues, le 104, Musée de la grande guerre de Meaux, Fondation Royaumont ou encore Radio-France.
La Muse en Circuit défend la pluridisciplinarité dans la création sonore avec :

- Les Orchestres : Orchestre National d'Ile-de-France (ONDIF), ONCEIM
- Avec les ensembles : 2e2m, Le Balcon, Les Siècles, L'instant donné, le Quatuor Diotima…

- Avec la danse : Marie Claude Pietragalla, Maud Le Pladec, Myriam Gourfink…
- Avec le théâtre : Anne Alvaro, Denis Lavant, Audrey Bonnet, Serge Merlin…
- Avec le cirque : Jérôme Thomas, Cécile Mont-Reynaud, Mathurin Bolze.
- Avec les arts numériques : festival EXIT, Biennale NEMO, Seconde nature…

Dans le cadre du projet spécifique proposé pour 3 ans venir, nous développerons 3 grands axes :

• Le développement des « Muse in situ » dans nos nouveaux locaux pour valoriser les résidences autour de projets et artistes émergents afin de leur donner une plus grande visibilité professionnelle et publique à travers notamment une politique de captation vidéo et de diffusion numérique.
Cette volonté renforcée de valorisation des résidences sera également un endroit stratégique de viviers pour des petites formes nouvelles et innovantes qui pourront faire l'objet d'une production déléguée et d'un soutien important à la diffusion.
• L'amplification de notre politique de production déléguée de formes musicales transdisciplinaires à travers notamment la tournée des spectacles « Dans la solitude des champs de coton » de Roland Auzet ou d' « Éphémère enchaîné » de François Sarhan mais également par la production de nouveaux projets de Wilfried Wendling ou Alexander Schubert. Pour la création de spectacles pluridisciplinaire pris en production déléguée par la Muse en circuit, la recherche d'exploitation longue (entre une semaine et un mois) sera particulièrement privilégiée pour à la fois créer une dynamique et une meilleure visibilité professionnelle et médiatique mais surtout élargir les publics de la création musicale.
• Le renforcement des rendez-vous avec nos partenaires privilégiés : la MAC, le nouveau théâtre de Montreuil, NEMO, le festival EXIT, l'ensemble 2e2m. Notre partenariat multiple avec l'église Saint-Merri à Paris sera plus soutenu et valorisé autour de concerts réguliers avec l'ONCEIM et les festivals CRAK et Sonic Protest, ainsi que le développement de nos actions de sensibilisation artistique sur les territoires de la grande couronne francilienne avec les médiathèques de Seine-et-Marne par exemple et des ateliers pédagogiques organisés dans les lycées des différents départements.

Le constat partagé par tous les professionnels est que les lieux d'Ile-de-France ont vu leurs marges artistiques disparaître et la coréalisation se généraliser. Dans ce panorama la Muse en Circuit est devenue quasiment le seul partenaire financier pour de très nombreux projets innovants mais ne pourra pas maintenir cet investissement non générateur de ressources propres sans un accroissement significatif des collectivités locales . **L'aide de la Région Ile-de-France n'a pas évoluée depuis 6 ans alors même que notre activité artistique a plus que doublée**, les autres CNCM à Lyon ou à Marseille bénéficient à la fois d'un réseau de partenaires locaux réellement coproducteurs et d'une politique régionale plus soutenus. La région Ile-de-France a besoin d'un Centre national de création musicale avec des moyens suffisants pour soutenir et conforter la dynamique et la visibilité de la création musicale dans toute sa richesse et sa diversité.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
La MAC, Créteil 94
Le Pôle Culturel d'Alfortville, 94
Le Générateur, Gentilly 94
La Briqueterie, Vitry-sur-seine 94
L'ECAM, Kremlin-Bicètre 94
Le Théâtre studio, Alfortville 94
Le Nouveau théâtre de Montreuil, 93
Les instants chavirés, Montreuil 93
L'échangeur, Bagnolet 93
La Dynamo de Banlieue Bleu, Pantin 93
Le Triton, Les Lilas, 93

Le 104, Paris 75
Le Théâtre des Bouffes du Nord, Paris 75
L'Atelier du plateau, Paris 75
Centre George Pompidou, Beaubourg 75
L'IRCAM, Paris, 75
La Médiathèques de Paris, 75
La Ménagerie de verre, Paris 75
L'Étoile du Nord, Paris 75
Auditorium de Coulanges 95
Fondation Royaumont 95

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
Convention pluriannuelle d'objectifs avec la DRAC Ile-de-France et le CG94
Ville d'Alfortville, Ville de Gonesse, CG95, Réseaux des Médiathèques de Seine-et-Marne (77)

Equipe artistique prévue pour le projet
Au-delà de la fidélité aux compagnons que sont François Sarhan, Roland Auzet, les compagnies résidentes comme MOTUS, PROMETEO, l'ensemble 2E2M et l'ONCEIM demeureront proches des activités de La Muse en Circuit notamment à travers la résidence artistique à Gonesse dont le but est de créer un orchestre éclectique et participatif avec les habitants.

RESIDENCES PREVUES

	1ere année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence d'implantation artistique à Gonesse.	Plus de 50 résidences accueillies Résidences de création dans plusieurs scènes nationales et théâtre.
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	De septembre 2015 à juin 2018	Les résidences ont une durée de 1 jours à 2 semaines. Il peut y avoir jusqu'à 3 résidences en même temps dans nos locaux.
Equipes artistiques	- Orchestre ONCEIM - MOTUS - Francois Sarhan - Prometeo	Nous travaillons chaque année avec plus 70 équipes artistiques dont pour 2016 : - L'instant donné - Ensemble 2e2m - ONDIF - Compagnie Act Opus Le théâtre du corps (MC Pietragalla et J Dérouault
Objectifs & contenus de chaque résidence	Formation d'un orchestre participatif en lien avec les habitants de Gonesse. Carte blanche artistique aux résidents de la Muse en Circuit Installation sonore dans les lieux de patrimoine (Château)	- Soutien financier et technique - Mise à disposition de locaux pour développer des axes de recherches artistiques - Assistance administrative aux montages de projets
Partenaires financiers de résidence	DRAC Ile-de-France, CG95, ville de Gonesse.	DRAC Ile-de-France, CG94, Région Ile-de-France +coproducteurs

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

Présentation des éventuels projets hors résidences :
Les nouveaux locaux de la Muse en Circuit permettent une nouvelle phase de maturité qui valorisera davantage le travail de résidence et de recherche musicale. Cette nouvelle dynamique renforcera notre implantation alfortvillaise en permettant régulièrement l'ouverture à tous de *MuseInSitu* qui auront la double fonction d'ancrer les résidences

sur le territoire tout en s'ouvrant au plus grand nombre, grâce aux captations audiovisuelles réalisées dans nos studios, puis diffusées sur internet. À cette nouvelle dynamique s'ajoute le maintien de liens locaux étroits avec le Centre d'Art "La Traverse", l'ONDIF et le Théâtre Studio / Studio numérique mais également le renforcement des collaborations avec le Pôle Culturel d'Alfortville.

L'axe essentiel du transdisciplinaire sera particulièrement illustré par des figures musicales importantes comme Franck Vigroux, Thierry Balasse, Alexander Schubert ou Benjamin Dupé mais également par des personnalités émergentes et pleines de promesses comme Lucie Antunès, Maguelone Vidal, Laurent Pascal,.
Il est important pour La Muse en Circuit d'être un acteur visible de la reconnaissance d'un nouveau théâtre musical auprès des acteurs majeurs que sont le Théâtre des Bouffes du Nord ou le Nouveau Théâtre de Montreuil. Il est exceptionnel de pouvoir représenter pendant presqu'un mois à Paris, dans une salle aussi prestigieuse que celle des Bouffes du Nord, un spectacle, composé et mis en scène par un compositeur, dont la Muse en Circuit est le producteur délégué. Ce nouveau réseau et ce savoir faire unique permettent à l'avenir de mieux positionner la Muse en Circuit dans le secteur du spectacle vivant généraliste.

Le soutien aux acteurs de la création musicale francilienne sera également renforcé autour d'évènements importants pour la diversité musicale comme les festivals CRAK, Sonic Protest ou Bruits Blancs. Les ensembles Court-circuit et l'Instant Donné, l'Orchestre National de Jazz et l'Orchestre National d'Ile-de-France seront également des partenaires réguliers des saisons à venir.

La Muse en Circuit recherchera cette double dynamique complémentaire entre réseaux institutionnels (Philharmonie de Paris, la MAC, le palais de Tokyo, le carreau du temple, le 104 ou la maison des Métallos) et lieux intermédiaires, essentiels à la liberté d'expression musicale (Le Générateur et le Lavoir à Gentilly, Anis Gras à Arcueil, l'Atelier du Plateau à Paris, la Dynamo à Pantin, le Triton aux Lilas, Le Cube à Issy-les-Moulineaux...).

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi [

De façon générale, la réorganisation de l'équipe et la réaffectation des tâches nous a permis de développer un premier effet de levier et de redonner à la Muse une capacité accrue à investir financièrement dans les projets artistiques. L'équipe est aujourd'hui au seuil limite en termes d'emploi permanent.
L'accroissement de recettes propres lié à l'activité de production conduira pour l'heure principalement à dégager une marge permettant de continuer à redynamiser l'embauche de personnel en fonction des différents projets : musicien, comédiens, plasticiens, scénographe, ingénieur du son, régisseur vidéo, régisseur plateau, mais également attaché de presse, webdesigner, community manager. La création d'un poste permanent supplémentaire pourrait être envisagée à partir du moment où sa pérennisation budgétaire est assurée.

Subvention demandée :
88 000 €
Soit 42 800 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**€ HT**	**RECETTES**	**€ HT**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	81 300	ETAT	208 000
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France** - attribué	200 000
Préciser le détail des postes par fonction		**Ministère de la culture :** commandes musicales - attribué	8 000
Ingénieur du son prorata 8 mois	21 000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	144000
Charges employeur	10 500	**Région Ile-de-France**	
Administrateur Prorata 6 mois	16 000	Région IDF - PAC	88 000
Charges employeur	8 000	**Département** (préciser le nom) : CG94 - attribué	40 000

Chargée de production et administrateur 8 mois	15 300	**Commune 1 (préciser le nom) :** Alfortville - attribué	8 000
Charges employeur	10 500	**Commune 2 (préciser le nom) :** Gonnesse - en cours	8 000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	289 200	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	10000
Préciser le détail des postes		CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) : SACEM ADAMI	10 000
Salaires bruts artistes	32 000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	58 000
Charges employeur artistes	17 600	Recettes de coréalisation	3 000
Salaires bruts techniciens	25 000	Apports de coproduction (préciser) :	20 000
Charges employeur techniciens	15 000	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	35 000
Droits d'auteur	15 000		
Locations (préciser): matériel son et vidéo	2 500		
Défraiements	5 000		
Transports	5 000		
Apports en coproduction	40 000		
Aides aux résidences	35 000		
Achats de spectacle, concerts	44 500		
Autres (préciser) : frais technique studio	52 600		
DEPENSES D'APPROPRIATION	49500		
Préciser le nombre d'heures: 500			
Prorata Responsable pédagogie et intervenants 8mois	29 000		
Charges employeur	14 500		
Autres (préciser) : frais déplacements, petits matériel	6 000		
Part de charges de fonctionnement			
TOTAL	420 000	**TOTAL**	420 000

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Depuis 2006, la structure a bénéficié de trois conventions au titre de Permanence artistique et culturelle à hauteur de 45 200 €. Auparavant, le Festival Extension a bénéficié du soutien de la Région Ile-de-France au titre de l'aide aux manifestations culturelles.

Le projet soutenu porte sur l'accueil en résidence d'ensembles de musique contemporaine travaillant avec les nouvelles technologies. La Muse en Circuit accompagne les ensembles en mettant à disposition des moyens de production et de recherche, en diffusant ces ensembles dans le cadre du Festival Extension et en organisant des actions culturelles. La consolidation de l'équipe permanente est également soutenue.

La Muse en Circuit a par ailleurs obtenu un emploi-tremplin en 2005 pour un poste de chargé des relations avec le public, qui a évolué en 2009 en chargée de communication et des publics. Enfin, la Région accompagne la structure au titre de Musiques au lycée en 2015.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Nommé à compter de septembre 2013, la période de conventionnement qui vient de s'écouler, témoigne des premières années de mise en œuvre du projet porté par le nouveau directeur, le compositeur et musicien Wilfried Wendling qui met l'accent sur la pluridisciplinarité et l'insertion des musiques de création dans les réseaux généralistes. La Muse en circuit est l'un des six centres nationaux de création musicale labellisé en France et le seul en Ile-de-France. Son activité se déploie ainsi, autour de plusieurs grands axes : la création artistique à travers des productions déléguées, des coproductions et des accueils en résidence ; la diffusion et la programmation de spectacles, et enfin la pédagogie et la transmission.

La Muse en circuit dispose de locaux à Alfortville composés de trois studios et d'un espace de convivialité nouvellement créé. Au cours de ces trois années, la Muse en circuit a, en effet, réalisé des travaux de rénovation et de réaménagement afin d'offrir un outil plus performant et plus en adéquation avec les besoins des artistes, en termes d'espace de travail mais également d'équipements et de matériels techniques. Les trois espaces et les équipements disponibles permettent ainsi d'accompagner les projets de création sonore de leur début jusqu'à leur finalisation. Le studio Cage (80m²), en particulier, est un espace polyvalent équipé d'un grill qui peut, désormais recevoir du public (jauge de 45 personnes). Cette nouvelle possibilité permet aux artistes en résidence de pouvoir présenter des sorties de résidences au public, et notamment d'inviter des professionnels à la découverte de leurs productions.

Durant ces trois années, l'activité de la Muse en circuit s'est fortement développée. Passant de 15 en 2013 à 42 en 2015, le nombre d'artistes (musiciens, ensembles, compositeurs) accueillis dans le lieu s'est fortement accru avec une attention particulière portée aux jeunes artistes. Depuis 2014, certains artistes (le compositeur François Sarhan, Reinhold Friedl fondateur de l'ensemble allemand Zeitkratzer et le compositeur et metteur en scène Roland Auzet) sont accueillis dans le cadre de compagnonnages, qui peuvent se poursuivre sur plusieurs saisons selon les projets et les besoins d'accompagnement (apport technique, financier, production, diffusion, commande…). D'autres équipes et artistes sont accueillis pour des résidences de créations (compagnie Motus, l'ONCEIM et Prométéo) et des accueils studio.

La Muse en circuit se déploie également en grande couronne dans le cadre d'une résidence à Gonesse, menée en partenariat avec l'ONCEIM (l'Orchestre de Nouvelles Créations, Expérimentations et Improvisation Musicales), qui a débuté lors de la saison 2015-2016. Un axe du projet étant la mise en place d'un orchestre participatif et expérimental.

L'activité de production et de diffusion présente un important développement, avec notamment une montée en charge significative des productions déléguées et de l'ouverture à la pluridisciplinarité. Les chiffres de 2015 affichent 98 spectacles diffusés, 45 créations, 150 représentations alors qu'en 2013, ils étaient respectivement de 35, 26 et 52. Les productions déléguées recouvrent des projets très différents, par exemple un ciné concert « Berlin, Symphonie d'une grande ville », un spectacle musical « Dans la solitude des champs de coton » de Bernard-Marie Koltes composé et mis en scène par Roland Auzet, créé dans le centre commercial La Part-Dieu à Lyon et présenté à Paris au Théâtre des Bouffes du nord (en février 2016) ou encore des concerts sous casque.

La diffusion, ainsi, est un axe de plus en plus important du projet, la Muse souhaite pouvoir créer des rendez-vous réguliers notamment à Paris ou encore dans son lieu (MuseInSitu). Elle a d'ailleurs programmé des spectacles dans plusieurs lieux, et notamment à l'Église Saint-Merry, lieu de la musique contemporaine à Paris. La Muse en circuit a poursuivi l'organisation de son festival Extension (les 14ème, 15ème et 16ème éditions) en partenariat avec des lieux divers franciliens (CDN de Montreuil, MAC de Créteil, Confluences, Le Générateur, Eglise Saint-Merry....). La fréquentation fait ainsi un bond à 30 000 spectateurs la dernière année de convention, en raison notamment de la présentation de plusieurs installations numériques.

Le volet pédagogique et transmission s'est maintenu à un niveau soutenu, le volume d'heures annuel est de l'ordre de 500 heures, dont plus de la moitié auprès de lycéens. Ces interventions sont tout à la fois des actions menées avec les publics (ateliers dans plus d'une dizaine de lycées franciliens et collèges, orchestre participatif à Gonesse, ateliers avec des élèves de conservatoires, ateliers d'improvisation et de création sonore avec les élèves d'Alfortville dans le cadre des nouveaux rythmes scolaires) comme des formations professionnelles notamment à destination de professeurs de collèges et lycées (musique, mathématique ou encore sciences) en partenariat avec l'Education nationale. Par ailleurs, la Muse en circuit a développé un logiciel, MusinKit, en téléchargement libre et gratuit dédié à la pratique de la musique et des arts sonores, reconnu d'intérêt pédagogique en 2016 par le Ministère de l'Éducation Nationale. Ce logiciel va être installé sur tous les postes publics des médiathèques de la Ville de Paris et sur tous les ordinateurs offerts aux collégiens val-de-marnais à la rentrée 2016.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement

Tout en renforçant son ancrage dans la Ville d'Alfortville, la Muse en circuit a multiplié, pendant ces trois dernières années, ses partenaires en Ile-de-France, que ce soit dans son département d'implantation le Val-de-Marne, comme dans d'autres territoires franciliens, Paris mais également la grande couronne à Gonesse. La Muse en circuit réussit, par ailleurs, à nouer des collaborations avec différents types de lieux, des lieux intermédiaires (Anis Gras ou le

Générateur par exemple) et des lieux plus institutionnels (le Nouveau théâtre de Montreuil - centre dramatique national, le Théâtre des Bouffes du nord, la Maison des arts de Créteil – scène nationale notamment) comme des festivals (Sonic Protest, Bruits Blancs, Crak). Si la Muse s'insère dans le réseau des musiques de créations et de la musique contemporaine, et mène des projets en lien avec des orchestres, des ensembles, des compositeurs, des festivals, elle parvient également à amener la musique de création dans des lieux pluridisciplinaires et à développer des projets avec d'autres champs esthétiques et structures (danse, cirque, théâtre, arts numériques). Par ses actions pédagogiques, la Muse est également un partenaire important de l'Education nationale et de nombreux établissements scolaires en Ile-de-France. Enfin, présente en tournée en Europe (Allemagne) et à l'International (Etats-Unis), la Muse déploie son rayonnement au-delà des frontières franciliennes et nationales.

Evolution budgétaire et de l'emploi

En augmentation sur la période de conventionnement, le budget de la Muse en circuit dépasse en 2015 les 900 000 €, et repose à 77 % sur les subventions d'exploitations et à 15 % sur les recettes propres (comptes 2015). Cette augmentation s'explique tout à la fois, par des subventions complémentaires et des aides au projet ainsi que par l'accroissement des recettes propres générées par le développement de l'activité de la structure, en particulier avec la montée en charge de l'activité de production déléguée (ce qui augmente les recettes propres mais ne constitue par des bénéfices). Celles-ci ont, en effet, connues une très forte croissance, puisqu'elles doublent entre 2013 et 2015, passant de 63 849 € à 131 987 € (+ 68 138 € soit + 107%). La part des recettes propres dans le financement du budget a ainsi largement augmentée, elles finançaient 7 % du budget en 2013, et en 2015, elles couvrent 15 % du budget.

Les partenaires publics de la structure ont maintenu leurs soutiens et même abondé le budget en attribuant des aides complémentaires selon les années et les projets pour accompagner le développement du projet global (par exemple la DRAC ou le Département). Par ailleurs, la Muse en circuit obtient régulièrement des aides des sociétés civiles, SACEM, ADAMI, SPEDIDAM…

La Muse en circuit est soutenue en premier lieu, et de loin, par la DRAC et le Ministère de la Culture au titre du label national de Centre national de création musicale (408 044 € annuellement auxquels s'ajoutent des aides complémentaires et aides au projet chaque année). Avec une subvention annuelle de 50 000 €, le Département du Val-de-Marne est le second partenaire de la structure.

La Région Ile-de-France soutient la Muse en circuit au titre de la permanence artistique et culturelle (45 200 € par an) et a octroyé des aides ponctuelles en 2014 et 2015 (aide au projet musiques actuelles et musiques au lycée). La part de l'aide régionale est cependant restée stable, elle représentait en 2013, 8 % des subventions et 5 % du budget, et en 2015, 7 % des subventions et 5 % du total produits. La ville de l'Alfortville apporte également un soutien annuel de 20 000 € qui s'est maintenu de 2013 à 2015.

L'équipe des salariés permanents a évolué et s'est restructurée autour du nouveau directeur et est désormais constituée de 5 personnes. Outre le directeur, nommé à compter de septembre 2013, l'équipe salariée est constituée d'un administrateur, d'une chargée de communication et production, d'un régisseur général et d'un responsable de la pédagogie et de la recherche, tous en CDI. Après le départ du chargé de communication, la Muse en Circuit a reconsidéré le pôle communication pour s'entourer d'une équipe dédiée (prestataires) composée d'un community manager (en charge de l'animation et du développement de la structure sur les réseaux sociaux), d'un graphiste, d'un webdesigner et d'un attaché de presse afin d'accompagner au mieux chaque projet. Ce départ explique la baisse de 40 000€ de la masse salariale au régime général.

La dernière année de conventionnement a fait l'objet d'une forte progression du nombre de productions. Cette augmentation s'est répercutée sur la masse salariale au régime intermittent qui passe de 16 087€ à 48 104€.

Projet proposé pour les trois prochaines années

Pour les trois prochaines années de conventionnement, la Muse en Circuit souhaite développer les résidences et les valoriser davantage, notamment pour les artistes émergents, en permettant des présentations publiques dans ses locaux ainsi que leur captation vidéo, poursuivre et amplifier les productions déléguées transdisciplinaires, et continuer l'activité de diffusion dans des lieux partenaires et enfin poursuivre la mise en œuvre d'actions en direction des publics. La résidence à Gonesse dans le Val d'Oise va se poursuivre pour la deuxième année et des projets sont en cours de discussion en Seine-et-Marne en lien avec des médiathèques et collèges.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la Muse en Circuit en 2016 à hauteur de 45 200 € sur une base subventionnable de 246 400 €

(la base subventionnable correspond aux dépenses de création/diffusion du budget prévisionnel proposé déduction faite entre le montant de l'aide régionale demandé et l'aide proposée)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région ne soutient pas l'emploi permanent au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 45 200 € pour le projet proposé par la Muse en circuit et en particulier l'accueil d'équipes artistiques en résidence et le soutien à la création et les actions menées avec les publics sur le territoire.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire de 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
la base subventionnable correspond aux dépenses de création/diffusion du budget prévisionnel proposé déduction faite entre le montant de l'aide régionale demandé et l'aide proposée

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	31 640,00 €
2017	13 560,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 330,00 €
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aide à projet "musiques actuelles et amplifiées"	7 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	45 200,00 €

	culturelle	
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	45 200,00 €
	Montant total	149 930,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003659

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE SAX (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	214 885,00 €	23,27 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6557-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE SAX
Adresse administrative : 2 RUE DES CHAMPS
78260 ACHERES
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jérôme VANNIER, Président

N° SIRET : 53785937300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Situé à Achères, le Sax est un équipement essentiellement dédié aux musiques actuelles, géré jusqu'en 2011 par l'ADIMUSA (association pour la diffusion et les initiatives musicales achéroises), et depuis 2012 par un EPIC (Etablissement public à caractère industriel et commercial). Outre la programmation musicale, Le Sax propose aussi des spectacles pour le jeune public, de l'humour, du théâtre, du cirque et de la danse.
Ouvert en 1991 dans un quartier classé en zone urbaine sensible, Le Sax affirme d'emblée sa volonté de créer du lien social. Avec l'ouverture de deux studios de répétition et d'un studio d'enregistrement en 2001, Le Sax a développé l'accueil des musiciens en résidence et des projets d'action avec le public.
Le Sax est soutenu par la Ville d'Achères, la DRAC, la Région Ile-de-France, le Conseil départemental des Yvelines et le CNV.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

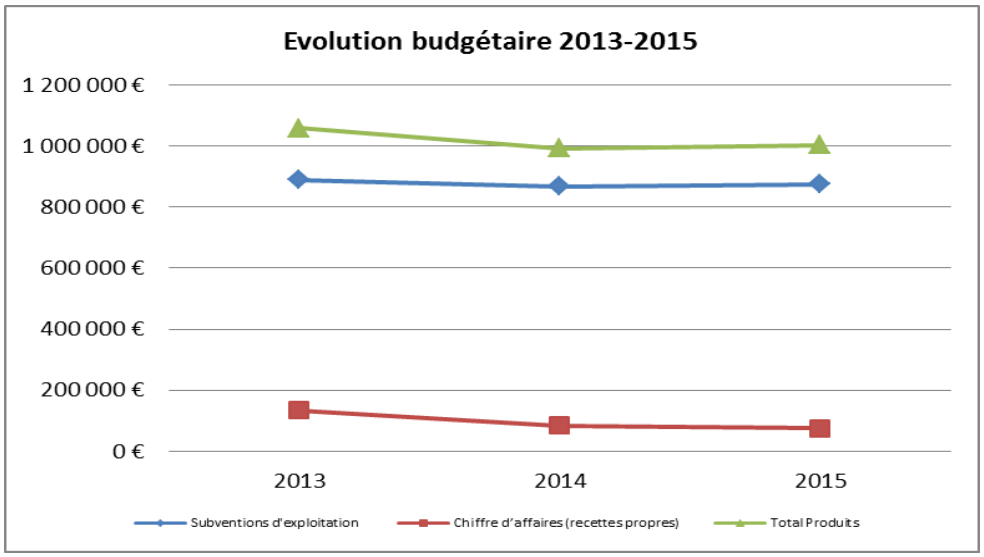
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC Musique - aide aux scènes conventionnées	35 000	*4%*	35 000	35 000	*4%*
Conseil départemental 78 - Culture	30 500	*3%*	30 500	25 925	*3%*
Conseil départemental 78 - Social	23 000	*3%*	23 000	18 000	*2%*
Ville d'Achères : fonctionnement	734 200	*82%*	734 200	709 200	*83%*
Autres - CNV, SACEM, ARCADI (2013)	16 890	*2%*	15 446	14 000	*2%*
Région - PAC	50 000	*6%*	50 000	50 000	*6%*
Région - Musique au lycée	2 500	*0%*	2 500	2 500	*0%*
SOUS-TOTAL REGION	*52 500*	*6%*	*52 500*	*52 500*	*6%*
TOTAL SUBVENTIONS	**892 090**	**100%**	**890 646**	**854 625**	100%

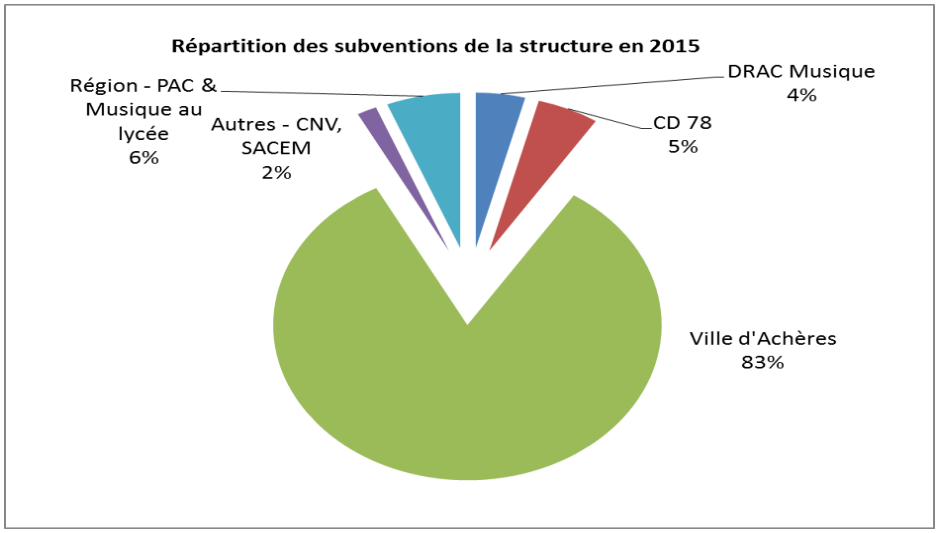
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	889 590	*84%*	867 646	874 025	*87%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	134 716	*13%*	83 542	75 211	*8%*
Total produits	1 058 940	100%	991 917	1 002 526	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	661 474	629 086	639 370
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	1 131h	1 149h	1 699h

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies			
Nombre de spectacles diffusés au total	66	61	73

Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	107 *63*	74 *45*	103 *63*
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	2	2	2
Nombre de spectateurs	15 568	14 355	15 832
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne*	16 *5 jours*	14 *5 jours*	11 *4 jours*
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	2013/14 : 59 h	2014/15 : 87 h	2015/16 : 22h (en cours)
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	261 h	345 h	151 h (en cours)
Nombre d'établissements et de relais partenaires	30	30	30
Nombre de bénéficiaires	831	630	450 (en cours)

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Il y a bientôt 25 ans, le Sax voyait le jour à Achères (78-20 000 habitants) dans le cadre du dispositif « Banlieue 89 » qui visait le remodelage et le désenclavement des quartiers en difficulté. Situé en zone urbaine sensible (ZUS) à la lisière du centre-ville et du plus grand quartier HLM de la ville, sa vocation est d'incarner le « bien vivre ensemble » à travers les pratiques culturelles et artistiques. Sa vocation artistique était dessinée autour d'une rencontre des publics à travers la création et la pratique musicale du Jazz et des musiques improvisées. La Ville d'Achères ayant collaboré de nombreuses années avec la Compagnie Lubat, à travers la création d'Achères Musical (également nommé Musicofolies), cette ligne éditoriale était au cœur du projet de création de l'équipement.

Le 1er janvier 2012, le Sax passe du statut associatif à celui d'EPIC (établissement public à caractère industriel et commercial) dont le Conseil d'Administration est composé principalement de conseillers municipaux (opposition et majorité) et de représentants du secteur culturel, associatif et éducatif de la ville d'Achères.

Le Sax développe son activité essentiellement dans le domaine des musiques actuelles autour du soutien à la création, la diffusion, l'émergence artistique et les pratiques amateurs. C'est un lieu culturel majeur identifié au sein des réseaux de musiques actuelles. Le Sax est un membre actif du réseau le CRY pour la musique, adhérent de la FEDELIMA, du SMA et compte de nombreux partenaires artistiques, culturels, éducatifs et sociaux sur l'ensemble de la Communauté urbaine du Grand Paris Seine et Oise (GPS&O), des Yvelines, de l'Ile-de-France et quelques-uns au niveau européen et international.

La diversité de sa programmation lui permet de s'adresser à des publics jeunes, adultes mais aussi familiaux, en provenance d'Achères, de GPS&O, des Yvelines ou de la région parisienne.

Le Sax est équipé de deux studios de répétition, d'une régie d'enregistrement et d'une salle de diffusion semi circulaire modulable de 150 à 510 places selon la configuration et la notoriété des spectacles et des concerts.

Objectifs pour la prochaine convention :

- Poursuivre le projet des résidences en développant les actions croisées avec d'autres partenaires et accroitre le rayonnement territorial des actions portées par la structure.

- Mettre en œuvre plusieurs types de résidences avec des durées plus longues et un travail d'action culturelle plus large et développé également sur la durée.

- Projet d'une deuxième salle afin de conjuguer plus facilement la diffusion et la résidence. Ce sera l'occasion d'améliorer et de remettre aux normes l'équipement mais également de créer des extensions afin d'améliorer l'accueil du public et des artistes ainsi qu'y développer un lieu de restauration.
Calendrier :
2016 : Finaliser le cahier des charges et missionner un programmiste.
2017 : Finaliser le projet et lancer l'appel d'offre d'une équipe d'architecte/acousticien
2018 : Début des travaux

- Soutenir le développement territorial du festival jeune public Les Pépites Sonores sur les communes voisines : Poissy, Carrières-sous-Poissy, Chanteloup-les-Vignes, Andrésy, Conflans-Sainte-Honorine…

- Soutenir la valorisation des cultures musicales et populaires d'Outremer. Favoriser la mixité des publics, la pratique amateur, la création et l'accompagnement d'artistes professionnels à travers l'accueil en résidence, l'action culturelle et la diffusion au travers d'un temps fort et d'évènements récurrents. Pour la saison 2016/2017, le Maloya, le Gwo ka et Bêlé et le métissage de ces pratiques ainsi que l'art de Steel Drum seront mis à l'honneur.

- Diversifier les publics en développant une programmation qui prenne en compte les pratiques populaires de la population. Développer les partenariats avec les opérateurs locaux spécialistes de certaines pratiques musicales et artistiques.

- Soutenir le développement des pratiques amateurs et de l'émergence artistiques des artistes locaux à travers les actions d'accompagnement autour de la répétition, des actions de formation et de valorisation (enregistrements, production de CD, Festival Super Local Heroes, mise à disposition de l'équipement…).

- Soutenir la chanson francophone à travers les résidences d'artistes, l'action culturelle et la coopération territoriale (L'Estival, Les Hivernales d'Achères, Chouette Chanson Show …).

- Consolider l'action culturelle via des dispositifs structurant : PEL, CLEA…

- Contribuer à l'aménagement et l'organisation culturelle du territoire du GPSO.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
CAC Georges Brassens (Mantes-la-Jolie / 78)
Le Château Ephémère (Carrières-sous-Poissy / 78)
Association Jazz au Confluent (Conflans-Sainte-Honorine)
Médiathèque de Poissy
Festival Africolor (Paris / 75010)
Festival Blues-sur-Seine (Mantes-la-Jolie / 78)
Festival Les francos (Mantes-la-Jolie / 78)
Festival L'Estival de st Germain-en-Laye (St Germain-en-laye / 78)
Le Cry (Mantes-la-Jolie / 78)
Association la Tambouille (Nézel / 78)
Association Toumélé (Maule / 78)
Hôpital de Poissy (Poissy / 78)
Association Ecstatic Playground (Achères / 78)
Conservatoire d'Achères (Achères / 78)
DSDEN (Versailles / 78)
Story Boat (Conflans Sainte Honorine / 78)
Association A part (Achères / 78)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
Ville d'Achères : mise à disposition et entretien de l'équipement + financement de 70% du fonctionnement
Conseil Départemental 78 : financement appel à projet / projet structurant et innovant
Théâtre et médiathèque de Poissy (Poissy / 78) : coréalisation Les Pépites Sonores
Service culturel (Chanteloup les Vignes / 78) : coréalisation Les Pépites Sonores
Communauté urbaine GPS&O.

RESIDENCES PREVUES

	2016-2017
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence de création/diffusion/actions culturelles
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	10 à 15 résidences par saison, une moyenne de 5 jours par résidence
Objectifs & contenus de chaque résidence	Les objectifs et les contenus sont en lien avec le projet accueilli : création lumière, mise en scène, mise en place du répertoire, filage, coaching scénique … De l'action culturelle : soit un projet spécifique avec les artistes accueillis soit une rencontre publique
Equipes artistiques	– Jean-Didier Hoareau – résidence d'action culturelle – Balou canta – Rumba congolaise – Hervé Cécal – Jazz –Karayib – Paris Steelband – Jazz Caraïbes – Clarika - chanson – Photograph - électro Rock – HR - électro – Little Rock Story - rock jeune public – Alain Chamfort - chanson – Compagnie Pipa Sol - marionnette + musique – We Were Young - pop rock – Melismell - chanson – Woodbell - pop – Mosaï et Vincent - électro pop – Boa Brass band - ska jazz des balkans – Le fil aimant - théâtre d'ombre & cirque – Cleo T - chanson – Oldelaf - chanson – Marc Ducret - jazz et musique contemporaine – Cie La Goulotte - chanson jeune public – Le Grand Orchestre du Splendid - chanson patrimoniale
Partenaires financiers de résidence	Les producteurs des groupes CNV DRAC Société civiles

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)
La durée moyenne des résidences au Sax est de 3 à 10 jours. Elle répond à la demande des groupes de musiques actuelles qui recherchent soit des résidences courtes (3 jours : reprise du répertoire, filage avant tournée) soit des temps plus longs, pour de la création (création lumière, mise en scène, coaching scénique…).
Les projets en résidence sont diffusés soit à l'issue soit en cours de la saison.
L'« action culturelle » en lien avec la résidence prend la forme, soit de filage public, soit de projet plus spécifique avec le groupe.
Sur les formes théâtrales, (théâtre d'objets, marionnettes…), les résidences peuvent durer jusqu'à 15 jours : recherche au plateau, création…
Sur les résidences plus longues, un cahier des charges sera réalisé et un appel à projet permettra d'identifier plus facilement les artistes partenaires avec lesquels nous adapterons ensemble le contenu et les actions de ces résidences.

Présentation des éventuels projets hors résidences :

La gestion associative et solidaire du bar du Sax : Le bar devient support social et culturel. Une association locale en assure la gestion et les bénéfices sont reversés à des projets solidaires. Les membres de l'association participent à la vie de l'équipement.

Le Festival des Pépites Sonores : Le Festival intercommunal autour de la création musicale pour le jeune public.

Les Hivernales d'Achères : Le Festival de création pluridisciplinaire pour les familles.

Le développement des moyens techniques pour le spectacle : Enregistrement multipiste, captation vidéo, mapping. Projet d'émission TV à diffuser sur le web ou/et en télévision.

Le développement du hors les murs avec les apéro-concert : Prévu au début de l'été sur le parvis du Sax, cet évènement gratuit s'inscrit dans l'animation estivale du territoire avec de multiples partenaires du secteur jeunesse, social et éducatif.

La Djembé session : Un rendez-vous régulier bimensuel autour de la pratique amateur des musiques et danses traditionnelles d'Afrique de l'Ouest.

Les Local Heroes : Mise en avant de la scène locale amateur.

Le Festival lusophone : A partir de soirées musicales en partenariat avec le comité de jumelage franco-portugais Achères-Amarante, construire progressivement un rendez-vous musical autour des musiques lusophones (Cap-Vert, Brésil, Angola, Mozambique…)

Soutenir les échanges musicaux européens en s'appuyant sur le réseau des villes jumelées et en valorisant l'autonomie des groupes musicaux amateurs.

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi :

Conforter l'emploi artistique direct (engagement) :
(+110 % par rapport au budget de renouvellement de la PAC 2013)
et indirect (contrats de cession…) :
(+92.8 % par rapport au budget de renouvellement de la PAC 2013)

Assurer la montée en compétences, responsabilités et expériences de l'équipe permanente afin d'accroitre la plus-value de la structure sur la gestion des projets et dans la coopération et l'opérabilité territoriale :
(+49.3 % par rapport au budget de renouvellement de la PAC 2013)

Evolution du volume horaire des techniciens intermittents afin d'assurer la qualité et la mise en œuvre des nouveaux projets au SAX, hors les murs et sur le territoire :
(+ 20 % par rapport au volume horaire de 2013)

Développement de l'accueil de jeunes en formation en alternance dans le cadre de formations qualifiantes sur les métiers du spectacle vivant (technique, administration, conduite de projet et médiation, accueil, sécurité…)

Subvention demandée : 100 000 €
Soit 50 000 € de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES HT	euros	RECETTES HT	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	0	ETAT	13000
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France** □ en cours	13000
Charges employeur		COLLECTIVITES TERRITORIALES	207500
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	164875	Région IDF - PAC	100 000
Préciser le détail des postes		Région IDF musique au lycée □ en cours	2500
Salaires bruts artistes	11500	**Département** (préciser le nom) : □ attribué / □ en cours	
Charges employeur artistes	6500	**EPCI** □ attribué / □ en cours	
Salaires bruts techniciens	16000	**Commune** ville d'Achères □ attribué	105000
Charges employeur techniciens	10606	**Autres** (préciser) :	
Droits d'auteur	7265		
Taxe sur les spectacles	1175		
Locations (préciser):	1500		
Défraiements	6000	UNION EUROPEENNE	0
Transports	800	*Préciser le dispositif :*	
Apports en coproduction		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	3300
Aides aux résidences		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	2300
Prestations sécurité spectacles	3000		
Frais de communication	11119		
Achats de spectacle, concerts	81630	Autres prime apprentis	1000
Autres (préciser) : prestations activités	7780	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	0
DEPENSES D'APPROPRIATION	28600	CNV, SACEM, SACD, ADAMI	
Préciser le nombre d'heures: ……...		ARCADI	
Salaires bruts	8600	Autres (préciser) :	
Charges employeur	4400	MECENAT & SPONSOR	9000
Achat action culturelle	15600	*mécénat GSM*	9000
AUTRES DEPENSES	73910		
Part de charges de fonctionnement / 29%		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	34585
frais postaux et de téléphonie	3500	Billetterie	33585
maintenance	2500	Recettes de coréalisation	
assurance	2115	Recettes de bar, restauration,	
petit équipement	3425	Prestations de service (préciser)	
frais de personnel affecté au projet	62370	Apports de coproduction	
		participation producteur aux frais	1000
TOTAL	**267 385**	**TOTAL**	**267 385**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

Le Sax est soutenu par la Région Ile-de-France au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006 à hauteur de 50 000 € par an, soit 3 conventions successives (2006-2009 ; 2010-2012 ; 2013-2015).

Le projet soutenu dans le cadre de la troisième convention est centré autour de trois axes : l'accueil d'artistes en résidence de création ; l'accompagnement d'ensembles musicaux de grand format ainsi que l'organisation de temps forts (Les Hivernales, les Pépites Sonores, Les Cabarets, Les Djembés Sessions), permettant d'offrir une vitrine de la création sur le territoire.

Par ailleurs, depuis 2013, la Région attribue au Sax 2 500 € au titre de l'aide à projet musique au lycée.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Depuis le passage du Sax en EPIC en 2012, le lieu **a augmenté notablement son offre de concerts et de spectacles**, entraînant une forte augmentation du public. En 2012, Le Sax proposait 45 spectacles sur 86 dates de concerts et représentations, attirant 11 739 spectateurs, tandis qu'en 2013, 66 concerts et spectacles étaient programmés sur plus de 100 dates, avec plus de 15 500 spectateurs. L'année 2013 était particulièrement importante en offre de spectacles, le budget artistique de la salle ayant ponctuellement augmenté avec le passage à l'EPIC, aussi, compte-tenu des élections municipales, et par précaution, Le Sax a réduit son offre artistique en 2014. Cependant, l'activité a repris son souffle en 2015, avec de nouveaux rdv comme les apéros-concerts proposés sur le parvis du lieu au début de l'été.

Ce développement de l'offre et du public depuis trois ans est dû en partie à l'organisation de **deux nouveaux temps forts : le festival Les Hivernales en décembre et Les Pépites sonores (musique jeune public) en avril.** Ces évènements ont permis aussi de mettre l'accent sur les créations, en proposant aux artistes une visibilité renforcée à travers des séries de concerts ou de représentations : soit près de 20 représentations programmées aux Hivernales et une dizaine aux Pépites sonores.

Avec Les Hivernales, Le Sax a fait le choix de programmer pendant les vacances scolaires, afin de toucher un public qui ne part pas en vacances. Toutefois, malgré la réussite de certaines éditions (notamment celle de 2013 avec la présence sur une série de représentations du Cirque dans les étoiles), la manifestation peine à trouver son public, faute notamment de moyens de communication suffisants et d'une identité artistique bien définie. Aussi, la structure souhaite, à l'avenir, intégrer le festival dans la saison tout en conservant les séries de représentations en les présentant comme des cartes blanches.

Enfin, avec Les Pépites Sonores, Le Sax commence à proposer une **programmation à l'échelle intercommunale** ; l'édition 2016 du festival s'est ainsi déroulée dans deux autres communes (Poissy et Carrières-sous-Poissy) et deux autres communes doivent rejoindre le festival en 2017 : Chanteloup-les-Vignes et Andrésy.

La saison est rythmée par d'autres rendez-vous réguliers : Les Chouette Chanson Show, animés par Arnaud Joyet, ancien membre du groupe Les Blérots de Ravel et les Djembé sessions (musique et danse Afrique de l'ouest). Le Sax a également initié en 2015 un temps fort valorisant la scène locale amateur à travers des interventions visuelles (Vjing) : le festival Le Super Local Heroes.

Le Sax accueille **de nombreuses résidences courtes de création** (soit une quinzaine par an), majoritairement dans le domaine des musiques actuelles, mais ouvertes à d'autres champs (théâtre, jeune public, humour). Son soutien aux artistes passe essentiellement par la mise à disposition d'espaces de travail et de personnel technique et par des préachats ou des embauches directes. Les musiciens accueillis peuvent travailler différents aspects : répétitions, travail scénique, création lumière, mise en scène, création vidéo, enregistrement… L'accueil des résidences soulève cependant un problème de locaux pour la structure, qui ne dispose à ce jour que d'une seule salle de spectacles.

Depuis quelques années, Le Sax apporte une aide spécifique en direction des groupes et ensembles de grands formats comme Le Sacre du Tympan régulièrement accueilli depuis 2012. Si l'accueil des groupes de jazz s'inscrit dans le droit fil de l'histoire du lieu, il est moins évident toutefois en termes de fréquentation du public. Aussi, Le Sax réfléchit à une **orientation plus affirmée sur les musiques du monde**, en partenariat avec d'autres opérateurs spécialisés comme le Festival Africolor, mais aussi avec le tissu associatif local et la pratique collective amateur.

Le Sax a développé les actions artistiques et culturelles avec les publics que ce soit à travers des visites du lieu, des répétitions publiques, des interventions ponctuelles au titre de la sensibilisation, mais aussi en développant des ateliers sur la durée, notamment avec des établissements scolaires : atelier steel-drum (instrument de percussion originaire des Caraïbes), atelier chant, atelier de création de chanson, atelier de chœur Maloya… Le lycée Louise Weiss à Achères est partenaire d'un vaste projet de musiques actuelles au lycée, impliquant plusieurs classes autour de la création d'une comédie musicale (soit un volume d'une centaine d'heures par an). Le Sax a également développé des relations avec un foyer de personnes âgées et les patients et le personnel soignant de l'hôpital psychiatrique de Poissy.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Le Sax dispose d'un **très bon ancrage local et développe régulièrement des partenariats** avec les autres salles et opérateurs de musique des Yvelines (La Clef à Saint-Germain-en-Laye, L'Usine à chapeaux à Rambouillet, le festival Blues sur Seine, et plus récemment le Château Ephémère – fabrique sonore et numérique à Carrières-sous-Poissy, et le CAC Georges Brassens à Mantes-la-Jolie, avec lequel un rapprochement est envisagé), mais aussi d'autres opérateurs régionaux comme le festival Africolor. Par ailleurs, Le Sax commence à développer son rayonnement à l'échelle intercommunale dans le contexte de la nouvelle communauté urbaine GPSO.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Très majoritairement financé par la Ville d'Achères, le budget du Sax est d'environ 1 million d'€. Il tend à la baisse (-5%) depuis 2014, l'exercice 2013 ayant profité du transfert du solde excédentaire de l'association ADIMUSA vers le nouvel EPIC, et, en 2015, en raison de la diminution de la subvention municipale (- 25 000 €) et des aides départementales dans une moindre mesure.
La Ville d'Achères est de loin le premier partenaire public de l'EPIC, qu'elle préside. Elle apporte une subvention de fonctionnement qui représente 83% des subventions et 71% du budget, et prend en charge des dépenses directes (fournitures, assurances…), estimés à près de 100 000 € par an.
Les aides des autres partenaires publics impactent peu le budget de la structure (entre 4 et 6%), mais sont pour la plupart ciblées sur le volet artistique et culturel du projet et s'avèrent en ce sens déterminantes pour le maintien de l'exigence artistique du projet. Le Conseil départemental des Yvelines apporte un soutien à titre culturel et social. Avec 5% des financements publics, il constitue le 3ème partenaire public du Sax, derrière la Région Ile-de-France désormais devenue le 2ème partenaire public (6% des financements publics et 5% du budget) depuis la diminution des aides départementales en 2015. La Région intervient essentiellement au titre de l'aide à la permanence et culturelle et apporte également une aide au titre de Musiques au lycée. La DRAC représente le 4ème partenaire public de la salle, qui est soutenue au titre des « scènes conventionnées pour les musiques actuelles ».

Depuis le passage en EPIC en 2012, l'ensemble du personnel (autrefois dépendant de l'association et de la Ville) a été rassemblé dans la même structure et certains salaires ont pu être revalorisés afin de s'aligner sur la convention collective. Par ailleurs, l'équipe permanente a pu être étoffée et se compose de 14 personnes en 2016, dont 2 apprentis. La masse salariale est toutefois maîtrisée et reste stable depuis 2013.
L'emploi intermittent varie en fonction du mode de contractualisation avec les artistes en engagement direct ou en contrats de cession.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet du Sax pour les trois prochaines années s'inscrit dans le contexte de la **construction prochaine d'un nouvel équipement** couplé à la rénovation du bâtiment actuel ; une étude de programmation sera lancée à cet effet par la municipalité à l'automne 2016 et le projet devrait être porté à l'échelle de la communauté urbaine.
A l'automne 2016, Le Sax fêtera également ses 25 ans et prévoit un temps fort de programmation, notamment autour du jeune public. Par ailleurs, le lieu souhaite poursuivre l'accueil d'artistes en résidence, en privilégiant des formats allongés. Il prévoit également de renforcer le développement territorial du festival jeune public Les Pépites sonores et d'affirmer un axe artistique fort sur les musiques du monde d'outre-mer. Il poursuivra son soutien aux pratiques amateurs collectives et aux groupes musicaux émergents. Enfin, il souhaite développer les collaborations artistiques et culturelles avec d'autres opérateurs et structures départementales et régionales.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient LE SAX à hauteur de 50 000 €
sur une base subventionnable de 214 885 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre l'aide demandée et l'aide proposée et de l'aide sollicitée au titre du dispositif Musiques au lycée)

Emploi	Création/Diffusion/Appropriation
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation pour soutenir l'accueil d'artistes en résidence, la poursuite des temps forts valorisant la création, en particulier le festival des Pépites sonores à destination du jeune public, et la poursuite des actions artistiques et culturelles avec la population locale.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2013	Soutien à la création et à la diffusion numérique	16 714,00 €
2014	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Action culturelle Musiques au Lycée	2 500,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
	Montant total	174 214,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003660

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE THEATRE DU BOUT DU MONDE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	205 250,00 €	26,80 %	55 000,00 €
	Montant Total de la subvention		55 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE THEATRE DU BOUT DU MONDE
Adresse administrative : 3 RUE DES AUBEPINES
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Makis Gérassimos SOLOMOS, Président

Date de publication au JO : 21 février 2011

N° SIRET : 38106755200020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La Cie Théâtre du Bout du Monde (TBM) est un collectif d'artistes créé en septembre 1990 par Miguel Borras, Philippe Guerin et André Bonnet. Il est composé de professionnels du théâtre, de plasticiens, d'écrivains et de saltimbanques. La compagnie se caractérise par la mise en place de projets de citoyenneté par l'intermédiaire du théâtre. Son activité est concentrée autour de deux pôles : la création de spectacles et les actions de sensibilisation artistique.

La compagnie a développé un concept de « création participative », où chacun des moments du processus de création, que ce soit l'écriture de la trame narrative ou le jeu sur scène, est un moyen d'encourager la créativité des populations fragilisées. Il a été développé à Nanterre et au centre d'hébergement Emmaüs du 10ème arrondissement de Paris. Ce modèle d'action sociale par le théâtre devrait à terme être proposé dans des quartiers similaires.

Les séances, sous la forme d'ateliers et de stages intergénérationnels et interdisciplinaires (théâtre, écriture, marionnettes, échasses…), sont animées de manière régulière et font l'objet de restitutions publiques au cours d'évènements festifs organisés en partenariat avec des associations locales.

La compagnie est soutenue par la Ville de Nanterre, le Conseil Général des Hauts-de-Seine, la Région

Ile-de-France et la Fondation RATP, notamment au titre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale. Par ailleurs, la compagnie est accueillie en résidence permanente d'implantation au Petit Nanterre.
En 2013, la compagnie a obtenu l'agrément jeunesse éducation populaire. En 2015 et 2016, le Théâtre du Bout du Monde est également soutenu par la Fondation de France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

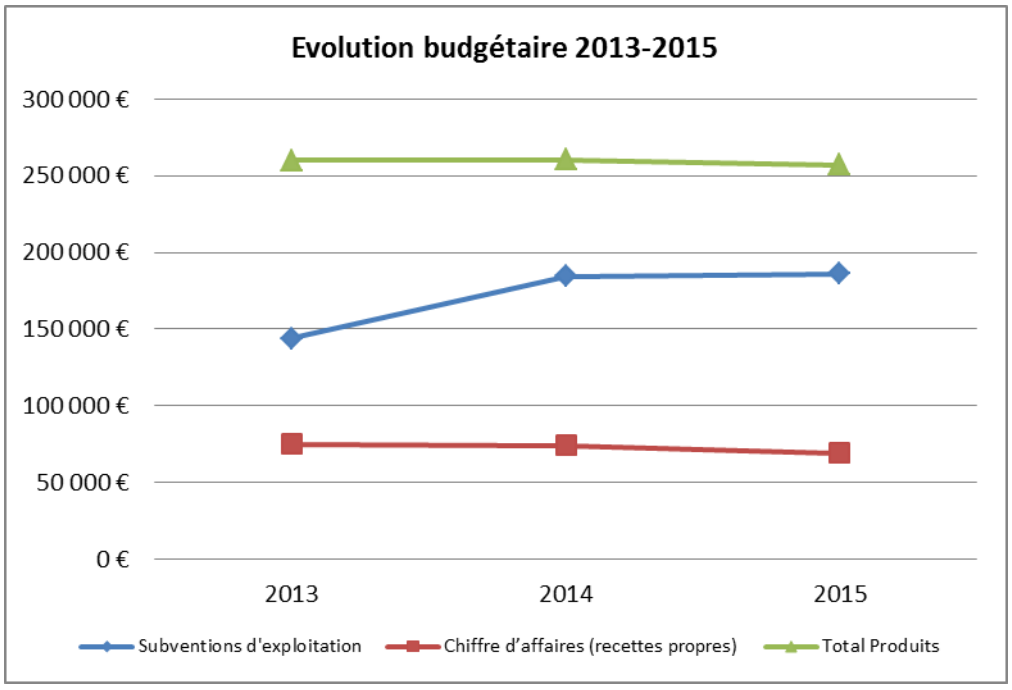
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Ministère de la culture - Acsé CUCS axe 5 et 2	**10000**	*7%*	**10000**	**10000**	*6%*
Ministère de la culture - Ville Vie Vacances	**0**	*0%*	**0**	**3000**	*2%*
Ministère de la culture - appel à projets culture et lien social (CLS)	**0**	*0%*	**10000**	**8000**	*5%*
CD 92 - CUCS axe 5 et 2	6 000	*4%*	16 000	16 000	*10%*
CD 92 - subvention de fonctionnement	4 579	*3%*	4 423	1 100	*1%*
Nanterre - subvention de fonctionnement	10 000	*7%*	12 000	11 400	*7%*
Nanterre - subvention exceptionnelle	2 500	*2%*	900	2 000	*1%*
Nanterre - CUCS axe 5 et 2	14 500	*11%*	14 500	14 500	*9%*
Paris - DPVI	3 000	*2%*	3 000	0	*0%*
Autres - Service jeunesse, CNASEA (ASP), Caisse des dépôts, réserve parlementaire, ambassades des Etats-Unis, etc.	17 146	*12%*	35 600	45 003	*28%*
Région - PAC	55 000	*40%*	55 000	55 000	*35%*
Région - ASQ	10 000	*7%*	10 000	0	*0%*
Région - Emploi tremplin	15 000	*11%*	13 250	13 500	*9%*
Région - direction du développement	0	*0%*	0	6 000	*4%*
SOUS-TOTAL REGION	80 000	58%	78 250	68 500	43%
TOTAL SUBVENTIONS	**137 725**	**100%**	**164 673**	**158 503**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

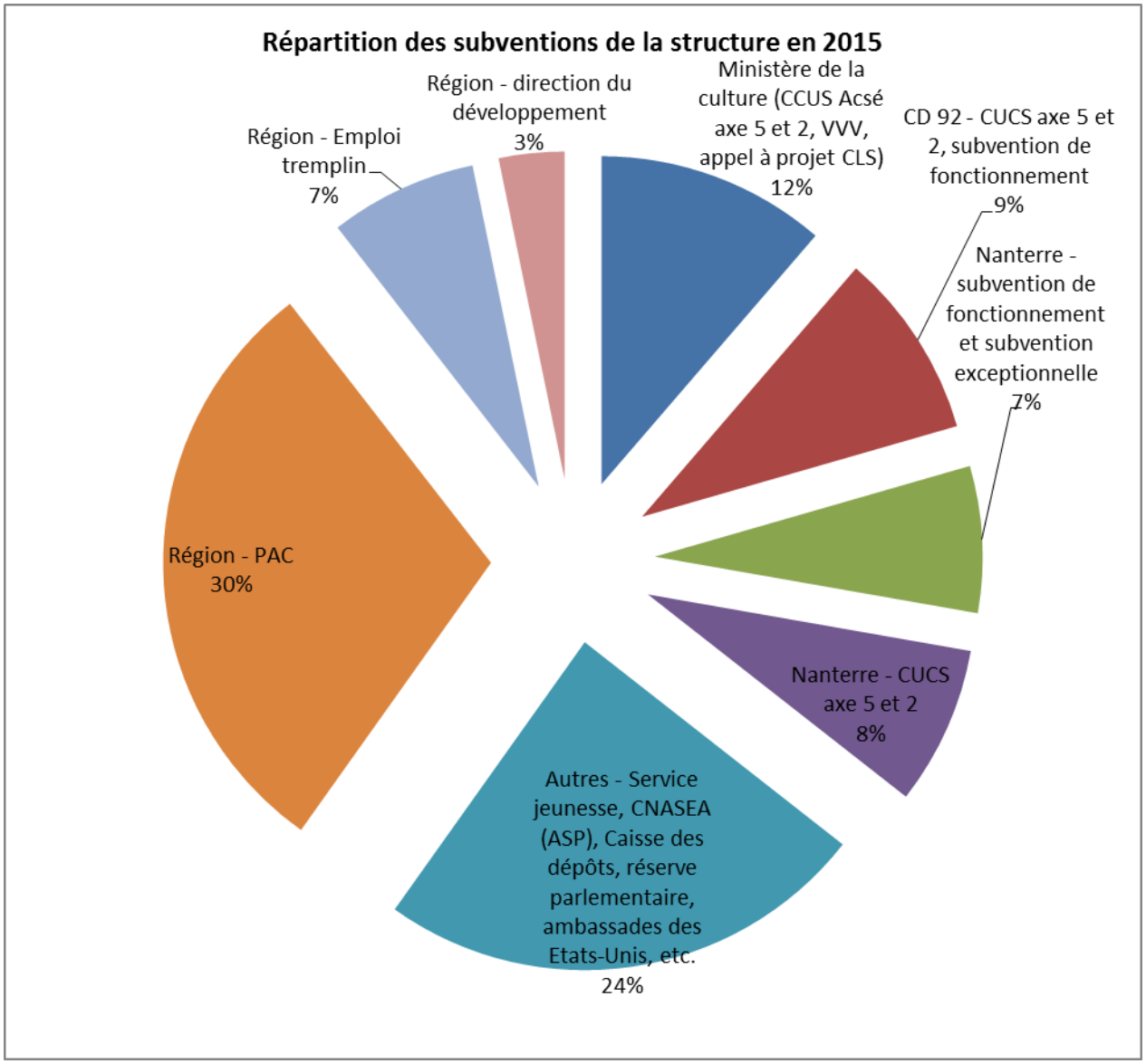
	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	143 899	*55%*	184 430	*186 211*	*72%*

Chiffre d'affaires (recettes propres)	74 771	*29%*	73 918	*69 057*	*27%*
Total produits	259 914	100%	260 584	*257 242*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2012-2013	2013-2014	2014-2015
Masse salariale	122 710	118 508	110 458
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	4 951	4 283	4 266

3) Evolution de l'activité

Années civiles	2012	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES				
Nombre de créations : *Incluant nos restitutions d'ateliers*	Deux créations	Quatre créations	Quatre créations	Trois créations :

Nombre de spectacles diffusés au total :	1 spectacle diffusé :	1 spectacle diffusé :	2 spectacles diffusés :	2 spectacles diffusés :
Nombre de représentations : *Dont nombre de représentations en cession :*	*Ulysse à l'ombre de l'olivier* : 6 représentations en France + 3 représentations dans les pays partenaires (Algérie, Grèce et Tunisie – 1 représentation/pays)	*Les Antigones :* 4 représentations	*La nuit des rois* : 4 représentations *L'Ane à chroniques* : 3 représentations	*La longue marche des femmes* : 2 représentations *Un Riche, trois pauvres et autres aventures urbaines* : 3 représentations
Nombre de lieux concernés par les tournées :	*Ulysse à l'ombre de l'olivier* : . Salle Jacques Decour à Nanterre (1 représentation) . Théâtre de la Salle des fêtes à Nanterre(1 représentation) . Théâtre des Amandiers à Nanterre (1 représentation) . Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (Paris 6ème) (3 représentations) . Institut Français d'Alger (Algérie) . Centre d'Art El Teatro à Tunis (Tunisie) . Institut Français d'Athènes (Grèce)	*Antigone* : . Théâtre de la salle des fêtes (Nanterre) . MPAA (Paris)	*La nuit des rois* : .Théâtre de la salle des fêtes (Nanterre) . MPAA (Paris) *L'âne à chroniques* : . Festival Parades (Nanterre) . Sur l'espace public, quartier du Petit Nanterre (Nanterre) . Festival des arts de rue (Belgique)	*La Longue marche des femmes* : . Maison des jeunes et de la culture (Colombes) . Maison du chemin de l'île (Nanterre) *Un Riche, trois pauvres et autres aventures urbaines* : . Maison de la musique (Nanterre) . Maison des pratiques artistiques amateurs (Paris)
Nombre de spectateurs :	**Total : 1200**	**Total : 400**	**Total : 788**	**Total : 726**
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Lieux partenaires de résidence*	Nanterre Quelle durée ? Permanent Lieux partenaires ? Paris (en partenariat avec Emmaüs) Quelle durée ? 2008 -2102 Lieux partenaires Centre Louvel Tessier (Paris 10ème)	Nanterre Quelle durée ? Permanent Lieux partenaires ? Structures associatives du territoire d'implantation. +	Nanterre et Colombes : ateliers pour préparer les restitutions de *La longue marche des femmes* Lieux partenaires : MJC Colombes, CSC Hissez-Haut, Maison du chemin de l'île, Nanterre	Nanterre : 2 périodes de 5 jours pendant les vacances scolaires de février et d'avril Lieux partenaires : Ville de Nanterre
ACTION CULTURELLE MENEE AUPRES DES PUBLICS				

Chaque année au mois de mai, nous présentons les fruits de nos ateliers, correspondant au volet appropriation	*Parcours héroïques*	*Mille et une Paroles*	*Dans le miroir de l'autre*	*Le monde à l'envers*
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens :	259 h	176 h	667 h	1128 h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total :	5199 h	5 890 h	6690 h	7522 h
Nombre d'établissements et de relais partenaires :	18	10	13	19
Nombre de bénéficiaires :	248	252	258	287

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Sur les 3 ans qui arrivent, le schéma est le suivant :

2016 / 2017 Préparer la création
2017 / 2018 Création
2018 / 2019 Diffusion avec organisation d'un festival, « le 33 mai »

Introduction (2016 2019)

Implantée au Petit-Nanterre depuis 2005, sur un quartier en renouvellement urbain, la compagnie Théâtre du Bout du Monde explore les voies d'un théâtre populaire et citoyen. Elle ouvre et partage les pratiques théâtrales avec les populations locales, souvent défavorisées ou/et en situation d'exclusion et encourage une démarche participative où les personnes sont impliquées dans les récits et le jeu théâtral.

Nous sommes parvenus à fabriquer un réseau partenarial avec le tissu associatif du Petit Nanterre. En lien avec les institutions, nous poursuivons cette stratégie autour d'une démarche de recherche action visant à renforcer le pouvoir d'agir des habitants du territoire concerné par notre projet. Notre rayonnement s'est élargi au bassin méditerranéen et aux Etats-Unis.

Il s'agit au travers d'ateliers avec les établissements scolaires, de la maternelle en passant par le collège et le lycée, de trouver des passerelles entre notre activité théâtrale et l'implication des personnes (jeunes et adultes) dans les domaines de l'éducation, du social, de la prévention spécialisée et de la culture.

Notre projet de développement s'articule autour de plusieurs axes : inter générationnel, interculturel et international. A l'intersection, nous plaçons l'individu auquel nous proposons de découvrir les ressorts de son épanouissement personnel.

Les ressources de tout un chacun demeurent bien souvent en sommeil, jusqu'à ce que l'éclosion se produise au détour d'une situation fictive qui déclenche une stratégie de transformation. Nous nous basons sur le triangle Personne – Acteur – Personnage.
C'est la raison pour laquelle sur les trois années à venir nous allons renforcer cette dynamique en proposant d'élargir notre rayon d'action.

Le TBM devenu fleuve, remonte le courant vers sa source. Il revisite alors le chemin parcouru. Les affluents et autres rivières les plus fertiles qui sont venus gonfler son cours sont invités à cheminer à ses cotés vers l'océan des possibles.
Devenir confluents à l'occasion d'un **festival** baptisé «le 33 mai», jour de tous les pensables… de toutes les éclosions. Ce festival sera le delta des convergences. Les partenaires régionaux impliqués dans le cadre du réseau de *création partagée* se poseront 3 jours et 3 nuits.
Irrigués par nos expériences croisées dont nous aurons extrait la quintessence. Les spectacles proposés auront pour socle le théâtre interactif. Les influences des uns venant enrichir celles des autres.

SYNTHESE DU PROJET

Indiquer les grandes lignes du projet spécifique proposé pour les 3 ans et préciser son déroulement année par année (détailler davantage les 12 prochains mois) en termes de résidences, création, diffusion, appropriation…etc.

1) Schéma calendaire
Cette approche permet de visualiser le déroulement prévu sur la période 2016-2019

- **Juillet 2016-2017** : cette saison sera marquée par les missions d'appropriation (ateliers et événements à destination des habitants du Petit Nanterre). Aussi, elle ouvrira les prémisses de la prochaine création du Théâtre du Bout du Monde (autour de l'œuvre *Les Petits Mélancoliques* de Melquiot). Maintien et développement des actions à destination des jeunes : ateliers en direction des adolescents âgés de 12 à 18 ans, développement du projet « Les coulisses de la création » à destination de jeunes âgés de 14 à 20 ans. Enfin, cette saison marque la concrétisation de l'objectif de professionnalisation que se fixe la compagnie (ateliers croisés amateurs et professionnels, compagnonnage…). L'ensemble des autres ateliers, à destination des enfants et des adultes, seront également maintenu. En outre, le TBM organise le lancement d'un atelier d'écriture dirigé par Tristan Shcoumaker avec les habitants à l'automne 2016.

  Focus / février 2017: organisation d'une journée de rencontres et débats autour de la thématique suivante : Quel avenir pour la pratique du théâtre dans les quartiers populaires ? Elle aura lieu sur le quartier du Petit Nanterre et sera l'occasion d'une rencontre entre toutes les personnes concernées par les ateliers théâtre (enfants, adolescents, adultes, résidents du Centre d'Accueil et de Soins Hospitaliers), leurs proches, les professionnels sociaux et culturels du territoire et d'ailleurs (invitation, par exemple, de Tim Lord du DreamYard Project Catherine Hartmann Fritsch pour la fondation Genshagen, etc).

- **Juillet 2017-2018** : après les prémisses, la création qui se finalisera tout au long de la saison (ateliers, répétitions intensives à l'occasion des vacances scolaires, répétitions publiques à l'issue des périodes de résidence). La première aura lieu à l'occasion de la première édition du festival « le 33 mai » lancé par le Théâtre du Bout du Monde.

- **Juillet 2018-2019** : après la création à l'occasion du festival « le 33 mai », la pièce fondée sur *Les Petits Mélancoliques* sera diffusée en France. En 2019, deuxième édition du festival sera

organisée avec de nouvelles compagnies invitées et un programme artistique entre sensibilisation et création, à l'image de nos actions.

= En filigrane sur chaque saison, l'appropriation se poursuit avec les ateliers proposés par le TBM et par la participation de la compagnie aux événements et actions de Nanterre et du Petit Nanterre (fête des associations, Noël des associations, Printemps de l'égalité, Fête de quartier, etc.).

2) Sur le plan géographique

Nanterre / Petit Nanterre (cadre du CUCS).
Après ouverture à l'international (pays du Maghreb, Grèce et Etats-Unis), la saison 16-17 est à nouveau centrée sur notre territoire d'implantation (sans négliger l'ouverture, notamment avec l'invitation de professionnels du monde entier pour les rencontres du printemps 2017).

Nous participons à la création du réseau de création partagée (prémices en 2015-2016) auquel participe des compagnies artistiques de toute l'Ile de France (Miss Griff, Le vent se lève, Compagnie de la Feuille d'or…). Il s'agit de se rencontrer et d'échanger nos pratiques pour mettre en question nos actions, mais également afin d'amener la mise en place de nouvelles collaborations artistiques. C'est ainsi, par exemple, que nous initions un partenariat avec la compagnie de la Feuille d'Or implantée dans le 94, à Gentilly : projets croisées et apports d'expériences pour enrichir nos pratiques.

Mots clés : Ile-de-France, Réseau, Ligue de l'Enseignement, Publication, Collectif, Rencontres.

3) Sur le plan artistique

Le théâtre du Bout du Monde bâtit ses créations sur des cycles qui se recoupent sur plusieurs années et nous permettent de créer des passerelles artistiques entre nos ateliers. La question qui traverse nos créations et ateliers porte sur la/les frontières, au sens polysémique du terme.

En ce qui concerne les costumes, la démarche adoptée évolue dans le sens de la professionnalisation. Nous avançons désormais de concert avec les jeunes apprentis créateurs du Lycée professionnel Louise Michel.

Le lancement de la première édition du festival « 33 mai » aura lieu en 2018. Ce festival construit autour du théâtre sera l'occasion pour les compagnies franciliennes, du réseau création partagée, d'ailleurs aussi, de se rencontrer pour partager le temps d'un weekend leurs pratiques.
Pendant cet événement, créations théâtrales et ateliers rythmeront les journées. Il s'agit pour nous d'un moyen de légitimer notre démarche artistique fondé sur la mixité entre création et sensibilisation. Organiser des actions pour les amateurs, faire des ateliers de véritables moments de créations, voici la démarche du Théâtre du Bout du Monde. Sensibiliser et créer. Etre artiste.
La première édition du festival sera également l'occasion de la création de la pièce mise en scène Miguel Borras et fondée sur *Les petits Mélancoliques*.

Mots clés : festival, partage, sensibilisation, ateliers, création, restitutions.

4) Au niveau des publics

La compagnie poursuit ses actions à destinations de tous les publics, des enfants de maternelle aux retraités en passant par les enfants en élémentaire, les collégiens, les lycéens, les adultes résidents, ou non, du CASH de Nanterre.
L'action envers le public lycéen s'est développée ces dernières années et continuera de faire l'objet d'un approfondissement : jeunes comédiens du projet Bronx en Seine, jeunes filles du GAO participant aux coulisses de la création, lycéens du lycée Louise Michel participant de ces deux projets Bronx et Coulisses.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement

- CASH de Nanterre (92) ;
- Ville de Nanterre : salles municipales, salle des fêtes, local des Glycines (OPHLM).
- Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (MPAA), Paris 6e

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) :
Préciser les modalités de leur soutien

- Ville de Nanterre : soutiens financiers et en nature (locaux) ;
- Départements : soutiens financiers (VVV, CUCS, etc.)
- Etat : soutiens financiers (acsé)
- DRAC : soutiens financiers (dispositif Culture et lien social) ;
- DDCS

Equipe artistique prévue pour le projet :

- Théâtre du Bout du Monde
- Les Plastikeuses
- Ines de Broissia
- Karine Dron
- Compagnie de la Feuille d'Or

RESIDENCES PREVUES

Joindre en annexe les conventions de résidence le cas échéant.

	1ère année 2016/2017 + 2018	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence autour des rencontres du printemps 2017	Résidence de création en 2018
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Mars 2017 (durée : 3 jours – juste avant les rencontres / préparation du colloque)	Mai 2018 (Durée 5 jours – avant le festival « le 33 mai »)

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	L'AGORA – Nanterre (92)	L'AGORA - Nanterre (92)
Objectifs & contenus de chaque résidence	Permettre aux participants de la résidence de confronter leurs pratiques pour les mettre en question / pratiques concernant les actions d'éducation artistique et culturelle à destination des jeunes dans les quartiers populaires, en France et dans le monde.	Permettre au Théâtre du Bout du Monde et à la compagnie invitée de mettre en perspectives leurs démarches de création avant les présentations à l'occasion du festival « 33 mai » dans la rue
Partenaires financiers de résidence	En construction	En construction

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les lieux et territoires géographiques concernés, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.

La résidence d'implantation dans le quartier du Petit Nanterre se poursuivra avec le développement des ateliers pendant l'année et les restitutions en mai de chaque année. Notre structure travaille avec les objectifs suivants :

- Créer liens entre appropriation-création (ateliers, recueil paroles, écriture) aboutissant à la diffusion ;
- Fidéliser nos participants sur Paris ;
- Elargir le cercle de nos partenaires ;
- Renforcer l'assise géographique ;
- Pérenniser la structure associative et ses emplois.

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes / musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…)
Indiquer précisément les projets de création dans les 12 prochains mois ainsi que les grandes lignes des projets prévus les années suivantes

Création 2017-2018 à partir du texte *Les petits mélancoliques*, de Fabrice Melquiot :
« Petit Tom, un garçon mélancolique de dix ans se réveille un matin, certain qu'il va mourir. Ses frères et ses amis d'abord incrédules finissent par le croire et sont déterminés à lui offrir le plus beau jour de sa vie ; ils veulent lui faire connaître l'amour. Ainsi, ils proposent à Alegra, l'amoureuse de Tigre, de feindre le Grand Amour. Elle se prend au jeu et tombe amoureuse de Petit Tom. »

Metteur en scène : Miguel Borras
Assistant metteur en scène : Tristan Schoumaker
Auteur : Fabrice Melquiot
Scénographe : Christos Konstantellos.
Musique Originale

Plateau : jeunes comédiens amateurs en voie de professionnalisation pour certains et comédiens professionnels (distribution en cours).

Se confronter à un texte d'auteur déjà écrit.
Pour la mise en scène de « Les petits mélancoliques, nous ne travaillons pas sur le modèle de création participative amateur mis en place notamment dans le projet Bronx en Seine. Pour la prochaine création nous avons décidé de confronter les jeunes apprentis comédiens à un texte d'auteur déjà écrit et les faire jouer sur scène avec des comédiens plus chevronnés. Cela préparera nos jeunes comédiens, ceux qui le souhaitent, à la voie de la professionnalisation (voir paragraphe sur l'emploi).

Première : à l'occasion du Festival « le 33 mai »

Plateau : mixité des comédiens : adolescents, jeunes adultes en voie de professionnalisation, professionnels.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes/musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…)

Les créations du théâtre du Bout du Monde ont la spécificité de rassembler sur scène des comédiens amateurs, parfois aux côtés de comédiens professionnels. Dans les différents cas de figure, le nombre de personne sur le plateau est conséquent et ne favorise pas la diffusion en raison d'un manque de moyens (importants montants pour les défraiements, etc.).

Néanmoins, nous ne nous arrêtons pas à ces difficultés. En effet, nous tentons d'amener hors du Petit Nanterre les créations qui ont eu lieu sur ce territoire pour les partager avec tous les publics. Ainsi, *L'âne à Chroniques* a été emmené jusqu'en Belgique. Un Riche trois pauvres et autres aventures urbaines a été joué à Nanterre à la Maison de la Musique, et dans Paris, à la MPAA. *Un grenier plein d'espoir*, partie française, sera jouée à Nanterre à l'occasion des répétitions publiques, et à Paris à la MPAA. La partie bilingue, quant à elle, sera interprétée aux Etats-Unis.

Nous souhaitons approfondir cette démarche de diffusion et de partage de notre travail. A l'issue du festival, l'objectif est de diffuser la prochaine création (voir pp 40-41) dans différents lieux en France. Pour ce faire, nous solliciterons en interne/ externe les compétences d'un/e chargé/e de diffusion.
A cet effet nous sollicitons la Région dans le cadre de ce dossier, afin d'obtenir les moyens d'améliorer notre rayonnement géographique en Ile-de-France.

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

- Maison des Pratiques Artistiques Amateurs (MPAA) Paris 6e
- Ville de Nanterre

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi [Préciser le cas échéant les perspectives de création ou d'évolution de l'emploi et les détails : régime, postes concernés, évolution du volume horaire, de la masse salariale correspondante…etc.]

. **Pérennisation** :
Le premier indicateur de l'impact du Théâtre du Bout du Monde sur la vie économique est la création d'emplois. En 2014, nous avons créé un poste pour assurer la production et la diffusion de Bronx en Seine (poste en CDD). En 2015, l'élargissement du projet ainsi que le développement profond de la compagnie a suscité deux nouvelles créations d'emploi. Nous avons recruté, en CDD, un vidéaste pour la

réalisation de reportages et de teasers. Dans le cadre du projet, il a réalisé les montages vidéo du premier volet (lien viméo[1]). Dans la deuxième partie du projet, il sera également à l'origine des différents montages et captations. En outre, il accompagnera les jeunes filles du groupes « UNION » dans la réalisation de leur propre reportage et donc dans la découverte des métiers de l'image et du son. Enfin, nous avons recruté en CDI une chargée de développement et de communication qui participera au projet en établissant des liens avec le GAO et en faisant découvrir son métier aux jeunes filles.

L'objectif est de pérenniser les postes actuellement pourvus en contrat à durée déterminée. En parallèle, nous souhaitons offrir aux collégiens du quartier des opportunités de stage pour faire découvrir là aussi les coulisses de la création, les coulisses de la pratique théâtrale.
Est également voulue la pérennisation des postes en CDI : nous observons actuellement certaines fragilités à venir en raison, notamment, de la fin du dispositif emploi tremplin (fin contractuellement prévue en 2018 pour le premier emploi tremplin). Nous souhaitons dépasser cette conjoncture pour favoriser l'emploi durable dans notre structure.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, nous avons recruté trois personnes depuis 2014. L'impact économique mentionné s'accompagne d'un fort impact social. Nous agissons en faveur d'une évolution sociale positive, pour donner aux habitants, jeunes et adultes, un espace d'expression, de découverte de soi et d'écoute de l'autre. Le théâtre permet à tout un chacun de s'approprier sa voix et son corps, de prendre confiance en soi et d'accepter l'ouverture vers le monde extérieur. Ces éléments sont des clés pour favoriser l'employabilité, pour remettre les gens sur les rails de la réussite. L'histoire de Pascal Rico est révélatrice de ce fort impact social pour lequel nous agissons chaque jour.

. **Mutualisation** : poste vidéaste
Promouvoir nos actions et d'impulser une stratégie de communication.
A cet effet, le TBM **créée un poste mutualisé à cheval sur les deux saisons 2015 – 2016.** Nous mutualisons un poste de technicien vidéo. Ibrahima Barry qui travaille avec nous depuis le 1er juin 2015.
Nous avons signé avec lui un contrat qui a pris effet le 1er juin 2015. Nos trois partenaires (GAO, Zy'Va et VO) et nous allons partager le temps de travail (plein temps) d'Ibrahima. Chacune de nos structures connaît des pics d'activité – mutualisation contractualisée, organisée. Il faut tout de même de la souplesse.

Pragmatiquement, VO (Asnières) travaille sur ce qu'ils appellent des unités spéciales, lesquelles consistent à fidéliser des jeunes sur des projets montés par VO avec ses équipes de bénévoles. Le GAO quant à lui travaille avec Ibrahima sur des reportages liés à ses projets ainsi que dans le cadre du projet Les Coulisses de la création. Zy'Va réalise, avec Ibrahima, des supports vidéos sur les valeurs de la République.

Cette action s'inscrit donc dans la durée. Pour l'heure nous sommes seulement en mesure de signer avec Ibrahima un contrat de 18 mois ; au terme duquel nous analyserons ce qui s'est passé et envisagerons d'en étendre la portée.

Des liens seront recherchés avec la Web TV de Nanterre et radio Agora ; dans la continuité des actions déjà engagées avec la compagnie depuis 2 ans.

. Nouvel axe : professionnalisation des jeunes comédiens.

L'essentiel pour nous c'est de confronter notre groupe de jeunes participants au projet Bronx en Seine au métier de comédien. Passer d'un spectacle d'éducation artistique à un spectacle semi professionnel / sur les plateaux, des amateurs mêlés à des professionnels. Manière pour nous de continuer à les faire

avancer après l'aventure extraordinaire qu'ils auront vécue. Le soufflet va retomber, il faut les accompagner pour tourner la page vers une nouvelle aventure théâtrale. Voie de professionnalisation.
Jouer avec des professionnels pour avoir une idée/image plus complète du métier et de ses exigences.
Jouer avec des amateurs nourrira également le travail des professionnels mêlés au projet.

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	Prev 16-17	RECETTES	Prev 16 17
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	**44 800**	**ETAT (acquis)**	**26 120**
Chargé(e) de développement / communication (brut chargé)	25 300	D D C S (50 % fléchés) - acquis	4 000
Comptable 80 % affectés (Salaires brut chargé)	19 500	Culture et lien social - acquis	5 000
DEPENSES DE CREATION /DIFF	**49 450**	A C S E - CUCS (axe 2 et 5) - acquis	10 000
Salaires bruts artistes (metteur en scène + comédiens diffusion + décorateur / costumier + techniciens) en Brut chargé	33 300	Fonjep - acquis	7 120
Médiateur intervenant en Brut chargé 33 %	9 250	**COLLECTIVITES TERRITORIALES**	**134 900**
Création décor costumes (en matériel)	3 200	Région Ile-de-France	98 400
Location (stockage décor)	2 100	Région IDF – PAC	72 000
Transports	500	Emploi tremplin com (100 % fléché sur ce poste) - acquis	15000
Coproduction	500	Emploi tremplin médiateur (acquis) - acquis	11 400 (95 %)
Achats de formes artistiques	600	Départements 92 (CUCS axe 2 et 5) - acquis	16 000
DEPENSES D'APPROPRIATION	**120 000**	Commune Nanterre (cucs axe 5 + fct %) - acquis	17 500
Médiateur intervenant Brut chargé 66 %	18 500 (2/3)	Subv exceptionnelle de Nanterre (en cours)	3 000
Comédiens intervenants intermittents : cœur de quartier + partenaires. Brut chargé	79 000	**SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS**	**5 000**
Technicien video	22 500	Fondation de France - acquis	5 000
AUTRES DEPENSES	**8 000**	**MECENAT & SPONSOR**	**9 000**
Prestations de service : fournitures	1 500	C A F Bronx en seine - acquis	9 000
Frais postaux télécom	1 400	**RECETTES PROPRES D'ACTIVITE**	**47 230**
Publicité communication	3 900	Apport compagnie sur produits d'activités (animations, vente spectacles …)	15 000
Frais de déplacements	1 200	GAO (association de prévention) + VO	4 800
		Billetterie	1 800
		Recettes de bar, restauration légère	1 400
		Adhésions affectées	1 700
		CASH Nanterre (presta de service)	10 000
		Ateliers enfants et jeunes	4 030
		Service Jeunesse Nanterre	4 500
		Ventes de spectacles ou petites formes	4 000
TOTAL	**222 250**	**TOTAL**	**222 250**
Mise à disposition de locaux	5 000	Mise à disposition de locaux	5 000
TOTAL GENERAL	**227 250**	**TOTAL GENERAL**	**227 250**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006. La première convention accompagnait le Théâtre du Bout du Monde à hauteur de 45 000€ pour aider à l'implantation sur le territoire de Nanterre pour ses activités proposées à la population. Du fait du peu de diffusion, il a été décidé en 2008 que l'aide porte uniquement sur l'appropriation. Les deux conventions suivantes ont conservé ce fléchage et fait évoluer le montant de l'aide à 48 400€ en 2010 à 55 000€ en 2013. L'aide à la permanence artistique et culturelle a permis la réalisation de plusieurs projets au cours de ces 10 années parmi lesquels on peut citer « Bronx en Seine » permettant la rencontre entre jeunes défavorisés de Nanterre et de New York, ou « Lysistrata ». La structure a également bénéficié d'autres aides régionales : des emplois-tremplin pour les postes d'administrateur (2006) et de médiateur et de chargé de développement / communication (2015).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Le Théâtre du Bout du Monde est codirigé par deux metteurs en scène, Miguel Borras et Philippe Guérin, lesquels travaillent à des créations participatives avec des comédiens amateurs et professionnels, publics spécifiques, jeunes lycéens des quartiers de Nanterre pour le spectacle « Un riche, trois pauvres et autres aventures urbaines » créé avec des jeunes de Brooklyn à Paris en 2015, et à New York en 2016, dans le cadre du projet « Bronx en Seine » ou des publics en précarité comme des adultes du CASH de Nanterre pour le spectacle « La longue marche des femmes » créé en 2015. Aussi, les spectacles de la compagnie sont des restitutions d'ateliers amateurs/professionnels menés ponctuellement ou tout au long de l'année par le Théâtre du Bout du Monde avec des jeunes, des lycéens (lycée Louise Michel de Nanterre), avec des centres de loisirs, des écoles, des collèges, le CASH de Nanterre et d'autres structures socio-culturelles du territoire pour un volume horaire très important d'actions culturelles (plusieurs milliers d'heures chaque année). Les spectacles sont diffusés localement à Paris en partenariat avec la MPAA et à Nanterre (Théâtre des Amandiers, Théâtre de la Salle des fêtes) et pour certains à l'international dans le cadre de partenariats avec des pays étrangers (« Ulysse à l'ombre des oliviers » à Athènes et à Alger avec l'Institut français et à Tunis) et avec les Etats-Unis pour « Bronx en Seine ». La démarche particulière du Théâtre du Bout du Monde s'inscrit au croisement de la création et de l'action culturelle et propose aux nombreux bénéficiaires une expérience artistique constructive qui les emmène pour certains à l'international.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Le Théâtre du Bout du Monde est implanté à Nanterre où il travaille dans les quartiers difficiles de la ville grâce à une solide expérience. Il a ainsi tissé des partenariats fidèles avec des structures socio-culturelles de la ville et au-delà, avec la MPAA à Paris. Il collabore pour ses créations avec des compositeurs professionnels reconnus, Andy Emler ou Laurent Cuniot pour le projet « Bronx en Seine ». Le professionnalisme de la démarche du Théâtre du Bout du Monde en fait un acteur reconnu sachant travailler avec des publics en très grande précarité. Très implanté à Nanterre et très reconnu pour ses savoir-faire spécifiques, le Théâtre du Bout du Monde parvient à développer des projets internationaux d'envergure avec le soutien de nouveaux partenaires, la Fondation de France, FACE (Service culturels de l'Ambassade de France aux Etats-Unis) et l'Ambassade des Etats-Unis.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget global est resté stable, autour de 260 000€, au cours des trois années de conventionnement. Les subventions publiques ont légèrement augmenté alors que les recettes propres se sont proportionnellement réduites, ce qui a permis de maintenir l'équilibre. La Région représente 43% des subventions publiques totales, suivie par la ville de Nanterre (18%), le Ministère de la Culture (13%) et le Conseil Départemental des Hauts-de-Seine (11%). Au cours de la dernière année de convention, le Théâtre du Bout du Monde a recruté un vidéaste en CDD (juin 2015) et une chargée de développement et communication en emploi-tremplin CDI (septembre 2015).

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement, le Théâtre du Bout du Monde envisage de réaliser des ateliers à destination des jeunes dans une dynamique de professionnalisation des comédiens amateurs. Les actions culturelles jusqu'alors menées seront reconduites. Le festival « le 33 mai » sera initié en 2018. Un projet international avec la Colombie est à l'étude. La structure aimerait reprendre son activité de diffusion avec la création de « Les Petits Mélancoliques » pour la saison 2017/18.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Théâtre du Bout du Monde en 2016 à hauteur de 55 000 €
sur une base subventionnable de 205 250 € correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Emploi La Région n'intervient pas au titre de l'emploi.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation du Théâtre du Bout du Monde à Nanterre dans le cadre de leur résidence d'implantation et plus largement dans les Hauts-de-Seine et en Ile-de-France.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 205 250 € et correspond au montant des dépenses d'appropriation, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	38 500,00 €
2017	16 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	55 000,00 €

	Montant total	165 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003661

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE TOC (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	80 305,00 €	49,81 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOC
Adresse administrative : 15 PASSAGE RAMEY
75018 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LE FLOCH PATRICE, Président
Date de publication au JO : 7 novembre 2002

N° SIRET : 47879771500032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créé en 2000 avec une dizaine de comédiens et techniciens à la sortie de plusieurs écoles de théâtre et d'universités (Nanterre, TNS, ENSATT, CNSAD, CFPTS, Ecole Lecoq), le T.O.C (Théâtre Obsessionnel Compulsif) est d'abord un collectif, à la recherche de textes singuliers, qui interroge le rapport scène-salle et l'expérience de la représentation pour le spectateur.
Il travaille sur des petites formes et des grands formats, dans des théâtres ou non. Après des conférences-performances issues de textes théoriques ou non-théâtraux, il monte en 2005 la pièce « Turandot » de Brecht, avec l'aide du Ministère de la culture, et est accueilli au sein du Collectif 12 à Mantes-la-Jolie - qui reste à ce jour un partenaire régulier de ses projets.
En 2009, le spectacle reçoit au festival Off d'Avignon un grand succès public, presse et professionnel, qui permet au collectif de développer ses partenariats en Ile-de-France (Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, TQI Ivry, TGP, Théâtre de Vanves...etc.). Le TOC mène chaque année de nombreuses actions culturelles, particulièrement auprès des lycéens de plusieurs établissements franciliens.
Le TOC est conventionné par la DRAC depuis 2012 et par la Région Ile-de-France depuis 2013.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

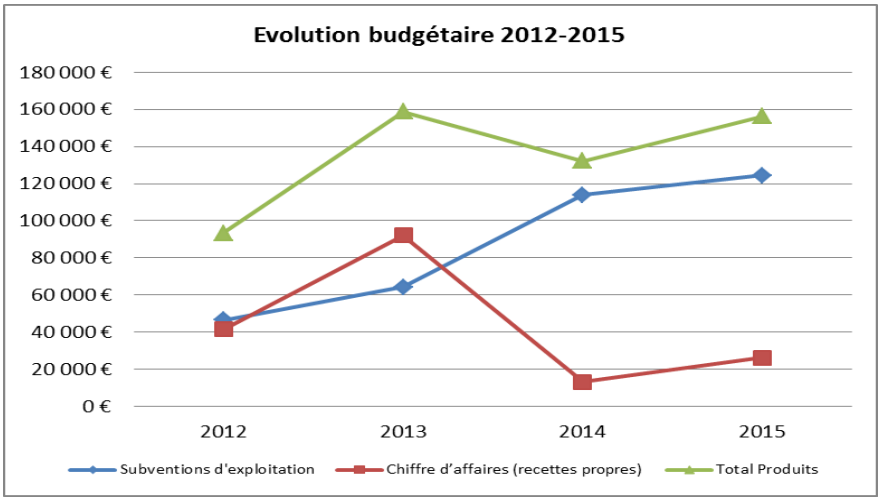
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC Théâtre - Convention	46 000	*44%*	46 000	46 000	*34%*
Etat - aide à l'emploi CUI			1 495		
Conseil départemental 93 - résidence In Situ	11 500	*11%*	11 500	0	*0%*
Autres - ARCADI, JTN, ENSATT, CNT	6 782	*7%*		35 238	*26%*
Région - PAC	40 000	*38%*	40 000	40 000	*29%*
Région - Emploi tremplin			1 250	15 000	*11%*
SOUS-TOTAL REGION	*40 000*	*38%*	*41 250*	*55 000*	*40%*
TOTAL SUBVENTIONS	**104 282**	**100%**	**100 245**	**136 238**	100%

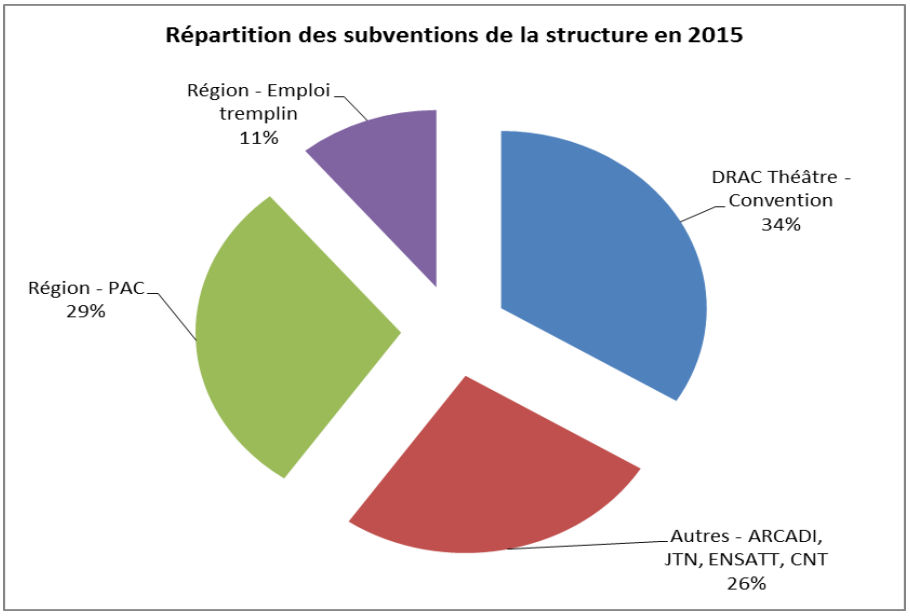
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2012	%	2013	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	46 482	*50%*	64 282	114 000	124 403	*80%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	41 500	*45%*	92 176	13 101	26 042	*17%*
Total produits	93 253	100%	158 877	132 207	156 224 *+ 131 619 (Budget de production pris en charge par le producteur délégué) = 287 843*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2012-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale € *+ Masse salariale prise en charge par le producteur délégué*	108 158	84 353	109 991 *+ 123 993* *= 233 983*
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens) *+ Nombre d'heures d'intermittence prises en charge par le producteur-délégué*	4 002	2 928	3 388 *+ 5168* *=8 556*

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	2 *SCUM rodeo* *Marie Immaculée*	2 *Comment j'ai écrit* *L'Arve et l'aume*	1 *Iris*
Nombre de spectacles diffusés au total	8 spectacles	6 spectacles	5 spectacles
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	21 dates *20 en cession*	65 dates *16 en cession*	44 dates *27 en cession*
Nombre de lieux concernés par les tournées	12 lieux	10 lieux	14 lieux
Nombre de spectateurs	1736 spectateurs	1690 spectateurs	3526 spectateurs

Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	9 résidences de création ou reprise *(de 3 à 15 jours)* 1 résidence d'implantation dans un collège (*4 mois)*	2 résidences de création *(de 3 à 15 jours)* 1 résidence d'implantation dans un collège *(6 mois)*	2 résidences courtes de reprise *(4 jours *2)* 1 résidence de création *(6 semaines)* 2 résidences territoriales en milieu scolaire *(1 an)*
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	147 heures auprès des lycéens	172 heures auprès des lycéens	306 heures auprès des lycéens
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	196 heures IN SITU 80 h TOTAL 276 heures	272 heures IN SITU 240 h TOTAL 512 heures	340 h/ scolaires 135 h/ université TOTAL = 475 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires	7 établissements 8 partenaires	12 établissements 6 partenaires	31 établissements 8 partenaires
Nombre de bénéficiaires	205 directement + élèves, personnels, enseignants, parents ayant assistés aux représentations de fin d'année.	125 directement + élèves, personnels, enseignants, parents ayant assistés aux représentations de fin d'année.	2950 bénéficiaires Une vingtaine de classes de Seine Saint Denis et du Val d'Oise ont assisté à la création d'*Iris* et participé à des rencontres autour du spectacle.

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

La compagnie T.O.C. est implantée en Ile-de-France depuis plus de dix ans et mène un travail de création et diffusion de ses spectacles sur le territoire francilien mais également National. Le T.O.C. est conventionné par la DRAC IDF depuis 2012 pour ses activités de création.
En 2015/2016, le T.O.C. a créé *Iris* de Jean Patrick Manchette (Production déléguée Nouveau Théâtre de Montreuil). Le spectacle a donné lieu à deux résidences d'action territoriale en partenariat avec la DRAC, ARCADI, le Nouveau Théâtre de Montreuil, le Festival Théâtral du Val d'Oise et une dizaine d'établissements scolaires. Le nombre de dates a permis une vraie rencontre avec le public et des centaines d'élèves de collège, lycée, université ont été touchés.
Les formes courtes créées en 2013 et 2014 ont également été diffusées au long de la saison 15/16 et le seront également lors des saisons prochaines, au gré des thématiques de programmation et des démarches de diffusion du T.O.C.

Le T.O.C. mène également, en lien avec ses projets de théâtre, un travail d'action artistique en Ile de France, auprès des Lycées prioritairement, mais aussi des Collèges, Ecoles primaires, du tout public, et, lorsque cela est possible, en direction du non-public.
Lors des trois dernières années, la compagnie est intervenue dans des Lycées de Paris (75013), des Hauts de Seine (Asnières), du Val d'Oise (Cormeilles en Parisis, Argenteuil) et de la Seine Saint denis (Noisy le grand, Drancy, Montreuil), dans des écoles et associations de retraités du Val de Marne (Ivry sur Seine), du Lot (Cahors), dans les universités de La Sorbonne Nouvelle, Marseille Provence, Paris Ouest Nanterre la Défense et Bordeaux.
En 2015, le T.O.C. a assuré 475 heures d'interventions auprès des scolaires et du public, en lien avec ses créations.

Durant les trois années à venir, la compagnie T.O.C. poursuivra son travail de création, de diffusion et d'action artistique, en priorité sur le territoire francilien, mais aussi à l'échelle Nationale. La démarche de la compagnie reste de faire redécouvrir des textes méconnus, qu'ils soient théâtraux ou littéraires, à des publics aussi larges que possible, en proposant une réflexion sur le rapport scène salle et en incluant le spectateur dans le processus de la représentation.

Pour la période 2016-2019, le T.O.C. souhaite développer ses actions artistiques tant avec des publics spécialisés (premières et terminales options théâtres, étudiants en art du spectacle) qu'avec des publics empêchés ou éloignés d'Ile de France, en développant ses ateliers de la petite à la grande couronne.
La compagnie poursuivra ses partenariats avec des structures parisiennes, de la Seine Saint Denis (villes de Noisy le Grand, Montreuil), du Val de Marne (Ivry sur Seine) et des Yvelines (Mantes la jolie). Les partenariats avec la MC93 de Bobigny, le Nouveau Théâtre de Montreuil, le Collectif 12 de Mantes la jolie donneront lieu à des ateliers ponctuels en lien avec les créations, ou réguliers lorsqu'ils s'inscrivent dans le cadre scolaire.
De nouveaux partenariats seront mis en place avec les équipes du développement local du 18ème arrondissement de Paris ainsi qu'avec la Ville de Vaux sur Seine dans les Yvelines.

Un nouveau spectacle sera mis en chantier par résidences successives en 2016 puis créé en 2017 : *Les Tables tournantes*, à partir d'un corpus de textes spirites de Victor Hugo aux années 1970. Ce spectacle donnera lieu à des lectures, performances, actions artistiques et ouvertures de résidences avant et pendant sa création. La saison 2016/2017 sera consacrée à des résidences et temps de travail autour de ce projet spirite (résidence de dramaturgie, résidence son, résidence de création).

Les formes courtes existantes continueront à être diffusées, notamment le spectacle musical *Comment j'ai écrit certains de mes livres* de Raymond Roussel, qui sera présenté au Festival Off d'Avignon en juillet 2016 puis diffusé durant les deux saisons suivantes (16.17 et 17.18). Le spectacle jeune public *L'Arve et l'aume* d'Antonin Artaud et Lewis Carol sera repris dans des collèges et Lycées d'Ile de France ainsi qu'à l'occasion des journées du Patrimoine à Vaux sur Seine le 19 septembre 2016.
Le *SCUM rodeo* de Valerie Solanas, qui trouve plutôt sa place dans des festivals féministes pourra étendre sa diffusion sur le territoire National mais aussi à l'étranger et dans des Festivals Européens. Une diffusion du spectacle à Montréal est envisagée.
Le spectacle *Iris*, créé en novembre 2015, pourra également être repris lors des saisons à venir, en partenariat avec le Nouveau Théâtre de Montreuil qui a en charge sa diffusion.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet :

Partenaires principaux

Yvelines
-Collectif 12, Mantes la Jolie, Yvelines (78)
-Mairie de Vaux sur Seine, Yvelines (78)

Seine Saint denis
-MC93, Bobigny, Seine Saint Denis (93)
-Nouveau Théâtre de Montreuil, Seine Saint Denis (93)

Val de Marne
-Théâtre Antoine Vitez, Ivry sur Seine, Val de Marne (94)

Autres partenaires en Ile de France

-Théâtre de l'Ane Vert, Fontainebleau, Seine et Marne (77)
-Festival Théâtral du Val d'Oise, Val d'Oise (95)
-Le Figuier Blanc, Argenteuil, Val d'Oise (95)
-Maison des Métallos, Paris (75)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
-Conventionnement DRAC 15.16.17 (50 000 € / an)
-SDAT IDF (aide à la résidence d'action territoriale, 2015/2016)
-ARCADI (aide à la résidence d'action territoriale, 2015/2016)
-SPEDIDAM (demande d'aide pour *Comment j'ai écrit certains de mes livres*, 2016)

Equipe artistique prévue pour le projet :
Mirabelle Rousseau (Metteur en scène), Muriel Malguy (dramaturge), Clémence Kazémi (Scénographe), James Brandily (scénographe), Laurent Charpentier (comédien), Estelle Lesage (comédienne), Etienne Parc (comédien), Sarah Chaumette (comédienne)**,** Emilie Paillard (comédienne)

RESIDENCES PREVUES

.

Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence d'écriture Projet *Les tables tournantes*	Résidence de création Projet *Les tables tournantes*
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	10 jours 2ème semestre 2016	15 jours 2ème semestre 2015
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	-Collectif 12, Mantes la jolie -Maison Victor Hugo, Paris -Bibliothèque Nationale de France	-Théâtre Antoine Vitez, Ivry -Théâtre du Versant, Biarritz
Objectifs & contenus de chaque résidence	L'objectif de cette résidence est de constituer le corpus de textes à partir duquel se fera le spectacle. Etudier les procès-verbaux des tables tournantes de Jersey, choisir les textes surréalistes, rechercher d'autres textes spirites.	L'objectif de cette résidence sera de rassembler l'équipe de création (metteur en scène, dramaturge, scénographe, créateur son et lumière) autour des textes et de définir la dramaturgie et les séquences du spectacle.
Partenaires financiers de résidence	Le montage de cette production est en cours. Le T.O.C. sera le producteur du spectacle, en partenariat avec les lieux de résidence et de co-production que nous recherchons actuellement.	Le montage de cette production est en cours et sera finalisé au cours de la saison 2016/2017.

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les lieux et territoires géographiques concernés, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.

Résidence d'implantation de la Compagnie :
En 2015 et 2016 le T.O.C. a cherché à s'implanter sur le territoire de la Seine Saint denis et a rencontré différents partenaires potentiels avec qui la compagnie pourra développer des projets dans les années à venir : le Conseil Général de la Seine Saint Denis, la DAC de Montreuil, Le Théâtre Municipal Berthelot, le collectif Cap Etoile, La Parole Errante, le Festival Elles résistent, Le Centre Dramatique de la Courneuve.

Pour ce qui concerne les résidences ponctuelles de création, les partenaires pour les trois années à venir seront :
-Dans le Val d'Oise : le Festival Théâtral du Val d'Oise et le Figuier Blanc d'Argenteuil.
-Dans les Yvelines : le Collectif 12 de Mantes la jolie, la Mairie de Vaux sur Seine.
-Sur Paris : la Maison des Métallos *et autres lieux à déterminer.*

Recherche de résidences en cours :
D'autres partenaires de résidence sont actuellement sollicités pour la création des « *Tables tournantes »*:
-La Maison Victor Hugo (Paris), l'Association des Amis de Victor Hugo (Créteil), le Festival Victor Hugo et égaux (Ile de France)
-Structures du développement local du 18ème arrondissement (Paris)
-Centre culturel Suisse (Paris)
-Association Atelier André Breton (Archigny), Bibliothèque littéraire Jacques Doucet (Paris)

Les épisodes du spectacle seront conçus par résidences successives :
Episode 1 : Victor Hugo (Jersey, 1853)
Episode 2 : Les Soeurs Fox (Rochester, New York, 1848)
Episode 3 : Hélène Smith (Genève, 1899),
Episode 4 : Breton, Eluard, Soupault, Desnos, Aragon (Paris, 1919)
Episode 5 : Annelise Michel (Bavière, 1973)
Episode 6 : Janet Haper (Londres, 1977)
Episode 7 : Elisabeth Teissier et François Mitterrand (France, 1990-1995)

Nécessité d'une résidence d'implantation :
Pour les trois prochaines années, le T.O.C. poursuivra ses démarches afin de s'implanter dans un théâtre ou une municipalité d'Ile de France, sur un temps de résidence long, afin de centraliser ses moyens (bureau, lieu de stockage et de répétitions) et fidéliser son public par l'articulation et le dialogue entre ses projets de création et les ateliers d'action artistiques. C'est l'un des enjeux prioritaires pour les prochaines années de conventionnement (2017, 18, 19).

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues (2016/2017)

Les tables tournantes – Résidences en 2016, création en 2017. Mise en scène Mirabelle Rousseau, scénographie James Brandily, dramaturgie Muriel Malguy, *distribution en cours.*

Le T.O.C. prépare un spectacle autour d'un corpus de textes spirites. Le point de départ : les procès-verbaux des séances des tables tournantes, menées par Victor Hugo et ses proches, proscrits de l'Empire de Napoléon III, sur l'île de Jersey entre 1853 et 1855 et récemment redécouverts et édités sous le titre *Le Livre des Tables*. Après une première étape de travail au Théâtre du Versant à Biarritz en mars 2016, le projet se développera par résidences successives en 2016 et 2017. Le public sera convié à des soirées spirites autour de ce curieux corpus qui s'inspire des expérimentations de la fin du XIXème siècle jusqu'aux années 1970 : les tables tournantes des Sœurs Fox et de Victor Hugo, la glossolalie d'Hélène Smith en langue martienne, les auras et ectoplasmes du photographe medium et faussaire Édouard Buguet, les fluides magnétiques du Dr Mesmer, les investigations de Camille Flammarion, l'écriture automatique chez les surréalistes, les derniers mots de Dutch Schultz retranscrits par William Burroughs, le jeu du Ouija ou encore les séances d'exorcisme d'Annelise Michel en 1976.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion/au répertoire

SCUM rodeo à partir de *SCUM manifesto* de Valerie Solanas
Un projet de Sarah Chaumette et Mirabelle Rousseau. Avec Sarah Chaumette, lumières Manon Lauriol, son Lucas Lelièvre, scénographie Jean Baptiste Bellon, costumes Marine Provent, régie générale Camille Jamin.

Comment j'ai écrit certains de mes livres de Raymond Roussel
Spectacle musical à partir du manifeste posthume de Raymond Roussel.
Un projet de Laurent Charpentier et Mirabelle Rousseau. Avec Laurent Charpentier, Mirabelle Rousseau, Nicolas Ducloux (piano), scénographe Jean Baptiste Bellon, Lumières Manon Lauriol, Régie Générale Camille Jamin, Costumes Marine Provent.
Musiques : *Le Narguilé* de Reynaldo Hahn, *Le Sire de Vergy* de Claude Terrasse, *Exercices* d'Alfred Cortot, *Thérèse* de Jules Massenet, *La veuve joyeuse* de Franz Lehár, *Prélude opus 14* d'Albert Roussel.

Marie Immaculée de Jean-Patrick Manchette
Le spectacle peut être présenté en appartement ou dans un théâtre.
Mise en scène Mirabelle Rousseau, avec Estelle Lesage et Etienne Parc, scénographie et régie générale James Brandily, Lumières Manon Lauriol, Costumes Marine Provent.

L'Arve et l'aume d'Antonin Artaud et Lewis Caroll
Spectacle jeune public destiné aux écoles, collèges et centres de loisirs.
Mise en scène Mirabelle Rousseau, dramaturgie Muriel Malguy, avec Emilie Paillard, scénographie Clémence Kazémi, lumières Manon Lauriol, costumes Marine Provent.

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

Marie Immaculée de Jean Patrick Manchette
-L'Ane vert Théâtre, Fontainebleau, courant 16/17 (acquis)
-Maison des Métallos Paris, juillet 2016 (en négociation)

L'Arve et l'aume d'Antonin Artaud et Lewis Caroll
-Mairie de Vaux sur Seine, journée du Patrimoine, septembre 2016 (acquis)
-Collectif 12 de Mantes la Jolie, courant 16/17 (en négociation)

Les tables tournantes
-Festival du Bizarre, Théâtre Berthelot, Montreuil, décembre 2016 (en négociation)

SCUM rodeo à partir du *SCUM manifesto* de Valerie Solanas
-Festival de la CLF, Chatte, mai 2016 (acquis)
-Festival Game Ovaires, Bruxelles, avril 2017 (acquis)
-L'autre Saison, Théâtre National de Strasbourg (en négociation)

Comment j'ai écrit certains de mes livres de Raymond Roussel
-Théâtre des Italiens, Festival Off, Avignon, juillet 2016 (acquis)
-Théâtre Antoine Vitez, Ivry, courant 17/18 (en négociation)

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
En 2015, un bon équilibre a été trouvé entre les salariés permanents (administratrice, chargée de production, les deux experts comptables), la direction artistique et le bureau (très actif).
Permanence des salariés, intermittence pour les artistes et techniciens et enfin bénévolat sont à l'œuvre et se complètent dans le fonctionnement de l'association et pour la bonne structuration de la compagnie.
Les intermittents partagent leur temps de travail entre création, diffusion et action artistique.
Le travail d'action artistique, complémentaire de la création, apporte aux artistes une forme de sécurité de l'emploi, c'est à dire une connaissance anticipée du volume horaire que la Cie est en mesure de leur apporter, ainsi que des temps de travail rémunérés en dehors des seuls temps de création.

Dans les trois prochaines années et avec le soutien de la Région IDF et la DRAC, le T.O.C. pourra maintenir son volume d'emploi pour les salariés intermittents comme pour les salariés permanents et les prestataires ponctuels, grâce à son activité de création, de diffusion et d'action artistique.
La diffusion et les activités de création peuvent encore se développer et le nombre d'intermittents artistes et techniciens est amené à augmenter dans les trois années à venir.

Le poste de chargé d'administration, emploi aidé dans le cadre d'un CUI-CAE jusqu'en avril 2016 sur la base de 20 h/semaine est devenu un temps plein avec l'embauche d'une nouvelle administratrice en mars 2016, dans le cadre d'un contrat de professionnalisation avec le CFPTS. Cet emploi est amené à être pérennisé à partir de septembre 2016. Un autre contrat de professionnalisation pourra éventuellement être établi car cette modalité de suivi administratif a convenu à la Compagnie en 2016.

Le poste de chargée de production en Emploi Tremplin en CDI, mis en place en décembre 2014 sera reconduit au minimum jusqu'au mois d'août 2016. La nécessité d'un emploi permanent à plein temps pour ce poste est à réinterroger dans la mesure ou les activités de la Compagnie sont fluctuantes et où le coût pour la compagnie est important. Cet emploi pourra être conservé mais sera peut-être mutualisé avec une autre équipe, ou bien se développera sur des missions plus larges.

L'apport de la Région via la Permanence artistique permettra en 16-17-18 une amplification du volume d'activité de la Cie concernant les emplois intermittents d'une part et la pérennisation des emplois permanents d'autre part.

La Cie T.O.C. a été constituée par une très jeune équipe (en 2000), c'est donc naturellement qu'elle a eu recours à des stagiaires, dans un souci d'accompagnement, de formation et d'insertion des jeunes aux équipes des différentes créations.
L'embauche de stagiaires est une habitude régulière, sur des missions artistiques et techniques, plus rarement sur

les missions administratives.
Le T.O.C. pourra dans le cadre de sa prochaine création (*Les tables tournantes*) intégrer des stagiaires mise en scène et dramaturgie (Universités d'Art du Spectacle de Paris 3 ou Nanterre), ainsi qu'en technique (magie, machinerie plateau).
Les partenariats déjà menés avec le Jeune Théâtre National, le CFPTS, le Lycée des Métiers techniques de Sartrouville, pourront être réactivés.

Subvention demandée : 40 000 €
Pas de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**euros**	**RECETTES**	**euros**
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	38552	ETAT	10000
Administration, Comptabilité, Développement Salaires brut (administrateur à 50%, chargé de prod et développement à 70%, comptable à 50%)		**DRAC Ile-de-France** □ attribué	10000
Administrateur	8671		
Charges	*4769*		
Chargé de production, diffusion, développement/emploi tremplin	14700		
Charges	*8086*		
Comptable	1500		
Charges	*825*		
		COLLECTIVITES TERRITORIALES	40000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	46955	**Région IDF** - PAC	40000
Salaires bruts artistes	18000	**Département** □ attribué / □ en cours	
Charges employeur artistes	13386	**EPCI** □ attribué / □ en cours	
Salaires bruts techniciens	6400	**Commune** 1 □ attribué / □ en cours	
Charges employeur techniciens	4032	**Autres** (préciser) : □ attribué / □ en cours	
Défraiements	1420	UNION EUROPEENNE	0
Transports (personnes et décors)	1000	*Préciser le dispositif :* □ attribué / □ en cours	
Apports en coproduction		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	18400
Aides aux résidences		Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	5400
Achats de spectacle, concerts		Emploi tremplin (chargée de prod)	9418
Autres (préciser) : Décors, costumes, accessoires, matériel lumière, son, frais de régie	2717	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	0
DEPENSES D'APPROPRIATION	9141	CNV, SACEM, SACD…	

Préciser le nombre d'heures: 340		ARCADI	
Salaires bruts	5451	Autres (préciser) :	
Charges employeur	3190	MECENAT & SPONSOR	0
Achat action culturelle	400	*Préciser :*	
Autres (préciser) : transport	100		
AUTRES DEPENSES	8443	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	38273
Part de charges de fonctionnement		Prestations de service (actions éducatives/cult) :	13836
25% des charges globales de fonctionnement	8443	Ventes de spectacle (nombre de représentations : 20 pour 3 spectacles)	24437
TOTAL	**103 091**	**TOTAL**	**103 091**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La Région Ile-de-France accompagne Le TOC dans sa structuration et pour son implantation en Ile-de-France depuis juillet 2013 au titre de la permanence artistique et culturelle, à hauteur de 40 000 € par an.
La compagnie a aussi obtenu un emploi-tremplin en avril 2014 pour un poste de chargé de la coordination, de la production et de la diffusion.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Les trois ans de la convention ont été marqués par la préparation et la réalisation en 2015 du projet « Iris », tiré du roman inachevé de Jean-Patrick Manchette, l'un des maîtres du roman noir. La production, administrativement portée in fine par le Nouveau Théâtre de Montreuil – Centre dramatique national en production-déléguée, a rassemblé 7 comédiens sur scène. La pièce a nécessité un important travail de vidéo et de technique, d'où un budget de production important (plus de 210 000 €). Pour Le TOC, le projet a constitué une première dans le montage et la réalisation d'une **création d'une telle envergure**, en partenariat avec une structure de production nationale. Les 13 dates programmées en série dans la petite salle du Nouveau Théâtre de Montreuil ont également offert à la compagnie **une belle visibilité auprès des programmateurs et du public**. Enfin, le projet « Iris » a généré la mise en œuvre de **deux résidences territoriales en milieu scolaire, et notamment en lycée,** à Montreuil et à Argenteuil et Cormeilles-en-Parisis, avec le soutien du Festival théâtral du Val d'Oise et le théâtre du Figuier Blanc à Argenteuil, qui ont également accueilli la pièce en diffusion.
Par ailleurs, la compagnie a créé en 2013 et 2014 trois petites formes destinées à être jouées dans des lieux non-théâtraux : un projet à destination du jeune public « L'Arve et l'Aume » d'A. Artaud, d'après « Alice au pays des merveilles », créé dans le cadre d'une résidence en collège à Noisy-le-Grand ; « Marie Immaculée » de Jean-Patrick Manchette (pour adultes), « Comment j'ai écrit certains de mes livres » de Raymond Roussel (précurseur du surréalisme). Ces créations ont été jouées pour certaines au Off d'Avignon en dehors des théâtres (appartements, petits lieux) et reprises également à Paris (Confluences, La Générale) et en Ile-de-France principalement dans des lieux intermédiaires, ainsi qu'au théâtre municipal de Montreuil et dans quelques musées et lieux en régions (Cahors, Aix en Provence…). Cependant, leur diffusion reste encore à développer.
Enfin, la compagnie a créé « Scum rodéo » en juillet 2013 dans le cadre d'une commande SACD / Festival d'Avignon pour le Sujet à vif, d'après Valérie Solanas. Le spectacle a ensuite été repris au Théâtre de Vanves dans le cadre d'Artdanthe, à la Maison des métallos à Paris, au Théâtre 2 Gennevilliers et à La Parole Errante à Montreuil.
Pour monter ses créations, la compagnie bénéficie régulièrement de prêts de salle de répétition de la part de plusieurs lieux (Théâtre 2 Gennevilliers, Maison des métallos, MC93…) et conserve un **lien privilégié avec le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie**, où elle a longtemps été « compagnie associée » et avec lequel elle continue de travailler (projets d'action culturelle, diffusion, répétitions…).
Le TOC mène chaque année **de nombreuses actions artistiques et culturelles dans une multitude de lycées d'Ile-de-France**, soit 306 heures d'interventions en 2015. Ces actions se sont singulièrement accentuées depuis 2013, notamment en 2015 autour de la création d' « Iris ». La compagnie intervient dans le cadre de l'option-théâtre ou de projets plus libres (résidences, ateliers, rencontres…) : lycées Monet et Rodin à Paris 13ème arrondissement, lycée Delacroix à Drancy, lycées Jean Jaurès, Matisse et Cotton à Montreuil, lycée Evariste Galois à Noisy-le-Grand, lycée Le Corbusier à Cormeilles, lycée Jean Jaurès à Argenteuil… La compagnie travaille également auprès d'étudiants à l'Université Paris Ouest Nanterre ainsi qu'à Bordeaux et Aix-en-Provence, où elle a également monté

des créations avec des étudiants en théâtre, en lien avec le théâtre A. Vitez. Enfin, particulièrement intéressée par la transmission de par sa propre histoire de collectif et de compagnie émergente, Le TOC s'est engagé en 2015 dans un compagnonnage avec une toute jeune metteure en scène, Fanny Gayard.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Avec la création de sa dernière pièce, la compagnie a franchi **un cap important en termes de visibilité à l'échelle tant régionale que nationale**. Par ailleurs, dans le cadre de ses interventions en lycée et de par ses liens avec les théâtres franciliens, elle travaille au quotidien dans plusieurs territoires franciliens de la petite et de la grande couronne.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Si l'on compare avec l'exercice 2012, **le budget du TOC a augmenté sensiblement**, et ce ,d'autant plus que le budget 2015 de l'association doit être consolidé avec le montant du budget de production de la création « Iris », porté in fine par le Nouveau Théâtre de Montreuil, dans le cadre d'une production déléguée. Cela porte le budget consolidé 2015 à près de 290 000 €, dont 124 400 € de subventions publiques (43%) et 150 000 € de chiffre d'affaires (52% des recettes) ; le collectif maintient depuis 2012 son ratio d'équilibre entre les financements publics et les recettes propres, tout en augmentant son budget. Pour 2016 (année sans création), le budget de la compagnie atteint près de 160 000 € (équivalent à 2013), dont 111 400 € de subventions publiques et 40 000 € de recettes propres.
Les subventions publiques sont relativement stables depuis 2013 et augmentent ponctuellement les années de création avec l'obtention d'aides à projets (Arcadi, CNT ..). Les recettes propres varient selon les années : elles étaient importantes en 2013 et 2015, mais moindres en 2014.
La Région Ile-de-France est le premier partenaire public de la compagnie avec 40% des financements publics et 35% du budget, juste devant la DRAC (34% des financements publics et 29% du budget.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le TOC se propose de **poursuivre son implantation partagée sur plusieurs territoires de l'Ile-de-France** : d'une part, les Yvelines à travers son partenariat renouvelé avec le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie et une relation nouvelle initiée avec la petite commune de Vaux-sur-Seine, et d'autre part, la Seine-Saint-Denis à travers les projets prévus avec la MC 93 et le Nouveau Théâtre de Montreuil, ainsi que dans le Val-de-Marne avec le Théâtre Antoine Vitez d'Ivry-sur-Seine. Enfin, les liens fidèles seront maintenus avec les lieux et opérateurs du Val d'Oise : Festival théâtral du Val d'Oise et Le Figuier Blanc à Argenteuil. Une nouvelle création sera mise en chantier autour d'un corpus méconnu de textes spirites de plusieurs auteurs depuis Victor Hugo : « Les Tables tournantes » (création prévue en 2017), tandis que les spectacles créés précédemment seront diffusés. Les nombreux ateliers avec les lycéens se poursuivront aussi.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient LE T.O.C. à hauteur de 40 000 €
sur une base subventionnable de 80 305 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite des dépenses du poste de chargé de production, diffusion et développement en emploi-tremplin)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région flèche une part de son aide, soit 5 000 €, au titre de l'emploi pour soutenir les postes nécessaires à la mise en œuvre du projet de permanence artistique et culturelle et la structuration administrative du collectif, en dehors du poste emploi-tremplin déjà pris en charge.	La Région apporte son aide, soit 35 000€ au titre de la création/diffusion/appropriation, pour la production et la diffusion des projets artistiques du collectif en Ile-de-France et pour les projets d'action artistique et culturelle menés avec les publics, notamment les lycéens, dans le cadre de l'implantation de la compagnie sur le territoire régional, et en particulier dans les Yvelines, la Seine-Saint-Denis et le Val de Marne.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 000,00 €
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003662

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LES CONCERTS DE POCHE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	632 300,00 €	6,33 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CONCERTS DE POCHE
Adresse administrative : 1 RUE DE LORETTE
77133 FERICY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Alain VIVIEN, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 48071604200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

L'association Les Concerts de Poche a été créée en 2002 par la pianiste Gisèle Magnan. Elle a pour action principale d'organiser des concerts de musique classique dans de petites salles de proximité en milieu rural comme très urbain (salles des fêtes, petites salles, auditorium de conservatoires, établissements scolaires) pour un prix accessible. Il s'agit pour l'association de permettre à tous les publics, y compris les plus défavorisés, d'accéder à des manifestations culturelles.

Les Concerts de Poche organisent pour les communes accueillant un concert des actions de sensibilisation via un travail de collaboration étroite avec les acteurs des communes, notamment avec les membres de l'Education nationale, avec les réseaux d'animateurs des maisons de quartier quand elles existent, avec le personnel soignant et aide-soignant des établissements médicalisés.

Le caractère itinérant de l'association lui permet de conserver souplesse et capacité d'adaptation et de s'étendre géographiquement pour toucher les publics les plus éloignés. L'association intervient sur quatre régions, Champagne-Ardenne, Picardie, Nord-Pas-de-Calais et l'Ile-de-France. Son ancrage s'est approfondi en Essonne, en Val-de-Marne et en Seine-et-Marne avec des résidences de création et d'action artistique.

En 2005 est signée la convention pluriannuelle avec le SAN de Sénart. Les Concerts de Poche sont reconnus d' «intérêt général» par l'administration fiscale et un plan pluriannuel est conclu avec le Conseil Général de Seine-et-Marne.

L'association est entre autre soutenue par plusieurs Drac, par le Conseil Départemental de Seine-et-Marne et la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
Ministère de la Ville, de la jeunesse et des sports : dispositif fonds d'expérimentation pour la jeunesse	0	*0%*	60 000	100 000	*20%*
DRAC IDF : culture et lien social et culture à l'hôpital	0	*0%*	14 000	17 500	*3%*
DRAC Champagne-Ardenne : dynamique espoir banlieues, conventionnement et soutien au projet	10 000	*3%*	30 000	30 000	*6%*
DRAC Picardie : dynamique espoir banlieues, pour une dynamique dans les quartiers et pour une dynamique dans les communes rurales	12 000	*4%*	16 000	16 000	*3%*
DRAC Centre : pour une dynamique dans les quartiers et pour une dynamique dans les communes	0	*0%*	4 000	4 000	*1%*
Ministère de l'éducation nationale	15 000	*5%*	20 000	25 000	*5%*
Ministère de l'agriculture : conventionnement	0	*0%*	0	2 000	*0%*
Etat - CGET	10 000	*3%*	10 000	15 000	*3%*
Région Champagne-Ardenne - ORCCA : actions culturelles et diffusion	28 500	*9%*	27 645	27 645	*6%*
Région Basse-Normandie : actions culturelles en direction des lycéens	1 000	*0%*	3 437	0	*0%*
Département Seine-et-Marne : subvention de fonctionnement et emploi-tremplin	49 375	*16%*	48 375	47 375	*9%*
Département Essonne : rompre l'isolement, fonds d'aides aux projets culturels des territoires et aide à l'investissement	20 187	*7%*	0	27 000	*5%*
Département Val-de-Marne : aide au projet	0	*0%*	0	7 400	*1%*

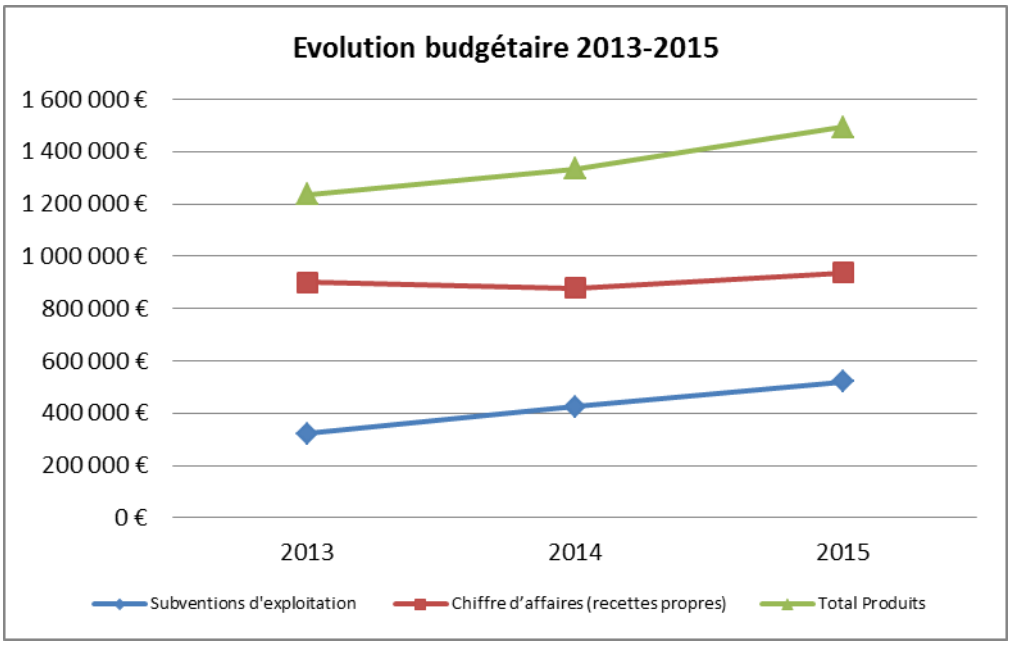
Département Marne : aide au projet	10 000	*3%*	10 000	11 500	*2%*
Département Aisne : aide au projet et Plan départemental d'insertion	15 000	*5%*	15 000	27 000	*5%*
Département Nord : aide au projet	8 000	*3%*	8 000	8 000	*2%*
Agglomération de Sénart : aide à projet	6 000	*2%*	6 000	6 000	*1%*
Métropole Européenne de Lille : aide au projet	30 000	*10%*	30 000	30 000	*6%*
Direction départementale de la Cohésion sociale de Seine-et-Marne : actions de jeunesse et d'éducation populaire	0	*0%*	1 000	3 000	*1%*
Communes Reims et Roubaix	20 000	*7%*	20 000	19 100	*4%*
Région - PAC	40 000	*13%*	40 000	40 000	*8%*
Région - Emploi tremplin	28 250	*9%*	26 417	37 167	*7%*
SOUS-TOTAL REGION	68 250	23%	66 417	77 167	15%
TOTAL SUBVENTIONS	**303 312**	**100%**	**389 874**	**500 687**	100%

Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

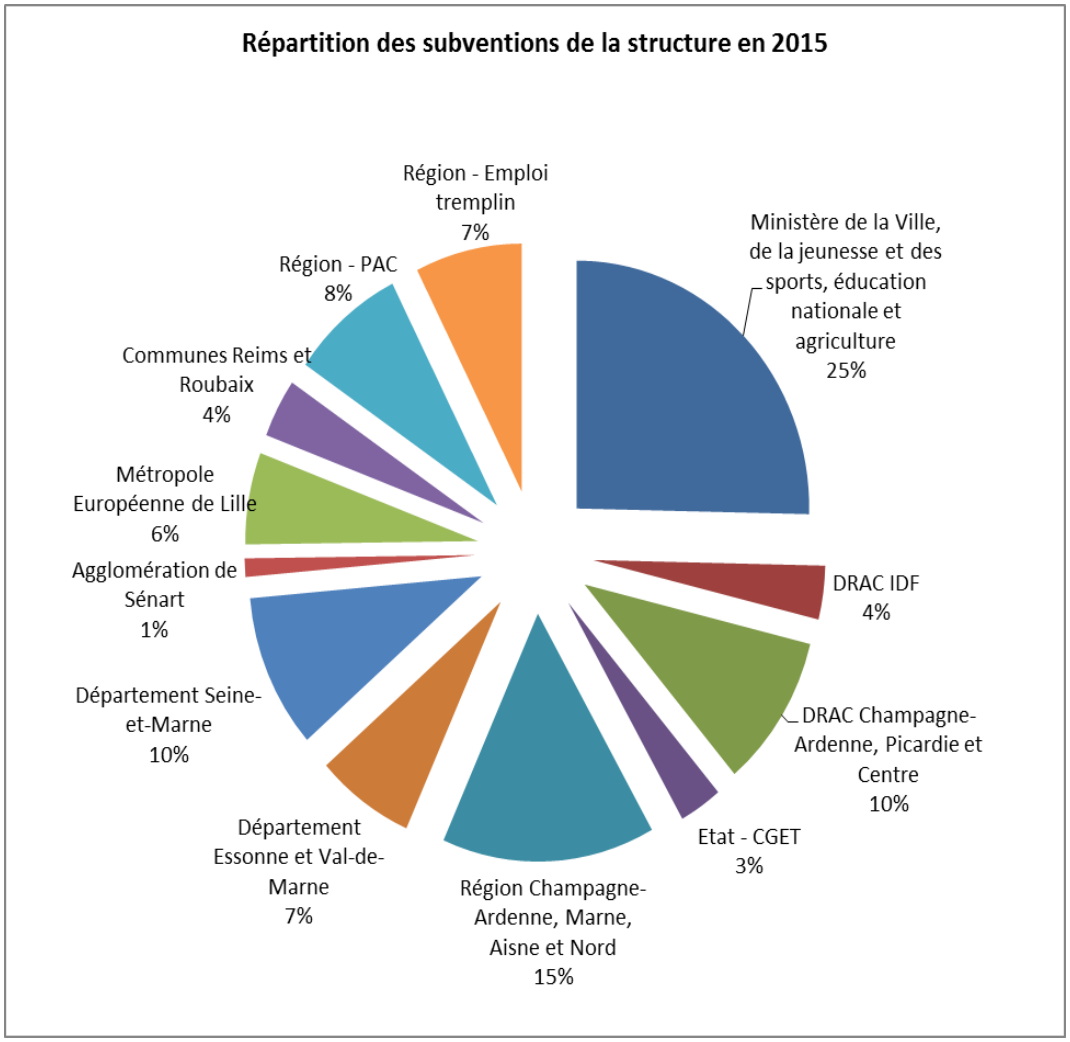
	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	322 025	*26%*	425 319	*520 006*	*35%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	900 238	*73%*	879 015	*937 515**	*63%*
Total produits	1 236 644	100%	1 333 813	*1 493 686*	100%

*50 173 euros de billetterie, 448 500 euros de Mécénat, 438 842 euros de ventes de spectacles

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	817 003	843 090	928 502
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	7 718	8 090	7 533

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013-2014**	**2014-2015**	**2015-2016**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	6 créations accueillies dont **4 en Île-de-France**	7 créations accueillies dont **5 en Île-de-France**	8 créations accueillies dont **5 en Île-de-France**
Nombre de spectacles diffusés au total	51 spectacles diffusés dont **25 en Île-de-France**	44 spectacles diffusés dont **25 en Île-de-France**	63 spectacles diffusés dont **32 en Île-de-France**
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	82 représentations dont **28 en Île-de-France**	81 représentations dont **30 en Île-de-France**	91 représentations dont **35 en Île-de-France**
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	Participation aux festivals et temps forts suivants en Île-de-France : - Dimanches de Blandy (77), - Musicales de Saint-Maurice (94) -Folies musicales monterolaises (77)	Participation aux festivals et temps forts suivants en Île-de-France : - Dimanches de Blandy (77), - Musicales de Saint-Maurice (94) - Classique, pas classique (Sénart, 77) -Folies musicales monterolaises (77)	Participation aux festivals et temps forts suivants en Île-de-France : - Dimanches de Blandy (77), - Musicales de Saint-Maurice (94) - Classique, pas classique (Sénart, 77) - Folies musicales monterolaises (77)
Nombre de spectateurs	18 349 spectateurs dont 6 302 en Île-de-France [les jauges des salles qui ont accueillies les représentations de l'adaptation de l'opéra Carmen étaient bien supérieures aux salles qui accueillent les Concerts de Poche]	16 400 spectateurs dont 5 500 en Île-de-France	18 000 spectateurs dont 6 300 en Île-de-France
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	13 résidences en Île-de-France - 3 résidences d'1 semaine chacune environ au conservatoire de Saint	12 résidences en Île-de-France -1 résidence d'1 semaine à la salle des fêtes de Féricy (77) à l'occasion de la	11 résidences en Île-de-France - 1 résidence d'1 semaine au Conservatoire National Supérieur de Musique

	Maurice (94), au Conservatoire National Supérieur de Musique et de Danse de Paris (75) et au Centre de Réadaptation de Coubert (77) à l'occasion de la reprise du spectacle d'opéra « Carmen, l'histoire tragique de Carmen et Don José » qui rassemblait une équipe artistique de 5 chanteurs lyriques et 19 musiciens ainsi que de nombreux autres acteurs (scénographe, direction d'acteurs, techniciens lumières et plateau…). - 2 résidences de diffusion et d'action culturelle, tout au long de l'année avec une interruption durant l'été soit 9 mois chacune, sur les territoires du SAN de Sénart (77) et de la communauté de communes de l'Arpajonnais (91). Les équipes artistiques participantes au projet s'articulant autour d'ateliers et de concerts sont décrites dans les calendriers bilan envoyés précédemment. - 8 résidences d'action culturelle « longue durée », de 3 à 6 mois chacune, sur les territoires de Barbizon (77), Nandy (77), Bruyères-le-Châtel (91), Marolles-en-Brie (94), Le Châtelet-en-Brie (77), Arbonne-la-Forêt (77), Brie-Comte-Robert (77) et Mormant (77). A noter qu'un projet spécifique sur 6 semaines a en plus été réalisé au sein de la prison de Réau (77).	création du spectacle « Le Directeur de Théâtre » avec une équipe de 5 chanteurs lyriques composée de Camille Slosse et Eléonore Lemaire, sopranos, David Ghilardi, ténor, Benoist Brumer, comédien et Vincent Leterme, pianiste. -1 résidence d'1 semaine à la salle des fêtes de Saint-Ouen-en-Brie (77) autour de la création de « L'Estaminet lyrique » avec Arnaud Marzorati, baryton et Daniel Isoir, piano. - 3 résidences de diffusion et d'action culturelle, tout au long de l'année avec une interruption durant l'été soit 9 mois chacune, sur les territoires de l'agglomération de Sénart (77), de la communauté de communes de l'Arpajonnais (91) et de la communauté de communes Vallées et Châteaux (77). Les équipes artistiques participantes au projet s'articulant autour d'ateliers et de concerts sont décrites dans les calendriers bilan envoyés précédemment. - 7 résidences d'action culturelle « longue durée », de 3 à 6 mois chacune, sur les territoires d'Ollainville (91), de Sivry-Courtry (77), de Vert-Saint-Denis (77), de Mandres-les-Roses (94), de Saint-Germain-les-Arpajon (91), de Palaiseau/Les Ulis (91) ainsi que de	et de Danse de Paris (75), à l'occasion de la re-création du spectacle « Un carnaval, des animaux » par un collectif de 10 artistes des Concerts de Poche conduits par Pierre-Alain Braye-Weppe, compositeur et claveciniste, Vassilena Serafimova, percussionniste et Thomas Enhco, piano. - 3 résidences de diffusion et d'action culturelle, tout au long de l'année avec une interruption durant l'été soit 9 mois chacune, sur les territoires de l'agglomération de Sénart (77), de la communauté de communes de l'Arpajonnais (91) et de la communauté de communes Vallées et Châteaux (77). Les équipes artistiques participantes au projet s'articulant autour d'ateliers et de concerts sont décrites dans le calendrier bilan ci-joint. - 7 résidences d'action culturelle « longue durée », de 3 à 6 mois chacune, sur les territoires de Bruyères-le-Châtel (91), Coubert (77), Saint-Michel-sur-Orge (91), Étampes (91), Angerville (91), Savigny-le-Temple (77) / Brie-Comte-Robert (77) / le 19e arrondissement de Paris (75) ainsi que de la communauté de communes du Val Bréon (77) avec des comédiens, des chefs de chœur et des pianistes accompagnateurs.

		Bray-sur-Seine (77) avec des comédiens, des chefs de chœur et des pianistes accompagnateurs. A noter que 3 actions « longue durée » ont en plus été menées au sein de la communauté de communes Vallées et Châteaux dans le cadre des NAP, les nouvelles activités périscolaires.	A noter que 2 actions « longue durée » ont en plus été menées au sein de la communauté de communes Vallées et Châteaux dans le cadre des NAP, les nouvelles activités périscolaires.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	25 heures auprès des lycéens d'Île-de-France	25 heures auprès des lycéens d'Île-de-France	25 heures auprès des lycéens d'Île-de-France
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	1049 séances d'ateliers au total En Île-de-France : 350 séances d'ateliers 715 heures dont 295 heures de formation	1178 séances d'ateliers au total En Île-de-France : 350 séances d'ateliers 751 heures dont 331 heures de formation	1400 séances d'ateliers au total En Île-de-France : 420 séances d'ateliers 915 heures dont 385 heures de formation
Nombre d'établissements et de relais partenaires	302 établissements et structures partenaires en Île-de-France	320 établissements et structures partenaires en Île-de-France	393 établissements et structures partenaires en Île-de-France
Nombre de bénéficiaires	Au total en France, 17 811 personnes ont bénéficié des ateliers mis en place. Parmi ceux-ci, plus de 7 000 personnes ont bénéficié des ateliers réalisés en Île-de-France.	Au total en France, 18 300 personnes ont bénéficié des ateliers mis en place. Parmi ceux-ci, près de 7 000 personnes ont bénéficié des ateliers réalisés en Île-de-France.	Au total en France, 18 800 personnes auront bénéficié des ateliers mis en place. Parmi ceux-ci, environ 7 000 personnes auront bénéficié des ateliers réalisés en Île-de-France.

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

De 2016 à 2019, avec le soutien du conseil régional, l'association continuera à mettre son outil culturel de lien social au service des communes d'Île-de-France, notamment les plus rurales, dans les villages, les quartiers et les villes périurbaines. Elle impliquera des habitants éloignés des pratiques artistiques, à commencer par les adolescents et les lycéens, dans des projets musicaux participatifs et valorisants et permettra à tous d'accéder aux plus beaux artistes de la musique classique, du jazz et de l'opéra. Elle contribuera ainsi au rééquilibrage de l'offre culturelle au profit de la grande couronne.

Au cours des 3 prochaines années, l'association mettra tout en œuvre pour répondre rapidement et finement aux demandes émanant des territoires franciliens, dont certaines au sein de nouveaux départements comme les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis. Elle construira des projets sur mesure, en partenariat avec les acteurs locaux, afin de lutter contre l'isolement et le repli sur soi, de favoriser la confiance en soi et en l'autre et de retisser du lien social

là où il se délite dangereusement. Après les attentats de 2015, de très nombreuses communes expriment un besoin urgent de projets fédérateurs qui permettent aux habitants de créer et de vivre ensemble. L'association souhaite être en mesure d'y répondre dans la meilleure réactivité.

Voici les grandes lignes du projet des *Concerts de Poche* en Île-de-France pour 2016-2019 :

- **Développer et intensifier les actions dans les zones rurales et périurbaines de la grande couronne, approfondir les actions dans les quartiers.**

L'association va poursuivre son action en direction des communes rurales et périurbaines d'Île-de-France, où les besoins en matière culturelle son cruciaux, dans les départements de Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val-de-Marne.

L'association poursuivra également son travail dans les quartiers prioritaires de Seine-et-Marne, de l'Essonne et du Val-de-Marne et interviendra dans de nouveaux quartiers des Hauts-de-Seine et/ou de Seine-Saint-Denis, où elle a été appelée pour mener de nouveaux projets.

- **Accompagner les changements d'échelle des intercommunalités**

Depuis le 1er janvier 2016, de nombreuses intercommunalités d'Île-de-France ont fusionné et changé radicalement d'échelle. L'association les accompagnera dans cette mutation. En proposant une programmation d'ateliers et concerts complémentaires sur l'ensemble du territoire, elle facilitera la circulation des habitants au sein de territoires plus vastes et favorisera le sentiment d'appartenance à ces nouvelles intercommunalités. Ses actions contribueront à créer des liens entre des habitants et des structures qui n'avaient pas l'habitude de travailler ensemble. Ce sera par exemple le cas dans l'agglomération Cœur d'Essonne, qui regroupe désormais le Val d'Orge et l'Arpajonnais, avec lequel *Les Concerts de Poche* ont tissé un partenariat très solide depuis plusieurs années. L'association sera également impliquée dans la prise d'identité de Grand Paris Sud, dont fait désormais partie l'ex agglomération de Sénart, où l'association mène des actions structurantes depuis plusieurs années.

- **Développer et structurer les actions de formation :**

L'association va poursuivre et structurer les actions de formation menées auprès des artistes intervenant en ateliers (comédiens, musiciens et chefs de chœur), afin de leur transmettre sa méthodologie particulière. La directrice artistique continuera à concevoir et mettre en œuvre les actions de formation, mais elle sera désormais épaulée par un trinôme d'artistes franciliens, spécifiquement formés à cet effet par l'association : le comédien Louis CARATINI, le pianiste Nicolas WORMS et le chef de chœur Benjamin VINIT. Très expérimentés, tous trois sont rompus à l'action culturelle des *Concerts de Poche*.

Par ailleurs, l'association continuera à mener des actions de formation à destination des acteurs locaux et notamment les enseignants et les travailleurs sociaux. Elle les accompagnera lors de la mise en place de projets artistiques et culturels.

- **Développer les ateliers « longue durée » et y intégrer plus systématiquement des ateliers d'écriture**

Très appréciés par les partenaires et les participants, les actions de pratique musicale « longue durée » qui permettent aux habitants de monter sur scène pour chanter en « lever de rideau » d'un « concert de poche », seront intensifiés et approfondis. L'association élargira les contenus en proposant plus systématiquement des ateliers d'écriture. Menés en complément des ateliers de chant choral, ils permettront aux participants de composer une chanson, qu'ils interpréteront aux côtés d'un répertoire plus classique. L'écriture collective donnera l'occasion à chacun de s'exprimer, de se raconter, de partager sa culture et de l'intégrer à une création commune.

- **Pérenniser les ateliers familiaux et développer les ateliers intergénérationnels**

L'association généralisera les ateliers familiaux, qui permettent aux enfants/adolescents et à leurs parents de vivre ensemble des moments de création et d'émotion musicale partagés. Soutien à la parentalité, ces ateliers aident à changer le regard porté à l'autre et à renouer des liens parfois difficiles. L'association multipliera également les ateliers intergénérationnels, réunissant par exemple des résidents de maisons de retraites et des écoliers, collégiens ou lycéens, ou des jeunes et des adultes d'un même quartier. La réunion de ces publics de générations très différentes permet de faire tomber les a priori et d'apprendre le l'autre.

- **Approfondir les liens avec le secteur scolaire et en priorité avec les lycées**

L'association continuera à mener de nombreuses actions dans le secteur scolaire, sur le temps scolaire et périscolaire. Elle accordera toujours plus d'importance aux actions en direction des adolescents, en priorité les lycéens. Elle mènera des partenariats avec les lycées professionnels et s'appliquera à associer les jeunes à l'organisation du concert, du « verre de l'amitié », l'accueil du public, le montage technique des plateaux…

- **Approfondir les liens avec le secteur social, notamment dans le champ du handicap**

L'association poursuivra les actions mises en place dans les structures sociales et les structures de proximité (centres sociaux, maisons de quartiers, centres de loisirs…) avec une attention toute particulière aux publics en très grande difficulté (sans-domicile-fixe, femmes victimes de violences conjugales, enfants placés…) et aux personnes âgées. Elle continuera notamment de mettre en place des actions servant l'insertion, comme le projet auprès des allocataires du RSA de l'Essonne.

Elle poursuivra et développera les actions réalisées dans les établissements médicalisés (IME, centres de réadaptation, hôpitaux…), afin d'aider ces établissements à s'ouvrir sur l'extérieur et de permettre à leurs patients ou résidents de partager une activité de création musicale avec des valides.

- **Mener des activités en lien avec les lieux patrimoniaux et culturels de la région**

Très soucieuse de contribuer à construire des parcours d'éducation artistique et culturelle et d'inciter les publics à découvrir lieux de culture de leur environnement, l'association développera des partenariats avec les musées et les lieux de patrimoine. En Seine-et-Marne, elle poursuivra ainsi son partenariat avec le Château de Blandy-les-Tours et mènera des actions en lien avec le Musée Mallarmé de Vulaines-sur-Seine, le Musée d'histoire de Melun.

L'association nouera également de nouveaux partenariats avec les réseaux de bibliothèques et de médiathèques des territoires où elle intervient. Elle travaillera notamment en lien avec la médiathèque départementale de Seine-et-Marne.

Par ailleurs, l'association continuera à travailler main dans la main avec les conservatoires, écoles de musique et MJC franciliens.

- **Le projet année par année**

En 2016-2017, l'association organisera 35 projets de territoire comprenant 35 concerts et 520 ateliers musicaux. Parmi ces projets, 13 à 15 résidences seront réalisées : 1 à 2 résidence de création et technique, 9 résidences d'action culturelle « longue durée » et 3 à 4 résidences de diffusion et d'action culturelle. L'association mettra l'accent sur les objectifs suivants :

- Intensification des actions dans les villages et secteurs périurbains de la grande couronne et poursuite des actions dans les quartiers, notamment à Melun et Savigny-le-Temple (77)

- Accompagnement du changement d'échelle des intercommunalités

- Structuration des actions de formations des artistes

- Développement des ateliers « longue durée », systématisation des ateliers d'écriture, pérennisation des ateliers familiaux

- Approfondissement des liens avec le secteur scolaire et social

En 2017-2018 et 2018-2019, le volume d'activité restera sensiblement identique. L'association poursuivra les objectifs suivants

- Poursuite des actions dans les villages et secteurs périurbains de la grande couronne et développement de nouvelles actions dans des quartiers de Seine-Saint-Denis et/ou des Hauts-de-Seine

- Développement des ateliers « longue durée », systématisation des ateliers d'écriture, pérennisation des ateliers familiaux, développement des ateliers intergénérationnels

- Approfondissement des liens avec le secteur scolaire et social. Développement des liens avec le secteur culturel, notamment les lieux de patrimoine, les musées et les réseaux de médiathèques

- Développement des actions de formation auprès des artistes et des acteurs locaux

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Les concerts seront organisés dans des lieux de proximité que les habitants ont l'habitude de fréquenter (centres sociaux, salles polyvalentes, écoles…). L'association privilégiera les petites jauges afin de permettre une grande proximité entre les artistes et les publics. L'association se rendra dans environ 150 communes franciliennes

différentes durant les 3 prochaines années (ateliers et concerts confondus). *Cf. liste prévisionnelle des territoires qui demandent à accueillir les actions des* Concerts de Poche*.*

Les ateliers musicaux seront organisés directement dans les établissements scolaires, les structures sociales, associatives et médicales des communes qui accueillent les concerts. L'association se rendra dans environ 400 structures différentes. *Cf. listes ci-jointes.*

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

> DRAC Ile-de-France :
Les Concerts de Poche ont déposé un projet portant sur un projet de territoire, comme souhaité par la DRAC Ile-de-France, dans le cadre de leur appel à projet « Culture et lien social » et conforme aux critères 2016. Il s'agit d'un projet incluant des ateliers en direction de publics de structures sociales et deux concerts, à Savigny-le-Temple et Melun (77) à l'automne 2016.

> Etat :
Le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, via le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse (FEJ), soutient l'association à hauteur de 200 000 euros pour les années 2014/2015 et 2015/2016, afin de développer l'essaimage d'actions en direction de la jeunesse dans de nouveaux territoires. Ce financement prend fin en juin 2016.
L'obtention du label présidentiel La France S'Engage en décembre 2015 a permis à l'association d'obtenir un financement pour soutenir le projet déposé, soit le développement de projets dans de nouveaux territoires, la création d'antennes régionales, et la poursuite des actions menées.
Ce soutien étant rattaché au Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports et versé via le FEJ, les montants ont été rassemblés dans une seule ligne budgétaire.

L'association est également soutenue au niveau national par le Ministère de l'Education Nationale, pour l'ensemble des projets menés en direction des scolaires : écoliers, collégiens, lycéens, ainsi que par le Commissariat Général à l'Egalité des Territoires, pour toutes ses actions menées au sein des quartiers prioritaires.
Enfin, une demande de conventionnement est en cours auprès du Ministère de la Culture.

Une partie du montant de ces soutiens a été affectée au projet francilien.

> Départements :
Le projet « Rompre l'Isolement » est soutenu par le Conseil Départemental de l'Essonne à hauteur de 17 000 euros par année. L'association sollicite également le soutien de la direction de la culture du CD91 afin de mener des actions culturelles spécifiques, sur des territoires ciblés conjointement avec les acteurs du département.
L'association est soutenue toutes les deux saisons par le Conseil Départemental du Val-de-Marne, ce qui explique que cette ligne budgétaire n'apparaît que dans le prévisionnel 2016/2017 et non dans le bilan 2015/2016.

> Autres soutiens publics
Le contrat de génération est arrivé à échéance.
L'association a également sollicité un financement auprès de la DDCS de Seine-et-Marne, en soutien aux Actions de Jeunesse et d'Education Populaire.

Equipe artistique prévue pour le projet :

Les équipes artistiques prévues pour le projet des trois prochaines années seront précisées au fur et à mesure de la construction de la programmation qui se fait toujours avec les acteurs locaux.

L'association reste attentive à donner la meilleure qualité artistique à des publics néophytes ; elle continuera donc à faire venir de grands artistes confirmés et de jeunes musiciens dont la générosité et l'exigence sauront enrichir l'émotion des publics.
Les grands artistes, présents depuis les débuts, restent fidèles et entraînent dans leurs sillages de nouveaux venus, séduits par la démarche et la proximité dans laquelle ils peuvent exercer leur art. De nouvelles formations, totalement inédites, sont ainsi expérimentées sur les territoires et sont souvent le début de nouveaux projets bien au-delà des actions mises en place par l'association. Ainsi par exemple, les pianistes Philippe CASSARD et Jean-François ZYGEL, parmi les premiers à venir jouer aux *Concerts de Poche*, continueront à associer leur talent à la démarche. C'est également le cas de l'étonnant duo formé par la jeune percussionniste Vassilena SERAFIMOVA et le jeune pianiste Thomas ENHCO qui se sont rencontrés pour la première fois au détour d'un *Concert de Poche* dans le Val-de-Marne et qui viennent d'enregistrer ensemble chez Deutsche Grammophon. De nouveaux venus tels

que le hautboïste Jean-Luc FILLON, le harpiste Sylvain BLASSEL ou la violoncelliste Anne GASTINEL ont rejoint l'équipe et ont affirmé leur volonté de revenir pour de nouveaux projets. Enfin l'association souhaite associer à la démarche de nouveaux artistes tels que le pianiste Andras SCHIFF, la soprano Sabine DEVIEILLE ou encore le violiste Jordi SAVALL et le contre-ténor Philippe JAROUSSKY.
Par ailleurs, l'association a constitué une équipe d'une cinquantaine d'artistes intervenant qui réalisent, aux côtés des concertistes, les ateliers mis en place en amont de chacun des concerts. Cette équipe de jeunes professionnels, généreux et engagés, va être amenée à s'agrandir durant les prochaines années, afin de suivre le développement territorial des actions et l'approfondissement des actions d'ateliers. De nouvelles formes sont notamment mises en œuvre et nécessitent de nouveaux profils et de nouvelles compétences. L'association accorde une attention toujours accrue lors des recrutements réalisés, structure et approfondit encore ses actions de formation afin de garantir la qualité artistique des actions menées et leur adaptation aux publics rencontrés.

RESIDENCES PREVUES

Joindre en annexe les conventions de résidence le cas échéant.

PERSPECTIVES DE RESIDENCE(S) POUR LA PROCHAINE ANNEE DE LA CONVENTION

	2 résidences de création artistique et technique	**Au moins 3 résidences de diffusion et d'action culturelle**	**Au moins 8 résidences d'actions culturelles « longue durée »**
Types de résidence (implantation, création/diffusion…)	Des résidences sont envisagées autour des projets suivants : -1 résidence de création artistique autour de « L'Histoire de Babar » de Poulenc repris par 3 jeunes artistes. -1 résidence de création artistique autour d'une œuvre du jeune compositeur et claveciniste Pierre-Alain Braye-Weppe. Une création pour 2 clavecins et une création d'opéra pour chanteurs et ensemble instrumental sont notamment en question.	Résidences de diffusions et d'actions culturelles s'articulant autour de concerts et d'ateliers tout au long de l'année.	Résidences d'actions culturelles « longue durée ».
	2 résidences de création artistique et technique	**Au moins 3 résidences de diffusion et d'action culturelle**	**Au moins 8 résidences d'actions culturelles « longue durée »**
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	La durée des résidences mentionnée reste à préciser. Elle s'échelonnera entre une à plusieurs semaines.	Des résidences de diffusions et d'actions culturelles seront réalisées sur des territoires ciblés tout au long de l'année.	Chaque résidence aura une durée moyenne de 3 à 4 mois. Certaines actions seront plus longues. *Dans le cadre des nouveaux rythmes scolaires et en plus de ces résidences, des actions « longue durée » pourront avoir lieu sur une partie ou tout au long de l'année, excepté durant les vacances scolaires
	2 résidences de création artistique et technique	**Au moins 3 résidences de diffusion et d'action culturelle**	**Au moins 8 résidences d'actions culturelles « longue durée »**

Noms des artistes associés de chaque résidence	Le projet autour de « L'Histoire de Babar » sera mené par 3 artistes : Yoann Lavabre, comédien ainsi que Julien Morin et Vassilena Serafimova, percussionnistes. Les artistes du projet qui se ferait autour d'une œuvre de Pierre-Alain Braye-Weppe restent à préciser. Pierre-Alain Braye-Weppe s'investirait certainement lui-même sur le projet en tant que claveciniste dans le cas d'un projet pour 2 clavecins.	La programmation des résidences est en cours d'élaboration.	Les actions culturelles « longue durée » seront menées par des comédiens, des musiciens et des chefs de chœur de l'association ainsi que par les artistes des concerts concernés (cf. biographies des artistes-intervenants).

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence **résidence**	Les lieux des résidences menées restent à préciser.	Des résidences de diffusion et d'actions culturelles seront organisées au moins au sein des 3 territoires suivants : - L'agglomération Grand Paris Sud (77) - L'Agglomération Cœur d'Essonne (91) - La Communauté de Communes Vallées et Châteaux (77) Le détail des communes et des structures avec lesquelles l'association est en partenariat sur ces territoires se trouve dans la liste des structures ci-jointe.	Des actions culturelles « longue durée » sont prévues sur les territoires suivants (lieux à confirmer) : Melun Val de Seine (77) Grand Paris Sud Communauté de communes Moret Seine et Loing (77) Communauté de communes Vallées et Châteaux (77) Communauté de communes du Val Bréon (77) Agglomération Cœur d'Essonne (91) Marolles-en-Brie (94) La Ferté-sous-Jouarre ou La Chapelle Gauthier (77) En plus de ces actions et dans le cadre des nouveaux rythmes scolaires, une action « longue durée » se déroulera à Féricy (77).
Objectifs de chaque résidence	La résidence de création menée autour de « L'histoire de Babar » aura pour but la création du spectacle et notamment le travail autour des arrangements nécessaires à son interprétation par deux percussionnistes. La résidence de création menée par Pierre-Alain Braye-Weppe sera l'occasion de poursuivre ou d'initier l'écriture des pièces envisagées, de répéter avec les musiciens concernés et de procéder aux arrangements nécessaires. Chaque résidence sera accompagnée de rencontres et d'ateliers auprès des habitants (répétitions ouvertes, rencontres avec les artistes…) afin que ceux-ci puissent s'approprier pleinement le spectacle mis en œuvre sur leur territoire.	Établissement d'une permanence culturelle et artistique sur le territoire grâce à la diffusion de concerts artistiquement complémentaires et d'ateliers très variés et se complétant, à destination des habitants tout au long de l'année, et répartis de façon équitable sur l'ensemble du territoire.	Ateliers d'écriture et de chant choral « longue durée » en vue de créer et réaliser des premières parties de concerts. Les publics concernés chanteront sur scène le soir des concerts en « lever de rideau », accompagnés par les concertistes avec lesquels ils auront préalablement répété.
Contenus prévus de chaque résidence	Cf. objectifs ci-dessus.	La programmation des résidences est en cours d'élaboration.	Les contenus des actions culturelles « longue durée » seront construits à partir de la programmation des concerts qui est en cours.

Partenaires financiers de résidence Préciser les noms et modalités de soutien prévues (en distinguant celles sollicités et acquises)	En ce qui concerne les résidences artistiques et techniques, les lieux d'accueil apporteront un soutien en nature (mise à disposition des lieux…). En ce qui concerne les résidences de diffusion et d'action culturelle, l'agglomération Grand Paris Sud, l'agglomération Cœur d'Essonne ainsi que la Communauté de Communes Vallées et Châteaux participeront financièrement à la mise en œuvre des concerts et des ateliers réalisés sur leur territoire. A noter que les changements relatifs aux fusions des agglomérations vont amener un certain nombre de changements en termes de financement ; des projets à plus vaste échelle sont ainsi envisagés et en cours d'élaboration pour 2017 et 2018. En ce qui concerne les résidences d'action culturelle « longue durée », les communes qui accueillent ces actions participent financièrement à leur réalisation. Pour l'ensemble de ces actions, l'association s'appuiera également sur le soutien financier des partenaires suivants : le Ministère de la Ville via le FEJ, le Fonds d'Expérimentation pour la Jeunesse, le Commissariat Général à l'Égalité des Territoires (CGET), le Ministère de l'éducation nationale, le Conseil Régional d'Île-de-France, la DRAC Île-de-France dans le cadre du dispositif « Culture et Lien Social », le Conseil Départemental de Seine-et-Marne, le Conseil Départemental de l'Essonne mais aussi des partenaires privés et notamment Mécénat Musical Société Générale, la Fondation Daniel et Nina Carasso et la Fondation France Télévisions *(cf. détail dans les budgets ci-joints).*

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

Les résidences qui seront réalisées en 2017/2018 et 2018/2019 seront précisées au fur et à mesure de la construction de la programmation qui se fait toujours en lien avec les acteurs locaux.

On peut d'ores et déjà dire que l'association mènera chaque année 10 à 15 résidences.
D'une part, l'association continuera à réaliser chaque année une ou plusieurs résidence(s) en lien avec la création d'un de ses concerts ou spectacles, ou l'enregistrement d'albums afin d'encourager la création contemporaine et de faire découvrir aux habitants cette étape musicale souvent moins connue. Ces résidences pourront avoir une durée de une à plusieurs semaines.
Par ailleurs, les résidences de diffusion et d'actions culturelles et donc les projets menés tout au long de l'année dans des intercommunalités franciliennes seront poursuivis et étendus à de nouveaux territoires. Ainsi, les partenariats initiés il y a plusieurs années avec l'agglomération de Sénart et la communauté de communes de l'Arpajonnais seront poursuivis et développés au sein des nouvelles agglomérations constituées : l'agglomération du Grand Paris Sud et l'agglomération Cœur d'Essonne. Le travail entamé avec la communauté de communes Vallées et Châteaux, qui définit peu à peu son identité culturelle, sera également poursuivi. Les nouveaux liens initiés avec l'agglomération Melun Val-de-Seine et Moret-Seine-et-Loing pourrait également être amenés à se développer en ce sens.
Enfin, l'association continuera de développer ses résidences d'actions culturelles « longue durée » qui permettent une implication de plusieurs mois auprès des habitants. Chaque année, 7 à 10 actions seront mises en place en ce sens. Celles-ci ont une durée de 3 à 7 mois.

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

La bonne mise en œuvre du projet 2016/2019 nécessite :

L'emploi de nouveaux permanents
L'association comptera, à la **fin du printemps 2016, 20 salariés permanents**.
19 salariés travaillent en Ile-de-France, une salariée travaille depuis la région Auvergne-Rhône-Alpes.

En 2016/2017 :
- l'actuel CDD d'une chargée d'action culturelle va être pérennisé (septembre 2016)
- un CDD de 6 mois à l'action culturelle sera à pourvoir (septembre – janvier/février 2017)
- un CDI sera créé pour soulager l'équipe dans la mise en œuvre des actions. Il s'agira d'un poste en communication / administration (printemps 2017)

En 2017/2018 :
- un CDD de 6 mois à l'action culturelle sera à pourvoir (septembre 2017 – janvier/février 2018) et sera très probablement transformé en CDI à son terme.

A la fin du printemps 2019, l'association devrait pouvoir s'appuyer sur une équipe constituée de 23 salariés permanents.
20 salariés travailleront en Ile-de-France :
- une salariée travaille depuis la région Auvergne-Rhône-Alpes.
- une salariée devrait travailler depuis la région Hauts de France.
- une salariée devrait travailler depuis la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine.

L'activité de l'association sur le territoire national génère grâce à son implantation dans le petit village de Féricy (77), de nombreux emplois franciliens.

L'emploi de nouveaux artistes-intervenants pour les ateliers dont le nombre ne cesse de croître :
- au niveau national : 1.000 ateliers en 2013/2014 dans le cadre de 79 projets de territoire
Plus de 1.200 ateliers en 2016/2017 (+20%) dans le cadre d'au moins 90 projets de territoire (+14%).
- au sein de la région Ile-de-France : 350 ateliers ont été réalisés en 2013/2014, dans le cadre de 28 projets de territoire.
520 ateliers seront mis en œuvre en 2016/2017 (+49%), dans le cadre de 35 projets de territoire (+25%), pour l'essentiel en grande couronne.

Subvention demandée :
60 000 €
Soit 20 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	364 900	**RECETTES**	**euros**
Préciser le détail des postes		ETAT	70 000
Salaires bruts artistes	96 500	**DRAC Ile-de-France** - attribué *Dispositif "Culture et lien social"*	10 000
Charges employeur artistes	37 500	**Ministère de la culture / autres directions** - en cours *DGCA*	20 000
Salaires bruts techniciens - intermittents pour aide à la régie des concerts	3 700	**Autres Ministères** (préciser) :	
Charges employeur techniciens	2 500	Ministère de la Ville, de la jeunesse et des sports via le FEJ et La France S'Engage - Attribué	22 000
Salaires bruts directrice artistique et chargé de programmation ; chargés de production, régie et coordination des concerts ; chargées de communication, réservations et accueil	95 600	Ministère de l'Education nationale - en cours *Bureau des actions éducatives, culturelles et sportives*	12 000
Charges employeur	35 800	Commissariat Général à l'Egalité des Territoires - en cours *Bureau de la promotion de la citoyenneté et de la prévention des discriminations*	6 000
Droits d'auteur	7 500	COLLECTIVITES TERRITORIALES	156 400
Locations (préciser): instruments (pianos, percussions…)	26 000	**Région Ile-de-France**	
Défraiements - frais de production (repas, hébergements, verres de	10 600	Région IDF - PAC	60 000

l'amitié)			
Transports	4 700	Région IDF - autres services (préciser) : - attribués *Part emploi tremplins affectée à l'action*	8 000
Achats de spectacle, concerts	42 000	**Département** (préciser le nom) : Seine-et-Marne - attribués *Direction des Politiques Culturelles*	45 000
Autres (préciser) : Régisseur prestataire	2 500	Essonne - en cours *Direction de l'insertion et de la lutte contre les exclusions et pour l'emploi* - Attribués *Direction de la culture*	27 000
DEPENSES D'APPROPRIATION	145 400		
Préciser le nombre d'heures: 520 séances d'ateliers, d'une durée d'1 à 2h		Val-de-Marne - en cours *Service Culturel*	7 400
Salaires bruts : artistes intervenants et formateurs, artiste permanent, médiateurs, directrice artistique	97 500	**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes** (préciser le nom) : Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart - en cours *Direction de la culture*	6 000
Charges employeur	36 200	**Autres** (préciser) : Appui aux actions de Jeunesse et d'Education Populaire - en cours *Direction Départementale de la Cohésion Sociale de Seine-et-Marne*	3 000
Achat action culturelle	1 700		
Autres (préciser) : Défraiements, frais et déplacements	10 000		
AUTRES DEPENSES	142 000		
Part de charges de fonctionnement		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	14 000
Préciser la nature de ces dépenses :		SPEDIDAM - attribué	14 000
Télécommunications, frais postaux, frais bancaires et honoraires	10 500	MECENAT & SPONSOR	188 000
Frais de bureau (énergie, loyers, imprimante…)	21 000	Mécénat Musical Société Générale, Fondation Daniel et Nina Carasso, Fondation SNCF, Fondation France Télévisions, Fondation MACIF Gâtinais Champagne (dont recherches en cours)	188 000
Entretien véhicules et assurances	3 050		
Supports de communication (tracts, affiches, brochures, graphisme, envois)	28 550		
Administratrice, secrétaire-comptable et directrice adjointe (salaires bruts chargés)	43 900		
EMPLOIS TREMPLIN (part CREATION et APPROPRIATION)		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	223 900
Attaché de production (poste emploi tremplin en cours)	16 000	Billetterie	20 500
Chargée de développement (poste emploi tremplin en cours)	19 000	Ventes de spectacle - 35 concerts : Participations financières des structures d'accueil des concerts (communes, théâtres, associations, centres sociaux)	195 400
		Autres (préciser) : Dons et adhésions	8 000
TOTAL	**652 300**	**TOTAL**	**652 300**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Pour la première convention (2006-2009), le soutien s'élèvait à 35 000€ répartis comme suit : 20 000€ sur l'emploi artistique et 15 000€ pour les projets d'action culturelle. En 2010, le soutien de la Région est passé à 40 000 € et la répartition est modifiée à 25 000€ pour la création et 15 000€ pour l'appropriation. En 2013, la Région a réitéré son soutien avec le même fléchage. La troisième convention au titre de la Permanence Artistique et Culturelle (2013-2016) a été reconduite à hauteur de 40 000 € répartis sur la création/diffusion (25 000 €) et sur l'appropriation (15 000 €). Le projet soutenu était un approfondissement de l'ancrage et du maillage territorial, de la diversité de l'offre artistique et de l'action culturelle proposée en amont de chaque représentation. L'association a bénéficié de 5 emplois tremplins : trois attachés de production (2005, 2010 et 2012), un attaché à la communication, aux actions de sensibilisation et secrétariat de direction (2006) ainsi qu'un chargé de développement (2014).

Evolution de l'activité et du rapport au public
L'activité des Concerts de Poche a continué de se développer sur ces trois années. La structure poursuit depuis sa création un modèle de développement croissant en termes de création, de diffusion, de temps forts, de volume d'actions culturelles, d'établissements partenaires. Les résidences qui passent de 13 à 11 et la fréquentation qui passe de 18 349 à 18 000 ont quant à elles très légèrement diminué entre 2013 et 2015. Le principe des Concerts de poche : « pas d'ateliers sans concert et pas de concert sans ateliers » est mis en œuvre. Les ateliers sont animés par des musiciens, dont certains sont des permanents des Concerts de poche. Environ 7000 personnes par an ont bénéficié des ateliers en Ile-de-France ces trois dernières années. En 2015/2016, 35 concerts ont eu lieu en Ile-de-France, principalement en Seine-et-Marne. Parmi ces 35 concerts, le Quatuor Strada à Brie-Comte-Robert pour un programme Beethoven, un programme des Suites pour Violoncelle de Bach par Alain Meunier à Féricy, « Une femme debout », un spectacle musical de Caroline Casadesus et Juliette Mailhé à la Salle des fêtes de Marolles-en-Hurepoix, un concert de David Grimal au violon dans la salle de l'Orangerie à Ollainville, un concert de l'Orchestre de chambre « La petite symphonie » à Savigny-le-Temple au Domaine de la Grange-la Prévôté… L'association, qui a fêté ses dix ans en 2016, intervient en Ile-de-France dans de nombreuses structures scolaires (124 écoles primaires, 57 collèges et internats, 34 lycées et CFA) et de nombreuses structures sociales dont 12 maisons de retraite et 33 établissements pour personnes en situation de handicap.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Très implantée en Seine-et- Marne, les Concerts de Poche sont également présents en Essonne. Dans ces deux départements, les Concerts de Poche ont des résidences d'action culturelle « longue durée » avec une présence de trois à six mois sur le territoire (Bruyères-le-Châtel, Saint Michel-sur-Orge, Etampes, Angerville, Coubert, Savigny-le-Temple, Brie-Comte-Robert, Communauté de communes du Val Bréon). Les Concerts de Poche sont donc très présents en grande couronne, mais également à Paris, en Champagne Ardennes, Nord-Pas-de-Calais. Aussi les Concerts de Poche sont très reconnus pour leur capacité à proposer des programmes de concerts et de l'action culturelle sur les territoires à la faveur de l'élargissement des publics de la musique classique.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget des Concerts de Poche a augmenté de 21% sur la période avec une hausse de 61% des recettes propres et de 4% des subventions. La part du mécénat rejoint dorénavant la part des aides publiques avec trois partenaires privés principaux : la Société générale, la fondation Daniel et Nina Carasso et la Fondation SNCF. En 2015, les trois principaux financeurs sont le Ministère de la Jeunesse et des Sports (20%), la Région Ile-de-France (15%) et le département de Seine-et-Marne (9%). L'association a obtenu le label « La France s'engage » délivré par le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports. Entre le précédent conventionnement PAC (2010-2012) et celui-ci (2013-2015), le nombre de salariés permanents est passé de 15 à 19.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour la prochaine année de conventionnement, le projet s'inscrit dans la continuité. Les Concerts de Poche souhaitent poursuivre leur démarche dans les zones rurales et périurbaines de la grande couronne, et principalement en Seine-et-Marne, en Essonne et dans le Val-de-Marne. Les ateliers « longue durée » permettant aux participants de faire la première partie des concerts seront réitérés et améliorés.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

**La Région soutient les Concerts de poche en 2016 à hauteur de 40 000 €
sur une base subventionnable de 632 300 € correspondant au budget prévisionnel proposé et déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.**

Emploi La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation des Concerts de Poche pour ses activités en Ile-de-France et notamment en Seine-et-Marne.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 632 300 € et correspond aux dépenses du budget prévisionnel proposé, déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention propsoée.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER
L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 000,00 €
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003663

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : L'IMMEDIAT (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	413 580,00 €	9,67 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'IMMEDIAT
Adresse administrative : 45 RUE BROCHANT
75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame NICOLE GAUTIER, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 52088036000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créée en 2009 par Camille Boitel après sa sortie de l'Académie Fratellini, la compagnie évolue à la croisée des arts du cirque, du théâtre et de la danse. Le directeur artistique a été accueilli en création et diffusion pour l'ensemble de ses projets (L'Homme de Hus et L'immédiat ainsi que les variations autour de l'Immédiat), depuis plus de dix ans, par le Théâtre de la Cité internationale. Il est également artiste associé jusqu'en 2013 au Manège, scène nationale de Reims. Les créations de l'Immédiat sont programmées dans toutes sortes d'institutions (festivals de danse, de cirque, centres dramatiques nationaux, théâtres nationaux et grands festivals à l'étranger…). L'action culturelle telle qu'elle est envisagée par l'équipe de l'Immédiat, est toujours liée au travail artistique et d'écriture scénique.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

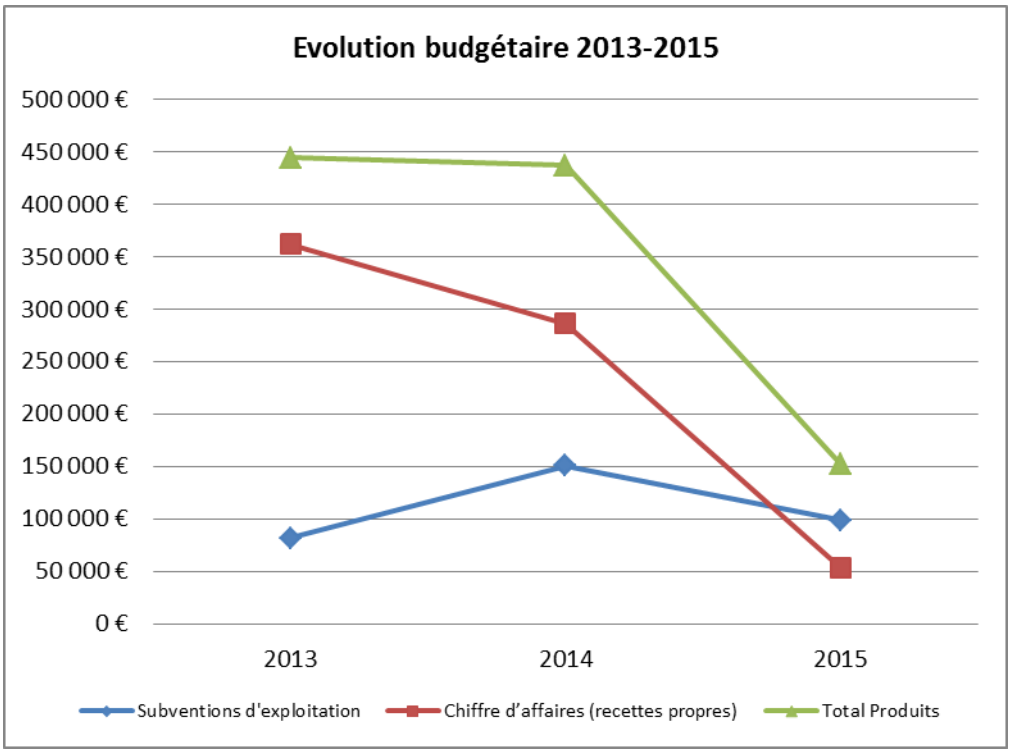
	2013	%	2014	2015	%
DRAC	0	*0%*	46 000	46 000	*46%*
Ville de Paris	15 000	*15%*	15 000	15 000	*15%*
Institut Français	48 000	*47%*	46 900	0 *	*0%*
Région - PAC	40 000	*39%*	40 000	40 000	*40%*
SOUS-TOTAL REGION	40 000	39%	40 000	40 000	40%
TOTAL SUBVENTIONS	**103 000**	**100%**	**147 900**	**101 000**	100%

*en 2015, Camille Boitel est Lauréat Hors-les-Murs de l'Institut Français pour une résidence au Japon directement attribuée à l'artiste et non à sa structure associative.

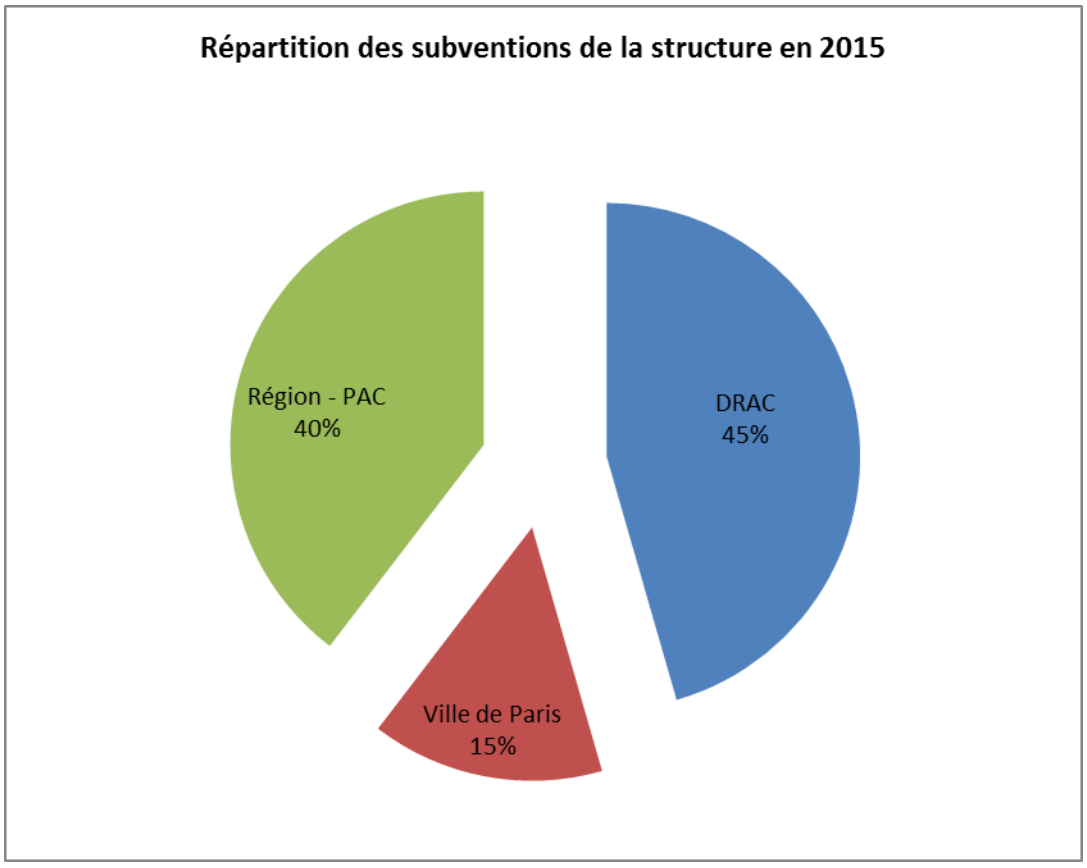
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	*2015*	%
Subventions d'exploitation	81 959	*18%*	150 530	*98 646*	*65%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	361 451	*81%*	286 023	*53 587*	*35%*
Total produits	443 800	100%	436 857	*152 512*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	244 694	242 667	101 984
Nombre d'heure intermittence (artistes et techniciens)	8 674	8 692	3 993

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2012/2013	2013/2014	2015/2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	1 (en cours d'expérimentation)	1 (reprise) + 1 en cours d'expérimentation)
Nombre de spectacles diffusés au total	3	4	4
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	55 (en cession)	82 (en cession)	24 (en cession)
Nombre de lieux concernés par les tournées	13	10	7
Nombre de spectateurs	18 900	12 685	2 450
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	3 (3 X 1 semaine) au Théâtre de la Cité internationale (TCI) ; à la Brèche -Cherbourg ; au Merlan scène nat de Marseille	5 (5 X 1 semaine) dont 1 à La brèche – Cherbourg ; 1 au Setouchi Cirucs Factory (Japon) et 3 au Merlan-Marseille	4 semaines à Marseille ; 1 sem. Au TCI ; 8 semaines de résidence Hors Les murs au Japon (avec l'IF) et 4 semaines de création à Arras.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	30 heures environ (lycée pro de Tarbes, lycée Paris 20è ; lycée de Montreuil)	30 heures environ (lycée Paris 20è, et lycées en lien avec Théâtre de la Cité)	6 heures (lycée Marseille Nord)
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	60 (y compris lycées + grand public, jeunes professionnels)	110 (y compris lycées + grand public, jeunes professionnels)	30 (y compris lycées et jeunes pros)
Nombre d'établissements et de relais partenaires	6	5	3
Nombre de bénéficiaires	120	230	70

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

SYNTHESE DU PROJET

Les années 2014 – 2016 auront donc été celles du développement de la Compagnie aussi bien en France, et notamment à Paris, qu'à l'étranger où elle a pris son envol, notamment en Amérique du Sud, Asie et tout récemment en Amérique du Nord (dernières de *l'immédiat* à NYC en mars 2016). Elles auront aussi été celles qui auront permis de rendre plus fertile et solide le travail de création, en construisant ce cadre particulier que permettent les partenariats institutionnels, qui laissent ainsi se tisser les œuvres entre elles sans travailler exclusivement "au projet" et sans dépendre entièrement des tournées. Notre objectif pour les 3 années à venir est bien de continuer dans cette direction, à ceci près que le travail de création, parfois « souterrain", devrait commencer à être plus visible puisqu'il est probable qu'un ou plusieurs projets puissent sortir entre 2017 et 2019.

En amont des projets de création ou de diffusion, il est important de noter que pour cette nouvelle période de trois ans, nous souhaitons initier de nouveaux partenariats, notamment avec des structures franciliennes. Une première résidence aura lieu à l'Académie Fratellini (St Denis) dès le mois de juin 2016, avec de possibles développements par la suite notamment dans le domaine pédagogique au sens large, ainsi que pour d'éventuelles résidences. A côté de cela, un premier rendez-vous a été fixé pour juillet 2016 avec l'Echangeur de Bagnolet pour discuter des possibilités de partenariat autour de *La Jubilation* ou du *Système Sensible*. En effet, le *Système sensible* est sans aucun doute le projet qui nous permettra le mieux de prendre en compte l'appropriation par le public, mais en donnant la priorité à l'axe artistique, sans perdre de vue le travail d'action culturelle et d'appropriation. C'est en ce sens qu'il sera développé la saison prochaine et les suivantes. De même que seront continuées les projets de masterclass (Académie Fratellini en 2014 ; Pontempeyrat en 2015 ; Japon en 2014 et 2015 ; ENSATT en 2016...).

Création / Production (cf. perspectives de production)
Deux projets seront toujours en travail dans les prochaines années (cf. perspectives de création) à savoir ce que nous appelons encore *Cabaret Fissures* (2017) et le projet *FISSURE* (2019?). Le *système sensible*, continuera lui aussi à évoluer, mais toujours au contact du public. Ainsi, des discussions sont en cours avec le CCN de Grenoble et une proposition a été faite au Théâtre des Amandiers de Nanterre.

Exploitation / tournées (cf. perspectives de diffusion)
Comme nous l'avons dit, l'objectif reste le même. Ne plus dépendre exclusivement des tournées pour créer, mais ne jamais oublier la diffusion et offrir aux projets de la Compagnie d'aussi beaux rendez-vous avec le public que nous avons eu la chance d'en connaître jusqu'à maintenant.

Activité parisienne et francilienne
L'année 2016 a débuté par une série parisienne (TCI) de *la Jubilation*. Un an plus tard exactement, *L'Homme de Hus* sera programmé pour une nouvelle série au TCI à Paris. Néanmoins, et malgré les grands efforts de l'équipe en place, la vacance de direction au TCI ne nous permet pas, pour le moment, de nous prononcer sur la continuité de ce précieux partenariat, qui avait participé de très près à toutes les étapes du développement de la compagnie. D'autres contacts ont été pris pour étendre cette activité parisienne et francilienne. Le Nouveau Théâtre de Montreuil est venu voir *l'Homme de Hus*, pour une éventuelle diffusion future (que n'empêche pas la série au TCI comme nous l'avions fait avec *l'immédiat* quelques années auparavant). En outre,en plus d'une proposition faite ce printemps au Théâtre Nanterre – Amandiers, des premières discussions sont donc prévues à l'Echangeur de Bagnolet et à l'Académie Fratellini, comme signalé précédemment.

Conclusion
Les trois années à venir devront confirmer la directions prise depuis 2013 en affirmant une manière de travailler propre à la compagnie, en affirmant sa présence francilienne, en amplifiant son envergure internationale, et en continuant ce travail subtil et néanmoins ambitieux de création de différents projets, qui alterneront des périodes moins visibles et d'autres offrant aux projets une plus grande visibilité quand ceux-ci sont prêts à être affirmés.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
Théâtre de la cité internationale et à voir + tard, Nouveau Théâtre de Montreuil et Nanterre Amandiers
Ainsi que l'échangeur (Bagolet) et l'Académie Fratellini (St Denis)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) - Préciser les modalités de leur soutien :
la Compagnie est en convention avec la DRAC Ile de France et avec la Ville de Paris

Equipe artistique prévue pour le projet :
L'équipe artistique reste pour le moment centrée autour des mêmes intervenants, Camille Boitel, auteur et interprète, puis selon les projets Marine Broise et Pascal Le Corre, interprètes, Marion Lefebvre, Michael Philis, Thomas de Broissia, constructeurs, interprètes et manipulateurs.

RESIDENCES PREVUES

Joindre en annexe les conventions de résidence le cas échéant.

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Création pour *Cabaret Fissures* ; création et appropriation autour du *système sensible*	
Dates de chaque résidence & durées (nb de jours ou de mois)	Juin 16 (2 sem.) ; Sept. 16 (2 sem.) ; oct. 16 (2 s) ; déc. 16 (2 s) ; févr. 17 (10 j) ; mai 17 (10 j)	
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Académie Fratellini (St Denis-93) ; Théâtre d'Arras ; CCN de Grenoble ; été de Vaour ; en discussion avec l'échangeur (Bagnolet)	
Objectifs & contenus de chaque résidence	Création + appropriation autour du *Système sensible* ; Création du *Cabaret Fissures*	
Partenaires financiers de résidence	Tandem Arras – Douai, scène nationale et CCN de Grenoble (en lien avec MC2 en discussion)	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Indiquer la nature de ces résidences (implantation, création/diffusion…), leurs dates & durées, les lieux et territoires géographiques concernés, les objectifs & contenus, les partenaires financiers…etc.

Pour les saisons suivantes, notamment 17/18, sont discutées des résidences de création en début de saison, pour finaliser la création de *Cabaret Fissures* (titre provisoire). La dernière résidence aura lieu au Théâtre d'Arras.
Dans le même temps des résidences sont discutées avec l'Académie Fratellini (St Denis) et avec l'Echangeur (Bagnolet) pour un travail de création / appropriation autour du *Système Sensible*.

Les résidences qui suivront seront donc discutées d'ici peu et porteront surtout sur la création du projet *Fissures*, qui lie forme longue de Camille Boitel et petites formes / commandes. Elles sont encore à caler, notamment avec La Brèche (Cherbourg), le TCI (Paris), le CCN de Grenoble.... En outre auront lieu encore au moins une fois par an des résidences à vue autour du *Système Sensible*. Printemps 2017 à Grenoble, puis demande faite à Nanterre.

PERSPECTIVES DE CREATION

CABARET FISSURES (titre provisoire - automne 2017), de Camille Boitel forme intime pour une jauge de 150, création 2017. Sur les bases de ce qui avait été travaillé pour le *Cabaret calamiteux* en 2013, Camille Boitel souhaite créer un nouveau projet pour 2017. 12 semaines de résidence prévues en 16 et 17 (Arras, Grenoble, Vaour) pour une sortie en tournée décentralisée à l'Automne 17 avec Tandem Arras – Douai scène nationale (+ MC2 et le CCN de Grenoble (en discussion)), puis projet de tournée en Amérique du Nord (*Homme de Hus* + *Cabaret*) en 2018.

FISSURES (sortie 2019 ?), de Camille Boitel. Projet de création liant une grande forme pour la scène et des formats courts (10 minutes). Début du travail en 2016/17.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes/musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…)

L'IMMEDIAT (2009), de Camille Boitel grande forme pour la scène, poursuite d'exploitation (après 7 ans de tournée et + de 200 dates dans le monde) : dernières françaises en 2017.

L'HOMME DE HUS (2002 et 2015), de Camille Boitel, grande forme pour la scène, poursuite d'exploitation après reprise 15/16 à Arras et Tokyo : tournée française en 17 (3 semaines au TCI en Janvier 17 ; scène nat. de Foix ; Théâtre Garonne ; Bois de l'Aune à Aix ; MC2 Grenoble...) et projet (à l'étude) de tournée en Amérique du Nord.

LA JUBILATION (2013 et ré écrite en 2014), de Camille Boitel, petite forme, poursuite d'exploitation. Représentations prévues, à Marseille, Chateauvallon, Reims, Châtellerault, Vaour...

L'IMMEDIAT – SYSTEME SENSIBLE (2014/15), de Camille Boitel, forme "hybride" à la croisée de la représentation, du chantier à vue et de l'action culturelle, créée en 2015. 3 représentations / jour pour des jauges de 1 à 40. Après plusieurs expérimentations, une proposition de représentation sur un mois (3 représentations / jour) est en discussion avec le CCN de Grenoble pour le Printemps 2017

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

Les partenaires (déjà cités) de diffusion pour la saison 16/17 (TCI, Arras, Foix, Toulouse, Besançon, Chateauvallon...) sont tous acquis ou presque, et ceux pour la production (2017) du *Cabaret Fissures* (Arras, Grenoble) sont en discussion. Pour le projet *Fissure* (2019 ?), les discussions n'ont pas encore commencé mais nous savons pouvoir compter sur La Brèche, pôle national des arts du cirque de Cherbourg, sur le Tokyo Metropolitan Theater qui est en attente d'une proposition de notre part et sur plusieurs partenaires fidèles et attentifs au travail de la Compagnie.

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Les trois premières années de conventionnement ont été celles de l'adaptation à ce nouveau mode de travail, ont permis de supporter une année plus concentrée sur la préparation des projets à venir avec une activité moindre de manière exceptionnelle, sans pour autant modifier la structuration de l'équipe dans un premier temps pour ne pas alourdir la structure dans le même temps.

Parce que nous savons que l'activité de diffusion va bien entendu se poursuivre, qu'elle est solide et finance une partie de la vie de la compagnie, que le soutien des institutions permet d'aborder plus sereinement la construction des projets et génère un effet levier pour les soutiens, et que la compagnie est maintenant stable, les trois prochaines années pourraient être celles du développement et de la structuration.

Concrètement, l'emploi artistique et technique restera sur les mêmes bases, soit CDDU avec un fort volume d'activité en 2017 et 2018 (relativement proche de celui de 2014), tandis que la Compagnie créerait un poste de permanent en administration, de manière à assurer une plus grande pérennité de la structure, une meilleure visibilité et à dégager du temps pour le développement de la structure aussi bien de manière institutionnelle qu'en termes de réseaux français et internationaux. Ce serait donc un poste d'administrateur de production en CDI.

Subvention demandée :
40 000 €
Soit 0 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	€	RECETTES	€
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)		ETAT	
Salaires brut artistes	5335	**Ministère de la culture / autres directions** (DGCA…) préciser service et titre : Culture (attribué)	46000
Charges employeur	2665	COLLECTIVITES TERRITORIALES	
Salaires brut (administration/production)	24000	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	11000	Région IDF - PAC	40000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION		**Commune 1** : Paris (attribué)	15000
Salaires bruts artistes	52047	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	
Charges employeur artistes	26022	Autres : Institut Français	66000
Salaires bruts techniciens	41461	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	
Charges employeur techniciens	20730	Apports de coproduction : valorisation	3600
Défraiements	61100	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	236980
Transports	85500	Autres : refacturation transports et défraiements	6000
Autres : achats matériel	41500		
AUTRES DEPENSES			
défraiements	3000		
matériel	500		
transport	1500		
frais bancaires et assurance	2000		
production/administration	30220		
autres charges extérieures	5000		
TOTAL	**413580**	**TOTAL**	**413580**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagnie L'Immédiat est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle à hauteur de 40 000€ depuis 2013. La compagnie est accompagnée pour 10 000€ sur l'emploi pour le maintien des postes de production/diffusion et d'administration. Elle bénéficie de 28 000€ pour poursuivre ses projets de création/diffusion et notamment. La Région soutient également les actions d'appropriation pour 2 000€.

Evolution de l'activité et du rapport au public
La compagnie L'immédiat a créé une petite forme en 2013, « La jubilation » recrée en 2014 au Théâtre de la Cité internationale. Il s'agit d'un projet pour deux artistes, Camille Boitel et Pascal Le Corre, qui proposent une conférence pendant laquelle le conférencier ne prend jamais la parole. Cette petite forme a connu plusieurs variantes selon la façon spécifique de travailler de Camille Boitel qui poursuit ses recherches sur la forme du spectacle pendant sa diffusion, la prise de risque artistique étant très importante. Ainsi la précédente grande forme de l'artiste « L'immédiat », créée en 2009, n'a pas trouvé sa forme définitive tout de suite et a tourné pendant sept ans pour plus de 200 dates dont une tournée internationale avec l'Institut français en 2014 au Brésil et en Argentine, en 2015 au Japon, en 2016 aux Etats-Unis et au Canada. La compagnie a également créé en 2013, « Le cabaret calamiteux » pour 14 comédiens. Après 50 représentations, ce projet est retravaillé en 2015 et 2016 pour une forme nouvelle pour 4 comédiens. La compagnie a également lancé en 2015 une nouvelle grande forme, « L'immédiat – Système sensible », expérimentée à la MC2 de Grenoble et au Merlan à Marseille, sur les équilibres et les déséquilibres et proposant trois représentations par jour du même projet, dans une recherche de « l'instant » propre à Camille Boitel. L'activité de la compagnie s'est beaucoup réduite en 2015 avec une moindre diffusion en lien avec la résidence au Japon de Camille Boitel, Lauréat de la Bourse Hors-les-Murs de l'Institut Français, directement allouée à l'artiste et non à sa compagnie.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie l'Immédiat est historiquement implantée au Théâtre de la Cité internationale où elle a créé son premier spectacle « L'homme de Hus » et l'ensemble de ses projets. La compagnie y a créé sa conférence pour la Jubilation en 2013 ainsi que le Cabaret calamiteux en 2014. Le premier projet y a été repris en 2015. La vacance de direction au TCI n'a pas permis au projet de Camille Boitel de s'y déployer en 2015/2016 au-delà de la diffusion. Il a poursuivi ses collaborations avec le Théâtre de Montreuil où il a repris l'Immédiat en 2013 et développé de petites formes mais la compagnie a surtout était présente à l'international dans le cadre d'une tournée en Amérique latine, au Japon, aux Etats-Unis et au Canada et dans le cadre de la résidence de Camille Boitel à Katamatsu au Setouchi Circus Factory avec la diffusion d'un « Cabaret calamiteux » franco-japonais au Théâtre Kokubunji, la compagnie l'Immédiat rayonnant dans le réseau international de diffusion.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget global de 2015 de la compagnie l'Immédiat subit une importante baisse (-65%) liée au recul du chiffre d'affaire passant de 361 000€ à 53 500€ entre 2013 et 2015, en lien avec la résidence de l'artiste au Japon en 2015. Les subventions sont quant à elle stables sur la période en termes de volume financier mais il est à noter qu'elles sont consolidées par le conventionnement de la compagnie par la DRAC à partir de 2014. L'emploi n'a pas évolué, la compagnie étant toujours en partenariat avec une structure indépendante de production et de diffusion, « Si par hasard ».

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement, l'Immédiat souhaite pouvoir poursuivre son travail de recherche et de création autour du Système sensible en lien avec deux structures franciliennes, l'Académie Fratellini et L'échangeur. Le processus de création et son évolution font l'objet d'un rapport au public très particulier, entretenu et souhaité par l'artiste, et cette expérience proposée par une jeune équipe nous semble intéressante à soutenir aujourd'hui. La création de sa nouvelle grande forme « L'immédiat – Système sensible » déjà expérimentée à Marseille et à Grenoble en partenariat avec des structures. La reprise en série de « L'homme de Hus » est prévue pour janvier/février 2017 au Théâtre de la Cité Internationale et sera suivie d'une tournée internationale. Une prochaine création « cabaret Fissures » est prévue pour 2017.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient L'Immédiat en 2016 à hauteur de 40 000 €
sur une base subventionnable de 413 580 € correspondant au budget prévisionnel proposé.

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation de l'Immédiat et en particulier dans le cadre de son travail au Théâtre de la Cité internationale et chez ses autres partenaires franciliens.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternant(e)s.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 413 580 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 000,00 €
2017	12 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003664

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MADANI COMPAGNIE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	490 000,00 €	9,18 %	45 000,00 €
	Montant Total de la subvention		45 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MADANI COMPAGNIE
Adresse administrative : 25 RUE DU DOCTEUR VINAVER
78520 LIMAY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Joël TRONQUOY, Président
Date de publication au JO : 22 octobre 1985

N° SIRET : 33832641600058

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Auteur d'une quinzaine de pièces, et metteur en scène d'une trentaine de spectacles questionnant les grandes mutations sociales et politiques de la société française, Ahmed Madani a fondé sa compagnie en 1985 à Mantes-la-Jolie.
Il y a produit à la fois des créations tout public, mêlant parfois acteurs professionnels et enfants acteurs (« Méfiez-vous de la pierre à barbe »), des spectacles-évènements au plus près des populations dans des lieux inhabituels : grands magasins, immeubles vides, appartements..., un festival d'art urbain (Big bang banlieue, précurseur des Rencontres de la Villette), des documentaires... etc. Ahmed Madani a par ailleurs dirigé le Centre dramatique national de l'Océan indien à La Réunion (2003-2007).
Les créations de Madani compagnie sont diffusées dans différents réseaux de lieux : des centres dramatiques nationaux jusqu'aux théâtres de ville. La compagnie accompagne toujours ses spectacles d'actions de médiation.
La compagnie est conventionnée par la DRAC et soutenue par la Région Ile-de-France. Elle reçoit par ailleurs le soutien ponctuel d'autres collectivités locales et départementales.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

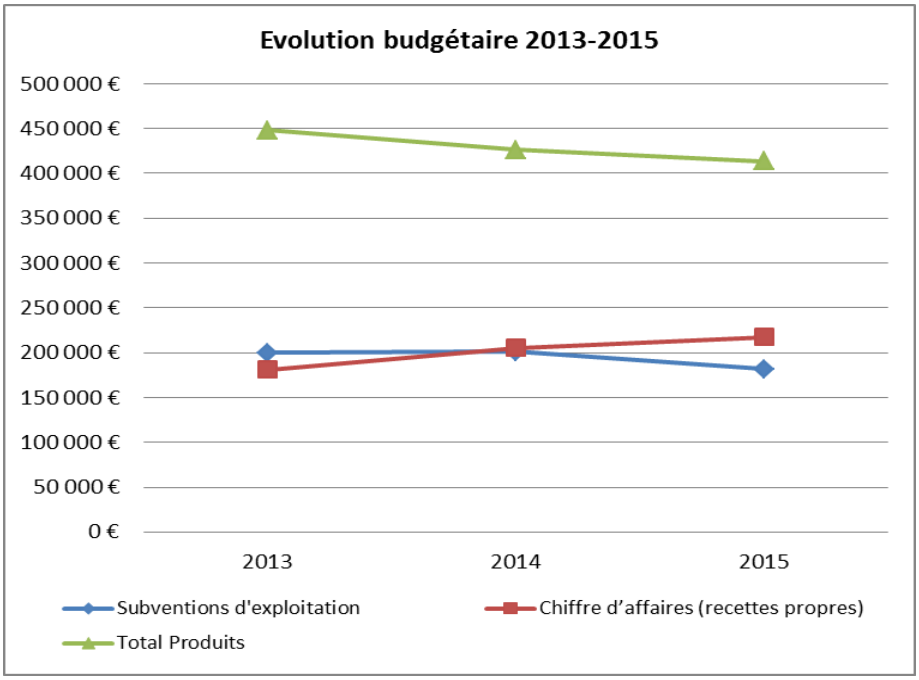
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF - convention	128 800	*48%*	128 800	128 800	*65%*
Etat - DDCS, ACSE Mission Ville	9 500	*4%*	9 000		
Conseil départemental 78	6 680	*2%*	10 000		
Conseil départemental 93				15 000	*8%*
CA de Mantes en Yvelines	10 000	*4%*			
Commune de Mantes la Jolie - CUCS	2 000	*1%*	2 000		
Ville de Paris			6 000		
Région Basse-Normandie	4 763	*2%*			
Autres - ARCADI et Fondation EDF (2013), SACD (2013 et 2014)	46 031	*17%*	7 500		
Région - PAC	40 000	*15%*	40 000	40 000	*20%*
Région - ASQ	5 000	*2%*			
Région - Emploi tremplin	15 000	*6%*	15 000	13 250	7%
SOUS-TOTAL REGION	*60 000*	*22%*	*55 000*	*53 250*	*27%*
TOTAL SUBVENTIONS	**267 774**	**100%**	**218 300**	**197 050**	100%

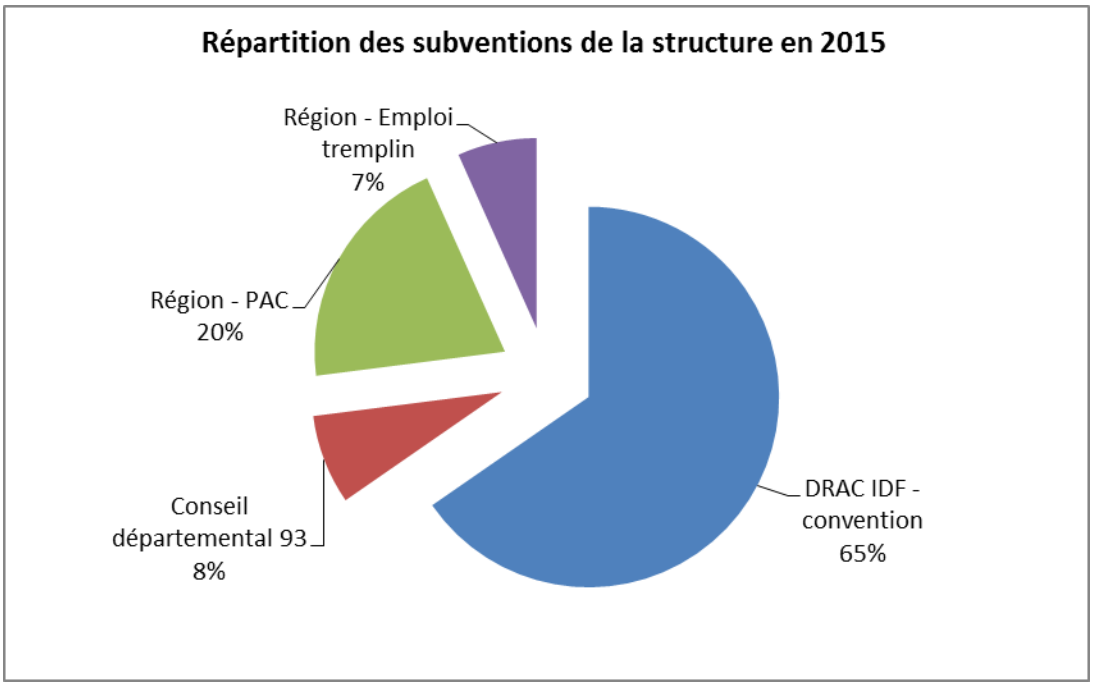
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	200 153	*45%*	201 214	*181 715*	*44%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	181 376	*40%*	205 437	*217 217*	*53%*
Total produits	447 944	100%	426 413	*413 665*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	193 748	147 051	176 386
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	10 082	7 888	5 347

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites		1	1
Nombre de spectacles diffusés au total	2	2	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	58 représentations *dont 26 cessions*	71 représentations *dont 34 cessions*	78 représentations *dont 53 cessions*
Nombre de lieux concernés par les tournées	10	18	16
Nombre de spectateurs	9 547 spectateurs	10 588 spectateurs	10 918 spectateurs
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	3 résidences : 2 résidences de création (30 jours) 1 résidence de reprise (30 jours)	3 résidences : 2 résidences de création (27 jours) 1 résidence de reprise (11 jours)	1 résidence de création (45 jours)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens *	16 heures	16 heures	39 heures**,**
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	675 heures	535,5 heures	486,5 heures
Nombre d'établissements et de relais partenaires	14 établissements et relais partenaires	27 établissements et relais partenaires	10 établissements et relais partenaires
Nombre de bénéficiaires	1 629 bénéficiaires	1 294 bénéficiaires	1 869 bénéficiaires

* pour sa pièce (éditée chez Actes sud) « Je marche dans le nuit par un chemin mauvais », Ahmed Madani a reçu en 2014-2015 le Prix des lycéens et apprentis de la Région Ile-de-France, ainsi qu'en 2016 le Prix Ado de théâtre contemporain du Rectorat de l'académie d'Amiens ainsi que le prix de la pièce de théâtre pour le jeune public du Rectorat de Nice.

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

De 2016 à 2019, nous souhaitons continuer à enraciner notre démarche artistique auprès d'une partie de la population qui a peu accès à la création contemporaine. Avec un travail mené sur le territoire du Val Fourré à Mantes-la-Jolie, nous souhaitons aujourd'hui inscrire notre démarche sur plusieurs territoires franciliens en partenariat avec le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, la Maison des métallos à Paris, le Théâtre de la Poudrerie à Servan, Fontenay en Scènes à Fontenay-sous-Bois, La ferme de Bel Ebat à Guyancourt, La Maison des Arts et de la Culture à Créteil.

Après le premier cycle de « Face à leur destin » débuté en 2012 et consacré à la parole des hommes, nous nous engageons avec cette seconde convention dans un deuxième cycle qui s'attache à transmettre celle des femmes. Nous poursuivrons notre réflexion sur les conditions de vie de la jeunesse des quartiers populaires avec *F(l)ammes*, création partagée avec 9 jeunes femmes nées de parents immigrés et vivant dans ces territoires. Les participantes s'inscriront dans un cursus global où formation, expression et insertion seront proposés au sein d'une démarche de création théâtrale singulière. Les interprètes – comédiennes non professionnelles – seront engagées dans le cadre de CDD d'usages durant les périodes de répétitions et de diffusion du spectacle.

Avec *J'ai rencontré dieu sur Facebook*, interprété par des comédien(ne)s professionnel(le)s, nous continuerons notre réflexion sur les rapports intergénérationnels, la question de l'immigration, les conditions d'intégration sociale des femmes.

Nous souhaitons en particulier développer les actions de médiation auprès des publics lycéens, directement concernés par les thématiques du spectacle. L'augmentation de la subvention que nous sollicitons sera à ce titre fléchée sur ces actions, permettant ainsi à Madani Compagnie de participer activement à la lutte contre l'embrigadement dans le fanatisme religieux.

Nous lancerons également les prémices du dernier cycle de « Face à leur destin » consacré aux hommes et aux femmes avec *Des garçons et des filles* (titre provisoire).

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Maison des Métallos – Paris / Théâtre de Poudrerie – Sevran – Seine Saint Denis / Maison des Arts de Créteil – Val de Marne / Collectif 12 – Mantes la Jolie – Yvelines / Fontenay en Scènes – Fontenay sous-bois – Val de Marne / Maison des Pratiques Artistiques Amateurs – Paris / La Commune CDN Aubervilliers – Seine Saint Denis / ECAM - Kremlin Bicêtre – Val de Marne / Théâtre la Piscine – Antony – Hauts de Seine / La Ferme de Bel Ebat – Guyancourt - Yvelines / L'Atelier à spectacle – Vernouillet – Yvelines.

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
DRAC Ile de France – convention triennale / Commissariat Général à l'égalité des territoires (en cours) / Conseil Départemental Seine Saint Denis – aide au projet (en cours) / Conseil Départemental Val de Marne – aide au projet (en cours) / Département des Yvelines – aide au projet (en cours) / Ville de Mantes la Jolie – contrat de ville (en cours)

Equipe artistique prévue pour le projet :
Metteur en scène - auteur : Ahmed Madani / scénographe : Raymond Sarti / créateur vidéo : Nicolas Clauss / créateur lumière : Damien Klein / créateur sonore : Christophe Séchet / collaborations artistiques : Mohammed El Khatib, Karima El Kharraze, Anaïs Allais / photographe : François-Louis Athénas / comédien(ne)s : amateurs et professionnels

RESIDENCES PREVUES

	1ere année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidences de création ***F(l)ammes***	Chantier n°1 ***J'ai rencontré dieu sur facebook***
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	A - 1er au 15 juillet : 0,5 mois B – 16 au 29 juillet : 0,5 mois C – 12 au 24 septembre : 13 jours D – 1er au 16 octobre : 0,5 mois E – 17 octobre au 3 novembre	Mai 2017 : 0,5 mois (en cours)
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	A – Collectif 12 à Mantes la Jolie B - MPAA à Paris C – Grand T à Nantes D – Atelier à Spectacle à Dreux E – Théâtre de la Poudrerie à Sevran	En cours
Objectifs & contenus de chaque résidence	Ecriture, formation théâtrale, travail du jeu, création lumières, création sonore, travail chorégraphique et vocal, création décor	Travail d'écriture
Partenaires financiers de résidence	DRAC Ile de France, Contrat de Ville de Mantes la Jolie, CGET, Grand T, Atelier à Spectacle, Théâtre de la Poudrerie, CD 93, CD 94, CD 78, Arcadi, SACD… (en cours)	DRAC Ile de France

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

2017/2018 : chantiers de création ***J'ai rencontré dieu facebook***

En partenariat avec la Commune – CDN d'Aubervilliers, le Théâtre de la Poudrerie à Sevran, la Comédie de Picardie à Amiens, La Ferme de Bel Ebat à Guyancourt (recherche de partenaires en cours)

2018/2019 : audition / rencontres ***Les garçons et les filles***

Rencontres avec des jeunes femmes et des jeunes hommes vivant dans différents quartiers populaires d'Ile-de-France en vue de la troisième création partagée.

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues

2016 – *F(l)ammes*

texte et mise en scène : Ahmed Madani, création partagée avec neuf jeunes femmes vivant dans des quartiers populaires d'IDF, collaboration artistique Mohamed El Khatib et Karima El Kharraze, création sonore Christophe Séchet, création vidéo Nicolas Clauss, création lumières et régie générale Damien Klein.

Explorer le moi intime, comprendre les doutes, les peurs, faire état des promesses dont les jeunes femmes de quartiers populaires sont porteuses sont les moteurs de cette aventure artistique.

> Partenaires : Fontenay en Scènes à Fontenay-sous-Bois, la Maison des Arts et de la Culture de Créteil, la Maison des métallos à Paris, le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, la Maison des Pratiques Artistiques amateurs à Paris, la CCAS, le Théâtre de la Poudrerie à Sevran, le Grand T à Nantes, l'Atelier à spectacle à Vernouillet.

2018 – *J'ai rencontré dieu sur facebook* *(titre provisoire)*

Texte et mise en scène : Ahmed Madani, distribution en cours

Comment une jeune enseignante de français dont les parents ont vécu l'exil et qui est parvenue à s'émanciper du poids de la tradition, de la religion, de la famille réagit-elle face à l'embrigadement de sa fille –via Facebook et les réseaux sociaux – dans l'islam rigoriste ?

> Partenaires : Le Théâtre de la Commune CDN d'Aubervilliers, Le théâtre de la Poudrerie à Sevran, la Comédie de Picardie à Amiens, Le Safran à Amiens.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes/musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…)

F(l)ammes

> Juil-oct 2016 : répétitions à Paris, Mantes-la-Jolie, Dreux, Nantes, Sevran + tournée CCAS

> Nov-déc 2016 : création le 4 novembre avec le Théâtre de la Poudrerie à Sevran / diffusion : reprise à la Maison des Métallos et diffusion au Collectif 12

> Janv-juin 2017 : tournée en Ile de France (Maison des Arts et de la Culture de Créteil, la Piscine à Châtenay-Malabry, La Ferme de Bel Ebat à Guyancourt, Fontenay-en-Scènes à Fontenay-sous-Bois, l'ECAM au Kremlin-Bicêtre, la Maison des Pratiques Artistiques Amateurs à Paris) et tournée nationale (La Renaissance à Mondeville, Grand T à Nantes, Le Safran à Amiens, Association Forum Jacques Prévert à Carros, Théâtre de Grasse, Théâtre de l'Olivier à Istres, CDN Haute-Normandie à Rouen, l'EPCC Atrium de Fort-de-France en Martinique, L'Atelier à spectacle à Vernouillet).

> Juillet 2017 : reprise au Théâtre des Halles dans le cadre du Festival OFF d'Avignon

> 2018 : tournée en Ile-de-France et tournée nationale (en cours)

Fille du paradis

Spectacle créé en octobre 2011 au Théâtre Essaïon à Paris

d'après *Putain* de Nelly Arcan – adaptation et mise en scène Ahmed Madani

Récit d'une trajectoire fulgurante, Fille du paradis est l'histoire de Cynthia, une jeune étudiante en littérature qui décide un jour de composer le numéro de la plus grande agence d'escorte de Montréal.

>janv-mars 2017 : tournée en Ile-de-France (Centre des Bords de Marne au Perreux-sur-Marne, La Piscine – Espace Vasarely à Antony, Centre culturel L'Imprévu à Saint-Ouen L'Aumône) et nationale (Le Palace à Surgères, Le Hangar à Chalette-sur-Loing, Artéphile à Avignon).

J'ai rencontré dieu sur facebook

> 2018 : Tournée en Île-de-France et tournée nationale

Partenaires pressentis à ce jour

DRAC Ile de France – convention triennale / Commissariat Général à l'égalité des territoires (en cours) / Conseil Départemental Seine Saint Denis – aide au projet (en cours) / Conseil Départemental Val de Marne – aide au projet

(en cours) / Département des Yvelines – aide au projet (en cours) / Ville de Mantes la Jolie – contrat de ville (en cours).

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
Personnel permanent : un directeur artistique (CDI à temps plein), une chargée de production et une chargée de diffusion (CDI en emploi tremplin). L'aide de la Région Ile-de-France apporté pour le financement se termine en 2018, nous allons solidifier les ressources de la structure afin de pérenniser ces postes.
Personnel intermittent : artistes dramatiques et technicien(ne)s. Pour l'ensemble du personnel non permanent, nous privilégions au maximum la mensualisation.

Subvention demandée : 50 000 €
Soit 10 000 € de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	**€ HT**	**RECETTES**	**€ HT**
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	466800	ETAT	101400
Préciser le détail des postes		**DRAC Ile-de-France** attribué	78400
Salaires bruts artistes	196230	CGET - en cours Mission ville - en cours	15 000 8 000
Charges employeur artistes	111843	COLLECTIVITES TERRITORIALES	92000
Salaires bruts techniciens	56450	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur techniciens	32177	Région IDF - PAC	50000
Locations (préciser):	26000	**Département** Seine-Saint-Denis attribué	20000
Défraiements	30500	**Département** des Yvelines : en cours	10000
Transports	13600	**Département** du Val-de-Marne : en cours	10000
AUTRES DEPENSES Part de charges de fonctionnement	28200	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	25000
		SACD	10000
impôts et taxes sur le personnel	5700	ARCADI	15000
honoraires de gestion	7400	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	276600
honoraires communication	5000	Recettes de coréalisation	2000
frais de communication	2000	Apports de coproduction :Grand T à Nantes, l'Atelier à spectacle à Vernouillet, la CCAS, le théâtre de la Poudrerie à Sevran, Fontenay-en-Scènes à Fontenay-sous-Bois	50000
assurances	500	Ventes de spectacle (60)	224600
affranchissement	500		
imprévus	4500		
TVA sur subventions	2600		
TOTAL	**495 000**	**TOTAL**	**495 000**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La Région Ile-de-France soutient Madani Compagnie au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 40 000 € par an pour ses projets de création avec ou en direction des populations franciliennes, en particulier avec la jeunesse des quartiers populaires, notamment à Mantes-la-Jolie, territoire d'implantation de la compagnie.
La structure a également bénéficié de deux aides emplois-tremplin pour un poste de chargé de production (2012) et un poste de chargé de diffusion et de développement (2015) ainsi que d'une aide ponctuelle en 2013 au titre de la politique de la ville (animation sociale des quartiers).

Evolution de l'activité et du rapport au public
Les trois années de convention ont été principalement marquées par la mise en œuvre par la compagnie d'une **trilogie d'envergure, intitulée « Face à leur destin », lancée pour rencontrer la jeunesse des quartiers populaires et interroger leur rapport à l'histoire, à l'identité, et plus largement leur rapport au monde et leurs espoirs.**
Le premier volet, *Illumination(s)*, a été réalisé avec une troupe réunissant une dizaine de jeunes hommes vivant en majorité au Val-Fourré à Mantes-la-Jolie. La compagnie a mis en œuvre un protocole de travail précis avec eux à travers des ateliers et des interviews, principalement organisés à Mantes-la-Jolie, qui ont directement nourri l'écriture du spectacle par Ahmed Madani qui est également auteur. Les jeunes ont ensuite été embauchés pour jouer dans la pièce, dans **une logique à la fois de transmission, formation et d'insertion professionnelle**. Le spectacle a reçu un excellent accueil public et professionnel et a bénéficié d'une **forte visibilité, notamment en Ile-de-France**. De 2013 à 2015, ce sont près de 130 représentations qui ont été jouées dans des lieux volontairement très différents : des plus grandes salles labellisées jusqu'aux théâtres de ville : Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, Ville de Fleury-Mérogis, Théâtre de Cachan, La Piscine à Chatenay-Malabry, Maison des métallos à Paris…etc.
Ensuite, la compagnie a créé une petite forme associée (thématiquement) à *Illumination(s)* : *Je marche dans la nuit par un vent mauvais*, mettant en scène un adolescent en perte de repères et son grand-père, dans une fable sur la transmission entre générations, sur fonds de guerre d'Algérie. Cette pièce, créée en 2014, notamment dans le cadre d'une résidence à La Nacelle à Aubergenville, a connu également une belle diffusion (75 dates) tant en Ile-de-France (à Paris et dans les Yvelines principalement) et en régions (tournée en décentralisation en Picardie, tournée CCAS, Saint-Etienne…). **S'adressant en premier lieu à la jeunesse**, elle a été saluée par l'attribution de trois prix littéraires, notamment celui de la Région Ile-de-France (prix littéraire des lycéens et des apprentis).
Par ailleurs, le 2ème volet de la trilogie a pu être mis en chantier au cours des trois années passées. Il s'intitule *F(l)ammes* et il est **consacré à la parole des jeunes femmes**, à leur rapport à leurs filiations, mais aussi à leur place de femme dans la société. En 2015, la compagnie a commencé à rencontrer de nombreuses jeunes femmes (une centaine à ce jour), dans le cadre de stages d'une semaine (8 stages), organisés en partenariat avec des structures culturelles coproductrices du projet, au premier rang desquelles le Théâtre de la Poudrerie à Sevran, ainsi que le Collectif 12 à Mantes-la-Jolie, dans une relation de compagnonnage renouvelée, la Maison des métallos à Paris, ainsi que la ville de Fontenay-sous-Bois et la Maison des arts de Créteil.
Madani compagnie a également repris sa pièce *Fille du paradis*, lors d'une diffusion au Off d'Avignon 2015 qui a reçu un très fort écho auprès du public. A Sevran, la compagnie a également créé une petite forme pour jouer à domicile, *Le trésor de la fille du roi est à l'intérieur*, conçue comme une première étape pour la création d'une petite forme à venir associée au 2ème volet de face à leur destin. Cette pièce a été diffusée sur une vingtaine de dates.
La compagnie est **très investie sur le champ de l'action artistique et culturelle** et accompagne toute sa diffusion d'interventions auprès des publics, comme en témoigne le volume horaire très conséquent au fil des trois dernières années. Par ailleurs, la plupart de ses créations sont basées sur la **participation d'habitants directement impliqués dans le processus artistique**, c'est un savoir-faire et une marque de fabrique de la compagnie.
Madani compagnie travaille aussi **dans une logique de transmission aux côtés des jeunes artistes**, auteurs ou metteurs en scène, qui sont nombreux à la solliciter pour des conseils et des accompagnements. Ainsi, depuis 2016, Ahmed Madani a initié un compagnonnage avec la jeune metteur en scène Karima El Kharraz.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Madani Compagnie jouit d'un **ancrage historique et toujours vivace à Mantes-la-Jolie et dans les Yvelines** et **a développé depuis trois ans son rayonnement à l'échelle régionale** en nouant des partenariats avec d'autres structures culturelles implantées dans des départements où la compagnie était encore peu présente comme la Seine-Saint-Denis. Son rayonnement national demeure également fort, comme en témoigne l'ampleur de sa diffusion.
Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget de la compagnie **varie en fonction des années de créations et de l'envergure de celles-ci**. Ainsi s'explique la hauteur du budget 2013, année de reprise et de forte diffusion de la pièce Illumination(s) mettant en

scène 9 comédiens et qui a bénéficié de plusieurs séries de représentations. En 2014, la compagnie a créé une pièce d'un format plus restreint avec 2 comédiens, tandis que sa prochaine création aura lieu en 2016. En 2015, son budget s'établit donc à 413 665 €, autofinancé à plus de 50% par des recettes propres issues de la diffusion, cette part ayant progressé par rapport à 2013. **Le chiffre d'affaires a en effet augmenté de 20%** en trois ans.
Les subventions publiques accusent une légère diminution depuis 2013, la différence s'expliquant par l'attribution ou non d'aides à projet liées aux créations.
La DRAC est le premier partenaire public de la compagnie à travers un conventionnement pluriannuel ; son aide de 128 800 € est stable et vient d'être renouvelée à l'identique pour trois ans, elle représente 65% des financements publics et 31% du budget.
Le second partenaire public pérenne de la compagnie est la Région Ile-de-France, à travers l'aide à la permanence artistique et culturelle et l'attribution de deux emplois-tremplins (dont le dernier commence effectivement en 2016). Son apport cumulé correspond à 29% des apports publics et 13% du budget de la compagnie.
Par ailleurs, selon ses projets, la compagnie a reçu le soutien de plusieurs collectivités, mais de manière plus modeste : Département des Yvelines en 2013 et 2014, Communauté d'agglomération de Mantes-en-Yvelines, en 2013, Ville de Mantes-la-Jolie en 2013 et 2014, Ville de Paris en 2014, Département de Seine-Saint-Denis en 2015… L'Etat a également soutenu les projets de la compagnie au titre de la politique de la ville. Enfin, la compagnie parvient à obtenir des aides privées complémentaires auprès de fondations.

En ce qui concerne l'emploi, depuis trois ans, **l'équipe permanente s'est consolidée** avec trois postes en CDI en 2016 (dont deux postes soutenus par la Région au titre des emploi-tremplins). De ce fait, la masse salariale correspondante a augmenté considérablement entre 2013 et 2015 (multiplication par 2,5)
Le volume d'emploi intermittent est globalement conséquent et varie en fonction de l'activité artistique de la compagnie : très important en 2013 avec les nombreuses représentations d'*Illumination(s),* soit une pièce avec une distribution importante, il diminue en 2014 du fait de la création d'une pièce de format plus petit, l'année 2015 étant une année sans création.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé s'inscrit dans la continuité avec la réalisation du deuxième volet de la trilogie autour de la jeunesse des quartiers périurbains : *F(l)ammes*, centrée sur la parole des jeunes femmes. Dans ce cadre, la compagnie prévoir d'intervenir sur plusieurs territoires franciliens : dans les Yvelines toujours à Mantes-la-Jolie, mais aussi à Guyancourt, de façon nouvelle, en Seine-Saint-Denis, à Paris et dans le Val de Marne, en s'appuyant sur les partenariats engagés avec des lieux franciliens qui soutiennent et accompagnent son travail.
Par ailleurs, la compagnie souhaite dans le cadre de ce deuxième volet développer des projets artistiques et culturels avec les lycéens et sollicite une augmentation de l'aide régionale.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant augmenté, au regard du bilan de la première convention avec la Région, pour mieux soutenir le déploiement en Ile-de-France de la trilogie « Face à leur destin » autour de la jeunesse des quartiers périurbains, notamment en lien avec des lycéens.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient MADANI COMPAGNIE à hauteur de 45 000 €
sur une base subventionnable de 490 000 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé
déduction faite de la différence entre l'aide demandée et le montant proposé)

Emploi La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation, pour les projets artistiques et culturels de la compagnie en Ile-de-France, et en particulier la création du 2ème volet de la trilogie, en lien avec des lieux et territoires franciliens partenaires.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- YVELINES
- SEINE SAINT DENIS
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	31 500,00 €
2017	13 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2013	Soutien à la prévention	5 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	40 000,00 €
	Montant total	125 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003665

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MUZZIQUES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	203 340,00 €	24,59 %	50 000,00 €
	Montant Total de la subvention		50 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MUZZIQUES
Adresse administrative : 7 RUE RICHARD LENOIR
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claire NICOLAS, Présidente
Date de publication au JO : 20 juillet 1988

N° SIRET : 34991931600027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Depuis 1991, l'association Muzziques gère la salle de concert « Les Instants chavirés » située à Montreuil. Très repérée sur le plan national voir international, cette scène est entièrement dédiée à la création musicale improvisée et expérimentale.

Par ailleurs, dans une annexe située dans une ancienne brasserie (La « Friche Bouchoule », propriété du Conseil départemental) au sein d'un quartier objet d'un projet d'aménagement urbain, l'association propose une programmation vidéo mensuelle ainsi que des expositions d'arts visuels.

Les Instant Chavirés sont soutenus par la DRAC, la Ville de Montreuil, le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

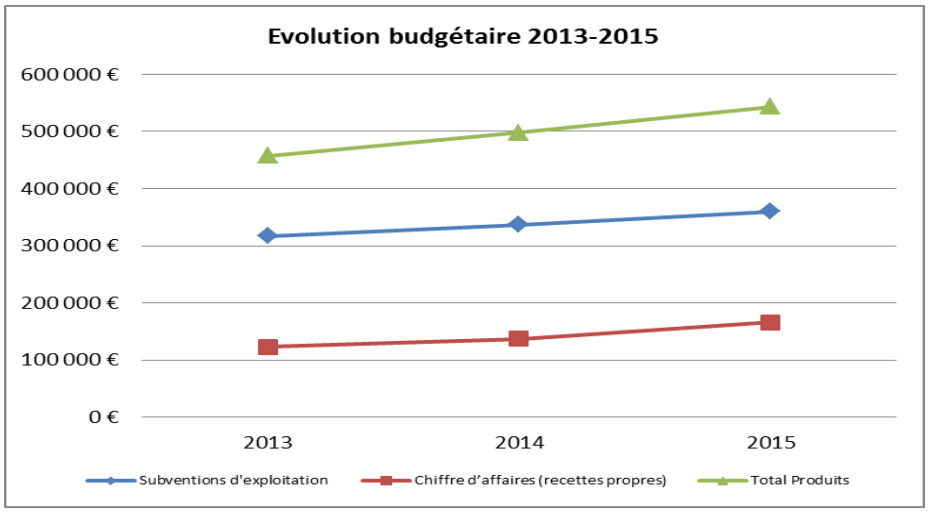
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC IDF musique, arts plastiques & SDAT (2015)	58 800	*16%*	57 800	61 800	*16%*
Conseil départemental 93	115 000	*32%*	130 000	125 600	*32%*
Commune de Montreuil	72 000	*20%*	72 447	71 113	*18%*
Autres - SACEM, SPEDIDAM, DICREAM, CNV, ONDA	49 000	*14%*	34 545	65 920	*17%*
Région - PAC	50 000	*14%*	50 000	50 000	*13%*
Région - Emploi tremplin	15 000	*4%*	15 000	13 000	*3%*
Région - arts visuels				5 000	*1%*
SOUS-TOTAL REGION	*65 000*	*18%*	*65 000*	*68 000*	*18%*
TOTAL SUBVENTIONS	**359 800**	**100%**	**359 792**	**387 433**	100%

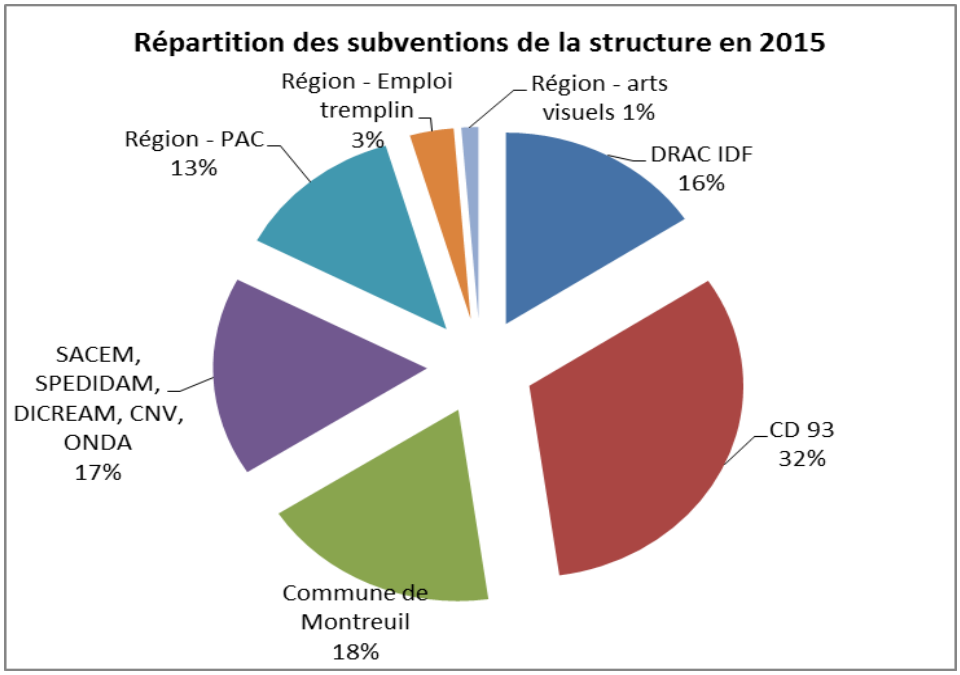
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	316 986	*69%*	336 531	360 101	*66%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	123 131	*27%*	136 876	166 082	*31%*
Total Produits	457 497	*100%*	497 688	543 003	*100%*

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	267 406	266 675	291 469
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	2 054	3 042	2 972

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	9	6	6
Nombre de groupes diffusés *Dont nombre de groupes produits*	190	204 *131 groupes produits*	209 *138 groupes produits*
Nombre de concerts diffusés au total *Dont nombre de concerts produits*	82 *60 concerts produits*	82 *57 concerts produits*	81 *56 concerts produits*
Nombre d'expositions Nombre de jours cumulés	3 79 jours	3 60 jours	4 69 jours
Nombre de temps forts ou festivals	5	5	8 Dont 1 temps fort produit
Nombre de spectateurs (concerts) & Nombre de visiteurs (expositions) ***Total***	7 177 1 136 *8 313*	8 068 883 *8 951*	8 531 1 523 *10 054*

Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	1 résidence de 5 mois	1 résidence de 3 mois	1 résidence de 3 mois & 6 résidences de 2 à 4 jours
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	-	-	-
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	111 h	231 h	354 h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	7 établissements et 2 structures relais	13 établissements et 6 structures relais	20 établissements et 13 structures relais
Nombre de bénéficiaires	398	742	1105

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Les Instants Chavirés participent à la diversité de l'offre culturelle par une proposition artistique exigeante avec toujours la même détermination à présenter les multiples facettes de la création contemporaine, au travers de concerts, d'expositions, de conférences et d'ateliers, qui sont autant d'invitations faites aux publics à aller à la rencontre de parcours artistiques présentant la richesse la vitalité des pratiques contemporaines.

C'est en multipliant les différents points de contact, d'échange avec les publics que nous ferons tomber les a priori, développerons curiosités et questionnements, susciterons le goût pour la création contemporaine et ainsi en faciliterons son appropriation par le plus grand nombre.

L'utilité sociale et collective du projet des Instants Chavirés se révélera par une implantation territoriale renforcée au travers de multiples partenariats avec d'autres acteurs de la vie sociale et culturelle avec qui nous partageons un même territoire qu'il soit géographique ou artistique.

Notre projet est de poursuivre et d'amplifier la mutualisation des moyens, de générer de nouvelles énergies, de poursuivre notre intervention sur le territoire. Ces objectifs se concrétisent par une politique collaborative de plus en plus forte, l'intensification des actions culturelles et pédagogiques en est un des éléments. Elle se manifeste également par une plus grande implication de notre structure dans des événements artistiques fédérant des acteurs culturels locaux plus nombreux d'année en année.

Les trois années à venir illustreront à la fois une certaine continuité d'un point de vue des esthétiques que nous accompagnons et un nécessaire renouvellement dans les modalités et les outils d'accompagnement et d'appropriation.

Les modes opératoires sur lesquels reposent notre programmation ne peuvent se décliner sur les trois années à venir. La dynamique propre aux structures telles que la nôtre (moyens de production limités) est la réceptivité faite aux réseaux, aux formes émergentes dans une temporalité relativement courte.

Les Instants Chavirés sont avant tout une plateforme de production et de diffusion des expressions contemporaines, c'est en tout premier lieu un laboratoire de création sonore. Inscrit résolument dans le champ des musiques exploratoires, la programmation dans son déroulé multiplie les propositions musicales et ce dans une prospection artistique toujours aventureuse.
L'un des enjeux fondamentaux n'était pas de confiner ces expressions musicales dans un « périmètre restreint » mais de les inscrire dans un réseau plus large et diversifié, ce qui fait sens si notre regard et notre écoute les perçoivent comme de simples émanations musicales inscrites dans leur contemporanéité.
C'est de ce regard que se construit la programmation où l'on retrouve côte à côte, musiques africaines, compositeurs minimalistes, improvisateurs européens, expérimentateurs singuliers, free jazz, rock, musiques électroacoustique & électronique … de la transe à l'écoute formelle.
C'est de cette réalité dont se fera l'écho la programmation, donnant à entendre les multiples facettes de la création musicale du 21ème siècle.

PROGRAMMATION 2016 / 2017
12 juillet 2016 De Kift - (rock)
16, 17 & 18 septembre 2016 ***hors-les-murs*** - Au Théâtre L'Échangeur et au LULL (Bagnolet)
L'AUDIBLE FESTIVAL - 5ème édition - L'Audible Festival est consacré aux musiques électroacoustiques.
Le festival alterne diffusions sur acousmonium, projections de films expérimentaux performance, installation et commandes de création.
FELIX KUBIN / JANA WINDEREN / JEAN-LUC GUIONNET & ERIC LACASA / XAVIER CHARLES / AARON DILLOWAY / FRANCISCO LOPEZ / BARBARA ELLISON/ MICHEL CHION / ANNE JULIE ROLLET& ANNE LAURE PIGACHE / BASTIEN GALLET / RUDY DECELIERE / JÉRÔME NOETINGER / OLIVIER LAMARCHE
22 septembre 2016 AXEL DÖRNER, FRED LOBERG-HOLM, MICHAEL ZERANG - (musique improvisée)
1er octobre 2016 Dans le cadre du festival MAAD IN 93
« Dans la forêt de Tudor » OLLIVIER COUPILLE &THIERRY MADIOT & invités (musique contemporaine)
5 octobre 2016 NORTH OF NORTH - (musique contemporaine)
12 octobre 2016 STÉPHANE RIVES & RODOLPHE ALEXIS /ROBIN HAYWARD & MORTEN J OLSEN (musique électroacoustique - improvisée)
19 octobre 2016 DAISUKE + GOVERNMENT ALPHA /ALTAR OF PLIES (musique électronique - expérimentale)
27 octobre 2016 #Editions Gravats @ Instants Chavirés# JIFLURE + invités - (rock expérimental)
3 & 4 novembre 2016 #Ideologic Orga @ Instants Chavirés#
PETER BRÖTZMANN & HEITHER LEIGH / ELODIE / STEPHEN O'MALLEY - (musique improvisée - noise)
8 novembre 2016 CARL LUDWIG HÜBSCH, PIERRE_YVES MARTEL, PHILIP ZOUBEK - (musique improvisée)
9 novembre 2016 MAKOTO KAWABATA & JEAN-FRANÇOIS PAUVROS - (musique improvisée)
10 novembre 2016 Dans le cadre du festival Musiques Volantes GUERILLA TOSS - (rock expérimental)
24 novembre 2016 RADIAN + invités - (Electro rock)
30 novembre 2016 # Posh Isolation nite # DAMIEN DUBROWNIK - (musique électronique)
15 décembre 2016 JEAN-SEBASTIEN MARIAGE, CATHERINE JAUNIAUX, XAVIER CHARLES - (musique improvisée)
16 décembre 2016 BASIC HOUSE + invités - (musique électronique)
21 février 2017 THE CONTEST OF PLEASURES / LÊ QUAN NINH & MICHEL DONEDA - (musique improvisée)

RÉSIDENCE DE CRÉATION
« **Dans la forêt de Tudor** », résidence partagée Lutherie Urbaine /LULL - Instants Chavirés.
De juin 2016 à novembre 2016
Artistes : Ollivier Coupille, Thierry Madiot, Boris Allenou
Le projet de résidence consiste en un travail de création autour et à partir du « Rainforest » de David Tudor, sa composition phare « *work in progress* », commencée en 1968 est une oeuvre fondatrice des musiques électroniques.
Étapes en cours de cette résidence de création :
- Un atelier plus spécifiquement destiné aux musiciens expérimentés et/ou professionnels de cinq jours sera animé par Ollivier Coupille et Thierry Madiot sur toutes les techniques de feedbacks, transducteurs et circuits électroniques utilisés par David Tudor.
- Une performance concert conclura la semaine à la Lutherie Urbaine et une partie des dispositifs resteront en place pour permettre une première sensibilisation auprès des publics scolaires et autres.
- Un concert-performance à l'automne sur une durée d'environ 6 heures aura lieu aux Instants Chavirés, incluant Ollivier Coupille, Thierry Madiot et deux autres artistes invités pour l'occasion.

ACTIONS PÉDAGOGIQUES ET CULTURELLES
Pour l'année 2016 se mettront en place 17 projets pédagogiques différents soit 570 heures d'ateliers (398h en 2015) dont une résidence d'implantation en milieu scolaire avec la compositrice Aude Rabillon. Cette résidence d'une durée de 2 ans donne suite au travail mené à l'école élémentaire Voltaire depuis plusieurs années, notamment en 2014-2015 lors de la résidence de création d'Éric Broitmann, et s'inscrit dans le dispositif de la DRAC (SDAT) «Résidence d'artiste en milieu scolaire» : une résidence d'implantation aux enjeux artistiques, pédagogiques et territoriaux.
Si majoritairement l'ensemble des ateliers mis en place se font en direction des publics scolaires du 1er cycle à l'école supérieure autour de l'écoute et de la création sonore, une attention particulière est donnée aux publics amateurs par la mise en place de différents modules allant de la master class autour de l'improvisation et des techniques instrumentales étendues à la pratique collective avec l'orchestre Électron sous la direction d'Olivier Benoit ou celui du Système B. sur des dispositifs électroniques conçus par les membres même de l'orchestre.
Le volet d'ateliers d'appropriation des arts visuels est également renforcé avec la résidence InSitu de Capucine

Vever dans un collège de Seine Saint Denis et la plasticienne Jennifer Caubet pour un projet Culture et Art au Collège.
Et en filigrane dans le cours de l'année 40 ateliers/visites se dérouleront au sein de nos d'expositions, ainsi que 2 parcours arts visuels avec les centres d'arts de la ville de Montreuil

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Université Paris 8 – Saint Denis – 93 / Théâtre L'Échangeur – Bagnolet – 93 / LULL – Bagnolet – 93 /
GRM – Paris / La Muse en Circuit – Alfortville – 94 / La Dynamo de Banlieues Bleues – Pantin – 93 /
La Pêche – Montreuil - 93 / Le Théâtre des Roches – Montreuil - 93 / Le CDN - Montreuil - 93
Le Mac/Val – Vitry Sur Seine - 94 / Khiasma – Les Lillas - 93 / Le 116 - Montreuil - 93

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
Drac Ile-de-France Musique et Arts Plastiques : Réalisation des activités de production, de diffusion, d'actions culturelles et de pédagogies des Instants Chavirés et à la programmation des arts
visuels de la structure»
Conseil Général de Seine-Saint-Denis : soutien création musicale et arts visuels, en favoriser la lisibilité en diversifiant les propositions faites aux publics, accompagnement des formes émergentes, action de médiation.
Ville de Montreuil : création & diffusion des musiques actuelles / musiques contemporaines, accompagnement de carrières d'artistes et émergence nouveaux talents, formation musicale et pratiques amateurs, formation des publics par actions éducatives.

RESIDENCES PREVUES

	1ere année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	- Résidence de création - Résidence d'implantation en milieu scolaire	- Résidence d'implantation et de création en milieu scolaire
Artistes accueillis	- Thierry Madiot / Olivier Coupille --- - Aude Rabillon	- Capucine Vever
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	- Juin 2016 – novembre 2016 --- - Septembre 2016 – Juin 2017 (environ 130h prévues)	- Septembre 2016 – Juin 2017(environ 110h prévues)
Objectifs & contenus de chaque résidence	- Relecture de la pièce de David Tudor, « Rain Forest » – mise en place d'ateliers pédagogiques autour de l'œuvre --- - Composition d'un conte sonore avec des élèves de l'école Voltaire + parcours culturel en lien avec les structures culturelles du territoire. Développement sur le territoire du bas Montreuil de modules autour de l'écoute et de la création sonore dans les écoles, collège, accueils loisirs.	- Résidence de création dans un collège de Seine-Saint-Denis, et développement d'un programme pédagogique et culturel in situ. Créations sonore, vidéos, plastiques et narratives / Sorties, découvertes culturelles / Restitution
Partenaires financiers de résidence	- Conseil Départemental de Seine Saint Denis / LULL --- - Drac Ile de France – SDAT Ville de Montreuil Conseil Général de Seine-Saint-Denis	- « In Situ » dispositif Conseil Départemental de Seine Saint Denis

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

Dès les premières années de la convention PAC, notre souhait était de développer conjointement l'équipe de permanent et l'emploi artistique. Les réalités économiques, les enjeux artistiques, le rôle majeur de notre structure pour un grand nombre de réseaux de musiques expérimentales nous ont conduit à porter nos efforts sur la production et l'emploi artistique. Si ce choix s'avère au bout du compte « payant » en termes de dynamisme artistique et de rayonnement, il s'est fait malgré tout au détriment de la consolidation de l'équipe de permanents.

En 2012, la volonté de développer le secteur de la médiation et de l'appropriation a pu s'opérer par la création d'un poste directement affecté à ce champ d'activités, grâce à l'accessibilité au dispositif emploi tremplin de la Région.

En 2013, la Région affecte une ligne supplémentaire de 10 000 € sur le secteur de l'appropriation. Ce socle de financement nous a permis de mettre en place des ateliers hors dispositifs d'aides en direction des publics amateurs.

Ces nouvelles orientations au sein de notre projet ce sont avérées extrêmement constructives mais elles se sont faites au détriment d'un autre secteur de nos activités que sont les arts visuels. En effet pour arriver à un équilibre budgétaire nous avons opéré une externalisation du poste de chargé des arts visuels pour amoindrir les charges salariales. Ce jeu de vases communicants offre une souplesse de gestion, elle ne peut être pérenne sur le long terme. Cet équilibre à bien des égards reste fragile, et d'ores et déjà un certain nombre d'écueils menacent les bons résultats de ces dernières années.

- Si tous les indicateurs dont nous disposons affichent un taux de croissance à la hausse seul le socle de subventions de fonctionnement reste invariable et seule la Région par son apport supplémentaire de 10 000 € en 2013, déroge à la règle.
- L'équipe actuellement composée de six salariés permanents dont deux postes liés directement à l'activité de concert est en sous-effectif (4,66 ETP) au regard des volumes d'activités.

Les salariés travaillent à flux tendu et sont polyvalents pour pallier aux postes de travail non pourvus et seul un tiers des salaires (les plus bas) intègre la convention collective des entreprises artistiques et culturelles (CCNEAC).

- La fin de l'aide à l'emploi tremplin prévue en mai 2018 sur le poste de la médiation fragilisera tout ce pan de notre projet ou sa consolidation se fera au dépend de l'emploi artistique ou de toute éventualité de renforcement de l'équipe de salariés.

La faible part d'autofinancement de ce secteur n'est pas à même de pérenniser ce poste même à longue échéance. Cependant notre souhait est de poursuivre la dynamique qui s'est instaurée depuis ces dernières années sur l'emploi artistique et technique au travers la diffusion et la production de concerts et de l'appropriation. Cette orientation se base sur une analyse des indicateurs de croissances en hausse depuis ces dernières années, en conjuguant notre capacité à augmenter nos recettes propres, d'accroitre les aides à projet et la revalorisation de notre socle de financement de fonctionnement.

Subvention demandée : 64 000 €
Soit 14 000 € de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique (TTC)

DEPENSES		**RECETTES**	
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	**102 000**	ETAT	**45 200**
Salaire brut Directeur (prorata 50%)	20 291	**Ministère de la Culture**	
Charges employeur	10 838	DRAC IdF Musique et Danse (prorata 67%) (acquis)	35 200
Salaire brut Administratrice (prorata 50%)	16 989	Dicréam (sollicité)	10 000
Charges employeur	8 875	COLLECTIVITES TERRITORIALES	**146 950**
Salaires brut chargé de prog et prod (100%)	27 690	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	15 918	Région IDF - PAC	64 000
Salaires brut employé service bar (100%)	5 424	**Conseil Dép 93** -Service Culture (prorata 27%) (acquis)	31 200
Charges employeur	1 575	**Conseil Dép 93** Mepaa / IN SITU / Résidence Croisée (sollicité)	7 200
Abattement Association taxe sur les salaires	-15 000	**Ville de Montreuil-Dév Cult** (Prorata 54%) (acquis)	35 200
Honoraire asso prestation restauration artistes	4 600	**Ville de Montreuil-Dév Cult Service Educ+pratiques amateurs** (sollicité)	9 350
Honoraires asso interm entretien des locaux	4 800	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	**34 875**
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	**124 000**	CNV Aide à la diffusion	11 000
Préciser le détail des postes		SACEM aide à la diffusion	7 500

Salaires bruts artistes musiciens	39 663	SPEDIDAM	15 500
Charges employeur artistes	15 797	CNV droit de tirage	875
Salaires bruts techniciens	14 850	MECENAT & SPONSOR	**0**
Charges employeur techniciens	9 825		
Droits d'auteur	5 000	AUTRES RECETTES	**0**
Achats de spectacles	15 000		
Apports en coproduction	3 000	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	**92 315**
Locations et transp. Matériel son + accords piano	5 000	Billetterie	40 000
Repas artistes et techniciens	5 000	Recettes de bar	45 000
Hôtel artistes	2 000	Inscriptions atelier	6 100
Transports artistes et techniciens	7 465	Abonnements	840
Taxe parafiscale sur billetterie	1 400	Encart partenaires	375
DEPENSES D'APPROPRIATION	**38 220**		
Préciser le nombre d'heures	***430***		
Salaires bruts artistes intervenants	12 000		
Charges employeur artistes intervenants	6 000		
Honoraires artistiques	8 000		
Salaires bruts techniciens	1 400		
Charges employeur techniciens	950		
Achats de spectacles jeune public / prestation	5 870		
Achat Action Culturelle	4 000		
AUTRES DEPENSES	**55 120**		
Part de charges de fonctionnement			
Loyer de la salle de concerts	30 920		
Achat et maintenance du matériel son	1 200		
Communication (fab prog-tracts-affiches)+prestation distribution	5 000		
Achat de marchandises bar	18 000		
TOTAL	**319 340€**	**TOTAL**	**319 340€**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La Région Ile-de-France soutient Les Instants Chavirés depuis 1998 et depuis 2006 au titre de la permanence artistique et culturelle, soit trois conventions successives (2006-2009 ; 2010-2012 ; 2013-2015). L'aide régionale est de 50 000 € par an depuis 2013.

Le projet soutenu dans le cadre de la troisième convention s'articulait autour de l'identité artistique du lieu sur les musiques expérimentales et sur la relation entretenue avec les artistes dans le cadre de productions, de diffusions et de compagnonnages sur la durée. La salle souhaitait également développer les collaborations avec d'autres partenaires locaux et régionaux dans une logique de réseau et développer les actions de transmission avec les publics, notamment le jeune public.

La structure bénéficie d'une aide emploi-tremplin depuis 2012 pour un poste de médiation culturelle.

En 2012 et 2015, le lieu a bénéficié d'aides régionales au titre de l'investissement soit : 5 400€ en 2012 pour le renouvellement du matériel scénique et 16 038€ pour des travaux d'aménagement et de mise aux normes.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Les Instants chavirés sont **l'une des structures de référence dans le champ des musiques improvisées et expérimentales**, un secteur qui recouvre une diversité d'esthétiques musicales : de la musique contemporaine au rock expérimental, en passant par la musique électronique, la musique électro-acoustique, les musiques actuelles…etc.

Le lieu propose une **programmation dense** de plus de 80 dates annuelles dont une soixantaine est produite par l'association Muzziques (soit 73% du total), ce qui représente près de 200 groupes musicaux accueillis chaque année (dont 66% sont produits dans le cadre d'engagements directs ou de contrats de cession), chaque date

regroupant plusieurs groupes en concert. **La fréquentation du lieu a notablement augmenté** depuis 2013 (+21%) et a dépassé le seuil des 10 000 spectateurs en 2015.
Les Instants chavirés entretiennent des **relations de compagnonnage avec de nombreux artistes de par la rareté des lieux de production et de diffusion dans ces esthétiques musicales de niche**. Parmi eux, on peut citer : Arnaud Rivière, Jérôme Noetinger, Olivier Coupille, Y. Leguai, Joëlle Léandre…etc, qui sont régulièrement invités en concert. Par ailleurs, un nombre croissant d'entre eux s'implique dans des actions culturelles avec le public, chose nouvelle par rapport à la précédente convention.
Depuis trois ans, **la structure a multiplié les partenariats et collaborations avec d'autres opérateurs,** que ce soit à l'échelle locale, départementale, régionale ou même nationale. La salle est partenaire de plusieurs festivals tels que le festival Sonic Protest (né dans son giron), le festival du réseau départemental des lieux de musiques actuelles, Maad in 93, L'Audible Festival, élaboré en commun avec Lutherie urbaine et L'Echangeur à Bagnolet – la manifestation avait été suspendue en 2014 faute de moyens suffisants mais reprise en 2015 car sa suspension n'avait pas généré d'économies -, Banlieues Bleues, la biennale des arts numériques Nemo, le festival Extension de La Muse en circuit, le festival Musiques volantes, le festival Ta Parole de Montreuil, Les Rencontres Inouïes organisées par le Conservatoire de Montreuil, la Semaine du Bizarre organisée par le Théâtre municipal Berthelot… A Montreuil, le lieu travaille aussi en collaboration régulière avec le café La Pêche, la Maison populaire. Enfin, les Instants chavirés sont aussi sollicités pour **des commandes extérieures**, comme en 2015 avec le MacVal de Vitry-sur-Seine pour un temps fort autour de l'art sonore. Ces festivals et commandes permettent aux Instants chavirés de produire des créations dans de bonnes conditions.
Les Instants chavirés sont aussi un lieu identifié dans le domaine des arts visuels, grâce à son espace d'exposition au sein de la Friche Bouchoule, qui lui permet aussi d'accueillir des résidences ainsi que des publics dans le cadre de visites ou d'ateliers.
Depuis 2012, **la structure a fortement développé les projets d'actions artistiques et culturelles** auprès des publics, en particulier à Montreuil, auprès d'enfants scolarisés, les sollicitations de la part des établissements scolaires étant désormais très nombreuses. Ainsi, le volume d'heures d'intervention artistique a plus que triplé en trois ans, de même que le public touché. A cet égard, l'aide régionale revalorisée et la présence de la médiatrice culturelle en emploi-tremplin ont été déterminants et ont permis à la structure d'initier des projets ambitieux hors de tout dispositif institutionnel, ce qui lui a offert une liberté d'innovation. On peut évoquer ainsi les projets de l'Atelier du Système B, soit un atelier de musique électronique mené avec de jeunes adultes amateurs depuis 2013, l'orchestre d'improvisation animé par Olivier Benoît (directeur de l'ONJ) avec des élèves du conservatoire (Ensemble Electron), ou encore les projets autour des arts sonores menés avec l'école Voltaire à Montreuil sur plusieurs années, des séances d'écoute collective… Les Instants chavirés interviennent aussi auprès d'étudiants en écoles supérieures à travers des workshops techniques et théoriques (Ecole des Beaux-Arts de Paris), d'élèves en conservatoire à travers des master-classes, des stages. Le lieu intervient aussi dans le cadre des classes ville, soit pour les élèves des écoles primaires de la ville : une semaine en immersion autour de l'improvisation musicale et du dessin sonore. Il mène également des actions avec des collégiens et l'on peut regretter l'absence pour le moment de projets avec les lycéens, ce public étant cependant plus difficile à impliquer. En arts visuels, de nombreux projets sont également menés avec des artistes en résidence, dans le cadre de visites-ateliers autour des expositions… Le volume d'actions artistiques et culturelles devrait encore progresser en 2016/17 (570 heures prévues).

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement

Les Instants chavirés jouissent d'une grande renommée dans le champ des musiques improvisées et expérimentales au niveau régional, national et international. **Leur ancrage territorial et leur rayonnement francilien se sont amplifiés** depuis 2013 grâce aux nombreux partenariats noués avec des opérateurs locaux ou régionaux.

Evolution budgétaire et de l'emploi

Depuis trois ans, le budget a augmenté de 19% et atteint près de 550 000 € en 2015, financé aux trois quarts par des subventions publiques et à hauteur de 30% par des recettes propres. Ces deux sources de financement sont en hausse depuis 2013 : les subventions progressent de 14% grâce à l'obtention de nouvelles aides à projets auprès de la DRAC (résidence en milieu scolaire / SDAT), du Département de Seine-Saint-Denis (projets avec les conservatoires – MEPAA), mais également des sociétés civiles et des agences publiques (CNV, DICREAM…). Le chiffre d'affaire connait une hausse supérieure (+35% depuis 2013), grâce à l'augmentation des recettes de billetterie, conséquence de la hausse de la fréquentation, mais aussi grâce à la croissance des recettes de ventes de spectacles, dans le cadre des projets menés à l'extérieur du lieu.
Le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis est le premier partenaire financier des Instants Chavirés à hauteur de 125 600 € en 2015 (32% des financements publics et 23% du budget), principalement dans le cadre d'un conventionnement, ainsi qu'au titre des dispositifs Culture et Art au collège et de la Mission Enseignements et Pratiques Artistiques en Amateur. Le Département est également propriétaire de la Friche Bouchoule, mise à disposition de l'association. La Ville de Montreuil est le 2ème partenaire public avec une aide de 71 113 € en 2015 (18% des subventions). Suivent : la Région Ile-de-France à la 3ème place, aux titres de l'aide à la permanence

artistique et culturelle et d'une aide emploi-tremplin (ainsi qu'une aide ponctuelle en 2015 au titre des arts visuels), soit 68 000 € cumulés en 2015 (représentant 17% des subventions publiques et 13% du budget), et enfin, la DRAC (16% des subventions publiques et 11% du budget). L'association est également régulièrement soutenue par le CNV, la Spedidam, la Sacem, le DICREAM et l'Onda.

L'équipe permanente demeure modeste avec 6 postes, soit 4,85 équivalents temps pleins en 2015 (ce chiffre étant inférieur au chiffre de 2013 (5,53 équivalents temps pleins), la structure ayant dû externaliser certains postes comme le chargé des arts visuels, faute de moyens de fonctionnement suffisants ; la masse salariale est également en baisse, même si on observe une légère progression entre 2014 et 2015, due à une revalorisation partielle des salaires de l'équipe.
L'emploi intermittent est en augmentation, avec une nette progression des heures techniques (+27%), la masse salariale afférente augmente également et varie en fonction du mode de contractualisation retenu avec les artistes (embauche directe ou contrat de cession).

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement, les Instants chavirés proposent un projet dans la continuité, centré sur le maintien de son positionnement de laboratoire de création sonore, avec une attention portée à la diversité des esthétiques musicales de ce champ artistique. La salle souhaite également poursuivre les projets en partenariat avec d'autres structures et affirme un axe fort sur les actions d'appropriation avec les publics, notamment dans le cadre de l'accueil d'artistes en résidence. Elle sollicite une revalorisation de l'aide régionale.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient LES INSTANTS CHAVIRES – ASSOCIATION MUZZIQUES
à hauteur de 50 000 € sur une base subventionnable de 203 340 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé déduction faite des dépenses d'emploi et de la différence entre l'aide demandée et l'aide proposée)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation pour soutenir la production d'artistes dans le champ de la création sonore et de la musique improvisée et expérimentale dans le cadre de la programmation du lieu ainsi que hors-les-murs le cas échéant, et pour l'accueil de résidences et la conduite des actions artistiques et culturelles avec la population, notamment en direction des enfants et des adolescents, en lien avec les relais et structures locales.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €
2017	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	50 000,00 €
2015	Aides aux manifestations culturelles	5 000,00 €
2015	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	16 038,00 €
	Montant total	171 038,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003666

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : NANTERRE AMANDIERS (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	224 500,00 €	28,95 %	65 000,00 €
	Montant Total de la subvention		65 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NANTERRE AMANDIERS
Adresse administrative : 7 AV PABLO PICASSO
92022 NANTERRE CEDEX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE QUESNE, DIRECTEUR

Objet : NC

N° SIRET : 32489625700015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

En 1982, Patrice Chéreau et Catherine Tasca ont pris la direction de la S.A.R.L Nanterre-Amandiers créée suite à la dissolution de la Maison de la Culture à Nanterre et du Centre Dramatique National de Nanterre fondés respectivement en 1968 et en 1971**.**
Le Théâtre Nanterre Amandiers est un des plus importants CDN de France (centre dramatique le mieux doté de France en subventions publiques). Ses salles de spectacle, de répétition, son atelier de fabrication de décors en font un haut lieu de création de théâtre classique et contemporain à l'envergure internationale.
Des metteurs en scène reconnus se succèdent à la direction du Théâtre des Amandiers : Patrice Chéreau, Jean-Pierre Vincent (1990) et Jean-Louis Martinelli (2002). Depuis le 1er Janvier 2014, le CDN est co-dirigé par Philippe Quesne et Nathalie Vimeux. Le projet de la nouvelle direction pour le Théâtre des Amandiers est axé sur les nouvelles écritures scéniques et la création contemporaine, sur l'ouverture au cinéma et aux arts visuels, en visant un renouvellement des publics. Les artistes associés au projet pour les premières saisons sont, entre autres, Gisèle Vienne, Vincent Macaigne et Joël Pommerat. Des représentants de la mise en scène émergente et de la création européenne seront également invités.
Le Théâtre des Amandiers est soutenu par la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France, la Ville de Nanterre, le Conseil général des Hauts-de-Seine et la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

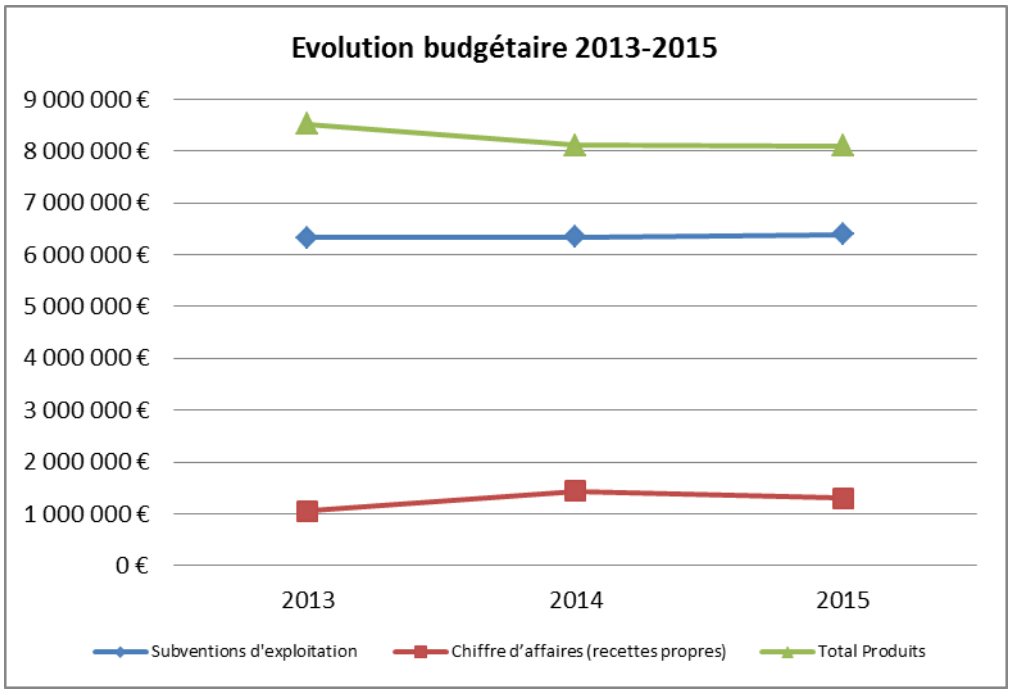
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC Ile-de-France - fonctionnement	4 807 000	*75%*	4 807 000	4 807 000	*75%*
Conseil départemental des Hauts de Seine - fonctionnement	702 630	*11%*	702 630	702 630	*11%*
Ville de Nanterre - fonctionnement	811 250	*13%*	821 796	821 796	*13%*
Région - PAC	65 000	*1%*	65 000	65 000	*1%*
SOUS-TOTAL REGION	65 000	1%	65 000	65 000	1%
TOTAL SUBVENTIONS	**6 385 880**	**100%**	**6 396 426**	**6 396 426**	100%

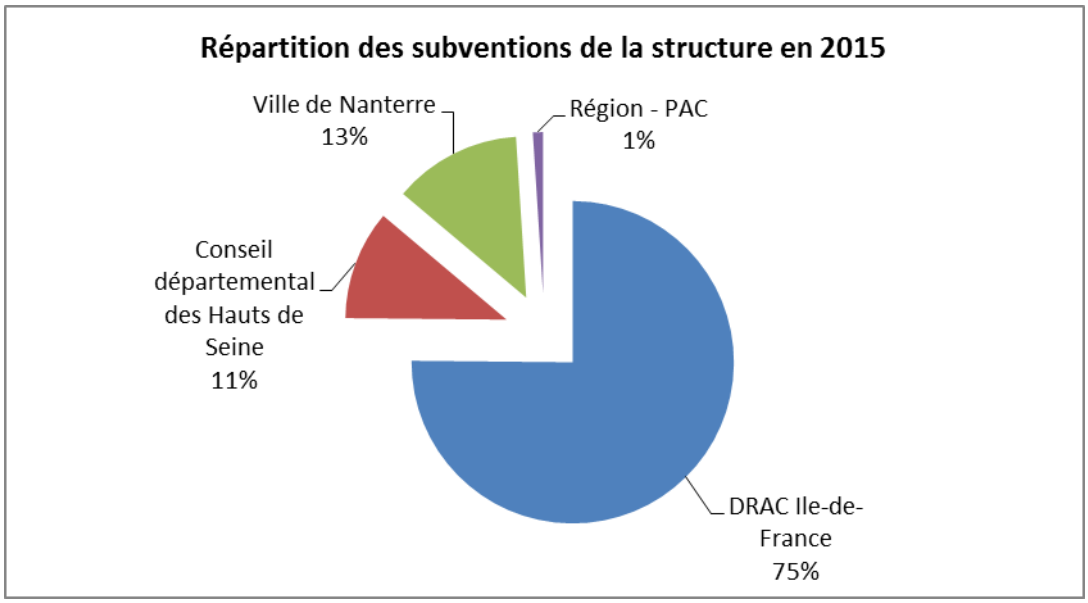
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	6 329 586	*74%*	6 335 262	6 396 426	*79%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	1 047 706	*12%*	1 433 251	1 300 613	*16%*
Total produits	8 525 893	100%	8 111 694	8 098 262	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	2 997 000	2 883 000	2 858 000
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	36 318	30 956	30 118

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser (Indicateurs Pap Rap)	**2012/2013**	**2013/2014**	**2014/2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations (productions propres et co-prod majoritaires)	5	5	2
Nombre de spectacles diffusés au total	16	17	23
Nombre de représentations au siège + tournées = total représentations *Dont nombre de représentations en cession : soit tournées France/ étranger*	214+32 = 246	201+45 = 246	237+34 = 271
Nombre de festivals ou temps forts éventuels	-	-	Théâtre des Négociations
Nombre de spectateurs	60466	55352	36403
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	4 créations dans le cadre de résidence en sus des 2 créations du directeur (entre 2 et 8 semaines)	3 résidences (4 à 8 semaines) : Grégoire Ingold, Katia Hernadez, Bruno Meyssat ;	3 résidences (2 semaines à 8 mois) : Gisèle Vienne, César Vayssié, Ana Borralho et Joaõ Galante, laboratoire speap ; Partenaires : musée de la danse, centre national de la danse, théâtre de Gennevilliers, Sciences Po.

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Le projet proposé pour les trois prochaines saisons, 2016-2019, s'inscrit dans la continuité du projet artistique de Philippe Quesne et Nathalie Vimeux mis en œuvre depuis 2014.

A la croisée des différentes disciplines artistiques, art dramatique, chorégraphique et plastique, il porte sur le travail des écritures de plateau et vise à faciliter le partage de l'outil de création du centre dramatique national avec des artistes contemporains.

La permanence artistique et culturelle permettra de renforcer les liens entre les créations contemporaines et le territoire francilien en favorisant de nouveaux modes de rencontre :
- soutenir la création de projet de compagnies indépendantes,
- inscrire dans la durée la présence des artistes à Nanterre-Amandiers en permettant des résidences de création longues,
- favoriser des séries plus longues de présentation des spectacles et des œuvres,
- développer les interventions des spectateurs au sein des créations et au moyen d'actions de sensibilisation et d'actions culturelles associant des artistes en résidence,
- développer la relation aux habitants et l'accès du projet auprès d'un large public.……

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
- autres lieux de création en Il-de-France partenaires et coproducteurs ;
- Université de Paris Ouest, Ecole nationale supérieure des arts décoratifs, Ecole nationale supérieure d'architecture de Paris-malaquais ;
- Lycées et collèges d'Ile-de-France (lycée Joliot Curie, Fénélon …);
- CASH – hôpital de Nanterre ;
- Maison d'arrêt de Nanterre ;

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -
Etat (DRAC), ville de Nanterre et Conseil départemental des Hauts-de-Seine sont partenaires et soutiennent le fonctionnement de Nanterre-Amandiers

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017		
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence de création/diffusion	Résidence de création/diffusion	Résidence de Création/Diffusion
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Tout au long de la saison de septembre 2016 à mai 2017	Tout le mois de mars : 5 semaines	Plusieurs périodes au cours de la saison : août 2016 (2 semaines) ; octobre 2016 (1 semaine) ; janvier-février 2017 (3 semaines)
Equipes artistiques	**Bettina Attala**	**Robert Cantarella ;** Auteurs : Stéphane Bouquet, Robert Cantarella, Nicolas Doutey, Liliane Giraudon, Noëlle Renaude…	**La compagnie du Zerep**
Objectifs & contenus de chaque résidence	développer trois spectacles sur le modèle du Stand up ; un atelier avec des personnes en insertion ; une performance déambulatoire avec le public…	Le projet Faust saison 2, spectacle en 4 épisodes sur le mode de la série, se déploiera tout au long du mois de mars ; chaque semaine 1 épisode sera répété et présenté en public ; les intégrales la cinquième semaine.	Le spectacle Babarman, mon cirque pour un royaume, sera créé au cours d'une résidence de 5 semaines. Il s'articulera autour d'un double dispositif : le petit chapiteau sur le plateau accueillant les enfants et la salle où sont installés leurs parents

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)
Les saisons 2017-2018 et 2018-2019 sont en cours d'élaboration.

Subvention demandée : 65 000 € *Soit 0 € d'augmentation*

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

Région Ile-de-France
Budget prévisionnel de la permanence artistique de la saison 2016 - 2017

ARTISTE EN RESIDENCE BETTINA ATTALA	
frais artistiques de coproduction	17 500 €
frais techniques (intermittents)	6 000 €
actions de sensibilisations des publics	5 000 €
frais de communication	3 000 €
Achats divers (divers, consommables …)	1 000 €
TOTAL CHARGES	**32 500 €**

RESIDENCE DE CREATION - FAUST EPISODE 2 - ROBERT CANTARELLA	
frais artistiques co production et monstration de spectacle	75 000 €
frais techniques (intermittents)	12 000 €
actions de sensibilisations des publics	6 000 €
frais de communication	7 000 €
SACD/SACEM	4 500 €
Achats divers (divers, consommables …)	6 000 €
TOTAL CHARGES	**110 500 €**

RESIDENCE DE CREATION - BABARMAN - COMPAGNIE DU ZEREP	
frais artistiques co production	57 000 €
frais techniques (intermittents)	8 000 €
SACD/SACEM	5 000 €
actions de sensibilisations des publics	3 500 €
frais de communication	6 000 €
Achats divers (divers, consommables …)	2 000 €
TOTAL CHARGES	**81 500 €**

SYNTHESE CHARGES / RECETTES	
TOTAL DES CHARGES	**224 500 €**
Billetterie	46 200 €
Conseil Régional Ile de France	65 000 €
Théâtre Nanterre Amandiers	113 300 €
TOTAL RECETTES	**224 500 €**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La structure est soutenue au titre de l'aide à la permanence artistique et culturelle depuis 2006 à hauteur de 65 000€. Les deux premières conventions concernaient l'accueil en résidence d'artistes et l'accompagnement de jeunes compagnies, notamment par le biais d'une aide à la première mise en scène. Au cours de la troisième convention, Philippe Quesne et Nathalie Vimeux ont pris la direction du Centre Dramatique National de Nanterre. De ce fait, le projet s'est réorienté vers le renouvellement du public en proposant de nouveaux moyens de rencontre. Le projet conserve le principe du soutien à des compagnies en résidence.
Les Amandiers ont également bénéficié d'une aide à l'investissement de 51 000 euros pour la réfection du Hall d'accueil et du planétarium (octobre 2014). Un projet de rénovation du Théâtre mentionné dans le Contrat de Plan Etat Région est à l'étude avec les partenaires.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Avec l'arrivée de Philippe Quesne et Nathalie Vimeux en janvier 2014, le Théâtre des Amandiers opère une mutation. Les nouveaux codirecteurs souhaitent faire des Amandiers « un lieu de création aux croisements entre les arts, productif d'échanges, de sens et de rencontres esthétiques ». Ils souhaitent « poursuivre l'ouverture du théâtre au monde proche et lointain et faire voyager les productions du CDN au-delà-des frontières, dans un dialogue fécond et enrichissant », leur projet visant à « réinvestir le théâtre comme une agora » et incluant la jeunesse « porteuse de renouveau et gage d'avenir ». Les codirecteurs sont attachés aux notions de renouveau et de diffusion du « répertoire ». Aussi l'activité du CDN évolue-t-elle sur le fond avec une augmentation du nombre de représentations aux Amandiers et en tournée (271 en 2015 pour 214 en 2013), l'instauration d'un temps fort, le « Théâtre des négociations » avec le SPEAP de Bruno Latour (Sciences Po Ecole des Arts Politiques), un soutien aux artistes et une programmation tournés vers de nouveaux modes de rencontres entre les créations contemporaines et le territoire francilien. La fréquentation est en baisse entre 2013 et 2015 mais une analyse plus poussée permet de constater un rajeunissement du public et une croissance forte de la carte Nanterre Amandiers à 10 euros en 2015/2016 en lien avec la refonte de la politique tarifaire du théâtre. Concernant le projet de PAC, il s'inscrit pleinement dans cette mutation avec l'accueil de trois résidences par an centrées sur un partage accru des outils du CDN et la présence d'artistes développant des approches innovantes (César Vayssié, Gisèle Vienne, Laboratoire SPEAP), associant des amateurs du territoire au sein du travail (Jérôme Bel, Joël Pommerat) ou favorisant l'insertion professionnelle des jeunes artistes (Yan Duyvendak pour Sound of Music).

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Le projet de territoire des Amandiers s'inscrit dans la continuité avec une poursuite des nombreux partenariats avec les structures socio-culturelles et scolaires de la Ville de Nanterre. Le projet des Amandiers rayonne aujourd'hui de façon locale, départementale, régionale (réseau des 7 CDN d'Ile-de-France), nationale et internationale. Le CDN s'inscrit dans les réseaux de création contemporaine internationaux, européens notamment avec l'Allemagne, la Pologne, les Pays-Bas…

Evolution budgétaire et de l'emploi
C'est le plus important CDN de France avec en 2015 un soutien de l'Etat de 4 807 000 euros au titre du label national. Il est géré par une Société à responsabilité limitée au capital de 46 000 euros. Le budget 2014 du Théâtre des Amandiers présente des recettes de 8 Mx 111 694 euros. En 2014, ces dernières proviennent de l'Etat (59,2 %), de la Ville de Nanterre (10,1%), du Département des Hauts-de-Seine (8,7%) et des recettes propres (17,7%). Le résultat 2014 est déficitaire de 35 206 euros. Le résultat 2015 est quasi nul. L'équilibre financier de la Sarl est important à l'aune d'importants travaux d'investissement. Concernant l'emploi, l'équipe des Amandiers a une moyenne d'ancienneté élevée (18 ans). Des départs à la retraite sont prévus alors qu'une nouvelle arrivée aux relations publiques et dans l'encadrement fait évoluer les ressources humaines du Théâtre.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé pour les trois prochaines années de convention PAC s'inscrit dans la continuité : l'accueil d'artistes en résidence sur de longues périodes, la diffusion de spectacles en séries, le soutien aux compagnies indépendantes et le développement d'intervention de spectateurs dans les créations. Les compagnies accueillies seront Bettina Attala, Robert Cantarella et la compagnie du Zerep.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Théâtre des Amandiers en 2016 à hauteur de 65 000 €
sur une base subventionnable de 224 500 € correspondant au budget prévisionnel proposé.

Emploi La Région n'intervient pas au titre de l'emploi.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation aux Amandiers dans le cadre de l'accueil de compagnies en résidence proposant une approche innovante des relations avec le public.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 224 500 € et correspond au montant du budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- HAUTS DE SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER
L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	45 500,00 €
2017	19 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et	65 000,00 €

	culturelle	
2014	Construction et aménagement des lieux de diffusion et de création culturelle	51 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	65 000,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	51 207,00 €
	Montant total	302 207,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003667

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PAVE VOLUBILE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	85 050,00 €	23,52 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PAVE VOLUBILE
Adresse administrative : 5 SQUARE DES BOULEAUX
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame CELINE MURCIER, Présidente

Date de publication au JO : 13 août 2013

N° SIRET : 48309044500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Dirigée par la conteuse Praline Gay-Para depuis sa création en 2005, la compagnie Volubile a pour objectif de promouvoir l'art du récit en lien avec toutes les formes artistiques contemporaines. La compagnie propose des collectages de paroles urbaines, des ateliers de sensibilisation au conte, des conférences sur la littérature orale. Elle produit et diffuse les créations de Praline Gay-Para dont « Contes des 9 continents », « Récits de mon Ile », « Pourquoi je ne suis pas née en Finlande », « non ! » en 2014, « Du sillon au goudron » en 2014, l'entre-sort en caravane « Lisières » en 2015 ou « Contes très turbulents » en 2016. Praline Gay-Para a été en résidence à la Maison du conte à Chevilly-Larue, au Carré Scène nationale de la Mayenne, au Strapontin de Pont-Scorff, dans la Ville de Combs-la-Ville en Seine-et-Marne, sur la communauté de communes de l'Arpajonnais en Essonne de 2013 à 2015 et au Théâtre de Guyancourt dans les Yvelines depuis 2015.

Conteuse, auteure, comédienne, Praline Gay-Para raconte pour questionner le monde. Elle tisse le merveilleux et le quotidien et privilégie la dimension universelle de ses récits. Depuis plus de vingt ans, elle mène une réflexion théorique sur l'oralité et sur les récits contemporains urbains : récits de vie, faits divers, rumeurs, etc. Au sein de la compagnie Pavé Volubile, elle collabore avec la conteuse Marie Boccacio, le photographe Laurent Dhainaut, les metteurs en scène Laurence Garcia, Vincent Vernillat ou Simon Delattre, le scénographe Samuel Mary, l'électro-acousticienne Catherine Pougeol et le percussionniste Jean-François Piette.

La compagnie est soutenue par les départements de l'Essonne et des Yvelines et par la Région Ile-de-France

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

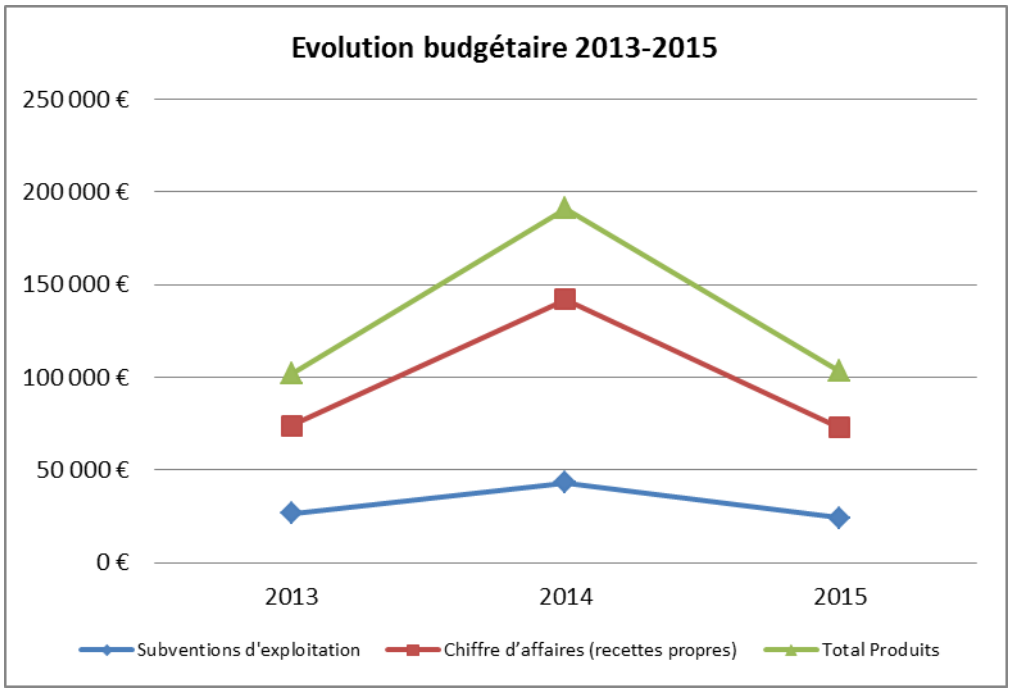
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Etat - Ministère de la Culture (aide au projet "Non!")		*0%*	12 000		*0%*
Conseil départemental de l'Essonne (convention création recherche)	5 000	*13%*	6 000	6 000	*15%*
Conseil départemental des Yvelines	2 000	*5%*		8 577	*22%*
Agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (aide au projet)	5 000	*13%*			*0%*
Autres - SPEDIDAM (pour "Comment ça va sur terre?")	2 000	*5%*			*0%*
Région - PAC	25 000	*64%*	25 000	25 000	*63%*
SOUS-TOTAL REGION	25 000	64%	25 000	25 000	63%
TOTAL SUBVENTIONS	**39 000**	**100%**	**43 000**	**39 577**	100%

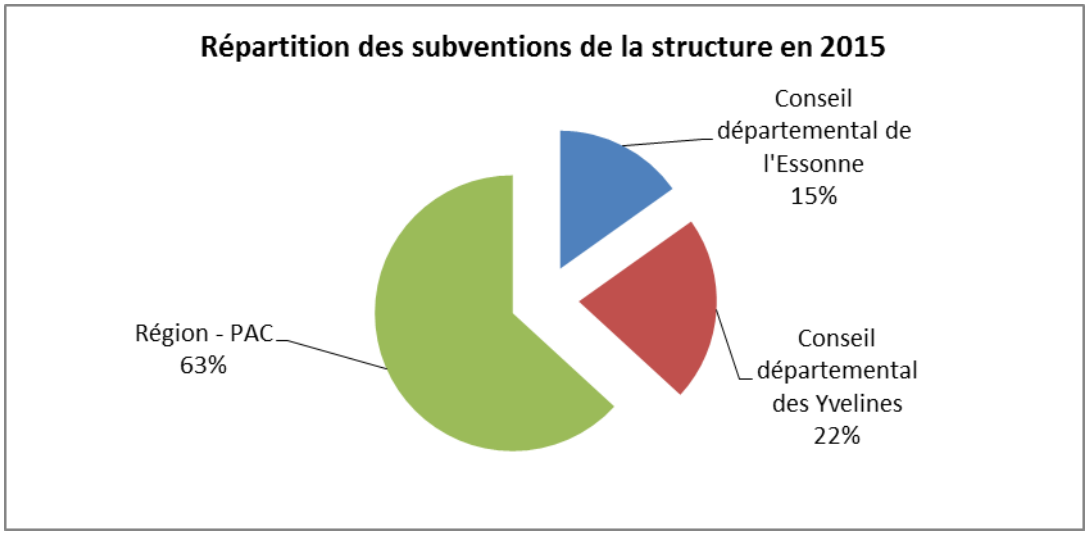
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	26 500	*26%*	43 000	24 277	*23%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	73 778	*73%*	142 074	72 851	*70%*
Total produits	101 751	100%	191 175	103 341	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	50 055	86 100	58 781
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	3 085	3 916	2 566

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			

Nombre de créations produites	0	1	1
Nombre de spectacles diffusés au total	7	5	6
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	49 dont 39 cessions	152 dont 135 cessions	51 dont 49 cessions
Nombre de lieux concernés par les tournées	24 lieux	38 lieux	22 lieux
Nombre de spectateurs	3 920	9 120	3 260
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	Résidence (CCVSLT) à Espace Armorica / Plouguerneau / 3 j. Comcom Arpajonais sur 10 mois environ 3 jours par mois Maison de quartier Place de fêtes . FOL Paris.	Fontenay aux roses pour Non ! Une semaine Ferme de Bel Ebat Guyancourt. création de Non ! 2 semaines Comcom Arpajonais pour du Sillon au goudron 10 mois	**Silo de Méréville** Une semaine **MJC de Ris Orangis** Une semaine Ferme de Bel Ebat/Guyancourt De septembre 16 à juin 2017 et plus
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	10h Lycée pro Arpajon		
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	160 H	100H	110H
Nombre d'établissements et de relais partenaires	12 sur l'Arpajonnais	6 (Asso Cour des contes, Théâtre de Cachan, conférence contée)	5 (UEAJ, Ecole de la ville Buissonnière, MJC de Ris Orangis, Silo de Méréville, Collège des Saules…)
Nombre de bénéficiaires	200 environ	90 environ	95

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Titre du projet ; **« Mon quartier, le monde »**
Ce titre et la thématique qu'il évoque trace la ligne directrice de la compagnie sur les 3 prochaines années.
Dans la continuité du projet « Du Sillon au goudron et vice et versa », le projet **« Mon quartier, le monde »** a pour objectif la création de spectacles à partir de rencontres faites avec des territoires et les personnes qui les habitent. Cette rencontre reste au cœur du processus artistique. Le projet « Du Sillon au goudron et vice et versa » qui a conduit à la création du spectacle ***Lisières***, interrogeait les **petites mythologies du rural et de l'urbain.** Avec Mon quartier, le monde, il s'agit d'explorer **la manière dont les habitants occupent leur quartier**, leur ville, leur village, **et la manière dont ils circulent**. Restent-ils

dans leur quartier ou se déplacent-ils ailleurs ? Quel est le moteur de leur déplacement ? Que leur apporte cette mobilité ?

Il s'agira lors de ce projet de nous appuyer sur le partenariat avec la **Ferme de Bel Ebat et la ville de Guyancourt** ainsi que sur un partenariat avec la **Barbacane de Beynes** dans les Yvelines.
Actuellement, rattachée symboliquement depuis septembre 2015, au centre social du Pont du Routoir sur la ville de Guyancourt, la compagnie apprend d'abord à apprivoiser, connaître le fonctionnement d'un territoire, d'un quartier ou d'un village. Les résidences agissent comme des cercles concentriques à la surface de l'eau, une progression lente et douce, à l'écoute de la spécificité de chaque terroir.
Une petite tournée en caravane avec la présentation du spectacle **Lisières** dans plusieurs villes du département des Yvelines, (Maisons-Laffitte, Le-Mesnil-le-roi, Arnouville, Juziers » va permettre à la compagnie d'élargir « son périmètre d'investigation ».
A partir de septembre 2016 et sur tout la saison 16/17 Praline Gay-Para animera sur Guyancourt divers ateliers (avec un groupe de femmes, avec un groupe de demandeurs d'emploi, atelier contes et comptines pour le personnel de la petite enfance).
La saison sera également jalonnée de représentations (récital de conte en solo ou duo avec **la harpiste Isabelle Olivier)** dans divers lieux de la ville de Guyancourt et du département. (Maison de quartier, médiathèque Jean Rousselot de Guyancourt, Esat Eurydice de Plaisir…)
Parallèlement la caravane poursuivra sa tournée dans le département avec une représentation de **Lisières** à Beynes, afin de créer une première rencontre avant le démarrage d'un projet de collectage à partir de 2017 sur ce territoire.

Cette première phase de présence sur le territoire et d'actions culturelles préparera :

La création d'un nouveau spectacle en mai 2017.
Rise up ! Conte et musique réunissant Praline Gay Para et la contrebassiste de jazz Hélène Labarrière. Ce spectacle sera l'occasion de convier tous les habitants rencontrés sur le territoire (lors des ateliers, des solo, des conférences contées) à venir au théâtre. Une porte d'entrée artistique poétique et musicale qui favorise l'intégration sociale de chacun-e et valorise la mixité. Ce concert conte autour d'un répertoire afro-américain et caribéen célèbre joyeusement la résistance des esclaves déportés d'Afrique sur le nouveau continent et celle de leur descendant pour mettre fin à l'oppression raciste.
Raconter en musique un autre coin du monde pour mieux aborder la question de l'exclusion des préjugés, ici, aujourd'hui.

Cette saison verra également le démarrage, à partir des premiers récits ou paroles collectées **d'une phase d'écriture**. Cette phase d'écriture se fera dans un va et vient avec les habitants qui seront conviés à assister à des étapes de travail afin de les impliquer dans le processus de création.
Parallèlement la compagnie proposera la confection **d'une broderie des imaginaires** ou chaque personne qui aura raconté une histoire sera conviée à choisir un bouton. Une broderie sera réalisée avec ces boutons qui représenteront le groupe sur le territoire exploré.

Printemps 2018
Ces rencontres et collectages, ainsi que la phase d'écriture conduiront au printemps 2018 à **la création d'une forme légère** qui mêlera récit et marionnette. Cette création aura pour vocation de pouvoir jouer dans des lieux les plus divers (bibliothèques, extérieur, maison de quartier).
Objets, marionnettes portés, récit pour décliner la notion de « être chez soi », poésie visuelle et narrative.
Partir, revenir, du dépaysement à notre porte au du « chez soi » ailleurs.
Avec Praline Gay-Para, Maelle Le Gall ou Aïtor Sanz Juanes.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
La Ferme de Bel Ebat / Guyancourt (78)
La Maison de quartier du pont du routoir / Guyancourt (78)
Réseau de médiathèques des Yvelines (Sud Yvelines…)
La bibliothèque Jean Rousselot à Guyancourt
La Barbacane à Beynes (78)

Le Théâtre de Chair / Ferme du Mousseau à Elancourt (78) (résidence pour la création de Rise up.)
L'Esat Eurydice de Plaisir (78)
Dans l'Essonne, le Silo de Méréville pour la création de **Rise up !**

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -
Département des Yvelines / appel d'offre sur le dispositif culture et accessibilité

Equipe artistique prévue pour le projet :
Praline Gay-Para, direction artistique
Hélène Labarrière, contrebassiste
Vincent Vernillat, metteur en scène
Videaste : en cours
Maëlle Le Gall, marionnettiste
Catherine Pougeol, compositrice
Aïtor Sanz Juanes, marionnettiste (en cours)

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Implantation, **création** et diffusion et collectages	Implantation, diffusion, collectages
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	De juin 2016 à juin 18. 2 ans	A partir de janvier 2017 Nombre de mois à confirmer.
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	**La Ferme de Bel Ebat**	**La Barbacane - Beynes**
Objectifs & contenus de chaque résidence **Projet :** **« Mon quartier, le monde »**	**Mon quartier, le monde** Implantation, ateliers, collectages, diffusion de petites formes, Diffusion au théâtre. CREATION **Ris Up en mai 2017** (résidence de création aussi au Théâtre de Chair / Ferme du Mousseau / Elancourt)	**Mon quartier, le monde** Diffusion « Lisières » en décentralisé**.** Collectages et diffusion petites formes
Partenaires financiers de résidence	**La Ferme de Bel Ebat /** Guyancourt Département des Yvelines (en cours)	**La Barbacane de Beynes** Département des Yvelines

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

2017 / 2018 : Poursuite de la résidence sur le territoire de Guyancourt et sur le département des Yvelines.
2017 : poursuite de la résidence de collectage et de diffusion à la Barbacane de Beynes

2018/2019 : recherche d'un nouveau lieu de résidence de trois ans en Ile-de-France.

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes / musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…)

Mai 2017
Création de *Rise Up* (récits et musique)
Tout public à partir de 8 ans
Praline Gay-Para, conteuse et Hélène Labarrière, contrebassiste,
Concert conte/jazz, vidéo, répertoire afro-américain et caribéen, histoire des luttes contre l'esclavage.
Diffusion : 5 représentations à la Ferme de Bel Ebat en mai 2017.
Coproduction : Ferme de Bel Ebat, Théâtre de Guyancourt, (et accueil en résidence de création : Théâtre de chair à Elancourt)
Autres pressentis : Le Silo de Méréville, le Théâtre de Chevilly-Larue, le Strapontin à Pont-Scorff…

Mai 2018
Création d'une petite forme (marionnette et récit)
Praline Gay-Para et Aitor Sanz Juanes et/ou Maëlle le Gall (2018)
Objets, marionnettes portées et récit pour décliner la notion de "être chez soi". Poésie visuelle et narrative.
Partir, revenir, du dépaysement à notre porte ou du "chez soi" ailleurs.
Cette petite forme pourra être jouée dans tout type de lieux (bibliothèques, rue, jardin, maison de quartier ou salle de spectacle).
Coproduction ; Ferme de bel Ebat (autres en cours…)

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire (esthétiques, titres, auteurs, metteurs en scène / compositeurs / chorégraphes/musiciens, 1 à 2 lignes de présentation…)

Lisières, entre-sort en caravane
Avec Praline Gay-Para et Maëlle Le Gall

Rise up !
Concert-conte à partir de 8 ans
Avec Praline Gay-Para et Hélène Labarrière

Contes des 9 continents
De et par Praline Gay-Para, récital de contes

Comment ça va sur la Terre ?
Concert spectacle à partir de 5 ans
Michèle Buirette ou Clarisse, Lnda Edsjö, Elsa Birgé

Sens dessus dessous
Conte et comptines en langue des signes et en langue orale à partir de 3 ans
Praline Gay-Para et Marie Boccacio

Contes très turbulents
Du conte et musique à partir de 4 ans

Praline Gay-Para et Jean-François Piette

Trois petits contes et puis s'en vont…
De et par Praline Gay-Para, conte et comptines à partir de 1 ans

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)
Pour Lisières : Ville de Valenton, Parc départemental de Chamarande (en juillet), Maison des Metallos (en juillet 2016), Festival de Chalon dans la Rue, la Barbacane à Beynes, Ville de Gentilly, Théâtre de Chevilly-Larue…
Pour Rise-up ! : Le Silo de Méréville, La Maison du phonographe à Paris

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

Nous avons beaucoup regretté le **rejet de notre demande d'emploi tremplin mutualisé** pour un poste administratif en octobre 2015.
Les chiffres d'affaires de la compagnie ont été très fluctuants ces trois dernières années avec une **égale fluctuation de la masse salariale**.

Cette fluctuation avec le **quasi doublement du chiffre d'affaire en 2014**, est due à l'excellent niveau de recettes propres cette année-là : niveau de diffusion de spectacles particulièrement favorable. (91 représentations de Non ! en préachat, 152 représentations en tout) ainsi qu'au travail effectué par l'équipe administrative (chargée de diffusion en CAE permettant de raviver les réseaux de la compagnie (participation au festival d'Avignon).

Néanmoins, il est évident que l'aide de la région **permet d'atténuer les effets** de ces variations.
Il ne nous a cependant pas été possible de créer un emploi permanent administratif comme nous l'aurions voulu. En effet les chances de conserver ce niveau de recettes propres les prochaines années étaient très faibles. Le bureau de l'association a donc préféré reporter l'excédent de 2014 sur la production de la prochaine création **« Lisières »** qui avait inversement du mal à trouver de nouveaux coproducteurs. Ceci probablement en raison de la spécificité du projet fortement lié à un travail de territoire. Par ailleurs, l'incertitude dans laquelle nous étions avec la communauté de communes de l'Arpajonnais a fragilisé les décisions.

Nous avons cependant décidé de conserver le binôme administratrice de production/ chargée de diffusion. Il fonctionne grâce à la mutualisation des deux postes avec deux autres compagnies. (Métamorphose, et la Compagnie la Tortue).
L'une et l'autre travaillent donc en binôme sur ces trois compagnies. Cette organisation informelle mériterait d'être pérennisée car elle risque d'être fragilisée par les fluctuations budgétaires des trois structures.
Nous sommes donc très attentifs aux nouveaux appels à projet d'emploi tremplin dans l'objectif de renouveler une demande mutualisée.

Subvention demandée :
30 000 €
Soit 5 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique juin 2016 - 2017

DEPENSES	€ TTC	RECETTES	€ TTC
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	21 175	COLLECTIVITES TERRITORIALES	40 000
Préciser le détail des postes par fonction		**Région Ile-de-France**	
Salaires brut administratrice de production	7 500	Région IDF - PAC	30 000
Charges employeur	4 875	**Département Yvelines** : en cours	10 000
Salaires brut chargée de diffusion	5 500	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	50 050
Charges employeur	3 300	Recettes de coréalisation	550
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	51 145	Apports de coproduction / Rise Up :	5 000
Salaires bruts artistes interprètes	21 500	Ventes de spectacle (35 représentations.)	38 500
Charges employeur artistes	11 825	Résidences convention ateliers, formation etc :	6 000
Salaires bruts techniciens et metteur en scène	5 100		
Charges employeur techniciens	3 315		
Droits d'auteur (graphisme et vidéo)	2 500		
Locations véhicule de tractage	1 200		
Défraiements	905		
Transports caravane	3 000		
Autres pour décor, scéno, costumes	1 800		
DEPENSES D'APPROPRIATION	10 350		
Préciser le nombre d'heures : 192 h			
Salaires bruts	6 000		
Charges employeur	3 300		
Achat action culturelle	450		
Autres , voyages, missions	600		
AUTRES DEPENSES	7 380		
Prime d'assurance	201		
Honoraires paie, compta	4 500		
Entretiens	1 500		
Poste, téléphone	300		
Services bancaires	224		
Mission	655		
TOTAL	**90 050**	**TOTAL**	**90 050**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La compagnie Pavé Volubile est soutenue depuis 2013 par la Région au titre de la permanence artistique et culturelle à hauteur de 25 000€ répartis sur le projet entre l'emploi (5 000€), la création/diffusion (16 000€) et

l'appropriation (4 000€). Le projet est principalement axé sur la création et la diffusion de spectacles (« Non », « Du sillon au goudron », « Comment va la Terre », et « Conte des 9 continents ») sur le département de l'Essonne. La Région contribue également à la structuration de la compagnie par un fléchage sur l'emploi pour le poste d'attaché d'administration et de diffusion. Enfin, le projet soutenu comportait une dimension d'appropriation pour les actions culturelles menées en milieu scolaire et dans les maisons de quartier.

Evolution de l'activité et du rapport au public
La compagnie Pave Volubile a développé dans le champ du conte jeune public et tout public une activité importante pendant ces trois années de convention au titre de la permanence artistique et culturelle avec 252 représentations de ses spectacles, très majoritairement en cession. La compagnie dispose d'un répertoire de 10 créations, dont 5 jeunes publics et 5 tout public dont 2 créées pendant cette première convention pour la compagnie, en 2014 et 2015, « Non» et l'entre-sort en caravane « Lisières » . Ce nombre important de dates de diffusion est lié à la présence de la compagnie au festival d'Avignon en 2014 à la Maison du Théâtre pour Enfants de Monclar. Elle y a présenté « Non», spectacle conte et marionnette écrit et interprété par Praline Gay-Para et mis en scène par Simon Delattre. Ce texte de Praline Gay-Para a été édité chez l'éditeur jeunesse « Syros » en 2014 sous le titre « Timoun dit non ! ». L'activité éditoriale de la conteuse demeure importante, même si elle n'est pas l'objet de la convention, avec « Ogres et ogresses » et « Bonnets rouges et bonnets blancs » en 2014 chez Didier Jeunesse et le très diffusé « Contes très merveilleux » chez Actes sud, en 2014 également. Aussi, au public de ses spectacles, important en 2014 avec la tournée de « Non», s'ajoute ses nombreux lecteurs et le public de ses actions culturelles qui ont la singularité de nourrir les récits de la conteuse quand elles prennent la forme de « collectes » de paroles.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie Pave Volubile est entrée dans le dispositif de la permanence artistique et culturelle en 2013 sur la base du projet « Du sillon au goudron », dans le cadre d'une résidence sur la communauté de communes de l'Arpajonnais entre 2013 et 2015, qui a permis de développer ce projet en Essonne et d'autres partenariats avec la MJC de Ris-Orangis ou le Silo de Méréville. En 2015, la résidence a pris fin sans que ne puisse être créé le projet « Lisières » en 2015 sur le territoire de l'Arpajonnais comme initialement prévu, la Communauté de communes s'étant désengagée du projet de création. La compagnie a poursuivi son travail dans les Yvelines dans le cadre d'un nouveau partenariat avec la Ferme de Bel Ebat où elle a présenté sa nouvelle création « Lisières » et où elle développe un travail de territoire avec le service de la petite enfance de la Ville de Guyancourt et d'autres structures de la commune en partenariat avec le théâtre. Praline Gay-Para rayonne dans le champ du conte au niveau national et international, elle est connue à la fois pour ses traductions/adaptations de contes du monde entier mais aussi pour son écriture de contes contemporains, issue de ses rencontres sur les territoires, dans le cadre de la diffusion de ses spectacles ou de ses projets d'actions culturelles.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Au cours des trois années de conventionnement, le budget global est resté stable. La compagnie a bénéficié d'un pic d'activité en 2014 et donc de recettes propres plus conséquentes puisqu'elles ont doublé. Les subventions publiques ont conservé leur niveau, autour de 40 000€ dont 63% correspondent à l'aide de la Région. En 2015, les Conseils départementaux des Yvelines et de l'Essonne participent également pour 22% et 15% des subventions publiques. Cependant, ces aides départementales sont des aides au projet. Le Conseil départemental de l'Essonne n'a pas reconduit son aide en 2016 et le soutien du Conseil départemental des Yvelines demeure modeste. La compagnie n'a pas développé de nouveaux partenariats publics plus conséquents ou plus pérennes pendant la période. L'aide régionale a cependant permis de stabiliser l'emploi. Le poste en CAE-CUI 24h par semaine de l'attachée d'administration et de diffusion a été reconduit pour un an, jusqu'en janvier 2016.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement, la compagnie Pavé Volubile créera « Mon quartier, le monde » ainsi que « Rise up ! ». Ces deux créations sont un moyen de s'ancrer sur le territoire et d'explorer la manière dont les habitants occupent leur quartier. Des résidences dans les Yvelines seront poursuivies à la Ferme de Bel Ebat ainsi qu'à la Barbacane de Beynes autour de ces projets.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant à la baisse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Pavé volubile en 2016 à hauteur de 20 000 €
sur une base subventionnable de 85 050 € correspondant au budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région intervient au titre de l'emploi à hauteur de 4000 euros.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation de la compagnie Pave Volubile à hauteur de 16 000 euros.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un(e) stagiaire ou un(e) alternant(e).

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 85 050 € et correspond au montant du budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003668

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROQUARTET (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	434 917,00 €	21,13 %	91 900,00 €
	Montant Total de la subvention		91 900,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PROQUARTET
Adresse administrative : 9 RUE GEOFFROY L'ASNIER
75004 PARIS 04
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BENOIT BAZIN, Président
Date de publication au JO : 19 août 1987

N° SIRET : 34270466500021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créée en 1987 et dirigée jusqu'en 2014 par Georges Zeisel (critique musical et producteur pour France Musique), ProQuartet a pour but de favoriser le développement du quatuor à cordes et de la musique de chambre en France et à l'étranger, à travers l'accompagnement et l'aide à l'insertion professionnelle de jeunes quatuors à cordes.
Les jeunes musiciens sont accompagnés par ProQuartet, qui les forme dans le cadre de masterclasses avec des grands maîtres jusqu'à un niveau d'excellence, et qui les intègre dans l'ensemble de ses activités, à savoir des concerts et temps forts et des actions de sensibilisation et de formation auprès de publics diversifiés, que ce soit dans des lieux emblématiques du patrimoine (Château de Lourmarin, Musée de l'Orangerie, Mairie du 4e arrondissement de Paris), ou dans des territoires ruraux (sud Seine-et-Marne, Provence, Limousin)… ProQuartet bénéficie d'une reconnaissance internationale pour son savoir-faire en matière de formation professionnelle.
Depuis 2015, ProQuartet est dirigé par Pierre Korzilius, de double nationalité franco-allemande (ancien directeur de l'Institut français de Cologne et de Düsseldorf et ancien directeur artistique du festival des

Nuits romantiques du Lac du Bourget, également passé par le Musée d'Orsay).
ProQuartet bénéficie du soutien de l'Etat (DRAC Ile-de-France), des Départements de Seine-et-Marne et de Seine-Saint-Denis, et de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

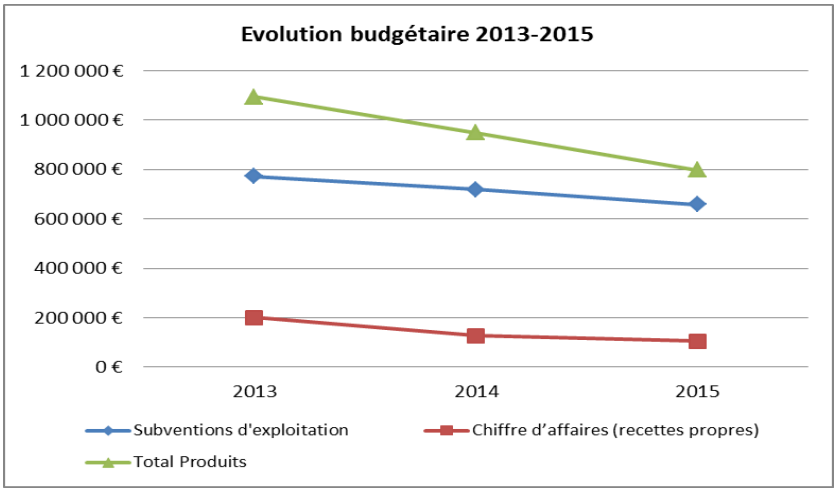
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC - convention	536 180	*70%*	498 647	458 647	*68%*
Etat - CUCS, DPVI, ACSE	19 500	*3%*	7 000	7 000	*1%*
Conseil départemental 93	13 750	*2%*	10 000	10 000	*1%*
Conseil départemental 77 - résidence et festival	15 900	*2%*	15 100	15 100	*2%*
EPCI Communauté de communes de Moret Seine et Loing	12 000	*2%*	12 000	12 000	*2%*
Ville de Paris - DASCO			32 090		
Autres - SACEM, SPEDIDAM, Fondation Orange, Musique nouvelle en liberté	75 833	*10%*	49 000	81 600	*12%*
Région - PAC	91 900	*12%*	91 900	91 900	*14%*
TOTAL SUBVENTIONS	**765 063**	**100%**	**715 737**	**676 247**	100%

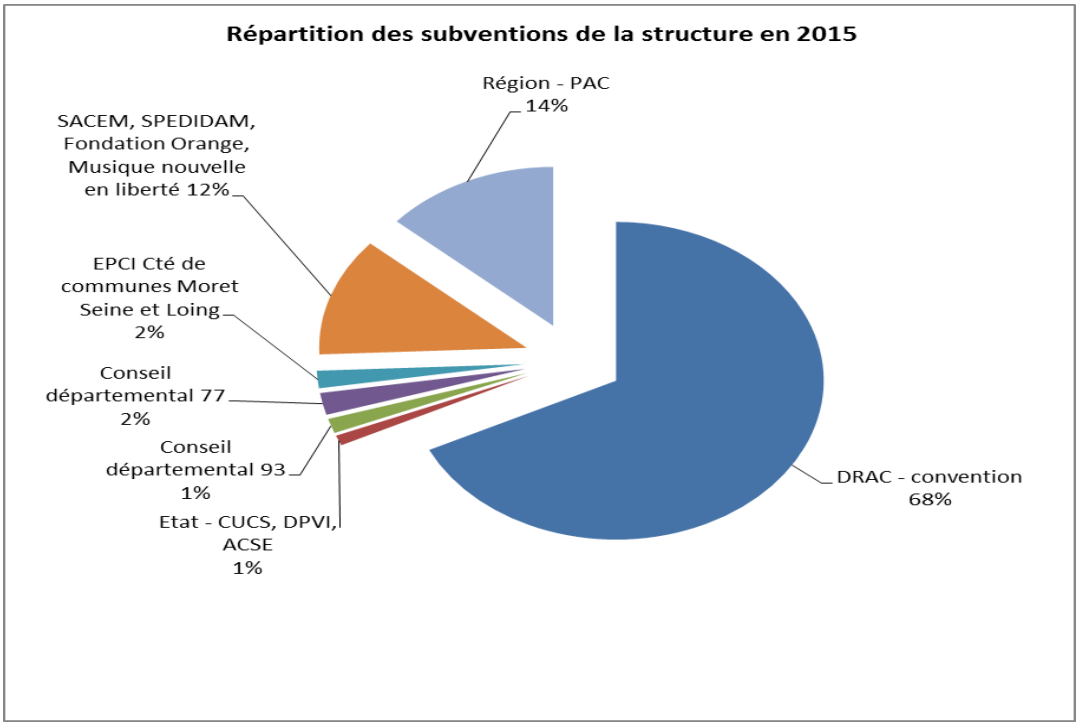
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	773 077	*71%*	719 915	659 325	*83%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	200 489	*18%*	128 195	104 792	*13%*
Total Produits	1 093 884	100%	948 078	797 775	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	446 130	426 773	322 709
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	2 937	2 320	2 297

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de commandes passées par ProQuartet	7	2	4
Nombre de concerts produits et diffusés au total ***Dont part Ile-de-France***	50 *21 en IDF*	40 *18 en IDF*	42 *30 en IDF*
Nombre de lieux concernés par les tournées	22	24	24
Nombre de temps forts ou festivals	3 Dont Rencontres musicales en Seine-et-Marne (9 concerts)	2 Dont Rencontres musicales en Seine-et-Marne (11 concerts)	4 Dont Rencontres musicales en Seine-et-Marne (9 concerts) & La Nuit du Quatuor (11 concerts)
Nombre de spectateurs	4 219	2 144	4 054
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	3 résidences (8 jours & 2*1 an)	4 résidences (2*8 jours & 2*1 an)	4 résidences (2*8 jours & 2*1 an)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	-	-	-
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	1 451	1 370	1 580
Nombre d'établissements et de relais partenaires	35	33	35
Nombre de bénéficiaires	2994	2431	3155

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

En 2017, ProQuartet aura 30 ans.
Cette longévité témoigne de la validité du concept de son fondateur Georges Zeisel. L'année 2015 a marqué un nouveau départ pour ProQuartet. Avec la nomination d'un nouveau directeur, l'association doit faire face à un environnement radicalement différent de celui de son année de fondation.

A la fois producteur et diffuseur de concerts, laboratoire artistique et centre de formation et de création, l'association ProQuartet programme de jeunes ensembles français et étrangers parvenus à un niveau d'excellence aussi bien dans des lieux emblématiques du patrimoine (Château d'Angers, Musée de l'Orangerie, Paris), que dans des territoires isolés et ruraux (sud Seine-et-Marne, Provence, Limousin), favorisant leur insertion professionnelle et permettant alors la transmission à un public renouvelé, du répertoire classique et contemporain et des formes transdisciplinaires inventées par ces jeunes artistes. De ce point de vue le Festival des Rencontres Musicales ProQuartet dans les territoires ruraux du sud Seine et Marne passe pour exemplaire en matière d'implantation territoriale.
Par la programmation et la diffusion de ces concerts à travers la France et l'Europe, ProQuartet a contribué à mieux faire connaitre la musique de chambre et à élargir considérablement les publics qui s'y intéressent. Outre les manifestations organisées à Paris, en Seine et Marne, à Angers ou en Provence, l'association contribue au développement d'un réseau européen particulièrement actif et organise depuis de nombreuses années des concerts à l'étranger, exportant entre autre le répertoire français contemporain.

Objectifs généraux :

1. La création

Le principe : pas de création sans partenaires

Aujourd'hui ProQuartet se rapproche des grandes institutions françaises et européennes (Philharmonie de Paris, IRCAM, Académie d'Aix en Provence, VRD Cologne…) et devient co-commanditaire. C'est pour elle également la possibilité de collaborer avec les établissements d'enseignement supérieurs (CNSM de Paris)
Elargir le champ de la création à de nouvelles formes transdisciplinaires au travers de résidence de création ProQuartet (résidence quatuor Equinoxe) ou expérimentales (quatuor Léonis).

2. La production

Afin de conforter son action au niveau territorial et en particulier dans les domaines de l'insertion professionnelle et de la diffusion du répertoire de musique de chambre, l'association s'est engagée dans des partenariats de projets avec d'autres acteurs de production et de diffusion de la musique de chambre à l'échelon régional (IRCAM, Musée de l'Orangerie, Festival Classique au vert, scènes franciliennes,) national (festival du Luberon, l'opéra de Rouen, Château de Lourmarin, festivals nationaux et international, (Fondation Karolyi en Hongrie, l'intégration de ProQuartet aux réseaux européens via les programmes Impuls et Europe initiative contribue au rayonnement international de l'association)

3. La diffusion

La diffusion rejoint la production. La plupart de ces concerts s'inscrivent dans la démarche d'accompagnement et d'insertion des jeunes artistes et leur permettent de se produire avec des solistes de réputation internationale. Le répertoire contemporain est régulièrement programmé dans le cadre de concerts Proquartet.

4. L'insertion professionnelle à travers les actions culturelles, artistiques, pédagogiques et territoriales

Ces actions s'inscrivent dans une véritable démarche territoriale en particulier au niveau francilien, et d'insertion professionnelle avec pour les musiciens en herbe outre l'expérience du concert une confrontation avec tous les métiers du musicien de chambre du 21ème siècle :

- la résidence pour développer un échange avec son public et ses besoins culturels
- l'action culturelle pour se confronter à des publics éloignés de la culture ou de la musique, à un public très jeune ou très âgé
- la pratique amateur pour former les musiciens à former eux-mêmes d'autres musiciens

Avec pour principe 3 axes dans : la formation

- se rapprocher des structures d'enseignement supérieurs nationaux et internationaux (CNSM de Paris et sa classe de composition, Pôle sup 93 et PSPBB avec master en apprentissage dès 2017, académies étrangères..)
- ouverture stylistique et diversité des enseignements, Kronos quartet, Sonia Wieder Atherton
- accompagnement des artistes vers des formes de création transdisciplinaire en partenariat avec le quatuor Debussy

et dans les actions de sensibilisations en direction des publics

- les concerts en entrée libres en direction du tout public et des publics éloignés de l'offre culturelle en partenariat avec l'association « Culture du cœur »

- développement d'une politique éducative en direction des jeunes publics scolaires et élèves des conservatoires en particulier sur le territoire francilien en collaboration avec les établissement d'éducation musicale (Seine Saint Denis et Seine et Marne) et l'éducation nationale (Paris, Seine saint Denis et Seine et Marne)
- ProQuartet et l'aménagement des rythmes éducatifs en partenariat avec l'Education nationale, et la ville de Paris

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

- l'Education nationale et les établissements scolaires
  - Seine et Marne : groupes scolaires des 10 villes partenaires du festival des Rencontres en Seine et Marne
  - Paris les fédérations d'éducation populaire pour les quartiers prioritaires : Réseau ambition réussite et groupes scolaires 75011, 75018, 75019, 75020 pour les parcours en temps scolaires, 75004 pour les ARE
  - Seine Saint Denis : groupes scolaires et collèges de Pierrefitte, classes à horaire aménagés de Aulnay et Aubervilliers, Pavillons-sous-bois, Montreuil *(Nouveauté),* Blanc Mesnil et Romainville *(Nouveauté),*
- les lieux patrimoniaux d'Île-de-France et de la Région
  - Seine et Marne églises des 10 villes partenaires du festival des Rencontres en Seine et Marne, Musée de préhistoire de Nemours,
  - Paris : Musée de l'Orangerie de Paris, Mairie du 4ème arrondissement de Paris) : ces différentes actions ont déjà drainé un public de 33 000 personnes ne fréquentant pas habituellement les salles de concerts ;
  - Collège des Bernardins *(Nouveauté)*
- les lieux de diffusion :
  - Cité internationale des arts de Paris, Philharmonie de Paris, Théâtre des Bouffes du Nord, Salle Gaveau, Ircam-Centre Pompidou, Cité de la Musique, Ferme du Buisson, Théâtre de Fontainebleau, Théâtre du Blanc Mesnil
- les lieux d'enseignements artistiques :
  - Seine-Saint-Denis, CRD Aulnay-sous-Bois et Blanc Mesnil, CRR d'Aubervilliers-la Courneuve, CRC de Pavillons-sous-Bois, Pôle sup 93
  - Paris : CNSMD Paris, PSPBB, Conservatoires d'arrondissement de Paris, la Sorbonne
  - CRR de Rueil-Malmaison, CRR de Fontenay aux Roses, conservatoires et écoles de musique de Seine et Marne
- Université Paris Sorbonne dans le cadre du master
- Mairie du 4ème arrondissement de Paris
- Goethe-Institut de Paris
- Institut polonais de Paris
- Institut italien de Paris
- Les festivals « Classique au vert » et festival d'Automne, Biennale du Quatuor

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

- DRAC Ile de France - Convention pluriannuelle
- Département de Seine et Marne qui souhaite dès 2017 que ProQuartet soit reconnu opérateur départemental (nouveauté 2017)
- Département de Seine-Saint-Denis au titre de l'aide au projet « Résidence artistique » (nouveauté 2017) et au titre du fonctionnement.

Par ailleurs un courrier de sensibilisation a été adressé par le président de la Commission culture de l'Assemblée nationale, Patrick Bloche, aux élus des départements 77 et 93 ainsi qu'aux arrondissements 11, 12, 13, 14, 18, 19, 20 de Paris.

Equipe artistique prévue pour le projet :
Pierre Korzilius, directeur
Les artistes en résidence et en formation professionnelle :

Les artistes formateurs 2016 :
13 professeurs sont invités
Philippe Manoury, Gerhard Schulz, Tim Vogler et Jean-François Zygel sont invités pour la première fois.
Emmanuel Haratyk, professeur pour amateurs depuis plusieurs années à ProQuartet, interviendra pour la première fois également pour les professionnels.
Irvine Arditti, violoniste, membre fondateur du Quatuor Arditti
Marc-Olivier Dupin, compositeur, directeur du Pôle Sup'93
Louis Fima, altiste, professeur au CRR de Paris, assistant au CNSMD de Paris, ancien membre du Quatuor Arpeggione
Emmanuel Haratyk, altiste, membre du Quatuor Manfred
Gary Hoffman, violoncelliste (province)
Paul Katz, violoncelliste, fondateur du Quatuor de Cleveland
Philippe Manoury, compositeur
Heime Müller, violoniste, ancien membre du Quatuor Artemis
Günter Pichler, violoniste, fondateur du Quatuor Alban Berg
Natalia Prishepenko, violoniste, ancien membre du Quatuor Artemis (province)
Gerhard Schulz, violoniste, ancien membre du Quatuor Alban Berg
Tim Vogler, violoniste, membre du Quatuor Vogler (province)
Jean-François Zygel, pianiste improvisateur, compositeur

Les artistes formateurs pour les parcours de sensibilisation et pratiques amateurs :
Emmanuel Haratyk
Martial Gauthier
Quatuor Voce
Quatuor Leonis

Les artistes formateurs dans les parcours scolaires :
Quatuor Equinoxe
Ensemble Hélios
Les artistes des Rencontres en Seine et Marne

Les artistes bénéficiaires des formations :
32 quatuors professionnels et 3 trios de chambre

Les artistes en résidence à ProQuartet :

> Quatuor Van Kuijk
Nicolas Van Kuijk, violon
Sylvain Favre, violon
Grégoire Vecchioni, alto
François Robin, violoncelle

Le Quatuor Van Kuijk est le premier quatuor français à remporter, en mars 2015 le 1er prix du "Wigmore Hall String Quartet Competition" ainsi que les prix spéciaux Haydn et Beethoven. Depuis octobre 2015, le Quatuor est sélectionné pour participer au programme "BBC 3 New Generation Artists" jusqu'en 2017. Ces prestigieuses récompenses viennent s'ajouter au 1er prix et prix du public reçus au concours de Trondheim (Norvège) en 2013. Il est également lauréat HSBC 2014 de l'académie du festival d'Aix-en-Provence et du concours de la FNAPEC (Paris). Après avoir fait ses armes dans la classe du Quatuor Ysaÿe, le Quatuor Van Kuijk étudie jusqu'en 2015 à l'Escuela Superior de Mùsica Reina Sofia de Madrid avec Günter Pichler. Il participe à de nombreuses académies: à l'université McGill (MISQA) à Montréal, Weikersheim, Aix-en-Provence, Verbier … Déjà présent sur les grandes scènes internationales, le Quatuor Van Kuijk joue notamment à la salle Gaveau à Paris, au Wigmore Hall de Londres, aux festivals

d'Heidelberg, Verbier, Aix-en Provence … Il est soutenu par le Mécénat Musical Société Générale. Le Quatuor rejoint le programme de formations ProQuartet-CEMC en janvier 2013, et rencontre ainsi les membres des Quatuors Alban Berg, Artemis, Hagen, ainsi que Paul Katz, Gary Hoffman et Menahem Pressler. Le Quatuor est en résidence à ProQuartet-CEMC depuis 2014.

> Quatuor Arod
Jordan Victoria, violon
Alexandre Vu, violon
Corentin Apparailly, alto
Samy Rachid, violoncelle

Créé en 2013, le Quatuor Arod remporte le Premier Prix du Concours International de musique de chambre Carl Nielsen de Copenhague en octobre 2015, ainsi que celui de la meilleure interprétation de Carl Nielsen et celui de la meilleure interprétation contemporaine. En février 2014, il remporte le Premier prix du Concours européen de la FNAPEC ainsi que le Prix spécial ProQuartet-CEMC. En 2016, le Quatuor Arod se produit au Palais des Beaux-arts de Bruxelles, dans la saison inaugurale du Centre de musique de chambre de Paris, fait ses débuts en Allemagne (Berlin, Cologne) et est en tournée au Danemark. Il a déjà été invité dans de nombreux festivals : Festival de Verbier, Septembre Musical de Montreux, Les Vacances de Mr Haydn, Août Musical de Deauville, Quatuor à l'ouest, Ré Majeure, Quartettissimo en Hongrie… Il collabore avec des artistes tels que les clarinettistes Martin Fröst, Romain Guyot et Michel Lethiec, la pianiste Claire Désert ou encore les violoncellistes Raphaël Pidoux, François Salque et Bruno Philippe. Le Quatuor Arod bénéficie de l'enseignement de Jean Sulem (Quatuor Rosamonde) et est actuellement en résidence à la Chapelle Musicale de la Reine Elisabeth de Bruxelles dans la classe du Quatuor Artemis. Il travaille par ailleurs régulièrement avec le Quatuor Ebène, le Quatuor Talich, Ferenc Rados, le Quatuor Diotima, Gábor Takács, ou encore le Tokyo String Quartet. Régulièrement invité à la radio, le Quatuor Arod a pu être entendu dans « La Matinale du Samedi » de Dominique Boutel, « Le Magazine des Festivals » de Lionel Esparza, « La Matinale Culturelle » de Vincent Josse et Nicolas Lafitte sur France Musique et dans le « Journal » de Laure Mézan sur Radio Classique. En 2016, il est l'invité de Stéphane Goldet dans l'émission « Plaisirs du Quatuor ». Le Quatuor Arod est en résidence à la Fondation Singer-Polignac à Paris et en résidence ProQuartet-CEMC depuis 2015. Il est soutenu par la Fondation Banque Populaire et la Fondation Safran.

> Trio Zadig
Boris Borgolotto, violon
Marc Girard Garcia, violoncelle
Ian Barber, piano

Né au début 2015, le Trio Zadig a déjà remporté neuf prix de concours en France, Italie et Autriche. En mai 2015, il remporte le 1er prix du concours Fnapec Musiques d'Ensemble (ainsi que les prix spéciaux du Festival d'Uzerche et de l'association ProQuartet) ; en juillet 2015, il remporte le 1er Prix et le Prix du public au Concours Gaetano Zinetti. Plus récemment, le Trio remporte le Prix de Musique de Chambre du Festival ISA en Autriche, le 3ème Prix au Concours Salieri-Zinetti et le prix du concours Pro Musicis. En 2016 il se qualifie en finale du concours international de musique de chambre Joseph Joachim à Weimar et remporte le 2ème Prix de la Fischoff National Chamber Music Competition. En janvier 2016, le Trio Zadig est lauréat de la Fondation d'Entreprise Banque Populaire. Il est invité à se produire pour la radio ORF à Vienne ainsi que dans l'émission de Gaëlle Le Gallic sur France Musique. Le Trio Zadig reçoit les conseils de grands artistes tels que Patrice Fontanarosa, Miguel Da Silva, Ivry Gitlis, Hatto Bayerle, Avo Kouyoumjan, Vincent Coq, Johannes Meissl, Jan Talich et Peter Nagy. Il est actuellement en résidence à la Chapelle Musicale Reine Elisabeth de Bruxelles dans la classe du Quatuor Artemis et bénéficie des conseils du Trio Wanderer à Paris. Le Trio Zadig participe aux formations ProQuartet pour la saison 2015/2016 ; dans ce cadre il rencontre Paul Katz, Heime Müller, Gerhard Schulz, Gary Hoffman et Marc-Olivier Dupin. Il devient résident ProQuartet en 2016 et rejoint ainsi les quatuors Arod et Van Kuijk.

> Quatuor Leonis
Guillaume Antonini : violon
Sébastien Richaud : violon
Alphonse Dervieux : alto
Julien Decoin : violoncelle

Depuis plusieurs années le quatuor Leonis s'engage dans la création de spectacles musicaux dans le but d'ouvrir le répertoire de la musique classique et contemporaine au grand public, sans en dénaturer la qualité ni le sens.
En 2012, le quatuor Leonis crée *Eclisse Totale*, spectacle visuel et musical, qui bouleverse les codes classiques du concert. Ce spectacle rayonne aussi bien sur le plan national (Théâtre du Châtelet, CDN de Nice) qu'international (Festival Croisements 2016 – Chine). Il est programmé au Théâtre 9 du Blanc-Mesnil le 24 septembre 2016 en guise du deuxième volet de la « carte blanche » ouvrant l'année de résidence du Quatuor Leonis au CRD du Blanc-Mesnil.

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	***Insertion Professionnelle*** **3 ensembles en résidence** Quatuor Van Kuijk Quatuor Arod Trio Zadig	***Pédagogie - Création-Transdisciplinarité*** Quatuor Leonis
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	1 an renouvelable 3 fois	Pédagogie 10 mois sur 2016-2017 puis création-pédagoqie à partir de 2017-2018
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Lieu de répétition : ProQuartet et conservatoires parisiens Lieu de diffusion Ile de France, régions et étranger	Blancs Mesnil CRD du Blanc Mesnil CRD de Romainville
Objectifs & contenus de chaque résidence	ProQuartet se propose d'accompagner ses résidents sous forme matérielle en mettant à leur disposition des salles de travail, mais en leur permettant surtout d'acquérir tous les outils nécessaires pour faire d'eux des artistes complets capables de transmettre à leur tour et gérer leur carrière (accompagnement de carrière, réalisation d'outils promotionnels, conseils administratifs et juridiques…)	Cette résidence pédagogique en 2016-2017 débouchera sur une création mêlant musique sport et danses. Les attentes du CRD par rapport à la résidence du Quatuor Leonis s'inscrit dans la volonté d'offrir aux élèves une pratique collective pérenne et durable, de leur permettre d'élargir leur périmètre de vision esthétique. Ainsi la résidence devrait permettre d'inscrire à nouveau au sein du CRD les pratiques collectives de musique de chambre, à tous les niveaux (du 1er au 3ème cycle) ... dans la limite des élèves inscrits au CRD, de créer et valoriser, par ricochet, les pratiques collectives orchestrales, de faire participer les élèves dans un acte de création original et de travailler avec les artistes invités, de leur donner la possibilité de se produire devant le public dans ce contexte, de faire participer les élèves de plusieurs départements (notamment la danse contemporaine, en plus des élèves musiciens chambristes et ceux des orchestres).
Partenaires financiers de résidence	DRAC Ile de France, CRIF	CG93, CRIF

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

2017/2018 renouvellement résidence du quatuor Van Kuijk, trio Zadig et quatuor Tchalik pressenti
2018/2019 fin de résidence pour le quatuor Van Kuijk.
Recrutement d'un nouvel ensemble

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues

Créations en Ile de France
En 2016-2017 ProQuartet s'associe :

avec l'IRCAM, ProQuartet co-commande : *Nouveauté 2016*
- une œuvre à Ashley Fure (née 1982, USA) qui sera donnée en création par le Quatuor Diotima en juin 2017
- une œuvre à Peter Eötvös (né 1944, HUN) qui sera créée le 12 octobre 2016 au Centre Pompidou par le Quatuor Calder.

avec l'Académie d'Aix-en-Provence. *Nouveauté 2016*
- commande d'une pièce pour 2 quatuors à cordes, batterie et voix enregistrée à Benjamin de la Fuente (né 1969, FR) donnée dans le cadre du festival Classique au vert le 25 septembre 2016 et à Aix le 12 juillet 2016.

Autres commandes
CF Tableau ci-dessous

Compositeur	Titre	Formation	Artistes	Création et Diffusion / dates et lieux	Co-commanditaires	Suivi
2016						
EÖTVÖS Peter (1944, HUN)		Quatuor à cordes	Q. Calder	12 octobre 2016 Centre Pompidou	IRCAM	
2017						
FURE Ashley (1982, USA)		Quatuor à cordes et électronique	Q. Diotima	Juin 2017 Festival Manifeste	IRCAM	2000€
LANZA Mauro (1975, IT)		Quatuor à cordes et électronique	Q .Diotima	Juin 2017 Festival Manifeste	IRCAM	2000€
BASCHET Florence		Quatuor à cordes	Q. Manfred	10 juin 2017 Opéra de Dijon	Quatuor Manfred	
MANTOVANI Bruno (1974, FR)		Quintette pour 2 violoncelles	Q.Danel et Henri Demarquette	Juillet 2017 ??? (anniv Danel)	Festival Messiaen au pays de la Meije ? Bouffes ? Danel ?	Prix commande entre 15000 € et 18000€
DURIEUX, Frédéric (1959, FR)		Quatuor à cordes	Q.Tana		Création au festival Présences	
MANOURY Philippe (1952, FR)		Orchestre de chambre	Orch. de WDR	Wittener Tage		
2018						
Compositeur	**Titre**	**Formation**	**Artistes**	**Date et lieu de la création**	**Co-commanditaires**	**Suivi**
HUREL Philippe (1955, FR)		Quatuor à cordes	Q. Diotima	A trouver	Diotima, Théâtre d'Orléans	Dde prix commande
HUREL Philippe (1955, FR)		Orch. de chambre et clarinette	Orch. de Cottbus et Jérôme Comte	A trouver	A trouver	
MARATKA Krystof (1972, TCH)		Quintette avec clarinette		Biennale d'Amsterdam ?, Festival Concentus Moraviae (TCH), Biennale de Paris ?	Partenaire privé (cf.KM)	
LANCINO, Thierry		Quatuor à cordes	Q.Tana	Etats-Unis		RV à prendre avec Antoine

DUFOURT, Hugues (1943)	3e Quatuor à cordes	Quatuor à cordes	Q.Arditti	Biennale de Quatuor à cordes (janvier)	Konzerthaus Vienne, Philharmonie/Biennale, Wigmore Hall…	Participation PQT 3000€ ?

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

26 concerts en entrée libre

- 5 concerts de fins de masterclasses
- 11 concerts dans le cadre de la Nuit du Quatuor
- concert de fin de parcours composition en partenariat avec le CNSMDP jeudi 31 mars à 19h - concert de clôture du programme autour de la création
- 8 concerts donnés dans le cadre des actions pédagogiques parcours Seine Saint Denis et pratiques amateurs (3 concerts Seine Saint Denis, 2 concert Rueil, 3 concerts Paris
- cycle de concerts en partenariat avec le conservatoire de Fontenay aux Roses

Autres concerts et nouveaux partenariats
avec l'IRCAM, ProQuartet coproduit **4 concerts** : ***Nouveauté 2016***

- la création d'une œuvre de Péter Eötvös le 12 octobre 2016 au Centre Pompidou par le Quatuor Calder.
- la création par le Quatuor Diotima, en juin 2017, d'une œuvre commanditée à Ashley Fure dans le cadre du ManiFeste 2017,

« CLASSIQUE AU VERT » AU PARC FLORAL / BOIS DE VINCENNES - ***Nouveauté 2016***
week-end ProQuartet 17-18 septembre 2016.
2 concerts dont la reprise de la commande des Benjamin de la Fuente (cf création)
2 concerts dans le cadre des scènes amateurs

« LA NUIT DU QUATUOR » AU MUSEE DE L'ORANGERIE 03 octobre 2017
11 concerts sont prévus avec la participation des ensembles français et étrangers.

10 concerts dans le cadre des « RENCONTRES MUSICALES PROQUARTET EN SEINE ET MARNE » du 15 mai au 28 juin 2017

Dès 2017
Concerts d'insertion en partenariat avec le Conservatoire de Fontenay aux Roses
Partenariat avec la Ferme du Buisson : concerts en appartements
Théâtre de Fontainebleau en lien avec les activités développées en Seine et Marne
Théâtre du Blanc Mesnil : création de « Zidane» par le quatuor Léonis
Festival d'Automne

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)
Cf chapitre ci-dessus

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi
La structure développera les emplois en fonction du développement des projets et des ressources dégagées.
Un/une stagiaire est déjà prévu en communication d'avril à juin autour des Rencontres en Seine et Marne

Subvention demandée :
100 000 €
Soit 8 100 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	136765	ETAT	418755
Préciser le détail des postes par fonction		**DRAC Ile-de-France** (préciser service et titre) : ✠ attribué	418755
Salaires brut personnel sensibilisation et pratiques amateur	31693	❒ attribué / ❒ en cours	
Charges employeur	18208	**Autres Ministères** (préciser) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Salaires brut production et insertion professionnelle	57864		
Charges employeur	29000	COLLECTIVITES TERRITORIALES	152000
		Région Ile-de-France	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	181646	Région IDF - PAC	100 000
Salaires bruts artistes	58010	**Département 77** X en cours	15000
Charges employeur artistes	27029	**Département 93** X en cours	20000
Salaires bruts techniciens	10000	**Commune** : Paris ✠ en cours	17000
Charges employeur techniciens	5000	**Autres** (préciser) : ❒ attribué / ❒ en cours	
Locations (préciser):piano et camionnette	2750		
Défraiements, réception	7497	UNION EUROPEENNE	8000
Transports, hébergement	26360	*Préciser le dispositif :* ✠ attribué / ❒ en cours	8000
Apports en coproduction		EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	0
Aides aux résidences	15000	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	
Autres (préciser) : commandes création	30000	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	89559
DEPENSES D'APPROPRIATION	124606	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) :	89559
Salaires bruts	65655	Autres (préciser) :	
Charges employeur	30000	MECENAT & SPONSOR	12000
Achat action culturelle	15300	*Préciser :*	
Autres (préciser) :location de salles	13651	Cercle des mécènes	12000
AUTRES DEPENSES	433249		
Part de charges de fonctionnement		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	195952
frais de personnel de structure (directeur, adm, communication)	242700	Locations de salle	
frais de fonctionnement	146512	Billetterie	7000
frais de communication	44037	Recettes de coréalisation, cession, coprod	25500
		participation lieux sensibilisation	11700

		Apports de coproduction (préciser) :	13517
		inscriptions académies et master-classes	92110
		fonds dédiés commandes	13058
		fonds propres PQT	33067
TOTAL	**876266**	**TOTAL**	**876266**
Mise à disposition de locaux	18000	Mise à disposition de locaux	18000
Autres : prêt d'instruments	2500	Autres : prêt d'instruments	25000

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Depuis 1999, ProQuartet bénéficie du soutien de la Région, d'abord au sein de la convention de développement artistique et musical (plan Etat-Région 2001/2006), puis à partir de 2006 dans le cadre de l'aide à la permanence artistique et culturelle, à hauteur de 91 900€ par an, pour soutenir son implantation en Ile-de-France, et notamment à Paris, en Seine-et-Marne et en Seine-Saint-Denis à travers l'accompagnement des jeunes quatuors à cordes. Soit 3 conventions successives depuis 2006.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Les activités de ProQuartet se déclinent en plusieurs volets autour de l'accompagnement et la promotion de jeunes quatuors français et étrangers : la formation avec un important programme de sessions, assuré par des grands maîtres français et étrangers, et la participation à des concours internationaux, ProQuartet étant reconnu au niveau international pour l'excellence de sa formation ; la diffusion à travers des concerts-rencontres à l'issue des master-classes et académies, des concerts en décentralisation comme dans le cadre des « Rencontres musicales » organisées depuis 1999 dans les églises et petits lieux de Seine-et-Marne, ainsi qu'à travers des temps forts de diffusion à Paris ; la production à travers des commandes d'œuvres auprès de compositeurs et des productions de concerts ; les actions pédagogiques et culturelles auprès des publics, et notamment l'accompagnement de la pratique amateur ; et enfin, l'insertion professionnelle de jeunes quatuors à travers l'accueil en résidence longue au sein de la structure et l'implication dans toutes les activités de ProQuartet.
Le bilan des trois dernières années a été marqué par le changement de direction de la structure qui a engendré une vacance de poste durant 11 mois (direction intérimaire assurée par l'administratrice) et un ralentissement des activités en 2014 et 2015, notamment en ce qui concerne la diffusion. Si le nombre total de concerts diffusés se maintient, les chiffres masquent des disparités : la diffusion au niveau national et international a été fortement réduite en passant à 11 concerts à l'échelle nationale en 2015, contre 20 concerts en 2013 et en passant à 1 concert donné à l'étranger en 2015, contre 9 en 2013 (Allemagne, Hongrie, Belgique..). Cela explique la baisse notable de la fréquentation en 2014.
La diffusion en Ile-de-France se répartit entre les concerts organisés dans le cadre du festival des « Rencontres musicales » en Seine-et-Marne (soit une dizaine de dates chaque année), les concerts organisés en fin de sessions de formation à la Cité des arts (concerts-rencontres, gratuits pour le public), et les concerts produits par ProQuartet dans le cadre de temps forts de visibilité, essentiellement à Paris. En 2013, ProQuartet a initié un partenariat de coréalisation avec le Théâtre des Bouffes du Nord autour d'un programme intitulé « La Voix et le Quatuor » qui a rassemblé deux quatuors régulièrement associés à la structure, Diotima et Voce, en association avec des solistes renommées. En 2015, ce partenariat a été réitéré autour de compositeurs contemporains français et allemands (Jörg Widmann, Bruno Mantovani, Philippe Fénelon, Wolfgang Rihm) dans le cadre de commandes, avec la participation des quatuors Voce, Minguet, et Danel. En 2013 et 2014, ProQuartet a également organisé des concerts à l'Hôtel de Poulpry dans le 7ème arrondissement en partenariat avec la Maison des polytechniciens. Enfin, en octobre 2015, ProQuartet a organisé au sein du Musée de l'Orangerie, un temps fort qui s'est inscrit, pour la première fois, dans le cadre de la Nuit Blanche : « La Nuit du Quatuor » en proposant 11 concerts qui ont, à eux seuls, rassemblé plus de 1250 spectateurs, soit 30% de la fréquentation 2015.
En termes d'évolution sur les trois ans, on observe que les concerts en Seine-et-Marne se sont maintenus à un niveau stable, voire en augmentation pour ce qui concerne l'édition 2016, qui a rassemblé de nouvelles petites communes. En revanche, les concerts produits par ProQuartet à Paris ont connu des succès divers, la structure manquant de partenariats pérennes avec des lieux de diffusion.
Les actions de formation de ProQuartet se sont maintenues depuis 2013 que ce soit à Paris ou en régions (académie régulièrement organisée au Château de Lourmarin en Provence, en partenariat avec le Domaine de Pont-Royal géré par Pierre et Vacances), le nombre de jeunes quatuors suivis et/ou formés par ProQuartet

demeurant assez important (entre 20 et 30 chaque année), compte-tenu de la notoriété de la structure.
En Ile-de-France, ProQuartet a maintenu sa présence territoriale à Paris, en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne.
A Paris, l'association dispose de locaux au sein de la Cité internationale des arts où elle organise la plupart de ses formations, et elle intervient, par le biais des quatuors accompagnés annuellement (Quatuors Equinoxe & Hélios), au sein de plusieurs écoles primaires dans le cadre de projets de sensibilisation et d'actions artistiques, dans les 11ème, 18ème, 19ème et 20ème arrondissements du Réseau Réussite scolaire. Les interventions ont lieu principalement en écoles primaires et maternelles. En 2014, ProQuartet a participé à la mise en œuvre de l'aménagement des rythmes scolaires avec la Ville de Paris (7 écoles touchées).
En Seine-Saint-Denis, ProQuartet a continué son parcours de musique de chambre, animé par le Quatuor Voce à destination des élèves de plusieurs conservatoires du département : Aulnay-sous-Bois, Aubervilliers-La Courneuve, Pantin, Les Pavillons-sous-Bois. Enfin, en Seine-et-Marne, ProQuartet a mené une résidence longue de trois ans sur le territoire de la Communauté de communes Moret-Seine-et-Loing, animée par le Quatuor Equinoxe, autour de projets de création de ciné-concerts avec des élèves de 4 classes d'écoles primaires. Le quatuor est également intervenu auprès d'une classe-orchestre de collège. Enfin, des interventions ont eu lieu parallèlement aux concerts des « Rencontres musicales ».
ProQuartet a poursuivi l'accueil en résidence, et plus largement, l'accompagnement de jeunes quatuors, qui bénéficient, d'une part, de la formation de haut niveau dispensée par ProQuartet, de la diffusion lors des concerts et enfin, de l'intervention dans le cadre des actions de sensibilisation auprès des publics.

En 2014, dans le contexte de crise interne de la structure, un rapport d'étude sur les missions et l'organisation de ProQuartet a été rendu, sur l'initiative conjointe de l'association et du Ministère de la culture. Il a permis de faire le point sur le positionnement de ProQuartet dans le paysage musical français et international actuel et sur les atouts et faiblesses de la structure pour se redéployer. Le rapport a notamment pointé le manque de partenariats de production et de diffusion de ProQuartet avec les lieux et opérateurs de musique, mais aussi un manque de liens avec le réseau de l'enseignement artistique supérieur, alors même que la qualité des formations de ProQuartet est unanimement saluée et que la structure se donne pour mission l'accompagnement des jeunes musiciens professionnels.
Cette étude a servi de base à la construction du nouveau projet de la structure, porté par le nouveau directeur, Pierre Korzilius, qui souhaite repositionner ProQuartet sur ses fondamentaux : la transmission et la diffusion en développant les partenariats, y compris à l'international, et en élargissant le champ artistique du quatuor à cordes.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Structure de référence nationale et internationale pour le quatuor à cordes et la musique de chambre, ProQuartet a su maintenir un ancrage francilien à Paris, en Seine-Saint-Denis et en Seine-et-Marne.

Evolution budgétaire et de l'emploi
L'évolution budgétaire de ProQuartet depuis trois ans s'inscrit dans le contexte de transition de la direction de l'association et de la décroissance de la subvention de la DRAC, premier partenaire public de la structure.
Ainsi, le budget de ProQuartet a subi une baisse sensible de 27% entre 2013 et 2016 (soit une diminution de 300 000 €). Toutefois, la prévision budgétaire 2016 repart à la hausse avec un budget prévu de 862 754 €.
L'association est majoritairement financée par les subventions publiques (à hauteur de 83% en 2015), dont l'impact budgétaire s'est accru depuis 2013, en raison de la baisse de moitié du chiffre d'affaires. Celui-ci est cependant prévu en hausse en 2016.
L'Etat est, de loin, le premier partenaire public de l'association à travers une aide importante de 458 647 € en 2015 (soit 67% des financements publics et 57% des produits), mais qui a diminué de 14% en trois ans. En 2016, la convention avec ProQuartet sera renouvelée pour quatre ans, avec l'objectif de stabiliser l'aide de la DRAC.
La Région Ile-de-France constitue le 2ème partenaire public principal de ProQuartet à travers l'aide à la permanence artistique et culturelle de 91 900 € par an (soit 13% des financements publics et 12% du budget).
ProQuartet bénéficie par ailleurs d'aides à projets plus restreintes de plusieurs collectivités locales et départementales : le Conseil départemental de la Seine-et-Marne, d'une part, pour la résidence menée durant trois ans (2012-2015) sur le territoire de la Communauté de communes Moret-Seine-et-Loing, qui est également intervenue pour financer le projet, et d'autre part pour soutenir le festival « Rencontres musicales en Seine-et-Marne ». Le Département du 77 connaît bien ProQuartet de par l'ancien projet de Centre de musique de chambre qui devait s'installer au sein du Domaine national de Fontainebleau et qui a été abandonné en 2010. Le Département de Seine-Saint-Denis soutient également la structure pour mener à bien un parcours de musique de chambre avec plusieurs conservatoires, au titre de l'accompagnement de la pratique amateur. Cette aide a cependant diminué depuis 2014.
Enfin, la structure bénéficie régulièrement du soutien de sociétés de gestion et de perception des droits (Sacem, Spedidam) ainsi que de fondations (Orange, Rolex…), notamment pour des projets d'action culturelle. Pierre et

Vacances soutient également la structure en nature à travers la mise à disposition régulière du Domaine de Pont-Royal en Provence.

Avec le départ du directeur-fondateur de la structure au printemps 2014, le départ d'autres salariés et l'arrivée du nouveau directeur en avril 2015, l'équipe permanente de ProQuartet a été, en grande partie, renouvelée, tandis que, dans le contexte de restriction budgétaire, certains postes ont été supprimés (assistante à la formation, chargé de mécénat et de développement des publics). La masse salariale du régime général a ainsi diminué de près de 100 000 € en trois ans pour s'établir à 267 628 € en 2015 pour un total de 7,11 équivalents temps plein (contre 9,12 équivalents temps plein en 2013).
Le volume d'emploi artistique s'est maintenu de façon stable depuis 2013, tandis que l'emploi technique intermittent a fortement diminué depuis 2014 (baisse de 60% du volume horaire), notamment en raison du départ de certains salariés embauchés en intermittence et de la baisse du volume d'activité en 2014 et 2015.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet s'inscrit dans la continuité, suivant les axes de développement du nouveau projet de ProQuartet, toujours, autour de l'accompagnement des jeunes quatuors, à savoir le développement de partenariats structurants en création, diffusion et formation, avec des opérateurs franciliens de musique classique (Philharmonie, festival Classique au vert, IRCAM, Musée de l'Orangerie, Ferme du Buisson…) ainsi que le réseau des conservatoires (en Seine-Saint-Denis, à Rueil-Malmaison, Fontenay-aux-Roses, les conservatoires d'arrondissement de Paris, en Seine-et-Marne) et les pôles d'enseignement supérieur (Paris-Boulogne-Billancourt, CNSM de Paris, La Sorbonne…)

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient PROQUARTET
à hauteur de 91 900 € sur une base subventionnable de 434 917 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé, déduction faite des autres dépenses et de la différence entre le montant demandé et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région flèche une part de son aide, soit 60 000 €, sur le volet de l'emploi pour les postes dédiés d'une part à la sensibilisation et à l'accompagnement des pratiques amateurs et d'autre part à la production et à l'insertion professionnelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 31 900 € pour l'accompagnement par Proquartet et l'aide à l'insertion professionnelle de jeunes quatuors accueillis en résidence dans la structure et dans le cadre de projets artistiques et culturels menés avec la population sur le territoire francilien (créations, diffusion, dont le temps fort en Seine-et-Marne, et actions d'éducation artistique et culturelle).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS
- SEINE ET MARNE
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	64 330,00 €
2017	27 570,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 900,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 900,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	91 900,00 €
	Montant total	275 700,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003669

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : THEATRE DE LA MEZZANINE (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	98 000,00 €	39,80 %	39 000,00 €
	Montant Total de la subvention		39 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE LA MEZZANINE
Adresse administrative : RTE DE NANDY LA SERRE
77127 LIEUSAINT
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Stéphanie LABRUGIERE, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 32249182000054

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459).

I- Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre de la Mezzanine est né en 1979, en banlieue parisienne. Après avoir monté des textes du répertoire contemporain (Manet-Lorca-Ghelderode), Denis Chabroullet, directeur de la compagnie s'attaque à l'adaptation de roman *Le Brave soldat* Chveïk- Hazèk puis écrit lui-même des textes qu'il fait adapter par des auteurs dramatiques (Blanc-Bec). Toujours en recherche de son outil, Denis Chabroullet tente l'écriture dramatique, puis l'abandonne au profit d'une grammaire théâtrale utilisant avant tout la matière, le son, et les images comme vocabulaire au service de ses rêveries hallucinatoires et déjantées, et de sa propension à la colère et à l'indignation.
De 1981 à 1990, la compagnie Théâtre de la Mezzanine est implantée à Savigny-le-Temple, ville nouvelle de Sénart et se développe rapidement sur toute la ville nouvelle, puis sur le département.

En 1993, en collaboration avec le Conseil général de Seine-et-Marne et la DRAC, la compagnie inaugure une nouvelle forme de résidence sur deux communes proches l'une de l'autre, Villeparisis et Thorigny, pour 3 ans.
En 2003, l'Établissement Public de Sénart propose à la compagnie d'occuper une friche industrielle sur la Ville Nouvelle : La Serre (une ex-jardinerie). Elle travaille sur un projet de lieu de "chantiers de créations contemporaines et de compagnonnage de publics" ouvert sur son territoire, et accueillant des artistes au travail. La Compagnie s'appuie sur une collaboration avec la municipalité de Lieusaint. Parallèlement, elle développe ses collaborations européennes (Portugal, Russie, Danemark) avec une saison entière consacrée à la tenue de laboratoires-chantiers avec des amateurs. Le projet de dédier les espaces de "la Serre" aux écritures contemporaines se met peu à peu en place, en s'appuyant largement sur les activités de la compagnie (répétitions publiques, expérimentations, soirées festives, partenariats) et l'accueil d'autres artistes.
La compagnie développe également un important travail de recherches et de sensibilisations auprès des publics, qu'ils soient captifs (ateliers, options Théâtre dans le champ scolaire, stages enseignants …) ou amateurs (performances, expérimentations, etc.). Dans ce cadre, elle a créé une centaine de formes spectaculaires publiques pour rencontrer les publics autour de langages contemporains (portraits vidéo, évènementiel, stages, bal populaire, etc.). Le Théâtre de la Mezzanine est également impliqué dans La Marge, un projet artistique d'équipement culturel lié à un éco-quartier de la commune de Lieusaint, dans la Ville nouvelle de Sénart. La Marge devrait ouvrir ses portes le 1er janvier 2017 et accueillir la compagnie.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

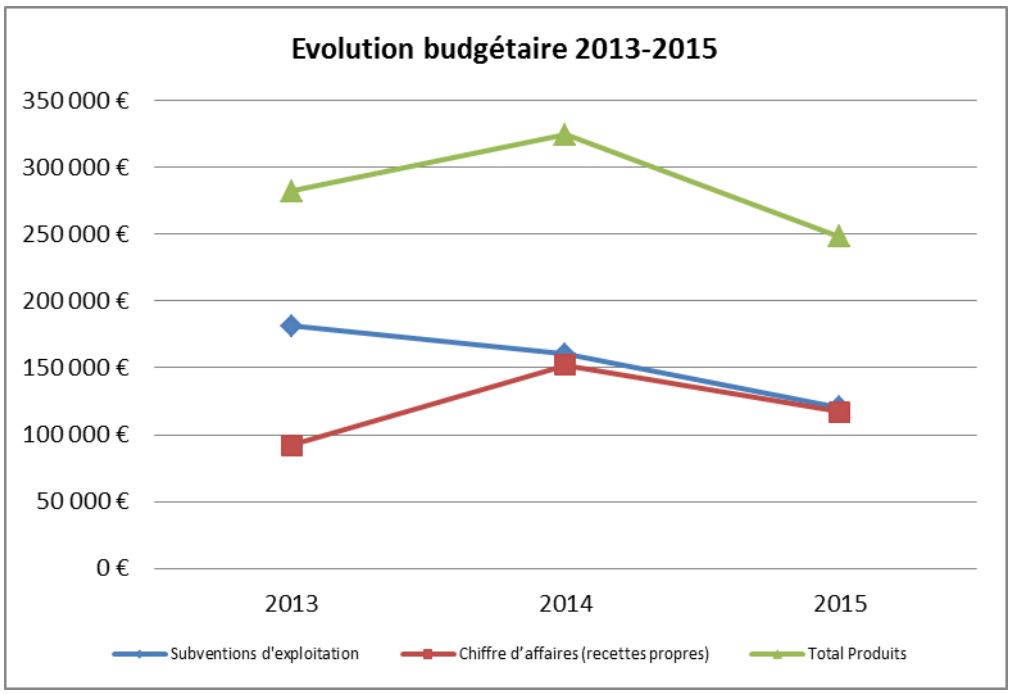
	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF : aide aux compagnies, SDAT	58 525	*43%*	31 500	21 500	*16%*
ASP	26 354	*19%*	27 905	20 956	*15%*
Réserve ministérielle / parlementaire (A. Filipetti, O. Faure)	0	*0%*	5 000	19 000	*14%*
Conseil départemental de Seine-et-Marne : aide à la création professionnelle et aide aux pratiques amateures	700	*1%*	23 800	7 000	*5%*
Commune de Lieusaint : convention de ville	9 123	*7%*	9 123	12 000	*9%*
Commune de Moissy Cramayel : convention résidence scolaire	0	*0%*	1 500	0	*0%*
SAN de Sénart	0	*0%*	0	500	*0%*
Autres - Arcadi, Adami, Spedidam, Rectorat de Créteil, Crédit coopératif, politique de la ville	2 125	*2%*	14 200	15 500	*11%*
Région - PAC	39 000	*29%*	39 000	39 000	*29%*
SOUS-TOTAL REGION	39 000	29%	39 000	39 000	29%

TOTAL SUBVENTIONS	**135 827**	**100%**	**152 028**	**135 456**	100%

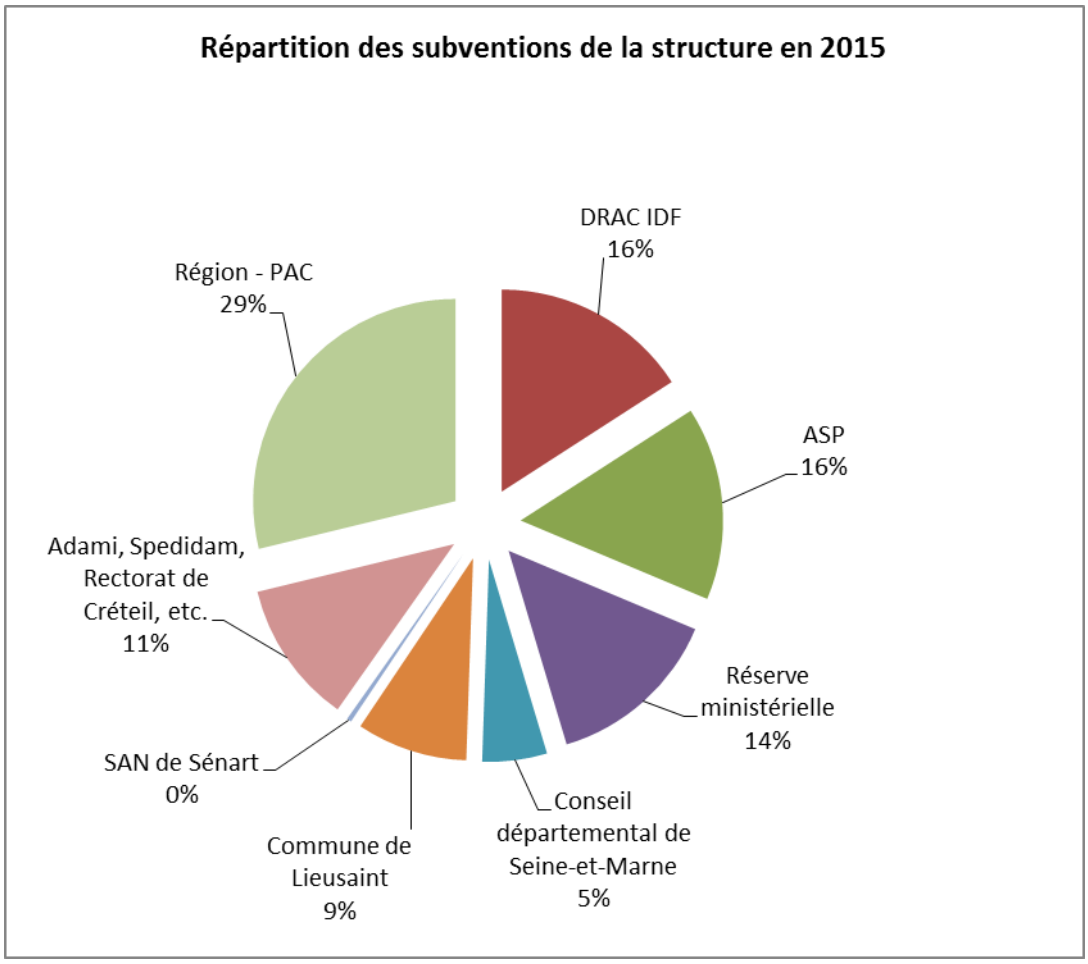
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	181 357	*64%*	160 332	120 597	*49%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	92 326	*33%*	151 935	117 284	*47%*
Total produits	282 265	100%	324 215	247 987	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	234 335	247 276	148 298
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	6 170	6 501	2 521

3) Evolution de l'activité

ANNEES	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1	1	0
Nombre de spectacles diffusés au total	4	5	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	22 19	16 12	22 18

Nombre de lieux concernés par les tournées	5	7	6
Nombre de spectateurs	3000	3800	3500
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*			
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	348	206	260
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	648	748	615
Nombre d'établissements et de relais partenaires	11	10	10
Nombre de bénéficiaires (pratiquants)	506	350	305

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Les trois prochaines saisons se projettent autour de l'installation de la compagnie à « La Marge » (quartier de l'Eau-Vive à Lieusaint) : livraison prévue pour l'été 2017.
La morphologie du lieu intègre deux espaces de spectacle : un « laboratoire » (203 m2 l 11m x L18m x H7m), un chapiteau en bois type « Magic-mirror » (piste 7,50m) : ces lieux peuvent accueillir les activités de résidences d'artistes, de diffusion d'œuvres, d'ateliers et toutes formes de propositions festives. Des espaces utiles pour stockage, fabrication, administration et petite restauration. « La Marge » est située à 500m de la gare RER de Lieusaint, 50m de la station Tzen reliant les principaux centres de vie de Sénart avec la gare de Corbeil. (Une autre ligne reliera Sénart à Melun - 2020), en face de l'Université de Sénart et école des maîtres
La création du Grand Paris Sud en janvier 2016 permet d'entrevoir des perspectives de circulation des publics et des partenariats avec le territoire d'Evry Centre Essonne, de Seine Essonne.
Le projet « La Marge » est développé par la compagnie, après un travail de réflexion avec la municipalité de Lieusaint, des partenaires du territoire.
Les grandes lignes du projet sont inscrites dans la continuité du travail réalisé à « La Serre », associant les formes théâtrales contemporaines très ouvertes avec des aventures de pratiques, de prises de paroles des publics, incluant des résidences d'artistes ou compagnies (avec un lien spécial avec des artistes étrangers) « La Marge » sera aussi fortement tournée vers les publics jeunes (Universités, Lycées, Collèges) et devrait accueillir un projet autour d'une « cantine » de proximité, avec des produits de l'agriculture raisonnée.(projet à réaliser avec le municipalité de Savigny le temple, et son CERES conservatoire biologique et jardins potagers et le lycée des métiers de bouche).
« La Marge » étant un lieu municipal, nous travaillerons avec les quartiers et les associations locales, en partenariat avec le service culturel et les partenaires municipaux pour la cohésion sociale.
Ces projets sont en cours de réflexion et seront développés en harmonie avec le projet artistique de la compagnie, suivant un calendrier précisé conjointement.
Ces trois prochaines saisons expérimentent donc divers pistes de relation entre les artistes au travail et les publics :

SAISON 2016-2017 :
Cette première saison est construite autour de la diffusion à « La Marge » d'une série de représentations de Don Quichotte (en co-réalisation avec la scène nationale de Sénart : le projet est d'associer la scène nationale d'Evry à cette co-réalisation) et d'une résidence sur les établissements scolaires du territoire, autour d'une relecture du mythe de Don Quichotte.
- Accueil en résidence :
Une compagnie étrangère (Paulo Ribiero chorégraphe portugais, proposition chorégraphique ou Cie Thepsis, compagnie de marionnette roumaine)

Une compagnie francilienne et/ou seine et marnaise (en cours)
- Ateliers et aventures avec le public
Atelier chant et laboratoire théâtre avec rendez-vous pour des rendus publics
Opération bal Pop'
- Café-marionnettes et autres déballages, propositions artistiques de petites formes dans le Magic-Mirror pour un rendez-vous régulier, mettant en jeu des artistes de la compagnie, des invités, des cartes blanches. Ces soirées devraient être l'occasion d'associer des amateurs, des populations ciblées, des associations locales sur des projets ponctuels et festifs.
Ces déballages réguliers devraient pour la première saison mettre aussi en jeu le projet « cantine ».

Les deux saisons suivantes devraient rebondir sur les grandes lignes expérimentées au cours de cette première saison. (Résidence, aventures avec les publics, déballages)
Parallèlement, elles devraient ouvrir deux nouvelles perspectives à explorer :
- une couverture artistique portée par des plasticiens de « street-art » pour une proposition de peinture de la façade du bâtiment « laboratoire ».
Pour la saison 17-18, ce projet pourra donner lieu à des explorations en atelier pour un public ciblé, et des sensibilisations vers les options arts plastiques du territoire
- une couverture artistique portée par des vidéastes ou documentaristes pour porter un regard sensible sur les évènements du monde. Cette exploration s'appuiera sur le travail réalisé par Denis Chabroullet autour du cyclisme africain.
Pour la saison 18-19, ce projet pourra bien évidemment trouver ses rebonds pour toucher un public plus loin de la culture, et décliner de la même manière une action culturelle auprès des publics scolaires.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Le projet étant en préfiguration, les partenariats sont en cours.
(Pressentis) :

Lycées Mare-Carrée Moissy Cramayel, Lycée Antonin Carême et Lycée Pierre Mendes France (Savigny le temple)
Collèges « La pyramide » et micro-lycée (Lieusaint)
Conservatoires de musique de Sénart
Maison de l'Emploi de Sénart
EPSE site de Sénart
Les autres établissements sur Evry ne sont pas encore contactés, compte tenu de la date de création du Grand Paris Sud (Février 2016) : universités etc…
Théâtre Sénart
Scène nationale d'Evry

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)

Municipalité de Lieusaint : convention triennale direction « la Marge » base 30 000/an
(Pressentis) :
Conseil Général de Seine-et-Marne : Convention à mettre en place sur la base du dispositif « lieu de proximité »
DRAC Ile de France : aide aux résidences d'artistes (à partir de la saison 2017-2018)
SDAT : aide aux résidences en milieu scolaire (2016-2017 et 2017-2018)
Dans le cadre des politiques de la ville : aide aux projets et parcours du spectateur (via le GPS)
Rectorat de Créteil (Classe théâtre lycée de Moissy et aide aux résidences en milieu scolaire

Equipe artistique prévue pour le projet : (non exhaustif)

Denis Chabroullet, directeur artistique du Théâtre de la Mezzanine
Roselyne Bonnet des Tuves, compositrice et chargée de projet
Personnel intermittent : Cécile Maquet, (assistante de mise en scène, ateliers, action culturelle) Laurent Marconnet, Clémence Schreiber, Carine Jiya (comédien(nes), Thierry Grasset (constructeur-plasticien), Eric Pottier (vidéaste) et les musiciens Martial Bort, Jean-Louis Sbardella, Olivier Hestin, Lenuta et Sorin Dodobantu, marionnettistes.

RESIDENCES PREVUES

Aucune résidence pour la première saison de PAC

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Le principe des résidences est de partager un outil et de mettre au travail des artistes sur un territoire.
Ce travail en principe de laboratoire, devra permettre au public, sur des temps donnés, de regarder et d'appréhender le processus de création en train de se réaliser, par un échange avec les artistes, et si possible, un travail de plateau partagé.
La résidence pourra aboutir sur la représentation de la proposition artistique, soit terminée, soit en process.
Le principe serait d'accueillir une compagnie étrangère par saison (partenariats à trouver en fonction de l'origine des artistes)
Une ou deux compagnies franciliennes (en partenariat avec la DRAC)
Des pistes sont à l'étude, des contacts pris avec la compagnie de danse Paulo Ribiero (Viseu-Portugal) pour un travail particulier dans l'espace Magic-Mirror, et la compagnie Thepsis (Arad, Roumanie) pour un travail sur le très jeune public autour d'objets recyclés.

Les contacts avec les compagnies franciliennes sont en cours et ne permettent pas de parler précisément de pistes à exploiter.

PERSPECTIVES DE CREATION

DON QUICHOTTE d'après Cervantes
Mise en scène Denis Chabroullet assisté de Cécile Maquet-musique Roselyne Bonnet des Tuves-avec 3 comédiens, 5 manipulateurs (dont deux marionnettistes à fil long) un vidéaste.
(Co-production Théâtre de Meaux, Scène nationale Sénart, Festival mondial des théâtres de marionnette de Charleville-Mezières (production en cours)
La scénographie renoue avec la « boîte noire » à l'intérieur de laquelle les éléments scéniques apparaissent et disparaissent, dans un mouvement, une circulation perpétuelle. La place de la manipulation, de la vidéo, de la magie de la lumière y est donc essentielle. Denis Chabroullet renoue avec le texte (qu'il écrit à partir de l'œuvre originale) en faisant un travail autour des langues et le surtitrage (langues européennes, africaines et roumaines)
Diffusion à « La Marge » en coréalisation avec la scène nationale de Sénart pour une série de 10 représentations puis en tournée en France et à l'étranger.

Autres :
Sur les trois prochaines saisons, la compagnie continuera aussi à explorer l'idée du **« café-marionnettes »** associé à d'autres formes (jazz – lyrique – video etc) pour des séries à « La Marge », en y invitant peut-être d'autres artistes. (espace Magic-Mirror)
Elle y proposera aussi des opérations Bal Pop', en invitant des chorégraphes à se mêler à l'aventure.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire
- « La Tragédie est le meilleur morceau de la bête » de Denis Chabroullet (évocation théâtrale tragico-comique sur « La Grande Guerre »
- « Don Quichotte » d'après Cervantès pour comédiens, objets, marionnettes, video
- « Opération Bal Pop' » récits de vie dansés et partagés
- « Le Nègre Volant » l'incroyable destin de Major Taylor raconté par sa fille

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)
Théâtre Luxembourg Meaux (acquis)
Festival mondial des marionnettes Charleville Mezières (acquis)
Théâtre Sénart (Acquis)
Cultura Nova, (Heerlen Nederland) (en cours)
Taiyuan Asian puppet Teater Museum (en cours)
Festival du Piemont (Italie) (en cours)
(Pressentis)
Scène nationale de Cergy
Scène nationale de St Quentin en Yvelines
Théâtre de Choisy-le-roi
La Ferme du Buisson Marne la Vallée

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

CREATION CDI :
Poste aidé si possibilité (emploi tremplin)
- **« Responsable des projets d'action culturelles et structurants » CDI temps plein** sur la base Syndéac échelon 7 groupe 4
Ce poste devrait permettre de mettre en cohérence l'action culturelle et les ateliers de la structure, en lien avec les propositions artistiques de la compagnie et des artistes invités. Ce poste sera pourvu par une personne connaissant bien les enjeux du territoire, et ayant des compétences artistiques.
- **« Entretien et régie générale »** (soit en CDI, soit en intermittents)
La morphologie de ce poste est encore à l'étude. Il pourra s'agir d'un poste municipal dédié en priorité à la prise en charge technique du lieu (avec le renfort d'intermittents sur certains spectacles) ou d'embauches intermittentes en fonction des activités du lieu, pris en charge par la compagnie.
Ces heures d'intermittences seront sur une base **d'au moins 0,7 en ETP**

Il sera par ailleurs effectué un **complément de salaire - retraite** pour Denis Chabroullet, directeur artistique, sur la base Syndéac G2/échelon 12 (soit environ 1500 € brut mensuel)

POSTES CDD :

N'ayant pas encore de visibilité sur les recettes générées par ce nouveau lieu, le type de gouvernance, et les apports éventuels et attendus des nouvelles majorités dans les instances territoriales, ainsi que l'organisation des compétences culturelles sur le Grand Paris Sud, nous restons sur des **heures intermittents** pour les autres postes : action cultuelle évidemment, mais aussi communication et production.
Nous solliciterons sans doute les dispositifs pour la formation d'étudiants en stage, sur les campus de Sénart (communication des associations) et d'Evry (administration des structures culturelles)
Par ailleurs, nous continuerons à chercher l'**apport en CDD de services en entretien, cuisine, couture** assurés par personne du territoire.

Subvention demandée :
39 000 €
Soit 0 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique sept 2016 – sept 2017 (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	17 002,00 €	ETAT	9 000,00 €
Relation publique - mise en place projet 4 mois à 2000 € brut	8000	**DRAC Ile-de-France** : SDAT (Résidence scolaire) - en cours	5 000
Entretien - Régie-petite construction (CUI) - 320 h (soit 4 mois à mi-temps 838 € brut/mois)	3095	**ACSE** (Politique de la Ville) r en cours	4 000
Charges employeur	5907	COLLECTIVITES TERRITORIALES	61 000,00 €
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	23 450,00 €	**Région Ile-de-France**	
SALAIRES ARTISTES		Région IDF - PAC	39 000
metteur en scène (brut)	3000	**Départements** (préciser) : 77 - en cours	4 000
Charges employeur 44 %	1320	**Commune 1** (préciser) : LIEUSAINT - attribué	18 000
Artistes au plateau (brut)	5000	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	1 600,00 €

Charges employeur 55 %	2780	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	1 600
SALAIRES TECHNIQUES		RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	26 400,00 €
Constructeurs	2000	Billetterie	4000
accessoiriste (marionnettes)	1500	Recettes de bar	600
Charges employeur 55 %	1850	Etablissements scolaires	13000
Droits d'auteur	500	Structures culturelles en tournée	800
Défraiements	2500	Cotisations pratiques amateur	8000
Transports	3000		
DEPENSES D'APPROPRIATION	45 728,00 €		
310h à 27 € brut	8370		
452h à 46 € brut	20792		
22h à 15 € brut	330		
Charges employeur	16056		
AUTRES DEPENSES	9 500 €		
Fluides	3000		
Assurance	600		
Frais comptabilité - Traitement salaires	2000		
Téléphone fournitures et tirages	800		
Frais artistiques et petit matériel régie	2000		
communication	600		
Salaires CDD (cuisine-entretien costumes) chargé	3000		
TOTAL	**98 000,00 €**	**TOTAL**	**98 000,00 €**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

Le Théâtre de la Mezzanine, implanté à Lieusaint dans le lieu-dit « La Serre » en Seine-et-Marne, bénéficie depuis 2006 du soutien de la Région au titre de la Permanence artistique et culturelle. Le projet s'articule autour des laboratoires de recherche et de production contemporaine, des chantiers de constructions de spectacle et de nombreuses actions culturelles et actions de proximité. Dans un premier temps fléchée uniquement sur le volet appropriation, l'aide a été répartie en 2009 à la fois sur la création/diffusion (20 000€) et l'appropriation (19 000€), notamment pour ses actions réalisées dans les lycées. Actuellement, la compagnie bénéficie d'un emploi tremplin pour le poste de « chargée de projet et de communication ».

En 2015, une aide au titre de l'aménagement culturel a été votée en faveur de la Commune de Lieusaint pour la construction d'un lieu de création et de diffusion artistique « La Marge », en préfiguration avec le Théâtre de la Mezzanine dans l'Eco-quartier de L'eau Vive dans la Ville nouvelle de Sénart.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Le Théâtre de la Mezzanine a créé un spectacle sur la Grande Guerre en 2013 « La tragédie est le meilleur morceau de la bête », spectacle écrit et mis en scène par Denis Chabroullet pour douze comédiens, chanteurs lyriques et musiciens évoquant de façon tragi-comique la vie dans les tranchées. Labellisé par la mission du Centenaire 14-18, le spectacle a été coproduit par le Théâtre Luxembourg de Meaux et a été diffusé en Ile-de-France à L'Avant-Seine, Théâtre de Colombes, à L'Onde, Vélizy-Villacoublay et à La Serre à Lieusaint. Le Théâtre de la Mezzanine a également repris une petite forme sur le cycliste noir américain Major Taylor créée en 2002. « Le Nègre Volant » est un spectacle « petite forme » joué en appartement et dans les établissements scolaires (Lycée Pierre Mendès France de Savigny-le-Temple, Lycée la Mare de Moissy…). Le Théâtre de la Mezzanine a également proposé des

formes in situ dans le cadre de ses activités d'action culturelle sur le territoire et notamment trois « opération Bal Pop », création originale et unique mêlant artistes professionnels et amateurs sur le thème du bal populaire. Les bals se préparent en une semaine pour une représentation unique et festive : Opération Bal Pop' du Carré coproduite par la Communauté d'agglomération de Sénart en 2013, l'Opération Bal Pop ' de la Dame Bleue coproduite par la ville de Lieusaint en 2014 et l'Opération Bal Pop' 14-18 coproduite par la Ville de Meaux. D'autres propositions ont été créées dans le cadre du travail de territoire : Cabaret Soup' Pop, Café Marionnettes… La fréquentation a progressé sur la période et le volume d'action culturelle demeure conséquent avec une moyenne annuelle de 670 heures d'intervention artistique dont 270 heures dans les lycées. Le Théâtre de la Mezzanine a également travaillé en collaboration avec la Ville de Lieusaint à la préfiguration d'un futur lieu sur la commune « La Marge ».

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie est historiquement implantée en Seine-et-Marne. Elle rayonne donc dans ce département où elle a de nombreux partenariats : en coproduction avec le Théâtre du Luxembourg de Meaux ou la Scène nationale de Sénart, en action culturelle avec des établissements scolaires et notamment les lycées de Lieusaint, Moissy et Arpajon en Essonne et des amateurs du territoire. Ses nombreuses actions culturelles de proximité font de la Serre un lieu convivial. La compagnie rayonne donc sur le département et s'appuie sur ses liens avec le public local pour développer le projet du futur lieu sur la commune de Lieusaint.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget global de la compagnie diminue de 12% sur la période 2013-2015. Les aides publiques représentent 49% du budget et connaissent une baisse de 34% sur la période avec un déconventionnement progressif de la DRAC annoncé en 2011. Le soutien DRAC pourrait évoluer vers une aide aux résidences. Le département soutient la compagnie sur ses productions et sur l'aide aux pratiques amateurs, l'ensemble pouvant évoluer vers une aide aux lieux de proximité en 2016. La commune de Lieusaint consolide quant à elle son partenariat avec la compagnie dans le cadre d'une convention triennale 2014-2016 liée à la future ouverture de « La Marge » en 2017. Les recettes propres de la compagnie ont quant à elle augmenté de 27% sur la période. L'emploi varie en fonction de la diffusion.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé s'appuie sur l'ouverture d'un nouveau lieu de travail, « La Marge », situé à Lieusaint et qui comprendra des espaces de laboratoire et un chapiteau de type Magic Mirror. Le début des travaux est prévu en juin 2016 et l'ouverture de l'équipement à l'été 2017. La compagnie proposera une nouvelle création, « Don Quichotte ». Sa diffusion est prévue à La Marge en série et à la Scène nationale de Sénart. La compagnie accueillera par ailleurs plusieurs compagnies en résidence (dont une étrangère par saison).

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.

Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Théâtre de la Mezzanine en 2016 à hauteur de 39 000 €
sur une base subventionnable de 98 000 € correspondant au budget prévisionnel proposé.

Emploi La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation du Théâtre de la Mezzanine et en particulier dans le cadre de son activité dans l'actuel et le futur lieu de la compagnie à Lieusaint en Seine-et-Marne.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternant(e)s.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 98 000 € et correspond au budget prévisionnel proposé.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	27 300,00 €
2017	11 700,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	39 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	39 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	39 000,00 €
	Montant total	117 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003670

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : THEATRE DE L''EVEIL (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	51 500,00 €	19,42 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE DE L'EVEIL
Adresse administrative : 32 BD DE LOZERE
91120 PALAISEAU
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame DOMINIQUE CAMBON DE LAVALETTE, Présidente

Date de publication au JO : 2 août 2013

N° SIRET : 33372122300019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

La compagnie du Théâtre de l'éveil, dirigée par Michel Abécassis, développe son travail de création autour des textes du 20ème siècle (« Pièces détachées/OULIPO » au Théâtre du Rond-Point en 2006, « Paula Spencer » au Théâtre de la Tempête-Cartoucherie de Vincennes en 2008). Deux axes orientent le travail de la compagnie : des textes chargés d'histoire et/ou de la difficulté d'être, au cœur desquels l'homme et son destin tiennent une place essentielle d'une part et d'autre part un travail sur la poésie et les auteurs « singuliers ». Dans ce cadre, un long cycle est en cours sur l'Oulipo (Ouvroir de littérature potentielle, groupe international de littéraires et de mathématiciens fondé dans les années soixante) et certains de ses membres (Pérec, Quenaud, Roubaud...).
La compagnie associe à chacune de ses créations un travail pédagogique. Disposant jusqu'en 2013 de la salle de répétition et du plateau de l'Espace Marcel Carné de Saint Michel-sur-Orge où elle était en

résidence depuis 1998, la compagnie a noué d'importants partenariats avec les lycées de l'Essonne. La résidence de la compagnie au Théâtre de Longjumeau a pris fin début 2013. Cette même-année, la compagnie est entrée dans le dispositif de la Permanence artistique et culturelle. La compagnie occupe désormais une salle de la Ville de Palaiseau pour ses répétitions et la création lumière et bénéficie du soutien de la Ville pour sa résidence sur la commune.
Le Théâtre de l'éveil bénéficie du soutien du Conseil départemental de l'Essonne, de la Ville de Palaiseau et de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

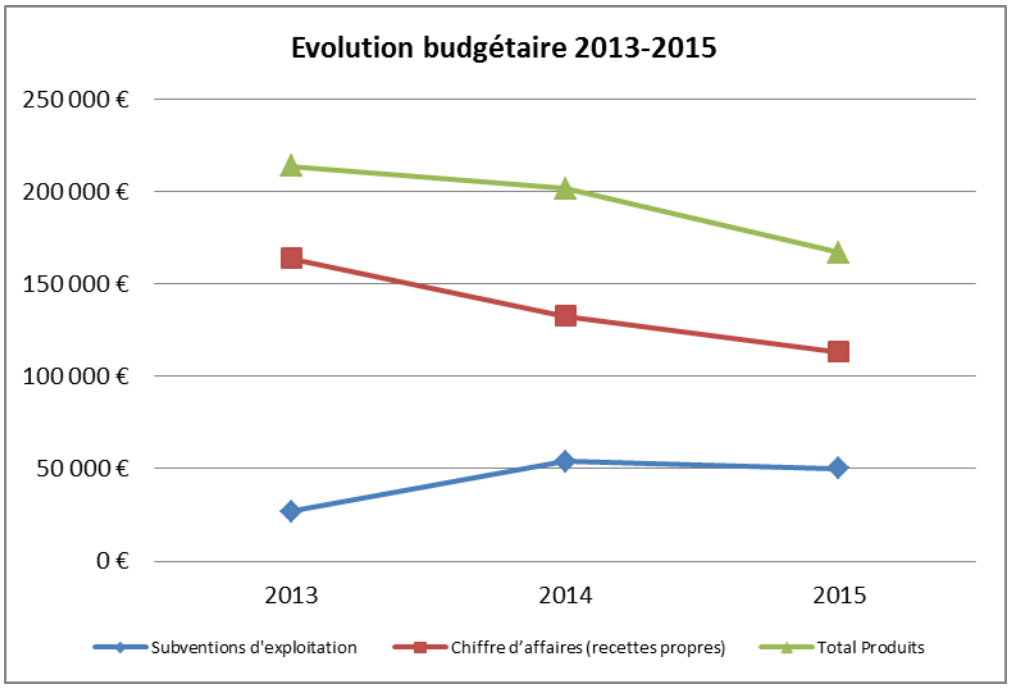
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Conseil départemental Essonne	16 000	*39%*	17 000	15 000	*28%*
Commune de Palaiseau	0	*0%*	10 000	13 000	*25%*
Région - PAC	25 000	*61%*	25 000	25 000	*47%*
SOUS-TOTAL REGION	25 000	61%	25 000	25 000	47%
TOTAL SUBVENTIONS	**41 000**	**100%**	**52 000**	**53 000**	100%

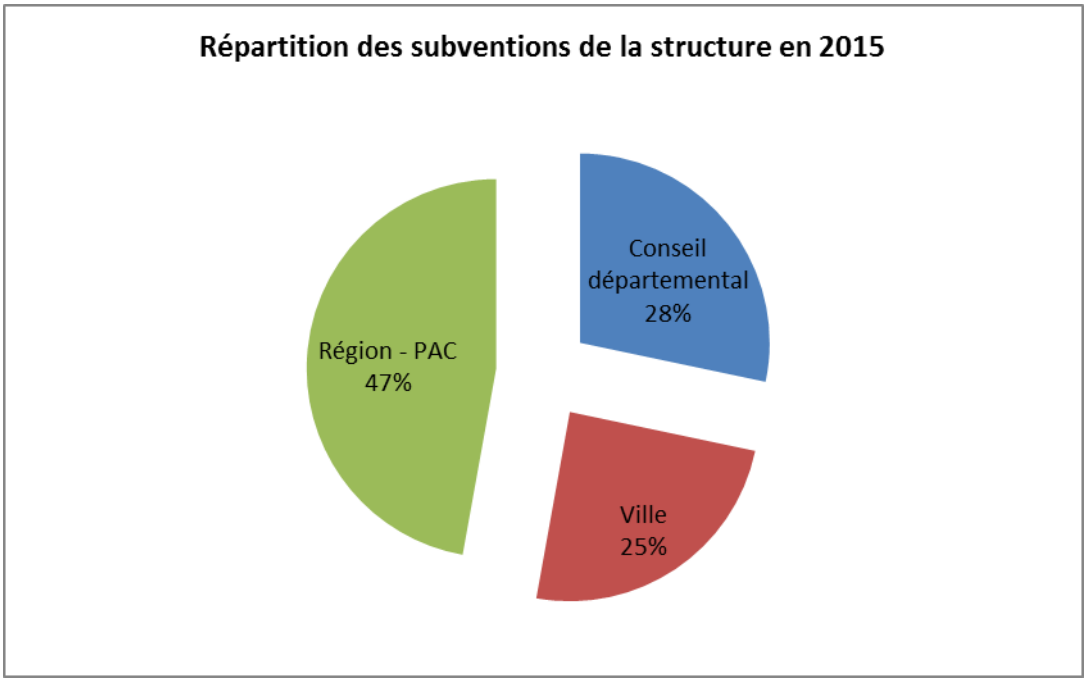
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	***2015***	**%**
Subventions d'exploitation	27 014	*13%*	54 028	*50 237*	*30%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	163 818	*77%*	132 463	*113 193*	*68%*
Total produits	213 594	100%	201 721	*167 007*	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	122 048	108 817	81 674
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	3 048	1 994	1 650

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	**2013**	**2014**	**2015**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1		1
Nombre de spectacles diffusés au total	3	4	3
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	37 (22 à Avignon) 15 en cession	36 (22 à Avignon) 14 en cession	50 (38 à Avignon) 12 en cession
Nombre de lieux concernés par les tournées	15	14	12
Nombre de spectateurs	8 100	9 000	11 500
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	St Michel sur Orge Répétitions 3 mois Interventions	St Michel sur Orge Répétitions 3 mois Représentation Interventions	Palaiseau Nouvelle implantation Répétitions 3 mois Représentation Interventions
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens		4 h	2h
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	139 h	212 h	198 h
Nombre d'établissements et de relais partenaires	10	8	10
Nombre de bénéficiaires	Environ 420	Environ 350	Environ 480

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

SYNTHESE DU PROJET

Création 2016/2017 …. À 2018/2019
Tous les projets seront orientés vers un théâtre en prise avec la société d'aujourd'hui.
Textes contemporains où l'homme est au cœur même des grands débats et conflits d'aujourd'hui.

Un travail très important est en cours depuis fin 2015, sur le sujet des migrants.
Michel Abécassis voyage entre Calais, Dunkerque, la Grèce, l'Italie et Paris 20ème.
Ce long chemin devrait déboucher sur un rendu en 2017, titre provisoire Exil.

Comme pour l'année 2016/2017 avec une présence plus importante sur le territoire de l'agglomération.

Création, diffusion, interventions pédagogiques….

Les résidences sont à l'année.
Est prévu au moins deux créations sur les 3 années 2016/2017 2017/2018 et 2018/2019.
Les partenaires financiers sûrs à ce jour sont le Conseil Général de l'Essonne et la Ville de Palaiseau.
D'autres sont espérés.
Il est prévu d'intervenir dans le champ social sur des projets spécifiques.

L'Augmentation de Georges Perec 2016/2017
Où il est question de demander une augmentation à son chef de service.
Texte singulier par sa forme et dont l'humour qui s'en dégage, cache la partie sombre De la vie d'un tout au long de sa carrière.
Mise en scène Michel Abécassis avec Blandine Laignel, Pierre Ollier, Nicolas Dangoise.

Exil (titre provisoire) de Michel Abécassis 2017/2018
Texte en chantier depuis fin 2015.
Il s'agit d'une immersion totale dans le monde des migrants auquel l'auteur s'attache à intervalles réguliers pendant 2 ans.
Calais, Dunkerque, Lesbos, Khos, La Turquie, Pars 20ème….
Un voyage en exil pour essayer de parler de l'errance.
Mise en scène Michel Abécassis distribution en cours….

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Préciser les noms, villes et départements de chaque équipement
Théâtre Municipal de Palaiseau Essonne
Théâtre de Longjumeau Essonne
La Piscine à Châtenay-Malabry Haut de Seine
Centre Culturel Marcel Pagnol de Bures sur Yvette Essonne

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) - Préciser les modalités de leur soutien :
Conseil général de l'Essonne, résidence de 3 ans renouvelables
Ville de Palaiseau, résidence de trois ans renouvelables

Equipe artistique prévue pour le projet :
Pierre Ollier comédien
Nicolas Dangoise comédien
Guillaume Van't Hoff comédien
Blandine Laignel comédienne
Nicolas Barraud régisseur
Philippe Montémont régisseur

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Coproduction Répétitions Créations Interventions	
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Sur 3 ans	

Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Ville de Palaiseau Agglomération du plateau de Saclay	
Objectifs & contenus de chaque résidence	Coproduction Répétitions Créations Interventions sur le territoire	
Partenaires financiers de résidence	Conseil Général de l'Essonne Ville de Palaiseau	

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :
Comme pour l'année 2016/2017 avec une présence plus importante sur le territoire de l'agglomération.
Création, diffusion, interventions pédagogiques….
Les résidences sont à l'année.
Est prévu au moins deux créations sur les 3 années 2016/2017 2017/2018 et 2018/2019.
Les partenaires financiers sûrs sont le Conseil Général de l'Essonne et la Ville de Palaiseau.
Il est prévu d'intervenir dans le champ social sur des projets spécifiques.

PERSPECTIVES DE CREATION

Création 2016/2017 …. à 2018/2019
Tous les projets seront orientés vers un théâtre en prise avec la société d'aujourd'hui.
Textes contemporains où l'homme est au cœur même des grands débats et conflits d'aujourd'hui.

L'Augmentation de Georges Perec 2016/2017
Dates déjà fixées.
Où il est question de demander une augmentation à son chef de service.
Texte singulier par sa forme et dont l'humour qui s'en dégage, cache la partie sombre De la vie d'un tout au long de sa carrière.
Mise en scène Michel Abécassis avec Blandine Laignel, Pierre Ollier, Nicolas Dangoise.

Exil (titre provisoire) de Michel Abécassis 2017/2018
Texte en chantier depuis fin 2015.
Il s'agit d'une immersion totale dans le monde des migrants auquel l'auteur s'attache à intervalles réguliers pendant 2 ans.
Calais, Dunkerque, Lesbos, Khos, La Turquie, Pars 20ème….
Un voyage en exil pour essayer de parler de l'errance.
Mise en scène Michel Abécassis distribution en cours….

Subvention demandée :
35 000 €
Soit 10 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	Euros HT	RECETTES	Euros HT
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	76500	COLLECTIVITES TERRITORIALES	60000
Salaires brut	49 000	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur	27 500	Région IDF - PAC	35 000

DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	91700	**Département** : Essonne ❒ attribué	15 000
4 comédiens			
Salaires bruts artistes	34 000	**Commune** 1 : Palaiseau ❒ attribué	10 000
Charges employeur artistes	19 600		
Salaires bruts techniciens	4 500	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	111200
Charges employeur techniciens	2 500	Billeterie Avignon	41 000
Droits d'auteur	6 000	Recettes de coréalisation	4 200
Avignon location théâtre	15 900	Médiation culturelle	3 000
Hébergement Avignon	4 000	Apports de coproduction (préciser) :	3 000
Repas	1 500	Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations)	60 000
Transports	1 700		
Comunication / mailing	2 000		
AUTRES DEPENSES	3000		
Téléphone	400		
Assurance	600		
Prestation payes intercachet	1 500		
Petit matériel fournitures	500		
TOTAL	**171200**	**TOTAL**	**171200**
		Mise à disposition de locaux	30 000

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La compagnie du Théâtre de l'Eveil est soutenue par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 25 000€. Le soutien de la Région est réparti entre l'emploi (5 000€) et la création/diffusion (20 000€). L'emploi concerne essentiellement la pérennisation du poste de directeur artistique en CDI, mais également le prolongement jusqu'à l'été 2015 du poste de médiateur culturel. L'aide dédiée à la création et la diffusion a permis la réécriture et la création de la pièce « Le Rire du Diable » de Michel Abécassis qui a été joué à Epernay et Crépy-en-Valois ainsi qu'à Avignon au Chien qui fume. La structure a également bénéficié d'un emploi tremplin en 2008 pour le poste de chargé de médiation culturelle.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Le Théâtre de l'éveil a créé « Le rire du diable » en 2013 en coproduction avec l'Espace Michel Carné de Saint-Michel-sur-Orge et le Théâtre de Longjumeau. Le spectacle a été repris avec une nouvelle distribution en 2015 avec le soutien du Théâtre Le Salmanazar d'Epernay. Il s'inscrit dans le cycle « Oulipo » de la compagnie, avec une conception et une mise en scène de Michel Abecassis. Très caustique, très grinçant, il compte trois interprètes qui font partie de l'équipe artistique permanente du Théâtre de l'éveil, des comédiens fidèles à cette esthétique particulière qui a fait le succès de la compagnie avec le spectacle « Oulipo/Pièces détachées » au Théâtre du Rond-Point en 2008. Michel Abecassis avait repris des textes oulipiens et passé commande à des auteurs à partir de contraintes précises. Ce spectacle est toujours au répertoire de la compagnie et sa diffusion alimente ses ressources propres, de même que la tournée du spectacle « Exercice de style » de Queneau (Théâtre de Fontainebleau, Bois d'Arcy…). « Le rire du diable » créé en 2015 s'inscrit dans cette lignée, libérant une parole féroce dans la veine de Desproges. Le spectacle a été diffusé au Festival d'Avignon en 2015 et demeure au répertoire de la compagnie même si sa diffusion n'a pas rencontré le succès d' « Oulipo/Pièces détachées ». Autour de la diffusion des spectacles, la compagnie propose des interventions : rencontres/débats avec les écrivains de l'Oulipo, lectures publiques, ateliers d'écriture, jeux oulipiens. Elle mène aussi de nombreuses actions culturelles à Palaiseau (Médiathèque, Collège Péguy, Lycée Camille Claudel, Grandes écoles du Plateau de Saclay telles que l'ENSTA ou Polytechnique…).

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
La compagnie est historiquement implantée en Essonne où elle a longtemps été en résidence à l'Espace Michel Carné à Saint Michel-sur-Orge et au Théâtre de Longjumeau. Ces résidences ont pris fin en 2013 et 2014 et la compagnie s'implante dorénavant à Palaiseau dans le cadre d'une convention de résidence avec la Ville qui prévoit la mise à disposition d'espaces de travail, de l'action culturelle et du soutien à la création. La compagnie est reconnue pour la singularité « oulipienne » de son travail et la ligne esthétique de la troupe de comédiens fidèles. Si « Le rire du diable » n'a pas connu une diffusion aussi large que les précédents spectacles de la compagnie, son répertoire continue de tourner dans les théâtres de ville et la compagnie conserve une visibilité importante auprès des professionnels et du grand public via ses séries dans le festival off d'Avignon.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget de la compagnie a diminué de 20% entre 2013 et 2015 en lien avec le report de la création du spectacle « Le rire du diable » de 2013 à 2015. Les ressources propres participent de la diminution mais demeurent importantes pour une petite compagnie qui bénéficie d'un important réseau de diffusion. Au cours des trois années de conventionnement de la permanence artistique et culturelle, le nombre d'heures d'intermittence artistique a diminué de moitié, la compagnie ayant atteint son objectif de pérennisation du poste de directeur d'artistique au régime général.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé s'inscrit dans la continuité. Le Théâtre de l'Eveil poursuivra ses projets de création en abordant des thèmes de société tels que l'augmentation de salaire avec la pièce « L'Augmentation » de Georges Perec ou les migrants avec « Exil » de Michel Abécassis. Cette thématique habite le metteur-en-scène qui se consacre beaucoup aux migrants à Délos, en Grèce, et à Calais où il écrit sa prochaine pièce « Exil ». Une résidence de trois ans est déjà engagée avec la Ville de Palaiseau et l'Agglomération du plateau de Saclay. « L'Augmentation » sera notamment programmée au Théâtre de Longjumeau, au Centre Culturel de Bures-sur-Yvette, au Théâtre de Fontainebleau, au Festival Arc en Gray et à la Piscine de Châtenay-Malabry.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant à la baisse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie du Théâtre de l'éveil en 2016 à hauteur de 10 000 €
sur une base subventionnable de 51 500 € correspondant aux dépenses d'emploi du budget prévisionnel proposé déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région intervient à hauteur de 10 000 euros sur l'emploi de la compagnie, incluant les dépenses d'emploi en lien avec la création/diffusion/appropriation.	La Région n'intervient pas directement au titre de la création/diffusion/appropriation.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un(e) stagiaire ou un(e) alternant(e).

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 51 500 € et correspond au budget prévisionnel déduction faite de l'écart entre la subvention demandée et la subvention proposée.

Localisation géographique :
- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 000,00 €
2017	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	25 000,00 €
	Montant total	75 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003672

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : THEATRE JEAN VILAR (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	311 609,00 €	24,07 %	75 000,00 €
	Montant Total de la subvention		75 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6568-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE JEAN VILAR
Adresse administrative : 1 PL JEAN VILAR
94400 VITRY SUR SEINE
Statut Juridique : Régie de Collectivité Locale à Caractère Industriel
Représentant : Madame FATMATA KONATE, Présidente

N° SIRET : 43262723000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé :
L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Le Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine est un théâtre municipal dirigé pendant 35 ans par Gérard Astor et par Nathalie Huerta depuis septembre 2014, avec un projet qui s'inscrit totalement dans l'histoire du théâtre (qui liait les écritures, les artistes et le territoire) et l'ambition d'accompagner de nouveaux artistes et d'élargir les publics.
L'ouverture du Théâtre Jean Vilar en 1972 fut précédée d'un travail d'implantation dans les quartiers, les écoles, les entreprises, de plusieurs années, avec les compagnies de Jacques Lassalle (fondateur du Studio-Théâtre de Vitry en 1967 puis directeur du Théâtre National de Strasbourg et administrateur général de la Comédie Française) et de Michel Caserta (fondateur de la Biennale Nationale de Danse du Val-de-Marne en 1981).

Après des travaux de rénovation, le théâtre a ré-ouvert en 1998 disposant dés lors de 600 m^2 de plus, pouvant accueillir jusqu'à 1200 personnes, dans un espace modulable. Trois salles attenantes sont ainsi disponibles et

utilisables en espace scénique : le hall d'accueil, une salle de répétition et la salle de spectacle.
Le théâtre est soutenu par la Ville de Vitry-sur-Seine, le Conseil Départemental du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

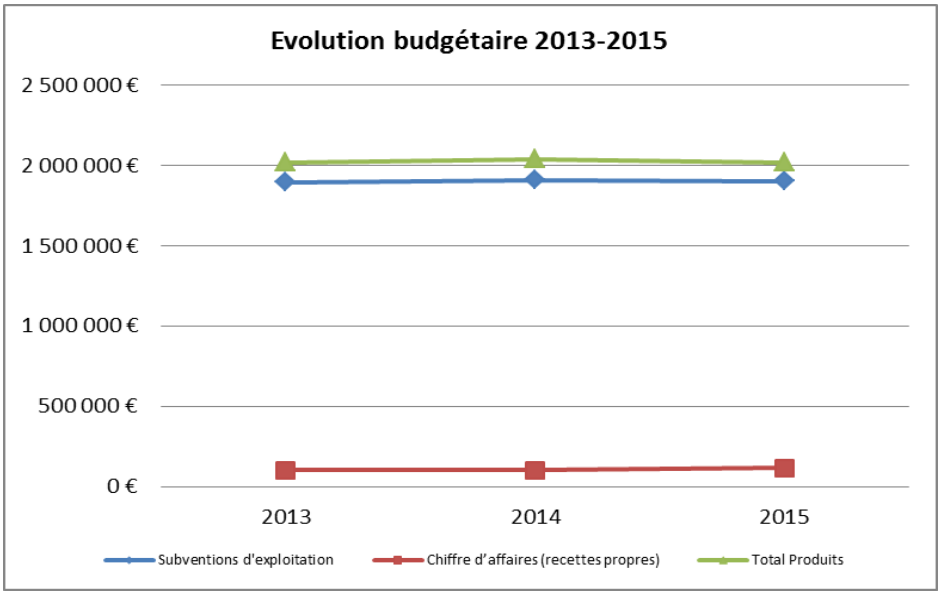
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC IDF : résidence chorégraphique	0	*0%*	11 642	0	*0%*
Conseil départemental du Val-de-Marne	52 133	*3%*	55 000	55 000	*3%*
Commune de Vitry-sur-Seine : fonctionnement	1 782 750	*92%*	1 763 971	1 747 871	*93%*
Autres - Inspection académique du Val-de-Marne et ONDA	1 672	*0%*	2 608	2 003	*0%*
Région - PAC	75 000	*4%*	75 000	75 000	*4%*
Région - rayonnement international et arts en Méditerranée	35 748	*2%*	0	0	*0%*
SOUS-TOTAL REGION	110 748	6%	75 000	75 000	4%
TOTAL SUBVENTIONS	**1 947 303**	**100%**	**1 908 221**	**1 879 874**	100%

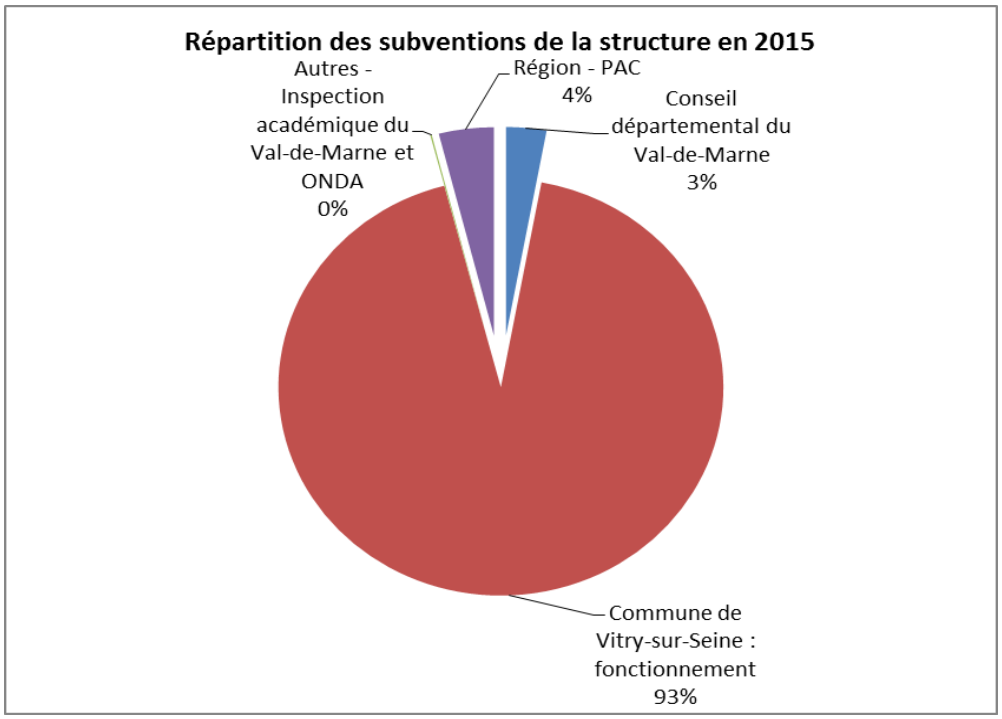
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	1 893 771	*94%*	1 908 392	1 901 525	*94%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	102 095	*5%*	104 381	115 666	*6%*
Total produits	2 018 242	*100%*	2 038 492	2 019 044	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	816 719	786 966	832 516
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	11 405	11 162	10 948

3) Evolution de l'activité

Saisons	**2013/2014**	**2014/2015**	**2015/2016**
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	9	14	12
Nombre de spectacles diffusés au total Manifestations municipales et associatives	36 8	34 7	54 7
Nombre de représentations Manifestations municipales et associatives	88 9	105 7	117 7
Nombre de festivals ou temps forts éventuels			2
Nombre de spectateurs	23 711	24 303	25 500
Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Equipes artistiques partenaires de résidence*	5	7	9
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	45	74	129
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	200	301	467
Nombre d'établissements et de relais partenaires	55	63	75
Nombre de bénéficiaires	1870	2229	2500

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

ECRITURES POUR LA JEUNESSE
ET PERMANENCE ARTISTIQUE SUR LE TERRITOIRE

Depuis deux saisons, le théâtre Jean-Vilar a développé considérablement un axe « jeunesse » au sein de son projet artistique, tant du point de vue de la programmation que du travail avec ces publics spécifiques. Il s'agit là d'un enjeu à la fois artistique et sociétal. Force est de constater qu'il existe un fossé important entre les structures culturelles, les artistes et les jeunes citoyens dans leur diversité. Dans une société en crise, en perte de valeur, dans un contexte de montée des radicalismes et de violence extrême, le monde artistique doit s'engager fortement dans la construction des imaginaires et de la citoyenneté pour l'éveil d'un sens critique avec une visée émancipatrice.

Pour ce faire nous proposons plusieurs formes d'actions :

- une permanence des artistes sur le territoire dans le cadre d'un dispositif de résidences artistiques au sein de structures socio-éducatives et d'établissements scolaires notamment en lycée.
- Un programme ambitieux d'éducation artistique, intégré au sein du dispositif de résidence et un travail spécifique auprès des publics jeunes.

- Un fort soutien aux écritures en direction de la jeunesse et ouvertes sur le Monde dans sa diversité, dans une dynamique de partenariats et de réseaux avec d'autres structures engagées sur ce terrain.
- Des laboratoires de recherche artistique dans une proximité avec les publics (groupe de compagnons suivant les processus de création dans une interaction avec les artistes) y compris pour des compagnies émergentes.
- Un développement de projets participatifs et la valorisation des pratiques amateurs.

Des thématiques en dialogue :
Construction des identités, l'individu au sein du collectif, relation à l'autre dans sa différence, ouverture au monde, émancipation de l'individu, lutte contre les dogmes, liberté d'expression, représentations du monde dans sa complexité et sa diversité, réintroduction de la pensée dans le langage, relations féminin/masculin.

Ces axes se traduiront concrètement par :
- Une programmation jeune public et en direction de la jeunesse importante.
- Le renforcement du jumelage avec le lycée Chérioux de Vitry : résidences d'artistes, ateliers de pratique théâtrale, représentations artistiques au sein du lycée.
- Le développement des projets d'action culturelle avec le micro-lycée de Vitry.
- Des parcours d'éducation artistique dans différents établissements scolaires de Vitry.
- Un parcours avec les centres de quartiers jeunes de Vitry et notamment un dispositif de formation pour les animateurs.
- Un parcours avec les foyers de jeunes travailleurs et les différents centres sociaux du territoire.
- L'initiative « Territoire d'expression » : valorisation des pratiques amateurs avec présentation des travaux au sein de la programmation.
- Partenariats avec l'UNSS sur les sections danse (ateliers d'écriture chorégraphique)
- L'initiative « auteurs en jeu » dans le cadre de la journée nationale des écritures jeunesse : découverte et échange sur différentes écritures jeunesse.
- Partenariats avec les écoles municipales artistiques
- Coproduction d'œuvres jeune public avec d'autres structures et des réseaux de création et diffusion francilienne mutualisée dans le cadre de partenariats territoriaux.

Développement sur les 3 saisons :
- Saison 16/17 : mise en place des résidences et diffusion du répertoire.
- Saison 17/18 : renforcement des résidences et créations
- Saison 18/19 : écritures de pièces jeunesse, restitution des résidences et expérimentations avec de nouveaux artistes.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Lycée Adolphe Chérioux de Vitry, Lycée Jean-Macé d'Ivry, Micro-Lycée de Vitry, ALJT de Vitry, collèges, écoles primaires et maternelles des 2 circonscriptions, UNSS Val de Marne, Rectorat, Inspection académique, Centres de loisirs primaires, Centres de quartiers, Centres sociaux Balzac, Portes du Midi, les Monis, association du Port à l'anglais, Bibliothèque Nelson Mandela, 3 Cinés Robespierre, Galerie municipale Jean Collet, ALJT (association logement jeunes travailleurs), Associations Ensemble pour l'Avenir, Les amis de l'atelier, SAVS SAMSA, CFDJ Espoir, Foyer Le relais de l'enfance, Association loisirs et formation ALEF, Association Art'Monie, Foyers résidence de personnes âgées, Service Vie Sociale de la Ville, Studio Théâtre de Vitry, Gare au Théâtre Vitry, Ecoles municipales artistiques Vitry, Groupe des 20 théâtres en Ile de France, Association Cultures du cœur en Val de Marne.

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -
DRAC Ile de France pour la résidence de Bouziane Bouteldja (en attente de confirmation d'aide à la résidence chorégraphique)
Inspection académique circonscriptions de Vitry/CEPEC pour les parcours artistiques en milieu scolaire
Conseil départemental du Val-de-Marne dans le cadre d'une convention triennale d'objectif

Equipes artistiques prévues pour le projet :

Les résidences d'implantation
Emilie Leroux/ Cie les Veilleurs/ Théâtre
Bouziane Bouteldja, Cie Danse6T/ Danse Hip Hop
Kheireiddine Lardjam, Cie El Ajouad/ Théâtre
Hugo Paviot, Cie les piqueurs de Glingues/ Théâtre

Les parcours artistiques en 16/17
Jérémie Lelouet, Cie des Dramaticules/ Théâtre
Franck Micheletti, Kubilai Kan Investigations/ Danse
Salia Sanou, Cie Mouvements perpetuels/ Danse
Fabrice Guillot, Cie Retouramont/Danse
Nathalie Pernette, Cie Pernette/Danse
Zaf Zapha/Chanson
Serena Fisseau/Chanson

RESIDENCES PREVUES		
	1ère année 2016/2017	
Equipes artistiques	**COMPAGNIE DANS6T** **Bouziane Bouteldja** **DANSE**	**COMPAGNIE EL AJOUAD** **Kheireddine Lardjam** **THEATRE**
Type de résidence	Implantation, diffusion, création	Implantation, diffusion, création
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	1 semaine par mois soit 8 à 10 semaines environ entre octobre 16 et juin 17.	6 semaines entre novembre et mai
Objectifs & contenus de chaque résidence	OBJECTIFS -Ouvrir un dialogue autour des questions centrales soulevées par Bouziane Bouteldja dans son travail : identité, liberté de conscience, relation à l'autre, laïcité, République, lien entre art et société… Des thématiques plus que jamais d'actualité et autour desquelles il est fondamental de réfléchir et de débattre ensemble aujourd'hui. Pour les professionnels de l'enseignement et du secteur socio-éducatif, aborder ces sujets avec des enfants ou des adolescents sans tomber rapidement dans une polémique stérile est pourtant souvent difficile. La grande expérience de la Cie Dans6T des publics souvent très éloignés de la culture et la capacité de Bouziane Bouteldja à ouvrir le dialogue avec intelligence et finesse sont des atouts essentiels. - transmission de la danse hip hop ainsi qu'aux pratiques culturelles en milieu scolaire en formant des professeurs de sport et en imaginant des spectacles et des actions spécifiques pour le milieu scolaire. CONTENU -Résidence au lycée Chérioux et dans un centre de quartier de Vitry : répétitions publiques, représentations hors les murs de petites formes « Kif l'équilibre » et « Libre », ateliers de pratique. -résidence aux Ecoles municipales	OBJECTIFS - Ca veut dire quoi, avoir 20 ans aujourd'hui en France ? Et en Algérie ? Et en Bourgogne ? Et à Vitry-sur-Seine ? Et lorsqu'on ne partage pas les mêmes convictions ? Et lorsqu'on ne vit pas dans les mêmes conditions ? Et c'est quoi l'espoir ? Y a-t-il un espoir ? Que pouvons-nous construire ensemble aujourd'hui ? Autant de questions brûlantes, sensibles, auxquelles nous tenterons d'apporter d'autres questions, et, peut-être, des bribes de réponses, trempées dans la fiction, mais destinées à être des pistes pour nos vies actuelles. -le théâtre offre un espace de réflexions partagé sur la société, sur l'humain, sur la mémoire et les angoisses collectives. Il nous nettoie des images et des bruits qui nous assaillent en permanence et minent notre capacité de réfléchir et de voir. CONTENU - Résidences au lycée Chérioux, ALJT (répétitions publiques du spectacle Saleté de Robert Schneider, ateliers de pratique, représentations du spectacle Saleté). - Création et représentations Hors les murs en lycée et structures socioculturelles de « Saleté » - 1er laboratoire de recherche sur la création 2018 « mille francs de récompense » de Victor Hugo, au Studio Théâtre de Vitry. -Diffusion de la pièce « Page en

	artistiques (ateliers de recherche chorégraphique, répétitions publiques, ateliers) -parcours de formation pour les animateurs de centres de quartiers et professeurs de sports UNSS danse -parcours artistiques avec des amateurs dans le cadre de « Territoires d'expression ». - création-coproduction et diffusion de la prochaine création « Faux semblants » et accompagnement et diffusion du solo d'un des danseurs marocains de la cie, Fouad Nafili dans le cadre du festival « Transversales, écritures mélangées de Méditerranée».	construction » de Fabrice Melquiot dans le cadre du festival « Transversales, écritures mélangées de Méditerranée ».
Partenaires financiers de résidence	DRAC Ile de France Lycée Chérioux	CDN de St Etienne Lycée Chérioux

Equipes artistiques	**COMPAGNIE LES VEILLEURS Emilie Leroux THEATRE**	**COMPAGNIE LES PIQUEURS DE GLINGUES / Hugo Paviot THEATRE**
Type de résidence	Implantation, Création, diffusion	Implantation, Création, diffusion
Dates de chaque résidence & durées	De janvier à juin 2017 Environ 6 semaines de résidence	D'août 2016 à avril 2017, environ 10 semaines de résidence
Objectifs & contenus de chaque résidence	OBJECTIFS Le théâtre peut être une tribune, un lieu de rencontre, un lieu pour ouvrir une discussion. Nous voulons faire face à ce problème très contemporain qui est de vivre et communiquer avec un corpus de mots très restreint relayé par les médias, le politique et, de fait, par les citoyens entre eux. Ce langage appauvri pose problème pour interagir, pour se représenter le monde dans sa complexité. En limitant l'étendue de notre vocabulaire, en limitant notre capacité de représentation du monde, on a limité la pensée. Le théâtre permet de réinsérer de la pensée dans le langage. -Créer du lien et du dialogue avec le corps enseignants -Développer une dynamique autour des écritures de théâtre jeunesse : Exploration-recherche sur le territoire, autour de la construction des identités / cycle sur les migrations, rapport féminin/masculin CONTENU -Lectures théâtralisées, valise-théâtre jeune public, « Lire et dire le théâtre en famille », « Auteurs en jeu/1er juin » -Exploration-recherche sur le territoire,	« ET CRIE... MOI DEMAIN ! » Hugo Paviot anime, avec le comédien David Arribe, un projet sur deux saisons, ayant pour objectif de faire dialoguer l'ensemble des élèves de première du Micro-lycée avec des résidents de foyers de retraités, sur l'influence des conflits historiques transgénérationnels dans la famille et dans la construction de l'identité et de la citoyenneté. D'autres partenaires seront associés au projet : lycée Jean Macé de Vitry-sur-Seine, foyers Paul et Noémie Froment et Justin Delbos de Vitry, associations de migrants… En parallèle, les élèves présentent aux oraux du bac de français, un extrait de « La Mante », dans le cadre d'une séquence intitulée "De l'influence des conflits historiques sur l'histoire familiale au théâtre". La restitution de ce travail sera présentée en novembre 2016 au Théâtre Jean-Vilar. CONTENU -Suite du projet avec le micro-lycée sur la saison 16/17 (initiée en en 15/16) avec une restitution au théâtre de la résidence avec les lycéens en novembre 16. -Résidence de création au théâtre Jean-

	autour de la construction des identités : petit groupe de recherche avec des partenaires, des publics proches, un ou des universitaires, un ou des auteurs. - diffusion en hors les murs dans les écoles de « En attendant le petit poucet » de Philippe Dorin. -diffusion de « Lys Martagon » de Sylvain Levet et de « Contre les bêtes » de Jacques Rebotier. -Laboratoire de recherche autour de plusieurs œuvres dont « la migration des Canards » d'Elisabeth Goncalves.	Vilar : 2 semaines en août 16 et 3 semaines en avril 17. -Création de la trilogie d'Alexandre et diffusion des 3 pièces avec la coproduction du 3ème volet « Vivre ».
Partenaires financiers de résidence	CEPEC/Inspection académique	Micro-Lycée de Vitry

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019)

- Poursuite des résidences au sein de structures socio-éducatives et d'établissements scolaires notamment en lycée en 17/18 : Cie les Veilleurs et Cie El Ajouad avec des résidences de créations au théâtre pour les deux compagnies + poursuite (en fonction du bilan) des 2 autres résidences ou implantation d'une nouvelle cie de danse.

- Renouvellement de 3 résidences avec de nouveaux artistes étant dans une même dynamique.

Présentation des éventuels projets hors résidences : Les autres compagnies inscrites dans le dispositif intégreront les différents parcours en direction des publics jeunes. L'idée étant de mettre le public au centre du projet et de construire avec ces différents artistes des parcours à travers leurs œuvres dans une diversité de formes et de démarches**.**

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

Le projet développé dans le cadre de la PAC permettra de maintenir le niveau d'emploi actuel tout en ouvrant de nouvelles perspectives :

- la stabilisation de l'emploi avec la création de 2 postes permanents : un régisseur général et un régisseur lumière. Ils sont actuellement en contrat d'intermittence.

- l'accompagnement des créations par un chargé de diffusion pour permettre aux Compagnies d'assurer la venue de professionnels avec l'objectif évident de faire tourner les créations produites au Théâtre Jean-Vilar, garantissant là aussi des emplois sur du long terme.

Subvention demandée :
82 000 €
Soit 7 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (TTC)

DEPENSES	**€ TTC**	**RECETTES**	**€ TTC**
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	279459	ETAT	24800
Salaires bruts techniciens	59000	**DRAC Ile-de-France**, Service Musique et Danse, aide à la résidence (en cours)	20000
Charges employeur techniciens	36580	**Ministère de la culture / autres directions** (DGCA…) : ONDA (en cours)	3000
Droits d'auteur	16988	**Autres Ministères,** Education nationale, DAC : (en cours)	1800

Locations (préciser):	1500	COLLECTIVITES TERRITORIALES	444579
Défraiements (transports, repas, hébergement)	24605	**Région Ile-de-France**	
Apports en coproduction	24000	Région IDF - PAC	82000
Achats de spectacle, concerts	116786	**Département du Val-de-Marne (en cours)**	10000
DEPENSES D'APPROPRIATION	39150	**Commune** 1, Vitry-sur-Seine (en cours)	352579
Préciser le nombre d'heures: ……...		SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	1730
Achat action culturelle	30800	ARCADI	1730
Autres (préciser) :	8350	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	32500
AUTRES DEPENSES	185000	Billetterie	25000
Part de charges de fonctionnement	185000	Recettes de bar, restauration, librairie	2500
		Autres: participation des structures partenaires	5000
TOTAL	**503609**	**TOTAL**	**503609**
Mise à disposition de locaux	40000	Mise à disposition de locaux	

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Depuis 2006, la structure a bénéficié de trois conventions au titre de la Permanence artistique et culturelle à hauteur de 75 000 €.
Le projet présenté en 2013 par le théâtre était intitulé « Enraciner la production du récit dans la proximité avec les populations » et avait pour objectif la poursuite des compagnonnages artistiques et les actions culturelles sur le territoire qui y sont associées, dans les champs du théâtre, de la musique et de la danse, autour du monde du travail et de la jeunesse avec notamment les artistes suivants : Sébastien Lefrançois et Fouad Boussouf (danse hip-hop), Mireille Laroche (théâtre lyrique), Michel Vinaver (théâtre), Ezzedine Ganoun (théâtre).

Outre l'aide à la permanence artistique et culturelle, d'autres aides régionales ont été octroyées au Théâtre Jean Vilar : 10 000 € en 2012 et 25 000 € en 2015 au titre du dispositif Méditerranée et 38 000 € en 2012 au titre du rayonnement international.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Le bilan de cette convention est marqué par le changement de direction du théâtre à compter de septembre 2014. Ainsi les trois années qui viennent de s'écouler recouvrent la dernière saison (saison 2013/2014) du directeur, Gérard Astor, qui a dirigé le théâtre pendant 35 ans ; et les deux premières saisons (en partie pour la saison 2014/15) de la nouvelle directrice, Nathalie Huerta (auparavant secrétaire générale du théâtre). Le projet défendu par la nouvelle directrice est fortement inscrit sur le territoire et en lien étroit avec la population, il accentue encore les liens au territoire, aux habitants et aux jeunes en particuliers et poursuit l'ouverture à l'international et au multiculturel (notamment à la Méditerranée), les questionnements sur la société, ainsi que l'accompagnement d'artistes en fidélité et sur des temps longs.
Pluridisciplinaire, la programmation du théâtre propose des spectacles en théâtre, danse (hip-hop notamment), musique (chanson en particulier), ainsi que de nombreux projets jeune public. Le théâtre accompagne en résidence, chaque saison, plusieurs équipes artistiques dans le cadre de compagnonnage sur des temps longs, généralement de trois années. Toutefois, les modalités, contenus et durée de chaque résidence, s'adaptent aux besoins des équipes et aux étapes de leur projet et sont le fruit d'une co-construction avec l'équipe du théâtre et les partenaires du territoire. En effet, dans le respect de la singularité des artistes et en résonnance avec leur projet de création, chaque résidence donne lieu à une implantation forte de l'artiste sur le territoire de façon à créer du lien avec les populations, et à s'adresser à un public le plus large possible. Si le modèle reste le même dans les grandes lignes, les résidences s'inscrivent davantage encore, depuis l'arrivée de la nouvelle directrice, sur le territoire, avec une présence des artistes plus régulière et une immersion plus grande de l'artiste dans une structure (lycée, collège, primaire, maternelle, école de danse, centre social, centre technique municipal, association…).
Accentuant son soutien aux artistes et à la création, le théâtre a augmenté le nombre de résidences et de coproductions chaque saison. De 5 coproductions, leur nombre passe à 7 en 2014, puis à 9 en 2015. Le nombre de résidences présente également une hausse, de 5 résidences, celles-ci passent à 7 puis à 8.

Durant les trois dernières saisons, des compagnonnages se sont terminés (Lia Rodrigues, Sébastien Lefrançois, Mireille Laroche/Péniche Opéra, Ezzeddine Gannoun/théâtre El Hamra de Tunis) quand d'autres se sont poursuivis (Fouad Boussouf – compagnie Massala) ou ont débuté (Kheireddine Lardjam/compagnie El Ajouad ou Hugo Paviot/compagnie les piqueurs de glingues).
Le nombre de spectacles programmés, le nombre de créations comme le nombre de représentations présentent tous des niveaux en hausse. La saison 2015-2016 a ainsi proposé 54 spectacles, 12 créations et 117 représentations. La fréquentation progresse également sur la période, elle s'établit à 25 000 spectateurs en 2015 alors qu'en 2013 le nombre de spectateurs était de 23 711.
Au cours de cette saison 2015-2016, le théâtre a initié deux nouveaux temps forts témoignant de l'identité du théâtre, puisque « Les transversales » proposent au cours de cinq soirées des spectacles de danse, de théâtre et de chanson « aux écritures mélangées de Méditerranée » ; et « territoires d'expression » propose la découverte de jeunes artistes de Vitry amateurs ou semi-professionnels.
Attentif à la relation aux publics et plus largement aux habitants, le théâtre mène de nombreux projets et actions mettant en lien les publics et les artistes, le plus possible dans la durée et de manière continue. Ainsi par exemple, La Péniche Opéra/Mireille Laroche (compagnie nationale de théâtre lyrique) a été en résidence pendant trois ans dans un centre social, le chorégraphe Sébastien Lefrançois a travaillé en résidence de création avec les agents du centre technique municipal, plus d'une trentaine de lycéens ont travaillé avec l'auteure Anne-Marie Collin du spectacle « grande peur et misère du IIIème Reich » ou encore des interventions auprès de danseurs amateurs avec Fouad Boussouf. Le nombre d'heures d'interventions artistiques, notamment en direction des lycées, comme le nombre de bénéficiaires de ces actions a progressé, particulièrement lors de la saison 2015-2016. Le nombre d'heure a plus que doublé entre 2013 et 2015 (de 200, il passe à 467), et il a presque triplé s'agissant des projets menés avec des lycéens.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement
Le théâtre Jean Vilar de Vitry a, au cours de ces trois dernières années, confirmé et développé ses partenaires, à Vitry, dans le Val-de-Marne et en Ile-de-France.
Ancré à Vitry-sur-Seine et en lien avec les acteurs et équipements de la ville, le théâtre a également initié et mis en place des partenariats nouveaux avec d'autres lieux implantés sur la ville : le Studio Théâtre de Vitry (programmation commune et accueil en résidence) et Gare au théâtre. Le théâtre a poursuivi sa collaboration avec les festivals départementaux qui s'est même amplifiée avec certains : Les Théâtrales Charles Dullin, la Biennale de danse du Val-de-Marne (coproduction d'un projet en commun), le Festi'Val-de-Marne et le Festival Sons d'hiver. Le rayonnement sur le territoire francilien s'est élargi grâce à des partenariats qui se mettent en place avec le Tarmac ou le festival d'Ile-de-France et à l'insertion la directrice du théâtre dans le groupe des 20, réseau de directeurs et directrices de théâtres de banlieue et dans le réseau informel des coproducteurs jeune public d'Île-de-France.
Enfin, l'axe international du projet porté par le lieu l'amène à accueillir et à mener des projets avec des artistes étrangers, et de ce point de vue, fait rayonner le théâtre à l'international.

Evolution budgétaire et de l'emploi
Le budget du théâtre Jean Vilar est relativement stable sur la période et s'élève chaque année à un peu plus de 2 000 000 €. Il présente également une structure budgétaire stable. Dotation de la Ville de Vitry-sur-Seine comprise, les subventions représentent en 2015 94% des produits (1 901 525 €) et les recettes propres 6% (115 666 €). Le ratio était équivalent en 2013.
Si on excepte l'apport de la Ville de Vitry (de 1 747 871 € et réduit de près de 35 000 € sur la période), la Région est le premier des autres partenaires publics du théâtre avec l'aide à la permanence artistique et culturelle (75 000 €) qui représente 4% des apports publics. Vient ensuite le Conseil Départemental du Val-de-Marne avec une aide au fonctionnement maintenu au même niveau entre 2013 et 2015, à hauteur de 55 000 €.
Le théâtre a réussi à obtenir en 2014 une aide à la résidence chorégraphique de la part de la DRAC.
Le fonctionnement du théâtre repose sur une équipe stable de permanents de 12 personnes auxquels s'ajoutent une équipe d'agents d'accueil, une équipe de techniciens intermittents (le seul permanent technique étant le directeur technique) et des collaborateurs extérieurs au projet (production, presse, graphiste…). La masse salariale globale présente une relative stabilité entre 2013 et 2015 voire une légère augmentation. Elle s'élève en moyenne à près de 812 000 € et concerne au trois quart l'équipe des permanents. Constitué quasi exclusivement par les techniciens, le nombre d'heures d'intermittence moyen dépasse les 11 000 heures annuellement.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour la prochaine convention, le théâtre Jean Vilar place la jeunesse au cœur de son projet de permanence artistique et culturelle. Ce qui se traduit ainsi par une présence plus forte des artistes dans les établissements scolaires (notamment les lycées), dans le cadre de résidences longues, par le développement des actions d'éducation artistique, par une attention aux jeunes équipes artistiques et aux écritures en direction de la jeunesse, par une programmation jeune public importante et la valorisation de la pratique amateur avec notamment le temps

fort « territoires d'expression ».
Quatre compagnonnages vont se poursuivent ou se mettre en place avec les artistes suivants : Kheireddine Lardjam (compagnie El Ajouad) interviendra auprès des lycéens du lycée Chérioux de Vitry, le chorégraphe et danseur hip-hop Bouziane Bouteldja (compagnie Dans6T) travaillera plus spécifiquement avec le lycée Chérioux, un centre de quartier et les écoles municipales artistiques, l'implantation territoriale de la metteuse en scène Emilie Leroux (jeune public) sera plutôt à destination des écoles et enfin Hugo Paviot/compagnie les piqueurs de glingues poursuivra son projet avec le micro-lycée de Vitry. Outre ces compagnons, des parcours de sensibilisation artistique seront construit avec sept équipes artistiques programmées au cours de la saison, comme Jérémie Lelouet (compagnie les Dramaticules/théatre), Franck Micheletti (Kubilai Kan Investigations/danse), Nathalie Pernette (compagnie Nathalie Pernette/danse) ou Zaf Zapha (chanson) en liens avec de nombreux partenaires.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient le Théatre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine en 2016 à hauteur de 75 000 € sur une base subventionnable de 311 609 €

(la base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion et des dépenses d'appropriation du budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région ne soutient pas l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 75 000 € pour le projet du Théâtre Jean Vilar et en particulier l'accueil de compagnies sur des temps long, le soutien à la création et l'organisation d'actions d'éducation artistique et culturelle.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
la base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion et des dépenses d'appropriation du budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	52 500,00 €
2017	22 500,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	75 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	25 000,00 €
	Montant total	250 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003673

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : THEATRE ST QUENTIN EN YVELINES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	283 059,00 €	24,73 %	70 000,00 €
	Montant Total de la subvention		70 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THEATRE ST QUENTIN YVELINES
Adresse administrative : PL GEORGES POMPIDOU BP 317
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
Statut Juridique : Association
Représentant : Lionel MASSETAT, Directeur
Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 39078782800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Inaugurée en 1993 à Montigny-le-Bretonneux (agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines), dans un bâtiment monumental signé par l'architecte Stanislas Fiszer, le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines – Scène nationale s'est d'abord singularisé pour son action chorégraphique sous la direction de Didier Moutarde. De 2005 à 2014, le Théâtre a été dirigé par Jacques Pornon, longtemps à la tête du festival Banlieues Bleues, qui a donné une place prédominante à la musique vivante en dialogue avec les autres disciplines. Depuis 2015, c'est Lionel Massetat qui dirige le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines.
Plusieurs artistes ont été associés au Théâtre : Louis Sclavis, saxophoniste, Sylvain Groud, chorégraphe, le metteur en scène Antoine Gindt et T&M, le compositeur Franck Krawczyk et David Stern, chef d'orchestre d'Opera Fuoco, ainsi que la violoncelliste Sonia Wieder-Atherton, ou bien les metteurs en scène Judith Depaule, Sandrine Anglade et Véronique Samakh.
La Scène nationale mène de très nombreux projets d'action artistique et culturelle auprès des publics et son rayonnement territorial s'étend sur un large territoire de l'ouest francilien : l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines, le département des Yvelines, ainsi qu'une partie de l'Essonne.
Le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines reçoit le soutien de la Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-

Yvelines, de la DRAC, du Conseil départemental des Yvelines, tous trois signataires du contrat d'objectifs et de moyens de la scène nationale, ainsi que de la Région Ile-de-France.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

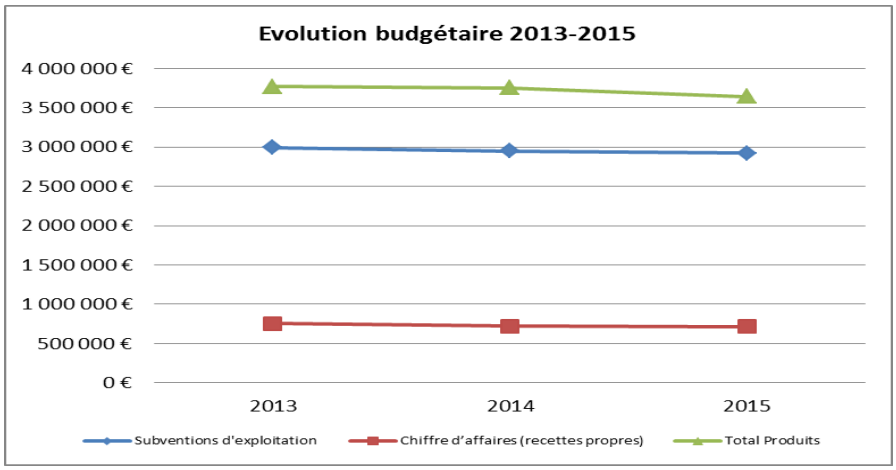
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	%	2014	2015	%
DRAC Théâtre & SDAT	932 609	*30%*	930 900	932 400	*31%*
Conseil départemental 78	230 000	*7%*	230 000	207 000	*7%*
CA de Saint Quentin en Yvelines	1 772 000	*57%*	1 772 000	1 772 000	*59%*
Autres - CNV, Education nationale, DGCA, Sacem, Fondation Orange, Caisse d'épargne…	108 000	*3%*	50 160	40 757	*1%*
Région - PAC	70 000	*2%*	70 000	70 000	*2%*
Région - Livre - résidence d'auteur				5 000	*0%*
SOUS-TOTAL REGION	*70 000*	*2%*	*70 000*	*75 000*	*2%*
TOTAL SUBVENTIONS	**3 112 609**	**100%**	**3 053 060**	**3 027 157**	100%

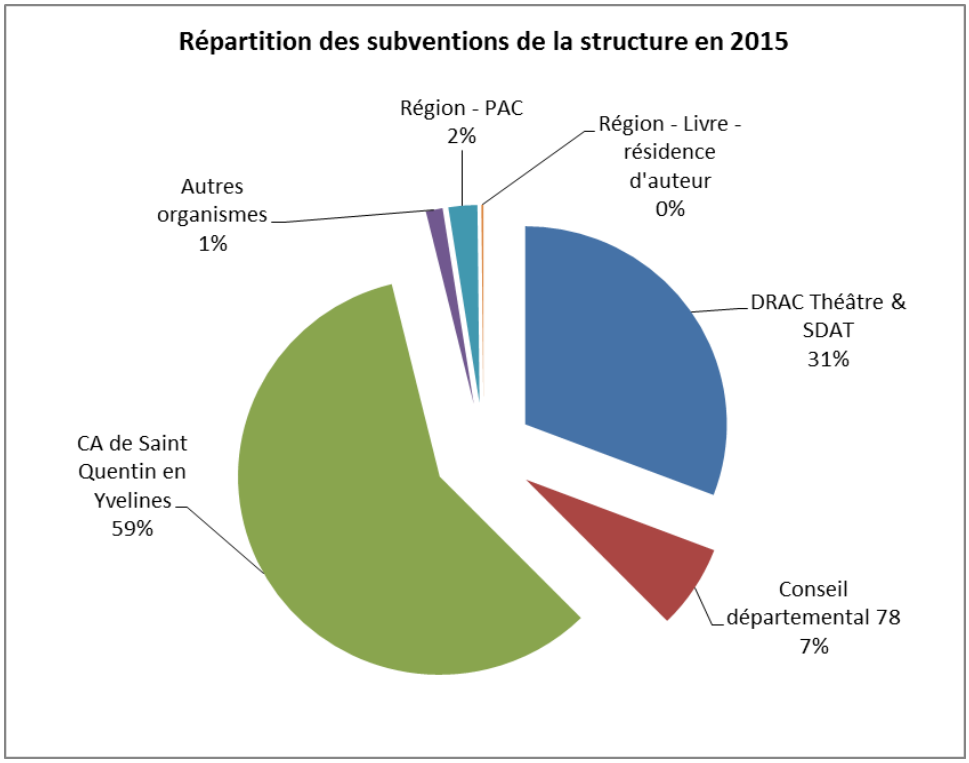
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	%	2014	2015	%
Subventions d'exploitation	2 996 258	*79%*	2 949 667	2 924 562	*80%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	755 942	*20%*	718 758	717 753	*20%*
Total produits	3 770 993	100%	3 751 804	3 642 315	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale totale en €	1 245 946	1 331 309	1 231 942
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	9 895	13 939	10 550

3) Evolution de l'activité

Années ou saisons, à préciser	2013/2014	2014/2015	2015/2016
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations accueillies	5 accueillies & 9 coproductions	4 créations accueillies & 7 coproductions	5 créations accueillies & 7 coproductions
Nombre de spectacles diffusés au total	44	51	55
Nombre de représentations *(toutes en cession)*	115	119	142 Dont 36 rep. en décentralisation
Nombre de spectateurs	52 023	54 846	59 500

Nombre de résidence(s) accueillie(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)*	7 résidences de création Durée de 2,5 semaines en moyenne (de 1 à 4 semaines)	6 résidences de création Durée de 2 semaines en moyenne (de 1 à 3 semaines)	4 résidences de création Durée de 2,5 semaines en moyenne (de 1 à 4 semaines)
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	600 heures Soit 1914 élèves touchés	580 heures soit 1530 élèves touchés	524 heures Soit 2313 élèves touchés
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	1 672	1 516	1 600 *estimation*
Nombre d'établissements et de relais partenaires	80	80	80
Nombre de bénéficiaires	9 270	7 614	9 000 *estimation*

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

Le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines, Scène Nationale est un centre de création et de diffusion artistique pluridisciplinaire. C'est la seule scène nationale du grand ouest parisien, et l'un des équipements scéniques les plus importants d'Ile de France. Sa zone d'influence dépasse très largement l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (12 communes) et couvre l'ensemble du département des Yvelines, lui-même très étendu et très contrasté.

Depuis de nombreuses années s'y développe **une vie artistique permanente**, fondée sur l'accueil d'artistes en résidence de création, la diffusion de spectacles, y compris hors les murs sur un vaste territoire, et enfin le développement des actions culturelles en **favorisant prioritairement l'appropriation des formes artistiques par de nouveaux publics.**

L'action culturelle est ainsi toujours conçue en lien avec les propositions artistiques, **et en direction prioritaire des publics les plus éloignés géographiquement et socialement.** Outre quantité d'initiatives et de projets de médiation, **toujours inscrits dans des relations partenariales durables**, la scène nationale a **construit un véritable savoir-faire en terme de conquête des publics** dont les fondamentaux sont :

 la diffusion dans toutes les sphères de la société de spectacles très légers techniquement, présentés dans des entreprises, des établissements scolaires, des maisons de quartiers et foyers ruraux, à domicile…. En 2015/2016, plus de 36 représentations de trois spectacles différents ont rayonné sur l'ensemble du territoire Yvelinois, ainsi que dans le département de l'Essonne et les Hauts-de-Seine.

 la production de projets artistiques participatifs d'envergure, conçus et conduits par les équipes artistiques associées ou faisant l'objet de résidence, impliquant de nombreux amateurs, de tous âges, de toutes origines, de tous niveaux. Parmi les premières scènes à initier ce type de projet, la scène nationale reste une des rares à **militer pour une véritable mixité et se donne les moyens, non seulement de l'envergure** (en 2015/2016, deux projets participatifs impliquent ainsi plus de 550 amateurs) **mais du décloisonnement social, géographique, générationnel.**

Cette synergie entre création / programmation et appropriation permet de travailler à grande échelle en direction des publics, d'accompagner des équipes artistiques dans leurs cheminements de création, de développer des partenariats durables avec la communauté scolaire, le monde du travail, le secteur associatif et les réseaux d'enseignement artistique.

Quelques chiffres clés de la saison 2015/2016 :
59 500 spectateurs (+ 8%) issus à 90% des Yvelines
7350 abonnés (+ 13 %)
Taux de remplissage : 80%

Programmation de 57 spectacles et 150 représentations dans la grande salle (1040 places) et la petite salle (300 places)
5 équipes en résidence de création (61 jours de mise à disposition de plateaux et d'équipes techniques)
Tournée dans 3 départements de : 3 spectacles légers dans des lieux non conventionnels (établissements scolaires / entreprises / foyers ruraux / chez l'habitant) pour 36 représentations
7000 personnes impliquées dans plus de 80 projets d'action culturelle (classes à PEAC / ateliers de pratique artistique / enseignements théâtre / projets participatifs/ résidence d'artistes en établissements scolaires etc)

1) Le laboratoire des nouvelles écritures scéniques

Les objectifs sont d'accompagner les publics vers de nouvelles esthétiques ; d'accompagner en termes techniques, en termes de structuration et de visibilité une nouvelle génération d'artistes pour faire du TSQY un lieu d'émergence.

L'accompagnement des publics vers de nouvelles formes artistiques est un des objectifs importants du projet, notamment pour faire une place aux écritures de plateaux qui s'appuient sur les technologies du son et de l'image. Dans cette évolution, le rôle des artistes associés a une importance particulière. C'est en raison de leur ouverture, de leur façon de travailler dans ou en dehors de leur compagnie respective que **Matthieu Roy (Compagnie du Veilleur)** et **Cyril Teste (Collectif MXM)** seront associés au TSQY pour la période 2016/2019. Ils animeront ce que nous avons intitulé un *laboratoire des nouvelles écritures* et auront à ce titre plusieurs missions.

Tout d'abord, ils se verront confier, dans le cadre d'un échange permanent avec l'équipe de direction, une mission de programmation (4 spectacles chaque saison) :

- en s'attachant à cibler de jeunes artistes qui seront accompagnés sur la durée (l'accompagnement pouvant être conçu comme une forme de tutorat artistique)
- en mettant en relations différentes équipes artistiques entre elles mais aussi avec des concepteurs de nouveaux outils d'écritures (IRCAM, INRIA, etc.) pour leur offrir des temps de recherche in situ
- en imaginant avec les équipes artistiques programmées et avec l'équipe du théâtre le travail d'éducation artistique et culturelle lié à ces accueils.

Leur mission comportera un volet *workshop* avec comme objectif l'ouverture aux écoles de théâtres, aux artistes et techniciens des chantiers de recherche et de développement sur la question des technologies numériques au service du théâtre, afin qu'ils soient au plus près des outils d'aujourd'hui.

Enfin, au début de chaque saison l'un des deux artistes (ou un des artistes programmés dans le cadre du Laboratoire) sera appelé à mettre en scène avec des élèves sortant d'une école supérieure d'art dramatique (CNSAD, ESAD, …) une ou des petites formes appelées à circuler sur le territoire Yvelinois. Cet axe sera un soutien à la professionnalisation.

La saison 2015/2016 a constitué une première entrée pour les nouveaux artistes associés à la scène nationale, dont la présence s'affirmera au cours des saisons à venir. Cependant, dès la saison 15/16 Matthieu Roy et Cyril Teste, tous deux metteurs en scène et directeurs de compagnie ont pu entrer dans la programmation et les actions du théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines. Leur association se fait dans le cadre de ce que nous avons intitulé un « laboratoire des nouvelles écritures scéniques », qui n'est pas une entité à part mais une démarche spécifique d'association, fondée sur 4 axes.

a/ Le soutien à la diffusion et à la production

Le premier axe est l'accueil en diffusion et le soutien des productions des deux artistes par le Théâtre. Dès la saison 2015/2016 a donc été accueillie en grande salle, la « performance filmique » *Nobody*, créée par Cyril Teste, nouvelle pièce qui marque une importante étape dans le parcours de cet artiste qui a fait du rapprochement entre le théâtre et le cinéma un de ses axes de travail depuis des années. Sa maîtrise des technologies de pointe en matière de son et d'image en font aujourd'hui un des metteurs en scène français de premier plan. Il sera accueilli en 17/18 avec deux nouveaux spectacles, *Ctrl X* et *Festen*, et soutenu en production pour *Festen*.
Le Théâtre a aussi accueilli deux spectacles de Matthieu Roy : *l'Amour Conjugal*, d'Alberto Moravia, a été programmé une semaine dans le Petit théâtre (série de 6 représentations). Cette pièce « sous casque », créé un rare rapport d'intimité entre comédiens et spectateurs. Le travail sur l'immersion du spectateur, construit à partir notamment sur les technologies du son, est un enjeu pour Matthieu Roy qui entend dans ses mises en scène s'adresser non pas à un groupe de spectateurs mais à chacun individuellement. La comédie Prodiges, forme légère pour 3 comédiennes, a aussi été programmée en décentralisation (4 représentations en lycée, milieu rural, entreprise, à domicile). Pour accompagner Matthieu Roy et la compagnie du Veilleur, le Théâtre coproduit *Europe Connexion*, d'Alexandra Badéa et l'accueillera lors de la saison 2016/2017 (série de 5 représentations).

En 2017/2018, il accueillera en création et sera coproducteur de la version française de « *To Sleep to Dream* ».

b/ Soutenir l'émergence artistique

Le deuxième axe d'association concerne la programmation. Matthieu Roy et Cyril Teste, au cours des 3 prochaines saisons, disposeront d'un créneau de programmation de 3 ou 4 équipes artistiques chaque saison, dans le cadre d'un échange avec la direction artistique du Théâtre. Les équipes artistiques proposées par les artistes associés, seront majoritairement des équipes émergentes, qui s'inscrivent dans les écritures de plateau et qui utilisent les technologies numériques comme outil de conception et de réalisation de leurs projets. L'objectif de cet axe de l'association est de d'impliquer les artistes associés dans la marche du Théâtre. En effet, « programmer » ne se limite pas à proposer des noms d'artistes mais implique de tenir compte d'un certain nombre de paramètres : ceux liés à l'équilibre global de la programmation de la saison, ceux liés à l'évolution des esthétiques et à l'accompagnement des publics dans cette évolution, ceux liés aux missions de soutien à la jeune création. A cela s'ajoutent des contraintes techniques et budgétaires. L'objectif est, à court terme, que le théâtre de Saint-Quentin soit identifié, grâce à la collaboration des artistes associés, comme un lieu favorisant l'émergence et l'accompagnement des jeunes créateurs.

c/ La transmission et l'expérimentation

Le 3ème axe, développé dans ce « laboratoire » consistera à concevoir des séquences de travail et de recherches sur les technologies numériques au service du théâtre. A titre d'exemple signalons, à la rentrée 2016/2017, le stage que Cyril Teste et son équipe technique proposeront à des comédiens et metteurs en scène dans le cadre d'une session de 15 jours des Chantiers Nomades (formation continue). Ce stage portera sur la conception et la réalisation d'une « performance filmique » et la restitution sera ouverte au public.

De son côté, Matthieu Roy a souhaité que nous accueillons en programmation la saison prochaine le spectacle « *To Sleep to dream* » de la compagnie britannique Earfilms. Ces artistes conçoivent un « théâtre audio » grâce à un système haute-technologie de son en 3 D (conçu par l'IRCAM). Le spectacle sera accueilli en anglais la saison prochaine. L'équipe artistique et technique de Matthieu Roy expérimentera ce dispositif lors de l'accueil de la compagnie EarFilms pour créer une version française coproduite par le Théâtre de Saint-Quentin la saison suivante.

La question de la transmission et de l'accompagnement des jeunes artistes est également un point important qui se traduira essentiellement de deux façons :

- l'accueil d'équipes émergentes dans le cadre de la programmation des Matthieu Roy et Cyril Teste, (ce sera par exemple le cas avec la jeune metteuse en scène Marion Pélissier) doit donner lieu à une forme de tutorat par les artistes associés : Cyril Teste assistera par exemple cette jeune metteuse en scène pour la conception de la partie vidéo de son projet. la scène nationale s'engage de son côté à donner des moyens (en l'occurrence 10 jours de répétitions et de mises à disposition de matériel et de techniciens) et une visibilité à ces jeunes artistes auprès des programmateurs ;
- chaque saison, un des deux artistes associés mettra en scène et accompagnera des étudiants en théâtre dans la création d'une petite forme appelée à jouer en décentralisation. La saison prochaine, ce sera par exemple le cas avec les étudiants en deuxième année du CNSAD sur le texte *Pulvérisés*, d'Alexandra Badea. L'objectif de la saison 2017/2018 (en cours de conception) est d'accueillir pendant 1 mois en création les étudiants du CNSAD, sous la direction d'un des deux artistes associés.
- enfin des rencontres autour de ces dispositifs technologiques au service du théâtre auront lieu avec les publics en projets avec le Théâtre.

d/ L'éducation artistique et l'action culturelle en direction des lycées et du milieu rural

Enfin, le dernier volet de leur association concerne le travail d'éducation artistique.

Si Cyril Teste ne rentrera dans ce volet qu'à partir de la saison 17/18, il est à noter que dès la saison 15/16 la compagnie de Matthieu Roy a repris les enseignements théâtre obligatoire du Lycée Bascan de Rambouillet, qui est en partenariat avec le théâtre de SQY.

Exemple : Un des importants projets de la saison 2016/2017 sera en outre mené par la Compagnie du Veilleur en direction de 5 lycées du département des Yvelines, mêlant ainsi les élèves de lycées techniques et de lycées d'enseignement général, à savoir :

- le **Lycée Jules Ferry** (Versailles)
- le **Lycée Sonia Delaunay** (Villepreux)
- le **Lycée de Villaroy** (Guyancourt)
- le **Lycée Franco-Allemand** (Buc)
- le **Lycée Louis Blériot** (Trappes)

Ce projet a pour ambition de sensibiliser les quelques 200 lycéens concernés au théâtre contemporain tout en les invitant à une démarche pratique. La rencontre avec les œuvres et la découverte d'un processus de création, la

pratique artistique et la pratique culturelle, la construction d'un jugement esthétique, démarches fondamentales de l'éducation artistique et culturelle, sont mises en oeuvre dans le cadre de cette résidence menée avec la Compagnie du Veilleur. En faisant le choix d'agir sur un vaste territoire, la Scène nationale poursuit sa politique d'action culturelle qui vise à réduire les inégalités en matière d'accès à la culture et qui contribue au développement culturel et artistique de l'ensemble d'un département. Ainsi, le projet fédère des élèves de milieux sociaux divers et engagés dans des formations variées – de la seconde à la terminale tant dans la filière générale que technologique et professionnelle.

Parallèlement à cela, la diffusion de spectacle en milieu rural se poursuivra au cours des saisons à venir. La saison prochaine, la pièce « Prodiges », de Mariette Navarro et mise en scène par Matthieu Roy poursuivra donc sa tournée départementale.

Déroulement prévu pour la saison 2016/2017 :

- sept. 2016, stage de 15 jours mené par Cyril Teste et Joël Jouanneau à destination des comédiens, dans le cadre des « Chantiers Nomades », sur la création d'une « performance filmique ». Restitution ouverte aux publics
- sept/oct 2016, mise en scène par Matthieu Roy d'un spectacle décentralisé avec les étudiants de 3ème année du CNSAD (1 semaine de répétition, 1 semaine de diffusion)
- nov. 17, accueil de la compagnie anglaise Ear Films pour 5 représentations. Spectacle en anglais qui sera produit en français par le TSQY en 2017/2018
- fév. 2017, accueil de 6 représentations d'Europe Connexion, nouvelle création de M. Roy, coproduite par le TSQY
- mars 2017, accueil de 6 représentations d'Hikikomori, de Joris Matthieu
- mai 2017, accueil pour une semaine de répétition et 2 représentations de la nouvelle création de l'auteur et metteur en scène Marion Pélissier, *ça occupe l'âme*
- saison 2016/2017, prise en charge par la Cie du Veilleur des options théâtres des lycées Bascan de Rambouillet et Jean Vilar de Plaisir

Saisons 2017/2018 et 2018/2019 :

- accueil de *Festen*, prochaine création de Cyril Teste, Collectif MXM, coproduit par le TSQY
- organisation de workshop
- mise en scène par Matthieu Roy ou Cyril teste d'un spectacle décentralisé avec les étudiants de 3ème année de l'ESAD
- programmation chaque saison de 4 spectacles de jeunes metteurs en scène par les artistes associés
- coproduction par le TSQY des prochains spectacles des Compagnies associées
- prise en charge par la Cie du Veilleur des options théâtres des lycées Bascan de Rambouillet et Jean Vilar de Plaisir
-

2) <u>Jazz avec la résidence de compositeur du pianiste Pierre de Bethmann</u>

La scène nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines a, depuis plus de 10 ans, construit une histoire forte avec la musique. Cet axe sera préservé avec :
- l'association de **l'ARCAL** au projet pour les 3 prochaines saisons ; l'ARCAL sera en répétitions (3 semaines) et en création (2 représentations) en décembre 2016 et janvier 2017.
- l'accueil en répétition (1 semaine) et en création (1 représentation) de la **Campagnie des Musiques à Ouïr**, sur le projet Ô Brigitte, avec Brigitte Fontaine et Loïc Lantoine en septembre 2016
- l'accueil en répétition (1 semaine) et en création (2 représentations) du **Cabaret Contemporain** en mai 2017
- l'accueil pour 4 diffusions, dont une en décentralisé, du **Quatuor Ardéo** entre octobre 2016 et mai 2017

Un accent particulier sera mis sur le jazz avec la résidence de Pierre de Bethmann, musicien, compositeur et pédagogue (il enseigne au CNSM de Paris). La résidence s'inscrit dans un accompagnement mutuel. La scène nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines s'attachera à lui donner de bonnes conditions de travail (temps de répétition avant ses créations), lui permettra de mettre en œuvre son processus de recherche avec d'autres musiciens (notamment dans le cadre des concerts commentés), s'attachera par le nombre de diffusions dans le théâtre et hors-les-murs à lui donner une visibilité forte auprès des publics et des professionnels. Cette visibilité concernera son travail en « petit format» et en « grand format ». Pierre de Bethmann, de son côté, accompagnera la scène nationale dans un travail de développement progressif de la programmation et des publics du jazz. Il participera au travail d'éducation artistique qui est un des axes forts du projet. Il sera associé à la programmation d'un événement musical familial à partir de la saison 2017/2018. Un ambitieux plan d'éducation artistique sera mis en œuvre à destination d'une grande diversité de publics, du néophyte éloigné de l'offre culturelle à l'étudiant de conservatoire en voie de professionnalisation, et ce sur un vaste territoire (SQY et au-delà dans les Yvelines, ainsi que sur le Plateau de

Saclay). Pour la saison 2018/2019, nous nous donnons la possibilité de reconduire la résidence de Pierre de Bethmann d'une saison supplémentaire ou d'associer un nouvel artiste au projet pour 2 nouvelles saisons.

Saison 2016/2017

- commande de 3 concerts commentés sur l'histoire et l'actualité du jazz programmés dans le Petit Théâtre (300 places).
- Accueil en répétition et en diffusion du Trio en mai 2017 dans le Grand Théâtre (1040 places)

Saison 2017/2018

- commande de 3 concerts commentés sur l'histoire et l'actualité du jazz programmés (Petit Théâtre)
- Accueil en répétition et en création du Medium Ensemble en mai 2018 (Grand Théâtre)

Saison 2016/2017 et 2017/2018 – plan d'action culturelle et d'éducation artistique

- Projet de création au long cours avec la classe Jazz du CRR de Versailles,
- Concert-rencontre et master classes à destination d'élèves de Classes à Horaires Aménagés du CRD de la Vallée de Chevreuse à Orsay,
- Concert-rencontre et master classe piano, en partenariat avec l'UCEM 78, l'Union des Conservatoires et Ecoles de Musique des Yvelines.
- Master-classe à destination des étudiants « Licence et master de musiques anciennes et monde contemporain » (Licence musicologie, parcours musique, interprétation et patrimoine), en partenariat entre l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, le CRD de la vallée de Chevreuse, le CRR de Versailles et le Centre de musique baroque de Versailles.
- Concert-rencontre et master classe à destination des élèves du Bac TMD (Théâtre Musique Danse) du Lycée La Bruyère à Versailles
- Stage de formation continue à destination de conseillers pédagogiques Musique du 1er degré. En partenariat avec la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale.
- Stage de formation continue à destination de professeurs de musique du 2nd degré. En partenariat avec le Rectorat de l'Académie de Versailles et la Direction des Services Départementaux des Yvelines.
- Master classes de jazz vocal à destination d'une chorale du collège Mozart à Bois d'Arcy.
- Master classes de jazz vocal à destination des élèves de l'enseignement de spécialité Musique du Lycée des Sept Mares à Maurepas.
- Master classes de jazz vocal à destination de l'Ensemble Vocal de Saint-Quentin-en-Yvelines
- Concerts-rencontres à destination de publics très divers (en milieu pénitentiaire avec le SPIP 78, dans ces Comités d'Entreprise, des centres sociaux, en établissements scolaires, sur le campus de l'Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, en partenariat avec la Direction de la Vie Etudiante)
- Mise en relation avec un des artistes associés à la scène nationale pour travailler avec Pierre de Bethmann pour la mise en espace et globalement la forme du concert du 12tet Ilium au mois de mai 2018.

3) Arts, sciences et société

Les liens avec les étudiants, le monde universitaire et celui de la recherche sont un des axes important du projet en cours.

Les Rencontres InCité

De plus en plus d'artistes s'emparent de questions scientifiques comme point de départ et/ ou comme thème de leur création. Parallèlement, nous, citoyens, sommes toujours plus nombreux à être attirés par les champs de la recherche scientifique, comme un besoin nouveau de comprendre la complexité de notre monde. Ce constat prend un sens très particulier avec la situation géographique du Théâtre de Saint-Quentin- en-Yvelines, Scène nationale, situé à proximité du **Plateau de Saclay**, périmètre qui concentre près de 15% de la recherche publique et de la recherche privée en France. Comment un lieu de parole et d'échanges tel qu'un théâtre peut-il inciter les spectateurs, et plus largement les citoyens, à prendre à bras-le-corps des questions qui nous concernent tous. Un lien peut-il exister entre le geste poétique, celui des artistes, et la recherche scientifique qui nous permettrait une plus grande compréhension du réel ?

« Les Rencontres InCité » visent le spectateur et le « citoyen », avec un double objectif d'ancrage territorial et de rayonnement : ancrage territorial en nous appuyant sur les partenaires de l'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines et sur les structures du Plateau de Saclay pour construire cet événement ; rayonnement car elles auront une portée régionale, voire nationale, notamment dans la communication et les partenariats média que nous mettrons en œuvre dès la première édition.

Développées sur les trois piliers **spectacle vivant/cinéma/conférences scientifiques,** « Les Rencontres InCité »

seront donc conçues pour des publics ayant des niveaux de connaissance scientifique fort différents, des habitudes diverses de fréquentation des œuvres, mais une insatiable curiosité ! Dans leur rencontre, les arts et les sciences doivent se compléter. Chacune des rencontres sera conçue en étroite collaboration avec un ou des chercheurs d'un établissement du Plateau de Saclay spécialiste de la thématique choisie. La partie cinématographique sera organisée à l'UGC Ciné Cité.

La première édition, en mars 2017, aura pour thème Le Temps.
Nous travaillons sur sa conception avec les scientifiques Roland Lehoucq et Etienne Klein (CEA Saclay).

A Contretemps
A partir de la saison 16/17, , dans le cadre d'un partenariat entre le TSQY et l'UVSQ/UPS, nous organiserons une conférence trimestrielle sur un sujet d'actualité Les sujets pourront porter sur l'actualité nationale, internationale et sur des sujets à forte dimension artistique et/ou culturelle. Ils seront en lien avec des spectacles de la saison. Les objectifs sont : de tisser des liens réguliers et pérenne avec les étudiants/l'UVSQ/l'UPS pour que le TSQY soit plus largement repéré par les étudiants ; de faire entrer dans le théâtre une parole complémentaire de la parole artistique pour la re-contextualiser ; de donner à entendre une parole alternative sur des sujets de société, en invitant notamment des universitaires ; de rendre cette parole accessible à tous. Mais c'est aussi la méthodologie de travail qui nous paraît importante, puisque ce travail sera réalisé chaque trimestre par un groupe d'une vingtaine d'étudiants (licence et master). Le choix du sujet sera fait, dans le cadre d'un échange entre les étudiants, leur professeur référent et le représentant du TSQY. Les étudiants auront pour mission de documenter le sujet, d'en repérer les experts (chercheurs, journalistes, auteurs/artistes), de préparer la ligne éditoriale de la conférence et d'animer la conférence.

Saison 2016/2017
- Rencontres InCité du 18 au 25 mars 2017 : 4 spectacles et 10 représentations (Chloé Moglia, Thierry Balasse, Halory Goerger, Rachid Ouramdane), 15 conférences, programmation cinématographique tout public à l'UGC Ciné Cité et programme cinéma pour les scolaires en matinée sur le thème du Temps: films rares, films d'animations, films expérimentaux, courts et longs métrages, …
- 3 soirées A Contretemps au cours de la saison en partenariat avec l'UVSQ/UPS

Saison 2017/2018 et 2018/2019
- reconduction des Rencontres InCité en Mars 2018 et mars 2019, sur des thématiques différentes, et selon ces mêmes schéma et principes.
- 3 soirée A Contretemps chaque saison.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
Outre les partenaires appartenant au **réseau de production et de diffusion du spectacle vivant** (réseau Créat'Yves / CDN de Sartrouville / Centre de Musique Baroque de Versailles / Opéra de Massy / Ferme de Bel Ebat à Gyuancourt / Le Prisme d'Elancourt / les Itinéraires poétiques de Saint Quentin en Yvvelines …) de nouveaux partenariats seront développés **avec l'enseignement supérieur** (ENSAD : Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique / CNSAD : Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique / 3 IS : Institut International de l'Image et du Son / UPS : Université Paris Saclay / UVSQY : Université Versailles St Quentin en Yvelines) **ainsi qu'avec le monde de la recherche dans les domaines à la croisée des arts et des sciences** (IRCAM / INRIA etc…)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
Scène nationale, le Théâtre de St Quentin en Yvelines reçoit des subventions d'équilibre de l'Etat-Ministère de la Culture & Education nationale, de Saint Quentin en Yvelines, et du Département des Yvelines.

Subvention demandée : 105 000 €
Soit 35 000 € de demande d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	295559	ETAT	35000
Salaires bruts techniciens	26352	**DRAC Ile-de-France** : SDAT (en cours)	10000
Charges employeur techniciens	13176	**Ministère de la culture / autres directions** (DGCA…) : DGCA/SACEM (en cours)	25000
Droits d'auteur	12780	COLLECTIVITES TERRITORIALES	105000
Locations (préciser):	6000	**Région Ile-de-France**	
Défraiements	13527	Région IDF – PAC	105000
Transports	22645	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	21000
Apports en coproduction	12000	CNV, SACEM, SACD, ADAMI	12500
Achats de spectacle, concerts	186920	ARCADI	8500
Autres (préciser) : TVA / subventions	2159	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	157059
DEPENSES D'APPROPRIATION	22500	Billetterie	50000
Préciser le nombre d'heures: ……...		Autres (préciser) :	107059
Salaires bruts	15000		
Charges employeur	7500		
TOTAL	**318059**	**TOTAL**	**318059**
Mise à disposition de locaux	15000	Mise à disposition de locaux	15000
Mise à disposition de personnel	25000	Mise à disposition de personnel	25000

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
La Région soutient le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines depuis 2006 à hauteur de **70 000 €** par an au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2006, pour l'accueil en résidence d'artistes musiciens et compositeurs autour de quatre thématiques : jazz et musiques du monde ; opéra ; musique contemporaine et théâtre musical ; et projets participatifs dans le domaine de la musique vocale.
La structure a également bénéficié d'une aide à la résidence d'écrivain en 2015 (5 000 €) pour l'accueil d'Emmanuelle Pireyre.

Evolution de l'activité et du rapport au public
Sous la direction de Jacques Pornon jusqu'en 2014, le Théâtre a régulièrement accueilli **une douzaine d'équipes artistiques, associées à la vie du lieu ou accueillies en résidences de création, principalement dans les domaines lyrique et musical mais aussi en danse**. Parmi eux, on peut citer : Louis Sclavis, saxophoniste, Sylvain Groud, chorégraphe, le metteur en scène Antoine Gindt et l'ensemble T&M, le compositeur Franck Krawczyk, David Stern, chef d'orchestre d'Opera Fuoco, l'ensemble Musica Nigella, l'ensemble Télémaque, Jean-Paul Delore, la compagnie Walpurgis (Judith Vindevodel), La Cordonnerie, Véronique Samakh… Ces artistes ont été coproduits et/ou accueillis en résidences de création au Théâtre sur des durées comprises entre 1 et 4 semaines. La plupart ont également mené des projets d'action artistique et culturelle avec les publics, dont certains d'envergure importante, impliquant de nombreuses personnes. Depuis 2015, le Théâtre est dirigé par Lionel Massétat, qui porte un nouveau projet, impliquant toujours une forte présence artistique dans le lieu.

Le Théâtre accueille une cinquantaine de spectacles par an, programmés en général pour 1 à 3 dates, soit près de **150 représentations chaque saison**. Pour certains spectacles (environ 5 par saisons), le Théâtre propose des **mini-séries de 5 à 7 dates**, qui constituent une vraie prise de risques pour la Scène nationale. En outre, dans le cadre de la saison, le Théâtre est souvent amené à proposer davantage de représentations que celles initialement prévues, afin de répondre à la demande du public. Le Théâtre propose aussi des spectacles hors les murs dans le cadre de tournées décentralisées (« Le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines en ballade » sur l'ensemble du territoire départemental (soit 36 représentations jouées dans ce cadre en 2015/16 dans des lieux variés : établissements scolaires, comités d'entreprise, association d'alphabétisation, centre social, domiciles, centre de loisirs, bibliothèques).

La fréquentation du lieu est en hausse de plus de 14% depuis 2013 et attire un très large public de près de 60 000 spectateurs en 2015/16, dont 7 350 abonnés.

Ce succès auprès du public s'explique pour partie par **une politique volontariste de développement, voire de conquête, des publics, couplée à une politique tarifaire, visant à atteindre une véritable mixité du public** que ce soit en termes d'âges, de catégories socio-professionnelles, de revenus ou de lieux d'habitation. Il s'agit du résultat d'un travail de fond mené depuis près de dix ans.

L'appropriation est en effet un axe majeur du projet de la Scène nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines, qui confirme son savoir-faire et ses compétences dans ce domaine. De très nombreuses actions de sensibilisation sont conduites, soit près de 80 projets par saison touchant près de 9000 personnes.

Ces projets sont conduits toujours en lien avec des artistes, notamment ceux associés ou en résidence au Théâtre, avec des publics très variés : les élèves et professeurs des établissements scolaires (de la maternelle à l'université), les élèves et professeurs des écoles de musique du territoire Versailles – Saint-Quentin-en-Yvelines, mais aussi Orsay, Mantes-la-Jolie, des chorales amateurs et associations culturelles, maisons de quartier, centres sociaux, mission locale, retraités, comités d'entreprise, éducateurs …etc. Les actions vont des répétitions publiques, rencontres, conférences, ateliers, classes à PAC, chœurs amateurs, à des créations mêlant amateurs et professionnels…Toutes les créations de la programmation donnent lieu à des parcours « les coulisses de la création » constitués de différents ateliers thématiques, conférences… Le Théâtre propose aussi des actions pour le tout public : rencontres avec les artistes, conférences autour des spectacles, une université populaire.

Depuis 2013, la Théâtre a également multiplié **les projets participatifs d'envergure impliquant jusqu'à 200 personnes, habitants ou amateurs sur scène, encadrés par des artistes associés ou en résidence au Théâtre**. En 2015/16, deux projets de ce type ont été menés : l'un en musique avec le compositeur Julien Joubert en partenariat avec la Maîtrise de Radio France, des musiciens de l'Orchestre philharmonique de Radio France et 2 chanteurs solistes, et qui a rassemblé 214 élèves de primaires et de collèges (9 classes), 30 chanteurs d'un ensemble vocal amateur et 40 spectateurs du Théâtre ; ce projet a nécessité 120 heures d'interventions artistiques tout au long de l'année. Le deuxième a été mené par le chorégraphe Fabrice Lambert, en partenariat avec le festival Plastique danse flore. Il a impliqué 52 spectateurs adultes et enfants du Théâtre, 47 élèves de primaire (2 classes), 25 élèves du conservatoire à rayonnement régional de Versailles et d'écoles de danse du département, soit 124 amateurs.

Enfin, **le Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines travaille régulièrement avec une vingtaine de lycées yvelinois** (soit entre 1500 et 2000 élèves touchés chaque année) dont : lycée Bascan de Rambouillet, lycées Descartes, Emilie de Breteuil, Saint-Exupéry et Saint-François d'Assise de Montigny, lycée des Sept Mares d'Elancourt, lycée Saint-Exupéry et Jean Rostand de Mantes-la-Jolie, lycée Plaine de Neauphle de Trappes, lycée Jean Vilar de Plaisir, lycée Corneille de La Celle St-Cloud, lycée Villaroy et lycée de tourisme et d'hôtellerie de Guyancourt, lycées La Bruyère et Jules Ferry de Versailles, lycée professionnel Jules Verne de Sartrouville, lycée Mansart et lycée militaire de Saint-Cyr, lycée Sonia Delaunay à Villepreux, lycée Léonard de Vinci à Saint-Germain-en-Laye, lycée Condorcet à Limay etc.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement

La Scène nationale de Saint-Quentin-en-Yvelines rayonne largement au niveau régional, sur un territoire qui s'étend de Rambouillet dans le sud du département à Mantes-la-Jolie au nord, jusqu'au Plateau de Saclay, en Essonne. **Son assise territoriale s'est renforcée depuis 2013**.

Evolution budgétaire et de l'emploi

Le budget du Théâtre de Saint-Quentin-en-Yvelines montre un très léger fléchissement depuis 2013 (-3%). Il est supérieur à 3,6 millions d'euros en 2015, majoritairement financé par les subventions publiques (80%). Le chiffre d'affaires a subi une légère diminution entre 2013 et 2014, mais s'est stabilisé depuis.

La Communauté d'agglomération de Saint-Quentin-en-Yvelines (CASQY) constitue le premier partenaire public de la Scène nationale avec une aide stable depuis trois ans de 1 772 000 € (soit 59% des financements publics). En outre, la CASQY, propriétaire du bâtiment du Théâtre, prend en charge l'ensemble des fluides, soit un apport annuel estimé à 600 000 € environ. La DRAC est à la deuxième place avec 932 400 € (soit 31% des financements publics). Suit le Département des Yvelines à la 3ème place avec une aide de 207 000 € en 2015 (en baisse de 10% par rapport

à 2014), soit 7% des financements publics.
Ces trois partenaires publics sont signataires avec le Théâtre d'un contrat d'objectifs et de moyens triennal qui doit être renouvelé en 2017.
Enfin, la Région Ile-de-France arrive en 4ème position avec une aide cumulée de 75 000 € en 2015, soit 2% des financements publics et du budget de la structure. L'aide de la Région est modeste par rapport au budget de la structure, mais elle est ciblée sur des projets artistiques et culturels importants pour le lieu, notamment en termes de développement des publics.

Depuis 2013, l'équipe permanente du lieu a été légèrement réduite en passant de près de 30 équivalents temps pleins à un peu moins de 28 équivalents temps pleins. La masse salariale afférente a diminué de 3%.
Cette équipe reste limitée par rapport au niveau d'activité de la structure. A noter que le service de la communication, des relations avec les publics et de l'action culturelle compte 10 postes soit 38% des effectifs.
L'emploi intermittent se traduit essentiellement par de l'emploi technique, qui travaille beaucoup autour des résidences.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet s'inscrit dans le cadre du nouveau projet d'établissement porté par le nouveau directeur de la Scène nationale depuis 2015, Lionel Massétat. Celui-ci propose trois axes pour le projet de permanence artistique et culturelle, impliquant des relations fortes avec des artistes étroitement associés à la vie du Théâtre : Mathieu Roy et Cyril Teste pour le théâtre, la compagnie de théâtre lyrique et musical l'Arcal, ainsi que le compositeur et jazzman Pierre de Bethmann pour deux saisons.
Le premier axe du projet est un « laboratoire des nouvelles écritures scéniques », soit des écritures théâtrales de plateau qui utilisent des technologies numériques. Il sera animé par les deux metteurs en scène associés, qui vont participer à toute la vie de la scène nationale à travers : leurs propres créations (qui seront coproduites par le Théâtre et accueillies en répétition et en diffusion) ; un soutien à des équipes artistiques émergentes, qui seront programmées par les artistes associés, eux-mêmes engagés dans une relation de tutorat/transmission avec elles. Les artistes associés seront également invités à proposer des stages et des créations avec de jeunes artistes (élèves d'écoles supérieures notamment). Enfin, le laboratoire comportera un volet d'éducation artistique et d'action culturelle notamment orientée sur les lycées des Yvelines.
Le deuxième axe du projet est dédié au volet musical à travers l'accueil et le soutien d'artistes de différentes esthétiques musicales (lyrique, contemporain, classique, jazz..) qui mèneront également des projets avec les publics, et notamment les établissements d'enseignement artistique.
Enfin, le projet prévoit un axe « arts, sciences et société » avec l'ambition d'établir des passerelles entre le monde de la recherche et le Théâtre, à travers des rencontres thématiques associant art et sciences et des cycles réguliers de conférences sur des sujets d'actualité, conçues en lien avec des étudiants et des scientifiques.
Pour mettre en œuvre ce projet, le Théâtre sollicite une augmentation de l'aide régionale.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant identique.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient LE THEATRE DE SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES
à hauteur de 70 000 € sur une base subventionnable de 283 059 €
(la base subventionnable correspond au budget prévisionnel proposé
déduction faite de la différence entre l'aide demandée et l'aide proposée)

Emploi La Région n'intervient pas sur l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation pour soutenir le projet proposé avec les artistes associés, sur la durée, à la vie du lieu, en particulier autour du « laboratoire des nouvelles écritures scéniques », des projets musicaux et de l'axe « arts, sciences et société », en lien étroit avec les publics.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- YVELINES

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	49 000,00 €
2017	21 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	70 000,00 €
	Montant total	215 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003674

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ULTIMA CHAMADA (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	55 780,00 €	32,27 %	18 000,00 €
	Montant Total de la subvention		18 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ULTIMA CHAMADA
Adresse administrative : C/O ANNE SACHSE
75014 PARIS 14
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Anne SACHSE, Présidente

Date de publication au JO : 8 juin 2002

N° SIRET : 44244874200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Créée en 1991 suite à une mise en scène de « Pour un oui ou pour un non » de Nathalie Sarraute, la compagnie est réactivée par son directeur artistique, Luc Clémentin en 2002 avec la pièce « Inconnu à cette adresse », créé au festival d'Edimbourg en partenariat avec l'Institut culturel français puis au festival d'Avignon. Ce spectacle a connu ensuite une grande tournée internationale.

Entre 2003 et 2005, la compagnie s'investit largement au sein du collectif des « Plateaux tournants », fondé par 70 compagnies au moment du mouvement social d'Avignon en 2003. Le collectif a organisé des manifestations à travers toute la France qui ont rassemblé des cinéastes, des compagnies, des journalistes, des auteurs… pour réfléchir ensemble à une nouvelle définition des rapports sociaux.

La compagnie a alors choisi d'axer ses créations autour de problématiques sociales, politiques et économiques contemporaines, afin de sensibiliser le public à la notion de responsabilité collective. Parmi ces thèmes, on trouve : l'histoire politique d'Haïti (« Haïti d'Ile et d'exil »), le travail («L'étourdissement »), l'industrie pharmaceutique (« Fauves IP 2009 »), la crise financière (« D'un retournement l'autre ») etc.

La compagnie diffuse principalement ses spectacles à l'étranger. A partir de 2006, elle a démarré une résidence à Mains d'œuvre à Saint-Ouen (2006-2008), puis un partenariat avec le Théâtre de Fontainebleau (2010). Aujourd'hui, le travail de la compagnie s'appuie sur différents temps de résidence en Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne : Lilas en Scène, Théâtre de la Girandole, ECAM – Théâtre du Kremlin-Bicêtre.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

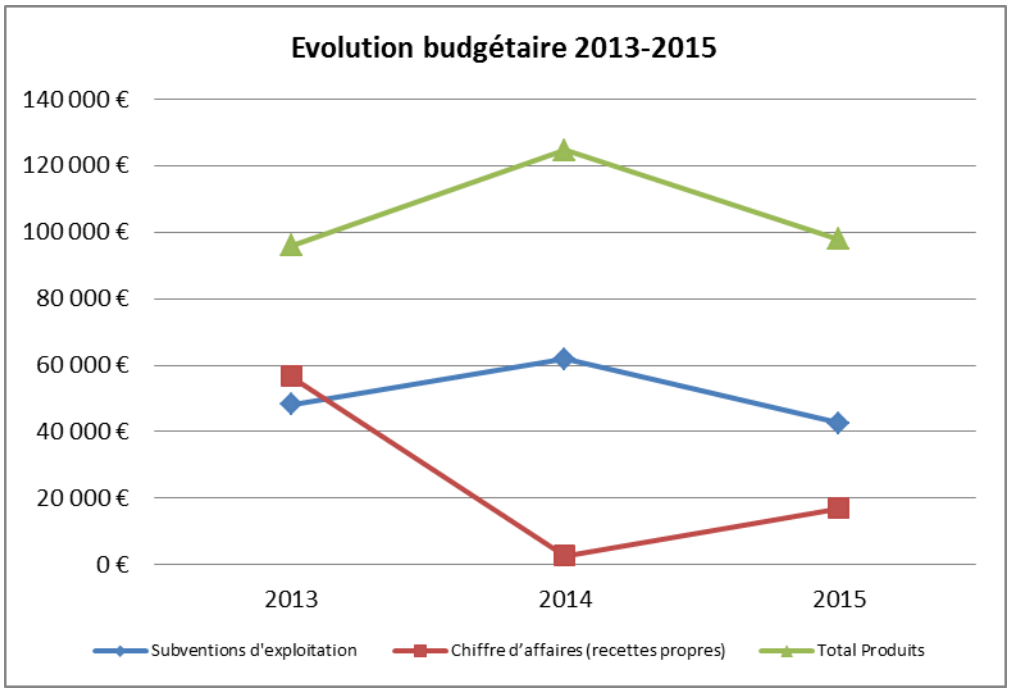
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Conseil départemental du Val-de-Marne		*0%*		5 000	*10%*
Ville de Paris : aide au projet	4 000	*7%*			*0%*
Ville de Chaumont : coproduction	12 426	*23%*			*0%*
Autres - SPEDIDAM, ADAMI, ARCADI - action artistique	1 500	*3%*	26 654		*0%*
Ambassade de France en Algérie, Institut Français (Côte d'Ivoire, Abidjan)			10 750	10 000	*19%*
Région - PAC	27 000	*49%*	27 000	27 000	*52%*
Région - Emploi tremplin	10 000	*18%*	10 000	10 000	*19%*
SOUS-TOTAL REGION	37 000	67%	37 000	37 000	71%
TOTAL SUBVENTIONS	**54 926**	**100%**	**74 404**	**52 000**	100%

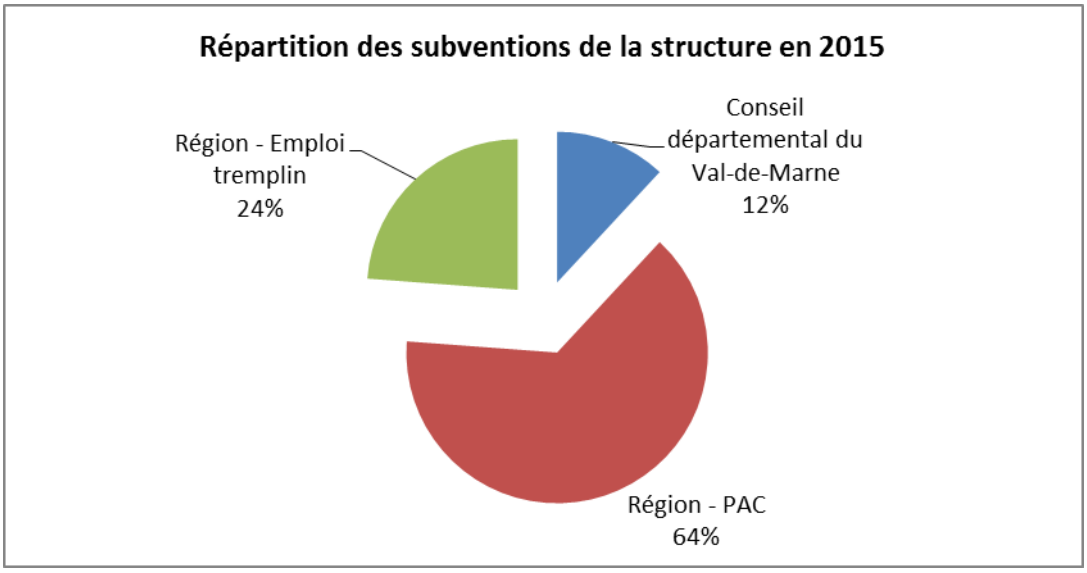
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	48 141	*50%*	61 935	42 500	*43%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	56 699	*59%*	2 676	16 891	*17%*
Dons, mécénat	0	*0%*	2 360	17 500	*18%*
Total produits	95 884	100%	124 577	97 920	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	50 016	47 018	40 225
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	2 577	1 664	1 173

3) Evolution de l'activité

saisons	2013-2014	2014-2015	2015-2016

CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	1, *Pour un oui ou pour un non*	1, *Photo de groupe au bord du fleuve*	3 *Dépendance sensible aux conditions initiales* *Cadres noirs* *Le Rêve de Madoff*
Nombre de spectacles diffusés au total	3	4	5
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	15, dont 4 cessions	17, dont 2 cessions	20, dont 9 cessions
Nombre de lieux concernés par les tournées	6	4	8
Nombre de spectateurs	1295	1671	2934
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois)* *& Lieux partenaires de résidence*	3 *Pour un oui ou pour un non* - 4 mois, Nouveau Relax – Scène conventionnée de Chaumont - 5 semaines, Plateau 31 *Photo de groupe au bord du fleuve* 14 jours, Institut français de Côte d'Ivoire	4 *Dépendance sensible aux conditions initiales* - 6 jours, Espace culturel des Corbières - 21 jours, Fabrique des arts, Carcassonne *Photo de groupe au bord du fleuve* 15 jours, Institut français de Côte d'Ivoire *Cadres noirs* 6 jours, Lycée français de Tunis	7 *Dépendance sensible aux conditions initiales* - 3 jours, Caunes-Minervois -15 jours, Théâtre dans les Vignes *Cadres noirs* -5 jours, Lilas en scène - 5 jours, Théâtre de la Girandole - 5 jours, ECAM – Théâtre du Kremlin-Bicêtre *Le Rêve de Madoff* - 5 jours, Théâtre de la Girandole - 6 jours, ECAM – Théâtre du Kremlin-Bicêtre
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	0	67	2
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	96	127	9
Nombre d'établissements et de relais partenaires	6	6	4
Nombre de bénéficiaires	225	265	350

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

A partir d'avril 2016, la compagnie bénéficiera d'un accompagnement professionnel dans le cadre du dispositif « Appui-conseil aux petites entreprises du spectacle vivant ». Stéphane Gil, de Profil Culture Conseil, accompagnera donc la compagnie dans la définition d'un plan de développement de ses activités, et notamment du volet diffusion.

Dans une période de questionnements forts au sein de notre société, il nous importe d'accompagner le débat public par la création de nouveaux spectacles – le cœur de notre activité – mais aussi par des actions en direction des publics.
Les axes forts de cette période triennale seront :
- **le développement prioritaire de notre force de diffusion** (s'appuyant sur les succès de la compagnie : *D'un retournement l'autre, Cadres noirs*) pour renforcer notre visibilité auprès des programmateurs et du public et consolider nos ressources propres. Cet effort passera notamment par la mobilisation des lieux franciliens et nationaux nous ayant accueilli précédemment et une restructuration en interne alliée à une mutualisation de compétences – actuellement en cours de réflexion – avec le Théâtre de la Girandole à Montreuil afin de donner toute sa place à la diffusion dans le temps de travail.
- **le prolongement de nos relations avec certains de nos partenaires en Ile-de-France et à l'étranger** pour la création artistique (résidences à Lilas en scène) et pour la diffusion (Espace culturel des Corbières, Institut français de Côte d'Ivoire,…). Entre 2013 et 2016, la compagnie s'est impliquée dans le réseau européen IETM en participant aux rencontres du réseau à Montpellier en avril 2014, à Sofia en octobre 2014 et à Bergame en avril 2015. Des contacts avec des compagnies britanniques, canadiennes et italiennes ont notamment été pris à ces occasions et seront prolongés, dans la continuité des collaborations internationales que la compagnie entretient depuis sa création.
- après nos récentes collaborations (période 2013-2016) avec le Lycée Adolphe Chérioux de Vitry-sur-Seine, Lycée Gérard de Nerval de Luzarches et le Lycée français de Tunis, nous prolongerons sur la période 2016-2019 **les relations avec les publics scolaires**. *Cette guerre que nous n'avons pas faite* et *N'appartenir*, deux créations à venir de la compagnie, abordent le questionnement identitaire, central dans un contexte international tendu. A travers des ateliers et des temps de rencontre autour de ces pièces, nous visons à sensibiliser les jeunes participants à ces questions aujourd'hui prioritaires.
Les textes de Gaël Octavia font régulièrement l'objet de lectures en milieu scolaire (collège et lycée) en France et en Belgique, dans la perspective d'aborder le théâtre contemporain et/ou caribéen. Des ateliers de mise en voix sont notamment prévus dans des classes du lycée Jean Rostand à Villepinte (93).

Afin de poursuivre les grands formats en termes de distribution (comme *D'un retournement l'autre* et *Photo de groupe au bord du fleuve*), Luc Clémentin lancera la création de *La supplication*, à partir du roman éponyme de Svetlana Alexievitch, en collaboration avec l'atelier René Loyon, qui réunit 120 comédiens en Ile-de-France. Ce spectacle, qui rassemblera 25 comédiens, entrera en phase de recherche et de lecture à la table sur la saison 2016-2017, puis en production en 2017-2018, avant une exploitation sur la saison 2018-2019.

PREVISIONS PAR SAISONS POUR LA PERIODE 2016-2019

2016-2017

a- Créations

La Supplication
Ce projet ambitieux de Luc Clémentin autour du texte de Svetlana Alexievitch débutera lors de la saison 2016-2017 par une première phase de recherches et des lectures à la table au sein d'un groupe de travail réunissant 25 comédiens dans le cadre de l'atelier René Loyon.

Cette guerre que nous n'avons pas faite
Après une mise en lecture en octobre 2015 au Musée Dapper, la compagnie Ultima Chamada finalisera la création du spectacle *Cette guerre que nous n'avons pas faite* de Gael Octavia, mis en scène par Luc Clémentin.

Calendrier prévisionnel de production et de diffusion :
- septembre 2016 : résidence au Théâtre de la Girandole (93) [acquis]
- octobre 2016 : résidence de création à Lilas en scène (93) [acquis]
- novembre 2016 : création au Musée Dapper [acquis]

- avril 2017 : diffusion à l'Artchipel – Scène nationale de Guadeloupe [acquis]
- 12-13 mai 2017 : diffusion à Tropique Atrium – Scène nationale de Martinique [acquis]
- mai 2017 : Les trois-fleuves (Guyane) – [sollicité]
- septembre 2017 : diffusion au Festival Francophonies en Limousin [sollicité]
- octobre 2017 : diffusion à la Maison de la Martinique (Paris) [sollicité]
- novembre 2017 : diffusion au Festival Quatre Chemins (Haïti) [acquis] et aux Trois-Fleuves (Guyane) [sollicité]
- décembre 2017 : diffusion au Théâtre-Sénart [sollicité]

Coproduction : ETC Caraïbe / Fondation Beaumarchais [acquis], Tropique-Atrium scène nationale de Martinique [acquis], L'Artchipel scène nationale de Guadeloupe [acquis], Musée Dapper [sollicité]

b- Diffusion

Cadres noirs

Suite à sa création en mars 2016 au Théâtre de la Girandole et à une première programmation en avril 2016 à l'ECAM (94), ce spectacle sera programmé le 24 février 2017 à la Grange dîmière (94). Le théâtre de Fresnes accueillera également la compagnie en résidence du 13 au 24 février 2017 pour une période de répétitions afin d'assurer au mieux cette reprise.
D'autres discussions sont en cours pour la saison 2016-2017 (Théâtre la Bruyère, Maison des Métallos,…).

D'un retournement l'autre

Suite à la reprise du spectacle au Festival d'Avignon 2015, plusieurs festivals et lieux de diffusion ont programmé *D'un retournement l'autre* sur la saison 2016-2017 :
- 14 et 15 août 2016 : Festival royal de théâtre de Spa (Belgique) [acquis]
- novembre-décembre 2016 : Festival Les Théâtrales Charles Dullin (94) [en cours]
- 20 janvier 2017 : ATP de l'Aude (11) [acquis]
- 21 janvier 2017 : Espace culturel des Corbières (11) [acquis]
- 25 février 2017 : La Grange dîmière (94) [acquis]

D'autres discussions sont en cours pour une reprise à Paris sur la saison 2016-2017 (Théâtre Déjazet, Théâtre 12…).

2017-2018

a- Création

La Supplication

Après une première saison de recherches au sein de l'Atelier René Loyon, une équipe de 25 comédiens sera constituée pour le travail de création au plateau sur la thématique de l'après-Tchernobyl.

Tarkovski / Journal

Adapté de l'essai *Le temps scellé*, et du journal du cinéaste Andreï Tarkovski, cette courte forme pour un comédien et un pianiste présente les réflexions du réalisateur sur son art, ses films et les ressorts de la vie. Malgré la maladie, il continue à faire des projets et à construire son film, tout en se nourrissant de l'œuvre d'autres réalisateurs reconnus qui font écho, à leur manière, à sa recherche de vérité.
Coproduction avec la Fondation La Poste [acquis].
Résidence et création au Théâtre de La Girandole (Montreuil, 93) en septembre 2017 [acquis].

b- Diffusion

Cadres noirs

La compagnie souhaite poursuivre la diffusion de ce spectacle qui explore une forme de mise en scène proche du « théâtre de narration » italien inspiré notamment par Dario Fo. Le dispositif scénique léger et l'importance donnée au texte en fait également une proposition pertinente pour des lieux dédiés à la lecture publique (médiathèques, bibliothèques) et pour les manifestations centrées sur le texte. La compagnie est en discussion pour que *Cadres noirs* soit programmé au *Festival des Arts du récit* en Isère et au *Printemps des comédiens* (34).
Nous souhaitons également continuer à travailler sur ce lien entre littérature et théâtre à travers une collaboration avec Pierre Lemaitre (présent le 2 avril lors de la représentation à l'ECAM), en organisant des représentations suivies de rencontres, dans les Instituts français.

Cette guerre que nous n'avons pas faite

Suite à sa création et à une première exploitation sur la saison 2016-2017, ce spectacle sera proposé à la diffusion au Festival Francophonies en Limousin ainsi qu'au Festival Quatre Chemins en Haïti.

Photo de groupe au bord du fleuve

La compagnie réactivera en 2016-2017 le réseau de professionnels ayant accueilli ses créations à l'étranger, et notamment en Afrique de l'Ouest et au Maghreb, pour une diffusion sur la saison 2017-2018. Du fait même de son processus de création, ce spectacle, créé en juin 2015 à l'Institut français de Côte d'Ivoire, est porteur d'une dimension de coopération internationale forte qui a vocation à être présentée dans le réseau culturel francophone.

Dépendance sensible aux conditions initiales
Poursuivant la collaboration entamée lors de la création de *Cadres noirs* en février-mars 2016, le Théâtre de la Girandole accueillera en novembre 2017 une série de six représentations de cette création, inspirée du roman *Karoo*, de Steve Tesich.

2018-2019

a- Création

N'appartenir
Une première lecture de *N'appartenir* avait eu lieu en mars 2014 au *Pitch me,* lieu de rencontre artistique géré par l'auteur. Le 10 mars 2016, Luc Clémentin a proposé une lecture d'extraits du livre de Karim Miské au Théâtre Paris-Villette, dans le cadre d'un évènement co-organisé par *La Maison des Passages* et le Collectif *Pour une politique de la Relation.*
S'appuyant sur un réseau de partenaires en Ile-de-France, le projet devrait aboutir à une création au Théâtre des Sources (Fontenay-aux-Roses, 92) puis à une diffusion au Théâtre Penmarc'h (29). Des discussions sont en cours avec des partenaires ayant déjà accueillis la compagnie : la Maison des métallos (75) et le Théâtre Paris-Villette (75).

b- Diffusion

Cette guerre que nous n'avons pas faite
Cette forme légère (monologue pour un comédien) sera proposée en programmation classique et en support pour des actions artistiques en direction des publics scolaires, pour la saison 2017-2018.

Tarkovski / Journal
Après une création au Théâtre de la Girandole en 2017, *Tarkovski / Journal* sera proposé à la diffusion pour la saison 2018-2019.

Cette diffusion se construira en partenariat avec :
Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet
- Musée Dapper, Paris (75)
- Théâtre Paris-Villette, Paris (75)
- Maison des métallos, Paris (75)
- Théâtre des Sources, Fontenay-aux-Roses, Hauts-de-Seine (92)
- Théâtre de la Girandole, Montreuil, Seine-Saint-Denis (93)
- Lilas en scène, Les Lilas, Seine-Saint-Denis (93)
- Théâtre Sénart – Scène nationale (77)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France)
- Ministère de l'Outre-Mer : aide à la production dramatique (*Cette guerre que nous n'avons pas faite*)
- Ville de Paris : aide à la diffusion pour *Cette guerre que nous n'avons pas faite* et *Cadres noirs*
- Organisation internationale de la francophonie (OIF) : aide au déplacement international pour la diffusion de *Photo de groupe au bord du fleuve*
- Institut français : appui logistique à la diffusion internationale autour des textes d'Emmanuel Dongala et de Pierre Lemaitre
- Communauté de communes Région Lézignanaise Corbières & Minervois : aide à la diffusion (*Dépendance sensible aux conditions initiales*)
- Carcassonne agglo : aide à la diffusion (*Dépendance sensible aux conditions initiales*)

Equipe artistique prévue pour le projet :
- 1 metteur en scène : Luc Clémentin
- 40 comédiens et comédiennes collaborant régulièrement avec la compagnie Ultima Chamada
- 4 artistes musiciens
- 1 créateur lumière
- 1 scénographe

- 2 créateurs sonores

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	Résidence de création/diffusion	Résidence de création
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Du 13 au 24 février 2017	1- Septembre 2016 2- Octobre 2016 2- Avril 2017
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	La Grange dîmière – Théâtre de Fresnes (94)	1- Théâtre de la Girandole – Montreuil (93) 2- Lilas en scène – Les Lilas (93) 3- L'Artchipel - Guadeloupe
Objectifs & contenus de chaque résidence	Répétitions artistiques et techniques, actualisation du spectacle et diffusion (cession) du spectacle *Cadres noirs*	1, 2,3 - Création du spectacle *Cette guerre que nous n'avons pas faite* Répétitions artistiques et techniques
Partenaires financiers de résidence	La Grange dîmière – Théâtre de Fresnes (94) Région Ile-de-France	1- ETC Caraïbe Région Ile-de-France 2- L'Artchipel, Ministère de l'Outre-Mer

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

2017-2018
Tarkovski / Journal
- octobre 2017 : résidence de création de 3 semaines au Théâtre de la Girandole (Montreuil, 93)
- novembre 2017 : résidence de création de 3 semaines à Lilas en scène (Les Lilas, 93)
Production soutenue par la Fondation La Poste.

2018-2019
N'appartenir
- novembre 2018 : résidence de création d'un mois au Théâtre des Sources (Fontenay-aux-Roses, 92)
- janvier 2019 : résidence de création de deux semaines au Théâtre de la Girandole (Montreuil, 93)
- février 2019 : résidence de création de deux semaines à l'Espace culturel des Corbières (Lézignan-Corbières, 11)

PERSPECTIVES DE CREATION

Présentation des éventuelles créations/productions prévues

2016-2017 : *Cette guerre que nous n'avons pas faite*
Texte de Gaël Octavia
Mise en scène : Luc Clémentin
Avec : Vincent Vermignon
De retour après une longue absence, le Guerrier raconte ce jour où il est parti à la guerre pour « devenir un homme ». Il raconte aussi ce mystérieux pacifiste fermement décidé à l'empêcher de combattre. Entre deux piques contre sa mère, coupable de soumission et de compromission avec les puissants, le guerrier explique, finalement, pourquoi il n'a jamais fait la guerre.

(Dossier de présentation joint)

2017-2018 : *Tarkovski / Journal*
Texte de Andreï Tarkovski
Mise en scène : Luc Clémentin
1 comédien, 1 musicien
Adapté de l'essai *Le temps scellé*, et du journal du cinéaste Andreï Tarkovski, cette courte forme pour un comédien et un pianiste présente les réflexions du réalisateur sur son art, ses films et les ressorts de la vie. Malgré la maladie, il continue à faire des projets et à construire son film, tout en se nourrissant de l'œuvre d'autres réalisateurs reconnus qui font écho, à leur manière, à sa recherche de vérité.

2018-2019 : *N'appartenir*
Texte de Karim Miské
Adaptation et mise en scène : Luc Clémentin
Avec : Luc Clémentin
Création sonore : Mélissa Petitjean
Avec ce récit autobiographique, l'auteur parcourt son enfance et sa jeunesse de franco-mauritanien et les problématiques qu'il ressent et rencontre liées à sa double culture.
(Dossier de présentation joint)

2018-2019 : *La Supplication*
A partir du roman éponyme de Svetlana Alexievitch
Adaptation et mise en scène : Luc Clémentin
25 comédiens
Tchernobyl. Ce mot évoque dorénavant une catastrophe écologique majeure. Mais que savons-nous du drame humain, quotidien, qui a suivi l'explosion de la centrale ? *La Supplication* nous fait entrevoir le monde bouleversant des survivants.

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Présentation des spectacles/concerts en diffusion / au répertoire

1- *D'un retournement l'autre*
Texte de Frédéric Lordon
Mise en scène de Luc Clémentin
Avec : Simon Bellahsen, Didier Boulle, Gérald Cesbron, Luc Clémentin, Loïc Risser, Stéphane Valensi, Alain Veniger
Musique : Alexandrine Monnot (chanteuse lyrique), en alternance : Léa Gerber, Thomas Tacquet (pianistes)
Régie : Mathieu Bouillon
Création sonore : Coraline Janvier

Calendrier de diffusion [acquis] :
- 14-15 août 2016 : Festival de Spa (Belgique)
- novembre-décembre 2016 : Festival Les Théâtrales Charles Dullin (94) (2 dates)
- 20 janvier 2017 : ATP de l'Aude
- 21 janvier 2017 : Espace culturel des Corbières
- 25 février 2017 : La Grange dîmière – Théâtre de Fresnes (94)

2- *Cadres noirs*
A partir du roman éponyme de Pierre Lemaitre
Mise en scène de Luc Clémentin, assisté de Loïc Risser
Collaboration à la mise en scène : Yves Pignot
Avec : Luc Clémentin
Musique : Olivier Robin (batterie)

Régie : Mathieu Bouillon
Création numérique : Florian Raber, Marie Maillard, Jean-Marc Munerelle

Calendrier de diffusion :
- 24 février 2017 : La Grange dîmière – Théâtre de Fresnes (94) [acquis]
- Mars 2018 : Institut français de Côte d'Ivoire [sollicité]
- Mai 2018 : Festival des arts du récit en Isère (38) [sollicité]
- Juillet 2018 : Printemps des comédiens (34) [sollicité]

3- *Cette guerre que nous n'avons pas faite*
Texte de Gael Octavia
Mise en scène de Luc Clémentin
Avec : Vincent Vermignon

Calendrier de diffusion :
- novembre 2016 : Musée Dapper (Paris) [acquis]
- avril 2017 : L'Artchipel - Scène nationale de Guadeloupe [acquis]
- 12-13 mai 2017 : Tropique-Atrium – Scène nationale de Martinique [acquis]
- Septembre 2017 : Festival des Francophonies en Limousin [sollicité]
- Octobre 2017 : Maison de la Martinique (Paris) [sollicité]
- Novembre 2017 : Festival Quatre Chemins (Haïti) [acquis] et Les Trois-Fleuves (Guyane) [sollicité]
- Décembre 2017 : Théâtre Sénart [sollicité]

4- *Photo de groupe au bord du fleuve*
A partir du roman éponyme d'Emmanuel Dongala
Mise en scène de Luc Clémentin, assisté de Loïc Risser
Chef de chant : Rémi Studer
Avec : Carmen Edwige Affi Bitty, Hilarion Kouassi Kouadio, Armelle Zako Olili, Sheila Nibe Dedihe, Thierry Kprohi Guigui Rash, Yasmine Kano Amyne, Ange Rodrigue Grah

Diffusion envisagée :
- Institut français d'Alger [sollicité]
- Théâtre de Carthage, Tunisie [sollicité]
- Instituts français d'Afrique de l'Ouest [sollicité]

5- *Dépendance sensible aux conditions initiales*
D'après le roman *Karoo*, de Steve Tesich
Adaptation et mise en scène de Luc Clémentin
Conception sonore : Vincent Pourrageau
Avec : Luc Clémentin, Thomas Tacquet (piano)

Calendrier de diffusion
- Novembre 2017 : Théâtre de la Girandole, Montreuil (93) [acquis]

6- *Tarkovski / Journal*
Texte de Andreï Tarkovski
Mise en scène de Luc Clémentin
1 comédien, 1 musicien

Diffusion envisagée
- Théâtre de l'Aventure, Ermont (95) [sollicité]
- Festival des mots, La Charité-sur-Loire (58) [sollicité]

Partenaires pressentis à ce jour
Partenaires acquis

- Festival de Spa (Belgique) pour la diffusion de *D'un retournement l'autre*
- ATP de l'Aude (11) pour la diffusion de *D'un retournement l'autre*
- Espace culturel des Corbières pour la diffusion de *D'un retournement l'autre* et la production de *N'appartenir*
- La Grange dîmière pour la production et la diffusion de *Cadres noirs* et la diffusion de *D'un retournement l'autre*
- L'Artchipel – Scène nationale de Guadeloupe pour la production et la diffusion de *Cette guerre que nous n'avons pas faite*
- Tropique Atrium – Scène nationale de Martinique pour la diffusion de *Cette guerre que nous n'avons pas faite*
- Musée Dapper (75) pour la diffusion de *Cette guerre que nous n'avons pas faite*

Partenaires sollicités
- Festival Les Théâtrales Charles Dullin (94) pour la diffusion de *D'un retournement l'autre*
- Festival des arts du récit en Isère pour la diffusion de *Cadres noirs*
- Le Printemps des comédiens (34) pour la diffusion de *Cadres noirs*
- Institut français de Côte d'Ivoire pour un appui logistique à la diffusion internationale autour des textes d'Emmanuel Dongala et de Pierre Lemaitre
- Théâtre des Sources (92) pour la production et la diffusion de *N'appartenir*
- Lilas en scène (94) pour la création de *Cette guerre que nous n'avons pas faite*
- Théâtre de l'Aventure (95) pour la diffusion de *Tarkovski / Journal*
- Festival des mots (58) pour la diffusion de *Tarkovski / Journal*

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Incidences éventuelles du projet spécifique en termes d'emploi

Afin de pérenniser le fonctionnement administratif, le poste actuel de chargée d'administration sera maintenu à son niveau actuel. Différentes possibilités sont à l'étude pour le prolongement de cet emploi (intermittence, CUI-CAE…).
Volume horaire : temps plein
Masse salariale correspondante : 17 604€ bruts annuels

En termes d'emploi artistique et technique, la répercussion du travail de diffusion sur les années 2015-2016 (période précédente) et 2016-2017 se fera sentir de façon croissante en 2016-2017 et 2017-2018.
La nature des créations en cours et à venir de la compagnie induit des distributions importantes (*La supplication*) et des distributions plus restreintes, mais avec une collaboration technique importante en amont en termes de création sonore et/ou visuelle et numérique. La combinaison de ces créations et de la diffusion de spectacles avec des équipes artistiques importantes (*D'un retournement l'autre* – 11 personnes en tournée ; *Photo de groupe* au bord du fleuve – 10 personnes en tournée) maintiendra un niveau d'emploi conséquent :
- 1 metteur en scène
- 18 comédiens et musiciens
- 3 techniciens

Masse salariale intermittente brute prévisionnelle pour la période 2016-2017 : 39 993€

Subvention demandée :
35 000 €
Soit 8 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique (HT)

DEPENSES	€ HT	RECETTES	€ HT

DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	25536	ETAT	4500
Préciser le détail des postes par fonction		**Autres Ministères** (préciser) : Ministère de l'Outre-Mer - en cours	4500
Salaires brut : chargée de production	17490	COLLECTIVITES TERRITORIALES	49320
Charges employeur	8046	**Région Ile-de-France**	
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	67395	Région IDF - PAC	35000
Salaires bruts artistes	31947	**EPCI - Communauté d'agglomération ou de communes** (préciser le nom) : Communauté d'agglomération des Corbières (11) - attribué	6286
Charges employeur artistes	15181	**Commune** 1 (préciser le nom) : Fresnes (94) - attribué	8034
Salaires bruts techniciens	4568	EMPLOI AIDE (Hors emploi tremplin)	10560
Charges employeur techniciens	2959	Dispositif CUI-CAE, CUI-CIE	10560
Défraiements	4306	SOCIETES CIVILES ET ORGANISMES PROFESSIONNELS	5000
Transports	3613	CNV, SACEM, SACD, ADAMI (préciser) : Fondation Beaumarchais (SACD) - attribué	5000
Autres (préciser) : achats décor et matériel créations	4821	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	30332
DEPENSES D'APPROPRIATION	1396	Apports de coproduction (préciser) : Tropique Atrium - Scène nationale de Martinique	9000
Préciser le nombre d'heures: 12h		Ventes de spectacle (préciser le nombre de représentations) : 7 représentations	21332
Salaires bruts	1054		
Charges employeur	306		
Autres (préciser) : transports	36		
AUTRES DEPENSES	5385		
Préciser la nature de ces dépenses :			
Location immobilière	2880		
Assurance	282		
Fournitures administratives et entretien informatique	500		
Communication	1723		
TOTAL	**99712**	**TOTAL**	**99712**

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région

La compagnie bénéficie du soutien de la Région au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2006 à hauteur de 35 000€ jusqu'en 2013. En effet, lors du précédent renouvellement, l'aide régionale a été diminuée à 27 000 €.

En 2013 pour le dernier conventionnement, le projet proposé avait plusieurs axes : le développement d'actions avec

l'association Siloé Aurore dans le 9ème arrondissement de Paris à destination des personnes en réinsertion professionnelle ou en situation de précarité ; la diffusion des créations de la compagnie en Ile-de-France et le développement des collaborations avec des partenaires à l'international (Maghreb et Côte d'Ivoire notamment) où la compagnie souhaite élargir son réseau.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Fidèle à sa ligne artistique, la compagnie a créé et diffusé, au cours de cette convention, des spectacles mêlant musique et texte, adaptations d'auteurs contemporains, qui abordent des problématiques politiques, économiques et sociales.

Durant la période de conventionnement, l'activité de création a été soutenue, puisque la compagnie a créé cinq nouveaux spectacles. « Pour un oui ou pour un non » d'après le roman de Nathalie Sarraute en 2013 au Nouveau Relax, scène conventionnée de Chaumont. « Photo de groupe au bord d'un fleuve » d'après le roman d'Emmanuel Dongala créé en partenariat avec l'Institut français d'Abidjan en Côte d'Ivoire en 2014 avec des jeunes comédiens de l'INSAAC et une équipe artistique française. En 2015, l'activité s'est intensifié avec trois créations : « Dépendance sensible aux conditions initiales » en coproduction avec une autre compagnie (Fractal Julia) créé dans l'Aude au Théâtre dans les Vignes de Couffoulens, « le rêve de Madoff » d'après le roman de Dominique Manotti et « cadres noirs », d'après le roman de Pierre Lemaitre, créés en 2015 à l'ECAM du Kremlin Bicêtre et au Théâtre de la Girandole à Montreuil.

La compagnie a bénéficié pour accompagner son travail de création, de résidences dans différents lieux en Ile-de-France (Plateau 31 à Gentilly, l'ECAM du Kremlin Bicêtre, le Théâtre de la Girandole à Montreuil, Lilas en scène), en France (notamment dans l'Aude) et à l'international (en côte d'ivoire, Tunisie).

La compagnie a ainsi essentiellement présenté ses spectacles dans ces lieux (notamment une série de 10 dates à la Girandole et une présentation en diptyque pour deux représentations dont une scolaire à l'ECAM pour « Cadre noirs » et « Le rêve de Madoff »).

La diffusion de la compagnie a été, principalement, soutenue ces trois années par le spectacle « D'un Retournement l'Autre », comédie sérieuse en alexandrins sur la crise financière de l'économiste-philosophe Frédéric Lordon, qui compte 10 interprètes. La compagnie a, d'ailleurs, décidé en juillet 2015 de le présenter à Avignon Off. Des perspectives nouvelles ont ainsi été dégagées pour sa diffusion mais également pour les autres projets de la compagnie, si bien que la compagnie le présentera à nouveau à Avignon Off en 2016.

Le niveau de diffusion s'établit ainsi entre 15 et 20 représentations selon les saisons, avec un niveau de cession modeste qui va de 2 à 9.

Le projet d'Ultima Chamada a une résonnance particulière hors du territoire français et métropolitain. La compagnie a effectivement été présente à l'international et outre-mer où elle est accueillie en diffusion dans des théâtres (Scène nationale de Martinique, Scène nationale de Guadeloupe, Théâtre National de Tunis, Carthage…) et instituts français (cote d'Ivoire et Tunisie). Elle a mené des actions de formations avec des jeunes comédiens ivoiriens (le travail artistique mené avec les étudiants s'est accompagné d'un volet formation dédié à la technique, et à l'administration et la production dans le spectacle vivant). Elle est intervenue auprès de lycéens au lycée français Pierre Mendes France de Tunis Tunis (autour des créations « Cadres Noirs » et « le rêve de Madoff »). Dans le cadre de la tournée « D'un retournement l'autre » en Tunisie, au cours du Forum Social Mondial de Tunis, la Compagnie a permis à huit jeunes du club de prévention Siloë-Aurore et à deux éducateurs d'accompagner la Compagnie à Tunis.

L'engagement de la compagnie et les thématiques abordées dans les spectacles constituent un support pour des rencontres avec les publics. Ultima Chamada est ainsi intervenue et a animé un atelier tout au long de l'année scolaire 2014-2015 au lycée Gérard de Nerval de Luzarches dans le Val d'Oise avec des élèves de seconde et terminale ES autour de la pièce « D'un retournement l'autre ». C'est ce qui explique le pic de la saison 2014-2015 du nombre d'heures d'interventions artistiques qui dépasse les 125 heures (dont 67 heures d'interventions avec des lycéens). Le volume horaire les autres années est plus bas, il chute au cours de la saison 2014-2015 (9 heures), l'activité de la compagnie ayant plutôt centré sur la création et la diffusion, cette saison-là.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement

Le rayonnement de la compagnie Ultima Chamada est tout à la fois en Ile-de-France, et à l'international. La compagnie a développé ses partenaires en Ile-de-France dans le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis : l'ECAM du Kremlin-Bicêtre, le plateau 31, le Théâtre de la girandole, Lilas en Scène qui l'ont accueillie en résidence et en diffusion. Elle a également pu intervenir sur le territoire du Val d'Oise dans un lycée à Luzarches. Elle a également été très présente au niveau international dans le cadre de diffusions, de formations ou de créations en lien avec des partenaires locaux.

Evolution budgétaire et de l'emploi

Le budget de la compagnie est stable entre 2013 et 2015. Le budget moyen annuel s'établit à 106 000 € et présente un pic en 2014 à 125 000 €. Les subventions représentent, en 2015, 43% des produits (42 500 €) et les recettes

propres 17% (16 891 €). Ce rapport a évolué depuis le début du conventionnement puisqu'en 2013, le chiffre d'affaire atteignait 59% des produits (56 699 €). Le chiffre d'affaires de la compagnie chute fortement en 2014 compte tenu d'un nombre de cessions réduit (il passe de 56 699 € à 2 676 €) et remonte en 2015 (16 891 €) sans toutefois atteindre le niveau de 2013. En 2015, la compagnie réussit à compenser cette diminution et à même augmenter son budget global, grâce à des dons et mécénat dont le montant dépasse le chiffre d'affaires et à des aides de la Spedidam, de l'Adami, de l'ambassade de France en Algérie et l'Institut français de Cote d'Ivoire.
La Région est le premier et le seul partenaire pérenne de la compagnie qui obtient toutefois chaque année des aides d'autres partenaires. Même modeste, il est à souligner l'attribution d'un aide à la création par le Conseil départemental du Val-de-Marne (5 000 €).
La compagnie emploi une chargée d'administration et de production à temps plein grâce à une aide emploi-tremplin (obtenu en 2009). La compagnie emploie par ailleurs en fonction de son activité des chargés de production ou de diffusion en CDD. Le volume global de l'emploi a diminué entre 2013 et 2015, passant de 50 016 € à 40 225 €. La masse salariale et le nombre d'heures d'intermittence présentent une tendance à la baisse progressive chaque année (2 577 heures, 1 664 heures puis 1 173 heures). « Dun retournement l'autre » étant une grande forme, 10 interprètes, la variation des heures peut-être importantes selon le nombre de représentations.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Le projet proposé pour les trois prochaines années par la Compagnie Ultima Chamada vise le développement de la diffusion des spectacles déjà créés par la compagnie, la création de plusieurs nouveaux spectacles dont un nouveau grand format, la consolidation des partenariats en Ile-de-France et à l'étranger, les relations avec de publics scolaires (notamment lycéens). La compagnie créera notamment une nouvelle pièce « La supplication » basée sur un texte de Svetlana Alexievitch sur le thème de l'après Tchernobyl, en partenariat avec l'atelier René Loyon, qui réunira 25 comédiens ; et un autre spectacle « Cette guerre que nous n'avons pas faite » de Gaël Octavia. Pour ce travail de création, la compagnie sera accueillie en résidence au Théâtre de Fresnes – La Grange Dimières, théâtre de la Girandole (Montreuil), Lilas en scène et à la scène national de Guadeloupe l'Artchipel.

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis défavorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle et propose une sortie progressive du dispositif.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient la compagnie Ultima Chamada en 2016 à hauteur de 18 000 € sur une base subventionnable de 55 780 €

(la base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion et aux autres dépenses du budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé)

Emploi	**Création/Diffusion/Appropriation**
La Région ne soutient pas l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle.	La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 18 000 € pour la création et la diffusion des spectacles de la compagnie.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement par le bénéficiaire d'1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
Le montant de la base subventionnable globale s'élève à 55 780 € et correspond au montant des dépenses de création/diffusion et aux autres dépenses du budget prévisionnel proposé déduction faite de la différence entre le montant demandé et le montant proposé.

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	12 600,00 €
2017	5 400,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	27 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	27 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	27 000,00 €
	Montant total	81 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003675

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : XVIII-21 MUSIQUE DES LUMIERES (PAC 2016 - RECONDUCTION POUR UNE ANNEE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dépense subventionnable	79 750,00 €	25,08 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131005-300
13100504- Développement de la permanence artistique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : XVIII 21 MUSIQUE DES LUMIERES
Adresse administrative : 43 VOIE DAUMIER
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PAUL DELAHAIE, Président

Date de publication au JO : 13 août 2013

N° SIRET : 41857592400042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Date prévisionnelle de début de projet : 9 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'évaluation de la convention triennale de permanence artistique et culturelle conclue en juillet 2013 permet de renouveler le soutien régional. Afin d'en assurer la continuité, la date de démarrage du projet est le 09 juillet 2016 qui correspond à la date de fin du précédent avenant (délibération CP15-459)

I- Présentation du bénéficiaire

Fondé par le flûtiste Jean-Christophe Frisch en 1993, l'Ensemble XVIII-21, créé d'abord sous le nom de Musique des Lumières, est devenu le Baroque Nomade en 2008, avec l'ambition d'explorer de par le monde les croisements entre la musique baroque européenne et les musiques traditionnelles d'autres cultures de la même époque (17 et 18èmes siècles), s'inscrivant dans une perspective d'ethnomusicologie historique.

L'ensemble a produit plus d'une quinzaine de disques et a joué dans plus de 35 pays. Depuis 2007, il développe son ancrage en Ile-de-France et en particulier dans le Val-de-Marne. Des collaborations régulières sont mises en place avec les écoles artistiques municipales de Vitry-sur-Seine où Jean-christophe Frisch intervient pour des masters-class, monte des projets avec les élèves et où l'ensemble peut disposer d'espace de répétitions… Depuis 2011, le Baroque Nomade a est en résidence au Théâtre de Cachan. Sur le territoire du Val-de-Marne, l'ensemble a mis en

place et dirige depuis deux ans, un Orchestre Amateur de Musique Ancienne (OAMA).
Par ailleurs, l'ensemble est également accueilli depuis 2014 en résidence longue de trois ans à Meudon dans el Hauts-de-Seine et a également été en résidence au Phénix, Scène Nationale de Valenciennes.

Le Baroque Nomade est soutenu par la DRAC, le Département du Val-de-Marne et la Région Ile-de-France. Par ailleurs, il bénéficie ponctuellement d'aides à projet, notamment de l'Institut Français et de l'Education nationale.

II- Evolution générale de la structure sur les trois ans de convention

1) Evolution budgétaire de la structure

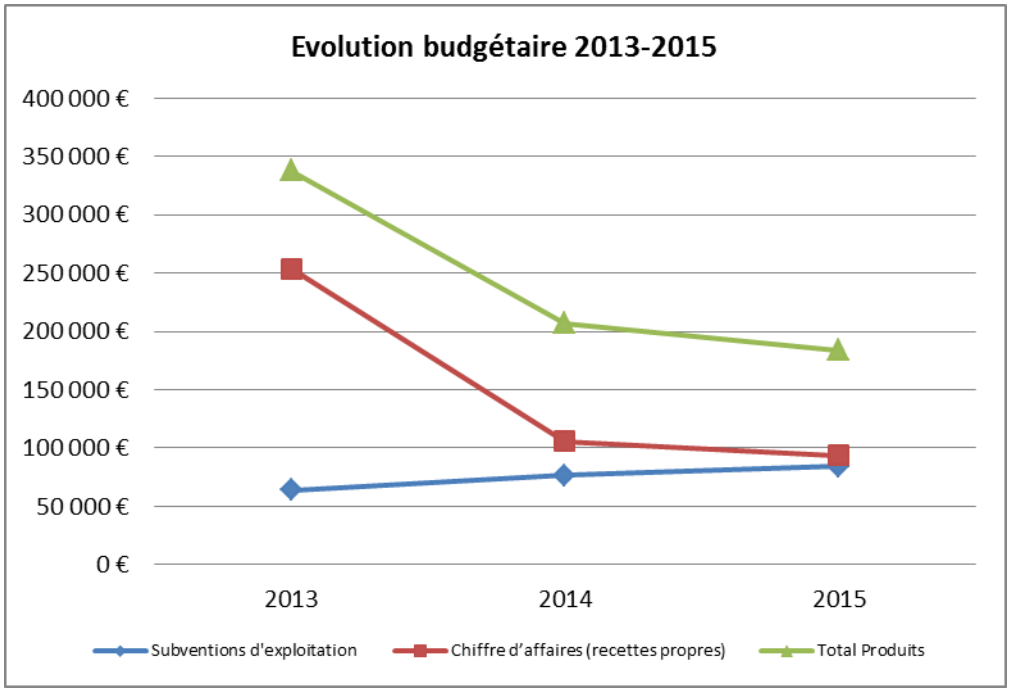
Eléments figurant dans le dossier remis par le bénéficiaire

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
DRAC IDF Convention triennale	40 000	*47%*	40 000	40 000	*49%*
Conseil départemental du Val-de-Marne	0	*0%*	10 000	12 000	*15%*
Autres - Mécénat, parrainage	15 000	*18%*	4 000	4 000	*5%*
Région - PAC	15 000	*18%*	15 000	15 000	*19%*
Région - Autres		*0%*			*0%*
Région - Emploi tremplin	15 000	*18%*	15 000	10 000	*12%*
SOUS-TOTAL REGION	30 000	35%	30 000	25 000	31%
TOTAL SUBVENTIONS	**85 000**	**100%**	**84 000**	**81 000**	100%

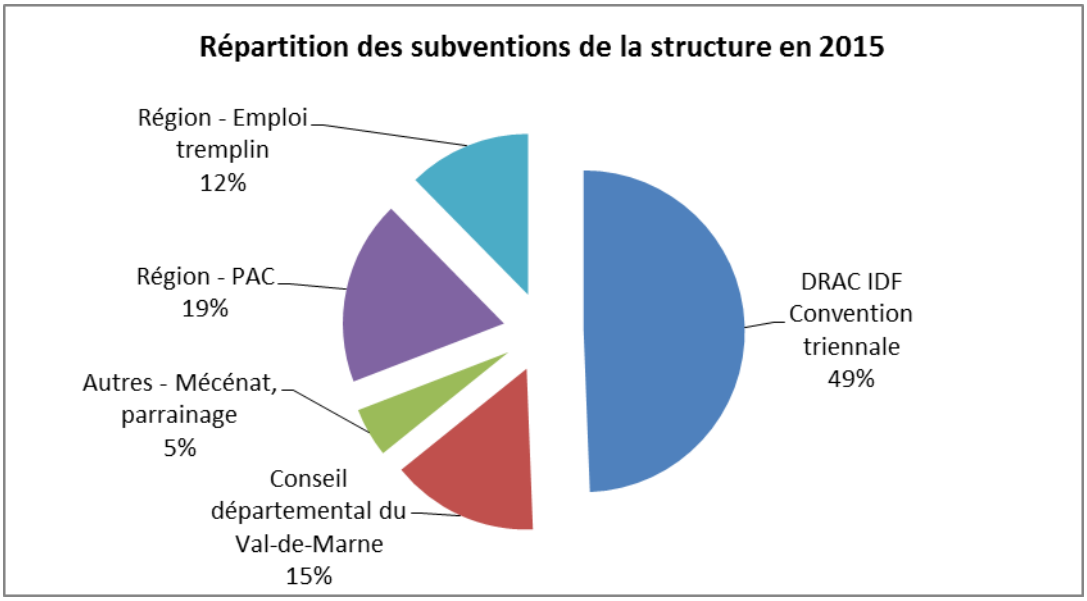
Eléments figurant dans les documents comptables de la structure : bilan et compte de résultats

	2013	**%**	**2014**	**2015**	**%**
Subventions d'exploitation	64 005	*19%*	76 374	84 034	*46%*
Chiffre d'affaires (recettes propres)	253 851	*75%*	105 793	93 620	*51%*
Total produits	337 870	100%	206 996	183 593	100%

Graphique 1 : évolution budgétaire 2013-2015



Graphique 2 : répartition des subventions de la structure en 2015



2) Evolution de l'emploi

	2013	2014	2015
Masse salariale	169 174	98 259	102 844
Nombre d'heures intermittence (artistes et techniciens)	5 649	3 197	3 184

3) Evolution de l'activité

	2013	2014	2015
CREATION / DIFFUSION / RESIDENCES			
Nombre de créations produites	9	4	4
Nombre de spectacles diffusés au total	16	13	15
Nombre de représentations *Dont nombre de représentations en cession :*	38	23	35
Nombre de lieux concernés par les tournées	31	22	26
Nombre de spectateurs	12 595	5 685	6 180
Nombre de résidence(s) éventuellement menée(s) *& Durée moyenne (nombre de jours ou mois) & Lieux partenaires de résidence*	**2 résidences d'appropriation** : Théâtre de Cachan & EMA de Vitry-sur-Seine **1 saison** chaque Théâtre de Cachan (en partenariat avec la DRAC Ile-de-France) & EMA de Vitry-sur-Seine (en partenariat avec l'Adiam 94)	**4 résidences d'appropriation** : Mairie d'Aubervilliers, Théâtre de Cachan, EMA de Vitry-sur-Seine & Meudon **1 saison** chaque Embarcadère et Conservatoire d'Aubervilliers, Centre Lamartine, Centre de rencontres La Plaine, Maison Cousté, Salle du marché & Théâtre de Cachan, Centre d'art et de culture de Meudon, Espace Robert Doisneau de Meudon, EMA de Vitry-sur-Seine **1 résidence de création** de 10 jours au Centre culturel de rencontres de Noirlac (création d'Erratic)	**1 résidence d'appropriation :** Centre d'art et de culture de Meudon **1 saison** Centre d'art et de culture de Meudon, Espace Robert Doisneau, Potager du Dauphin, Musée d'art et d'histoire, Conservatoire de Meudon **2 résidences de création** : création d'un programme ukrainien autour de Xaver Mozart, 7 jours, en partenariat avec l'Institut français de Lviv (Ukraine) et la Bibliothèque de l'Université de Lviv / préparation de la création d'un programme franco-tunisien (« La Nouba rêvée du Roi Soleil »), 6 jours, en partenariat avec l'Agora et le Conservatoire de Tunis.
ACTION CULTURELLE			
Nombre d'heures d'intervention artistique auprès des lycéens	20 heures	-	-
Nombre d'heures d'intervention artistique au total	210 heures	105 heures	117 heures

Nombre d'établissements et de relais partenaires	14 établissements (Conservatoires, collèges, lycées, théâtres)	9 établissements (librairies, Conservatoires, collèges, théâtres, etc.)	7 établissements (centres socio-culturels, théâtres, Adiam 94)
Nombre de bénéficiaires	250	300	150

III- Projet proposé par le bénéficiaire pour le renouvellement de la convention PAC 2016/2017/2018 (tel que rédigé par la structure bénéficiaire)

XVIII-21 Le Baroque Nomade développe un nombre croissant d'actions dans son département d'implantation (Val-de-Marne) avec le soutien du Conseil départemental du Val-de-Marne, et dans l'ensemble de la région (diffusion à Meudon, en Seine-Saint-Denis, dans l'Essonne, dans divers lieux à Paris…). L'objectif de cette implantation territoriale est de travailler en profondeur avec les structures de diffusion, d'éducation musicale et d'enseignement général, sur les relations entre musique baroque et musiques du monde, entre musique « savante » et musique de tradition orale. Notre projet artistique vise à montrer que les échanges interculturels existent depuis plusieurs siècles, que la culture européenne et certaines cultures du monde ont un passé commun, que ces musiques et leurs interprètes s'apportent mutuellement. Cela semble particulièrement pertinent dans la région Ile-de-France où se côtoient de nombreuses communautés. Notre travail transversal entre musiques du monde et musique ancienne permet de rapprocher leurs publics. Il s'agit de décloisonner aussi bien la musique baroque que les musiques traditionnelles. Pour cela, il est nécessaire de développer le nombre de représentations, mais également les interventions dans les conservatoires et les actions de sensibilisation envers les scolaires et le grand public (comme le projet participatif « Entends l'ailleurs »). Il nous semble intéressant de décliner en différents exemples cette relation entre musique baroque et tradition orale autour de programmes qui touchent à des cultures et lieux différents. En 2016 : *La Nouba rêvée du Roi Soleil, Erratic, Mozart et la Bohême, Or Vezahav.*

Saison 2016/2017 :

Cette saison 2016/2017 sera une saison charnière pour le Baroque Nomade et l'approfondissement de son implantation territoriale, s'appuyant sur le développement du public réalisé au cours des années précédentes. En effet, ce sera la dernière saison de résidence à Meudon (résidence soutenue par la DRAC Ile-de-France en dehors du financement de l'ensemble) et le renouvellement de sa collaboration déjà pérenne avec le Théâtre de Cachan.

Pour cette dernière saison, le **Centre d'art et de culture de Meudon** souhaite clôturer cette résidence en beauté : les objectifs en termes de nombre de concerts restent les mêmes mais la ville de Meudon mettra en place, en mai 2017, un événement de clôture sur trois jours irriguant la ville et spécialement conçu autour du Baroque Nomade. Il s'agira en réalité du point d'orgue de cette résidence, une sorte de condensé de l'ensemble de la résidence du Baroque Nomade à Meudon : une petite forme sacrée, une grande forme au Centre d'art, une table ronde, un concert à l'Orangerie avec les élèves du Conservatoire ainsi qu'un projet participatif (un Bal Renaissance) réunissant les musiciens du Baroque Nomade, des ensembles meudonnais, les étudiants du Conservatoire ainsi que des musiciens amateurs.
A côté de ces représentations auront lieu plusieurs conférences dans le cadre de l'Université inter-âges et du partenariat avec le Conservatoire, plusieurs interventions pédagogiques en lien avec les différents concerts ainsi que des master-classes au Conservatoire.

En lien avec la volonté du Centre d'art et de culture de Meudon de laisser des traces de cette résidence, nous enregistrerons en juillet 2016 notre prochain CD « Or Vezahav » à l'Espace Robert Doisneau, ce qui donnera ensuite lieu à un concert/soirée de lancement au même endroit en novembre 2016. Enfin, depuis plusieurs mois, nous engageons des vidéastes professionnels pour réaliser des vidéos de certains programmes présentés ou créés à Meudon.

Cette saison sera aussi celle de la concrétisation du renouvellement de notre résidence au **Théâtre de Cachan**. Tout d'abord, nous poursuivrons « Entends l'ailleurs », le projet participatif de musique traditionnelle et baroque,

commencé en 2015, qui réunit des musiciens amateurs issus des immigrations au cours des siècles (Auvergne, Bretagne, Portugal, Maghreb, Russie, Mali, Madagascar, etc.). Une restitution de ce projet, qui prendra la forme d'une création scénique et musicale, aura lieu dans le nouveau théâtre de Cachan, fin mai 2017. Avant cela, nous donnerons trois concerts en janvier 2017, dont « La Nouba rêvée du Roi Soleil », créé à Meudon en février 2016, à l'occasion de la réouverture du théâtre. Comme pour Meudon, nous souhaitons réaliser une vidéo du projet « Entends l'ailleurs », pour aider à la promotion des groupes de musique traditionnelle.

A **Vitry-sur-Seine**, nous renouvellerons l'Orchestre Amateur de Musique Ancienne du Val-de-Marne (OAMA 94), soutenu par le Conseil départemental du Val-de-Marne et l'Adiam 94, pour la troisième saison. Cet orchestre représente un volume horaire de 2 répétitions par mois ainsi que d'une ou deux restitutions en public chaque saison.
En Ile-de-France, nous poursuivrons également la diffusion de nos spectacles, avec des dates prévues, notamment à Clamart, aux Invalides ou encore à Vitry-sur-Seine.

Cependant, le Baroque Nomade ne pourrait continuer d'exister sans des voyages et une implantation à l'international, lui procurant de nouveaux programmes musicaux, issus des riches rencontres avec des musiciens du monde entier. En octobre 2016, le programme « Un Majlis de Perles » sera créé à **Bahreïn** avec les artistes du Baroque Nomade et des musiciens locaux. Ce partenariat avec le Ministère de la Culture de Bahreïn représente un apport de financement conséquent, qui facilitera la diffusion de ce programme en Ile-de-France, et ailleurs. Au printemps 2017, ce sera à l'occasion d'une tournée en **Indonésie** et en Australie, organisée avec le soutien de l'Institut français, que le Baroque Nomade pourra créer un nouveau programme avec le chœur Batavia Madrigal Singers, suite à la découverte de manuscrits datant de l'époque baroque dans la région de Batavia.
Ces deux projets seront susceptibles d'intéresser les programmateurs d'Ile-de-France et du reste de France pour les saisons à venir.

Saisons 2017-2019 :
Les saisons suivantes s'inscriront dans la continuité de l'activité déjà réalisée, y compris dans sa diversité, le Baroque Nomade étant par nature versatile et disponible aux rencontres inattendues. Nous souhaitons que les liens avec les collectivités territoriales (Meudon, Cachan, département du Val-de-Marne, le T12), déjà en forte progression, soient renforcés.

La résidence au **Théâtre de Cachan** sera reconduite sur les mêmes bases qu'en 2016, avec la diffusion de plusieurs spectacles du Baroque Nomade, mais aussi des actions pédagogiques et autres projets participatifs. Nous envisageons de poursuivre notre collaboration avec le **Centre d'art et de culture de Meudon** afin de profiter du travail accompli durant ces trois années de résidence.

A **Vitry-sur-Seine**, nous continuerons de travailler avec l'Adiam 94 et le Conseil départemental du Val-de-Marne sur l'Orchestre Amateur de Musique Ancienne (OAMA 94). Nous souhaitons également développer les relations avec le Théâtre Jean Vilar, relations qui pourraient déboucher sur une future résidence. Cette collaboration pourrait débuter en 2017 avec la diffusion de spectacles tels que « La Nouba rêvée du Roi Soleil », qui entre en concordance avec la ligne artistique du Théâtre Jean Vilar, soucieux de faire dialoguer les cultures et de développer les échanges musicaux, notamment avec le monde arabe et le bassin méditerranéen.

Nous poursuivrons évidemment notre diffusion dans la région en général, avec une moyenne de 5 concerts (à quoi s'ajoutent les actions pédagogiques), et notamment des programmes créés à Bahreïn et à Jakarta durant la saison 2016/17, diffusion rendue possible grâce au soutien financier du Bahreïn. Des programmes plus anciens sont également voués à tourner, comme « La Nouba rêvée du Roi Soleil » dans le cadre du Festival Calisto-235 de Saint-Rémy-lès-Chevreuse, qui souhaite faire du Baroque Nomade le projet phare de leur édition 2017, avec une exposition et des conférences en lien avec la représentation.
Une tournée en Amérique centrale en 2017 permettra de créer un nouveau programme qui pourra par la suite également être diffusé en Ile-de-France.
.

Equipements francilien(s) partenaire(s) du projet

Centre d'art et de culture de Meudon (92)
Théâtre Jacques Carat de Cachan (94)
Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine (94)
Musée de l'Armée, Hôtel des Invalides (Paris)
Festival Calisto-235, St-Rémy-lès-Chevreuse (78)

Etat et/ou collectivités territoriales partenaires du projet (hors Conseil régional d'Ile-de-France) -
DRAC Ile-de-France : conventionnement triennal
DRAC Ile-de-France : soutien à la résidence territoriale versé au Centre d'art et de culture de Meudon
Conseil départemental du Val-de-Marne : subvention de fonctionnement
Adiam 94 : subvention pour les activités avec l'Orchestre Amateur de Musique Ancienne (OAMA 94)

Equipe artistique prévue pour le projet :
Intervenants principaux (actions culturelles, rencontres, formations, activités pédagogiques) : Jean-Christophe Frisch, Cyrille Gerstenhaber
Artistes intervenants (concerts, répétitions publiques et ateliers pour certains) : Rémi Cassaigne, Andreas Linos, Mathieu Dupouy, Pierre Rigopoulos, Merlin Bleriot Nyakam, Nicolas Perrin, Syrine Ben Moussa, Mohamed Zied Zouari, Sharman Plesner, Hager Hanana, Soo Park, Lorenzo Coppola, Romain Falik, Spyros Halaris

RESIDENCES PREVUES

	1ère année 2016/2017	
Type de résidence (implantation, création/diffusion…)	**Théâtre de Cachan** Résidence de création, de diffusion et d'implantation territoriale	**Centre d'art et de culture de Meudon** Résidence de création, de diffusion et d'implantation territoriale
Dates de chaque résidence & durées (nombre de jours ou de mois)	Une saison	Une saison
Lieux partenaires et territoires géographiques de chaque résidence	Théâtre Jacques Carat, Centre social de la Plaine, Centre social Maison Cousté, Salle la Madeleine, Foyer de Cachan	Centre d'art et de culture de Meudon, Chapelle Saint-Philippe, Espace Robert Doisneau, Orangerie de Meudon, Potager du Dauphin, Musée Rodin
Objectifs & contenus de chaque résidence	Réalisation d'un spectacle (« Entends l'ailleurs ») réunissant musiciens professionnels du Baroque Nomade et musiciens amateurs porteurs de traditions vivantes de leurs pays ou régions d'origine. 10 ateliers de préparation et une ou deux représentations publiques	1 concert grande forme au Centre d'art et de culture, 4 concerts en petites formes dans d'autres salles de la ville, notamment dans le cadre de rencontres avec des musiciens meudonnais, ainsi que des interventions au conservatoire, des Master-class, expositions, conférences et rencontres musicales.
Partenaires financiers de résidence	Théâtre de Cachan, Communauté d'agglomération du Val-de-Bièvre, Département du Val-de-Marne	Centre d'art et de culture de Meudon, Conservatoire de Meudon, Communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest, Conseil général

		des Hauts-de-Seine, DRAC Ile-de-France

Perspectives de résidences pour les deux autres années de convention (2017/2018 & 2018/2019) :

En dehors des résidences de création qui auront pour la plupart lieu à l'étranger (notamment en Indonésie au printemps 2017, au Costa Rica à l'été 2017 ou encore en Ukraine en 2018), nous ne pouvons pour le moment déterminer avec précision dans quel endroit – et avec quels partenaires – nous serons engagés dans une résidence d'implantation à partir de la saison 2017/2018. La DRAC Ile-de-France nous a manifesté son intention de d'apporter un soutien financier (entre 15 000 et 23 000 euros par an) pour la signature d'une convention de résidence pluriannuelle avec une structure francilienne. Nous sommes actuellement en pourparlers avec plusieurs structures (notamment le Théâtre de Cachan et le Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine) pour déterminer quelle sera la structure bénéficiaire de ce soutien, et avec laquelle nous pourrons travailler durant trois saisons à partir de 2017.

Nous espérons par ailleurs que notre collaboration avec le Centre d'art et de culture de Meudon, rendue possible grâce à une résidence pluriannuelle, sera pérennisée, notamment via la diffusion de certains de nos spectacles en Ile-de-France ou en coproduction.

PERSPECTIVES DE CREATION

Saison 2016/2017 :

- 16 juillet 2016 : création d'un programme autour de la musique des juifs de Transylvanie, et de leur influence sur les autres compositeurs (titre à définir) pour le **Early Music Festival in Miercurea Ciuc** (Roumanie). Compositeurs : Josef Elsner, Franz Schubert et musiques juives traditionnelles recueillies au XIXe siècle en Transylvanie. 3 musiciens du Baroque Nomade et 5 musiciens roumains de Transylvanie.

- Octobre 2016 : « *Un Majlis de Perles* » au **Théâtre National de Bahreïn** (dates exactes à préciser). Œuvres baroques portugaises de Vicente Lusitano. Musiques des différentes traditions présentes à Bahreïn (pêcheurs de perles, musique arabe, indienne) danse locale d'origine africaine. Vidéo par vidéastes bahreïnis, lumières, décors (en cours de conception). 10 artistes du Baroque Nomade et 5 artistes locaux. Création soutenue par l'Ambassade de France à Bahreïn et le Ministère de la Culture Bahreïni. Grâce à l'apport financier du Bahreïn, ce programme pourra par la suite être diffusé en France et en région.

- 16 décembre 2016 : « *Portrait de l'artiste en espion* » à la Salle Turenne des **Invalides** (Paris). Programme commandé par la Direction de la Mémoire, du Patrimoine et des Archives du Ministère de la Défense. Compositeurs : Domenico Scarlatti, Agostino Steffani (œuvres inédites). 7 artistes du Baroque Nomade.

- 19 janvier 2017 : programme en trio pour flûte, pianoforte, violoncelle au **Musée Rodin de Meudon** (titre à définir). Programme inspiré des concerts que Rodin organisait dans son atelier de Meudon. Compositeurs : Mozart, Haydn. 3 musiciens du Baroque Nomade.

- Avril 2017 : Tournée de concerts en **Indonésie** et en **Australie** (titre à définir). Musique baroque (anonyme) hollandaise et calviniste, publiée à Jakarta au 18e siècle. Œuvres de J. P. Sweelinck, musique des traditions indonésiennes. 5 musiciens du Baroque Nomade, chœur de Jakarta Batavia Madrigal Singers et le violoniste australien David Irving. Programme qui pourrait par la suite être diffusé en région Ile-de-France

- Mai 2017 : « *Entends l'ailleurs* » au **Théâtre de Cachan**. Projet participatif qui réunit des musiciens amateurs porteurs de différentes traditions musicales venues du monde entier (régions françaises, Maghreb Portugal, Moyen-Orient, Russie, Afrique noire, Antilles...) et des musiques baroques françaises, autour du

compositeur Eustache du Caurroy. Mise en Scène de Magali Leiris. 5 musiciens du Baroque Nomade et environ 80 participants amateurs.

- 19 mai 2017 : création d'un programme sacré à la **Chapelle Saint-Philippe de Meudon** lors du week-end de clôture de la résidence triennale du Baroque Nomade à Meudon (titre à définir). Œuvres de Monteverdi, Schütz et leurs contemporains. 3 musiciens du Baroque Nomade et participation du chœur Pythagore, ensemble vocal amateur.

Saisons suivantes :

Pour les saisons suivantes, au moins une création est prévue par saison. Parmi les projets de créations :

- Août 2017 : tournée de 9 concerts au Costa Rica dans le cadre du Festival de Musica Credomatic. Programme encore indéterminé, en cours de discussion avec le directeur artistique du Festival.
- Un nouveau programme musical avec musique électronique (Nicolas Perrin), diffusé en région Ile-de-France
- Programme de musique baroque ukrainienne. En lien avec l'Institut français de Lviv (voyage de préparation en avril 2015)
- Reprise et développement du programme « Songe d'une nuit indienne ».

PERSPECTIVES DE DIFFUSION

Le Baroque Nomade entend donner environ 30 concerts par an, dont entre 5 et 8 concerts en Ile-de-France.
En dehors des créations évoquées ci-dessus, plusieurs programmes phares seront produits. Tous ces programmes ont une durée de vie longue, d'environ 10 ans.
Voici quelques programmes qui seront diffusés pour les 3 années à venir :

- **La Nouba rêvée du Roi Soleil :** Qui aurait imaginé que dans les mélodies de la Nouba tunisienne, on retrouve des mélodies caractéristiques des danses de Lully ? Rigaudons, gavottes, tambourins... On ignore tout des circonstances de cette transmission méditerranéenne. Mais ce qu'on sait, c'est que Louis XIV entretenait des relations diplomatiques avec les côtes barbaresques.
  Œuvres de Michel Lambert, JB Lully, Desmatins, musique traditionnelle tunisienne, improvisations.
  Distribution : Syrine Ben Moussa, chant / Cyrille Gerstenhaber, soprano / Mohamed Zied Zouari, violon / Andreas Linos, viole de gambe / Romain Falik, théorbe & guitare baroque / Pierre Rigopoulos, percussions / JC Frisch, flûtes & direction

- **Or Vezahav** : La musique Ladino, longtemps transmise uniquement par l'oralité, a été collectée et notée depuis le début du 20e siècle. Elle transporte des éléments qui remontent au Moyen-Age, et les a croisés avec des influences du Maroc à la Provence, de la Sicile à la Grèce.
  Distribution : C. Gerstenhaber, soprano/ A. Linos, viole de gambe / R. Cassaigne et R. Falik, théorbe/ P. Rigopoulos, percussions/ JC Frisch, flûte
  Ce programme sera enregistré à l'Espace Robert Doisneau de Meudon fin juillet 2016 chez Evidence Classics. Soirée de lancement/concert : 9 novembre 2016 à l'Espace Robert Doisneau de Meudon

- **Erratic** : Conversation baroque en mode électronique pour flûte, danseur et traitement du son en direct. Ce programme explore ce que les surprises des uns vont déclencher chez les autres. Œuvres de JS Bach, Telemann, improvisations.
  Distribution : Merlin Nyakam, danse & chorégraphie / JC Frisch, flûtes / Nicolas Perrin, traitement électronique du son en direct.

- **Bach le Voyageur :** Ce programme nous fait connaître l'extraordinaire variété des musiques qu'on entendait sur les rives du Bosphore. Il raconte comment Johann Jakob Bach, le frère aîné de Johann Sebastian, a appris la flûte à Constantinople, alors qu'il était au service du roi de Suède.
  Œuvres de Johann Jakob Bach, Johann Sebastian Bach, Dimitrie Cantemir, Gabriel Buffardin, Johann Georg Pisendel, Mehmet Aga

Distribution : Andreas Linos, viole de gambe / Sharman Plesner, violon / Mathieu Dupouy, clavecin / Spyros Halaris, qanun / Yousef Zayed, oud / Pierre Rigopoulos, percussions / JC Frisch, flûtes & direction

Partenaires pressentis à ce jour (préciser s'ils sont acquis ou sollicités)

- **Confirmés** : Early Music Festival de Miercurea Ciuc (Roumanie), Festival de l'Abbaye de Sylvanès, Festival Musiques à la Chabotterie, Théâtre National de Bahreïn, Espace Robert Doisneau de Meudon, Hôtel des Invalides, Musée Rodin de Meudon, Théâtre Jacques Carat de Cachan, Institut français de Jakarta (Indonésie), Festival de Melbourne (Australie), Centre d'art et de culture de Meudon, Conservatoire de Meudon, Orangerie de Meudon, Chapelle Saint-Philippe de Meudon, Assises nationales du Yoga, Festival de Musica Credomatic du Costa Rica, Festival Calisto-235 de St-Rémy-lès-Chevreuse

- **En négociation** : Théâtre Jean Vilar de Vitry-sur-Seine, Festival Passe ton Bach d'abord (Toulouse), Festival de musique ancienne de Callas, Institut français du Niger, Festival Jean de la Fontaine de Château-Thierry, Festival Valloire Baroque, Festival baroque de Pontoise, Festival de musique sacrée de Perpignan, Institut français de Lviv (Ukraine), Orléans Bach Festival, Théâtre Jean Arp de Clamart

PERSPECTIVES EN TERMES D'EMPLOI POUR LE PROJET

Le travail réalisé en marge des concerts est essentiel pour créer un public attentif et fidèle, qui de simple spectateur occasionnel devient un partenaire actif en s'impliquant dans les projets de création. Développer ces partenariats auprès des différents acteurs du Val-de-Marne demande une exigence et un investissement permanents. Cela implique d'un côté le personnel artistique et de l'autre le personnel administratif.
Afin de développer le travail avec les conservatoires et les collèges et lycées, il est indispensable de rémunérer les intervenants pour le temps qu'ils y consacrent, ce que nous avons pu mettre en place depuis 2014.
L'implantation territoriale de l'ensemble a pu se développer grâce à l'attribution d'un emploi tremplin, qui a permis de maintenir une équipe administrative à deux temps plein. Le projet d'implantation territoriale dans le Val-de-Marne représente presque 1/3 de l'activité de l'ensemble et la sollicitation du personnel administratif est importante pour ces projets spécifiques. Les concerts réalisés dans les autres départements de la Région amènent la part d'activités en Ile-de-France à 40% du travail de l'ensemble.
Parallèlement, il est important d'avoir de bonnes retombées médiatiques de ces différentes activités, afin de toucher le plus grand public possible et de faire connaître notre démarche au plus grand nombre. Afin de développer cet aspect, il serait utile de travailler avec un attaché de presse pour les actions développées en Ile-de-France.
Enfin, la conception des programmes et l'adaptation des œuvres musicales demandant un travail approfondi de la part du directeur artistique, il serait souhaitable de mettre en place un volant d'heures fixes mensuelles pour son travail de directeur artistique, pour le moment uniquement rémunéré en tant qu'intermittent pour les concerts et répétitions et en tant que formateur occasionnel pour les activités pédagogiques et autres actions auprès des publics.

Subvention demandée :
25 000 €
Soit 10 000 € d'augmentation

IV- Budget du projet spécifique en 2016 (HT)

DEPENSES	euros	RECETTES	euros
DEPENSES D'EMPLOI (structurantes pour le projet)	16400	ETAT	8750
Salaires brut: Attachée d'administration et de diffusion (1/4 temps plein)	6 250	**DRAC Ile-de-France** : Service Musique et Danse (en cours)	8 750

Charges employeur: Attachée d'administration	1 950	COLLECTIVITES TERRITORIALES	37000
Salaires brut: Attachée de diffusion et de communication (1/4 temps plein)	6 250	**Région Ile-de-France**	
Charges employeur: Attachée de diffusion	1 950	Région IDF - PAC	25 000
DEPENSES DE CREATION / DIFFUSION	61650	**Département** : Département du Val-de-Marne (en cours)	12 000
Salaires bruts artistes (Salaires intermittents pour les concerts en Ile-de-France)	33 750	MECENAT & SPONSOR	1000
Charges employeur artistes	16 600	*Préciser : Don privé*	1 000
Salaires bruts techniciens: techniciens de Little Tribeca pour l'enregistrement d'un CD à Meudon	4 540	RECETTES PROPRES D'ACTIVITE	54400
Charges employeur techniciens: charges techniciens Little Tribeca	2260	Prestations de service : action culturelle, formation	7 000
Locations (préciser): Instruments de musique	1000	Ventes de spectacle (11 représentations)	46 400
Défraiements	1500	Autres (préciser) : Ventes de marchandises (CDs, DVDs, livres)	1 000
Transports	500		
Autres (préciser) : Prestations de services (achat de vidéos promotionnelles et cartons d'invitations)	1 500		
DEPENSES D'APPROPRIATION	16100		
Préciser le nombre d'heures: action culturelle, médiation culturelle (administratifs) et techniciens pour le projet Entends l'ailleurs à Cachan + interventions pédagogiques à Meudon (environ 20h)			
Salaires bruts	9 000		
Charges employeur	4 100		
Autres (préciser) : Achat de prestations de services (vidéo), outils de communication, transport et location de matériel pour le projet Entends l'ailleurs	3 000		
AUTRES DEPENSES	7000		
Loyers et charges	1350		
Matières et fournitures	2000		
Entretien et réparations	250		
Honoraires administratifs	900		
Publicité et relations publiques	300		
Affranchissement, missions et réceptions	200		
Frais de transports	1000		
Achat de marchandises (CDs, livres, DVDs)	1 000		
TOTAL	**101150**	**TOTAL**	**101150**
Mise à disposition de locaux	5 500	Mise à disposition de locaux	5 500
Mise à disposition de personnel	3 500	Mise à disposition de personnel	3 500

V - Analyse du bilan et du projet proposé pour le renouvellement de la convention

Rappel du soutien de la Région
Le Baroque Nomade est soutenu par la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle depuis 2013 à hauteur de 15 000€.

Le projet soutenu portait sur le développement du projet artistique (création et diffusion) et pédagogique (notamment avec les élèves de conservatoires mais également des scolaires et du grand public) de l'Ensemble Le Baroque nomade autour de la relation entre musique baroque et musiques du monde, mené dans le cadre de son implantation territoriale francilienne notamment dans le Val-de-Marne.

La structure a également bénéficié d'un emploi-tremplin en 2012 pour le poste de chargé des partenariats et du mécénat.

Evolution de l'activité et du rapport au public

Le Baroque nomade développe depuis 20 ans un projet atypique de dialogue entre les cultures et les musiques, musiques baroques européennes et musiques traditionnelles. Il a eu, durant cette convention, une importante activité de création avec une moyenne dépassant les cinq programmes créés chaque année, des grands formats (« La nouba rêvée du Roi Soleil ») comme des petites formes (« Erratic » qui réunit trois interprètes), des programmes réunissant des musiciens de l'ensemble et des danseurs (« Erratic » réunit sur scène Jean-Christophe Frisch, un danseur et un artiste qui traite électroniquement le son en direct), d'autres mêlant musiciens professionnels et musiciens amateurs (« Etends l'ailleurs ») et répond également à des commandes (par exemple l'Hôtel des Invalides).

L'ensemble tourne dans des lieux et festivals en Ile-de-France, en France et à l'étranger. En Ile-de-France, l'ensemble a pu se produire dans des théâtres de ville (Meudon, Cachan, Les lilas, Poissy), des lieux patrimoniaux et non théâtraux (Hôtel des Invalides, Bibliothéque nationale de France, Domaine départemental de Sceaux, chapelle royale de Versailles, le musée Dapper) ou encore des festivals (Festivals des cultures juives, Festival Classique au vert, Festival de l'Oh !, Printemps musical d'Aubervilliers…).

La diffusion est à un niveau conséquent durant la période de conventionnement, 38 représentations en 2013 et 35 en 2014, avec toutefois un creux pour l'année 2014 qui comptabilise 23 représentations. Le nombre de spectateurs varie d'une année sur l'autre en fonction du niveau de diffusion et du type de lieux accueillant les représentations, de près de 12 600 spectateurs en 2013, la fréquentation est passée à 5 685 en 2014 pour remonter en 2015 à 6 180.

Au cours de la période de conventionnement, l'ensemble a débuté à l'automne 2014 une résidence longue de trois ans au centre culturel de Meudon ce qui lui a permis d'être très présent en diffusion à Meudon, le centre culturel a même créé une formule d'abonnement spécial, le PASS Baroque Nomade, permettant d'assister à 4 spectacles de l'ensemble sur la saison, et de développer des actions culturelles en lien avec le public de Meudon.

La médiation culturelle est un axe important du projet mené par Jean-Christophe Frich, aussi la résidence à Meudon a permis de développer des actions nouvelles : interventions diverses au conservatoire (conférences, master-class et travail de création avec les élèves), cycle de conférences à l'université inter-âges Auguste Rodin en résonnance avec les spectacles de l'ensemble (par exemple « les musique en Europe Centrale à l'époque de Mozart » ou encore « les surprenants voyages des musiques du Roi Soleil ») et des interventions et représentations scolaires avec des écoles primaires et des collèges (notamment dans le cadre du dispositif d'éducation artistique et culturelle du Département des Hauts-de-Seine « Eteignez vos portables »).

En résidence à Cachan depuis 5 ans, le Baroque nomade y mène actuellement le projet pédagogique « Entends l'ailleurs », déjà mené à la scène nationale de Valenciennes, qui vise à réunir des musiciens amateurs de toutes origines culturelles, à faire découvrir les musiques de traditions orales dont chacun est porteur et à créer un concert réunissant l'ensemble des musiques et des musiciens participants.

Jean-Christophe Frisch anime également un Orchestre Amateur de Musique Ancienne (OAMA) dans le Val-de-Marne qui réunit des musiciens amateurs jouant sur instruments anciens : violes de gambe, clavecin, violons, cornets à bouquin et aborde un répertoire qui s'étend du 16 au 18ème siècles.

Le volume horaire des interventions artistiques varie ainsi d'une année à l'autre, et affiche toutefois une baisse entre 2013 et 2014, le nombre d'heures passe de 210 à 105 en 2014 puis remontant légèrement à 117 heures en 2015.

Evolution de l'implantation territoriale et du rayonnement

Inscrit sur le territoire val-de-marnais depuis près de dix ans, l'ensemble a poursuivi et renforcé son ancrage dans ce département (Cachan et Vitry-sur-Seine essentiellement) et élargi son implantation francilienne, dans les Hauts-de-Seine, à Meudon, grâce à une résidence de trois ans débutée à l'automne 2014 ou encore en Seine-Saint-Denis puisqu'il a été «ensemble en résidence » au festival du Printemps musical d'Aubervilliers en 2014 et à Paris. Le Baroque nomade s'insère également dans un réseau de partenaires hors Ile-de-France, que ce soit des festivals, le centre de rencontres culturels de Noirlac ou bien des lieux pluridisciplinaires (il a par exemple été en résidence à la scène nationale de Valencienne Le Phénix).

Par ailleurs, eu égard aux caractéristiques mêmes du projet du Baroque nomade, celui-ci rayonne de manière spécifique à l'international où il est régulièrement accueilli pour des concerts et des projets avec des musiciens étrangers (Italie, Espagne, Suisse, Maroc, Tunisie, Ethiopie, Brésil, Pays-Bas, Roumanie…)

Evolution budgétaire et de l'emploi

Le budget de l'ensemble affiche une diminution entre 2013 et 2015, passant de 338 000 € à 184 000 € (soit – 154 277 € et – 46 %), qui s'explique par la baisse des recettes propres puisque le montant total des subventions d'exploitations présente une légère augmentation. De 255 000 € en 2013, les recettes propres s'élèvent à 106 000 € en 2014 et 93 620 € en 2015. Cette baisse affichée est liée à la rémunération directe des artistes, notamment pour les concerts à l'étranger, ainsi qu'au fait que l'ensemble tourne de plus en plus des petites formes avec moins

d'interprètes au plateau. Elle ne traduit pas une baisse d'activité. Le Baroque nomade bénéficie des soutiens publics de la DRAC Ile-de-France, du Département du Val-de-Marne (depuis 2014) et de la Région Ile-de-France au titre de la permanence artistique et culturelle et d'une aide emploi-tremplin. La DRAC a conventionné le Baroque nomade à un niveau de subvention de 40 000 € qui est resté stable ces trois dernières années. Il est à noter que la résidence d'implantation de l'ensemble à Meudon bénéficie aussi d'un soutien de la DRAC perçu directement par le lieu. Depuis 2014, le Conseil Départemental du Val-de-Marne soutient l'ensemble à travers une aide au fonctionnement de 10 000 € en 2014 augmentée à 12 000 € en 2015.
La part de l'aide régionale s'est accrue dans le financement global du projet de l'ensemble, elle représente en 2015, 30% des subventions et 14 % du budget alors qu'elle comptait pour 47% des subventions et 9 % du budget en 2013.
L'ensemble dispose d'une équipe stable de deux salariés permanents pour les postes d'attachée d'administration chargée des partenariats et d'attachée de production. Ces deux postes sont des CDI temps plein, l'un deux, le poste d'attaché d'administration bénéficie d'une aide emploi-tremplin (obtenue en 2012). L'équipe permanente représente ainsi une masse salariale oscillant en 40 000€ et 45 000€.
Pour ce qui est du régime intermittent, le nombre d'heures d'intermittence artistique affiche une forte baisse, 5 649 heures en 2013 contre 3 197 heures en 2014, ce qui a entrainé la baisse de moitié de la masse salariale correspondante. Ceci est dû, comme pour les recettes propres, non à une diminution de l'activité, mais à des modes de rémunération directe des artistes par les partenaires et aux nombres d'interprètes plus réduits des programmes en diffusion.

Projet proposé pour les trois prochaines années
Pour les trois prochaines années de conventionnement PAC, le Baroque nomade propose de poursuivre le développement de son projet artistique transversal entre musiques du monde et musiques anciennes, de multiplier les créations et les représentations en Ile-de-France (en France et à l'international également) ainsi que les actions culturelles. L'ensemble souhaite prolonger son implantation en Ile-de-France, notamment dans le département du Val-de-Marne, avec le renouvellement de la résidence au Théâtre de Cachan et la poursuite du projet de l'Orchestre Amateur de Musique Ancienne en Val-de-Marne à Vitry-sur-Seine, et dans les Hauts-de-Seine où la résidence à Meudon se poursuit encore pour une saison (2016-2017).

VI – Avis de la commission pour la permanence artistique et culturelle

La commission pour la permanence artistique et culturelle s'est réunie le 6 juillet 2016.
Elle a rendu un avis favorable au renouvellement de la convention triennale de permanence artistique et culturelle pour un montant à la hausse.

VII – Soutien régional dans le cadre d'une convention annuelle

La Région soutient Le Baroque Nomade en 2016 à hauteur de 20 000 € sur une base subventionnable de 79 750 €

(la base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion, aux dépenses d'appropriation et autres dépenses déduction faite de la différence entre le montant de l'aide régionale demandé et l'aide proposée)

Emploi La Région ne soutient pas l'emploi au titre de la permanence artistique et culturelle	**Création/Diffusion/Appropriation** La Région apporte son aide au titre de la création/diffusion/appropriation à hauteur de 20 000 € pour le projet proposé par Le Baroque Nomade et en particulier les créations de l'Ensemble, les projets menés en lien avec les publics, et son implantation territoriale.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
la base subventionnable correspond au montant des dépenses de création/diffusion, aux dépenses d'appropriation et autres dépenses déduction faite de la différence entre le montant de l'aide régionale demandé et l'aide proposée

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	14 000,00 €
2017	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-426 DU 21 SEPTEMBRE 2016

AIDES REGIONALES AU CINEMA ET A L'AUDIOVISUEL

SOUTIEN A DES MANIFESTATIONS ET RESEAUX CINEMATOGRAPHIQUES – 3EME AFFECTATION 2016

FONDS DE SOUTIEN CINEMA ET AUDIOVISUEL – 3EME AFFECTATION 2016 - CHANGEMENTS DE BENEFICIAIRES

AIDE APRES REALISATION – 3EME AFFECTATION 2016

DISPOSITIF D'AIDE A L'ECRITURE DE SCENARIO – PREMIERE AFFECTATION 2016 - AGESSA

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'Ile-De-France

VU Le régime exempté de notification n°SA.42996 relatif aux aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel pour la période 2015-2020

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 46-15 du 10 juillet 2015 portant adaptation des dispositifs régionaux aux évolutions européennes et nationales

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération CP 16-017 du 10 février 2016

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens »

VU La délibération n° CP 16-146 du 18 mai 2016 portant adoption des nouvelles conventions type relatives aux manifestations et réseaux cinématographiques franciliens, au dispositif d'aide après réalisation et au dispositif du fonds de soutien cinéma et audiovisuel

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour l'année 2016 ;

VU L'avis des Comités de lecture du Fonds de soutien cinéma du 28 juin 2016 et audiovisuel du 5 juillet 2016

VU L'avis des commissions de visionnage de l'Aide après réalisation des 5 juillet 2016 (court-métrage) et 11 juillet 2016 (long-métrage)

VU L'avis du Comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario du 7 juin 2016

VU La délibération CP14-257 du 10 avril 2014

VU La délibération CP16-314 du 12 juillet 2016

VU L'avis de la commission de la Culture

VU L'avis de la commission des Finances

VU Le rapport CP 16-426 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

Décide de participer au titre du dispositif Soutien aux manifestations cinématographiques au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de 9 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **159 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **159 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100902 "Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle " du budget 2016.

Article 2 : Dispositif d'Aide après réalisation

Décide de participer au titre du dispositif d'*Aide après réalisation,* au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 8 subventions d'un montant maximum prévisionnel de **156 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **156 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100905 « Aide à l'après réalisation » du budget 2016.

Article 3 : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel

Décide de participer au titre du Fonds de soutien cinéma et audiovisuel, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 19 aides remboursables d'un montant maximum prévisionnel de **4 094 000 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes aux conventions type adoptées par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte, d'autre part, une autorisation de programme de **4 094 000 €** disponible sur le chapitre 903 « Culture », code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques », programme HP 312-015 (131015) « Fonds d'investissement pour la Culture » action 13101502 « Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle » du budget 2016.

Article 4 : Changements de bénéficiaires

- **ET MOI, ET MOI, ET MOI de Cécile Maistre**

Décide de transférer à la société PLAN B COMPAGNIE l'aide de 400 000 € attribuée antérieurement à la société MACT PRODUCTIONS par délibération n°CP14-257 du 10 avril 2014 pour la réalisation du film cinématographique de fiction intitulée ET MOI, ET MOI, ET MOI de Cécile Maistre.

Subordonne le versement de l'aide régionale à la signature par la société PLAN B COMPAGNIE d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération n° CR46-15 du 10 juillet 2015 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 4 décembre 2013.

- **NUL HOMME N'EST UNE ILE de Dominique Marchais**

A la suite d'une erreur matérielle, l'aide de 90 000 € attribuée par délibération n° CP 16-314 du 12 juillet 2016 pour la production de l'œuvre documentaire NUL HOMME N'EST UNE ILE de Dominique Marchais est attribuée à ZADIG FILMS portant le numéro de Siret 519 259 782 00018 et non à la société ZADIG PRODUCTIONS (n° de Siret 437 717 721 00025).

Subordonne le versement de l'aide régionale à la signature par la société ZADIG FILMS d'une convention conforme à la convention type approuvée par délibération CP n°16-146 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer

Article 5 : Dispositif d'Aide à l'écriture de scénario

Décide de participer au titre *de l'aide à l'écriture de scénario*, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'aides d'un montant maximum de **101 660€**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par la délibération n° CR 10-14 du 13 février 2014 susvisée et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **101 660 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget 2016.

Article 6 : Cotisations sociales à verser à l'AGESSA

Affecte une autorisation d'engagement de **10 000 €** disponible sur le chapitre 933 "Culture, sports et loisirs", code fonctionnel 312 "Activités culturelles et artistiques", programme HP 312-009 (131009) "Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel", action 13100904 "soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle" du budget

2016 au titre des cotisations AGESSA dues par la Région aux auteurs soutenus dans le cadre du dispositif de l'Aide à l'écriture de scénario.

Article 7 :

Autorise la prise en compte de dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16013007	TOMBE DU CIEL de Wissam Charaf - AURORA FILMS	AURORA FILMS	31/03/2016
16012908	AFRICA de Naïm Aït Sidhoum - BALDANDERS FILMS	BALDANDERS FILMS	29/03/2016
16012903	A ton age le chagrin c'est vite passé d'Alexis Langlois - DREAMACHINE PRODUCTIONS	DREAMACHINE PRODUCTIONS	15/03/2016
16012904	CHAMP DE VIPERES de Cristèle Alves Meira - FLUXUS FILMS	FLUXUS FILMS	16/02/2016
16012899	MARE NOSTRUM de Rana Kazkaz & Anas Khalaf - GEORGES FILMS	GEORGES FILMS	15/03/2016
16013012	Lumières d'été de Jean-Gabriel Périot - LOCAL FILMS	LOCAL FILMS	08/04/2016
16013015	Bref manuel de libération d'Alexander Kuznetsov - PETIT A PETIT PRODUCTION	PETIT A PETIT PRODUCTION	24/02/2016
16012906	GUILLAUME A LA DERIVE de Sylvain Dieuaide - YUKUNKUN PRODUCTIONS	YUKUNKUN PRODUCTIONS	09/02/2016
EX011952	LENINE OU L'ILLUSION HEROIQUE	AGAT FILMS ET CIE	23/03/2016
EX012688	VOIR A TRAVERS LES PYRAMIDES	BONNE PIOCHE TELEVISION	23/03/2016
EX011961	LES CARNIVORES	CHI FOU MI PRODUCTIONS	23/03/2016
EX012905	LA VIE DEVANT ELLES saison 2	CINETEVE	25/04/2016
EX012114	LA SAGE FEMME	CURIOSA FILMS	30/03/2016
EX012937	PRINCES PARMI LES HOMMES	EX NIHILO	26/04/2016
EX011757	LATIFA IBN ZIATEN: LE COEUR AU COMBAT	HAUT ET COURT	01/03/2016
EX011722	1979, LE SIEGE DE LA MECQUE	K2 PRODUCTIONS	24/02/2016
EX012701	LE REDOUTABLE	LA CLASSE AMERICAINE	17/04/2016
EX011771	RODIN	LES FILMS DU LENDEMAIN	11/03/2016
EX012822	LA DOULEUR	LES FILMS DU POISSON	22/04/2016
EX012762	MADEMOISELLE DE JONCQUIÈRES	MOBY DICK FILMS	20/04/2016
EX011958	LA FAMEUSE INVASION DES OURS EN SICILE	PRIMA LINEA PRODUCTIONS	23/03/2016
EX012489	LA MANTE	SEPTEMBRE PRODUCTIONS	12/04/2016
EX011769	DEAD LANDES	SHINE FRANCE FILMS	11/03/2016
EX012946	LES RACCROCHEURS	TEMPS NOIR	26/04/2016
EX012949	BARBARA	WAITING FOR CINEMA	26/04/2016
EX012913	LA FAMILLE PAPRIKA	XILAM ANIMATION	25/04/2016
EX011740	ARABIE SAOUDITE	YAMI 2	01/03/2016

16013008	FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES – 39EME EDITION - 2017	AFIFF ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES	06/07/2016
16013026	FESTIVAL "TERRA DI CINEMA" - 17EME EDITION - 2017	ATC ASS TREMBLAYSIENNE CINEMA JACQUES TATI	08/07/2016
16012996	FESTIVAL L'ENFANT ET LE 7EME ART - 24EME EDITION - 2017	AUX QUATRE COINS DE L ENFANCE	06/07/2016
16012887	"JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES" - 17EME EDITION - 2017	CINEMA L'ECRAN	28/06/2016
16012972	FESTIVAL "LE MAGHREB DES FILMS" - 8EME EDITION - 2016	LE MAGHREB DES FILMS	06/07/2016
16013003	FESTIVAL "CINEMA DU REEL" – 39EME EDITION - 2017	LES AMIS DU CINEMA DU REEL	08/07/2016
16012882	FESTIVAL L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRE ART ET TECHNIQUE – 17° ED. - 2017	L'INDUSTRIE DU REVE	04/07/2016
16012891	LE FESTIVAL DES JUNIORS – 16EME EDITION - 2017	PLAN LARGE	25/06/2016
16012987	FESTIVAL "CHERIES, CHERIS" EN ILE-DE-FRANCE - 22EME EDITION - 2016	RAINBOW SUBMARINE	07/07/2016

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100902 - Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000128 - Soutien aux manifestations cinématographiques

Dossier	16012882 - FESTIVAL L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRE ART ET TECHNIQUE – 17° ED. - 2017			
Bénéficiaire	R21651 - L'INDUSTRIE DU REVE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
100 800,00 €	TTC	19,84 %	20 000,00 €	

Dossier	16012887 - "JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES" - 17EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	R28482 - CINEMA L'ECRAN			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
176 837,00 €	TTC	8,48 %	15 000,00 €	

Dossier	16012891 - LE FESTIVAL DES JUNIORS – 16EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	R28481 - PLAN LARGE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
51 500,00 €	HT	29,13 %	15 000,00 €	

Dossier	16012972 - FESTIVAL "LE MAGHREB DES FILMS" - 8EME EDITION - 2016			
Bénéficiaire	EX005700 - LE MAGHREB DES FILMS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
80 000,00 €	TTC	10 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	16012987 - FESTIVAL "CHERIES, CHERIS" EN ILE-DE-FRANCE - 22EME EDITION - 2016			
Bénéficiaire	P0030452 - RAINBOW SUBMARINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	16 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 000,00 €	HT	16,16 %	16 000,00 €	

Dossier	16012996 - FESTIVAL L'ENFANT ET LE 7EME ART - 24EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	R17803 - AUX QUATRE COINS DE L ENFANCE			
Localisation	SEINE ET MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
222 000,00 €	HT	5,86 %	13 000,00 €	

Dossier	16013003 - FESTIVAL "CINEMA DU REEL" – 39EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	R30784 - LES AMIS DU CINEMA DU REEL			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	22 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
214 000,00 €	HT	10,28 %	22 000,00 €	

Dossier	16013008 - FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES – 39EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	R6267 - AFIFF ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
661 600,00 €	TTC	3,78 %	25 000,00 €	

Dossier	16013026 - FESTIVAL "TERRA DI CINEMA" - 17EME EDITION - 2017			
Bénéficiaire	P0002148 - ATC ASS TREMBLAYSIENNE CINEMA JACQUES TATI			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
126 000,00 €	TTC	19,84 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000128 - Soutien aux manifestations cinématographiques	159 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100902	159 000,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100904 - Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000787 - Aide à l'écriture de scénario (structures)

Dossier	16012956 - L'ECRIVAIN POLYGLOTTE-JOACHIM ET LE HARICOT MAGIQUE-CATHERINE CUENCA			
Bénéficiaire	P0035056 - L'ECRIVAIN POLYGLOTTE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 100,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 200,00 €	TTC	50 %	4 100,00 €	

Dossier	16012962 - TRAJECTOIRES- SANKARA N'EST PAS MORT- LUCIE VIVER			
Bénéficiaire	R33314 - TRAJECTOIRES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 430,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 860,00 €	TTC	50 %	2 430,00 €	

Dossier	16012969 - ANIS GRAS-PETIT TROLL-ERIKA HAGLUND			
Bénéficiaire	R30208 - ECARTS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	50 %	5 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	16012986 - LA SOURCE - LA CIRCULAIRE DES GATEAUX-NOEMIE FANSTEN			
Bénéficiaire	R29555 - ASSOCIATION LA SOURCE VILLARCEAUX			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	50 %	5 000,00 €	

Dossier	16013001 - ASAV-8 AVENUE LENINE-VALERIE MITTEAUX ET ANNA PITOUN			
Bénéficiaire	R26175 - ASAV ASS ACCUEIL VOYAGEURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	TTC	50 %	5 000,00 €	

Dossier	16013011 - FENART-LA VIE REELLE ET IMAGINAIRE D'AZIZ ET LOUISE-FATMA ZOHRA ZAMOUM			
Bénéficiaire	P0035055 - FEN'ART			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 130,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 260,00 €	TTC	50 %	2 130,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000787 - Aide à l'écriture de scénario (structures)	23 660,00 €

Dispositif : N° 00000788 - Aide à l'écriture de scénario (auteurs)

Dossier	EX011109 - CATHERINE CUENCA-JOACHIM ET LE HARICOT MAGIQUE-L'ECRIVAIN POLYGLOTTE			
Bénéficiaire	EXP00946 - CUENCA CATHERINE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 000,00 €		Code nature	6513
Par application du barème			Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
			13 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	EX011114 - ERIKA HAGLUND- PETIT TROLL-ANIS GRAS		
Bénéficiaire	EXP00950 - HAGLUND ERIKA		
Localisation	VAL DE MARNE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Dossier	EX011118 - ZAMOUM FATMA ZOHRA- LA VIE REELLE ET IMAGINAIRE D'AZIZ ET LOUISE- FENART		
Bénéficiaire	EXP00953 - ZAMOUM FATMA ZOHRA		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Dossier	EX011141 - NOEMIE FANSTEN-LA CIRCULAIRE DES GATEAUX-LA SOURCE		
Bénéficiaire	EXP00973 - FANSTEN NOEMIE		
Localisation	VAL D'OISE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Dossier	EX011157 - VALERIE MITTEAUX -8 AVENUE LENINE- ASAV		
Bénéficiaire	EXP00988 - MITTEAUX VALERIE		
Localisation	HAUTS DE SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 500,00 €	

Dossier	EX011163 - VIVER LUCIE -SANKARA N'EST PAS MORT-TRAJECTOIRES		
Bénéficiaire	EXP00905 - VIVER LUCIE		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	13 000,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		13 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	16012995 - ANNA PITOUN- 8 AVENUE LENINE- ASAV		
Bénéficiaire	P0035053 - PITOUN ANNA		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	6 500,00 €	Code nature	6513
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		6 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000788 - Aide à l'écriture de scénario (auteurs)	78 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100904	101 660,00 €

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131009 - Politique régionale en faveur du cinéma et de l'audiovisuel**
Action	**13100905 - Aide après réalisation**

Dispositif : N° 00000761 - Aide après réalisation

Dossier	16012899 - MARE NOSTRUM de Rana Kazkaz & Anas Khalaf - GEORGES FILMS		
Bénéficiaire	P0035033 - GEORGES FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	8 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		8 000,00 €	

Dossier	16012903 - A ton age le chagrin c'est vite passé d'Alexis Langlois - DREAMACHINE PRODUCTIONS		
Bénéficiaire	P0035035 - DREAMACHINE PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	16012904 - CHAMP DE VIPERES de Cristèle Alves Meira - FLUXUS FILMS		
Bénéficiaire	P0035037 - FLUXUS FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 000,00 €	

Dossier	16012906 - GUILLAUME A LA DERIVE de Sylvain Dieuaide - YUKUNKUN PRODUCTIONS		
Bénéficiaire	P0026327 - YUKUNKUN PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	9 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		9 000,00 €	

Dossier	16012908 - AFRICA de Naïm Aït Sidhoum - BALDANDERS FILMS		
Bénéficiaire	P0029408 - BALDANDERS FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	10 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		10 000,00 €	

Dossier	16013007 - TOMBE DU CIEL de Wissam Charaf - AURORA FILMS		
Bénéficiaire	R37146 - AURORA FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 000,00 €	

Dossier	16013012 - Lumières d'été de Jean-Gabriel Périot - LOCAL FILMS		
Bénéficiaire	R37148 - LOCAL FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	40 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		40 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	16013015 - Bref manuel de libération d'Alexander Kuznetsov - PETIT A PETIT PRODUCTION		
Bénéficiaire	EXM00013 - PETIT A PETIT PRODUCTION		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	30 000,00 €	Code nature	6574
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000761 - Aide après réalisation	156 000,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131009 - 13100905	156 000,00 €

Chapitre	**903 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131015 - Fonds d'investissement pour la culture**
Action	**13101502 - Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle**

Dispositif : N° 00000958 - Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)

Dossier	EX011722 - 1979, LE SIEGE DE LA MECQUE		
Bénéficiaire	EXM00531 - K2 PRODUCTIONS		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	53 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		53 000,00 €	

Dossier	EX011740 - ARABIE SAOUDITE		
Bénéficiaire	EX002053 - YAMI 2		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	44 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		44 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	EX011757 - LATIFA IBN ZIATEN: LE COEUR AU COMBAT		
Bénéficiaire	EX001969 - HAUT ET COURT		
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	85 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		85 000,00 €	

Dossier	EX011769 - DEAD LANDES		
Bénéficiaire	EXM00536 - SHINE FRANCE FILMS		
Localisation	VERNEUIL-SUR-SEINE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	130 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		130 000,00 €	

Dossier	EX011771 - RODIN		
Bénéficiaire	R37133 - LES FILMS DU LENDEMAIN		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	341 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		341 000,00 €	

Dossier	EX011952 - LENINE OU L'ILLUSION HEROIQUE		
Bénéficiaire	R26614 - AGAT FILMS ET CIE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	60 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		60 000,00 €	

Dossier	EX011958 - LA FAMEUSE INVASION DES OURS EN SICILE		
Bénéficiaire	EXM00547 - PRIMA LINEA PRODUCTIONS		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	375 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		375 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	EX011961 - LES CARNIVORES		
Bénéficiaire	P0021436 - CHI FOU MI PRODUCTIONS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	210 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		210 000,00 €	

Dossier	EX012114 - LA SAGE FEMME		
Bénéficiaire	EXM00487 - CURIOSA FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	306 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		306 000,00 €	

Dossier	EX012489 - LA MANTE		
Bénéficiaire	EX003405 - SEPTEMBRE PRODUCTIONS		
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	295 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		295 000,00 €	

Dossier	EX012688 - VOIR A TRAVERS LES PYRAMIDES		
Bénéficiaire	P0014656 - BONNE PIOCHE TELEVISION		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	78 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		78 000,00 €	

Dossier	EX012701 - LE REDOUTABLE		
Bénéficiaire	P0035163 - LES COMPAGNONS DU CINEMA		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	445 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		445 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	EX012762 - MADEMOISELLE DE JONCQUIÈRES		
Bénéficiaire	R35311 - MOBY DICK FILMS		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	320 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		320 000,00 €	

Dossier	EX012822 - LA DOULEUR		
Bénéficiaire	R33703 - LES FILMS DU POISSON		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	409 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		409 000,00 €	

Dossier	EX012905 - LA VIE DEVANT ELLES saison 2		
Bénéficiaire	R26205 - CINETEVE		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	249 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		249 000,00 €	

Dossier	EX012913 - LA FAMILLE PAPRIKA		
Bénéficiaire	EXM00581 - XILAM ANIMATION		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	207 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		207 000,00 €	

Dossier	EX012937 - PRINCES PARMI LES HOMMES		
Bénéficiaire	R35109 - EX NIHILO		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	51 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		51 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-426	Budget	2016

Dossier	EX012946 - LES RACCROCHEURS		
Bénéficiaire	EXM00072 - TEMPS NOIR		
Localisation	REGION ILE DE FRANCE		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	17 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		17 000,00 €	

Dossier	EX012949 - BARBARA		
Bénéficiaire	EX003390 - WAITING FOR CINEMA		
Localisation	PARIS		
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD		
Montant total	419 000,00 €	Code nature	20422
Par application du barème		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
		419 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000958 - Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)	4 094 000,00 €

Total sur l'imputation 903 - 312 - 131015 - 13101502	4 094 000,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION -FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012987

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FESTIVAL "CHERIES, CHERIS" EN ILE-DE-FRANCE - 22EME EDITION - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	99 000,00 €	16,16 %	16 000,00 €
	Montant Total de la subvention		16 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RAINBOW SUBMARINE
Adresse administrative : 67 RUE DE LA MOUZAIA
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur CYRIL ROTA LEGANN, Président
Date de publication au JO : 31 mai 2014
N° SIRET : 80281380800010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 22EME EDITION DU FESTIVAL "CHERIES, CHERIS" EN ILE-DE-FRANCE - 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 7 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 22 novembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL "CHERIES, CHERIS" EN ILE-DE-FRANCE - 22EME EDITION
Du 15 au 22 novembre 2016 dans les cinémas MK2 Beaubourg et Quai de Loire à Paris
Reprise dans des cinémas franciliens de janvier à mai 2017

Description :
Animé par une nouvelle équipe depuis 3 ans le festival "Chéries, chéris" (Festival du Film Lesbien, Gay, Bi, Trans, Queer et ++++) bénéficie d'une réputation internationale et ces cinq dernières années la fréquentation du festival est en constante augmentation. En 2016, le Festival poursuivra sa formule inaugurée l'an dernier : une diffusion en deux temps, une première semaine dans 2 cinémas à Paris (les MK2 Beaubourg et Quai de Loire), puis une reprise dans des cinémas franciliens sous la forme de séances mensuelles de janvier à mai 2017.

Pour la troisième année consécutive, le festival présentera en plus de la compétition internationale de films inédits (courts et longs métrages, fictions et documentaires) qui seront primés par plusieurs jurys, un panorama non compétitif de films LGBT en avant-première. Il consacrera un focus au phénomène du

« voguing » et abordera également la thématique de la transphobie.

En outre, le festival sera particulièrement attentif à la question de l'homophobie et à toutes les formes de discrimination chez les jeunes, et proposera en partenariat avec le milieu associatif des interventions en milieu scolaire pour sensibiliser les lycéens et les étudiants à cette problématique.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival propose en avant-première des films inédits en provenance du monde entier
Education et développement des publics : le festival sensibilise le public lycéen et étudiant à la question de l'homophobie
Partenariats et actions professionnalisantes : le festival met en place de nombreux partenariats sur la question de la prévention des risques
Diffusion territoriale et rayonnement régional : ce festival diffuse à Paris pendant 8 jours puis en Île-de-France dans le cadre de séances mensuelle (de janvier à mai 2017)

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016
Le plan de financement suivant est construit sur la base de la subvention sollicitée par le demandeur. Le montant attribué est de 16 000 €

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement	10 900,00	11,01%
Logistique	31 000,00	31,31%
Communication	23 600,00	23,84%
Frais techniques	14 600,00	14,75%
Frais de missions	14 000,00	14,14%
Services extérieurs	4 900,00	4,95%
Total	99 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris (EC)	25 000,00	25,25%
Région IdF (sollicitée)	19 000,00	19,19%
DRAC (EC)	12 000,00	12,12%
INPES	6 000,00	6,06%
Recettes propres	30 000,00	30,30%
Autres partenariats	7 000,00	7,07%
Total	99 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	16 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	16 000,00 €
	Montant total	32 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012972

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FESTIVAL "LE MAGHREB DES FILMS" - 8EME EDITION - 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	80 000,00 €	10,00 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE MAGHREB DES FILMS
Adresse administrative : 40 BOULEVARD RICHARD LENOIR
75011 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BERNARD GENTIL, Délégué
Date de publication au JO : 2 janvier 2010
N° SIRET : 52004563400018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 8EME EDITION DU FESTIVAL "LE MAGHREB DES FILMS" EN 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 16 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
8ème Edition du Festival "Le Maghreb des films"
Du 22 novembre au 16 décembre 2016 à l'Ecole Normale Supérieure, la Maison des Métallos, l'Institut des Cultures d'Islam et dans les cinémas Louxor, St-André des Arts, La Clef et le Club de l'Etoile à Paris, ainsi que dans des salles de cinémas en Île-de-France.

Description :
Le Maghreb des films existe depuis 7 ans, avec pour objectifs, la promotion du cinéma maghrébin et le rapprochement des deux rives de la Méditerranée par des « actions culturelles » fondées sur le cinéma. L'association a déjà organisé sept éditons de ce festival présentant ainsi plus de 500 films sur le territoire francilien.

La programmation du festival est volontairement diversifiée : comédies, drames, classiques, avant-premières ... L'édition 2016 sera centrée sur la thématique "Les droits des femmes au Maghreb et dans le monde arabe" et présentera un panorama de la production de long métrages de fiction ou documentaire

dont 3 films aidés par la Région Île-de-France : "De sas en sas" de Rachida Brakni, "Lola Pater" de Nadir Mokneche, et "Ma Révolution" de Razi ben Slimane.

Le festival organisera également des tables rondes et des rencontres avec des réalisateurs émergents et confirmés, ainsi que des séances scolaires à destination des lycéens. En 2015 le Maghreb des Films s'est déroulé sur douze lieux en Île-de-France et a attiré 3 249 spectateurs lors de 41 séances.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival présente des films inédits en provenance du Maghreb
Education et développement des publics : des séances scolaires sont prévues en direction des lycéens
Partenariats et actions professionnalisantes : nombreux partenariats avec lieux institutionnels & rencontres entres jeunes auteurs émergents et professionnels confirmés
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse dans 3 lieux institutionnels et 4 cinémas à Paris, ainsi que dans des cinémas franciliens.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	37 000,00	46,25%
Frais de préparation	3 000,00	3,75%
Achats	5 000,00	6,25%
Services extérieurs	15 000,00	18,75%
Autres services extérieurs	10 000,00	12,50%
Frais mission, réception	10 000,00	12,50%
Total	80 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ville de Paris (EC)	12 000,00	15,00%
CGET (EC)	10 000,00	12,50%
Région IdF (sollicitée)	8 000,00	10,00%
Emploi tremplin (acquis)	11 000,00	13,75%
OIF (EC)	5 000,00	6,25%
Ambassades	5 000,00	6,25%
Ressources propres	29 000,00	31,25%
Total	80 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	10 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	10 000,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012996

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FESTIVAL L'ENFANT ET LE 7EME ART - 24EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	222 000,00 €	5,86 %	13 000,00 €
	Montant Total de la subvention		13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AUX QUATRE COINS DE L'ENFANCE
Adresse administrative : 81 AV DE FONTAINEBLEAU
77310 ST FARGEAU PONTHIERRY
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Odile DE BARRIN, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 38967510900026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 24EME EDITION DU FESTIVAL L'ENFANT ET LE 7EME ART EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mai 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
Festival L'ENFANT ET LE 7ème ART - 24ème édition - du 9 janvier au 26 mai 2017
Sur tout le territoire de la Seine-et-Marne (cinémas & médiathèques)

Description :
En 2017, le festival "L'enfant et le 7ème art", présentera pour sa 24ème édition une sélection de films d'animation, de fiction ou de documentaires - récents ou de patrimoine - à destination du jeune public (primaires et collèges). Comme les éditions précédentes, le festival sera itinérant sur l'ensemble du département de la Seine-et-Marne (dans les cinémas et les médiathèques).

Pendant les cinq mois du festival, entre janvier et mai 2017, les films sélectionnés circuleront dans les villes et les séances seront précédées d'une présentation des films et suivies de débats et/ou rencontres, selon les films. Environ vingt classes jury (élémentaire, collège et centre de loisirs) participeront au festival dans les trois sections proposées, animation, fiction et documentaire.

En complément, sur le reste de l'année scolaire, et de façon continue, le festival propose aux élèves des ateliers d'analyse de film, d'initiation au cinéma et de réalisation en vidéo qui rassemblent des enfants et des adolescents sur le temps scolaire et hors scolaire également. Ce festival joue ainsi un véritable rôle de centre de ressources en cinéma à l'échelle départementale.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival présente au jeune public et aux scolaires des films de tout genre cinématographique - récents ou de patrimoine
Education et développement des publics : le festival est un véritable centre de ressources en cinéma (accompagnement des films, ateliers de pratique artistique...)
Partenariats : le festival est en partenariat avec des cinémas et des médiathèques
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse sur toute la Seine-et-Marne (et quelques points en Essonne)

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- SEINE ET MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	98 300,00	44,28%
Frais logistiques	92 000,00	41,44%
Communication	10 000,00	4,50%
Animations	4 900,00	2,21%
Frais de fonctionnement	16 800,00	7,57%
Total	222 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes propres	132 700,00	59,77%
DRAC IdF (EC)	8 000,00	3,60%
Région IdF (sollicitée)	13 000,00	5,86%
CD 77 (EC)	18 000,00	8,11%
Aides emplois	27 000,00	12,16%
Autres partenariats	23 300,00	10,50%
Total	222 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	13 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux manifestations cinématographiques	11 000,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	13 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	13 000,00 €
	Montant total	37 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012882

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FESTIVAL L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRE ART ET TECHNIQUE – 17° ED. - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	100 800,00 €	19,84 %	20 000,00 €
	Montant Total de la subvention		20 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'INDUSTRIE DU REVE
Adresse administrative : 35 AVENUE DE LA RESISTANCE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Emmanuel SCHLUMBERGER, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 43156050700029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 17ème Edition du FESTIVAL L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRE ART ET TECHNIQUE – EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 4 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 27 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
17ème édition du Festival L'INDUSTRIE DU REVE - RENCONTRES ART ET TECHNIQUE - 2017
Du 25 au 27 janvier 2017 à la Maison des Cultures du Monde à Paris et dans des salles de cinéma partenaires à Paris et dans le Val-de-Marne

Description :
Le festival "Industrie du rêve" est la principale manifestation qui rend hommage aux techniciens du cinéma, de l'audiovisuel et du cinéma. Il se déroule en Île-de-France, là même où 155 000 techniciens œuvrent aux côtés des créateurs. Depuis 3 ans, le festival a initié une démarche avec d'autres partenaires pour regrouper en février trois manifestations professionnelles sous un label commun : "Paris Image Trade Show", afin de leur donner plus de visibilité.

Pour sa 17ème édition, le festival proposera une programmation de films en relation avec la thématique : "La France et les cinémas du monde : échanges économiques, apports techniques et influences artistiques". De nombreux professionnels reconnus seront invités à débattre de cette question lors du colloque Rencontres professionnelles Art et technique qui est le cœur de cette manifestation

En 2017, le festival a choisi l'Inde comme pays invité d'honneur : véritable continent de cinéma qui tisse depuis quelques années des liens solides avec l'Île-de-France (accueil de tournages, valorisation du savoir-faire des techniciens franciliens, co-productions internationales ....). Par ailleurs, il est également prévu des ateliers pour des jeunes lycéens et étudiants, ainsi que des journées de formation professionnelle.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival présente des films en avant-premières qui mettent en avant le savoir-faire des techniciens franciliens
Education et développement des publics : organisation d'ateliers de sensibilisation aux métiers techniques du cinéma et de l'audiovisuel en direction des lycéens.
Partenariats et actions professionnalisantes : colloque international où se confrontent des expériences de professionnels du monde entier.
Diffusion territoriale et rayonnement régional : paris et plusieurs salles de cinémas franciliennes.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Colloque	23 000,00	22,82%
Avant-premières	15 000,00	14,88%
Ateliers pour lycéens	9 000,00	8,93%
Frais techniques	6 500,00	6,45%
Logistique	20 000,00	19,84%
Communication	5 000,00	4,96%
Charges de personnel	22 300,00	22,12%
Total	100 800,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNC (EC)	18 000,00	17,86%
CD 94 (EC)	10 000,00	9,92%
Région IdF (sollicitée)	30 000,00	29,76%
PITS	3 000,00	2,98%
Partenariats privés	27 000,00	26,79%
Autres recettes	12 800,00	12,70%
Total	100 800,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	30 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012887

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : "JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES" - 17EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	176 837,00 €	8,48 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CINEMA L'ECRAN
Adresse administrative : 14 PAS DE L'AQUEDUC
93200 ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Claudie GILLOT DUMOUTIER, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 33474800100024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 17EME EDITION DES "JOURNEES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES" EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 28 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 28 février 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
17EME EDITION DU FESTIVAL "RENCONTRES CINEMATOGRAPHIQUES DIONYSIENNES"
Du 22 au 28 février 2017 dans trois cinémas du département de Seine St-Denis (St-Denis, Montreuil et Pantin) et au Théâtre Gérard Philippe et à la Ligne 13 à St-Denis.

Description :
Pour sa dix-septième édition le festival a retenu comme thématique : l'exercice du pouvoir. Le festival présentera des films qui s'intéressent à toutes les formes de pouvoir : politique, économique, sociétal ... De "Metropolis" de Fritz Lang à "L'exercice de l'Etat" de Pierre Schoeller, le cinéma s'est toujours intéressé au pouvoir.

Le festival programmera dans 3 cinémas du 93 près de 80 films en une semaine, tous genres et formats confondus (court et long-métrage, documentaire, fiction, expérimental, film du patrimoine...). De nombreux réalisateurs seront invités et un metteur en scène fera une master-class à laquelle assistent chaque année des lycéens inscrits au dispositif "Lycéens et Apprentis au Cinéma".

Des débats et des rencontres seront organisés dans le cadre de nombreux partenariats : avec le Théâtre Gérard Philippe, la scène de musique actuelle Ligne 13, le festival Banlieues Bleues, et les associations locales.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival programme des films art et essai / recherche de grands réalisateurs mais aussi de jeunes talents émergents
Education et développement des publics : master-class et formations à destination des lycéens
Partenariats et actions professionnalisantes : nombreux partenariats associatifs
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse à l'échelle départementale dans 3 cinémas, 1 théâtre et en partenariat avec 1 festival de musique

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- SEINE SAINT DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges externes	85 150,00	48,15%
Charges de personnel	88 887,00	50,26%
Frais de structure	2 800,00	1,58%
Total	176 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billetterie	8 000,00	4,52%
Ville de St-Denis (EC)	70 537,00	39,89%
CD (EC)	69 000,00	39,02%
DRAC IdF (EC)	7 000,00	3,96%
Région IdF (sollicitée)	18 000,00	10,18%
Recettes publicitaires	4 300,00	2,43%
Total	176 837,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux manifestations cinématographiques	18 000,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	18 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	18 000,00 €
	Montant total	54 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013008

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES – 39EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	661 600,00 €	3,78 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFIFF ASSOCIATION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES
Adresse administrative : PLACE SALVADOR ALLENDE 94000 CRETEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Ghaïss JASSER, Présidente
Date de publication au JO : 27 mars 1985
N° SIRET : 32925428800023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 39EME EDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 6 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 19 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL INTERNATIONAL DE FILMS DE FEMMES – 39ème édition
Du 10 au 19 mars 2017 à la Maison des Arts et au cinéma La Lucarne à Créteil (94) ainsi qu'au cinéma Grand Action à Paris (75)

Description :
Le Festival International de Films de Femmes, pour sa 39ème édition, reste fidèle à sa programmation qui a fait sa renommée sur le plan international : des films exclusivement réalisés par des femmes réunis dans une compétition (50 films inédits - longs métrages de fiction ou documentaires et courts métrages – avec un jury professionnel et des prix).

Au cours de cette 39ème édition, outre sa compétition internationale, le festival présentera également un panorama de films innovants réalisés par des femmes dans le monde entier. Il rendra également un hommage à une grande réalisatrice en présentant l'intégralité de son œuvre : Yannick Bellon, ainsi qu'un

portrait d'une grande actrice au travers de ses films. Un colloque professionnel sera également organisée autour de la thématique "Femmes, photographie et cinéma" avec notamment la chef opératrice Agnès Godard qui animera une master class.

Pour développer sa diffusion, le festival met en place des actions en direction des scolaires (« graine de cinéphage » : jury de lycéens), mais aussi en direction du milieu carcéral (atelier à la prison de femmes de Fresnes). Le festival diffuse également sa programmation dans d'autres cinémas franciliens, tout au long de l'année. Par ailleurs, suite à un accord avec l'INA et la BNF, les archives filmées du festival depuis 1979 - son matrimoine - sont consultables à la BNF et sur le site du festival.

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival présente en avant-première des films inédits réalisés par des femmes (fiction, documentaire - courts et longs métrages)
Education et développement des publics : séances pour les scolaires ainsi qu'un jury de lycéens qui attribue un prix
Partenariats et actions professionnalisantes : colloque professionnel sur les femmes photographes avec une master class à destination des jeunes talents émergents.
Diffusion territoriale et rayonnement régional : implanté à Créteil, le festival diffuse dans d'autres cinémas franciliens pendant et après le festival.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016
Le plan de financement suivant est construit sur la base de la subvention sollicitée par le demandeur. Le montant attribué est de 25 000 €

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	27 942,00	4,22%
Services extérieurs	65 000,00	9,82%
Autres services extérieurs	181 658,00	27,46%
Impôts et taxes	14 000,00	2,12%
Charges de personnel	373 000,00	56,38%
Total	661 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes / prestations	113 840,00	17,21%
CNC (EC)	98 000,00	14,81%
Etat (J&S - EC)	41 600,00	6,29%
CD 94 (EC)	131 203,00	19,83%
Ville de Créteil (EC)	93 100,00	14,07%
Région IdF (sollicitée)	26 000,00	3,93%
Acsé (EC)	11 500,00	1,74%
CNASEA	32 000,00	4,84%
Autres partenariats	114 357,00	17,28%
Total	661 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la prévention	14 000,00 €
2013	Soutien aux manifestations cinématographiques	21 000,00 €
2014	Soutien à la prévention	14 000,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	24 000,00 €
2015	Soutien à la prévention	10 500,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
	Montant total	108 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013026

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FESTIVAL "TERRA DI CINEMA" - 17EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	126 000,00 €	19,84 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ATC ASS TREMBLAYSIENNE CINEMA JACQUES TATI
Adresse administrative : 29 BIS AV DU GAL DE GAULLE 93290 TREMBLAY-EN-FRANCE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Sylvie SEPTFONDS, Présidente
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 32761354300013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 17EME EDITION DU FESTIVAL "TERRA DI CINEMA" EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 8 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 26 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
17EME EDITION DU FESTIVAL "TERRA DI CINEMA"
Du 15 au 26 mars 2017 au cinéma Jacques Tati de Tremblay-en-France, ainsi que dans 14 cinémas en Île-de-France (Anthony, Bobigny, La Courneuve, St-Denis, Romainville, Le Blanc-Mesnil, Bagnolet et à Paris : Le Louxor, Le Luminor, La Clef, Le Panthéon, L'Escurial, Le Christine 21 et l'Institut Culturel Italien)

Description :
Le festival propose à l'occasion de sa 17ème édition une quarantaine de films italiens contemporains et du patrimoine dans le cadre de 3 compétitions : longs métrages de fiction, documentaires et courts métrages, qui seront primés par un jury de professionnels. En complément de ce volet compétitif, le festival présentera un focus sur la télévision italienne, un panorama de films retraçant l'immigration italienne et un cycle sur la représentation de la politique au cinéma.

Un travail particulier sera effectué en direction des lycéens avec l'organisation de journées spécifiques pour les élèves du dispositif régional "Lycéens et apprentis au cinéma" qui seront consacrées à l'étude du récit dans la fiction et dans les médias à partir du film "Blow out" de Brian de Palma au programme de l'année scolaire 2016/2017. Cette interrogation des médias sera d'ailleurs un thème transversal que le festival développera dans cette édition et dans les éditions futures.

Le festival met également en œuvre, pendant la manifestation et toute l'année, un important travail en matière d'action culturelle : organisation d'avant-premières, rencontres avec des cinéastes, ateliers avec les scolaires (sensibilisation à la version originale), parcours de cinéma, formation des enseignants, partenariats avec les associations locales. Pour son édition 2017, le festival continuera de se développer et de consolider sa dynamique de diffusion à l'échelle régionale (15 lieux en Île-de-France).

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival programme des films inédits en avant-première en provenance d'une des meilleures cinématographies du monde
Education et développement des publics : organisation de journées spécifiques pour les élèves inscrits à "Lycéens et Apprentis au cinéma"
Partenariats et actions professionnalisantes : nombreux partenariats locaux dont un avec le conservatoire de Tremblay pour la création d'un ciné-concert
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse à l'échelle régionale (15 points de diffusion en Île-de-France)

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	30 300,00	24,05%
Services extérieurs	3 400,00	2,70%
Autres services extérieurs	41 250,00	32,74%
Impôts et taxes	800,00	0,63%
Charges de personnel	49 800,00	39,52%
Frais généraux	450,00	0,36%
Total	126 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Recettes	15 000,00	11,90%
DRAC IdF (EC)	6 000,00	4,76%
Région IdF (sollicitée)	25 000,00	19,84%
CD 93 (EC)	16 500,00	13,10%
Ville de Tremblay	45 000,00	35,71%
Mécénat	18 500,00	14,68%
Total	126 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux manifestations cinématographiques	20 000,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	25 000,00 €
	Montant total	70 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013003

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FESTIVAL "CINEMA DU REEL" – 39EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	214 000,00 €	10,28 %	22 000,00 €
	Montant Total de la subvention		22 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES AMIS DU CINEMA DU REEL
Adresse administrative : 25 RUE DU RENARD
75197 PARIS 04 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Dominique BARNEAUD, Président
Date de publication au JO : NC
N° SIRET : 33078230100023

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 39EME EDITION DU FESTIVAL "CINEMA DU REEL" EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 8 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 2 avril 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
FESTIVAL CINEMA DU REEL – 39ème édition
Du 24 mars au 2 avril 2017 au Centre Pompidou et dans une vingtaine de cinémas franciliens

Description :
Pour sa 39ème édition, le Festival international Cinéma du Réel présentera des courts et longs métrages documentaires dans le cadre d'une compétition internationale, d'une compétition Premiers films et d'une sélection française composées de films pour la plupart inédits en France. Le festival attribue des prix à des courts et longs métrages, ainsi qu'un prix du meilleur film français.

En parallèle, plusieurs sections à caractère thématique seront proposées ainsi que de nombreux focus sur des réalisateurs de documentaires. Des rencontres professionnelles seront organisées ("ParisDOC") pour que des jeunes talents émergents rencontrent des réalisateurs confirmés. En 2017, festival se distinguera

encore par sa très importante diffusion 'hors les murs', qui en fait le premier festival de cinéma d'Île-de-France.

Le public scolaire est également associé : dans le cadre de « Lycéens et apprentis au cinéma », des élèves de la région parisienne en immersion dans le festival assistent à des projections dans des salles de cinéma et participent à des rencontres en partenariat avec l'ACRIF (Association des cinémas de recherche d'Ile-de-France) et les CIP (Cinémas Indépendants Parisiens).

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival de renommée internationale présente en avant-première les meilleurs films documentaires (courts et longs métrages)
Education et développement des publics : le festival met en place des actions en direction des lycéens, des jeunes des quartiers et du public en situation de handicap
Partenariats et actions professionnalisantes : rencontres professionnelles "ParisDOC" pour que des jeunes talents émergents rencontrent des réalisateurs confirmés
Diffusion territoriale et rayonnement régional : le festival diffuse dans une vingtaine de cinémas en Île-de-France, ce qui en fait le premier festival francilien en matière de diffusion

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats	2 000,00	0,93%
Services extérieurs	51 225,00	23,94%
Autres services extérieurs	83 875,00	39,19%
Charges de personnel	75 000,00	35,05%
Autres charges de gestion courante	1 900,00	0,89%
Total	214 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de marchandises	15 300,00	7,15%
CNC (EC)	52 000,00	24,30%
Etat (Culture/CGET - EC)	19 000,00	8,88%
Région IdF (sollicitée)	22 000,00	10,28%
Ville de Paris (EC)	10 000,00	4,67%
Procirep/Scam	85 000,00	39,72%
Dotations/Cotisations	10 700,00	5,00%
Total	214 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux manifestations cinématographiques	16 000,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	22 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	22 000,00 €
	Montant total	60 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012891

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE FESTIVAL DES JUNIORS – 16EME EDITION - 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien aux manifestations cinématographiques	51 500,00 €	29,13 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100902- Actions culturelles cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLAN LARGE
Adresse administrative : 6 RUE DU BAC
78520 GUERNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Madeleine GEORGANIDIS, Présidente
Date de publication au JO : 21 juin 2003
N° SIRET : 44979936000010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Soutien aux manifestations cinématographiques
Rapport Cadre : CR31-05 du 23/06/2005

Objet du projet : 16EME EDITION DU FESTIVAL DES JUNIORS EN 2017

Date prévisionnelle de début de projet : 25 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2018
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : En raison des délais d'instruction des dossiers et de la nécessaire préparation des événements en amont, cette manifestation a un début d'exécution antérieur à la date de présentation du présent rapport. Cela justifie l'application de dérogation au principe de non commencement d'exécution (cf. article dérogatoire).

Objectifs :
16EME EDITION DU FESTIVAL DES JUNIORS
En 2017 dans les villages ruraux des départements du 78 et du 95

Description :
Les activités de l'association Plan Large se déroulent tout au long de l'année scolaire et le point culminant est le Festival des Juniors qui se déroulera en septembre et octobre 2017. L'association refonde complétement le festival en le réorientant vers des projections itinérantes dans les villages ruraux du 78 et du 95 (avec le Cinémobile).

Les élèves assistent en amont du festival à une projection du film lauréat de l'édition précédente («Chala , une enfance cubaine » de Ernesto Daranas) et ils écrivent une critique sur le film. Cet exercice permet de distinguer 12 jeunes qui seront jurés pendant le Festival des Juniors, et qui ensuite seront invités par l'association au Festival de Cannes grâce à des partenariats privés.

Durant le festival, une quarantaine de courts et longs métrages sera projetée aux élèves pour leur permettre d'élargir leur culture cinématographique et d'aiguiser leur point de vue. Des ateliers seront également organisés pour permettre au public de mieux connaître les métiers techniques du cinéma (maquillage, décor, son).

Intérêt régional :
Diversité culturelle et innovation : le festival fait découvrir aux enfants des films qui témoignent de la diversité culturelle
Education et développement des publics : partenariat de longue date avec l'Education Nationale
Partenariats et actions professionnalisantes : le festival s'inscrit dans le tissu associatif des territoires ruraux
Diffusion territoriale et rayonnement régional : villages ruraux du 78 et du 95

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- YVELINES
- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais logistiques	23 500,00	45,63%
Charges de personnel	11 000,00	21,36%
Frais techniques	4 500,00	8,74%
Communication	4 000,00	7,77%
Frais de fonctionnement	8 500,00	16,50%
Total	51 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Billeterie	7 000,00	13,59%
CD 78 (EC)	6 000,00	11,65%
CD 95 (EC)	4 000,00	7,77%
Région IdF (sollicitée)	15 000,00	29,13%
GPSO (EC)	6 000,00	11,65%
DRAC IdF (EC)	6 000,00	11,65%
Mécénat	7 500,00	14,56%
Total	51 500,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2014	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
2015	Soutien aux manifestations cinématographiques	15 000,00 €
	Montant total	45 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012908

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AFRICA DE NAÏM AÏT SIDHOUM - BALDANDERS FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BALDANDERS FILMS
Adresse administrative : 209 RUE SAINT PIERRE
13005 MARSEILLE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Mathias BOURRISSOUX, Gérant

Objet : NC

N° SIRET : 78887918700029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 29 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : AFRICA
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisateur : Naïm Aït-Sidhoum
Auteur : Naïm Aït-Sidhoum

Producteur : BALDANDERS FILMS
Budget prévisionnel du film : 106 555 €
Durée du film : 40 mn

Résumé : Henri, metteur en scène, est missionné pour monter un spectacle avec un groupe de jeunes de banlieue.

Commentaires : Naïm Aït-Sidhoum est architecte de formation, il est également réalisateur et producteur. A ce titre il avait d'ailleurs participé au film GUY MOQUET de Demis Herenger, soutenu par la Région, qui a connu un beau succès (nomination aux César, sélection à la Quinzaine des réalisateurs, Prix du public et du jury au festival de Clermont Ferrand...). On retrouve dans AFRICA plusieurs des comédiens amateurs qui avaient participé à GUY MOQUET mais aussi la même volonté de s'inscrire dans une démarche collective.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 5 JUILLET 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	84 065,00	78,89%
Finalisation/diffusion	22 490,00	21,11%
Total	106 555,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
BALDANDERS (numéraire & industrie)	27 448,00	25,76%
Vill9 la série (coproduction)	17 107,00	16,05%
Procirep Angoa (acquis)	2 000,00	1,88%
Région Rhône Alpes (sollicité)	30 000,00	28,15%
ACSE (acquis)	10 000,00	9,38%
Région Ile-de-France (sollicité)	20 000,00	18,77%
Total	106 555,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	18 500,00 €
	Montant total	18 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012903

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : A TON AGE LE CHAGRIN C'EST VITE PASSE D'ALEXIS LANGLOIS - DREAMACHINE PRODUCTIONS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DREAMACHINE PRODUCTIONS
Adresse administrative : 26 RUE RABELAIS
93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Claire BURNOUD, Présidente Directrice Générale

N° SIRET : 79913916700016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : A TON AGE LE CHAGRIN C'EST VITE PASSE
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisateur : Alexis Langlois
Auteur : Alexis Langlois
Producteur : DREAMACHINE PRODUCTIONS
Budget prévisionnel du film : 69 865 €

Durée du film : 30mn

Résumé : Premier chagrin d'amour, Billie est dévastée. Les blagues de ses copines, les conseils de ses profs et les mots doux de sa mère s'entremêlent et résonnent en elle comme de vieilles rengaines.

Commentaires : Alexis Langlois est l'auteur de plusieurs courts métrages à l'univers singulier. Il est également photographe et a réalisé plusieurs expositions. Ce nouveau projet, qui prend la forme d'une comédie musicale moderne, a été lauréat du prix de l'association Les enfants de Jacques Demy.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 5 JUILLET 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	54 475,00	77,97%
Finalisation/diffusion	15 390,00	22,03%
Total	69 865,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Dreamachine productions	6 743,00	9,65%
Mise en participation	11 348,00	16,24%
SACEM (acquis)	4 000,00	5,73%
Région Poitou Charentes - prix enfants de Jacques Demy (acquis)	15 000,00	21,47%
Région Haute Normandie (acquis)	5 000,00	7,16%
Département Charentes Maritime (acquis)	15 000,00	21,47%
Région Ile-de-France (sollicité)	12 774,00	18,28%
Total	69 865,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012904

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CHAMP DE VIPERES DE CRISTELE ALVES MEIRA - FLUXUS FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	9 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FLUXUS FILMS
Adresse administrative : 30 RUE MORET
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Gaëlle MARESCHI, Gérante

Objet : NC

N° SIRET : 75239191200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 16 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : CHAMP DE VIPERES
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisatrice : Cristèle Alves Meira
Auteurs : Cristèle Alves Meira & Nuno Camarneiro

Producteur : FLUXUS FILMS
Budget prévisionnel du film : 115 621 €
Durée du film : 19 mn

Résumé : Dans un petit village du Nord Est du Portugal, une vieille dame est retrouvée morte près de sa piscine pleine de serpents. Sa fille Lurdes est introuvable.

Commentaires : Cristèle Alves Meira a principalement une expérience de metteuse en scène de théâtre. Elle a réalisé en autodidacte 3 courts métrages, documentaires et fictions, qui ont reçu un très bon accueil (prix qualité du CNC pour SOL BRANCO par exemple). Elle termine en ce moment CHAMP DE VIPERE et prépare un 1er long métrage de fiction qui bénéficie du soutien de l'atelier du scénario de la Fémis.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 5 JUILLET 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	88 917,00	76,90%
Finalisation/diffusion	26 704,00	23,10%
Total	115 621,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fluxus Films	40 621,00	35,13%
CNC - aide à la coproduction franco-portugaise (acquis)	25 000,00	21,62%
ICA- aide à la coproduction franco-portugaise (acquis)	25 000,00	21,62%
France3 (sollicité)	10 000,00	8,65%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	12,97%
Total	115 621,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012906

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : GUILLAUME A LA DERIVE DE SYLVAIN DIEUAIDE - YUKUNKUN PRODUCTIONS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	9 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : YUKUNKUN PRODUCTIONS
Adresse administrative : 5 PASSAGE PIVERT
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Gabriel FESTOC, Gérant

Objet : NC

N° SIRET : 51263391800036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 9 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : GUILLAUME A LA DERIVE
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisateur : Sylvain Dieuaide
Auteurs : Sylvain Dieuaide & Marc Arnaud

Producteur : YUKUNKUN PRODUCTIONS
Budget prévisionnel du film : 82 698 €
Durée du film : 19 mn

Résumé : Le jour de son licenciement Guillaume fait la rencontre de son remplaçant. Celui-ci va prendre la place de Guillaume au travail mais également chez lui...

Commentaires : Sylvain Dieuaide a suivi une formation de comédien et est régulièrement à l'affiche en tant qu'acteur au théâtre et au cinéma. Il a réalisé en 2012 un 1er court métrage CONVERSATION AVEC UN EPOUVANTAIL qui a obtenu un prix du jury au festival de Contis. GUILLAUME A LA DERIVE est sa 2ème réalisation.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 5 JUILLET 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	67 784,00	81,97%
Finalisation/diffusion	14 914,00	18,03%
Total	82 698,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Yukunkun production (numériare & industrie)	9 798,00	11,85%
CNC cosip (acquis)	12 000,00	14,51%
Région Pays de la Loire (acquis)	30 000,00	36,28%
SACEM & maison du film court (acquis)	2 500,00	3,02%
ADAMI (acquis)	10 500,00	12,70%
OCS (acquis)	6 000,00	7,26%
Région Ile-de-France (sollicité)	11 900,00	14,39%
Total	82 698,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	9 500,00 €
2015	Aide après réalisation	10 500,00 €
	Montant total	20 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012899

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MARE NOSTRUM DE RANA KAZKAZ & ANAS KHALAF - GEORGES FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GEORGES FILMS
Adresse administrative : 49 RUE DU FAUBOURG ST MARTIN
75010 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Jean LEPRETRE, Gérant

Objet : NC

N° SIRET : 81205438500016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 15 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : MARE NOSTRUM
Nature du film : court métrage de fiction
Réalisateurs : Rana Kazkaz & Anas Khalaf
Auteure : Rana Kazkaz

Producteur : GEORGES FILMS
Budget prévisionnel du film : 89 695 €
Durée du film : 13mn

Résumé : Sur un rivage de la Méditerranée, un père jette à l'eau sa fille, qui ne sait pas nager. Que cache ce geste désespéré?

Commentaires : Rana Kazkaz et Anas Khalaf, les 2 réalisateurs sont de nationalité franco-syrienne. Avant MARE NOSTRUM, ils avaient réalisés 3 courts métrages, dont JOUR SOURD qui a beaucoup circulé en festivals et a notamment été diffusé sur France3. Ils développent actuellement leur 1er long métrage.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE COURT METRAGE DU 5 JUILLET 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	74 254,00	82,78%
Finalisation/diffusion	15 441,00	17,22%
Total	89 695,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Georges Films	13 895,00	15,49%
Syneastes films (Coproduction)	3 000,00	3,34%
CNC - cosip (acquis)	20 000,00	22,30%
Fond Prince Claus (acquis)	20 000,00	22,30%
Mécénat (acquis)	3 000,00	3,34%
Arte France (acquis)	14 800,00	16,50%
Région Ile-de-France (sollicité)	15 000,00	16,72%
Total	89 695,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013015

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BREF MANUEL DE LIBERATION D'ALEXANDER KUZNETSOV - PETIT A PETIT PRODUCTION

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	30 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETIT A PETIT PRODUCTION
Adresse administrative : 26 RUE DES RIGOLES
75019 PARIS
Statut Juridique : SARL
Représentant : Madame LUCILE JOUVIN

Objet : NC

N° SIRET : 49155286500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 24 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : Bref manuel de libération
Nature du film : long métrage documentaire
Réalisateur : Alexander Kuznetsov

Auteur : Alexander Kuznetsov
Producteur : PETIT A PETIT PRODUCTION
Budget prévisionnel du film : 300 213 €
Durée du film : 75 mn

Résumé : Yulia et Katia sont internées, depuis l'âge de 18 ans, et privées de leur capacité civile au sein de l'hopital psychiatrique de Tinskaya en Russie. Ensemble elles entament un combat pour que l'Etat leur restitue leurs droits.

Commentaires : Né en 1957 en Russie, Alexander Kuznetsov est photographe et réalisateur. Il avait déjà réalisé un 1er documentaire au sein de cet internat psycho-neurologique et a décidé d'y retourner pour suivre une des protagonistes vers une possible libération permise par une nouvelle loi.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 11 JUILLET 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	258 753,00	86,19%
Finalisation/diffusion	41 460,00	13,81%
Total	300 213,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Petit à petit	27 213,00	9,06%
In the mood (coproduction)	20 000,00	6,66%
CNC ASR (acquis)	130 000,00	43,30%
Ciné+ (sollicité)	30 000,00	9,99%
Al Jazeera (sollicité)	30 000,00	9,99%
Distribution Nour film (acquis)	25 000,00	8,33%
Région Ile-de-france (sollicité)	38 000,00	12,66%
Total	300 213,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013007

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TOMBE DU CIEL DE WISSAM CHARAF - AURORA FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AURORA FILMS
Adresse administrative : 16 RUE BLEUE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame CHARLOTTE VINCENT

Objet : NC

N° SIRET : 44144763800038

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 31 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 octobre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : Tombé du ciel
Nature du film : long métrage de fiction
Réalisateur : Wissam Charaf
Auteurs : Wissam Charaf & Mariette DESERT

Producteur : AURORA FILMS
Budget prévisionnel du film : 352 362 €
Durée du film : 72 mn

Résumé : Après 20 ans de séparation, 2 frères Omar et Samir, se retrouvent au Liban. Samir est supposé être mort pendant la guerre et réapparait subitement. Omar, son petit frère qui est devenu garde du corps, l'installe chez lui.

Commentaires : Né à Beyrouth en 1973, Wissam Charaf est réalisateur, cameraman et journaliste. Installé à Paris depuis 1998, il collabore régulièrement avec Arte pour des reportages. Il a également réalisé 3 courts métrages et un long métrage documentaire IT'S ALL IN LEBANON, sélectionné dans plusieurs festivals internationaux. TOMBE DU CIEL est son 1er long métrage de fiction et a été sélectionné par l'ACID à Cannes en 2016.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 11 JUILLET 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	269 708,00	76,54%
Finalisation/diffusion	82 654,00	23,46%
Total	352 362,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Aurora Films	38 412,00	10,90%
CNC - contribution financière (acquis)	100 000,00	28,38%
CNC - ACM (en cours)	40 000,00	11,35%
Média - dév (acquis)	14 000,00	3,97%
ARte france	24 500,00	6,95%
MG (en cours)	30 000,00	8,51%
Aide à l'écriture Montpellier (acquis)	7 000,00	1,99%
Coproducteur (Né à Beyrouth & Minus5) 18397	18 397,00	5,22%
Doha fund (en cours)	15 870,00	4,50%
Dubaï film festival 'acquis)	9 183,00	2,61%
Région Ile-de-France (sollicité)	55 000,00	15,61%
Total	352 362,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	48 800,00 €
2015	Aide après réalisation	33 000,00 €
	Montant total	81 800,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013012

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LUMIERES D'ETE DE JEAN-GABRIEL PERIOT - LOCAL FILMS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	40 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100905- Aide après réalisation

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOCAL FILMS
Adresse administrative : 135 BD DE SEBASTOPOL
75002 PARIS
Statut Juridique : SAS
Représentant : Monsieur NICOLAS BREVIERE

Objet : NC

N° SIRET : 40048389700049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide après réalisation
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Date prévisionnelle de début de projet : 8 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 novembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, certains des travaux de finalisation du film ont pu débuter avant la notification d'attribution de subvention.

Objectifs :
L'Aide après réalisation est une aide sélective visant à soutenir des projets économiquement fragiles qui ont pu être tournés mais dont la production n'est pas encore achevée. L'aide a pour objectif de faciliter la diffusion du film en salle de cinéma.

Description :
Film : Lumières d'été
Nature du film : long métrage de fiction
Réalisateur : Jean-Gabriel Périot
Auteur : Jean-Gabriel Périot

Producteur : LOCAL FILMS
Budget prévisionnel du film : 314 989 €
Durée du film : 83 mn

Résumé : Akihiro, journaliste japonais réalise un documentaire sur le 70ème anniversaire du bombardement d'Hiroshima. Bouleversé par le témoignage d'une survivante, il décide de faire un break pour la journée. Il rencontre alors Michiko, une étrange jeune femme, et décide de la suivre pour un voyage improvisé.

Commentaires : Jean-Gabriel Périot débute dans le montage de documentaires, notamment pour France3 et Arte. Ces premières œuvres seront d'ailleurs construites autour d'archives pré-existantes. Son premier long métrage UNE JEUNESSE ALLEMANDE, sorti en 2015, a été très remarqué et a même été nominé au César dans la catégorie meilleur documentaire. LUMIERES D'ETE est son premier long métrage de fiction. Il a été sélectionné au festival international de San Sebastian 2016.

AVIS FAVORABLE DE LA COMMISSION DE VISIONNAGE LONG METRAGE DU 11 JUILLET 2016

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Production	230 812,00	73,28%
Finalisation/diffusion	84 177,00	26,72%
Total	314 989,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Local Films	32 289,00	10,25%
Alinea films (coproduction)	47 200,00	14,98%
Procirep (acquis)	8 000,00	2,54%
CNC aide au programme (acquis)	98 000,00	31,11%
Arte (acquis)	24 500,00	7,78%
Distribution france UFO (acquis)	40 000,00	12,70%
Distribution étranger (sollicité)	10 000,00	3,17%
Région Ile-de-france (sollicité)	55 000,00	17,46%
Total	314 989,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide après réalisation	41 500,00 €
2015	Aide après réalisation	38 000,00 €
	Montant total	79 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011757

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LATIFA IBN ZIATEN: LE COEUR AU COMBAT

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	85 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAUT ET COURT
Adresse administrative : 38 RUE DES MARTYRS
75009 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant :

N° SIRET : 51955184000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production pour le projet de documentaire long-métrage cinématographique LATIFA IBN ZIATEN : LE COEUR AU COMBAT de Olivier Peyon et Cyril Brody.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs et réalisateurs : Olivier Peyon et Cyril Brody

Résumé : Latifa Ibn Ziaten est une jeune fille de Tétouan qui traverse la Méditerranée à la fin des années 70 pour vivre en France. Trente ans plus tard, son fils Imad, militaire français, est assassiné par Mohamed Merah. Deux jeunes nés en France de parents immigrés, tous deux musulmans, mais aux destins contraires : Imad est mort parce qu'il représentait la France et une intégration réussie, Merah, lui, s'y sentait exclu et cherchait à la détruire. Pour Latifa tout s'effondre brutalement. Pourtant, plutôt que renoncer à y croire, elle décide d'aller réanimer ce rêve. Elle part en France, au Maroc, pour convaincre que ce rêve a encore un sens et qu'il nous concerne tous. L'amour en réponse à la haine.

Commentaires : Après des études d'économie et de cinéma, Olivier Peyon réalise quatre courts-métrage sélectionnés dans de nombreux festivals français et internationaux dont JINGLE BELLS en compétition à la 54e Mostra de Venise, CLAQUAGE APRES ETIREMENTS à Clermont Ferrand ou A TES AMOURS primé à New York. Parallèlement, il traduit plus de cent cinquante films pour le cinéma dont ceux des frères Cohen, Ken Loach etc. En 2007 sort son premier long-métrage LES PETITES VACANCES, avec Bernadette Lafont et Claude Brasseur. Il a depuis réalisé trois documentaires, l'un consacré à Elisabeth Badinter, l'autre à Michel Onfray et un dernier COMMENT J'AI DETESTE LES MATHS, qui a reçu le soutien de la Région en 2012.

Cyril Brody est co-scénariste des films d'Olivier Peyon depuis ces débuts. Il a également réalisé des courts métrages et des documentaires, dont SUR LES PAS DE L'ACADEMIE en 2012, présenté au Festival d'Avignon.

Haut et Court produira ce documentaire, et avait été aidé par la Région pour le documentaire précédent d'Olivier Peyon et la série LES REVENANTS.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Moyens techniques en IDF	98 121,00	12,01%
Labo et Post Prod en IDF	56 840,00	6,96%
Autres dépenses (avant poste 9) en IDF	464 428,00	56,87%
Autres dépenses (avant poste 9) hors IDF	38 176,00	4,67%
Autres dépenses	159 155,00	19,49%
Total	816 720,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Financement participatif	30 166,00	3,69%
Haut et Court Distribution	50 000,00	6,12%
ACSE (en cours)	50 000,00	6,12%
ARTE (en corus)	300 000,00	36,73%
Aide régionale proposée	85 000,00	10,41%
Part producteur	301 554,00	36,92%
Total	816 720,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €
2017	45 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	262 000,00 €
	Montant total	262 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011771

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : RODIN

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 341 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES FILMS DU LENDEMAIN
Adresse administrative : 17 QUAI DES GRANDS AUGUSTINS
75006 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Kristina LARSEN

N° SIRET : 39186791800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage cinématographique RODIN de Jacques Doillon.

Date prévisionnelle de début de projet : 11 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du réglement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - réalisateur : Jacques Doillon

Acteurs : Vincent Lindon, Izia Higelin et Séverine Caneele

Résumé : A 42 ans, Auguste Rodin rencontre Camille Claudel, une jeune femme prête à tout pour devenir son assistante. Il réalise rapidement son talent et comment elle se démarque parmi ses élèves, au point d'en faire sa praticienne la plus importante et de la traiter d'égal à égal sur le plan de la création. Après 10 ans de travail et de passion commune, les ruptures et réconciliations se succèdent jusqu'à ce que Camille décide de la séparation finale et définitive. Elle ne s'en remettra jamais et laissera Rodin profondément blessé.

Commentaire : Auteur de PONETTE, LES DOIGTS DANS LA TETE et LE PETIT CRIMINEL (Prix Louis Delluc 1990), Jacques Doillon a commencé sa carrière de cinéaste en 1974, et il compte désormais une trentaine de films.

RODIN est produit par Les Films du Lendemain, producteur notamment de Bertrand Bonello, Benoit Jacquot, Cédric Kahn, etc. et qui a reçu récemment des aides régionales pour les projets LE SECRET DES BANQUISES de Marie Madinier en 2016, JOURNAL D'UNE FEMME DE CHAMBRE de Benoit Jacquot, A 14 ANS de Helène Zimmer en 2015, et UNE VIE MEILLEURE de Cédric Kahn en 2012.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses Ile de France	4 965 809,00	92,85%
Dépenses hors Ile de France	32 058,00	0,60%
Dépenses à l'étranger	350 228,00	6,55%
Total	5 348 095,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 274 170,00	23,82%
France 3	700 000,00	13,09%
Avance sur recette	470 000,00	8,79%
Sofica	500 000,00	9,35%
Canal+	913 035,00	17,07%
Ciné+	181 890,00	3,40%
Wild bunch	450 000,00	8,41%
Cohen media	200 000,00	3,74%
Be tv (Belge)	80 000,00	1,50%
RTBF (Belge)	50 000,00	0,93%
Tax shelter (Belge)	188 000,00	3,52%
Région Ile de France	341 000,00	6,38%
Total	5 348 095,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	170 000,00 €
2017	171 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	370 000,00 €
2014	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	400 000,00 €
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	352 000,00 €
	Montant total	1 122 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011961

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LES CARNIVORES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 210 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CHI FOU MI PRODUCTIONS
Adresse administrative : 12 RUE BARBETTE
75003 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant :

N° SIRET : 52037217800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : aide à la production du long métrage cinématographique LES CARNIVORES de Jérémie et Yannick Renier.

Date prévisionnelle de début de projet : 23 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du réglement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Jérémie Rénier, Yannick Rénier, Agnès de Sacy, Bulles Decarpentries

Réalisateurs : Jérémie Rénier, Yannick Rénier

Acteurs : Leïla Bekhti, Zita Hanrot, Bastien Bouillon, Johan Heldenbergh

Résumé : Deux sœurs, l'une vivant dans l'ombre de l'autre et rêvant de prendre sa place.

Commentaires : Artiste-interprète souvent distingué, Jérémie Rénier est attaché au cinéma d'auteur. Il s'est notamment fait connaître dans les films des frères Dardenne : L'ENFANT, Palme d'Or au Festival de Cannes 2005, LE SILENCE DE LORNA, prix du scénario au Festival de Cannes en 2008 et LE GAMIN AU VELO en 2011, Grand Prix au Festival de Cannes, etc. Il a également joué dans les films d'Olivier Assayas, Bertrand Bonello, François Ozon... Sa carrière a été distinguée par le Prix Jean Gabin, en 2006.
Yannick Rénier a démarré sa carrière d'acteur dans le théâtre et la poursuit auprès des réalisateurs tels que Joachim Lafosse, Olivier Dahan, etc.
Ils se sont inspirés de leur histoire personnelle pour écrire leur premier long métrage qu'ils porteront conjointement à l'écran.

Le film est produit par Chi-fou-mi productions, aidé par la Région en 2013 pour LA MARCHE de Nabil Ben Yadir et en 2015 pour M de Sara Forestier.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses Ile de France	3 853 863,00	87,25%
Dépenses à l'étranger	563 328,00	12,75%
Total	4 417 191,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 464 691,00	33,16%
Mars Distribution	750 000,00	16,98%
Canal+	840 000,00	19,02%
Ciné+	80 000,00	1,81%
Sofica	350 000,00	7,92%
Marque et image	100 000,00	2,26%
Coproduction Belge	622 500,00	14,09%
Région Ile de France	210 000,00	4,75%
Total	4 417 191,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	100 000,00 €
2017	110 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	448 000,00 €
	Montant total	448 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012114

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA SAGE FEMME

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 306 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CURIOSA FILMS
Adresse administrative : 8 RUE LINCOLN
75008 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET : 81325153500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production pour le long métrage cinématographique LA SAGE FEMME de Martin Provost.

Date prévisionnelle de début de projet : 30 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur : Martin Provost

Réalisateur : Martin Provost

Résumé : Claire, sage-femme, voit revenir du passé Béatrice, une femme joueuse et flamboyante que son père a follement aimé il y a plus de trente ans, avant son suicide. Seule au monde et fauchée, atteinte d'un cancer, il ne lui reste plus que quelques mois à vivre. Claire se retrouve face à dilemme...

Commentaire : Auteur, metteur en scène de théâtre et comédien, Martin Provost a été pensionnaire à la Comédie Française. Il passe ensuite à la réalisation avec notamment LE VENTRE DE JULIETTE en 2002. Parmi ses précédents films SERAPHINE a rencontré un vif succés avec plus de 800 000 entrées en salles et de nombreux prix dont le César de la meilleure actrice pour Yolande Moreau. Son dernier film, VIOLETTE, a également été soutenu par la Région.

La SAGE-FEMME est produit par CURIOSA FILMS, une filiale de FIDELITE, soutenu par la Région pour le projet DJANGO MELODIES d'Etienne Comar, qui sortira prochainement.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses Ile de France	6 229 561,00	91,75%
Dépenses à l'étranger	559 857,00	8,25%
Total	6 789 418,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 639 689,00	24,15%
France 3	1 200 000,00	17,67%
Sofica cofimage 27	200 000,00	2,95%
Canal+	1 666 104,00	24,54%
Ciné+	252 625,00	3,72%
Memento film distribution	840 000,00	12,37%
Memento international	600 000,00	8,84%
Tax shelter	85 000,00	1,25%
Région Ile de France	306 000,00	4,51%
Total	6 789 418,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	150 000,00 €
2017	156 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012701

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE REDOUTABLE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 445 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES COMPAGNONS DU CINEMA
Adresse administrative : 11 RUE VICTOR LETALLE
75020 PARIS

Représentant : Michel HAZANAVICIUS, Président

N° SIRET : 82043712700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage cinématographique du film LE REDOUTABLE de Michel Hazanavicius.

Date prévisionnelle de début de projet : 17 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur-réalisateur : Michel Hazanavicius

Acteurs : Louis Garrel, Stacy Martin, Grégory Gabebois et Bérénice Béjo

Résumé : Paris 1967. Jean Luc Godard, le cinéaste le plus en vue de sa génération, tourne La Chinoise avec la femme qu'il aime, Anne Wiazemsky, de 20 ans sa cadette. Ils sont heureux, amoureux, séduisants, ils se marient. Mais la réception du film à sa sortie enclenche chez Jean Luc Godard une remise en question profonde. Mai 68 va amplifier le processus.

Commentaires : Michel Hazanavicius s'attaque à un réalisateur emblématique Jean-Luc Godard. De la même manière qu'il détournait les films d'espionnage des années 60, ou les films muets, Michel Hazanavicius a choisi la Nouvelle Vague pour sa nouvelle comédie. Il est également producteur de ses

films, via sa société La Classe Américaine.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses Île de France	9 190 765,00	88,78%
Dépenses hors Île de France	429 658,00	4,15%
Dépenses à l'étranger	732 110,00	7,07%
Total	10 352 533,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 304 533,00	22,26%
Canal+	2 403 000,00	23,21%
Ciné+	200 000,00	1,93%
France 3 tv	1 200 000,00	11,59%
Studio Canal	1 800 000,00	17,39%
Wild Bunch	1 500 000,00	14,49%
Copro wild bunch	500 000,00	4,83%
Région Île de France	445 000,00	4,30%
Total	10 352 533,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	220 000,00 €
2017	225 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012762

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MADEMOISELLE DE JONCQUIÈRES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 320 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MOBY DICK FILMS
Adresse administrative : 12 RUE DU MONT THABOR
75001 PARIS 01
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame TANIA EL KHOURY, GERANTE

N° SIRET : 41226460800032

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage cinématographique MADEMOISELLE DE JONCQUIÈRES d'Emmanuel Mouret.

Date prévisionnelle de début de projet : 20 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur - réalisateur : Emmanuel Mouret

Acteurs : Lambert Wilson et Isabelle Carré

Résumé : Milieu du XVIIIe siècle. Le marquis des Arcis s'éprend follement de Madame de La Pommeraye. Libertin jusqu'alors, il est persuadé qu'il a trouvé l'amour de sa vie. Elle finit par céder. Ils vivent un amour passionné. Mais le marquis se lasse. Madame de La Pommeraye s'en rend compte et lui annonce qu'elle le quitte, espérant ainsi raviver sa flamme. Soulagé, le marquis propose qu'ils se séparent bons amis. Folle de chagrin, Madame de La Pommeraye décide de se venger de lui. Pour ce faire, elle s'alloue les services de deux prostituées, Madame de Joncquières et sa fille, une jeune femme de 20 ans d'une beauté rare…

Commentaires : Emmanuel Mouret a déjà réalisé une dizaine de comédies sentimentales décalées et remarquées, dont UNE AUTRE VIE, sélectionné au Festival du Film de Locarno en 2013; VENUS ET FLEUR et CHANGEMENT D'ADRESSE, sélectionnés au Festival de Cannes respectivement en 2004 et 2006. UN BAISER S'IL VOUS PLAIT et FAIS MOI PLAISIR ont reçus une aide de la Région en 2006 et 2008.
MADEMOISELLE DE JONCQUIERE est produit par MOBY DICK FILMS, comme tous ses précédents films.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses Île de france	4 636 300,00	92,80%
Dépenses hors Île de France	359 700,00	7,20%
Total	4 996 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 446 000,00	28,94%
OCS	1 000 000,00	20,02%
Pyramide distribution	200 000,00	4,00%
Kinology	200 000,00	4,00%
Région Pays de la Loire	230 000,00	4,60%
En cours, avance sur recettes	600 000,00	12,01%
En cours, Arte	1 000 000,00	20,02%
Région Île de france	320 000,00	6,41%
Total	4 996 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	160 000,00 €
2017	160 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012822

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA DOULEUR

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	409 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES FILMS DU POISSON
Adresse administrative : 54 RUE RENE BOULANGER
75010 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Estelle FIALON

N° SIRET : 43448753400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production du long métrage cinématographique de fiction LA DOULEUR d'Emmanuel Finkiel.

Date prévisionnelle de début de projet : 22 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteur-réalisateur : Emmanuel Finkiel, d'après le roman éponyme de Marguerite Duras.

Acteur(s) : Mélanie Thierry

Résumé : 1944, la France est sous l'Occupation allemande. L'écrivain Robert Antelme, figure majeure de la Résistance, est arrêté et envoyé à Buchenwald. C'est le début d'une insoutenable attente pour son épouse, Marguerite Duras, une agonie lente et silencieuse au milieu du chaos de la Libération de Paris.

Commentaires : Emmanuel Finkiel a été assistant-réalisateur de Bertrand Tavernier (L'APPAT), de Krzysztok Kieslowski (TROIS COULEURS : BLEU) et de Jean-Luc Godard. En 2000, il obtient le César du meilleur premier film et le César du meilleur montage pour VOYAGES. Il a été soutenu par la Région en 2006 pour le téléfilm EN MARGE DES JOURS, qui a reçu le Fipa d'or du meilleur scénario et rassemblé

plus de 5,3 millions de téléspectateurs lors de sa première diffusion en janvier 2008 et en 2009 pour le long métrage JE SUIS. Emmanuel Finkiel a reçu le Prix Jean Vigo 2008 pour son long métrage de fiction NULLE PART TERRE PROMISE.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses Île de France	5 804 595,00	100,00%
Total	5 804 595,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	1 495 595,00	25,77%
Coproduction Ciné France	600 000,00	10,34%
Avance sur recette	700 000,00	12,06%
Arte cinéma	200 000,00	3,45%
En cours, Canal+	1 200 000,00	20,67%
Ciné+	200 000,00	3,45%
MG Salles	500 000,00	8,61%
MG Etranger	300 000,00	5,17%
Aide nouvelles technologies	200 000,00	3,45%
Région Île de France	409 000,00	7,05%
Total	5 804 595,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200 000,00 €
2017	209 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	303 000,00 €
2015	Aide après realisation	36 500,00 €
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	72 000,00 €
	Montant total	411 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012949

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : BARBARA

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 419 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : WAITING FOR CINEMA
Adresse administrative : 7 RUE LARREY
75005 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET : 52832199500029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Messieurs,

Nous vous soumettons le dossier d'aide ci-joint pour le projet : "BARBARA", écrit par Mathieu Amalric et Philippe Di Folco, et réalisé par Mathieu Amalric.

Date prévisionnelle de début de projet : 26 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Réalisateur : Mathieu Amalric

Auteurs : Mathieu Amalric et Philippe Di Folco

Acteurs : Jeanne Balibar et Mathieu Amalric

Résumé : Barbara est une auteur-compositeur-interprète française, née le 9 juin 1930 et morte le 24 novembre 1997.

Commentaires : Connu pour ses talents d'interprète, Mathieu Amalric a mené parallèlement à sa carrière d'acteur, une carrière de réalisateur depuis 1985. Après avoir écrit et réalisé plusieurs courts métrages, il a réalisé MANGE TA SOUPE en 1997, co-écrit avec Pascale Ferran. Mais c'est plus de 10 ans plus tard, qu'il a été reconnu comme réalisateur, grâce à TOURNEE, long métrage en compétition au Festival de Cannes en 2010 qui lui valut le Prix de la mise en scène et le succès avec plus de 500 000 spectateurs en salles.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses en Île de France	8 118 638,00	93,69%
Dépenses hors Île de France	495 027,00	5,71%
Dépenses à l'étranger	52 065,00	0,60%
Total	8 665 730,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 496 730,00	28,81%
Wild bunch	1 800 000,00	20,77%
Ciné+	350 000,00	4,04%
Pool Sofica	350 000,00	4,04%
Aide Locales Alpes Maritimes	100 000,00	1,15%
Canal+ (en cours)	1 750 000,00	20,19%
France2 ou Arte (en cours)	1 400 000,00	16,16%
Région Île de France	419 000,00	4,84%
Total	8 665 730,00	100,00%

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	209 000,00 €
2017	210 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011958

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA FAMEUSE INVASION DES OURS EN SICILE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 375 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PRIMA LINEA PRODUCTIONS
Adresse administrative : 30 BOULEVARD SAINT JACQUES
75014 PARIS
Représentant :

N° SIRET : 40081627800065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)

Objet du projet : Aide à la production pour le long métrage cinématographique d'animation LA FAMEUSE INVASION DES OURS EN SICILE

Date prévisionnelle de début de projet : 23 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées.

Description :
Auteurs : Thomas Bidegain, Jean-Luc Fromental, Lorenzo Mattotti, d'après le roman éponyme de Dino Buzzati

Réalisateur : Lorenzo Mattotti

Résumé : Tout commence le jour où Tonio, le fils du roi des ours, est enlevé par des chasseurs dans les montagnes de Sicile… Profitant de la rigueur d'un hiver qui menace son peuple de famine, le roi Léonce décide alors d'envahir la plaine où habitent les hommes. Avec l'aide de son armée et d'un magicien, il réussit à vaincre et finit par retrouver Tonio. Mais il comprend vite que le peuple des ours n'est pas fait pour vivre au pays des hommes...

Commentaires : Lorenzo Mattotti a acquis une renommée mondiale en tant qu'auteur de Bande-dessinée

et illustrateur. Son album FEUX a remporté de nombreux prix internationaux et ses œuvres sont éditées et diffusées dans le monde entier. Grand illustrateur des plus grands quotidiens, son style unique est reconnaissable en un coup d'oeil. Les illustrations qu'il a faites de livres pour enfants ont remporté le Grand Prix de Bratislava, une référence pour l'édition jeunesse. Son travail fait régulièrement l'objet d'expositions.
Lorenzo Mattotti a travaillé pour plusieurs longs métrages, EROS, PINOCCHI, etc., mais il n'avait encore jamais été réalisateur. LA FAMEUSE INVASION DES OURS EN SICILE sera donc son premier film.

Prima Linea Productions est un des plus importants studios d'animation français. Prima Linea a notamment produit LA TORTUE ROUGE de Michael Wit, LOULOU L'INCROYABLE SECRET de Grégoire Solotareff et ZARAFA de Rémi Bezançon et Jean-Christophe Lie.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses en Île de France	7 012 636,00	60,04%
Dépenses hors Île de France	3 075 031,00	26,33%
Dépenses à l'étranger	1 592 868,00	13,64%
Total	11 680 535,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	2 974 035,00	25,46%
Pathe Films	500 000,00	4,28%
France 3 cinéma	500 000,00	4,28%
Avance sur recettes	500 000,00	4,28%
CNC (nouvelles technologies)	80 000,00	0,68%
CNC (développement)	50 000,00	0,43%
Procirep	115 000,00	0,98%
Canal+ (MG)	938 500,00	8,03%
France 3 cinéma	700 000,00	5,99%
Pathe distribution	2 500 000,00	21,40%
Part italienne	998 000,00	8,00%
En cours : Eurimages	450 000,00	3,85%
En cours, Région Aquitain, Poitou Charentes	300 000,00	2,57%
En cours, Ciné+	150 000,00	1,28%
En cours, Indigo Films	50 000,00	0,43%
MIBACT	500 000,00	4,28%
Région Île de France	375 000,00	3,21%
Total	11 680 535,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	185 000,00 €
2019	190 000,00 €

Avis Comité de lecture Cinéma - 3ème session 2016 en date du 28 juin 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011769

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DEAD LANDES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	130 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SHINE FRANCE FILMS
Adresse administrative : 305 AVENUE LE JOUR SE LEVE
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT
Statut Juridique :
Représentant : Madame Nora MELHLI, Productrice

N° SIRET : 75409496900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : Aide à la production de la série Dead Landes (10 X 26 minutes)

Date prévisionnelle de début de projet : 11 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : François Uzan, François Descracques, Eric verrat, Eric Delafosse et Claire Le Luhern

Réalisateur : François Descracques

Résumé : C'est la fin des vacances à L'Escapade, petit camping des Landes. Tout à coup la fin du monde semble arrivée : tremblement de terre, apparition d'un étrange brouillard qui isole totalement les survivants. Ils vont devoir apprendre à survivre, cohabiter, mais surtout comprendre ce qui leur arrive : Les secours vont-ils arriver ? Sont-ils les derniers survivants de l'humanité ? Ce brouillard est-il naturel ou

surnaturel ? …Et qu'y a-t-il derrière ?

Commentaire : François Descraques est le créateur de la série "Le Visiteur du Futur", produite par Ankama et France Televisions Nouvelles Ecritures, qui a engendré 4 saisons, un roman, une BD et a rencontré le succès sur internet. Il a également écrit et réalisé « Les Opérateurs » avec Slimane Baptiste Berhoun.
Récemment, il a lancé « FrenchBall », une nouvelle chaîne YouTube produite par Endemol Beyond qui regroupe fictions et sketchs avec Slimane Baptiste Behroun et Raphaël Descraques.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- VERNEUIL-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	1 379 000,00	85,44%
dépenses de fabrication hors IDF	28 000,00	1,73%
imprévus, frais généraux et financiers	207 000,00	12,83%
Total	1 614 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	134 000,00	8,30%
France 4	850 000,00	52,66%
CNC Cosip	400 000,00	24,78%
Shine distribution MG	100 000,00	6,20%
aide régionale proposée	130 000,00	8,05%
Total	1 614 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	130 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012489

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA MANTE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 295 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: SEPTEMBRE PRODUCTIONS
Adresse administrative	: 146 BD HAUSSMANN 75008 PARIS
Représentant	: Monsieur JEAN NAINCHRIK
N° SIRET	: 32584397700068

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction "La Mante" 6x52mn d'Alexandre Laurent

Date prévisionnelle de début de projet : 12 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : L.Vivier, A Chagaray - Breugnot, N. Jean et G Demaison

Réalisateur : Alexandre Laurent

Résumé : Jeanne Deber est « La Mante », une célèbre tueuse en série incarcérée depuis plus de 20 ans. La police est contrainte de la sortir de l'isolement pour traquer son copycat. Elle n'accepte de collaborer qu'à une seule condition, faire équipe avec Damien Carrot, son fils devenu flic, qui a coupé tous les ponts avec elle depuis son arrestation et a toujours refusé de la revoir.

Commentaire : Alexandre Laurent est le réalisateur chevronné des séries policières emblématiques du moment sur TF1 : il a réalisé la série "Le secret d'Elise", une des meilleures audiences de la chaîne en 2015, et la série "Falco", ainsi que de nombreux épisodes des séries à succès "Profilage", "Alice Nevers"

et "RIS police scientifique". C'est Carole Bouquet qui incarnera La mante, une très rare apparition à la télévision.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	6 965 000,00	82,95%
dépenses de fabrication hors IDF	40 000,00	0,48%
imprévus, frais généraux et financiers	1 392 000,00	16,58%
Total	8 397 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	1 302 000,00	15,51%
TF1	5 900 000,00	70,26%
CNC Cosip	600 000,00	7,15%
vente Belgique (en cours)	300 000,00	3,57%
aide régionale proposée	295 000,00	3,51%
Total	8 397 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	147 000,00 €
2017	148 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012905

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA VIE DEVANT ELLES SAISON 2

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	249 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: CINETEVE
Adresse administrative	: 4 QUAI DES CELESTINS 75004 PARIS
Statut Juridique	: Société Anonyme
Représentant	: Madame Fabienne SERVAN SCHREIBER, Productrice
N° SIRET	: 32547582000040

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : aide à la production de la série de fiction LA VIE DEVANT ELLES saison 2 (6x52mn) de Gabriel Aghion

Date prévisionnelle de début de projet : 25 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Dan Franck et Stéphane Osmont

Réalisateur : Gabriel Aghion

Résumé : Nous retrouvons nos trois héroïnes au début de 1979 au moment où, à Denain, la sidérurgie connaît une saignée qui préfigure le déclin de la mine. Alma poursuit ses études de droit à Lille. Solana veut transformer son imprimerie en entreprise prospère. Caroline fait du bistrot de sa mère le lieu le plus fréquenté de Chambries. Les histoires d'amour et d'amitié que les trois filles vivent intensément n'abolissent pas pour autant l'héritage encombrant de leurs pères, morts dans un accident de la mine 20 ans auparavant lors d'un braquage, qu'un revenant s'ingénie à ramener à la surface…

Commentaire : D'abord connu pour ses comédies au cinéma, les deux volets de «Pédale douce», «Belle Maman», et l'adaptation de «Absolutely Fabulous», Gabriel Aghion a réalisé plusieurs fictions pour la télévision comme «Manon Lescaut» et «Monsieur Max» sur l'arrestation de Max Jacob pendant la 2e guerre mondiale, soutenu par la Région en 2006. La première saison de LA VIE DEVANT ELLES a connu un beau succès critique, rassemblé plus de 3 millions de spectateurs sur France 3 en mai 2015 et a reçu le prix de la meilleure série française au festival Série Mania en 2015.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	4 886 000,00	68,05%
dépenses de fabrication hors IDF	1 181 000,00	16,45%
imprévus, frais généraux et financiers	1 113 000,00	15,50%
Total	7 180 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	1 071 000,00	14,92%
France 3	4 980 000,00	69,36%
CNC Cosip	700 000,00	9,75%
Pictanovo	100 000,00	1,39%
FTD MG	40 000,00	0,56%
TV5 Monde	40 000,00	0,56%
aide régionale proposée	249 000,00	3,47%
Total	7 180 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	124 000,00 €
2017	125 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012913

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA FAMILLE PAPRIKA

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 207 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : XILAM ANIMATION
Adresse administrative : 86-90 RUE NOTRE-DAME DE NAZARETH
75003 PARIS
Représentant : Monsieur MARC DU PONTAVICE
N° SIRET : 42378461000044

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : aide à la production de la série d'animation "La famille Paprika" 78 x 8mn de Jean Cayrol

Date prévisionnelle de début de projet : 25 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Baptiste Lucas, Marion Billet, Catherine Le Roux et Valérie Baranski

Réalisateur : Jean Cayrol

Résumé : Olivia et Stan ont un lien unique : ils sont jumeaux ! Ils partagent la même chambre mais aussi des millions d'autres choses. Bien que leurs caractères soient très différents, ils se complètent à la perfection. Stan est un petit tigre courageux, instinctif et tout-terrain, qui file à toute allure sur son fauteuil roulant, tandis que sa sœur Olivia est organisée, très créative et un peu cérébrale – ce qui ne l'empêche pas d'être super enthousiaste quand il s'agit de s'amuser et de rire avec son frère !

Commentaire : Totalement autodidacte, Jean Cayrol a démarré sa carrière professionnelle dans la société Praxinos à Montpellier où il a occupé de nombreux postes, notamment animateur et designer décors.

Il s'est ensuite installé en Corée où, pendant près de 4 ans, il a supervisé le layout (composition de l'image) et l'animation de différents projets d'animation.
Revenu en France, il intègre la société Xilam en tant que chef layout sur le long-métrage "Tous à l'ouest" réalisé par Olivier Jean-Marie, puis sur les séries "Oggy et les cafards" et "Les Dalton". Il a également storyboardé plusieurs épisodes desdits "Dalton" et de "Zig & Sharko".
Toujours chez Xilam, il a co-réalisé les deux saisons de « Flapacha, où es-tu ?», dont il a écrit plusieurs épisodes.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	4 315 000,00	54,67%
dépenses de fabrication hors IDF	2 280 000,00	28,89%
imprévus, frais généraux et frais financiers	1 298 000,00	16,44%
Total	7 893 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	1 052 000,00	13,33%
France 5	1 750 000,00	22,17%
Disney channel	675 000,00	8,55%
CNC Cosip	1 900 000,00	24,07%
Media Dev	60 000,00	0,76%
Procirep Angoa	12 000,00	0,15%
Groupement de Soficas	1 267 000,00	16,05%
Région Rhône Alpes (en cours)	180 000,00	2,28%
Ventes etranger (en cours)	790 000,00	10,01%
Aide régionale proposée	207 000,00	2,62%
Total	7 893 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	103 000,00 €
2017	104 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011722

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 1979, LE SIEGE DE LA MECQUE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	53 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : K2 PRODUCTIONS
Adresse administrative : 14 RUE CHARLES V
75004 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Monsieur PASCAL VERROUST, Autre

N° SIRET : 48782986300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel "1979, Le siège de la Mecque" de Dirk Van den Berg.

Date prévisionnelle de début de projet : 24 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur et réalisateur : Dirk Van den Berg

Résumé : Le 20 novembre 1979, lors du pèlerinage annuel du Hadj, des fondamentalistes saoudiens, dirigé par Juhayman Al-Utaiby, prennent d'assaut la Grande Mosquée de la Mecque, le lieu le plus saint de l'Islam. Ils demandent l'abdication de la famille royale saoudienne, l'expulsion des non-musulmans et le retour d'un Islam intransigeant wahhabite. Commence un siège de 18 jours qui fera près de 5000 morts. Le GIGN obtiendra finalement la réédition du commando. Cet évènement est le premier acte d'un

mouvement qui donnera naissance à Al Qaïda et Daesh.

Commentaire : réalisateur et producteur, basé en Allemagne depuis quelques années, Dirk Van den Berg a vécu et travaillé dans le monde entier. Il a mis en scène des opéras et réalisé des fictions radio, réalisé deux fictions pour la télévision et assuré la direction de production de quatre longs métrages. Son parcours et la diversité de ses centres d'intérêts se reflètent aussi dans ses documentaires, tous destinés au marché international, dont les plus récents traitent de la musique éthiopienne, de l'exploration pétrolière menée par l'Arabie Saoudite et des derniers descendants d'une des plus vieilles familles de Russie.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	356 000,00	43,79%
dépenses de fabrication hors IDF	328 000,00	40,34%
imprévus, frais généraux et financiers	129 000,00	15,87%
Total	813 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	51 000,00	6,27%
Arte	150 000,00	18,45%
CNC cosip	50 000,00	6,15%
Procirep Angoa	9 000,00	1,11%
copro All Outremer	10 000,00	1,23%
Hambourg aide au dev	15 000,00	1,85%
FF Hambourg aide production (encours)	70 000,00	8,61%
NDR diff Allemagne	130 000,00	15,99%
INA coproduction	54 000,00	6,64%
PBS Distrib MG	46 000,00	5,66%
PBS diffusion US	170 000,00	20,91%
RTS diff Suisse	5 000,00	0,62%
aide régionale proposée	53 000,00	6,52%
Total	813 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	26 000,00 €
2017	27 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011740

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARABIE SAOUDITE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	44 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination	: YAMI 2
Adresse administrative	: 5 PASSAGE PIVER 75011 PARIS
Statut Juridique	: Société à Responsabilité Limitée
Représentant	: Monsieur Christophe NICK, Producteur
N° SIRET	: 49075596400031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel "Arabie Saoudite" de Claude Trinquesse.

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure : Julie Lerat

Réalisateur : Claude Trinquesse

Résumé : L'actualité diplomatique mondiale est dominée par la poudrière moyen-orientale : État islamique, conflit israélo-palestinien, impasse syrienne et crise nucléaire iranienne, l'Arabie saoudite est au centre de cette effervescence. Pourtant cette monarchie nous reste méconnue. Ce documentaire lèvera le voile sur son histoire, sa place si particulière dans l'islam, ses relations avec les États-Unis, la France et ses voisins chiites.

Commentaire : Claude Trinquesse est monteur depuis quinze ans pour la télévision et le cinéma et a souvent travaillé avec la société Yami 2 qui produit aujourd'hui son premier documentaire en tant que réalisateur. Il est associé pour ce documentaire à Julie Lerat, journaliste spécialiste du Moyen Orient. Ayant vécu au Liban et au Caire elle n'a pas hésité à fréquenter une école coranique salafiste pendant deux ans pour apprendre l'Arabe et comprendre ces mouvements.
Yami 2 a été soutenue par la Région pour les documentaires "Mafia et République" de Christophe Bouquet en 2015 et "Histoires de familles" de Jean-Robert Viallet en 2014.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- DEPARTEMENT DE PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	293 000,00	82,77%
dépenses de fabrication hors IDF	6 000,00	1,69%
imprévus, frais généraux et financiers	55 000,00	15,54%
Total	354 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	75 000,00	21,19%
France 5	134 000,00	37,85%
CNC Cosip	65 000,00	18,36%
Procirep Angoa	11 000,00	3,11%
Distrib Terranoa MG	25 000,00	7,06%
Aide régionale proposée	44 000,00	12,43%
Total	354 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	22 000,00 €
2017	22 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	68 000,00 €
2014	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	81 000,00 €
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	90 000,00 €
	Montant total	239 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011952

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LENINE OU L'ILLUSION HEROIQUE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 60 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGAT FILMS ET CIE
Adresse administrative : 52 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur DAVID COUJARD, Producteur

N° SIRET : 33834344500031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel LENINE OU L'ILLUSION HEROIQUE de Cédric Tourbe

Date prévisionnelle de début de projet : 23 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Michel Dobry, Marc Ferro et Cédric Tourbe

Réalisateur : Cédric Tourbe

Résumé :«Lénine ou l'illusion héroïque» propose, à l'occasion du futur centenaire de la Révolution russe, d'aborder les évènements et ses acteurs sous un angle inédit : celui de la sociologie des crises politiques. Cette approche permet de sortir du jugement subjectif sur l'homme en le confrontant à l'instabilité des évènements qu'engendre une révolution.

« Lenine » sera le septième documentaire de Cédric Tourbe en 6 ans. De « Devenir président et le rester

» soutenu par la Région en 2011 à « Lénine », en passant par la série documentaire «Révoltes» en 2013. Il s'est spécialisé dans l'analyse des enjeux des crises et mutations politiques des XX et XXIèmes siècles. "Lenine" est produit par Agat Films, soutenue par la Région en 2015 pour le documentaire "Vincennes mon amour" de Virginie Linhartde.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	397 000,00	79,08%
dépenses de fabrication hors IDF	15 000,00	2,99%
imprévus, frais généraux et financiers	90 000,00	17,93%
Total	502 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	69 000,00	13,75%
Arte	250 000,00	49,80%
CNC Cosip	100 000,00	19,92%
Procirep Angoa	23 000,00	4,58%
Aide régionale proposée	60 000,00	11,95%
Total	502 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	30 000,00 €
2017	30 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	374 000,00 €
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	517 000,00 €
	Montant total	891 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012688

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VOIR A TRAVERS LES PYRAMIDES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	78 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONNE PIOCHE TELEVISION
Adresse administrative : 188 RUE DE LA ROQUETTE
75011 PARIS 11
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Sophie PARRAULT, Productrice

N° SIRET : 50962978800019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : aide à la production du documentaire audiovisuel "Voir à travers les pyramides" de Florence Tran

Date prévisionnelle de début de projet : 23 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteure et réalisatrice : Florence Tran

Résumé : Pour la première fois depuis 30 ans, l'Egypte autorise une mission scientifique d'envergure composée de chercheurs japonais, français, canadiens et égyptiens à explorer les pyramides, grâce à des technologies non invasives. Les résultats de leurs recherches devraient permettre à la communauté internationale de percer, sans toucher à la pierre, le secret des pyramides. Le film propose un voyage à travers le temps et nous donne les clés pour appréhender le caractère exceptionnel de l'aventure scientifique hors normes qui se déroule sous nos yeux

Commentaire : Florence Tran a réalisé au cours de ses 15 ans de carrière des films qui parlent de

sciences, d'aventures humaines, de quête politique ou spirituelle. Elle a tout particulièrement travaillé sur les neurosciences puis réalisé 3 films dans l'Himalaya, et 4 en Egypte. Elle a remporté en 2011 pour le film « La montagne magique » le prix de la réalisation et de la technique au festival international du film d'aventure du Val d'Isère et en 2008 pour le film « L'Aigle d'or de l'aventure » le Grand prix pour ce même festival. Pour « Kheops révélé » en 2008, elle a décroché le Grand prix au Capitello d'oro et le prix Archeologia. La société de production Bonne Pioche a été aidée en 2015 pour le documentaire « Pour quelques degrés de moins » de Alexis Barbier-Bouver.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
dépenses de fabrication en IDF	521 000,00	57,00%
dépenses de fabrication hors IDF	183 000,00	20,02%
imprévus, frais généraux et financiers	210 000,00	22,98%
Total	914 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	66 000,00	7,22%
France 5	200 000,00	21,88%
CNC Cosip	107 000,00	11,71%
HIP Institue	55 000,00	6,02%
Distrib Lucky you MG	40 000,00	4,38%
NHK Japon	30 000,00	3,28%
PBS diff et ventes US	216 000,00	23,63%
autres ventes étranger	37 000,00	4,05%
Media diffusion (en cours)	85 000,00	9,30%
Aide régionale proposée	78 000,00	8,53%
Total	914 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	39 000,00 €
2017	39 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	59 000,00 €
	Montant total	59 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012937

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PRINCES PARMI LES HOMMES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	51 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EX NIHILO
Adresse administrative : 52 RUE JEAN PIERRE TIMBAUD
75011 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Muriel MEYNARD, Productrice

N° SIRET : 32977962300027

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : Aide à la production du documentaire audiovisuel "Princes parmi les hommes" de Stephan Crasneanscki

Date prévisionnelle de début de projet : 26 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteurs : Stephan Craneanscki et Virginie Luc

Réalisateur : Stephan Craneanscki

Résumé : De son delta dans la mer Noire jusqu'en Hongrie, nous suivons les méandres du Danube et des musiques tsiganes, à la rencontre des « Hommes », les Roms. C'est ainsi qu'on les appelle. Ils constituent la plus grande minorité ethnique du Vieux Continent, composée de plusieurs centaines de clans. Parmi eux, celui des Lautari, les musiciens.

Commentaire : Après des études d'art et design à New York (NYU), Stephan Crasneanscki crée un

collectif d'artistes proposant performances sonores et audiovisuelles aux entreprises dans le cadre d'évènements culturels. Il a également beaucoup exposé en tant que photographe et réalisé deux documentaires radio, dont « Princes parmi les hommes » est une adaptation. Il a déjà co-réalisé plusieurs documentaires pour France télévisions avec Virginie Luc, co-auteur du projet et assume cette fois ci seul la réalisation. Le film est produit par Ex Nihilo.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	342 000,00	70,52%
dépenses de fabrication hors IDF	48 000,00	9,90%
Imprévus, frais généraux et financiers	95 000,00	19,59%
Total	485 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	103 000,00	21,24%
CNC Cosip	87 000,00	17,94%
Arte	220 000,00	45,36%
Procirep Angoa	24 000,00	4,95%
Aide régionale proposée	51 000,00	10,52%
Total	485 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €
2017	26 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide après réalisation	30 000,00 €
2015	Fonds de soutien aux industries techniques cinématographiques et audiovisuelles de la Région Ile-de-France	384 000,00 €
	Montant total	414 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX012946

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LES RACCROCHEURS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	17 000,00 €

Imputation budgétaire : 903-312-20422-131015-300
13101502- Fonds d'aide à la création cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TEMPS NOIR
Adresse administrative : 13 QUAI DE L'OISE
75019 PARIS
Statut Juridique :
Représentant : Madame Nadège HASSON, Productrice

N° SIRET : 44284238100034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Fonds de soutien cinéma et audiovisuel de la Région Ile-de-France (investissement)
Rapport Cadre : CR46-15 du 10/07/2015

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42996 (adopté sur la base du RGEC n°651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aide en faveur du cinéma et de l'audiovisuel

Objet du projet : Aide à la production du documentaire audiovisuel "Les Raccrocheurs" d'Edouard Mills - Affif

Date prévisionnelle de début de projet : 26 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, et compte tenu de la spécificité des montages de projets dans le secteur cinématographique et audiovisuel, décide de déroger au principe d'antériorité de la notification d'attribution de subvention à tout commencement d'exécution, pour les aides précitées

Description :
Auteur et réalisateur : Edouard Mills- Affif

Résumé : C'est l'histoire d'une rencontre improbable entre des modèles de réussite du modèle d'intégration « à la française » et ses naufragés, entre trois mercenaires de l'insertion et ceux qu'on appelle communément les « décrocheurs ». Les premiers ont renoncé à leur carrière professionnelle pour se lancer dans une aventure périlleuse : remettre sur pied ces gamins que l'on dit foutus et irrécupérables,

Commentaire : Titulaire d'un doctorat d'histoire sur la thèse : « Filmer les immigrés. Les représentations de l'immigration à la télévision française », Edouard Mills–Affif a beaucoup travaillé sur la question de l'immigration et de l'intégration. Son précédent film « La fiancée du Nil » a été sélectionné dans de nombreux festivals (FIDADOC, FIGRA, RIDM, SOL E LUNA Film festival …) La production de « La fiancée du Nil » : Temps Noir, l'accompagnera également pour son projet « Les raccrocheurs ». Celle-ci avait reçu l'aide de la Région en 2012 pour « Au nom de la race et de la science » d'Axel Ramonet.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Dépenses de fabrication en IDF	117 000,00	78,52%
dépenses de fabrication hors IDF	0,00	0,00%
imprévus, frais généraux et financiers	32 000,00	21,48%
Total	149 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Producteur	43 000,00	28,86%
Public Sénat	15 000,00	10,07%
CNC Cosip	38 000,00	25,50%
Acse	7 000,00	4,70%
Procirep Angoa (en cours)	19 000,00	12,75%
Dicom (en cours)	7 000,00	4,70%
Planète (en cours)	3 000,00	2,01%
Aide régionale proposée	17 000,00	11,41%
Total	149 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	17 000,00 €

Avis Comité de lecture Audiovisuel 3e session 2016 en date du 5 juillet 2016 : Favorable

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011163

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VIVER LUCIE -SANKARA N'EST PAS MORT-TRAJECTOIRES

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VIVER LUCIE
Adresse administrative : 81 RUE DES PRAIRIES
75020 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET :

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur débutant: Après des études d'Histoire et de philosophie, Lucie Viver travaille comme documentaliste, assistante de production et assistante de réalisation. Elle a notamment réalisé en 2010 le court métrage "L'année du tigre "sélectionné en festivals.

Genre: long métrage documentaire

Résumé: Au Burkina Faso, suite à l'insurrection d'octobre 2014 et au putsch de septembre 2015, je voyage à travers le pays avec un jeune poète engagé.
Grâce à sa lucidité et sa sensibilité d'artiste, il va nous faire découvrir les aspirations de son peuple, dans un pays encore tout vibrant des mille possibles suscités par la Révolution.

Ateliers-rencontres de 6 mois au sein de l'association Trajectoires : Ateliers "Raconte-moi ton arrivée en France". Les participants élaborent le récit de leur arrivée en France puis le restituent sous la forme d'une courte création vidéo.

Avis favorable du Comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012962

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAJECTOIRES- SANKARA N'EST PAS MORT- LUCIE VIVER

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 860,00 €	50,00 %	2 430,00 €
	Montant Total de la subvention		2 430,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRAJECTOIRES
Adresse administrative : 6 RUE DE L'ERMITAGE
75020 PARIS 20
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie POINSOT, Présidente

Date de publication au JO : 7 novembre 1998

N° SIRET : 43334739000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (structures)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lieu: Crée en 1998, l'association Trajectoires s'intéresse aux thèmes des quartiers populaires et des migrations et participe à des projets de sauvegarde et de transmissions de la mémoire.

Contenu et durée des ateliers : "Racontez-nous votre arrivée en France"
Dix immigré(e)s – d'origines, d'âges et de milieux socioprofessionnels différents – élaborent le récit de leur arrivée en France, puis le restituent sous la forme d'une courte création vidéo. Avec cet atelier, l'association Trajectoires souhaite offrir à son public la possibilité d'exprimer et de partager des expériences individuelles diverses – souvent difficiles, parfois libératrices, toujours marquantes – mais aussi de s'initier à l'écriture et à la technique du film documentaire, afin de faire connaître à un public plus large un aspect méconnu de la vie des immigrés : le premier contact avec la France.
Séduite par ce projet qui réinterroge de manière vivante et sensible l'image de la France comme "terre d'accueil", l'association met à la disposition de l'auteur ses connaissances dans le domaine de la sauvegarde mémorielle, son réseau francilien, ainsi que son savoir-faire pédagogique et culturel.
9 semaines d'ateliers sur 6 mois

Avis favorable du Comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	300,00	6,17%
Matériel informatique	400,00	8,23%
Licence montage	60,00	1,23%
Location de matériel son et image	2 000,00	41,15%
Location de salles	400,00	8,23%
Rémunération intermédiaire (prise son)	1 500,00	30,86%
Déplacements, missions et réceptions	200,00	4,12%
Total	4 860,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional IDF	2 430,00	50,00%
Fonds propres	800,00	16,46%
Adhésions	1 630,00	33,54%
Total	4 860,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 430,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	10 000,00 €
2015	Soutien aux tables locales de quartier	9 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	29 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011141

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : NOEMIE FANSTEN-LA CIRCULAIRE DES GATEAUX-LA SOURCE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FANSTEN NOEMIE
Adresse administrative : 58 RUE DE CHATEAU-LANDON
75010 PARIS

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Noémie Fansten a écrit et réalisé des courts métrages et des fictions sélectionnés en festivals et diffusés à la télévision

Genre: long métrage cinématographique

Résumé: Maxime, en CM2, voit son meilleur ami Léo s'éloigner de lui au profit de Terrence, un enfant plus gâté et plus "cool". Pour l'anniversaire de Léo, Maxime et Léo font un gâteau qu'ils apportent en classe. Mais une circulaire européenne interdit de partager des aliments faits maison dans l'école. C'est la veille d'une grosse évaluation pour le passage en sixième, et leur instituteur accepte exceptionnellement que l'on mange le gâteau. Mais le lendemain, des enfants sont malades, Terrence est à l'hôpital.
Tout s'effrite alors dans cette ville qui semblait si paisible, les parents s'accusent et les animosités ressortent, se répercutant sur les enfants dans la cour de récré.

Ateliers-rencontres de 6 mois au sein de la Source-Villarceaux sur la thématique "Si j'étais" à destination de jeunes adolescents

Avis favorable du Comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique : VAL D'OISE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012986

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA SOURCE - LA CIRCULAIRE DES GATEAUX-NOEMIE FANSTEN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'écriture de scénario (structures)	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION LA SOURCE VILLARCEAUX
Adresse administrative : DOMAINE DE VILLARCEAUX
95710 CHAUSSY
Statut Juridique : Association
Représentant :

Date de publication au JO : 26 avril 2001

N° SIRET : 48423619500018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (structures)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lieu: La Source Villarceaux est une association qui a pour but de venir en aide aux enfants défavorisés par différentes pédagogies afin de faciliter leur réadaptation sociale et permettre leur épanouissement personnel par l'éveil culturel et artistique.

Contenu et durée: L'auteur et la structure proposent des ateliers - rencontre intitulés « Si j'étais ». Des jeunes adolescents créent un personnage imaginaire qu'ils rêveraient d'être. Ils font ensuite vivre ce personnage à travers des histoires, des aventures, sa vie, inventées au sein de l'atelier. Ces récits s'incarneront autant sous forme écrite que vidéo. Le but est de se découvrir soi, son identité et ses ressources, à travers l'autre rêvé. Les ateliers se dérouleront au domaine de Villarceaux et sur le lieu de vie des jeunes (le mercredi) sur 2 semaines intensives ainsi que quelques rencontres ponctuelles les mercredis et une séance de restitution.

Avis favorable du Comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Fournitures	850,00	8,50%
Matériel	900,00	9,00%
Location de matériel	200,00	2,00%
Location de salle	100,00	1,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	2 230,00	22,30%
Publicité, publications, relations publiques	700,00	7,00%
Déplacements, missions et réceptions	746,00	7,46%
Hébergement, transport	4 274,00	42,74%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	5 000,00	50,00%
CG 95 (sollicité)	1 000,00	10,00%
CAF	900,00	9,00%
Partenariat privé	3 010,00	30,10%
Adhésions	90,00	0,90%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux fabriques de culture	126 000,00 €
2014	Soutien aux fabriques de culture	126 000,00 €
2015	Soutien aux fabriques de culture	126 000,00 €
	Montant total	378 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011157

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : VALERIE MITTEAUX -8 AVENUE LENINE- ASAV

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 6 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MITTEAUX VALERIE
Adresse administrative : 23 RUE VICTOR MASSE
75009 PARIS

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Objet du projet : Demande d'aide à l'écriture pour le projet de documentaire 8, avenue Lénine (Yvelines) en parallèle d'un atelier de création vidéo avec des enfants roms en avec l'association ASAV (Nanterre).

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Journaliste de formation, Valérie Mitteaux réalise plusieurs documentaires dont Caravane 55 ou Kings of the world sorti en cinéma en 2007
Co-auteur : Anna Pitoun

Genre : long métrage documentaire

Résumé: Salcuta Filan et sa famille vivent à Achères près de Cergy depuis bientôt 12 ans. Malgré des débuts difficiles, Salcuta a tenu bon. Aujourd'hui elle travaille, a un logement, paie des impôts. Mais s'intégrer n'est pas qu'une affaire administrative et, avec la crise, d'autres problèmes surgissent qui nécessitent chaque fois de nouveaux ajustements. Salcuta fait front, car en tant qu'Européenne, elle a choisi. Et malgré la vague montante des préjugés anti-roms, chez elle, c'est ici.

Ateliers-rencontres de 6 mois au sein de l'ASAV (association pour l'accueil de voyageurs) : des ateliers vidéos à destination de jeunes roms de 14-16 ans.

Avis favorable du Comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique : HAUTS DE SEINE
Contrat Particulier : Hors CPRD
CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012995

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ANNA PITOUN- 8 AVENUE LENINE- ASAV

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	6 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PITOUN ANNA
Adresse administrative : 16 BIS RUE DE ROMAINVILLE
75019 PARIS

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Co-auteur de Valérie Mitteaux: Juriste de formation, Anna Pitoun a co-fondé avec Valérie Mitteaux le collectif Caravane 55 et réalise des documentaires (Caravane 55 notamment)

Genre : long métrage documentaire

Résumé: Salcuta Filan et sa famille vivent à Achères près de Cergy depuis bientôt 12 ans. Malgré des débuts difficiles, Salcuta a tenu bon. Aujourd'hui elle travaille, a un logement, paie des impôts. Mais s'intégrer n'est pas qu'une affaire administrative et, avec la crise, d'autres problèmes surgissent qui nécessitent chaque fois de nouveaux ajustements. Salcuta fait front, car en tant qu'Européenne, elle a choisi. Et malgré la vague montante des préjugés anti-roms, chez elle, c'est ici.

Ateliers-rencontres de 6 mois au sein de l'ASAV (association pour l'accueil de voyageurs) : des ateliers vidéos à destination de jeunes roms de 14-16 ans.

Avis favorable du Comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L’organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013001

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ASAV-8 AVENUE LENINE-VALERIE MITTEAUX ET ANNA PITOUN

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'écriture de scénario (structures)	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASAV ASS ACCUEIL VOYAGEURS
Adresse administrative : 325 RUE DE LA GARENNE
92000 NANTERRE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur LAURENT EL GHOZI

Date de publication au JO : 25 juillet 1990

N° SIRET : 39173369800024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (structures)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lieu: Depuis sa création en 1990, l'ASAV intervient sur le thème des gens du voyage et roms migrants originaires d'Europe de l'Est dans les champs de l'action sociale, l'insertion professionnelle, l'accès au droit et à la santé.

Contenu et durée: Les auteurs et l'ASAV proposent de mettre en place des ateliers vidéos auprès d'un groupe de jeunes adolescents vivants en bidonvilles et déscolarisés. Initiation aux techniques de l'audiovisuel : écriture du scénario, tournage et montage. Ateliers de 6 mois à compter d'octobre 2016.

Avis favorable du comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de matériel	500,00	5,00%
Location de matériel	2 000,00	20,00%
Location de salles	2 000,00	20,00%
Documentation	300,00	3,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 500,00	45,00%
Transports	700,00	7,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	5 000,00	50,00%
Fonds propres	5 000,00	50,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement	20 000,00 €
2015	Projets annuels destinés aux personnes en situation de handicap, personnes âgées, personnes en grande précarité et situation d'exclusion, gens du voyage (CR46-14)	9 600,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	15 000,00 €
	Montant total	44 600,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011118

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ZAMOUM FATMA ZOHRA- LA VIE REELLE ET IMAGINAIRE D'AZIZ ET LOUISE- FENART

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM 13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ZAMOUM FATMA ZOHRA
Adresse administrative : 9 RUE GOUNOD
92210 SAINT-CLOUD

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Après des études d'histoire et de cinéma, Fatma Zohra Zamoum écrit et réalise des courts métrages et documentaires. Son premier long métrage « Kedach Ethabni, how big is your love » est sorti en salle en 2012.

Genre: long métrage cinématographique

Résumé: En 1874, Louise, la communarde, et Aziz, l'insurgé Algérien, se rencontrent au bagne de Nouvelle Calédonie. Une rencontre exceptionnelle gouvernée par la quête de la liberté et de l'amour, entre réalité et fiction.

Ateliers d'écriture de 6 mois en collaboration avec la structure Fen'art sur la thématique Ecrire pour le cinéma à partir de l'histoire.

Avis favorable du comité d'aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique :
- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013011

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FENART-LA VIE REELLE ET IMAGINAIRE D'AZIZ ET LOUISE-FATMA ZOHRA ZAMOUM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'écriture de scénario (structures)	4 260,00 €	50,00 %	2 130,00 €
	Montant Total de la subvention		2 130,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEN'ART
Adresse administrative : 16 RUE LACHARRIERE
75011 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET : 79917964300017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (structures)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Contenu et durée: L'auteur et la structure proposent un atelier "Ecrire pour le cinéma à partir de l'histoire": il s'agira d'associer des chercheurs, acteurs de la mémoire populaire et artistes travaillant sur la période de la Commune en 1871 et de l'insurrection algérienne et de discuter avec les participants du matériau récolté en vue d'une élaboration scénaristique et filmique commune.

Ateliers de 6 mois à raison d'une rencontre par semaine d'octobre 2016 à avril 2017. Deux conférences introductives aux 24 rencontres auront lieu en octobre 2016.

Avis favorable du Comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile de France du 07 juin 2016

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	150,00	3,52%
Fournitures	200,00	4,69%
Matériel (son image informatique)	170,00	3,99%
Location de matériel (image, son)	620,00	14,55%
Location de salles	1 200,00	28,17%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	900,00	21,13%
Publicité, publications, relations publiques	200,00	4,69%
Déplacements, missions et réceptions	420,00	9,86%
Documentation	400,00	9,39%
Total	4 260,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	2 130,00	50,00%
Partenariat privé	2 080,00	48,83%
adhésion	50,00	1,17%
Total	4 260,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2017	2 130,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011109

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : CATHERINE CUENCA-JOACHIM ET LE HARICOT MAGIQUE-L'ECRIVAIN POLYGLOTTE

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CUENCA CATHERINE
Adresse administrative : 6 ALLEE LES PORTES DU TRIEVES
38650 MONESTIER DE CLERMONT

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Objet du projet : Joachim et le haricot magique est un projet transmédia : film court d'animation, jeu vidéo, tutoriel mémoriel. Il s'adresse aux enfants et traite de guerre et d'immigration sur un mode allégorique.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Catherine Cuenca a exercé dans le spectacle vivant et le court métrage avant de devenir scénariste d'animation pour l'audiovisuel. Depuis 2009, elle se spécialise dans la création multimédia.

Genre: Animation transmedia

Résumé:
1914: Joachim, 20 ans, fantasque et joyeux, quitte l'Algérie pour rejoindre les troupes françaises en Belgique. Comme Jack, le héros du conte, Joachim est sûr de vaincre l'ogre dévoreur d'enfants.
2014. En fouillant dans le grenier familial, Cléo, une jeune ado, découvre des objets et documents qui retracent l'histoire de Marie, son arrière-grand-mère et de Joachim, son premier amour, mort à la guerre.
JOACHIM ET LE HARICOT MAGIQUE se compose d'un film d'animation, d'un documentaire transmedia à base d'objets cachés à découvrir et d'un Tutoriel Mémoriel. Le tout est accessible sur tablettes (type iPad), à la TV et en festivals pour le film. La guerre y est traitée comme une allégorie qui s'appuie sur le conte Jack et le haricot magique.

Ateliers-rencontres: Atelier d'écriture avec 15 élèves du collège Budé (75019) ayant pour objectif d'élaborer un récit interactif (parcours géographique d'une famille sur 5 générations) présenté sous la forme d'un scénario arborescent du genre docu-fiction.

Avis favorable du comité de lecture de l'aide à l'écriture de scénario du 7 juin 2016

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 600,00 €
2017	6 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012956

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : L'ECRIVAIN POLYGLOTTE-JOACHIM ET LE HARICOT MAGIQUE-CATHERINE CUENCA

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'écriture de scénario (structures)	8 200,00 €	50,00 %	4 100,00 €
	Montant Total de la subvention		4 100,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ECRIVAIN POLYGLOTTE
Adresse administrative : 23 RUE DU DOCTEUR POTAIN
75019 PARIS
Statut Juridique :
Représentant :

N° SIRET : 50345086800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (structures)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lieu:
L'écrivain polyglotte est une association culturelle dont l'objet est de construire des passerelles entre français d'origine étrangère et/ou culturelle diverse. Les actions de l'association se déclinent dans le cadre d'ateliers d'animations culturelles.

Contenu et durée :
Atelier d'écriture avec 15 élèves du collège Budé (75019) ayant pour objectif d'élaborer un récit interractif (parcours géographique d'une famille sur 5 génération) présenté sous la forme d'un scénario arborescent du genre docu-fiction.
A l'issue de l'atelier, le groupe de travail aura produit un récit interactif présenté sous la forme d'un scénario arborescent du genre docu-fiction. Le texte sera articulé autour d'objets retraçant l'histoire et le parcours géographique d'une famille migrante sur 5 générations. 24 Rencontres de 2/3 heures sur 6 mois à compter d'octobre 2016.

Sont partenaires de l'atelier, le Musée de l'immigration, le réseau Canopé ainsi que le Musée in Flanders Fields.

Avis favorable du comité de lecture de l'aide à l'écriture de scénario du 7 juin 2016

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	3 300,00	40,24%
Fournitures	250,00	3,05%
Location de salles	1 200,00	14,63%
Documentation	250,00	3,05%
Rémunération intermédiaire et honoraires	440,00	5,37%
Publicité, publication, frais de communication	150,00	1,83%
Déplacements, missions et réceptions	2 010,00	24,51%
Hébergement, transport invité	600,00	7,32%
Total	8 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional IDF	4 100,00	50,00%
Partenariat privé	1 200,00	14,63%
Fonds propres	1 320,00	16,10%
Participation auteur	1 580,00	19,27%
Total	8 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 100,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° EX011114

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ERIKA HAGLUND- PETIT TROLL-ANIS GRAS

PAR APPLICATION DU BAREME	MONTANT DE LA SUBVENTION MAXIMUM
	13 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6513-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HAGLUND ERIKA
Adresse administrative : 22 RUE DU 11 NOVEMBRE 1918
94110 ARCUEIL

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (auteurs)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Auteur confirmé: Monteuse formée à la Femis, Erika HAGLUND a réalisé des courts métrages sélectionnés en festivals et des documentaires.

Genre: long métrage cinématographique

Résumé: Dans la Suède de la fin du 19e siècle, Petit Troll raconte l'entrée dans le monde, passionnée et douloureuse, de Selma, adolescente boiteuse, qui, par ses pouvoirs d'imagination, va découvrir qui elle est et s'ériger contre un monde d'hommes.

Ateliers-rencontres de 6 mois au sein d'ANIS GRAS: écriture de scénario, cafés des histoires et ciné-clubs à destination de différents publics.

Avis favorable du comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario en date du 07 juin 2016

Localisation géographique :
- VAL DE MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012969

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ANIS GRAS-PETIT TROLL-ERIKA HAGLUND

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'écriture de scénario (structures)	10 000,00 €	50,00 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131009-300
13100904- Soutien à la création et à l'industrie cinématographique et audiovisuelle

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECARTS
Adresse administrative : 55 AV LAPLACE
94110 ARCUEIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES LACOMBE, Président

Date de publication au JO : 24 février 2001

N° SIRET : 43922039300029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'écriture de scénario (structures)
Rapport Cadre : CR10-14 du 13/02/2014

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 mars 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Lieu: L'association Ecarts est en charge de la direction artistique des espaces d'ANIS GRAS à Arcueil, une ancienne distillerie du 19è réhabilitée en espace artistique et culturel. Y sont organisés des résidences de création et accueils de recherche ainsi que des dispositifs de transmissions aux publics.

Contenu et durée des ateliers-rencontres: Erika Haglund et la structure proposent à plusieurs publics (de 9 à 70 ans) un module d'écriture de scénario accompagné d'une partie pédagogique et culturelle (découverte de l'univers de la création cinématographique et audiovisuelle à travers le court-métrage).
Cette approche théorique et pratique sera agencée en fonction des publics touchés, et permettra de transmettre une culture, une connaissance, indispensables pour aborder ce processus d'écriture singulier.

Chaque module/Atelier-Rencontre comprend en moyenne 7 séances de 2h et 2 séances de préparation de 2h.
Nous souhaitons constituer 3 groupes de participants :
1 groupe de 15/20 personnes composé d'un public intergénérationnel (10 à 70 ans),
1 groupe de 27 élèves du Lycée Professionnel du Val-de-Bièvre (Gentilly),
1 groupe de 27 élèves (CM2) Ecole élémentaire Jules Ferry à Arcueil

Seront également utilisés des dispositifs de transmission propres au lieu pour diffuser et partager les apports de cette résidence d'écriture: Deux CAFES DES HISTOIRES axés sur l'écriture de scénario et 10 séances de « Ciné-Club » programmées par Erika HAGLUND et faisant intervenir des réalisateurs, acteurs et autres professionnels du cinéma et de l'audiovisuel. Ces ouvertures permettront aux participants des ateliers d'écriture, ainsi qu'à d'autres publics, de découvrir des œuvres, d'entrer en échange avec des professionnels et de mettre en perspective leur propre expérience d'écriture en cours.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de service	800,00	8,00%
Fournitures	200,00	2,00%
Matériel	350,00	3,50%
Location de matériel	600,00	6,00%
Documentation	300,00	3,00%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	4 700,00	47,00%
Publicité, publications, relations publiques	1 500,00	15,00%
Déplacements, missions et réceptions	950,00	9,50%
hébergement, transport	600,00	6,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF	5 000,00	50,00%
CG 92 (sollicité)	2 000,00	20,00%
Ville d'Arcueil (sollicité)	2 000,00	20,00%
Fonds propres	1 000,00	10,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2014	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
2015	Aides au développement culturel et à la permanence artistique et culturelle	60 000,00 €
	Montant total	180 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-436

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTIONS DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU LIVRE

TROISIEME AFFECTATION 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le régime d'aide exempté n°SA.42681, relatif aux aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014 ;

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de la propriété intellectuelle

VU La délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attribution du Conseil régional à la Commission permanente ;

VU La délibération n°CR 14-10 du 15 avril 2010 portant disposition en matière de marchés publics

VU Le rapport n°CR 102-06 du 15 novembre 2006 relatif à la politique régionale du livre et de la lecture ;

VU La délibération n° CR 06-08 du 27 juin 2008 relative à la mise en œuvre du schéma régional de la formation, initiale et continue, tout au long de la vie 2007-2013 ; rapport cadre relatif aux politiques éducatives en collèges et en lycées

VU La délibération n°CR 39-10 du 30 septembre 2010 relative à la réussite et l'égalité des lycéennes et des lycéens

VU La délibération n°CR 84-11 du 30 septembre 2011 relative à la consultation du printemps 2011, répondre aux attentes des lycéen-ne-s ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens

VU Les délibérations n° CP 07-284, CP 07-497, CP 07-749, CP 10-982, CP 11-936, CP 12-076, CP 13-017, CP 13-455 et CP 14-426 relatives à la politique régionale du livre et de la lecture ;

VU Le rapport n° CP 14-234 du 10 avril 2014 relatif à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale du livre ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU L'avis émis par la Commission des Finances,

VU L'avis de la Commission de la culture ;

VU Le rapport n° CP 16-436 du 21 septembre 2016 présenté par Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE 1 : AFFECTATION POLITIQUE REGIONALE DU LIVRE

Décide de participer au titre de la politique régionale du livre, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions dont le montant maximum est de **69 500 €.**

Subordonne le versement des subventions aux bénéficiaires d'une aide spécifique à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par la délibération n°CP 16-168 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du conseil régional à les signer.

Les bénéficiaires concernés sont :

- La Liseuse
- MEET Maison des Ecrivains Etrangers et Traducteurs
- Festival du livre de presse écologie
- Paris polar
- Salon du livre d'histoire de Versailles.
- Texture
- Envie de lire
- Le pavé du canal
- Librairie Michèle Ignazi
- Les mots et les choses
- Les guetteurs du vent.

Affecte une autorisation d'engagement de **69 500 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif jointe en annexe 1 à la présente délibération.

Article 2 : MISE EN ŒUVRE DU PRIX LITTERAIRE DES LYCEENS

Affecte une autorisation d'engagement de **130 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs », code fonctionnel 312 « activités artistiques et culturelles », programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture », action 13100801 « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2016 pour permettre le lancement d'un nouveau marché pour la mise en œuvre de l'édition 20117-2018 du prix littéraire des lycéens, apprentis et stagiaires de la formation professionnelle en Ile-de-France.

ARTICLE 3 : NOUVELLE AFFECTATION POLITIQUE REGIONALE DU LIVRE

Affecte une autorisation d'engagement de **8 000 €** disponible sur le chapitre 933 « Culture, sports et loisirs » code fonctionnel 312 « Activités culturelles et artistiques » programme HP 312-008 (131008) « aide au livre et à la lecture » action (13100801) « aide à la lecture publique et à la création littéraire » du budget 2016 à l'association l'Oeil d'or.

Article 4 : DEROGATION AU PRINCIPE DE NON COMMENCEMENT DES PROJETS

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier :

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16007254	FLPE - FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ECOLOGIE - LIVRE 2016	FESTIVAL LIVRE ECOLOGIE	25/04/2016
16007933	FESTIVAL PARIS POLAR 2016	PARIS POLAR	18/04/2016
16014224	LES MOTS ET LES CHOSES - LIVRE 2016	M & C LES MOTS ET LES CHOSES	01/09/2016
16007935	TEXTURE - LIVRE 2016	TEXTURE SARL	09/09/2016

La présidente du conseil régional d'lle-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION :
ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-436	Budget	2016

Chapitre	**933 - Culture, sports et loisirs**
Code fonctionnel	**312 - Activités culturelles et artistiques**
Programme	**131008 - Aide au livre et à la lecture**
Action	**13100801 - Aide à la lecture publique et à la création littéraire**

Dispositif : N° 00000150 - Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire

Dossier	16012878 - LA LISEUSE - RENCONTRES LITTERAIRES A VOIX HAUTE 2016-2017 - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	R38749 - LA LISEUSE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 600,00 €	TTC	19,42 %	4 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000150 - Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	4 000,00 €

Dispositif : N° 00000151 - Manifestations littéraires

Dossier	16006738 - MEET - MEETING 2016 EN ILE-DE-FRANCE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0024380 - MAISON DES ECRIVAINS ET DES TRADUCTEURS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 193,00 €	TTC	15,82 %	10 000,00 €	

Dossier	16007254 - FLPE - FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ECOLOGIE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	R30481 - FESTIVAL LIVRE ECOLOGIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
44 250,00 €	TTC	6,78 %	3 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-436	Budget	2016

Dossier	16007933 - PARIS POLAR - FESTIVAL PARIS POLAR - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0024354 - PARIS POLAR			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 000,00 €	TTC	15,79 %	3 000,00 €	

Dossier	16012842 - HISTOIRE DE LIRE - SALON HISTOIRE DE LIRE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0035012 - HISTOIRE DE LIRE			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
73 000,00 €	TTC	6,85 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000151 - Manifestations littéraires	21 000,00 €

Dispositif : N° 00000183 - Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)

Dossier	15003647 - L'OEIL D'OR - LIVRE 2015			
Bénéficiaire	R37680 - L OEIL D OR			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 200,00 €	TTC	37,74 %	8 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000183 - Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	8 000,00 €

Dispositif : N° 00000184 - Aide à la librairie indépendante

Dossier	16007935 - TEXTURE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	R38735 - TEXTURE SARL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 700,00 €	HT	47,24 %	6 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-436	Budget	2016

Dossier	16014167 - ENVIE DE LIRE - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0003810 - ENVIE DE LIRE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	9 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 997,00 €	HT	42,86 %	9 000,00 €	

Dossier	16014177 - LE PAVE DU CANAL - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0030063 - LE PAVE DU CANAL			
Localisation	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 195,00 €	HT	47,68 %	2 000,00 €	

Dossier	16014190 - MICHELE IGNAZI - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0014072 - SOC IGNAZI LIBRAIRIE MICHELE IGNAZI			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 000,00 €	HT	45 %	4 500,00 €	

Dossier	16014211 - LES GUETTEURS DE VENT - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0032392 - SARL KARAIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
55 000,00 €	HT	27,27 %	15 000,00 €	

Dossier	16014224 - LES MOTS ET LES CHOSES - LIVRE 2016			
Bénéficiaire	P0025348 - M & C LES MOTS ET LES CHOSES			
Localisation	BOULOGNE-BILLANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 263,00 €	HT	41,53 %	8 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-436	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000184 - Aide à la librairie indépendante	44 500,00 €

Total sur l'imputation 933 - 312 - 131008 - 13100801	77 500,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION :
FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012878

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LA LISEUSE - RENCONTRES LITTERAIRES A VOIX HAUTE 2016-2017 - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	20 600,00 €	19,42 %	4 000,00 €
		Montant Total de la subvention	4 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA LISEUSE
Adresse administrative : 87 RUE LEPIC
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur GILLES LE MAO, Président

Date de publication au JO : 18 mars 2006

N° SIRET : 49008239300011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : soutien au programme de rencontres littéraires à voix haute 2016-2017.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créée en 2006, la Liseuse est une association qui cherche à donner à tous les publics accès à la lecture, par l'organisation d'événements et d'ateliers autour de la pratique de la lecture à voix haute.

Description :
La Liseuse propose entre septembre 2016 et décembre 2017 un programme varié d'une cinquantaine de lectures à voix haute dans des librairies (La Terrasse de Gütenberg Paris 11, Les Oiseaux rares Paris 12), des bibliothèques d'hôpitaux (Beaujon-Bichat Clichy, Chenevier-Mondor Créteil, Saint Louis Paris 12, Widal Paris 10, Saint Antoine Paris 11, Sainte-Perine Paris 16), un hôpital gériatrique (Bretonneau Paris 18), un théâtre (La boutonnière Paris 11). Elles sont animées par des comédiens et parfois en présence

des auteurs.

Bilan 2015 : 50 lectures, 700 spectateurs.

Moyens mis en œuvre :
L'équipe est composée d'un directeur artistique, d'un administratif, d'une chargée de production, de dix comédiens, d'un ingénieur du son et d'un infographiste.

Intérêt régional :
Le programme proposé par La Liseuse présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre :
- Les librairies et les bibliothèques d'hôpitaux sont des lieux privilégiés pour le déploiement du programme. La découverte des auteurs contemporains est un des objectifs majeurs de l'action (ils sont parfois présents lors de la lecture de leurs textes).

Attractivité et territoire :
- Les actions se situent sur le territoire parisien, avec des incursions sur le territoire francilien (Clichy, Créteil), en diversifiant la typologie des lieux et donc des publics : librairies, bibliothèques, écoles, collèges, lycées, hôpitaux, théâtre, galerie d'art, institution culturelle...
- L'action en direction des résidents de l'hôpital gériatrique de Bretonneau se fait en présence de collégiens des établissements scolaires du 18ème arrondissement pour une rencontre inter-générationnelle autour de textes sur les thèmes des relations entre générations, transmission du savoir, parcours de vie, vieillesse.

Dimension créative :
- La pratique de la lecture à voix haute est enseignées et valorisée, notamment par l'organisation de 3 masterclass en Bac L option théâtre (Paris 6).

Développement du public :
- Destinées à tous les publics, d'accès gratuit (à l'exception des lectures inscrites à la programmation du théâtre La Boutonnière), les lectures proposées sont valorisées par une stratégie de communication structurée (mailing, diffusion des prises de vues vidéo et photo, marketing viral). Les actions en librairies sont menées en partenariat avec FIP.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le programme propose des lectures adaptées à tous les publics, adultes et jeunes, petits et grands lecteurs, publics empêchés.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale proposée s'élève à 19,42 % du montant global du projet de 20 600 €. L'autre financeur public est la DRAC (24,27 %).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (prestation de services)	3 500,00	16,99%
Services extérieurs (documentation)	1 700,00	8,25%
Autres services extérieurs (déplacements, missions)	1 500,00	7,28%
Charges de personnel	13 900,00	67,48%
Total	20 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Prestations de services	11 600,00	56,31%
DRAC (s)	5 000,00	24,27%
Région IdF	4 000,00	19,42%
Total	20 600,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €
2017	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire	8 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Aides aux projets des organismes agissant dans la vie littéraire (CR46-14)	8 000,00 €
2015	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	5 000,00 €
	Montant total	29 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006738

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MEET - MEETING 2016 EN ILE-DE-FRANCE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	63 193,00 €	15,82 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MAISON DES ECRIVAINS ET DES TRADUCTEURS
Adresse administrative : 1 AVENUE RENE COTY
44602 ST NAZAIRE CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick BONNET, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 34821736500025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : soutien à l'organisation de la manifestation littéraire 2016 "Meeting en Ile-de-France".

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Depuis 25 ans, la Maison des Ecrivains Etrangers et des Traducteurs, dirigée par l'écrivain Patrick Deville, outre ses activités d'éditeur et d'accueil en résidence des écrivains étrangers, est un organisateur de rencontres littéraires. Elle organise depuis 2013 une extension francilienne de son événement littéraire international "Meeting", qui met à l'honneur chaque année les auteurs d'un ou plusieurs pays invités.

Description :
Dans la continuité de son événement littéraire organisé à Saint-Nazaire du 17 au 20 novembre, la Maison des Ecrivains Etrangers et des Traducteurs (MEET) organise du 21 au 25 novembre 2016 en Ile-de-France une extension spécifiquement francilienne des 13ème rencontres littéraires internationales

"Meeting" en proposant au public francilien un programme de rencontres littéraires internationales sur le thème de "l'aventure géographique" avec comme invitées les villes de Varsovie et de Venise, en mobilisant la chaîne du livre : auteurs, traducteurs, librairies (Le Divan, La Tour de Babel, Le Phénix...) et médiathèques (Rosny-sous-Bois...).

Bilan 2015 : la MEET a organisé du 23 au 27 novembre 2015 en Ile-de-France des rencontres littéraires internationales sur le thème des littératures haïtienne et cambodgienne : une vingtaine d'auteurs ont rencontré le grand public lors de soirées organisées à la BPI - Beaubourg, la Maison de la poésie, la Librairie Le Divan, la Maison de l'Amérique latine. Des rencontres avec des lycéens ont eu lieu dans cinq lycées franciliens (Goussainville, Chennevières-sur-Marne, Argenteuil).

Intérêt régional :
L'événement présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Une vingtaine d'auteurs français et étrangers invités (Justyna Bargielski, Alain Borer, Roberto Ferruci, Marie Darrieusecq...) pour une programmation qui mobilisera les acteurs de la chaine du livre (librairies, bibliothèques, éditeurs) et fera une place importante aux rencontres entre auteurs et lycéens.

Attractivité et territoire
- L'événement rayonne sur le territoire francilien avec des rencontres à Paris, Rosny-sous-Bois et dans des lycées (sont concernés les Lycée Colbert – Paris 10, Lycée Ravel – Paris 20, Lycée Romain Rolland – Goussainville, Lycée Champlain – Chennevières sur Marne, Lycée Daubié – Argenteuil, Lycée Nobel – Clichy sous bois). Il participe de la dimension capitale de la région au plan de la création littéraire internationale et permet notamment à des lycéens de s'ouvrir aux cultures et à la littérature du monde

Dimension créative
- Une commande de textes inédits est faite aux auteurs participants pour la publication d'un ouvrage collectif bilingue autour du thème de la manifestation.

Développement du public et du lectorat
- 11 rencontres dans 4 librairies, 1 structure culturelle, 1 médiathèque, 6 lycées Paris et Ile-de-France et 1 université.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
La manifestation s'adresse à tous les publics de lecteurs, avec des actions spécifiques orientées vers les lycéens.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale proposée s'élève à 15,82 % du montant global du projet de 63 193 €. Les autres financeurs publics sont : CNL (31,65%), Saint-Nazaire (7,91%), SOFIA (7,91%).

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures)	700,00	1,11%
Services externes (hébergement, restauration, droits auteurs, publications)	23 830,00	37,71%
Autres services externes (déplacements, horonaires)	9 000,00	14,24%
Frais de personnel	29 663,00	46,94%
Total	63 193,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
CNL (s)	20 000,00	31,65%
Fondation Michalski	2 000,00	3,16%
Région Idf	10 000,00	15,82%
Ville de Saint-Nazaire (s)	5 000,00	7,91%
SOFIA	5 000,00	7,91%
Fonds propres	21 193,00	33,54%
Total	63 193,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Manifestations littéraires	20 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	18 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	18 000,00 €
	Montant total	56 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007254

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FLPE - FESTIVAL DU LIVRE ET DE LA PRESSE D'ECOLOGIE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	44 250,00 €	6,78 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FESTIVAL LIVRE ECOLOGIE
Adresse administrative : MAISON DES ASSOCIATIONS BAL 9
75018 PARIS 18
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame LILIANE ASTIER, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 47868910200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : soutien à l'organisation du Festival du livre et de la presse d'écologie 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 25 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 25 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'événement se déroule en octobre 2016 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
L'association Festival du livre et de la presse d'écologie a pour objectif de défendre l'écrit, de promouvoir les structures indépendantes d'édition et de presse, de diffuser les bonnes pratiques professionnelles dans le domaine de la sensibilisation et de l'éducation à l'environnement et à l'écologie. Elle organise à ce titre chaque année le Festival du livre et de la presse d'écologie.

Description :

La 14ème édition du Festival du Livre et de la Presse d'Ecologie se déroulera les 8 et 9 octobre 2016 dans le lieu culturel parisien "Le 100" autour du thème "les océans". Il proposera une programmation autour de trois grands axes :
- Science, politiques et géopolitique de l'océan (migrations humaines, inégalités nord/sud, réchauffement climatique, biodiversité marine...)
- Vie quotidienne (consommation raisonnée, surpêche, alternatives alimentaires...)
- Approches littéraires (petites et grandes histoires de la mer, explorateurs, abysses...)

Les auteurs invités : Catherine Poulain, Sylvain Pattieu, Patrick Chamoiseau, Edgar Morin, Edwy Plenel, Georges Pernoud, Steven Surina, Alice Ferney, Jean-Louis Etienne, Titouan Lamazou...

Bilan 2015 : la 13ème édition du Festival du livre et de la presse d'écologie s'est déroulée les 17 et 18 octobre 2015 à la Bellevilloise, sur le thème « Il était une fois le climat ». Elle a notamment accueilli 50 auteurs, 14 associations pour 2000 visiteurs.

Intérêt régional :
Le festival présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Attractivité et territoire
- La programmation proposera des rencontres avec les auteurs, des conférences et des débats. Des associations actives dans le domaine de l'écologie jouent un rôle dans l'animation du festival, en proposant ateliers, promenades urbaines et jeux.

Développement du public
- Evénement grand public situé dans le XIIème arrondissement parisien, il vise environ 2000 visiteurs

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
L'événement est gratuit et vise le grand public, avec des animations spécifiques pour la jeunesse.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale proposée s'élève à 6,78 % du montant global du projet de 44 250 €. Les autres financeurs publics : Ministère de la culture (20,34 %), Ministère de l'écologie (2,26%), Ministère de la cohésion sociale (2,26%), DRAC (22,60 %), Paris (19,21%), emplois aidés (11,30%).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (fournitures, prestations)	7 800,00	17,63%
Services externes (location, assurance, documentation)	16 320,00	36,88%
Autres services externes (honoraires, publicité, déplacements, missions)	10 130,00	22,89%
Frais de personnel	10 000,00	22,60%
Total	44 250,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Rémunération de services	2 000,00	4,52%
Ministère de la culture (s)	9 000,00	20,34%
Ministère de l'écologie (s)	1 000,00	2,26%
Ministère de la cohésion sociale (s)	1 000,00	2,26%
Région IdF	3 000,00	6,78%
DRAC (s)	10 000,00	22,60%
Ville de Paris (s)	8 500,00	19,21%
Emplois aidés (s)	5 000,00	11,30%
Fonds propres	4 750,00	10,73%
Total	44 250,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Manifestations littéraires	8 500,00 €
2014	Manifestations littéraires	8 500,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	8 500,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
	Montant total	33 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007933

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PARIS POLAR - FESTIVAL PARIS POLAR - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	19 000,00 €	15,79 %	3 000,00 €
	Montant Total de la subvention		3 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS POLAR
Adresse administrative : 11 RUE CAILLAUX
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Caroline MASSON, Présidente

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 79299525000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : soutien à l'organisation du festival Paris Polar 2016.

Date prévisionnelle de début de projet : 18 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 18 avril 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'événement se déroule en octobre 2016 mais sa préparation nécessite de prendre en compte de manière anticipée les dépenses éligibles. En vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Créée en 2013, l'association Paris Polar a pour objectif de promouvoir les littératures noires et policières par l'organisation d'événements tout au long de l'année, avec en point culminant le Festival Paris Polar.

Créé initialement par la Mairie du XIIIème arrondissement et par le président de l'association 813, le Festival Paris Polar existe depuis 2003. Il accueille des auteurs français et étrangers, noue des partenariats avec les éditeurs, les écoles, les bibliothèques, les établissements scolaires et universitaires

du XIIIème et de nombreux partenaires culturels.

Description :
Du 18 au 20 novembre 2016, le Festival 2015 proposera une programmation autour du thème "Justice et faits divers" :
- le salon du livre de polar sur 3 jours,
- des rencontres avec les auteurs dans les établissements scolaires de l'arrondissement,
- des tables-rondes, rencontres et signatures,
- le prix de la nouvelle Paris Polar,
- un concours de nouvelles et de photos,
- des animations jeunesse dans toute la ville.

Sont annoncés pour l'édition 2016 les auteurs suivants : Jorge Molist, Sylvie Granotier, Danièle Thierry, Patrick Marty, Pascal Bresson, Dominique Paganelli, Mathieu Chiara, Marie Devois…

Bilan 2015 : organisé du 20 au 22 novembre 2015, le festival a rassemblé environ 5000 visiteurs.

Moyens mis en œuvre :
L'association compte quinze membres bénévoles répartis en groupes de travail pour la préparation de l'événement tout au long de l'année. Il est fait appel à des bénévoles sur la durée du festival pour les missions d'accueil et d'orientation du public.

Intérêt régional :
Le festival présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Co-organisé par la Mairie du XIIIème arrondissement, ce festival mobilise l'ensemble des librairies, médiathèques et établissements scolaires de l'arrondissement.

Attractivité et territoire
- Un objectif de déploiement de l'action hors de l'arrondissement (Malakoff, Vincennes) est poursuivi.

Dimension créative
- Ce festival en développement s'attache à permettre les rencontres entre le public et les auteurs français et étrangers les plus représentatifs du polar contemporain.

Développement du public
- Environ 7000 visiteurs sont attendus. 20 % des visiteurs sont franciliens hors Paris.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le festival est ouvert au grand public, avec des animations particulières en direction de la jeunesse.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale proposée s'élève à 15,79 % du montant global du projet de 19 000 €. Les autres financeurs publics : DRAC (52,63 %), Paris (31,58 %).

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats (goodies)	3 700,00	19,47%
Services externes (location, assurance)	3 100,00	16,32%
Autres services externes (réceptions, déplacements, poste, honoraires, publicité)	12 200,00	64,21%
Total	19 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (s)	10 000,00	52,63%
Région	3 000,00	15,79%
Paris (s)	6 000,00	31,58%
Total	19 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Manifestations littéraires	3 000,00 €
2014	Manifestations littéraires (CR46-14)	3 000,00 €
2015	Manifestations littéraires (CR46-14)	3 000,00 €
	Montant total	9 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012842

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : HISTOIRE DE LIRE - SALON HISTOIRE DE LIRE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Manifestations littéraires	73 000,00 €	6,85 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HISTOIRE DE LIRE
Adresse administrative : 12 AVENUE DE PORCHEFONTAINE
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur le Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 52158058900013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Manifestations littéraires
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : soutien à l'organisation de la manifestation littéraire "Histoire de lire"

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Créée en 1999, l'association a pour objet la promotion de la recherche historique et la valorisation du livre d'histoire pour tous les publics. Elle organise depuis 2008 le Salon du livre historique de Versailles qui a lieu sur 2 jours dans les salons de l'Hôtel du Département, de l'Hôtel de ville et, pour la première fois en 2016, de la Préfecture.

Description :
Organisé sur le week-end des 25 et 26 novembre, le salon du livre d'histoire de Versailles a pour but de faire se rencontrer les auteurs et un public familial. Ceux-là sont accueillis pendant les 2 après-midis pour présenter leur actualité éditoriale et participer à des dédicaces, débats et rencontres. Des comédiens interprètent des scènes historiques tandis que sont prévues des animations jeunesse (rendez-vous des

bibliothèques, grand jeu et rencontres d'auteurs jeunesse). Une opération en collège est organisée en amont du salon.

200 auteurs sont attendus parmi lesquels Simone Bertière, Gerd Krumeich, Thierry Lentz, Emmanuel de Waresquiel, Jean-Christin Petitfils, Jean des Cars, Erik Orsenna, Denis Tillinac...

Bilan 2015 : 158 auteurs présents, 100 éditeurs, 500 collégiens participant à l'opération "l'Histoire à la rencontre des collégiens", 5000 ventes, 12000 visiteurs

Moyens mis en œuvre :
Sont mobilisés pour l'association le secrétaire général et une stagiaire, accompagnés de cinquante bénévoles, vingt-sept professeurs d'histoire et journalistes pour l'animation des débats et rencontres.

Intérêt régional :
Le salon présente des objectifs conformes à l'intérêt régional sur les points suivants :

Dynamique secteur livre
- Sont mobilisés 100 éditeurs, les 3 librairies versaillaises, le réseau des bibliothèques de la ville.

Attractivité et territoire
- Un travail en amont du salon est effectué en direction du public jeune avec notamment des rencontres avec les auteurs pour les collèges de l'Agglomération et au-delà (Mantes-la-Jolie, Trappes)

Dimension créative
- Le comité de lecture privilégie la présence de nouveaux auteurs

Développement du public
- Un plan de communication ambitieux est prévu, qui assure une visibilité importante (sur la précédente édition : Europe 1, Le Point, La Croix...). 20 000 visiteurs sont attendus. Cette édition sera l'occasion d'un déploiement dans de nouveaux espaces.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Sont visés d'une part le public familial et d'autre part les lecteurs érudits, passionnés par l'histoire et constituant la majeure partie du public des débats et rencontres.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale proposée s'élève à 6,85 % du montant global du projet de 73 000 €. Les autres financeurs publics : DRAC (8,22 %), SOFIA (12,33 %), Versailles (24,66 %), CD78 (38,36 %).

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Animations littéraires (cachets, honoraires, transport, restauration, hébergement)	34 500,00	47,26%
Organisation (costumes, livres, location, mobiliers, sécurité)	14 400,00	19,73%
Communication (conception, impression, reportage)	19 100,00	26,16%
Fonctionnement association (comptable, secrétariat, stagiaire, frais postaux)	5 000,00	6,85%
Total	73 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
DRAC (s)	6 000,00	8,22%
SOFIA (s)	9 000,00	12,33%
Versailles (s)	18 000,00	24,66%
CD78 (s)	28 000,00	38,36%
Mécénat	7 000,00	9,59%
Région	5 000,00	6,85%
Total	73 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	5 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003647

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : L'OEIL D'OR - LIVRE 2015

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)	21 200,00 €	37,74 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L OEIL D OR
Adresse administrative : 118 RUE JEAN-PIERRE TIMBAUD
75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MICHAELLE PETIT, PRESIDENTE

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 42122924600036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre)
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

Objet du projet : organisation des librairies éphémères

Date prévisionnelle de début de projet : 9 avril 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 avril 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Les librairies éphémères participent de la diffusion de petites structures éditoriales qui ont des difficultés à trouver leur place dans le circuit ordinaire du livre, en particulier en raison de leurs formats et leurs tirages.

Description :
Créé en 1999, L'Oeil d'or a développé sa ligne éditoriale, avec un goût particulier pour l'architecture et l'urbanisme, les arts de la scène et la littérature américaine, etc. Avec un rythme de publication de 7 titres par an, la maison d'édition compte aujourd'hui 54 titres à son catalogue, qui s'articule autour de 6 collections : Plaisirs & paresses, Essais & entretiens, Mémoires & miroirs, Formes & figures, Critiques et Fictions & fantaisies.

Deux fois par an, en décembre et en mai, L'Oeil d'or, en partenariat avec la Halle Saint-Pierre, organise des librairies éphémères, où sont présentées les productions complètes d'une soixantaine d'éditeurs indépendants.
En 2015, les librairies éphémères auront lieu du 30 mai au 6 juin et du 14 décembre au 3 janvier.

Dans ce cadre, L'œil d'or propose au public des lectures, faites par les auteurs ou des acteurs, des expositions autour d'illustrateurs et de documents d'archives, des discussions sur des thèmes choisis par les auteurs, éditeurs, traducteurs. Par ailleurs, la maison d'édition prévoit de mettre en place des journées professionnelles sur les problématiques inhérentes à la petite édition indépendante à destination des libraires et des bibliothécaires.

Localisation géographique :

- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'ateliers ou d'activités	100,00	0,47%
Services externes (location lieu, auteurs, artsites, illustrateurs, graphistes)	17 200,00	81,13%
Autres services externes (déplacements, missions, réceptions, frais postaux et télécommunications, honoraires, publicité, publipostage)	3 900,00	18,40%
Total	21 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	13 200,00	62,26%
Région Ile-de-France	8 000,00	37,74%
Total	21 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Aide aux projets éditoriaux exceptionnels	10 000,00 €
2015	Aide aux actions collectives et interprofessionnelles (Livre) (CR46-14)	8 000,00 €
	Montant total	18 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007935

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TEXTURE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	12 700,00 €	47,24 %	6 000,00 €
	Montant Total de la subvention		6 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TEXTURE SARL
Adresse administrative : 94 AV JEAN JAURES
75019 PARIS 19
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame MICHELE CHADEISSON, GERANTE

Objet : NC

N° SIRET : 50433460800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : programme de rencontres de la librairie et du développement du fonds.

Date prévisionnelle de début de projet : 9 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 9 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de la première rencontre qui se déroule début septembre et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
Afin de donner une visibilité à la librairie auprès des éditeurs, des auteurs et des lecteurs et de participer à la vie culturelle du quartier, la librairie Texture organise un programme de rencontres.

Description :

Créée en 2008 et située dans le 19ème arrondissement, la librairie Texture propose à sa clientèle un fonds conséquent en littérature, en sciences humaines et en littérature jeunesse, ainsi que des ouvrages dans les secteurs des beaux-arts, des beaux livres et de la bande dessinée. D'une surface de 60 m2, la librairie propose 7 400 titres et 10 500 volumes.

Intérêt régional :
1-Dynamique secteur livre
La librairie Texture poursuit son programme de rencontres, au rythme d'une rencontre par semaine, autour des trois acteurs du livre que sont l'auteur, le traducteur, l'éditeur, dans des domaines variés, jeunesse, littérature, sciences humaines.

Ces soirées, désormais attachées à l'identité de la librairie, permettent de renforcer un travail quotidien de défense et de valorisation des livres et de mettre en valeur des ouvrages et catalogues d'éditeurs intégrés dans le fonds de la librairie.

2-Attractivité et territoire
Très dynamique dans sa politique d'animation culturelle, Texture est une librairie générale indépendante de quartier. Elle est labellisée LIR et est adhérente à Paris Librairies.

3-Dimension créative
Dans le cadre de ce programme de rencontres, la librairie porte une attention particulière aux politiques éditoriales les plus créatives.

4-Développement du public et du lectorat
En 2015, la librairie a organisé 25 rencontres avec des auteurs, des éditeurs et des traducteurs de poésie, de littérature, d'essais et 12 soirées consacrées à la bande dessinée, auxquelles s'ajoutent les 9 soirées dans le cadre de la résidence avec le poète Benoît Casas.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter de 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale représente 47% du budget d'un programme d'une trentaine de rencontres, sur un budget prévisionnel consacré pour 60% à de l'achat de livres. Aucune autre subvention publique n'a été sollicitée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	7 560,00	59,53%
Déplacements, missions, réception	1 160,00	9,13%
Frais postaux et télécommunication	120,00	0,94%
Frais de personnel	3 860,00	30,39%
Total	12 700,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	6 700,00	52,76%
Région Ile-de-France	6 000,00	47,24%
Total	12 700,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	6 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la librairie indépendante	8 940,00 €
2013	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	5 000,00 €
2014	Aide à la librairie indépendante	8 500,00 €
2014	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes) (CR46-14)	9 000,00 €
	Montant total	31 440,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014224

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LES MOTS ET LES CHOSES - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	19 263,00 €	41,53 %	8 000,00 €
	Montant Total de la subvention		8 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : M & C LES MOTS ET LES CHOSES
Adresse administrative : 30 RUE DE MEUDON
92100 BOULOGNE BILLANCOURT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Benjamin CORNET, Président

Objet : NC

N° SIRET : 79364415400015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds de la librairie et de la politique d'animation de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 1 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 1 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Compte tenu de la date de démarrage des rencontres en septembre et en vertu de l'article 29 du règlement budgétaire et financier, une autorisation à titre exceptionnel et dérogatoire doit ainsi être prise afin de verser la subvention.

Objectifs :
La librairie Les Mots et les Choses poursuit sa politique d'animation culturelle en organisant le salon du livre jeunesse de la ville de Boulogne et développe son fonds.

Description :

Située dans Boulogne sud, proche de l'île Seguin, dans le quartier des anciennes usines Renault, la librairie Les Mots et les choses a ouvert ses portes à Boulogne en 2013. La librairie Les Mots et les Choses propose à sa clientèle un assortiment diversifié, avec une dominante littérature et jeunesse. La librairie propose 16 000 volumes et 14 000 références.

Intérêt régional :
1- Dynamique secteur livre
La librairie organise en mai 2017 la deuxième édition du salon du livre jeunesse de la ville de Boulogne et prévoit de densifier le programme d'animations consistant en des rencontres, des dédicaces, des lectures, des ateliers, des conférences. (40 auteurs-Illustrateurs, 7 500 livres). Elle renforcera également les rayons histoire, développement personnel et pédagogie et de poursuivre sa politique d'animation, avec un rythme régulier de rencontres littéraires et des soirées consacrées à des éditeurs.

2- Attractivité et territoire
Dans le cadre de ses actions, la librairie est partenaire de la bibliothèque, des écoles, de la Ville, etc. La librairie est labellisée LIR et est adhérente à Paris Librairie.
Le salon du livre jeunesse a proposé, en 2016, 30 rencontres scolaires.

3- Dimension créative
La librairie Les Mots et les Choses propose des rencontres avec des auteurs mettant en avant les coups de cœur des libraires et des ateliers jeunesse. En 2016, la librairie a organisé 25 rencontres.

4- Développement du public et du lectorat
L'animation culturelle est un point fondamental du projet porté par la librairie qui participe au développement de la notoriété de la librairie et répond à la demande des clients.
Le salon du livre jeunesse, dont le thème était "L'enfant, ce grand explorateur" a accueilli 2000 visiteurs en 2016.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale représente 42% du budget du programme de rencontres et de développement du fonds. Aucune autre aide publique n'a été sollicitée.

Localisation géographique :
- BOULOGNE-BILLANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de livres	6 000,00	31,15%
Achats de fournitures d'ateliers, d'activité	350,00	1,82%
Services externes (imprimeur, maquettiste, graphiste)	1 200,00	6,23%
Autres services externes (déplacements, rceptions, restauration,frais postaux et télécommunication, honraires, publicité, location TPE)	2 570,00	13,34%
Frais de personnel	9 143,00	47,46%
Total	19 263,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	11 263,00	58,47%
Région Ile-de-France	8 000,00	41,53%
Total	19 263,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	8 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la librairie indépendante	15 000,00 €
2014	Aide à la librairie indépendante	12 000,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	10 000,00 €
	Montant total	37 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014211

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LES GUETTEURS DE VENT - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	55 000,00 €	27,27 %	15 000,00 €
	Montant Total de la subvention		15 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SARL KARAIS
Adresse administrative : 108 AVENUE PARMENTIER
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur DOMINIQUE MONIN, GERANT

Objet : NC

N° SIRET : 48333005600019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : renforcement du fonds dans le cadre du déménagement de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Les Guetteurs de Vent développe son fonds dans le cadre de son déménagement.

Description :
Créée en 2005, Les Guetteurs de Vent propose une offre principalement en littérature, sciences humaines, jeunesse, bandes dessinées, pratique, beaux-arts. Après son déménagement, la librairie, d'une surface commerciale de 65 m2, diposera de 150 m2 pour la vente de livres et prévoit d'accroître de 33% le nombre de titres pour atteindre 20 000 titres.

Intérêt régional :
1- Dynamique secteur livre
Dans le cadre de son déménagement, la librairie prévoit de renforcer son fonds et d'acquérir des ouvrages en jeunesse, sciences sociales, théâtre, poésie. Elle envisage aussi de développer le rayon littérature avec un doublement de l'offre de poches.

2- Attractivité et territoire
Ce déménagement s'inscrit dans le cadre d'un projet immobilier de grande envergure, situé à l'angle de la rue Bichat et de la rue du Faubourd du Temple, comprenant des logements sociaux et des commerces. La librairie est labellisée LIR et membre de Paris Librairies.

3- Dimension créative
Outre un développement général du fonds, elle créera un rayon "prospective", lequel sera accompagné d'une politique d'animation régulière sur les nouveaux modes de vie et les nouvelles économies.

4- Développement du public et du lectorat
La librairie propose régulièrement des rencontres dédicaces avec des auteurs et organise parfois des séances de lectures publiques.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale représente 27% du budget du développement du fonds. pour le déménagement de la librairie, des aides de 80 000 € ont été obtenues auprès de l'Adelc et de 70 000 € auprès du CNL.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	55 000,00	100,00%
Total	55 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	25 000,00	45,45%
Centre National du livre (A)	15 000,00	27,27%
Région Ile-de-France	15 000,00	27,27%
Total	55 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	15 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014190

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MICHELE IGNAZI - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	10 000,00 €	45,00 %	4 500,00 €
	Montant Total de la subvention		4 500,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOC IGNAZI LIBRAIRIE MICHELE IGNAZI
Adresse administrative : 15 RUE DE JOUY
75004 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame Michèle Ignazi, Gérante

Objet : NC

N° SIRET : 38490033800011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : développement du fonds de la librairie

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie souhaite élargir son offre pour mieux répondre à l'attente de ses lecteurs.

Description :
Située dans le 4ème arrondissement, la librairie Michèle Ignazi est une librairie généraliste, qui présente un large choix d'ouvrages particulièrement en littérature, poésie, sciences humaines et esthétique. D'une surface commerciale de 50m2, la librairie propose 15 000 références et 16 000 volumes.

Intérêt régional :
1- Dynamique secteur livre
La librairie Michèle Ignazi envisage un développement général du fonds en littérature française, en littérature étrangère et en poésie/théâtre.

2- Attractivité et territoire
La librairie est labellisée LIR et adhérente à Paris Librairies.

3- Dimension créative
La librairie possède un fonds très important en littérature, poésie, sciences humaines et esthétique et est réputée pour son assortiment.

4- Développement du public et lectorat
Afin de faire vivre ce fonds, la librairie organise régulièrement des rencontres avec des auteurs et des poètes.

Cette subvention donne lieu à l'engagementdu bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale représente 45% du budget de renforcement du fonds. Aucune autre aide publique n'a été sollicitée.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'ouvrages	10 000,00	100,00%
Total	10 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	5 500,00	55,00%
Région Ile-de-France	4 500,00	45,00%
Total	10 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	4 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014177

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : LE PAVE DU CANAL - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	4 195,00 €	47,68 %	2 000,00 €
	Montant Total de la subvention		2 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE PAVE DU CANAL
Adresse administrative : 3 BIS QUAI FERNAND POUILLON
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur LAURENT GARIN, GERANT

Objet : NC

N° SIRET : 35030251900029

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : renforcement du fonds

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Suite à un réaménagement du pôle littérature, Le Pavé du Canal envisage de consolider son offre dans ce secteur afin de le rendre plus attractif et ainsi mieux répondre à la demande des lecteurs.

Description :
Créée en 1989 sur la Ville Nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines et implantée sur la ville de Montigny le Bretonneux, la librairie Le Pavé du Canal est une librairie généraliste répartie sur deux niveaux, qui compte également un important rayon papeterie. D'une surface de 550 m2, la librairie propose 78 374

volumes pour 36 130 références. Ses principaux rayons sont répartis sur la littérature, la bande dessinée et la jeunesse.

Intérêt régional :
1- Dynamique secteur livre
La librairie prévoit de consolider son offre en littérature par l'acquisition de nouveautés, de classiques, de romans et, à l'occasion du réaménagement du pôle littérature, souhaite rendre ce rayon plus attractif.

2- Attractivité et territoire
La librairie a été créée en 1989, sur l'impulsion de l'Etablissement public d'aménagement, par les anciens gérants de la librairie Le Pavé dans la Mare de la ville d'Elancourt. Elle se situe dans le centre commercial situé au centre ville.
Le Pavé du Canal est l'une des plus grandes librairies des Yvelines. La librairie est labellisée LIR.

3- Dimension créative
Après un développement en 2015 du rayon bande dessinée/manga, la librairie étoffe son rayon littérature.

4- Développement du public et du lectorat
La librairie organise régulièrement des animations, des dédicaces, des débats et des lectures et a la volonté de s'adresser à de nouveaux lecteurs plus jeunes et moins familiers des librairies.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale représente 48% du budget du renforcement du fonds. Aucune autre aide publique n'a été sollicitée.

Localisation géographique :
- MONTIGNY-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat de livres	4 195,00	100,00%
Total	4 195,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	2 195,00	52,32%
Région Ile-de-France	2 000,00	47,68%
Total	4 195,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant

2016	2 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	2 900,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	2 500,00 €
	Montant total	5 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014167

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ENVIE DE LIRE - LIVRE 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à la librairie indépendante	20 997,00 €	42,86 %	9 000,00 €
	Montant Total de la subvention		9 000,00 €

Imputation budgétaire : 933-312-6574-131008-300
13100801- Aide à la lecture publique et à la création littéraire

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENVIE DE LIRE
Adresse administrative : 16 RUE GABRIEL PERI
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : MONSIEUR RAOUL MORA, GERANT

Objet : NC

N° SIRET : 42332419300014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à la librairie indépendante
Rapport Cadre : CR102-06 du 15/11/2006

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : SA.42681 (adopté sur la base du RGEC n° 651/2014, publié au JOUE du 26 juin 2014)
Relatif à : Aides en faveur de la culture et de la conservation du patrimoine pour la période 2014-2020

Objet du projet : organisation d'un stand au Festival International de bande dessinée d'Angoulême

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La librairie Envie de lire entend organiser un stand au Festival International de bande dessinée d'Angoulême pour un collectif d'éditeurs indépendants franciliens.

Description :
Créée en 1999 et située à Ivry sur Seine, Envie de lire est une librairie généraliste qui, depuis son ouverture, œuvre à la valorisation des fonds, en organisant des rencontres avec des auteurs indépendamment de l'actualité éditoriale et de leur visibilité médiatique, en direction d'un public large et

diversifié. la librairie propose plus de 16 000 références, dont des titres rares et épuisés.

Intérêt régional :
1- Dynamique secteur livre
La librairie envisage de participer au festival de bande dessinée d'Angoulême en organisant un stand pour un collectif d'éditeurs franciliens afin de donner à voir le dynamisme, la richesse et la diversité de l'édition indépendante de bande dessinée francilienne.

Outre la présence à Angoulême de quatre d'entre eux (Delirium, Nouveau Monde, Los Brignolès, La Cafetière) la librairie assurera la représentation d'autres éditeurs indépendants franciliens.

Cette action s'inscrit dans le prolongement du stand initié par le Motif.

2- Attractivité et territoire
Très active hors les murs, la librairie est partenaire, entre autres, du "Salon du livre et de la presse jeunesse" à Montreuil, du festival "Sons d'hiver" et participe aux "Promendes photographiques de Vendôme" et "Aux rendez-vous de l'histoire de Blois".

3- Dimension créative
La librairie présente des ouvrages de qualité publiés par de petits éditeurs. Les éditeurs présents assurent la participation d'un ou plusieurs auteurs qu'ils publient à des séances de dédicaces sur le stand.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale représente 42,86% du budget prévisionnel du projet, constituée pour près de la moitié de frais de location du stand. Aucune autre subvention publique n'a été sollicitée.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de fournitures de bureau ou d'entretien et de logiciel de caisse et terminal cb	780,00	3,72%
Services externes (logement, location de stand, supports de communication)	12 069,00	57,53%
Autres services externes (transport des ouvrages, transport de personnel)	2 035,00	9,70%
Frais de personnel	6 093,00	29,05%
Total	20 977,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Ventes de livres	11 997,00	57,14%
Région Ile-de-France	9 000,00	42,86%
Total	20 997,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	9 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la librairie indépendante	12 000,00 €
2015	Aide à la librairie indépendante (CR46-14)	9 000,00 €
	Montant total	21 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-388

DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU LOGEMENT AIDE AU PARC PRIVE
Troisième affectation pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales,

VU Le Code de la construction et de l'habitation,

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement

VU La délibération n° CR 82-12 du 27 septembre 2012 relative à l'action régionale en faveur du parc privé intervention en faveur des copropriétés du Bas Clichy à Clichy-sous-Bois

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens,

VU La délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 portant approbation de la convention type d'aide aux travaux et approuvant notamment la labellisation de la copropriété Clos de Pacy à Sucy-en-Brie,

VU La délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 approuvant notamment la labellisation des copropriétés 10 Hélène Boucher, Charcot, Béatrice et Alice à Sevran,

VU La délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 approuvant notamment la labellisation de la résidence Espace au Mée-sur-Seine ainsi que la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy

VU La délibération n° CP 15-574 du 08 octobre 2015 approuvant notamment le projet de préfiguration de l'ORCOD OIN de Grigny 2 et la labellisation de la copropriété Grigny 2 à Grigny, ainsi que la labellisation de la copropriété Victor Hugo à Montfermeil, et la labellisation de la copropriété Tour 75 à Sarcelles,

VU La délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 portant approbation de la convention type d'appui en ingénierie

VU Le rapport CP 16-388 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France,

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016,

VU L'avis émis par la commission du logement et de la politique de la ville,

VU L'avis émis par la commission des finances,

APRES EN AVOIR DELIBERE

17/08/16 14:08:00

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement », au financement des programmes de travaux détaillés en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 7 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 6 939 705 €.

Subordonne le versement de ces subventions pour travaux à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'aide aux travaux approuvée par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **6 939 705 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif « Politique régionale du logement », au financement des mesures d'ingénierie détaillées en annexe 2 à la présente délibération et relevant de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 par l'attribution de 8 subventions d'un montant maximum prévisionnel 165 500 €.

Subordonne le versement de ces subventions en ingénierie à la conclusion avec les bénéficiaires de conventions conformes à la convention-type d'appui en ingénierie approuvée par délibération n° CP 16-300 du 12 juillet 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **165 500 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires », code fonctionnel 54 « Habitat-Logement », programme HP 54-004 « Aide au parc privé » (154004), action 15400403 « Aide aux copropriétés en difficulté » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution d'une subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier - Code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16011180	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LE CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93390)	AJASSOCIES	18/02/2016
16011181	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE ETOILE DU CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93390)	AJASSOCIES	18/02/2016

17/08/16 14:08:00

16011224	AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA RESIDENCE DU CLOS-DE-PACY A SUCY-EN-BRIE (94370)	ORALIA SULLY GESTION	25/07/2016
16011244	AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA TOUR 75 A SARCELLES (95200)	LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT	08/10/2015
16011300	MISSION D'INGENIERIE DANS LE CADRE DE PORTAGE PROVISOIRE DE LOTS DE COPROPRIETES LABELLISEES PAR LA REGION	COPROCOOP IDF	01/01/2016
16011414	AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE "TOUR 75" A SARCELLES (95200)	LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT	14/04/2016
16011599	AIDE A LA GESTION SDC ESPACE 35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME 77350 LE MEE-SUR-SEINE	PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES	09/04/2015
16011601	AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX DU SDC ESPACE 35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME 77350 LE MEE-SUR-SEINE	PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES	09/04/2015

La Présidente du conseil régional d'lle-de-France



Valérie PECRESSE

17/08/16 14:08:00

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 1

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-388	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154004 - Aide au parc privé**
Action	**15400403 - Aide aux copropriétés en difficulté**

Dispositif : N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie

Dossier	16011180 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LE CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93390)			
Bénéficiaire	R31154 - AJASSOCIES			
Localisation	CLICHY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	39 285,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
130 950,00 €	TTC	30 %	39 285,00 €	

Dossier	16011181 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE ETOILE DU CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93390)			
Bénéficiaire	R31154 - AJASSOCIES			
Localisation	CLICHY-SOUS-BOIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	23 265,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
77 550,00 €	TTC	30 %	23 265,00 €	

Dossier	16011300 - MISSION D'INGENIERIE DANS LE CADRE DE PORTAGE PROVISOIRE DE LOTS DE COPROPRIETES LABELLISEES PAR LA REGION			
Bénéficiaire	R31904 - COPROCOOP IDF			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
126 582,00 €	TTC	47,8 %	60 500,00 €	

Dossier	16011414 - AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE "TOUR 75" A SARCELLES (95200)			
Bénéficiaire	P0034545 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT			
Localisation	SARCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 810,00 €	TTC	19,05 %	2 250,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-388	Budget	2016

Dossier	16011599 - AIDE A LA GESTION SDC ESPACE 35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME 77350 LE MEE-SUR-SEINE			
Bénéficiaire	P0032121 - PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES			
Localisation	LE MEE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 410,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
14 700,00 €	TTC	30 %	4 410,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000740 - CR09-11 Habitat privé : ingénierie	129 710,00 €

Dispositif : N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété

Dossier	15016917 - TRAVAUX DE RENOVATION SDC 10, ALLEE HELENE BOUCHER A SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	R36514 - EVAM GID			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	92 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
411 771,07 €	TTC	22,34 %	92 000,00 €	

Dossier	16002820 - TRAVAUX DE RENOVATION SDC "TOUR 75" - 4 AVENUE PIERRE KOENIG - SARCELLES (95200)			
Bénéficiaire	R12534 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT LOISELET ET DAIGREMONT			
Localisation	SARCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	200 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 262 519,99 €	TTC	15,84 %	200 000,00 €	

Dossier	16003833 - TRAVAUX DE RENOVATION SDC CHARCOT - 2 A 19 ALLEE HELENE BOUCHER - SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	P0030064 - 2ASC IMMOBILIER			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	736 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 320 749,00 €	TTC	22,16 %	736 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-388	Budget	2016

Dossier	16003951 - TRAVAUX DE RENOVATION SDC BEATRICE - 3 ALLEE MARYSE HILSZ - SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	R17688 - CABINET DENIS ET COMPAGNIE			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	448 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 002 451,33 €	TTC	22,37 %	448 000,00 €	

Dossier	16008006 - TRAVAUX DE RENOVATION SDC VICTOR HUGO A MONTFERMEIL (93370)			
Bénéficiaire	P0005999 - CIRILE CABINET IMMOBILIER RIVET LENOBLE AGENCE LENOBLE RIVET			
Localisation	MONTFERMEIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	384 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 605 049,00 €	TTC	23,92 %	384 000,00 €	

Dossier	16011069 - TRAVAUX DE RENOVATION SDC ALICE - 1 ALLEE MARYSE HILSZ - SEVRAN (93270)			
Bénéficiaire	P0030064 - 2ASC IMMOBILIER			
Localisation	SEVRAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	448 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 975 746,00 €	TTC	22,67 %	448 000,00 €	

Dossier	16012997 - TRAVAUX DE REHABILITATION SDC GRIGNY 2 A GRIGNY (91350)			
Bénéficiaire	R31154 - AJASSOCIES			
Localisation	GRIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 631 705,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 263 411,00 €	TTC	50 %	4 631 705,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000747 - CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	6 939 705,00 €

Dispositif : N° 00000748 - Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-388	Budget	2016

Dossier	16011224 - AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA RESIDENCE DU CLOS-DE-PACY A SUCY-EN-BRIE (94370)			
Bénéficiaire	R22598 - ORALIA SULLY GESTION			
Localisation	SUCY-EN-BRIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 790,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
21 580,00 €	TTC	50 %	10 790,00 €	

Dossier	16011244 - AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA TOUR 75 A SARCELLES (95200)			
Bénéficiaire	P0034545 - LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT			
Localisation	SARCELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 300,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
20 600,00 €	TTC	50 %	10 300,00 €	

Dossier	16011601 - AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX DU SDC ESPACE 35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME 77350 LE MEE-SUR-SEINE			
Bénéficiaire	P0032121 - PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES			
Localisation	LE MEE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 700,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
29 400,00 €	TTC	50 %	14 700,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000748 - Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	35 790,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154004 - 15400403	7 105 205,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 2

Fiches projets

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011180

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE LE CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93390)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	130 950,00 €	30,00 %	39 285,00 €
		Montant Total de la subvention	39 285,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJASSOCIES
Adresse administrative : 10 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Nicolas DESHAYES, Maître

Objet : ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

N° SIRET : 42371917800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Aide à la gestion de la copropriété Le Chêne pointu à Clichy-sous-Bois (93390).
Nombre de lots d'habitation : 873

Date prévisionnelle de début de projet : 18 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CR 82-12 du 27/09/2012 portant labellisation de la copropriété Le Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois (label n° 82-12 CDSR 93390-01) et par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 approuvant la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy.

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur judiciaire de la copropriété Le Chêne pointu à Clichy-sous-Bois, dans le cadre du mandat en cours.

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Le Chêne pointu défini dans la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy approuvée par délibération n°CP n°15-162 du 9 avril 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 873) s'élève à 39 285 €.

Localisation géographique :
- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	130 950,00	100,00%
Total	130 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	39 285,00	30,00%
Quote part	91 665,00	70,00%
Total	130 950,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	263 004,76 €
2013	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	425 762,70 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	600 901,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	5 441 941,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 055 717,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	120 888,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	172 350,00 €
	Montant total	9 080 564,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011181

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE ETOILE DU CHENE POINTU A CLICHY-SOUS-BOIS (93390)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	77 550,00 €	30,00 %	23 265,00 €
	Montant Total de la subvention		23 265,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJASSOCIES
Adresse administrative : 10 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Nicolas DESHAYES, Maître

Objet : ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

N° SIRET : 42371917800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Aide à la gestion de la copropriété Etoile du Chêne pointu à Clichy-sous-Bois (93390).
Nombre de lots d'habitation : 517

Date prévisionnelle de début de projet : 18 février 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet déjà approuvé par délibération n° CR 82-12 du 27/09/2012 portant labellisation de la copropriété L'Etoile du Chêne Pointu à Clichy-sous-Bois (label n° 82-12 CDSR 93390-02) et par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 approuvant la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy.

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur judiciaire de la copropriété Etoile du Chêne pointu à Clichy-sous-Bois, dans le cadre du mandat en cours.

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété Etoile du Chêne pointu défini dans la convention ORCOD-OIN du Bas Clichy approuvée par délibération n°CP n°15-162 du 9 avril 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 517) s'élève à 23 265 €.

Localisation géographique :
- CLICHY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	77 550,00	100,00%
Total	77 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	23 265,00	30,00%
Quote part	54 285,00	70,00%
Total	77 550,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	263 004,76 €
2013	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	425 762,70 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	600 901,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	5 441 941,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 055 717,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	120 888,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	172 350,00 €
	Montant total	9 080 564,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011300

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : MISSION D'INGENIERIE DANS LE CADRE DE PORTAGE PROVISOIRE DE LOTS DE COPROPRIETES LABELLISEES PAR LA REGION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	126 582,00 €	47,80 %	60 500,00 €
		Montant Total de la subvention	60 500,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COPROCOOP IDF
Adresse administrative : 2 RUE DE LA ROQUETTE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur PIERRE ROUSSEL, Directeur

Objet : NC

N° SIRET : 49132934800016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'une mission d'ingénierie pour l'année 2016 dans le cadre du portage immobilier provisoire de lots de copropriétés labellisées par la Région.
nombre de lots concernés : 242

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : poursuite sur l'ensemble de l'année 2016 (du 1er janvier au 31 décembre 2016) de la mission d'ingénierie sociale initiée dans le cadre du portage de lots de copropriétés labellisées par la Région.

Objectifs :
Réalisation d'une mission d'ingénierie pour l'année 2016 dans le cadre du portage provisoire de lots de copropriétés labellisées par la Région, dans les communes de Corbeil-Essonnes (91), Courcouronnes (91), Evry (91), Epinay-sur-Seine (93), Bobigny (93), Sevran (93) Villiers-le-Bel (95).

Description :
- identification des ménages,
- diagnostic social approfondi,
- négociation préalable à la mise en place d'un compromis de vente avec les familles identifiées et éligibles au portage,
- mise en place de mesure d'accompagnement et de suivi social spécifique notamment pour les familles en attente de relogement,
- participation aux comités de pilotage,

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Détail du calcul de la subvention :
la subvention régionale au taux de 50 % maximum d'une dépense annuelle éligible plafonnée à 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 242) est fixée à 60 500,00 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- COURCOURONNES
- EVRY
- CORBEIL-ESSONNES
- EPINAY-SUR-SEINE
- BOBIGNY
- SEVRAN
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	126 582,00	100,00%
Total	126 582,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	60 500,00	47,80%
Subvention ANAH (sollicitée)	33 041,00	26,10%
Subvention Communes (sollicitée)	33 041,00	26,10%
Total	126 582,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	61 500,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	74 418,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	65 532,00 €
	Montant total	201 450,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011414

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE A LA GESTION DE LA COPROPRIETE "TOUR 75" A SARCELLES (95200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	11 810,00 €	19,05 %	2 250,00 €
	Montant Total de la subvention		2 250,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Guillaume ROBERT

Objet : NC

N° SIRET : 54206101500286

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : attribution d'une aide à la gestion de la copropriété "Tour 75" sise 4, avenue Pierre Koenig à Sarcelles (95200).
Nombre de lots d'habitation: 50

Date prévisionnelle de début de projet : 14 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n°CP n°15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n°15-574CDSR95200-01).

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par le syndic, dans le cadre du projet de redressement de ladite copropriété, au titre du mandat en cours.

Description :
Mission agréée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété "Tour 75" bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n°15-574 CDSR 95200-01).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 50) s'élève à 2 250 €.

Localisation géographique :
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	11 810,00	100,00%
Total	11 810,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	2 250,00	19,05%
Quote part	9 560,00	80,95%
Total	11 810,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique énergie climat	10 500,00 €
	Montant total	10 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011599

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE A LA GESTION SDC ESPACE 35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME 77350 LE MEE-SUR-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé : ingénierie	14 700,00 €	30,00 %	4 410,00 €
	Montant Total de la subvention		4 410,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
Adresse administrative : 8 RUE DES CORDELIERS
77100 MEAUX
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE CONTANT, Administrateur judiciaire

Objet : NC

N° SIRET : 48339466400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé : ingénierie
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Aide à la gestion de la copropriété Résidence Espaces sise 35-87, square Sully Prudhomme au Mée-sur-Seine (77350).
Nombre de lots d'habitation concernés : 98

Date prévisionnelle de début de projet : 9 avril 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 (labellisation n°15-162 CDSR 77350-01).

Objectifs :
Soutien à l'activité de gestion menée par l'administrateur judiciaire de la copropriété résidence Espace au Mée-sur-Seine, dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par le Tribunal de Grande Instance de

Melun.

Description :
Mission agrée dans le cadre du programme de requalification de la copropriété résidence Espace au Mée-sur-Seine et ayant donné lieu à l'accord d'un label n° 15-162 CDSR 77350-01 par la commission permanente du 9 avril 2015.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 30 % maximum des honoraires correspondants plafonnée à 150 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 4 410, 00 €.

Localisation géographique :
- LE MEE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	48 086,40	100,00%
Total	48 086,40	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	4 410,00	9,17%
Quote part Copropriété	43 676,40	90,83%
Total	48 086,40	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	275 084,00 €
	Montant total	275 084,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15016917

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION SDC 10, ALLEE HELENE BOUCHER A SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	411 771,07 €	22,34 %	92 000,00 €
	Montant Total de la subvention		92 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EVAM GID
Adresse administrative : 17 RUE JEAN CHARCOT
93600 AULNAY-SOUS-BOIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Madame STANKOVIC, Responsable

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 39072049800034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation du projet de rénovation de la copropriété sise 10, allée Hélène Boucher à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation: 23

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travaux de réhabilitation intégrant des postes visant à l'amélioration des performances thermiques et énergétiques des équipements et des parties communes.

Description :
Programme de travaux comprenant :
- changement des menuiseries,

- ravalement avec isolation,
- honoraires MOE, SPS et bureau de contrôle.

L'étude thermique réalisée avant travaux a permis d'identifier la consommation énergétique des bâtiments soit 178 kWhep/m²/an (classe D).

La mise en oeuvre du programme de travaux permet d'atteindre une consommation énergétique de 66 kWhep/m²/an (classe B), soit un gain de 63%.

Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 (label n°15-036CDSR93270-02)

Détail du calcul de la subvention :
Modalités de calcul de la subvention :
4 000 € X 23 lots = 92 000 €
Calcul du plafond de 25% de la base subventionnable soit :
411 771,07 € / 4 = 102 942,76 €
Subvention sollicitée : 92 000 €
Montant de la subvention régionale : 92 000 €.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	363 689,07	88,32%
Achats d'études et prestations de services	48 082,00	11,68%
Total	411 771,07	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	236 439,05	57,42%
Subvention Région (sollicitée)	92 000,00	22,34%
Subvention FIQ (sollicitée)	5 500,00	1,34%
Quote part	77 832,02	18,90%
Total	411 771,07	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	224 363,86 €
2013	Habitat Privé CDSR-Parties communes	101 412,70 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	19 553,78 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	11 232,00 €

2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	741 360,83 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	567 887,97 €
2015	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	3 700,00 €
2015	Politique énergie climat	200 000,00 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	5 888,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	11 356,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	294 589,00 €
	Montant total	2 181 344,14 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002820

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION SDC "TOUR 75" - 4 AVENUE PIERRE KOENIG - SARCELLES (95200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 262 519,99 €	15,84 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		200 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT LOISELET ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 91 AV FELIX FAURE
75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Guillaume ROBERT, SYNDIC

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 54206101500237

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation du projet de rénovation de la copropriété "Tour 75" sise 4, avenue Pierre Koenig à Sarcelles (95200).
Nombre de lots d'habitation: 50.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travaux de réhabilitation intégrant des postes visant à l'amélioration des performances thermiques et énergétiques des équipements et des parties communes.

Description :
Programme de gtravaux comprenant :
- Isolation et traitement ITE des façades
- Changement des menuiseries
- Plomberie
- Etanchéité toîture
- Ventilation

L'étude thermique réalisée avant travaux a permis d'identifier la consommation énergétique des bâtiments soit 199 kWhep/m²/an (classe D).

La mise en oeuvre du programme de travaux permet d'atteindre une consommation énergétique de 114 kWhep/m²/an (classe C), soit un gain de 43%.

Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n°15-574CDSR95200-01).

Détail du calcul de la subvention :
Modalités de calcul de la subvention :
4 000 € X 50 lots = 200 000 €
Calcul du plafond de 25% de la base subventionnable soit :
1 262 519,99 € / 4 = 315 629,99 €
Subvention sollicitée : 200 000 €
Montant de la subvention régionale : 200 000 €.

Localisation géographique :
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	100 354,00	7,95%
Achats de matériels, équipements et travaux	1 162 165,99	92,05%
Total	1 262 519,99	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	533 467,34	42,25%
Subvention Région (sollicitée)	200 000,00	15,84%
Subvention ADP (sollicitée)	464 916,90	36,82%
Quote part	64 135,75	5,08%
Total	1 262 519,99	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Habitat privé CDSR syndicats de copropriété	131 200,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	376 000,00 €
2013	Politique énergie climat	11 050,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	4 495,00 €
2014	Politique énergie climat	102 822,50 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	4 330,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	519 000,00 €
2015	Politique énergie climat	36 861,50 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	196 643,00 €
	Montant total	1 382 402,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003833

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION SDC CHARCOT - 2 A 19 ALLEE HELENE BOUCHER - SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	3 320 749,00 €	22,16 %	736 000,00 €
	Montant Total de la subvention		736 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2ASC IMMOBILIER
Adresse administrative : 52 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Arnaud COUETTANT, Directeur

Objet : NC

N° SIRET : 80097602900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation du projet de rénovation de la copropriété Charcot sise 2 à 19 rue Hélène Boucher à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation: 184.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travaux de réhabilitation intégrant des postes visant à l'amélioration des performances thermiques et énergétiques des équipements et des parties communes.

Description :
Programme de travaux comprenant :

- Isolation thermique des façades
- Remplacement des menuiseries extérieures.

L'étude thermique réalisée avant travaux a permis d'identifier la consommation énergétique des bâtiments soit 186 kWhep/m²/an (classe D).

La mise en oeuvre du programme de travaux permet d'atteindre une consommation énergétique de 96 kWhep/m²/an (classe C), soit un gain de 48%.

Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 (labellisation n°15-036CDSR93270-05).

Détail du calcul de la subvention :
Modalités de calcul de la subvention :
4 000 € X 184 lots = 736 000 €
Calcul du plafond de 25% de la base subventionnable soit :
3 320 749 € / 4 = 830 187,25 €
Subvention sollicitée : 736 000 €
Montant de la subvention régionale : 736 000 €.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	239 055,50	7,20%
Achats de matériels, équipements et travaux	3 081 693,50	92,80%
Total	3 320 749,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	1 095 392,00	32,99%
Subvention Région (sollicitée)	736 000,00	22,16%
Quote part	1 489 357,00	44,85%
Total	3 320 749,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	376 826,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	15 770,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	1 680,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	233 174,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	108 230,00 €

2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 073,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 101 926,00 €
	Montant total	1 845 679,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003951

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION SDC BEATRICE - 3 ALLEE MARYSE HILSZ - SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 002 451,33 €	22,37 %	448 000,00 €
	Montant Total de la subvention		448 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CABINET DENIS ET COMPAGNIE
Adresse administrative : 3 RUE TURGOT
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Michel LEGRAND

Objet : NC

N° SIRET : 66205605000021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation du projet de rénovation de la copropriété Béatrice sise 3, allée Maryse Hilsz à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation: 112.

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travaux de réhabilitation intégrant des postes visant à l'amélioration des performances thermiques et énergétiques des équipements et des parties communes.

Description :
Programme de travaux comprenant :

- Isolation thermique des façades
- Remplacement des menuiseries extérieures.

L'étude thermique réalisée avant travaux a permis d'identifier la consommation énergétique des bâtiments soit 174 kWhep/m²/an (classe D).

La mise en oeuvre du programme de travaux permet d'atteindre une consommation énergétique de 80 kWhep/m²/an (classe C), soit un gain de 54%.

Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 (labellisation n°15-036CDSR93270-04).

Détail du calcul de la subvention :
Modalités de calcul de la subvention :
4 000 € X 112 lots = 448 000 €
Calcul du plafond de 25% de la base subventionnable soit :
2 002 452 € / 4 = 500 613 €
Subvention sollicitée : 448 000 €
Montant de la subvention régionale : 448 000 €.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	146 298,00	7,31%
Achats de matériels, équipements et travaux	1 856 153,33	92,69%
Total	2 002 451,33	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	657 235,00	32,82%
Subvention Région (sollicitée)	448 000,00	22,37%
Quote part	897 216,33	44,81%
Total	2 002 451,33	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Habitat Privé CDSR-Parties communes	36 530,20 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	4 038,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	244 947,00 €
	Montant total	285 515,20 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16008006

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION SDC VICTOR HUGO A MONTFERMEIL (93370)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 605 049,00 €	23,92 %	384 000,00 €
	Montant Total de la subvention		384 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CIRILE CABINET IMMOBILIER RIVET LENOBLE AGENCE LENOBLE RIVET
Adresse administrative : 63 AVENUE DU CONSUL GENERAL NORDLING 93190 LIVRY-GARGAN
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant :

Objet : NC

N° SIRET : 40926757200017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : la réalisation du programme de rénovation de la copropriété Victor Hugo à Montfermeil (93370).
nombre de lots d'habitation : 110

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation du programme de rénovation de la copropriété Victor Hugo à Montfermeil (93370).

Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n°15-574 de la commission permanente du 8 octobre 2015 (labellisation n° 15-574 CDSR 93370-01).

Description :
- isolation thermique de la façade par l'extérieur (ITE),
- création d'une VMC mécano-statique.

L'audit thermique réalisé avant intervention a permis d'identifier une consommation énergétique de 373 kWhep/m²/an, soit la classe F.

La mise en oeuvre du programme de travaux permet d'atteindre une consommation énergétique de 167 kWhep/m²/a,, soit la classe D, soit un gain de 55, 22 %

Détail du calcul de la subvention :
Modalités de calcul de la subvention :
4 000 € X 110 lots = 440 000 €
Calcul du plafond de 25% de la base subventionnable soit :
1 605 049 € / 4 = 401 262,25 €
Subvention sollicitée : 384 000 €
Montant de la subvention régionale : 384 000 €.

Localisation géographique :
- MONTFERMEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
TRAVAUX D'AMELIORATION THERMIQUE	1 605 049,00	100,00%
Total	1 605 049,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	796 769,00	49,64%
Subvention Région (sollicitée)	384 000,00	23,92%
Fonds FEDER (sollicités)	424 280,00	26,43%
Total	1 605 049,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	27 750,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	3 303,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	960 000,00 €
	Montant total	991 053,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011069

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE RENOVATION SDC ALICE - 1 ALLEE MARYSE HILSZ - SEVRAN (93270)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 975 746,00 €	22,67 %	448 000,00 €
	Montant Total de la subvention		448 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 2ASC IMMOBILIER
Adresse administrative : 52 AV DU HUIT MAI 1945
95200 SARCELLES
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur Arnaud COUETTANT, Directeur

Objet : NC

N° SIRET : 80097602900010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation du projet de rénovation de la copropriété Alice sise 1 rue Maryse Hilsz à Sevran (93270).
Nombre de lots d'habitation: 112

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Travaux de réhabilitation intégrant des postes visant à l'amélioration des performances thermiques et énergétiques des équipements et des parties communes.

Description :
Programme de travaux comprenant :
- Isolation thermique des façades

- Remplacement des menuiseries extérieures.

L'étude thermique réalisée avant travaux a permis d'identifier la consommation énergétique des bâtiments soit 200 kWhep/m²/an (classe D).

La mise en oeuvre du programme de travaux permet d'atteindre une consommation énergétique de 112 kWhep/m²/an (classe C), soit un gain de 44%.

Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-036 du 29 janvier 2015 (labellisation n°15-036CDSR93270-03).

Détail du calcul de la subvention :
Modalités de calcul de la subvention :
4 000 € X 112 lots = 448 000 €
Calcul du plafond de 25% de la base subventionnable soit :
1 975 746 € / 4 = 493 936,5 €
Subvention sollicitée : 448 000 €
Montant de la subvention régionale : 448 000 €.

Localisation géographique :

- SEVRAN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	167 343,00	8,47%
Achats de matériels, équipements et travaux	1 808 403,00	91,53%
Total	1 975 746,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	1 195 146,00	60,49%
Subvention Région (sollicitée)	448 000,00	22,67%
Quote part	332 600,00	16,83%
Total	1 975 746,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	376 826,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	15 770,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	1 680,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	233 174,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	108 230,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 073,00 €

2016	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	1 101 926,00 €
	Montant total	1 845 679,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012997

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TRAVAUX DE REHABILITATION SDC GRIGNY 2 A GRIGNY (91350)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	9 263 411,00 €	50,00 %	4 631 705,00 €
	Montant Total de la subvention		4 631 705,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AJASSOCIES
Adresse administrative : 10 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN
78000 VERSAILLES
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Franck MICHEL, Maître

Objet : ADMINISTRATEUR JUDICIAIRE

N° SIRET : 42371917800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Réalisation du projet de réhabilitation de la copropriété Grigny 2 à Grigny (91350).
Nombre de lots d'habitation : 4985

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Accompagner la mise en oeuvre des travaux d'individualisation du chauffage et de l'eau chaude sanitaire des 104 bâtiments composant la copropriété Grigny 2 à Grigny (91350) en lien avec le raccordement au nouveau réseau de géothermie.

Projet bénéficiant d'un label accordé par la délibération n° CP 15-574 de la commission permanente du 8 octobre 2015. (labellisation n° 15-574 CDSR 91350-01)

Description :
Lot n°1 : Réseau de chaleur :
Remplacement et création de plusieurs tronçons secondaires du réseau de chaleur nécessaire au changement de régime de température du réseau (actualisation du réseau de distribution de chauffage / ECS).
Montant TTC des travaux et honoraires subventionnables : 3 958 204 €.

Lot n°2 : Echangeur / Hydraulique / Electrique et fibre optique :
Fourniture et mise en place des matériels nécessaires à l'individualisation des copropriétés (adaptation des sous-stations desservant les immeubles).
Montant TTC des travaux et honoraires subventionnables : 4 140 667 €.

Lot n°3 : Combustion / Fumisterie :
Fourniture et mise en place des matériels nécessaires à l'adaptation des chaudières existantes pour respecter les seuils règlementaires en termes d'émission atmosphérique (rénovation de la chaufferie collective).
Montant TTC des travaux et honoraires subventionnables : 883 970 €.

Lot n°4 : Génie civil :
Création d'un local sous station au niveau de la rue Lefebvre et réalisation d'une aire de dépotage près de la chaufferie de Grigny 2 conforme à la règlementation.
Montant TTC des travaux et honoraires subventionnables : 280 570 €.

L'ensemble de ces opérations permettra de dégager une économie de 26 % sur le coût de l'énergie (appréciée par rapport à l'option gaz ou par rapport au montant de 220 € de charges annuelles par logement).
Les financements publics ainsi ciblés sur la modernisation des infrastructures allègeront de 9, 78 € le prix du mégawattheure, ce dernier passant de 69, 38 € TTC à 59, 60 € TTC.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux maximum de 50 % de la dépense subventionnable plafonnée à 10 000 € par lot d'habitation (en l'occurrence 4985) est fixée à 4 631 705 € compte-tenu des financements attendus par ailleurs.

Localisation géographique :
- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation	9 263 411,00	100,00%
Total	9 263 411,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention ANAH (sollicitée)	4 196 038,00	45,30%
Subvention Région (sollicitée)	4 631 705,00	50,00%
Quote-part Copropriété	435 668,00	4,70%
Total	9 263 411,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	263 004,76 €
2013	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	425 762,70 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	600 901,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	5 441 941,00 €
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	2 055 717,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	120 888,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	172 350,00 €
	Montant total	9 080 564,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011224

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA RESIDENCE DU CLOS-DE-PACY A SUCY-EN-BRIE (94370)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	21 580,00 €	50,00 %	10 790,00 €
	Montant Total de la subvention		10 790,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ORALIA SULLY GESTION
Adresse administrative : 42 BIS QUAI HENRY IV
75004 PARIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Madame Brigitte CABROLIER, Directrice

Objet : ADMINISTRATEUR DE BIENS

N° SIRET : 32756206200056

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : attribution d'une aide au recouvrement contentieux engagé au titre de la gestion de la résidence Clos de Pacy à Sucy-en-Brie (94370).
Nombre de lots d'habitation: 97

Date prévisionnelle de début de projet : 25 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au nécessaire accompagnement des procédures judiciaires en cours. Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 12-363 du 12/07/2012 (labellisation n°12-363 CDSR 94370-01).

Objectifs :
Redresser la copropriété en difficulté Résidence du Clos de Pacy.

Description :
Actions contentieuses menées par la copropriété dans le but de recouvrer des impayés (relances, mises en demeure, procédures diverses).

Projet déjà validé par délibération n° CP 12-363 du 12 juillet 2012 (labellisation n°12-363 CDSR 94370-01).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % d'un coût plafonné à 1 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 97 lots) est fixée à 10 790 €.

Localisation géographique :
- SUCY-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	21 580,00	100,00%
Total	21 580,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 790,00	50,00%
Quote part	10 790,00	50,00%
Total	21 580,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	183 013,60 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc privé	388 000,00 €
2013	Politique énergie climat	2 062,50 €
2015	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	9 670,80 €
2016	Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	8 710,00 €
2016	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	8 679,00 €
	Montant total	600 135,90 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011244

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX ENGAGE PAR LA TOUR 75 A SARCELLES (95200)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	20 600,00 €	50,00 %	10 300,00 €
		Montant Total de la subvention	10 300,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LD CABINET LOISELET PERE FILS ET DAIGREMONT
Adresse administrative : 3 ALLEE HECTOR BERLIOZ
95130 FRANCONVILLE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Guillaume ROBERT

Objet : NC

N° SIRET : 54206101500286

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : attribution d'une aide au recouvrement contentieux engagé au titre de la gestion de la Tour 75 sise 4, avenue Pierre Koenig à Sarcelles (95200).
Nombre de lots d'habitation: 50

Date prévisionnelle de début de projet : 8 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au nécessaire accompagnement des procédures judiciaires en cours. Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-574 du 08/10/2015 (labellisation n°15-574 CDSR 95200-01)

Objectifs :
Redresser la copropriété en difficulté "Tour 75".

Description :
Actions contentieuses menées par la copropriété dans le but de recouvrer des impayés (relances, mises en demeure, procédures diverses).

Projet déjà validé par délibération n° CP 15-574 du 8 octobre 2015 (labellisation n°15-574 CDSR 95200-01).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % d'un coût plafonné à 1 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 50 lots) est fixée à 10 300 €.

Localisation géographique :
- SARCELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	20 600,00	100,00%
Total	20 600,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	10 300,00	50,00%
Quote part	10 300,00	50,00%
Total	20 600,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Politique énergie climat	10 500,00 €
	Montant total	10 500,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011601

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : AIDE AU RECOUVREMENT CONTENTIEUX DU SDC ESPACE 35-87 SQUARE SULLY PRUDHOMME 77350 LE MEE-SUR-SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses	29 400,00 €	50,00 %	14 700,00 €
	Montant Total de la subvention		14 700,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154004-300
15400403- Aide aux copropriétés en difficulté

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PH CONTANT B CARDON SOCIETE D ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
Adresse administrative : 8 RUE DES CORDELIERS
77100 MEAUX
Statut Juridique : Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur PHILIPPE CONTANT, Administrateur judiciaire

Objet : NC

N° SIRET : 48339466400013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide aux mesures juridiques et procédures contentieuses
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : Aide aux procédures de recouvrement contentieux engagées par la copropriété résidence Espace sise, 35-87 square Sully Prudhomme au Mée-sur-Seine (77350).
Nombre de lots d'habitation : 98

Date prévisionnelle de début de projet : 9 avril 2015
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2019
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la mise en oeuvre du projet de réhabilitation de la copropriété. Projet bénéficiant d'un label accordé par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 (labellisation n° 15-162 CDSR 77350-01).

Objectifs :
Accompagner le redressement de la copropriété en difficulté résidence Espace au Mée-sur-Seine

(77350).

Description :
Actions contentieuses menées par la copropriété dans le but de recouvrer des impayés (relances, mises en demeure, procédures contentieuses diverses).

Projet déjà validé par délibération n° CP 15-162 du 9 avril 2015 (labellisation 15-162 CDSR 77350-01).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale au taux de 50 % d'un coût plafonné à 1 500 € par lot d'habitation (en l'occurrence 98) est fixée à 14 700 €.

Localisation géographique :
- LE MEE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats d'études et prestations de services	29 400,00	100,00%
Total	29 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région (sollicitée)	14 700,00	50,00%
Quote part Copropriété	14 700,00	50,00%
Total	29 400,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	CR09-11 Habitat privé CDSR - Syndicats de copropriété	275 084,00 €
	Montant total	275 084,00 €

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-396

DU 21 Septembre 2016

Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis
Troisième affectation pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 64-05 du 14 décembre 2005 relative à la politique régionale du logement en Ile-de-France ;
VU La délibération n° CR 88-11 du 29 septembre 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des apprentis ;
VU La délibération n° CR 39-15 du 18 juin 2015 portant actualisation du schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 39-16 du 17 avril 2016 relative au dispositif anti-ghettos et de promotion de la mixité sociale et urbaine ;
VU La délibération n° CP 16-182 du 18 mai 2016 relative à l'aide en faveur du logement des jeunes et apprentis première affectation, et portant modification de la convention type ;
VU La délibération n° CP 12-811 du 21 novembre 2012 relative à l'aide en faveur du logement des jeunes et des apprentis approuvant la convention type ;
VU La délibération n° CP 10-657 du 14 octobre 2010 relative à l'aide en faveur du logement des jeunes et des apprentis, quatrième affectation pour 2010 ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-396 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la Ville ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif en faveur de la création de résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis de la délibération n° CR 88-11 du 29 septembre 2011 modifiée, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **1 216 055 €**.

Affecte une autorisation de programme de **1 216 055 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » - Sous-fonction 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400502 « Logements des jeunes et des apprentis » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 12-811 du 21 novembre 2012 modifiée par la délibération n° CP 16-182 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Affecte une autorisation de programme de **258 494 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » - Sous-fonction 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400502 « Logements des jeunes et des apprentis » du budget 2016 au bénéfice de la SA d'HLM EMMAUS HABITAT pour la réalisation de l'opération décrite en annexe 3 (fiche projet 16013249).

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions identifiées ci-dessous, à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
10012673	Rue Charlot ISSY-LES-MOULINEAUX	EMMAUS HABITAT	14/10/2010
15018764	Rue Surcouf VOISINS LE BRETONNEUX	ANTIN RESIDENCES	08/08/2016

Le Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 1

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008760	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400502 - Logements des jeunes et des apprentis**

Dispositif : N° 00000093 - Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis

Dossier	10012673 - 92 - ISSY-LES-MOULINEAUX - 5 PLAI- REAFFECTATION DE SUBVENTION			
Bénéficiaire	R5028 - SA D'HLM EMMAUS HABITAT			
Localisation	ISSY-LES-MOULINEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	258 494,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 273 424,00 €	TTC	20,3 %	258 494,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000093 - Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	258 494,00 €

Dispositif : N° 00000734 - Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis

Dossier	15018764 - 78 VOISINS-LE-BRETONNEUX 112 PLAI			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	VOISINS-LE-BRETONNEUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 216 055,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 182 677,00 €	TTC	16,93 %	1 216 055,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000734 - Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 216 055,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400502	1 474 549,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 2

Fiche projet nouvelle opération

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018764

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 VOISINS-LE-BRETONNEUX 112 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	7 182 677,00 €	16,93 %	1 216 055,00 €
	Montant Total de la subvention		1 216 055,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400502- Logements des jeunes et des apprentis

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'une résidence pour jeunes actifs de 112 logements PLAI offrant 117 places sise 28 avenue Robert Surcouf à Voisins-le-Bretonneux (78)

Date prévisionnelle de début de projet : 8 août 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence au regard de la nécessité de faire coïncider la livraison de la résidence avec avec la rentrée universitaire 2017

Description :

La SA d'HLM ANTIN RESIDENCES envisage la réalisation d'une résidence pour jeunes actifs de 112 logements PLAI, sise rue Robert Surcouf à Voisins-le-Bretonneux, jouxtant l'actuelle résidence étudiante "la Cybèle".

La gare de RER la plus proche de la résidence sera celle de Saint-Quentin-en Yvelines.

De niveau R+2, elle comprendra 112 logements de type T1, et offrira 117 places. Tous les logements seront dotés d'une salle d'eau et d'une kitchenette.

Des locaux communs seront à disposition des résidents tels qu'une salle d'étude, un lieu de détente, un local informatique, une laverie et un local deux roues.

6 logements seront directement adaptés aux personnes à mobilité réduite.

Le chauffage sera de type collectif gaz. L'eau chaude sanitaire sera notamment produite par un système de pompes à chaleur.

Le programme bénéficiera d'une certification Habitat et environnement RT 2012.

L'ARPEJ assurera la gestion de la résidence. Les redevances varieront de 414,02 € à 531,59 € par logement. Ce montant pourra varier après déduction de l'APL en fonction du statut du jeune. Le détail des redevances est donné en annexe 1 du présent rapport.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéfiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Détail du calcul de la subvention :
Taux de logements sociaux : 14,3%
Source DRHIL 2013

Surface utile : 2 273 m²
Calcul de la subvention : 7 182 677 x 20% = 1 436 535 €
Calcul du plafond : 2 273 m² x 535 € = 1 216 055 €

Localisation géographique :

- VOISINS-LE-BRETONNEUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 407 677,00	100,00%
Total	7 407 677,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	561 220,00	7,58%
SUBVENTION REGION	1 216 055,00	16,42%
SUBVENTION ACTION LOGEMENT	334 780,00	4,52%
PRETS CDC	2 895 622,00	39,09%
PRETS COLLECTEURS	2 400 000,00	32,40%
Total	7 407 677,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 352 934,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 775 391,00 €
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
	Montant total	7 515 436,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 3

Fiche projet réaffectation

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 10012673

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 92 - ISSY-LES-MOULINEAUX - 5 PLAI- REAFFECTATION DE SUBVENTION

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	1 273 424,00 €	20,30 %	258 494,00 €
	Montant Total de la subvention		258 494,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400502- Logements des jeunes et des apprentis

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92/98 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY LA GARENNE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gilbert SANTEL, Président

Objet : NC

N° SIRET : 54210157100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis
Rapport Cadre : CR64-05 du 14/12/2005

Objet du projet : réalisation d'un foyer de jeunes travailleurs par la création de 5 appartements partagés (de 4 à 6 personnes) offrant 24 places de type PLAI, sis 6 rue Charlot à Issy-les-Moulineaux (92)

Date prévisionnelle de début de projet : 14 octobre 2010
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence eu égard au fait qu'il s'agit de la réaffectation de la subvention allouée par délibération n° CP 10-657 du 14 octobre 2010, qui, en raison d'une erreur matérielle émanant des services de la Région, n'a pas pu être mandatée avant la date de caducité

Description :
L'opération décrite ci-dessous a fait l'objet d'un vote de subvention, d'un montant de 258 494 €, par délibération n° CP 10-657 du 14 octobre 2010. L'instruction de la demande de versement de premier accompte n'ayant pas pu être traitée dans les délais de caducité par les services régionaux, le mandatement du montant correspondant n'a pas pu être réalisé. La présente fiche projet vise à proposer la réaffectation du montant total de la subvention dans les modalités et conditions initiales.

Pour mémoire :

L'opération porte sur la rénovation d'un bâtiment destiné à l'accueil de jeunes travailleurs. La résidence sise 6 rue Charlot à Issy-les-Moulineaux est idéalement située dans une zone d'emploi importante de la petite couronne parisienne. Elle est desservie par de nombreuses lignes de transports en commun.

Ce projet permettra la création 5 appartements partagés, comprenant 4 à 6 chambres ayant chacune une salle de bain de type cabine 3 fonctions.

Les résidents disposent chacun d'une chambre de 12,7 m² en moyenne, et d'un espace partagé commun salon-cuisine de 25 m² en moyenne. Par ailleurs, plusieurs locaux communs sont prévus dans cette résidence : une salle polyvalente , une pièce dédiée à l'accueil, une lingerie et un local vélos.

La gestion est assurée par l'association des Jeunes de la Plaine. Les redevances s'établissent à 397 € par résident.

Détail du calcul de la subvention :
Surface utile: 572,80 m²
Certification: BBC Effinergie option rénovation
Calcul de la subvention : 1 273 424 € × 20 % = 254 684 €
Calcul du plafond = 572,80 m² x 700 € = 400 960 €
Majoration démarche HQE : 762 € × 5 = 3 810 €
Montant de la subvention régionale : 258 494 €

Localisation géographique :

- ISSY-LES-MOULINEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2010

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 317 434,00	100,00%
Total	1 317 434,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	119 989,00	9,11%
SUBVENTION DEPARTEMENT (ATT)	119 989,00	9,11%
SUBVENTION CAF	345 826,00	26,25%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION (ATT)	30 000,00	2,28%
SUBVENTION REGION	258 494,00	19,62%
PRETS	443 136,00	33,64%
Total	1 317 434,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	30 625,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 549 212,00 €
2013	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	810 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	1 002 625,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	146 146,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	99 159,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 029 794,00 €
2015	Accueil et mise à l'abri des personnes vivant en bidonville	250 000,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	432 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	512 298,00 €
2015	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	-6 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 053 107,00 €
	Montant total	7 295 654,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-410

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Aide en faveur du logement des étudiants
Troisième affectation pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 relative à la prolongation du règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France;
VU La délibération n° CR 88-11 du 29 septembre 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des apprentis modifiée;
VU La délibération n° CR 132-09 du 26 novembre 2009 portant approbation du Schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CR 09-14 du 13 février 2014 portant diverses mesures en faveur du logement ;
VU La délibération n° CR 39-15 du 18 juin 2015 portant actualisation du schéma régional du logement étudiant ;
VU La délibération n° CP 16-165 du 18 mai 2016 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants première affectation, et portant modification de la convention type ;
VU La délibération n° CP 12-411 du 12 juillet 2012 relative à l'aide en faveur du logement des étudiants approuvant la convention type ;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-410 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission des finances ;
VU L'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche,
VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre de la délibération n° CR 88-11 du 29 septembre 2011 modifiée relative à l'aide en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des apprentis, au financement des projets détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **4 016 600 €.**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec les bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 12-411 du 12 juillet 2012 modifiée par la délibération n° CP 16-165 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme de **4 016 600 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » - Sous-fonction 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-

005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400501 « Logements des étudiants » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif en faveur de l'équipement matériel et mobilier des résidences pour étudiants de la délibération n° CR 88-11 du 29 septembre 2011 modifiée, au financement du projet détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **61 379 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention type adoptée par délibération n° CP 12-811 du 21 novembre 2012 modifiée par la délibération n° CP 16-182 du 18 mai 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme de **61 379 €** disponible sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » - Sous-fonction 54 « Habitat – Logement », programme HP 54-005 (154005) « Action en faveur du logement des jeunes », action 15400501 « Logements des étudiants » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention identifiée ci-dessous, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 alinéa 3 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Dossier code	Dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16003814	Rue Berthelot AUBERVILLIERS	EFIDIS	29/06/2015

La Présidente du Conseil régional
d'Île-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION N°1

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008698	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154005 - Action en faveur du logement des jeunes**
Action	**15400501 - Logements des étudiants**

Dispositif : N° 00000733 - Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants

Dossier	16002183 - 91 PALAISEAU 238 LGTS (119 PLUS -119 PLS)			
Bénéficiaire	R7008 - BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 816 800,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 991 092,00 €	TTC	10,1 %	1 816 800,00 €	

Dossier	16006822 - 94 BRY-SUR-MARNE 144 LGTS (72 PLUS - 72 PLS)			
Bénéficiaire	EXM00470 - NOVIGERE SOCIETE ANOMYME D HABITATION A LOYER MODERE			
Localisation	BRY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	907 200,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 317 666,00 €	TTC	10,91 %	907 200,00 €	

Dossier	16006850 - 77 NOISIEL 230 LGTS (69 PLUS - 161 PLS)			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	NOISIEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 292 600,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
16 846 126,00 €	TTC	7,67 %	1 292 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000733 - Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	4 016 600,00 €

Dispositif : N° 00000735 - Aide à l'équipement matériel et mobilier

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008698	Budget	2016

Dossier	16003814 - 93 AUBERVILLIERS 141 PLS				
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE				
Localisation	AUBERVILLIERS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	61 379,00 €			Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
204 596,00 €	TTC	30 %		61 379,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000735 - Aide à l'équipement matériel et mobilier	61 379,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154005 - 15400501	4 077 979,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N°2

Fiches projet

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002183

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 PALAISEAU 238 LGTS (119 PLUS -119 PLS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	17 991 092,00 €	10,10 %	1 816 800,00 €
	Montant Total de la subvention		1 816 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BATIGERE ILE DE FRANCE SA D'HLM
Adresse administrative : 89 RUE DE TOCQUEVILLE
75828 PARIS 17
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Dominique DUBAND, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200010500137

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : réalisation d'une résidence étudiante de 238 logements (119 PLUS - 119 PLS) offrant 307 places sise ZAC Polytechnique lot 3.5 à Palaiseau (91)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La SA d'HLM BATIGERE Ile-de-France envisage la réalisation d'une résidence de 238 logements (119 PLUS - 119 PLS) à Palaiseau au sein de la ZAC Polytechnique. Ce projet s'inscrit dans le cadre de l'Opération d'Intérêt National du plateau de Saclay et plus précisément du projet de campus urbain.

En cours de développement avec l'installation progressive de nombreuses grandes écoles telles que l'ENSAE, AgroParis Tech et l'INRA, cette zone bénéficie du développement des transports en commun en site propre depuis Massy, et de la mise en service des gares du métro du Grand Paris Express d'ici 2023.

De niveau R+7, le bâtiment sera composé de 200 T1 de 18,7 m² en moyenne, 15 T1' de 21,2 m² et de 23 appartements partagés de type T5 de 70 m² en moyenne, ainsi que de deux appartements de fonction.

Un ensemble de locaux communs est également prévu tels qu'une laverie, un local vélos, des salles communes et un espace de coworking. 52 places de stationnement seront implantées en sous-sol.

Tous les logements seront dotés d'une salle d'eau et d'une kitchenette. De plus, 21 logements seront directement adaptés aux personnes à mobilité réduite.

Le chauffage sera de type collectif urbain.

Le programme bénéficiera d'une certification Habitat et environnement RT 2012 Effinergie +.

Le CROUS de Versailles assurera la gestion de la résidence. Les redevances varieront de 359,08 € par personne, pour un appartement partagé à 454,84 € pour un T1. Ce montant pourra varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'étudiant. Le détail des redevances est donné en annexe 1 du présent rapport.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires

Détail du calcul de la subvention :
Calcul de la subvention : 17 991 092 € x 20 % = 3 598 218 €
Calcul du plafond : (188 x 4 600 €) + (119 x 8 000 €) = 1 816 800 €

Localisation géographique :

- PALAISEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	19 350 712,00	100,00%
Total	19 350 712,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	531 590,00	2,75%
SUBVENTION REGION	1 816 800,00	9,39%
SUBVENTION CILGERE	900 000,00	4,65%
PRET CDC	14 282 322,00	73,81%
PRET CIL	1 820 000,00	9,41%
Total	19 350 712,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 318 185,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	31 320,00 €
2015	Politique énergie climat	4 540,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 515 248,00 €
	Montant total	853 955,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006822

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 BRY-SUR-MARNE 144 LGTS (72 PLUS - 72 PLS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	8 317 666,00 €	10,91 %	907 200,00 €
	Montant Total de la subvention		907 200,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOVIGERE SOCIETE ANOMYME D HABITATION A LOYER MODERE
Adresse administrative : 141 AVENUE DE CLICHY 75017 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur ALAIN BONHOMME, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55820050700041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : réalisation en VEFA d'une résidence pour étudiants de 144 logements (72 PLUS - 72 PLS) offrant 144 places sise 16 rue des Frères Lumière à Bry-sur-Marne (94)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La SA d'HLM NOVIGERE envisage d'acquérir en VEFA un ensemble immobilier composé d'une résidence sociale et d'une résidence étudiante sis avenue des Frères Lumière à Bry-sur-Marne (94). Le bâtiment destiné aux étudiants comprendra 144 logements (72 PLUS - 72 PLS).

Située à 10 min en bus de la gare RER de Bry-sur-Marne, cette résidence bénéficiera d'une situation intéressante pour les jeunes.

De niveau R+ 4, le bâtiment sera composé de 124 T1, 15 T1' et 5 T1 bis. Le site comprendra aussi un logement de fonction pour le gardien.

Un ensemble de locaux communs est également prévu tels qu'un local vélos, une laverie, une salle d'étude, une salle polyvalente et une bagagerie. 15 places de stationnement seront implantées en rez-de-chaussée.

Tous les logements seront dotés d'une salle d'eau et d'une kitchenette. De plus, 9 logements seront directement adaptés aux personnes à mobilité réduite.

Le chauffage sera de type collectif gaz. Un système de pompes à chaleur sera installé afin de permettre la production d'une partie de l'eau chaude sanitaire.

Le programme bénéficiera d'une certification Habitat et environnement niveau RT 2012 -10%.

L'AMLI (Association pour l'Accompagnement, le Mieux-être et le Logement des Isolés) assurera la gestion de la résidence. Les redevances varieront entre 396,26 € pour un T1 à 537,67 € pour un T1 bis. Ce montant pourra varier après déduction de l'APL en fonction du statut de l'étudiant. Le détail des redevances est donné en annexe 1 du présent rapport.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéfiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Détail du calcul de la subvention :
Calcul de la subvention : 8 317 666 x 20% = 1 663 533 €
Calcul du plafond : (72 x 4 600 €) + (72 x 8 000 €) = 907 200 €

Localisation géographique :

- BRY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	8 867 408,00	100,00%
Total	8 867 408,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	177 084,00	2,00%
SUBVENTION REGION	907 200,00	10,23%
PRET CDC	7 483 124,00	84,39%
FONDS PROPRES	300 000,00	3,38%
Total	8 867 408,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	261 590,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	384 000,00 €
2013	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-32 970,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	857 811,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	251 406,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	664 743,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	857 605,00 €
2015	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	220 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	69 820,00 €
	Montant total	2 334 964,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006850

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 NOISIEL 230 LGTS (69 PLUS - 161 PLS)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	16 846 126,00 €	7,67 %	1 292 600,00 €
	Montant Total de la subvention		1 292 600,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : réalisation en VEFA d'une résidence pour étudiants de 230 logements (69 PLUS - 161 PLS) sise 5 grande allée du 12 février 1934 à Noisiel (77)

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
La SA d'HLM EFIDIS envisage l'acquisition en VEFA d'une résidence étudiante de 230 logements à Noisiel, au pied de la station de RER A de Noisiel.

Située à un arrêt de RER et à moins de 20 minutes en bus du campus universitaire Descartes, cette résidence bénéficiera d'une situation intéressante pour les jeunes.

Elle comprendra 69 logements T1 PLUS et 161 logements T1 PLS de 19,31 m² en moyenne.

Tous les logements seront dotés d'une salle d'eau et d'une kitchenette. Des locaux communs sont prévus tels qu'une laverie, une salle commune et un local deux roues. 61 places de stationnement en sous-sol et 18 places en aérien seront également à disposition des résidents.

De plus, 12 logements seront directement adaptés aux personnes à mobilité réduite.

Le chauffage sera de type éléctrique. Un système de pompes à chaleur sera installé pour permettre une partie de la production de l'eau chaude sanitaire.

Le programme bénéficiera d'une certification Habitat et environnement RT 2012 - 10%.

STUDEFI assurera la gestion de la résidence. Les redevances varieront de 336,65 € à 418,39 € par appartement. Ces montants pourront varier après déduction de l'APL en fonction du statut du jeune. Le détail des redevances est donné en annexe 1 du présent rapport.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéfiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants

Détail du calcul de la subvention :
Calcul de la subvention : 16 846 126 x 20% = 3 369 225 €
Calcul du plafond : (161 x 4 600 €) + (69 x 8 000 €) = 1 292 600 €

Localisation géographique :

- NOISIEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	16 940 626,00	100,00%
Total	16 940 626,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION REGION	1 292 600,00	7,63%
PRETS CDC	13 106 932,00	77,37%
FONDS PROPRES	2 541 094,00	15,00%
Total	16 940 626,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 246 800,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 484 625,00 €

2013	Convention régionale de patrimoine social	1 114 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	80 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	178 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 253 195,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 045 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 422 214,00 €
	Montant total	14 591 394,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003814

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 AUBERVILLIERS 141 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide à l'équipement matériel et mobilier	204 596,00 €	30,00 %	61 379,00 €
	Montant Total de la subvention		61 379,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20421-154005-300
15400501- Logements des étudiants

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide à l'équipement matériel et mobilier
Rapport Cadre : CR88-11 du 29/09/2011

Objet du projet : premier équipement matériel et mobilier d'une résidence étudiante de 141 logements PLS offrant 141 places sise 1 rue Marcelin Berthelot à Aubervilliers (93)

Date prévisionnelle de début de projet : 29 juin 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : urgence au regard de la nécessité de livraison du matériel afin de permettre une mise en service pour la rentrée universitaire 2015

Description :
La résidence étudiante, en faveur de laquelle la participation au financement du premier équipement matériel et mobilier est proposée, possède une capacité de 141 logements PLS de 19 m² en moyenne et d'un logement de fonction de type T2/3 de 47 m²

La SA d'HLM EFIDIS, maître d'ouvrage de cette opération, a bénéficié, pour sa réalisation, d'une affectation de subvention d'un montant de 648 600 € au titre de l'aide régionale en faveur de la création

de résidences pour étudiants lors de la commission permanente du 4 avril 2013.

L'investissement envisagé par le gestionnaire pour l'équipement de cette résidence s'élève à 275 000 €. Il comprend l'équipement en mobilier et matériel des chambres et des kitchenettes/séjours.

L'aide régionale porte sur les aménagements subventionnables tels que la literie (lits, sommiers, matelas) le mobilier meublant (chevets, tables meubles de rangements, chaises). Elle permettra une réduction mensuelle de la prestation mobilier de 5,09 € par résident.

Le plan de financement prévisionnel est constitué, outre la participation de la Région, par un prêt.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Détail du calcul de la subvention :
Calcul de la subvention : 204 596 € x 30 % = 61 379 €
Montant du plafond : 500 € x 141 places = 70 500 €

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT DE L'OPERATION	275 000,00	100,00%
Total	275 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET	213 621,00	77,68%
SUBVENTION REGION	61 379,00	22,32%
Total	275 000,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 246 800,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 484 625,00 €
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 114 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	80 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	178 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 253 195,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €

2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 045 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 422 214,00 €
	Montant total	14 591 394,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-427

DU 21 Septembre 2016

MOBILISATION DU CONTINGENT REGIONAL DE LOGEMENTS SOCIAUX POUR LUTTER CONTRE LA PENURIE D'ENSEIGNANTS DANS CERTAINS LYCEES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code de la construction et de l'habitation ;

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 portant délégation du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CP 15-538 du 9 juillet 2015 approuvant la convention de mise à disposition de l'Etat d'une partie des droits de réservation de logements sociaux de la Région ;

VU La délibération n° CR 40-16 du 17 mars 2016 relative à l'ouverture des logements sociaux du contingent régional pour lutter contre la pénurie d'enseignants ;

VU Le rapport CP 16-427 présenté par Madame la Présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU L'avis de lacommision de l'éducation ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Approuve le projet de convention joint en annexe et autorise la Présidente du conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION

PREFECTURE DE LA REGION D'ILE-DE-FRANCE

Convention de mise à disposition d'une partie des droits de réservation de logements sociaux de la Région Ile-de-France au profit des enseignants affectés dans les lycées les moins demandés des académies de Créteil et de Versailles

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment son article L. 441-1 ;
Vu la convention de mise à disposition de l'Etat d'une partie des droits de réservation de logements sociaux de la Région approuvée par délibération de la commission permanente du conseil régional n° CP 15-538 du 9 juillet 2015 ;
Vu la délibération du Conseil régional n° CR 40-16 du 17 mars 2016 relative à l'ouverture des logements sociaux du contingent régional pour lutter contre la pénurie d'enseignants.

Il est convenu ce qui suit entre l'Etat, représenté par :

M. Jean-François CARENCO, Préfet de la région Île-de-France, Préfet de Paris,
Mme Béatrice GILLE, rectrice de l'académie de Créteil, chancelière des universités,
M. Daniel FILATRE, recteur de l'académie de Versailles, chancelier des universités,

Et la Région Ile-de-France représentée par Mme Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional.

Préambule

La Région Île-de-France a décidé de mobiliser une partie de son contingent de logements sociaux afin de faciliter l'installation de professeurs dans les lycées les moins demandés d'Ile-de-France. Cette mise à disposition concerne les professeurs nouvellement nommés (moins d'un an) dans les académies de Créteil et de Versailles.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de fixer le cadre de la mise à disposition pour un tour au profit de l'État d'une partie des droits de réservation de la Région Île-de-France dans le parc locatif social, et les conditions de sa mise en œuvre, afin de mettre en œuvre l'objectif visé dans le préambule de la présente convention.

Chapitre 1 : Identification des logements mis à disposition

Article 2 : Caractéristiques et localisation des logements concernés

Les logements proposés sont situés sur l'ensemble du territoire de l'Ile-de-France, dans des programmes neufs ou réhabilités. Il s'agit de logements locatifs sociaux ordinaires de type PLUS, PLAI et PLS, de logements PLA, PLATS, et logements HLM et assimilés.

Chapitre 2 : Modalités d'exercice des droits de réservation

Article 3 : Utilisation du logiciel SYPLO

Les logements rétrocédés pour un tour en application de la présente convention sont gérés par la Direction régionale et interdépartementale de l'hébergement et du logement (DRIHL) qui utilise logiciel appelé : système priorité logement (SYPLO), développé par le ministère de l'égalité des territoires et du logement.

Ce logiciel permet d'une part la gestion des logements du contingent préfectoral et d'autre part l'identification et le suivi du « vivier » des ménages devant accéder de façon prioritaire aux logements sociaux. Il permet ainsi aux services de l'État de rapprocher les caractéristiques des logements signalés comme vacants et les besoins des ménages prioritaires à loger. En tant qu'agents de l'Etat éligibles au contingent préfectoral dit du « 5% », les professeurs visés par la présente convention sont inscrits dans SYPLO, dès lors qu'ils ont une demande de logement social active.

Pour la mise en œuvre de la présente convention, la Région autorise l'État à importer dans le logiciel SYPLO les logements temporairement mis à sa disposition. Les logements ainsi saisis seront identifiés comme relevant des droits de réservation de la Région, mis à disposition de l'Etat pour un tour.

Les rectorats de Créteil et Versailles, ainsi que leurs directions des services départementaux de l'Education nationale (DSDEN) ont accès au logiciel SYPLO afin de suivre les propositions faites aux candidats visés par la présente convention sur le contingent de la Région.

Article 4 : Information sur les vacances de logement

La Région (Unité du personnel et des ressources humaines UPRH – Direction de l'action sociale, de la prévention, de la santé et de la qualité de vie au travail - Service Logement) s'engage à informer l'Etat (DRIHL - Services chargés de l'accès au logement en région) lorsqu'elle envisage de mettre à sa disposition un logement dans le cadre de la présente convention.

Afin de permettre à l'Etat de présenter des ménages relevant des publics visés par la présente convention, la Région s'engage à l'informer de la vacance dans les meilleurs délais. Cette information s'effectuera par voie électronique et comprendra une fiche descriptive précise du logement comportant au moins :

- la référence du logement dans le système informatique de l'organisme gestionnaire
- si disponible, le numéro RPLS du logement
- la date de libération du logement
- l'adresse du logement et sa localisation éventuelle dans l'un des quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville
- l'appartenance au contingent du conseil régional
- si disponible, le n° de la convention APL à laquelle est rattaché le logement
- le type de financement dont a bénéficié le logement
- la typologie du logement
- l'étage auquel il se trouve et la mention de pavillon ou de maison de ville
- la superficie du logement
- le montant du loyer net
- le montant des provisions pour charges
- la présence ou non d'un ascenseur
- le mode de chauffage
- la présence éventuelle d'un parking ainsi que le coût supplémentaire induit
- la mention de l'adaptation ou non aux personnes handicapées
- l'accessibilité aux personnes handicapées moteur et l'adaptation éventuelle du logement au handicap moteur.

Dans tous les cas, la Région s'assurera que la transmission des informations sur les vacances intervienne dans les délais nécessaires pour permettre l'exercice effectif des propositions de désignation par l'Etat auprès des commissions d'attribution de logements des bailleurs.

Article 5 : Proposition ou désignation des professeurs en vue de l'attribution du logement

Les services de la DRIHL assurent l'interface avec les services concernés des rectorats des académies de Créteil et Versailles et les directions des services départementaux de l'éducation nationale (DSDEN) desdites académies qui tiennent à jour la liste des candidats potentiels répondant aux critères établis à l'article 6. Une fiche de procédure est établie entre les partenaires pour le bon fonctionnement du dispositif.

Afin de tenir compte de la saisonnalité des affectations dans les lycées, de juillet à septembre, les services de la DRIHL traiteront en priorité les candidatures relevant de la présente convention et signalées par les DSDEN dans un délai de 4 jours à compter de la saisine de la DRIHL par rapport aux demandes issues de la convention approuvée le 9 juillet 2015 entre l'Etat et la Région. Ce délai pourra être réduit dans le cas où la DRIHL dispose d'un délai de désignation inférieur à 4 jours (à compter de la mise à disposition du logement par la Région).

Chapitre 3 : Identification des professeurs éligibles aux logements mis à disposition par la Région

Article 6 : professeurs éligibles aux logements mis à disposition par la Région

Sont éligibles aux logements mis à disposition par la Région les professeurs répondant aux conditions réglementaires d'accès au logement social et dont la situation correspond aux critères cumulatifs suivants :

- professeurs titulaires nouvellement nommés (moins d'un an) dans les lycées d'enseignement général, professionnel ou technique les moins demandés des académies de Créteil et de Versailles ;

- professeurs ayant pris l'engagement de rester au moins cinq ans dans l'établissement. Cet engagement est pris par écrit et adressé à la Région sous couvert du recteur d'académie.

Dans le cas où l'Etat ne trouverait pas de candidat répondant à ces critères, du fait notamment de la localisation, du montant du loyer ou des caractéristiques du logement, l'Etat propose ces logements aux ménages ciblés dans la convention du 9 juillet 2015, ou les remet à disposition de la Région en cas d'absence totale de candidats.

L'Etat n'est pas autorisé à déléguer la gestion des droits de désignation à une autre collectivité locale ou établissement public de coopération intercommunale, y compris dans les territoires où l'État a lui-même délégué la gestion du contingent préfectoral.

Chapitre 4 : Dispositions relatives au suivi de la convention

Article 7 : Modalités d'évaluation du dispositif

La convention fera l'objet d'une évaluation annuelle. A ce titre, l'Etat transmet à la Région un bilan indiquant notamment :
- le nombre de logement mis à sa disposition
- le nombre de professeurs éligibles présentés ou désignés par l'Etat
- le nombre de logements rendus à la Région faute de candidats
- un bilan des suites données aux candidatures proposées par l'Etat
- le nombre de professeurs éligibles effectivement relogés sur les logements mis à disposition
- le nombre de demandes d'affectations dans les lycées concernés.

Chapitre 5 : Disposition diverses

Article 8 : Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à la date de sa signature. Elle est conclue pour une durée minimale d'un an et se renouvelle par tacite reconduction par période annuelle.

Article 9 : Révision et résiliation de la convention

La présente convention pourra être révisée à la demande de l'une ou l'autre des parties par voie d'avenant. De même, toute disposition législative ou réglementaire susceptible de modifier les termes de la présente convention sera prise en compte par les signataires et fera l'objet d'un avenant.

La résiliation de la présente convention et de ses éventuels avenants pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties, avec un préavis de trois mois.

Article 10 : Information des partenaires

La Région informera les organismes gestionnaires des logements concernés par la présente convention de son entrée en vigueur et apportera en tant que de besoin son appui aux services de l'État à l'égard des organismes qui ne donneraient pas suite aux propositions ou désignations émanant des services de l'État.

Fait à Paris, le

La Présidente
du Conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Le Préfet de la région Ile-de-France
Préfet de Paris

Jean-François CARENCO

La Rectrice de l'académie de Créteil
Chancelière des universités

Béatrice GILLE

Le Recteur de l'académie de Versailles
Chancelier des universités

Daniel FILATRE

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-428

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Affectation d'une subvention en faveur de la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale en faveur du logement – Soutien aux femmes victimes de violence;
VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-428 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;
VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer une subvention de **40.000 €** en faveur de la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF) dans le cadre de la convention approuvée par délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016 susvisée, pour l'accès au logement locatif social des femmes victimes de violences conjugales ou familiales.

Affecte à cet effet une autorisation d'engagement de **40.000 €** prélevée sur les crédits disponibles au budget 2016 du chapitre 935 « Aménagement des territoires » - Code fonctionnel 54 – Habitat – Logement, programme HP 54-006 « Autres actions logement » Action 15400604 – « Action en faveur des femmes victimes de violences conjugales ».

Article 2 :

Approuve l'avenant présenté en annexe 3 à la délibération et autorise la Présidente à le signer.

Subordonne le versement de la subvention à la signature de l'avenant précité.

Article 3 :

Conformément à l'article 29 du règlement budgétaire et financier, accepte de financer, à titre exceptionnel, les dépenses engagées depuis le 1er janvier 2016, en raison de l'initiative prise par la Région de proposer des logements disponibles à la FNSF et de l'urgence assurer des relogements pour les candidates désignées auprès des bailleurs HLM par les associations franciliennes du réseau de la FNSF.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 1

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008787	Budget	2016

Chapitre	**935 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154006 - Autres actions logement**
Action	**15400604 - Action en faveur des femmes victimes de violences conjugales**

Dispositif : N° 00000608 - Subvention annuelle à la FNSF

Dossier	16014272 - FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES			
Bénéficiaire	R28539 - FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
70 000,00 €	TTC	57,14 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000608 - Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €

Total sur l'imputation 935 - 54 - 154006 - 15400604	40 000,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 2

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16014272

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subvention annuelle à la FNSF	70 000,00 €	57,14 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 935-54-6574-154006-300
15400604- Action en faveur des femmes victimes de violences conjugales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FNSF FEDERATION NATIONALE SOLIDARITE FEMMES
Adresse administrative : 75 BD MACDONALD 75019 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Maryvonne BIN-HENG, Présidente

Date de publication au JO : 4 février 1987

N° SIRET : 32534704500057

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Subvention annuelle à la FNSF
Rapport Cadre : CR 38-16 du 17 mars 2016

Objet du projet : attribution d'une subvention pour 2016

Date prévisionnelle de début de projet : 1er janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à assurer le relogement des femmes victimes de violences

Description :
Le Conseil régional, par délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016, a décidé de renouveler son engagement en faveur du relogement des femmes victimes de violences conjugales et familiales et de l'amplifier.

Dans le cadre de la convention partenariale conclue avec la FNSF, la Région apporte un soutien à l'emploi d'un poste à temps plein affecté à la gestion du dispositif.

En effet, une partie des droits de désignation régionaux est mobilisée en faveur de femmes victimes de violences permettant notamment de désengorger les structures d'hébergement collectif ou temporaire.

Détail du calcul de la subvention :

40 000 € correspondant au financement d'un poste à temps plein affecté à la gestion du dispositif, dans la limite de 60% des dépenses correspondantes.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
2014	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
2015	Subvention annuelle à la FNSF	40 000,00 €
	Montant total	120 000,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 3

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE PARTENARIAT POUR L'ACCES AU LOGEMENT LOCATIF SOCIAL DES FEMMES VICTIMES DE VIOLENCES CONJUGALES OU FAMILIALES

Entre la Région Ile-de-France, dont le siège est situé 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris, représentée par Madame Valérie Pécresse, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France, en vertu de la délibération n° CR 38-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale en faveur du logement – Soutien aux femmes victimes de violence,

ci-après dénommée « la Région »,

et

La Fédération Nationale Solidarité Femmes, dont le siège est situé 75, boulevard Macdonald - CS60047, 75019 Paris cedex 19, représentée par Madame Dominique GUILLIEN-ISENMANN, Présidente,

ci-après dénommée « la FNSF »,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

Ajoute un article 3.1 rédigé comme suit :

« Article 3-1 - Obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants

Le bénéficiaire s'engage, en contrepartie de chaque subvention annuelle attribuée par la Région dans le cadre de la présente convention, à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois. »

Article 2 :

Ajoute à l'article 4, après l'alinéa 1, un alinéa rédigé comme suit :

« Dans tous les cas, le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou d'alternants mentionné à l'article 3.1 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Article 3 :

Complète l'alinéa 1 de l'article 5 par la mention suivante :

« , il en est de même en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

Article 4 :

Les autres articles de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangés.

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

Pour la Fédération Nationale Solidarité Femmes La Présidente

Dominique GUILLIEN-ISENMANN

Le

Pour la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France
Le Directeur du logement, de l'action foncière et du renouvellement urbain

Angelo ZAGALOLO

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-434

DU 21 SEPTEMBRE 2016

Attributions de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la création de logements locatifs sociaux

Troisième affectation pour 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU La délibération du Conseil Régional n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil Régional à sa Commission Permanente ;
VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier de la région Ile-de-France adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 64-05 du 14 décembre 2005 relative à la politique régionale du logement ;
VU La délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée relative à l'action régionale en faveur du logement ;
VU La délibération n° CR 40-14 du 19 juin 2014 relative à la mobilisation pour l'accès des franciliens au logement social ;
VU La délibération n° CR 59-15 du 19 juin 2015 portant notamment prorogation du partenariat avec la Fondation Abbé Pierre ;
VU La délibération CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 39-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale en faveur du logement ;
VU La délibération n° CR 41-16 du 17 mars 2016 relative à l'action régionale en faveur du logement ;
VU La délibération n° CP 06-548 du 6 juillet 2006 modifiée portant notamment approbation de la convention-type en faveur du logement social de type PLUS ;
VU La délibération n° CP 11-658 du 20 octobre 2011 portant notamment affectation de subventions en faveur du logement social ;
VU La délibération n° CP 14-303 du 18 juin 2014 portant notamment affectation de subventions en faveur du logement social et très social ;
VU La délibération n° CP 14-492 du 24 septembre 2014 portant notamment affectation de subventions en faveur du logement social et très social ;
VU La délibération n° CP 14-676 du 20 novembre 2014 portant notamment affectation de subventions en faveur du logement social et très social ;
VU La délibération n° CP 15-266 du 17 juin 2015 portant notamment affectation de subvention en faveur du logement très social ;
VU La délibération n° CP 15-538 du 9 juillet 2015 relative à la convention de mise à disposition de l'Etat d'une partie des droits de réservation de logements sociaux de la Région ;
VU La délibération n° CP 16-370 du 12 juillet 2016 portant notamment approbation des

conventions type en faveur de la création de logements locatifs sociaux, très sociaux et intermédiaires ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU Le rapport CP 16-434 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

VU L'avis de la commission du logement et de la politique de la ville ;

VU L'avis de la commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « aide à la création de logements locatifs intermédiaires » de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 316 083 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **316 083 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400201 « Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires » du budget 2016, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « aide à la création de logements locatifs sociaux » de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel 13 478 706 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **13 478 706 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400202 « Aide à la création de logements locatifs sociaux » du budget 2016, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « aide à la création de logements locatifs très sociaux » de la délibération n° CR 09-11 du 10 février 2011 modifiée, au financement des projets de logements détaillés en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 9 986 256 €.

Affecte à cet effet une autorisation de programme de **9 986 256 €** Disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2016, répartie conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 4 :

Subordonne le versement des subventions des opérations décrites en annexe 2 à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée par délibération n° CP 16-370 du 12 juillet 2016 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 5 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, en application de l'article 17 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

N° de dossier	Opération	Bénéficiaire	OS/Date prévisionnelle de démarrage
15003168	réalisation de 26 logements PLUS sis quartier du Bréau - Ilot Pinson - tranche 1 à Fontainebleau	HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM	15/06/2016
15003169	réalisation de 11 logements PLAI sis quartier du Bréau - Ilot Pinson - tranche 1 à Fontainebleau	HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM	15/06/2016
13006776	réalisation de 53 logements PLUS sis quartier des Brigadières (Tranche 2) à Bezons	SA D'HLM LOGIREP	04/11/2015
14006276	réalisation de 44 logements PLUS sis Entrée de Quartier - Avenue Henri Barbusse à La Courneuve	OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE	04/11/2015
15018799	réalisation de 19 logements PLAI sis Entrée de Quartier - Avenue Henri Barbusse à La Courneuve	OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE	04/11/2015
14011174	réalisation de 32 logements PLUS sis Zac Rouget de Lisle - îlot C1c à Vitry-sur-Seine	OPH OFFICE PUBLIC HABITAT VITRY SUR SEINE	24/03/2016
15018803	réalisation de 27 logements PLUS sis 19-21 rue Paul Eluard à Saint-Denis	OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE	04/11/2015
13003230	réalisation de 17 logements PLUS sis 34 rue Roger Salengro à Bondy	BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY	04/11/2015
15003850	réalisation de 36 logements PLUS sis, 28 avenue Henri Varagnat à Bondy	BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY	04/11/2015
15003851	réalisation de 2 logements PLAI sis, 28 avenue Henri Varagnat à Bondy	BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY	04/11/2015
15003883	réalisation de 19 logements PLUS sis, rue de Varsovie à Bondy	BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY	25/09/2015
15003884	réalisation d'un logement PLAI sis, rue de Varsovie à Bondy	BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY	25/09/2015
15004132	réalisation de 4 logements PLAI sis 34, rue Roger Salengro à Bondy	BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY	04/11/2015
15011598	réalisation de 64 logements PLUS sis quartier "Vilar-Foch" rue Henri Dunant, rue du 11 novembre 1918 et avenue Foch à Meaux	OPH MEAUX HABITAT	22/12/2015
15011603	réalisation de 16 logements PLAI sis quartier "Vilar-Foch" rue Henri Dunant, rue du 11 novembre 1918 et avenue Foch à Meaux	OPH MEAUX HABITAT	22/12/2015

16007772	réalisation de 6 logements PLS sis 36 rue Ferragus à Aubervilliers	IMMOBILIERE 3F	12/07/2016
15015075	réalisation de 70 logements PLUS sis rue du 19 mars 1962 (parcelle résidence Paul Lafargue) au Kremlin-Bicêtre	OPH DU KREMLIN BICETRE	12/10/2015
15015076	réalisation de 13 logements PLAI sis rue du 19 mars 1962 (parcelle résidence Paul Lafargue) au Kremlin-Bicêtre	OPH DU KREMLIN BICETRE	12/10/2015
15015830	réalisation en acquisition-amélioration de 4 logements PLUS sis 38 boulevard de Strasbourg à Paris 10ème	SA D'HLM TOIT & JOIE	29/01/2016
15015831	réalisation en acquisition-amélioration de 5 logements PLAI sis 38 boulevard de Strasbourg à Paris 10ème	SA D'HLM TOIT & JOIE	29/01/2016
15016584	réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 6 avenue de Villeneuve-Saint-Georges à Choisy-le-Roi	SNL PROLOGUES	30/06/2016
15018041	réalisation de 28 logements PLUS sis ZAC Les Portes de Bondoufle/Le Grand Parc, lot B3 Sud, à Bondoufle	LOGEMENT FRANCILIEN	02/05/2016
16003824	réalisation de 12 logements PLAI sis ZAC Les Portes de Bondoufle/Le Grand Parc, lot B3 Sud, à Bondoufle	LOGEMENT FRANCILIEN	02/05/2016
15018126	réalisation de 44 logements PLUS sis cité Blanche de Castille (3ème tranche) 15 chaussée de Maubuisson à Saint-Ouen-l'Aumône	SA D'HLM EMMAUS HABITAT	12/05/2016
15018127	réalisation de 16 logements PLAI sis cité Blanche de Castille (3ème tranche) 15 chaussée de Maubuisson à Saint-Ouen-l'Aumône	SA D'HLM EMMAUS HABITAT	12/05/2016
15018665	réalisation de 19 logements PLUS sis 2 impasse de la Ferme, lieu-dit Clos des Camaldules (tranche 1) à Villecresnes	OPH 94 VALOPHIS HABITAT	14/12/2015
15018667	réalisation de 9 logements PLAI sis 2 impasse de la Ferme, lieu-dit Clos des Camaldules (tranche 1) à Villecresnes	OPH 94 VALOPHIS HABITAT	14/12/2015
16001394	réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 111bis rue Henri Barbusse à Meudon	SNL PROLOGUES	16/12/2015
15004691	réalisation de 84 logements PLUS sis Cours de Grigny / rue Saint-Exupéry, ZAC du Centre-Ville (lot 9A) à Grigny	IMMOBILIERE 3F	02/05/2016
16006837	réalisation de 90 logements PLUS sis 2, rue du Progrès à Morsang-sur-Orge	IMMOBILIERE 3F	01/04/2016
16006838	réalisation de 35 logements PLAI sis 2, rue du Progrès à Morsang-sur-Orge	IMMOBILIERE 3F	01/04/2016
16006560	réalisation, en acquisition-amélioration, de 6 logements PLS sis 19 rue du Capitaine Dreyfus à Montreuil	OPH OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT MONTREUILLOIS	16/10/2015
16003974	réalisation de 11 logements PLUS sis 33-37 cours de la République à Bondy	BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY	23/06/2016
16003975	réalisation de 2 logements PLAI sis 33-37 cours de la République à Bondy	BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY	23/06/2016

Article 6 :

Modifie la délibération n° CP 15-266 du 17 juin 2015 concernant la création d'une résidence sociale située 8 rue Duguesclin à Melun, conformément à la fiche projet jointe en annexe 3 (dossier n° 15006216), et modifie comme suit le montant de la subvention attribuée à la SA d'HLM Les foyers de Seine-et-Marne.

Ramène le montant de la subvention (dossier n° 15006216) de 220.000 € à 200.000 €.

Désaffecte en conséquence partiellement l'autorisation de programme d'un montant de **20.000 €** sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2015.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'un avenant à la convention, conforme au document en annexe 3, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 7 :

Modifie la délibération n° CP 14-303 du 18 juin 2014 concernant l'opération de création de logements PLUS/PLAI située 10 rue de la Tuilerie à Saint-Germain-Lès-Corbeil, conformément aux fiches projets jointes en annexe 3 (dossiers n° 13003125 et 14008279) et modifie comme suit les montants de subventions attribués à la SA d'HLM Pierres et Lumières.

Ramène le montant de la subvention en faveur des logements PLUS (dossier n° 13003125) de 165 803 € à 122 943 €.

Désaffecte en conséquence partiellement l'autorisation de programme d'un montant de **42 860 €** sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400202 « Aide à la création de logements locatifs sociaux » du budget 2014.

Ramène le montant de la subvention en faveur des logements PLAI (dossier n° 14008279) de 132 000 € à 96 000 €.

Désaffecte en conséquence partiellement l'autorisation de programme d'un montant de **36 000 €** sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2014.

Subordonne le versement des deux subventions à la signature d'avenants aux conventions, conformes aux documents en annexe 3, et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 8 :

Modifie la délibération n° CP 11-658 du 20 octobre 2011 concernant l'opération de construction de 15 logements de type PLUS située îlot Durand Vignes à Stains, conformément à la fiche projet en annexe 3 (dossier n°11009220) et modifie comme suit le montant de la subvention attribuée à l'OPH de Seine-Saint-Denis.

Ramène le montant de la subvention (dossier n° 11009220) de 243.454 € à 125.484 €.

Désaffecte en conséquence partiellement l'autorisation de programme d'un montant de **117.970 €** sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2011.

Subordonne le versement de la subvention à la signature d'un avenant à la convention, conforme au document en annexe 3, et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

Article 9 :

Modifie la délibération n° CP 14-676 du 20 novembre 2014 concernant l'opération de construction de 29 logements PLUS/PLAI situés 15 rue Vincent Bureau à Valenton, réalisée par la SA d'HLM Antin résidences.

Porte le montant du loyer des logements PLUS de 6,78 € à 6,84 € valeur janvier 2014 (dossier n° 14016397) ;

Porte le montant du loyer des logements PLAI de 6,04 € à 6,10 € valeur janvier 2014 (dossier n° 14016398).

Subordonne le versement des deux subventions à la signature d'avenants conformes aux documents en annexe 3 et autorise la Présidente du Conseil régional à les signer.

Article 10 :

Prend acte du retrait de l'opération de l'OPH Clamart habitat portant sur 55 logements PLUS/PLAI situés 11 rue de Bièvres à Clamart, qui a bénéficié de l'affectation de deux subventions votées par délibération n° CP 14-492 du 24 septembre 2014.

Désaffecte en conséquence les autorisations de programme comme suit :

- **311 600 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400202 « Aide à la création de logements locatifs sociaux » du budget 2014, (dossier n° 13021403) ;
- **137 500 €** disponibles sur le chapitre 905 « Aménagement des territoires » code fonctionnel 54 « Habitat – Logement » programme HP 54-002 (154002) « Développement du parc locatif social » action 15400203 « Aide à la création de logements locatifs très sociaux » du budget 2014 (dossier n° 13021405).

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 1

Etat récapitulatif

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400201 - Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires**

Dispositif : N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux

Dossier	15018670 - 93 - SAINT OUEN - ZAC DES DOCKS ILOT D1 - 81 PLUS/PLS - 91 LOGTS			
Bénéficiaire	R18934 - SEMISO SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE LA VILLE DE SAINT OUEN			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	115 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 194 862,00 €	TTC	3,6 %	115 000,00 €	

Dossier	16006560 - 93 - MONTREUIL - CAPITAINE DREYFUS - 6 PLS - 10 LOGTS			
Bénéficiaire	R37085 - OPH OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT MONTREUILLOIS			
Localisation	MONTREUIL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	21 648,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
432 951,00 €	TTC	5 %	21 648,00 €	

Dossier	16006798 - 93 - LA COURNEUVE - FERRY/CONVENTION - 18 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
220 535,00 €	TTC	4,53 %	10 000,00 €	

Dossier	16006904 - 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE LOT S5B - 50 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	CARRIERES-SOUS-POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	49 435,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
988 707,00 €	TTC	5 %	49 435,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16006968 - 78 - LES MUREAUX - ZAC MOLIERE E1 - 18 PLS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	LES MUREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	90 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 007 033,00 €	TTC	4,48 %	90 000,00 €	

Dossier	16007772 - 93 - AUBERVILLIERS - RUE FERRAGUS - 12 PLUS/PLS - 15 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	30 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
977 197,00 €	TTC	3,07 %	30 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	316 083,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400201	316 083,00 €

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400202 - Aide à la création de logements locatifs sociaux**

Dispositif : N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux

Dossier	13003230 - 93 - BONDY - 34 RUE ROGER SALENGRO - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	138 731,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 774 615,00 €	TTC	5 %	138 731,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	13004235 - 77- BRAY-SUR-SEINE - FAUBOURGS DE JAULNES - 21 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	BRAY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	101 206,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 024 126,00 €	TTC	5 %	101 206,00 €	

Dossier	13006776 - 95 - BEZONS - LES BRIGADIERES TRANCHE 2 - 53 PLUS - 66 LOGTS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	BEZONS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	320 135,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 402 702,00 €	TTC	5 %	320 135,00 €	

Dossier	14004369 - 77- CRECY-LA-CHAPELLE - AVENUE CHARLES DE GAULLE - 10 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	CRECY-LA-CHAPELLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 774,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
975 473,00 €	TTC	5 %	48 774,00 €	

Dossier	14006276 - 93 - LA COURNEUVE - ENTREE DE QUARTIER BARBUSSE - 63 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R29843 - OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	334 713,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 694 253,00 €	TTC	5 %	334 713,00 €	

Dossier	14007767 - 77 - LE MEE-SUR-SEINE - EUROPE/DAUVERGNE - 41 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	LE MEE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	202 740,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 054 799,00 €	TTC	5 %	202 740,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	14011174 - 94 - VITRY SUR SEINE - ROUGET DE LISLE ILOT C1c - 32 PLUS - 36 LOGTS			
Bénéficiaire	R6592 - OPH OFFICE PUBLIC HABITAT VITRY SUR SEINE			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	298 440,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 968 807,00 €	TTC	5 %	298 440,00 €	

Dossier	14014709 - 91 - CORBEIL ESSONNES - PAPETERIE ILOT A9 - 51 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	252 210,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 044 198,00 €	TTC	5 %	252 210,00 €	

Dossier	14018641 - 94 - IVRY SUR SEINE - 36 PLUS-CD/PLAI - 40 LOGTS			
Bénéficiaire	R7816 - OPHLM D'IVRY-SUR-SEINE			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	224 721,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 494 416,00 €	TTC	5 %	224 721,00 €	

Dossier	15001240 - 93 - L'ILE-SAINT-DENIS - LOTS PA3 PA5 QUARTIER FLUVIAL - 37 PLUS - 45 LOGTS			
Bénéficiaire	R29843 - OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE			
Localisation	L'ILE-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	271 745,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 434 902,00 €	TTC	5 %	271 745,00 €	

Dossier	15003168 - 77 - FONTAINEBLEAU - QUARTIER DU BREAU - TRANCHE 1 - ILOT PINSON - 37 PLUS/PLAI/ 110 LGTS			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	187 374,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 747 475,00 €	TTC	5 %	187 374,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15003850 - 93 - BONDY - AVENUE VARAGNAT - 38 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	227 567,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 551 339,00 €	TTC	5 %	227 567,00 €	

Dossier	15003883 - 93 - BONDY - RUE DE VARSOVIE - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	154 258,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 085 156,00 €	TTC	5 %	154 258,00 €	

Dossier	15003928 - 93 - BONDY - AVENUE CARNOT - 44 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	226 307,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 526 130,00 €	TTC	5 %	226 307,00 €	

Dossier	15004187 - 95 - ENGHIEN LES BAINS - 43 RUE DE LA COUSSAYE - 14 PLUS/PLAI - 17 LOGTS			
Bénéficiaire	R5029 - SA D'HLM ICF LA SABLIERE			
Localisation	ENGHIEN-LES-BAINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	52 236,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 044 712,00 €	TTC	5 %	52 236,00 €	

Dossier	15004655 - 93 - AUBERVILLIERS - ZAC NOZAL FRONT POPULAIRE ILOT B - 28 PLUS - 40 LOGTS			
Bénéficiaire	R7307 - OPH OFFICE PUBLIC HABITAT D'AUBERVILLIERS			
Localisation	AUBERVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	190 800,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 816 005,00 €	TTC	5 %	190 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15004691 - 91 - GRIGNY - ZAC COEUR DE VILLE LOT 9A - 84 PLUS / 93 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	GRIGNY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	522 746,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 454 914,00 €	TTC	5 %	522 746,00 €	

Dossier	15004707 - 93 - VILLEPINTE - RUE DE L'EGLISE - 43 PLUS/PLAI - 53 LOGTS			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	207 252,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 145 045,00 €	TTC	5 %	207 252,00 €	

Dossier	15005877 - 77 - BAILLY ROMAINVILLIERS - BD DES SPORTS - 26 PLUS/PLAI / 30 LGTS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	BAILLY-ROMAINVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	112 040,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 240 807,00 €	TTC	5 %	112 040,00 €	

Dossier	15011598 - 77 - MEAUX - VILAR-FOCH - 80 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7228 - OPH MEAUX HABITAT			
Localisation	MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	436 974,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 739 489,00 €	TTC	5 %	436 974,00 €	

Dossier	15013306 - 93 - LA COURNEUVE - RUE BALZAC ILOT J1B - 25 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R29843 - OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	116 514,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 330 272,00 €	TTC	5 %	116 514,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15013418 - 94 - LE KREMLIN BICETRE - DELESCLUZE - 9 PLUS/PLAI - 13 LOGTS			
Bénéficiaire	R7006 - OPH 94 VALOPHIS HABITAT			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 937,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 298 744,00 €	TTC	5 %	64 937,00 €	

Dossier	15015075 - 94 - LE KREMLIN BICETRE - RESIDENCE PAUL LAFARGUE - 83 PLUS/PLAI - 103 LOGTS			
Bénéficiaire	R7463 - OPH DU KREMLIN BICETRE			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	615 641,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 312 815,00 €	TTC	5 %	615 641,00 €	

Dossier	15015615 - 77- MELUN - CAPITAINE BASTIEN - 50 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	MELUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	212 401,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 248 026,00 €	TTC	5 %	212 401,00 €	

Dossier	15015830 - 75 - PARIS 10 - BD DE STRASBOURG - 9 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1768 - SA D'HLM TOIT & JOIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 594,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
391 880,00 €	TTC	5 %	19 594,00 €	

Dossier	15016601 - 75 - PARIS 14 - BD BRUNE - 47 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1768 - SA D'HLM TOIT & JOIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	217 419,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 348 371,00 €	TTC	5 %	217 419,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15017945 - 77 - MONTEVRAIN - ZAC VAL D'EUROPE F9 - 36 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT			
Localisation	MONTEVRAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	185 521,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 710 415,00 €	TTC	5 %	185 521,00 €	

Dossier	15017964 - 77 - VERT-SAINT-DENIS - ZAC DE BALORY LOT B 47 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	VERT-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	193 101,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 862 019,00 €	TTC	5 %	193 101,00 €	

Dossier	15017989 - 91 - JUVISY-SUR-ORGE - AV REPUBLIQUE - 37 PLUS/PLAI / 52 LGTS			
Bénéficiaire	R17718 - SOGEMAC HABITAT SOC GESTION MAINTENAN AMENAGEM CONSTRUCT			
Localisation	JUVISY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	121 761,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 435 217,00 €	TTC	5 %	121 761,00 €	

Dossier	15018040 - 91 - LONGJUMEAU - RUE DE VERDUN - 35 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17718 - SOGEMAC HABITAT SOC GESTION MAINTENAN AMENAGEM CONSTRUCT			
Localisation	LONGJUMEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	170 914,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 418 273,00 €	TTC	5 %	170 914,00 €	

Dossier	15018041 - 91 - BONDOUFLE - PORTES DE BONDOUFLE/GRAND PARC LOT B3 SUD - 40 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R34240 - LOGEMENT FRANCILIEN			
Localisation	BONDOUFLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	206 521,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 130 412,00 €	TTC	5 %	206 521,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15018053 - 94 - CHARENTON LE PONT - RUE DU PONT - 30 PLUS/PLAI - 42 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	CHARENTON-LE-PONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	124 795,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 495 900,00 €	TTC	5 %	124 795,00 €	

Dossier	15018064 - 94 - VITRY SUR SEINE - VOIE REMBRANDT - 34 PLUS - 53 LOGTS			
Bénéficiaire	R7006 - OPH 94 VALOPHIS HABITAT			
Localisation	VITRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	229 177,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 583 534,00 €	TTC	5 %	229 177,00 €	

Dossier	15018074 - 77 - SAVIGNY-LE-TEMPLE - MIROIR D'EAU LOT B - 56 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R22606 - VALOPHIS CHAUMIERE IDF			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	275 563,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 511 267,00 €	TTC	5 %	275 563,00 €	

Dossier	15018123 - 77 - LE VAUDOUE - RUE DES TEMPLIERS - 8 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	LE VAUDOUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	41 646,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
832 922,00 €	TTC	5 %	41 646,00 €	

Dossier	15018126 - 95 - SAINT OUEN L'AUMONE - BLANCHE DE CASTILLE - 60 PLUS/PLAI - 150 LOGTS			
Bénéficiaire	R5028 - SA D'HLM EMMAUS HABITAT			
Localisation	SAINT-OUEN-L'AUMONE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	303 822,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 076 438,00 €	TTC	5 %	303 822,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15018151 - 92 - CLICHY-LA-GARENNE - RUE DE PARIS - 12 PLUS/PLAI / 17 LGTS			
Bénéficiaire	R5029 - SA D'HLM ICF LA SABLIERE			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	88 067,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 761 337,00 €	TTC	5 %	88 067,00 €	

Dossier	15018665 - 94 - VILLECRESNES - CLOS DES CAMALDULES (TRANCHE 1) - 28 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7006 - OPH 94 VALOPHIS HABITAT			
Localisation	VILLECRESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	145 607,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 912 147,00 €	TTC	5 %	145 607,00 €	

Dossier	15018669 - 93 - SAINT OUEN - ZAC DES DOCKS ILOT D1 - 81 PLUS/PLS - 91 LOGTS			
Bénéficiaire	R18934 - SEMISO SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE LA VILLE DE SAINT OUEN			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	328 327,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 566 540,00 €	TTC	5 %	328 327,00 €	

Dossier	15018718 - 93 - VILLEPINTE - BD BALLANGER - 36 PLUS/PLAI - 49 LOGTS			
Bénéficiaire	R12520 - LA MAISON DU CIL			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	188 105,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 762 104,00 €	TTC	5 %	188 105,00 €	

Dossier	15018719 - 78 - LES MUREAUX - ZAC MOLIERE E2 - 41 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	LES MUREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	171 391,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 427 828,00 €	TTC	5 %	171 391,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15018753 - 93 - BONDY - DE LATTRE DE TASSIGNY - 30 PLUS/PLAI - 52 LOGTS			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	186 102,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 722 037,00 €	TTC	5 %	186 102,00 €	

Dossier	15018768 - 77 - LAGNY-SUR-MARNE - RUE LEO GAUSSON - 33 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	LAGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	157 734,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 154 686,00 €	TTC	5 %	157 734,00 €	

Dossier	15018770 - 77 - COUPVRAY - RUE LOUIS BRAILLE - 5 PLUS/PLAI / 7 LGTS			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	COUPVRAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	14 659,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
293 183,00 €	TTC	5 %	14 659,00 €	

Dossier	15018801 - 93 - LA COURNEUVE - QUARTIER LES CLOS 2 ILOT 3B - 31 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R29843 - OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 775,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 735 505,00 €	TTC	5 %	136 775,00 €	

Dossier	15018803 - 93 - SAINT-DENIS - RUE PAUL ELUARD - 27 PLUS - 39 LOGTS			
Bénéficiaire	R29843 - OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	217 834,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 126 675,00 €	TTC	5,28 %	217 834,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16000435 - 95 - JOUY LE MOUTIER - ZAC HAUTILOISE LOT 2B - 52 PLUS/PLAI - 69 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	JOUY-LE-MOUTIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	264 367,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 287 332,00 €	TTC	5 %	264 367,00 €	

Dossier	16000507 - 77 - CHELLES - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - 53 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	191 348,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 826 965,00 €	TTC	5 %	191 348,00 €	

Dossier	16002926 - 77 - LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX - LES JARDINS DU PRIEURE - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10100 - OPH VAL DU LOING HABITAT			
Localisation	LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 487,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 049 747,00 €	TTC	5 %	102 487,00 €	

Dossier	16003275 - 95 - L'ISLE ADAM - 61 RUE SAINT-LAZARE - 14 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1633 - SA D'HLM LE LOGIS SOCIAL VAL D'OISE			
Localisation	L'ISLE-ADAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	62 600,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 252 004,00 €	TTC	5 %	62 600,00 €	

Dossier	16003512 - 93 - BAGNOLET - RUES BLANQUI/LEFEVRE - 51 PLUS - 94 LOGTS			
Bénéficiaire	R17822 - SOFILOGIS			
Localisation	BAGNOLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	364 549,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 290 984,00 €	TTC	5 %	364 549,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16003744 - 91 - BREUILLET - RTE ARPAJON/FOSSE RONDE - 25 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17952 - COOPERATION ET FAMILLE			
Localisation	BREUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	114 155,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 283 106,00 €	TTC	5 %	114 155,00 €	

Dossier	16003810 - 95 - VILLIERS LE BEL - NEUF ARPENTS - 27 PLUS/PLAI - 32 LOGTS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	165 160,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 303 204,00 €	TTC	5 %	165 160,00 €	

Dossier	16003974 - 93 - BONDY - COURS DE LA REPUBLIQUE - 13 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	86 655,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 733 108,00 €	TTC	5 %	86 655,00 €	

Dossier	16003980 - 75 - PARIS 14 - BD JOURDAN - 51 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5242 - PARIS HABITAT OPH			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	400 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 001 297,00 €	TTC	4 %	400 000,00 €	

Dossier	16005311 - 95 - PIERRELAYE - RUE D'EPLUCHES QUARTIER DU BOCQUET - 41 PLUS/PLAI - 58 LOGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	PIERRELAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	158 381,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 167 628,00 €	TTC	5 %	158 381,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16005328 - 78 - MAGNY LES HAMEAUX - GABRIEL PERI - 14 PLUS / 28 LGTS			
Bénéficiaire	R32945 - VILOGIA SA D'HLM			
Localisation	MAGNY-LES-HAMEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	95 286,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 905 728,00 €	TTC	5 %	95 286,00 €	

Dossier	16006535 - 77 - MOUROUX - RUE CORNU - 15 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R22455 - LOGIVAM LE LOGEMENT FAMILIAL SOISSONS ET AISNE			
Localisation	MOUROUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	51 348,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 026 958,00 €	TTC	5 %	51 348,00 €	

Dossier	16006635 - 95 - BESSANCOURT - ZAC DES MEUNIERS ILOT 8 - 54 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R27883 - SA D'HLM DOMAXIS			
Localisation	BESSANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	249 880,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 997 603,00 €	TTC	5 %	249 880,00 €	

Dossier	16006794 - 93 - LA COURNEUVE - FERRY/CONVENTION - 18 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	75 558,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 511 151,00 €	TTC	5 %	75 558,00 €	

Dossier	16006837 - 91 - MORSANG-SUR-ORGE - RUE DU PROGRES - 125 PLUS/PLAI / 140 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MORSANG-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	552 627,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 052 541,00 €	TTC	5 %	552 627,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16006849 - 94 - CHOISY LE ROI - ZAC DES TROENES LOT 1 - 60 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7006 - OPH 94 VALOPHIS HABITAT			
Localisation	CHOISY-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	378 705,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 574 106,00 €	TTC	5 %	378 705,00 €	

Dossier	16006891 - 91 - BONDOUFLE - PORTES DE BONDOUFLE/GRAND PARC B4 SUD - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	BONDOUFLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	82 762,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 655 241,00 €	TTC	5 %	82 762,00 €	

Dossier	16006902 - 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE LOT S5B - 50 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	CARRIERES-SOUS-POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	211 161,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 223 214,00 €	TTC	5 %	211 161,00 €	

Dossier	16006941 - 91 - GUIBEVILLE - RUE PASTEUR - 14 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	GUIBEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	61 945,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 238 900,00 €	TTC	5 %	61 945,00 €	

Dossier	16006962 - 91 - ORSAY - 95 BIS RUE DE PARIS - 29 PLUS/PLAI / 41 LGTS			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 875,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 177 497,00 €	TTC	5 %	108 875,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16007018 - 78 - ROSNY SUR SEINE - LOMMOYE - 56 PLUS/PLAI / 79 LGTS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	ROSNY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	229 788,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 595 754,00 €	TTC	5 %	229 788,00 €	

Dossier	16007025 - 91 - QUINCY SOUS SENART - RUE DES TAMARIS - 22 PLUS/PLAI / 28 LGTS			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	QUINCY-SOUS-SENART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	73 073,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 461 452,00 €	TTC	5 %	73 073,00 €	

Dossier	16007068 - 78 - VERSAILLES - ABBE ROUSSEAU - 23 PLUS/PLAI / 33 LGTS			
Bénéficiaire	R29088 - VERSAILLES HABITAT OPH			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	83 621,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 672 411,00 €	TTC	5 %	83 621,00 €	

Dossier	16011548 - 95 - FRANCONVILLE - CHAUSSEE JULES CESAR - 22 PLUS/PLAI - 32 LOGTS			
Bénéficiaire	R32945 - VILOGIA SA D'HLM			
Localisation	FRANCONVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	69 478,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 389 552,00 €	TTC	5 %	69 478,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	13 478 706,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400202	13 478 706,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Chapitre	**905 - Aménagement des territoires**
Code fonctionnel	**54 - Habitat - (Logement)**
Programme	**154002 - Développement du parc locatif social**
Action	**15400203 - Aide à la création de logements locatifs très sociaux**

Dispositif : N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux

Dossier	13004236 - 77- BRAY-SUR-SEINE - FAUBOURGS DE JAULNES - 21 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	BRAY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
634 044,00 €	TTC	9,46 %	60 000,00 €	

Dossier	14011661 - 77 - LE MEE-SUR-SEINE - EUROPE/DAUVERGNE - 41 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	LE MEE-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 096 083,00 €	TTC	9,85 %	108 000,00 €	

Dossier	14014427 - 77- CRECY-LA-CHAPELLE - AVENUE CHARLES DE GAULLE - 10 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	CRECY-LA-CHAPELLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
337 019,00 €	TTC	10,68 %	36 000,00 €	

Dossier	14018642 - 94 - IVRY SUR SEINE - 36 PLUS-CD/PLAI - 40 LOGTS			
Bénéficiaire	R7816 - OPHLM D'IVRY-SUR-SEINE			
Localisation	IVRY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 063 297,00 €	TTC	9,03 %	96 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15003169 - 77 - FONTAINEBLEAU - QUARTIER DU BREAU - TRANCHE 1 - ILOT PINSON - 37 PLUS/PLAI/ 110 LGTS			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	FONTAINEBLEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 291 231,00 €	TTC	10,22 %	132 000,00 €	

Dossier	15003366 - 78 - MEZIERES-SUR-SEINE - MAURICE FRICOTTE - 2 PLAI			
Bénéficiaire	R29364 - OPH MANTES YVELINES HABITAT			
Localisation	MEZIERES-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
261 066,00 €	TTC	9,19 %	24 000,00 €	

Dossier	15003851 - 93 - BONDY - AVENUE VARAGNAT - 38 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
238 026,00 €	TTC	10,08 %	24 000,00 €	

Dossier	15003884 - 93 - BONDY - RUE DE VARSOVIE - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
162 377,00 €	TTC	7,39 %	12 000,00 €	

Dossier	15003929 - 93 - BONDY - AVENUE CARNOT - 44 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 005 807,00 €	TTC	9,54 %	96 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15004132 - 93 - BONDY - 34 RUE ROGER SALENGRO - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
655 380,00 €	TTC	7,32 %	48 000,00 €	

Dossier	15004240 - 95 - ENGHIEN LES BAINS - 43 RUE DE LA COUSSAYE - 14 PLUS/PLAI - 17 LOGTS			
Bénéficiaire	R5029 - SA D'HLM ICF LA SABLIERE			
Localisation	ENGHIEN-LES-BAINS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
552 593,00 €	TTC	10,86 %	60 000,00 €	

Dossier	15004708 - 93 - VILLEPINTE - RUE DE L'EGLISE - 43 PLUS/PLAI - 53 LOGTS			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 001 907,00 €	TTC	10,78 %	108 000,00 €	

Dossier	15005878 - 77 - BAILLY ROMAINVILLIERS - BD DES SPORTS - 26 PLUS/PLAI 30 LGTS			
Bénéficiaire	R15560 - SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE			
Localisation	BAILLY-ROMAINVILLIERS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
983 387,00 €	TTC	9,76 %	96 000,00 €	

Dossier	15011603 - 77 - MEAUX - VILAR-FOCH - 80 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7228 - OPH MEAUX HABITAT			
Localisation	MEAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 105 769,00 €	TTC	9,12 %	192 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15013308 - 93 - LA COURNEUVE - RUE BALZAC ILOT J1B - 25 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R29843 - OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
827 905,00 €	TTC	10,15 %	84 000,00 €	

Dossier	15013419 - 94 - LE KREMLIN BICETRE - DELESCLUZE - 9 PLUS/PLAI - 13 LOGTS			
Bénéficiaire	R7006 - OPH 94 VALOPHIS HABITAT			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
162 071,00 €	TTC	7,4 %	12 000,00 €	

Dossier	15013493 - 94-VINCENNES - ROOSEVELT - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	VINCENNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 214,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 712,00 €	TTC	30 %	15 214,00 €	

Dossier	15015076 - 94 - LE KREMLIN BICETRE - RESIDENCE PAUL LAFARGUE - 83 PLUS/PLAI - 103 LOGTS			
Bénéficiaire	R7463 - OPH DU KREMLIN BICETRE			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	156 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 382 412,00 €	TTC	6,55 %	156 000,00 €	

Dossier	15015618 - 77- MELUN - CAPITAINE BASTIEN - 50 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	MELUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 005 529,00 €	TTC	8,38 %	168 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15015831 - 75 - PARIS 10 - BD DE STRASBOURG - 9 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1768 - SA D'HLM TOIT & JOIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
395 932,00 €	TTC	15,15 %	60 000,00 €	

Dossier	15016583 - 94-VINCENNES - CHARLES SILVESTRI - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	VINCENNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	46 488,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
175 460,00 €	TTC	26,49 %	46 488,00 €	

Dossier	15016584 - 94-CHOISY LE ROI - VILLENEUVE ST GEORGES - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	CHOISY-LE-ROI			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	64 113,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
261 095,00 €	TTC	24,56 %	64 113,00 €	

Dossier	15016600 - 92-NEUILLY SUR SEINE - ARMENONVILLE - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	NEUILLY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 512,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
180 951,00 €	TTC	15,2 %	27 512,00 €	

Dossier	15016604 - 75 - PARIS 14 - BD BRUNE - 47 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1768 - SA D'HLM TOIT & JOIE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 770 007,00 €	TTC	9,49 %	168 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15017946 - 77 - MONTEVRAIN - ZAC VAL D'EUROPE F9 - 36 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7616 - SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT			
Localisation	MONTEVRAIN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 596 195,00 €	TTC	8,27 %	132 000,00 €	

Dossier	15017965 - 77 - VERT-SAINT-DENIS - ZAC DE BALORY LOT B 47 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	VERT-SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	180 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 809 220,00 €	TTC	9,95 %	180 000,00 €	

Dossier	15018054 - 94 - CHARENTON LE PONT - RUE DU PONT - 30 PLUS/PLAI - 42 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	CHARENTON-LE-PONT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	156 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 046 489,00 €	TTC	7,62 %	156 000,00 €	

Dossier	15018075 - 77 - SAVIGNY-LE-TEMPLE - MIROIR D'EAU LOT B - 56 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R22606 - VALOPHIS CHAUMIERE IDF			
Localisation	SAVIGNY-LE-TEMPLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	204 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 277 107,00 €	TTC	8,96 %	204 000,00 €	

Dossier	15018124 - 77 - LE VAUDOUE - RUE DES TEMPLIERS - 8 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5830 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE			
Localisation	LE VAUDOUE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
307 089,00 €	TTC	7,82 %	24 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15018127 - 95 - SAINT OUEN L'AUMONE - BLANCHE DE CASTILLE - 60 PLUS/PLAI - 150 LOGTS			
Bénéficiaire	R5028 - SA D'HLM EMMAUS HABITAT			
Localisation	SAINT-OUEN-L'AUMONE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700 001,00 €	TTC	7,11 %	192 000,00 €	

Dossier	15018153 - 92 - CLICHY-LA-GARENNE - RUE DE PARIS - 12 PLUS/PLAI / 17 LGTS			
Bénéficiaire	R5029 - SA D'HLM ICF LA SABLIERE			
Localisation	CLICHY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
423 744,00 €	TTC	8,5 %	36 000,00 €	

Dossier	15018539 - 95-SAINT PRIX - GENERAL LECLERC - 4 PLAI			
Bénéficiaire	R19094 - FREHA FRANCE EURO HABITAT			
Localisation	SAINT-PRIX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	101 720,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
606 691,00 €	TTC	16,77 %	101 720,00 €	

Dossier	15018667 - 94 - VILLECRESNES - CLOS DES CAMALDULES (TRANCHE 1) - 28 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R7006 - OPH 94 VALOPHIS HABITAT			
Localisation	VILLECRESNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	108 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 179 431,00 €	TTC	9,16 %	108 000,00 €	

Dossier	15018720 - 93 - VILLEPINTE - BD BALLANGER - 36 PLUS/PLAI - 49 LOGTS			
Bénéficiaire	R12520 - LA MAISON DU CIL			
Localisation	VILLEPINTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	144 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 958 607,00 €	TTC	7,35 %	144 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	15018754 - 93 - BONDY - DE LATTRE DE TASSIGNY - 30 PLUS/PLAI - 52 LOGTS			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	72 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
888 584,00 €	TTC	8,1 %	72 000,00 €	

Dossier	15018769 - 77 - LAGNY-SUR-MARNE - RUE LEO GAUSSON - 33 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	LAGNY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 397 509,00 €	TTC	8,59 %	120 000,00 €	

Dossier	15018771 - 77 - COUPVRAY - RUE LOUIS BRAILLE - 5 PLUS/PLAI / 7 LGTS			
Bénéficiaire	R17440 - HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM			
Localisation	COUPVRAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
168 633,00 €	TTC	14,23 %	24 000,00 €	

Dossier	15018799 - 93 - LA COURNEUVE - ENTREE DE QUARTIER BARBUSSE - 63 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R29843 - OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	228 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 879 549,00 €	TTC	7,92 %	228 000,00 €	

Dossier	15018802 - 93 - LA COURNEUVE - QUARTIER LES CLOS 2 ILOT 3B - 31 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R29843 - OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 289 122,00 €	TTC	9,31 %	120 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16000436 - 95 - JOUY LE MOUTIER - ZAC HAUTILOISE LOT 2B - 52 PLUS/PLAI - 69 LOGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	JOUY-LE-MOUTIER			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 878 970,00 €	TTC	8,94 %	168 000,00 €	

Dossier	16000508 - 77 - CHELLES - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - 53 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	CHELLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 673 504,00 €	TTC	11,47 %	192 000,00 €	

Dossier	16000526 - 77-CHENOISE - 3 LGTS TRES SOCIAUX ANAH			
Bénéficiaire	R8176 - SOLIHA SEINE-ET-MARNE			
Localisation	CHENOISE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	95 328,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
477 116,00 €	TTC	19,98 %	95 328,00 €	

Dossier	16001394 - 92-MEUDON - BARBUSSE - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	MEUDON			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	29 417,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
98 056,00 €	TTC	30 %	29 417,00 €	

Dossier	16002729 - 75-PARIS 10 - FAUBOURG SAINT DENIS - 1 PLAI			
Bénéficiaire	R13320 - SNL PROLOGUES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	43 886,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
209 170,00 €	TTC	20,98 %	43 886,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16002881 - 77 - CHESSY - BUISSON COCHET - VAL D'EUROPE - RESIDENCE SOCIALE 77 PLAI / 103 LGTS			
Bénéficiaire	R12520 - LA MAISON DU CIL			
Localisation	CHESSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 540 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 261 900,00 €	TTC	29,27 %	1 540 000,00 €	

Dossier	16002928 - 77 - LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX - LES JARDINS DU PRIEURE - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R10100 - OPH VAL DU LOING HABITAT			
Localisation	LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 035 182,00 €	TTC	8,11 %	84 000,00 €	

Dossier	16003276 - 95 - L'ISLE ADAM - 61 RUE SAINT-LAZARE - 14 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1633 - SA D'HLM LE LOGIS SOCIAL VAL D'OISE			
Localisation	L'ISLE-ADAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
500 623,00 €	TTC	11,99 %	60 000,00 €	

Dossier	16003705 - 91 - JUVISY-SUR-ORGE - AV REPUBLIQUE - 37 PLUS/PLAI / 52 LGTS			
Bénéficiaire	R17718 - SOGEMAC HABITAT SOC GESTION MAINTENAN AMENAGEM CONSTRUCT			
Localisation	JUVISY-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 841 553,00 €	TTC	10,43 %	192 000,00 €	

Dossier	16003752 - 91 - BREUILLET - RTE ARPAJON/FOSSE RONDE - 25 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17952 - COOPERATION ET FAMILLE			
Localisation	BREUILLET			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
979 164,00 €	TTC	9,8 %	96 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16003811 - 95 - VILLIERS LE BEL - NEUF ARPENTS - 27 PLUS/PLAI - 32 LOGTS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	VILLIERS-LE-BEL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
367 734,00 €	TTC	6,53 %	24 000,00 €	

Dossier	16003815 - 91 - LONGJUMEAU - RUE DE VERDUN - 35 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R17718 - SOGEMAC HABITAT SOC GESTION MAINTENAN AMENAGEM CONSTRUCT			
Localisation	LONGJUMEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 538 057,00 €	TTC	8,58 %	132 000,00 €	

Dossier	16003824 - 91 - BONDOUFLE - PORTES DE BONDOUFLE/GRAND PARC LOT B3 SUD - 40 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R34240 - LOGEMENT FRANCILIEN			
Localisation	BONDOUFLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	144 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 696 180,00 €	TTC	8,49 %	144 000,00 €	

Dossier	16003975 - 93 - BONDY - COURS DE LA REPUBLIQUE - 13 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R16654 - BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY			
Localisation	BONDY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	24 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
226 605,00 €	TTC	10,59 %	24 000,00 €	

Dossier	16003981 - 75 - PARIS 14 - BD JOURDAN - 51 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R5242 - PARIS HABITAT OPH			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 793 446,00 €	TTC	4,73 %	132 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16005312 - 95 - PIERRELAYE - RUE D'EPLUCHES QUARTIER DU BOCQUET - 41 PLUS/PLAI - 58 LOGTS			
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA			
Localisation	PIERRELAYE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 708 900,00 €	TTC	9,83 %	168 000,00 €	

Dossier	16005331 - 91 - CORBEIL ESSONNES - PAPETERIE ILOT A9 - 51 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	CORBEIL-ESSONNES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 135 669,00 €	TTC	10,57 %	120 000,00 €	

Dossier	16006537 - 77 - MOUROUX - RUE CORNU - 15 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R22455 - LOGIVAM LE LOGEMENT FAMILIAL SOISSONS ET AISNE			
Localisation	MOUROUX			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
565 081,00 €	TTC	10,62 %	60 000,00 €	

Dossier	16006636 - 95 - BESSANCOURT - ZAC DES MEUNIERS ILOT 8 - 54 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R27883 - SA D'HLM DOMAXIS			
Localisation	BESSANCOURT			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	192 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 110 314,00 €	TTC	9,1 %	192 000,00 €	

Dossier	16006795 - 93 - LA COURNEUVE - FERRY/CONVENTION - 18 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	LA COURNEUVE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	60 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
608 093,00 €	TTC	9,87 %	60 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16006830 - 94 - BRY SUR MARNE - 16 AVENUE DES FRERES LUMIERE - 61 PLAI - 125 LOGTS			
Bénéficiaire	EXM00470 - NOVIGERE SOCIETE ANOMYME D HABITATION A LOYER MODERE			
Localisation	BRY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 158 578,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 861 927,00 €	TTC	30 %	1 158 578,00 €	

Dossier	16006838 - 91 - MORSANG-SUR-ORGE - RUE DU PROGRES - 125 PLUS/PLAI / 140 LGTS			
Bénéficiaire	R7010 - IMMOBILIERE 3F			
Localisation	MORSANG-SUR-ORGE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	420 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 441 250,00 €	TTC	9,46 %	420 000,00 €	

Dossier	16006892 - 91 - BONDOUFLE - PORTES DE BONDOUFLE/GRAND PARC B4 SUD - 20 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R13001 - ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE			
Localisation	BONDOUFLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	84 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
885 759,00 €	TTC	9,48 %	84 000,00 €	

Dossier	16006903 - 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE LOT S5B - 50 PLUS/PLAI/PLS			
Bénéficiaire	R1767 - EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE			
Localisation	CARRIERES-SOUS-POISSY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	132 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 450 605,00 €	TTC	9,1 %	132 000,00 €	

Dossier	16006942 - 91 - GUIBEVILLE - RUE PASTEUR - 14 PLUS/PLAI			
Bénéficiaire	R1721 - SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES			
Localisation	GUIBEVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	48 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
373 464,00 €	TTC	12,85 %	48 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16006963 - 91 - ORSAY - 95 BIS RUE DE PARIS - 29 PLUS/PLAI / 41 LGTS			
Bénéficiaire	R5019 - ESSONNE HABITAT			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	168 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 755 701,00 €	TTC	9,57 %	168 000,00 €	

Dossier	16007019 - 78 - ROSNY SUR SEINE - LOMMOYE - 56 PLUS/PLAI / 79 LGTS			
Bénéficiaire	R6850 - SA D'HLM LOGIREP			
Localisation	ROSNY-SUR-SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	288 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 424 826,00 €	TTC	8,41 %	288 000,00 €	

Dossier	16007026 - 91 - QUINCY SOUS SENART - RUE DES TAMARIS - 22 PLUS/PLAI / 28 LGTS			
Bénéficiaire	P0031204 - PLURIAL NOVILIA			
Localisation	QUINCY-SOUS-SENART			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
892 019,00 €	TTC	10,76 %	96 000,00 €	

Dossier	16007069 - 78 - VERSAILLES - ABBE ROUSSEAU - 23 PLUS/PLAI / 33 LGTS			
Bénéficiaire	R29088 - VERSAILLES HABITAT OPH			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	204162
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 121 650,00 €	TTC	10,7 %	120 000,00 €	

Dossier	16011549 - 95 - FRANCONVILLE - CHAUSSEE JULES CESAR - 22 PLUS/PLAI - 32 LOGTS			
Bénéficiaire	R32945 - VILOGIA SA D'HLM			
Localisation	FRANCONVILLE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	120 000,00 €		Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 237 768,00 €	TTC	9,69 %	120 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-434	Budget	2016

Dossier	16012925 - 78 - LES MUREAUX - ZAC MOLIERE E2 - 41 PLUS/PLAI				
Bénéficiaire	R7364 - SA D'HLM OSICA				
Localisation	LES MUREAUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	60 000,00 €			Code nature	20422
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
547 038,00 €	TTC	10,97 %		60 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000656 - Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 986 256,00 €

Total sur l'imputation 905 - 54 - 154002 - 15400203	9 986 256,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 2

Fiches projet opérations nouvelles

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015830

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 75 - PARIS 10 - BD DE STRASBOURG - 9 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	391 880,00 €	5,00 %	19 594,00 €
	Montant Total de la subvention		19 594,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TOIT & JOIE
Adresse administrative : 82 RUE BLOMET
75731 PARIS CEDEX 15
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Yves ROLLAND, Président

Objet : NC

N° SIRET : 57215017500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation en acquisition-amélioration de 4 logements PLUS sis 38 boulevard de Strasbourg à Paris 10ème

Date prévisionnelle de début de projet : 29 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du risque avéré d'occupation illégale

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz

Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine habitat Effinergie rénovation

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 214,26 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2014 : 8,17 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 391.880 € x 5% = 19.594 €

Plafond : 10.000 € x 4 = 40.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	778 524,00	100,00%
Total	778 524,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION VILLE ATT	293 152,00	37,65%
SUBVENTION 1%	70 000,00	8,99%
PRETS CDC	395 778,00	50,84%
SUBVENTION REGION	19 594,00	2,52%
Total	778 524,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 123 885,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	292 565,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	66 120,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	104 589,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 033 471,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	571 600,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	757 094,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	-230 001,00 €
	Montant total	3 067 969,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015831

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 75 - PARIS 10 - BD DE STRASBOURG - 9 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	395 932,00 €	15,15 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TOIT & JOIE
Adresse administrative : 82 RUE BLOMET
75731 PARIS CEDEX 15
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Yves ROLLAND, Président

Objet : NC

N° SIRET : 57215017500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation en acquisition-amélioration de 5 logements PLAI sis 38 boulevard de Strasbourg à Paris 10ème

Date prévisionnelle de début de projet : 29 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du risque avéré d'occupation illégale

Description :
Taux de logements sociaux : 10%
RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz

Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine habitat Effinergie rénovation

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 216,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2014 : 7,74 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 395.932 € x 30 % = 118.780 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	786 573,00	100,00%
Total	786 573,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION VILLE ATT	293 152,00	37,27%
SUBVENTION 1%	70 000,00	8,90%
PRETS CDC	363 421,00	46,20%
SUBVENTION REGION	60 000,00	7,63%
Total	786 573,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 123 885,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	292 565,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	66 120,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	104 589,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 033 471,00 €

2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	571 600,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	757 094,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	-230 001,00 €
	Montant total	3 067 969,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002729

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 75-PARIS 10 - FAUBOURG SAINT DENIS - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	209 170,00 €	20,98 %	43 886,00 €
	Montant Total de la subvention		43 886,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Daniel LOUPPE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, avec chaérge foncière, d'un logement PLAI dans un immeuble sis 101 rue du Faubourg Saint-Denis à Paris 10ème

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 10%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Individuel gaz
Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 42,67 m²

Loyer / m² SU - Valeur juillet 2015 : 6,75 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 209.170 € x 30 % = 62.751 €

Plafond : 1.028,50 €* x 42,67 m² = 43.886 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :
Pas de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus sur d'autres opérations

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	219 290,00	100,00%
Total	219 290,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	48 217,00	21,99%
SUBVENTION VILLE (EC)	53 485,00	24,39%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	21 929,00	10,00%
FONDS PROPRES	27 773,00	12,66%
PRET CDC	24 000,00	10,94%
SUBVENTION REGION	43 886,00	20,01%
Total	219 290,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	646 612,00 €
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €

	Montant total	1 917 158,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15016601

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 75 - PARIS 14 - BD BRUNE - 47 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 348 371,00 €	5,00 %	217 419,00 €
		Montant Total de la subvention	217 419,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TOIT & JOIE
Adresse administrative : 82 RUE BLOMET
75731 PARIS CEDEX 15
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Yves ROLLAND, Président

Objet : NC

N° SIRET : 57215017500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation en acquisition-amélioration, dans le cadre d'une VEFA, de 33 logements PLUS sis 101 boulevard Brune à Paris 14ème

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Chauffage/ECS : CPCU

Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine Habitat et environnement BBC Effinergie rénovation

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.307,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,71 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.348.371 € x 5% = 217.419 €

Plafond : 10.000 € x 33 = 330.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 975 681,00	100,00%
Total	7 975 681,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	110 219,00	1,38%
SUBVENTION VILLE - ATT	1 961 430,00	24,59%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	1 000 000,00	12,54%
SUBVENTION 1%	530 000,00	6,65%
PRETS CDC	4 156 613,00	52,12%
SUBVENTION REGION	217 419,00	2,73%
Total	7 975 681,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 123 885,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	292 565,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	66 120,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	104 589,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 033 471,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	571 600,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	757 094,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	-230 001,00 €
	Montant total	3 067 969,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15016604

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 75 - PARIS 14 - BD BRUNE - 47 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 770 007,00 €	9,49 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TOIT & JOIE
Adresse administrative : 82 RUE BLOMET
75731 PARIS CEDEX 15
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Yves ROLLAND, Président

Objet : NC

N° SIRET : 57215017500022

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation en acquisition-amélioration, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLAI sis 101 boulevard Brune à Paris 14ème

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,8%
RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : CPCU
Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine habitat environnement BBC Effinergie rénovation

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 908,90 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,92 €

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.770.007 € x 30 % = 531.002 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 246 506,00	100,00%
Total	3 246 506,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	249 057,00	7,67%
PRIME SPECIFIQUE	301 887,00	9,30%
SUBVENTION VILLE - ATT	199 553,00	6,15%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	499 819,00	15,40%
PRETS CDC	1 828 190,00	56,31%
SUBVENTION REGION	168 000,00	5,17%
Total	3 246 506,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 123 885,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	292 565,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	66 120,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	104 589,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 033 471,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	571 600,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	757 094,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	-230 001,00 €
	Montant total	3 067 969,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003980

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 75 - PARIS 14 - BD JOURDAN - 51 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 001 297,00 €	4,00 %	400 000,00 €
	Montant Total de la subvention		400 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS HABITAT OPH
Adresse administrative : 21 BIS RUE CLAUDE BERNARD
75253 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Roger MADEC, Président

N° SIRET : 34481082500366

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 40 logements PLUS sis 80 boulevard Jourdan à Paris 14ème

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Réseau de chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.831,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,93 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 10.001.297 € x 5% = 500.065 €

Calcul du plafond : 10.000 € x 40 = 400.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	14 023 152,00	100,00%
Total	14 023 152,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	158 670,00	1,13%
SUBVENTION VILLE (ATT)	3 212 932,00	22,91%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	568 115,00	4,05%
SUBVENTION 1%	480 000,00	3,42%
FONDS PROPRES	1 607 061,00	11,46%
PRETS CDC	7 596 374,00	54,17%
SUBVENTION REGION	400 000,00	2,85%
Total	14 023 152,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accueil de jour autonome pour personnes âgées	300 000,00 €
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	496 000,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 511 727,00 €
2013	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	407 544,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	850 967,00 €
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	330 714,00 €
2013	Logement social pour personnes sans abri	360 000,00 €

2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	3 780 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 593 824,00 €
2013	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	2 212 179,00 €
2013	Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap	14 601,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	168 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	41 342,00 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	1 309 508,80 €
2014	Hébergement non médicalisé pour les personnes âgées	317 063,50 €
2014	Logement social pour femmes en difficulté	679 380,66 €
2014	Politique énergie climat	71 070,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 490 066,00 €
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	126 856,50 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	200 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	540 400,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	80 621,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	608 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	93 722,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 915 159,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 177 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 038 352,00 €
	Montant total	18 762 696,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003981

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 75 - PARIS 14 - BD JOURDAN - 51 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 793 446,00 €	4,73 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PARIS HABITAT OPH
Adresse administrative : 21 BIS RUE CLAUDE BERNARD
75253 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Roger MADEC, Président

N° SIRET : 34481082500366

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLAI sis 80 boulevard Jourdan à Paris 14ème

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21,80%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Réseau de chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 790,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,07 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.793.446 € x 30 % = 838.034 €

Calcul du plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 875 904,00	100,00%
Total	3 875 904,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	238 693,00	6,16%
PRIME SPECIFIQUE	289 325,00	7,46%
SUBVENTION VILLE (ATT)	754 543,00	19,47%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	158 679,00	4,09%
SUBVENTION 1%	120 000,00	3,10%
FONDS PROPRES	149 024,00	3,84%
PRETS CDC	2 033 640,00	52,47%
SUBVENTION REGION	132 000,00	3,41%
Total	3 875 904,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accueil de jour autonome pour personnes âgées	300 000,00 €
2013	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	496 000,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 511 727,00 €
2013	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	407 544,00 €

2013	Financement des dossiers PRU et OPI	850 967,00 €
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	330 714,00 €
2013	Logement social pour personnes sans abri	360 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	3 780 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 593 824,00 €
2013	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	2 212 179,00 €
2013	Services de soutien et/ou de soins à domicile pour personnes en situation de handicap	14 601,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	168 000,00 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	41 342,00 €
2014	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	1 309 508,80 €
2014	Hébergement non médicalisé pour les personnes âgées	317 063,50 €
2014	Logement social pour femmes en difficulté	679 380,66 €
2014	Politique énergie climat	71 070,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 490 066,00 €
2014	Structures d'accueil collectif des jeunes enfants	126 856,50 €
2015	Aide aux structures d'exercice collectif	200 000,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	540 400,00 €
2015	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	80 621,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	608 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	93 722,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 915 159,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	20 000,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 177 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 038 352,00 €
	Montant total	18 762 696,46 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15005877

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - BAILLY ROMAINVILLIERS - BD DES SPORTS - 26 PLUS/PLAI / 30 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 240 807,00 €	5,00 %	112 040,00 €
	Montant Total de la subvention		112 040,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Marie ANDRE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLUS sis boulevard des Sports lots B et C à Bailly-Romainvilliers

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification habitat et environnement RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.135,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,33 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.240.807 € x 5% = 112.040 €

Plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BAILLY-ROMAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 016 098,00	100,00%
Total	3 016 098,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	58 680,00	1,95%
PRIME SPECIFIQUE	60 660,00	2,01%
SUBVENTION 1%	330 660,00	10,96%
PRETS CDC	2 170 000,00	71,95%
FONDS PROPRES	284 058,00	9,42%
SUBVENTION REGION	112 040,00	3,71%
Total	3 016 098,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 598,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 104 148,00 €
	Montant total	4 395 306,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15005878

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - BAILLY ROMAINVILLIERS - BD DES SPORTS - 26 PLUS/PLAI 30 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	983 387,00 €	9,76 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LA RESIDENCE URBAINE DE FRANCE
Adresse administrative : 10 PL D'ARIANE L'ANDROMEDE
77700 SERRIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Marie ANDRE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 78482506900049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis boulevard des Sports lots B et C à Bailly-Romainvilliers

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,7%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification habitat et environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 507,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,53 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 983.387 € x 30 % = 295.016 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BAILLY-ROMAINVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 323 613,00	100,00%
Total	1 323 613,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	26 080,00	1,97%
PRIME SPECIFIQUE	26 980,00	2,04%
SUBVENTION 1%	71 960,00	5,44%
PRETS CDC	994 000,00	75,10%
FONDS PROPRES	108 593,00	8,20%
SUBVENTION REGION	96 000,00	7,25%
Total	1 323 613,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 598,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 592 668,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 860 662,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 104 148,00 €
	Montant total	4 395 306,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13004235

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77- BRAY-SUR-SEINE - FAUBOURGS DE JAULNES - 21 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 024 126,00 €	5,00 %	101 206,00 €
	Montant Total de la subvention		101 206,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY 77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 16 logements PLUS, sis rue des Faubourgs de Jaulnes à Bray-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.121,78 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2012 : 6,02 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.024.126 € x 5% = 101.206 €

Plafond : 10.000 € x 16 = 160.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BRAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 297 187,00	100,00%
Total	2 297 187,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	56 150,00	2,44%
PRET 1 %	160 000,00	6,97%
FONDS PROPRES	295 912,00	12,88%
PRETS CDC	1 683 919,00	73,30%
SUBVENTION REGION	101 206,00	4,41%
Total	2 297 187,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 403 500,00 €
2013	Politique énergie climat	550 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 041 156,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	946 573,00 €
	Montant total	8 421 677,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13004236

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77- BRAY-SUR-SEINE - FAUBOURGS DE JAULNES - 21 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	634 044,00 €	9,46 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY 77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI, sis rue des Faubourgs de Jaulnes à Bray-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,4%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 351,39 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2012 : 5,19 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 634.044 € x 30 % = 190.213 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BRAY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2013

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	672 232,00	100,00%
Total	672 232,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	70 000,00	10,41%
PRIME SPECIFIQUE	67 223,00	10,00%
PRETS CDC	475 009,00	70,66%
SUBVENTION REGION	60 000,00	8,93%
Total	672 232,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 403 500,00 €
2013	Politique énergie climat	550 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 041 156,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	946 573,00 €
	Montant total	8 421 677,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000507

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - CHELLES - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - 53 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 826 965,00 €	5,00 %	191 348,00 €
	Montant Total de la subvention		191 348,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

Objet : NC

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 37 logements PLUS sis 3-13 avenue François Mitterrand à Chelles

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.222,91 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,46 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.826.965 € x 5% = 191.348 €

Plafond : 10.000 € x 37 = 370.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 070 768,00	100,00%
Total	6 070 768,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	115 500,00	1,90%
SUBVENTION 1%	225 000,00	3,71%
PRET 1%	742 100,00	12,22%
PRETS CDC	3 987 242,00	65,68%
FONDS PROPRES	809 578,00	13,34%
SUBVENTION REGION	191 348,00	3,15%
Total	6 070 768,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
	Montant total	109 089,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000508

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - CHELLES - AVENUE FRANCOIS MITTERRAND - 53 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 673 504,00 €	11,47 %	192 000,00 €
	Montant Total de la subvention		192 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

Objet : NC

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLAI sis 3-13 avenue François Mitterrand à Chelles

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 921,87 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,64 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.673.504 € x 30 % = 502.051 €

Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- CHELLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 654 703,00	100,00%
Total	2 654 703,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	176 000,00	6,63%
SUBVENTION 1%	90 000,00	3,39%
PRET 1%	292 800,00	11,03%
PRETS CDC	1 771 168,00	66,72%
FONDS PROPRES	132 735,00	5,00%
SUBVENTION REGION	192 000,00	7,23%
Total	2 654 703,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
	Montant total	109 089,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000526

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77-CHENOISE - 3 LGTS TRES SOCIAUX ANAH

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	477 116,00 €	19,98 %	95 328,00 €
	Montant Total de la subvention		95 328,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOLIHA SEINE-ET-MARNE
Adresse administrative : 649 AVENUE DE BIR-HAKEIM
77350 LE MEE-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Jean-Pierre HAZARD, Président

Date de publication au JO : 13 septembre 1993

N° SIRET : 78497182200050

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 3 logements très sociaux de type PLAI situés 2 ruelle Saint-Loup à Chenoise

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,2%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine habitat Effinergie rénovation

Mode de conventionnement Anah
Surface utile : 222,21 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 4,81 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 477.116 x 30 % = 143.135 €

Plafond : 429 €* x 222,21 m² = 95.328 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CHENOISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	586 931,00	100,00%
Total	586 931,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANAH	171 158,00	29,16%
SUBVENTION DEPARTEMENT (EC)	33 776,00	5,75%
SUBVENTION VILLE (EC)	30 000,00	5,11%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	58 693,00	10,00%
PRET CDC	197 976,00	33,73%
SUBVENTION REGION	95 328,00	16,24%
Total	586 931,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide aux associations PACT	76 875,00 €
2013	Plan régional énergies- sensibilisation	40 000,00 €
2014	Aide aux associations PACT	96 615,00 €
2014	Plan régional énergies- sensibilisation	40 000,00 €
2015	Aide aux associations PACT	75 300,00 €
2015	Plan régional énergies- sensibilisation	40 000,00 €

2016	Plan régional énergies- sensibilisation	28 080,00 €
	Montant total	396 870,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002881

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - CHESSY - BUISSON COCHET - VAL D'EUROPE - RESIDENCE SOCIALE 77 PLAI / 103 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 261 900,00 €	29,27 %	1 540 000,00 €
	Montant Total de la subvention		1 540 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DU CIL
Adresse administrative : 12 BD ROOSEVELT
02100 ST QUENTIN
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard CHOQUENET, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58598002200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, d'une résidence sociale de 77 logements PLAI sis ZAC des Studios et Congrés - rue Buisson Cochet - Val d'Europe à Chessy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 16,9%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement niveau -20%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 1.941,50 m²

Redevance : valeur janvier 2015

Typologie	Redevance	Reste à charge après perception APL (estimation)
T1	375,49 €	de 27 à 374 €
T1'	494,74 €	de 51,43 € à 460,43 €
T1bis	544,34 €	de 122,62 € à 531,62 €
T2	566,85 €	de 144,56 € à 553,56 €
T3	583,04 €	de 160,46 € à 569,46 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI

Calcul de la subvention : 5.261.900 € x 30 % = 1.578.570 €

Plafond : 20.000 € x 77 = 1.540.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- CHESSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 044 486,00	100,00%
Total	7 044 486,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	269 500,00	3,83%
PRET 1%	1 875 000,00	26,62%
PRET CDC	3 359 986,00	47,70%
SUBVENTION REGION	1 540 000,00	21,86%
Total	7 044 486,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 168 200,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	217 057,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	666 025,00 €
	Montant total	2 051 282,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018770

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - COUPVRAY - RUE LOUIS BRAILLE - 5 PLUS/PLAI / 7 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	293 183,00 €	5,00 %	14 659,00 €
	Montant Total de la subvention		14 659,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 3 logements PLUS sis 7 rue Louis Braille à Coupvray

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel RT 2012 et Management environnemental ISO 14001

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 132,22 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 7,60 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 293.183 € x 5% = 14.659 €

Calcul du plafond : 10.000 € x 3 = 30.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- COUPVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	529 804,00	100,00%
Total	529 804,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	2 500,00	0,47%
PRIME SPECIFIQUE	23 870,00	4,51%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION (EC)	70 000,00	13,21%
PRET 1%	60 000,00	11,32%
FONDS PROPRES	100 000,00	18,87%
PRETS CDC	258 775,00	48,84%
SUBVENTION REGION	14 659,00	2,77%
Total	529 804,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €

	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018771

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - COUPVRAY - RUE LOUIS BRAILLE - 5 PLUS/PLAI / 7 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	168 633,00 €	14,23 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 2 logements PLAI sis 7 rue Louis Braille à Coupvray

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Individuel gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel RT 2012 et Management environnemental ISO 14001

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 76,05 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 7,29 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 168.633 € x 30 % = 50.590 €

Calcul du plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :

- COUPVRAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	212 550,00	100,00%
Total	212 550,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	24 000,00	11,29%
PRIME SPECIFIQUE	19 246,00	9,05%
SUBVENTION 1%	40 000,00	18,82%
PRETS CDC	105 304,00	49,54%
SUBVENTION REGION	24 000,00	11,29%
Total	212 550,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14004369

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77- CRECY-LA-CHAPELLE - AVENUE CHARLES DE GAULLE - 10 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	975 473,00 €	5,00 %	48 774,00 €
	Montant Total de la subvention		48 774,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLUS sis avenue Charles de Gaulle à Crécy-la-Chapelle

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Individuel gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 466 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,66 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 975.473 € x 5% = 48.774 €

Plafond : 10.000 € x 7 = 70.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 205 022,00	100,00%
Total	1 205 022,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	22 750,00	1,89%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	25 725,00	2,13%
SUBVENTION 1 %	25 725,00	2,13%
PRET CDC	954 319,00	79,20%
FONDS PROPRES	127 729,00	10,60%
SUBVENTION REGION	48 774,00	4,05%
Total	1 205 022,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014427

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77- CRECY-LA-CHAPELLE - AVENUE CHARLES DE GAULLE - 10 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	337 019,00 €	10,68 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLAI sis avenue Charles de Gaulle à Crécy-la-Chapelle

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 3,4%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Individuel gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 161 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 5,93 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 337.019 € x 30 % = 101.106 €

Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CRECY-LA-CHAPELLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	416 327,00	100,00%
Total	416 327,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	9 750,00	2,34%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	11 025,00	2,65%
SUBVENTION 1 %	11 025,00	2,65%
PRETS CDC	348 527,00	83,71%
SUBVENTION REGION	36 000,00	8,65%
Total	416 327,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003168

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - FONTAINEBLEAU - QUARTIER DU BREAU - TRANCHE 1 - ILOT PINSON - 37 PLUS/PLAI/ 110 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 747 475,00 €	5,00 %	187 374,00 €
	Montant Total de la subvention		187 374,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Olivier BARRY, DIRECTEUR GENERAL

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 26 logements PLUS sis quartier du Bréau - Ilot Pinson - tranche 1 à Fontainebleau

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du risque avéré d'occupation illicite

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certifications management environnemental ISO 14001 et Qualitel RT 2012 niveau -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.889,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,08 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.747.475 € x 5% = 187.374 €

Plafond : 10.000 € x 26 = 260.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 562 903,00	100,00%
Total	4 562 903,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	84 760,00	1,86%
PRIME SPECIFIQUE	87 620,00	1,92%
SUBVENTION 1%	87 620,00	1,92%
PRETS CDC	3 724 903,00	81,63%
FONDS PROPRES	390 626,00	8,56%
SUBVENTION REGION	187 374,00	4,11%
Total	4 562 903,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €

	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003169

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - FONTAINEBLEAU - QUARTIER DU BREAU - TRANCHE 1 - ILOT PINSON - 37 PLUS/PLAI/ 110 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 291 231,00 €	10,22 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Olivier BARRY, DIRECTEUR GENERAL

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLAI sis quartier du Bréau - Ilot Pinson - tranche 1 à Fontainebleau

Date prévisionnelle de début de projet : 15 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du risque avéré d'occupation illicite

Description :
Taux de logements sociaux : 17,2%
RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certifications management environnemental ISO 14001 et Qualitel RT 2012

niveau -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 651,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.291.231 € x 30 % = 387.369 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- FONTAINEBLEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 572 195,00	100,00%
Total	1 572 195,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	35 860,00	2,28%
PRIME SPECIFIQUE	37 070,00	2,36%
SUBVENTION 1%	37 070,00	2,36%
PRETS CDC	1 330 195,00	84,61%
SUBVENTION REGION	132 000,00	8,40%
Total	1 572 195,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018768

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - LAGNY-SUR-MARNE - RUE LEO GAUSSON - 33 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 154 686,00 €	5,00 %	157 734,00 €
	Montant Total de la subvention		157 734,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 23 logements PLUS sis 23 rue Léo Gausson à Lagny-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel et collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.604,88 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,11 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.154.686 € x 5% = 157.734 €

Plafond : 10.000 € x 23 = 230.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LAGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 901 325,00	100,00%
Total	3 901 325,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	74 980,00	1,92%
PRIME SPECIFIQUE	77 510,00	1,99%
SUBVENTION 1%	212 510,00	5,45%
PRET 1%	360 000,00	9,23%
PRETS CDC	2 842 325,00	72,86%
FONDS PROPRES	176 266,00	4,52%
SUBVENTION REGION	157 734,00	4,04%
Total	3 901 325,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018769

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - LAGNY-SUR-MARNE - RUE LEO GAUSSON - 33 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 397 509,00 €	8,59 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis 23 rue Léo Gausson à Lagny-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 21%
source DRIHL inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel et collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 711,92 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,34 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.397.509 € x 30 % = 419.253 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LAGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 700 759,00	100,00%
Total	1 700 759,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	32 600,00	1,92%
PRIME SPECIFIQUE	33 700,00	1,98%
SUBVENTION 1%	33 700,00	1,98%
PRETS CDC	1 480 759,00	87,06%
SUBVENTION REGION	120 000,00	7,06%
Total	1 700 759,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002926

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX - LES JARDINS DU PRIEURE - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 049 747,00 €	5,00 %	102 487,00 €
	Montant Total de la subvention		102 487,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

N° SIRET : 27770004300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLUS sis les Jardins du Prieuré à Lorrez-le-Bocage-Préaux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - ballon thermodynamique

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012-10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.054,91 m²
Loyer / m² SU - Valeur février 2015 : 6,07 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.049.747 € x 5% = 102.487 €

Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 590 006,00	100,00%
Total	2 590 006,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	15 750,00	0,61%
PRET 1%	200 000,00	7,72%
PRETS CDC	1 740 670,00	67,21%
FONDS PROPRES	531 099,00	20,51%
SUBVENTION REGION	102 487,00	3,96%
Total	2 590 006,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	156 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	551 756,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	336 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	197 593,00 €
	Montant total	1 241 349,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16002928

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX - LES JARDINS DU PRIEURE - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 182,00 €	8,11 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH VAL DU LOING HABITAT
Adresse administrative : 31 AV J F KENNEDY
77140 NEMOURS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Claude JAMET, Président

N° SIRET : 27770004300015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLAI sis les Jardins du Prieuré à Lorrez-le-Bocage-Préaux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 13,70%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - ballon thermodynamique

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012-10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 532,76 m²
Loyer / m² SU - Valeur février 2015 : 5,39 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.035.182 € x 30 % = 310.555 €

Calcul du plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LORREZ-LE-BOCAGE-PREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 226 684,00	100,00%
Total	1 226 684,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	77 000,00	6,28%
PRIME SPECIFIQUE	6 750,00	0,55%
FONDS PROPRES	215 572,00	17,57%
PRETS CDC	843 362,00	68,75%
SUBVENTION REGION	84 000,00	6,85%
Total	1 226 684,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	156 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	551 756,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	336 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	197 593,00 €
	Montant total	1 241 349,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15011598

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - MEAUX - VILAR-FOCH - 80 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	8 739 489,00 €	5,00 %	436 974,00 €
	Montant Total de la subvention		436 974,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH MEAUX HABITAT
Adresse administrative : BOULEVARD DES COSMONAUTES
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jean-François PARIGI, Président

N° SIRET : 78496007200030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 64 logements PLUS sis quartier "Vilar-Foch" rue Henri Dunant, rue du 11 novembre 1918 et avenue Foch à Meaux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 décembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard des contraintes de calendrier imposées par la convention ANRU

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement - RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 4.653,48 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,12 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 8.739.489 € x 5% = 436.974 €

Plafond : 10.000 € x 64 = 640.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	9 477 485,00	100,00%
Total	9 477 485,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	483 842,00	5,11%
PRETS CDC	6 815 245,00	71,91%
FONDS PROPRES	1 741 424,00	18,37%
SUBVENTION REGION	436 974,00	4,61%
Total	9 477 485,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	236 066,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 629 775,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	608 779,00 €
	Montant total	2 474 620,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15011603

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - MEAUX - VILAR-FOCH - 80 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 105 769,00 €	9,12 %	192 000,00 €
	Montant Total de la subvention		192 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH MEAUX HABITAT
Adresse administrative : BOULEVARD DES COSMONAUTES
77109 MEAUX CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jean-François PARIGI, Président

N° SIRET : 78496007200030

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 16 logements PLAI sis quartier "Vilar-Foch" rue Henri Dunant, rue du 11 novembre 1918 et avenue Foch à Meaux

Date prévisionnelle de début de projet : 22 décembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard des contraintes de calendrier imposées par la convention ANRU

Description :
Taux de logements sociaux : 41%
source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement - RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.121,25 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,34 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.105.769 € x 30 % = 631.731 €

Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 283 588,00	100,00%
Total	2 283 588,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	467 748,00	20,48%
PRETS CDC	1 623 840,00	71,11%
SUBVENTION REGION	192 000,00	8,41%
Total	2 283 588,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	236 066,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 629 775,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	608 779,00 €
	Montant total	2 474 620,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14007767

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - LE MEE-SUR-SEINE - EUROPE/DAUVERGNE - 41 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 054 799,00 €	5,00 %	202 740,00 €
		Montant Total de la subvention	202 740,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 32 logements PLUS sis angle des avenues Europe et Maurice Dauvergne à Le Mée-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain - géothermie
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.128,94 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,28 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.054.799 € x 5% = 202.740 €

Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LE MEE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 686 416,00	100,00%
Total	4 686 416,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	250 385,00	5,34%
PRIME SPECIFIQUE	117 600,00	2,51%
PRETS CDC	3 828 110,00	81,69%
FONDS PROPRES	287 581,00	6,14%
SUBVENTION REGION	202 740,00	4,33%
Total	4 686 416,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14011661

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - LE MEE-SUR-SEINE - EUROPE/DAUVERGNE - 41 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 096 083,00 €	9,85 %	108 000,00 €
	Montant Total de la subvention		108 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLAI sis angle des avenues Europe et Maurice Dauvergne à Le Mée-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 48,4%
source DRIHL inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain - géothermie
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 575,49 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,49 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.096.083 € x 30 % = 328.825 €

Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LE MEE-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2014

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 266 850,00	100,00%
Total	1 266 850,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	254 968,00	20,13%
PRIME SPECIFIQUE	33 075,00	2,61%
PRETS CDC	870 807,00	68,74%
SUBVENTION REGION	108 000,00	8,53%
Total	1 266 850,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 440 096,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-20 392,00 €
2014	Politique énergie climat	1 027 477,50 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	632 715,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 587 927,00 €
	Montant total	4 163 451,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015615

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77- MELUN - CAPITAINE BASTIEN - 50 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 248 026,00 €	5,00 %	212 401,00 €
	Montant Total de la subvention		212 401,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 36 logements PLUS sis rue du Capitaine Bastien à Melun

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.658,16 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,11 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.248.026 € x 5% = 212.401 €

Plafond : 10.000 € x 36 = 360.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 500 767,00	100,00%
Total	6 500 767,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	414 000,00	6,37%
PRET 1%	1 264 000,00	19,44%
PRETS CDC	4 396 213,00	67,63%
FONDS PROPRES	214 153,00	3,29%
SUBVENTION REGION	212 401,00	3,27%
Total	6 500 767,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 403 500,00 €
2013	Politique énergie climat	550 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 041 156,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	946 573,00 €
	Montant total	8 421 677,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015618

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77- MELUN - CAPITAINE BASTIEN - 50 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 005 529,00 €	8,38 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY 77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLAI sis rue du Capitaine Bastien à Melun

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 42,2%
source DRIHL inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 990,82 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,33 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.005.529 € x 30 % = 601.659 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 069 068,00	100,00%
Total	3 069 068,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	161 000,00	5,25%
PRETS CDC	2 740 068,00	89,28%
SUBVENTION REGION	168 000,00	5,47%
Total	3 069 068,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 403 500,00 €
2013	Politique énergie climat	550 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 041 156,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	946 573,00 €
	Montant total	8 421 677,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017945

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - MONTEVRAIN - ZAC VAL D'EUROPE F9 - 36 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 710 415,00 €	5,00 %	185 521,00 €
	Montant Total de la subvention		185 521,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 25 logements PLUS sis ZAC Val d'Europe lot F9 à Montévrain

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz - panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.700,05 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,04 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.710.415 € x 5% = 185.521 €

Plafond : 10.000 € x 25 = 250.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MONTEVRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 494 267,00	100,00%
Total	4 494 267,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	81 250,00	1,81%
PRIME SPECIFIQUE	56 250,00	1,25%
PRET 1%	500 000,00	11,13%
PRETS CDC	3 292 606,00	73,26%
FONDS PROPRES	378 640,00	8,42%
SUBVENTION REGION	185 521,00	4,13%
Total	4 494 267,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 110 578,00 €
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	318 495,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 274 267,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €

	Montant total	5 224 258,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017946

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - MONTEVRAIN - ZAC VAL D'EUROPE F9 - 36 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 596 195,00 €	8,27 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM TROIS MOULINS HABITAT
Adresse administrative : 60 RUE DES MEUNIERS
77950 RUBELLES
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Daniel BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 78615039100088

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLAI sis ZAC Val d'Europe lot F9 à Montévrain

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,4%
Source DRIHL inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 731,35 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,27 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.596.195 € x 30 % = 478.859 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MONTEVRAIN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 920 227,00	100,00%
Total	1 920 227,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	35 750,00	1,86%
PRIME SPECFIQUE	24 750,00	1,29%
SUBVENTION 1%	45 000,00	2,34%
PRET 1%	240 000,00	12,50%
PRETS CDC	1 282 746,00	66,80%
FONDS PROPRES	159 981,00	8,33%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,87%
Total	1 920 227,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 110 578,00 €
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	318 495,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 274 267,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-74 207,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 164 592,00 €
2014	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	9 852,60 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 429 245,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	32 753,60 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	54 260,72 €
2016	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	18 656,93 €
	Montant total	5 224 258,85 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006535

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - MOUROUX - RUE CORNU - 15 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 026 958,00 €	5,00 %	51 348,00 €
	Montant Total de la subvention		51 348,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGIVAM LE LOGEMENT FAMILIAL SOISSONS ET AISNE
Adresse administrative : 51 ALLEE GEORGES CHARPAK 02202 SOISSONS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur YVES DUPONT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 71688028100036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 10 logements PLUS sis rue Cornu à Mouroux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 646,45 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,26 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.026.958 € x 5% = 51.348 €

Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MOUROUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 367 884,00	100,00%
Total	1 367 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	45 000,00	3,29%
PRET 1%	104 000,00	7,60%
PRETS CDC	943 262,00	68,96%
FONDS PROPRES	224 274,00	16,40%
SUBVENTION REGION	51 348,00	3,75%
Total	1 367 884,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	165 977,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 880 394,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 815,00 €
	Montant total	1 945 209,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006537

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - MOUROUX - RUE CORNU - 15 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	565 081,00 €	10,62 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGIVAM LE LOGEMENT FAMILIAL SOISSONS ET AISNE
Adresse administrative : 51 ALLEE GEORGES CHARPAK 02202 SOISSONS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur YVES DUPONT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 71688028100036

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI sis rue Cornu à Mouroux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 2,4%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 353,70 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,44 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 565.081 € x 30 % = 169.524 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MOUROUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	743 102,00	100,00%
Total	743 102,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	55 000,00	7,40%
PRET 1%	104 000,00	14,00%
FONDS PROPRES	63 163,00	8,50%
PRETS CDC	460 939,00	62,03%
SUBVENTION REGION	60 000,00	8,07%
Total	743 102,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	165 977,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 880 394,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	64 815,00 €
	Montant total	1 945 209,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018074

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - SAVIGNY-LE-TEMPLE - MIROIR D'EAU LOT B - 56 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 511 267,00 €	5,00 %	275 563,00 €
	Montant Total de la subvention		275 563,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS CHAUMIERE IDF
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur FARID BOUALI, Président

Objet : NC

N° SIRET : 31254951200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 39 logements PLUS sis centre commercial Miroir d'Eau - lot B à Savigny-le-Temple

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement niveau RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.489.11 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,39 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.511.267 € x 5% = 275.563 €

Plafond : 10.000 € x 39 = 390.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 554 997,00	100,00%
Total	6 554 997,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	126 750,00	1,93%
PRIME SPECIFIQUE	87 750,00	1,34%
SUBVENTION 1%	135 000,00	2,06%
PRETS CDC	4 299 387,00	65,59%
PRETS 1%	1 024 000,00	15,62%
FONDS PROPRES	606 547,00	9,25%
SUBVENTION REGION	275 563,00	4,20%
Total	6 554 997,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	268 200,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	212 013,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	160 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	378 378,00 €
	Montant total	1 018 591,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018075

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - SAVIGNY-LE-TEMPLE - MIROIR D'EAU LOT B - 56 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 277 107,00 €	8,96 %	204 000,00 €
	Montant Total de la subvention		204 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALOPHIS CHAUMIERE IDF
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme Coopérative Ouvrière de Production
Représentant : Monsieur FARID BOUALI, Président

Objet : NC

N° SIRET : 31254951200043

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 17 logements PLAI sis centre commercial Miroir d'Eau - lot B à Savigny-le-Temple

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,9%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement niveau RT 2012 -20%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 951,80 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,58 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.277.107 € x 30 % = 683.132 €

Plafond : 12.000 € x 17 = 204.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- SAVIGNY-LE-TEMPLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 857 307,00	100,00%
Total	2 857 307,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	55 250,00	1,93%
PRIME SPECIFIQUE	38 250,00	1,34%
SUBVENTION 1%	90 000,00	3,15%
FONDS PROPRES	36 330,00	1,27%
PRETS CDC	2 313 477,00	80,97%
PRETS 1%	120 000,00	4,20%
SUBVENTION REGION	204 000,00	7,14%
Total	2 857 307,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	268 200,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	212 013,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	160 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	378 378,00 €
	Montant total	1 018 591,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018123

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - LE VAUDOUE - RUE DES TEMPLIERS - 8 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	832 922,00 €	5,00 %	41 646,00 €
	Montant Total de la subvention		41 646,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 6 logements PLUS sis rue des Templiers - ruelle de l'Image à Le Vaudoué

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Individuel gaz / Ballons thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 361,28 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,27 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 832.922 € x 5% = 41.646 €

Plafond : 10.000 € x 6 = 60.000 €

Montant de la subvention : 41.646 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LE VAUDOUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	922 123,00	100,00%
Total	922 123,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	1 800,00	0,20%
PRIME INSERTION	22 679,00	2,46%
SUBVENTION REGION	41 646,00	4,52%
PRET 1%	240 000,00	26,03%
PRET CDC	545 998,00	59,21%
FONDS PROPRES	70 000,00	7,59%
Total	922 123,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 403 500,00 €
2013	Politique énergie climat	550 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 041 156,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	946 573,00 €
	Montant total	8 421 677,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018124

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - LE VAUDOUE - RUE DES TEMPLIERS - 8 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	307 089,00 €	7,82 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 2 logements PLAI sis rue des Templiers - ruelle de l'Image à Le Vaudoué

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0%
Source RPLS 2015

Chauffage/ECS : Individuel gaz / Ballons thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 -10 %

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 133,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 5,57 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLAI

Calcul de la subvention : 307.089 € x 30% = 92.127 €

Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LE VAUDOUE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	338 455,00	100,00%
Total	338 455,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	17 800,00	5,26%
PRIME INSERTION	2 492,00	0,74%
FONDS PROPRES	60 000,00	17,73%
SUBVENTION REGION	24 000,00	7,09%
PRET CDC	234 163,00	69,19%
Total	338 455,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 403 500,00 €
2013	Politique énergie climat	550 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 041 156,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	946 573,00 €
	Montant total	8 421 677,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017964

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - VERT-SAINT-DENIS - ZAC DE BALORY LOT B 47 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 862 019,00 €	5,00 %	193 101,00 €
	Montant Total de la subvention		193 101,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 32 logements PLUS sis ZAC de Balory - lot B à Vert-Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : gaz collectif et individuel - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement niveau RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.157,58 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,22 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.862.019 € x 5% = 193.101 €

Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- VERT-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 937 420,00	100,00%
Total	5 937 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	181 500,00	3,06%
SUBVENTION 1%	270 000,00	4,55%
PRET 1%	768 000,00	12,93%
PRETS CDC	4 280 423,00	72,09%
FONDS PROPRES	244 396,00	4,12%
SUBVENTION REGION	193 101,00	3,25%
Total	5 937 420,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 403 500,00 €
2013	Politique énergie climat	550 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 041 156,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	946 573,00 €
	Montant total	8 421 677,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017965

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - VERT-SAINT-DENIS - ZAC DE BALORY LOT B 47 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 809 220,00 €	9,95 %	180 000,00 €
	Montant Total de la subvention		180 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE SEINE ET MARNE
Adresse administrative : 10 AVENUE CHARLES PEGUY
77002 MELUN CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Maud TALLET, Présidente

N° SIRET : 27770001900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLAI sis ZAC de Balory - lot B à Vert-Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14%
source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : gaz collectif et individuel - panneaux solaires
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement niveau RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.010,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,43 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.809.220 € x 30 % = 542.766 €

Plafond : 12.000 € x 15 = 180.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- VERT-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 487 246,00	100,00%
Total	2 487 246,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	77 000,00	3,10%
PRETS CDC	2 230 246,00	89,67%
SUBVENTION REGION	180 000,00	7,24%
Total	2 487 246,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 403 500,00 €
2013	Politique énergie climat	550 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 041 156,00 €
2014	Aide aux structures d'exercice collectif	100 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	2 436 125,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 050 711,00 €
2015	Aide en faveur des ateliers d'artistes	82 320,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 682 493,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	946 573,00 €
	Montant total	8 421 677,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006904

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE LOT S5B - 50 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	988 707,00 €	5,00 %	49 435,00 €
	Montant Total de la subvention		49 435,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLS sis ZAC Nouvelle Centralité, ilot S5B, à Carrières-sous-Poissy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 492,61 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 988.707 € x 5% = 49.435 €

Plafond : 5.000 € x 10 = 50.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 368 805,00	100,00%
Total	1 368 805,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRETS CDC	701 270,00	51,23%
FONDS PROPRES	618 100,00	45,16%
SUBVENTION REGION	49 435,00	3,61%
Total	1 368 805,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 246 800,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 484 625,00 €
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 114 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	80 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	178 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 253 195,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 045 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 422 214,00 €
	Montant total	14 591 394,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006902

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE LOT S5B - 50 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 223 214,00 €	5,00 %	211 161,00 €
	Montant Total de la subvention		211 161,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 29 logements PLUS sis ZAC Nouvelle Centralité, ilot S5B, à Carrières-sous-Poissy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.104,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,77 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.223.214 € x 5% = 211.161 €

Plafond : 10.000 € x 29 = 290.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 846 785,00	100,00%
Total	5 846 785,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	215 605,00	3,69%
PRET 1%	1 853 426,00	31,70%
PRETS CDC	3 017 765,00	51,61%
FONDS PROPRES	548 828,00	9,39%
SUBVENTION REGION	211 161,00	3,61%
Total	5 846 785,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 246 800,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 484 625,00 €
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 114 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	80 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	178 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 253 195,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 045 400,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 422 214,00 €
	Montant total	14 591 394,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006903

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - CARRIERES SOUS POISSY - ZAC NOUVELLE CENTRALITE LOT S5B - 50 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 450 605,00 €	9,10 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLAI sis ZAC Nouvelle Centralité, ilot S5B, à Carrières-sous-Poissy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,5%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 715,59 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,03 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.450.605 € x 30 % = 435.181 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CARRIERES-SOUS-POISSY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 008 274,00	100,00%
Total	2 008 274,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	416 712,00	20,75%
PRET 1%	744 844,00	37,09%
PRETS CDC	681 968,00	33,96%
FONDS PROPRES	32 750,00	1,63%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,57%
Total	2 008 274,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 246 800,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 484 625,00 €
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 114 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	80 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	178 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 253 195,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 045 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 422 214,00 €
	Montant total	14 591 394,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005328

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - MAGNY LES HAMEAUX - GABRIEL PERI - 14 PLUS / 28 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 905 728,00 €	5,00 %	95 286,00 €
	Montant Total de la subvention		95 286,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 47568081500051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 14 logements PLUS sis 28, rue Gabriel Péri / rue Mars à Magny-les-Hameaux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur air/eau (thermodynamique)

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 923,89 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,83 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.905.728 € x 5% = 95.286 €

Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MAGNY-LES-HAMEAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 699 884,00	100,00%
Total	2 699 884,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	42 000,00	1,56%
SUBVENTION 1%	135 000,00	5,00%
PRET 1%	60 000,00	2,22%
PRETS CDC	1 962 615,00	72,69%
FONDS PROPRES	404 983,00	15,00%
SUBVENTION REGION	95 286,00	3,53%
Total	2 699 884,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	493 880,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 230 346,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	89 377,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 077 653,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	415 677,00 €
	Montant total	2 150 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003366

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - MEZIERES-SUR-SEINE - MAURICE FRICOTTE - 2 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	261 066,00 €	9,19 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH MANTES YVELINES HABITAT
Adresse administrative : 7 RUE CHARLES GOUNOD
78200 MANTES LA JOLIE
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jean-Michel VOYER, Président

N° SIRET : 48268185500037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : acquisition-amélioration de 2 logements PLAI sis 120, rue Nationale/rue Maurice Fricotte à Mézières-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine habitat & environnement, option Effinergie rénovation

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 99,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,67 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 261.066 € x 30 % = 78.320 €

Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MEZIERES-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	281 785,00	100,00%
Total	281 785,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	16 000,00	5,68%
SUBVENTION INTERCOMMUNALITE (SOLLICITEE)	16 000,00	5,68%
PRETS CDC	185 800,00	65,94%
FONDS PROPRES	39 985,00	14,19%
SUBVENTION REGION	24 000,00	8,52%
Total	281 785,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	11 200,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	394 145,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	578 878,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	135 878,00 €
	Montant total	792 273,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018719

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - LES MUREAUX - ZAC MOLIERE E2 - 41 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 427 828,00 €	5,00 %	171 391,00 €
	Montant Total de la subvention		171 391,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 36 logements PLUS sis rue Marguerite Yourcenar/rue Molière/rue Brossolette, ZAC Molière (Ilot E2), aux Mureaux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.219,90 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 7,03 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.427.828 € x 5% = 171.391 €

Plafond : 10.000 € x 36 = 360.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 435 301,00	100,00%
Total	5 435 301,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	276 183,00	5,08%
PRETS CDC	4 063 275,00	74,76%
FONDS PROPRES	924 452,00	17,01%
SUBVENTION REGION	171 391,00	3,15%
Total	5 435 301,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accueil de jour en EHPAD	20 646,00 €
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	460 000,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 017 180,00 €
2013	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	368 340,00 €
2013	Hébergement non médicalisé pour les personnes âgées	121 590,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 513 331,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 150 128,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €

2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 384 842,00 €
	Montant total	17 561 093,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012925

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - LES MUREAUX - ZAC MOLIERE E2 - 41 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	547 038,00 €	10,97 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLAI sis rue Marguerite Yourcenar/rue Molière/rue Brossolette, ZAC Molière (Ilot E2), aux Mureaux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 40,66%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 354 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,26 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 547.038 € x 30% = 164.111 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	867 405,00	100,00%
Total	867 405,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	157 817,00	18,19%
PRETS CDC	605 378,00	69,79%
FONDS PROPRES	44 210,00	5,10%
SUBVENTION REGION	60 000,00	6,92%
Total	867 405,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accueil de jour en EHPAD	20 646,00 €
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	460 000,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 017 180,00 €
2013	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	368 340,00 €
2013	Hébergement non médicalisé pour les personnes âgées	121 590,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 513 331,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 150 128,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et	1 857 407,00 €

	apprentis	
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 384 842,00 €
	Montant total	17 561 093,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006968

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - LES MUREAUX - ZAC MOLIERE E1 - 18 PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 007 033,00 €	4,48 %	90 000,00 €
	Montant Total de la subvention		90 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLS sis rue Pierre Brossolette / rue Françoise Dolto / allée Marguerite Yourcenar, ZAC Molière (ilot E1), aux Mureaux

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 1.260,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 8 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 2.007.033 € x 5% = 100.352 €

Plafond : 5.000 € x 18 = 90.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LES MUREAUX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 183 549,00	100,00%
Total	3 183 549,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	450 000,00	14,14%
PRETS CDC	2 293 358,00	72,04%
FONDS PROPRES	350 191,00	11,00%
SUBVENTION REGION	90 000,00	2,83%
Total	3 183 549,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accueil de jour en EHPAD	20 646,00 €
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	460 000,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 017 180,00 €
2013	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	368 340,00 €
2013	Hébergement non médicalisé pour les personnes âgées	121 590,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 513 331,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 150 128,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et	2 220 902,00 €

	apprentis	
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 384 842,00 €
	Montant total	17 561 093,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007018

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - ROSNY SUR SEINE - LOMMOYE - 56 PLUS/PLAI / 79 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 595 754,00 €	5,00 %	229 788,00 €
	Montant Total de la subvention		229 788,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 32 logements PLUS sis rue de la Gare / rue de Lommoye à Rosny-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur pour les bâtiments A et B, individuel gaz et pompe à chaleur pour le bâtiment C
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.292,25 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,72 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.595.754 € x 5% = 229.788 €

Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- ROSNY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 270 405,00	100,00%
Total	6 270 405,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	840 000,00	13,40%
PRETS CDC	4 407 566,00	70,29%
FONDS PROPRES	793 051,00	12,65%
SUBVENTION REGION	229 788,00	3,66%
Total	6 270 405,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	383 025,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	877 567,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	454 237,00 €
	Montant total	6 982 349,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007019

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - ROSNY SUR SEINE - LOMMOYE - 56 PLUS/PLAI / 79 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 424 826,00 €	8,41 %	288 000,00 €
	Montant Total de la subvention		288 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLAI sis rue de la Gare / rue de Lommoye à Rosny-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 11,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur pour les bâtiments A et B, individuel gaz et pompe à chaleur pour le bâtiment C
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10 %

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 1.708,22 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,98 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.424.826 € x 30 % = 1.027.448 €

Plafond : 12.000 € x 24 = 288.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- ROSNY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 672 803,00	100,00%
Total	4 672 803,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	364 000,00	7,79%
PRET 1%	660 000,00	14,12%
PRETS CDC	3 101 957,00	66,38%
FONDS PROPRES	258 846,00	5,54%
SUBVENTION REGION	288 000,00	6,16%
Total	4 672 803,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	383 025,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	877 567,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	454 237,00 €
	Montant total	6 982 349,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007068

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - VERSAILLES - ABBE ROUSSEAU - 23 PLUS/PLAI / 33 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 672 411,00 €	5,00 %	83 621,00 €
	Montant Total de la subvention		83 621,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VERSAILLES HABITAT OPH
Adresse administrative : 8 RUE SAINT-NICOLAS RP 811
78008 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Michel BANCAL, Président

N° SIRET : 47806223500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLUS sis 2, rue de l'Abbé Rousseau, lieu-dit îlot Ouest, à Versailles

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chauffage urbain et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 821,72 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,37 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.672.411 € x 5% = 83.621 €

Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 793 996,00	100,00%
Total	2 793 996,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	84 500,00	3,02%
SURCHARGE FONCIERE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION (ATTRIBUEE)	229 589,00	8,22%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (SOLLICITEE)	157 178,00	5,63%
SUBVENTION 1%	135 000,00	4,83%
PRET 1%	280 000,00	10,02%
PRETS CDC	1 736 340,00	62,15%
FONDS PROPRES	87 768,00	3,14%
SUBVENTION REGION	83 621,00	2,99%
Total	2 793 996,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007069

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 78 - VERSAILLES - ABBE ROUSSEAU - 23 PLUS/PLAI / 33 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 121 650,00 €	10,70 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VERSAILLES HABITAT OPH
Adresse administrative : 8 RUE SAINT-NICOLAS RP 811
78008 VERSAILLES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Michel BANCAL, Président

N° SIRET : 47806223500013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis 2, rue de l'Abbé Rousseau, lieu-dit ilot Ouest, à Versailles

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 17,8%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : réseau de chauffage urbain et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 551,11 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,56 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.121.650 € x 30 % = 336.495 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- VERSAILLES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 873 873,00	100,00%
Total	1 873 873,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	65 000,00	3,47%
SURCHARGE FONCIERE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION (ATTRIBUEE)	177 104,00	9,45%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (SOLLICITEE)	99 468,00	5,31%
SUBVENTION 1%	270 000,00	14,41%
PRET 1%	80 000,00	4,27%
PRETS CDC	896 488,00	47,84%
FONDS PROPRES	165 813,00	8,85%
SUBVENTION REGION	120 000,00	6,40%
Total	1 873 873,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018041

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - BONDOUFLE - PORTES DE BONDOUFLE/GRAND PARC LOT B3 SUD - 40 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 130 412,00 €	5,00 %	206 521,00 €
		Montant Total de la subvention	206 521,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEMENT FRANCILIEN
Adresse administrative : 51 RUE LOUIS BLANC
92917 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard SEIGNE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 48993840700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 28 logements PLUS sis ZAC Les Portes de Bondoufle/Le Grand Parc, lot B3 Sud, à Bondoufle

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des contraintes de calendrier qui s'imposent dans le cadre de la réalisation de la ZAC et la nécessaire coordination des différentes opérations réalisées sur le site.

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse) complété de ballons thermodynamiques pour l'ECS des maisons individuelles

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.851,11 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,78 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.130.412 € x 5% = 206.521 €

Plafond : 10.000 € x 28 = 280.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 968 134,00	100,00%
Total	4 968 134,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	106 400,00	2,14%
PRIME SPECIFIQUE	61 600,00	1,24%
PRET 1%	360 000,00	7,25%
PRETS CDC	3 452 683,00	69,50%
FONDS PROPRES	780 930,00	15,72%
SUBVENTION REGION	206 521,00	4,16%
Total	4 968 134,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	454 763,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 834 668,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	80 349,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 341 500,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	372 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	778 657,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	551 769,56 €

2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	410 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	58 465,00 €
2015	Politique énergie climat	36 620,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	864 960,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	171 300,00 €
	Montant total	5 499 314,56 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003824

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - BONDOUFLE - PORTES DE BONDOUFLE/GRAND PARC LOT B3 SUD - 40 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 696 180,00 €	8,49 %	144 000,00 €
	Montant Total de la subvention		144 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LOGEMENT FRANCILIEN
Adresse administrative : 51 RUE LOUIS BLANC
92917 PARIS LA DEFENSE CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard SEIGNE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 48993840700017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 12 logements PLAI sis ZAC Les Portes de Bondoufle/Le Grand Parc, lot B3 Sud, à Bondoufle

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux en raison des contraintes de calendrier qui s'imposent dans le cadre de la réalisation de la ZAC et la nécessaire coordination des différentes opérations réalisées sur le site.

Description :
Taux de logements sociaux : 9,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse) complété de ballons thermodynamiques pour l'ECS des maisons individuelles

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 760,17 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,04 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.696.180 € x 30% = 508.854 €

Plafond : 12.000 € x 12 = 144.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 040 196,00	100,00%
Total	2 040 196,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	45 600,00	2,24%
PRIME SPECIFIQUE	26 400,00	1,29%
PRET 1%	180 000,00	8,82%
PRETS CDC	1 287 421,00	63,10%
FONDS PROPRES	356 775,00	17,49%
SUBVENTION REGION	144 000,00	7,06%
Total	2 040 196,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	454 763,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 834 668,00 €
2013	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	80 349,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 341 500,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	372 000,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	778 657,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	551 769,56 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	410 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	58 465,00 €
2015	Politique énergie climat	36 620,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	864 960,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	171 300,00 €
	Montant total	5 499 314,56 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006891

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - BONDOUFLE - PORTES DE BONDOUFLE/GRAND PARC B4 SUD - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 655 241,00 €	5,00 %	82 762,00 €
	Montant Total de la subvention		82 762,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 13 logements PLUS sis ZAC Les Portes de Bondoufle / Le Grand Parc, lot B4 Sud (B4B), à Bondoufle

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 -10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 880,73 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,44 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.655.241 € x 5% = 82.762 €

Plafond : 10.000 € x 13 = 130.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 355 510,00	100,00%
Total	2 355 510,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	76 000,00	3,23%
PRET 1%	448 000,00	19,02%
PRETS CDC	1 516 000,00	64,36%
FONDS PROPRES	232 748,00	9,88%
SUBVENTION REGION	82 762,00	3,51%
Total	2 355 510,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 352 934,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 775 391,00 €
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €

2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
	Montant total	7 515 436,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006892

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - BONDOUFLE - PORTES DE BONDOUFLE/GRAND PARC B4 SUD - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	885 759,00 €	9,48 %	84 000,00 €
	Montant Total de la subvention		84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLAI sis ZAC Les Portes de Bondoufle / Le Grand Parc, lot B4 Sud (B4B), à Bondoufle

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,5%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 471,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,44 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 885.759 € x 30 % = 265.728 €

Plafond : 12.000 € x 7 = 84.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BONDOUFLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 260 490,00	100,00%
Total	1 260 490,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	34 000,00	2,70%
PRET 1%	60 000,00	4,76%
PRETS CDC	816 000,00	64,74%
FONDS PROPRES	266 490,00	21,14%
SUBVENTION REGION	84 000,00	6,66%
Total	1 260 490,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 352 934,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 775 391,00 €
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €

2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
	Montant total	7 515 436,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003744

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - BREUILLET - RTE ARPAJON/FOSSE RONDE - 25 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 283 106,00 €	5,00 %	114 155,00 €
		Montant Total de la subvention	114 155,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATION ET FAMILLE
Adresse administrative : 51 RUE LOUIS BLANC
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Eric MADELRIEUX, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58208866200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 17 logements PLUS sis 39, route d'Arpajon / rue de la Fosse Ronde à Breuillet

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz et ballons thermodynamiques

Caractéristiques techniques : Certification Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 125,39 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,31 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.283.106 € x 5% = 114.155 €

Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 122 152,00	100,00%
Total	3 122 152,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	404 000,00	12,94%
PRETS CDC	2 297 258,00	73,58%
FONDS PROPRES	306 739,00	9,82%
SUBVENTION REGION	114 155,00	3,66%
Total	3 122 152,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 530 249,00 €
2013	Convention régionale de patrimoine social	137 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	654 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	843 678,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	100 000,00 €
2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	25 456,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	943 835,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	599 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	4 482,00 €

	Montant total	2 858 210,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003752

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - BREUILLET - RTE ARPAJON/FOSSE RONDE - 25 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	979 164,00 €	9,80 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COOPERATION ET FAMILLE
Adresse administrative : 51 RUE LOUIS BLANC
92400 COURBEVOIE
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Eric MADELRIEUX, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58208866200025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis 39, route d'Arpajon / rue de la Fosse Ronde à Breuillet

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 19,2%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz et ballons thermodynamiques

Caractéristiques techniques : Certification Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement : PLAI
Surface utile : 482,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,51 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLAI

Calcul de la subvention : 979.164 € x 30% = 293.749 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- BREUILLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 339 008,00	100,00%
Total	1 339 008,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	80 000,00	5,97%
PRIME SPECIFIQUE	57 500,00	4,29%
PRET 1%	112 000,00	8,36%
PRETS CDC	853 508,00	63,74%
FONDS PROPRES	140 000,00	10,46%
SUBVENTION REGION	96 000,00	7,17%
Total	1 339 008,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 530 249,00 €
2013	Convention régionale de patrimoine social	137 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	654 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	843 678,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	100 000,00 €

2014	CR09-11 Habitat privé : ingénierie	25 456,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	943 835,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	599 145,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (investissement)	4 482,00 €
	Montant total	2 858 210,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14014709

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - CORBEIL ESSONNES - PAPETERIE ILOT A9 - 51 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 044 198,00 €	5,00 %	252 210,00 €
	Montant Total de la subvention		252 210,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 41 logements PLUS sis rue de la Papeterie, ilot A9, à Corbeil-Essonnes

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 20%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2.572,14 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,58 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.044.198 € x 5% = 252.210 €

Plafond : 10.000 € x 41 = 410.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 922 191,00	100,00%
Total	6 922 191,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	294 729,00	4,26%
SUBVENTION 1%	540 000,00	7,80%
PRET 1%	240 000,00	3,47%
PRETS CDC	5 595 252,00	80,83%
SUBVENTION REGION	252 210,00	3,64%
Total	6 922 191,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	308 682,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 015 048,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	680 231,00 €
	Montant total	1 947 279,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005331

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - CORBEIL ESSONNES - PAPETERIE ILOT A9 - 51 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 135 669,00 €	10,57 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis rue de la Papeterie, ilot A9, à Corbeil-Essonnes

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 32,6%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 20%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 579,10 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,75 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.135.669 € x 30% = 340.701 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CORBEIL-ESSONNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 558 488,00	100,00%
Total	1 558 488,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	267 438,00	17,16%
PRIME SPECIFIQUE	155 847,00	10,00%
PRETS CDC	1 015 203,00	65,14%
SUBVENTION REGION	120 000,00	7,70%
Total	1 558 488,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	308 682,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 015 048,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	680 231,00 €
	Montant total	1 947 279,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004691

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - GRIGNY - ZAC COEUR DE VILLE LOT 9A - 84 PLUS / 93 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	10 454 914,00 €	5,00 %	522 746,00 €
	Montant Total de la subvention		522 746,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 84 logements PLUS sis Cours de Grigny / rue Saint-Exupéry, ZAC du Centre-Ville (lot 9A) à Grigny

Date prévisionnelle de début de projet : 2 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux afin de respecter les délais de livraison contractuellement fixés.

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (géothermie)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement, label BEPOS Effinergie

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 5.361,88 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 10.454.914 € x 5% = 522.746 €

Plafond : 10.000 € x 84 = 840.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- GRIGNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	12 517 837,00	100,00%
Total	12 517 837,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	9 900,00	0,08%
PRIME SPECIFIQUE	202 649,00	1,62%
SUBVENTION 1%	405 000,00	3,24%
PRET 1%	1 072 000,00	8,56%
PRETS CDC	9 197 464,00	73,47%
FONDS PROPRES	1 108 078,00	8,85%
SUBVENTION REGION	522 746,00	4,18%
Total	12 517 837,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €

2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006941

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - GUIBEVILLE - RUE PASTEUR - 14 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 238 900,00 €	5,00 %	61 945,00 €
	Montant Total de la subvention		61 945,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLUS sis rue Pasteur à Guibeville

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : électrique individuel et ballons thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 649,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,04 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.238.900 € x 5% = 61.945 €

Plafond : 10.000 € x 10 = 100.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- GUIBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 669 099,00	100,00%
Total	1 669 099,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	55 000,00	3,30%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION (SOLLICITEE)	25 000,00	1,50%
PRET 1%	344 000,00	20,61%
PRETS CDC	1 133 734,00	67,92%
FONDS PROPRES	49 420,00	2,96%
SUBVENTION REGION	61 945,00	3,71%
Total	1 669 099,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	308 682,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 015 048,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	680 231,00 €
	Montant total	1 947 279,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006942

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - GUIBEVILLE - RUE PASTEUR - 14 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	373 464,00 €	12,85 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis rue Pasteur à Guibeville

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 0%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : électrique individuel et ballons thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 195,70 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,27 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 373.464 € x 30 % = 112.039 €

Plafond : 12.000 € x 4 = 48.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- GUIBEVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	503 147,00	100,00%
Total	503 147,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	22 000,00	4,37%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION (SOLLICITEE)	10 000,00	1,99%
PRETS CDC	334 961,00	66,57%
FONDS PROPRES	88 186,00	17,53%
SUBVENTION REGION	48 000,00	9,54%
Total	503 147,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	308 682,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	571 363,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 015 048,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	680 231,00 €
	Montant total	1 947 279,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017989

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - JUVISY-SUR-ORGE - AV REPUBLIQUE - 37 PLUS/PLAI / 52 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 435 217,00 €	5,00 %	121 761,00 €
	Montant Total de la subvention		121 761,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOGEMAC HABITAT SOC GESTION MAINTENAN AMENAGEM CONSTRUCT
Adresse administrative : 1 QUAI DE GRENELLE
75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Philippe JOUANEN, Président

Objet : NC

N° SIRET : 77570864700042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 21 logements PLUS sis 4 bis, avenue de la République / 12, rue du Lieutenant Legourd à Juvisy-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.323,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2015 : 6,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.435.217 € x 5% = 121.761 €

Plafond : 10.000 € x 21 = 210.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 819 103,00	100,00%
Total	3 819 103,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	360 000,00	9,43%
PRET 1%	156 000,00	4,08%
PRETS CDC	3 079 220,00	80,63%
FONDS PROPRES	102 122,00	2,67%
SUBVENTION REGION	121 761,00	3,19%
Total	3 819 103,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	313 106,00 €
	Montant total	313 106,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003705

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - JUVISY-SUR-ORGE - AV REPUBLIQUE - 37 PLUS/PLAI / 52 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 841 553,00 €	10,43 %	192 000,00 €
	Montant Total de la subvention		192 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOGEMAC HABITAT SOC GESTION MAINTENAN AMENAGEM CONSTRUCT
Adresse administrative : 1 QUAI DE GRENELLE 75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Philippe JOUANEN, Président

Objet : NC

N° SIRET : 77570864700042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLAI sis 4 bis, avenue de la République / 12, rue du Lieutenant Legourd à Juvisy-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 1 000,74 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2015 : 6,21 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.841.553 € x 30% = 552.466 €

Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- JUVISY-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 888 072,00	100,00%
Total	2 888 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	160 000,00	5,54%
SUBVENTION SPECIFIQUE	43 500,00	1,51%
SUBVENTION 1%	45 000,00	1,56%
PRET 1%	312 000,00	10,80%
PRETS CDC	2 135 572,00	73,94%
SUBVENTION REGION	192 000,00	6,65%
Total	2 888 072,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	313 106,00 €
	Montant total	313 106,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018040

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - LONGJUMEAU - RUE DE VERDUN - 35 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 418 273,00 €	5,00 %	170 914,00 €
	Montant Total de la subvention		170 914,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOGEMAC HABITAT SOC GESTION MAINTENAN AMENAGEM CONSTRUCT
Adresse administrative : 1 QUAI DE GRENELLE
75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Philippe JOUANEN, Président

Objet : NC

N° SIRET : 77570864700042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLUS sis 7, rue de Verdun à Longjumeau

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur air/eau (thermodynamique)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.731,52 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2015 : 6,84 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.418.273 € x 5% = 170.914 €

Plafond : 10.000 € x 24 = 240.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 861 190,00	100,00%
Total	4 861 190,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	495 000,00	10,18%
PRETS CDC	3 415 250,00	70,26%
FONDS PROPRES	780 026,00	16,05%
SUBVENTION REGION	170 914,00	3,52%
Total	4 861 190,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	313 106,00 €
	Montant total	313 106,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003815

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - LONGJUMEAU - RUE DE VERDUN - 35 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 538 057,00 €	8,58 %	132 000,00 €
	Montant Total de la subvention		132 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOGEMAC HABITAT SOC GESTION MAINTENAN AMENAGEM CONSTRUCT
Adresse administrative : 1 QUAI DE GRENELLE 75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Philippe JOUANEN, Président

Objet : NC

N° SIRET : 77570864700042

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 11 logements PLAI sis 7, rue de Verdun à Longjumeau

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,3%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompe à chaleur air/eau (thermodynamique)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 779,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2015 : 6,10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.538.057 € x 30% = 461.417 €

Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- LONGJUMEAU

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 187 300,00	100,00%
Total	2 187 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	110 000,00	5,03%
PRIME SPECIFIQUE	82 500,00	3,77%
SUBVENTION 1%	180 000,00	8,23%
PRETS CDC	1 682 800,00	76,94%
SUBVENTION REGION	132 000,00	6,03%
Total	2 187 300,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	313 106,00 €
	Montant total	313 106,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006837

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - MORSANG-SUR-ORGE - RUE DU PROGRES - 125 PLUS/PLAI / 140 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 052 541,00 €	5,00 %	552 627,00 €
	Montant Total de la subvention		552 627,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 90 logements PLUS sis 2, rue du Progrès à Morsang-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux afin de respecter le calendrier des relogements prévu dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier.

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques pour les logements collectifs, individuel gaz et ballons thermodynamiques pour les maisons
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10 %

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 5.914,73 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,73 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 11.052.541 € x 5% = 552.627 €

Plafond : 10.000 € x 90 = 900.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	14 225 332,00	100,00%
Total	14 225 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	352 763,00	2,48%
PRET 1%	2 184 000,00	15,35%
PRETS CDC	9 587 259,00	67,40%
FONDS PROPRES	1 548 683,00	10,89%
SUBVENTION REGION	552 627,00	3,88%
Total	14 225 332,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006838

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - MORSANG-SUR-ORGE - RUE DU PROGRES - 125 PLUS/PLAI / 140 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 441 250,00 €	9,46 %	420 000,00 €
	Montant Total de la subvention		420 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 35 logements PLAI sis 2, rue du Progrès à Morsang-sur-Orge

Date prévisionnelle de début de projet : 1 avril 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux afin de respecter le calendrier des relogements prévu dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier.

Description :
Taux de logements sociaux : 25,3%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques pour les logements collectifs, individuel gaz et ballons thermodynamiques pour les maisons
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10 %

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 2.376,72 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,98 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 4.441.250 € x 30 % = 1.332.375 €

Plafond : 12.000 € x 35 = 420.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- MORSANG-SUR-ORGE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 716 175,00	100,00%
Total	5 716 175,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	130 000,00	2,27%
PRIME SPECIFIQUE	172 500,00	3,02%
SUBVENTION ANRU	624 000,00	10,92%
SUBVENTION 1%	720 000,00	12,60%
PRETS CDC	3 035 572,00	53,10%
FONDS PROPRES	614 103,00	10,74%
SUBVENTION REGION	420 000,00	7,35%
Total	5 716 175,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €

2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006962

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - ORSAY - 95 BIS RUE DE PARIS - 29 PLUS/PLAI / 41 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 177 497,00 €	5,00 %	108 875,00 €
	Montant Total de la subvention		108 875,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 15 logements PLUS sis 95 bis et 95 ter, rue de Paris à Orsay

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1.085,23 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,09 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.177.497 € x 5% = 108.875 €

Plafond : 10.000 € x 15 = 150.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 119 187,00	100,00%
Total	3 119 187,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION 1%	270 000,00	8,66%
PRET 1%	312 000,00	10,00%
PRETS CDC	2 228 312,00	71,44%
FONDS PROPRES	200 000,00	6,41%
SUBVENTION REGION	108 875,00	3,49%
Total	3 119 187,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 441 125,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	885 690,00 €
	Montant total	4 412 271,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006963

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - ORSAY - 95 BIS RUE DE PARIS - 29 PLUS/PLAI / 41 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 755 701,00 €	9,57 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ESSONNE HABITAT
Adresse administrative : 2 ALLEE EUGENE MOUCHOT - BP 79
91131 RIS ORANGIS CEDEX
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Chantal ELIE-LEFEBVRE, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 96520288000013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLAI sis 95 bis et 95 ter, rue de Paris à Orsay

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 14,4%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 900,01 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,11

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.755.701 € x 30 % = 526.710 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- ORSAY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 586 836,00	100,00%
Total	2 586 836,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	159 500,00	6,17%
PRETS CDC	2 259 336,00	87,34%
SUBVENTION REGION	168 000,00	6,49%
Total	2 586 836,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 441 125,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	564 979,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 035 610,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	484 867,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	885 690,00 €
	Montant total	4 412 271,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007025

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - QUINCY SOUS SENART - RUE DES TAMARIS - 22 PLUS/PLAI / 28 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 461 452,00 €	5,00 %	73 073,00 €
	Montant Total de la subvention		73 073,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

Objet : NC

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLUS sis 1, rue des Tamaris à Quincy-sous-Sénart

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz et pompes à chaleur thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 831,93 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,16 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.461.452 € x 5% = 73.073 €

Plafond : 10.000 € x 14 = 140.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- QUINCY-SOUS-SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 313 241,00	100,00%
Total	2 313 241,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	360 000,00	15,56%
PRETS CDC	1 316 224,00	56,90%
FONDS PROPRES	563 944,00	24,38%
SUBVENTION REGION	73 073,00	3,16%
Total	2 313 241,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
	Montant total	109 089,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007026

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - QUINCY SOUS SENART - RUE DES TAMARIS - 22 PLUS/PLAI / 28 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	892 019,00 €	10,76 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLURIAL NOVILIA
Adresse administrative : 7 RUE MARIE STUART
51061 REIMS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Claude WALTERSPIELER, Président

Objet : NC

N° SIRET : 33548067900018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis 1, rue des Tamaris à Quincy-sous-Sénart

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 26,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz et pompes à chaleur thermodynamiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat et environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 505,47 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,37 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 892.019 € x 30 % = 267.606 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- QUINCY-SOUS-SENART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 411 920,00	100,00%
Total	1 411 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	121 000,00	8,57%
PRETS CDC	951 085,00	67,36%
FONDS PROPRES	243 835,00	17,27%
SUBVENTION REGION	96 000,00	6,80%
Total	1 411 920,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	109 089,00 €
	Montant total	109 089,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018151

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 92 - CLICHY-LA-GARENNE - RUE DE PARIS - 12 PLUS/PLAI / 17 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 761 337,00 €	5,00 %	88 067,00 €
	Montant Total de la subvention		88 067,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75490 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55202210500357

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS sis 49-51, rue de Paris, ZAC Cailloux-Barbusse, à Clichy-la-Garenne

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 698,95 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,16 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.761.337 € x 5% = 88.067 €

Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 376 040,00	100,00%
Total	2 376 040,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	4 500,00	0,19%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (ATTRIBUEE)	54 000,00	2,27%
SUBVENTION 1%	100 096,00	4,21%
PRETS CDC	2 031 035,00	85,48%
FONDS PROPRES	98 342,00	4,14%
SUBVENTION REGION	88 067,00	3,71%
Total	2 376 040,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 174 409,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 457 117,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	237 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	506 826,00 €
	Montant total	6 594 715,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018153

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 92 - CLICHY-LA-GARENNE - RUE DE PARIS - 12 PLUS/PLAI / 17 LGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	423 744,00 €	8,50 %	36 000,00 €
	Montant Total de la subvention		36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75490 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55202210500357

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 3 logements PLAI sis 49-51, rue de Paris, ZAC Cailloux-Barbusse à Clichy-la-Garenne

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,9%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement, RT 2012 - 10%

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 169,65 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,87 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 423.744 € x 30 % = 127.123 €

Plafond : 12.000 € x 3 = 36.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CLICHY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	571 630,00	100,00%
Total	571 630,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	36 000,00	6,30%
PRIME SPECIFIQUE	12 750,00	2,23%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (ATTRIBUEE)	18 000,00	3,15%
SUBVENTION 1%	12 750,00	2,23%
PRETS CDC	451 630,00	79,01%
FONDS PROPRES	4 500,00	0,79%
SUBVENTION REGION	36 000,00	6,30%
Total	571 630,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 174 409,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 457 117,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	237 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	506 826,00 €
	Montant total	6 594 715,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16001394

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 92-MEUDON - BARBUSSE - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	98 056,00 €	30,00 %	29 417,00 €
	Montant Total de la subvention		29 417,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Daniel LOUPPE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 111bis rue Henri Barbusse à Meudon

Date prévisionnelle de début de projet : 16 décembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du niveau d'humidité du logement qui dégrade le bâti et les logements mitoyens

Description :
Taux de logements sociaux : 26,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Individuel gaz

Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 42,93 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2014 : 6,52 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 98.056 € x 30 % = 29.417 €

Plafond : 726 €* x 42,93 m² = 31.167 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :
Pas de recrutement de stagiaire en raison de l'atteinte des plafonds réglementaires du fait des recrutements prévus sur d'autres opérations

Localisation géographique :
- MEUDON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	113 120,00	100,00%
Total	113 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	15 200,00	13,44%
PRIME SPECIFIQUE D'INSERTION	11 312,00	10,00%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (EC)	7 500,00	6,63%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLO GRAND PARIS SEINE OUEST (EC)	7 500,00	6,63%
SUBVENTION ETAT PLAI ADAPTE	12 960,00	11,46%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	11 312,00	10,00%
EMPRUNT SOLIDAIRE	10 000,00	8,84%
FONDS PROPRES	7 919,00	7,00%
SUBVENTION REGION	29 417,00	26,01%
Total	113 120,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	646 612,00 €
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
	Montant total	1 917 158,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15016600

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 92-NEUILLY SUR SEINE - ARMENONVILLE - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	180 951,00 €	15,20 %	27 512,00 €
		Montant Total de la subvention	27 512,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Daniel LOUPPE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI dans un immeuble situé 13 rue d'Armenonville à Neuilly-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 4,7%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Individuel gaz
Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 26,75 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 8,27 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 180.951 € x 30 % = 54.285 €

Plafond : 1.028,50 €* x 26,75 m² = 27.512 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- NEUILLY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	189 201,00	100,00%
Total	189 201,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	14 712,00	7,78%
PRIME SPECIFIQUE	31 880,00	16,85%
SUBVENTION DEPARTEMENT (EC)	4 815,00	2,54%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (EC)	38 000,00	20,08%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	18 960,00	10,02%
FONDS PROPRES	36 322,00	19,20%
PRET DIVERS	17 000,00	8,99%
SUBVENTION REGION	27 512,00	14,54%
Total	189 201,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	646 612,00 €
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
	Montant total	1 917 158,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007772

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - AUBERVILLIERS - RUE FERRAGUS - 12 PLUS/PLS - 15 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	977 197,00 €	3,07 %	30 000,00 €
	Montant Total de la subvention		30 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 6 logements PLS sis 36 rue Ferragus à Aubervilliers

Date prévisionnelle de début de projet : 12 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du marché de travaux commun à la fraction PLUS et PLS de cette opération ; la fraction PLUS ayant été accompagnée par la Région lors de la commission permanente de juillet 2016

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 398,55 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 12,48 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 977.197 € x 5% = 48.860 €

Plafond : 5.000 € x 6 = 30.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 636 517,00	100,00%
Total	1 636 517,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	140 000,00	8,55%
FONDS PROPRES	163 653,00	10,00%
PRETS CDC	1 302 864,00	79,61%
SUBVENTION REGION	30 000,00	1,83%
Total	1 636 517,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €

2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004655

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - AUBERVILLIERS - ZAC NOZAL FRONT POPULAIRE ILOT B - 28 PLUS - 40 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 816 005,00 €	5,00 %	190 800,00 €
	Montant Total de la subvention		190 800,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH OFFICE PUBLIC HABITAT D'AUBERVILLIERS
Adresse administrative : 122 RUE ANDRE KARMAN
93304 AUBERVILLIERS CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Silvère ROZENBERG, Président

N° SIRET : 27930020600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 28 logements PLUS sis Zac Nozal, Front Populaire (îlot B) à Aubervilliers

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 938,44 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,40 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.816.005 € x 5% = 190.800 €

Plafond : 10.000 € x 28 = 280.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- AUBERVILLIERS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 280 106,00	100,00%
Total	5 280 106,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	150 580,00	2,85%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	718 338,00	13,60%
SUBVENTION 1%	600 616,00	11,38%
PRET 1%	490 000,00	9,28%
FONDS PROPRES	575 646,00	10,90%
PRETS CDC	2 554 126,00	48,37%
SUBVENTION REGION	190 800,00	3,61%
Total	5 280 106,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 356 159,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	392 930,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	298 977,00 €
	Montant total	691 907,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003512

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BAGNOLET - RUES BLANQUI/LEFEVRE - 51 PLUS - 94 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 290 984,00 €	5,00 %	364 549,00 €
	Montant Total de la subvention		364 549,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOFILOGIS
Adresse administrative : 108-110 RUE DE SAINT MAUR
75011 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Marc BRABANT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 70200623000164

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 51 logements PLUS sis rues Auguste Blanqui/Raymond Lefèvre à Bagnolet

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3 358,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,46 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 7.290.984 € x 5% = 364.549 €

Plafond : 10.000 € x 51 = 510.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- BAGNOLET

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	9 960 015,00	100,00%
Total	9 960 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	113 420,00	1,14%
PRIME SPECIFIQUE	89 831,00	0,90%
SUBVENTION 1%	89 831,00	0,90%
PRET 1%	1 400 000,00	14,06%
FONDS PROPRES	1 513 462,00	15,20%
PRETS CDC	6 388 922,00	64,15%
SUBVENTION REGION	364 549,00	3,66%
Total	9 960 015,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	234 953,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	867 414,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 589 064,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	526 971,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	73 801,00 €
	Montant total	2 424 789,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13003230

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - 34 RUE ROGER SALENGRO - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 774 615,00 €	5,00 %	138 731,00 €
	Montant Total de la subvention		138 731,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 16 logements PLUS sis 34 rue Roger Salengro à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard de la nécessité de procéder au relogement des ménages issus de la barre D qui a été démolie

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 017,63 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2015 : 6,85 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 2.774.615 € x 5 % = 138.731 €

Plafond : 10.000 € x 16 lgts = 160.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 550 266,00	100,00%
Total	3 550 266,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	175 772,00	4,95%
PRET 1%	287 058,00	8,09%
FONDS PROPRES	309 540,00	8,72%
PRET CDC	2 639 165,00	74,34%
SUBVENTION REGION	138 731,00	3,91%
Total	3 550 266,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003850

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - AVENUE VARAGNAT - 38 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 551 339,00 €	5,00 %	227 567,00 €
		Montant Total de la subvention	227 567,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 36 logements PLUS sis, 28 avenue Henri Varagnat à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard de la nécessité de procéder au relogement des ménages issus de la barre D qui a été démolie

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement Effinergie+ (RT 2012)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 527,23 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2015 : 8,95 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 4.551.339 € x 5 % = 227.567 €

Plafond : 10.000 € x 36 lgts = 360.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 178 015,00	100,00%
Total	6 178 015,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	213 659,00	3,46%
PRET 1%	140 000,00	2,27%
FONDS PROPRES	399 271,00	6,46%
PRET CDC	5 197 518,00	84,13%
SUBVENTION REGION	227 567,00	3,68%
Total	6 178 015,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003851

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - AVENUE VARAGNAT - 38 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	238 026,00 €	10,08 %	24 000,00 €
		Montant Total de la subvention	24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 2 logements PLAI sis, 28 avenue Henri Varagnat à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard de la nécessité de procéder au relogement des ménages issus de la barre D qui a été démolie

Description :
Taux de logements sociaux : 44,7 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement Effinergie+ (RT 2012)

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 110,22 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2015 : 5,99 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 238.026 € x 30 % = 71.408 €

Plafond : 12.000 € x 2 lgts = 24.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	348 763,00	100,00%
Total	348 763,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	43 586,00	12,50%
FONDS PROPRES	14 179,00	4,07%
PRET CDC	266 998,00	76,56%
SUBVENTION REGION	24 000,00	6,88%
Total	348 763,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003883

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - RUE DE VARSOVIE - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 085 156,00 €	5,00 %	154 258,00 €
	Montant Total de la subvention		154 258,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 19 logements PLUS sis, rue de Varsovie à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard de la nécessité de procéder au relogement des ménages issus de la barre D qui a été démolie

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 425,18 m²
Loyer / m² SU - Valeur octobre 2015 : 6,59 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 3.085.156 € x 5 % = 154.258 €

Plafond : 10.000 € x 19 lgts = 190.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 647 514,00	100,00%
Total	3 647 514,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	137 053,00	3,76%
PRET 1%	465 134,00	12,75%
FONDS PROPRES	128 264,00	3,52%
PRET CDC	2 762 805,00	75,74%
SUBVENTION REGION	154 258,00	4,23%
Total	3 647 514,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003884

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - RUE DE VARSOVIE - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	162 377,00 €	7,39 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'un logement PLAI sis, rue de Varsovie à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 25 septembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard de la nécessité de procéder au relogement des ménages issus de la barre D qui a été démolie

Description :
Taux de logements sociaux : 44,7 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 45,55 m²
Loyer / m² SU - Valeur octobre 2015 : 5,85 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 162.377 € x 30 % = 48.713 €

Plafond : 12.000 € x 1 lgt = 12.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	191 974,00	100,00%
Total	191 974,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	28 853,00	15,03%
PRET 1%	14 866,00	7,74%
FONDS PROPRES	47 953,00	24,98%
PRET CDC	88 302,00	46,00%
SUBVENTION REGION	12 000,00	6,25%
Total	191 974,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003928

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - AVENUE CARNOT - 44 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 526 130,00 €	5,00 %	226 307,00 €
	Montant Total de la subvention		226 307,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 36 logements PLUS sis 103-111 avenue Carnot à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 455,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2015 : 6,94 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.526.130 € x 5% = 226.307 €

Plafond : 10.000 € x 36 = 360.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 744 347,00	100,00%
Total	6 744 347,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	246 847,00	3,66%
PRET 1%	202 331,00	3,00%
PRETS CDC	6 068 862,00	89,98%
SUBVENTION REGION	226 307,00	3,36%
Total	6 744 347,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15003929

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - AVENUE CARNOT - 44 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 005 807,00 €	9,54 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis 103-111 avenue Carnot à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 44,7 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 465,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur juillet 2015 : 6,18 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.005.807 € x 30 % = 301.742 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 498 744,00	100,00%
Total	1 498 744,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	219 419,00	14,64%
PRET 1%	44 962,00	3,00%
PRETS CDC	1 138 363,00	75,95%
SUBVENTION REGION	96 000,00	6,41%
Total	1 498 744,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004132

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - 34 RUE ROGER SALENGRO - 20 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	655 380,00 €	7,32 %	48 000,00 €
	Montant Total de la subvention		48 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 4 logements PLAI sis 34, rue Roger Salengro à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard de la nécessité de procéder au relogement des ménages issus de la barre D qui a été démolie

Description :
Taux de logements sociaux : 44,7 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 240,37 m²
Loyer / m² SU - Valeur août 2015 : 6,10 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 655.380 € x 30 % = 196.614 €

Plafond : 12.000 € x 4 lgts = 48.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	838 593,00	100,00%
Total	838 593,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	41 518,00	4,95%
PRET 1%	67 805,00	8,09%
FONDS PROPRES	73 566,00	8,77%
PRET CDC	607 704,00	72,47%
SUBVENTION REGION	48 000,00	5,72%
Total	838 593,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018753

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - DE LATTRE DE TASSIGNY - 30 PLUS/PLAI - 52 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 722 037,00 €	5,00 %	186 102,00 €
	Montant Total de la subvention		186 102,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLUS sis 2-4 et 56-58 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 908,48 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,38 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 3.722.037 € x 5 % = 186.102 €

Plafond : 10.000 € x 24 lgts = 240.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 962 715,00	100,00%
Total	4 962 715,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	192 307,00	3,88%
PRET 1%	199 075,00	4,01%
PRET CDC	4 385 231,00	88,36%
SUBVENTION REGION	186 102,00	3,75%
Total	4 962 715,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018754

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - DE LATTRE DE TASSIGNY - 30 PLUS/PLAI - 52 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	888 584,00 €	8,10 %	72 000,00 €
	Montant Total de la subvention		72 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 6 logements PLAI sis 2-4 et 56-58, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 44,7 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collecitf gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 365,19 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,68 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 888.584 € x 30 % = 266.575 €

Plafond : 12.000 € x 6 lgts = 72.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 184 779,00	100,00%
Total	1 184 779,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	138 668,00	11,70%
PRET CDC	974 111,00	82,22%
SUBVENTION REGION	72 000,00	6,08%
Total	1 184 779,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003974

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - COURS DE LA REPUBLIQUE - 13 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 733 108,00 €	5,00 %	86 655,00 €
	Montant Total de la subvention		86 655,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLUS sis 33-37 cours de la République à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 23 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au relogement des ménages de la barre D démolie sise avenue de Lattre de Tassigny

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 830,24 m²
Loyer / m² SU - Valeur octobre 2015 : 6,57 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.733.108 € x 5% = 86.655 €

Plafond : 10.000 € x 11 = 110.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 888 575,00	100,00%
Total	1 888 575,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	77 694,00	4,11%
PRET 1%	183 949,00	9,74%
FONDS PROPRES	288 240,00	15,26%
PRETS CDC	1 252 037,00	66,30%
SUBVENTION REGION	86 655,00	4,59%
Total	1 888 575,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003975

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - BONDY - COURS DE LA REPUBLIQUE - 13 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	226 605,00 €	10,59 %	24 000,00 €
		Montant Total de la subvention	24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : BONDY HABITAT OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA VILLE DE BONDY
Adresse administrative : 86 AVENUE GALLIENI
93141 BONDY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Madame Sylvine THOMASSIN, Présidente

N° SIRET : 27930003200034

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 2 logements PLAI sis 33-37 cours de la République à Bondy

Date prévisionnelle de début de projet : 23 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée au relogement des ménages de la barre D démolie sis avenue de Lattre de Tassigny

Description :
Taux de logements sociaux : 44,7 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 107,65 m²

Loyer / m² SU - Valeur octobre 2015 : 5,85 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 226.605 € x 30 % = 67.981 €

Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BONDY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	246 932,00	100,00%
Total	246 932,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	56 504,00	22,88%
PRET 1%	24 051,00	9,74%
PRETS CDC	142 377,00	57,66%
SUBVENTION REGION	24 000,00	9,72%
Total	246 932,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14006276

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - ENTREE DE QUARTIER BARBUSSE - 63 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	6 694 253,00 €	5,00 %	334 713,00 €
	Montant Total de la subvention		334 713,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD JULES GUESDE 93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane PEU, Président

N° SIRET : 48274107100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 44 logements PLUS sis Entrée de Quartier - Avenue Henri Barbusse à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux afin d'achever la reconstitution de l'offre locative sociale démolie dans le cadre de la convention de renouvellement urbain

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3.197,03 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,71 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Calcul de la subvention : 6.694.253 x 5% = 334.713 €

Plafond : 10.000 € x 44 = 440.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	8 230 858,00	100,00%
Total	8 230 858,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	335 266,00	4,07%
SUBVENTION AGGLOMERATION ATT	440 000,00	5,35%
PRET 1%	960 000,00	11,66%
FONDS PROPRES	1 279 598,00	15,55%
PRET CDC	4 881 281,00	59,30%
SUBVENTION REGION	334 713,00	4,07%
Total	8 230 858,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	2 232 226,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 500,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	4 808 038,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	259 160,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	6 992,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	913 626,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 109,00 €
	Montant total	9 290 159,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018799

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - ENTREE DE QUARTIER BARBUSSE - 63 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 879 549,00 €	7,92 %	228 000,00 €
	Montant Total de la subvention		228 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD JULES GUESDE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane PEU, Président

N° SIRET : 48274107100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 19 logements PLAI sis Entrée de Quartier - Avenue Henri Barbusse à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux afin d'achever la reconstitution de l'offre locative sociale démolie dans le cadre de la convention de renouvellement urbain

Description :
Taux de logements sociaux : 51,1 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1.295,99 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,97 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.879.549 € x 30 % = 863.865 €

Plafond : 12.000 € x 19 lgts = 228.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 452 760,00	100,00%
Total	3 452 760,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	577 478,00	16,73%
SUBVENTION AGGLOMERATION ATT	190 000,00	5,50%
PRET CDC	2 457 282,00	71,17%
SUBVENTION REGION	228 000,00	6,60%
Total	3 452 760,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	2 232 226,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 500,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	4 808 038,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	259 160,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	6 992,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	913 626,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 109,00 €
	Montant total	9 290 159,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013306

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - RUE BALZAC ILOT J1B - 25 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 330 272,00 €	5,00 %	116 514,00 €
		Montant Total de la subvention	116 514,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD JULES GUESDE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane PEU, Président

N° SIRET : 48274107100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 18 logements PLUS sis, rue Balzac - îlot J1b à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Production d'eau chaude sanitaire par pompe à chaleur (ballon thermodynamique) pour les logements individuels

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Nombre de logements : 18
Surface utile : 1.321,79 m²

Loyer / m² SU - Valeur avril 2016 :
- collectifs : 6,87 €
- individuels : 6,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 2.330.272 € x 5 % = 116.514 €

Plafond : 10.000 € x 18 lgts = 180.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 107 030,00	100,00%
Total	3 107 030,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	142 514,00	4,59%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION - EC	270 000,00	8,69%
PRET 1%	420 000,00	13,52%
PRET CDC	2 158 002,00	69,46%
SUBVENTION REGION	116 514,00	3,75%
Total	3 107 030,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	2 232 226,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 500,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	4 808 038,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	259 160,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	6 992,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	913 626,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 109,00 €
	Montant total	9 290 159,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013308

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - RUE BALZAC ILOT J1B - 25 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	827 905,00 €	10,15 %	84 000,00 €
		Montant Total de la subvention	84 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD JULES GUESDE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane PEU, Président

N° SIRET : 48274107100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 7 logements PLAI sis, rue Balzac - îlot J1b à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 51,10 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)
Production d'eau chaude sanitaire par pompe à chaleur (ballon thermodynamique) pour les logements individuels

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 469,62 m²
Loyer / m² SU - Valeur avril 2016 :
- collectifs : 6,10 €
- individuels : 5,61 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 827.905 € x 30 % = 248.372 €

Plafond : 12.000 € x 7 lgts = 84.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 103 900,00	100,00%
Total	1 103 900,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	200 486,00	18,16%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION - EC	105 000,00	9,51%
PRET 1%	240 000,00	21,74%
PRET CDC	474 414,00	42,98%
SUBVENTION REGION	84 000,00	7,61%
Total	1 103 900,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	2 232 226,00 €

2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 500,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	4 808 038,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	259 160,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	6 992,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	913 626,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 109,00 €
	Montant total	9 290 159,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018801

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - QUARTIER LES CLOS 2 ILOT 3B - 31 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 735 505,00 €	5,00 %	136 775,00 €
	Montant Total de la subvention		136 775,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD JULES GUESDE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane PEU, Président

N° SIRET : 48274107100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 21 logements PLUS sis, quartier Les Clos 2 - îlot 3B, rues Ravel et Yako à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLUS
Nombre de logements : 21
Surface utile : 1.407,56 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,82 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 2.735.505 € x 5 % = 136.775 €

Plafond : 10.000 € x 21 lgts = 210.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 647 341,00	100,00%
Total	3 647 341,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	157 357,00	4,31%
SUBVENTION AGGLOMERATION - EC	210 000,00	5,76%
PRET 1%	840 000,00	23,03%
FONDS PROPRES	288 523,00	7,91%
PRET CDC	2 014 686,00	55,24%
SUBVENTION REGION	136 775,00	3,75%
Total	3 647 341,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	2 232 226,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 500,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	4 808 038,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	259 160,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	6 992,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	913 626,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 109,00 €
	Montant total	9 290 159,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018802

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - QUARTIER LES CLOS 2 ILOT 3B - 31 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 289 122,00 €	9,31 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD JULES GUESDE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane PEU, Président

N° SIRET : 48274107100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis, quartier Les Clos 2 - îlot 3B, rues Ravel et Yako à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 51,10 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLAI
Nombre de logements : 10

Surface utile : 737,18 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,07 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.289.122 € x 30 % = 386.737 €

Plafond : 12.000 € x 10 lgts = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 718 830,00	100,00%
Total	1 718 830,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	271 424,00	15,79%
SUBVENTION AGGLOMERATION - EC	100 000,00	5,82%
PRET CDC	1 227 406,00	71,41%
SUBVENTION REGION	120 000,00	6,98%
Total	1 718 830,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	2 232 226,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 500,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	4 808 038,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	259 160,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	6 992,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	913 626,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 109,00 €
	Montant total	9 290 159,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006798

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - FERRY/CONVENTION - 18 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	220 535,00 €	4,53 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 2 logements PLS sis 20 rue Jules Ferry / 86 rue de la Convention à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 96,10 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 10,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 220.535 € x 5% = 11.027 €

Plafond : 5.000 € x 2 = 10.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	291 888,00	100,00%
Total	291 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	60 000,00	20,56%
FONDS PROPRES	29 188,00	10,00%
PRETS CDC	192 700,00	66,02%
SUBVENTION REGION	10 000,00	3,43%
Total	291 888,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €

2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006794

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - FERRY/CONVENTION - 18 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 511 151,00 €	5,00 %	75 558,00 €
	Montant Total de la subvention		75 558,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 11 logements PLUS sis 20 rue Jules Ferry / 86 rue de la Convention à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 700,90 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,13 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.511.151 € x 5% = 75.558 €

Plafond : 10.000 € x 11 = 110.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 948 359,00	100,00%
Total	1 948 359,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	123 508,00	6,34%
SUBVENTION 1%	57 357,00	2,94%
PRET 1%	175 894,00	9,03%
FONDS PROPRES	22 668,00	1,16%
PRETS CDC	1 493 374,00	76,65%
SUBVENTION REGION	75 558,00	3,88%
Total	1 948 359,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006795

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - LA COURNEUVE - FERRY/CONVENTION - 18 PLUS/PLAI/PLS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	608 093,00 €	9,87 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI sis 20 rue Jules Ferry / 86 rue de la Convention à La Courneuve

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 51,1 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement Effinergie +

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 302,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,32 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 608.093 € x 30 % = 182.428 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LA COURNEUVE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	784 026,00	100,00%
Total	784 026,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	53 358,00	6,81%
SUBVENTION 1%	24 779,00	3,16%
PRET 1%	75 989,00	9,69%
FONDS PROPRES	58 613,00	7,48%
PRETS CDC	511 287,00	65,21%
SUBVENTION REGION	60 000,00	7,65%
Total	784 026,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €

2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15001240

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - L'ILE-SAINT-DENIS - LOTS PA3 PA5 QUARTIER FLUVIAL - 37 PLUS - 45 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 434 902,00 €	5,00 %	271 745,00 €
		Montant Total de la subvention	271 745,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD JULES GUESDE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane PEU, Président

N° SIRET : 48274107100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 37 logements PLUS sis 9 quai du Châtelier - lots PA3 PA5 - éco-quartier fluvial à L'Ile-Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau de chaleur urbain (biomasse)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Nombre de logements : 37
Surface utile : 2.808,43 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,68 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 5.434.902 € x 5 % = 271.745 €

Plafond : 10.000 € x 37 lgts = 370.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 246 536,00	100,00%
Total	7 246 536,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION AGGLOMERATION - EC	218 235,00	3,01%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	336 765,00	4,65%
SURCHARGE FONCIERE AGGLOMERATION - EC	336 765,00	4,65%
SUBVENTION 1%	682 168,00	9,41%
PRET 1%	600 000,00	8,28%
PRIME SPECIFIQUE ETAT	75 403,00	1,04%
PRET CDC	4 725 455,00	65,21%
SUBVENTION REGION	271 745,00	3,75%
Total	7 246 536,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	2 232 226,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 500,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	4 808 038,00 €

2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	259 160,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	6 992,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	913 626,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 109,00 €
	Montant total	9 290 159,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006560

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - MONTREUIL - CAPITAINE DREYFUS - 6 PLS - 10 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	432 951,00 €	5,00 %	21 648,00 €
	Montant Total de la subvention		21 648,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT MONTREUILLOIS
Adresse administrative : 17 RUE MOLIERE
93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Hervé PINGET, Directeur Général

N° SIRET : 48877716000018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, en acquisition-amélioration, de 6 logements PLS sis 19 rue du Capitaine Dreyfus à Montreuil

Date prévisionnelle de début de projet : 16 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux au regard de la vétusté du bâtiment

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz
Caractéristiques techniques : Certification Promotelec rénovation énergétique Effinergie Rénovation

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 301,12 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 13,40 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 432.951 € x 5% = 21.648 €

Plafond : 5.000 € x 6 = 30.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- MONTREUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 069 179,00	100,00%
Total	1 069 179,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION VILLE EC	50 272,00	4,70%
SUBVENTION 1%	33 875,00	3,17%
PRET 1%	96 376,00	9,01%
PRETS CDC	867 008,00	81,09%
SUBVENTION REGION	21 648,00	2,02%
Total	1 069 179,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	558 617,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 247 415,00 €
2015	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	370 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	349 089,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 055,00 €
	Montant total	1 326 655,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018803

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - SAINT-DENIS - RUE PAUL ELUARD - 27 PLUS - 39 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 126 675,00 €	5,28 %	217 834,00 €
	Montant Total de la subvention		217 834,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH COMMUNAUTAIRE DE PLAINE COMMUNE
Adresse administrative : 32 BOULEVARD JULES GUESDE
93200 SAINT-DENIS
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane PEU, Président

N° SIRET : 48274107100013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 27 logements PLUS sis 19-21 rue Paul Eluard à Saint-Denis

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence liée à la nécessité de reloger les familles dans le cadre du programme de requalification des quartiers anciens dégradés

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Production d'eau chaude sanitaire par panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012 Effinergie +

Mode de conventionnement PLUS
Nombre de logements : 27
Surface utile : 1.832,95 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,44 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 4.126.675 € x 5 % = 206.334 €

Plafond : 10.000 € x 27 lgts = 270.000 €

Majoration certification HPE : 500 € x 23 = 11.500 €

Subvention totale : 217.834 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 286 112,00	100,00%
Total	5 286 112,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION AGGLOMERATION - ATT	191 232,00	3,62%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	153 768,00	2,91%
SURCHARGE FONCIERE AGGLOMERATION - ATT	153 768,00	2,91%
SUBVENTION 1%	451 133,00	8,53%
PRET 1%	210 000,00	3,97%
PRIME SPECIFIQUE	47 365,00	0,90%
PRET CDC	3 861 012,00	73,04%
SUBVENTION REGION	217 834,00	4,12%
Total	5 286 112,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Convention régionale de patrimoine social	2 232 226,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	397 500,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	4 808 038,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	259 160,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	6 992,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	913 626,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 109,00 €
	Montant total	9 290 159,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018670

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - SAINT OUEN - ZAC DES DOCKS ILOT D1 - 81 PLUS/PLS - 91 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 194 862,00 €	3,60 %	115 000,00 €
	Montant Total de la subvention		115 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400201- Aide à la création de logements locatifs sociaux intermédiaires

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEMISO SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE LA VILLE DE SAINT OUEN
Adresse administrative : 17 RUE CLAUDE MONET 93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur William DELANNOY, Président

Objet : NC

N° SIRET : 66204415500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 23 logements PLS sis Zac des Docks - îlot D1, 17 rue Ardouin à Saint-Ouen

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLS
Surface utile : 1 839,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2015 : 12,00 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLS

Calcul de la subvention : 3.194.862 € x 5% = 159.743 €

Plafond : 5.000 € x 23 = 115.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de rectruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 883 072,00	100,00%
Total	4 883 072,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
FONDS PROPRES	183 413,00	3,76%
PRETS CDC	4 584 659,00	93,89%
SUBVENTION REGION	115 000,00	2,36%
Total	4 883 072,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018669

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - SAINT OUEN - ZAC DES DOCKS ILOT D1 - 81 PLUS/PLS - 91 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	6 566 540,00 €	5,00 %	328 327,00 €
	Montant Total de la subvention		328 327,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SEMISO SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DE LA VILLE DE SAINT OUEN
Adresse administrative : 17 RUE CLAUDE MONET 93400 SAINT-OUEN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Economie Mixte
Représentant : Monsieur William DELANNOY, Président

Objet : NC

N° SIRET : 66204415500015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 58 logements PLUS sis Zac des Docks - îlot D1, 17 rue Ardouin à Saint-Ouen

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (biomasse)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3 743,60 m²
Loyer / m² SU - Valeur décembre 2015 : 7,40 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 6.566.540 € x 5% = 328.327 €

Plafond : 10.000 € x 58 = 580.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	10 036 392,00	100,00%
Total	10 036 392,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	88 251,00	0,88%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION EC	49 978,00	0,50%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	356 022,00	3,55%
SURCHARGE FONCIERE COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION EC	356 022,00	3,55%
SUBVENTION 1%	600 000,00	5,98%
PRET 1%	2 064 000,00	20,57%
FONDS PROPRES	761 677,00	7,59%
PRETS CDC	5 432 115,00	54,12%
SUBVENTION REGION	328 327,00	3,27%
Total	10 036 392,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004707

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - VILLEPINTE - RUE DE L'EGLISE - 43 PLUS/PLAI - 53 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 145 045,00 €	5,00 %	207 252,00 €
		Montant Total de la subvention	207 252,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 34 logements PLUS sis 35, rue de l'Eglise à Villepinte

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Production d'eau chaude sanitaire par panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Nombre de logements : 34
Surface utile : 2.420,55 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,97 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 4.145.045 € x 5 % = 207.252 €

Plafond : 10.000 € x 34 lgts = 340.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 719 719,00	100,00%
Total	6 719 719,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	52 625,00	0,78%
SUBVENTION 1%	310 000,00	4,61%
PRET 1%	540 000,00	8,04%
PRIME SPECIFIQUE	85 000,00	1,26%
FONDS PROPRES	680 000,00	10,12%
PRET CDC	4 844 842,00	72,10%
SUBVENTION REGION	207 252,00	3,08%
Total	6 719 719,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 352 934,00 €

2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 775 391,00 €
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
	Montant total	7 515 436,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004708

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - VILLEPINTE - RUE DE L'EGLISE - 43 PLUS/PLAI - 53 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 001 907,00 €	10,78 %	108 000,00 €
	Montant Total de la subvention		108 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ANTIN RESIDENCES SA HABITAT LOYER MODERE
Adresse administrative : 59 RUE DE PROVENCE
75009 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Denis LOTHAIRE, Président

Objet : Louer, construire, acquérir, améliorer, aménager, assainir, réparer et gérer des habitations collectives ou individuelles avec leurs jardins, dépendances ou annexes et, éventuellement, lorsque ces habitations forment un ensemble, des locaux à usage commun ou des installations nécessaires à la vie économique et sociale de cet ensemble.

N° SIRET : 31551880300046

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLAI sis 35, rue de l'Eglise à Villepinte

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,7 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Collectif gaz
Production d'eau chaude sanitaire par panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Nombre de logements : 9
Surface utile : 522,15 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,47 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.001.907 € x 30 % = 300.572 €

Plafond : 12.000 € x 9 lgts = 108.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 624 236,00	100,00%
Total	1 624 236,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	65 352,00	4,02%
SUBVENTION 1%	203 697,00	12,54%
PRET 1%	60 000,00	3,69%
PRIME SPECIFIQUE	113 697,00	7,00%
FONDS PROPRES	180 000,00	11,08%
PRET CDC	893 490,00	55,01%
SUBVENTION REGION	108 000,00	6,65%
Total	1 624 236,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 352 934,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 775 391,00 €
2014	Accueil de jour en EHPAD	100 000,00 €
2014	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	393 000,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 852 742,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 736 017,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 544 013,00 €
2015	Aide en faveur du logement des jeunes et apprentis	267 751,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 826 994,00 €
	Montant total	7 515 436,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018718

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - VILLEPINTE - BD BALLANGER - 36 PLUS/PLAI - 49 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 762 104,00 €	5,00 %	188 105,00 €
	Montant Total de la subvention		188 105,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DU CIL
Adresse administrative : 12 BD ROOSEVELT
02100 ST QUENTIN
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard CHOQUENET, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58598002200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 24 logements PLUS sis 198 à 200, boulevard Ballanger à Villepinte

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Production d'eau chaude sanitaire par panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Nombre de logements : 24
Surface utile : 1.672,45 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,61 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement PLUS

Calcul de la subvention : 3.762.104 € x 5 % = 188.105 €

Plafond : 10.000 € x 24 lgts = 240.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 892 329,00	100,00%
Total	4 892 329,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRET 1%	416 000,00	8,50%
PRIME SPECIFIQUE	40 500,00	0,83%
FONDS PROPRES	981 435,00	20,06%
PRET CDC	3 266 289,00	66,76%
SUBVENTION REGION	188 105,00	3,84%
Total	4 892 329,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 168 200,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	217 057,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	666 025,00 €
	Montant total	2 051 282,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018720

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - VILLEPINTE - BD BALLANGER - 36 PLUS/PLAI - 49 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 958 607,00 €	7,35 %	144 000,00 €
		Montant Total de la subvention	144 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA MAISON DU CIL
Adresse administrative : 12 BD ROOSEVELT
02100 ST QUENTIN
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gérard CHOQUENET, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58598002200016

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLAI sis 198 à 200, boulevard Ballanger à Villepinte

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,7 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Collectif gaz
Production d'eau chaude sanitaire par panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certification Habitat et environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Nombre de logements : 12
Surface utile : 870,43 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,58 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.958.607 € x 30 % = 587.582 €

Plafond : 12.000 € x 12 lgts = 144.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- VILLEPINTE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 547 059,00	100,00%
Total	2 547 059,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	80 586,00	3,16%
PRET 1%	260 000,00	10,21%
PRIME SPECIFIQUE	156 000,00	6,12%
PRET CDC	1 906 473,00	74,85%
SUBVENTION REGION	144 000,00	5,65%
Total	2 547 059,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	1 168 200,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	217 057,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	666 025,00 €
	Montant total	2 051 282,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006830

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - BRY SUR MARNE - 16 AVENUE DES FRERES LUMIERE - 61 PLAI - 125 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 861 927,00 €	30,00 %	1 158 578,00 €
	Montant Total de la subvention		1 158 578,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : NOVIGERE SOCIETE ANOMYME D HABITATION A LOYER MODERE
Adresse administrative : 141 AVENUE DE CLICHY 75017 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur ALAIN BONHOMME, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55820050700041

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, d'une résidence sociale avec charge foncière, de 61 logements PLAI sis 16 avenue des Frères Lumière à Bry-sur-Marne

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 15 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : PAC avec système récupération des eaux grises
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (Niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 1 314,90 m²

Redevance : valeur janvier 2016

Typologie	Redevance	Reste à charge après perception APL (estimation)
T1	407,43 €	de 60,43 € à 407,43 €
T1'	526,78 €	de 98,01 € à 526,78 €
T1Bis	576,42 €	de 71,42 € à 576,42 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI

Calcul de la subvention : 3.861.927 € x 30 % = 1.158.578 €

Plafond : 20.000 € x 61 = 1.220.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 4 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- BRY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 086 413,00	100,00%
Total	4 086 413,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	287 026,00	7,02%
PRIME SPECIFIQUE	231 936,00	5,68%
FONDS PROPRES	67 346,00	1,65%
PRETS CDC	2 341 527,00	57,30%
SUBVENTION REGION	1 158 578,00	28,35%
Total	4 086 413,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et	261 590,00 €

	apprentis	
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	384 000,00 €
2013	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-32 970,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	857 811,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	251 406,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	664 743,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	857 605,00 €
2015	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	220 000,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	69 820,00 €
	Montant total	2 334 964,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018053

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - CHARENTON LE PONT - RUE DU PONT - 30 PLUS/PLAI - 42 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 495 900,00 €	5,00 %	124 795,00 €
	Montant Total de la subvention		124 795,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 17 logements PLUS sis 1-3 rue du Pont à Charenton-le-Pont

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - récupération des eaux grises
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 948,85 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,91 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.495.900 € x 5% = 124.795 €

Plafond : 10.000 € x 17 = 170.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	4 737 597,00	100,00%
Total	4 737 597,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	40 237,00	0,85%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	120 879,00	2,55%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	450 000,00	9,50%
SUBVENTION 1%	420 000,00	8,87%
PRET 1%	300 000,00	6,33%
FONDS PROPRES	518 966,00	10,95%
PRETS CDC	2 762 720,00	58,31%
SUBVENTION REGION	124 795,00	2,63%
Total	4 737 597,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €

2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018054

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - CHARENTON LE PONT - RUE DU PONT - 30 PLUS/PLAI - 42 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 046 489,00 €	7,62 %	156 000,00 €
	Montant Total de la subvention		156 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 13 PLAI sis 1-3 rue du Pont à Charenton-le-Pont

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 24,2 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - récupération des eaux grises
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 778 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,93 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.046.489 € x 30 % = 613.947 €

Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- CHARENTON-LE-PONT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 884 545,00	100,00%
Total	3 884 545,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	164 961,00	4,25%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	120 879,00	3,11%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	450 000,00	11,58%
FONDS PROPRES	24 519,00	0,63%
PRETS CDC	2 968 186,00	76,41%
SUBVENTION REGION	156 000,00	4,02%
Total	3 884 545,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €

2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15016584

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94-CHOISY LE ROI - VILLENEUVE ST GEORGES - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	261 095,00 €	24,56 %	64 113,00 €
	Montant Total de la subvention		64 113,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Daniel LOUPPE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 6 avenue de Villeneuve-Saint-Georges à Choisy-le-Roi

Date prévisionnelle de début de projet : 30 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence au regard du risque d'occupation illicite

Description :
Taux de logements sociaux : 30,60%
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : Collectif gaz

Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 88,31 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,64 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 261.095 € x 30 % = 78.329 €

Plafond : 726 €* x 88,31 m² = 64.113 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	287 095,00	100,00%
Total	287 095,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	13 635,00	4,75%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	11 480,00	4,00%
PRIME D'INSERTION	19 088,00	6,65%
SUBVENTION FNARS	12 960,00	4,51%
SUBVENTION DEPARTEMENT (EC)	8 400,00	2,93%
SUBVENTION INTERCOMMUNALE (EC)	8 000,00	2,79%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	28 710,00	10,00%
PRET CDC	57 000,00	19,85%
FONDS PROPRES	63 709,00	22,19%
SUBVENTION REGION	64 113,00	22,33%
Total	287 095,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	646 612,00 €
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
	Montant total	1 917 158,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006849

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - CHOISY LE ROI - ZAC DES TROENES LOT 1 - 60 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	7 574 106,00 €	5,00 %	378 705,00 €
	Montant Total de la subvention		378 705,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

N° SIRET : 78576955500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 54 logements PLUS sis Zac des Troënes (lot 1) à Choisy-le-Roi

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3 617,08 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,93 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 7.574.106 € x 5% = 378.705 €

Plafond : 10.000 € x 54 = 540.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- CHOISY-LE-ROI

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	9 453 945,00	100,00%
Total	9 453 945,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	107 694,00	1,14%
PRIME SPECIFIQUE	209 823,00	2,22%
SUBVENTION 1%	202 499,00	2,14%
PRET 1%	928 795,00	9,82%
FONDS PROPRES	1 271 734,00	13,45%
PRETS CDC	6 354 695,00	67,22%
SUBVENTION REGION	378 705,00	4,01%
Total	9 453 945,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	592 289,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 352 065,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 088 288,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 085 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 312 000,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	450 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	456 000,00 €

2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	345 000,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	30 545,40 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 557 132,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 736 681,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	989 055,47 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 048 915,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 683 814,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	651 256,00 €
	Montant total	15 973 782,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14018641

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - IVRY SUR SEINE - 36 PLUS-CD/PLAI - 40 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 494 416,00 €	5,00 %	224 721,00 €
		Montant Total de la subvention	224 721,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPHLM D'IVRY-SUR-SEINE
Adresse administrative : 6 PROMENEE SUPERIEURE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Philippe BOUYSSOU, Président

N° SIRET : 27940008900025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 28 logements PLUS-CD sis 10-12 rue Jean-Jacques Rousseau "Le Julia" à Ivry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLUS CD
Surface utile : 1 988,12 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,32 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS CD

Calcul de la subvention : 4.494.416 € x 5% = 224.721 €

Plafond : 10.000 € x 28 = 280.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 022 518,00	100,00%
Total	6 022 518,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	419 453,00	6,96%
SUBVENTION VILLE ATT	210 000,00	3,49%
SURCHARGE FONCIERE DEPARTEMENT ATT	125 800,00	2,09%
SUBVENTION 1%	100 000,00	1,66%
PRET 1%	140 000,00	2,32%
FONDS PROPRES	361 352,00	6,00%
PRETS CDC	4 441 192,00	73,74%
SUBVENTION REGION	224 721,00	3,73%
Total	6 022 518,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	330 670,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	261 758,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	103 191,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	761 546,00 €
	Montant total	1 126 495,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14018642

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - IVRY SUR SEINE - 36 PLUS-CD/PLAI - 40 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 063 297,00 €	9,03 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		96 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPHLM D'IVRY-SUR-SEINE
Adresse administrative : 6 PROMENEE SUPERIEURE
94200 IVRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Philippe BOUYSSOU, Président

N° SIRET : 27940008900025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 8 logements PLAI sis 10-12 rue Jean-Jacques Rousseau "Le Julia" à Ivry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 32 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 470,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 6,54 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.063.297 € x 30 % = 318.989 €

Plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- IVRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 424 818,00	100,00%
Total	1 424 818,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	162 800,00	11,43%
PRIME SPECIFIQUE	137 716,00	9,67%
SUBVENTION VILLE ATT	60 000,00	4,21%
SURCHARGE FONCIERE DEPARTEMENT ATT	39 200,00	2,75%
FONDS PROPRES	53 489,00	3,75%
PRETS CDC	875 613,00	61,45%
SUBVENTION REGION	96 000,00	6,74%
Total	1 424 818,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	330 670,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	261 758,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	103 191,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	761 546,00 €

	Montant total	1 126 495,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013418

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - LE KREMLIN BICETRE - DELESCLUZE - 9 PLUS/PLAI - 13 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 298 744,00 €	5,00 %	64 937,00 €
	Montant Total de la subvention		64 937,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

N° SIRET : 78576955500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLUS sis 7 rue Delescluze au Kremlin-Bicêtre

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 476,80 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,88 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.298.744 € x 5% = 64.937 €

Plafond : 10.000 € x 8 = 80.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 031 274,00	100,00%
Total	2 031 274,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	23 615,00	1,16%
PRIME SPECIFIQUE	9 434,00	0,46%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	55 522,00	2,73%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	38 144,00	1,88%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	56 829,00	2,80%
SUBVENTION 1%	102 415,00	5,04%
PRET 1%	93 399,00	4,60%
FONDS PROPRES	322 893,00	15,90%
PRETS CDC	1 264 086,00	62,23%
SUBVENTION REGION	64 937,00	3,20%
Total	2 031 274,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	592 289,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 352 065,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 088 288,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 085 000,00 €

2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 312 000,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	450 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	456 000,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	345 000,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	30 545,40 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 557 132,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 736 681,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	989 055,47 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 048 915,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 683 814,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	651 256,00 €
	Montant total	15 973 782,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013419

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - LE KREMLIN BICETRE - DELESCLUZE - 9 PLUS/PLAI - 13 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	162 071,00 €	7,40 %	12 000,00 €
	Montant Total de la subvention		12 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

N° SIRET : 78576955500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation d'un logement PLAI sis 7 rue Delescluze au Kremlin-Bicêtre

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,1 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 59,50 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,03 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 162.071 € x 30 % = 48.621 €

Plafond : 12.000 € x 1 = 12.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	253 483,00	100,00%
Total	253 483,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	2 947,00	1,16%
PRIME SPECIFIQUE	1 177,00	0,46%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	8 400,00	3,31%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	4 760,00	1,88%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	7 092,00	2,80%
SUBVENTION 1%	12 780,00	5,04%
PRET 1%	11 655,00	4,60%
FONDS PROPRES	37 358,00	14,74%
PRETS CDC	155 314,00	61,27%
SUBVENTION REGION	12 000,00	4,73%
Total	253 483,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	592 289,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 352 065,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et	1 088 288,00 €

	apprentis	
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 085 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 312 000,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	450 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	456 000,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	345 000,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	30 545,40 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 557 132,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 736 681,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	989 055,47 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 048 915,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 683 814,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	651 256,00 €
	Montant total	15 973 782,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015075

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - LE KREMLIN BICETRE - RESIDENCE PAUL LAFARGUE - 83 PLUS/PLAI - 103 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 312 815,00 €	5,00 %	615 641,00 €
	Montant Total de la subvention		615 641,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH DU KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 52 RUE DE LA CONVENTION
94271 LE KREMLIN BICETRE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jean-Marc NICOLLE, Président

N° SIRET : 27940006300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 70 logements PLUS sis rue du 19 mars 1962 (parcelle résidence Paul Lafargue) au Kremlin-Bicêtre

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux en raison des spécificités des marchés en conception-réalisation et de l'inscription de l'opération dans un projet plus global comprenant la réalisation de logements en accession sociale

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 4 081,47 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,91 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 12.312.815 € x 5% = 615.641 €

Plafond : 10.000 € x 70 = 700.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	13 468 199,00	100,00%
Total	13 468 199,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	192 502,00	1,43%
PRIME SPECIFIQUE	236 322,00	1,75%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	258 658,00	1,92%
SUBVENTION VILLE ATT	126 506,00	0,94%
SUBVENTION 1%	210 000,00	1,56%
PRET 1%	490 000,00	3,64%
FONDS PROPRES	1 614 138,00	11,98%
PRETS CDC	9 724 432,00	72,20%
SUBVENTION REGION	615 641,00	4,57%
Total	13 468 199,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	69 941,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	72 000,00 €
	Montant total	141 941,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15015076

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - LE KREMLIN BICETRE - RESIDENCE PAUL LAFARGUE - 83 PLUS/PLAI - 103 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 382 412,00 €	6,55 %	156 000,00 €
		Montant Total de la subvention	156 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH DU KREMLIN BICETRE
Adresse administrative : 52 RUE DE LA CONVENTION
94271 LE KREMLIN BICETRE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Jean-Marc NICOLLE, Président

N° SIRET : 27940006300012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 13 logements PLAI sis rue du 19 mars 1962 (parcelle résidence Paul Lafargue) au Kremlin-Bicêtre

Date prévisionnelle de début de projet : 12 octobre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux en raison des spécificités des marchés en conception-réalisation et de l'inscription de l'opération dans un projet plus global comprenant la réalisation de logements en accession sociale

Description :
Taux de logements sociaux : 28,1 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 789,73 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,05 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.382.412 € x 30 % = 714.724 €

Plafond : 12.000 € x 13 = 156.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- LE KREMLIN-BICETRE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 605 966,00	100,00%
Total	2 605 966,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	92 758,00	3,56%
PRIME SPECIFIQUE	152 420,00	5,85%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	109 200,00	4,19%
SUBVENTION VILLE ATT	23 494,00	0,90%
SUBVENTION 1%	140 000,00	5,37%
FONDS PROPRES	130 127,00	4,99%
PRETS CDC	1 801 967,00	69,15%
SUBVENTION REGION	156 000,00	5,99%
Total	2 605 966,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	69 941,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	72 000,00 €
	Montant total	141 941,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018665

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - VILLECRESNES - CLOS DES CAMALDULES (TRANCHE 1) - 28 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 912 147,00 €	5,00 %	145 607,00 €
	Montant Total de la subvention		145 607,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

N° SIRET : 78576955500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 19 logements PLUS sis 2 impasse de la Ferme, lieu-dit Clos des Camaldules (tranche 1) à Villecresnes

Date prévisionnelle de début de projet : 14 décembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux afin de respecter les obligations triennales de production de la commune

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -20%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 279 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,06 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 2.912.147 € x 5% = 145.607 €

Plafond : 10.000 € x 19 = 190.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- VILLECRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 656 549,00	100,00%
Total	3 656 549,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	25 343,00	0,69%
PRIME SPECIFIQUE	70 519,00	1,93%
SUBVENTION DEPARTEMENT EC	101 131,00	2,77%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	66 534,00	1,82%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	101 131,00	2,77%
SUBVENTION 1%	64 057,00	1,75%
PRET 1%	242 562,00	6,63%
FONDS PROPRES	848 401,00	23,20%
PRETS CDC	1 991 264,00	54,46%
SUBVENTION REGION	145 607,00	3,98%
Total	3 656 549,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	592 289,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 352 065,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et	1 088 288,00 €

	apprentis	
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 085 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 312 000,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	450 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	456 000,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	345 000,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	30 545,40 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 557 132,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 736 681,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	989 055,47 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 048 915,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 683 814,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	651 256,00 €
	Montant total	15 973 782,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018667

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - VILLECRESNES - CLOS DES CAMALDULES (TRANCHE 1) - 28 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 179 431,00 €	9,16 %	108 000,00 €
	Montant Total de la subvention		108 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

N° SIRET : 78576955500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 9 logements PLAI sis 2 impasse de la Ferme, lieu-dit Clos des Camaldules (tranche 1) à Villecresnes

Date prévisionnelle de début de projet : 14 décembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux afin de respecter les obligations triennales de production de la commune

Description :
Taux de logements sociaux : 9,6 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -20%)

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 518 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,29 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.179.431 € x 30 % = 353.829 €

Plafond : 12.000 € x 9 = 108.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- VILLECRESNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 480 916,00	100,00%
Total	1 480 916,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	60 022,00	4,05%
PRIME SPECIFIQUE	28 561,00	1,93%
SUBVENTION DEPARTEMENT EC	40 958,00	2,77%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	26 946,00	1,82%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	40 958,00	2,77%
SUBVENTION 1%	25 943,00	1,75%
PRET 1%	98 238,00	6,63%
PRETS CDC	1 051 290,00	70,99%
SUBVENTION REGION	108 000,00	7,29%
Total	1 480 916,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	592 289,00 €

2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 352 065,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 088 288,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 085 000,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 312 000,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	450 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	456 000,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	345 000,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	30 545,40 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 557 132,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 736 681,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	989 055,47 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 048 915,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 683 814,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	651 256,00 €
	Montant total	15 973 782,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013493

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94-VINCENNES - ROOSEVELT - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	50 712,00 €	30,00 %	15 214,00 €
	Montant Total de la subvention		15 214,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Daniel LOUPPE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière d'un logement de type PLAI (Anah) dans un immeuble sis 32 rue Franklin Roosevelt à Vincennes

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,6%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Individuel gaz

Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 21,30 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 9,04 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 50.712 € x 30 % = 15.214 €

Plafond : 1.028.50 €* x 21,30 m² = 21.907 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	53 872,00	100,00%
Total	53 872,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANAH	22 640,00	42,03%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (EC)	5 000,00	9,28%
SUBVENTION FAP	5 000,00	9,28%
FONDS PROPRES	6 018,00	11,17%
SUBVENTION REGION	15 214,00	28,24%
Total	53 872,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2015	15 214,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	646 612,00 €
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
	Montant total	1 917 158,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15016583

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94-VINCENNES - CHARLES SILVESTRI - 1 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	175 460,00 €	26,49 %	46 488,00 €
	Montant Total de la subvention		46 488,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SNL PROLOGUES
Adresse administrative : 18 COUR DEBILLE
75011 PARIS
Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée
Représentant : Monsieur Daniel LOUPPE, Président

Objet : NC

N° SIRET : 40298762200048

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, d'un logement PLAI situé 30 rue Charles Silvestri à Vincennes

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 8,6%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Individuel gaz

Caractéristiques techniques : Lot de copropriété

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 45,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,83 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 175.460 € x 30 % = 52.638 €

Plafond : 1.028,50 x 45,20 m² = 46.488 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- VINCENNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2015

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	175 460,00	100,00%
Total	175 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	20 913,00	11,92%
PRIME SPECIFIQUE	11 135,00	6,35%
SUBVENTION DEPARTEMENT (EC)	8 400,00	4,79%
SUBVENTION INTERCOMMUNALE (EC)	8 000,00	4,56%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	7 051,00	4,02%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (EC)	12 000,00	6,84%
SUBVENTION FAP	16 870,00	9,61%
FONDS PROPRES	14 603,00	8,32%
PRET CDC	30 000,00	17,10%
SUBVENTION REGION	46 488,00	26,49%
Total	175 460,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	646 612,00 €
2014	Clôturé_Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux_Clôturé	10 359,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	360 618,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 400 962,00 €
	Montant total	1 917 158,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14011174

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - VITRY SUR SEINE - ROUGET DE LISLE ILOT C1C - 32 PLUS - 36 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 968 807,00 €	5,00 %	298 440,00 €
	Montant Total de la subvention		298 440,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH OFFICE PUBLIC HABITAT VITRY SUR SEINE
Adresse administrative : 4 RUE BURNLEY
94404 VITRY S/SEINE CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Hocine TMIMI, Président

N° SIRET : 27940015400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 32 logements PLUS sis Zac Rouget de Lisle - îlot C1c à Vitry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 24 mars 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à démarrer les travaux au regard du projet de réaménagement de l'entrée sud de la ville induisant un phasage complexe entre les nombreuses constructions et les réfections importantes de la voirie et des réseaux pour l'arrivée du tramway

Description :
Chauffage/ECS : réseau chaleur urbain (géothermie)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 349,60 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,17 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.968.807 € x 5% = 298.440 €

Plafond : 10.000 € x 32 = 320.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 476 831,00	100,00%
Total	7 476 831,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	45 705,00	0,61%
PRIME SPECIFIQUE	43 073,00	0,58%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	120 192,00	1,61%
SUBVENTION VILLE ATT	125 168,00	1,67%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	125 191,00	1,67%
PRET 1%	384 767,00	5,15%
FONDS PROPRES	1 501 900,00	20,09%
PRETS CDC	4 832 395,00	64,63%
SUBVENTION REGION	298 440,00	3,99%
Total	7 476 831,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 504 928,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	549 235,00 €
	Montant total	714 251,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018064

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 94 - VITRY SUR SEINE - VOIE REMBRANDT - 34 PLUS - 53 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 583 534,00 €	5,00 %	229 177,00 €
		Montant Total de la subvention	229 177,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204162-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 94 VALOPHIS HABITAT
Adresse administrative : 81 RUE DU PONT DE CRETEIL
94107 ST MAUR DES FOSSES CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Abraham JOHNSON, Président

N° SIRET : 78576955500026

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 34 logements PLUS sis 38/40 voie Rembrandt à Vitry-sur-Seine

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - PAC (ballons thermodynamiques individuels)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 245,76 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,18 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.583.534 € x 5% = 229.177 €

Plafond : 10.000 € x 34 = 340.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 655 016,00	100,00%
Total	6 655 016,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	89 254,00	1,34%
PRIME SPECIFIQUE	95 057,00	1,43%
SUBVENTION DEPARTEMENT EC	159 309,00	2,39%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	123 109,00	1,85%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	84 285,00	1,27%
SUBVENTION 1%	91 206,00	1,37%
PRET 1%	621 553,00	9,34%
FONDS PROPRES	700 087,00	10,52%
PRETS CDC	4 461 979,00	67,05%
SUBVENTION REGION	229 177,00	3,44%
Total	6 655 016,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	592 289,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 352 065,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 088 288,00 €
2014	Etablissements d'hébergement pour personnes sans abri, familles demandeuses d'asile et réfugiés	1 085 000,00 €

2014	Financement des dossiers PRU et OPI	1 312 000,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	450 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	456 000,00 €
2014	Mise en oeuvre du Grand Projet 3 du contrat de projet Etat-Région 2007-2013 - Appel à projet Nouveaux Quartiers Urbains	345 000,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	30 545,40 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 557 132,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 736 681,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	989 055,47 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 048 915,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 683 814,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	651 256,00 €
	Montant total	15 973 782,47 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006635

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - BESSANCOURT - ZAC DES MEUNIERS ILOT 8 - 54 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 997 603,00 €	5,00 %	249 880,00 €
	Montant Total de la subvention		249 880,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM DOMAXIS
Adresse administrative : 44 RUE SAINT-CHARLES
75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre DUPORT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 32231555700049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 38 logements PLUS sis Zac des Meuniers - îlot 8 à Bessancourt

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif et individuel gaz - PAC air/eau (collectifs) et ballons thermodynamiques (individuels)

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 395,84 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 :

- 32 collectifs : 7,15 €
- 6 individuels : 6,75 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 4.997.603 € x 5% = 249.880 €

Plafond : 10.000 € x 38 = 380.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- BESSANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 882 686,00	100,00%
Total	6 882 686,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	152 000,00	2,21%
SUBVENTION 1%	135 000,00	1,96%
PRET 1%	784 000,00	11,39%
FONDS PROPRES	1 622 616,00	23,58%
PRETS CDC	3 939 190,00	57,23%
SUBVENTION REGION	249 880,00	3,63%
Total	6 882 686,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 214 188,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	654 952,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	100 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	262 878,00 €

	Montant total	1 803 482,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006636

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - BESSANCOURT - ZAC DES MEUNIERS ILOT 8 - 54 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 110 314,00 €	9,10 %	192 000,00 €
	Montant Total de la subvention		192 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM DOMAXIS
Adresse administrative : 44 RUE SAINT-CHARLES
75015 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre DUPORT, Président

Objet : NC

N° SIRET : 32231555700049

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 16 logements PLAI sis Zac des Meuniers - îlot 8 à Bessancourt

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 24,1 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC air/eau
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 1 011,68 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,36 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.110.314 € x 30 % = 633.094 €

Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BESSANCOURT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 906 319,00	100,00%
Total	2 906 319,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	144 000,00	4,95%
PRIME SPECIFIQUE	56 000,00	1,93%
SUBVENTION 1%	90 000,00	3,10%
PRET 1%	336 000,00	11,56%
FONDS PROPRES	240 000,00	8,26%
PRETS CDC	1 848 319,00	63,60%
SUBVENTION REGION	192 000,00	6,61%
Total	2 906 319,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	200 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 214 188,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	654 952,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	100 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	262 878,00 €
	Montant total	1 803 482,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13006776

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - BEZONS - LES BRIGADIERES TRANCHE 2 - 53 PLUS - 66 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	6 402 702,00 €	5,00 %	320 135,00 €
	Montant Total de la subvention		320 135,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LOGIREP
Adresse administrative : 127 RUE GAMBETTA
92154 SURESNES
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur DANIEL BIARD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55209333800382

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 53 logements PLUS sis quartier des Brigadières (Tranche 2) à Bezons

Date prévisionnelle de début de projet : 4 novembre 2015
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux en raison du risque de perte des financements des agréments de l'Etat sur l'opération

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (RT 2012)
Toitures végétalisées

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 3 390,85 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2011 : 6,88 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 6.402.702 € x 5% = 320.135 €

Plafond : 10.000 € x 53 = 530.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- BEZONS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	7 861 505,00	100,00%
Total	7 861 505,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	31 800,00	0,40%
PRIME SPECIFIQUE	180 200,00	2,29%
SUBVENTION 1%	960 000,00	12,21%
FONDS PROPRES	1 371 643,00	17,45%
PRETS CDC	4 997 727,00	63,57%
SUBVENTION REGION	320 135,00	4,07%
Total	7 861 505,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Logement social pour les personnes en situation de handicap	383 025,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	877 567,00 €
2014	Bâtiments Basse Consommation (BBC)	300 000,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	74 000,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 588 969,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	428 500,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 804 032,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	454 237,00 €
	Montant total	6 982 349,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004187

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - ENGHIEN LES BAINS - 43 RUE DE LA COUSSAYE - 14 PLUS/PLAI - 17 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 044 712,00 €	5,00 %	52 236,00 €
	Montant Total de la subvention		52 236,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75490 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55202210500357

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 9 logements PLUS sis 43 rue de la Coussaye à Enghien-les-Bains

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC air-eau
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 532,90 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,71 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.044.712 € x 5% = 52.236 €

Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 484 306,00	100,00%
Total	1 484 306,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	4 500,00	0,30%
PRIME SPECIFIQUE	14 400,00	0,97%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION EC	36 000,00	2,43%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	35 308,00	2,38%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	70 616,00	4,76%
SUBVENTION 1%	58 858,00	3,97%
FONDS PROPRES	152 180,00	10,25%
PRETS CDC	1 060 208,00	71,43%
SUBVENTION REGION	52 236,00	3,52%
Total	1 484 306,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 174 409,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 457 117,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	237 000,00 €

2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	506 826,00 €
	Montant total	6 594 715,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15004240

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - ENGHIEN LES BAINS - 43 RUE DE LA COUSSAYE - 14 PLUS/PLAI - 17 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	552 593,00 €	10,86 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM ICF LA SABLIERE
Adresse administrative : 24 RUE DE PARADIS
75490 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Patrick JEANSELME, Président

Objet : NC

N° SIRET : 55202210500357

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 5 logements PLAI sis 43 rue de la Coussaye à Enghien-les-Bains

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 9,48 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC air-eau
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 286,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 5,98 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 552.593 € x 30 % = 165.778 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- ENGHIEN-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	774 789,00	100,00%
Total	774 789,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	40 000,00	5,16%
PRIME SPECIFIQUE	70 200,00	9,06%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION EC	20 000,00	2,58%
SUBVENTION ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU VAL D'OISE ATT	30 000,00	3,87%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	17 510,00	2,26%
SURCHARGE FONCIERE VILLE EC	35 020,00	4,52%
SUBVENTION 1%	79 710,00	10,29%
PRETS CDC	422 349,00	54,51%
SUBVENTION REGION	60 000,00	7,74%
Total	774 789,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 174 409,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 457 117,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	782 000,00 €
2015	Financement des dossiers PRU et OPI	237 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	506 826,00 €
	Montant total	6 594 715,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011548

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - FRANCONVILLE - CHAUSSEE JULES CESAR - 22 PLUS/PLAI - 32 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 389 552,00 €	5,00 %	69 478,00 €
	Montant Total de la subvention		69 478,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 47568081500051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 12 logements PLUS sis 27/29 chaussée Jules César à Franconville

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 758,65 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 7,03 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.389.552 € x 5% = 69.478 €

Plafond : 10.000 € x 12 = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 193 549,00	100,00%
Total	2 193 549,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	48 000,00	2,19%
PRET 1%	172 000,00	7,84%
FONDS PROPRES	358 330,00	16,34%
PRETS CDC	1 545 741,00	70,47%
SUBVENTION REGION	69 478,00	3,17%
Total	2 193 549,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	493 880,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 230 346,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	89 377,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 077 653,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	415 677,00 €
	Montant total	2 150 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011549

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - FRANCONVILLE - CHAUSSEE JULES CESAR - 22 PLUS/PLAI - 32 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 237 768,00 €	9,69 %	120 000,00 €
	Montant Total de la subvention		120 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VILOGIA SA D'HLM
Adresse administrative : 74 RUE JEAN JAURES
59491 VILLENEUVE D'ASCQ
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Monsieur Jean-Pierre GUILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 47568081500051

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 10 logements PLAI sis 27/29 chaussée Jules César à Franconville

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 22,9 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel et Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 677,94 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,26 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.237.768 € x 30 % = 371.330 €

Plafond : 12.000 € x 10 = 120.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- FRANCONVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 954 001,00	100,00%
Total	1 954 001,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	125 000,00	6,40%
PRET 1%	112 000,00	5,73%
FONDS PROPRES	250 323,00	12,81%
PRETS CDC	1 346 678,00	68,92%
SUBVENTION REGION	120 000,00	6,14%
Total	1 954 001,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	493 880,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	4 230 346,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	89 377,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 077 653,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	415 677,00 €
	Montant total	2 150 750,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003275

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - L'ISLE ADAM - 61 RUE SAINT-LAZARE - 14 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 252 004,00 €	5,00 %	62 600,00 €
	Montant Total de la subvention		62 600,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LE LOGIS SOCIAL VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 RUE DES CORDELIERS
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Thierry TRON LOZAI, Président

Objet : NC

N° SIRET : 77574413900020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 9 logements PLUS sis 61 rue Saint-Lazare à l'Isle-Adam

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification BEE+ (RT -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 580,84 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,58 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 1.252.004 € x 5% = 62.600 €

Plafond : 10.000 € x 9 = 90.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 816 460,00	100,00%
Total	1 816 460,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	36 000,00	1,98%
SUBVENTION 1%	45 000,00	2,48%
PRET 1%	635 000,00	34,96%
FONDS PROPRES	362 400,00	19,95%
PRETS CDC	675 460,00	37,19%
SUBVENTION REGION	62 600,00	3,45%
Total	1 816 460,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	402 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	219 637,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-46 707,00 €
	Montant total	219 637,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003276

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - L'ISLE ADAM - 61 RUE SAINT-LAZARE - 14 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	500 623,00 €	11,99 %	60 000,00 €
	Montant Total de la subvention		60 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM LE LOGIS SOCIAL VAL D'OISE
Adresse administrative : 2 RUE DES CORDELIERS
95300 PONTOISE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Thierry TRON LOZAI, Président

Objet : NC

N° SIRET : 77574413900020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 5 logements PLAI sis 61 rue Saint-Lazare à l'Isle-Adam

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 18,7 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certification BEE+ (RT -10%)

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 300,43 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,86 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 500.623 € x 30 % = 150.187 €

Plafond : 12.000 € x 5 = 60.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- L'ISLE-ADAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	792 574,00	100,00%
Total	792 574,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	45 000,00	5,68%
PRIME SPECIFIQUE	17 500,00	2,21%
PRET 1%	112 000,00	14,13%
PRETS CDC	558 074,00	70,41%
SUBVENTION REGION	60 000,00	7,57%
Total	792 574,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	402 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	219 637,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	-46 707,00 €
	Montant total	219 637,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000435

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - JOUY LE MOUTIER - ZAC HAUTILOISE LOT 2B - 52 PLUS/PLAI - 69 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 287 332,00 €	5,00 %	264 367,00 €
	Montant Total de la subvention		264 367,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 38 logements PLUS sis Zac de l'Hautiloise - secteur des Bruzacques - lot 2B à Jouy-le-Moutier

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC (air/eau)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 2 717,85 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,75 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 5.287.332 € x 5% = 264.367 €

Plafond : 10.000 € x 38 = 380.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- JOUY-LE-MOUTIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 834 623,00	100,00%
Total	6 834 623,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
PRIME SPECIFIQUE	60 800,00	0,89%
PRET 1%	696 000,00	10,18%
FONDS PROPRES	736 952,00	10,78%
PRETS CDC	5 076 504,00	74,28%
SUBVENTION REGION	264 367,00	3,87%
Total	6 834 623,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €

2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16000436

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - JOUY LE MOUTIER - ZAC HAUTILOISE LOT 2B - 52 PLUS/PLAI - 69 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 878 970,00 €	8,94 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IMMOBILIERE 3F
Adresse administrative : 159 RUE NATIONALE
75638 PARIS CEDEX 13
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Christian BAFFY, Président

Objet : Le groupe 3F a pour mission de proposer des solutions de logement aux personnes dont les possibilités d'accès à l'habitat sont les plus difficiles.

N° SIRET : 55214153300018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 14 logements PLAI sis Zac de l'Hautiloise - secteur des Bruzacques - lot 2B à Jouy-le-Moutier

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 28,5 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - PAC (air/eau)
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI

Surface utile : 951,95 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 5,80 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.878.970 € x 30 % = 563.691 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- JOUY-LE-MOUTIER

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 428 835,00	100,00%
Total	2 428 835,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	140 000,00	5,76%
PRIME SPECIFIQUE	32 200,00	1,33%
SUBVENTION 1%	225 000,00	9,26%
FONDS PROPRES	187 841,00	7,73%
PRETS CDC	1 675 794,00	69,00%
SUBVENTION REGION	168 000,00	6,92%
Total	2 428 835,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Etablissements d'hébergement non médicalisé des personnes en situation de handicap	157 789,30 €
2013	Jardins solidaires en Ile de France	4 797,00 €
2013	Plan régional énergies-Investissement maitre d'ouvrage	919 997,20 €
2013	Politique énergie climat	56 532,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	11 611 677,00 €

2013	Stratégie régionale pour la biodiversité investissement	21 109,40 €
2014	Contrat Urbain de cohésion Sociale	137 559,00 €
2014	Financement des dossiers PRU et OPI	63 924,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	9 704 690,00 €
2015	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	60 676,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	12 232 256,00 €
2016	Politique énergie climat	10 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 316 452,00 €
	Montant total	29 058 939,70 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005311

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - PIERRELAYE - RUE D'EPLUCHES QUARTIER DU BOCQUET - 41 PLUS/PLAI - 58 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 167 628,00 €	5,00 %	158 381,00 €
	Montant Total de la subvention		158 381,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 27 logements PLUS sis 7 rue d'Epluches - quartier du Bocquet à Pierrelaye

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 751,33 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,94 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.167.628 € x 5% = 158.381 €

Plafond : 10.000 € x 27 = 270.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- PIERRELAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	5 024 406,00	100,00%
Total	5 024 406,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	108 000,00	2,15%
PRET 1%	1 259 000,00	25,06%
FONDS PROPRES	367 648,00	7,32%
PRETS CDC	3 131 377,00	62,32%
SUBVENTION REGION	158 381,00	3,15%
Total	5 024 406,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accueil de jour en EHPAD	20 646,00 €
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	460 000,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 017 180,00 €
2013	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	368 340,00 €
2013	Hébergement non médicalisé pour les personnes âgées	121 590,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 513 331,00 €

2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 150 128,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 384 842,00 €
	Montant total	17 561 093,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16005312

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - PIERRELAYE - RUE D'EPLUCHES QUARTIER DU BOCQUET - 41 PLUS/PLAI - 58 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 708 900,00 €	9,83 %	168 000,00 €
	Montant Total de la subvention		168 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM OSICA
Adresse administrative : 102 AVENUE DE FRANCE
75646 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame Anne-Sophie GRAVE, Présidente

Objet : La SA d'HLM OSICA a pour objet la construction et la gestion d'habitations à loyer modéré.

N° SIRET : 55204648400259

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 14 logements PLAI sis 7 rue d'Epluches - quartier du Bocquet à Pierrelaye

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 27,2 %
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement RT 2012

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 946,26 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,18 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 1.708.900 € x 30 % = 512.670 €

Plafond : 12.000 € x 14 = 168.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- PIERRELAYE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 710 612,00	100,00%
Total	2 710 612,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	126 000,00	4,65%
PRIME SPECIFIQUE	49 000,00	1,81%
PRET 1%	1 334 008,00	49,21%
PRETS CDC	1 033 604,00	38,13%
SUBVENTION REGION	168 000,00	6,20%
Total	2 710 612,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Accueil de jour en EHPAD	20 646,00 €
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	460 000,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 017 180,00 €

2013	Etablissements d'hébergement médicalisé pour les personnes âgées dépendantes	368 340,00 €
2013	Hébergement non médicalisé pour les personnes âgées	121 590,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 513 331,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	5 150 128,00 €
2014	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 857 407,00 €
2014	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	2 625 170,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 221 382,00 €
2015	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	2 220 902,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 411 859,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 283 670,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 384 842,00 €
	Montant total	17 561 093,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018126

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - SAINT OUEN L'AUMONE - BLANCHE DE CASTILLE - 60 PLUS/PLAI - 150 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	6 076 438,00 €	5,00 %	303 822,00 €
		Montant Total de la subvention	303 822,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92/98 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY LA GARENNE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gilbert SANTEL, Président

Objet : NC

N° SIRET : 54210157100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 44 logements PLUS sis cité Blanche de Castille (3ème tranche) 15 chaussée de Maubuisson à Saint-Ouen-l'Aumône

Date prévisionnelle de début de projet : 12 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux afin d'achever la reconstitution de l'offre locative sociale démolie dans le cadre de la convention de renouvellement urbain

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel BBC et Habitat & Environnement BBC

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 958,75 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 6,36 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 6.076.438 € x 5% = 303.822 €

Plafond : 10.000 € x 44 = 440.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	6 877 366,00	100,00%
Total	6 877 366,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	607 890,00	8,84%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	139 246,00	2,02%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ATT	301 868,00	4,39%
FONDS PROPRES	788 197,00	11,46%
PRETS CDC	4 736 343,00	68,87%
SUBVENTION REGION	303 822,00	4,42%
Total	6 877 366,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	30 625,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 549 212,00 €
2013	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	810 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	1 002 625,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	146 146,00 €

2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	99 159,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 029 794,00 €
2015	Accueil et mise à l'abri des personnes vivant en bidonville	250 000,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	432 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	512 298,00 €
2015	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	-6 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 053 107,00 €
	Montant total	7 448 626,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018127

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - SAINT OUEN L'AUMONE - BLANCHE DE CASTILLE - 60 PLUS/PLAI - 150 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 700 001,00 €	7,11 %	192 000,00 €
	Montant Total de la subvention		192 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM EMMAUS HABITAT
Adresse administrative : 92/98 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY LA GARENNE
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Gilbert SANTEL, Président

Objet : NC

N° SIRET : 54210157100066

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 16 logements PLAI sis cité Blanche de Castille (3ème tranche) 15 chaussée de Maubuisson à Saint-Ouen-l'Aumône

Date prévisionnelle de début de projet : 12 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Urgence à commencer les travaux afin d'achevez la reconstitution de l'offre locative sociale démolie dans le cadre de la convention de renouvellement urbain

Description :
Taux de logements sociaux : 32 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel BBC et Habitat & Environnement BBC

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 870,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2013 : 5,65 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 2.700.001 € x 30 % = 810.000 €

Plafond : 12.000 € x 16 = 192.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- SAINT-OUEN-L'AUMONE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 055 886,00	100,00%
Total	3 055 886,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	270 110,00	8,84%
SUBVENTION DEPARTEMENT ATT	61 872,00	2,02%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ATT	134 132,00	4,39%
FONDS PROPRES	1 055 980,00	34,56%
PRETS CDC	1 341 792,00	43,91%
SUBVENTION REGION	192 000,00	6,28%
Total	3 055 886,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Convention régionale de patrimoine social	30 625,00 €

2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 549 212,00 €
2013	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	810 000,00 €
2014	Convention régionale de patrimoine social	1 002 625,00 €
2014	Logement social pour les personnes en situation de handicap	146 146,00 €
2014	Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	99 159,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 029 794,00 €
2015	Accueil et mise à l'abri des personnes vivant en bidonville	250 000,00 €
2015	Logement social pour personnes sans abri	432 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	512 298,00 €
2015	Réhabilitation – résidentialisation en site Anru	-6 000,00 €
2015	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 053 107,00 €
	Montant total	7 448 626,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15018539

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95-SAINT PRIX - GENERAL LECLERC - 4 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	606 691,00 €	16,77 %	101 720,00 €
	Montant Total de la subvention		101 720,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FREHA FRANCE EURO HABITAT
Adresse administrative : 92-98 BD VICTOR HUGO
92110 CLICHY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal ROBIN, Président

Date de publication au JO : 3 décembre 2005

N° SIRET : 38334910700045

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, avec charge foncière, de 4 logements PLAI situés 42 avenue du Général Leclerc à Saint-Prix

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 12,10%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : Pompe à chaleur
Caractéristiques techniques : Certification Promotelec rénovation énergétique Effinergie rénovation

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 140,11 m²

Loyer / m² SU - Valeur janvier 2014 : 7,25 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 606.691 € x 30 % = 182.007 €

Plafond : 726 €* x 140,11 m² = 101.720 €
* Majoration convention de partenariat avec Fondation Abbé Pierre

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- SAINT-PRIX

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	663 875,00	100,00%
Total	663 875,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTIONS ETAT	73 880,00	11,13%
PRIME SPECIFIQUE	45 000,00	6,78%
SURCHARGE FONCIERE ETAT	14 600,00	2,20%
SUBVENTION 1%	90 000,00	13,56%
SUBVENTION FONDATION ABBE PIERRE	66 387,00	10,00%
FONDS PROPRES	158 168,00	23,82%
PRETS CDC	114 120,00	17,19%
SUBVENTION REGION	101 720,00	15,32%
Total	663 875,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	295 075,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	959 821,00 €

2014	Services et accueils de jour pour les personnes sans abri, les familles demandeuses d'asile et les réfugiés	100 000,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	754 138,00 €
	Montant total	2 109 034,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003810

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - VILLIERS LE BEL - NEUF ARPENTS - 27 PLUS/PLAI - 32 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	3 303 204,00 €	5,00 %	165 160,00 €
	Montant Total de la subvention		165 160,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 25 logements PLUS sis 19/23 rue des Neuf Arpents à Villiers-le-Bel

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLUS
Surface utile : 1 484,75 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,94 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement de type PLUS

Calcul de la subvention : 3.303.204 € x 5% = 165.160 €

Plafond : 10.000 € x 25 = 250.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 871 354,00	100,00%
Total	3 871 354,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	170 133,00	4,39%
SUBVENTION DEPARTEMENT EC	49 380,00	1,28%
PRET 1%	540 000,00	13,95%
FONDS PROPRES	433 027,00	11,19%
PRETS CDC	2 513 654,00	64,93%
SUBVENTION REGION	165 160,00	4,27%
Total	3 871 354,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 246 800,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 484 625,00 €
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 114 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	80 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	178 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 253 195,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €
2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €

2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 045 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 422 214,00 €
	Montant total	14 591 394,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16003811

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 95 - VILLIERS LE BEL - NEUF ARPENTS - 27 PLUS/PLAI - 32 LOGTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	367 734,00 €	6,53 %	24 000,00 €
	Montant Total de la subvention		24 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EFIDIS SA HABITATION LOYER MODERE
Adresse administrative : 20 PLACE DES VINS DE FRANCE
75012 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-Alain STEINFELD, Président

Objet : NC

N° SIRET : 58200872800104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 2 logements PLAI sis 19/23 rue des Neuf Arpents à Villiers-le-Bel

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Taux de logements sociaux : 50,7 %
Source RPLS 2015 hors PLS

Chauffage/ECS : collectif gaz - panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & Environnement (niveau RT 2012 -10%)

Mode de conventionnement PLAI
Surface utile : 149,34 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,30 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION

Aide en faveur du logement très social de type PLAI

Calcul de la subvention : 367.734 € x 30 % = 110.320 €

Plafond : 12.000 € x 2 = 24.000 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant

Localisation géographique :
- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	431 230,00	100,00%
Total	431 230,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	18 000,00	4,17%
PRIME SPECIFIQUE	7 000,00	1,62%
SUBVENTION 1%	7 000,00	1,62%
PRETS CDC	375 230,00	87,01%
SUBVENTION REGION	24 000,00	5,57%
Total	431 230,00	100,00%

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	3 246 800,00 €
2013	Aide en faveur des résidences pour jeunes actifs, jeunes travailleurs et apprentis	1 484 625,00 €
2013	Convention régionale de patrimoine social	1 114 000,00 €
2013	Financement des dossiers PRU et OPI	80 000,00 €
2013	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	178 000,00 €
2013	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 253 195,00 €
2014	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 122 882,00 €
2015	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	945 800,00 €

2015	Lutte contre la précarité énergétique - Parc social	1 241 480,00 €
2015	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 469 118,00 €
2016	Aide en faveur de la création de résidences pour étudiants	2 045 400,00 €
2016	Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	1 422 214,00 €
	Montant total	14 591 394,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N°3

Fiches projet et avenants opérations modifiées

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15006216

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 77 - MELUN - MAISON RELAIS - RUE DUGUESCLIN - 10 PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	805 787,00 €	24,82 %	200 000,00 €
	Montant Total de la subvention		-20 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM
Adresse administrative : 14 AVENUE THIERS 77000 MELUN
Statut Juridique : Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré
Représentant : Madame Renée WOJEIK, Présidente

Objet : NC

N° SIRET : 78496756400112

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation, hors charge foncière, d'une maison relais, située 8 rue Duguesclin à Melun

Date de début de projet : 10 novembre 2014

Description :
Chauffage/ECS : Collectif gaz
Caractéristiques techniques : Certification Patrimoine habitat - HPE rénovation

Mode de conventionnement PLAI
Redevance : valeur janvier 2015

Typologie	Redevance	Reste à charge après perception APL (estimation)
T1 BIS	544,34 €	de 153,3 € à 544,34 €
T1'	494,75 €	de 100,8 € à 494,75 €

Projet initial :
Nombre de logements : 11
Surface utile : 337,8 m²

Coût de l'opération : 929.214 €
Dépense subventionnable : 886.366 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI
Calcul de la subvention : 886.366 € x 30 % = 265.910 €
Plafond : 20.000 € x 11 = 220.000 €

Montant initial de la subvention votée par délibération n° CP 15-266 du 17/06/2015 : 220.000 €

Projet modifié :
Nombre de logements : **10**
Surface utile : 307,40 m²

Coût de l'opération : 929.214 €
Dépense subventionnable : 805.797 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement d'habitat adapté de type PLAI
Calcul de la subvention : 805.787 € x 30 % = 241.736 €
Plafond : 20.000 € x 10 = 200.000 €

Nouveau montant de subvention : 200.000 €

MONTANT DE SUBVENTION A REGULARISER : - 20.000 €

Ces modifications font l'objet d'un avenant à la convention.

Localisation géographique :
- MELUN

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	929 214,00	100,00%
Total	929 214,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	193 490,00	20,82%
PRIME SPECIFIQUE	87 419,00	9,41%
PRETS CDC	448 305,00	48,25%
SUBVENTION REGION	200 000,00	21,52%
Total	929 214,00	100,00%

îledeFrance

AVENANT à la CONVENTION n° 15006216
RELATIVE A L'AIDE REGIONALE EN FAVEUR DE LA CREATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX, TRES SOCIAUX ET INTERMEDIAIRES

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 11-868 du 16 novembre 2011,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit.

Article 1 :

L'article 1 de la convention est rédigé comme suit : « La Région, par délibération n° CP 15-266 du 17 juin 2015, modifiée par délibération n° 16-XX du xx 2016, a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation en acquisition-amélioration d'une maison relais, hors charge foncière, de 10 logements PLAI sis 8 rue Duguesclin à Melun (77).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 24,82 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 805 787 €, soit un montant maximum de subvention **de 200 000** €. ».

Article 2 :

Les autres articles de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Le

HLM LES FOYERS DE SEINE ET MARNE FSM

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France
Le Directeur du logement, de l'action foncière
et du renouvellement urbain
Unité Société

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 13003125

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL - LIEUSAINT/TUILERIE - 26 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	2 458 861,00 €	5,00 %	122 943,00 €
	Montant Total de la subvention		- 42 860,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 18 logements PLUS sis 10, rue de la Tuilerie/4, route de Lieusaint à Saint-Germain-Lès-Corbeil

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2014

Description :
Chauffage/ECS : individuel gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLUS

Projet initial :
Nombre de logements : 27
Surface utile : 1.705,20 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2012 : 6,83 €

Coût de l'opération : 4.505.996 €
Dépense subventionnable : 3.316.054 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS
Calcul de la subvention : 3.316.054 € x 5 % = 165.803 €
Plafond : 10.000 € x 27 = 270.000 €

Montant de la subvention votée par délibération n° CP 14-303 du 18/06/2014 : 165.803 €

Projet modifié :
Nombre de logement : **18**
Surface utile : 1.183,6 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 7,13 €

Coût de l'opération : 3.258.098 €
Dépense subventionnable : 2.458.861 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLUS
Calcul de la subvention : 2.458.861 € x 5% = 122.943 €
Calcul du plafond : 10.000 € x 18 = 180.000 €

Nouveau montant de la subvention : 122.943 €

MONTANT DE SUBVENTION A REGULARISER : - 42.860 €

Ces modifications font l'objet d'un avenant à la convention.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	3 258 098,00	100,00%
Total	3 258 098,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	71 601,00	2,20%
SUBVENTION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION (ATTRIBUEE)	75 000,00	2,30%
SURCHARGE FONCIERE VILLE (ATTRIBUEE)	75 000,00	2,30%
PRET 1%	540 000,00	16,57%
PRETS CDC	2 025 830,00	62,18%
FONDS PROPRES	347 724,00	10,67%
SUBVENTION REGION	122 943,00	3,77%
Total	3 258 098,00	100,00%

îledeFrance

AVENANT A LA CONVENTION N°13003125
RELATIVE A L'AIDE REGIONALE EN FAVEUR DE LA CREATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX, TRES SOCIAUX ET INTERMEDIAIRES

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 11-868 du 16 novembre 2011,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit.

Article 1er :

L'article 1 de la convention est rédigé comme suit : « La Région, par délibération n° CP 14-303 du 18 juin 2014, modifiée par délibération n° 16-XX du xx 2016, a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de 18 logements PLUS sis 4, route de Lieusaint / 10, rue de la Tuilerie à Saint-Germain-Lès-Corbeil (91).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 5,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 2 458 861,00 €, soit un montant maximum de subvention de **122 943 €**. ».

Article 2 :

L'article 2.1.6 de la convention est rédigé comme suit : « Le loyer des logements financés par la Région s'élève à **7,13 €**/m² de surface utile en valeur **janvier 2015.**

Le loyer pourra être augmenté selon les dispositions contenues dans la convention signée entre l'organisme et l'Etat au titre de l'article L 351-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et selon les indexations en vigueur. ».

Article 3 :

L'annexe à la convention dénommée « liste des logements désignés au profit de la Région prévus à l'article 2.1.8 de la convention » est remplacée par l'annexe jointe au présent avenant.

Article 4 :

Les autres articles de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES

Le

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France
Le Directeur du logement, de l'action foncière
et du renouvellement urbain
Unité Société

ANNEXE A L'AVENANT à la CONVENTION N° 13003125

liste des logements désignés au profit de la Région prévus à l'article 2.1.8 de la convention.

Adresse des logements : 4 ROUTE DE LIEUSAINT / 10, RUE DE LA TUILERIE à SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL (91)
détail des logements réservés à la Région sur le projet ou, si les contreparties en terme de surface utile ne permettent pas l'attribution d'un logement sur le projet, superficie reportée sur un autre programme et coordonnées du programme)

LOGEMENTS DESIGNES SUR L'OPERATION

Financement principal	Type	Etage	Surface habitable	Surface utile	Loyer prévisionnel du logement			
					Loyer	Charges	Parking	Total

SUPERFICIES REPORTEES SUR UN AUTRE PROGRAMME (suivant article 2.1.8 de la convention)

Financement principal	SU	Adresse du programme (commune)	Adresse du programme (rue)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 14008279

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 91 - SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL - LIEUSAINT/TUILERIE - 26 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Production de logements locatifs sociaux et très sociaux	996 487,00 €	9,63 %	96 000,00 €
	Montant Total de la subvention		- 36 000,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-20422-154002-300
15400203- Aide à la création de logements locatifs très sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES
Adresse administrative : 112 AVENUE ARISTIDE BRIAND
92160 ANTONY
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur Jean-François GRILLON, Président

Objet : NC

N° SIRET : 67202208400053

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Production de logements locatifs sociaux et très sociaux
Rapport Cadre : CR09-11 du 10/02/2011

Objet du projet : réalisation de 8 logements PLAI sis 10, rue de la Tuilerie/4, route de Lieusaint à Saint-Germain-Lès-Corbeil

Date prévisionnelle de début de projet : 18 juin 2014

Description :
Taux de logements sociaux : 12,1%
Source DRIHL Inventaire SRU 2013

Chauffage/ECS : individuel gaz et panneaux solaires thermiques
Caractéristiques techniques : Certification Habitat & environnement BBC Effinergie

Mode de conventionnement PLAI

Projet initial :
Nombre de logements : 11
Surface utile : 651,28 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2012 : 6,08 €

Coût de l'opération : 1.721.015 €
Dépense subventionnable : 1.266.529 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLAI
Calcul de la subvention : 1.266.529 € x 30 % = 379.959 €
Plafond : 12.000 € x 11 = 132.000 €

Montant de la subvention votée par délibération n° CP 14-303 du 18 juin 2014 : 132.000 €

Projet modifié :
Nombre de logement : **8**
Surface utile : 479,67 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2015 : 6,35 €

Coût de l'opération : 1.320.388 €
Dépense subventionnable : 996.487 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement de type PLAI
Calcul de la subvention : 996.487 € x 30% = 298.946 €
Calcul du plafond : 12.000 € x 8 = 96.000 €

Nouveau montant de la subvention : 96.000 €

MONTANT DE SUBVENTION A REGULARISER : - 36.000€

Ces modifications font l'objet d'un avenant à la convention.

Localisation géographique :
- SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	1 320 388,00	100,00%
Total	1 320 388,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ETAT	150 410,00	11,39%
PRETS CDC	1 025 383,00	77,66%
FONDS PROPRES	48 595,00	3,68%
SUBVENTION REGION	96 000,00	7,27%
Total	1 320 388,00	100,00%

AVENANT A LA CONVENTION N° 14008279
RELATIVE A L'AIDE REGIONALE EN FAVEUR DE LA CREATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX, TRES SOCIAUX ET INTERMEDIAIRES

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 11-868 du 16 novembre 2011,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit.

Article 1er :

L'article 1 de la convention est rédigé comme suit : « La Région, par délibération n° CP 14-303 du 18 juin 2014, modifiée par délibération n° 16-XX du XX 2016, a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de 8 logements PLAI sis 4, route de Lieusaint / 10, rue de la Tuilerie à Saint-Germain-Lès-Corbeil (91).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 9,63 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 996 487,00 €, soit un montant maximum de subvention de **96 000 €**. ».

Article 2 :

L'article 2.1.6 de la convention est rédigé comme suit : « Le loyer des logements financés par la Région s'élève à **6,35 €**/m² de surface utile en valeur **janvier 2015.**

Le loyer pourra être augmenté selon les dispositions contenues dans la convention signée entre l'organisme et l'Etat au titre de l'article L 351-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et selon les indexations en vigueur. ».

Article 3 :

L'annexe à la convention dénommée « liste des logements désignés au profit de la Région prévus à l'article 2.1.8 de la convention » est remplacée par l'annexe jointe au présent avenant.

Article 4 :

Les autres articles de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le Le

SA D'HLM PIERRES ET LUMIERES

Pour la Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France
Le Directeur du logement, de l'action foncière
et du renouvellement urbain
Unité Société

ANNEXE A L'AVENANT à la CONVENTION N° 14008279

liste des logements désignés au profit de la Région prévus à l'article 2.1.8 de la convention.

Adresse des logements : 4 ROUTE DE LIEUSAINT / 10, RUE DE LA TUILERIE à SAINT-GERMAIN-LES-CORBEIL (91)
détail des logements réservés à la Région sur le projet ou, si les contreparties en terme de surface utile ne permettent pas l'attribution d'un logement sur le projet, superficie reportée sur un autre programme et coordonnées du programme)

LOGEMENTS DESIGNES SUR L'OPERATION

Financement principal	Type	Etage	Surface habitable	Surface utile	Loyer prévisionnel du logement			
					Loyer	Charges	Parking	Total

SUPERFICIES REPORTEES SUR UN AUTRE PROGRAMME (suivant article 2.1.8 de la convention)

Financement principal	SU	Adresse du programme (commune)	Adresse du programme (rue)

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 11009220

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : 93 - STAINS - DURAND VIGNES - 17 PLUS/PLAI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux	2 359 388,00 €	5,32 %	125 484,00 €
	Montant Total de la subvention		-117 970,00 €

Imputation budgétaire : 905-54-204182-154002-300
15400202- Aide à la création de logements locatifs sociaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OPH 93 OFFICE PUBLIC HABITAT SEINE SAINT DENIS
Adresse administrative : 10 RUE GISELE HALIMI
93002 BOBIGNY CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public Local à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Stéphane TROUSSEL, Président

N° SIRET : 27930019800033

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Offre nouvelle de logements sociaux et très sociaux
Objet du projet : réalisation de 15 logements sis, îlot Durand Vignes à Stains

Date prévisionnelle de début de projet : 20 octobre 2011
Date prévisionnelle de fin de projet :
Démarrage anticipé de projet : Non

Description :
Mode de chauffage : Collectif gaz
Production d'eau chaude par panneaux solaires

Caractéristiques techniques : Certifications Qualitel THPE 2005 et Habitat et environnement
Toiture végétalisée

Projet initial
Mode de conventionnement PLUS-CD
Nombre de logements : 15
Surface utile : 1.046,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2010 : 6 €
Coût de l'opération : 2.751.726 €

Dépense subventionnable : 2.359.388 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement PLUS-CD
Calcul de la subvention : 2.359.388 € x 10 % = 235.939 €

Subvention démarche gestion durable de l'eau : 7.515 €
Toiture végétalisée (18.463 € x 50% = 9.232 € - plafond : 45 € x 167 m² = 7.515 €)

Montant de la subvention votée par délibération n° CP 11-658 du 20/11/2011: 243.454 €

PROJET MODIFIE :
Mode de conventionnement **PLUS**
Nombre de logements : 15
Surface utile : 1.046,35 m²
Loyer / m² SU - Valeur janvier 2016 : 6,50 € et 7,18 €
Coût de l'opération : 2.751.726 €
Dépense subventionnable : 2.359.388 €

DETAIL DU CALCUL DE LA SUBVENTION
Aide en faveur du logement PLUS
Calcul de la subvention : 2.359.388 € x 5% = 117.969 €

Subvention démarche gestion durable de l'eau : 7.515 €
Toiture végétalisée (18.463 € x 50% = 9.232 € - plafond : 45 € x 167 m² = 7.515 €)

Nouveau montant total de la subvention : 125.484 €

MONTANT DE SUBVENTION A REGULARISER : -117.970 €

Localisation géographique :
- STAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PRIX DE REVIENT PREVISIONNEL	2 751 726,00	100,00%
Total	2 751 726,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
SUBVENTION ANRU	356 671,00	12,96%
SUBVENTION VILLE (ATT)	124 058,00	4,51%
SURCHARGE FONCIERE ANRU	31 267,00	1,14%
SUBVENTION ADEME	28 858,00	1,05%
PRET 1%	563 099,00	20,46%
PRET CDC	1 522 289,00	55,32%
SUBVENTION REGION	125 484,00	4,56%
Total	2 751 726,00	100,00%

îledeFrance

AVENANT à la CONVENTION n° 11009220
RELATIVE A L'AIDE REGIONALE
EN FAVEUR DE LA CREATION DE LOGEMENTS SOCIAUX FAMILIAUX DE TYPE PLUS

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 06-548 du 6 juillet 2006 modifiée,
ci-après dénommée « la Région »,

d'une part,

et

OPH DE SEINE SAINT DENIS
1-3 Promenade Jean Rostand, Hall A
93002 BOBIGNY CEDEX
représenté(e) par :
agissant en vertu :
ci-après dénommé(e) « l'organisme »

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit.

Article 1 :

L'article 1 de la convention est rédigé comme suit : « La Région, par délibération n° CP 11-658 du 20 octobre 2011 modifiée par délibération n° CP 16-XX du XX 2016, a décidé l'attribution d'une subvention de **125 484 €** à l'organisme pour la réalisation de 15 logements PLUS sis, îlot Durand Vignes à Stains (93). ».

Article 2 :

L'article 5 de la convention est rédigé comme suit : « Les loyers des logements financés par la Région s'élèvent à 6,50 € et 7,18 €/m² de surface utile en valeur janvier 2016. Le loyer pourra être augmenté selon les dispositions contenues dans la convention signée entre l'organisme et l'Etat au titre de l'article L 351-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et selon les indexations en vigueur.

Article 3 :

Les autres articles de la convention, non modifiés par le présent avenant restent inchangés.

Le présent avenant comprend une annexe.

Fait en deux exemplaires à Paris

Le Le

OPH DE SEINE SAINT DENIS

Pour le Président du Conseil régional
d'Ile-de-France
Le Directeur du logement, de l'action foncière
et du renouvellement urbain
Unité Société

ANNEXE à l'avenant à la CONVENTION N° 11009220

Adresse des logements : DURAND VIGNES à STAINS (93)
(détail des logements réservés à la Région ou des m² si les contreparties en terme de surface utile ne permettent pas l'attribution d'un logement)

Financement principal	Type	Etage	Surface habitable	Surfaces annexes	Loyer prévisionnel du logement			
					Loyer	Charges	Parking	Total

îledeFrance

AVENANT à la CONVENTION N° 14016397
RELATIVE A L'AIDE REGIONALE EN FAVEUR
DE LA CREATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX, TRES SOCIAUX ET INTERMEDIAIRES

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 11-868 du 16 novembre 2011,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **ANTIN RESIDENCES**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 :

L'article 1 de la convention est rédigé comme suit : « La Région, par délibération n° CP 14-676 du 20 novembre 2014, **modifiée par délibération n° CP 16-XX du XX 2016**, a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 25 logements PLUS sis 15 bis rue Vincent Bureau à Valenton (94).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 5,00 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 2 959 624,00 €, soit un montant maximum de subvention de 147 981 €. ».

Article 2 :

L'article 2.1.6 de la convention est rédigé comme suit : « Le loyer des logements financés par la Région s'élève à **6,84 €**/m² de surface utile en valeur **janvier 2014.**

Le loyer pourra être augmenté selon les dispositions contenues dans la convention signée entre l'organisme et l'Etat au titre de l'article L 351-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et selon les indexations en vigueur. ».

Article 3 :

Les autres articles de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le **Le**

ANTIN RESIDENCES

Pour le Président du Conseil régional
d'Ile-de-France
Le Directeur du logement, de l'action foncière
et du renouvellement urbain
Unité Société

îledeFrance

AVENANT à la CONVENTION N° 14016398
RELATIVE A L'AIDE REGIONALE EN FAVEUR
DE LA CREATION DE LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX, TRES SOCIAUX ET INTERMEDIAIRES

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP 11-868 du 16 novembre 2011,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : **ANTIN RESIDENCES**
dont le statut juridique est :
dont le n° SIRET est :
dont le siège social est situé :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

Article 1 :

L'article 1 de la convention est rédigé comme suit **: «** La Région, par délibération n° CP 14-676 du 20 novembre 2014, **modifiée par délibération n° CP 16-XX du XX 2016**, a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation, dans le cadre d'une VEFA, de 4 logements PLAI sis 15 bis rue Vincent Bureau à Valenton (94).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 10,36 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à 463 506,00 €, soit un montant maximum de **subvention de 48 000 €. ».**

Article 2 :

L'article 2.1.6 de la convention est rédigé comme suit : **«** Le loyer des logements financés par la Région s'élève à **6,10 €**/m² de surface utile en valeur **janvier 2014.**

Le loyer pourra être augmenté selon les dispositions contenues dans la convention signée entre l'organisme et l'Etat au titre de l'article L 351-2 du Code de la Construction et de l'Habitation et selon les indexations en vigueur. ».

Article 3 :

Les autres articles de la convention, non modifiés par le présent avenant, restent inchangés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

ANTIN RESIDENCES

Le

Pour le Président du Conseil régional
d'Ile-de-France
Le Directeur du logement, de l'action foncière
et du renouvellement urbain
Unité Société

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-286

Du 21 septembre 2016

CPER 2007-2014 : CAMPUS JOURDAN – AFFECTATION D'UNE AUTORISATION DE PROGRAMME POUR LE PREMIER EQUIPEMENT DU BATIMENT ECOLE NORMALE SUPERIEURE – ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;
VU Le code de l'éducation
VU La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n°CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;
VU La délibération n° CR 31-07 du 14 février 2007 adoptant le Contrat de Projet Etat – Région 2007-2013
VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 adoptant le Contrat de Plan Etat – Région 2015-2020 ;
VU La délibération n° CP 10-254 du 28 janvier 2010 relative à la restructuration – extension du campus Jourdan au bénéfice de l'Ecole Normale Supérieure et de l'école d'Economie de Paris, autorisant le Président à signer la convention de maîtrise d'ouvrage qui annule et remplace la convention de maîtrise d'ouvrage annexée à la délibération CP 09-1170 du 17 novembre 2009
VU La délibération du conseil de Paris siégeant en formation du conseil général en date du 12 novembre 2012 autorisant la participation financière de 3 000 000€ du département dans le cadre de la restructuration –extension du campus ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens.
VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;
VU Le rapport CP 16-286 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;
VU L'avis de la Commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique :

Décide de participer au financement du projet de premier équipement des locaux de l'Ecole Normale supérieure et de l'Ecole d'Economie de Paris au sein du campus Jourdan tel que détaillé en annexe 2 à la présente délibération par l'attribution de 2 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 1 000 000€.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature avec les bénéficiaires de la convention figurant en annexe 2 à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil Régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 470 000€ pour l'Ecole Normale Supérieure et une autorisation de programme d'un montant de 530 000€ pour l'Ecole d'Economie de Paris prélevées sur le chapitre 902 « enseignement », code fonctionnel 23 « enseignement supérieur », programme PJ 23-002 »enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », action 323002014 « enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget 2016.

Localisation : Paris (75)
Code opération : 4411

La Présidente du Conseil Régional
d'Ile-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

ANNEXE 1 : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-286	Budget	2016

Chapitre	**902 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**323002 - Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur**
Action	**323002014 - Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur**

Dispositif : N° 00000529 - Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche

Dossier	16008020 - PREMIER ÉQUIPEMENT DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPRD			
Montant total	470 000,00 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
470 000,00 €	TTC	100 %	470 000,00 €	

Dossier	16008062 - PREMIER EQUIPEMENT DE L'ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS			
Bénéficiaire	R34183 - ECOLE D ECONOMIE DE PARIS PARIS SCHOOLS OF ECONOMICS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPRD			
Montant total	530 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
530 000,00 €	TTC	100 %	530 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000529 - Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	1 000 000,00 €

Total sur l'imputation 902 - 23 - 323002 - 323002014	1 000 000,00 €

ANNEXE 2 : CONVENTION DE FINANCEMENT DU PREMIER EQUIPEMENT DU CAMPUS JOURDAN

Campus Jourdan

Premier équipement du campus Jourdan au bénéfice de l'Ecole normale supérieure et de l'Ecole d'economie de Paris

Convention de financement n° 17 EQUIP 01

La Région Ile-de-France,
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy à Paris (75007),
représentée par **Valérie PECRESSE**, sa Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France,
dûment habilitée par la délibération de la Commission permanente n° **16-286** du 21 septembre 2016,
ci-après dénommée la Région

D'une part,

et

L'Ecole Normale Supérieure (ENS)
dont le statut juridique est celui d'établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel,
dont le N° SIRET est le 197534597 et le code APE 00012 Enseignement supérieur
située 45 rue d'Ulm, 75230 PARIS cedex 05
représentée par son Président, **François HARTOG**
dûment habilité,
ci-après dénommée l'établissement bénéficiaire,

et

L'Ecole d'Economie de Paris (EEP)
dont le statut juridique est celui une fondation d'utilité publique
dont le N° SIRET est le 493902662 et le code APE 00011 Enseignement supérieur
située 48 boulevard Jourdan, 75014 PARIS
représentée par son Président, **Jean Pierre DANTHINE**
dûment habilité,
ci-après dénommée l'établissement bénéficiaire,

D'autre part,

APRES AVOIR RAPPELÉ :

La convention de maîtrise d'ouvrage conclue entre l'Etat et la Région Ile de France, signée le 15 mars 2010, par laquelle la Région Ile de France s'engage à réaliser la restructuration - extension du campus Jourdan Paris 48 boulevard Jourdan.

Les règles générales relatives aux subventions telles qu'elles sont fixées par le Règlement budgétaire et financier de la Région Ile-de-France approuvé par délibération CR n°33-10 du 17 juin 2010.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

Article 1. Objet de la convention

Par délibération n° CP 16-286 du 21 septembre 2016, la Région Ile-de-France a décidé de soutenir les bénéficiaires pour le financement du premier équipement de l'Ecole Normale Supérieure et l'Ecole d'Economie de Paris suite à la restructuration –extension du campus Jourdan par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 1.000.000 euros. Le descriptif du projet figure dans les annexes dénommées « fiche projet » de la présente convention.

La présente convention a pour objet de fixer le montant et les modalités de versement de la subvention régionale accordée à L'Ecole Normale supérieure et l'Ecole d'Economie de Paris, pour le premier équipement de la restructuration –extension du campus Jourdan.

Article 2. Financement de l'opération

Le coût global du premier équipement que les écoles prévoient d'acquérir directement s'élève à 1.000.000 € TTC.

Selon la clef de répartition des surfaces utiles du bâtiment construit, définie à l'article 5 de l'avenant n°1 à la convention –cadre de partenariat scientifique signée le 21 mai 2007 entre l'ENS et la PEE, le montant de la subvention se répartit comme suit entre les deux écoles affectataires :

Organisme	Montant
Ecole Normale Supérieure (ENS)	470 000€
Ecole d'Economie de Paris (EEP)	530 000€
TOTAL	**1 000 0000€**

Il s'agit de l'achat d'équipements tels que notamment :
- tous les mobiliers et équipements fixes nécessaires au fonctionnement du bâtiment
- le matériel informatique et notamment les serveurs et autres éléments actifs
- le matériel de projection et équipements des salles de réunions et de formation
- les matériels spécifiques des laboratoires
- la signalétique du bâtiment
- et du matériel spécifique selon besoin, etc……..

La Région s'engage à soutenir financièrement ce premier équipement à hauteur de 100 %.

Le montant de la subvention constitue un plafond. Si les dépenses justifiées par les établissements bénéficiaires sont inférieures au montant prévisionnel, l'aide régionale est révisée en conséquence. La Région ne prendra pas à sa charge d'éventuels surcoûts.

Article 3. Obligations de l'établissement bénéficiaire

Les établissements bénéficiaires ont pour obligations de :

- Réaliser les investissements qui conditionnent l'octroi de la subvention régionale selon les caractéristiques décrites dans l'annexe jointe à la présente convention ;
- Avoir acquis et installé une partie du premier équipement en vue du passage de la commission de sécurité ;
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet ;
- Signaler par écrit toute modification du programme dès lors que celle(s)-ci aurai(en)t pour effet de réduire le coût des équipements. La Région se réserve alors le droit de revoir à la baisse le montant de sa subvention à l'opération.
- Transmettre, à la notification de la convention puis, au cours de chaque année de son exécution, avant le 15 mai, le calendrier prévisionnel de ses appels de fonds sur l'année à venir s'appuyant sur le calendrier d'exécution de l'opération ;
- Mettre en œuvre les outils de suivi nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;

- Appliquer l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics si les bénéficiaires y sont soumis ;

- Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements mentionnés à l'article 4 - Modalités de versement de la subvention régionale ;

- Porter à la connaissance de la Région toute modification concernant notamment les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, la composition du conseil d'administration ;

- Conserver les pièces justificatives de dépenses pendant dix ans, à compter de l'achèvement de l'opération, pour tout contrôle effectué a posteriori.

- Maintenir l'affectation des équipements subventionnés à l'usage du bâtiment pendant toute la durée de la convention.

- Les bénéficiaire s'engagent à recruter **04** stagiaire(s) ou alternant(s) au total pour une période minimale de deux mois, soit
    - **02** stagiaire(s) ou alternant(s) pour l'Ecole Normale supérieure et,
    - **02** stagiaire(s) ou alternant(s) pour l'Ecole d'Economie de Paris.

- Les bénéficiaires saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région. »

Les bénéficiaires s'engagent à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'ils pourraient rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, les établissements bénéficiaires s'engagent à faire clairement apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

Le concours financier de la Région pour l'acquisition du 1er équipement du bâtiment, au même titre que celui apporté à la construction, doit être mentionné sur site (panneau d'information).

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus.

De même, les établissements s'engagent à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats de toute étude, de leur publication et de leur communication à des tiers.

Les photos relatives à l'exécution de la présente convention pourront être librement utilisées par la Région.

Par ces dispositions, la Région Ile de France entend se réserver la seule possibilité d'assurer la communication relative aux projets (ou opérations) visés par la convention et n'entend pas retirer le moindre avantage direct. La Région ne revendique aucun droit de la propriété intellectuelle.

Les services concernés de l'Unité développement sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

Article 4 : DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 4.1 : Caducité

Si à l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé d'un an par décision du Président, si le bénéficiaire

établit, avant l'expiration du délai des 3 ans mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de quatre années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 4.2 : Modalités de versement de la subvention régionale

Les établissements bénéficiaires disposent d'un délai maximum de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention pour présenter un premier appel de fonds. Passé ce délai, la subvention est caduque et le bénéfice de la subvention est perdu.

La demande de versement du solde doit être présentée dans un délai maximum de 4 ans, à compter de la demande de premier acompte. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc et le bénéfice de la subvention est perdu.

Le versement de la subvention régionale intervient sur appel de fonds signé par le représentant habilité de chacun des établissements bénéficiaires qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

ARTICLE 4.2.1 : Versement d'avances

Les établissements bénéficiaires peuvent bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'ils justifient ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.
Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 30% du montant de la subvention.

Article 4.2.2 : Versement d'acomptes

Les établissements bénéficiaires peuvent demander le versement d'acomptes à proportion du taux de subvention à valoir sur les paiements déjà effectués, au vu d'un état récapitulatif des dépenses précisant notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état doit être signé et daté par le représentant légal de chaque structure qui certifie que l'ensemble des dépenses listées sont réputées acquittées à la date de la demande et sont affectées à l'opération subventionnée.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande de solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

Article 4 2.3 : Versement du solde

Le solde est versé sur demande du représentant légal de chaque établissement bénéficiaire qui certifie l'achèvement et le paiement complet de l'action subventionnée,

SI TIERS PMD PUBLIC : Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- **un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée**. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire et du comptable public. .
- **un état récapitulatif des dépenses** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

- **un ou des justificatif(s) de recrutement** du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

SI TIERS PMD PRIVE : Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- **un état récapitulatif des dépenses** qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- **un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée**. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants** mentionné à l'article 3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Le comptable assignataire de la Région est le Receveur Général des finances de Paris, Trésorier payeur Général de la Région Ile de France, 94 rue Réaumur, 75014 Paris cedex 02.

Les paiements seront effectués au compte ouvert par l'établissement bénéficiaire auprès de

Pour l' 'Ecole Normale supérieure
Code banque : 10071
Code guichet : 94000
Numéro de compte : 00001000347
Clé RIB : 92

Pour l'Ecole d'Economie de Paris :
Code banque : 300003
Code guichet : 03085
Numéro de compte : 00037295736
Clé RIB : 04

Les établissements bénéficiaires s'engagent à transmettre le RIB au service gestionnaire dès la signature de la présente convention.

Article 4.3 : Révision du montant subventionné

Dans le cas où la dépense réelle engagée par les établissements bénéficiaires s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2.3 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 4.2.de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

Article 4.4. Eligibilité des dépenses subventionnables

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du 21 septembre 2016 et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 4 de la présente convention.

Article 5. Restitution éventuelle

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

SI TIERS PMD PRIVE : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.
SI TIERS PMD PUBLIC : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

Le reversement total de la subvention sera exigé en cas de non-respect de leurs obligations par les établissements bénéficiaires, d'utilisation des fonds non conforme à leur objet ou en cas d'absence de production du compte-rendu financier.

Dans ce cas, il sera procédé à la résiliation de la présente convention dans les conditions prévues dans l'article 8 - Résiliation de la convention.

Article 6. Modifications de la convention

Toute modification à la convention fera l'objet d'un avenant, cosigné des trois parties en présence, préalablement soumis à l'approbation de la Commission permanente du Conseil régional.

Article 7. Date d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention aux bénéficiaires, à savoir le 21 septembre 2016. Elle prend fin à lors du versement du solde ou en cas d'application des règles de caducité précisées à l'article 4.

Article 8. Résiliation de la convention

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de leurs obligations par les bénéficiaires de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire concerné une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé.

Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire concerné la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Il est procédé à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à un remboursement de la part non utilisée de la participation régionale.

La résiliation ne donnera lieu à aucune indemnité sous réserve de l'application de l'article 5 Restitution éventuelle.

Article 9 : modification de la convention

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par la commission permanente régionale.

Article 10 : pièces contractuelles

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP 16-286 du 21 septembre 2016.

Fait en trois exemplaires originaux,

Le.....	Le.....	Le.....
Pour l'Ecole d'Economie de Paris **François HARTOG** **Président**	Pour l'Ecole Normale supérieure **Jean Pierre DANTHINE** **Président**	Pour la Région Ile-de-France **Valérie PECRESSE** **Présidente**

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16008020

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PREMIER ÉQUIPEMENT DE L'ECOLE NORMALE SUPERIEURE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	470 000,00 €	100,00 %	470 000,00 €
	Montant Total de la subvention		470 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-204181-323002-400
323002014- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE
Adresse administrative : 45 RUE D'ULM
75230 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Madame MONIQUE CANTO-SPERBER, Directrice

N° SIRET : 19753459700012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche
Rapport Cadre : CR31-07 du 14/02/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 21 septembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Par convention de maîtrise d'ouvrage signée avec l'Etat le 15 mars 2010, la Région s'est engagée à financer le premier équipement du bâtiment. Compte-tenu de l'état d'avancement de l'opération, il convient d'affecter les crédits permettant à l'Ecole Normale Supérieure l'acquisition de leur équipement.

Description :
Les dépenses du 1er équipement comprennent notamment :
- tous les mobiliers et équipements non fixes nécessaires au fonctionnement du bâtiment
- le matériel informatique et notamment les serveurs et autres éléments actifs
- le matériel de projection et équipements des salles de réunions et de formation
- la signalétique du bâtiment
- les étagères et banque de prêt de la bibliothèque
- et du matériel spécifique selon besoin,
- etc..

Moyens mis en œuvre :
Attribution par la Région d'une subvention de 470 000,00 € pour l'acquisition du premier équipement du Campus Jourdan pour l'Ecole Normale Supérieure : 470 000,00 €

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Étudiants, chercheurs.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements ENS	470 000,00	100,00%
Total	470 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	470 000,00	100,00%
Total	470 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	376 000,00 €
2020	94 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	40 500,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2013	Manifestations scientifiques hors DIM	10 220,00 €
2013	Ouverture sociale	50 000,00 €
2013	SESAME	177 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	29 250,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	10 000,00 €
2014	Ouverture sociale	50 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	21 600,00 €
2015	Ouverture sociale	41 000,00 €
	Montant total	531 770,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16008062

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PREMIER EQUIPEMENT DE L'ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche	530 000,00 €	100,00 %	530 000,00 €
	Montant Total de la subvention		530 000,00 €

Imputation budgétaire : 902-23-20421-323002-400
323002014- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ECOLE D'ECONOMIE DE PARIS - PARIS SCHOOLS OF ECONOMICS
Adresse administrative : 48 BD JOURDAN 75014 PARIS 14
Statut Juridique : Fondation
Représentant : Monsieur Pierre-Yves GEOFFARD, Directeur

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 49390266200011

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Premier équipement des constructions de locaux d'enseignement supérieur et de recherche
Rapport Cadre : CR31-07 du 14/02/2007

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Par convention de maîtrise d'ouvrage signée avec l'Etat le 15 mars 2010, la Région s'est engagée à financer le premier équipement du bâtiment. Compte-tenu de l'état d'avancement de l'opération, il convient d'affecter les crédits permettant à l'Ecole d'Economie de Paris l'acquisition de leur équipement.

Description :
Les dépenses du 1er équipement comprennent notamment :
- tous les mobiliers et équipements non fixes nécessaires au fonctionnement du bâtiment
- le matériel informatique et notamment les serveurs et autres éléments actifs
- le matériel de projection et équipements des salles de réunions et de formation
- la signalétique du bâtiment
- les étagères et banque de prêt de la bibliothèque

- et du matériel spécifique selon besoin,
- etc...

Moyens mis en œuvre :
Attribution par la Région d'une subvention de 530 000,00 € pour l'acquisition du premier équipement pour l'Ecole d'Economie de Paris.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Étudiants, chercheurs.

Localisation géographique :
- PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achat d'équipements	530 000,00	100,00%
Total	530 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	530 000,00	100,00%
Total	530 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	530 000,00 €
2017	424 000,00 €
2019	106 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	SESAME	132 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
	Montant total	137 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-390

DU 21 SEPTEMBRE 2016

SOUTIEN REGIONAL AU PROJET QSEC² ET AVENANT A LA CONVENTION N°13020604

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU Le code de l'éducation ;

VU La loi Enseignement supérieur et recherche n°2013-660 du 22 juillet 2013 ;

VU La délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010, relative à politique en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche : délibération cadre 2011-2016 ;

VU La délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération du Conseil régional n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération du Conseil régional n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n°CP 13-789 du 20 novembre 2013 relative au financement de projets PICRI pour 2013 ;

VU Les délibérations n°CP 14-470 du 24 septembre 2014 et CR 38-15 du 18 juin 2015 relatives aux soutiens régionaux pour la réalisation du projet QSEC² ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU Le rapport CP 16-390 présenté par madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au financement du programme d'actions 2016-2017 de la deuxième saison du projet QSEC² qui portera sur la thématique des « Mobilités », mises en œuvre par cinq des huit partenaires du projet QSEC², telles que détaillées en annexe 2 (fiches projet) à la présente délibération, par l'attribution de cinq subventions d'un montant maximum total prévisionnel de 200 000 € en fonctionnement.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention figurant en annexe n°3, avec chacun des bénéficiaires et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 200 000 € disponible sur le chapitre budgétaire : 939 « action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-007 (192007) « Soutien au dialogue Sciences - Société », Action 19200701 « Diffusion de la culture scientifique et technique », nature 657 du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif présenté en annexe 1 à la présente délibération.

01/09/16 14:09:00

Article 2 :

Décide de transférer à l'Université Paris 13, le portage de la convention n°13020604 initialement attribuée à l'association « les Faubourgs numériques » par délibération n°CP 13-789 du 20 novembre 2013, en vue de la finalisation du projet « une nouvelle forme d'innovation sociale : la grappe ou le collectif d'entreprises des industries créatives sur son territoire ».

Approuve en conséquence l'avenant n°1 à la convention n°13020604 entre la Région et l'Université Paris 13, tel que présenté en annexe 4 à la délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à le signer.

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALÉRIE PECRESSE

01/09/16 14:09:00

ANNEXE 1 A LA DÉLIBÉRATION :
ÉTAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-390	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192007 - Soutien au dialogue sciences- société**
Action	**19200701 - Diffusion de la culture scientifique et technique**

Dispositif : N° 00000515 - Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)

Dossier	16011609 - QSEC² - EXPLORADOME - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - tranche 2 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R31085 - ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	149 900,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
187 420,00 €	TTC	79,98 %	149 900,00 €	

Dossier	16011611 - QSEC² - TRACES - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - tranche 2 - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0016608 - TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	27 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 173,00 €	HT	79,89 %	27 300,00 €	

Dossier	16011612 - QSEC² - LES PETITS DEBROUILLARDS ILE-DE-FRANCE - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R13436 - PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 300,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 888,00 €	TTC	79,64 %	2 300,00 €	

Dossier	16011613 - QSEC² - SCIENCE OUVERTE - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R41266 - ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	18 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
22 785,00 €	TTC	79,88 %	18 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-390	Budget	2016

Dossier	16011617 - QSEC² - ASTS - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - FONCTIONNEMENT				
Bénéficiaire	R4641 - ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 300,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 888,00 €	TTC		79,64 %	2 300,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000515 - Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	200 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192007 - 19200701	200 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DÉLIBÉRATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011609

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : QSEC² - EXPLORADOME - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - TRANCHE 2 - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	187 420,00 €	79,98 %	149 900,00 €
	Montant Total de la subvention		149 900,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SAVOIR APPRENDRE EXPLORADOME
Adresse administrative : 18 AVENUE HENRI BARBUSSE
94400 VITRY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Goëry DELACÔTE, Président

Date de publication au JO : 16 août 1997

N° SIRET : 41406570600031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les questions sciences-société, dans un esprit d'ouverture et d'échanges démocratiques ;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :

Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif. L'association Savoir Apprendre / Exploradôme est en charge du département du Val-de-Marne (94).

Cette deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités.

Le déroulement de la deuxième saison est découpée en trois phases:

- Phase 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Phase 2 - Objet des crédits 2016 (septembre 2016 - octobre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques, déploiement de missions transversales.
- Phase 3 (octobre 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements.

Cette fiche projet concerne la mise en place de la phase 2 comprenant :

1/ La conception et la fabrication d'une exposition

Pour ce programme thématique, trois opérateurs départementaux participeront à la conception de l'exposition : les associations Savoir Apprendre, Traces, et Science Ouverte. Ce lot comprend la réalisation de modules interactifs, de panneaux et cartels explicatifs, la scénographie et graphisme ainsi que la réalisation d'un kit de communication (flyer, affiche, dossier de presse, etc.).

- L'Exploradôme travaillerra à la rédaction du cahier des charges pour la fabrication, le suivi de la

fabrication avec les prestataires (choix des matériaux, adaptations, etc.).

- La fabrication et le suivi de fabrication de l'exposition (cahier des charges, relation avec les prestataires, etc.) seront réalisés par l'Exploradôme.

L'exposition intégrera plusieurs modules, sera interactive et partiellement numérique. Elle couvrira une surface de 100 m².

- La conception et fabrication du dispositif d'exposition se fera à partir des propositions et besoins identifiés par les groupes de travail QSEC² (durant l aphase 1) et associera des professionnels de la conception de dispositifs muséographiques.
- La formation de groupes de citoyens est prévue afin d'enrichir le dispositif intégrant des questionnements nouveaux et/ou une préoccupation locale. Ces groupes auront l'occasion de créer un nouvel élément muséographique ou pourront participer à la médiation de l'exposition.

2/ La coordination régionale du projet
L'association Savoir Apprendre, épaulée par les associations Science Ouverte et Traces, réunies au sein de la coordination régionale, assure la coordination régionale du dispositif. L'association Savoir Apprendre assure en outre la gestion du dossier déposé auprès du Programme Investissement d'Avenir, géré par l'ANRU.
La coordination intègre les relations avec les partenaires (l'organisation de réunions, la rédaction des comptes rendus, le management des work packages (planning, coordination), la gestion du site web (suivi et maintenance).

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :

Cette mission correspond à la mobilisation d'environ 3,4 ETP correspondant aux missions suivantes :
- Conception des expositions : conception des dispositifs, des modules interactifs, panneaux, cartels, scénographie, caisses de transport, suivi graphisme, création du kit de communication de l'exposition (dossier de presse, flyer, site web)
- Rédaction du cahier des charges pour fabrication, suivi de la fabrication avec les prestataires (choix des matériaux, adaptations, etc.).
- Fabrication des expositions (Atelier APIS).

- Pilotage administratif : coordination administrative pour les huit partenaires, reporting auprès de l'ANRU pour le programme des Investissements d'Avenir.
- Coordination régionale : relations avec les partenaires, organisation des réunions, rédaction des comptes rendus, management des work packages, gestion du site web.

Moyens matériels :
- Conception et fabrication des expositions
- Achats de matériels pour la construction des expositions.
- Prestation de service pour la construction des expositions.

La conception et production de cette exposition interactive nécessitent le recours à une plateforme de production équipée en appareillage utilisant du matériel de haute technonologie et mobilisant un savoir faire professionnel à caractère muséographique.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 3 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :

Cette étape constitue une préparation à la troisième période du projet, durant laquelle aura lieu l'itinérance et l'animation de l'exposition, qui cible le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.). La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ». A terme, les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	140 400,00	74,91%
Prestations et achat pour la fabrication de l'exposition (modules, impressions, scénographie, graphisme,etc)	40 000,00	21,34%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	7 020,00	3,75%
Total	187 420,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	149 900,00	79,98%
ANRU (Investissements d'avenir)	37 520,00	20,02%
Total	187 420,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	20 000,00 €
2017	100 000,00 €
2018	29 900,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 000,00 €
2013	Education à l'environnement vers un développement durable	11 000,00 €
2013	E-inclusion - Fonctionnement	21 170,00 €
2013	E-inclusion - Investissement	8 800,00 €

2013	Prévention-éducation-dépistage, santé et accompagnement thérapeutique malades	20 000,00 €
2013	Questions de sciences, Enjeux citoyens	60 000,00 €
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 500,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	4 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	223 000,00 €
2014	Questions de sciences, enjeux citoyens (Inv)	40 000,00 €
2014	Soutien à la manifestation Festival Tous en Seine	8 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	56 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	22 990,00 €
2015	Soutien à la création et à la diffusion numérique	11 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	55 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	23 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la lutte contre les discriminations en fonctionnement (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	50 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	20 000,00 €
	Montant total	696 460,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011611

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : QSEC² - TRACES - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - TRANCHE 2 - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	34 173,00 €	79,89 %	27 300,00 €
		Montant Total de la subvention	27 300,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TRACES THEORIE REFLEXE APPREND COMM EDUCAT SCIENTIF
Adresse administrative : 23 RUE DES BALKANS 75020 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur BASTIEN LELU, Président

Date de publication au JO : 10 mai 2006

N° SIRET : 49457785100020

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les questions sciences-société, dans un esprit d'ouverture et d'échanges démocratiques ;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :

Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif. L'association Trace est en charge du département de Paris.

Cette deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités.

Le déroulement de la deuxième saison est découpée en trois phases:

- Phase 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Phase 2 (septembre 2016 - octobre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques. Déploiement de missions transversales. Objet des crédits 2016.
- Phase 3 (octobre 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements.

Cette fiche projet concerne la mise en place de la phase 2 comprenant :

1/ La conception et la fabrication d'une exposition

Pour ce programme thématique, trois opérateurs départementaux participeront à la conception de l'exposition : les associations Savoir Apprendre, Traces, et Science Ouverte. Ce lot comprend la réalisation de modules interactifs, de panneaux et cartels explicatifs, la scénographie et graphisme ainsi que la réalisation d'un kit de communication (flyer, affiche, dossier de presse, etc.).

L'exposition intégrera plusieurs modules, sera interactive et partiellement numérique. Elle couvrira une surface de 100 m².

- La conception et fabrication du dispositif d'exposition se fera à partir des propositions et besoins identifiés par les groupes de travail QSEC² (durant la phase 1) et associera des professionnels de la conception de dispositifs muséographiques.
- La formation de groupes de citoyens est prévue afin d'enrichir le dispositif intégrant des questionnements nouveaux et/ou une préoccupation locale. Ces groupes auront l'occasion de créer un nouvel élément muséographique ou pourront participer à la médiation de l'exposition.

Durant la période 2, les missions transversales nécessaires au bon fonctionnement du projet seront également assurées, à savoir :

2/ Le conseil scientifique et pédagogique et appui à la coordination régionale
L'association Traces associée à l'association Science Ouverte, assure la mise en place et le suivi du conseil scientifique et pédagogique permanent et d'un conseil thématique "Mobilités". Elle épaule également l'association Savoir Apprendre pour la coordination régionale du projet.

3/ L'Évaluation
Traces conçoit et pilote l'évaluation du dispositif, menée sur un modèle mixte, avec une évaluation interne et un prestataire externe.
Dans le cadre du projet QSEC2 dans son ensemble, l'évaluation est menée sur un modèle mixte : en partie en interne par l'association Traces et en partie par un prestataire externe, géré par l'association Traces également.

Une partie formative de l'évaluation du projet QSEC2 permettra une révision de la stratégie et des améliorations opérationnelles pour une meilleure atteinte des objectifs. Elle démarrera par une analyse des intentions et des objectifs du programme tels qu'énoncés dans le projet et tels que perçus par les parties prenantes. Cette démarche aura pour but de monitorer la stabilité ou l'éventuelle évolution des objectifs visés, et la cohérence entre les objectifs globaux du projet et les objectifs définis localement.

L'évaluation donnera lieu à un rapport annuel synthétique public, qui devra être discuté au sein du comité de pilotage. Ce rapport sera opérationnel, et servira de base pour apporter les corrections nécessaires d'une année sur l'autre.
Tout au long du projet, avec une cadence annuelle, les opérateurs départementaux suivront également directement les indicateurs d'objectifs quantitatifs et qualitatifs du projet.

Un rapport final retracera enfin l'ensemble des résultats, identifiant les points de force et de faiblesse et les correctifs envisagés, et dessinant un cadre pour une pérennisation et une exportation de la méthodologie.

4/ La mise en place d'un plan de communication
La communication du projet QSEC² comprend deux volets:
A. la communication institutionnellel du projet QSEC2 dans son ensemble.
B. la communication de l'exposition et des animations - évènements associés, de nature plus locale et à destination du grand public.
La communication institutionnelle du projet est assurée par l'association Traces, avec le soutien de l'association Savoir Apprendre, et comprend:
- la création et la mise à jour d'un site web collaboratif (www.qsec2.fr), auquel l'ensemble des opérateurs contribuent en publiant des articles.
- la création et la diffusion d'une plaquette de présentation de chaque saison thématique
- la communication au sein du réseau des acteurs de CSTI, avec par exemple des présentations lors des conférences du réseau européen Ecsite, de l'événementiel national "Science&You" et plusieurs séminaires et formation (séminaire muséologie, formation OCIM 2016) et des publications dans des

revues professionnelles (ex: bulletin de l'AMCSTI)
- participation aux grands rendez-vous thématiques (ex: COP 21, train du climat).

Moyens mis en œuvre :
Ces missions correspondent à la mobilisation de 0,6 ETP pour les fonctions suivantes :

Conception et fabrication des expositions :
- Animation du conseil scientifique
- Conception des expositions : conception des dispositifs, des modules interactifs, panneaux, cartels, scénographie, caisses de transport, suivi graphisme + création du kit de communication de l'exposition (dossier de presse, flyer, site web)

Coordination régionale du projet :
- Appui à la coordination régionale.
- Conception et pilotage de la communication.
- Conception et pilotage de l'évaluation.

Moyens matériels :

- Prestation de service : Communication (graphiste, web, impressions)
- Prestation de service : Evaluation externe

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 2 stagiaire ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Cette étape constitue une préparation à la troisième période du projet, durant laquelle aura lieu l'itinérance et l'animation de l'exposition, qui cible le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.). La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ». A terme, les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	28 450,00	83,25%
Prestation (Évaluation externe)	2 000,00	5,85%
Communication (achats et prestations : graphisme, édition,etc)	2 300,00	6,73%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	1 423,00	4,16%
Total	34 173,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	27 300,00	79,89%
ANRU (Investissements d'avenir)	6 873,00	20,11%
Total	34 173,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	1 300,00 €
2017	23 000,00 €
2018	3 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	65 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	29 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	1 500,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	5 100,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	16 920,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	7 500,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	13 700,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	18 000,00 €
	Montant total	173 720,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011612

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : QSEC² - LES PETITS DEBROUILLARDS ILE-DE-FRANCE - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 888,00 €	79,64 %	2 300,00 €
	Montant Total de la subvention		2 300,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PETITS DEBROUILLARDS ILE DE FRANCE
Adresse administrative : BATIMENT COLOMBANI
75014 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Marie BODEUX, Présidente

Date de publication au JO : 15 janvier 2000

N° SIRET : 42994326900028

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les questions sciences-société, dans un esprit d'ouverture et d'échanges démocratiques ;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :

Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif. L'association Les Petits débrouillards Ile de France est en charge du département du Val d'Ois.

Cette deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités.

Le déroulement de la deuxième saison est découpée en trois phases:

- Phase 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Phase 2 - objet des crédits 2016 (septembre 2016 - octobre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques. Déploiement de missions transversales. Objet des crédits 2016.
- Phase 3 (octobre 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements.

Cette fiche projet concerne la mise en place de la phase 2 comprenant :

L'association Les Petits débrouillards est chargée, en collaboration avec deux autres partenaires, de la conception d'un « kit ressources » comprenant des trames d'activités (ex. séquences pédagogiques en lien avec les programmes scolaires). Le kit propose des expériences réalisables avec du matériel, des supports pour la médiation de l'exposition ainsi que des ressources bibliographiques.
Ces productions sont des outils d'accompagnement des publics et se déclinent de la manière suivante :
- mallettes pédagogiques, jeux de discussions, dispositifs d'expressions d'opinion.

La création de ce kit par 3 opérateurs répond aux objectifs de mutualisation du projet. En effet, le kit est ensuite utilisé et décliné par chaque opérateur départemental pour développer ses propres déroulés

d'animation (en fonction des spécificités de ses publics) en vue de l'accueil et de l'animation de l'exposition.

Moyens mis en œuvre :
Cette mission correspond à la mobilisation de 0,1 ETP pour les fonctions suivantes :

Conception du kit pédagogique :
- conception ateliers et médiation expo, ressources pédagogiques, préparation de la formation, rédaction livret pédagogique en lien avec les programmes scolaires et mise en forme graphique.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	2 750,00	95,22%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	138,00	4,78%
Total	2 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	2 300,00	79,64%
ANRU (Investissements d'avenir)	588,00	20,36%
Total	2 888,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200,00 €
2017	1 900,00 €
2018	200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	40 000,00 €

2013	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2013	Questions de sciences, Enjeux citoyens	60 000,00 €
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	15 000,00 €
2014	Animation sociale des quartiers - Action non contractualisée d'intérêt régional	40 000,00 €
2014	Education à l'environnement vers un développement durable	15 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Méditerranée	25 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	5 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne	20 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2014	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France	20 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Méditerranée (CR46-14)	16 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	30 000,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	10 000,00 €
2015	Soutien aux actions multi-territoires en Politique de la ville	30 000,00 €
2015	Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (CR46-14)	25 000,00 €
2015	Soutien régional en faveur de la participation citoyenne et démocratique en Ile-de-France (CR46-14)	20 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	34 700,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	8 000,00 €
	Montant total	571 640,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011613

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : QSEC² - SCIENCE OUVERTE - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	22 785,00 €	79,88 %	18 200,00 €
	Montant Total de la subvention		18 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SCIENCE OUVERTE
Adresse administrative : 30 RUE ARMAND CARREL
93700 DRANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur François GAUDEL, Président

Date de publication au JO : 28 avril 2007

N° SIRET : 49952573100018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les questions sciences-société, dans un esprit d'ouverture et d'échanges démocratiques ;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :

Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif. L'association Science ouverte est en charge du département de la Seine-Saint-Denis.

Cette deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités.

Le déroulement de la deuxième saison est découpée en trois phases:

- Phase 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Phase 2 - objet des crédits 2016 (septembre 2016 - octobre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques. Déploiement de missions transversales.
- Phase 3 (octobre 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements.

Cette fiche projet concerne la mise en place de la phase 2 comprenant :

1/ La conception du kit pédagogique
L'association Science Ouverte est chargée, en collaboration avec deux autres opérateurs, de la conception d'un « kit ressources » comprenant des trames d'activités (ex. séquences pédagogiques en lien avec les programmes scolaires). Ce kit propose des expériences réalisables avec du matériel, des supports pour la médiation de l'exposition ainsi que des ressources bibliographiques.
Ces productions sont des outils d'accompagnement des publics et se déclinent de la manière suivante :
- mallettes pédagogiques, jeux de discussions, dispositifs d'expressions d'opinion.

La création de ce kit par 3 opérateurs répond aux objectifs de mutualisation du projet. En effet, le kit est ensuite utilisé et décliné par chaque opérateur départemental pour développer ses propres déroulés

d'animation (en fonction des spécificités de ses publics) en vue de l'accueil et de l'animation de l'exposition.

2/ La conception et la fabrication d'une exposition
Pour ce programme thématique, trois opérateurs départementaux participeront à la conception de l'exposition : les associations Savoir Apprendre, Traces, et Science Ouverte. Ce lot comprend la réalisation de modules interactifs, de panneaux et cartels explicatifs, la scénographie et graphisme ainsi que la réalisation d'un kit de communication (flyer, affiche, dossier de presse, etc.).

L'exposition intégrera plusieurs modules, sera interactive et partiellement numérique. Elle couvrira une surface de 100 m².

- La conception et fabrication du dispositif d'exposition se fera à partir des propositions et besoins identifiés par les groupes de travail QSEC² (durant la phase 1) et associera des professionnels de la conception de dispositifs muséographiques.
- La formation de groupes de citoyens est prévue afin d'enrichir le dispositif intégrant des questionnements nouveaux et/ou une préoccupation locale. Ces groupes auront l'occasion de créer un nouvel élément muséographique ou pourront participer à la médiation de l'exposition.

3/ Conseil scientifique et pédagogique et appui à la coordination régionale
L'Association Science Ouverte associée à l'association Traces, assure la mise en place et suivi d'un conseil scientifique et pédagogique permanent et d'un conseil thématique "Mobilités".
Elle épaule également l'association Savoir Apprendre pour la coordination régionale du projet.

Moyens mis en œuvre :

Moyens humains :
Cette mission correspond à la mobilisation de 0,5 ETP pour les fonctions suivantes :

Conception et fabrication des expositions :
- Animation du conseil scientifique
- Conception des expositions : conception des dispositifs, des modules interactifs, panneaux, cartels, scénographie, caisses de transport, suivi graphisme + création du kit de communication de l'exposition (dossier de presse, flyer, site web)

Conception du kit pédagogique :
- conception ateliers et médiation expo, ressources pédagogiques, préparation de la formation, rédaction livret pédagogique en lien avec les programmes scolaires et mise en forme graphique.

Coordination régionale du projet :
- Appui à la coordination régionale.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Cette étape constitue une préparation à la troisième période du projet, durant laquelle aura lieu l'itinérance et l'animation de l'exposition, qui cible le grand public (publics scolaire, familial, adultes, etc.). La structure partenaire fera un effort particulier pour attirer les publics dits « éloignés de la culture ». A terme, les activités proposées autour de l'exposition interactive et dans les structures partenaires du plan d'action local devraient bénéficier à environ 4 000 personnes, durant ou autour de la période d'installation de l'exposition, dans chacun des huit départements franciliens.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	21 700,00	95,24%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	1 085,00	4,76%
Total	22 785,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	18 200,00	79,88%
ANRU (investissements d'avenir)	4 585,00	20,12%
Total	22 785,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	2 000,00 €
2017	15 000,00 €
2018	5 785,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	40 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	3 700,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	10 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	15 000,00 €
2015	Soutien aux contrats de ville	20 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	20 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	5 000,00 €

	Montant total	144 640,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16011617

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : QSEC² - ASTS - THEMATIQUE "LES MOBILITES" - FONCTIONNEMENT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	2 888,00 €	79,64 %	2 300,00 €
		Montant Total de la subvention	2 300,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192007-400
19200701- Diffusion de la culture scientifique et technique

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASTS SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE
Adresse administrative : 54 AVENUE EDISON
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Patrick PORCHERON, Président

Date de publication au JO : 13 octobre 2012

N° SIRET : 32810007800059

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)
Rapport Cadre : CR38-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
OBJECTIFS PRINCIPAUX
- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les questions sciences-société, dans un esprit d'ouverture et d'échanges démocratiques ;
- Améliorer la culture scientifique et technique des Franciliens de tous âges en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, pour favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

OBJECTIFS SECONDAIRES :
- Susciter des vocations pour les filières scientifiques et lutter contre l'autocensure des élèves à leur égard, notamment chez les jeunes filles et les élèves issus de milieux « éloignés de la science » ;
- Diffuser les résultats et les connaissances issus de la recherche afin de réduire la fracture entre les chercheurs et les citoyens et renforcer la confiance vis-à-vis des scientifiques ;
- Nourrir la réflexion des élus et responsables de la recherche scientifique par l'accès à des sensibilités citoyennes en matière de sciences et techniques ;
- Mettre « les sciences en culture », c'est-à-dire donner aux disciplines scientifiques une place dans l'action socioculturelle, souvent uniquement centrée sur l'expression artistique ;
- Concourir au développement d'une culture de l'innovation, notamment chez les publics jusqu'ici relativement peu touchés, dans une logique de renforcement des capacités citoyennes (empowerment).

OBJECTIFS OPÉRATIONNELS :
- Renforcer chez chacun la capacité de mobiliser dans sa vie quotidienne une démarche, des connaissances et compétences liées aux sciences ;
- Impliquer des publics franciliens divers – scolaires, familles, adultes, en prenant en compte de manière volontariste les publics dits « éloignés » ;
- Assurer le maillage de l'ensemble du territoire francilien, en particulier vis-à-vis des quartiers défavorisés, des zones rurales ou enclavées, etc. ;
- Inscrire dans l'agenda des citoyens et dans le paysage local une question scientifique, grâce à la continuité de l'offre dans un territoire, sur une période donnée.

Description :

Le projet QSEC² a pour ambition de dynamiser et d'amplifier le dialogue science-société en Île-de-France. Ce dispositif vise à expérimenter des modalités innovantes de co-construction avec les publics de dispositifs d'expositions interactives et de médiation de nature scientifique. Après une phase de conception et de production, l'exposition interactive QSEC² itinèrera pendant deux à trois ans dans les huit départements d'Île-de-France. Dans chaque département, un plan d'action local sera défini et permettra l'accueil et l'animation du dispositif. L'association Science Technologie Société est en charge du département des Yvelines.

Cette deuxième saison du projet QSEC² est dédiée à la thématique des Mobilités.

Le déroulement de la deuxième saison est découpée en trois phases:

- Phase 1 (août 2015 - décembre 2017) : travail préparatoire sur la thématique, mise en place et animation des groupes QSEC, démarrage des plans d'action locaux. Budget voté en 2015.
- Phase 2 - objet des crédits 2016 (septembre 2016 - octobre 2017) : conception et fabrication d'une exposition et de kits pédagogiques. Déploiement de missions transversales.
- Phase 3 (octobre 2017 - février 2020) : Itinérance et animation de l'exposition dans les huit départements.

Cette fiche projet concerne la mise en place de la phase 2 comprenant :

L'association Sciences, Technologie, Société est chargée, en collaboration avec deux autres partenaires, de la conception d'un « kit ressources » comprenant des trames d'activités (ex. séquences pédagogiques en lien avec les programmes scolaires). Ce kit propose des expériences réalisables avec du matériel, des supports pour la médiation de l'exposition ainsi que des ressources bibliographiques.
Ces productions sont des outils d'accompagnement des publics et se déclinent de la manière suivante :
- mallettes pédagogiques, jeux de discussions, dispositifs d'expressions d'opinion.

La création de ce kit par 3 opérateurs répond aux objectifs de mutualisation du projet. En effet, le kit est

ensuite utilisé et décliné par chaque opérateur départemental pour développer ses propres déroulés d'animation (en fonction des spécificités de ses publics) en vue de l'accueil et de l'animation de l'exposition.

Moyens mis en œuvre :
Moyens humains :
Cette mission correspond à la mobilisation de 0,1 ETP pour les fonctions suivantes :
Conception du kit pédagogique :
- conception ateliers et médiation expo, ressources pédagogiques, préparation de la formation, rédaction livret pédagogique en lien avec les programmes scolaires et mise en forme graphique.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire à recruter 1 stagiaire ou alternant.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel	2 750,00	95,22%
Frais indirects (forfait correspondant à 5% des frais de personnel)	138,00	4,78%
Total	2 888,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Conseil régional d'Ile-de-France	2 300,00	79,64%
ANRU (Investissements d'avenir)	588,00	20,36%
Total	2 888,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	200,00 €
2017	1 900,00 €
2018	200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	E-inclusion - Fonctionnement	10 300,00 €

2013	E-inclusion - Investissement	4 187,00 €
2013	Questions de sciences, Enjeux citoyens	60 000,00 €
2014	Questions de sciences, Enjeux citoyens	38 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	12 000,00 €
2015	Questions de sciences, enjeux citoyens (Fct)	9 940,00 €
2015	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	5 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	5 000,00 €
	Montant total	144 427,00 €

ANNEXE 3 A LA DÉLIBÉRATION : CONVENTION TYPE

CONVENTION RELATIVE AU DISPOSITIF « QUESTIONS DE SCIENCES, ENJEUX CITOYENS² - QSEC² »

Entre

la Région Ile-de-France,
sise au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 Paris
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PÉCRESSE,
désignée ci-après la Région
en vertu de la délibération n° CP ….
d'une part,
et

le porteur de l'activité, « nom de la structure – statut juridique
N° de SIRET
ci-après désigné par « le bénéficiaire »
sis à
représenté par son Président ou son directeur habilité à cet effet en vertu de la délégation de pouvoir du / habilité par délibération du Conseil d'Administration du ……
d'autre part,

Après avoir rappelé que :

La Région Ile-de-France poursuit ainsi comme objectifs de :

- Instaurer un dialogue renouvelé entre scientifiques, élus et citoyens, en stimulant la circulation des idées et des attentes sur les questions sciences-société, dans un esprit d'ouverture et d'échanges démocratiques ;
- Favoriser l'engagement des citoyens sur les questions scientifiques et technologiques et leurs enjeux sociétaux en luttant contre une forme d'illettrisme scientifique, développant ainsi un sentiment de légitimité vis à vis de ces questions ;
- Renforcer la structuration des acteurs associatifs de la CSTI en Île-de-France, en s'appuyant sur leurs complémentarités et en les engageant dans de nouvelles pratiques de partage de ressources et de compétences.

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1- OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération n° « *numéro et date de la délibération* », la Région a décidé d'octroyer une subvention de fonctionnement au bénéficiaire, afin de soutenir l'organisation des actions qui entrent dans le cadre des activités de la nouvelle version du dispositif « Questions de Sciences, Enjeux Citoyens », QSEC², effectuées du « *dates prévisionnelles du projet* ».

Les opérations correspondantes sont décrites dans l'annexe technique et financière à la présente convention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

A - Obligations administratives

Le bénéficiaire s'engage à :

1) adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général en vigueur,

2) s'agissant d'un organisme de droit privé, appliquer, le cas échéant, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.
3) fournir pour chaque exercice, avant le 1er mai de l'année suivante :
   a - le bilan et les comptes du dernier exercice certifiés par le responsable comptable de l'organisme, par un expert- comptable ou, par un commissaire aux comptes si l'organisme en est doté.
   b - le rapport d'activité annuel approuvé par l'assemblée générale, dans un délai de 3 mois après la tenue de ladite assemblée,
   c - un compte d'emploi des subventions allouées par la Région en distinguant le cas échéant dans ses écritures la comptabilité propre à cette opération.
4) communiquer à la Région dans les trois mois suivant la notification de la présente convention, le nom de la personne chargée de certifier le bilan et les comptes conformément au point 2.a - ci-dessus.
5) porter à la connaissance de la Région toute modification concernant : les statuts, le trésorier, le président, le commissaire aux comptes, si nécessaire, et la composition du conseil d'administration et du bureau.

B – OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Concernant le suivi du projet, le bénéficiaire :

- est responsable du bon fonctionnement du projet,
- s'engage à assurer la réalisation du projet, tel que décrit dans l'annexe *fiche projet* à la présente convention qui conditionne l'octroi de la subvention régionale,
- doit produire un compte-rendu d'exécution final au moment de la demande de versement du solde de la subvention. Le compte-rendu d'exécution final comportera notamment des éléments qualitatifs et chiffrés sur l'impact territorial de l'action (particulièrement pour les actions dirigés vers le jeune public, produire une liste des établissements scolaires franciliens, des CFA, des centres culturels ayant été sollicités et de ceux ayant réellement participé à l'action ; canaux de communication utilisés),

C - OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales (**https://par.iledefrance.fr/**) selon les modalités qui lui seront communiquées par la région à l'issue du vote en Commission permanente via la notification d'attribution.

Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés rencontrées (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

D - OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître clairement la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention "action soutenue par la Région Ile-de-France" et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

La présence du logotype de la Région, en 1ère de couverture ou en page de garde est obligatoire, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. Toutes les correspondances, toutes les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews) relatives au projet, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Concernant les sites Web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'organisation des manifestations destinées au grand public devra impérativement indiquer la participation de la Région. De même que l'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région auxdites manifestations, voire aux actions qui le permettent, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

La Région se réserve le droit d'utilisation des résultats relatifs à l'exécution de la présente convention, de leur publication et de leur communication à des tiers. Les photos pourront aussi être librement utilisées par la Région.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à soutenir financièrement le projet de culture scientifique, technique et citoyenne défini à l'article 1 ci-dessus et décrit dans la/les fiche(s) projets annexées à la présente convention, par le versement d'une subvention en fonctionnement décomposée comme suit :

Subvention de fonctionnement d'un montant maximum de …€, soit % des dépenses éligibles correspondantes telles que mentionnées en annexe technique.

ARTICLE 4 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

4.1 – Eligibilité des dépenses subventionnables :

La subvention régionale pourra couvrir les dépenses de fonctionnement, de personnel (dans la limite de 50% de la masse salariale pour les organismes de droit privé), hors frais de personnel permanent (pour les organismes publics uniquement), et/ou d'investissement, liées à la conduite du projet. Sont éligibles les dépenses relatives au projet précité effectué à compter de la date de lancement de l'appel à projets.

4.2 - Modalités de versement :

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention **(DVS)** est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

4.2-1 - Versement d'avances

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances**, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie**, dans les conditions suivantes :

Le versement d'avance intervient au vu des documents suivants :

- **Une DVS** dument complétée,
- **Un plan de trésorerie** sur 12 mois à compter de la date de la demande, daté, signé, revêtu du nom et qualité du signataire (excepté pour les collectivités territoriales),
- **Transmettre l'accusé de réception reçu lors du dépôt de l'offre de stage sur la plateforme d'aide régionale, attestant de la mise en ligne du stage.**

Le total des avances et acomptes ne pourra dépasser la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnel en fonctionnement ou en investissement.

4.2-2 - Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes **à valoir sur les paiements déjà effectués**, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Le versement d'acomptes intervient, par section (fonctionnement) au vu des documents suivants :

- **Une DVS** dument complétée,
- **Un état récapitulatif** des dépenses précisant notamment les références, dates et montants HT et TTC des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.
- **Un rapport synthétique** décrivant l'état d'avancement du projet, daté, signé et cacheté.
- Au moment du versement de l'acompte : il est vérifié que le bénéficiaire a bien procédé à la saisie des propositions de stages ou de contrats de travail sur la Plateforme d'Aides Régionales (PAR).
- **Transmettre l'accusé de réception reçu lors du dépôt de l'offre de stage sur la plateforme d'aide régionale, attestant de la mise en ligne du stage.**

Le total des avances et acomptes ne pourra dépasser la limite de 80% du montant total de la subvention prévisionnel en fonctionnement ou en investissement.

4.2.3 – Versement du solde :

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné,
- le compte rendu d'exécution (bilan qualitatif) signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire (caté et cacheté).
- **un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé**.

4.3 – Révision du montant de la subvention régionale au regard des dépenses réalisées

Dans le cas où les dépenses réelles de fonctionnement engagées par le bénéficiaire de la subvention s'avèrent inférieures aux montants initialement prévus, la subvention régionale attribuée pourra être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux prévu en annexe technique à la présente convention. Elle fera l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Le Comptable assignataire de paiement est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur Général de la Région d'Ile de France « 94, rue de Réaumur 75014 PARIS cedex 02 ».

4.4 - Caducité :

Si à l'expiration d'un délai de un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale une demande de paiement d'un premier acompte ou avance, ladite subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai d'un an mentionné ci-avant que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de réception à la Région de la demande de premier acompte, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. Au-delà de cette date, le solde de la subvention est caduc et annulé.

ARTICLE 5 - CONTRÔLE DE LA SUBVENTION

Le contrôle technique et financier est exercé sur pièce et sur place par la Région. Ce contrôle porte notamment sur les conditions d'utilisation de la subvention.

Le bénéficiaire devra :

- Faciliter le contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de l'emploi des fonds, entre autres, par un accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Conserver l'ensemble des pièces justificatives de l'emploi des fonds pendant 10 ans.
- Tenir la Région informée des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet.
- Tenir la Région informée des autres subventions publiques demandées ou attribuées en cours d'exercice de la présente convention.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

ARTICLE 6 - RESTITUTION EVENTUELLE DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

Pour les personnes morales de droit privée: la Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Pour les personnes morales de droit public : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la présente convention fera l'objet d'un avenant préalablement adopté par la Commission Permanente du Conseil Régional.

ARTICLE 8 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à la date d'attribution de la subvention au bénéficiaire pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 9 - RESILIATION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général, cette résiliation prenant effet au terme d'un délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. A cette date, il est procédé par la Région à un arrêté définitif des comptes et, s'il y a lieu, à reversement, total ou partiel, de la subvention. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

ARTICLE 10 - PIECES CONTRACTUELLES

- la présente convention,
- la ou les fiches projet,

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,
Le

Le/la Représentant(e) de la structure bénéficiaire	**La Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France**
Prénom NOM	**Valérie PÉCRESSE**

AVENANT A LA CONVENTION N°13020604 RELATIVE A UN PROJET PICRI 2013

Avenant à la convention n°13020604
relative au projet PICRI « Collectif d'entreprises des industries créatives »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'Université Paris 13, Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel, inscrite sous le N° SIRET 199 312 380 00017- code APE 8542Z, dont le siège social est situé au 99 avenue Jean Baptiste Clément, 93430 Villetaneuse, représentée par son Président, Monsieur Jean-Pierre ASTRUC.
Ci-après dénommée « UP13 »

ET

La Région Ile-de-France, sise au 33 rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,

Ci-après dénommée « la Région »

L'Université Paris 13 et la Région étant ci-après dénommés individuellement la Partie » ou collectivement les « Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La Région et l'Association les Faubourgs Numériques (AFN) ont signé le 27 janvier 2014, la convention n°13020604 relative au soutien régional aux Partenariats Institutions-Citoyens pour la Recherche et l'Innovation (PICRI) (ci-après la « Convention ») par laquelle la Région a octroyé à l'AFN une subvention de fonctionnement afin de soutenir le projet de recherche intitulé *« Une nouvelle forme d'innovation sociale : la grappe ou le collectif d'entreprises des industries créatives sur son territoire »* (ci-après le « Projet »).
Afin de permettre la finalisation du projet, l'Université Paris 13, partenaire du projet, a proposé de se substituer à l'Association les Faubourgs Numériques dans ses droits et obligations au titre de la Convention à compter du 26 novembre 2015. La délibération n° CP 16-xxx du 21 septembre 2016 autorise la Présidente à signer l'avenant.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Par le présent avenant, l'UP13 se substitue à l'AFN dans ses droits et obligations au titre la Convention et reprend donc l'exécution de la Convention et la coordination du Projet **à compter du 26 novembre 2015, date de jugement de la liquidation judiciaire de l'AFN**. »

1.1 Il est ajouté, à l'article 4 de la Convention, les dispositions suivantes :

« Références bancaires de l'UP13 :
Le versement de la subvention pour le compte de l'UP13 est effectué à l'ordre de l'Agent Comptable de l'Université Paris 13, compte ouvert à la Banque DDFIP de la Seine Saint-Denis :
Code Banque : 10071
Code Guichet : 93000
N° compte : 00001000476
Clé : 58
IBAN : FR76 1007 1930 0000 0010 0047 658 »

1.2 Les autres dispositions de la convention restent inchangées.

ARTICLE 2 – PRISE D'EFFET

Le présent avenant et donc la substitution susmentionnée prennent effet rétroactivement à compter de la date de jugement de liquidation judiciaire de l'AFN, soit le 26 novembre 2015.

Fait à paris, le , en deux (3) exemplaires originaux.

Le président de l'Université Paris 13	**La présidente de la Région Ile-de-France**
Jean-Pierre ASTRUC	**Valérie PECRESSE**

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

Délibération CP 16-416

DU 21 Septembre 2016

AIDES A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS :
ANNEE UNIVERSITAIRE 2016-2017

- AMIE UNIVERSITES, GRANDS ETABLISSEMENTS ET ECOLES
- AMIE BTS
- AMI DOCTORANTS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU Le Code de l'éducation ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;

VU La délibération n° CP 13-387 du 30 mai 2013 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens (amie) universités, grands établissements et écoles année universitaire 2013-2014 ;

VU La délibération n° CP 14-392 du 18 juin 2014 relative à l'attribution de subventions dans le cadre de la politique régionale d'aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens (amie) universités, grands établissements et écoles année universitaire 2014-2015 ;

VU Le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;

VU L'avis de la Commission de l'enseignement supérieur et de la recherche *;*

VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU Le rapport CP 16-416 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article n°1: Action en faveur de la mobilité internationale des étudiants franciliens

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », au financement des projets détaillés en annexe n°2 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant total prévisionnel de 3.025.200 €.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type, figurant en annexe n°3 à la délibération et approuvée par la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 3.025.200 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-004 (123-004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 123-004-01 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1.

Article n°2 : Démarrage anticipé

Autorise, sous réserve des dispositions du deuxième alinéa, la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions objet de l'article 1 à compter du 1er juillet 2016, date des premiers départs en mobilité des étudiants, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de trois subventions objet de l'article 1 à compter des dates des départs en mobilité des étudiants indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016. ».

Dossier - Code	Objet du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16011809	AMIE 2013-2014 Aide à la mobilité internationale des étudiants ENS CACHAN	ENS CACHAN	01/07/2013
16011813	AMIE 2013-2014 Aide à la mobilité internationale des étudiants ENSEA	ENSEA	01/07/2013
16011806	AMIE 2014-2015 Aide à la mobilité internationale des étudiants TECOMAH	TECOMAH	01/07/2014

Article n°3 : Action en faveur de la mobilité internationale des étudiants en BTS

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », au financement des projets de mobilité détaillés dans le tableau ci-après, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 500 € par bénéficiaire.

Code du dossier	Genre	Nom	Prénom	Filière de formation	Lycées éligibles	Pays
EX012147	Madame	MEGHIT	SEPHORA	Commerce international	77 - COMBS-LA-VILLE - LYCEE GALILEE	ESPAGNE
EX011974	Madame	SEBASTIAO	DIVINA	Assistant de manager	94 - MAISONS ALFORT - LYCEE EUGENE DELACROIX	ESPAGNE
EX011783	Madame	SYLLA	BINTOU	Commerce international	94 - ENSEMBLE SAINTE MARIE -CRETEIL	MALAISIE
EX011789	Monsieur	ROZANSKI	VICTOR	Commerce international	94 - ENSEMBLE SAINTE MARIE -CRETEIL	Etats-Unis
EX011794	Madame	BICER	TAMAR	Commerce international	94 - ENSEMBLE SAINTE MARIE -CRETEIL	MALTE
EX011837	Madame	OUMAHI	LEILA	Commerce international	94 - ENSEMBLE SAINTE MARIE -CRETEIL	ESPAGNE
EX011838	Madame	ESPIE	MATHILDE	Commerce international	94 - ENSEMBLE SAINTE MARIE -CRETEIL	MALTE
EX011879	Madame	MIGLIORINI	EVA	Commerce international	94 - ENSEMBLE SAINTE MARIE -CRETEIL	THAILANDE
EX012343	Madame	PIERRE	TANYA	Commerce international	94 - ENSEMBLE SAINTE MARIE -CRETEIL	MALAISIE

Subordonne le versement de ces subventions à la transmission par les bénéficiaires, dans un délai d'un mois à compter de la notification adressée par la Région, de l'attestation de stage réalisé à l'étranger au cours de l'année scolaire 2015-2016. A l'expiration de ce délai, le droit à subvention des bénéficiaires concernées est perdu.

Affecte une autorisation d'engagement de 4.500 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-004 (123-004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 123-004-01 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1.

Article n°4 : Démarrage anticipé

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions, objet de l'article 3, à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans le tableau ci-après, correspondant à la date de la rentrée scolaire 2015-2016, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, prorogée par la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016.

Code dossier	Objet du dossier	Bénéficiaire	Date prévisionnelle de démarrage
16011768	AMIE STS 2015-2016 Aide à la mobilité internationale des étudiants – section des techniciens supérieurs (STS)	DIVERS CREANCIERS REG ILE DE FRANCE	01/09/2015

Article n°5 : Action en faveur de la mobilité internationale des doctorants

Décide de participer au titre du dispositif « Aide à la mobilité internationale des doctorants », au financement des 63 projets détaillés en annexe n°4 à la présente délibération par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 200.100 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 200.100 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement » - code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme HP 23-004 (123-004) « Actions en faveur de la mobilité internationale» - Action 123-004-01 « Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe n°1.

Article n°6 : Portail de l'orientation dans l'enseignement supérieur en Ile-de-France

Affecte une autorisation d'engagement de 25.000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique » code fonctionnel 92 « Recherche et innovation » programme HP 92-003 (192-003) « Evaluations, études, actions support », action 192-003-02 « Evaluations, études, actions support » du budget 2016, au titre du marché à procédure simplifiée d'acquisition d'une base de données relative à l'offre de formation géo-localisée et qualifiée de l'enseignement supérieur et de la Recherche en Ile-de-France.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Chapitre	**932 - Enseignement**
Code fonctionnel	**23 - Enseignement supérieur**
Programme	**123004 - Actions en faveur de la mobilité internationale**
Action	**12300401 - Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens**

Dispositif : N° 00000290 - Aide à la mobilité internationale des étudiants - Section des techniciens supérieurs (STS)

Dossier	16011768 - AMIE STS 2015-2016 Aide à la mobilité internationale des étudiants - section des techniciens supérieurs (STS)			
Bénéficiaire	R5559 - DIVERS CREANCIERS REG ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 500,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC	100 %	4 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000290 - Aide à la mobilité internationale des étudiants - Section des techniciens supérieurs (STS)	4 500,00 €

Dispositif : N° 00000642 - Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)

Dossier	EX011941 - AMIE 2016-2017 - ESPCI - ECOLE SUP PHYSIQUE CHIMIE INDUSTRIELLE - EX011941			
Bénéficiaire	R33152 - REGIE ESPCI ECOLE SUP PHYSIQUE CHIMIE INDUST			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 750,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 750,00 €	TTC	100 %	6 750,00 €	

Dossier	EX012088 - AMIE 2016-2017 GENES (GROUPE DES ECOLES NATIONALES D ECONOMIE ET STATISTIQUE-ENSAE) - EX012088			
Bénéficiaire	P0015890 - GENES GROUPE DES ECOLES NATIONALES D ECONOMIE ET STATISTIQUE			
Localisation	MALAKOFF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC	100 %	3 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012118 - AMIE 2016-2017 - TELECOM SUD PARIS - INSTITUT MINES TELECOM - EX012118				
Bénéficiaire	EX005538 - INSTITUT MINES TELECOM TELECOM SUD PARIS				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	7 650,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 650,00 €	TTC		100 %	7 650,00 €	

Dossier	EX012119 - AMIE 2016-2017 INSEEC - EX012119				
Bénéficiaire	P0020795 - INSEEC INST ETUDE ECONOMIQUES COMMERCIALES				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 700,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC		100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012121 - AMIE 2016-2017 ENSCP EX012121				
Bénéficiaire	R20732 - ENSCP ECOLE NALE SUP DE CHIMIE DE PARIS				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 600,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC		100 %	3 600,00 €	

Dossier	EX012124 - AMIE 2016-2017 IOTA SUPOPTIQUE EX012124				
Bénéficiaire	R7001 - IOTA SUPOPTIQUE INST OPTIQUE THEORIQUE & APPLIQ				
Localisation	PALAISEAU				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 700,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC		100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012136 - AMIE 2016-2017 ISC EX012136				
Bénéficiaire	P0002969 - INSTITUT SUPERIEUR COMMERCE PARIS				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 600,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC		100 %	3 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012139 - AMIE 2016-2017 ESAIG LYCEE TECHNOLOGIQUE ESTIENNE EX012139			
Bénéficiaire	P0019211 - LYCEE TECHNOLOGIQUE ESTIENNE ESAIG			
Localisation	LYT ECOLE NAT.SUP. ARTS APPLIQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,00 €	TTC	100 %	2 250,00 €	

Dossier	EX012158 - AMIE 2016-2017 IPAG - EX012158			
Bénéficiaire	P0015831 - IPAG INST PREP ADM GESTION ENTREPRISES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012182 - AMIE 2016-2017 ENSAD EX012182			
Bénéficiaire	P0011341 - ENSAD ECOLE NAT SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 650,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 650,00 €	TTC	100 %	7 650,00 €	

Dossier	EX012184 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS DIDEROT PARIS 7 EX012184			
Bénéficiaire	R1488 - UNIVERSITE PARIS DIDEROT PARIS 7			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	155 250,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
155 250,00 €	TTC	100 %	155 250,00 €	

Dossier	EX012219 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE D'EVRY VAL D'ESSONNE - EX012219			
Bénéficiaire	R19513 - UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE			
Localisation	EVRY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 900,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 900,00 €	TTC	100 %	99 900,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012275 - AMIE 2016-2017 ENSEA - EX012275				
Bénéficiaire	R1492 - ENSEA ECOLE NAT SUP ELECTRONIQUE APPLICATION				
Localisation	CERGY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 750,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 750,00 €	TTC		100 %	15 750,00 €	

Dossier	EX012302 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS XIII NORD - EX012302				
Bénéficiaire	R1468 - UNIVERSITE PARIS XIII -NORD				
Localisation	VILLETANEUSE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	207 000,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
207 000,00 €	TTC		100 %	207 000,00 €	

Dossier	EX012312 - AMIE 2016-2017 ENSAMLV - ECOLE NAT ARCHI MARNE LA VALLE - EX012312				
Bénéficiaire	R39471 - ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE				
Localisation	SEINE ET MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	9 450,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
9 450,00 €	TTC		100 %	9 450,00 €	

Dossier	EX012327 - AMIE 2016-2017 IPSA - EX012337				
Bénéficiaire	P0020789 - IPSA INSTITUT POLYTECHNIQUE DES SCIENCES AVANCEES				
Localisation	IVRY-SUR-SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 700,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC		100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012335 - AMIE 2016-2017 ENSCI - EX012335				
Bénéficiaire	R5542 - ENSCI ECOLE NAT SUPER CREATION INDUSTRIELLE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 550,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC		100 %	8 550,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012339 - AMIE 2016-2017 ESAA DUPERRE - EX012339			
Bénéficiaire	P0007630 - LYCEE TECHNOLOGIQUE MUN DUPERRE ESAA PARIS 3			
Localisation	LYT ECOLE NAT.SUP. ARTS APPLIQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,00 €	TTC	100 %	2 250,00 €	

Dossier	EX012369 - AMIE 2016-2017 ISEP - EX012369			
Bénéficiaire	R7289 - ISEP ASSOCIATION ISEP EDOUARD BRANLY			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012425 - AMIE 2016-2017 ENSAPLV - EX012425			
Bénéficiaire	R12614 - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS LA VILLETTE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	15 750,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 750,00 €	TTC	100 %	15 750,00 €	

Dossier	EX012427 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS DAUPHINE - EX012427			
Bénéficiaire	R3822 - UNIVERSITE PARIS DAUPHINE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	63 450,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 450,00 €	TTC	100 %	63 450,00 €	

Dossier	EX012428 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE - EX012428			
Bénéficiaire	R21311 - UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE			
Localisation	CHAMPS-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	113 850,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 850,00 €	TTC	100 %	113 850,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012442 - AMIE 2016-2017 EISTI - EX012442			
Bénéficiaire	R18381 - EISTI ECOLE INT SCIENCE TRAITEMENT INFORMATION			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012445 - AMIE 2016-2017 MINES PARISTECH - EX012445			
Bénéficiaire	R10300 - MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 850,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 850,00 €	TTC	100 %	5 850,00 €	

Dossier	EX012453 - AMIE 2016-2017 ENSAPM - EX012453			
Bénéficiaire	P0015973 - ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE PARIS MALAQUAIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 750,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 750,00 €	TTC	100 %	6 750,00 €	

Dossier	EX012482 - AMIE 2016-2017 ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN - EX012482			
Bénéficiaire	R1464 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN			
Localisation	CACHAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	19 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
19 800,00 €	TTC	100 %	19 800,00 €	

Dossier	EX012483 - AMIE 2016-2017 ENSAV - ECOLE NATIONALE SUP ARCHI VERSAILLES - EX012483			
Bénéficiaire	R1379 - ECOLE ARCHITECTURE VER SAILLES			
Localisation	VERSAILLES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	13 950,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
13 950,00 €	TTC	100 %	13 950,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012493 - AMIE 2016-2017 INALCO - EX012493			
Bénéficiaire	R24765 - INALCO INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATION ORIENTALES			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 050,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
40 050,00 €	TTC	100 %	40 050,00 €	

Dossier	EX012497 - AMIE 2016-2017 OBSERVATOIRE DE PARIS - EX012497			
Bénéficiaire	R20240 - OBSERVATOIRE DE PARIS			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800,00 €	TTC	100 %	1 800,00 €	

Dossier	EX012520 - AMIE 2016-2017 ESIEE - (CCIR) - EX012520			
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG			
Localisation	NOISY-LE-GRAND			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 550,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC	100 %	8 550,00 €	

Dossier	EX012525 - AMIE 2016-2017 ENSAAMA - ECOLE NATIONALE SUP ARTS APPLIQUES METIERS D'ARTS - EX012525			
Bénéficiaire	R3367 - LT ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS APPLIQUES ET DES METIERS D'ARTS			
Localisation	LYT ECOLE NAT.SUP. ARTS APPLIQ			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 750,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 750,00 €	TTC	100 %	6 750,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012591 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE - EX012591				
Bénéficiaire	R1482 - UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	202 500,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
202 500,00 €	TTC		100 %	202 500,00 €	

Dossier	EX012592 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE - EX012592				
Bénéficiaire	R1487 - UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	134 100,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
134 100,00 €	TTC		100 %	134 100,00 €	

Dossier	EX012594 - AMIE 2016-2017 ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS (ENSAM) - EX012594				
Bénéficiaire	R18950 - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	12 600,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 600,00 €	TTC		100 %	12 600,00 €	

Dossier	EX012602 - AMIE 2016-2017 ESTACA - EX012602				
Bénéficiaire	EX004953 - ESTACA				
Localisation	MONTIGNY-LE-BRETONNEUX				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	6 300,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 300,00 €	TTC		100 %	6 300,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012634 - AMIE 2016-2017 ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS) - EX012634			
Bénéficiaire	R4438 - EHESS ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 850,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 850,00 €	TTC	100 %	5 850,00 €	

Dossier	EX012636 - AMIE 2016-2017 LYCEE DES METIERS BOULLE - ESAA - EX012636			
Bénéficiaire	P0018065 - LYCEE DES METIERS BOULLE ESAA			
Localisation	LYCEE DES METIERS BOULLE ESAA			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 250,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 250,00 €	TTC	100 %	11 250,00 €	

Dossier	EX012641 - AMIE 2016-2017 EFREI - EX012641			
Bénéficiaire	P0007420 - GROUPE EFREI PARIS-SUD			
Localisation	VILLEJUIF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC	100 %	3 600,00 €	

Dossier	EX012649 - AMIE 2016-2017 ESIGETEL - EX012649			
Bénéficiaire	P0007420 - GROUPE EFREI PARIS-SUD			
Localisation	VILLEJUIF			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012663 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE DE PARIS SUD - EX012663			
Bénéficiaire	R1499 - UNIVERSITE DE PARIS-SUD			
Localisation	ORSAY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	164 700,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
164 700,00 €	TTC	100 %	164 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012666 - AMIE 2016-2017 MNHN MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE - EX012666			
Bénéficiaire	R13191 - MNHN MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 550,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC	100 %	8 550,00 €	

Dossier	EX012670 - AMIE 2016-2017 ISIT - EX012670			
Bénéficiaire	EXM00570 - ISIT INSTITUT DE MANAGEMENT ET DE COMMUNICATION INTERCULTURELS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012673 - AMIE 2016-2017 ENSAPB - ECOLE NATIONALE SUP D'ARCHI DE PARIS BELLEVILLE - EX012673			
Bénéficiaire	R36010 - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS BELLEVILLE			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 250,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 250,00 €	TTC	100 %	11 250,00 €	

Dossier	EX012677 - AMIE 2016-2017 ENSAC - ECOLE NATIONALE SUP D'ART CERGY - EX012677			
Bénéficiaire	P0020741 - ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART CERGY			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC	100 %	3 600,00 €	

Dossier	EX012678 - AMIE 2016-2017 ASSOCIATION LEONARD DE VINCI - EX012678			
Bénéficiaire	P0008116 - ASSOCIATION LEONARD DE VINCI			
Localisation	COURBEVOIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012687 - AMIE 2016-2017 ENSBA - ECOLE NATIONALE SUP BEAUX ARTS - EX012687				
Bénéficiaire	P0015816 - ENSBA ECOLE NATIONALE SUPERIEURE BEAUX ARTS				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 550,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC		100 %	8 550,00 €	

Dossier	EX012703 - AMIE 2016-2017 ICD - EX012703				
Bénéficiaire	P0015863 - ICD INSTITUT INTERNAT COMMERCE ET DISTRIBUTION				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 700,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC		100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012711 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE - EX012711				
Bénéficiaire	R1467 - UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE				
Localisation	CRETEIL				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	216 450,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
216 450,00 €	TTC		100 %	216 450,00 €	

Dossier	EX012712 - AMIE 2016-2017 ESITC - EX012712				
Bénéficiaire	P0015975 - ESITC ECOLE SUPERIEURE INGENIEURS TRAV CONSTRU				
Localisation	CACHAN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 700,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC		100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012715 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE - EX012715				
Bénéficiaire	R1495 - UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE				
Localisation	NANTERRE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	208 800,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
208 800,00 €	TTC		100 %	208 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012718 - AMIE 2016-2017 ECOLE DU LOUVRE - EX012718				
Bénéficiaire	R3862 - ECOLE DU LOUVRE				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 550,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC	100 %		8 550,00 €	

Dossier	EX012726 - AMIE 2016-2017 INP - INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE - EX012726				
Bénéficiaire	R39604 - INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE				
Localisation	AUBERVILLIERS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	7 650,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 650,00 €	TTC	100 %		7 650,00 €	

Dossier	EX012732 - AMIE 2016-2017 EPHE - EX012732				
Bénéficiaire	R32220 - EPHE ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 600,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC	100 %		3 600,00 €	

Dossier	EX012738 - AMIE 2016-2017 FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES (IEP) - EX012738				
Bénéficiaire	R5587 - FONDATION NATIONALE SCIENCES POLITIQUES				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	75 150,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
75 150,00 €	TTC	100 %		75 150,00 €	

Dossier	EX012745 - AMIE 2016-2017 ESTP - EX012745				
Bénéficiaire	P0015701 - ESTP ASS ECOLE SPECIA TRAVA PUBLI BATIM INDUS				
Localisation	CACHAN				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	10 800,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
10 800,00 €	TTC	100 %		10 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012746 - AMIE 2016-2017 ENSIIE - ECOLE NATIONALE SUP D'INFORMATIQUE POUR L'INDUSTRIE ET L'ENTREPRISE - EX012746				
Bénéficiaire	P0015822 - ENSIIE ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE POUR L'INDUSTRIE ET L'ENTREPRISE				
Localisation	EVRY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 550,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC		100 %	8 550,00 €	

Dossier	EX012751 - AMIE 2016-2017 ECOLE POLYTECHNIQUE - EX012751				
Bénéficiaire	R1763 - ECOLE POLYTECHNIQUE				
Localisation	PALAISEAU				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	11 250,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 250,00 €	TTC		100 %	11 250,00 €	

Dossier	EX012754 - AMIE 2016-2017 IGN - INSTITUT NATIONAL INFO GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE - EX012754				
Bénéficiaire	R16932 - IGN INSTITUT NATIONAL DE L INFORMATION GEOGRAPHIQUE ET FORESTIERE				
Localisation	CA PARIS VALLEE DE LA MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 600,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC		100 %	3 600,00 €	

Dossier	EX012755 - AMIE 2016-2017 ENSAPVS - ECOLE NAT SUP ARCHI PARIS VAL SEINE - EX012755				
Bénéficiaire	R36289 - ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE VAL SEINE				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	15 750,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 750,00 €	TTC		100 %	15 750,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012757 - AMIE 2016-2017 EBI - EX012757				
Bénéficiaire	P0015960 - EBI ASS DE L ECOLE DE BIOLOGIE INDUSTRIELLE				
Localisation	CERGY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 850,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 850,00 €	TTC		100 %	5 850,00 €	

Dossier	EX012761 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS DESCARTES PARIS 5 - EX012761				
Bénéficiaire	R6379 - UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	105 750,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
105 750,00 €	TTC		100 %	105 750,00 €	

Dossier	EX012763 - AMIE 2016-2017 ENS - EX012763				
Bénéficiaire	R20238 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	18 450,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 450,00 €	TTC		100 %	18 450,00 €	

Dossier	EX012769 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE CERGY PONTOISE - EX012769				
Bénéficiaire	R3218 - UNIVERSITE CERGY PONTOISE				
Localisation	CA CERGY-PONTOISE (95-VAL D'OISE)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	134 100,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
134 100,00 €	TTC		100 %	134 100,00 €	

Dossier	EX012782 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS 4 PARIS SORBONNE - EX012782				
Bénéficiaire	R6664 - UNIVERSITE DE PARIS IV PARIS SORBONNE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	172 350,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
172 350,00 €	TTC		100 %	172 350,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012784 - AMIE 2016-2017 ENSLL - ECOLE NATIONALE SUP LOUIS-LUMIERE - EX012784			
Bénéficiaire	R3202 - ENS LOUIS LUMIERE ECOLE NALE SUPERIEURE			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 250,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 250,00 €	TTC	100 %	2 250,00 €	

Dossier	EX012793 - AMIE 2016-2017 EPITA - EX012793			
Bénéficiaire	R37188 - ASSO EPITA			
Localisation	LE KREMLIN-BICETRE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012804 - AMIE 2016-2017 CENTRALESUPELEC - EX012804			
Bénéficiaire	EXM00089 - CENTRALESUPELEC			
Localisation	GIF-SUR-YVETTE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 550,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC	100 %	8 550,00 €	

Dossier	EX012805 - AMIE 2016-2017 AGRO PARIS TECH - EX012805			
Bénéficiaire	R35535 - AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	17 100,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
17 100,00 €	TTC	100 %	17 100,00 €	

Dossier	EX012806 - AMIE 2016-2017 INA - INST NATIONAL AUDIOVISUEL IMAGINA INAMEDIA - EX012806			
Bénéficiaire	R1567 - INA INST NAL AUDIOVISUEL IMAGINA INAMEDIA			
Localisation	BRY-SUR-MARNE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 800,00 €	TTC	100 %	1 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012814 - AMIE 2016-2017 ISTOM - EX012814				
Bénéficiaire	P0015962 - ASS ISTOM ECOLE SUP AGRO DEVEL INTERNAT ISTOM IPSL				
Localisation	CERGY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 600,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC		100 %	3 600,00 €	

Dossier	EX012816 - AMIE 2016-2017 ENVA - ECOLE NATIONALE VETERINAIRE ALFORT - EX012816				
Bénéficiaire	R21966 - ENVA ECOLE NATIONALE VETERINAIRE D'ALFORT				
Localisation	VAL DE MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	8 550,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC		100 %	8 550,00 €	

Dossier	EX012819 - AMIE 2016-2017 SKEMA BUSINESS SCHOOL PARIS - EX012819				
Bénéficiaire	EXM00575 - SKEMA BUSINESS SCHOOL POLE UNIVERSITAIRE				
Localisation	COURBEVOIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 700,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC		100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012820 - AMIE 2016-2017 EDC - EX012820				
Bénéficiaire	P0015972 - ASSOC NOUVELLE EDC				
Localisation	HAUTS DE SEINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 700,00 €			Code nature	6574
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC		100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012825 - AMIE 2016-2017 TELECOM PARISTECH - INSTITUT MINES TELECOM - EX012825				
Bénéficiaire	R20814 - INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE				
Localisation	EVRY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	5 850,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 850,00 €	TTC		100 %	5 850,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012831 - AMIE 2016-2017 EPMI - EX012831			
Bénéficiaire	P0015892 - EPMI ECOLE ELEC PROD METHODES INDUSTRIELLES			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012832 - AMIE 2016-2017 ISMP INST SUP MECA PARIS - EX012832			
Bénéficiaire	R7226 - ISMP INST SUP MECA PARIS			
Localisation	SAINT-OUEN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 600,00 €	TTC	100 %	12 600,00 €	

Dossier	EX012836 - AMIE 2016-2017 TELECOM ECOLE DE MANAGEMENT - INSTITUT MINES TELECOM - EX012836			
Bénéficiaire	R20814 - INSTITUT MINES TELECOM DIRECTION GENERALE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	6 750,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
6 750,00 €	TTC	100 %	6 750,00 €	

Dossier	EX012843 - AMIE 2016-2017 ECE - EX012843			
Bénéficiaire	P0015971 - ASS GESTION ECOLE CENTR ELECTRONIQ			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 850,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
5 850,00 €	TTC	100 %	5 850,00 €	

Dossier	EX012845 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE DE PARIS 8 PARIS VINCENNES - EX012845			
Bénéficiaire	R1867 - UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	126 450,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
126 450,00 €	TTC	100 %	126 450,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012846 - AMIE 2016-2017 ESCP EUROPE (CCIR) - EX012846			
Bénéficiaire	P0032660 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF ESCP EUROPE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC	100 %	3 600,00 €	

Dossier	EX012869 - AMIE 2016-2017 ENSPV - ECOLE NATIONALE SUP PAYSAGE VERSAILLES - LE POTAGER DU ROI - EX012869			
Bénéficiaire	R1459 - ENSP ECOLE NALE SUP PAY LE POTAGER DU ROI			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	11 250,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
11 250,00 €	TTC	100 %	11 250,00 €	

Dossier	EX012870 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT QUENTIN EN YVELINES - EX012870			
Bénéficiaire	R10268 - UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES			
Localisation	YVELINES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	96 300,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
96 300,00 €	TTC	100 %	96 300,00 €	

Dossier	EX012872 - AMIE 2016-2017 ESSEC - EX012872			
Bénéficiaire	R20437 - ASSOCIATION GROUPE ESSEC			
Localisation	CERGY			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012877 - AMIE 2016-2017 EBS - EX012877			
Bénéficiaire	P0015984 - EBS ASS EUROPEAN BUSINESS SCHOOL			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012890 - AMIE 2016-2017 ICP - INSTITUT CATHOLIQUE PARIS - EX012890			
Bénéficiaire	R11471 - INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 700,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 700,00 €	TTC	100 %	2 700,00 €	

Dossier	EX012897 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE - EX012897			
Bénéficiaire	R1484 - UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE			
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	99 900,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
99 900,00 €	TTC	100 %	99 900,00 €	

Dossier	EX012903 - AMIE 2016-2017 ENSTA - ECOLE NATIONALE SUP DES TECHNIQUES AVANCEES - EX012903			
Bénéficiaire	R21018 - ENSTA ECOLE NATIONALE SUPERIEUR DES TECHNIQUES AVANCEES			
Localisation	PALAISEAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	8 550,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
8 550,00 €	TTC	100 %	8 550,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	16011806 - AMIE 2014-2015 - TECOMAH -ECOLE DE L'ENVIRONEMENT ET DU CADRE DE VIE				
Bénéficiaire	P0023520 - CCIR CHAMBRE COMMERCE INDUSTRIE REGION PARIS IDF SERVICE CENTRAUX DG				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 500,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 500,00 €	TTC		100 %	4 500,00 €	

Dossier	16011809 - AMIE 2013-2014 ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN – ENS CACHAN				
Bénéficiaire	R1464 - ENS ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	18 450,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
18 450,00 €	TTC		100 %	18 450,00 €	

Dossier	16011813 - AMIE 2013-2014 - ENSEA ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ELECTRONIQUE ET DE SES APPLICATIONS				
Bénéficiaire	R1492 - ENSEA ECOLE NAT SUP ELECTRONIQUE APPLICATION				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	7 950,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
7 950,00 €	TTC		100 %	7 950,00 €	

Dossier	16012931 - AMIE 2016-2017 UNIVERSITE PARIS PANTHEON ASSAS - PARIS 2				
Bénéficiaire	R1483 - UNIVERSITE PARIS PANTHEON ASSAS - PARIS 2				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	113 850,00 €			Code nature	65738
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
113 850,00 €	TTC		100 %	113 850,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	16012970 - AMIE 2016-2017 EPF - EX16012970			
Bénéficiaire	P0015956 - FONDATION EPF			
Localisation	HAUTS DE SEINE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC	100 %	3 600,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000642 - Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	3 025 200,00 €

Dispositif : N° 00000693 - Aide à la mobilité internationale des doctorants

Dossier	EX012233 - AMI DOC 2016 - LAVIE FRANCOIS			
Bénéficiaire	EXP01305 - LAVIE FRANCOIS			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600,00 €	TTC	100 %	1 600,00 €	

Dossier	EX012241 - AMI DOC 2016 - DANDOY AURORE			
Bénéficiaire	EXP01313 - DANDOY AURORE			
Localisation	MONTREAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012249 - AMI DOC 2016 - OKAIGNE HENRI			
Bénéficiaire	EXP01321 - OKAIGNE HENRI			
Localisation	SAINT-DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012276 - AMI DOC 2016 - KANDJOURA BISSIRIOU				
Bénéficiaire	EXP01339 - KANDJOURA BISSIRIOU				
Localisation	DAKAR				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 600,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600,00 €	TTC		100 %	1 600,00 €	

Dossier	EX012301 - AMI DOC 2016 - L'HERISSON EDOUARD				
Bénéficiaire	EXP01350 - L'HERISSON EDOUARD				
Localisation	JAPON				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012315 - AMI DOC 2016 - RUEFF BASTIEN				
Bénéficiaire	EXP01361 - RUEFF BASTIEN				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 000,00 €	TTC		100 %	3 000,00 €	

Dossier	EX012321 - AMI DOC 2016 - BOURMAUD FRANCOIS				
Bénéficiaire	EXP01365 - BOURMAUD FRANCOIS				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012364 - AMI DOC 2016 - CHAPAUX PASCALE				
Bénéficiaire	EXP01395 - CHAPAUX PASCALE				
Localisation	SAINT-DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 500,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500,00 €	TTC		100 %	1 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012367 - AMI DOC 2016 - CESSOU-BUTEL ARTHUR				
Bénéficiaire	EXP01398 - CESSOU-BUTEL ARTHUR				
Localisation	INDE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 250,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 250,00 €	TTC		100 %	3 250,00 €	

Dossier	EX012391 - AMI DOC 2016 - ACOSTA SABRINE				
Bénéficiaire	EXP01420 - ACOSTA SABRINE				
Localisation	COSTA RICA				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012406 - AMI DOC 2016 - MAILLARD JULIA				
Bénéficiaire	EXP01434 - MAILLARD JULIA				
Localisation	CHELLES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC		100 %	2 000,00 €	

Dossier	EX012422 - AMI DOC 2016 - WELER AGOSTINA				
Bénéficiaire	EXP01450 - WELER AGOSTINA				
Localisation	ARGENTINE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC		100 %	2 000,00 €	

Dossier	EX012455 - AMI DOC 2016 - BEKKOUCHE YASMINE				
Bénéficiaire	EXP01464 - BEKKOUCHE YASMINE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 800,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 800,00 €	TTC		100 %	3 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012474 - AMI DOC 2016 - SHAMES MAYA				
Bénéficiaire	EXP01482 - SHAMES MAYA				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012476 - AMI DOC 2016 - MOREIRA CESAR CAMILA				
Bénéficiaire	EXP01484 - MOREIRA CESAR CAMILA				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012508 - AMI DOC 2016 - BELFORT PALMEIRA NATASHA				
Bénéficiaire	EXP01505 - BELFORT PALMEIRA NATASHA				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 600,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC		100 %	3 600,00 €	

Dossier	EX012534 - AMI DOC 2016 - COUTARD HELENE				
Bénéficiaire	EXP01531 - COUTARD HELENE				
Localisation	ETATS-UNIS D'AMERIQUE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012557 - AMI DOC 2016 - LOPEZ TORO VIVIANA JULIETH				
Bénéficiaire	EXP01549 - LOPEZ TORO VIVIANA JULIETH				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012630 - AMI DOC 2016 - GIROUD QUENTIN				
Bénéficiaire	EXP01587 - GIROUD QUENTIN				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC		100 %	2 000,00 €	

Dossier	EX012665 - AMI DOC 2016 - RAIMONDO RICCARDO				
Bénéficiaire	EXP01590 - RAIMONDO RICCARDO				
Localisation	Berkshire,Buckingham & Oxford				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012690 - AMI DOC 2016 - MMADI SAID				
Bénéficiaire	EXP01591 - MMADI SAID				
Localisation	REGION ILE DE FRANCE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 700,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 700,00 €	TTC		100 %	1 700,00 €	

Dossier	EX012698 - AMI DOC 2016 - BAATOUCHE-BOURASS NADIA				
Bénéficiaire	EXP01593 - BAATOUCHE-BOURASS NADIA				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012733 - AMI DOC 2016 - SANTANA DE ANDRADE GLENDA				
Bénéficiaire	EXP01601 - SANTANA DE ANDRADE GLENDA				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012737 - AMI DOC 2016 - LOENG RATHA				
Bénéficiaire	EXP01603 - LOENG RATHA				
Localisation	CAMBODGE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 200,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 200,00 €	TTC	100 %		2 200,00 €	

Dossier	EX012758 - AMI DOC 2016 - DOSIMONT EMILIE				
Bénéficiaire	EXP01609 - DOSIMONT EMILIE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %		4 000,00 €	

Dossier	EX012776 - AMI DOC 2016 - NDAO AMADOU				
Bénéficiaire	EXP01614 - NDAO AMADOU				
Localisation	DAKAR				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %		4 000,00 €	

Dossier	EX012810 - AMI DOC 2016 - ZHOU XIYIN				
Bénéficiaire	EXP01622 - ZHOU XIYIN				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %		4 000,00 €	

Dossier	EX012813 - AMI DOC 2016 - PRADA ALICE				
Bénéficiaire	EXP01625 - PRADA ALICE				
Localisation	COLOMBIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 700,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation		Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 700,00 €	TTC	100 %		3 700,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012815 - AMI DOC 2016 - D'AGOSTINO PIETRO				
Bénéficiaire	EXP01626 - D'AGOSTINO PIETRO				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 500,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 500,00 €	TTC		100 %	2 500,00 €	

Dossier	EX012823 - AMI DOC 2016 - FRANCOIS AGATHE				
Bénéficiaire	EXP01628 - FRANCOIS AGATHE				
Localisation	MONTREAL				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 700,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 700,00 €	TTC		100 %	3 700,00 €	

Dossier	EX012852 - AMI DOC 2016 - REMANDA LOUIS-CALEB				
Bénéficiaire	EXP01635 - REMANDA LOUIS				
Localisation	JAPON				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC		100 %	2 000,00 €	

Dossier	EX012857 - AMI DOC 2016 - PLAS HUGO				
Bénéficiaire	EXP01639 - PLAS HUGO				
Localisation	VILLE DE PARIS (EPT1)				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012859 - AMI DOC 2016 - CARU MAXIME				
Bénéficiaire	EXP01641 - CARU MAXIME				
Localisation	MONTREAL				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012862 - AMI DOC 2016 - AKIMOTO SHINGO				
Bénéficiaire	EXP01644 - AKIMOTO SHINGO				
Localisation	Trentin - Haut-Adige				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 460,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 460,00 €	TTC		100 %	3 460,00 €	

Dossier	EX012865 - AMI DOC 2016 - BENOIT MARINE				
Bénéficiaire	EXP01647 - BENOIT MARINE				
Localisation	AUSTRALIE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 800,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012879 - AMI DOC 2016 - GVELESIANI ANNA				
Bénéficiaire	EXP01652 - GVELESIANI ANNA				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 000,00 €	TTC		100 %	1 000,00 €	

Dossier	EX012889 - AMI DOC 2016 - MUSOLINO CHIARA				
Bénéficiaire	EXP01659 - MUSOLINO CHIARA				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012908 - AMI DOC 2016 - SMITH TAYLOR				
Bénéficiaire	EXP01663 - SMITH TAYLOR				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC		100 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012917 - AMI DOC 2016 - ZHANG XINYUAN				
Bénéficiaire	EXP01668 - ZHANG XINYUAN				
Localisation	REPUBLIQUE DE COREE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012921 - AMI DOC 2016 - DUCRET PAULINE				
Bénéficiaire	EXP01670 - DUCRET PAULINE				
Localisation	SEINE SAINT DENIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012923 - AMI DOC 2016 - PAULIZZI LAURA				
Bénéficiaire	EXP01672 - PAULIZZI LAURA				
Localisation	UNION EUROPEENNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 600,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600,00 €	TTC		100 %	1 600,00 €	

Dossier	EX012939 - AMI DOC 2016 - THOMAS HEBERT CHARLOTTE				
Bénéficiaire	EXP01676 - THOMAS HEBERT CHARLOTTE				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012959 - AMI DOC 2016 - ROBERT EMILIE				
Bénéficiaire	EXP01685 - ROBERT EMILIE				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC		100 %	2 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012960 - AMI DOC 2016 - MEDVEDEV ROMAN			
Bénéficiaire	EXP01686 - MEDVEDEV ROMAN			
Localisation	FEDERATION DE RUSSIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 700,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 700,00 €	TTC	100 %	1 700,00 €	

Dossier	EX012963 - AMI DOC 2016 - MARIANI DANIELA			
Bénéficiaire	EXP01689 - MARIANI DANIELA			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012965 - AMI DOC 2016 - PRIKHODKO NATALIA			
Bénéficiaire	EXP01691 - PRIKHODKO NATALIA			
Localisation	FEDERATION DE RUSSIE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 300,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 300,00 €	TTC	100 %	3 300,00 €	

Dossier	EX012966 - AMI DOC 2016 - ATTIVON AYOVI CHRISTA			
Bénéficiaire	EXP01692 - ATTIVON AYOVI CHRISTA			
Localisation	PLAINE COMMUNE (EPT6)			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012970 - AMI DOC 2016 - AGNES SAUVANE			
Bénéficiaire	EXP01696 - AGNES SAUVANE			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012982 - AMI DOC 2016 - BARREIRO-LAREDO MIGUEL ALEXANDRE				
Bénéficiaire	EXP01704 - BARREIRO-LAREDO MIGUEL ALEXANDRE				
Localisation	MALDIVES				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC		100 %	2 000,00 €	

Dossier	EX012983 - AMI DOC 2016 - SACKO IBRAHIMA				
Bénéficiaire	EXP01705 - SACKO IBRAHIMA				
Localisation	GRIGNY				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 400,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 400,00 €	TTC		100 %	3 400,00 €	

Dossier	EX012985 - AMI DOC 2016 - RICHTER FRIEDERIKE				
Bénéficiaire	EXP01706 - RICHTER FRIEDERIKE				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012988 - AMI DOC 2016 - DOS SANTOS MINA				
Bénéficiaire	EXP01709 - DOS SANTOS MINA				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012989 - AMI DOC 2016 - HERVET FILIZ				
Bénéficiaire	EXP00708 - HERVET FILIZ				
Localisation	CHAMPS-SUR-MARNE				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX012994 - AMI DOC 2016 - COHEN ZINA				
Bénéficiaire	EXP01713 - COHEN ZINA				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	3 600,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 600,00 €	TTC		100 %	3 600,00 €	

Dossier	EX012995 - AMI DOC 2016 - CHICA-LEFORT TIPHANIE				
Bénéficiaire	EXP01714 - CHICA TIPHANIE				
Localisation	ISRAËL				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 800,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX012997 - AMI DOC 2016 - DE MEYER ISABELLE				
Bénéficiaire	EXP01716 - DE MEYER ISABELLE				
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	1 090,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 090,00 €	TTC		100 %	1 090,00 €	

Dossier	EX013001 - AMI DOC 2016 - BIANCARELLI LORENZA				
Bénéficiaire	EXP01718 - BIANCARELLI LORENZA				
Localisation	Région de Sao Paulo				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	4 000,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC		100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX013003 - AMI DOC 2016 - BARNIER SARAH				
Bénéficiaire	EXP01720 - BARNIER SARAH				
Localisation	PARIS				
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD				
Montant total	2 200,00 €			Code nature	6513
Base subventionnable			Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 200,00 €	TTC		100 %	2 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Dossier	EX013013 - AMI DOC 2016 - TYL MARIA			
Bénéficiaire	EXP01727 - TYL MARIA			
Localisation	PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	3 500,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
3 500,00 €	TTC	100 %	3 500,00 €	

Dossier	EX013018 - AMI DOC 2016 - OSSABA JUPITER			
Bénéficiaire	EXP01732 - OSSABA JUPITER			
Localisation	SEINE SAINT DENIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 500,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 500,00 €	TTC	100 %	1 500,00 €	

Dossier	EX013029 - AMI DOC 2016 - LE MEUR OONA			
Bénéficiaire	EXP01743 - LE MEUR OONA			
Localisation	MONTREAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	4 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
4 000,00 €	TTC	100 %	4 000,00 €	

Dossier	EX013037 - AMI DOC 2016 - XU LEI			
Bénéficiaire	EXP01749 - XU LEI			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	2 000,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
2 000,00 €	TTC	100 %	2 000,00 €	

Dossier	EX013041 - AMI DOC 2016 - DIOP BILAL			
Bénéficiaire	EXP01752 - DIOP BILAL			
Localisation	Nouakchott			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	1 600,00 €		Code nature	6513
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 600,00 €	TTC	100 %	1 600,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	R0008723	Budget	2016

Total sur le dispositif N° 00000693 - Aide à la mobilité internationale des doctorants	200 100,00 €

Total sur l'imputation 932 - 23 - 123004 - 12300401	3 229 800,00 €

ANNEXE N°2 A LA DELIBERATION : TABLEAU DE SYNTHESE DES SUBVENTIONS ACCORDEES AU TITRE DE LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS ANNEE UNIVERSITAIRE 2016-2017

Universités			
N°IRIS	**Etablissement**	**Subvention régionale**	**Nombre prévisionnel de mois de mobilité**
EX012769	UNIVERSITE CERGY PONTOISE	134 100 €	298
EX012428	UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE	113 850 €	253
EX012782	UNIVERSITE DE PARIS IV PARIS SORBONNE	172 350 €	383
EX012845	UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES	126 450 €	281
EX012663	UNIVERSITE DE PARIS-SUD	164 700 €	366
EX012870	UNIVERSITE DE VERSAILLES SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES	96 300 €	214
EX012219	UNIVERSITE D'EVRY VAL-D'ESSONNE	99 900 €	222
EX012761	UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5	105 750 €	235
EX012184	UNIVERSITE PARIS DIDEROT PARIS 7	155 250 €	345
EX012897	UNIVERSITE PARIS III SORBONNE NOUVELLE	99 900 €	222
EX012715	UNIVERSITE PARIS OUEST NANTERRE LA DEFENSE	208 800 €	464
EX012302	UNIVERSITE PARIS XIII -NORD	207 000 €	460
EX012591	UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE	202 500 €	450
EX012711	UPEC UNIVERSITE PARIS EST CRETEIL VAL DE MARNE	216 450 €	481
EX012592	UPMC UNIVERSITE PARIS 6 PIERRE ET MARIE CURIE	134 100 €	298
16012931	UNIVERSITE PARIS PANTHEON ASSAS - PARIS II	113 850 €	253
EX012427	PARIS DAUPHINE	63 450 €	141
	TOTAL n°1	**2 414 700 €**	**5 366**

Ecoles privées			
N°IRIS	**Etablissement**	**Subvention régionale**	**Nombre prévisionnel de mois de mobilité**
EX012757	ECOLE DE BIOLOGIE INDUSTRIELLE (EBI)	5 850 €	13
EX012877	EUROPEEN BUSINESS SCHOOL (EBS)	2 700 €	6
EX012843	ECOLE CENTRALE D'ELECTRONIQUE (ECE)	5 850 €	13
EX012820	ECOLE DES DIRIGEANTS ET CREATEURS D'ENTREPRISE (EDC)	2 700 €	6
EX012641	ECOLE D'INGENIEURS EN INFORMATIQUE ET TECHNOLOGIE DU NUMERIQUE (EFREI)	3 600 €	8
EX012442	ECOLE INTERNATIONALE DES SCIENCES DU TRAITEMENT DE L'INFORMATION (EISTI)	2 700 €	6
EX012793	ECOLE POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNIQUES AVANCEES (EPITA)	2 700 €	6
EX012831	ECOLE SUPERIEURE D'INGENIEUR EN ELECTRICITE, PRODUCTION ET METHODES INDUSTRIELLES (EPMI)	2 700 €	6
EX012649	ASSOCIATION DE GESTION DE L ECOLE SUPERIEUR D INGENIEUR EN INFORMATIQUE ET GENIE DES TELECOMMUNICATIONS (ESIGETEL)	2 700 €	6
EX012712	ECOLE SUPÉRIEURE D'INGÉNIEURS DES TRAVAUX DE LA CONSTRUCTION DE CACHAN (ESITC)	2 700 €	6
EX012872	ECOLE SUPERIEURE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET COMMERCIALES (ESSEC)	2 700 €	6
EX012602	ECOLE SUPERIEURE DES TECHNIQUES AERONAUTIQUES ET CONSTRUCTION AUTOMOBILE (ESTACA)	6 300 €	14
EX012745	ECOLE SPECIALE DES TRAVAUX PUBLICS, DU BATIMENT ET DE L'INDUSTRIE (ESTP)	10 800 €	24
EX012703	INSTITUT INTERNATIONAL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT (ICD)	2 700 €	6
EX012119	(INSEEC)	2 700 €	6
EX012124	INSTITUT D'OPTIQUE GRADUATE SCHOOL (IOTA)	2 700 €	6
EX012158	(IPAG)	2 700 €	6
EX012327	INSTITUT POLYTECHNIQUE DES SCIENCES AVANCEES (IPSA)	2 700 €	6
EX012136	INSTITUT SUPERIEUR COMMERCE PARIS (ISC)	3 600 €	8
EX012369	INSTITUT SUPERIEUR D'ELECTRONIQUE DE PARIS (ISEP)	2 700 €	6
EX012814	ECOLE SUP AGRO- DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL (ISTOM)	3 600 €	8
EX012678	LEONARD DE VINCI	2 700 €	6
Ecoles privées - Nouveaux candidats			
EX012890	INSTITUT CATHOLIQUE DE PARIS (ICP)	2 700 €	6
EX012670	INTERCULTURAL SCHOOL (ISIT)	2 700 €	6
EX012819	BUSINESS SCHOOL (SKEMA)	2 700 €	6

TOTAL N°2	**88 200 €**	**196**

Grands Etablissements			
N° IRIS	**Etablissement**	**Subvention régionale**	**Nombre prévisionnel de mois de mobilité**
EX012805	AGROPARISTECH	17 100 €	38
EX012804	CENTRALESUPELEC	8 550 €	19
EX012634	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES (EHESS)	5 850 €	13
EX012763	ECOLE NORMALE SUPERIEURE (ENS)	18 450 €	41
EX012482	ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE CACHAN	19 800 €	44
EX012594	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS ET METIERS (ENSAM)	12 600 €	28
EX012732	ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES (EPHE)	3 600 €	8
EX012493	INSTITUT NATIONAL DES LANGUES ET CIVILISATION ORIENTALES (INALCO)	40 050 €	89
EX012666	MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE (MNHN)	8 550 €	19
EX012497	OBSERVATOIRE DE PARIS	1 800 €	4
EX012751	POLYTECHNIQUE	11 250 €	25
EX012738	SCIENCESPO	75 150 €	167
EX012445	MINE PARISTECH	5 850 €	13
Ecoles publiques rattachées au Grand Etablissement MINE PARISTECH			
EX012825	TELECOM PARISTECH	5 850 €	13
EX012836	TELECOM École de management (TEM)	6 750 €	15
EX012118	TELECOM SUD PARIS	7 650 €	17

TOTAL n°3	**248 850 €**	**553**

Ecoles publiques 43			
N°IRIS	**Etablissement**	**Subvention régionale**	**Nombre prévisionnel de mois de mobilité**
EX012636	ECOLE BOULLE	11 250 €	25
EX012718	ECOLE LOUVRE	8 550 €	19
EX012525	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS APPLIQUES ET DES METIERS D'ARTS (ENSAAMA)	6 750 €	15
EX012677	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DE PARIS CERGY (ENSAC)	3 600 €	8
EX012182	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES ARTS DECORATIFS (ENSAD)	7 650 €	17
EX012088	GENES (ex ENSAE)	3 600 €	8
EX012312	ECOLE NAT SUP D'ARCHITECTURE DE LA VILLE ET DES TERRITOIRES MARNE-LA-VALLEE (ENSAMLV)	9 450 €	21
EX012673	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS BELLEVILLE (ENSAPB)	11 250 €	25
EX012425	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE PARIS LA VILLETTE (ENSAPLV)	15 750 €	35
EX012453	ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE PARIS MALAQUAIS (ENSAPM)	6 750 €	15
EX012755	ECOLE NAT SUP ARCHITECTURE VAL SEINE (ENSAPVS)	15 750 €	35
EX012483	ECOLE ARCHITECTURE DE VERSAILLES (ENSAV)	13 950 €	31
EX012687	ECOLE NATIONALE SUP BEAUX ARTS (ENSBA)	8 550 €	19
EX012335	ECOLE NAT SUPER CREATION INDUSTRIELLE (ENSCI)	8 550 €	19
EX012121	ECOLE NALE SUP DE CHIMIE DE PARIS (ENSCP)	3 600 €	8
EX012275	ECOLE NAT SUP ELECTRONIQUE APPLICATION (ENSEA)	15 750 €	35
EX012746	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'INFORMATIQUE POUR L'INDUSTRIE ET L'ENTREPRISE (ENSIIE)	8 550 €	19
EX012784	ECOLE NATIONALE SUP LOUIS-LUMIERE (ENSLL)	2 250 €	5
EX012869	ECOLE NATIONALE SUP PAYSAGE VERSAILLES - LE POTAGER DU ROI (ENSP V)	11 250 €	25
EX012903	ECOLE NATIONALE SUPERIEUR DES TECHNIQUES AVANCEES (ENSTA)	8 550 €	19
EX012816	ECOLE NATIONALE VETERINAIRE ALFORT (ENVA)	8 550 €	19
EX012339	ESAA DUPERRE	2 250 €	5
EX012846	ESCP EUROPE	3 600 €	8
EX012520	ESIEE	8 550 €	19
EX011941	ECOLE SUPERIEURE DE PHYSIQUE ET DE CHIMIE INDUSTRIELLE DE LA VILLE DE PARIS (ESPCI)	6 750 €	15
EX012139	ESTIENNE ESAIG	2 250 €	5
EX012754	IGN (ex ENSG) ECOLE NATIONALE DES SCIENCES GEOGRAPHIQUE	3 600 €	8
EX012806	INASUP	1 800 €	4
EX012726	INSTITUT NATIONAL DU PATRIMOINE (INP)	7 650 €	17
EX012832	INSTITUT SUPERIEUR DE MECANIQUE DE PARIS (SUPMECA)	12 600 €	28
16012970	ECOLE D'INGENIEURS (EPF de sceaux)	3 600 €	8
	TOTAL N°4	**242 550 €**	**539**
	TOTAL GENERAL AMIE 2016-2017 (N°1+N°2+N°3+N°4)	**2 994 300 €**	**6 654**

Réaffectation			
N°IRIS	**Etablissement**	**Subvention régionale**	**Nombre prévisionnel de mois de mobilité**
16011809	ENS CACHAN	18 450 €	41
16011813	ENSEA	7 950 €	18
16011806	TECOMAH	4 500 €	10
	TOTAL REAFFECTATION	**30 900 €**	**69**
	TOTAL GENERAL	**3 025 200 €**	**6 723**

ANNEXE N°3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE RELATIVE AU DISPOSITIF D'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS UNIVERSITES, GRANDS ETABLISSEMENTS, ECOLES

CONVENTION ENTRE LA REGION ILE-DE-FRANCE ET « Nom de l'établissement »
RELATIVE A L'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES ETUDIANTS (AMIE)

CONVENTION N°
ANNEE UNIVERSITAIRE XX-XX

La Région Ile de France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valerie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° *[CPXX-XX du XX/XX/XXXX]*,
,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

L'organisme dénommé : *[XXX]*
dont le statut juridique est *[XXX]*
dont le n° SIRET et code APE sont : *[XXX]*
dont le siège social est situé au : *[XXX]*
ayant pour représentant *[XXX]*
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif Aide à la mobilité internationale des étudiants franciliens adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 72-10 du 18 novembre 2010 (référence dossier n° *[XXXX]*).

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier et prorogé par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions et modalités de gestion par l'établissement de la subvention accordée par délibération *[CPXX-XX du XX/XX/XXXX]* au bénéficiaire dans le cadre du dispositif d'aide à la mobilité internationale des étudiants (AMIE) pour l'année universitaire XX-XX.

Dans cet objectif, la Région accorde au bénéficiaire une subvention dont le montant prévisionnel maximum s'élève à *[XXXXXXXX]* € correspondant à 100% de la dépense subventionnable.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU DISPOSITIF REGIONAL

Art 2.1.1 : Obligations liées à l'information sur le dispositif

Le bénéficiaire doit respecter les conditions générales du dispositif précisées ci-après.

Le bénéficiaire doit assurer à tous ses étudiants une information complète et transparente sur la nature et les objectifs du programme AMIE mis en œuvre avec le financement de la Région. Il leur garantit un égal accès à l'aide en s'appuyant notamment sur les supports spécifiques d'information mis en place par la Région : site internet (www.iledefrance.fr), numéro azur gratuit (0810.18.18.18), affiches et flyers.

Le bénéficiaire précise que le dispositif régional constitue une aide et non un droit, ouvert à tout étudiant socialement éligible pour tout séjour de formation à l'étranger de nature, de durée ou de destination.

Le bénéficiaire s'engage à désigner une personne référente pour l'exécution de la présente convention, qui sera identifiée comme l'interlocutrice privilégiée des étudiants boursiers et des services de la Région. Si cette personne n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le bénéficiaire doit en aviser immédiatement son correspondant à la Région. Obligation lui est faite de désigner alors un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sans délai.

Art 2.1.2 : Conditions d'éligibilité des étudiants

Art 2.1.2.1 : Critère social applicable à la candidature

Le niveau de ressources de l'étudiant est évalué sur la base du dernier avis d'imposition sur le revenu, personnel ou de ses parents s'il leur demeure fiscalement rattaché.

En cas d'indépendance fiscale déclarée, sa réalité est appréciée sur production d'une quittance justifiant d'un domicile distinct du foyer familial et justification de ressources personnelles correspondant au minimum à 50% du SMIC brut annuel (hors pension alimentaire). Si ces deux conditions cumulatives ne sont pas réunies, seul l'avis d'imposition des parents sera pris en compte.

En cas d'événement exceptionnel survenu entre l'avis d'imposition attendu et la date de dépôt de la candidature, entraînant une diminution durable et notable de ses ressources, l'étudiant pourra demander sa prise en compte sous réserve de produire des éléments justifiant à la fois du changement et permettant un calcul de la perte de ressources correspondantes.

Sur la base de ces informations, sont déclarées éligibles les candidatures d'étudiant justifiant d'une non-imposition ou dont le quotient familial, résultant de la division du revenu brut global par le nombre de parts, est inférieur à 19.190 euros.

Art 2.1.2.2 : Niveau d'étude du candidat

Le candidat doit être inscrit dans une formation initiale, hors apprentissage et alternance :
- dès la première année de préparation au diplôme universitaire de technologie
- à partir du niveau Licence jusqu'à Master (y compris les seconds cycles d'études médicales) selon la terminologie du schéma européen des diplômes ;

Sont par ailleurs exclus les étudiants inscrits en doctorat et les étudiants inscrits en section de techniciens supérieurs (STS).

Art 2.1.2.3 : Séjours de mobilité concernés

La période de formation effective à l'étranger doit être égale ou supérieure à 1 mois consécutif. Il peut s'agir d'une poursuite d'études ou d'un stage

Elle doit être réalisée dans le cadre d'un accord inter-établissements (partenariat d'échange entre établissements d'enseignement, convention de stage avec un organisme public ou privé), quelle qu'en soit la destination à l'étranger à l'exception des collectivités locales d'outre-mer. En revanche, un étudiant ne pourra pas être accompagné s'il part en mobilité dans un lieu de formation rattaché à son établissement francilien (de campus à campus).

La durée du séjour est déterminée en fonction des dates effectives de début et de fin de formation, attestées dans l'accord de partenariat signé avec l'établissement d'accueil ou dans la convention de stage fournis par l'étudiant à l'appui de sa candidature.

Art 2.1.2.4 : Montant de l'aide à l'étudiant

L'étudiant éligible peut bénéficier d'un accompagnement compris entre 250 et 450 euros par mois de formation à l'étranger dans la limite de 10 mois sur une même année universitaire.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX DONNEES TRANSMISES A LA REGION ILE-DE-FRANCE

Art 3.1 : Obligations d'information sur les bénéficiaires étudiants

Afin d'assurer la communication, le suivi et l'évaluation du dispositif d'aide régionale, le bénéficiaire a obligation de transmettre à la Région les coordonnées et principales données relatives à chaque attributaire. En cas d'absence ou de transmission tardive ou incomplète, les dépenses engagées au titre de la mobilité du ou des étudiant(s) concerné(s) ne seront pas éligibles à la demande de versement de subvention.

Les éléments suivants doivent être communiqués à la Région, sous format électronique exploitable (tableau Excel) dans un délai raisonnable, et en tout état de cause avant le départ de l'étudiant à l'étranger :
- situation personnelle de l'étudiant :
    - nom, prénom ;
    - adresse postale et électronique ;
    - quotient familial ;
- formation en Île-de-France :
    - domaine ;
    - niveau d'études ;
- séjour de mobilité pour lequel il obtient une aide :
    - date de début de la formation à l'étranger ;
    - nature (stage ou études) ;
    - durée ;
    - pays de destination.

Article 3.2. La propriété des données :

Les supports informatiques et documents fournis par le bénéficiaire à la Région Ile-de-France restent la propriété du partenaire.

Article 3.3 Les engagements de la Région Ile-de-France :

1. Conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée, la Région Ile-de-France s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

2. La Région Ile-de-France s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :
• ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente prestation prévue à la convention ;
• ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées à la présente convention ;
• ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
• prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de la convention ;
• prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée de la présente convention;
• en fin de convention à procéder à la destruction ou à l'archivage de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.
• procéder à une déclaration de ces fichiers de traitement auprès de la CNIL par l'intermédiaire du CIL et des procédés préétablis.

Article 3.4. Les engagements du bénéficiaire

En contrepartie, le bénéficiaire reconnaît et s'engage pour sa part :
• à demeurer le titulaire unique de la propriété des données collectées par lui ;
• à transmettre des données à la Région par des procédés fiables garantissant la confidentialité et l'intégrité des données ;
• à prévenir les personnes dont les données sont collectées que ces données peuvent faire l'objet d'un traitement informatisé ;
• à conserver la responsabilité attachée à la récolte, à la conservation et au traitement des fichiers de données à caractère personnel ;
• à traiter personnellement toutes réclamations, concernant l'utilisation de ces données personnelles, qu'elles émanent de la personne concernées ou d'un tiers ;
• A dégager la Région Ile-de-France de toute responsabilité si celle-ci se conforme à ses obligations propres précitées.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :
- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 5 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Ile-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Ile-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 6.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai de 1 an mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 6.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes, sur demande du représentant habilité du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

Art 6.2.1 : Versement d'avances

[Si le montant maximum de la subvention régionale est inférieur ou égal à 23 000 €]

Le bénéficiaire peut demander le versement en une seule fois du montant maximum de la subvention sous forme d'avance s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Les bénéficiaires sont tenus de produire un compte rendu financier de l'action subventionnée dès son achèvement. Il est assorti d'un rapport d'activité retraçant l'ensemble de l'opération soutenue. Ce document signé du représentant légal de l'établissement précise notamment, une fois rappelé le projet et ses objectifs, les différentes actions réalisées, les moyens mis en œuvre, l'étendue et la qualité du public bénéficiaire. A défaut, le bénéficiaire doit reverser à la Région le montant de la subvention versée.

[Si le montant maximum de la subvention régionale est supérieur à 23.000 €]

Le bénéficiaire peut bénéficier d'avances à valoir sur les paiements prévus, en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie.

Toutefois les paiements prévus ne peuvent être pris en compte que dans la limite de 80% du montant de la subvention.

Art 6.2.2 : Versement d'acomptes

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention. Chaque versement de subvention est effectué sur demande de l'organisme. La demande précise notamment, pour chaque bénéficiaire, les références, dates et montants des actes payés au titre de l'opération.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Art 6.2.3 : Versement du solde

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par l'organisme de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Le versement du solde est subordonné à la production du compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, il est signé par le représentant du bénéficiaire et par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes (si l'organisme en est doté après vérification par le service instructeur).

Pour les personnes morales de droit public, il est signé par le représentant légal du bénéficiaire et par le comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

La demande de versement de solde est assortie d'un rapport d'activité retraçant l'ensemble de l'opération soutenue. Ce document signé du représentant légal de l'établissement, précise notamment les différentes actions réalisées, les moyens mis en œuvre, l'étendue et la qualité du public bénéficiaire.

Le comptable assignataire est le Receveur Général des Finances de Paris, Trésorier-Payeur-Général pour la Région Ile-de-France.

ARTICLE 6.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNÉ

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 6.4 : ÉLIGIBILITE DES SÉJOURS

Sont éligibles les séjours en mobilité internationale dont les départs sont compris entre le 1er juillet N et le 30 juin N+1, à compter de l'année universitaire soutenue.

ARTICLE 7 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de la date d'attribution de la subvention par la Commission permanente du Conseil régional. Elle prend fin lors du versement du solde ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 6.1 de la présente convention.

ARTICLE 8 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 9 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Pour le bénéficiaire,

Le «Date_de_délibération»

Pour la Région Ile-de-France,
La Présidente du Conseil Régional,

CADRE RESERVE A L'ADMINISTRATION

Notifié le :
Engagement N : «Dossier__Code»

ANNEXE N°4 A LA DELIBERATION : LISTE DES BENEFICIAIRES DE L'AIDE A LA MOBILITE INTERNATIONALE DES DOCTORANTS

Liste des 63 bénéficiaires de l'aide à la mobilité internationale des doctorants

N°ED	Ecole doctorale	Etablissement de rattachement	N° Instruction	N°IRIS	Civilité	NOM	PRENOM(S)	NATIONALITE	Montant proposé au vote des élus
19	LITTERATURES FRANCAISES ET COMPAREE	Université Paris 4 Paris Sorbonne	16 AMIDOC 006	EX013037	Monsieur	XU	Lei	chinoise	**2 000 €**
20	CIVILISATIONS, CULTURES, LITTERATURES ET SOCIETES	Université Paris 4 Paris Sorbonne	16 AMIDOC 007	EX012879	Madame	GVELESIANI	Anna	Allemande	**1 000 €**
22	MONDES ANTIQUES ET MEDIEVAUX	Université Paris 4 Paris Sorbonne	16 AMIDOC 008	EX012815	Monsieur	D'AGOSTINO	Pietro	ITALIENNE	**2 500 €**
31	PRATIQUES ET THEORIES DU SENS	Université Paris 8 Vincennes St-Denis	16 AMIDOC 009	EX013018	Monsieur	OSSABA	Jupiter	Française	**1 500 €**
31	PRATIQUES ET THEORIES DU SENS	Université Paris 8 Vincennes St-Denis	16 AMIDOC 010	EX012921	Madame	DUCRET	Pauline	Française	**4 000 €**
31	PRATIQUES ET THEORIES DU SENS	Université Paris 8 Vincennes St-Denis	16 AMIDOC 011	EX012422	Madame	WELER	Agostina	Italienne	**2 000 €**
112	ARCHEOLOGIE	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	16 AMIDOC 012	EX012315	Monsieur	RUEFF	Bastien	Française	**3 000 €**
112	ARCHEOLOGIE	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	16 AMIDOC 013	EX012995	Madame	CHICA-LEFORT	Tiphanie	Française	**4 000 €**
113	ECOLE DOCTORALE D'HISTOIRE DE L'UNIVERSITE PARIS 1	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	16 AMIDOC 014	EX012233	Monsieur	LAVIE	François	Française	**1 600 €**
119	SCIENCE POLITIQUE	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	16 AMIDOC 015	EX012939	Madame	THOMAS HEBERT	Charlotte Désirée Dominique	Française	**4 000 €**
120	LITTERATURE FRANCAISE ET COMPAREE	Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle	16 AMIDOC 017	EX012508	Madame	BELFORT PALMEIRA	Natasha	brésilienne	**3 600 €**
122	EUROPE LATINE - AMERIQUE LATINE	Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle	16 AMIDOC 018	EX012391	Madame	ACOSTA	Sabrine	Costarricienne	**4 000 €**
124	HISTOIRE DE L'ART ET ARCHEOLOGIE	Université Paris 4 Paris Sorbonne	16 AMIDOC 019	EX012758	Madame	DOSIMONT	Emilie Aurore Aline	Française	**4 000 €**
131	LANGUE, LITTERATURE, IMAGE, CIVILISATIONS ET SCIENCES	Université Paris Diderot	16 AMIDOC 020	EX012665	Monsieur	RAIMONDO	Riccardo	ITALIENNE	**4 000 €**
139	CONNAISSANCES, LANGAGES, MODELISATIONS	Université Paris Ouest Nanterre	16 AMIDOC 024	EX012859	Monsieur	CARU	Maxime	Française	**4 000 €**
180	SHS : CULTURES, INDIVIDUS, SOCIETES	Université Paris Descartes	16 AMIDOC 032	EX012813	Madame	PRADA	Alice	Française	**3 700 €**
188	HISTOIRE MODERNE ET CONTEMPORAINE	Université Paris 4 Paris Sorbonne	16 AMIDOC 033	EX012321	Monsieur	BOURMAUD	François	Française	**4 000 €**
224	COGNITION, LANGAGE, INTERACTION	Université Paris 8 Vincennes St-Denis	16 AMIDOC 034	EX012364	Madame	CHAPAUX	Pascale	Française	**1 500 €**
234	ECOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE	Institut d'Etudes Politiques de Paris	16 AMIDOC 036	EX012985	Madame	RICHTER	Friederike	Allemande	**4 000 €**
234	ECOLE DOCTORALE DE SCIENCE POLITIQUE	Institut d'Etudes Politiques de Paris	16 AMIDOC 037	EX013029	Madame	LE MEUR	Oona	Française	**4 000 €**
578	SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE	Université Paris-Sud 11	16 AMIDOC 041	EX012983	Monsieur	SACKO	Ibrahima	Malienne	**3 400 €**
578	SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE	Université Paris-Sud 12	16 AMIDOC 107	EX012276	Monsieur	KANDJOURA	Bissiriou	Guinée	**1 600 €**

578	SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE	Université Paris-Sud 13	16 AMIDOC 108	EX012852	Monsieur	REMANDA	Louis Caleb	GABONAISE	**2 000 €**
265	LANGUES, LITTERATURES ET SOCIETES DU MONDE	INALCO - Pôle Recherche	16 AMIDOC 042	EX012301	Monsieur	L'HERISSON	Edouard	Française	**4 000 €**
265	LANGUES, LITTERATURES ET SOCIETES DU MONDE	INALCO - Pôle Recherche	16 AMIDOC 043	EX012960	Monsieur	MEDVEDEV	Roman	Russe	**1 700 €**
267	ARTS ET MEDIAS	Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle	16 AMIDOC 044	EX012476	Madame	MOREIRA CESAR	Camila	Brésilienne	**4 000 €**
268	LANGAGE ET LANGUES : DESCRIPTION, THEORISATION, TRANSMISSION	Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle	16 AMIDOC 046	EX013041	Monsieur	DIOP	bilal	mauritanienne	**1 600 €**
268	LANGAGE ET LANGUES : DESCRIPTION, THEORISATION, TRANSMISSION	Université Paris 3 Sorbonne Nouvelle	16 AMIDOC 047	EX012917	Madame	ZHANG	Xinyuan	Chinoise	**4 000 €**
280	PHILOSOPHIE	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	16 AMIDOC 050	EX012889	Madame	MUSOLINO	Chiara	italienne	**4 000 €**
280	PHILOSOPHIE	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	16 AMIDOC 051	EX012862	Monsieur	AKIMOTO	Shingo	JAPONAISE	**3 460 €**
284	DROIT ET SCIENCES HUMAINES	Université de Cergy Pontoise	16 AMIDOC 056	EX012690	Monsieur	MMADI	Saïd	COMORIENNE	**1 700 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 059	EX012963	Madame	MARIANI	Daniela	ITALIENNE	**4 000 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 060	EX012823	Madame	FRANCOIS	Agathe	Française	**3 700 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 061	EX012965	Madame	PRIKHODKO	Natalia	russe	**3 300 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 062	EX013003	Madame	BARNIER	Sarah	Française	**2 200 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 063	EX012367	Monsieur	CESSOU-BUTEL	Arthur	Française	**3 250 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 064	EX013013	Madame	TYL	Maria Katarzyna	polonaise	**3 500 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 065	EX012776	Monsieur	NDAO	AMADOU	SENEGALAISE	**4 000 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 066	EX012557	Madame	LOPEZ TORO	Viviana Julieth	Colombienne	**4 000 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 067	EX012406	Madame	MAILLARD	Julia	Française	**2 000 €**
286	ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES	EHESS	16 AMIDOC 068	EX012810	Madame	ZHOU	Xiyin	CHINOISE	**4 000 €**
395	MILIEUX, CULTURES ET SOCIETES DU PASSE ET DU PRESENT	Université Paris Ouest Nanterre	16 AMIDOC 070	EX012865	Madame	BENOIT	Marine Carole Emma	Française	**4 000 €**
400	SAVOIRS SCIENTIFIQUES : EPISTEMOLOGIE, HISTOIRE DES SCIENCES	Université Paris Diderot	16 AMIDOC 073	EX012737	Madame	LOENG	Ratha	Cambodgienne	**2 200 €**
401	SCIENCES SOCIALES	Université Paris 8 Vincennes St-Denis	16 AMIDOC 074	EX012249	Monsieur	OKAIGNE	HENRI	Française	**4 000 €**
401	SCIENCES SOCIALES	Université Paris 8 Vincennes St-Denis	16 AMIDOC 075	EX012733	Madame	SANTANA DE ANDRADE	Glenda	brésilienne	**4 000 €**
433	CONCEPTS ET LANGAGES	Université Paris 4 Paris Sorbonne	16 AMIDOC 076	EX012908	Madame	SMITH	Taylor	américaine	**2 000 €**

433	CONCEPTS ET LANGAGES	Université Paris 4 Paris Sorbonne	16 AMIDOC 077	EX012988	Madame	DOS SANTOS	Mina	Française	**4 000 €**
433	CONCEPTS ET LANGAGES	Université Paris 4 Paris Sorbonne	16 AMIDOC 078	EX012970	Madame	AGNES	Sauvane	Française	**4 000 €**
434	GEOGRAPHIE DE PARIS - ESPACES, SOCIETES, AMENAGEMENT	Institut de géographie	16 AMIDOC 079	EX012857	Monsieur	PLAS	Hugo	Française	**4 000 €**
434	GEOGRAPHIE DE PARIS - ESPACES, SOCIETES, AMENAGEMENT	Institut de géographie	16 AMIDOC 080	EX012982	Monsieur	BARREIRO - LAREDO	Miguel Alexandre	ESPAGNE	**2 000 €**
441	HISTOIRE DE L'ART	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	16 AMIDOC 081	EX012959	Madame	ROBERT	Emilie	Française	**2 000 €**
450	RECHERCHES EN PSYCHANALYSE	Université Paris Diderot	16 AMIDOC 082	EX013001	Madame	BIANCARELLI	Lorenza	Italienne	**4 000 €**
465	ECOLE DOCTORALE D'ÉCONOMIE PANTHÉON	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	16 AMIDOC 085	EX012455	Madame	BEKKOUCHE	Yasmine	Française	**3 800 €**
472	ECOLE DOCTORALE DE L'ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES	EPHE	16 AMIDOC 087	EX012994	Madame	COHEN	Zina	Française	**3 600 €**
472	ECOLE DOCTORALE DE L'ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES	EPHE	16 AMIDOC 088	EX012997	Madame	DE MEYER	Isabelle	Belge	**1 090 €**
472	ECOLE DOCTORALE DE L'ECOLE PRATIQUE DES HAUTES ETUDES	EPHE	16 AMIDOC 089	EX012630	Monsieur	GIROUD	Quentin Simon Didier	Française	**2 000 €**
493	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES "ERASME"	Université Paris 13 Nord	16 AMIDOC 090	EX012966	Madame	ATTIVON	Ayovi Christa Kekeli	FRANCO-TGOLAISE	**4 000 €**
493	SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES "ERASME"	Université Paris 13 Nord	16 AMIDOC 091	EX012474	Madame	SHAMES	Maya	Libanaise	**4 000 €**
514	ETUDES ANGLOPHONES GERMANOPHONES ET EUROPEENNES	Institut du monde anglophone	16 AMIDOC 092	EX012534	Madame	COUTARD	Hélène	Française	**4 000 €**
528	VILLE, TRANSPORTS ET TERRITOIRES (VTT)	Université Paris Est	16 AMIDOC 093	EX012989	Madame	HERVET	Filiz	Française	**4 000 €**
540	ECOLE TRANSDISCIPLINAIRE LETTRES / SCIENCES	Ecole normale supérieure	16 AMIDOC 101	EX012923	Madame	PAULIZZI	Laura	ITALIENNE	**1 600 €**
543	ECOLE DOCTORALE DE DAUPHINE	Université Paris Dauphine	16 AMIDOC 102	EX012241	Madame	DANDOY	Aurore	Française	**4 000 €**
546	ECOLE DOCTORALE ABBE GREGOIRE	CNAM de Paris	16 AMIDOC 104	EX012698	Madame	BAATOUCHE	Nadia	Française	**4 000 €**

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-437 DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SOUTIEN A L'EMPLOI SCIENTIFIQUE

ALLOCATIONS DOCTORALES SUR DOMAINES CIBLES (ARDOC) ET SOUTIEN AUX ACTIONS EN FAVEUR DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES CHERCHEURS

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales ;
VU le Code de l'éducation ;
VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;
VU la délibération du Conseil Régional n°CR 72-10 du 19 novembre 2010, relative à la politique régionale en faveur de l'Enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 ;
VU le budget de la Région Ile-de-France pour 2016 ;
VU l'avis de la Commission de l'Enseignement supérieur et de la recherche ;
VU l'avis de la Commissions des Finances ;
VU le rapport CP 16-437 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « Allocations de Recherche sur Domaines Ciblés – ARDoC » 2016 au financement des projets détaillés en annexe 4 (fiches projets) à la présente délibération par l'attribution de 8 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 817 600 €, conformément au tableau ci-dessous :

Etablissement	Nombre d'allocations doctorales attribuées par la Région Ile-de-France	Montant de la subvention attribuée
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	1	102 200 €
Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis	1	102 200 €
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)	2	204 400 €
Muséum national d'histoire naturelle	1	102 200 €
Université Paris-Dauphine	1	102 200 €
Mines Paristech	1	102 200 €
AgroParisTech	1	102 200 €
TOTAL	**8**	**817 600 €**

Précise qu'en cas d'abandon d'un projet de recherche par un établissement de rattachement, la subvention est accordée à l'établissement d'enseignement supérieur et de recherche de rattachement du projet classé en position suivante sur la liste complémentaire établie par le jury, telle que jointe en annexe 2 à la présente délibération.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type jointe en annexe n°3 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 817 600 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP92-001 « Soutien à la Recherche hors Domaines d'Intérêt Majeur », action 19200107 « Allocations de recherche hors Domaines d'Intérêt Majeur », nature 657 du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 2 : Soutien à l'insertion professionnelle des jeunes chercheurs

Décide de participer au titre du dispositif « Soutien régional à l'insertion professionnelle des Docteurs », au financement des projets détaillés en annexe 6 (fiches projet) à la présente délibération par l'attribution de 3 subventions d'un montant maximum prévisionnel de 25 000 €, conformément au tableau ci-dessous :

Etablissement bénéficiaire	Intitulé du projet	Montant de la subvention attribuée
PhD Talent	PhD Talent Career Fair 2016	**10 000 €**
Université Paris-Saclay	Enquête Emploi 2016	**10 000 €**
Association nationale des docteurs (ANDès)	Etude sur la poursuite de carrière des chercheuses	**5 000 €**
TOTAL		**25 000 €**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type jointe en annexe 5 à la présente délibération et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 25 000 € disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », programme HP92-001 « Soutien à la Recherche hors Domaines d'Intérêt Majeur », action 19200102 « Soutien aux Pôles territoriaux » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Démarrages anticipés des projets insertion professionnelle des jeunes chercheurs

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles aux projets visés à l'article 2 à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier.

Etablissement bénéficiaire	Intitulé du projet	Date prévisionnelle de démarrage
PhD Talent	PhD Talent Career Fair 2016	01/01/2016
Université Paris-Saclay	Enquête Emploi 2016	01/01/2016
Association nationale des docteurs (ANDès)	Etude sur la poursuite de carrière des chercheuses	01/05/2016

La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-437	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192001 - Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)**
Action	**19200102 - Soutien aux pôles territoriaux**

Dispositif : N° 00000601 - Insertion professionnelle des doctorants

Dossier	16007423 - IP 16 ENQUETE EMPLOI DOCTEURS 2016			
Bénéficiaire	P0032046 - COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 000,00 €	HT	17,24 %	10 000,00 €	

Dossier	16007440 - IP 16 PHD TALENT CAREER FAIR 2016			
Bénéficiaire	P0016042 - PHD TALENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
61 800,00 €	HT	16,18 %	10 000,00 €	

Dossier	16007446 - IP 16 ETUDE SUR LES POURSUITES DE CARRIERE DES CHERCHEUSES			
Bénéficiaire	P0024826 - ASSOCIATION NATIONALE DES DOCTEURS ES SCIENCES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
84 000,00 €	HT	5,95 %	5 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000601 - Insertion professionnelle des doctorants	25 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192001 - 19200102	25 000,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192001 - Soutien à la recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)**
Action	**19200107 - Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)**

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-437	Budget	2016

Dispositif : N° 00000134 - Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)

Dossier	16012975 - ARDoC 2016 - ECONOMIE ET GESTION - PROJET A.9			
Bénéficiaire	R4438 - EHESS ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 200,00 €	TTC	100 %	102 200,00 €	

Dossier	16012978 - ARDoC 2016 - ECONOMIE ET GESTION - PROJET A.25			
Bénéficiaire	R3822 - UNIVERSITE PARIS DAUPHINE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 200,00 €	TTC	100 %	102 200,00 €	

Dossier	16012980 - ARDoC 2016 - ECONOMIE ET GESTION - PROJET A.18			
Bénéficiaire	R35535 - AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 200,00 €	TTC	100 %	102 200,00 €	

Dossier	16012982 - ARDoC 2016 - MOBILITE - PROJET B.31			
Bénéficiaire	R1482 - UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 200,00 €	TTC	100 %	102 200,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-437	Budget	2016

Dossier	16012984 - ARDoC 2016 - MOBILITE - PROJET B.5			
Bénéficiaire	R4438 - EHESS ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 200,00 €	TTC	100 %	102 200,00 €	

Dossier	16012990 - ARDoC 2016 - MOBILITE - PROJET B.29			
Bénéficiaire	R13191 - MNHN MUSEUM NATIONAL D HISTOIRE NATURELLE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 200,00 €	HT	100 %	102 200,00 €	

Dossier	16012992 - ARDoC 2016 - MOBILITE - PROJET B.38			
Bénéficiaire	R10300 - MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 200,00 €	TTC	100 %	102 200,00 €	

Dossier	16012993 - ARDoC 2016 - MOBILITE - PROJET B.13			
Bénéficiaire	R1867 - UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	102 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
102 200,00 €	TTC	100 %	102 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000134 - Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	817 600,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192001 - 19200107	817 600,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : SELECTION DES JURYS ARDOC DU 28 JUIN 2016

Thématique A « ECONOMIE-GESTION »

Trois projets ont été retenus par le jury en liste principale :

Intitulé du projet de recherche	N° de l'ED	Intitulé de l'Ecole Doctorale	Etablissement de rattachement signataire de la convention	Nom du directeur/trice du laboratoire	Nom du directeur/trice de thèse	Nom du/de la candidat-e
Se dire "oui", mais à quel prix ? Sociologie économique de la gestion et du financement de la cérémonie du mariage **Dossier n° 9**	286	Ecole doctorale de l'EHESS	Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)	Patrick MICHEL	Florence MAILLOCHON	Julie MAURICE
Etudes des phénomènes organisationnels éphémères (EOP) au sein des méta-organisations, le cas des espaces de coworking **Dossier n° 25**	543	Ecole Doctorale de Dauphine	Université Paris-Dauphine	Nicolas BERTRAND	François Xavier de VAUJANY	Aurore DANDOY
Relations entre les consommateurs et l'environnement à travers les choix alimentaires **Dossier n° 18**	581	Agriculture Alimentation Biologie Environnement Santé (ABIES)	AgroParisTech	Jean-Christian BUREAU	Stéphan MARETTE	Maïmouna YOKESSA

Liste complémentaire classée en cas de désistement d'un projet de la liste principale :

Classement	Intitulé du projet de recherche	N° de l'ED	Intitulé de l'Ecole Doctorale	Etablissement de rattachement signataire de la convention	Nom du directeur/trice du laboratoire	Nom du directeur/trice de thèse	Nom du/de la candidat-e
1	Essais sur la liquidité **Dossier n° 5**	396	Economie, organisations, société	Université Paris Ouest Nanterre La Défense	Valérie MIGNON	Laurence SCIALOM	Gaëtan LE QUANG
2	« Les liens font les lieux » : Transformations de la division du travail et dynamiques territoriales. Le cas de la région Île-de-France. **Dossier n° 16**	514	École Doctorale des Études Anglophones Germanophones et Européennes (EDEAGE)	Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3	Patrick DIEUIADE	Patrick DIEUIADE	Hugo CLARET

Thématique B « MOBILITE »

Cinq projets ont été retenus par le jury en liste principale. En raison du désistement du dossier n°22, le sujet n°38 classé premier sur liste complémentaire a été retenu parmi les lauréats.

Intitulé du projet de recherche N° de dossier	N° de l'ED	Intitulé de l'Ecole Doctorale	Etablissement de rattachement signataire de la convention	Nom du directeur/trice du laboratoire	Nom du directeur/trice de thèse	Nom du/de la candidat-e
Provenance et exploitation du bois dans les établissements norrois du Groenland, Xe-XVe siècle - Étude des dynamiques de peuplement, des flux commerciaux et des variations climatiques dans un espace marginal **Dossier n°31**	112	Archéologie	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	Grégory PEREIRA	Brigitte FAUGERE	Elie PINTA
La santé dans les rapports Nord-Sud : les pratiques de la médecine des voyages en France **Dossier n°5**	286	Ecole doctorale de l'EHESS	Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS)	Eric WITTERSHEIM	Joëlle VAILLY	Laïs CAMINOTO GEISER
Mobilité de l'homme et son impact sur l'environnement par l'étude de la dispersion et de l'adaptation des carnivores sauvages invasifs aux Antilles **Dossier n° 29**	227	Sciences de la Nature et de l'Homme : évolution et écologie	Muséum National d'Histoire Naturelle	Philippe GRANDCOLAS	Géraldine VERON	Margaud MICHAUD

Les courses à l'heure du e-commerce : nouvelles pratiques, nouvelles mobilités ? Enjeux pour les politiques d'aménagement et de transport en Île-de-France **Dossier n° 22**	528	Ecole Doctorale Ville, Transports et Territoires	Ecole des Ponts ParisTech	ZEMBRI Pierre	AGUILERA Anne	Delphine PERNOT
Migrations sexuelles et parcours militants. Une étude transnationale **Dossier n°13**	31	Pratiques et théories du sens	Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis	Anne Emmanuelle BERGER	Eric FASSIN	Sébastien CESARO

Liste complémentaire en cas de désistement d'un projet de la liste principale :

Classement	Intitulé du projet de recherche	N° de l'ED	Intitulé de l'Ecole Doctorale	Intitulé du laboratoire d'accueil	Etablissement de rattachement signataire de la convention	Nom du directeur/trice du laboratoire	Nom du directeur/trice de thèse	Nom du/de la candidat-e
1	Etude des conditions de mise en œuvre de l'interconnexion des prestations logistiques **Dossier n° 38**	397	Economie, Organisations, Société	Centre de Gestion Scientifique (UMR 9217)	Mines ParisTech	Pascal LE MASSON	Eric BALLOT	Mariam LAFKIHI
2	Mobilités, participation des populations locales et conservation de la nature : une approche comparative en Afrique australe **Dossier n° 30**	227	Sciences de la Nature et de l'Homme : évolution et écologie	Patrimoines Locaux et Gouvernances (UMR 208)	Muséum National d'Histoire Naturelle	Dominique GUILLAUD	Dominique GUILLAUD	Zénaïde DERVIEUX
3	Structures spatiales et mobilités. Du Centre d'Hébergement d'Urgence au secteur diffus en Île-de-France **Dossier n° 11**	395	Milieux, Cultures et Sociétés du Passé et du Présent	Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement - LAVUE (UMR 7218)	Université Paris Ouest Nanterre La Défense	Véronique BIAU	Yankel FIJALKOW	Clara PIOLATTO
4	Les acteurs de la transition des politiques de transport urbain vers une mobilité durable dans la Zone Métropolitaine de la Vallée de Mexico : conflits et controverses autour de l'actualisation locale d'un paradigme international **Dossier n° 35**	119	École Doctorale de Science Politique de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Centre Européen de Sociologie et de Science Politique (UMR 8209)	Université Paris 1 Panthéon Sorbonne	Jean-Louis BRIQUET	Brigitte GAITI	Audrey CHERUBIN

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE ARDOC

CONVENTION N°

FINANCEMENT D'ALLOCATIONS DOCTORALES
REGION ILE-DE-FRANCE

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP XX-XXX du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant :
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

1. La Région fait du soutien à l'emploi scientifique ainsi que de la reconnaissance et de la valorisation du doctorat des priorités.

2. Par la délibération n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative au rapport de cadrage 2011-2016 « Enseignement supérieur et Recherche », la Région a décidé d'apporter un soutien aux jeunes chercheurs dans le cadre du dispositif d'attribution d'allocations de recherche sur domaines ciblés (ARDoC) qui vise à :
   - Améliorer les conditions de formation des doctorants et favoriser l'emploi scientifique des jeunes chercheurs par le biais d'un système d'allocations de recherche attractif fondé sur un financement intégral par la Région ;
   - Couvrir une large palette de disciplines en assurant un soutien à des champs thématiques non compris dans les domaines d'intérêt majeur.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CPXX-XXX du la Région Île-de-France a décidé de soutenir le bénéficiaire pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : allocation doctorale d'une durée maximale de 36 mois pour réaliser le projet de recherche retenu à l'issue de l'appel à propositions lancé auprès des écoles doctorales le 30 novembre 2015.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention d'un montant maximum de de 102 200 € correspondant à 100 % de la dépense subventionnable.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

En outre, le bénéficiaire s'engage à :
- Répondre auprès de la Région de toute question relative à l'organisation matérielle et au bon déroulement de la manifestation ;
- Informer la Région des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder, voire d'interrompre l'exécution du projet ;
- Promouvoir l'insertion des doctorants dans ses laboratoires, ceux d'autres organismes de recherche ou dans des entreprises ;
- Proposer à l'allocataire régional une formation d'insertion professionnelle au cours de son contrat de travail doctoral ;
- Sensibiliser le doctorant de la possibilité qui lui est offerte de participer à des actions de culture scientifique auprès du grand public telles que la Fête de la Science ;
- Inviter les responsables du suivi de ce programme à la Région à la soutenance de thèse ;
- Evaluer avec la Région, à l'issue de la présente convention, l'insertion professionnelle du doctorant ayant participé au projet subventionné.

Le bénéficiaire s'assure de l'éligibilité du candidat à l'allocation doctorale selon les conditions fixées par la Région :
- sont éligibles aux allocations doctorales les étudiants titulaires d'un master (ou d'un DEA / DESS ou équivalent), inscrits dans une institution de recherche francilienne ou étudiants inscrits en première ou deuxième année de doctorat correspondant à l'année universitaire de sélection. Le financement des allocations doctorales par la Région n'est pas cumulable avec une autre aide (autre allocation de recherche, bourse CIFRE…). Les missions doctorales (missions dans les enseignements, doctorat-conseil…) sont néanmoins admises ;
- L'allocataire doctoral travaille à plein-temps, effectue son projet de recherche dans un laboratoire d'Ile-de-France, est inscrit en doctorat dans un établissement francilien et devra y soutenir sa thèse.

Les allocations de recherche financées par la Région correspondent à une rémunération d'un montant brut chargé (cotisations sociales et indemnité de perte d'emploi éventuelle comprises) à hauteur de :
- 2 700 € par mois par allocation doctorale sur une durée maximale de 36 mois, auxquels s'ajoute une enveloppe plafonnée à 5 000 € sur la durée de la thèse pour les coûts environnés, soit un montant total maximum par allocataire de 102 200€. Les coûts environnés des allocations de 24 mois sont fixés à 3 200 € maximum, ce qui porte le montant total maximum par allocation doctorale de 24 mois à 68 000€.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Fournir un compte d'emploi de la participation financière de la Région et de distinguer dans ses écritures la comptabilité propre à l'opération faisant objet de la présente convention.

Faciliter le contrôle technique et financier sur place par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, de la réalisation de la convention, de l'emploi des fonds, et des conditions d'utilisation de la subvention régionale notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives ;

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme :
- à la réglementation en vigueur, pour un organisme public,
- au plan comptable général en vigueur, pour un organisme de droit privé.

Appliquer, s'il y a lieu, l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ainsi que le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Fournir à la Région, sur toute la durée de la convention, pour les organismes de droit privé :
- les comptes annuels : bilan et compte de résultat et annexe du dernier exercice certifiés, selon le cas, par un commissaire aux comptes inscrit sur la liste prévue à l'article L.822-1 du code de commerce, un expert-comptable ou la personne habilité à signer ;
- le rapport d'activité annuel chiffré et détaillé par actions menées.

Fournir les documents détaillés nécessaires aux versements dans les délais prévus, tels que mentionnés dans l'article 3.2 « modalités de versement » de la présente convention.

Concernant le montant de l'allocation et ses obligations vis-à-vis de l'allocataire, l'établissement s'engage à :

- établir un contrat de travail avec le bénéficiaire de l'allocation,
- garantir un salaire maximal au candidat en utilisant au mieux la subvention accordée par la Région. **Le salaire mensuel net doit être au minimum de 1 400 euros**,
- ce que le montant brut chargé de l'allocation corresponde au versement d'un salaire qui inclut la totalité des cotisations patronales et salariales, ainsi que l'indemnité de perte d'emploi si elle est prévue dans le contrat de travail,
- ce que le montant du coût environné (5 000 €, maximum), soit affecté à des actions destinées à améliorer les conditions de réalisation du travail de recherche par le doctorant (frais de formation, participation à des colloques, frais de déplacements, traductions et publications, etc.),
- ne pas cumuler les allocations doctorales de la Région avec un autre mode de financement, exception faite du contrat de monitorat universitaire ou de vacation d'enseignement dans le respect du taux horaire hebdomadaire relevant du droit du travail. En particulier, la sollicitation et l'octroi d'autres subventions publiques sont interdits.

Concernant le suivi des allocations doctorales, l'établissement s'engage à :

Adresser à la Région (selon les modèles fournis) :

- au 18ème mois, un rapport d'activité intermédiaire synthétisant les premiers résultats obtenus.
- au terme du contrat de travail, un rapport d'activités final (ou provisoire en vue de la soutenance si celle-ci n'a pas eu lieu) du projet de recherche.

Ces rapports pourront donner lieu à une présentation accessible au grand public par le doctorant.

La subvention de la Région ne prend pas en charge les frais de gestion ou toutes autres dépenses non directement liées au salaire du doctorant et aux coûts environnés directement liés à son projet de thèse (participation aux abonnements de transports…).

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Allocation Doctorale financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.
Dans les cas où les résultats seront susceptibles de conduire au dépôt d'un brevet, le secret sera maintenu par les parties qui s'y engagent jusqu'au dépôt de celui-ci. Dans ce cas, l'organisme pourra déposer des brevets en son nom et à sa charge.

La Région sera tenue informée, par écrit, de tout dépôt de brevet directement lié à l'objet de la subvention régionale.

La présence du logotype de la Région et la référence à la plate-forme téléphonique 0810181818 sont obligatoires, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « Action soutenue par la Région Ile-de-France » ou « This work was supported by grants from Région Ile-de-France » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale pour les présentations orales. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation et l'intervention orale d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles d'ouverture et/ou de clôture de la manifestation, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Il est également demandé à ce que le bénéficiaire s'assure de l'insertion de documents de présentation de la politique de la Région en matière d'enseignement supérieur et de recherche dans les documents distribués aux participants à la manifestation ; ainsi que de la mise en place, si possible, de panneaux d'exposition présentant les actions de la Région.

L'organisme s'engage à veiller à ce que chaque laboratoire accueillant un doctorant dans le cadre de ce programme lui fasse connaître le soutien apporté par la Région Ile-de-France. Cette aide devra être mentionnée dans toute communication ou article publié sur un travail lié à ce programme.

Les correspondances, notamment celles vis-à-vis des bénéficiaires de l'objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention (DVS) est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité des dépenses à engager ou déjà engagées et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT DES SALAIRES

Les versements seront effectués selon les modalités suivantes :

- Une **avance à la notification** de la présente convention, **sur production d'un état prévisionnel des 6 premiers mois de salaire du doctorant**, certifié sincère par le représentant légal de l'organisme de recherche, et d'une copie du contrat de travail signé entre l'organisme et le doctorant. Cet état prévisionnel devra préciser le **détail mensuel des montants nets et bruts** à la charge de l'établissement ainsi que le nom du doctorant et le titre du projet de recherche.
Pour le paiement de cette première avance, l'accusé réception reçu lors du dépôt de(s) l'offre(s) de stage sur la Plateforme des Aides Régionales et attestant de la mise en ligne du stage, devra être joint à l'appel de fonds.
- **Au 6ème mois**, une **avance couvrant 12 mois** de salaire, sur production, d'une part, d'un état prévisionnel des 12 mois à verser et, d'autre part, d'un état des dépenses effectuées pour les 6 premiers mois, certifié sincère par le représentant légal de l'organisme de recherche. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche effectué.
- **Au 18ème** mois, une **avance couvrant 12 mois** de salaire, sur production, d'une part, d'un état prévisionnel des 12 mois à verser et, d'autre part, et d'autre part, d'un état des dépenses effectuées sur les 12 mois précédents, certifié sincère par le représentant légal de l'organisme de recherche. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche effectué.
- **Au 30ème mois**, une **avance couvrant les 6 derniers mois** de salaire, sur production d'une part, d'un état prévisionnel des 6 mois à verser et d'autre part, d'un état des dépenses effectuées sur les 12 mois précédents, certifié sincère par le représentant légal de l'organisme de recherche de la présente convention. La demande précise notamment les références, dates et montants des salaires (bruts et nets) déjà payés au titre de l'action, le nom du doctorant bénéficiaire et le titre du projet de recherche effectué.

Au terme du contrat de travail, la demande de versement de solde sera adressée à la Région pour justification de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.
Elle sera accompagnée :
- de la liste détaillée mois par mois des salaires (bruts et nets) versés, signée par l'agent comptable, l'expert-comptable, le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, dans le cas contraire par la/le trésorier) qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement ;
- **des justificatifs de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).**

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU COÛT ENVIRONNE DE L'ALLOCATION DOCTORALE

Le montant relatif au coût environné, jusqu'à 5 000 € pour une allocation doctorale de 36 mois, sera versé sur demande **remplie et signée par l'organisme bénéficiaire de la subvention** selon les modalités suivantes :

- des **versements d'acomptes** pourront être demandés jusqu'à 80% du montant du coût environné à valoir sur les paiements déjà effectués. L'appel de fonds doit être accompagné d'un état récapitulatif des dépenses, **daté, cacheté et signé par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire** qui certifie la réalité des dépenses et leur affectation à l'action subventionnée. Cet état récapitulatif doit préciser les références, dates et les montants HT et TTC des dépenses réalisées au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.
- le **solde** est versé sur appel de fonds et après justification par le représentant légal de l'organisme bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet des dépenses réalisées au titre du coût environné. Le versement du solde de la subvention est subordonné à la production des documents suivants :

Pour les organismes privés :

- **Un état récapitulatif** des dépenses effectuées précisant les références, dates, montants HT et TTC des dépenses réalisées au titre du projet, le nom des fournisseurs et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document devra être signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée), qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.
- **Un compte-rendu financier** de l'action, équilibré en dépenses et en recettes signé par le représentant légal de la structure (ou la personne habilitée) et certifié par l'expert-comptable ou le commissaire aux comptes lorsque les dispositions légales le prévoit, ou dans le cas contraire, par le trésorier.

Pour les organismes dotés d'un comptable public :

- **Un état récapitulatif** des dépenses effectuées précisant les références, dates, montants HT et TTC des dépenses réalisées au titre du projet, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Ce document devra être signé par le représentant légal de l'organisme (ou la personne habilitée) et le comptable public qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .
Elle est conclue pour une durée de 6 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XX-XXX du .

Fait en deux exemplaires originaux à Paris,

Le

La/le représentant de l'organisme	La présidente du Conseil régional d'Ile de France
XXXXXXX	Valérie Pécresse

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS ARDOC 2016

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012975

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARDOC 2016 - ECONOMIE ET GESTION - PROJET A.9

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €	100,00 %	102 200,00 €
	Montant Total de la subvention		102 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EHESS ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
Adresse administrative : 190-198 AVENUE DE FRANCE 75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Monsieur Pierre-Cyrille HAUTCOEUR, Président

N° SIRET : 19753742600037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation d'un projet de recherche doctorale

Description :
Intitulé du projet de recherche :
Se dire "oui" mais à quel prix ? Sociologie économique de la gestion et du financement de la cérémonie du mariage.

Ecole doctorale : Ecole doctorale de l'EHESS (N°286)

Laboratoire d'accueil : Centre Maurice Halbwachs - CMH (UMR 8097)

Directeur de Thèse : Florence MAILLOCHON

Doctorant : Julie MAURICE

Résumé : Prenant acte de la baisse du nombre de mariages en France depuis la seconde moitié du XXème siècle, ce projet de recherche a pour ambition de mettre la science économique au service d'une problématique sociologique : quels sont les enjeux économiques relatifs à la cérémonie du mariage qui, bien que moins fréquent qu'auparavant du fait des transformations des structures familiales, reste marqué par des normes et des attentes – notamment l'exigence de « faire beau mariage » ?
La question du financement et du budget de la cérémonie a en effet un rôle central dans les représentations sociales et symboliques associées à cet événement particulier. Les grandes enquêtes statistiques réalisées sur la question montrent qu'il existe encore une forte répartition sexuée des tâches et des frais, certains étant traditionnellement « réservés » à la famille du marié, d'autres à celle de la mariée. Par ailleurs, les noces constituent souvent un événement familial clé, dans lequel les parents peuvent occuper un rôle économique important, rôle fortement déterminé par la position sociale des familles des futurs mariés, ainsi que par leur éventuelle appartenance religieuse. Ce sont ces caractéristiques socio-démographiques déterminantes dans le financement de la cérémonie qu'il est proposé d'interroger dans cette recherche, notamment à travers les statistiques fournies par les grandes enquêtes de la statistique publique. Celles-ci permettront notamment d'appréhender les nouveaux modes de financement qui se font jour, au-delà de l'épargne personnelle apportée par les mariés, témoignant d'une adaptation des institutions et des dispositifs financiers aux nouvelles contraintes économiques des couples (financement participatif, recours au crédit, etc.).

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	97 200,00	95,11%
Coûts environnés	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	102 200,00	100,00%
Total	102 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 200,00 €

2017	32 400,00 €
2018	32 400,00 €
2019	21 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	20 250,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2013	Insertion professionnelle des doctorants	450,00 €
2013	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	95 196,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 000,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	17 810,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	6 750,00 €
2015	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	8 000,00 €
2015	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	147 400,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
	Montant total	718 656,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012978

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARDOC 2016 - ECONOMIE ET GESTION - PROJET A.25

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €	100,00 %	102 200,00 €
	Montant Total de la subvention		102 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
Adresse administrative : PL DU MAL DE LATTRE DE TASSIGNY
75775 PARIS 16 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Monsieur Laurent BATSCH, Président

N° SIRET : 19754692200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation d'un projet de recherche doctorale

Description :
Intitulé du projet de recherche : Etudes des phénomènes organisationnels éphémères (EOP) au sein des métaorganisations, le cas des espaces de coworking

Ecole doctorale : Ecole doctorale de Dauphine (N°543)

Laboratoire d'accueil : Dauphine Recherche en Management - DRM (UMR 7088)

Directeur de Thèse : François Xavier de VAUJANY

Doctorant : Aurore DANDOY

Résumé : l'espace de coworking est une méta-organisation c'est-à-dire une organisation qui abrite d'autres organisations. En dépit d'un turn-over élevé, d'une forme d'organisation sociale, d'une spatialité particulière, de l'utilisation des technologies numériques, le coworking crée des micro-réseaux de collaboration, qui ne sont peut-être pas si évanescents. De plus, selon le site Maddyness, en 2013, le nombre d'espaces de coworking dans le monde a été multiplié par 32 en 6 ans. En février, un 88e espace de coworking a été ouvert à Paris. En 2016, 40% des entreprises du CAC40 ont une politique favorable au télétravail. Ces exemples démontrent une transformation des organisations et une transformation des formes de travail, impactant les modes de management, de gouvernance et les stratégies d'entreprise. La création et la pérennité des espaces de travail collaboratif deviennent un enjeu fondamental pour les collectivités territoriales dans leur politique de compétitivité. Le projet se propose d'étudier les phénomènes organisationnels éphémères (EOP) qui prennent place au sein de ces espaces de travail collaboratifs pour permettre aux espaces de capitaliser sur ces avantages compétitifs invisibles.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	97 200,00	95,11%
Coûts environnés	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Lie-de-France	102 200,00	100,00%
Total	102 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	102 200,00 €
2017	32 400,00 €
2018	32 400,00 €
2019	21 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	200 250,00 €
2013	Manifestations scientifiques hors DIM	18 000,00 €
2013	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	9 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	100 350,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	381 892,32 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	9 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	75 150,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	8 000,00 €
2015	Soutien aux actions en faveur de la démocratisation de l'enseignement supérieur	8 000,00 €
2015	Soutien régional à la gestion des déchets (fonctionnement)	16 800,00 €
	Montant total	831 442,32 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012980

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARDOC 2016 - ECONOMIE ET GESTION - PROJET A.18

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €	100,00 %	102 200,00 €
	Montant Total de la subvention		102 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AGRO PARIS TECH INSTITUT SCIENCES INDUSTRIES VIVANT ET ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 16 RUE CLAUDE BERNARD 75005 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Monsieur Gilles TRYSTRAM, DIRECTEUR GENERAL

N° SIRET : 13000285000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Réalisation d'un projet de recherche doctorale

Description :
Intitulé du projet de recherche : Relations entre les consommateurs et l'environnement à travers les choix alimentaires.

Ecole doctorale : Agriculture Alimentation Biologie Environnement Santé ABIES (N°581)

Laboratoire d'accueil : Economie Publique (UMR 210)

Directeur de Thèse : Stéphan MARETTE

Doctorant : Maïmouna YOKESSA

Résumé : En France, l'agriculture et le système alimentaire sont responsables d'environ 20% des émissions de gaz à effet de serre. Les consommateurs ont donc une responsabilité et un impact sur l'environnement à travers leurs choix alimentaires. Certains limitent leur impact environnemental en favorisant les produits locaux, les aliments issus de mode de production respectueuses de l'environnement (bio, etc.), ou en réduisant leur consommation de produits animaux. L'objet de ce projet de recherche est d'étudier le comportement des consommateurs face à ces alternatives alimentaires et de proposer des outils permettant d'améliorer leur efficacité. Il est composé de trois parties. La première partie consistera à comprendre les stratégies de certification environnementales des firmes, relativement au comportement d'achat des consommateurs en présent de multiples labels environnementaux. La seconde partie traitera de l'inadéquation entre la production et la demande de fruits et légumes bio en Ile-de-France. La troisième partie évaluera combien les consommateurs sont prêts à payer pour des produits laitiers animaux standard et pour des produits à base de lait végétal.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	97 200,00	95,11%
Coûts environnés	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	102 200,00	100,00%
Total	102 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 200,00 €
2017	32 400,00 €
2018	32 400,00 €
2019	21 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	40 500,00 €
2013	Ouverture sociale	46 640,00 €
2013	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	453 444,16 €
2013	Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	8 811,37 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	27 000,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2014	Ouverture sociale	46 640,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	20 250,00 €
2015	Ouverture sociale	38 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	10 000,00 €
2016	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	2 400,00 €
	Montant total	333 630,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012982

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARDOC 2016 - MOBILITE - PROJET B.31

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €	100,00 %	102 200,00 €
	Montant Total de la subvention		102 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON SORBONNE
Adresse administrative : 12 PLACE DU PANTHEON
75231 PARIS 05 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Monsieur Georges HADDAD, Président

N° SIRET : 19751717000019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Intitulé du projet de recherche : Provenance et exploitation du bois dans les établissements norrois du Groenland, Xe-XVème siècle - Etude des dynamiques de peuplement, des flux commerciaux et des variations climatiques dans un espace marginal.

Ecole doctorale : Archéologie (N°112)

Laboratoire d'accueil : Archéologie des Amériques - ArchAm (UMR 8096)

Directeur de Thèse : Brigitte FAUGERE

Doctorant : Elie PINTA

Résumé : Durant l'intégralité de la période médiévale, l'Atlantique nord est le terrain d'échanges complexes entre les populations de culture scandinave réparties sur les différentes îles de la région. Entre le Xe et le XVe siècle, le Groenland est occupé par les Norrois, une population d'origines plurielles (Scandinavie, îles britanniques, Islande) qui développe une culture originale tout en maintenant d'importants liens politiques, économiques, culturels et religieux avec le reste de l'Europe nordique. Dans ces sociétés, le bois est un matériau primordial, utilisé dans la quasi-totalité des activités de la vie quotidienne. Pour les colons groenlandais, la recherche de cette matière première les oblige à mener des expéditions jusque sur les côtes orientales très arborées d'Amérique du Nord. Par ailleurs, les sources archéologiques et historiques nous apprennent que d'importantes routes commerciales reliant le Groenland à l'Islande et la Norvège permettaient également de fournir de grandes quantités de ressources aux colonies de l'Arctique oriental. Une meilleure compréhension de l'économie et de la gestion des ressources ligneuses par les colons groenlandais permettront de mieux appréhender la circulation des hommes et des biens dans cette région.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	97 200,00	95,11%
Coûts environnés	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	102 200,00	100,00%
Total	102 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 200,00 €
2017	32 400,00 €
2018	32 400,00 €
2019	21 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	495 000,00 €

2013	Aide régionale à la modernisation des espaces de vie étudiante	20 000,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	20 991,02 €
2013	Manifestations scientifiques hors DIM	2 690,00 €
2013	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	91 125,00 €
2013	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	10 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	303 750,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	4 000,00 €
2014	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	91 125,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	45 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	239 850,00 €
2015	Aide régionale à la modernisation des espaces de vie étudiante	140 500,00 €
2015	Fonds d'urgence pour l'accompagnement des réfugiés	14 000,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	8 000,00 €
2015	PSP - Diplôme d'accès aux études universitaires	91 125,00 €
2015	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	182 000,00 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	40 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	18 000,00 €
	Montant total	2 102 765,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012984

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARDOC 2016 - MOBILITE - PROJET B.5

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €	100,00 %	102 200,00 €
	Montant Total de la subvention		102 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EHESS ECOLE DES HAUTES ETUDES EN SCIENCES SOCIALES
Adresse administrative : 190-198 AVENUE DE FRANCE 75013 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Monsieur Pierre-Cyrille HAUTCOEUR, Président

N° SIRET : 19753742600037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Intitulé du projet de recherche : La santé dans les rapports Nord-Sud : les pratiques de la médecine des voyages en France.

Ecole doctorale : Ecole doctorale de l'EHESS (N°286)

Laboratoire d'accueil : Institut de recherche interdisciplinaire sur les enjeux sociaux - IRIS (UMR 8156)

Directeur de Thèse : Joëlle VAILLY

Doctorant : Laïs CAMINOTO GEISER

Résumé : L'époque contemporaine connait une intensification massive de la mobilité internationale des individus. Dans ce contexte, près de 2,5 millions de Français résident aujourd'hui hors du territoire national, et les Français ont réalisé plus de 28 millions de voyages à l'étranger en 2014. Une des préoccupations les plus importantes de ceux qui partent à l'étranger, en séjour de courte ou de longue durée, a trait à leur santé, notamment lorsque le voyage se situe dans les « Tropiques », destinations perçues comme présentant un risque de maladies qui leur sont propres. La pratique médicale spécialisée dans la prévention de ces risques est la médecine des voyages, un sujet encore exceptionnellement peu exploré par les sciences sociales et qu'il est proposé d'analyser dans ce projet de recherche. À travers une enquête menée au sein des services de santé auprès de professionnels et d'usagers, ainsi qu'auprès des voyageurs qui choisissent de ne pas faire appel à ces services, le projet explorera la médecine des voyages sous trois aspects : 1) en tant qu'enjeu politique dans le cadre des rapports Nord-Sud ; 2) en tant qu'outil pour une gestion du risque sous la responsabilité de l'individu ; 3) en tant que pratique biomédicale en plein essor.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	97 200,00	95,11%
Coûts environnés	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	102 200,00	100,00%
Total	102 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 200,00 €
2017	32 400,00 €
2018	32 400,00 €
2019	21 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	20 250,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2013	Insertion professionnelle des doctorants	450,00 €
2013	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	95 196,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 000,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	17 810,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	6 750,00 €
2015	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2015	Manifestations scientifiques hors DIM	8 000,00 €
2015	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	147 400,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
	Montant total	718 656,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012990

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARDOC 2016 - MOBILITE - PROJET B.29

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €	100,00 %	102 200,00 €
		Montant Total de la subvention	102 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MNHN MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE
Adresse administrative : 57 RUE CUVIER
75231 PARIS CEDEX 05
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Monsieur Thomas GRENON, DIRECTEUR GENERAL

N° SIRET : 18004417400019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Intitulé du projet de recherche : Mobilité de l'homme et son impact sur l'environnement par l'étude de la dispersion et de l'adaptation des carnivores sauvages invasifs aux Antilles.

Ecole doctorale : Sciences de la Nature et de l'Homme : évolution et écologie (N°227)

Laboratoire d'accueil : Institut de Systématique, Evolution, Biodiversité (UMR 7205)

Directeur de Thèse : Géraldine VERON

Doctorant : Margaud MICHAUD

Résumé : L'introduction d'espèces exotiques, qui résulte de la mobilité des hommes, est l'une des principales menaces sur la biodiversité. L'archipel des Antilles est particulièrement touché par ce phénomène. Classée par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature comme l'une des 100 espèces les plus invasives, la petite mangouste indienne, introduite par les européens, se trouve aujourd'hui sur toutes les îles antillaises. De même, le raton laveur connait une expansion préoccupante aux Antilles. Dans les deux cas, il ne s'agirait pas d'un évènement de colonisation simple car ces phénomènes ont un lien complexe avec les déplacements des populations humaines. Quelle est l'histoire de ces invasions? Quel est l'impact de la mobilité de l'homme sur ces espèces? Comment ces espèces se dispersent-elles et comment s'adaptent-elles à cet environnement insulaire? Afin d'explorer ces questions, le projet propose une approche pluridisciplinaire, mêlant histoire, archéozoologie, écologie, génétique et morphométrie. Cette étude retracera l'histoire de la colonisation des Antilles par ces espèces mais tentera aussi d'obtenir de précieuses informations sur leur expansion actuelle, ce qui permettra un meilleur contrôle de leurs populations dans l'avenir. Ces données pourraient également être utilisées dans un contexte plus général de sensibilisation à la question des espèces invasives en France.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	97 200,00	95,11%
Coûts environnés	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	102 200,00	100,00%
Total	102 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 200,00 €
2017	32 400,00 €
2018	32 400,00 €
2019	21 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	20 250,00 €
2013	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	440 000,00 €
2013	Manifestations scientifiques hors DIM	8 000,00 €
2013	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	142 000,00 €
2013	SESAME	374 000,00 €
2013	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	344 064,00 €
2014	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	12 578,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 500,00 €
2014	Bibliorif	45 000,00 €
2014	Fonds de développement touristique régional (FDTR)	429 167,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2014	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fonctionnement	150 000,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Fonctionnement	9 400,00 €
2014	Soutien à la promotion de la culture scientifique et citoyenne (CST) - Investissement	4 000,00 €
2014	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	190 740,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	10 350,00 €
2015	SESAME	400 000,00 €
2015	Stratégie régionale pour la biodiversité fonctionnement	218 024,75 €
	Montant total	2 816 073,75 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012992

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARDOC 2016 - MOBILITE - PROJET B.38

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €	100,00 %	102 200,00 €
	Montant Total de la subvention		102 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MINES PARIS TECH ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES DE PARIS
Adresse administrative : 60 BD SAINT-MICHEL
75272 PARIS 06 CEDEX
Statut Juridique : Etablissement Public National d'Enseignement
Représentant : Monsieur BENOIT LEGAIT, Directeur

N° SIRET : 19753493600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Intitulé du projet de recherche : Etude des conditions de mise en œuvre de l'interconnexion des prestations logistiques

Ecole doctorale : Ecole doctorale «Economie, Organisations, Société (N°396)

Laboratoire d'accueil : Centre de Gestion Scientifique

Directeur de Thèse : Eric Ballot

Doctorant : Mariam Lafkihi

Résumé : Aujourd'hui les services logistiques sont réalisés par des services dédiés. Un peu comme le téléphone qui utilisait une ligne spécifique pour chaque appel. Aujourd'hui les appels téléphoniques comme les données utilisent grâce aux protocoles Internet des lignes complètement partagées et appartenant à différents opérateurs. La théorie de l'Internet Physique vise à faire la même transformation mais avec les services logistiques et donc à partager les services entre les envois et à enchainer les services d'opérateurs de manière transparente pour les utilisateurs. Un tel service existe déjà entre les opérateurs postaux au niveau mondial mais il est restreint à ces opérateurs.

Après la simulation des enjeux globaux associés au fonctionnement de l'Internet Physique qui montre des enjeux majeurs, l'objectif de ce sujet de thèse est de montrer comment ceux-ci peuvent se décliner localement pour différents acteurs : les industriels expéditeurs, les fournisseurs de services logistiques qui devront se coordonner et les destinataires. Plus précisément la thèse recherchera des mécanismes de collaboration qui respectent la liberté de chaque acteur et améliorent leur performance tout en fournissant des solutions globales plus performantes grâce à l'interconnexion des services élémentaires.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	97 200,00	95,11%
Coûts environnés	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	102 200,00	100,00%
Total	102 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 200,00 €
2017	32 400,00 €
2018	32 400,00 €
2019	21 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	13 500,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2013	Ouverture sociale	30 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	9 000,00 €
2014	Ouverture sociale	30 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	6 750,00 €
2015	Ouverture sociale	26 400,00 €
2015	SESAME	370 000,00 €
	Montant total	587 850,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16012993

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARDOC 2016 - MOBILITE - PROJET B.13

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €	100,00 %	102 200,00 €
	Montant Total de la subvention		102 200,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200107- Allocations de recherche hors domaines d'intérêt majeur (DIM)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE DE PARIS 8 VINCENNES
Adresse administrative : 2 RUE DE LA LIBERTE
93526 ST DENIS CEDEX 02
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Madame Danielle TARTAKOWSKY, Présidente

N° SIRET : 19931827000014

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2020
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Intitulé du projet de recherche : Migrations sexuelles et parcours militants. Une étude transnationale.

Ecole doctorale : Pratiques et théories du sens (N°31)

Laboratoire d'accueil : Laboratoire d'études de genre et de sexualité (UMR 8238)

Directeur de Thèse : Eric FASSIN

Doctorant : Sébastien CESARO

Résumé : Qu'ont en commun des exilé-e-s russes LGBT à New York et des personnes trans-originaires d'Amérique Latine habitant à Paris ? À travers des trajectoires différentes, ces deux groupes de migrant-e-s, loin de se réduire à leur origine, ont entrepris de se constituer en tant qu'acteurs sociaux et politiques dans leur société « d'accueil ». La politisation de leurs identités sexuelles est-elle à la base de leur émigration, est-elle le fruit de la migration qu'ils et elles ont entreprise, ou bien encore le résultat de nouvelles opportunités politiques ? Pour donner une réponse à cette question, il est nécessaire d'enquêter sur les croisements entre migration, sexualité et militantisme. Pour se détacher des déterminismes cités, il est nécessaire de « suivre » les parcours, ou du moins de les retracer, pour comprendre comment ces sujets transnationaux se construisent dans le jeu de rapports de pouvoirs multiples.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 3 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	97 200,00	95,11%
Coûts environnés	5 000,00	4,89%
Total	102 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	102 200,00	100,00%
Total	102 200,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	16 200,00 €
2017	32 400,00 €
2018	32 400,00 €
2019	21 200,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	332 550,00 €
2013	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	204 400,00 €
2013	Manifestations scientifiques hors DIM	6 000,00 €
2013	Partenariats institutions citoyens pour la recherche et l'innovation (PICRI) - fontionnement	85 200,00 €
2013	Programme régional de résidences d'écrivains (Organismes)	4 800,00 €
2013	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	25 000,00 €
2013	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	1 200 000,00 €
2014	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	159 750,00 €
2014	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	306 600,00 €
2014	Expérimentations - TIC - Investissement	61 500,00 €
2014	Manifestations scientifiques hors DIM	5 000,00 €
2014	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	293 640,00 €
2014	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	31 000,00 €
2015	Aide à la mobilité internationale des étudiants (Universités et écoles)	149 850,00 €
2015	Allocations doctorales hors DIM (ARDoC)	102 200,00 €
2015	Projets de R&D des pôles de compétitivité franciliens	26 944,60 €
2015	Soutien à l'emploi d'étudiants en appui aux bibliothèques universitaires	31 000,00 €
2015	Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	5 300 000,00 €
2016	Manifestations scientifiques hors DIM	2 000,00 €
	Montant total	8 300 490,00 €

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : CONVENTION TYPE INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES CHERCHEURS

CONVENTION N° XXXXXXXXX

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° XXXXXXX du XX/XX/XXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXXXXXXX
dont le statut juridique est : XXXXXXXX
N° SIRET : XXXXXXXXX
Code APE : XXXXX
dont le siège social est situé au : XXXXXXXXXXX
ayant pour représentant XXXXXXXXX, XXXXXXXXX
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Insertion professionnelle des doctorants » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR72-10 du 19 novembre 2010.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

La Région Ile-de-France, dans le cadre de son dispositif de « soutien régional à l'insertion professionnelle des docteurs », souhaite inciter les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche franciliens (établissements, associations de jeunes chercheurs…) à réaliser des actions de préparation à l'entrée des jeunes chercheurs dans la vie professionnelle et dans le monde économique.

Le dispositif « soutien régional à l'insertion professionnelle des docteurs » vise à :
- Accompagner l'insertion professionnelle des doctorants et jeunes docteurs ;
- Soutenir l'emploi des jeunes scientifiques ;
- Faciliter les échanges et les rencontres entre le monde académique et le monde économique ;
- Participer à la revalorisation du doctorat et de la formation par la recherche.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXXXXX du XX/XX/XXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXX pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : XXXXXXX (référence dossier n°XXXXXX).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à XX,XX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XXXXXX €, soit un montant maximum de subvention de XXXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

De plus, le bénéficiaire s'engage à :

Adresser à la Région (au moment de la demande de versement du solde de la subvention), un rapport d'activité synthétisant les résultats obtenus et, le cas échéant, mentionnant les noms, prénoms et l'Ecole Doctorale de rattachement des doctorants participant.

Evaluer avec la Région, à l'issue de la présente convention, l'insertion professionnelle des doctorants ayant participé au projet subventionné.

Promouvoir l'insertion des doctorants dans ses laboratoires, ceux d'autres organismes de recherche ou dans des entreprises.

En cas de co-organisation du projet entre plusieurs organismes publics ou privés, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre de l'opération mentionnée à l'article 1 et certifiées exactes par les agents comptables (ou autre personne habilitée à certifier les dépenses) désignés auprès de ces organismes, seront prises en compte.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter XX stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

Il est également précisé qu'aucun frais de gestion ne sera pris en charge par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, l'établissement s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par la Région.

L'invitation d'un représentant de la Région aux cérémonies officielles d'ouverture et/ou de clôture du projet, ainsi qu'aux communiqués et conférences de presse est impérative.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

SI TIERS PMD PUB : Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.
Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

SI TIERS PMD PRIVE : Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XX/XX/XXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XX/XX/XXXX.

Elle est conclue pour une durée de 6 ans.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
SI TIERS PMD PUBLIC : **La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**
SI TIERS PMD PRIVE : La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée **ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.**
Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.
Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XXXXXX du XX/XX/XXXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire
XXXXXXXXXX

ANNEXE 6 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES CHERCHEURS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007423

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : IP 16 ENQUETE EMPLOI DOCTEURS 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Insertion professionnelle des doctorants	58 000,00 €	17,24 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-65738-192001-400
19200102- Soutien aux pôles territoriaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMUE COMMUNAUTE D UNIVERSITES ET ETABLISSEMENTS UNIVERSITE PARIS SACLAY
Adresse administrative : RTE DE L ORME AUX MERISIERS 91190 SAINT-AUBIN
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique
Représentant : Monsieur Gilles BLOCH, Président

N° SIRET : 13002074600017

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Insertion professionnelle des doctorants
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de prendre en compte des dépenses effectuées à compter du 1er janvier 2016 pour la préparation de l'action subventionnée

Description :
Depuis la loi relative aux libertés et responsabilités des universités du 10 août 2007, les universités sont tenues de réaliser des enquêtes sur l'insertion professionnelle de leurs étudiants et notamment sur la poursuite de carrière de leurs docteurs. Une partie de ces données sont centralisées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche via l'application SIREDO. Toutefois, le Ministère ne publie pas de données agrégées issues de ces enquêtes, que ce soit à l'échelle régionale ou nationale. Ces informations seraient pourtant précieuses pour permettre aux universités de valoriser leurs formations et d'identifier leurs points forts et leurs marges de progression dans un contexte plus global.

Dans ce contexte, ParisTech, Paris-Est et l'UPMC ont construit, en 2013, un questionnaire commun et

mis en place un outil permettant de réaliser une enquête sur les diplômés 2012. Le succès de cette première initiative a permis de convaincre de nouveaux partenaires franciliens pour la poursuite du projet, puisque maintenant, ce projet regroupe 5 COMUE franciliennes, à savoir l'Université Sorbonne Paris Cité, Sorbonne Université, l'Université Paris-Saclay, l'Université Paris-Est et Paris Sciences et Lettres.
Les résultats de cette enquête, après analyse, seront rendus disponibles pour tous les acteurs intéressés dans la poursuite de carrière des docteurs. Cela permettra de réaliser une sensibilisation aux compétences et aux métiers des docteurs par l'exemple. Cette sensibilisation permettra aux docteurs et doctorants de mieux appréhender les futurs professionnels possibles, aux universités de disposer de données de suivi comparables aux autres établissements d'Ile de France, et aux acteurs socio-économiques de mieux percevoir le doctorat et sa plus-value dans la société.

Moyens mis en œuvre :
Plus spécifiquement, les COMUE proposent de :
1- Réaliser une analyse statistique sur les données agrégées au niveau de l'Ile-de-France et produire un rapport d'enquête transmis à toutes les COMUE participantes ;
2- Réaliser l'analyse statistique sur les données agrégées au niveau de chaque COMUE et produire un rapport d'enquête transmis à chaque COMUE participante ;
3- Réaliser une restitution des résultats sous la forme d'une présentation annuelle, où les COMUE pourront discuter des résultats entre elles, tout en donnant une information spécifique et complète sur la poursuite de carrière des doctorants en Île-de-France. Cette conférence annuelle, organisée par les COMUE, et à destination des docteurs, doctorants, Universités, Ecoles et acteurs économiques d'Île-de-France permettra de valoriser le doctorat en Île-de-France tout en rapprochant les différents acteurs et en permettant aux doctorants de se projeter dans un futur professionnel clair ;
4- Réaliser un ensemble de conférences débats sur les poursuites de carrière des docteurs appuyé par les résultats de l'enquête au sein des différents établissements partenaires avec la présence des doctorants et docteurs, des responsables des Ecoles Doctorales et des recruteurs publics et privés.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les doctorants des COMUE Université Sorbonne Paris Cité, Sorbonne Université, Université Paris-Saclay, Université Paris-Est et Paris Sciences et Lettres.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Collecte et analyses préliminaires	29 000,00	50,00%
Analyse des données et réalisation des livrables	29 000,00	50,00%
Total	58 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	17,24%
Université Paris-Saclay	12 000,00	20,69%
Sorbonne Universités	16 200,00	27,93%
Sorbonne Paris Cité	14 600,00	25,17%
Paris Sciences et Lettres	3 400,00	5,86%
Université Paris-Est	1 800,00	3,10%
Total	58 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (Investissement)	87 000,00 €
2013	Soutien à la diffusion des usages et services des établissements d'enseignement supérieur et à la numérisation des contenus (SUSES - Fonctionnement)	5 000,00 €
2014	SESAME	157 000,00 €
	Montant total	249 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007440

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : IP 16 PHD TALENT CAREER FAIR 2016

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Insertion professionnelle des doctorants	60 000,00 €	16,67 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192001-400
19200102- Soutien aux pôles territoriaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PHD TALENT
Adresse administrative : 12 RUE EDOUARD MANET
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : DOUNIA BELGHITI, Présidente

Date de publication au JO : 13 mars 2010

N° SIRET : 52430790700013

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Insertion professionnelle des doctorants
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 janvier 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de prendre en compte des dépenses effectuées à compter du 1er janvier 2016 pour la préparation de l'action subventionnée

Objectifs :
L'objectif de l'association de doctorants, PhD Talent est de valoriser le doctorat, et de renforcer les liens entre les doctorants et jeunes docteurs d'une part et les entreprises et institutions au sein desquelles ils travailleront d'autre part. Pour ce faire, PhD Talent organise un salon de recrutement : The PhDTalent Career Fair.

Description :
Les éditions précédentes (2011, 2012, 2014 et 2015) du salon PhDTalent Career Fair ont eu un réel succès auprès des doctorants et jeunes docteurs. Toutes les entreprises présentes sur les salons précédents sont satisfaites de cet évènement et la plupart a déjà confirmé leur présence pour l'édition

2016.

Cette année le forum de recrutement aura lieu le vendredi 14 octobre 2016 au 104 à Paris. Le forum accueillera environ 2000 doctorants ou jeunes docteurs. Une cinquantaine d'entreprises dont une vingtaine de PME seront présentes. Le salon est ouvert à tous les doctorants et docteurs quelles que soient leurs disciplines. Ce sera l'occasion pour eux de pouvoir discuter directement avec les exposants qui viennent avec des offres d'emplois : il est possible aux docteurs de déposer leur CV et de faire des entretiens flash.
L'organisation du forum se fait cette année en étroite collaboration avec l'ensemble des COMUE franciliennes. Des partenariats forts ont également été noués avec l'Association Bernard Gregory, Adoc Talent Management : deux organisations spécialisées dans recrutement des jeunes docteurs.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les doctorants des COMUE Université Sorbonne Paris-Cité, Université Paris-Saclay, Université Paris-Est, Sorbonne Université, Université Paris-Lumière, Paris Sciences et Lettres, Hésam Université et Université Paris-Seine.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location salle	30 000,00	50,00%
Standiste	25 000,00	41,67%
Frais de restauration	5 000,00	8,33%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	10 000,00	16,67%
Ventes de stands et conférences	50 000,00	83,33%
Total	60 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €
2017	10 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Soutien régional à des projets d'information sur l'emploi (CR46-14)	9 000,00 €
2015	Insertion professionnelle des doctorants	10 000,00 €
	Montant total	19 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007446

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : IP 16 ETUDE SUR LES POURSUITES DE CARRIERE DES CHERCHEUSES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Insertion professionnelle des doctorants	48 000,00 €	10,42 %	5 000,00 €
		Montant Total de la subvention	5 000,00 €

Imputation budgétaire : 939-92-6574-192001-400
19200102- Soutien aux pôles territoriaux

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION NATIONALE DES DOCTEURS ES SCIENCES
Adresse administrative : 16 RUE CLAUDE BERNARD
75005 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PASCAL CREPEY, Président

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 78428737700021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Insertion professionnelle des doctorants
Rapport Cadre : CR72-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 mai 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Nécessité de prendre en compte des dépenses effectuées à compter du 1er mai 2016 pour la préparation de l'action subventionnée

Objectifs :
L'objectif principal de ce projet est de promouvoir la carrière des jeunes chercheuses après un doctorat en Île-de-France. Le début de carrière des docteures constitue un moment décisif dans leur trajectoire professionnelle. Cette étape est d'autant plus décisive qu'on observe un décalage (ou décrochage) important entre le nombre de femmes obtenant un doctorat et celles qui travaillent ensuite dans la recherche : elles représentent 44% des docteurs en France en 2011-2012 mais moins de 20% des chercheurs en France, dans le secteur privé comme dans le secteur public . Le début de carrière des chercheuses constitue ainsi un moment clé pour promouvoir la présence de femmes dans la recherche scientifique.

Les objectifs du projet seront donc de mieux connaître les déterminants de carrières des docteures d'Île-de-France après un doctorat, d'identifier les freins et les leviers spécifiques à la poursuite de carrière des docteures d'Île-de-France après un doctorat, et de proposer des outils pour promouvoir la carrière des docteures d'Île-de-France après un doctorat.

Description :
Ce projet va ainsi permettre, à travers une étude à la fois quantitative et qualitative, d'interroger les mécanismes de carrière en jeu après la soutenance pour les docteures et de mettre en place des outils de diagnostics des débuts de carrière des jeunes chercheuses, en particulier un guide méthodologique de bonnes pratiques pour le secteur public et le secteur privé et un baromètre de l'emploi des docteures récemment diplômées en Île-de-France. Le projet vise également à l'organisation d'une conférence grand public de restitution des résultats.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 1 stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les doctorants des établissements enquêtés : Université Paris-Est, Université Sorbonne Paris Cité, Université Paris Saclay, Sorbonne Universités et Université Paris Sciences et Lettres.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Analyse préliminaire, agrégation des données, analyse spécifique thématisée	27 000,00	56,25%
Collecte des données, conduite et analyse des entretiens	12 000,00	25,00%
Synthèse des résultats, rapport et présentation (buffet)	9 000,00	18,75%
Total	48 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	5 000,00	10,42%
Fondation L'Oréal	21 500,00	44,79%
Fondation EDF	21 500,00	44,79%
Total	48 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	0,00 €

2017	5 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Insertion professionnelle des doctorants	8 000,00 €
	Montant total	8 000,00 €

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-450

DU 21 septembre 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DE SOUTIEN A LA RECHERCHE

SOUTIEN TRANSITOIRE AUX PROGRAMMES DE FONCTIONNEMENT 2016 DES 16 DOMAINES D'INTERET MAJEUR (DIM) ET AVENANTS A DEUX CONVENTIONS DIM ANTERIEURES

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code général des collectivités territoriales ;
VU Le Code de l'éducation ;
VU La délibération cadre n° CR 72-10 du 19 novembre 2010 relative à « La politique régionale en faveur de l'enseignement supérieur et de la recherche – délibération cadre 2011-2016 »;
VU La délibération cadre n° CR 97-11 du 18 novembre 2011 relative à la labellisation des Domaines d'Intérêt Majeur pour la période 2012-2015 ;
VU la délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
VU la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
VU La délibération n° CR 34-16 du 17 mars 2016 relative au soutien transitoire aux acteurs des domaines d'intérêt majeur labélisés sur la période 2012-2015 ;
VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;
VU L'avis de la Commission de l'Enseignement supérieur et de la recherche ;
VU L'avis de la Commission des Finances ;
VU Le rapport CP 16-450 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France.

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : Convention type DIM

Approuve la convention type figurant en annexe 2 à la présente délibération.

Article 2 : Soutien transitoire au programme de fonctionnement 2016 des 16 DIM

Décide de participer, au titre du dispositif de soutien aux Domaines d'Intérêt Majeur, au financement du programme 2016 des 16 DIM dont le descriptif complet figure en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution des subventions de fonctionnement suivantes :

Discipline majoritaire	DIM (Organisme Gestionnaire)	Allocations de recherche en €	Autres dépenses de fonctionnement (animation et gestion administrative) en €	Totaux en €
Physique Chimie Mathématiques	ACAV : Astrophysique et conditions d'apparition de la vie (Observatoire de Paris)	589 950	160 050	750 000
	Analytics : Défis analytiques, du concept au système (ESPCI)		150 000	150 000
	ISC : Problématiques transversales aux systèmes complexes (CNRS)		150 000	150 000
	Nano-K : Des atomes froids aux nanosciences (CNRS)	461 700	288 300	750 000
	Oxymore : Oxydes multifonctionnels (CNRS)		150 000	150 000
	RDMIDF : Mathématiques (Fondation Sciences Mathématiques de Paris)	613 200	136 800	750 000
Biologie Santé	Biothérapies : Médecine régénérative, cellules souches et transplantation (Université Paris Descartes)		150 000	150 000
	Cancérologie (GIP Canceropôle IDF)	615 600	134 400	750 000
	Cerveau et Pensée : neurosciences, neurologie, psychiatrie, cognition (Ecole des Neurosciences de Paris)	511 000	239 000	750 000
	CORDDIM :	613 200	136 800	750 000

	Cardiovasculaire, obésité, rein, diabète (L'INSERM)			
	Malinf : Pathologies infectieuses humaines : mécanismes, risques et impact sociétal (Institut Pasteur)	715 400	34 600	750 000
LSHS	GESTES : Groupe d'études sur le travail et la souffrance au travail (CNRS)	/	150 000	150 000
	GID : Genre, inégalités, discriminations (Université Paris Est Marne-la-Valée)	/	150 000	150 000
	IS2IT : Innovation, Sciences, Technique Société (Université Paris Est Marne-la-Valée)		150 000	150 000
Environnement Développement soutenable	ASTREA : Agrosciences, écologie des territoires, alimentation (INRA)	/	150 000	150 000
	R2DS : Développement soutenable (CNRS)	/	150 000	150 000
Totaux (en €)		4 120 050	2 479 950	**6 600 000**

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chacun des bénéficiaires, de conventions conformes à la convention type figurant en annexe 2 et autorise la présidente du Conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **6 600 000** € disponible sur le chapitre budgétaire 939 « Action économique », Code fonctionnel 92 « Recherche et Innovation », Programme HP 92-006 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur », Action 19200601 « Soutien aux domaines d'intérêt majeur » du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Article 3 : Démarrages anticipés

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions relatives aux « autres dépenses de fonctionnement », à compter des dates prévisionnelles de démarrages indiquées dans le tableau ci-après, par dérogation à l'article 29 de

l'annexe de la délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 relative au règlement budgétaire et financier, afin de soutenir le fonctionnement des réseaux DIM nécessaire à la sélection de leurs programmes de recherche et à l'animation de ces réseaux selon le tableau suivant :

DIM	Date de prise en compte des dépenses
Cerveau et Pensée	1er Mai 2016
R2DS	
ACAV	24 juin 2016
ASTREA	
Analytics	
Biothérapies	
Cancérologie	
CORDDIM	
Gestes	
GID	
ISC	
IS2IT	
Malinf	
Nano-K	
Oxymore	
RDMIDF	

Article 4 : Avenant à une convention CORDDIM

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°1652 relative au soutien au programme 2015 du CORDDIM, tel que présenté en annexe 4 à la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

Article 5 : Avenant à une convention DIM ISC-PIF

Approuve l'avenant n°1 à la convention n°1664 relative au soutien au programme 2015 du DIM Problématiques transversales aux systèmes complexes, tel que présenté en annexe 5 à la présente délibération, et autorise la présidente du Conseil régional à le signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

Valérie PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS PROPOSEES AU VOTE

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-450	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**92 - Recherche et innovation**
Programme	**192006 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur**
Action	**19200601 - Soutien aux domaines d'intérêt majeur (DIM)**

Dispositif : N° 00000351 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)

Dossier	16013217 - DIM CANCEROLOGIE - CANCEROPOLE - PROGRAMME 2016 - ALLOCATIONS DE RECHERCHE			
Bénéficiaire	R35225 - CANCEROPOLE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	615 600,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
615 600,00 €	HT	100 %	615 600,00 €	

Dossier	16013219 - DIM INNOVATION, SCIENCES, TECHNIQUES, SOCIETE - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R21311 - UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	TTC	100 %	150 000,00 €	

Dossier	16013220 - DIM AGROSCIENCES, ECOLOGIE DES TERRITOIRES, ALIMENTATION - PROGRAMME 2016 -AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R20236 - INRA INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-450	Budget	2016

Dossier	16013221 - DIM CERVEAU ET PENSEE : NEUROSCIENCES, NEUROLOGIE, PSYCHIATRIE, COGNITION - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0020889 - SCS ECOLE DES NEUROSCIENCES PARIS ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	239 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
239 000,00 €	TTC	100 %	239 000,00 €	

Dossier	16013222 - DIM DES ATOMES FROIDS AUX NANOSCIENCES - NANO-K - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R8228 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	288 300,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
288 300,00 €	HT	100 %	288 300,00 €	

Dossier	16013223 - DIM GENRE, INEGALITES, DISCRIMINATIONS - GID-PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R21311 - UNIVERSITE DE MARNE LA VALLEE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	TTC	100 %	150 000,00 €	

Dossier	16013224 - DIM MATHEMATIQUES - RDMIDF - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	P0021001 - FONDATION SCIENCES MATHEMATIQUES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 800,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
136 800,00 €	TTC	100 %	136 800,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-450	Budget	2016

Dossier	16013225 - DIM OXYDES MULTIFONCTIONNELS - OXYMORE - PROGRAMME 2016 - AUTRE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R8228 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Dossier	16013226 - DIM PATHOLOGIES INFECTIEUSES HUMAINES : MECANISMES, RISQUES ET IMPACT SOCIETAL - MALINF - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R4086 - INSTITUT PASTEUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	34 600,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
34 600,00 €	HT	100 %	34 600,00 €	

Dossier	16013227 - DIM SYSTEMES COMPLEXES - ISC - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R8228 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Dossier	16013241 - DIM CERVEAU ET PENSEE : NEUROSCIENCES, NEUROLOGIE, PSYCHIATRIE, COGNITION - PROGRAMME 2016 - ALLOCATIONS DE RECHERCHE			
Bénéficiaire	P0020889 - SCS ECOLE DES NEUROSCIENCES PARIS ILE DE FRANCE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	511 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
511 000,00 €	HT	100 %	511 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-450	Budget	2016

Dossier	16013250 - DIM PATHOLOGIES INFECTIEUSES HUMAINES : MECANISMES, RISQUES ET IMPACT SOCIETAL - MALINF - PROGRAMME 2016 - ALLOCATIONS DE RECHERCHE			
Bénéficiaire	R4086 - INSTITUT PASTEUR			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	715 400,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
715 400,00 €	HT	100 %	715 400,00 €	

Dossier	16013255 - DIM DES ATOMES FROIDS AUX NANOSCIENCES - NANO-K - PROGRAMME 2016 - ALLOCATIONS DE RECHERCHE			
Bénéficiaire	R8228 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	461 700,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
461 700,00 €	HT	100 %	461 700,00 €	

Dossier	16013256 - DIM CANCEROLOGIE - CANCEROPOLE - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R35225 - CANCEROPOLE IDF			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	134 400,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
134 400,00 €	TTC	100 %	134 400,00 €	

Dossier	16013259 - DIM ASTROPHYSIQUE ET CONDITIONS D'APPARITION DE LA VIE - ACAV - PROGRAMME 2016 - ALLOCATIONS DE RECHERCHE			
Bénéficiaire	R20240 - OBSERVATOIRE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	589 950,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
589 950,00 €	HT	100 %	589 950,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-450	Budget	2016

Dossier	16013260 - DIM ASTROPHYSIQUE ET CONDITIONS D'APPARITION DE LA VIE - ACAV - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R20240 - OBSERVATOIRE DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	160 050,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
160 050,00 €	HT	100 %	160 050,00 €	

Dossier	16013261 - DIM BIOTHERAPIES : MEDECINE REGENERATIVE, CELLULES SOUCHES ET TRANSPLANTATION - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R6379 - UNIVERSITE PARIS DESCARTES - PARIS 5			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
125 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Dossier	16013262 - DIM DEFIS ANALYTIQUES DU CONCEPT AU SYSTEME - ANALYTICS - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R33152 - REGIE ESPCI ECOLE SUP PHYSIQUE CHIMIE INDUST			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	TTC	100 %	150 000,00 €	

Dossier	16013263 - DIM DEVELOPPEMENT SOUTENABLE - R2DS - PROGRAMME 2016 - AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R8228 - CNRS CTRE NAT DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	HT	100 %	150 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-450	Budget	2016

Dossier	16013264 - DIM MALADIES CARDIOVASCULAIRES, OBESITE, REIN, DIABETE - CORDDIM - PROGRAMME 2016- ALLOCATIONS DE RECHERCHE			
Bénéficiaire	R8457 - INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	613 200,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
613 200,00 €	HT	100 %	613 200,00 €	

Dossier	16013265 - DIM MALADIES CARDIOVASCULAIRES, OBESITE, REIN, DIABETE - CORDDIM - PROGRAMME 2016- AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R8457 - INSERM INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	136 800,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
136 800,00 €	TTC	100 %	136 800,00 €	

Dossier	16013266 - DIM TRAVAIL ET SOUFFRANCE AU TRAVAIL - PROGRAMME 2016 -AUTRES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT			
Bénéficiaire	R8228 - CNRS CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	150 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
150 000,00 €	TTC	100 %	150 000,00 €	

Dossier	16013302 - DIM MATHEMATIQUES - RDMIDF - PROGRAMME 2016 - ALLOCATIONS DE RECHERCHE			
Bénéficiaire	P0021001 - FONDATION SCIENCES MATHEMATIQUES DE PARIS			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	613 200,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
613 200,00 €	TTC	100 %	613 200,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000351 - Soutien intégré à des domaines d'intérêt majeur (SIDIM - Fonctionnement)	6 600 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 92 - 192006 - 19200601	6 600 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : CONVENTION-TYPE DIM

CONVENTION N° XXXXXX (allocations de recherche) et XXXXXXX (autres dépenses de fonctionnement) relative au soutien au programme Année N du DIM NOM DU DIM

Entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CPXXXXX du XXXXXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

XXXXXXXXXXXXX
N° SIRET :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Après avoir rappelé :

- la labellisation de « Nom du DIM » comme Domaine d'Intérêt Majeur (DIM) par délibération n° CR 97-11 du 18 novembre 2011,
- le soutien transitoire aux acteurs des Domaines d'Intérêt Majeur (DIM) labellisés pour la période 2012-2015 par délibération CR 34-16 du 17 mars 2016,
- les enjeux sociaux, scientifiques, économiques, liés à la recherche dans le(s) domaine(s) « Nom du DIM »,
- que les laboratoires participant aux projets de recherche du DIM se sont regroupés par l'intermédiaire de leurs organismes de tutelle dont les principaux se sont constitués en « Nature du groupement constitutif », nommé(e) « NOM du RESEAU », ci-après dénommé(e) « le Réseau »,
- que le bénéficiaire a été désigné par les membres du Réseau pour passer convention avec la Région et être l'établissement support financier pour la subvention régionale (hors opérations immobilières),
- que de ce fait, les engagements pris au titre de la présente convention par le bénéficiaire sont considérés comme ceux du Réseau dans le cadre des programmes de recherche impliquant des dépenses de fonctionnement et d'équipements.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP 16- XXXX du XXXXXXXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir le programme d'action de l'année 2016 du DIM NOM DU DIM, dont le descriptif figure dans l'annexe technique de la présente convention, par l'attribution à NOM DU BENEFICAIRE d'une subvention de XXXXXX €, répartit comme suit :

- une subvention de fonctionnement pour les allocations de recherche, correspondant à **100%** de la dépense subventionnable, soit un montant maximum de subvention de **XXXXXX** €
- une subvention de fonctionnement pour les autres dépenses de fonctionnement, correspondant à **XXX%** de la dépense subventionnable, soit un montant maximum de subvention de **XXXXXX** €.

Les montants de chaque projet soutenu dans le cadre du programme 2016 sont détaillés dans l'annexe technique à la présente convention.

L'emploi scientifique étant une priorité politique pour la Région, elle a souhaité fixer des conditions de rémunération spécifiques pour les allocataires de recherche, précisées dans l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AUX PROJETS SUBVENTIONNES

Le bénéficiaire s'engage à assurer le suivi et réaliser ou faire réaliser les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe technique. Il associe également la Région au processus de sélection des projets de recherche.

Le bénéficiaire s'assure que les projets soumis au financement du programme du DIM n'aient pas fait l'objet d'une demande/d'un soutien dans le cadre d'un autre DIM, du dispositif SESAME, du programme du Genopole, d'un projet collaboratif d'un pôle de compétitivité et du Contrat de projets 2015-2020.

Le bénéficiaire participe aux réunions organisées par la Région en vue des bilans, de l'échange, du suivi général, de l'évaluation des actions subventionnées, informe la Région des autres subventions publiques demandées ou attribuées pour le même objet en cours d'exercice de la présente convention et des difficultés ou évènements sérieux et imprévus, susceptibles de retarder voire d'interrompre l'exécution des projets et met en œuvre les outils de suivi nécessaires :
- au contrôle de l'utilisation de la subvention régionale ;
- au calcul des coûts de chaque action faisant l'objet de la présente convention.

Le bénéficiaire s'assure de l'éligibilité des candidats aux allocations doctorales et postdoctorales selon les conditions fixées par la Région :
- sont éligibles aux allocations doctorales les étudiants titulaires d'un master de recherche (ou d'un DEA / DESS ou équivalent), inscrits dans une institution de recherche francilienne ou étudiants inscrits en première ou deuxième année de doctorat correspondant à l'année universitaire de sélection. Le financement des allocations doctorales par la Région n'est pas cumulable avec une autre aide (autre allocation de recherche, bourse CIFRE…). Les missions doctorales (missions dans les enseignements, doctorat-conseil…) sont néanmoins admises ;
- sont éligibles aux allocations post-doctorales les titulaires d'un doctorat, candidats à un premier contrat de recherche en France après la soutenance de la thèse et réalisé dans un laboratoire francilien d'une durée de dix-huit mois maximum.

Les allocations de recherche financées par la Région dans le cadre du programme du DIM correspondent à une rémunération d'un montant brut chargé (cotisations sociales et indemnité de perte d'emploi éventuelle comprises) à hauteur de :
- 2 700€ par mois par allocation doctorale sur une durée maximale de 36 mois, auxquels s'ajoute une enveloppe plafonnée à 5 000€ sur la durée de la thèse pour les coûts environnés, soit un montant total maximum par allocataire de 102 200€. Les coûts environnés des allocations de 24 mois sont fixés à 3 200€ maximum, ce qui porte le montant total maximum par allocation doctorale de 24 mois à 68 000€.
- 4 150€ par mois par allocation post doctorale sur une durée maximale de 18 mois, auxquels s'ajoute une enveloppe plafonnée à 2 250 €, soit un montant total maximum par allocataire de 76 950€. Les coûts environnés des allocations de 12 mois sont de 1 500 € maximum, ce qui porte le montant total maximum par allocation postdoctorale de 12 mois à 51 300€.

Dans le cadre d'opérations menées par des unités mixtes de recherche sous tutelles d'organismes publics ou dans le cadre d'opérations co-organisées par plusieurs organismes publics ou privés identifiés dans l'annexe technique, la globalité des dépenses engagées par ces différents organismes dans le cadre des actions subventionnées seront prises en comptes.

Toutes modifications substantielle du programme doit faire l'objet d'une demande à la Région et doit être approuvée par celle-ci. La Région ne prendra en charge aucun surcoût lié à une modification du programme 2016 du DIM.

Les modifications non substantielles ne modifiant pas les montants et taux de la subvention régionale ainsi que les objectifs et la nature du projet peuvent être actées par le comité de suivi identifié à l'article 4.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

L'organisme gestionnaire s'engage à recruter 3 stagiaires ou alternants pour une durée minimale de deux mois dans la période de validité de la subvention régionale. *Dans le cas des GIP, le recrutement des stagiaires ou alternants peut être pris en charge par les établissements membres du GIP.*
Dans ces mêmes conditions, un stagiaire ou alternant devra également être accueilli par chacun des établissements bénéficiaires d'une allocation de recherche dans le cadre du programme 2016 de votre DIM.
L'organisme gestionnaire et les bénéficiaires saisissent les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Mettre en place avec les organismes mentionnés dans l'annexe technique une convention de contractualisation afin de permettre la réalisation des actions subventionnées.

Adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la réglementation en vigueur.

Respecter les procédures de mise en concurrence pour la passation des marchés auxquelles le bénéficiaire ou les membres du Réseau peuvent être assujettis tant au regard du droit français que communautaire.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il (ou, le cas échéant, les établissements bénéficiaires d'allocations de recherche) pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.

Utiliser au mieux le montant de la subvention régionale attribuée aux allocations de recherche, afin de garantir un salaire net minimum de **1400 €** par mois aux doctorants et de **2100 €** par mois aux post-doctorants. Ces allocations sont financées à 100% par la Région.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1ère de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication. De même, Les correspondances et les communications écrites ou orales (programme, affiche, documents remis aux participants, articles, interviews, …) relatives à la manifestation, objet de la convention, indiquent explicitement l'implication de la Région. Enfin, concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Ile-de-France.

L'information relative au soutien régional aux allocations de recherche prend la forme de la mention « Projet soutenu par l'attribution d'une allocation de recherche Région Ile-de-France » ou « This work was supported by grants from Région Ile-de-France » dans les publications françaises et internationales, et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale pour les présentations orales.

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50% du budget total de l'opération, la taille du logo régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention (en particulier l'inauguration des projets menés par le Réseau) font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Pour les dépenses de fonctionnement (allocations de recherche et autres dépenses de fonctionnement)

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision de la Présidente, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Pour les allocations de recherche

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances selon les modalités suivantes :

- une avance à la notification de la présente convention, correspondant aux 12 premiers mois des salaires versés aux doctorants, sur production d'un état prévisionnel des salaires à verser sur cette période pour la réalisation des projets concernés, qui précise le montant et le détail des sommes à la charge de l'établissement employeur ainsi que le montant mensuel net versé aux doctorants, les noms des doctorants bénéficiaires et les noms des projets à réaliser, ainsi que la copie du contrat de travail signé entre l'établissement employeur et le doctorant (ou à défaut une attestation équivalente) ;

- au 12ème mois, une nouvelle avance couvrant 12 mois de salaire (pour les allocations doctorales) ou 6 mois de salaires (pour les allocations post-doctorales), sur production d'un état prévisionnel des salaires à verser sur cette période pour la réalisation des projets concernés, qui précise le montant et le détail des sommes à la charge de l'établissement employeur ainsi que le montant mensuel net versé au doctorant, les noms des doctorants bénéficiaires et les noms des projets à réaliser, et d'un état récapitulatif des salaires mensuels (bruts et nets) versés sur la durée de la première avance, certifié réel ;
- au 24ème mois, une nouvelle avance couvrant 12 mois de salaire (pour les allocations doctorales), sur production d'un état prévisionnel des salaires à verser pour la réalisation des projets concernés, qui précise le montant et le détail des sommes à la charge de l'établissement employeur ainsi que le montant mensuel net versé au doctorant, les noms des doctorants bénéficiaires et les noms des projets à réaliser et d'un état récapitulatif des salaires mensuels (bruts et nets) versés sur la durée de la deuxième avance, certifié réel.

Au terme du contrat de travail de l'allocataire, un état original certifié sincère justifiant l'intégralité des salaires mensuels (bruts et nets) versés, signé par le représentant légal et, selon le cas, le comptable public, le commissaire aux comptes ou l'expert-comptable (si l'organisme en est doté, dans le cas contraire par la personne habilité à valider les dépenses) qui certifie leur prise en charge dans sa comptabilité et leur règlement, seront adressés à la Région.

Pour les coûts environnés des allocations de recherche

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total du coût environné, sur présentation pour chaque allocataire d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de ces coûts environnés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet du coût environné, accompagné des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de ces coûts environnés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;
- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné).
- Le versement du solde est également subordonné à la production d'un justificatif de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée ou contrat de travail signé).

Pour les autres dépenses de fonctionnement

Le bénéficiaire peut demander le versement d'avances selon les modalités suivantes :
- une avance de 30 % du montant de la subvention affectée à ces dépenses, après la notification de la convention et sur appel de fonds ;
- sur présentation des justificatifs de dépenses réalisées correspondant au montant de l'avance de 30%, certifiées sincères par la personne habilitée, la Région peut procéder au versement d'une nouvelle avance à valoir sur les dépenses à effectuer.

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de ces coûts environnés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Le cumul des avances et des acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

Le solde ne peut être versé qu'après justification de l'achèvement et du paiement complet du coût environné, accompagné des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de ces coûts environnés, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal de la structure et revêtu du nom et de la qualité du signataire et, le cas échéant, du cachet de l'organisme ;

- un compte-rendu financier (bilan équilibré des dépenses et recettes) des actions subventionnées au titre de ces coûts environnés, signés par le représentant légal de la structure et, selon le cas, par l'agent comptable, l'expert-comptable, ou le commissaire aux comptes de l'organisme (si l'organisme en est doté, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Pour les dépenses de fonctionnement (allocations de recherche et autres dépenses de fonctionnement)

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXXX pour les allocations de recherche et du XXXXXX pour les autres dépenses de fonctionnement, et ce, jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : SUIVI

Il est instauré un comité de suivi, présidé par la Région, afin de s'assurer du bon déroulement du programme, il regroupera des représentants du DIM XXXXXX et de la Région.

Chaque réunion donnera lieu à un compte-rendu.

Il veille au bon déroulement du programme, et peut acter des modifications non substantielles de ce dernier qui n'emportent pas modification de l'équilibre général de la convention.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXXXXX. Elle est conclue pour une durée de 10 ans.

ARTICLE 6 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification substantielle de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe technique adoptée par délibération n° CP XXX du XXX.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France
Valérie PECRESSE

Le

Le représentant du bénéficiaire
XXXXXXXXXXX

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : ANNEXES TECHNIQUES AUX CONVENTIONS DIM

DIM ACAV **2**

DIM ANALYTICS **3**

DIM ISC-PIF **4**

DIM NANO-K **5**

DIM OXYMORE **6**

DIM BIOTHERAPIES **7**

DIM CANCÉROLOGIE **8**

DIM CERVEAU & PENSÉE **9**

CORDDIM **10**

DIM MALINF **11**

DIM GID **12**

DIM GESTES **13**

DIM IS2IT **14**

DIM ASTREA **15**

DIM R2DS **16**

DIM RDM **17**

DIM ACAV

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Allocations de recherche post-doctorales y compris coûts environnés	589 950
Animation du réseau, communication, Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	160 050
TOTAL	**750 000**

DIM ANALYTICS

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM ISC-PIF

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM NANO-K

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Allocations de recherche post-doctorales y compris coûts environnés	461 700
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	288 300
TOTAL	**750 000**

DIM OXYMORE

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM BIOTHERAPIES

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication, coordination administrative (frais de personnel) et manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM CANCEROLOGIE

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Allocations de recherche post-doctorales y compris coûts environnés	615 600
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel)	134 400
TOTAL	**750 000**

DIM CERVEAU & PENSEE

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (€)
Allocations de recherche doctorales y compris coûts environnés	511 000
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	239 000
TOTAL	**750 000**

CORDDIM

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Allocations de recherche doctorales y compris coûts environnés	613 200
Animation du réseau, communication, Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	136 800
TOTAL	**750 000**

DIM MALINF

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Allocations de recherche doctorales y compris coûts environnés	715 400
Animation du réseau, communication, Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	34 600
TOTAL	**750 000**

DIM GID

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM GESTES

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM IS2IT

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM ASTREA

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM R2DS

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	150 000
TOTAL	**150 000**

DIM RDM

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Subvention Régionale (en €)
Allocations de recherche doctorales y compris coûts environnés	613 200
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel), manifestations scientifiques	136 800
TOTAL	**750 000**

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : AVENANT A LA CONVENTION N°1652

Avenant n°1 à la convention n°1652 relative au soutien aux équipements du programme 2015 du CORDDIM : Cardiovasculaire, Obésité, Rein, Diabète

entre

La Région Ile-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy – 75007 PARIS
représentée par sa Présidente, **Valérie PECRESSE**,
en vertu de la délibération XXXXXXXX,

ci-après dénommée la Région,

d'une part,

et

L'INSTITUT NATIONAL DE LA SANTE ET DE LA RECHERCHE MEDICALE,
N° de Siret : 180036048 - 00015
dont le siège social est situé au 101, rue de Tolbiac 75013 Paris
représenté par son Président directeur général, Monsieur **Yves LEVY**
Et par délégation M. Nicolas JEANJEAN, Délégué régional de la Délégation Régionale Inserm Paris 5 située au 2, rue d'Alésia CS51419 75014 Paris

ci-après dénommé « l'INSERM »

Article 1 :

Modifie la partie de l'annexe technique correspondant aux Petits et Moyens Equipements du programme 2015 du DIM CORDDIM, conformément à la nouvelle annexe technique jointe au présent avenant.

Article 2 :

Les autres articles et dispositions restent inchangés.

Fait en deux exemplaires à Paris, le

Le Président directeur général de l'INSERM et par délégation le Délégué Régional de la DR Paris 5	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Nicolas JEANJEAN	**Valérie PECRESSE**

Annexe technique à la convention n°1652
relative au soutien aux équipements du programme 2015 du

DIM CORDDIM : « Cardiovasculaire - Obésité - Rein - Diabète »

Tableau récapitulatif des Petits et Moyens Equipements du CORDDIM

n° dossier	Titre du projet	Etablissement demandeur et gestionnaire de la convention	Principaux équipements demandés	Nom du laboratoire pilote	Nom du responsable scientifique du projet	Assiette des dépenses HT	Subvention régionale	Taux d'intervention
1	**Analyse extensive et automatisée des paramètres métaboliques et comportementaux chez le rat, la souris et les invertébrés**	**Université Paris Diderot**	**- Outils de mesure de calorimétrique indirecte sur invertébrés**	**Unité BFA**	**Serge LUQUET / Raphaël DENIS**	**127 500 €**	**84 000 €**	**65,88 %**
2	**La clinique du globule rouge : une plateforme d'outils innovants pour l'étude de la physiopathologie du globule rouge**	**Inserm**	**- Système SID4bio avec modules, logiciels et module de tracking - Microscope inversé**	**UMR 1134**	**Wassim EL NEMER**	**151 600 €**	**100 000 €**	**65,96 %**
3	**Acquisition et utilisation d'un système intégré d'analyse cellulaire en temps réel au PARCC**	**Inserm**	**- Plateforme d'imagerie et analyse des cellules vivantes en continu**	**UMR 970**	**Xavier JEUNEMAITRE**	**137 000 €**	**90 000 €**	**65,69 %**
4	**Metabopath – Analyse métabolique pour la physiopathologie et le criblage des molécules**	**Université Paris Sud**	**- Analyseur Xfe96**	**UMR 1180**	**Catherine BRENNER-JAN**	**149 000 €**	**98 000 €**	**65,77 %**
5	**Microscope électronique de paillasse et physiopathologie de l'hémostase**	**Inserm**	**- Microscope électronique avec options imagerie**	**UMR 1176**	**Alexandre KAUSKOT**	**180 500 €**	**119 000 €**	**65,92 %**
6	**Acquisition de la vidéomicroscopie et de l'imagerie confocale par optimisation d'un système existant**	**Inserm**	**- Module d'acquisition en illumination structurée - Chambre thermostatée cellVivo**	**UMR 1155 - Tenon**	**Christos CHADJICHRISTOS**	**102 000 €**	**47 000 €**	**46,07 %**
					TOTAL	847 600 €	538 000 €	63,47 %

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : AVENANT A LA CONVENTION N°1664

Avenant n° 1 à la convention n°1664 relative au soutien au fonctionnement du programme 2015 du DIM ISC-PIF

entre

La Région Île-de-France
dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame **Valérie PECRESSE,**
En vertu de la délibération N° CP 16-XXX du XXXXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le Centre National de la Recherche Scientifique
N° SIRET : 180 089 013
dont le siège social est situé au : 3 rue Michel Ange 75794 PARIS CEDEX 16
ayant pour représentant son Président, Monsieur **Alain FUCHS**, lequel a délégué sa signature à **Monsieur Patrick MOUNAUD**, Délégué régional Paris-Villejuif,
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

Article 1 :

Modifie la partie de l'annexe technique relative au soutien au fonctionnement du programme 2015 du DIM ISC-PIF, conformément à la nouvelle annexe technique jointe au présent avenant.

Article 2 :

Les autres articles et dispositions restent inchangés.

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le

Le Président directeur général du CNRS et par délégation, le Délégué régional Paris-Villejuif du CNRS	La Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
Patrick MOUNAUD	**Valérie PECRESSE**

Annexe technique n°1 à la convention n°1664 relative au soutien au fonctionnement du programme 2015 du DIM ISC-PIF

La Région attribue, au titre du programme de fonctionnement 2015, une subvention de 600 000 **€** au CNRS, support financier du réseau de recherche du DIM ISC-PIF.

Celui-ci aura la charge de fournir à la Région les justificatifs demandés aux fins de contrôle.

Dans les conditions ci-dessus exposées, sont éligibles à l'aide de la Région les dépenses de fonctionnement se rapportant aux actions suivantes :

DIM ISC-PIF

Récapitulatif global des dépenses de fonctionnement

Récapitulatif global dépenses fonctionnement (€)	Nombre	Subvention Régionale (en €)
Allocations de recherche doctorales y compris coûts environnés	4	408 800
Manifestations scientifiques	8	31 500
Animation du réseau, communication Coordination administrative (frais de personnel)		159 700
Total		**600 000**

Manifestations scientifiques

N° Dossier	Titre de la manifestation	Dates et lieu	Coordonnateur	Laboratoire organisateur	Nom de l'établissement Etablissement signataire de la convention	Montant de la subvention (en €)
ISC-2015-AF001	Geometric Science of Information 2015 GSI'15	28 Octobre 2015 - 30 Octobre 2015 / Ecole Polytechnique, Paris-Saclay (France)	Baudot Pierre	Laboratoire d'Informatique de l'Ecole Polytechnique	Ecole Polytechnique	4 950
ISC-2015-AF002	Cellular and Molecular Biotechnology	14-18 décembre 2015 / IHÉS Centre de conférences Marilyn et James Simons	GROMOV Mikhail / Kepes François	Institut des Hautes Études Scientifiques / Epigenomics Project (Genopole)	Institut des Hautes Études Scientifiques (IHÉS)	4 000
ISC-2015-AF003	5th Symposium on Cross Disciplinary Genomics « Genomics and Microbial Communities »	Mi-octobre 2015 / Campus Jussieu	Alessandra Carbone	Laboratoire deBiologie Computationnelle et Quantitative UMR7238 CNRS-Université Pierre et Marie Curie	Université Pierre et Marie Curie	4 550
ISC-2015-AF004	Conférence climat et société	du 23-10-2015 au 01-11-2015 / Centre universitaire Panthéon, 12 ue Cujas 75005 Paris	Mandel Antoine	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	6 550
ISC-2015-AF005	Approches théoriques et modélisation de la diversité biologique et résilience dynamique des systèmes complexes organisés multi-échelles : du système immunitaire aux macro-écosystèmes.	Octobre 2015 / Institut des systèmes complexes de Paris Ile-de-France 113 rue nationale, 75013 Paris	Thomas-Vaslin Véronique	UMRS 959 UPMC INSERM CNRS FRE3632, Labex TransImmunom, équipe d'Immunologie Intégrative / CNRS, ENS USR 3608 "Complexité et information morphologiques" (Centre Cavailles, République des Savoirs)	Université Pierre et Marie Curie	3 500
ISC-2015-AF006	Quasicrystals: theory and practice	30 et 31 novembre 2015 / Institut Henri Poincaré Paris	Jagannathan Anuradha	Laboratoire de physique des solides	Université Paris-Sud, Orsay	2 500

ISC-2015-AF007	Interactions – Les sciences mathématiques à l'épreuve des sciences humaines et sociales	28-29 mai 2015 / Centre Panthéon, Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne	Randon-Furling Julien	SAMM - Statistique, Analyse, Modélisation Multidisciplinaire (Paris-1)	Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne	1 250
ISC-2015-AF008	Statistical and Mathematical Modeling in Biological Applications (SaMMBA)	10 séminaires sur la période Septembre 2015 - Juin 2016.	Supervie Virginie	UMR 1181 « Biostatistics, Biomathematics, Pharmacoepidemiology and Infectious Diseases » (B2PHI)	Institut Pasteur	4 200
					Total	**31 500**

Résumés scientifiques des manifestations

Geometric Science of Information 2015 GSI'15 :
Comme en 2013, la conférence GSI 2015 a pour objectif de se faire rencontrer mathématiques théoriques, appliquées et ingénierie autour du développement d'outils géométriques et leurs applications à l'analyse informatique. La participation active de jeunes chercheurs sera mise en avant, notamment pour identifier les domaines émergeant et trouver des pistes de collaboration sur le sujet de la géométrie informationnelle et de ses applications.
Les applications actuelles de la géométrie informationnelle en mathématiques sont le traitement avancé du signal, l'analyse de l'image et la modélisation des données complexes, l'extraction et le tri de d'informations, le codage, les systèmes cognitifs, l'optimisation, le « maching learning », la reconnaissance vocale, le traitement du langage.

Cellular and Molecular Biotechnology :
La biologie de synthèse est l'ingénierie d'objets biologiques complexes. Ce domaine émergent s'appuie sur les mots-clés qui caractérisent toute ingénierie mature : normalisation, modularité etc.
Cette conférence de très haut niveau explorera l'intérêt et la faisabilité pour chacun de ces mots-clés, à la fois afin de mieux comprendre les systèmes biologiques et d'établir de nouvelles plateformes biotechnologiques.

5th Symposium on Cross Disciplinary Genomics «Genomics and Microbial Communities »:
Depuis 2011, le «Cross Disciplinary Genomics Symposium» est un événement annuel qui se déroule à Paris sur le Campus Jussieu. Le,colloque a pour but d'explorer tous les champs de;recherche liés à la génomique. Cette année, l'axe thématique du colloque portera sur les communautés microbiennes qui jouent un rôle fondamental pour l'écosystème, et dont la compréhension peut avoir un impact primordial dans les domaines de la santé et des biotechnologies.
Le colloque rassemblera un groupe de scientifiques avec des spécialités dans différentes disciplines (biologie, physique, mathématique, informatique) dans le but d'échanger sur les perspectives ouvertes par l'arrivée d'approches innovantes (tant expérimentales que formelles) permettant de repenser la complexité génomique sous-jacente au fonctionnement des communautés microbiennes.

Conférence climat et société :
La COP21, organisée à Paris en décembre 2015, pourrait signer un tournant majeur dans la coopération internationale sur le climat avec la signature d'un accord global. Par-delà le résultat de ces négociations, le changement climatique représente un enjeu d'une l'échelle et d'une complexité sans précédent pour les sociétés humaines. Pour lutter, s'adapter ou se transformer face aux changements climatiques, nos sociétés devront de coordonner, à une échelle globale, sur de nouveaux systèmes de valeur, de nouvelles formes d'organisation institutionnelle, spatiale, économique. La conférence vise à présenter et à favoriser le développement de projets interdisciplinaires qui permettront de mieux comprendre ou de prévoir ces transformations de nos sociétés.

Approches théoriques et modélisation de la diversité biologique et résilience dynamique des systèmes complexes organisés multi-échelles : du système immunitaire aux macro-écosystèmes. :
La relation entre biodiversité, variabilité adaptabilité et résilience des systèmes vivants, soumis aux perturbations imprédictibles des systèmes complexes, quelles que soient leurs échelles, doit être questionnée, même en l'absence de mécanismes causalistes identifiables. La rencontre interdisciplinaires entre biologistes, immunologistes, écologues, philosophes, mathématiciens, physiciens, informaticiens permettra l'étude des concepts de diversité et de variabilité dans le vivant adaptatif et le rôle dans la résilience des systèmes vivants multi-échelles et organisés étudiés. Le système immunitaire adaptatif en cognition de l'environnement moléculaire des êtres vivants qui a co-évolué pour permettre la tolérance ou destruction de tissus présente une biodiversité cellulaire e moléculaire exceptionnelle et en fait un modèle d'étude de l'organisation et variation de systèmes dynamiques multi-échelles tout comme les écosystèmes macroscopiques.

Quasicrystals: theory and practice :
Cette rencontre est un événement interdisciplinaire qui a pour objectif de rassembler des physiciens et des mathématiciens autour de questions centrales dans le domaine des quasi-cristaux. Découverts en 1984 et récompensés d'un prix Nobel en 2011, les quasi-cristaux sont un exemple particulier de d'organisation complexe de la matière, dont les propriétés ne sont pas encore comprises.
Les personnes attendues à cette rencontre sont issues des domaines de la physique mathématique, de la recherche appliquée sur les matières molles et de la physique froide.

Interactions – Les sciences mathématiques à l'épreuve des sciences humaines et sociales :
Les Rencontres Interactions sont un colloque international et biennal, organisé à et soutenu par l'Université Paris-1 Panthéon-Sorbonne depuis 2011.
Il s'agit d'un Atelier interdisciplinaire faisant la part belle aux discussions croisées, entre approches quantitatives et qualitatives. En 2015, s'associent à l'équipe SAMM (Univ. Paris-1), le Dpt of Sociology de l'Université d'Oxford, via sa chaire de Criminologie (corr. Federico Varese, professeur invité à Paris-1 en 2015) ainsi que l'Institute for Scientific Interchange de Turin (corr. Laetitia Gauvin).

Statistical and Mathematical Modeling in Biological Applications (SaMMBA) :
Depuis 2011, les séminaires mensuels SaMMBA ont permis d'inviter des chercheurs de renommée internationale à présenter leurs travaux sur le thème de la modélisation mathématique et statistique en biologie et en santé. Ces séminaires, donnés à l'Institut Pasteur, permettent de réunir la communauté des chercheurs intéressés par ces thématiques en Ile-de-France pour (1 favoriser les échanges et les collaborations scientifiques et (2) rendre cette communauté plus visible internationalement. En 2015 / 2016, nous souhaitons poursuivre ces séminaires en continuant à inviter des scientifiques de haut niveau et en rassemblant des chercheurs franciliens théoriciens et des chercheurs plus expérimentaux afin de favoriser de nouvelles collaboration et le transfert de connaissances.

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-239

DU 21 SEPTEMBRE 2016

FINANCEMENT D'ACTIONS DU CPIER VALLEE DE LA SEINE 2015-2020 :

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération CR 53-15 du 18 juin 2015 relative à l'approbation du CPER, du CPIER Vallée de la Seine et du projet de CPIER Plan Seine 2015-2020 ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du Conseil régional à sa Commission permanente ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU La délibération n°CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016 ;

VU La délibération n° CP 15-397 du 09 juillet 2015 approuvant la convention d'objectifs et de moyens 2016-2018 avec l'IAU Ile-de-France et autorisant le président du conseil régional à la signer ;

VU Le rapport CP 16-239 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VU L'avis de la commission Environnement et Aménagement du Territoire ;

VU L'avis de la commission des Finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 : approbation de la convention avec l'État, la Région Normandie et les agences d'urbanisme de la vallée de la Seine, et de son avenant 2016

Approuve la convention-cadre 2015-2017 entre l'État, les Régions Ile-de-France et Normandie et les agences d'urbanisme de la vallée de la Seine, figurant en annexe 3 à la délibération.

Approuve l'avenant 2016 de cette convention, figurant en annexe 4 à la délibération.

Autorise la présidente à les signer.

Article 2 : subvention complémentaire à l'IAU-îdF pour sa participation au programme de travail interrégional du CPIER

Décide dans le cadre de la participation régionale au programme d'étude de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France de lui attribuer une subvention complémentaire d'un montant maximum de 67 000 € au titre de sa participation au programme de travail 2016 des agences d'urbanisme de la vallée de la Seine.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de 67 000,00 €, disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme

PR041-018 « Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales » du budget 2016.

Article 3 : soutien au projet PHRESQUES

Décide d'attribuer une subvention à hauteur de 85 090,87€ au bénéfice du GIP Seine Aval pour le projet PHRESQUES, dans le cadre de la fiche 1.2 du CPIER.

Approuve la convention de réalisation figurant en annexe 5 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de 85 090,87€, disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 041 « Actions interrégionales », programme PR041-018 « Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale », action 40401801S « Actions interrégionales » du budget 2016.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-239	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**041 - Actions interrégionales**
Programme	**404018 - Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale**
Action	**40401801S - Actions interrégionales**

Dispositif : N° 00000941 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement

Dossier	16007722 - DISPOSITIF COMMUN D'OBSERVATION ET D'ETUDES DE LA VALLEE DE LA SEINE - IAURIF			
Bénéficiaire	R5149 - IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Dispositif pérenne d'observation d'études et de prospective - Hors CPRD			
Montant total	67 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
67 000,00 €	HT	100 %	67 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000941 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	67 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 041 - 404018 - 40401801S	67 000,00 €

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**041 - Actions interrégionales**
Programme	**404018 - Aménagement et développement durable - Coopération interrégionale**
Action	**40401801S - Actions interrégionales**

Dispositif : N° 00000942 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement

Dossier	16007724 - PHRESQUES - PROJET D'HARMONISATION ET DE RENFORCEMENT DU SUIVI HAUTE FREQUENCE DE LA QUALITE DE L'EAU DE LA VALLEE DE LA SEINE			
Bénéficiaire	P0034503 - GIPSA GIP SEINE AVAL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Harmonisation de la connaissance des milieux - Hors CPRD			
Montant total	85 090,87 €		Code nature	204181
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 270 013,00 €	TTC	6,7 %	85 090,87 €	

Total sur le dispositif N° 00000942 - Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	85 090,87 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-239	Budget	2016

Total sur l'imputation 900 - 041 - 404018 - 40401801S	85 090,87 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJETS

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007722

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : DISPOSITIF COMMUN D'OBSERVATION ET D'ETUDES DE LA VALLEE DE LA SEINE - IAURIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement	67 000,00 €	100,00 %	67 000,00 €
	Montant Total de la subvention		67 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-041-6574-404018-200
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IAURIF INSTITUT D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME IDF
Adresse administrative : 15 RUE FALGUIERE
75740 PARIS 15 CEDEX
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Fouad AWADA, Directeur par intérim

Date de publication au JO : NC

N° SIRET : 77568448300065

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Fonctionnement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La fiche-action 1.1 du CPIER Vallée de la Seine vise à favoriser une dynamique de réflexion interrégionale en matière d'observation et d'études.

C'est dans cette perspective qu'a été élaborée une convention-cadre entre l'État, les Régions Ile-de-France et Normandie et les agences d'urbanisme de la vallée de la Seine fixant un projet d'études et d'actions commun, décliné annuellement par un avenant approuvé par le comité directeur de la vallée de la Seine et la Commission permanente du Conseil régional.

Description :

La subvention concerne la participation de l'IAU-îdF à la réalisation de ce programme inter-agences en 2016.

Les cinq agences d'urbanisme réaliseront trois actions en 2016 :
1. La mise en place d'un centre de ressources sur la vallée de la Seine, composé d'un dispositif de mutualisation et d'exploitation de données et d'un site web,
2. La réalisation d'une étude sur les continuités écologiques interrégionales et sur l'utilisation du projet de véloroute « Seine » pour résoudre les conflits d'usage en bord du fleuve,
3. L'organisation de la rencontre annuelle entre les agences et leurs partenaires.

Les cahiers des charges détaillés de ces actions sont approuvés en comité directeur de la vallée de la Seine.

La rencontre annuelle (3) est prévue pour le mois d'octobre ou novembre 2016. La mise en ligne du centre de ressources (1) et la livraison de l'étude (2) sont prévues pour la fin de l'année, avec des points d'étapes intermédiaires avec le comité technique de la vallée de la Seine.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION HAUTE-NORMANDIE
- REGION BASSE-NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Dispositif pérenne d'observation d'études et de prospective

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Observation, études, animation	67 000,00	100,00%
Total	67 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région CPIER	67 000,00	100,00%
Total	67 000,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	67 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté

2013	IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	390 000,00 €
2013	(IAU) Observatoire Régional de Santé d'Ile de France	730 000,00 €
2013	Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	18 195 000,00 €
2014	Cotisation annuelle au Syndicat mixte "Paris Métropole"	69 000,00 €
2014	Mise en oeuvre d'ateliers de création urbaine	25 000,00 €
2014	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	398 000,00 €
2014	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	730 000,00 €
2014	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	17 700 000,00 €
2015	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	398 000,00 €
2015	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	730 000,00 €
2015	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	21 275 000,00 €
2016	OA / IAU - Institut Régional de Développement du Sport (IRDS)	360 000,00 €
2016	OA / IAU Observatoire Régional de Santé d'Ile de France (ORS)	713 000,00 €
2016	OA / Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France (IAURIF)	18 574 400,00 €
	Montant total	80 287 400,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007724

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PHRESQUES - PROJET D'HARMONISATION ET DE RENFORCEMENT DU SUIVI HAUTE FREQUENCE DE LA QUALITE DE L'EAU DE LA VALLEE DE LA SEINE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement	1 270 013,00 €	6,70 %	85 090,87 €
	Montant Total de la subvention		85 090,87 €

Imputation budgétaire : 900-041-204181-404018-200
40401801S- Actions interrégionales

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GIPSA GIP SEINE AVAL
Adresse administrative : 115 BD DE LEUROPE
76100 ROUEN
Statut Juridique : Groupement d'Intérêt Public
Représentant : Madame Karine LADIRAY-GONCALVES, Directrice

N° SIRET : 18760911000031

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Contrat de plan interrégional Vallée de la Seine - Investissement
Rapport Cadre : CR53-15 du 18/06/2015

Date prévisionnelle de début de projet : 22 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
Compléter et intégrer le suivi en continu des milieux aquatiques de la vallée de Seine pour mieux comprendre le fonctionnement de l'hydro-système, au service de la prise en compte de l'environnement dans le développement durable de la vallée de la Seine (phase 1).

Description :
Le projet PHRESQUES (pour « Projet d'Harmonisation et de REnforcement du Suivi haute-fréquence de la QUalité de l'Eau de la vallée de Seine ») vise à fournir une vision intégrée de l'état de l'hydrosystème de la Seine, soumis à de fortes pressions anthropiques.

Ce suivi, essentiel pour la compréhension de l'influence des activités anthropiques sur la qualité de l'eau, repose aujourd'hui sur plusieurs réseaux ou dispositifs de suivi indépendants, par paramètre ou par secteur géographique (« Carboseine », « Synapses », « D4-La Carosse », « Smile », …). Ce manque de

cohérence entre les dispositifs de suivi à l'œuvre sur le continuum ne permet pas d'analyser le fonctionnement de l'hydrosystème dans son ensemble en prenant en compte l'ensemble des phénomènes responsables des évolutions des milieux aquatiques. De plus, des manques de connaissance sont identifiés, ils concernent le cycle du carbone et notamment le suivi de la biomasse des micro-algues (phytoplancton) et celui des sédiments et matières en suspension.

Le projet consiste à harmoniser les différents réseaux et approches existants, à les renforcer, et à les compléter par des dispositifs innovants. Mobilisant de nombreuses équipes de recherche (PIREN, IFREMER, universités de Rouen et de Caen), il est articulé en deux phases :
• la phase 1 (2016-2018), objet de la présente affectation, correspond à l'installation d'une nouvelle station à l'aval du système fluvial ainsi que d'une étude de faisabilité visant à tester à l'échelle de la vallée de Seine les protocoles et méthodes les plus performants à l'œuvre sur chacun des réseaux ;
• la phase 2 (2018-2020) correspond à une phase opérationnelle aujourd'hui esquissée et qui sera définie dans le détail en fonction des résultats de la phase 1.

Pour ce qui concerne la phase 1, sont prévus :
• Au titre de l'harmonisation des différents réseaux et approches existants :
o caractériser la biomasse phytoplanctonique sur l'ensemble du linéaire de la vallée de Seine en utilisant des approches optiques basées sur des mesures de fluorescence de la chlorophylle ;
o en matière hydro-sédimentaire où des approches optiques sont déjà utilisées, harmoniser et optimiser les protocoles de mesure de la turbidité et de calibration des capteurs, et évaluer la représentativité des mesures faites localement par rapport à la section du fleuve ;
o homogénéiser les référentiels de données et mettre en place un site internet unique pour l'accès aux différents réseaux de mesures (portail redirigeant vers les sites existants dans un premier temps)
• Au titre du renforcement :
o L'absence actuelle de suivi à l'interface entre les masses d'eau continentale et estuarienne, interface située au barrage de Poses, est le chainon manquant dans l'étude des processus continentaux et estuariens. Est donc prévue l'installation d'une station de mesure à l'amont immédiat du barrage de Poses, afin de comprendre l'influence à large échelle de l'agglomération parisienne sur l'écosystème Seine, et de quantifier les flux de matières sortant du secteur fluvial et entrant dans la zone estuarienne.
o L'estuaire constitue l'exutoire des apports continentaux au domaine marin. Une station de mesure (dite « D4-La Carosse ») est positionnée dans cette zone de transition mais, outre des difficultés de mise en œuvre et de maintenance, ne peut apprécier l'évolution des biomasses algales. Est donc prévue l'implantation de capteurs optiques identiques à ceux déjà utilisé en amont dans le fleuve Le tout sera complété par un courantomètre acoustique profilant la vitesse du courant sur l'ensemble de la colonne d'eau et mesurant les principaux paramètres de vagues permettant ainsi de caractériser leurs impacts sur les flux de matières.
• Au titre de l'innovation :
o Les méthodes de mesure de la fluorescence de la chlorophylle évoquées ci-dessus pour l'amont n'ont jamais été testées en condition estuarienne (fortes variations, de la salinité, des courants et de fortes charges en suspension). Il est donc prévu de le faire, étape indispensable avant d'envisager leur intégration dans un réseau de mesure continu pérenne.
o Le carbone organique dissous et la pression partielle de CO_2 sont des paramètres essentiels, mais il n'y a à ce jour pas de retour d'expérience de suivi continu en milieu naturel. Est donc prévue une étude des systèmes et techniques disponibles. Si cette phase de test s'avère concluante, l'installation de ces capteurs sera proposée dans la seconde phase du projet.

En conclusion, si l'ensemble de la phase 1 donne les résultats attendus, il sera possible de déployer en phase 2 dès 2018 un système permettant de suivre l'essentiel des phénomènes sédimentaires et biogéochimiques de l'hydro-système Seine. Un financement de cette phase 2 dans le cadre du CPIER vallée de Seine pourrait également être envisagé.

Intérêt régional :
Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Localisation géographique :
- REGION ILE DE FRANCE
- REGION HAUTE-NORMANDIE
- REGION BASSE-NORMANDIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : CPIER 2015-2020 - PLAN SEINE ET VALLEE DE LA SEINE/Harmonisation de la connaissance des milieux

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
PHRESQUES	1 270 013,00	100,00%
Total	1 270 013,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Part AESN	1 016 010,40	80,00%
Région Normandie	168 911,73	13,30%
Région Ile de France	85 090,87	6,70%
Total	1 270 013,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	28 363,62 €
2017	28 363,62 €
2018	28 363,63 €

ANNEXE 3 A LA DELIBERATION : CONVENTION-CADRE ENTRE L'ÉTAT, LES REGIONS ILE-DE-FRANCE ET NORMANDIE ET LES AGENCES D'URBANISME DE LA VALLEE DE LA SEINE (2015-2017)

CONVENTION-CADRE

entre l'État,

les Régions Île-de-France, Haute-Normandie et Basse-Normandie,

et les six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine

Années 2015-2017

PREAMBULE

1- Le projet de la « Vallée de la Seine » : du schéma stratégique au contrat de plan interrégional

La Vallée de la Seine, un espace stratégique pour l'attractivité et le développement économique national

Lien fédérateur de l'Île-de-France et de la Normandie, le territoire de la Vallée de la Seine réunit de grandes agglomérations, structure un maillage dense d'unités urbaines et constitue l'articulation indispensable à l'ouverture maritime de la « ville-monde » qu'est la métropole parisienne. Particulièrement cohérent, ce territoire inter-régional affirme une réelle singularité à l'échelle européenne, voire mondiale. Cet espace stratégique bénéficie d'un fort potentiel de développement lié à son offre portuaire (ports maritimes et fluviaux) et logistique, outils incontournables pour s'intégrer à l'économie mondialisée, aux forces de recherche et d'innovation présentes sur le territoire, au dynamisme et à la diversité de son économie, mais aussi à la richesse de son patrimoine naturel, historique et artistique.

Une forte mobilisation des agences d'urbanisme dès l'origine du projet

Sollicitées par leurs membres respectifs dès 2009, les six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine – l'AUCAME (Caen), l'AURH (Le Havre), l'AURBSE (Rouen), l'AUDAS (Seine Aval), l'APUR (Paris), et l'IAU-IDF (Île-de-France) – ont uni leurs forces et développé un partenariat actif. Celui-ci s'est traduit par la réalisation d'études et la rédaction de documents communs faisant référence sur les grands sujets stratégiques de développement et d'aménagement de la Vallée de la Seine.

Ce partenariat a également fortement contribué à la préparation et à l'organisation des quatre colloques « Seine d'Avenir » et « Axe Seine » au Havre (2010), à Rouen (2011), à Paris (2012) et à Caen (2013), qui ont constitué des temps forts dans la mobilisation des acteurs du développement de la Vallée de la Seine ces dernières années.

Le Schéma stratégique traduit des ambitions fortes

Dans la continuité des réflexions sur le Grand Paris, la mobilisation de l'Etat, des Régions Île-de-France, Haute et Basse-Normandie, des villes et des agglomérations de Caen, du Havre, de Rouen, de Seine Aval et de Paris, a fait naître une véritable ambition collective pour le développement de la Vallée de la Seine :

Le schéma stratégique « Vallée de la Seine », publié en 2015, s'appuie ainsi sur les travaux antérieurs et reflète l'implication de l'ensemble des acteurs qui ont contribué à sa rédaction : agglomérations, chambres consulaires, CESER, universités, Départements…

Ce projet d'aménagement et de développement de la vallée de la Seine représente l'opportunité d'impulser une dynamique d'activités nouvelles et de projets fédérateurs créateurs d'emplois, en passant en phase opérationnelle et en conduisant des actions concertées entre l'Etat, les trois Régions concernées et leurs partenaires, au profit de l'ensemble des habitants.

Une gouvernance renouvelée et une mise en œuvre du projet « Vallée de la Seine » portée par un contrat de plan inter-régional Etat-Régions (CPIER)

Avec la nomination de Monsieur François Philizot au poste de délégué interministériel pour le développement de la vallée de la Seine (DIDVS) en avril 2013, une nouvelle impulsion a été donnée au projet. Une gouvernance a été installée autour du périmètre de référence de la « Vallée de la Seine » défini par le décret du 22 avril 2013 (la Région Haute-Normandie dans son entier, les Départements du Calvados et de la Manche en Basse-Normandie, des Hauts-de-Seine, de Paris, de Seine-Saint-Denis, du Val d'Oise et des Yvelines en Île-de-France).

Elle se traduit par :

- la création d'un comité directeur présidé par le délégué interministériel au développement de la Vallée de la Seine et réunissant le Préfet coordonnateur des actions de l'Etat et les Présidents des Régions Haute-Normandie, Basse-Normandie et Île-de-France. Les deux autres préfets de régions sont associés à ce comité depuis son installation ;
- L'organisation d'une concertation régulière avec les autres partenaires : principales villes, communautés d'agglomération, Départements, chambres consulaires, CESER, HAROPA, Voies Navigables de France et SNCF-Réseau.

La mise en œuvre opérationnelle des orientations du schéma stratégique se traduit par un contrat de plan interrégional Etat-Régions (CPIER) signé le 25 juin 2015 et qui couvre la période 2015-2020.

Le CPIER « Vallée de la Seine » développe une stratégie d'ensemble articulée autour de trois axes principaux :

- La gestion de l'espace et le développement durable ;
- La maîtrise des flux et des déplacements ;
- Le développement économique, l'enseignement supérieur et la recherche.

2- La coopération des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine

Les agences d'urbanisme : outil mutualisé et partenarial d'ingénierie territoriale

L'État a suscité la création des agences d'urbanisme dans la loi d'orientation foncière de 1967 et les soutient depuis leur origine. Partenaires privilégiés du ministère du logement et de l'égalité des territoires en tant qu'outils d'ingénierie coopératifs et pluridisciplinaires, les agences d'urbanisme jouent un rôle moteur dans la promotion et la mise en œuvre des orientations du Grenelle de l'Environnement et du cadre législatif mis en place pour sa déclinaison.

Les agences d'urbanisme sont des outils mutualisés d'ingénierie territoriale et urbaine, inscrits dans la durée. Elles peuvent prendre la forme d'association (loi 1901), de fondation

régionale ou de groupement d'intérêt public, dans lesquels l'État, les Régions, les autres collectivités locales et les acteurs de l'aménagement et du développement local sont réunis.

Les missions des agences d'urbanisme sont définies par l'article L121-3 du Code de l'urbanisme. Dans la loi du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), les missions des agences d'urbanisme sont confortées et précisées :

- Suivre les évolutions urbaines et développer l'observation territoriale ;
- Participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;
- Préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;
- Contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils de développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;
- Accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines.

Ces objectifs sont clairement édictés dans la convention entre l'Etat et la Fédération nationale des agences d'urbanisme (FNAU), signée le 18 novembre 2014 et qui souligne la volonté de l'Etat de soutenir les agences d'urbanisme travaillant en réseau, notamment pour l'observation urbaine et territoriale, la prospective et l'ingénierie partenariale au service des territoires.

Cette convention précise notamment que « *les agences d'urbanisme en réseau prennent une part active dans l'anticipation des politiques nationales d'aménagement du territoire et des grandes infrastructures (création de lignes à grande vitesse, axes ou contournements autoroutiers, aéroports et aménagements portuaires, étoiles ferroviaires, aménagement numérique (…). Les agences d'urbanisme en réseau s'impliqueront dans les démarches de mise en réseau des différentes ingénieries publiques, afin de favoriser la complémentarité des compétences et d'offrir un maillage efficace sur l'ensemble de la chaîne des politiques publiques, depuis la planification, en passant par l'aménagement, jusqu'à l'offre de logements, de services et d'équipements, ainsi que la création d'emplois, dans une logique de renouvellement urbain et de transition écologique* ».

Les Régions sont membres de la plupart des agences d'urbanisme de France, au titre notamment de leurs compétences relatives à l'aménagement du territoire, aux transports, au développement économique et à la recherche, à la formation professionnelle, aux enjeux environnementaux.

Les Régions Île-de-France, Haute et Basse-Normandie sont membres des agences présentes sur leur territoire respectif. L'IAU-ÎdF est présidée par le président de la Région Île-de-France. Sur le territoire de leur partenariat, les agences répondent aux attentes des Régions en réalisant le programme d'études mutualisé. Les agences d'urbanisme s'efforcent en effet, dans leurs travaux et leurs projets, d'articuler les échelles, de marier les disciplines et de combiner les approches, au plus près des exigences de transversalité du développement durable, dans sa triple dimension économique, sociale et environnementale.

La charte de coopération formalise le partenariat des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine

Compte tenu de leur forte implication dans le projet « Vallée de la Seine » depuis 2009 et des perspectives de sollicitation croissante de leurs membres et des acteurs du développement territorial, les six agences d'urbanisme (AUCAME, AURH, AURBSE, AUDAS, APUR et IAU-IDF) ont souhaité renforcer l'organisation et la lisibilité de leur partenariat afin

de créer un véritable réseau d'ingénierie pérenne. Cette démarche s'est concrétisée par l'élaboration d'une « **charte de coopération des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine** » qui a été signée le 17 novembre 2014 par leurs six présidents, en présence du délégué interministériel pour le développement de la vallée de la Seine.

A travers cette charte de coopération, les agences d'urbanisme souhaitent développer une expertise et un socle de connaissances communs, être en capacité de répondre collectivement aux sollicitations des acteurs de la Vallée de la Seine, et faire vivre et promouvoir une culture commune du territoire et du projet.

Chaque année, une des six agences d'urbanisme est désignée « agence-pilote de la coopération » et assure à ce titre le secrétariat et l'organisation du travail collectif.

Un programme de travail collectif de la coopération adossé au CPIER

La charte de coopération des six agences d'urbanisme prévoit l'élaboration d'un programme de travail collectif, identifiant les domaines et les projets pour lesquels l'ensemble des Agences d'urbanisme peut être mobilisé. Il fait l'objet d'une déclinaison annuelle. Ces travaux sont corrélés au projet « Vallée de la Seine » et s'inscrivent dans les objectifs du CPIER 2015-2020.

Ainsi, le programme de travail collectif des six agences d'urbanisme pour la période 2015-2017 s'articule autour de trois objectifs principaux :

1- Développer une expertise et un socle de connaissances communs ;

2- Répondre collectivement aux sollicitations des acteurs membres des agences ;

3- Organiser une rencontre annuelle pour faire vivre le partenariat et promouvoir une culture commune du territoire et du projet.

Le contenu de ce programme de travail est précisé annuellement et traduit les souhaits partagés par les agences d'urbanisme, l'Etat et les Régions. Il constitue un complément au programme d'études mutualisé de chacune des six agences.

*

* *

Vu le schéma stratégique pour le développement de la Vallée de la Seine publié en juillet 2015,

Vu le contrat de plan Etat-Région signé par l'Etat et les Régions Basse-Normandie, Haute-Normandie et Île-de-France le 25 juin 2015,

Vu la charte de coopération des six agences d'urbanisme de la vallée de la Seine signée le 17 novembre 2014,

Considérant que, pour la mise en œuvre du schéma stratégique et du CPIER Vallée de la Seine et au regard du programme de travail collectif des six agences d'urbanisme, il est nécessaire de préciser les modalités permettant de renforcer le partenariat à l'échelle de cette vallée, d'établir les conditions de coordination des travaux et de définir le niveau du soutien financier de l'Etat et des Régions.

La présente convention est conclue entre :

L'État représenté par le préfet de Haute-Normandie, préfet coordonnateur pour la vallée de la Seine, et par le délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine,

La Région Île-de-France, représentée par son président, dûment habilité par la délibération du

La Région Haute-Normandie, représentée par son président, dûment habilité par la délibération de la commission permanente du 30 novembre 2015,

La Région Basse-Normandie, représentée par son président, dûment habilité par la délibération de la commission permanente du 20 novembre 2015,

D'une part,

et

l'agence d'urbanisme et de développement de la Seine Aval (AUDAS), mandataire de la coopération des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C6AU) – dûment habilitées par leurs conseils d'administration respectifs -, dont le siège est situé à Aubergenville (78410) – Immeuble Autoneum, rue des Chevries, représentée par son président, Monsieur Hugues RIBAULT, et désignée sous le terme **« la coopération des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C6AU) ».**

D'autre part,

ARTICLE 1ER - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir :

- les conditions d'élaboration du programme de travail collectif entre l'Etat, les Régions et les agences d'urbanisme, afin de mettre en place le socle d'un dispositif pérenne d'observation, d'études et de prospective tel que prévu par le CPIER. En termes d'échanges avec la coopération des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C6AU), l'État et les Régions participeront à la définition du programme de travail collectif et au suivi des travaux ainsi qu'aux missions d'animation et de contrôle de la qualité des productions ;
- les modalités de financement, par l'Etat et les Régions, des travaux menés par la C6AU pour la période 2015-2017 ;
- les travaux des agences s'organisent autour de trois objectifs principaux détaillés ci-après.

Pour chacun de ces objectifs, les avenants annuels à la présente convention précisent la nature des travaux attendus et les moyens financiers qui y sont alloués.

1/ Développer une expertise et un socle de connaissances communs

En lien avec les objectifs définis par le schéma stratégique pour la Vallée de la Seine et les actions retenues dans le cadre du CPIER, les six agences d'urbanisme de la vallée de la Seine (C6AU) conçoivent et mettent en œuvre un dispositif commun de suivi des dynamiques territoriales de la Vallée de la Seine.

Cet outil aura plusieurs fonctions :

- mesurer de façon harmonisée les dynamiques territoriales à l'échelle de la vallée de la Seine ;
- contribuer à l'analyse des évolutions observées et aux réflexions prospectives ;
- apporter une aide à la décision du comité directeur de la vallée de la Seine ;
- servir de centre de ressources favorisant le partage des connaissances et l'appropriation du projet de la Vallée de la Seine par les différents acteurs du territoire.

L'outil sera défini et exploité en étroite collaboration avec la DIDVS, les services déconcentrés de l'Etat et les Régions. Le choix des indicateurs sera opéré au regard des objectifs du schéma stratégique de la vallée de la Seine et en associant les acteurs clés du territoire.

D'un point de vue opérationnel, la C6AU réalisera en 2015 le recensement des données mobilisables et définira la méthodologie et le format du dispositif en lien avec le comité directeur de la vallée de la Seine. La mise en œuvre complète du dispositif aura lieu en 2016 et 2017, s'inscrivant ainsi dans une démarche pluriannuelle.

En outre, une première actualisation des « données essentielles de la Vallée de la Seine » (2011) sera réalisée et diffusée. Par la suite, les six agences dresseront à échéance régulière le bilan et les perspectives d'évolution du territoire de la Vallée de la Seine, y compris au regard des projets engagés.

➔ ***2015 :***
- *définition du dispositif commun de suivi des dynamiques territoriales*

➔ ***2016 - 2017 :***
- *mise en œuvre du dispositif et publications*
- *actualisation des « données essentielles de la vallée de la Seine »*

2/ Répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur de la vallée de la Seine

Le comité directeur peut confier à la C6AU des études et interventions plus spécifiques, liées notamment à la mise en œuvre du CPIER 2015-2020.

Les principaux chantiers d'études thématiques identifiés dans le CPIER (observation du foncier, attractivité économique, etc.) nécessitent en effet un travail de défrichage non-négligeable à mener entre plusieurs partenaires de la vallée de la Seine afin de :

- définir des objectifs partagés,
- recenser les études et données existantes et identifier les besoins en études complémentaires qui en découlent,
- articuler le travail des différents partenaires sur un même thème (agences d'urbanisme, établissements publics fonciers, acteurs économiques, etc.) en précisant celui qui en assure l'animation,

Dans ce cadre, le rôle confié aux agences d'urbanisme par le comité directeur est de trois ordres :

- maîtrise d'œuvre d'études ;
- animation de groupes de travail, d'ateliers thématiques et consolidation de l'approche partenariale sur les sujets qui lui sont confiés ;
- participation aux groupes de travail et ateliers thématiques dont l'animation est confiée, par le comité directeur, à d'autres acteurs (foncier, paysages, tourisme, etc.).

Les avenants annuels à la présente convention précisent, le programme de travail, les sujets d'études et les financements correspondants. Les travaux peuvent prendre la forme d'études, d'ateliers prospectifs et participatifs, de constitution d'outils partagés, de participation aux autres démarches conduites dans le cadre du schéma stratégique.

La C6AU se positionne ici dans le cadre d'une réponse collective à ces sollicitations, fondée sur la méthode partagée, sur l'expertise et l'expérience acquises et sur la mutualisation des outils. Pour certaines thématiques, elle sera amenée à œuvrer étroitement avec d'autres partenaires de la vallée de la Seine.

Pour chacun des sujets d'études, la C6AU désigne systématiquement en son sein et a minima une «agence référente » et une « agence d'appui » pour mettre en œuvre, organiser, suivre et rendre compte auprès des maîtres d'ouvrage du travail collectif réalisé.

➔ ***2015 :***
- *accompagner le comité directeur dans la définition de programmes de travail pluriannuels des fiches actions du CPIER*
- *accompagner le comité directeur dans la mise en œuvre de la fiche action 1.3 « paysages »*

➔ ***2016 - 2017 :***
- *participation à la réalisation des programmes de travail*

3/ Organiser une rencontre annuelle pour faire vivre le partenariat et promouvoir une culture commune du territoire et du projet

La C6AU organisera chaque année une « rencontre annuelle des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine » sur un thème défini avec le comité directeur.

Cette rencontre annuelle vise trois objectifs :

- la diffusion des connaissances et analyses réalisées par la C6AU (publications, présentations, etc.) ;
- l'animation d'une dynamique de réflexion collective des partenaires du territoire sur l'atteinte des objectifs du schéma stratégique de la Vallée de la Seine (ateliers de travail, etc.) ;
- la présentation et la visite des réalisations et des territoires de la vallée de la Seine, afin de promouvoir un lien entre le projet global et sa mise en œuvre concrète.

La rencontre annuelle sera ouverte aux membres et équipes des agences de la coopération, aux membres du comité directeur et de l'assemblée plénière de la Vallée de la Seine, et aux partenaires jugés pertinents pour le thème annuel.

L'agence désignée en début d'année comme pilote de la coopération sera chargée, avec l'appui des autres agences d'urbanisme, de l'organisation de cet évènement, du rapport introductif et/ou des actes de la rencontre annuelle.

Le programme de travail annuel peut prévoir que des suites soient données aux rencontres (ateliers, études, etc.).

Dans le cas où les agences seraient appelées à contribuer à un colloque « Vallée de la Seine » organisé par le comité directeur ou ses partenaires, la rencontre annuelle des agences pourra être assimilée au colloque institutionnel selon des modalités à déterminer dans l'avenant annuel à la présente convention.

➔ ***2015 :***
- *1ère rencontre des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine, le 13 octobre 2015 à Mantes-la-Jolie et en Seine Aval IDF, autour du thème « Développement portuaire et logistique au service du renouveau industriel de la Vallée de la Seine ».*

➔ ***2016 - 2017 :***
- *2ème et 3ème rencontres annuelles des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (lieux et sujets à déterminer en 2016 et 2017).*

ARTICLE 2 - DUREE DE LA CONVENTION-CADRE

La présente convention-cadre porte sur les années 2015, 2016 et 2017.

ARTICLE 3 - ELABORATION ET SUIVI DU PROGRAMME DE TRAVAIL COLLECTIF

Le programme de travail annuel de la C6AU est élaboré conjointement par le comité directeur de la vallée de la Seine et les six agences d'urbanisme sur la base d'un projet proposé par la C6AU, selon le calendrier prévisionnel ci-après :

2015 :

- le programme de travail est précisé dans l'annexe 3 de la présente convention.

2016 :

- novembre 2015 - janvier 2016 :
  - les six agences accompagnent le comité directeur dans la définition de programmes de travail pluriannuels relevant des fiches-action du CPIER ;
  - les six agences élaborent, en association avec le comité directeur, une proposition de cahier des charges du dispositif commun de suivi des dynamiques territoriales de la vallée de la Seine.
- 1er février 2016 :
  - la C6AU proposent au comité directeur un projet de programme de travail 2016 ;
- mars 2016 :
  - le comité directeur et la C6AU discutent de cette proposition ;
  - la C6AU propose un projet d'avenant 2016 à la validation du comité directeur et au vote des assemblées délibérantes.

2017 :

- 1er octobre 2016 :
  - la C6AU propose au comité directeur un projet de programme de travail 2017
- octobre 2016 ;
  - le comité directeur et la C6AU discutent de cette proposition ;
  - la C6AU propose un projet d'avenant 2016 à la validation du comité directeur et au vote des assemblées délibérantes.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT DE LA COOPERATION DES SIX AGENCES D'URBANISME DE LA VALLEE DE LA SEINE (C6AU)

La coopération des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C6AU) s'engage à :

- Mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du programme de travail collectif ;
- Pour chaque action engagée au titre de l'exécution de la présente convention-cadre :
  - Transmettre au comité directeur, en amont de l'engagement de l'action, une fiche synthétique présentant le cahier des charges prévisionnel correspondant : principales caractéristiques, répartition des coûts, planning, modalités d'association du comité directeur et de ses partenaires, modalités de restitution et de communication ;
  - Informer l'État et les Régions de toute modification significative de ce cahier des charges en cours de réalisation ;
  - Associer l'État et les Régions au suivi ;
  - Envoyer les études et rapports au comité directeur au moins un mois avant leur publication, de manière à pouvoir échanger sur leur contenu avant leur publication ;

- Garantir la communication aux services de l'État et des Régions de la version finale des études ;

- Pour toute publicité et communication concernant les projets engagés au titre de la présente convention-cadre (dont notamment le dispositif commun de suivi, les études spécifiques et la Rencontre annuelle des agences) :
  - mentionner la participation de l'État et des Régions ;
  - apposer les logotypes de l'État, des Régions et de la démarche « Vallée de la Seine » conformément aux chartes graphiques en vigueur ;
  - concernant les sites web, positionner ces mentions et logotypes en page d'accueil et permettre le lien avec les sites institutionnels de l'État et des Régions ;
- Fournir un compte rendu annuel d'exécution signé du Président de l'Agence d'urbanisme mandataire de la C6AU au plus tard six mois après la clôture comptable de chaque exercice ;
- Fournir un compte rendu financier du programme dans les mêmes délais ;
- Faciliter tout contrôle éventuel, lié à l'attribution de fonds publics (Chambre Régionale des Comptes, Inspection Générale des Finances, tout organe de contrôle désigné par l'Etat ou une Région) et répondre à toute demande d'information ;
- Établir, au terme de la convention-cadre, un bilan final partagé de la démarche.

ARTICLE 5 - MONTANT DU FINANCEMENT

Dans la mesure où il concourt à la mise en œuvre du schéma stratégique de la vallée de la Seine, le programme de travail de la C6AU est financé principalement par l'Etat et les Régions dans le cadre du CPIER 2015-2020, notamment sa fiche-action 1.1 (« Dispositif pérenne d'observation, d'études et de prospective »). L'enveloppe prévisionnelle du CPIER dédiée à la présente convention-cadre figure dans le tableau présenté en annexe n°2.

Les agences d'urbanisme elles-mêmes participent au financement, de façon collective et solidaire, dans le cadre de leur coopération.

Les engagements financiers des différentes parties seront précisés annuellement :

- Pour 2015, dans l'annexe n°2 ; le financement étant principalement assuré par l'État dans cette année de transition ;
- Pour 2016 et 2017, par avenant annuel à la présente convention-cadre, élaboré d'un commun accord en fonction du programme de travail et des disponibilités financières des différentes parties. Une fois approuvé par le comité directeur, l'avenant annuel sera soumis au vote des assemblées délibérantes des Conseils régionaux.

Des financements supplémentaires pourront être versés à la C6AU ou à ses agences membres pour des missions imprévues au moment de la signature de l'avenant annuel. En cas de financements régionaux, toute subvention supplémentaire sera soumise au vote des instances délibérantes du Conseil régional concerné.

ARTICLE 6 – BUDGET PREVISIONNEL

Le budget prévisionnel nécessaire à la réalisation du programme de travail collectif de la coopération des six Agences d'urbanisme (C6AU) est précisé dans les avenants annuels.

ARTICLE 7 - MODALITES D'ENGAGEMENT ET DE PAIEMENT

L'État et les Régions procéderont au versement de leurs subventions auprès des agences sur la base du mémoire justificatif établi chaque année par l'agence mandataire de la C6AU.

Ce mémoire définit les montants par bénéficiaire notamment en fonction des charges assumées par chaque agence au titre du programme de travail de l'année en question (charges de travail, acquisition de données, etc.).

Pour l'État, la dépense correspondant au financement octroyé est imputée sur les crédits du budget opérationnel de programme 112 (FNADT) de l'Etat, pour l'année 2015, du CPIER « vallée de la Seine ».

Le montant du financement au titre du CPIER pourra faire l'objet, en application des articles 8 et 10, d'une modulation lorsque le programme de travail s'avère insuffisamment ou non réalisé.

L'engagement comptable du financement doit être accompagné des pièces requises à savoir :

- le budget prévisionnel de l'exercice considéré pour chaque agence, qui fera apparaître le budget prévisionnel dédié au programme de travail collectif ;
- le programme de travail collectif arrêté pour l'année, ou à défaut, un projet de programme approuvé par l'Etat et les Régions incluant les éléments financiers ;
- le compte-rendu annuel d'exécution du programme de travail de l'exercice précédent, prévu à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

En cas de non-exécution de l'objet décrit à l'article 1, la coopération des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C6AU) reconnaît son obligation de rembourser à l'Etat et aux Régions la totalité du concours apporté. En cas d'exécution partielle, la C6AU devra rembourser à l'Etat et aux Régions la part non justifiée du concours versé, sauf si elle a obtenu préalablement l'accord des représentants de l'Etat et des Régions pour modification de l'objet ou du budget.

ARTICLE 9 - DOMICILIATION DES PAIEMENTS

Sous réserve du respect par la C6AU des obligations mentionnées à l'article 7, les financements de l'Etat et des Régions relatifs à l'exécution du CPIER « Vallée de la Seine » seront versés selon les procédures comptables en vigueur.

L'État et les Régions se libéreront des sommes dues par virement sur le compte bancaire ouvert par chacune des six agences d'urbanisme et selon la répartition définie dans le mémoire adressé par l'agence mandataire de la C6AU (article 8).

Pour l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR) :
Compte bancaire domicilié à la BNP-Paribas Paris Associations et Fondations
Numéro de compte IBAN : FR76 3000 4009 7400 0008 9634 493

Pour l'Agence d'urbanisme de Caen Métropole (AUCAME) :
Compte bancaire domicilié à la Caisse d'Epargne Normandie
Numéro de compte IBAN : FR76 1142 5002 0008 0462 9034 575

Pour l'Agence d'urbanisme et de développement de la Seine Aval (AUDAS) :
Compte bancaire domicilié à la BNP-Paribas Mantes-Université

Numéro de compte IBAN : FR76 3000 4014 3800 0290 5326 558.

Pour l'Agence d'urbanisme de Rouen et des boucles de Seine et Eure (AURBSE) :
Compte bancaire domicilié au Crédit Coopératif Rouen
Numéro de compte IBAN : FR76 4255 9000 7141 0200 1375 288

Pour l'Agence d'urbanisme de la région du Havre et de l'estuaire de la Seine (AURH) :
Compte bancaire domicilié à la Caisse des Dépôts et Consignations Département Numéraire
Numéro de compte IBAN : FR37 4003 1000 0100 0006 5275 A19

Pour l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France (IAU-IDF) :
Compte bancaire domicilié à la BNP-Paribas Paris Associations et Fondations
Numéro de compte IBAN : FR76 3000 4002 7400 0101 3506 458

Pour l'Etat, le comptable assignataire est Madame la Directrice Régionale des Finances Publiques.

ARTICLE 10 - CONTROLE DE L'UTILISATION DU FINANCEMENT

Les représentants de l'Etat vérifieront que l'utilisation des crédits est conforme aux principes énoncés dans la circulaire MEEDDAT n° 2009/5 du 26 février 2009 relative aux agences d'urbanisme : conditions de fonctionnement et modalités de financement, rôle des services de l'Etat, et dans la note technique du 30 avril 2015. Cette vérification fait notamment l'objet d'une note annuelle concernant la réalisation du programme de travail collectif de l'exercice achevé.

ARTICLE 11 – AVENANTS

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention-cadre, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant validé selon des principes identiques à la présente convention.

ARTICLE 12 – CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION-CADRE

La reconduction de la présente convention-cadre pourra être opérée dans la limite de durée du CPIER, sous réserve de la réalisation d'une évaluation de l'activité de la C6AU dans sa mise en œuvre et du dépôt des conclusions, éventuellement provisoires, de cette évaluation. Cette évaluation est réalisée dans des conditions définies d'un commun accord entre l'Etat, les Régions et la coopération des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine.

ARTICLE 13 – RESILIATION DE LA CONVENTION-CADRE

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la présente convention-cadre, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

*
* *

Fait à , le .

Pour l'Etat

Pierre-Henry MACCIONI
Préfet de Région Haute-Normandie
Préfet coordonnateur des actions de l'Etat pour l'aménagement de la vallée de la Seine

François PHILIZOT
Délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine

Pour la Région Île-de-France

Président

Pour la Région Haute-Normandie

Nicolas MAYER-ROSSIGNOL,
Président

Pour la Région Basse-Normandie

Laurent BEAUVAIS,
Président

Pour la coopération des six agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C6AU),
L'agence d'urbanisme et de développement de la Seine aval, mandataire,

Hugues RIBAULT,
Président

ANNEXE 1 - Extraits du CPIER Vallée de la Seine 2015-2020

FICHE ACTION 1.1 : « Dispositif pérenne d'observation, d'études et de prospective »

Objectifs

Depuis plusieurs années, la vallée de la Seine fait l'objet de nombreuses études. Il est opportun de maintenir cette dynamique de réflexion interrégionale aussi bien en matière d'observation, de diagnostic et de prospective que d'études opérationnelles, d'appui à l'ingénierie territoriale et d'échanges de bonnes pratiques.

En particulier, les 6 agences d'urbanisme du territoire (APUR – AUCAME – AUDAS – AURBSE – AURH - IAU-ÎdF) ont joué un rôle important dans la genèse de la stratégie déployée autour de la vallée de la Seine. Pour chacune d'elles leur action s'inscrit dans le cadre d'une coopération structurée avec l'Etat et leurs autres partenaires, définie par une convention annuelle. Ces agences ont conclu en novembre 2014 une charte de coopération destinée à pérenniser leur engagement commun et exprimant leur volonté de répondre collectivement aux sollicitations des acteurs du développement de la vallée de la Seine. Il est opportun de s'appuyer sur le réseau qu'elles constituent.

Description

Conduite d'études interrégionales sur des objectifs arrêtés en commun, dans le cadre d'un dispositif pérenne.

Maîtres d'ouvrage

Agences d'urbanisme travaillant en partenariat, chambres de commerce et d'industrie, collectivités territoriales, établissements publics, etc.

Plan de Financement

	ETAT	REGION BASSE-NORMANDIE	REGION HAUTE-NORMANDIE	REGION ÎLE-DE-FRANCE	TOTAL
Observation, études et prospective;	FNADT 1 M€	0,2 M€	0,3 M€	0,333 M€	**1,833 M€**
TOTAL	**1 M€**	**0,2 M€**	**0,3 M€**	**0,333 M€**	**1,833 M€**

Calendrier de réalisation sur les deux triennaux

	2015-2017	2018-2020	TOTAL
Observation, études et prospective	0,9 M€	0,933 M€	**1,833 M€**
TOTAL	**0,9 M€**	**0,933 M€**	**1,833 M€**

Critères éco - conditionnalité

Prise en compte du développement durable dans les études

Priorité transversale emploi

Prise en compte de l'emploi dans les études

Commentaires

Compte tenu des crédits disponibles et des objectifs fixés, les opérations visées ici correspondront à des travaux d'études et de mise en réseau des acteurs. Les études et leurs recommandations s'inscriront plutôt en phase amont des projets « Vallée de la Seine ». Elles pourront être de nature prospective, comparative, exploratoire ou pré-opérationnelle : études d'opportunité, de faisabilité, de marché, de parangonnage, etc.

Les crédits Etat contribueront à la bonne coordination des agences et des acteurs de la vallée de la Seine. Ils apporteront des marges de manœuvre supplémentaires au financement de projets partenariaux plus ponctuels. Ils viendront, ce faisant, en complément des contributions de droit commun allouées par les Régions aux agences d'urbanisme.

ANNEXE 2 – Financements CPIER prévisionnels

Engagements État-Régions

	2015	2016	2017	TOTAL
État	120 000 €	160 000 €	175 000 €	415 000 €
Région Haute-Normandie	0 €	60 000 €	60 000 €	120 000 €
Région Basse-Normandie	0 €			
Région Île-de-France	0 €	67 000 €	67 000 €	134 000 €
TOTAL	**120 000 €**	**287 000 €**	**302 000 €**	**669 000 €**

Déclinaison par objectifs

	2015	2016	2017	TOTAL
1. Dispositif commun de suivi	60 000 €	122 000 €	122 000 €	**304 000 €**
2. Études CPIER	45 000 €	140 000 €	140 000 €	**325 000 €**
3. Rencontre annuelle	15 000 €	25 000 €	30 000 €	**70 000 €**
TOTAL	**120 000 €**	**287 000 €**	**302 000 €**	**669 000 €**

ANNEXE N°3

Programme de travail de l'année 2015

Pour l'année 2015, le programme de travail de la C6AU porte sur les actions suivantes :

Objectif 1 - Développer une expertise et un socle de connaissances communs

En 2015, cet objectif se décline en trois actions :

- La formalisation de la coopération entre les 6 agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine (C6AU) ;
- La rédaction par la C6AU d'une proposition de programme de travail collectif dans le cadre du CPIER pour la période 2015-2017, présentée au comité directeur de la vallée de la Seine en juin 2015 ;
- La préfiguration d'un dispositif commun de suivi des dynamiques territoriales en vue de la constitution d'un centre de ressources « Vallée de la Seine » : élaboration, en lien avec l'Etat et les Régions, du cahier des charges précisant :
    - Objectifs du dispositif (connaissances, aide à la décision État/Région, communication, etc.) ;
    - Indicateurs quantitatifs et qualitatifs (capitalisation des projets) ;
    - Périmètres et échelles d'analyse ;
    - Identification des études/données à mobiliser et des modalités pratiques de leur utilisation (interopérabilité, partenaires extérieurs à solliciter, etc.) ;
    - Définition des supports prévus (site web, cartographies interactives, etc.) ;
    - Méthode : phasage et calendrier prévisionnel du déploiement, animation du dispositif, articulation C6AU / comité directeur ;
    - Valorisation : programme d'analyses et de publications 2016-2017.

Objectif 2 - Répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur

Les agences joueront principalement un rôle d'assistance au comité directeur dans l'élaboration, en lien avec ses principaux partenaires, de programmes d'études et d'AMO, de mise en réseau et d'animation de professionnels, sur un certain nombre de thématiques définies d'un commun accord, notamment :

- ✓ Fonctionnement du système logistique à une échelle large (corridor européen) ;
- ✓ Consolidation des démarches d'attractivité économique.

Ce rôle pourra se traduire notamment par :

- la participation active aux groupes de travail thématiques créés par le comité technique de la vallée de la Seine sur les sujets « foncier », « paysages» et « attractivité économique » ;
- la proposition d'éléments de cadrage (analyse des besoins, présentations, etc.) et de programmes de travail détaillés, élaborés avec d'autres partenaires ;
- la construction d'une réflexion autour des thèmes suivants :

- Seine Gateway et canal Seine-Nord : enjeux pour le territoire et positionnement des acteurs ;
- Résilience et adaptation au changement climatique : de l'observation à l'action ;
- Vallée de Seine Numérique : répondre à des besoins croissants ;
- L'articulation des continuités écologiques ;
- L'identification des sites stratégiques, en termes de conflits d'usage notamment.

-

Objectif 3 - Organiser une rencontre annuelle pour faire vivre le partenariat et promouvoir une culture commune du territoire et du projet

Au nom de la coopération des agences d'urbanisme de la Vallée de Seine, l'AUDAS organise, le 13 octobre 2015, la première rencontre annuelle des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine à Mantes-la-Jolie, sur le thème « le développement portuaire et logistique au service du renouveau industriel ».

Cette rencontre annuelle vise à définir comment mettre en œuvre de façon coordonnée des actions concrètes à l'échelle de ce territoire et à mettre en avant des réalisations d'acteurs institutionnels et économiques sur le thème retenu. La rencontre annuelle comprendra également la tenue de plusieurs ateliers-visites mettant en évidence certains projets locaux ayant une résonance avec le projet Vallée de la Seine. L'objectif est de permettre une appropriation des enjeux et une meilleure connaissance du territoire par les acteurs.

A l'occasion de cette rencontre annuelle, la C6AU réalisera un rapport sur le développement portuaire et logistique au service du renouveau industriel de la Vallée de la Seine.

BUDGET PREVISIONNEL POUR L'ANNEE 2015

Budget global

Budget prévisionnel 2015 (recettes)		
	Montants	%
Participation APUR	3 000 €	2,0%
Participation AUCAME	3 000 €	2,0%
Participation AUDAS	15 000 €	10,0%
Participation AURBSE	3 000 €	2,0%
Participation AURH	3 000 €	2,0%
Participation IAU-IdF	3 000 €	2,0%
Financement CPIER Etat / 3 Régions	120 000 €	80,0%
Total des produits d'exploitation	150 000 €	100,0%
Total des produits exceptionnels	0 €	0,0%
Total des produits	150 000 €	100,0%

Budget prévisionnel 2015 (dépenses)		
	Montants	%
Fournitures pour études	1 500 €	1,0%
Frais liés à la "rencontre des agences"	25 000 €	16,7%
Frais de déplacements	2 500 €	1,7%
Frais de personnels études 2015	121 000 €	80,7%
Total des charges d'exploitation	150 000 €	100,0%
Total des charges exceptionnelles	0 €	0,00%
Total des charges	150 000 €	100,0%

Engagements Etat-Régions

	2015
Etat	120 000 €
Région Haute-Normandie	0 €
Région Basse-Normandie	0 €
Région Île-de-France	0 €
Total	120 000 €

ANNEXE 4 A LA DELIBERATION : AVENANT 2016 A LA CONVENTION-CADRE

AVENANT 2016

A la convention-cadre

entre l'État,

les Régions Île-de-France et Normandie,

et les cinq agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine

Pour la mise en œuvre du CPIER Vallée de la Seine sur la période 2015-2017

Sommaire

Introduction : éléments de cadrage 3
Objectif 1 - Mise en place d'un centre de ressources sur la vallée de la Seine 3
Principes généraux du centre de ressources 3
Objectifs du centre de ressources 3
Valeur ajoutée du centre de ressources 4
Périmètre d'observation 4
a. Le socle d'indicateurs 4
b. Le site Internet 5
Objectif 2 - Répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur 6
a. Etude annuelle : « Le vélo comme levier d'aménagement durable de la vallée de la Seine : Continuités écologiques, développement touristique et véloroute » 6
b. Participation aux autres chantiers d'observation et d'étude du CPIER 6
Objectif 3 - Organiser la rencontre annuelle des agences de la Vallée de la Seine 7
Modalités de mise en œuvre 7
a. Calendrier de mise en œuvre 7
b. Pilotage/Gouvernance 7
c. Contributions financières du CPIER 8
Signatures 9

Introduction : éléments de cadrage

La convention-cadre établie entre l'Etat, les Régions Normandie et Ile-de-France et les agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine pour les années 2015-2017 définit un programme de travail collectif, en lien avec le Schéma stratégique de la vallée de la Seine et le Contrat de Plan Interrégional Etat-Régions (CPIER), visant à mettre en œuvre un dispositif commun de suivi des dynamiques territoriales de la Vallée de la Seine.

La convention-cadre comprend trois orientations majeures :

1. Développer une expertise et un socle de connaissances communs
2. Répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur de la vallée de la Seine en matière d'études, d'analyse et d'animation
3. Organiser une rencontre annuelle pour faire vivre le partenariat et promouvoir une culture commune du territoire et du projet

L'objet du présent avenant à la convention-cadre est de préciser le programme d'actions pour l'année 2016, les modalités de sa mise en œuvre et son plan de financement.

Outre la fixation du programme de travail pour cette année et les financements correspondants, l'avenant 2016 à la convention-cadre 2015-2017 a également pour objet de prendre acte d'un certain nombre d'évolutions institutionnelles intervenues depuis l'élaboration de la convention, à savoir la fusion des régions Haute-Normandie et Basse-Normandie suite à la loi Notre et la disparition de l'AUDAS.

Objectif 1 - Mise en place d'un centre de ressources sur la vallée de la Seine

Les agences d'urbanisme développeront de manière progressive de 2016 à 2020, en fonction de leur programme de travail annuel commun, un socle d'indicateurs et d'analyses permettant une approche transversale et multithématique du territoire de la Vallée de la Seine.

Elles développeront également un site Internet dont l'ambition est de faciliter l'accès et la diffusion de l'information.

Le travail à mener en 2016 consiste en la mise en place d'un centre de ressources comprenant :

- Un premier socle d'indicateurs
- Une première version du site internet

Principes généraux du centre de ressources

Objectifs du centre de ressources

Le centre de ressources de la Vallée de la Seine mis en œuvre par les agences d'urbanisme vise à :

- mesurer de façon harmonisée les dynamiques territoriales à l'échelle de la Vallée de la Seine,
- contribuer à l'analyse de l'évolution du territoire et aux réflexions prospectives,
- apporter une aide à la décision au comité directeur de la Vallée de la Seine en lien avec les actions du CPIER,
- favoriser le partage des connaissances et l'appropriation du projet de la vallée de la Seine par les différents acteurs du territoire, notamment via le site web.

Valeur ajoutée du centre de ressources

Dans l'esprit dans la fiche 1.1 du CPIER, la structuration et la mise en œuvre d'un centre de ressources à l'échelle de la Vallée de la Seine constituent une réelle valeur ajoutée pour les acteurs du territoire, le contenu du dispositif prévoyant en effet :

- un ensemble de données agglomérées à l'échelle de la Vallée de Seine, contribuant ainsi à l'appréhension de ce vaste territoire dans une approche transversale et multithématique ;
- une mise en adéquation de cet ensemble de données avec les objectifs du schéma stratégique de la vallée de la Seine et les champs d'action du CPIER ;
- une mise à disposition de ce socle de données à destination des autres acteurs du territoire de la Vallée de la Seine (Haropa, CCI, EPF, ENSP, etc.).
- des analyses contextualisées
- une valorisation sur le web

Périmètre d'observation

Le territoire d'observation retenu pour le dispositif de suivi correspond au périmètre de la Vallée de la Seine défini par le décret n°2013-336 du 22 avril 2013 comprenant les départements suivants :

- Manche
- Calvados
- Seine-Maritime
- Eure
- Val d'Oise
- Yvelines
- Hauts-de-Seine
- Paris
- Seine-Saint-Denis

La représentation et l'analyse des données seront faites, de manière privilégiée, à l'échelle de ce périmètre. Selon la nature des indicateurs sélectionnés, des zooms spécifiques pourront être réalisés à l'échelle des principaux pôles urbains du territoire.

a. Le socle d'indicateurs

Il est proposé que les thématiques d'indicateurs reprennent les orientations du schéma stratégique et domaines d'action du CPIER, de façon concertée avec la DIDVS et les Régions.

Le travail sur les indicateurs privilégiera autant que possible la compilation et la représentation de données déjà existantes, consolidées à l'échelle de la Vallée de la Seine, mais pourra aussi conduire à la composition de nouveaux indicateurs répondant précisément aux enjeux du schéma et du CPIER.

Le choix des indicateurs tient compte des problématiques identifiées dans le schéma stratégique et le CPIER, de façon à pouvoir questionner et suivre le territoire de la Vallée de la Seine à l'aune des projets envisagés. Le panel d'indicateurs retenus ne vise pas à l'exhaustivité : l'efficience du dispositif repose sur l'intelligence des instruments choisis et leur adéquation avec les ambitions et les priorités affichées par les décideurs et les acteurs de la Vallée de la Seine. Des partenariats seront recherchés avec d'autres structures d'observation qui développent des travaux sur certaines thématiques spécifiques (foncier, environnement, tourisme, etc.). Les indicateurs seront détaillés dans un cahier des charges proposé au comité directeur de la Vallée de la Seine.

Les indicateurs développés s'inscriront dans le cadre des axes prioritaires du CPIER. L'approche associera une vision à la fois « statique » (situation) et « dynamique » (évolution) du territoire. Un certain nombre d'entre eux viseront à mesurer le degré d'intégration du territoire de la Vallée de la Seine.

L'échelle d'analyse et de représentation privilégiée sera l'EPCI, mais elle pourra varier selon la nature et la pertinence de l'indicateur, et en fonction de l'échelle de disponibilité de la donnée (commune, aire urbaine, département, région etc.).

Les valeurs seront comparées autant que possible à la moyenne nationale et éventuellement, pour certaines thématiques et sous réserve de disponibilité des données, à des territoires équivalents, nationaux ou européens (Vallée du Rhône, Randstad, etc.).

b. Le site Internet

Le centre de ressources de la Vallée de la Seine s'appuiera sur un site Internet qui constituera un centre d'informations de référence sur la vallée de la Seine, proposant aussi bien une présentation globale du territoire, de la démarche État-Régions et des projets en cours que les données et études existantes, notamment celles réalisée par les agences d'urbanisme dans le cadre du CPIER.

La conception du site web fera l'objet d'un cahier des charges détaillé présenté au comité directeur de la Vallée de la Seine. Le site pourrait comprendre plusieurs rubriques :

- Une home page présentant les actualités de la démarche Vallée de la Seine, actualisé régulièrement, et expliquant brièvement ce qu'est la démarche Vallée de la Seine et le CPIER
- Une partie « La démarche » permettant de retracer l'historique de la démarche Vallée de la Seine, de décrire le CPIER, d'y adjoindre le schéma stratégique, le CPIER…
- Une partie « Le territoire » décrivant les grandes caractéristiques du territoire de la Vallée, de façon synthétique et thématique (par exemple, mobilité et logistique / aménagement / environnement…). Une storymap pourra être intégrée dans un deuxième temps pour décrire les territoires de façon plus sensible et communicante.
- Une partie « Les projets » proposera une cartographie des dynamiques d'aménagement de la vallée et détaillera d'une part les projets financés par le CPIER et leur avancée, et pourra d'autre part communiquer sur d'autres projets et d'autres démarches.
- Une partie « Acteurs et partenaires » qui décrira la gouvernance du projet vallée de la Seine, et les partenariats mis en place à cette échelle (PSN, Haropa…)
- Une partie « Ressources » permettra de partager les études et publications des agences mais également d'autres partenaires de la Vallée de la Seine.

Une charte graphique sobre, neutre et moderne sera mise en place.

Le site Internet pourra être accessible depuis le site éventuel de la DIDVS et les sites des Régions, des agences d'urbanisme et de tout autre acteur qui le désire. Son existence contribuera à l'émergence d'une connaissance et d'une culture commune sur la Vallée de la Seine. Un travail fin sur les mots clés de référencement sera effectué.

L'architecture et les objectifs du site seront concertés avec le comité directeur de la Vallée de la Seine. Il sera de la responsabilité des agences, sauf cas exceptionnel, de rédiger les textes, de décider des cartographies et de l'iconographie mises en ligne, de choisir les actualités à diffuser. Le site sera animé par une agence de la Coopération.

Objectif 2 - Répondre collectivement aux sollicitations du comité directeur

a. Etude annuelle : « Le vélo comme levier d'aménagement durable de la vallée de la Seine : Continuités écologiques, développement touristique et véloroute »

Il est intéressant de **profiter du projet de développement d'une véloroute en bords de Seine** (véloroute V33 pour laquelle un travail est en cours dans le cadre du CPIER**), pour améliorer les continuités écologiques** sur les berges, minimiser les conflits d'usage, favoriser de nouvelles synergies, et plus largement valoriser le territoire et son patrimoine.

En effet, la véloroute croise une multitude de sites où l'on peut identifier des incompatibilités ou points durs entre développement des continuités écologiques et développement urbain, usages portuaires et logistiques, usages de loisirs…mais aussi des potentiels de synergies.

Elle constitue donc un levier et une opportunité de projet pour: **développer l'usage du vélo, la promenade et le rayonnement touristique de la vallée de la Seine, valoriser le territoire, améliorer l'état écologique du fleuve.**

Nous proposons un travail en deux temps:

- Nous développerons un point de vue interrégional sur les conflits et synergies d'usages, les continuités écologiques et cyclables, les hauts lieux du territoire dans un premier temps. Il en résultera l'identification de points durs sous formes de typologies.
- Puis, dans un second, à travers le projet de Véloroute, nous analyserons plusieurs types de conflits d'usages et leur résolution possible. Ces zooms viseront une représentativité des situations, dans une démarche opérationnelle et pragmatique.

Livrable : un rapport illustré dont une partie, selon avancement, pourra être présenté pour la Rencontre des Agences de la Vallée de la Seine ; des indicateurs qui seront versés au dispositif de suivi du CPIER

b. Participation aux autres chantiers d'observation et d'étude du CPIER

En 2016, les agences accompagneront les démarches d'observation et d'étude en termes de paysage, de foncier et d'attractivité dans le cadre du CPIER.

Un premier temps sera consacré à la définition des actions et des objectifs du volet foncier et de la fiche attractivité économique. L'accompagnement de l'ENSP de Versailles consiste en un apport d'expertise sur le travail des étudiants en atelier, mais aussi sur la contribution à la constitution d'un réseau de professionnels.

Objectif 3 - Organiser la rencontre annuelle des agences de la Vallée de la Seine

Il a été convenu, dans le programme de travail collectif des agences de la Vallée de la Seine 2015-2017, qu'une rencontre annuelle des agences d'urbanisme serait organisée sur un thème défini collectivement. Son objectif est d'ouvrir un lieu d'échanges techniques sur le périmètre du CPIER, de partager les productions des agences, de faire le lien entre objectifs, projets et territoires.

- En 2015, le thème de la manifestation portait sur les liens entre développement industriel et logistique. Elle a rassemblé environ 150 personnes, principalement techniciens des agences et d'autres structures. Elle s'est organisée autour d'une séance plénière et de visite de site.

- En 2016, la Rencontre pourra être en lien avec le sujet majeur d'étude, Le vélo comme levier d'aménagement durable de la vallée de la Seine. Elle visera à rassembler un public assez large pour informer sur l'avancée des travaux des agences, les partager, tout en contribuant à l'identification plus forte de ce vaste périmètre de projet. Son organisation et sa localisation reste à définir collectivement.

Une synthèse de l'avancée de l'étude « Le vélo comme levier d'aménagement durable de la vallée de la Seine » sera livrée pour la Rencontre.

Modalités de mise en œuvre

a. Calendrier de mise en œuvre

- La mise en ligne du site Internet est prévue pour fin décembre 2016.

- Le socle d'indicateurs sera réalisé progressivement :
  - Création du serveur : juin 2016
  - Versement des données et formatage : automne 2016
  - Valorisation sous formes d'infographies sur le site web en 2017 (dans le cadre d'un nouvel avenant)

Chaque année de 2016 à 2020, de nouveaux indicateurs seront développés en lien avec le programme de travail de la coopération des agences de la Vallée de la Seine. Le site internet sera amélioré, mis à jour et enrichi de données et analyses.

- L'étude « Le vélo comme levier d'aménagement durable de la vallée de la Seine» sera achevée fin 2016.

- La Rencontre annuelle est prévue pour les mois d'octobre ou de novembre 2016.

b. Pilotage/Gouvernance

Conformément à l'organisation générale du travail relatif au programme d'études du CPIER Vallée de Seine, les actions indiquées dans le présent avenant font l'objet de cahiers des charges détaillés validés en comité directeur de la vallée de la Seine. Leur mise en œuvre est assurée par les agences d'urbanisme, qui en informent régulièrement le comité directeur.

Un comité technique dédié au dispositif de suivi, comprenant des représentants de l'Etat, des Régions et des 5 agences, se réunit à un rythme régulier.

L'IAU-îdF est l'agence pilote et mandataire pour coordonner les travaux entre agences en 2016, et assure à ce titre l'interface avec le comité directeur et le comité technique dédié.

c. Contributions financières du CPIER

	Total en €
Etat	160 000
Région Ile de France	67 000
Région Normandie	60 000
TOTAL	**287 000 €**

Signatures

Fait à XXXXXXX, le XX/XX/2016.

Pour l'Etat

Nicole KLEIN
Préfète de la région Normandie
Préfète coordinatrice des actions de l'Etat pour l'aménagement de la vallée de la Seine

François PHILIZOT
Délégué interministériel au développement de la vallée de la Seine

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE,
Présidente

Pour la Région Normandie

Hervé MORIN,
Président

Pour la coopération des agences d'urbanisme de la Vallée de la Seine,
L'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France,
mandataire,

XXXX,
Directeur général

ANNEXE 5 A LA DELIBERATION : CONVENTION DE REALISATION AVEC LE GIP SEINE AVAL

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,

En vertu de la délibération N° du ,

ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : GIP SEINE AVAL

dont le statut juridique est : Groupement d'Intérêt Public

N° SIRET : 187609110 00031

Code APE : 84.13Z

dont le siège social est situé au : POLE REGIONAL DES SAVOIRS 115 BD DE LEUROPE 76100 ROUEN

ayant pour représentant Karine LADIRAY-GONCALVES, directrice,

ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :
Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Contrat de projets interrégional Vallée de la Seine - Investissement » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR53-15 du 18 juin 2015.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et prorogé par délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir GIP SEINE AVAL pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : PHRESQUES - PROJET D'HARMONISATION ET DE

RENFORCEMENT DU SUIVI HAUTE FREQUENCE DE LA QUALITE DE L'EAU DE LA VALLEE DE LA SEINE (référence dossier n°16007724).

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire ou ses sous-traitants s'engagent à recruter 2 stagiaires ou alternants pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.

Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonnée à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut-être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le XXX.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants.

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :

Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 2 exemplaires originaux

Le	Le
La présidente	Le bénéficiaire
du conseil régional d'Île-de-France	La directrice du GIP SEINE AVAL

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-181

DU 21 SEPTEMBRE 2016

COOPERATION DECENTRALISEE :
ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE DE L'ACCORD DE COOPERATION DECENTRALISEE CONCLU AVEC LA PROVINCE DU QUEBEC

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU la délibération n°CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative aux orientations de la politique de coopération décentralisée et des actions internationales de la Région Ile-de-France,

VU Le plan d'action 2011-2014 entre la région Ile-de-France et la délégation du Québec à Paris signé le 22 novembre 2011 ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU Le budget 2016 de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU le rapport CP 16-181 présenté par Madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article unique : Subvention au programme d'échange franco-québécois sur l'entreprenariat

Décide de participer au titre de l'accord de coopération décentralisée avec la Province du Québec au financement du programme d'échange franco-québécois sur l'entreprenariat détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution à l'Office franco-québécois pour la jeunesse d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 7 000 €, correspondant à 19,75 % de la base subventionnable du projet (35450 € TTC).

Affecte une autorisation d'engagement de **7 000 €** sur le chapitre 930, « services généraux», code fonctionnel 048 « autres actions internationales », programme HP048-017 « coopération décentralisée hors APD », action 10401701 du budget 2016 conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle de convention joint en annexe et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

La présidente du conseil régional d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

rapport quebec *19/07/16 16:07:00*

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 1 :
ETAT RECAPITULATIF DES SUBVENTIONS

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-181	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée hors APD**
Action	**10401701 - Coopération décentralisée hors APD**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	16006525 - Programme d'échanges franco-québécois sur l'entreprenariat			
Bénéficiaire	P0014458 - OFQJ OFFICE FRANCO QUEBECOIS POUR LA JEUNESSE			
Localisation	MONTREAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
35 450,00 €	TTC	19,75 %	7 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	7 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401701	7 000,00 €

ANNEXE A LA DELIBERATION N° 2 :
FICHE PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006525

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROGRAMME D'ECHANGES FRANCO-QUEBECOIS SUR L'ENTREPRENARIAT

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	35 450,00 €	19,75 %	7 000,00 €
	Montant Total de la subvention		7 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104017-020
10401701- Coopération décentralisée hors APD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : OFQJ OFFICE FRANCO QUEBECOIS POUR LA JEUNESSE
Adresse administrative : 11 PASSAGE DE L AQUEDUC 93210 LA PLAINE ST DENIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Pascal BONNETAIN, SECRETAIRE GENERAL
N° SIRET : 78471923900021

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2018
Démarrage anticipé de projet : Non

1. **Objectifs**

- **renforcer les capacités professionnelles des opérateurs franciliens et québécois en entreprenariat;**
- encourager l'internationalisation des entrepreneurs français et québécois.

2. **Contexte**

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Région Île-de-France et la Province du Québec qui ont souhaité approfondir leurs échanges en matière d'entreprenariat.
Le projet comporte deux volets et s'adresse distinctement :

- aux professionnels français et québécois de l'entreprenariat : il s'agit de renforcer leurs capacités d'accompagnement et de conseil auprès des entrepreneurs par une analyse croisée des bonnes pratiques entre les deux pays. Des thématiques ont été identifiées : le développement du mentorat, l'entreprenariat des femmes, des migrants et des jeunes.

- aux entrepreneurs français et québécois désireux d'internationaliser leurs activités : il leur est proposé des missions de découverte des écosystèmes français et québécois ainsi que rendez-

vous commerciaux propres à leurs activités.

Avec le soutien du fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée, des premières actions ont pu être menées en 2015 par l'Office franco-québécois pour la jeunesse et la Région Île-de-France (UAIE et UDEV) :

- **l'organisation d'une mission professionnelle au Québec (27 septembre au 5 octobre 2015)**

A destination de 8 professionnels de l'entreprenariat :
Les structures ont été selectionnées parmi les opérateurs partenaires de la Région Île-de-France dans la mise en œuvre de sa politique d'entreprenariat.
Cette mission a permis de découvrir les outils et les bonnes pratiques mis en œuvre au Québec tant au niveau gouvernemental que local pour aider à la création et le développement d'entreprises. Une quinzaine de structures québécoises ont été visitées, intervenant sur la sensibilisation, le financement et le suivi post-création.

A destination de 10 entrepreneurs issus du réseau Moovjee qui ont accompagné cette délégation professionnelle. L'objectif de la mission consistait à découvrir les opportunités économiques offertes au Québec à travers l'organisation de rendez-vous commerciaux.

- l'accueil en Île-de-France de 12 entrepreneurs québécois dans le cadre d'une mission organisée par la Délégation générale du Québec et le Réseau de Mentorat entrepreneurial de la Fondation de l'entrepreneurship (14 au 18 mars 2016).
Cette mission a permis aux entrepreneurs québécois de rencontrer la communauté entrepreneuriale francilienne et d'étudier les opportunités d'affaires à travers des rencontres commerciales.

3. Description

Il s'agit de poursuivre ces actions en 2016 et 2017 par**:**

- **l'organisation d'une nouvelle mission professionnelle au Québec - fin du 2nd semestre 2016 -**
La délégation sera composée :

- des mêmes opérateurs de l'entreprenariat que lors de la première mission et l'objectif sera de poursuivre les échanges engagés avec les acteurs québécois dans le cadre de groupes de travail sur les thématiques de l'entreprenariat des femmes, des jeunes, des migrants et le développement du mentorat ;
- de 10 jeunes entrepreneurs franciliens (différents de la première mission), sélectionnés par l'OFQJ et pour lesquels des rendez-vous distincts seront organisés.

- **la conception d'un « Guide pratique à l'internationalisation » à destination des entrepreneurs français et québécois** (aspects juridiques, législatifs, administratifs, pratiques pour la création d'affaires de part et d'autre de l'Atlantique).

- **l'animation d'une plateforme web collaborative entre les professionnels de l'entrepreneuriat des 2 territoires.**

- **l'accueil en Île-de-France des opérateurs de l'entrepreneuriat québécois rencontrés lors des deux précédentes missions – 1er semestre 2017 –**
Cette mission sera organisée en lien avec la Mairie de Montréal et la Fondation de l'entrepreneuship pour la mobilisation d'entrepreneurs et d'opérateurs et fera l'objet d'un séminaire de travail organisé au sein des locaux de la Région Île-de-France. Il s'agira d'un séminaire sur l'entreprenariat dont l'objectif sera de traiter les problématiques abordées durant les différentes missions : entreprenariat des jeunes, des femmes et de migrants, développement du mentorat en Île-de-France et sensibilisation des scolaires à la démarche entrepreneuriale.

4. Perspectives

- La pérennisation de ces échanges pourra s'accompagner d'une **ouverture du dialogue bilatéral à un pays tiers francophone (Belgique ou Maghreb).**
- **L'initiative pourrait également être appliquée au champ de l'entreprenariat universitaire dans le cadre des programmes PEPITE de la Région Île-de-France** qui visent à développer une offre de services pour les étudiants porteurs d'un projet entrepreneurial. 7 universités sont référencées PEPITE sur le territoire francilien.

Cette réflexion sera à mener dans la perspective d'un nouveau soutien du Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée qui fera l'objet d'un prochain appel à projets (second semestre 2016) pour des actions à mener sur la période 2017-2018.

5. Moyens mis en œuvre

Partenaires québécois:
- La Fondation de l'entrepreneurship: organisme de promotion du développement de la culture entrepreneuriale est associée au projet dans le cadre de ses activités de mentorat (Réseau M)
- La Mairie de Montréal: implication de la Direction du développement économique dans la mobilisation d'opérateurs locaux de l'entreprenariat dans la délégation attendue en Île-de-France au 1er semestre
- La Délégation générale du Québec à Paris: représente la Province du Québec

Partenaires français:
- l'Office franco-québécois pour la Jeunesse: agence rattachée au Ministère de la Jeunesse, il applique les orientations bigouvernementales en matière de mobilités des jeunes français et québécois ainsi que des jeunes entrepreneurs. Il co-pilote avec la Région l'organisation des missions, la mise en œuvre du guide et le suivi des actions.
- Le Moovjee: organisme qui accompagne les jeunes entrepreneurs de moins de 30 ans via, notamment, des services de mentorat. La structure a mobilisé des entrepreneurs de son réseau pour la mission au Québec organisée en novembre 2015.

6. Public(s) cible(s)

- 22 jeunes entrepreneurs franciliens et québécois;
- 20 opérateurs d'accompagnement à l'entreprenariat franciliens et québécois;

7. Détail du calcul de la subvention

La subvention s'applique aux dépenses éligibles de fonctionnement.

8. Localisation géographique :

- MONTREAL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Mission entrepreneuriale au quebec pour 10 jeunes entrepreneurs franciliens + 10 jeunes professionnels franciliens de l'accompagnement à la création d'entreprises + 2 accompagnants OFQJ et CR IDF	28 450,00	80,25%
Organisation d'un séminaire de travail	4 000,00	11,28%
Finalisation du guide de bonnes pratiques	3 000,00	8,46%
Total	35 450,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée (Consulat français au Québec)	5 274,93	14,88%
Région Ile-de-France	7 000,00	19,75%
Office franco-québécois pour la jeunesse	9 175,07	25,88%
Mission entrepreneuriale au quebec	14 000,00	39,49%
Total	35 450,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	7 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Soutien aux expérimentations et aux partenariats	262 000,00 €
2014	Soutien aux expérimentations et aux partenariats	220 650,00 €
2015	Soutien aux expérimentations et aux partenariats	224 300,00 €
	Montant total	706 950,00 €

Annexe à la délibération 3: CONVENTION

CONVENTION UAIE N°16007374

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération **N°**
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : OFQJ
dont le statut juridique est :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du fonctionnement adopté par délibération de l'Assemblée délibérante **n° CP 16- du .**

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération **N°CP du 2016**, la Région Île-de-France a décidé de soutenir l'Office franco-québécois pour la jeunesse dans le cadre de la politique régionale de coopération décentralisée avec la Province du Québec.

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à du budget de l'année, soit un montant maximum de subvention de **€.**

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans son budget prévisionnel transmis à la Région.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut demander une avance de 80% sur présentation d'une attestation justifiant de l'absence de trésorerie signée par le représentant légal de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production des comptes annuels du bénéficiaire.

Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable, si l'organisme en est doté.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut être revu à la baisse, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le**.**

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **N°.**

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le Secrétaire général

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile de France
Le Directeur général adjoint
Chargé de l'Unité des Affaires Internationales et Européennes

Jacques BELTRAN

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-442

DU 21 SEPTEMBRE 2016

COOPERATION DECENTRALISEE AVEC HANOÏ ET ANTANANARIVO

OCTOBRE 2016 A JANVIER 2017

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133,

VU la délibération n°CR 75-10 du 19 novembre 2010 relative aux orientations de la politique de coopération décentralisée et des actions internationales de la Région Ile-de-France,

VU L'accord de coopération signé entre le Comité Populaire de Hanoi et la Région Ile de France le 20 décembre 1989 ;

VU L'accord de coopération entre la région Île-de-France et la Commune Urbaine d'Antananarivo le 21 décembre 2010 ;

VU la délibération n°CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n°CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n°CR 33-10 du 17 juin 2010 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU Le budget 2016 de la Région Île-de-France ;

VU L'avis de la commission des finances ;

VU L'avis de la commission de la coopération internationale ;

VU le rapport CP 16-442 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre de l'accord de coopération décentralisée conclu avec le Comité Populaire de Hanoï (Vietnam), au financement de l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoï par l'attribution d'une subvention globale de fonctionnement à cet institut pour le compte du Comité populaire de Hanoï, correspondant à 57,89% de la base subventionnable du projet (63 332€), soit une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 36 666 €.

Affecte une autorisation d'engagement de **36 666 €** disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 048 « Autres actions internationales », Programme HP048-017 (104017) « coopération décentralisée hors APD », Action 10401701 « Coopération décentralisée hors APD» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle de convention joint en annexe 3 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 2 :

Décide de participer pour 2016, au titre de l'accord de coopération décentralisée conclu avec la Commune Urbaine d'Antananarivo au financement de l'Institut des Métiers de la Ville d'Antananarivo par l'attribution d'une subvention de fonctionnement à cet institut pour le compte de la Commune Urbaine d'Antananarivo, correspondant à 67,42 % de la base subventionnable du projet (59 333€) soit une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 40 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de **40 000 €** disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 044 « aide publique au développement », Programme 104003 « coopération décentralisée », Action 10400301 « Coopération décentralisée» du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe 1.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme au modèle de convention joint en annexe 3 et autorise la présidente du Conseil régional à la signer.

Article 3 :

Décide de participer au programme d'action avec la Commune Urbaine d'Antananarivo tel que détaillé en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une subvention à l'Institut des Métiers de la Ville d'Antananarivo (IMV), d'un montant maximum prévisionnel de 25 000 € destinée à proroger le contrat du représentant de la Région à Antananarivo du 1er octobre 2016 au 31 janvier 2017.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **25 000 €** disponible sur le Chapitre 930 « Services Généraux », Code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », Programme HP044-003 (104003) « Coopération décentralisée », Action 10400302 « Représentants de la Région » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

Article 4 :

Décide de participer au programme d'action avec l'Agence Française d'Expertise Internationale (AFETI) – Expertise France, tel que détaillé en annexe à la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de 42 924 € destinée à proroger le contrat du représentant de la Région à Hanoi du 1er octobre 2016 au 31 janvier 2017.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature de la convention jointe en annexe à la présente délibération et autorise la Présidente du Conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de **42 924 €** disponible sur le Chapitre 930 « Services Généraux », Code fonctionnel 044 « Aide publique au développement », Programme HP044-003 (104003) « Coopération décentralisée », Action 10400302 « Représentants de la Région » du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif joint en annexe.

La présidente du conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE N°1 A LA DELIBERATION : ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-442	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**044 - Aide publique au développement**
Programme	**104003 - Coopération décentralisée**
Action	**10400301 - Coopération décentralisée**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	16013284 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE D'ANTANANARIVO			
Bénéficiaire	P0033830 - INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE D'ANTANANARIVO			
Localisation	RESTE DU MONDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	40 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
59 333,00 €	TTC	67,42 %	40 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	40 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 044 - 104003 - 10400301	40 000,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**044 - Aide publique au développement**
Programme	**104003 - Coopération décentralisée**
Action	**10400302 - Représentants de la Région**

Dispositif : N° 00000591 - Volontaires du progrès et coopérants

Dossier	16013294 - PROLONGATION DU POSTE DE REPRESENTANT DE LA REGION A ANTANANARIVO - OCTOBRE 2016 A JANVIER 2017			
Bénéficiaire	P0033830 - INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE D'ANTANANARIVO			
Localisation	MADAGASCAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	TTC	100 %	25 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-442	Budget	2016

Dossier	16013295 - PROLONGATION DU POSTE DE REPRESENTANT DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE A HANOÏ - OCTOBRE 2016 A JANVIER 2017			
Bénéficiaire	P0031108 - AFETI AGENCE FRANCAISE D EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE EXPERTISE FRANCE			
Localisation	VIETNAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	42 924,00 €		Code nature	65735
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 924,00 €	TTC	100 %	42 924,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000591 - Volontaires du progrès et coopérants	67 924,00 €

Total sur l'imputation 930 - 044 - 104003 - 10400302	67 924,00 €

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104017 - Coopération décentralisée hors APD**
Action	**10401701 - Coopération décentralisée hors APD**

Dispositif : N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)

Dossier	16013288 - SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE DE HANOÏ			
Bénéficiaire	P0029515 - INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE			
Localisation	RESTE DU MONDE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	36 666,00 €		Code nature	65738
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
63 332,00 €	TTC	57,89 %	36 666,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000555 - Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	36 666,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104017 - 10401701	36 666,00 €

ANNEXES N°2 A LA DELIBERATION : FICHES PROJET

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013288

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE DE HANOÏ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	63 332,00 €	57,89 %	36 666,00 €
	Montant Total de la subvention		36 666,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-65738-104017-020
10401701- Coopération décentralisée hors APD

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE
Adresse administrative : 79 BA TRIEU
99999 HANOI
Statut Juridique : Etablissement Public Etranger
Représentant : Monsieur Vinh Quang PHAM, Co-Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La subvention doit permettre le fonctionnement de l'Institut des Métiers de la Ville de Hanoi ainsi que l'accomplissement de ses missions d'appui à maîtrise d'ouvrage urbain du Comité Populaire de Hanoi et de mise en œuvre des actions de développement économique entre les deux territoires pour la période du 1er octobre 2016 au 31 janvier 2017.

Description :
La mission de l'IMV consiste à renforcer les compétences techniques des services municipaux de Hanoi notamment par la mise à disposition d'expertises franciliennes en urbanisme, aménagement, transport, environnement et tourisme (sous la forme d'études, de missions d'expertises, de formations ou de séminaires).

Les relations privilégiées entre la Région Île-de-France et Hanoi permettent la promotion des savoir-faire et des technologies franciliens, permettant un retour de ce partenariat sur le territoire francilien. Les actions menées en 2015 et début 2016 auprès du Comité populaire de Hanoi et des bailleurs de fonds

internationaux présents au Vietnam ont donné lieu à des prestations commerciales pour des entreprises franciliennes.

Moyens mis en œuvre :
Pour mener à bien ses missions, l'IMV s'appuie sur son équipe de techniciens français et vietnamiens et mobilise des spécialistes en Île-de-France (en faisant appel en particulier aux agents de la Région et aux organismes associés). L'IMV a également recours à des prestataires privés (bureau d'étude, agence d'architecture…) basés en Île-de-France ou à Hanoi. L'IMV dispose d'un centre de documentation en urbanisme et aménagement urbain, support scientifique et technique pour la mise en œuvre des études et expertises. Le Comité populaire de Hanoi mobilise quant à lui les agents de ses services (services de l'urbanisme, du plan et investissement, des transports, du tourisme, institut d'urbanisme, etc.) et des moyens matériels. Le service des relations internationales de Hanoi collabore avec l'IMV pour promouvoir et animer ce partenariat auprès du Comité populaire de Hanoi et de ses services.

Intérêt régional :
Valorisation et visibilité internationale de l'expertise francilienne dans le domaine du développement urbain durable, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, de la gestion du patrimoine. Relais local du développement économique international de la Région et de ses entreprises. L'IMV est un lieu d'accueil régulier pour des stagiaires franciliens dans ses domaines d'expertise.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Services techniques du comité populaire de Hanoi, population de Hanoi, entreprises franciliennes des secteurs urbanisme / transport / environnement / tourisme développant une stratégie internationale avec le Vietnam.

Détail du calcul du budget de l'IMV :
- Salaires, assurances et stagiaires : 24 000 €
- Représentation, fournitures et consommables : 11 999 €
- Editions, documentation et communication : 2 000 €
- Formations, séminaires : 4 000 €
- Etudes économiques et expertises techniques: 6 000 €
- Frais d'étude, de formation, de séminaires : 15 333 €

Participation du Comité Populaire : 26 666 €

Localisation géographique :
- RESTE DU MONDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires, assurances et stagiaires	24 000,00	37,90%
Frais de fonctionnement, représentation, fournitures et consommables	11 999,00	18,95%
Formations, séminaires	4 000,00	6,32%
Editions, documentation et communication	2 000,00	3,16%
Etudes économiques et expertises techniques	6 000,00	9,47%
Missions en Île-de-France	15 333,00	24,21%
Total	63 332,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Participation du Comité Populaire de Hanoi	26 666,00	42,11%
Subvention Région Île-de-France	36 666,00	57,89%
Total	63 332,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	36 666,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	15 000,00 €
2015	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (INV)	130 000,00 €
2016	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	82 499,00 €
	Montant total	227 499,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013284

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT A L'INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE D'ANTANANARIVO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	59 333,00 €	67,42 %	40 000,00 €
	Montant Total de la subvention		40 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-044-65738-104003-020
10400301- Coopération décentralisée

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE D'ANTANANARIVO
Adresse administrative : 4 RUE FERNAND KASANGA
99999 ANTANANARIVO
Statut Juridique : Etablissement Public Etranger
Représentant : Madame TAMARA TEISSEDRE-PHILIP, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
La subvention doit permettre le fonctionnement de l'Institut des Métiers de la Ville d'Antananarivo et l'accomplissement de ses missions d'assistance technique à la commune urbaine d'Antananarivo, de renforcement des capacités des agents locaux et la mise en œuvre des programmes de coopération pour la période du 1er octobre 2016 au 31 janvier 2017 .

Description :
L'IMV met en œuvre les programmes de coopération de la Région avec la CUA (Mobilité urbaine, Planification urbaine, Patrimoine, Tourisme, Développement économique, Agriculture urbaine), tout en renforçant les capacités de la Commune par des formations, des missions d'expertise, des séminaires. Les projets conduits localement sont cofinancés par la Région, la CUA et des bailleurs extérieurs comme le MAEDI/DAECT ou l'AFD.

Moyens mis en œuvre :

Pour remplir ses missions, l'IMV mobilise une équipe de techniciens et spécialistes malgaches, mis à disposition des diverses directions de la commune. L'IMV fait également appel à des experts seniors franciliens (administration régionale, organismes associés, consultants privés...) et à des jeunes stagiaires franciliens pour effectuer des missions d'expertise et de formation ponctuelles.

Intérêt régional :
Valorisation et visibilité internationale de l'expertise francilienne en urbanisme, aménagement du territoire, transport, environnement, patrimoine. Contribution au développement économique international de la Région et de ses entreprises. L'IMV est un lieu d'accueil régulier pour des stagiaires franciliens des ses domaines d'expertise.

Cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter 2 stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :
Cadres et employés de la CUA, population de l'agglomération d'Antananarivo, ensemble des acteurs du développement urbain à Madagascar.

Détail du calcul de la subvention :
BUDGET TOTAL DE L'OPERATION : 59 333 € - SUBVENTION REGION : 40 000 €

Détail du budget :
- Frais de fonctionnement, fournitures consommables, petit entretien : 28 333€
- Salaires personnel local : 20 000 €
- Formations et centre de documentation : 2 000 €
- Etudes, expertises et séminaires : 9 000 €

Participation de la Commune Urbaine d'Antananarivo : 19 333 €

Localisation géographique :
- RESTE DU MONDE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de fonctionnement, fournitures, petit entretien	28 333,00	47,75%
Salaires personnel local	20 000,00	33,71%
Formations et centre de documentation	2 000,00	3,37%
Etudes, expertise et séminaires	9 000,00	15,17%
Total	59 333,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention de la Région Île-de-France	40 000,00	67,42%
Participation de la Commune d'Antananarivo	19 333,00	32,58%
Total	59 333,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	40 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013295

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROLONGATION DU POSTE DE REPRESENTANT DE LA REGION ÎLE-DE-FRANCE A HANOÏ - OCTOBRE 2016 A JANVIER 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Volontaires du progrès et coopérants	42 924,00 €	100,00 %	42 924,00 €
	Montant Total de la subvention		42 924,00 €

Imputation budgétaire : 930-044-65735-104003-020
10400302- Représentants de la Région

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFETI AGENCE FRANCAISE D'EXPERTISE TECHNIQUE INTERNATIONALE
EXPERTISE FRANCE
Adresse administrative : 1 QUAI DE GRENELLE
75015 PARIS
Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial
Représentant : Monsieur Sébastien MOSNERON DUPIN, Directeur Général, Directeur

N° SIRET : 80873479200019

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Représentants de la Région
Date prévisionnelle de début de projet : 1er octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017

Objectifs :
La Région missionne auprès de certaines de ses collectivités partenaires à l'international des représentants en charge des relations bilatérales et de la gestion quotidienne des projets de coopération décentralisée.
Ces experts assurent :
- la mise en oeuvre et le suivi des programmes de coopération entre la Région Île-de-France et ses partenaires institutionnels étrangers,
- une interface permanente entre la Région et ses partenaires,
- la coordination et l'animation sur place de l'action des différents opérateurs impliqués dans ces coopérations

Le représentant de la Région à Hanoï assure en outre la co-direction de l'Institut des Métiers de la Ville.

Description :
La subvention proposée doit permettre de couvrir du 1er octobre 2016 au 31 janvier 2017, la

rémunération, les frais de fonctionnement et de représentation du représentant de la Région.

Localisation géographique :

- VIETNAM

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	42 924,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2015	Volontaires du progrès et coopérants	746 321,50 €
2016	Volontaires du progrès et coopérants	106 437,00 €
	Montant total	852 758,50 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16013294

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : PROLONGATION DU POSTE DE REPRESENTANT DE LA REGION A ANTANANARIVO - OCTOBRE 2016 A JANVIER 2017

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Volontaires du progrès et coopérants	25 000,00 €	100,00 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-044-65738-104003-020
10400302- Représentants de la Région

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INSTITUT DES METIERS DE LA VILLE D'ANTANANARIVO
Adresse administrative : 4 RUE FERNAND KASANGA
99999 ANTANANARIVO
Statut Juridique : Etablissement Public Etranger
Représentant : Madame TAMARA TEISSEDRE-PHILIP, Directrice

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Représentants de la Région
Date prévisionnelle de début de projet : 1 octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 janvier 2017

Objectifs :
La Région missionne auprès de certaines de ses collectivités partenaires à l'international des représentants en charge des relations bilatérales et de la gestion quotidienne des projets de coopération décentralisée.
Ces experts assurent :
- la mise en oeuvre et le suivi des programmes de coopération entre la Région Île-de-France et ses partenaires institutionnels étrangers,
- une interface permanente entre la Région et ses partenaires,
- la coordination et l'animation sur place de l'action des différents opérateurs impliqués dans ces coopérations

Le représentant de la Région à Antananarivo assure en outre la direction de l'Institut des Métiers de la Ville.

Description :
La subvention proposée doit permettre de couvrir du 1er octobre 2016 au 31 janvier 2017, la rémunération, les frais de logement, les frais de scolarité, les frais de fonctionnement et de représentation de la représentante de la Région.

Localisation géographique :
- MADAGASCAR

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2016	Actions de coopération à réaliser sur les zones prioritaires de coopération (FONCT)	90 000,00 €
	Montant total	90 000,00 €

ANNEXES N°3 A LA DELIBERATION : CONVENTIONS TYPES

Subvention Globale de Fonctionnement

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° XXX du XXX,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : XXXX
dont le statut juridique est :

dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif XXXXXXXX adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° XX du XXX.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° XXXX du XXX, la Région Île-de-France a décidé de soutenir X au titre de l'année pour la réalisation de son objet social, à savoir

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention globale de fonctionnement correspondant à % du budget de l'année , soit un montant maximum de subvention de XX €.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions présentées dans son budget prévisionnel transmis à la Région.

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Chaque demande de versement de subvention est signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut demander une avance de 80% sur présentation d'une attestation justifiant de l'absence de trésorerie signée par le représentant légal de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT DU SOLDE

Le versement du solde est subordonné à la production des comptes annuels du bénéficiaire.

Ce document comporte la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable, si l'organisme en est doté.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant définitif de la subvention accordée peut être revu à la baisse, sur la base des éléments financiers transmis par le bénéficiaire. Le versement du solde est, dès lors, ajusté en fonction des besoins réels du bénéficiaire.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du XXXXXXXXX et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le…….

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° XX du XX.

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

La Présidente
du Conseil Régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

CONVENTION N°XXXXXXXXXXXX

Entre

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris,
représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
en vertu de la délibération n° CP XXXX du XXXXXX 2016
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé XXXXXX
dont le statut juridique est :
N° SIRET :
dont le siège social est situé au
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre de sa politique internationale telle que définie par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR 75-10 du 19 novembre 2010.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des conditions suivantes, ainsi que des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010, telle que prorogée par la délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° CP XXXXXXX du XXXXXXXX 2016, la Région Île-de-France a décidé de soutenir XXXXXXXXXXX pour assurer …….. Son descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n° XXXXXXXXXX)

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à 100 % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à XX€, soit un montant maximum de subvention de XXXXXX €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et TTC est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNÉ

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les actions dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement par écrit et documents à l'appui de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en 1re de couverture ou en page de garde, sur tous les supports de promotion, d'information, de publicité et de communication.

Les correspondances avec les destinataires de l'action soutenue par la Région indiquent explicitement que cette action bénéficie du soutien de la Région Ile de France.

Concernant les sites web, la mention et le logotype sont positionnés en page d'accueil et font l'objet d'un lien avec le site institutionnel de la Région Île-de-France.

Tous les événements de relations publiques ou opérations de médiatisation liés à l'exécution de la présente convention font expressément référence à l'implication de la Région selon les règles définies ci-dessus. De même, le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation de toutes les actions de communication, liées à l'exécution de la présente convention, décidées par l'institution régionale.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 3.1 : CADUCITÉ

Si à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la délibération d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée.

Ce délai peut être exceptionnellement prorogé d'un an maximum par décision du président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné au paragraphe précédent que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de trois années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

Dans le cas où la demande de premier acompte constitue la demande du solde de l'opération, les dates de caducité qui s'appliquent sont celles du premier acompte.

ART 3.2 : MODALITÉS DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué dans le respect des dispositions suivantes.

Chaque versement de subvention est effectué sur demande du bénéficiaire. A chaque demande est joint un rapport financier intermédiaire précisant les dépenses effectuées.

Chaque demande de versement de subvention doit être datée, remplie et signée par le représentant légal du bénéficiaire ou la personne ayant délégation qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée.

Les documents financiers doivent être signés par le représentant légal du bénéficiaire ou la personne ayant délégation, sont établis en français et libellés en euros.

ARTICLE 3.2.1 : VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut demander une avance, à valoir sur les dépenses prévisionnelles, s'il justifie de ne pas disposer de trésorerie. Le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie établi en français et en euros. L'avance est calculée sur la base des dépenses subventionnables en proportion du taux d'intervention.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux d'intervention, sur présentation d'un rapport financier. Celui-ci précise notamment les dépenses effectuées.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Le versement du solde est subordonné à la production d'un compte-rendu final d'exécution de l'action, d'un compte-rendu financier des dépenses et des recettes de l'opération et d'un état récapitulatif des paiements ou des copies des dépenses effectuées. Le compte-rendu financier et l'état récapitulatif des paiements comportant la signature du représentant du bénéficiaire ainsi que celle de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes si l'organisme en est doté, et sont établis en français et en euros.

Le comptable assignataire est le directeur régional des finances publiques de la région Île-de-France et du département de Paris.

ART 3.3 : RÉVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par l'organisme s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant maximum de XXXX €.

ARTICLE 3.4 : DÉLAIS D'ÉLIGIBILITÉ DES DÉPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date de la commission permanente et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DURÉE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir XXXXXX 2016.

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CP XXX du XXXX 2016

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le.....

Pour le bénéficiaire

Le.....

Pour la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France et par délégation
Le Directeur général adjoint des services
Chargé de l'Unité des Affaires internationales et européennes

Jacques BELTRAN

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DELIBERATION N° CP 16-451
DU 21 SEPTEMBRE 2016

AFFECTATION D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE REGIONALE DU TOURISME

ATTRIBUTION ET AFFECTATION DU SOLDE DES SUBVENTIONS 2016 EN FAVEUR DES ORGANISMES ASSOCIES A L'ACTION REGIONALE DANS LE DOMAINE DU TOURISME : CENTRES D'ACCUEIL REGIONAUX DU TOURISME (CART)

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EN FAVEUR DE L'UNION NATIONALE DES ASSOCIATION DE TOURISME ILE DE FRANCE (UNAT- IDF) ET

AFFECTATION D'AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT POUR LA COTISATION A L'ASSOCIATION DU CLUSTER TOURISME DU VAL D'EUROPE.

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le Code Général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 99-11 du 17 novembre 2011 relative à l'approbation de la Stratégie régionale de développement du tourisme et des loisirs 2011-2016 ;

VU La délibération N° CR 94-12 du 22 novembre 2012 relative à l'adhésion à l'association Cluster tourisme du Val d'Europe ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente,

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010,

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU La délibération n° CP 13-111 du 23 janvier 2013 approuvant les conventions de partenariat entre la Région Ile-de-France et l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT IDF) ; et l'adhésion à l'association Acteurs du tourisme durable ;

VU La délibération n° CP 14-022 du 30 janvier 2014 relative à l'adoption de la convention d'objectifs et de moyens entre la Région et les CaRT;

VU La délibération n°CP 16-012 du 22 janvier 2016 approuvant la convention avec l'UNAT Île-de-France ;

VU Le budget de la Région d'Ile-de-France pour 2016,

VU Le rapport CP 16-451 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Ile-de-France.

VU L'avis de la Commission tourisme ;

VU L'avis de la Commission des finances ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide d'attribuer aux Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT) dans le domaine du tourisme un complément de subventions de fonctionnement inscrites au budget 2016.

Il s'agit de l'affectation d'une autorisation d'engagement de **101 100 € en faveur des CaRT** prélevée sur le chapitre 939 « action économique », code fonctionnel 95 « tourisme et thermalisme », programme HP95-002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme», action 19500201 « soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme » du budget 2016.

Article 2 :

Décide, dans le cadre de la convention approuvée par délibération n° CP 16-012 du 22 janvier 2016, de participer financièrement au fonctionnement des missions de l'UNAT au titre de l'année 2016.

Affecte une autorisation d'engagement de **20.000 €** de l'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air Ile-de-France (UNAT IDF) disponible sur le chapitre 939 « Action économique », code fonctionnel 95 « Tourisme et thermalisme », Programme HP 95 002 (195002) « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme », Action 19500202 « autres soutiens dans le domaine du tourisme » correspondant au solde de la subvention inscrite au budget 2016.

Approuve l'avenant à la convention avec l'UNAT Ile de France présenté en annexe 2 de cette présente délibération.

Article 3 :

Affecte une autorisation d'engagement de **10.000 €** correspondant à la cotisation 2016 pour l'association « cluster tourisme du Val d'Europe ». Cette dotation est imputée sur le chapitre 939 « action économique », sous fonction 95 « tourisme et thermalisme », programme HP 95-002 « soutien aux organismes œuvrant dans le domaine du tourisme », action 19500202 « autres soutiens dans le domaine du tourisme », du budget 2016.

La Présidente du Conseil régional
d'Ile-de-France

VALERIE PECRESSE

ANNEXE 1 A LA DELIBERATION

ETAT RECAPITULATIF

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-451	Budget	2016

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195002 - Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme**
Action	**19500201 - Soutien aux organismes associés dans le domaine du tourisme**

Dispositif : N° 00000049 - OA / Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT)

Dossier	16000248 - Subvention de fonctionnement 2016 Centres d'accueil régionaux du tourisme (CaRT)			
Bénéficiaire	R10885 - CENTRES D'ACCUEIL REGIONAUX DU TOURISME			
Localisation	REGION ILE DE FRANCE			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	101 100,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
1 685 000,00 €	TTC	20,02 %	101 100,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000049 - OA / Centres d'Accueil Régionaux du Tourisme (CaRT)	101 100,00 €

Total sur l'imputation 939 - 95 - 195002 - 19500201	101 100,00 €

Chapitre	**939 - Action économique**
Code fonctionnel	**95 - Tourisme et thermalisme**
Programme	**195002 - Soutien aux organismes oeuvrant dans le domaine du tourisme**
Action	**19500202 - Autres soutiens dans le domaine du tourisme**

Dispositif : N° 00000056 - Union Nationale des Associations de Tourisme Ile-de-France (UNAT-IDF)

Dossier	16000240 - UNAT ILE DE FRANCE 2016 -Deuxième affectation			
Bénéficiaire	R24847 - UNAT ILE DE FRANCE UNION NATIONALE DES ASSOCIATIONS DE TOURISME ET DE PLEIN AIR D IDF			
Localisation	DEPARTEMENT DE PARIS			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	20 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
30 000,00 €	TTC	33,33 %	20 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000056 - Union Nationale des Associations de Tourisme Ile-de-France (UNAT-IDF)	20 000,00 €

Total sur l'imputation 939 - 95 - 195002 - 19500202	20 000,00 €

ANNEXE 2 A LA DELIBERATION

AVENANT A LA CONVENTION AVEC L'UNAT ÎLE-DE-FRANCE

AVENANT A LA CONVENTION

CP N° 16-012 du 22 janvier 2016

Entre :

La Région Ile-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris, représentée par son Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° CP 16-347 du 12 juillet 2016,
ci-après dénommée « la Région »

et

L'Union Nationale des Associations de Tourisme et de Plein Air Ile-de-France, ci-après désignée l'UNAT Ile-de-France ; Association régie par la loi du 1er juillet 1901, représentée par son Président, Monsieur Patrick DROUET.

Préambule

Parmi ses orientations prioritaires, la Stratégie régionale de développement du tourisme et des loisirs (SRDTL) 2011-2016, adoptée par la délibération CR 99-11 du 17 novembre 2011 a identifié le tourisme durable, notamment dans sa dimension économique et sociale, ainsi que le renforcement de la qualité de la destination Paris-Ile-de-France, par des actions en faveur de l'amélioration de l'accueil notamment des publics jeunes et familles.

Dans cette orientation, le Conseil régional apporte son soutien à l'Union nationale des associations de tourisme (UNAT), organisme associatif œuvrant dans le domaine du tourisme en Ile-de-France, en lui octroyant une subvention de fonctionnement.

Par délibération n° CP 16-012 du 22 janvier 2016, le partenariat avec l'UNAT Ile de France a été renouvelé sous la forme d'une nouvelle convention annuelle renouvelable deux fois.

La délibération du Conseil régional n° CR 08-16 du 18 février 2016 ayant décidé de subordonner « l'attribution d'une subvention régionale à toute personne morale (…) sauf dispositions législatives ou règlementaires contraires, au recrutement d'au moins un stagiaire pour une période minimale de 2 mois », il convient de modifier la convention en tenant compte de cette nouvelle disposition.

Article 1 :

L'article 3 – *Engagements de l'Unat-IDF* est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Obligations relatives au recrutement des stagiaires ou d'alternants :
Le bénéficiaire s'engage à recruter 1 stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région. »

« Le bénéficiaire s'engage à informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement. »

Article 2 :

L'article 5 – *Modalités de versement de la subvention* est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 3 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé). »

Article 3 :

L'article 8 – *Subvention- restitution éventuelle* est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La Région se réserve également le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants. »

Article 4:

Les autres dispositions de la convention sont inchangées

Fait à Paris, en 2 exemplaires originaux le

LE PRESIDENT DE L'UNAT ILE-DE-FRANCE	LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
PATRICK **DROUET**	VALERIE **PECRESSE**

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 23/09/2016
- Date de réception en préfecture: 23/09/2016

DÉLIBÉRATION N° CP 16-459 DU 21 SEPTEMBRE 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF « AIDE RÉGIONALE AUX ASSOCIATIONS POUR LES MICROPROJETS INTERNATIONAUX DE SOLIDARITÉ (ARAMIS) » 2016

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DU DISPOSITIF MEDITERRANEE 2016

LA COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales ;

VU La délibération n° CR 92-15 du 18 décembre 2015 de délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU La délibération n° CR 75-10 du 19 novembre 2010 portant rapport-cadre sur la politique internationale de la Région Île-de-France, et notamment relative à l'aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS) ;

VU La délibération n° CR 24-12 du 17 février 2012 relative à la politique méditerranéenne de la Région Île-de-France ;

VU La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016 portant prolongation du règlement budgétaire et financier ;

VU Le budget de la région Île-de-France pour 2016 ;

VU La délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU L'avis de la Commission de la coopération internationale ;

VU L'avis de la Commission des Finances ;

VU Le rapport CP 16-459 présenté par Madame la Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Article 1 :

Décide de participer au titre du dispositif ARAMIS, au financement des 13 projets détaillés et annexés à la présente délibération (annexe 2) par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 142 500 €.

Affecte une autorisation de programme de 142 500 € disponible sur le Chapitre 900 « Services généraux » - Code fonctionnel 044 « Aide publique au développement » - Programme HP044-013 (104013) « Solidarité internationale » - Action : 10401302 «Aide régionale aux microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS) », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif (annexe 1).

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type « investissement » (annexe 4), et autorise le Président du Conseil régional à les signer.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 10 juin 2016, au bénéfice de l'association SOLEM, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er août 2016, au bénéfice de l'association ADVZ, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er août 2016, au bénéfice de l'association CHIDA COMORES, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 1er août 2016, au bénéfice de l'association EPICENTRE TELEWORK, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Autorise le reversement de l'intégralité de la subvention attribuée à l'association SOS Villages d'Enfants France à son partenaire local SOS Villages d'Enfants Madagascar, conformément à l'article 6 de la délibération CR 75-10 du 19 novembre 2010.

Article 2 :

Décide de participer au titre du dispositif Méditerranée, au financement des 3 projets détaillés et annexés à la présente délibération (annexe 3) par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de 85 000 €.

Affecte une autorisation d'engagement de 85 000 € disponible sur le Chapitre 930 « Services généraux » - Code fonctionnel 048 « Autres actions internationales » - Programme HP048-014 (104014) « Méditerranée » - Action : 10401401 « Méditerranée », du budget 2016, conformément à l'état récapitulatif (annexe 1).

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 12 juillet 2016, au bénéfice de la FEDERATION ARTISANS DU MONDE, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 12 juillet 2016, au bénéfice de BATIK INTERNATIONAL, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Autorise, la prise en compte des dépenses éligibles à compter du 12 juillet 2016, au bénéfice de THINKERS & DOERS, par dérogation à l'article 17 du règlement budgétaire et financier de la région Île-de-France.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention-type « Méditerranée », et autorise le Président du Conseil régional à les signer.

La présidente du conseil régional d'Île-de-France



VALERIE PECRESSE

ANNEXES A LA DELIBERATION

Annexe 1 : Etat récapitulatif des subventions

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-459	Budget	2016

Chapitre	**900 - Services généraux**
Code fonctionnel	**044 - Aide publique au développement**
Programme	**104013 - Solidarité internationale**
Action	**10401302 - Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)**

Dispositif : N° 00000541 - Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)

Dossier	15013788 - ARAMIS 2016-1 - LES LIENS HUMAINS			
Bénéficiaire	P0032364 - LH LES LIENS HUMAINS			
Localisation	TCHAD			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
58 271,00 €	TTC	21,45 %	12 500,00 €	

Dossier	15017943 - ARAMIS 2016-1 - AAK			
Bénéficiaire	P0033071 - ASSOCIATION AVENIR KADJINDIASSA			
Localisation	GUINEE-BISSAU			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
23 961,00 €	TTC	41,73 %	10 000,00 €	

Dossier	16006722 - ARAMIS 2016-1 - AMITIE FRANCO AFGHANE (AFRANE)			
Bénéficiaire	R27758 - AFRANE AMITIE FRANCO AFGHANE			
Localisation	AFGHANISTAN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	7 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
15 724,00 €	TTC	47,7 %	7 500,00 €	

Dossier	16006730 - ARAMIS 2016-1 - ADVZ			
Bénéficiaire	P0002281 - ADVZ ASS DEVELOPPEMENT VILLAGES DE ZORGHO			
Localisation	BURKINA FASO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
60 000,00 €	TTC	16,67 %	10 000,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-459	Budget	2016

Dossier	16006759 - ARAMIS 2016-1 - ASIPB			
Bénéficiaire	P0034422 - ASIPB ASS SOLIDARITE INTERNATIONALE PLATEAU BRIARD			
Localisation	CAMEROUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
42 500,00 €	TTC	29,41 %	12 500,00 €	

Dossier	16006860 - ARAMIS 2016-1 - L'ECOLE SOUS L'ARBRE			
Bénéficiaire	R38658 - L ECOLE SOUS L ARBRE			
Localisation	CAMEROUN			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 706,00 €	TTC	45,12 %	12 500,00 €	

Dossier	16006929 - ARAMIS 2016-1 - TERYA SO			
Bénéficiaire	P0030200 - TERYA SO LA MAISON DES AMIS			
Localisation	BURKINA FASO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	5 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
12 745,00 €	TTC	39,23 %	5 000,00 €	

Dossier	16007007 - ARAMIS 2016-1 - CHIDA COMORES			
Bénéficiaire	P0034442 - CHIDA ASSOCIATION CHIDA COMORES			
Localisation	COMORES			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
49 500,00 €	TTC	25,25 %	12 500,00 €	

Dossier	16007073 - ARAMIS 2016-1 - SOLEM			
Bénéficiaire	P0034446 - ASSOCIATION SOLEM			
Localisation	TOGO			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
27 852,00 €	TTC	44,88 %	12 500,00 €	

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-459	Budget	2016

Dossier	16007236 - ARAMIS 2016-1 - YALLA BISMILLAH AIT BOU OULLI AIT BOUGUEMEZ			
Bénéficiaire	P0034461 - ASSOCIATION YALLA BISMILLAH AIT BOU OULLI AIT BOUGUEMEZ			
Localisation	MAROC			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	10 000,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
24 828,00 €	TTC	40,28 %	10 000,00 €	

Dossier	16007437 - ARAMIS 2016-1 - FIDEI			
Bénéficiaire	P0024216 - FIDEI FORMATION INFORMATION DEVELOPPEMENT ECHANGES INTERNATIONAUX			
Localisation	SENEGAL			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 000,00 €	TTC	50 %	12 500,00 €	

Dossier	16007468 - ARAMIS 2016-1 - SOS VILLAGES D'ENFANTS			
Bénéficiaire	P0002126 - SOS VILLAGES D'ENFANTS			
Localisation	MADAGASCAR			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
39 495,00 €	TTC	31,65 %	12 500,00 €	

Dossier	16007683 - ARAMIS 2016-1 - EPICENTRE TELEWORK			
Bénéficiaire	R38647 - EPICENTRE TELEWORK			
Localisation	VIETNAM			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	12 500,00 €		Code nature	20421
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
25 300,00 €	TTC	49,41 %	12 500,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000541 - Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	142 500,00 €

Total sur l'imputation 900 - 044 - 104013 - 10401302	142 500,00 €

Etat récapitulatif des subventions proposées au vote

Commission permanente du	21/09/2016	N° de rapport	CP16-459	Budget	2016

Chapitre	**930 - Services généraux**
Code fonctionnel	**048 - Autres actions internationales**
Programme	**104014 - Méditerranée (dispositif)**
Action	**10401401 - Méditerranée (dispositif)**

Dispositif : N° 00000769 - Méditerranée

Dossier	16006955 - TUNISIA PULSE			
Bénéficiaire	P0034433 - THINKERS AND DOERS OF THE ARAB WORLD			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	35 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
231 920,00 €	HT	15,1 %	35 000,00 €	

Dossier	16006961 - APPUI AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE EQUITABLE AU LIBAN : ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET SENSIBILISER DE NOUVEAUX PUBLICS AU LIBAN ET EN ILE-DE-FRANCE			
Bénéficiaire	R22427 - FEDERATION ARTISANS DU MONDE			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
50 573,00 €	HT	49,43 %	25 000,00 €	

Dossier	16006964 - COOPAEM - Coopérative d'appui aux entrepreneur-e-s méditerranéen-ne-s			
Bénéficiaire	EX003230 - ASS BATIK INTERNATIONAL			
Localisation	Le détail de la localisation est présent sur la fiche projet.			
CPER/CPRD	Hors CPER - Hors CPRD			
Montant total	25 000,00 €		Code nature	6574
Base subventionnable		Taux de participation	Montant prévisionnel maximum de la subvention régionale	
86 950,00 €	TTC	28,76 %	25 000,00 €	

Total sur le dispositif N° 00000769 - Méditerranée	85 000,00 €

Total sur l'imputation 930 - 048 - 104014 - 10401401	85 000,00 €

Annexe 2 : Fiches projet « ARAMIS »

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15017943

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2015-2 AAK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	23 961,00 €	41,73 %	10 000,00 €
		Montant Total de la subvention	10 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION AVENIR KADJINDIASSA
Adresse administrative : 2 RUE DES BONS ENFANTS 93700 DRANCY
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Benoît GOMIS, Président
Date de publication au JO : 28 avril 2007
N° SIRET : 81006906200018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **appui à la production maraîchère et à l'élevage de Kadjindiassa (Guinée Bissau)**

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- promouvoir la production maraîchère et d'embouche à Kadjindiassa et faciliter l'accès à ses produits pour la population du village et des alentours ;
- renforcer les capacités bénéficiaires en techniques d'embouche et de maraîchage ;
- mettre en place un système de gestion en coopérative pérenne à même d'assurer l'autonomie d'action des bénéficiaires ;
- encourager l'autonomisation des femmes par leur implication dans la coopérative.

Description :
Dans ce village, la pratique de l'embouche et du maraîchage pâtit du manque d'accès au financement des investissements, qui entrave le développement de la zone et favorise la malnutrition.
Le projet prévoit l'aménagement d'un périmètre d'une superficie de 2 hectares, avec :
- le creusement d'un puits et son équipement,
- l'aménagement de 15 bassins et le système d'irrigation goutte-à-goutte,
- l'équipement matériel,
- l'achat d'un véhicule pour la distribution des produits,
- la formation des producteurs en techniques de production intensive d'embouche et de maraîchage,

- et la structuration d'une coopérative des femmes avec formations en gestion financière et comptable.

Moyens mis en œuvre :
Une étude de faisabilité a été réalisée sur place par le GRDR (Groupe Recherche Réalisation Développement Rural), partenaire technique.
Le chef du village soutient le projet et met à disposition du projet les terres nécessaires à l'exploitation maraîchère et à l'élevage.
Les travaux seront réalisés par une entreprise locale et suivis par l'association partenaire de l'association francilienne sur le projet.
Les femmes bénéficiaires du projet sont d'ores et déjà pleinement impliquées dans ce projet, de l'identification des besoins jusqu'à l'évaluation en passant par le financement et la mise en œuvre, accompagnées par le GRDR.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également l'organisation :
- d'une journée de lancement du projet,
- et d'une journée de restitution du projet et de sensibilisation au développement, qui se déroulera le 19 novembre 2016 à la Maison des associations de Drancy.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les populations du village (1000 habitants) et des alentours, les membres de la coopérative et notamment 60 femmes du village impliquées dans le projet.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS sera fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 23 961 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : GUINEE-BISSAU

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Forage, pompe et clôture	**7 086,00**	**23,48%**
Aménagement bassins et système d'irrigation	**13 000,00**	**43,08%**
Equipements	**3 875,00**	**12,84%**
Formation, suivi, accompagnement	4 215,00	13,97%
Frais de gestion et de déplacement	2 000,00	6,63%
Total	30 176,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF - ARAMIS	10 000,00	33,14%
MAEDI - PRAOSIM (acquis)	**12 000,00**	**39,77%**
Fonds propres (acquis)	**8 176,00**	**27,09%**
Total	30 176,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006730

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - ADVZ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	60 000,00 €	16,67 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ADVZ ASS DEVELOPPEMENT VILLAGES DE ZORGHO
Adresse administrative : 60 VOIE DE CHATENAY 91370 VERRIERES-LE-BUISSON
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame MICHELLE GUEGUEN, Présidente
Date de publication au JO : 3 mai 2007
N° SIRET : 49806602600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **réhabilitation de la digue du barrage de Digré (Burkina Faso)**

Date prévisionnelle de début de projet : 1er août 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent impérativement être réalisés avant la saison des pluies. En effet, les très fortes précipitations risquent de ralentir les travaux.

Objectifs :
- améliorer les conditions de vie et limiter l'exode rural en redynamisant les productions agricoles et pastorales,
- améliorer la maîtrise de la ressource en eau et réduire la vulnérabilité aux effets néfastes des changements climatiques,
- améliorer la nutrition et la sécurité alimentaire des populations locales.

Description :
La digue du barrage de Digré s'est écroulée en 2009 à la suite de très fortes pluies. Elle permettait un approvisionnement durable en eau, en dépit de conditions naturelles de production très difficiles (irrégularité et insuffisance des pluies, terres cultivables pauvres et limitées). Depuis lors, la retenue d'eau est asséchée. Alimentée par les eaux pluviales durant les 3 mois que dure la saison des pluies, elle était destinée à l'irrigation des cultures potagères en période sèche, à la pêche, à l'abreuvage du bétail et à la plantation du riz et du mais, à la confection de briques, parpaings grâce à l'eau, à la fabrication du dolo (bière locale).
Le présent projet prévoit, en partenariat avec l'Association du Village de DIGRE (ADVD) les éleveurs,

agriculteurs, apiculteurs, femmes maraîchères et pêcheurs, de remettre en fonction le barrage, grâce au actions suivantes :
- réhabilitation des deux brèches détruites de la digue,
- construction d'un nouveau seuil déversant avec ouvrages de protection,
- désensablement du bassin,
- renforcement de la digue et de la rive afin de prévenir de nouveaux phénomènes d'ensablement,
- comblement de l'ouvrage réhabilité (conservation de l'eau et du sol).

Moyens mis en œuvre :
Les travaux de remise en état seront également l'occasion de procéder à une réorganisation en profondeur des structures gestionnaires, rassemblant tous les usagers, en privilégiant toutes les formes de responsabilisation au niveau local.
Les habitants du village de Digré et des sept villages alentours sont très mobilisés par ce projet et participeront au chantier (apport matériaux et main d'œuvre).
Le projet bénéficie également du soutien de la direction provinciale de l'environnement et des ressources halieutiques, de la mairie et des chefs de villages.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également l'organisation, sur le territoire francilien :
- d'interventions dans plusieurs écoles de Verrières-le-Buisson, Massy et Fresnes afin de sensibiliser les élèves sur le thème de l'eau, en présence d'un enseignant burkinabè,
- d'une exposition de photos avec projection de vidéo sur le projet, au lycée Barrat de Verrières-le-Buisson, dans les magasins Carrefour et LeaderPrice, dans deux maisons de retraite ainsi qu'au sein du comité d'entreprise d'Orly,
- de deux soirées africaines (repas et danses) chaque année en juin et septembre, à Verrières-le-Buisson.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les éleveurs, les agriculteurs, les apiculteurs, les femmes maraîchères et productrices de beurre de karité, et tous les habitants des huit villages soit 5 800 personnes.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS sera fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 60 000 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.
L'association a d'ores et déjà pris en charge les frais d'études topographiques.

Localisation géographique : BURKINA FASO

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux préliminaires	**3 881,00**	**6,47%**
terrassements	**47 331,00**	**78,89%**
bétons	**8 788,00**	**14,65%**
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	10 000,00	16,67%
Département Essonne (acquis)	**8 000,00**	**13,33%**
AFD - Agence des Microprojets	12 000,00	20,00%
Fondation Albert 2 de Monaco	30 000,00	50,00%
Total	60 000,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006722

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - AMITIE FRANCO AFGHANE (AFRANE)

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	15 724,00 €	47,70 %	7 500,00 €
	Montant Total de la subvention		7 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : AFRANE AMITIE FRANCO AFGHANE
Adresse administrative : 16 PASSAGE DE LA MAIN D'OR 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Philippe BERTONECHE, Président
Date de publication au JO : 24 mai 1980
N° SIRET : 33533722600047

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **équipement matériel de deux écoles de Djalalabad (Afghanistan)**

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- contribuer à l'amélioration de l'enseignement grâce à l'amélioration des infrastructures de deux écoles de Djalalabad,
- promouvoir l'éducation des filles.

Description :
L'équipement mobilier de deux écoles publiques de Djalalabad est très insuffisant, nombreux sont les élèves assis à même le sol.
Le projet prévoit d'équiper ces deux établissements grâce à la fabrication locale de 416 pupitres et leur installation.

Moyens mis en œuvre :
Une fois livré, ce mobilier sera remis officiellement aux directions des écoles qui les intègreront à leur inventaire et prendront en charge leur entretien.
Les autorités éducatives sont très impliquées dans ce projet (protocole d'accord avec le Ministère afghan de l'Education et partenariat spécifique avec le rectorat de la province).
L'association AFRANE bénéficie d'une solide expérience en Afghanistan. Compte-tenu de la situation

sécuritaire, elle demeure en lien étroit avec l'Ambassade de France à Kaboul avant et pendant toute intervention sur place.

Intérêt régional :
Un formateur et collaborateur afghan d'AFRANE à Kaboul sera présent une semaine en Île-de-France en janvier 2017. A cette occasion, AFRANE organisera des conférences sur l'éducation en Afghanistan, dans trois collèges-lycées d'Ile-de-France (à préciser), avec témoignage du formateur et restitution du projet qui aura été réalisé à Djalalabad.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
15 500 élèves, de la primaire à la terminale, ainsi que les enseignants.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS sera fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 15 724 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : AFGHANISTAN

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
équipement (pupitres)	**15 724,00**	**80,95%**
acheminement du matériel	1 470,00	7,57%
personnel (coordinateur et logisticien)	276,00	1,42%
logistique	140,00	0,72%
action France	1 000,00	5,15%
divers et imprévus	815,00	4,20%
Total	19 425,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	7 500,00	38,61%
Agence Française de Développement (acquis)	**7 500,00**	**38,61%**
Fonds propres (acquis)	**4 425,00**	**22,78%**
Total	19 425,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006759

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - ASIPB

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	42 500,00 €	29,41 %	12 500,00 €
		Montant Total de la subvention	12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASIPB ASS SOLIDARITE INTERNAT PLATEAU BRIARD
Adresse administrative : PLACE DU GENERAL DE GAULLE 94440 VILLECRESNES
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Roudolphe EKWE, Président
Date de publication au JO : 12 mai 2012
N° SIRET : 78990020600010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **amélioration des conditions d'accès à l'eau potable dans trois villages de Bonalea (Cameroun)**
Date prévisionnelle de début de projet : 1er octobre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- améliorer l'hygiène, la santé et les conditions de vie des populations locales en facilitant l'accès à l'eau potable en quantité et qualité suffisante.

Description :
Les voies d'accès au forage et le non-aménagement des points de captage de l'eau ne garantissent pas les conditions d'hygiène et de salubrité satisfaisantes. L'école et le centre de santé de disposent d'aucun point d'eau. Dans le cadre d'un partenariat étroit avec Aquassistance[1], le projet prévoit de mettre à disposition des villageois des points d'eau grâce à l'amélioration des équipements du forage et à la construction d'un réservoir d'une capacité de 40m^3 qui alimentera l'école et le centre de santé. Afin d'améliorer l'assainissement, des latrines publiques seront mises en place dans les endroits les plus fréquentés.
Le présent projet constitue la seconde phase de ce vaste programme d'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement. La première phase (aménagement du forage) est en cours de réalisation.

[1] Association d'intérêt général, composée par les personnels de Suez, financée par une subvention du Fonds Suez Initiatives et par les dons des membres.

La seconde phase, seule concernée par la demande de subvention ARAMIS, prévoit la réalisation du réservoir, l'état des lieux de l'assainissement et la construction de latrines, la mise en place et la formation du service de l'eau, ainsi que la sensibilisation des populations à l'hygiène et au bon usage de l'eau.
La troisième phase consistera à la mise en place du réseau d'eau et la poursuite de la sensibilisation des populations.

Moyens mis en œuvre :
La commune de Bonalea est maître d'ouvrage. La maîtrise d'œuvre sera confiée à un bureau d'études après consultation.
Un comité de gestion de l'eau sera mis en place avec un comité par village.
Le principe du paiement du service de l'eau a été validé par les villageois. Le prix sera déterminé en concertation, et son recouvrement sera assuré par le responsable de chaque village. Cela permettra de prendre en charge les salaires des agents de gestion des infrastructures, leur entretien régulier, la maintenance et les réparations.
Les villageois participeront aux travaux.
L'association francilienne jouit d'une solide expérience dans la commune (mise en place du centre de santé, des latrines dans l'école, équipement scolaire, etc.).
Le projet bénéficie du soutien technique et financier d'Aquassistance qui apporte son expertise et son assistance technique pendant 5 ans pour suivre le bon fonctionnement de ce nouveau service et sa pérennité.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également l'organisation, sur le territoire francilien, d'une présentation du projet lors de la semaine de la solidarité internationale avec Aquassistance, en novembre 2016.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les 2 000 habitants des 3 villages concernés, en particulier les femmes et les enfants, habituellement de corvée d'eau, qui sont verront leur charge de travail diminuée ; ainsi que les usagers du centre de santé et de l'école.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS sera fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 42 500 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : CAMEROUN

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
réalisation d'un réservoir de 40m3	**36 000,00**	**62,61%**
construction de latrines	**6 500,00**	**11,30%**
profil topographique	2 500,00	4,35%
suivi des travaux	3 660,00	6,37%
état des lieux de l'assainissement, formation et sensibilisation	5 190,00	9,03%
frais de déplacements	3 650,00	6,35%
Total	57 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	12 500,00	21,74%
Communauté de communes du Plateau Briard (acquis)	**8 000,00**	**13,91%**
Commune de Bonalea (acquis)	**5 000,00**	**8,70%**
Aquassistance (acquis)	**29 500,00**	**51,30%**
fonds propres (acquis)	**2 500,00**	**4,35%**
Total	57 500,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007007

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - CHIDA COMORES

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	49 500,00 €	25,25 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION CHIDA COMORES
Adresse administrative : 25 RUE LANTIEZ 75017 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Zakari Said HASSANE, Président
Date de publication au JO : 31 mai 2003
N° SIRET : 47890689400025

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **amélioration de l'alimentation en eau de quatre villages de la commune de Nyumamdro (Comores).**

Date prévisionnelle de début de projet : 1er aout 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les travaux doivent impérativement être réalisés avant la saison des pluies. En effet, les très fortes précipitations, démarrant généralement en octobre, risquent de ralentir les travaux. De plus, les citernes doivent être installées avant la saison pluvieuse afin de permettre de collecter suffisamment d'eau de pluie pour alimenter les quatre villages concernés par le projet.

Objectifs :
- améliorer la santé, l'hygiène et les conditions de vie des populations locales en facilitant l'accès à une eau potable en quantité et de qualité suffisantes.

Description :
Le manque d'eau, sa salinité, et le coût élevé d'un forage ont conduit Aquassistance[1], maître d'ouvrage délégué, à préconiser à la commune, maître d'ouvrage, d'améliorer les systèmes existants de collecte des eaux de pluie et de créer de nouvelles citernes.
Il s'agit donc de mettre à disposition des habitants des quatre villages concernés des citernes collectives et

[1] Association d'intérêt général, composée par les personnels de Suez, financée par une subvention du Fonds Suez Initiatives et par les dons des membres.

individuelles et les sensibiliser à l'hygiène et au bon usage de l'eau. Sont prévus :
- la réalisation de deux citernes publiques de 250 m^3,
- l'amélioration des systèmes de collecte privée,
- la formation du comité de gestion de l'eau,
- la sensibilisation des villageois à l'eau et à l'hygiène.

Moyens mis en œuvre :
La population locale a accepté le principe du paiement du service de l'eau. Cela permettra aux comités de gestion des citernes d'assurer l'entretien et le renouvellement des installations.
Les comités de gestion seront en charge de nettoyer périodiquement les citernes et de contrôler le paiement de l'eau.
Le projet bénéficie du soutien technique et financier d'Aquassistance qui apporte son expertise et son assistance technique pendant 5 ans pour suivre le bon fonctionnement de ce nouveau service et sa pérennité.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également, sur le territoire francilien, l'organisation :
- d'une restitution du projet en partenariat avec Aquassistance,
- d'une exposition de photos à Colombes et dans le 17ème arrondissement de Paris,
- d'une journée culturelle avec expo-photo et diffusion d'une vidéo sur le projet.

L'association prévoit également de publier régulièrement des articles sur les réseaux sociaux ainsi que sur le site d'Aquassistance.
Elle envisage également de collaborer avec d'autres associations de migrants pour partager l'expérience de ce projet.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les habitants des quatre villages, soit environ 4 700 personnes.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS est fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 49 500 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : COMORES

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
réalisation de deux citernes	**49 500,00**	**82,50%**
étude préalable	2 000,00	3,33%
accompagnement, formation, sensibilisation	7 000,00	11,67%
divers et imprévus	1 500,00	2,50%
Total	60 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	12 500,00	20,83%
Aquassistance (acquis)	**43 500,00**	**72,50%**
fonds propres (acquis)	**4 000,00**	**6,67%**
Total	60 000,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007683

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - EPICENTRE TELEWORK

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	25 300,00 €	49,41 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EPICENTRE TELEWORK
Adresse administrative : 7 IMPASSE DES PECHERIES 78230 LE PECQ
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Kim Anh NGUYEN, Présidente
Date de publication au JO : 30 août 1997
N° SIRET : 41845480700037

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **développement d'un dispositif-pilote de soins médicaux au profit des populations fragiles et isolées des zones à risques climatiques du Delta du Mékong (Vietnam)**

Date prévisionnelle de début de projet : 1er aout 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 juillet 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Les bénévoles français et vietnamiens impliqués dans la réalisation du projet ne sont disponibles qu'aux mois d'août et septembre.

Objectifs :
- fournir des consultations médicales à distance aux populations isolées, en particulier lors des périodes d'inondations saisonnières dues à la mousson et au réchauffement climatique global, sans avoir à se déplacer vers des hôpitaux éloignés et coûteux,
- mettre au point un dispositif pilote en matière de diagnostic médical à distance, en faveur des personnels sanitaires de l'Hôpital général de la ville de Bên Trê, et de ceux appartenant à des établissements secondaires et annexes,
- former les personnels sanitaires précités à l'utilisation des outils de téléconsultation médicale et à l'organisation de soins y afférents,
- favoriser autant que possible, l'utilisation des médicaments traditionnels vietnamiens à base de plantes, à la suite de résultats de télédiagnostic médical moderne.

Description :
Le projet prévoit les actions suivantes :

- élaboration d'un cahier des charges de développement du dispositif pilote, en partenariat avec l'équipe concernée de l'Hôpital général Nguyen Dinh Chieu et du Comité populaire de la province Bên Trê,
- organisation de séances d'information, sensibilisation et initiation aux méthodes et technologies de télémédecine,
- tests et ajustements des méthodes et actions pilotes de télémédecine entre l'Hôpital général Nguyen Dinh Chieu et l'association francilienne,
- organisation de la mise en œuvre des consultations médicales entre les établissements sanitaires secondaires et l'Hôpital général Nguyen Dinh Chieu.

Moyens mis en œuvre :
Le dispositif pilote de consultation et d'expertises médicales à distance sera installé à l'Hôpital général Nguyen Dinh Chieu à Bên Trê, et fonctionnera de façon pratiquement traditionnelle, sauf que le médecin consultant se trouve à distance du site de consultation médicale in situ. Ce dernier sera préalablement équipé d'un système de télémédecine avec des matériels de saisie de données médicales vitales en fonction des besoins (température, tension artérielle, électrocardiogramme, imagerie médicale, etc.), des moyens d'audio et visioconférence, et de communication de données médicales.
Le système de télémédecine peut être compact et mobile, tel qu'une valise de télémédecine, ou fixe à performances plus étendues, comme l'archivage et la gestion complète de dossiers médicaux de patients.
Il impliquera trois composants :
- les médecins en charge des consultations médicales, appartenant à l'Hôpital général préalablement formé à la manipulation de moyens de télémédecine,
- le personnel paramédical chargé de l'organisation, de la gestion et du suivi de patients via leurs dossiers médicaux, faisant partie de l'Hôpital général préalablement formé,
- les ingénieurs et techniciens spécialisés dans la mise en œuvre de matériels et logiciels de télémédecine.
Pour les populations locales, il suffira de se rendre auprès d'un établissement de santé de la commune de son lieu de résidence pour consulter par visioconférence un médecin situé par exemple à l'Hôpital général Nguyen Dinh Chieu, assisté pour cela d'un personnel infirmier préalablement formé à l'utilisation des outils de la télémédecine. Cette consultation à distance pourra être associée à des prises de données médicales vitales du patient et transmises en temps réel au médecin consultant afin d'affiner son diagnostic à distance, et de délivrer l'ordonnance de traitement.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également, sur le territoire francilien, les actions suivantes :
- participation à des tables rondes et ateliers sur les sujets de solidarité internationale et de co-développement économique, ayant trait à la santé, organisées par les collectivités territoriales, associations de solidarité internationale et de migrants,
- participation à des conférences annuelles organisées par l'Ambassade du Vietnam sur les sujets de co-développement économique entre la France et le Vietnam, notamment dans le domaine de transfert de technologies numériques médicales.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Dix médecins et paramédicaux vietnamiens appartenant au Service de santé du Comité populaire, à l'Hôpital général Nguyen Dinh Chieu et à des établissements sanitaires secondaires et annexes de la province de Bên Trê, seront initiés et entraînés à l'utilisation de méthodes et outils de la téléconsultation et télé-expertise médicales et à l'organisation des soins médicaux.
Le Comité populaire de la province réunit environ 1,3 millions d'habitants.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS est fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 25 300 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : VIETNAM

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux d'aménagement de la salle de télémédecine	**2 500,00**	**5,15%**
équipement matériel et informatique	**22 800,00**	**47,01%**
travaux d'essais et de tests	1 000,00	2,06%
fournitures, consommables et télécommunications	1 000,00	2,06%
appui, suivi, contrôle	4 500,00	9,28%
déplacements et frais de séjour	11 150,00	22,99%
évaluation et capitalisation	3 750,00	7,73%
divers et imprévus	800,00	1,65%
frais administratifs et de structure	1 000,00	2,06%
Total	48 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	12 500,00	25,77%
contribution de l'hôpital vietnamien partenaire (acquis)	**18 000,00**	**37,11%**
fonds propres (acquis)	**18 000,00**	**37,11%**
Total	48 500,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007437

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - FIDEI

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	25 000,00 €	50,00 %	12 500,00 €
		Montant Total de la subvention	12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FIDEI - FORMATION INFORMATION DEVELOPPEMENT ECHANGES INTERNATIONAUX
Adresse administrative : 25T BOULEVARD DE LA SAUSSAYE 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur OLIVIER GROUES, Président
Date de publication au JO : 4 octobre 2003
N° SIRET : 75375672500010

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **équipement du centre d'éducation scolaire et professionnelle pour enfants et adultes sourds-muets de Saint-Louis (Sénégal)**

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- accroître le niveau d'alphabétisation des enfants et adultes sourds-muets accueillis au centre,
- scolariser les enfants sourds-muets,
- permettre aux sourds-muets d'avoir un lieu d'accueil et d'échanges.

Description :
Le projet consiste à équiper les salles de classes et les ateliers du centre d'éducation scolaire et de formation professionnelle pour jeunes et adultes sourds-muets qui a été construit grâce à une subvention ARAMIS en 2014. Edifié sur un terrain offert par la Municipalité, il est constitué de deux salles de classes pour la scolarisation des enfants, et l'alphabétisation des adultes, et d'ateliers de formation à l'ébénisterie, à la menuiserie métallique, à la couture et à la coiffure.
Il s'agit donc d'installer les équipements nécessaires au fonctionnement du centre : mobilier, machines-outils, matériel professionnel pour la coiffure et la couture, matériaux pour permettre la réalisation par les apprentis d'une partie des meubles.

Moyens mis en œuvre :
Un enseignant spécialisé, parlant le langage des signes, sera nommé par l'Inspection régionale d'académie et soutenu par les bénévoles locaux de l'association des sourds-muets. Les ateliers professionnels seront animés par un professeur d'enseignement technique, assisté d'artisans sourds-muets expérimentés.
Le mobilier scolaire sera à la charge de l'Académie qui a accepté la fourniture de 40 tables-bancs neufs.
Le mode de fonctionnement du centre a été choisi par les bénéficiaires : en échange du temps consacré par des adultes sourds-muets compétents et expérimentés à assister les professeurs de l'enseignement technique, ces bénévoles auront accès les après-midis aux machines-outils et aux équipements afin de générer, dans le cadre de GIE, des revenus à travers leur travail artisanal.
Ils ont également décidé de répartir la marge réalisée en trois éléments :
- le premier tiers sera remis au comité de gestion du centre pour assurer l'entretien du bâtiment et la maintenance du matériel,
- le deuxième constituera leur rémunération, partagée sous forme coopérative,
- le troisième sera attribué à une caisse d'aide sociale destinée aux familles de sourds-muets qui ne bénéficieront pas du travail dans les ateliers faute de qualification pour certains, de disponibilité ou d'aptitude pour d'autres : veuvage, personnes âgées ou handicapés moteurs.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également, sur le territoire francilien, les actions suivantes :
- interventions dans les classes préparatoires des lycées Pasteur et Sainte-Croix de Neuilly et à Telecom Paristech,
- participation à des forums d'associations,
- participation des jeunes volontaires FIDEI à des tables rondes sur le volontariat.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les enfants et les adultes sourds-muets inscrits à l'association de Saint-Louis : 89 membres : 68 adultes dont 30 femmes et 21 enfants de 6 à 18 ans dont 7 filles seront les premiers bénéficiaires.
Dès les classes et ateliers ouverts, jusqu'à 80 enfants pourront être scolarisés annuellement dans l'enseignement général et plus de 50 dans l'enseignement professionnel.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS est fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 25 000 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : SENEGAL

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
équipements	**25 000,00**	**83,33%**
fournitures et consommables	4 000,00	13,33%
divers	1 000,00	3,33%
Total	30 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	12 500,00	41,67%
fonds propres (acquis)	**12 150,00**	**40,50%**
Dons (en partie acquis)	5 350,00	17,83%
Total	30 000,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006860

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - L'ECOLE SOUS L'ARBRE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	27 706,00 €	45,12 %	12 500,00 €
	Montant Total de la subvention		12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : L'ECOLE SOUS L'ARBRE
Adresse administrative : 72 BIS RUE DE LA FOLIE REGNAULT 75011 PARIS 11
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Charles N'TOLLA, Président
Date de publication au JO : 7 avril 2007
N° SIRET : 44884779800015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **réhabilitation de six salles de classe et des latrines de l'école publique de Ngambè (Cameroun)**

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- permettre la scolarisation de tous les enfants dans le village, afin d'éviter le retard et le décrochage scolaire,
- augmenter la capacité d'accueil de l'école et le taux de scolarisation dans le village,
- améliorer les conditions de scolarisation, y compris sanitaires.

Description :
Fondée en 1939, l'école primaire publique de Ngambè souffre de vétusté des locaux, de manque de places assises, de latrines ainsi que d'une bibliothèque. Les autorités locales et éducatives ont sollicité l'association francilienne qui œuvre au Cameroun depuis une dizaine d'années afin de réaliser le présent projet, comprenant :
- la réhabilitation de six salles de classe,
- la fabrication locale de mobilier (tables-bancs),
- la réhabilitation des latrines,
- l'aménagement d'un coin bibliothèque,
- le reboisement en arbres fruitiers des trois hectares du terrain de l'école.

Moyens mis en œuvre :
Le projet bénéficie du soutien formel de la sous-préfecture, des autorités éducatives et de la mairie. Une équipe projet locale est d'ores et déjà constituée, réunissant le directeur de l'école, l'inspection d'académie, la sous-préfecture, les parents d'élèves et le délégué local de l'association francilienne.
Les parents d'élèves seront chargés de l'entretien des latrines à tour de rôle, sous l'autorité du directeur de l'école et de l'inspection d'académie.
Les enseignants sont déjà affectés et rémunérés par l'Etat camerounais. Ils seront également chargés de la gestion du coin bibliothèque.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également l'organisation, sur le territoire francilien, d'une conférence de sensibilisation des ressortissants et des partenaires privés et institutionnels du projet.
L'association prévoit également des interventions dans trois écoles parisiennes sur le thème de l'accès à l'éducation et à l'hygiène.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Sont concernés par le projet les 1400 enfants du village et les enseignants de l'école.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS sera fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 27 706 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : CAMEROUN

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
gros œuvre	**7 310,00**	**25,21%**
charpente	**1 560,00**	**5,38%**
matériaux	**7 219,00**	**24,89%**
peintures	**11 617,00**	**40,06%**
main d'œuvre	700,00	2,41%
transport	320,00	1,10%
frais généraux	274,00	0,94%
Total	29 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	12 500,00	43,10%
Mairie de Ngambè (acquis)	**1 500,00**	**5,17%**
fonds propres (en partie acquis)	15 000,00	51,72%
Total	29 000,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 15013788

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - LES LIENS HUMAINS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	58 271,00 €	21,45 %	12 500,00 €
		Montant Total de la subvention	12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES LIENS HUMAINS
Adresse administrative : 1 BIS RUE LABOURET 94220 CHARENTON-LE-PONT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Franck CABY-VAHDATE, Président
Date de publication au JO : 15 décembre 2012
N° SIRET : 80285194900015

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **construction et équipement d'une école pour les enfants nomades sédentarisés de Guégui (Tchad)**
Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- permettre aux enfants nomades d'accéder à une éducation primaire de qualité,
- promouvoir la scolarisation des filles,
- promouvoir la langue française, deuxième langue du pays souvent délaissée au profit de l'arabe.

Description :
L'association Les Amis du Tchad (LADT), partenaire tchadien de l'association francilienne, a relevé une forte demande de scolarisation dans les villages de nomades sédentarisés de la région. En concertation avec les autorités locales et éducatives, une première école a d'ores et déjà été construite "en dur" dans le village voisin.
Il s'agit à présent de construire une structure éducative complète dans le village de Guégui, à savoir :
- construction de deux salles de classe,
- équipement mobilier (pupitres, bancs, tableaux),
- construction et équipement d'une cantine avec cuisine (44m²),
- construction de 4 latrines,
- forage d'un puits avec pompe à motricité humaine,
- construction d'un logement pour un enseignant,

- clôture en grillage.

Moyens mis en œuvre :
Une enquête d'intérêt général a été menée par LADT afin de déterminer l'intérêt des familles à scolariser leurs enfants. Cela a permis de vérifier l'appropriation du projet par les bénéficiaires et de recenser 116 enfants à scolariser.
Un partenariat avec la direction régionale de l'éducation nationale est conclu pour l'affectation des enseignants et la prise en charge de leur rémunération.
LADT assiste l'association francilienne dans la maîtrise d'ouvrage du projet, en étant sur place pendant toute la durée des travaux.
La scolarisation sera gratuite pour les élèves. Toutefois, l'entretien des infrastructures sera à la charge de LADT, et la cantine (approvisionnement, cuisine et service) sera à la charge de la communauté de communes, qui prend également en charge 20 % du coût du projet.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également des actions sur le territoire francilien, parmi lesquelles :
- exposition de photographies et sensibilisation à la situation socioéconomique et éducative du Tchad, à la mairie de Charenton début 2017,
- exposition de photos, organisée avec la Ligue de l'enseignement pendant la semaine de la solidarité internationale en novembre 2016,
- intervention dans une école primaire francilienne (établissement à préciser).
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
116 enfants anciens nomades sédentarisés de l'ethnie Toubous, non encore scolarisés, habitant le village de Guégui et les cinq villages alentours.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS sera fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 58 271 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : TCHAD

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
bâtiment (2salles de classe)	**26 622,00**	**44,95%**
cantine et cuisine	**7 602,00**	**12,84%**
4 latrines	**7 798,00**	**13,17%**
forage du puits et pompe	**2 667,00**	**4,50%**
logement enseignant	**6 494,00**	**10,97%**
clôture et portail	**4 573,00**	**7,72%**
mobilier (tables-bancs)	**2 515,00**	**4,25%**
déplacements	950,00	1,60%
Total	59 221,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
REGION IDF - ARAMIS	12 500,00	21,11%
Département Val de Marne (acquis)	**5 000,00**	**8,44%**
Fondation Air France	5 000,00	8,44%
partenaire tchadien : communauté de communes de Guégui (acquis)	**2 913,00**	**4,92%**
fonds propres (acquis)	**33 808,00**	**57,09%**
Total	59 221,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007073

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - SOLEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	27 852,00 €	44,88 %	12 500,00 €
		Montant Total de la subvention	12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION SOLEM
Adresse administrative : 15 RUE DE L'ECOLE DE MÉDECINE 75006 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Thomas BOISSINOT, Président
Date de publication au JO : 1 décembre 2004
N° SIRET : 44028853800018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **agrandissement de la maternité, construction et équipement d'un laboratoire d'analyses de l'Unité de soins périphériques de Segbe (Togo)**

Date prévisionnelle de début de projet : 10 juin 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 mai 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : L'association francilienne se rend sur place pour les travaux à partir du 5 juillet. Cependant, la dalle en béton doit être réalisée trois semaines avant le démarrage du chantier afin qu'elle ait le temps de sécher. La mise en place de la dalle se fera donc à partir du 10 juin.

Objectifs :
- améliorer la prise en charge sanitaire des quinze villages desservis par l'unité de soins périphériques (USP), notamment les femmes,
- permettre aux populations locales de bénéficier d'une offre de soins de proximité, afin d'éviter les déplacements, contribuer ainsi à la réduction des inégalités d'accès aux soins,
- rendre l'unité de soins périphériques indépendante techniquement et financièrement.

Description :
Suite à une mission exploratoire réalisée en septembre 2015, l'association francilienne a identifié la nécessité pour l'USP de réaliser une extension de la maternité et de disposer d'un laboratoire permettant d'obtenir des analyses sur place.
Le projet prévoit donc la construction d'une salle supplémentaire pour la maternité. L'USP dispose d'ores et déjà du matériel et du mobilier nécessaire (lits notamment) mais, par manque de place, il est stocké dans l'attente de la construction. Il est également prévu de construire et d'équiper un laboratoire d'analyses

médicales permettant de réduire les coûts de transport pour les patients d'une part, et de contribuer à l'autofinancement de l'USP. Le matériel nécessaire sera acheté sur place auprès d'une entreprise qui en assure le suivi et l'entretien.

Moyens mis en œuvre :
Le projet bénéficie du soutien des autorités locales et sanitaires (direction préfectorale de la Santé, chef du canton, comité villageois de développement et chef du village).
Bien que sous la tutelle de l'Etat, l'USP fonctionne grâce à un système d'autogestion : aucun impôt n'est à payer mais il ne reçoit aucune subvention de l'Etat. Le laboratoire est donc une source de revenus et d'augmentation de la fréquentation. Une USP voisine s'autofinance totalement grâce à son laboratoire.
Les villageois apporteront leur soutien matériel (aide au transport des matériaux notamment).

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également l'organisation, sur le territoire francilien:
- d'une conférence de retour de projet, en octobre 2016, lors de la présentation du pôle solidarité internationale de l'association à la faculté de médecine Paris Descartes,
- d'une exposition de photos, sur le site de la faculté et sur d'autres sites à préciser,
- de formations des étudiants de la faculté à la solidarité internationale,
- des réunions auprès des lycéens pour sensibiliser les futurs étudiants,
- de différentes animations (tombola, ensachage, brocantes, etc.) à Paris et Rueil-Malmaison.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) : Les habitants des 15 villages desservis par l'USP soit environ 20 000 personnes.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS sera fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 27 852 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : TOGO

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
travaux	**12 918,00**	**33,42%**
électricité	**1 854,00**	**4,80%**
plomberie	**1 372,00**	**3,55%**
toiture	**1 887,00**	**4,88%**
fosse septique	**2 821,00**	**7,30%**
matériel laboratoire	**7 000,00**	**18,11%**
fournitures et consommables	868,00	2,25%
déplacements	3 324,00	8,60%
frais de séjour	3 300,00	8,54%
imprévus	417,00	1,08%
études, suivi et contrôle des travaux	2 897,00	7,49%
Total	38 658,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	12 500,00	32,33%
Département Hauts-de-Seine (acquis)	**3 000,00**	**7,76%**
Département Yvelines (acquis)	**500,00**	**1,29%**
Ville de Puteaux (acquis)	**800,00**	**2,07%**
Ville de Sartrouville (acquis)	**500,00**	**1,29%**
FSDIE / Université Paris Descartes (acquis)	**4 000,00**	**10,35%**
CROUS (acquis)	**1 000,00**	**2,59%**
DPS (acquis)	**1 040,00**	**2,69%**
Fondation Veolia (acquis)	**3 000,00**	**7,76%**
Medisup (acquis)	**800,00**	**2,07%**
fonds propres (acquis)	**11 518,00**	**29,79%**
Total	38 658,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007468

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - SOS VILLAGES D'ENFANTS

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	39 495,00 €	31,65 %	12 500,00 €
		Montant Total de la subvention	12 500,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SOS VILLAGES D'ENFANTS
Adresse administrative : 6 CITE MONTHIERS 75009 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel BARROY, Président
Date de publication au JO : 28 février 1956
N° SIRET : 77566680300132

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **création d'un centre d'éducation en biologie aquatique et de formation en aquaculture à Fort-Dauphin (Madagascar)**

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :

- sensibiliser les enfants et les jeunes au monde aquatique et à l'aquaculture,
- former les jeunes aux activités de production aquacole, en particulier la crevetticulture,
- réduire la pauvreté en proposant une opportunité d'emploi aux jeunes en situation de vulnérabilité.

Description :

L'aquaculture dans le Sud de Madagascar dispose d'un fort potentiel mais reste sous-exploitée, peu connue et mal pratiquée. SOS Villages d'Enfants propose de créer un centre de formation et de sensibilisation, dans l'enceinte du village SOS de Fort Dauphin, localisé entre le bord de mer et une zone marécageuse.

Le centre d'éducation en biologie aquatique et formation en aquaculture (CÉBAFA), outre les activités de sensibilisation sur le monde aquatique et l'aquaculture en général, permettra également de répondre aux besoins des producteurs en améliorant leurs techniques de production de crevettes afin d'augmenter leurs revenus tout en protégeant l'environnement aquatique.

Moyens mis en œuvre :

Une équipe scientifique de deux laboratoires, basés en Equateur et au Pérou, a participé à l'élaboration du projet et met à disposition du projet son expertise technique pour la mise en place et le fonctionnement du centre. SOS Villages d'Enfants Madagascar mobilise spécifiquement une équipe de cinq personnes dont une ingénieure agronome déjà formée au Pérou.

SOS Villages d'Enfants France s'engage à financer le fonctionnement du CÉBAFA jusqu'à ce que le volet de production soit opérationnel et générateur de revenus, permettant à terme l'autofinancement du centre.
Le projet bénéficie du soutien formel du ministère des ressources halieutiques et de la pêche, du ministère de la population et de la protection sociale, et de l'ensemble des autorités locales (Région, Commune urbaine et Agence portuaire maritime et fluviale) qui ont mis à disposition un terrain de 5 hectares pour la mise en œuvre du projet.

Intérêt régional :

Au-delà de son impact international, le projet prévoit également, sur le territoire francilien, les actions suivantes :
- une restitution du projet dans une (ou plusieurs) école(s) primaire(s) et lors d'une intervention spécifique au lycée Auguste Renoir à Paris (350 élèves et étudiants).
- des actions de sensibilisation, associant les villages SOS situés dans les Yvelines et le Val d'Oise.
- une exposition photographique en cours d'organisation avec plusieurs autres ONG.

De plus, les moyens de communication de SOS Villages d'Enfants France seront mis à contribution afin d'assurer la visibilité du projet et du soutien de la région île de France : deux articles destinés à être publiés dans la revue trimestrielle adressée aux 200 000 destinataires français, les sites internet de SOS France et de Coordination SUD, le site Intranet de la fédération, accessible à 30.000 collaborateurs travaillant dans 134 pays. Par ailleurs un communiqué de presse sera élaboré par SOS France.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :

- Les élèves, filles et garçons, issus des établissements scolaires de Fort-Dauphin pour les séances de découverte du monde aquatique,
- Des étudiants intéressés à poursuivre des recherches ou à s'informer davantage sur le monde vivant aquatique et le domaine d'aquaculture dans la région d'Anosy et les autres régions,
- Les enfants et les jeunes pris en charge par les 7 structures d'accueil de SOS Villages d'Enfants dans la région,
- Les familles et producteurs locaux situés aux environs du Centre intéressés par l'aquaculture et qui sont prêts à en faire un métier sur le long terme, et notamment les jeunes. La population à proximité immédiate du village d'enfants SOS de Fort-Dauphin est estimée à 20 000 habitants, avec 2.730 foyers dont 650 sont des familles de pêcheurs. Plus largement, la commune de Fort-Dauphin compte 46.000 habitants.

Le CÉBAFA sera en mesure de sensibiliser 10 visiteurs par jour, la visite durant une à deux heures, soit environ 2.000 personnes chaque année.
Par ailleurs, il formera 24 jeunes chaque année, à raison de deux sessions de 24 semaines pour 12 jeunes chacune. Parmi les jeunes formés, une partie sera issue des villages d'enfants SOS venant de toutes les régions de l'île.

Enfin, l'expertise scientifique du centre permettra aux foyers de familles de pêcheurs (650 à proximité immédiate mais des milliers potentiellement dans le Sud) de bénéficier des fruits de leur recherche par exemple la sélection de crevettes résistantes.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention ARAMIS est fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 39 495 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.
L'association prévoit de reverser la subvention à son partenaire local SOS Villages d'Enfants Madagascar, à des fins de passation de marché. Tous les documents relatifs à cette association ont été fournis.

Localisation géographique : MADAGASCAR

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
équipements du laboratoire	**6 664,00**	**16,87%**
travaux et équipements d'élevage	**32 831,00**	**83,13%**
Total	39 495,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	12 500,00	31,65%
fonds propres : acquis	**26 995,00**	**68,35%**
Total	39 495,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006929

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - TERYA SO

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	12 745,00 €	39,23 %	5 000,00 €
	Montant Total de la subvention		5 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERYA SO LA MAISON DES AMIS
Adresse administrative : 35 AVENUE DE LA RESISTANCE 93100 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Eric MOREL D'ARLEUX, Président
Date de publication au JO : 18 juin 2001
N° SIRET : 53829647600012

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **aménagement et équipement d'une unité "kangourou" au sein de la maternité du centre médical de Do (Burkina Faso)**

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 30 juin 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- contribuer à la réduction des morbidités et des mortalités maternelles et néonatales,
- faciliter une offre de soins et de services de santé de qualité et adaptée au contexte local,
- éviter les complications par une prise en charge rapide dès la naissance et grâce à l'équipement d'une salle de travail et de réanimation,
- améliorer les conditions de prise en charge post-natale de la mère et de l'enfant de faible poids de naissance.

Description :
L'UNICEF encourage la prise en charge des nouveau-nés prématurés et de petit poids de naissance par la méthode kangourou (ou méthode "peau à peau" : les bébés de petits poids de naissance sont mis contre la peau de leur mère, entre leur poitrine, retenus par un foulard). Le centre médical de Do envisage donc d'ouvrir une unité kangourou attenante à la maternité et a pour cela sollicité l'association francilienne qui a déjà réalisé ce type de projet au Burkina.
Le bâtiment est en cours de construction avec la technique éco-climatique de la voûte nubienne.
Le présent projet concerne uniquement l'aménagement et l'équipement de bâtiment grâce aux actions

suivantes :
- achat de matériels spécialisés, sur place ou en France selon la disponibilité,
- fabrication locale de mobilier spécifique pour les mères "kangourou" : tables chauffantes et sacs chauffants de transport,
- isolation thermique de fenêtres,
- électrification solaire photovoltaïque,
- carrelage.

Moyens mis en œuvre :
Le projet bénéficie d'un fort soutien du centre hospitalier universitaire de Bobo-Dioulasso (hôpital de référence pour toutes les structures de santé du district) et de la direction régionale de la Santé. Les autorités sanitaires se sont en effet engagées à prendre en charge le suivi prénatal, l'hospitalisation et les soins de santé des nouveau-nés, de sorte que ces soins soient gratuits pour les populations concernées.
L'unité kangourou sera entièrement intégrée au centre médical, y compris budgétairement. Le personnel est rémunéré par le ministère de la Santé. L'entretien et les réparations éventuelles des équipements mis en place seront assurés par le maintenancier de la direction régionale de la Santé qui est déjà formé pour cela.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également l'organisation, sur le territoire francilien, de présentation du projet avec exposition de photos : dans plusieurs maternités de Montreuil et Saint Denis, au service de protection maternelle et infantile de Seine Saint Denis, ainsi qu'aux élèves sages-femmes et étudiants en fin d'études de médecine.
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Le projet bénéficiera aux femmes accouchant au centre médical de Do, aux prématurés et nouveau-nés hypotrophes, aux équipes médicales, à tous les secteurs sanitaires desservis par le centre médical, ainsi qu'au service néonatologie de l'hôpital de Bobo qui devrait recevoir moins de malades. Près de 600 nouveau-nés par an pourraient bénéficier de l'unité kangourou.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS sera fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 12 745 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : BURKINA FASO

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
carrelage, isolation, éclairage solaire et sacs de transport	**2 389,00**	**18,74%**
équipement médical	**8 338,00**	**65,42%**
équipement mobilier	**2 018,00**	**15,83%**
Total	12 745,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	5 000,00	39,23%
fonds propres (acquis)	**6 745,00**	**60,77%**
Total	12 745,00	100,00%

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16007236

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : ARAMIS 2016-1 - YALLA BISMILLAH AIT BOU OULLI AIT BOUGUEMEZ

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)	24 828,00 €	40,28 %	10 000,00 €
	Montant Total de la subvention		10 000,00 €

Imputation budgétaire : 900-044-20421-104013-020-10401302- Aide régionale aux micro-projets internationaux de solidarité (ARAMIS)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASSOCIATION YALLA BISMILLAH AIT BOU OULLI AIT BOUGUEMEZ
Adresse administrative : 95 RUE ETIENNE DOLET 94140 ALFORTVILLE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame Catherine MIQUEL, Présidente
N° SIRET : 80350058600018

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS)
Rapport Cadre : CR75-10 du 19/11/2010

Objet du projet : **construction de canaux d'irrigation Ibaklioune (Maroc)**

Date prévisionnelle de début de projet : 21 septembre 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 octobre 2017
Démarrage anticipé de projet : Non

Objectifs :
- permettre une meilleure répartition de l'eau en évitant les déperditions,
- amélioration des récoltes et des conditions de vie des villageois.

Description :
Dans cette vallée encaissée dans le Haut Atlas, les précipitations ne suffisent pas à satisfaire les besoins en eau des cultures. L'irrigation est donc nécessaire. Les premiers canaux ont été construits en terre, puis en 2002, le gouvernement marocain a entrepris des travaux d'aménagement de canaux en ciment. Cependant, ces travaux ne concernaient que les canaux principaux et non pas les canaux secondaires, pourtant indispensables mais laissés à la charge des villageois.
Des canaux en terre ont donc été construits par les villageois, mais ils engendrent d'importantes déperditions d'eau. Les canaux bétonnés évitent le gaspillage, diminuent la durée de transit de l'eau sur le canal et garantissent un meilleur rendement des cultures. Le comité du village et l'association des villageois ont demandé à l'association francilienne un soutien pour le remplacement d'une partie des canaux en terre par des canaux cimentés afin d'acheminer l'eau jusqu'à eux.

Moyens mis en œuvre :
Le comité du village est chargé de la gestion du canal, des installations, de leur utilisation et leur gestion

financière. En effet, une caisse alimentée par les cotisations des utilisateurs permettra l'entretien des canaux et la répartition du matériel.
L'irrigation est très règlementée : chaque village a un nombre de jours déterminé selon la population et le nombre de champs, et dans chaque village, chaque villageois a un créneau horaire durant lequel il peut irriguer. Le comité du village nomme un chef du canal qui surveille et règlemente le planning d'irrigation en gérant l'ouverture et la fermeture des prises d'eau.
Les villageois participent au projet en défrichant le tracé des canaux en terre, en collectant le sable et les cailloux, etc. Puis, chaque année à la fonte des neiges, ils nettoient les canaux et les réparent si besoin. Les canaux en ciment sont plus simples à entretenir que les canaux en terre.

Intérêt régional :
Au-delà de son impact international, le projet prévoit également, sur le territoire francilien, les actions suivantes :
- exposition de photos des projets sur le parvis de la mairie d'Alfortville lors du marché équitable,
- présentation du projet à la Médiathèque d'Alfortville et à l'occasion de la journée des associations à Alfortville (septembre),
- organisation de 6 lotos par an, au cours desquels l'association et ses projets sont présentés,
- participation à une conférence du Lion's Club Paris Sud dans les locaux de la mairie du 14ème en janvier 2017,
- participation aux journées solidaires by Crédit Agricole (manifestation organisée chaque année en juin par le Crédit Agricole : collectes au profit d'associations, conférences, rencontres associations/collaborateurs, déjeuner solidaire et course interentreprises),
- participation à la semaine de la solidarité internationale (présentation du projet et vente d'artisanat).
Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter un stagiaire ou alternant.

Public(s) cible(s) :
Les exploitants agricoles (blé, orge, pommes, noix et légumes) et les 700 habitants des villages concernés.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention ARAMIS est fléchée sur les dépenses d'investissement (base subventionnable : 24 828 €), en gras dans le plan de financement prévisionnel ci-dessous.

Localisation géographique : MAROC

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Achats de matériels, équipements et travaux	**24 828,00**	**82,00%**
Appui, suivi et contrôle	1 150,00	3,80%
Personnels dédiés au projet	900,00	2,97%
Transports des matériaux	3 400,00	11,23%
Total	30 278,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région IDF - ARAMIS	10 000,00	33,03%
Département Val-de-Marne (acquis)	**6 000,00**	**19,82%**
AFD - Agence des Micro-Projets (acquis)	**8 803,00**	**29,07%**
participation villageois (acquis)	**2 000,00**	**6,61%**
fonds propres (acquis)	**3 475,00**	**11,48%**
Total	30 278,00	100,00%

Annexe 3 : Fiches projet « Méditerranée »

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006955

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : TUNISIA PULSE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Méditerranée	231 920,00 €	15,10 %	35 000,00 €
	Montant Total de la subvention		35 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104014-020
10401401- Méditerranée (dispositif)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : THINKERS AND DOERS OF THE ARAB WORLD
Adresse administrative : 59 RUE BEAUBOURG
75003 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame AMANDINE LEPOUTRE, Présidente

Date de publication au JO : 8 mars 2014

N° SIRET : 80176432500024

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Méditerranée
Rapport Cadre : CR24-12 du 17/02/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 13 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2016
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet initialement présenté à la CP du 12 juillet 2016, son démarrage était prévu en juillet.

Objectifs :

- mettre en lumière la richesse de l'écosystème entrepreneurial tunisien et appuyer sa structuration ;
- créer les conditions du dialogue et renforcer la coopération économique entre les deux rives de la Méditerranée ;
- favoriser l'attractivité du territoire tunisien pour des investissements internationaux et notamment français/franciliens ;
- renforcer les échanges entre les scènes entrepreneuriales francilienne et tunisienne.

Description :

Le projet consiste à organiser, en novembre 2016 à Tunis, une conférence internationale sur le thème de l'entrepreneuriat et de la coopération franco-tunisienne, en partenariat avec l'Union Tunisienne de

l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) afin de valoriser le tissu entrepreneurial tunisien et attirer des investisseurs.

La conférence proposera un focus sur 3 thématiques:

- les énergies renouvelables,
- les nouvelles technologies,
- l'entrepreneuriat social.

Outre l'organisation de sessions de conversation et de présentations ou « pitch » individuels, des prix "Tunisia pulse" seront remis aux start-ups les plus innovantes dans les trois domaines pré-cités. Des espaces et temps d'échanges seront dédiés à la prise de contact et aux rendez-vous d'affaires, pour inscrire les effets de la conférence Tunisia Pulse dans des relations économiques durables. La journée se déroulera dans une atmosphère propice au partage et à la création, avec des prestations artistiques pour ponctuer les sessions et un concert pour clore la journée.

L'évènement a pour ambition de restaurer la confiance des investisseurs - français en particulier - et de mettre l'accent sur le dynamisme économique et la créativité de la Tunisie post-révolution.

Moyens mis en œuvre :

Les 8 membres de l'équipe de Thinkers&Doers seront mobilisés pour la préparation de l'évènement, de même que les équipes de MakeSense basées en France et au Liban, ainsi que les équipes dirigeantes et les équipes de production / logistique de l'UTICA.

Intérêt régional :

Thinkers&Doers a reçu le label "French Tech" pour son action en faveur de l'innovation. La conférence impliquera des starts-up de la Région Île-de-France et renforcera leurs liens avec l'écosystème tunisien. L'écosystème entrepreneurial francilien (La Fonderie, NUMA, Paris&Co) sera valorisé lors de l'événement, ainsi que MakeSense, acteur francilien de l'entreprenariat social.

Le festival Tunisa Pulse a pour ambition de dresser une cartographie de l'innovation entrepreneuriale et sociale en Tunisie: la production de cette base de données, inédite, devrait favoriser l'établissement de partenariats entre les acteurs de l'innovation franciliens et tunisiens.

Enfin, la conférence de presse annonçant l'événement pourra avoir lieu à la Région Île-de-France. La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France et son vice-président en charge de l'action internationale seront invités à participer à l'événement à Tunis.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires ou alternants.

Public(s) cible(s) :

300 à 400 personnes – Entrepreneurs, investisseurs, « Makers », entrepreneurs sociaux, société civile, officiels, journalistes, incubateurs.

- en Île-de-France : Ecosystème entrepreneurial : Grandes entreprises, start-ups, acteurs de l'innovation sociale et solidaire, représentants des instances de gouvernement économique, acteurs de la société civile, acteur de la politique entrepreneuriale de la région Île de France, investisseurs, journalistes.

- en Méditerranée : Grandes entreprises, start-ups, acteurs de l'innovation sociale et solidaire, représentants des instances de gouvernement économique, société civile, investisseurs, journalistes.

Détail du calcul de la subvention :

La subvention régionale sera affectée à l'ensemble des postes de dépenses prévus par le plan de financement prévisionnel du projet.

NB : contributions en nature exclues du plan de financement (valorisation):
- Tunis Air 5000 euros
- Carlton 5000 euros.

Localisation géographique :
- TUNISIE
- REGION ILE DE FRANCE (multi-localisations UAIE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes - Levée de fonds - pré-production (salaires, transport, hôtel, per diem)	26 720,00	11,52%
Gestion des contenus (salaires, transports, hébergement, site web d'enregistrement et système de badge)	84 300,00	36,35%
Coordination du projet (salaires T&D)	38 200,00	16,47%
Production & Logistique (salaires, prestations, locations de salle, frais de restauration)	31 860,00	13,74%
Communication (salaires, prestations)	29 050,00	12,53%
Divers	5 000,00	2,16%
Frais administratifs	2 000,00	0,86%
Assurances	14 790,00	6,38%
Total	231 920,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	35 000,00	15,09%
Fonds propres Thinkers & Doers	62 920,00	27,13%
UTICA	90 000,00	38,81%
French Tech	24 000,00	10,35%
BIAT	20 000,00	8,62%
Total	231 920,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	35 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006961

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : APPUI AU DEVELOPPEMENT DU COMMERCE EQUITABLE AU LIBAN : ACCOMPAGNER LE DEVELOPPEMENT COMMERCIAL ET SENSIBILISER DE NOUVEAUX PUBLICS AU LIBAN ET EN ILE-DE-FRANCE

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Méditerranée	50 573,00 €	49,43 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104014-020
10401401- Méditerranée (dispositif)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : FEDERATION ARTISANS DU MONDE
Adresse administrative : 14 RUE DE LA BEAUNE
93181 MONTREUIL
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur Daniel BEAUCHENE, Président

Date de publication au JO : 22 avril 1992

N° SIRET : 32690143600104

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Méditerranée
Rapport Cadre : CR24-12 du 17/02/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 13 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 décembre 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet initialement présenté à la CP du 12 juillet 2016, son démarrage était prévu en juillet.

Objectifs :
Le projet présenté a pour objectif général d'appuyer le développement du commerce équitable au Liban et ses débouchés en Île-de-France.

De manière plus spécifique, il s'agit de :

1) outiller et former des animateurs par la co-construction d'outils de sensibilisation, d'éducation et de communication sur les filières équitables au Liban et l'échange de pratiques ;

2) sensibiliser et mobiliser les citoyens (consommateurs, scolaires) et les acteurs institutionnels pour soutenir le commerce équitable au Liban et en Île-de-France ;

3) développer les ventes de produits équitables pour soutenir économiquement la filière.

Description :

Le commerce équitable représente un marché de 5,5 milliards d'euros dans le monde, dont 500 millions d'euros en France (+29% entre 2012 et 2014). Il démontre que les échanges commerciaux peuvent allier performance économique, progrès social, respect de l'environnement et valorisation du travail agricole et artisanal. Il réunit plus de 400 entreprises, 1500 associations locales et 20000 militants, des réseaux professionnels et des ONG en France.

Active depuis 25 ans dans le développement du commerce équitable, la Fédération Artisans du Monde (FADM) est présente en Île-de-France à travers un réseau de 15 associations (dont 13 boutiques "Artisans du Monde") et 2 membres relais.

L'association Fair Trade Liban (FTL) est née en 2006 de la volonté d'acteurs libanais de changer la vie des populations rurales les plus défavorisées et de lutter contre l'exode rural et la pauvreté, par le levier du commerce équitable au Liban. FTL accompagne 16 coopératives rurales situées sur l'ensemble du territoire libanais, en proposant de la formation, un appui technique et la mutualisation de moyens (sélection des produits, respect des principes du commerce équitable, des normes d'hygiène et de sécurité, conditionnement, commercialisation, logistique, promotion, etc.). Au travers de ses actions, FTL cherche également à préserver et faire connaître des savoir-faire traditionnels via les produits transformés et créer de l'emploi, notamment pour les femmes.

La Fédération Artisans du Monde travaille depuis 2012 avec Fair Trade Liban et commercialise déjà plusieurs produits libanais connus sous la référence "Terroirs du Liban" (humus, caviar d'aubergine, zaatar, huile d'olive).

Le commerce équitable a démontré qu'il génère des revenus et améliore les conditions de vie des communautés rurales libanaises. S'il connaît une forte croissance, il reste encore peu connu au Liban. Le projet proposé vise à renforcer la connaissance du commerce équitable au Liban, mais également à encourager son développement à travers une étude de marché sur le potentiel de débouchés de cette filière en Île-de-France.

ACTIONS PREVUES

1) CREATION DE SUPPORTS DE COMMUNICATION

1.1 - Création et diffusion de supports d'information et d'outils pédagogiques sur le commerce équitable à destination des publics français et libanais :

1.2 - Création et diffusion d'une mallette pédagogique

2) CREATION D'UN PÔLE EDUCATION AU COMMERCE EQUITABLE AU SEIN DE L'ASSOCIATION FAIR TRADE LIBAN

3) ACTIONS DE SENSIBILISATION AU LIBAN ET EN ÎLE-DE-FRANCE

3.1 – Journée de sensibilisation à destination d'une vingtaine d'animateurs et enseignants, destinée à les former sur le contenu de la mallette pédagogique et d'échanger sur les modalités de son utilisation.

3.2 – Action de sensibilisation : animation commerciale (mise en avant des produits du Liban dans les boutiques AdM et dans divers lieux de vente et marchés animés par des bénévoles AdM. Information sur les modes de production, sur la dimension culturelle des produits, dégustation et promotion des produits), sensibilisation et plaidoyer.

3.3 – Intervention en milieu scolaire sur le commerce équitable et la consommation responsable

4) ORGANISATION D'UN CIRCUIT DE TOURISME EQUITABLE AU LIBAN

5) REALISATION D'UNE ETUDE DE MARCHE

- Identification des acheteurs potentiels et de leurs conditions, en France et sur les marchés régionaux
- Organisation d'une tournée de promotion commerciale du produit auprès des acheteurs identifiés en partenariat avec le fournisseur
- Recueil des engagements de commande
- Appui à l'élaboration d'un plan de communication

Moyens mis en œuvre :
Seront mobilisés sur le projet, pour la Fédération Artisans du Monde et les associations locales Artisans du Monde :
- Equipe salariée de la fédération AdM de plusieurs secteurs : éducation, relation avec les partenaires du sud, communication, vie associative, webmaster
- Stagiaires
- Volontaire service civique
- Prestation d'un(e) graphiste
- Les bénévoles avec associations AdM

pour l'association Fair Trade Liban :
- Responsable éducation
- Directeur
- Bénévoles de Fair Trade Liban

Intérêt régional :
Ce projet vise à soutenir la dynamique de promotion des filières équitables au Liban et en Île-de-France. Il contribue au renforcement des relations de coopération entre la région Île-de-France et le Liban au travers d'un projet d'économie sociale et solidaire. Au-delà de son impact sur le commerce équitable au Liban (soutien aux producteurs et aux coopératives de paysans), il contribue au développement du commerce équitable en France et en Île-de-France en particulier, donc au développement de l'emploi (fournisseurs notamment). Enfin, le projet prévoit la réalisation d'une étude de marché sur le potentiel de ventes de produits libanais issus du commerce équitable en Île-de-France.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires.

Public(s) cible(s) :
Les bénéficiaires directs sont :

- en Île-de-France :

• les consommateurs et citoyens franciliens
via les animations proposées par les 15 associations ADM, relayées par les groupes CCFD-Terre solidaire, et les soirées-rencontres : objectif = 1000 personnes participantes
• les associations ADM et le groupe CCFD-Terre solidaire
via les outils et formation proposées : 20 à 30 personnes
• les jeunes, en milieux scolaires
via les interventions des associations AdM et les groupes CCFD-Terre solidaire : 5 interventions X 20 élèves = 100 élèves
• les prospects et clients potentiels (traiteurs, épiceries fines, magasins bio,etc.)

- en Méditerranée :

• les consommateurs et citoyens, les pouvoirs publics au Liban
via les animations organisées par FT Liban : 500 personnes touchées
• l'association Fair Trade Liban
via l'appui et accompagnement de la FAdM pour se former et s'outiller.

Les bénéficiaires indirects sont :

• les producteurs et coopératives au Liban (16 coopératives, 530 producteurs dont 40% de femmes)
• les organisations partenaires membres de la plate-forme libanaise pour le commerce équitable, les acteurs locaux (municipalités, associations libanaises et ONG internationale) ;
• les associations AdM, les acteurs de la solidarité internationale, de l'économie solidaire,… destinataires et utilisateurs des outils, participants aux formations.

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale sera affectée à l'ensemble des postes de dépenses prévus par le plan de financement prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- LIBAN
- REGION ILE DE FRANCE (multi-localisations UAIE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires (préparation et suivi)	25 250,00	49,93%
Frais de transports et d'hébergement	4 600,00	9,10%
Per diem/Restauration	480,00	0,95%
Prestations de service (graphiste, vidéaste)	10 862,00	21,48%
Achat matériel de communication (mallette + couverture autocollant)	405,00	0,80%
Impressions	4 336,00	8,57%
Location de salle	300,00	0,59%
Frais d'envoi (matériel pédagogique réalisé)	600,00	1,19%
Frais de fonctionnement	2 400,00	4,75%
Divers et imprévus	1 340,00	2,65%
Total	50 573,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	14 873,00	29,41%
Ministère de la Jeunesse et des Sports	700,00	1,38%
CCFD-Terre Solidaire	5 000,00	9,89%
Subvention Région (sollicitée)	25 000,00	49,43%
Autres (Fondation "Un monde pour tous", etc.)	5 000,00	9,89%
Total	50 573,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2013	Développement de filières stratégiques pour l'ESS	30 000,00 €
2013	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	20 000,00 €
2014	Développement de filières stratégiques pour l'ESS	40 000,00 €
2014	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement	15 000,00 €
2015	Développement de filières stratégiques pour l'ESS	50 000,00 €
2015	Fonds régional de développement de la vie associative en fonctionnement (CR46-14)	25 000,00 €
	Montant total	180 000,00 €

FICHE PROJET DU DOSSIER N° 16006964

Commission permanente du 21 septembre 2016

Objet : COOPAEM - COOPERATIVE D'APPUI AUX ENTREPRENEUR-E-S MEDITERRANEEN-NE-S

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Méditerranée	86 950,00 €	28,76 %	25 000,00 €
	Montant Total de la subvention		25 000,00 €

Imputation budgétaire : 930-048-6574-104014-020
10401401- Méditerranée (dispositif)

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ASS BATIK INTERNATIONAL
Adresse administrative : 64 RUE CLISSON
75013 PARIS
Statut Juridique : Association
Représentant : Catherine DI MARIA, Présidente

Date de publication au JO : 9 janvier 1999

N° SIRET : 42847794700082

PRESENTATION DU PROJET

Dispositif d'aide : Méditerranée
Rapport Cadre : CR24-12 du 17/02/2012

Date prévisionnelle de début de projet : 13 juillet 2016
Date prévisionnelle de fin de projet : 31 août 2017
Démarrage anticipé de projet : Oui
Motivation démarrage anticipé : Projet initialement présenté à la CP du 12 juillet 2016, son démarrage était prévu en juillet.

Objectifs :

1 - renforcer la capacité entrepreneuriale des jeunes et des femmes à travers la mise en place d'un dispositif d'accompagnement et de conseil vers la formalisation ;
2 - améliorer les conditions de vie et la productivité d'activités des micro-entrepreneur-e-s en zone rurale et urbaine au Maroc, en Tunisie et en Egypte ;
3 - sensibiliser les parties prenantes (agences publiques d'insertion, chambres des métiers, organisations professionnelles, autorités locales, OSC) aux enjeux du travail décent et formalisation de la micro-activité.

Description :

BATIK International est une association de solidarité internationale très présente en Méditerranée, où elle accompagne des associations locales intervenant dans le champ de la formation professionnelle, de l'emploi ou de la création d'activités génératrices de revenus. Le projet présenté s'inscrit dans une

démarche de promotion de l'économie sociale et solidaire : il s'agit du premier volet d'un projet de 3 ans (mars 2016-mars 2019), cofinancé par l'AFD.

Le projet COOPAEM propose d'accompagner les entrepreneur-e-s marocaine-s (région de Fès), tunisien-ne-s (Gouvernorat de Gabès et Mededine) et egyptien-ne-s (quartier El Marg, dans la banlieue du Caire), notamment les jeunes et les femmes exerçant dans le secteur informel, à développer leur activité pour accéder à un travail décent et productif tout en bénéficiant de la protection sociale et économique. A travers la mise en place de coopératives d'activités et d'emploi (CAEs), les entrepreneur-e-s pourront bénéficier d'un accompagnement individualisé et collectif, qui leur permettra de développer une vision stratégique de la gestion.

Ce projet pilote sera mis en œuvre avec 3 associations locales avec lesquelles BATIK International a déjà tissé des liens depuis plusieurs années :

- l'Union Tunisienne de Solidarité Sociale (UTSS) en Tunisie
- l'Association Marocaine de Solidarité Sans Frontières (AMMSF) au Maroc
- et l'Egyptian Association for Comprehensive Development (EACD) en Egypte.

ACTIONS PREVUES :

1) INGENIERIE ET ENCADREMENT DE LA COOPERATIVE D'ACTIVITES ET D'EMPLOIS DANS CHACUN DES TROIS PAYS

2) MISE EN PLACE DES EXPERIMENTATIONS CAE :
= services d'accompagnement pour le développement et la formalisation des activités économiques : coaching des micro-entrepreneurs, formations à l'éducation financière, au marketing, à la règlementation en vigueur dans chaque pays, diffusion de guides de bonnes pratiques, appui à la commercialisation

3) ACCOMPAGNEMENT A L'INSCRIPTION DANS UNE CAISSE DE PROTECTION SOCIALE

4) SENSIBILISATION ET PLAIDOYER POUR LA PROMOTION D'UN TRAVAIL DECENT
= mobilisation, dans les trois pays concernés, des pouvoirs publics, de la société civile, des institutions de microfinance, des administrations publiques spécialistes en matière d'emploi, de création d'entreprises et de structures professionnelle

5) RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ORGANISATIONS PARTENAIRES

Moyens mis en œuvre :

Seront mobilisés sur le projet :

BATIK International :
- la directrice
- le responsable programmes
- une chargée de mission

BATIK International est chargé de la coordination, suivi-évaluation et capitalisation du projet, de l'animation d'un volet de renforcement de capacités auprès des partenaires et de réflexion sur la question ESS et travail décent auprès des pouvoirs publics et économiques de deux rives de la méditerranée.

UTSS :
- les coordinateurs
- les animateurs de terrain

AMSSF :
- un chef de projet dédié

- les agents de suivi sur le terrain

EACD :
- un coordinateur du projet
- les agents de suivi sur le terrain

Les associations locales sont chargées de l'accueil et de l'accompagnement des entrepreneur-e-s au Maroc, en Tunisie et en Egypte.

Intérêt régional :

L'intérêt francilien réside dans la mise en réseau des porteurs du projet avec des acteurs de l'insertion franciliens. Certains tels l'ADIE, la Maison de l'emploi de Blanc-Mesnil ou les Boutiques de Gestion et d'Emploi présents en région Île-de-France sont déjà identifiés. D'autres structures pertinentes seront suggérées par l'Atelier. BATIK International formalisera en effet un partenariat avec le centre de ressources francilien de l'économie sociale et solidaire afin d'organiser un temps de restitution de l'expérimentation menée en Méditerranée réunissant des acteurs économiques franciliens intéressés par la démarche. L'objectif serait de mutualiser les avancées pour s'inscrire dans une démarche de recherche-action sur les dispositifs d'entreprenariat collectif dans l'accompagnement des porteurs de projets vulnérables et d'initier de futurs partenariats entre les structures intervenant dans le champ de l'ESS en Île-de-France et les associations marocaine, tunisienne et égyptienne investies dans le projet COOPAEM.

Par ailleurs, cette subvention donne lieu à l'engagement du bénéficiaire de recruter deux stagiaires.

Public(s) cible(s) :

- en Île-de-France :

Les professionnels de l'ESS et de l'insertion socio-économique des publics vulnérables.

- en Méditerranée :

- les femmes et les jeunes travailleurs informels en zone rurale et urbaine (150);
- les personnels d'organisations publiques et privées du secteur de l'emploi, la formation et la création d'activité : autorités locales, agences pour l'emploi, instituts de microfinance, établissements bancaires, centres de formation, chambres professionnelles, syndicats, entreprises, associations, etc. (30);
- les bénévoles et salariés des organisations partenaires (20).

Détail du calcul de la subvention :
La subvention régionale sera affectée à l'ensemble des postes de dépenses prévus par le plan de financement prévisionnel du projet.

Localisation géographique :
- ÉGYPTE
- MAROC
- TUNISIE
- REGION ILE DE FRANCE (multi-localisations UAIE)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA**.**

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2016

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Salaires	25 256,00	29,05%
Frais de transport et d'hébergement	16 186,00	18,62%
Achat de fournitures et de consommables	220,00	0,25%
Sous-traitance et prestation de services	31 403,00	36,12%
Location de salle	340,00	0,39%
Communication (flyers, affiches, site web)	2 600,00	2,99%
Divers et imprévus	3 040,00	3,50%
Frais de fonctionnement liés au projet	7 905,00	9,09%
Total	86 950,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Subvention Région Île-de-France	25 000,00	28,75%
Agence Française de Développement	34 811,00	40,04%
Fondation ELLE	10 000,00	11,50%
Contribution Attadamoune Maroc	9 334,00	10,73%
Contribution UTSS Tunisie	7 805,00	8,98%
Total	86 950,00	100,00%

ECHEANCIER PREVISIONNEL DE CREDITS DE PAIEMENT

Exercice	Montant
2016	25 000,00 €

ANTERIORITE DES FINANCEMENTS PUBLICS

Antériorité du soutien régional *(informations en cours de consolidation)* :

Année	Dispositif d'aide	Montant voté
2014	Méditerranée	30 000,00 €
2015	Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes (CR46-14)	20 000,00 €
	Montant total	50 000,00 €

Annexe 4 : Modèle de convention « Investissement »

CONVENTION N° ……..

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération n° CP xxx du xxxx,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : **……..**
dont le statut juridique est : Association
N° SIRET : …….
dont le siège social est situé au : ……..
ayant pour représentant ……
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Aide régionale aux associations pour les microprojets internationaux de solidarité (ARAMIS) » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR75-10 du 19 novembre 2010.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° xxx du xxxx, la Région Île-de-France a décidé de soutenir …… pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : **« ……..».**

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à ……% de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à ……..€, soit un montant maximum de subvention de ……..€.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, les investissements dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Le bénéficiaire s'engage à maintenir pendant une durée de 10 ans l'affectation des biens subventionnés à l'usage exclusif de l'activité prévue dans le cadre du projet indiqué à l'article 1 de la présente convention.

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRES OU D'ALTERNANTS

Le bénéficiaire s'engage à recruter un stagiaire ou alternant pour une période minimale de deux mois.
Le bénéficiaire saisit les offres de stages ou de contrats de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

- Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.
- Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.
- Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.
- Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.
- Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes les difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidats etc.) dans leur déroulement.
- Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.
- Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 3 ans à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant

l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 4 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'opération subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Une avance de 80% est versée à l'issue de la signature de la présente convention entre la Région et l'association et sous réserve de la production par l'association d'un plan de trésorerie en français et en euros démontrant l'insuffisance de trésorerie et des justificatifs de l'engagement des cofinanceurs.

Pour les personnes morales de droit privé la demande d'avance se fait sur présentation du formulaire de demande de versement.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'opération subventionnée, ou de la tranche d'opération si l'opération s'exécute par tranche.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un **état récapitulatif** des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'opération, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un **compte rendu financier** de l'opération ou de la tranche d'opération subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- et d'un **compte-rendu final d'exécution de l'action**.

Le versement du solde est également subordonné à la production d'un ou des justificatif(s) de recrutement du nombre de stagiaires ou alternants mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Le montant de la subvention, tel qu'indiqué à l'article 1 de la présente convention, constitue un plafond.

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée est révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.
Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 4 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **xx/xx/XXXX,** et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le **xx/xx/XXXX**.
Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.
La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de réalisation de l'action ou d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu

(financier et d'exécution) de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou d'alternants..

Si la résiliation repose sur l'hypothèse du non-respect de l'affectation des biens subventionnés ou d'un changement de propriétaire tel que prévu à l'article 2 de la présente convention, cette résiliation implique la restitution d'une partie de la subvention versée par la Région, restitution calculée de la façon suivante :
Subvention restituée = subvention versée x ((durée de la convention – durée d'affectation des biens subventionnés réalisée conformément à la convention) / durée de la convention)

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération **N° CP XX-xxx du xx/xx/XXXX**.

Fait en 3 exemplaires originaux.

Le.....

Pour l'association ……
La/Le Président/Présidente

……..

Le.....

Pour le Président du Conseil régional
d'Ile de France et par délégation
Le Directeur général adjoint des services
Chargé de l'Unité des Affaires internationales
et européennes

Monsieur Jacques BELTRAN

Annexe 5 : Modèle de convention « Fonctionnement »

CONVENTION N°

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 33, rue Barbet de Jouy, 75007 Paris, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,
En vertu de la délibération N° du ,
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé :
dont le statut juridique est
N° SIRET :
Code APE :
dont le siège social est situé au :
ayant pour représentant
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

PREAMBULE :

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Méditerranée » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CR24-12 du 17 février 2012.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et des conditions suivantes.

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Par délibération N° du , la Région Île-de-France a décidé de soutenir pour la réalisation de l'action suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : (référence dossier n°).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à €, soit un montant maximum de subvention de €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE

ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)

Le bénéficiaire s'engage à recruter stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la Plateforme des Aides Régionales selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES

Le bénéficiaire s'engage à :

Informer la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informer la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informer la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informer la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

ARTICLE 2.4 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.
L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.
Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers…) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 3.1 : CADUCITE

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci-avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire.
Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :
- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- 2 justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2.2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

- et d'un compte-rendu final d'exécution de l'action.
Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

La part définitive de la Région dans le financement du projet ne peut excéder le montant maximum de subvention de … €.

ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le .

Elle prend fin lors du versement du solde de la subvention régionale ou à défaut en cas d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.
La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° du .

Fait à Paris en 3 exemplaires originaux

Le

La présidente
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire

8200

îledeFrance
Conseil régional

Paris, le mardi 31 mai 2016

Groupe socialiste et républicain

ARRIVE
01. JUIN 2016
16-198
S.G.C.R

Question écrite de Mme Magali Alexandre, M. Jonathan Kienzlen, M. Carlos DA SILVA et des élus du Groupe Socialiste et Républicain à Mme Valérie PÉCRESSE, Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.

Madame la Présidente,

Il apparaît que vous ne souhaitez pas renouveler en juillet prochain le marché public avec l'association en charge du dispositif « **Jeunes violences écoute** ». Une telle décision sera lourde de conséquences pour les jeunes victimes de violence (racket, violences sexuelles, problèmes au sein des familles...). En effet, ce dispositif qui existe depuis 16 ans, c'est :
- un numéro vert 0 808 807 700 anonyme, ouvert tous les jours de 10h à 22h, qui permet aux jeunes d'être conseillés et orientés et de répondre à des situations d'urgence ;
- un site internet avec une boite à question permettant d'obtenir une réponse personnelle et confidentielle dans les deux jours mais aussi un forum pour permettre aux jeunes d'échanger ;
- des interventions de juristes et de psychologues au sein des lycées pour y mener des actions de sensibilisation.

Nous ne comprenons pas l'arrêt de « Jeunes violences écoute » qui permet d'aider les jeunes victimes de violences et les sortir de l'isolement. Une telle décision laissera seuls des jeunes qui ne sauront vers qui se tourner.

Par conséquent, notre groupe souhaite connaître les raisons pour lesquelles vous souhaitez mettre fin à ce marché public et, par conséquent, supprimer « Jeunes violences écoute » alors même que ce dispositif aurait pu être revu et amélioré le cas échéant avant d'envisager sa disparition pure et simple. Comment pouvez-vous afficher un soutien à la jeunesse alors que vous allez priver les jeunes en situation d'extrême vulnérabilité d'un lieu d'écoute, de conseil et de soutien ? Enfin, quelles réponses apportez-vous aux personnels de cette association, ces derniers se retrouvant privés de leurs missions ?

île de France

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE
Présidente du Conseil Régional d'Île de France
A la question écrite Madame Magali ALEXANDRE et Messieurs Jonathan KIENZLEN et Carlos DA SILVA conseillers régionaux d'Ile-de-France du groupe socialiste et républicain, concernant l'association en charges du dispositif « Jeunes violences écoute ».

Vous m'avez interrogée, par la voie d'une question écrite, sur l'arrêt du dispositif régional « Jeunes Violences Ecoute ».

Le dispositif « Jeunes Violences Ecoute » a été créé par la Région Ile-de-France en 2000 pour permettre aux lycéens et apprentis, victimes de racket et de violences, de trouver une écoute, des conseils, du soutien et une orientation, de manière anonyme et gratuite.

Le bilan de ce dispositif devait être tiré et force est de constater qu'il ne répond pas efficacement aux objectifs qu'il s'était fixé : nombre très faible d'appels, très majoritairement passés par des adultes, pour un coût très important pour la région.

Ainsi, l'an passé, la plateforme qui emploie 23 personnes dont 3 à temps plein, a reçu en moyenne moins de 10 appels par jour. 70% des appelants étaient des adultes et non des jeunes et un bon nombre n'étaient pas Franciliens.

De surcroit, ce service était très onéreux pour la Région en termes de gestion de la plateforme téléphonique (990 000 €/an) et de frais de communication (350 000€/an), ce qui, rapporté au nombre d'appels reçus, représente un coût de 400 euros par appel.

En réalité, la cause de l'échec de ce dispositif provient sans doute de ce qu'il fait doublon avec le numéro national 119 qui traite en majorité des appels concernant des violences subies par les enfants et adolescents (violences psychologiques, physiques et sexuelles), notamment au sein de la famille ou en institution.

Le 119 est un numéro gratuit depuis tous les téléphones, joignable 7j/7, 24h/24, de toute la France et des Départements d'Outre-mer. Il est connu de tous. Il rassemble 45 écoutants, professionnels de l'enfance, qui se relaient pour répondre aux appels.

Compte tenu de ce mauvais bilan du service « Jeunes Violence Ecoute » et du succès du numéro 119 qui permet aux jeunes Franciliens de trouver écoute, soutien et conseil, la Région n'a pas jugé souhaitable de reconduire le marché public arrivé à son terme en juillet 2016 mais elle désire à l'avenir renforcer la visibilité du 119.

Voilà l'ensemble des informations que je souhaitais porter à votre connaissance sur l'arrêt de ce dispositif régional.

îledeFrance
Conseil régional

ARRIVE
07. JUIL 2016
S.G.C.R
16-240

Groupe FRONT DE GAUCHE
Parti communiste Français, Parti de gauche,
Ensemble et République & Socialisme

COPIE

Madame Valérie PECRESSE
Présidente
Conseil régional d'Île-de-France
33 rue Barbet de Jouy
75007 Paris

Paris le 7 juillet 2016

QUESTION ECRITE A l'attention de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France à propos de l'enveloppe allouée par la région à la Politique de la Ville

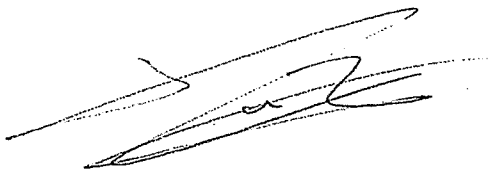
Madame la Présidente,

Je suis interpelé par des élus de l'Agglomération de Cergy-Pontoise qui souhaiteraient connaitre l'enveloppe qui leur est allouée par la Région dans le cadre de la politique de la ville.

En effet, ces élus sont dans l'attente des sommes programmées car ils souhaitent mettre en route des chantiers d'insertions.

Veuillez agréer, Madame la Présidente, mes salutations distinguées.

Jean-Michel Ruiz



îledeFrance

Réponse de Madame Valérie PÉCRESSE

Présidente du conseil régional d'Île-de-France

à la question écrite de Monsieur Jean Michel RUIZ, conseiller régional du groupe Front de Gauche, Parti communiste français, Parti de gauche, Ensemble et République & socialisme,
concernant l'enveloppe allouée par la Région à la politique des contrats de ville.

La Région s'est engagée pour la « politique de la ville » à travers la signature des contrats de ville franciliens et la mobilisation des dispositifs de droit commun, en investissement comme en fonctionnement, en faveur des quartiers prioritaires et quartiers en veille.

Malgré un contexte budgétaire fortement contraint, lié à la réduction par le gouvernement de 140 millions d'euros de notre dotation globale de fonctionnement (DGF) ainsi qu'aux conséquences de la gestion du précédent exécutif, nous avons souhaité maintenir notre financement en faveur de cette politique contractuelle, essentielle au développement économique et à la cohésion sociale des territoires bénéficiaires.

C'est pourquoi, le budget voté par notre assemblée en 2016 mobilise 2.9 millions d'euros d'autorisation d'engagements et 5.4 millions d'euros en crédits de paiement.

Au sein de ce budget, 45 299 euros sont spécifiquement fléchés pour l'agglomération de Cergy-Pontoise.

Un courrier précisant les sommes et les modalités d'action a été adressé aux élus concernés par les services de la Région.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-079 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la loi N°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment les articles 34, 38 et 88 ;

VU la délibération n°08-017 du 25 mars 2008 relative à la détermination des ratios pour l'avancement de grade des personnels titulaires de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération N°16-037 du 10 mai 2016 2016 portant approbation de la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts de la région d'Ile-de-France ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la modification du tableau des effectifs de l'Agence des espaces verts comme suit :

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
Technique	Ingénieur (cat. A)	Ingénieur hors classe	0	1
	Ingénieur (cat. A)	Ingénieur principal	9	9
	Ingénieur (cat. A)	Ingénieur territorial	13	12
	Technicien (cat. B)	Technicien principal de 2ème classe	7	6
	Agent de maîtrise (cat. C)	Agent de maîtrise	7	8
	Adjoint technique (cat. C)	Adjoint technique de 1ère classe	2	1
Administrative	Rédacteur (cat. B)	Rédacteur principal de 1ère classe	2	1
	Rédacteur (cat. B)	Rédacteur principal de 2ème classe	3	4
	Rédacteur (cat. B)	Rédacteur territorial	7	8
	Adjoint administratif (cat. C)	Adjoint administratif principal de 1ère classe	2	1
	Adjoint administratif (cat. C)	Adjoint administratif de 1ère classe	5	6

Filière	*Cadre d'emplois*	*Grade*	*Ancien effectif*	*Nouvel effectif*
Culturelle	Adjoint du patrimoine (cat. C)	Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	0	1
	Adjoint du patrimoine (cat. C)	Adjoint du patrimoine de 1ère classe	4	5
	Adjoint du patrimoine (cat. C)	Adjoint du patrimoine de 2ème classe	2	0
Emplois susceptibles d'être occupés par des contractuels	Technicien APEN	Sans objet	0	1
	Assistant(e) SAG	Sans objet	1	0
		TOTAUX	64	64

Article 2 Les crédits correspondants à la rémunération et aux charges des emplois sont inscrits au budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..11.. :
Votes POUR ..10+1.. :
Votes CONTRE ..0.. :
Abstentions ..0.. :
Ne prend pas part au vote ..0.. :

Tableau des effectifs
Bureau délibérant 20 septembre 2016

Tableau des emplois permanents

Grade (ou emplois)	Catégorie	Effectifs budgétaires	Emplois créés	Emplois transformés	Total effectifs	Effectifs pourvus
Agents titulaires :						
. Filière technique						
- ingénieur en chef	A	1			1	1
- ingénieur hors classe	A	0		+ 1	1	1
- ingénieur principal	A	9			9	9
- ingénieur territorial	A	13		- 1	12	12
- technicien principal de 1ère classe	B	12			12	12
- technicien principal de 2ème classe	B	7		- 1	6	5
- technicien	B	1			1	0
- agent de maîtrise principal	C	1			1	1
- agent de maîtrise	C	7		+ 1	8	7
- adjoint technique principal 2ème classe	C	1			1	1
- adjoint technique de 1ère classe	C	2		- 1	1	1
- adjoint technique de 2ème classe	C	15			15	14
. Filière administrative						
- attaché principal	A	2			2	2
- attaché territorial	A	9			9	9
- rédacteur principal de 1ère classe	B	2		- 1	1	1
- rédacteur principal de 2ème classe	B	3		+ 1	4	3
- rédacteur	B	7		+ 1	8	8
- adjoint administratif principal 1ère classe	C	2		- 1	1	1
- adjoint administratif 1ère classe	C	5		+ 1	6	5
- adjoint administratif 2ème classe	C	6			6	5
. Filière animation						
- adjoint d'animation de 2ème classe	C	2			2	2
. Filière culturelle						
- adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	0		+ 1	1	1
- adjoint du patrimoine de 1ère classe	C	4		+ 1	5	6
- adjoint du patrimoine de 2ème classe	C	2		- 2	0	0
Total agents titulaires et stagiaires		**113**	**0**	**+ 0**	**113**	**107**
Agents contractuels :						
- directeur / directrice général(e)	A	1			1	1
- directeur / directrice	A	1			1	0
- chef de service action foncière	A	1			1	1
	A	1			1	1
- chargé(e) de projet	A	2			2	2
- chef de projet(s) informatique	A	1			1	1
- chargé(e) d'opérations foncières	A	1			1	1
- chargé(e) de projet paysagiste	A	2			2	2
- chargé(e) de projet Natura 2000	A	1			1	1
- attaché mission médiation	A	1			1	1
- attaché pôle secrétariat général	A	1			1	1
- administrateur réseaux informatiques	A	1			1	1
- chargé(e) de communication	A	1			1	1
- responsable de territoire Education à l'environnement	B	1			1	1
- technicien APEN	B	0		+ 1	1	1
- assitant(e) SAG	C	1		- 1	0	0
Total des agents contractuels occupant des emplois permanents		**17**	**0**	**+ 0**	**17**	**16**
TOTAL EMPLOI PERMANENTS		**130**	**0**	**0**	**130**	**123**
Emploi de collaborateur de cabinet		**1**	**0**	**+ 0**	**1**	**1**
TOTAL GENERAL		**131**	**0**	**+ 0**	**131**	**124**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le : 20 SEP. 2016
La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-080 du 20 septembre 2016

Relative à la mise en place d'actions sociales envers le personnel de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France et de leurs enfants.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU la loi n° 2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale ;

VU le rapport présenté par la Présidente de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la distribution, pour les enfants du personnel, âgés de 0 à 12 ans (âge au 31 décembre de l'année), de cadeaux d'une valeur maximale de 30 €, par enfant.

Article 2 Approuve la mise en place d'une animation de fin d'année pour les enfants du personnel et d'un représentant légal par entité familiale.

Article 3 Les crédits nécessaires à la mise en place de ces actions seront imputés sur le budget général de l'Agence.

Article 4 Habilite la Présidente à signer tout document relatif à ces décisions.

Nombre de votants ..... :	11
Votes POUR ..... :	10+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 16 -081 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n° 1 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF - Lot n° 2 et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'ancien Code des marchés publics ;

VU le marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF - Lot n° 2 (n° 5278), notifié le 8 janvier 2016, d'un montant de 41 469,84 € HT ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n° 1 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF - Lot n° 2.

Article 2 Habilite la Présidente à signer l'avenant n° 1, ci-annexé.

Article 3 Cet avenant n° 1 d'un montant de 6 618,00 € HT a une incidence financière de +15,96 % par rapport au montant initial du marché.

Article 4 Les dépenses y afférentes seront imputées sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	11
Votes POUR ..... :	9+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	1
Ne prend pas part au vote ... :	0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

Marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF – LOT 2 (n° 5278)

AVENANT N° 1

A - Identification de l'acheteur public

Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France
Cité Régionale de l'environnement
90-92 Avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN
Tél. : 01 83 65 38 00 – Fax : 01 82 82 83 85

B - Identification du titulaire du marché public

ECO7S FACILITIES
14, rue du bois Guillaume
91 000 EVRY
Ulysse.mazari@eco7sfacilities.com
n° SIRET : 808 879 530 00018
Téléphone : 01 85 08 57 77
Fax : 01 85 08 48 63

C - Objet du marché public

- Objet du marché public :

  « Prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF » - Lot n° 2

- Date de la notification du marché public: 8 janvier 2016

- Durée d'exécution du marché public : 36 mois à la date du 1er janvier 2016.

- Montant initial du marché public (TVA 20 %) :
  - Montant HT : 41 469,84 €
  - Montant TTC : 49 763,81 €

D - Objet de l'avenant.

Modifications introduites par le présent avenant :

L'avenant porte sur deux points :

1. **La modification de l'indice de révision de référence indiqué à l'article 5.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).**

En effet, l'indice stipulé dans cet article (ICHTTS2) n'est plus appliqué et a été substitué à ICHTrev-TS (indice du coût horaire du travail révisé-tous salariés).

Il convient donc de modifier l'article 5.2. du CCAP et se référer au dernier indice publié en décembre 2015, soit : 114,7.

L'article 5.2 « Variation des prix » du CCAP est ainsi modifié comme suit :

« Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation. *Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).*
Les prix de base sont révisés, pour l'ensemble des lots, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :
P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 x ICHTrev-TS (n) / ICHTrev-TS (o)]
dans laquelle :
- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
Les index utilisés, pour l'ensemble des lots, sont les suivants :
ICHTrev-TS : coût horaire du travail révisé-tous salariés
Les index sont publiés à l'INSEE.
Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.
Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois. Le premier calcul du coefficient de révision interviendra le 01/01/2017 et selon le dernier indice connu et publié. ».

2. **L'ajout de prestations supplémentaires de nettoyage dans les locaux de la Parenterie, due à une activité croissante d'utilisation de ce lieu.**

Au cours de l'exécution du marché, il est apparu un besoin supplémentaire concernant le nettoyage de locaux qui n'étaient pas intégrés dans le marché initial à savoir au Pavillon de la Parenterie
En effet, les locaux de la Parenterie sont amenés à être utilisés dans le cadre des chasses organisées par l'Agence des espaces verts ce qui pour conséquence d'accroire la fréquentation de ces locaux pendant la période de chasse, mais également dans le cadre des animations nature que l'Agence (sa mission Éducation à l'environnement) organise dans l'année.
Il convient donc d'ajouter ce lieu pour la réalisation des prestations de nettoyage dans le cadre de ce lot n° 2.

2.1. L'article 6-1 « Lieu d'exécution » du CCAP est modifié comme suit :

« *Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :*
- Lot n°1 Maison Forestière des Rinvals aux 1 et 6 sente des Rinvals 95130 FRANCONVILLE
- Lot n°2 Maison Forestière route de la Brosse 77164 FERRIERES-EN-BRIE ***et La Parenterie***
- Lot n°3 Pavillon Forestiers Juniors 17 allée de Coubron 93390 CLICHY-SOUS-BOIS
- Lot n°4 Maison Forestière des Régalles, route des maisons forestières 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE ».

L'annexe 1 du CCAP est modifiée en conséquence, comme suit :

« Les fréquences de passage seront :

· Lot n°2 Maison Forestière Route de la Brosse à Ferrières 408,89 m² : 3 fois/semaine : le lundi, mercredi et vendredi ***– La Parenterie : 189 m² : 10 à 17 passages par an*** *».*

2.2. L'article 1 « objet du marché » du CCTP est donc modifié comme suit :

« *Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France*
- Lot n°1 Maison Forestière des Rinvals au 6 sente des Rinvals et Maison Forestière des Rinvals au 1, sente des Rinvals 95130 FRANCONVILLE,
- Lot n°2 Maison Forestière route de la Brosse 77164 FERRIERES-EN-BRIE et ***La Parenterie***
- Lot n°3 Pavillon Forestiers Juniors 17 allée de Coubron 93390 CLICHY-SOUS-BOIS,
- Lot n°4 Maison Forestière des Régalles, route des maisons forestières 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE ».

■ Incidence financière de l'avenant n°1 :

Cet avenant a une incidence financière sur le lot n° 2 du marché public.

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant n°1 (TVA 20 %) :

- Montant HT : 6 618,00 €
- Montant TTC : 7 941,60 €

Nouveau montant du marché public après l'avenant n°1 (TVA 20 %) :

- Montant HT : 48 087,84 €
- Montant TTC : 57 705,41 €

Pourcentage d'écart introduit par l'avenant n°1 (par rapport au montant initial du marché) : **15,96 %**

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'acheteur public

À Pantin, le

Signature
(Représentant de l'acheteur public)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 16 -082 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n° 1 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF - Lot n° 4 et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'ancien Code des marchés publics ;

VU le marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF - Lot n° 4 (n° 5281), notifié le 8 janvier 2016, d'un montant de 15 382,08 € HT ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n° 1 au marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF - Lot n° 4.

Article 2 Habilite la Présidente à signer l'avenant n° 1, ci-annexé.

Article 3 Cet avenant n° 1 d'un montant de 2 015,40 € HT a une incidence financière de +13,10 % par rapport au montant initial du marché.

Article 4 Les dépenses y afférentes seront imputées sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	11
Votes POUR ..... :	9+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	1
Ne prend pas part au vote ... :	0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

Marché de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF – Lot 4 (n° 5281)

AVENANT N° 1

A - Identification de l'acheteur public

Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France
Cité Régionale de l'environnement
90-92 Avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN
Tél : 01 83 65 38 00 – Fax : 01 82 82 83 85

B - Identification du titulaire du marché public

ECO7S FACILITIES
14, rue du bois Guillaume
91 000 EVRY
Ulysse.mazari@eco7sfacilities.com
n° SIRET : 808 879 530 00018
Téléphone : 01 85 08 57 77
Fax : 01 85 08 48 63

C - Objet du marché public

- Objet du marché public :

  « Prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des espaces verts de la Région IDF » - Lot n° 4.

- Date de la notification du marché public : 8 janvier 2016

- Durée d'exécution du marché public : 36 mois à la date du 1er janvier 2016.

- Montant initial du marché public (TVA 20 %) :
  - Montant HT : 15 382,08 €
  - Montant TTC : 18 458,50 €

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

L'avenant porte sur deux points :

1. **La modification de l'indice de révision de référence indiqué à l'article 5.2 du Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).**

En effet, l'indice stipulé dans cet article (ICHTTS2) n'est plus appliqué et a été substitué à ICHTrev-TS (indice du coût horaire du travail révisé-tous salariés).

Il convient donc de modifier l'article 5.2. du CCAP et se référer au dernier indice publié en décembre 2015, soit : 114,7.

L'article 5.2 « Variation des prix » du CCAP est ainsi modifié comme suit :

« Les prix du marché sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation. *Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède le mois de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).*
Les prix de base sont révisés, pour l'ensemble des lots, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :
P(n) = P(o) [0,15 + 0,85 x ICHTrev-TS (n) / ICHTrev-TS (o)]
dans laquelle :
- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
Les index utilisés, pour l'ensemble des lots, sont les suivants :
ICHTrev-TS : indice du coût horaire du travail révisé-tous salariés
Les index sont publiés à l'INSEE.
Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.
Le calcul du coefficient de révision sera effectué tous les 12 mois. Le premier calcul du coefficient de révision interviendra le 01/01/2017 et selon le dernier indice connu et publié. ».

2. **L'ajout de prestations supplémentaires de nettoyage**

En effet, au cours de l'exécution du marché, il est apparu un besoin supplémentaire concernant le nettoyage des locaux pour ce lot : le déménagement au cours de l'année 2016 des agents de la mission Éducation à l'Environnement de l'Agence dans un algeco, dans l'attente de leur affectation définitive dans de nouveaux bureaux, nécessite d'inclure les prestations de nettoyage dans cet algeco et donc, des passages supplémentaires dans le cadre de ce lot n° 4 du marché.

2.1 L'article 6-1 « Lieu d'exécution » du CCAP est modifié comme suit :

« *Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :*
- Lot n°1 Maison Forestière des Rinvals aux 1 et 6, sente des Rinvals 95130 FRANCONVILLE
- Lot n°2 Maison Forestière route de la Brosse 77164 FERRIERES-EN-BRIE
- Lot n°3 Pavillon Forestiers Juniors 17 allée de Coubron 93390 CLICHY-SOUS-BOIS
- Lot n°4 Maison Forestière des Régalles, route des maisons forestières 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE ***et un algeco*** ».

L'annexe 1 du CCAP est modifiée en conséquence, comme suit :

« Les fréquences de passage seront :

· Lot n°4 Maison Forestière des Régalles, route des maisons forestières 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE : 123 m² environ : 1 fois/semaine soit le mardi, ***1 algéco d'une surface de 60 m² : 1 fois par semaine le mardi, 1 fois par trimestre pour le nettoyage des fenêtres et 1 fois par semestre pour le décapage des sols*** ».

2.2 L'article 1 « objet du marché » du CCTP est donc modifié comme suit :

« *Le présent marché a pour objet l'exécution de prestations de nettoyage et d'entretien des maisons forestières gérées par l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France*
- Lot n°1 Maison Forestière des Rinvals au 6 sente des Rinvals et Maison Forestière des Rinvals au 1, sente des Rinvals 95130 FRANCONVILLE,
- Lot n°2 Maison Forestière route de la Brosse 77164 FERRIERES EN BRIE
- Lot n°3 Pavillon Forestiers Juniors 17 allée de Coubron 93390 CLICHY-SOUS-BOIS,
- ***Lot n°4 Maison Forestière des Régalles, route des maisons forestières 77176 SAVIGNY-LE-TEMPLE et un algeco*** **».**

■ Incidence financière de l'avenant 1 :

Cet avenant a une incidence financière sur le montant du lot n° 4 du marché public.

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant n°1 (TVA 20 %) :

- Montant HT : 2 015,40 €
- Montant TTC : 2 418,48 €

Nouveau montant du marché public après l'avenant n°1 (TVA 20 %) :

- Montant HT : 17 397,48 €
- Montant TTC : 20 876,98 €

Pourcentage d'écart introduit par l'avenant n°1 (par rapport au montant initial du marché) : **13,10 %**

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature de l'acheteur public

À Pantin, le

Signature
(Représentant de l'acheteur public)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

■ **En cas de notification par voie électronique :**

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 20 SEP. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-083 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n° 4 au marché de travaux de réhabilitation de la ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n° 1 : Démolition – Gros œuvre - Ravalement et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'ancien Code des marchés publics ;

VU le marché n° 5179 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n° 1 : Démolition – Gros œuvre - Ravalement, notifié le 17/02/2015 à l'entreprise CCR pour un montant de 315 606,35 euros H.T ;

VU l'avenant n° 1 au marché n° 5179 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n° 1 : Démolition – Gros œuvre - Ravalement, notifié le 16/10/2015 à l'entreprise CCR pour un montant de 3 875,29 euros HT ;

VU l'avenant n° 2 au marché n° 5179 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n° 1 : Démolition – Gros œuvre - Ravalement, notifié le 09/12/2015 à l'entreprise CCR pour un montant de 41 712,17 euros HT ;

VU l'avenant n° 3 au marché n° 5179 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n° 1 : Démolition – Gros œuvre - Ravalement, notifié le 07/04/2016 à l'entreprise CCR, sans incidence financière ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n° 4 au marché de travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n° 1 : Démolition - Gros œuvre - Ravalement (marché n°5179) avec l'entreprise CCR.

Article 2 Habilite la Présidente à signer l'avenant n° 4 ci-annexé.

Article 3 L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché représentant une diminution de -1.03 % par rapport au montant initial du marché.

Article 4 Les crédits correspondants seront imputés sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	11
Votes POUR..... :	10+1
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

Avenant N° 4 au Lot n°1 : Démolition – Gros-œuvre – Ravalement

Marché de travaux de réhabilitation de la Ferme des huit routes

A - Identification du pouvoir adjudicateur

Agence des Espaces Verts de la Région Ile-de-France
Cité régionale de l'environnement
90/92, avenue du Général Leclerc
93 500 PANTIN

Tel : 01 83 65 38 00

B - Identification du titulaire du marché public

Champagne /O Construction Rénovation (C.C.R.)
Z.A. du Paradis- B.P. 40
15-17, avenue Elie Baylac
95 660 CHAMPAGNE SUR OISE
SIRET : 320 889 272 00045
Tel : 01 34 70 12 36
Fax : 01 30 34 67 80
Adresse mail : sa-ccr@orange.fr

C - Objet du marché public.

- Objet du marché public:

Travaux de réhabilitation de la ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n°1 : Démolition – Gros-œuvre – Ravalement

- Date de la notification du marché public : 17 février 2015

- Durée d'exécution du marché public: 1 an à compter de l'ordre de service de démarrage, prolongé de six mois, soit jusqu'au 9 octobre 2016 par avenant n°3 (notifié le 07/04/2016).

- Date de l'ordre de service de démarrage: 09 avril 2015

- Montant initial du marché public (Solution de base + PSE1) :
  - Taux de la TVA : 20 %
  - Montant HT (base+ PSE 1) : (288 988,42 + 26 617,92) = 315 606,35 €
  - Montant TTC : 378 727,62 €

■ Avenant n°1 notifié le 16/10/2015 : Incidence financière : montant de l'avenant de 3 875 ,29 € HT soit 1,23% d'augmentation par rapport au montant initial du marché

■ Avenant n°2 notifié le 09/12/2015 : Incidence financière : montant de l'avenant de 41 712,17 € HT soit 13,22% d'augmentation par rapport au montant initial du marché

■ Avenant n°3 notifié le 07/04/2016 : Sans Incidence financière.

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

. Modifications de certaines prestations de travaux

Au cours de l'exécution des prestations de ce lot, des contraintes techniques liées aux travaux et aux modifications de projet de certains locaux sont apparus. Des solutions techniques appropriées et adaptées sont à prendre en conséquence.

Les modifications concernent (voir le détail dans les pièces annexées au présent avenant) les prestations suivantes:

- La moins-value pour la suppression de travaux prévus au marché et qui ne seront pas réalisés entrainant une moins-value aux postes suivants :

- Article 3.3.3.1 : regard béton 50x50 = -308,70€ HT
- Article 3.3.4.1 : reprise en sous-œuvre pour un poteau = -1 450,03€ HT
- Article 3.3.5 : 2m² de dallage palier escalier extérieur = -114,24€ HT
- Article 3.3.6.1 : 1 poteau acier = -419,12€ HT
- Article 3.3.11.2 : escalier béton extérieur = -1 498,38€ HT
- Article 3.3.11.3 : emmarchement béton = -739,81€ HT
- Article 3.3.12.1 : renforts métalliques ECS = -1 727,04€ HT
- Suppression plus-value OS14 pour emmarchement grès= -1 878,45€ HT

qui correspondent à une moins-value de **-8 135,77€ HT**

- La modification d'une partie des prestations de ravalement :

dont en plus-value :

- Le ravalement du pignon S-O de la Maison de Maître pour un montant de 2 474,83€ HT (devis n°1511-30/206) qui n'avait pas été prévu au marché car hors périmètre mais s'avère nécessaire à la cohérence architecturale et l'esthétisme de la maison de Maître.
- La réparation du soubassement de la chaufferie pour 646,16€ HT (devis1601-28/011) en raison de désordres de maçonneries constatés portant atteinte à la structure du bâtiment.
- La réparation du soubassement de la maison de gardien pour un montant de 1 448,69€ HT (devis n°1601-28/ 008) en raison de désordres de maçonneries constatés portant atteinte à la structure du bâtiment.
- La reprise nécessaire d'un trumeau de maçonnerie en façade du bâtiment annexe pour un montant de 392,53€ HT (devis n°1601-28/ 007)

ce qui correspond à un total de 4 962,21€ HT pour ces travaux complémentaires de ravalement.

dont en moins-value,

- Article 3.4.2.1 : dépose isolée de façade de briques (-55x2,88) = -158,40€ HT
- Article 3.4.2.3 : mise en œuvre de briques en surface courante (-55x17,04) = -937,20€ HT
- Article 3.4.2.5 : dégarnissage des joints (-55x11,51) = -633,05€ HT
- Article 3.4.2.6 : Rejointoiement (-55x46,62)= -2 564,10€ HT
- Article 3.4.2.27 : nébulisation (-55x4,11)= -226,05€ HT

ce qui correspond à un total de -4 518,80€ HT (devis n°1605-17/ 045). Ces postes ont été supprimés en raison d'éléments inexistants ou déjà pris en compte dans d'autres postes du marché de l'entreprise (muret de la citerne de la maison de Maître, des murets Est et Sud de la cour).

l'ensemble des plus et moins-values correspondent à un montant de 443,41€ HT sur l'ensemble des modifications des prestations de ravalement.

- La modification en plus-value de certaines prestations :

- La reprise du mur pignon existant de la chaufferie pour un montant de **1 452,40€ HT** (devis n°1511-30/ 205). En raison de fissures à l'angle et au droit de la panne, il a été demandé à l'entreprise de reprendre le mur en agglomérés de 15cm pleins afin d'assurer à la fois la reprise structurelle de la charpente et assurer le degré CF entre le local combustible et la chaufferie.

- L'augmentation de l'épaisseur de la dalle en béton de chaux pour la salle d'activité au rez-de-chaussée pour un montant de **1 333,39€ HT** (devis n°1603-11/ 032) lié à une demande du contrôleur technique d'augmenter cette épaisseur.

- Divers travaux complémentaires (dépose des lattis du PH RDC, étanchéité sous dallage en périphérie du local combustible) pour un montant de **4 252,27€ HT** (devis n°1509-29/ 186) en raison de la nécessité de déposer et évacuer les lattis restants en plafond du RDC et à la nécessité d'appliquer une couche d'étanchéité sous et en périphérie de la dalle du local combustible.

- La suppression de travaux prévus au marché concernant le plancher haut du RDC du logement de gardien qui ne seront pas réalisés entrainant une moins-value sur les postes suivants :

- Article 3.3.9.2.1 : dépose de plancher bois (-55x20,55) = -1 130,25€ HT
- Article 3.3.9.2.2 : Poutraison (-121x19,14) = -2 315,94€ HT
- Article 3.3.9.2.3 : Plancher en panneaux de particules (55x21,12) = -1 161,60€ HT
- Article 3.3.9.2.4 : Moisage des poutres existantes (15x174,78) = -2 621,70€ HT

ce qui correspondent à un total de **-7 229,49€ HT.**

- la plus-value pour la dépose de la porte bois et du linteau du bucher et le comblement de la baie pour un montant de **889,04€ HT** (devis n°1511-30/ 206 A)

- La plus-value pour la sur location de la base vie en raison de la prolongation par avenant de la durée du chantier pour un montant de **3 731,00€ HT** (devis n°1603-11/ 033 A).

Désignation des prestations ordonnées	Unité	TVA	Total	
			HT	TTC
Suppression de divers travaux prévus au marché qui ne seront pas réalisés	forfait	20%	-8 135,77	9 762,92
Modification d'une partie des prestations de ravalement	forfait	20%	443,41	532,09
Reprise du mur pignon existant de la chaufferie	forfait	20%	1 452,40	1 742,88
Augmentation de l'épaisseur de la dalle en béton de chaux pour la salle d'activité	forfait	20%	1 333,39	1 600,07
Divers travaux complémentaires	forfait	20%	4 252,27	5 102,72
Suppressions de travaux pour le PH RDC du logement de gardien	forfait	20%	-7 229,49	8 675,39
Reprises sur pignon du bucher	forfait	20%	889,04	1 066,85
Sur location de la base de vie	forfait	20%	3 731,00	4477,2
Montant total de l'avenant n°4			**-3 263,75**	-3 916,50

. Prolongation de la durée du marché

Par ailleurs, compte tenu de la liquidation judiciaire, de l'entreprise CML titulaire du lot n°8, prononcée le 28 juillet 2016, et des conséquences pénalisantes sur l'avancement du chantier, la durée du marché est prolongée de 4 mois, soit jusqu'au 9 février 2017.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant n°4:

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : -3 263,75 €
- Montant TTC : -3 916,50€
- % d'écart introduit par l'avenant n°4 (par rapport au montant initial du marché) : **-1,03 %**

Nouveau montant du marché public après l'avenant n°4 :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : (315 606,35+ 3 875,29 + 41 712,17 – 3 263,75) = 357 930,06 €
- Montant TTC : 429 516,07 €

	Montant en € HT	Montant en € TTC	Pourcentage par rapport au montant initial du marché	Pourcentage cumulé
Montant initial du marché	**315 606,35**	**378 727,62**		
Montant du marché après avenant n°1	**319 481,64**	**383 377,97**	1,23%	
Montant du marché après avenant n°2	**361 193,81**	**433 432,57**	13,22%	14,44%
Montant du marché après avenant n°3	**361 193,81**	**433 432,57**		
Montant du marché après avenant n°4	**357 930,06**	**429 516,07**	-1,03%	**13,41%**

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Annexes

à l'avenant n°4 du marché de réhabilitation de la ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n°1

annexe lot n°1

CHAMPAGNE/o CONSTRUCTION RENOVATION

★★★ MAÇONNERIE - TAILLE DE PIERRE - RESTAURATION

Champagne, le *30 Novembre 2015*

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



Maison de Maitre / rejointoiement sur pignon N-O S.O

DEVIS N° 1511 - 30/206

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

Z.A. du Paradis - B.P. 40005 - 15-17, avenue Elie Baylac - 95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Tél. 01 34 70 12 36 - *Fax 01 30 34 67 80*
E-mail : sa-ccr@orange.fr

S.A. au capital de 97 231,98 € - Qualifications-Qualibat 1331/2112/2151/2152/2162/2163/2183/2194/2231/2241
R.C.S. Pontoise 320 889 272 - SIRET 320 889 272 00037 - APE 4399 C - N° TVA FR 58 320 889 272

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1511 - 30 / 206				
	Maison de Maitre / Rejointoiement sur brique du pignon N-O S.O				
	Rejointoiement sur brique au mortier de chaux, compris dégradation des joints ciment existants et évacuation des gravois **Prix marché**	m2	29,90	58,13	1 738,09
	Echafaudage	m2	29,90	24,64	736,74
	TOTAL TRAVAUX H.T.				2 474,83
	T.V.A 20,00%				494,97
	TOTAL T.T.C.				2 969,80

CHAMPAGNE/o CONSTRUCTION RENOVATION

★★★ MAÇONNERIE - TAILLE DE PIERRE - RESTAURATION

Champagne, le *28 Janvier 2016*

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



Soubassement - Chaufferie

DEVIS N° 1601 - 28 / 011

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

Z.A. du Paradis - B.P. 40005 - 15-17, avenue Elie Baylac - 95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Tél. 01 34 70 12 36 - *Fax 01 30 34 67 80*
E-mail : sa-ccr@orange.fr

S A au capital de 97 231.98 € - Qualifications-Qualibat 1331/2112/2151/2152/2162/2163/2183/2194/2231/2241
R.C S. Pontoise 320 889 272 - SIRET 320 889 272 00037 - APE 4399 C - N° TVA FR 58 320 889 272

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1601 - 28 / 011				
	Soubassement - Chaufferie				
	Dépose en conservation de la maçonnerie de brique pleine, tri et décrottage.	m2	1,70	45,22	76,87
	Réalisation d'une arase en béton	ml	3,38	117,62	397,56
	Fourniture et pose de brique complémentaires				
3.4.3	Ravalement des façades neuves	m2	0,70	245,33	171,73
3.4.3 1	***Mise en œuvre de briques***				
	Localisation :				
	Pour les façades neuves du projet, en façades courantes et en encadrement de baies (tableaux voussures) :				
	TOTAL TRAVAUX H.T.				646,16
	T.V.A 20,00%				129,23
	TOTAL T.T.C.				775,39

CHAMPAGNE/o CONSTRUCTION RENOVATION

★★★ MAÇONNERIE - TAILLE DE PIERRE - RESTAURATION

Champagne, le *28 Janvier 2016*

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



Soubassement - Maison de gardien

DEVIS N° 1601 - 28 / 008

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

Z.A. du Paradis - B.P. 40005 - 15-17, avenue Elie Baylac - 95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Tél. 01 34 70 12 36 - *Fax 01 30 34 67 80*
E-mail : sa-ccr@orange.fr

ADHERENT GMH Groupement Français des Entreprises de Restauration de Monuments Historiques

RGE QUALIBAT

S.A. au capital de 97 231,98 € - Qualifications-Qualibat 1331/2112/2151/2152/2162/2163/2183/2194/2231/2241
R.C.S. Pontoise 320 889 272 - SIRET 320 889 272 00037 - APE 4399 C - N° TVA FR 58 320 889 272

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1601 - 28 / 008				
	Soubassement - Maison de Gardien				
	Suite au déchaussement de la fondation.				
	Dépose en conservation de la maçonnerie de brique pleine, tri et décrottage.	m2	6,65	45,22	300,71
	Réalisation d'une arase en béton	ml	8,30	117,62	976,25
	Fourniture et pose de brique complémentaires				
3.4.3	Ravalement des façades neuves	m2	0,70	245,33	171,73
3.4.3 1	***Mise en œuvre de briques***				
	Localisation :				
	Pour les façades neuves du projet, en façades courantes et en encadrement de baies (tableaux voussures) :				
	TOTAL TRAVAUX H.T.				1 448,69
	T.V.A 20,00%				289,74
	TOTAL T.T.C.				1 738,43

CHAMPAGNE/o CONSTRUCTION RENOVATION
★★★ MAÇONNERIE - TAILLE DE PIERRE - RESTAURATION

Champagne, le *28 Janvier 2016*

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



Local annexe / trumeau en maçonnerie de terre cuite

DEVIS N° 1601 - 28 / 007

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

Z.A. du Paradis - B.P. 40005 - 15-17, avenue Elie Baylac - 95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Tél. 01 34 70 12 36 - *Fax 01 30 34 67 80*
E-mail : sa-ccr@orange.fr

ADHERENT GMH Groupement Français des Entreprises de Restauration de Monuments Historiques

RGE QUALIBAT

S.A. au capital de 97 231,98 € - Qualifications-Qualibat 1331/2112/2151/2152/2162/2163/2183/2194/2231/2241
R.C.S. Pontoise 320 889 272 - SIRET 320 889 272 00037 - APE 4399 C - N° TVA FR 58 320 889 272

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1601 - 28 / 007				
	LOCAL annexe - Trumeau en maçonnerie de terre cuite				
3.4.3	Ravalement des façades neuves	m2	1,60	245,33	392,53
3.4.3 1	***Mise en œuvre de briques***				
	Localisation :				
	Pour les façades neuves du projet, en façades courantes et en encadrement de baies (tableaux voussures) :				
	TOTAL TRAVAUX H.T.				392,53
	T.V.A 20,00%				78,51
	TOTAL T.T.C.				471,04

- RÉHABILITATION PATRIMOINE
- MONUMENTS HISTORIQUES
- RESTAURATION FAÇADE
- RÉNOVATION TCE

17 Mai 2016

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



TRAVAUX EN PLUS ET MOINS VALUE

DEVIS N° 1605 - 17 / 045

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

GROS ŒUVRE . MAÇONNERIE . PIERRE DE TAILLE

UNE ENTREPRISE DU GROUPE BALAS

15-17 AVENUE ELIE BAYLAC 95660 CHAMPAGNE SUR OISE
CONTACT@ENTREPRISE-CCR.FR - WWW.ENTREPRISE-CCR.FR - TEL: 01 34 70 12 36 | FAX: 01 30 34 67 80
CHAMPAGNE/O CONSTRUCTION RENOVATION SAS AU CAPITAL DE 97231,98€
SIRET 320 889 272 00037 - FR 58 320 889 272 - RCS PONTOISE 320 889 272 - CODE APE 4399C

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1605 - 17 / 045				
	Travaux en moins value sur marché de base				
	Les 2 façades muret Sud Cour de service (25 m²)				
	La face Sud du muret de la citerne côté Nord (4 m²)				
	les 2 façades muret Est cour de service (26 m²)		55		
	Article 3,4,2,1 : dépose isolée de façade de briques	m2	~~29,00~~	2,88	~~83,52~~ 158,40
	Article 3,4,2,3 : mise en œuvre de briques en surface courante	m2	~~29,00~~ 55	17,04	~~494,16~~ 937,20
	Article 3,4,2,5 : Dégranissage des joints	m2	~~29,00~~ 55	11,51	~~333,79~~ 633,05
	Article 3,4,2,6 : rejointoiement	m2	~~29,00~~ 55	46,62	~~1 351,98~~ 2564,10
	Article 3,4,2,27 : nébulisation	m2	~~29,00~~ 55	4,11	~~119,19~~ 226,05
	Montant H.T. en moins value sur marché de base				~~-2 382,64~~

€ _ 4518,80

les articles 3.4.2 concernent le ravalement des façades existantes et ne peuvent donc pas concerner le muret Est qui est une maçonnerie neuve. La façon des joints sur ce muret est bien prévue à l'article 3.3.11.1 :
" façon de coupe, rejointoiement et toute sujétions de pose ".

LNB Architecture
ESTHELIER NORCIA BELLET
Résidence Baudelaire
55ter rue Jouvenet
76000 ROUEN
tél. 02 32 76 27 10
fax 02 32 76 27 11
SARL au capital de 55.000 €
RCS ROUEN 500 630 092 - APE 7111Z
ESTHELIER NORCIA BELLET ARCHITECTES

CHAMPAGNE/o CONSTRUCTION RENOVATION

★★★ MAÇONNERIE - TAILLE DE PIERRE - RESTAURATION

Champagne, le *30 Novembre 2015*

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



CHAUFFERIE

DEVIS N° 1511 - 30 / 205

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

Z.A. du Paradis - B.P. 40005 - 15-17, avenue Elie Baylac - 95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Tél. 01 34 70 12 36 - *Fax 01 30 34 67 80*
E-mail : sa-ccr@orange.fr

ADHERENT GMH

RGE QUALIBAT

S.A au capital de 97 231,98 € - Qualifications-Qualibat 1331/2112/2151/2152/2162/2163/2183/2194/2231/2241
R C S Pontoise 320 889 272 - SIRET 320 889 272 00037 - APE 4399 C - N° TVA FR 58 320 889 272

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N°1511 - 30 /205				
	CHAUFFERIE				
	Démolition du mur en brique et réalisation d'un mur en bloc plein de 15cm sur dalle béton existante. Chargement et évacuation des gravois	ens	1	2 011,02	2 011,02
	Moins-value maçonnerie d'agglos de 20 creux suivant article 3.3.8	m²	-8	69,85	-558,80
				Total HT	1452,40
	TOTAL TRAVAUX H.T.				2 011,02
	T.V.A 20,00%				402,20
	TOTAL T.T.C.				2 413,22

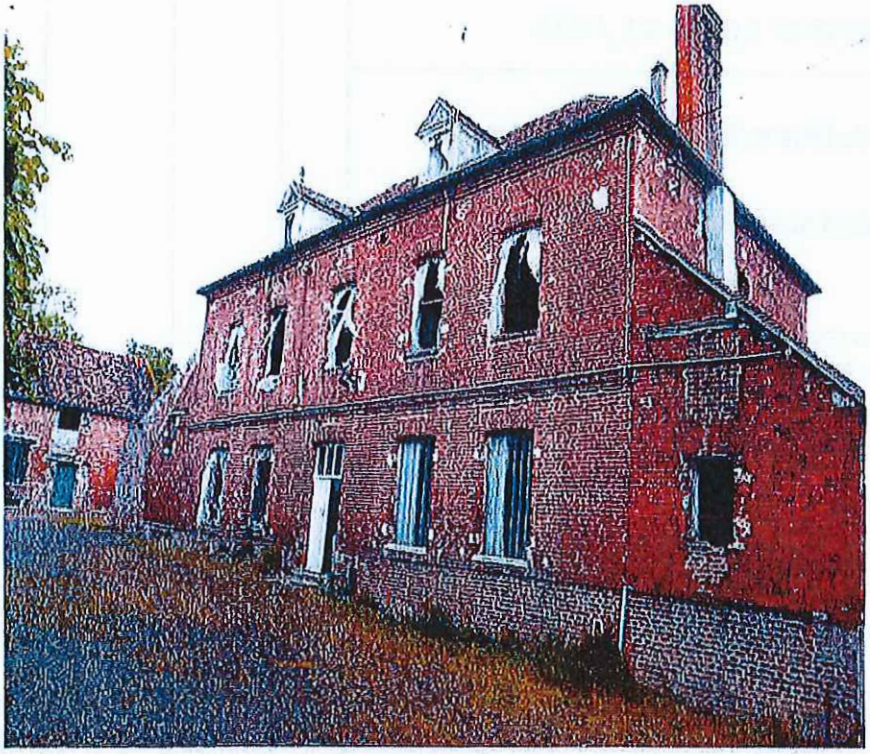
CHAMPAGNE/o CONSTRUCTION RENOVATION

★★★ MAÇONNERIE - TAILLE DE PIERRE - RESTAURATION

11 Mars 2016

Champagne, le

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



MAISON Maitre - DALLE DE CHAUX RDC - PLUS VALUE SUREPAISSEUR

DEVIS N° 1603 - 11 / 032

MAÎTRE D'OUVRAGE	MAÎTRE D'ŒUVRE
AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France	**LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.**
99, rue de l'abbé Groult	**Architecte et Patrimoine**
75015 - PARIS	**55, ter rue Jouvenet**
	76000 - ROUEN

Z.A. du Paradis - B.P. 40005 - 15-17, avenue Elie Baylac - 95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Tél. 01 34 70 12 36 - *Fax 01 30 34 67 80*
E-mail : sa-ccr@orange.fr

ADHERENT GMH

RGE QUALIBAT

S A au capital de 97 231.98 € - Qualifications-Qualibat 1331/2112/2151/2152/2162/2163/2183/2194/2231/2241
R C S Pontoise 320 889 272 - SIRET 320 889 272 00037 - APE 4399 C - N° TVA FR 58 320 889 272

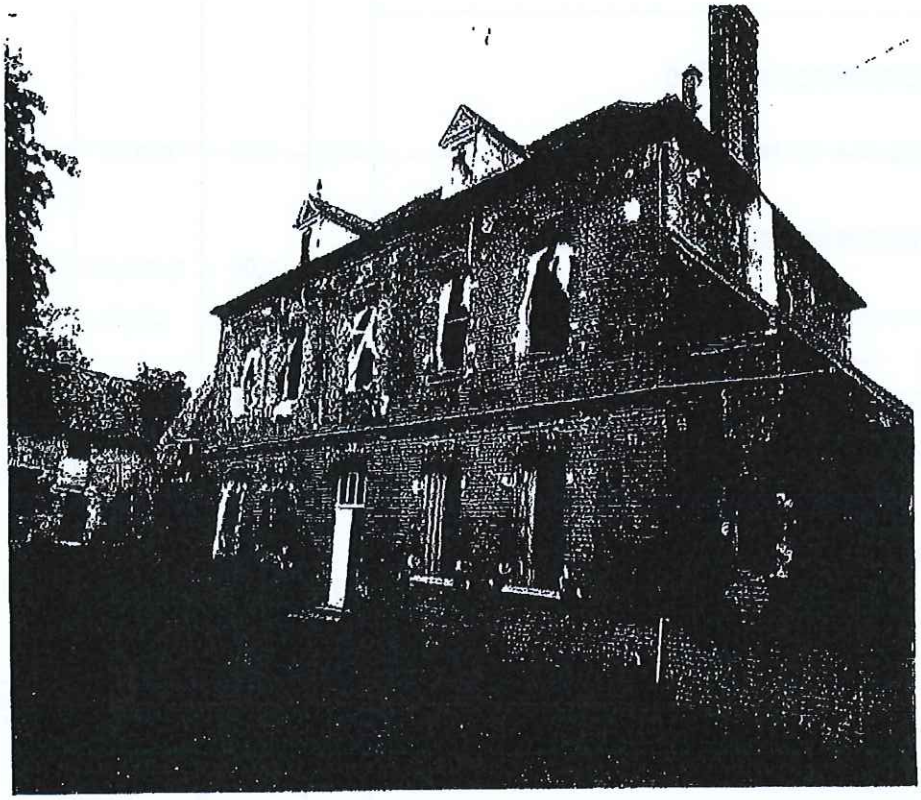
	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1603 - 11 / 032				
	Dalle de chaux RDC - Maison de Maître - salle d'activités				
	PLUS-VALUE SUREPAISSEUR 9CM => 13CM				
	Fourniture et mise en œuvre d'une dalle en béton de chaux de 13cm d'épaisseur **au lieu de 9cm**, additionné de billes d'argiles.	m2	57,35	23,25	1 333,39
		Sous total H.T.			1 333,39
	TOTAL TRAVAUX H.T.				1 333,39
	T.V.A 20,00%				266,68
	TOTAL T.T.C.				1 600,07

CHAMPAGNE/o CONSTRUCTION RENOVATION

☆☆☆ MAÇONNERIE - TAILLE DE PIERRE - RESTAURATION

Champagne, le *29 septembre 2015*

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



Travaux divers
DEVIS N° 1509 - 29/186

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

Z.A. du Paradis - B.P. 40005 - 15-17, avenue Elie Baylac - 95660 CHAMPAGNE-SUR-OISE
Tél. 01 34 70 12 36 - *Fax 01 30 34 67 80*
E-mail : sa-ccr@orange.fr

ADHERENT GMH

RGE QUALIBAT

S A au capital de 97 231,98 € - Qualifications-Qualibat 1331/2112/2151/2152/2162/2163/2183/2194/2231/2241
R.C S Pontoise 320 889 272 - SIRET 320 889 272 00037 - APE 4399 C - N° TVA FR 58 320 889 272

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1509 - 29 / 186				
	Dalle B.A. devant la maison de gardien				
	~~Exécution d'une dalle B.A. sur terre plein~~	~~ens~~	~~1,00~~	~~650,00~~	~~650,00~~
	Complément de dépose de plafond dans la maison de maitre (HAUT RDC)	ens	1,00	2 400,00	2 400,00
	Chargement et évacaution des gravols	m3	8,40	120,29	1 010,44
	Y compris toute dépose complémentaire de maçonnerie à l'intérieur de la maison de maitre **LOCAL COMBUSTIBLE**				
	Mise en place d'une étanchéité sous dallage en feutre bitumeux	ens	1,00	518,98	518,98
	Sur maçonnerie de fondation, application d'une étanchéité liquide de type "Bitumeux".	ens	1,00	322,85	322,85
		Sous total H.T.			~~4 902,27~~
	TOTAL TRAVAUX H.T.				4 902,27
	T.V.A 20,00%				980,45
	TOTAL T.T.C.				~~5 882,72~~

Total HT 4.252,27 €

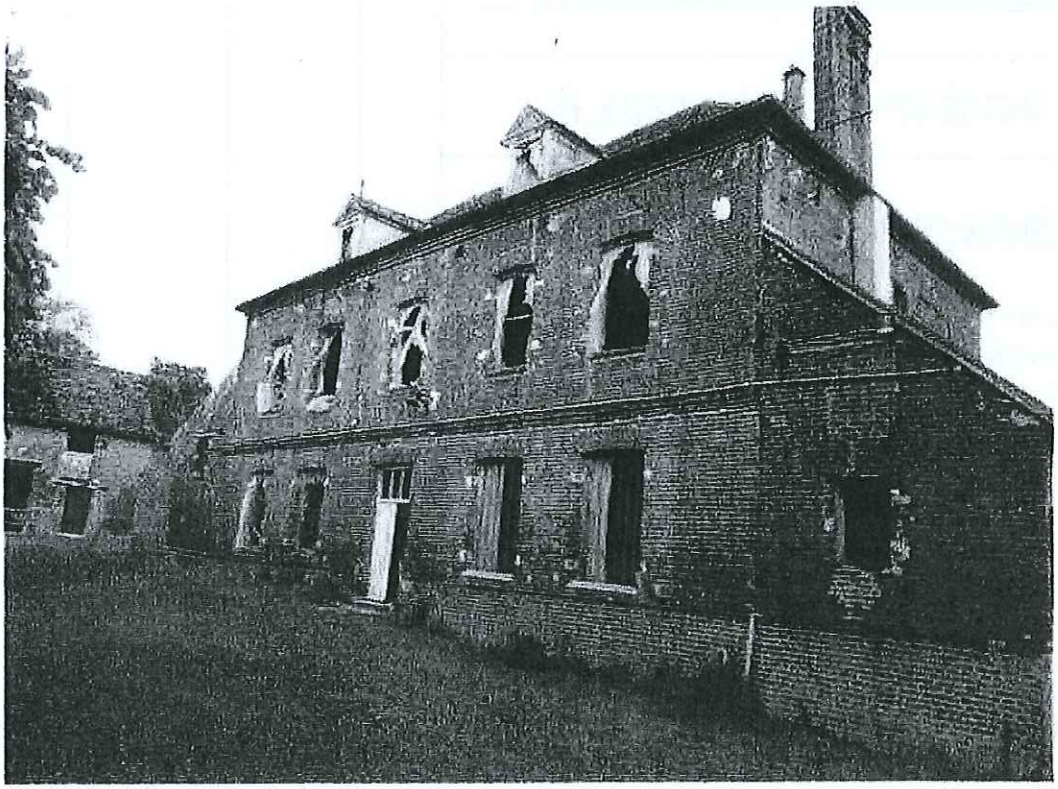
Vu le 08.06.16

LNB Architecture
Résidence Baudelaire
55 ter rue Jouvenet
76000 ROUEN
tél. 02 32 76 27 10
fax 02 32 76 27 11
SARL au capital de 55.000 €
LETHELIER NORDA BALLET ARCHITECTURE

- RÉHABILITATION PATRIMOINE
- MONUMENTS HISTORIQUES
- RESTAURATION FAÇADE
- RÉNOVATION TCE

8 JUILLET 2016

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



Maison de Maitre / rejointoiement sur pignon N-O

DEVIS N° 1511 - 30 / 206 A

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1511 - 30 / 206 A				
	Maison de Maitre / Rejointoiement sur brique du pignon N-O				
	Rejointoiement sur brique au mortier de chaux, compris dégradation des joints ciment existants et évacuation des gravois **Prix marché** Prestation déjà validée dans l'OS n° 19.	~~m2~~	~~29,90~~	~~58,13~~	~~1 738,09~~
	Dépose en démolition d'une porte bois et du linteau bois y compris étaiement	Ens	1,00	354,64	354,64
	Rebouchement de la baie en briques y compris rejointoiement	M2	2,00	267,20	534,40
	~~Echafaudage~~ Prestation déjà validée dans l'OS n° 19	~~m2~~	~~29,90~~	~~24,64~~	~~736,74~~
	TOTAL TRAVAUX H.T.				3 363,87
	T.V.A 20,00%				672,77
	TOTAL T.T.C.				4 036,64

Total HT 889,04

TVA 20% 177,81

Total TTC 1066,85

- RÉHABILITATION PATRIMOINE
- MONUMENTS HISTORIQUES
- RESTAURATION FAÇADE
- RÉNOVATION ICE

24 juin 2016

78 - ROSNY SUR SEINE
FERME DES 8 ROUTES
Réhabilitation du Corps de ferme



MAISON Maitre - PLUS VALUE SURLOCATION BASE-VIE

DEVIS N° 1603 - 11 / 033 A

MAÎTRE D'OUVRAGE

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION ILE DE France

99, rue de l'abbé Groult

75015 - PARIS

MAÎTRE D'ŒUVRE

LETHEILIER NORCIA BELLET S.A.R.L.

Architecte et Patrimoine

55, ter rue Jouvenet

76000 - ROUEN

	DESIGNATION DES OUVRAGES	U	Q	PU €	HT €
	78 - ROSNY SUR SEINE				
	FERME DES 8 ROUTES				
	Réhabilitation du Corps de ferme				
	DEVIS N° 1603 - 11 / 033 A				
	surlocation de la base-vie				
	Suivant avenant N°3 - Notifié				
	Surlocation de la base-vie (9 Avril 2016 à 9 Octobre 2016).	mois	~~6,00~~ 3,5	1 066,00	~~6 396,00~~ 3 731,00
	Hors double transport, branchements, panneaux de chantier				
			Sous total H.T.		~~6 396,00~~ 3731,00
	sous détail de prix				
	location vestiaire / refectoire 226€ x 1,232 coef	u	2,00	278,43	556,86
	Amortissement bungalows 7,66€ x 1,265 coef	u	2,00	9,69	19,38
	location sanitaire 377€ x 1,232 coef	u	1,00	464,46	464,46
	Amortissement bungalows 20€ x 1,265 coef	u	1,00	25,30	25,30
		~~mois~~	~~6,00~~	~~1 066,00~~	~~6 396,00~~
	TOTAL TRAVAUX H.T.			3731,00	~~6 396,00~~
	T.V.A 20,00%			746,20	~~1.279,20~~
	TOTAL T.T.C.			4477,20	~~7.675,20~~

Vu le 19.07.2016

LNB Architecture
Résidence Baudelaire
55 ter rue Jouvenet
76000 ROUEN
tél 02 32 76 27 10
fax 02 32 76 27 11
SARL au capital de 55.000 €
LETELLIER NICOLAS BALLET ARCHITECTURE

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-084 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n°4 au marché de travaux de réhabilitation de la Ferme des Huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n°3 : Couverture et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'ancien Code des marchés publics ;

VU le marché n°5181 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n°3 : couverture, notifié le 11/12/2014 à l'entreprise SAS REMY DUPUIS pour un montant de 78 781,49 euros H.T ;

VU l'avenant n°1 au marché n° 5181 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n°3 : couverture, notifié le 23/10/2015 à l'entreprise SAS REMY DUPUIS pour un montant de 3 312.90 euros H.T ;

VU l'avenant n°2 au marché n° 5181 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n°3 : couverture, notifié le 07/12/2015 à l'entreprise SAS REMY DUPUIS pour un montant de 3 055.74 euros H.T ;

VU l'avenant n°3 au marché n° 5181 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n°3 : couverture, notifié le 08/04/2016 à l'entreprise SAS REMY DUPUIS pour un montant de 3 527.45 euros H.T ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France ;

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n°4 au marché de travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n°3 : couverture (marché n°5181) avec l'entreprise SAS REMY DUPUIS.

Article 2 Habilite la Présidente à signer l'avenant n°4 ci-annexé.

Article 3 L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché, représentant une augmentation de 0,54 % par rapport au montant initial du marché.

Article 4 Les dépenses y afférentes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	11
Votes POUR ..... :	10+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

Avenant N° 4 au Lot n°3 : Couverture tuiles

Marché de travaux de réhabilitation de la Ferme des huit routes

A - Identification du pouvoir adjudicateur

Agence des Espaces Verts de la Région Ile-De-France
Cité régionale de l'environnement
90/92, avenue du Général Leclerc
93 500 PANTIN

Tel : 01 83 65 38 00

B - Identification du titulaire du marché public

SAS REMY DUPUIS
Route de Saint Germain
76 690 CAILLY
Tél. : 02 35 34 92 58
Télécopie : 02 35 34 82 64
contact@remy-dupuis.com
SIRET : 408 858 710 00028

C - Objet du marché public.

- Objet du marché public:

Travaux de réhabilitation de la ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n°3 : Couverture tuiles

- Date de la notification du marché public : 11 décembre 2014

- Durée d'exécution du marché public: 1 an à compter de l'ordre de service de démarrage, prolongé de six mois, soit jusqu'au 9 octobre 2016 par avenant n°3 (notifié le 8 avril 2016).

- Date de l'ordre de service de démarrage: 09 avril 2015

- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 20 %
  - Montant HT : 78 781.49 €
  - Montant TTC : 94 537.79 €

■ Avenant n°1 notifié le 23/10/2015 : Incidence financière : montant de l'avenant de 3 312,90 € HT soit +4,21% d'augmentation par rapport au montant initial du marché.

■ Avenant n°2 notifié le 07/12/2015 : Incidence financière : montant de l'avenant de 3 055,74 € HT soit +3,88% d'augmentation par rapport au montant initial du marché.

■ Avenant n°3 notifié le 08/04/2016 : Incidence financière : montant de l'avenant de 3 527,45 € HT soit +4,48% d'augmentation par rapport au montant initial du marché.

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

. Modifications de certaines prestations de travaux

Au cours de l'exécution des prestations de ce lot, des contraintes techniques liées aux travaux et aux modifications de projet de certains locaux sont apparus. Des solutions techniques appropriées et adaptées sont à prendre en conséquence.

Les modifications concernent l'habillage de chevrons de rive de l'appentis Est, suite à la dépose par le lot maçonnerie/ gros œuvre des glacis en mortier de ciment, afin de traiter les rives à l'identique de ce qui a été réalisé sur le logement de gardien et la grange.

Désignation des prestations ordonnées	Unité	TVA	Total	
			HT	TTC
Habillage des chevrons de rive de l'appentis Est	forfait	20%	425.26	510.31
Montant total de l'avenant n°4			**425.26**	510.31

. Prolongation de la durée du marché

Par ailleurs, compte tenu de la liquidation judiciaire, de l'entreprise CML titulaire du lot n°8, prononcée le 28 juillet 2016, et des conséquences pénalisantes sur l'avancement du chantier, la durée du marché est prolongée de 4 mois, soit jusqu'au 9 février 2017.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant n°4:

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 425.26 €
- Montant TTC : 510.31 €
- % d'écart introduit par l'avenant n°4 (par rapport au montant initial du marché) : **0.54 %**

Nouveau montant du marché public après l'avenant n°4 :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : (78 781.49 + 3 312.90 + 3 055.74 +3 527.45 + 425.26) = 89 102,84€
- Montant TTC : 106 923.41 €

	Montant en € HT	**Montant en € TTC**	**Pourcentage par rapport au montant initial du marché**	**Pourcentage cumulé**
Montant initial du marché	78 781,49	94 537,79		
Montant du marché après avenant n°1	82 094,39	98 513,27	4,21%	
Montant du marché après avenant n°2	85 150,13	102 180,16	3,88%	8,08%
Montant du marché après avenant n°3	88 677,58	106 413,10	4,48%	12,56%
Montant du marché après avenant n°4	89 102,84	106 923,41	0,54%	**13,10%**

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-085 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n° 2 au marché de travaux de réhabilitation de la ferme des Huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n° 7 : Plomberie-sanitaire et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'ancien Code des marchés publics ;

VU le marché n° 5185 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n° 7 : Plomberie - sanitaire, notifié le 11/12/2014 à l'entreprise STEPC pour un montant de 30 900,80 euros H.T ;

VU l'avenant n° 1 au marché n° 5185 relatif aux travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n° 7 : Plomberie - sanitaires, notifié le 07/04/2016 à l'entreprise STEPC pour un montant de - 5 110,60 euros HT;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n° 2 au marché de travaux pour la réhabilitation de la Ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine – lot n° 7 : Plomberie - Sanitaire (marché n°5185) avec l'entreprise STEPC.

Article 2 Habilite la Présidente à signer l'avenant n° 2 ci-annexé.

Article 3 L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché représentant une augmentation de 14.96 % par rapport au montant initial du marché.

Article 4 Les dépenses y afférentes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	11
Votes POUR	10+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

Avenant N° 2 au Lot n°7 : Plomberie-Sanitaire

Marché de travaux de réhabilitation de la Ferme des huit routes

A - Identification du pouvoir adjudicateur

Agence des Espaces Verts de la Région Ile-De-France
Cité régionale de l'environnement
90/92, avenue du Général Leclerc
93 500 PANTIN
Tel : 01 83 65 38 00

B - Identification du titulaire du marché public

STEPC
9 rue de Paris
BP 80006 MOISELLES
95 573 DOMONT cedex
Tél. : 01 39 9106 87
Télécopie : 01 39 91 40 82
suivichantier@stepc.fr
SIRET : 328 124 631 00016

C - Objet du marché public.

- Objet du marché public:

Travaux de réhabilitation de la ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n°7 : Plomberie-Sanitaire

- Date de la notification du marché public : 11 décembre 2014

- Durée d'exécution du marché public: 1 an à compter de l'ordre de service de démarrage, prolongé de six mois, soit jusqu'au 9 octobre 2016 par avenant n°1 (notifié le 7 avril 2016).

- Date de l'ordre de service de démarrage: 09 avril 2015

- Montant initial du marché public :
  - Taux de la TVA : 20 %
  - Montant HT : 30 900,80 €
  - Montant TTC : 37 080,96 €

- Avenant n°1 notifié le 7 avril 2016 : Incidence financière : montant de l'avenant de - 5 110,60 € HT soit un pourcentage de diminution de -16,54% par rapport au montant initial du marché.

D - Objet de l'avenant.

■ Modifications introduites par le présent avenant :

. Modifications de certaines prestations de travaux

Au cours de l'exécution des prestations de ce lot, des contraintes techniques liées aux travaux et aux modifications de projet de certains locaux sont apparus. Des solutions techniques appropriées et adaptées sont à prendre en conséquence.

Les modifications concernent (voir le détail dans les pièces annexées au présent avenant)

- Plus-value lié à des travaux d'installation d'un adoucisseur sur le départ eau froide du logement, de filtres antitartre magnétiques sur les ballons d'eau chaude sanitaire et d'aménagement d'un vestiaire dans le local agent situé au RDC de la grange comprenant douche, lavabo, poubelle, miroir, distributeur de papier et patère. L'installation d'un adoucisseur permet l'amélioration de la qualité de l'eau froide à destination du logement. L'installation de filtre antitartre en amont des ballons d'eau chaude sanitaire permettent une amélioration de la pérennité des ballons eau chaude sanitaire (BECS) dans une zone ou l'eau est dure (th de 35 relevé sur le réseau). L'aménagement d'un vestiaire avec coin douche permet de répondre aux exigences du code du travail.

- Moins-value lié à la suppression d'une pompe de relevage dans la fosse de la cave (-2 298€ HT), cette prestation faisant parti du marché du lot 1, et du ballon d'eau chaude sanitaire initialement prévu dans le local agent (-252,70€ HT), ce dernier ayant une capacité insuffisante au regard des besoins engendrés par la création du vestiaire dans le local agent.

-Modification de prestation pour le remplacement des lavabos auge en céramique par des équipements en résine, le remplacement d'un ballon d'eau chaude sanitaire par un BECS ayant une capacité supérieure dans le but de disposer d'assez d'eau chaude dans le local agent en cas d'utilisation de la douche et du lavabo.

L'ensemble correspond à un montant de **4 624,30 € HT** (devis n°216-128A)

Désignation des prestations ordonnées	Unité	TVA	Total	
			HT	TTC
Aménagement d'un vestiaire dans le local agent	forfait	20%	4 624,30	5 549,16
Montant total de l'avenant n°2			**4 624,30**	5 549,16

. Prolongation de la durée du marché

Par ailleurs, compte tenu de la liquidation judiciaire, de l'entreprise CML titulaire du lot n°8, prononcée le 28 juillet 2016, et des conséquences pénalisantes sur l'avancement du chantier, la durée du marché est prolongée de 4 mois, soit jusqu'au 9 février 2017.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :
(Cocher la case correspondante.)

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant n°2 :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 4 624,30 €
- Montant TTC : 5 549,16 €
- % d'écart introduit par l'avenant n°2 (par rapport au montant initial du marché) : **14,96 %**

Nouveau montant du marché public après l'avenant n°2 :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : (30 900,80 – 5 110,60 + 4 624,30) = 30 414,50 €
- Montant TTC : 36 497,40 €

	Montant en € HT	**Montant en € TTC**	**Pourcentage par rapport au montant initial du marché**	**Pourcentage cumulé**
Montant initial du marché	30 900,80	37 080,96		
Montant du marché après avenant n°1	25 790,20	30 948,24	-16,54%	
Montant du marché après avenant n°2	30 414,50	36 497,40	14,96%	**-1,57%**

E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur

A : …… , le ……

Signature
(représentant du pouvoir adjudicateur)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Annexes

à l'avenant n°2 du marché de réhabilitation de la ferme des huit routes à Rosny-sur-Seine (78) – Lot n°7

STEPC
ÉLECTRICITÉ - PLOMBERIE - CHAUFFAGE
9 rue de Paris à **MOISSELLES** - BP 8006 - 95573 DOMONT CEDEX
Tél : **01 39 91 06 87** - Fax : 01 39 91 40 82 - Mail : **contact @ stepc.fr**

Réhabilitation de la Ferme des huit Routes
ROSNY SUR SEINE (78710)

Lot n° 7 - Plomberie - Sanitaire

Devis n° 216-128_A du 06 Juillet 2016

	Désignation	U	Qté	PU HT	PT HT	Sous-Total	
5	**PRESTATIONS MODIFICATIVE**						
	REPLACEMENT DES LAVABOS AUGE EN CERAMIQUE PAR DES EQUIPEMENTS EN RESINE						
3.9.8	Lavabos auges CERAMIQUE						
	Fourniture et pose d'un lavabo auge de marque ALLIA type PUBLICA ou techniquement équivalent y compris 2 robinetteries temporisées murales de marque DELABIE type TEMPOSTOP mutal ou équivalent. *Localisation :* *Dans les sanitaires au RDC de la maison de maître*	Ens	-2	444.00	-888.00		PM
3.9.8.a	Lavabos auges RESINE						
	Fourniture et pose d'un lavabo type "Prague" de chez ATOUT COMPOSITE compris 2 robinetteries temporisées de marque DELABIE type TEMPOSTOP ***sur plage*** ou équivalent. *Localisation :* *Dans les sanitaires au RDC de la maison de maître*	Ens	2	842.90	1 685.80		PM
	S/TOTAL PRESTATIONS MODIFICATIVES					*797.80*	
5	**PRESTATIONS COMPLEMENTAIRE**						
	INSTALLATION D'UN ADOUCISEUR SUR LE DEPART EF LOGEMENT						
	Installation d'un adouciseur complet fourni par le Maître d'Ouvrage et mis à disposition sur le site. *Création d'une panoplie PVC préssion comprenant 2 vannes amont et aval, 1 bypass pour la vanne de cépage 1 bypass général, 2 robinets de prise d'échantillon et 2 fléxibles de raccordement* *MATERIEL A NOUS FOURNIR* *Adoucisseur avec bac a sel, bac à résine et tuyaux connecteur* *Filtre amont* *Vanne de cépage* *A PREVOIR* *1 Prise étanche 16A 2P+T*	Ens	1	530.40	530.40		PM

	Désignation	U	Qté	PU HT	PT HT	Sous-Total
	~~Fourniture et pose de sèche-mains à air pulsé bi-direction.~~	U	s/objet	792.70		
3.10.4	**Poubelle**					
	Fourniture et pose de poubelle en acier INOX. Marque DELABIE FIXATION murale.	U	1	89.10	89.10	
3.10.5	**Miroir**					
	Fourniture et pose de miroir INOX POLI marque DELABIS long. 600mm, larg. 400 mm.	U	1	107.10	107.10	
3.10.6	**Distributeur de papier.**					
	Fourniture et pose de distributeur de papier gros rouleau 400M. en acier epoxy de marque DELABIE	U	1	64.60	64.60	
3.10.7	**Patère.**					
	Fourniture et pose de patéres en EPOXY BLANC. Y compris fixations et toutes sujétions de pose.	U	1	20.10	20.10	
	S/TOTAL PRESTATIONS COMPLEMENTAIRES					*5 786.10*
5	**PRESTATION A DEDUIRE**					
	Fourniture et pose de la pompe de relevage des eaux usée compris refoulement et raccordement sur le réseau EU. *Localisation :* *Dans la cuve du sous-sol*	Ens	-1	2 298.00	-2 298.00	
	S/TOTAL PRESTATIONS A DEDUIRE					*-2 298.00*
	Divers					
	Reprise des plans et NdC	ens	1	338.40	338.40	
	S/TOTAL DIVERS					*338.40*

TOTAL H.T. EUROS	**4 624.30**
TVA (20%) EUROS	**924.86**
TOTAL TTC EUROS	**5 549.16**

PRIX VALEUR MAI 2014

Nos prix sont établis sur la base des taux de TVA en vigueur à la date de remise de l'offre.
Toute variation ultérieure de ces taux, imposée par la loi, sera répercutée sur les prix.

Vu le 07.07.16

Architecture
Résidence Baudelaire
35 ter rue Jouvenet
76000 ROUEN
tél. 02 32 76 27 10
fax 02 32 76 27 11
au capital de 55.000 €
ARCHITECTURE

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016.
Transmise au contrôle
de légalité, le 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-086 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la conclusion de l'avenant n°1 au marché pour la construction de la maison de la réserve naturelle régionale du Grand Voyeux (Congis-sur-Thérouanne, 77400) - Lot n°3 : Étanchéité – couverture et l'habilitation donnée à la Présidente pour signer cet avenant

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'ancien Code des marchés publics ;

VU le marché n° 5238 relatif à la construction de la maison de la réserve naturelle régionale du Grand Voyeux-Congis sur Thérouanne – lot n°3 : étanchéité-couverture, notifié le 24/07/2015 à l'entreprise EZI pour un montant de 24 431,98 euros H.T ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'Administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n° 1 au marché de construction de la maison de la réserve naturelle régionale du Grand Voyeux-Congis sur Thérouanne – lot n° 3 : étanchéité-couverture (marché n°5238) avec l'entreprise EZI.

Article 2 Habilite la Présidente à signer l'avenant n° 1 ci-annexé.

Article 3 L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché représentant une augmentation de 18,50 % par rapport au montant initial du marché.

Article 4 Les dépenses y afférentes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants.....	: 11
Votes POUR.....	: 10+1
Votes CONTRE.....	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote ...	: 0

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE
Direction des Affaires Juridiques

MARCHÉS PUBLICS **EXE10**

AVENANT N° 1 au marché n°5238 – Construction de la maison de la réserve naturelle régionale du Grand Voyeux – Congis-sur-Thérouanne (77 400)

Lot n°3 : Étanchéité - Couverture

A - Identification du pouvoir adjudicateur.

Agence des Espaces Verts de la Région Ile de France
Cité régionale de l'environnement
90-92, avenue du Général Leclerc
93 500 PANTIN
Tel : 01 83 65 38 00

B - Identification du titulaire du marché public.

SARL EZI
2b, rue de la Madeleine
77 220 TOURNAN EN BRIE
Téléphone : 03.73.27.02.22
Fax : 09.72.38.23.02
SIRET : 801 673 310 00018

C - Objet du marché public.

■ Objet du marché public :
Construction de la maison de la réserve naturelle régionale du Grand Voyeux – Congis-sur-Thérouanne (77 400) - Lot n°3 : Étanchéité - couverture

■ Date de la notification du marché public : 24 juillet 2015

■ Montant initial du marché public :

- Taux de la TVA : 20%
- Montant HT : 24 431,98 €
- Montant TTC : 29 318,38 €

■ Durée d'exécution du marché public :

La durée du marché est fixée à 1 an à compter de l'ordre de service de démarrage (notifié le 10/02/2016).

Le délai d'exécution des prestations est de 8 mois à compter de l'ordre de service (notifié le 10/02/2016) :
- 2 mois de période de préparation,
- 6 mois de travaux.

D - Objet de l'avenant

■ Modifications introduites par le présent avenant :

Le présent avenant répond à un ensemble d'ajustements présentés ci-dessous :

- l'augmentation de l'épaisseur de panneaux isolant Type Efigreen Duo en toiture-terrasse,
- la rehausse des costières métalliques.

Cette prestation fait suite à une observation du bureau de contrôle pour modifier la répartition des épaisseurs d'isolants entre le lot n°2 ossature bois – charpente - bardage et le lot n°3 couverture - étanchéité. Les 2/3 de la résistance thermique devant être mis en œuvre en couverture, l'épaisseur d'isolant dans les caissons KERTO-RIPA du lot n°2 a été diminuée de 100 mm et l'épaisseur d'isolant en couverture a été augmentée de 100 mm afin de répondre à ces exigences thermiques.

L'ensemble des montants indiqués ci-dessous sont exprimés en € HT (voir détail en annexe).

1- Modification de quantitatifs sur le montant initial de la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire :

Poste 2.1 de la DPGF
Isolation thermique : + 3 943,065 €

2- Prix nouveaux :

Poste 2.1 de la DPGF
Complément pour relevé d'étanchéité (rehausse de costière): + 577,365 €

Toutes les clauses du marché initial demeurent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux nouvelles dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contestations.
Le titulaire ne renonce pas à ses droits sur toute réserve ou réclamation concernant l'exécution du marché initial, liée ou non à l'objet principal du présent avenant pour tout fait antérieur à la signature de cet avenant.

Les autres clauses du marché initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

Cet avenant n'a aucun impact sur la durée initiale du marché.

■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :

☐ NON ☒ OUI

Montant de l'avenant n°1 :

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : 4 520,43 €
- Montant TTC : 5 424,52 €
- % d'écart introduit par l'avenant n°1 (par rapport au montant du marché initial) **: 18,50 %**

Nouveau montant du marché public après l'avenant n°1:

- Taux de la TVA : 20 %
- Montant HT : (24 431,98 + 4 520,43) = 28 952,41 €
- Montant TTC : 34 742,89 €

E - Signature du titulaire du marché public.

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature

(*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

F - Signature du pouvoir adjudicateur.

A : …… , le ……

Signature
(Représentant du pouvoir adjudicateur)

G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public.

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçue à titre de notification copie du présent avenant* »

A ……, le ……..

Signature du titulaire,

En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :

(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public.)

En cas de notification par voie électronique :

(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public.)

Étanchéité - Zinguerie - Isolation
2b, rue de la Madeleine
77 220 TOURNAN EN BRIE
Tél: 03.73.27.02.22 /06.62.44.20.94
Fax : 09.72.38.23.02
ezi-etancheite@hotmail.com

EZI

Tournan en Brie, le 23 Mars 2016

Agence des Espaces Verts
de la Région Ile de France
Cité régionale de l'environnement
90-92 avenue du Général Leclerc
93500 PANTIN

DEVIS N° 009/2016

CONSTRUCTION DE LA RESERVE NATURELLE RÉGIONALE DU GRAND VOYEUX
Congis-sur-Thérouanne (77440)

Lot n°3 Étanchéité couverture

	Désignation des ouvrages	Qté	Unité	P.U	Prix H.T
	F et P d'une couche suplémentaire de panneaux isolant Type Efigreen Duo – Epaisseur 100 mm	220,90	m2	17,85	3 943,07
	Coût supplémentaire pour réhause des costières métalliques	94,65	ml	6,10	577,37

Total HT	**4 520,43 €**
Tva 20,00 %	**904,09 €**
Total TTC	**5 424,52 €**

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016
Transmise au contrôle de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 16-087 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la conclusion d'une convention de prêt de véhicules appartenant à la Région Ile-de-France à l'Agence des espaces verts et habilitation donnée à la Présidente pour signer cette convention.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de la convention de prêt de véhicules entre la Région et l'Agence des espaces verts.

Article 2 Habilite la Présidente à signer la convention y afférente, ci-annexée.

Article 3 La convention est conclue à titre gratuit.

Nombre de votants	: 11
Votes POUR	: 10+1
Votes CONTRE	: 0
Abstentions	: 0
Ne prend pas part au vote	: 0

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE VEHICULES

ENTRE :

La Région Île-de-France, dont le siège est situé au 33, rue Barbet-de-Jouy 75007 PARIS, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE

d'une part

ET :

L'Agence des Espaces Verts d'Île-de-France (AEV), dont le siège est situé au 90-92 avenue du Général Leclerc 93500 Pantin, représentée par sa Présidente, Madame Anne CABRIT

d'autre part

PREAMBULE

Dans l'attente de la livraison de véhicules en cours d'acquisition par l'Agence des Espaces Verts, la Région Île-de-France met à la disposition de l'AEV huit voitures de type « citadines », comprenant 7 Renault Twingo et 1 Renault Clio. La présente met en œuvre les conditions de cette mise à disposition.

CECI RAPPELE IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : DESIGNATION DES VEHICULES MIS À DISPOSITION

Marque	Modèle	Immatriculation	Date de mise en circulation
Renault	Clio	*475 QKM 75*	*23.11.2005*
Renault	Twingo	*625 PDV 75*	*05.07.2002*
Renault	Twingo	*636 PDV 75*	*05.07.2002*
Renault	Twingo	*639 PDV 75*	*05.07.2002*
Renault	Twingo	*651 PDV 75*	*05.07.2002*
Renault	Twingo	*809 PRF 75*	*20.10.2003*
Renault	Twingo	*851 PRF 75*	*20.10.2003*
Renault	Twingo	*554 PSC 75*	*25.11.2003*

ARTICLE 2 : CONDITIONS D'UTILISATION

La Région Île-de-France atteste que les contrôles techniques obligatoires et les visites d'entretien mécanique préconisées par le constructeur sont à jour.

La Région Île-de-France et l'AEV s'engagent à remplir conjointement un état des lieux lors de la remise des clés pour le prêt des véhicules ainsi qu'à la restitution de celles-ci.

Pendant toute la durée du prêt, l'entretien des véhicules sera à la charge de l'AEV. Les contrôles techniques obligatoires dont l'échéance est prévue pendant la mise à disposition des véhicules, devront être réalisés par l'AEV dans les délais réglementaires. En fonction de l'utilisation qui sera faite des véhicules, l'AEV devra également prendre à son compte les éventuelles révisions mécaniques selon le plan d'entretien préconisé par le constructeur.

Sont annexées à la présente convention, les fiches d'identification des 8 véhicules référencés ci-dessus sur lesquelles sont notamment renseignées : la date d'échéance du contrôle technique obligatoire ainsi que la date d'échéance de révision mécanique selon les préconisations constructeur.

Il est précisé que si un véhicule devenait inutilisable, l'AEV devra, sans délai et à sa charge, resituer le véhicule à la Région. Dans cette hypothèse, la Région ne procèdera pas au remplacement du véhicule.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS À RESPECTER

Les véhicules sont affectés à l'usage exclusif des agents de l'AEV dans le cadre des missions de l'Etablissement public.

L'AEV s'engage à utiliser les véhicules en conformité avec la réglementation en vigueur (code de la route, code des assurances). La responsabilité du représentant de l'AEV est totale si les règles de la présente convention ou du code de la route n'ont pas été respectées (notamment conducteur non habilité…).

En cas d'infraction au code de la route, la Région Île-de-France transmettra l'avis de contravention à l'AEV. Cette dernière réglera l'amende forfaitaire auprès des services

compétents et fera parvenir au service automobile (cf. contacts article 7) une copie du justificatif de paiement.

L'AEV ne pourra ni prêter, céder ou sous-louer les véhicules à titre onéreux ou gracieux. L'AEV s'engage à ne donner aux véhicules aucune destination illégale ou contraire au bon sens moral.

ARTICLE 4 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

L'AEV s'engage à assurer pour le compte de la Région-Île-de France les huit véhicules mis à sa disposition en assurance responsabilité civile et dommages pour la période de prêt indiquée à l'article 5.
L'AEV s'engage à transmettre à la Région les attestations d'assurance correspondantes.

La Région Île-de-France devra être informée par l'AEV des dommages occasionnés sur les véhicules mis à sa disposition (matériels, corporels, vol, vandalisme…) et des réparations effectuées.

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter de la date de remise des clés des premiers véhicules et prendra fin à la date de restitution du dernier véhicule, prévue au plus tard le 31 mai 2017. L'AEV s'engage à aviser la Région Île-de-France des délais de livraison des voitures qu'elle a commandées et dont elle attend livraison. Les véhicules seront à disposition de l'AEV sur le site Barbet de Jouy (cf. adresse article 7).

ARTICLE 6 : REDEVANCE

La Région Île-de-France met à disposition de l'AEV les huit véhicules référencés à l'article 1 à titre gratuit.

ARTICLE 7 : RESTITUTION DES VEHICULES

Les véhicules pourront être restitués à la Région Île-de-France de manière échelonnée au plus tard le 31 mai 2017, date de fin de la convention. Lors de chaque retour, il conviendra de prévenir une semaine à l'avance le service automobile (cf. contacts ci-dessous) afin d'organiser les modalités de restitution.

Adresse et contacts pour la restitution des véhicules :

Région Île-de-France - Service automobile
33 rue Barbet de Jouy
75007 Paris

- Sophie MONGISON (chef du service automobile) :
  sophie.mongison@iledefrance.fr
  Tél : 01 53 85 51 32

- Gilles ZUCCARELLI (adjoint au chef du service automobile)
  gilles.zuccarelli@iledefrance.fr
  01 53 85 51 60

Lors de la restitution, un nouvel état des lieux des véhicules sera rempli conjointement par la Région Île-de-France et l'AEV.

ARTICLE 8 : RESILIATION

La Région Île-de-France se réserve le droit de mettre fin sans préavis à la présente convention en cas d'inexécution d'une ou plusieurs des obligations prescrites ou en cas de nécessité absolue de service.

ARTICLE 9 : PIECES CONTRACTUELLES

- La présente convention
- Les fiches d'identification des véhicules

Fait à Pantin,

Le ……

En 2 exemplaires

Pour la Région Île-de-France	**Pour l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France**
Madame Valérie PECRESSE Présidente	
Signature	Signature

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-088 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de l'avenant n°1 à la convention de partenariat relative à la participation de la ville d'Argenteuil (95) aux frais d'entretien des espaces naturels et forestiers régionaux des buttes du Parisis (95) 2016-2018.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération n°15-190 du 26 novembre 2015 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts approuvant la convention de partenariat relative à la participation de la ville d'Argenteuil aux frais d'entretien des espaces naturels et forestiers régionaux des buttes du Parisis 2016-2018 ;

VU la délibération n°2015-143 du conseil municipal de la ville d'Argenteuil du 17 décembre 2015 approuvant la convention de partenariat relative à la participation de la ville d'Argenteuil aux frais d'entretien des espaces naturels et forestiers régionaux des buttes du Parisis 2016-2018 ;

VU la convention de partenariat 2016-2018 avec la ville d'Argenteuil relative à la participation de la ville d'Argenteuil aux frais d'entretien des espaces naturels et forestiers régionaux des buttes du Parisis 2016-2018 signée le 7 janvier 2016 ;

VU la délibération n°2016-96 du conseil municipal de la la ville d'Argenteuil du 28 juin 2016 approuvant l'avenant n°1 à la convention de partenariat relative à la participation de la ville d'Argenteuil aux frais d'entretien des espaces naturels et forestiers régionaux des buttes du Parisis 2016-2018 ;

VU le Budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

CONSIDERANT que la convention avec la ville d'Argenteuil prévoit la prise en charge par la Ville d'Argenteuil d'une partie des prestations d'entretien du site, notamment en matière de propreté,

CONSIDERANT que l'avenant n°1 a pour objet principal, conformément aux stipulations de la convention, de définir précisément ces prestations de propreté et leurs modalités de mise en œuvre en partenariat avec la ville d'Argenteuil, dans le cadre d'un cahier des charges ci-annexé,

CONSIDERANT que cet avenant vise également à corriger une erreur matérielle dans le tableau de l'article 4 alinéa 4.1 de la convention,

DELIBERE

Article 1 Approuve la conclusion de l'avenant n°1 à la convention de partenariat relative à la participation de la ville d'Argenteuil aux frais d'entretien des espaces naturels et forestiers régionaux des buttes du Parisis 2016-2018, ci-annexé.

Article 2 Habilite la Présidente à signer cet avenant.

Article 3 Les recettes afférentes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants..... :	11
Votes POUR..... :	10+1
Votes CONTRE..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

CONVENTION DE PARTENARIAT
RELATIVE A LA PARTICIPATION DE LA VILLE D'ARGENTEUIL
AUX FRAIS D'ENTRETIEN DES ESPACES NATURELS ET FORESTIERS REGIONAUX DES BUTTES DU PARISIS
2016-2018

AVENANT N° 1

Entre les soussignés :

L'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France, établissement public régional à caractère administratif, dont le siège est sis 90-92 avenue du Général Leclerc – 93500 PANTIN, agissant au nom et pour le compte de la Région Ile-de-France en vertu de l'article L. 4413-2 du Code général des collectivités territoriales, représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°…… du …….. de son conseil d'Administration,

Dénommée ci-après « l'Agence »,

D'une part,

et

La commune d'Argenteuil dont le siège administratif est sis 12-14, boulevard Léon Feix BP 721 - 95107 ARGENTEUIL Cedex, représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par la délibération n° ……. du 28 juin 2016 de son conseil municipal,

Dénommée ci-après la « Commune »,

D'autre part,

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de partenariat relative à la participation de la ville d'Argenteuil aux frais d'entretien des espaces naturels et forestiers régionaux des buttes du Parisis sur la période 2016-2018 signée le 7 janvier 2016, et en particulier :

- De corriger une erreur matérielle dans le tableau de l'article 4, alinéa 4.1 de la convention initiale.
- De préciser les prestations d'entretien prises en charge par la Commune et leurs modalités de mise en œuvre en partenariat avec l'AEV, comme prévu aux articles 6 et 7 de la convention initiale.

ARTICLE 2 – MODIFICATIONS APPORTEES

2.1. L'article 4.1 « Participation financière de la Commune » de la convention rédigé ainsi :

« La participation financière de la Commune s'établit à **119 550 €** (cent dix-neuf mille cinq cent cinquante euros) en 2016.
L'actualisation annuelle de la participation financière est précisée dans le tableau suivant :

COUTS D'ENTRETIEN	**2016**	**2017**	**2018**
Orgemont Nord	43 500	61 500	73 000
Orgemont Sud (ancien Soverini)	-	-	43 000
Butte Chataigniers	52 000	48 000	42 500
Hedoit	25 000	27 000	28 000
Gardiennage	56 000	56 000	56 000
TOTAL	**176 500**	**192 500**	**242 500**
Participation de la ville d'Argenteuil	**119 350**	**130 550**	**165 550**

Est modifié comme suit :

« La participation financière de la Commune s'établit à **119 550 €** (cent dix-neuf mille cinq cent cinquante euros) en 2016.
L'actualisation annuelle de la participation financière est précisée dans le tableau suivant :

COUTS D'ENTRETIEN	**2016**	**2017**	**2018**
Orgemont Nord	43 500	61 500	73 000
Orgemont Sud (ancien Soverini)	-	-	43 000
Butte Chataigniers	52 000	48 000	42 500

Hedoit	25 000	27 000	28 000
Gardiennage	56 000	56 000	56 000
TOTAL	**176 500**	**192 500**	**242 500**
Participation de la ville d'Argenteuil	**119 550**	**130 550**	**165 550**

2.2. L'article 6 « Engagements de la Commune » rédigé ainsi :

« En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population aux espaces naturels et boisés des Buttes du Parisis et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, la Commune s'engage, sous réserve du vote des crédits par le conseil municipal, à verser la somme actualisée à hauteur du montant prévu à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.2.

Par ailleurs, la Ville s'engage à prendre en charge une partie des prestations d'entretien, notamment en matière de propreté. La définition précise de ces prestations et leurs modalités de mise en œuvre en partenariat avec l'AEV devront faire l'objet d'un avenant à la présente convention avant le 30 juin 2016.

La Commune s'engage à remettre annuellement à l'AEV une fiche récapitulative des prestations d'entretiens réalisées sur la propriété régionale l'année précédente dans le périmètre régional concerné.

La Commune s'engage à diffuser, sur tous supports de communication, l'action de la région Ile-de-France et de l'AEV en faveur de la mise en valeur et la protection des espaces naturels et boisés sur son territoire. »

Est modifié comme suit :

« En phase avec son souhait de favoriser l'accès de sa population aux espaces naturels et boisés des Buttes du Parisis et son souci de contribuer à y maintenir la biodiversité, la Commune s'engage, sous réserve du vote des crédits par le conseil municipal, à verser la somme actualisée à hauteur du montant prévu à l'article 4.1 et à la verser à l'AEV selon les modalités prévues à l'article 4.2.

Par ailleurs, la Commune s'engage à prendre en charge une partie des prestations d'entretien, notamment en matière de propreté. La définition précise de ces prestations et leurs modalités de mise en œuvre en partenariat avec l'AEV sont détaillées dans le cahier des charges joint en annexe 4.

La Commune s'engage à remettre annuellement à l'AEV une fiche récapitulative des prestations d'entretiens réalisées sur la propriété régionale l'année précédente dans le périmètre régional concerné.

La Commune s'engage à diffuser, sur tous supports de communication, l'action de la région Ile-de-France et de l'AEV en faveur de la mise en valeur et la protection des espaces naturels et boisés sur son territoire. »

2.3. L'article 7 « Avenant » rédigé ainsi :

« Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant, en particulier :

- pour préciser la définition et l'organisation des prestations prises en charge directement par les services de la Commune, conformément aux dispositions de l'article 6, et ce avant le 30 juin 2016 ;

- pour prendre en compte de nouveaux partenariats financiers concourant à l'entretien des Buttes ;
- en cas d'acquisition et/ou d'ouverture au public par la Région de nouvelles parcelles à Argenteuil ayant vocation à relever de la présente convention, pour rectifier les périmètres et les surfaces considérées ainsi que les montants correspondants. »

Est modifié comme suit :

« Toute modification substantielle de l'objet ou des conditions d'exécution de la présente convention donnera lieu à un avenant, en particulier :

- pour prendre en compte de nouveaux partenariats financiers concourant à l'entretien de l'espace naturel régional ;
- en cas d'acquisition et/ou d'ouverture au public par la Région de nouvelles parcelles à Argenteuil ayant vocation à relever de la présente convention, pour rectifier les périmètres et les surfaces considérées ainsi que les montants correspondants. »

2.3. L'annexe 3 « Entretien type des Buttes du Parisis » rédigée en suit :

ENTRETIEN TYPE
Agence des espaces verts
Entretien des plantations (arrosage, taille de formation, débroussaillage, etc) sur les zones nouvellement plantées
Zones enherbées :
Fauche 1 fois /an ou 1 fois tous les deux ans,
Zones fréquentées, accotements de chemins et chemins enherbés : maintien de la végétation à 15cm (par broyage)
Entretien des massifs d'arbustes
Abattage/élagage de sécurité
Elagage de lisière
Entretien du mobilier
Entretien des ouvrages hydrauliques : fossés, revers d'eau, buses
Régie (agents de l'AEV) :
Tournées de sécurité
Suivi des entreprises d'entretien (maîtrise d'œuvre)
Tournées de signalement (vérification du bon fonctionnement du site)
Tâches ponctuelles ne pouvant être intégrées dans les marchés
Gardiennage :
Tournées équestres et/ou VTT à minima :
1 fois par semaine
2 fois par weekend
La fréquence est susceptible d'augmenter avec l'augmentation des surfaces, selon la fréquentation à venir
(exemple : petites réparations, changement des cadenas, peinture scellement de panneaux ,...)
Ville d'Argenteuil
Propreté : corbeilles, déchets épars et dépôts
à préciser avant le 30 juin 2016

Est modifiée comme suit :

ENTRETIEN TYPE
Agence des espaces verts
Entretien des plantations (arrosage, taille de formation, débroussaillage, etc) sur les zones nouvellement plantées
Zones enherbées :
Fauche 1 fois /an ou 1 fois tous les deux ans,
Zones fréquentées, accotements de chemins et chemins enherbés : maintien de la végétation à 15cm (par broyage)
Entretien des massifs d'arbustes
Abattage/élagage de sécurité
Elagage de lisière
Entretien du mobilier
Entretien des ouvrages hydrauliques : fossés, revers d'eau, buses
Régie (agents de l'AEV) :
Tournées de sécurité
Suivi des entreprises d'entretien (maîtrise d'œuvre)
Tournées de signalement (vérification du bon fonctionnement du site)
Tâches ponctuelles ne pouvant être intégrées dans les marchés
Gardiennage :
Tournées équestres et/ou VTT à minima :
1 fois par semaine
2 fois par weekend
La fréquence est susceptible d'augmenter avec l'augmentation des surfaces, selon la fréquentation à venir
(exemple : petites réparations, changement des cadenas, peinture scellement de panneaux ,...)
Ville d'Argenteuil
Propreté : corbeilles, déchets épars et dépôts

2.4. Le cahier des charges des prestations de propreté prises en charge par la Commune annexé au présent avenant constitue l'annexe 4 de la convention.

ARTICLE 3 – DISPOSITIONS DIVERSES

Les autres dispositions de la convention demeurent applicables dans la mesure où elles restent inchangées.

Fait à Pantin, en deux exemplaires originaux,

Le .....

Pour la Commune d'Argenteuil	Pour l'Agence des Espaces Verts de la Région d'Ile-de-France

Georges MOTHRON

Maire

AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

ENTRETIEN DES ESPACES VERTS REGIONAUX

ANNEXE 4

CAHIER DES CHARGES
OPERATIONS DE PROPRETE
COMMUNE D'ARGENTEUIL

SOMMAIRE

I.		**GÉNÉRALITÉS**	**3**
	I-A.	**PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**	**3**
	I-A-1	Objet du marché d'entretien	3
	I-A-2	Prestations d'entretien courant	3
	I-A-3	Prestations occasionnelles d'entretien	3
	I-A-4	Règlement, normes et qualification	3
	I-A-5	Dégradations	3
	I-A-6	Organisation et police du chantier	4
	I-A-7	Qualification du personnel	4
	I-A-8	Documents graphiques	4
	I-B.	**DÉROULEMENT DES PRESTATIONS**	**5**
	I-B-1	Interlocuteurs	5
	I-B-2	Procédures d'intervention	5
	I-B-3	Déroulement du chantier	5
	I-B-4	Communication entre l'AEV et la commune	6
II.		**CLAUSES ENVIRONNEMENTALES**	**8**
	II-A.	**Généralités**	**8**
	II-A-1	Respect du milieu naturel	8
	II-B.	**Fournitures et matériaux**	**8**
	II-B-1	Sacs poubelle	8
	II-C.	**Modalités techniques**	**8**
	II-C-1	Matériels utilisés et pollution des milieux	8
	II-C-2	Gestion des déchets	9
	II-C-3	Limitation des nuisances sonores	9
	II-D.	**SYNTHESE**	Erreur ! Signet non défini.
III.		**MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX**	**10**
	III-A.	**Déchets**	**10**
	III-A-1	Ramassage et évacuation de déchets épars	10
	III-A-2	Ramassage et évacuation de déchets épars avec tri sélectif	10
	III-A-3	Ramassage et évacuation de déchets flottants sur un plan d'eau	10
	III-A-4	Collecte et évacuation du sac poubelle d'une corbeille de moins de 130 L	10
	III-A-5	Mise à disposition d'une benne à ordures	11
	III-A-6	Ramassage et évacuation de dépôts de déchets végétaux	11
	III-A-7	Ramassage et évacuation de dépôts de déchets métalliques	11
	III-A-8	Ramassage et évacuation de dépôts de déchets inertes	11
	III-A-9	Ramassage et évacuation de dépôts de matériaux nécessitant un traitement spécifique	11
	III-A-10	Ramassage et évacuation de dépôts de déchets ménagers	11
	III-A-11	Ramassage et évacuation de dépôts de pneus	11
	III-A-12	Ramassage et évacuation de dépôts d'encombrants	11
	III-A-13	Nettoyage d'aires de feu	12
	III-A-14	Ramassage et évacuation de dépôts amiantés	12

I. GÉNÉRALITÉS

Préambule
Le présent cahier des charges a vocation à être annexé à la convention de participation aux frais d'entretien conclue entre l'AEV et la commune d'Argenteuil, dans laquelle cette dernière s'engage, en particulier, à faire réaliser par ses équipes toutes les opérations de propreté sur les propriétés régionales situées sur la commune.
Par conséquent, la commune s'engage à assurer un bon niveau de propreté du site et une parfaite communication entre les services des deux organismes signataires.
En effet, l'AEV, en tant que gestionnaire, a la responsabilité des faits survenus sur les propriétés régionales et ne doit pas être mise en difficulté du fait des actions de la commune. Ainsi, toutes réclamations concernant les interventions dévolues à la commune lui seront transférées.

En aucun cas la commune ne pourra faire intervenir un organisme tiers sans en avertir l'AEV au préalable.

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

I-A-1 Objet du marché d'entretien

Le présent cahier des charges concerne les prestations d'entretien courant et d'entretien à titre occasionnel ou exceptionnel sur les espaces verts de la commune d'Argenteuil, propriétés de la Région Île-de-France, et dont la gestion est confiée à l'Agence des Espaces Verts de la région d'Île-de-France.
Sur ces sites s'appliquent des prestations d'entretien courant planifiées en début d'année ainsi que des prestations occasionnelles d'entretien, réalisées au fur et à mesure de besoins ponctuels.
La commune peut utiliser un prestataire extérieur pour le ramassage et l'évacuation des dépôts amiantés.

I-A-2 Prestations d'entretien courant

Elles sont planifiées par année civile et correspondent aux travaux d'entretien permanents et réguliers visant à maintenir ou à développer la qualité d'accueil et la propreté des espaces verts régionaux.
Les postes sont :
- collecte et évacuation de corbeilles
- le ramassage de déchets épars et de dépôts

I-A-3 Prestations occasionnelles d'entretien

Elles concernent des travaux dont la fréquence ou la quantité sont indéterminées ou encore des travaux complémentaires à l'entretien courant.

I-A-4 Règlement, normes et qualification

Les accessoires de travaux, doivent être estampillés « NF » ou équivalent et conformes aux normes de l'UE sur la sécurité et l'environnement. Les prestations sont à réaliser conformément à tous les décrets, arrêtés, normes et règlements en vigueur.

I-A-5 Dégradations

La commune est entièrement responsable des détériorations que ses équipes causeraient aux ouvrages, aux équipements, à la voirie, aux véhicules de tiers, aux sols et à la végétation qu'ils soient sur la propriété régionale ou à l'extérieur.
La commune doit adapter la charge de ses véhicules ou de ses engins aux conditions d'accès de chaque site et à la résistance des sols, annuler ou retarder les travaux dans le cas de conditions atmosphériques mauvaises (terrain détrempé, dégel…). Le poids total en charge (P.T.A.C.) des véhicules circulant sur le site doit être adapté à la portance des sols.

Tout dégât sur les végétaux et autres éléments est de la responsabilité de la commune.

Toute dégradation importante d'un élément de mobilier ou d'un équipement forestier fera l'objet d'un remplacement ou d'une réparation par la commune, après accord de l'AEV.
Tout dégât, comprenant les blessures, l'écorçage, l'étêtage, le bris d'une branche maîtresse ou d'un tronc, la mutilation d'une racine, à des végétaux ligneux dont la taille permet leur remplacement à l'identique sera remplacé à l'identique.
Les mêmes dégâts à un végétal ligneux dont la taille ne permet pas le remplacement à l'identique sera remplacé par un autre arbre de diamètre inférieur, après accord de l'AEV.

Lors de chacune des interventions à l'aide d'engins, la commune veillera à prendre en considération la portance des sols ainsi que les conditions climatiques afin de s'assurer de ne causer aucun dégâts sur les sols, en particulier les ornières et décapage de végétation dû au patinage des pneumatiques/chenilles. Elle devra les remettre en état le cas échéant.

I-A-6 Organisation et police du chantier

Toute prestation devant être réalisée un lundi, mardi, mercredi, jeudi ou vendredi, si ce jour est férié, est réalisée la veille ou le lendemain de ce jour férié (en fonction du planning de la commune)
La continuité du service doit être assurée sans interruption.

Les vêtements de travail, les véhicules et le matériel doivent avoir en permanence un aspect propre et correct. Les véhicules et matériels doivent être en bon état de fonctionnement, les carrosseries doivent être sans bosse ni rouille. Les véhicules et vêtements portent le logo de la commune.

Par ailleurs, la commune aura à sa charge :

- Toutes les demandes d'arrêté de circulation nécessaires au bon déroulement de la prestation.

I-A-7 Qualification du personnel

La commune est tenue de transmettre la liste nominative des personnels intervenant sur les propriétés régionales
Ces personnels communaux doivent pouvoir parler français couramment et être capable d'informer le public, s'il est questionné, sur la gestion par l'AEV et la commune ainsi que sur le règlement intérieur du site.

I-A-8 Documents graphiques

Pour chaque site, des plans de localisation des interventions réalisées jusque-là par l'AEV sont fournis par l'AEV.

I-A-9 Interlocuteurs

La commune désigne un référent technique unique pour communiquer avec l'AEV.
L'AEV n'a qu'un seul interlocuteur, le chef de chantier ou conducteur
Il est impérativement remplacé lors de ses congés ou absences et veillera à en informer préalablement l'AEV en lui communiquant les coordonnées de son remplaçant.

I-A-10 Procédures d'intervention

Afin de coordonner au mieux les travaux des prestataires de l'AEV, les manifestations et autres évènements avec l'intervention de la commune, la communication des plannings est particulièrement importante.

- **Pour les prestations d'entretien courant**

Un planning d'intervention pour les prestations d'entretien courant est défini pour chacun des espaces concernés par la convention en accord avec l'AEV.
En cas d'événement impondérable empêchant l'intervention de la commune, cette dernière prévient immédiatement l'AEV avec laquelle elle convient d'une nouvelle date. Elle confirme alors dans un délai maximum de 24 heures, par mail, la date, le lieu et l'heure de son intervention.

- **Pour les prestations occasionnelles d'entretien**

La commune doit régulièrement réaliser des tournées de signalement sur l'ensemble des espaces objets de la convention afin de détecter tout nouveau dépôt de déchets et d'en planifier le retrait.
L'AEV fournira à la commune les rapports de la brigade équestre. La commune devra alors planifier le retrait des nouveaux dépôts.
Quarante-huit heures avant intervention la commune informe l'AEV de la nature, la date, le lieu et l'heure d'intervention.
En cas d'événement impondérable empêchant l'intervention de la commune, cette dernière prévient immédiatement l'AEV avec laquelle elle convient d'une nouvelle date. Elle confirme alors dans un délai maximum de 24 heures, par mail, la date, le lieu et l'heure de son intervention.

Lors de ses tournées de signalement, la commune se doit de signaler à l'AEV toute anomalie constatée sur le site, y compris en dehors de son champ d'intervention. Par exemple, des dégradations des milieux ou des équipements, ou un problème de sécurité (arbre menaçant ou autre).

I-A-11 Déroulement du chantier

- **Sécurité**

L'AEV attire l'attention de la commune sur le fait que les sites sont des lieux publics parfois limitrophes d'habitations ou d'équipements publics. Elle doit donc veiller à prendre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des riverains et des usagers pendant toute la durée des travaux.

En cas d'avis de vents forts (vents d'une vitesse supérieure à 80km/h), les prestations de nettoyages seront reportées. Il est de la responsabilité de la commune de se tenir informée des prévisions auprès des services de Météo France et d'informer l'AEV dans le cas où elle juge nécessaire d'annuler l'intervention.

En cas de manquement par la commune aux règles de sécurité ou aux prescriptions techniques, l'AEV peut à tout moment demander l'arrêt de la prestation.

- **Signalisation**

Pendant l'exécution des travaux, toutes les entrées et sorties doivent être signalées par des panneaux réglementaires établis par la commune.
Elles sont nettement dégagées de part et d'autre, afin de permettre le maximum de visibilité des véhicules du chantier et d'attirer l'attention du public.

- **Circulation**

Les itinéraires de transport à l'intérieur de chaque site doivent être soumis à l'approbation de l'AEV.
La circulation à l'intérieur des massifs donne toujours la priorité aux cycles et aux piétons. La vitesse ne doit en aucun cas dépasser 30 kilomètres à l'heure.
Il est fourni à la commune **une clé ouvrant les barrières** de chaque site. Celles-ci doivent être refermées à clé après chaque franchissement de véhicule ou d'engin, à l'aller comme au retour.
Les conséquences découlant d'une barrière non refermée par la commune et prouvé comme tel, sont de sa responsabilité. Les coûts de remise en état lui seront facturés par l'AEV.

- **Propreté du site**

La commune est responsable du nettoyage des voies du domaine public salies par le passage de ses camions ou autres engins. Elle est également responsable de toute dégradation constatée sur les voiries et trottoirs du domaine public, consécutives au passage, manœuvres ou stationnement de ses camions ou autres engins.
En cas de dégradation des voies publiques utilisées, la commune a la charge de procéder à l'entretien et à la réfection des dégradations.
La commune doit quitter ou laisser le chantier propre et libre de tout déchet ou produit dangereux pendant et après l'exécution des travaux.
Le stockage des déchets sur le site n'est pas autorisé. Ainsi, la commune doit chaque jour, trier et procéder à l'enlèvement et au transport des déchets sur des sites d'évacuation ou de traitement autorisés.

L'AEV étant responsable de ses déchets jusqu'au terme de leur traitement, la commune doit lui fournir les bons de dépôt indiquant la destination des déchets et leur quantité. La commune devra sous forme de tableau réaliser un bilan mensuel.

I-A-12 Communication entre l'AEV et la commune

Les référents techniques responsables du site conviennent de se rencontrer à une fois par mois afin de coordonner et valider les plannings d'intervention.
Le compte-rendu de ces réunions est rédigé par l'AEV et signé contradictoirement, la commune en recevant un exemplaire. Si aucune observation n'est formulée dans les deux jours ouvrables suivant la réception, les décisions prises lors de ces réunions sont exécutoires passé ce délai.

L'AEV se réserve le droit de signaler tout dysfonctionnement entrant dans les obligations de la commune indiquées dans la convention qu'elle constatera (dépôt de déchets notamment) et la commune se devra de proposer un planning d'intervention dans les 48h afin d'y remédier dans les plus brefs délais.

Tableau récapitulatif des pièces

Qui ?	Prestations	Quand ?	Action / Document
AEV et commune	Courantes	Réunion mensuelle	Planning d'intervention signé des deux parties

Commune	Occasionnelles	48h avant intervention	par mail.

II. CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

Généralités

II-A-1 Respect du milieu naturel

La commune doit, en circulant avec ses véhicules, veiller à ne pas altérer le milieu naturel et se conformera à l'itinéraire technique validé par l'AEV. Tout changement d'itinéraire technique se fera avec l'accord de l'AEV afin de ne pas risquer de détruire la faune, la flore ou les habitats naturels.
La commune s'abstiendra de toute cueillette pour préserver la flore et signalera à l'AEV toute anomalie ou découverte concernant la faune et la flore du site.

Fournitures et matériaux

II-A-2 Sacs poubelle

Ils sont en matériaux 100% biodégradables et compostables de type "Bioplast GF 106/02" ou équivalent conformes à la norme EN 13432 ou équivalent et doivent bénéficier de la certification "OK Compost" ou équivalent.
Ils sont ", d'une contenance minimum de 110 litres (110 x 70)., La taille et la forme des sacs devront être adaptées aux corbeilles présentes sur les sites.
Les sacs doivent porter les mentions "100% biodégradable et compostable à base de matière végétale renouvelable" et "OK Compost", ou équivalent.
Les sacs sont soumis à l'agrément de l'AEV.

Modalités techniques

II-A-3 Matériels utilisés et pollution des milieux

Pollutions accidentelles

La commune devra fournir à ses équipes, dans chaque véhicule un kit anti-pollution, permettant de limiter l'impact d'une pollution accidentelle du milieu naturel.
Il devra contenir les produits nécessaires pour :

- contenir et arrêter la propagation de la pollution (boudins, coussins)
- Absorber les liquides sur le sol (feuilles)
- Récupérer les déchets d'absorbants (sac poubelles)
- Protéger le manipulateur (gants spécifiques)
- Utiliser le kit (manuel)

Ses équipes devront être formées à l'utiliser.
En cas de pollution accidentelle, l'équipe concernée devra utiliser ce kit en premier lieu et **prévenir l'AEV dans l'heure qui suit**.

Toute équipe utilisant des petits matériels à moteur thermique nécessitant un approvisionnement en carburant sur le site entretenu devra disposer de contenant munis de bouchons automatiques.

Utilisation d'engins thermiques

Les engins utilisés devront à minima être conformes à la réglementation en vigueur en ce qui concerne les émissions de gaz à effet de serre.

II-A-4 Gestion des déchets

Déchets du chantier

Lors de toute intervention, la commune ne devra laisser aucun déchet, notamment lorsque le repas est pris sur le site.

Déchets verts

Une attention particulière sera accordée aux déchets verts qui devront, conformément au code de l'environnement, faire l'objet d'une valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir, à partir des déchets, des matériaux réutilisables ou de l'énergie

La commune veillera à limiter au strict minimum le volume des déchets à évacuer : tri et recyclage direct sur site des déchets végétaux compatibles avec le projet (mulchage) etc.

Les propositions de réemploi sur site, à l'initiative de la commune, seront examinées et validées par l'AEV.

Comptabilité

La commune devra fournir mensuellement les bordereaux de mise en décharge des déchets. La commune devra sous forme de tableau réaliser un bilan mensuel.

II-A-5 Limitation des nuisances sonores

Sauf si cela est indiqué spécifiquement dans le descriptif de la tâche, les interventions n'auront pas lieu le weekend, ni les jours fériés.

A moins de 150m de zones d'habitation, les interventions nécessitant l'usage de matériel motorisé devront avoir lieu entre 7h et 18h.

De manière générale, la commune devra privilégier le petit matériel à motorisation électrique ou toute autre source d'énergie non bruyante.

III. MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

Déchets

Le délai de la ou des tâche(s), sauf commande complémentaire de tâches de réduction de délai, ne pourra être inférieur à 3 jours.

III-A-1 Ramassage et évacuation de déchets épars

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les déchets épars, y compris les vestiges de feux ponctuels, situés sur les surfaces désignées par l'AEV. Les surfaces sont parcourues visuellement et chaque détritus est ramassé dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.
La commune veillera, en cas d'utilisation de sacs poubelle comme contenant, à utiliser uniquement des sacs biodégradables comme décrit au chapitre II du présent cahier des charges.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.
La commune doit déposer tous les déchets dans des décharges agréées et fournir au maître d'ouvrage les justificatifs de mise en décharge.
Le transport des déchets doit être réalisé dans un véhicule permettant d'isoler les occupants des déchets.
Lorsque le ramassage des déchets est bi hebdomadaire, il doit avoir lieu le lundi et le vendredi.

III-A-2 Ramassage et évacuation de déchets épars avec tri sélectif

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les déchets épars, y compris les vestiges de feux ponctuels, situés sur les surfaces désignées par l'AEV. Les surfaces désignées sont parcourues visuellement et chaque détritus est ramassé dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité.
La commune veillera, en cas d'utilisation de sacs poubelle comme contenant, à utiliser uniquement des sacs biodégradables comme décrit au chapitre II du présent cahier des charges. Ils devront être d'une couleur spécifique suivant la collecte (Emballage, Ordures ménagères, verre).

Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.
La commune doit réaliser un tri sélectif des emballages (plastique, carton, métal, verre) qu'elle ramasse par rapport au reste des déchets.
Le transport des déchets doit être réalisé dans un véhicule permettant d'isoler les occupants des déchets.

III-A-3 Ramassage et évacuation de déchets flottants sur un plan d'eau

La prestation consiste à ramasser par tout moyen et à évacuer tous les déchets flottants et/ou visibles depuis la surface d'un plan d'eau ou à proximité.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.

III-A-4 Collecte et évacuation du sac poubelle d'une corbeille de moins de 130 L

La prestation consiste à ramasser et à évacuer les déchets épars et tout dépôt d'ordures ménagères d'un volume inférieur à 0,25 mètre cube situés dans un rayon de deux mètres autour de la corbeille, puis à évacuer le sac de la corbeille.
Ensuite, La commune débarrasse l'intérieur de la corbeille de tous les débris ou déchets qui auraient pu y rester et met en place un sac neuf conforme au chapitre II du présent cahier des charges, aux endroits prévus à cet effet. Préalablement à sa mise en place, le sac est retourné de façon à ce que les mentions imprimées apparaissent sur la partie du sac retournée à l'extérieur de la poubelle.
Ces déchets et ces sacs doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. La commune doit déposer tous les déchets dans des décharges agréées et fournir à l'AEV les justificatifs de mise en décharge.

Le transport des déchets doit être réalisé dans un véhicule permettant d'isoler les occupants des déchets.

III-A-5 Mise à disposition d'une benne à ordures

La prestation consiste en la mise à disposition d'une benne à ordures fermée de 10 mètres cube, à un endroit désigné l'AEV et la commune. .
La benne doit être en bon état sans bosse ni rouille et débarrassée de tout déchet et salissure.
Lors de l'évacuation de la benne, le ramassage des déchets épars sur une surface correspondant à la projection au sol de la benne, augmentée d'une surface de deux mètres de largeur au-delà de chaque côté doit être réalisé.

III-A-6 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets végétaux

La prestation concerne tout élément végétal, qu'il s'agisse d'herbes, de ligneux, d'arbres ou de parties d'arbres.
La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous produit d'origine végétale indiquée l'AEV et la commune.
Ces produits seront en tas posé sur le sol. La prestation ne comprend pas l'arrachage ou la coupe de végétaux.

Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. Les déchets végétaux sont déposés, aux frais de la commune, dans des plates-formes de broyage compostage (type plate-forme VEGETERRE, marque déposée par l'A.D.E.M.E ou équivalent) afin d'être recyclés en amendement végétal.
Pour le cas où la commune n'est pas propriétaire de la plate-forme, elle doit fournir les justificatifs de mise en décharge des déchets végétaux.

III-A-7 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets métalliques

La prestation concerne tout dépôt composé à plus de 75% de produits métalliques, ferreux ou non (comme par exemple, les dépôts issus de démontage de clôture métallique ou portail).
La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts désignés par l'AEV et la commune.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.

III-A-8 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets inertes

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts de déchets inertes.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.

III-A-9 Ramassage et évacuation de dépôts de matériaux nécessitant un traitement spécifique

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts de matériaux nécessitant un traitement spécifique (huile, batteries, peintures, bois traité, restes d'animaux, extincteurs, bouteilles de gaz etc.…) sauf les déchets amiantés.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. Les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur relatif à chacun des déchets collectés, pour le ramassage comme le transport, devront être rigoureusement respectées.
La commune doit déposer tous les déchets dans des décharges agréées et fournir à l'AEV les justificatifs de mise en décharge.

III-A-10 Ramassage et évacuation de dépôts de déchets ménagers

La prestation consiste à ramasser tout dépôt de déchets ménagers, de papier, de carton, de déchets fermentescibles, de plastiques, de verres, de fines, de textiles, de bois, de cuir, de caoutchouc ainsi que de matières organiques et à en évacuer tous les produits.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site.

III-A-11 Ramassage et évacuation de dépôts de pneus

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts de pneus.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. Les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur relatif à ce type de déchets, pour le ramassage comme le transport, devront être rigoureusement respectées.

III-A-12 Ramassage et évacuation de dépôts d'encombrants

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les produits de dépôts d'encombrants.
Par encombrant, on entend tout déchet d'une seule pièce supérieure à ¼ de m³.
Ces déchets doivent être évacués immédiatement, sans être entreposés sur le site. Les normes d'hygiène et de sécurité en vigueur relatif à ce type de déchets, pour le ramassage comme le transport, devront être rigoureusement respectées.

III-A-13 Nettoyage d'aires de feu

La prestation s'applique à des surfaces brûlées dont la plus grande dimension est supérieure à un mètre. Pour des dimensions inférieures l'article III-A-10 s'applique.
La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les matériaux, débris et déchets du feu de camp ainsi que ceux situés dans un rayon de deux mètres de longueur autour du feu de camp.

III-A-14 Ramassage et évacuation de dépôts amiantés

La prestation consiste à ramasser et à évacuer tous les dépôts de déchets amiantés se situant en milieu extérieur et ne nécessitant pas de plan de retrait selon la règlementation.
La commune devra procéder à l'aspersion permanente des déchets pour éviter toute dispersion de poussières dans l'atmosphère. Les personnes chargées des opérations devront être **équipées d'EPI adaptés** :

- tenue jetable de type 5/6,
- bottes
- masque à assistance respiratoire.

La commune devra mettre à disposition à proximité de la zone de travaux une **Unité mobile de décontamination.**
Ces déchets doivent être **évacués immédiatement** sans être entreposés sur le site.
La commune doit déposer tous les déchets dans des décharges agréées et fournir à AEV les justificatifs de mise en décharge.

Contexte réglementaire :

Les activités de ramassage de déchets amiantés entrent dans le champ du point 2° de l'article R. 4412-94 du code du travail, activités dites de sous-section 4, et sont susceptibles d'exposer les travailleurs aux fibres d'amiante : « […] interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante »

Elles s'inscrivent dans les disposions réglementaires fixées aux articles R. 4412-94 à R. 4412-124 (définitions et dispositions communes à toutes les activités) et R.4412-144 à R. 4412-148 (dispositions spécifiques aux activités dites de « sous-section 4 »).

Ainsi, vous devez faire appel à une entreprise qui aura les obligations suivantes :

- Former les opérateurs à la prévention du risque amiante suivant les dispositions prévues par l'arrêté du 23 février 2012 ;

- Établir des modes opératoires en décrivant les processus mis en œuvre et les consigner dans le document unique de l'entreprise ;

- Estimer les niveaux d'empoussièrement des processus mis en œuvre, en faisant appel à un laboratoire accrédité pour ces mesures ; puis en fonction du résultat adapter les équipements de protection collective et individuelle des opérateurs (combinaison type 5, appareil de protection respiratoire…)

- Vérifier le respect de la valeur limite d'exposition professionnelle des travailleurs, fondé sur l'évaluation des niveaux d'empoussièrement des processus, conformément à l'arrêté du 14 août 2012 ;

- Consulter son médecin du travail et les instances représentatives du personnel de son entreprise sur le mode opératoire décrit ;

- Envoyer ses modes opératoires aux instances concernées (inspection du travail, CARSAT).

Dans le cadre d'activités dites de sous-section 4, il ne s'agit pas d'un plan de retrait à rédiger mais d'un mode opératoire.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-089 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la convention-type « AEV-Éducation Nationale » relative aux modalités d'intervention des éco-animateurs de l'Agence des espaces verts dans les établissements scolaires et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions à conclure.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU la délibération N°CR 06-01 du 23 janvier 2001 du conseil régional d'Ile-de-France relatif à l'éducation à l'environnement et notamment son article 3 ;

VU la délibération N°11-123BIS du 20 septembre 2011 à l'approbation de la convention-type AEV-Éducation Nationale relative aux modalités d'intervention des éco-animateurs de l'Agence des espaces verts dans les établissements scolaires ;

VU le rapport présenté la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve la convention-type AEV-Éducation ci-annexée, relative aux modalités d'intervention des éco-animateurs de l'Agence des espaces verts dans les établissements scolaires d'Ile-de-France.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer les conventions à conclure.

Article 3 : La délibération N°11-123BIS du 20 septembre 2011 est rapportée.

Nombre de votants ..... :	11
Votes POUR ..... :	10+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

N° ENREGISTREMENT IA :

CONVENTION
ENTRE L'AGENCE DES ESPACES VERTS DE LA REGION D'ILE DE FRANCE
ET L'EDUCATION NATIONALE

ENTRE :

Ministère de l'Éducation national, représenté par Monsieur (ou Madame) l'Inspecteur (-trice) d'Académie, Directeur (trice) des services départementaux de l'Éducation Nationale du ……,

Ci-après désigné, « l'Éducation nationale »

D'une part,

ET :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, Établissement public régional à caractère administratif, sise, Cité Régionale de l'environnement, 90 – 92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN,
Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°…….. du ……

Ci-après désignée, « l'Agence »

D'autre part,

PREAMBULE

Les programmes Forestiers Juniors et Agriculteurs Juniors mis en place par l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile de France sur les domaines régionaux s'adressent prioritairement aux enfants des écoles primaires (du CP au CM2).

Ce cursus d'éducation à l'environnement vise un objectif triple : observer, comprendre et protéger. Pour cela, les animations traitées de préférence sur le terrain, sur un site régional, abordent des thématiques variées (découverte sensorielle, milieu forestier, faune, flore, écocitoyenneté ...).

Les interventions sont proposées aux classes par demi-journées.

Chaque classe inscrite pourra bénéficier sur l'année scolaire de 2 à 6 interventions « Forestiers Juniors ».

La contribution des collectivités, à raison d'un animateur par classe, s'élève à 2 € TTC par demi-journée et par élève dans le cadre du programme forestiers juniors et des animations en salle du programme agriculteurs juniors. Elle s'élève à 4 € TTC par demi-journée et par élève pour les sorties sur une exploitation agricole dans le cadre du programme agriculteurs juniors.

Cette participation sert à couvrir une partie des frais de gestion de la Mission Éducation à l'Environnement de l'Agence.

Sauf cas exceptionnel, chaque classe est suivie par le même éco-animateur.

Ceci rappelé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er :

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention des éco-animateurs de l'Agence, dans le cadre du programme Forestiers Juniors avec les écoles :

- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)
- NOM ECOLE (Commune)

ARTICLE 2 :

Les interventions ont lieu soit dans des classes des écoles citées ci-dessus, soit dans les domaines régionaux proches des établissements scolaires concernés.

Les plannings des animations Forestiers Juniors et Agriculteurs Juniors sont établis par la Mission Éducation à l'Environnement en liaison avec les enseignants.

Pour l'année scolaire 20…/20…, le lancement du projet est fixé à ……, sous réserve de l'obtention de l'agrément de l'Inspecteur (-trice) d'Académie.

ARTICLE 3 :

Le contenu pédagogique des programmes Forestiers Juniors et Agriculteurs Juniors sont établis dans le respect des textes en vigueur :

- la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005,
- les programmes d'enseignement de l'école primaire (arrêté du 09 juin 2008).

Chaque cycle d'activités aura une durée suffisante propre à garantir une véritable continuité des apprentissages.

Chacun de ces modules fera l'objet d'un projet détaillé conforme aux orientations du projet de l'école.

ARTICLE 4 :

Les conditions de sécurité ainsi que la responsabilité de chacun sont définies par les textes suivants :

- circulaire 92-196 du 3 juillet 1992 (participants d'intervenants extérieurs, responsabilités respectives),
- circulaire 99-136 du 23 septembre 1999 (organisation des sorties scolaires, encadrement des activités sportives ; taux d'encadrement normal, renforcé activités interdites).

Les éco-animateurs relèvent pour leurs activités en classe ou sur le terrain, du contrat d'assurance souscrit par l'Agence.

ARTICLE 5 :

Les rôles respectifs des enseignants et des intervenants sont définis par la circulaire 92-196 du 3 juillet 1992.

✓ **LE « MAITRE » DE LA CLASSE :**

La responsabilité pédagogique de l'organisation des activités scolaires incombe à l'enseignant titulaire de la classe (ou à celui de ses collègues nommément désigné dans le cadre d'un échange de service ou de remplacement). Il en assure la mise en œuvre par sa participation et sa présence effective.

Selon le type d'organisation retenue, le « maître » de la classe pourra :

- mettre en œuvre une gestion collective avec l'intervenant dans le cas où le groupe classe n'est pas fractionné,
- prendre en charge l'activité d'enfants en particulier si les élèves sont répartis en groupes séparés.

✓ **L'INTERVENANT :**

L'intervenant titulaire du diplôme requis (loi 84-610 du 16 juillet 1984) et agréé chaque année par l'Inspecteur ou l'Inspectrice d'Académie (circulaire 92-196 du 3 juillet 1992) apporte un éclairage technique à la classe. Il est associé à l'élaboration du projet pédagogique, la préparation des séquences. Il organise leur mise en œuvre et leur évaluation, sans pour cela se substituer au maître de la classe.

Les éco-animateurs de l'Agence ont un rôle de « personne ressource » et ils ne peuvent en aucun cas être comptés dans les effectifs d'encadrement.

ARTICLE 6 – MODALITES D'ANNULATION ET REPORT

6.1. Annulation à l'initiative de l'Agence :

L'Agence se réserve la possibilité de procéder à l'annulation d'une intervention si :

- Les conditions d'accueil du public, notamment la sécurité, ne sont pas favorables sur le site,
- Les conditions météorologiques ne sont pas adaptées,
- Un évènement pouvant être caractérisé de force majeure survenait.

L'intervention pourra, sous réserve de disponibilités dans les plannings, être reportée.

6.2. Annulation à l'initiative de l'Éducation nationale :

En cas d'annulation, l'Éducation nationale doit avertir la mission éducation à l'environnement dans les plus brefs délais.
Toute demande de report d'une intervention doit être exprimée au minimum 2 jours ouvrés avant la date de l'animation. L'intervention sera alors reportée, sous réserve de disponibilités dans les plannings.

ARTICLE 7 : ASSURANCE, RESPONSABILITÉ

L'Éducation nationale s'engage à contracter les assurances nécessaires à l'exercice de ou des animations relative(s) à la présente. L'Agence et ses éco-animateurs ne pourront être tenus responsables en cas de fait ou de faute résultant de l'Éducation nationale et/ou de l'un de ses commettants.

ARTICLE 8 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

ARTICLE 9 :

Un exemplaire de la présente convention sera conservé dans les archives des écoles. Les Directeurs (trices) en assureront la diffusion auprès des enseignants des classes concernées. Elle pourra toutefois être dénoncée dans les conditions énumérées par la circulaire 92-156 du 3 juillet 1992.

Fait, à Pantin, en deux exemplaires ,
Le ……

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile de France

Pour l'Éducation Nationale

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-090 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la convention-type relative aux programmes forestiers ou agriculteurs juniors de l'Agence et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'article 3 de la délibération N°CR 06-01 du 23 janvier 2001 du Conseil régional d'Ile de France relatif à l'éducation à l'environnement ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve la conclusion de la convention-type (à titre onéreux) ci-annexée.

Article 2 : Approuve la fixation d'une contribution des collectivités territoriales ou des écoles concernées, à hauteur de :

- 2 € TTC par demi-journée et par élève dans le cadre du programme forestiers juniors et des animations en salle du programme agriculteurs juniors
- 4 € TTC par demi-journée et par élève pour les sorties sur une exploitation agricole dans le cadre du programme agriculteurs juniors

Article 3 : Habilite la Présidente à signer les conventions à conclure.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget principal de l'Agence des espaces verts.

Article 5 : L'actualisation des tarifs sera faite périodiquement dans le cadre d'une délibération unique « barèmes et tarifs », portant sur l'actualisation générale des tarifs pratiqués par l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants.....	11
Votes POUR.....	10+1
Votes CONTRE.....	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote ...:	0

CONVENTION

RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME

FORESTIERS JUNIORS OU AGRICULTEURS JUNIORS

ENTRE :

……., située……

Représenté(e) par ……., [fonction]……..

Ci-après désigné (e), « le Bénéficiaire »,

D'une part,

ET :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, Établissement public régional à caractère administratif, sise Cité Régionale de l'environnement, 90 – 92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN,

Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°…….. du ……

Ci-après désignée, « l'Agence »,

D'autre part,

PREAMBULE

Le programme Forestiers Juniors et Agriculteurs Juniors mis en place par l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile–de-France sur les domaines régionaux s'adresse prioritairement aux enfants des écoles primaires (du CP au CM2).

Ce cursus d'éducation à l'environnement vise un objectif triple : observer, comprendre et protéger. Pour cela, les animations réalisées de préférence sur le terrain, sur un site régional (forêt, milieu agricole…) ou en salle, abordent des thématiques variées (découverte sensorielle, milieu forestier, milieu agricole, faune, flore, écocitoyenneté, découverte d'une exploitation …).

Les interventions sont proposées aux classes par demi-journées.

Chaque classe inscrite pourra bénéficier sur l'année scolaire de 2 à 6 interventions Forestiers Juniors ou Agriculteurs Juniors.

Lors de l'inscription des classes et du choix des thématiques par les enseignants, l'école communiquera à la mission Éducation à l'Environnement le nombre d'élèves par classe qui participera aux interventions durant l'année, sur la base duquel l'Agence calculera la participation du bénéficiaire.

La contribution du Bénéficiaire, à raison d'un animateur par classe, s'élève à compter du 01/10/2016, à 2 € TTC par élève et par demi-journée à l'exception des interventions sur une exploitation agricole qui s'élèvent 4 € TTC par élève et par demi-journée (conformément à la délibération n° 16 -XX du Conseil d'Administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile de France du 20 septembre 2016). Cette participation vise à couvrir une partie des frais de gestion de la mission Éducation à l'Environnement de l'Agence.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er: OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention des éco-animateurs de l'Agence dans le cadre du programme Forestiers Juniors ou Agriculteurs Juniors avec les écoles suivantes :

- [*nom de l'école*, *nom de la commune*]

ARTICLE 2 : DETERMINATION DU NOMBRE D'ELEVES PARTICIPANT

[*Nombre de classes*], soit [*nombre d'élèves*] participent au(x) programme(s) [*nom du ou des programmes*] pour l'année scolaire *20XX/20XX*.

[*Nombre d'interventions*] sont donc prévues.

ARTICLE 3 : CONTRIBUTION FINANCIERE

La participation du Bénéficiaire s'élève donc à :

- [*Nombre d'interventions*] x [*nombre d'élèves*] x 2 € = *XX* euros TTC.

Et / ou (*cas des interventions sur une exploitation agricole*) :

- [*Nombre d'interventions*] x [*nombre d'élèves*] x 4 € = *XX* euros TTC.

Soit un total de : ***XX euros TTC***.

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION

Le bénéficiaire procédera au versement de sa contribution, en une seule fois, à terme échu, à l'ordre de :

Monsieur le Comptable des Établissements Publics Locaux
Code Banque : 30001, Code guichet : 00064
Numéro de compte : C 7510000000 – clé RIB : 61

ARTICLE 5 : MODALITE D'ANNULATION, REPORT ET CAS DE FORCE MAJEUR

5.1. Annulation à l'initiative de l'Agence :

L'Agence se réserve la possibilité de procéder à l'annulation d'une intervention si :

- Les conditions d'accueil du public, notamment la sécurité, ne sont pas favorables sur le site,
- Les conditions météorologiques ne sont pas adaptées,
- Un évènement pouvant être caractérisé de force majeure survenait.

L'intervention pourra, sous réserve de disponibilités dans les plannings, être reportée.

5.1. Annulation à l'initiative de l'enseignant :

En cas d'absence ou d'indisponibilité de l'enseignant, l'école doit avertir la mission éducation à l'environnement dans les plus brefs délais.
Toute demande de report d'une intervention doit être exprimée au minimum 2 jours ouvrés avant la date de l'animation. L'intervention sera alors reportée, sous réserve de disponibilités dans les plannings.
Toute intervention annulée dans un délai inférieur à deux jours ouvrés sera facturée et non reportée.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

L'Agence remettra à la fin de l'année scolaire au Bénéficiaire, le tableau récapitulatif du nombre d'interventions et des thèmes abordés, sur la base duquel le Bénéficiaire sera appelé à verser sa contribution.

ARTICLE 7 : ASSURANCE, RESPONSABILITÉ

Le Bénéficiaire s'engage à contracter les assurances nécessaires à l'exercice de ou des animations relative(s) à la présente. L'Agence et ses éco-animateurs ne pourront être tenus responsables en cas de fait ou de faute résultant du Bénéficiaire et/ou de l'un de ses commettants.

ARTICLE 8 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait, à Pantin, en deux exemplaires

Le……..

Pour le Bénéficiaire

Pour l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-091 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la convention-type relative à la mise en œuvre du programme pédagogique « De jour comme deux nuits » et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'article 3 de la délibération N°CR 06-01 du 23 janvier 2001 du Conseil régional d'Ile de France relatif à l'éducation à l'environnement ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve la conclusion de la convention-type (à titre onéreux) ci-annexée.

Article 2 : Approuve la fixation d'une contribution des collectivités territoriales ou des écoles concernées, à hauteur de 12 € TTC par demi-journée ou nuitée et par élève, dans le cadre du programme pédagogique « de jour comme deux nuits »

Article 3 : Habilite la Présidente à signer les conventions à conclure.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget principal de l'Agence des espaces verts.

Article 5 : L'actualisation des tarifs sera faite périodiquement dans le cadre d'une délibération unique « barèmes et tarifs », portant sur l'actualisation générale des tarifs pratiqués par l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	11
Votes POUR	10+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PEDAGOGIQUE « DE JOUR COMME DEUX NUITS »

ENTRE :

……., située……

Représenté (e) par ……., [fonction]……..

Ci-après, désigné (e), « le Bénéficiaire »,

D'une part,

ET :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, Établissement public régional à caractère administratif, sise, Cité Régionale de l'environnement, 90 – 92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN,

Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération ……. du ……

Ci-après désignée, « l'Agence »

D'autre part,

PREAMBULE

Le projet de jour comme deux nuits, mis en place par l'Agence sur les domaines régionaux, d'une durée de trois jours et deux nuits, s'adresse prioritairement aux élèves de CYCLE III ayant suivi le programme Forestiers Juniors.

Ce projet basé sur le sensoriel et l'émotionnel, permet une immersion dans la forêt, combinant campement et activités pédagogiques.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités d'intervention des éco-animateurs de l'Agence dans le cadre du projet de mini-camp avec la ou les école(s) et classes listée(s) ci-dessous :

- [*Nom de la commune*, *nom de l'école*, *nom de la classe*, *nombre d'élèves*]

ARTICLE 2 : DETERMINATION DU NOMBRE D'ELEVES PARTICIPANT

[*Nombre d'élèves*] (35 élèves maximum par classe), participeront au projet de jour comme deux nuits, pour l'année scolaire *20XX/20XX*.
[*Nombre de mini-camps*] sont programmés par la mission éducation à l'environnement, les :

- [*dates*, *lieu*]

ARTICLE 3 : CONTRIBUTION FINANCIERE

La contribution de l'organisme payeur, à raison de 12 euros TTC par élèves et par demi-journée ou nuitée, vise à couvrir une partie des frais de gestion de la mission éducation à l'environnement de l'Agence.

La participation s'élèvera donc à :

[*Nombre d'élèves*] x [*nombre de demi-journée ou nuitée*] x 12 € = **XX €** TTC

ARTICLE 4 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION

L'organisme procédera au versement de sa contribution, en une seule fois, à terme échu, à l'ordre de :

- Monsieur le Comptable des Établissements Publics Locaux
  Code Banque : 30001, Code guichet : 00064
  Numéro de compte : C 7510000000 – clé RIB : 61

Dès la réception de l'avis des sommes à payer adressé par l'Agence.

ARTICLE 5 : MODALITE D'ANNULATION, REPORT ET CAS DE FORCE MAJEUR

5.1. Annulation à l'initiative de l'Agence :

L'Agence se réserve la possibilité de procéder à l'annulation ou l'interruption du mini-camp si :

- Les conditions d'accueil du public, notamment la sécurité, ne sont pas favorables sur le site,
- Les conditions météorologiques ne sont pas adaptées,
- Un évènement pouvant être caractérisé de force majeure survenait.

Le mini-camp ne pourra être reporté.

5.2. Annulation à l'initiative de l'enseignant :

En cas d'annulation, l'école doit avertir la mission éducation à l'environnement dans les plus brefs délais.
Une annulation ne pourra donner lieu à aucun report.

ARTICLE 6 : SUIVI DE LA CONVENTION

L'Agence des Espaces Verts remettra à l'organisme payeur à la fin des mini-camps, le tableau récapitulatif du nombre d'élèves bénéficiaires et du nombre de demi-journée ou nuitée, sur la base duquel il sera appelé à verser sa contribution.

ARTICLE 7 : ASSURANCE, RESPONSABILITÉ

Le Bénéficiaire s'engage à contracter les assurances nécessaires à l'exercice de ou des animations relative(s) à la présente. L'Agence et ses éco-animateurs ne pourront être tenus responsables en cas de fait ou de faute résultant du Bénéficiaire et/ou de l'un de ses commettants.

ARTICLE 8 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait, à Pantin, en deux exemplaires
Le .....

Pour [le Bénéficiaire]

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile-de-France

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-092 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la convention-type à titre onéreux (4,6 et 8 €) pour la mise en œuvre d'animations ponctuelles de sensibilisation à l'environnement et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'article 3 de la délibération N°CR 06-01 du 23 janvier 2001 du Conseil régional d'Ile de France relatif à l'éducation à l'environnement ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve la conclusion de la convention-type ci-annexée.

Article 2 : Approuve la fixation d'une contribution des partenaires ou publics concernés, à hauteur de :

- 4 euros TTC par enfants, jeunes ou adultes et par demi-journée ou soirée (à partir de 19h00) du lundi au vendredi,
- 6 euros TTC par enfants ou jeunes et par demi-journée ou soirée (à partir de 19h) les samedis, dimanches et jours fériés,
- 8 euros TTC par adultes et par demi-journée ou soirée (à partir de 19h) les samedis, dimanches et jours fériés,

Article 3 : Habilite la Présidente à signer les conventions à conclure.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget principal de l'Agence des espaces verts.

Article 5 : L'actualisation des tarifs sera faite périodiquement dans le cadre d'une délibération unique « barèmes et tarifs », portant sur l'actualisation générale des tarifs pratiqués par l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	11
Votes POUR	10+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION RELATIVE À LA MISE EN ŒUVRE D'ANIMATIONS PONCTUELLES DE SENSIBILISATION A L'ENVIRONNEMENT

ENTRE :

……., située……

Représenté (e) par ……., [fonction]……..

Ci-après désigné, « le Bénéficiaire »

D'une part,

ET :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, Établissement public régional à caractère administratif, sise, Cité Régionale de l'environnement, 90 – 92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN,

Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°…….. du ……

Ci-après désignée, « l'Agence »

D'autre part,

Préambule,

L'image de l'Ile-de-France se réduit trop souvent à l'agglomération parisienne, alors que 80 % du territoire sont agricoles, forestiers ou naturels (landes, pelouses, zones humides, …). Cette Région, bien que soumise à la pression de l'urbanisation, se distingue aussi par sa richesse écologique et paysagère.

C'est ici que l'Agence intervient à travers la préservation de ces espaces mais aussi par une sensibilisation des franciliens à leur environnement qui demeure essentielle.

L'Agence, à travers les animations réalisées par sa mission éducation à l'environnement, permet donc, à tous les publics et à tous les âges, de découvrir ce patrimoine naturel et de devenir davantage coresponsables de la gestion durable du territoire régional.

C'est ainsi que l'Agence propose de conventionner avec ceux qui le souhaitent afin de mettre en œuvre ces objectifs.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1– OBJET DE LA CONVENTION ET CARACTERISTIQUES DES ANIMATIONS :

La présente convention a pour objet la réalisation de [*nombre d'animations*], organisées par les animateurs de l'Agence.

Les interventions sont programmées par la mission éducation à l'environnement le (ou les) :

- [*date*], [*horaires*], [*thème*], [*lieu de l'animation*]
- [*date*], [*horaires*], [*thème*], [*lieu de l'animation*]

Point de rendez-vous : [*à déterminez par les éco-animateurs]*

ARTICLE 2 – CONTRIBUTION FINANCIERE :

La contribution du Bénéficiaire s'élève, à :

Pour les interventions du lundi au vendredi :

- 4 euros TTC par enfants, jeunes ou adultes et par demi-journée ou soirée (à partir de 19h),

Pour les interventions les samedis, dimanches et jours fériés :

- 6 euros TTC par enfants ou jeunes et par demi-journée ou soirée (à partir de 19h),
- 8 euros TTC par adultes et par demi-journée ou soirée (à partir de 19h)

Celle-ci vise à couvrir une partie des frais de gestion de la mission éducation à l'environnement de l'Agence.

La participation s'élève donc à :

Pour les interventions du lundi au vendredi :

- [*Nombre d'enfants ou de jeunes*] x 4€ TTC par personne et par demi-journée ou soirée,

- [*Nombre d'adultes*] x 4€ TTC par personne et par demi-journée ou soirée,

Et/ou pour les interventions les samedis, dimanches et jours fériés :

- [*Nombre d'enfants ou de jeunes*] x 6€ TTC par personne et par demi-journée ou soirée,
- [*Nombre d'adultes*] x 8€ TTC par personne et par demi-journée ou soirée,

Soit un total de : **XX euros TTC**

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION :

Le Bénéficiaire procédera au versement de sa contribution, en une seule fois, à terme échu, à l'ordre de :

- Monsieur le Comptable des Établissements Publics Locaux
  Code Banque : 30001, Code guichet : 00064
  Numéro de compte : C 7510000000 – clé RIB : 61

Dès la réception de l'avis des sommes à payer adressé par l'Agence.

ARTICLE 4 – MODALITE D'ANNULATION ET REPORT

4.1. Annulation à l'initiative de l'Agence :

L'Agence se réserve la possibilité de procéder à l'annulation d'une intervention si :

- Les conditions d'accueil du public, notamment la sécurité, ne sont pas favorables sur le site,
- Les conditions météorologiques ne sont pas adaptées,
- Un évènement pouvant être caractérisé de force majeure survenait.

L'intervention pourra, sous réserve de disponibilités dans les plannings, être reportée.

4.2. Annulation à l'initiative du Bénéficiaire :

En cas d'annulation, le Bénéficiaire doit avertir la mission éducation à l'environnement dans les plus brefs délais.
Toute demande de report d'une intervention doit être exprimée au minimum 2 jours ouvrés avant la date de l'animation. L'intervention sera alors reportée, sous réserve de disponibilités dans les plannings.

Aucune animation programmée le samedi, dimanche ou jour férié ne sera reportée.

Toute intervention annulée dans un délai inférieur à deux jours ouvrés sera facturée et non reportée.

ARTICLE 5 – SUIVI DE LA CONVENTION :

L'Agence remettra à l'organisme payeur à la fin de (ou des) intervention(s), le tableau récapitulatif du nombre de personnes et de demi-journées, sur la base duquel le Bénéficiaire sera appelé à verser sa contribution.

ARTICLE 6 : ASSURANCE, RESPONSABILITÉ

Le Bénéficiaire s'engage à contracter les assurances nécessaires à l'exercice de ou des animations relative(s) à la présente. L'Agence et ses éco-animateurs ne pourront être tenus responsables en cas de fait ou de faute résultant du Bénéficiaire et/ou de l'un de ses commettants.

ARTICLE 7 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait, à Pantin, en deux exemplaires
Le ……

Pour le Bénéficiaire…….]

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile-de-France

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016
Transmise au contrôle
de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-093 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la convention-type à titre onéreux pour la réalisation d'actions de sensibilisation à l'environnement lors d'un évènementiel et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'article 3 de la délibération N°CR 06-01 du 23 janvier 2001 du Conseil régional d'Ile de France relatif à l'éducation à l'environnement ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve la conclusion de la convention-type (à titre onéreux) ci-annexée.

Article 2 : Approuve la fixation d'une contribution des collectivités territoriales, des écoles, ou tout type de structure concerné, à hauteur de 150 euros par animateur et demi-journée.

Article 3 : Habilite la Présidente à signer les conventions à conclure.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget principal de l'Agence des espaces verts.

Article 5 : L'actualisation des tarifs sera faite périodiquement dans le cadre d'une délibération unique « barèmes et tarifs », portant sur l'actualisation générale des tarifs pratiqués par l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	11
Votes POUR	10+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION RELATIVE À LA REALISATION D'ACTIONS DE SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT LORS D'UN EVENEMENTIEL

ENTRE :

……., située……

Représenté (e) par ……., [fonction]……..

Ci-après désigné (e), « le Bénéficiaire »,

D'une part,

ET :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile de-France, Établissement public régional à caractère administratif, sise, Cité Régionale de l'environnement, 90 – 92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN,

Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération …… du ……

Ci-après désignée, « l'Agence »,

D'autre part,

Préambule,

L'image de l'Ile-de-France se réduit trop souvent à l'agglomération parisienne, alors que 80 % du territoire sont agricoles, forestiers ou naturels (landes, pelouses, zones humides, …). Cette Région, bien que soumise à la pression de l'urbanisation, se distingue aussi par sa richesse écologique et paysagère.

C'est ici que l'Agence intervient à travers la préservation de ces espaces mais aussi par une sensibilisation des franciliens à leur environnement qui demeure essentielle.

L'Agence, à travers les animations réalisées par sa mission éducation à l'environnement, permet donc, à tous les publics et à tous les âges, de découvrir ce patrimoine naturel et de devenir davantage coresponsables de la gestion durable du territoire régional.

C'est ainsi que l'Agence propose de conventionner avec ceux qui le souhaitent afin de mettre en œuvre ces objectifs.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION ET CARACTERISTIQUES DES ANIMATIONS :

La présente convention a pour objet la réalisation de [*nombre d'animations*], organisées par les animateurs de l'Agence.

Les interventions sont programmées par la mission éducation à l'environnement le :

- [*date*], [*horaires*], [*thème*], [*lieu de l'animation*]
- [*date*], [horaires], [*thème*], [*lieu de l'animation*]

Point de rendez-vous : *à déterminez par les éco-animateurs*

ARTICLE 2 – CONTRIBUTION FINANCIERE :

La participation s'élève à :

[*Nombre d'éco-animateur*] x [*nombre de demi-journée*] x 150 € = *XX euros TTC*.

Soit un total de : ***XX euros TTC***.

ARTICLE 3 – MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION :

Le Bénéficiaire, procédera au versement de sa contribution, en une seule fois, à terme échu, à l'ordre de :

- Monsieur le Comptable des Établissements Publics Locaux
  Code Banque : 30001, Code guichet : 00064
  Numéro de compte : C 7510000000 – clé RIB : 61

Dès la réception de l'avis des sommes à payer adressé par l'Agence.

ARTICLE 4 – MODALITE D'ANNULATION, REPORT ET CAS DE FORCE MAJEUR

4.1. Annulation à l'initiative de l'Agence :

L'Agence se réserve la possibilité de procéder à l'annulation d'une intervention si :

- Les conditions d'accueil du public, notamment la sécurité, ne sont pas favorables sur le site,
- Les conditions météorologiques ne sont pas adaptées,
- Un évènement pouvant être caractérisé de force majeure survenait.

L'intervention pourra, sous réserve de disponibilités dans les plannings, être reportée.

4.2. Annulation à l'initiative du bénéficiaire :

En cas d'annulation ou de report, le bénéficiaire doit avertir la mission éducation à l'environnement dans les plus brefs délais. Toute demande de report sera étudiée et validée sous réserve de disponibilités dans les plannings.

ARTICLE 5 – SUIVI DE LA CONVENTION :

L'Agence remettra à l'organisme payeur à la fin de l'évènementiel, le tableau récapitulatif du nombre d'animateurs et de demi-journées de présence, sur la base duquel le Bénéficiaire sera appelé à verser sa contribution.

ARTICLE 6 : ASSURANCE, RESPONSABILITÉ

Le Bénéficiaire s'engage à contracter les assurances nécessaires à l'exercice de ou des animations relative(s) à la présente. L'Agence et ses éco-animateurs ne pourront être tenus responsables en cas de fait ou de faute résultant du Bénéficiaire et/ou de l'un de ses commettants.

ARTICLE 7 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait, à Pantin, en deux exemplaires
Le ……

Pour le Bénéficiaire]

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile–de-France

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-094 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation de la convention-type à titre gratuit pour la réalisation d'actions de sensibilisation à l'environnement lors d'un évènementiel et habilitation donnée à la Présidente pour signer les conventions correspondantes.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU l'article 3 de la délibération N°CR 06-01 du 23 janvier 2001 du conseil régional d'Ile- de-France relatif à l'éducation à l'environnement ;

VU la délibération n° 10-099 du 6 octobre 2010 du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts relative à la réalisation d'animations ponctuelles de sensibilisation à l'environnement à titre gratuit

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts ;

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve la conclusion de la convention-type (à titre gratuit) ci-annexée.

Article 2 : Habilite la Présidente à signer les conventions à conclure.

Article 3 : Rapporte la délibération n° 10-099 du 06/10/2010.

Nombre de votants	11
Votes POUR	10+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CONVENTION RELATIVE À LA REALISATION
D'ACTIONS DE SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT POUR UN EVENEMENTIEL

ENTRE :

……., située……

Représenté()par ……, [fonction]……..

Ci-après, désigné (e) « le Bénéficiaire »,

D'une part,

ET :

L'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, Établissement public régional à caractère administratif, sise, Cité Régionale de l'environnement, 90 – 92 avenue du Général Leclerc 93 500 PANTIN,

Représentée par sa Présidente en exercice, dûment habilitée en vertu de la délibération n°…….

du ……..

Ci-après, désignée « l'Agence »,

D'autre part,

Préambule,

L'image de l'Ile-de-France se réduit trop souvent à l'agglomération parisienne, alors que 80 % du territoire sont agricoles, forestiers ou naturels (landes, pelouses, zones humides, …). Cette Région, bien que soumise à la pression de l'urbanisation, se distingue aussi par sa richesse écologique et paysagère.

C'est ici que l'Agence intervient à travers la préservation de ces espaces mais aussi par une sensibilisation des franciliens à leur environnement qui demeure essentielle.

L'Agence, à travers les animations réalisées par sa mission éducation à l'environnement, permet donc, à tous les publics et à tous les âges, de découvrir ce patrimoine naturel et de devenir davantage coresponsables de la gestion durable du territoire régional.

C'est ainsi que l'Agence propose de conventionner avec ceux qui le souhaitent afin de mettre en œuvre ces objectifs.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1er – OBJET DE LA CONVENTION ET CARACTERISTIQUES DES ANIMATIONS :

La présente convention a pour objet la réalisation de [*nombre d'animations*], organisées par les animateurs de l'Agence.

Les interventions sont programmées par la mission éducation à l'environnement le (ou les) :

- [*date*], [*horaires*], [*thème*], [*lieu de l'animation*]
- [*date*], [*horaires*], [*thème*], [*lieu de l'animation*]

Point de rendez-vous : *à déterminez par les éco-animateurs*

ARTICLE 2 – CONTRIBUTION FINANCIERE :

La présente convention est conclue à titre gratuit.

ARTICLE 3 – MODALITE D'ANNULATION ET REPORT

3.1. Annulation à l'initiative de l'Agence :

L'Agence se réserve la possibilité de procéder à l'annulation d'une intervention si :

- Les conditions d'accueil du public, notamment la sécurité, ne sont pas favorables sur le site,
- Les conditions météorologiques ne sont pas adaptées,
- Un évènement pouvant être caractérisé de force majeure survenait.

L'intervention pourra, sous réserve de disponibilités dans les plannings, être reportée.

3.2. Annulation à l'initiative du bénéficiaire :

En cas d'annulation ou de report, le Bénéficiaire doit avertir la mission éducation à l'environnement dans les plus brefs délais. Toute demande de report sera étudiée et validée sous réserve de disponibilités dans les plannings.

ARTICLE 4 – SUIVI DE LA CONVENTION :

L'Agence remettra au bénéficiaire, à la fin de l'évènementiel, le tableau récapitulatif du nombre d'animateurs et de demi-journées de présence, sur la base duquel le Bénéficiaire sera appelé à verser sa contribution.

ARTICLE 5 : ASSURANCE, RESPONSABILITÉ

Le Bénéficiaire s'engage à contracter les assurances nécessaires à l'exercice de ou des animations relative(s) à la présente. L'Agence et ses éco-animateurs ne pourront être tenus responsables en cas de fait ou de faute résultant du Bénéficiaire et/ou de l'un de ses commettants.

ARTICLE 6 : JURIDICTION COMPETENTE EN CAS DE LITIGE

Tout désaccord persistant entre les parties sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention et qui n'aura pas pu faire l'objet d'un règlement amiable, sera porté devant le Tribunal Administratif de Montreuil.

Fait, à Pantin, en deux exemplaires
Le ……

Pour le Bénéficiaire]

Pour l'Agence des espaces verts
de la Région d'Ile-de-France

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes
de l'Agence des espaces verts de la Région
d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle
de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du conseil d'administration
de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-095 du 20 septembre 2016

Relatif à l'approbation d'une contribution financière aux agriculteurs participant au programme Agriculteurs Juniors (accueil d'écoliers dans des exploitations agricoles) de l'Agence des espaces verts.

LE BUREAU DELIBERANT

VU les articles L. 4413-2 et R 4413-1 à R. 4413-16 du Code général des collectivités territoriales ;

VU le budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU la délibération n° 12-183 du 3 juillet 2012 relative à l'approbation d'une contribution financière aux agriculteurs participant au programme Agriculteurs Juniors (accueil d'écoliers dans des exploitations agricoles) de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts.

CONSIDERANT la volonté de l'Agence des espaces verts de développer chez le jeune public, une sensibilisation à l'agriculture en Ile-de-France.

D E L I B E R E

Article 1 : Approuve l'attribution d'une contribution financière aux agriculteurs participant au programme Agriculteurs-juniors (accueil d'écoliers dans des exploitations agricoles) de l'Agence des espaces verts ;

Article 2 : Le montant de chaque contribution financière sera de 160 euros TTC par agriculteur et par demi-journée d'intervention, laquelle comprend :

- le temps de préparation
- le temps d'animation de 2 heures
- le temps d'évaluation.

Article 3 : Les crédits nécessaires seront imputés sur le budget général de l'Agence des espaces verts.

Article 4 : La délibération n° 12-083 du 3 juillet 2012 est rapportée.

Nombre de votants ..... :	11
Votes POUR ..... :	10+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-096 du 20 septembre 2016

Relative à l'approbation d'acquisitions foncières et à l'habilitation donnée à la Présidente pour signer les actes y afférents.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 4413-2 et R. 4413-1 alinéa 3 ;

VU les délibérations N° 08-122 du 9 décembre 2008 et N° 13-087 du 2 juillet 2013 approuvant la convention de partenariat pour la protection des espaces agricoles et naturels franciliens avec la SAFER et son avenant N° 1 ;

VU la délibération N° 16-018 du 31 mars 2016 portant approbation du budget primitif 2016 ;

VU la délibération N° 16-065 du 22 juin 2016 portant approbation d'acquisitions foncières ;

VU la délibération N° 16-067 du 22 juin 2016 portant sur la décision modificative N° 1 du budget primitif 2016 ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2012 d'un montant de 91.079,12 € relatives à la DUP de la Butte de Marsinval (Verneuil) ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2014 d'un montant de 121.689,25 € relatives à la DUP de la Butte de Marsinval (Vernouillet) ;

VU les autorisations de programme disponibles sur le programme 12 du budget 2016 d'un montant de 1.997.747 €

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France ;

VU les avis des domaines sur chaque acquisition envisagée.

DELIBERE

Article 1 : Habilite la Présidente à signer les actes et traités d'adhésion à ordonnance d'expropriation mentionnés en annexe 1.

Article 2 : Habilite la Présidente à mandater, en vue de leur paiement ou de leur consignation, les indemnités correspondant aux opérations mentionnées en annexe 1, pour un montant total de 16.392,04 € et à mandater les frais d'opérateur foncier liés à ces opérations.

Article 3 : Approuve les acquisitions listées en annexe 2.

Article 4 : Habilite la Présidente à signer les actes de vente et les actes d'acquisition et les promesses de vente relatifs aux opérations énumérées à l'annexe 2 et à mandater, en vue du paiement, les prix d'acquisition, les honoraires de notaires ou frais d'actes, les honoraires d'opérateur foncier liés à ces transactions.

Article 5 : Habilite la Présidente à mandater, dans le cadre d'un préfinancement, les opérations d'acquisition auprès de la SAFER, énumérée dans l'annexe 2, conformément à l'article 4 de la convention de partenariat pour la protection des espaces agricoles et naturels franciliens signée le 20 décembre 2008 et son avenant N° 1 signé le 27 août 2013.

Article 6 : Un montant de 101.300,50 € d'autorisations de programme du budget 2016, programme 12, est affecté aux opérations énumérées à l'annexe 2.

Article 7 : Un montant de 150.000 € est affecté sur les autorisations de programme du budget 2016, programme 12, au titre des frais et honoraires liés aux procédures d'acquisitions.

Article 8 : Le montant disponible sur les autorisations de programme du budget 2016, programme 12, s'élève à 1.746.446,50 €.

Article 9 : Habilite la Présidente à signer l'acte d'acquisition (dossier 130), auprès de la SAFER, des parcelles cadastrées ZD 222 et 287, à Montesson (78), pour une surface totale de 864 m² et un montant total de 5.239,62 € dont 3.450 € au titre du prix principal et à mandater, en vue de leur paiement, les honoraires de notaires ou frais d'actes liés à cette transaction.

Article 10 : Habilite la Présidente à solliciter des aides financières de l'Agence de l'Eau Seine Normandie pour les acquisitions foncières relevant de son 9ème programme et, en cas d'attribution de subventions, à signer les conventions financières correspondantes.

Article 11 : Les crédits nécessaires seront imputés sur le Budget de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants ..... :	11
Votes POUR ..... :	10+1
Votes CONTRE ..... :	0
Abstentions ..... :	0
Ne prend pas part au vote ... :	0

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 287 () HELLARD

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
13/12/13	29/03/16	27/02/16	

Prix total : 188,64 €	Surface : 0 ha 02 a 62 ca	Prix au m² : 0,72 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78643	VERNOUILLET	D	649	0 ha 01 a 97 ca	157
78643	VERNOUILLET	D	767	0 ha 00 a 65 ca	254

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 298 () GODFRIN - CABARET

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
13/12/13	17/05/16	18/04/16	

Prix total : 122,40 €	Surface : 0 ha 01 a 70 ca	Prix au m² : 0,72 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78643	VERNOUILLET	D	641	0 ha 01 a 70 ca	149

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 434 (Verneuil-92) BIKI

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
17/01/14			13/05/16

Prix total : 500,00 €	Surface : 0 ha 02 a 60 ca	Prix au m² : 1,92 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78440	LES MUREAUX	AL	228	0 ha 02 a 60 ca	23

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 439 (Verneuil-99) SCI-DES-CARRIERES

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
17/01/14			13/05/16

Prix total : 10 430,00 €	Surface : 0 ha 26 a 61 ca	Prix au m² : 3,92 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78440	LES MUREAUX	AK	69	0 ha 07 a 28 ca	41
78440	LES MUREAUX	AK	70	0 ha 09 a 66 ca	41
78440	LES MUREAUX	AK	73	0 ha 09 a 67 ca	41

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 452 (Verneuil-71) BOREL

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
17/01/14			13/05/16

Prix total : 1 397,00 €	Surface : 0 ha 11 a 64 ca	Prix au m² : 1,20 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78642	VERNEUIL SUR SEINE	A	340	0 ha 01 a 35 ca	100
78642	VERNEUIL SUR SEINE	A	341	0 ha 01 a 39 ca	100
78642	VERNEUIL SUR SEINE	A	386	0 ha 05 a 30 ca	103
78642	VERNEUIL SUR SEINE	A	387	0 ha 03 a 45 ca	103
78642	VERNEUIL SUR SEINE	A	388	0 ha 00 a 15 ca	104

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 471 (Verneuil-100) FEIST

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
17/01/14			13/05/16

Prix total : 178,00 €	Surface : 0 ha 01 a 48 ca	Prix au m² : 1,20 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78440	LES MUREAUX	AL	85	0 ha 01 a 48 ca	60

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 477 (Verneuil-107) LEBLOND

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
17/01/14			13/05/16

Prix total : 2 652,00 €	Surface : 0 ha 22 a 10 ca	Prix au m² : 1,20 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78440	LES MUREAUX	AL	77	0 ha 13 a 88 ca	66
78440	LES MUREAUX	AL	95	0 ha 08 a 22 ca	52

Butte de Marsinval (20)

N° de Dossier : 511 (Verneuil-67) TREHEUX

date de l'ordonnance	date avis DNID	date adhésion *	date du jugement
17/01/14			13/05/16

Prix total : 924,00 €	Surface : 0 ha 07 a 70 ca	Prix au m² : 1,20 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78642	VERNEUIL SUR SEINE	A	313	0 ha 07 a 70 ca	95

Total Butte de Marsinval	0 ha 76 a 45 ca	16 392,04 €	Nb dossiers : 8

TOTAL	0 ha 76 a 45 ca	16 392,04 €	Nombre de dossiers : 8
	Prix moyen au m²	2,14 €	

(*) date de signature par l'exproprié du traité d'adhésion

Brosse et Gondoire (38)

N° de Dossier : 160 () SAFER Ile de France

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
21/06/16			0 ha 57 a 08 ca
5 177,50 €			Prix au m² : 0,57 €/m²

Prix total :	5 177,50 €	dont prix principal :	3 254,00 €	dont honoraires**	1 923,50 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77209	GOUVERNES	B	386	0 ha 04 a 00 ca	
77209	GOUVERNES	B	391	0 ha 06 a 10 ca	
77209	GOUVERNES	B	393	0 ha 03 a 90 ca	
77209	GOUVERNES	B	397	0 ha 02 a 87 ca	
77209	GOUVERNES	B	398	0 ha 02 a 25 ca	
77209	GOUVERNES	B	399	0 ha 01 a 94 ca	
77209	GOUVERNES	B	408	0 ha 02 a 65 ca	
77209	GOUVERNES	B	410	0 ha 02 a 40 ca	
77209	GOUVERNES	B	411	0 ha 03 a 10 ca	
77209	GOUVERNES	B	419	0 ha 01 a 30 ca	
77209	GOUVERNES	B	422	0 ha 01 a 49 ca	
77209	GOUVERNES	B	562	0 ha 13 a 84 ca	
77209	GOUVERNES	B	586	0 ha 03 a 30 ca	
77209	GOUVERNES	B	609	0 ha 06 a 25 ca	
77209	GOUVERNES	B	1140	0 ha 01 a 69 ca	

Brosse et Gondoire (38)

N° de Dossier : 161 () MAUSSET/SAFER

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
29/06/16			0 ha 27 a 68 ca
6 760,00 €			Prix au m² : 2,12 €/m²

Prix total :	6 760,00 €	dont prix principal :	5 860,00 €	dont honoraires**	900,00 €

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
77058	BUSSY ST GEORGES	A	172	0 ha 01 a 55 ca	
77058	BUSSY ST GEORGES	A	207	0 ha 00 a 75 ca	
77058	BUSSY ST GEORGES	A	208	0 ha 04 a 15 ca	
77058	BUSSY ST GEORGES	A	261	0 ha 02 a 00 ca	
77058	BUSSY ST GEORGES	A	292	0 ha 04 a 70 ca	
77058	BUSSY ST GEORGES	A	363	0 ha 05 a 90 ca	
77058	BUSSY ST GEORGES	A	365	0 ha 08 a 63 ca	

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Total Brosse et Gondoire	0 ha 84 a 76 ca	11 937,50 €	Nb dossiers : 2

La Tégéval (47)

N° de Dossier : 307 () ETAT Equipement

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
22/12/15	18/05/15		0 ha 85 a 53 ca
71 938,00 €			Prix au m² : 8,41 €/m²

Prix total : 71 938,00 € dont prix principal : 71 938,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
94028	CRETEIL	BM	22	0 ha 00 a 42 ca	
94028	CRETEIL	BM	28	0 ha 35 a 85 ca	
94028	CRETEIL	BM	76	0 ha 02 a 25 ca	
94028	CRETEIL	BM	84	0 ha 17 a 74 ca	
94028	CRETEIL	BM	86	0 ha 14 a 62 ca	
94028	CRETEIL	BM	88	0 ha 02 a 24 ca	
94028	CRETEIL	BN	145	0 ha 01 a 55 ca	
94028	CRETEIL	BN	146	0 ha 02 a 07 ca	
94028	CRETEIL	BN	226	0 ha 07 a 93 ca	
94028	CRETEIL	BN	228	0 ha 00 a 86 ca	

Total La Tégéval	0 ha 85 a 53 ca	71 938,00 €	Nb dossiers : 1

Orge Aval (29)

N° de Dossier : 721 () ROUAULT - THOMER

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
		07/07/16	0 ha 33 a 43 ca
			Prix au m² : 2,49 €/m²

Prix total : 8 325,00 € dont prix principal : 8 325,00 € dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
91044	BALLAINVILLIERS	A	196	0 ha 33 a 43 ca	

Total Orge Aval	0 ha 33 a 43 ca	8 325,00 €	Nb dossiers : 1

Rosny (19)

N° de Dossier : 47 () ALLAIS/POY

date promesse et engagement	date avis DNID*	Date de préemption	Surface
15/05/16	10/11/15		2 ha 58 a 88 ca
9 100,00 €			Prix au m² : 0,35 €/m²

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

ANNEXE 2

Prix total :	9 100,00 €	dont prix principal :	9 100,00 €	dont honoraires**

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
78531	ROSNY SUR SEINE	B	225	0 ha 02 a 72 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZE	11	0 ha 45 a 26 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZE	12	0 ha 06 a 97 ca	
78531	ROSNY SUR SEINE	ZE	95	2 ha 03 a 93 ca	

Total Rosny	**2 ha 58 a 88 ca**	**9 100,00 €**	**Nb dossiers : 1**

TOTAL	**4 ha 62 a 60 ca**				
TOTAL	**101 300,50 €**	**Dont Prix principal**	**98 477,00 €**	**dont honoraires**	**2 823,50 €**
	Prix moyen au m²	**2,19**		**Nb dossiers :**	**5**

* pour les acquisitions auprès de la SAFER, le prix est fixé par le Commissaire du Gouvernement siégeant à la SAFER et représentant le Ministère des Finances.

** Est indiqué le montant des frais d'acquisition et des honoraires pour les seules opérations d'acquisition , auprès de la SAFER dans le cadre de la convention de partenariat.
Pour les autres opérations, le montant des honoraires est prélevé sur l'enveloppe d'AP affectée à cette fin.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne CABRIT

DÉLIBÉRATION

N° 16-097 du 20 septembre 2016

Relative à l'habilitation donnée à la Présidente de l'Agence des espaces verts pour signer les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels et Sensibles.

LE BUREAU DELIBERANT

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles R. 4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 215-1, L. 215-8 et L. 215-17 ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

CONSIDERANT que les décisions de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles proposées sont motivées par les objectifs assignés aux périmètres régionaux d'intervention foncière qui sont l'ouverture au public et la protection des espaces naturels et boisés qui les composent.

D E L I B E R E

Article 1 Autorise l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour le bien décrit à l'annexe 1 ci-jointe, à un prix compatible avec l'avis des Domaines.

Article 2 Habilite la Présidente à signer la décision relative à l'exercice du droit de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles pour l'opération mentionnée à l'article 1.

Article 3 Habilite également la Présidente à saisir le juge de l'expropriation pour cette opération, en cas de fixation judiciaire du prix, ainsi qu'à procéder à la consignation du prix.

Nombre de votants	11
Votes POUR	10+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

Plaine de Pierrelaye

N° de Dossier : 354 (Plaine de Pierrelaye 52) GONCALVES Moises

N° INSEE	Commune	Sect.	N° Cad.	Surface	N° EP
95394	MERY SUR OISE	F	325	0 ha 05 a 59 ca	
95394	MERY SUR OISE	F	532	0 ha 02 a 34 ca	

NB : La DIA porte sur 4 parcelles, à Méry-sur-Oise (95) dont la parcelle F 307 (hors ENS) et la parcelle F 308 supportant une construction. Le montant total de la DIA s'élève à 250.000 €.

La demande de préemption ne porte que sur les parcelles F 325 et F 532, dont la valeur sera estimée par la DNID.

Agence des Espaces Verts

îledeFrance

Publiée au recueil des actes de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France, le : 20 SEP. 2016

Transmise au contrôle de légalité, le : 20 SEP. 2016

La Présidente du Conseil d'administration de l'Agence des espaces verts

Anne Cabrit

DÉLIBÉRATION

N° 16-098 du 20 septembre 2016

Relative à l'habilitation donnée à la Présidente pour solliciter des subventions relatives à des sites classés « Natura 2000 » gérés par l'Agence des espaces verts.

LE BUREAU DELIBERANT

VU la Directive 92/43/CEE du 21 mai 1992 modifiée concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage ;

VU la Directive 2009/147/CE du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4413-2 et R.4413-1 à R. 4413-16 ;

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 414-1 à L. 414-5 et R. 414-13 à R. 414-17 ;

VU le Budget général de l'Agence des espaces verts ;

VU le rapport présenté par la Présidente du conseil d'administration de l'Agence des espaces verts de la Région d'Ile-de-France.

DELIBERE

Article 1 : Habilite la Présidente à solliciter des subventions au conseil régional d'Île-de-France et à d'autres financeurs potentiels (AESN, État, Europe…) pour des travaux écologiques s'inscrivant dans le cadre de « contrats Natura 2000 » sur les propriétés régionales classées Natura 2000 et gérées par l'Agence des espaces verts.

Article 2 : Habilite la Présidente à prendre toute décision concernant les demandes de subvention mentionnées à l'article 1.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le Budget général de l'Agence des espaces verts.

Nombre de votants	11
Votes POUR	10+1
Votes CONTRE	0
Abstentions	0
Ne prend pas part au vote	0

CESER Île de France

avis

Avis n°2016-09
présenté au nom de la commission Santé, solidarité
et affaires sociales
par **Jean-Pierre BURNIER et Gauthier DOT**

Les formations sanitaires et sociales en Ile-de-France : enjeux et perspectives

15 septembre 2016

Avis n° 2016-09
présenté au nom de la commission Santé, solidarité et affaires sociales
par **Jean-Pierre BURNIER et Gauthier DOT**

15 septembre 2016

Les formations sanitaires et sociales en Ile-de-France : enjeux et perspectives

Certifié conforme

Le président



Jean-Louis GIRODOT

CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL RÉGIONAL D'ILE-DE-FRANCE
33, rue Barbet-de-Jouy • 75007 Paris • Tél : 01 53 85 66 25 • www.ceser-iledefrance.fr

Le Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Vu :

- Le Code général des collectivités territoriales ;
- Le Code de l'Education ;
- Le Code de l'Action sociale et des familles, et notamment ses articles L451-1 et suivants ;
- Le Code de la Santé publique, et notamment ses articles L4383-1 et suivants, L4151-7 et les articles D4383-1 et suivants ;
- Le Code du travail, et notamment le livre III de la 6ème partie ;
- La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 sur les libertés et responsabilités locales ;
- La loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 : loi hôpital, patients, santé et territoire ;
- Le Plan stratégique régional de santé (PSRS), arrêté 2011-207 du Directeur général de l'ARS Ile-de-France ;
- La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), et notamment son article 133 ;
- La loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;
- La loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé ;

- Le Plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social, présenté en Conseil des ministres, le 21 octobre 2015 ;

- Le Programme pour le développement de la formation professionnelle 2007-2013 adopté par délibération du Conseil régional n° CR 72-07 du 27 juin 2007, prolongé par la délibération du Conseil régional n° CR 80-13 du 26 septembre 2013 ;
- Le dispositif cadre du 1er octobre 2010 (délibération n° CR 54-10) qui réglemente les conditions d'éligibilité des projets et de participation financière régionale ;
- La délibération n° CR 55-11 du 24 juin 2011, relative à la mise en place de l'alignement des bourses sur l'enseignement supérieur – modification du règlement régional des bourses et du règlement du Fonds régional d'aide sociale ;
- La délibération n° CR 73-14 du 21 novembre 2014, relative aux conventions d'objectifs et de moyens pour les centres de formation paramédicaux, maïeutiques et en travail social ;
- La délibération n° CR 01-16 du 21 janvier 2016, portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
- La délibération n° CP 15-395 du 9 juillet 2015 relative à la revalorisation des taux et barème des bourses, deuxième affectation pour 2015, mise à jour du règlement régional des bourses et du règlement du fonds régional d'aide sociale (FRAS) ;
- La délibération n° CP 16-038 du 22 janvier 2016, relative aux formations sanitaires et sociales ;
- Le budget 2016 du Conseil régional d'Ile-de-France, annexe 12 ;

- L'avis sur le Schéma régional de la formation tout au long de la vie 2007-2013 - juin 2007 – Rapporteur : Danièle LUCCIONI ;
- Le rapport et l'avis relatifs aux modes d'accueil de la petite enfance en Ile-de-France – 21 avril 2005 et 29 avril 2009 – Rapporteur : Dominique FABRE ;
- Le rapport et l'avis relatifs aux inégalités sociales de santé – 19 septembre 2007 – Rapporteur : Guy ATLAN ;
- Le rapport et l'avis relatifs à la territorialité et l'offre de soins – 21 octobre 2010 – Rapporteur : Olivier AYNAUD ;
- Le rapport et l'avis relatifs à l'action régionale en faveur du logement des jeunes, des étudiants et des apprentis – 27 septembre 2011 – Rapporteur : Jean-Paul RUEFF ;
- Le rapport et l'avis relatifs à l'attractivité de l'Ile-de-France à l'horizon 2023 – 27 mai 2004 – Rapporteur : Claude FLORET.

Considérant :

- **Sur le contexte général**

- que les formations sanitaires et sociales regroupent une trentaine de formations, réparties sur 240 sites en Ile-de-France, et accueillent plus de 40 000 étudiants ;
- que les métiers sanitaires et sociaux regroupent aujourd'hui plus de 422 000 postes (environ 10 % de l'emploi régional) et constituent un vivier de création d'emplois publics et privés ;
- que ces professionnels sont essentiels à la qualité du système sanitaire et social : leur nombre, leur répartition, leurs compétences, conditionnant la qualité, la sécurité et l'accessibilité du système de santé ;
- que la population francilienne sera en croissance, entre 12,4 millions et 13,4 millions en 2030, et que cette croissance sera surtout celle de la population âgée (la part des 60 ans ou plus représentant près de 24 % de la population ;
- que la structure économique et démographique de l'Ile-de-France révèle des disparités entre les 8 départements, en terme d'attractivité des territoires et d'offre de services sanitaires et sociaux : l'Ile-de-France dispose d'une métropole offrant des pôles de référence et des zones plus démunies qui voient une inégale répartition de la démographie médicale et paramédicale ;
- que le premier Schéma des formations sanitaires et sociales (2007-2013) a intégré, développé et structuré l'offre existante, et que le second Schéma, en cours de préparation, devra répondre à de nouveaux enjeux tels que :
    - l'augmentation des maladies chroniques et dégénératives,
    - les problématiques du vieillissement de la population,
    - les fortes inégalités infra-régionales dans la répartition de l'offre,
    - le virage ambulatoire,
    - la chute de la démographie médicale,
    - les contraintes économiques et financières liées à la dégradation des comptes sociaux de la Nation,

qui vont impacter et transformer significativement l'offre de soins ;

- **Sur le rôle de la Région, gouvernance et pilotage**

- que l'Etat est garant du contenu et de la qualité des formations, que sa tutelle est répartie entre plusieurs ministères et leurs directions régionales : Agence régionale de santé (ARS) et Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), rectorats ;
- que la Région demeure l'opérateur principal mais pas le seul décideur dans ce domaine qui concerne de nombreux acteurs sur le territoire : établissements sanitaires et sociaux, universités, organismes de formation, étudiants, Départements…

- **Sur l'organisation des formations sanitaires et sociales**

- que la Région a la compétence de l'appareil de formation et du soutien aux étudiants en formation (plus de 40 000 étudiants) ;
- qu'elle a donc la charge de l'adoption et de la mise en œuvre du Schéma régional des formations sanitaires et sociales, de l'agrément ou de l'autorisation de création des établissements et leur financement, et enfin, de l'attribution des aides financières aux élèves ou étudiants ;

- **Sur le système d'information-orientation et les diagnostics emploi-formation**

- que l'orientation sur ces métiers, souvent mal connus, devra nécessairement être amplifiée et valorisée pour répondre aux nouvelles attentes ;
- que l'information existante est dispersée et peu diffusée ;
- que les besoins prospectifs doivent être mieux mesurés et évalués ;
- que ce système reste compartimenté et manque de lisibilité transversale ;
- que la mise en œuvre du Service public régional de l'orientation (SPRO), en septembre 2016, doit permettre à chacun d'être "informé, conseillé et accompagné tout au long de la vie en matière d'orientation professionnelle" ;

- **Sur le parcours des formations**

- que l'appareil de formation est riche et dense mais fragmenté, peu coordonné et montre des signes de fragilité ;

- que le lien entre les quotas de formation, les capacités d'accueil et les besoins d'emplois nécessite un ajustement prévisionnel précis ;
- que le recrutement par concours d'entrée procède d'une logique de sélection académique plus que d'une vérification de l'adaptabilité à la profession ;
- que les frais d'inscription et de formation sont très disparates et souvent élevés ;
- que les concours sont éclatés et inclus dans des calendriers complexes ;
- que les outils pédagogiques sont parfois obsolescents ou mal adaptés ;
- que l'universitarisation progressive des formations suscite des transformations majeures ;

- **Sur la diversification des voies de formation**

- que la valorisation des acquis de l'expérience (VAE) reste une démarche encore peu courante et qui concerne peu de formations ;
- que l'apprentissage reste un champ à amplifier pour l'action sociale (information et promotion difficiles) et à valoriser pour les formations sanitaires ;
- que la formation continue, pour ces métiers, est à développer ;

- **Sur la politique d'investissement et l'organisation**

- que, depuis 2004, l'Etat, n'ayant donné qu'une compensation financière partielle à la Région, la question du financement de l'investissement dans les centres de formation du domaine sanitaire (rénovation, agrandissement, mise aux normes, équipement…) demeure posée ;
- que l'audit patrimonial des établissements concernés devrait confirmer l'état de vétusté, voire la non-conformité de certains ;

Emet l'avis suivant :

Article 1 : Poursuivre, amplifier l'engagement de la Région en faveur des formations sanitaires et sociales (FSS)

Compte tenu des enjeux sanitaires, sociaux, démographiques et économiques de l'Ile-de-France, le Ceser demande au Conseil régional un investissement fort et durable en faveur des formations sanitaires et sociales.

Article 2 : Adapter les formations aux évolutions des métiers

Le Ceser souhaite un engagement actif de la Région, en cohérence avec le Projet régional de santé (PRS), pour mobiliser les instituts de formation à l'accompagnement de l'évolution des besoins : développement des maladies chroniques, vieillissement de la population, prise en charge croissante des patients en ambulatoire, hausse de la précarité, etc…

Article 3 : Promouvoir un pilotage plus efficace

La Région doit, à l'avenir, se poser en pilote incontesté de ces formations et assurer un management fort dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Schéma régional des formations sanitaires et sociales.

Pour rendre plus efficace et cohérente l'intervention des acteurs, le Ceser préconise la création :

- d'une instance unique de pilotage réunissant les trois décideurs régionaux : Conseil régional, Agence régionale de santé (ARS), Direction régionale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale (DRJSCS), pour assurer, sur ce domaine, la coordination de leur politique publique.

Cette coordination est particulièrement nécessaire pour la détermination annuelle des quotas et l'ajustement de la capacité d'accueil des instituts qui doivent mieux tenir compte des besoins prospectifs des professions et des réalités des territoires franciliens ;

- d'une structure de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre du schéma directeur, pour permettre une information et un dialogue renforcé et régulier avec tous les acteurs (universités, AP-HP, fédérations hospitalières, association des directeurs des instituts, etc.) ;

- d'un Groupement de coopération sanitaire (GCS) unique réunissant l'ensemble des instituts de formation en soins infirmiers (IFSI) pour faciliter les échanges et la négociation sur les conventions tripartites.

Article 4 : Consolider, structurer l'offre et favoriser les coopérations et les mises en réseau

Compte tenu de l'éclatement de l'offre existant tant dans le domaine sanitaire que dans celui du social, le Ceser demande à la Région d'être vigilante sur la fragilisation et l'isolement d'un nombre croissant d'instituts franciliens.

La création des Groupements hospitaliers de territoire (GHT) va sensiblement modifier l'organisation territoriale des établissements publics de santé et conduire leurs instituts de formation à développer des stratégies de groupe.

En concertation étroite avec les acteurs de terrain et en liaison avec l'Agence régionale de santé (ARS), le Ceser incite la Région à accompagner l'adaptation de l'appareil de formation avec ce nouveau cadrage territorial.

Les coopérations et l'optimisation des moyens entre instituts de formations sanitaires et sociales devront être recherchées :

- pour les formations post baccalauréat (niveaux I, II, III), en favorisant l'alliance ou le regroupement des plus petits centres pour atteindre une taille critique viable ;

- pour les formations de niveaux IV et V, en conservant un réseau d'établissements de proximité ;

La création de nouvelles écoles polyvalentes permettrait la mutualisation des enseignements, la transversalité et l'interdisciplinarité.

Article 5 : Corriger les imperfections du modèle existant

Le Ceser recommande à la Région de conditionner l'agrément (ou le renouvellement d'agrément) des instituts au respect de certains critères portant notamment sur :

- la modération des frais d'inscription, de scolarité et des coûts des droits d'accès aux concours d'entrée ;

- la qualité des équipements pédagogiques des établissements ;

- le respect des droits des étudiants et leur participation à la gouvernance des établissements.

Le Ceser préconise le renforcement de la contractualisation entre la Région et les organismes de formation.

Article 6 : Agir plus spécifiquement

Le Ceser propose des actions régionales plus spécifiques à certaines formations.

Pour les aides-soignants, il est impératif d'améliorer le parcours d'orientation des futurs professionnels et l'attractivité des emplois liés aux personnes en déficit et/ou en perte d'autonomie, voire dépendantes.

Pour les infirmiers, il est nécessaire :
- de mener à son terme l'universitarisation de la formation en intégrant pleinement les étudiants à l'université ;
- de favoriser l'installation d'infirmiers en ville et dans des structures médico-sociales ;

Pour les masseurs-kinésithérapeutes, le Ceser encourage la Région à :
- renforcer l'offre publique de formation des masseurs-kinésithérapeutes par la création d'un institut régional ;

- effectuer un état des lieux des frais d'inscription des établissements, et travailler à leur modération et à leur harmonisation ;
- s'engager pour développer l'attractivité de l'exercice public, avec les différentes parties prenantes.

Pour les assistants de service social, les éducateurs spécialisés et les conseillers en économie sociale et familiale, le Ceser demande à la Région de faire siennes et appliquer les préconisations du « Plan d'action interministériel en faveur du travail social et du développement social », afin d'endiguer les difficultés de recrutement des écoles de formation.

Article 7 : Faciliter l'accès aux formations sanitaires et sociales (FSS)

Le Ceser considère que les modalités d'entrée dans les FSS doivent évoluer, être simplifiées, harmonisées, et propose :

- d'encourager et d'accompagner la mise en place d'un système de concours unique (notamment pour la formation d'infirmier), les épreuves pouvant être communes à tous les instituts, tout en étant organisées localement ;

- d'étudier la possibilité de supprimer, à terme, les concours d'entrée dans les FSS (niveau I, II, III), en généralisant la sélection sur dossier selon la procédure "admission post bac" (APB) et en renforçant une logique de recrutement fondée sur la motivation, les qualités et le projet professionnel des candidats.

En ce qui concerne l'accompagnement social des étudiants des FSS, le Ceser demande à la Région :

- d'aligner le statut des étudiants boursiers des FSS sur celui des étudiants de l'enseignement supérieur, en maintenant le montant des bourses d'études régionales à l'identique de celles versées par le CNOUS (Centre national des œuvres universitaires et scolaires) et en finançant, pour tous les étudiants boursiers, les frais d'inscription ;

- de favoriser, plus généralement, l'accès des étudiants au droit commun (notamment le logement, l'accès aux bibliothèques universitaires, les bourses d'étude,…).

Article 8 : Régler le problème du financement des investissements dans les établissements de formation sanitaire

L'absence d'investissement dans les établissements de formation sanitaire, depuis plus de dix ans, engendre des situations critiques : de nombreux centres de formation sont extrêmement vétustes et non conformes. La qualité de la formation actuelle, et l'adaptation à moyen et long terme de l'appareil de formation dépendent d'une politique d'investissement adaptée.

La Région ne peut porter à elle seule la politique d'investissement dans ces établissements. Elle se doit cependant d'être moteur en la matière, en collaboration avec l'Etat, les établissements publics et privés de santé et les collectivités territoriales.

Le Ceser suggère :
- de conduire d'urgence un audit indépendant sur les besoins d'investissement et de mise en conformité des établissements ;
- de définir les critères et le cadre de ses interventions ;
- de se montrer actif pour promouvoir les opérations à conduire et rechercher des partenariats.

Article 9 : Renforcer l'observation et l'information sur les métiers sanitaires et sociaux

Le Ceser encourage :

- le développement et la simplification, en collaboration avec l'Education nationale, et via le Service public régional à l'orientation (SPRO), l'information et l'orientation vers les métiers, dès le secondaire, en formant des conseillers prescripteurs de formation et en valorisant l'outil internet ;

- la mise en place, au sein de Défi métiers et avec les autres acteurs (ARS, DRJSCS, ORS, IAU), un véritable système d'information permettant de mesurer prospectivement, par profession, les besoins des territoires et de conduire une politique cohérente de formation sanitaire et sociale.

Cet avis a été adopté :
Suffrages exprimés : 91
Pour : 85
Contre : 0
Abstentions : 6
Ne prend pas part au vote : 0

Acte certifié exécutoire
- Par publication ou notification le 06/09/2016
- Par transmission au Contrôle de Légalité le 06/09/2016

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°16-293

portant délégations de signature de l'unité « Lycées »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités locales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 15-011 du 27 janvier 2015 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

VU la décision n° 105-16 du 18 février 2016, nommant M Christophe KERRERO, Directeur général adjoint de l'Unité « Lycées » ;

VU la décision n°303-10 du 20 décembre 2010 nommant Mme Catherine DESHORS, Directrice de l'administration des finances et des moyens des lycées ;

VU la décision n° 108-15 du 4 mai 2015 nommant Mme Claudie MARTENS, Directrice des politiques éducatives et de l'équipement ;

VU la décision n° 154-14 du 19 juin 2014 nommant M. Robin MONNIER, Directeur de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 093-16 du 12 février 2016 nommant M. Robin MONNIER, Directeur par intérim de la construction et maintenance ;

VU la décision du 26 juin 2006 nommant M. Lionel VALLA, Chef du service ressources et information rattaché à la Direction générale de l'Unité Lycées ;

VU la décision n° 304-10 du 21 décembre 2010 nommant Mme Clotilde FAYET, Sous-directrice des finances à la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées ;

VU la décision n° 009-13 du 10 janvier 2013 nommant Mme Marjorie KOUBI, Sous-directrice de la gestion des établissements scolaires de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

VU la décision n° 260-09 du 6 octobre 2009 nommant Mme Jean-Michèle LESTRADE-CARBONNEL, Chef du service du budget de la sous-direction des finances de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées ;

VU la décision n° 306-08 du 16 octobre 2008 nommant Mme Denise LEPAN, Adjointe au chef du service de la comptabilité de la sous-direction des finances de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées ;

VU la décision n° 261-09 du 6 octobre 2009 nommant M. Stéphane ARTISIEN, Adjoint au chef du service du budget de la sous-direction des finances de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées ;

VU la décision n° 500-09 du 10 novembre 2009 nommant Mme Claudette PINON-REVEL, Chef du service de la comptabilité de la sous-direction des finances de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées ;

VU la décision n° 258-09 du 25 novembre 2009 nommant Mme Kien KUOCH-COLLET, Chef du service fonctionnement et des analyses budgétaires des EPLE de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées ;

VU la décision n° 257-09 du 6 octobre 2009 nommant M. Hugues L'HORSET, Chef du service de l'administration des EPLE et de l'enseignement privé de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées ;

VU la décision n°202-11 du 16 juin 2011 nommant Mme Emmanuelle ZUCCARELLI, Chef du service hébergement, restauration et aides sociales de la sous-direction de la gestion des établissements de la direction de l'administration, des finances et des moyens ;

VU la décision n° 239-15 du 13 novembre 2015 nommant Mme Clarisse PICARD, Chef du service administratif et juridique de la direction des politiques éducatives et de l'équipement ;

VU la décision n° 297-12 du 29 octobre 2012 nommant M. Toni DOS SANTOS, Chef du service Technologie de l'Information et de la Communication pour l'Education (TICE) - Equipement de la direction des politiques éducatives et de l'équipement ;

VU la décision n° 499-09 du 10 novembre 2009 nommant Mme Emmanuelle MORENO, Chef du service formations de la direction des politiques éducatives et de l'équipement ;

VU la décision n° 155-16 du 11 avril 2016 nommant Mme Sarah EL QAISI, Chef du service actions éducatives de la direction des politiques éducatives et de l'équipement ;

VU la décision n° 246-14 du 6 octobre 2014 nommant M. Guillaume COMBARIEU, Adjoint technique au directeur de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n°289-09 du 12 octobre 2009 nommant M. Jean-Louis GAILLARD, Sous-directeur de la maintenance, sécurité et énergie de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 049-11 du 16 février 2011 nommant Mme Marie-Noëlle DESAILLY, Sous-directrice administrative et juridique de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 139-16 du 30 mars 2016 nommant M. Philippe BABIN DE LIGNAC, Sous-directeur territorial nord-ouest de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 268-09 du 6 octobre 2009 nommant M. Jacques DUFRESNE, Sous-directeur territorial nord-est de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 195-11 du 7 juin 2011 nommant M. Michel TRENQUE, Sous-directeur territorial sud-ouest de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 011-15 du 12 janvier 2015 nommant M. Jean-Claude RIEHL, Sous-directeur territorial sud-est de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 112-13 du 24 mai 2013 nommant Mme Melpomène DELAUNE, Chef de service du secteur géographique 75 à la sous-direction territoriale nord-ouest de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 088-15 du 10 avril 2015 nommant M. Jean-Claude LE BERRE, Chef de service du secteur géographique 78, 92 et 95 à la sous-direction territoriale nord-ouest de la Direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 254-11 du 24 août 2011 nommant M. Bruno BRETILLOT, Chef de service du secteur géographique 77 et 95 à la sous-direction territoriale nord-est de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 208-10 du 17 août 2010 nommant M. Frédéric SCHNEIDER, Chef de service du secteur géographique 93 à la sous-direction territoriale nord-est de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 276-09 du 6 octobre 2009 nommant M. Christophe NOURRY, Chef de service du secteur géographique 78 et 91 à la sous-direction territoriale sud-ouest de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 225-16 du 28 juin 2016 nommant Mme Céline LIRET, Chef de service du secteur géographique 75 et 92 à la sous-direction territoriale sud-ouest de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 531-09 du 17 décembre 2009 nommant M. François CARDAROPOLI, Chef de service du secteur géographique 94 à la sous-direction territoriale sud-est de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 001-10 du 18 janvier 2010 nommant M. Bruno LE CORRE, Chef de service du secteur géographique 77 et 91 à la sous-direction territoriale sud-est de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 208-16 du 15 juin 2016 nommant M. Philippe CHAVEROT, Chef du service marchés transversaux, marchés à bons de commande, à la sous-direction administrative et juridique de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 035-10 du 2 mars 2010 nommant M. Norbert DELAUNE, Chef du service maîtrise d'ouvrage directe secteur Ouest à la sous-direction administrative et juridique de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 265-09 du 6 octobre 2009 nommant Mme Laurence WEBER, Chef du service maîtrise d'ouvrage directe secteur Est à la sous-direction administrative et juridique de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 266-09 du 6 octobre 2009 nommant M. François LACOUR, Chef du service énergie à la sous-direction maintenance/sécurité, énergie de la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n°250-14 du 6 octobre 2014 nommant Mme Elisabeth MAZALTOV, Chef du service Diagnostics Travaux et Polluants ;

VU la décision n° 147 du 5 octobre 2005 nommant M. Olivier DEROSAIS, Chef du service programmation pédagogique et fonctionnelle de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 334-09 du 15 octobre 2009 nommant Mme Véronique DUPUIS, Chef du service administratif et juridique de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n°260-13 du 16 décembre 2013 nommant Mme Raymonde DONAT, Chef de service études de faisabilité et concours de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n°097-14 du 24 mars 2014 nommant Mme Marie GUERCI, Adjointe au chef du service études de faisabilité et concours à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 267-08 du 1er novembre 2008 nommant Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, Chef du service connaissance du patrimoine de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 279-09 du 6 octobre 2009 nommant Mme Agnès LAURET-GREMILLET, Chef du service qualité environnementale des lycées de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 174-12 du 6 juin 2012 nommant Mme Tania DEBBAS chargée d'opération à la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 386-11 du 16 novembre 2011 nommant Mme Brigitte DENIS, chargée d'opération à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 68-12 du 14 février 2012 nommant Mme Alice LY, chargée de mission à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 464 du 29 octobre 2009 nommant Mme Sandrine-Magali BELMIN à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 458-09 du 29 octobre 2009 nommant M. Jean-Pierre BILLAULT à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 68-12 du 9 juillet 2012 nommant M. Patrick CLERY, ingénieur de secteur à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 450-09 du 29 octobre 2009 du 16 juillet 2008 nommant M. Jean-Paul DABROWSKI à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 408-09 du 28 octobre 2009 nommant M. Jérôme DUFOURNET à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 096-16 du 12 février 2016 nommant Mme Myriam ELKOUBY-HORN à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 321-09 du 29 octobre 2009 nommant M. Jean HAMMOUD à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 451-09 du 29 octobre 2009 nommant Mme Véronique HUYNH à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 331-12 du 11 décembre 2012 nommant Mme Safaé LEGOU à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 095-16 du 12 février 2016 nommant M. Thierry MALLET à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 208-09 du 4 août 2009 nommant M. David MANI à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 286-14 du 27 novembre 2014 du nommant M. Olivier MONTIGNY, à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 337-12 du 19 décembre 2012 nommant M. Christophe MONTILLET à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 043-15 du 11 février 2015 nommant M. Aziz OURACHANE à la direction de la construction et de la maintenance

VU la décision n° 015-14 du 22 janvier 2014 nommant M. Jean-Lou PERRIER à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 046-11 du 2 février 2011 nommant Mme Patricia PIQUIONNE à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 193-16 du 31 mai 2016 nommant M. Philippe RISCH à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 138-16 du 4 avril 2016 nommant M. Fabrice RULL à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 260-11 du 18 août 2011 nommant M. Philippe SEGONDS à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 224-11 du 8 juillet 2011 nommant Mme Eliane SIMON BRAND à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 125-13 du 19 juin 2013 nommant Mme Véronique THIEBAULT à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 246-15 du 19 novembre 2015 nommant M. Cyril TRUC à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 088-13 du 29 avril 2013 nommant Mme Nadine ZUMPICCHIAT à la direction de la construction et de la maintenance ;

VU la décision n° 474-09 du 29 octobre 2009 nommant M. Antonin JEAN à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 480-09 du 10 novembre 2009 nommant Melle Danielle GRUGNARDI à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 477-09 du 29 octobre 2009 nommant Mme Florence ALPERT à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 361-09 du 23 octobre 2009 nommant Mme Aurore TOURNE à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 339-09 du 15 octobre 2009 nommant M. Edouard LEMAIRE à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 096-12 du 21 mars 2012 nommant M. Romain GUSTAVE, chargé de mission à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 255-12 du 10 septembre 2012 nommant Mme Nathalie STRYZEWSKI, chargée de mission de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 266-15 du 16 décembre 2015 nommant Mme Carole CONSTANS-GUEGUEN à la direction programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 014-14 du 22 janvier 2014 nommant M. Alex ASHOFTEH, chargé de mission de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 248-14 du 9 octobre 2014 nommant Mme Violaine LIGNAC, chargée d'opérations de construction à la Direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

VU la décision n° 032-14 du 29 janvier 2014 nommant M. Pierre ETCHEGOYHEN, à la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation est donnée à M. Christophe KERRERO à l'effet de signer tous les actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur passation et exécution, entrant dans la compétence de l'unité « lycées », à l'exception des arrêtés portant nomination aux emplois permanents et non permanents et affectation des agents, des rapports et communications au conseil régional d'Ile-de-France et à la commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Christophe KERRERO, délégation de signature est donnée à Mme Catherine DESHORS dans les mêmes limites que celles fixées à l'article premier du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Christophe KERRERO et Mme Catherine DESHORS délégation de signature est donnée à Claudie MARTENS dans les mêmes limites que celles fixées à l'article premier du présent arrêté.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Christophe KERRERO, Mme Catherine DESHORS et de Claudie MARTENS délégation de signature est donnée à M. Robin MONNIER dans les mêmes limites que celles fixées à l'article premier du présent arrêté.

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à Mme Catherine DESHORS à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés ou conventions, tous bons de commandes, tous ordres de services, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait, entrant dans la compétence de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées de l'Unité lycées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine DESHORS, délégation de signature est donnée à Mme Clotilde FAYET, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Catherine DESHORS et de Mme Clotilde FAYET, délégation de signature est donnée à Mme Marjorie KOUBI, dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine DESHORS, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 3 du présent arrêté, à M. Lionel VALLA, pour ce qui relève du service des ressources et information.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Clotilde FAYET, à l'effet de signer, tous marchés et bons de commandes, tous ordres de services, tous actes nécessaires à la passation et exécution des conventions, tous actes relatifs aux avances aux établissements scolaires, à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait, à la certification conforme de tous documents à l'original, entrant dans la compétence de la sous-direction des finances de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Jean-Michèle LESTRADE-CARBONNEL à l'effet de signer toutes notifications des autorisations de programme et des crédits de paiement d'investissement et des liquidations des avances aux établissements scolaires, aux mandataires et aux services techniques de l'Etat entrant dans la compétence du service du budget de la sous-direction des finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Jean-Michèle LESTRADE-CARBONNEL, délégation de signature est donnée à M. Stéphane ARTISIEN, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claudette PINON-REVEL à l'effet de signer toutes conventions, toutes notifications de conventions et de subventions, tous actes relatifs à la liquidation de factures, tous actes nécessaires à la passation et exécution des conventions, acomptes et mémoires, versement de subventions entrant dans la compétence du service de la comptabilité de la sous-direction des finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudette PINON-REVEL, délégation de signature est donnée à Mme Denise LEPAN, dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marjorie KOUBI à l'effet de signer, tous actes et décisions, marchés et bons de commandes, tous documents liés au contrôle budgétaire des établissement publics locaux d'enseignement, toutes notifications de dotation ou de subvention, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires entrant dans la compétence de la sous-direction de la gestion des établissements scolaires.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à M. Hugues L'HORSET à l'effet de signer, tous actes et décisions, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait, entrant dans la compétence du service administration des EPLE et enseignement privé de la direction de l'administration, des finances et des moyens des lycées.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Kien KUOCH-COLLET, à l'effet de signer toutes notifications de dotation ou subvention aux établissements publics locaux d'enseignement, tous documents liés au contrôle budgétaire des établissements publics locaux d'enseignement, entrant dans la compétence du service du fonctionnement et analyses budgétaires des EPLE de la sous-direction de la gestion des établissements.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle ZUCCARELLI à l'effet de signer, tous actes et décisions, toutes notifications de subventions aux établissements publics locaux d'enseignement entrant dans la compétence du service hébergement restauration et aides sociales de la sous-direction des établissements.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claudie MARTENS à l'effet de signer, tous actes et décisions, tous contrats marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur passation et exécution entrant dans la compétence de la direction des politiques éducatives et de l'équipement de l'unité lycées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claudie MARTENS, délégation de signature est donnée à Mme Clarisse PICARD dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Claudie MARTENS et Mme Clarisse PICARD, délégation de signature est donnée à M Toni DOS SANTOS dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Claudie MARTENS, Mme Clarisse PICARD et de M. Toni DOS SANTOS, délégation de signature est donnée à Mme Emmanuelle MORENO dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de Mme Claudie MARTENS, Mme Clarisse PICARD, de M. Toni DOS SANTOS et de Mme Emmanuelle MORENO, délégation de signature est donnée à Mme Sarah EL QAISI dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Mme Clarisse PICARD à l'effet de signer tous les bons de commande, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait relevant de la compétence de la direction des politiques éducatives et de l'équipement des lycées.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à M. Toni DOS SANTOS à l'effet de signer tous bons de commande, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires et à

la certification du service fait relevant des services équipement et espaces numériques de travail.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Mme Emmanuelle MORENO à l'effet de signer tous bons de commande, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, et à la certification du service fait relevant du service formations.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sarah EL QAISI à l'effet de signer tous bons de commande, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, et à la certification du service fait relevant du service actions éducatives.

Article 17 :

Délégation temporaire est donnée à M. Robin MONNIER, à l'effet de signer tous actes et décisions, tous marchés et actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et conventions entrant dans la compétence de la direction de la construction et de la maintenance.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Robin MONNIER, délégation de signature est donnée à M. Guillaume COMBARIEU dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et de M. Guillaume COMBARIEU, délégation de signature est donnée à Mme Marie Noëlle DESAILLY dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER, de M. Guillaume COMBARIEU et de Mme Marie Noëlle DESAILLY, délégation de signature est donnée à M. Jean-Louis GAILLARD dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à M. Guillaume COMBARIEU et M. Jean-Louis GAILLARD à l'effet de signer tous les actes relatifs à la certification du service fait entrant dans les compétences de la direction de la construction et de la maintenance.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie Noëlle DESAILLY, M. Norbert DELAUNE, Mme Laurence WEBER et M. Philippe CHAVEROT à l'effet de signer tous actes relatifs à la certification du service fait entrant dans les compétences de la sous-direction administrative et juridique de la direction de la construction et de la maintenance.

Article 20 :

Délégation permanente est donnée à M. Philippe BABIN DE LIGNAC, M. Jacques DUFRESNE, M. Jean-Claude RIEHL, M. Michel TRENQUE et M. Jean-Louis GAILLARD à l'effet de signer tous actes relatifs à la certification du service fait, toutes pièces relatives à l'exécution du programme de travaux et notamment les permis de construire ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans les compétences de leur sous-direction respective.

Article 21 :

Délégation permanente est donnée à Mme Magali BELMIN, M. Jean-Pierre BILLAULT, M. Bruno BRETILLOT, M. François CARDAROPOLI, M. Patrick CLERY, M. Jean-Paul DABROWSKI, Mme Melpomène DELAUNE, M. Jérôme DUFOURNET, Mme Myriam ELKOUBY-HORN, M. Jean HAMMOUD, Mme Véronique HUYNH, M. François LACOUR, M. Jean-Pierre LE BERRE, M. Bruno LE CORRE, Mme Safaé LEGOU, Mme Céline LIRET, M. Thierry MALLET, M. David MANI, Mme Elizabeth MAZALTOV, M. Olivier MONTIGNY, M. Christophe MONTILLET, M. Christophe NOURRY, Aziz OURACHANE, M. Jean-Lou PERRIER, Mme Patricia PIQUIONNE, M. Philippe RISCH, M. Fabrice RULL, M. Frédéric SCHNEIDER, M. Philippe SEGONDS, Mme Eliane SIMON, Mme Véronique THIEBAULT, M. Cyril TRUC et Mme Nadine ZUMPICCHIAT à l'effet de signer tous les actes relatifs à la certification du service fait, ainsi que les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans leurs attributions.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à M. Robin MONNIER à l'effet de signer tous actes et décisions, tous les contrats, marchés et conventions, tous actes nécessaires à la passation et à l'exécution des contrats, marchés et conventions entrant dans la compétence de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Robin MONNIER, délégation est donnée à Mme Véronique DUPUIS dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER et Mme Véronique DUPUIS, délégation est donnée à M Olivier DEROSAIS dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER, Mme Véronique DUPUIS et M Olivier DEROSAIS, délégation est donnée à Mme Raymonde DONAT dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER, Mme Véronique DUPUIS, M Olivier DEROSAIS, Mme Raymonde DONAT délégation est donnée à Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Robin MONNIER, Mme Véronique DUPUIS, M Olivier DEROSAIS et Mme Raymonde DONAT et de Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS, délégation est donnée à Mme Agnès LAURET-GREMILLET dans les mêmes limites que celles fixées au premier alinéa.

Article 23 :

Délégation permanente est donnée à Mme Véronique DUPUIS à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait entrant dans la compétence de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Article 24 :

Délégation permanente est donnée à M. Olivier DEROSAIS à l'effet de signer tous les courriers, les bons de commandes, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait entrant dans la compétence du service de la programmation pédagogique et fonctionnelle de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Article 25 :

Délégation permanente est donnée à Mme Raymonde DONAT à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait entrant dans la compétence du service études de faisabilité et concours de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

En cas d'absence ou d'empêchement, de Mme Raymonde DONAT, délégation de signature est donnée à Mme Marie GUERCI dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent.

Article 26 :

Délégation permanente est donnée à Mme Elisabete BOUCA-SEIXAS à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, tous les actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait entrant dans la compétence du service connaissance du patrimoine de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Article 27 :

Délégation permanente est donnée à Mme Agnès LAURET-GREMILLET à l'effet de signer tous les courriers, tous les bons de commandes, tous les ordres de service, tous actes relatifs à la liquidation des factures, acomptes et mémoires, à la certification du service fait entrant dans la compétence du service qualité environnementale des lycées de la direction de la programmation pédagogique et patrimoniale.

Article 28 :

Délégation permanente est donnée à Mme Florence ALPERT, M. Alex ASHOFTEH, Mme Carole CONSTANS-GUEGUEN, Mme Tania DEBBAS, Mme Brigitte DENIS, M. Pierre ETCHEGOYHEN, Mme Danièle GRUGNARDI, Mme Marie GUERCI, M. Romain GUSTAVE, M Antonin JEAN, M. Edouard LEMAIRE, Mme Violaine LIGNAC, Mme Alice LY, Mme Nathalie STRYZESWSKI et Mme Aurore TOURNE à l'effet de signer tous actes relatifs à la certification du service fait entrant dans leurs attributions.

Article 29 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 16-196 du 15 juin 2016.

Article 30 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région Ile-de-France.

Fait à Paris, le 9 août 2016

Valérie PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 13/09/2016
- Date de réception en préfecture: 13/09/2016

îledeFrance

Conseil régional

La présidente

ARRETE N°16-294 du 31 août 2016

Portant nomination des membres professionnels du cinéma et de l'audiovisuel au sein du comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L4231-1 et suivants,

VU la délibération n° CR 10-14 du 13 février 2014 « Aides régionales au cinéma et à l'audiovisuel- aide à l'écriture de scénario »

ARRETE

ARTICLE PREMIER:

Sont désignées, en qualité de membres professionnels du cinéma et de l'audiovisuel au sein du comité de lecture de l'Aide à l'écriture de scénario de la Région Ile-de-France, les personnes suivantes:

Monsieur Dominique MARCHAIS
Réalisateur

Monsieur Fred NICOLAS
Auteur réalisateur

Monsieur Rodolphe OLCESE
Réalisateur

Monsieur Frédéric RAMADE
Réalisateur

Monsieur Pierre PRIMETENS
Réalisateur

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 - Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Monsieur Hakim ZOUHANI
Auteur réalisateur Producteur

Madame Fanny YVONNET
Productrice

Monsieur Sébastien DE FONSECA
Producteur

Monsieur Sébastien HUSSENOT
Producteur

Madame Fabienne AGUADO
Centre des Ecritures Cinématographiques du Moulin d'Andé

ARTICLE II

Les nominations portées par l'arrêté n°16-120 du 19 mai 2016 sont abrogées

ARTICLE III

Ces désignations prennent effet à compter du 31 août 2016.

ARTICLE IV :

Le présent arrêté sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la Région Ile-de-France.

Valérie PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 03/10/2016
- Date de réception en préfecture: 03/10/2016

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N°16-296

portant délégation de signature de la Directrice générale adjointe Adjointe au Directeur général des services

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et, notamment, son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°15-011 du 27 janvier 2015 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

VU la décision n°291-16 du 1er septembre 2016 nommant Madame Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, Directrice générale adjointe, adjointe au Directeur général des services ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Madame Marie-Hélène GRANIER-FAUQUERT, Directrice générale adjointe, Adjointe au Directeur général des services de la Région d'Ile-de-France, à l'effet de signer tous actes ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, relevant de la compétence de la direction de la recherche et de l'enseignement supérieur de l'unité « Développement » de la Région Ile-de-France, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, et des rapports et communications au Conseil Régional et à la Commission Permanente.

Article 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 8 septembre 2016

Valérie PECRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 04/10/2016
- Date de réception en préfecture: 04/10/2016

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 16-297
du 27 septembre 2016

Portant désignation des membres du jury « 100 quartiers innovants et écologiques » pour la première session (octobre 2016).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à 9,

VU la délibération n°CR 90-16 du 16 juin 2016 relative au règlement de l'aide régionale pour l'aménagement de 100 quartiers innovants et écologiques,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont nommés membres du jury 100 quartiers innovants et écologiques, pour la première session (octobre 2016), au titre du collège des élus :

Gilles BATTAIL
Membre de la commission « logement et politique de la ville »

Bruno BECHIZZA
Membre de la commission « logement et politique de la ville »

Claude BODIN
Membre de la commission « transports »

Sophie DESCHIENS
Membre de la commission « environnement et aménagement du territoire »

Franck LE BOHELLEC
Membre de la commission « développement économique, emploi et innovation »

Mounir SATOURI
Membre de la commission « environnement et aménagement du territoire »

Olivier THOMAS
Membre de la commission « ruralité et agriculture »

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

ARTICLE 2 :

Sont désignés membres du jury 100 quartiers innovants et écologiques, pour la première session (octobre 2016), au titre du collège des personnalités qualifiées :

Jean François CARENCO, Préfet de Région

Jean-Louis GIRODOT, Président du Conseil économique, social et environnemental régional d'Ile-de-France

Stéphane BEAUDET, Président de l'Association des Maires d'Ile-de-France

Joëlle COLOSIO, Directrice Régionale de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

Thierry LAVERNE, Paysagiste

Béatrice MARIOLLE, Architecte Urbaniste

Elisabeth ROJAT-LEFEBVRE, Architecte Urbaniste

Taoufik SOUAMI, Professeur, Co-Directeur de l'Ecole d'Urbanisme de Paris – Université Paris Est Marne-la-Vallée

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 04/10/2016
- Date de réception en préfecture: 04/10/2016

Conseil régional

ARRETE N°16-300

portant délégation de signature de l'unité « affaires internationales et européennes »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°15-011 du 27 janvier 2015 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

VU la décision n° 127-16 du 1er avril 2016 nommant M. Jacques BELTRAN, Directeur général adjoint, chargé de l'unité « affaires internationales et européennes » ;

VU la décision n° 297-14 du 12 décembre 2014 nommant M. Didier JEAN, Directeur des affaires internationales et européennes ;

VU la décision n° 116-15 du 1er juin 2015 nommant M. Pascal LEPRETRE, Secrétaire général de l'unité affaires internationales et européennes ;

VU la décision n° 256-16 du 25 juillet 2016 nommant Mme Régine LEDUC, Directrice des financements européens ;

VU la décision n° 312-14 du 24 décembre 2014 nommant M. Vincent BOULESTEIX, Chef du service gestion des Fonds européens ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Jacques BELTRAN à l'effet de signer tous actes, arrêtés et décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de l'unité « affaires internationales et européennes » à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional et à la commission permanente.

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques BELTRAN, délégation de signature est donnée à M. Didier JEAN à l'effet de signer ceux des actes de l'article 1er qui relèvent de la compétence de la direction des affaires internationales et européennes, et à Mme Régine LEDUC à l'effet de signer ceux des actes de l'article 1er qui relèvent de la compétence de la direction des financements européens.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques BELTRAN et de M. Didier JEAN, délégation de signature est donnée à M. Pascal LEPRETRE à l'effet de signer ceux des actes de l'article 1er qui relèvent de la compétence de la direction des affaires internationales et européennes

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques BELTRAN, de M. Didier JEAN et de M. Pascal LEPRÊTRE, délégation de signature est donnée à Mme Régine LEDUC à l'effet de signer ceux des actes de l'article 1er qui relèvent de la compétence de la direction des affaires internationales et européennes

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques BELTRAN et de Mme. Régine LEDUC, délégation de signature est donnée à M. Pascal LEPRETRE à l'effet de signer ceux des actes de l'article 1er qui relèvent de la compétence de la direction des financements européens.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques BELTRAN, de Mme. Régine LEDUC et de M. Pascal LEPRÊTRE, délégation de signature est donnée à M. Didier JEAN à l'effet de signer ceux des actes de l'article 1er qui relèvent de la compétence de la direction des financements européens.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Régine LEDUC à l'effet de signer les actes relatifs aux accusés de réception de dossiers complets, notifications de refus, notifications de modification de convention (avenants), notification de visites sur place, certificats de services faits (CSF), bilans d'exécutions et courriers administratifs accompagnant les CSF relevant de la compétence du service de gestion des fonds européens.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à M Vincent BOULESTEIX à l'effet de signer les actes relatifs aux accusés de réception de dossiers complets, certificats de services faits (CSF), bilans d'exécutions et courriers administratifs accompagnant les CSF relevant de la compétence du service de gestion des fonds européens.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Régine LEDUC, délégation de signature est donnée à M. Vincent BOULESTEIX à l'effet de signer les notifications de refus, notifications de modification de convention (avenants), notification de visites sur place.

Article 7 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°16-66 du 1er avril 2016

Article 8 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 14 septembre 2016

Valérie PECRESSE

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 16-303

portant délégations de signature de l'unité « Patrimoine et moyens généraux »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL

D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités locales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n° 15-011 du 27 janvier 2015 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

VU la décision n° 248-11 du 4 août 2011 nommant M. Daniel DAEHN, Directeur général adjoint des services, chargé de l'unité patrimoine et moyens généraux ;

VU la décision n° 289 du 30 août 2016 nommant Mme Sandrine LERAY BODARD, Directrice Technique Logistique par intérim à compter du 16 septembre 2016 ;

VU la décision n° 287-16 du 1er septembre 2016 nommant M. Frédéric BLETTERY, sous-directeur par intérim chargé de la logistique de la direction technique logistique, à compter du 16 septembre 2016 ;

VU la décision n° 165-13 du 5 août 2013 nommant Mme Isabelle AVENTUR, Directrice de l'administration et des missions transversales de l'unité patrimoine et moyens généraux ;

VU la décision n° 181-13 du 26 août 2013 nommant M. Jean-Philippe BARRAUD, Directeur-adjoint au sein de la direction de l'administration et des missions transversales de l'unité patrimoine et moyens généraux ;

VU la décision n° 163 du 5 octobre 2005 nommant M. Alain CASSIER, Sous-directeur chargé de la technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 278 du 18 juillet 2007 nommant Mme Sandrine BODARD, Sous-directrice chargée de la logistique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 255 du 21 août 2008 nommant Mme Fabienne STUDER-REDON, Sous-directrice chargée des archives de la direction de l'administration générale ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VU la décision n° 261-15 du 15 décembre 2015 nommant Mme Marie-Laure MASSON Sous-directrice des actions patrimoniales ;

VU la décision n° 165 du 5 octobre 2005 nommant M. Michel CASSIER, Chef du service imprimerie de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n°176-16 du 18 mai 2016 nommant Mme Sophie MONGISON, Chef du service automobile de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 167 du 5 octobre 2005 nommant M. Philippe MIRZAYAN, Chef du service fournitures de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 168 du 5 octobre 2005 nommant M. Daniel BROUZES, Chef du service courrier de la sous-direction technique, de la direction et technique logistique ;

VU la décision n° 321-12 du 3 décembre 2012 nommant Mme Aude JEUNE, Chef du service édition-création de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 170 du 5 octobre 2005 nommant M. Laurent POUPIN, Chef du service logistique des bâtiments de la sous-direction de la logistique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n°140 du 29 mars 2016 nommant Mme Audrey ZAMAGNA, chef du service accueil au sein de la sous-direction logistique de la direction technique logistique ;

VU la décision n° 181 du 5 octobre 2005 nommant Mme Pierrette ENILORAC, Chef du service standard de la sous-direction de la logistique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 188-13 du 19 septembre 2013 nommant Mme Maguy POUPIN, Chef du service réceptions au sein de la direction de l'administration et des missions transversales ;

VU la décision n° 184 du 5 octobre 2005 nommant Mme Christine ZAMBONI, Chef du service réunions, vidéo, visioconférence de la direction technique et logistique;

VU la décision n° 186 du 5 octobre 2005 nommant M. Yannick LE BARH, Chef du service de la documentation de la direction de l'administration générale ;

VU la décision n° 258 du 21 août 2008 nommant Mme Pascale BOURGEOIS, Chef du service des marchés de la direction de l'administration générale ;

VU la décision n° 10-14 du 20 janvier 2014 nommant Mme Muriel BESSOT, Chef de service des archives définitives de la sous-direction des archives, de la direction de l'administration et des missions transversales ;

VU la décision n° 181-15 du 24 août 2015 nommant Mme Delphine BERLING en qualité de chargée de mission au sein de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 213-12 du 10 juillet 2012 nommant Mme Corine PACCIONI en qualité de chargée de mission au sein de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 100 du 6 mars 2009 nommant M. Siméon MAVOULOUQUE en qualité de chef de service sécurité de la sous-direction logistique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 52 du 24 mars 2003 nommant M. Gilles ZUCCARELLI, adjoint au chef du service automobile de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n°232-09 du 14 septembre 2009 nommant M. Antoine GIANNOTTI, assistant gestionnaire au sein du service automobile de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n°267-14 du 07 novembre 2014 nommant M. Jean-Michel LEBLOND, gestionnaire au sein du service automobile de la sous-direction technique, de la direction technique et logistique ;

VU la décision n° 325-09 du 18 novembre 2009 nommant Mme Martine WITON, Chef du service des déplacements au secrétariat général de l'UPMG ;

VU la décision n° 332-12 du 11 décembre 2012 nommant M. Florent BONI à la sous-direction des actions patrimoniales ;

VU la décision n° 340-12 du 26 décembre 2012 nommant Mme Valérie NEVEU à la sous-direction des actions patrimoniales ;

VU la décision n° 286-15 du 23 décembre 2015 nommant M. Bernard DESCAMPS à la sous-direction des actions patrimoniales ;

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à M. Daniel DAEHN à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, relevant de l'unité patrimoine et moyens généraux, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil régional d'Ile-de-France et à la Commission permanente.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel DAEHN, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Mme Isabelle AVENTUR, pour ce qui relève de la direction de l'administration et des missions transversales, à Mme Sandrine LERAY BODARD, pour ce qui relève de la direction technique logistique et à Mme Marie-Laure MASSON, pour ce qui relève de la sous-direction des actions patrimoniales.

Article 3 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de M. Daniel DAEHN et de Mme Sandrine LERAY BODARD, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Mme Isabelle AVENTUR.

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de M. Daniel DAEHN et de Mme Marie-Laure MASSON, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1, à Mme Sandrine LERAY BODARD.

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de M. Daniel DAEHN et de Mme Isabelle AVENTUR, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté, à Mme Sandrine LERAY BODARD.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Isabelle AVENTUR à l'effet de signer tous contrats, tous marchés et leurs avenants, tous ordres de services et de mission, les états de frais, tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC (cinquante mille euros) et tous actes portant certification du service fait, certification conforme de tous documents à l'original entrant dans la compétence des services rattachés à la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 5 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle AVENTUR, délégation de signature est donnée M. Jean-Philippe BARRAUD, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 4 du présent arrêté.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Martine WITON à l'effet de signer tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait ainsi que les ordres de missions, entrant dans les compétences du service déplacements de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à Mme Maguy POUPIN à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait entrant dans la compétence du service réceptions de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à Mme Fabienne STUDER-REDON à l'effet de signer tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 10 000 € TTC (dix mille euros) et tous actes portant certification du service fait, entrant dans les compétences de la sous-direction des archives de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 9 :

Délégation permanente est donnée à Mme Pascale BOURGEOIS, à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC (huit mille euros), tous actes portant certification du service fait, certification conforme à l'original des pièces de marchés et de leurs avenants et tous courriers relevant du service marchés de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à M. Yannick LE BARH, à l'effet de signer tous bons de commande et la liquidation des factures dans la limite de 5 000 € TTC (cinq mille euros) ainsi que tous actes portant certification du service fait et certification conforme de tous documents à l'original entrant dans la compétence du service documentation de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 11:

Délégation permanente est donnée à Mme Muriel BESSOT, à l'effet de signer tous actes portant certification du service fait relevant de la compétence du service des archives définitives de la sous-direction des archives de la direction de l'administration et des missions transversales.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Mme Marie-Laure MASSON à l'effet de signer tous contrats, tous marchés et leurs avenants, tous ordres de services de travaux, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC (cinquante mille euros) et tous actes portant certification du service fait, certification conforme à l'original, notamment à l'original du marché remis par le titulaire en vue de permettre le nantissement, ainsi que la liquidation des factures jusqu'à 50 000 € TTC (cinquante mille euros), toutes les pièces relatives à l'exécution des programmes d'études et des programmes de travaux, notamment les permis de construire et de démolir et toutes les autres demandes d'autorisations administratives, les procès-verbaux de réception de travaux entrant dans la compétence de la sous-direction des actions patrimoniales.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à, M. Florent BONI, M. Bernard DESCAMPS et Mme Valérie NEVEU à l'effet de signer tous les actes relatifs à la certification du service fait pour ce qui relève de la sous-direction des actions patrimoniales.

Article 14 :

Délégation permanente/temporaire est donnée à Mme Sandrine LERAY BODARD à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande et la liquidation des factures jusqu'à hauteur de 50 000 € TTC (cinquante mille euros) ainsi que tous actes portant certification du service fait, certification conforme de tous documents à l'original entrant dans la compétence de la direction technique et logistique.

Article 15 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandrine LERAY BODARD, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 14 du présent arrêté, à M. Alain CASSIER, pour ce qui relève de la sous-direction technique et à M. Frédéric BLETTERY, pour ce qui relève de la sous-direction logistique.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à M. Alain CASSIER à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC (huit mille euros), tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, certification conforme de tous documents à l'original ainsi que les dépôts de plainte entrant dans la compétence de la sous-direction technique de la direction technique logistique.

Article 17 :

Délégation permanente/temporaire est donnée à M. Frédéric BLETTERY à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 8 000 € TTC (huit mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, certification conforme de tous documents à l'original entrant dans la compétence de la sous-direction logistique de la direction technique logistique.

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à M. Michel CASSIER à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service imprimerie de la sous-direction technique de la direction technique logistique.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sophie MONGISON à l'effet de signer tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros), tous actes portant certification du service fait et tous actes (demandes d'immatriculation, retrait de cartes grises, dépôt de plainte) relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France, gérés par le service automobile.

Article 20 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de Mme Sandrine LERAY BODARD, de M. Alain CASSIER et de Mme Sophie MONGISON, délégation est donnée à M. Gilles ZUCCARELLI à l'effet de déposer des plaintes relatives à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France et de signer tous actes (demandes d'immatriculation, retrait de cartes grises) relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France, gérés par le service automobile.

Article 21 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sophie MONGISON, délégation est donnée à M. Jean-Michel LEBLOND et à M. Antoine GIANNOTTI , à l'effet de signer tous actes (demandes d'immatriculation, retrait de cartes grises) relatifs à l'administration des véhicules du parc automobile de la Région Ile-de-France, gérés par le service automobile, à l'exception des dépôts de plainte.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à M. Philippe MIRZAYAN à l'effet de signer tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service fournitures de la sous-direction technique de la direction technique logistique.

Article 23 :

Délégation permanente est donnée à M. Laurent POUPIN à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service logistique des bâtiments de la sous-direction logistique de la direction technique logistique.

Article 24 :

Délégation permanente est donnée à M. Siméon MAVOULOUQUE à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 4 000 € TTC (quatre mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service sécurité de la sous-direction logistique de la direction technique logistique.

Article 25 :

Délégation permanente est donnée à M. Daniel BROUZES à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 2 000 € TTC (deux mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service courrier de la sous-direction technique de la direction technique logistique.

Article 26 :

Délégation permanente est donnée à Mme Christine ZAMBONI-DALOUCHE à l'effet de signer tous contrats, tous marchés, tous bons de commande jusqu'à hauteur de 2 000 € TTC (deux mille euros) et tous actes portant certification du service fait, quel que soit le montant, entrant dans la compétence du service réunions, vidéo, visio-conférence de la direction technique logistique.

Article 27 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de Mme Christine ZAMBONI-DALOUCHE et de Mme Sandrine LERAY BODARD, délégation de signature est donnée à M. Frédéric BLETTERY dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 26.

Article 28 :

Délégation permanente est donnée à Mme Aude JEUNE, Mme Audrey ZAMAGNA, Mme Pierrette ENILORAC à l'effet de signer tous actes portant certification du service fait, chacune dans son domaine de compétence.

Article 29 :

Délégation permanente est donnée à Mme Delphine BERLING à l'effet de signer tous actes portant certification du service fait relatifs aux prestations de restauration administrative.

Article 30 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de Mme Delphine BERLING et de Mme Sandrine LERAY BODARD délégation de signature est donnée à M. Frédéric BLETTERY dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 29.

Article 31 :

Délégation permanente est donnée à Mme Corine PACCIONI à l'effet de signer tous actes portant certification du service fait relatifs aux consommations des fluides.

Article 32 :

En cas d'absence ou d'empêchement conjoint de Mme Corine PACCIONI et de Mme Sandrine LERAY BODARD, délégation de signature est donnée à M. Frédéric BLETTERY dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 30.

Article 33 :

L'arrêté n° 16-140 en date du 25 mai 2016 est abrogé.

Article 34 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 22 septembre 2016

Valérie PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 04/10/2016
- Date de réception en préfecture: 04/10/2016

Conseil régional

ARRETE N°16-304

portant délégations de signature de l'unité « Société »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4231- 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°15-011 du 27 janvier 2015 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France, modifié par l'arrêté n°16-193 du 15 juin 2016 ;

VU la décision n°150 du 5 octobre 2005 nommant M. Angelo ZAGALOLO, Directeur de l'action foncière, du logement et du renouvellement urbain ;

VU la décision n°152 du 5 octobre 2005 nommant M. Jérôme de VIVIES, Chef du service du logement social de la direction de l'action foncière, du logement et du renouvellement urbain ;

VU la décision n°153 du 5 octobre 2005 nommant M. Loïc GANDAIS, Chef du service de l'habitat privé de la direction de l'action foncière, du logement et du renouvellement urbain ;

VU la décision n°362 du 11 octobre 2007 nommant M. Jérôme MAUNOURY, Chef du service tourisme et loisirs de la direction du sport, des loisirs et du tourisme ;

VU la décision n°372-11 du 3 novembre 2011 nommant Mme Catherine LADOY, Chef du service Formations sanitaires et sociales de la direction du développement social, santé et démocratie régionale ;

VU la décision n°261-13 du 17 décembre 2013 nommant M. Srinouvélou ADY, Chef du service Renouvellement urbain, de la direction du logement, de l'action foncière et du renouvellement urbain ;

VU la décision n°017-15 du 22 janvier 2015 nommant Mme Daouya AGOUNE, Responsable de la Mission démocratie régionale et jeunesse de la direction du développement social, de la santé et de la démocratie régionale ;

VU la décision n°020-15 du 22 janvier 2015 nommant M. Alexandre DJINDIAN, Chef du service Développement social et santé de la direction du développement social, santé et démocratie régionale ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

VU la décision n°205-15 du 30 septembre 2015 nommant M. Jacques BONNISSEAU, Directeur du développement social, de la santé et de la démocratie régionale ;

VU la décision n° 228-16 du 1er juillet 2016 nommant Mme Sandra de JENKEN EVERSMANN, Directrice, du sport, des loisirs et du tourisme ;

VU la décision n°301-16 du 9 septembre 2016 nommant Mme Line DESCOURRIERE, Chef du service Budgétaire et comptable par intérim ;

VU la décision n°308-16 du 19 septembre 2016 nommant Mme Patricia BRISON, Directrice générale adjointe par intérim ;

ARRETE

Article 1 :

Délégation permanente est donnée à Mme Patricia BRISON, Directrice générale adjointe par intérim, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de l'Unité Société, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional d'Ile-de-France et à la Commission Permanente.

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à Mme Line DESCOURRIERE, Chef du service budgétaire et comptable par intérim, à l'effet de signer tous actes relatifs à la liquidation des dépenses de l'unité.

Article 3 :

Délégation permanente est donnée à M. Angelo ZAGALOLO, Directeur de l'action foncière, du logement et du renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional d'Ile-de-France et à la Commission Permanente.

Article 4 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Angelo ZAGALOLO, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 5 :

- à M. Loïc GANDAIS, Chef du service de l'habitat privé, pour ce qui relève du logement privé ;
- à M. Jérôme de VIVIES, Chef du service du logement social, pour ce qui relève du logement social ;
- à M. Srinouvélou ADY, Chef du service Renouvellement urbain, pour ce qui relève du renouvellement urbain.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à M. Loïc GANDAIS, Chef du service de l'habitat privé, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, à l'exception des marchés supérieurs à 4.000 € HT et des décisions, lettres, avis défavorables.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à M. Jérôme de VIVIES, Chef du service du logement social, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, à l'exception des marchés supérieurs à 4.000 € HT et des décisions, lettres, avis défavorables.

Article 7 :

Délégation permanente est donnée à M. Srinouvélou ADY, Chef du service Renouvellement urbain, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, à l'exception des marchés supérieurs à 4.000 € HT et des décisions, lettres, avis défavorables.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à M. Jacques BONNISSEAU, Directeur du développement social, de la santé et de la démocratie régionale, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional d'Ile-de-France et à la Commission Permanente.

Article 9 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jacques BONNISSEAU, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 10, à :

- à Mme Catherine LADOY, Chef du service formations sanitaires et sociales, pour ce qui relève des formations sociales et santé ;
- à Mme Daouya AGOUNE, Responsable de la mission démocratie régionale, pour ce qui relève de la démocratie régionale ;
- à M. Alexandre DJINDIAN, Chef du service développement social et santé, pour ce qui relève du développement social et santé.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Catherine LADOY, Chef du service formations sanitaires et sociales, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, à l'exception des marchés supérieurs à 4.000 € HT et des décisions, lettres, avis défavorables.

Article 11 :

Délégation permanente est donnée à Mme Daouya AGOUNE, Responsable de la mission démocratie régionale, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, à l'exception des marchés supérieurs à 4.000 € HT et des décisions, lettres, avis défavorables.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à M. Alexandre DJINDIAN, Chef du service développement social et santé, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de son service, à l'exception des marchés supérieurs à 4.000 € HT et des décisions, lettres, avis défavorables.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Mme Sandra de JENKEN EVERSMANN, Directrice du sport, des loisirs et du tourisme, à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats, marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de sa direction, à l'exception des arrêtés de nomination à un emploi permanent ou non permanent et d'affectation des agents, des rapports et communications au Conseil Régional d'Ile-de-France et à la Commission Permanente.

Article 14 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Sandra de JENKEN EVERSMANN, délégation de signature est donnée, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 15 :

- à M. Jérôme MAUNOURY, Chef du service tourisme et loisirs, pour ce qui relève du tourisme et des loisirs.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à M. Jérôme MAUNOURY, Chef du service tourisme et loisirs, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence du service, à l'exception des contrats, marchés et conventions.

Article 16 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 16-272 du 11 juillet 2016.

Article 17 :

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 23 septembre 2016

Valérie PECRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 04/10/2016
- Date de réception en préfecture: 04/10/2016

îledeFrance

Conseil régional

ARRETE N° 16-305
portant délégations de signature
de l'Unité « Personnel et ressources humaines »

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le code général des collectivités territoriales et notamment son article L 4231-3 alinéa 3 ;

VU la délibération n° CR 93-15 du 18 décembre 2015 modifié portant délégations de pouvoir du Conseil régional à sa présidente ;

VU l'arrêté n°15-011 du 27 janvier 2015 fixant l'organisation des services administratifs, techniques et financiers de la Région d'Ile-de-France ;

VU la décision n°011-16 du 05 janvier 2016 nommant Mme Fabienne CHOL, Directrice générale adjointe des services, chargée de l'unité « personnel et ressources humaines » ;

VU la décision n°285-16 du 26 août 2016 nommant Mme Claire FOUCQUIER, sous directrice de la sous-direction administration du personnel ;

VU la décision n°303-14 du 18 décembre 2014 nommant Mme Audrey CHANU, sous-directrice de la sous-direction du dialogue social ;

VU la décision n°403-11 du 30 novembre 2011 nommant Mme Caroline GODINOT, sous-directrice de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées ;

VU la décision n°127 du 5 octobre 2005 nommant Mme Laurence DOMINIC, chef du service de la communication interne ;

VU la décision n°310 du 14 août 2007 nommant Mme Isabelle MOREL, sous-directrice de la sous-direction de l'action sociale, de la prévention, de la santé et de la qualité de vie au travail ;

VU la décision n°152-15 du 3 juillet 2015 nommant Mme Hélène PAUTY-SAURET, sous-directrice de la sous-direction emploi-formation ;

VU la décision n°242-16 du 13 juillet 2016 nommant Guillaume AUBIN secrétaire général par intérim de l'Unité ;

VU la décision n°383-11 du 16 novembre 2011 nommant Mme Florence DANIEL, chef du service administration des agents des lycées du nord de la région d'Ile-de-France, à la sous-direction administration du personnel ;

VU la décision n°362-11 du 26 octobre 2012 nommant M. Adamou ADAMOU, chef du service administration des agents des lycées du sud de la région d'Ile-de-France, à la sous-direction administration du personnel ;

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy - 75359 Paris - cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85
www.iledefrance.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VU la décision n° 515-11 du 23 décembre 2011 nommant M. Olivier FELLONNEAU, chef du service des missions transversales au sein de la sous-direction de l'administration du personnel ;

VU la décision n°365-07 du 5 novembre 2007 nommant Mme Bénédicte FABA, responsable d'antenne au sein de l'antenne « sud-est » de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées ;

VU la décision n°142-13 du 11 juillet 2013 nommant M. Grégory GONDEK, responsable d'antenne au sein de l'antenne « sud-ouest » de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées ;

VU la décision n° 058-14 du 25 février 2014 nommant Mme Frédérique LAMAUD, responsable d'antenne au sein de l'antenne « nord-ouest » de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées ;

VU la décision n°140-13 du 11 juillet 2013 nommant Mme Gwénaëlle NUN, chef du service emploi compétences et organisation de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées ;

VU la décision n°170-13 du 12 août 2013 nommant Mme Quynh DO PHAN, chef du service des prestations sociales à la sous-direction de l'action sociale, de la prévention, de la santé et de la qualité de vie au travail ;

VU la décision n°039-15 du 9 février 2015 nommant M. Lionel RIVIERI, chef du service prévention et santé au travail à la sous-direction de l'action sociale, de la prévention, de la santé et de la qualité de vie au travail ;

VU la décision n°275-16 du 16 août 2016 nommant Mme Stéphanie CHASSAT, chef du service emploi au sein de la sous-direction emploi formation

VU la décision n°013-13 du 18 février 2013 nommant M. Guillaume AUBIN, chef du service budgétaire et comptable au sein du secrétariat général ;

VU la décision n°063-13 du 22 mars 2013 nommant Mme Séverine THOUY-PAULOIN, chef du service administration des agents du siège de la sous-direction de l'administration du personnel ;

VU la décision n°185-11 du 31 mai 2011 nommant M. Clément FOURREAU, adjoint au chef du service administration des agents des lycées du sud de la région d'Ile-de-France, à la sous-direction administration du personnel ;

VU la décision n°243-12 du 30 août 2012 nommant Mme Vanessa OUDALI, adjointe au chef du service administration des agents du siège ;

VU la décision n°146-13 du 12 juillet 2013 nommant Mme Françoise RAYMOND, adjointe au chef du service administration des agents des lycées du nord de la région d'Ile-de-France, à la sous-direction administration du personnel ;

VU la décision n°194-14 du 22 juillet 2014 nommant Mme Géraldine SALLES, chef du service accompagnement retraite, à la sous-direction administration du personnel ;

VU la décision n°010-11 du 5 janvier 2011 nommant M. Eric L'ECUYER, coordinateur paie au sein du service des missions transversales de la sous-direction administration du personnel ;

VU la décision n°031-15 du 30 janvier 2015 nommant Mme Evelyne CASSOU, adjointe au responsable d'antenne « sud-est » de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées ;

VU la décision n°030-15 du 30 janvier 2015 nommant Mme Isabelle GHAYATE, adjointe au responsable d'antenne « sud-ouest » de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées ;

VU la décision n°029-15 du 30 janvier 2015 nommant Mme Camille GREMET, adjointe au responsable d'antenne « nord-est » de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées ;

VU la décision n°028-15 du 30 janvier 2015 nommant M. Sébastien TRUCHE, adjoint au responsable d'antenne « nord-ouest » de la sous-direction gestion des ressources humaines des lycées.

ARRETE

Article 1er :

Délégation permanente est donnée à Mme Fabienne CHOL, Directrice générale adjointe de l'Unité « personnel et ressources humaines », à l'effet de signer tous actes, arrêtés ou décisions, tous contrats et marchés ou conventions ainsi que les actes nécessaires à leur exécution, entrant dans la compétence de l'Unité « personnel et ressources humaines », à l'exception des actes de nomination des agents à un emploi permanent autres que ceux visés à l'alinéa suivant et des rapports et communications au Conseil régional et à la Commission permanente.

Délégation permanente est donnée à Mme Fabienne CHOL, à l'effet de signer les actes de nomination des agents techniques territoriaux des établissements d'enseignement sur des emplois permanents et non permanents des lycées franciliens.

Article 2 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Fabienne CHOL, délégation de signature est donnée à Mme Caroline GODINOT, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 1er du présent arrêté et à l'exception des actes relatifs au recrutement des agents et des actes relatifs à la gestion des élus régionaux.

Article 3:

Délégation permanente est donnée à M. Guillaume AUBIN, Secrétaire général par intérim de l'Unité personnel et ressources humaines, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence du secrétariat général, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 15 000 € HT (quinze mille euros) et ceux qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures.

Article 4 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claire FOUCQUIER, Sous-directrice de l'administration du personnel, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence de la sous-direction de l'administration du personnel et relatifs à la carrière et à la rémunération des agents de la Région, à l'exception :

- des actes de nomination et de radiation des agents autres que ceux pris en application de l'article 3 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la

fonction publique territoriale,

La délégation permanente comprend également les actes entrant dans la compétence de la sous-direction de l'administration du personnel:

- qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros),
- qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures.

Article 5 :

Délégation permanente est donnée à Mme Claire FOUCQUIER, Sous-directrice de l'administration du personnel, à l'effet de signer tous bordereaux, mandats, titres de recette, pièces justificatives, certificats pour paiement et, plus généralement, tous certificats en rapport avec les opérations de paie et relevant de la responsabilité de la sous-direction de l'administration du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Claire FOUCQUIER, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées à l'alinéa précédent et relevant de la responsabilité du service des missions transversales à M. Olivier FELLONNEAU, Chef du service « missions transversales » de la sous-direction de l'administration du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de Mme Claire FOUCQUIER et de M. Olivier FELLONNEAU, délégation de signature est donnée dans les mêmes limites que celles fixées au 1er alinéa et relevant de la responsabilité du service des missions transversales à M. Eric L'ECUYER, coordinateur de paie au sein du service « missions transversales » à la sous-direction de l'administration du personnel.

Article 6 :

Délégation permanente est donnée à Mme Florence DANIEL, Chef du service « administration des lycées du nord » de la Sous-direction de l'administration du personnel, à l'effet de signer :

- tous les actes entrant dans la compétence du service de l'administration des agents des lycées du nord de la région d'Ile-de-France liés à la maladie, la maternité et la paternité,
- tous les actes liés à la maladie, la maternité et la paternité quel que soit leur montant, portant certification du service fait et liquidation des factures,
- l'ensemble des courriers liés à la gestion de la carrière des agents.

Article 7 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Florence DANIEL, délégation de signature est donnée à Mme Françoise RAYMOND, Adjointe au chef de service, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 6 du présent arrêté.

Article 8 :

Délégation permanente est donnée à M. ADAMOU, Chef du service « administration des lycées du sud » de la Sous-direction de l'administration du personnel, à l'effet de signer :

- tous les actes entrant dans la compétence du service de l'administration des agents des lycées du sud de la région d'Ile-de-France liés à la maladie, la maternité et la paternité ;
- tous les actes liés à la maladie, la maternité et la paternité quel que soit leur montant, portant certification du service fait et liquidation des factures ;
- l'ensemble des courriers liés à la gestion de la carrière des agents.

Article 9 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. ADAMOU, délégation de signature est donnée à M. Clément FOURREAU, Adjoint au chef de service, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 8 du présent arrêté.

Article 10 :

Délégation permanente est donnée à Mme Séverine THOUY-PAULOIN, Chef du service « administration des agents du siège » de la Sous-direction de l'administration du personnel à l'effet de signer :

- tous les actes entrant dans la compétence du service de l'administration des agents du siège de la région d'Ile-de-France liés à la maladie, la maternité et la paternité ;
- tous les actes liés à la maladie, la maternité et la paternité quel que soit leur montant, portant certification du service fait et liquidation des factures ;
- l'ensemble des courriers liés à la gestion de la carrière des agents.

Article 11 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Séverine THOUY-PAULOIN, délégation de signature est donnée à Mme Vanessa OUDALI, adjointe au chef de service dans les limites que celles fixées à l'article 10 du présent arrêté.

Article 12 :

Délégation permanente est donnée à Mme Géraldine SALLES, Chef du service accompagnement retraite de la Sous-direction de l'administration du personnel à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service accompagnement retraite liés à la gestion de la retraite et aux validations de service des agents de la Région.

Article 13 :

Délégation permanente est donnée à Mme Audrey CHANU, Sous-directrice du dialogue social, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence de la sous-direction du dialogue social, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures entrant dans la compétence de la sous-direction du dialogue social.

Article 14 :

Délégation permanente est donnée à Mme Hélène PAUTY-SAURET, Sous-directrice de l'emploi et de la formation, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence de la sous-direction emploi-formation, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures entrant dans la compétence de la sous-direction de l'emploi et de la formation.

Article 15 :

Délégation permanente est donnée à Mme Stéphanie CHASSAT, Chef du service « emploi », à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service emploi y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures entrant dans la compétence du service emploi.

Article 16 :

Délégation permanente est donnée à Mme Laurence DOMINIC, Chef du service de la communication interne, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service de la communication interne, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures entrant dans la compétence du service de la communication interne.

Article 17 :

Délégation permanente est donnée à Mme Isabelle MOREL, Sous-directrice de l'action sociale, de la prévention, de la santé et de la qualité de vie au travail, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence de la sous-direction de l'action sociale, de la prévention, de la santé et de la qualité de vie au travail y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures entrant dans la compétence de la sous-direction de l'action sociale, de la prévention, de la santé et de la qualité de vie au travail.

Article 18 :

Délégation permanente est donnée à Mme Quynh DO PHAN, Chef du service des prestations sociales, à l'effet de signer tous actes entrant dans la compétence du service des prestations sociales, y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures entrant dans la compétence du service des prestations sociales.

Article 19 :

Délégation permanente est donnée à M. Lionel RIVIERI, Chef du service prévention et santé au travail, à l'effet de signer tous les actes entrant dans la compétence du service prévention et santé au travail et y compris ceux qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros), tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures entrant dans la compétence du service prévention et santé au travail.

Article 20 :

Délégation permanente est donnée à Mme Caroline GODINOT, Sous-directrice de la gestion des ressources humaines des lycées, à l'effet de signer :

- tous les actes entrant dans la compétence de la sous-direction de la gestion des ressources humaines des lycées, à l'exception des actes de nomination des agents des lycées ;
- tous les actes qui engagent financièrement la Région dans la limite de 4 000 € HT (quatre mille euros), entrant dans la compétence de la sous-direction de la gestion des ressources humaines des lycées ;
- tous les actes qui portent, quel que soit leur montant, certification du service fait et liquidation des factures entrant dans la compétence de la sous-direction de la gestion des ressources humaines des lycées.

Article 21 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Caroline GODINOT, délégation est donnée à Mme Gwénaëlle NUN, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 20 du présent arrêté.

Article 22 :

Délégation permanente est donnée à Mme Bénédicte FABA, Responsable d'antenne « sud-est », à l'effet de signer les courriers adressés aux agents exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-est » et aux agents qui sollicitent une mobilité dans un EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-est » ainsi que les décisions d'affectation des agents des lycées exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-est », à l'exception des arrêtés de nomination des agents et des actes engageant financièrement la Région.

Article 23 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Bénédicte FABA, délégation est donnée à Mme Evelyne CASSOU, adjointe au responsable d'antenne, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 22 du présent arrêté.

Article 24 :

Délégation permanente est donnée à Mme Camille GREMET, adjointe au responsable d'antenne « nord-est », à l'effet de signer les courriers adressés aux agents exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-est » et aux agents qui sollicitent une mobilité dans un EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-est » ainsi que les décisions d'affectation des agents des lycées exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-est », à l'exception des arrêtés de nomination des agents et des actes engageant financièrement la Région.

Article 25 :

Délégation permanente est donnée à M. Grégory GONDEK, Responsable d'antenne « sud-ouest », à l'effet de signer les courriers adressés aux agents exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-ouest » et aux agents qui sollicitent une mobilité dans un EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-ouest » ainsi que les décisions d'affectation des agents des lycées exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « sud-ouest » à l'exception des arrêtés de nomination des agents et des actes engageant financièrement la Région.

Article 26 :

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Grégory GONDEK, délégation est donnée à Mme Isabelle GHAYATE, adjointe au responsable d'antenne, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 25 du présent arrêté.

Article 27 :

Délégation permanente est donnée à Mme Frédérique LAMAUD, Responsable d'antenne « nord-ouest », à l'effet de signer les courriers adressés aux agents exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-ouest » et aux agents qui sollicitent une mobilité dans un EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-ouest » ainsi que les décisions d'affectation des agents des lycées exerçant leurs fonctions dans les EPLE du ressort géographique de l'antenne « nord-ouest » à l'exception des arrêtés de nomination des agents et des actes engageant financièrement la Région.

Article 28 :

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Frédérique LAMAUD, délégation est donnée à M. Sébastien TRUCHE, adjoint au responsable d'antenne, dans les mêmes limites que celles fixées à l'article 27 du présent arrêté.

Article 29 :

Délégation permanente est donnée à Mme Gwénaëlle NUN à l'effet de signer tous les courriers liés à la gestion de la carrière des agents des lycées et les décisions d'affectation des agents des lycées.

Article 30 :

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n° 16-01 du 13 janvier 2016.

Article 31 :

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Fait à Paris, le 23 septembre 2016

Valérie PÉCRESSE

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 26/09/2016
- Date de réception en préfecture: 26/09/2016

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 16-306
du 23 septembre 2016

Portant délégation de signature de la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France.

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à L. 4231-9,

VU l'Accord Cadre National IAE entre l'Etat, Pôle Emploi et les réseaux IAE du 10 septembre 2015,

VU la Délibération n° CR 162-16 du 23 septembre 2016 relative à : « un nouvel engagement pour l'emploi : création du Fonds de transition ESS – accord cadre régional IAE ».

ARRETE

ARTICLE 1 :

Est désigné pour représenter la Présidente du Conseil régional d'Île-de-France pour signer le protocole d'accord cadre Etat/Pôle Emploi/Région/Fédérations de l'IAE :

Monsieur Arnaud RICHARD
Conseiller régional d'Île-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Île-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 04/10/2016
- Date de réception en préfecture: 04/10/2016

ARRETE N°16-307 du 28 septembre 2016

Portant décision de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le conseil régional

ÉQUIPEMENT DES EPLE
CESSIONS DE BIENS MOBILIERS ANCIENS ET HORS D'USAGE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4221-5

VU La délibération CR n°93-15 en date du 18 décembre 2015 relative aux délégations d'attributions de pouvoir du conseil régional à sa présidente

Décide :

Article Unique :

De procéder à la cession de 30 machines-outils dont la liste est jointe en annexe 1.

Pour la Présidente de la Région
Île-de-France et par délégation,
La Directrice des Politiques Éducatives
et de l'Équipement

Claudie MARTENS

ANNEXE 1

LISTES DES MACHINES OUTILS POUR VENTES AUX DOMAINES

DESIGNATION LYCEE	VILLE	NOMBRE DE MACHINES
Chennevière Malézieux	PARIS	1
Arts Graphiques	PARIS 13	5
Charles de Gaulle	Poissy	2
Louis Bascan	Rambouillet	19
Val de Bièvre	Gentilly	13
	TOTAL	30

Informations générales du PV 2016-SEP-0694

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Chennevière Malézieux 0750783u
33 a - Ledru-Rollin
75012 PARIS 12EME
N° de Téléphone : 01.43.45.61.30
Coordonnées du responsable : DUMOGET MARC
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Machines-outils

Description
Cisaille Guillotine PROMECAM B RG 200 A N° 5587 état moyen.non conforme.

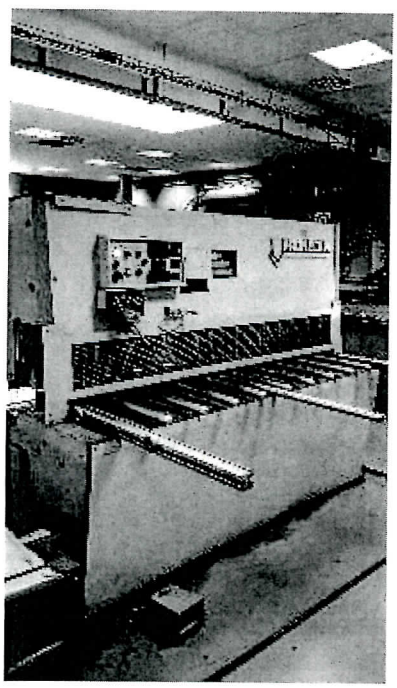
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ⌜ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



La séance a été ouverte par le Président à 18 heures

DELIBERATION 16/15

Le conseil d'administration
Vu la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée
Vu les articles R4 21-1 et suivants, du code de l'Education

*Délibère : Article unique « **Mise à disposition de la Région Ile de France de deux machines outils»***

1 Cisaille guillotine AMADA PROMECAM GPS 420
n °de série C99 04 02-Date de fabrication 04/1999
Machine transférée du lycée Alexandre DENIS à CERNY
Référence CR/ DASES1/HH04/008/CM/ n°174

1 Cisaille guillotine PROMECAM type B RG 200 A
Mise en conformité 06/98
Machine transférée du lycée professionnel BOURSEUL
Référence Région /DASES /5587

Nombre de votants :14

Suffrages exprimés : 14
Pour l'adoption : 14

Abstentions : Contre l'adoption :

La présente délibération est adoptée. Elle sera consignée au registre des délibérations du conseil d'administration sous le N°16/15
Transmise au Rectorat de PARIS le 03/07/2015
Transmise à la Région Ile de France le 03/07/2015

Affichée le 03/07/2015

Extrait certifié conforme au registre des délibérations du Conseil d'administration.

Fait à Paris le 03/07/2015

Le Proviseur

Alain GALEAZZI

0750787Y
ACADEMIE DE PARIS
LYCEE PROFESSIONNEL CORVISART-TOLBIAC
61 RUE CORVISART
75013 PARIS
Tel : 0144086500

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 4
Numéro d'enregistrement : 28
Année scolaire : 2015-2016
Nombre de membres du CA : 30
Quorum : 16
Nombre de présents : 16

Le conseil d'administration
Convoqué le : 02/06/2016
Réuni le : 14/06/2016
Sous la présidence de : Marie-Laure Berenguier
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Mise à disposition de machines à la région Ile de France

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	16
Pour :	16
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Berenguier
Prénom : Marie-Laure
Signé le: 17/06/2016 15:27:11

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Informations générales du PV 2016-SEP-0671

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée ARTS GRAPHIQUES 0750787Y
61 - 170 rue de Tolbiac PARIS rue Corvisart
75013 PARIS
N° de Téléphone : 01.44.08.65.00
Coordonnées du responsable : MANOTTA MAURICE
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Site Corvisart: Thermoformeuse (1) FORMECH modèle FP1 N°64 Poids 500kg.Bon état. Non conforme.

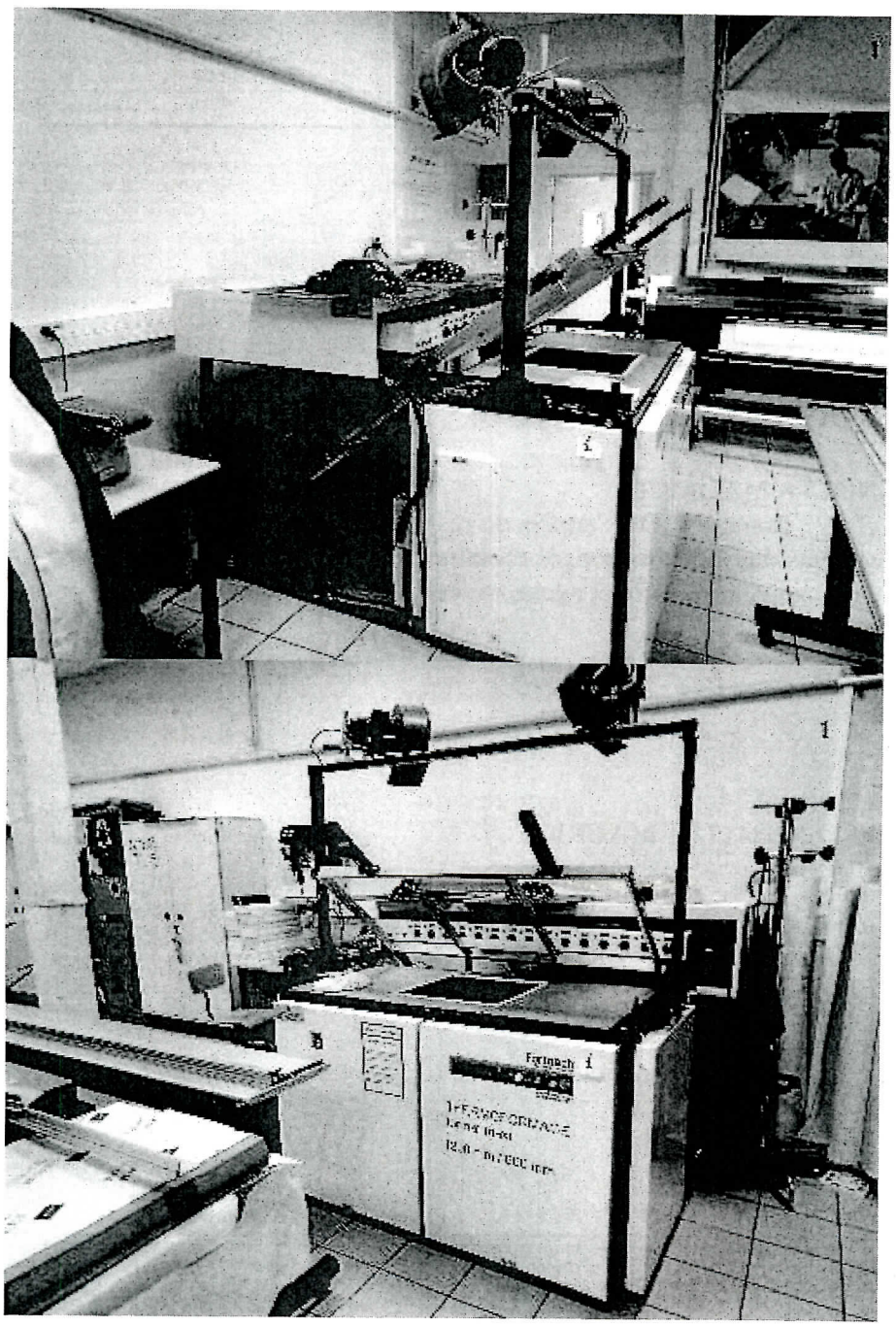
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

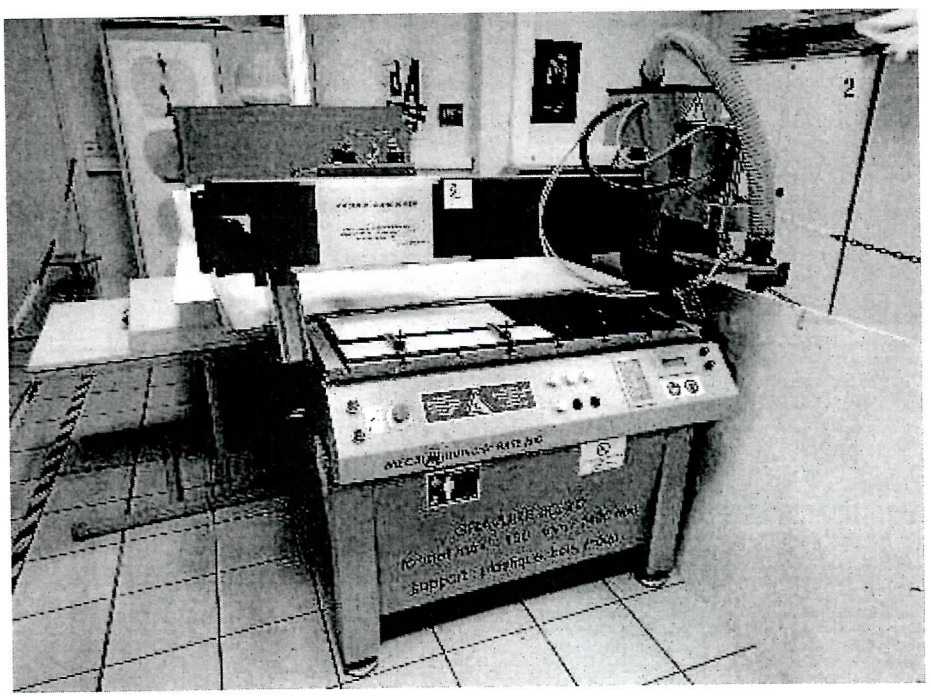
Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Site CORVISART: (2)Graveuse 2D,3D MECANUMERIC modèle Meca Basè 1510 N°5014 poids 500kg, bon état manque le logiciel de fonctionnement.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 3

Type de bien
Divers (machines professionnelles)

Description
Site TOLBIAC: Machine de découpe a plat marque ELCEDE modèle NCP1604E N° 65015 logiciel obsolète.Non conforme.Entreposée à l'étage.

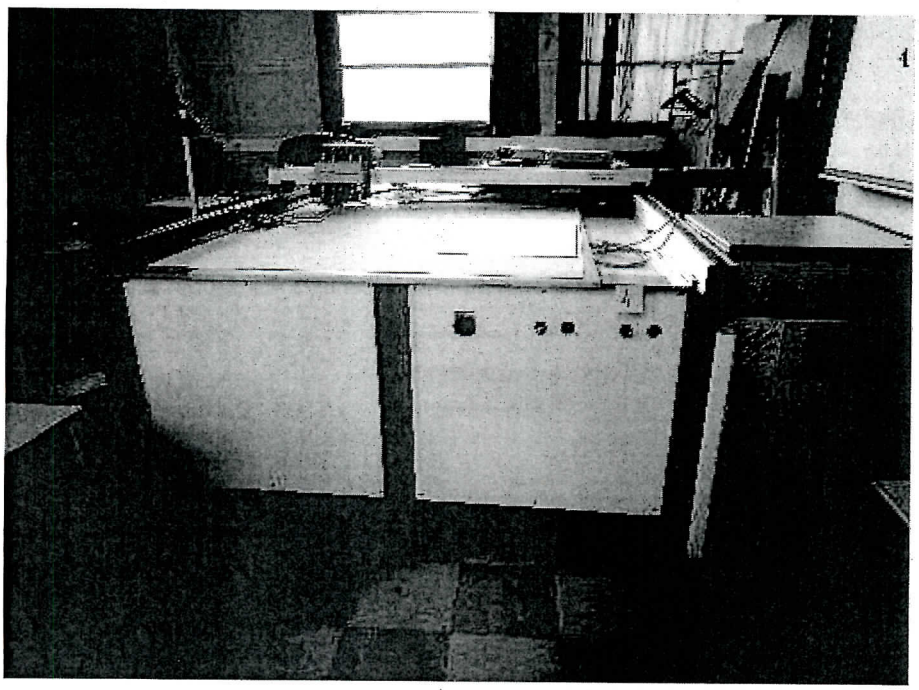
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 4

Type de bien

Divers (machines professionnelles)

Description

Site TOLBIAC:1 Lot de 2 Une Cisaille à cartons RIGAULT 83cm (5).Non conforme. Une Agrafeuse RAPIDEX modèle R832 N° 3068(6).Non conforme.

Divers

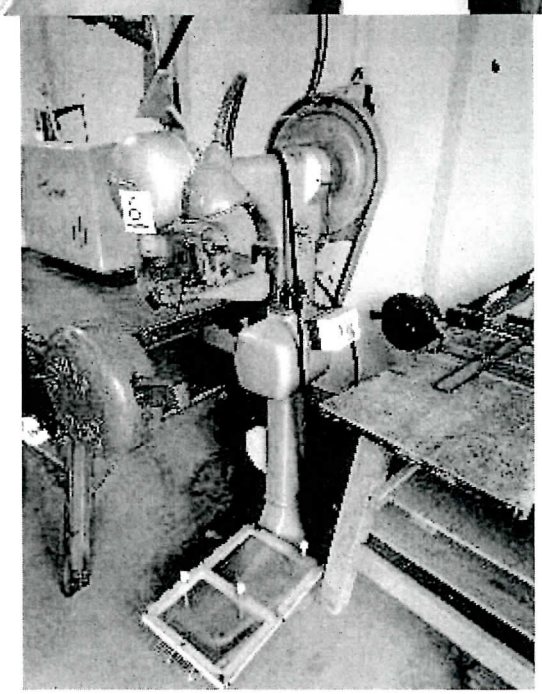
Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





BIEN N° 5

Type de bien
Divers (machines professionnelles)

Description
Site TOLBIAC: 1 Lot de 3 Une Cisaille a cartons marque HACHEE(7) 120cm.Non conforme. Une Agrafeuse MARQUE JAGENBERG(8) modèle Cornet. Non conforme. Une Poinçonneuse(9).Non conforme.

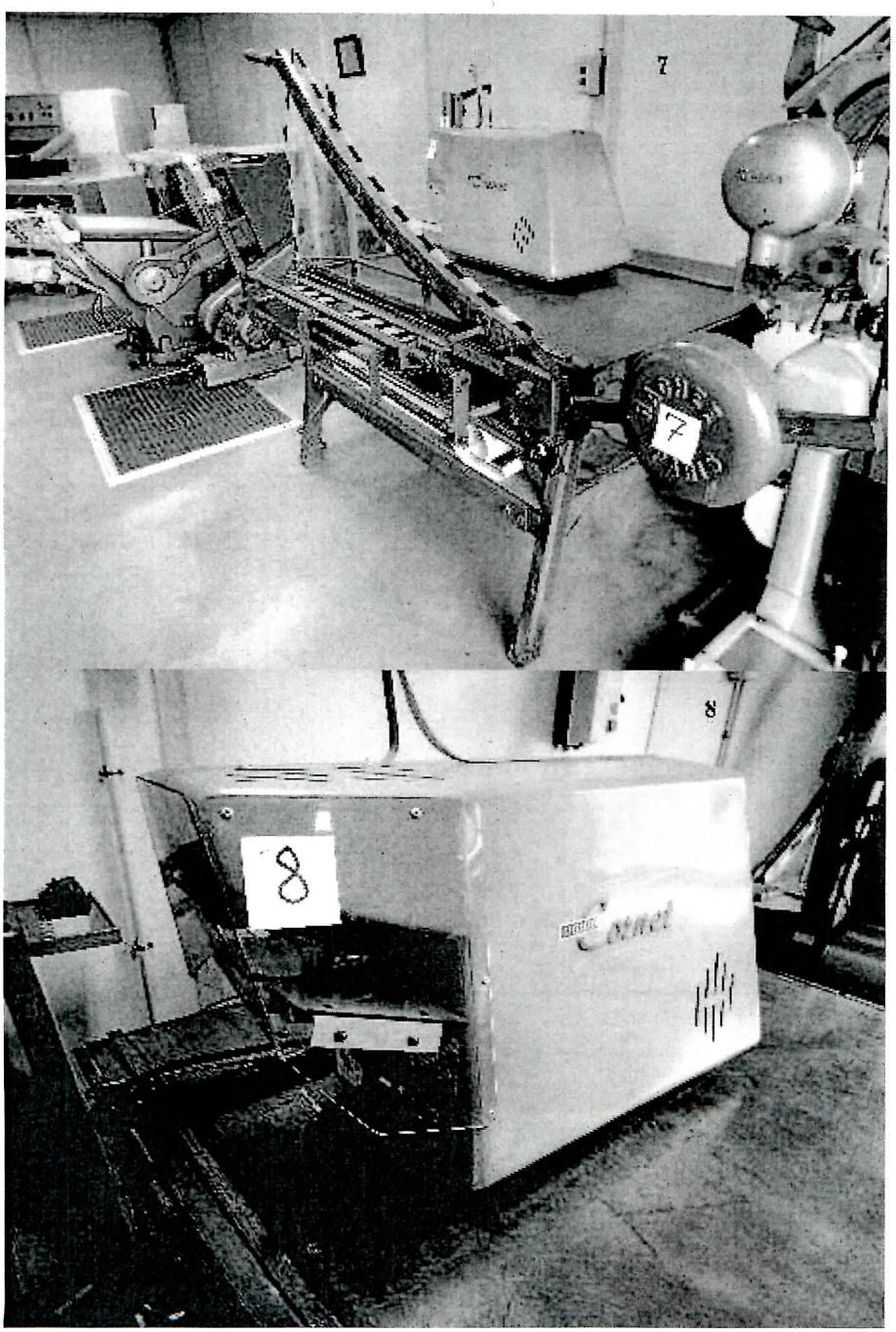
Divers

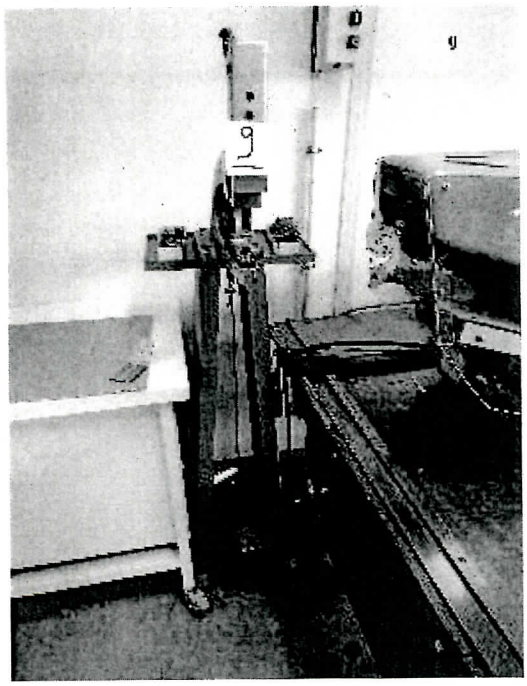
Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





Informations générales du PV 2016-SEP-0649

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Charles de Gaulle 0781898P
10 r - Gustave Eiffel
78300 POISSY
N° de Téléphone : 01.39.11.77.11
Coordonnées du responsable : HASSANI Moulay
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne sera disponible dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Machines-outils

Description
Rectifieuse plane LIPEMEC (21)PLTH 400 N°3169 Date de mise en service 1974 bon état.Non conforme.

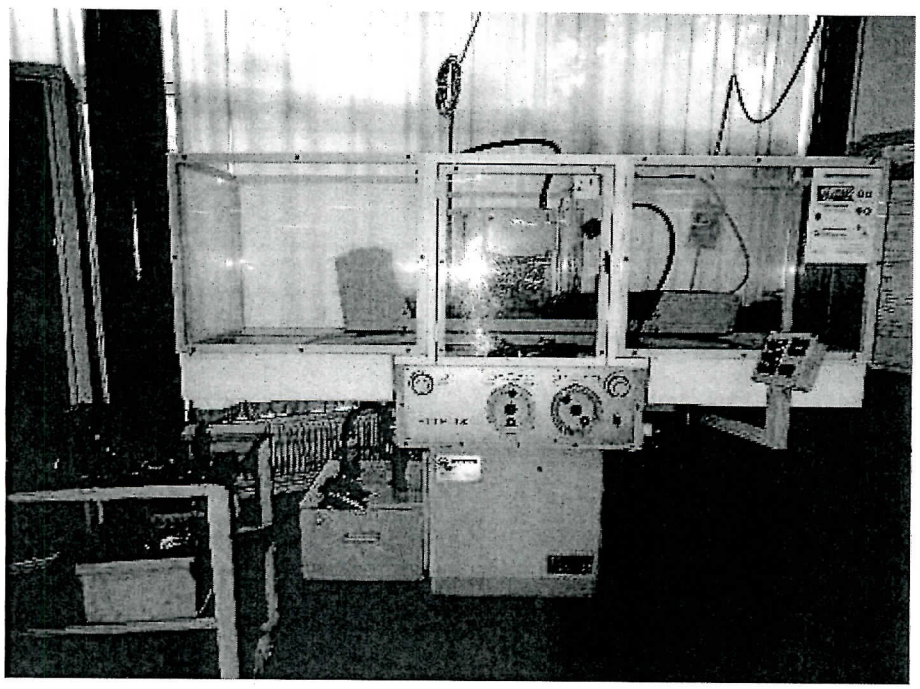
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

Type de bien

Machines-outils

Description

Centre d'usinage (22) CINCINNNATI MILACRON NUM 720F N° 35599 date de mise en service 1997.Bon état.Non conforme.

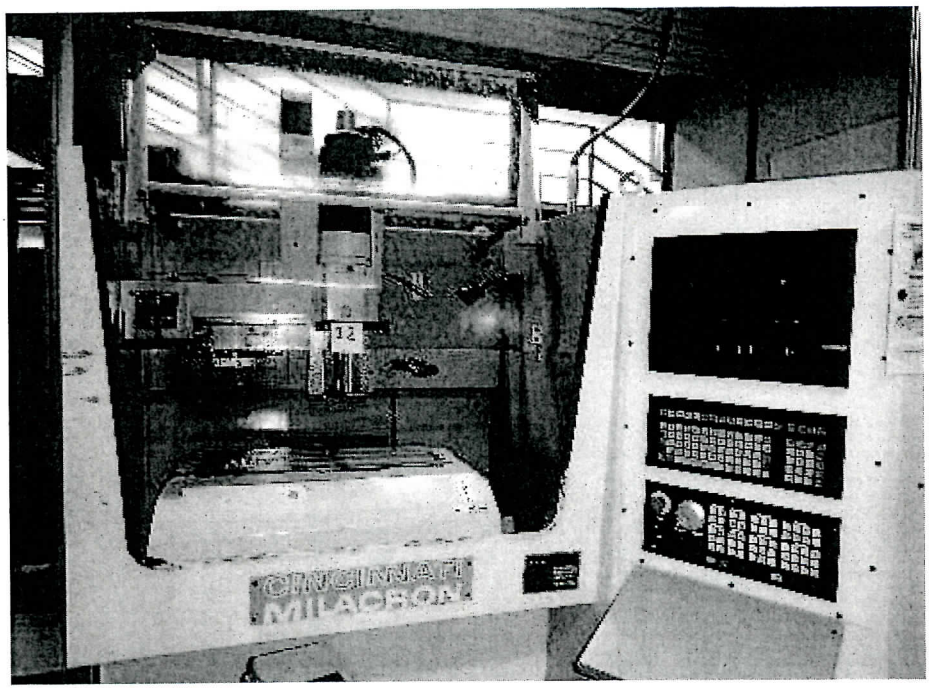
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image


CINCINNATI
MILACRON

académie de Versailles
Numéro de l'EPLE 0781898p
Nom de l'établissement Lycée Charles de Gaulle
Adresse de l'établissement 10 rue Gustave Eiffel 78300 Poissy
Tel : 01. 39. 11. 77. 11

ACTE TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : ordre du jour du CA du 6 JUILLET 2015

Numéro d'enregistrement : 2015-32

Année scolaire :. 2014 2015.

Nombre de membres du CA : 30
Nombre de présents : 16
Quorum : atteint.

Le Conseil d'administration

Convoqué le 22 JUIN 2015

Réuni le .06 JUILLET 2015

Sous la présidence de .Mme Catherine BRAHAM.

Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R421-25

VU

- le code de l'éducation, notamment les articles L 421-4, L.421-14, R.421-20, R.421-54

Sur proposition du Chef d'établissement, le Conseil d'administration arrête l'ordre du jour suivant

Pièce(s) jointe(s)

☐ Non ☒ Oui Nombre : 0

Libellé de la délibération :

Le Conseil d'Administration autorise :
- Les sorties d'inventaire ci-jointes

Résultats du vote
Suffrages exprimés : 14 .Pour : 14 Contre : 0
.Abstentions : 2 Blancs : 0 Nuls : 0

Le président du Conseil d'administration
Nom : **BRAHAM**.....
Prénom : **Catherine** .....

Date 7 JUILLET 2015
Signature

Date de transmission à l'autorité de contrôle : 7 JUILLET 2015
Date de publication .....
Date d'exécution : .....

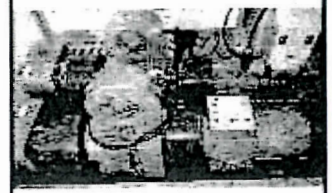
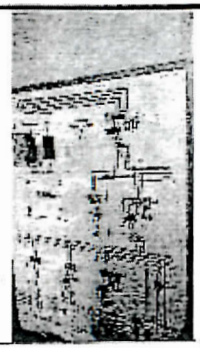
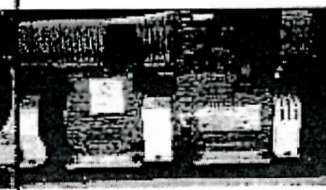
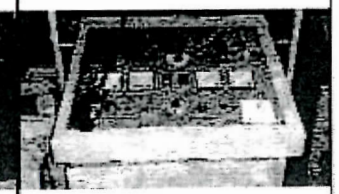
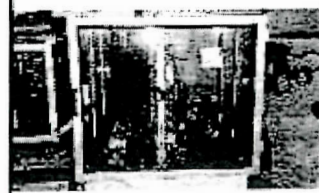
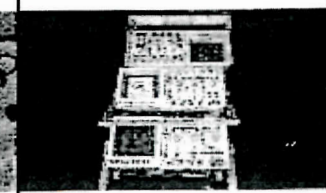
SORTIE DE MACHINES 1 : DONS OU REBUTS

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENLEVEMENT D'EQUIPEMENTS

RNE :	0781898P	Lycée détenteur	Lycée Charles De Gaulle	Commune :	POISSY	Interlocuteur au sein du Lycée :	M. HASSANI
Adresse de stockage			10 rue Gustave Eiffel 78300 POISSY				
Lieu de stockage préciser : Sous sol, R.D.C ou N°Etage,			Rez de Chaussée				
Possibilité de stationnement pour le déménageur précisez cour, parking intérieur ou voie publique, etc.							

N°	Désignation de l'équipement	Fabricant	Modèle	N° SERIE	N° d'inventaire Région	Dimensions (Haut. x Larg. x Prof.)	Poids	Nature de la demande (Obsolescence, Remplacement, Réforme carte des formations, Rénovation)	Valeur d'achat	Date mise en service	Date mise en conformité	Etat général	Date de disponibilité	Commentaires
1	Système de levage	MICROTECHNIC		BSL12C0840		250x125x840		Réforme carte de formations				Bon		
2	Transgerbeur	LAFFC		65/0860/0164		180x145x90		Réforme carte de formations				Bon		
3	Levitateur	JEULIN		108224		140x120x80		Réforme carte de formations				Moyen		
4	lots 2 Bancs moteurs	FCDUM		16/08/0107127		120x40x50		Réforme carte de formations				Moyen		
5	Transformateur triphasé sur roulettes	LEGRAND		42543		70x35x62		Réforme carte de formations						
6	Système Etude des Régimes de Neutre actuellement au dépôt	MERLIN GERIN		1561		180x120x45		Réforme carte de formations						
7	Banc machine synchrone	LEROY SOMER				150x40x50		Réforme carte de formations						
8	Banc machine synchrone+MAS	LEROY SOMER				150x40x50		Réforme carte de formations						
9	Banc machine DC+MAS	LEROY SOMER				150x40x50		Réforme carte de formations						
10	lot 2 bancs alimentation mobile					140x70x70		Réforme carte de formations						
11	Système pneumatique	UNM				220x80x50		Réforme carte de formations						
12	Lots 3 systemes ABB	ABB				220x80x50		Réforme carte de formations						
13	Système pneumatique	FESTO				120x60x40		Réforme carte de formations						
14	Lot 3xoscilloscopes	METRIX	OX 0043					Réforme carte de formations						
15	10 Tiroirs							Réforme carte de formations						

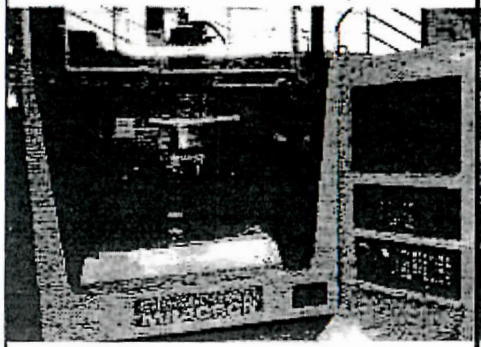
CA Juillet 2015

				
1 Système de levage	2 Transgerbeur	3 Evolutherm	4 lots 2 Bancs moteurs	5 Transformateur triphasé sur roulettes
				
6	7 Banc machine synchrone	8 Banc machine synchrone+MAS	9 Banc machine CC+MAS	_10 lot 2 bancs alimentation mobile
				
_11 Système pneumatique	_12 Lots 3 systemes ABB	_13 Système pneumatique	_14 Lot 3xoscilloscopes	_15 10 Etablis

SORTIE DE MACHINES 2 : VENTE AUX DOMAINES

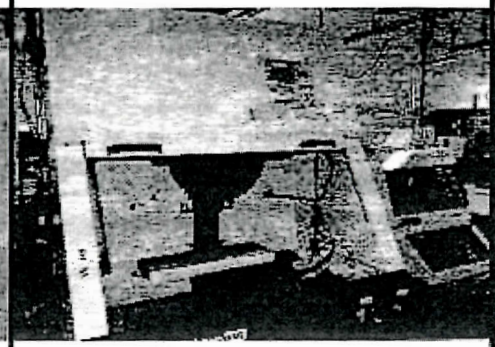
FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENLEVEMENT D'EQUIPEMENTS														
RNE :	0781898P	Lycée détenteur	Lycée Charles De Gaulle			Commune :	POISSY			Interlocuteur au sein du Lycee	M. HASSANI			
Adresse de stockage			10 rue Gustave Eiffel 78300 POISSY											
Lieu de stockage préciser : Sous sol, R.D.C ou N°Etage,			Rez de Chaussee											
Possibilité de stationnement pour le déménageur précisez cour, parking intérieur ou voie publique, etc.														
N°	Désignation de l'équipement	Fabricant	Modèle	N° SERIE	N° d'inventaire Région	Dimensions (Haut. x Larg. x Prof.)	Poids	Nature de la demande (Obsolescence, Renouvellement, Réforme sans des formations, Rénovation)	Valeur d'achat	Date mise en service	Date mise en conformité	Etat général	Date de disponibilité	Commentaires
1	Centre d'usinage CINCINNATI MILACRON	CINCINNATI MILACRON	Machine outils	16596		160x160x230		Rénovation		1997		bon	fevr-16	
2	Fraiseuse d'apprentissage CN FBO MANURHIN	MANURHIN-KMX	Machine outils	MK700-28		120x164x110		Rénovation		1998	CE 12/2000	bon	fevr-16	
3	Fraiseuse d'apprentissage CN FBO MANURHIN	MANURHIN-KMX	Machine outils	MK700-08		120x164x110		Rénovation		1998	CE 1998 DGT RF	Moyen	fevr-16	
4	Tour d'apprentissage CN TBO MANURHIN	MANURHIN-KMX	Machine outils	MK5010		120x180x130		Rénovation		1998	CE 09/99	Moyen	fevr-16	
5	Tour d'apprentissage CN TBO MANURHIN	MANURHIN-KMX	Machine outils	MK600		120x164x110		Rénovation		1998	CE 12/2000	bon	fevr-16	
6	Rectifieuse plane PLT1400	LIPEMEC	Machine outils	3169		170x160x160		Rénovation		1974	MC 05/95	bon	fevr-16	
7	Poste à souder	KAP	Machine outils	3498		70x30x80		Rénovation		1993		bon	fevr-16	
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														

Demande d'enlèvement CA Juillet 2015 - Machines outils



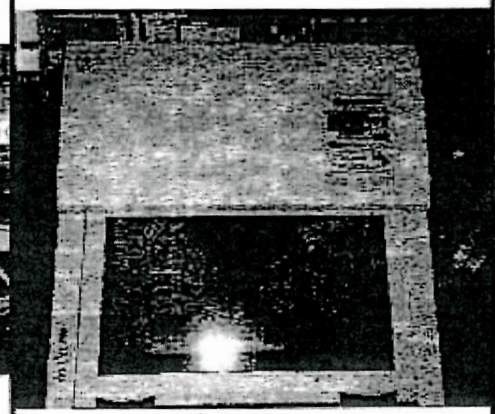
1

Centre d'usinage CINCINNATI NUM.720 F



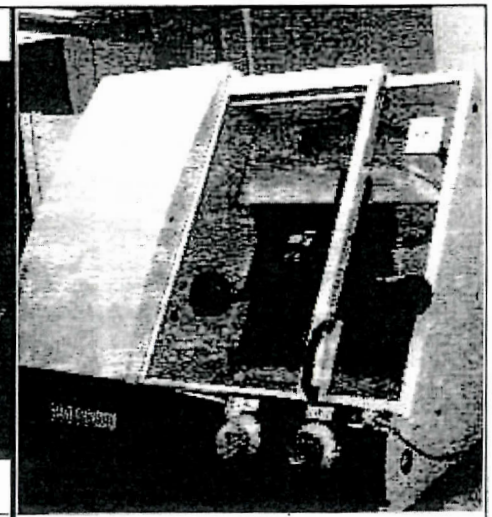
2

Fraiseuse d'apprentissage CN F80 MANURHIN



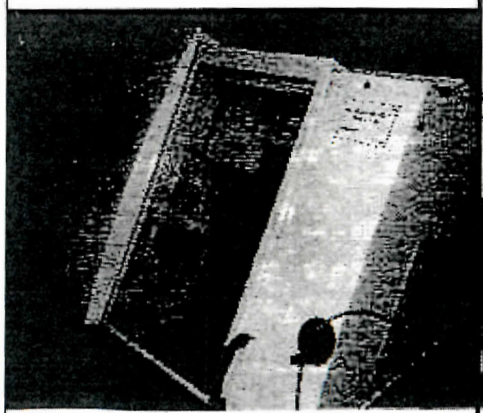
3

Fraiseuse d'apprentissage CN F80 MANURHIN



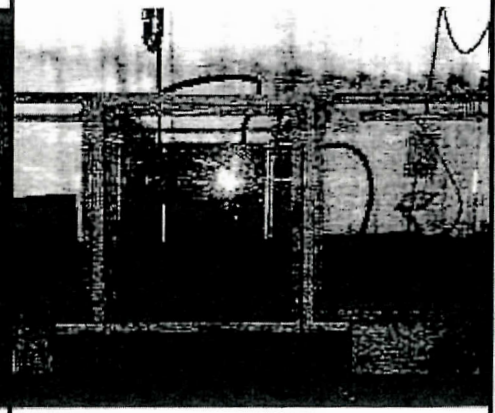
4

Tour d'apprentissage CN T80 MANURHIN



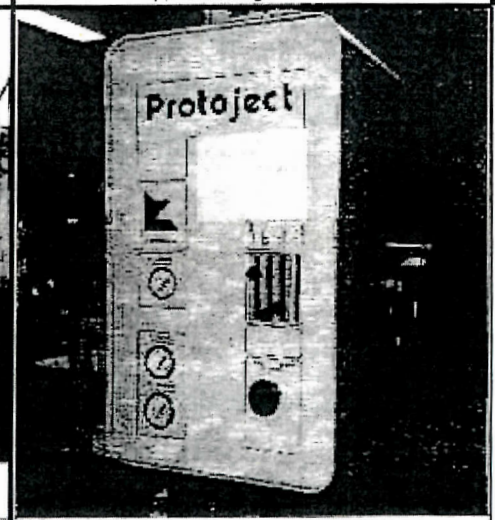
5

Tour d'apprentissage CN T80 MANURHIN



6

Rectifieuse plane PLTH400



7

Press à injecter

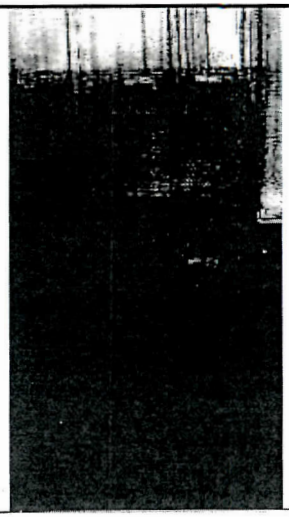
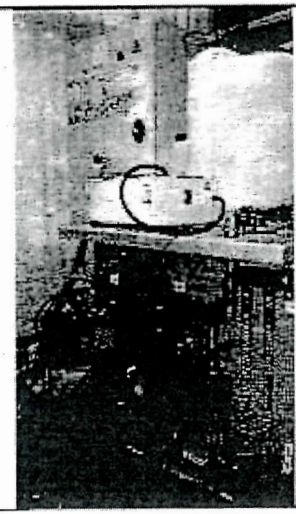
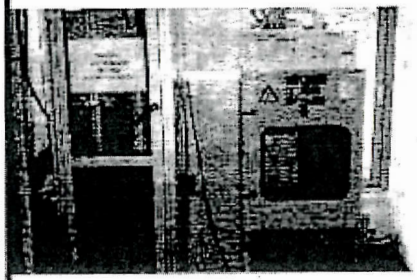
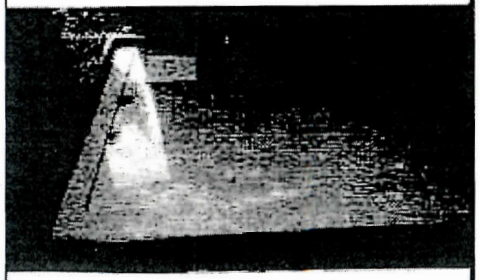
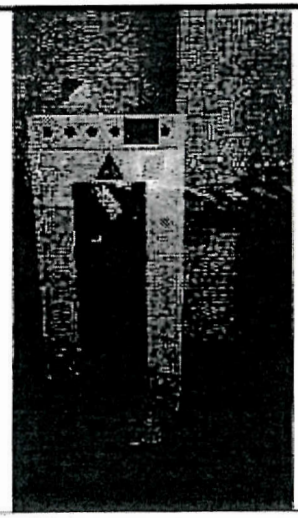
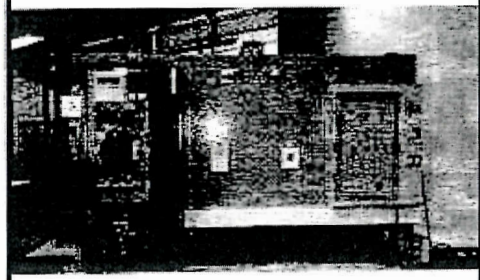
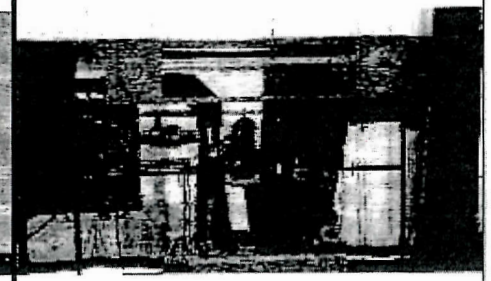
SORTIE DE MACHINES 3 : TRANSFERT LE CORBUSIER

FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENLEVEMENT D'EQUIPEMENTS

RNE :	0781808P	Lycée détenteur	Lycée Charles De Gaulle	Commune :	POISSY	Interlocuteur au sein du Lycée :	M. HASSANI
Adresse de stockage			10 rue Gustave Eiffel 78300 POISSY				
Lieu de stockage préciser : Sous sol, R.D.C ou N°Etage,			Rez de Chaussée				
Possibilité de stationnement pour le déménageur précisez cour, parking intérieur ou voie publique, etc.							

N°	Désignation de l'équipement	Fabricant	Modèle	N° SERIE	N° d'inventaire Région	Dimensions (Haut. x Larg. x Prof.)	Poids	Nature de la demande (Obsolescence, Renouvellement, Réforme carte des formations, Rénovation)	Valeur d'achat	Date mise en service	Date mise en conformité	Etat général	Date de disponibilité	Commentaires
1	DOMOTIS	ALBA	système didactique	5070000		173x100x30		carte des formations		2004			juil-15	Lot de 3 maquettes
2	HABILIS	SCHNEIDER	système didactique	M01AA313		210x50x55		carte des formations		2002			juil-15	
3	Station de Pompage	ERM	système didactique	0180115		120x175x75		carte des formations		2013			juil-15	
4	Sous-système Axe Z	LABEC	système didacticiel	VNTVA202		180x145x60		carte des formations					juil-15	
5	CLEAN ENERGY TRAINER	CLEA	maquette didactique	15607		200x100x230		carte des formations		2012			juil-15	
6	Banque levante DECMA	DECMA	système didactique	2109		111x60x70		carte des formations		2011			juin-15	
7	Pompe A Chaleur (PAC)	ERM	système didactique	217		180x200x90		carte des formations		2014			janv-15	
8	VMC double flux	ERM	système didactique	97		209x210x70		carte des formations		2013			janv-15	

Demande d'enlèvement CA Juillet 2015

			
1 DOMOTIS	**2** HABILIS	**3** Station de Pompage	**4** Sous-système Axe Z
			
5 CLEAN ENERGY TRAINER	**6** Barrière levante DECMA	**7** Pompe A Chaleur (PAC)	**8** VMC double flux

0782549X
ACADEMIE DE VERSAILLES
LYCEE POLYVALENT LOUIS BASCAN
5 AVENUE DU GAL LECLERC
78513 RAMBOUILLET CEDEX
Tel : 0134836400

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Mise à disposition de la Région Ile de France du matériel joint en annexe
Numéro de séance : 2
Numéro d'enregistrement : 20
Année scolaire : 2015-2016
Nombre de membres du CA : 30
Quorum : 16
Nombre de présents : 22

Le conseil d'administration
Convoqué le : 27/12/2014
Réuni le : 08/12/2015
Sous la présidence de : Thierry Calvet
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20
-

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration
Pièce(s) jointe(s) .
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

Mise à disposition de le Région Ile de France du matériel joint en annexe

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	22
Pour :	22
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Calvet
Prénom : Thierry
Signé le: 16/12/2015 10:58:09

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

Recherche d'un acte

Bibliothèque de modèles

Actes en élaboration
- Préparation
  - En cours de rédaction (0)
  - Approbation rédaction (0)
- Finalisation CA/CP (0)
- A signer (0)
- A transmettre (0)

Suivi instruction
- En arrivée pour instruction (1)
- En cours d'instruction (0)
- A valider (1)
- En attente de rectification (0)
- Reglement conjoint (0)
- Acte rectificatif (0)

Etat final
- **Validés (19)**
- Exécutoires sans délai ou délai écoulé (1)
- Classés sans suite (0)
- Rectification non effectuée (0)
- Avis transmis pour information (0)

Actes Affichables

Dépôt de PV

Gestion de séances

Aide en ligne

Espaces collaboratifs

Suivi de l'acte : Modèle vierge du Conseil d'administration

Émetteur :	CA
Thème :	Vierge
Type :	Acte non transmissible
Nom de l'établissement :	LYCEE POLYVALENT LOUIS BASCAN
Numéro de l'acte :	20
Année scolaire :	2015-2016
Date de signature :	16/12/2015
Date d'exécution :	16/12/2015

Action	Date	Acteur	Entité	Document
Création	8 déc. 2015 15:23:07	Ghislaine Basle	EPLE	
Demande d'approbation	9 déc. 2015 11:25:36	Ghislaine Basle	EPLE	
Approbation de la rédaction	10 déc. 2015 16:44:51	Thierry Calvet	EPLE	
Demande de signature	10 déc. 2015 17:37:24	Ghislaine Basle	EPLE	
Signature	16 déc. 2015 10:58:09	Thierry Calvet	EPLE	

Informations générales du PV 2016-SEP-0972

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Louis Bascan 0782549x
5 - Av. du Général Leclerc
78513 RAMBOUILLET
N° de Téléphone : 01.34.83.64.00
Coordonnées du responsable : Bizeau Jean Paul
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Machines-outils

Description
Centre d'usinage REALMECA CN C200V N° 1279 (1) Poids 500kgs date de mise en service 1991.Non conforme.

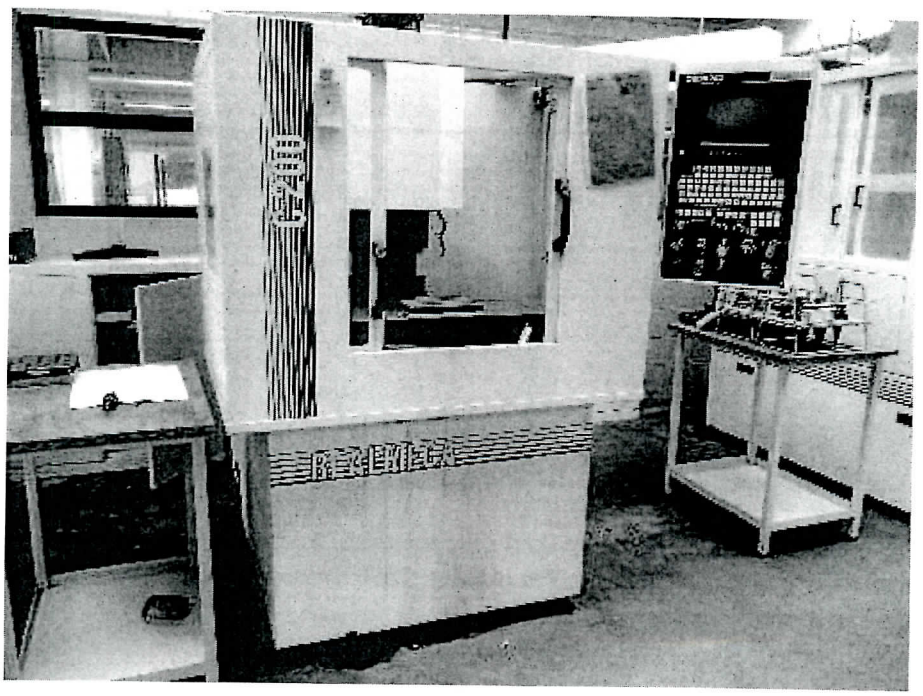
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

Type de bien

Machines-outils

Description

Scie GUINOT S400 N°1799 (2) poids 250kgs date de mise en service 1972 H.S. Non conforme.

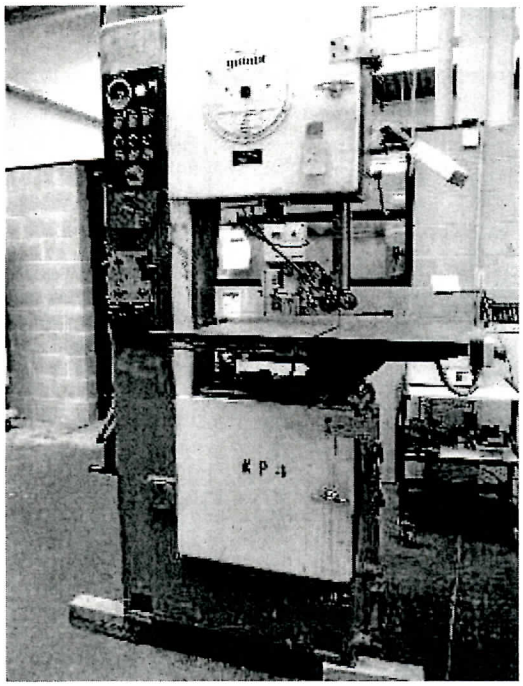
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 3

Type de bien
Machines-outils

Description
Tour TRANSMAB SOMAB N°62013-1807 (3) poids 1.5T H.S. Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 4

Type de bien
Machines-outils

Description
Centre d'usinage REALMECA CN C 300V N° 1029 poids 500kgs (4) date de mise en service 1996.Non conforme.

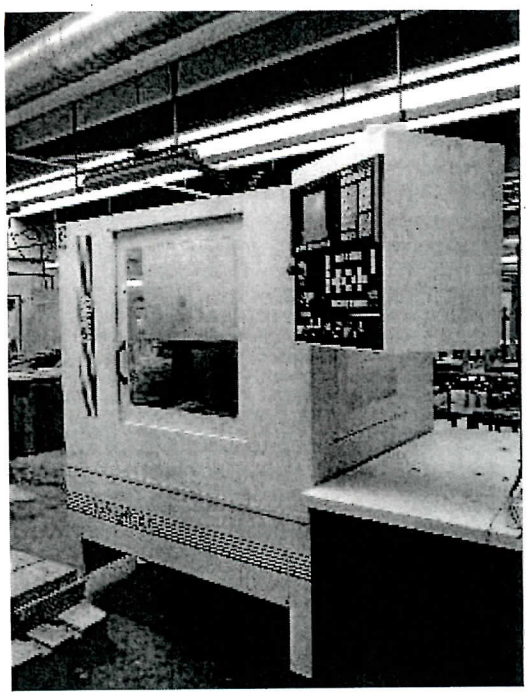
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 5

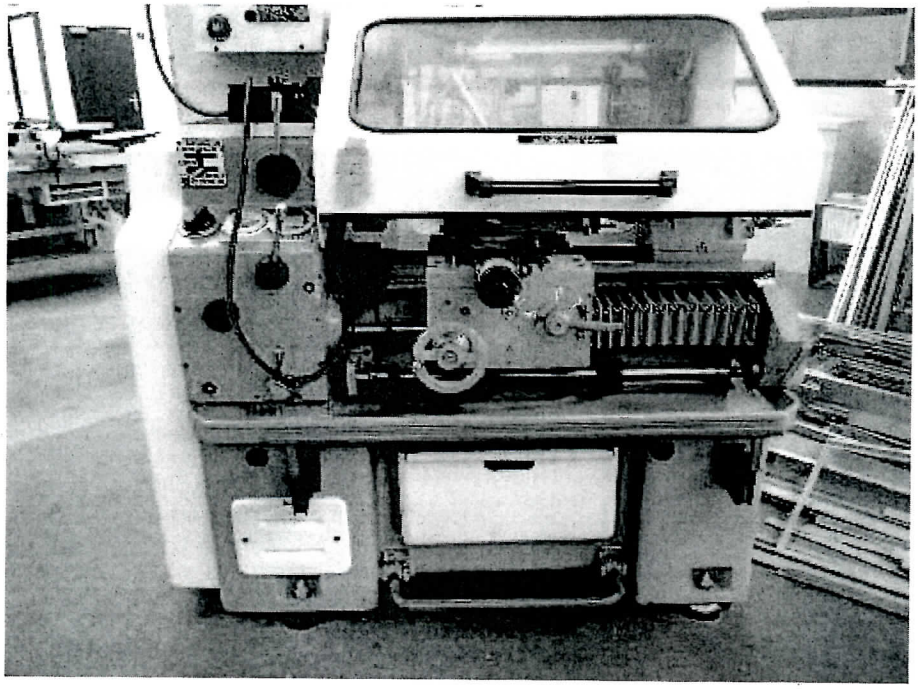
Type de bien
Machines-outils

Description
Tour TRAUB type AMC 150 N°1772 (5) poids 500kgs.Date de mise en service 1995.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 6

Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse VERNIER type FV 250 N° 1750 (6) poids 500kgs date de mise en service 1995.Non conforme.

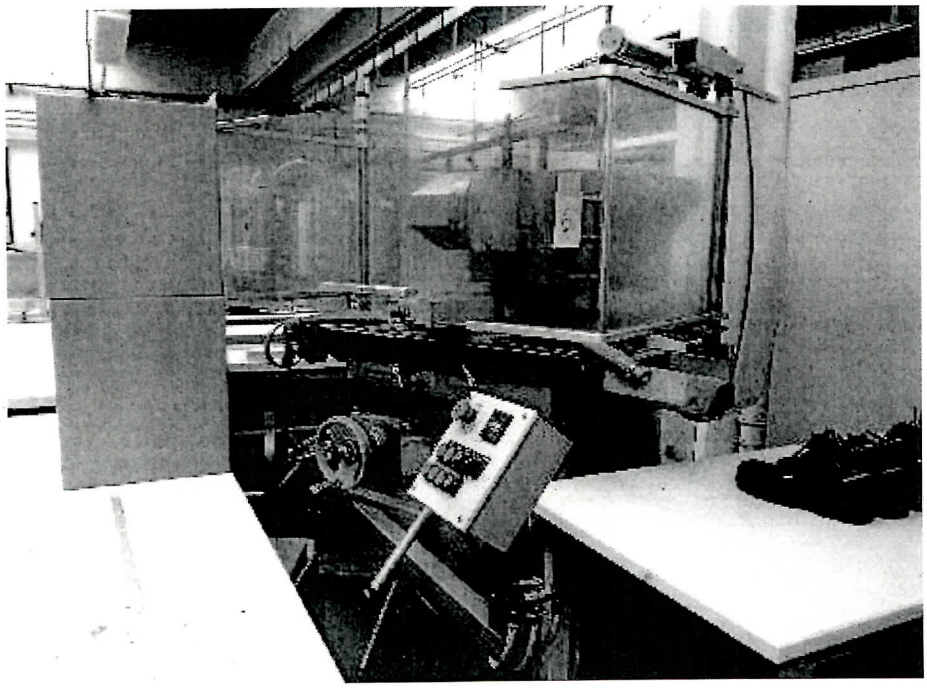
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 7

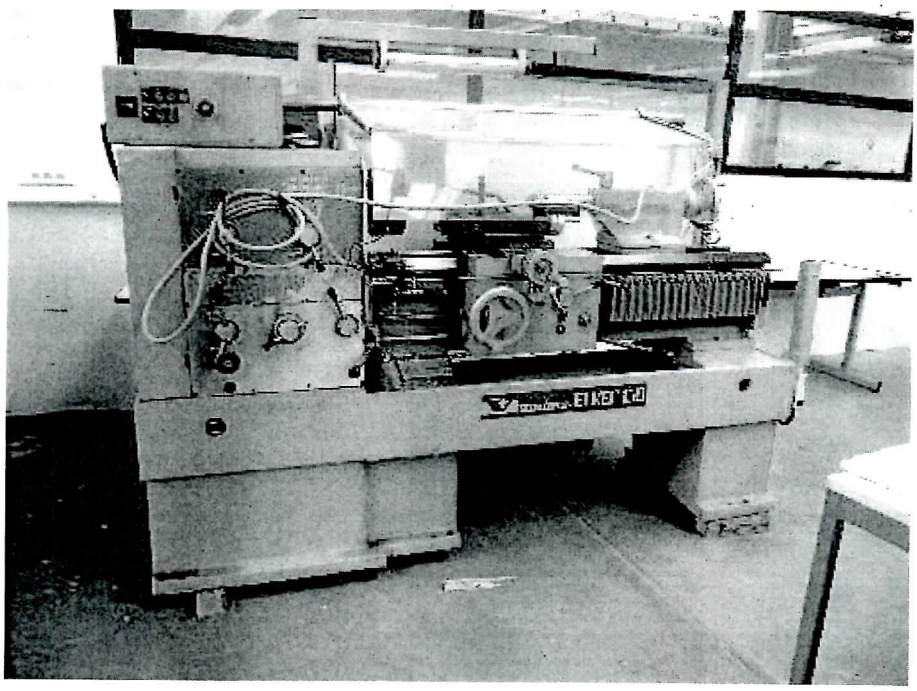
Type de bien
Machines-outils

Description
Tour VERNIER type ELMEC 160 N°1774 (7)poids 500kgs date de mise en service 1996 H.S.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 8

Type de bien
Machines-outils

Description
Tour TRAUB type AMC 160 N°1714 (8) poids 500kgs. date de mise en service 1995.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 9

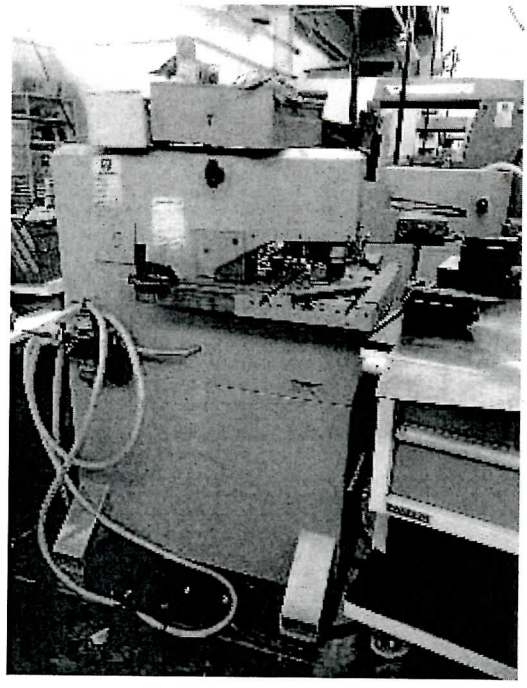
Type de bien
Machines-outils

Description
Poinçonneuse RAINIER 10/025 N°1721 (9) poids 250kgs date de mise en service 1983.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 10

Type de bien
Machines-outils

Description
Plieuse COLLY 502A N° 1717 (10) poids 3.1T date de mise en service 1974.Non conforme.

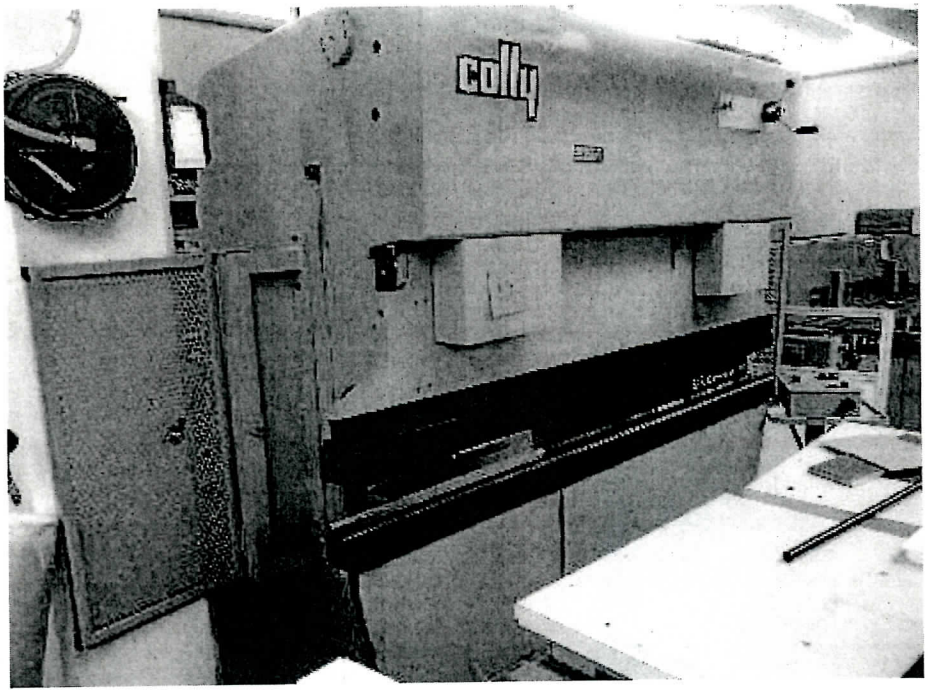
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 11

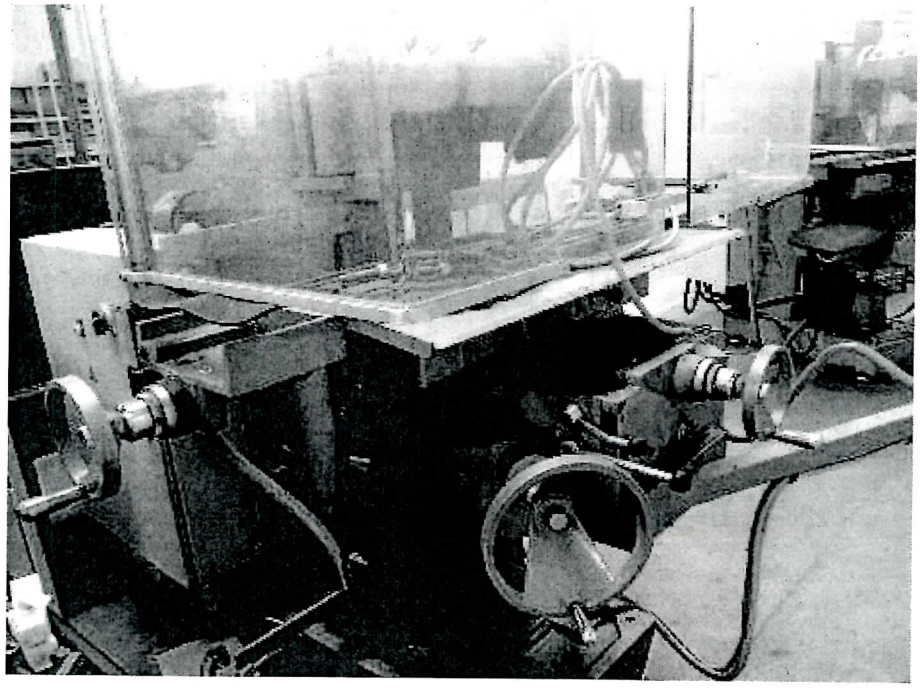
Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse VERNIER FV 250 N°1747 (11)poids 500kgs date de mise en service1995.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 12

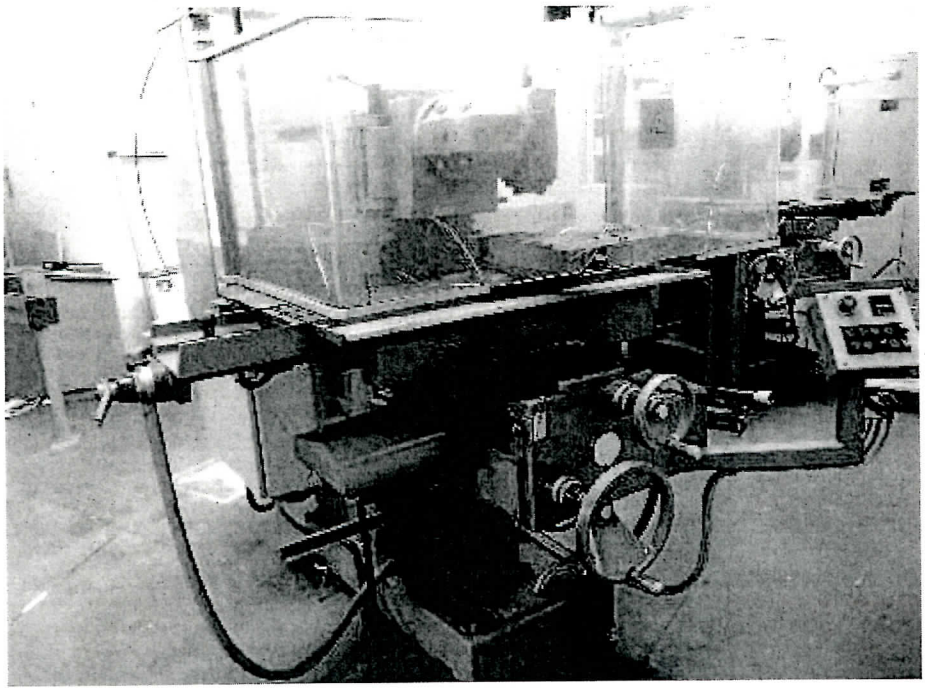
Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse VERNIER FV 250 N°10180 (12) poids 500kgs date de mise en service1995.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 13

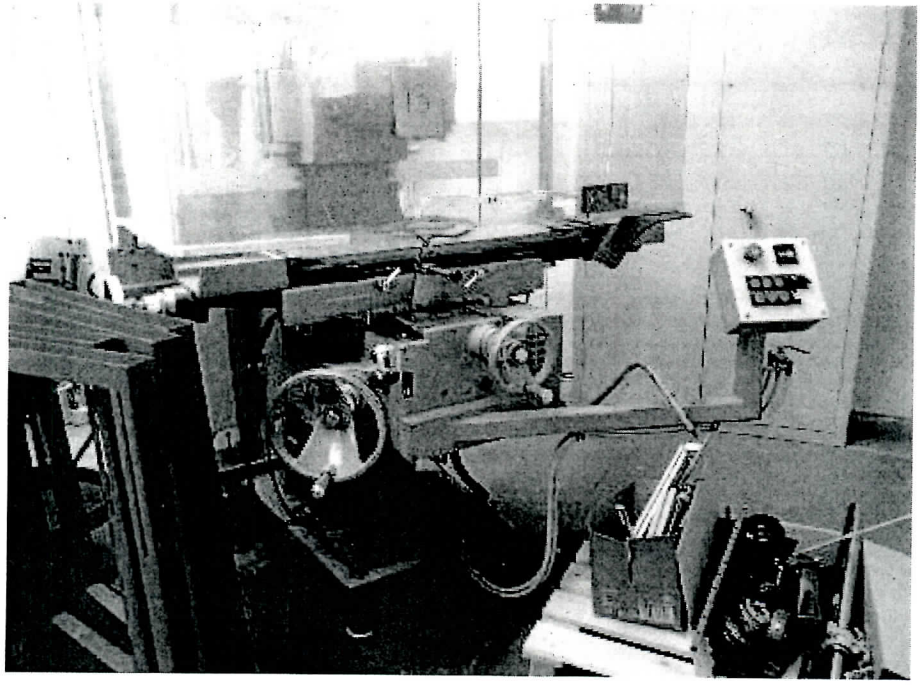
Type de bien
Machines-outils

Description
Fraiseuse VERNIER FV 250 N°1795(13) poids 500kgs date de mise en service1995.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 14

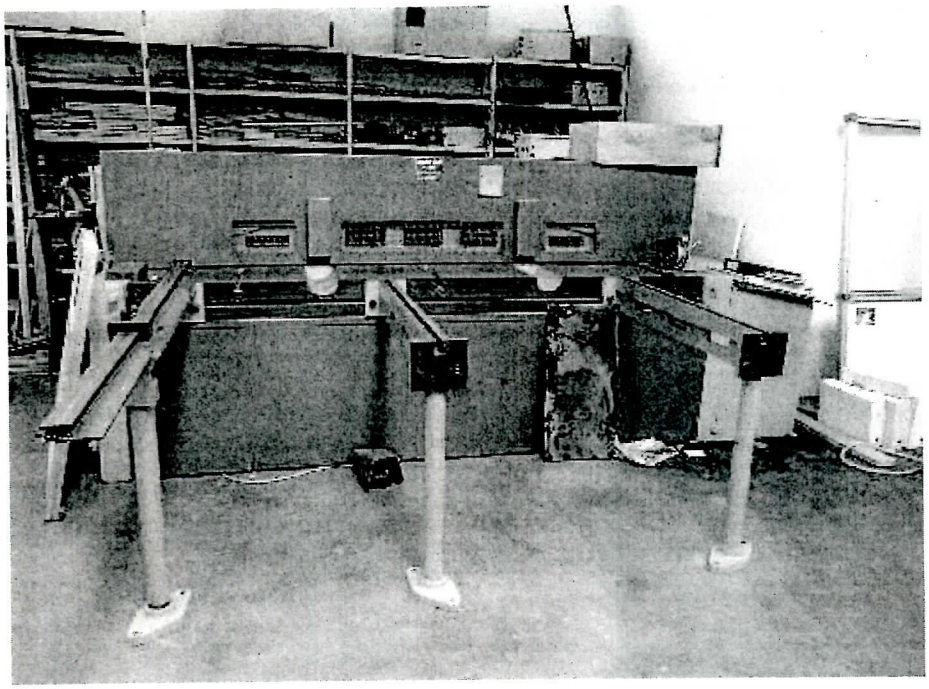
Type de bien
Machines-outils

Description
Cisaille guillotine BLOMBED N°1718 (14) poids 2T date de mise en service 1973 .Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 15

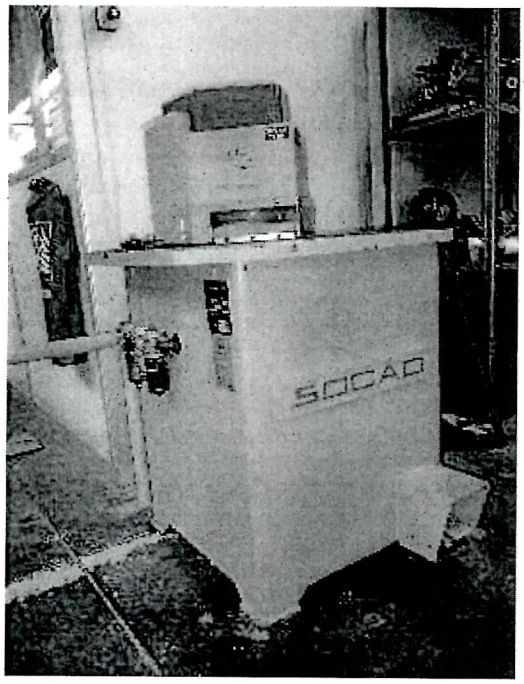
Type de bien
Machines-outils

Description
Encocheuse SOCAD N°1720 (15) poids 250kgs date de mise en service 1982.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 16

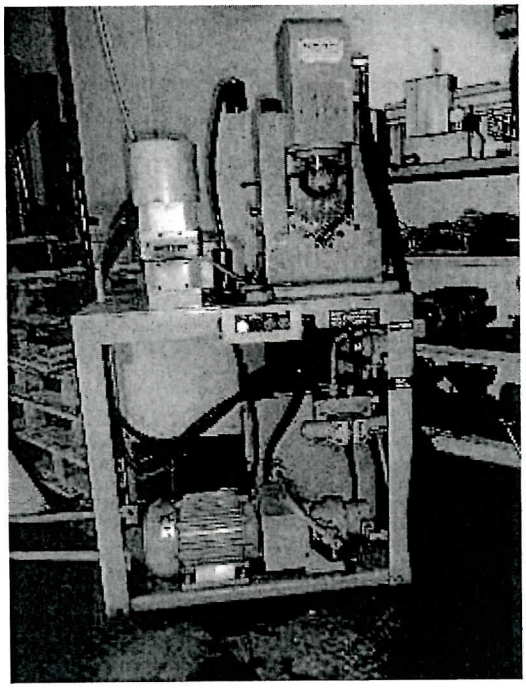
Type de bien
Machines-outils

Description
Poinçonneuse WITNEY N°1696 (16) poids 250kgs date de mise en service 1972.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 17

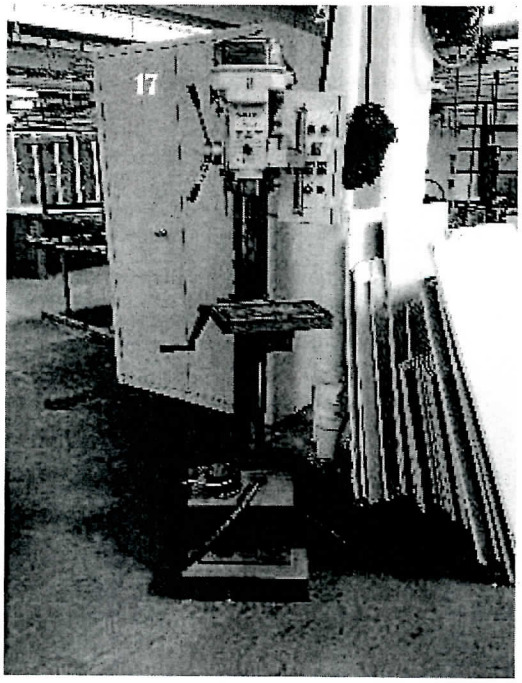
Type de bien
Machines-outils

Description
Perceuse SERMAX type RAG 251 N°20436(17) poids 100kgs date de mise en service 1995.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 18

Type de bien
Machines-outils

Description
Perceuse SERMAX type RAG 251 N°20414(18) poids 100kgs date de mise en service 1995.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image
Aucune image

BIEN N° 19

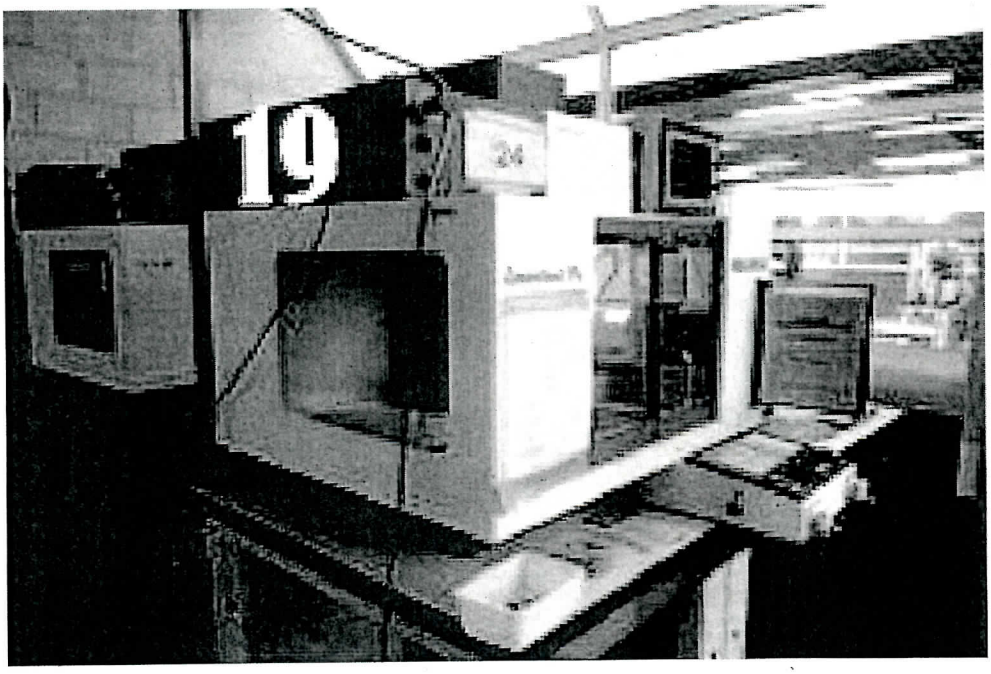
Type de bien

Description
Tour REALMECA TDC+ N°1253 (19) poids 250kgs date de mise en service 1998.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



Informations générales du PV 2016-SEP-0617

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Val de Bièvre 0940134K
15/1 - rue d'Arcueil
94257 GENTILLY
N° de Téléphone : 01,49,86,99,29
Coordonnées du responsable : Mme BEAUVALLET CORALIE
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Convoyeur pour pressing marque APPREX type 2-13W220 mise en service 1989 fonctionne .Non conforme.

Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

Type de bien

Divers (matériels professionnels)

Description

Machine nettoyage à sec FIRBIMATIC modèle F12ST2 N° de série 321c-10-0163 Perchloréthylène date de mise en service 2010 Fonctionne non conforme.

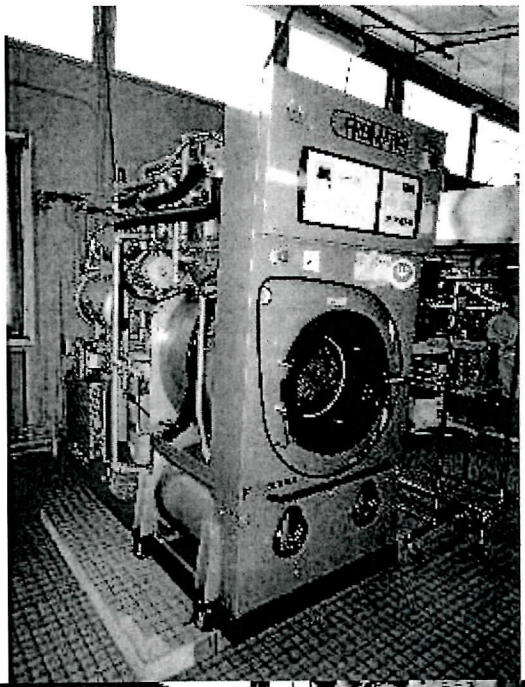
Divers

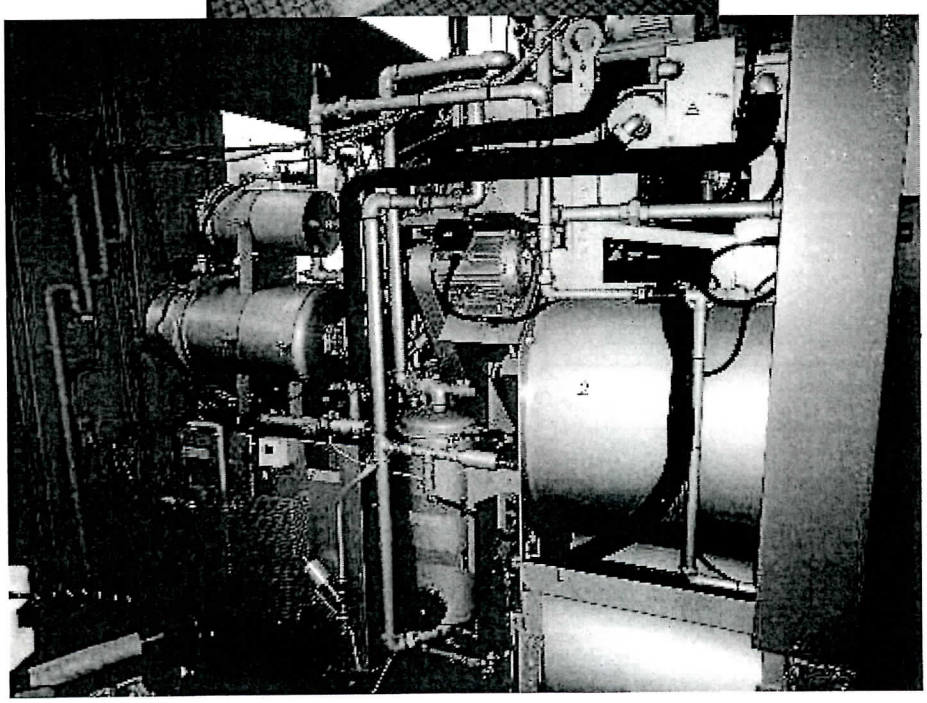
Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image





BIEN N° 3

Type de bien
Divers (machines professionnelles)

Description
Table à repasser COCCHI modèle ASP15 (3) N° 2631 date de mise en service 2000 fonctionne .Non conforme.

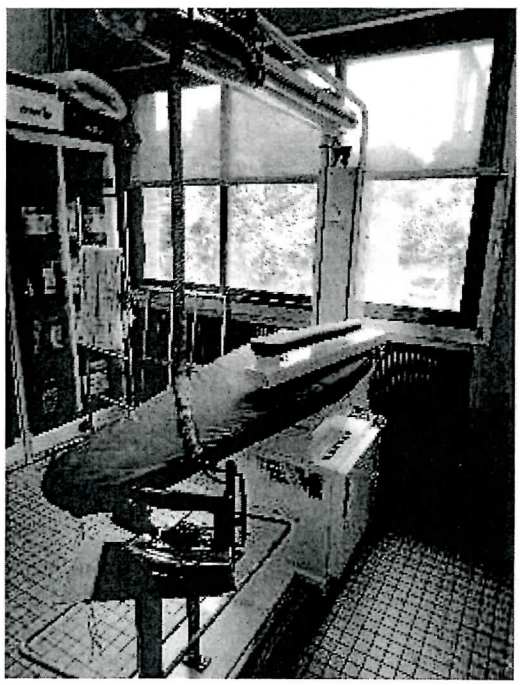
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 4

Type de bien

Divers (matériels professionnels)

Description

Table à repasser COCCHI modèle ASP15 (4) N° 2633 date de mise en service 2000 fonctionne .Non conforme.

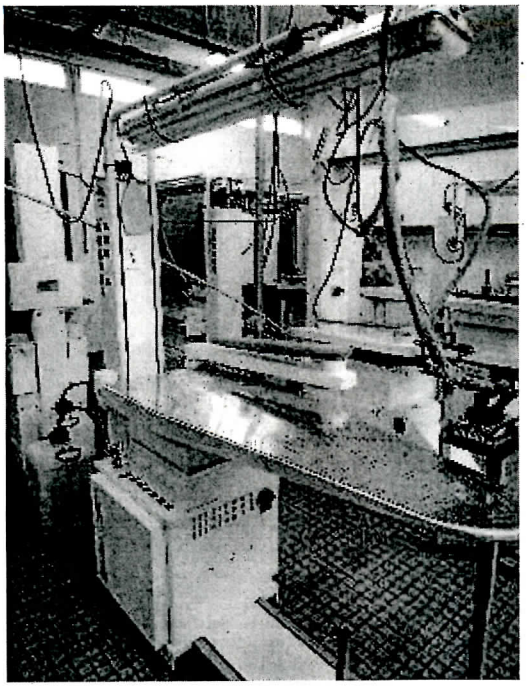
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 5

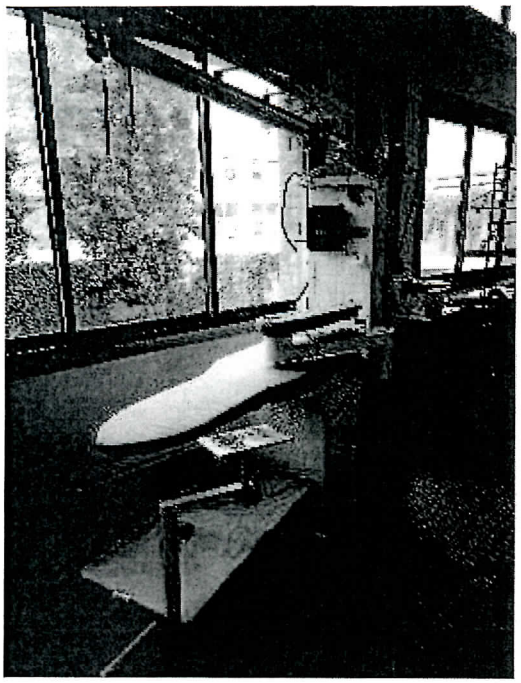
Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Table à repasser CAMPTEL (5) N° 663-4 fonctionne, date de mise en service 1998.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 6

Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Table à repasser CAMPTEL (6) N° 1780 fonctionne, date de mise en service 1999.Non conforme.

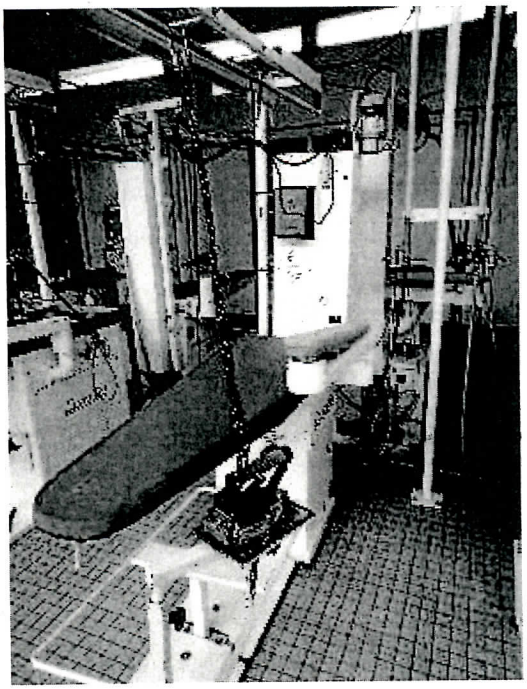
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 7

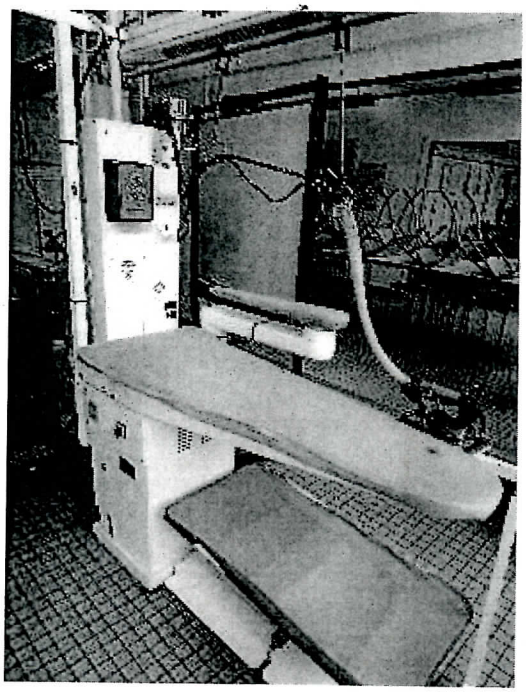
Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Table à repasser CAMPTEL (7) N° 1623 fonctionne, date de mise en service 1998.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 8

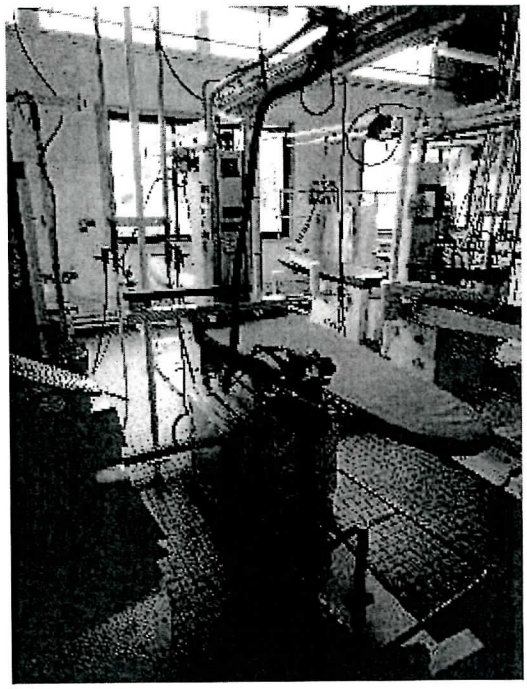
Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Table à repasser CAMPTEL (8)modèle ASPI N° 2646 fonctionne.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 9

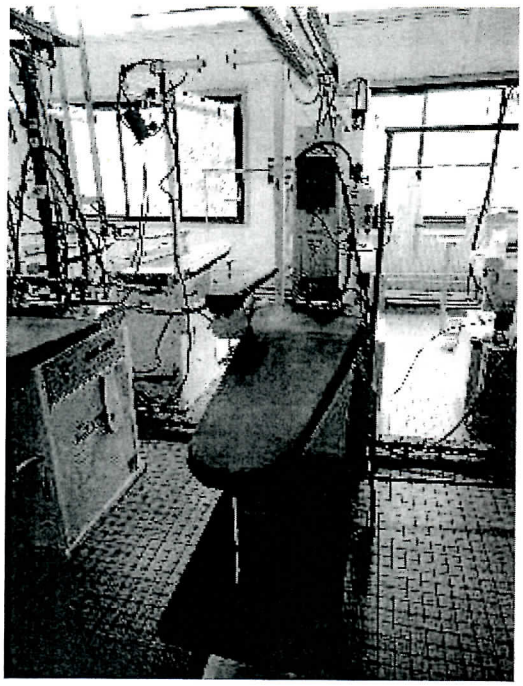
Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Table à repasser CAMPTEL (9) N°1606, fonctionne.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 10

Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Table à repasser CAMPTEL (10) modèle 21A N°720, date de mise en service 1997, fonctionne.Non conforme.

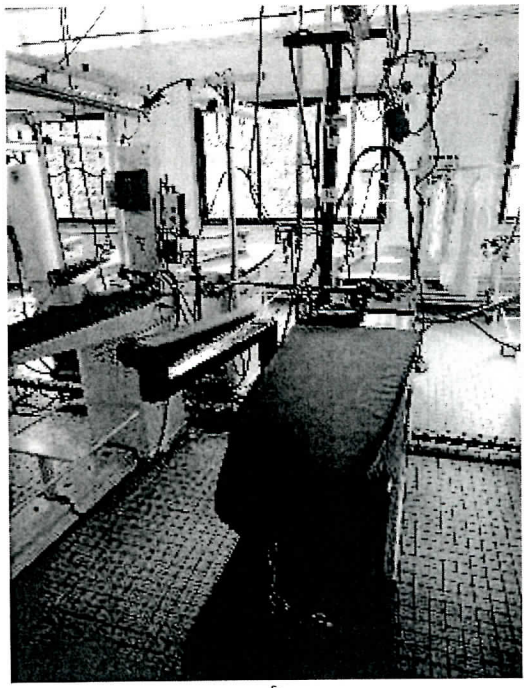
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 11

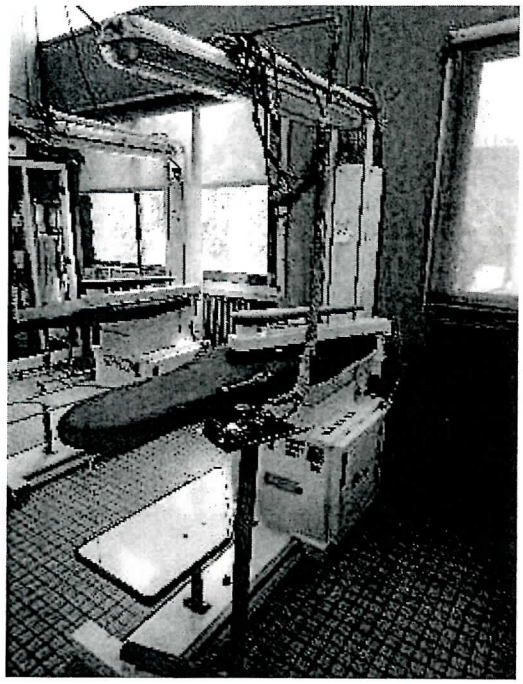
Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Table à repasser ARIANE (11), date de mise en service inconnue, fonctionne.Non conforme.

Divers
Proposer à la destruction : ☐
Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



Informations générales du PV 2016-SEP-0625

Service livrancier :

Adresse :
SAJ-DPEE, UNITE LYCEES REGION ILE DE FRANCE
35 BOULEVARD DES INVALIDES
75007 PARIS
N° de Téléphone : 0153855835
N° de Télécopie : 0153855709
Courriel :nathalie.astori@iledefrance.fr

Compte d'imputation comptable :

Non renseigné

Lieu de dépôt des biens remis :
Adresse : Lycée Val de Bièvre 0940134K
15/1 - rue d'Arcueil
94257 GENTILLY
N° de Téléphone : 01,49,86,99,29
Coordonnées du responsable : Mme BEAUVALLET CORALIE
Modalités de visite : Modalités de visite : Prendre R.D.V. auprès du responsable du lieu de visite hors congés scolaires. Modalités d'enlèvements des lots hors congés scolaires: Planification impérative avec le responsable du lieu de visite, aucun manutentionnaire et aucun moyen de levage ne seront disponibles dans le lycée.

Envoi PV :

CAV Ile-de-France
CAV IDF
3 AVENUE DU CHEMIN DE PRESLES 94417 ST MAURICE

Commissariat gestionnaire :

Pas de commissariat associé

BIEN N° 1

Type de bien
Divers (matériels professionnels)

Description
Pressing, Cabine de détachage et son compresseur (13) ARIANE modèle Cdmini80 N°7-04772 date de mise en service 2007 fonctionne .Non conforme.

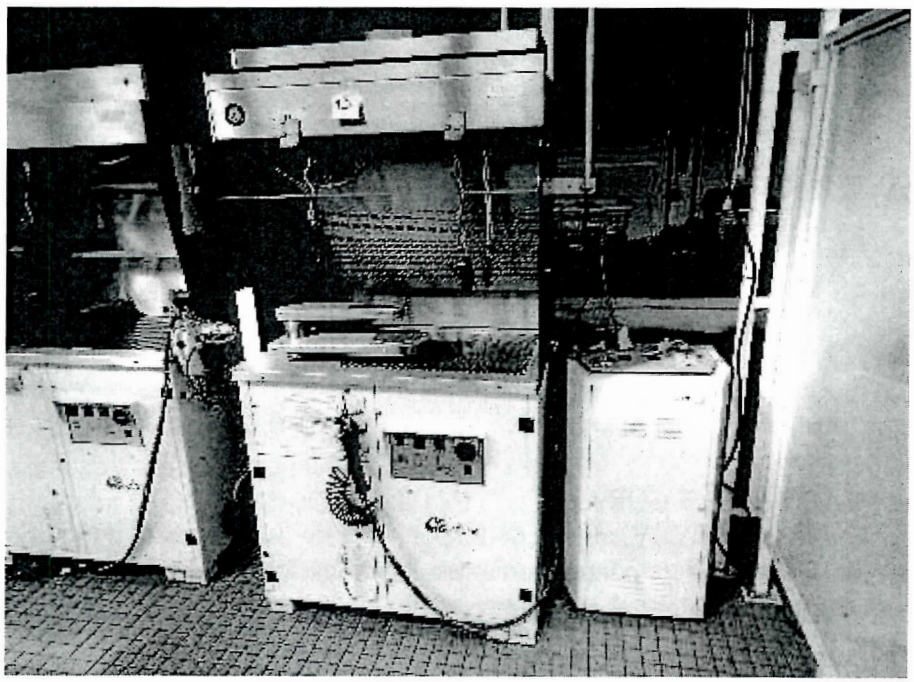
Divers

Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image



BIEN N° 2

Type de bien
Machines à coudre

Description
2 machines à coudre: 1 Singer (15) 491D200GA N° 540790 fonctionne non conforme. 1 PFAFF (16) 320979 N° 0463-2327001 date de mise en service 1988.Fonctionne non conforme.

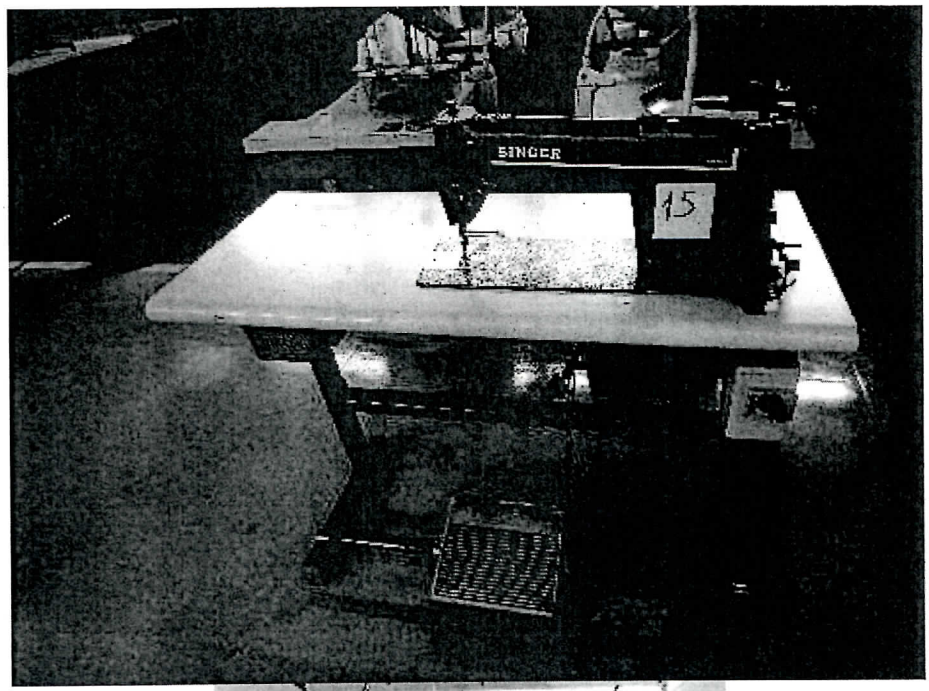
Divers

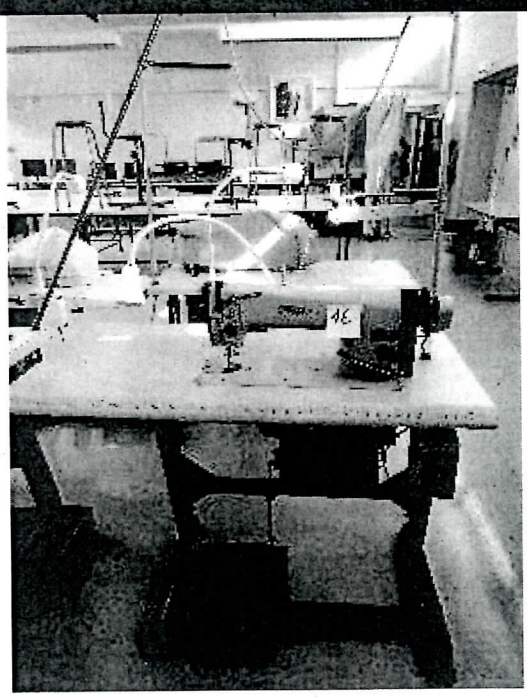
Proposer à la destruction : ☐

Provenance - stupéfiants : ☐ (confiscation suite à des infractions à la législation sur les stupéfiants)

Remarques ou questions potentielles

Document image


SINGER
15


16

0940134K
ACADEMIE DE CRETEIL
LYCEE PROFESSIONNEL VAL DE BIEVRE
15 RUE D'ARCUEIL
94257 GENTILLY CEDEX
Tel : 0149869929

ACTE NON TRANSMISSIBLE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Objet : Acquisition et aliénation des biens

Numéro de séance : 6
Numéro d'enregistrement : 30
Année scolaire : 2015-2016
Nombre de membres du CA : 26
Quorum : 14
Nombre de présents : 14

Le conseil d'administration
Convoqué le : 02/06/2016
Réuni le : 13/06/2016
Sous la présidence de : Genevieve Delaborde
Conformément aux dispositions du code de l'éducation, article R.421-25
Vu
- le code de l'éducation, notamment les articles L.421-4, R.421-20

Sur proposition du chef d'établissement, le conseil d'administration autorise l'acquisition ou l'aliénation des biens.
Pièce(s) jointe(s)
[X] Oui [ ] Non Nombre: 1

Libellé de la délibération :

- Transfert des biens vers l'ERA de Nogent (liste en annexe)
- Mise au rebut de certains biens (liste en annexe)
- Transfert de biens vers le lycée Du Gue A Tresmes de Congis (77)
- Mise à disposition de biens à la bourse aux équipements de la région

Résultats du vote

Suffrages exprimés :	14
Pour :	14
Contre :	0
Abstentions :	0
Blancs :	0
Nuls :	0

Dém'Act
Dématérialisation des actes des EPLE

Le président du conseil d'administration

Nom : Delaborde
Prénom : Genevieve
Signé le: 22/06/2016 11:48:27

Ce document est au format électronique. Il est porteur d'une signature électronique apposée au moment de sa signature par le responsable authentifié de l'entité.

GONCALVES Annabelle

De: GONCALVES Annabelle
Envoyé: vendredi 30 septembre 2016 11:26
À: CAIANO DOS SANTOS Sandrine
Cc: ASTORI Nathalie; PIENS Bruno; MARTIN Christine
Objet: Arrêté n° 16-307 du 28/09/16
Pièces jointes: doc04127520160930112125.pdf

Bonjour Madame Caiano Dos Santos,
Je vous transmets l'arrêté cité en objet, signé par Madame Martens. L'original part ce jour par courrier.
Bien à vous.

Annabelle GONÇALVES
Unité Lycées
Direction des Politiques Éducatives et de l'Équipement
Service Administratif et Juridique
24 rue du Général Bertrand - 75007 Paris
Tél : 01 53 85 67 81 - Fax : 01 53 85 57 09

ÎledeFrance

Afin de contribuer au respect de l'environnement, merci de n'imprimer ce mail qu'en cas de nécessité

De la part de Mme Astori.
Bien à vous.
AG

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 05/10/2016
- Date de réception en préfecture: 05/10/2016

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 16-308
du 30 septembre 2016

Portant désignation des membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire » pour la première session (octobre 2016).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à 9,

VU la délibération n°CR 101-16 du 16 juin 2016 relative à la création d'un dispositif régional de soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont nommés membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire », pour la première session (octobre 2016), au titre du collège des élus :

Chantal JOUANNO
Vice-Présidente Ecologie et Développement durable
Présidente du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire »

Thierry MEIGNEN
Membre de la commission « logement et politique de la ville »

Jérémy REDLER
Membre de la commission « développement économique, emploi et innovation »

Corinne RUFFET
Membre de la commission « culture »

ARTICLE 2 :

Sont désignés membres du jury « soutien aux initiatives d'urbanisme transitoire », pour la première session (octobre 2016), au titre du collège des personnalités qualifiées :

Catherine BERTRAM
Directrice de la Mission Bassin Minier Nord - Pas de Calais

Pascal DAYRE
Directeur général adjoint, Directeur du Pôle Stratégie et Ressources du Grand EPF

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Caroline DE JESSEY
Directrice de la communication/accompagnement du changement de SNCF Immobilier

Maud LE FLOC'H
Urbaniste-scénariste, Directrice du Pôle des Arts Urbains (POLAU)

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 04/10/2016
- Date de réception en préfecture: 04/10/2016

îledeFrance

ARRETE N° 16-309 DU 29 SEPTEMBRE 2016

Portant décision de la présidente du conseil régional d'Ile-de-France prise en vertu de la délégation donnée par le conseil régional

ÉQUIPEMENT EN VÉHICULES DES EPLE
CESSIONS DE BIENS MOBILIERS ANCIENS ET HORS D'USAGE

LA PRESIDENTE DU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

VU Le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.4221-5

VU La délibération CR n°11-10 en date du 16 avril 2010 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à son président

VU L'arrêté n°16-31 en date du 24 février 2016 portant délégations de signature de l'unité « Lycées »

VU La loi n°83.663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat

VU La circulaire interministérielle du 9 mai 1989 relative à la désaffectation des biens des établissements scolaires et à leurs changements d'utilisation

Décide :

Article unique :

De procéder à la cession de 11 véhicules dont la liste figure dans le tableau joint en annexe.

Pour le Président de la Région
Île-de-France et par délégation,
La Directrice des Politiques Éducatives
et de l'Équipement

Claudie MARTENS

ANNEXE

LISTE DES VÉHICULES POUR VENTES OU DESTRUCTIONS FUTURES

N° Inventaire	Marque & Type de véhicule	Immatriculation	Date de mise en circulation	Lycée	Ville	Valeur d'achat
2842	CITROEN C 15	70 MBR 75	1997	LP ABBE GREGOIRE	75 - PARIS 03	8 923,24
3362	RENAULT EXPRESS	249 KRQ 75	1993	LP JEAN PERRIN	91 - LONGJUMEAU	9 290,25
3460	RENAULT EXPRESS	437 JAJ 75	1990	LYP CHARLES DE GAULLE	93 - ROSNY SOUS BOIS	9 290,25
3601	RENAULT EXPRESS	BG-481-XQ	1988	LYP MARX DORMOY	94 - CHAMPIGNY S/MARNE	9 290,25
3643	RENAULT EXPRESS	BH-048-DY	1994	LYP MARX DORMOY	94 - CHAMPIGNY S/MARNE	9 290,25
2954	CITROEN JUMPER	19 LLS 75	1995	ANATOLE France	92 - COLOMBES	18 682,00
3210	RENAULT TRAFIC	530 JKL 75	1991	LP JEAN MOULIN	78 - LE CHESNAY	18 171,34
3213	PEUGEOTJ5 1000	810 HLW 75	1989	LP JEAN MOULIN	78 - LE CHESNAY	11 205,40
3673	CITROEN BERLINGO	969 NCD 75	2000	LP A. GUILLAUMIN	94 - ORLY	10 637,25
3636	PEUGEOT EXPERT	509 KFV 75	1993	LP GABRIEL PERI	94 - CHAMPIGNY S/MARNE	13 171,05
3665	CITROEN BERLINGO	912 MTB 75	1999	LP JEAN MACE	94 - CHOISY LE ROI	10 636,49

Accusé de réception en préfecture
- Date de télétransmission: 04/10/2016
- Date de réception en préfecture: 04/10/2016

Conseil régional

La Présidente

Arrêté n° 16-310
du 3 octobre 2016

Portant désignation des représentants du Conseil régional d'Ile-de-France au sein du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM).

LA PRESIDENTE DU CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 4231-1 à 9,

VU l'article 3 de la convention relative à la mise en œuvre du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM).

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 :

Sont désignés pour représenter le Conseil régional d'Ile-de-France au sein du Fonds Régional d'Acquisition pour les Musées (FRAM) :

- Madame Agnès EVREN, Vice-présidente du Conseil régional d'Ile-de-France
- Madame Anne Louise MESADIEU, Conseillère régionale d'Ile-de-France
- Madame Florence PORTELLI, Conseillère régionale d'Ile-de-France
- Madame Alexandra DUBLANCHE, Conseillère régionale d'Ile-de-France
- Monsieur Mustapha SAADI, Conseiller régional d'Ile-de-France
- Monsieur Pascal GIAFFERI, Conseiller régional d'Ile-de-France
- Monsieur Benoît MARQUAILLE, Conseiller régional d'Ile-de-France

ARTICLE 2 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Région d'Ile-de-France.

Valérie Pécresse

Valérie PÉCRESSE

Conseil régional
33, rue Barbet-de-Jouy – 75359 Paris cedex 07 SP
Tél. : 01 53 85 53 85 – Fax : 01 53 85 53 89
www.iledefrance.fr